Chamberblietchen

2013-2014

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2013-2014

Document	Contenu	Page
CR n°1	Séances n°1, 2, 3, 4	3
CR n°2	Séances n°5, 6	59
CR n°3	Séances n°7, 8	123
CR n°4	Séances n°9, 10, 11, 12	187
CR n°5	Séances n°13, 14, 15, 16, 17	251
CR n°6	Séances n°18, 19, 20	315
CR n°7	Séances n°21, 22, 23	379
CR n°8	Séances n°24, 25, 26, 27	443
CR n°9	Séances n°28, 29	507
CR n°10	Séances n°30, 31	555
CR n°11	Séances n°32, 33	599

N°01
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°1 - SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2013 / 2013-2014

Allocution de M. Mars Di Bartolomeo, nouveau Président de la Chambre des Députés p. 5
Sommaire des séances publiques nos 1 et 1-4 p. 36
Sommaire des questions parlementaires p. Q1

Programme gouvernemental:
- Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 8
- Débat p. 15

1re séance (2013) Mercredi 13 novembre 2013
1re séance (2013-2014) Jeudi 5 décembre 2013
2e séance (2013-2014) Mardi 10 décembre 2013
3e séance (2013-2014) Mercredi 11 décembre 2013
4e séance (2013-2014) Mercredi 11 décembre 2013

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

M. Mars Di Bartolomeo, nouveau Président de la Chambre des Députés

Le jeudi, 5 décembre 2013 restera certainement gravé comme une date importante dans les annales parlementaires et sera à marquer d'une pierre blanche dans le curriculum vitae de M. Mars Di Bartolomeo. Ce jour-là, non seulement la session extraordinaire 2013 fut clôturée et la session extraordinaire 2013-2014 ouverte au nom du Grand-Duc par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, mais il vit également accéder à la plus haute fonction parlementaire l'ancien Ministre de la Santé.

Dans son discours d'investiture devant une assemblée désormais au grand complet, le nouveau premier citoyen du pays a surtout plaidé pour une reprise en main du Grand-Duché.

Après les diverses polémiques ayant entraîné des élections législatives anticipées, il s'agit maintenant - aux yeux de M. Di Bartolomeo - de retrousser à nouveau les manches et d'affronter les nombreux défis qui attendent le pays au tournant, à commencer par le chômage des jeunes et des quinquagénaires délaissés par le marché du travail, le manque de logements à prix modéré, le rétablissement de la stabilité des finances publiques, la viabilité des systèmes de santé et de sécurité sociale mis à l'épreuve par la crise économique et des recettes en baisse.

Se lamenter et s'apitoyer sur son sort ne mènera nulle part. Au contraire, il faudra s'appuyer sur les atouts qui ont fait la force du Luxembourg et au premier rang desquels figure le dialogue social, sérieusement grippé. Au lieu de s'évertuer à mettre en avant ce qui nous sépare, cherchons donc à retrouver ce qui nous unit et nous rend forts, a souligné le nouveau Président devant les élus. Ce sont une capacité d'adaptation et une inventivité certaines qui, par le passé, ont fait que nous avons su prendre les virages les plus difficiles. Selon M. Mars Di Bartolomeo, les temps où l'on a fait des cadeaux au Luxembourg sont définitivement révolus. Il n'y a qu'à lire la presse étrangère pour s'en apercevoir. Sachant que nous pesons peu par rapport à certains mastodontes européens en termes de puissance politique et économique, il faudra abattre les cartes de la réactivité et des courts chemins de décision pour apporter un surplus de compétitivité à notre pays.



M. Mars Di Bartolomeo préside la séance publique.

En faveur d'un parlementarisme entier qui se démarque

En ce sens, la Chambre doit apporter sa pierre à l'édifice, se transformer en «cercle de réflexion» national, en pépinière à idées ouverte au dialogue. Nous devons pratiquer le dialogue interne dans le respect et la tolérance mutuels et rechercher le dialogue ouvert avec le monde extérieur au Parlement, dont notamment les autres institutions, les chambres professionnelles, la société civile et surtout les jeunes, a fait observer M. Di Bartolomeo. Si l'action politique veut retrouver ses lettres de noblesse, il faudra qu'elle ose davantage de démocratie en y incluant non seulement les Luxembourgeois, mais aussi les étrangers qui peuplent notre pays. Il s'agira d'empêcher tout élément de fracture sociale, que ce soit entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois, entre jeunes et moins jeunes, entre ceux qui travaillent et ceux qui, faute d'emploi, ne le peuvent pas. C'est la raison pour laquelle je plaide pour un parlementarisme engagé, entier, qui prend au sérieux ses fonctions de contrôle et fait jouer à plein son droit d'initiative, a conclu M. Di Bartolomeo.

Né en 1952, M. Di Bartolomeo a été journaliste, puis rédacteur en chef adjoint au quotidien «Tageblatt» pendant douze ans, avant de devenir secrétaire parlementaire du groupe LSAP. Son engagement politique au niveau communal lui avait valu un mandat au conseil communal de Dudelange en 1987. Six années plus tard, il devint bourgmestre de sa ville natale, fonction qu'il occupait jusqu'en 2004.

M. Mars Di Bartolomeo avait été élu à la Chambre des Députés une première fois en 1989. Il remplissait cette fonction jusqu'en 2004 où il devint Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. Il a été reconduit à cette fonction ministérielle en 2009. Suite aux élections anticipées du 20 octobre dernier, il a réintégré la Chambre des Députés, dont il est aujourd'hui devenu le premier Président issu du parti socialiste depuis 1979.

Quelques jours après son investiture, le nouveau Président de la Chambre des Députés a profité de l'occasion pour rencontrer les membres du personnel de l'administration parlementaire avant d'être reçu en audience, en compagnie des nouveaux membres du Bureau de la Chambre, par S.A.R. le Grand-Duc.



Le Bureau de la Chambre reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc.

1re rangée (de gauche à droite): M. Alex Bodry, membre du Bureau, M. Laurent Mosar, Vice-Président, M. Mars Di Bartolomeo, Président, S.A.R. le Grand-Duc, Mme Simone Beissel et M. Henri Kox, Vice-Présidents, M. Eugène Berger, membre

2e rangée (de gauche à droite): M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Marc Angel, M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler, membres

Les nouveaux élus prennent leur quartier

La Chambre des Députés issue des élections législatives du 20 octobre 2013 s'est réunie pour la première fois le 13 novembre dans le cadre de la session extraordinaire 2013. Au cours de la séance, présidée par le doyen de la Chambre des Députés, Mme Anne Brasseur, assistée des deux plus jeunes élus, MM. Lex Delles et Serge Wilmes, 46 députés furent assermentés. Conformément à l'article 57 (2) de la Constitution, ils ont juré «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État».

Pour la circonscription Sud, il s'agissait de Mmes Sylvie Andrich-Duval (CSV), Nancy Arendt (CSV), MM. Eugène Berger (DP), Alex Bodry (LSAP), Félix Braz (déi gréng), Yves Cruchten (LSAP), Félix Eischen (CSV), Georges Engel (LSAP), Gast Gibéryen (ADR), Gusty Graas (DP), Fernand Kartheiser (ADR), Dan Kersch (LSAP), Mme Josée Lorsché (déi gréng), M. Claude Meisch (DP), Mme Lydia Mutsch (LSAP), MM. Gilles Roth (CSV), Serge Urbany (déi Lénk) et Michel Wolter (CSV).

Ont prêté serment pour la circonscription Est: MM. Lex Delles (DP), Léon Gloden (CSV), Henri Kox (déi gréng) et Mme Maggy Nagel (DP).

Mme Diane Adehm (CSV), MM. Marc Angel (LSAP), François Bausch (déi gréng), Mme Simone Beissel (DP), M. Xavier Bettel (DP), Mmes Anne Brasseur (DP), Corinne Cahen (DP), MM. Franz Fayot (LSAP), Alexandre Krieps (DP), Marc Lies (CSV), Mme Viviane Loschetter (déi gréng), MM. Paul-Henri Meyers (CSV), Laurent Mosar (CSV), Marcel Oberweis (CSV), Mme Lydie Polfer (DP), MM. Roy Reding (ADR), Justin Turpel (déi Lénk) et Serge Wilmes (CSV) ont été assermentés comme députés de la circonscription Centre.

Et la circonscription Nord a vu s'engager pour la présente législature MM. André Bauler (DP), Emile Eicher (CSV), Fernand Etgen (DP),

Camille Gira (déi gréng), Claude Haagen (LSAP) et Aly Kaes (CSV).

M. Charles Goerens (DP) a renoncé à son mandat.

Quelque trois semaines plus tard, à savoir le 5 décembre 2013, et après la mise en place la veille des nouveaux membres du Gouvernement, la nouvelle assemblée allait se réunir pour la première fois au grand complet. L'occasion aussi pour M. le Premier Ministre Xavier Bettel de clore, au nom du Grand-Duc, la session extraordinaire 2013 et de procéder à l'ouverture de la session extraordinaire 2013-2014.

Il fut ensuite au tour des anciens membres chrétiens-sociaux du Gouvernement, tous réélus, de prêter serment. MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Jean-Claude Juncker, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank, Marc Spautz et Claude Wiseler prirent alors place sur les bancs de l'opposition parlementaire. Par la même occasion, M. Mars Di Bartolomeo, ministre sortant du LSAP fut assermenté et élu par la suite nouveau Président de la Chambre des Députés.

15 autres femmes et hommes politiques leur emboîtèrent le pas pour occuper les sièges laissés vacants par les nouveaux ministres François Bausch, Xavier Bettel, Félix Braz, Corinne Cahen, Fernand Etgen, Dan Kersch, Claude Meisch, Lydia Mutsch, Mady Nagel et Etienne Schneider respectivement secrétaires d'État André Bauler et Camille Gira. Il s'agit de MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Joëlle Elvinger, MM. Max Hahn, Marc Hansen et Edy Mertens pour le DP; M. Frank Arndt, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, Claudia Dall'Agnol, Cécile Hemmen et M. Roger Negri pour le LSAP; MM. Claude Adam, Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler pour déi gréng.

Les députés ont ensuite procédé à la constitution des organes de la Chambre: le renouvellement du Bureau et de la Conférence des Présidents, l'institution des groupes politiques, la constitution des commissions parlementaires réglementaires et permanentes ainsi que celle des délégations représentant le Grand-Duché dans les assemblées parlementaires internationales (cf. p. 6-7 de ce compte rendu).

Quatre commissions réglementaires et 19 commissions permanentes furent ainsi instaurées, chaque commission étant composée de 13 membres, dont 5 du groupe CSV, 3 du groupe DP, 3 du groupe LSAP, 1 membre du groupe déi gréng et 1 membre en alternance des sensibilités politiques ADR et déi Lénk.



18 élus de la circonscription Sud sont assermentés. © Guy Jallay



17 élus de la circonscription Centre prêtent serment. © Guy Jallay



Prestation de serment de 15 suppléants © Guy Jallay



En tant que doyen, Mme Anne Brasseur a présidé la première séance, assistée des deux plus jeunes élus, MM. Lex Delles et Serge Wilmes (à gauche).



Prestation de serment de quatre élus de la circonscription Est © Guy Jallay



Mme Anne Brasseur, doyen, prête serment.



Assermentation de six élus de la circonscription Nord © Guy Jallay



Dix ministres sortants sont assermentés comme députés.

Mme Anne Brasseur, Président de la Chambre des Députés pour la session extraordinaire 2013

Entrevue avec Mme Zainab Hawa Bangura des Nations Unies

À l'occasion de la Journée Internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, Mme Anne Brasseur, Président de la Chambre des Députés pour la session extraordinaire 2013, a rencontré Mme Zainab Hawa Bangura, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

Issue de la Sierra Leone, pays où une guerre civile a fait rage jusqu'à la fin des années 2000 causant la mort d'environ 120.000 personnes - plusieurs milliers d'autres furent mutilées délibérément, notamment par l'amputation des mains pour les empêcher de travailler et surtout de voter; des garçons furent enrôlés de force comme enfants soldats; des filles et femmes transformées en esclaves sexuelles -, Mme Bangura est surtout connue dans son pays pour être une militante reconnue de la société civile, des droits de la femme et une activiste de la démocratie.

Familière des négociations sur les questions liées à la violence sexuelle avec des acteurs étatiques et non étatiques dont elle a combattu la corruption et l'impunité, plaidant pour la fin des mutilations génitales et autres violences sexuelles couramment utilisées comme arme de guerre dans de nombreux conflits armés à travers le monde, Mme Bangura entend encore davantage sensibiliser la communauté internationale contre ce fléau et encourager la recherche d'une solution à l'échelle locale, nationale et même universelle.

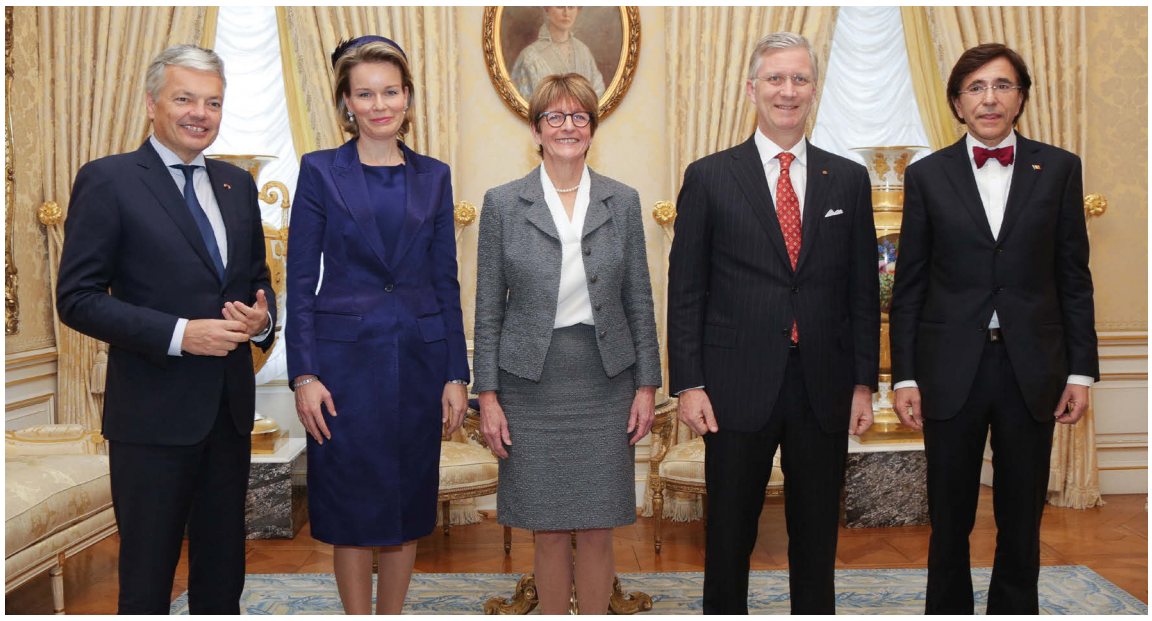
À l'occasion de son entrevue avec Mme Anne Brasseur, Mme Bangura a tenu à remercier l'État luxembourgeois pour le soutien indéfectible qu'il lui accorde dans sa mission. «La lutte contre la violence sexuelle dans les conflits armés, mais également dans les camps de réfugiés, est difficile et représente un énorme défi. Trop souvent, les victimes n'ont ni le droit ni la force de demander justice et réparation», a insisté la représentante spéciale de l'ONU.

Mme Brasseur a félicité Mme Bangura pour son engagement remarquable et l'a assurée de tout son soutien dans le combat qu'elle mène au quotidien contre les violences sexuelles utilisées de manière généralisée en temps de conflit, reconnues comme constitutives de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité ou de génocide par la Cour pénale internationale.



Mme Zainab Hawa Bangura reçue par Mme Anne Brasseur.

Le Président de la Chambre reçu en audience



© SIP / Luc Deflorenne

Dans le cadre de leur visite officielle au Luxembourg le 2 décembre 2013, LL.MM. le Roi Philippe et la Reine Mathilde de Belgique ont reçu en audience le Président de la Chambre des Députés, Mme Anne Brasseur. LL.MM. le Roi et la Reine des Belges étaient accompagnées du Premier Ministre du Royaume de Belgique, M. Elio di Rupo (à droite) ainsi que de M. Didier Reynders, Vice-Premier Ministre, Ministre fédéral des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes.

Remise du rapport de l'ORK au premier citoyen du pays

En date du 20 novembre 2013, Journée internationale des droits de l'enfant, les membres de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) ont remis leur 11e rapport à Mme Anne Brasseur, Président de la Chambre des Députés pour la session extraordinaire 2013.

Au cours des douze derniers mois écoulés, 96 nouveaux dossiers concernant 146 enfants ont été ouverts par l'ORK. La situation des enfants et des jeunes face aux migrations constitue le thème central du rapport 2013. La prévention de la violence et de la violence sexuelle contre les enfants, l'enseignement ainsi que la situation de l'enfant face aux nouveaux media sont également analysés dans la publication 2013.

Dans son rapport, l'ORK formule non seulement un certain nombre de recommandations à l'attention de différents ministères, mais également à l'égard de la Chambre des Députés, notamment pour ce qui est du rattachement direct du comité au Parlement et l'insertion des droits de l'enfant dans la Constitution.



Le Président de l'ORK, M. René Schlechter, accompagné des membres du comité, remet le rapport 2013 à Mme Anne Brasseur, Président de la Chambre des Députés pour la session extraordinaire 2013.

*L'administration parlementaire se présente**

La direction

Formée par un Secrétaire général - chef de l'administration parlementaire - et deux Secrétaires généraux adjoints qui l'assistent dans l'accomplissement de ses missions, la direction coiffe tous les services de l'administration parlementaire. Sorte de centre névralgique décisionnel de toute l'administration, c'est en son sein que sont fixées les orientations et prises les décisions susceptibles de soutenir l'action de la Chambre des Députés dans ses différentes fonctions.

Les attributions de la direction

Quelles sont les attributions des membres de la direction?

- Il incombe au Secrétaire général d'assurer la direction générale de l'administration parlementaire et de veiller au bon fonctionnement de ses services. À côté de cette mission première, il organise et prépare aussi les réunions du Bureau et de la Conférence des Présidents, conseille ces derniers ainsi que le Président de la Chambre des Députés. Le Secrétaire général s'assure de la mise en œuvre de toutes les décisions prises par les organes qui orientent l'administration parlementaire dans ses travaux.

Chapeautant par ailleurs le Service des Séances plénières et le Cabinet du Président, celui-ci figure en matière administrative comme l'interlocuteur privilégié du Président de la Chambre. Membre du Bureau de la Chambre, le Secrétaire général est élu pour la durée de la législature par l'assemblée parlementaire nouvellement constituée suite aux élections législatives.

- Les Secrétaires généraux adjoints, supervisant selon un plan de partage bien établi les activités des différents services de l'administration, rapportent directement au Secrétaire général. Ils veillent à ce que les missions et objectifs définis pour les fonctions opérationnelles et les fonctions de support soient respectés et en assurent la gestion journalière. Ils assurent le respect et la mise à jour des procédures internes dans les domaines qui leur sont dévolus. À cette fin, les différents services de l'administration - à l'heure actuelle au nombre de treize assurant les uns des fonctions opérationnelles, les autres des fonctions de support - relèvent directement de la responsabilité des Secrétaires généraux adjoints qui en assument la bonne marche au quotidien.

Les Secrétaires généraux adjoints approuvent aussi les engagements dans le cadre du budget et de ses délégations de signatures et assistent le cas échéant, sur demande du Secrétaire général, aux réunions du Bureau et de la Conférence des Présidents.

** Nouvelle série d'articles présentant tous les services de l'administration parlementaire*



M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe

Réception de Nouvel An

D'un point de vue politique, 2013 fut une année pas tout à fait comme les autres. «Nous sommes encore en période de rodage», a noté M. le Président Mars Di Bartolomeo dans son discours lors de la réception de Nouvel An à la Chambre des Députés le 8 janvier. S'adressant aux membres du Bureau, de la Conférence des Présidents, du personnel de la Chambre, des groupes parlementaires et de la presse parlementaire, il a brièvement rappelé le rôle que la Chambre a joué dans les événements ayant mené aux élections anticipées.

Selon M. Di Bartolomeo, le Parlement devra continuer à se doter de l'expertise nécessaire pour jouer son rôle efficacement, aider à débloquer des dossiers et relancer le dialogue entre partenaires institutionnels ou sociaux. Les ministres du nouveau Gouvernement sont actuellement invités en commissions parlementaires pour exposer leurs programmes et faire connaître leurs priorités. Le Président Di Bartolomeo aura sous peu des entretiens avec le Président du Conseil d'État, le Président de la Chambre des Salariés et des représentants du Parlement des Jeunes.



(de gauche à droite) Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger, M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Frieseisen, M. Alex Bodry, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel

En janvier 2013, la Chambre a contribué à la création d'une conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne. Alors qu'en 2013, la Chambre a accueilli la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (quelque 700 délégués), le Parlement se prépare maintenant à jouer son rôle lors de la présidence de l'Union européenne que le Grand-Duché assumera à partir de juillet 2015.

Le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen, quant à lui a rappelé la volonté de garantir une grande efficacité dans l'évacuation des dossiers. La mise en place de la pétition électronique devrait avoir lieu sous peu. Les derniers tests sont en cours.

M. Frieseisen a en outre salué la bonne collaboration avec la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg chargée d'effectuer plusieurs études concernant notamment le degré d'autonomie de la Chambre des Députés et son rôle dans le processus décisionnel ou l'accès à l'information et la participation des citoyens aux processus législatifs contemporains.

Finalement a-t-il plaidé pour une révision de la façon de travailler du Parlement pour une optimisation de l'interaction entre députés, groupes et sensibilités politiques et l'administration parlementaire, pour une meilleure dotation en expertise propre ainsi que pour une évaluation concertée des politiques publiques.

84 personnes travaillent actuellement dans l'administration parlementaire, dont 44 femmes.

Conférence internationale à la Chambre

L'institutionnalisation des parlements, le contrôle parlementaire en matière fiscale et économique et le rôle des parlements nationaux dans le processus décisionnel européen ont constitué les principaux sujets abordés au cours d'une conférence internationale à la Chambre. Il s'agissait du premier événement de cette envergure ayant lieu à la salle plénière du Parlement luxembourgeois, coorganisé avec la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg.

Débattant sur le thème de «Démocratie(s), parlementarisme(s) et légitimité(s)», des experts internationaux se sont penchés pendant deux jours sur le fonctionnement du parlementarisme. Celui-ci a été analysé sous des angles différents afin de trouver notamment des réponses aux questions suivantes: «Dans quelle mesure les élections, les partis politiques et les groupes parlementaires défendent-ils la démocratie représentative? Comment les parlements interagissent-ils avec les électeurs? Quelle est l'influence des parlements nationaux sur la prise de décisions à l'échelle européenne? Quelles réformes faut-il entreprendre aux niveaux national et européen pour améliorer la démocratie représentative?»

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Rolf Tarrach, Recteur de l'Université du Luxembourg, et M. Philippe Poirier, titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires se sont succédé à la tribune pour introduire le sujet.

M. Mars Di Bartolomeo a notamment expliqué que la Chambre souhaite explorer des pistes nouvelles pour améliorer les contacts avec les citoyens. Il a suggéré que le premier acteur du pouvoir législatif joue le rôle de facilitateur du dialogue entre les instances impliquées dans la prise de décision.

Le Président a également rappelé les missions de la Chaire de recherche en études parlementaires. Celle-ci permet notamment de soutenir financièrement et logistiquement des projets de recherche, de financer et de développer des recherches doctorales, de procéder à des publications académiques et grand public et de créer un programme de stage professionnalisant au sein du Parlement pour des étudiants du Master en Gouvernance européenne de l'Université du Luxembourg.

M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, a pour sa part rappelé les deux premiers projets de recherche dont l'un analyse plus particulièrement les pouvoirs réels de la Chambre des Députés dans les processus décisionnels tant national qu'international et l'autre traite de l'interaction du Parlement avec les citoyens et résidents du pays.

Étant donné que tous les débats politiques, économiques et sociétaux finissent à un moment ou un autre à passer par le Parlement, celui-ci se doit d'être constamment à la hauteur de sa tâche. Pour pouvoir relever tous les défis qui se présentent, il importe à la Chambre, d'après le Secrétaire général, d'être à l'écoute des autres, d'être un agile observateur et d'être capable de s'adapter en permanence.

Benelux: programme ambitieux pour 2014

À la tête du Conseil des Ministres de l'Union Benelux tout au long de l'année 2013, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, s'est adressé à la mi-décembre une dernière fois aux membres du Parlement Benelux, encore appelé Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, composé de 21 députés néerlandais, 21 députés belges et sept députés luxembourgeois.

C'était l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre du nouveau traité Benelux, entré en vigueur au 1er janvier 2012, et de se pencher sur les priorités autour desquelles devraient s'articuler les activités de l'Union Benelux en 2014. Se référant aux interrogations que la Deuxième Chambre des Pays-Bas avait su susciter début 2013 à propos de la plus-value du Parlement Benelux, M. Asselborn s'est dit convaincu qu'un renforcement du pilotage de son action, une meilleure visibilité ainsi que la poursuite d'objectifs plus concrets devraient permettre à l'assemblée Benelux de convaincre davantage de son utilité.

Une transposition simultanée et commune des directives européennes aux Pays-Bas, en Belgique et au Grand-Duché s'avérant impossible, M. Asselborn a suggéré dans son discours que chacun des pays du Benelux s'inspire de l'autre en termes de meilleures pratiques de transposition. Par la suite, le Ministre s'est attardé sur les enjeux constitués par les sept priorités que le Benelux s'est bien voulu fixer pour 2014, dont trois méritent d'être relevées tout particulièrement:

- la mobilité transfrontalière en matière de travail, cruciale pour redynamiser certaines régions en quête de croissance et de nouvelles activités. S'y trouvent rattachées les homologations réciproques des diplômes et des qualifications professionnelles entre les trois pays du Benelux, conditions indispensables pour mieux lutter contre le chômage en général et celui des jeunes en particulier;

- la simplification des règles douanières existantes qui ne pourra se révéler que bénéfique pour les secteurs du transport transfrontalier et de la logistique, sachant que quatre des dix réseaux de transport transeuropéens passent par le Benelux;

- ainsi que la prévention des fraudes en tous genres (fraude TVA, fraude à la sécurité sociale, fraude fiscale, escroqueries économiques, etc.) qui constituent un manque à gagner énorme pour les recettes des trésors publics des trois États et du budget communautaire de l'Union européenne.



Des participants au colloque international qui a eu lieu en la salle des séances plénières.

Nos données nous appartiennent

Invitée de la deuxième journée de la session plénière du Parlement Benelux dans les locaux de la Chambre des Députés, Mme Viviane Reding, membre de la Commission européenne depuis 1999, a fait le point sur «2013, année européenne des citoyens».

La commissaire européenne à la justice, aux droits fondamentaux et à la citoyenneté a saisi l'occasion pour se prononcer en faveur d'une meilleure protection de la vie privée. Faisant allusion au programme „Prism"" que mettent en œuvre les services secrets américains, elle a dénoncé l'ampleur de la surveillance électronique et l'espionnage menés par la NSA américaine, épinglant au passage la folie de la politique du tout-sécuritaire („Patriot Act") mise en œuvre par les États-Unis depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Mme Viviane Reding a sermonné les services secrets (américains et alliés européens) qui, dans leurs activités sur le territoire de l'UE, se croient au-dessus des lois et ne se conforment pas à la législation européenne en matière de protection des données personnelles. «Tout combat contre le terrorisme et la criminalité organisée doit se faire dans les règles de l'art. Les données de chaque individu lui sont personnelles et n'appartiennent ni à une industrie, ni à un État. Depuis la mise sur écoute du portable de Mme Merkel par la NSA, les citoyens américains commencent à se révolter contre de telles pratiques qui n'ont rien à voir avec la lutte antiterroriste. Les choses semblent enfin bouger de l'autre côté de l'Atlantique», s'est-elle exprimée.

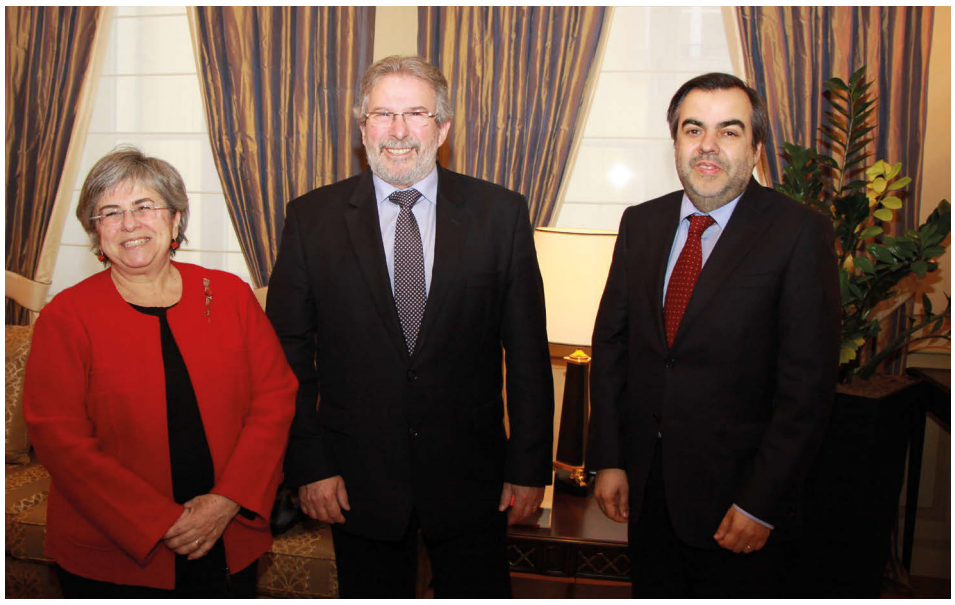
Et de fustiger au passage les États membres de l'Union cherchant à enterrer ses propositions pour renforcer la protection des données des citoyens en Europe. Une Europe par ailleurs qui, à ses dires, semble coincée entre sa volonté de mieux protéger les données personnelles de ses citoyens et le lobbying exercé par les géants américains de l'Internet pour limiter les mesures envisagées par la Commission européenne.

Même topo en ce qui concerne la liberté de circulation des personnes à l'intérieur de l'UE, un des plus grands acquis de sa construction. Aux yeux de Mme Reding, il faudrait savoir distinguer entre faits et perceptions. Alors que seulement 0,4% des 507 millions de citoyens que compte l'Union sont mobiles, il s'agit surtout de personnes à la recherche de travail et non d'itinérants qui veulent s'installer chez nous pour bénéficier de nos acquis sociaux. Là encore, la lutte contre certains abus en matière de prestations sociales, sécurité sociale et transferts sociaux se trouve entre les mains des gouvernements nationaux. Comme la lutte contre ce genre de fraude ne se trouve pas inscrite dans les traités, il revient aux seuls États membres de l'UE de se concerter en la matière. En fin de compte, l'Europe ne peut que suggérer aux États membres touchés de s'y atteler ensemble.



Mme Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission européenne, entourée du Président du Parlement Benelux, M. Marcel Oberweis, ainsi que des membres de la délégation luxembourgeoise et du Premier Ministre, M. Xavier Bettel.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



…l'Ambassadeur du Portugal, S.E. Mme Maria Rita Ferro, et M. Rui Gonçalves Monteiro du Consulat général



…l'Ambassadeur de Slovaquie, S.E. M. Jan Kuderjavy



…l'Ambassadeur d'Italie S.E. M. Stefano Maria Cacciaguerra Ranghieri

Envol de l'aigle albanais vers l'Europe?

C'est avant une décision cruciale du Conseil européen à la mi-décembre dernier de reconnaître officiellement ou non l'Albanie en tant que pays candidat à l'Union européenne (UE) que le Ministre des Affaires étrangères de ce pays des Balkans s'est déplacé au Grand-Duché. Avant de rencontrer son homologue luxembourgeois Jean Asselborn, M. Ditmir Bushati a été reçu par M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés.

Les deux hommes se sont entretenus sur la situation politique et économique actuelle dans ce pays des Balkans occidentaux qui, en date du 1er avril 2009, avait déjà fait son entrée dans l'OTAN. Tandis que les élections législatives albanaises de 2009 ont toujours été contestées par l'opposition pour cause de fraude et avaient conduit par la suite à une vie politique quelque peu agitée, les élections de juin 2013 - considérées par d'aucuns comme un test crucial - se sont déroulées selon les standards démocratiques. Elles ont su donner une majorité claire au socialiste Edi Rama, ce qui a permis de mettre en place un gouvernement stable depuis le 15 septembre de cette année.

Même si de grands progrès ont pu être réalisés dans des domaines clés à l'instar des réformes entreprises dans le judiciaire et l'administration publique, l'Albanie n'est pas encore un État de droit parfait ni une démocratie exemplaire. MM. Bushati et Angel furent d'accord pour dire que des actions supplémentaires dans la lutte contre la corruption et le crime organisé devraient être fournies. Dans les années à venir, l'Albanie devrait de même veiller à développer encore de meilleures relations avec ses pays voisins directs, souvent peuplés par de fortes minorités albanaises et à s'engager comme un pivot pour une bonne coopération régionale.

Enfin, une perspective d'adhésion de l'Albanie à l'UE devrait aussi permettre de dynamiser son économie et d'exploiter à fond son énorme potentiel touristique. Dans ce contexte, il ne faut cependant pas oublier que l'Albanie revient de très loin et que les défis qui se posent à elle aujourd'hui sont les mêmes que ceux qui se posaient aux pays d'Europe centrale et orientale il y a dix ans au moment du processus d'élargissement.



M. Marc Angel et M. Ditmir Bushati

Forum mondial des femmes dans les parlements

Du 27 au 29 novembre 2013, le Parlement européen a organisé le «Forum mondial des femmes dans les parlements» pour commémorer le 120e anniversaire du suffrage féminin. Quelque 400 députées de plus de 100 pays, dont Mme Diane Adehm de la Chambre des Députés, et plus de 600 acteurs politiques et militants ont participé à cette réunion. La conférence a permis un échange d'expériences entre dirigeantes politiques sur des enjeux globaux. Les participants ont également abordé les changements possibles grâce au leadership féminin, la manière dont les différents parlements peuvent avancer en termes d'égalité des genres et l'élimination des stéréotypes concernant les femmes au pouvoir.

La nécessité de restaurer la dignité des femmes, leur estime ainsi que l'unité, a été soulignée lors du sommet. Un premier pas consisterait à réformer la législation sur l'égalité des genres et à changer les mentalités afin de permettre aux femmes de mieux participer à la prise de décision. Comment expliquer en effet que dans une population mondiale constituée de plus de 50% de femmes, moins de 20% des représentants politiques sont des femmes?

Mme Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria, a déclaré que les femmes et les hommes devraient bénéficier des mêmes opportunités, de la même justice et des mêmes libertés. «Pour chaque dirigeante politique, il y a des centaines d'autres femmes qui restent en bas de l'échelle sociale. Un leadership ferme des femmes et des hommes est une responsabilité conjointe. Une avancée énorme pour une femme, ce n'est qu'un petit pas dans une grande marche», a-t-elle conclu.

Le Forum mondial des femmes dans les parlements, a également été l'occasion de récompenser les pays qui ont le mieux progressé dans la réduction de l'inégalité entre les genres.



Mme Diane Adehm

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Composition des Organes de la Chambre des Députés et des Commissions parlementaires (21 janvier 2014)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Mosar Laurent
	déi gréng	Kox Henri
Membres	CSV	Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Berger Eugène, Polfer Lydie
Sécrétaire général		Frieseisen Claude

Conférence des Présidents

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Juncker Jean-Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	DP	Krieps Alexandre
Membres	CSV	Adehm Diane, Kaes Aly, Wilmes Serge
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Negri Roger
	DP	Elvinger Joëlle, Mertens Edy
	déi gréng	Lorsché Josée
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

Membres	CSV	Juncker Jean-Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commission des Pétitions

Président	CSV	Schank Marco
Vice-Présidents	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Turpel Justin
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Angel Marc, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Arendt Guy, Graas Gusty, Hahn Max

Commission du Règlement

Président	ADR	Gibéryen Gast
Vice-Présidents	LSAP	Negri Roger
	DP	Arendt Guy
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Gloden Léon, Lies Marc, Meyers Paul-Henri, Mosar Laurent
	LSAP	Bodry Alex, Dall'Agnol Claudia
	DP	Beissel Simone, Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président	LSAP	Angel Marc
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Frieden Luc, Juncker Jean-Claude, Mosar Laurent, Spautz Marc
	LSAP	Cruchten Yves, Dall'Agnol Claudia (sauf pour le volet Coopération), Hemmen Cécile (pour le volet Coopération)
	DP	Berger Eugène, Graas Gusty
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Affaires intérieures

Président	LSAP	Haagen Claude
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Roth Gilles
Membres	CSV	Eicher Emile, Halsdorf Jean-Marie, Kaes Aly, Lies Marc
	LSAP	Arndt Frank, Cruchten Yves
	DP	Arendt Guy, Hahn Max
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	déi gréng	Wickler Christiane (pour le volet Protection des consommateurs)
	CSV	Eicher Emile
Membres	CSV	Hansen Martine, Kaes Aly, Modert Octavie, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Delles Lex, Mertens Edy
	déi gréng	Kox Henri (pour le volet Agriculture et Viticulture)
	ADR	Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	LSAP	Arndt Frank
	DP	Brasseur Anne
Membres	CSV	Eischen Félix, Mosar Laurent, Spautz Marc, Wolter Michel
	LSAP	Haagen Claude, Negri Roger
	DP	Berger Eugène, Krieps Alexandre
	déi gréng	Loschetter Viviane
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Culture

Président	DP	Polfer Lydie
Vice-Présidents	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Oberweis Marcel
Membres	CSV	Lies Marc, Modert Octavie, Wilmes Serge, Wiseler Claude
	LSAP	Angel Marc, Bofferding Taina
	DP	Brasseur Anne, Delles Lex
	déi gréng	Lorsché Josée
	déi Lénk	Urbany Serge

Commission du Développement durable

Président	déi gréng	Lorsché Josée
Vice-Présidents	LSAP	Engel Georges
	CSV	Kaes Aly
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Lies Marc, Schank Marco, Wilmes Serge
	LSAP	Cruchten Yves, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty, Hahn Max
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de l'Économie

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Eischen Félix
Membres	CSV	Eicher Emile, Hetto-Gaasch Françoise, Mosar Laurent, Wiseler Claude
	LSAP	Bodry Alex (pour le projet de loi 6478), Burton Tess (sauf pour le projet de loi 6478), Haagen Claude
	DP	Arendt Guy, Beissel Simone
	déi gréng	Kox Henri (pour le volet Énergie), Wickler Christiane (sauf pour le volet Énergie)
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Président	DP	Berger Eugène
Vice-Présidents	LSAP	Haagen Claude
	CSV	Hetto-Gaasch Françoise
Membres	CSV	Eicher Emile, Hansen Martine, Wilmes Serge, Wiseler Claude
	LSAP	Burton Tess, Engel Georges
	DP	Baum Gilles, Delles Lex
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

Président	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déi gréng	Adam Claude
	CSV	Hansen Martine
Membres	CSV	Adehm Diane, Modert Octavie, Oberweis Marcel, Wilmes Serge
	LSAP	Bofferding Taina (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Burton Tess, Cruchten Yves (pour les volets Media et Communications), Negri Roger
	DP	Berger Eugène, Brasseur Anne
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Environnement

Président	déi gréng	Kox Henri
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Halsdorf Jean-Marie
Membres	CSV	Hansen Martine, Kaes Aly, Oberweis Marcel, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	LSAP	Bofferding Taina
	CSV	Spautz Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Arendt Nancy, Hansen Martine, Hetto-Gaasch Françoise
	LSAP	Engel Georges, Hemmen Cécile
	DP	Elvinger Joëlle, Hansen Marc
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Hansen Marc
Vice-Présidents	LSAP	Bodry Alex
	CSV	Frieden Luc
Membres	CSV	Juncker Jean-Claude, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	LSAP	Fayot Franz, Haagen Claude
	DP	Berger Eugène, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Loschetter Viviane
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP	Graas Gusty

	CSV	Modert Octavie
Membres	CSV	Adehm Diane, Andrich-Duval Sylvie, Meyers Paul-Henri, Roth Gilles
	LSAP	Engel Georges, Haagen Claude
	DP	Delles Lex, Hahn Max
	déi gréng	Wickler Christiane
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Force publique

Président	LSAP	Dall'Agnol Claudia
Vice-Présidents	DP	Krieps Alexandre
	CSV	Arendt Nancy
Membres	CSV	Adehm Diane, Eischen Félix, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Kox Henri
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Bodry Alex
Vice-Présidents	DP	Brasseur Anne
	CSV	Meyers Paul-Henri
Membres	CSV	Gloden Léon, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	LSAP	Bofferding Taina
	DP	(pour le volet Cultes), Fayot Franz, Hemmen Cécile (sauf pour le volet Cultes)
	DP	Beissel Simone, Polfer Lydie
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Urbany Serge

Commission juridique

Président	déi gréng	Loschetter Viviane
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Gloden Léon
Membres	CSV	Meyers Paul-Henri, Modert Octavie, Mosar Laurent, Roth Gilles
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex, Fayot Franz
	DP	Arendt Guy, Beissel Simone
	ADR	Reding Roy

Commission du Logement

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidents	LSAP	Cruchten Yves
	CSV	Lies Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eischen Félix, Meyers Paul-Henri, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Hahn Max, Hansen Marc
	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Turpel Justin

Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Président	LSAP	Hemmen Cécile
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Andrich-Duval Sylvie
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hetto-Gaasch Françoise, Spautz Marc
	LSAP	Angel Marc (pour le volet Égalité des chances), Burton Tess, Dall'Agnol Claudia (pour les volets Santé et Sports, sauf pour le projet de loi 6469), Engel Georges (pour le projet de loi 6469)
	DP	Graas Gusty, Krieps Alexandre, Mertens Edy

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	DP	Hansen Marc
	CSV	Wilmes Serge
Membres	CSV	Eischen Félix, Kaes Aly, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Elvinger Joëlle, Krieps Alexandre
	déi gréng	Wickler Christiane
	déi Lénk	Urbany Serge

d'Chamber online op
www.chd.lu

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (21 janvier 2014)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:
Françoise Hetto-Gaasch (CSV)
Yves Cruchten (LSAP)
Anne Brasseur (DP)
Membres suppléants:
Marcel Oberweis (CSV)
Marc Spautz (CSV)
Claude Adam (déi gréng)

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Michel Wolter (CSV), Trésorier international
Claude Wiseler (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Anne Brasseur (DP)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Membres effectifs:
Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Jean-Marie Halsdorf (CSV)
Claude Haagen (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Josée Lorsché (déi gréng)
Membres suppléants:
Léon Gloden (CSV)
Gusty Graas (DP)
Henri Kox (déi gréng)
Fernand Kartheiser (ADR)
Roy Reding (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUpM)

Membres effectifs:
Octavie Modert (CSV)
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Simone Beissel (DP)
Membres suppléants:
Françoise Hetto-Gaasch (CSV)
Roberto Traversini (déi gréng)
Justin Turpel (déi Lénk)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:
Jean-Marie Halsdorf (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Alexandre Krieps (DP)
Membres suppléants:
Nancy Arendt (CSV)
Henri Kox (déi gréng)
Fernand Kartheiser (ADR)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:
Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Simone Beissel (DP)
Laurent Mosar (CSV)
Henri Kox (déi gréng)
Alex Bodry (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Michel Wolter (CSV)
Lydie Polfer (DP)
Marc Angel (LSAP)
Gilles Roth (CSV)
Claude Wiseler (CSV)

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs:
Laurent Mosar (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Claude Adam (déi gréng)
Gast Gibéryen (ADR)
Justin Turpel (déi Lénk)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Marcel Oberweis (CSV)
Gilles Roth (CSV)
Roger Negri (LSAP)
Frank Arndt (LSAP)
Lex Delles (DP)
Christiane Wickler (déi gréng)
Roy Reding (ADR)
Membres suppléants:
Diane Adehm (CSV)
Aly Kaes (CSV)
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Georges Engel (LSAP)
Max Hahn (DP)
Claude Adam (déi gréng)
Gast Gibéryen (ADR)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs:
Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Emile Eicher (CSV)
Félix Eischen (CSV)
Serge Wilmes (CSV)
Roger Negri (LSAP)
Alex Bodry (LSAP)
Gusty Graas (DP)
Max Hahn (DP)
Josée Lorsché (déi gréng)
Serge Urbany (déi Lénk)
Membres suppléants:
Jean-Marie Halsdorf (CSV)
Marcel Oberweis (CSV)
Gilles Roth (CSV)
Cécile Hemmen (LSAP)
Tess Burton (LSAP)
Edy Mertens (DP)
Gilles Baum (DP)
Henri Kox (déi gréng)
Justin Turpel (déi Lénk)

Contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs:
Félix Eischen (CSV)
Jean-Marie Halsdorf (CSV)
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Henri Kox (déi gréng)
Fernand Kartheiser (ADR)

Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne

Membres effectifs:
Luc Frieden (CSV)
Laurent Mosar (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Henri Kox (déi gréng)
Fernand Kartheiser (ADR)

Présidence: Mme Anne Brasseur, Doyen • M. Gast Gibéryen, Second Doyen • Mme Anne Brasseur, Président

Sommaire

1. Ouverture de la session extraordinaire 2013
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

2. Allocution de Mme Anne Brasseur, Doyen
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*

3. Hommage à la mémoire de M. Mathias Greisch, Député honoraire
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*

4. Vérification des pouvoirs
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*
- *Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013*
- *Interruption de la séance publique de 15.16 à 15.39 heures*
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*
- *Mme Maggy Nagel*
- *Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013: M. Serge Wilmes*

5. Procédure d'assermentation
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*
- *Prestation de serment de 18 élus de la circonscription Sud*
- *Prestation de serment de 4 élus de la circonscription Est*
- *Prestation de serment de 17 élus de la circonscription Centre*
- *Prestation de serment de 6 élus de la circonscription Nord*
- *M. Gast Gibéryen, Second Doyen*
- *Prestation de serment de Mme Anne Brasseur*
- *Proclamation des membres de la Chambre des Députés*

6. Félicitations et remerciements de Mme Anne Brasseur, Doyen
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*

7. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général
- *Mme Anne Brasseur, Doyen*

8. Institution de la Conférence des Présidents
- *Mme le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Romain Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Heimat maachen ech d'Sitzung op.

1. Ouverture de la session extraordinaire 2013

Den Artikel 72, drëtten Alinea vun onser Verfassung gesäit Folgendes vir: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch Arrêté grand-ducal vum 4. November huet de Grand-Duc dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister, d'Vollmacht ginn, d'Session extraordinaire 2013 opzemaachen.

An domat ginn ech dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Madame Presidentin, wéi Dir et richteg gesot hutt, sinn ech duerch en Arrêté vum Grand-Duc vum 4. November, ausgestallt zu New York, autoriséiert, fir déi aussergewéinlech Sessioun vum Parlament mat Wierkung op haut, dräi Auer, opzemaachen.

Merci.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Ech ginn dem Premierminister Akt vu senger Deklaratioun, an domat ass déi extraordinär Sessioun op.

Den Artikel 2 vum Chambersreglement seet Folgendes: «À l'ouverture de la première session d'une législature, le député le plus ancien en rang assure la présidence. Il est assisté des deux plus jeunes élus.»

2. Allocution de Mme Anne Brasseur, Doyen

Dir Dammen, Dir Hären, opgrond vum Chambersreglement hunn ech als déngschteelsten Deputéierten déi grouss Éier, d'Présidence vun dëser éischter aussergewéinlecher Sessioun vun der Chamber, esou wéi se sech no de Wahle vum 20. Oktober zesummesetzt, ze iwwerhuelen. Ech ginn dobäi assistéiert vun deenen zwee jéngsten Deputéierten, dem Här Lex Delles an dem Här Serge Wilmes.

Am Ufank vun enger neier Legislaturperiod ass et de Moment, fir e puer Reflexiounen iwwert de Rôle vum Parlament, iwwert de Rôle vum Deputéierten ze maachen, dat besonnesch am Hibléck op déi enorm Erausfuerderungen, déi sech onsem Land stellen.

Ech wëll e puer Aspekter beliichten, déi - ouni exhaustiv ze sinn - awer a mengen Aen d'Viraussetzung si fir eng gutt parlamentaresch Aarbecht.

Et sinn dat d'Aspekter vu Respekt, Responsabilitéit a Vertrauen.

Wat den éischte Punkt vum Respekt ugeet, esou verstinn ech dorënner:

- de Respekt géintiwwert dem Wieler, deen ons den Optrag ginn huet, hie während fënnef Joer ze vertrieden,

- de Respekt géintiwwert der Verfassung an den Institutiounen, déi d'Basis vun onsem Rechtsstat sinn,

- de Respekt géintiwwer Aneschtdenkenden, dobausse genee wéi och heibannen an der Chamber,

- an de Respekt géintiwwert de Medien, dem Pluralismus an der Meenungsfräiheet.

Ech wëll awer betounen, dass den Aspekt vum Respekt nëmmen da gräift, wann e réciproque ass.

Den zweeten Aspekt ass dee vun der Responsabilitéit.

Als Parlamentarier musse mer bei all Entscheedung, déi mer treffen, ons vum Intérêt général leede loossen. Dobäi soll virun allem un d'Laangzäitwierkung vun onsen Décisioune geduecht ginn, a mir sollen der Tentatioun widderstoen, reng kuerzfristeg populär Entscheedungen ze treffen an ze mengen, mir missten alle Fuerderungen, wa se och eenzel betruecht legitim erschéngen, nokommen.

Nieft der legislativer Aarbecht wënschen ech mir, dass d'Kontrollfonctioun vum Parlament vis-à-vis vum Exécutif verstäerkt gëtt, an dat gëllt net nëmme fir d'Exécution budgétaire. Dobäi ass déi Kontrollfonctioun net eleng d'Aarbecht vun der Oppositioun, mä muss vun der ganzer Chamber gedroe ginn. An dobäi däerfe mer ons net vu parteipoliteschen Iwwerleeunge leede loossen.

Deen drëtten Aspekt, dat ass dee vum Vertrauen.

Iwwerall - dat heescht net nëmmen hei zu Lëtzebuerg - musse mer feststellen, dass d'Vertrauen an d'Politik an an d'Institutiounen ofhëlt. Et kann een net verleegnen, dass mir als Politiker dorun eng ganz grouss Schold droen duerch Verspriechen, déi onberechtegt Hoffnunge bei der Populatioun ervirgeruff hunn, Verspriechen, déi awer net ze erfëlle sinn. Och hu mer ons derzou verleede gelooss, de Bierger ze deresponsabiliséieren an e gleewen ze dinn, de Stat kéint alles regelen. Dëst huet zu enger grousser Desillusioun geféiert an eng Kris vun der Demokratie ervirgeruff.

Et ass un ons, alles drunzesetzen, fir dëst Vertrauen erëm hierzestellen, eng Grondviraussetzung fir de Fonctionnement vun onsem Rechtsstat. D'Vertraue kann een nëmmen erëmkréien, wann een an alle Situatiounen de Courage huet, d'Wourecht ze soen, och wa se onbequem ass.

Ech si mer bewosst, léif Kolleegen, dass dës puer Iwwerleeunge kuerz gegraff a kuerz gefaasst sinn an net den Usproch erhiewen, komplett ze sinn. Et sinn e puer Ureegungen, déi zu enger méi déiwer Iwwerleeung sollen Ulass ginn.

Et ass nëmmen, wa mer ons zukünfteg Aufgabe mat Respekt, mat Verantwortung a Vertrauen uginn, dass mer de Grondsteen kënne leeën, fir zesummen - an ech betounen: zesummen - déi schwiereg Aufgaben, déi sech onsem Land a senger Populatioun stellen, ze léisen, fir dass mer der nächster Generatioun e Land hannerloossen, an deem jiddweree seng Plaz fënnt an no senge Méiglechkeeten zu der Entwécklung vun der Gesellschaft bäidréit.

Ech soen Iech Merci.

3. Hommage à la mémoire de M. Mathias Greisch, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier mer zur Vérificatioun vun de Pouvoire kommen, hunn ech eng traureg Flicht ze erfëllen, eng traureg Flicht op dësem Dag vun onser éischter Sitzung: d'Flicht, fir dës Sitzung engem Mënsch ze widmen, deen ons fir ëmmer verlooss huet. Den 23. Oktober ass onse fréiere Kolleeg, de Mathias Greisch, am Alter vun 83 Joer vun ons gaangen.

De Mathias Greisch - oder de Greische Metty, wéi mer en all genannt hunn - ass zu Bieles op d'Welt komm. Hien huet am Escher Jongelycée seng Secondairesstudie gemaach an ass duerno op d'Aarbechtsamt zu Esch schaffe gaang, wou en duerno och Direkter gouf.

De Metty Greisch staamt aus enger Famill vu Politik a Gewerkschaft, Themen, déi ëmmer groussgeschriwwe gi si bei Greischen doheem.

Et ass och deemno net erstaunlech, dass de Metty Greisch sech fréi schonn engagéiert huet an 1968 ass e bei de Gemengewahlen direkt an de Suessemer Gemengerot gewielt ginn. Méi spéit ass en do Schäffe ginn an e wor Buergermeeschter vun 1980 bis 1997.

Awer net nëmmen um gemengepoliteschen Niveau huet de Metty Greisch sech engagéiert, en ass och nationalpolitesch aktiv ginn an e wor hei an der Chamber vun 1984 bis 1999. Hie wor Member an der Konten- an an der Petitiounskommissioun an hat e ganz besonneschen Engagement an de Kommissioune vun den Affaires communales an den Travaux publics.

Mir kënnen ons - déi, déi deemools schonn hei woren - drun erënneren, dass de Metty Greisch attitréierte Rapporteur wor fir d'Extensioun vun de Gebailechkeete vun der Cour de justice um Kierchbierg.

De Metty Greisch huet seng verschidde Mandater als Déngscht um Bierger emfonnt an en huet villes a senger Gemeng och an d'Weeër geleet, fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger ze verbesseren.

Duerch seng Beruffserfahrung um Aarbechtsamt huet en d'Nout vun de Leit kannt an en huet sech dofir fir all Uleies agesat, besonnesch och fir déi handicapéiert Matmënschen. An dann hat en nach ee groussen Hobby, dat war d'Geschicht vu senger Gemeng, fir do matzeschaffen, fir dass näischt an de Vergiess kënnt.

Ech wéilt dann och nach ervirhiewen, dass de Metty Greisch fir all d'Bierger ëmmer eng oppen Dier hat. An déi, déi wéi ech d'Chance haten, mat him hei an der Chamber kënnen ze sëtzen, wëssen, dass seng Personalitéit ausgezeechent wor duerch eng enorm Jovialitéit. An et ass dee Souvenir, dee mer vum Metty Greisch wäerte behalen.

Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber onst déifste Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bieden, Iech ze erhiewen an eng Minutt dem Metty Greisch senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Mir kéimen dann elo zu der Vérification des pouvoirs.

4. Vérification des pouvoirs

No de Parlamentswahle vum 20. Oktober 2013 huet de Grand-Duc d'Chamber an eng aussergewéinlech Sessioun aberuff, fir d'Wahlen ze validéieren an d'Vérificatioun vun de Pouvoire virzehuelen.

Folgend Texter sinn dobäi ze beuechten:

- Den Artikel 57 (1) vun der Verfassung seet: «La Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.»

- Den Artikel 118 vum Wahlgesetz seet: «La Chambre des Députés se prononce seule sur la validité des opérations électorales.»

- An den Artikel 119 vum Wahlgesetz schreift: «Toute réclamation contre l'élection doit être faite avant la vérification des pouvoirs.»

Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, dass keng Reklamatioune géint d'Legislativwahle virleien.

- Den Artikel 3 vum Chambersreglement seet:

Paragraph 1: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

Paragraph 2: «À cet effet, les procès-verbaux d'élections sont, avec les pièces justificatives, transmis à une commission de sept membres, que le Bureau provisoire désigne en séance publique par voie du sort pour vérifier les pouvoirs.»

Paragraph 3: «La commission nomme un ou plusieurs rapporteurs chargés de présenter ses conclusions à la Chambre.»

Paragraph 5: «La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

No der Vérificatioun vun hire Pouvoire ginn dann déi gewielte Kandidate vereedegt.

D'Chamber ass virun enger neier Regierungsbildung aberuff ginn. D'Membere vun der jëtzeger Regierung hu vum Grand-Duc Henri den Optrag kritt, déi lafend Geschäfter weiderzefeieren.

Déi Memberen aus der Regierung, déi no der Regierungsbildung net méi Minister wäerte sinn an an d'Chamber gewielt goufen, kënnen deemno eréischt an enger vun deenen nächste Sitzunge vereedegt ginn.

Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013

Esou wéi et am Artikel 3 vum Chambersreglement steet, louse mir elo siwe Memberen aus, fir d'Vérificatiounskommissioun zesummenzestellen. Ech kucken an der Urn:

- Monsieur Turpel,
- Monsieur Roth,
- Monsieur Etgen,
- Monsieur Gira,
- Monsieur Wilmes,
- Madame Nagel an
- Monsieur Gloden.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Domat setzt sech d'Vérificatiounskommissioun folgendermoossen zesummen: den Här Turpel, den Här Roth, den Här Etgen, den Här Gira, den Här Wilmes, d'Madame Nagel an den Här Gloden.

D'Missioun vun dëser Kommissioun besteet doranner, d'Resultater vun de Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 aus deene véier Wahlbezierker ze iwwerpréiwen an dann hir Konklusioune virzeleeën.

Fir der Kommissioun d'Méiglechkeet ze ginn, hiren Aarbechten nozegoen, géif ech d'Kommissiounsmembere bieden, sech elo ze versammelen. Während där Zäit ass d'Chambersitzung ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 15.16 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.39 heures.)

Déi ëffentlech Sitzung geet weider.

Ech ginn elo d'Wuert un d'Presidentin vun der Kommissioun, déi mer virdru constituéiert haten an déi d'Pouvoire vun der Chamber an och d'Wahlresultater vérifiéiert huet. D'Presidentin ass d'Madame Maggy Nagel. Ech ginn der Madame Nagel d'Wuert.

Mme Maggy Nagel *(DP).*- Madame President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgende Memberen zesummen: den Här Justin Turpel, den Här Gilles Roth, den Här Fernand Etgen, den Här Camille Gira, den Här Serge Wilmes, d'Madame Maggy Nagel an den Här Léon Gloden.

Den Här Wilmes gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt.

Madame President, ech bieden Iech dann elo, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Merci.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Merci, Madame Nagel. Ech géif dann den Här Wilmes als Rapporteur bieden, de Rapport vun der Kommissioun virzedroen.

Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.*- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi designéiert ginn ass, fir d'Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 ze iwwerpréiwen, koum zu folgende Resultater:

Resultater fir den éischte Wahlbezierk (Wahlbezierk Süden):

Stëmmziedelen an den Urnen:	87.574
Blank Stëmmziedelen:	2.521
Ongülteg Stëmmziedelen:	3.759
Gülteg Stëmmziedelen:	81.294
Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:	1.672.663
Nombre électoral:	69.695

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

Lëscht 1 (déi Lénk)	95.819
Lëscht 2 (ADR)	125.826
Lëscht 3 (KPL)	40.123
Lëscht 4 (DP)	213.182
Lëscht 5 (Piratepartei)	50.676
Lëscht 6 (déi gréng)	163.641

Une voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.*-

Lëscht 7 (LSAP)	421.519
Lëscht 8 (CSV)	539.306

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.*-

Lëscht 9 (PID)	22.571

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (déi Lénk): ee Gewieltenen: den Här Serge Urbany

Lëscht 2 (ADR): zwee Gewieltener: den Här Gast Gibéryen an den Här Fernand Kartheiser

Lëscht 3 (KPL): kee Gewieltenen

Lëscht 4 (DP): dräi Gewieltener: den Här Claude Meisch, den Här Eugène Berger an den Här Gusty Graas

Lëscht 5 (Piratepartei): kee Gewieltenen

Lëscht 6 (déi gréng): zwee Gewieltener: den Här Félix Braz an d'Madame Josée Lorsché

Lëscht 7 (LSAP): siwe Gewieltener: den Här Jean Asselborn, den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Alex Bodry, d'Madame Lydia Mutsch, den Här Dan Kersch, den Här Georges Engel an den Här Yves Cruchten

Lëscht 8 (CSV): aacht Gewieltener: den Här Jean-Claude Juncker, den Här Marc Spautz, den Här Jean-Marie Halsdorf, den Här Félix Eischen, den Här Gilles Roth, den Här Michel Wolter, d'Madame Nancy Arendt épouse Kemp, an d'Madame Sylvie Andrich-Duval

Lëscht 9 (PID): kee Gewieltenen

Resultater fir den zweete Wahlbezierk (Wahlbezierk Osten):

Stëmmziedelen an den Urnen:	30.911
Blank Stëmmziedelen:	947
Ongülteg Stëmmziedelen:	1.057
Gülteg Stëmmziedelen:	28.907
Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:	194.458
Nombre électoral:	24.308

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

Lëscht 1 (déi Lénk)	5.941
Lëscht 2 (ADR)	16.901
Lëscht 3 (KPL)	1.537
Lëscht 4 (DP)	36.237
Lëscht 5 (Piratepartei)	5.226
Lëscht 6 (déi gréng)	25.486
Lëscht 7 (LSAP)	28.385
Lëscht 8 (CSV)	71.727

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.*-

Lëscht 9 (PID)	3.018

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (déi Lénk): kee Gewieltenen

Lëscht 2 (ADR): kee Gewieltenen

Lëscht 3 (KPL): kee Gewieltenen

Lëscht 4 (DP): zwee Gewieltener: d'Madame Maggy Nagel an den Här Lex Delles

Lëscht 5 (Piratepartei): kee Gewieltenen

Lëscht 6 (déi gréng): ee Gewieltenen: den Här Henri Kox

Lëscht 7 (LSAP): ee Gewieltenen: den Här Nicolas Schmit

Lëscht 8 (CSV): dräi Gewieltener: d'Madame Françoise Hetto-Gaasch, d'Madame Octavie Modert an den Här Léon Gloden

Une voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.*- Lëscht 9 (PID): kee Gewieltenen

Resultater fir den drëtte Wahlbezierk (Wahlbezierk Zentrum):

Stëmmziedelen an den Urnen:	60.472
Blank Stëmmziedelen:	1.509
Ongülteg Stëmmziedelen:	2.363
Gülteg Stëmmziedelen:	56.600
Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:	1.091.453
Nombre électoral:	49.612

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

Lëscht 1 (déi Lénk)	51.859
Lëscht 2 (ADR)	54.709
Lëscht 3 (KPL)	9.422
Lëscht 4 (DP)	273.092
Lëscht 5 (Piratepartei)	29.631
Lëscht 6 (déi gréng)	114.142
Lëscht 7 (LSAP)	159.875
Lëscht 8 (CSV)	385.405
Lëscht 9 (PID)	13.318

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (déi Lénk): ee Gewieltenen: den Här Justin Turpel

Lëscht 2 (ADR): ee Gewieltenen: den Här Roy Reding

Lëscht 3 (KPL): kee Gewieltenen

Lëscht 4 (DP): sechs Gewieltener: den Här Xavier Bettel, d'Madame Lydie Polfer, d'Madame Anne Brasseur, d'Madame Simone Beissel, d'Madame Corinne Cahen an den Här Alexandre Krieps

Lëscht 5 (Piratepartei): kee Gewieltenen

Lëscht 6 (déi gréng): zwee Gewieltener: den Här François Bausch an d'Madame Viviane Loschetter

Lëscht 7 (LSAP): dräi Gewieltener: den Här Etienne Schneider, den Här Marc Angel an den Här Franz Fayot

Lëscht 8 (CSV): aacht Gewieltener: den Här Luc Frieden, den Här Claude Wiseler, den Här Laurent Mosar, den Här Paul-Henri Meyers, den Här Serge Wilmes, d'Madame Diane Adehm, den Här Marcel Oberweis an den Här Marc Lies

Lëscht 9 (PID): kee Gewieltenen

Resultater fir de véierte Wahlbezierk (Wahlbezierk Norden):

Stëmmziedelen an den Urnen:	39.917
Blank Ziedelen:	1.165
Ongülteg Stëmmziedelen:	1.542
Gülteg Stëmmziedelen:	37.210
Unzuel vun de gültege Stëmme vun all de Lëschten:	318.099
Nombre électoral:	31.810

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt:

Lëscht 1 (déi Lénk)	8.138
Lëscht 2 (ADR)	20.246
Lëscht 3 (KPL)	2.575
Lëscht 4 (DP)	75.426
Lëscht 5 (Piratepartei)	10.733
Lëscht 6 (déi gréng)	28.646
Lëscht 7 (LSAP)	54.788
Lëscht 8 (CSV)	107.163
Lëscht 9 (PID)	10.384

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1 (déi Lénk): kee Gewieltenen

Lëscht 2 (ADR): kee Gewieltenen

Lëscht 3 (KPL): kee Gewieltenen

Lëscht 4 (DP): zwee Gewieltener: den Här Charles Goerens an den Här André Bauler

Lëscht 5 (Piratepartei): kee Gewieltenen

Lëscht 6 (déi gréng): ee Gewieltenen: den Här Camille Gira

Lëscht 7 (LSAP): zwee Gewieltener: den Här Romain Schneider an den Här Claude Haagen

Lëscht 8 (CSV): véier Gewieltener: den Här Marco Schank, d'Madame Martine Hansen, den Här Emile Eicher an den Här Aly Kaes

Lëscht 9 (PID): kee Gewieltenen

Den Här Charles Goerens, Gewieltene vun der Lëscht 4, der DP, am Wahlbezierk Norden, huet op säi Mandat verzicht. De Premierminister, am Numm vum Grand-Duc, huet a sengem Bréif vum 11. November 2013 den éischte Suppléant op därselwechter Lëscht, den Här Fernand Etgen, convoquéiert.

D'Vérificatiounskommissioun, déi elo virdrun zesummekomm wor, proposéiert de Presidente vun deene verschiddene Wahlbezierker, an Zukunft deeselwechte Modell vu Procès-verbal ze benotzen.

Unhand vun de Procès-verbalen aus deene véier Wahlbezierker, a well keng Reklamatioune virleien, schléit d'Kommissioun der Chamber vir, d'Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 ze validéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Ech soen dem Här Wilmes, Rapporteur, e grousse Merci fir dee Rapport. An ech wéilt elo d'Chamber froen, ob se d'accord ass mat de Konklusioune vun der Kommissioun an domat, d'Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 ze validéieren.

Vote

Déi, déi domat d'accord sinn, sollen dat manifestéieren duerch Handophiewen.

Merci.

Wien ass dergéint?

Enthalung?

Domat wëll ech den Accord unanime feststellen an d'Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn domat eestëmmeg validéiert.

5. Procédure d'assermentation

Mir kommen dann elo zur Prozedur vun der Vereedegung.

Ech wäert déi Gewielten och no Wahlbezierker opruffen, fir den Eed ofzeleeën, esou wéi dat an der Verfassung am Artikel 57 (2) virgesinn ass.

Ech liesen dann d'Eedesformel vir a froen déi eenzel Deputéiert, een nom aneren d'Hand ze hiewen an ze soen: „Je le jure."

Prestation de serment de 18 élus de la circonscription Sud

Fir d'Éischt géif ech déi Gewielten aus dem Bezierk Süde froen, hei virun de Bureau ze trieden.

Une voix.- Dat ass awer net wäit, Madame Presidentin.

Une autre voix.- Dach.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Dir Dammen, Dir Hären, ech géif Iech dann elo d'Eedesformel virliesen: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Madame Sylvie Andrich-Duval.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Nancy Arendt épouse Kemp.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Félix Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Félix Eischen.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Ech ginn Iech Akt vun Ärer Prestation de serment an ech bieden Iech, Plaz ze huelen.

Prestation de serment de 4 élus de la circonscription Est

Ech géif elo d'Vertrieder vum Bezierk Oste bieden, hei virun de Bureau ze trieden.

Ech liesen Iech elo d'Eedesformel vir: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Här Lex Delles.

M. Lex Delles *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Maggy Nagel.

Mme Maggy Nagel *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Domat ginn ech Iech Akt vun Ärer Prestation de serment an ech bieden Iech, Plaz ze huelen.

Prestation de serment de 17 élus de la circonscription Centre

Ech géif dann déi Gewielte vum Bezierk Zentrum bieden, hei virun de Bureau ze trieden.

Och Iech liesen ech d'Eedesformel vir: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Madame Diane Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här François Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Alexandre Krieps.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Marc Lies.

M. Marc Lies *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Paul-Henri Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Marcel Oberweis.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Madame Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Serge Wilmes.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Domat ginn ech Iech Akt vun Ärer Prestation de serment. Ech bieden Iech och, Plaz ze huelen.

Prestation de serment de 6 élus de la circonscription Nord

Ech géif elo déi gewielte Vertrieder aus dem Norde bieden, sech hei virum Bureau opzestellen.

(Interruption)

Och wéilt ech Iech d'Eedesformel virliesen: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Emile Eicher.

M. Emile Eicher *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Camille Gira.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Här Aly Kaes.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Je le jure.

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Och Iech ginn ech Deklaratioun an Akt vun Ärer Prestation de serment. An ech géif Iech och bieden, Plaz ze huelen.

Dir Dammen, Dir Hären, erlaabt mer elo, den Zweetdéngschteelsten, den Här Gast Gibéryen, ze bieden, hei ze presidéieren, fir dass ech d'Méiglechkeet och wäert hunn, den Eed ofzeleeën.

Här Gibéryen, ech iwwerginn Iech dann domat hei d'Présidence.

(M. Gast Gibéryen prend la présidence.)

Prestation de serment de Mme Anne Brasseur

M. Gast Gibéryen, *Second Doyen.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif d'Madame Anne Brasseur bieden, virun de Bureau ze trieden an den Eed ofzeleeën, esou wéi en am Artikel 57 (2) vun onser Verfassung steet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech géif Iech bieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen a folgend Wierder ze widderhuelen: „Je le jure."

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Je le jure.

M. Gast Gibéryen, *Second Doyen.*- Ech ginn Iech Akt vun Ärem Eed, Madame Brasseur, an ech géif Iech bieden, erëm d'Presidentschaft vun dëser Sitzung ze iwwerhuelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Mme Anne Brasseur reprend la présidence.)

Proclamation des membres de la Chambre des Députés

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Ech soen dem Här Gibéryen villmools Merci an ech hunn dann elo d'Éier, folgend Leit zu Membere vun der Chamber ze proklaméieren:

- fir de Wahlbezierk Süden: déi Damme Sylvie Andrich-Duval an Nancy Arendt épouse Kemp, déi Hären Eugène Berger, Alex Bodry, Félix Braz, Yves Cruchten, Félix Eischen, Georges Engel, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Dan Kersch, d'Madame Josée Lorsché, den Här Claude Meisch, d'Madame Lydia Mutsch, an déi Häre Gilles Roth, Serge Urbany a Michel Wolter,

- fir de Wahlbezierk Osten: den Här Lex Delles, den Här Léon Gloden an den Här Henri Kox souwéi d'Madame Maggy Nagel,

- fir de Wahlbezierk Zentrum: d'Madame Diane Adehm, déi Häre Marc Angel a François Bausch, d'Madame Simone Beissel, den Här Xavier Bettel, déi Dammen Anne Brasseur a Corinne Cahen, déi Häre Franz Fayot, Alexandre Krieps a Marc Lies, d'Madame Viviane Loschetter, déi Häre Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar a Marcel Oberweis, d'Madame Lydie Polfer an déi Häre Roy Reding, Justin Turpel a Serge Wilmes,

- fir de Wahlbezierk Norden: déi Hären André Bauler, Emile Eicher, Fernand Etgen, Camille Gira, Claude Haagen an Aly Kaes.

Domat wieren déi Memberen elo genannt als Deputéiert vun onser Chamber.

6. Félicitations et remerciements de Mme Anne Brasseur, Doyen

Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat elo d'Éier Är Vereedegung virzehuelen, an ech wëll Iech all félicitéiere fir dat Vertrauen, dat Dir vum Wieler kritt hutt, an ech wënschen ons all, dass mer dat Vertrauen net enttäusche wäerten.

46 vun deene 60 Deputéierte sinn haut vereedegt ginn. Ënnert hinne sinn der siwen, déi fir d'alleréischte Kéier an onst Parlament gewielt goufen, an ech wëll si ganz besonnesch hei am Haus wëllkomm heeschen. Et sinn dat: d'Madame Corinne Cahen an déi Hären Yves Cruchten, Lex Delles, Franz Fayot, Dan Kersch, Roy Reding a Justin Turpel.

Erlaabt mer, deenen Deputéierten e Merci ze soen, déi an der leschter Legislaturperiod an dësem Haus woren an décidéiert hunn, net méi mat an d'Wahlen ze goen. Et sinn dat: déi Häre Fernand Boden, Lucien Clement, Ben Fayot, d'Madame Marie-Josée Frank an déi Hären Norbert Haupert, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Klein, Carlo Wagner a Lucien Weiler.

Ech wëll och hinnen e grousse Merci soe fir hir Aarbecht.

Mäi Merci riicht sech awer och un all déi, déi net d'Chance haten, erëmgewielt ze ginn.

Da wëll ech mech un den Här Laurent Mosar wenden - den Här Laurent Mosar, dee während bal fënnef Joer hei d'Presidentschaft vun dësem Haus hat - an ech wëll em Merci soe fir déi Kompetenz, mat där en dëst Haus geleet huet, mä awer och fir déi Rou a fir déi Gedold, déi en hat.

An ech wëll dem Här Mosar besonnesch Merci soe fir déi frëndschaftlech Aart a Weis, mat där de Moien déi Passation des pouvoirs, och wann et nëmmen e Pouvoir provisoire ass fir mech, sech dérouléiert huet. Iech also am Numm vun ons alleguer e ganz grousse Merci, Här Mosar!

Une voix.- Très bien!

(Applaudissements)

Mme Anne Brasseur, *Doyen.*- Da sinn haut 14 Gewielter net vereedegt ginn, well se als Minister mat de lafende Geschäfter betraut sinn, bis déi nei Regierung composéiert ass, an duerfir eréischt méi spéit an enger Sitzung wäerten hiren Eed ofleeën, mat enger Ausnahm: An dat ass d'Madame Mady Delvaux, déi décidéiert huet, net méi mat an d'Wahlen ze goen.

A mengem perséinlechen Numm wëll ech der Madame Delvaux wierklech e grousse Merci soe fir hire politeschen Engagement, deen net ëmmer einfach wor an dee si onënnerbrach zënter 1989 ausübt, dovun 19 Joer als Minister. An am Numm vun ons alleguer wënschen ech wierklech vu ganzem Häerzen der Madame Delvaux alles Guddes, vill Satisfaktioun, awer och ganz vill Freed!

(Applaudissements)

7. Élection du Bureau et nomination du Secrétaire général

Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen dann elo, am Sënn vun der Kontinuitéit vun onser Institutioun a bis mer komplett constituéiert sinn, e Bureau fir dës extraordinär Sessioun vun der Chamber asetzen.

Onsem Reglement no besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a siwe Memberen.

Well mer an enger aussergewéinlecher Sessioun sinn, géif ech virschloen, esou wéi dat den Usage wor bis elo, de Bureau folgendermoossen zesummenzesetzen:

- als President de Rangeelsten,

- als Vizepresidenten den Zweeten, Drëtten a Véierten am Rang, dat sinn: den Här Gast Gibéryen, d'Madame Lydia Mutsch an den Här François Bausch,

- a fir déi siwe Membere géif ech déi jéngst Gewielte proposéieren, dat heescht: den Här Lex Delles, den Här Serge Wilmes, den Här Yves Cruchten, d'Madame Corinne Cahen, déi Häre Xavier Bettel, Léon Gloden a Franz Fayot.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dat ass esou décidéiert.

Da wëll ech d'Chamber och froen, ob se dermat averstanen ass, den Här Claude Frieseisen als Secrétaire général fir déi extraordinär Sessioun ze ernennen?

(Assentiment)

Jo. Dann ass dat och esou décidéiert.

De Bureau vun der Chamber setzt sech also folgendermoossen zesummen:

- President: Anne Brasseur,

- Vizepresidenten: den Här Gast Gibéryen, d'Madame Lydia Mutsch, den Här François Bausch,

- Memberen: déi Häre Lex Delles, Serge Wilmes an Yves Cruchten, d'Madame Corinne Cahen, déi Häre Xavier Bettel, Léon Gloden a Franz Fayot,

- Generalsekretär: den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc wäert dann och iwwert d'Zesummesetzung vun dem Bureau informéiert ginn.

Domat ass d'Aufgab vum provisoresche Bureau ofgeschloss an dann iwwerhuelen ech elo d'Présidence am Numm vum elo designéierte Bureau vun der Chamber.

8. Institution de la Conférence des Présidents

Mme le Président.- Mir kommen dann zu der Institutioun vun der Conférence des Présidents. Am Artikel 28 vum Chambersreglement steet: «(1) Il est institué une commission dénommée Conférence des Présidents.

(2) Elle se compose du Président de la Chambre ainsi que du président de chaque groupe politique constitué conformément à l'article 14 (...).»

Opgrond vun den Informatiounen, déi mir kritt hunn, presentéiert sech d'Zesummesetzung vun der Presidentekonferenz folgendermoossen:

- Chamberspresident: Anne Brasseur,

- President vun der CSV-Fraktioun: den Här Gilles Roth,

- President vun der DP-Fraktioun: den Här Claude Meisch,

- President vun der LSAP-Fraktioun: den Här Alex Bodry, a

- President vun der Fraktioun déi gréng: den Här Félix Braz.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems de Wieler de Choix den 20. Oktober gemaach huet, ass et elo un ons, fir ons an deenen nächste Wochen definitiv ze organiséieren, fir dass mer ons Aarbechten esou séier wéi méiglech kënnen ophuelen.

Well grad an esou enger schwiereger Period ass et wichteg, dass mer keng Zäit verléieren, fir déi Entscheedungen ze huelen, déi néideg sinn, fir onst Land gutt opzestellen a seng Strukturen ze reforméieren, do wou et noutwendeg ass, fir deene groussen Erausfuerderungen, déi ustinn, gerecht ze ginn. Jiddwer Eenzelne vun ons heibannen huet d'Chance an och déi ganz grouss Responsabilitéit, fir haut un der Gestaltung vu Lëtzebuerg vu muer aktiv ze participéieren.

Ech wënschen ons all dobäi eng glécklech Hand, vill Energie an och déi néideg Gestaltungsfantasie, déi een heiansdo brauch, fir ons respektvoll, verantwortungsbewosst a vertrauensvoll deene groussen Erausfuerderungen ze stellen, virun deenen onst Land steet.

Erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären, um Schluss vun dëser Sitzung den Albert Camus ze zitéieren, vun deem mer ons sollen an deenen nächste fënnef Joer inspiréiere loossen: «Le régime démocratique ne peut être conçu, créé et soutenu que par des hommes qui savent qu'ils ne savent pas tout. Le démocrate est modeste, il avoue une certaine part d'ignorance, il reconnaît le caractère en partie aventureux de son effort et que tout ne lui est pas donné, et à partir de cet aveu, il reconnaît qu'il a besoin de consulter les autres, de compléter ce qu'il sait par ce qu'ils savent.»

Ech soen Iech Merci, an domat ass d'Sitzung opgehuewen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Fin de la séance publique à 16.10 heures)

SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

SÉANCE 1

JEUDI,
5 DÉCEMBRE 2013

Présidence: Mme Anne Brasseur, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Président élu

Sommaire

1. Clôture de la session extraordinaire 2013 et ouverture de la session extraordinaire 2013-2014
- *Mme le Président*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

2. Prestation de serment d'élus
- *Mme le Président*
- *Prestation de serment de M. Mars Di Bartolomeo, M. Luc Frieden, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Jean-Claude Juncker, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, M. Marc Spautz et M. Claude Wiseler*
- *Proclamation des membres de la Chambre des Députés*

3. Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants
- *Mme le Président*
- *Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013*
- *Interruption de la séance publique de 14.41 à 14.57 heures*
- *Mme le Président*
- *M. Paul-Henri Meyers*
- *Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013: M. Lex Delles*
- *Prestation de serment des suppléants: M. Claude Adam, M. Guy Arendt, M. Frank Arndt, M. Gilles Baum, Mme Taina Bofferding, Mme Tess Burton, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Joëlle Elvinger, M. Max Hahn, M. Marc Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Edy Mertens, M. Roger Negri, M. Roberto Traversini, Mme Christiane Wickler*
- *Proclamation des membres de la Chambre des Députés*

4. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général
- *Mme le Président, M. Alex Bodry, M. Jean-Claude Juncker, M. Alex Bodry, M. Jean-Claude Juncker, M. Eugène Berger*
- *Vote*
- *Mme le Président, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger, M. Jean-Claude Juncker*
- *Vote*
- *Mme le Président, M. Claude Haagen, M. Eugène Berger, M. Jean-Claude Juncker*
- *Vote*
- *Mme le Président*
- *Vote*

5. Allocution du Président élu
- *M. le Président*

6. Constitution des groupes politiques
- *M. le Président*

7. Institution de la Conférence des Présidents
- *M. le Président*

8. Constitution des Commissions parlementaires réglementaires et permanentes
- *M. le Président*
- *M. Jean-Claude Juncker, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Jean-Claude Juncker*
- *M. le Président*

9. Constitution des délégations dans les Assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président*
- *M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry, M. Serge Urbany, Mme Viviane Loschetter*
- *M. le Président*

10. Nomination du Comité de discipline
- *M. le Président*

11. Déclaration de recevabilité de trois propositions de loi et d'une proposition de modification de la Constitution
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

Mme le Président. D'Sitzung ass op.

1. Clôture de la session extraordinaire 2013 et ouverture de la session extraordinaire 2013-2014

Dir Dammen, Dir Hären, nom Artikel 72, drëtten Alinéa vun onser Constitutioun gëtt gesot: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 28. November 2013 huet de Grand-Duc dem Premier- a Statsminister d'Vollmuecht ginn, fir d'Session extraordinaire 2013 zouzemaachen an d'Session extraordinaire 2013-2014 opzemaachen. Ech ginn dann domat dem Premier- a Statsminister Xavier Bettel d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Madame Presidentin. Wéi Der et elo just gesot hutt, huet de Grand-Duc mam Arrêté grand-ducal den 28. November 2013 mer d'Kompetenze ginn, fir d'Sessioun vun 2013 (veuillez lire: fir déi extraordinär Sessioun vun 2013) zou ze deklaréieren an och déi extraordinär Sessioun vun 2013-2014 opzemaachen op Datum vum 5. Dezember um 14.30 Auer, an et wier dann domadder och gemaach.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Premier- a Statsminister Merci fir seng Deklaratioun an ech ginn em Akt dovun, an domat ass d'Sessioun op.

2. Prestation de serment d'élus

Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen dann elo an onser extraordinärer Sitzung vun haut zu der Vereedegung vun enger ganzer Rei vun Deputéierten, déi d'lescht Kéier net konnte vereedegt ginn, well se nach mat de lafende Geschäfter an der Regierung betraut woren. Deenen hir Pouvoire woren d'lescht Kéier scho validéiert ginn, well se all als gewielt deklaréiert gi woren. Mir géifen déi elo haut vereedegen, an zwar sinn dat: den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Luc Frieden, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Madame Martine Hansen, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch, den Här Jean-Claude Juncker, d'Madame Octavie Modert, den Här Marco Schank, den Här Marc Spautz an den Här Claude Wiseler.

Ech géif déi Deputéierte bieden, elo hei an der Mëtt Plaz ze huelen, fir dass hir Vereedegung ka virgeholl ginn. Dir Dammen, Dir Hären, kéint ech Iech bieden, wann ech gelift.

Esou wéi den Artikel 57 vun der Verfassung dat virgesäit, liesen ech d'Eedesformel vir an duerno géif ech Iech eenzel bieden, een nom aneren d'Hand an d'Luucht ze hiewen an ze soen: «Je le jure.»

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP).*- Je le jure.

Mme le Président.- Här Luc Frieden.

M. Luc Frieden *(CSV).*- Je le jure.

Mme le Président.- Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Je le jure.

Mme le Président.- Här Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Octavie Modert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Je le jure.

Mme le Président.- Här Marco Schank.

M. Marco Schank *(CSV).*- Je le jure.

Mme le Président.- Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Je le jure.

Mme le Président.- An den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Je le jure.

Mme le Président.- Ech soen Iech Merci. Ech ginn Iech domat Akt vun Ärer Prestation de serment an ech géif Iech bieden, op Äre Plaze Plaz ze huelen, an ech géif Iech wëllkomm heeschen als Member vun der Chamber. Merci, Dir Dammen, Dir Hären.

Proclamation des membres de la Chambre des Députés

Ech hunn domat d'Éier, folgend Leit Member vun der Chamber ze deklaréieren:

- den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Luc Frieden, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Madame Martine Hansen, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch, den Här Jean-Claude Juncker, d'Madame Octavie Modert, den Här Marco Schank, den Här Marc Spautz an den Här Claude Wiseler.

3. Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants

Mir kéimen dann elo zu der Vérification des pouvoirs vun enger Rei Leit, déi elo an d'Chamber kommen, well eng Partie vun deenen, déi d'leschte Kéier als Deputéierten assermentéiert gi sinn, Member vun der Regierung sinn.

Domat baséieren ech mech op den Artikel 57 (1) vun der Verfassung, dee seet: «La Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.», an op den Artikel 3 vun eisem Chambersreglement. No der Verifikation vun de Pouvoire ginn dann déi Suppléantë vereedegt.

Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013

Esou wéi et am Artikel 3 vun onsem Chambersreglement virgesinn ass, musse mer elo eng Commission de vérification des pouvoirs zesummestellen, a fir déi zesummenzestellen, procédéiere mer par tirage au sort vu siwe Memberen:

- den Här Delles,
- den Här Gloden,
- den Här Krieps,
- den Här Lies,
- den Här Paul-Henri Meyers,
- den Här Haagen an
- den Här Kox.

Domat ass d'Kommissioun zesummegesat: vun deenen Häre Kox, Delles, Lies, Gloden, Krieps, Meyers an Haagen.

Ech géif d'Membere vun der Verifikatiounskommissioun bieden, sech elo an engem anere Sall ze begéinen, fir déi Verifikatioun virzehuelen a während där Zäit ass d'Chamberssitzung ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.41 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.57 heures.)

No der Ënnerbriechung geet d'Sëtzung weider.

D'Verifikatiounskommissioun wor zesummen. President vun der Verifikatiounskommissioun ass den Här Paul-Henri Meyers an ech géif deen elo bieden, d'Wuert ze huelen.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi duerch Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgende Memberen zesummen: den Här Lex Delles, den Här Léon Gloden, den Här Alexandre Krieps, den Här Marc Lies, ech selwer, den Här Claude Haagen an den Här Henri Kox.

Den Här Lex Delles gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt.

Madame President, ech géif Iech bieden, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Mme le Président.- Ech soen Iech Merci, Här Meyers. An da géif ech d'Wuert dem Rapporteur, dem Här Lex Delles ginn.

Rapport de la Commission de vérification des élections législatives du 20 octobre 2013

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci, Madame President. De Rapport vun der Commission de vérification vun haut, 5. Dezember 2013.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 sinn an der Sëtzung vum 13. November 2013 validéiert ginn. D'Chamber huet d'Vereedegung vu 46 Deputéierten actéiert.

Am Ufank vun dëser Sëtzung hunn zéng Gewieltener hiren Eed ofginn. Dat sinn: den Här Mars Di Bartolomeo, den Här Luc Frieden, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Madame Martine Hansen, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch, den Här Jean-Claude Juncker, d'Madame Octavie Modert, den Här Marco Schank, den Här Marc Spautz an den Här Claude Wiseler.

Den Här Jean Asselborn, den Här Etienne Schneider, den Här Romain Schneider an den Här Nicolas Schmit sinn duerch de groussherzoglechen Arrêté vum 4. Dezember an hirer Fonctioun vu Regierungsmember weidergefouert ginn.

Den Här François Bausch, den Här Félix Braz, den Här Xavier Bettel, d'Madame Corinne Cahen, d'Madame Carole Dieschbourg, den Här Fernand Etgen, den Här Pierre Gramegna, den Här Dan Kersch, den Här Claude Meisch, d'Madame Lydia Mutsch an d'Madame Maggy Nagel hunn duerch deeselwechten Arrêté hir Nominatioun als Minister kritt. Den Här André Bauler, den Här Camille Gira an d'Madame Francine Closener hunn och duerch deeselwechten Arrêté hir Nominatioun als Statssekretär kritt.

Et ass deemno un der Chamber, d'Pouvoire vun de Suppléantë vun deene Gewieltenen ze kontrolléieren, déi an d'Regierung komm sinn. D'Madame Chamberpresident huet dofir haut folgend Leit convoquéiert: den Här Claude Adam, den Här Guy Arendt, den Här Frank Arndt, den Här Gilles Baum, d'Madame Taina Bofferding, d'Madame Tess Burton, d'Madame Claudia Dall'Agnol, d'Madame Joëlle Elvinger, den Här Max Hahn, den Här Marc Hansen, d'Madame Cécile Hemmen, den Här Edy Mertens, den Här Roger Negri, den Här Roberto Traversini an d'Madame Christiane Wickler.

D'Kommissioun stellt fest, datt d'Prozedur agehale ginn ass an de Regelen entsprécht a recommandéiert der Chamber, d'Pouvoire vun dëse 15 Gewieltenen ze validéieren.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Delles Merci fir de Rapport, deen en am Numm vun der Commission de vérification gemaach huet.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun d'accord?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Prestation de serment des suppléants

Da ginn ech Akt vun där Verifikatioun a mir kéimen dann elo zu der Assermentatioun vun den neien Deputéierten. An ech géif da bieden, dass déi zukünfteg Deputéiert géifen an de Sall kommen.

Ech liesen elo, esou wéi ons Verfassung dat virgesäit, d'Eedesformel vir, an ech géif Iech duerno bieden, een nom aneren d'Hand ze hiewen an ze soen: «Je le jure.»

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Frank Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Claudia Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Edy Mertens.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Madame Christiane Wickler.

Mme Christiane Wickler *(déi gréng)*.- Je le jure.

Mme le Président.- Merci. Ech ginn Iech Akt vun Ärer Prestation de serment an ech heeschen Iech wëllkomm als Membere vun dëser Chamber. Ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen.

Proclamation des membres de la Chambre des Députés

Domat hunn ech d'Éier, folgend Leit als Member vun der Chamber ze deklaréieren: den Här Claude Adam, den Här Guy Arendt, den Här Frank Arndt, den Här Gilles Baum, d'Madame Taina Bofferding, d'Madame Tess Burton, d'Madame Claudia Dall'Agnol, d'Madame Joëlle Elvinger, den Här Max Hahn, den Här Marc Hansen, d'Madame Cécile Hemmen, den Här Edy Mertens, den Här Roger Negri, den Här Roberto Traversini an d'Madame Christiane Wickler.

4. Élection du Bureau et élection du Secrétaire général

Dir Dammen, Dir Hären, mir kéimen elo zur Élection vum Bureau a vum Secrétaire général. Eisem Reglement no besteet de Bureau aus engem President, dräi Vizepresidenten a maximal siwe Memberen an engem Generalsekretär. Am Artikel 4 vun eisem Reglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre, après la vérification des pouvoirs, procède à l'élection du Bureau, composé d'un Président, de trois vice-présidents et de sept membres au plus.

(2) Il est successivement procédé à un scrutin spécial pour la nomination du Président, des trois vice-présidents et des membres.

(5) Au cas où pour la nomination soit du Président, soit des vice-présidents, soit des membres le nombre des candidats correspond au nombre des places à pourvoir, le ou les candidats peuvent être proclamés élus sans qu'il soit nécessaire de procéder au scrutin prévu aux alinéas précédents.»

Elo komme mer zu der Wiel vum Chamberpresident. Läit do eng Propositioun vir, fir e Member als President vun der Chamber ze ernennen? Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Am Numm vun der sozialistescher Fraktioun géif ech den Här Mars Di Bartolomeo proposéieren als President vun dëser Chamber.

Mme le Président.- Merci fir Är Deklaratioun. Här Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Madame Presidentin, a geuerdnete Parlamenter ass et Usus, dass déi stäerkste Fraktioun de Chamberpresident stellt. Kuckt ronderëm Iech an Europa an an aneren Deeler vun der Welt, da stellt Der fest, dass dat esou ass. Vu dass kee Ruff vun den neie Regierungsparteien d'CSV erreecht huet, fir eng Propositioun ze maachen, wëll ech menger Verwonnerung doriwwer Ausdrock ginn. Vu dass awer de Kolleeg Alex Bodry de Mars Di Bartolomeo proposéiert huet, géife mer, well mer hie ganz gären hunn, geschlossen als Fraktioun fir de Mars Di Bartolomeo stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci.

Mme le Président.- Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech froen d'Wuert, fir kuerz eng Réplique ze ginn op déi Interventioun vum Fraktiounspresident vun der CSV. Ech hunn datselwecht och scho gesot de Moien an eiser Conférence des Présidents. Mir sinn e geuerdnet Parlament. Mir sinn net en ongeuerdnet Parlament hei zu Lëtzebuerg.

D'Geschicht weist, dass et zu Lëtzebuerg eng aner Traditioun gëtt. D'Geschicht weist, dass net automatesch déi stäerkste Partei de Chamberpresident stellt, mä dass dat Géigestand vun de Regierungsverhandlungen ass. Dat war an der Vergaangenheet esou, dat war och dës Kéier de Fall.

Ech kann och just soen, dass déi sozialistesch Chamberpresidente Victor Bodson, Romain Fandel, Antoine Wehenkel a René Van den Bulcke Chamberpresidente waren, ouni dass se awer där stäerkster Partei ugehéiert hunn, an all Kéiers, mengen ech och, mam Accord vun der deemools stäerkster Partei.

Merci.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Madame Presidentin.

Mme le Président.- Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Et ass richteg, wat den Alex Bodry seet. Bis elo war et esou, dass déi stäerkste Regierungspartei, déi gläichzäiteg déi stäerkste Fraktioun hei an der Chamber war - bis op eng Kéier, wou se selwer décidéiert hat, an d'Oppositioun ze goen - de Chamberpresident gestallt huet. Wann d'CSV de Chamberpresident gestallt huet, da war et ëmmer nëmmen, well se déi stäerkste Fraktioun war. Mir hätte gär gehat, wann een déi Traditioun anstandshalber virugefouert hätt.

Mme le Président.- Sinn nach…

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech hu vum Wahlresultat geschwat.

Mme le Président.- Ech gesi keng aner Wuertmeldungen. Sinn aner Propositiounen do fir de Poste vum President? Dat schéngt…

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, mir ënnerstëtzen déi Propositioun vum Här Bodry.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Gëtt de Vote électronique gefrot? Dat schéngt och net de Fall ze sinn. Da géif ech proposéieren, déi Kandidatur vum Mars Di Bartolomeo à main levée guttzeheeschen.

Vote

Déi, déi domat d'accord sinn, si gebieden, dat duerch Handophiewen ze maachen.

Merci villmools. Dat ass d'Unanimitéit. An ech soen Iech Merci, an ech félicitéieren och dem Här Mars Di Bartolomeo fir d'Presidentschaft.

Mir kéimen dann elo zu de Vizepresidenten. Do sinn dräi Poste virgesinn. Gëtt et dozou Virschléi? Jo, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- déi gréng proposéieren den Här Henri Kox.

Mme le Président.- Merci. Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- D'DP proposéiert d'Madame Simone Beissel.

Mme le Président.- Merci. Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Eis Fraktioun proposéiert iwwerraschend den Här Laurent Mosar.

Mme le Président.- Ginn et nach aner Propositiounen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Ass de Vote électronique gefrot? Dat schéngt och net de Fall ze sinn. Da kënne mer dat duerch Main levée maachen.

Vote

Wien ass mat der Nominatioun vun deenen dräi Vizepresidenten d'accord?

Merci villmools. Dat ass och d'Unanimitéit. Da félicitéieren ech domat och de Vizepresidenten.

Da kéime mer zu dem Vote vu siwe Leit fir de Bureau. Och do gëllt déiselwecht Prozedur. Dofir wollt ech froen, welch Virschléi vun de Fraktioune kommen. Jo, Här Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- D'LSAP géif proposéieren, Madame President, den Här Bodry an den Här Angel.

Mme le Président.- Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- D'DP proposéiert fir de Bureau d'Madame Simone Beissel, d'Madame Lydie Polfer a mech selwer.

Mme le Président.- Jo. Vun der CSV?

Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Déi, déi nach feelen.

(Hilarité)

Ech weess just, Madame President, dass ech net dra sinn.

(Hilarité)

A vu dass ech gewinnt sinn, mech haaptsächlech ëm mech ze bekëmmeren, wëll ech Iech soen, dass no intensiver Consultatioun a menger Fraktioun bis an déi lescht Momenter eran, wéi Der festgestallt hutt, mer den Här Gilles Roth, den Här Claude Wiseler an den Här Michel Wolter proposéieren, wéi och dee gewielte Vizepresident vun der Chamber, den Här Laurent Mosar. Schéi Rees.

Mme le Président.- Sinn nach aner Propositiounen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Mir hunn also siwe Kandidature fir siwe Posten. Gëtt hei de Vote électronique gefrot? Och dat schéngt net de Fall ze sinn.

Vote

Da froen ech d'Chamber, ob se d'accord ass, déi Häre Marc Angel, Eugène Berger, Alex Bodry, d'Madame Lydie Polfer, an déi Häre Gilles Roth, Claude Wiseler a Michel Wolter als Membere vum Bureau ze akzeptéieren. Kënnt Der dat duerch Handophiewe weisen, wann ech gelift?

Merci villmools. Och dat ass d'Unanimitéit. Domat ass dann de Bureau komplett zesummegesat.

A mir kéimen dann elo zu der Ernennung vum Generalsekretär. Den Här Claude Frieseisen als Generalsekretär war genannt ginn an onser leschter extraordinärer Sessioun, just fir déi extraordinär Sessioun. An et ass elo proposéiert vun der Conférence des Présidents, den Här Claude Frieseisen a sengem Amt ze bestätege fir d'Durée vun der Legislaturperiod. Ass do de Vote électronique gefrot?

Vote

Da géif ech Iech och do bieden, d'Hand ze hiewen, fir Ären Assentiment ze ginn.

Ech soen Iech Merci. Domat ass dann den Här Claude Frieseisen och à l'unanimité a sengem Amt bestätegt.

De Chamberbureau ass domat komplett an ech géif en dann elo offiziell proklaméieren:

- als President ass et: den Här Mars Di Bartolomeo,

- als Vizepresidente sinn et: d'Madame Beissel, den Här Bodry… Neen, entschëllegt. D'Madame Beissel, den Här Kox an den Här Laurent Mosar. Dir musst mech entschëllege fir dee Lapsus,

- dann, als Membere vum Bureau, hu mer folgend Leit: den Här Marc Angel, den Här Eugène Berger, den Här Alex Bodry, d'Madame Lydie Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Claude Wiseler an den Här Michel Wolter,

- a Generalsekretär vun der Chamber: den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc gëtt dann och dovun informéiert an domat ass onse Bureau definitiv constituéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, ass meng Missioun och eriwwer, meng Missioun als President, bedéngt duerch onst Reglement, wat virgesäit, dass deen Déngschteelsten d'Presidentschaft iwwerhëlt, bis en definitive Bureau zesummen ass.

An ech géif villmools Merci soe fir d'Ënnerstëtzung, déi ech krut. Ech géif dem Generalsekretär och Merci soen an all de Collaborateure vun der Chamber fir déi ganz kuerz, mä awer gutt Zesummenaarbecht.

An elo hunn ech dann d'Freed, dem Mars Di Bartolomeo hei d'Geschécker vun der Chamber ze iwwerreechen, an ech wënschen him dobäi eng ganz glécklech Hand a vill Satisfaktioun.

Merci villmools.

(Applaudissements)

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

5. Allocution du Président élu

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi leschte Kéier, wou ech esou opgereegt war, dat war virum Opnahmexame fir an de Lycée. An ech hu wierklech Pudding an de Knéien.

(Hilarité)

Fir d'éischt emol en häerzleche Merci fir Äert Vertrauen. Ech wäert mäi Bescht maachen, fir et ze verdéngen. Et ass eng ganz grouss Éier un der Spëtzt vun der Chamber ze stoen, wou ech jo schonns 15 Joer als Deputéierten an néng Joer als Minister an- an ausgaange sinn. Menge Virgänger wëll ech Merci soe fir déi Gedold, déi se mat mer haten.

Der Madame Brasseur vun dëser Plaz e grousse Merci fir déi kompetent a wierdeg Aart a Weis, mat där se dëst Amt an deene leschte Wochen ausgeübt huet.

Dem Laurent Mosar, mengem Virgänger, wëll ech mäi Respekt fir dat ausdrécken, wat hien an deene leschte Joren hei am Parlament an no bausse geleescht huet. Hien huet dësem Haus säi Stempel opgedréckt, andeems hien den direkte Kontakt zu der Société civile gesicht huet, deenen europäeschen Dossieren hir verdéngte Plaz an der parlamentarescher Aarbecht ginn huet an derfir gesuergt huet, datt eist Parlament den Uschloss un déi nei Medien net verpasst huet. Ech sinn iwwerzeegt, datt hien an deenen nächste Jore mat deemselwechten Engagement hei wäert weiderschaffen.

Merci Laurent, du waars en exzellente President!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Erlaabt mer och d'Geleeënheet ze notzen, fir de Ministeren a Statssekretäre vun där neier Regierung fir hir Nominatioun ze félicitéieren an hinnen eng glécklech Hand, vill Mutt an Energie ze wënschen, fir d'Statsgeschäfter am Intérêt vum Land ze féieren.

Häerzlech wëllkomm wëll ech och déi Kolleegen heeschen, mat deenen ech an deene leschte Joren an der Regierung gutt a kollegial zesummegeschafft hunn an ech wëll hinne Merci fir hir Aarbecht soen. Iech all wënschen ech vill Satisfaktioun an deem Mandat, dat mär vum Wieler kritt hunn, a freeë mech op eis Zesummenaarbecht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deene schwéiere Krisejoren, no deenen Dossieren, déi zu haarden Ausenanersetzungen a schliesslech, esou wollte mer et, zu virzäitege Wahle gefouert hunn, a konfrontéiert mat engem net bestreitbare Vertrauensverloscht an d'Politik, wëlle mer, neen, musse mer en neien Ufank aleeden. Den Erwaardungsdrock op eis ass grouss. A wann ee gesäit, wat d'Erausfuerderunge sinn, déi op eis waarden, musse mer d'Äerm eropstréppen an haart schaffen.

Déi Leit, déi eis gewielt hunn, erwaarde vun eis, datt mer de Chômage bei deene Jonken, mä och ëmmer méi bei deenen Eeleren an de Gréff kréien, d'Wunnen erëm erschwénglech maachen, fir stabil Statsfinanze suergen an eise solidaresche Sozial- a Gesondheetssystem dauerhaft ofsécheren.

Dat brénge mer nëmme fäerdeg, wa mer eis op eis Trëmp besënnen an net jéimeren. De Sozialdialog, esou wéi mer en am Tripartite-Geescht an de 70er Joren entwéckelt hunn, huet eng zolidd Gripp. Ech hunn iergendwéi d'Impressioun, datt mer ëmmer méi laanschtenee wéi matenee schwätzen an datt mer méi Energie dru setzen, fir dat ze fannen, wat eis trennt, wéi fir dat ze stäerken, wat eis verbënnt.

Ech hoffen, datt sech schnell erëm där staarker Charaktere fannen, déi matenee kënnen a mateneen och Weeër fannen, fir d'Problemer ze léisen. Et waren eis Upassungsfäegkeet an eisen Afallsräichtum, déi et an der Vergaangenheet méiglech gemaach hunn, datt mär ëmmer erëm d'Rudder erëmgeworf kritt hunn a quokeleg Situatioune gemeeschtert hunn. Ech hoffen, datt mer dee Courage an déi Wëllenskraaft erëm zréckkréien an datt mer, an engem gemeinsamen Effort, den ëmmer méi komplexen an zesummenhänkenden Erausfuerderungen entgéintginn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mär wëssen, datt dat keng einfach Aufgab ass. Dat ëmsou méi, wéi mer ëmmer méi oft eleng op eis gestallt sinn. Wann een an deene leschte Wochen a Méint déi auslännesch Press gelies huet, stellt ee fest, datt Lëtzebuerg nëmmen nach wéineg Frënn huet. An Zäiten, wou et deenen aneren, deene meeschte Länner schlecht geet an eis, am Verglach mat hinnen, verhältnisméisseg gutt, ginn eis keng Cadeaue méi gemaach.

Als klengt Land huet een et sécherlech net méi einfach wéi grouss Länner, déi op vill méi e grousst Potenzial vu Ressourcen a Méiglechkeeten zréckgräife kënnen, an déi och en anert wirtschaftlecht a politescht Gewiicht an Europa an an der Welt duerstellen. Mä eis iwwersiichtlech Gréisst kann awer och, wa mer wëllen, e groussen Atout duerstellen. Wa mer dozou bereet sinn, kënnen eis Weeër méi kleng sinn an eis Reaktivitéit méi grouss, wat onweigerlech e Pluspunkt a Saache Konkurrenzfäegkeet bedeit.

Mär mussen eis nach méi konsequent a professionell mat deenen europäeschen Dossieren, déi fir eist Land vital sinn, ausenanersetzen an eis an eise Reie spezialiséieren an, wann noutwendeg, op Expertise zréckgräife kënnen. Dat gëllt och fir aner Beräicher, wou mär eis spezialiséiere mussen. Virukommen an eis Acquisen ofséchere kënne mer nëmmen, wa mer besser si wéi déi aner. Mär mussen eis derfir asetzen, datt Europa, dat haut fir Austeritéitsmoossname steet, säi soziaalt Gesiicht erëmkritt.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber huet am décisionnellë Prozess vum Land eng aktiv Roll ze spillen. Déi grouss Orientatioune mussen hei diskutéiert a festgehale ginn. D'Chamber muss sech ouni Zweifel zu enger nationaler Denkfabrik entwéckelen. Et muss eng Pépinière vun neien originellen Iddie ginn an e Beispill fir den oppenen Dialog. Dofir ass et och wichteg, wéi mär deen Dialog ënner eis féieren. En oppenen Dialog, also no bannen, dee setzt géigesäitege Respekt an Toleranz viraus, en oppene Geescht amplaz Blockdenken an d'Bereetschaft, fir d'Initiativrecht vun deenen eenzelne politesche Familllen ze verbesseren.

Mär wëssen all, datt net alles richteg ass, nëmme well et vu Majoritéit oder Regierung kënnt, an datt net alles schlecht muss sinn, nëmme well et vun der Oppositioun kënnt. Esou eng Bëtongspolitik wär falsch. Well wéi schnell Majoritéite kënne wiesselen a wéi schnell Oppositiounsverhältnisser kënne wiesselen, dat gesäit een ëmmer an ëmmer erëm. A vergiesse mer net, datt mär no bausse Beispillfonctioun hunn. Wa mär mateneen ëmgi wéi Gaassebouwen, wéi sollen d'Leit dobaussen et dann aneschters maachen?

Deen oppenen Dialog musse mer och no bausse sichen, mat den Institutiounen, mat de Beruffschamberen, mat der Société civile, mat de Bierger allgemeng. Verdéiwe wëll ech zum Beispill eis Zesummenaarbecht mam Jugendparlament. Well déi Gesellschaft, déi mär jo kontinuéierlech gestalten, huet ouni Zweifel hir Répercussiounen op déi kommend Generatiounen. Mär hunn dofir also Intérêt drun, datt mer deene Jonken esou schnell wéi méiglech d'Geleeënheet ginn, fir déi zukünfteg Architektur vum Land matzegestalten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif nei Membere vun der Chamber, wann d'Politik hir Glafwierdegkeet wëllt erëmkréien, da musse mär zesumme mam Bierger, mat alle Bierger, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, méi Demokratie woen. Mär mussen d'Leit, déi eis hiert Vertraue geschenkt hunn, an d'Décisiounsprozesser abannen. Mär mussen eis all Zort vu Fraktur an eiser Gesellschaft entgéintstellen an de Rass tëschent Lëtzebuerger an Auslänner, Jonk an Al, Leit mat Aarbecht an déi, déi op der Sich no Aarbecht sinn, verhënneren. Dat geet nëmme mat engem intakte Solidaritéitsprinzip, dat eis bis elo gutt duerch d'Kris bruecht huet an dat alles aneschters wéi démodéiert ass.

An dat geet och nëmmen iwwer eng seriö preparéiert parlamentaresch Aarbecht an e professionellen Engagement vun allen Deputéierten. Physesch Präsenz ass net alles, mä gehéiert awer derzou. Vernetzt Denken an Handelen ass ugesot. Mär dierfen net nëmmen d'Hand ophalen, fir ze kréien, mär mussen och d'Hand ausstrecken, fir ze ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat eise Vertrieder aus dem Chamberbureau, Iech all an eisem Personal, dat ech als engagéiert a kompetent kennegeléiert hunn, wëll ech mech fir e Parlamentarismus mat Ecken a Kanten asetzen, dee seng Kontrollfonctioun eescht hëlt, säin Initiativrecht ausnotzt. Als President wëll ech net nëmmen dee mat der Schell sinn oder deen, dee representéiert, och wann d'Representéiere wichteg ass. Ech wäert mech géint all Zort vu Stigmatiséierung staarkmaachen a bleiwen der Meenung, datt mär dru wannen, wa mär Politiker fir unzepake sinn an net an d'Stratosphär ofhiewen.

Ech selwer kommen ursprünglech aus dem Journalismus a bekenne mech zu staarke Medien, insbesondere och d'Printmedien, an toleréiere keng Aschränkung vun der Meenungsfräiheet. Ech géif mer awer wënschen, datt mer zu där gudder aler Zäit zréckkommen, wou een och de Courage hat, seng Ënnerschrëft ënner seng Meenung ze setzen, amplaz ënnert dem Deckmantel vun der Anonymitéit oder zeg Pseudonymen an der elektronescher Blogosphär säi Gëft ze verspreeën.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- En Deontologiekodex ergëtt net nëmme fir Politiker e Sënn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no méi animéierten Zäite si mer elo erëm voll handlungsfäeg.

Eist Land brauch Erneierung, awer och Erfahrung. Mär mussen nei Weeër goen, mä däerfen dat Bewährtent net verbrennen. Ech wënschen eis all eng glécklech Hand, vill Courage, eng irréprochabel Beruffsethik, e bësse Chance, Kollegialitéit an éierlech Mënscheléift.

Ech soen Iech Merci.

(Applaudissements)

An elo kënnt den Eescht vum Liewen.

6. Constitution des groupes politiques

Mär kéimen dann elo zur Constitutioun vun de Fraktiounen. Den Artikel 14 vum Chambersreglement seet: «Les députés peuvent se constituer en groupes politiques.

Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre aux moins cinq membres.

Les groupes politiques remettent à la présidence la liste de leurs membres et indiquent le nom de leur président.»

Et hu sech véier Fraktioune constituéiert. Dat sinn d'Fraktioun vun der CSV, d'Fraktioun vun der LSAP, d'Fraktioun vun der DP an d'Fraktioun vun deene Gréngen.

Dat ass dann esou.

7. Institution de la Conférence des Présidents

Als nächste Punkt hu mer d'Institutioun vun der Conférence des Présidents. Am Artikel 28 vum Chambersreglement steet: «(1) Il est institué une commission dénommée Conférence des Présidents.

(2) Elle se compose du Président de la Chambre ainsi que du président de chaque groupe politique constitué conformément à l'article 14 (…).»

Opgrond vun den Informatiounen, déi mär vun de jeeweilege Fraktioune presentéiert gi sinn, stellt d'Presidentekonferenz sech wéi follegt zesummen:

- de Chamberspresident: ech selwer,

- de President vun der CSV-Fraktioun: den Här Jean-Claude Juncker,

- de President vun der LSAP-Fraktioun: den Här Alex Bodry,

- de President vun der DP-Fraktioun: den Här Eugène Berger, an

- de President vun der Fraktioun vun déi gréng: d'Madame Viviane Loschetter.

Och dat ass dann esou.

8. Constitution des Commissions parlementaires réglementaires et permanentes

Mär ginn dann zur Constitutioun vun eise parlamentaresche Kommissiounen, deene reglementareschen an deene permanenten, iwwer.

An do fanne mer am Artikel 17 vum Chambersreglement folgende Wuertlaut: «Après chaque renouvellement de la Chambre, celle-ci forme dans son sein des commissions permanentes dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions.

Les commissions permanentes sont composées de cinq membres au minimum et de 13 membres au maximum.»

An den Artikel 20, éischten Alinéa preziséiert: «Toutes les commissions permanentes nomment dans leur sein, à la majorité absolue des votants et pour la durée de la session, un président et deux vice-présidents.»

Et läit eng Propositioun iwwert d'Asetze vu véier reglementareschen an 19 permanente Kommissioune vir.

D'Zuel vun de Kommissiounsmembere soll op 13 festgeluecht ginn. Dovun: fënnef Membere fir d'CSV-Fraktioun, dräi Membere fir d'LSAP-Fraktioun, dräi fir d'DP-Fraktioun, ee Member fir d'Fraktioun vun deene Gréngen an ee Member ofwiesselnd fir d'Sensibilités politiques ADR an déi Lénk.

Ech géif Iech dann elo déi verschidde Kommissiounen opzielen.

Déi reglementaresch Kommissiounen:

- d'Commission des Comptes,

- d'Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État,

- d'Commission des Pétitions,

- d'Commission du Règlement.

Dann déi permanent Kommissiounen:

- d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration,

- d'Commission des Affaires intérieures,

- d'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs,

- d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire,

- d'Commission de la Culture,

- d'Commission du Développement durable,

- d'Commission de l'Économie,

- d'Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,

- d'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace,

- d'Commission de l'Environnement,

- d'Commission de la Famille et de l'Intégration,

- d'Commission des Finances et du Budget,

- d'Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative,

- d'Commission de la Force publique,

- d'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle,

- d'Commission juridique,

- d'Commission du Logement,

- d'Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports,

- d'Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Ass d'Chamber mat der Constitutioun vun dëse Kommissiounen d'accord?

Den Här Jean-Claude Juncker freet d'Wuert. Här Juncker, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Här President, ech wëll eng Remarque zur parlamentarescher Kontrollkommissioun iwwert de Geheimdéngscht maachen. Do huet eng Gewunnecht et mat sech bruecht - ech hat déi selwer initiéiert -, dass d'Oppositiounsfraktioun sollt de President vun där Kommissioun stellen. Vu dass d'CSV-Fraktioun déi eenzeg Oppositiounsfraktioun ass, an ech hire Fraktiounspresident, géif ech proposéieren, dass ee vun där Regel do Ofstand hëlt. An ech géif d'Regierung bieden, esou séier wéi méiglech d'Gesetz dahingehend ze änneren, dass all Fraktioun dee Member kann nennen, dee si doranner vertrëtt, dass dat net obligatoresch muss de Fraktiounschef ginn. Dir géift mir eng Freed domat maachen an Iech wahrscheinlech och, wann Der dat esou géift verfügen.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, ass: Dir hutt an Ärer Ried, déi gutt war, Här President, op d'Noutwendegkeet higewisen, dass d'Chamber hir europapolitesch Aktivitéite misst verstäerken; dat a méi wéi enger Hisiicht. An déi Meenung deele mer. An dofir si mer der Meenung, dass mer - ech soen elo net méi wéi an all geuerdnetem Parlament, fir den Här Bodry net nach eng Kéier zu enger Reaktioun ze provozéieren -, wéi och an anere Parlamenter an Europa - och an anere Parlamenter vun Europa stellt déi stäerkste Fraktioun iwwregens de Chamberspresident -, eis eng Europakommissioun ginn.

Dat Wuert Europa kënnt an der Opzielung vun de Kommissiounen, déi hei virgedroe gi sinn, iwwerhaapt net vir, à moins dass ech et iwwerhéiert hunn. Mä souguer wann et géif virkommen, si mir nodréiglech der Opfaassung, dass mer eng eegestänneg Europakommissioun brauchen, déi och mat den Europadeputéierten zesumme ka schaffen, fir iwwer Relevantes, wat an Europa passéiert, ze deliberéieren, an déi och mat der Ekonomie, mat der Société civile ka Kontakter knäppen, fir lëtzebuergesch Positioune virzebereeden.

déi gréng sinn och där Meenung, well an hirem Wahlprogramm Punkt 23 soe se: „In einer neu zu schaffenden parlamentarischen Kommission zur Europapolitik" sollen National- an Europadeputéierten zesummeschaffen. Mir sinn, wéi sou dacks, net eleng.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Juncker. Den Alex Bodry huet d'Wuert gefrot.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll awer hei Stellung bezéien zu där doter Interventioun, well do Punkte waren, déi mer och am Virfeld an der Conférence des Présidents an op anere Plazen diskutéiert hunn.

Wat déi éischt Fro ugeet, si mer eis eens, dass do momentan mat der Gesetzeslag e Problem besteet a mat där Persoun, déi sollt an hirer Qualitéit als Fraktiounspresident an déi Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht kommen. D'Gesetz ass d'Gesetz. Mir kënne momentan näischt drun änneren.

Par contre hat ech awer elo schonn och de Moie suggéréiert an der Conférence des Présidents, dass d'Regierung elo net onbedéngt misst Pompjee spillen, mä et gëtt eng Proposition de loi, déi vu villen, vun alle Fraktiounen hei gedroe gi war nach zum Schluss vun der leschter Mandatsperiod, wou mer eng Rei vu Propositiounen drageschriwwen haten, wat d'Rechter och vun der Kontrollkommissioun ugeet an notamment och d'Fro vun der Zesummestellung vun der Kontrollkommissioun. Wou proposéiert gi war - dobäi hate mer eis och an deene Konklusioune vun der Enquêtëkommissioun gëeenegt -, dass et an Zukunft esou wär, dass d'Fraktioune wéi och d'Groupes techniques kéinten ee vun hire Memberen designéieren. Et muss net onbedéngt hire President sinn.

Wat ech wollt suggéréieren, dat ass, dass vläicht vu Chamberssäit kéint e Bréif, wann d'Prozedur déclenchéiert ass vun der Proposition de loi, un de Conseil d'État goen, fir vläicht ze soen, deen doten Artikelchen erauszehuelen an dee schnell ze aviséieren. An da kéinte mir, menger Usiicht no, bis Enn Januar deen dote Problem geléist hunn, dass déi dote Kommissioun awer voll fonctiounsfäeg ass an och d'Oppositioun natierlech doranner vertratt ass.

Zweete Punkt: d'Europakommissioun.

Wat elo proposéiert ass, ass näischt aneschters wéi dat, wat mer déi lescht véier Joer kannt hunn an där viregter Mandatsperiod: Genau déiselwecht Kompetenze leie bei där Kommissioun, déi elo hei genannt ginn ass. Also do ass et awer zumindest eng Kéier en Accord ginn an ech denken, dass zumindest d'CSV och domadder d'accord war, fir d'Gestaltung vun der aussepolitescher an Europakommissioun esou ze maachen. Well hei huet sech näischt geännert par rapport zu deem, wat hei an der Chamber während där ganzer leschter Period gegollt huet. Näischt verhënnert selbstverständlech, dass mer eis nach eng Kéier an der Conférence des Présidents oder am Bureau doriwwer Gedanke maachen.

Ech wëll awer virun eppes warnen, a mir haten och d'Suerg hei, dass mer net nach eng Multiplikatioun vun de parlamentaresche Kommissioune maachen, well mer einfach feststellen, dass mer net genuch Plagen hunn, fir iwwerhaapt ouni Iwwerschneidungen eens ze ginn. Esou eng Kommissioun zousätzlech bäizefügen, mécht de Problem net méi einfach. Mä, selbstverständlech, näischt verhënnert, dass mer iwwert déi dote Fro nach eng Kéier diskutéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry.

(Interruption)

Wëllt Dir d'Wuert direkt dozou? D'Madame Loschetter huet d'Wuert och gefrot. Ech mengen, fir den Tour zouzemaachen, géif ech der Madame Loschetter an dem Här Berger d'Wuert ginn. Den Här Berger huet d'Wuert, an dann d'Madame Loschetter.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ergänzend zu deem, wat den Här Bodry scho gesot huet: Ech mengen, mir als DP-Fraktioun sinn eis där Problematik, déi de Fraktiounspresident vun der CSV ugefouert huet vun der Geheimdéngschtkontrollkommissioun, och bewosst. A mir hunn och wëlles, fir do schnell ze légiféréieren, ob dat elo iwwer eng Proposition de loi ass oder en anere Wee, datt e Projet vun der Regierung kënnt, mä op alle Fall si mir eis eens, och an der Conférence des Présidents, dat esou schnell wéi méiglech ze maachen.

Wat deen anere Punkt ubelaangt vun den Affaires étrangères, kéint ee soen, den Numm steet jo och an där Kommissioun elo wéi se dran ass. Et muss een awer oppassen, datt een net domadder, wann een elo géif eng spezifesch Kommissioun fir Affaires européennes maachen, aner Kommissiounen ënnerhielegt. Mir hunn eng ganz Rei fachspezifesch Dossieren, déi awer an deenen eenzelne Kommissiounen traitéiert gi vun den, ech soen emol, Experten. Net, datt déi herno keng Daseinsberechtegung méi hätten. Well a ganz ville Kommissiounen - zum Beispill denken ech un den Développement durable, Environnement - sinn awer zu 90% europäesch Direktiven oder soss Dossieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Eugène Berger. D'Madame Viviane Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, et ass bal alles elo gesot ginn. Ech wollt just nach eng Kéier zum zweete Punkt ënnersträichen, datt déi gréng sech duerchaus kënnen erëmfanne bei der Opstellung, wéi se elo ass.

Rien n'empêche, dass d'Commission des Affaires étrangères méi oft taagt an dobäi och déi spezifesch europäesch Dossieren an Theme behandelt. A wéi den Här Berger et richteg gesot huet, déi Direktive sollen an deene Kommissiounen traitéiert ginn, déi fachspezifesch sinn. Well schlussendlech ass Europa jo méi wéi just eng Kommissioun, mä et sinn eng ganz Rëtsch vu fachspezifeschen Themen, déi dann och sollen an deene Kommissioune behandelt ginn.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Den Här Juncker huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här President, meng Absicht war et eigentlech net, dass d'Fraktiounschefin vun deene Gréngen direkt hire Wahlprogramm hei bei deem éischten Ulaf dementéiere soll, well mir fannen dat nach ëmmer gutt, wat déi gréng an hirem Wahlprogramm hei zum Ausdrock bruecht hunn.

Richteg ass et, dass mer bei all Regierungsbildung där Gespréicher haten. A meng Partei war ëmmer der Meenung, dass mer eng Europakommissioun sollten hunn, wéi aner Parlamenter dat och hunn, déi net fannen, dass doduerch d'Kompetenzberäicher vun anere Kommissioune géifen ageschränkt ginn. Ech mengen och net, dass dat zu enger exzessiver Multiplikatioun vun de Kommissioune géif féieren.

Et sinn aner Institutiounen, déi sech vergréissert hunn, fir en neien Ufank ze maachen. Loosse mer et och an der Chamber maachen, andeems mer eng Europakommissioun asetzen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Däerf ech dat an deem Sënn résuméieren, dass mer effektiv eng Commission des Affaires étrangères **et européennes** hunn an dass mer zesumme sollen driwwer diskutéieren, wéi mer eis europäesch Aarbechten an deem Kader kënnen intensifiéieren, zesumme mat eise Kolleegen Europadeputéierten, mä net nëmmen, well et ganz oft och wichteg ass, dass mer eis am Virfeld zesumme mat Vertrieder vun der Représentation permanente, wann eisen Ausseminister dat ka matdroen, scho mat Dossieren ausenanersetzen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Mir géife selbstverständlech direkt d'Initiativ huelen, fir déi Suggestioun virunzebréngen, wat d'Kompositioun vun der Commission de Contrôle ugeet. Mir maachen dat direkt.

Ass d'Chamber an deem Sënn an au vu vun deene Prezisiounen an deene gudden Absichten, déi mer hei bekunt hunn, dermat d'accord, dass mer d'Chamberskommissioune mat deene Libelléën, déi mer elo hunn, bäibehalen?

(Assentiment)

Merci villmools!

9. Constitution des délégations dans les Assemblées parlementaires internationales

Da géife mer iwwergoen zu der Constitutioun vun de verschiddenen Delegatiounen an den Assemblées parlementaires internationales. D'Chamber muss also hir Delegéierte fir déi verschidden international parlamentaresch Versammlungen designéieren.

D'Presidentekonferenz huet sech an hirer Réunioun vun haut iwwert d'Zesummesetzung vun deene verschiddenen Delegatioune prononcéiert.

Ech géif dann d'Kompositioun kuerz bekannt ginn.

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

D'Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe:

- Fir d'CSV proposéiert sinn: d'Madame Françoise Hetto-Gaasch als effektive Member, an déi Häre Marcel Oberweis a Marc Spautz als Suppléant,

- fir d'LSAP: den Här Yves Cruchten, och als effektive Member,

- fir d'DP proposéiert ass: d'Madame Anne Brasseur als effektive Member, an

- fir déi gréng: den Här Claude Adam als Suppléant.

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Dann eis Delegatioun bei der OSCE:

- de Chamberspresident a véier effektiv Memberen a fënnef Suppléanten.

- Fir d'CSV si proposéiert: den Här Jean-Marie Halsdorf als effektive Member an den Här Léon Gloden als Suppléant,

- d'LSAP gëtt vertrueden duerch den Här Claude Haagen als effektive Member,

- fir d'DP: den Här Eugène Berger als effektive Member an den Här Alexandre Krieps als Suppléant, an

- déi gréng...

(Interruption)

Entschëllegt.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech wollt just soen, dass do e klenge Changement ass. Bei där Kommissioun géife mer den Här Gusty Graas als Suppléant proposéieren.

M. le Président.- Dat heescht...

M. Eugène Berger *(DP).*- Bei der OSCE.

M. le Président.- ...amplaz vum Här Alexandre Krieps?

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo.

M. le Président.- Dat ass notéiert.

Fir déi gréng wieren an der OSCE-Delegatioun: d'Madame Josée Lorsché als effektive Member...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An den Henri Kox als Suppléant.

M. le Président.- ...an den Här Henri Kox als Suppléant.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo.

M. le Président.- Fir d'ADR wären et: den Här Fernand Kartheiser an den Här Roy Reding als Suppléant.

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUPM)

Dann eis Delegatioun bei der Union parlementaire pour la Méditerranée:

- Fir d'CSV si proposéiert: d'Madame Octavie Modert als effektive Member an d'Madame Françoise Hetto-Gaasch als Suppléante,

- fir d'LSAP: d'Madame Claudia Dall'Agnol als effektive Member,

- fir d'DP: d'Madame Simone Beissel als effektive Member,

- fir déi gréng: den Här Roberto Traversini als Suppléant, an

- fir déi Lénk: den Här Justin Turpel als Suppléant.

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Da fir d'NATO-Parlament: dräi effektiv Memberen an dräi Suppléanten:

- Fir d'CSV si proposéiert: den Här Jean-Marie Halsdorf als effektive Member an d'Madame Nancy Kemp-Arendt als Suppléante,

- fir d'LSAP: den Här Marc Angel als effektive Member,

- fir d'DP: den Här Alexandre Krieps als effektive Member,

- fir déi gréng: den Här Henri Kox als Suppléant, an

- fir d'ADR: den Här Fernand Kartheiser als Membre suppléant.

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Dann d'Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires; dat ass de COSAC:

- Fir d'CSV ass proposéiert: den Här Laurent Mosar,

- fir d'LSAP: den Här Marc Angel,

- fir d'DP: den Här Eugène Berger,

- fir déi gréng: den Här Claude Adam,

- fir d'ADR: den Här Gast Gibéryen, an

- fir déi Lénk: den Här Serge Urbany.

Dir hutt gesinn, hei gëtt et keng Suppléanten.

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Déi Lëtzebuerger Delegatioun beim Conseil interparlementaire consultatif vum Benelux: siwen effektiv Memberen a siwe Suppléanten:

- Fir d'CSV si proposéiert: den Här Marcel Oberweis an den Här Gilles Roth als effektiv Memberen an d'Madame Diane Adehm an den Här Aly Kaes als Suppléanten,

- fir d'LSAP: den Här Roger Negri an den Här Frank Arndt als effektiv Memberen an d'Madame Claudia Dall'Agnol an den Här Georges Engel als Suppléanten,

- fir d'DP: den Här Lex Delles als effektive Member an den Här Max Hahn als Suppléant,

- fir déi gréng: d'Madame Christiane Wickler als effektive Member, an

- fir d'ADR: den Här Roy Reding als effektive Member an den Här Gast Gibéryen als Suppléant.

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Dann eis Delegatioun beim Conseil parlementaire interrégional, CPI: de Chamberspresident an néng effektiv Memberen an néng Suppléanten:

- Fir d'CSV si proposéiert: déi Hären Emile Eicher, Félix Eischen a Serge Wilmes als effektiv Memberen an déi Häre Jean-Marie Halsdorf, Marcel Oberweis a Gilles Roth als Suppléanten,

- fir d'LSAP ass nach keen designéiert. Do bleiwen nach zwou Plazen als effektiv Memberen an dräi als Suppléant. Dat gëtt dann nogeliwwert.

(MM. Roger Negri et Alex Bodry ont été désignés ultérieurement comme membres effectifs et Mmes Cécile Hemmen et Tess Burton comme membres suppléants.)

- fir d'DP sinn et: déi Häre Gusty Graas a Max Hahn als effektiv Memberen an déi Hären Edy Mertens a Gilles Baum als Suppléanten,

- fir déi gréng: d'Madame Josée Lorsché als effektive Member.

(Ont été désignés ultérieurement: pour le groupe déi gréng: M. Henri Kox comme membre suppléant, et pour la sensibilité politique déi Lénk: M. Serge Urbany comme membre effectif et M. Justin Turpel comme membre suppléant.)

Délégation parlementaire pour le contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Dann eis Delegatioun fir de Contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC):

- Fir d'CSV: déi Häre Félix Eischen a Jean-Marie Halsdorf,

- fir d'LSAP: d'Madame Claudia Dall'Agnol,

- fir d'DP: den Här Eugène Berger,

- fir déi gréng: den Här Henri Kox, an

- fir d'ADR: den Här Fernand Kartheiser.

Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne

Dann d'Delegatioun fir d'Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne:

- Fir d'CSV: den Här Luc Frieden an den Här Laurent Mosar,

- fir d'LSAP: den Här Alex Bodry,

- fir d'DP: den Här Eugène Berger,

- fir déi gréng: den Här Henri Kox, an

- fir d'ADR: den Här Fernand Kartheiser.

Wat d'Delegatioune vun der Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) an der Union interparlementaire (UIP) ugeet, ginn déi traditionellerweis am Bureau zesummegesat. Dat wäert also eng vun eisen éischten Aufgaben am Bureau sinn.

Den Alex Bodry freet sech d'Wuert. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, just fir eis Delegatioun beim CPI och matzedee-

len. Do huet sech iergendee Knuet an der Kommunikatioun de Mëtteg gemaach. Dat wieren u sech zwee Effektiver an zwee Suppléanten. Déi Effektiv wieren d'Hären Negri a Bodry an d'Suppléanteë wieren déi Dammen Hemmen a Burton.

M. le Président.- Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President.

M. le Président.- Jo?

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Zum CPI wëll ech soen, dass déi Lénk och do dran ass mat engem Membre effectif, dat sinn ech, a mat engem Membre suppléant, dat ass den Här Turpel.

M. le Président.- Merci. Et ass notéiert. Villmools Merci. Da si keng weider Wuertmeldungen dozou.

Ech géif dann d'Chamber froen, ob se mat deene Propositioune fir d'Delegatiounen an deenen internationalen Assembléeën d'accord ass? D'Madame Loschetter huet d'Wuert gefrot.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Am CPI ass den Här Henri Kox Membre suppléant.

M. le Président.- Suppléant?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo. D'Madame Lorsché ass Membre effectif, dat war richteg, an den Här Kox ass Membre suppléant.

M. le Président.- Den Här Kox ass Membre suppléant. Wann et u mir sollt geleeën hunn, dann entschëllegen ech mech do derfir.

Ech géif da froen, ob Der soss mat der Kompositioun vun eisen Delegatiounen d'accord sidd. Ass dat de Fall?

(Assentiment)

Da géife mer dat aktéieren. Dat ass esou décidéiert.

D'Lëscht vun alle Membere vun de Kommissiounen, déi mer arrêtéiert hunn a wou d'Kompositiounen och festleien, gëtt am Compte rendu an och op eisem Site direkt, also zäitgläich - mer drécken op de Knäppchen - veröffentlecht.

10. Nomination du Comité de discipline

Domat hätte mer de Gros vun eisen Aarbechte scho bal fäerdeg, ausser der Nominatioun vum Comité de discipline, dee mer hoffentlech net ze vill oft brauchen.

Esou wéi den Artikel 53 vum Statut vun de Chambersfonctionnairen et virgesäit, muss d'Chamber e Comité de discipline zesummestellen, deen aus fënnef Deputéierte besteet.

Als Member vun dësem Comité gi virgeschloen: den Här Paul-Henri Meyers, d'Madame Claudia Dall'Agnol, d'Madame Anne Brasseur, d'Madame Christiane Wickler an den Här Justin Turpel.

Ass d'Chamber mat där Kompositioun averstanen?

(Assentiment)

Ech gesi keng géigendeeleg Manifestatioun. Also ass dat esou décidéiert.

11. Déclaration de recevabilité de trois propositions de loi et d'une proposition de modification de la Constitution

Da musse mer nach d'Recevabilitéit deklaréiere vun dräi Gesetzespropositiounen an enger Proposition de modification vun der Constitutioun.

An hirer Réunioun vum 5. Dezember 2013 huet sech d'Presidentekommissioun (veuillez lire: d'Presidentekonferenz) fir d'Recevabilitéit vun dräi Propositions de loi an enger Proposition de modification de la Constitution ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi n°6589 iwwert d'Organisatioun vum Service de Renseignement, d'Propositioun n°6621 iwwert de Statut vun de Lëtzebuerger Représentanten am Europaparlament, d'Proposition de loi n°6623 iwwert déi parlamentaresch Kommissiounen (veuillez lire: iwwert déi parlamentaresch Enquêten) an d'Proposition de modification de la Constitution n°6622 iwwer eng Ofännerung vum Artikel 64 vun der Verfassung.

Schléisst d'Chamber sech der Propositioun vun der Presidentekommissioun un? Vun der 4! - Et ass nach net esou geleefeg, ech üben.

Ass dat de Fall?

(Assentiment)

Dann ass dat esou aktéiert. Ass et an der Rei?

Ech géif Iech domat Merci soen. Domat si mer mat eiser ëffentlecher Sëtzung um Enn. D'Deputéierte wëssen, dass se nach am Sall bleiwen no der Sëtzung, fir d'Büroe vun de Kommissiounen ze constituéieren.

Ech soen Iech villmools Merci a ginn Iech da Rendez-vous déi nächst Woch. Merci.

Domat ass, an ech däerf dat dann déi éischte Kéier maachen, d'Sëtzung um Enn.

(Fin de la séance publique à 15.54 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 2 MARDI, 10 DÉCEMBRE 2013

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud

- *M. le Président*

2. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental

- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen heimat eis Sëtzung op.

1. Hommage à la mémoire de M. Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut ass e wichtegen Dag, well déi nei Regierung hire Programm fir déi nächst Jore presentéiert. Haut ass awer och e wichtegen Dag, well den „Internationalen Dag vun de Mënscherechter" ass.

Bei där Geleeënheet wëll ech besonnesch un een denken, dee säi Liewe laang fir d'Mënscherechter a géint d'Ongerechtegkeete sech agesat huet an deen eis virun e puer Deeg verlooss huet, den Nelson Mandela.

Hie war en aussergewéinleche Mënsch, deen dat Onméiglecht méiglech gemaach huet. Fir säi Kampf géint d'Apartheid a géint d'Diskriminéierung a Südafrika huet hie seng eege Fräiheet opginn a souz 27 Joer laang am Prisong. Keng Gewalt a keen Absolutismus konnte säi Fräiheetssënn briechen, an hien huet ëmmer weider onermiddlech fir seng Iddie gekämpft.

Den Nelson Mandela ass weltwäit zum Symbol fir Fräiheet a Gläichberechtegung ginn. A villen Hisiichten ass hien e Virbild, och fir eis.

De Madiba huet seng Plaz net nëmmen an de Geschichtsbicher, mä och a villen Häerzer op der Welt an och hei zu Lëtzebuerg fonnt. Mir wëllen him haut op dëser Plaz gedenken, an ech bieden Iech, zesummen ee Moment opzestoen, fir engem grousse Mënsch ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Mir kommen dann elo zur Deklaratioun vum Här Premier- a Statsminister Xavier Bettel iwwert de Regierungsprogramm. Ech ginn dem Här Statsminister d'Wuert, fir de Regierungsprogramm vun där neier Regierung virzestellen. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

2. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 20. Oktober hunn d'Lëtzebuerger gewielt. Si hunn dat éischter gemaach, wéi dat an eisem normalen demokratesche Rhythmus de Fall ass. E Virgang, deen zu Lëtzebuerg éischter ongewéinlech ass. E Virgang, deen awer héichgradeg demokratesch ass. E Virgang, deen eisem Land an där Situatioun méi wéi guttgedoen huet.

Den 20. Oktober hunn d'Wieler geschwat. Si hunn déi eng Partei gestäerkt, si hunn anerer geschwächt. Dat fanne mir gutt, wa mir op där enger Säit stinn. Dat fanne mir manner gutt, wa mir op där anerer Säit stinn.

All Partei heibanne stoung schonn emol op där enger Säit an och op där anerer - déi eng méi laang wéi déi aner. An all Partei, all Politiker weess, dass et op béide Säiten - Majoritéit wéi Oppositioun - derwäert ass, fir seng Wäerter, Iddien a seng Iwwerzeegungen ze kämpfen.

Dat ass gelieften Demokratie. Dat ass et, wat eis an der Politik soll undreiwen. Politik däerf sech net op Aspekter wéi Stäerkt, Gréisst a Muecht reduzéieren. Well da verkennt ee wichteg Dimensioune vun der Politik.

Et sinn nämlech déi gemeinsam Wäerter, Iddien an Iwwerzeegungen, dee gemeinsame Wonsch, heifir ze kämpfen, déi aus der Politik och eng Politik fir d'Leit mécht.

An dee politesche Wiessel, dee Lëtzebuerg mat dëser neier DP/LSAP/déi gréng-Regierung erlieft, ass Ausdrock dovunner.

Nom 20. Oktober ware méi Koalitiounen arithmetesch méiglech. Mä Koalitioune mécht een net eleng opgrond vun Arithmetik. Koalitioune mécht een, fir gemeinsam Ziler ze erreechen, vun deenen een zesummen iwwerzeegt ass. An dat ass et, wat d'DP, d'LSAP an déi gréng ugedriwwen huet.

Déi hei Koalitioun ass gemaach gi vun dräi Parteien, déi sech als Partner verstinn. Déi hei Koalitioun ass gemaach gi fir en Zukunftsprojet, fir eng Politik vun der Ouverture, der Responsabilitéit, der Kohäsioun.

An dobäi baue mir op op engem kräftege Fundament, dat eis d'Regierung an déi politesch Majoritéit virun eis hannerlooss hunn. E Fundament, un deem och mäi Virgänger, de Jean-Claude Juncker, mat vill Iwwerzeegung, Courage a perséinlechem Asaz eng ganz staark Hand mat ugepaakt huet zu Lëtzebuerg an an Europa.

An dofir wëll ech him, jo, ech wëll dir, léiwe Jean-Claude, vun dëser Plaz aus en opriichtege Merci soe fir alles dat, wat s du, zesumme mat denge successive Regierungséquipen, fir eist Land geleescht hues. Dat verdéngt Respekt an Unerkennung.

(Applaudissements)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun eis leie gewalteg Erausfuerderungen. D'Leit erwaarde sech kloer Äntwerten. Si wëlle Kloerheet ëm hir Zukunft hunn. All Partei heibanne war sech där Erausfuerderung an de Wahle bewosst.

Et sinn Erausfuerderungen, déi mir kënne packen an déi mer wäerte packen. Mir mussen als Land, als Gesellschaft zesummenhalen a musse bereet an oppe sinn, fir eis Responsabilitéiten ze droe vis-à-vis vun eiser Gesellschaft haut an och vis-à-vis vun den zukünftege Generatioune vu muer.

Mir musse Stat a Wirtschaft moderniséieren, Aarbecht schafen, Zukunftschancen duerch eng nohalteg Politik an alle Beräicher erhalen, déi nei sozial Erausfuerderunge ronderëm de Logement, d'Bildung an d'Energieaarmut konsequent ugoen an d'Spillregele vun eiser Gesellschaft moderniséieren.

Fir dat ze maachen, hu mir eis e Leitmotiv ginn, ënnert dat mir eis gemeinsam Regierungserklärung setzen: „Ouverture, Verantwortung, Kohäsioun".

Et soll weisen, wourëms et eis geet an de kommende Joren. Et soll kloermaachen, dass mir an eisem Land Veränneruge wëllen erbäiféieren. Et soll ënnersträichen, dass mir oppe musse sinn, fir nei Erausfuerderunge mat neie Konzepter unzegoen. Dass mir bereet musse sinn, Verantwortung fir eis an déi künfteg Generatiounen ze droen, dass mir bei allem Reformwëllen

och mussen zesummenhalen, fir dass keen op der Streck bleift.

Weidermaache wéi bis elo ass fir eis keng Optioun. Dat hunn déi dräi Koalitiounspartner och kloer an hire jeeweilege Programmer an de Wahle gesot. Dat hu mir och an de leschte Woche vun de Koalitiounsverhandlunge confirméiert, wou mir laang, vill a sachlech diskutéiert hunn.

De festen a gemeinsame Wëllen, fir d'Erausfuerderunge vun dësem Land unzegoen, dat ass dat, wat eis verbënnt. Mir hunn d'Ambitioun, fir eng politesch Erneierung an eisem Land unzestriewen, fir dëst Land ze moderniséieren an déi riseg finanziell Erausfuerderunge konsequent unzegoen.

A mir wëllen dat op der Basis vun engem gemeinsamen Zukunftsprojet maachen, deen Ausdrock fonnt huet hei am Koalitiounsaccord, deen Dir zënter leschte Méindegowend virleien hutt. Dëse Koalitiounsaccord ass vollgespickt mat Engagementer. Dir verstitt, dass ech net op all eenzelne Punkt kann agoen an dass ech mech op e puer wesentlech Iwwerleeunge beschränke muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir eis en Esprit d'ouverture zum Zil setzen, dann definéiert dee sech och duerch seng politesch Method an duerch kloer Zilsetzungen. Eis politesch Method, déi mir ustriewen, baut op Offenheet, op engem gudden Zougang zu Informatiounen, op Argumenter an Diskussioun op.

Mir wëlle méi Participatioun, dat heescht, d'Leit an d'politesch Décisiounsprozesser aktiv mat abannen. Mir wëllen Är Chamber, d'Sozialpartner an d'Zivilgesellschaft wierklech abannen an déi schwiereg Froen an Décisiounen, déi virun eis stinn, mat hinnen diskutéieren. Mir sichen e konstruktiven Dialog mat hinnen a sinn dofir och bereet, hir Rechter ze stäerken.

Mir wëllen d'Bierger doriwwer eraus och direkt ëm hir Meenung froen, iwwert de Wee vu Referenden.

Wichteg Reforme mécht een net vun uewen erof. Wichteg Reforme mécht ee mat de Leit. Besonnesch dann, wann et ëm d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft geet, wann et ëm d'ureege Rechter vun de Lëtzebuerger geet.

Mir wëllen a sichen eng grouss gesellschaftspolitesch Debatt hei am Land. Mir wëllen net nëmmen e Referendum iwwert d'Verfassung, mä mir mengen, dass een am Virfeld dovunner soll wichteg Froe mat de Bierger och diskutéieren. Mir wëllen déi demokratesch Fundamenter vun eisem Land weiderentwéckelen an doriwwer mat de Leit diskutéieren.

Grenzen, déi d'Entfalung vun der Demokratie an eist Zesummeliewen an der Gesellschaft anengen oder hemmen, wëlle mir net einfach esou hinhuelen, mä si kritesch hannerfroen.

Dofir wëlle mir d'Konditiounen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, méi gerecht och maachen, besonnesch wat den Niveau vun de Sproochekenntnisser ubelaangt.

Dofir wëlle mer och eng Diskussioun iwwert déi politesch Rechter vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger. Mir mengen, dass mir déi Rechter stäerken an ausbaue sollen, well mer der Meenung sinn, dass dat eis Demokratie weiderbréngt.

Mä mir wëllen dat net iwwert de Kapp vun de Leit ewech décidéieren. Dofir wëlle mer 2015 e Referendum zu wichtege Froen an dësem Kontext maachen. Notamment d'Ausdehnung vun de politesche Rechter vun den Netlëtzebuerger, d'Wahlbedeelegung vun deene Jonken ab 16 Joer, oder awer d'Fro vun der Limitatioun vun der Dauer vun de Ministeschmandater sollen da vun de Wieler, no enger déif gräifender Diskussioun, tranchéiert ginn an duerno mat afléissen an d'Verfassungsrevisioun.

Eng weider Fro, déi mir an dem Referendum wëlle stellen, betrëfft de Finanzement vun de Ministres des Cultes. Mir sinn der Meenung, dass d'Noutwendegkeet zu esou enger Debatt an eiser Gesellschaft besteet. A mir si gewëllt, déi Debatt mat Seriö a Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren ze féieren.

Doriwwer eraus wëlle mir grondsätzlech d'Relatiounen tëschent de Reliounen an dem Stat nei uerdnen a méi transparent maachen. An der Schoul wëlle mir de Reliounsunterrecht grad ewéi de Morale-laïques-Cours duerch en allgemenge Wäerteunterrecht ersetzen. Mir wëllen domadder verhënneren, dass d'Schoul d'Kanner an zwou Gruppen deelt; d'Schoul soll verbannen.

Selbstverständlech bleiwen d'Kierchen an d'Reliounsgemeinschafte fräi, och an der Zukunft hiren Unterrecht ze organiséieren, an d'Schoul wäert och bei der Léisung vu praktesche Froen hëllefen. Mir wäerten och mat den Enseignanten, déi déi zwee Coursen enseignéieren - Relioun a Morale laïque -, déi Verännerungen aleeden, déi et hinnen erlaben, weiderhin an der Schoul ze schaffen.

Den Nationalfeierdag wëlle mir duerch en zentralen zivilen Akt nei uerdnen. Selbstverständlech behält d'Kierch weiderhin d'Recht an d'Méiglechkeet, e feierlechen Te Deum ofzehalen. Et schéngt eis awer wichteg, och just fir Nationalfeierdag en Akt ze hunn, mat deem jiddwereen, och all Relioun, hei am Land sech kann identifizéieren, bei deem sech keen ausgeschloss fillt, deen d'Land a senger Villfalt an a sengem Zesummenhalt erëmspigelt.

Mir wëllen dës Reforme selbstverständlech mat alle Partner, och mat de Kierchen, diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Vertrauen an d'Institutiounen ass eent vun den héchste Gidder an enger fräier Gesellschaft.

Dat Vertrauen huet besonnesch an de leschte Méint gelidden.

Mir hunn eis zum Zil gesat, dat Vertrauen erëm hierzestellen.

D'Ursaache vun deem Vertrauensverloscht si villschichteg.

Déi sougenannten „Geheimdéngschtaffär" stoung sécherlech am Zentrum, an d'Konklusiounen aus der Enquêtëkommissioun hirem Rapport mussen éierlech gezu ginn an d'Archiver wëssenschaftlech an historesch opgeschafft ginn.

Ronderëm déi Geheimdéngschtaffär - awer net nëmmen - ass dat méi oder wéineger diffuust Gefill bei de Leit entstanen, dass et Leit am Stat kéint ginn, déi méi Rechter hunn, wéi anerer. Dat ass e ganz gefäierlecht Gefill. A mir mussen do kloer Konklusiounen zéien. Dofir wëlle mir niewent klore Regelen a Prozeduren och Deontologiekodexen op allen Niveaue vun den ëffentleche Verwaltungen a Gremien aféieren, fir dass nach méi kloer ass, wat d'Rechter an d'Flichte vun deem engen oder anere Verantwortlechen am Stat sinn.

Vertraue geet och verluer, wann d'Zesummespill tëschent den Institutiounen net klappt. Mir wëllen dofir d'Prozeduren tëschent den Institutiounen an innerhalb vun den Institutiounen un d'Ufuerderunge vum 21. Jorhonnert upassen.

D'Chamber soll Moyene kréien, fir sech am Exercice vun hirem Contrôle och vun Experten assistéieren ze loossen. Är Majoritéitsfraktioune wäerte Propositioune maachen, fir d'Kontrollrechter vum Parlament à l'égard vun der Regierung ze stäerken a fir besonnesch d'Konditiounen, fir eng Enquêtëkommissioun anzesetzen, ze vereinfachen. Och d'Prozedure ronderëm d'Vertrauensfro tëschent Parlament a Regierung wëlle mir am Kader vun der Revisioun vun der Verfassung klären. De Conseil d'État, an do besonnesch d'Nominatiounsprozedur, wëlle mir och reforméieren.

D'Justiz musse mir an hirem Rôle stäerken, fir ze garantéieren, dass si a voller Onofhängegkeet hir Aarbecht ka maachen. Sou proposéiere mir och d'Asetze vun engem Conseil national de la Justice, deen iwwert d'Indépendance vun den Autorités judiciaires waache soll. De Ministère public soll reforméiert ginn, fir seng Independenz vis-à-vis vum Pouvoir politique ze garantéieren.

Vertraue geet och da verluer, wann d'Leit d'Gefill hunn, dass de Stat eppes verstoppt, hinnen Informatioune virenthält, oder se net gesinn, wat mat hirem Dossier oder souguer hire perséinlechen Donnéeë geschitt. Mir wëllen dat änneren an d'Rechter vun de Bierger och stäerken.

Mir wëllen dat sougenannten „Informatiounsgesetz" nach eemol op de Leescht huelen a fir de Bierger an d'Press den Zougang zu ëffentlechen Informatioune verbesseren. Dernieft wëlle mir eng Digitaliséierung vum Statsapparat systematesch an Ugréff huelen, fir an Zukunft méi einfach, méi séier a méi transparent mat de Leit a Betriber schaffen ze kënnen. Mir wëllen de Bierger e sécheren, onkomplizéierten a selbstbestëmmten Ëmgang mat informateschen Donnéeë garantéieren a stäerken dofir gären déi national Dateschutzkommissioun a setzen eis fir héich europäesch an international Sécherheetsstandarden an.

Doriwwer eraus striewe mir eng nei Kultur am Ëmgang mat Daten un. D'Leit sollen an Zukunft novollzéien a kucke kënnen, wien am Stat hir Donnéeën zu wéi engem Zweck benotzt huet, an d'Beamte selwer solle mam korrekten Ëmgang mat Daten a mat den Aspekter vun der Datesécherheet systematesch vertraut gemaach ginn.

Niewent de staatlechen Institutioune spillen natierlech och d'Gemengen hei am Land eng wichteg Roll, well grad si am enken alldeegleche Kontakt mat de Bierger sinn. Fir hir Autonomie ze stäerken, wëlle mir de Rôle vum Ministère de l'Intérieur nei faassen. D'Prinzipie vun der Proportionalitéit an der Subsidiaritéit, d'Ausmooss vum Contrôle a vum double Contrôle ministériel, d'Kritären, no deenen d'Subsiden un d'Gemenge verdeelt ginn, an och d'Mise en place vun enger elektronescher Administratioun wëlle mir analyséieren an nei uerdnen.

Och d'Missioune vun de Gemenge musse mir un d'Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert upassen an nei regelen an deementspriechend och d'Gemengefinanzen nei faassen.

Déi Reformen, déi ech hei opgezielt hunn, sinn extrem wichteg Reforme fir eist Land, well si eist institutionellt Fundament stäerken an d'Institutiounen, hire Fonctionnement an hir inhärent Regelen un d'Erwaardungen upassen, déi d'Leit haut berechtegterweis u si hunn.

Och Institutioune musse mat der Zäit goen. Wa si dat net maachen, sinn d'Akzeptanz an d'Vertraue vun de Leit fort.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Vertraue setze mir awer och an d'Mënsche selwer.

Mir mengen, dass si selwer fir sech - an net anerer fir si - déi beschten Entscheedungen treffen. An et ass net un eis an u kengem soss, fir iwwert déi Décisioune jugéieren ze kënnen.

E modernt Land brauch en oppenen an toleranten Ëmgang mat deene Froen.

E modernt Land garantéiert de Mënschen, dass si selbstbestëmmt a fräi décidéieren a liewe kënnen.

An dofir wëlle mir och eng Politik vun der Ouverture am Beräich vun der Gesellschaftspolitik maachen.

Mir wëllen den Droit de la famille moderniséieren, de Mariage opmaache fir gläichgeschlechtlech Partnerschaften an hinnen och d'Méiglechkeet ginn, fir Kanner kënnen ze adoptéieren. Mir wäerten d'Scheedungsrecht reforméieren an den Divorce pour faute - ausser fir ganz schlëmm Fäll - aussträichen. Mir wäerte Familljeriichter aféieren. Mir wäerten duerch eng Reform vum Gesetz iwwert den Accouchement anonyme d'Rechter vun de Kanner stäerken. Mir wäerten d'Interruption volontaire de grossesse aus dem Code pénal eraushuelen an d'Avortementsgesetz adaptéieren, andeems mir déi zweet Consultatioun fakultativ maachen an net méi obligatoresch.

Mir wëllen dernieft och géint d'Ongläichheeten tëschent Fraen a Männer ukämpfen. Engersäits, andeems mir besonnesch de Fraen hëllefen, dass d'Ursaache fir eng ongläich Behandlung behuewe ginn, an anerersäits, andeems mir eis awer och d'Zil selwer setzen, d'Representatioun vun de Fraen um Niveau vun der Politik, de Conseils d'administration vun den Établissements publics an den Entreprisen ze verbesseren. Dofir hu mir eis zum Zil gesat, méi Fraen ze motivéieren, déi Chargen unzehuelen, a probéieren, dass mir an den nächste Joren hiren Undeel an de genannte Beräicher op 40% kënnen eropschrauwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi international Finanz- a Wirtschaftskris huet vill Länner an hir Gesellschafte staark a Bedrängnis bruecht.

Och Lëtzebuerg ass net dovunner verschount bliwwen.

Déi lescht Regierung huet schwéier Décisioune missen huelen an huet grouss, systemesch wichteg Banke misse retten a stabiliséieren.

Si huet ëm den Euro kämpfe missen, dee munnecher an Europa scho bereet waren opzeginn. A si huet heiheem richtegerweis déi automatesch Stabilisateure spille gelooss, fir virun allem de Schock op d'Ekonomie an den Emploi ofzefiederen.

Doriwwer ware mer eis am Parlament quasi all eens. A mir si frou, dass mir an där extrem schwiereger Situatioun zesummen déi richteg Choixe getraff hu fir Lëtzebuerg a fir Europa.

An elo, e puer Joer duerno, si mir eis, denken ech, och eens, dass mir elo séier mussen eist Haus erëm an d'Rei setzen an déi Reforme maachen, déi musse gemaach ginn.

Ech hunn an de leschten Deeg héieren, dass gesot ginn ass, dës Regierung géif vill, jo ze vill Wäert op d'ökonomesch Erausfuerderunge leeën.

Dat erstaunt mech: well wa mir dat elo net géife maachen, da wäerte sech muer ganz vill aner Froe stellen. Wéi wëlle mir de Chômage bekämpfen, d'Finanzéierung vun eiser Sozialpolitik weider assuréieren an eis Zukunft virbereeden, wa mir haut keng Äntwert op déi ökonomesch Erausfuerderunge géife ginn?

Villes ass net méi, wéi et war. An och mir kënnen dofir net ganz bleiwen, wéi a wat mir waren. D'Welt evoluéiert permanent.

Eise Motto dierf net sinn „Mir wëlle stoe bleiwen, wou mir stinn", well da gi mir sécher vun all deenen aneren iwwerholl.

D'Ëmgangsformen an Europa hu geännert a si méi rau ginn, well och Europa duerch schwéier Zäite geet.

Déi finanziell Fundamenter vu Lëtzebuerg sinn och amgaangen ze änneren. Si hunn däitlech Rëss kritt.

Net alles, wat gëschter richteg war, fonctionnéiert och haut nach.

An déi Realitéit musse mir akzeptéieren. A wa mir déi Realitéit akzeptéieren, schafe mir d'Viraussetzung, fir erëm neit Vertrauen an eis Zukunft opzebauen.

Well de Mënsch brauch Vertrauen a sech, an anerer, a säin Ëmfeld an och an d'Politik. Wie Vertrauen huet, ka Ressorten (veuillez lire: Ressourcen) a Potenzialer fräisetzen. Fir dat Vertrauen ze stäerken, wëllt d'Regierung konsequent d'Richtung virginn.

Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir zesummen hi wëllen.

Mir wëllen de Leit och Sécherheet ginn doduerch, dass mer soen, wéi mir dat wëlle maachen, mat wéi enge Prinzipien a wéi enger Systematik an op wéi enger Zäitschinn.

D'Leit solle wëssen, wou se dru sinn. An da wësse se jo och, wou si fir sech, hir Familljen, hire Betrib mussen upaken.

Jo, de Moment ass komm, fir Verantwortung ze iwwerhuelen. Well d'Projektiounen, déi mir vum Comité de prévision virgeluecht kruten, sinn eendeiteg:

2007 hate mir eng Statsschold vu 6,7% vum PIB. Fir 2016, à politique inchangée, géif se op 15 Milliarden Euro, dat heescht 29,2% vum PIB eropgoen an d'magesch Grenz vun 30% wier da quasi erreecht.

Am Zentralstat géifen dann zur selwechter Zäit 1,6 Milliarden Euro feelen.

Den Excédent an der Sécurité sociale, deen eis gesamtstaatlech Situatioun ëmmer e bësse verschéinert huet, fänkt och un zréckzegoen a wäert bis 2016 vun 1,5% op da just nach 0,5%, 0,9%, pardon, vum PIB zréckfalen.

An de Wuesstum schéngt nëmme liicht eropzegoen a sech bei 2% ze bewegen, wat net vill ass par rapport zu engem Duerchschnëtt vu 4% virun der Kris.

Dat heite si blank Zuelen. Den Zuelen deet et och net wéi, wa se erop- oder erofginn. Mä wann een dann emol hannert d'Zuele kuckt, da gesäit een, do si Mënschen.

Well, wat bedeite si?

Si bedeiten ëmmer méi Leit, jonker an eeler, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn an deenen hir finanziell Existenz a Gefor ass. Si bedeiten, dass d'Zukunftschancë vun der jonker Generatioun a Gefor sinn, well duerch d'Schold an d'Defiziter net méi genuch Moyenen do sinn, fir hir eegen Zukunft ze gestalten. Si bedeiten, dass d'Leit an d'Entreprisen d'Vertrauen an de Standuert verléieren a sech ofwende bezéiungsweis net méi bei eis kommen.

Wann et just ëm Zuele géif goen, da kéint et jo bal egal sinn, wat ee mécht. Mä well et ëm Aarbechtsplaze geet, Zukunftschancen, ëm eise Standuert, ëm eist Land geet, hu mir eng verdammte Flicht, déi Zuelen do ze redresséieren.

Näischt maachen ass fir eis keng Optioun! Mir wäerten handelen. Mä dat awer sécher net no iergendwelchen Ideologien an och net no iergendenger Kontabelsmethod. Mir maache gär Politik am eigentleche Sënn vum Wuert. An eis Aktioun wäert sech dofir leede loosse vun e puer Prinzipien: Responsabilitéit, Oppenheet, Effizienz, Nohaltegkeet, sozial Kohäsioun a Chancëgläichheet.

Déi heite Koalitioun ass bereet, déi immens Erausfuerderung opgrond vun dëse Prinzipien unzegoen. Déi heite Koalitioun ass décidéiert, déi schlecht finanziell Situatioun vum Stat net

als eng Fatalitéit unzegesinn. Mir wëllen a si bereet, déi Verantwortung ze huelen, haut a fir déi zukünfteg Generatiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Problemer si kloer. Eis Method, fir un d'Problemer erunzegoen, ass kloer. Eis Ziler och. Mir wëlle bis Enn vun der Legislaturperiod e Solde structurel vun 0,5% vum PIB erreechen an zu all Moment en ëffentleche Scholdestand vun ënner 30%. Anescht ausgedréckt bedeit dat, dass mir de Budget ëm ongefeier 1,5 Milliarden Euro strukturell konsolidéiere mussen.

Dat ass net just en ambitiéist Zil, wat mir eis wëlle ginn. Mä dat Zil wëlle mir och mat konkrete Mesuren erreechen.

Wat fir eng Mesuren hu mir virgesinn?

Mir wëllen eng nei Systematik an d'Gestioun vun ëffentleche Gelder erabréngen. Et geet eis drëm, fir mat manner Geld eng besser Politik ze maachen.

Mä mir hu festgestallt, dass, fir esou en Usproch ze erfëllen, et am Moment un adequate Strukturen a Moyene vun enger moderner Finanz- a Budgetsféierung feelt. Mir ginn eis dofir eng nei Systematik, déi soll hëllefen, deen Débat public och ze objektivéieren. Mir wëllen dat esou séier wéi méiglech verbesseren a moderniséieren, well mir eis kee finanzpolitesche Blindflug méi erlabe kënnen, a well mir de Leit an den Entreprisen eng transparent Duerstellung vun den Zuelen an e professionellen Emgang mat hire Steiergelder einfach schëlleg sinn.

Mir maachen dofir dee sougenannten „Kassensturz" am kommende Januar d'nächst Joer, wat eis soll erlaben, op der Dépensëbäit éischt Fonctionnementskäschten ze spueren an éischt Effizienzgewënner ze maachen.

Mir setze gären eng Task Force an, fir kuerzfristeg iwwert déi kommend zwee Joren e Screening ze maachen an d'Effikassitéit vun den ëffentlechen Ausgaben ze verbesseren, andeems si manner deier Léisungen detektéiere solle fir bestehend Politiken.

Mir striewen doriwwer eraus eng déif gräifend strukturell Reform am Beräich vun der Budgetsopstellung un, mam Zil, d'ëffentlech Gelder méi effikass a wirtschaftlech anzesetzen an eis nei a méi transparent Previsiouns- an Evaluatiounsinstrumenter ze ginn.

Mir wäerte periodesch Evaluatioune vun den Ausgabeprogrammer maachen, intern Audit-Strukturen opbauen oder awer och de Comité de prévision institutionaliséieren an zu engem Comité économique et financier national ausbauen.

Mir wäerten eng Norme budgétaire aféieren a mir wäerte probéieren, eis Dépensen an all Ministère, opgrond vun engem ze bestëmmende Prozentsaz, ze drécken, fir och genuch Reformdrock an déi eenzel Ministèren eranzekréien.

Mir wëllen och en interne Stabilitéitspakt tëschent dem Stat, de Gemengen, den Établissements publics an dem Secteur conventionné schléissen, fir déi Konsolidatiounsefforten duerch all staatlech a parastaatlech Strukturen ze dreiwen.

D'Gestioun vun de staatleche Participatioune wäerte mir professionaliséieren, an enger gemeinsamer Struktur bündelen. Méiglech Recetten an Dividende wëlle mir an d'Ekonomie an domadder an d'Zukunft vun eisem Standuert, a sécher Aarbechtsplaze reinvestéieren.

Dës Mesuren an nei Strukture wäerte sech op Dauer méi wéi bezuelt maachen, well mir am Endeffekt méi wäerten erakréien, wéi dat, wat se eis kaschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng zweet wichteg Konsolidatiounsmesure besteet doranner, fir d'Ziler vun den Transferten ze hannerfroen, nei ze sortéieren, duebel a contraire Férderungen ze stoppen an do ze ënnerstëtzen, wou och wierklech Ennerstëtzung gebraucht gëtt.

All Parteien hunn an de leschte Wochen a Méint an der Chamber an net zulescht am Wahlkampf vill iwwer méi selektiv an zilorientéiert Sozial-, Familljen- a Logementstransferte bezéiungsweis generell Subventiounen diskutéiert. Wann een nëmme begrenzte Moyenen zur Verfügung huet, da muss ee kucken, dass dës Moyenen och do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn. An dës Koalitioun ass gewëllt, systematesch op dëse Wee ze goen.

Dat haten déi dräi Parteien och kloer an hire jeeweilege Wahlprogrammer ugekënnegt. Ech ginn Iech nëmmen e klengt Beispill: Wa mir Bausparverträg férderen, dann ass dat geduecht, fir dass d'Leit och an den Eegenheemer investéieren. An et ass net geduecht, fir just domadder manner Steieren ze bezuelen. Dat wëlle mir zum Beispill änneren. Dat hei ass e klengt Beispill, wat awer eis Démarche soll kloermaachen, nämlech d'Politikziler ze iwwerdenken an ze reajustéieren do, wou et noutwendeg ass.

Mir sinn amgaang, deen Exercice konsequent duerch all Transfertleeschtung ze maachen. D'Politik mat der Strenz gëtt ersat duerch eng selektiv Politik, déi systematesch a kohärent gemeinsam gesellschaftlech a politesch Ziler erreeche wëllt.

Mir sinn dofir amgaang, eng breet Analys vun all de bestehenden Transfertleeschtungen ze maachen. Subventiounen, Primen, Abattementen, Geldleeschtungen an esou weider wëlle mir hannerfroen a kucken, ob d'Ziler an d'Empfängergruppen och wierklech déi sinn, déi mir wëllen erreechen, bezéiungsweis ob mir mat där Politik déi Ziler och tatsächlech erreechen, déi mir eis och gesat hunn.

Hei schaffe mir ganz enk zesumme mat de Verwaltungen. Dofir wëlle mir eis mat deem Exercice déi néideg Zäit loossen an Iech am Laf vum kommende Joer konkret Décisiounsvirschléi zur Diskussioun stellen.

Här President, wann een de Budget wëllt an de Gréff kréien, da musse mir och kucken, fir grad bei de groussen Dépensëbléck d'Evolutioun tant soit peu am Gréff ze halen.

E groussen Dépensëblock stellt natierlech d'Masse salariale beim Stat duer. Duerfir si mir der Meenung, dass och d'Fonction publique sech soll a muss um kollektive Konsolidéierungseffort bedeelegen.

Jo, mir respektéieren déi kontraktuell Obligatioun, déi déi lescht Regierung agaang ass, wéi si de leschten Accord salarial signéiert huet. Mir setzen de statutaresche Volet vun der Reform esou séier wéi méiglech ëm, woubäi mir Rücksicht huelen op d'Avisen am Kader vun der legislativer Prozedur. Well deemools jo e Paquet ausgehandelt ginn ass, knäppe mir d'Akraafttriede vum Accord salarial och mat un d'Akraafttriede vum statutareschen Deel vun der Reform.

Mir proposéieren awer dofir, opgrond vun der Situatioun vun den ëffentleche Finanzen, keng weider Erhéijung vum Punktewäert bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod méi virzehuelen. Mir mengen, dass dës Mesure och wichteg ass an en zoumuttbaren, awer och solidareschen Effort vun der Fonction publique duerstellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een de Budget erëm an d'Gläichgewiicht wëllt bréngen, da muss een och iwwert d'Recettësäit diskutéieren, iwwert d'Steieren. Mir wëllen erëm d'Vertraue vun de Leit an den Investisseuren an d'Zukunft vun eisem Land duerch eng prévisibel Steierpolitik hierstellen. Mir wäerten dobäi keng hektesch Manöveren an déi eng oder an déi aner Richtung maachen. Mä mir plangen eng global Reform, a Rou.

Mir wëllen eng Steierreform aus engem Goss duerno virleeën. D'Zil ass dobäi, eng Steierpolitik ze maachen, déi Ëmverdeelung a Gerechtegkeet als generelle Prinzip huet, déi Wuesstum generéiert an doduerch Aarbechtsplaze schaaft, déi genuch Recettë fir de Stat generéiert, fir dass e sengen Aufgabe kann nokommen, déi sozial gerecht ass, déi eis am Ausland net op gro oder schwaarz Lëschte bréngt.

An och hei ass et, esou wéi bei der Budgetspolitik, dass mer am Moment keng adequat Strukturen am Stat hunn, fir deenen Ziler an Erausfuerderungen am volle Mooss gerecht kënnen ze ginn. Eis Kompetenzen an de jeeweilege Steierverwaltunge mussen onbedéngt ausgebaut ginn, besonnesch wa mir net wëllen op Dauer den Evolutiounen am Ausland hoffnungslos hannendrulafen. Dat ëmsou méi, wou d'Ausland am Moment eng Attack no där anerer um steierleche Plang géint Lëtzebuerg reit.

Hei wäerte mir grouss Efforte maachen an d'Steierverwaltunge mat den néidege Moyenen ausstatten an hir Organisatioun, Gestioun an hire Fonctionnement verbesseren. Mir wëllen domadder och derfir suergen, dass déi Steieren, déi geschëllt sinn, tatsächlech och erakommen. A mir wëllen derfir suergen, dass mir eisen internationalen Obligatioune besser kënnen nokommen, fir dass mir net muer erëm un iergendengem Pranger stinn an d'Konsequenz vun deem engen oder anere Rating oder Klassement mussen erdroen.

Mir striewen en däitlechen, bessere fachleche Suivi vun nationalen oder internationale Steierdossieren un. Mir wäerten e Comité consultatif de la fiscalité asetzen, fir de Finanzminister ze beroden a fir Froe ronderëm d'steierlech Attraktivitéit a Kompetitivitéit ze klären.

Niewent de Strukturen am Finanzministère muse mir eis awer och Gedanke maache ronderëm d'Steiere selwer. Mir hunn intensiv mat der Steierverwaltung an aneren Experten iwwert dëse Punkt geschwat a mir sinn zur Konklusioun komm, dass eis Steieren op ville Punkten à maturité komm sinn. Aneschters ausgedréckt: Och wann een op där enger oder anerer Säit un der Steierschrauf dréie géif, géif een ënnert dem Strëch net méi, oder oft souguer manner erakréien.

Mir waren eis eens, dass mir d'Finanzplazgeschäfter net mat neie Steiere wëllen a Gefor setzen, mais bien au contraire hir Aktivitéite wëlle stäerken, andeems mir Aménagementer maachen, déi beispillsweis dorobber ofzilen, fir d'Quartiers généraux vun internationale Gruppen op Lëtzebuerg ze kréien.

Mir wëllen d'Acteure vun eiser Finanzplaz, déi sech an engem déif gräifenden Embroch befënnt, mat dëser Politik rassuréieren a si an deem Embroch positiv begleeden. D'Zäit vun de Souveränitéitsnische muss haut ersat ginn duerch verstäerkte Kompetenz op der Finanzplaz.

Mir wëlle bei de Betriber d'Innovatioun stäerken an d'Investitiounen an de Standuert an domadder an nei Aarbechtsplaze weider férderen. Mir wëllen dofir e geschéckte Mechanismus vun Intérêts notionnels aféieren an d'Méiglechkeet vun enger Réserve immunisée pour investissement schafen.

Wat d'Steierlaascht ubelaangt, gesi mir definitiv net, wéi mir laanscht eng Erhéijung vun der TVA komme kënnen. D'Lächer am Statsbudget sinn einfach ze grouss. Mir sinn amgaang, d'Detailer ofzestëmmen a wäerten Iech an de kommende Méint eng Propositioun zur Diskussioun stellen, woubäi mir ustriewen, den Taux super-réduit vun 3% bäizehalen. Egal wéi, wäerte mir awer derfir suergen, dass mir deen niddregsten normalen Taux an der EU behalen.

Wat d'Besteierung vun de Privatpersounen ubelaangt, lancéiere mir d'Préparatife vun esou enger grousser Reform. D'Steierreform muss gutt preparéiert ginn. Eis Ziler si bekannt, fir a Richtung Individualiséierung vum Steiersystem ze goen an d'Abattemente kritesch ze iwwerschaffen, mam Zil, just dat ze férderen, wat och wierklech Sënn mécht.

Mir wäerten d'Tariffer an d'Tranchë vum Steierbarème iwwerschaffen, fir virun allem dem Phenomeen vum Mëttelstandsbockel Rechnung ze droen.

Mir hunn eis dozou och engagéiert, eng Rei Feinanalysen ze maachen. Dat ass wichteg, well mir wëlle genee analyséieren, wat déi bescht, déi gerechtste Manéier ass. Dat brauch e bëssen Zäit. Mir wäerten zügeg déi noutwendeg Analyse maachen, ouni dobäi Zäit ze verléieren. Iwwerstierzt Handelen ass net eis Saach an ass och net am Intérêt vum Land!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Zil ass et virun allem, méi Steierrecetten duerch méi Wirtschaftsaktivitéiten eranzekréien. Méi Wirtschaftsaktivitéit heescht fir eis awer net eng onkontrolléiert Wuesstumspolitik! Mir maachen net egal wat, fir Wirtschaftswuesstum ze kréien. Et ass eis wichteg, dass de Wuesstum nohalteg ass, dat heescht, dass och déi sozial- an ëmweltpolitesch Komponente voll a ganz respektéiert ginn.

Mir gesinn eng nohalteg Politik net als Hemmnis, mä als eng grouss Chance, fir eist Land an d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ze verbesseren. Mir mussen als Land endlech déi Chancen notzen, déi sech duerch d'Ressourcëknappheet an déi ökologesch Erausfuerderungen erginn a Lëtzebuerg als kompetenten Acteur an dësem Beräich, an dësem lokalen, regionalen an internationale Marché placéieren.

Hei leie riseg Opportunitéite fir eist Land. Hei sinn déi Beräicher, wou mir eis Kompetitivitéitsvirdeeler kënnen erschaffen. Wie Verantwortung fir d'Zukunft wëllt huelen, muss sech dofir och fir eng nohalteg orientéiert Wirtschaftspolitik asetzen. Well nëmmen esou kënne mir nei Zukunftschancë fir eist Land a fir d'Leit schafen.

Mir sinn als ganz Regierung eis där Verantwortung och bewosst. An dobäi sinn et net ëmmer déi ganz grouss sougenannten „Jorhonnertreformen", déi d'Saache wierklech virubréngen. Et si vill méi oft déi kleng Saachen, déi méi Wierkung hunn.

Dofir wëlle mir als Éischt dat Silo-Denken an de Ministèren opbriechen. Mir wäerten eis um Niveau vun der Regierung selwer an och ënnert den Departementer besser openeen ofstëmmen. A mir ginn eis dofir och regierungsintern Strukturen, fir déi dote Politik effektiv ëmzesetzen, Arbitragen ze maachen a festgefuere Situatiounen duerch gutt duerchduechte politesch Décisiounen ze deblockéieren.

Mir wäerten doriwwer eraus den Dialog mat der Zivilgesellschaft féieren an och de Sozialdialog, deen um Nullpunkt ukomm war, erëm nei beliewen. D'Tripartite ass fir grouss Froe fir eis e wichtegen Interlocuteur. Mir wäerten net ëmmer en Accord fannen, mä ech hoffen, dass mir mat Verständnis virun deem anere senge Positiounen a Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren all zesummen een oder méi Schrëtt weider kënne kommen.

An ech sinn iwwerzeegt, an ech wäert mech perséinlech derfir asetzen, dass mir mat där doter Approche eppes zesumme fir d'Leit an d'Land op d'Bee wäerte bréngen. Wa mir erëm matenee schwätzen an eis nolauschteren, wa mir bereet sinn, iwwer eise Schiet ze sprangen, an net an deenen alen Trampelpied dranzebleiwen, da schafe mir erëm Vertrauen an d'Viraussetzung derfir, fir zesumme kënnen d'Potenzialer vun dësem Land fräizesetzen.

Mir wëllen als Regierung awer och eist dozou bäidroen, dass d'ökonomesch Acteuren - déi grouss, déi mëttel a kleng Betriber - Vertrauen an de Standuert kréien a behalen. Well Vertraue schaaft Investitiounen an Aarbechtsplazen!

Mir wëllen de Betriber Prévisibilitéit a Planungssécherheet ginn. Eng Entreprise wëllt wëssen, ob a wéi eng Regierung gewëllt ass, hir budgetär Situatioun an de Gréff ze kréien. Si wëllt wëssen, wéi fir si wichteg Rahmebedéngungen an där Zäit wäerten evoluéieren. A si wëllt wëssen, ob de Stat och bereet ass, seng Zukunft duerch eng geschéckt Investitiounspolitik virzebereeden.

Mir si bereet, do kloer Engagementer ze huelen. An ech wéilt hei och dofir kuerz op e puer Punkten agoen, déi dat ënnermaueren.

Mir hunn eis eens gemaach, weider systematesch géint d'Inflatioun unzekämpfen. D'Indexregelung, déi bis d'nächst Joer gegollt huet, soll nach emol widderholl ginn. Dat heescht, nodeems de sougenannten „Compteur" op null gesat ginn ass, loosse mir no 2015 wéi bis elo maximal eng Indextranche d'Joer ausbezuelen. Um Enn vun där Period setze mir de Compteur dann erëm op null zréck. Dat gëtt eisen Entreprisen zousätzlech Loft a Planungssécherheet. Dës Regelung hëlleft awer och, d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen.

Och wat déi scho bal ominéis Plans sectoriels ubelaangt, wäerte mir derfir suergen, dass déi an de kommende Woche séier an d'Prozedure kommen, fir dass do och kloer ass, wou d'Betriber sech an Zukunft kënnen néierloossen.

Um Niveau vum Aarbechtsrecht wëlle mir konform zum Code du Travail Négociatioune féieren, notamment iwwert d'Bestëmmunge vun de Plans d'organisation du travail an der Referenzperiod. A bei de Contrats à durée déterminée si mir eis eens, dass een innerhalb vun der legaler Period vun zwee Joer op méi CDDe kann zréckgräifen.

Méi Flexibilitéit wëlle mir och duerch d'Aféiere vun den Aarbechtszäitkonte kréien, woubäi mir do den Avis vum CES vun 2004 als Ausgangspunkt vun där Diskussioun och wäerten huelen.

Mir wäerten d'Reform vum Faillitëgesetz dann och zügeg weiderbréngen.

Den Dauerbrenner „Prozedure vereinfachen an accéléréieren" wëlle mir offensiv ugoen. Mir wëllen eng Struktur ënnert der Autoritéit vum Minister schafen, dee fir d'Réforme administrative zoustänneg ass, wou eis Beamten, zesumme mat auswäertegen Experten, sollen dës Prozedur dynamiséieren a séier zu konkrete Resultater och kommen.

Am Beräich vun der Energie si mir beduecht, fir engersäits d'Kompetitivitéit vun der Industrie ze erhalen a gläichzäiteg d'Betriber doranner ze begleeden, fir hiren Energiekonsum erofzesetzen.

Mir wäerten d'Erausfuerderungen am Beräich vun der Mobilitéit konsequent ugoen. Well d'Mobilitéit ass e wichtege Wirtschafts- a Standuertfacteur. D'Mobilitéitskonzept „MoDu" setze mir weider ëm, an den Tram kënnt a gëtt souguer ausgebaut!

Am ëffentlechen Investitiounsberäich wäerte mir de Fokus leeën op déi ökonomesch wichteg Beräicher a weider Geld fräimaachen, fir eis Zukunft virzebereeden. Dat gëllt besonnesch fir d'Beräicher Logement a Mobilitéit.

Regulatoresch wëlle mir awer och den Entreprisen en interessante Kader bidden. Fir zum Beispill d'Entreprisen, déi am Commerce électronique täteg sinn a muer musse komplizéiert TVA-Regele géréieren, analyséiere mir d'Méiglechkeet vum sougenannten „Mini One Stop Shop", wat fir si eng däitlech administrativ Erliichterung duerstellt.

Mir préiwen iwwerdeems, awéifern een den ILR an de Conseil de la concurrence kéint zesummebréngen, fir ze assuréieren, dass d'Konkurrenzregelen och wierklech op de jeeweilege Marchéë bestinn. An d'Dateschutzkommissioun gesi mir als e ganz wichtegen Acteur un, deem mir wëllen déi néideg Moyene ginn, fir dass hie senger Roll a sengen Erwaardungen och gerecht ka ginn.

Här President, ech kann net op all Punkt vun eiser Standuertpolitik agoen, dat géif ze wäit féieren. Ech wéilt mech awer ee Moment bei zwee Punkten ophalen, déi eis immens wichteg sinn, well si à l'origine sti vu villen Aarbechtsplazen, déi mir an Zukunft wëllen zu Lëtzebuerg schafen.

Éischtens, d'Aart a Weis, wéi mir d'Promotioun vun eisem Standuert maachen. An zweetens, eise Wonsch no enger Offensiv, fir nei Aktivitéiten ze generéieren oder op Lëtzebuerg unzeéien duerch nei innovativ Weeër am Beräich vun der Création d'entreprise, dem Finanzement an der Begleedung vun den Entreprisen.

Niewent den allgemenge Rahmebedéngunge si grad dës zwee Punkten entscheedend, well mir brauchen nei Impulser. Mir mussen iwwer innovativ Weeër goen. A mir musse Lëtzebuerg erëm op d'Landkaart vun deene Leit zréckbréngen, déi Iddien a Projeten hunn. An dat kënne mir nëmmen, wa mir eis kohärent dobausse presentéieren a konsequent nei Weeër ginn!

Dofir wëlle mir Lëtzebuerg an Zukunft als e Ganzt international duerstellen, opgrond vu kloere Valeuren, a mir wëllen dat duerch dee ganze Statsapparat duerchdéclinéieren an no baussen als kloer erkennbaren Optrëtt vu Lëtzebuerg weisen. Et geet net duer, ze soen am Ausland, wat mir wären, mä wann d'Leit da bei eis kommen, muss dat och der Realitéit entspriechen!

Doriwwer eraus menge mir, dass ee soll doriwwer nodenken, fir all déi Promotiounsplattformen, déi mir hunn an den ënnerschiddleche Secteuren, zesummenzeleeën, fir dass mir och kohärent Vecteuren hunn. An och d'Vertriedunge vu Lëtzebuerg am Ausland sollen engersäits an déi Promotiounsefforten agebonne ginn, an anerersäits wëlle mir eng wierksam Diplomatie économique an d'Plaz setzen.

Wat elo déi méi kleng Betriber ubelaangt, esou menge mir, dass och hei d'Promotioun tëschent Commerce, Tourismus a Kultur soll a muss openeen ofgestëmmt ginn. Mir wëllen dann och, wat de Finanzement vun Aktivitéiten an d'Begleedung vun investitiounswëllegen Entreprisen ubelaangt, nei Weeër goen an eis bestehend Instrumenter evaluéieren an iwwerschaffen.

Esou wëlle mir d'Instrumenter vun der SNCI adaptéieren, déi bestehend Finanzinstrumenter, wéi d'Aides à l'investissement, d'Subventions de recherche oder d'Garanties publiques, iwwerschaffen a generell de Wierkungsgrad vun de Subventioune regelméisseg evaluéieren.

Nei Aktivitéite wëlle mir op Lëtzebuerg unzéien, engersäits iwwert de „Luxembourg Future Fund", zesumme mam Fonds européen d'investissement, an anerersäits iwwer eng Agence de financement et d'investissement, déi a Kollaboratioun mat Luxinnovation soll d'Leit zesummebréngen, déi e Projet hunn, mat Leit, déi investéiere wëllen.

Well mir wëssen, wéi wichteg d'PMEe fir stabil Aarbechtsplaze sinn, wëlle mir e Plan d'action PME ëmsetzen an och hei den Image vum Entrepreneur verbesseren a fir jonk Leit méi interessant maachen.

A fir den Entrepreneuriat zousätzlech ze promouvéieren, hu mir eis iwwerluecht, fir e Statut vum Indépendant anzeféieren an dem Indépendant iwwert dee Wee gläichwäerteg sozial Rechter ze ginn.

An dësem Kontext sief gesot, dass mir och wëllen d'Méiglechkeet vun enger vereinfachter Form vun enger S.à r.l. schafen, wou ee sech quasi mat engem Euro Startkapital als Entreprise lancéiere kann. A mir préiwe gären, awéifern en Instrument vu Mikrokreditter kéint interessant sinn, fir kleng Entreprisen ze lancéieren.

Wat de Commerce ubelaangt, wäerte mir déi bestehend Regelung vun den Ouvertureszäiten evaluéieren an eventuell iwwerschaffen, no Konsultatioun mat de Sozialpartner.

Eisen Engagement am Beräich vun der Diversifikatioun vun der Ekonomie geet onverännert weider. Mir gesi Lëtzebuerg weider als Industriestanduert a sinn och bereet, déi Konklusiounen, déi zum Beispill am Haut comité pour la promotion de l'industrie wäerten ausgeschafft ginn, an eis Iwwerleeungen eranzehuelen.

Mir konzentréieren eis och weiderhin op déi bekannten Zukunftssecteuren, wéi ICT, Ecotechnologien, Logistik a Biotechnologien, woubäi mir och ee Gank oder méi wëllen eropschalten. Et geet eis drëm, fir Zukunftsvisiounen och mat konkrete Projeten um Terrain mateneen ze verbannen, déi eis Virdeeler par rapport zu eisen direkte Konkurrente verschafen an doduerch sécher Aarbechtsplaze schafen.

Et geet eis drëm, fir Innovatioun a Recherche méi zougänglech ze maache fir eis Entreprisen, fir dass si erëm Virreider kënne ginn an hirem Beräich. Et geet eis drëm, dass mir Beräicher matenee vernetzen, wou mir op där enger Säit élémentaire Besoinen hunn, fir déi mir mussen Investitiounen tätegen, a wou mir déi Investitiounen ëmgedréit notze kënnen, fir eis deen Know-how, dee mir do gewonnen hunn, zu eegen ze maachen.

Beispillsweis denke mir, dass mir am Beräich vun den Ecotechnologië sollte Kompetenzzentre schafe fir eis Entreprisen aus dem Beräich vun der Konstruktioun, wou mir Recherche an Innovatioun kënne besser valoriséieren.

Mir wëllen an dësem Kontext och eng nei Dynamik schafen am Beräich vun den erneierbaren Energien an der Energieeffizienz, iwwert d'Schafung vun enger Klimabank. Mir denken, dass mir am Beräich vun der durabeler Mobilitéit, zesumme mam ICT-Beräich, nei Kompetenznischen a Marchéë kënne schafen.

Am Beräich vun der Sécurité de l'information wëlle mir eis Qualitéitsstandarde weider ausbauen, fir engersäits d'Entreprisen an hir Donnéeën, de Stockage an d'Transmissioune vun Donnéeë besser ze schützen, an anerersäits den Know-how och ze notzen, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg unzezéien.

Mir hunn eng Offensiv wëlles am Beräich vun der Digitalisatioun vun eisem Statsapparat an doriwwer eraus, wou mir och beispillsweis am Beräich vum Archivage électronique kënnen nei Dieren zu interessante Marchéen opstoussen.

Mir setzen och op de Secteur vun de Medien, de Satelliten, der audiovisueller Produktioun an de sougenannten „kreativen" Industrien.

Mir mengen, dass et Zäit ass, dass mir modern Weeër an der Agrikultur an am Wäibau solle goen, déi mir net als eng Randerscheinung vun eiser Ekonomie gesinn, mä als Beräich, wou vill Zukunftspotenzial mat gudden a sécheren Aarbechtsplaze fir eist Land dran ass. Mir si bereet, dëse Beräich vun eiser Ekonomie an hirer schwiereger Transformatiounsphas ze begleeden, hin zu engem modernen, performanten, innovativen a virun allem durabele Wirtschaftszweig. Mir sollen dofir déi nei Ufuerderungen un dëse Secteur offensiv ugoen a si als Chance ugesinn.

Deen neie Verbraucherschutzministère, dee mir geschaf hunn, wäert an deem wichtege Beräich fir eng kohärent a strukturéiert Politik am Intérêt vun alle Konsumente suergen an och hëllefen, d'Qualitéit vun der einheimescher Produktioun ze garantéieren an ze zertifiéieren.

D'Uni Lëtzebuerg ass net eleng fir d'Wirtschaft do a wäert dat och net ginn. Mä mir mengen, dass mir d'Universitéit an d'Fuerschung ronderëm als ee wichtege Wirtschaftsfacteur nach méi effikass sollten asetzen.

Mir wëllen ëffentlech a privat Recherche méi no bréngen an nach méi Wäert dorobber leeën, dass d'Resultater vun der Recherche och duerno wirtschaftlech valoriséiert ginn. Mir wëllen dofir den Esprit d'entreprise op der Uni an de CRPe stäerken a mat den Instrumenter, déi ech uewe beschriwwen hunn, d'Kreatioune vu Start-up a Spin-off förderen.

Här President, wa mir vu wichtege Wirtschaftszweiger schwätzen, da wëll ech natierlech och iwwert d'Finanzplaz schwätzen. D'Finanzplaz ass ee vun deenen Haaptpiliere vun eiser Ekonomie an och vun de Recettë vun eisem Statsbudget.

Si ass an engem schwieregen Transformatiounsprozess. Keen dobausse wäert d'Finanzplaz an eist Land schounen! Dat hu mir oft an de vergaangene Joren ze spiere kritt, an ech fäerten, et gëtt net wierklech besser. An da krute mir, an och déi al Regierung an déi nei, wësse mer scho pertinemment, dass mam kommende Conseil zu Bréissel mer et och nach ze spiere kréien.

Mir mussen eis dofir op eis Stäerkte besënnen. Mir mussen oppe fir dat Neit sinn a reaktiv genuch sinn, eis deementspriechend unzepassen. Un éischter Stell gëtt awer vun enger Regierung erwaart, eng stabil a prévisibel Politik fir d'Finanzplaz ze maachen. Dat ass wichteg fir d'Investisseuren, awer och fir déi Leit, déi hei schaffen.

Dofir si mir beméit, fir dat steierlecht a regulatorescht Ëmfeld vun der Finanzplaz kompetitiv a konform zu europäeschen OECD-Standarden ze halen. Lëtzebuerg huet sech kloer dozou bekannt, fir eng Politik um Niveau vun eiser Finanzplaz weiderzeféieren, déi den internationale Regelen entsprécht, notamment wat den automateschen Informatiounsaustausch am Kader vun der „Directive épargne" ubelaangt. Dat ass e wichtege Punkt vun eiser Strategie. Mir wëllen eng zu den internationale Regele konform Finanzplaz, déi hire Clientë Qualitéit, Diskretioun a Sécherheet ubitt.

Et wär falsch, eng Strategie ze wëllen, ze fueren, wou mir eis international isoléiere géifen!

Wat d'Transparenz an den Échange vu Steierinformatiounen ubelaangt, wäerte mir eis dofir aktiv um Ausschaffe vun allgemenggültegen internationale Standarde bedeelegen am Kader vun der Europäescher Unioun an och vun der OECD.

Mä och hei gëllt fir den automateschen Informatiounsaustausch, dass dat nëmme geschéie kann no engem prezise Kalenner, deen d'Stabilitéit an d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz par rapport zu anere Finanzplazen an der Welt net a Fro stellt. D'Regierung wäert op de Besoin insistéieren, fir weltwäit op alle Finanzplazen homogen Norme festzeleeën. Da wäert Lëtzebuerg sech dem automateschen Informatiounsaustausch net opposéieren.

Déiselwecht prinzipiell Haltung wëllt d'Regierung anhalen an aneren Dossieren, wou et ëm nei international Norme bei Finanzgeschäfter geet. D'Regierung wäert sech doriwwer eraus am Kader vum Haut comité de la place financière dofir och déi néideg Moyene ginn, fir séier genuch op d'Changementer ze reagéieren an de gesetzleche Kader am Intérêt vun der Finanzplaz an hiren Erausfuerderungen unzepassen.

Mir wollten och e kloert Signal un d'Investisseuren erausginn, andeems mir och soen, wat mir net wëlle maachen. Esou wëlle mir keng Verméigenssteier fir d'Privatpersounen nach eng Ierfschaftssteier aféieren.

Mir wäerten och bei den Investitiounsfongen, deene sougenannten UCITs-Fongen, kucke fir ëmmer mat vir bäi ze sinn, wann et drëms geet, dee juristeschen a reglementaresche Kader esou unzepassen, fir e weiderhin och attraktiv ze maachen.

Mir wäerten hei keng Erhéijung vun der Taxe d'abonnement virhuelen a mir wäerten och keng bei de Fonds d'investissement spécialisés virhuelen.

Bei de sougenannte SICARe behale mir den aktuelle Steierregime bäi. Am Private-Equity-Beräich gëtt deen aktuelle Steierregime iwwerschafft a souguer ugepasst, fir dass et méi attraktiv fir Investisseure gëtt.

Fir eis kënnt eng Finanztransaktiounssteier am Kader vun der Coopération renforcée net a Fro. Mir wäerten d'Méiglechkeet vun enger Finanztransaktiounssteier da considéréieren, wa weltwäit esou eng Steier ugestrieft géif ginn.

Här President, mir hunn e Plang, wéi mir d'Statsfinanze wëlle sanéieren. Mir hunn e Plang, wéi mer der Wirtschaft wëllen nei Impulser ginn. Mir hunn och e Plang, wéi mer d'Startchancë vun deene Jonke kënne verbesseren a wéi mir um Aarbechtsmaart kënne besser Resultater erzilen.

Mir gesinn haut, dass mir vill Leit um Aarbechtsmaart hunn, déi déi elementar Kenntnisser net hunn, fir eng Aarbecht ze fannen.

Defiziter, déi zum Deel duerch eisen - awer net nëmmen eisen - Schoulsystem bedéngt sinn.

Defiziter, déi mer musse behiewen, wa mir als Land wëllen nei Zukunftssecteuren exploitéieren.

Defiziter, déi mer musse behiewen, wa mir et mat der sozialer Kohäsioun an de gläiche Startchancen eescht mengen.

Dofir leet dës Koalitioun ganz vill Wäert op eng integréiert Approche vu Kannerbetreiung a Schoulpolitik.

Dofir hu mer och décidéiert, fir d'Jeunesse an d'Enfance an d'Éducation nationale ze integréieren. D'Kand steet domadder mat all senge Facetten am Mëttelpunkt. Et wäert eis erlaben, iwwert déi formal an non-formal Bildung, d'Entwécklung vum Kand méi effikass ze begleeden.

Ob ee gutt Startchancen an d'Liewe kritt, décidéiert sech an deene jéngste Jore vun engem Liewen. Déi Defiziter, déi d'Kanner an den éischten dräi Joer vun hirem Liewen accumuléieren, kréie si duerno an der Schoul nëmme ganz schwéier, bis guer net méi, opgefaangen. Besonnesch d'Sproocheproblemer fannen hir Originen an der Entwécklungsphas vum Kand. An eisen Éducatiounssystem dréit deem Ëmstand net genuch Rechnung.

Dofir war et richteg, dass mir an de vergaangene Joren d'Garde d'enfance an den Accueil ausgebaut hunn hei am Land. Elo awer geet et drëm, fir ganz séier och eng ganz héich Qualitéit vun de Servicer ze assuréieren. Eng Qualitéit, déi mir bereet sinn, eis eppes kaschten ze loossen, well et ass eng Investitioun an d'Mënschen an domadder an eis Zukunft.

Soubal déi finanziell Moyene vum Stat eis et erlaben, wëlle mir och eng qualitativ héichwäerteg a gratis Kannerbetreiung aféieren an ubidden. Si preparéiert an ergänzt déi ëffentlech Schoul, déi och gratis ass a bleiwe muss.

Dat ass fir eis och geliefte Kohäsiounspolitik, well mir hei de Kanner, onofhängeg vun hirem familiären a sozialen Hannergrond, déi beschte Startchancen an d'Liewe garantéiere wëllen.

Wie Qualitéit seet, seet och Qualitéitsnormen. Mir wäerten dofir de Projet de loi 6410 iwwert d'Jeunesse nach eemol iwwerkucken, dat virum Hannergrond vum integréierte System vu Schoul an Accueil, dee sech dës Regierung virgeholl huet. Mir wëllen, dass mir an de Strukture qualitativ héichwäerteg pädagogesch Aarbecht leeschten an dass mir grad och bei der sproochlecher Förderung vun de Kanner konsequent nei Weeër ginn, fir hinnen déi beschte Chancen an engem multilinguale Schoulsystem ze ginn.

Qualitéit definéiert sech awer och iwwert d'Personal an de Betreiungsstrukturen, wou mir an Zukunft wëllen d'Qualifikatioune verbesseren duerch d'Formation continue, bezéiungsweis méi qualifizéiert Personal generell an de Strukturen asetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Beräich vun der Éducatioun sinn an deene leschte Jore vill Strukturreformen engagéiert ginn. A wéi ëmmer, wann ee Reforme mécht, hu sech duerno um Terrain Saache bewäert an aner Elementer hunn nei Problemer mat sech bruecht an nei Froen opgeworf.

Mir sinn décidéiert, fir dat onopgereegt an determinéiert ze verbesseren, wat net gutt leeft, an dat weider ze ënnerstëtzen, wat gutt leeft.

Sou wëlle mir am Fondamental de Plan d'études vereinfachen, d'Descripteure vun de Socles de compétence wëlle mir reduzéieren a limitéieren op déi essenziell Beräicher, déi fir d'Léiere vum Kand wichteg sinn. Och d'Bilans intermédiaires wëlle mir méi verständlech maachen.

Mir wëllen d'Kompetenze vun de Présidents d'école redefinéieren an däitlech ausweiden, fir eng besser Direktioun an administrativ Gestioun vun de jeeweilege Schoulen ze garantéieren. D'Direktioun vun enger Schoul ass enorm wichteg fir d'Entwécklung vun der Qualitéit an och déi noutwendeg Passerelle, fir d'Eltere besser an den Éducatiounssystem ze integréieren.

Wat de Secondaire ubelaangt, wäert de Projet de loi iwwert d'Secondairesreform, dee vun der fréierer Ministesch, der Madame Mady Delvaux, virgeluecht ginn ass, eis als Basis déngen, fir déi Reform unzegoen. Mir wäerten dee Projet awer reexaminéieren op der Basis vun de grousse Linnen, déi mir am Koalitiounsaccord och festgehalen hunn, bezéiungsweis opgrond vun den Avisen, déi dozou wäerten erakommen.

Bei der Formation professionnelle gëtt et nach vill ze dinn, well déi net wierklech um Terrain fonctionnéiert. Ouni d'Reform a Fro ze stellen, wäerte mir do un de Stellschrauwen dréien, fir dass mir do besser Resultater kréien.

D'Strukturen an der Schoul hu mir an de vergaangene Jore ganz wuel verännert.

Mä den Erfolleg vun der Schoul gëtt entscheedend vum Enseignant bestëmmt.

Mir wëllen dofir an de kommende Jore ganz vill Wäert dorop leeën, fir nei Weeër ze goen, fir d'Enseignanten an hirer pädagogescher Aarbecht besser ze ënnerstëtzen. Well et sinn d'En-

seignanten, déi d'Qualitéit vum Unterrecht bestëmmen, a mir wëlle si dofir och stäerken.

Dofir hu mir eis e ganz ambitiéise Programm och ginn.

Et geet eis an alleréischter Linn drëm, fir d'Bildungsoffer ze differenzéieren.

D'Formatioun an d'Formation continue vun den Enseignantë solle verbessert ginn. Grad déi didaktesch a pädagogesch Aspekter vun de jeeweilege Formatioune wëlle mir stäerken zesumme mat der Uni an eventuell och doduerch, dass mir fir de Secondaire, engersäits, en Eegnungstest oder e Stage an enger Schoul virschalten, an anerersäits, dass mir méi ee staarke Wäert op d'pädagogesch Kenntnisser am Examen-concours setzen.

Mir probéieren, fir d'Enseignantë generell dat didaktescht Material och ze verbessere bezéiungsweis nei didaktesch Iddien an den Alldag vum Enseignant mat eranzebréngen an op eng einfach Aart a Weis zougänglech ze maachen.

Mir wäerten dann och eng Offensiv starten, fir d'Schoulbicher ze iwwerschaffen an dat didaktescht Material mat de Plans d'études an de Programmer an Aklang ze bréngen.

D'Commissions de programmes wëlle mir professionaliséieren, mat der Absicht, fir de Schoulen och Experten zur Verfügung ze stellen, déi nei pädagogesch an didaktesch Aspekter an de Schoulalldag kënnen erabréngen.

D'Autonomie vun de Schoule wëlle mir weider ausbauen, fir dass d'Schoulen eng besser Äntwert op hir spezifesch regional Gegebenheete bezéiungsweis d'Besoine vun de Schüler kënne ginn. An dësem Sënn sollen d'Schoule méi Fräiheet kréien, fir pädagogesch Choixen ze treffen a sech iwwert dee Wee eng Identitéit och ze ginn, fir hiert Personal an hir Grille horaire méi fräi ze bestëmmen, woubäi natierlech déi national festgeluechte Bildungsziler a Standarde musse respektéiert ginn.

An och d'Eltere wëlle mir méi staark wéi bis elo abannen, fir dass si zesumme mam Enseignant och als wierklech Partner vum Kand wierke kënne. Well d'Elteren hunn natierlech e groussen Afloss op d'Réussite vun hire Kanner. Mä ganz oft hu si net emol déi elementaarsten Informatiounen oder Kenntnisser iwwert d'Schoul, iwwert d'Entwécklung vun engem Kand a wéi een déi Entwécklung positiv beaflosse kann. Mir proposéieren dofir eng Aart „Family Learning" ze schafen, déi d'Kanner, d'Schoulen, d'Structures d'accueil an d'Enseignantë solle méi no zesummebréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sproocheproblematik am Enseignement ass eng, déi ganz staark d'Bildungschancë vun Dausende Schüler beaflosst. Mir wëllen d'Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg garantéieren, mä wa mir dat wëlle maachen, musse mir anescht mat de Sproochen ëmgoen.

Mir sinn net méi dat Land, wou e puer wéineg mat frieme Sprooche bei eis liewe komm sinn. Mir sinn haut e Land, wou ganz vill Mammesproochen zesummekommen. A mir hu bis elo keng adequat Äntwert op déi Erausfuerderung fonnt, déi awer wéi keng aner iwwer Succès an Échec an der Schoul zu Lëtzebuerg décidéiert.

Mir wëllen d'Hänn net an de Schouss leeën. A mir hunn eis spezifesch fir dëse Punkt en ambitiéise Programm ginn.

Mir wëlle scho bei deene ganz klenge Kanner usetzen an am Précoce an am Cycle 1 de Kanner hëllefen, mat adequate Programmer, déi mir entwéckele wëllen, hir Sproochkompetenzen an hire Vocabulaire ze développéieren. A grad an dëse Jore wëlle mir och d'Lëtzebuergescht stäerken, wat de Kanner duerno de Wee duerch eist Bildungswiese vereinfacht.

Eng méiglech Reform vun der Alphabetiséierung huet eis dann och vill beschäftegt a schéngt eis eng Pist ze sinn, déi mer wierklech exploitéiere sollen. Mir wëllen zwou Saache kucken: eng Kéier, ob et Sënn mécht, fir eng däitsch a franséisch Alphabetiséierung an enger Klass ze maachen, an eng Kéier, fir eng franséisch Alphabetiséierung unzebidden, déi awer um Enn vun der obligatorescher Scolaritéit d'Schüler erëm zesummeféiert. Ausserdeem wëlle mir och kucken, wat et kéint bréngen, fir d'Schreiwe vum Franséischen ëm ee Joer ze differéieren.

Mir wäerte fir déi verschidden Etappe vum Parcours scolaire dann och Sockele festleeën, déi d'Sproochekenntnisser a -kompetenzen definéiere sollen, woubäi mir do tëschent éischter an zweeter Sprooch wëllen ënnerscheeden.

A mir wäerten och eng wëssenschaftlech Etüd maache loossen iwwert d'Langues véhiculaires am Enseignement, well mir de Verdacht hunn, dass si fir vill Schüler eng staark Hürd, wann net souguer Barrièrë sinn an à l'origine vum Échec a falschen Orientatioune sinn.

Mir stellen dann ëmmer erëm fest, dass d'Schüler sech eréischt um Enn vun hirem Schoulwee Gedanken ëm hir berufflech Zukunft maachen. Oft ass et da schonn ze spéit, munnecher sinn da schonn an der Sakgaass. Mir stellen och fest, dass Schüler oft orientéiert ginn opgrond vu Schwächten, anstatt vun hiren Interessegebidder oder hire Stäerkten.

Mir wëllen deem Phenomeen entgéintwierken. D'Schüler solle léieren eng Autoreflexioun ze maachen iwwer hir Interessien a Perspektiven. Dofir wëlle mir och am Secondaire generell en Tutorat aféieren, wou de Schüler zesumme mat sengem Tuteur an engem strukturéierte Kader e perséinlechen Zukunftsprojet ausschafft an iwwert d'Joren dokumentéiert.

Doriwwer eraus wëlle mir d'Maison de l'orientation weider ausbauen, och mat regionalen Antennen, a Schoul an Entreprisen definitiv méi no bréngen; zum Beispill mat Stagen oder Journées découvertes.

Aus dëse Punkten, déi ech hei opgezielt hunn, ass kloer ginn, wat eis Démarche ass. Mir wëllen net erëm déi éiweg d'selwecht fundamental Debatten iwwert d'Schoul nei féieren. Där Debatten hu mer genuch gefouert.

Mir hunn elo Schoulstrukturen, op deene mir opbaue kënnen.

Et geet drëm, dass mir ganz séier, ganz pragmatesch un deene Stellschrauwen dréien, déi fir de Succès vun de Schüler ausschlaggebend sinn. Dat ass vläicht manner spektakulär vun der politescher Debatt hier, mä et wäert duerno bei de Kanner och tatsächlech ukommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng aktiv Wirtschaftspolitik an déi richteg Bildungspolitik sinn déi beschte Viraussetzunge fir sécher a gutt Aarbechtsplazen.

Dorunner wëlle mir systematesch an haart schaffen.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart ass awer am Moment extrem schwiereg. An deene leschte Joren ass de Chômage am Land drastesch eropgaang. Lëtzebuerg war a kengster Weis op déi Entwécklung preparéiert. Och hei hunn emol adequat Strukture missen en place gesat ginn.

D'Reform vun der ADEM ass vun der viregter Regierung initiéiert ginn. Mir musse si elo systematesch zu Enn féieren. Mir si bereet, fir méi Mëttel fräizemaachen, fir eng besser Prise en charge vun den Demandeurs d'emploi ze assuréieren. D'Zuel, d'Formatioun an och d'Spezialisatioun vun de Conseillers professionnels wëlle mir an de kommende Jore verbesseren an d'informatesch Équipementer genausou wéi d'Raimlechkeete besonnesch an der Stad verbesseren.

Do dernieft wëlle mir awer grad un der Qualitéit vum Vermëttlungsprozess nei Akzenter setzen, wou mir vun deenen zwou Säiten, ADEM an Demandeurs d'emploi, méi fuerdere wäerten.

Mir wäerten iwwert d'Convention de collaboration, déi tëschent der ADEM an dem Demandeur d'emploi signéiert gëtt, den Aarbechtslose responsabiliséieren, seng Rechter a Flichte festleeën a virun allem de Fokus op eng héich Suchintensitéit leeën. Doriwwer eraus wëlle mir déi sougenannten „Zoumuttbarkeetsregelen" méi prezis definéieren.

Mir wäerten den Accompagnement an den Encadrement vum Demandeur d'emploi mat Psychologen, Éducateurs gradués an Assistants sociaux verbesseren a mir probéieren, d'Leit doriwwer eraus séier a Formatiounen an Aarbechten hin ze orientéieren. Mir hu grad am Beräich vun der Organisatioun vu Formatioune staark Defiziter festgestallt, déi mir an Zukunft duerch eng besser Koordinatioun tëschent ADEM an der Formation professionnelle continue an der Formation des adultes wëllen évitéieren.

Mir wëllen eng zentraliséiert „Cellule sanctions" en place setzen, fir d'Abusen ze évitéieren a scho fréizäiteg Problemer bei den Demandeurs d'emploi ze erkennen.

D'ADEM wëlle mir awer och zu engem Partner vun den Entreprisen ausbauen. Am Moment ass dat net de Fall, an dofir wëlle mir en „Service employeurs" mat spezialiséierte Consultanten a Conseilleren en place setzen, fir d'Entreprisen an hiren Démarchen ze begleeden an ze beroden. Mir wëllen do och ganz geziilt mat den Entreprisë kucken, wou hir Besoine leien, fir dass mir da scho fréizäiteg kënne Leit eraussichen a forméiere loossen, déi deene Profiler entspriechen, déi d'Entreprisë fir hir Aktivitéiten och brauchen.

Mir ënnerstëtzen och den Échange tëschent der ADEM an der privater Aarbechtsvermëttlung, fir méi Leit duerno op den éischten Aarbechtsmaart ze kréien.

Wat d'Aarbechtsmaartinstrumenter ubelaangt, esou wäerte mir do d'Effikassitéit evaluéieren a si dann upassen. Grad bei der Aide au réemploi hu mir zum Beispill vill Abuse festgestallt a mir wäerten déi och séier via e Projet de loi behiewen.

Här President, de Jugendchômage an de Chômage vun de Senioren huet an de leschte Joren zougeholl, an do wëlle mir speziell dergéint wierken.

Fir de Jugendchômage ze bekämpfen, handele mir dofir gären am Kontext vun der „Garantie jeunes" zesumme mat de Sozialpartner en „Solidaritéitspakt fir den Emploi jeunes" aus mat verbindlechen Ziler. Mir wäerten do deene Jonken individualiséiert Parcoursen ubidden, wou si entweder fir eng Formatioun an d'Schoul zréck orientéiert ginn oder wou si schaffe ginn, fir duerno op den éischten Aarbechtsmaart kënnen ze kommen, oder wou si e Parcours d'activation maachen, deen et hinnen erlabe soll, méi kloer hire Liewensprojet bezéiungsweis hire professionelle Projet fir sech erauszefannen. D'ADEM, den SNJ, d'ALJ an den Aarbechtsministère sollen heifir enk zesummeschaffen.

Mir wëllen och d'Kooperatioun tëschent der ADEM an dem Centre national de la Formation professionnelle continue verbesseren, fir dass d'Orientatioun vun deene Jonken, déi eng Léier wëlle maachen, verbessert gëtt an déi Jonk net a berufflech Sakgaasse geroden.

Wat d'Senioren ubelaangt, wëlle mir grad am Alter den Taux d'emploi zu Lëtzebuerg erhéijen, deen 2012 just bei 56% fir déi Alterskategorie tëschent 55 a 59 Joer louch. An deem Alter gehéiert een net zum alen Eisen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An an deem Alter huet een esou vill Kompetenzen accumuléiert, déi mir als Gesellschaft an déi d'Entreprisen och ganz gutt gebrauche kënnen.

Dofir wëlle mir d'Iddi vum Tutorat an den Entreprisë bezéiungsweis déi bénévol Aarbecht vu Senioren ënnerstëtzen, gradesou wéi e méi flexiblen a fléissenden Iwwergank vum Beruffsliewen an d'Pensioun. Déi verschidde Préretraiten, déi mir an eiser Gesetzgebung hunn, wëlle mir dann och mat de Sozialpartner diskutéieren a reforméieren. Och den amendéierte Projet de loi iwwert de Reklassement wëlle mir séier adoptéiere loossen.

Här President, Schoul, Famill, Aarbecht si wichteg Facteure fir d'Kohäsioun an eiser Gesellschaft. Et gëtt awer zu Lëtzebuerg eng Rei vu Leit, déi vun der Kohäsioun ausgeschloss sinn, Leit mat spezielle Bedierfnisser, wéi zum Beispill déi Gehörlos, d'Malvoyanten, Leit am Rollstull oder mat psychesche Krankheeten. Si stoussen op Barrièren, fir wierklech integréiert ze sinn. D'Ëmsetzung vun der UNO-Konventioun ass méi wéi néideg. Eng permanent Verbesserung vun hirem Alldag gehéiert zu de Bestriewunge vun dëser Regierung.

Ech soen och Merci der Gebäerdendolmetscherin, déi haut probéiert, a mengem TGVs-Tempo nozekommen.

(Hilarité)

An de leschte Joren ass e Facteur derbäikomm, deen eis vill Schwieregkeete schaaft, de Logement.

De Logement dreift eis Gesellschaft auserneen, en trennt d'Leit an déi, déi et sech leeschte kënnen, an déi, déi et sech net oder nëmme schwéier oder net méi leeschte kënnen. En trennt d'Leit an déi, déi hunn, an an déi, déi net kréie kënnen.

De Logement léist awer och en enormen Drock aus op d'Léin an domadder op eis Ekonomie. Wann d'Halschent oder méi vum Loun muss geaffert gi fir den Daach iwwert dem Kapp, dann ass et kloer, dass ee mat engem Mindestloun net méi iwwert d'Ronne kënnt.

Fir dem Problem vum Logement bäizekommen, huet dës Regierung sech ganz vill virgeholl.

Si wëllt dem Problem virun allem massiv iwwert de Wee vun der Offer entgéintwierken.

Mir hunn eis dofir véier Ziler virgeholl: Bauland mobiliséieren, Sozialwunnengen a Wunnengen à coût modéré massiv ausbauen, de Pacte Logement an de Paquet Logement iwwerschaffen an dann d'Subsidiepolitik nei ausriichten.

D'Bauland mobiliséiere wëlle mir virun allem iwwert dräi Weeër maachen: Éischtens doduerch, dass mir Terrainen, déi an ëffentlecher Hand sinn, a generell déi bestehend bebaubar Terrainen a Baulücke viabiliséiere wëllen. Zweetens doduerch, dass mir Terrainen, déi ëmklasséiert bezéiungsweis elo duerch de Plan sectoriel «Logement» als Bauland definéiert gi sinn, ënner anerem iwwer Baulandverträg an d'Obligation de construire och op de Marché brénge wëllen. Mir wëllen och, dass déi ëffentlech Acteuren, notamment d'Gemengen, e méi aktive Rôle um Marché immobilier a foncier spillen. An drëttens doduerch, dass mir, do, wou et méiglech ass, Prozedure vereinfachen an accéléréieren.

De Fonds du Logement an d'Société nationale des Habitations à bon marché wëlle mir evaluéieren a reforméieren, mam Zil, fir méi Dynamik a Rendement ze kréie bei der Kreatioun vu Sozialwunnengen - fir ze verlounen an ze verkafen - bezéiungsweis vu Wunnengen à coût modéré. D'Gemenge sinn dobäi de wichtegsten Acteur. Dofir wëlle mir si ënnerstëtzen, fir Sozialwunnengen ze schafen, a mir wëllen hinnen do an Zukunft déi néideg Gelder a Berodung zur Verfügung stellen.

Och d'privat Initiativ wäerte mir erunzéie fir d'Konstruktioun vun de Sozialwunnengen. Well nëmmen zesumme packe mir et, fir déi enorm Zuel u Wunnengen, déi an de kommende Jore mussen entstoen, och tatsächlech geschafen ze kréien.

Mir wëllen doriwwer eraus och e bessere soziale Suivi vun de Clientë vum Fonds du Logement assuréieren, zesumme mat den Offices sociaux. An dësem Kontext sief och gesot, dass mir drun denken, fir d'Agence immobilière sociale weider auszebauen.

D'Instrumenter vum Bail emphytéotique a Location-vente wëlle mir weider förderen. Déi sëlleche Subsidien, déi et am Moment am Beräich vum Logement gëtt, huele mir op de Leescht a strukturéiere si nei opgrond vu sozial selektiven an durabele Kritären.

Mir wëllen dann och e richtegen Albausanéierungsprogramm opleeën, wou mir engersäits als staatlech a kommunal ëffentlech Hand selwer eis Gebaier an d'Rei setzen, an anerersäits de Leit an den Entreprisë wëllen iwwer alternativ Finanzéierungs- a Virfinanzéierungsmechanismen zesumme mat de Banken an enger Klimabank ënnert d'Äerm gräifen. Dat ass gutt fir eis CO_2-Bilanz. Dat ass awer och gutt fir d'Land (veuillez lire: d'Leit) an d'Entreprisen, déi déi Aarbecht kënne maachen, an dat schaaft och Dausende vun neien Aarbechtsplazen.

Ech konnt elo nëmme kursoresch an net integral iwwert déi vill Mesurë goen, déi mir am Koalitiounsaccord proposéieren.

Kloer ass awer, dass mir eis vun dëser Politik en neie Schwong an der Logementspolitik erwaarden.

Jonk Leit a Familljе sollen eng fair Chance op en Daach iwwert dem Kapp kréien.

Well Wunnen ass e Recht an dierf kee Privileg bleiwen!

Här President, d'Verantwortung fir eis Zukunft iwwerhuelen, heescht net nëmmen, eise Kanner kee Scholdebierg hannerloossen. Wat fir eis Finanzgestioun gëllt, ass och richteg am Ëmgank mat eise Ressourcen, mat eiser Ëmwelt, eisem Waasser, eiser Loft. Och hei gëllt de Prinzip vun der Nohaltegkeet, an Nohaltegkeet bedeit och ëmmer Kohärenz tëschent all de Politikfelder.

Nohaltegkeet ass fir dës Regierung e wichtegt a villschichtegt Konzept. E Konzept, an dat wirtschaftlech Dimensioune gradesou afléissen, ewéi sozialer, kultureller an ekologescher. Verantwortlechen Ëmgank mat eise Ressourcë fänkt mat ëmfaassender Informatioun a Participatioun un. Dofir mécht dës Regierung eng Evaluatioun vum Fonctionnement an der Interaktioun vun alle Bestanddeeler vum zweete Plan national pour le développement.

Fir eis ass eng méiglechst breet Participatioun vun alle Bierger wichteg. Hei wéi an anere Beräicher heescht et, Politik zesumme mat de Leit ze gestalten, Politik fir de Bierger ze maachen. Mir setzen an Zukunft op den Nohaltegkeets-Check fir all wichteg Décisiounen.

Dofir wëlle mir och eng breet Diskussioun iwwert déi weider Entwécklung vun eisem Land, eng Diskussioun, bei där keen ausgeschloss däerf sinn. De Comité économique et social an och de Conseil supérieur pour un développement durable hunn hei wichteg Viraarbecht geleescht. Den ekologeschen Impakt soll an Zukunft afléissen an d'Bewäertung an d'Opstellung vun engem globalen Indicateur du bien-être.

De Prinzip vun der Nohaltegkeet fënnt och säin Nidderschlag bei der noutwendeger Steierreform, déi sozial, ekonomesch an ekologesch Objektiver matenee verbanne wäert.

Dës Regierung wäert dem Aménagement du Territoire eng nei Wichtegkeet ginn. Responsabel Politik an deem Beräich bedeit fir eis och regional an dezentral Entwécklung; Proximitéit vu Schaffen, Wunnen a Liewen, an domat eng besser Liewensqualitéit unzestriewen an ze förderen.

Aménagement, Mobilitéit, Ëmwelt a regional Entwécklung mussen zu neier Synergie zesummewuessen, grad eréi mir eng ausgeglache Verdeelung vun den ekonomeschen Aktivitéiten an dem Wunnraum iwwert den Territoire ustriewen. Dëst Zil wëllen a wäerte mir zesumme mat de Gemengen ustriewen an och ëmsetzen.

Zënter 2004 schaffen elo verschidde Ministèren un de Plans sectoriels fir den Transport, de Wunnengsbau, d'Landschaftsfleeg an d'Aktivitéitszonen. D'Regierung iwwerpréift elo kuerzfristeg d'Konformitéit vun dëse sektorielle Pläng mat de Lignes directrices vum Aménagement an dem Impératif vun der nohalteger Entwécklung. Soubal dat geschitt ass, ginn dës Pläng publizéiert, fir si mat alle Betraffenen ze diskutéieren an och ze analyséieren, ier si definitiv ugeholl ginn. Mir brauche Planungssécherheet, mir brauche séier kloer Indikatiounen, wéi mir eist Land wëllen entwéckelen a wou mir an Zukunft wëllen histeieren.

Eist Land entwéckelen heescht och, eng Äntwert op d'Fro vum Transport an der Mobilitéit ginn. Eist Objektiv ass e gudden ëffentlechen Transport, eng konsequent Integratioun vun ëmfaassende Mobilitéitskonzepter bei der Erschléissung vun neie Bauzonen, ëffentleche Gebaier, Fräizäit- oder Aktivitéitszonen. Mir wëllen op e System histeieren, wou e Véirel vun allen Déplacementer dem Kritär vun der Mobilité douce an dem ëffentlechen Transport entspriechen.

Dernieft baue mir konsequent a prioritär den Tram an den Zuchréseau aus. Dës Regierung wëllt alles drusetzen, fir eng schnell Extensioun vum Tram a Richtung Findel, Houwald, Cloche d'Or an Zéisseng méiglech ze maachen.

Mobilitéit a weider Entwécklung heescht fir eis och, eis besser ubannen un d'Grenzregioun. Hei huet den Zuch eng wichteg Roll ze spillen, grad eréi wann et heescht, eist Land un déi grouss international Réseauen unzeschléissen. Mir wäerten alles drusetzen, fir d'Verbindung a Richtung Bréissel ze verbesseren a méiglechst gutt Liaisounen un den Eurostar an den Thalys-Réseau ze garantéieren an eisen Uschloss un den däitschen ICE-Réseau ze verstäerken.

Eisen Autobunns- a Stroosseréseau musse mir do verstäerken, wou et noutwendeg ass a gläichzäiteg bannent den Agglomeratiounen dem Transport en commun méi eng grouss Prioritéit ginn. D'Elektromobilitéit an d'douce Mobilitéit, besonnesch op deene kuerze Strecken, si konsequent weiderzeentwéckelen.

Et heescht awer net nëmmen, d'Mobilitéit vun de Bierger ze assuréieren. Lëtzebuerg ass och e Wirtschaftsstanduert, dee mir wëllen ausbauen, an och am Wuerentransport heescht et, méi performant a gläichzäiteg méi ëmweltbewosst ze ginn.

Dem weideren Ausbau vun der CFL cargo an de multimodalen Infrastrukturen zu Beetebuerg a Mäertert kënnt dobäi eng besonnesch Bedeitung zou. Hei heescht et, déi Efforten, déi mir maachen, fir e wierklecht Logistikstandbee fir eis Ekonomie ze entwéckelen, duerch adequat Infrastrukturen ze ënnerstëtzen.

Dozou gehéiert och den Ausbau vun den Aktivitéiten um Findel. Dës Regierung ass drop beduecht, d'Liewensfäegkeet an d'Konkurrenzkraaft vun eiser Dier zur Welt fir eis Betriber an eis Bierger ze erhalen an ze stäerken, an awer d'Nuetsvolen op e Minimum ze reduzéieren.

Nohaltegkeet fir de Stat heescht och, an d'Qualitéit vu senge Gebaier ze investéieren. Et gëtt en enorme Spuerpotenzial an eise Gebaier a Wunnengen. Méi nach, hei besteet net nëmmen d'Méiglechkeet, vill Energie a Käschten anzespueren, mä dernieft och nach vill Aarbechtsplazen a Kompetenzen ze schafen.

Vill Leit hésitéieren awer, an Energiespuermoossnamen ze investéieren, well si dat ze komplizéiert fannen oder well hinnen och déi néideg Moyenen dofir feelen. Dat ass awer am wierkleche Sënn vum Wuert op der falscher Plaz gespuert. Mir mussen eis aus der Fal vun den héijen Heizkäschte befreien, de Stat gradesou wéi d'Familljen.

Dës Regierung wëllt dofir eng Klimabank schafen, déi Projeten am private Beräich ewéi fir d'Entreprisë ka finanzéieren, déi e wesentleche Bäitrag droen, fir eis Energiebilanz no ënnen ze drécken.

D'Objektiv, dat déi europäesch Direktiven iwwert d'Energieeffizienz eis virginn, ass eng Reduktioun vum Energieverbrauch ëm 20% bis 2020. Dëst Zil musse mir erreechen.

Mir wëllen dësen Effort och dofir notzen, am Bau an am Handwierk nei Aarbechtsplazen ze schafen an dës Aarbechtsplazen iwwert déi agespuerten Energie zum groussen Deel ze finanzéieren.

Bei dësem Projet gewënnt jiddwereen: eis Ëmwelt an eise Klima, eisen Aarbechtsmaart an eis Wirtschaft, an net zulescht och eise Statsbudget. Lëtzebuerg wëlle mir op dësem Wee zu engem Kompetenzzentrum an der Groussregioun fir nohaltegt Bauen a Renovéiere maachen. De Stat wëllt och hei mam gudde Beispill virgoen an an der Zukunft nach just grouss Gebaier als Passivgebaier autoriséieren.

Dernieft hu mir als Zil, bis 2020 op d'mannst 11% vun eisem Energieverbrauch aus erneierbaren Energien ze decken. Dat ass eng ganz grouss Erausfuerderung. Och hei kann d'Klimabank e wichtege Bäitrag liwweren, ouni op Steiersuen zréckzegräifen.

Klimaschutz, Energieeffizienz an d'Promotioun vun erneierbaren Energië sinn och Ziler, déi mir op europäeschem Plang konsequent förderen a besonnesch während eiser Présidence vun der Unioun zu eisen diplomatesche Prioritéiten ziele wäerten.

Mir gesi kee Konflikt tëschent nohalteger Entwécklung an ekonomescher Réussite - au contraire! Effizienten Ëmgank mat eise Ressourcen ass och e Schlëssel zum wirtschaftlechen Erfolleg.

Wesentlechen Undeel dorunner hunn och gutt, transparent an effikass Prozeduren. D'Simplification administrative an d'Verkierzung vun den Délaie sinn och am Beräich vum Ëmweltschutz eng Prioritéit vun dëser Regierung, grad eréi och d'Harmoniséierung an d'Vereinfachung vum Ëmweltrecht. Dat awer net op d'Käschte vum Fong oder de Rechter vun de Bierger, mä op d'Käschte vun der noutwendeger Bürokratie.

Am Beräich vum Kommodo heescht dat, déi noutwendeg Reformen ze maachen, ouni de Schutz vun der Ëmwelt an d'Rechter vun de Bierger ze beeinträchtegen. Fir dat Zil ze erreechen, schafe mir eng Reform vun der Nomenklatur vun de klasséierten Etablissementer aus, fir dass d'Verwaltung d'Zäit an d'Moyenen huet, sech ëm déi Projeten ze këmmeren, déi riskéieren, e wesentlechen Afloss op eis Ëmwelt ze hunn.

Mir engagéieren eis och, kuerzfristeg endlech all déi feelend Reglementer auszeschaffen, fir dass Investisseuren a Privatleit kënnen op Planungssécherheet zielen.

Fir eng besser Gestioun vun de Waasserressourcen ze garantéieren, gëtt d'Waasserverwaltung an den MDDI integréiert an hire Rôle an der Berodung gëtt verstäerkt.

D'Aarbechtsweis vum Ëmweltfong gëtt vereinfacht an no transparente Kritären organiséiert. Ferm Délaie gi fir d'Analys an d'Décisioun vun de Projete festgeluecht. Konsequent Investissementer sinn noutwendeg, fir och an Zukunft d'Qualitéit vun eisem Drénkwaasser ze garantéieren. Dofir ginn d'SEBES-Installatiounen zu Eschduerf komplett nei gebaut.

Déi korrekt a fristgerecht Ëmsetzung vun den europäeschen Direktiven an internationale Konventioune gehéiert zu de Selbstverständlechkeete vun dëser Regierung. Mir kënne Besseres mat eise Steiersuen ufänken, wéi Strofen op Bréissel ze iwwerweisen, well mir Joren am Verzuch sinn, fir déi Engagementer, déi mir agaange sinn, och nach anzehalen.

Mir mussen eis awer och ëm d'Sënnen aus der Vergaangenheet këmmeren. Dat gëllt besonnesch am Beräich vun der Buedemverschmotzung. Fir an Zukunft auszeschléissen, dass d'Allgemengheet fir d'Käschte vu Sanéierunge muss opkommen, schafe mir en neien Dekontaminatiounsfong, deen nom Prinzip vum Pollueurpayeur finanzéiert gëtt, a verstäerken déi entspriechend Bestëmmungen am Ëmwelthaftungsgesetz.

Déi Reformen, déi an de leschte Joren am Beräich vun der Gesondheet ugefaange goufen, wäerte mir konsequent weiderféieren. Si stäipe sech op kloer Wäerter an Ziler. Den universalen Zougank zu heichwäertege Gesondheetsservicer am Respekt vu laangfristeg ofgesécherte Budgete steet dobäi am Mëttelpunkt.

Mir kennen d'Erausfuerderungen. Dozou zielen d'Auswierkunge vun der Finanzkris; eis Populatioun, déi ëmmer méi al gëtt; déi rapid Entwécklung vun neie medezineschen Technologien an den noutwendege preventive Charakter vun eiser Gesondheetspolitik. Eis Gesondheetspolitik fir déi kommend Jore baut dofir op effikass Investissementer an optimal Formatioun a Weiderbildung.

Dës Regierung ass gewëllt, déi Reformen aus der vergaangener Legislaturperiod weiderzeféieren an do ze komplettéieren, wou et noutwendeg ass. Zu de Gesetzer, déi méiglechst schnell fäerdeggestallt solle ginn, gehéieren d'Gesetz iwwert d'Rechter vun de Patienten, d'Gesetz iwwert de Psychothérapeute, d'Gesetz iwwert d'Laboratoiren an d'Moderniséierung an d'Vergréisserung vun der Zitha-Klinik am Kader vun der geplangter Fusioun an ënnert der Virgab vu Spezialiséierungen op deene verschiddene Siten.

D'Regierung ass bestrieft, fir déi bescht Qualitéit vun de Soine fir jiddwereen ze garantéieren, verstäerkt an d'Preventioun ze investéieren, de Soins prioritaires (veuillez lire: de Soins primaires) d'Prioritéit ze ginn, d'Patienten an d'Prestatairen ze responsabiliséieren.

All Centime, dee mir an d'Preventioun investéieren, mécht sech duebel bezuelt: Mir erhalen d'Gesondheet a vermeide Käschte fir oft deier a laangwiereg Behandlungen. Dofir schafe mir e spezielle Fonds pour la Santé, deen iwwer eng Tax op gesondheetsschiedleche Substanze finanzéiert gëtt.

D'Aus- an d'Weiderbildung vum medezinesche Personal bleift eng Prioritéit. Déi postuniversitär Spezialiséierung vun de Generaliste gëtt dofir fest an de Kader vun der Uni Lëtzebuerg agebonnen.

Wat d'Spideeler ugeet, huet d'Regierung eng Eenegung iwwert déi global Budgetsenveloppe fonnt, bis dass, virun Enn vun der Legislaturperiod, e Financement à l'activité agefouert gëtt. Dofir ass et wichteg, dass d'Dokumentatioun iwwert d'medezinesch Aktivitéit agefouert gëtt, d'Gestioun vun de Spideeler verbessert an eng global Facturatioun assuréiert gëtt.

Zu enger méiglechst gudder Gouvernance vun de Spideeler gehéiert och d'Kollaboratioun op regionalem an nationalem Plang, grad eréi eng ausgeglache Verdeelung vun de Spidolsinfrastrukturen iwwer eist ganzt Land. Aus dëser Ursaach triede mir a fir de Bau vum neie Spidol zu Esch/Raemerich an och vun der Ëmweltklinik um Site Nidderkuer vum CHEM.

Och d'Liewensenn muss medezinesch begleet sinn. Dozou gehéiere souwuel d'Palliativmedezin wéi d'Euthanasie, déi komplementär sinn. Hei, wéi an der Recherche, leien déi ethesch an déi medezinesch Froe besonnesch no beieneen. Dofir wäert dës Regierung d'Evaluatioun vun der Palliativmedezin, déi fir 2015 geplangt ass, op déi komplett Besoine vum mënschewierdege Liewensenn ausdehnen.

Wat eis Krankekeesen ugeet, setzt dës Regierung alles drun, fir d'Evolutioun vun de Käschten an de Gréff ze kréien. Wa mir do näischt ënnerhuelen, si mir spéitstens 2015 aus dem finanzielle Gläichgewiicht, an dat ass fir eis keng Optioun. Spuerpotenzial, ouni missen op d'Leeschtunge fir d'Assuréen anzewierken, fannt Dir bei enger méi strikter Applikatioun vun de Références médicales, soudass duebel oder méifach Analysen oder Akten ewechfalen, bei dem Zesummeleeë vun den Informatiksservicer vun de Spideeler, der Qualitéitskontroll, de Laboen.

Spuerpotenzial gëtt et och duerch eng besser Prise en charge vun de Patienten an der Rehabilitatiouns- a Konvaleszenzphas an deenen enspriechende Strukturen, wat d'Spideeler entlaascht, grad eréi bei de Soins à domicile.

Opgrond vu rezente Rapporte (veuillez lire: vum rezente Rapport) vun der Inspection générale de la Sécurité sociale wäerte mir déi proposéiert Mesuren ëmsetzen, fir déi Strukturmesuren ëmzesetzen, déi eis hëllefen, och hei d'Evolutioun vun de Käschten an de Gréff ze kréien. D'Zil vun der Fleegeversécherung muss et bleiwen, déi Servicer a Prestatiounen unzebidden, déi e wierdegt an autonoomt Liewen an deem gewinnte Kader erméiglechen.

Bei de Pensiounskeesen hale mir un deem bestehende Finanzéierungsmodell fest, dee jo op der Universalitéit an der Solidaritéit berout. D'Reform vun 2012 huet e wichtege Schrëtt a Richtung finanziell Konsolidatioun gemaach. Wichteg bleift d'Iwwerpréiwung, all fënnef Joer, vun der actuarieller Situatioun vun eisem Pensiounssystem, soudass méiglech Déséquilibere fréizäiteg erkannt ginn an och déi noutwendeg Mesurë kënne geholl ginn.

Mir mussen awer iwwer weider Mechanismen nodenken am Beräich vum Anticumul, iwwer Incitatiounen, fir d'Leit méi laang an der Aarbecht ze halen oder Deelzäitaarbecht mat Deelpensioun ze kombinéieren.

Dës Regierung ass och iwwerzeegt, dass d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Zousazpensioune muss iwwerschafft ginn, notamment fir d'Gläichbehandlung vun de Fräiberuffler mat de Salariéen ze garantéieren. An deem Kontext musse mir och endlech d'Direktiv vum 20. Dezember 1996 iwwert d'Gläichbehandlung vu Männer a Fraen an der Securité sociale ëmsetzen.

Kultur ass e Basiselement vun all demokratescher, moderner, oppener, toleranter a solidarescher Gesellschaft. D'Fräiheet vun der Kultur an d'Diversitéit vum artistesche Schafen ënnersträicht déi humanistesch Valeure vun enger multikultureller Gesellschaft. Kultur ass e wichtegen Integratiounsfacteur an eiser Gesellschaft. An der Kulturpolitik wäerte mer eis eng kloer Strategie ginn. E sougenannten „Kulturentwécklungsplang" gëtt opgestallt, deen d'Prioritéiten an der Kulturpolitik op allen Niveauen definéiert.

Mir wäerten eis eng Kulturgouvernance ginn, déi net nëmmen eng Analys vum Fonctionnement vun de Kulturinstitutiounen an dem Ministère beinhalt, mä och d'Transparenz an d'Erstelle vu klore Regelen an der Subventiounspolitik wäert festhalen.

Mir sinn houfreg op eis Kënschtler. Mir engagéieren eis, eis Kulturschaffend an hir Wierker international besser ze promouvéieren, fir dass si och do déi Unerkennung kréien, déi si verdéngen. Als Kulturbotschafter kënne si des Weideren den Image vun eisem Land positiv matdéveloppéieren. E gudde Bewäis, wéi d'Kultur zum positiven Image vum Land bäidréit, ass de Präis, dee mir de leschte Weekend fir „The Congress" kritt hunn.

An der Éducatioun ginn déi kulturell Aktivitéite fir d'Schüler verbessert. Zesumme mat de Schoule wëlle mer, dass déi kreativ Talenter vun eise Kanner optimal stimuléiert ginn an hir Imaginatioun weider gefërdert gëtt.

Här President, dës Regierung wäert och derfir suergen, dass d'Stëmm vu Lëtzebuerg an der Welt weiderhi gehéiert gëtt an dass eisen Afloss an der Europäescher Unioun an der Welt dee bleift, deen eis et erlaabt, eis Interesse wierksam ze vertrieden. Mir hunn dat elo e Joer laang als Member vum Conseil de Sécurité bewisen a mir féieren dës engagéiert a responsabel Politik och an der zweeter Halschent vun eisem Mandat weider.

Mir preparéieren eis elo fir déi grouss Aufgab, déi am zweeten Hallefjoer 2015 op eis zoukënnt, wa mir d'Présidence vun der Unioun erëm iwwerhuelen. D'Zesummenaarbecht an der Unioun stäerkt eist Land an eis Ekonomie. Dofir gëtt et fir dës Regierung keng Alternativ zu enger méi enker Integratioun a méi Zesummeschaffen an der Europäescher Unioun. Mir wëssen als klengt Land besonnesch gutt, dass méi Integratioun gutt ass, net nëmme fir d'Zukunft vun Europa, mä och d'Zukunft vu Lëtzebuerg.

Dofir setze mir eis a fir e staarkt, demokratescht, solidarescht an ekologescht Europa, dat seng Diere fir déi europäesch Länner ophält, déi eis Wäertvirstellungen an demokratesch Prinzipien deelen.

Déi aktiv Aussepolitik, déi dës Regierung wäert bedreiwen, huet dobäi ëmmer eis politesch, ekonomesch, kommerziell a kulturell Intérêten am A. Dofir wäerte mir eise Réseau vun Ambassaden, Konsulater an Handelsbüroen op deene Plaze verstäerken, déi fir eis Ekonomie vu Bedeitung sinn an Opportunitéite bidden an duerch eng offensiv Diplomatie économique de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ënnerstëtzen an hëllefen ausbauen.

Méi eng enk Zesummenaarbecht striewe mer och am Kader vun der Groussregioun un, a mir si frou, dass mir déi lescht Woch décidéiert hunn, de Sekretariat vun der Groussregioun op Lëtzebuerg ze kréien, zesumme mat de Kolleegen aus deenen aneren Entitéiten.

Dës Regierung bleift ferm engagéiert am Beräich vun der Kooperatioun, fir déi och an der Zukunft 1% vum RNB zur Verfügung steet. Mir maachen dat aus Solidaritéit mat deene Mënschen, déi net d'Chance haten, an deem entwéckelten an demokrateschen Deel vun der Welt gebuer ze ginn.

Mir maachen et awer och, well mir wëssen, dass et e staarke Lien gëtt tëschent Entwécklung, Zukunftsperspektiven a Stabilitéit; grad ewéi tëschent Stabilitéit, Demokratie a Respekt vun de Mënscherechter. Mir maachen et also och fir eis selwer, well mir dëse Planéit deelen.

Nei Aufgabe sti virun der Dier. Mir hunn all zesumme remarquabel Fortschrëtter gemaach an der Bekämpfung vun der Aarmut an der Welt. Et heescht elo, d'Objektiver, déi mir eis als Weltgemeinschaft gesat hunn, mat den Exigenze vun der Nohaltegkeet, der gudder Gouvernance an dem Respekt vun de Mënscherechter an Aklang ze bréngen.

Här President, ech ka sécher net op all Aspekter vum Koalitiounsaccord agoen. Awer de Koalitiounsaccord probéiert, op all d'Aspekter vun eisem gesellschaftlechen Zesummeliewen anzegoen a kloer Ziler a Weeër ze proposéieren. Mir wäerten an de kommende Wochen a Méint nach vill Geleeënheete kréien, doriwwer an de jeeweilege Fachberäicher ze diskutéieren.

Doriwwer eraus wäerte mir, fir d'Diskussioune weider ze objektivéieren, d'Procès-verbaux vun de Verhandlunge selbstverständlech publizéieren. Mir froen och all déi Associatiounen, déi eis ugeschriwwen hu während den Négociatiounen, ëm d'Erlaabnis, fir hir Propositiounen um Site vun der Regierung online ze setzen.

Mir offréieren doriwwer eraus der Oppositioun d'Méiglechkeet, fir hir Iddien a Virschléi, déi si hunn, fir zum Beispill d'Statsfinanzen ze sanéieren, vun den zoustännegen Administratioune berechnen ze loossen. Mir wëllen net, dass eng gutt Iddi ënnerwee verluer geet.

Wat d'Strukture vun der Regierung ubelaangt, hu mir probéiert, déi zentral Kompetenzen esou ze regruppéieren, dass mir e méiglechst héije politesche Wierkungsgrad an deenen Domäner erzilen.

A well mir déi horizontal Approche grousschreiwen a well mir eis all zesumme responsabel spieren, fir déi grouss Problemer ze léisen, wäerte mir och systematesch a regelméisseg iwwert d'Fortschrëtter an d'Problemer an de politesche Kärberäicher, wéi zum Beispill de Finanzen, dem Chômage, dem Logement an de Fortschrëtter bei der Réforme administrative, um Niveau vun der ganzer Regierung diskutéieren.

Mir sinn an de leschten Deeg a Wochen oft gefrot ginn, ob dat, wat mir eis hei virhuelen, net ze vill ambitiéis ass, ob mir dat iwwerhaapt alles packen.

Ech muss Iech soen, dass eist Land net wierklech de Choix huet: Mir mussen dat alles packen! Mir hunn eng Verflichtung, eng Responsabilitéit géigeniwwer de Bierger an, net ze vergiessen, de künftege Generatiounen.

Dat, wat mir haut net bereet sinn, ze änneren an ze verbesseren, wäert duebel schwéier weie fir déi, déi muer no eis kommen.

D'Politik muss handelen. Dat hu mir praktesch all am Wahlkampf gesot. Doriwwer ware mir eis eens. An elo musse mir et och maachen. Zesummen. Och d'Oppositioun muss hir Verantwortung iwwerhuelen.

Mir sollen dofir an Zukunft méi op dat kucken, wat eis eent, fir dat ze maachen, wat mir fir d'Zukunft vun eisem Land musse maachen.

Dofir ass et esou wichteg, dass mir alles drusetzen, fir d'Leit, d'Zivilgesellschaft an d'Sozialpartner an engem echten Dialog méi staark an de politesche Prozess mat anzebannen.

Dofir ass et esou wichteg, dass mir eis Institutiounen an eis Strukturen am Statsapparat moderniséieren.

Dofir ass et esou wichteg, dass mir d'finanziell Situatioun vum Stat redresséieren an neien, nohaltege Wuesstum schafen.

Dofir ass et esou wichteg, dass mir alles drusetzen, fir en harmonescht Zesummeliewen, den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft ze garantéieren.

Mir si keng Billerstiermer a keng Revoluzzer. Au contraire. Mir wëlle mat eiser Politik al Grief zoutippen an net nei Grief opmaachen.

Jo, mir wëllen de Leit kloer soen, wou mir Problemer gesinn a wat mir maache wëllen, fir si ze léisen. Mä dat, wat mir maache wëllen, setze mir enger ëffentlecher Diskussioun aus.

Mir setzen op d'Léisunge vu Problemer an et geet eis net drëm, fir ëmmer recht ze behalen. Mir setzen op d'Kraaft vun den Argumenter. Mir sinn net bereet, net ze handelen.

Mir wëllen Ouverture, Responsabilitéit, Kohäsioun liewen. Dat si mir eis an den nächsten a künftege Generatioune schëlleg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um néng Auer zesumme fir d'Debatt zu der Regierungserklärung.

D'Sitzung ass domat opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.02 heures)

SÉANCE 3 MERCREDI, 11 DÉCEMBRE 2013

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Débat sur le programme gouvernemental
- *M. Jean-Claude Juncker (M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre, et M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, interviennent), M. Eugène Berger (dépôt d'une motion)*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Débat sur le programme gouvernemental (suite)
- *M. Alex Bodry*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, e schéine gudde Moien. D'Sëtzung ass op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte souwéi d'Lëscht vun de Projeten, déi säit Juli deponéiert goufen, sinn um Bureau deponéiert a goufen un d'Fraktioune verdeelt.

Den 28. August 2013 ass d'Petitioun N°326 géint de Bauprojet vun enger Asphaltfabrik an der Zone industrielle „Um Monkeler" an de Gemengen Esch a Schëffleng vun Awunner aus dem Quartier Esch-Lalleng a vun Awunner vu Schëffleng agereecht ginn.

Als drëtte Punkt, esou wéi den Artikel 168.-(5) vun eisem Reglement et virgesäit, huet d'Conférence des Présidents, well keng Sëtzung an dem Délai vun aacht Woche virgesi war, sech majoritär derfir ausgeschwat fir d'Verschécken un déi zoustänneg europäesch Instanz vun engem Avis politique zum Dokument COM (2013) 404 iwwer eng Propositioun vum Europaparlament an dem Conseil iwwer verschidde Regelen am Beräich vum Schuedensersatz am interne Recht bei Infraktiounen um Konkurrenzrecht an der Europäescher Unioun.

Communications du Président - séance publique du 11 décembre 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, les projets de règlements grand-ducaux, les propositions de loi et la proposition de révision de la Constitution suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6589** - Proposition de loi modifiant*

1. la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État;

2. l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, M. François Bausch, Député, M. Ben Fayot, Député, M. Gast Gibéryen, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Claude Meisch, Député, M. Paul-Henri Meyers, Député, Mme Lydie Polfer, Députée, M. Serge Urbany, Député, le 10.07.2013

***6590** - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.07.2013

***6591** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur*

Dépôt: Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17.07.2013

***6592** - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile*

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 18.07.2013

***6593** - Projet de loi portant modification:*

1. de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

4. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Dépôt: M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 18.07.2013

***6594** - Projet de loi portant modification de l'article L. 122-10 du Code du Travail et prolongation de certaines adaptations temporaires du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 19.07.2013

***6595** - Projet de loi relative à la fondation patrimoniale et portant modification:*

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 2934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 22.07.2013

***6596** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds monétaire international des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 22.07.2013

***6597** - Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 22.07.2013

***6598** - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.07.2013

***6599** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 30.07.2013

***6600** - Projet de loi relatif au réseau national de pistes cyclables et à la promotion de la mobilité douce et abrogeant la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 30.07.2013

***6601** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.08.2013

***6602** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 23 mars 2010 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.08.2013

***6603** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 30 décembre 1992 portant application de la directive N°91/672/CEE du Conseil du 16 décembre 1991 sur la reconnaissance réciproque des certificats de conduite nationaux de bateaux pour le transport de marchandises et de personnes par navigation intérieure*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.08.2013

***6604** - Projet de loi relatif au classement des établissements d'hébergement touristique*

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 06.08.2013

***6605** - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre*

Dépôt: M. André Bauler, Député, le 08.08.2013

***6606** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 30.08.2013

***6607** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.09.2013

***6608** - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013, signé par le Luxembourg le 3 juin 2013 à New York*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.09.2013

***6609** - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 05.09.2013

***6610** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 06.09.2013

***6611** - Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes*

Dépôt: M. Lucien Lux, Député, le 06.09.2013

***6612** - Projet de loi relatif*

1) au titre d'artiste

2) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

3) à la promotion de la création artistique

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 12.09.2013

***6613** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 16.09.2013

***6614** - Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 17.09.2013

***6615** - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.09.2013

***6616** - Projet de loi portant transposition*

- de la directive 2009/133/CE du Conseil de l'Union européenne du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre;

- de la directive 2011/96/UE du Conseil de l'Union européenne du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2013/13/UE du Conseil de l'Union européenne du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 20.09.2013

***6617** - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part, signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.09.2013

***6618** - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.09.2013

***6619** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 décembre 2007 concernant la participation du Luxembourg à la Force de l'OTAN au Kosovo*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 24.09.2013

***6620** - Projet de loi portant approbation d'un nouvel Accord relatif au Service International de Recherches*

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 27.09.2013

***6621** - Proposition de loi relative au statut des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen et modifiant la loi électorale du 18 février 2003*

Dépôt: M. François Bausch, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Claude Meisch, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 01.10.2013

***6622** - Proposition de révision de l'article 64 de la Constitution*

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, le 02.10.2013

***6623** - Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires*

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, le 02.10.2013

***6624** - Projet de loi portant réforme du régime de publication légale relatif aux sociétés et associations modifiant*

- la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

- la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique,

- la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n°2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE),

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés,

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif,

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés,

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR),

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation,

- la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP,

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

- la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger,

- la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif,

- la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg,

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement,

- la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit et

- modifiant certaines autres dispositions légales

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice, le 04.10.2013

***6625** - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 04.10.2013

***6626** - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare Centrale et LuxExpo au Kirchberg*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2013

***6630** - Projet de loi ayant pour objet*

- d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

- d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;

- de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 18.11.2013

***6627** - Projet de règlement grand-ducal modifiant*

1. le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation;

2. le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels; et

3. le règlement grand-ducal du 27 février 2010 concernant les installations à gaz

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.11.2013

***6628** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 12 juillet 1995 relatif aux générateurs d'aérosols*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 25.11.2013

***6629** - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e chance*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 05.12.2013

3) La pétition n°326 contre le projet d'implantation d'une usine d'asphalte dans la zone industrielle „Um Monkeler" située sur le territoire des communes d'Esch-sur-Alzette et de Schifflange a été introduite en date du 28 août 2013 par des signataires des quartiers d'Esch-Lallange et de Schifflange.

4) Conformément à l'article 168.-(5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, a décidé à la majorité des voix de l'envoi d'un avis politique sur le document COM (2013) 404 d'une proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit interne pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'UE.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Mir géifen dann zum Débat iwwert de Regierungsprogramm iwwergoen; Regierungsprogramm, deen den Här Premier- a Statsminister eis gëschter virgestallt huet.

D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: CSV 198 Minutten, DP an LSAP 138 Minutten, déi gréng 96 Minutten, ADR 45, déi Lénk 30 an d'Regierung zum Schluss vun der Debatt nach 120 Minutten. Doran ass net enthalen déi Riedezäit, déi fir d'Motiounen an d'Resolutiounen, déi eventuell agereecht géife ginn, virgesinn ass.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Jean-Claude Juncker, Eugène Berger, Alex Bodry, d'Madame Viviane Loschetter an den Här Gast Gibéryen. Als éischte Riedner ass den honorabelen Deputéierte Jean-Claude Juncker agedroen. Här Juncker, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur le programme gouvernemental

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Bonjour, Här President.

M. le Président.- Bonjour.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Géigesaz zu ville Leit am Land huet déi Regierungserklärung vu gëschter mech net enttäuscht. Ech hu mat där néideger Distanz déi Koalitiounsverhandlungen observéiert. Et war méi ze kucke wéi ze lauschteren. Ech hu mech mam Koalitiounsaccord beschäftegt, a well ech dat eent gekuckt hunn an den Accord de coalition studéiert hunn, hat ech mer och net méi erwaart wéi dat, wat gëschter hei virgedroe ginn ass. An dofir sinn ech net enttäuscht.

Dem Här Statsminister seng Erklärung, seng éischt - déi éischt ass ëmmer besonnesch spannend a schwiereg -, war sober a propper an der Form. Si huet mech net enttäuscht, déi Regierungserklärung, well et war eng Regierungserklärung, déi sech aschreift an eng dach erstaunlech Kontinuitéit.

Ech hu festgestallt, dass 80% vum Regierungsprogramm entweder aus der Weiderféierung vun deene Projete besteet, déi déi lescht Regierung abruecht huet, oder ugeduecht huet, an dass ee gudden Deel vun deem, wat Agank fonnt huet an d'Regierungserklärung, jo, eigentlech eng franséisch Iwwersetzung vun deem op Däitsch geschriwwenen CSV-Wahlprogramm ass.

(Brouhaha)

Den Här Statsminister huet gesot, d'Regierung kéint sech, an ech sinn em dankbar fir deen Hiwäis,...

Une voix.- Eng Koalitioun zu véier war et jo!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jo, jo, effektiv. Dofir hätt een och keng dräi gebraucht.

(Hilarité)

Den Här Statsminister huet gesot, an ech sinn em dankbar fir déi Remarque, dat ass korrekt, dass déi nei Regierung kann op engem kräftege Fundament opbauen, wat déi lescht Regierungen hir hannerlooss hunn.

Ze soen, dass op engem kräftege Fundament kann opgebaut ginn, ass net nëmmen eng Beschreiwung, et ass och ee Kompliment fir déi, déi virdru regéiert hunn.

Mir hunn hei een neie Statsminister, mir hunn nei Ministeren, mir hunn nei Gesiichter, mä grosso modo gëtt déiselwecht Politik virugefouert.

Mir hunn eng nei Regierung, mir hunn eng aner Regierung, mä mir hu keng nei Politik an a ville Beräicher kréie mer och keng aner Politik.

Doraus ergëtt sech zur CSV, déi sech jo an der Oppositiounsroll muss zurechtfannen - dat ass ongeféier esou schwéier, wéi wann een zu dräi Parteie muss regéieren -: Mir hunn opgrond vun der Tatsaach, dass esou villes virugefouert gëtt, an opgrond vun der Tatsaach, dass mer esou villes am Koalitiounsaccord fannen, wat och am CSV-Wahlprogramm stoung, een décke Problem. Een décke Problem!

Wéi kann ee géint eng Politik opponéieren, déi an de groussen Zich d'Politik vun deene leschte Jore viruféiert, an an deene méi neien ugestrachene Raim sech ugesinn, wéi wann een a vun der CSV tapezéierten Zëmmere géif spadséiere goen? Dofir ass d'Schwieregkeet vun der CSV, fir dëse Regierungsprogramm an dëse Koalitiounsaccord fundamental ze kritiséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Well mer awer keng fundamental Oppositioun wëlle maachen, well mer keng stupid Oppositioun wëlle maachen - mir hu laang genuch ënner esou Manifestatioune gelidden -, wëlle mer eng konstruktiv Oppositioun maachen, déi sech doduerch wäert auszeechnen, dass mer do, wou d'Regierung, éischtens, dat wëlles huet, wat mir och wëlles haten, an zweetens dat, wat mir wëlles haten, mat hire Methode richteg mécht, eis Zoustëmmung net wäerte verweigeren. An do, wou d'Regierung divergéiert par rapport zu deem Bon sens, dee sech aus dem Accord de coalition an aus dem Wahlprogramm vun der CSV entfernt, musse mer natierlech soen, dass mer net d'accord wieren.

Déi Regierung hei, déi nei, där ech vill Chance wënschen, net nëmmen am Intérêt vun deene Kolleegen, déi an der Regierung sëtzen an déi ech dofir wëll félicitéieren, mä och a grad am Intérêt vun eisem Land, ass ugetrueden, fir eng nei Politik ze maachen.

Mä wou ass dee vill besongene Renouveau? Breetspureg gëtt ugekënnegt, dass et zu engem Renouveau vun der Demokratie kéim. Dat ass ee grousst Wuert, fir d'Demokratie wëllen ze erneieren.

Wou ass dann elo dee Renouveau vun dem demokratesche System? Wou ass de Renouveau vun der erneierter demokratescher Method? Ech gesinn en net op ville Punkten, wann ech e vergläiche mat deem, wat war, a vergläiche mat deenen Aussoen, déi meng Partei an hirem Wahlprogramm an an hire Wahlmanifestatiounen duergestallt huet.

D'Verfassung: D'Verfassungsreform ass ënnert dem Impuls vun eisem Kolleeg Paul-Henri Meyers relativ wäit an hire Virbereedunge fortgeschratt. Déi nei Verfassung, déi dréngend muss moderniséiert - effektiv - ginn, déi soll engem Referendum ënnerluecht ginn.

Dat ass keng originell Iddi a keng bahnbrechend Iddi vun dëser neier Koalitioun. Dat hu mir och ëmmer gesot an dat steet an eisem Wahlprogramm, dee mer de Wieler virgeluecht haten, fir déi mer 34% vun de Stëmme kritt hunn; wat ee gutt Stéck méi ass wéi dat Resultat, wat anerer heibanne kënne verzeechnen.

D'Regierung wëllt oder d'Majoritéit wëllt dem Land fir d'Éischt e puer Froe virleeën. Och dat hu mer an eisen Erläuterunge virun de Wahlen, andeem mer eis op den Här Bodry beruff hunn, deen als Éischten déi Iddi eigentlech an déi allgemeng Debatt hei agefouert huet, an Aussiicht gestallt.

Mir wollten effektiv, ier d'Chamber als Constituant définitif zu Wierk geet, an Erfahrung bréngen, wat d'Leit iwwer eng Rei vu Froe wënschen, wëllen an denken, an der Hoffnung, dass déi Froen, déi gestallt ginn, net kontradiktoresch Resultater am Fong an am Contenu produzéieren.

Mir hätten allerdéngs gären, dass déi Froen, déi de Lëtzebuerger virgeluecht ginn, propper formuléiert sinn, no Méiglechkeet mat alternativen Texter. Net een Text „Jo oder Neen", mä alternativ Texter. Dofir hate mer an eise Wahlprogramm geschriwwen, an dat och virun de Wieler esou erkläert, dass mer géifen de Konsens wëlle siche vun alle politesche Parteien, fir dee beschte Wee zu engem méi globale Referendum iwwert d'Verfassung kënnen ze fannen.

Nun huet d'Koalitioun, ier se mat alle Forcë geschwat huet - mä et fält jo schwéier, besonnesch mat enger Force heibannen ze schwätzen -, ouni de Konsens vun den droende Parteien hei am Land ze sichen, scho Punkte genannt, déi se wëllt ënner Form vu Virfroen zu enger allgemenger Verfassungsrevisioun de Leit virleeën.

An do muss ech soen, bei der Richtegkeet vun där Démarche, déi ech hei wëll ënnersträichen, dass déi Punkten, déi do opgezielt ginn als eenzel Virreferendumsfroen, dach eng Rei vu weidergehende Froen opwerfen.

Et muss ee sech froen, ob et net een Abus vun der Referendumsprozedur ass, fir d'ganzt Vollek zesummenzeruffen, fir driwwer ze befannen, ob déi jonk Leit vu 16 Joer kënne wiele goen. Dat kann d'Chamber selwer décidéieren, wa se dat wëllt.

Ech froe mech, ob mer wierklech d'Zoustëmmung per Referendum vum ganze Land musse froen zur Iddi, ob een d'Ministeschmandater an der Zäit soll begrenzen. Wann Der dat wëllt maachen, da maacht et!

(Interruption)

Dir musst jo d'Leit net froen, ob se mat enger Iddi d'accord sinn, déi keng gutt Iddi ass. Well d'Leit gi jo all fënnef Joer - heiansdo och e bëssen éischter - wielen an da loosst dach d'Leit hire Choix treffen, ouni duerch d'Gesetz hinne virzeschreiwen, wat se däerfen a wat se net däerfen!

Beschäftegt d'Leit och net via Referendumsprozedur mat esou enger Fro, déi iwwerhaapt keng Fro ass!

Dass Der wëllt iwwert d'Auslännerwahlrecht ee Referendum maachen, dat ass engersäits verständlech, anerersäits héich gefëierlech. Well Dir bréngt do an déi Aart a Weis, wéi mer zesummeliewen - obschonn d'Auslännerwahlrecht jo geduecht ass, fir d'Zesummeliewen am Sënn vun der méi grousser Kohäsioun ze verbesseren -, een Debattegëft an d'Lëtzebuerger Diskussioun, vun deem ech net weess, wéi dat sech auswierkt.

Ech hunn dat eng Kéier erlieft, nach e puer Kolleegen heibannen, wéi mer de Maastrichter Vertrag hu misse ratifizéieren, wat fir ee Gemurks a wat fir ee Gestöhns dass et ronderëm d'Fro ginn ass - eng harmlos Fro aus der Siicht vun haut! -, ob d'EU-Bierger däerften u Kommunalwahlen deelhuelen oder net. Dat war eng séier verkrampften Diskussioun mat ganz gëftegen Niewewierkungen. An ech wëll Iech solennellement en garde setzen, fir déi Fro do zum Referendum ze stellen!

Dir äntwert mer dodrop: „D'Leit solle selwer décidéieren." Ech äntwerten Iech drop: „Passt op, wat fir eng Debatt dass mer hei am Land kréien, déi net noutwendegerweis vun de politesche Kräften heibanne gefouert gëtt, wat fir eng Debatt dass mer kréien, wann Der déi Fro do zum Referendum stellt!" Dat dreift ee Spaltpilz an d'Lëtzebuerger Gesellschaft mat enger gëfteger Wierkung, déi Der Iech wahrscheinlech haut net kënnt an hirem ganzen Ausmooss virstellen.

Trennung vu Kierch a Stat: Dir loosst jo e puer honnertdausend Lëtzebuerger driwwer ofstëmmen, wéi vill Paschtéier dass nach eng Pai däerfe vum Stat kréien. Dat Recht sief Iech ongeholl. Mä d'Trennung vu Kierch a Stat ass eng seriö Fro a geet wäit iwwert d'Fro vun der Rémunératioun vun de Kultusministeren eraus.

Mir sinn iwwerhaapt net dergéint, dass een déi Debatt féiert, ganz am Géigendeel. Mir sinn der Meenung, dass een de Status quo net kann halen, dass een d'Relatiounen tëschent de Glawensgemeinschaften an anere muss nei regelen oder eréischt iwwerhaapt muss regelen.

Mir haten an eisem Wahlprogramm dat gesot. Mir hunn och an eisem Wahlprogramm gesot, d'Organisatioun vun de Kierchefabricke misst fundamental iwwerpréift ginn, well esou, wéi déi Landschaft haut ass a wéi se sech finanzéiert, ka se net bleiwen a kann de Finanzement an den interne Finanzement vun dem Kierchefabricksensembel net bleiwen.

Dass desaffektéiert oder desakraliséiert Kierchen, Kultstätte mussen zivilen Zwecker zur Verfügung gestallt ginn, kulturellen Zwecker an anerer, ass eng Saach, déi keng Debatt brauch, esou evident ass d'Äntwert op déi Fro. Dat muss selbstverständlech geschéien.

Da musst Der d'Fro klären - mä ech si kee Kierchenrechtler, am Géigesaz zu aneren,...

(Hilarité)

...wat also eng zolidd Ausenanersetzung tëschent dem Statsminister an dem Kultusminister wäert zur Folleg hunn -, ob et richteg oder falsch ass, dass d'Lëtzebuerger Regierung hir Zoustëmmung muss ginn, wann de Poopst en Äerzbëschof zu Lëtzebuerg wëllt oder muss ernennen. Dir beschäftegt Iech als Kierchenrechtler, Här Statsminister, intensiv mat där Fro.

Ech kann Iech just soen, well ech déi Fro viru geraumer Zäit ze beäntwerten hat, Dir kritt lëschteg Gespréicher mam Nuntius iwwert déi Fro. Deen nämlech der Meenung ass, et géif kee Vetorecht vum Lëtzebuerger, vun der Regierung ginn. Ech sinn der Meenung, et gëtt ee Vetorecht.

Op d'Fro vum Nuntius, wat da géif geschéien, wann de Vatikan awer géint de Wëlle vun der Regierung ee Bëschof géif nennen, hu mer em gesot, da géif dee Bëschof keng Pai kréien. Wouropshin den Nuntius sot: „Dat wier jo schlëmmer wéi ee Veto." Soudass Der gesitt, a wat fir Paragen dass Der Iech do musst bewegen.

Dir wëllt d'Nationalitéitegesetz reforméieren. Dat ass richteg. Et ass ee Gesetz vun der aler Regierung abruecht ginn, wat d'Gesetz vun 2008 soll ofänneren. Wou och eng Erofsetzung vun de Sproochexigenzen dran enthalen ass, een neit Nationalitéitegesetz.

Wann een dat wëllt an dem Kapitel „Renouveau vun der Demokratie" ënnerbréngen, an do hutt Der et ënnerbruecht, dann ass dat ee Renouveau, deem mer scho virgegraff haten, ier d'Wahle stattfonnt hunn. Mir wäerte selbstverständlech dat Gesetz stëmmen, wat een CSV-Justizminister abruecht huet, an och nach gären eng Kéier iwwert d'Problemfeld „Sproochexigenzen" kucken. Mä an deem Projet de loi si se schonn däitlech ofgesenkt par rapport zu deem, wat d'Gesetz vun 2008 virgesinn huet.

Dir wëllt de Gesetzesprojet iwwert den Zougank vun de Leit a vun der Effentlechkeet zu staatlechen Informatiounen iwwerpréiwen. Ech hunn een Informatiounszougangsgesetz hei am Parlament abruecht a beim leschten État de la nation gesot: „Déi al Regierung" - dat gëllt och fir déi nei - „géif gären am Liicht vun den Aviser a vun de Wuertmeldungen zu deem Gesetzesprojet eenzel Dispositioune vun deemselwechten iwwerpréiwen."

Et si jo nach eng Rei Leit an der Regierung, déi derbäi waren, wéi deen éischte Projet iwwert den Accès zur Informatioun, deen ech abruecht hunn, als ze vill wäitgehend emfonnt ginn ass. Elo, wou Der vun der CSV befreit sidd, kënnt Der selbstverständlech, op d'mannst op deen éischte Projet de loi, deen ech abruecht hunn, zréckkommen an op en agoen. Jiddefalls, dat Informatiounszougangsgesetz, esou steet et an eisem Wahlprogramm, a logescherweis och am Koalitiounsaccord, muss iwwerpréift ginn.

E Code de déontologie vun de Ministeren hu mer. Deen ass verbesserungsfäeg a -würdeg. An do zielt déiselwecht Remarque wéi déi, déi ech à l'endroit vum Informatiounszougangsgesetz gemaach hunn. Ech hunn eng lieweg Erënnerung un d'Debatten, déi schwiereg sinn, a sinn emol gespaant, ob Der op déi initial Propositiounen agitt, déi de fréiere Justizminister gemaach huet an déi der leschter Regierung, eenzelne vun hire Memberen - Eenzelner hunn och iwwerlieft am Ministeschamt - ze wäit gaange sinn.

Ee Ministeschgesetz soll kommen. Dat hat ech scho viru laange Joren eng Kéier an d'A gefaasst. Dass et net komm ass, hänkt dermat zesummen, dass net jiddwereen et wollt, an hänkt dermat zesummen, dass dat eng schwiereg Matière ass. Well wann ee sech an der internationaler Rechtsdoctrine, am Rechtsschrëfttum an an den Texter, déi aner Länner hunn, ëmgesäit, da gesäit een, dass dat eigentlech net Elementer sinn, déi mir gewinnt sinn a Gesetzer ze schreiwen, esou vag an esou diffus an esou interpretatiounsbreet si se. Mä mir ënnerstëtze jiddefalls ee Ministeschgesetz - dat steet am Wahlprogramm vun der CSV, logescherweis steet et och am Regierungsprogramm.

Den Ämtercumul, d'Deputéierten, d'Buergermeeschteren, jo, wann dat de Renouveau vun der Demokratie ass, wëll ech gären dermat averstane sinn, well dat steet am Wahlprogramm vun der CSV an domat och logescherweis, well d'Kontinuitéit vun der Politik jo ugesot ass, am Koalitiounsprogramm vun där neier Majoritéit.

Just dass d'CSV, well se vun A bis Z denkt an net d'Alphabet a senger Halschent ënnerbrécht, dat an Zesummenhang bruecht huet mat enger staarker Reduktioun vun der Zuel vun de Gemengen an also mat engem „Boosting", fir emol Lëtzebuergesch ze schwätzen, vun de Gemengefusiounen, iwwert déi d'CSV, well mer jo och am Kader vum Renouveau vun der Demokratie Referendumsprozedure séier zougeneigt sinn, een nationale Referendum 2017 wollt ofhéieren (veuillez lire: ofhalen). Net ee Referendum vum ganze Land, am ganze Land, fir d'ganzt Land, mä deeselwechten Dag e Referendum an alle Gemengen, déi duerch Fusioune betraff wieren.

Mir wiere frou, wann a Saache Gemengefusiounen absolut noutwendeg wär, dass eist Land definitiv am 21. Jorhonnert ukënnt, méi däitlech Engagementer vun der Regierung a vun der Majoritéit géife virleien, bis wéini dee Fusiounsprozess vun de Gemengen ofgeschloss ass an ënner wat fir enger Form dass e soll vun de Bierger vun dësem Land guttgeheescht ginn.

Et steet am Regierungsprogramm: Et soll an deene Gemengen, déi fusionéieren, e Referendum stattfannen. Dat gesi mer och esou, mä mir wollten eigentlech léiwer eng definitiv fest zesummegefügte Landschaft op engem bestëmmten Dag sech imposéiere loossen iwwer Referendum, wéi eng incessant Well vun ëmmer neie Referenden an eenzelne Gemengen.

Am Kader vum Renouveau vun der Demokratie gëtt virgeschloen, d'Enquêtërecht vum Parlament ze revidéieren. Et enger bestëmmtener Zuel vun Deputéierten ze erlaben - een Drëttel, mengen ech, ass proposéiert; ech weess emol net, ob dat net souwisou schonn an eisen Texter steet -, fir dass eng Commission d'enquête kann agesat ginn.

Mir sinn dermat d'accord. Net nëmmen, well mer méi wéi een Drëttel vun den Deputéierten heibanne stellen, mä well mer der Meenung sinn, dass dat een essenziellt parlamentaresch Recht ass.

Dass d'Fro vun dem Vertrauen, wat d'Parlament an d'Regierung huet, an d'Fro, ënner wat fir Konditiounen der Regierung dat Vertraue vum Parlament kann entzu ginn, an dass d'Fro vun der Opléisung vum Parlament eng constitutionnel Äntwert brauch, dat fënnt eis Zoustëmmung. Dat steet am Wahlprogramm vun der CSV, logescherweis sidd Der net derlaansicht komm, am Kader vum Renouveau vun der Demokratie, déi Fuerderung vun eisem Wahlprogramm an de Koalitiounsprogramm opzehuelen.

Den Te Deum: Ech versti vill Opreegunge ronderëm déi Fro éierlech gesot net. Éischtens emol wëll ech soen, dass ech et e bëssen intellektuell onéierlech fannen, net nëmmen e bëssen, fir der Regierung ze ënnerstellen, si wéilt den Te Deum ofschafen. Dat hunn ech néierens héieren an néierens gelies. An ech weess, wéi gären dass Eenzelner och an den Te Deum ginn.

(Hilarité)

An ech hunn ni iwwerpréift, well mer jo ni Gesinnungsschnüffelei gemaach hunn, wie bei wat fir engem Gebiet a bei wat fir engem Lidd a bei wat fir enger Stroph vu wat fir engem Lidd matséngt. Jiddefalls ass dat eng fest verankert Traditioun zu Lëtzebuerg. An dofir hutt Der recht, dass Der déi net wëllt ewechdrécken.

Déi, déi méi laang..., viru méi laanger Zäit scho mat mer an der Regierung waren, wëssen, dass ech awer, a mengem jugendleche Liichtsënn, am Ufank, wéi ech Statsminister war - do ass déi Gefor grouss, Här Bettel! -,...

(Hilarité)

...eng Kéier proposéiert hat, den Te Deum ofzeschafen an der Regierung. Do waren net nëmmen d'Ministere vun der CSV dergéint. Do waren och anerer dergéint. Et hat bal ee mer d'Posch an d'Gesiicht gehäit, wéi ech dat gesot hunn.

(Hilarité)

Déi, déi elo mat mer an der Regierung waren, déi lescht Joren, wëssen, dass ech proposéiert hunn, dass net méi de Statsminister soll an den Te Deum invitéieren, mä dass de Bëschof dat soll maachen. Well ech et effektiv net normal fannen, dass duerch d'Invitatioun, déi de Statsminister de Leit schéckt, fir an den Te Deum ze kommen, den Te Deum ausgesäit wéi eng staatlech offiziell Manifestatioun op Nationalfeierdag.

Dofir sinn ech der Meenung, dass den Äerzbëschof soll, wann e wëllt, ech hu mech net an d'Kierchenaffären anzemëschen, déi Invitatioun ausspriechen an da geet dohinner wie wëllt. An ech sinn nodrécklech der Opfaassung, dass et richteg ass, een zivilen Akt nieft déi klassesch Zeremonie vum Te Deum ze setzen.

Woubäi ech scho gären dierf drop opmierksam maachen, just wéinst der Geschichtsschreiwung, dass mer d'Militärparad och als en zivilen Akt begräifen. Et gëtt Länner, deenen hiren Nationalfeierdag gëtt duerch soss näischt gefeiert wéi duerch eng Militärparad. „Égalité - fraternité - humilité" weist sech op de Champs-Élysées den Dag vum 14. Juli ënner Form vun enger Militärparad.

(Interruption)

Mir hunn déi Militärparad, an hirer Confectioun an an hirem Oflaf, ënnert deem neie Règne geännert, doduerch dass mer se partiell demilitariséiert hunn duerch d'Adjonctioun vu kulturellen Associatiounen a vu fräiwëllegen Hëllefsdéngschter. Fir domat däitlech ze maachen, dass mer weder e Kierchestat sinn nach eng Militärdiktatur, mä dass mer déi Leit wëllen deen Dag éieren, déi am Intérêt vun dem gesamte Land schaffen. Dofir si mer, nodeem ech dat rappeléiert hunn, dass d'Militärparad och eng Zivilparad ginn ass, d'accord, dass een een zivilen Akt als éischten Akt zum Optakt vum Nationalfeierdag setzt. Dat fënnt eis Zoustëmmung. A mir si wäit dovun ewech, dat ofzelehnen.

D'Reform vum Geheimdéngscht ass noutwendeg. Well se noutwendeg ass, hu mer eis als Resultat vun den Aarbechte vun der Commission d'enquête parlementaire drop verstännegt, wéi mer dee Geheimdéngscht wëllen nei ausriichten. Hu mer eis drop verstännegt, dass een an d'Gesetz soll schreiwen, nodeem dat virdrun ee verbalen Uerder war, dass keng innenpolitesch Spionage dierft gemaach ginn. Hu mer eis drop verstännegt, dass een d'Rechter vun der Commission de contrôle parlementaire misst ausweiden. Woufir ech sinn. Ënnert der Bedéngung, dass ee se och notzt an net Eenzelner ongenotzt léisst, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Déi Reform vum Geheimdéngscht, op déi mer eis gëeenegt hunn, ech hunn als fréiere Statsminister e puermol déi Reform hei am Haus virgestallt. Well mer der Meenung sinn, dass déi Reform muss kommen, hu mer dat och an eisem Wahlprogramm geschriwwen. Et steet och am Koalitiounsprogramm. An domat si mer selbstverständlech averstanen.

Den Här Statsminister sot, a grouss Deeler vun der geschriwwener a publizéierter ëffentlecher Meenung, déi gesinn dat och esou, dass de Motto vun der Regierung net kéint sinn: „weider wéi bis elo".

Ech hat net gemengt, dass Der dat esou séier géift an d'Praxis ëmsetzen! An e puer Wahlprogrammer vu Parteien, déi an der Regierung sinn, gëtt sech d'Fro gestallt, a gëtt se gläichzäiteg beäntwert, dass een d'Pouvoire vum Grand-Duc misst aschränken a säi Rôle op ee protokollaresche sollt reduzéieren.

Ech hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass dat net Agank fonnt huet an de Koalitiounsaccord. Et ass normal, well et steet och net am CSV-Wahlprogramm. Dofir konnt et jo och net an de Koalitiounsprogramm kommen.

Mä Dir hutt et awer gemaach. Well Der d'Regierung an d'Koalitiounsbildung jo begraff hutt als eng Versioun vun enger Schäfferotsbildung. An dofir hat Der schonn, ier de Grand-Duc seng Consultatiounen ugefaangen huet, Iech gëeenegt. Relativ séier. Dir sidd eng schnell Equipe. Et ass och gutt esou. Kucke mer emol, ob Der dee laangen Otem behaalt, fir ëmmer esou séier ze lafen! An Dir hutt dem Grand-Duc eigentlech matgedeelt, wat Saach ass.

Dir fuert also wierklech net weider wéi bis elo!

Dir hutt et anescht gemaach. Dir maacht et anescht do, wou et Iech passt. Mä do, wou et Iech net passt, do fuert Der viru wéi bis elo. Dir fuert viru wéi bis elo, eng Theorie ze entwéckelen, déi doranner besteet, dass net déi stäerkste Fraktioun de Parlamentspresident stellt, mä dass dat ee Resultat, well dat ëmmer esou war, vun de Koalitiounsverhandlunge wier. Net weider wéi bis elo? Dach, do maacht Der weider wéi bis elo!

An Dir refuséiert där stäerkster Fraktioun hei am Haus, de Parlamentspresident kënnen ze stellen, wéi dat an aneren Demokratien de Fall ass. Ouni dass déi ënnerginn, déi Regierungen, wann de Parlamentspresident ee Member vun der Oppositioun ass.

Do hätt Der kënnen ee Renouveau vun den demokratesche Methode maachen. Do hutt Der schonn eng Chance verpasst! A well Der esou gutt amgaang waart, hutt Der direkt nach eng verpasst, an zwar an deem Moment, wou mer Iech proposéiert hunn, der Chamber eng Europakommissioun ze ginn.

De Koalitiounsaccord wimmelt...

(Interruption)

Gelift? Pardon?

(Interruption)

Här Wolter, Dir hutt mech fréier ni ënnerbrach, wéi ech nach Statsminister war.

(Interruptions)

Ënnerbriecht weder Dir mech nach soss een! Well dat hei ass meng éischt Ried als Deputéierten. An eng al parlamentaresch Regel wëllt, dass ee während senger éischter Ried, déi een als Deputéierten hält, net däerf ënnerbrach ginn!

(Hilarité et brouhaha)

M. le Président.- Da maache mer dat elo esou.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Dat zielt selbstverständlech, Här President, net fir Iech! Dir kënnt mech à tout moment zurechtweisen.

(Hilarité)

Dat hunn ech jo och schonn heiansdo mat Iech missen an anere Funktioune maachen.

Mir hunn Iech proposéiert, eng Europakommissioun ze maachen, well de Koalitiounsaccord - zu Recht! - der Europapolitik, ben, eng gewëssen Importenz zouerkennt. An dofir hu mer Iech eng Europakommissioun virgeschloen.

Mir waren iwwerzeegt, dat géif och duerchgoen, well och déi gréng an hirem Wahlprogramm, Punkt 23-4, proposéiert haten, fir eng Europakommissioun ze maachen. An ech hätt net gemengt, dass schonn den éischten Dag, wou d'Chamber géif zesummekommen, déi gréng een Deel vun hirem Wahlprogramm einfach, aus Koalitiounsgrënn, net géifen hëllefen zur Duerchsetzung ze bréngen.

Dat, wat Der Renouveau vun der Demokratie nennt, besteet also aus ville Punkten, mat deene mer averstane sinn, déi mer selwer initiéiert hunn, gemeinsam mat der Sozialistescher Partei, oder déi mer an eisem Wahlprogramm proposéiert hunn. Ergo si mer mat deem Kapitel, quitte dass mer eenzel Detaildispositioune musse vérifiéieren, d'accord. A mir soe Merci, dass Der unerkennt, dass d'CSV och um Renouveau vun der Demokratie, wéi Dir dat nennt, sech inhaltlech bedeelegt huet an dat och an Zukunft wäert maachen.

Een zweete Block vu Moderniséierung betrëfft d'Justiz. Dat ass richteg gesinn. Well ech sinn effektiv der Meenung, mir sinn der Meenung, dass an der Justiz munches am Uerge läit. Wouriwwer ee jo eigentlech ni däerf richteg schwätzen. Well ee jo dann direkt gesot kritt, et géif een op en Domän vun der Justiz trëppelen, déi sech hirersäits an eenzelne vun hire Komponenten awer iwwerhaapt net genéiert, fir aner Pouvoiren heiansdo ganz kräfteg ze kritiséieren. Wouriwwer een emol eng Kéier eng roueg Debatt muss féieren, wat wie par rapport zu wiem eigentlech däerf an net däerf. Mä dass d'Justiz muss reforméiert ginn, weisen net nëmmen eenzel Prozesser, déi lafen, mä dat allgemengt Onwuelsi mat eisem Justizsystem, esou wéi mer en hunn.

Dofir hu mer an eisem Wahlprogramm virgeschloen, dass een eng Cour supérieure soll aféieren an dass een ee Conseil national de la Justice soll aféieren. Dofir hunn och déi successiv CSV-Justizministere Biltgen a Modert Avantprojet-de-loien an deem Sënn ausgeschafft. Logesch, dass, wann een d'Politik vun där aler Regierung wëllt viruféieren a wann ee vill Rücksicht inhaltlecher Natur op den CSV-Wahlprogramm wëllt huelen, een dat dann och an de Koalitiounsaccord aschreift.

Dir schwätzt Iech fir eng Preziséierung vun der Onofhängegkeet vum Ministère public, also vun der Statsanwaltschaft aus. Bien vu! Mir hunn an der Wahlcampagne erkläert, mir wieren nodrécklech der Meenung, dass d'Regierung net méi soll Magistraten ernennen, mä dass déi Magistraten, déi sëtzen, an déi Magistraten, déi stinn, vun der Magistratur selwer sollen designéiert ginn.

Är Iddi, fir dem Ministère public eng méi grouss Indépendance ze ginn, hätt et verdéngt gehat, dass Der déi Iddi vun der CSV an Äre Koalitiounsaccord ageschriwwen hätt. Obschonn ech d'Argumenter, déi net derfir plädéieren, esou gutt kennen, wéi déi Argumenter, déi derfir plädéieren.

Dass mer eng Reform vun den administrative Juridictioune brauchen, ass evident. Et ass ee Projet de loi an deem Sënn heibannen déposéiert ginn. D'CSV huet sech an hirem Wahlprogramm fir d'Ëmsetze vun deem Projet de loi ausgeschwat. Logescherweis fënnt déi Iddi och Agank an de Koalitiounsaccord.

Mir sinn an eisem Wahlprogramm derfir agetrueden, dass ee Familljeriichter sollt agesat ginn, am Kader vun der Moderniséierung vun der Justiz, déi mir och wëllen. Dat huet och Agank an de Koalitiounsaccord fonnt. Also och do eng grouss Iwwereestëmmung tëschent de Moderniséierer an de Strukturkonservative vun der CSV.

De Mariage tëschent gläichgeschlechtleche Persounen ass iwwerhaapt kee kontroverse politeschen Thema tëschent de Parteien zu Lëtzebuerg, mat Ausnahm vun dem Här Kartheiser, mä Dir sidd jo keng Partei.

(Hilarité)

Also Dir eleng sidd keng Partei, wollt ech soen.

Une voix.- Nach net!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Denkt drun, wat ech am Ufank an engem aneren Zesummenhang gesot hunn!

Mir si fir een Homomariage, fir et esou ze soen. A mir sinn och fir déi Adoptiounsregelen, op déi d'Commission juridique sech gëeenegt huet.

Mir hunn an eisem Wahlprogramm geschriwwen, dass mer d'Fro vun der Adoptioun am Liicht vun der Entwécklung vun der internationaler Jurisprudenz wëllen zu Lëtzebuerg upaken.

Déi Geschicht vum Homomariage, déi trëfft net op eise Widderstand. Mir hunn ee Projet de loi als CSV-Justizministeren dozou abruecht a mir hunn an där leschter Koalitioun och dee Projet - nach zu Recht, wéi ech fannen, an an deem Sënn, wéi en zu Recht amendéiert ginn ass - amendéiert. Dat ass näischt, wat Iech eegen ass. Dat ass eng Meenung, déi breet gedeelt gëtt.

Mir sinn der Meenung och, dass mer d'Scheedungsrecht musse reforméieren. Dat steet an eisem Wahlprogramm. Et läit ee Projet de loi zënter 2003 heibannen. Mir diskutéieren... Vum Här Frieden, äerzreaktionären Här Frieden!

(Interruption)

Mir sinn der Meenung - jo, Dir hat em dat jo net zougetraut, dass den Här Frieden den Divorve pour faute wéilt ofschafen. Dofir schreift Der dat elo an Äre Koalitiounsprogramm mat engem klenge Bémol, wou Der sot, sauf a besonnesch grave Circonstancë misst déi Form vun Divorce iwwerliewen.

Dofir gëtt et gutt Argumenter. Ech weess, dass doriwwer kontrovers an op héijem Niveau diskutéiert ginn ass an der Commission juridique, mä do hutt Der mat eis kee Problem. Et steet an eisem Wahlprogramm. Grad wéi an eisem Wahlprogramm och steet, an et ass och ee Projet de loi an deem Sënn déposéiert gi vum fréiere Justizminister, dass mer d'Responsabilité parentale missten nei regelen.

Am Wahlprogramm vun der CSV fannt Der och den Hiwäis op d'Noutwendegkeet, déi mer erkennen, fir d'Realitéit vun Intersexuellen a vun Transsexuellen als Législateur emol éischtens an hirer Substanz unzëerkennen an zweetens per Gesetz ze regelen. Dir nennt dat Moderniséierung vun der Justiz. Et ass och Moderniséierung vun der Justiz, mä Dir sidd net déi eenzeg Moderniséierer, déi an déi Richtung denken. Well dat fannt Der och am Wahlprogramm vun der CSV.

Mir hunn net an eise Wahlprogramm geschriwwen, dass een neie Prisong zu Suessem soll gebaut ginn; dat steet am Regierungsprogramm. Well de Projet de loi, deen ass vum Här Wiseler heibannen déposéiert ginn. Also Kontinuitéit och do.

Grad wéi mer mat Iech averstane sinn, well mir hu selwer ee Gesetzesprojet an deem Sënn abruecht an et steet och an eisem Wahlprogramm, dass mer den Droit des faillites - d'Konkursrecht - musse reforméieren. Et läit dem Haus ee Gesetzesprojet vir. Dorop ass ze schaffen.

Also alleguer déi Reformen, déi ënnert dem Aarbechtstitel Moderniséierung vun der Demokratie oder Renouveau vun der Demokratie - d'Moderniséierung ass jo net duergaangen -, Neigebuert vun der Demokratie a Moderniséierung vun der Justiz opgeschriwwe gi sinn am Kader vum Accord de coalition, entspriechen der kontinuéierlecher Fortsetzung vun enger Politik, déi amgaang war, oder awer dem Wahlprogramm vun der CSV, wouriwwer ech mech net ze bekloen hunn, dass deen esou ee breeden Agank fonnt huet an dem Accord vun enger Koalitioun, un där d'CSV net deelhëlt. Wat Iech wahrscheinlech dann op d'Iddi bruecht huet, dass Der d'CSV och net bräicht, well Der souwisou datselwecht wëllt maache wéi dat, wat Der mat der CSV hätt kënne maachen.

Une voix.- ...alles Quatsch!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Et ass... Pardon?

(Interruption)

Jo, jo. Wann Dir dat maacht, wat mer zesumme gemaach hunn a wat mir als Partei proposéiert hunn, da gesinn ech net, firwat dass mer dat net solle matmaachen.

Ech si frou, dass den CSV-Wahlprogramm net nëmme vun de Wieler eng Majoritéit kritt huet, mä dass en och d'Majoritéit an där neier Koalitioun direkt mat sech vereenege konnt!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Et ass eng Differenz vläicht, déi betrëfft d'Législatioun iwwert den Avortement, eng seriö Ausenaersetzungsfläch. Do kënnegt Der eng Rei vun Ännerungen un. Mir géifen eis déi gären am Detail ukucken. Maacht Iech fräi vun der Iddi, dass mer net bereet wieren, dat Gesetz op eenzelne Punkten ze amendéieren!

Ech hat dëser Deeg den Androck, ech wier e fräie Mann ginn an ech bräicht net méi fir eng Regierung ze schwätzen. Dann ass ee kee fräie Mann méi, Här Statsminister. Da muss ee Rücksicht huelen. Et ass scho schwéier, fir op déi eege Partei Rücksicht ze huelen; op nach eng Partei Rücksicht ze huelen an op nach eng Partei Rücksicht ze huelen, dat gëtt ganz kompliziéert.

Mä well ech ee fräie Mann sinn, wëll ech soen, dass ech fir mech der Meenung sinn, dass déi zweet obligatoresch Consultatioun keng obligatoresch soll sinn. Mä dat ass eng Debatt, déi kréie mer, wa se prett ass, fir gefouert ze ginn. A mir ginn, mengen ech, do ee gutt Stéck Wee zesummen. Op anere Punkten ass dat vläicht net de Fall.

Bref, och de Programm fir den neie Justizminister ass deen ale Programm. Ech gesi wéineg Neies. D'Gesetzesprojete leien do. Anerer sinn am Haus vum Ministère de la Justice praktesch fäerdeg. Den Här Braz ass just Justizminister.

Ech fannen et gutt, fir d'Wichtegkeet vun der Justiz doduerch ze ënnersträichen, dass dee Minister, deen dofir zoustänneg ass, just fir d'Justiz zoustänneg ass. Mä déi Justizministeren an där leschter Regierung, déi nach fir aner Saachen zoustänneg waren, hunn Iech eigentlech Projet-de-loien hannerlooss a voll Tiräng hannerlooss.

Ech hoffen, dass Der nach Beschäftegung par ailleurs fannt - wourun ech net zweifelen -, well déi Saache si gutt virbereet.

Grad wéi och am Beräich vun der administrativer Reform vill Viraarbechte geleescht gi sinn, nieft der eigentlecher Simplification administrative, wou iwwer 200 Moossname geholl gi sinn, wouvun eenzel Kolleegen an der Regierung fréier ëmmer gesot hunn op hire Wahlkampfoptrëtter, si hätten dovun näischt gemierkt. Et muss ee sech informéieren, fir d'Saachen ze mierken!

Dann hu mer och am Beräich vun der Beschleunegung vun de Prozeduren, notamment Baugenehmegungen, etc. gutt Viraarbecht geleescht.

De Koalitiounsaccord - oder war et d'Erklärung vum Här Statsminister? Ech verweisen op de Bréif vum 27. Mäerz, deen den Här Schneider mer geschriwwen huet a wou e bis haut jo nach no Loft schnaapt, well e keen Accusé de réception kritt huet, wat...

(Interruption)

Pardon?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Et geet entre-temps besser!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jo, ech gleewen Iech dat, mä wann Der Iech emol mat dem Inhalt vun Ärem Bréif beschäftegt an Dir leet Ärem grénge Koalitiounspartner deen emol ënnert d'Nues, da kucke mer emol, ob d'Loft Iech net erëm direkt vergeet, oder hinnen.

(Hilarité)

Ee vun Iech zwee kënnt an akut Atemnot, well an deem Bréif vum 27. Mäerz am Beräich vun der Vereinfachung vun de Prozedure gëtt d'Suppressioun vun enger Rei vu Prozeduren a vu Consultatioune virgesinn, vun deenen ech mer nëmme schwéier ka virstellen, dass Är Kolleege vun der grénger Fraktioun ouni Weideres domat averstane wieren.

Mä vläicht ass jiddweree mat deem averstanen, wat mer an enger Sitzung tëschent e puer Ministeren an der Union des Entreprises luxembourgeoises den 29. Mee vun dësem Joer op de Pabeier bruecht hunn. Wann Der dat maacht, hutt Der scho vill gemaach. Wann Der nach méi fäerdegbréngt an Ärer Koalitioun, tant mieux. Un eis wäert dat jiddefalls net scheiteren.

Et war och virgesinn - ech mengen, et war de Kolleeg Bodry, deen dat an engem autobiografesch méi oder manner staarken oder schwaache Moment gesot huet -, de Statsminister misst Richtlinienkompetenz, entweder generell - kann ech mer beim Här Bodry eigentlech net virstellen -, mä dann op d'mannst an deem Domän hei kréien. Dat huet...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Et war den Här Schneider, dee war ëmmer dergéint.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Den Här Bodry war ëmmer dergéint, dass de Statsminister Richtlinienkompetenz soll hunn, wéinst dem „primus inter pares"-Prinzip. An ech wier och dergéint, dass de Statsminister Richtlinienkompetenz hätt. Net, well ech et net méi sinn, net, well ech et erëm eng Kéier wéilt ginn, mä well ech et einfach net konform mat eisen allgemenge Regele fannen.

Jiddefalls ass elo net méi virgesinn, dass de Statsminister kann esou Dossieren deblockéieren - dat hat den Här Schneider awer emol eng Kéier virgeschloen -, mä dass de Regierungsrot dat soll maachen. Do gehéiert déi Diskussioun och hin, soudass a Saache Réforme administrative eiser Aschätzung no näischt geschitt, wat net entweder geplangt war, entweder festgehale war oder entweder ugeduecht war.

Soudass, wann ech mer déi grouss Bléck ukucken - Renouveau vun der Demokratie, Moderniséierung vun der Justiz, Beschleunegung vun de Prozeduren -, ech dee grousse Worf, dee grousse Renouveau, déi absolut Erneierung mam beschte Wëllen net kann erkennen, à moins dass ee seet, dass déi, déi virdrun do waren, an deem, wat se gemaach hunn, oder an deem, wat se an hirem Wahlprogramm proposéiert hunn, genau deeselwechten Neiufank wollten, wéi deen, deen elo hei, heiansdo epigonenhaft, vun där neier Koalitiounsregierung an d'A gefaasst gëtt.

An déi Politik vun der Kontinuitéit, déi mierkt een och an der Budgets-, an der Finanz- an an der Wirtschaftspolitik.

Maacht net esou - oder hunn ech Är iwwerraschend Aussoen zu de Statsfinanze falsch interpretéiert? -, wéi wann Der elo eréischt géift gewuer ginn, wéi d'Finanzsituatioun vum Stat wier! Déi Chifferen, déi de Comité de prévision der Koalitiounsronn virgeluecht huet, dat sinn déi Chifferen, déi der Regierung bekannt waren an och der Finanz- a Budgetskommissioun vun dësem Haus bekannt waren. Dat sinn déi Chifferen, déi een op dem Internetsite vun der Trésorerie vum Stat kann, wann een dat wëllt, noliesen.

Näischt Neies war informatiounsméisseg betruecht an deem Chiffrage, deen der Koalitiounsronn virgeluecht ginn ass. Näischt Neies ass décidéiert ginn am Zesummenhang mam Ëmgank mat deene Chifferen a mat den Evolutiounen, déi sech aus deene Chifferen erginn.

Dass Der schreift, dass de strukturelle Saldo vun 0,5% misst erreecht ginn, dat ass keng Eingebung vum Moment, dat ass eng Prescriptioun vum Stabilitéitspakt. Dir kënnt guer net anescht, wéi dat opzeschreiwen, wat souwisou Gesetz ass an Europa.

Mir wollten dat an där leschter Regierung bis 2014 hikréien. An et huet sech erausgestallt opgrond vun den Eintrübungen, déi an der Folleg vun der Wirtschaftskris opgetruede sinn, dass dat net méiglech wär. Dofir hu mer et op 2017 ausgesat, ënnert dem staarke Protest vun deene Finanzspezialiste vun der liberaler Partei, déi de Wee op eng méi sesshaft Aart a Weis an de Finanzministère bei dëser Regierungsbildung net fonnt hunn.

Een Ënnerscheed ass et. Mir hunn an där leschter Regierung gesot, 2017. Dir sot, 2018. Ech hoffen, dass Der iwwerpréift hutt, ob deen Datum 2018 kompatibel ass mat dem Objectif à moyen terme, esou wéi en definéiert ass, tendenziell erreecht mussen ze ginn, an dem europäesche Stabilitéitspakt. Ech hoffen, dass Der dat iwwerpréift hutt. Net dass Der zu Bréissel eng Iwwerraschung erlieft, wann dat vun der Kommissioun a vum Conseil examinéiert gëtt.

An dass Der d'ëffentlech Schold op 30% wëllt begrenzen, dat steet am Stabilitéitsprogramm, deen déi lescht Regierung op Bréissel geschéckt huet. Do steet souguer e bësse manner wéi 30%, mä 30% schéngt mer eng richteg Mooss ze sinn.

Dass Der musst konsolidéieren an der Héicht vun 1,5 Milliarden, dat ass keng Neiegkeet. Dat ass eng bekannte Gréisst, iwwert déi mer eis ënnerhalen hunn, an um Wee op déi Konsolidéierung, déi nohalteg muss sinn. Nohaltegkeet gëtt et och, a grad an der Finanzpolitik hu mer jo nach fir d'Joer 2013 ee Konsolidéierungspak vun iwwer 900 Milliounen Euro virgeluecht.

Déi 1,5 Milliarde musse fonnt ginn an déi kann een net nëmmen doduerch fannen, dass een, wat op e puer Plazen an der Erklärung vum Här Statsminister an am Koalitiounsaccord zum Ausdrock kënnt, vill Hoffnungen an een nees Beliewe vum Wirtschaftswuesstum setzt. Dee gëtt 2%. Et kann e bësse méi héich sinn, et kann e bësse manner ginn.

Mä fir ze mengen, d'Haushaltskonsolidéierung kéint een erreechen duerch Benefisser, déi ee kann zéien aus enger Redynamiséierung vum Wirtschaftswuesstum - Redynamiséierung, op déi eng lëtzebuergesch Regierung kaum internen Afloss huet -, dat schéngt mer e bëssen ze vill optimistesch ze sinn.

Souwisou, wann et der Wirtschaft besser geet a wa méi Recetten, wéi elo ugeduecht, erakommen, dann ännert dat näischt drun, dass een déi 1,5 Milliarde muss spueren. Spuere muss ee maachen, wann et gutt geet, wann d'Wirtschaft dréit, wa se brummt. Net ze vill spuere muss ee maachen, wann d'Wirtschaft quasi um Buedem läit. Dat war d'Politik, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn.

Net radikal spueren, well dat konjunkturschiedegend Effekter gehat hätt, well dat negativ Auswierkungen um Aarbechtsmaart gehat hätt, mä däitlech spueren, wann et gutt geet. Och dat ass d'Logik, souwuel vum reforméierte Stabilitéitspakt vun 2005 wéi vun den neien Editiounen ënner Form vum sougenannten „Twopack", deen Der mat all senge Charmë wäert entdecken, wann Der Iech un d'Finanzpolitik an un d'Budgetspolitik vun den nächste Joren erumaacht.

Dass alles gemaach gëtt, fir den Triple-A ze erhalen, ass eng Evidenz. A mir hëllefen Iech dobäi, well mer der Meenung sinn, dass den Triple-A fir eng kleng Ekonomie a fir e klenge Stat wéi Lëtzebuerg sech ganz gutt op der Visitëkaart mécht. Mir hunn nach dräi Länner an der Euro-Währungszon, déi déi héchste Bonitéit hunn. Dat ass Däitschland, dat ass Finnland an dat ass Lëtzebuerg, nodeem d'Hollänner och elo e bësse geschwächelt hunn.

Et ass gutt, dass mer deen Triple-A hunn an dass mer alles maachen, fir en ze halen, obschonn ech just - dat ass keng Remarque, déi lëtzebuergeschen Ustréchs ass - och wëll soen, dass een déi Saach mam Triple-A net däerf iwwerdreiwen a senger Wichtegkeet. Well et ginn der net méi vill, déi en nach hunn. Et sinn elo manner wéi zéng Staten op der Welt, déi en nach hunn.

Dir hutt zu Recht, Här Statsminister, vun deem kräftege Fundament geschwat, op dat Der Är nei Regierungspolitik kënnt opsetzen. Mir sinn eent vun deenen zéng Länner, déi nach den Triple-A hunn. Aner grouss Länner a grouss Ekonomien hunn e verluer, ouni dass dat noutwendegerweis verheerend Konsequenzen op der Zënsfront hat. Allerdéngs fäerten ech, wéi Dir, dass, wann e klengt Land wéi Lëtzebuerg den Triple-A verléiert, dat op der Zënsfront wesentlech méi grav Répercussioune wäert hunn, wéi dat bei gréissere Flächenekonomien de Fall ass.

Dir sot, d'Prioritéit vun Ärer Konsolidéierungspolitik wier d'Kierze vun den Dépensen. Dat ass richteg. Dir sot, d'Investissementer mussen héich bleiwen. Dat ass richteg. Mir hunn an der Eurozon, iwwerhaapt an der Europäescher Unioun, mat Ausnahm vun Estland, wann ech mech richteg erënneren, deen héchsten Undeel vum Statsbudget, ausgedréckt a PIB-Punkten, wat d'ëffentlech Investissementer ubelaangt. Dat muss esou sinn, well et kann een d'Zukunft net denken, erdenken a gestalten, wann een op den Investissementer ze vill spuert.

Et muss een déi Investissementer privilegéieren, déi och ekonomeschen Notzen hunn. Mä Investissementer déngen net nëmmen der ekonomescher Multiplikatioun vun de Benefisser. Och kulturell Investissementer sinn duerchaus Standuertvirdeeler, wéi mer wëssen. Déi Investissementer wëllt Der héich halen.

Dir wëllt en „zero-based budgeting" maachen, wat an alle Circulaires budgétaires vun de leschte Jore stoung an an de Circulaires budgétaires fir d'Joer 2014 nach méi däitlech vum deemolege Finanzminister, dem Luc Frieden, ënnerstrach ginn ass.

Mir sinn der Meenung, dass et gutt gewiescht wier, wann Der e bësse méi Indikatioune ginn hätt, wou Der dann op der Säit vun den Dépensë wëllt spueren. Ech gesinn an der Uformuléierung vun den Absichte richteg Usätz: méi Selektivitéit; iwwerpréiwen, ob déi Gelder, déi een ausgëtt, och effektiv deen Zweck erfëllen, fir dee se eigentlech geduecht waren. Alles dat ass ze iwwerpréiwen. Alles dat gëtt och lafend iwwerpréift. Alles dat kann ee mat méi Intensitéit nach iwwerpréiwen, wann een dat wëllt maachen. Mä Dir sot net vill driwwer aus, wou Der wéi wëllt wéini spueren.

Ech hunn ee gewëssent Verständnis derfir. Well wann een eng Regierung bilt, an eng nei Regierung bilt, an och nach eng Regierung mat dräi Parteien, da brauch een eng gewëssen Zäit, fir sech ze fannen. Mä laang Zäit hutt Der net. D'Regierunge waren ni ganz däitlech bei der Beschreiwung vun der Budgetspolitik, wa se hir Regierungsprogrammer heibanne virgedroen hunn, well do ëmmer méi Prinzipie beschriwwe gi sinn, wéi Detailer.

Mä well Der jo alles anescht wëllt maachen a villes wëllt besser maachen, a well Der net méi wëllt weidermaache wéi bis elo, hat ech gemengt, Dir géift eis méi doriwwer soen. Den Här Statsminister hat jo och ugekënnegt, dass dënschdes - dat war virgëschter - méi géif...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat hat en zwar net gesot. En hat just gesot, dënschdes.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här Gibéryen, den Här Bettel ass amgaang ze mierken, dass dat... dass et net einfach ass, fir Statsminister ze sinn. An en huet all Viraussetzungen, fir dat propper ze maachen. Mä déi Erfahrung wäert Dir ni maachen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech ginn d'Hoffnung net op, dass eis Kanner dat...

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir hutt vill Zäit kritt, fir herno ze intervenéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien, Här President.

M. le Président.- Merci.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Also, mir hate gemengt, mir géifen do méi gewuer ginn, well et war eis ugekënnegt ginn, mir géife gëschter méi gewuer ginn. Ech mengen, dass Dir Iech am Detail net driwwer eens sidd, wou Der wéi wëllt spueren.

(Interruption)

Ech kennen Iech, Här Schneider, besser wéi Dir Iech selwer kennt.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Ech mengen net.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech mengen, Dir hutt vill matenee geschwat, mä Dir hutt Iech nach laang net alles gesot. A wann Der Iech emol richteg mateneen ënnerhaalt, da wäert Der d'Schwieregkeet vun deem Exercice do a vollem Ëmfang entdecken. Ech hunn eng vive Erënnerung un déi Spuergespréicher, déi mer haten, vun deenen der och vill zu gräifbare Resultater gefouert hunn, mä bäi Wäitem nach net all.

Dir wëllt d'Sozialtransferte kritesch iwwerpréiwen. Maacht dat! Dat muss gemaach ginn. Dat steet och am Wahlprogramm vun der CSV.

Dir wëllt ee Stabilitéitspakt, en interne Stabilitéitspakt mat dem Stat a mat de Gemengen a mat aneren Acteuren ofschléissen. Dat halen ech fir eng richteg Iddi. Dat hat ech 2002 an 2003 dem Syvicol proposéiert. Dat ass op der Generalversammlung vum Syvicol zu Useldeng am Joer 2003 massiv vun de Gemengen zréckgewise ginn an ofgewise ginn. Dir hutt recht, dass Der nach eng Kéier probéiert, dee Stabilitéitspakt, deen interne Stabilitéitspakt hinzekréien. Mä eng nei Iddi ass et net. Et ass eng Iddi, déi virun zéng Joer geäussert ginn ass.

Et ass net richteg, fir nëmmen op der Dépensëséit wëllen ze agéieren. Et muss een och op der Recettësäit agéieren, ouni dass een d'Recettësäit privilegéiert. Dat ass déi Debatt, déi Der kritt an der Koalitioun: spueren oder Steieren an d'Luucht setzen. Et ass eng al Debatt. Si kënnt erëm an Dir wäert hir net kënnen entgoen.

Et ass allerdéngs erstaunlech, dass d'CSV déi eenzeg Partei war, déi kloer an däitlech an hire Wahlprogramm geschriwwen huet an op all hire Wahlmanifestatioune kloer an däitlech gesot huet, et géif kee Wee derlaanscht féieren, fir d'TVA an d'Luucht ze setzen - déi aner Parteien hu sech schmallippig zu där Fro geäussert -, dass Der innerhalb vu kierzester Zäit amstand sidd, an Är Regierungserklärung de Saz ze schreiwen, et wier indispensabel, dass d'TVA géif gehéicht ginn.

Mir hunn de Leit dat virun de Wahle gesot. Dir sot de Leit dat no de Wahlen.

(Interruption)

Dir sot awer net - dat hu mir och net virun de Wahle gesot -, wéi vill dass den TVA-Saz erhéicht gëtt. Dat steet néierens. Ech hunn awer, à moins dass ech dat falsch héieren hunn, mä ech hunn et och eng Kéier nogelies, e Sonndeg den Owend de Kolleeg Etienne Schneider op der Televisioun soen héieren, e géif vu 15 op 17% gehéicht ginn. Firwat sot Der dat net an Ärer Regierungserklärung? Firwat schreift Der dat net an Ärem Koalitiounsprogramm? Firwat loosst Der den Här Schneider dat, wéi ech denken, am Numm vun der Regierung um Fernseh, op der Televisioun proklaméieren, an hei am Parlament, do sot Der dozou näischt? Dat ass keng gutt Aart a Weis, fir mat där Institutioun ëmzegoen, déi d'Budgetshoheit hei am Land huet. An dat ass d'Parlament.

Ech hu mech net driwwer gewonnert, dass Der sot, mir missten deen niddregsten TVA-Normalsaz an Europa behalen. Dat gëtt et och am Wahlprogramm vun der CSV. Ech hu mech net driwwer gewonnert, dass Der sot, dee superreduzéierte Saz vun 3%, notamment bei Kannerschong a bei Kannerkleeder, misst bäibehale ginn. Och dat steet am Wahlprogramm vun der CSV.

Ech hu mech driwwer gewonnert, dass Der ausdrécklech sot, Dir wëllt d'Taxe d'abonnement net erhéijen. Wie wollt se dann erhéijen? Dir schreift jo och net an de Regierungsprogramm, d'Regierung hätt net wëlles, op de Mound ze fléien. Et wëllt jo nach kee se op de Mound schécken. Firwat schreift Der dann dran, dass d'Taxe d'abonnement net gehéicht gëtt? Et ass iwwerhaapt keng Fuerderung vu kengem do gewiescht, fir dat ze maachen. Oder war eng do?

Dir verzicht op d'Neesaféierung vun der Verméigenssteier. Et ass gutt, dass Der dorop verzicht. Et steet am Wahlprogramm vun der LSAP, d'Verméigenssteier misst erëm agefouert ginn. Am Wahlprogramm vun der CSV steet, se dierft net agefouert ginn. Logescherweis bekennt déi nei Koalitioun sech derzou, dass déi Verméigenssteier net kann agefouert ginn.

Grad wéi och d'Räichesteier, déi am Wahlprogramm vun der LSAP steet, net agefouert gëtt. Net onlogesch, well am Wahlprogramm vun der CSV steet, si dierft net agefouert ginn. Onlogesch ass et allerdéngs, dass d'Sozialistesch Partei déi zwou Haaptfuerderungen am steierleche Beräich einfach esou ofraumt, an zwar schonn innerhalb vu 24 Stonnen, well et ass jo méindes owes um sechs Auer scho gesot ginn, den 21. Oktober, d'Knackpunkte wieren alleguer eliminéiert ginn an deene Gespréicher, déi Der gefouert hutt.

Ech wosst net, dass d'LSAP bereet wier, zwou Mesures phares aus hirem Wahlprogramm esou séier op dem Altor vun enger vun hir absolut ugestrieftener Dräierkoalitioun ze afferen. Mä et ass gutt esou, dass notamment d'Demokratesch Partei sech duerchgesat huet mat hirer Weigerung, fir d'Finanzplaz an all hire Verästlunge gravement ze schiedegen duerch d'Neesaféierung vun der Verméigenssteier.

Dass Der sot, Dir wëllt d'Individualbesteierung maachen - eng schwieregst Entreprise! -, ass gutt. Et steet och am Wahlprogramm vun der CSV, woubäi mer eis de Schwieregkeete vun der Aféierung vun der Individualbesteierung duerchaus bewosst sinn. Ech hoffen, Dir och.

Dass Der bei der Tarifreform, déi soll kommen, dem Ofbau vum Mëttelstandsbockel gréisser Opmierksamkeet wëllt schenken, ass richteg. Dat steet och am Wahlprogramm vun der CSV. Mä dat hänkt selbstverständlech vun de budgetäre Méiglechkeeten of, déi de Stat huet.

Dass Der eng global Steierreform wëllt maachen a Kombinatioun mat enger Iwwerpréiwung vun de sozialen a vun aneren Transferten, ass richteg. Och dat steet am Wahlprogramm vun der CSV, grad wéi d'Reform vun der Grondsteier am Wahlprogramm vun der CSV steet, an dofir noutwendegerweis och am Koalitiounsaccord.

An eng Reform vun de Gemengefinanzen och, woubäi et mer schonn drop ukënnt, drop opmierksam ze maachen, dass déi Reform vun de Gemengefinanzen, un där sech scho vill Regierungen d'Zänn ausgebass hunn, och esou muss gemaach ginn, dass méi Akommesgerechtegkeet ënnert de Gemengen entsteet. Net alles fir een oder zwee, mä méi fir déi, déi näischt oder bal näischt hunn oder déi net genuch hunn. Dir wäert doriwwer interessant Gespréicher ënnereneen a mat verschiddene Schäfferéit vu verschiddene gréissere Gemengen hei am Land evidenterweis kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- D'Grondsteier: Hat ech gesot, dass mer déi wollte reforméieren? Oder hat ech dat nach net gesot? Well ech verwiesselen hei dauernd de Wahlprogramm vun der CSV an de Regierungsprogramm mateneen, dofir weess ech ni, wat ech schonn erwähnt hunn. Dat steet jiddefalls dran.

Dass Der d'Betribssteieren net wëllt héijen, fannen ech richteg. Ech hätt just gäre gehat, dass Der där Iddi, déi d'CSV an hirem Wahlprogramm énoncéiert huet an déi an engem gesplécktene Kierperschaftssteiersaz besteet, ze splécken tëschent deene Betriber, déi vill Ofschreiwunge maachen, an deene Betriber, déi keng Ofschreiwunge wëlle maachen, also ee Kierperschaftssteiersaz a Relatioun mat der Bemiessungsgrondlag, ech hätt net ongär gesinn, wann Der där Iddi nogaange wiert - an den Här Schneider hat sech och eng Kéier während de Wahldebatten, déi mer haten, där viller, opgewise fir déi Iddi -, well ech effektiv der Meenung sinn, dat kéint nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg brëngen.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Et kann een net grad alles vun Iech iwwerhuelen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jo, ech si jo berouegt, dass Der esou villes iwwerhuelt. Mä do, wou et komplizéiert gëtt, do sidd Der net amstand et ze iwwerhuelen, well dat ass eng komplizéiert Saach. Mä loosst et just eng Kéier - den Här Finanzminister ass leider net hei - iwwerpréiwen, well ech wier drun interesséiert ze gesinn, wéi dat sech kéint auswierken!

Da proposéiert Der - an dat hunn ech net verstanen - näischt, wat a Richtung méi staark Besteierung vum Kapital weist. Näischt. Dat war eng Fuerderung vun de Gréngen, dat war eng Fuerderung vun de Sozialisten. Näischt steet am Regierungsprogramm iwwer eng méi staark Besteierung vum Kapital.

Do komme mer nach eng Kéier drop zréck. Well do wier munches ze maachen, fir dass een eng méi équilibréiert Situatioun krit tëschent der Besteierung vun deene Leit, déi schaffe ginn, an der Besteierung vun de Betriber, a besonnesch vun de Betriber, déi an der Finanzindustrie ënnerwee sinn. Do ass munches dran.

Ech verstinn net, firwat dass d'Vertrieder vun der Weltrevolutioun et net fäerdegbruecht hunn, déi Evidenz, déi an hirem Wahlprogramm steet, och an de Koalitiounsprogramm ze kréien.

An da proposéiert Der - an ech hunn dat net verstanen - ee Gesetz iwwert d'Intérêts notionnels. Ech weess net, wéi een d'Intérêts notionnels op Lëtzebuergesch nennt, an ech weess och net, wéi ee se op Däitsch nennt, mä ech weess awer, wat et ass. Dat ass ee massive Kapp, zumindest ee massiivt Entgéintkommen inlännesche grousse Betriber an auslännesche grousse Betriber géintiwwer.

D'Belsch huet dat gemaach. D'Belsch steet am Feier vun enger permanenter Kritik vun deenen anere Regierungen an Europa wéinst dem System vun den Intérêts notionnels. De belsche Stat hat eleng doduerch, ouni dass eng Aarbechtsplaz geschaf ginn ass, ouni dass de belsche Stat dovu profitéiert huet, ee Steierausfall vu 5,6 Milliarden Euro d'lescht Joer.

Iwwerleet Iech et ganz gutt, wéi wäit dass Der Är Kapitalfrëndlechkeet dreift, an iwwerpréift dat Instrument, ier Der et aféiert, well et riskéiert ouni Notze fir d'Land ee ganz deiert Instrument zum Schued vun den ëffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg ze ginn! Maacht net alles dat, wat déi Iech an d'Ouer flüsteren, déi Iech beroden hunn, wéi Der dëse Koalitiounsaccord ofgeschloss hutt!

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Frou sinn ech natierlech driwwer, dass een aneren Discours iwwert d'Finanztransaktiounssteier opkënnt. Woubäi ech hei selbstkritesch muss soen, dass ech an där Fro och op eenzel Flottementer a mengen diskursiven Excursiounen hiweise muss.

Mir waren ëmmer der Meenung, no heftegen Debatten och tëschent dem Finanzminister Frieden a mir, dass een dat soll an Europa aféieren. Ech war laang der Meenung, dat sollt ee just..., dat géif och an der Eurozon goen, bis ech de konkrete Projet vun der Kommissioun gesinn hunn. An do hunn ech mech distanzéiert zu mengem Courage, deen ech hat, well ech einfach d'Propositioun selwer als schiedlech fir eis Finanzplaz emfonnt hunn.

Elo sot Der, dat kéint nëmme gemaach ginn, wann dat weltwäit géif agefouert ginn. Dat ass wäit ewech vu villen Äusserungen, déi eis gréng Kolleegen an der Vergaangenheet gemaach hunn. Dat ass och wäit ewech vun deenen an der Sozialistescher Partei, déi mat erhuewener Fauscht heiansdo eng Ännerung vun der europäescher Finanz- a Konsolidéierungspolitik agefuerdert hunn. Ännerungswëllen, deen ech am Regierungsprogramm an an der Regierungserklärung net liesen.

Dobäi muss munches am Beräich vun der Sanéierung vun den ëffentleche Finanzen an Europa geännert ginn, well d'Dosis Austeritéit ze staark ass, oder d'Dosis Croissance net ausgeprägt genuch ass. Mä déi Efforte sinn, wéi mer wëssen, amgaang. An dat ass net, well déi Europapolitik do..., déi Europolitik eng konservativ wier. Ech liesen dat och am Wahlprogramm nach vun der LSAP, et ass jo déi konservativ Finanzpolitik an Europa. Do fillen ech mech jo ëmmer ugesprach, wann ee vu Finanzpolitiker schwätzt, mä awer net vu konservativen. Déi géifen alles op Austeritéit setzen.

Vun deene 17 Länner, déi an der Eurozon sinn, sinn zwielef Länner, wou d'Sozialiste matregéieren. Insofern verstinn ech, dass Der déi Politik net kënnt fundamental vun haut op muer änneren. Souwisou kéinte mer dat och net maachen, well zur Konsolidéierung vun de Statsfinanzen an alle Länner vun der Eurozon gëtt et keng valabel Alternativ.

Dat, wat Der iwwert d'Finanzplaz opschreift, ass gutt. Ganz gutt. Ech hu mech heiansdo gefrot, wou ass de Luc Frieden, déi lescht Woch. An elo weess ech, wou e war. Dir hat dee beschlagnahmt fir e puer Deeg!

(Hilarité)

Deen huet Iech dat hei..., deen huet eng genau Beschreiwung vu senger Politik hei opgeschriwwen. An ech si frou, dass en elo erëm do ass an dass e ka mat deem d'accord sinn, wat Dir opgeschriwwen hutt a wat genau där Politik entsprécht, déi hie gemaach huet, an allen Detailer.

An allen Detailer, wat d'Finanzplazpolitik ubelaangt, ass dat, wat de Luc Frieden gemaach huet, wat en ugefaangen huet a wat en ugeduecht huet, an der Regierungserklärung esou gutt formuléiert, wéi hien et besser net hätt kënne formuléieren, soudass et bei mengem Verdacht bleift, dass en eis ontrei ginn ass während e puer Deeg, fir Är Aarbecht do ze maachen.

Ech si frou doriwwer an ech wëll och deenen, déi derfir gesuergt hunn, dass a Saache Finanzplaz déi richteg Politik virugefouert gëtt, och an all hiren asiateschen a Golfstatenerweiderungen, dass déi virugefouert gëtt.

Wat mer gäre gewuer gi wieren, wier, wat dann dee Regierungsprogramm eigentlech kascht. Dir sot, et kann een net einfach esou virufuere wéi bis elo. Et war net Usus, dass Regierungen am Ufank vun hirer Aarbecht de Käschtepunkt vun hirem Koalitiouns- a Regierungsprogramm ausgerechent hunn. Mä well Der jo alles wëllt anescht maachen a besser maachen, wier et gutt gewiescht, wann Der eis eng approximativ Iddi ginn hätt iwwert de Coût vun deem Regierungsprogramm.

Well wann ech déi eenzel Detailer vun de Fachberäicher eraginn, muss ech soen, do lauere gréisser Ausgabebléck, déi um Uwuesse sinn oder déi nei ugesat solle ginn, op eis, soudass ech wierklech gäre gewosst hätt, wéi Der dann 1,5 Milliarde wëllt konsolidéieren a gläichzäiteg a ville Politikberäicher wiesentlech méi Geld wëllt an d'Hand huelen, fir déi Politik, déi Der wëllt maachen - zu Recht heiansdo wëllt maachen -, ze finanzéieren.

Och an der Wirtschaftspolitik an an der Politik Classes moyennes kann ech näischt Neies erkennen. Dir sot, an dat ass och richteg esou, dass d'Politik vun der Desindexéierung vun de staatleche Kontrakter misst virugefouert ginn. Mir hunn déi Politik ugefaang, notamment den Här Wiseler, déi muss virugefouert ginn. Et hätt och nach gefeelt, dass déi gestoppt géif ginn.

Da schwätzt Der dovun, dass een iwwer eng generaliséiert Desindexéierung vun der Lëtzebuerger Ekonomie muss nodenken an hiren Impakt op d'wirtschaftlecht Behuelen zu Lëtzebuerg muss iwwerpréiwen. Ech woe mer net virzestellen, wat geschitt wier, wann een CSV-Politiker an enger Regierungserklärung esou eppes gesot hätt. Ech weess net, wéi vill Leit dass dann an der Escher Kanalstrooss vum Stull opgespronge wieren an direkt an d'Stad gefuer komm wieren, fir eis et emol ze soen a fir emol ze iwwerpréiwen, ob mir se nach alleguer hätten. Ech halen dat trotzdeem fir eng noutwendeg Debatt.

Grad wéi ech et richteg fannen, dat steet och an eisem Wahlprogramm, dass een aus de Souveränitéitsnischen eriwwergeet a Kompetenznischen. An all deene Beräicher, déi Der opzielt - ICT, Biotechnologie, Gesondheetsberuffer, Ecotechnologie, Logistik -, ass dat noutwendeg. Et ass keng nei Erkenntnis vun där neier Regierung, déi d'ganz Politik wëllt erneieren. Dat ass d'Fortschreiwung vun enger Politik, déi et gëtt an déi och vum fréieren an aktuelle Wirtschaftsminister a vum fréiere Finanzminister, jiddwereen a sengem Beräich, konsequent duerchgefouert ginn ass.

Index: Quelle affaire! Quelle affaire!

Den Här Dan Kersch huet jo scho festgestallt an engem Interview, dass - woumat d'DP ouni all Zweifel averstanen ass - d'DP méi sozial wier wéi d'CSV. Den Här Kersch huet scho vill Kräid musse schlécken. Mä dass dat Kräidschlécken awer zum sofortegen Effekt hätt, dass en déi Welt, déi e virdru kannt huet, net méi erëmerkennt, weist, dass d'Kräidfriessen engem net nëmmen eng hell Stëmm mécht, mä dass et een och blann mécht, well soss hätt en esou eppes net kënne soen!

Well bei der Indexéierung, wat ass do geschitt? An ech si mat deem d'accord, mir sinn d'accord mat deem, wat an der Regierungserklärung iwwert den Index steet. Dat ass d'Weiderféierung vum Gesetz, esou wéi et ass. Am CSV-Wahlprogramm steet genau dat.

Aner Parteien hu gesot, d'Indexéierung vun de Léin a Gehälter, déi misst erëm integral retabléiert ginn am Gesetz, esou wéi se virdru war. Et steet a kengem Wahlprogramm, dass d'Compteuren op null géife gesat ginn am Joer 2015. An eisem Wahlprogramm steet dat och net esou. Mä wann ee seet, dass et nëmme maximal eng Indextranche pro Joer kéint ginn, an dass een dat bis un d'Enn vun der Legislaturperiod géif duerchzéie wëllen, dann heescht et dat. Jo, mir hunn et virun de Wahle gesot.

D'Demokratesch Partei hat proposéiert, eng Indextranche ze iwwersprangen, an déi Suen, déi een esou géif gewannen, aneren Zwecker, notamment aarbechtsmaartpoliteschen Zwecker zouzeféieren. Déi Iddi ass ofgeraumt ginn. D'LSAP hat gesot, den Index géif erëm integral retabléiert ginn, à moins dass d'wirtschaftlech Situatioun esou wier, dass dat net géif goen. An da misst et mindestens eng Indextranche pro Joer ginn.

Elo steet an der Regierungserklärung: „Bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod gëtt et maximal eng Indextranche." Et ass genau dat, wat am CSV-Wahlprogramm steet. Et ass genau dat, wat d'Léisung ass, déi mer an där leschter Regierung fonnt hunn. An dofir sinn ech zefridden domat, dass déi Politik, déi räsonabel war, géint déi d'Gewerkschaften net gestreikt hunn - déi éischt Indexmoduléierung, géint déi d'Gewerkschaften net gestreikt hunn, an déi mer an där leschter Regierung ausgeschafft hunn -, dass déi vun där neier Regierung virugefouert gëtt. Kontinuitéit och do.

Grad wéi de Statut vum Indépendant agefouert soll ginn: Dat steet am Wahlprogramm vun der CSV. Logescherweis fanne mer et am Koalitiounsaccord erëm.

Wat Der wëlles hutt mat den Öffnungszäite vun de Geschäfter, dat fënnt een net eraus, wann een Äre Programm liest. Dir sot, Dir géift mat de Sozialpartner schwätzen. D'Demokratesch Partei huet ëmmer gesot - ech hat eigentlech ëmmer vill Sympathie fir déi Positioun -, d'Regierung muss selwer soen, ier se an d'Tripartite oder op aner Plaze geet, wat hir Meenung ass, hiert Konzept virleeën an net ëmmer nëmmen op Verhandlunge verweisen an net selwer Positioun bezéien.

Sot eis nach am Laf vun dëser Debatt e bësse méi genau, wéi Der dat wëllt maache mat dem Kierze vun den Dépensen, wéi Der dat mat der selektiver, méi selektiver Gestaltung vun de Sozialtransferte wëllt maachen, wéi Der dat mat den Öffnungszäite vun de Geschäfter wëllt maachen, wéi Der dat mat den Intérêts notionnels, ass eng wichteg Fro fir d'Budgetspolitik hei am Land, genau wëllt ugoen!

An da kommen ech op een anert Kapitel, wat vu primordialer Bedeitung ass, dat ass d'Aarbechtsmaartpolitik an d'Politik am Beräich vum Aarbechtsministère. Och hei muss ech soen, léif Kolleegen, mam beschte Wëllen, wou do de grousse Renouveau elo soll stiechen, wou deen neie Start duerchstarte soll, stattfannen, kann ech beim beschte Wëllen net erkennen. Jiddefalls net, wann ech et mat deem vergläichen, wat déi lescht Regierung gemaach huet - de Minister ass jo deeselwechte bliwwen -, oder mat deem vergläichen, wat mir bei der Wahlexplikatioun de Lëtzebuerger proposéiert hunn.

Dass d'Reform vun der ADEM muss virugefouert ginn, ass richteg. De Minister huet do eng wichteg Reform virgeluecht. Dir sot elo, déi wier net wäit genuch gaang. Déi ass och net wäit genuch gaang. Ech mengen och, dass déi décemment dee Moment net konnt méi wäit goen, well et war esou villes ze maachen, dass een och net ze vill um Seel huet kënnen zéien. Mir ënnerstëtze jiddefalls den Aarbechtsminister bei senge Beméiungen, déi ADEM an deem Sënn ze moderniséieren, wéi en dat virschléit. An do si vill Virschléi derbäi, déi Der och am Wahlprogramm vun der CSV zur beschter Inspiratioun lech kënnt uliesen.

Dass d'Zoumuttbarkeetsregel iwwerpréift gëtt, ass richteg - steet och dofir am Wahlprogramm vun der CSV -, et muss gemaach ginn. Dass d'Aide au réemploi muss iwwerpréift ginn, wéinst den Abusen, déi do draleien - de Minister huet dat jorelaang gesot, dass déi muss reforméiert ginn -, ass richteg. Et steet am Wahlprogramm vun der CSV. Et hätt eigentlech scho kënne gemaach ginn, mä ech verstinn d'Schwieregkeeten, déi sech ronderëm déi Fro entwéckelt haten.

Dass eng Garantie fir déi Jonk kënnt, déi innerhalb vu véier Méint mussen eng Beschäftegung, e Stage oder eng Aarbecht oder eng Weiderbildung kréien, ass richteg, ass keng Erfindung vun der neier Regierung, war och keng vun der aler Regierung, mä ass eng Transcriptioun an d'Innenpolitik vun Décisioune vum Conseil européen, déi hirersäits zréckgegraff hunn op Décisioune vum Beschäftegungssommet vun der Europäescher Unioun vum 23. November 1997.

Insofern ass dat och net grad, dréit dat och net grad de Stempel vun der Totalerneierung vun der Bekämpfung, vun der Bekämpfungsmethod géint d'Jugendaarbechtslosegkeet. Mä mir ënnerstëtzen awer den Aarbechtsminister bei sengem Beméien, fir dat dote bis an d'Joer 2014 eran op d'Pist ze kréien. D'Maison de l'Orientation maacht Der, wollte mir och maachen, steet am Wahlprogramm.

Dann hätt ech e puer Froen. Ech hu jo nach ëmmer…

M. le Président.- Dir sidd an der Zäit.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech ka leider déi ganz Regierungserklärung, dee ganze Koalitiounsaccord hei net duerchliichten, well Dir gesitt schonn, wéi vill Zäit dass ee brauch, wann een nëmmen op dat ageet, wat an de Mëttelpunkt vum Statsminister sengen Erklärungen an zum Substanzdeel vum Koalitiounsprogramm gehéiert.

Mä ech hätt e puer Froen awer. Dir sot, Dir géift eng Analys maache vum Mindestloun, vun den Aarbechtslosenentschiedegungen a vum RMG. Eng Analys. Ech wëll emol froen: Mat wat fir engem Zil maacht Der dann eng Analys iwwert dee Mindestloun an iwwert d'Chômage-Entschiedegung? Firwat maacht Der déi Analys? Wat wëllt Der eigentlech do maachen a Saache Mindestloun an a Saache Chômage-Entschiedegung?

Dir schreift, Dir misst kucken, wéi RMG a Mindestloun mateneen ootmen, fir déi Elementer eventuell kënnen ze eliminéieren aus der Landschaft, wou den RMG den Zougank zur Aarbecht géif net attraktiv erschénge loossen. Dat hate mer schonn am leschten État de la nation gesot am Numm vun der fréierer Regierung. Ech weess nach ganz genau, wat fir Reaktiounen ech vun eenzelne sozialistesche Parteigänger kritt hunn, a wéi déi gréisste Gewerkschaft hei am Land dorop reagéiert huet, déi jo proposéiert hat, et dierft een d'CSV net stëmmen.

Mat der CSV wier esou ee Saz net an ee Koalitiounsaccord an an eng Regierungserklärung komm. Denkt driwwer no, wat Der do maacht! A préift dat am Liicht vun deem, wat Der sidd a wat Der eigentlech wëllt bleiwen! Ech schwätze vun de Sozialisten an der Regierung. Et kann een och de Koalitiounswëlle ganz wäit dreiwen, wann een onbedéngt wëllt, obschonn ee manner wéi 20% bei de Wahle kritt huet, an der Regierung bleiwen. Mä dass Der op deem Punkt ufänkt, Analysen ze maachen, ouni ze soen, firwat dass Der déi Analyse maacht, dat ass trotzdeem eppes, wat mech negativ extreemst impressionnéiert huet.

Grad wéi Der de Plan d'organisation du travail wëllt iwwerpréiwen - do ass munches ze iwwerpréiwen, wéi mer wëssen -, ouni ze soen, a wat fir eng Richtung dass Der wëllt goen. Grad wéi Der d'Referenzperiode wëllt iwwerpréiwen; do ass manner ze iwwerpréiwen, obschonn do och Diskussiounsbedarf besteet.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Mä mir hätte gäre gewosst vun der Regierung, wann Der a Consultatioun mat de Sozialpartner gitt, an eingedenk vun der kluger pädagogescher Recommandatioun vun der DP, dass d'Regierung ëmmer muss soen, wat se gären hätt, ier se a Gespréicher mat de Sozialpartner geet, hätte mer gären, dass Der am Laf vun dëser Debatt eis méi Opklärung gitt iwwert dat, wat Der mat deene Punkten do genau mengt.

Grad wéi ech net verstinn, dass een einfach esou, als Sozialistesch Partei, an eng Regierungserklärung schreift, dass déi zäitbefristen Aarbechtsverträg, Contrats à durée déterminée, innerhalb vun zwee Joer mussen, ech drécke mech a menger Sprooch aus, méi flexibel gestalt ginn. Dass et do Eenzelnes gëtt, wat ee kann iwwerpréiwen, okay, mä sot eis, wat Der do ganz genau wëllt! Déi Leit, déi hei am Land schaffen, déi wéisste gären, wat op se zoukënnt.

Et ass richteg, wann den Här Statsminister a senger Erklärung seet, d'Entreprisen, déi wirtschaftlech Acteuren, auslännesch Investisseure misste wëssen, wat op si zoukënnt. Mä déi Leit, déi schaffe ginn hei am Land, déi mussen och wëssen, wat op se zoukënnt. An dofir hätte mer gären, dass Der an dëser Debatt kloer an däitlech sot, wat Är Absichten an deene Beräicher sinn.

Logement ass eng grouss Fro. Och do fannen ech net extrem vill Neies, mä eigentlech d'Weiderféierung vun där Politik, déi amgaang ass an déi streckeweis jo och ganz gutt ass, besonnesch an deem Deel, deen elo eréischt zur Gesetzeskraaft verhollef soll kréien.

Ech hunn net verstanen, wéi dat elo mat där Klimabank do geet. Well den Här Bettel, den Här Statsminister huet a senger Ried gëschter gesot: „D'Klimabank kënnt." Am Koalitiounsaccord steet: „Et kënnt een Typ vu Klimabank." Wat kënnt dann elo? D'Bank oder een Typ vu Bank? Sot eis emol genau, wat ech ënnert deem Ënnerscheed muss verstoen, dass den Här Statsminister seet: „D'Klimabank kënnt" an dass am Koalitiounsaccord steet: „Et kënnt een Typ vu Klimabank"!

De Marco Schank huet a sengem Projet de loi proposéiert, ee Prêt à taux zéro mat staatlecher Garantie virzegesinn a mat engem bestëmmten Ëmgank mat den Zënsen. Dat ass besser, menge mir, wéi een Typ vu Klimabank. À moins, dass Klimabank eppes anescht ers wier wéi een Typ vu Klimabank. An da musst Der eis dat erklären.

Ech stelle fest, dass et zu kenger Erweiderung vum Bauperimeter kënnt. Dat war och eng vun de grousse Fuerderunge vun der Sozialistescher Aarbechterpartei a vun hirem Spëtzekandidat an dem Wahlprogramm an an dem Wahlkampf. Déi Iddi ass net zréckbehale ginn.

(Interruption)

D'Erweiderung vum Bauperimeter. Jo, Dir gitt net esou gären drun erënnert, mä dat ass eppes, wat Dir proposéiert hat virun e puer...

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Här Juncker, do kënnt esou munches.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ah sou. Elo wollt ech schonn déi gréng luewen, dass se wéinstens op deem Punkt standhaft bliwwe sinn. Mä wann Der elo sot: „Do kënnt esou munches", dann deiten ech dat emol als Äre Wëllen, der grénger Fraktioun nach eng Informatioun ze ginn, déi Der bis elo nach keng Geleeënheet hat hinnen ze ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir kritt eis net auserneen, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Neen, et ass schwéier, lech auserneen ze kréien, well Dir sidd nach net richteg beieneen!

Une voix.- Jo, jo.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech wëll just soen, ech si frou, dass déi Erweiderung vum Bauperimeter net kënnt. Grad wéi ech och frou sinn iwwert déi Usätz, déi am Beräich vum Innenministère beschriwwe gi sinn, Här Statsminister, an Ärer Erklärung, an Dir Dammen an Dir Hären, an Ärem Koalitiounsaccord. Dat ass Copy paste dat, wat am leschten État de la nation, am Numm vun der leschter Regierung, a Saachen Tutelle opgeschriwwe ginn ass. An dass den Innenminister net méi d'Opportunitéit, mä nach just sollt d'Legalitéit kontrolléieren, halen ech fir richteg, ass awer genau dat, wat an eisem Wahlprogramm steet a wat och an der Erklärung zur Lag vum leschte Joer stoung.

De Beräich Santé, och wichteg, ass besonnesch interessant ze liesen, et ass dat gréisst Kapitel aus Ärem Koalitiounsaccord. An d'Halschent vun deem, wat Der opschreift, ass d'Beschreiwung vun der Politik, esou wéi se ass, an déi aner Halschent ass d'Beschreiwung vun der Politik, esou wéi déi al Politik soll virugefouert ginn. Ech hunn d'Handschréft vum Här Di Bartolomeo - Här President, wann ech lech däerf zitéieren -...

M. le Président.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- ...däitlech gesinn. Deen huet...

M. le Président.- An deem dote Beräich selbstverständlech.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Virun deenen anere maachen ech Halt. Den Här Di Bartolomeo huet lech säin Testament do opgeschriwwen. An do si vill richteg Saachen a vill gutt Saachen derbäi. A mir begleeden déi Politik positiv, préiwe se awer am Detail, notamment wat d'Finanzéierung vun de Spideeler ubelaangt, wou ech mengen, dass Der ofréckt vun der Budgétiséierung, esou wéi mer se bis haut kennen a wou Der eng aktebezunne Finanzéierung wëllt maachen. Dat ass dat Wichtegst, wat am Kapitel Santé steet. Vu dass dat och am CSV-Wahlprogramm steet, wonnert et mech net, dass et Agank fonnt huet an de Koalitiounsaccord.

Esou wéi et mech och net wonnert, dass um Pensiounsgesetz näischt soll direkt geännert ginn. Et si Parteien an d'Regierung komm - ech schwätzen net vun der Sozialistescher Partei -, déi hunn déi Pensiounsreform beschriwwen als eng, déi bäi Wäitem net wäit genuch geet an déi déi mëttelfristeg Finanzéierung an d'Ofsécherung vun der Finanzéierung vun der Sécurité sociale net sécherstellt. Do gëtt näischt geännert, do bleift et bei deem Gesetz wéi et war, à moins dass d'Situatioun sech esou eintrübt, dass een déi Mechanisme vun deem neie Gesetz notzt, fir de System ofzebremsen.

Ech hu just eng Fro, ech wëll dat net verdéiwen, ech wéisst gären, wéi et no 2015 virugeet mam Rentenajustement. Kënnt Der eis dat vläicht erklären? Déi Diskussioun hate mer och schonn an der Finanzkommissioun. Ech wëll dat hei net verdéiwen, mä mir wéissten et just gär.

Éducatioun, extrem wichteg. D'Zäit leeft mer fort. Dass mer eng Alphabetiséierung op Franséisch wëlle maachen, halen ech fir richteg. Och an der Form, wéi den Här Statsminister se hei erkläert huet. Ech hale se och dofir fir richteg, well dat och am Wahlprogramm vun der CSV däitlech ugeduecht ass a beschriwwe gëtt, dass eng Alphabetiséierung op Franséisch muss kommen.

Dass kee Schouldirekter kënnt, ass erstaunlech! Zwou Parteien haten dat proposéiert, déi gréng an d'DP. D'Sozialistesch Partei ass do dergéint, mierkt awer selwer, dass de System, wéi en haut ass, net ganz gutt ass, dofir soll elo déi Präsidialstruktur an de Grondschoulen erweidert ginn. Et wier méi einfach gewiescht, well och all international Avisen a Recommandatiounen an déi Richtung ginn, fir e Schouldirekter anzeféieren. Well eng Schoul, och eng Primärschoul, brauch een Direkter an eng kloer Direktiounsstruktur. Dat hutt Der verpasst, an Äre Koalitiounsaccord ze schreiwen.

Grad wéi een och am Koalitiounsaccord net däitlech kann erkennen, wat dann d'Zukunft vun dem Enseignement vum Englesche soll sinn an deenen nächste Joren. Ech halen et fir noutwendeg, dass een den Englesch-Enseignement an eisem Secondaire verstäerkt. Ech gesinn Är Absichten net ganz kloer. Dir kënnt eis dat vläicht am Laf vun der Debatt soen.

Grad wéi mer och gäre wéissten, wat dann elo soll am Beräich vun der Reform vum Secondaire geschéien. Den CSV-Wahlprogramm ass einfach, limpide, propper. Do steet dran: „Déi Reform, déi vun enger sozialistescher Éducatiounsministerin abruecht ginn ass, déi stëmme mer esou, wéi se abruecht ginn ass." Elo steet am Koalitiounsaccord, nodeems de Versuch jo gestart gi war, déi Reform ganz zréckzezéien - hunn ech gelies, war dat esou? -, elo steet dran: „Déi Reform, déi d'Madame Delvaux virgeschloen huet, wier d'Basis vun enger Reform."

Déi Reform also, déi d'Sozialiste wéi eng Monstranz während der Wahlcampagne viru sech gedroen hunn, fir ze soen: „Do gesitt Der emol, wat d'sozialistesch Ministere kënne fäerdegbréngen a wat d'Sozialisten an der Regierung kënne bewierken", déi Reform gëtt elo zu enger Basis deklasséiert, fir eng aner Reform ze maachen. Dir sollt lech schummen, déi Ministeren, déi net méi derbäi sinn, esou am Ree stoen ze loossen an domat ze annulléieren, wat Der am Wahlkampf gesot hutt! Mir sti jiddefalls zu där Reform, esou wéi déi lescht Regierung se abruecht huet.

Iwwer Aussepolitik ass näischt ze soen. Dat heescht, et wier villes ze soen, mä dat, wat do vum Här Statsminister gesot ginn ass a wat am Koalitiounsaccord steet, dat fënnt eis honnertprozenteg Zoustëmmung, bis op kleng Nuancen, op déi ech hei net wëll agoen.

Ausserdeem wëll ech soen, als een, deen net iwwert d'Persoune wëllt schwätzen, déi an der Regierung sinn - well ech einfach am Ufank, wou eng nei Regierung do ass, dat de très mauvais goût géif fannen -, wëll ech soen, dass ech frou sinn, dass den Här Asselborn Ausseminister bleift. Well hien huet dat gutt gemaach an dat ass fir eis d'Garantie, dass staark europapolitesch Convictiounen an der Regierung och Gehéier fannen an hoffentlech à tout moment, och wann et kritesch gëtt, duerchgesat ginn. Dofir si mer frou, dass den Här Asselborn - dee jo och extrem gutt gewielt ginn ass, als Véiertbeschten am Land, zéng Plaze virum Spëtzekandidat vu senger eegener Partei -, dass deen an der Regierung bleift an dee Ressort weiderhi bekleet.

Et muss ee sech also froen, wéi et zu dëser Koalitioun eigentlech konnt kommen. Wéi hutt Der dat fäerdegbruecht? Ech soen lech, wéi Der dat fäerdegbruecht hutt. Mä Dir wësst et selwer. Déi Parteien, déi d'Regierung bilden, hunn, fir kënnen déi Koalitioun zu dräi ze maachen, op hir Haaptfuerderungen aus dem Wahlkampf verzicht!

D'LSAP verzicht op d'Verméigenssteier, verzicht op d'Räichesteier, verzicht op d'Erweiderung vum Bauperimeter, verzicht op eng méi staark Kapitalbesteierung a verzicht op hir Fuerderung aus hirem Wahlprogramm an aus hire Rieden, déi doranner bestanen huet, fir sech enger Flexibiliséierung vum Aarbechtsrecht an de Wee ze stellen.

D'Demokratesch Partei verzicht op de Schouldirekter, verzicht op hir Iddi, wéi ee mat dem Index soll an deenen nächste Joren ëmgoen, a verzicht op hir Fuerderung, dass een den Accord salarial mat der Fonction publique misst stoppen.

D'Demokratesch Partei huet am Wahlkampf gesot, et wier schlëmm, dass een d'Reform vun der Fonction publique, d'Strukturreform vun der Fonction publique, déi et a sech huet, géif kombinéiere mam Accord salarial. Elo steet am Koalitiounsaccord, den Accord salarial an d'Strukturreform komme mateneen an net vunenee getrennt. Op déi Fuerderung huet d'Demokratesch Partei verzicht.

An déi gréng hunn op villes verzicht, wat hinnen eng atmosphäresch partikulär Dimensioun hei zu Lëtzebuerg ginn huet. Ech hunn elo éinescht e puer Beispiller genannt.

Wann een natierlech op déi Haaptfuerderunge verzicht, déi een huet, jo, dann ass et séier gemaach, fir en Accord ze fannen. Mä dass Der esou séier bereet waart, op Är Haaptfuerderungen ze verzichten, dat ass dach eppes, wat mech iwwerrascht huet.

Elo kënnt dës Koalitioun zustanen net opgrond vun engem Wahlresultat, well dat Wahlresultat war eendeiteg! Se kënnt zustanen net duerch de Wieler, mä duerch de Wëlle vun den handelnde Persounen, déi déi nei Koalitioun ausmaachen. D'CSV huet zwar Stëmme verluer, huet awer d'Wahlen net verluer! Wann ee 34% Zoustëmmung vun de Wieler fënnt, da muss ee laang Aufsätz schreiwen…

(Interruption)

Gelift?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dann huet ee 66% net.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- A wann ech den Här Schneider wier, dee wollt Statsminister ginn, an ech wëll als Spëtzekandidat vun der LSAP aus der LSAP déi stäerkste Partei zu Lëtzebuerg maachen, deen net wollt Juniorpartner vun enger méi staarker Partei ginn, an deen elo, obschonn nëmmen als 14. gewielt, wat d'Zuel vun deene Stëmmen ubelaangt, déi en iwwerhaapt a sengem Bezierk sollt kréien, als Vizepremier, als Juniorpartner vun der drëttstäerkster Partei an d'Regierung antrëtt, da géif ech mech bremsen, fir aner Leit ze ënnerbriechen, wann déi iwwert d'Wahlresultater schwätzen!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- D'LSAP ass déi stäerksten, déi an der Regierung ass.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jiddefalls huet d'LSAP dat schlechtst Resultat zënter dem Zweete Weltkrich.

(Interruption)

Nach ni, nach ni war d'LSAP ënner 20%. Dir hutt 19%. 81% vun de Leit, fir Äert Beispill ze huelen, hu géint d'LSAP gestëmmt. Obschonn Der dat schlechtste Resultat hutt, obschonn Äre Spëtzekandidat ofgeschloen agelaf ass deen Dag, wéi d'Chamber gewielt ginn ass, gitt Der awer an d'Regierung! Fréier ass et vill Sozialiste ginn, déi wieren net mat manner wéi der Zoustëmmung vun engem Fënneftel vun de Wieler an enger Koalitioun bliwwen!

A well Der mat manner wéi 20% - dat schlechtste Resultat zënter dem Zweete Weltkrich - onbedéngt wollt an der Regierung bleiwen, obschonn Äre Spëtzekandidat ofgestrooft ginn ass an obschonn Är Partei ënner 20% ofgesenkt ginn ass, hutt Der natierlech missen där drëttstäerkster Partei hei am Land de Poste vum Premier ubidden, fir iwwerhaapt kënnen an der Regierung ze bleiwen, well…

(Interruption)

Ma, ech…

M. le Président.- Also, ech géif nach eng Kéier drun erënneren, dass mer an der Chamber sinn an dass mer net op Parteikongresser sinn. Villmools Merci.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ass et esou, dass bei lech op de Parteikongresser ëmmer een ënnerbrach gëtt? Bei eis ass dat…

(Hilarité)

Bei eis ass dat net esou.

M. le Président.- An dofir géif ech och jiddweree bieden, de Riedner ausschwätzen ze loossen,…

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ja!

M. le Président.- …well jiddwereen Zäit genuch huet, fir selwer un de Mikro ze kommen. Villmools Merci.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech wosst jo, Här President, dass Der ganz gutt wäert, soss hätte mer Iech jo net gestëmmt.

(Hilarité)

D'CSV ass mat Ofstand déi stäerkste Partei. Wann een an 99 vun 106 Gemengen als éischt Partei gewielt gëtt, wann een an deene véier Wahlbezierker déi stäerkste Partei ass, dann ass een net de Verléirer vun de Wahlen. Wann een eng Kéier sonndes 2:0 géint deen anere gewënnt an deen anere Sonndeg 2:1 géint deen anere gewënnt, dann huet een ëmmer nach gewonnen! Och wann een ee Goal méi kasséiert huet oder och wann een der net esou vill geschoss huet wéi dee Sonndeg virdrun!

Mir sinn - ech liesen dat heiansdo - schlecht Verléirer, gëtt gesot. Mir sinn iwwerhaapt keng schlecht Verléirer, well mir sinn iwwerhaapt keng Verléirer. Well, wéi kënne mer schlecht Verléirer si mat 34% Zoustëmmung vun de Lëtzebuerger?

Den Här Schneider, dee wollt Premier ginn a wollt seng Partei zur stäerkster Partei maachen. Den Här Schneider wollt Premier ginn an den Här Bettel wollt et net ginn! A wéi ass et haut? Den Här Schneider wollt et, mä e konnt net. An den Här Bettel wollt net, mä en huet musse kënnen, well d'LSAP wollt, dass e kéint kënnen! An dofir ass dës Koalitioun esou zustane komm, wéi mer se haut hei gesinn.

Dir hutt eng Majoritéit vun 32 Sëtz, insofern brauche mer guer net iwwert d'Legitimitéit vun dëser Koalitioun ze diskutéieren. Mä Dir hutt nëmmen 48 an eppes, 48,5% Zoustëmmung vun de Wieler. Et ass fir d'éischt, dass eng Regierung op manner wéi 50% Zoustëmmung bei de Wieler kann zielen! 1974 - et gëtt jo ëmmer mat ´74 verglach -, do hat d'Oppositioun 48,5% a si war dofir an der Oppositioun. Dës Kéier huet d'Majoritéit 48% an ass trotzdeem, ënner Form vun engem Dräierbündnis, an der Regierung!

Dat doten hunn d'Leit net gewielt. An déi Kolleege vun der liberaler Partei wësse ganz genau, dass vill Wieler, déi d'DP gestäerkt hunn, eng aner Regierung wollten. Mä si wollten - déi, déi d'DP gestëmmt hunn - an hirer Majoritéit net déi Koalitioun, déi se elo kritt hunn. D'Wahlresultat war eendeiteg an eng aner Richtung ze interpretéieren, esou wéi et fréier och ëmmer interpretéiert ginn ass!

Hei ass et richteg, wat Der sot: „Mir kënnen net esou weidermaache wéi bis elo." Dir maacht et aneschters, well Der eng Regierung bilt, obschonn Der manner wéi d'Zoustëmmung vu 50% vun de Wieler hutt.

Dir, Här Bettel, hutt gesot - ech hunn déi Formel gutt fonnt -, Äre Patron wier de Wieler. Dir féiert Iech op wéi de Patron vun de Wieler. Dat ass d'Realitéit! Well Dir maacht mat hirem Votum eppes ganz aneschters wéi dat, wat d'Leit mat hirem Votum wollte bewierken!

Ech wëll hei mech net mat der Struktur vun der Regierung beschäftegen. Ech weess, dass dat ee komplizéiert Geschäft ass, besonnesch wann een zu dräi wëllt onbedéngt sinn. Ech wëll just, nodeem ech gesot hunn, den Här Asselborn, dee wier okay, soen, dass ech déi Kritiken, déi um neie Finanzminister geäussert ginn, net deelen. Net deelen! Ech fannen et net korrekt, wann ee vu baussen, wéi gesot gëtt, an d'Regierung kënnt, dass dee vu vireran duergestallt gëtt wéi een, dee sech op der falscher Plaz an der Stad verlaf hätt.

Ech kennen den Här Gramegna zënter laange Joren. „Hien ass kee Finanzspezialist", gëtt gesot.

Wien ass dann als Finanzspezialist jeemools eng Kéier op d'Welt komm? Ech war och ni ee Finanzspezialist. Eenzelner si souguer der Meenung, ech wär haut nach keen.

(Hilarité)

Ech si President vum Eurogroup ginn, ech sinn net als Währungsspezialist op d'Welt komm. Ech hunn dat geléiert. Alles léisst sech léieren. An en intelligente Mann wéi den Här Gramegna wäert dat och léieren. An e wäert och léieren, en huet et och scho geléiert, dass et zu Bréissel net esou lëschteg zougeet wéi zu Lëtzebuerg. An e wäert séier léieren, dass déi einfach Iddien, déi d'Chambre de Commerce zum Budgetsprojet 2003 proposéiert huet, wierklech ze einfach sinn, fir kënnen a Regierungspolitik transforméiert ze ginn.

Mä dat ass kee perséinleche Virworf un d'Adress vum Här Gramegna, mä en zaarten Hiweis op d'Liichtfankegkeet vun eenzelne Patronatsorganisatiounen, wa se iwwert d'Budgetssituatioun vum Stat schwätzen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass den Här Gramegna seng Saach wäert gutt maachen. A wou mer kënnen hëllefen, wäerte mer dat selbstverständlech och maachen.

Mir diskutéieren hei net d'Fro, firwat dass mer elo op eemol 18 Regierungsmembere brauchen. Wësst Der, déi Geschichten, déi Der do erzielt mat Administrateur-généralen an dëst an dat, dat ass jo alles net zilführend.

D'Leit hu sech hir eege Meenung driwwer gemaach, dass mer vu 15 op 18 Regierungsmembere ginn. déi gréng komme besonnesch gutt ewech: sechs Deputéierten, véier Leit an der Regierung! Wann d'CSV an där leschter Regierung behandelt gi wär wéi déi gréng an dëser Regierung, dann hätte mer bei 26 Deputéierte 17 Ministere musse kréien!

(Hilarité)

A wann, a wa mer dann och nach… Wa mer nach…

Mir wiere mat 17 Ministere manner gehäit gewiescht, wéi Dir mat 18 wäert ginn! Dat kann ech Iech awer elo scho soen.

(Brouhaha)

Mä onofhängeg dovun, d'Leit maache sech hir eege Meenung. Dir sidd net d'Regierung vun der Erneierung, Dir sidd d'Regierung vun der Erweiderung! Dat ass wat hei passéiert bei dëser Regierungsbildung. An…

Une voix.- Wow!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Dat kann eis awer net dovun ofhalen, e puer Remarquen zur Regierungsstruktur ze maachen.

Bis elo war et esou, an domat si mer net schlecht gefuer, dass de Statsminister ëmmer sech och ëm d'Finanzpolitik bekëmmert huet. Och an Zäiten, wou d'Finanzpolitik ustrengend war. Och an Zäiten, wou dat ee ganz staark an Usproch geholl huet. Dat mécht eng grouss Differenz, wann een am internationale Beräich, notamment bei den europäesche Finanzministeren, mä net nëmmen do, als Premier a Verhandlunge geet, déi vun deenen anere Länner vun de Finanzministere gefouert ginn.

Vu dass d'Budgetskonsolidéierung eng essenziell Saach ass, an dat huet den Här Statsminister richteg an zu Recht beschriwwen, hätt ech mer erwaart, dass en een Deel Verantwortung am Finanzministère géif iwwerhuelen, anstatt den Här Gramegna mat deenen dräi Dimensioune vun deem Finanzministère ze beschäftegen, wat enorm vill Aarbecht ass a vill Ustrengung kascht.

Mä wa schonn de Premier net bereet ass, Responsabilitéit an dem Substanz- a Kärstéck vun der Politik mat ze iwwerhuelen, dann hätt ech mer erwaart, dass zumindest de Vizepremier awer géif sech mat Gewalt op de Finanzministère stierzen, statt op d'Arméi an d'Polizei.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat ass déi éischt Etapp.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Also, Här President, kënnt Der den Här Schneider bieden, mech méi oft ze ënnerbriechen, well et gëtt ee ganz vill gewuer, wann hien een hei ënnerbrécht!

(Hilarité)

Neen, et ass… Ech sinn em ganz dankbar. Dat hei ass jo eng richteg Debatt. Wat gi mer dann nach…, wat ass dann déi nächst Etapp?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat wäert Der gesinn! Dat wäert Der gesinn.

(Brouhaha général)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Also, wann ech kucken, wéi vill dass Der bei der éischter Etapp agelaf sidd, da wäert Dir Iech emol nach wonneren, wéi vill dass Der bei där nächster Etapp alafe wäert.

Mä Dir hätt missen de Finanzressort iwwerhuelen. Idealerweis - alles gëtt aneschters an et geet net weider wéi bis elo - hätt ee missen ee Mann mat der Wirtschaft a mat de Finanze beoptragen.

Elo hunn ech verlauschtert, ech mengen, Dir hutt et selwer gesot, Dir wiert och am Gespréich gewiescht fir Finanzminister, eng Kéier wier d'Versioun…, et wier esou hin- an hiergaangen. Ech kennen dat mat Iech, eng Kéier wäert Der Finanzminister gewiescht an duerno erëm net méi gewiescht.

Kënnt Der eis emol erklären, firwat dass Der et finalement net gi sidd?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Gelift?

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, kann ech net.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech verstinn Iech net.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Ech wäert Iech dat net erklären, well dat intern Diskussioune ware vun de Koalitiounspartner, déi zu engem Resultat fonnt hunn, wou Dir jo elo amgaange sidd, dat a Fro ze stelle respektiv ze kritiséieren, wat Äert gutt Recht ass.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ma ech kritiséieren iwwerhaapt net de Regierungsprogramm, well et ass d'Weiderféierung vun deem, wat war, an de Rescht ass aus dem CSV-Wahlprogramm. Insofern kritiséieren ech net grouss.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Mä da misst Der jo en zefriddene Mënsch sinn, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech wier nach méi een zefriddene Mënsch, wann Der wierklech Responsabilitéiten an dëser Regierung iwwerholl hätt. Da wier ech een zefriddene Mënsch.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Ech mengen, dass dat de Fall ass.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- An… Dir musst eis net erklären, firwat dass Der net Finanzminister gitt.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat ass richteg.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Et géif mer schonn duergoen, wann Der eis géift soen, ob Der et hätt wëlle ginn.

(Hilarité générale)

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat war, Här Juncker, dat war definitiv, definitiv eng Optioun.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ma!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dir wëllt jo hei elo maachen, wéi wa keen dee Finanzministère gewollt hätt. Dat ass iwwerhaapt net de Sujet. Dat war iwwerhaapt ni de Punkt. Iwwerhaapt net.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jiddefalls…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Loosst Iech net vum Här Juncker provozéieren!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, oh Mamm neen, do muss nach méi kommen!

(Hilarité)

Mä dann, dat kann ech Iech einfach…

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jiddefalls…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, erëm zu der gewinnter Souveränitéit zréckzekommen! Den Här Juncker huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jiddefalls seet den Här Schneider, et wier eng Optioun gewiescht.

(Interruption)

An e seet, dat däerfe mer gewuer ginn, mä firwat dass d'Optioun net gezu ginn ass vun him a senger Partei, dat däerfe mer net gewuer ginn. Esou vill zur Transparenz! Mä ech verstinn dat doten awer, dass een net alles aus der Schoul zielt.

Ech wëll nach eng Kéier, Här President, soen, dass mer mat deene grousse Linne vun der Regierungserklärung a vum Regierungsprogramm averstane sinn. Et reflétéiert d'Kontinuitéit vun der Politik. Et gëtt souguer als Kontinuitéit beschriwwen, respektiv baséieren déi grouss Linnen op deene Propositiounen, déi Agank fonnt hunn an den CSV-Wahlprogramm.

Mir kënnen eis iwwert d'Konsistenz vun deem Regierungsprogramm net ausschwätzen, well enorm vill Froen net gekläert sinn an enorm vill Detailer net gekläert sinn. Ech sinn och der Meenung, dass Der déi Detailer selwer an där kuerzer Zäit, wou Der zesummesouzt, net konnt klären. Wéi ech gesot hunn: Dir hutt vill matenee geschwat, mä Dir hutt Iech net alles gesot.

Et läit iwwert dëser Koalitioun eng grouss Ambiguïtéit, well se net d'Zoustëmmung vun op d'mannst der Halschent vum Wielercorps huet.

Dës Regierung, déi war planifiéiert, mä si war net annoncéiert. Et wier méi richteg gewiescht, wann Der de Wieler virun de Wahle gesot hätt, wat Der een Dag no de Wahlen - wann Der déi Absicht net hat, da war et séier gaangen - gemaach hutt.

Ech wëll Iech eppes proposéieren: A fënnef Joer sinn erëm Wahlen. Sot dann de Wieler wann ech gelift virun de Wahlen, wat Der no de Wahle souwisou décidéiert sidd ze maachen, fir dass d'Leit wëssen, wa se wiele ginn, wouriwwer se wielen a fir dass hir Stëmmen hinnen net gestuel ginn; déi, déi eppes aneschters gestëmmt hunn, wéi déi dräi Parteien, déi géint de Wielerwëllen hei eng Koalitioun gebilt hunn.

Sot eis et déi nächste Kéier!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Hutt Dir et da gesot?

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ah, ech hunn am Numm vu menger Partei erkläert, mir géifen a keng Dräierkoalitioun goen. Eenzelner vun…

(Interruption et hilarité)

Ah neen, neen, neen, mä…

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Mir hunn als Partei, wëll ech Iech awer soen, Här Juncker, als Partei op e puer Plaze gesot, wat mer wëlles hunn.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jo, jo, jo.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Den Här Bodry als Parteipresident huet ganz fréi gesot, dass eng Koalitioun mat Iech éischter onwahrscheinlech wär, no all deem, wat geschitt war, an dass e géif préféréieren eng Koalitioun zu dräi. Ech sinn an engem Débat dorop ugeschwat ginn an hunn identesch datselwecht gesot. Ech weess net, wat mer nach méi solle soen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Dir hätt solle soen…

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dir hutt awer ni gesot, mat wiem Dir wéilt eng Koalitioun agoen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Dat war och net…

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Ech hunn allerdéngs um Wahlowend sonndes gemierkt, dass et definitiv net méi mat eis war, dass Der eng hätt wëllen agoen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- An den Här Bettel hat definitiv gemierkt, dass ech eigentlech am léifste mat him eng Regierung gemaach hätt. An en huet et virgezunn, fir de Wielerwëllen net ze respektéieren an…

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Da musst Der Iech emol froen, firwat!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Är Partei, Här Juncker, och net mat Iech!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Jo, wéi et schéngt. Sot Dir!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Frot Iech emol, firwat da kee mat Iech wollt!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Frot Iech emol,…

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här Schneider, frot Dir Iech emol, firwat dass Dir net respektéiert, wann eng Partei 34% vun de Stëmme kritt huet, dass Dir net d'Majoritéit vun de Wieler hutt an dass hei eng Regierung zustane kënnt vun zwou klenge Parteien a vun enger ganz klenger Partei an dass déi gréisste Partei mat 34% einfach net a Fro…

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dir kommt net driwwer ewech, mä mir hunn eng…

M. le Président.- Also, wann ech gelift, ech géif Iech elo bieden, mat den Zwiegespréicher opzehalen!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech kommen, Här President, net driwwer ewech, dass einfach ignoréiert gëtt, dass eng Partei an honnert Gemengen d'Majoritéit huet, a véier Bezierker d'Majoritéit huet, 34% vun de Stëmmen huet, déi aner 19% an 10% vun de Stëmmen hunn, an dass Dir esou maacht, wéi wann dat dat Normaalst vun der Welt wär, eng net annoncéiert Dräi-Parteien-Koalitioun ze maachen!

(Interruption)

Ech wënschen Iech all Guddes am Intérêt vum Land. Ech géif besonnesch dem Här Statsminister och ganz perséinlech all Guddes wënschen. Ech kennen d'Contrainten, d'Belaaschtunge vun deem Amt, an ech wënschen Iech, Här Statsminister, all Guddes!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Mir sinn definitiv net op engem Parteikongress, an ech géif dofir erëm bieden, zu deenen normale Gepflogenheeten zréckzekommen!

(Interruptions diverses)

An ech géif dann…, ech géif dann… Just de President huet d'Wuert, Här Gibéryen! Ech géif dann dem Här Berger als Nächstem d'Wuert ginn. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Här Statsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dësen Deeg sinn d'Ae vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger ganz speziell op eis geriicht, well de Wiessel vun enger Regierung ass ëmmer eppes Besonnesches. Et ass ëmmer e Moment vu Spannung an Erwaardung, fir ze wëssen, wat déi nei Équipe elo aneschters a besser maache wëllt. D'Biergerinnen an d'Bierger kucken op eis, well mer an dësen Deeg, well mer haut d'Weiche fir eist Land nei stellen.

Här President, dëst ass déi véiert Presentatioun vun engem Koalitiounsaccord, déi ech an der Chamber suivéieren an hautno materliewen. Ech hunn dat méi wéi eng Kéier aus der Oppositioun eraus erlieft, ech hunn et awer och schonn aus der Regierung eraus matgemaach, an ech muss Iech soen, Här President, dës Kéier ass et aneschters wéi all déi aner Kéieren an deene leschten 20 Joer, well d'Problemer vun eisem Land si grouss, d'Suerge vun de Leit, vun de Bierger dobausse si grouss an d'Erwaardungen un d'Politik, d'Erwaardungen un déi nei Regierung sinn nach méi grouss.

Här President, déi vergaange Joren, mä besonnesch déi vergaange Méint hu vill fir Veronsécherung gesuergt. Eist Land ass duerch eng déif institutionell Kris gaangen, wou d'Vertraue vun de Bierger an d'Institutioune verluer gaangen ass a wou d'Institutiounen ënnerenee kee Vertraue méi hunn. Mir befannen eis am Joer fënnef vun enger Finanz- a Wirtschaftskris, déi eist Land fest am Griff huet. An déi vergaange Regierung huet sech méi wéi schwéiergedoen, fir déi richteg Äntwerten op déi grouss Erausfuerderungen, déi sech eisem Land, am Land stellen, ze ginn.

D'Neiwahlen, déi mer den 20. Oktober haten, ware leschtendlech déi inévitabel Konsequenz vun der Kris vun den Institutiounen, ënner anerem duerch eng Rei Evenementer am Dossier Geheimdéngscht, an op där anerer Säit vun der Onfäegkeet vun der viregter Regierung, resolut d'Problemer vum Land unzegoen. An d'Wielerinnen an d'Wieler hu bei deene Wahlen den 20. Oktober e kloert Signal ginn. Si hu sech fir e Politikwiessel ausgeschwat. Si hu sech derfir ausgeschwat, datt d'Problemer vun eisem Land mat enger couragéierter Politik sollen ugepaakt ginn.

A si hunn och d'DP, d'Demokratesch Partei gestäerkt an zu deene grousse Gewënner vun dëse Wahle gemaach. D'DP, déi wäert wëssen, mat dësem Vertrauen ëmzegoen. Mir hunn déi vergaange Joren aus der Oppositioun eraus eng verantwortungsvoll Roll ageholl a mir wäerten dëst an der Regierung ënnert dem Xavier Bettel als Premierminister och weiderféieren. Mat enger Politik, déi eist Land virubréngt an d'Bierger dobäi mat op de Wee hëlt; mat enger Politik, déi net ee géint deen aneren ausspillt, mä Brécke baut an zesumme versicht, d'Erausfuerderunge vun eisem Land unzegoen. Mat enger Politik, déi d'Vertraue vun de Biergerinnen a Bierger zréckgewënnt.

Vertrauen doranner, datt d'Institutioune vum Stat no rechtsstaatleche Prinzipie gefouert ginn. Mat enger Politik, déi d'Problemer net nëmme benennt, mä och de Courage huet, fir se ze léisen. A mir mussen de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger och d'Vertrauen zréckginn, datt eist Land et besser kann, datt mer Potenzialer hunn, déi mer notze mussen, an datt d'Zukunft zwar Erausfuerderungen, mä och grouss Chancë fir Lëtzebuerg bereet hält.

Mat Politikverdrossenheet a Resignatioun wäerte mer de Wee net aus der Kris erausfannen. Neit Vertrauen, dat gewannen d'Leit awer eréischt, d'Mënschen eréischt, wa se e klore Wee gesinn, deen d'Politik goe wëllt a mat deem se eist Land aus der Kris erausféiere wëllt. Nëmmen an deem Fall, da kënne mer och Verständnis an Ënnerstëtzung erwaarde fir d'Reformen an d'Politikwiesselen.

Dëse Wee, deen hunn d'Koalitiounspartner an engem ronn 200 Säiten décke Programm festgehalen. E Programm, dee méi ass, wéi nëmmen dee klengste gemeinsamen Nenner tëschent dräi Parteien. Et ass ee kohärenten Zukunftsprojet, bei deem ee gesäit, datt déi dräi Partner zesummefonnt hunn; Partner, déi gemeinsam un engem Strang zéie wëllen; Partner, déi och e gemeinsamt Zil verfollegen.

An déi vergaange Wochen hu jo gewisen, d'Koalitiounsverhandlungen hunn an enger gudder, an enger ganz gudder, sachlecher Atmosphär stattfonnt, déi den Erwaardunge vun de Leit och gerecht ginn ass.

Ech war selwer an enger Rei Aarbechtsgruppe bedeelegt an ech kann Iech soen, an dëse Verhandlunge war et net, datt déi eng gesot hunn, mir sinn d'Gewënner an eise Programm huet Exklusivitéit. Et war net emol zwee géint een oder emol ee géint zwee. Et ass net mat Muechtpolitik argumentéiert ginn. Et ass net esou argumentéiert ginn, wéi den Här Juncker dat virdru vläicht ugedeit huet, datt deen een oder anere sech hätt oder sollte missen duerchsetzen oder de Klengen zéien. Neen, hei ass mat Iddien, alternative Virschléi, mat Argumenter ass all Kéiers diskutéiert ginn, an d'Zil war ëmmer, fir déi beschtméiglech Léisunge fir Lëtzebuerg ze fannen.

Ech wëll och hei vun dëser Plaz aus alle Bedeelegten, et sinn der eng Rei hei am Sall, déi dodrunner bedeelegt waren, och nach eng Kéier ausdrécklech Merci soen, an ech hoffen - ech hoffen! -, datt mer dës Aarbecht an deemselwechten Esprit am Interessi vun eisem Land hei an der Chamber wäerte kënne weiderféieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ënnert de Regierungsparteien natierlech, awer och mat der Oppositioun. Eng Oppositioun, déi mer an hirer konstruktiver - an hirer konstruktiver! - Kritik an an hire politesche Propose wäerten eescht huelen. Mir wäerten d'Oppositioun do sécher ganz eescht huelen.

Als neie Fraktiounspresident vun der DP freeën ech mech op déi politesch Diskussiounen, déi mer an de kommende Méint an an de kommende Joren an dësem Haus wäerte féieren. An ech wënsche menge Kolleege Fraktiounspresidentinnen a -presidenten, se sinn zwar alleguerten al Huesen, awer déi meescht nei an hirer Funktioun, bonne Chance an eng glécklech politesch Hand fir eist Land.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Datselwecht wënschen ech och eisem neie Chamberspresident, a Vertriedung hei…

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Merci!

M. Eugène Berger *(DP)*.- …der Vizepresidentin.

Ah! Ech wënschen also och dem neie Chamberspresident, dem Mars Di Bartolomeo, eng glécklech Hand fir eist Land.

Madame Presidentin, et gouf an et gëtt och nach gesot, dës Koalitioun hätt zum Zil gehat, fir eng Partei auszebooten. Et huet een och nach e bëssen do dat an där Ried virdrun héieren, dat ass erausgeklongen.

Ech kann Iech soen, dat ass net de Fall. Villméi muss d'CSV sech froen, firwat keng Partei méi bereet war, mat hinnen eng Koalitioun anzegoen an zesummenzeschaffen. Zum engen, an ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, zum enge war kee Vertraue méi do. An en Neiufank, e Politikwiessel wär an eisen Aen net mat der CSV méiglech gewiescht.

Här President… Madame Presidentin, mir hunn an der Wahlcampagne ëmmer gesot, datt et eis drëms geet, mat manner Suen eng besser Politik fir eist Land ze maachen. An dësem Sënn ass dëse Koalitiounsaccord eng Aart Geschierkëscht, déi sech d'Regierung ginn huet, fir dëst Zil ze erreechen. An an dëser Këscht sinn eng ganz Rei vun neien, gudden, konkreten Iddien dran, vun deenen ech iwwerzeegt sinn, datt se hir Ziler net wäerte verfeelen. Ech wäert elo a menger Ried nach op déi eng oder aner Rei vun Iddien ze schwätze kommen.

Här President, an de vergaangenen Deeg, wann een d'Zeitunge gekuckt huet, Radio, Fernseh gelauschtert huet, waren et zum Deel gesellschaftspolitesch Froen, déi déi ëffentlech Debatt geprägt hunn. Och hei erwaarden ech mer eng Diskussioun, déi an der néideger Serenitéit an Dignitéit wäert gefouert ginn. De Kulturkampf, dee wäert mat der DP net stattfannen. A mir sollen och net zouloossen, datt anerer e wëllen eropbeschwieren.

Am Géigendeel, mir wäerte Brécke bauen zu deenen ënnerschiddlechste Gruppe vu Glawen a Glawensrichtungen a mat eiser Politik e Kader setzen, an deem e gemeinsamt Zesummeliewen an enger pluralistescher Gesellschaft am géigesäitege Respekt wäert méiglech sinn.

De Choix vun der Koalitioun, fir e gemeinsame Wäerteunterrecht an der Schoul anzeféieren, ass duerfir kee Choix géint d'Reliounen. Et ass e Choix am Respekt vun der Meenungsvillfalt, déi a reliéisen a philosophesche Froen an eiser Gesellschaft haut herrscht. Et ass eng Diskussioun an der Kontinuitéit vum Bildungsoptrag, deen d'ëffentlech Schoul zu Lëtzebuerg huet. An deem neie Wäerteunterrecht, do sollen d'Schüler déi grouss philosophesch a reliéis Denkrichtungen, déi et gëtt, zesummen an engem Cours virgestallt kréien an do och diskutéiere kënnen, gradesou wéi zum Beispill déi essenziell Elementer vun de Mënscherechtskonventiounen.

An d'Wahlcampagne, wann een déi eenzel Wahlprogrammer duerchliest, huet jo gewisen, datt déi grouss Parteie sech iwwert de Prinzip vun engem eenheetleche Wäerteunterrecht eens waren. Ma och, wann et do ënnerschiddlech Opfaassungen doriwwer gouf, ob et nëmmen am Secondaire, wéi vun der CSV proposéiert, oder och am Fondamental sollt agefouert ginn. Ech ginn duerfir dovunner aus, datt vun dëser Tribün aus eng sachlech Diskussioun vun dëse Froe wäert méiglech sinn.

Datselwecht, dat gëllt fir d'Froe vum Zesummeliewe mat eisen auslännesche Matbierger. An all eisen Nopeschlänner ass an de vergaangene Joren a Jorzéngten den Undeel vun auslännesche Matbierger an der Bevëlkerung geklommen. Als klengt Land mat enger oppener Ekonomie gëllt dëst fir Lëtzebuerg ëmsou méi an nach vill méi engem grousse Mooss.

D'Fro vun der politescher Participatioun, dem Zougank zum Wahlrecht fir Matbierger mat auslänneschem Pass, stellt sech duerfir bei eis ëmsou méi staark. Den Här Juncker hat virdrun a senger Ried gesot, hien hat dat, mengen ech, gesot, dat wier eng héich geféierlech Démarche. Mir sinn der Meenung op alle Fall, datt een der Lëtzebuerger Gesellschaft en Débat iwwer esou grondsätzlech Froe vum Zesummeliewen zoumudde kann.

Aus dësem Grond wëllt d'Regierung d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger zu dëser an anere wichtege gesellschaftleche Froen an engem Referendum befroen. Dat soll d'Geleeënheet da sinn, net fir eis ausenanerdividéieren ze loossen am Land, mä fir e gemeinsamt Fundament vun Toleranz a géigesäitegem Respekt ze leeën, op deem eis Gesellschaft opbaut.

Dat bedéngt natierlech, datt mer d'Bierger am Virfeld adequat informéieren, datt mer ons och net wäerte scheien, mat hinnen ze diskutéieren, och heiansdo kontrovers ze diskutéieren. Dat bedéngt natierlech och, datt do och d'Chamber hir Responsabilitéit iwwerhëlt an och an deem Débat do wäert eng wichteg Roll iwwerhuelen.

Madame Presidentin, dat schwéierst Iewen, dat dës Regierung iwwerhuele muss, ass bäi Wäitem den Deséquiliber vun den ëffentleche Finanzen. D'Budgets- an d'Finanzpolitik ass dee groussen Défi, déi grouss Aufgab fir déi nei Regierung.

D'Perspektive fir déi nächst Jore loosse wéineg Optimismus a wéineg Spillraum zou. Wichteg Recetten, wéi déi aus dem Commerce électronique, wäerten 2015 ewechbriechen. An anerer, wéi déi aus den Akzisen op dem Bensin an den Zigaretten, wäerten och kontinuéierlech ofhuelen. D'Zäiten, wou nach Steiereinnahme vu grousse Banken a Betriber ausstoungen, sinn och eriwwer, well se alleguerten, praktesch alleguerten erageholl gi sinn. An zum Deel si bei de Steierrecettë schonn Avancë mat agerechent. Grouss Spréng sinn duerfir do och net méi ze erwaarden.

D'Ausgabe vum Stat lafen eis awer fort, an d'Aarbechte ronderëm de Budget 2013 haten dat jo scho gewisen, nach eng Kéier gewisen. E Budget, dee sech einfach nëmmen enger Weiderféierung vun der aktueller Politik verschreift, ouni datt nei Akzenter gesat ginn, klëmmt Joer fir Joer ëm méi wéi 4%. Bon, dëst weist, datt de Problem bei den Ausgabe vum Stat struktureller Natur ass, an de Gros vun de Spuerustrengungen aus deene vergaangene Jore war awer punktueller Natur an duerfir och net déi adequat Äntwert, fir de Budget an den Équiliber ze kréien.

An dëse Problem, deen ass net nei. Deen ass scho jorelaang bekannt. Ech erënnere mech zum Beispill drun, datt déi successiv Budgetsrapporteuren, de Gilles Roth oder och nach de Lucien Lux, dorobber higewisen hunn. Ech erënnere mech och un den deemolege Finanzminister, de Luc Frieden, dee schonn 2005… deen 2005 virun der Schiflag vun den ëffentleche Finanze gewarnt hat.

Am Koalitiounsaccord huet déi nei Regierung sech kloer Ziler gesat, un deene se sech wäert moosse loossen: en équilibréierte Budget bis zum Enn vun der Legislaturperiod; eng Dette publique, déi zu kengem Zäitpunkt de Seuil vun 30% vum PIB dierf iwwersteigen. Dëst bedeit iwwert déi kommend Joren e Konsolidéierungseffort vun 1,5 Milliarden Euro. An de Wee dohinner kann nëmmen iwwer eng aner Gestioun vun den ëffentleche Finanze féieren.

Madame Presidentin, ech hat et aganks scho gesot: D'Politik muss nei Weeër goen, fir d'Problemer vun haut ze léisen. An dëse Koalitiounsaccord enthält konkret Iddien, wéi dëst geschéie muss.

Am Beräich vun den ëffentleche Finanze soll de Screening vun de staatlechen Ausgaben zur Regel ginn a konkret Formen unhuelen duerch de Prozess vun engem Kassensturz, enger „task force", déi agesat wäert ginn. Et gi keng aner lëtzebuergesch Wierder, duerfir gebrauchen ech eben och dann déi däitsch oder englesch Wierder.

Déi néideg Reforme wäerten an d'Weeër geleet ginn, fir datt de Statsbudget an Zukunft nom Prinzip vum „zero-based budgeting" kann opgestallt ginn. An op der Basis vum aktuelle Comité de prévision wäert en onofhängege Comité économique et financier national geschaf ginn, deen d'Regierung an hirer Budgetspolitik beréit a guidéiert.

Dat sinn déi dräi grouss Eckfeiler vun enger neier Approche vun der Regierung an der Budgetspolitik. Eng Politik, déi wäert fir méi Transparenz an Effizienz, awer och méi eng grouss Planungssécherheet bei den ëffentleche Finanze suergen.

An d'DP, déi begréisst kloer dëst Bekenntnis vun der Regierung zu enger Budgetssanéierung, déi sech prioritär iwwert d'Ausgabesäit wäert maachen, an datt duerfir eng Rei vu Politikfelder och wäerte grondsätzlech iwwerduecht ginn.

A wann ech elo gëschter, haut verschidde Kommentarer a Reaktiounen an der Press liesen, héieren… Et gëtt jo vun der Oppositioun monéiert, datt net genuch Detailer… detailléiert Mesuren, am Volet vun de Finanzen haaptsächlech, presentéiert gi wieren. Ech mengen, dat ass och zu dësem Moment net méiglech, well d'Regierung wëllt jo fir d'éischt eng Kéier eng genau Bestandsopnahm vun de Statsfinanze maache mat deenen Instrumenter zum Beispill, déi ech elo genannt hunn - Kassensturz, Screening -, well se en neie Comité économique et financier national wëllt asetzen, fir sech och a Finanzfroe beroden ze loossen.

Et kann ee wierklech net a fënnef Wochen eng fäerdeg Steierreform op den Dësch leeën. Et kann een net millimetergenau nei Akzenter setzen an der Finanzpolitik, ouni eng Bestandsopnahm vun der aktueller Finanzlag an ouni duerchzerechnen, wéi eng Moossnam sech kéint wéi auswierken. Zum Beispill dee ganze Volet vu sozialen Transferte muss ee genau ënnert d'Lupp huelen an dann och all Kéiers sech déi néideg Zäit huelen, fir ze kucken, wann een eppes dorun ännert, wann ee Schrauwen dréit, wat dat da mëttelfristeg, laangfristeg ka bedeiten.

Hei muss een also där neier Koalitioun déi néideg Zäit a Viraarbechten zougestoen, fir datt se an deenen nächste Méint kann déi eenzel detailléiert Akzenter presentéieren. An ech mengen, dat, wat wichteg ass, d'Eckpunkter, déi gesat sinn, déi stëmmen. An deem kann ech och, wann ech den Här Wiseler gëschter richteg héieren hunn… Hie kann also och… D'CSV kann also och deenen Eckfeiler, déi mer elo wäerten an den nächste Méint mat Liewen opfëllen, zoustëmmen.

An et ass och net esou, wéi dat den Här Juncker virdru gesot huet, datt do d'Koalitiounspartner sech net eens wieren, duerfir géife se keng Detailer bréngen. Neen, dat brauch e bëssen Zäit, wéi ech elo erkläert hunn, fir dat auszeschaffen. Mä ech kann nëmme soen, datt den Här Juncker sech op alle Fall iert, wann e mengt, do wiere sech d'Koalitiounspartner net eens. Do

passt kee Blat, wéi een esou schéi seet, tëschent déi dräi.

Madame Presidentin, ech wëll dann awer och ervirsträichen, datt eng Politik vun der sozialer Keelt mat enger DP net wäert ze maache sinn. Ech hunn an deene vergaangenen Deeg a Wochen och heizou d'Stellungnahme vun där enger oder där anerer Partei zur Kenntnis geholl. Bon, ech mengen als Oppositiounsrhetorik ass dat de bonne guerre. Mä ech kann lech versécheren, datt déi Schwächst an eiser Gesellschaft Leit mat klengen Akommesse sinn, datt elengerzéiend Elteren, Kanner a Jugendlecher mat der Politik vun dëser Regierung besser Zukunftschancë wäerte kréie wéi bis elo.

Duerfir sinn ech och besonnesch frou, datt d'Regierung aus der Bildung an der Kannerbetreiung eng vun hire Prioritéite gemaach huet. Well Aarmut ass verierfbar an eisem Land. Wéi de Statec, CEPS/Instead an d'Caritas an hire jeeweilege Publikatiounen ëmmer erëm festgestallt hunn, ginn d'Kanner vun aarmen Elteren an eisem Land besonnesch oft och selwer erëm aarm. Kanner; dat heescht de soziale Lift fonctionnéiert zu Lëtzebuerg net méi. Dat heescht, déi Schwächste bleiwen am Keller vun eiser Gesellschaft stiechen an hu kaum Chancen, dorauser erauszekommen. Dëst dierf eis net kalloossen.

Ee vun de Grënn, firwat mer dëse Problem an de vergaangene Joren awer net an de Gréff kritt hunn, war, well mer vill ze wéineg Wäert op d'Zäit virun der Aschoulung, virun der sougenannter „Scolarisatioun" geluecht hunn. E Kand, dat a senger Famill oder an enger Betreiungsstruktur adequat gefërdert gouf, huet schonn am Alter vun dräi Joer, well do geschitt ganz vill an deenen éischten dräi Joer an der Entwécklung vun engem Kand, dat huet zum Beispill mat dräi Joer schonn en duebel esou grousse Wortschatz wéi e Kand, dat net gefërdert oder dat vernoléissegt gouf.

D'Kanner hunn also deemno net déiselwecht Startchancen, wa se bis an d'Schoul, bis an d'Grondschoul kommen. An da sinn natierlech oft d'Weiche fir e weidere Bildungswee bei de Kanner gestallt, ier se an d'Grondschoul kommen.

Wa mer also Chancëgerechtegkeet tëschent de Kanner wëllen hierstellen an all Kand optimal férdere wëllen, brauche mer duerfir e Paradigmewiessel bei eiser Vue op d'Kannerbetreiung. Do gräift einfach d'ëffentlech Schoul ze kuerz. Duerfir brauche mer eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung, fir d'Chancëgerechtegkeet tëschent de Kanner hierzestellen.

D'Koalitiounspartner gesinn d'Kannerbetreiung duerfir an der Linn vun der ëffentlecher Schoul. D'Fuerderung vun engem fräien Zougank zu enger qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung, un där d'Regierung mëttelfristeg festhält, ass duerfir kee Luxus, mä et ass eng fundamental Fro vu Chancëgerechtegkeet. An duerfir muss d'Kannerbetreiung Hand an Hand goe mat der ëffentlecher Schoul. Dat heescht net, datt d'Kannerbetreiung elo zu engem regelrechten Unterrecht soll ginn. Neen, déi nonformal Bildung steet am Mëttelpunkt vun der Kannerbetreiung. An et wäert och an Zukunft ganz interessant sinn, Approchen aus dësem Beräich dann an d'ëffentlech Schoul mat afléissen ze loossen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

D'Regierung ass duerfir de Wee gaangen, fir d'Kannerbetreiung an d'Schoul an engem grousse Ministère ze integréieren. Eppes, wat, wann ee sech mat deem Sujet beschäftegt, eigentlech evident war, evident schéngt, a wat d'DP och déi lescht Jore gefrot huet. A mir si frou, datt dat dann elo och endlech zesummen an engem Ministère regruppéiert ass.

Madame... Här President, an der Schoul mussen d'Kanner och endlech nees am Mëttelpunkt stoen. Mir begréissen duerfir, datt an der Grondschoul eng Rei vun Adaptatioune wäerte virgeholl ginn, fir den administrativen Opwand ze reduzéieren, deen duerch d'Reformen entstanen ass. Ech denken do besonnesch un d'Vereinfachunge vun de Bilanen, fir datt déi erëm verständlech ginn, souwuel fir d'Kanner, fir d'Léierpersonal an och fir d'Elteren.

A mir wäerten och - net wéi dat vläicht virdrun hätt kënne beim Här Juncker uklängen... -, mir wäerten och eng Schouldirektioun an der Grondschoul aféieren, déi op dem aktuelle President vun der École opbaut.

Mir mussen de Bléck nees fräi kréie fir dat, wat wierklech wichteg an der Schoul ass, an dat ass den Unterrecht letztendlech. Wat sinn déi Facteuren, déi e gudden Unterrecht ausmaachen? Dozou gehéiert d'Ausbildung vun den Enseignanten, déi nach méi professionaliséiert soll ginn a bei där déi pädagogesch a fachdidaktesch Aspekter méi staark an de Vierdergrond gehéieren.

Mir mussen awer och d'Kohärenz an d'Qualitéit vun eise Programmer an de Schoulen iwwerpréiwen an iwwerschaffen. D'Basis vun engem gudden Unterrecht sinn och d'Léiermaterialien. Dat schéngt eigentlech eng ganz banal Ausso ze sinn. Et kann ee sech awer nëmme wonneren, datt a verschiddene wichtege Fächer adequat Bicher feelen oder datt mer mat Bicher enseignéieren, déi zum Deel iwwereelst sinn, iwwer 20 Joer, an och mat op Methoden opbauen, déi mëttlerweil net méi an eise Schoulen Agank fannen. Aus dësem Grond brauche mer och eng Offensiv beim Ausschaffe vun neiem Léiermaterial, an dëst soll zesumme mat engem Conseil national des programmes an de Programmkommissiounen ausgeschafft ginn.

Eng besonnesch Erausfuerderung stellt an der Lëtzebuerger Schoul de Sproochenunterrecht duer. Dat hu mer an deene vergaangene Joren hei an der Chamber a méi wéi enger Debatt och gesot. D'Méisproochegkeet ass ee vun de groussen Atouten, natierlech, natierlech e groussen Atout vun eisem Schoulsystem. Fir ëmmer méi Kanner ass et awer och esou, datt dat zu enger Hürd gëtt, enger praktesch oniwwerwindbarer Hürd, déi de Wee zu enger Qualifikatioun an engem Ofschloss oft verspäert.

D'Aart a Weis, wéi d'Sproochen an eisem Schoulsystem enseignéiert ginn, soll duerfir prioritär analyséiert an ugepasst ginn. D'Regierung wäert do verschidde Pilotprojeten duerchféieren. Pilotprojeten, wou sollen d'Méiglechkeeten ebe vun alternativen Alphabetiséierungen analyséiert ginn, sief parallell franséisch an däitsch, sief eng exklusiv franséisch, sief datt een och drun denkt, fir zum Beispill de schréftleche Gebrauch vum Franséischen ee Joer no hannen ze réckelen.

Eng Prioritéit wäert awer och eng systematesch Sproocheférderung an der lëtzebuergescher Sprooch bleiwen oder gi virun der Scolarisatioun, dat heescht an de Crèchen, an de Maison-relaisen awer och am Précoce.

Här President, d'Reform vum Secondaire wäert - jo! - iwwerschafft ginn. Diskussioune mat de Schoulpartner hunn an deene vergaangene Méint eng ganz Rei vu Punkten erausgeschielt, wou Konsens besteet. An anere Punkte besteet awer nach Diskussiouns-, Analysbedarf. Ech hunn de Sproochenunterrecht schonns ugeschwat, awer och eng Reform vun de Promotiounskritären an aner Punkte wäerte vun der Regierung nach eng Kéier iwwerpréift a mat de Schoulpartner diskutéiert ginn.

Mir hunn déi Aarbechten, déi virlouchen, net an den Drecksbac gehäit. Neen, mir bauen op deenen Aarbechten op, a wéi gesot, mir kucken do déi néideg Weiderféierung vun den Aarbechten ze maachen, fir dann e kohärente Pak op den Dësch ze leeën.

Mir wëssen och, datt een d'Schoul net verännert ouni d'Schoulpartner. D'Schoul, dat sinn d'Schüler, d'Enseignanten, d'Elteren. D'Politik, déi kann de Kader vun der Schoul, déi kann de Schoulkader reforméieren, an dann dëse Kader ze fëllen, dat läit awer an der Hand vun de Schoulpartner. Duerfir wëllt dës Regierung och d'Autonomie vun de Schoule virun allem am Secondaire ausbauen an de Schoulen och méi Moyene ginn, fir dat dann all Dag kënnen auszeüben. A mir brauchen och den Know-how an d'Erfahrung vun de Leit vum Terrain, fir besser op déi regional, soziokulturell Spezifissitéite kënnen anzegoen.

D'Regierung, déi gesäit d'Enseignanten duerfir als Partner an der Bildungspolitik. Tëschent esou Partner muss e verantwortungsbewossten a sachlechen Dialog méiglech sinn am Déngscht vun der Saach vun der Qualitéit vun eisem Schoulsystem an och am Déngscht letztendlech vun den Zukunftschancë vun eise Kanner.

Ech vertrauen dorobber, datt d'Politik an d'Schoulpartner an de kommende Joren zesummen un engem Strang wäerten zéien, fir déi grouss Linne vun dësem Koalitiounsaccord am Schoulalldag ëmzesetzen an eist Bildungswiese weiderzëentwéckelen.

Här President, eng weider Prioritéit vun der Regierung wäerten d'Upassungen an der Beruffsausbildung sinn. De Régime modulaire, deen hei agefouert gouf, erweist sech an der Realitéit als zimlech komplizéiert, fir net ze soen ze komplizéiert. An dobäi ass jo awer d'Beruffsausbildung e ganz wichtege Bausteen fir eis Ekonomie. Eis mëttelstännesch Betriber brauche qualifizéiert Personal an déi Jonk brauchen eng gutt Qualifikatioun, fir sech um Aarbechtsmarché kënnen duerchzesetzen. A mir musse jo och kucken, datt mer nach méi Jonker erëm Richtung Handwierk orientéieren, well do, wéi een esou schéi seet, beim Handwierk nach ëmmer gëllene Buedem och läit.

Här President, Lëtzebuerg huet e Rekordchômage, dee bei 7% läit. De Jugendchômage, dee läit bei ronn 17%, an dat sinn net nëmmen, wéi een esou schéi seet, dréchen Zuelen. Hannert dësen Zuelen, do verbiergt sech all Kéiers en eenzelt Schicksal. Dat sinn hei iwwer 15.000 eenzel Schicksaler. Dat sinn zum groussen Deel Mënschen, déi net déi richteg oder guer keng Ausbildung hunn, déi et hinnen da kann erlaben, fir op dem Aarbechtsmarché, um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché kënne Fouss ze faassen, an déi letztendlech och keng Plaz an der Gesellschaft fannen.

Et ass jo och de Lëtzebuerger Paradox, datt d'Zuel vun Aarbechtsplazen an de vergaangene Méint a Joren an d'Luucht gaangen ass an awer och parallell d'Aarbechtslosegkeet geklommen ass. Duerfir musse mer hei kucken, datt mer Remedur schafen. Do musse mer net bei null ufänken.

D'Regierung wëllt duerfir d'Reform vun der ADEM weiderdreiwen, déi ugefaangen huet, an ënner anerem d'Zuel vun de Placeuren unhiewen. Déi Mënschen, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, mussen endlech nees méi si wéi just eng Dossiersnummer.

Wéi erreeche mer dat? Mir erreechen nëmme méi eng individuell Prise en charge, wa mer d'Zuel vun den Demandeure pro Placeur och reduzéieren a kucken, eis lues a lues den Normen aus dem Ausland unzepassen.

Doriwwer eraus brauche mer awer och an dëser Regierung eng kloer Virfahrtsregel fir d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen. An ouni eng nohalteg Wuesstumsstrategie wäerte mer de Problem vun der Aarbechtslosegkeet, awer och dee vun de Statsfinanzen nëmme schwéier an de Gréff kréien.

Aktuell, wësse mer, ass eng liicht Reprise an der Lëtzebuerger Ekonomie ze verzeechnen. Mä dëst schéngt awer staark duerch de Cours vun de Bourusse bedéngt ze sinn a riskéiert duerfir och, an der Realekonomie zu Lëtzebuerg kee weideren Nidderschlag ze fannen.

Fir nei Betriber op Lëtzebuerg ze zéien, muss d'Promotioun vum Standuert Lëtzebuerg besser koordinéiert ginn. D'Ambassaden am Ausland sollen duerfir méi enk an d'Promotioun vum Standuert Lëtzebuerg mat agebonne ginn. Mä Promotioun an Nation Branding, wéi een dat och esou schéin nennt, eleng, déi ginn net duer. Mir brauchen och e kloert wirtschaftlecht Leitbild, dat sech dann ewéi e roude Fuedem duerch d'Politik vun der Regierung zitt.

An ech betounen, déi ganz Regierung, net en Deel vun der Regierung, mä déi ganz Regierung muss sech der Erschafung vun neien an dem Erhale vu bestehenden Aarbechtsplaze verschreiwen. A wann ech dat aus den Ausféierunge vum Premierminister och héieren hunn, huet d'Regierung jo och wëlles, sech praktesch all Mount un den Dësch ze setzen, fir besonnesch déi do Problematik ze diskutéieren. Eppes, wat mer op alle Fall begréissen.

Grouss Hoffnung setzt d'DP an d'Schafe vun enger Investitiounsagence, déi de Lien soll maachen tëschent Acteuren, déi e kommerzielle Projet entwéckelt hunn, a potenziellen Investisseuren zu Lëtzebuerg. Dës Agence kann zu engem weidere Moteur gi fir d'ekonomesch Diversifizéierung vun eisem Land.

Eng vun den ekonomesche Prioritéite vun dëser Regierung, sécherlech ass dat an der Kontinuitéit, wäerten nieft der Logistik, den ICT an de Gesondheetstechnologien awer och d'Ecotechnologië sinn. Hei ass och dee ganze Volet vun de sougenannten „green jobs, deen een am Hannerkapp muss behalen. An hei sollen och virun allem am Beräich vun der Konstruktioun an der Energieeffizienz nei Akzenter gesat ginn. Dëst sinn d'Zukunftsmarchéen, op deenen d'Lëtzebuerger Entreprisë sech kënne weiderdéveloppéieren. An och do, wat mer méi schnell domadder ufänken oder weider nach méi intensiv weiderfueren, wat et besser ass, well do oft déi „first mover" déi beschte Chancen hunn.

An dësem Beräich soll och iwwer alternativ Finanzementsmodeller nogeduecht ginn, déi iwwer eng Klimabank ofgewéckelt kéinte ginn. Dir wësst, datt dëst eng jorelaang Fuerderung vun der DP war. Ech si jo och net midd ginn, hei op der Tribün ëmmer erëm dee Modell ze proposéieren. Mir haten och emol an der vergaangener Legislatur eng Motioun do an deem Sënn déposéiert, wou mer eng Rei Detailer, wéi dat kéint fonctionnéieren, och scho beschriwwen haten.

Op alle Fall, mir si frou, datt dës villverspriechend Iddi de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt huet. Ech mengen, och do wäerten an den nächste Wochen a Méint nach méi Prezisioune kommen. Mä awer, fir kuerz dat awer ze ëmräissen an och fir ze soen, datt et awer Differenze gëtt vun deene Modeller, déi an der Vergaangenheet usazweis fonctionnéiert hunn: E grondleeënde Prinzip vun der Klimabank ass deen, datt all, datt all d'Leit sollen ënnerstëtzt ginn, fir hir nei Haiser energetesch ze sanéieren, net nëmmen e puer der selektiv.

Firwat maache vill Leit haut dat net, datt si hir Haiser assainéieren? Mä dat ass einfach, well se net dat néidegt Startkapital hunn. A wann ee mat enger Virfinanzéierung vun de Käschten duerch eng Klimabank dat mécht, da kann een hei eng nei Dynamik schafen, wou et am Endeffekt nëmme Gewënner gëtt.

Et hëlleft een de Mënschen, de Bierger, aus der Energiefal erauszekommen a virun allem am Endeffekt och Suen ze spueren am Portmonni. Et schaaft een nei Aarbechtsplazen am Beräich vum Handwierk, a schlussendlech kënne mer jo och doduerjer grouss Aspuerunge bei den CO_2-Emissioune realiséieren an eise Kyoto-Engagementer dann och méi nokommen.

D'Ëmsetze vun engem nationalen Albausanéierungsprogramm mat Hëllef vun der Klimabank ass eigentlech eng perfekt Ëmsetzung, wat een nennt eng nohalteg Strategie, wou Ekologie an Ekonomie net géinteneen, mä matenee ginn a wou een eigentlech gesäit, datt eng nei Klima- an Energiepolitik am Endeffekt eng ganz grouss Chance fir eis Wirtschaft ka sinn.

D'Albausanéierung an en Ukuerbele vun der Offer um Wunnengsmaart ass doriwwer eraus och eng wichteg Pist, wa mer d'Aarbechtslosegkeet wëlle senken, well jo do dann och eng ganz Rei vun neien Aarbechtsplaze kënne kreéiert ginn.

Här President, dat bréngt mech dann zur Wunnengsproblematik. De Logement ass ee vun deene wichtegste Facteuren, déi d'Kafkraaft vun de Leit zu Lëtzebuerg beanträchtegen. Et ass eng reell sozial Erausfuerderung ginn.

A mir hunn nëmmen eigentlech eng Solutioun: Mir mussen d'Offer um Wunnengsmaart massiv steigeren, wa mer déi Spiral wëlle stoppen, déi d'Präisser vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg hei an deene vergaangene Jore kannt huet. Präisser, déi regelrecht explodéiert sinn. An d'Wunnengsmaartpolitik vun deene vergaangene Regierungen huet net erreecht, fir déi Präisser ze stoppen, fir déi Evolutioun ze stoppen, trotz enger Rei héijen - et muss ee soen héijen! - finanziellen Hëllefen, déi awer am Endeffekt net ganz effizient waren.

De Problem ass jo och hei séier ausgemaach. Schonn haut kéinte grouss Deeler vun där Demande, déi um Wunnengsmarché ass, iwwer bestehend Terrainen, déi am Bauperimeter leien, ofgedeckt ginn. Do ware jo emol an der Zäit och eng Kéier Chiffere genannt ginn, datt een do kéint also e ganz grousse Besoin ofdecken. Déi Terraine kommen aus ënnerschiddlechen Ursaachen net ëmmer op de Marché, sinn net ëmmer zum Verkaf prett. An dëse Problem, dee wäert sech och beim Ausweise vun neie Bauterrainen an engem Ausweidere vu Bauperimeteren oder Plans sectoriels stellen, wa mer do näischt änneren.

Wat ännere mer? D'Regierung, déi wëllt déi sougenannten „Baulandverträg" obligatoresch maachen. Dat heescht, e Vertrag tëschent der Gemeng an dem Propriétaire vum Terrain soll dann Opschloss gi bei der Ëmklasséierung, am Moment vun der Ëmklasséierung vum Terrain, an do solle kënnen Délaie festgehale ginn, innerhalb vun deenen den Terrain zum Beispill muss valoriséiert ginn. Innerhalb vun engem Délai mussen zum Beispill x Wunnengen zu engem gewëssene Präis gebaut ginn.

Wann een dann dës Konditiounen net erfëllt, da kann d'Gemeng sech zum Beispill d'Recht eraushuelen, fir den Terrain ze kafen a selwer ze valoriséieren. Dat ass an eisen Aen also e wichtegt Instrument, wou ee kéint soen, datt de Stat e bësse reguléierend awierkt, fir eben déi Terraine méi schnell an och méi effizient kënnen ze viabiliséieren.

Doriwwer eraus muss een natierlech och kucken, déi Terrainen, déi schonn am Besëtz si vu Stat, vu Gemengen, datt een déi dann och elo mobiliséiert. Duerfir ass jo och en nationale Baulückeprogramm op d'Bee gestallt ginn. An ech mengen, leschtendlech soll dann och duerch d'Ëmsetze vum Plan sectoriel «Logement», dee jo eng Rei Joren an den Tiräng louch, d'Zuel vun de Wunnengen an den Terrainen, déi op de Marché kommen, gesteigert ginn. Dëst ass och eng vun de Méiglechkeeten, fir d'Präisser mëttelfristeg ze stabiliséieren.

Och am soziale Wunnengsbau ass groussen Nohuelbedarf. D'Regierung ass do determinéiert, fir d'Ugebuet vu soziale Wunnengen a Mietwunnengen an deenen nächste Jore massiv an d'Luucht ze setzen. Duerfir kënnt een och net laanscht eng Reform vum Fonds du Logement, deen an dësem Beräich sengen Aufgaben an Objektiver…, wann een einfach d'Zuele kuckt, wat do an deene leschten 20 Joer geschafft ginn ass, ass en deenen Aufgaben an Objektiver an deene leschte Joren net adequat nokomm.

Här President, d'Rechter vun de Consommateure sollen an dëser Regierung och méi groussgeschriwwe ginn. D'Koalitiounspartner sinn higaangen an hu mat der Schafung vun engem Verbraucherschutzministère e wichtegt Signal gesat. An de kommende Jore wäert et dorëms goen, dann nieft der Perspektiv vun de Produzenten d'Interesse vun de Konsumente méi staark ze schützen.

Dat war jo och eng Fuerderung ënner anerem hei zu Lëtzebuerg vun de Vertrieder vun de Konsumenten. An dëse Verbraucherschutz, ech mengen, dee gëtt och ëmmer méi wichteg an enger globaliséierter Welt, wou de Kontext, an deem Produiten an Déngschtleeschtungen ugebuede ginn, och ëmmer méi komplex gëtt.

Här President, ech sinn a menger Ried just op e puer Punkten aus dem Koalitiounsaccord agaangen. Ech ginn net op se alleguerten an. De Premier huet jo gëschter och ganz vill respektiv alles presentéiert. Mä ech sinn op e puer Punkten aus dem Koalitiounsaccord agaangen, bei deenen d'Koalitiounspartner gewisen hunn, datt se nei innovativ Weeër wëlle goen, fir eist Land no vir ze bréngen, an ech gesinn, datt vill vun dësen Iddien, déi stoungen esou oder an ähnlecher Form och am DP-Wahlprogramm. Iddien, Konzepter a Léisungen, mat deene mer an d'Wahle gaange sinn an déi mer do offensiv vertrueden hunn.

Wann ech d'Wahlresultat kucken, da gesäit een, datt op alle Fall déi Iddien och Uklang bei de Wieler fonnt hunn. Dëse Programm huet also och eng Chance verdéngt. Déi kommend Wochen a Méint wäerten also dann eis Geleeënheet ginn, fir an d'Gespréich mat de Biergerinnen a Bierger ze kommen an hinnen eis Iddie méi no ze bréngen, fir datt mer déi Erausfuerderunge vun der Zukunft uginn. An déi grouss Chancen, déi sech eisem Land och stellen, well eisem Land stelle sech och grouss Chancen, datt mer déi och notzen.

Här President, och wann ech elo net op all Punkte vun dem Regierungsprogramm agaange sinn, konnt Der awer sécherlech aus den Ausféierungen aus menger Ried eraushéieren, datt d'DP Vertrauen an dës Regierung, an hire Programm, an hir Politik huet, déi se wëllt ëmsetzen.

Duerfir déposéieren ech am Numm vun der DP, der LSAP an deene Gréngen eng Motioun, déi dëst Vertrauen ënnermauert. A wann ech un den Ufank op alle Fall vum Här Juncker senger Ried virdrun erënneren, misst et jo eigentlech och awer esou sinn, datt d'CSV kee Problem dierft hunn, fir dës Motioun ze ënnerstëtzen. An deem Sënn, Här President, déposéieren ech dann déi Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

après avoir entendu la déclaration gouvernementale, y donne son approbation, fait confiance au Gouvernement pour sa réalisation et passe à l'ordre du jour.

(s.) Eugène Berger, Simone Beissel, Alex Bodry, Claude Haagen, Viviane Loschetter.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Villmools Merci.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci och. Also, ech muss soen, et gëllt datselwecht wéi virdrun: Wann ech gelift, kommt mir bleiwe bei deene Regelen, wéi mer se bis elo ëmmer haten! Merci dem Här Berger.

3. Ordre du jour

Ech géif dann d'Wuert weiderginn un den Här Alex Bodry, dee leschte Riedner vun de Moien, duerno géife mer d'Sitzung ënnerbriechen. Här Alex Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. Débat sur le programme gouvernemental (suite)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, dee Ritual ass net nei. Ee wéi ech, deen zënter elo ´84 derbäi ass, muss soen, bis elo verlafen och d'Diskussiounen net iwwerraschend. Et ass üblech, dass d'Koalitiounsparteien an deem Accord hir Handschréft erëmfannen, dass se d'Vertrauen ausdrécken, där neier Équipe eng Chance wëlle ginn, déi se och verdéngt, an et ass normal, dass, zemools, wann et zu engem Wiessel kënnt, déi Leit, déi nei an der Oppositioun sinn, wëlle weisen, dass sech esou vill net geännert huet.

Ech hu viru Kuerzem meng Ried vun ´99 nogelies, déi ech deemools als Oppositiounssprecher hei gehalen hunn. An ech hunn eigentlech déiselwecht Method erëmfonnt, déi hei de Jean-Claude Juncker praktizéiert huet: drop hinzeweisen, dass eigentlech - an ech hat mech deemools natierlech haaptsächlech mat der DP, déi nei an déi deemoleg Koalitioun mat der CSV eragetratt ass -, dass eigentlech esou vill sech net geännert huet. Dass an deem neie Programm vun där Regierung u sech vill Kontinuitéit dra war, méi Kontinuitéit dra war wéi Bréch mat deem, wat déi lescht Jore gemaach ginn ass. An eigentlech gëtt haut vum Oppositiounssprecher déiselwecht Analys gemaach.

Dat entsprécht och den Tatsaachen. Wat mech just erstaunt, dat ass d'Erstaune vum Jean-Claude Juncker, dass dat esou ass. Dofir mengen ech, dass dat Erstaunen och éischter hei zum Ritual gehéiert, wéi dass et éierlech emfonnt wär. Well grad him wäert et, wéi allen aneren hei, net entgaange sinn, dass hei et üblech ass, hei zu Lëtzebuerg, dass net op absolut Konfrontatioun gesat gëtt an de parlamentareschen Diskussiounen, dass hei net een op deen anere lassgeet, dass hei keng radikal Bréch tëschent deem enge Lager an deem aneren ze verzeechne sinn. Well dat war ni déi lescht Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg. An dat wäert och, hoffen ech, an Zukunft net hei zu Lëtzebuerg anescht kommen.

Bal 90% vun de Voten hei am Parlament fannen eestëmmeg statt. Dat beweist also, dass e breede Konsens, glécklecherweis, besteet. E breede Konsens besteet a wichtege politesche Froen. Also ass et normal, dass bei engem Regierungsprogramm, deen aus enger neier Koalitioun erausgeet, wou och nach ee Regierungspartner weider an där Koalitioun dran ass, also keng, géif ech soen, honnertprozenteg Alternance ass, well ëmmer eng Kontinuitéit eleng schonn duerch déi Partei erhale bleift, déi an där neier Regierung dran ass, dass dann zu engem gudden Deel Konsensus besteet.

Mä dee Konsensus an déi Iwwereestëmmegkeet a wesentleche Punkten, déi fënnt een och an de Wahlprogrammer erëm! Net nëmmen, wann ee vergläicht den CSV-Wahlprogramm mat deem Koalitiounsofkommes, wat hei presentéiert ginn ass, mä selbstverständlech fënnt een déi breet Iwwereneestëmmung a wesentleche Punkten och erëm, wann een am Virfeld elo d'Wahlprogrammer vun der DP, vun der LSAP, vun deene Gréngen a vun der CSV notamment beieneeleet.

Also ass et eigentlech normal, dass mer dee Phenomeen hunn, dass a wichtegen Deeler, besonnesch do, wou eng Responsabilitéit direkt bestanen huet vun enge vun de Parteien, der LSAP, déi weider an där neier Regierung ass, dass do Kontinuitéit sech erëmspigelt. An dass u sech, an eenzelne Beräicher, et zu engem Broch, zu enger Neidefinitioun vu Politike kënnt, mä awer, glécklecherweis, erhale bleift, wat d'Stäerkt och vun dësem Land ausgemaach huet a wat och wichteg ass fir e klengt Land, dass et sech a wesentleche politesche Froen, a wesentleche politeschen Optiounen eens ass.

Ech wëll net hunn, dass mer eng Kéier an eng aner Situatioun hei zu Lëtzebuerg erakommen. An dofir mengen ech, dass dee Constat, dee gemaach ginn ass vun anerer Säit, richteg ass. Ech hu souguer an der éischter Reaktioun bal datselwecht gëschter gesot, eng breet Kontinuitéit, awer en Neiufank, een neien Elan, deen ech awer och spieren.

Ech wëll nach eng Kéier op déi Neiwahlen an dee Broch vun der viregter Koalitioun zréckkommen, well och e Virriedner dat hei gemaach huet. Zu deenen Neiwahlen ass et jo net komm, well tëschent den deemolege Koalitiounsparteien et oniwwerbréckbar Géigesätz an inhaltleche politesche Froe ginn hätt; den Ausgangspunkt ass jo e ganz anere gewiescht.

Den Ausgangspunkt ass déi ganz Diskussioun ronderëm de Fonctionnement vun den Institutiounen, ronderëm d'Vertrauen tëschent den Institutiounen, wat verluer gaangen ass, ronderëm de Fonctionnement an d'Kontroll vum Service de Renseignement an d'politesch Responsabilitéiten, déi sech dorauser erginn. Also, éischter Froen, géif ech soen, vu politescher Ethik, vu politescher Verantwortung, wou Divergenze bestanen hunn an déi och den Ausléiser ware vun deenen Neiwahlen, wéi dass eigentlech een hätt net méi kënnen inhaltlech an der viregter Koalitioun zesummeschaffen.

An dofir kann ech - bei allem Respekt an allem Versteesdemech fir Roserei, Onzefriddenheet, déi ee kann emfannen, wann ee sech an der Oppositioun erëmfënnt, wat eng ongewinnte Situatioun ass fir eng Partei wéi d'CSV, wou aner Parteie sech méi liicht vläicht drun hu misse schonn an der Vergaangenheet gewinnen, net well se onbedéngt méi schlecht geschafft hätte wéi anerer, mä well eben d'Wahlresultat dat ginn huet, wat et ginn huet - déi Analys vun deene Wahlen net akzeptéieren.

Eleng de Fait, dass gesot gëtt hei, an et ass scho virdru geschriwwe ginn a gesot ginn op anere Plazen: „Mir stellen d'Legitimitéit vun där Regierung net a Fro." Eleng duerch dee Saz huet een awer schonn eigentlech insinuéiert, dass ee se kéint a Fro stellen. An dat gefält mir guer net un där Haltung!

Wann een dann och gläichzäiteg seet: „Ma, déi huet jo emol keng 50% vun de Stëmmen hannert sech", dann huet een erëm eng Kéier d'Fro vun der Legitimitéit, ouni et offen ze soen, erëm eng Kéier opgeworf. An ech verweisen do op e remarquablen Artikel vum Romain Hilgert am „Lëtzebuerger Land" iwwert d'Fro vun der Contestatioun vun der Legitimitéit duerch Rietsparteien, wa si selwer net an der Regierung sinn, wann déi aner an der Regierung sinn.

Genau déi dote Politik gëtt an Däitschland gemaach, vu Leit, Copé a Konsorten. Genau déi dote Politik ass och op anere Plaze vun anere gemaach ginn, well iergendwéi schéngt an de Käpp vun eenzelne Leit déi Wourecht dragebrannt ze sinn, wéi wann et eigentlech bal widdernatierlech wier, wann aner Parteie wéi si an enger Regierung sinn. Dat ass et net! Ech fannen, dass mer mat dësem Wiessel, mat dëser Alternance e Stéck Normalitéit hei zu Lëtzebuerg am politesche Geschäft erëmkritt hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Déi Koalitioun hei, an där Zesummestellung, kënnt och net iwwerraschend. Och net fir d'CSV. Ech hunn am Virfeld kloer Aussoen dozou gemaach. Aner Leit och. Aner Leit och manner, dat ass wouer.

Mä op där anerer Säit wëll ech awer soen, dass d'CSV awer hir ganz Wahlcampagne dorobber opgebaut huet. Der CSV hiert Haaptargument war: „Stabilitéit, a mir mussen eng Dräierkoalitioun géint d'CSV verhënneren." Dat ass se net midd ginn ze soen, dat ass se net midd ginn ze schreiwen. Elo ze maachen, wéi wa se erstaunt wier, dass dat elo wierklech zustane komm ass, wat se ëmmer gesot huet, wat géif zustane kommen, erstaunt mech erëm eng Kéier ganz staark.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech zitéieren de Jean-Claude Juncker an engem Schréftstéck fir Lëtzebuerg heiheem an dobaussen. Ech zitéieren: „…well déi aner Parteie sech informell eens gi sinn,…" - dat war virun de Wahlen - „…informell eens gi sinn, d'CSV aus der Regierungsverantwortung ze katapultéieren, onofhängeg vum Wahlresultat."

Une voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Zweet Zitat Jean-Claude Juncker, virun de Wahlen, e Bestanddeel also vun där ganzer Wahlcampagne, an deem sympathesche Jargon, deen der CSV heiansdo eegen ass: „Dofir musse mer eng wackeleg Anti-CSV-Dräier-Wischiwaschi-Koalitioun verhënneren." Anerer hu geschriwwe vun „Wischiwaschi-Tuttifrutti-Koalitioun".

Ech sinn dankbar, aus dem Mond vum Jean-Claude Juncker hei ze héieren, dass en zumindest de Regierungsprogramm net als Tuttifrutti a Wischiwaschi bezeechent huet. Well als een, dee scho laang derbäi ass, als een, deen, mengen ech, bei fënnef Koalitiounsverhandlungen derbäi war, kann ech hei bestätegen, dass déi Koalitiounsverhandlunge wuel esou seriö - wuel esou seriö! - gefouert gi si wéi all déi Kéiere virdrun, wou ech d'Chance hat, mat aneren zesummen déi Koalitiounsverhandlungen ze féieren.

An och inhaltlech hält deen heite Programm, mat all senge Stäerkten a Schwächten, déi en huet - e Programm ass net an alle Kapitele gläich staark -, de Verglach aus mat allen anere Programmer, déi ech virdrun d'Éier hat, hei ze kommentéieren an zum Deel och mat ze verhandelen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen also, dass och esou Zuelespillereien - „net d'Majoritéit vun de Leit steet hannert dëser Koalitioun" - net vill bréngen. An England, däitlech d'Kärstéck, um Ursprong vun de parlamentareschen Demokratien, ass et esou, dass, duerch hire Wahlsystem bedéngt, praktesch ni eng Regierung, ni an der Geschicht vun England, 50% vun de Wieler hannert sech hat.

Hätt een et gewot, dat doten a Fro ze stellen an ze soen: „Ma, well se nëmme 40% hunn, sinn déi net legitiméiert eigentlech, fir d'Koalitioun fir d'Regierung ze stellen."? Soudass ech also mengen, dat weess och jiddwereen heibannen, dass dat Eenzegt, wat zielt, de politesche Wëllen ass, fir eng Koalitioun ze maachen. Deen ass do, dee spieren ech, dee spieren ech och an dësem Programm erëm.

A gläichzäiteg, natierlech de Fait, dass een an engem Parlament muss eng Majoritéit hunn, an dës Majoritéit ass do, déi ass knapp, si ass net esou breet wéi aner Majoritéiten an der Vergaangenheet do waren, mä mir haten och schonn awer hei wuel esou knapp Majoritéiten, an déi Regierungen hu wuel esou gutt Aarbecht geleescht wéi aner Regierungen, déi vläicht op méi breet Majoritéite kënnen zréckkucken. Ech mengen, dass dat souguer heiansdo fir d'Disziplin a fir d'Kohärenz an enger Équipe méi wichteg ass, fir méi enk opgestallt ze ginn, wéi wann een dat ganz breet wëllt maachen.

Ech erkennen an dësem Programm e Programm vum Bon sens, vum gesonde Mënscheverstand. An dat, wat als Virworf hei geäussert ginn ass, dass Parteien op hir pointéiertst Fuerderunge verzicht hätten, dat stëmmt zum Deel. Mä awer d'Resultat ass d'Sich vum gëllene Mëttelwee.

D'Resultat ass d'Sich, effektiv, dass de Bon sens sech am Endeffekt duerchgesat huet an dass doduerjer eenzel méi extrem Fuerderungen, méi pointéiert Fuerderungen, déi jiddwereen a senge Wahlprogrammer huet, och emol net majoritéitsfäeg sinn. Dont acte dovunner. Do hätt och eng Diskussioun iwwer laang Wochen, soen ech Iech, net méi bruecht. Dat seet awer och meng Erfahrung vun deenen Diskussiounen, déi mer emol an der Vergaangenheet bei Regierungsverhandlungen haten.

An ech mengen, dass dat hei, wat erauskomm ass, eppes ass, wat dann doduerch awer och gedroe gëtt vun deenen dräi Parteien a wou effektiv déi dräi Parteien hir Handschréft an dësem Programm erëmfannen an - ech si frou - och d'CSV indirekt hir Handschréft an dësem Wahlprogramm erëmfënnt. Dat misst also scho bal dozou féieren, dass se sech zumindest géifen enthalen, wann et zur Ofstëmmung hei iwwert d'Vertrauensfro un d'Regierung opgrond vun dësem Programm kënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech wëll op déi siwe Schwéierpunkten zréckkommen, déi mir als LSAP formuléiert haten an dëser Wahlcampagne, a se kuerz beliichten, wéi déi schlussendlech hiren Nidderschlag fonnt hunn an deem heite Programm.

Éischte Punkt war: Mir setzen eis an, fir all Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg ze halen an nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ze schafen. Ech mengen, dat ass och dee Schwéierpunkt, deen ech erkennen hei. De Wëlle vun där ganzer Regierung, an dat geet jo iwwert d'Parteie vun dëser Koalitioun eraus, all d'Bedéngungen esou opzestellen, dass weider kënnen d'Aarbechtsplazen, déi hei sinn, dass déi erhale bleiwen an dass mer gutt Aarbechtsplazen, uerdentlech bezuelten, dezent Aarbechtsplazen zousätzlech hei zu Lëtzebuerg bäikréien.

Dofir eng Kontinuitéit selbstverständlech mat där Wirtschaftspolitik, déi déi lescht Jore gemaach ginn ass. Eng Kontinuitéit och mat der Éducatiounspolitik, déi an deene leschte Jore gemaach ginn ass. Alles dat gëtt weider gebündelt. An ech si gudder Hoffnung, dass mer et fäerdegbréngen, an d'Experte schléissen dat net aus, dass, wa mer wirtschaftlech erëm op d'Wuesstumsrat vun iwwer 2% hei zu Lëtzebuerg kommen, dann och d'Courbe vum Chômage net méi eropgeet, mä erstmaleg zënter 15 Joer erëm eng Kéier no ënne weist. Dat muss erkläertent Zil... dat ass erkläertent Zil vun dëser Koalitioun.

Zweete Punkt: Eise Sozialstat laangfristeg ofsécheren. Ech gesi kee Punkt an dësem Regierungsprogramm dran, dee contraire wier zu där doter Absicht, déi mer geäussert hunn. De Sozialstat zu Lëtzebuerg, an och e staarke Stat zu Lëtzebuerg, gëtt vu kengem a Fro gestallt. Och net vun enger Demokratescher Partei.

Et ass emol ee Mann ginn, den Henri Grethen, dee viru laange Joren d'Iddi - hie war vläicht personell net dee Beschten, fir dat ze soen - vum schlanke Stat formuléiert huet. Mä entretemps huet d'Demokratesch Partei, an den Här Berger huet dat och hei confirméiert, déi Iddi do opginn. Do ass Konsensus, fir also dee Sozialstat ze erhalen an eigentlech net nach op déi Reformen, notamment vum Pensiounswiesen, déi déi lescht Regierung gemaach huet, weider Reformen dropzeleeën, mä emol ze kucken, wéi déi Reforme gräifen.

Do muss ech allerdéngs soen, dass den CSV-Wahlprogramm, ech si jo nëmme mat mëttlerer Intelligenz ausgestatt, fir mech awer eng Rei Rätselen opwerft, grad op deem dote Punkt. Do liesen ech dran, zumindest ganz kloer tëschent den Zeilen, dass no der CSV och elo an dëser Period hätt missen nach eng Kéier eng nei Reform vum Pensiounsregime kommen, well déi Pensioun (veuillez lire: déi Reform) virdrun net wäit genuch gaangen ass. Oder wéi ass dee Saz am CSV-Wahlprogramm ze verstoen?

Dat ass hei net de Fall. Mir wëllen eise Sozialstat net doutreforméieren duerch successiv Reformen, mä mir kucken, wéi déi Reforme gräifen, an dann, wann et néideg ass, wëlle mer Korrekture virhuelen. Dat gëllt fir d'Pensiounssystemer. Dat gëllt fir d'Krankekeesen. Dat gëllt fir d'Fleeg, wou mer wëssen, dass muss gehandelt ginn. Soss ass d'Finanzéierung net méi garantéiert iwwert déi nächst Joren. Dat gëllt also fir dee ganze Sozialsystem hei zu Lëtzebuerg.

Drëtte Punkt: Mir hu gesot: „Mir verhënneren, dass den Index ofgeschaf gëtt." Firwat hu mer dat gesot? Well et wichteg - wichteg! - sozial Kräfte gëtt, déi dat verlaangt hunn, déi eng Desindexéierung vum ganze Land gefrot hunn an notamment och en totaalt Ofschafe vun der Indexéierung, vun der automatescher Upassung vu Loun, Gehälter un d'Deierecht. Dat war keng politesch Partei, déi hei vertratt ass, mä et sinn awer net onwesentlech Kräften. Leit, déi regelméisseg och Partner waren a weider musse si vun enger Regierung, déi esou Iddien an d'Welt gesat hunn. Mä mir hu gesot: Neen!

A mir sinn elo schlussendlech op deem System, dass, wann d'Inflatioun am Grëff bleift, wa mer also net méi wéi 2,5% Inflatioun pro Joer hunn, da spillt d'Indexklausel, wéi se fréier gespillt huet. Da mierkt keen, dass iergendeppes geännert huet.

Wann dat dérapéiert, wa mer dobäi nach e luese Wuesstum hunn, vun 1, vun 2%, da musse mer effektiv reagéieren. An och dat hu mir an eisem Wahlprogramm gesot.

Mä wat net kënnt, wat am CSV-Programm awer drastoung, dat ass, dass och um Wuerekuerf soll gepiddelt ginn. Dat kënnt jo nach zousätzlech bei déi Regelung vun der jährlecher Tranche derbäi.

Wat och net kënnt, dat ass, dass mer dobäi och nach géifen eng Diskussioun ronderëm erëm eng Kéier de gedeckelten Index féieren. Och dat ass ewech an den Diskussiounen. Dat ass scho ganz verklausuléiert an ofgeschwächt am CSV-Programm erëmzeliese gewiescht. De fréiere Premierminister war do am Virfeld vill méi däitlech.

Mir wëllen erreechen, dass d'Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg net méi weider explodéieren. Do si mer eis alleguerten eens. An ech hunn eigentlech ni eppes aneschters och während der Wahlcampagne gesot. Keng Partei heibannen huet eng Patentléisung, wéi een deem dote Fléau endlech ka begéinen, mat deem wierklech iwwer elo 15 Joer unhalende stännegen Uwuesse vun de Baulandpräisser a vun de Wunnengen, sief et d'Kafpräisser wéi och op de Loyeren.

An dofir ass dës Koalitioun dohinnergaangen, a selbstverständlech ass se op fir aner Suggestiounen, fir all déi gutt Iddien, déi do sinn, wou mer mengen, déi kéinten deelweis hëllefen de Problem erëm an de Grëff ze kréien, dass mer déi beieneebréngen. Dass do, wou se sech net selwer a Kontradiktioun bréngen, dass mer déi beieneebréngen a probéieren esou gemeinsam do eens ze ginn.

Do brauche mer reglementaresch Agrëff. Mir brauchen awer selbstverständlech och de Privatsecteur, fir matzegoen. Mir brauche staatlech, ëffentlech Institutiounen, déi an deem ganze Beräich méi aktiv gi wéi dat.

A mir brauche virun allem erëm eng Kéier de Geescht vum Wunnengsbaupakt. Deen ass verluer gaangen. Ech hat eng Kéier als Buergermeeschter eng Réunioun, wéi et lassgaangen ass. An der Halschent sollt Bilan gezu ginn zesummen. Ech sinn ni méi kontaktéiert ginn. Et ass verpasst ginn eigentlech - an ech weess, dass dat e schrecklechen Zäitopwand ass, fir dat ze maachen - wierklech déi Iddi vum Pakt, vum Gemeinsamen, Stat a Gemengen zesummen, hëllefe méi Wunnengen ze bauen, méi Sozialwunnengen ze bauen, méi bëlleg ze bauen. Alles dat, dat ass fale gelooss ginn. Dat ass net mat der néideger Konsequenz weidergedriwwe ginn.

Do musse mer erëm op den Ursprongsgedanken, dee gutt war, dee mer jo gemeinsam haten, op dee musse mer erëm eng Kéier zréckkommen, fir esou wierklech och konkret virunzekommen, ewechzekomme vun de Gesetzer an an den Discoursen. Dat ass eent, mä konkret um Terrain praktesch, pragmatesch virukommen op deem dote Plang. An dat geet nëmme mat engem partnerschaftleche Virgoen tëschent dem Stat an de Gemengen, wou béid Säite selbstverständlech hir Responsabilitéit mussen iwwerhuelen.

Mir hu gesot: „Mir suerge fir méi eng gerecht Gesellschaft." Den Zesummenhalt vun der Gesellschaft ass eng absolut Prioritéit och vun dëser Regierungspolitik. An dat ass sécherlech kee Broch mat där Regierungspolitik déi lescht Joren, déi ënner enger anerer politescher Konstellatioun gemaach ginn ass. Dat heescht fir eis weider, och besonnesch an der Schoulausbildung, an der Beruffsausbildung d'Chancëgerechtegkeet fir déi jonk Leit erëm eng Kéier hierstellen. Also och do weider Reforme maachen, Reformen upassen, fir dass mer dat Zil erëm, wat ursprénglech eis Schoul emol hat, dat se verluer huet, fir dass d'Schoul och als soziale Lift no uewen erëm fonctionnéiert, dass mer dat erëm eng Kéier hikréien.

Sechste Punkt: Mir stinn a fir eng kloer Trennung vu Kierch a Stat. Dee Punkt, dee gëtt 1:1 an eisem Wahlprogramm iwwerholl an de Regierungsprogramm. An ech muss soen: Dat hate mer nach net. Mir sinn eis eens, wéi mer un déi dote Fro eruginn. Mir hu kloergemaach... An dës Kéier hu keng parallell Diskussioune mat iergendwelleche kierchlechen Institutioune stattfonnt. Mir hu kloergemaach, wat mer wëllen. Mä selbstverständlech, fir dat Ganzt a Musek ëmzesetzen, fir dat Ganzt praktesch ze implementéieren, kann dat nëmmen a Verhandlungen an Diskussioune mat de betraffene Reliounsgemeinschafte gefouert ginn. Dat ass selbstverständlech.

Mir wëllen en éischte kloeren Akt setzen, méi e symboleschen, mä op deem mer eigentlech eens waren, och a viregte Regierungen. Dat muss ech dem Jean-Claude Juncker gären zougestoen. Mä firwat ass et net gemaach ginn? Firwat hu mer eigentlech déi ganz Feier ronderëm den Nationalfeierdag net méi reforméiert, wéi mer eis eigentlech am Fong eens waren? Mä et ass net ëmmer bis zum Schluss duerchgezu ginn.

Et ass och éischter dat, wat ech eigentlech der viregter Regierung a Konstellatioun virwerfen, wou ech net ka maachen, wéi wann ech guer näischt dermat ze di gehat hätt. Vill Projete vun der viregter Regierung fënnt een erëm. Mä der viregter Regierung muss ee virwerfen, dass se net mat der néideger Konsequenz, mat der néideger Beharrlechkeet un deene Projeten drubliwwen ass, fir och ze kucken, dass se géife bis un de finale Stadium kommen. Dass se sollten ëmgesat an hätte kënne gestëmmt ginn.

Ech kéint hei eng Lëscht vu Projet-de-loien opzielen, vu Reformen opzielen, déi sech elo erëm am Koalitiounsaccord vun dëser Koalitioun erëmfannen, déi net nëmme scho stoungen an deem Accord vu viru knapp fënnef Joer, mä déi och scho stoungen an deem vu fënnef Joer virdrun an zum Deel scho stoungen an deem virdrun.

E Beispill zum Beispill: d'Grondsteier. D'Reform vun der Grondsteier. Wéi vill Joren diskutéiere mer hei driwwer? Wat ass vu Viraarbecht an deem Dossier bis haut gemaach ginn no 15 Joer Diskussioun?

D'Reform vun de kommunale Finanzen: Wéi vill Joren diskutéiere mer doriwwer? Wéi vill gutt Iddien hu mer um Wee? An awer hu mer et net fäerdegbruecht, eng Zügegkeet an dat Ganzt eranzekréien, fir dass mer wierklech op en Enn do komme mat alle komplexe Froen. An déi Warnungen, déi ware gutt gemaach.

(Interruption)

Jo. Jean-Marie, ech kennen d'Diskussioun. Déi geet schonn a virun deng Zäit zréck. Déi ass laang, soen ech lech. Déi ass laang.

Divorce, ass och..., selbstverständlech si mer eis eens. Ech wëll awer soen, dass deen Text vum Luc Frieden och bei der CSV an der leschter Period keen Zousproch méi fonnt huet. De Premier war..., den Expremier war esou léif, dat hei ervirzehiewen, mä deen ass eigentlech zum Deel awer och gescheitert u verschidde Meenungen, déi an der CSV-Fraktioun an der Juridique och louchen.

An och do op eemol, déi lescht 18 Méint, war weder e Minister do nach aner Leit, déi gesot hunn: Ma kommt, mir gräifen den Dossier erëm op a maachen dat, wou mer eis och eigentlech mëndlech eens waren! Mir huelen de belschen Text a kucken, deen dann op Lëtzebuergesch ze transposéieren. Dat ass net gemaach ginn. Dës Regierung wäert dat maachen, an dofir wäerte mer och mathëllefe suergen, dass dat geschitt.

Leschte Punkt: Mir wëllen d'Biergerbedeelegung virun Entscheedungen ausbauen. Fir mech ee wichtege Punkt. Ech si perséinlech frou, dass déi Iddi vum duebele Referendum hei zréckbehale ginn ass, déi ech effektiv scho viru länger Zäit lancéiert hunn, wou ech wéineg Reaktiounen drop kritt hunn, muss ech soen. Ausnahm: Ech hunn eng Trace fonnt an engem Neijoersinterview vum fréiere Premierminister, deen op eng spezifesch Fro vum Journalist geäntwert huet, dat wier eng Iddi, iwwert déi ze diskutéiere wier.

Mä och do muss ech soen, den CSV-Programm ass esou verklausuléiert an där doter Fro ausgedréckt, dass ech all meng Schwieregkeeten hat, ze verstoen, wat dat eigentlech kéint beinhalten. An ech hunn alt gemengt, dat wier esou eng Ankerplaz gewiescht, dass, wann éieren dann awer sollt eng Koalitioun mat der LSAP kommen, een do kéint dann e gemeinsamen..., och nach eng Bréck baue kéint op deem dote Punkt.

Wéi ech ëmmer nach fonnt hunn, dass d'CSV relativ schlau Wahlprogrammer hat, well och bei dësem Wahlprogramm - dee virdru war och ähnlech - et ëmmer erëm e puer Punkte gëtt, Iddien, déi ech eigentlech ni héieren hunn d'CSV soe während där ganzer Period, déi aner Leit gesot hunn an déi se da mat, usazweis zumindest, integréiert hunn an hire Wahlprogramm, fir herno kënnen da Brécken ze schloe mat aneren. A wéi gesot, dee Wahlprogramm - dee leschten, mengen ech - mécht do keng Ausnahm par rapport zu deem intelligenten Opbau, deen d'CSV vun hire Wahlprogrammer an der Regel mécht.

Duebele Referendum: D'Volleksinitiativ ass net vergiess, mä do musse mer allerdéngs kënnen d'Verfassung änneren, fir dat ze maachen. Ugestrieft hu mer jo den islännesche Modell. Island huet deen Exercice gemaach, dass u sech net e Parlament eleng un enger Verfassung schafft. D'Parlament muss weider d'Ankerplaz vun enger Verfassungsreform bleiwen. Dat ass fir mech ganz kloer, mä wou s de am Virfeld effektiv eng Rei vu prinzipielle Froe stells, déi awer och solle Froe sinn, déi kontrovers sinn. Et déngt jo awer näischt, d'Leit ze beméien an och Froen ze stellen, wou am Parlament schonn Eestëmmegkeet besteet, an nach eng Kéier ze soe loosse vun de Bierger, ma sidd Der dann och domat d'accord.

Ech menge schonn, dass een do soll awer déi Froen..., an déi Lëscht ass net exhaustiv, déi däerf natierlech och net ze laang ginn. Iwwert d'Froestellung musse mer vill diskutéieren. Do musse mer och Rot, mengen ech, vu wierkleche Spezialiste vu baussen huelen, fir déi Formulatiounen do richteg ze maachen. Dat probéiere mer och selbstverständlech an engem méigleche Konsens mat alle Forces politiques hei ze maachen. Well ech wëll elo net schonn eng Diskussioun hunn iwwert d'Froestellung, well soss ass dee ganze Referendum biaiséiert vun Ufank un.

Mir wëssen och, mir hu wéineg Erfahrung mat Referenden, déi mer haten, nu jo, et sinn net ëmmer déi positivst gewiescht. Gefor, déi natierlech ëmmer besteet, och herno, wann iwwert déi ganz Verfassung ofgestëmmt gëtt, wou mer an d'Richtung ginn, wierklech eng nei Verfassung ze maachen - net eng Ofännerung vun der bestehender Verfassung, wierklech eng nei Verfassung wëlle presentéieren -, dass dat ëmmer riskéiert natierlech eppes ze ginn, wou d'Leit vläicht net op déi Fro esou äntwerten, déi se grad gestallt kréien, mä op déi Fro äntwerten, déi si wëllen dee Moment grad beäntwerten, déi awer grad an der politescher Diskussioun ass.

Dat wësse mer. De Referendum, dee biergt eben deen dote Risiko ëmmer a sech. Dat heescht awer net, dass et awer net wichteg wier, och hei zu Lëtzebuerg Elementer vun direkter Demokratie, net nëmmen an den Texter, virzegesinn, mä och praktesch ze exercéieren.

Wichteg fir eis ass natierlech och de prakteschen, de fräien Zougank zu den Informatiounen. Ech mengen, och do ass gewosst, wéi laang dass dee Projet an der Maturatioun war. Do wëlle mer en neien Text virleeën, dee méi wäit geet, deen och Schlichtungsprozedure virgesäit, déi d'Leit net forcéieren, wa se Dokumenter net kréien, da viru Geriichter mussen ze goen.

Virun allem awer, mengen ech, ass et wichteg, och an de Verwaltungen eng Kultur ze kréie vu méi Offenheet. Ech mengen, et déngt näischt, Texter ze maachen an da bleift u sech d'Praxis eigentlech déi, déi sech agefleescht huet iwwer laang Jorzéngten. Mä och do muss, mengen ech, en Ëmdenke komme mat deene Leit, déi u sech d'Gestioun vun deenen Donnéeë maachen, e Maximum eigentlech am Virfeld schonn erauszeginn, dass d'Leit eigentlech am Virfeld schonn e Maximum d'office vun Informatioune kréien a bei Nofroen dann och bereet sinn, mengen ech, zousätzlech Informatiounen ze ginn.

Ech mengen, dass do kee grousse Sträit kënnt op deem dote Punkt. Et ass awer wichteg, dass mer, nodeem mer laang driwwer diskutéiert hunn - ausser am Ëmweltberäich, wou dat jo scho besteet -, awer och an deenen anere Beräicher do dee fräien Accès kréien.

Op de Service de Renseignement an dat alles wëll ech net agoen. Do besteet, ausser an e puer Detailpunkten, e grousse Konsens. Och do wär ech frou, wann déi... En Deel Propositions de loi ass jo schonn do. Ech wär awer frou, wann och de Rescht géif vun der neier Regierung esou schnell wéi méiglech an Ugrëff geholl ginn, fir dass mer och do net jorelaang musse weider waarden, bis et zu enger Reform kënnt.

Ech wëll e puer Wuert soen och zum wirtschaftlechen an zum finanziellen a budgetären Ëmfeld. Dat ass eng wichteg Fro. Och mat de Wahle sinn d'Problemer déi al. Déi sinn net ewechgewëscht, och mat der neier Regierung bleiwe se déi al.

Mir sinn do agebett an e relativ contraignant europäescht Regelwierk, wat d'Gouvernance économique ugeet, wat de Budget betrëfft, wat awer och déi faméis Déséquilibres macroéconomiques ugeet - Semestre européen, Sixpack, Twopack, alles ass schonn opgezielt ginn. Alles dat ass net evident, an och eng nei Koalitioun, egal wéi déi Zesummesetzung wär, ka sech deenen dote Contrainten net entzéien.

Gutt wär et - do bleiwe mer där Meenung -, wann een op europäeschem Plang géif erreechen, eng gewëssen Oplackerung ze kréien, wat eenzel Regelen ugeet. Mä dat ass natierlech eng schwiereg Konstellatioun, eng schwiereg Operatioun, déi net vun haut op muer ze maachen ass.

Wichteg ass fir mech festzestellen, et ass eigentlech op haut gekuckt, dass d'Situatioun - och vun de Statsfinanzen - net schlecht ass. Ech hunn och do guer kee Problem, zu där Budgetspolitik ze stoe vun deene leschte Joren. Mir wëssen, wéi mer do gestridden hunn, wéi schwiereg déi Diskussioune waren.

Mä schlussendlech hu mer awer, wann och net mat der leschter Konsequenz bis zum Schluss, etappeweis schwiereg Décisioune missen huelen, woufir déi viregt Regierung net geklappt kritt huet. Dobaussen hu mer se gemeinsam och duerchgestanen. An och dës Koalitioun mécht keng vun deene strukturellen Décisiounen, där waren der och derbäi, stellt se a Fro, déi geholl si ginn.

Et muss een och soen, dass elo mat der Échéance 2015 wuel esou grouss Erausfuerderungen op d'Budgetspolitik zoukommen, wann dann net méi grousser, wéi mer se an de Joren 2009-2010 haten. Dat gëtt eng ganz schwiereg Saach. Do kann ee bemängelen, dass vläicht deen een oder aneren Dossier net esou preparéiert ass, wéi en hätt kënne preparéiert ginn an deene leschte Joren. Mä och do ass et selbstverständlech, dass, wann all Detailer um Dësch leien, dës Koalitioun wäert do misse politesch Décisiounen huelen.

Mir kënnen net zouloossen, dass mer an ee Rhythmus erarutschen, wou all Joer missten zwou Milliarden Euro a méi als nei Scholden opgeholl ginn. Dat wär onverantwortlech par rapport zu eise Kanner a Kandskanner. Dofir musse mer déi Décisiounen huelen.

Mir mussen déi Décisiounen awer esou huelen, dass se verstänneg sinn, dass se sech kohärent sinn ënnereneen, wat Steiererhéijung, wat Aspuernisser ugeet. An et ass déi Diskussioun, déi ugefaangen huet, an et ass déi Diskussioun, déi eis wäert an deenen nächste Méint bis zur Opstellung vum Budget 2015 anhuelen.

Mä ech erkennen och do, dass zumindest Deeler vun der Oppositioun bereet sinn, mat an déi Diskussioun do eranzegoen, well jo déi Zilsetzungen eigentlech comparabel sinn. Se si jo eigentlech net esou aus der Loft gegraff, well se ergi sech einfach zum Deel aus europäesche Verflichtungen, déi mer hunn, a mir mussen also gemeinsam kucken, dat hinzekréien.

Och do, mengen ech, sinn all gutt Iddie wëllkomm, fir do e Pak ze schnüren, deen d'Strooss hält. Dat schéngt mer wichteg ze sinn. Dat schéngt mer och de Kritär ze ginn zur Réussite oder net vun där grousser Steierreform, ech mengen, déi mer wierklech brauchen.

Et ass iwwert déi lescht Jore relativ vill Patchwork gemaach ginn an där doter Fro. Et ass ni eng fundamental Iwwerpréiwung vum ganze System gemaach ginn, ob e wierklech nach déi Zilsetzungen erfëllt, déi en huet, ob en effektiv eng Ëmverdeelung garantéiert, déi als gerecht emfonnt gëtt. An et ass dat dote Gefill, ob d'ëffentlech Meenung, ob d'Leit dobaussen d'Impressioun hunn, dass déi Efforte musse gemaach ginn.

An ech mengen, dass ëmmer méi Leit eigentlech prett sinn am Kapp, fir e Stéck Wee matzegoen op deem dote Wee, fir Lëtzebuerg erëm zukunftsfäeg ze maachen. Se mussen awer d'Gefill hunn, dass dat gerecht ass, dass, ier et u si geet, och all aner Méiglechkeete virdru gekuckt si ginn, fir eventuell Suen ze spueren, anescht u Projeten erunzegoen, méi bëlleg ze bauen, dass all déi Froe gekuckt si ginn.

Ech mengen, dass dann, wann dat an der richteger Reiefolleg geschitt a begleet gëtt, mat enger gudder Explikatioun a Kommunikatioun dobaussen, een och weider op ass fir Kritiken an net einfach seet, basta, dat maache mer esou.

Da mengen ech, dass effektiv dës Regierung déi néideg Viraussetzungen oder deen néidegen Elan och matbréngt als nei Équipe, fir un déi dote Saachen erunzegoen. Vläicht besser wéi déi al Équipe dat konnt, wou awer ee gemierkt huet, dass eng staark Routine sech awer bemierkbar gemaach huet iwwer Joren. An ech gi ganz einfach enger neier Équipe am Ufank vun enger Period do méi Chancen, déi doten Hürd ze huelen, wéi dat ass, wann déi Politik einfach esou weidergefouert gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech net weider hei ausloossen iwwer aner Punkten. Op dat Wesentlecht sinn ech agaangen.

Ech mengen, dass mer elo e Programm hunn, dass mer eng Équipe hunn - iwwert déi Zesummesetzung kann een ëmmer diskutéieren, iwwert d'Zuel och. Ech mengen awer, dass och emol eng Kéier e fréiere Statsminister déi Iddi hat vu Statssekretären, e bëssen nom däitsche Muster, also et ass probéiert ginn, sech eigentlech relativ no un déi doten Iddi hei ze orientéieren.

Mä et bleift, mengen ech, dass dës Regierung prett ass mat deem Programm, deen net méi onprezis ass wéi aner Programmer et och waren. Dat ass och virdru schonn hei ervirgehuewe ginn, deen an Deeler méi prezis ass, dat ass ganz kloer. Et huet een ëmmer och Kapitelen, déi anescht ausgeriicht si wéi anerer, wou méi Literatur gemaach gëtt. Bei anere gi méi prezis einfach Projeten opgezielt, déi ee wëllt maachen, a gewësse Projete brauchen nach Reifezäit. Déi mussen nach eruräifen. Do mussen nach Diskussioune gefouert ginn, ier ee mat deene Projeten no vir geet.

Wat elo muss kommen, dat wär e Wonsch, deen ech un d'Regierung hätt, an ech wäert vu menger Plaz aus da probéieren, och an déi Richtung do hinzewierken, dat ass opgrond vun deem Koalitiounsofkommes en Aarbechtsprogramm, en Aarbechtsprogramm mat engem Zäitplang, mat Prioritéiten.

Ech wëll net dat erëm begéinen, wat mer allze oft an der Vergaangenheet haten, wou jiddwer Minister säi Plang hat, seng Projete gemaach huet. Dat huet dann zu engem komplette Stau gefouert. Dat erkläert och, firwat dass esou vill Projeten zum Deel nach am Tirang leien. Well da vun alle Säiten op eemol Projete komm sinn an d'legislativ Prozedur eigentlech net konnt richteg duerchgezu ginn. Et si keng Prioritéite gesat ginn, an doduerjer si vill gutt Absichten eigentlech sträflech vernoléissegt ginn.

Dofir ass et wichteg, mengen ech, dass dës Regierung, dës Koalitioun sech deen Aarbechtsprogramm gëtt, mat engem konkreten Zäitplang, mat Prioritéiten, wat se wëllt an den éischte Periode maachen, fir esou geuerdnet eigentlech un d'Emsetzung vun hirem Koalitiouns- a Regierungsaccord erunzegoen.

Et kann een net alles gläichzäiteg maachen. Ech mengen, dee Wonsch vu Koordinatioun, dee jo och verankert ass an deem Accord tëschent de Ministeren, also méi eng interministeriell Zesummenaarbecht, ech wënsche mer, dass mer déi och kréien, selbstverständlech vun der Regierung mam Parlament, mat de Fraktiounen. Mir sinn eis jo och eens ginn iwwert de Prinzip vun engem Koalitiounsrot, deen aner Leit eigentlech an der Vergaangenheet net wollten.

De Koalitiounsrot, allerdéngs net fir Pompjee ze spillen - esou huet en nämlech zum Schluss nach fonctionnéiert -, mä e Koalitiounsrot, dee regelméisseg zesummekënnt, fir eben eng geuerdnet Aarbecht méiglech ze maachen, ze plangen um Niveau vun enger Koalitioun. Zu zwee wär et noutwendeg gewiescht, dat ass zu dräi net manner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, egal wéi een elo als Partei oder als Eenzelnen zu dëser neier Koalitioun steet, et ass eng Realitéit. An ech héieren och ëmmer méi vu Leit dobaussen - och Leit, déi aner Parteie gestëmmt hunn -: „Oh, mer sollen deenen eng Chance ginn."

Une voix.- Ganz richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An dat ass dat, wat ech gären hätt, och wann eng Partei, déi laang an der Regierung war an déi sécherlech vill Verdéngschter fir dëst Land huet, net méi derbäi ass dës Kéier, dass dës Regierung déiselwecht Chance soll kréie wéi aner Regierunge virdru kritt hunn, dass mer Parteiinteresse fir kuerz Momenter vergiessen, dass mer hinnen eng Chance ginn, déi Reformen ze maachen, déi se ugekënnegt hunn, déi oft uknäppen un aner Reformen, déi virdru gemaach si ginn, déi net ëmmer e Broch duerstellen, mä déi awer en neien Elan sécherlech mat sech bréngen, fir dass mer dat Vertrauen an d'Politik, Vertrauen an d'Institutiounen, Vertrauen tëschent den Institutiounen, dat awer gelidden huet an deene leschte Joren, dass mer dat erëm hiergestallt kréien.

An dofir wäerte mir als LSAP dëser Regierung d'Vertrauen ausschwätzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Ech soen nach eng Kéier datselwecht wéi virdrun. Ech ginn och dervun aus, dass nach méi Leit gär geklappt hätten, mä dass awer eng Rei dem President gefollegt huet.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat ass d'Sëtzung vun de Moien um Enn. Ech wënschen lech e gudden Appetit, grad wéi deene Leit, déi eis de Moie mat begleet hunn. Rendez-vous de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 12.08 heures)

SÉANCE 4 MERCREDI, 11 DÉCEMBRE 2013

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

Débat sur le programme gouvernemental (suite)

- *Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel (dépôt de deux motions)*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Motion 1: M. Justin Turpel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2: M. Justin Turpel, M. Alex Bodry, M. Jean-Claude Juncker, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, Mme Viviane Loschetter, M. Alex Bodry, M. Justin Turpel*
- *Renvoi de la motion 2 en commission*
- *Motion 3: M. Justin Turpel, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Jean-Claude Juncker*
- *Vote sur la motion 3 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Sëtzung ass op a mer fueren da viru mat der Debatt iwwert de Regierungsprogramm. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Débat sur le programme gouvernemental (suite)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ons nei Regierung trëtt un an enger Konstellatioun, wéi et se nach ni zu Lëtzebuerg ginn ass. Et trëtt domadder eng Équipe mat vill Engagement un - hire Programm stellt eng enorm Erausfuerderung - an dat besonnesch an dëse schwieregen Zäiten, net nëmmen an onsem Land, mä och an Europa.

Mir liewen elo an Zäiten, wou d'Bierger an d'Biergerinne sech Froe stellen, wéi et weidergeet a wat d'Zukunft brénge wäert. Froen, op déi och d'Politik keng Äntwert dierf schëlleg bleiwen. Wat brauch ons Gesellschaft? A wat brauch all eenzelne Bierger a Biergerin, egal ob al oder jonk, ob Lëtzebuerger oder net, ob räich oder aarm, ob Single oder bestuet, fir seng Zukunft ze gestalten?

Wéi solle mer ons organiséieren oder, besser gesot, nei organiséieren, fir datt eis Gesellschaft méi sozial a gerecht gëtt? Eng Gesellschaft, wou Chancëgläichheet keen eidelt Wuert ass. Wéi musse mer ons opstellen, fir datt mer onse Kanner, onsen Enkelen an allen nächste Generatiounen eng liewenswäert Welt hannerloossen? Eng Gesellschaft, wou mer oppassen, wat mer haut maachen, wéi mer liewen, fir datt muer an iwwermuer d'Méiglechkeeten zur Liewensgestaltung gräifbar bleiwen. Wéi kënne mer hei an onsem Land derfir suergen, datt dee grousse Projet vun engem friddlechen, solidareschen Europa ouni Grenze weidergefouert gëtt? A wat kënne mer géint den Euro-Pessimismus maachen?

Dës einfach Froestellung ass net nei am politesche Liewen, mä se kritt haut eng aner Dimensioun, där kee sech méi entzéie kann. D'Verhandlungsdelegatioune vun deenen dräi Regierungsparteien hu sech deene Froen och net entzunn, an déi 202 Säite vum Regierungsprogramm bréngen Äntwerten. Mat Sécherheet wäerte mer an dësem Land nach vill kontrovers diskutéieren iwwert de Wee, fir ons gemeinsam Ziler ze erreechen. Mir wäerten och sécherlech net ëmmer enger Meenung sinn, an de Cas de figure, dee mer heibannen heiansdo kennen, nämlech dee vu Majoritéit/Oppositioun wäert sech munchmol erëmfannen.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn iwwerzeegt, datt mir zesumme Léisungen zu de groussen Erausfuerderunge vun den nächste fënnef Joer kënne fannen, sief et an der Ausgestaltung vun Ziler, wéi och de Wee bis dohinner.

Kontinuitéit ass e wichtege Facteur, ouni dee bestëmmte Politike mëttel- a laangfristeg net kënne gräifen. Nei Akzenter an de Kontinuitéitspolitike wäerte gesat ginn, fir méi séier a méi gerecht ze handelen an zu engem gräifbaren Zil ze kommen. A ville Gesellschaftsfroe wäert dës Majoritéit duerch eng manner konservativ Approche nei Weeër aschloen, an dës Majoritéit wäert och vill Mesuren, oder eng Rei Mesuren a Fro stellen, déi allefalls enger Ideologie entsprach hunn, déi sozial genannt goufen, mä net ëmmer sozial gerecht sinn.

Mir wënschen ons als gréng Fraktioun, datt all ons Debatten déi nächst fënnef Joer heibanne mat der Oppositioun esou beräichernd a konstruktiv wäerte stattfannen, wéi mir et selwer gewinnt waren, wéi mir an der Oppositioun waren. Mir denken och, datt dëst Land eng fair Ausernanersetzung vun der Politik verdéngt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de grénge Wahlprogramm ass net de Koalitiounsaccord, mä de Koalitiounsaccord ass absolut gréng kompatibel. Net nëmmen, wéi ech gelies hunn, euphoresch gréng Memberen hunn deem zougestëmmt, mä och nawell eng ganz Rei vu kritesche bis ganz kritesche Memberen, bei ons heescht dat „Fundien", hunn dësem Accord zougestëmmt, à l'unanimité! Dat ass onse Bäitrag zur blo-rout-grénger Basis.

Wat mir ons virgeholl hunn, dat stëmmt. Et gëllt elo dëse Programm ëmzesetzen, mat sengen diversen Approchë vu Kontinuitéit bis Neiufank.

Mir sinn, Dir Dammen an Dir Hären, als gréng Fraktioun immens zefridden iwwert déi nei Form vu Gouvernance, déi dës Regierung adoptéiert huet. An erlaabt mer just nach eng Kéier op e Virriedner vun de Moien aus der CSV zréckzekommen an eng kleng Korrektur dran ze brengen. Mir schwätzen net vun engem Renouveau vun der Demokratie. Dat ass iwwerhaapt net méiglech. D'Demokratie ass en onantastbaart Recht. Mir schwätze vun engem Renouveau démocratique, wat eppes ganz aneschters ass. Mir wëllen eng Erneierung a mir wëllen déi op eng demokratesch Manéier.

Fir ons ass dat esou wichteg, well fir ons ass Form och Programm. Informatioun an Transparenz si wichteg Vecteure fir e gutt Vertrauen an d'Politik. D'office informéieren, net méi just sur demande, an d'Méiglechkeeten och dozou schafen, ass e Meileschrëtt no vir a gëtt dem Wuert „moderniser" säi richtege Sënn. Iwwregens, wann dat Wuert esou oft virkënnt am Regierungsprogramm, et ass jo gezielt ginn, dann ass et och vläicht, well et esou vill Potenzial dofir gëtt.

Referendum fir d'Bierger an d'Biergerinnen, net nëmmen zu Verfassungsfroen, kann een och als eng méi modern Vue vu Participatioun definéieren. An och do ass et selbstverständlech, datt och d'Froe wäerten erakommen, déi zum Beispill elo schonn definéiert gi sinn. Si gehéieren zum Regierungsprogramm. An de Referendum ass eng Form vun aktiver Participatioun. Natierlech, esou wéi et de Moie gesot ginn ass, kann ee vill Saachen hei an der Chamber décidéieren, mä et kann een awer och Saachen an e Referendum ginn an d'Bierger an d'Biergerinne mat erunzéien. A genau dat ass vläicht ee vun de Merkmaler vun deem neie Stil vun dëser Majoritéit.

A virun allem de Modus vivendi, dee sech dës Regierung selwer niddergeschriwwen huet, ass net nëmme modern, mä batter noutwendeg! Beréierungsängschten a Chasses gardées ofbauen, eng transversal interministeriell Schaffmanéier, wou transversal Komponenten der Politik nëmme kënnen déngen. Bravo! Genau esou eng Politik brauche mir, fir d'Problemer vun dësem Land unzegoen.

An dës Approche fënnt een an den eenzelne Kapitelen erëm, déi openee Referenz maachen. Dës nei Gouvernance wëllen d'Majoritéitsparteien och an der Chamber aféieren. Eng ganz Rei vun Adaptatioune si virun zwee Deeg der Reglementskommissioun proposéiert ginn. All Sensibilité politique oder souguer all eenzelne Volleksvertrieder soll méi Initiativrechter kréien, soll méi Riedezäit kréien, soll iwwerhaapt emol d'Méiglechkeet kréien, d'Wuert ze ergräifen. Dës Propositiounen, wa se am Januar hei am Plenum ugeholl ginn, kënnen nëmmen zu enger méi interessanter an animéierter Debatt bäidroen.

Dës nei, fir net erëm modern ze soen, Manéier ze schaffen, huet iwwregens och eng Rei strukturell Ännerunge mat sech bruecht. Mir begréissen, datt et fäerdegbruecht ginn ass, eng Aart Kanner- a Jugendministère ze schafen, wou och d'Éducatioun dran ass. An onsen Aen ass dësen neie Ministère ee vun de wichtegsten. An dësem Ministère ginn déi méi wichteg an nohalteg Décisioune getraff. Hei ginn d'Weiche fir d'Zukunft vun den nächste Generatioune gesat. A mir profitéieren haut, fir sengem neie Minister eng glécklech Hand ze wënsche fir dësen noblen Défi, deen hie sech selwer gestallt huet.

A mir behaapte souguer, datt dëse Ministère net manner wichteg ass an net manner schwiereg ass wéi e Finanzministère. Et ass dee Ministère, deen zoustänneg wäert sinn, fir d'Chancëgläichheet tëscht alle Kanner ze garantéieren, ugefaangen an der Crèche, an de Maisons relais, a virun allem an der Schoul. Well Chancëgläichheet an der Schoul ass keng Selbstverständlechkeet fir vill Kanner.

Fréier atypesch duerch hire soziokulturelle Background, esou kann haut mat iwwer 40% Netlëtzebuerger Kanner an onsen ëffentleche Schoulen net méi vun atypescher Situatioun Rieds sinn. Och dës Netlëtzebuerger Kanner sinn ons Kanner a gehéieren zu der nächster Generatioun vun onsem Land. Mir kënnen ons net erlaben, op all dee Potenzial ze verzichten. Mir begréissen ausdrécklech déi spezifesch Punkten aus dem Programm, déi der Sprooch am Enseignement eng nei Dimensioun ginn, well d'Kompetenz ass méi wéi d'Sprooch. An d'Sprooche si bei ons en Atout a sollen net méi eng Barrière sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- D'Beruffsausbildung bleift och fir dës Regierung e wichtegt Thema. Net nëmme fir de Bilan vun der Reform ze maachen a gegebenenfalls ze adaptéieren, mä virun allem, well d'Beruffer an d'Handwierk Zukunft huet an d'Zukunft ass.

Fir der Wirtschaft zu Lëtzebuerg hire Wuesstum oder, méi richteg gesot, hiren noutwendege qualitativen a selektive Wuesstum kënnen ze assuréieren, brauche mer d'Handwierk. Keng aner Politik wéi d'Wirtschaftspolitik ass esou ugewisen, transversal ze schaffen, mat alle Politiken, wéi d'Formation professionnelle, wéi d'Beschäftegungspolitik, awer och wéi d'Ëmweltpolitik. Domadder garantéiere mer onser Ekonomie déi beschte Viraussetzungen, fir sech längerfristeg an nohalteg ze entwéckelen an esou der nächster Generatioun virun allem Aarbecht a Liewensqualitéit ze hannerloossen.

Mir brauchen en intelligente Wuesstum, en innovative Wuesstum, wäitsiichteg Iddien, déi ons erméiglechen, ons Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg ze erhalen a weiderhin Aarbechtsplazen ze schafen. Intelligente Wuesstum heescht fir ons Wuesstum, deen hält, dee sech regeneréiert, deen nohalteg ass, dee sech am Ausland weise léisst, deen net nach zousätzlech verseuchte Frichen hannerléisst an dee keng Plans sociaux hannerléisst.

An am Regierungsprogramm fanne mir, onser Meenung no, do déi richteg Pisten dofir. Ugefaange mam PIB du bien-être, deen, nieft dem klassesche PIB, eng wichteg Komponent gëtt, fir d'Wuelbefanne vun onser Gesellschaft ze definéieren. Dëse Koalitiounsaccord versteet de Begréff Wuelstand net nëmmen als Kafkraaft. Eng gutt Liewensqualitéit besteet net nëmmen aus Uschafungen. Et ginn Aspekter, déi kann een net monetariséieren.

D'Ekotechnologië si mat Sécherheet en intelligente Schachzuch a gehéiere sonner Zweifel zur Zukunft vun der Wirtschaft iwwert d'europäesch Grenzen eraus. Et gëllt haut ze investéieren an ze promouvéieren, a genau déi Nischen ze fanne mat deene mir, nieft der Finanzplaz an onofhängeg vun der Finanzplaz, e weideren zolitte Pilier fir Lëtzebuerg kënnen entwéckelen.

Mir sollen awer och déi sougenannten „green jobs" en général fir de Wirtschaftswuesstum net ënnerschätzen. Dësen Term fanne mer an de Kapitelen iwwert d'Aarbecht an d'Beschäftegung erëm.

Beschäftegung an de Kampf géint de Chômage ass eng deklaréiert Prioritéit vun dëser Regierung. Nei ass, datt se sech déi néideg Moyenen dozou gëtt, net nëmme finanzieller Natur. Déi ganz Beschäftegungspolitik vun dëser Regierung baséiert op Zesummeschaffen, op transversale Komponenten, well déi transversal Komponente fanne mer praktesch an alle Punkte vun dësem Kapitel erëm. Eng Kollaboratioun tëscht Wirtschaft, Beschäftegung, Ausbildung, Energie, Ëmwelt a Landwirtschaft ass onëmgänglech. De Potenzial vun enger enker Zesummenaarbecht tëscht dëse Ressorte vun Ausbildung, Wirtschaft a Beschäftegung ass enorm a bei Wäitem nach net ausgeschëpft!

Dir Dammen an Dir Hären, dës Transversalitéit, dës ëmmer erëm erwähnte Kollaboratioun - iwwregens ass deen Term „Kollaboratioun" net gezielt ginn; ech hunn e gezielt, e kënnt 81-mol vir am Koalitiounsaccord -, deen Term „Kollaboratioun" kann nëmme vun enger Équipe geschriwwe gi sinn, fir déi dësen Term och Bedeitung huet. Mir wënschen der Regierung eng interministeriell Kollaboratioun, déi e Virbild gëtt fir all déi Leit, déi bei hinnen an de Ministèrë schaffen, an déi, déi direkt um Terrain schaffen. D'Bereetschaft ass op alle Fall do, well dee Feedback ass scho komm. Wahrscheinlech och, well um Niveau vun de Verwaltungen de Besoin dozou scho längst erkannt ginn ass!

An der Beschäftegungspolitik wäerte mir als gréng Fraktioun och an der Kontinuitéit bleiwen. Virdrun an der Oppositioun, elo an der Majoritéit. Mir wäerte weiderhin d'Reform vum Arbeitsamt ënnerstëtzen, mam Ënnerscheed, datt elo dem Aarbechtsminister senger Demande fir eng substanziell Personalerhéijung Rechnung gedroe gëtt. Mir musse séier an d'Standardnorme kommen, wat d'Quot vun de betreiten, concernéierten Demandeurs d'emploi pro Conseiller definéiert. Mir brauche séier adequat Infrastrukturen, fir eng gutt Aarbecht ze erméiglechen an e mënschewürdegen Empfang vun de Leit, déi eng Aarbecht sichen.

A genau dat ass dat Neit an der Kontinuitéit. Dës Prioritéite sinn am Regierungsprogramm niddergeschriwwen. An dat ass och gutt esou!

Eng Evaluatioun vun alle Mesures à l'emploi ass virgesinn. Och dat ass richteg an noutwendeg. Eng besser Analys vum Besoin vun der Ënnerstëtzung vum Demandeur d'emploi oder vun der Persoun ouni Aarbecht - dat sinn zwou verschidde Saachen heiansdo - ass gefrot. Wéini ass et besser, temporär en RMG ze hunn, mat oder ouni ATI? Wéini ass et besser, an enger Initiative au travail affectéiert ze ginn? Wéini ass et besser, net assignéiert ze ginn? An esou weider. Och do ass endlech virgesinn, dës verschidde Mesuren, fir déi och nach verschidde Ministèren zoustänneg sinn, besser openeen ofzestëmmen.

De Projet „Garantie pour la jeunesse" ass eng dynamesch Approche fir de Jugendlechen. Et erlaabt de Jugendlechen net mussen an e Gefill ze fale vu betreit sinn, en éischter passivt a fatalistescht Gefill, mä encouragéiert hien, aktiv ze bleiwen, respektiv aktiv ze ginn. Dëse Projet soll séier fonctionnel ginn. Fir ons och extrem wichteg, déi dozougehéierend festgehale Qualitéitskontrollen.

D'Gläichheet tëscht Männer a Fraen ass fir déi gréng e fundamentaalt, wichtegt Element a gehéiert mat der Anti-Atombewegung an der Ëmwelt zu de wichtegste Prinzipien iwwerhaapt vun onser Partei. Datt dëst keen Dogma ass vun deene Gréngen, mä zur Alldagsrealitéit gehéiert, weisen déi deklaréiert Ziler am Regierungsprogramm, déi op de reellen Déséquiliber an der Prise de position (veuillez lire: Prise de décision) reagéiert.

Datt d'Fraen haut grad esou vill Kompetenzen an Erfahrung matbrénge wéi Männer, steet iwwerhaapt net méi zur Diskussioun. D'Diskussioun ass éischter: Wéi eng Politik fir méi eng gerecht Opdeelung? Dës Regierung verabschit sech vum Prinzip: „Mir loossen de Leit emol de Choix, dat selwer ze maachen, an duerno kucke mer." Dës Regierung zitt en éierlechen a gerechte Bilan an hëlt direkt Mesurë fir eng besser Representatioun vu Männer a Fraen op Décisiounsposten, net nëmmen an der Politik, mä och an de Verwaltungsréit, wou se matdécidéiere kann. An dat mat engem faire Rapport vu 60% zu 40%.

Effektiv bléist elo en neie Wand, an och wann heibannen oder an der Regierung Nachholbedarf ass, all Respekt fir dës Erkenntnis an dës wichteg a courageiert Schrëtt. A mir wënschen der neier Ministesch eng flott Aarbecht am Ministère de l'Égalité (veuillez lire: Ministère de l'Égalité des chances), deem seng Daseinsberechtegung méi wéi jee confirméiert ginn ass.

Déi annoncéiert Gesellschaftsreformen, déi d'Regierung schonn ugekënnegt huet, hu scho fir vill Austausch an der Gesellschaft gesuergt. Eigentlech ass dëst eng positiv Saach. Et gëtt erëm iwwert d'Gesellschaftsgestaltung ënnert de Leit diskutéiert an debattéiert. Et entsteet erëm eng Dynamik, wou jiddweree sech erëm concernéiert fillt a matschwätzt.

Richteg fanne mir, datt d'Politik sech méi aus de kathoulesche Kierchenugeleeënheeten eraushält. Et ass souguer fair. Fair vis-à-vis vun deenen anere Kierchen a Glawensgemeinschaften, fair par rapport zu onser Gesellschaft, déi, anescht wéi virun 100 Joer, haut multikulturell ass.

Fair, well et och unerkennt, datt et an onser Gesellschaft och en Deel Leit gëtt, déi net gleeweg sinn. Fair ass et och, déi verschidde sexuell Orientatiounen endlech wouerzehuelen a gläich Rechter fir gläich Léiften ze schafen. Richteg fanne mir, datt endlech der Fra dat enormt Gewiicht vum Code pénal beim Avortement ewechgeholl gëtt. A richteg, gerecht a fair fanne mir och, dass Leit, déi Joren a Jorzéngten an onsem Land liewen a schaffen, och kënne matdécidéieren, wien hir Vertrieder an der Politik solle sinn. Praktesch alles Komponenten, déi et an aneren europäesche Länner scho gëtt, mä wou mir stolz drop sinn, datt mer och endlech dozougehéieren.

Mir begréissen explizit d'Kreatioun vun der Maison des droits de l'Homme. Säit Jore revendiquéieren déi gréng - d'Fraktioun - eng éierlech Reform vum Jugendschutz. D'Politik ronderëm de Jugendschutz ass eng äusserst sensibel. Et handelt sech ëm Kanner- a Jugendrechter, déi onberéiert bleiwe mussen. Et handelt sech awer och ëm Realitéiten, oft dramatesch Realitéiten, wou Doten a Schued munchmol sech vermëschen, a wou et net ëmmer evident ass, eng Konklusioun ze zéien. Awer mir brauchen dës Reform. An elo kënnt se, a si ass als urgent am Regierungsprogramm ugekënnegt. Bravo fir dëse politesche Courage!

Den Office national de l'enfance gëtt reforméiert, fir d'Aarbecht um Terrain net nëmmen erëm méi einfach, mä virun allem méi effizient ze maachen. D'Zesummenaarbecht tëschent Sozial a Justiz muss gefërdert ginn an ënnerstëtzt ginn zum Wuel vum Kand a senger Famill.

Awer zur Gesellschaftspolitik gehéiert och, datt d'Chancëgläichheet fir jiddwereen déiselwecht ass. Zur UNO-Konventioun fir Mënsche mat Behënnerunge gehéiert och en nationalen Aktiounsplang. Dësen Aktiounsplang gëtt an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Instanzen a Leit iwwerschafft an ëmgesat. Mir brauchen dësen Aktiounsplang, net nëmmen, well et ëm Chancëgläichheet geet, mä ganz einfach ëm Gerechtegkeet. D'Gebäerdesprooch gëtt och als Sprooch unerkannt a gefërdert. Hei och geet et ëm den Zougang zur Participatioun, an domadder implizit ëm Gerechtegkeet.

Mir waren och als Gréng ëmmer der Iwwerzeegung, hu mir heibannen och ëmmer gesot, datt ee mat enger preventiver Approche an der Santéspolitik vill Sue ka spueren. De Premier huet gëschter gesot, duebel spueren. Mä et kann een och vill Misär sech erspueren, vill Suen op verschidden Niveaue vun der Infrastruktur bis zur Gesondheetskeess. An d'preventiv Moossname sinn ënnert dem Strëch méi bëlleg wéi réparatrice Moossnamen.

An dann natierlech freeë mer ons besonnesch iwwert de Service hospitalier national de l'environnement. D'Ëmweltmedezin ass bis viru Kuerzem nach oft mat Skepsis betruecht ginn. Haut sinn Ëmweltkrankheeten unerkannt a leider och keng Rariteit.

Ech muss och am Numm vun deene Gréngen, der grénger Fraktioun natierlech op d'Wunnengspolitik agoen. Et ass eng vun deene gréissten Erausfuerderunge vun dëser Regierung. Mir hunn an dësem Land en enorme Wunnengsproblem, a gläich op verschidden Niveauen. A mir mussen och feststellen, datt déi lescht Jorzéngte leider keng oder munchmol déi falsch Weiche gestallt gi sinn.

Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, fir de Fonds du Logement nei opzestellen an en erëm zu deem ze maachen, wat mer brauchen, nämlech en Établissement public, dee virun allem Sozialwunnenge baut, verkeeft a verlount. Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, datt et virun allem de Rôle vun den ëffentlechen Instanzen ass, derfir ze suergen, datt genuch Sozialwunnengen an erschwéngleche Wunnraum ugebuede kënne ginn. Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, virun allem an de Parc locatif ze investéieren. Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, de Präis vum Foncier ze neutraliséieren.

Dat sinn alles konkret Moossnamen, déi stinn am Regierungsprogramm. Et ass weder flou nach vag.

Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, virsiichteg mam Bauperimeter ëmzegoen, datt seng Erweiderung gekoppelt ass un Antispekulatiounsmoossnamen an u kuerzfristeg Baubedingungen, notamment vun der ëffentlecher Hand.

Dat steet och prezis am Regierungsprogramm. Et ass net vag, et ass net flou.

Mir begréissen, datt d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, datt d'Offer u Suivi social garantéiert gëtt, souwuel beim Kaf wéi och bei der Locatioun vu soziale Wunnengen. A mir encouragéieren déi nei Ministesch, séier de Bilan vum Pacte logement a vum Paquet logement ze maachen, an da gegebenenfalls déi noutwendeg Adaptatiounen ze maachen.

D'Gemenge sinn de Partner Nummer eent an der Wunnengsbaupolitik a brauche konkret Ënnerstëtzung. Dës konkret Ënnerstëtzung, a Form notamment vu Berodung, ass elo endlech

virgesinn. Esou wäert all Gemeng kënnen à même sinn, hir Verantwortung an der Wunnengsbaupolitik ze iwwerhuelen an domadder en autonomen, awer fiabele Partner fir de Stat kënnen ze sinn.

An der Wunnengspolitik ass mat Sécherheet eng Revisioun vun alle méigleche Subsidë sënnvoll. Mir mierken haut, datt net onbedéngt déi Leit, déi eng finanziell Ënnerstëtzung brauchen, déi och genuch kréien. Anersäits mierke mer och, datt ee mat Wunnengsbau vill Fric ka maachen. Anstänneg a mënschewierdeg wunnen ass awer e Mënscherecht, e Besoin, mat deem net nëmme solle Geschäfter gemaach ginn!

D'Subsiden a finanziell Ënnerstëtzunge sollen do ausbezuelt ginn, wou se gebraucht ginn, fir en Daach iwwert dem Kapp ze hunn, fir sech e Liewen opzebauen oder fir senge Kanner eng Wunnméiglechkeet ze hannerloossen.

Wunnenge bidden awer och en enorme Potenzial fir Energie ze spueren, respektiv fir an Zukunft keng Energie méi ze verbrauchen. E Pionéier an der Groussregioun ze ginn an de Ressorten Energieeffizienz an erneierbar Energien, dat ass e geschriwwent, deklaréiert Zil vun dëser Regierung. Sécherlech en ambitiéist Zil, mä eng intelligent Strategie. Genau esou Projete brauche mir hei zu Lëtzebuerg. Enorm vill Aarbechtsplaze kënne geschafe ginn, wa mir op dës nei Créneaue setzen, wa mir proaktiv an dës Wirtschaftsnischen investéieren.

An dës nei Secteure garantéieren den nächste Generatiounen eng Onofhängegkeet vu Pëtrol a Gas. Dës Onofhängegkeet ass och eng Saach vu Gerechtegkeet, well spéitstens bei der nächster Generatioun kann de Pëtrol an de Gas nach just vu räiche Leit bezuelt ginn. D'Onofhängegkeet vu Gas a Pëtrol an den Ausbau vun erneierbaren Energien huet net nëmmen eng wirtschaftlech an eng sozial Komponent, mä och ekologesch Konsequenzen. Einfach ausgedréckt, awer richteg: keen Dreck an der Loft, keen Dreck am Waasser, kee radioaktiven Offall, keng nei verseuchte Frichen, keng gesondheetsschiedlech Ëmwelt fir Kanner an Erwuessener.

Jo, mir fannen de grénge Fuedem am Regierungsprogramm erëm a mir sinn iwwerzeegt, datt déi gréng Regierungsmemberen, alle véier, mat Kompetenz an Erfahrung dëse Programm déi nächst fënnef Joer wäerten hëllefen an d'Praxis ëmzesetzen. Well si wäerten dat net eleng maachen. Et ass keng gréng Aufgab, et ass eng Regierungsaufgab, esou wéi et am Regierungsprogramm steet. Et ass eng gemeinsam Aufgab, de Premier huet et gëschter ënnerstrach.

Ons natierlech Ressourcë sinn net onendlech. De Klimaschutz huet am Regierungsprogramm eng reell Wichtegkeet. Dës wäert bei der Présidence 2015 spéitstens e Schwéierpunkt gi vun dëser Regierung. Dës Regierung bekennt sech kloer géint Atomenergie a wëllt aus dem ITER-Atomfuerschungsreaktorprogramm erausklammen. Mir brauche méi wéi jee esou Stëmmen um EU-Niveau. De Stat wäert op 100% grénge Stroum ëmswitchen. D'Regierung wëll sech och beméien, méi Ustrengungen heiheem ze maachen, fir d'Klimaziler ze erreechen.

An de Kapitelen iwwert de Buedemschutz, d'Loftqualitéit, de Kaméidi oder d'Offallgestioun, liest ee kloer Aktiounen, wéi dës Regierung den Naturschutz wëllt förderen. De Biolandbau soll staark gefërdert ginn, fir kënnen der nationaler riseger Nofro e bësse besser nozekommen. An datt de Principe de précaution bei den OGMen oder bei de GSM-Antenne weiderhi verstäerkt gëtt, kann ee feststelle bei de Mesuren, déi dës Regierung sech virgeholl huet.

Den Naturschutz kritt eng nei Dimensioun an dësem Regierungsprogramm. Dozou gehéiert och de Waasserschutz. Beim Waasserschutz gëtt et enorm vill nozehuelen. Déi viregt politesch Responsabel hunn et verpasst, eng Politik anzeféieren, déi ons Gewässer an e gudden Zoustand bréngt. Si hunn net derfir gesuergt, datt onst Land iwwer flächendeckend Ofwasserinfrastrukture verfügt. Et feelen nach ëmmer adequat Règlements grand-ducaux zu den noutwendege Waasserschutzzonen, déi gebraucht ginn, fir e proppert Waasser ze garantéieren, e proppert Drénkwaasser.

D'Waasserpolitik huet elo seng richteg Plaz am Ëmweltministère fonnt. An d'Ëmweltpolitik huet elo hire richtege Stellewäert an der Chamber fonnt, doduerch datt mer eng eegen Ëmweltkommission geschafen hunn. Vun haut un ass fir dës Regierung d'Ëmweltpolitik eng transversal Politik par excellence.

D'Vernetzung mat der Landwirtschaft a mat dem Konsumenteschutz ass evident. Awer och d'Vernetzung mat der Wirtschaft an der Ëmwelt ass wichteg. Et sinn zwou Politiken, déi, wéi de Premier et gëschter gesot huet, komplementaresch ze verstoe sinn. Mat dëser neier Manéier ze schaffen, ewech vun der Silosorganisatioun an eriwwer zur interministerieller Zesummenaarbecht, kréie mir déi Bedingungen, déi mer brauchen, fir kompetent an effektiv ze schaffen.

Uerdentlech Bedingungen, fir effikass ze schaffen, brénge mat Sécherheet déi laang ersehnte Plans sectoriels, un deene schonns bal zéng Joer a verschidde Ministèrë geschafft gëtt. De Plan sectoriel «Logement», de Plan sectoriel «Transports», de Plan sectoriel «Zones d'activités» an de Plan sectoriel «Paysages» si véier Aarbechtsinstrumenter, déi mer schonns laang an dësem Land gebraucht hätten, fir eng uerdentlech, fir eng geplangten, awer virun allem eng duerchduechte Gestaltung vun dësem Land ze organiséieren.

Wéi eng Stroossen, wéi eng Schinne gi wou a firwat gebaut, oder net gebaut? Wéi eng Zones d'activités gi wou installéiert, a fir wéi eng Betriber? Wat wëlle mer förderen, a firwat wëlle mer dat? Wou sollen nei Wunnenge gebaut ginn, a firwat grad do? Wahrscheinlech well mer grad do den ëffentlechen Transport gebaut oder geplangt hunn, oder eng Zone d'activités geplangt hunn, wou mer kuerz Weeër ubidden tëscht schaffen a wunnen. Wat muss protégéiert ginn? Wou wëlle mer zesummenhänkend Grénzonen oder Naturparken erhalen? A firwat? Wou wëlle mer Agraraktivitéite förderen?

Eigentlech kann ee sech keng Landesplanung virstellen, ouni d'Viraussetzung vu bestehende Plans sectoriels, déi openeen ofgestëmmt sinn. An dofir gëtt et héich Zäit, datt dës Regierung sech d'Mëttel gëtt, fir kënnen ze schaffe wéi am 21. Jorhonnert, fir eng Chance ze kréien, och eng nohalteg a sënnvoll landesplaneresch Politik ze gestalten. Déi Zäite vun „first come, first served" sinn definitiv eriwwer.

Mir musse prioritär och de Problem vum Trafic an de Grëff kréien. An deenen nächste Jore gëllt et, dem ëffentlechen Transport eng Prioritéit ze ginn, d'Offer massiv, souwuel quantitativ wéi awer och qualitativ, ze verbesseren, wa mer wëllen, datt d'Leit net méi mussen oder wëlle mam Auto fueren an noutgedrongen am Stau stinn. A mir mussen och Stroosse bauen, do wou se gebraucht ginn. D'Mobilitéit ass nämlech e Ganzt. Et ass eng Kette mat vill verschiddene Méiglechkeeten, fir sech fortzebewegen. Dës Regierung muss derfir suergen, datt endlech en Equiliber hiergestallt gëtt tëscht dëse verschiddene Méiglechkeeten.

D'Offer un ëffentlechem Transport verbesseren, wéi den Zuch oder den Tram, innovativ Mobilitéiten aféieren, wéi zum Beispill de Carsharing oder konsequent duerch d'ganzt Land d'Mobilité douce, de Vëlo oder zu Fouss goe förderen. Dës Initiativen, déi stinn och kloer am Regierungsprogramm, net vag, net flou, mä kloer. Dës Initiative bedeiten e Quantesprong no uewe fir d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi hei wunnen, oder déi, déi all Dag heihi schaffe kommen. A si sinn een net ze ënnerschätzende wichtege wirtschaftleche Standuertfacteur fir onst Land.

Ech wëll haut net vill bäifügen zu der Finanzplazpolitik, well vill schonns doriwwer geschwat ginn ass. De Premier huet et gutt résuméiert. Am Moment ass d'Finanzplaz ons Mëllechkou. Mir alleguerte liewen haaptsächlech vun dëse Suen. Si fidderen onse Budget, souwuel um nationale wéi um Gemengenniveau. Mä mir hunn eng Rei Erausfuerderungen, deene mer ons musse stellen. Jo, mir mussen eng stabil a prévisibel Politik fir d'Finanzplaz garantéieren. An, jo, mir solle proaktiv an deene verschiddenen internationale Gremien, wéi zum Beispill, mä net nëmmen, d'OCDE matschaffen, a Saachen Transparenz a beim Échange automatique vu Steierinformatiounen.

Jo, mir sollen e prezise Kalenner froe fir en automateschen Informatiounsaustausch, dee weltwäit och fir all aner Finanzplaze soll zielen. A mir sollen ons Uleies no homogenen Normen ënnersträichen an onse Wëllen, fir aktiv drun ze schaffen, bekannt maachen. Esou wéi an der Vergaangenheet, vläicht mat méi Iwwerzeegung. E Kalenner, dee mer souwisou riskéieren opgedrongen ze kréie mat enger Deadline. Mä mir denken, datt de Wëlle vun der Regierung, fir d'Finanzplaz ëmzestrukturéieren, mat neien, sougenannte proppere Produkter, an domadder och en neien Typ vun Investisseuren unzezéien, dee richtege Wee ass a wahrscheinlech och deen eenzegen.

Dofir ass et och richteg, datt dës nei Regierung sech dofir asetze wäert, fir eng weider Diversifiéierung vun den Aktivitéite vun onser Finanzplaz virunzedreiwen, zum Beispill a Richtung vun den Investissements socialement responsables, wéi d'Mikrofinanz oder déi sougenannte Fiche d'impact (veuillez lire: Finance d'impact).

Dës Regierung, dat ass och scho vill haut gesot ginn, muss sech de Spuermoossnamenserausfuerderunge stellen. Iwwregens, dat hätt all nei Regierung misse maachen, déi elo am Dezember ugetruede wier, egal wat fir eng politesch Partei, déi heibanne vertrueden ass. Dëst wëllen ignoréieren, ass schlicht politesch irresponsabel! À politique inchangée, et ass scho gesot ginn, hu mer an zwee Joer 15 Milliarde Schold a kommen no un déi 30% vum PIB.

Esou wéi all Regierung hätt missen derfir suergen, wäert och dës nei Regierung derfir suergen, datt den Triple-A net a Gefor kënnt. An ech fannen et och net gutt, datt een de Wäert dovunner elo erofspillt. Dat ass schonn eng wichteg Komponent. Well dat géif nämlech bedeiten, datt mer an eng dramatesch Scholdespiral erageroden, wou mer ons nëmme kënnen en dramateschen Ausgang fir onst Land an déi kommend Generatiounen erwaarden. Jo, dat si blank Zuelen, esou den Ausdrock vum Premier gëschter.

An de Moie sot de Vertrieder vun der CSV, datt déi Zuel vun 1,5 Milliarde scho laang bekannt ass. Mir hunn awer néierens an deene villen Tiräng eng Léisung fonnt, wéi een där scho laang bekannten Zuel kéint entgéintwierken. Et gi keng Léisungsvirschléi an deenen Tiräng, an et ginn och keng Léisungsvirschléi zu deenen 800, mindestens, Milliounen, déi ons wäerten duerch de Commerce électronique ewechfalen. Dat ass d'Aufgab vun dëser neier Regierung, an déi ass verdammt verflicht eng Léisung ze fannen!

Et feelen also 1,5 Milliarden, an déi brauche mer, fir datt den Dramazeenario net antrëtt. Dofir wäerte mir d'Regierung ënnerstëtze bei den ugekënnegte Mesuren, notamment wéi Screening oder „zero-based budgeting". Mir ënnerstëtze se awer och bei där ugekënnegter Steierreform, déi muss a wäert op Kritäre vu sozialer Gerechtegkeet a vun Nohaltegkeet baséieren. A mat Sécherheet wäerte mer do och d'Kapitalbesteierung erëmfannen.

Mir ënnerstëtzen och d'Iwwerpréiwung vun alle sozialen Transferten op hir Gerechtegkeet an hir Effikassitéit. Well e sozialen Transfert rechtfertegt sech doduerch, datt déi, déi et brauchen, op eng wierdeg Aart a Weis gehollef kréien, fir wierdeg ze liewen. Si si keen Droit acquis, an et kann net sinn, datt d'Allgemengheet muss bezuele fir Transferten, déi do ukommen, wou se net gebraucht ginn. An et kann och net sinn, datt d'Allgemengheet Steiere bezilt an d'Transferte kommen net oder net genuch do un, wou se gebraucht ginn.

D'sozial Transferte sinn nach vill esou organiséiert nom Prinzip „Géisskan" aus den Zäiten, wou d'Keese voll waren a verdeelt ginn ass, ouni richteg selektiv ze sinn. An deenen Zäiten ass séier wéineg analyséiert ginn - och e Wuert, wat anscheinend ze vill oft an dem Regierungsprogramm erëmkënnt -, an deenen Zäiten, wou d'Keese voll waren, ass séier wéineg analyséiert ginn. Dës Regierung mécht kee Feeler, wa si sech genuch Zäit hëlt, fir ze analyséieren, ier se eng vernünfteg Décisioun hëlt.

Mir hätten ons gewënscht, déi politesch Responsabel aus de fette Joren hätten och fir d'éischt analyséiert, ier se zum Beispill de Spëtzesteiersaz erofgesat haten oder deen een oder deen anere Wahlcadeau verdeelt hunn un d'Leit, déi zwar stëmme ginn, mä déi net onbedéngt déi Sue gebraucht hunn.

Ech erënneren, datt am Joer 2000 mer e Wuesstum hate vun iwwer 9%, mir haten en Iwwerschoss am Budget vun iwwer enger Milliard, an trotzdeem ass décidéiert ginn am Joer 2001 an 2002, de Spëtzesteiersaz vu 46 op 38% erofzesetzen. An dofir verstinn ech wierklech net déi Ausso vun de Moien aus der CSV-Bänk, wann ee seet: „Spuere muss een, wann et gutt geet." Dofir fanne mir et e bëssen einfach, elo esou eng Kritik auszeüben.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung huet d'Situatioun vun onsem Land kloer erkannt a se dem Bierger an der Biergerin beschriwwen. Dës Regierung huet de Courage, fir offensiv a konkret Virschléi ze proposéieren. Dës Regierung wëllt, zesumme mat alle Partner vun der politescher Oppositioun iwwert d'Sozialpartner a Gemengeresponsabel bis all Bierger an all Biergerin, zesummeschaffen. Dës Regierung trëtt geschlossen un als eng Équipe, a si wäert nei Akzenter setze fir ons Zukunft, fir e bessert Zesummeliewen, mat deem, wat ons verbënnt oder wat ons ënnerscheet; fir den Aarbechtsmaart esou ze gestalten, datt och déi nächst Generatiounen an engem soziale Fridde kënne matenee liewen; fir alles ze ënnerhuelen, datt eis Ëmwelt net weider zerstéiert gëtt, mä sech lues a lues erhëlt an esou zu enger wierklecher Liewensqualitéit bäidréit.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vu menge Kolleegen a Kolleeginne vun der grénger Fraktioun wënsche mir alle Membere vun der Regierung eng glécklech Hand a versécheren hinnen, datt mer wäerte mat Freed an Engagement un dëse flotte blorout-grénge Projete matschaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ëmmer bei Chamberswahlen, esou hunn och d'Wahle vum 20. Oktober d'politesch Kaarten hei zu Lëtzebuerg frësch gemëscht. Klore Gewënner ass d'DP, déi mat véier Sëtz weider kann an d'Chamber eranzéien, an déi Lénk mat engem Sëtz weider. D'LSAP huet sech gehalen an huet awer hiert schlechtste Resultat, prozentual gesinn, no dem leschte Weltkrich agefuer. D'CSV huet dräi Sëtz verluer, déi gréng hunn ee Sëtz verluer an d'ADR huet och ee Sëtz verluer, deen - wann ee wéilt - een och kéint schéirieden, a soen: „Mir hunn een Deputéierte méi wéi virun de Wahlen hei an der Chamber." Mä am Verglach zum leschte Wahlresultat ass et och ee Sëtz manner.

Am Prinzip ass an enger neier Regierung de Wahlgewënner ëmmer vertrueden. An dësem Fall d'DP. Dat entsprécht och dem Wielerwëllen. Wéi duerno eng Majoritéit zustane kënnt, dat steet néierens. Eng Regierung vun nëmme Gewënner wier dës Kéier net méiglech gewiescht, well mer hunn zwee Gewënner. Dat sinn d'DP an déi Lénk, obschonn ech dovun ausginn, datt déi gär zesummegaange wieren,…

(Hilarité)

…do gëtt et awer keng Majoritéit. A wie fir d'éischt muss gefrot ginn, fir eng Koalitioun ze maachen, dat steet och néierens.

Am Prinzip mécht keng Partei eng Koalitiounsausso, bis de Grand-Duc e Formateur oder en Informateur genannt huet. An hei huet déi nei Gambia-Majoritéit sech sécherlech net un d'Traditioun an un d'Spillregele gehalen. Dass eng Dräierkoalitioun zustane komm ass, ass fir Lëtzebuerger Verhältnisser wuel näischt (veuillez lire: wuel nei), ass awer näischt Ondemokratesches dofir.

Eng Majoritéit ass eng Majoritéit, och dann, wann déi stäerkste Partei net dra vertrueden ass. Eng Majoritéit vu 60 Deputéierten, dat wieren der mindestens 31, och wa se keng 50% vun de Wieler hanneru sech huet. D'Majoritéit sinn d'Mandater hei an der Chamber. Och eng aner Majoritéit CSV/DP hätt och eng Majoritéit vun de Wieler hanneru sech gehat, awer och eng relativ knapp, vu knapps iwwer 51%.

An de Moien hat ech zäitweileg d'Gefill heibannen, wéi den Här Juncker am Numm vun der CSV geschwat hat, datt mer keng Dräierkoalitioun hätten, mä eng Véierkoalitioun.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Well den Här Juncker huet de Moie quasi vu vir bis hannen déi ganzen Zäit erkläert, datt deen neie Koalitiounsaccord am Fong näischt méi an näischt manner wier wéi den CSV-Wahlprogramm. Mä en huet no enger gudder Stonn awer lues a lues d'Kéier kritt an en huet sech du scho lues a lues an déi Roll vun der Oppositioun agespillt.

Ech hu bei mir geduecht: „Stell der emol vir, et wier eng Kéier dat Schrecklecht a mir géifen an d'Majoritéit kommen" - wat jo en Albdram wier fir Iech, Här Juncker, obscho verschidde Leit vun der CSV dat gäre géife maachen, wann de Wieler et gewollt hätt -, „da misst ech och wahrscheinlech op d'mannst eng Stonn brauchen, bis ech mech ëmgestallt hätt, no 25 Joer Oppositiounspolitik hei am Land!"

(Hilarité)

Et ass natierlech esou: Eng Partei, Här President, déi ass awer net nei an der Regierung. Dat ass d'sozialistesch Partei. A wa mer haut schwätzen, datt déi nei Regierung, wat d'Finanzen zumin-

dest vum Stat ubelaangt, e schlechte Bilan muss mat iwwerhuelen, dann ass dat net eleng d'Schold awer vun enger CSV, mä dann ass dat d'Schold vun enger CSV/LSAP-Politik, déi néng Joer zesumme Responsabilitéit gedroen hunn an déi och kollektiv responsabel si fir dat Resultat!

An d'Sozialisten hunn an der leschter Period ëmmer gesot, si wieren de Juniorpartner an dofir hätte se sech net kënne vis-à-vis vun der CSV duerchsetzen. Déi Argumentatioun zielt vun elo un net méi. Si sinn elo kee Juniorpartner méi, si sinn elo op gläicher Héicht mat deem anere Koalitiounspartner, der DP, a si mussen elo beweisen, dass dat, wat se an der leschter Regierung net duerchgesat kritt hunn, datt se dat elo kënnen duerchsetzen.

Allgemeng muss een awer soen, dass dës Dräierkoalitioun eng gewëssen, ech wëll net soen, Narrenfräiheet am Ufank huet, mä dach eng gewësse Startchance. Well vill Leit am Land soen: „Endlech hu mer emol eng Regierung ouni CSV, dat kann eiser Demokratie nëmme guttdoen." An aner Leit soen: „Vill méi schlecht wéi déi al CSV/LSAP-Regierung et gemaach huet, kënnen déi hei et och net maachen."

(Brouhaha)

Well déi miserabel Situatioun, an där mer sinn, ass jo, wéi gesot, d'Resultat vun néng Joer CSV/LSAP-Regierung.

Dat héiert ee vill. Ech mengen, wéi déi dräi Parteien elo iwwer Wochen um Koalitiounspabeier geschafft hunn, si mir dann ënnert d'Vollek gaangen, an dann huet een d'Stëmmung vum Vollek kritt, an dat do ass eppes, wat ee relativ dacks héieren huet.

Iwwert d'Struktur vun der neier Regierung wëll ech net vill Zäit verléieren. Si mengt, et wier gutt, wa se zu 18 wieren - am Kader vum Spuerprogramm.

(Hilarité)

Si mengen, et wier gutt, wa se missten en neien als Finanzminister an d'Regierung eranhuelen, woubäi ech wëll soen, datt mir och net un der Capacitéit vum Här Gramegna wäerten zweifelen. Mä mir hätte gäre gesinn, wann ee vun den Haaptleit aus der Regierung, de Statsminister oder de Vize-Premier, de Courage geholl hätten, fir eben och de Ressort vun de Finanzen direkt ze iwwerhuelen.

An der Politik gëtt et verschidde Beräicher. Et gëtt gesellschaftspolitesch Themen, Froen iwwert den Avortement, d'Homo-Bestietnis, d'Trennung vu Kierch a Stat oder Reliounsunterrecht, finanz- a wirtschaftspolitesch Themen, d'Statsfinanzen, d'Wirtschaftspolitik, d'Sozialpolitik, Chômage, Wunnengsbau, Enseignement, Transport an esou weider. Oder Statsreformen: Verfassungsreform, Statsrot, d'Verfassungsgeriicht, Referendum an esou weider. Jiddweree setzt aner Prioritéiten. All Partei huet aner Prioritéiten. Fir déi eng ass dat eent, fir déi aner ass dat anert méi wichteg.

Fir d'ADR hunn ouni Zweifel an där aktueller Lag, wou d'Land sech dra befënnt, déi finanz- a wirtschaftspolitesch Theme Prioritéit. Wat net soll heeschen, datt déi aner Punkten net och solle wichteg sinn.

Am Koalitiounsaccord fënnt een ee Wuert - „Nohaltegkeet" - queesch duerch de Programm erëm. Nohaltegkeet, géif ech mengen, ee ganz wichtegt Wuert. Nohaltegkeet ass immens wichteg an zwar an alle politesche Beräicher. D'Finanzen, d'soziaalt Versécherungswiesen, besonnesch am Pensiounswiesen, Ëmwelt, Mobilitéit, d'Transportwirtschaft, jee, iwwerall fanne mer d'Nohaltegkeet erëm.

A wann déi nei Regierung higeet a se seet: „Mir setzen all eis politesch Iwwerleeungen an Décisiounen ënnert de Prinzip vun der Nohaltegkeet.", kann een dat nëmme begréissen. Mä et muss een awer och kucken, wéi mer dat an der Praxis kënnen erliewen, gesinn a kontrolléieren. Maache mer dat, wéi dat bei de Projets de loi war, iwwert d'Fiches financières, datt mer bei all Projet och konkret derbäileeën d'Konsequenzen op d'Nohaltegkeet, an zwar an alle Beräicher, a kucke mer dann, wat eis Aufgab muss sinn, ob déi Propositiounen och am Aklang mat deenen Nohaltegkeetsprinzipie sinn. Wann dat de Fall ass, wier dat eng positiv Entwécklung.

D'Statsfinanzen: Do gëtt et keng nei Erkenntnisser no de Wahlen. D'Finanzsituatioun war virun de Wahle bekannt. D'Eckwäerter si bekannt. Et huet also kee brauche bis no de Wahlen ze waarden, fir gewuer ze ginn, wéi d'Statsfinanze wieren. De Statsbudget huet an deene leschte Joren ëmmer en Defizit vun enger Milliard opgewisen, dëst trotz zwou sougenannter Spuerprogrammer an der Héicht vun 200 an 250 Milliounen Euro. D'Scholde sinn an der leschter Legislaturperiod vu 5,9 Milliarden am Joer 2009 op 13 Milliarden am Joer 2013 eropgaangen. D'Scholden am Verhältnis vum PIB sinn an der gläicher Zäit vu 15,3 op 28,4% eropgaangen. 2004, zur Erënnerung, louch dee Prozentsaz nach bei 6,3%. Dëst sinn déi offiziell Zuelen, déi een um Site vun der Regierung vun der Trésorerie kann duerchliesen. Fir 2013, steet derbäi, wieren dat Estimatiounen.

Et ass zënter 2007 bekannt, dass d'Recetten um E-Commerce am Joer 2015 staark zréckginn. Am Joer 2015 dierft dës Recette bei enger Milliard Euro leien, bei engem Budget, deen dann, u Recetten, dierft ëm 13 Milliarde Recetten hunn. Et muss ee sech also déi Relatioun vun de Recettë vum E-Commerce zu de Gesamtrecetten duerstellen. Dovunner falen am Joer 2015 70%, also 700 Milliounen, ewech. 2017 geet dee Prozentsaz op 85% an 2019 op 100% erop. Dat heescht, an der nächster Legislaturperiod falen nach eng Kéier zousätzlech, aus heiteger Siicht, zweemol 150 Milliounen ewech, bis déi Steier praktesch da ganz verschwonnen ass.

Alles dat war virun de Wahle bekannt, genausou wéi datt verschidde grouss Betriber Retarde bei de Steierdekonten haten, déi awer all an deene leschte puer Joer gréisstendeels encaisséiert gi sinn. Wat also eng Mouk war, déi nach an de Betriber louch, déi awer an der Zwëschenzäit och encaisséiert ginn ass.

D'Zil, d'Ambitioun, déi déi nei Regierung sech bei de Statsfinanze gesat huet, ass ze begréissen a kann een nëmmen ënnerstëtzen. D'Statsverschëldung däerf net iwwer 30% vum PIB goen. Wann d'Estimatioune vun der Trésorerie richteg sinn, a mir zweifele jo net dorun, da leie mer elo awer scho bei 28%. Maastricht erlaabt eis 60%. A mir waren eis ëmmer, heibannen an och an der Finanzkommissioun, eens, datt ee Land wéi Lëtzebuerg mat enger klenger Ekonomie net soll déi 60% als Grenz ugesinn, mä sech eng Barrière méi fréi setze vun 30%. Dat war, géif ech soen, e parteiiwwergräifende Konsens heibannen.

Dat géif awer da bedeiten, wann d'Regierung net wëllt iwwert déi 30% erausgoen, datt mer quasi keng Scholden elo méi dierften ophuelen. Dat ass eng enorm Erausfuerderung, wann ee weess, datt mer all Joer iwwer eng Milliard Defizit hunn an datt mer 2015…, an dat ass net méi wäit, well déi nei Regierung wäert direkt mussen elo am Kader vun den europäesche Strukture schonn am Fréijoer d'Eckwäerter vum Budget vun 2015 no Bréissel schécken a se muss och elo dann do scho reagéieren.

Wann een dann nach gesäit, datt dosteet, datt d'Regierung keng Austeritéitspolitik wëllt maachen a Steiererhéijungen nëmmen als allerlescht Méiglechkeet ugesäit an d'Investitiounen op héijem Niveau wëllt halen, da bleift natierlech d'Fro ze stellen: Wéi gëtt dann dat Lach vun 1,5, 1,6 Milliarde gedeckt? An hei bleiwen de Koalitiounsvertrag an och d'Ausso vum Här Statsminister gëschter all Äntwerte schëlleg. Et si keng kloer Antwerten op déi Froen, op déi wichtegst Froe ginn. Nëmme Schlagwierder, awer näischt Konkretes.

D'Regierung huet awer an aner Prioritéiten. Ech wëll lech zum Beispill eng nennen, wou se ganz prezis am Regierungsaccord geschriwwen huet, wat se mécht. Dat ass zum Beispill bei de Piercingen: «Le Gouvernement réglementera l'activité des salons de tatouage et de piercing en fixant des normes concernant notamment les mesures d'hygiène devant entourer ces pratiques.» Dat heescht, et gëtt also och Punkten, wou d'Regierung prezis ass am Regierungsprogramm. Wat awer, fir dat Lach vun 1,5 Milliarden ze stoppen,…

(Hilarité)

…wann een awer dann an de Regierungsprogramm kucke geet, wéi prezis datt se do ass, huet den Här Statsminister wuel gesot gëschter Mëtteg: „Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir hiwëllen. D'Leit solle wëssen, wou si dru sinn."

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat huet den Här Statsminister gëschter Mëtteg hei gesot an, fir datt d'Leit och solle wëssen, wou se dru sinn, huet en dat dann och prezis direkt duerno erkläert. An zwar: „Et gëtt eng nei Systematik an der Gestioun agefouert. Manner Geld, eng besser Politik. Transparent Duerstellung vun den Zuelen, e sougenannten «Kassensturz»."

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wann déi hei Regierung net weess, wat an der Keess ass, da ka se sech mat der geballter Kraaft vun deene Regierungsmemberen, vun deenen 18 Regierungsmembere voll op déi Keess stierzen. An da wäert se feststellen, datt ausser Scholdschäiner näischt dran ass.

Do braucht Dir kee Kassensturz ze maachen, dat weess all Mënsch, datt kee Geld méi do ass. Mä wann Der awer gären dee Kassensturz maacht, da maacht dat. Da gëtt et: Taskforce, Screening, déif gräifend strukturell Reformen, periodesch Evolutiounen, interne Stabilitéitspakt, Konsolidéierungsefforten, Transferten hannerfroen, selektiv an zilorientéiert Sozial- a Logementstransferten, eng Stratégie fiscale à court, moyen a long terme.

Sou, elo weess all Mënsch am Land, wéi den Här Bettel sot: „Wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt a wou mir hiwëllen. D'Leit solle wëssen, wou mir dru sinn." Dat do ass d'Erklärung zu deem: Nëmmen e Slogan a soss glat guer näischt Konkretes. Dat Ganzt ass eng Virwëztut. De Kleeschen ass laanscht.

De Statsminister huet an deene leschte Wochen ëmmer dat Wuert „dënschdes" ernimmt. Ech hunn een Ableck gemengt, op eemol gëtt dat nach en Nationalfeierdag, et muss onbedéngt op den Dënschdeg kommen. Wéi en de Regierungsaccord virgestallt huet, do huet d'Press ewéi dacks gefrot: „Wéini gi mer dëst gewuer? Wéini gi mer dat gewuer?" „Den Dënschdeg. Den Dënschdeg. Den Dënschdeg. Den Dënschdeg."

(Hilarité)

Du war en um Radio am „Background". „Wéini gi mer dat gewuer?" „Den Dënschdeg. Den Dënschdeg. Den Dënschdeg." Sonndes owes am „Kloertext": „Den Dënschdeg. Den Dënschdeg. Den Dënschdeg."

Elo war gëschter Dënschdeg, Här President. A mir hunn alleguer gemengt, elo géife mer eppes gewuer ginn, mä mir sinn hei gëschter Owend genau esou gescheit heemkomm, wéi mer gëschter Mëtteg domm erakomm sinn.

(Hilarité)

Här President, den Här Statsminister hat net gesot, dat muss ee fairerweis zouginn, wat fir een Dënschdeg datt dat wier.

(Hilarité)

En hat och keng Woch genannt, en hat kee Mount genannt an en hat och kee Joer genannt. Mä et kënnt. Sécherlech eng Kéier op engem Dënschdeg gi mer et gewuer. An ech kann lech elo scho soen, deen Dënschdeg, dee kënnt net virum 25. Mee d'nächst Joer, also 2014, well dat ass den Dag vun den Europaparlamentswahlen. A virun deem Datum wäert déi nei Regierung d'Kaz net aus dem Sak loossen, fir datt d'Leit alles hei… Also musse mer waarden op den Dënschdeg nom 25. Mee 2014, bis d'Regierung d'Kaz aus dem Sak léisst!

Mä déi nei Regierung, mir stëmmen d'nächst Woch hei e Gesetz, wou mer am Fong véier Zwieleftel vum Budget fir 2014 stëmme mussen, fir datt de Stat ka fonctionnéieren an och seng Steiere kann encaisséieren. Mä spéitstens am Abrëll musse mer schonn en neit Gesetz stëmme fir de Budget vun 2014, nach aacht Méint.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nach ëmmer dënschdes?

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bettel, Här President, elo huet den Här Bettel schonn erëm eng Kéier „dënschdes" gesot, hein.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech mengen, Dir hutt richteg héieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, mäi Gott, jo. Da loosse mer emol kucken, wéi et mat deem Dënschdeg geet.

Ech géif op jidde Fall dat heite soen: Déi hei Regierung oder Membere vun dëser Regierung, d'DP, déi gréng an och mir hunn dat ëmmer gesot, datt déi al Regierung ee wierklech grousse Feeler gemaach huet. Dat ass deen, datt mer wëssen, datt 2015 e groussen Abroch an de Statsfinanze kënnt. A wann een dat jorelaang virdru weess, datt esou ee groussen Abroch kënnt, dann hätt ee missen d'Finanze vum Stat op déi Situatioun preparéieren an et hätt een net sollen, wéi d'Regierung virdrun dat gemaach huet, soen: „Ma dat kënnt no de Wahlen, dat kann déi nächst Regierung maachen."

Dat war ee krasse Feeler, deen déi lescht Regierung gemaach huet, datt se d'Land net preparéiert huet op dee grousse Steierabroch, dee mer 2015 kréien! An duerfir erwaarde mer eis elo vun dëser Regierung, och wann de Budget vun 2014 nëmmen aacht Méint méi virun 2015 ass, datt dës Regierung de Courage huet, och wa mer de 25. Mee Europawahlen hunn, fir dann am Mäerz, Februar/Mäerz, wa mer dee Budget hei deponéiert kréien an diskutéiert, datt een dann awer de Courage gesäit, datt do schonn Akzenter gesat ginn, fir déi Erausfuerderung vun 2015 ze begéinen, an datt net erëm gewaart gëtt bis ausganks d'nächst Joer, bis mer do eppes gewuer ginn.

Et ass eng éischt Plaz, wou kann eng Kéier op engem Dënschdeg dann den Här Statsminister hei an d'Chamber kommen a soen: „Hei, mir maache schonn 2014 déi an déi Moossnamen."

Här President, ech hu gesot, et gi keng Steiererhéijungen am Prinzip gemaach, nëmmen als allerlescht Instrument. Just mat enger Ausnahm, dat ass d'TVA: „Dat ass weider keng Steiererhéijung." Dat ass eng Steiererhéijung, déi zum Beispill virun de Wahlen déi gréng an hirem Wahlprogramm stoen haten als eng Belaaschtung vun de klengen a mëttleren Akommessen. An déi hunn nach méi een niddregen TVA-Saz gefrot, déi gréng, fir d'Konscht an d'Kënschtler. An d'DP schreift: „Eine Mehrwertsteuer nur wenn nötig."

Wéi séier d'Zäite kënnen änneren, dat huet den Här Bettel gëschter hei gemaach, wéi e gesot huet: „Wat d'Steierlaascht ubelaangt, gesi mir definitiv net, wéi mir laanscht eng Erhéijung vun der TVA komme kënnen." Esou séier geet et! Virun de Wahlen huet een dat nach wäit ewech gesinn an no de Wahlen definitiv net.

D'TVA ass awer eng Steiererhéijung, déi sozial ongerecht ass. Dat ass jo vu kengem vun deene Koalitiounsparteien a Fro gestallt ginn. Et ass ee Kafkraaftverloscht fir d'Leit vun 2%. A se betrëfft och de Commerce, den Handel. Wann d'Kafkraaft vun de Leit erofgeet, dann ass dat och negativ fir den Handel. An et ass, wa mer Lëtzebuerg wëlle konkurrenzfäeg maachen, wat de Commerce ubelaangt, zur Groussregioun, dann ass et och negativ an deem Hibléck. An da muss ee sech d'Fro stellen: Firwat sinn net Kompensatiounen zumindest mat ugeduecht gi fir kleng a mëttel Revenuen, déi och voll dovunner betraff ginn?

Mä op där enger Säit gesi mer dann, datt mer Steiererhéijunge wäerte kréien. D'TVA kréie mer, ech kommen herno nach op aner Steieren zréck, awer gläichzäiteg hunn d'Sozialisten, déi jo an d'Wahle gaange sinn, déi wollten eng Räichen-, eng Verméigenssteier afëieren, déi hunn dat fale gelooss. An, wéi den Här Statsminister dat gëschter hei gesot huet, gi fir d'Betriber Steiererliichterungen envisagéiert. En huet geschwat: „Mä duerch d'Afëiere vun engem geschéckte Mechanismus vun Intérêts notionnels ginn d'Betriber steierlech entlaascht." Dat heescht, d'Sozialisten hunn net nëmmen op d'Räichen- a Verméigenssteier verzicht, mä si sinn och nach bereet, d'Betriber ze entlaaschten, an am Géigesaz ginn déi kleng Leit iwwert d'TVA-Erhéijung gestrooft.

Da gëtt och geschwat: „Ziler vun enger globaler Steierreform". Dat kléngt gutt. Déi eng soen, et muss sozial sinn. Déi aner soen, et muss eng ekologesch Steiererreform sinn. Dat sinn alles schéi Wierder. Mä et muss een awer kucken, wat herno erauskënnt. Wann herno erauskënnt, datt jiddweree muss méi Steiere bezuelen, da wäerte vill Leit sech et nach eng Kéier iwwerleeën, wa se an d'Hänn geklappt hunn, datt et soll eng sozial oder ekologesch Steierreform sinn. Gekuckt gëtt herno, wat erauskënnt!

A wann ee kuckt, wat d'Regierung geschriwwen huet an hirer Regierungserklärung, da soll déi Steiererhéijung als Zil hunn, fir ebe genuch Recettë fir de Stat ze generéieren, fir datt e sengen Dépensë kann nokommen.

Also wäert déi global Steiererhéijung (veuillez lire: Steierreform), egal wéi Der se wëllt nennen, als Resultat eng Steiererhéijung mat sech bréngen. A wa geschwat gëtt vun „Mëttelstandsbockel", wou jo jiddwereen eppes aneschters versteet. Jiddwereen, dee Steiere bezilt, mengt jo, dee wier jo um Gipfel vum Bockel. Jiddweree mengt, e géif Steieren ze vill bezuelen. Wann awer elo déi Regierung wëllt hei higoen, da misst se eis emol fir d'éischt soen: Wou ass genau dee Bockel?

A wann een e Bockel huet, da wëllt dat heeschen, déi virdrun an déi hannendrun, déi bezuelen net esou vill wéi déi um Bockel. Da gëtt et dräi Méiglechkeeten, wann een de Bockel wëllt ofschafen: Et setzt een de Bockel erof op den Niveau vun deene virdrun an hannendrun, dann huet een awer manner Steierrecetten. Oder et seet een, ech setzen déi virdrun an hannendrun erop, dann huet een de Bockel och ewechgemaach, mä et huet een awer eng Steiererhéijung gemaach fir déi virdrun an hannendrun. An déi drëtt Méiglechkeet ass: Et seet een, ech setzen de Bockel e bëssen erof an ech setzen déi virdrun an hannendrun erop, dann hunn ech se och ewechgeschafen.

Ech ka mer awer net virstellen, datt d'Regierung eng Politik mécht, wou se herno e Barème presentéiert, wou generell manner Steiere bezuelt ginn. Also muss se eis erklären, wéi se dann deem Problem vum Mëttelstandsbockel do begéint.

Wann hei gesot gëtt, datt d'Grondsteier misst reforméiert ginn, dat soe mer alleguer scho jorelaang heibannen. Mä loosse mer awer éierlech si mat de Leit dobaussen! Eng Grondsteierreform, dat ass och net eppes aneschters wéi eng Steiererhéijung. Well et däerf jo awer kee mengen, datt, wa mer eng Reform vun der Grondsteier maachen, d'Gemenge muer hir Grondsteier géife senken, déi jo relativ niddreg hei zu Lëtzebuerg ass. Et ass eng Erhéijung!

Dat heescht, et gëtt eng ganz Rei vu Punkten, wou Steiererhéijungen hei indirekt..., wann een dat e bësse méi genau kuckt an d'Situatioun kennt, da weess een, dat si praktesch alles Steiererhéijungen, déi hei ugekënnegt gi sinn. Et ass erëm, dat war de Virworf, dee mer ëmmer zesummen, Här Bettel, an d'Kolleege vun de Gréngen, der aler Regierung gemaach hunn, datt se d'Lach am Budget ëmmer iwwer Steiererhéijunge wéilt leeschten. Elo, déi hei Regierung, geet genau deeselwechte Wee.

D'Finanzplaz, do brauch ech net vill Wierder ze verléieren. Ech mengen, do besteet heibannen ee ganz grousse Konsens, datt mer déi Finanzplaz brauchen, datt mer als Land vun där Finanzplaz liewen. Wann do Kontinuitéit ugesot ass, kann een dat nëmme begréissen. Och wat d'Positioun vun der Regierung ass, wou mer der Regierung wënschen, datt se déi Kraaft an déi Duerchsetzungskraaft, och deen neie Finanzminister, behalen, fir déi Positioun, déi ëmmer méi schwéier gëtt, net nëmmen an Europa, mä am Rescht vun der Welt, fir eben als klengt Land, mat enger relativ grousser Finanzplaz, fir do sech kënnen ze behaapten.

An ech sinn och duerfir frou, datt am Fong eis gréng Kolleegen, déi an der leschter Legislaturperiod net esou hannert deene Positioune stoungen, déi am Fong fir eng Finanztransaktiounssteier op europäeschem Niveau sinn, datt déi elo do eng Kéier gemaach hunn an, zënter datt se elo an der Regierung sinn, och soen, déi Finanztransaktiounssteier däerf nëmme kommen, wa se weltwäit kënnt. Soudatt ech elo ka soen, mat Ausnahm vun eise Kolleege vun deene lénke Kommunisten,...

(Brouhaha)

...datt mer heibanne parteiiwwergräifend eng Eestëmmegkeet an deenen dote Froen hunn.

D'Sozialpolitik, Här President, ass sécherlech e wichtegt Kapitel. Ech muss awer soen, datt mer och do d'Denke bis zum Schluss an deenen Iwwerleeunge feelt. Hei gëtt gesot, datt ee méi selektiv misst virgoen. Dat mag richteg sinn, mä et muss een erklären, wat een dorënner versteet.

Wou fänkt déi Selektivitéit un? A wa gesot gëtt: Mir maachen eng Analys an iwwerpréiwen d'Chômagegesetzgebung, de Mindestloun, d'Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit, da froen ech mech: A wat fir eng Richtung gëtt déi Analys, déi Iwwerpréiwung gemaach? Gëtt dat méi streng Kritäre beim Chômage, oder wéi? Gëtt et méi oder manner Mindestloun? Gëtt et méi oder manner Flexibilitéit? A wat fir engem Interêt ginn déi gemaach?

Sécherlech kann ech mer net virstellen, datt dat soll am Interêt vum Salariat geschéien. Ech hunn do mäi Verdacht. An dofir hunn ech och mäi Verdacht, firwat datt d'Sozialisten op hire Kongresser ëmmer Problemer hunn, wann e Koalitiounsaccord gestëmmt gëtt, fir deen Deeg virdru schonn de Komerodinnen a Komeroden ze verdeelen, well da géifen déi nämlech genau an déi doten Texter kucke kommen an da kéinten emol ganz onbequem Froen op hire Kongresser gestallt ginn. An duerfir gëtt nëmmen e klenge Résumé gemaach, wou déi kleng Detailer, wéi déi doten, ewechgelooss ginn. An da kréie se deem zougestëmmt a se ëmäermele sech an zerkësse sech. An déi batter Realitéit, déi kënnt da spéiderhin, an da kréien d'Komerodinnen an d'Komerode gesot: „Ma Dir hat dach deem Accord do zougestëmmt."

Et wier also gutt, wann d'Parteien och géifen hire Leit de Koalitiounsaccord esou séier an esou fréi wéi méiglech ginn, datt se och kéinte wierklech an den Detail erakucken.

An och dës Kéier ass et am Fong duerch en Zoufall, datt mer dee Koalitiounsaccord iwwerhaapt emol alleguer haten.

D'Regierung ass higaangen an huet am Fong gesot: Ma aus Respekt virun der Regierung gi mer dee Koalitiounsaccord net eraus. Dat wär jo nëmmen aus Respekt vis-à-vis...

Une voix.- ...vun der Chamber.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Entschëllegt, entschëllegt, aus Respekt virun der Chamber.

Dat war jo dann am Fong nëmmen aus Respekt vis-à-vis vun der CSV, de Lénken an der ADR, well ech gi jo dovun aus, datt d'Majoritéitsparteien dat wossten.

Mä ech hunn do direkt gesot, mir entbannen lech vun deem Alibi. Mir wëllen déi Prioritéit net. Mir hätte se gären direkt. An duerch en Zoufall ass se du Gott sei Dank och erauskomm. An ech mengen, dat soll och esou sinn, an d'Parteie sollen och de Courage hunn, fir hire Leit mat Zäiten dat Ganzt ze ginn.

Een anere Punkt, deen ëmmer ëmstridden ass, ass den Index. Hei huet d'Regierung wuel e Kapitel am Accord iwwerholl an awer gëtt een net esou richteg schlau, wat doranner steet.

Engersäits steet do: De Prinzip vun der automatescher Indexatioun bleift intakt. Awer ee Wuert oder en Abschnitt méi wäit, da gëtt gesot: Toutefois, well d'Ekonomie et awer verlaangt, da musse mer d'Législatioun un déi ekonomesch Verhältnisser adaptéieren.

An da steet och nach e Saz dran, deen awer och net erkläert ass: «Ensemble avec les partenaires sociaux, la faisabilité et l'impact potentiel d'une désindexation généralisée de l'économie nationale seront analysés.»

Wat dat heescht, eng Desindexatioun vun der Ekonomie, huet bis haut nach keen eis erkläert. Vläicht geet den Här Statsminister herno dorop an an erkläert eis dat.

Dat Wichtegst géint den Index ass d'Bekämpfung vun der Inflatioun. A wa mer dat fäerdegbréngen hei am Land - a momentan ass jo d'Inflatioun niddreg - a wann d'Regierung esou eng Politik mécht - deelweis hu mer jo keen Afloss op d'Inflatioun, well mer se importéieren, mä mir maachen och en Deel hausmaacher Inflatioun - a wa mer déi hausmaacher Inflatioun net maachen, da kënne mer den Indexsystem steieren an ënner normale Verhältnisser weiderféieren. Duerfir, kommt mer maachen eng uerdentlech Inflatiounsbekämpfung, da gëtt d'Diskussioun ëm den Index vill méi kleng.

Wat de Chômage ubelaangt, war schonn zum Schluss vun der leschter Legislaturperiod de Minister Schmit mat enger Rei vu Propositiounen eiser Meenung no um richtege Wee, fir an der ADEM Reformen ze maachen.

Mir hunn ëmmer bedauert, datt et net geet, datt mer nëmmen ee Placeur hunn op 300 (veuillez lire: Demandeurs d'emploi), am Ausland ass dat een op 100. A wa mer gären do eng uerdentlech Politik maachen an déi Leit, d'Demandeurs d'emploi, gären uerdentlech begleeden, da musse mer och de Kader dohinner setzen, d'Leit dohinner setzen, net nëmme quantitativ, mä och qualitativ, fir kënnen eben déi Leit ze begleeden.

Et misst am Fong esou sinn, datt jiddereen, deen eng Aarbecht sicht, och wierklech wéisst, wie säi Placeur ass, an datt e wierklech kéint mat deem zesummekommen.

Iwwert d'Beschäftegungsinitiative steet näischt hei dran. Mir als ADR hu proposéiert, datt een d'Beschäftegungsinitiativen als solch sollt ofschafen an an der ADEM e Service kreéieren, wou mer géife versichen, déi Leit direkt op den éischten Aarbechtsmaart ze kréien an d'Entreprisen och deementspriechend ze ënnerstëtzen. An da gëtt et ëmmer Leit, déi mer net op den éischten Aarbechtsmaart kréien. Déi solle mer da beim Stat, an de Gemengen, an A.s.b.l.en ënnerbréngen.

De Wunnengsbau ass ee vun de gréisste Problemer, déi mer hei am Land hunn. Ech mengen, am Koalitiounsaccord gëtt dat och dacks ernimmt. A mir sinn och frou, datt eng Rei vu Propositiounen, déi mir am Wahlprogramm haten, wéi zum Beispill méi schnell Prozeduren, de Bail emphytéotique oder d'Ausweise vun neie Wunnzonen, och am Regierungsprogramm stinn. A mer hoffe just, datt déi gutt Virsätz net duerch nei Oplagen am Ëmweltberäich nees op d'Kopp geheit ginn an d'Prozeduren erëm méi laang an domadder och méi deier ginn.

Bei de Pensiounen ass keng weider Reform ugedeit. Dat bedauere mir, zwar net an der Optik, wéi an der leschter Legislaturperiod d'DP oder déi gréng dat wollten, deenen am Fong d'Pensiounsreform net wäit genuch gaangen ass an déi gär méi déif Aschnëtter gehat hätten, mä mir hätte léiwer dee Reformdeel méi sozial gerecht gehat wéi déi Reform, déi duerchgezu ginn ass, wou am Fong déi nächst Generatioun voll getraff gëtt.

Mir haten do aner Propositioune gemaach, déi och zu deem finanziellen Zil gefouert hätten, mä déi awer sozial méi gerecht gewiescht wieren.

Den Ajustement, deen elo den 1. Januar net gemaach gëtt, dozou hu mer eng Fro un den zoustännege Finanzminister, dat wat mer dann d'nächst Woch an der Finanzkommissioun oder an der Debatt kréien, wéi d'Ulafperiod erëm kënnt, wann den Ajustement vun 0,3%, deen elo am Fong hätt missen erofgoen, den 1. Januar jo elo op null gesat gëtt, wat mat deenen 0,3% geschitt, ob dat erëm frësch bei null uleeft oder ob déi mat iwwerholl ginn. Do waarde mer op eng Äntwert.

Iwwert d'Mammerent steet näischt am Koalitiounsaccord. Dat freet eis op där enger Säit, datt se jo dann och wahrscheinlech net wäert beschnidde ginn. Op där anerer Säit hätte mir awer gäre gesinn, wa se erëm op 60 Joer erofgesat géif ginn, wéi dat virdrun de Fall war.

D'Schoulpolitik ass dat zentraalt Element vun eiser Zukunft. Do ass elo vum Précoce bis d'Uni alles ënner enger Hand. Mir hoffen a wënschen dem Här Meisch duerfir eng glécklech Hand. Dëst Kapitel ass esou wesentlech, datt mer ons och schnell eng Debatt heibannen an der Chamber wënschen, fir déi nei Politik, alleguer déi nei Politiken, hei kënnen ze verdéiwen.

D'ADR warnt awer elo schonns virun Experimenter, am Fachjargon „Projets-pilotes" genannt, fir eng parallell Alphabetiséierung op Franséisch an op Däitsch oder Klassen an der Grondschoul mat Franséisch als Haaptsprooch.

D'Schoul muss d'Integratioun virundreiwen an däerf net d'Dier fir d'Segregatioun opmaachen.

Och si mer iwwerrascht, dass d'LSAP net méi zu 100% hannert de Reformpläng vun der Éducatiounsministesch, der Madame Delvaux, steet an am Fong just déi Reformvirschléi als Diskussiounsbasis hei gesäit.

An da versteet een och, firwat datt eise fréiere Frënd, den Här Ben Fayot, op hirem Kongress sech grouss Gedanken ëm d'Schoulpolitik gemaach huet, wéi en dat gesot huet. Hei kënnt elo scho lues a lues d'Confirmatioun dovunner.

D'Kannerbetreiung, esou steet am Koalitiounsprogramm, gratis ënner Finanzéierungsbedarf. Dat ass okay, mä d'Familljen, déi d'Kanner doheem erzéien, déi ginn nees net ënnerstëtzt. Mir als ADR trieden dofir an, datt d'Famill d'Fräiheet huet, fir hir Kannererzéiung esou ze maachen, wéi si wëllt, sief et selwer doheem, oder sief et a Strukturen, an datt eben de Stat soll déi Infrastrukturen zur Verfügung stellen, fir datt d'Famill och wierklech dee Choix huet, fir dat eent oder dat anert ze maachen. An dofir hätte mer och gären, dat esouwuel déi Famill, déi hir Kanner an eng Struktur gëtt, wéi déi Famill, déi hir Kannererzéiung selwer mécht, allen zwou d'selwecht vum Stat sollen ënnerstëtzt ginn.

D'Transportpolitik: Do ginn ech net weider drop an. Ech mengen, eis Meenung ass bekannt.

Mir si fir den ëffentlechen Transport, sinn awer kloer géint de Bau vun engem Tram, well dee weder d'Problemer vun de Lëtzebuerger nach déi vun de Frontaliere léist. Mir kënne roueg mar en Tram hei an der Stad bauen, duerfir gëtt de Stau moies op där enger an op där anerer Zoufahrtsstrooss an Autobunn net méi kleng.

D'Verfassungsreform: D'ADR huet an hirem Wahlprogramm verlaangt, datt den definitiven Text vun der Verfassungsreform misst engem Referendum ënnerworf ginn. Dat gesäit déi nei Regierung och esou. Dat begréisse mer. Och mat der Formule, fir am Virfeld punktuell Froen iwwert de Wee vun engem konsultative Referendum, d'Meenung bei de Leit ze froen, begréisse mir. Allerdéngs mussen d'Froen an d'Konsequenzen an d'Alternative kloer definéiert ginn.

A wann haut de Moien den Här Juncker hei gesot huet, datt en e gewëssenen... virdru gewarnt huet, wéi soll ech soen, datt mer iwwert d'Auslännerwahlrecht eventuell eng Diskussioun féieren, an datt doduerch am Land kéinten Diskussiounen entstoen, déi kee wëllt heibannen, esou géif ech mengen, datt seng Befierchtung richteg ass.

Mä fir kee Referendum ze maachen, mengen ech, wier méi schlecht. Well da misst d'Chamber jo an engem Kader vun der Verfassungsrevisioun - no engem éischte Vote an dem zweete Vote leien dräi Méint -, a wann d'Politik net selwer géif e Referendum do lancéieren, da besteet de Risiko, datt dann eben op Initiative populaire de Referendum awer verlaangt gëtt vun de Leit am Land. An da steet d'Politik, menger Meenung no, vill méi schlecht do, wéi wa se an d'Offensiv geet a seet direkt, ma mir maachen e Referendum, dann ass op jidde Fall eng Diskussioun aus der Diskussioun erausgeholl. Mir begréissen also, datt déi Referendume virdru sinn.

Dat mat deenen zwee Mandater fir Regierungsmemberschaften, do misst eiser Meenung no kee Referendum sinn. Da kënne mer och e Referendum maachen, ob ee ka Buergermeeschter an Deputéierte sinn. A wann ech dann d'Regierung kucken, déi selwer... All Member ass jo averstane mat där doter Léisung, well soss dierft eise Frënd, den Här Asselborn, jo net méi an der Regierung sinn, well deen ass jo schonn iwwert déi zwee Mandater ewech.

An och hunn ech ëmmer gesot zu deene Kolleegen Député-maire heibannen, déi gesot hunn, mer mussen onbedéngt e Gesetz kréien, fir datt dee Cumul vum Buergermeeschter a vum Deputéierten net méi geet, dat packt jo kee Mënsch méi, dofir musse mer ee Gesetz kréien. Also et steet jiddwer Député-maire haut fräi, hei ze demissionéieren oder an der Gemeng. Muss een dann ee Gesetz kréien? Hei, maacht mer wann ech gelift ee Gesetz, datt ech muss demissionéieren. Dat ka jidderee selwer maachen. Dofir brauch een dach kee Gesetz ze maachen a scho guer kee Referendum!

A wann d'Wieler e Politiker erëmwielen, dee Minister, wa se e wielen als Éischten, dann ass dat menger Meenung no och en Ausdrock vum Vollek, datt se soen, ma mer hätten deen dote gär weider an der Responsabilitéit. Dann ass et dach net fir ze soen, d'Verfassung seet awer, deen däerf elo net. Dir hutt e gewielt, mä... Also, loosse mer seriö bleiwen. Ech sinn der Meenung, mir hu Wahlen, a jidderee soll mat sech selwer zu Chouer goen. A wann ee mengt, zwee Joer géif duergoen an der Regierung, da kann en eraustrieden. A wann ee mengt, den Député-maire géif en net méi packen, ma da soll en anzwousch demissionéieren. Et hält keen en zréck.

Mir géifen awer mengen, datt een och sollt fir allgemeng Referendumen d'Méiglechkeet ginn. Mir hu momentan d'Méiglechkeet um Gemengenniveau, datt ee kann ee Referendum ufroen. An am Kader vun der Verfassungsreform kann e Referendum initiéiert ginn op Initiative populaire tëscht dem éischten an zweete Vote. Mä doriwwer eraus kënnen d'Leit kee Referendum hei am Land verlaangen. An dofir hätte mer gären, datt mer do sollen och Referendumsméiglechkeete kréien. Mir haten '99 schonn eng Kéier eng Proposition de loi gemaach. Déi ass awer net ugeholl ginn. Et soll ee keng Angscht virun de Bierger hunn, datt déi géife Referendume verlaangen. D'Leit si clever genuch, fir ze wëssen, och an engem Referendum, wat se décidéieren.

D'Reform vum Statsrot begréisse mer och, virun allem och, wat d'Zesummesetzung ubelaangt. Mir hoffe just, datt déi Reform net véier Joer dauert! A mir invitéieren déi nei Regierung scho bei den nächste Besetzungen, déi kommen... och ouni neit Gesetz kann déi Regierung schonn hirem Wonsch no méi enger Representatioun am Verhältnis vun de Parteien heibannen an der Chamber Rechnung droen. Och dofir bräicht ee kee Gesetz. Dofir soll een dat Gesetz elo net als Alibi huelen.

D'Verfassungsgeriicht: Do hätte mir gär als ADR en direkten Zougang, fir op d'Verfassungsgeriicht ze kommen, a mir sinn och der Meenung, datt ee sollt d'Verfassungsgeriicht als eng separat Juridictioun do bäibehalen.

D'Chambersreglement ass hei schonn ugeschwat ginn. Mir begréissen, datt déi nei Majoritéit op e Wee geet, fir och deene Parteien, déi net de Fraktiounsstatut hunn, fir deenen hei méi Méiglechkeeten ze ginn, fir hirer politescher Aarbecht kënnen, konform, soen ech ëmmer, zur Constitutioun nozekommen. Et bleiwen do sécherlech Diskussiounen dran, mä aus Zäitmangel ginn ech net dorobber elo an.

D'Quoten: 40%. D'ADR war ëmmer géint eng Quoteregelung. D'DP war bis elo och ëmmer géint eng Quoteregelung. D'Regierung proposéiert eng vu 40%, huet awer vergiess, elo bei der Zesummesetzung, mam gudde Beispill virzegoen. Anscheinend, fir op dee klenge Prozentsaz ze kommen, huet d'Regierung scho missen op 18 erweidert ginn. Et war also kee Mann an der Regierungséquipe esou fein, fir ze soen, hei ech ginn net an d'Regierung, fir eng Fra méi...

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...weider mat eran ze loossen, mä et hunn dann ebe missen nach e puer Statssekretärinnen an esou doruechter geschafe ginn, fir eben e puer Alibifraen eran ze kréien an awer net op déi 40% ze kommen.

D'Trennung vu Kierch a Stat: D'ADR ass och fir d'Trennung vu Kierch a Stat, eng institutional Trennung. D'ADR huet och dofir an der Zukunft (veuillez lire: Vergaangenheet) kenge Konventiounen heibannen zougestëmmt, a mir soen, datt déi Diskussioun awer muss am Dialog mat de Kierche gemaach ginn. An d'Finanzéierung muss Transparenz erakommen. Mir hunn als ADR do proposéiert, datt ee sollt d'Finanzéierung iwwert den „otto per mille" maachen, a mir soen och, datt d'Trennung vu Kierch a Stat och eng Chance ka fir d'Kierch sinn, well dat ass net nëmmen eng Trennung vu Kierch a Stat, wéi mir se mengen, mä et ass dann och eng Trennung vun der Kierch vis-à-vis vun der Politik an der CSV. Dat kann der Kierch ënner Ëmstänn och nach guttdoen.

De Reliounsunterrecht: D'ADR ass hei fir de fräie Choix. Mir soen: „Manner Stat", hate mer eng Affiche gemaach, „ass méi fräi". An dat zielt och fir eis am Reliounsunterrecht. Mir sinn der Meenung, datt mer sollten als Stat de Leit de Choix loossen, entweder an e Moralunterrecht ze goen oder an e kierchlechen Unterrecht ze goen. Do sollen d'Leit hire Choix behalen. A mir hätten als Stat doriwwer eraus och de Virdeel, datt mer kéinte kontrolléieren, wat déi verschidde Reliounen an dem Reliounsunterrecht enseignéieren, wa mer en an ëffentleche Schoulen hunn. Wa mer en aus der ëffentlecher Schoul eraushuelen, ass dat net méi méiglech.

Här President, wat d'Homo-Bestietnis ubelaangt, d'ADR setzt ëmmer d'Famill an de Mëttelpunkt. Haut hu mer aner Forme vun Zesummeliewen, deenen ee muss Rechnung droen. Déi sinn et nach ëmmer ginn. Haut si mer Gott sei Dank an enger Situatioun, datt jidderee sech dozou ka bekennen an datt mer kënne fräi an der Diskussioun an der Ëffentlechkeet doriwwer diskutéieren.

Fir d'ADR sinn d'Rechter vun de Kanner awer ëmmer prioritär, an déi däerfen och net a Fro gestallt ginn. D'Rechter vun de Kanner mussen, eiser Meenung no, ëmmer prioritär garantéiert bleiwen. D'Kand huet d'Recht drop, bei Koppel Mann a Fra grouss ze ginn. Kanner brauche männlech a weiblech Virbiller. Et ass anscheinend juristesch awer net méiglech, d'Homo-Bestietnis anzeféieren, ouni gläichzäiteg d'Adoptioun fir gläichgeschlechtlech Koppelen opzemaachen. Wie Bestietnis seet, muss also och Adoptioun soen. An aus deem Grond ass d'ADR géint d'Homo-Bestietnis. D'ADR ass awer bereet, eng Diskussioun ze féieren iwwert de Statut vun deene Leit, déi an enger homosexueller Bezéiung sinn an de facto ee Kand oder méi Kanner erzéien.

Zum Schluss, Här President, de Koalitiounsvertrag besteet aus ville Fragezeichen a wéineg Léisungen. De Koalitiounsvertrag ass eng Saach, d'Realitéit eng aner! An et ass op dës Realitéit, wou déi nei Regierung zum Schluss wäert bewäert ginn. D'Problemer vum Land si bekannt. D'ADR wäert déi nei Regierung un der Léisung vun dëse Problemer moossen.

Zum Beispill beim Chômage. Am Abléck hu mer 7% Chômage oder 22.000 Leit am Land, déi eng Plaz sichen. Zum Schluss kucke mer, sinn et der méi oder sinn et der manner ginn, déi am Chômage sinn.

Den RMG an d'Aarmut: 10.600 Stéit kréien hei am Land oder iwwer 20.000 Fraen a Männer, wouvun dee gréissten Deel elengerzéiend Frae mat Kanner sinn, mussen Ënnerstëtzung kréien a leien ënnert der Aarmutsgrenz. Zum Schluss kucke mer, leien do méi Leit a Familljen drënner oder leien der méi driwwer.

Wunnen: Ëmmer méi Jonker - wat hei zu Lëtzebuerg ëmmer d'Normalitéit war, datt bis den Aarbechter jidderee sech konnt eng Wunneng uschafen, ass haut zu Lëtzebuerg d'Exceptioun ginn - an ëmmer méi Lëtzebuerger mussen an d'Grenzregioun goen a gi selwer zum Frontalier hei zu Lëtzebuerg. Zum Schluss vun dëser Legislaturperiod kucke mer, ob erëm jiddereen eng Wunneng hei zu Lëtzebuerg fënnt, oder ob se nach weider mussen an d'Grenzregioun goen.

Mir kucken zum Schluss, ob d'Statsschold méi héich ginn ass oder méi kleng, ob se iwwer 30% oder ënner 30% bliwwen ass. A mer kucken an der Transportpolitik, ob d'Staue moies an owes am Land méi kleng oder méi grouss gi sinn. An esou kucke mer all Politik. D'Parameteren, d'Startpositioun vun dëser neier Regierung ass kloer, se ass definéiert a se gëtt dorunner gemooss.

Här President, dës Regierung huet sech an enger Rei vu Punkten ambitiéis Ziler gesat. D'ADR wäert iwwerall do, wou d'Ziler sech mat eisem Wahlprogramm an eisen Usiichten decken, d'Regierung ënnerstëtzen. Do, wou dat net de Fall ass, wäerte mer duerch eng konstruktiv a fair Oppositiounspolitik versichen, d'Regierung op e bessere Wee ze brëngen. An deem Sënn wënsche mer dem Här Bettel als Statsminister a senger Regierung eng glécklech Hand fir dëst Land.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Justin Turpel. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wann ech gelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- rappelant les discussions et conclusions de la Commission d'enquête parlementaire sur le Service de Renseignement (SREL);

- vu la volonté du Gouvernement de soumettre les archives du SREL dans leur ensemble à un examen historique et scientifique, le cas échéant selon des règles législatives;

- vu la volonté du Gouvernement d'appliquer la législation sur la protection des données à caractère personnel sans restriction aux banques de données créées ou gérées par le SREL;

- considérant le fait que des fiches non autorisées de personnes privées furent détruites dans le passé récent;

- estimant que le droit à l'autodétermination informationnelle constitue un droit fondamental;

invite le Gouvernement

- à prendre toutes les mesures possibles à ce qu'aucune fiche tenue par le SREL contenant des données personnelles ne sera détruite jusqu'à la mise en place d'une nouvelle législation.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

(La motion 2 n'ayant porté que deux signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée pour appui par MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Michel Wolter.)

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant la déclaration gouvernementale du Premier Ministre faite hier à la Chambre des Députés;

- considérant que cette déclaration constituera le cadre de la politique gouvernementale pour ces cinq prochaines années;

- constatant que la déclaration gouvernementale ne détaille ni les actions concrètes ni les échéances que le Gouvernement entend mener dans beaucoup de domaines politiques;

invite le Gouvernement

- à détailler, au sein de chaque commission parlementaire et pour chaque domaine, ses intentions et échéances approximatives pour les cinq années à venir et à présenter régulièrement un bilan des actions réalisées et à venir.

(s.) Justin Turpel, Jean-Claude Juncker, Serge Urbany, Claude Wiseler, Michel Wolter.

M. le Président.- Merci.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Matbiergerinnen a Matbierger, an der Regierungserklärung vu gëschter, an där mir näischt méi gewuer gi sinn, wéi dat, wat schonn am Koalitiounsofkommes steet, huet de Premierminister gesot, datt bei de Wahle vum 20. Oktober d'Wieler déi eng Parteie gestäerkt an déi aner Parteie geschwächt hätten. Och dat ass näischt Neies, mä wou de Premier recht huet, huet e recht.

Une voix.- Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Vun deene Parteien, déi hei vertruede sinn, goufen der genee zwou gestäerkt. Déi Lénk op der lénker Säit, an d'DP op der rietser Säit vum politesche Spektrum. D'Pirate koumen och bal op 3%, kruten awer kee Sëtz. All déi aner hu verluer. D'CSV huet 4,4% verluer an ass net méi an der Regierung. D'LSAP, déi ebe grad wéi d'CSV am Süden an am Zentrum 3% verluer huet, ass geschwächt an d'Koalitiounsverhandlunge gaang. Grad wéi déi gréng, déi insgesamt 1,5% am Süden, am Zentrum bal 3% verluer hunn. Den ADR koum...

(Interruptions)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- 0,3%, richteg.

Une voix.- E klengen Ënnerscheed.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Am Zentrum ass et anescht. Richteg.

Une voix.- Eng kleng Korrektur.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech loosse mech gär berichtegen. Den ADR: Mat engem Minus vun 1,6% ass e mat engem bloen A dervukomm.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann hu mer nach bal dat Duebelt vun Iech!

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Eis Aufgabe sinn awer anerer. D'Aufgab vun déi Lénk an hiren zwee Deputéierten...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da sidd Dir elo blann op zwee Aen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Mengen ech net.

...ass déi, déi Leit ze vertrieden, déi net Schold sinn un der Kris an déi awer dofir berappe mussen. Dat maacht Dir net. A mir wäerte weisen, datt et wuel eng Alternativ gëtt zu enger Politik, déi déi Räich ëmmer méi räich an déi aner ëmmer méi aarm an d'sozial Ongläichheeten ëmmer méi grouss mécht.

Ech komme vum Duerf, deemselwechten Duerf wéi den Dokter Michel Welter, dee sech virun 100 Joer an dëser gesetzgebender Versammlung als éischten Deputéierte fir mënschewierdeg Aarbechts-, Wunnengs- a Liewensbedingungen agesat huet. Haut gëtt esou een Asaz erëm méi aktuell.

Sou ware beispillsweis a Spuenien d'lescht Joer sechs Millioune Leit ouni Aarbecht. 1,4 Millioune Leit konnten hire Stroum net méi bezuelen a souzen ouni Heizung do. 400.000 Leit sinn aus hire Wunnengen ausgewise ginn, well se net méi bezuele konnten. An déi Situatioun begéine mer ëmmer méi och an anere Länner matzen an Europa. A Lëtzebuerg ass och an där Hisiicht keng Insel.

Awer elo zum Koalitiounsprogramm. Positiv am Koalitiounsaccord ass d'Ambitioun, de Stëllstand ze behiewen, den Opbroch a verschiddene Beräicher; d'Fënsteren opmaachen, wéi si et genannt hunn. Positiv si sécherlech eng Rei gesellschaftlech Reformen, déi scho laang iwwerfälleg sinn a vun der CSV blockéiert goufen. Mä fir vill Leit wäert duerch déi oppe Fënsteren ee ganz kale Wand erablosen, well d'Ausriichtung vum Koalitiounsprogramm, an doriwwer si sech mëttlerweil all Kommentatoren eens, kloer an däitlech vun den Interesse vun der Wirtschaft an dem Finanzsecteur dominéiert gëtt.

D'CSV seet selwer, 80% vum Koalitiounsprogramm wier d'Fortféierung vun hirer Politik, an ech mengen, d'CSV ass nach mat deem Prozentsaz ganz bescheiden. An deen neie Finanzminister sträicht d'Kontinuitéit mat der Politik vu sengem Virgänger ervir. De Lobbyismus vu verschiddene Wirtschaftskreesser huet sech deemno bezuelt gemaach. An d'Lëtzebuerger Wort huet recht, wann et de 4. Dezember schreift: „Die einflussreiche Investmentfondsvereinigung kann also aufatmen und sich für eine gelungene Lobbyarbeit im Vorfeld der Regierungsbildung beglückwünschen."

Deen alen an deen neie Wirtschaftsminister Etienne Schneider huet ëmmer gefuerdert, datt een ee fir allemol kläre misst, wat priméiert: Wirtschaft oder Sozialpolitik an Ëmwelt. Abee, d'Predominanz vun der Wirtschaft iwwert déi aner Politiken huet sech duerchgesat. Awer d'Ambitioun, sozial Ongläichheeten ze behiewen, gëtt et net! D'Vergréisserung vun de sozialen Ongläichheete gëtt weider a Kaf geholl.

Nieft der Predominanz vu Wirtschafts- a Finanzinteressen dréit de Koalitiounsaccord de Stempel vu villen, ganz villen Ukënnegungen, villen, ganz vill Etüden, Analysen, Iwwerleeungen, déi a ville Beräicher gemaach solle ginn. Esou eng Ukënnegungspolitik kenne mir aus der Stad, wou ausser Ukënnegung oft näischt nokomm ass. Ee Beispill: Am Dezember 2011 krute mir an der Stad vum deemolege Buergermeeschter versprach, d'Verkéiersimpaktetüd vum Ban de Gasperich, wat näischt Onwichteges ass, zougestallt ze kréien. Dat Verspriechen, obscho mir e puermol nogefrot hunn, gouf bis haut net agehal. A mir hunn déi Etüd bis haut, zwee Joer duerno, nach ëmmer net kritt!

An där doten Ukënnegunge gëtt et eng Hällewull am Koalitiounsprogramm. Fir gewuer ze ginn, wat hanner all deenen Ukënnegungen a schéinen Absichte stécht, froe mir an enger Motioun, déi mer déposéiert hunn, datt an all Kommissioun iwwert dat jeeweilegt Gebitt d'Intentioune vun der Regierung an déi méiglech Échéancë geschwat soll ginn.

Ech wëll drun erënneren, datt mir Transparenz ugekënnegt kruten, och an de Koalitiounsverhandlungen. Gëschter huet d'Regierung d'Berichter an d'Dokumenter vun de Verhandlungen op hirem Site veröffentlecht, an et war net méiglech déi bis haut ze liesen, wat jo och evident ass. Firwat sinn déi net direkt mam Koalitiounsaccord veröffentlecht ginn?

A firwat wollt d'Regierung de Koalitiounsaccord eréischt veröffentlechen, wat et onméiglech gemaach hätt, wann e gëschter veröffentlecht gi wier, nach seriö sech domadder auserneenzesetzen, weder fir eis nach fir déi Organisatioune vun der ziviler Gesellschaft, déi dat nach versicht hunn ze maachen. Zur Transparenz gehéiert awer och d'Offeleeung vun der Zesummesetzung vun den Aarbechtsgruppen, déi sech mat deenen eenzelne Kapitele vum Koalitiounsaccord ofginn hunn, fir datt jidderee gesi kann, wéi eng Lobbyen do aktiv waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premier Xavier Bettel sot: „Mir kënnen nëmmen dat verdeelen, wat mer hunn. Et däerf een net iwwer senge Moyene liewen." De Spëtzekandidat vun der LSAP Etienne Schneider gouf net midd ze erklären, datt mir Wuesstum brauchen, fir Aarbechtsplazen a Sozialpolitik ze garantéieren. Dat kléngt wuel gutt, mä esou fonctionnéiert et net! An zwar aus enger ganzer Rei Grënn, vun deenen ech der dräi kuerz duerleeë wëll.

Éischte Grond: Wuesstum schaaft net automatesch Wuelstand fir jiddereen. Och de Bundeskanzler Helmut Schmidt huet 1974 behaapt, d'Gewënner vun haut sinn d'Investitioune vu muer an d'Aarbechtsplaze vun iwwermuer. Mä a Wirklechkeet ass déi Rechnung net opgaangen, well d'Gewënner net investéiert gi sinn, a wann, da just fir ze rationaliséieren an Aarbechtsplazen ofzebauen!

Trotz ëmmer méi grousse Gewënner an deene leschten 30 bis 40 Joer huet de Chômage ëmmer méi zougeholl. De Wirtschaftswëssenschaftler John M. Keynes war schonn 1930 der Meenung, datt duerch Wuesstum a Verbesserung vun der Produktivitéit 100 Joer méi spéit, no 1930, jidderee just nach héchstens 15 Stonnen d'Woch schaffe misst. Mir sinn zwar nach e bëssen ewech vun 2030, mä dat geet awer schnell, an och den Här Keynes huet sech geiert, well dee geschafene Räichtum sech net automatesch verdeelt. D'Naturgesetzer vum Kapital, wéi de Karl Marx se genannt huet, fonctionnéieren eben anescht, wéi dat gewënscht gouf.

En zweete Grond: Ëmmer méi Wirtschaftswuesstum - an den Ae vun der Regierung d'Mamm vun de Politiken - ass och destruktiv fir Mënsch an Ëmwelt. Oder, wéi de Mouvement écologique et ausdréckt: „Kontinuierliches Wachstum auf einem begrenzten Planeten ist schlichtweg nicht machbar, aus Sicht der weltweiten Gerechtigkeit nicht mehr zulässig, führt a priori nicht zur Lösung des Arbeitslosigkeitsproblems, nicht zu einer Verkleinerung der Schere zwischen Arm und Reich und auch nicht zu mehr Wohlstand. Nicht zuletzt: Es ist kaum vereinbar mit dem Ziel des Erhalts der Lebensqualität, Natur und Landschaft und andere mehr."

An och de widderhuelten Zousaz „no nohaltege Kritären" ännert näischt drun, datt de Koali-

tiounsprogramm den Test vum Mouvement écologique grad an där Hisiicht net bestanen huet.

An deen drëtten, leschte Grond: D'Konzentratioun vu Räichtum uewen - Här Braz! - ass eng wesentlech Ursaach vun der Spekulatiounskris. An Dir wësst dat.

Mat dëser Politik steiere mer schnurstracks an d'Mauer vun der nächster Kris, déi vill Aarbechtsplaze kaschte wäert an erëm vun deene muss bezuelt ginn, déi se net verschëllt hunn.

De Problem ass éischter deen, datt zu Lëtzebuerg deen enorme Räichtum, dee geschafe gëtt, net méi bei de Leit ukënnt. Lëtzebuerg ass trotzdeem dat Land an Europa, wou d'Betriber déi héchste Gewënner maache kënnen, wou d'Lounkäschten am niddregste sinn an trotz ëmmer méi Räichtum sozial Ongläichheete konstant zouhuelen, vill Leit an Aarmut oder un der Aarmutsgrenz liewen. Ech spueren Iech d'Detailer vun deene Chifferen, mä se leie vir.

A wann d'Regierung elo all Joer 1,5 Milliarden aspuere wëllt, souwuel beim Funktionement vum Stat, wou trotzdeem eng Rei vun Déngschtleeschtunge solle verbessert ginn - ech erënneren un d'Kannerbetreiung, méi Mëttele fir d'Schoul -, wéi och virun allem an der Sozialpolitik, déi méi selektiv soll ginn, da wäert dat direkt Auswierkungen op d'sozial Situatioun vu ville Leit hunn. Souguer den RMG soll op de Leescht geholl ginn an ënnert der Siichtweis vun Hartz IV ënnersicht ginn.

(Brouhaha)

Une voix.- Wou steet dat?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Obschonn zu Lëtzebuerg…

Mir kënnen dat…

La même voix.- Wou steet dat?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Sicht Iech dat erëm. D'Methodologie, déi dra beschriwwen ass, ass kloer. D'Grondversécherung gëtt gekuckt an doriwwer eraus, iwwert d'Grondversécherung kuckt ee just nach, wat een onbedéngt brauch. Dat ass eng wesentlech Änneruing vun der Methodologie, déi an anere Länner zu Katastrophe gefouert huet. A wann Der der Meenung sidd, et wier net gutt, da solle mer dat och net maachen!

Obschonn zu Lëtzebuerg zwee Drëttel vun den direkte Steiere vun de Stéit, dat ass och e Fakt, an nëmmen een Drëttel vun de Betriber bezuelt ginn - Fakt! -, gëtt d'Kapitalsteier net erhéicht. Am Géigendeel, et gëtt e puermol betount, ech kann och opziele wéi dacks, datt déi lächerlech niddreg Taxe d'abonnement esou bleift. Et gëtt ëmmer erëm betount, datt alles drugesat gëtt, fir duerch d'Steierpolitik nach méi Räicher op Lëtzebuerg unzezéien.

Eng sozial gerecht Steierreform ass net geplangt: net nëmme keng Räichesteier, och keng Verméigenssteier, keng Erhéijung vun der Ierfschaftssteier. Alles Saachen, déi d'LSAP an de Wahle gefuerdert huet, an och kee Matmaache bei der internationaler Finanztransaktiounssteier, wéi déi gréng et gefuerdert hunn, emol keng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun oder d'Ofschafe vun den Ongerechtegkeete vis-à-vis vun de Witfraen a Witmänner oder de Leit, déi gescheet sinn.

De Wirtschaftsminister hat während dem Wahlkampf op enger Patronatsversammlung sengen Nolauschterer verséchert, all déi Steiermossnamen, déi seng Partei virgesi géif, géife just dozou déngen, fir en Deel vu senger eegener Basis ze berouegen. Elo wësse mer, datt dat kee Witz war.

Deem géintiwwer soll awer d'TVA eropgesat ginn. Wahrscheinlech, wéi mer héieren hunn, ëm 2%. Dat ass eng vun den ongerechteste Steiermoossnamen, déi een iwwerhaapt huele kann, well do d'Konsumenten a virun allem déijéineg gestrooft ginn, déi hiert Akommes fir hire Liewensënnerhalt brauchen. Hiert Liewe gëtt méi deier an hiert Akommes wäert ëmmer manner duergoen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

An da sollen d'Indexmanipulatioune vun deene leschte Jore weidergefouert ginn. Esou krut d'Patronat vun 2006 bis 2013 ëmmerhin 1,5 Milliarden op d'Käschte vun de Leit hire Léin a Pensioune geschenkt. Dat soll esou weidergoen a souguer, mam definitve Verloscht vun e puer Tranchen, definitv an d'Gesetz ageschriwwe ginn. Dobäi ass d'Verréckelen an d'Aussetze vu ganzen Indextranchen total ongerecht, well se jiddweree strofen, egal wéi niddreg säin Akommes ass. A sécherlech stinn am Kader vun der besoter „méi sozialer Sozialpolitik" (veuillez lire: „méi selektiver Sozialpolitik") eng Rei aner Moossnamen un, déi maachen, datt déi Leit, déi d'Kris net verschëllt hunn, dofir bleche mussen, an datt déi, déi wierklech vill hunn, ëmmer méi kréien.

Mir wëssen net, wat sech hannert der geplangter Reform vun der Fleegeversécherung verstoppt a maachen ons Suergen ëm de Solidaritéitsprinzip vun der Sozialversécherung an ëm de Pensiounssystem. Grad am Beräich Chômage muss vill geschéien, mä et ass ze fäerten, datt de Chômage weider genotzt gëtt, fir nach méi bëlleg Aarbechtskräften ze kréien.

An et gëtt Alternative fir eng aner Sozial- a Wirtschaftspolitik, virun allem duerch eng aner Steierpolitik, duerch eng Steiergerechtegkeet, esou wéi mir an d'LSAP se an eise Wahlprogrammer duergeluecht hunn.

Mir brauchen och eng aner Wirtschaftspolitik, déi d'Ofhängegkeet vun der elengeger Finanzplaz a Fro stellt. Eng systematesch a konsequent Diversifikatioun gradesou wéi eng aktiv Wirtschaftspolitik vum Stat ass trotz verschiddenen Neiorientéierungen net geplangt.

Här President, Dir Dammen an Hären, eng Rei Moossnamen, déi an de Beräich „d'Demokratie stäerken" falen, sinn ze begréissen. Esou wéi mir dat gefuerdert hunn, ass virgesinn, eng breet ëffentlech Debatt mat verschiddene Referenden iwwert d'Verfassungsreform ze organiséieren. Mir hoffen, datt eng wierklech demokratesch Debatt, wou jiddwereen déiselwecht Mëttelen zur Verfügung gestallt kritt, fir seng Meenung virzedroen, zustane kënnt.

Mir verlaangen dobäi och, datt aner Froe wéi déi véier, déi am Koalitiounsprogramm opgelëscht ginn, diskutéiert kënne ginn, wéi zum Beispill d'Stäerkung vu Grondrechter, virun allem sozial Rechter: d'Recht op d'Waasser, d'Recht op Aarbecht, d'Recht op Wunnen, solidaresch a kollektiv Sozialversécherung, awer och d'Recht op eng informationell Selbstbestëmmung, grad wéi d'Roll vun der Monarchie am Parlamentarismus, d'Trennung vu Kierch a Stat, oder besser d'Aschreiwe vun engem laizistesche Stat an ons Verfassung.

Da geet et och drëms, d'Bierger besser un den Entscheedungsprozesser deelhuelen ze loossen. Den Zougang vun all Bierger zu den Dokumenter an Informatioune vum Stat, och der Chamber an de Gemengen, soll an engem neie Gesetz - et steet op Säit 7 vum Koalitiounsprogramm - geregelt ginn. Op enger anerer Plaz, Säit 64, a gëschter an der Erklärung vum Premier ass geschwat ginn iwwert den Amendement vum bestehende Gesetz. Et weess een elo net richteg: Gëtt et en neit Gesetz? Gëtt dat bestehend amendéiert? Mä mir hunn do ganz kloer Virstellungen, wéi esou een Transparenzgesetz kéint no engem Hamburger Modell ausgesinn.

Mir brauchen och méi Initiativrechter fir d'Bierger zu Referenden, d'Recht op Ufroen un d'Chamber an d'Regierung, ee Recht vun de Bierger op parlamentaresch Initiativen; eppes, wat iwwert d'Petitiounskommissioun méiglech gemaach misst ginn.

Dofir si mir och prett, d'Presidentschaft vun där Kommissioun, wann d'Kommissioun domat d'accord ass, ze iwwerhuelen an aktiv zu enger Stäerkung vun den Initiativrechter vun de Bierger bäizedroen.

Iwwregens soll och all Deputéierten, an et ass virdru gesot ginn, egal vu wéi enger Partei, gläich Rechter hunn. Dat war bis elo net de Fall a soll - och dat ass positiv - elo gréisstendeels an ouni Trapebesetzung realiséiert ginn.

Ganz kloer misst d'Bespëtzelung vun de Bierger opgeschafft ginn, souwuel déi duerch de SREL, déi historesch an déi aktuell, wéi och duerch aner Instanzen, an déi noutwendeg Konsequenzen dorauser gezu ginn.

Doriwwer bräichte mir weider Opaarbechtung duerch eng Enquêtëkommissioun. Mir hunn an deem Sënn eng Resolutioun um Chambersbureau hannerluecht. Déi nei Definitioun vun de Missioune vum Spëtzeldéngscht, sou wéi se nach an der leschter Regierung geplangt an zu Pabeier bruecht si ginn, si fir ons inakzeptabel. Dora kritt de Spëtzeldéngscht wäitgefächert Méiglechkeete bis hin „zum großen Lausch- und Spähangriff", souwuel am ëffentleche Raum wéi a private Wunnengen.

Mir hoffen, datt deemnächst och d'Recht op d'informell Selbstbestëmmung, dat et an anere Länner - zum Beispill an Däitschland - gëtt, och zu Lëtzebuerg endlech rechtlech verankert gëtt an datt, soulaang wéi dat net geschitt ass, ee Moratoire iwwert dat aalt Gesetz, wat d'Schreddere vun Dossieren erlaabt, verhaange gëtt. An deem Sënn hu mir och eng Motioun hei verfaasst, déi hei offen opläit, fir datt déi, déi interesséiert sinn, se kënne matdroen.

Net zulescht wier et wichteg, fir Whistleblower wéi den Edward Snowden oder de Bradley Manning ze schützen. Lëtzebuerg soll eng Initiativ huelen, fir dem Snowden an Europa Asylrecht a Schutz ze garantéieren.

Une voix.- En huet jo schonn Asyl an engem Land.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Nëmmen an enger Ambassade!

Loosst mech et kloer an däitlech soen: Mir mengen, datt et gutt ass, datt d'CSV net méi an der Regierung ass an datt den CSV-Stat ausgebremst gëtt!

Mä vergiesse mer net, datt mat der Politik, déi déi nei Regierung mécht, d'CSV awer nach ëmmer derbäi ass, esou, wéi wa se mat op der Regierungsbänk sëtze géif. A wann déi nei Koalitioun wollt beweisen, datt d'CSV hir Finanz-, Wirtschafts- a Sozialpolitik och ouni d'CSV ka maachen, dann ass et hir elo scho gelongen!

Dat stëmmt iwwregens och fir d'Europapolitik vun där neier Koalitioun, där hir Oplagen an Austeritéitsvirschréften dës Regierung unerkennt a grad wéi déi Regierung virdrun nach ënnerbitt. An dat, obschonn eminent Perséinlechkeete wéi de Wirtschaftsnobelpräisträger Joseph E. Stiglitz grad nach virun e puer Wochen op enger Konferenz um Kierchbierg viru genee esou Politike warnen, well se d'sozial Ongläichheeten an d'Viraussetzungen, fir an d'Mauer vun der nächster Kris ze rennen, just nach verstäerken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an enger ganzer Rei Beräicher wëllt dës Regierung do weiderfueren, wou viru fënnef Joer oder méi opgehale ginn ass. Dat stëmmt fir d'Transportpolitik - Stéchwuert MoDu -, wou awer zousätzlech iwwer eng Eisebunnslinn op Saarbrécken geschwat an d'Ausdehnung vum Tram op Findel, Cloche d'Or an Zéisseng beschleunegt soll ginn; dat stëmmt och fir d'Landesplanung - Stéchwuert IVL - inklusiv d'Plans sectoriels vum Wunnen, Landschaft, Transport an Aktivitéitszonen, déi elo, wéi gefuerdert, endlech veréffentlecht an och ëffentlech diskutéiert solle ginn. Et ass just ze hoffen, dat och déi do Mëttelen an Zäit do sinn, fir déi Diskussioun breet an demokratesch ze féieren.

An anere Beräicher wéi Ëmwelt, Energie, Klimaschutz bleift de Koalitiounsaccord wäit hannert den Erwaardungen zréck. 11% erneierbar Energien am Joer 2020 ass alles anescht wéi ambitiéis. Datselwecht stëmmt am Beräich vum Klimaschutz, deen och aus Siicht vum Mouvement écologique „onbefriddegend" - et ass een Zitat - ass, well konkret Ziler bei der Reduktioun vun den CO_2-Emissioune feelen, an ähnlech Bemierkunge kann een iwwert de Manktum u Courage vis-à-vis vun der Atomenergie, fir déi ze verbidden an d'Sotelslinn net ze bauen, duerleeën.

Och am Beräich Wunnen ass, iwwert de Fait, datt d'Bauterraine virun allem am Perimeter fräigesat solle ginn, villes onkloer. Dorops wäerte mir am Detail zréckkommen, gradesou wéi op d'Beräicher Schoul a Kultur.

Ofschléissend wëll ech matdeelen, datt de Serge Urbany an ech als eng vun onsen éischten Handlungen als nei vereedegt Deputéiert zesumme mat Deputéierten aus anere Länner een europäescht Manifest vu Parlamentarier géint Faschismus ënnerschriwwen hunn.

A ville Länner kommen déi brong an nationalistesch Iddien erëm héich, an an Ungarn an a Griichenland gëtt erëm an Uniformen am Gleichschritt offen duerch d'Stroosse marschéiert a gi Minoritéite stigmatiséiert. Wann d'Leit vun der Politik, an dozou gehéieren och dës Regierung an dës Chamber, keng Äntwert op hir berechtegt Suergen, Ängschten an Erwaardunge kréien, da wäerten a ganz Europa an och zu Lëtzebuerg riets Demagogien an Nationalismus ëmmer méi Uklang fannen. Esou eng Léisung wëlle mir net. Déi musse mir verhënneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wëll ech betounen, datt villes, wat an onser Gesellschaft geschitt, gezeechent ass net nëmmen duerch méi grouss sozial Ongläichheeten, mä och duerch en absolute Mangel u Respekt virum Mënsch. Ouni dee Mangel u Respekt virum Mënsch wier et net méiglech, datt an dëser globaler Welt all sechs Sekonnen e Kand un Honger oder un enger Krankheet géif stierwen, wou d'Mëttelen do sinn, och hei bei eis zu Lëtzebuerg zum Deel gebunkert ginn, d'Mëttelen, fir dat ze verhënneren! Ons Gesellschaft ass awer net fäeg a bréngt et net fäerdeg, dat esou ze organiséieren, datt dat net méi de Fall ass, fir deene se zoukommen ze loossen, déi se brauchen.

Ouni dee Mangel u Respekt virum Mënsch géife Leit, déi fortlafe viru Krich an Honger, net kriminaliséiert, ofgewisen an erdrénke gelooss ginn. Jo, si, d'Affer, gi kriminaliséiert, an net d'Krichsdreiwer an déi, déi vum Krich an der Ausbeutung profitéieren. Leider ass dee Mangel u Respekt virum Mënsch an der Natur net einfach duerch waarm Appeller, wéi se gäre gemaach ginn, ze behiewen, well e méi déif Ursaachen huet: an zwar ee Gesellschaftssystem vu Striewen no Profit oder well, fir en nach eng Kéier ze zitéieren, d'Naturgesetzer vum Kapital, wéi de Karl Marx et ausgedréckt huet, méi wichteg si wéi d'Liewe vun de Mënschen a vun der Natur.

Un dësen Ëmstänn wäert dës Chamber grondsätzlech näischt änneren. Dofir brauche mir ausserparlamentaresch Mobiliséierungen a Strukturreformen, déi de Gesellschaftssystem a Fro stellen. Mä déi komme réischt dann, wann déi uewen net méi kënnen an déi ënnen net méi wëllen. Mä mir waarden net, bis déi Zäit do ass. Och elo, am Hei an Elo, gëllt et, all Mëttelen ze notzen, fir Diskriminéierungen an Ongerechtegkeeten ze bekämpfen.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Ech hu keng weider Wuertmeldungen aus der Chamber. Dann hätt de Premier- a Statsminister d'Wuert, fir op d'Debatt ze äntweren. Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert probéieren, op déi vill Interventioune vun de Moien an de Mëtteg anzegoen. Ech wëll Iech och Merci soen, fir awer quer duerch déi ganz Chamber, ob Majoritéit oder Oppositioun, der neier Regierung bonne Chance ze wënschen. Ech mengen, dat ass fair.

Et si vill Saache gesot ginn, wou ech muss drop reagéieren. Ech fänken un, Här Juncker, mat Ärer Interventioun vun de Moien. Dir hutt fonnt, dass ganz vill vum Regierungsprogramm dem CSV-Programm géif gläichen.

Ech kann dat net behaapten. Eppes steet fest: D'CSV ass ëmmer déi lescht Partei, déi och hire Programm presentéiert. Dat heescht, Är Partei ka vläicht och e Best-of si vun deenen dräi anere Parteien. Ech weess och, dass zum Beispill de Programm vun der Demokratescher Partei op Ärem Kongress bei Iech am Grapp war an dass Der dorauser och nach zitéiert hutt. Dat heescht, wa mir eng gutt Inspiratioun ware fir Äre Parteiprogramm, freet eis dat.

(Hilarité et brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll och elo op e puer Punkten agoen, déi den Här Juncker och abordéiert huet. Wahlalter mat 16 Joer, Ministeschmandater, do ass d'Fro gestallt ginn: Kann een dat net an der Chamber maachen? Dir hutt och an deemselwechten Otemzuch gesot, dass dës Regierung der Meenung ass, dass ee keng Angscht virum Wieler soll hunn.

Et soll ee keng Angscht hunn, fir mat der Populatioun ze diskutéieren, an et soll ee keng Angscht hunn, der Populatioun och Décisiounen ze loossen. An dass, wann een de Leit erkläert, ëm wat et geet, wann ee mat de Leit wëllt diskutéieren, wann een de Leit wëllt erklären, firwat dat eent oder dat anert sollt gemaach ginn, een och dem Wieler d'Recht sollt ginn, säi Wonsch zum Ausdrock ze bréngen!

An dat, wat Der awer och gesot hutt, dass mer gesot hunn, dass de Wieler eise Patron wier, stëmmt! An net nëmmen eise Patron, vun der Regierung, mä de Patron vun all de Leit, déi heibanne sëtzen!

An de Wieler huet recht. A mir mengen, dass et duerfir wichteg ass, am Dialog mam Wieler, him ze erklären, ëm wat et geet, an de Wieler ze bedeelegen a keng Angscht virum Wieler ze hunn, mä au contraire Vertrauen an de Wieler ze hunn an dat Vertrauen och wëllen opzebauen.

Andeems ee seet, dass een all fënnef Joer dem Wieler d'Méiglechkeet gëtt, de Vote zum Ausdrock ze bréngen, geet eis net duer. Mir mengen, dass dee permanent muss stattfannen an dass et och duerfir ganz wichteg ass, déi Referenden och ze organiséieren.

Dir hutt eppes gesot, wat och mir mengen, an dofir ass deen Dialog esou wichteg. Wann et

Froe sinn, wéi zum Beispill d'Wahlrecht opzemaachen, solle mer net dëst Land trennen an op eng Kéier e Front national hunn, deen hei op 15% kënnt. Mä dat kréie mer, wa mer net mat de Leit diskutéieren. Dat ass, wa mer mengen, dass et Tabusujete géif ginn an dann eng Evolutioun op eng Kéier vun Zwouklassegesellschaften hei an dësem Land hunn, well mer justement net de Courage hunn, fir iwwert déi Sujeten ze diskutéieren.

Da brénge mer et fäerdeg, d'Land ze trennen an op eng Kéier heibanne Vertrieder ze hu vun extrem nationalistesche Parteien. An ech si frou an houfreg, Premier hei an engem Land ze sinn, wou keng Vertrieder vun extrem rietse Parteien hei mat an d'Wahle gaange sinn an dann och selbstverständlech net gewielt gi sinn.

Et ass geschwat ginn och vun Trennung vu Kierch a Stat. An, jo, ech sinn och frou, dass een hei gesot huet, dass mer net wëllen den Te Deum ofschafen oder aner Saachen ofschafen an dass och Dir, an ech mengen, dat ass och e wichtegt Signal no baussen, déi Iddien och énerstëtzt, well Der och der Meenung sidd, dass et net ka sinn, dass eng Cérémonie, eng national Cérémonie, en Défilé militaire, an da gëtt zivil gesot, well dann d'Pompjeeën an d'Protection civile an d'UGDA matmaachen, an op där anerer Säit de Militär an en Te Deum ass.

En zivilen Akt ass ganz wichteg! A mir sinn och der Meenung, dass deen den 23. moies sollt mat deem zivilen Akt ufänken, an da selbstverständlech den Te Deum, an - gleeft mer et! - d'CSV wäert doudsécher net eleng an den Te Deum goen. Et sinn doudsécher nach vill Leit. An et ass net, well ee seet, dass den Te Deum net den haaptsächlechen offizielle Statsakt ass, dass et eppes géint d'Katholiken ass. Mir respektéieren, dës Regierung respektéiert all Relioun, all Culte! Dat Eenzegt, wat ass: Mir mengen, dass et och eng Manifestatioun muss ginn, wou all Persoun sech an där Diversitéit och kann erëmfannen. An dat soll och deen zivilen Akt sinn.

A mir wäerten och, an dofir, ech si jo och Ministre des Cultes, mat de Leit aus de verschiddene Reliounen diskutéieren. Well eppes däerf een net vergiessen: Et gëtt hei zu Lëtzebuerg aner Culten, déi och Saache revendiquéieren, déi se am Moment net kritt hunn. An dowéinst ass et och immens wichteg, deen Dialog ze féiere mat de verschiddene Vertrieder vum Culte. An ech sinn och frou, dass déi verschidde Relioune sech och zesummegesat hunn, fir do zesummen ze diskutéieren.

Wat fir mech wichteg ass, et ass vu ville Reforme geschwat ginn, déi mer wëlles hunn ze maachen, och an der Justiz. Den Divorce pour faute ofschafen. Jo, tatsächlech den Divorce pour faute wor och eng Diskussioun bei eis an der Koalitioun. Mä mir sinn zur Konklusioun komm, an déi lescht Zäit wor den Text och blockéiert, dass den Divorce pour faute nach muss an extreme Fäll do sinn. Et kann net sinn, dass ee fir Violence domestique ee kann eraussetzen, mä dass et keng Ursaach ass, fir gescheet ze ginn!

An dat sinn déi Punkten, wou ee sech ka soen, et kann net sinn, well deen Text wor jo zimlech hypokritesch um Ufank, andeems ee seet, d'Leit gi gescheet an duerno musse se, kënne se awer Dommages et intérêts froe fir Violencen oder fir aner Saachen. Mir sinn der Meenung gewiescht..., an ech si frou, dass och d'CSV elo mat op de Wee geet.

An, Här Juncker, ech muss Iech soen, déi Ausso, déi Der gemaach hutt, huet mech iwwerrascht, mä ech mengen, mech net eleng iwwerrascht, virun allem de fréiere Koalitiounspartner iwwerrascht. Dat ass déi, wou gesot ginn ass, dass Der net dogéint wiert, dass een déi zweet Consultation obligatoire géif fakultativ maachen.

Well ech ka mech erënneren, wéi eng Débate mer hei an der Chamber haten an an de Kommissiounen, wou awer Är Partei déi war, déi do drop insistéiert huet.

(Interruption)

Jo, net alleguer, awer eng grouss Majoritéit, Madame Arendt.

An ech soen et elo just: Dowéinst, dass Der elo sot, dass Der derfir sidd, dat éiert Iech. Mä ech wier frou gewiescht, Dir wiert schonn deemools derfir gewiescht, well dann hätt ee schonn déi Evolutioune kënnen och maachen an net waarde bis elo.

Dir hutt och gesot, den Här Braz hätt net vill ze maachen, well den Här Biltgen alles fäerdeg gemaach huet. Ech kann Iech just soen: Den Här Biltgen huet ganz vill ugefaangen, e bëssen ze vill ugefaangen! An ech si frou, wann den Här Braz alles fäerdeg kritt.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Iwwert d'Finanze wëll ech fir d'éischt de Choix vum Här Gramegna hei kommentéieren. Ech muss Iech soen, dass de Choix vum Här Gramegna ee war vun der Demokratescher Partei, dee selbstverständlech och mat deenen zwou anere Parteien diskutéiert ginn ass, mä dass et ee Choix ass, dee mir fir richteg fannen.

An ech muss Iech soen, dass déi lescht Deeg, wou den Här Gramegna elo schonn zu Bréissel war an och scho seng Interventioune gemaach huet, bewisen hunn, dass den Här Gramegna dee richtege Choix war. An déi Leit, déi mengen, dass déi aner Parteie kee Courage haten, fir dat do ze maachen, ire sech. Dat Eenzegt, wat ass, ass, dass mir fonnt hunn, dass den Här Gramegna - an et ass keen Ufo; den Här Gramegna ass Member bei eis an der Partei - bereet ass, déi Charge ze iwwerhuelen, a bereet ass, an an eisen Aen d'Qualitéit vum Jurist, vum Ekonomist, vum Diplomat cumuléiert, déi déi wichtegst ass.

An ech sinn och frou, dass un eng Ausso, déi och d'Iescht Woch um Radio gemaach ginn ass, och hei nees erënnert ginn ass: Et ass keen heibannen, an och net den Här Frieden, als Finanzminister op d'Welt komm, an dass den Här Gramegna doudsécher mat deem Wëssen, dat en huet, och déi richteg Aarbecht op där richteger Plaz wäert maachen.

Et ass gesot ginn, d'Zuele wiere bekannt. Den Här Gibéryen huet gesot, den Här Juncker huet gesot, d'Zuele wiere bekannt. Dat heescht, Dir maacht hei, wéi wa mer e bëssen iwwerrascht waren. Neen, mir sinn net iwwerrascht. Mä dat Eenzegt, wat ass: Mir hu just gemierkt, dass eng Rëtsch vun Administratiounen an de Koalitiounsverhandlungen eis gesot hunn: „Mir hunn et schonn deemools gesot, mä et ass awer näischt gemaach ginn."

An dat bescht Beispill ass de Commerce électronique. Mir wëssen alleguer, dass de Commerce électronique ewechfält, mä mir waarde bis dee leschten Dag, fir ze kucken, wat ee ka maachen.

Dat heescht, wann ech Iech misst äntweren, Här Juncker: D'CSV huet geschwat, mä mir maachen et. A mir kucken net, mä mir agéieren. An dowéinst ass et dat, wat immens wichteg ass. An Dir hutt et och gesot, an dat freet mech och, dass déi gréisste Fraktioun hei an der Chamber alles wäert maachen, fir dass mer den Triple-A sollen halen. Mir sollen elo net alles futtimaachen, fir den Triple-A ze behalen. Mä selbstverständlech, an do si mer eis eens, wa mer dee géife verléieren, ass et fir e klengt Land awer vill méi schwéier wéi fir een anert Land, dat den Triple-A géif verléieren.

Zu den Dépensen ass gesot ginn: „Jo, mä da sot eis, wou a wat Der wéilt spueren." Ech muss Iech soen, den Här Gibéryen huet et och gesot: „Jo, Dir gitt eis net genuch Informatiounen, wou Der wëllt genau spueren."

Ech muss Iech soen, dass dës Regierung vill méi wäit ass an hiren Aarbechten, wéi et ass. Mä mir hunn... Dat, wat mer grad kritiséiert hunn, dass mer net wéilten nëmme Rechnunge maachen, andeem mer net kucken, wat d'Répercussioune vun enger Rechnung sinn, wat dat mat sech bréngt, wat dat kann awer duerno kaschten, dowéinst si se nach net presentéiert ginn.

Mir wëllen net hei mat engem Tableau kommen, andeem mer soen: „Elo kréie mer esou vill do eran, esou vill do eran, esou vill do eran." Dat ass genau déi Kontabelspolitik, déi virdru gemaach ginn ass. A mir wëllen déi net maachen!

Mir wëlle wierklech déi eng Mesuren an déi aner genau analyséieren, fir ze kucken, wéi eng Répercussiounen et kann hunn, fir dass se och sozial gerecht ass, an net einfach mat der See seet: „Elo ass fir jiddwereen alles fort.", an dann duerno kucken, wéi eng Répercussiounen dat mat sech bréngt.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Juncker huet sech och gefrot, wou den Här Frieden déi lescht Deeg war. Här Juncker, ech muss Iech soen: Den Här Frieden wor net bei eis.

(Hilarité)

Mä ech muss Iech soen: Dir hutt gesot, dass dat d'Politik vum Här Frieden ass, déi den Här Gramegna wäert weidermaachen.

Ech kann Iech perséinlech soen, Här Juncker, dass et e ganzen Deel vun där Politik och ass, déi den Här Frieden gär gemaach hätt, awer net maache konnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dass mir och soen... Et ass och d'Fro gestallt ginn, firwat mer dat eent oder dat anert géife maachen. Jo, mir stinn och dozou, dass mer Saache kloer soen, déi net sollte gemaach ginn, well mer mengen, dass mer an enger Situatioun sinn, wou zu Lëtzebuerg ee muss, fir d'Finanzsituatioun och ze rassuréieren an d'Finanzplaz ze rassuréieren, och Saachen ukënnegen, wou ee sech seet: „Do si mer eis eens, dat dote maache mer net, well mer riskéieren, och deen een oder deen aneren negativen Effet dobäi ze kréien."

Beim Index: Jo, et si Kompromësser. Deen ee werft eis vir, dass et net nëmmen dem Grénge säi Programm ass. Da kréie mer gesot, dass et net der LSAP hire Programm ass. Da kritt een de Virworf gemaach, dass et net der DP hire Programm ass.

E Koalitiounsaccord par essence ass e Koalitiounsaccord. An do ass et wichteg, dass ee justement déi Richtungen, déi Linnen, déi déi Parteie verteidegt hunn, och erëmfënnt. An dat, wat elo dosteet, ass e Kompromëss tëschent deene Parteien. A wann een iwwert d'Ëffnungszäite schwätzt, andeem ee seet: „Jo, Dir wëllt fir d'éischt mat de Leit diskutéieren." Jo! Mir wëllen de Sozialdialog nees kreéieren hei an dësem Land.

Mä wa mer et drastoen hunn, ass et bestëmmt net, fir d'Ëffnungszäite méi kuerz ze maachen, soss hätte mer et bestëmmt net am Koalitiounsaccord drastoen. Wa mer et drastoen hunn, ass et justement, well mer wëlle mat de Partner am Dialog dat duerchdiskutéieren, fir ze kucken, wat méiglech ass.

Mä mir ginn och preparéiert an déi Verhandlungen. Mir ginn net „finger in the pocket" dohinner, andeem mer soen, elo lauschtere mer mol deenen no. Neen, mir wësse schonn, wat mer wëllen. Mä et soll een awer mat de Leit diskutéieren, ier ee seet, wat elo kënnt.

De Réajustement, do hutt Der och vun de Pensioune geschwat. Selon den Zuelen, déi mer kritt hunn, d'Calcule vun 2011-2012 wäerten ausmaachen, dass 2014 deen Ajustement minus 0,3 wier, an 2012-2013 dann op 2015 e Réajustement vu plus 0,4 wier. A fir de Revenu ze stabiliséieren, si mer der Meenung gewiescht, dass et gutt wier, dat ze neutraliséieren.

Zur Aarbecht ass och eppes gesot ginn. Et ass esou en Amalgam gemaach ginn - an dat hunn ech wierklech net opportun fonnt - tëscht RMG, Mindestloun, aarbechtslos. Et ass esou gemaach ginn, wéi wa virun allem d'Sozialisten do géifen op eng Kéier jiddwerengem eppes wëllen ewechhuelen. Neen, dat ass bestëmmt net dat, wat dës Regierung wëllt! Well dat ass jo ëmmer dann typesch, andeems ee seet: „Dat sinn déi Liberal. Déi wëllen do onbedéngt deem engen oder deem aneren eppes ewechhuelen." Et ass guer net dat.

Mä et ginn Effet-perversen. Wann Der verschidde Leit hutt, déi rechnen, wat se géife verdéngen oder manner am RMG duerno kréien, wann en aneren an der Famill bei se wunne kënnt, wann Der verschidde Rechnungen hutt, wou verschidde Leit kucken, wat dat eent a wat dat anert ass, si mir der Meenung, dass et wichteg ass, Analysen ze maachen, ier een Décisiounen hélt.

An déi éischt Analys, déi gemaach ginn ass, déi ass am Sozialalmanach vun der Caritas gemaach ginn. An déi sinn déi Éischt, déi schonn d'Konsequenz vun deem enge vis-à-vis vun deem anere wëllen hunn.

Mir wëllen net, dass den RMG eng Fatalitéit oder eng Finalitéit soll sinn. Mir sinn der Meenung, dass d'Aarbecht dat muss sinn, wou d'Leit nees Loscht hunn, sech ze investéieren a sech bewosst sinn, zu wéi engem Wäert se bäidroen, wa se justement eppes och zur Allgemengheet bäidroen.

An dann zu den CDDen. Dass gesot ginn ass, dass der vläicht méi kënnen an där Period vun zwee Joer kommen. Jo, mä mir hu léiwer een, deen nach en CDD kritt, wéi een, dee guer keng Aarbecht huet. An dofir muss ee kucken, wéi een dat och organiséiert kritt.

Zum Logement. Do hutt Der vun der Klimabank geschwat. Mir ass et egal, Här Juncker, wéi se heescht. Ob se Klimabank heescht, Altbausanierung - fir dann dem Här Meisch Freed ze maachen -, Bank heescht. Egal wéi se heescht, fir eis... Mir wëssen, wat mer wëlle maachen. An do...

Ech sinn och immens frou, dass Dir gesot hutt...

(Interruption)

An ech muss Iech soen, zum Logement wor déi kierzesten Interventioun, déi Der hat, Här Juncker. An ech verstinn dat och. Mä dass Der da gesot hutt... Den Här Schank huet dat och proposéiert. Ech si frou, well bei eis op verschiddene Bänke konnte ganz vill Leit et och scho bal net méi héieren, déi Klimabank. An ech si frou, dass dann och elo de fréiere Minister Schank och an déi Richtung gaangen ass.

Dann, zur Éducatioun, hutt Der gesot: Jo, Dir wollt e Schouldirekter, Dir hutt kee kritt, an der Madame Delvaux hir Propositioune ginn einfach esou an de Back gehäit. Neen, d'Madame Delvaux huet eng Aarbecht gemaach, déi fir eis ganz wichteg ass. Mä mir... Et sinn nach aner... D'Madame Delvaux wor selwer och nach am Aarbechtsgrupp an de Koalitiounsverhandlungen, wou deen doten Text gemaach ginn ass. Dat heescht, et ass keen Désaveu vis-à-vis vun der Politik, déi vun der Madame Delvaux gemaach ginn ass, mä et ass just, dass mer an déi Richtung och wëlle weidergoen.

Den Här Berger huet dat gesot, wat fir eis ganz wichteg och ass, dass d'Erwaardunge ganz grouss sinn. Jo, d'Bierger hu grouss Erwaardungen. D'Bierger erwaarde sech, dass dës Koalitioun et seriö mécht an aneschters mécht. An hei geet et net ëm eng Koalitioun ee géint deen aneren, mä eng Koalitioun, wou mer wëllen zesummen eng Politik fir eist Land maachen.

Dir hutt och justement vun der Integratioun geschwat, den Débat vun der Integratioun. An ech soen et nach eng Kéier: Mir dierfe keng Angscht hu virun der Integratioun a virum Zesummeliewen een nieft deem aneren.

Och zu de Kanner, d'Startchancen. D'Schoul ass - a mir sinn eis eens - déi Case départ vun all Liewen, vun engem jonke Kand, wou derno seng Liewenschancë gestallt ginn. A wann een do schonn dès le départ selon d'Origines sociales oder linguistiques, déi ee vun doheem huet, net déiselwecht Chancen huet wéi een aneren, ass e Problem an eiser Gesellschaft. An ech soen dofir och e grousse Merci, dass dee Punkt abordéiert ginn ass.

Den Här Bodry huet eis erënnert u seng Ried vun 1999 „same procedure". Et hänkt ëmmer dovun of, wou ee sëtzt. Ech hunn et jo och gesot. A wat ganz wichteg ass, dat ass och, wat den Här Bodry gesot huet: „Jo, Kontinuitéit." Et soll ee sech net schummen - an ech hunn et och scho gëschter gesot -, dass déi Saachen, déi virdru gemaach gi sinn, net all falsch waren. Mir hu jo och bestëmmt net géint all Text gestëmmt. Mir hunn op villen Texter matgestëmmt, well mer der Meenung waren, dass se och wichteg a richteg fir eist Land waren.

An dowéinst, dass eng gewësse Kontinuitéit do ass, mengen ech, ass och ganz wichteg. An et géif ganz ville Leit Suerge maachen, ze wëssen, dass zu Lëtzebuerg all véier oder fënnef Joer op eng Kéier alles vergiess muss ginn, well eng nei Regierung géif kommen, an dann alles, wat virdru geschitt ass, schlecht war an alles muss nei gemaach ginn. Well justement déi Stabilitéit, déi Garantie, och dat ass en Attrait vun eisem Land an och de Grond, firwat d'Leit op Lëtzebuerg kommen.

„Jo, d'Sich vum Mëttelwee", huet och den Här Bodry gesot. Mir sinn eis do ganz eens. Wann dräi Parteien zesumme sinn, ass et e Mëttelwee, deen ee sicht. Mä e gesonde Mëttelwee. E Mëttelwee, deen am Intérêt vun der gréisster Majoritéit vun de Lëtzebuerger och ass.

An dat, wat mer och selbstverständlech iwwert d'horizontal Zesummenaarbecht an d'zillos Mentalitéit... Et geet duer! Mir mussen zesummeschaffen! An ech hunn et och gëschter gesot, ob dat de Logement, ob dat de Chômage, ob dat d'Finanzplaz ass, ob dat d'Steierzuel ass, ob dat d'Europapolitik ass, wäerte mer all Mount am Regierungsrot diskutéieren, fir dass mer och wëssen, wou mer dru sinn. An den Här Kersch, och bei der Réforme administrative, fir e Suivi ze hunn an net einfach ze soen, a véier Joer: „Wou si mer elo drun? Ass eppes geschitt?" Neen, all Mount wäerte mer am Regierungsrot driwwer diskutéieren an deen een an deen anere Punkt diskutéieren.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

D'Madame Loschetter huet och vun der Form geschwat vun der Gouvernance, de Renouveau. An d'Form ass och Programm, hutt Der gesot. Jo, dëst ass..., an dee leschte Pressebriefing wor en anere Pressebriefing. De leschte Pressebriefing wor keng One-Man-Show. De Pressebriefing wor do, wou zesumme presentéiert ginn ass, wat virdrun am Regierungsrot diskutéiert ginn ass. An ech hunn elo just virdrun och ausgemaach, dass e Freiden nom nächste Pressebriefing och e Vertrieder do ass, fir eis de Punkt vun der CAR-e-Prime vun den Autoen ze erklären.

An dat wäert all Kéiers esou sinn. Ech mengen, et weess keen den Dossier besser, an och, fir kënne säin ze presentéieren. En huet e jo och ausgeschafft. An da soll een deem och d'Recht ginn, deen och kënnen ze presentéieren. Do wäert ech och froen, fir dass dat esou geschitt.

Jo, Madame Loschetter, d'Schoul ass e Facteur vun Integratioun a muss e Facteur vun Integratioun sinn. An ech sinn och ganz frou, dass Der iwwert d'Gebäerdesprooch geschwat hutt. Dir wësst, dass mer déi immens um Häerz läit. An ech wëll elo nach eng Kéier mech entschëllege gëschter bei der Gebäerdendolmetscherin. Ech hoffen, dass se haut net e Muskelkater kritt huet.

(Hilarité)

Ech wëll och op d'Ëmweltaspekter just ganz kuerz agoen, esou wéi Dir et gesot hutt. Jo, déi sinn transversal. Et kann een net bei Ëmweltaspekter just dat eent oder dat anert kucken. Well all Politik, déi ee mécht, huet en Impakt op Ëmweltaspekter. A selbstverständlech ass et wichteg, dass een déi och zesummen diskutéiert.

Dem Här Gibéryen soen ech Merci fir säi Cours de droit constitutionnel, deen en eis gehalen huet, iwwert d'Zesummebilde vu Majoritéiten an enger Regierung. En huet eis och gesot: „Jo, mat den Douzièmen, wéi geet et da weider?" Ma mir wäerten elo... Dat muss ee jo awer verstoen: Mir hunn elo e Koalitiounsaccord zesumme geschriwwen. Mir wäerten elo de Budget ufänken ze analyséieren. A mir wäerten dat maachen, well mer eis och virginn hunn, dat heescht, d'Dépensen och ze analyséieren an ze kucken, wéi mer elo schonn direkt - direkt! - kënnen do, wou mir kënnen influencéieren, Sue spueren.

A gleeft mer et, dat ass... Dat nennt een e Screening, wou mer wäerten all Dépense bei eis emol ufänken. Well mer och der Meenung sinn, amplaz dass een elo direkt schonn de Leit géif soen: „Mir huelen direkt eppes ewech", emol bei eis selwer solle kucken, wéi mer bei eis kënne spueren.

Mä esou, wéi ech virdrun och gesot hunn: Mat deem Verloscht vum Commerce électronique wäert et ganz schwéier sinn, a mir kommen net derlaanscht, fir eng Hausse vun der TVA vun 2% - esou wéi den Här Juncker den Här Schneider zitéiert huet - schonn ze maachen.

Zum Koalitiounsaccord hunn och den Här Turpel an den Här Gibéryen eis gesot: „Jo, Dir hutt et du public gemaach, dat doten. Dir wollt et awer net public maachen." Neen, et wor fir d'éischt freides, dass mer wollte verbesseren. An du méindes hu mer gemierkt, dass... An ech muss just soen, ech sinn elo net éiweg hei an där Chamber, mä et ass nach ni en Accord virdru public gemaach ginn.

Mä mir hunn et einfach wichteg fonnt, well mer gemierkt hunn, dass d'Interpretatiounen dobaussen, vun deem engen a vun deem aneren, divergent kéinte sinn a mer gemengt hu: Mir hu jo näischt ze verstoppen, firwat gi mer dat net? An ech sinn och frou, dass den Här Turpel gesot huet, dass et souwisou onméiglech gewiescht wär, soss haut sech kënnen ze preparéieren. Well heiansdo huet ee ganz oft d'Gefill gehat, dass d'Riede scho preparéiert gi sinn, ier iwwerhaapt hei scho geschwat ginn ass. Dowéinst sinn ech och frou, dass dat net de Fall war.

(Interruptions)

Ech kommen elo zum Schluss. Ech wëll fir d'éischt hei nach op e puer Saachen agoen. Et ass gesot ginn: Wéi kann esou eng Koalitioun entstoen? Eng Koalitioun entsteet, an ech muss lech och soen, andeem eng Partei sech muss Froe stellen. Mir kruten hei erkläert, dass, wann ee bei bal honnert Gemengen..., bei 99 vun 106 Gemengen vir ass, een automatesch misst jo dann d'Rênë vum Land kënnen hunn. Mä sech selwer d'Fro ze stellen, firwat no de Wahle kee bereet ass, mat engem op eng Regierungsbänk ze goen, déi Fro stelle sech ganz wéineg Leit.

Ech wëll just soen, dass de Parteipresident vun der CSV och genau weess, a vis-à-vis vun em sëtzt den Här Cruchten, dee weess och, wat dat op lokalem Niveau heescht, wann esou op eng Kéier déi éischt Partei net de Buergermeeschter stellt op enger Gemeng. De Generalsekretär vun der CSV weess dat och.

Ech weess, dass ech da gesot kréien: „Dat eent huet mat deem aneren näischt ze dinn. Eng Regierung ass net mat enger Gemeng." Mä firwat? Well do Leit sech fonnt hunn. An den Här Wolter a seng Koalitiounskolleegen hunn do gemengt, dass si zesummen eppes kéinte maachen, wat se da vläicht net mat där anerer Partei hätte kënne maachen. An dat ass Demokratie. D'Demokratie ass 50% plus eent.

Ech muss och soen, Här Juncker, dass ech d'Gefill op eng Kéier hat, dass et Ärer Partei méi drëms gaangen ass, un der Muecht ze bleiwen, wéi selwer an d'Politik ze goen. Well wéi jo op eng Kéier d'Diskussioun komm ass: „Wier da keng Partei bereet, fir mat der CSV an d'Koalitioun ze goen, ouni den Här Juncker als Statsminister?", hunn ech dat ondezent fonnt. Hunn ech dat ondezent fonnt! Et ass net un eis ze décidéieren, wie bei där anerer Partei op wéi enger Säit wéi eng Plaz och soll huelen.

Mir sinn, ech wëll Iech just soen, vläicht parteieméisseg eng DP/LSAP/gréng-Regierung, mä mir si virun allem eng Regierung fir all Lëtzebuerger an eng Regierung fir eist Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Wann ech gelift. Och fir d'Regierung gëllt datselwecht wéi fir den Ensembel vun der Chamber. Merci.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Kann ech zu der Motioun eppes soen, Här President?

M. le Président.- Jo selbstverständlech. Selbstverständlech. Dir hutt nach vill Riedezäit, Här Statsminister.

Motions

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zu de Motioune wollt ech just soen, dass ech selbstverständlech d'Motioun Nummer 1 ganz gutt fannen.

D'Motioun Nummer 2 vum Här Turpel a vum Här Urbany. Also, de Fait ass: Et ass en Uerder. Ech hu bei eis am Ministère nogefrot. Et ass nach vum viregte Statsminister en Uerder komm, dass keng Fichë sollen zerstéiert ginn am Moment. Mä et muss ee mat der Legalitéit och kucken, wéi et geet. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass och déi Leit, déi an der Kontrollkommissioun sinn, sech och ëm deen doten Dossier këmmeren, eis kënne soen, wat do méiglech ass.

An ech wëll virun allem op déi drëtt agoen, wou Der sot, dass Der mengt, dass d'Kommissioune sollten d'Regierungsmemberen héieren. Dir rennt do oppen Dieren an. Ech mengen, den Här Turpel weess et nach net, mä hei ass

selbstverständlech all Kommissioun fräi, e Minister ze ruffen an ze soen: „Hei, kommt wann ech gelift an eis Kommissioun. Mir wëlle mat lech emol de Programm duerchkucken."

Dat heescht, mir... Selbstverständlech steet dës Regierung voll der Chamber zur Verfügung. A wann d'Chamber eis gäre gesäit a wann d'Chamber gären den Ordre du jour vun enger Kommissioun fixéiert, ass dat selbstverständlech, par respect virum éischte Pouvoir, de Wonsch och vun eiser Regierung. Dat heescht, si ass... Wann den Här Weiler hei wier, dann hätt en lech gesot, si wier superfétatoire. Mä well en net hei ass, wéi gesot. Mä d'Regierung steet selbstverständlech der Chamber zur Verfügung, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Mir sinn domat um Enn vun eisen Debatten ukomm. Mir sinn a Presenz vun dräi Motiounen, wou awer déi zweet bis elo net recevabel ass, well se nëmmen zwou Ënnerschréften dréit.

(Interruption)

Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Dräi.

M. le Président.- Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Een, zwee, dräi.

M. le Président.- Jo, Här Turpel, et ass nach net un lech. Ech géif da vläicht, wa sech näischt dorun ännert, déi éischt Motioun zur Diskussioun bréngen, déi vum Fraktiounschef vun der DP abruecht ginn ass am Numm vun der Majoritéit, dat heescht vum Eugène Berger, an déi fënnef Ënnerschréfte vun den Häre Bodry a Berger, der Madame Loschetter, dem Här Haagen an der Madame Beissel dréit.

Zu där Motioun, déi d'Zoustëmmung gëtt zu der Regierungserklärung an der Regierung d'Vertrauen ausdréckt, fir dee Programm och an d'Praxis ëmzesetzen, wëllt nach een dozou Stellung bezéien?

Ech mengen, déi ass ganz kloer.

Da géif ech se zum... Ah, den Här Turpel freet d'Wuert nach zu der Motioun Nummer 1. Här Turpel, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir musst se och nach ënnerschreiwen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci. Ech wollt just erklären, datt mir déi Motioun bien entendu net stëmmen. Mir stëmmen do dergéint, well mer inhaltlech net mat deem Regierungsprogramm d'accord sinn.

Ech wollt awer op eppes hiweisen, wat mech awer, a vläicht och déi, déi derfir stëmmen, stéiert. Ech weess net, ob dat esou an de Gepflogenheeten ass vun deem héijen Haus hei: „...y donne son approbation, fait confiance au Gouvernement pour sa réalisation...", ech mengen, do schwätzt jo näischt dergéint „...et passe à l'ordre du jour". Dat héiert sech awer esou un, wéi déi, déi net d'accord sinn: Et ass jo egal, mir fuere weider. An déi, déi d'accord sinn: Et ass souwisou egal, mir fuere weider. Also...

Une voix.- Dir sidd nach nei hei.

(Interruption)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech fannen dat... Wann dat eng Traditioun ass, da muss ech soen, datt ech déi Traditioun ganz komesch fannen. A méi wëll ech net dozou soen.

Merci. Op déi aner Motioune kommen ech zréck.

M. le Président.- Majo, da géif ech elo déi éischt Motioun, d'Vertrauensmotioun zum Vote bréngen, wann d'Ofstëmmungsmaschinnerie prett ass. Dat ass de Fall.

Vote sur la motion 1

Ech géif dann de Vote lancéieren an och gläichzäiteg elo de Vote par procuration lancéieren. Ech gesinn, dass mer um Enn vum Vote ukomm sinn. Domat wär de Vote ofgeschloss.

Bei 58 Deputéierten, déi präsent sinn, a 60 Participatiounen um Vote, hu sech 32 Membere vun dëser Chamber fir d'Vertrauensmotioun ausgedréckt, 28 dergéint, bei null Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexandre Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Plusieurs voix.- Dat war knapp.

M. le Président.- Domat huet d'Regierung d'Vertraue vun der Chamber.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann hunn ech eng zweet Motioun virleien, déi nëmmen zwou Ënnerschréften dréit, bis elo.

(Interruption)

Jo, dann hunn ech déi awer nach net esou eragereecht kritt, Här Turpel. Sou, elo hunn ech se. Et sinn der véier, dat sinn der nach ëmmer net fënnef. Här Wolter, ënnerstëtzt Dir se? Da sinn et der fënnef. Merci.

(Interruption)

Also, ech ginn dervun aus, dass mer dat doten dann och wäerten op Facebook fannen.

(Hilarité)

Une voix.- D'Welt ass erëm an der Rei.

M. le Président.- Merci. Här Turpel, et ass un lech.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci all deenen Deputéierten, déi se ënnerschriwwen hunn, pour appui oder well se d'accord sinn.

An der Motioun 2 geet et ganz einfach dorëms, datt mer d'Erfahrung gemaach hunn, datt vum SREL aktuell Dossiere geschreddert gi sinn. Et ass esou, datt mer zu Lëtzebuerg eng relativ kontradiktoresch rechtlech Situatioun hunn, déi déi meescht, déi heibanne sinn, sécherlech gutt kennen.

Mir hunn engersäits den Artikel 17 vum Gesetz, dee seet, datt d'Kommissioun vum Procureur adjoint oder vum Här Wivenes, datt déi nëmme berechtegt ass kucken ze goen, ob een Dossier konform ass zum Gesetz, a wann en net konform ass zum Gesetz, fir opzefuerderen, datt déi Piècë sollen erausgeholl ginn, geschreddert ginn, an deem Betraffenen da matzedeelen, datt dat elo an der Rei ass. Dee Betraffene kritt da matgedeelt, dat, wat en interesséiert hätt, wier dann elo an der Zwëschenzäit zerstéiert ginn. Ech kenne fënnef Fäll, wou dat och esou geschitt ass.

Mir wëssen awer och aus der Praxis eraus, datt wann de politesche Wëllen do ass, fir de Leit hir Dossieren ze ginn, an dat ass jo mat deenen historeschen Dossiere geschitt, fir de Leit, déi dat wëllen, déi Dossieren zouzestellen, datt se déi dann och kritt hunn. An dat ass u sech eng Praxis, déi net esou am Gesetz virgesinn ass, mä déi duerch de politesche Wëlle vun der Regierung, dee bestanen huet par rapport zu de SRELs-Dossieren, duerchgefouert ginn ass, obschonn et net formal am Gesetz steet.

Mir wëssen awer, datt et d'Recht, fir säin Dossier ze gesinn, an Däitschland an op anere Plaze gëtt, well dat Recht ofgeleet gëtt vum Grondrecht iwwer informationell Selbstbestëmmung. Ee Grondrecht, wat seet, datt all Bierger d'Recht huet, ze wëssen, wat de Stat vun him wou seet oder weidergëtt.

A wéi soll de Stat him soen, wat e gesot huet a weidergesot huet, wann d'Dossieren zerstéiert gi sinn?

Duerfir gëtt et an Däitschland - dat ass aus deem Recht ofgeleet ginn - d'Méiglechkeet, fir gewuer ze ginn, ob et een Dossier gëtt, fir deen Dossier kucken ze goen oder fir eng Kopie ze kréie vum Dossier; wat dräi verschidde Saache sinn. Mä dat ass eng relativ explizit Ausleeung vum informationelle Selbstbestëmmungsrecht, wat an Däitschland iwwert d'Verfassungsgeriicht unerkannt ginn ass, obschonn et net am Gesetz esou drasteet, esou wéi et zu Lëtzebuerg och net an engem Gesetz steet.

A well mer an deem Flou sinn, a well d'Gefor déi ass, datt Dossieren zerstéiert kënne ginn, gëtt hei effektiv dann, aus all deene Considéranten eraus, d'Regierung opgefuerdert oder agelueden, pardon, „à prendre toutes les mesures possibles", net déi, déi impossible sinn, mä „toutes les mesures possibles".

A méiglech ass jo villes. Dat hu mer jo och gesi bei der Saach, wéi déi Regierung virdrun derfir gesuergt huet, datt déi Betraffen hir Dossieren zougestallt kritt hunn, obschonn dat och net esou ausdrécklech am Gesetz virgesi war. „... aucune fiche tenue par le SREL contenant des données personnelles ne sera détruite jusqu'à la mise en place d'une nouvelle législation", déi jo virgesinn ass.

Ech ginn elo net op d'Échéancen an. Mä an deem Sënn ass d'Motioun einfach ee kloren Appell un d'Regierung, fir dat Beschtméiglecht ze maachen, datt elo net weider geschreddert gëtt. An ech géif lech Merci soen, wann Der där Motioun, am Intérêt vun deene Leit, deenen hiert informationellt Selbstbestëmmungsrecht soss a Fro gestallt ass, géift zoustëmmen.

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Turpel.

Ginn et Wuertmeldungen zu där Motioun? Den Här Alex Bodry, wann ech gelift.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Merci, Här President. Den Inhalt ass ganz sympathesch. Ech fäerte just, d'Regierung wäert sech heurtéieren um Gesetz an um Prinzip vun der Onofhängegkeet vun där Autorité de contrôle.

Ech wëll hei net den Androck opkomme loossen, dass eng Regierung kéint an iergendenger Form Afloss huelen op d'Aarbecht iwwer eng onofhängeg Autorité de contrôle, déi d'Dateschutzgesetz agesat huet. Déi ass presidéiert vum Delegéierte vum Procureur général d'État, mat zwee Membere vun der nationaler Dateschutzkommissioun. A si eleng si Juge - si eleng si Juge! -, wat mat deene Fichiere geschitt.

An d'Radiatioun ass nun eben am Gesetz, an deem Artikel 17 vum Gesetz vun 2002 virgesinn. An eng Radiatioun ass eng Radiatioun. Du kanns net eppes eraushuelen aus engem Fichier an dann en neie Fichier niewendrun uleeën, wou s de dann déi Saachen awer nach géifs halen.

Ech mengen also, dass een d'Regierung net kann opfuerderen, eigentlech eng Illegalitéit ze maachen.

Wat déi Autorité de contrôle héchstens ka maachen, ass sech selwer Gedanke maachen, a wat fir enger Form een eventuell déi Radiatioun esou mécht, dass déi direkt concernéiert Leit à la rigueur och nach Accès zu hiren alen Donnéeë kréien. Mä et kann net iwwert dee Wee goen, dass d'Chamber eng Regierung opfuerdert, enger Autorité de contrôle indépendante an iergendengem Sënn eng Virschrëft ze maachen. Dat entsprécht net mengem Rechtsverständnis an duerfir mengen ech, dass mer, aus eiser aktueller Législatioun eraus, déi dote Motioun net kënnen esou stëmmen.

M. le Président.- Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Jean-Claude Juncker, an dann den Här Eugène Berger.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech hunn, Här President, ganz vill Verständnis fir dee Rechtsstandpunkt, deen de Kolleeg Bodry hei entwéckelt. Wann a vergaangenen Zäiten d'Regierung sech op ee Rechtsstandpunkt gestallt huet a Saache Geheimdéngscht, dann huet dat ëmmer eng länger Debatt provozéiert. Mä dat, wat den Här Bodry gesot huet, dat ass richteg.

Mir stëmmen déi Motioun, well an där Motioun steet, dass d'Regierung „toutes les mesures possibles" soll huelen. A wéi den Här Statsminister et gesot huet, hat ech nach d'Instruktioun ginn, dass näischt méi däerf zerstéiert ginn. Dat hëlt der Autorité judiciaire, déi do... dem Magistrat, pardon, deen derfir zoustänneg ass, keent vu senge Rechter ewech, well d'Regierung huet hei just gefrot, all „mesures possibles" ze huelen.

Dat heescht, si ka manifestement net iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Invitatioun d'Rechter vum Magistrat beschneiden. Toutes les mesures possibles au Gouvernement de voir ce qui est possible.

M. le Président.- Merci dem Här Juncker. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Mir verstinn och d'Uleies vun deene Lénken a mir hunn och Sympathie fir déi Saach. Mä ech wéilt awer do unhaken, wat den Här Bodry gesot huet a sengen Explikatiounen, well mir awer och Schwieregkeeten hunn, datt mer hei eng Motioun stëmmen, déi contraire zu de Reglementer vun der bestehender Législatioun wier. Mir ralliéieren eis also och deem, wat den Här Bodry do gesot huet.

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Hei, ech hunn d'Wuert nach gefrot.

M. le Président.- Merci. Ech hu vläicht...

(Interruption)

Jo, wann dat eis hëlleft, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Also ech mengen nach wie vor, dass d'Regierung an deem heite Fall net de richtegen Uspriechpartner ass. Wat ech mer ka virstellen, dat ass, dass d'Commission de contrôle vum Geheimdéngscht géif mat der Autorité de contrôle a Kontakt trieden an ausloten, awéifern et an där Affär do méiglech ass, am Kader vum Respekt vun der Legalitéit, e Modus Vivendi ze fannen. Ech mengen, dat kéint ee maachen.

Mir hunn eng nächst Sitzung virgesinn, wou mer scho kéinten doriwwer schwätzen. Mä ech wëll wierklech hei net aus deem Ganzen e Politikum maachen, wou eng Regierung opgefuerdert gëtt, eppes ze maachen, wou kee genau, prezis seet, wouraus dann déi „mesures possibles" kéinte bestoen. An do géif herno, wann näischt derbäi erauskënnt, gesot: „Ma d'Regierung huet hir Aufgaben net gemaach!"

Ech fannen dat eigentlech kee gudde Wee. Duerfir géif ech hei proposéieren, pragmatesch virzegoen. Et si Sitzunge programméiert vun där Commission de contrôle, déi muss sech constituéieren. An dee Moment, mengen ech, kéint déi probéieren, am Kader vun hire Missiounen, auszeloten, ob par rapport zu där Autorité de contrôle, déi onofhängeg muss bleiwen, e Modus Vivendi dran ass, fir dat ze verhënneren.

Ech wéilt nach eng Kéier awer erënneren, dass hei net den Androck opkënnt, déi Fichieren, mat deene kann elo egal wat geschéien. Dat ass vläicht e bëssen och falsch verstane ginn. Hei geet et guer net ëm déi al Fichieren, déi elo séchergestallt si ginn an den Archiven. A wou ech mech selwer och vill perséinlech hu missen drëm beméien, dass dat konnt esou geschéien.

Et geet hei drëms, dass, wann u sech elo nach festgestallt gëtt, dass iwwer aner Leit Enquêtë lafen, déi erausgeholl ginn. An dat mussen net onbedéngt déi al Fichiere sinn. Et ass einfach falsch ausgedréckt ginn. Dat kënnen och nach aktuell Fichiere sinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Majo natierlech. Et geet jo ëm déi.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dorëms geet et, gell. Et ass deen dote Problem, ëm deen et geet. Also et geet hei net ëm déi al Fichieren, déi si séchergestallt. Do kréie mer och nach eng Hällewull vu juristesche Problemer ze léisen, fir déi kënnen, wéi mer eis virgeholl hunn, historesch a wëssenschaftlech opzeschaffen, well och do den Dateschutz fir vill Leit spillt par rapport zu Drëtter.

Mä ech mengen also, dass ee soll op eng pragmatesch Aart a Weis virgoen, an ech mengen, et soll een dat hei net op déi politesch Schinn Chamber/Minister féieren, mä et soll ee probéieren, do an eise Méiglechkeeten emol eng Solutioun unzedenken.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Mir kommen direkt op déi Propos zréck.

Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen: déi vum Här Gast Gibéryen an déi vum Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et war déi éischt, mä bon.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Fir d'éischt, wat de Kolleeg Bodry do gesot huet, ech wëll just drun erënneren, wa mer e Spill hunn tëschent der Chamber an der Regierung, da sinn all d'Parteie mat dran, wat d'Kontroll ubelaangt. Well wa mer et op d'Kommissioun vum Contrôle vum SREL maachen, da limitéiert et sech op verschidde Parteien, déi dann derbäi sinn. Et ass awer net dat, wat ech direkt wollt soen.

Am zweeten Tiret, mir hunn elo grad vum... den Här Bodry huet mat Recht vum „Fichier" geschwat. Wa mer deen zweeten Tiret kucken, da steet do: „...de soumettre les archives du SREL dans leur ensemble...". An dat kann et net sinn! Mir hunn och en operationellen Deel am SREL, deen och an den Archiven ass. An dee ka jo net gemengt sinn.

Duerfir mengen ech, wann een... an dëser Form hätte mir déi Motioun hei net kënne matstëmmen, wann net preziséiert gi wier, ëm wat fir eng Archiven datt et sech hei handelt. An et handelt sech, menger Meenung no, ëm d'Archiven, wat d'Fichieren ubelaangt, awer net ëm d'Archiven am Ensembel.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Ech géif dann dem Här Urbany d'Wuert ginn. Ech wëll em just soen, dass ech d'Wuertmeldungen no der Representatioun vun deenen eenzelne Fraktioune verginn hunn an lech also net benodeelegt hunn. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, Merci. Ech mengen zwar, dass d'Reiefolg ëmmer déi war, wéi ee sech zu Wuert gemellt huet.

Den Ulass fir déi Motioun hei ass jo ganz kloer. Déi zwee Fäll, déi mer kannt hunn, e puer Woche virun de Wahlen, vu Leit, déi een operationelle Fichier nach hunn, deen zerstéiert ginn ass op Wonsch vum Direkter vum Geheimdéngscht.

Den Direkter vum Geheimdéngscht ass net den Här Wivenes, deen ënnersteet dem Premierminister. An dat hei ass am Fong geholl en Appell un d'Regierung, dat heescht un deen neie Verantwortleche vum Geheimdéngscht, fir „toutes les mesures possibles" ze huelen, dass esou eppes net méi ka passéieren. Domadder touchéiere mer net d'Befugnisser an d'Rechter vum Här Wivenes als President vun der Kontrollkommissioun.

Duerfir mengen ech, dass déi hei Motioun eigentlech ganz kloer e politesche Wëllen ausdréckt, fir dass näischt soll zerstéiert ginn, bis et eng nei Regelung gëtt, bis et en neit Gesetz gëtt, bis et en neie Règlement grand-ducal gëtt, wou all déi Fäll dra geregelt ginn, och eisem Wonsch no dra geregelt gëtt, d'Rechter vun de Leit, fir Accès zu hiren Dossieren ze kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Ech hunn nach d'Wuertmeldung vun der Madame Loschetter an da kritt den Alex Bodry d'Wuert nach eng Kéier.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech denken, datt mer alleguerte verstanen hunn, wat den Uleies ass vun deene Lénken. Mir sollen effektiv elo hei kee Politikum maachen. Dofir ënnerstëtze mir eigentlech dee Virschlag, deen den Alex Bodry virdru gemaach huet. Mir hunn eng zoustänneg Kommissioun, déi och Intérêt huet, an deem Sënn ze schaffen, wéi Dir et elo virgeschloen hutt. Also dat wat Dir presentéiert, dat ass datselwecht Uleies.

An dofir proposéieren ech, datt een déi Motioun, esou wéi se ass - à la limte kann ee se och nach adaptéieren, datt ee se kann esou exécutéieren -, mat an déi zoustänneg Kommissioun hëlt, déi elo gläich wäert tagen. Ech mengen, d'Uleies ass fir jiddwereen datselwecht. Et ass just: De Wee fir dohinner muss stëmmen.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Den Alex Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, ech wëll just nach eng Prezisioun ginn, well effektiv menger Usiicht no eppes falsch hei duergestallt ginn ass. Et ass net op Demande vum Direkter vum SREL, dass u sech an deem Fichier eppes erausgeholl ginn ass, mä et ass ganz kloer den Här Wivenes gewiescht, President vun där Autorité de contrôle, deen déi Décisioun geholl huet, dee jugéiert huet, dass eigentlech déi Informatioun näischt do verluer hätt, weider an deem automatiséierte Fichier dran ze sinn. Well dat u sech no der Zäit, wou dat Ganzt dran ass, am Fong kee Sënn mécht, esou laang dat ze halen, an et ass hien dee gesot huet zum Direkter, dat do muss erausgeholl ginn. An den Direkter huet dat eigentlech ausgefouert. Esou ass et op jidde Fall eis duergestallt ginn.

M. le Président.- Bon, mir sinn hei an der Situatioun, dass mer eng Propositioun hu vum Alex Bodry. Dozou den Här Turpel. Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Vu dass do déi Onkloerheet ass mat deem enge Volet a vu dass hei jo awer eng Unanimitéit ass an der Chamber, wat de Fong ugeet, wat den Appell ugeet, géife mir proposéieren, dat unzehuelen, wat d'Madame Loschetter proposéiert huet, nämlech fir awer a Begleedung vun där Unanimitéit a vun deem Appell a vun där Kloerheet, datt mer dat dote wëllen, dat wierklech an där éischter Sitzung vun där Kommissioun do esou ze diskutéieren. Well et huet kee Sënn, fir elo hei eppes ofzelehnen, opgrond vun eppes, wou eigentlech jiddwereen d'accord ass. An dofir, fir datt de Fong behale gëtt a mer dat kënnen an déi Form brengen, déi mer alleguerte mengen, datt et misst hunn, fir d'Zil ze erreechen, géife mer dann dat unhuelen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Ech ginn dovunner aus, dass mer eis eens sinn, dass mer d'Motioun un déi zoustänneg Chamberskommissioun wëllen iwwermëttelen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

(La motion 2 est renvoyée à la Commission de Contrôle du Service de Renseignement de l'État.)

Dann hätte mer eng drëtt Motioun nach virleien, déi och vum Här Justin Turpel deponéiert ginn ass. Här Turpel, Dir wëllt dozou Stellung bezéien. Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Déi Motioun ass zwar vu mir presentéiert ginn a vum Serge Urbany, déi gëtt awer ënnerschriwwe vum Michel Wolter, vum Jean-Claude Juncker an da vum Claude Wiseler. An de Sënn vun där Motioun ass deen, fir dat ze maachen, vun deem de Premier virdru gesot huet, datt et superfétatoire wier.

Ech muss éierlech soen, ech sinn ee gebranntent Kand, wat de Superfétatoire ugeet. An ech hat virdrun d'Beispill gi vun enger Verkéiersetüd, déi fir vill Leit, déi an der Stad wunnen, wichteg ass. Dat war eng Motioun de 16. Dezember 2011 am Stater Gemengerot, an do sinn och nach aner Leit, déi sech kënnen drun erënneren, datt gesot ginn ass..., an der Motioun huet et geheescht: „Kommt, mir ginn de Conseilleren déi Etüd." An d'Äntwert vum deemolege Buergermeeschter an der Stad war déi, fir ze soen, déi Motioun wier superfétatoire, c'est superfétatoire, well de Schäfferot eigentlech méi wäit wéilt goen, net nëmmen de Conseillere se ginn, mä dem ganze Public se ginn a se géif ëffentlech maachen. Nach eng Kéier zur Erënnerung: Mir hu se haut nach net!

An duerfir mengen ech, wa mer eis eens sinn, datt een dat soll maachen, nämlech an de Kommissiounen doriwwer diskutéieren, a wa mer hei oppen Diere géifen arennen, fir dat ze maachen, dat ass ee Langage, deen ech an den Oueren hu vun zwee Joer Stater Conseil: Ma, da kommt, mir stëmmen déi Motioun, da si mer eis eens, datt mer dat maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Wuertmeldungen dozou: den Alex Bodry, dann den Eugène Berger.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, ech mengen, dass et eigentlech normal ass, ech kennen och keng aner Praxis, op d'Gefor, dass dann erëm gesot gëtt, et ass alles erëm beim Alen, mä ech fannen et awer eng gutt Traditioun,...

(Hilarité)

...fir dass d'Ministere selbstverständlech an eng vun den éischte Sitzunge kommen an der Kommissioun dann erklären, wat se wëlles hunn, an de Programm virleeën.

Also, duerfir géif ech mengen, et ass scho bal eng Beleidegung fir d'Chamber, dass se net géif drun denken, d'Ministeren ze froen, wat se wëlles hunn ze maachen. An et ass eigentlech iwwerflësseg, fir dat ze maachen, mä dat do deet och kengem wéi an duerfir hunn ech kee Problem, wa mer dat dote géife stëmmen.

Wann dat déi grouss Percée ass haut den Owend, dann, wann ech gelift, dann hutt Der e grousse Succès.

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Dann huet den Här Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Effektiv ass et eng al Gewunnecht, datt bei all Ufank vun neie Legislaturen d'Membere vun der Regierung an d'Kommissioune kommen, op alle Fall soulaang ech schonn an der Vergaangenheet Member vun dëser Chamber war, an ech hunn och... Et si schonn eng Rei, et gëtt schonn eng Rei Réuniounen, Kommissiounssitzunge si fixéiert, wou déi nei Ministere wäerte kommen. Also, et ass effektiv am Prinzip superfétatoire. Et ginn oppen Dieren agerannt.

Mir hunn awer kee Problem, fir dat dann awer hei à main levée oder egal wéi dann och ze stëmmen. Mä et ass eigentlech eng Evidenz, dat hätt een net missen extra an enger Motioun froen. Déi nei Regierung hält déi gutt Gewunnechte vun deene Kéiere virdru bäi.

Merci.

M. le Président.- Soss nach Wuertmeldungen? Den Här Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech wollt just soen, dass mer gären hätten, dass mer och déi dräi Statssekretäre kënne ruffen. Ech denken, dass dat och méiglech ass, well déi si jo Member vun der Regierung. An all Member vun der Regierung muss kënnen an eng Parlamentskommissioun an an de Plenum geruff ginn, och dann, wann en net säi Minister vertrëtt: Membre du Gouvernement veut dire membre du Gouvernement!

M. le Président.- Ech géif mengen, dass dat der...

(Interruption)

...Regierung iwwerlooss ass, wien an d'Kommissioun geet.

Ech stelle fest, dass jiddweree sech eens ass, dass mer net nëmme mat oppenen Diere konfrontéiert sinn, mä dass mer och bereet sinn, derduerchzegoen an dass d'Regierung déi dote Motioun also och unhëlt.

Ass dat esou, Här Statsminister?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Selbstverständlech.

(Interruption)

M. le Président.- Ech ginn dovunner aus, well d'Chamber wäermstens insistéiert huet, dass se se soll unhuelen.

(Interruptions)

Et brauch een dee Moment dann net zum Vote électronique iwwerzegoen.

Sidd Der d'accord, fir à main levée driwwer ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 3

Wien ass mat der Motioun 3 averstanen?

Gutt, da soen ech Iech villmools Merci. Dat ass eng ganz grouss Eestëmmegkeet zum Ofschloss.

Ech géif Iech da Merci soen, well ech mengen, dass mer um Enn ukomm sinn.

Den Donneschdeg gesäit sech d'Conférence des Présidents, fir den Odre du jour fir d'nächst Woch festzeleeën. Bis elo ass sécher eng Sitzung, nämlech déi vum nächsten Dënschdeg. Ech soen Iech Merci, an och deene Leit Merci, déi eis bis elo suivéiert hunn.

Domat ass d'Sitzung ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 16.52 heures)

Sommaire des séances publiques nº1 (session extraordinaire 2013) et nºs1, 2, 3 et 4 (session extraordinaire 2013-2014)

Ouverture de la session extraordinaire 2013	p. 1
Allocution de Mme Anne Brasseur, Doyen	p. 1
Hommage à la mémoire de M. Mathias Greisch, Député honoraire	p. 1
Vérification des pouvoirs	p. 1-2
Procédure d'assermentation	p. 2-3
Félicitations et remerciements de Mme Anne Brasseur, Doyen	p. 3
Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général	p. 3
Institution de la Conférence des Présidents	p. 3
Clôture de la session extraordinaire 2013 et ouverture de la session extraordinaire 2013-2014	p. 4
Prestation de serment d'élus	p. 4
Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants	p. 4-5
Élection du Bureau et élection du Secrétaire général	p. 5
Allocution du Président élu	p. 5-6
Constitution des groupes politiques	p. 6
Institution de la Conférence des Présidents	p. 6
Constitution des Commissions parlementaires réglementaires et permanentes	p. 6-7
Constitution des délégations dans les Assemblées parlementaires internationales	p. 7-8
Nomination du Comité de discipline	p. 8
Déclaration de recevabilité de trois propositions de loi et d'une proposition de modification de la Constitution	p. 8
Hommage à la mémoire de M. Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud	p. 8
Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental	p. 8-14
Communications	p. 14-15
Débat sur le programme gouvernemental	p. 15-24
Ordre du jour	p. 24
Débat sur le programme gouvernemental (suite)	p. 24-36

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°1** • SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2013 / 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires évacuées au cours de la session ordinaire 2012-2013		
2758	Fernand Kartheiser	Changement du régime en matière d'imposition du commerce électronique
2759	Fernand Kartheiser	Imposition des associations
2823	Claudia Dall'Agnol	Diminution des indemnités accordées aux instructeurs en secourisme
2825	Jean Colombera	Lutte contre le tabac
2837	Jean Colombera	Reconstruction de la «Maison Berbère»
2838	Marcel Oberweis	Benzène
2840	Eugène Berger	Sécurité routière
2843	Henri Kox	Fuite importante d'acide chlorhydrique à la centrale nucléaire de Cattenom
2849	Roger Negri	Homologation des trains de la Société nationale des chemins de fer belges
2859	Jean Colombera	Pédiatrie du Centre Hospitalier du Nord
2862	Xavier Bettel	Article diffamatoire à l'égard du Luxembourg publié sur un site Internet axé sur l'actualité économique du Moyen-Orient
2869	Gast Gibéryen	Incident lors de l'intervention d'une ambulance le 14 mars 2013
2871	Félix Braz	Réclamation auprès du Comité des droits de l'Homme de l'ONU au sujet des écoutes de la NSA
2881	Claude Adam	Disparition du volet «législation» sur la nouvelle version du site Internet du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
2883	Lucien Lux	Avenir de l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue (LAR)
2885	Claudia Dall'Agnol	Libération erronée au Centre pénitentiaire de Schrassig
2886	Claude Adam	Organisation de l'année scolaire 2013/2014 au LTPES à Mersch
2890	Claudia Dall'Agnol, Georges Engel et Claude Haagen	Police TV News
Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013		
2612	Fernand Kartheiser	Soutien de campagnes électorales à l'étranger
2813	Roland Schreiner	Exclusion des Autobus de la Ville de Luxembourg du transport de personnes dans les communes voisines de la Ville de Luxembourg
2815	Serge Wilmes	Conséquences d'élections anticipées
2835	Jean Colombera	Protection des données dans le secteur de la santé
2836	Camille Gira	Parc éolien dans la commune de Hosingen
2845	Alex Bodry	Recommandations de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État
2848	Roger Negri	Diverses liaisons ferroviaires directes entre de nombreuses villes allemandes et Trèves, assurées par des trains Intercity (IC)
2852	Jean Colombera	Mémoire de Charles Marx
2870	Roland Schreiner	Ligne ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Luxembourg
2876	Jean Colombera	Subvention du transport public pour les étudiants vivant en région frontalière
2878	Jean Colombera	Logiciel de contrôle des interactions entre médicaments
2880	Marcel Oberweis	Centre de documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé
2887	Jean Colombera	Promotion de l'eSanté
2888	Jean Colombera	Conditions de travail dans le secteur de la santé
2893	Claudia Dall'Agnol	Problème de munition de la Police grand-ducale
0006	Fernand Kartheiser	Projet «Eis Schoul»
Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013-2014		
0001	Fernand Kartheiser	Contenu des codes-barres sur les lettres des administrations
0004	Corinne Cahen	Utilisation future de la fréquence de la radio DNR
0005	Roy Reding	Règlement grand-ducal d'exécution de la loi antitabac
0007	Michel Wolter	Publication de l'évolution de l'Impôt commercial communal et du Fonds communal de dotation financière en 2012
0009	Gast Gibéryen	Travailleurs détachés
0010	Gast Gibéryen	Sécurité dans les transports en commun
0011	Laurent Mosar	Répression des manifestants en Ukraine
0013	Roy Reding	Non-constitutionnalité de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain
0026	Marc Spautz	Prestations familiales
0032 urgente	Martine Hansen	Épandage de lisier

Questions parlementaires évacuées au cours de la session ordinaire 2012-2013

Question 2758 (3.6.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **changement du régime en matière d'imposition du commerce électronique:**

À partir de 2015, l'entrée en vigueur d'un changement de régime en matière d'imposition du commerce électronique affectera de façon négative le budget de l'État. En effet, à partir de 2015, les recettes de TVA sur le commerce électronique seront affectées aux budgets des États membres en vertu du principe de résidence des consommateurs de ces services, alors que, jusqu'en 2015, la règle d'affectation est basée sur le lieu de résidence du prestataire de service. L'impact négatif de ce changement sur les recettes publiques est estimé à 700 millions d'euros (1,4% du PIB) par rapport à un scénario à politique inchangée. Afin de compenser partiellement cette perte de recettes et afin d'en atténuer les conséquences sur le solde budgétaire, le Gouvernement a d'ores et déjà annoncé une augmentation de la TVA avec effet au 1er janvier 2015 dans le cadre d'une réforme fiscale plus large.

Or, lors d'une conférence de presse tenue le 29 juin 2010, un des groupes politiques à la Chambre des Députés a proposé un certain nombre de mesures en faveur de la compétitivité du Luxembourg, dont celle-ci:

«Secteur des communications

4. Pérenniser le secteur des communications électroniques par:

la mise en œuvre d'initiatives visant à remettre en cause, totalement ou partiellement, le régime TVA 2015 (alors que le texte européen prévoit une clause de rendez-vous pour 2014).»

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Sur quelle base légale repose le changement du régime en matière d'imposition du commerce électronique cité plus haut?

2. Existe-t-il une «clause de rendez-vous» permettant de «remettre en cause» ce régime, telle que décrite par un des groupes politiques à la Chambre des Députés? Quelle en est la teneur exacte et dans quel texte légal est-elle inscrite?

3. Si oui, quand le point figurera-t-il à l'ordre du jour du Conseil ECOFIN? Par conséquent, le Gouvernement entend-il engager des négociations ou mettre en œuvre des initiatives afin de changer l'application de cette directive TVA?

4. Si non, le Luxembourg va-t-il demander à remettre le régime TVA sur le commerce électronique à l'ordre du jour du Conseil ECOFIN afin de suggérer à la Commission européenne de proposer une nouvelle directive en la matière moins défavorable au Luxembourg?

Réponse (4.10.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La base légale est l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services. Cet article modifie l'article 58 de la directive 2006/112/CE sur la TVA pour lui donner la teneur suivante:

«Le lieu des prestations de services suivantes fournies à une personne non assujettie est le lieu où cette personne est établie ou a son domicile ou sa résidence habituelle:

a) les services de télécommunication;

b) les services de radiodiffusion et de télévision;

c) les services fournis par voie électronique, notamment ceux visés à l'annexe II.»

L'article 6 de cette même directive 2008/8/CE stipule:

«La Commission présente, au plus tard le 31 décembre 2014, un rapport indiquant s'il est possible d'appliquer efficacement la règle énoncée à l'article 5 à la prestation des services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision et des services électroniques à des personnes non assujetties et précisant si cette règle correspond toujours à ce moment-là à la politique générale suivie en ce qui concerne le lieu de prestation des services.»

Dès que la Commission européenne aura rédigé son rapport elle le présentera aux ministres du Conseil ECOFIN. Je suggère au nouveau Gouvernement d'analyser les conclusions y contenues et d'en discuter lors d'une réunion du Conseil ECOFIN.

Question 2759 (3.6.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**imposition des associations:**

Viru Kuerzem gouf den Alinéa 6 vum Artikel 174 iwwert d'Besteierung vu Vereenegungen an deem Sënn ofgeännert, datt vum Steierjoer 2013 un all Vereenegung e Minimum vu 500 € Steiere bezuele muss, wann hire Bilan ënner 350.000 € läit, dëst onofhängeg vun der Aktivitéit an de finanzielle Méiglechkeete vum Veräin. Dovunner ofgesinn, datt dat net onbedingt en encourageant Signal fir déi vill Bénévolen ass, bréngt dës Steierfuerderung vill Veräiner a Schwieregkeeten.

Munche klengen Duerfveräin huet seng léif Méi, fir iwwert de Wee vu Memberskaarten dës Zomm opzedreiwen a muss dee gréissten Deel vu sengen Aktivitéiten derzou opbréngen, fir iwwerhaapt an der Lag ze sinn, d'Steieren ze bezuelen.

Karitativ Wierker gesi sech forcéiert, Spenden opzehiewen, fir en Deel dem Steieramt zoukommen ze loossen. Munch Spender wäerte sech duerch dës Steierverflichtung schwéierdoen, weiderhin hire Beitrag bäizedroen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1) Zu dësem Zäitpunkt hu schonns eng ganz Rëtsch vu Veräiner eng Opfuerderung kritt, hir Steieren ze bezuelen. Eng éischt Mensualitéit ass den 10. Juni fälleg. Ganz vill aner Veräiner hunn nach keng Opfuerderung kritt, jo, si wësse souguer näischt vun deem neie Gesetz. Wéi wëllt de Ministère virgoen, fir deem entgéintzegoen, datt déi eng Veräiner bezuele mussen an déi aner nach net?

2) Lëtzebuerg nennt sech gäre Weltmeeschter an der Entwécklungshëllef, mee bestrooft déi

d'Associatiounen, déi sech och ëm Entwécklungshëllef beméien. Wéi denkt de Minister iwwert d'Méiglechkeet, karitativ Wierker vun dëser Steier ze befreien?

3) Sou wéi d'Fakten elo sinn, muss all Veräin, op en e Bilan huet vun 1 € oder vun 350.000 €, deen nämlechte Betrag un d'Steieramt weiderreechen. Munche Veräin kann dat aus der Portokeess decken, anerer stoussen domadder schonns un d'Grenze vun hire finanzielle Méiglechkeeten. Wéi wëllt de Minister dës Ongerechtegkeet aus dem Wee schafen?

4) Wier et net, wéinst all deene Problemer, déi elo opdauchen, ubruecht, e Moratoire auszespriechen an dës Gesetzesännerung nach eemol ze iwwerschaffen?

Réponse (4.10.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

E Veräin ënnert der Form vun enger A.s.b.l. ass vun der Mindeststeier no dem Alinéa 6 vum Artikel 174 vum Akommessteiergesetz betraff, awer nëmmen am Fall, wou dee Veräin eng kommerziell Aktivitéit huet.

An der Regel hunn en Duerfveräin an eng ONG, déi an der Entwecklungshëllef täteg sinn, just e karitative Charakter oder si fir d'Allgemengheet vun Notzen. An deene Fäll ënnerläit e Veräin - och weiderhin - kenger Steier an och nët der Mindeststeier.

Question 2823 (23.7.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **diminution des indemnités accordées aux instructeurs en secourisme:**

Les instructeurs en secourisme nommés par le Ministre de l'Intérieur touchent une indemnité pour les formations en premiers secours ainsi que pour les épreuves et tests en vue de la certification.

Dans une note datée de juillet 2013, les instructeurs ont eu connaissance d'une réduction de 25% de ces indemnités pour les tests qui passeraient ainsi de 23,10 € à 17,33 €. Depuis près de dix ans ces indemnités n'ont plus été adaptées à l'évolution du coût de la vie, ce qui représente une perte de valeur considérable, d'autant plus si elles sont réduites de 25%.

Des instructeurs ont pris des initiatives visant à boycotter cette décision du Gouvernement et exigent notamment le retrait de cette proposition sous peine de ne plus donner de cours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il expliquer la raison de la diminution de 25% des indemnités accordées aux instructeurs pour assurer les tests?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait adapter ces indemnités au coût de la vie à l'instar de l'indexation des salaires et traitements?

3. Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette diminution conséquente des indemnités ne décourage les instructeurs qui s'engagent à donner ces cours?

Réponse (21.10.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions quant à la réduction des indemnités que perçoivent les instructeurs en secourisme bénévoles pour les formations en premiers secours ainsi que pour les épreuves et tests en vue de la certification.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser que les instructeurs perçoivent deux indemnités distinctes pour les formations et pour les tests. En ce qui concerne la tenue des formations en premier secours, l'indemnité horaire est actuellement de 13,50 euros. Cette indemnité n'est pas visée par la réduction de 25%. En ce qui concerne la tenue des tests de clôture des formations, l'indemnité était fixée forfaitairement à 23,10 euros pour un examen complet. Cette indemnité a été réduite à 17,33 euros/examen suite à la décision du Gouvernement de réduire de 25% tous les accessoires de traitement et indemnités versés dans le cadre du fonctionnement des commissions d'examen et d'autres commissions étatiques.

Au-delà de cette décision générale de réduire les accessoires de traitement et indemnités, il faut savoir que la question d'une adaptation des tarifs a été abordée au sein des services de secours, alors que l'entrée en vigueur des règlements d'exécution de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours a fait apparaître une différence de traitement entre les instructeurs en matière d'incendie par rapport aux instructeurs des autres branches des services de secours. En vertu du règlement grand-ducal du 6 mai 2010, fixant l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population, les instructeurs en matière d'incendie, auparavant nommés par la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers (FNSP), ont reçu une désignation ministérielle et leur indemnisation est depuis cette date assurée par l'Administration des Services de Secours. Or, les taux appliqués par la FNSP divergeaient de ceux appliqués par l'administration en vertu de la décision de la Commission des cumuls de 2002. Ainsi, les instructeurs en matière d'incendie recevaient 23 euros l'heure pour la tenue de cours en semaine à l'École nationale du service d'incendie et de sauvetage (ENSIS) à Feulen. Finalement, force est de constater que d'autres institutions, qui ont vocation à dispenser les mêmes cours ou des cours similaires aux cours donnés par les instructeurs de l'Administration des Services de Secours, appliquent des tarifs plus élevés pour indemniser leurs chargés de cours.

Considérant que l'esprit de la loi du 12 juin 2004 portant création de l'Administration des Services de Secours et de ses règlements exécutifs était un rapprochement des divers services de secours nationaux et communaux et que la réforme des services de secours actuellement en cours tend vers la création d'une structure nationale unique des services de secours, cette différence de traitement est injustifiée. C'est la raison pour laquelle j'ai saisi en date du 18 juin 2013 la Commission des cumuls d'une demande pour l'introduction d'un nouveau tarif horaire unique pour la tenue des cours fixé à 23 euros et ceci pour l'ensemble des branches des services de secours. Par ailleurs, j'ai demandé l'abolition de l'indemnité forfaitaire pour la tenue des tests de clôture afin de les rémunérer à l'avenir avec la même indemnité horaire que celle appliquée pour les heures de formation, soit 23 euros par heure. Ces demandes sont actuellement encore pendantes devant la Commission des cumuls.

Une bonne formation des agents des services de secours est une prémisse indispensable pour garantir un service de qualité à la population. Pour dispenser des formations de qualité, il est essentiel de pouvoir compter sur des instructeurs motivés et hautement qualifiés. J'estime qu'une adaptation des tarifs constitue une première étape nécessaire, mais non suffisante, pour maintenir la motivation de nos instructeurs bénévoles des services de secours. D'autres éléments constituent notamment l'amélioration des conditions de travail avec la création d'un institut national de formation des services de secours, incluant d'une part l'engagement d'instructeurs professionnels pour épauler et soutenir les instructeurs bénévoles et d'autre part la construction d'installations d'entrainement performantes dans le cadre du Centre national d'incendie et de secours (CNIS) au rond-point Gluck à Luxembourg-ville. Ces mesures constituent les prochaines mesures à entreprendre dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des services de secours.

Question 2825 (29.7.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **lutte contre le tabac:**

Mit großer Mehrheit wurde am 2. Juli 2013 das Antitabakgesetz angenommen. Sicherlich ein Schritt in die richtige Richtung, aber es bleibt noch viel zu tun, wenn man andere Länder in Europa als Vorreiterstaaten ansieht. In der Stellungnahme der nationalen „Fondation Cancer" wird besonders hervorgestrichen, dass Jugendliche geschützt werden müssen. Die vorgelegten Zahlen sprechen ihre eigene Sprache und es wird darauf hingewiesen, dass die Zusammenarbeit mit den Lehrkräften noch verbesserungsbedürftig sei.

Fragen:

1) Welche konkreten weiteren Schritte will der zuständige Minister nehmen, um den Kampf gegen das Rauchen weiterzuführen?

2) Wird es eine präventive Maßnahme geben in der Form einer substanziellen Erhöhung der Tabaksteuern?

3) Wird es konkrete Sensibilisierungsmaßnahmen in den Lyzeen geben, gegebenenfalls zusammen mit engagierten Organisationen?

4) Wenn ja, mit welchen finanziellen Unterstützungen oder anderen Mitteln?

5) Wird kurzfristig das Rauchen im Auto verboten, hauptsächlich wenn Kinder und Jugendliche Fahrgäste sind?

6) Wird unser Land eine Vorreiterrolle in Europa übernehmen bei der Anbringung von Schockbildern auf Zigarettenschachteln, die hier verkauft werden?

Réponse (6.11.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das am 23. Juli 2013 veröffentlichte erweiterte Antitabakgesetz vom 18. Juli 2013 wird am 1. Januar 2014 in Kraft treten. Parallel dazu wird der „Plan Tabac" mit zahlreichen Begleitmaßnahmen in Kraft gesetzt.

Question 2837 (12.8.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **reconstruction de la «Maison Berbère»**:

In diesen Tagen ist eine Polemik entstanden über die Montage eines Esels auf dem Kirchturm der historischen Altkirche von Diekirch. Nun erinnern manche Bürger sich an eine denkmalschutzrelevante Problematik im Zusammenhang mit der „Maison Berbère". Dieses schützenswerte Gebäude wurde abgerissen und sollte an einer anderen Stelle wiederaufgebaut werden.

Fragen:

1) Wurde die „Maison Berbère" mit dem Segen der Ministerin abgerissen?

2) An welchem Ort wurde sie wiederaufgebaut?

3) Wem gehört die „Maison Berbère" derzeit? Dem Ministerium, einem anderen öffentlichen Träger oder einer privaten Person?

4) Bleibt die „Maison Berbère" weiterhin ein denkmalschutzträchtiges Objekt?

5) Falls dies nicht der Fall ist, wird dies noch vor den Wahlen konkretisiert werden?

Réponse (24.10.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Zu den vom Herrn Abgeordneten Jean Colombera gestellten Fragen zum Thema „Maison Berbère" möchte ich Folgendes festhalten:

Ad 1) Das Haus in der Glesenerstraße 26 in der Stadt Luxemburg stand nicht unter Denkmalschutz. Es bedurfte also keiner ministeriellen Genehmigung, um es abzureißen.

Ad 2) und 3) Teile des Hauses wurden von einer Privatperson aufgekauft. Sie wurden nach dem Abtragen an diese Person geliefert. Es ist mir nicht bekannt, ob das Haus ganz oder teilweise wiederaufgebaut wurde. Die abgetragenen und ausgelieferten Teile gehören demnach dieser Privatperson und nicht dem Staat.

Ad 4) und 5) Die „Maison Berbère" hat vor dem Abriss nicht unter Denkmalschutz gestanden und dies wird demgemäß weiterhin nicht in Erwägung gezogen. Falls die abgetragenen Teile noch erhalten sind, so stehen sie gleichwohl ebenfalls nicht unter Denkmalschutz.

Question 2838 (12.8.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **benzène:**

Un article publié le 31 juillet 2013 dans le journal «Le Figaro» rend compte d'une étude américaine prouvant un lien significatif entre le nombre de cancers du sang et la proximité de grandes entreprises de raffineries et d'industries chimiques d'où s'échappe du benzène. Vivre à proximité de ces sites augmenterait le risque de lymphomes non hodgkiniens, un cancer qui se développe à partir de cellules du système lymphatique. Selon l'Institut National du Cancer, 11.600 nouveaux cas seraient estimés en France en 2011, plaçant ce type de cancer au 5e rang au niveau de la fréquence.

Le benzène est un solvant inflammable et classé par le CIRC (Centre International de Recherche sur le Cancer) comme «cancérogène avéré». Il a fréquemment été utilisé dans l'industrie chimique pour la fabrication de médicaments, plastiques, caoutchoucs synthétiques ou colorants, avant d'être remplacé par d'autres substances en raison de son caractère nocif pour la santé humaine. Aujourd'hui, on retrouve encore des traces dans l'essence entre autres.

Par conséquent, les conducteurs professionnels, employés dans une station de service ou parkings souterrains, ainsi que les agents de la circulation se trouvent davantage exposés au benzène.

L'Union européenne a réagi face à cette découverte et a fixé à 1% le seuil tolérable du taux de benzène dans les carburants. Depuis 2010, elle a fixé une concentration plafond de benzène dans l'air à 5 µg/m³ en moyenne annuelle, jugée encore insuffisante par certains spécialistes. La France interdit le commerce de solvants contenant plus de 0,1% de benzène. Le Code du Travail français définit par ailleurs des valeurs limites d'exposition professionnelle au benzène ainsi que des principes nécessaires à la protection des travailleurs exposés.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Est-ce qu'il existe des entreprises au Luxembourg qui utilisent du benzène? Dans l'affirmative, quelles en sont les dimensions et est-ce que les ouvriers exposés à cette substance cancérigène sont suffisamment informés des mesures de prévention?

- Est-ce que les Ministres seraient prêts à déposer un projet de loi visant la limitation de la teneur en benzène dans les produits chimiques et définissant les mesures de précaution aux ouvriers qui s'y trouvent exposés, à l'image de notre pays voisin?

Réponse commune (15.10.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le benzène, composé organique volatil, est un hydrocarbure aromatique cyclique. Le lien entre leucémie et exposition au benzène a été établi par de nombreuses études épidémiologiques. En France, le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) estime que les preuves de cancérogénicité du benzène sont suffisantes pour le considérer comme cancérogène certain pour l'homme.

En milieu professionnel il est interdit d'employer des dissolvants ou diluants renfermant plus de 0,1% en poids de benzène, sauf lorsqu'ils sont utilisés en vase clos. Le benzène est largement utilisé dans l'industrie comme intermédiaire de synthèse.

Le benzène est naturellement présent dans les carburants (en particulier l'essence sans plomb qui peut en renfermer jusqu'à 1% en volume) et dans de nombreux produits dérivés du pétrole.

Le service «métrologie» de la division de la santé au travail a effectué en trois ans plus de 330 analyses de divers produits toxiques dans l'air et ceci sur différents postes de travail. Ce service a retrouvé dans 23 cas des valeurs pour le benzène supérieures aux normes en vigueur (5 µ par m³ d'air); 90% des postes contaminés étaient soit des garages des ateliers de réparation, soit des bureaux situés au-dessus de garages ou de parkings, etc., c'est-à-dire des endroits où des émanations de carburant et de ses composés sont possibles.

Suivant les données relevées dans le cadre des inventaires des postes à risques, 49 entreprises luxembourgeoises avec en tout 569 salariés signalent l'existence de benzène seul ou couplé au toluène à l'éthylbenzène ou au xylène sur le poste de travail.

Concernant l'exposition professionnelle sur huit heures de travail, une valeur limite réglementaire pour le benzène dans l'air des locaux de travail est fixée dans l'Union européenne tout comme au Luxembourg à 3,25 mg par m³ soit 1 ppm.

La surveillance dans l'air peut être réalisée assez rapidement par l'utilisation d'appareils à réponse instantanée équipés de tube réactif colorimétrique.

Une surveillance biologique de l'exposition des travailleurs au benzène peut être réalisée par des dosages sanguins ou de façon plus courante par des dosages urinaires de benzène ou de ses composés en fin de poste.

À l'instar de la France, le Luxembourg a élaboré un catalogue de recommandations pratiques pour la surveillance médicale des travailleurs exposés à des agents cancérigènes (voir annexe n°II du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail):

«Le médecin du travail compétent responsable de la surveillance médicale des travailleurs exposés à des agents cancérigènes doit bien connaître les conditions et circonstances de l'exposition de chaque travailleur; la surveillance médicale doit être assurée conformément aux principes et pratiques de la médecine du travail et inclure l'enregistrement des antécédents médicaux de chaque travailleur, et la surveillance biologique et le dépistage des effets précoces et réversibles de l'influence des substances cancérigènes. Le médecin du travail peut décider pour chaque travailleur exposé d'autres épreuves à la lumière des derniers acquis de la médecine du travail».

Question 2840 (13.8.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **sécurité routière:**

Une série d'accidents mortels s'est produite sur nos routes ces derniers jours. Dans la plupart de ces accidents étaient impliqués des motocyclistes.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il prévues à court terme afin d'améliorer la sécurité sur notre réseau routier et de renverser cette tendance?

Réponse (24.10.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les mesures que le Ministre du Développement durable et des Infrastructures envisage à court terme pour améliorer la sécurité des motocyclistes et pour répondre ainsi à la série d'accidents mortels dans lesquels des motocyclistes étaient impliqués.

Sur le plan de la prévention et de la sensibilisation routières, le groupe de travail «motocyclistes» près de la Commission de circulation de l'État a été chargé d'organiser une campagne de sensibilisation à grande échelle sur la sécurité des conducteurs de deux-roues motorisés.

À l'instar de la campagne de sensibilisation «FIT FOR YOUR BIKE?», organisée en 2009, les principaux objectifs de la campagne préconisée, prévue pour le printemps 2014, consistent à attirer l'attention des motocyclistes ainsi que des autres usagers de la route aux spécificités et aux dangers particuliers liés à la conduite d'un deux-roues motorisé.

Le fait que le groupe de travail ad hoc réunit autour d'une table les principaux acteurs concernés par le sujet, en l'occurrence la Police grand-ducale, l'Administration des Ponts & Chaussées, la Sécurité routière, l'Automobile Club du Luxembourg, le Centre de formation pour conducteurs, la Fédération des maîtres instructeurs de conducteurs de véhicules automoteurs, la «Lëtzebuerger Moto-Initiativ», les «Motofrënn Diddeleng» et la «Motor-Union Luxembourg», devrait contribuer, d'une part, à l'élaboration d'une campagne de sensibilisation couvrant un éventail aussi vaste que possible d'aspects en relation avec la conduite d'un motocycle en toute sécurité, et d'autre part, à une diffusion aussi large que possible des messages véhiculés aux milieux concernés.

En matière de formation des conducteurs de motocycles, il y a lieu de renvoyer aux mesures introduites en début d'année dans le cadre de la transposition en droit national de la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire, mesures qui consistent dans le renforcement, en termes de formation, de l'accès progressif à la conduite des motocycles de grosse cylindrée et qui devraient contribuer à une amélioration de la sécurité routière à plus ou moins long terme.

Enfin, ledit groupe de travail sera chargé d'élaborer un plan d'action incluant différentes mesures susceptibles de diminuer les accidents des motocyclistes. À titre d'exemple, il faut soumettre à ce groupe de travail, pour avis, l'obligation de mettre des vêtements de protection adaptés afin d'augmenter la sécurité des motards.

En outre, il échet de faire le bilan des infrastructures routières mises en place les dernières années par mes services et de détecter le cas échéant encore des «points noirs» à améliorer d'un point de vue construction.

Il y a lieu également d'analyser l'opportunité de confier l'analyse des accidents graves à une administration déterminée afin d'en tirer des conclusions plus précises et de prendre le cas échéant des mesures adaptées. Ce groupe devrait également analyser l'opportunité de fermer, le cas échéant, certaines routes aux motocyclistes pendant le week-end afin de diminuer les accidents de motards étrangers qui ne connaissent pas les lieux.

Enfin, le groupe devrait analyser l'opportunité d'offrir aux motards la possibilité de circuler régulièrement sur des circuits fermés, y compris un circuit «hors piste», afin d'améliorer leurs capacités de conduire.

Question 2843 (16.8.2013) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **fuite importante d'acide chlorhydrique à la centrale nucléaire de Cattenom:**

Après quelques semaines de pause, la série des incidents à la centrale nucléaire de Cattenom continue. Or, malgré les affirmations occasionnelles de «transparence totale» d'EDF, le public n'est informé que par le site web de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et ceci avec plusieurs semaines de retard. Selon le site de l'ASN, environ 58 m³ d'acide chlorhydrique se sont déversés dans le sol de la centrale nucléaire de Cattenom entre le 23 et le 24 juillet 2013. À cause d'une fuite importante d'un robinet d'un réservoir d'acide, l'exploitant voulait transférer le liquide recueilli vers un autre endroit de la centrale. Or, au lieu d'être transféré vers un endroit non dangereux, l'acide chlorhydrique a finalement pu s'infiltrer dans le sol parce que le tronçon final de la tuyauterie utilisée pour le transfert manquait tout simplement! Plus surprenant encore, l'exploitant n'a constaté le manque du tronçon de tuyauterie qu'une semaine plus tard! Par là, seulement une certaine partie de l'acide rejeté a pu être récupérée dans les eaux souterraines et fut rejetée dans la Moselle par les voies de rejet normales de l'installation.

Selon le communiqué de l'ASN, l'acide chlorhydrique serait «un produit corrosif non toxique utilisé notamment pour le traitement antitartre». Or, l'acide chlorhydrique fortement concentré dégage des vapeurs acides qui elles sont bel et bien toxiques. L'acide lui-même a un effet corrosif sur les tissus humains et peut endommager les organes respiratoires, les yeux, la peau et les intestins. Il provoque une acidification des sols et des eaux de même qu'une atteinte à la faune et la flore. Enfin, en fonction de sa concentration, l'acide chlorhydrique peut également avoir un impact sur les matériaux, notamment l'accélération de l'érosion de constructions.

Bien que l'incident se soit déjà produit il y a trois semaines, que la quantité ne soit pas négligeable et que la toxicité de l'acide ne peut pas être exclue d'office, l'ASN ne fait que préciser que des «actions ont été engagées par l'exploitant pour préciser l'impact de ce rejet». Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

1) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois fut informé par voie directe de cet incident? Dans l'affirmative, à quelle date? Dans la négative, est-ce que le Gouvernement entend améliorer le mécanisme d'information franco-luxembourgeois pour de tels incidents non radiologiques?

2) Quels sont les détails de cet incident assez inquiétant du point de vue de la culture de sécurité et de surveillance des installations (partie de tuyauterie manquante)?

3) Quelles furent la concentration et la valeur pH de l'acide déversé?

4) Est-ce que ce déversement de 58 m³ d'acide chlorhydrique a eu un impact environnemental sur la Moselle? Quel est l'impact sur l'environnement, la nappe phréatique, les cours d'eau et lacs avoisinants?

5) Est-ce que cette quantité d'acide chlorhydrique déversée peut avoir des effets sur le vieillissement des fondations en béton/béton armé de la centrale?

6) Est-ce que l'incident a exposé des travailleurs à la substance déversée ou à ses vapeurs éventuelles?

7) Quel serait l'impact environnemental potentiel en cas d'incident similaire lié à une fuite importante d'ammoniac, dont une utilisation importante est en cours d'autorisation?

Réponse commune (21.10.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région,* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

La question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox a pour objet une fuite importante d'acide chlorhydrique à la centrale nucléaire de Cattenom, survenue en date du 23 et 24 juillet 2013.

Ad 1)

Jusqu'en 2006, les procédures d'échange pris en exécution de l'accord franco-luxembourgeois du 11 avril 1983 étaient limitées à des notifications en cas d'incidents dans la partie nucléaire de la centrale de Cattenom. C'était lors de la réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire du 30 mai 2006 que ces procédures furent élargies à d'autres incidents qui pourraient provoquer de l'inquiétude parmi la population des régions frontalières. La procédure définit en l'occurrence que le CNPE de Cattenom préviendra les autorités luxembourgeoises dans les meilleurs délais par téléphone et que la préfecture de la Moselle transmettra les communiqués de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) aux autorités luxembourgeoises.

Dans la même période, la France se donna la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire. Cette loi a introduit un droit d'information pour le public sur des questions de radioprotection et de sûreté nucléaire, y compris de la part des exploitants des centrales nucléaires. En tant qu'interprétation de cette loi quant aux obligations des exploitants, le sixième rapport de la France pour la Convention sur la sûreté nucléaire (août 2013) donne les précisions suivantes: «En tant qu'industriel responsable, et conscient de la spécificité de l'activité de production nucléaire, Électricité de France (EDF) a toujours cherché, depuis le début de l'exploitation des centrales nucléaires, à informer le public à propos du fonctionnement des installations, des évènements techniques et des activités concernant cette forme d'énergie en général et en particulier sous les aspects sûreté. La politique menée par EDF vise à ce que le dialogue et la transparence s'imposent par une information claire et loyale sur les évènements et leurs impacts éventuels. Cette politique de dialogue et de transparence est recherchée et entretenue avec le personnel et ses représentants, les sous-traitants, les instances de contrôle, les communautés locales, notamment les CLI, et toutes les autres parties prenantes de la sûreté nucléaire.»

En relation avec l'incident, impliquant un rejet important d'acide chlorhydrique, auquel l'honorable Député se réfère dans sa question, l'exploitant de la centrale de Cattenom a distribué le 26 juillet 2013 une information très générale au grand public et par courriel aux autorités du Luxembourg via sa lettre d'information. Il y est question d'un défaut sur un circuit véhiculant de l'acide chlorhydrique utilisé pour le traitement antitartre de l'unité de production n°3, dans la partie non nucléaire des installations. Ce défaut d'étanchéité aurait entrainé un rejet dans un circuit de récupération des eaux d'écoulement. Après contrôles, ces effluents, correspondant à moins de 1% de l'autorisation annuelle de rejets, auraient été évacués conformément aux procédures d'exploitation.

Le 13 août 2013, après avoir analysé les résultats de son inspection du 6 août, l'ASN informe le public via communiqué suivant les obligations du droit français. En même temps, l'ASN informe ses homologues étrangers de la région, dont la Division de la Radioprotection du Ministère de la Santé fait partie. La Division de la Radioprotection transmet l'information à l'Administration de la Gestion de l'Eau, l'autorité compétente luxembourgeoise pour des contaminations chimiques des eaux. Le 16 août, EDF informe directement les autorités luxembourgeoises via téléphone.

Après l'analyse de toutes les informations obtenues à ce jour, les autorités luxembourgeoises constatent que:

- L'information distribuée le 26 juillet 2013 par EDF ne servait pas à l'information objective. En utilisant des formulations rassurantes et en omettant des détails sur la quantité rejetée, EDF a clairement minimisé l'affaire.

- Informant les autorités luxembourgeoises par téléphone seulement le 16 août, au moment quand les journaux avaient déjà révélé l'affaire, ne correspond guère aux dispositions des accords et procédures existants. Un rejet accidentel d'une quantité aussi élevée d'un produit dangereux fait clairement partie des évènements visés par la procédure citée ci-dessus et nécessite donc une information sans délai et sans ambiguïté.

- En omettant des données clés dans l'information du public, EDF n'a pas répondu d'une façon adéquate aux obligations de la loi sur la transparence. L'information n'était pas claire et loyale sur l'évènement et les impacts éventuels.

- La préfecture de la Moselle n'a pas transmis les informations de l'ASN aux autorités luxembourgeoises, comme prévu par la procédure de notification. Par contre, l'ASN a adressé ces informations directement aux destinataires finals définis dans les procédures.

- Une information des autorités françaises moyennant le Plan international d'avertissement et d'alerte (PIAA) mis en place au niveau des Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) dans le cadre de la prévention et de la gestion des pollutions (chimiques) accidentelles n'a pas eu lieu.

La Division de la Radioprotection est définie comme point de contact luxembourgeois dans les procédures de notification. Dans cette fonction et après analyses des faits, elle est intervenue auprès du directeur de la centrale de Cattenom pour rappeler les accords et procédures existants et pour insister à un respect scrupuleux de ces derniers à l'avenir. Une revue des évènements et leur communication, ainsi que l'amélioration de la dernière est un point fixe dans l'ordre du jour de chaque réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire.

L'incident a également fait l'objet d'un échange de vues entre les chefs des délégations allemande, française et luxembourgeoise lors de leur réunion du 18 septembre 2013 et l'analyse du respect des procédures en matière de pollutions accidentelles est actuellement en cours auprès des instances des CIPMS.

Ad 2)

Le 23 juillet 2013, à la suite de la fuite importante d'un robinet d'un réservoir d'acide, 58 m³ d'acide chlorhydrique ont été recueillis dans une rétention. L'exploitant a décidé d'évacuer l'acide recueilli vers le réfrigérant atmosphérique du réacteur n°3 via une tuyauterie utilisée habituellement pour l'évacuation des purges des égouttures et des eaux pluviales de rétention de la station d'acide. Or, la tuyauterie utilisée était sectionnée. Il manquait le tronçon final de la tuyauterie qui ne permettait plus de transporter les fluides jusqu'au bassin froid. Cette tuyauterie est cependant qualifiée pour être en contact avec de l'acide chlorhydrique.

L'injection d'acide chlorhydrique a débuté le 23 juillet 2013 à 17h45 et s'est terminée le 24 juillet 2013 vers 14h. L'analyse chimique réalisée le 23 juillet 2013 vers 20h30 au niveau du réfrigérant atmosphérique a démontré l'inefficacité de l'injection d'acide. La présence d'acide dans la station de relevage a été détectée le 24 juillet 2013 grâce à la réalisation de prélèvements spécifiques.

Lors de l'inspection du 6 août ayant comme thème «pollution accidentelle à l'acide chlorhydrique», l'ASN a dû constater que cet incident est la suite de plusieurs non-respects de l'arrêté du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base et de l'arrêté du 23 juin 2004 autorisant EDF à poursuivre les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents liquides et gazeux pour l'exploitation du site nucléaire de Cattenom.

Ainsi, les éléments susceptibles d'être en contact avec des substances radioactives ou dangereuses devraient être suffisamment étanches et devraient résister à l'action physique et chimique de ces substances. De plus, la tuyauterie concernée ne faisait l'objet d'aucun programme de vérification et n'apparaissait pas sur les plans de l'installation. Le déversement de l'acide chlorhydrique dans le sous-sol du site, comme conséquence de l'inétanchéité de la tuyauterie, ne constitue d'ailleurs pas un rejet contrôlé. Les rejets directs dans le sol et les eaux souterraines sont interdits.

Après trois heures environ, l'opérateur s'est rendu compte que l'acide n'est pas arrivé au réfrigérant atmosphérique. Il est donc légitime de se poser la question pourquoi l'injection de l'acide n'a pas été interrompue en ce moment au lieu de seulement 17 heures plus tard!

D'autres éléments de l'incident concernant notamment le respect des limites autorisées du flux moyen 24h du rejet, l'impact de ce rejet sur l'environnement dans le temps et la protection du personnel lors du traitement de cet évènement nécessitent encore des analyses supplémentaires. L'ASN a demandé des précisions dans un délai de deux mois.

À l'état actuel des connaissances, les autorités luxembourgeoises sont d'avis que dans le traitement d'une quantité élevée de produits dangereux, tout industriel devrait assumer sa responsabilité en établissant des mécanismes et procédures internes solides avec le but de quasi éliminer la probabilité d'un rejet accidentel d'une quantité élevée. Dans le cas d'une centrale nucléaire, un tel cumul d'erreurs est évidemment davantage préoccupant. L'évènement nourrit les doutes sur la culture de sûreté dans la partie nucléaire de la centrale.

Ad 3)

L'acide déversé dans le sol présente une concentration de 33%. Son pH est inférieur à 1. Les éléments à disposition des autorités luxembourgeoises ne permettent pas d'en déduire les concentrations dans le milieu naturel (nappe phréatique, réserve de Mirgenbach et, le cas échéant, la Moselle).

Ad 4)

Suivant les informations des autorités luxembourgeoises la quantité d'acide chlorhydrique déversée directement en Moselle est sensiblement inférieure à la quantité totale rejetée. Suite à la déclaration de l'incident, la Division de la Radioprotection a réalisé des mesures en pH sur les échantillons d'eau de la Moselle. Les valeurs journalières mesurées étaient comprises entre 8.18 et 8.32 (période du 1er au 14 août).

Selon les informations reçues de la part de l'ASN, la quantité d'acide chlorhydrique déversée directement en Moselle est sensiblement inférieure à la quantité totale rejetée et il n'y aurait pas eu d'impact sur la Moselle. Les rejets dans ce cours d'eau ont été faits dans le respect des limites réglementaires fixées avec un pH compris entre 6 et 8,5. Il n'y a pas eu d'impact sur les cours d'eau ni sur les lacs avoisinants. L'impact sur la nappe phréatique a été limité en raison du drainage local. En effet, pour maintenir la centrale nucléaire en permanence hors eau, les eaux drainées sont rejetées dans la Moselle. Les terrains souillés par l'acide chlorhydrique vont être décapés et ensuite inspectés.

Étant donné que le Plan international d'avertissement et d'alerte n'a pas été déclenché, des analyses en temps réel n'ont pas pu être réalisées par les autorités allemandes et luxembourgeoises sur les stations de surveillance de la qualité de la Moselle tant pour ce qui concerne l'impact sur l'acidité (pH) que sur les concentrations en chlorures. Partant, les autorités luxembourgeoises ne sont pas en mesure d'évaluer de façon concluante un impact environnemental éventuel lié à cet incident au niveau de la Moselle. Il y a lieu de rappeler que les émissions maximales de chlorures sont régies par la Convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, conclue à Bonn le 3 décembre 1976, à laquelle la France fait également partie.

Ad 5)

L'ASN a également demandé à l'exploitant de déterminer l'impact du rejet sur la qualité des sols et les ouvrages proches.

Ad 6)

L'exploitant n'a pas signalé à l'ASN qu'un agent ait été pris en charge par les services médicaux suite à cette pollution. La lettre de suite à l'inspection menée par l'ASN le 6 août 2013 demande cependant à l'exploitant de préciser les actions mises en œuvre pour assurer la protection du personnel.

Ad 7)

L'ASN assure de faire le retour d'expérience de cette pollution à l'acide chlorhydrique. Toutes les dispositions sont mises en œuvre à la conception de la future installation d'ammoniac pour éviter ce genre de pollution. La centrale nucléaire de Cattenom stockera de l'ammoniac en solution aqueuse.

Étant donné que ce produit est corrosif et dangereux pour l'environnement de par sa toxicité pour la faune piscicole et son effet en tant que nutriment, un rejet accidentel pourrait avoir des effets nuisibles sur l'équilibre écologique de la Moselle suivant la concentration rejetée.

Question 2849 (21.8.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**homologation des trains de la Société nationale des chemins de fer belges:**

Depuis le mois de mai, faute d'homologation au Luxembourg des systèmes de sécurité pour les trains AM 96 respectivement des locomotives de type T13 de la SNCB, les trains belges ne peuvent plus rouler sur le réseau ferré luxembourgeois. Les voyageurs sur la ligne Bruxelles-Luxembourg sont depuis contraints de changer de train à Arlon.

Lors d'une conférence de presse le 23 juillet dernier, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé que les problèmes en question seraient résolus jusqu'au mois de septembre. Or, selon un article paru sur le site Internet «tageblatt.lu» en date du 15 août 2013, les problèmes liés à l'homologation subsisteraient encore jusqu'en décembre prochain.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer l'information précitée, contraire à l'annonce faite lors de la conférence de presse du 23 juillet 2013?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ce retard?

Réponse (27.9.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2849 du 21 août 2013, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de la reprise du trafic Luxembourg-Bruxelles sans changement de trains à Arlon suite à l'homologation du système de sécurité TBL1+ de la SNCB.

La circulation des trains-voyageurs entre Luxembourg et Bruxelles est assurée par des automotrices du type AM 96, d'une part, et par des voitures suisses de la relation Bruxelles-Bâle ou des voitures belges à deux niveaux qui sont tirées par une locomotive de la série 13 de la SNCB, d'autre part.

Les automotrices de la série AM 96 peuvent à nouveau rouler sur le réseau ferré luxembourgeois après avoir reçu l'homologation nécessaire.

Suite à mon intervention du début du mois d'août 2013, la SNCB a modifié le roulement des locomotives de la série 13 de sorte que le nombre de locomotives aptes à circuler sur le réseau luxembourgeois est suffisant pour garantir une circulation directe sans rupture de charge à Arlon entre Luxembourg et Bruxelles pour tous les trains figurant dans l'horaire à partir du 2 septembre 2013.

Question 2859 (2.9.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **pédiatrie du Centre Hospitalier du Nord:**

In einer rezenten parlamentarischen Anfrage hat der Minister bestätigt, dass die Maternité in Ettelbrück nicht schließen wird, was auch zu begrüßen ist *(cf. question parlementaire n°2850 - compte rendu n°14/2012-2013)*. Die Gerüchte scheinen aber durch die Tatsache alimentiert, dass die Kinderärzte ihre Konvention mit der Klinik für den 31. Dezember 2013 gekündigt haben, und ohne Kinderärzte ist eine Maternité schwer vorstellbar.

Fragen:

1) Kann der Minister uns darüber aufklären, wie es im Bereich der Pädiatrie zurzeit steht und wie es dort nach dem 31. Dezember weitergehen wird?

2) Werden die Ärzte ersetzt und was für Anstrengungen werden getan, um den zukünftigen Kinderärzten bessere Arbeitskonditionen anzubieten?

3) Findet der Minister nicht, dass eine Dezentralisierung besser gewesen wäre mit einer Antenne der Maternité in Wiltz, anstatt zu zentralisieren und mit einem ständigen Unruhefaktor zu leben?

Réponse (11.10.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais informer l'honorable Député qu'en date du 24 septembre 2013, j'ai présenté, ensemble avec les représentants du conseil d'administration et du conseil de direction du Centre Hospitalier du Nord (CHdN), de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) et de la Société luxembourgeoise de pédiatrie (SLP), le projet-pilote portant organisation du service de continuité des soins de pédiatrie pour la région du Nord du pays.

L'objectif de ce projet-pilote est d'assurer une couverture systématique et qualitative de la prise en charge pédiatrique pour la population du Nord du pays, ceci en garantissant notamment un service de continuité des soins de pédiatrie pendant certaines heures du soir, des fins de semaines et des jours fériés. Ce projet-pilote a comme but de maintenir et de pérenniser la prise en charge de jeunes patients nécessitant une hospitalisation de même que de maintenir l'accueil des urgences pédiatriques par des médecins spécialistes en pédiatrie au CHdN pendant toute l'année et 24h/24.

En juin 2013, j'avais pris l'initiative d'inviter des représentants de la SLP, de l'AMMD ainsi que les coordinateurs des maisons médicales à une entrevue au Ministère de la Santé afin de discuter de la prise en charge pédiatrique dans la région du Nord et de trouver, en concertation avec tous les acteurs impliqués sur le terrain, une solution satisfaisante pour continuer à assurer une prise en charge pédiatrique aux patients de la région Nord.

Ces discussions ont débouché sur des propositions concrètes permettant de garantir la continuité des soins pédiatriques (soins pédiatriques de première ligne) les jours ouvrables en soirée, les week-ends et jours fériés en journée, ainsi que les urgences et les hospitalisations pédiatriques (soins pédiatriques de seconde ligne) au CHdN.

Afin de formaliser ces avancées, une convention fût signée début septembre 2013 entre l'AMMD et le Ministère de la Santé.

Parallèlement, également début septembre 2013, une convention fût signée entre le Ministère de la Santé et le CHdN afin de mettre à disposition des médecins spécialistes en pédiatrie qui participent à ce projet-pilote et assurent ce service de continuité des soins en pédiatrie primaire, un local au sein du CHdN ainsi que le personnel et matériel nécessaires à la bonne exécution de leur mission.

Depuis le 1er octobre 2013, une salle de consultation localisée au CHdN («le centre de consultation») est accessible aux patients pour y consulter des pédiatres qui y garantissent les soins de pédiatrie de première ligne, c'est-à-dire les mêmes soins que ceux que les pédiatres assurent dans leur cabinet médical pédiatrique ouvert en journée.

Ce centre de consultation pédiatrique est accessible aux patients dans les locaux du CHdN:

- du lundi au vendredi, de 19.00 à 22.00 heures pendant toute l'année, sauf les jours fériés;

- les samedis, les dimanches et les jours fériés, le service sera assuré le matin de 10.00 à 12.00 heures et l'après-midi de 17.00 à 20.00 heures.

Si lors de cette consultation pédiatrique, le pédiatre constate que l'enfant examiné nécessite une hospitalisation en pédiatrie ou nécessite des soins ne pouvant pas être garantis en consultation pédiatrique normale, ce patient sera transféré vers le service spécialisé correspondant au CHdN.

Si la prise en charge du patient, vu par le médecin de garde des urgences (soit médecin urgentiste ou pédiatre de garde), s'avère plus lourde, complexe ou nécessite des soins ne pouvant être garantis par le CHdN, alors ce patient sera transféré vers la Kannerklinik du CHL.

Les patients qui se présentent au CHdN pour une urgence pédiatrique en dehors des horaires d'ouverture du service de consultation pédiatrique de première ligne («centre de consultation») seront tout d'abord pris en charge par le service «policlinique-urgence» du CHdN.

Sur base des premiers examens effectués par le médecin du service des urgences, le patient pourra être soit hospitalisé au CHdN dans le service correspondant soit transféré vers la Kannerklinik du CHL lorsqu'une prise en charge pédiatrique plus lourde ou complexe s'avère nécessaire.

Ce projet-pilote est prévu pour une phase initiale qui a débuté le 1er octobre 2013 et se terminera le 31 décembre 2014. Il fera l'objet d'une évaluation par un comité d'évaluation instauré par la convention conclue entre le Ministre de la Santé et l'AMMD.

Si l'efficacité de ce projet est jugée satisfaisante et s'il donne satisfaction aux patients de la région du Nord, il pourra être reconduit début 2015. En cas d'évaluation positive, ce projet-pilote pourra également être élargi à d'autres régions du pays, si un tel élargissement s'avérait nécessaire.

Par ailleurs, les hospitalisations dans le cadre de la maternité du CHdN y sont également garanties.

Question 2862 (3.9.2013) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**article diffamatoire à l'égard du Luxembourg publié sur un site Internet axé sur l'actualité économique du Moyen-Orient:**

En date du 12 août un site Internet axé sur l'actualité économique du Moyen-Orient a procédé à la publication d'un article intitulé: «Corruption, Sanctions, and Deal-Making: Luxembourg Style» dans lequel le Luxembourg est présenté comme un pays profondément corrompu et dominé par le népotisme. L'article reprend par ailleurs toute une série d'allégations contre un ancien membre du Gouvernement ainsi qu'un haut fonctionnaire d'État. Les auteurs de l'article n'apportent néanmoins pas la moindre preuve pour les thèses avancées. Jusqu'à présent, le Gouvernement n'a cependant pas jugé nécessaire de procéder à un démenti formel des faits relatés et ceci malgré le fait que l'article en question a été largement diffusé.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas que l'article en question est une atteinte grave à l'image de notre pays dans le monde?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer pourquoi le Gouvernement n'a jusqu'à présent pas jugé nécessaire de démentir les faits relatés et ceci de façon claire et nette?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement luxembourgeois est intervenu auprès de l'exploitant du site en question afin de retirer l'article diffamatoire?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement a donné des suites judiciaires à la publication de cet article?

Réponse (4.9.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Contrairement à ce que laisse sous-entendre Monsieur le Député, le Gouvernement n'est pas resté inactif dans l'affaire dont Monsieur le Député se fait l'écho, à savoir la publication sur un site Internet couvrant l'actualité économique du Moyen-Orient d'informations accusant l'ex-ministre de l'Économie et du Commerce extérieur Jeannot Krecké ainsi qu'un haut fonctionnaire de corruption et de favoritisme en relation avec un certain nombre de dossiers, dont celui de la société de fret aérien luxembourgeoise Cargolux.

Depuis la parution de l'article en question, mes services sont en contact avec les personnes visées par ces allégations qui relèvent du pur mensonge. J'ai moi-même reçu Monsieur Jeannot Krecké pour évoquer avec lui les suites qu'il convenait de réserver à cette affaire dont la genèse soulève de nombreuses questions concernant les milieux qui se trouvent à l'origine de ce qui s'apparente à une campagne de désinformation et de diffamation. Monsieur Jeannot Krecké et le haut fonctionnaire visés par la publication du site Internet ont opposé un démenti clair et détaillé aux allégations contenues dans l'article, démenti que le Gouvernement fait sien. Je me porte par ailleurs personnellement garant du comportement de Monsieur Jeannot Krecké qui a été à tous les égards irréprochable dans l'exercice de ses fonctions de ministre.

Dans l'immédiat, un certain nombre de pièces en relation avec les allégations que véhicule le site Internet ont été transmises par les intéressés au parquet.

Il a par ailleurs été décidé de faire bénéficier Monsieur Jeannot Krecké ainsi que le haut fonctionnaire visé par la publication du soutien juridique du Gouvernement dans toutes les démarches qu'ils seraient amenés à entreprendre contre ceux qui ont propagé ou qui à l'avenir propageront les contrevérités flagrantes publiées ces derniers jours.

Question 2869 (10.9.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**incident lors de l'intervention d'une ambulance le 14 mars 2013:**

A menger parlamentarescher Fro N°2723 vum 16. Mee 2013 *(cf. compte rendu n°11/2012-2013)* hunn ech eng Rei Froen zu engem tragesche Virfall, deen e puer Méint virdrun zu lerpeldeng passéiert war, gestallt.

Well d'Häre Ministere verschidde Froen net beäntwert hunn, erlaben ech mer, se nach eng Kéier ze stellen:

1. Ass et üblech, datt an ähnleche Fäll d'Déclaration des causes de décès net vum Dokter, deen den Doud constatéiert huet, erstallt gëtt, mä vun engem anere Médecin légiste?

2. Wéi ass et méiglech, datt op der Déclaration des causes de décès, déi d'Famill vum jonke Mann kritt huet, guer keng Doudesursaach uginn ass?

3. Wien ass an ähnleche Fäll fir de Rapport d'autopsie zoustänneg?

4. U wien huet sech an dësem Fall de Médecin légiste gewannt, fir un all déi néideg Informatiounen, déi mam Doud vum jonke Mann a Verbindung stinn, ze kommen?

5. Wat fir eng Konsequenze kënnen an dësem Fall, wat d'Veröffentlechung vun den Informatiounen an d'Erstelle vun den offiziellen Dokumenter (Déclaration des causes de décès a Rapport d'autopsie), gezu ginn?

Réponse commune (13.11.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Il est en effet fréquent qu'un médecin appelé sur les lieux d'un accident ou d'un autre sinistre, après avoir constaté la mort d'une personne, se trouve dans l'impossibilité de se prononcer sur les causes exactes du décès de cette personne après avoir effectué tous les examens possibles sur les lieux du drame et avec les moyens qui y sont à sa disposition. C'est ainsi que le formulaire préétabli à remplir par le médecin à titre de déclaration de décès prévoit expressément la case «mort de cause inconnue et suspecte». Cette case a été cochée en l'espèce par le médecin du Samu.

Il a alors été décidé d'entreprendre, au vu des éléments particuliers de l'espèce, toutes les diligences possibles pour essayer de déterminer les causes exactes de ce décès et le Parquet a fait application de l'article 44, alinéa (2) du Code d'instruction criminelle pour requérir le juge d'instruction d'ouvrir une information judiciaire aux fins de rechercher les causes de la mort et d'ordonner une autopsie.

L'expert légiste est désigné par le juge d'instruction. Comme il n'existe à l'heure actuelle pas encore de légiste agréé au Luxembourg, les juges d'instruction ont le plus souvent recours aux services d'un légiste soit de l'Institut de médecine légale de l'Université du Saarland, ce qui a été le cas en l'espèce, soit de l'Université de Homburg.

Une copie du rapport d'autopsie, à laquelle il a été procédé en date du 15 mars 2013 ainsi que du rapport d'expertise toxicologique dressé en date du 22 avril 2013, a été communiquée le 6 mai à la famille.

Il résulte du procès-verbal d'autopsie que trois policiers du CI Diekirch ainsi qu'un commissaire du Service de Police judiciaire, Section Police technique, étaient présents au moment de l'autopsie. Tous ces policiers étaient également présents le 14 mars 2013 sur les lieux où le jeune homme est décédé et ont ainsi pu fournir tous les renseignements utiles au légiste.

L'enquête n'est actuellement pas encore terminée. Le résultat de l'autopsie et les causes de décès retenues par l'expert sont connus par la famille du défunt.

Le communiqué de presse diffusé par la police a été avalisé par le parquet, compte tenu de ce qu'une information judiciaire était en cours. Ce communiqué a tenu compte, dans la mesure du possible, de la situation de la famille en deuil. Il y a été révélé qu'une personne majeure était décédée lors d'une tentative d'hospitalisation, le communiqué était entièrement dépersonnalisé, ne comportait aucune indication quant à la localité où les événements s'étaient passés, ne donnait aucun détail quant à la maladie de la victime, ne révélait ni l'âge de celle-ci, ni le lieu exact où la personne était décédée.

Les révélations pour partie erronées diffusées par certains quotidiens n'ont ainsi pas pu trouver leur origine dans le communiqué de presse de la police.

Question 2871 (12.9.2013) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **réclamation auprès du Comité des droits de l'Homme de l'ONU au sujet des écoutes de la NSA:**

Dans le cadre des révélations continues concernant l'existence de vastes programmes d'accès et de collecte de données de communications mis en place par l'agence de sécurité nationale américaine, le groupe parlementaire du parti vert allemand a décidé de déposer une réclamation auprès du Comité des droits de l'Homme de l'ONU.

Les écoutes effectuées ne violent en effet non seulement des principes fondamentaux du droit interne de nombreux pays, mais aussi du droit international. Ainsi l'article 17(1) du Pacte International relatif aux droits civils et politiques stipule que «Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.».

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisage de déposer une réclamation similaire en tant que pays membre de l'ONU auprès du Comité des droits de l'Homme?

Réponse (7.10.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Mon département a pris le soin de consulter sur le site du groupe parlementaire du parti vert allemand la «réclamation» à laquelle se réfère la question de l'honorable Député. Il s'avère qu'il s'agit en fait d'une contribution ou communication «submission» en anglais) adressée au Comité des droits de l'Homme alors que celui-ci procédera lors de sa prochaine session (14 octobre - 1er novembre 2013) à l'examen public du rapport périodique des États-Unis d'Amérique sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il n'y a par conséquent pas de dépôt de réclamation comme vous le suggérez dans votre question.

Les contributions adressées aux comités de suivi des différents traités portant sur les droits de l'Homme adoptés sous l'égide des Nations Unies jouent un rôle très important dans l'examen des rapports des États parties. En effet, en vue de l'examen du rapport d'un État partie, les experts indépendants qui composent les différents comités ont recours à un large éventail d'informations. À cette fin, les comités invitent tous les particuliers, les organes et les organisations non gouvernementales concernés à leur soumettre des documents pertinents et appropriés. Ces informations permettent aux comités d'avoir une vision plus complète de la situation de l'État partie examiné, de poser des questions pertinentes durant la discussion publique du rapport et de formuler des recommandations à l'égard de l'État partie concerné. Dans ce contexte, les autres États parties ne sont pas appelés à soumettre des contributions aux comités de suivi.

Le Gouvernement luxembourgeois n'entend pas déroger à cette pratique et n'envisage donc pas de remettre une contribution au Comité des droits de l'Homme en vue de l'examen du rapport des États-Unis d'Amérique. En outre, la remise d'une contribution de la part d'un gouvernement pourrait être perçue comme tentative de politiser les travaux du comité de suivi et pourrait donc porter atteinte au bon déroulement de ses travaux et mettre en doute son indépendance.

Afin d'être le plus complet possible au sujet des initiatives possibles devant le Comité des droits de l'Homme et de la mise en œuvre de l'article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, je souhaite par ailleurs faire part des deux informations suivantes.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit en son article 41 la possibilité d'une communication interétatique. Cette disposition est également prévue par d'autres conventions onusiennes sur les droits de l'Homme, mais n'a à ce jour jamais été utilisée selon les informations communiquées par le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme.

Au sein de l'Union européenne, l'idée d'un possible 3e protocole additionnel au Pacte international relatif aux droits civils et politiques a été évoquée. Un tel protocole pourrait compléter l'article 17 du pacte pour le mettre à jour et l'adapter aux évolutions technologiques afin de garantir la protection de la sphère privée à l'ère numérique. Le Gouvernement suit cette réflexion avec intérêt.

Question 2881 (20.9.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **disparition du volet «législation» sur la nouvelle version du site Internet du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

Le Ministère de l'Éducation nationale vient de mettre en ligne une nouvelle version de son site Internet www.men.lu. Site riche en informations, men.lu est non seulement un outil d'information pour le grand public, les parents et les élèves, mais aussi un outil de travail pour d'autres acteurs du monde scolaire de même que pour les futurs enseignants. Or, à ma grande surprise, la rubrique particulièrement importante rassemblant l'ensemble des lois et règlements grand-ducaux en vigueur en matière d'éducation nationale et de formation professionnelle a disparu dans la nouvelle mouture du site.

À la différence du portail officiel www.legilux.lu, la rubrique du MEN avait le grand avantage de regrouper justement la législation afférente en un seul endroit et fut notamment utilisée comme outil de travail par les enseignants et les étudiants en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

1) Pourquoi est-ce que la rubrique «législation» a disparu du nouveau site?

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'accord pour ajouter également au nouveau site une ou plusieurs rubriques «législation»? Dans l'affirmative, à quelle échéance?

Réponse (18.10.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Le nouveau site Internet www.men.lu tel qu'il a été mis en ligne le 2 septembre 2013, correspond à la phase 1 d'un projet mené en commun avec le CTIE - le Centre des technologies de l'information de l'État du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Il était impératif que le site fût en ligne avant la rentrée scolaire 2013/2014. C'est pourquoi des rubriques demandant davantage de développement, telles que la législation, ainsi que des fonctionnalités complémentaires, ont été planifiées pour la phase 2.

Ce type de phasage est courant dans la mise en œuvre de sites web complexes et riches en contenus. C'est ainsi que la structuration de l'arborescence du futur site et la migration des contenus de l'ancien ont été particulièrement longues. En outre, la redéfinition du cadre Renow en mode Responsive Design/Mobile First (nouvelles pratiques de développement afin de garantir un rendu sur «PC»/«Tablettes» et «Smartphone») a demandé un gros travail d'analyse et de déploiement.

Concernant la législation consultée par les enseignants et étudiants en sciences de l'éducation, une page provisoire a été ajoutée dans la rubrique correspondante.

Ad 2) La phase 2 du site, y compris l'adjonction de la rubrique «législation», est en cours de réalisation avec le CTIE, dont le planning des travaux a été quelque peu bouleversé par les élections législatives anticipées. Étant donné les travaux préparatoires et les développements informatiques nécessaires à la mise en ligne de cette rubrique, il est prévu que celle-ci voit le jour au cours du 1er trimestre 2014.

Question 2883 (20.9.2013) de **M. Lucien Lux** *(LSAP)* concernant l'**avenir de l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue (LAR):**

Depuis 25 ans, l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue (LAR) assure quotidiennement une mission d'utilité publique par le biais de ses hélicoptères de secours. On compte à ce jour, plus de 25.000 missions réalisées grâce auxquelles de nombreuses vies ont pu être sauvées.

Bien que d'utilité publique, cette activité est néanmoins partiellement financée par les cotisations des 185.000 membres supportant l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue. Ainsi, en 2008, lors des négociations avec le Ministère de l'Intérieur et la Sécurité sociale, l'a.s.b.l. avait accepté de contribuer à l'avenir à hauteur de 600.000 € par an pour assurer l'équilibre et la subsistance de l'activité. Cet engagement reste toujours valable.

Cependant, la contribution de l'a.s.b.l. n'a cessé d'augmenter au fil des années pour s'élever en 2012 à 1.300.000 €, ceci en raison d'importantes augmentations des dépenses d'ordre opérationnel (fuel, maintenance, coût main d'œuvre, contexte légal européen EASA), mais également en raison d'un nombre croissant de missions non rémunérées par la sécurité sociale luxembourgeoise. Dans 25% des cas, les missions engageant les hélicoptères de la LAR dans le cadre du SAMU ne font l'objet d'aucune prise en charge par la CNS.

En effet, la mission héliportée visant premièrement à amener l'intelligence médicale le plus rapidement possible sur le lieu de l'urgence n'est pourtant rémunérée par la CNS que si le patient est transporté.

Il est évident que cette situation ne pourra être tenable à long terme pour l'a.s.b.l. qui ne pourra plus compenser indéfiniment une carence d'un système ne prévoyant aucune intervention financière pour une part importante des missions activées par le 112. Comparant la situation des pays voisins, cette lacune semble être une spécificité du système luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres trouvent-ils normal qu'une a.s.b.l. doive subvenir au déficit de financement d'un service d'aide médicale urgent héliporté, service pourtant d'utilité publique?

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients que la persistance d'une telle situation mettra en danger à moyen terme la survie de l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue?

- Quelles sont les solutions que Messieurs les Ministres envisagent pour assurer la pérennité de ce service?

Réponse commune (16.10.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à la prise en charge de certaines activités de l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue.

Rappelons qu'une convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la LAR permet de renforcer, en cas de besoin, le service d'aide médicale urgente par la mise à disposition de l'hélicoptère de sauvetage de la LAR.

En ce qui concerne plus particulièrement le fonctionnement de la LAR, il y a lieu de relever que celui-ci repose depuis les débuts de l'association sur un financement triple qui est constitué des cotisations des membres de la LAR, de la prise en charge par la sécurité sociale et d'une subvention étatique.

En date du 23 juillet 2013, l'association a résilié la convention du 5 janvier 2009 définissant l'intégration d'un service héliporté dans le service SAMU au motif que depuis, les frais d'exploitation n'ont cessé d'augmenter. À noter qu'il s'agit de la troisième convention conclue entre la LAR et l'État luxembourgeois après celles du 12 juin 1991 et du 23 décembre 2005. Ces deux conventions ont également été renégociées à la demande de la LAR pour tenir compte de l'évolution des frais de fonctionnement. À chaque fois, une solution acceptable pour toutes les parties impliquées a pu être trouvée.

Suite à la dénonciation de la convention par la LAR, des pourparlers ont débuté tendant à une analyse et le cas échéant à un rééquilibrage de la répartition des coûts qui ne met pas en péril la survie de l'association.

Les ministres soussignés sont convaincus qu'une solution satisfaisante pourra être trouvée comme dans le passé, permettant ainsi d'assurer la pérennité des activités de la LAR dans le cadre du service d'aide médicale urgente. Ainsi, l'action de la LAR continuera à s'inscrire dans la tradition axée sur la solidarité citoyenne en ce qui concerne l'organisation des services de secours, impliquant à la fois tant les autorités publiques que les acteurs privés et les citoyens.

Dans cet ordre d'idées, les ministres estiment également que les frais en relation avec les vols à vide, à savoir ceux opérés dans le cadre d'une intervention, lorsque pour diverses raisons le patient n'est pas transporté à bord de l'hélicoptère, pourraient également être pris en charge selon des modalités et conditions à définir d'un commun accord entre la LAR, l'État et la Caisse Nationale de Santé.

Question 2885 (23.9.3013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **libération erronée au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

D'après les informations publiées dans la presse, mardi le 17 septembre un détenu aurait été libéré par mégarde du Centre pénitentiaire de Schrassig tout simplement parce qu'on l'a confondu avec une autre personne.

- Madame la Ministre est-elle en mesure de confirmer ces informations?

- Est-il exact que la libération a été faite suite à un appel par haut-parleurs et la confusion entre deux noms qui se ressemblent?

- Une enquête a-t-elle été ouverte afin de déterminer les responsabilités et les procédures qui n'ont pas été respectées?

- Quelle solution Madame la Ministre envisage-t-elle afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise?

Réponse (25.9.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Claudia Dall'Agnol, je suis en mesure de vous confirmer l'information que vous citez selon laquelle un détenu aurait «été libéré par mégarde» en date du 17 septembre 2013 au Centre pénitentiaire de Schrassig. Selon les dispositions en particulier des articles 2 et 10 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire, le procureur général d'État assume la direction générale et la surveillance des établissements pénitentiaires et en est le chef d'administration et le chef hiérarchique.

Concernant vos autres questions, je vous fais part des renseignements obtenus de la part du procureur général d'État:

«1) S'il est vrai qu'il y a eu une confusion, il n'est pas vrai qu'il y ait eu un appel par voie de haut-parleurs, mais bien un appel téléphonique du greffe du Centre pénitentiaire (CPL) au gardien du bloc concerné. La confusion a eu lieu dans le cadre de cette conversation. En raison de l'enquête interne, il m'est néanmoins impossible de fournir des informations plus détaillées. Il est par contre évident que les prévenus n'ont pas la possibilité de se déplacer librement à l'intérieur du Centre pénitentiaire et sont

bien séparés par blocs. Dans le cas présent, les deux prévenus se trouvaient au même bloc. De plus, les noms des deux personnes concernées se ressemblent de manière frappante de par leur tonalité, même si l'orthographe diffère légèrement.

2) Je peux confirmer l'ouverture d'une enquête par Madame la déléguée du procureur général d'État à l'exécution des peines, aux fins figurant à la question parlementaire de Madame la Députée.

3) D'après les informations obtenues auprès de Madame la déléguée à l'exécution des peines, la manière de procéder en cas de libération d'un détenu a été renforcée et précisée par écrit au personnel du CPL.»

Question 2886 (24.9.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**organisation de l'année scolaire 2013/2014 au LTPES à Mersch:**

En juillet, les demandes d'admission au Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) à Mersch étaient telles que l'établissement et le Ministère avaient déclaré ne plus pouvoir accepter d'autres élèves désirant s'inscrire et notamment ceux qui devaient encore réussir une épreuve d'ajournement. Je me réjouis donc du fait que, juste avant la rentrée, le Ministère et le LTPES se sont quand même engagés à accueillir les élèves réussissant leur ajournement.

Cette solution de dernière minute ne va sans doute pas sans conséquences sur l'organisation interne et les ressources humaines du LTPES. Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Suite aux épreuves d'ajournement, combien d'élèves ont finalement été acceptés au LTPES?

2) Quel est le sureffectif en nombre d'élèves?

3) Quelles sont les mesures prises afin de gérer ces sureffectifs au cours de l'année scolaire et garantir la qualité de l'enseignement au sein de l'établissement?

4) Quelles mesures seront prises à moyen terme au niveau de l'orientation et de l'admissibilité?

5) Est-ce que le LTPES a reçu ou va recevoir en cours d'année des enseignants supplémentaires?

6) Est-ce qu'il y aura des places de stages pour tous les élèves inscrits et est-ce que le suivi des stagiaires est assuré à un niveau qualitativement élevé?

Réponse (10.10.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

J'ai l'honneur de fournir ci-après les réponses aux questions de Monsieur le Député Claude Adam concernant les admissions à la formation de l'éducateur au Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) à Mersch:

Ad 1)

Pour l'année 2013/2014, 407 élèves sont inscrits en classe de 12e de cette formation.

Ad 2)

L'année passée le maximum des capacités avait été atteint avec 334 nouvelles inscriptions au LTPES dont les infrastructures ont été construites pour initialement accueillir un total de 900 élèves.

La formation de l'éducateur s'étale sur trois années (12e, 13e et 14e). Quelque 600 élèves sont inscrits en 13e et en 14e. L'effectif total du lycée est actuellement de quelque 1.000 élèves et dépasse de 10% les capacités infrastructurelles prévues.

Pour les deux années à venir, le nombre des inscriptions en classe de 12e doit être inférieur à 300 afin de stabiliser l'effectif global de la communauté scolaire au LTPES.

Ad 3)

Les effectifs des classes ont été augmentés afin de subvenir à la demande de la rentrée 2013/2014. Le choix de langues a pu être maintenu presque entièrement pour les élèves ayant passé avec succès leurs ajournements, et ceci malgré les admissions supplémentaires.

Ad 4)

Un projet de règlement grand-ducal créant une nouvelle section à la division des professions de santé et des professions sociales et permettant aux élèves de passer au terme de la classe de 13e l'examen de fin d'études secondaires techniques sans avoir besoin de faire la formation de l'éducateur ou celle de l'infirmier est en cours d'élaboration. Il est prévu que cette mesure ramène à la portion congrue le nombre des élèves visant la formation de l'éducateur, puisqu'un certain nombre de ces élèves sont davantage intéressés par l'obtention d'un diplôme de fin d'études techniques que par le diplôme de l'éducateur.

Cette nouvelle section pourrait être offerte dans d'autres lycées, ce qui n'est pas le cas de la formation de l'éducateur. En sus, elle ne nécessiterait pas l'organisation de stages.

Pour le cas où il y aurait toujours un nombre trop important de candidats pour la formation de l'éducateur, l'introduction d'un «numerus clausus» et de certains critères d'accès pourront être décidés.

Ad 5)

Le nombre d'enseignants est adapté au nombre de classes prévues; il sera augmenté en cas de besoin. Comme prévu dans le plan pluriannuel de recrutement d'enseignants, des professeurs-stagiaires et maîtres de cours spéciaux-stagiaires seront affectés au lycée à partir du 1er avril 2014.

Ad 6)

L'expérience du lycée et les bons contacts avec le monde professionnel permettent d'assurer un suivi adéquat des élèves pour cette année. Il ne serait cependant pas possible d'accomplir cette mission si un nombre élevé d'élèves devaient être suivis dans chacune des trois années de formation (12e, 13e et 14e). Dès lors, il s'avère nécessaire de limiter le nombre d'inscriptions en 12e pour l'année prochaine.

Question 2890 (26.9.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol**, **MM. Claude Haagen** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **Police TV News:**

Depuis le 20 septembre 2013, la Police grand-ducale dispose d'une plateforme d'information audiovisuelle sur le web. Police TV News est une émission au format JT et présente également sur les réseaux sociaux. D'autres formats d'émissions, notamment le format magazine, sont en planification.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre était-il au courant du lancement de Police TV News et dans quelle mesure est-il impliqué dans le développement de ce projet?

- Quel est le budget mis a disposition du projet Police TV News?

- Comment Monsieur le Ministre espère-t-il améliorer le service d'information de la Police grand-ducale à travers Police TV News?

- Face au service de presse traditionnel de la Police grand-ducale, quelles ressources humaines et techniques sont mobilisées pour Police TV News et quel est l'ordre de priorité parmi ces deux canaux d'information?

- Qu'en est-il de la protection de la vie privée des personnes qui sont filmées dans le cadre de la production de reportages ou par des dispositifs de vidéosurveillance?

Réponse (6.11.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Depuis août 2007, la police diffuse en vrac des clips audiovisuels sur son portail web www.police.lu.

En mai 2009, la Police grand-ducale a établi un plan quinquennal de développement stratégique de la communication qui m'a été présenté en automne 2009.

La communication de la police est faite sous la responsabilité du directeur général de la police. Il me semble néanmoins évident que le recours à l'image est devenu un moyen de communication essentiel tant en matière d'information policière publique, de prévention, de communication en situation de crise ainsi que de communication interne de l'administration. Cette information via web se destine à mener à une interactivité et un dialogue accrus, notamment sur les outils parallèles du web 2.0 (Facebook, Twitter, Smartapp, YouTube, YouMakeTV) ainsi qu'à travers le commissariat virtuel de la police sur son portail Internet.

Le montant de l'acquisition du projet Police TV News s'élève à 370.612 € HTVA. À partir du 1er janvier 2014, les frais de maintenance annuels sont fixés à 4.026 € HTVA.

L'ensemble des moyens utilisés fait partie d'une stratégie de communication et doit bien entendu se faire dans un cadre légal strict, dans le respect des principes de la protection des données ainsi que des dispositions du Code d'instruction criminelle.

Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013

Question 2612 (13.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **soutien de campagnes électorales à l'étranger:**

An engem rezenten Interview huet den Här Statsminister bekannt ginn, datt e gefrot ginn ass, ob e wéilt déi däitsch Kanzlerin Angela Merkel am Wahlkampf fir d'Bundestagswahlen ënnerstëtzen, an datt e schonns zougesot hätt. Et wier net fir d'Eischt, datt sech e Member vun der Lëtzebuerger Regierung an där Form an e Wahlkampf, deen am Ausland stattfënnt, amëscht.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Reese sinn an deem Kontext elo schonns fir dëst an d'nächst Joer virgesinn?

2. Ass den Här Statsminister den eenzege Member vun der Lëtzebuerger Regierung, dee wëlles huet sech an deenen nächste Méint am Kader vun enger Wahlcampagne ze déplacéieren, fir eng auslännesch Partei ze ënnerstëtzen?

3. Wie kënnt finanziell fir all déi geplangte Reesen op?

4. Wien ass an der Vergaangenheet fir all déi Reesen, an deenen et haaptsächlech drëms gaangen ass, datt e Regierungsmember eng auslännesch Partei ënnerstëtzt huet, finanziell opkomm?

5. Sinn d'Häre Ministeren net der Meenung, datt gegebenenfalls héchstens d'Parteien, mä op kee Fall de Steierzueler misst däerfe fir dës Reesen opkommen?

6. Wat déi ugekënnegt Reese vum Här Statsminister fir d'Madame Merkel ze ënnerstëtzen ugeet, gi se vun der CDU oder vun der CSV bezuelt?

Réponse (21.11.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte berifft sech op een Interview, an deem vu Wahlkampfoptrëtter am Bundestagswahlkampf geschwat gouf.

Als Éischt wëll ech dem Deputéierte matdeelen, datt ech dëst Joer keng esou Optrëtter hat.

Wann et an der Vergaangenheet Optrëtter am Wahlkampf bei enger befrënnter Partei gouf, esou hunn dës Optrëtt am noe Grenzgebitt stattfonnt. Et sinn also keng gréisser finanziell Onkäschten entstanen.

Ech wëll bemierken, datt bei esou Veranstaltungen et net nëmmen dorëms geet, fir eng befrënnt Partei ze ënnerstëtzen. Doniewent ginn och ëmmer Gespréicher mat de Spëtzepolitiker aus där Partei gefouert, déi fir d'Politik insgesamt wäertvoll an am Intérêt vum Land sinn.

Question 2813 (10.7.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant l'**exclusion des Autobus de la Ville de Luxembourg du transport de personnes dans les communes voisines de la Ville de Luxembourg:**

Actuellement les Autobus de la Ville de Luxembourg (AVL) assurent le transport des personnes au niveau du territoire de la capitale mais également sur certaines lignes (dites coordonnées) se prolongeant dans les communes voisines de la Ville de Luxembourg.

Ces lignes (les lignes 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 16) sont assurées en coordination avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, i.e. dans le cadre du RGTR (Régime général des transports routiers).

Or, il me revient que les responsables du RGTR envisageraient d'exclure les AVL sur les lignes dépassant les limites de la Ville de Luxembourg et de confier le transport sur ces lignes à des entreprises privées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il donner les raisons pour cette décision?

- Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions sur les conséquences - notamment pour les bus AVL - liées à cette décision?

Réponse (5.12.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2813, l'honorable Député a posé une série de questions sur les lignes «coordonnées».

En effet, il faut rappeler tout d'abord que les lignes coordonnées sont en réalité des lignes RGTR qui assurent le transport des personnes sur le territoire de la Ville de Luxembourg ainsi que des communes limitrophes. Depuis les années `80, les roulements de bus de ces lignes sont financés intégralement par l'État. Actuellement, certaines courses sur ces lignes sont assurées par des bus du service AVL de la Ville de Luxembourg suivant les modalités d'une convention conclue entre l'État et la Ville de Luxembourg.

Il échet de préciser dans ce contexte que dans le cadre de la réorganisation du service régulier du RGTR, le département des transports a également examiné l'organisation du réseau coordonnée RGTR-AVL.

Lors de ces réflexions, les responsables du RGTR ont examiné la possibilité d'organiser de façon autonome le réseau coordonné pour des motifs, en particulier, d'optimisation du service RGTR en combinant ces lignes avec d'autres lignes du réseau RGTR.

Une décision définitive à ce sujet n'est pas encore prise et une concertation avec les responsables de la Ville de Luxembourg devra encore avoir lieu à ce sujet.

Question 2815 (15.7.2013) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **conséquences d'élections anticipées:**

De leschten Donneschden huet de Premier- a Statsminister dem Grand-Duc virgeschloen, d'Chamberwahlen net am Mee 2014 ma dëst Joer am Hierscht ze maachen.

Dofir wéilt ech gären dës Froen un d'Madame an déi Häre Ministere stellen:

- Wéi héich wäerten déi administrativ Käschte vun eventuelle Wahle sinn (Imprimerie, Indemnitéiten asw.)? Wéi vill wäert et méi kaschten, wann d'Chamberwahle vun den Europawahle wäerte getrennt ginn?

- Wéi vill Beamte (Stat a Gemengen) gi gebraucht, fir eventuell Wahlen am Hierscht virzebereeden? Mussen an deem Fall Beamten hire geplangte Summercongé gestrach kréien? Wa jo, wéi vill wären der dovunner betraff? Kënnen déi Beamten hire Congé nach dëst Joer eranhuelen?

- Wa wéinst den Neiwahlen eng nei Regierung eréischt Enn des Joers mat Schaffen ufänke kéint an dowéinst kee Statsbudget fir 2014 kéint gestëmmt ginn, wat gesäit d'Gesetz an deem Fall vir?

Réponse coordonnée (21.11.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte stellt verschidde Froen a Bezuch op d'Konsequenze vun den Neiwahlen.

1) Wat d'Käschte vun de Wahlen ubelaangt, sou sinn déi genau Käschten nach net bekannt, well eng ganz Rei Rechnungen nach net erageschéckt goufen. Fir een Unhaltspunkt ze ginn, kann ech dem Deputéierten awer folgend Zuele vun 2009 matdeelen:

Fir d'Organisatioun vun de Wahle vun 2009 (Legislativ- an Europawahlen) goufen 3.231.000 Euro ausginn. Dobäi koumen nach 1.735.300 Euro als Remboursement fir d'Wahlkampffraisen un déi eenzel Parteien.

Bei getrennte Wahle kann een dovunner ausgoen, datt d'Käschten ongeféier 65-75% vun de Käschte fir gemeinsam Wahlen ausmaachen. Domadder kéim een op Käschte vun 2.100.000 bis 2.423.000 Euro fir d'Legislativwahle vum 20. Oktober. Déiselwecht Käschte falen och nach eng Kéier 2014 fir d'Organisatioun vun den Europawahlen un.

Wann also gemeinsam Legislativ- an Europawahlen 2009 3.231.000 Euro kascht hunn, esou wäerten déi getrennte Legislativwahle vun 2013 an d'Europawahle vun 2014 tëscht 4.200.000 a 5.000.000 Euro kaschten.

Dobäi muss een dann nach de Remboursement vun de Wahlkampfkäschten un déi eenzel Parteie rechnen.

2) Wat d'Konsequenze vun den Neiwahlen op d'Beamten ubelaangt, sou ass Folgendes ze soen:

- D'genee Unzuel vu Beamten, déi noutwendeg sinn, fir Wahlen ze organiséieren, ass schwéier ze ermëttelen. Et sief just drop higewisen, datt am Statsministère, am Centre

des Technologies de l'Information de l'État, am Service Central des Imprimés, am Service Information et Presse, op de Geriichter an natierlech op de Gemengen eng grouss Zuel vu Leit néideg sinn, fir eng reibungslos Organisatioun vun de Wahlen ze garantéieren.

- Datt vun dëse ville Leit deen een oder anere seng Vakanzepläng huet missen änneren, ass absolut méiglech. Ech weess awer vu kengem Fall, wou e Beamte säi Congé ganz gestrach krut.

3) Wat de Budget fir 2014 ugeet, esou ass dem Deputéierten d'Méiglechkeet vum sougenannte provisoreschen Zwieleftelbudget bekannt. Domadder kann, op Basis vum dësjährege Budget, e Budget fir eng Rei Méint vum nächste Joer gestëmmt ginn.

Question 2835 (1.10.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **protection des données dans le secteur de la santé:**

Im Rahmen von Gesprächen des Arztes mit Patienten kommt immer häufiger das Thema Datenschutz zur Diskussion.

Und es wird deutlich, dass angesichts der Zunahme von Berichten in den Medien über sogenanntes Hacking von Computersystemen bis hin zu Daten- und Informationsklau durch unbefugte Personen die Sorge um den Erhalt der Privatsphäre und den damit verbundenen Daten stark wächst. Der Zugang zu Patientenakten ist dann auch der Ansatzpunkt für viele Fragen. Und es scheint berechtigt aufgrund einiger Rückmeldungen, dass sich Patienten mit Recht Sorgen über einen hieb- und stichfesten Datenschutz auch in unserem nationalen Gesundheits- und Sozialwesen machen. Es stellen sich eine ganze Reihe von Fragen, die meines Erachtens in unserem Gesundheitswesen und in Zusammenhang mit dem Umgang von sensiblen Patientendaten nicht ausreichend reguliert, nicht konsequent kontrolliert und auf alle Fälle nicht genügend bekannt sind, sowohl beim betroffenen Patienten als auch beim medizinischen Personal bis hin zu Gesundheitsberuflern und Pflegefachkräften.

Fragen:

1. Wem gehören die Patientendaten, beispielsweise jene die in den Kliniken und anderen Gesundheitseinrichtungen generiert werden und bis jetzt in den Patientenakten aufgezeichnet wurden, neuerdings auch auf elektronischen Plattformen gespeichert werden und in Netzwerken zugänglich gemacht werden?

2. In welchem Maße muss der Patient über diese Vorgänge informiert werden, wenn er in einer Klinik hospitalisiert wird? Muss der Patient explizit sein Einverständnis geben, für die Zurverfügungstellung von Daten an Dritte (Abrechnungsfirmen, Pharma- und Forschungsstrukturen, Audit-Firmen, externe Evaluatoren aller Art)?

3. Als Dritte kommen beispielsweise externe Firmen in Frage, welche die Abrechnung von Klinikaufenthalten vornehmen: In welchem Maße sind die Mitarbeiter dieser Firmen an das „secret professionnel" gebunden und wie wird sichergestellt, dass dieses auch strikt eingehalten wird?

4. In welchem Maße können Unterlagen aus der Patientenakte an Dritte übersendet werden, um beispielsweise Abrechnungen vorzunehmen oder Codierungen im Rahmen der Übermittlung von ICD-Daten zu tätigen?

5. In welchem Maße dürfen Drittparteien (beispielsweise Mitarbeiter von Pflegestrukturen wie CIPAs und Maisons de Soins, Rehabilitation) Einsicht in die Patientenakten erhalten um zu eruieren, ob ein Antragsteller dem vorgegebenen Profil für diesen Dienstleister entspricht?

6. Muss der Patient nach heutigen gesetzlichen Vorgaben, grundsätzlich der Klinik als Garant des Datenschutzes für Patientendaten, die schriftliche Erlaubnis geben, damit Drittpersonen und Drittparteien Einblick in die Patientenakte (auf Papier oder elektronisch) erteilt wird? Muss in der Patientenakte ein schriftlicher Beleg vorhanden sein?

7. Wie werden die gesetzlichen Bestimmungen heute durch externe, unabhängige Instanzen (beispielsweise die Datenschutzbehörde CNPD oder ein Ombudsorgan) kontrolliert?

8. Gibt es einen jährlichen offiziellen Bericht (einer zuständigen Instanz) in dem Verfehlungen festgestellt und Verbesserungsvorschläge vorgebracht wurden?

9. Gibt es im Gesundheits- respektiv Familienministerium Instanzen und Abteilungen in denen sich spezifisch mit Prozeduren über den Datenschutz beschäftigt wird? Wo können offizielle Instruktionen bezüglich der Handhabung des Datenschutzes auf den Internetseiten dieser Ministerien nachgelesen werden?

10. In welchem Maße wird das sich in Ausarbeitung befindliche „Patientenrechte-Gesetz" ganz spezifisch und konkret mit dem Datenschutz im Gesundheits- und Sozialwesen auseinandersetzen (wollen)?

Réponse (4.12.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Ich möchte vorab auf meine Antwort zur parlamentarischen Anfrage Nummer 2814 *(cf. compte rendu n°14/2012-2013)* verweisen, in welcher ich bereits ausführlich auf die Regulierung und Kontrolle des Datenschutzes im Gesundheits- und Sozialbereich hingewiesen habe.

Es ist in der Tat zu begrüßen, dass das Thema des Umgangs mit sensiblen Patientendaten immer häufiger im Gesundheits- und Sozialsektor, sowohl zwischen Leistungserbringern als auch zwischen Patient und Gesundheitsdienstleister angesprochen wird.

Gesundheitsdaten zählen zu den sensibelsten und privatesten Informationen. Dem Datenschutz kommt deshalb im Gesundheits- und Sozialwesen zu Recht ein besonderer Stellenwert zu. Die nicht rechtmäßige Preisgabe des Gesundheitszustandes kann potentiell das persönliche und berufliche Leben eines Einzelnen negativ beeinflussen. Fälle von nicht autorisierter Weitergabe medizinischer Daten sind jedoch leider auch bei traditioneller, papiergebundener Aktenhaltung, trotz klarer Rechtslage, nie komplett auszuschließen.

Der mit der Verbesserung des Datenaustauschs verbundene Nutzen für den Patienten sollte jedoch trotz der Sensibilität für Datenschutz nicht aus den Augen verloren werden. Es ist in der Tat wissenschaftlich anerkannt, dass die Verbesserung der Verfügbarkeit von Patientendaten, insbesondere durch die Vernetzung von Daten aus den verschiedenen Sektoren des Gesundheitswesens, einen wesentlichen Beitrag zur Patientensicherheit und zur Qualität der Gesundheitsdienstleistungen bringen kann.

Der Aufbau von elektronischen Systemen ist kein Selbstzweck, sondern verfolgt zuallererst die Interessen der Patienten. Der Nutzen des Austauschs von Gesundheitsdaten besteht besonders bei der zeit- und bedarfsgerechten Bereitstellung von Informationen im Rahmen der medizinischen Versorgung, sowie bei der Zweitnutzung anonymisierter Gesundheitsdaten im Bereich der öffentlichen Gesundheit und der Forschung.

So kann zum Beispiel die zeit- und bedarfsgerechte Bereitstellung von Voruntersuchungen im Bereich der Radiologie unnötige Doppeluntersuchungen vermeiden und zur Minimierung der Strahlenbelastung beitragen. Solche elektronische Lösungen werden von der nationalen e-Gesundheitsagentur („Agence eSanté") angestrebt.

Der Gesetzesentwurf Nummer 6469 über die Rechte und die Pflichten des Patienten sieht, was die Patientenakte und die Gesundheitsdaten des Patienten anbelangt, hier unter anderem vor, dass der Patient zu jeder Zeit auf die Patientenakte zugreifen kann und ein Recht auf eine Kopie der Akte besitzt.

Der Gesetzesentwurf geht im Interesse der Leistungserbringung von der Zustimmung des Patienten zum Austausch von Patientendaten im Rahmen seiner medizinischen Versorgung aus, ohne dass hier ein schriftliches Einverständnis verlangt wird. Der Patient muss jedoch informiert werden und kann zu jeder Zeit seinen Einspruch zum Datenaustausch geltend machen.

Zu anderen Zwecken als der medizinischen Versorgung können Patientendaten im Prinzip nicht ohne die ausdrückliche Zustimmung des Patienten weitergeleitet werden. Ausgenommen vom Einverständnis des Patienten sind davon jedoch Datenübermittlungen die obligatorisch sind, wie zum Beispiel die Übermittlung von Patientendaten im Rahmen der Anzeige einer meldepflichtigen Krankheit. Die Benutzung von Gesundheitsdaten im Rahmen von Forschungsprojekten setzt das Einverständnis des Patienten voraus, außer es handelt sich um strikt anonyme Daten welche keinen Rückschluss auf einen bestimmten Patienten erlauben.

Laut Gesetz wird auch bei der nationalen Austauschakte des Patienten („Dossier de Soins Partagé") von der Zustimmung des Patienten ausgegangen. Vor der Freischaltung der Akte wird die e-Gesundheitsagentur die Patienten individuell anschreiben und über Ihre Rechte im Rahmen des „Dossier de Soins Partagé" aufklären. Zu diesen Rechten gehört auch das Recht der Ablehnung des Datenaustauschs im Rahmen der nationalen Austauschakte.

Unter Einhaltung der Vorschriften des Datenschutzgesetzes kann ein Gesundheitsdienstleister bei der Datenverarbeitung einen technischen Dienstleister beauftragen.

Artikel 38 und 39 des abgeänderten Gesetzes vom 2. August 2002 regeln die Ahndung der Zuwiderhandlungen gegen das Datenschutzgesetz. Des Weiteren unterliegen sowohl die Gesundheitsberufe als auch deren Hilfspersonen und Dritte, die mit der Datenverarbeitung beauftragt wurden, einer strafrechtlich geschützten Schweigepflicht. Bei Missachtung ist Artikel 458 des Strafgesetzbuches anwendbar.

Question 2836 (9.8.2013) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **parc éolien dans la commune de Hosingen:**

Selon des informations relatées dans la presse cette semaine, le projet de construction d'un parc de sept éoliennes dans la commune de Hosingen serait mis en question par un hypothétique radar de l'aéroport. L'acquisition de ce radar daterait de 2007, or jusqu'à ce jour il n'a pas encore été mis en place.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatives au projet de construction d'un radar de l'aéroport? Ce projet est-il toujours d'actualité?

- Est-il vrai que ce radar est entreposé depuis six ans dans un dépôt? Le radar est-il toujours utilisable à l'heure actuelle?

- Est-ce que l'acquisition de ce radar s'est faite via soumission publique et quel en a été le coût?

- Qu'en est-il des problèmes soulevés concernant les interférences entre radar et éoliennes?

- Est-ce que la construction de ce radar est vraiment nécessaire et pourrait-il être construit à un autre emplacement, évitant ainsi ces interférences?

Réponse (5.12.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Camille Gira s'enquiert de l'installation d'un «radar» à Wahlhausen.

Dans un souci de précision, il convient de noter qu'il ne s'agit pas d'un radar à proprement parler mais d'un interrogateur SSR-Mode S, dit TAR3, qui sera installé à Wahlhausen et qui viendra compléter le radar PSR («Primary Surveillance Radar»), dit TAR 2, situé au Findel.

Il convient aussi de noter que l'acquisition de l'interrogateur et l'emplacement du site ont été décidés en 2006 au nom de la sécurité aérienne bien avant tout projet d'éoliennes dans ce secteur.

L'installation a, en effet, été retardée de plusieurs années. Cette mise en suspens du projet s'explique par plusieurs facteurs dont notamment la construction du hangar de maintenance de Cargolux qui a nécessité des remaniements au niveau de l'installation du TAR2 préalables à l'installation du TAR3, ainsi que des études concernant la mise en place et le fonctionnement commun du TAR2, TAR3 et du radar sol.

Uniquement quelques composants «hardware» (serveurs, «switches») et les logiciels opérationnels («software») doivent être soumis à une mise à jour technique.

L'interrogateur a fait l'objet d'une soumission publique et le prix d'adjudication s'élève (installation comprise) à 2.297.278 euros hors taxes.

Concernant les «interférences» entre éoliennes et interrogateur, les lignes directrices en la matière établies par EUROCONTROL prohibent la construction d'éoliennes dans un périmètre de six kilomètres autour de l'interrogateur. Dans un périmètre de six à 16 kilomètres, une étude doit être effectuée en cas de visibilité de l'éolienne à partir de l'interrogateur. Toute éolienne se situant à plus de 16 kilomètres ne cause plus de souci au niveau de l'interrogateur, mais devra toujours faire l'objet d'une autorisation de la Direction de l'Aviation civile. Ceci est justifié par d'autres préoccupations en matière de sécurité aérienne. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, une éolienne ne doit pas se trouver en pleine trajectoire VFR («visual flight rules»).

Concernant la question de l'emplacement, il s'agit d'un site de 550 mètres d'altitude garantissant un champ de vue libre jusqu'à l'aéroport. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'armée américaine y avait installé un poste d'écoute vu son emplacement favorable. Le terrain est d'un point de vue technique entièrement équipé et d'ores et déjà à disposition de l'État.

Question 2845 (16.8.2013) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **recommandations de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État:**

Dans son rapport du 5 juillet 2013 la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État a formulé un certain nombre de conclusions et de recommandations à l'adresse du Gouvernement.

Parmi ces conclusions figure la recommandation ferme de la Commission d'enquête parlementaire d'engager sans délai des procédures disciplinaires contre l'ancien directeur du Service de Renseignement, Monsieur Marco Mille, ainsi que contre un ancien collaborateur du Service, Monsieur Roger Mandé.

- J'aimerais savoir de la part des ministres concernés dans quelle mesure et dans quels délais ils entendent suivre la recommandation du rapport d'enquête précité?

Réponse commune (21.11.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Monsieur le Député désire savoir dans quelle mesure et dans quels délais le Gouvernement compte suivre la recommandation de la Commission d'enquête parlementaire visant le lancement de procédures disciplinaires contre un ancien directeur du Service de Renseignement ainsi que contre un ancien collaborateur du même service.

Les procédures en question ont été déclenchées le 15 octobre 2013. Elles se fondent sur les faits tels qu'ils ressortent du rapport de la Commission d'enquête ainsi que sur les griefs formulés par la Commission d'enquête à l'endroit des deux agents concernés.

Question 2848 (20.8.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **diverses liaisons ferroviaires directes entre de nombreuses villes allemandes et Trèves, assurées par des trains Intercity (IC):**

Actuellement il existe diverses liaisons ferroviaires directes entre de nombreuses villes allemandes et Trèves, assurées par des trains Intercity (IC) permettant aux voyageurs de se rendre à Trèves sans changement de train.

Or, selon un article paru sur le site Internet du quotidien «Trierischer Volksfreund» en date du 15 août 2013, la société des chemins de fer allemande DB envisagerait de supprimer toutes les connexions IC à destination de Trèves à partir de décembre 2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de cette décision de la DB?

- Monsieur le Ministre ne croit-il pas que cette décision aura des répercussions directes sur le Luxembourg?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quelles démarches ont été entreprises respectivement quelles démarches sont prévues par le Gouvernement luxembourgeois dans ce contexte?

Réponse (5.12.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2848 du 20 août 2013, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de diverses liaisons ferroviaires directes via Trèves, assurées par des trains Intercity (IC).

Le fait que la DB abandonne le trafic de grandes lignes via Trèves, ce dont aucune confirmation écrite n'est disponible pour l'instant, est effectivement regrettable, mais ne constitue pas un désavantage pour les clients luxembourgeois.

Dans ce contexte il faut rappeler que la DB Fernverkehr AG, qui fonctionne en autonomie commerciale, avait déjà procédé avec effet au 11 décembre 2011 à la suppression de trois des cinq IC (Luxembourg - Trèves - Coblence - Nord de l'Allemagne). Le Luxembourg avait à l'époque, avec l'aide de la Rhénanie-Palatinat réussi à substituer l'annulation de ces trains jusqu'à Trèves, avec prolongement d'un aller-retour jusqu'à Coblence.

En effet, les investigations projetées initialement par la DB Fernverkehr dans l'objectif de réduire le trafic de grandes lignes en Rhénanie-Palatinat et le manque d'alternatives y afférentes ont incité le Land de Rhénanie-Palatinat à procéder, sous la régie du «Zweckverband Schienenpersonennahverkehr Rheinland-Pfalz Nord (SPNV Nord)» à un appel d'offres public en vue de restructurer, dans le cadre du «Rheinland-Pfalz-Takt 2015», le trafic régional et de pouvoir proposer ainsi à moyen terme une offre train attrayante et stable et un service client de qualité supérieure sans être dépendant de la DB Fernverkehr.

Parmi les différents concurrents, le marché a finalement été confié à la DB Regio qui exploitera, en partenariat avec les CFL, à partir du changement d'horaire en décembre 2014 le «Rheinland-Pfalz-Takt».

Quant au «Rheinland-Pfalz-Takt», celui-ci prévoit entre autres une nette amélioration du trafic régional sur la ligne de la Moselle ainsi qu'à destination de Luxembourg, de Sarrebruck et de Mannheim.

Dans ce sens, la clientèle luxembourgeoise pourra accéder à partir de la mi-décembre 2014 aux trains régionaux circulant à cadence horaire entre la gare de Luxembourg et la gare de Coblence, sachant qu'à partir de Coblence une correspondance directe aux trains de grandes lignes ICE/IC vers Cologne, Francfort et Hambourg est garantie.

À noter finalement que par l'acquisition de huit nouvelles automotrices du type KISS, matériel offrant 2.400 places assises, et engagé principalement sur le tronçon de ligne entre Luxembourg et Coblence, les CFL peuvent offrir un confort de voyage de haute qualité.

Question 2852 (26.8.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **mémoire de Charles Marx:**

In der Stadt Luxemburg, im „Garer Viertel", ist eine Straße nach dem Arzt, Resistenzler und Nachkriegspolitiker Dr. Charles Marx benannt, ohne auf der Beschilderung auf seine Verdienste einzugehen. Im Gegensatz dazu erweist die französische Stadt Quillan demselben Charles Marx, ihrem ehemaligen Bürger, eine weiter gehende Ehre, indem sie einen „Espace Charles Marx" eingerichtet hat und ihn als „Héro de la Résistance" beschreibt. Posthum wurde Charles Marx von De Gaulle mit der „Croix de la Résistance" ausgezeichnet, bekam unter anderem die „Croix de guerre avec étoile de vermeil" und wurde zum „Commandant de la Légion d'honneur" ernannt. Demgegenüber wurde im Jahre 1963 durch den Stadtrat von Ettelbrück die nach ihm benannte „Clinique Dr Charles Marx" in „Clinique St Louis" umbenannt.

Fragen:

1) Wie kommt es, dass auf der Beschilderung im „Garer Viertel" keine weiteren Informationen zu seiner Rolle als Resistenzler und Gesundheitsminister mitgeteilt werden?

2) Gibt es eine logische Erklärung dazu?

3) Welche Möglichkeiten gibt es, das Andenken an diesen außerordentlich verdienstvollen Menschen vollständiger zu gestalten?

4) Hat der Umstand, dass Dr. Charles Marx ein Kommunist war, etwas mit diesem minimalen Andenken an sein Schaffen und Lebenswerk hierzulande zu tun?

Réponse commune (21.11.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Die parlamentarische Frage des Herrn Abgeordneten betrifft das Andenken an den Luxemburger Arzt, Resistenzler und Politiker Dr. Charles Marx.

Zunächst ist zu erwähnen, dass Angaben auf Straßenschildern in den Bereich der kommunalen Autonomie fallen und dass das Innenministerium über keine Informationen diesbezüglich verfügt.

Was die Verdienste von Dr. Charles Marx in der Resistenz gegen die nationalsozialistische Besatzung anbelangt, ist hervorzuheben, dass es in Luxemburg eine große Anzahl von Resistenzlern gab. Wenn es darum geht, das Andenken, unter anderem an die Resistenzler, zu bewahren, besteht die Politik der Regierung darin, keine einzelnen Personen hervorzuheben. Da alle Resistenzler ihre Verdienste im Kampf gegen den Nationalsozialismus haben, soll deshalb eher dieser gemeinsamen Verdienste im Allgemeinen gedacht werden.

Sicherlich hat die politische Einstellung von Dr. Marx keinen Einfluss auf die Bedeutung, die seinem Schaffen zugemessen wird.

Question 2870 (12.9.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **ligne ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Luxembourg:**

Au niveau du réseau ferroviaire, la ville d'Audun-le-Tiche (F) est, en provenance de Luxembourg, actuellement desservie par la ligne 60c (Luxembourg - Bettembourg - Esch-sur-Alzette - Audun-le-Tiche). Or, il me revient que le tronçon transfrontalier entre Esch-sur-Alzette et Audun-le-Tiche serait menacé de fermeture.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons exactes pour cette fermeture? À partir de quelle date cette fermeture deviendrait-elle effective?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle fermeture serait contre-productive considérant la circulation routière transfrontalière déjà plus que dense?

Réponse (5.12.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2870 du 12 septembre 2013, l'honorable Député Roland Schreiner souhaite s'informer au sujet de la ligne ferroviaire entre Audun-le-Tiche et Luxembourg.

Le concept d'exploitation actuel ne prévoit aucun projet d'abandon ou de réduction de l'offre sur la ligne Audun-le-Tiche - Esch-sur-Alzette.

Question 2876 (17.9.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **subvention du transport public pour les étudiants vivant en région frontalière:**

Vor ein paar Wochen erließ der Europäische Gerichtshof ein Urteil gegen das Land Luxemburg und bestimmte, dass Studierende aus dem Grenzgebiet, deren Eltern in Luxemburg einer bezahlten Arbeit nachgingen, ebenfalls in den Genuss der staatlichen Studienbeihilfen kommen müssten. Im Grenzgebiet leben ebenfalls eine ganze Menge Schüler und Studierende, die in den Schulen unseres Landes eingeschult sind. Das geht von Primär- über Sekundarschulen bis zur Universität Luxemburg.

Jeden Tag nehmen diese Studierenden den Bus, den Zug, ihr eigenes Fortbewegungsmittel oder werden von ihren Eltern nach Luxemburg zur Schule gebracht. Es gibt sogar Studenten, die in privaten Sammeltransporten aus den Grenzregionen nach Luxemburg gebracht werden und nachmittags wieder dorthin zurückgefahren werden. Dabei gibt es einen öffentlichen Transport in der Grenzregion, der zu einem großen Teil vom nationalen RGTR-Netz koordiniert und von unserem Staat hochgradig subventioniert wird. Es würde sich anbieten, politisch alles zu tun, um Schüler und Studierende, die in der Grenzregion leben müssen, kostengünstig für sich selbst und ihre Eltern verkehrstechnisch effizient für das Land Luxemburg tagtäglich über den nationalen öffentlichen Transport nach Luxemburg zur Schule zu bringen.

Fragen:

1. In welchem Maße denkt die Regierung müsste diesen jungen Menschen ebenfalls die gleiche Freizügigkeit im tagtäglichen Transport von zuhause bis in die Schule und zurück zuerkannt werden (Vergünstigung Typ „Jumbokaart")?

2. Kann die Regierung die genaue Zahl der betroffenen Schüler und Studenten quantifizieren?

3. Könnte ein Studierender, der mit seinen Eltern im nahen Ausland leben muss (wegen zu hoher Wohn- und Lebenskosten in Luxemburg) beispielsweise die vom RGTR-Netz betriebenen Busse sowie die CFL-Züge aus der Grenzregion zu den gleichen Bedingungen benutzen wie die der in Luxemburg geltenden Bestimmungen für den Transport von Studierenden?

Réponse (4.12.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Durch seine parlamentarische Anfrage möchte der ehrenwerte Abgeordnete Herr Jean Colombera sich unter anderem über die Tarife der Schüler und Studenten, die außerhalb von Luxemburg in der Grenzregion leben, jedoch in Luxemburg zur Schule gehen, informieren.

Laut Tarifreglement vom 19. Dezember 2012 haben Schüler und Studenten des postprimären Unterrichts, welche im Besitz ihres Schülerausweises „myCard" sind, Anrecht auf einen gratis öffentlichen Transport zwischen ihrem Wohnort und ihrer Schule beziehungsweise dem Grenzpunkt, wenn die Schule sich im Ausland befindet.

Umgekehrt dürfen sie ebenfalls gratis den nationalen öffentlichen Transport benutzen, wenn sie im Ausland wohnen und eine luxemburgische Schule besuchen und vom nationalen Unterrichtsministerium eine „myCard" erhalten haben.

Jeder Schüler und Student, der ein Vollzeitstudium macht und die gesetzlichen Familienzulagen erhält, darf eine „Jumbokaart" beantragen, ohne Einschränkung seines Wohnortes. Die Jumbokaart berechtigt zu einer uneingeschränkten Nutzung des nationalen öffentlichen Transportes.

Nun gibt es verschiedene grenzüberschreitende Buslinien, die vom Transportministerium organisiert und subventioniert werden. Diese grenzüberschreitenden Linien wurden vor allem für die grenzpendelnden Arbeitnehmer eingeführt und sind mit den Fahrscheinen „RegioZone" zu benutzen, welche natürlich etwas teurer sind als die nationalen Fahrscheine. Die RegioZone-Linien stellen einen beträchtlichen Kostenpunkt für den luxemburgischen Staat dar.

Da immer mehr luxemburgische Reisende diese Linien ab Grenzpunkt nutzen möchten, die Linien aber trotzdem nicht zweckentfremdet werden sollen, dürfen Fahrgäste an verschiedenen Grenzpunkten auf luxemburgischer Seite diese Linien ebenfalls nutzen, allerdings nur, wenn sie im Besitz eines Fahrscheines zum vollen Tarif sind; Fahrscheine zu reduzierten Tarifen oder Gratisfahrscheine sind hier nicht erlaubt, da das Angebot ansonsten den Anforderungen nicht mehr gerecht werden könnte.

Seit Mai 2013 wurden die Betreiberfirmen dieser Linien allerdings angewiesen, auf nationaler Seite ebenfalls die „Jumbokaart" anzuerkennen, um verschiedenen Schülern den Zugang zu solchen Linien zu erleichtern. Eine nationale „Jumbokaart" oder eine nationale „myCard" kann allerdings auf diesen Linien nicht außerhalb der Grenzen benutzt werden. Diese Bestimmungen gelten auch im Schienenverkehr.

Genaue Zahlen der betroffenen Schüler und Studenten sind meinem Ministerium nicht bekannt.

Question 2878 (18.9.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **logiciel de contrôle des interactions entre médicaments:**

In seiner Bilanz des Aktivitätsjahres 2012 hat die Führung des Centre Hospitalier du Nord dieser Tage bekannt gegeben, dass die Kliniken des Nordens (HSL und CSJW) eine Software zum Einsatz bringen wollen, welche die Wechselwirkungen bei Medikamenten überprüfen soll. Über diesen Weg soll weitestgehend vermieden werden, dass Patienten während ihres Klinikaufenthalts Medikamente einnehmen müssen, welche potenziell zu gefährlichen Wechselwirkungen mit mehr oder weniger heftigen Nebenwirkungen und negativem Einfluss auf die Gesundheit des betroffenen Patienten führen würden. Solche Softwaresysteme sind bereits seit mehr als zwei Jahrzehnten auf dem Markt und gehören zu den Standardlösungen in „eSanté"-Systemen.

Fragen:

1. Wenn auch die Initiative der Direktion des CHdN absolut zu begrüßen ist, so stellt sich doch die Frage, wieso erst im Jahr 2013 eine solche Software flächendeckend in einem Klinikum des Landes eingesetzt werden soll. Ist Luxemburg in Sachen eSanté so rückständig?

2. Wenn ja, wieso, auch bezugnehmend auf die Tatsache, dass in unserem Gesundheitswesen immer das notwendige Geld für solche Innovationen zum Wohle des Patienten vorhanden gewesen wäre? Fehlte es bisweilen am politischen eSanté-Leadership?

3. Immer wieder wird darauf hingewiesen, dass es im nationalen Gesundheitssystem zu einheitlichen Softwarelösungen kommen solle. Heißt dies nunmehr, dass die CHdN-Software später in allen Kliniken des Landes zum Einsatz kommen wird?

4. Wie sieht die Überwachung der medikamentösen Therapien in den Alters- und Pflegeheimen des Landes aus? Sind dort ebenfalls Computerprogramme im Einsatz welche die Wechselwirkungen überwachen können?

5. In welchem Maße sollen Pflegenetze („réseaux de soins à domicile") mit solchen Softwarelösungen ausgerüstet werden, um die von ihnen verabreichten medikamentösen Therapien bei Patienten zu Hause anhand ihrer mobilen Computer/Smartphones auf Wechselwirkungen zu überprüfen?

6. Was sagen die offiziellen nationalen Gesundheitsstatistiken aus über Notfälle hierzulande, welche auf Wechselwirkungen von Medikamenten zurückzuführen sind? (Einweisungen in die Notfalldienste, Todesfälle). Welcher Code ICD 10 („intoxication médicamenteuse involontaire") ist in diesem Sinne hierzulande wie viele Male (in den letzten zehn Jahren) ausgewählt worden?

7. Wie sieht die Situation in den nationalen Apotheken aus mit einer Softwarelösung, welche die Wechselwirkungen anzeigen kann? In welchem Maße sind Apotheker haftungspflichtig, wenn sie Medikamente ausgeben, welche nachweislich und potenziell zu Wechselwirkungen führen?

Réponse (4.12.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La démarche globale de sécurisation du circuit du médicament au Centre Hospitalier du Nord (CHdN) a commencé il y a six ans et couvre maintenant l'ensemble du cycle de la distribution des médicaments dans cet établissement, c'est-à-dire la prescription informatisée par le médecin, l'analyse pharmaceutique des prescriptions par les pharmaciens hospitaliers, la préparation individualisée automatisée, la délivrance nominative journalière (pour chaque patient dans son unité de soins et par 24h) et l'administration au patient.

Toutes ces étapes font l'objet de processus de contrôle, de validation et de consignation de l'information et sont soutenues par la mise en œuvre de technologies de l'information, ceci pour une traçabilité et une sécurité optimales. Le système d'aide à la prescription médicamenteuse constitue un maillon important dans le dispositif mis en œuvre. Le déploiement complet en place au CHdN implique toutefois bien plus que la simple utilisation d'un logiciel de prescription, mais la mise en œuvre d'un ensemble de processus pour une gestion optimale des risques.

Un nombre croissant d'établissements hospitaliers en Europe ont pu mettre en œuvre un tel dispositif complet. Toutefois ce type de démarche n'est pas encore la règle.

L'informatisation et l'automatisation du circuit du médicament restent aujourd'hui à des stades différents de déploiement dans les établissements hospitaliers luxembourgeois en raison de choix stratégiques spécifiques à ces établissements. D'autres établissements hospitaliers, par exemple le Centre Hospitalier Emile Mayrisch, ont cependant eux aussi mis en place des solutions informatiques en la matière.

En raison du caractère facultatif du codage, il n'existe actuellement pas de statistiques représentatives de l'impact des interactions médicamenteuses sur le nombre et la durée des séjours hospitaliers dans notre pays. Par contre, les statistiques des causes de décès montrent que, de 2007 à 2011, quatre personnes sont décédées suite aux effets indésirables de médicaments et substances biologiques au cours de leur usage thérapeutique (codes Y40-Y59 de la classification internationale des maladies).

En Europe, selon les statistiques de 2012, des erreurs médicamenteuses de prescription surviennent dans 7,5% des cas dans le secteur ambulatoire et dans 0,3 à 9,1% des cas dans le secteur hospitalier. Le taux d'erreur de préparation médicamenteuse est beaucoup plus faible (0,08% dans le secteur ambulatoire et de 1,6 à 2,1% dans le secteur hospitalier), alors que le taux d'erreur d'administration des médicaments est élevé dans le secteur hospitalier (3-8%).

Il est reconnu que la mise en place de systèmes informatiques, notamment d'aide à la prescription médicamenteuse, est un levier d'amélioration de la sécurité des soins et peut contribuer à la réduction des erreurs de prescription et des effets indésirables évitables, en favorisant l'application des recommandations de bonne pratique et de bon usage des médicaments.

Le schéma directeur national des systèmes d'information de santé établi par l'Agence eSanté pour les trois prochaines années fixe le cadre de la modernisation des logiciels utilisés dans le secteur de la santé. Cette modernisation des outils devra permettre un meilleur échange et partage des données médicales entre les professionnels de la santé. Le dossier de soins par-

tagé (DSP) sera un composant fondateur des usages de ces futurs partages afin d'améliorer la qualité de la prise en charge coordonnée des patients.

Dans le cadre de ses missions, l'Agence eSanté cherchera ainsi à développer le volet «eMédication». Sera recherchée dans le domaine de la médication, la mise à disposition au niveau national d'une meilleure information sur la médication active à travers la consolidation de l'information relative aux médicaments prescrits et délivrés au patient.

L'Agence eSanté entend aussi travailler sur les référentiels et sur la labellisation des outils de prescription électronique. Elle mettra aussi à disposition des prestataires intéressés un outil d'aide à la prescription, au travers du dossier de soins partagé (DSP), qui favorisera le contrôle des interactions médicamenteuses et la détection d'allergies.

Question 2880 (20.9.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **Centre de documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé:**

L'ancienne gare de Hollerich, siège du Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé (CDREF), dépendant du Ministère d'État, est un lieu d'histoire et de mémoire exceptionnel du Grand-Duché de Luxembourg. L'intérêt et le succès des travaux de recherche et de sensibilisation entrepris par le CDREF confortent ses acteurs à poursuivre les efforts investis dans le travail contre l'oubli et le négationnisme.

Fréquenté régulièrement par des élèves, étudiants et chercheurs, la valeur et le potentiel pédagogiques de ce centre sont par conséquent incontestables.

Or, si le bâtiment central - ou ce qui en reste - est bien restauré, force est de constater que le site se trouve dans un état peu digne de sa portée historique. L'aspect visuel peu attractif n'incite ni à la visite ni au recueillement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre d'État:

- Le Gouvernement a-t-il la volonté de pourvoir à un réaménagement complet de ce site marqué par l'occupation nazie de sorte à en faire un lieu commémoratif cohérent et plus vaste, conçu comme Mémorial national sous la tutelle d'un Centre d'études sur la Seconde Guerre mondiale?

Réponse (21.11.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député veut savoir s'il est prévu de réaménager les alentours du Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé (CDREF) à la gare de Hollerich et d'y implanter un Mémorial national sous la tutelle d'un Centre d'études sur la Seconde Guerre mondiale.

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, de plans concernant un réaménagement du site du CDREF. Force est de constater, et Monsieur le Député le relève à juste titre, que le bâtiment qui héberge le CDREF et le Mémorial de la Déportation a été restauré lors de l'installation du CDREF.

Si l'idée d'un Centre d'études sur la Seconde Guerre mondiale regroupant les différents centres existant à l'heure actuelle et dédié à la recherche et à la documentation concernant tous les aspects de la Deuxième Guerre mondiale au Luxembourg me semble être une idée qu'on pourrait approfondir, cette question comporte des aspects qui sont d'une portée telle qu'elle devra être tranchée par le Gouvernement issu des élections du 20 octobre.

Question 2887 (25.9.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **promotion de l'eSanté:**

Die privaten Labors in Luxemburg bieten einen mehr oder weniger ausgedehnten „Onlineservice" an, unter anderem um ihren Kunden die Resultate von Blutanalysen und anderen biologischen Untersuchungen auf Distanz (sprich „online") und zeitnah zur Verfügung zu stellen. Diese Dienstleistungen werden nicht nur von einer bestimmten Bevölkerungsschicht eingefordert, sondern auch bei Zurverfügungstellung derselben intelligent genutzt, unter anderem um die Kommunikation von Gesundheitsdaten und -informationen bei den verschiedenen ärztlichen Dienstleistern wie auch den Klinikbehandlungen zu unterstützen. Auch für den Referenzarzt sind diese elektronischen Unterlagen und ihre zeitnahe Zurverfügungstellung von großem Nutzen in der Versorgung von Patienten und der Bestimmung von angepassten Behandlungen. Daneben können sie leicht in der elektronischen Patientenakte abgespeichert werden. Nun sieht es aber so aus, als ob eher die privaten Labors hierzulande diese elektronischen Dienste anbieten würden und Labors, die in Akutkliniken des öffentlichen Gesundheitswesens angesiedelt sind, dies zum jetzigen Zeitpunkt weniger bis gar nicht im Dienstleistungsangebot führen würden.

Fragen:

1. Kann der Minister bestätigen, dass es vornehmlich die privaten Labors sind, die auf diesem Gebiet innovieren und patientenorientierte Dienstleistungen im eSanté-Bereich anbieten?

2. Falls ja, wie erklärt der Minister sich diese vermeintliche Schieflage mit unterschiedlichen Entwicklungsstadien im eSanté-Bereich im nationalen Gesundheitswesen?

3. Wie gedenkt der zuständige Minister den Rückstand in der Entwicklung von Onlinediensten zum Nutzen der Kunden und Patienten von Kliniken in diesem Lande schnellstmöglich aufholen zu lassen? Was sind konkrete Maßnahmen, die der Minister umsetzen will, und in welchen Zeiträumen?

4. In unserem Gesundheitswesen wird ja oft und gerne das Alibiargument des Datenschutzes vorgebracht, um die Verspätungen in der Umsetzung von eSanté-Modalitäten zu erklären. Wie kommt es dann, dass die privaten Labors diese Hürde scheinbar problemlos nehmen konnten?

5. In welchem Maße haben staatliche Instanzen die Privatlabors technisch und finanziell unterstützt, um diese Dienste aufbauen und nunmehr erfolgreich betreiben zu können?

6. Welche finanzielle Unterstützung gewähren das Gesundheitsministerium oder andere öffentliche Instanzen, um ein Privatlabor bei seinem Auftritt auf der Medica 2013 zu unterstützen?

Réponse (22.11.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les laboratoires privés ont historiquement mis en place des systèmes de communication électronique de leurs résultats. Ils travaillent aujourd'hui sur des réseaux sécurisés propres. Les obstacles rencontrés dans la mise en place de services innovants par les laboratoires pour la communication de leurs résultats ont pu être contournés par la mise en place d'outils propriétaires.

Ainsi, des laboratoires privés d'analyses de biologie médicale mettent avec succès à disposition des patients la possibilité de visualiser en ligne ou moyennant une application dédiée (iPhone, iPad…) le résultat des analyses de biologie médicale et offrent un certain nombre de services y associés à partir des données historiques disponibles auprès d'eux. Ces outils sont aussi utilisés en appui de la communication de données et d'informations de santé à destination des médecins prescripteurs concernant les patients qui ont eu recours à un laboratoire particulier. Les services innovants ainsi offerts sont d'une utilité certaine pour de nombreux patients et médecins.

L'Agence eSanté entend offrir, dans le cadre de la mise en place du dossier de soins partagé (DSP), une plateforme d'échange et de partage mutualisée. La plateforme eSanté et le DSP offriront un environnement sécurisé large, incluant tous les acteurs, qu'ils soient publics ou privés, professionnels ou patients. L'outil mis en place par l'Agence eSanté a pour vocation de regrouper à terme au sein du dossier de partage du patient toutes les analyses de laboratoire exécutées, indépendamment du secteur dans lequel l'analyse a été pratiquée [laboratoires privés, laboratoires hospitaliers, Laboratoire National de Santé (LNS)]. Cette mutualisation a une grande plus-value par rapport à un système reposant sur différentes plateformes disparates, notamment en termes de complétude de l'information et de convivialité pour l'utilisateur. Le patient et le médecin pourront se connecter à une plateforme commune, offrant de multiples services.

La mise en place du DSP est complexe à réaliser pour nécessiter la mise en place d'un degré important d'interopérabilité entre les différents systèmes sources. Actuellement l'ensemble des acteurs du secteur de la santé sont impliqués.

En ce qui concerne l'échange de données de laboratoires, un laboratoire privé est ainsi fortement engagé dans les travaux sur le codage des analyses pour l'interopérabilité et les établissements hospitaliers font partie des établissements-pilotes pour la mise en place des flux d'échanges entre leurs laboratoires propres et la plateforme eSanté. Le LNS a également participé aux groupes de travail autour du codage des analyses.

Le travail effectué au niveau de l'Agence eSanté, en partenariat avec les laboratoires publics et privés, vise à constituer un catalogue des analyses basé sur la codification internationale LOINC, un catalogue des techniques d'analyse nécessaires pour la comparaison des résultats effectués par différents laboratoires, et un cadre d'interopérabilité.

Le but recherché est d'avoir un outil de récupération des résultats, a minima sous forme PDF, utilisable entre tous les acteurs du Luxembourg, mais également au niveau de la Grande Région.

Il est actuellement prévu de mettre en place l'échange et le partage de données de laboratoires au sein du DSP à travers plusieurs étapes. Dans une 1ère étape de connexion, prévue début 2014 avec le lancement du DSP, la communication des résultats se fera sous un format PDF (HL7 CDA niveau 1[1]). Après une phase test d'échange de résultats plus structurés en format HL7 CDA niveau 2 pour quelques types d'analyses seulement, un élargissement du catalogue des analyses pouvant être codées en CDA niveau 2 est prévu tout au long des années 2014 et 2015.

Question 2888 (26.9.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **conditions de travail dans le secteur de la santé:**

Schwierige Arbeitsverhältnisse und damit verbunden schwere Bedingungen im Gesundheits- und Sozialwesen sind von der Uni Luxemburg zusammen mit dem Auftraggeber „Chambre des Salariés du Luxembourg" (CSL) im „Quality of work index" festgestellt worden.

So wie es Insider des Gesundheits- und Sozialwesens bereits seit längerer Zeit wissen, grassiert in der Arbeitswelt dieses Sektors ein „Malaise" von hochdimensionalem Ausmaß. Und diese Zustände spiegeln sich denn auch andeutungsweise in der „Quality of work index"-Studie zum Teil wider und werden durch diese belegt und bestätigt. Wenn die Arbeitsbedingungen in diesem auf den Menschen zentrierten Sektor für das dort beschäftigte Personal psychisch und körperlich so belastend geworden sind, dass sie krank machen, dann hat dieses Problem systemischen Charakter erlangt. Vieles deutet darauf hin, dass an der Wurzel dieses Syndroms organisatorische Probleme und fehlende Humanressourcen in den Strukturen des Gesundheits- und Sozialwesens zu finden sind. Hinzu kommt dem Vernehmen nach ein Phänomen der gefühlten Überforderung angesichts der tagtäglichen Veränderungen, die durch Informatisierung und die damit verbundene Umstellung von Herangehensweisen, Prozessen und Abläufen hinzukommen. Dabei sind die Zusammenarbeit und die Kommunikation tagtäglich gefordert und stoßen dennoch immer wieder an ihre Grenzen. Bei der Erwartung von Resultaten („obligation de résultat"), der sich die Gesundheitsberufler ausgesetzt sehen, werden der psychische Druck und der permanente Stress dann noch intensiver.

Fragen:

1. Kann der zuständige Minister die Probleme bezüglich der Arbeitsbedingungen im Gesundheits- und Sozialwesen anhand von objektiven Daten bestätigen?

2. Für den Fall, dass objektive nationale Daten vorliegen sollten, was sagt die Statistik über die Zahl der Burn-out-Erkrankungen und Langzeit-Krankschreibungen im Gesundheits- und Sozialwesen aus, dies im Vergleich mit anderen Sektoren der nationalen Wirtschaft?

3. Ab wann müsste die „Inspection du travail et des mines" (ITM) Investigationen im Gesundheits- und Sozialwesen anstellen, wenn ersichtlich wird, dass krank machende Arbeitsverhältnisse vorliegen?

4. Gibt es hierzulande Studien über die Ursachen von Burn-out-Erkrankungen und Langzeit-Krankmeldungen bei Personen, die in den letzten Jahren im Gesundheits- und Sozialwesen beschäftigt und von diesem Phänomen des krank machenden psychischen Stresses betroffen waren?

5. Falls ja, was waren die Resultate und welche konkreten Schlussfolgerungen können unmittelbar gezogen werden?

6. Denkt der zuständige Minister nicht auch, dass dringend organisationsbezogene Audits in den Strukturen des Gesundheits- und Sozialwesens dieses Landes durch neutrale Wissenschaftler durchgeführt werden müssten, um endlich eine Situationsanalyse zu erhalten?

7. Denkt der Minister nicht auch, dass das „Malaise" im nationalen Gesundheits- und Sozialwesen mittlerweile systemischen Charakter errungen hat und dass dringendster Handlungsbedarf besteht?

Réponse (25.11.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die Arbeitsbedingungen im Gesundheits- und Sozialwesen können aus verschiedenen Umfragen bewertet werden.

Eine Umfrage aus dem Jahr 2006 über beruflich bedingten Stress in Luxemburg („Étude Légeron") zeigte bei den Beschäftigten im Gesundheits- und Sozialwesen in 47% der Fälle ein hohes bis sehr hohes Stressniveau auf, bei 56% eine hohe Tendenz zu Angstgefühlen, bei 24% hohe depressive Neigungen. Die hauptsächlichen Stressfaktoren sind hier Arbeitsorganisation und Arbeitsdruck sowie Desorganisation von Arbeitszeit und Freizeit.

Der „Quality of work index 2013" (erstellt von der Uni Luxemburg und der Arbeitnehmerkammer) berichtet bei den Beschäftigten im Gesundheits- und Sozialwesen über häufige Konfliktsituationen am Arbeitsplatz bei 5,8% der Befragten, über sehr häufigen Stress bei 35,4% der Befragten und sehr oft große physische Anstrengungen bei 46% der Befragten. Nur 56% der Beschäftigten in diesem Sektor verfügen über autonome Arbeitszeiteinteilung.

Auf Luxemburg bezogene Daten können auch aus den Jahresberichten der Arbeitsmediziner des Gesundheits- und Sozialsektors zusammengesetzt werden.

Nach den rheumatologischen beziehungsweise orthopädischen Pathologien werden am zweithäufigsten psychische Probleme vom Arbeitsmediziner bei Routine- oder obligatorischen Untersuchungen aufgezeichnet. Diese Probleme erstrecken sich von Depressionen, Angstzuständen bis hin zu schweren psychotischen Erkrankungen mit einer großen Abwesenheitsrate. Seit 2008 erkennt man laut diesen Berichten eine deutliche Erhöhung von Stresssituationen.

Question 2893 (30.9.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **problème de munition de la Police grand-ducale:**

Concernant le problème persistant de la munition livrée aux services de la Police grand-ducale, il me revient que les revolvers de service de la police ont dû être transformés afin de minimiser les ratés. Or, les manipulations réalisées rendent plus difficile l'utilisation des armes, de sorte que la sécurité des policiers et de ceux qu'ils tentent de protéger s'en trouve compromise. Relevons encore que dans sa réponse à la question parlementaire n°2633 du 21 mars 2013 *(cf. compte rendu n°8/2012-2013)*, Monsieur le Ministre indique avoir chargé le directeur général de la police d'«établir une analyse détaillée des problèmes soulevés» et de «proposer des solutions envisageables à court et moyen terme».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer du résultat de cette analyse? Quelles sont les solutions envisageables proposées par le directeur général de la police? Quelles solutions Monsieur le Ministre entend-il mettre en œuvre?

2. Que pense Monsieur le Ministre de la proposition du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg de remplacer les revolvers utilisés actuellement par des pistolets?

3. Quant aux problèmes techniques avec le lot de 95.000 pièces livré le 21 novembre 2012, dont fait mention Monsieur le Ministre dans la réponse à la question parlementaire précitée, le Gouvernement a-t-il demandé un dédommagement de la part du fabricant ou le fabricant a-t-il proposé un tel dédommagement? Dans l'affirmative, en quoi consiste ce dédommagement? Quel a été le prix d'achat de ce lot de 95.000 pièces?

4. Dans un contexte où autant les armes que la munition posent problème, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre?

Réponse (21.11.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le directeur général de la police, après analyse des problèmes soulevés, a pris les dispositions techniques qui se sont imposées, tant au niveau des armes que de la munition acquise. Aucun remplacement des armes de service ne s'est indiqué à ce moment.

[1] Plus d'Informations sur HL7 CDA sont disponibles en ligne: http://de.wikipedia.org/wiki/Clinical_Document_Architecture

Lors de la livraison du lot mentionné, le fournisseur a dédommagé la police avec une remise sur le prix de la livraison. Il importe de souligner que le lot à problèmes a été utilisé par la police, mais à des fins d'entraînement.

Question 0006 (27.11.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **projet «Eis Schoul»:**

Laut Informatiounen, déi an der Gemeng Lëtzebuerg zirkuléieren, soll de Pilotprojet „Eis Schoul" um Enn vun dësem Schouljoer auslafen. Och wann dëse Projet d'Grondschoul betrëfft, esou ass en dach vum Éducatiounsministère initiéiert a pilotéiert ginn. De Ministère dréit also och weiderhi Verantwortung fir d'Aschoule vun de Kanner, déi un dësem Pilotprojet deelgeholl hunn.

Dowéinst wéilt ech der Madame Éducatiounsministesch dës Froe stellen:

1. Wéi eng Ursaachen hunn zum Enn vun deem Projet geféiert?

2. Wéi vill Kanner waren zënter der Rentrée 2009, pro Schouljoer, an „Eis Schoul" ageschriwwen? Wéi hunn dës Kanner sech op déi verschidde Schoulklasse respektiv Zykle verdeelt?

3. Op wéi eng Klassen (secondaire classique, secondaire technique, modulaire, aner Schoulen am In- an Ausland) sinn d'Kanner no der Grondschoul an „Eis Schoul" orientéiert ginn?

4. Wat huet de Projet „Eis Schoul" iwwer all déi Jore kascht, a wéi vill Méikäschte waren dëst am Verglach mat enger normaler Grondschoul?

5. De Projet ass mam Argument vun der Fuerschung gefouert ginn. Wat si konkret Resultater aus där Fuerschung? Wéi eng Publikatioune sinn an international unerkannte Fachzäitschréfte publizéiert ginn?

6. Ass et richteg, datt an Zukunft Fuerschung an Unterrecht net méi matenee solle kombinéiert ginn?

7. Sinn, bei den Evaluatioune vum Projet, Vergläicher gemaach ginn tëscht dem Erreeche vu gewësse Kompetenzniveauen tëscht de Kanner vun „Eis Schoul" a Kanner aus anere Grondschoulen?

8. Wéi eng Pläng huet de Ministère fir d'Kanner, déi am Ament an „Eis Schoul" ginn, fir d'Rentrée 2014/2015? A wéi engem Mooss ginn d'Servicer vun der Gemeng Lëtzebuerg bei dëser Ëmstellung ënnerstëtzt? Sollen dës Kanner, esou wäit wéi méiglech, nees an hir Quartiersschoul integréiert ginn?

9. De Projet „Eis Schoul" huet besonnesch vill Ressourcen zougedeelt kritt, och fir de Volet Personal. Zur selwechter Zäit gëtt de Kontingent fir déi aner Schoulen an der Stad kontinuéierlech reduzéiert. A wéi engem Mooss kann d'Stad Lëtzebuerg mat zousätzleche Stonne rechnen, zum Beispill fir d'Kanner mat spezifesche Besoinen an hirer Quartiersschoul ze integréieren?

10. Wéini sinn d'Enseignanten an d'Elteren informéiert ginn, datt de Projet ausleeft? Wéini ass den „Conseil d'école" informéiert ginn?

11. Kritt den Aus vum Pilotprojet „Eis Schoul" Répercussiounen op de Projet „Neie Lycée"?

Réponse (29.11.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Zu der parlamentarescher Ufro N°6 vum Här Deputéierte Fernand Kartheiser iwwert d'École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, déi allgemeng „Eis Schoul" genannt gëtt, kann ech e puer Preziséoune ginn. Ech ënnersträiche fir d'Éischt, datt d'Entwécklung vun där Schoul zanter dem Ufank gutt dokumentéiert ass. Jiddwereen, dee sech reell dofir interesséiert, ka sech intensiv an de Rapports d'activité vum Éducatiounsministère an um Site vun der Schoul informéieren.

Ech hat ganz detailléiert d'Situatioun vun der Schoul, hir Projeten an d'Recherche beschriwwen a menger Äntwert op d'Question parlementaire N°2031 *(cf. compte rendu n°9/2011-2012)* vum Här Deputéierte Claude Adam. Dofir ginn ech hei elo just e puer méi kuerz Explikatiounen.

Ech si frou, datt ech ka verschidde Saache kloerstellen. Ech bedaueren, datt ëmmer erëm vu wéineg informéierter Säit Rumeure gestreet gi mat der Intentioun, d'Personal vun der Schoul, d'Schüler an d'Eltere vun de Schüler ze perturbéieren.

Zu de Froe vum Här Kartheiser:

1. De Projet ass net zu Enn! Et ass net envisagéiert ginn, d'Schoul zouzemaachen, mä de legale Kader muss adaptéiert ginn.

2. D'Schülerzuel vun „Eis Schoul" huet sech bei ongeféier 100 stabiliséiert, mat prinzipiell 15 Schüler pro Joergang, also 45 Kanner am 1. Cycle an 30 am 2. Cycle. Eng Partie Elteren hunn hir Kanner nom 2. oder 3. Zyklus aus der Schoul erausgeholl, esou datt d'Schülerzuel am 3. an am 4. Zyklus méi niddreg ass.

All Joer kommen iwwer 100 Demanden era vun Elteren, déi hiert Kand wëllen an der Schoul aschreiwen, fir déi 15 Plazen am Précoce, déi do sinn.

3. D'Schoul ass 2008/2009 opgaang, dat heescht déi éischt Kohort vu Schüler, déi do hir Scolaritéit ugefaangen hunn, sinn nach net ganz derduerch.

Bis elo si wéineg Schüler aus „Eis Schoul" an de Postprimaire gewiesselt. Et ass net sënnvoll, doriwwer Statistiken ze maachen.

4. „Eis Schoul" ass net nëmmen eng Grondschoul, mä praktizéiert och Ganzdagsbetreiung an Inklusioun am Alldag. Et muss ee se also considéréiere wéi eng Grondschoul plus Maison relais oder Foyer scolaire, an och nach mat enger Betreiung vu Schüler, déi soss an engem Centre d'éducation différenciée wieren.

D'Käschte vun den Infrastrukture gi vun der Stad Lëtzebuerg iwwerholl. De Ministère stellt d'Personal.

Dobäi kann ee feststellen, datt an „Eis Schoul" méi Personal ass wéi soss dohier an enger Grondschoul plus Maison relais oder Foyer scolaire.

Fir d'Zuel vun den Enseignanten entsprécht „Eis Schoul" dem Kontingent vun der Stad Lëtzebuerg, woubäi allerdéngs an „Eis Schoul" d'Kanner zwou Stonne méi Schoul hunn. Dat ass esou am Projet virgesinn.

Sozio-edukatiivt Personal ass néideg wéinst der Ganzdagsbetreiung, an och well eng Partie Schüler mat Besoins spécifiques do sinn. Et ass jo eng vun de Missioune vun deem Projet, inklusiv ze schaffen.

Et ass nach ze bemierken, datt d'Ganzdagsbetreiung an „Eis Schoul" gratis ass. Just d'Iesse muss bezuelt ginn. De System vun de Chèques-services gëtt do net applizéiert.

5. Wat d'Fuerschung an d'Projeten an d'Publikatiounen ugeet, do hunn ech dat an der Äntwert op d'Question parlementaire N°2031 explizéiert.

6. De Konzept vun Enseignants-chercheurs huet sech als schwiereg erwisen. Wa Fuerschung, da sollt déi vun den habilitéierte Fuerscher vun der Universitéit vu Lëtzebuerg oder soss engem qualifizéierten Institut duerchgefouert ginn.

Am Moment sinn zwee Projeten amgaang, wou Chercheurë vun der Universitéit mat Enseignanten an „Eis Schoul" zesummeschaffen.

7. Bei den Épreuves standardisées an der Grondschoul ass „Eis Schoul" mat abezu ginn. D'Resultater dovu sinn, wéi bei alle Schoulen, un d'Enseignantë gaang.

8. Et ginn a mengem Departement keng Pläng, d'Schoul zouzemaachen.

Bei der Réunioun, déi ech mat der Schäffin an de Servicer vun der Stad Lëtzebuerg am Summer 2013 hat, ass dat och net envisagéiert ginn.

9. Wa Kanner mat spezielle Besoinen an eng Schoul integréiert ginn, da kënnen ëmmer zousätzlech Ressourcen ugefrot ginn.

Ech ënnersträichen, datt d'Personalressourcen an „Eis Schoul" net iwwert dat erausginn, wat aner Schoulen zegutt hätten, déi dee Prozentsaz vu Kanner mat enger Behënnerung géife betreien.

10. Et ass un der nächster Regierung, eng eventuell Änderung vum Gesetz unzehuelen, déi vun der Stad Lëtzebuerg an dem Éducatiounsministère proposéiert gëtt.

11. Ech gesi kee Lien mat dem Lycée Ermesinde vu Miersch.

Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013-2014

Question 0001 (15.11.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **contenu des codes-barres sur les lettres des administrations:**

Wa sech e Bierger schréftlech un de Sozialversécherungsministère adresséiert, da fënnt en um Bréif, deen en als Äntwert kritt, ënner anerem och e Stréchcode. D'Presenz vun dësem Code-barres, dee vill concernéiert Leit einfach net kënnen novollzéien, werft eng Rei Froen op, wat den Dateschutz an d'Transparenz vun enger Verwaltung vis-à-vis vum Bierger ugeet.

Dowéinst wéilt ech dem Här Sozialversécherungsminister an der Madame Ministesch fir d'Fonction publique dës Froe stellen:

1. Aus wéi enge Grënn gräift de Sozialversécherungsministère op esou e System zréck, wann e sech un e Bierger adresséiert?

2. Op wat genee bezitt sech de Stréchcode? Op wat fir eng Donnéeë kritt een Accès, wann esou e Stréchcode gelies gëtt?

3. Wien huet d'Méiglechkeet, de Stréchcode ze liesen?

4. Wat fir eng Moossname goufe getraff, fir den Dateschutz ze garantéieren an all Abus ze verhënneren?

5. Gëtt dësen oder en ähnleche System och vun anere Verwaltungen ugewannt?

6. Wier et am Kader vum Dateschutz a vun enger méi grousser Transparenz vis-à-vis vum Bierger net sënnvoll, op den aktuelle System mam Stréchcode ze verzichten an, falls wierklech néideg, op en aneren zréckzegräifen?

Réponse (17.12.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En Vue vun der Modernisatioun vun de Verwaltunge benotzen de Sozialversécherungsministère an d'Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet zënter 2003 eng gemeinsam elektronesch Dokumenteverwaltung. An de Joren 2003 bis 2012 war dëst eng méi isoléiert Léisung, mä zënter August 2012 benotzen déi zwou Verwaltungen eng Plattform, déi vum Informatikzentrum vum Stat zur Verfügung gestallt gëtt (SIDOC).

1. Vu datt all de Courrier an dëse System agedroe gëtt, ginn och d'Äntwerten iwwert dëse Wee verfaasst. Dëst erlaabt een eenheetlecht, méi séchert a méi effizient Schaffen am Déngscht vum Bierger.

2. De Stréchcode ass eng computerliesbar Duerstellung vun der Referenz (z.B. «801xe645f»), déi och kloer liesbar op de Bréiwer ze fannen ass. Am Stréchcode befanne sech soss keng aner Donnéeën.

Déi intern Prozedure bei deenen zwou Verwaltunge gesi vir, datt all Dokument, wat elektronesch validéiert an duerno manuell ënnerschriwwe gouf, virum Erausschécken nach eng Kéier gescannt gëtt. Dëst stellt sécher, datt fir all Affär e kompletten Dossier besteet. De Stréchcode-System erlaabt, fir ënnerschriwwen Dokumenter hiren Originaler zouzeuerdnen a fir Relatiounen zwëschen Dokumenter, déi erakommen an erausginn, ze ënnerhalen.

3. Jiddwereen, deen eng Barcode-App op sengem Mobiltëlefon huet, kann dee Barcode liesen. De Stréchcode-System, dee benotzt gëtt, ass näischt anescht ewéi eng Computerschréft, déi all Bierger och selwer op sengem Computer ka benotzen. Detailléiert Informatiounen doriwwer fënnt een op http://en.wikipedia.org/wiki/Code_39.

4. De Stréchcode a sech ass eng intern Dokumentreferenz. D'Dokumenteplattform selwer respektéiert d'Dateschutzgesetz vun 2002, mat ënner anerem der Ëmsetzung vun deenen am Artikel 23 préconiséierte Sécherheetsmesuren. Esou ass z.B. den Accès exklusiv aus dem Statsréseau méiglech, an nëmmen op Basis vun engem authentifizéierten an zentral géréierten Accès. Déi streng Rechteverwaltung an eng adequat Traçabilitéit erméiglechen, datt déi concernéiert Beamte just Zougréff op Dokumenter aus hirer Verwaltung hunn.

5. Dëse System gëtt an anere Verwaltungen agesat an ass eigentlech als zentral Dokumenteverwaltung beim Stat geduecht. Dobäi kënnt all Verwaltung just un hir Dokumenter, ausser wann Échangen explizit definéiert an erlaabt goufen. D'Verwaltungen hunn och nach e gewëssenen Handlungsspillraum, wat d'Signaturesprozeduren an den Archivage ugeet, esou datt se net alleguer dee vun dem Departement Sécurité sociale agesatene Barcode benotzen.

6. Wéi uewen erkläert, ass de Stréchcode just eng Nummer, also vum Dateschutz hier onbedenklech.

Question 0004 (21.11.2013) de **Mme Corinne Cahen** *(DP)* concernant l'**utilisation future de la fréquence de la radio DNR:**

J'ai appris par voie de presse que la radio DNR allait disparaître et que sa fréquence allait être utilisée dans une «joint-venture» RTL/Saint-Paul afin d'y diffuser une radio en langue française.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Médias et de la Communication:

- Est-ce que la fréquence de la radio DNR peut, d'après le cahier des charges, être utilisée pour y diffuser une radio dans une langue autre que le luxembourgeois?

- D'après la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, les «permissions sont accordées après publication d'un appel de candidatures». Est-ce que, par conséquent, les fréquences de la radio DNR qui arrêtera donc d'exister, n'auraient pas dû faire l'objet d'un appel à candidatures?

- La loi du 27 juillet 1991 avait été votée pour diversifier la presse et plus précisément les radios au Luxembourg. Avec la reprise par RTL des fréquences DNR (en collaboration avec la radio française RTL 2) et étant actionnaire majoritaire d'Eldoradio, RTL se retrouvera à nouveau unique radio commerciale hors concurrence au Luxembourg. Qu'en est-il alors de la diversité radio au Grand-Duché prévue par la loi?

Réponse (24.12.2013) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Par sa question parlementaire l'honorable Députée soulève la question de savoir si la modification de la grille de programmes de la radio DNR dans le sens annoncé (insertion d'éléments de contenus en langue française) est conforme à la permission actuellement en vigueur.

Le service de radio sonore DNR est actuellement exploité par la s.à r.l. Société de Radiodiffusion luxembourgeoise. En date du 21 juillet 1992, une permission pour l'exploitation d'une radio à réseau d'émission sous le nom de «DNR, den neie Radio», a été octroyée à la SRL, permission qui comporte le droit de diffuser le service moyennant les fréquences 94,3, 102,9 et 104,2. Cette permission a été renouvelée en 2002 et en 2012 et viendra à échéance en 2022.

La permission a été accordée par la Commission indépendante de la radiodiffusion (CIR). Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 août 2013 portant création de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de la radiodiffusion, les compétences de la CIR en matière d'octroi de permission aux radios à réseau d'émission ont été transférées à la nouvelle autorité. Il appartiendra dès lors à cette autorité de trancher toute question relative aux éventuels changements qui affecteraient les modalités et conditions d'exploitation de l'actuelle permission et d'en tirer les conséquences qui s'imposeront.

Question 0005 (22.11.2013) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **règlement grand-ducal d'exécution de la loi antitabac:**

La loi du 11 août 2006, telle que modifiée par la loi du 18 juillet 2013, interdit dorénavant aux clients des cafés et bistrots d'y fumer.

La loi en question prévoit la possibilité pour les établissements concernés d'installer un fumoir qui devra cependant respecter certains critères à établir par un règlement grand-ducal qui est inexistant à ce jour, alors que la loi va entrer en vigueur au 1er janvier 2014.

- Quelles sont les raisons qui ont empêché à ce jour l'entrée en vigueur du règlement d'exécution en question?

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients qu'à défaut de règlement d'exécution, les établissements concernés sont dans l'impossibilité matérielle absolue de préparer l'entrée en vigueur de la loi, i.e. de planifier, faire autoriser, financer et faire exécuter les travaux d'installation d'un fumoir?

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients du fait que l'État risque de voir engager sa responsabilité pour dysfonctionnement de ses services suite à cette omission d'adopter le règlement d'exécution en temps utile?

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients que bon nombre d'établissements risqueront de devoir licencier du personnel, voire de fermer leurs portes suite à cette omission de la part du Ministère de la Santé?

Au vu de ce cas pratique, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que dans l'avenir il faudra prendre soin de:

- soit établir les règlements d'exécution en même temps que les lois, de sorte que ces derniers puissent être publiés en même temps ou du moins dans un délai rapproché de la publication des lois de base?

- soit prévoir systématiquement dans les lois qu'à défaut de publication des règlements

d'exécution, l'entrée en vigueur de la loi est suspendue jusqu'à la publication de tous les règlements d'exécution y prévus?

Réponse commune (30.12.2013) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le projet de loi n°6494 devenu la loi du 18 juillet 2013 modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, et qui renvoie à un règlement grand-ducal pour la fixation des modalités de conception et des caractéristiques techniques d'un fumoir, a été déposé à la Chambre des Députés le 30 octobre 2012.

Les travaux d'élaboration de cette réglementation, à laquelle était étroitement associée la Chambre des Métiers, ont débuté en janvier 2013.

Dès l'adoption du projet de loi par la Chambre des Députés, le Ministre de la Santé a soumis le texte du projet de règlement grand-ducal aux organismes consultatifs, ceci après en avoir présenté le texte en date du 5 juillet 2013 au Conseil de Gouvernement.

Le Conseil d'État, saisi le 18 juillet 2013, a rendu son avis en date du 26 novembre 2013.

Après son adoption définitive, le règlement grand-ducal fixant les caractéristiques techniques et les modalités de conception des systèmes d'extraction ou d'épuration des fumoirs dans les débits de boissons et dans les locaux à usage collectif des établissements d'hébergement a été publié au Mémorial A, n°204 du 29 novembre 2013.

Question 0007 (27.11.2013) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant la **publication de l'évolution de l'Impôt commercial communal et du Fonds communal de dotation financière en 2012:**

En juillet 2012, le Ministère de l'Intérieur a publié des documents présentant l'évolution annuelle de 2006 à 2011, pour chaque commune luxembourgeoise, de l'Impôt commercial communal (ICC) et du Fonds communal de dotation financière (FCDF).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Est-il prévu de publier ces chiffres pour l'année 2012? Dans l'affirmative, à quel moment?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis qu'il serait opportun de publier dorénavant ces données chaque année?

Réponse (16.12.2013) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Monsieur le Député demande dans sa question parlementaire s'il est prévu de publier les documents présentant l'évolution annuelle pour chaque commune luxembourgeoise de l'Impôt commercial communal (ICC) et du Fonds communal de dotation financière (FCDF) pour l'année 2012, et dans l'affirmative, à quel moment. De plus, Monsieur le Député demande également s'il ne serait pas opportun de publier dorénavant ces documents chaque année.

- Quant à la publication des séries de données relatives aux recettes non affectées des communes en provenance du FCDF (Fonds communal de dotation financière) et de l'ICC (Impôt commercial communal), il y a lieu de relever que les données figurant sur notre site Internet ont été complétées par l'année 2012.

- Quant à la publication annuelle de ces données, il y a lieu de noter que les détails tant de l'ICC que du FCDF sont communiqués annuellement aux communes par voie de circulaire et peuvent être consultés par toutes les entités du secteur communal sur notre plateforme de communication avec le secteur communal, à savoir le CIRCALUX. Les détails de fonctionnement du financement des communes sont d'ailleurs également disponibles sur notre site Internet dans le contexte d'une publication plus large sur les finances communales, une publication qui sert également de base aux cours de formation et d'information des élus locaux et du personnel des entités locales (communes, syndicats de communes, offices sociaux et autres établissements placés sous la surveillance des communes).

Question 0009 (4.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **travailleurs détachés:**

Déi franséisch Zeitung «Le Parisien» wonnert sech an hirer Ausgab vum 2. Dezember, datt Frankräich franséisch Salariéen importéiert («Quand la France importe sur son sol des salariés...français»). Dësem Artikel no schaffen a Frankräich 18.508 Fransousen ënnert dem Statut vum Travailleur détaché.

D'Zeitung erkläert dës Bizarrerie esou: De franséische Salarié ass vun enger Interimsagence engagéiert, vun Entreprisen, déi haaptsächlech zu Lëtzebuerg installéiert sinn. Well am Grand-Duché d'Charges patronales méi niddreg sinn, sinn d'Firmen, déi dës Salariéë beschäftegen, d'Gewënner beim Ausnotze vun der europäescher Direktiv „Détachement".

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechtsminister an dem Här Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Gëtt et Statistiken doriwwer, wéi vill Salariéë vu Lëtzebuerg aus a Frankräich schaffen, ënnert dem Statut vum Travailleur détaché?

2. Gëtt et esou Statistike fir Salariéen, déi vu Lëtzebuerg aus an anere Länner aus der Europäescher Unioun schaffen?

3. A wéi engem Mooss verfälschen esou Aarbechtsverträg d'Statistiken iwwert de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché?

4. Wéi eng finanziell Auswierkungen, positiv oder negativ, huet dës Aart vu Beschäftegung op d'Krankekeess, d'Pensiounskeess an d'Fleegeversécherung?

5. Wéi eng finanziell Auswierkungen huet dës Aart vu Beschäftegung op d'Finanze vum Stat, dee fir all Salarié een Drëttel vun de Chargë fir d'Sozialversécherung dréit, an och fir dës Salariéë muss Kannergeld a Studentebourssen ausbezuelen?

6. Ass d'Regierung der Meenung, datt vu Lëtzebuerg aus Abusen iwwert de Wee vun der Direktiv „Détachement" toleréiert ginn? Wa jo, wat wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir datt dës Abusen ofgebaut ginn?

Réponse commune (14.1.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Depuis le 1er mai 2010, la législation applicable en matière d'affiliation à la sécurité sociale en cas de détachement d'un pays de l'Union européenne dans un autre est déterminée par le règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et son règlement d'application (CE) n°987/2009. Ces règlements remplacent les anciens règlements communautaires (CEE) 1408/71 et 574/72 issus de la directive 96/71/CE.

En vertu de la réglementation communautaire en vigueur, la législation luxembourgeoise de sécurité sociale est maintenue pour un salarié qui exerce son activité au Luxembourg pour le compte d'un employeur y exerçant normalement ses activités, et qui est détaché par cet employeur dans un autre État membre pendant une durée maximale fixée d'emblée à 24 mois. Le paragraphe 2 de l'article 14 du règlement d'application prend soin de préciser que l'activité normale que l'employeur doit exercer sur le territoire de l'État d'envoi avant de pouvoir détacher un salarié n'englobe pas des activités de pure administration interne mais bien des activités substantielles liées aux activités de l'entreprise concernée. Le paragraphe 1 du même article subordonne expressément le détachement immédiat à la condition que la personne recrutée en vue de son détachement soit, juste avant le début de son activité salariée, déjà soumise à la législation de l'État membre dans lequel est établi son employeur.

Cette dernière condition a été introduite dans le règlement d'application afin de clarifier la situation du salarié qui est détaché dès le premier jour, comme c'est le cas pour les travailleurs intérimaires, et de lui éviter un changement fréquent de la législation applicable. Il s'ensuit que le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), institution en charge de l'affiliation et de la désaffiliation des salariés, exige l'affiliation préalable d'un salarié d'au moins un mois à la sécurité sociale luxembourgeoise.

Dans les cas où la condition d'une affiliation préalable n'est pas remplie et lorsqu'il s'agit du détachement d'un salarié dans son pays de résidence, le CCSS transmet la demande d'affiliation à l'institution compétente de ce pays pour décider d'une affiliation éventuelle dans le pays de résidence et en informe l'employeur et le salarié.

Le tableau en annexe reprend les statistiques de l'exercice 2012 que le CCSS produit pour compte de l'Union européenne et qui couvrent tous les travailleurs détachés à partir du Luxembourg dans des pays de l'Union européenne par secteur d'activité. Le volume de l'activité des entreprises de travail intérimaire en 2012, regroupé parmi d'autres dans le secteur d'activité «Financial and insurance; Real estate; Professional, scientific and technical activities; Administrative and support service activities NACE K, L, M and N» dans le tableau en annexe, est repris plus en détail, ensemble avec les chiffres correspondant pour toute l'activité salariale, dans le tableau suivant:

	Contrats de travail	Nombre de salariés	Assiette cotisable d'assurance pension
Détachements de travailleurs intérimaires en France	7.021	1.120	9.246.093 €
Tous les détachements de travailleurs intérimaires	9.597	1.671	11.297.476 €
Travail intérimaire dans son ensemble	253.831	21.503	164.022.498 €
Toute l'activité salariée	832.409	447.114	17.168.840.231 €

Il ressort également du tableau précédent que l'assiette cotisable des travailleurs intérimaires détachés représente 6,89% de l'assiette du secteur intérimaire dans son ensemble et 0,07% de l'assiette de toute l'activité salariée.

Pour ce qui est de l'incidence de l'existence de ces contrats sur les statistiques concernant le marché du travail luxembourgeois, elle ne peut concerner que celles relatives à la création nette d'emplois et reste, dans tous les cas, marginale.

Alors que les fichiers du CCSS font apparaître que l'État, en 2012, a participé à raison de quelque 903.798 € aux cotisations pour l'assurance pension des travailleurs intérimaires détachés, le CCSS ne saurait se prononcer sur la participation de l'État dans les prestations des institutions de la Sécurité sociale.

Les chiffres avancés ne permettent pas de soutenir l'hypothèse d'une présence d'abus des entreprises intérimaires, d'autant plus que la jurisprudence en matière d'affiliation à la sécurité sociale a précisé que le choix pour une entreprise de s'établir au Luxembourg pour profiter des cotisations sociales plus favorables et des prestations le cas échéant plus intéressantes pour ses salariés, n'est pas constitutif d'un abus de droit mais la conséquence du principe du libre établissement du moment que l'entreprise n'a pas créé artificiellement les conditions requises pour l'obtention d'un avantage résultant de la réglementation communautaire (jugement du Conseil supérieur de la sécurité sociale du 29.11.2001 dans l'affaire Centre commun de la sécurité sociale c/ CREYF'S INTERIM S.A.)

En ce qui concerne l'application de la directive 96/71/CE concernant les travailleurs détachés, il y a lieu de souligner que les salariés détachés tombent exclusivement sous la législation nationale du pays hôte, en l'occurrence de celle de la France.

(tableau à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0010 (4.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **sécurité dans les transports en commun:**

Viru Kuerzem ass et an engem Bus vum TICE zu engem uergen Tëschefall komm: E Passagéier hat de Kontroller ugegraff. Duerch dës Attack gouf de Kontroller verletzt an en huet misse krankgeschriwwe ginn. Wéi dunn de Kontroller de Virfall bei der Police iwwert den 113 gemellt huet, soll en als Äntwert kritt hunn: „Dir gitt mer déck op de Sak!"

An dësem Kontext erlaben ech mer dem Här Minister vun der Force publique an dem Här Transportminister dës Froen ze stellen:

1. Ass d'Äntwert vum 113 un de Kontroller korrekt vun der Press rapportéiert ginn?

2. Wéi ginn d'Beamte selektionéiert, fir am Service 113 agesat ze ginn? Wéi eng speziell Ausbildung hunn d'Polizisten, déi d'Zentral vum 113 bedéngen, fir korrekt an hëllefsbereet op d'Uriff ze äntwerten, besonnesch wou hir Gespréichspartner oft aus enger schwiereger Situatioun eraus dësen Déngscht uruffen? Gëtt et fir dëse Service eng besonnesch Formation continue?

3. D'Chauffeuren an d'Kontrolleren aus dem ëffentlechen Transport, ob CFL, AVL, TICE oder RGTR, ginn ëmmer méi oft mat Gewalttätege konfrontéiert a missten dowéinst och spezielle Schutz duerch d'Police genéissen. Gëtt et speziell Prozeduren, zum Beispill fir e séiert Agräife vun der Police an esou Fäll ze garantéieren? Wa jo, wéi gesinn dës Prozeduren aus? Wann neen, gesäit d'Regierung vir, esou Prozeduren anzeféieren?

4. Méi allgemeng, wat sinn d'Pläng vun der neier Regierung, fir d'Sécherheet am ëffentlechen Transport ze verbesseren, an op wéi enger Zäitschinn sollen dës Pläng ëmgesat ginn?

Réponse commune (7.1.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

De Generaldirekter vun der Police huet den Dag selwer, den 29. November 2013, de Responsabele vum Centre d'intervention national chargéiert, de rapportéierten Incident ze iwwerpréiwen. Opgrond vun de Konklusioune vun de Responsabelen huet de Generaldirekter eng Disziplinarenquête opgemaach, déi à charge an à décharge vum concernéierte Beamte gemaach gëtt. Dës Enquête ass amgaang.

Des Weideren huet de Generalinspekter vun der Police den Direkter gebieden, him d'Konklusioune vun der Enquête matzedeelen an en iwwer Policemossnamen, déi geholl gi sinn, ze informéieren.

Beamten, déi um 113 eng Funktioun vun „call talker" ausüben, mussen dräi Joer Beruffserfahrung hu fir d'Carrière vum Inspekter a sechs Joer fir d'Carrière vum Brigadier.

Dës Beamte beleeë verschidde spezialiséiert Formatiounscoursen, sief et um Institut national d'administration publique (INAP), sief et bei der däitscher Police, jee nodeem wat hir Verantwortung um 113 ass. All Beamten huet eng Ausbildung als „Erstsprecher". Zweemol am Joer ginn d'Beamten an eng intern Weiderbildung.

All Uruff, deen um 113 ukënnt, huet deeselwechte Wichtegkeetscharakter. A Funktioun vun der Urgence, der direkter Gefor an och vun der Gravitéit vun de Faiten décidéiert de Centre d'intervention national iwwert d'Interventioun.

D'Regierung ass sech der spezieller Form vu Violence bewosst. Aktuell mécht d'Police grand-ducale, a Concertatioun mat der CFL, preventiv Kontrollen op verschiddenen Zuchlinnen.

Question 0011 (4.12.2013) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **répression des manifestants en Ukraine:**

La république ukrainienne est confrontée actuellement à une vague de manifestations qui exigent le départ du pouvoir. Les sources écrites parlent de plus de 100.000 manifestants rassemblés à Kiev dimanche, 1er décembre 2013, menaçant de bloquer le siège du Gouvernement si leurs revendications n'étaient pas respectées.

La répression brutale des forces de l'ordre de l'État ukrainien a provoqué des centaines de blessés, dont des journalistes. Le Président Viktor Ianoukovytch a lui-même dénoncé l'excès de violence employée par les forces de l'ordre. Par conséquent, le chef de la police a été limogé.

Hier, le Président du Parlement, Volodymyr Rybak a soumis la question de la défiance du Gouvernement auprès des parlementaires, ces derniers n'ayant pas approuvé à la majorité cette motion. Si le Gouvernement s'excuse pour l'engagement trop agressif de la police, il maintient sa politique qui a provoqué cette vaste mobilisation populaire et ignore les revendications du peuple ukrainien.

Il importe d'insister dans ces circonstances sur la violation des droits de l'Homme et le non-respect du droit de la liberté d'expression que vit actuellement le peuple ukrainien.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Quelle attitude le Gouvernement luxembourgeois entend-il prendre par rapport à la crise en Ukraine?

2. Le Gouvernement entend-il faire valoir sa voix au sein de l'Union européenne, afin de soutenir cette dernière dans son effort de demander au Gouvernement ukrainien de mettre fin à cette répression et de respecter la liberté d'expression des citoyens?

3. Monsieur le Ministre envisage-t-il d'intervenir auprès de son homologue ukrainien, Monsieur Leonid Kozhara?

Réponse (13.12.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

1. Le Luxembourg, tout comme ses partenaires de l'Union européenne, condamne fermement l'usage excessif de la force par la police pour disperser des manifestants pacifiques, qui au cours des jours passés, avaient exprimé en masse et avec détermination leur soutien en faveur du rapprochement de l'Ukraine avec l'Union européenne.

Le Gouvernement ukrainien est tenu de respecter ses engagements internationaux en matière de respect des droits de l'Homme dont notamment la liberté d'expression et le droit de manifester pacifiquement.

2. Le Gouvernement luxembourgeois a soutenu les efforts de la Commission européenne et du Parlement européen en amont du sommet de Vilnius pour obtenir la signature de l'Accord d'association et de l'Accord de libre-échange approfondi et global, selon les conditions agréées par le Conseil des Affaires étrangères en décembre 2012. Il soutient les efforts concertés de la Commission européenne et du Service européen d'action extérieure auprès des autorités ukrainiennes pour qu'elles respectent leurs engagements en matière de droits de l'Homme. Dans ce contexte est exigée notamment une enquête sur les violences survenues depuis le 1er décembre et la poursuite des responsables de ces violences. Notre souci est d'éviter de nouvelles violences contre les manifestants et les partis de l'opposition. Les efforts de médiation sur place, dont la médiation de Madame Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, visent à engager les autorités sur la voie du dialogue avec l'opposition.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient une approche concertée de l'Union européenne. Les Ministres des Affaires étrangères se pencheront sur la situation en Ukraine lors du prochain Conseil des Affaires étrangères, le 16 décembre, et je ne manquerai pas d'y défendre la position luxembourgeoise en la matière.

3. Le Luxembourg souscrit pleinement aux interventions et déclarations de la Commission européenne et du Service européen d'action extérieure. Nous soulevons également le sujet en marge des rencontres internationales et dans nos contacts bilatéraux avec les autorités ukrainiennes.

Question 0013 (6.12.2013) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **non-constitutionnalité de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain:**

Dans son arrêt 101/13 du 4 octobre 2013, la Cour Constitutionnelle a déclaré que la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain est anticonstitutionnelle en ce qu'elle permet le reclassement de parcelles d'une «zone constructible» en «zone non constructible» sans prévoir dans une telle situation de «droits acquis» une indemnisation adéquate des propriétaires.

1. Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'initier une modification de la loi dans le respect de l'arrêt précité?

2. Dans quels délais Monsieur le Ministre estime-t-il que cette loi pourra être amendée afin de la rendre conforme à notre Constitution?

3. En attendant une modification du texte de loi, Monsieur le Ministre est-il d'accord à ne pas appliquer le principe litigieux, donc de ne plus admettre un reclassement de parcelles d'une zone constructible en zone non constructible?

Réponse (23.12.2013) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La Cour Constitutionnelle a, dans son arrêt du 4 octobre 2013, retenu que «l'article 22, en combinaison avec les articles 5, 6, 2 et 8, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, dans la mesure où il pose en principe que les servitudes résultant d'un plan d'aménagement général n'ouvrent droit à aucune indemnité et qu'il prévoit des exceptions à ce principe qui ne couvrent pas toutes les hypothèses dans lesquelles la privation de la jouissance du terrain frappé par une telle servitude est hors de proportion avec l'utilité publique à la base de la servitude, est contraire à l'article 16 de la Constitution».

De cet arrêt il y a lieu de retenir d'une part que la Cour Constitutionnelle n'a pas remis en question le principe de la mutabilité des règlements et d'autre part qu'un changement dans les attributs de la propriété qui est à tel point substantiel qu'il prive celle-ci d'un de ses aspects essentiels, peut constituer une expropriation.

1. Suite à cet arrêt un groupe de travail, composé de juristes provenant des différents ministères concernés par la décision ainsi que d'avocats à la cour, a été mis en place. Ce groupe de travail s'est vu confier la mission de préparer un avis juridique reposant sur une étude de droit comparé.

Une fois cet avis juridique finalisé, ce groupe d'experts aura comme mission la rédaction d'un avant-projet de loi commun à la Direction de l'Aménagement Communal et du Développement Urbain et du Département de l'Aménagement du Territoire.

L'arrêt ne laisse point de doute quant à la nécessité d'adapter les textes de loi actuellement en vigueur. Il s'agit dans un premier temps de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ainsi que de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire.

2. Le groupe d'experts a été mandaté pour préparer un avant-projet de loi pour fin janvier 2014. En raison de l'étendu des effets de cet arrêt, l'avant-projet sera envoyé aux différents départements avant le dépôt du texte.

3. Le principe de la mutabilité des règlements n'a pas été remis en cause par la Cour Constitutionnelle, Cour qui dans son arrêt a confirmé l'existence et la validité de ce principe. D'un point de vue administratif rien ne s'oppose partant à ce que le Ministre approuve le reclassement d'un terrain d'une zone urbanisée ou destinée à être urbanisée en une zone destinée à rester libre, si ce reclassement n'est pas contraire à une disposition légale en vigueur. Ce contrôle, dit contrôle de la légalité, découle du rôle de tutelle confié au Ministre de l'Intérieur et est repris dans l'article 18 de la loi de 2004 précitée.

Question 0026 (18.12.2013) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **prestations familiales:**

Dans une interview récente, Monsieur le Premier Ministre a annoncé que la politique du nouveau Gouvernement dans le domaine des prestations familiales changerait de paradigme et se fonderait dorénavant sur des études constatant que les frais des familles n'augmenteraient pas en fonction du nombre des enfants. Or, la politique des dernières décennies s'est toujours appuyée sur des études affirmant le contraire. C'est pourquoi d'ailleurs nous avons connu jusqu'à ce jour un barème progressif qui augmente en fonction du nombre d'enfants.

Au vu de ce qui précède, je désire poser la question suivante à Monsieur le Ministre d'État:

- Sur quelles études le Gouvernement se base-t-il?

Réponse (10.1.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Pour annoncer l'éventualité d'un changement au niveau des prestations familiales, le Gouvernement s'est basé tant sur l'analyse des indicateurs fournis par les bases de données de l'OCDE sur la famille, et plus particulièrement ceux relatifs aux politiques des pouvoirs publics concernant les familles et les enfants www.oecd.org/social/family/database, que sur l'étude intitulée «Le coût des enfants en Suisse», publiée par l'Office fédéral de la statistique du département fédéral de l'Intérieur en mars 2009.

Il apparaît que l'augmentation des coûts due à l'arrivée d'un enfant n'est pas linéaire ni proportionnelle et qu'elle est nettement plus faible pour le deuxième et pour le troisième enfant. Par ailleurs, dans de nombreux pays de l'Union européenne, le niveau des allocations touchées par une famille par enfant diminue en fonction du nombre d'enfants.

Cependant, comme l'honorable Député m'informe que la politique en la matière s'est toujours appuyée sur des études affirmant le contraire, je serais heureux de pouvoir disposer des études auxquelles fait référence l'ancien Ministre de la Famille qui permettraient au Gouvernement de prendre une décision en toute connaissance de cause.

Question urgente 0032 (18.12.2013) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**épandage de lisier:**

Selon mes informations les citernes ou fosses à lisiers des agriculteurs sont presque pleines parce que la météo des derniers temps n'a pas permis d'épandre le lisier dans les champs. De plus, il est interdit d'épandre le lisier en hiver pour des raisons de protection de la nappe phréatique.

Les agriculteurs peuvent demander une dérogation à ce régime. 160 agriculteurs auraient demandé une telle dérogation, mais ils n'ont pas encore eu une réponse des administrations concernées du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de l'Environnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer ces informations?

- Le Gouvernement envisage-t-il de lever la restriction susmentionnée et d'autoriser exceptionnellement l'épandage en hiver afin que les agriculteurs puissent éviter tout débordement de citerne ou de fosse?

- Pour quelles raisons les dérogations n'ont pas encore été accordées?

- Comment le Gouvernement entend-il à l'avenir faire face à ce genre de situation?

Réponse commune (30.12.2013) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

L'état des lieux réalisé en 2009 dans le contexte de la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE) a permis de conclure que seulement 7% des cours d'eau et 60% des nappes phréatiques étaient en bon état. La qualité de l'eau souterraine et de l'eau de surface joue un rôle prédominant non seulement pour la sécurité d'approvisionnement en eau potable, mais aussi pour assurer notamment la biodiversité d'écosystèmes dépendants de l'eau. La raison de la mauvaise qualité des eaux de surface et des eaux souterraines est notamment la pollution en nutriments (phosphates et nitrates) qui sont tant d'origine agricole que d'origine urbaine (retard au niveau de l'assainissement).

Les mesures permettant la réduction de la pollution diffuse en nitrates d'origine agricole sont prescrites par le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture, qui met en œuvre les dispositions de la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles (directive «nitrates»).

Les mesures prévues par cette réglementation comprennent une limitation annuelle de la charge maximale en azote sur les terres agricoles suivant le type de couverture (sols non couverts, sols couverts, prairies et pâturages), des périodes d'interdiction de l'épandage d'effluents d'élevage (lisier, fumier et purin) et la mise en place de capacités de stockage permettant d'entreposer ces effluents pendant les périodes d'interdiction durant l'hiver. Cette capacité est d'un minimum de six mois pour les nouvelles exploitations construites après la mise en vigueur de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés («loi commodo») et d'au moins quatre mois et demi pour les exploitations existantes.

La gestion quotidienne du lisier à épandre annuellement peut se résumer en deux grandes périodes, d'une part, une période en début de végétation avec épandage dès reprise de la végétation et après la première coupe sur les herbages, ainsi que sur les terres arables destinées à une culture de maïs. Durant la période automnale, l'épandage a lieu avant l'ensemencement des cultures de colza, de céréales d'hiver, ainsi que sur prairies et pâturages permanents.

Dû à une météo peu propice en mai/juin 2013, l'épandage habituel d'effluents d'élevage n'était pas possible au mois de mai et en début de juin, ce qui a conduit à une accumulation dans les cuves à lisier, circonstances qui se sont aggravées avec les conditions météorologiques difficiles de l'automne 2013, rendant les terres agricoles peu propices à l'épandage d'effluents d'élevage.

Au vu de la situation météorologique exceptionnelle de l'année 2013, l'épandage des effluents d'élevage n'a pas pu être réalisé dans les conditions habituelles de bonne pratique agricole. Pour cette raison, les capacités de stockage représentaient un niveau élevé de remplissage le 14 novembre 2013, date ultime de possibilité d'épandage. Pour combler ce genre de situations exceptionnelles, la réglementation actuelle prévoit que les exploitants agricoles peuvent demander des dérogations individuelles délivrées conjointement par les Ministres de l'Agriculture et de l'Environnement. L'option de la dérogation générale a dû être abandonnée en mars 2012 sur pression de la Commission européenne pour rendre la réglementation luxembourgeoise conforme aux dispositions de la directive «nitrates» précitée. Dans le contexte des dérogations individuelles, les administrations compétentes tiennent à disposition des exploitants agricoles un formulaire de demande de dérogation avec une fiche d'information. À l'heure actuelle, 54 demandes de dérogation ont été introduites dont celles, pour lesquelles les arguments ont été jugés pertinents, qui ont bénéficié d'une autorisation ministérielle d'épandage.

La capacité de stockage insuffisante est une des raisons d'un arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne en date du 29 juin 2010 (affaire C-526/08). Dans cette procédure d'infraction, une deuxième saisine de la Cour par la Commission européenne entraînant des sanctions pécuniaires est imminente. En vue de répondre à ces manquements, le Gouvernement en Conseil du 18 décembre 2013 a adopté un projet de règlement grand-ducal qui fixe, entre autres, que toutes les exploitations agricoles disposent d'une capacité minimale de stockage de six mois à partir du 30 juin 2015. Ces dispositions devraient permettre une gestion des effluents d'élevage sans avoir recours à des dérogations, sauf dans des situations très exceptionnelles.

Il est prévu de mettre en place les ressources nécessaires pour une meilleure gestion des effluents d'élevage dans le cadre du nouveau Plan de développement rural (PDR) y compris des actions de conseil en vue de la protection de l'eau. Des mesures permettant la réduction de la pression agricole notamment par les nitrates seront également prévues dans le plan de gestion du 2e cycle de gestion (2015-2021) de la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE) dont le projet sera élaboré par l'Administration de la Gestion de l'Eau en concertation avec tous les acteurs pour le 22 décembre 2014.

Composition de la Chambre des Députés

Gouvernement


Graas Gusty
DEMOKRATESCH PARTEI


Krieps Alexandre
DEMOKRATESCH PARTEI


Hansen Marc
DEMOKRATESCH PARTEI

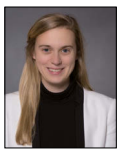

Elvinger Joëlle
DEMOKRATESCH PARTEI


Hahn Max
DEMOKRATESCH PARTEI


Arendt Guy
DEMOKRATESCH PARTEI


Baum Gilles
DEMOKRATESCH PARTEI


Arndt Frank
LSAP


Burton Tess
LSAP

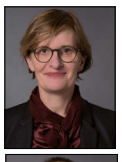

Bofferding Taina
LSAP


Cruchten Yves
LSAP


Hemmen Cécile
LSAP


Negri Roger
LSAP


Adam Claude
déi gréng


Wickler Christiane
déi gréng


Traversini Roberto
déi gréng


Mertens Edy
DEMOKRATESCH PARTEI


Brasseur Anne
DEMOKRATESCH PARTEI


Polfer Lydie
DEMOKRATESCH PARTEI


Berger Eugène
DEMOKRATESCH PARTEI


Beissel Simone
DEMOKRATESCH PARTEI


Delles Lex
DEMOKRATESCH PARTEI


Dall'Agnol Claudia
LSAP


Fayot Franz
LSAP


Haagen Claude
LSAP

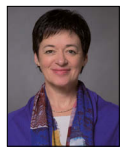

Bodry Alex
LSAP


Angel Marc
LSAP


Engel Georges
LSAP


Kox Henri
déi gréng


Loschetter Viviane
déi gréng


Lorsché Josée
déi gréng

CSV

LSAP

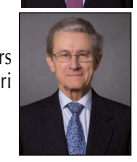
DEMOKRATESCH PARTEI

déi gréng

ADR – Alternativ Demokratesch Reformpartei

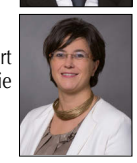
déi Lénk


Kaes Aly
CSV


Meyers Paul-Henri
CSV


Mosar Laurent
CSV


Frieden Luc
CSV


Modert Octavie
CSV


Wiseler Claude
CSV


Juncker Jean-Claude
CSV


Wolter Michel
CSV


Roth Gilles
CSV

Halsdorf Jean-Marie
CSV

Schank Marco
CSV

Arendt Nancy
CSV

Spautz Marc
CSV

Gibéryen Gast
ADR

Turpel Justin
déi Lénk

Urbany Serge
déi Lénk

Adehm Diane
CSV

Lies Marc
CSV

Eischen Félix
CSV

Hetto-Gaasch Françoise
CSV

Oberweis Marcel
CSV

Andrich-Duval Sylvie
CSV

Eicher Emile
CSV

Gloden Léon
CSV

Wilmes Serge
CSV

Hansen Martine
CSV

Reding Roy
ADR

Kartheiser Fernand
ADR

Orateur

Présidence

Barra Isabelle
Secrétaire générale adjointe

Reiter Benoît
Secrétaire général adjoint

LSAP

Di Bartolomeo Mars
Président

Frieseisen Claude
Secrétaire général

N°02
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Douzièmes provisoires	p. 40	Rapport de la médiateure	p. R1		
Infrastructures sportives	p. 58	Sommaire des séances publiques nos 5 et 6	p. 37	5e séance	Mardi 17 décembre 2013
		Sommaire des questions parlementaires	p. Q13	6e séance	Mardi 21 janvier 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Anne Brasseur préside l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

La députée libérale Mme Anne Brasseur a été élue au premier tour Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) avec 165 voix. Le minimum des voix nécessaires était de 159 sur 317 membres. Sa candidature avait été soutenue par les démocrates et les libéraux mais aussi par d'autres groupes politiques. Le deuxième candidat, le Britannique M. Robert Walter, a obtenu 125 votes. En succédant à M. Jean-Claude Mignon, Mme Brasseur devient le 27e Président de l'APCE depuis 1949, première Luxembourgeoise et deuxième femme à occuper cette fonction.

Le Président est élu pour un mandat d'un an, renouvelable une fois. Les élections ont toujours lieu le premier jour de la session d'hiver en janvier. Dans son discours d'investiture comprenant également quelques phrases en luxembourgeois, Mme Brasseur a rappelé le 69e anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz. Condamnant la nouvelle montée des extrémismes, la nouvelle Présidente a cité les sujets méritant une attention particulière: les flux migratoires sur un fond de crise économique, la coopération avec les voisins de l'Europe et l'Union européenne, la lutte contre la corruption ainsi que la réforme des procédures du Conseil.

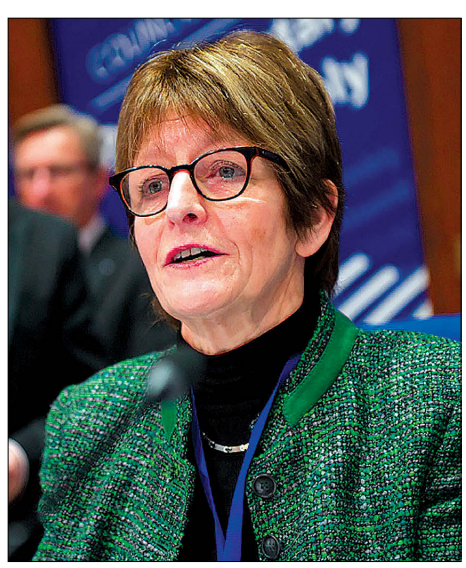
Le Conseil de l'Europe a été fondé en 1949. Sa mission est de défendre les valeurs communes des droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit, des valeurs qui composent le «patrimoine commun» des peuples d'Europe. L'assemblée parlementaire est l'organe délibérant du Conseil de l'Europe (à ne pas confondre avec le Parlement européen). Elle réunit les représentants des parlements nationaux d'Europe. 47 pays sont membres du Conseil de l'Europe.

Outre les pays membres de longue date de l'Union européenne, le Conseil de l'Europe inclut aussi des pays comme la Russie, la Turquie et l'Ukraine. L'assemblée se réunit plusieurs fois par an à Strasbourg pour des sessions d'une semaine. Les huit commissions générales de l'assemblée se réunissent tout au long de l'année pour élaborer des rapports et adopter des projets de résolution et de recommandation dans leurs domaines de compétence respectifs.

La première partie de la session de 2014 s'est déroulée du 27 au 31 janvier 2014 à Strasbourg. Y ont participé les membres de la nouvelle composition, à savoir le Président de la délégation, M. Marc Spautz et les Membres, Mmes Anne Brasseur et Françoise Hetto-Gaasch, MM. Claude Adam, Yves Cruchten et Marcel Oberweis. L'ordre du jour de la session incluait, entres autres, l'organisation de l'aide internationale en faveur des réfugiés syriens, le changement climatique, la diversification de l'énergie en tant que contribution fondamentale au développement durable ainsi qu'un point d'urgence sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Ukraine.

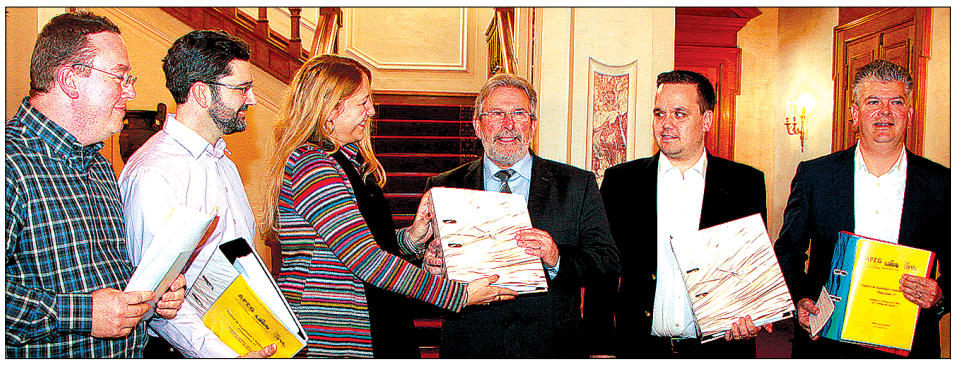
Un autre débat était consacré au refus d'impunité pour les meurtriers de Sergueï Magnitski, un expert russe en fiscalité et en comptabilité qui avait mené une enquête sur une fraude commise au détriment des autorités fiscales russes.

Des allocutions ont par ailleurs été prononcées notamment par M. Martin Schulz, Président du Parlement européen, et par M. Werner Faymann, Chancelier fédéral de l'Autriche.



Mme Anne Brasseur, nouveau Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Remise de pétitions



Les représentants des professions socio-éducatives remettent une pétition au Président de la Chambre.

11.365 signatures pour un encadrement de qualité de nos enfants et pour des conditions de travail adéquates des personnes qui s'occupent d'eux dans les crèches, maisons relais et autres infrastructures. Des représentants de trois associations (Lëtzebuerger Beruffsverband fir Sozial Aarbecht - LBSA, Association professionnelle des éducateurs luxembourgeois - APEL et Association professionnelle des éducateurs gradués - APEG) ont remis le 31 janvier 2014 une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Au nom des signataires, ils revendiquent un large débat public sur les enjeux du travail social et éducatif et un respect de critères de qualité. Ils demandent aussi que les professions socio-éducatives soient davantage reconnues par la société et la politique avec, en fin de compte, des rémunérations adéquates.



Remise d'une pétition pour une clinique de la douleur

Le Président de la Chambre a remercié les pétitionnaires pour leur engagement. Il a souligné l'importance des services proches des citoyennes et citoyens pour la cohésion sociale. M. Mars Di Bartolomeo a rappelé que le nouveau Gouvernement souhaite augmenter l'offre de la garde d'enfants et promouvoir les prestations en nature par rapport aux prestations en espèces.

* * *

Au Luxembourg, entre 20.000 et 25.000 patients souffrent de douleurs sévères, dont 2.000 à 3.000 nécessiteraient une prise en charge multidisciplinaire. Suite à la fermeture de la clinique de la douleur de la «Zithaklinik», l'Association Luxembourgeoise des Patients à Douleurs Chroniques (ALPADOC) a lancé une pétition. Les 6.818 signataires demandent la mise en place d'un centre de la douleur multidisciplinaire où les patients concernés peuvent se faire traiter.

En tant qu'ancien Ministre de la Santé, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a assuré les pétitionnaires de son soutien. Il a rappelé que le programme gouvernemental prévoit que «Le Gouvernement encouragera la création d'un ou plusieurs services hospitaliers de prise en charge de la douleur chronique à différents niveaux.»

Présentation du rapport de la médiateure

Une nouvelle recommandation et de nombreuses observations, avis et suggestions à l'adresse des administrations et ministères: la médiateure, Mme Lydie Err, a remis et présenté son rapport d'activité portant sur l'année 2013 à la Chambre des Députés le 16 janvier passé. Au cours de l'année, la médiateure avait été saisie de 688 dossiers, dont 164 ont mené à une correction partielle ou totale de la décision administrative initiale; 181 dossiers sont encore en cours, 180 réclamations étaient irrecevables et 62 demandeurs se sont désistés.

Mme Err a proposé que diverses solutions trouvées deviennent pratique courante, évitant ainsi que certains problèmes ne se posent régulièrement, dont les réclamations concernant la réapparition de prénoms germanisés ou le refus d'inscrire des citoyens sur le registre d'une commune. La médiateure s'est également référée aux principaux cas qui se sont présentés au cours de l'année. Ils ont notamment relevé des domaines de l'immigration, de la fiscalité, des contributions, de l'enseignement supérieur (bourses) ou de la famille (Fonds national de solidarité, RMG, allocations).

Un débat en séance publique sur le rapport de la médiateure portera sur la période 2012-2013. Il est en cours de préparation à la Commission des Pétitions, présidée par M. Marco Schank.

Mis en place par la loi du 22 août 2003, le médiateur (ombudsman) avait ouvert ses bureaux en mai 2004. Sa mission consiste à recevoir les réclamations relatives au fonctionnement des administrations de l'État, des communes et des établissements publics relevant de l'État et des communes. En 2011, il fut chargé de la surveillance des lieux privatifs de liberté et en 2012 de la promotion et de la protection des droits des personnes à besoins spécifiques.

Le nouveau Gouvernement a annoncé son intention d'analyser la possibilité de réformer l'institution et de confier au médiateur la protection et la promotion des droits de l'Homme. Par ailleurs, il se propose de veiller à ce que tous les réclamants envers un établissement chargé de la gestion d'un service public et cofinancé par les deniers publics reçoivent un traitement égal.

Le rapport annuel peut être consulté sur www.ombudsman.lu et est publié intégralement aux pages R1 à R22 de ce compte rendu.



Mme Lydie Err entourée de M. Mars Di Bartolomeo, M. Marco Schank et Mme Anne Tescher

Pour une intensification du dialogue entre jeunes et décideurs politiques

La Chambre des Députés et la CGJL (Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg) se proposent d'organiser une réunion conjointe portant sur les jeunes et l'emploi en concertation avec les ministres concernés.

Le souhait de discuter davantage de sujets d'actualité politique émane des jeunes, organisés au sein de la CGJL. Leurs représentants ont exposé le souhait au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors d'une réunion commune le 10 janvier 2014. L'entretien a porté sur une amélioration du dialogue entre jeunes et décideurs politiques et notamment la Chambre des Députés.

Selon les mouvements de jeunesse, il est essentiel que les résolutions votées au Parlement des Jeunes et résumant leurs avis sur des questions d'actualité ou de principe trouvent l'attention des députés et des ministres.

Certains sujets comme la recherche d'un premier emploi ou la politique du logement reviennent régulièrement dans le débat public. Ils pourraient donc constituer les thèmes qui seront abordés au cours des échanges à la Chambre.

La CGJL est l'organisation regroupant 29 organisations de jeunesse luxembourgeoises (soit quelque 40.000 jeunes). Elle s'est proposé de défendre les intérêts des jeunes. En étroite collaboration avec la Chambre des Députés, elle organise tous les ans la Convention des Jeunes («Jugendkonvent») et les réunions du Parlement des Jeunes («Jugendparlament»).



Rencontre de membres du CGJL avec le Président et le Secrétaire général de la Chambre

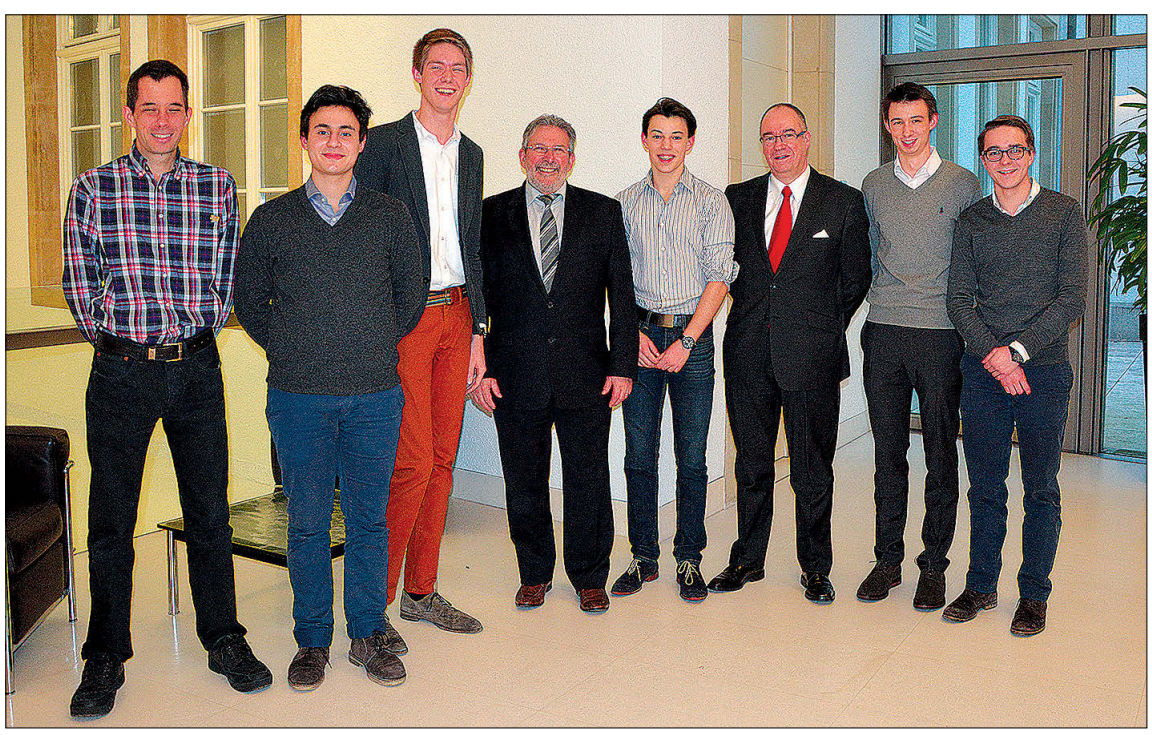
Entrevue du Président de la Chambre avec le Parlement des Jeunes

Une audition publique au mois de juillet 2014 et un suivi plus poussé des résolutions émises par le Parlement des Jeunes: au cours d'une entrevue, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et les membres du bureau exécutif du Parlement des Jeunes, conduits par leur Président, M. Patrick Weymerskirch, ont identifié des moyens pour intensifier les contacts entre les deux assemblées.

Le «hearing» prévu en été aura lieu juste après la session parlementaire du Parlement des Jeunes et après la publication d'une étude universitaire sur les pouvoirs de la Chambre des Députés. Ce sera l'occasion pour les jeunes parlementaires de présenter les résolutions adoptées par le «Jugendparlament» en 2013-2014. Il a été convenu que ce dernier et la Chambre des Députés continueront les échanges par le biais des différentes commissions parlementaires.

Lors de leur entrevue du 24 janvier passé, les représentants du Parlement des Jeunes ont rappelé et remis au Président de la Chambre leurs résolutions adoptées en 2012-2013. Cette rencontre s'inscrit dans une série d'entretiens que le Président s'était proposé de mener avec d'autres instances élues ou participant à la prise de décisions politiques.

Le Parlement des Jeunes est un projet pédagogique pour lequel les jeunes peuvent s'inscrire sur base bénévole et qui est coordonné par la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg et le Centre Information Jeunes.



Les membres du bureau exécutif du Parlement des Jeunes reçus à la Chambre



(de gauche à droite) M. Marc Besch, M. Victor Gillen, M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Frieseisen

Le Président de la Chambre a rencontré le Président du Conseil d'État

Les relations de travail entre la Chambre des Députés et le Conseil d'État ont été le sujet principal de l'entrevue que le Président, M. Mars Di Bartolomeo, a eue le 9 janvier avec le Président du Conseil d'État, M. Victor Gillen. L'entretien s'est déroulé en présence des secrétaires généraux de la Chambre et du Conseil d'État, MM. Claude Frieseisen et Marc Besch.

Les deux présidents ont pu constater que les relations entre la Chambre des Députés et le Conseil d'État sont excellentes. Ils ont noté que le programme gouvernemental prévoit un examen de la procédure de nomination des membres du Conseil d'État ainsi que de la question de la publicité de ses travaux. Selon eux, la qualité des avis que les institutions attendent de la part du Conseil d'État dépend de sa composition et du profil professionnel des conseillers.

Au cours de la dernière législature, les groupes parlementaires et politiques avaient commencé à formuler leurs réflexions en vue d'une réforme éventuelle du Conseil d'État.

M. Di Bartolomeo a proposé de relancer le débat dans le cadre du groupe de travail interinstitutionnel qui réunit les représentants de la Chambre des Députés, du Conseil d'État et du Gouvernement pour discuter, entre autres, de la réforme du Conseil d'État envisagée par le nouveau Gouvernement.



Le Président et le Directeur de la Chambre des Salariés reçus par le Président et le Secrétaire général de la Chambre des Députés

Améliorer la participation aux prises de décision

Comment accroître la participation aux prises de décision?

Cette question a figuré au centre de l'échange de vues, le 10 janvier passé, entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Chambre des Salariés, M. Jean-Claude Reding.

Les deux présidents étaient d'accord pour dire que l'accroissement de la participation au processus politique constituerait un des éléments du renforcement de la démocratie et de l'avancement vers un dialogue accru dans notre société multiculturelle.

Ensemble avec le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, et le Directeur de la Chambre des Salariés, M. Norbert Tremuth, les présidents ont évoqué les moyens pour améliorer le flux des documents et le dialogue entre les instances qui font partie de la procédure législative.

Ils ont noté l'importance d'une bonne concertation entre chambres professionnelles et parlement lors de l'examen des propositions de textes provenant des institutions européennes.

L'entretien avec le Président et le Directeur de la Chambre des Salariés fait partie de la série d'entrevues annoncées par M. Di Bartolomeo dans son discours de Nouvel An.

L'administration parlementaire se présente

Historique de l'administration parlementaire

En 1945, seulement quatre personnes étaient occupées à titre permanent au Greffe de la Chambre des Députés (dénommé aujourd'hui «administration parlementaire»): le Greffier (Secrétaire général), deux sténographes et un concierge. Elles étaient assistées par douze personnes qui travaillaient à la Chambre en tant que personnel auxiliaire.

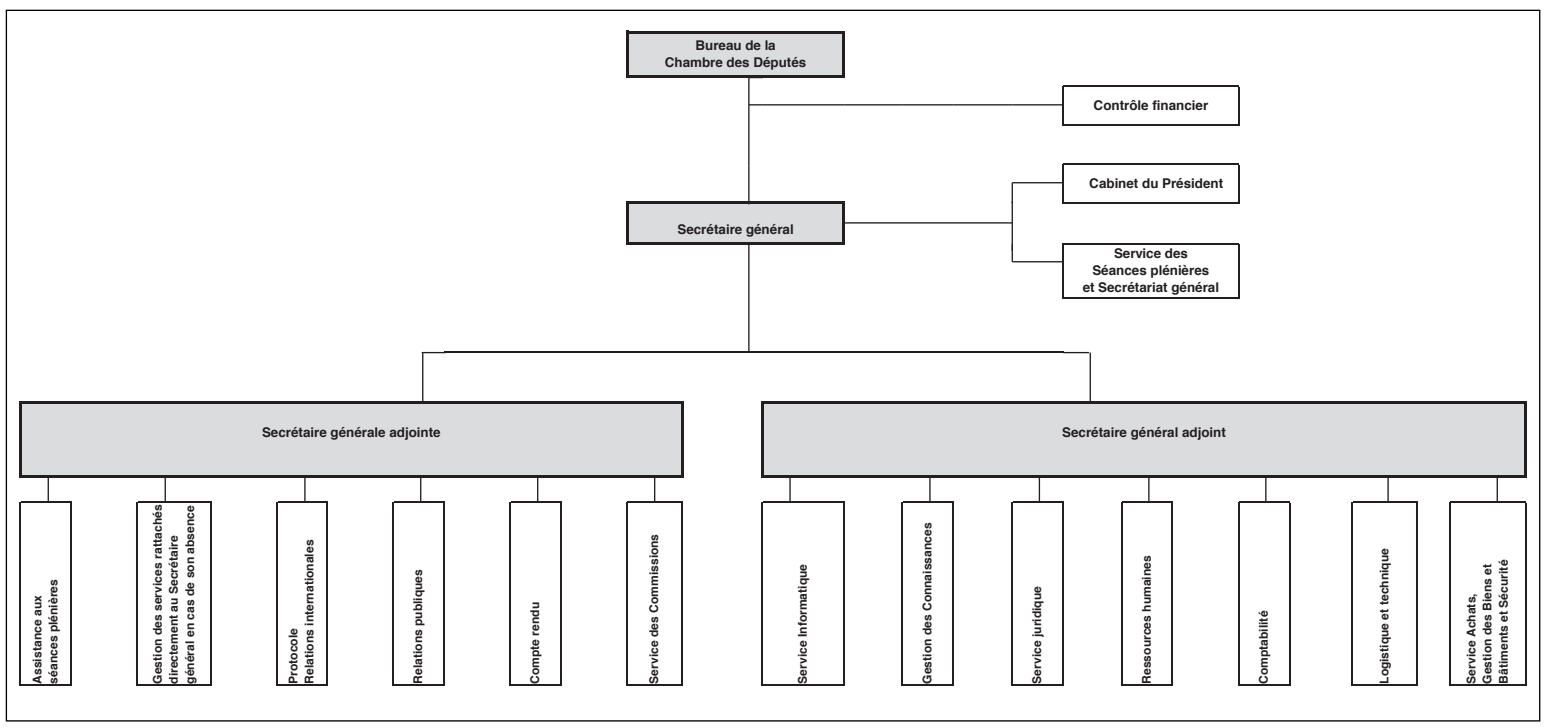
Plus tard, les travaux devenus plus volumineux étaient répartis selon les différents champs d'activité, c'est-à-dire le secrétariat général, le secrétariat des commissions parlementaires et le compte rendu. Au fil des décennies, le travail administratif a sensiblement augmenté, principalement en raison d'une gestion de dossiers de plus en plus compliqués et vastes résultant d'un élargissement des domaines d'activités des députés.

Ainsi, le nombre des membres du personnel a constamment augmenté. En 1967, il était de douze agents permanents et de sept agents auxiliaires, en 1980 il était de 24 et en 1990 de 34 agents permanents et d'un agent auxiliaire. Aujourd'hui le cadre du personnel comporte 83 personnes.

Le terme «service» date des années 1990, où l'on a pour la première fois différencié entre trois unités distinctes au sein de l'administration parlementaire: l'administration générale, les services parlementaires et les services techniques.

En 2000, l'actuelle structure organisationnelle de l'administration parlementaire a été mise en place et les attributions des différents services ont été clairement fixées.

L'organigramme de l'administration parlementaire



Service des Séances plénières et Secrétariat général

Tel que son nom le laisse entendre, le Service des Séances plénières et Secrétariat général a dans ses attributions deux domaines de compétences qui, quoique distincts, sont étroitement liés par un objectif commun, en l'occurrence le soutien du Secrétaire général dans l'exécution de sa mission.

Le Service des Séances plénières et Secrétariat général est principalement chargé d'accompagner administrativement la procédure législative. Ainsi, il sert de relais entre les travaux parlementaires à leur niveau d'instruction et les discussions voire le vote des textes en séance plénière. Cela implique la gestion de tous les documents parlementaires (projets/propositions de loi, avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles, motions, résolutions, etc.) du dépôt jusqu'à la publication au Mémorial et sur le site Internet de la Chambre des Députés. Le service assure également le suivi administratif des questions parlementaires et la tenue de statistiques.

Sous la responsabilité du Secrétaire général, il prépare et suit les réunions de la Conférence des Présidents dont il exécute également les décisions. Selon le Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents a pour mission «de décider des questions relatives à l'organisation des travaux de la Chambre, de proposer l'ordre du jour de la Chambre et de donner son avis au sujet des projets de règlements grand-ducaux pour lesquels son assentiment est requis en vertu d'une disposition législative.»

Par ailleurs, le service assure le bon déroulement des séances publiques. Cela comporte, entre autres, la préparation de l'ordre du jour, la rédaction des procès-verbaux, la gestion des listes de présence et l'organisation du déroulement des séances plénières en général.

Le Service des Séances plénières et Secrétariat général est également chargé de la tenue du secrétariat administratif du Secrétaire général, ce qui comporte tant la gestion du courrier journalier que la rédaction de lettres, de notes ou de rapports spécifiques.

Tombent également dans les attributions de ce service l'organisation et le suivi des réunions du Bureau de la Chambre des Députés qui selon le Règlement est l'organe de la Chambre qui «règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes». Le Bureau s'occupe également de la «gestion des affaires de la Chambre des Députés et prend les décisions relatives au personnel».

Le suivi de projets tels que la chaire de recherche en études parlementaires auprès de l'Université du Luxembourg, le manuel des procédures et le soutien administratif lors de la fixation des objectifs de l'administration parlementaire ne sont que quelques autres exemples des attributions de ce service.

Le Service des Séances plénières et Secrétariat général se compose de Mme Maria Mathieu, M. Christian Alff, Mme Manon Krieps et Mme Sonja Benassutti, reponsable du service.



Assermentation d'un nouveau fonctionnaire



Le 10 février 2014, Mme Gaby Fischbach, nommée aux fonctions de rédacteur, fut assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen. La procédure d'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, Mme Isabelle Barra et M. Benoît Reiter (à droite), ainsi que des responsables du Service du Compte rendu, Mme Claire Garçon-Wio, et du Service des Ressources humaines, M. Jean-Paul Ternes (à gauche).

d'Chamber online op
www.chd.lu

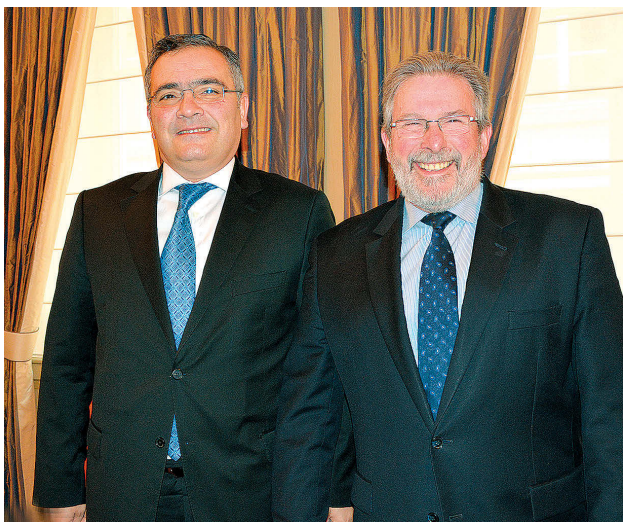
Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



…l'Ambassadeur de la Fédération de Russie, S.E. Dr Mark Entin



…l'Ambassadeur de Roumanie, S.E. Mme Roxana Daniela Iftimie



…l'Ambassadeur de la République d'Azerbaïdjan, S.E. M. Fuad Eldar oglu Isgandarov

Renouveler le contrat de confiance entre l'Europe et ses citoyens



M. Marc Angel

M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a représenté la Chambre des Députés lors de la réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires) qui s'est déroulée le 27 janvier 2014 à Athènes.

Les présidents des délégations des parlements nationaux de l'Union européenne, des pays candidats et du Parlement européen ont eu un échange de vues avec M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne en charge des relations interinstitutionnelles et de l'administration, sur le renouement des liens entre l'Europe et ses citoyens. Estimant que les élections européennes procurent une excellente occasion pour donner des explications aux citoyens, M. Šefčovič, a indiqué que cette mission n'incombe pas exclusivement au Parlement européen et aux députés européens. «Nous avons tous un rôle à jouer - dans la Commission, le Conseil, le Conseil européen, mais aussi au niveau des Parlements nationaux - pour encourager les citoyens de participer au vote et pour leur permettre de voter en toute connaissance de cause.» En effet, il s'agit de rompre avec un mythe persistant, aux termes duquel les décisions seraient «prises à Bruxelles» et imposées aux Gouvernements, qu'ils le souhaitent ou non.

Un autre point de l'ordre du jour était consacré à un rapport du Parlement européen sur les relations de ladite institution avec les parlements nationaux. Dans son intervention, M. Marc Angel a attiré l'attention sur l'importance d'impliquer les parlements nationaux dans le contrôle d'Europol.

Le Ministre des Affaires étrangères de la République Hellénique, M. Evangelos Venizelos, a par ailleurs informé les parlementaires sur les priorités de la présidence grecque du Conseil de l'Union européenne. Il s'agit en particulier de la lutte contre le chômage et du retour de la croissance économique en Europe, de l'approfondissement de la gouvernance économique ainsi que de la protection des frontières et de la gestion des flux migratoires. Une autre question clé à traiter au courant de la présidence grecque sera la politique maritime intégrée.

Pour un renforcement de la dimension parlementaire de la gouvernance économique

Dans le cadre de la conférence dite «de l'article 13», qui s'est tenue des 20 au 22 janvier 2014 à Bruxelles, les membres du Parlement européen et des parlements nationaux se sont exprimés en faveur d'un renforcement du contrôle parlementaire en matière de gouvernance économique de l'Union européenne. Les députés présents ont souligné que le succès des projets liés à la gouvernance économique dépend avant tout de leur appropriation par les parlements et que cette gouvernance a besoin de plus de légitimité.

Il s'agissait de la deuxième rencontre de ladite Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne. Sa création est prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire et elle a comme objectif d'assurer un contrôle parlementaire efficace des nouvelles structures de gouvernance créées récemment. La conférence doit trouver le juste équilibre entre le contrôle parlementaire exercé dans le domaine de la gouvernance économique et financière par les parlements nationaux et par le Parlement européen.

Lors de la séance d'ouverture, les Présidents de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, et du Parlement européen, M. Martin Schulz, se sont également exprimés. M. Schulz a particulièrement mis en cause la méthode intergouvernementale de la prise de décision en matière de gouvernance économique européenne et il a comparé le Conseil à un «Congrès de Vienne» moderne. Le Président du Parlement européen a mis en exergue que la gouvernance économique ne pourra être efficace qu'à condition que les parlements de l'Union européenne travaillent ensemble, qu'ils soient étroitement impliqués à la procédure de décision et qu'ils contrôlent ces décisions.

Selon M. Barroso, l'une des leçons principales à retenir de la crise consiste dans la prise de conscience que les politiques économiques d'un État membre peuvent avoir des conséquences négatives sur les autres pays. C'est pour cette raison qu'il faudrait une gouvernance économique commune qui soit démocratiquement légitime aussi bien au niveau européen qu'au niveau national. Voilà pourquoi les parlements nationaux et le Parlement européen devraient mieux travailler ensemble pour garantir une coordination plus étroite qui puisse être réalisée dans un cadre légitime et démocratique. Celui-ci serait nécessaire parce qu'en dernier lieu ce sont les parlements nationaux qui doivent garantir la mise en œuvre correcte et la légitimité des réformes.

M. Van Rompuy a reconnu que même si chaque parlement national reste responsable pour la politique économique et le budget de son pays, ces politiques sont menées dans un contexte d'une énorme interdépendance et qu'il a donc fallu créer au niveau européen les mécanismes reflétant cette interdépendance. Dans ce contexte, il a rappelé que les mesures prises depuis le début de la crise, comme le semestre européen ou encore le mécanisme de stabilité, ont permis une plus grande coordination des politiques économiques.

Le Président du Conseil de l'UE a affirmé que cette meilleure coordination est destinée à restaurer la croissance économique, même si cet objectif prend plus de temps que prévu. Afin de corriger les déséquilibres économiques, il aurait fallu accorder plus de compétences au niveau européen. M. Van Rompuy a cependant ajouté qu'il faut faire en sorte que les parlements nationaux disposent des outils nécessaires pour contrôler l'action de leurs Gouvernements au niveau européen.



La Chambre des Députés était représentée par M. Laurent Mosar, M. Henri Kox, M. Alex Bodry et M. Luc Frieden (de gauche à droite).

Lors des débats, la question de la légitimité des décisions prises par l'Union européenne pour résoudre la crise était soulevée. En particulier, la méthode de travail et le fonctionnement de la troïka, le trio des bailleurs de fonds internationaux - UE, Banque centrale européenne et FMI - mis en place dans l'urgence de la crise pour venir en aide aux pays qui ont rejoint le mécanisme de stabilité, ont été passés au crible. Les députés ont déploré que les États membres n'aient opté pour l'approche intergouvernementale lors de la mise en place de la troïka qui n'a pas dû rendre des comptes ni au Parlement européen ni aux parlements nationaux concernés et qu'un certain manque de transparence et de démocratie ne soit indubitable.

Dans ce contexte, des intervenants ont rappelé que le FMI a publiquement reconnu avoir sous-estimé l'effet récessif de la rigueur budgétaire ainsi que l'impact des politiques d'austérité sur la conjoncture. Le Parlement européen travaille en outre sur un rapport d'enquête à ce sujet.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2013-2014

Loi électorale

6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Le projet de loi poursuit un triple objectif:

- transposer dans la législation luxembourgeoise, et plus particulièrement dans la loi électorale du 18 février 2003, telle que modifiée (ci-après la «loi électorale»), les dispositions de la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants, le délai de transposition expirant le 28 janvier 2014[1];

- tenir compte de l'avancement de la date des élections européennes en 2014 et conférer au pouvoir réglementaire davantage de flexibilité pour fixer la date des élections législatives en étendant la période de référence au mois de mai;

- procéder à un toilettage de la loi électorale, notamment en y introduisant la règle de l'interdiction du cumul de mandat de député national et de membre du Parlement européen.

L'article 20, paragraphe 2, point b) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et l'article 39, paragraphe 1 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne reconnaissent à chaque citoyen de l'Union le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside. Les modalités d'exercice de ces droits ont été fixées par la directive 93/109/CE qui impose au citoyen de l'Union européenne désireux de se porter candidat aux élections européennes dans son État de résidence de fournir une attestation des autorités administratives compétentes de l'État d'origine certifiant qu'il n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans cet État ou qu'une telle déchéance n'est pas connue de ces autorités.

La directive 2013/1/UE que le projet de loi vise à transposer, propose de rendre cette procédure plus souple. Ainsi, l'attestation précitée est remplacée par une déclaration (sur l'honneur) signée par le candidat. Il incombera ensuite à l'État membre de résidence de vérifier auprès des autorités de l'État membre d'origine que le candidat n'est pas déchu du droit d'éligibilité. Elle invite également les États membres à désigner un point de contact unique.

Le projet de loi vise par ailleurs à élargir la faculté d'intervention du règlement grand-ducal à l'hypothèse où les élections pour le Parlement européen auraient lieu au cours du mois de mai.

Enfin, il est opéré un toilettage du texte de la loi électorale en y intégrant la règle de l'incompatibilité entre le mandat de député européen et le mandat de parlementaire national consacrée par la décision 2002/772/CE, Euratom du Conseil du 25 juin 2002 et du 23 septembre 2002 et en adaptant la terminologie. L'ancrage formel dans notre droit national de la règle de l'incompatibilité précitée lèvera à l'avenir toute incertitude quant à son application.

[1] Art. 2, paragraphe 1, alinéa 1 de la directive 2013/1/UE.

À noter que par voie d'amendement parlementaire, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a opéré un changement significatif en supprimant toute durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg au profit des ressortissants des autres États membres de l'Union européenne. La législation actuelle prévoit un délai de résidence de deux ans pour l'inscription des non-Luxembourgeois citoyens de l'UE sur les listes électorales en tant qu'électeur et de cinq ans pour être éligible. Désormais, tous les citoyens européens résidant au Luxembourg pourront voter pour les prochaines élections au Parlement européen en mai 2014, à condition d'être inscrits sur les listes électorales.

Avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le droit de vote et d'éligibilité a acquis le statut de droit fondamental (article 39 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne). En vertu de l'article 22 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tout citoyen de l'Union européenne résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de voter lors des élections au Parlement dans l'État membre où il réside, et ce dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

Cependant, la notion de résidence diffère encore beaucoup selon les États membres. Certains pays (Estonie, Finlande, France, Pologne, Roumanie et Slovénie) exigent que l'électeur possède son domicile ou sa résidence habituelle sur le territoire électoral, d'autres (Chypre, Danemark, Grèce, Irlande, Luxembourg, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède) qu'il y séjourne de manière habituelle, d'autres encore (Belgique et République tchèque) qu'il figure au registre de la population. Au Royaume-Uni, seules certaines catégories de citoyens résidant à l'étranger ont le droit de vote (par exemple les citoyens qui vivent à l'étranger depuis moins de quinze ans). La Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Italie et le Portugal n'accordent le droit de vote qu'à leurs ressortissants qui résident dans un autre État de l'Union. L'Autriche, l'Espagne, la Finlande, la France, les Pays-Bas et la Suède accordent le droit de vote à leurs ressortissants quel que soit leur pays de résidence. L'Allemagne accorde le droit de vote aux citoyens qui résident dans un autre pays depuis moins de vingt-cinq ans. En Bulgarie, en Irlande et en Slovaquie, le droit de vote est réservé aux citoyens de l'Union domiciliés sur leur territoire national.

Ainsi, en faisant disparaître la condition de résidence, le législateur luxembourgeois fait aussi disparaître la fastidieuse question de la condition de résidence pour l'inscription sur les listes électorales et surtout l'exception qui était prévue par la loi, à savoir que «… les électeurs communautaires qui, en raison de leur résidence en-dehors de leur État membre d'origine ou de la durée de cette résidence, n'y ont pas le droit de vote, ne peuvent pas se voir opposer cette condition de durée de résidence». Dès lors, avec les nouvelles dispositions, tous les étrangers arrivés au Luxembourg depuis le 28 février 2012 et arrivant au pays avant le 28 février 2014 pourront désormais aussi s'inscrire pour voter pour les élections européennes de 2014 (sauf si en raison de leur loi électorale nationale ils ne peuvent pas voter dans leur pays d'origine).

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 02.05.2013
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Paul-Henri Meyers):

05.06.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
12.06.2013	Continuation des travaux parlementaires
19.06.2013	Continuation des travaux parlementaires
26.06.2013	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
18.07.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):

09.12.2013	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.12.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2013
Loi du 20 décembre 2013
Mémorial A: 2013, n°223, page 4202

Douzièmes provisoires

6630 - Projet de loi

a) ayant pour objet

1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;

3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

b) portant modification de:

1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Le projet de loi prévoit de mettre à la disposition du Gouvernement les crédits nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier des Ministères, administrations et autres services publics à partir du 1er janvier 2014 et jusqu'au 30 avril de la même année.

Il prévoit également d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts existants à partir de cette même date et à reconduire au-delà du 1er janvier 2014 certaines dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2013.

L'idée de base des crédits provisoires - appelés également douzièmes provisoires - qui font l'objet du présent projet de loi consiste à se baser sur le dernier budget qui a été voté par la Chambre des Députés pour arrêter le montant maximum des crédits qui sont susceptibles d'être liquidés au cours de la période couverte par le projet de loi.

Il en résulte que les crédits provisoires ne peuvent pas être affectés au financement de dépenses nouvelles qui ne figurent pas dans le budget voté de l'exercice 2013. Si cela s'avère nécessaire, le Gouvernement peut néanmoins être autorisé à effectuer des dépenses nouvelles qui résultent de dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles.

Pour ce qui est du budget des recettes, il est remarqué que la disposition principale est celle qui fait l'objet de l'article 3 du présent projet de loi et qui autorise la perception des impôts au-delà du 31 décembre prochain, d'après les lois qui en règlent l'assiette, les taux ou tarifs et la perception.

Les montants qui sont inscrits au budget des recettes, à l'endroit des différents articles budgétaires, représentent uniquement une estimation des ressources à encaisser prévisiblement par l'État au titre d'une période déterminée et non pas, comme c'est le cas pour les crédits de dépenses, une limite à ne pas dépasser.

Il est signalé que les recettes et les dépenses ne se répartissent pas linéairement sur les douze mois de l'année, de sorte qu'il n'est pas possible d'extrapoler les tendances des premiers mois sur l'ensemble de l'année.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 18.11.2013
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Marc Hansen):

06.12.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
13.12.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2013
Loi du 20 décembre 2013
Mémorial A: 2013, n°222, page 3913

Station d'épuration Nordstad/ Bleesbruck

6580 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la Station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck.

Cette station d'épuration a été mise en service en 1963. Au fil du temps, de nouvelles localités ont été ajoutées au réseau de collecte et un développement sensible de la population et des activités économiques connexes a été enregistré. Suite à ces circonstances, à l'usure de l'installation et à des prescriptions environnementales plus contraignantes au niveau européen, l'extension et la modernisation de ladite station s'avère nécessaire.

Ainsi, par le biais de la future loi, l'État s'engagera à:

- financer la mise en conformité et l'agrandissement des infrastructures de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck à hauteur de 46,3 millions d'euros (imputables au Fonds pour la gestion de l'eau);

- prendre en charge les frais occasionnés par la dépollution du site de la station d'épuration à hauteur de 2 millions d'euros (imputables au Fonds pour la protection de l'environnement).

Étant donné que le coût des investissements prévus est de 46,3 millions d'euros, l'autorisation de la Chambre des Députés est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, car le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 14.06.2013

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

09.12.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.12.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2013

Loi du 23 décembre 2013

Mémorial A: 2013, n°227, page 4240

Code du Travail

6594 - Projet de loi portant modification

1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;

2. de l'article 1er de la loi modifiée du 3 août 2010

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Le projet de loi vise à modifier l'article L.122-10 du Code du Travail et à proroger certaines adaptations temporaires du Code du Travail.

Ainsi, l'article 1er tient compte de l'avis motivé émis par la Commission européenne en raison de manquements à la clause 6 de la directive 1999/70/CE concernant l'accord-cadre CES, UNICE et CEEP sur le travail à durée déterminée, en disposant que toute place vacante à durée indéterminée doit être portée à l'attention des salariés occupés dans la même entreprise sous le couvert d'un contrat de travail à durée déterminée.

Les articles 2 et 3 prolongent, pour une durée de deux ans, certaines adaptations temporaires du Code du Travail en matière d'indemnisation du chômage complet ainsi que du chômage partiel étant donné que la situation économique ne semble pas encore favorable à une reprise à court terme.

L'article 3 reprend également un amendement gouvernemental ayant pour objet de reconduire les mesures actuellement prévues aux paragraphes (2) et (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail. L'amendement prolonge, pour une année, la possibilité d'étendre la durée du chômage partiel de source structurelle à dix mois.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 19.07.2013

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

12.12.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi amendé
Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2013

Loi du 23 décembre 2013

Mémorial A: 2013, n°227, page 4241

Développement rural

6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Ce projet de loi a pour objet de modifier l'article 63 de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, loi communément désignée «loi agraire».

La modification vise à prolonger certains régimes d'aides de la loi agraire au-delà du 1er janvier 2014, date d'expiration de la loi agraire actuellement en vigueur.

La nécessité de prévoir ces prorogations résulte de retards pris dans l'élaboration des textes réglementaires communautaires, base de la législation nationale en la matière.

Sans intervention du législateur, l'actuelle situation créerait un vide juridique qui aurait pour conséquence de priver les exploitants agricoles du bénéfice d'aides publiques durant une période plus ou moins longue.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 30.08.2013

Rapporteur: M. Edy Mertens

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(Président: M. Roger Negri):

26.09.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

10.12.2013 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation du dispositif amendé
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

12.12.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2013

Loi du 23 décembre 2013

Mémorial A: 2013, n°227, page 4240

Société coopérative européenne (SEC)

5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC)

L'objectif essentiel du présent projet de loi est d'assurer, dans le cadre de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (ci-après désignée par: «L. 10 août 1915»), une mise en œuvre des dispositions du Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC), lequel règlement est entré en vigueur le 18 août 2006.

Certes le règlement est directement applicable en toutes ses dispositions mais il réclame néanmoins des États membres un effort de mise en œuvre, notamment quant à la procédure de transfert du siège statutaire de la SEC et de son immatriculation, et ouvre dans le même temps une série d'options réglementaires (réceptivité plus ou moins large à la constitution de SEC, étendue du contrôle exercé par les autorités à l'occasion de la constitution, système moniste ou dualiste de gestion, etc.) auxquelles il importe de répondre.

Le texte proposé s'inscrit dans la convergence de la technique législative suivie en Belgique pour la mise en œuvre du Règlement SEC et diffère donc sur ce point du texte adopté lors de la mise en œuvre du Règlement communautaire du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE). Effectivement, la loi du 25 août 2006 s'inscrit dans une optique d'intégration des règles s'appliquant à la SE soumise au droit luxembourgeois dans le corps de droit interne régissant les sociétés anonymes. La technique législative retenue pour la SE a permis d'accroître la lisibilité et l'immédiateté d'accès aux règles régissant la SE pour le praticien luxembourgeois. Toutefois l'usage de cette technique s'est trouvé facilité par le fait que le droit de la société anonyme est déjà largement harmonisé par l'effet des diverses directives communautaires concernant cette société, le Règlement SE s'inscrivant dans cet acquis communautaire. Par contre le droit de la société coopérative n'a été que fort peu concerné par l'harmonisation communautaire. En outre, sur le plan interne, le droit des sociétés coopératives n'a été que fort peu modifié depuis son avènement dans la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Ainsi la structure de la société coopérative européenne transparaissant du Règlement SEC, étant a priori une société dotée d'un régime de responsabilité limitée d'où une réglementation relativement détaillée, ne trouve pas son reflet en la L. 10 août 1915, où la coopérative est, à l'inverse, a priori une société à responsabilité illimitée et donc dotée d'un régime largement dominé par la liberté contractuelle. Par conséquent, il n'est pas possible d'adopter, pour la mise en œuvre du Règlement SEC, la même technique législative que celle ayant présidé à la mise en œuvre du Règlement SE sans passer au préalable par une réforme en profondeur du droit interne des sociétés coopératives, laquelle dépasse largement l'objectif du présent projet de loi et ne semble pas par ailleurs découler d'un réel besoin pratique.

Par ailleurs, l'option générale de politique législative retenue par le présent projet est que, lorsque le Règlement SEC ouvre aux États membres des options comparables à celles figurant dans le Règlement SE, il importe de s'aligner autant que possible sur les choix opérés à l'occasion de la mise en œuvre du Règlement SE.

Parmi les options ouvertes par le Règlement communautaire figure celle consistant pour la SEC à pouvoir opter pour un système moniste ou un système dualiste de gestion entraînant celle, pour l'État membre ne disposant pas d'une réglementation en la matière, d'adopter une telle réglementation à cette occasion. À cet égard, il est proposé, de suivre la ligne de politique législative énoncée ci-dessus en ouvrant non seulement aux SEC mais aussi aux sociétés coopératives de droit interne la possibilité de se doter soit d'un régime moniste soit d'un régime dualiste de gestion. Toutefois, étant donné que le droit commun applicable à la gestion des sociétés coopératives au Luxembourg est fort peu détaillé et largement supplétif de la volonté des parties, il a été estimé opportun de conférer également aux sociétés coopératives de droit interne la faculté d'opter pour le régime soit moniste, soit dualiste de gestion développé par le Règlement SEC. Par conséquent, les sociétés coopératives de droit interne disposeront, s'agissant de l'organisation de leur gestion, d'une triple option: soit le régime largement supplétif résultant de la L. 10 août 1915, soit le système moniste, soit le système dualiste, les deux derniers résultant du Règlement SEC et mis en œuvre dans la L. 10 août 1915 par les dispositions proposées par le présent projet de loi. De cette manière, les sociétés coopératives de droit interne souhaitant disposer d'un cadre mieux organisé de gestion pourront également bénéficier de la réglementation introduite par le présent projet pour les SEC établissant leur siège statutaire au Luxembourg.

Une question se posant spécifiquement pour le Luxembourg est celle de savoir si la société coopérative organisée comme une société anonyme (art. 137-1 à 137-10 L. 10 août 1915) et, plus spécifiquement la sepcav (devant prendre la forme d'une société coopérative organisée comme une société anonyme ou «coopsa») organisée par la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep peuvent prendre la forme d'une société coopérative européenne. Cette question appelle une réponse nuancée. Certes la coopsa est bel et bien une société coopérative, ce qui justifie d'ailleurs son traitement dans la section IV de la L. 10 août 1915 consacrée aux sociétés coopératives. Toutefois étant donné que le statut de coopsa emporte l'application d'une série de dispositions relevant du droit de la société anonyme, certaines d'entre elles n'apparaissent pas se concilier aisément avec le Règlement SEC.

Par conséquent, les constituants d'une sepcav-SEC seront particulièrement attentifs aux questions soulevées ci-dessus et devront faire preuve d'une particulière circonspection dans la rédaction de l'acte notarié de constitution.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 18.12.2008

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Gilles Roth):

27.02.2013 Désignation d'un rapporteur

17.04.2013 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État
24.04.2013 Présentation et adoption d'une série d'amendements

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):
08.01.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.01.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2014

Infrastructures sportives

6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif

Historique

La tradition des programmes quinquennaux d'équipements sportifs trouve ses origines dans la loi du 24 mars 1967 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l´exercice 1967, qui dans son article 14 prévoyait l'institution d'un «fonds spécial dénommé 'fonds d´équipement sportif national' destiné à recevoir les sommes inscrites au budget en vue de réaliser un programme d'équipement sportif national qui fera l'objet d'une loi spéciale».

Avec la loi du 11 novembre 1968 autorisant le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un programme quinquennal d'équipement sportif communal et intercommunal et qui prévoyait des subventions d'un montant global de 120 millions de francs, ce fut chose faite. Dans l'exposé des motifs du projet de loi 1317, à l'origine de la loi susmentionnée, les auteurs se préoccupent des «maux de civilisation que nous sommes obligés d'accepter en contrepartie des immenses progrès réalisés dans tous les domaines de l'activité humaine» et s'appuient sur des «statistiques inquiétantes sur la fréquence croissante des défauts de maintien, la diminution de la résistance physique chez les jeunes et l'augmentation rapide des affections cardio-vasculaires et le stress nerveux chez les adultes», pour en déduire une obligation des pouvoirs publics «de mettre à la disposition des citoyens, et notamment de ceux des agglomérations à forte densité, les moyens matériels et les installations nécessaires à l'exercice des activités sportives».

À noter que dans son avis sur le projet de loi 1317, le Conseil d'État fit référence à une enquête réalisée en 1961 et publiée dans un «Livre blanc» dans lequel fut «déploré l'insuffisance de notre équipement sportif et reconnu l'urgence de la mise en chantier d'un réseau d'installations que l'on avait trop longtemps négligé d'entreprendre».

Si dans la conception initiale les plans successifs devaient se limiter à une durée de 20 ans, les discussions sur le cinquième plan quinquennal étaient l'occasion de constater que le pays avait réussi à rattraper quelque peu un retard énorme en infrastructures sportives par rapport à nos pays limitrophes et se trouvait dès lors doté d'une infrastructure sportive plus adéquate. Mais les carences aux niveaux local, régional et national étaient toujours importantes, et la popularité croissante de la pratique sportive, notamment des pratiques sportives indoor, constituait un argument de poids pour continuer la programmation d'équipements sportifs. Le Parlement avait dès lors reconnu le bien-fondé des programmes quinquennaux et le cinquième programme fut voté.

Le contexte actuel

À l'occasion de l'élaboration et des discussions du dixième programme quinquennal d'équipement sportif, force est de constater que les besoins continuent à croître.

Entre 1991 et 2011, la population luxembourgeoise a connu un accroissement annuel important de 1,5 pour cent par année, alors que l'accroissement moyen enregistré pour l'Union européenne ne se chiffrait qu'à 0,4 pour cent. Le nombre des habitants est passé de 384.634 à 511.840, soit un accroissement de 127.206 habitants. Il ressort d'une récente présentation du Département de l'Aménagement du Territoire que l'augmentation est plus forte pour certains centres de développement et d'attraction (CDA) que pour d'autres. Surtout la ville de Luxembourg a connu un développement hors pair puisqu'elle a attiré à elle-seule quelque 17.500 nouveaux citoyens. Les causes de cet accroissement de la population sont les naissances et l'incidence du solde migratoire.

Ce n'est pas seulement le nombre des habitants qui entraîne des nouveaux besoins en infrastructures. Le fait que la population luxembourgeoise vieillit et reste active plus longtemps crée de nouveaux besoins pour des tranches d'âge à la retraite.

À côté du nombre des habitants, le nombre de la population scolaire est également en hausse. Alors que les chiffres restent plus ou moins stables pour l'enseignement fondamental, le nombre des élèves de l'enseignement postprimaire connaît une forte augmentation. Entre 2000 et 2011 ce nombre est passé de 30.603 à 38.704 élèves, soit une augmentation de 8.101 élèves. À côté de l'accroissement du nombre des élèves, la prolongation de la durée obligatoire de la scolarisation joue également un rôle et nécessite la mise à disposition d'installations sportives supplémentaires.

Il y a lieu de constater en même temps que la pratique du sport de compétition s'est professionnalisée dans la plupart des disciplines et les concours au niveau international présupposent des infrastructures et équipements qui sont à la pointe du progrès.

Au-delà des besoins dont la naissance est quelque peu automatique au fil de la croissance de la population et de la progression internationale des disciplines et pratiques sportives, il y a lieu de voir le sport et l'exercice physique comme facteur important influant directement sur le bien-être, la santé et la vitalité des individus. En raison de la lutte contre certains fléaux de notre société moderne, telles la sédentarité ou une alimentation inadéquate, le Département ministériel des Sports, de concert avec l'organisme central du sport, le Comité olympique et sportif Luxembourg (COSL), articula avec l'aval du Gouvernement en Conseil un plan d'action national «Gesond iessen, méi bewegen». Les mêmes instances se sont dotées à l'heure actuelle d'un organe de réflexion pour concevoir, cette fois sous l'égide du COSL, un concept global pour le sport.

De l'idée directrice de ce concept global se déclinent facilement les champs d'action, anciens et nouveaux: enfance en bas âge (crèches, maisons-relais, garderies), enseignement fondamental (communes), enseignement secondaire (établissements scolaires et de formation), clubs et associations (entraînements, compétitions, temps libre), 3e âge, personnes handicapées physiques et mentaux, sport non organisé, sport corporatif.

Le dixième programme quinquennal d'équipement sportif avec tous ses projets est à considérer dans le contexte de ce concept global du sport.

L'équipement sportif dans le cadre de l'aménagement du territoire

Le dixième programme quinquennal tient compte des pistes indiquées par les services de l'aménagement du territoire, à savoir, qu'il faut privilégier les localisations des équipements sportifs dans les centralités urbaines existantes pour favoriser un accès par les modes de transport durables.

À côté du développement des installations dans les centres de développement et d'attraction (CDA), la création d'infrastructures près des écoles fondamentales et des centres d'accueil pour enfants en bas âge est privilégiée.

D'autre part, des partenariats sont recherchés notamment pour les installations coûteuses telles les piscines. Des synergies sont recherchées de ce fait entre communes ou entre l'État et les communes pour la réalisation d'équipements utilisés à la fois par l'enseignement postprimaire, l'enseignement fondamental et le public.

À ce sujet, il est renvoyé aux cartes en annexe du projet de loi qui répertorient et situent sur le territoire du pays les diverses sortes d'infrastructures.

Le dixième programme quinquennal

À la lumière, d'une part, des projets reportés du neuvième au dixième programme, et au vu, d'autre part, des nouveaux projets déjà introduits à ce jour, le contenu du dixième programme quinquennal peut être esquissé et décrit comme suit:

7 piscines, 2 centres nationaux (karaté, beachvolley), 1 centre régional d'escrime, 1 stade intercommunal d'athlétisme, 6 terrains de football dont le stade national, 6 vestiaires de football, 9 halls multisports, 3 centres sportifs, 2 salles de sports, 12 halls de sports, 1 hall de tennis, 1 salle de gymnastique, 1 hangar d'aérodrome et diverses aires multisports.

Pour ce qui est de la répartition géographique des principaux projets, il est renvoyé à l'exposé des motifs du projet de loi.

À côté des éléments essentiels du dixième programme quinquennal, le projet du stade national de football mérite une attention particulière.

- Le stade national de football

Récemment encore, l'UEFA (Union of European Football Associations) a rappelé aux instances du football luxembourgeois l'urgence de se doter, enfin, d'un stade national répondant à toutes les exigences requises afin de pouvoir continuer à disputer ses rencontres internationales à domicile sur le territoire national. En effet, cette possibilité est sujette depuis de longues années déjà à une dérogation particulière accordée à la seule Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF) parmi toutes les fédérations européennes.

Il y a cinq ans déjà, le neuvième programme quinquennal d'équipement sportif avait anticipé cette démarche de l'UEFA en indiquant dans son exposé des motifs qu'un nouveau stade national de football était à considérer comme une priorité absolue parmi les infrastructures sportives à caractère national. En effet, le stade Josy Barthel ne répond plus aux critères minimaux, pour un équipement national de l'espèce, ni pour ce qui est de l'accueil des sportifs, ni en ce qui concerne le public. La nécessité urgente de réagir devient d'autant plus inéluctable que la vétusté de l'installation actuelle et son maintien en service entraînent des réparations et rénovations nombreuses et coûteuses.

Le programme gouvernemental de juillet 2009 avait rappelé ce constat et indiqué le site de Livange comme lieu d'implantation du stade national de football à construire par un promoteur privé. Les discussions autour de ce projet ainsi que le long délai d'attente nécessaire à sa réalisation ont amené le dernier Gouvernement à renoncer au site de Livange.

Après les préparations d'un groupe de travail réunissant le Département ministériel des Sports et la Fédération Luxembourgeoise de Football, le Gouvernement précédent, en date du 16 novembre 2012, avait pris la décision d'entamer les travaux préparatoires dans la perspective d'une transformation de l'actuel site du stade Josy Barthel en un nouveau stade national de football-décision confirmée par l'accord du nouveau Gouvernement issu des élections législatives du 20 octobre 2013. Cette solution aura comme avantage un investissement raisonnable en des temps de difficultés budgétaires de l'État tout en veillant à répondre dans les délais impartis aux exigences de l'UEFA concernant les mises aux normes e.a. de sécurité, d'accueil, de confort et de salubrité reprises au règlement actuel de l'UEFA sur l'infrastructure des stades.

Dans la mesure où les équipements d'athlétisme viennent à disparaître dans le cadre de ladite transformation du stade Josy Barthel, les installations d'athlétisme de l'Institut National des Sports seront rénovées pour répondre aux besoins de la Fédération Luxembourgeoise d'Athlétisme, du Sportlycée et du club local, le CS Luxembourg.

- Le vélodrome

Le vélodrome ne fait pas partie intégrante du dixième programme quinquennal. En effet, la réalisation d'un projet initial à Luxembourg-Cessange avait été approuvée par règlement grand-ducal du 1er septembre 2006 établissant la 3e partie de projets à subventionner dans le cadre du huitième programme quinquennal. Du fait de l'inadéquation du site et de la situation budgétaire difficile de l'État, sa construction avait été reportée au-delà de 2012 par décision du Conseil de Gouvernement du 30 avril 2010. Parallèlement, les travaux préparatoires devaient continuer entre-temps en concertation notamment avec plusieurs autres ministères concernés et la Commune de Mondorf, seule candidate à l'implantation d'un projet alternatif.

Eu égard aux impératifs budgétaires, il y a lieu d'étudier la possibilité de prévoir la construction d'une piste cyclable couverte dans le cadre du projet du Lycée de Mondorf et des infrastructures sportives accessoires.

- La préservation des équipements en place

Outre la planification des nouveaux équipements, la préservation de l'infrastructure sportive en place et en service reste de mise. En effet, priver les collectivités locales concernées de l'aide étatique et donc se laisser dégrader le patrimoine d'équipements sportifs existants reviendrait à mettre en péril les acquis des dernières années et à anéantir les efforts consentis depuis le démarrage des programmes quinquennaux. À ce sujet, il y a lieu de constater une innovation majeure. Celles des installations qui, en raison de leur âge, se trouvent présentement dans un état désuet et nécessitent en conséquence une rénovation complète, le cas échéant à la lumière du facteur loisir pour ajouter un brin de rentabilité aux frais d'entretien et de fonctionnement, seront dès à présent définis dans une liste à autoriser par règlement grand-ducal.

- La création d'une banque de données sur l'infrastructure sportive nationale

En donnant suite aux recommandations de la Commission de contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés à la suite de deux contrôles successifs des programmes quinquennaux d'équipement sportif et du Fonds d'équipement sportif national par la Cour des Comptes, une banque de données est créée en collaboration avec le Syndicat Intercommunal de Gestion Informatique (SIGI). La nouvelle application informatique permet de réaliser à partir de l'année 2013 un inventaire complet de l'infrastructure sportive du pays comprenant à la fois les installations communales et étatiques.

La nouvelle application sert principalement à documenter la répartition des infrastructures sportives sur le territoire luxembourgeois dans l'intérêt de la planification indispensable et sollicitée par la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire suite aux recommandations de la Cour des Comptes. Elle permettra de collecter et analyser des données et informations facilitant la gestion et le suivi des dépenses des infrastructures existantes et/ou servant de base à une planification raisonnable, efficace et durable des infrastructures à réaliser à l'avenir.

Accessoirement cet outil informatique peut renseigner un large public sur les possibilités de pratiquer leur sport favori en indiquant dans une base de données accessible aux citoyens les dimensions et les heures d'ouverture des installations.

En y englobant des chiffres démographiques sur la population de la commune ainsi que le nombre des élèves de l'enseignement fondamental, la banque de données aide à extrapoler les besoins futurs en installations et laisse apparaître les besoins dans les régions délaissées.

Une convention avec le SIGI règle les modalités de la collaboration entre le syndicat intercommunal SIGI et le Département ministériel des Sports. L'enveloppe financière pour la création et l'exploitation de la banque de données est autorisée dans le cadre de l'article 1er du présent projet de loi.

L'enveloppe financière du dixième programme quinquennal

L'enveloppe financière du huitième programme quinquennal avait été arrêtée finalement à un total de 110 millions d'euros.

Les projets déclarés par les communes et les syndicats de communes au neuvième programme quinquennal ont nécessité une enveloppe de 90 millions d'euros, dotation totalement engagée désormais suite aux deux listes successives de projets approuvés par les règlements grand-ducaux respectivement du 6 juillet 2009 et du 28 juillet 2011.

Sur la base des données réalistes actuellement disponibles, l'enveloppe qui s'annonce indispensable pour exécuter le dixième programme doit être portée de nouveau à un montant plus important. 100 millions d'euros s'avèrent nécessaires sur le vu des projets déclarés et sachant que les renchérissements sur dix ans atteignent presque 20 pour cent. Ainsi, l'indice des prix de la construction, publié par le Statec, a évolué de l'ordre de 11 pour cent pour la seule période de 2008 à 2012.

En outre, il y a lieu de respecter dorénavant les conditions du règlement grand-ducal du 31

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels ce qui ne manquera pas d'engendrer également une hausse des coûts de construction.

L'enveloppe de 100 millions d'euros tient compte du projet recalé du stade national de football ainsi que du report de certains projets, déjà annoncés pour le neuvième programme quinquennal, mais reportés dans le temps et déclarés par les communes pour être inscrits au dixième programme.

Les considérations finales

L'enveloppe financière fixée par le projet de loi est estimée au strict nécessaire compte tenu à la fois des besoins connus et des efforts d'économies à réaliser. Cette enveloppe doit pouvoir être ajustée en cas de nécessité absolue, si des projets de rénovations urgentes surgissent. Les adaptations éventuelles sont à décider par la loi budgétaire.

En-dehors du dixième programme quinquennal, d'autres équipements sportifs importants sont décidés et financés dans le cadre d'autorisations légales particulières. Sont à mentionner surtout celles se rapportant aux lycées qui vont compléter l'infrastructure scolaire de l'enseignement secondaire puisqu'en principe ces établissements sont tous dotés d'un hall de sports et certains également d'une piscine.

Sur les friches de Belval et à charge du fonds spécial (créé en tant qu'établissement public par la loi du 25 juillet 2002) s'y rapportant, un campus sportif polyvalent est à réaliser pour les besoins rassemblés de l'université, des lycées et écoles de la région encore insuffisamment dotés, des nouvelles agglomérations de résidents qui naissent à Belval et des nombreux migrants journaliers qui s'y rendent à leur lieu de travail.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre des Sports, le 29.03.2013

Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot)

23.05.2013 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

07.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.01.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2014

Assistance alimentaire

6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012

La première Convention relative à l'aide alimentaire (CAA), qui est entrée en vigueur en 1967, visait à écouler, de façon coordonnée et acceptable, les excédents agricoles des pays développés vers les pays en développement dans le besoin. Elle a été renouvelée plusieurs fois au fil du temps, sans cependant que ses composantes essentielles aient été modifiées. En octobre 2010, le Département du Développement Économique et Social de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) note que la Convention n'est plus adaptée aux besoins d'aujourd'hui en matière d'aide alimentaire. En effet, la CAA, au lieu de s'attaquer aux causes de la faim, ne couvrait que les besoins alimentaires d'urgence, sans proposer de solutions durables. Selon les experts de la FAO, les interventions devraient avoir un horizon à plus long terme et s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire. Ces réponses globales comprennent des mesures visant à accroître la productivité agricole, en soutenant les circuits de commercialisation et la fourniture d'intrants de base pour la production alimentaire.

Le 14 décembre 2010, les parties à la CAA de 1999 sont convenues de négocier une nouvelle convention dont l'objectif serait de fournir une assistance alimentaire appropriée et efficace aux populations vulnérables en fonction des besoins identifiés. Ces négociations ont abouti le 25 avril 2012 à la présente Convention relative à l'assistance alimentaire.

Ouverte à la signature auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, la Convention est entrée en vigueur le 1er janvier 2013, étant donné que six signataires (le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, le Japon, la Suisse et l'Union européenne) ont déposé, conformément à l'article 15 de la CAA, leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation jusqu'au 30 novembre 2012. La ratification de la Convention par la Finlande (décembre 2012) et par l'Autriche (janvier 2013) porte le nombre de Parties à la Convention à huit. Le Luxembourg a signé cette Convention le 24 septembre 2012 à New York.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.07.2013

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

16.12.2013 Désignation d'un rapporteur

13.01.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2014

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

SÉANCE 5

MARDI,
17 DÉCEMBRE 2013

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Communication
- *M. le Président*

2. Composition des commissions parlementaires
- *M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. 6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Alex Bodry (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6630 - Projet de loi

a) ayant pour objet

1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;

3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

b) portant modification de:

1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen (M. Eugène Berger intervient), M. Justin Turpel*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6580 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel*
- *M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*
- *M. Justin Turpel (parole après ministre), M. Camille Gira*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6594 - Projet de loi portant modification

1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;

2. de l'article 1er de la loi modifiée du 3 août 2010

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, Mme Joëlle Elvinger, Mme Viviane Loschetter, M. Serge Urbany*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural
- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Edy Mertens*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Frank Arndt, M. Henri Kox*
- *M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement
- *M. le Président*

10. Discours de fin d'année de M. le Président
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- E schéine gudde Mëtteg. Domat ass eis Chamberssëtzung offiziell opgemaach.

1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Communication du Président - séance publique du 17 décembre 2013

La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Ech wollt dann och froen, ob d'Regierung eng speziell Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister.

2. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, esou sinn dës, ausser der Commission de Contrôle parlementaire vum Service de Renseignement de l'État, all definitiv constituéiert.

D'Lëschte ginn un d'Fraktiounspresidente verdeelt, a wann nach Ännerungen ze proposéiere wären, da wär ech frou, wann déi dem Greffe respektiv der Administration parlementaire gemellt géife ginn.

3. Ordre du jour

Dann zum Ordre du jour. An hirer Réuniouun vum 12. Dezember huet d'Presidentekonferenz fir haut folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Éischtens de Projet de loi 6571. Et handelt sech ëm eng Ofännerung vum Wahlgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 virgesinn.

Zweetens de Projet de loi 6630 iwwert déi sougenannten Douzièmes provisoires. Och hei gëllt de Modell 1.

De Projet de loi 6580 iwwert déi finanziell Bedeelegung vum Stat un der Moderniséierung vun der Kläranlag Nordstad/Bleesbréck. Och hei gëllt de Modell 1 bei der Riedezäit.

De Projet de loi 6594; et handelt sech ëm eng Ofännerung vum Code du Travail. Och hei gëllt de Modell 1 bei der Riedezäit.

An de Projet de loi 6606, wat eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Ënnerstëtzungen am Beräich vum Développement rural ass. Hei gëllt de Basismodell bei der Riedezäit.

Als leschte Punkt gesäit den Ordre du jour dann d'Designatioun vun engem President a véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement vir.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Villmools Merci.

Mir fänken haut de Mëtteg mam Projet de loi 6571 un, wou et jo, wéi gesot, ëm eng Änderung vum Wahlgesetz geet. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: CSV 33 Minutten, DP 23 Minutten, LSAP 23 Minutten, déi gréng 16 Minutten, ADR siwen an eng hallef Minutten, déi Lénk fënnef Minutten an d'Regierung 15 Minutten.

Ech géif dann direkt d'Wuert un de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Alex Bodry, weiderginn. Et sinn doniewent agedroen: den Här Gloden, d'Madame Brasseur, den Här Adam an den Här Urbany.

Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. 6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet 6571 geet et ëm eng Deelreform vun eisem Wahlgesetz vum 18. Februar 2003.

Et ass e Projet, dee vun der viregter Regierung abruecht ginn ass, deen eigentlech ursprünglech zwee Haaptziler verfollegt huet.

Éischtens d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv vum 20. Dezember 2012 iwwer verschidde Modalitéite vun der Ausübung vum passive Wahlrecht bei de Wahle fir d'Europaparlament an zweetens eng gesetzlech Regelung fir d'Festleeung vum Datum vun de Chamberwahlen, fir e gläichzäitegt Ofhale vun den National- an Europawahle méiglech ze maachen. Europawahlen, déi jo op de 25. Mee 2014 fixéiert sinn.

D'Regierung huet dann och gläichzäiteg vun där Geleeënheet profitéiert, fir och d'Regel vum Netcumul vum nationalen Deputéiertemandat mat dem Mandat vum Europadeputéierten endlech fest an eist Wahlgesetz anzeschreiwen.

Do gëtt et zwar en europäeschen Accord zu där doter Fro, dass déi europäesch an national Deputéiertemandater net kompatibel sinn, also net kënne cumuléiert ginn. Et gëtt och en Accord tëschent de Parteien hei zu Lëtzebuerg, fir dat ze maachen, mä dat war bis elo formal ni an eisem Wahlgesetz verankert ginn. Dat geschitt also och duerch dëse Gesetzesprojet.

D'Verfassungskommissioun huet hirersäits dee Regierungstext schonn am Juni an e puer Sitzungen diskutéiert an och, wéinst der Urgence, net den Avis vum Statsrot ofgewaart, mä vu sech aus eng Rei vun Amendementen zum Regierungstext ugeholl.

Déi wichtegst Ännerung, op déi mer eis sengerzäit an der Institutiounskommissioun gëeenegt hunn, war déi, fir an Zukunft op eng minimal Residenzklausel fir Netlëtzebuerger bei den Europawahlen ze verzichten. An Zukunft ass et also deemno esou, wann d'Chamber dëse Gesetzesprojet an där Form guttheescht, dass all Bierger aus der Europäescher Unioun bei den Europawahlen hei zu Lëtzebuerg matmaache kënnen, als Wieler oder als Kandidat; also aktivt Wahlrecht respektiv passivt Wahlrecht, wa se op eise Lëschten ageschriwwe sinn.

Si musse sech also nach wie vor vu sech aus op déi Wielerlëschten aschreiwen, mä si brauchen eigentlech net méi eng gewëssen Zuel vu Joren am Virfeld hei zu Lëtzebuerg gewunnt ze hunn.

Am aktuelle Gesetz ass et esou, dass een, fir dat aktivt Wahlrecht auszeüben, muss zwee Joer hei zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, fir sech kënnen op déi Wielerlëschten anzeschreiwe fir d'Europawahlen. An et huet ee misse fënnef Joer hei zu Lëtzebuerg residéiert hunn, fir kënnen als Kandidat bei Europawahlen hei zu Lëtzebuerg matzemaachen. Mir proposéieren also hei, fir dat ofzeänneren an an deem heite Fall op déi minimal Residenzklausel ze verzichten.

Ech mengen, dass, wann een de Werdegang vum Wahlrecht och fir Netlëtzebuerger hei zu Lëtzebuerg kuckt, dass dat schonn en historesche Schrack ass, dee mer hei maachen. Lëtzebuerg akzeptéiert also, an deem heite Fall vun den Europawahlen, den Droit commun an Europa a bénéficiéiert also net méi, verzicht drop, fir op eng Ausnahmeregelung kënnen zréckzegräifen, déi deene Länner zougestane ginn ass, wou den Undeel vun den Auslänner iwwer 20% läit. Dat brauche mer also an Zukunft net méi. Hei géife mer dat fale loossen zu Lëtzebuerg fir d'Europawahlen.

Déi eenzeg Bedéngung natierlech, déi bleift: Et muss een a sengem eegene Land, a sengem Ursprongsland selwer iwwert dat Wahlrecht verfügen. Een, deen a sengem Land duerch gesetzlech Bestëmmungen, duerch e Geriichtsuerteel dat Wahlrecht net méi huet, deen däerf och hei zu Lëtzebuerg als Netlëtzebuerger net bei Europawahle matmaachen, sief et als Wieler, sief et als Kandidat.

Eng aner Ännerung, déi mer iwwert déi Direktiv hei iwwerhuelen, an iwwert déi ee kann duerchaus misstrauesch sinn, mä wou mer als nationale Législateur keng Marge d'appréciation méi hunn - mir mussen den Direktivtext ëmsetzen -, ass de Virschlag, deen an där Direktiv iwwerholl ginn ass, fir dass an Zukunft Kandidaten aus engem aneren EU-Stat, déi hei zu Lëtzebuerg géife matmaache bei den Europawahlen als Kandidat, net méi brauchen eng offiziell Attestatioun aus hirem Land matzebréngen, déi beleet, dass se dat passivt Wahlrecht bei sech hunn.

Dat war bis elo also de Fall. Dat huet anscheinend - net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg, mä an anere Länner - zu Komplikatioune gefouert, well et net evident war, wat fir eng Instanz an deene Länner géif esou e Certificat ausstellen, also wat fir eng national Autoritéit géif eng Attestatioun ausstellen, dass eng bestëmmte Persoun am Besëtz vun hire politesche Rechter ass.

An duerfir ass dann iwwert de Conseil an iwwert d'Europäescht Parlament proposéiert ginn, iwwer eng Direktiv déi dote Bestëmmungen opzelackeren. Mir kommen haut also vun engem System, vun enger offizieller Attestatioun vun enger nationaler auslännescher Autoritéit, an e System eran, wou de Kandidat selwer muss op seng Éier deklaréieren, dass en am Besëtz vu sengem politesche Recht ass an notamment vun deem Recht, sech als Kandidat ze presentéiere bei politesche Wahlen. Dat ass also, géif ech soen, dee grousse Changement, dee kënnt, iwwert déi europäesch Direktiv, déi mer hei dann och op deem dote Punkt eent zu eent probéieren ëmzesetzen.

Dat ass a priori manner bürokratesch, méi schnell a sécherlech méi einfach. Et ass méi einfach, sech selwer e Certificat auszestellen, eng Deklaratioun ze ginn, wéi wann ee muss Démarchë maache bei enger Verwaltung, zemools déi och dann am Ausland nach situéiert ass, fir déi doten Attestatioun ze kréien.

Mä et ass awer och esou - do ware mer eis eens an do deele mer eigentlech déi kritesch Astellung, déi och de Statsrot a sengem Avis zudag bruecht huet -, dass, wann et zwar méi einfach ass, manner bürokratesch ass, dat doten natierlech och kann zu enger méi grousser Onsécherheet, zu enger méi grousser politescher a juristescher Onsécherheet féieren, zemools wa géif ex post no Wahle festgestallt ginn, dass eng Persoun zwar hei Kandidat war fir d'Europawahlen op enger Lëscht, mä en fait an hirem eegene Land d'Recht net gehat hätt, fir Kandidat ze sinn.

Domadder stelle sech also eng ganz Partie vu juristeschen, awer och héich politesche Froen, wou et net méiglech war, op all Hypothees eng kloer Äntwert an eisem Gesetzestext ze ginn.

De Statsrot huet eng ganz Rëtsch vu Froen opgeworf, wou et Deeläntwerte sécherlech am Gesetz ginn, mä wou mer net an allen Hypotheesen och wahrscheinlech d'Méiglechkeet hunn, esou ze légiféréieren, dass een alles kann am Virfeld propper regelen. Zemools wësse mer jo, wa bis d'Parlamenter selwer jugéiert hunn, dass eng Wahl definitiv ass, a festgestallt hunn, dass hir Zesummesetzung rechtens war, dass et ganz schwéier gëtt, duerno eigentlech déi doten Décisioun, souverän Décisioun vun de Parlamenter, sief et eng Lëtzebuerger Chamber, sief et en Europaparlament, erëm eng Kéier a Fro ze stellen.

Eng wichteg Fonctioun an deem ganze System do vun der Certificatioun kënnt dem President vum Haaptwahlbüro zou, deen also do muss déi Demande vun deem EU-Kandidat weiderreechen. Dat gëtt da weidergereecht un den Ausseministère. Den Ausseminister ass eigentlech de Point de contact, fir déi Iwwerpréiwung ze maachen, ob eng Persoun hei rechtens Kandidat ass am Moment vun der Opstellung vun de Kandidatelëschten. Dee gëtt dat da weider un déi zoustänneg auslännesch Instanz. An déi muss dann no dem europäeschen Text och bannent fënnef Deeg äntwerten.

D'Gefor ass natierlech ganz grouss - ausser d'Verwaltunge géife ganz anescht fonctionnéieren am Ausland wéi déi, déi mer hei kennen -, dass vläicht während fënnef Deeg do net direkt eng Äntwert kënnt vun der richteger Stell. Dee Moment muss déi Kandidatur zougelooss ginn. Déi muss dann zougelooss ginn a si kann natierlech nach a Fro gestallt ginn, wann e bësse méi spéit dann eng Äntwert kënnt, aus där géif ervirgoen, dass déi dote Persoun d'Wahlrecht eigentlech net hätt.

Mä do spillt dann och, wéi gesot, de President vum Haaptwahlbüro nach eng Roll. Do spillt och den Texter no d'Regierung eng Roll, well d'Regierung och muss nom Direktivtext derfir suergen, dass u sech keng Persoun onrechtméisseg eigentlech gewielt gëtt doduerjer, dass se net iwwer all politesch Rechter géif verfügen.

Duerfir maache mir ganz kloer en Appell och als Kommissioun - do ware mer eis eens - un all déi Parteien, un all déi Leit, déi Lëschte presentéieren, wierklech op där doter Fro opzepassen, wierklech sech net vläicht einfach mat enger mëndlecher Erklärung vun deem Kandidat zefridden ze ginn, mä Virsiicht walten ze loossen, fir ze suergen, dass u sech och kloer ass, dass déi Persoun och iwwer hiert vollt Wahlrecht verfügt, wa se als Kandidat op enger Lëscht optrëtt.

Et ass esou, dass selbstverständlech och Strofbestëmmungen hei am Gesetz mat dra sinn. Mir hunn do ganz gären eng Suggestioun vum Statsrot opgeholl an deem Sënn, dass natierlech an Zukunft all falsch Deklaratioun, déi e Kandidat géif maachen hisiichtlech senge Capacitéiten, fir Kandidat ze sinn, kann zu Lëtzebuerg bestrooft gi vun de Geriichter mat enger Geldstrof vu 500 bis 15.000 Euro respektiv enger Prisongsstrof vun engem Mount bis zwee Joer, dat geméiss dem Artikel 114 vun eisem Wahlgesetz.

Et ass och esou, dass déi individuell Stëmmen, déi en net éierleche Kandidat kritt hätt bei Wahlen, him selwer a senger Lëscht och géifen ofgezu ginn. Esou gesäit et och den aktuellen Text vun eisem Wahlgesetz vir.

An den Ae vun der zoustänneger Kommissioun muss och eigentlech hei den Artikel 286 Alinéa 2 vum Wahlgesetz applizéiert ginn, dee seet: «la perte d'une des conditions d'éligibilité entraîne la cessation du mandat».

Also et gëtt eng ganz Rëtsch vu rechtlechen Handhaben, fir hei géint onéierlech oder onopmierksam Kandidate virzegoen. Mä et bleift, dass awer eng gewësse Rechtsonsécherheet besteet, wéi ee kann an alle Fäll dat doten och wierklech praktesch ëmsetzen, well do och d'Kompetenze vun der Regierung an engem gewëssene Moment net méi do sinn, an eigentlech dat Ganzt an d'Hänn vun den eenzelne Parlamenter, notamment och vum Europaparlament, zréckkënnt.

En anere Punkt, deen een Haaptausléiser war, fir dat Gesetz hei ze maachen, war d'Problematik vum Dag vun eise Chamberswahlen. Et war alles geschitt, ier et zur fréizäiteger Opléisung komm ass vum Parlament, soudass sech déi dote Fro haut liicht an engem anere Bléckwénkel stellt.

Op jidde Fall hu mer schlussendlech hei eng Stipulatioun zréckbehalen, wou am Prinzip et esou ass, dass weider och d'Chamberswahlen hei zu Lëtzebuerg den 1. Sonndeg am Mount Juni stattfannen, mä awer do eng gewësse Flexibilitéit dra besteet, notamment wann et drëm geet, dass Europawahlen a Landeswahle solle gläichzäiteg ofgehale ginn, an zwar an deem Sënn, dass och déi zwee Sonndeger virun deem éischte Sonndeg am Juni kënnen als Wahlsonndeg zréckbehale ginn, respektiv déi zwee Sonndeger duerno och kënnen als méigleche Wahldatum zréckbehale ginn.

Bon, et ass natierlech esou, dass an deem Rhythmus elo vun de Wahlen, wou mer momentan dra sinn, déi dote Bestëmmung riskéiert vun hirer direkter Utilitéit ze verléieren duerch eben de Fait, dass et den 20. Oktober zu virgezunnen Neiwahle komm ass. Mä et ass evident, dass mer op déi dote Fro vum Wahldatum wéi och op aner Aspekter vum Wahlgesetz nach wäerte mussen an dëser Wahlperiod zréckkommen.

Wat nämlech an d'A stécht, dat hu mer net behandelt an der Kommissioun, dat musse mer awer parteiiwwergräifend an och mat der Regierung nach deemnächst diskutéieren, dat ass dee Widdersproch, deen haut besteet op där enger Säit am Wahlgesetz, den Artikel 123, wou ee kéint erausliesen, dass dës Chamber och gewielt wär bis de Juni 2019, an eiser Constitutioun, déi formell ass an déi fir mech nach ëmmer iwwert dem Wahlgesetz steet, déi kloer seet, d'Deputéierte si gewielt fir fënnef Joer. Dat heescht, dës Chamber ass gewielt fir fënnef Joer, an net fir fënnef Joer a siwe Méint, aacht Méint, wat et dann och ass. Mä dës Fro muss gekläert ginn. Mir kënnen dee Widdersproch an eise Gesetzestexter net méi weider bestoe loossen.

Eng Suggestioun vum Statsrot, op déi mer och zréckgegraff hunn - dat war eng Opposition formelle; dat hu mer gären iwwerholl -, dat huet déi Strofbestëmmunge betraff, déi ech virdrun hei zitéiert hunn. A fir de Rescht si mer eigentlech an der Linn bliwwe vun deem, wat op eenzelne Punkten e Virschlag vum Statsrot war.

Mir hunn d'Nummeréierung geännert, mir hunn den Emplacement vun engem Artikel geännert an deem ganze Gesetzesprojet. A mir hu schliisslech och d'Suggestioun vum Statsrot opgegraff, dee gemengt huet, dass déi Mise en vigueur op den 28. Januar 2014 vun deem heite Gesetz eigentlech iwwerflësseg wär, a mir hunn dann eise Mutt an zwee Hänn geholl a gesot, ma da sträiche mer deen Artikel, dat ass dee leschten Artikel vum Gesetz, an dann trëtt dat heite Gesetz a Kraaft no den normale Regele vun der Publikatioun vu Gesetzer hei zu Lëtzebuerg. Dat misst dann normalerweis virum 28. Januar 2014 souguer sinn.

De Conseil d'État huet schlussendlech säin Accord ginn zu eiser Approche an huet eis Meenung gedeelt, dass dat, wat mir virgeschloen hunn hei, keng Amendementen am eigentleche Sënn vun eise legislative Prozedure sinn, mä eigentlech fousst op deenen Avisen an Dokumenter, déi schonn an der Prozedur dra sinn.

Wéi gesot, et bleift, dass een zréckbehale muss, dass mer en historesche Schrack maachen, andeem mer eis gemeinsam eens gi sinn, schonn am Juni vun dësem Joer, fir déi minimal Residenzklausel fir EU-Bierger bei Europawahle falen ze loossen an domadder eigentlech och dem Konzept vun der Citoyenneté européenne bei dësen Europawahle Rechnung droen. Dat war fir eis eigentlech dat Haaptargument, fir an deem heite Fall op deen dote Wee ze goen.

Et muss een elo a weideren Diskussioune gesinn, wat sech eventuell deet um Niveau och vun de minimale Residenzklausele bei de Kommunalwahlen, wou déi nach ëmmer an eise Gesetzestexter drastinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen als Rapporteur, fir ze soen, dass et eis och bewosst ginn ass, wéi mer de Gesetzestext nach eng Kéier gekuckt hunn. Op där enger Säit iwwert d'Komplexitéit vun deem Text, notamment wat d'Délaifroen ugeet, dat ass net evident, dass déi eenzel Délaien, déi an deem heiten Text sinn, wierklech 100%eg aneneegräifen.

All Reform, déi mer op deem dote Punkt maachen, nodeems mer d'Appréciatioun vum Statsrot kritt hunn, muss gutt iwwerluecht sinn. Mir sinn awer der Meenung, dass dee Gesetzestext och e Patchwork e bësse ginn ass am Laf vun de Jorzéngten. Et ass eng Basis do, déi ganz al ass nach an deem heiten Text. Da sinn ëmmer erëm nei Textcouchen an deem Wahlgesetz dropgesat ginn. An et geet och drëm, mengen ech, déi ganz Terminologie vun deenen Texter erëm eng Kéier unzepassen, ze moderniséieren.

D'Regierung huet jo och an hirem Programm virgesinn, fir op eenzel Punkten am Wahlgesetz zréckzekommen. Et geet net nëmmen ëm d'Definitioun vum Wahlrecht - dat ass ee vun de wichtege Punkten -, mä et geet och drëm, dat hu mer gesot, dass mer och wéilten déi Strofbestëmmungen, déi am Code pénal nach zum Deel sinn, déi mat de Wahlen ze dinn hunn, iwwerpréiwen.

Déi sinn nach ganz al. Déi sinn eigentlech am Fong ni geännert ginn. Déi gi wierklech op bal den Ursprong zréck vun der Aféierung vum allgemenge Wahlrecht hei zu Lëtzebuerg. An do gëtt et schonn déi eng oder déi aner Décisioune vun de Lëtzebuerger Geriichter, déi fonnt hunn, dass emol esou eng Dispositioun net konform ass zu europäesche Mënscherechtskonventiounen, well se eigentlech net méi zäitgeméiss wären, net méi enger moderner Approche vun enger Wahlcampagne géifen entspriechen.

Dat sinn also Froen, déi mer nach ze kläre kréien. Also d'Aarbecht wäert eis net ausgoen, och a puncto Reform vun eiser Wahlgesetzgebung. Mä elo geet et emol drëm, dass mer déi kleng Deelreform hei stëmmen. An ech géif am Numm vun der Kommissioun, déi mat breeder Majoritéit dee Rapport guttgeheescht huet, och bieden dann, deen Text hei ze stëmmen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Gloden agedroen. Dir hutt d'Wuert, Här Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi ass e weidere Schrëtt zur politescher Europäescher Unioun, well duerch dëse Gesetzesentworf et méi einfach soll gi fir en EU-Bierger, an engem anere Land wéi sengem Heemechtsland fir d'Europawahlen ze kandidéieren oder wielen ze goen.

Erlaabt mer fir d'Éischt, eisem fréiere Kolleeg Raymond Weydert Merci ze soe fir seng Viraarbecht als Rapporteur zu dësem Projet de loi. Den Här Alex Bodry huet d'Charge als Rapporteur iwwerholl, an ech soen em Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

De Rapporteur huet et gesot: Duerch dëse Projet de loi setze mer d'Direktiv 2013/1 vum Conseil vum 20. Dezember 2012 ëm. Mir hunn dunn och als Kommissioun virgeschloen, d'Re-

sidenzklausel, fir datt d'EU-Bierger hiert aktivt oder passivt Wahlrecht hei zu Lëtzebuerg exercéiere kënnen, ofzeschafen.

D'Haaptpunkte vun dësem Projet de loi, esou wéi e vun der Institutiounskommissioun amendéiert gouf, sinn: d'Ofschafe vun der Residenzzäit an d'Méiglechkeet fir de Pouvoir réglementaire, den Datum vun den Nationalwahlen un den Datum vun den Europawahlen unzepassen.

E weidere Punkt ass: En EU-Bierger, dee säin aktivt oder passivt Wahlrecht hei zu Lëtzebuerg wëllt exercéieren, brauch net méi eng Attestatioun vu sengem Heemechtsland ofzeginn, datt en net déchu vu sengem Droit de vote respektiv vu sengem Droit d'éligibilité ass, mä eng Déclaration sur l'honneur geet duer. D'Autoritéite vum Residenzland mussen da kontrolléieren, ob déi Persoun dann net an hirem Heemechtsland déchue ass vun hire Rechter.

Am Wahlgesetz gëtt och formell d'Incompatibilitéit, also den Non-cumul vum nationalen an europäeschen Deputéierten ageschriwwen. Dat ass hei zu Lëtzebuerg jo esou gehandhabt ginn a steet och iwwregens am aktuellen Entworf vun der Proposition de loi iwwert d'Verfassung.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum éischte Punkt, zur Ofschafung vun der Residenzklausel.

Den Artikel 10 Paragraph 3 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun seet: «Tout citoyen a le droit de participer à la vie démocratique de l'Union. Les décisions sont prises aussi ouvertement et aussi près que possible des citoyens.» Den Artikel 14 Paragraph 2 vum Traité seet: «Le Parlement européen est composé des représentants des citoyens de l'Union.»

Am Artikel 6 vum Projet de loi gëtt opgrond vun europäeschen Texter d'Expressioun «représentant du Grand-Duché de Luxembourg du Parlement européen» duerch «membre du Parlement européen élu au Grand-Duché de Luxembourg» ersat.

Dëst ass een net onwichtege Changement: Jo, en Europadeputéierten ass net en Deputéierte vu Lëtzebuerg, mä en Europadeputéierten, deen zu Lëtzebuerg gewielt ginn ass.

Et woren all dës Iwwerleeungen, déi d'Institutiounskommissioun dozou beweegt hunn, d'Residenzklausel vun zwee respektiv vu fënnef Joer ofzeschafen. Duerfir hunn ech och am Ufank vu menger Ried gesot, datt mer mat dësem Projet de loi e weidere Schrëtt zur politescher Unioun maachen.

D'Ofschafe vun der Residenzklausel betrëfft just d'Europawahlen an net d'Gemengewahlen. De Rapporteur huet et och betount. D'Fro vum Bäibehalen oder Ofschafe vun der Residenzklausel fir d'Gemengewahle muss an där zoustänneger Kommissioun gekläert ginn.

Zum zweete Punkt, d'Ersetze vun enger Attestatioun duerch eng Déclaration sur l'honneur.

De Rapporteur huet et ënnerstrach: De Statsrot huet e ganz kriteschen Avis zu dësem Punkt ofginn. Ech wéilt dat hei net alles widderhuelen. Doriwwer eraus: Wien ass hei déi richteg Autoritéit, fir d'Échéance vum Mandat ze décidéieren? Déi nei Démarche kléngt luewenswäert, kann awer an der Praxis Problemer opwerfen, besonnesch beim Passivwahlrecht.

Wat geschitt, wann, nodeems d'Délaien ofgelaf sinn, fir sech anzeschreiwen, oder souguer no de Wahlen erausfonnt gëtt, datt déi gewielte Persoun net an hirem Land éligibel wor? Wéi geet ee mat de Stëmmen ëm, déi dës Persoun an hir Lëscht kruten?

Den Artikel 286 vum Wahlgesetz seet, datt d'«perte d'une des conditions d'éligibilité entraîne la cessation du mandat». Mä wat geschitt mat deene Stëmme vun där Persoun? Behält déi Lëscht, op där déi betreffend Persoun kandidéiert huet, d'Lëschtestëmmen, déi de Kandidat bruecht huet, an déi perséinlech Stëmmen? Oder zum Beispill just d'Lëschtestëmmen? Oder falen d'Stëmmen einfach alleguer ewech?

D'Direktiv muss bis den 28. Januar d'nächst Joer ëmgesat ginn, well d'Europawahle jo schonns am Mee sinn. Duerfir konnte mer dës Froen all net elo beäntwerten. Dës Froe mussen am Kader vun enger globaler Reform vum Wahlgesetz méi déif analyséiert ginn an och beäntwert ginn. Hei brauch ee méi Zäit an et sollt een zum Beispill eng Étude comparative vun de Lois électorales vun aneren EU-State maachen.

Sous peine d'opposition formelle huet de Statsrot verlaangt, datt déi Persoun, déi eng falsch Deklaratioun gemaach huet, eng Amende tëschent 500 a 15.000 Euro an eng Prisongsstrof tëschent engem an zwee Joer ka kréien - Strofen, déi am aktuelle Wahlgesetz virgesi sinn. Heimat ass d'Institutiounskommissioun averstanen.

Den drëtte Punkt ass, datt duerch Règlement grand-ducal d'Parlamentswahlen, déi am Prinzip den éischte Sonndeg am Mount Juni stattfannen, och kéinten am Mee ofgehale ginn, wann d'Europawahlen am Mee wieren: op engem vun den zwee Sonndeger virum éischte Sonndeg am Juni oder op engem vun den zwee Sonndeger nom éischte Sonndeg am Juni.

An dësem Zesummenhang wëll ech folgend Iwwerleeunge maachen: D'Durée vum Mandat vun de Membere vun dësem Haus ass fënnef Joer. Dëst steet an der Verfassung. Soumat géif eist Mandat am Oktober 2018 oflafen. No dem Wahlgesetz wieren d'Nationalwahlen awer entweder am Mee oder am Juni.

Am Koalitiounsaccord hunn ech näischt gesinn, wat dës Fro ugeet. Hei muss een am Kader vun enger globaler Reform vum Wahlgesetz d'Wahlgesetz an Aklang mat der Verfassung bréngen.

De Problem ass, wann d'Chamberswahlen am Oktober oder November stattfannen, dann hu mer de Problem, dee mer elo hunn, datt de Budget net kann zurzäit gestëmmt ginn. Dëst ass fir eng Regierung, déi aus deene Wahlen erauskënnt, net glécklech. Et schéngt mer op jidde Fall esou ze sinn, datt mer net kënnen am Mee oder Juni 2019 wiele goen, well mer jo da méi wéi fënnef Joer am Amt wieren, wat net am Aklang mat der Verfassung wier.

Vläicht kann eis d'Regierung hei éischt Elementer vun enger Äntwert ginn.

Zum Schluss ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gloden. Eis nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng gutt gemengten Iddi, dat ass wierklech begréissenswäert. Mä wann een esou eng Initiativ ergräift, wéi hei op europäeschem Niveau, da muss ee sech awer och de Konsequenze vun där gutt gemengten Iddi bewosst sinn. An ech fäerte ganz, dass dat bei där Direktiv, déi ons hei virläit, net gemaach ginn ass.

Et ass eng gutt gemengten Iddi, fir ze soen, mir maachen eng Simplification administrative. Eng Simplification administrative, fir dass deen Eenzelnen, dee sech wëllt op eng Lëscht setzen als Kandidat, net muss aus sengem Heemechtsland e Certificat bréngen an dass en einfach eng Déclaration sur l'honneur mécht. Ech fannen dat vum Prinzip hier eng ganz gutt Saach, mä, a mir hunn de Rapporteur, den Här Alex Bodry elo grad héieren, vun der Ausféierung hier gesäit een, op wellech Schwieregkeeten dat do stéisst.

Wa mer dee Projet de loi elo hei virleien hunn, da musse mer en haut stëmmen, an dat wéinst Délaien. Éischtens, d'Direktiv muss ëmgesat gi bis den 28. Januar 2014. Zweetens, wéinst den Délaie vun onser eegener Gesetzgebung, och wat d'Lëschten ubelaangt. Soudass een och dozou muss Jo soen. An drëttens och, an dat ass d'Flexibilitéit, déi een huet, fir dann de Wahldag ze bestëmmen duerch Règlement grand-ducal.

Allerdéngs muss ee sech dann d'Fro awer stellen zum But vun dëser Direktiv, déi effektiv wollt d'Simplification administrative virgesinn.

Dës Chamber kritt eng ganz grouss Aufgab: Nieft deem, dass mer ons Verfassung elo definitiv musse reforméieren, musse mer och onst Wahlgesetz op de Métier huelen, well de Rapporteur ass elo grad op all déi Onzoulänglechkeeten agaangen. An ech gesinn den Här Meyers, dee bestëmmt do an der Commission des Institutions och wäert eng Hand upaken, dass mer dat Gesetz effektiv op de Métier huelen an deenen heitege Gegebenheeten upassen an ons och de Konsequenze bewosst sinn, wat dat bedeit.

Nämlech hei si mer an engem Cas de figure hypothétique: Wann ee Kandidat sech de Wahle géif stellen an e géif sur l'honneur deklaréieren, en hätt säi Wahlrecht a sengem Land, an et géif sech duerno erausstellen, dass en dat net hätt, wat geschitt dann? Gëtt en dann exclu? Wat geschitt mat de Stëmmen? Ginn déi där Partei zeguttgeschriwwen oder net? Lauter Froen, op déi mer am Moment keng Äntwerten hunn. An dofir musse mer fir d'Zukunft e Wahlgesetz maachen, wat e Ganzt ass, aus engem Goss.

Ech wëll hei den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, well mer selbstverständlech mam Prinzip d'accord sinn, dass all EU-Bierger sech an all EU-Land kann de Wahlen och stellen, net nëmme Wieler ka sinn, mä awer och selwer ka Kandidat sinn. Mä dass mer all déi Bedenken, déi elo grad opgeworf gi sinn, och vu mengem Virriedner genee wéi vum Rapporteur, dass mer déi deelen an dass mer och dorop Äntwerte musse fannen.

Ech wëll och dem Rapporteur, dem Här Bodry, Merci soen, wéi och sengem Virgänger, dem Här Weydert, deen an der Kommissioun schonn d'Aarbechten ugefaangen hat, a soen, dat hei ass am Fong kee gudde Projet, fir ons Aarbechten, Här President, an der Chamber unzefänken. Mir all wëssen heibannen, dass et e Projet ass, dee mer musse stëmmen, well et eng Direktiv ass, déi mer mussen ëmsetzen. Mä mir all wëssen awer och, dass mer net ganz houfreg kënne sinn op déi legislativ Aarbecht, déi mer hei maachen, well mer net Äntwerten op all Froen hunn.

Mä hei ass eng Contrainte, an ech hoffen, dass dat hei just den Ufank ass. Dat éischt Gesetz, wat mer hei stëmmen, dass dat eben duerch d'Circonstancen ass an dass mer an deenen nächste Projeten, déi dëst Haus ze traitéieren huet, awer besser legislativ Aarbecht kënne maachen, wéi an deem heite Fall, wou mer wierklech vu bausse gedréckt gi sinn.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. An ech mengen, et kann nëmme besser goen. Nächste Riedner...

(Brouhaha et hilarité)

Neen, neen, neen, et kann nëmme besser goe wéi dat, wat Der skizzéiert hutt, wat d'legislativ Aarbecht ugeet.

Plusieurs voix.- Ah!

(Hilarité)

M. le Président.- Wann een also d'Lat e bësse méi déif leet, da kann ee se progressiv méi héich leeën. Dir hutt dat scho richteg verstanen, Madame Éierepresidentin.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President.

M. le Président.- Ech géif dann eisem nächste Riedner d'Wuert ginn, dem Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech ginn der Madame Brasseur natierlech recht: Mat deem Gesetz hei léise mer nach laang net all Problemer. Trotzdeem si mer der Meenung, datt mer éischtens verflicht sinn, dee Projet de loi hei duerchzehuelen, a mir ginn och selbstverständlech eis Zoustëmmung. Mä zweetens, datt en awer och an eng gutt Richtung geet, an eng richteg Richtung.

Mir maachen hei eng Deelreform vum Wahlgesetz vun 2003. Mir setzen eng europäesch Direktiv ëm, wou mer och eng gewëssen Urgence hunn, well eben den 28. Januar d'Échéance ass. An um Gesetz derbäi, ben, dat ass net méi esou aktuell, ass dann och déi Regelung vum Datum vu Chamberswahlen an Europawahlen. En plus hu mer derbäigesat den Netcumul vun Europa- an Nationalmandater. Dat hu mir als Gréng nach ëmmer eng gutt Iddi fonnt. An duerfir fanne mer et och gutt, datt mer et elo formell verankeren.

Et muss ee sech och elo, wa mer dat Gesetz hei votéieren, nach ëmmer als EU-Bierger an d'Wielerlëscht androen. Mä, an dat ass och nach vun, mengen ech, jiddwerengem hei gesot ginn, mer verzichten awer elo op déi minimal Residenzklausel, déi mer virdrun haten. Et waren zwee Joer, fir ze wielen, a fënnef Joer, fir gewielt ze ginn.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, dat mécht Sënn. Mir brauche jo schliisslech méi Bedeelegung um politesche Liewen an net manner. An duerfir soll den Zougank zum Politesch-aktiv-ginn esou einfach wéi méiglech gemaach ginn. En plus, an dat huet och ënner anerem de Léon Gloden hei gesot, et ass och an der Philosophie vum Europaparlament, datt mer méi dorobber higinn, datt europäesch Bierger europäesch Deputéierte wielen, an net méi eenzel Vertrieder vun eenzelne Länner. An deem Sënn fanne mer et richteg, datt mer op déi Residenzklausel verzichten.

Et muss een awer, fir kënne Kandidat ze sinn a fir kënnen ze wielen, all seng Wahlrechter hunn a sengem Pays d'origine. Dat ass dann och eng Ännerung. Haut brauch ee keng offiziell Attestatioun méi, déi dann och nach op verschiddene Plazen a verschiddene Länner ze froe war. Dat war net ëmmer einfach. Haut geet et duer, wann een eng Deklaratioun op seng Éier mécht, datt een déi Rechter huet. Dat ass méi einfach, mä de Statsrot huet zu Recht do eng Rei Kritikpunkten dru fonnt, an d'Madame Brasseur huet déi och zu Recht geäussert. Dat bréngt eng Rei Onsécherheete mat sech.

Et stellt sech d'Fro, wa mer eréischt no de Wahle feststellen, datt ee gewielt gouf, deen iwwerhaapt net hätt dierfe gewielt ginn, dann hu mer Problemer. Deeläntwerte stinn an eisem Wahlgesetz, mä net all Äntwerten.

Den Här Bodry huet gesot: „Eng wichteg Roll wäert de President vum Haaptwahlbüro spillen, ob eng Persoun zougelooss gëtt oder eventuell net." Mä den Délai fir Äntwerten, déi dee stellt, ass knapps. An natierlech och, mengen ech, misst esou ee President vum Wahlbüro och ganz virsiichteg sinn, wann en ee Kandidat net zouléisst. Well dat ass jo och eng problematesch Décisioun, déi eng ganz Rei Konsequenzen no sech zitt.

Et ass och d'Problematik an dësem Projet opgeworf gi vum Zesummefale vum Sonndeg, vun deenen zwee Wahlsonndeger, déi mer hunn, engersäits Europawahlen, anerersäits Chamberswahlen. Bon, duerch déi Neiwahlen, déi mer haten, ass déi Problematik net méi aktuell fir d'nächst Fréijoer. Mä mat dësem Gesetz, wéi gesot, léise mer awer nach laang net all Problemer.

Et ass och hei drop higewise ginn, datt dës Chamber gewielt ass fir fënnef Joer. An dat ass e Widdersproch zu engem Datum am Juni.

Et ass och kuerz ugedeit ginn, datt mer jo och nach eng minimal Residenzklausel bei Gemengewahlen hunn. Do musse mer eis eng Kéier derzou äusseren.

Mir hunn och nach Virstellungen an dëser Majoritéit iwwert den Alter vum Wieler. An et stellt sech natierlech och nach ëmmer d'Fro vun deene villen Net-EU-Bierger, déi och potenziell Wieler sinn. An ech mengen, déi Punkte wäerte mer nach alleguerten an där Kommissioun diskutéieren.

Fir deen hei Projet de loi bréngen ech den Accord vun der gréngер Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Nächsten agedroene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text bréngen, virun allem well mer mat deene wesentleche Punkten d'accord sinn. Sief dat d'Verschwanne vun der Condition de résidence, d'Virverleeë vum Wahldatum oder och nach déi formell Interdictioun vum Cumul vum Mandat als nationalen oder Europadeputéierten.

Den Här Bodry ass jo schonn op d'Kritik vum Statsrot agaangen. Déi war natierlech geharnescht. Wann de Statsrot schreift, deen Text géif eng Image indigne gi vun engem Kandidat, deen ze blöd wier, ze wëssen a sengem Land, wat e misst maachen, fir dee Certificat ze kréien, oder wann de Conseil d'État schreift: «On fait abstraction de tout bon sens.», ech fannen, da soll een op esou Kritiken och anescht agoen, wéi dat hei geschitt ass. Trotzdeem huet dann déi Kommissioun décidéiert, ze soen: „Mir ersetzen déi Attestatioun duerch eng einfach Déclaration sur l'honneur."

Mä wie verifizéiert, ob déi richteg ass? Dat ass eis Regierung. A wat geschitt, wa se keng Äntwert kritt? Ma dann ass de Kandidat awer nach ëmmer admis, seet den Artikel 13. Dat ass natierlech eng einfach Léisung, an ech wier frou, wa mer de Lëtzebuerger Bierger, an hiren Démarchen am Sënn vun enger Simplification administrative, géifen datselwecht Recht araumen.

Ech ka mech erënneren, wéi meng Frau - déi war deemools Premier juge - Notaire ginn ass, huet se misse beweisen, datt se eng Maîtrise en droit hätt. Wann Der Iech an de Stage judiciaire aschreift, musst Der Ären Diplom homologué bréngen. An esou Beispiller gëtt et Honnerten an Dausenden, déi een hei kéint opzielen, wou Lëtzebuerger Bierger bei Administratioune

mussen dëst oder dat beweisen oder dësen oder dee Certificat bréngen.

Ech schloe vir: Kommt, mir ersetzen dat, genau wéi an dësem Gesetzestext, duerch eng einfach Attestation sur l'honneur. An da kann de Stat jo bei sengen eegenen Administratiounen nofroen, ob dat, wat do deklaréiert ginn ass, och richteg ass.

Da sinn ech ganz frou, datt den Här Bodry profitéiert huet vun dësem Débat, fir iwwert d'Wahlgesetz am Allgemengen ze schwätzen an och vun där noutwendeger Reform vun deem Wahlgesetz, well mir als ADR sinn der Meenung, datt dat Wahlgesetz net konform zu eiser Verfassung ass, duerch déi verschidde Gewiichtung vum Lëtzebuerger senger Stëmm, jee nodeem wou en hei am Ländche wunnt.

An ech hoffen, datt dës Regierung hir Deklaratioun, datt se wëllt méi demokratesch virgoen, wouermécht an endlech ee richtege Proporz aféiert, wou all Lëtzebuerger seng Stëmm d'selwecht vill wäert ass. Och wann dat géif heeschen, datt „Gambia" haut hei keng Majoritéit hätt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Déi gréissten Ännerung an deem Gesetz hei kënnt net duerch den urspréngleche Projet de loi, mä se kënnt duerch en Amendement, deen an der Kommissioun a virun de Wahlen duerchgaangen ass, nodeems d'Regierung enger anerer Meenung war an där Kommissiounssitzung virdrun, an dat ass d'Ofschafung vun der Mindestresidenzklausel, déi bei zwee Joer louch fir Wieler a bei fënnef Joer fir Kandidaten zu den Europawahlen.

Domat gëtt de Prinzip vum europäesche Bierger hei applizéiert, dee säi Wahlrecht iwwerall do unerkannt kritt, wou e grad wunnt. Gradesou wéi e Bierger, dee vu München op Berlin plënnert a säi Wahlrecht do bei de Landeswahle mathëlt. Däitschland ass e Federalstat. Europa ass och um Wee, wéinstens wat deen heite Punkt ugeet, e Federalstat ze ginn.

Et ass ze begréissen, dass Lëtzebuerg domadder op déi Ausnahm verzicht, déi et sech als eenzegt Land ausgehandelt hat, wéi déi Bestëmmungen agefouert gi sinn, nämlech eng Mindestresidenzklausel kënnen anzeféieren, wann op d'mannst 20% vun den Awunner Auslänner sinn.

Domadder, mengen ech, an dat ass wichteg awer ze soen, gëtt och implizit unerkannt, dass en héijen Undeel vun Auslänner keen Argument ka si fir en Ausschloss vum Wahlrecht. An domadder kréien déi am Fong geholl recht, déi et nach ni normal fonnt hunn, dass 44% vun den Awunner, dorënner vill Aarbechter, nach ëmmer deelweis vum allgemenge Wahlrecht op deene verschiddenen Niveauen ausgeschloss sinn an zum Beispill ganz ausgeschloss si bei de Chamberswahlen.

Ech wëll domadder soen, dass, wéi et versprach ginn ass, et elo drop wäert ukommen, net nëmmen d'Residenzklausel bei de Gemengewahlen nei ze diskutéieren - do ass eng Resolutioun hei an der Chamber ugeholl ginn de 27. Januar 2011 vun alle Parteie mat Handophiewen -, mä mer och d'Modalitéiten op de Leescht sollen huele vum allgemenge Wahlrecht bei de Chamberswahlen, esou wéi dat am Regierungsprogramm drasteet.

Eis Usiichten zu deene Punkte si scho laang kloer. Mir si fir eng Citoyenneté de résidence bei alle Wahlen, dat heescht fir d'Recht vun allen Awunner, egal wat fir eng Nationalitéit se hunn, och eng aussereuropäesch Nationalitéit, hei wiele kënnen ze goen, esou wéi dat, muss een awer och soen, elo scho bei de Gemengewahlen de Fall ass.

Den eigentlechen Ursprong vun deem Gesetz hei natierlech war net dat. Et war eng europäesch Direktiv, déi festleet, dass auslännesch Kandidate bei den Europawahlen net méi mussen e Certificat bréngen, dass se Wahlrecht an hirem Land nach hunn an net ewechgeholl kritt hunn, mä et geet elo duer, dass se eng einfach Erklärung bréngen.

Woubäi natierlech de Risiko bei der Défaillance vun Administratiounen an deenen eenzelne Länner, bei Schwieregkeeten, fir Certificaten ze kréien, eng Bescheinegung ze kréien, dass een d'Wahlrecht nach huet, elo verschobe gëtt awer iergendwéi op déi eenzel Kandidaten an op déi eenzel Parteien, déi natierlech, wa sech déi Deklaratioun sollt als falsch erausstellen - an dat kann awer och einfach de Fall sinn, well ee sech net bewosst ass, wat fir Konsequenzen an der Zäit en Uerteel oder eng administrativ Décisioun an engem gewësse Land kann hunn -, dann hunn natierlech déi Leit déi Konsequenze voll ze droen.

Ech wëll net op déi Schwieregkeeten nach eng Kéier agoen, déi den Alex Bodry a sengem Rapport ganz däitlech ugeschnidden huet. Dat ware Schwieregkeeten, déi hu mer och diskutéiert an der Kommissioun. Et féiert zu enger Rechtsonsécherheet an e puer Fäll, déi net geregelt sinn an Zukunft.

Ech hat mech och dowéinst an der Kommissioun enthalen, bei deem Rapport hei.

Mir wäerten dat Gesetz awer trotzdeem stëmmen, och well mer fannen, dass et dréngend ass, dass dat Gesetz muss elo kommen, wéinst dem Virzéie vum Wahltermin am Mee an och wéinst deenen Terminer, déi an där europäescher Direktiv festgehale sinn, bis zu deenen dat Gesetz hei muss gestëmmt sinn.

Mir hoffen awer, esou wéi verschidde vu menge Virriedner dat och scho gemaach hunn, dass d'Wahlgesetz an dëser Legislaturperiod wäert generell nach eng Kéier iwwerschafft ginn, fir deene Problemer Rechnung ze droen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domat hätt d'Regierung d'Wuert. D'Wuert huet de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech dem Här Alex Bodry Merci soe fir de Rapport. Ech wëll och dem Här Gloden, der Madame Brasseur, dem Här Adam, dem Här Reding an dem Här Urbany Merci soen, déi d'Wuert ergraff hunn.

Jo, wéi gesot, et ass eng Transpositioun vun enger Direktiv, déi mer hunn. An ech soen Iech och Merci als Kommissioun, dass Der esou séier et elo fäerdegbruecht hutt, de Rapport unzehuelen an hei deen Text och an de Plenum ze kréien, well mir hätte soss och legal Problemer gehat, fir iwwerhaapt déi doten Direktiv kënnen ëmzesetzen an dann an der Realitéit och kënnen ze hunn.

Et si vill Saache gesot ginn. Den Här Gloden huet eng prezis Fro gestallt, iwwert déi Kontradiktioun, déi mer hu vu fënnef Joer, der Durée vum Mandat an op där anerer Säit Oktober.

Ech muss Iech soen, dass déi fënnef Joer Mandat an den Ae vun der Regierung priméiert op en Datum, deen an enger Verfassung uginn ass, an dass ee muss elo driwwer diskutéieren. Mä, wéi gesot, do muss d'Chamber driwwer diskutéieren. Also, mir sinn awer nach ëmmer der Meenung, dass déi fënnef Joer priméieren op en Datum, deen am Gesetz och steet.

Et ass gesot gi vu verschidde Leit, dass se sech freeën iwwert dat eent oder dat anert. Den Här Reding huet op seng Aart a Weis missen e Kommentar maachen.

Här Reding, et hätt mech och gewonnert, wann Der géint d'Ofschafe vun enger Residenzklausel gewiescht wäert.

Ech wëll och soen, dass et fir eis en…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat kommt Der elo zielen?

(Hilarité)

Dir kommt vu Pontius op Pilatus.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, ech soe just, et wonnert mech net. Den Här Reding weess jo, vu wat e schwätzt, wann e vu Residenzklausel schwätzt. Dowéinst wonnert et mech net, dass den Här Reding jo näischt dogéint huet.

(Interruptions)

Une voix.- Eis Partei ass kloer.

M. le Président.- Am Moment huet just de Statsminister d'Wuert. Ech wär ganz frou, wann Der him d'Wuert géift loossen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass och geschwat ginn iwwert de Regierungsprogramm, iwwert d'Reform vum Wahlgesetz. Selbstverständlech steet dran, dass do eng Rëtsch vu Reforme sollten och gemaach ginn.

An ech muss Iech awer just drun erënneren, dass dat heiten eng Verbesserung ass vun engem Text, wou deemools, wou den éischten Text geholl ginn ass, hei zu Lëtzebuerg schonn esou vill Leit probéiert hunn, een deem aneren Angscht ze maachen, dass hei eng Perte vun der Souveränitéit wier, well iwwerhaapt en anere géif bei Europawahlen oder bei Gemengewahle vläicht Méiglechkeeten hunn, fir dat eent oder dat anert kënnen ze wielen.

A mir gesinn tatsächlech, an dat ass do, dat huet mer e bësse gefeelt: D'Mobilisatioun ass ganz schwaach! Mir gesinn, dass mer wierklech Efforte musse maachen, d'politesch Parteien an och d'Regierung, fir eis EU-Matbierger, déi hei am Land sinn, och ze mobiliséieren, fir wielen ze goen, well mir gesinn, dass d'Participatioun wierklech net ganz staark ass an et wichteg wier, och deene Leit ze soen, wéi hir Rechter och sinn an dass se och dovunner Gebrauch kënne maachen.

Wéi gesot, ech si frou ze gesinn, dass hei eng Unanimitéit och am héijen Haus ass a soen Iech alleguerte Merci fir d'Vertrauen, dat Der eis hei matgitt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung,

Une voix.- Entschëllegt, Här President, den Här Bodry.

M. le Président.- Ah, entschëllegt, Här Rapporteur. Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur*.- Ech hätt effektiv eppes nach eng Kéier ze soen, wat awer wichteg ass no baussen: Den Délai, fir sech anzeschreiwen elo fir dës Europawahl vum 25. Mee, ass den 28. Februar. Also, d'Leit, Ausländer, déi wëlle mat wiele goen, hunn Zäit, sech bis den 28. Februar 2014 anzeschreiwen an d'Wielerlëscht.

M. le Président.- Merci. Domat ass dann elo definitiv d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6571. Den Text steet am Dokument 6571[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6571 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote ass lancéiert.

(Interruption)

Jo, d'Procuratioun ass selbstverständlech och lancéiert.

De Vote ass eriwwer an de Projet de loi 6571 ass mat 60 Jo-Stëmmen, also unanime, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote? Ass dat esou?

(Assentiment)

Da soen ech Merci an dann ass dat esou décidéiert.

A mir kommen zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 6630 iwwert déi sougenannten Douzièmes provisoires. Ech widderhuelen dann net nach eng Kéier d'Riedezäiten, well mer déi vu virdrun nach wëssen, an ech ginn direkt dem honorabele Rapporteur, dem Här Eugène Berger, d'Wuert. Dir hutt d'Wuert.

5. 6630 - Projet de loi

a) ayant pour objet

1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;

3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

b) portant modification de:

1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 31. Dezember elo leeft dee lafende Budget aus. Et ass awer nach keen neie Budget gestëmmt gi vun der Chamber, deen den 1. Januar kéint starten.

D'Ursaache si bekannt, ech brauch déi net laang ze widderhuelen. Mir haten Neiwahlen den 20. Oktober an et ass esou, datt also déi nei Regierung wéineg Zäit hat, keng Geleeënheet nach hat, fir en neie Budget fir 2014 auszeschaffen.

Ech mengen, do muss een där Regierung natierlech - där neier - d'Chance ginn, fir dat awer och kënnen e bëssen a Rou an e bësse mat Virbereedung ze maachen. Déi Zäit muss een hinnen zougestoen. A souwäit mer jo wëssen, soll dann den nächste Budget fir 2014 spéitstens am Februar déposéiert ginn, datt mer deen och kënnen am Abrëll dann d'nächst Joer 2014 stëmmen.

Wat geschitt elo an där Zäit zwësche Januar an Abrëll? Mir wäerten also net hei zu Lëtzebuerg, dat kann ech scho soen, esou Zoustänn kréie wéi an Amerika, wou op eemol vun engem Dag op deen aneren d'Statsbeamten doheembleiwen, wou dann eng ganz Rei Servicer net méi fonctionnéieren. Dat hu mer hei zu Lëtzebuerg net.

Lëtzebuerg kennt dee System vun den Douzièmes provisoires, dee Budget oder eng Budgetsform vun Douzièmes provisoires. Dat ass kee politesche Budget am klassesche Sënn, wou ee kann Akzenter setzen, mä dat ass jo eigentlech e reng fonctionnelle Budget, fir datt eben de Stat ka weider fonctionnéieren, bis deen definitive Budget dann am Abrëll gestëmmt wäert sinn.

Et ass esou, datt dann och d'Ziler an deem Budget, déi sinn, fir Kreditter eben zur Verfügung ze stellen, datt déi staatlech Verwaltungen, d'Ministèren, d'Administratiounen an esou weider normal fonctionnéiere kënnen, datt also och d'Statsbeamten hir Pai kënne kréien, datt keng Büroe mussen zougemaach ginn.

Dann ass et och esou, datt d'Regierung iwwert de Budget jo och ëmmer d'Regele festleet, fir kënne Steieren anzezéien. Och dat geet viru

mat engem Budget vun Douzièmes provisoires. Dat heescht, datt also och d'Keess ka weider, fir et emol esou ze soen, opgefëllt ginn.

Déi Zuelen an deenen Douzièmes provisoires, an deem Budget, wéi ginn déi festgeluecht, d'Chifferen, d'Montanten? Dat ass eng Regel; bei den Dépensen ass et déi, datt dat soll vu Januar bis Abrëll goen, véier Méint. Dat ass ronn en Drëttel vum Joer. Wann Der kuckt, kéint een eigentlech soen, et ass e bësse mathematesch. Voilà, mir huelen déi Montante vun deem Budget virdrun, vun 2013, an dann huele mer ronn en Drëttel dann all Kéiers vum Montant, fir dat da bis den Abrëll 2014 anzesetzen.

Do gëtt et liicht Fluctuatiounen, déi kënnen do entstoen, well do zum Beispill d'Kreditter, déi un der Evolutioun vun de Salairen hänken, natierlech musse berücksichtegt ginn. Och eng Rei Ajustementer am Beräich vun der Sécurité sociale, déi duerch verschidde Gesetzer jo och geregelt sinn, dat muss een awer och hei dann an deem provisoresche fonctionnelle Budget berücksichtegen.

Bei de Recetten ass et och esou, datt een do wahrscheinlech déi eng oder déi aner Fluctuatiounen huet. Heiansdo si Rentréeë méi fréi am Joer oder zu engem anere Moment. Mä och do gëtt dann einfach en Drëttel agesat.

Natierlech ass et och kloer, datt, wann déi Limitë bei de Recetten iwwerschratt ginn, datt do kee Problem ass. Bei den Dépensen natierlech dierf een net déi Limiten, déi am Gesetz stinn, iwwerschreiden.

Wat awer och kloer ass: Et dierfe keng nei Finanzementer vun der Regierung getätegt gi mat deem provisoresche Budget, ausser et géif an anere Gesetzer preziséiert sinn.

Et muss een och soen, datt esou Douzièmes provisoires näischt Neies sinn hei zu Lëtzebuerg. Wann een e bëssen an der Geschicht nobliedert, da gesäit een, datt zwëschen 1945 an 1969 all Joers - all Joers! - hei an der Chamber Douzièmes provisoires gestëmmt gi sinn.

Wat war do d'Ursaach? Dat war net, well mer Neiwahlen all Joers haten oder soss een Evenement. Neen, do ass ëmmer de Budget an deenen normalen Délaien déposéiert ginn. D'Diskussiounen hunn ugefaangen hei an der Chamber, an dat waren - wahrscheinlech an där Zäit, dat misst een emol e bëssen noliesen - méi laang Diskussiounen, do si vill Detailer diskutéiert ginn, soudatt een net bis den 31. Dezember déi Budgetsdiskussiounen ofgeschloss hat, datt déi alt bis an de Februar eragaange sinn. A fir dann eben nach déi Zäit, wou diskutéiert ginn ass iwwert deen neie Budget, ze iwwerbrécken, sinn dann do och Douzièmes provisoires gestëmmt ginn. Et ass also näischt Neies.

Och an anere Länner an Europa, ënner anerem, kenne mer dee System. A Frankräich, an der Belsch. Oh, et kann een elo soen, et ass vläicht net dat beschte Beispill, mä do war och während praktesch e puer Joer, wou se mat den Douzièmes provisoires gefuer sinn.

Och um europäesche Plang gëtt et Dispositiounen am Kader vun dem Paquet, oder den „Twopack", wéi dat esou schéin heescht, gesäit dat och vir. A mir hunn och hei e Projet de loi unhängeg vum Juli 2013 relatif à la coordination et la gouvernance des finances publiques, deen dat soll ëmsetzen, mä dee gesäit och vir, datt d'europäesch Memberstate kucken, esou Systemer ze hunn, fir datt se kënne mat enger Aart Douzièmes provisoires fueren.

Bon, wann ech elo no dëse Virbemierkungen dann e bëssen zu de méi techneschen Detailer komme vun dem Rapport respektiv vum Gesetzesprojet: Also, de Projet ass nach vun där aler Regierung, déi nach am Amt war, den 18. November vum Luc Frieden déposéiert ginn. Dofir awer och, ech mengen, dat war eng Saach vu Responsabilitéit, fir déi och ze huelen an dann eben - wéi soll ech soen? - do och net de Risiko opkommen ze loossen, datt eventuell kéint e Vide entstoen. Dat do war also eng gutt Viraarbecht vun der viregter Regierung, fir datt eben déi Transitioun ka stattfannen.

De 6. Dezember hate mer dann déi éischt Finanzkommissioun, wou ech Rapporteur genannt gi sinn a wou mer eis dann och direkt mat deem Projet beschäftegt hunn. Deeselwechten Dag sinn och verschidden Amendementer vun der neier Regierung déposéiert ginn. Dat waren Amendementer haaptsächlech am Beräich vu verschiddenen Engagementer, déi mer national respektiv op europäeschem Plang kënne weiderféieren an déi den 31. Dezember ausgelaf wieren.

Wat fir Engagementer sinn dat oder wat fir Dispositioune sinn dat, wou nach Amendementer erakomm sinn?

Dat war éischtens am Beräich erneierbar Energien. Do ass en Engagement bis 2020 vun de Regierungen, och vun eiser Regierung, fir bis 2020 11% erneierbar Energie ze produzéiere respektiv och 10% Agrocarburanten am Bäisaz respektiv an der Consommatioun ze hunn. An dofir ass de Bäisaz vun Agrocarburanten am Bensin an am Diesel vun 3,75% op 4,75% eropgesat ginn.

En zweeten Amendement, dat waren déi staatlech Hëllefe fir Kleng- a Mëttelentreprisen am Kader vun den europäesche regionalen Investitiounshëllefen. Do hu mer och e Gesetz als Basis vun 2008, an dat leeft elo den 31. Dezember aus. D'Kommissioun huet déi Hëllefen oder dee Kader bis de Juni 2014 verlängert a mir wollten eis do och parallell schalten, fir datt also och dann déi Hëllefen, déi Kleng- a Mëttelentreprisë kéinte kréien, datt se dat och bis den 30. Juni kéinte kréien.

Da war och en Amendement iwwert d'Hëllefen am Beräich vun der Promotioun vu Recherche, Développement an Innovatioun. Och hei ass et haaptsächlech eng Verlängerung vu sechs Méint. Hei geet et drëms, datt Exceptioune bei den Notifikatioune fir staatlech Hëllefe virgesi sinn. Dat war also och en Amendement.

Dann e véierten Amendement, dat war, fir och dat Gesetz vun 2010 iwwert d'Hëllefsregimer am Beräich Ëmweltschutz an Utilisation rationnelle des ressources ze verlängeren.

E leschten Amendement, do ass et gaangen ëm eng Ëmsetzung vun engem EU-Reglement betreffend d'Biociden; ech wäert herno nach eng Kéier kuerz drop agoen.

Mir hunn zwee Avisen zu deem Projet de loi gehat. Dee vum Statsrot natierlech, dee mer och musse considéréieren. De 6. oder och den 13. Dezember elo, wéi mer de Rapport an der Kommissioun diskutéiert an ofgestëmmt hunn, krute mer och nach iwwert de Courrier électronique en Avis vun der Chambre des Salariés, deen zwar op de 6. Dezember datéiert war, mä mir kruten deen eréischt den 13. hei an der Chamber eran, soudatt mer deen also net méi am schréftleche Rapport konnte considéréieren. Ech maachen herno awer och e kuerze Résumé, eng kuerz Remarque also mëndlech dann, Här President, zu deem Avis.

De Statsrot ka prinzipiell mat där Démarche d'accord sinn. E schwätzt och vun engem provisoresche Budget, wat eng Rei oder eng Zort Avancen ass, fir datt eben de Stat ka weider fonctionnéieren, bis datt den definitive Budget da gestëmmt ass. E mécht duerfir och keng detailléiert Analys iwwert déi eenzel Dépensen oder Recetten. E mécht och keng Analys iwwer méi generell den Zoustand vun de Statsfinanzen, well et wierklech och an där Logik ass strictement vun engem Iwwergangsbudget.

En huet da méi eng generell Remarque gehat. Et war och zu deem Moment - dat muss ee verstoen -, wéi de Statsrot den Avis geschriwwen huet, nach net kloer iwwert den Arrêté festgeluecht, wéi d'Kompetenzen innerhalb vun der Regierung opgedeelt waren oder opgedeelt sollte ginn. A mir hunn duerfir och de Rapport eréischt den 13. an der Kommissioun definitiv guttgeheescht, fir op den Arrêté vun der Regierung ze waarden, dee moies den 13. Dezember geholl gi war, fir dat awer dann nach kënnen afléissen ze loosse respektiv och als Annex derbäi ze hunn.

Dann ass eng aner Remarque, déi mer och considéréiert hunn, dat ass dat, wat alles dat betrëfft - och an de Budgete steet dat jo geméinlech -, datt Personal beim Stat kann agestallt ginn, datt een dat soll bis den Abrëll limitéieren an net doriwwer erausgoen. Deem hu mer Rechnung gedroen.

Dann hat de Statsrot e puer méi kritesch Remarquen zu verschiddenen Dispositiounen am Beräich vun der Sécurité sociale. Dat betrëfft verschidden Artikelen, wou et ëm Akten a Lettres-clés geet am Beräich vun der Assurance maladie-maternité an de Laboratoires d'analyses médicales an och am Beräich vun den Tâches domestiques an de Fleegeheimer. De Statsrot kritiséiert, datt déi Prestatiounen net eigentlech sollten an dëst Budgetsgesetz ageschriwwe ginn, an e verweist drop, datt et eigentlech do spezifesch Gesetzer gëtt respektiv datt dat soll an de Code vun der Sécurité sociale ageschriwwe ginn.

Mir hunn do och gekuckt, mir haten och an d'Kommissioun e puer Beamten, e puer Experten aus der Sécurité sociale geruff, fir datt déi eis e puer Erklärunge kéinten derbäiginn. Ech ginn elo net op den Detail dovunner an, dat si relativ technesch Detailer. Déi Leit, déi méi an der Sécurité sociale dra sinn, wäerten dat scher och besser nach kënne verstoen oder respektiv wësse wahrscheinlech do méi, wéi de Rapporteur dat hei ka maachen.

Bon, op alle Fall, déi Explikatiounen, déi mer do krute vun de Beamten, dat war, datt déi nei Regierung natierlech muss déi Lettres-clés an d'Dotatiounen nei négociéieren. Dat gëllt souwuel fir déi Laboratoires d'analyses médicales wéi och aner Saachen. Mä wann awer elo näischt géif am Budgetsgesetz stoen, well do sinn eng Rei Saachen 2013 ausgelaf, da kéint och do 2014 näischt fonctionnéieren. Da kéinten elo zum Beispill déi Tâches domestiques an de Fleegeheimer net bezuelt ginn an déi géifen also och net méi prestéiert ginn. Duerfir huet och d'Kommissioun décidéiert, datt mer déi Artikelen eben, wou et ëm de Beräich vun der Sécurité sociale an eng Rei Prestatioune geet, drastoe loossen, fir kee Vide juridique ze hunn, fir datt also och dat ka weider fonctionnéiere respektiv weider ka finanzéiert ginn.

Méi grouss Problemer hat de Statsrot mat dem Artikel 36. Dat ass dee vun de Biociden. Dat war dat Amendement, vun deem ech virdru geschwat hat, dat och nach erakomm war. An, fir et kuerz ze maachen, bei de Biociden, wann eng Firma esou eppes wëllt op de Marché brëngen, da muss se eng Demande eraginn. An déi Prozedur, fir déi Demande eranzeginn, fir se traitéieren ze loossen, ka bis maximal 300.000 Euro kaschten. Dann och nach pro Produit kann do d'Verwaltung bis 400.000 Euro froen. Et sinn och Reduktioune méiglech; wann een eng PME ass bis 60% Reduktiounen.

De Statsrot, ouni elo bis an dee leschten Detail vu sengem Avis anzegoen, huet gesot, datt do awer Problemer wieren, well eigentlech elo awer iwwert déi Biociden nach keen definitiivt Gesetz do ass an eng Rei Detailer iwwer Règlements grand-ducaux sollen awer regléiert ginn. A wann een elo awer einfach hei esou de Prinzip aschreift an dat Budgetsgesetz an et sinn nach keng Règlements grand-ducaux do, wier de Risiko, datt herno net déi eenzel Entreprisë gläich virum Gesetz géife behandelt ginn. Mir hunn einfach décidéiert an der Kommissiounssitzung, datt mer dann deen Artikel sträichen, och mat Récksprooch mat de Ministere vun der Ëmwelt a vun der Nohaltegkeet, fir datt mer awer do dann net eventuell mat enger Opposition formelle nach hätte missen eens ginn.

Ech ginn net op all d'Remarquë vum Statsrot an. Do waren och nach verschidde Saachen, wou de Statsrot wollt, datt een de Budget pour ordre och nëmme sollt op véier Méint maachen, wou mer awer gemengt hunn, datt vun der Technik vum Budget pour ordre hier et awer méi sënnvoll wier, datt een dat op dem ganze Joer géif loossen, well déi Budgets pour ordre sech jo och an engem jährleche Kader bewegen.

Den Avis vun der Chambre des Salariés huet haaptsächlech ee Punkt ervirgestrach, deen och an der Kommissioun diskutéiert ginn ass. Dat war den Artikel 29 vun de Rentenajustementer.

Wéi Der wësst, ass et jo esou, datt d'Rentenajustementer Hand an Hand gi mat der Evolutioun vun de Paien, vun de Salairen. Mir hunn do d'Rechnunge vun der IGSS, an zwëschen 2011 an 2012 ware se réckleefeg. Zwëschen 2012 an 2013 soll e klenge Plus sinn. D'Regierung huet proposéiert, e bësse fir de Minus an de Plus do auszegläichen, fir de Modulateur fir 2012 an 2013 op null ze setzen.

Konkret heescht dat dann, datt also 2014 de Rentenajustement net eigentlech zréckgeet, wéi et misst sinn, wann ee géif elo wierklech de Modulateur, dee bei minus 0,3 da geleeën hätt, fir dat dann ze applizéieren, an een dat Joer duerno awer dann och net déi Hausse da considéréiert. Dat heescht, datt déi zwou Saache sech eigentlech, ënnert dem Strëch, ausgläichen an datt een dann 2015 d'Compteuren eben op null setzt.

Voilà, dat sinn eigentlech déi wichtegst Elementer vun deem provisoresche Budget.

Här President, d'Majoritéit vun der Kommissioun huet dee Rapport och den 13. Dezember ugeholl.

Ech hoffen och, datt mer hei an der Chamber eng grouss Stëmmung...

(Hilarité)

...Zoustëmmung, eng gutt Stëmmung hunn an eng grouss Zoustëmmung zu deem Projet de loi wäerte kréien!

Nach eng Kéier gesot: Et ass kee politesche Budget, dat vläicht awer un d'Adress vu verschiddene Leit aus der Oppositioun, déi dat an der Kommissioun schonn ugedeit hunn. Dat hei ass wierklech kee politesche Budget. Wann een net fir dee Budget hei stëmmt, muss een zum Beispill dem Här Kartheiser soen, datt en dann also derfir stëmmt, datt d'Statsbeamten den 1. Januar keng Pai méi kréien, datt Kleng- a Mëttelbetriber...

(Interruption)

...datt Kleng- a Mëttelbetriber...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Sot dem Här Kartheiser dat net. Deen ass net hei.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Ma, et ass mer einfach esou agefall, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech stëmmen et och net. Ma da loosst wann ech gelift...

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Jo, ma dann, da soen ech dem Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Sot mir et, sot mir et.

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, Iech un d'Chamber ze adresséieren, Här Rapporteur. An ech géif Iech alleguer bieden,...

(Interruption et hilarité)

...keng Zwiegespréicher ze maachen. Merci.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*-Merci, Här President, datt Der mer dat rappeléiert. Effektiv hätt ech eigentlech dat net sollen als Rapporteur soen a verschidde Leit vun der Oppositioun och invitéieren, fir dee Rapport hei ze stëmmen, d'Gesetz hei ze stëmmen, fir datt se net de Fonctionnement vum Stat a Gefor setze respektiv och, datt eng Rei vun Entreprisen da keng Hëllefe méi kënne kréien, op déi se awer Urecht hunn an déi se och onbedéngt brauchen. Dat wier a mengen Aen net ganz responsabel.

Dat gesot, Här President, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi hei abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci villmools. Eisen nächsten agedroene Riedner ass den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Berger, dat Wichtegst virop: D'CSV wäert dëse Gesetzesprojet stëmmen!

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Quelle surprise!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Wat op politeschem Plang déi lescht zwee Méint am Land geschitt ass, jo, dat ass geschitt, mä d'CSV, déi kuckt no vir. Mir maachen dat am Interessi vum Land a vun de Leit. A mir maache keng bëlleg Oppositiounspolitik.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- D'CSV, déi steet zum moderne Rechtsstat. An dee muss kënne fonctionnéieren. Duerfir brauch et Kontinuitéit. An dat och iwwert den 31. Dezember vum Joer eraus. D'CSV wëllt de gudde Fonctionnement vum Stat weider garantéieren. Mir wëllen, dass d'Gehälter an d'Paie vun de Statsbedéngschtete kënnen ausbezuelt ginn. Mir wëllen net, dass d'Pensiounen an d'Sozialleeschtungen a Fro gestallt ginn. Eis Institutiounen, d'Geriichter, d'Police, d'Arméi, déi staatlech Servicer mussen am Interessi vum Land hiren Aufgabe kënnen nogoen.

Mir wëllen, dass lafend Schantercher op Stroossenaarbechten oder de Bau vu Schoulen an aner Gebaier kënne virugoen, jo, an duerfir brauch de Stat nun eemol Suen. De Stat muss kënne Steieren ophiewen, Ausgaben tätegen a geschëllte Rechnunge bezuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Mat dem Gesetzesprojet iwwert déi sougenannten „Zwieleftel" stëmme mir och duerfir ee provisoresche Budget. Verfassungsrechtlech ass de Vote vun dem Budget eigentlech déi gréisste Prärogativ vun der Chamber, also vun eis, deene 60 gewielte Volleksvertrieder.

D'Kontrollfonctioun vun der Chamber géigeniwwer der Regierung kënnt hei voll zum Droen. Ouni d'Zoustëmmung vun dem Parlament kënne keng Steieren opgehuewe ginn, ouni eis Zoustëmmung kann d'Regierung och keng

Rechnunge bezuelen. An dës Autorisatioun, déi muss all Joers gi sinn, an zwar virun dem 1. Januar. Geschitt dat net, jo, da wier et eigentlech fir d'Regierung de politesche Feierowend. Mä esou wäit soll et jo awer net kommen, besonnesch elo an der Adventszäit.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions diverses)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- D'Prozedur vun de sougenannten „Zwieleftel" ass eigentlech eng Derogatioun zu dem Prinzip vun der sougenannter „Annualitéit" vun dem Budget, deen, esou wéi d'Wuert et seet, fir ee Joer opgestallt gëtt. Mä wéinst de virgezunnenen Neiwahle konnt déi normal Prozedur dëst Joer net applizéiert ginn. An dës Prozedur, déi gouf et iwwregens och bei der Regierungskris 1968, mä, wéi den Eugène Berger dat virdru gesot huet, war dat och all Kéiers an net politesche Krisenzäiten de Fall, nämlech bis zum Joer 1970.

D'Explikatioun war eigentlech déi, dass de Budget eréischt de 15. November déposéiert gouf an dunn déi Diskussiounen awer méi laang iwwer all Rond-point, all Bréck an all Feldwee gefouert hunn an déi sech bis an dat Joer duerno eraus verzögert hunn.

Mat den europäesche Virgaben - an ech mengen, dat ass eppes Wichteges - am Kontext vun dem sougenannten „Semestre européen" muss déi Praxis vun den Douzièmes provisoires och eng Ausnahm bleiwen. D'Zäitdélaien, déi Bréissel eis virschreift, kënne soss net agehale ginn. A politesch, muss een och soen, ass et net opportun, well et eigentlech, fir dee wichtegste Gesetzesprojet vum Joer, zu enger ganz steriler a kuerzer Diskussioun kënnt.

Här President, zum Schluss: An dësem Fall muss d'CSV hei wierklech mat ugezunnener Handbrems fueren, well keen anere wéi de fréiere Budgets- a Finanzminister, de Luc Frieden, den 18. November dëst Joer nach de provisoresche Budget déposéiert huet. An dëse Budget, dee gëllt fir véier Méint. Zäit also fir déi nei Regierung, ee Budget fir d'ganzt Joer 2014 opzestellen. An d'CSV ass da gespaant, ob, Här Finanzminister, a wat fir eng éischt Akzenter Dir am Numm vun der Regierung a virun allem am Liicht vun där villversprachener Erneierung dann an deem Budget wäert aschreiwen.

Ofschléissend soen ech dann dem Rapporteur, et ass e bëssen ongewinnt, dem Eugène Berger, Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport a soen Iech Merci fir Är Gedold, fir mer nozelauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetzesprojet knäppt eigentlech d'Regierung, oder d'Regierung an d'Chamber un eng Praxis un, déi kee vun eis heibannen eigentlech de Genoss hat ze erliewen: d'Praxis vun den Douzièmes provisoires. Et muss een effektiv an d'50er oder bis an d'60er Joren zréckgoen, fir déi dote Praxis erëmzefannen, wou et eigentlech keng Seelenheet war, dass, anscheinend wéinst der Längt vun den Debatten an der Chamber iwwert de Budget, et dozou komm ass, dass eréischt am Laf vum Joer de Budget gestëmmt ginn ass fir datselwecht Joer.

Mir mussen op dës Praxis vun den Douzièmes provisoires zréckgräifen, net well iergendee gréisseren Accident virkomm wär, mä u sech ass dat heiten eng logesch Suite vun deem Kalenner, deem Budgetskalenner, dee sech ergëtt opgrond vun deene virgezunnene Wahle vum 20. Oktober, wou et ganz einfach zäitlech net méiglech ass, an Zäit vun e puer Deeg e Budgetsprojet dohinnerzeleeën, dee schonn d'Handschréft géif droe vun där Regierung, déi grad am Amt wär. Och mat den Délaien, fir d'Avisen ze maachen, mat de Chambersaarbechte wär et onméiglech gewiescht, hei nach viru Joresenn kënnen e Budget an der gudder aler Form, wéi mer e kannt hunn, ze stëmmen.

Duerfir mengen ech ass et ze begréissen, dass scho relativ fréi Kontakter opgeholl si gi vun der viregter Regierung mat deene Leit, déi amgaange waren ze probéieren eng nei Regierung op d'Been ze stellen, fir e Modus Vivendi ze fannen. An am géigesäitege Versteesdemech ass eigentlech vun der geschäftsführender Regierung dann den Dépôt vun deem heite spezifesche Projet de loi gemaach ginn, deen also eng Autorisatioun duerstellt fir d'Regierung, eng Rei vun Ausgaben ze tätege respektiv Einnahmen ze erhiewen, an dat ebe während deenen éischte véier Méint vum Joer 2014.

Dat ass natierlech och domadder verbonnen, d'Obligatioun vun der Regierung, vun dëser Regierung an dem Parlament, derfir ze suergen, dass virun där doter Échéance dann och en zeguttstene Budgetsprojet hei gestëmmt gëtt vum Parlament an och kann a Kraaft trieden.

Ech géif wëlle vläicht zwou Léieren zéien aus där heiter Situatioun, déi jo ideal net ass - dat muss ee jo zouginn.

Déi éischt Fro stellt sech, ob een net sech misst awer déi Praxis - well et gëtt kee Gesetzestext zu Lëtzebuerg, deen déi Douzièmes provisoires regelt; et muss ee sech op eng Coutume bezéien -, ob een net misst sech fest gesetzlech Regele gi fir déi Douzièmes provisoires. Ech mengen, am Gemengesecteur gëtt et den Ufank vun enger Regelung, mä um nationale Plang gëtt et näischt. An et wier vläicht interessant awer an eisem Kontabilitéitsgesetz, wat jo och deemnächst wäert reforméiert ginn, och déi dote Méiglechkeet vum Douzième provisoire ze verankeren.

Vläicht kéint een dat esou ronnbréngen, dass ee souguer do eng Rei vu feste Regele géif draschreiwen. Da wier et vläicht net onbedéngt noutwendeg, e Gesetzesprojet mat deem heite Contenu zu dësem Zäitpunkt hei am Parlament ze diskutéieren. Dat wier nach ze kucken. Op jidde Fall mengen ech wier et eng Saach och vu Rechtssécherheet, fir awer déi Méiglechkeet vun Douzièmes provisoires och an eis national Kontabilitéitsgesetzgebung anzeschreiwen.

Eng zweet Iddi fir d'Zukunft ass natierlech, an déi hänkt mat där Diskussioun, déi mer virdrun ugefaangen an net zu Enn gefouert hunn, vun dem zukünftege Rhythmus vun de Wahlen hei zesummen. Et stellt sech jo effektiv d'Fro, ob een, wann ee bei där Regel - fënnef Joer - bleift, dann ass ee jo an enger Logik dran, wann et net erëm zu virgezunnen Neiwahle kënnt, dass dann all Kéiers am Mount Oktober all fënnef Joer Wahle stattfannen.

Dann hätte mer all fënnef Joer deeselwechte Problem, wéi mer en elo hunn, dass déi Regierung, déi da just a Kraaft ass, net kann e fäerdege Budgetsgesetzesprojet maachen. Si muss dann erëm eng Kéier mat engem Provisorium fueren. Dann erëm eng Kéier, no e puer Méint, nohake mat engem aneren Deel vum Budgetsgesetz, fir da mat engem Gesetz, fir da schonn erëm d'Preparatioun ze maachen, fir de Budget vun deem Joer drop.

Ech mengen, do si mer eis eens, dat ass keng ideal Situatioun. Wann dat dote géif d'Regel ginn, an net méi d'Ausnahm bleiwen, wär dat an eisen Aen net gutt. An dofir sollt ee wierklech déi Diskussioun, d'Mandatsdauer vun dëser Chamber, och méi wäit kucken, wat dat an Zukunft heescht, och fir den Oflaf vun esou, trotzdeem wichtegen, Prozeduren, wéi déi vum Budget.

Dat ass, wéi gesot, eng Diskussioun, déi net, mengen ech, d'Majoritéit géint d'Oppositioun ze féieren huet, mä déi mateneen ze féieren ass, fir ze kucken, wat do déi bescht Regel ass fir de Fonctionnement vum Stat, fir d'politesch Gouvernance och vun engem Land fir déi nächst Jorzéngten. Dat misst eigentlech dat sinn, wat eis soll leeden, wa mer déi dote Fro wëlle besser regelen, wéi dat elo haut méiglech ass.

Eppes Positives kann een awer deem Ganzen, mengen ech, schonn elo ofgewinnen, dat ass, wann een déi Zuele kuckt, gesäit een natierlech, dass do den Deckel drop ass bei den Dépensen, well jo a priori keng nei zousätzlech Dépensë virgesi sinn, quitte dass eng gewësse Flexibilitéit an der Ausféierung mat agebaut ass. Dat heescht, mir hunn eigentlech en Taux de progression vun deem heite provisoresche Budget fir déi éischt véier Méint, dee manner héich ass wéi dat, wat mer eigentlech déi lescht Joren an der Regel bei eisen zerguttste Budgete kannt hunn. Also dat heite féiert dozou, dass éischter de Fouss beim Mol gehale gëtt, wat de Statsdefizit respektiv wat d'Progressioun vun den Ausgabe vum Budget ugeet.

E Bémol natierlech huet dat Ganzt och, an dat ass déi kuerz Zäit, déi och elo déi nei Regierung huet, fir de Rescht vum Budget opzestellen. Wann een do d'Délaie berücksichtegt, déi ee brauch, fir dass d'Chamber kann hir Aarbechte maachen, dass d'Avisen erakommen, notamment den Avis vum Statsrot erakënnt, da bleiwen, menger Rechnung no, der Regierung vläicht sechs, maximal aacht Wochen, fir elo de Budget fir 2014 fir de Rescht vum Joer opzestellen. Dat ass awer immens knapp. Sécherlech wäert deen Zäitraum do et net méiglech maachen, dass dee fundamentale Screening, deen dës Koalitioun jo wëllt maachen, mat sämtlechen Ausgabe fir de Budget 2014, mer praktesch onméiglech ze si schéngt. Dat muss eng Operatioun sinn, déi am vollen Émfang eréischt ka gëlle fir de Budgetsprojet 2015. Nach erwaarde mir och - d'selwecht, wéi dat den CSV-Riedner hei gemaach huet - vun dëser Regierung, dass se awer bei deem Budgetsprojet, dee mer dann héchstwahrscheinlech am Abrëll hei wäerten ze diskutéiere kréien, éischt Akzenter setzt, och wat d'Budgetspolitik ugeet. Kloer Prioritéite vun dëser Regierungskoalitioun mussen och schonn an deem éischte Budgetsprojet 2014 ze erkenne sinn. Och wann ee selbstverständlech an esou kuerzer Zäit net ka vollends an eng komplett aner Richtung goen.

Souwisou stinn eis nach, opgrond vum europäesche Kalenner, eng Rei vun Échéancen an d'Haus. Dat ass notamment traditionell Enn Mäerz, wa mer op Bréissel mussen eis Aktualiséierung vun eisem Wuesstums- a Stabilitéitsplang eraginn, wou jo och fir dat lafend Joer, mä och fir déi Joren drop, scho wichteg Indikatiounen ze maache sinn, wat d'Ausriichtung vun der Budgets- a vun der Finanzpolitik vu Lëtzebuerg ugeet.

Dat wäert keng einfach Operatioun ginn. Net méi einfach wéi déi Jore virdrun. Vläicht souguer eng Grëtz méi schwéier, besonnesch wat d'Joer an den Exercice 2015 ugeet. Do kann et vläicht hëllefen, dass awer, och wann ech déi lescht Prognosen nach vun der Zentralbank vu gëschter kucken, dat wirtschaftlecht Émfeld an Europa - natierlech och mat de Répercussiounen hei zu Lëtzebuerg - e bësse méi positiv ass wéi dat, wat ee virun e puer Méint nach gemengt huet. Déi Zuele fir d'Joer 2013, mä och fir 2014 an 2015 bewege sech awer an de Prognose ronderëm e Wuesstum vun 2%, iwwert dee mer eis elo scho freeë praktesch.

D'Welt huet vill changéiert. Wann ee bedenkt, dass mer vun 1985 bis 2008 e Wuesstumsduerchschnëtt hate pro Joer, dee praktesch bei 5% an der Moyenne louch. Elo freeë mer eis schonn, wa mer bei 2% leien. Dat weist awer trotzdeem, wéi och d'Welt changéiert a wéi eis Parameteren och hei zu Lëtzebuerg musse changéieren, wa mer eis op déi nei Situatioun wëlle korrekt astellen.

Wichteg fir eis ass och, dass bei deem Budgetsprojet fir 2014, dee mer dann an e puer Woche wäerte vun der Regierung presentéiert kréien, och déi europäesch Budgetsnorm ze respektéieren ass. Et ass fir eis ganz kloer, dass dat muss esou sinn. Et ass net gutt, dass mer eis eigentlech vun deem Normativen ewechbeweegt hunn iwwert déi lescht laang Joren. Et ass, mengen ech, richteg, dass mer do erëm zu där dote Budgetsnormsystematik zréckkommen, déi och eng gewësse Flexibilitéit beinhalt, déi also duerchaus ka reagéieren, wa se dat allgemengt Émfeld an deem engen oder an deem anere Sënn verännert.

Fir de Rescht, mengen ech, ass alles vum Rapporteur schonn inhaltlech zu deem heite Projet gesot ginn. Als sozialistesch Fraktioun begréisse mer ausdrécklech déi Regelung, déi fonnt ginn ass, wat de Rentenajustement ugeet, fir dëst Joer respektiv dat Joer drop. A fir de Rescht wäerte mer natierlech als LSAP-Fraktioun deen heite Projet stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, meng Virriedner alleguerte bis elo, hunn am Fong geholl dat Elementaarst gesot.

Ech kann am Numm vu menger Fraktioun, vun der grénger Fraktioun, deem nëmmen zoustëmmen. Dofir bleiwe mer just nach e puer kleng Remarquen ze maachen. Fir d'Éischt emol, mengem Kolleeg, dem Eugène Berger, Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi e sech gemaach huet, souwuel fir de schrëftleche wéi och fir de mëndleche Rapport. Mir wäerten hie jo dann eng nächste Kéier erëm hei gesi fir…

(Interruption)

…méi en interessanten a méi politeschen Deel vum Budget.

Dëse Projet de loi ass, Dir Dammen an Dir Hären, och fir ons, fir déi gréng Fraktioun, en Iwwergang. Et ass eng Mesure, déi mir gesinn och als eng reng technesch Noutwendegkeet, fir kënnen déi nächst véier Méint ze assuréieren; et ass schonn hei gesot ginn, an dat vun de Paie bis zu deem klengste Subsid, esou wéi e bis elo nach definéiert ass.

Mir sinn ons och bewosst, datt an dësem Budget - déi véier Zwieleftel - eng Rei Artikelen opgezielt sinn, déi eng Rei Politiken duerstellen, déi d'Regierung mat Sécherheet net esou wëllt an dann och wahrscheinlech net esou wäert weiderféieren. Dofir kënne mer ons och virstellen, zum Beispill, datt d'Regierung op eng Rei vu Punkte wahrscheinlech déi Budgete vläicht méi differenzéiert, vläicht net ganz ausschöpfe wäert. An an deem Sënn ass et och esou e bësse wéi de Kolleeg Bodry gesot hat, datt mer eigentlech schonn indirekt en Deckel e bëssen op verschidde Budgetsartikele wäerte kënnen halen.

Awer wat wichteg ass, an dat ass och schonn hei ënnerstrach ginn, dat ass, datt dëse Budget der Regierung déi noutwendeg Zäit gëtt, déi se brauch, fir éischt Akzenter ze setzen an hirer Politik am Allgemengen, awer och an hirer Finanz- a Budgetspolitik am Spezifeschen. Éischt Akzenter, déi selbstverständlech aus dem Regierungsprogramm wäerte geschöpft ginn.

D'Prioritéiten, déi ugekënnegt gi sinn, déi festgeschriwwe gi sinn am Regierungsprogramm, déi debattéiert gi sinn d'lescht Woch, wéi zum Beispill de Logement, d'Kanner an d'Schoul, awer virun allem och de Kampf géint de Chômage an d'Cohésion sociale, déi och net zum Nulltarif ze kréien ass hei an dësem Land.

An dann, wat och scho gesot ginn ass: Ech denken, datt awer schonn am Budget 2014 éischt Aspekter vum Screening oder vum Zero based budgeting kënnen dra virkommen. An ech denken, datt dat och wichteg ass, well et e wichtegt Zeeche gëtt, wéi ee bei sech kann och ufänken. A sécherlech och, well sech net alles an dëser kuerzer Zäit kann am Budget 2014 erëmfannen, wann een dat wëllt op eng propper a professionell a verantwortungsvoll Manéier maachen, mä, denken ech, kënnt mat Sécherheet och eng zweet Phas, wou mer méi eng geziilt an dofir awer och méi eng effizient a méi gerecht Politik vu finanzieller Hëllef wäerten erëmfannen.

Fir dat Zil ze erreechen a kënne verantwortungsvoll ze schaffen, brauch d'Regierung effektiv déi noutwendeg Zäit, an héchstwahrscheinlech iwwert deen Dräivéierelsbudget 2014 eraus. Déi noutwendeg Zäit, fir déi richteg Analysen duerchzerechnen an duerchzespillen. Déi noutwendeg Zäit, fir méiglech Répercussioune vun deene verschiddene Modellen ze estiméieren a se mat der Zilsetzung, déi se sech ginn huet, géigeniwwer ze setzen. An dann denken ech, wat och wichteg ass, dat ass d'Indicateuren opzestellen, fir eng regelméisseg Evaluatioun, jo souguer Kontroll vum System kënnen ze assuréieren.

An dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen dës nei Approche, déi mer sécherlech wäerten 2014 an enger éischter Phas erkennen a virun allem och an deene Joren duerno. Mir brauchen dës nei Approche an der Opstellung vun engem nationale Budget. Eng Approche, déi wäitsiichteg programméiert, jo och nohalteg programméiert. A virun allem, déi déi verschidde Politiken aus de verschiddene Ressorten openeen ofstëmmt. An dat ass jo och en deklaréiert Zil an der Gouvernance vun dëser Regierung.

An dofir, a fir dësen neien a wichtegen Erausfuerderunge vun der Regierung déi Zäit ze ginn, wëll ech heimat den Accord selbstverständlech gi vun der grénger Fraktioun zu dësem provisoresche Budget. An ech mengen, domadder hätt ech komplementar zu deem, wat schonn alles gesot ginn ass, och nach onse grénge Pefferkär bäigefügt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass wierklech en aussergewéinlechen Exercice, wéi scho verschidde Virriedner dat hei ugeschniden hunn. Wa mer wëssen, wéi mer soss eis Budgetsprozedur an eis Budgetsdebatten heibannen hunn, dann ass dat hei sécherlech net domadder vergläichbar.

Et ass kloer, datt de Stat muss och vum 1. Januar u fonctionnéieren, souwuel op där enger Säit, wat d'Recetten ubelaangt, wéi op där anerer Säit, wat d'Dépensen ubelaangt. An dofir versteet een och, datt mer an dëser Situatioun

eben elo..., datt d'Chamber esou ee Gesetz muss hei stëmmen, fir iwwert déi berühmten Douzièmes provisoires eben déi Méiglechkeeten ze schafen, fir datt de Stat sengen Obligatiounen an deenen zwou Richtungen nokënnt.

Et ass natierlech fir d'Parteien heibannen, fir déi eng méi liicht a fir déi aner méi schwéier, fir esou engem Projet zouzestëmmen. Fir eng Partei wéi d'CSV, déi vun der Majoritéit an d'Oppositioun geet, ass et méi liicht. Si huet éischtens de Projet gemaach, zweetens stëmmt se elo engem Drëttel vun hirem Budget vum leschte Joer nach eng Kéier nodréiglech zou. Aus hirer Siicht, well deen esou gutt war.

An op där anerer Säit sinn natierlech zwou Parteien, déi an d'Majoritéit komm sinn, d'DP an déi gréng, déi d'lescht Joer, wéi déi gesamt Oppositioun, an dem Kader vun de Budgetsdebatte vum Budget vun 2013 am Fong kee gutt Hoer un deem Budget gelooss hunn, déi kommen dann heihinner a mussen elo, noutgedrongen, awer een Drëttel vun deem Budget nodréiglech guttheeschen an deem zoustëmmen!

Fir eis ass d'Situatioun méi liicht, mir kënne konsequent op eiser Positioun bleiwen. Dee Budget war 2013 am Ganzen näischt, aus eiser Siicht, an en ass dofir och zu engem Drëttel dofir net besser. Dofir wäerte mir dann och géint dee Projet hei stëmmen.

(Interruption)

Här President, wëllt den Här Berger eppes soen?

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Da ka jo elo ee vun Iech, Dir sidd jo zu dräi, een derfir stëmmen an zwee dergéint. Dann hutt Der och en Drëttel zougestëmmt.

M. le Président.- Jo, ech géif datselwecht widderhuelen, wéi ech virdrun zum Här Gibéryen gesot hunn. Wann Der wëllt eppes soen, Här Berger, wann ech gelift, mellt Iech, an dann ass den Här Gibéryen doudsécher bereet fir e klenge Quiproquo.

Sou, an elo huet just den Här Gibéryen d'Wuert!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech sinn awer och elo bereet, dem Här Berger dorobber ze äntwerten. Den Här Berger hat virdrun hei gemengt, den Här Kartheiser, dee sech zu dësem Projet nach ni geäussert huet - ech hu mech an der Finanzkommissioun geäussert an hei -, den Här Berger hat gemengt, wann een dëse Projet net géif stëmmen, da géif een domadder de Fonctionnairë vum 1. Januar un, während deenen éischte véier Méint am Joer, keng Pai méi zoukomme loossen.

Dat ass net esou schlëmm, Här President, wéi dat, wat den Här Berger d'lescht Joer gemaach huet. Well do hunn hien a seng Partei de Budget vum ganze Joer net gestëmmt! Dat heescht, wann et dem Här Berger dem leschte Joer no gaange wier, dann hätt d'ganzt Joer keen, inklusiv mir heibannen, eng Pai kritt.

Also, Här Berger, wann Der engem dat virwerft, fir dräi Méint oder véier Méint kréich e keng Pai, da musst Der drun denken, datt Dir de Budget d'lescht ganzt Joer net gestëmmt hutt. An domadder hätt also, laut Ärer Iwwerleeung, esou wéi Dir dat interpretéiert, d'lescht ganzt Joer kee Fonctionnaire hei am Land, vum Stat...

Da muss ech soen, Gott sei Dank, datt mer awer eng Majoritéit haten, déi de Budget gestëmmt huet, an datt der DP hir Iwwerleeungen zum Budget net zréckbehale gi sinn! Soss wier dat awer e Chaos hei am Land ginn, wann dann d'DP... An ech kann nëmmen hoffen, Här President, datt an deenen nächste Méint a Joren, wou elo d'DP jo awer méi ze soen huet an dësem Land, datt se dann awer anescht iwwerleeën, wéi dat elo grad virun enger Véirelstonn hei vum Rapporteur de Fall war.

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Gibéryen, dass den Här Berger eng Explikatioun dozou gëtt?

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Här President, ganz kuerz. Ech wollt just soen, datt mir...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech erlaben et.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Mir haten awer aner Propositiounen. Mir haten och Initiative geholl, fir aner Saachen ze proposéieren. Ech huelen un, datt den Här Gibéryen dann och elo aner Saache proposéiert, fir iwwert déi véier Méint ze kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Berger, dat spillt keng Roll. Ech wäert elo och nach Saache proposéieren. Mä dat spillt keng Roll, datt Der dergéint gestëmmt hutt. A laut Ärer Interpretatioun huet een da géint alles gestëmmt an et kéint näischt gemaach ginn. Et ass just dat, wat ech hei wëll kloerstellen.

Här President, ee Punkt, wou ech dann, fir dem Här Berger Satisfaktioun ze ginn, wëll kloerstellen, datt mat dësem Projet de loi och de Rentenajustement fixéiert gëtt. Mir wëssen, datt laut dem neie Pensiounsgesetz, wat mer virun zwee Joer gestëmmt hunn, den Ajustement all Joers gemaach gëtt, an zréckgekuckt gëtt fir den Ajustement vun 2014 op 2011 an 2012. An da gëtt festgestallt, datt do d'Lounmass ëm 0,3% zréckgaangen ass. Dat kann een och emol soe fir déi Leit, déi ëmmer hei am Land soen, d'Lounmass géif hei am Land terribel séier wuessen. Op jidde Fall, an de Joren 2011/2012 ass d'Lounmass hei zu Lëtzebuerg, déi reell Lounmass, ëm 0,3% zréckgaangen!

D'Chambre des Salariés huet dorobber opmierksam gemaach. An déi nei Regierung ass och direkt higaangen an huet deklaréiert, datt dat net géif a Fro kommen, datt d'Pensioune géifen ëm 0,3% gesenkt ginn, mä datt se géifen op hirem Niveau bleiwen. Wat se net esou haart gesot hunn an awer gemaach hunn, dat ass, datt déiselwecht Etüd ergëtt, datt fir den Ajustement vum 1. Januar 2015, gekuckt op d'Lounentwécklung vun 2012/2013, d'Lounmass ëm 0,4% an d'Luucht geet an datt déi an dësem Projet de loi och op null erofgesat gëtt. An domadder, seet d'Chambre des Salariés zu Recht, wa mer dann d'Joer erëmhunn, déi zwee Joren erëmhunn, dann hunn d'Pensiounen eng Upassung vun 0,1% net kritt.

A se maache souguer an hirem Avis eng Rei vu Berechnunge fir déi Leit, déi duerno an d'Pensioun ginn a virun allem am Joer 2016 an d'Pensioun ginn, wou 2012 de Facteur gekuckt gëtt, datt déi Leit souguer e gutt Stéck manner an hirer Pensioun kréien! A se seet souguer, et misst een de Leit recommandéieren, déi 2016 an d'Pensioun ginn, datt déi virum 1. Januar 2016, also spéitstens den 31. Dezember 2015 an d'Pensioun ginn, fir net dee Verloscht ze kréien, deen duerch dësen Ajustement entsteet! Dat huet d'Chambre des Salariés gesot.

An dann deen zweete Punkt, wat och elo heimadder festgeluecht gëtt, dat ass, datt mer net nëmme jo d'Dépensë kucken, mä de Stat zitt jo och seng Steieren an. An ech ka mech erënneren, datt vill Politiker, déi haut an der Majoritéit sinn, och ëmmer hei d'Remarquen als Oppositiounspolitiker gemaach hunn, datt d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst gëtt. Wa mer elo déiselwecht Steieren hei viruféieren, zumindest déi éischt véier Méint, also gëtt och déi nächst véier Méint am nächste Joer d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst, esou wéi dat am Fong ëmmer verlaangt ginn ass! Vläicht geet déi nei Regierung hin a seet, datt vum 1. Mee u se géif ugepasst ginn. Mä déi véier éischt Méint gëtt se net ugepasst.

Här President, ech war iwwerrascht, datt mer elo... An der neier Chamber hu mer jo och nei Leit kritt, wat gutt ass, fir datt mer ëmmer erëm nei Iddien hei erakréien. A mir hunn och Leit erakritt, déi Gewerkschaftssekretär sinn, zwee Gewerkschaftssekretäre beim OGB-L, an ech war frou ze liesen, datt de President vum OGB-L a senger Fonctioun als President vun der Chambre des Salariés verlaangt huet, datt den Ajustement misst integral 2014 bezuelt ginn an och déi Berechnung gemaach huet, déi dat hei mat sech brëngt, nämlech déi negativ Tendenz fir d'Pensionären.

An eng Gewerkschaft, déi ëmmer verlaangt huet, datt d'Steiere missten un d'Inflatioun ugepasst ginn, do hätt ech net geduecht, datt direkt an der éischter ëffentlecher Sitzung, déi dëst neit Parlament huet, schonn déi Gewerkschaftssekretären am Fong géint hir Prinzipien als Gewerkschaftler, géint d'Fuerderunge vun hirer Gewerkschaft, géint de Bréif, den Avis, dee vun hirem President ënnerschriwwen ass, direkt den éischten Dag hei schonn et esou fäerdegbréngen, esou massiv géint d'Interesse vun deenen ze stëmmen hei an der Chamber, déi se esou haart virun de Wahlen dobausse vertrueden hunn.

Mir bleiwen eis konsequent a stëmmen dergéint!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Justin Turpel agedroen. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Ech soe Merci fir d'Wuert. Et ass normal, datt an enger Period wéi där heiter keen ordinäre Budget virläit. Et ass och normal, datt ee provisoresche Budget gestëmmt gëtt iwwert Douzièmes provisoires op Basis vum Budget vun 2013. Et ass och üblech, datt am Budgetsgesetz eng Rei aner Froe geregelt ginn, wat net ëmmer heescht, datt ee mat all deene muss d'accord sinn. Eng vun deene Froen, déi hei matgeregelt gëtt, ass déi vum Rentenajustement, dat heescht d'Upasse vun de Pensiounen, Renten un déi allgemeng Lounentwécklung.

Wat de Rentenajustement ugeet, wëll ech kuerz drun erënneren, datt d'UEL, grad wéi den Internationale Währungsfong an d'EU-Kommissioun eigentlech ëmmer d'Ofschafung vum Rentenajustement gefuerdert hunn. Och d'DP huet an hirem Wahlprogramm gesot, de Rentenajustement soll ofgeschaaft ginn an et misst souguer méi Eegevirsuerg gemaach ginn, dat heescht déi privat Pensiounsversécherunge misste gefërdert ginn.

An der Pensiounsreform, déi den Datum dréit vum 21. Dezember 2012, goufen eng Rei Mechanismen agefouert, fir op Käschte vun de Pensionéierten a vun deene Beschäftegten ze spueren. Eng vun deene Moossnamen ass déi, wann d'Ausgaben an engem Joer d'Einnahmen iwwert d'Beiträg iwwerschreiden, datt dann ee Facteur modérateur agefouert gëtt, deen den Ajustement, deen all Joers fälleg ass, op 0,5 oder op 0 fixéiert. Et ass ugeholl ginn, datt dat ongefeier 2018, 2020 kéint de Fall sinn. Dat ass d'Ofschafung vun deem Rentenajustement, déi UEL, IWF an EU-Kommissioun mat der DP ëmmer gefuerdert hunn.

Elo gëtt festgestallt, datt d'Reallounentwécklung 2011/2012 minus 0,3% war. Eleng iwwert dee Facteur vun enger Reallounentwécklung vu minus 0,3% misst een eigentlech méi seriö emol eng Kéier diskutéieren, well et ass jo kee linearen, duerchschnëttleche Reallounverloscht vun 0,3%, mä deen trëfft d'Leit jo op ganz ënnerschiddlech Aart a Weis. An ech sinn iwwerzeegt, datt et net déi Iewescht sinn, déi am meeschte verluer hunn, an déi Ënnescht, déi am mannste verluer hunn, mä datt et ëmgedréint ass.

2012/2013 gesäit et aus, wéi wann d'Reallounentwécklung plus 0,4% wier. An elo seet d'Regierung, souwuel déi al wéi déi nei, kommt mir fueren net Achterbahn mat de Leit, 0,3% erof, 0,4% erop, mä mir maachen zweemol de Facteur modérateur op null. Mä domadder gëtt net nëmme verhënnert, datt et 2014 ëm 0,3% erofgeet, mä et gëtt och verhënnert, datt et 2015 ëm 0,1% (veuillez lire: 0,4%) eropgeet. Dat heescht, d'Rentner an d'Pensionäre kréien 0,1% geklaut! Elo kann ee soen, dat ass net vill, Peanuts. Mä et ass alt erëm ee Stéck méi.

Ech wëll drun erënneren, datt den Ajustement, deen den 1. Januar 2013 fälleg war vun 1,5%, scho virdrun ersatzlos gestrach ginn ass. Ech wëll och drun erënneren, datt deemools an engem oppene Bréif verschidde Leit geschriwwen hunn, datt do déi Leit gestrooft ginn, déi hiert Liewe laang aktiv zum sozialen a wirtschaftlechen Erfolleg bäigedroen hunn. An dat, wat ech elo gesot hunn, ass een Zitat aus engem oppene Bréif vum Henri Kremer, President vun der OGB-L-Sektioun, Nico Wennmacher, President vum Secteur Pensionéierter vum Landesverband, Carlos Pereira, Guy Greivelding a Jean-Claude Reding.

En plus ass et esou, datt déi Erspuernis, déi deemools gemaach ginn ass vun zwielef Milliounе fir de Stat, plus 75 Milliounе fir d'Pensiounskeess, héchst fragwürdeg ass, well wat vu Steieren ausgefall ass, iwwerschreit wahrscheinlech dee Betrag, deen do gespuert ginn ass. A wa mer soen, mir wieren deemools do dergéint gewiescht an och haut nach dergéint sinn, ass dat och am Interessi vun deene Jonken, déi och muer nach eng uerdentlech Pensioun wëllen an ëmmer méi gestréppt ginn.

Ech wëll och drun erënneren, datt virdru schonn zweemol den Ajustement verschobe ginn ass. Datt d'Pensiounsgesetz vun 2012 och virgesäit, datt een Décalage supplémentaire kënnt fir d'Upassung vun deenen neie Pensioune vun deene Leit, déi a Pensioun ginn, op véier Joer, wou d'CSL ausgerechent huet, datt dat ee permanente Verloscht gëtt vun 1,8%.

Ech wëll erënneren un d'Indexmanipulatiounen, déi vun 2006 bis 2009 de Salariéën zu Lëtzebuerg, och de Pensionären, 1,5 Milliard kascht hunn an déi och elo soll weidergefouert ginn. Ech wëll un aneres erënneren, wou vill Leit mengen, et wiere Klengegkeeten: d'Seniorekaart, déi ëm 100% an d'Luucht geet, oder d'Steierdiskriminéierung vu Wittfraen a Wittmänner a vu gescheete Leit. Ech stelle fest: Dir huelt et bei deene Klengen a gitt et deenen Décken!

Zum Vote. Och wa mir net d'accord ware mam Budget vun 2013, misst een eigentlech d'accord si mat engem Budget provisoire, dee just déi Sue libelléiert, déi ee bräicht, fir effektiv am neie Joer d'Paien ze bezuelen. Wann dat hei elo een neie Budget wier, wier et ganz kloer, datt mer dergéint géife stëmmen.

Mir soen och nee zu deem Null-Ajustement. Et hätt ee jo och kéinten higoen, wéi d'CSL an d'Gewerkschaften dat fuerderen, fir den Ajustement 2015 weider spillen ze loossen. Dofir hätte mer missen en Accord hunn, fir e Vote séparé iwwert dat Gesetz, iwwert deen Artikel ze maachen. Deen Accord hu mer net. An aus all deenen Ursaache vun derfir an dergéint wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. D'Wuert huet dann elo d'Regierung, den Här Pierre Gramegna. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Hären Deputéierten, ech géif gäre fir d'Éischt allen, déi intervenéiert sinn, Merci soen. Haaptsächlech emol fir d'Éischt dem Rapporteur fir seng gutt Aarbecht a säin Asaz, allen Acteuren an der Finanzkommissioun an all deenen, déi elo intervenéiert sinn.

Deen heite Budget ass net richteg e provisoresche Budget. Et ass en Transitiounsbudget, well et ass e Budget, dee gëtt gestëmmt, dee fonctionnéiert wierklech elo während véier Méint. An et ass en Zeeche vu Kontinuitéit vun eisem Stat. Dofir mengen ech, dass et eng ganz gutt an eng ganz räsonabel Décisioun ass, dass esou vill Parteien derfir stëmmen.

Ech géif gär der viregter Regierung félicitéieren, fir deen dote Schrëtt geholl ze hunn. Si hätt jo kënnen e ganze Budget stëmmen, wollt se net, well Wahlen dertëschent waren. Si hätt och kéinte guer näischt maachen. Si huet léiwer déi dote Léisung gewielt vun den Douzièmes provisoires, déi mer, wéi mer héieren hunn, zu Lëtzebuerg emol kannt hu viru laanger Zäit, an dat war eng Gewunnecht, déi mer Gott sei Dank verluer hunn.

Ech huelen och zur Kenntnis, wat den Här Bodry gesot huet, dass mer eis wierklech Gedanke musse maachen, ob mer déi Prozedur net mussen e bësse besser regelen - jee nodeem wéi eise Kalenner geet, kann dat méi oft geschéien. An haaptsächlech hu mer europäesch Contrainten, déi et vill méi schwéier maachen, eise Budget a kuerzer Zäit ze preparéieren an ze votéieren.

Ech mengen och, dass déi ganz europäesch Contrainte, déi ech zwar kannt hunn, mä déi ech elo ëmmer méi entdecken, ëmmer méi staark gëtt an dass d'Marge de manœuvre, déi mer hunn, fir eis Budgeten ze maachen an ze stëmmen, méi kleng gëtt. An déi Contrainte huet déi viregt Regierung scho kannt an déi wäerte mer nach ëmmer méi als nei Regierung kenneléieren.

Mir hunn d'Kritiken oder d'Amendementer vum Statsrot alleguerten ugeholl. Mir hunn eng Rëtsch Amendementer proposéiert; déi meescht vun deene ware justifiéiert a konnten och vum Statsrot ënnerstëtzt ginn. Et hat haaptsächlech domat ze dinn, datt mir verschidde Mesuren hu missen ëm e puer Méint méi laang ausdehnen. Déi eng Mesure, déi de Statsrot net positiv beuerteelt huet, hu mer aus dem Projet erausgezunn.

Wat d'Pensiounen ubelaangt, mengen ech, dass d'Solutioun, déi gewielt ginn ass, eng fair Léisung ass. Si gëtt eng gewësse Stabilitéit, brëngt mat sech, Gott sei Dank, dass d'Leit net elo 0,3 verléieren, fir dann herno 0,4 ze kréien. Ech mengen zwar, dass déi Ziffer vun 0,4 och nach ëmmer nëmme provisoresch ass. Si ass nach net definitiv, dat muss jo nach ausgerechent ginn. Dofir wësse mer nach guer net, wéi vill déi dote gëtt. An dofir, mengen ech, dass déi Stabilitéit an der Zäit eng gutt Saach ass.

An dann, vu dass d'Leit déi 0,3% jo op den 1. Januar net verléieren, hu se jo do e Gain op engem Joer. Dee Gain ass sécher, während dat, wat se hypothetesch verléieren, wéi gesot, dass deen Taux vun 0,4 net definitiv ass. Dat ass och dann eng Rechnung, déi net ganz komplett ass. Dofir fannen ech, dass dat eng gutt Léisung war.

Ech wëll e puer Wuert soen och iwwert d'Trésorerie vum Stat, well déi Fro ass an der Commission des Finances et du Budget gestallt ginn.

Ech hunn dat nokucke gelooss. Mir hu genuch Liquiditéiten zur Verfügung fir déi kommend Méint a mir hunn och nach Sputt an den Emprunten, déi vun dëser Chamber genehmegt gi sinn, falls dat an där Period misst néideg sinn. Mat deenen zwee Elementer komme mer ouni Problemer fir déi nächst véier Méint iwwert d'Ronnen.

Ech wäert Iech Mëtt Februar e Projet de budget hei presentéieren. An dee Budget muss jo virun Enn Abrëll gestëmmt ginn. Wéi richteg gesot ginn ass vu verschiddenen Intervenanten, ass et net ze erwaarden, dass mer do en totale Screening vun allen Depensë wäerte kënne maachen. Dat ass eng Aarbecht, déi hëlt ganz vill Zäit. Mir wäerten déi Aarbecht maachen, mä d'Répercussioun dovu wäert wahrscheinlech eréischt am Budget fir 2015 komplett zur Geltung kommen. Wa mer awer Saache méi fréi fannen, wäerte mer se natierlech utiliséieren.

Zweetens wäerte mer natierlech Akzenter setzen an deem Budget op Basis vun deene Saachen, déi am Koalitiounsprogramm zréckbehale gi sinn.

Zum Schluss wéilt ech nach soen, dass mer eis och ganz staark wäerten un de Recommandatiounen, déi mer vun Europa kréien, inspiréieren, och wat d'Normes budgétaires européennes ubelaangt. Ech mengen, dass dat e ganz wichtege Punkt ass. An dat ënnersträicht erëm eng Kéier, dass mer net méi eleng am Boot sinn am Budget, dee mer fir Lëtzebuerg maachen. A wa mir dat Land sinn, wat vläicht nach déi mannste Budgetsschwieregkeeten huet, oder op d'mannst eent vun de Länner sinn, wat déi mannste Budgetsschwieregkeeten huet, verglach mat eise Kolleegen aus der Eurozon oder an Europa, ass et nun awer emol esou, dass déi europäesch Manéier, fir dat ze kucken, ëmmer verglach gëtt mam Land selwer. An dass mer do also - et ass wéi op enger Zensur - ëmmer musse Progrèse maachen a mer net kënnen do verfalen.

Ech wäert och elo, nodeem dës Debatte fäerdeg sinn, erëm zréck op Bréissel fueren, wou den Eurogroup den Owend zesummekënnt a mar den ECOFIN, wou d'Bankenunioun vläicht finaliséiert gëtt - e Kompromëss schéngt a Siicht ze sinn. Dat beweist eis erëm, wéi wichteg Europa fir eis ass, a wat fir eng grouss Roll et an eisem alldeegleche Liewen an och fir eis Finanzplaz a fir eise Stat spillt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Mär wären domat, wann ech dat richteg gesinn, um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mer géifen zum Vote iwwert de Projet de loi 6630 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6630 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. De Vote par procuration. Enn vum Vote.

De Projet de loi 6630 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexandre Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun motivéieren?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géif ech nach d'Fro stellen, ob d'Chamber d'accord ass, fir de Projet vum zweete Vote constitutionnel ze entbannen.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 6580. Dobäi geet et ëm déi finanziell Bedeelegung vum Stat bei der Moderniséierung vun der Kläranlag Nordstad/Bleesbréck. Dir wësst, dass de Riedezäitmodell deen ass vum Modell 1. Ageschriwwe sinn: d'Häre Marco Schank, Roger Negri, Gusty Graas, Gast Gibéryen a Justin Turpel.

An d'Wuert huet den honorabelen Här Rapporteur, den Här Henri Kox. Dir hutt d'Wuert.

6. 6580 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President.

Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet 6580 ass a sech e Finanzéierungsgesetz. Sou wéi Der virdru richteg gesot hutt, Här President, geet et drëms, dass de Stat hëlleft d'Kläranlag vun der Bleesbréck, besser gesot, déi vun der Nordstad, éischtens ze erweiteren an zweetens op den neiste Stand vun der Technik ze bréngen.

D'Kläranlag selwer ass aus de Joren '63, mëttlerweil kënnt Der Iech jo virstellen, dass do eng ganz Rei weider Uertschaften ugeschloss goufen, dass natierlech och ganz anescht vis-à-vis vun Europa respektiv vun den Obligatiounen, wat am Ëmweltberäich uläit, eng Verbesserung komm ass, soudass et onerlässlech ass, dass déi Kläranlag muss erneiert ginn.

Et sinn zwee Punkten an dësem Gesetz virgesinn. Den éischte Punkt ass d'Erweiderung an d'Klärung selwer, dat heescht se op den neiste Stand ze bréngen. An dat beleeft sech op 46,3 Milliounen.

An den zweete Punkt ass natierlech, dass déi Kläranlag aus de Joren '63 war an dass do eng Rei vu Pollutiounen entstane sinn um Site selwer, an déi mussen dann entspriechend och erëm ewechgemaach ginn. An dee Betrag beleeft sech op zwou Milliounen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Firwat si mer haut iwwerhaapt hei? Et ass kloer, wann e Gesetz iwwer 40 Milliounen usteet, muss, laut der Constitutioun, laut dem Artikel 99, e speziaalt Gesetz gemaach ginn, also e Finanzéierungsgesetz, an dofir maache mer dat och haut hei.

E puer Sätz awer nach zum Contexte historique. Ech hu virdru gesot, d'Kläranlag ass aus dem Joer '63, deemools gebaut gi fir Ettelbréck an Dikrech mat engem Équivalent-habitant vun 62.000 Unitéiten. Deemools ware jo zu Dikrech an Ettelbréck Brauereien, Molkereien, an all Méigleches ass deemools an déi Kläranlag gefloss, soudass déi enger grousser Belaaschtung och huet misse standhalen.

Déi Kläranlag war awer deemools ënner staatlecher Regie a si ass eréischt '94 an den Nordsyndicat komm vum SIDEN a säitdeem si si och responsabel dovun.

An Zwëschenzäit ass, mengen ech, de Groussraum Nordstad un där Kläranlag ugeschloss. Et wäerten och weiderhin nach weider Dierfer ugeschloss ginn, soudass et wierklech de Rôle ginn ass vun där Kläranlag, déi ganz Nordstad-Gemengen un enger performanter Kläranlag spéiderhin dann och ugeschloss ze hunn. Duerfir dës Erweiderung.

Nodeems '94 eben de SIDEN och d'Kläranlag iwwerholl huet, ass si higaangen 2003, fir dëse Projet mat den néidegen Instanzen op dem Waasserwirtschaftsamt duerchzekucken, a si huet och e Bureau d'études beoptraagt, fir sech ze conformitéieren.

Dir wësst, dass eng ganz héich Belaaschtung an eise Gewässer mëttlerweil ass, nämlech insbesondere Nährstoffer, an déi Nährstoffer mussen eben erausgeholl ginn. Och ass d'Evolutioun vun der Populatioun an dem Beräich vun der Nordstad net ofzeweisen.

Haut ass d'Kläranlag eng vun de véier gréissten, a wann dës Erweiderung fäerdeg ass - a si geet nämlech vun 80.000 plus déi 50, déi projezéiert sinn, 50.000 Einwohnergläichwäerter -, komme mer op e Betrag vun 130 (veuillez lire: 130.000) Einwohnergläichwäerter, dat wär dann déi Zweetgréissten hei am Land, no Beggen an der Stad.

Mir hunn natierlech eng Urgence. Dir wësst, dass mer um europäesche Geriichtshaff verurteelt gi sinn, well mer der Obligatioun net nokomm sinn, nämlech der Direktiv aus de Joren '91 - et ass schonn e bësse méi laang hir -, dass eis Gewässer engem gudden Zoustand zougefouert sollte ginn, an dofir sollte méiglechst schnell all eis Uertschaften u Kläranlagen ugeschloss ginn.

Dëst hu mer leider verpasst, a mir sollten elo no vir kucken, well déi Zomm, déi mer elo de Moment ze bezuelen hunn, éischtens e forfaitairë Betrag ass vun zwou Milliounen an nach eng Kéier all Dag zousätzlech 2.800 Euro, soudass mer all Interêt hunn, fir esou séier wéi méiglech dat och an d'Rei ze bréngen. Dofir ass dës Regierung gewëllt, esou séier wéi méiglech dat a Musek och ëmzesetzen.

Aus de Kommissiounssëtzungen: Den 9. Dezember si mer fir d'éischte Kéier zesummekomm, wou mer de Projet analyséiert hunn. Et waren Avise vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, déi virlouchen, awer selbstverständlech och déi vum Statsrot. An de Statsrot, dee säin Avis den 8. Oktober 2013 ginn huet, huet, besonnesch wat de finanzielle Volet ubelaangt, e puer Remarquë gemaach.

Et war nämlech net ganz eendeiteg erauszeliesen, wéi déi Suen imputéiert ginn. Nämlech, déi 46,3 Millioune gi ganz kloer aus dem Fonds pour la gestion de l'Eau, dat heescht aus dem Waasserfong, ervir. An dee Betrag vun zwou Milliounen, dee mer brauche fir d'Depollutioun, dee kënnt dann natierlech aus dem Fonds pour l'Environnement.

Dat war net explizit genuch am Gesetz virgesinn, dofir sinn déi Remarquen do entspriechend eragefloss. Also nach eng Kéier de Rappel: 46,3 Milliounen aus dem Fonds pour la gestion de l'Eau an zwou Milliounen aus dem Fonds pour la protection de l'Environnement!

Wichteg ass awer och nach ze soen, dass dee Betrag, deen do ernimmt gouf, sech op e Präisindex vun der Konstruktioun mat der Valeur 725,25 zum 1. Oktober 2012 berifft.

Et war awer och wichteg, nach op ee Punkt anzegoen, wa mer iwwer Finanze schwätzen. Do huet e Member vun der Kommissioun drop higewisen, dass an dësem Projet selwer schonn eng ganz Rei vun Aarbechten duerchgefouert gi sinn. Déi Aarbechte belafe sech mëttlerweil op 5,5 Milliounen, e bësse méi. Dass déi awer schonn engagéiert goufe vun dem Syndicat an dass déi 46,3 Milliounen dat net beinhalten.

Dat heescht, et ass eng Fiche technique oder Fiche financière, déi integrale Bestand vun dësem Gesetz ass, wou ganz kloer drop higewise gëtt, dass u sech de Montant total, dee sech hei fir d'Sanéierung vun der Kläranlag ergëtt, 51,7 Milliounen ass. Do ginn déi 5,5 ofgezunn, déi schonn u sech an der Vergaangenheet vum SIDEN engagéiert goufen, soudass mer elo op dee Betrag vu 46,3 Millioune kommen.

Den 11. Dezember an dëser Kommissioun gouf ech dann zum Rapporteur ernannt. Mir hunn déi Ännerungen eestëmmeg, entspriechend dem Gesetz, duerchgeholl. Mir hunn d'Gesetz entspriechend och ugepasst, well déi Proposen och direkt vum Statsrot komm sinn, soudass net nach eng Kéier e Va-et-vient gemaach muss gi mat dem Statsrot.

Soudass och dann dëse Projet eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl gouf an ech bieden Iech, och dësem Projet kënnen zouzestëmmen. An ech géif och gläichzäiteg mäin Accord vun der grénger Fraktioun bäisteieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Et ass elo un dem Här Schank, fir eis seng Vuen ze presentéieren. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt emol wollt ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Henri Kox, Merci soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Projet.

An Dir hutt héieren, am Rapport ass däitlech ginn, wéi noutwendeg datt et ass fir dëst Finanzéierungsgesetz, fir d'Upassungsaarbechten, d'Vergréisserungsaarbechten op der Bleesbréck, vun der Kläranlag Nordstad, wann een esou wëllt soen, fir déi esou séier wéi méiglech op an och iwwert den Instanzewee ze bréngen. A fir datt et selbstverständlech méiglechst ganz konkret och séier ka mat den Aarbechten um Site, um Terrain ugoen, vun der Bleesbréck.

Dës Urgence, de Rapporteur huet et gesot, steet natierlech och am Kontext vun deem Arrêt vun der Cour de justice, wou Lëtzebuerg zu verschiddene Sanktioune condamnéiert gouf. Mä ech mengen, d'Urgence ergëtt sech och aus dem Waasser- an Ëmweltschutz, dee mer jo eis méiglechst séier wënschen op ville Plazen hei am Land.

An duerfir ass et och gutt, datt déi viregt Regierung, an elo déi heite Regierung gekuckt huet, fir dëse Projet direkt a séier elo op den Instanzewee ze bréngen. An duerfir begréisst meng Fraktioun, datt mir haut och dëse Projet stëmme kënnen.

Déi Responsabel vum Ofwaassersyndikat SIDEN, deen iwwregens insgesamt 35 Gemenge regruppéiert, déi hu jo schonn däitlech gemaach, datt, soubal d'Autorisatiounen all virleien, d'Ausschreiwunge kënne gemaach ginn, fir dann och de Projet an deene beschten Délaie kënnen ze realiséieren. An ech mengen, si sinn déi Éischt, déi 35 Gemengen, déi en Intérêt drun hunn, datt de Projet realiséiert gëtt an datt se wëllen de Projet och méiglechst séier fäerdeg gesinn.

D'Infrastrukturen op der Bleesbréck sinn natierlech an deene vergaangene Joren ëmmer erëm ugepasst ginn, entspriechend der Populatioun, déi gewuess ass, virun allem am Norden, an der Nordstad, mä awer och an deenen Uertschaften, déi no an no bäikoumen. Mä et ass net nëmmen d'Populatioun, déi gewuess ass, och déi ekonomesch Aktivitéiten hunn zougeholl.

Wann ech kucken, datt d'Zones d'activités gewuess sinn, datt der bäikomm sinn, a wann ech de Plan sectoriel «Zones d'activités» gutt am Kapp hunn, da kommen der nach derbäi, Verschiddener. Ënner anerem déi vum Fridhaff, den ZANO, wat, mengen ech - ech kucken de Claude Haagen - eng 45 Hektar insgesamt wäerten duerstellen, déi zousätzlech dann och an d'Bleesbréck herno wäerten ausschëdden.

An eleng wann een d'Einwohnergleichwerte kuckt, an de Rapporteur huet se gesot, 130.000 Unitéiten, da gesäit een, wéi wichteg déi Anlag ass, net nëmme fir d'Nordstad oder den Norden - kann ee roueg soen -, mä och fir d'Waasserqualitéit vun der Ënnersauer, wat jo e wesentlechen Aspekt ass. Also eng Kläranlag, déi wichteg eigentlech ass fir eist Land.

Wann een d'Chronologie kuckt vum Dossier Kläranlag Bleesbréck, da fält engem natierlech op, datt een herno ka soen: „Majo, et hätt alles méi séier a besser kënne geschéien." Dann däerf een awer och déi extrem Komplexitéit an déi grouss Technicitéit, déi deen Dossier huet, net ënnerschätzen!

An et sinn zum Beispill eng ganz Partie Diskussioune ginn, fir méiglechst prezis och déi noutwendeg Sanéierungscapacitéit ze fixéieren, well dat ass jo e wesentlechen Aspekt. „Do kann een net einfach draschloe wéi d'Sau an de Weesbräi", wéi mir am Norde soen, mä et muss ee prezis definéieren, fir datt herno de Prozess och vun der Sanéierung fonctionnéiert.

An duerfir sinn eng Partie Simulatioune gemaach ginn, eben och am Kontext net nëmme vun der Bevëlkerung, déi dat ugeet, mä och am Kontext vun den ekonomeschen Aktivitéiten, déi an deenen nächste Méint a Joren an der Nordstad a ronderëm d'Nordstad sollen derbäikommen.

Esou eng Diskussioun, just fir dat Beispill ze soen, war och d'Luxlait, wou laang diskutéiert gouf: Mécht d'Bleesbréck déi Sanéierung oder mécht d'Luxlait se selwer? An Dir wësst, wéi et ausgaangen ass, datt schlussendlech dann d'Luxlait selwer déi Sanéierung da bei sech elo iwwerhëlt.

Ben, onofhängeg dovunner, wat ee bei dësem Projet Kläranlag oder bei deenen anere Projete vu grousse Kläranlagen hätt kënne méi séier oder besser maachen an der Vergaangenheet, fir eis och a Conformitéit vun der Direktiv '91/271 ze setzen, sinn an deene leschte Joren awer enorm Ustrengunge gemaach gi fir eng

modern Ofwaassersanéierung hei zu Lëtzebuerg. D'Gemengen hunn enorm vill gemaach. Bei de Gemengen hunn ech elo keng Chifferen, mä do si vill Suen investéiert ginn a kleng an a grouss Kläranlagen.

Mä wann ech kucken, wat déi successiv Regierungen investéiert hunn, da waren dat Enn den 90er Jore bis 2004 an der Moyenne iwwer 20 Milliounen Euro; vun 2004 bis haut waren dat an der Moyenne 53 Milliounen Euro; 2013 waren dat tëschent 60 a 70 Milliounen Euro. Just fir och awer eng Kéier deen Impakt ze soen, wéi gesot, nieft all deem, wat och d'Gemengen an d'Ofwaassersanéierung an der Vergaangenheet gestach hunn.

D'Chronologie vum Projet Bleesbréck weist deemno, datt vill successiv Etappen hu misse geholl ginn, fir datt mer haut de Mëtteg hei an der Chamber dee Projet de loi kënne stëmmen, andeems mer de Stat autoriséieren, um Ausbau an der Moderniséierung vun der Kläranlag Bleesbréck ze participéieren.

Wichteg vläicht nach ee Saz zum Schluss, dat ass awer och vum Rapporteur gesot ginn, datt ech wollt preziséieren, datt de SIDEN an de leschte Joren eng Partie Moossnamen ebe geholl huet, déi déi Sue kascht hunn, déi virdru gesot gi sinn, 5,5 Milliounen, fir d'Ofwaasserqualitéit um Site selwer ze verbesseren.

An domat wollt ech dann, ganz zum Schluss, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Schank fir déi och wichteg zousätzlech Erklärungen zu dësem wichtege Projet. Ech wollt dann elo d'Wuert ginn dem Här Roger Negri als nächstem Riedner.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Président-rapporteur Henri Kox Merci soe fir seng exzellent Rapporten, schrëftlech wéi mëndlech.

Als LSAP-Fraktioun wäerte mir dee Projet herno stëmmen. Dofir wëll ech mech just op e puer Bemierkungen a Froen un d'Regierung beschränken.

Fir d'Éischt wëll ech nach emol, wéi de Rapporteur dat och scho gesot huet, drun erënneren, dass déi entspriechend Direktiv den 13. Mee 1994, also fir propper Baachen a Flëss hierzestellen, an nationalt Lëtzebuerger Recht ëmgesat ginn ass. Dat si quasi 20 Joer! An datt mer elo als Land fir d'Netanhale vun dëser Direktiv bestrooft gi mat zwou Milliounen Euro Forfait an 2.800 Euro Astreinte pro Dag bis déi Kläranlag vun der Bleesbréck gebaut gëtt an duerno nach sechs Méint bis den Délai de finition och riwwer ass. Bon, dat ass schonn e relativ staarkt Stéck, wouriwwer mer net brauchen houfreg ze sinn. Bien au contraire!

Dofir wëll ech den Här Statssekretär Camille Gira froen, wéi wäit den Dossier an der Prozedur selwer ass. Gëtt zum Beispill dru geduecht, fir d'Aarbechte méi zügeg ze realiséieren, fir domat eventuell d'Strof fir eist Land ze reduzéieren? Bei engem Gesamtinvest vun 81 Milliounen, si jo scho ronn, wéi gesot ginn ass, 5,5 Millioune vun dem betraffene Kläranlagesyndikat SIDEN bezuelt ginn. An et bleiwen der nach eng ronn 30 Millioune fir de SIDEN selwer elo ze bezuelen.

Mä dës Fraisë fale jo awer am Endeffekt op d'Gemengen, op déi betraffe Gemenge vun deem Syndikat do zréck. An hei ass d'Fro: Wéi wäit sinn d'Gemengen, vu dass mer elo an enger Urgence sinn, hir Invester an hirer Mehrjahresplanung do drop preparéiert? Bestinn do scho vläicht Detailer, fir dass dat herno och kann esou bezuelt ginn? A wat fir eng Form vun Opschlësselung et eventuell do scho gëtt.

Dann ass déi Fro: Wie bezilt am Endeffekt déi Astreinte journalière, wou mer jo ugesicht ginn, vun 2.800 Euro pro Dag? Dat hänkt jo deelweis och dovun of, wéi laang dat dauert. Dat heescht, dat hänkt vun der Gestioun vum Chantier vum SIDEN of. Do stellt sech also d'Fro, ob do e gewëssene Schlëssel kënnt, wat de Stat an eventuell de Syndikat do bezilt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat bréngt een einfach zur Fro, ob et net géif an där Saach Sënn maachen, fir eventuell d'Cour des Comptes dermat ze beoptragen, fir an dësem Sënn eng Analys ze maachen, dass et herno net zu onnëtze Streidereie kéint kommen.

An deem Sënn géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och Iech, Här Negri. Nächste Riedner ass dann den honorabele Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, u sech huet dëse Projet jo zwee ganz interessant Aspekter: Deen Éischten ass deen, datt et natierlech ëm den Ausbau an d'Vergréisserung vun enger wichteger Kläranlag geet. An deen Zweeten ass deen, datt et deen éischte Waasserschutzprojet ass zënter 1999, deen net méi ënnert der Tutelle vum Innenministère steet, wat jo u sech och eng ganz grouss an eng ganz wichteg Neierung ass.

Ech mengen, mir sinn eis all eens heibannen, déi sech e bësse mat Gewässerschutz ofginn, datt d'Kläranlag Bleesbréck natierlech enorm vill Defiziter opzeweisen huet - ënner anerem ass dat hei jo schonn erkläert ginn -, bedéngt och duerch déi enorm Entwécklung vun deem ganze Ballungsgebitt do. An dofir ass et och net méi wéi richteg, datt elo d'EWG-Zuel op 130.000 eropgesat gëtt.

Et ass och bekannt, datt d'Eliminatioun vun de Stéckstoffer ee vun deene ganz grousse Problemer de Moment vun där Anlag do ass. An ech wëll och dorop hiweisen, datt „die deutsche Vereinigung für Wasserwirtschaft", huet emol eng Kéier och, an dat ass nach net allze laang hier, eng Bewäertung iwwert d'Réckstänn vun där Kläranlag matgedeelt, an do huet se vu mëttelméissege Pollutiounsréckstänn geschwat. Och dat ass jiddefalls de Beweis, datt déi Kläranlag, de Moment jiddefalls, wäit ënnert deenen noutwendege Capacitéite fonctionnéiert.

Et ass natierlech ze bedaueren, an ech mengen, dat soll awer och hei éierlech gesot ginn, datt dee Projet awer dach enorm Retarde bei der Ëmsetzung kritt huet. Ech erënneren drun, datt zum Beispill 1991 den deemolegen LSAP-Deputéierte Lucien Lux am Juli eng Question parlementaire un den deemolegen Emweltminister Alex Bodry gestallt huet, wou en da wollt och emol Erklärunge kréien, wéi et da mat der Verbesserung vun der Kläranlag Bleesbréck wär. An deemools ass da gesot ginn - dat ass awer elo net hei polemesch gemengt -, dat wär an der Etüd an dat géif net méi laang daueren, bis datt dee Projet géif definitiv an där Envergure ëmgesat ginn. Bon, entre-temps sinn 22 Joer an d'Land gezunn a mir musse feststellen, datt mer elo endlech op der Zillinn ukomm sinn, datt de Projet och kann da realiséiert ginn.

Et sinn natierlech och eng Rei aner Ursaachen, déi dozou bäigedroen hunn, firwat datt de Projet net esou séier konnt ëmgesat ginn; de Marco Schank ass schonn op deen een oder deen aneren agaangen. Ech wëll net hei nach eng Kéier drop zréckkommen, ob och eng Buvette Ursaach war, firwat datt elo dee Projet retardéiert ginn ass. Ech mengen, dat soll net onbedéngt elo hei thematiséiert ginn. Wat wichteg ass, datt elo endlech emol de Projet dann och hei kann definitiv ëmgesat ginn.

Et muss een natierlech eppes hei besonnesch ënnersträichen: Et gëtt jo ganz vill Leit an eiser Gesellschaft, déi ëmmer eng negativ Approche vis-à-vis vun Europa hunn. Mä loosse mer mol ganz éierlech sinn, wann et Europa net géif ginn, a wann et net déi Gäissel vun Europa géif ginn, da fäerten ech ganz, da wier d'Situatioun vun eise Gewässerleef nach méi schlecht! An och dat soll emol eng Kéier kloer an däitlech hei ënnerstrach ginn.

An et ass awer net onbedéngt och eng gutt Bewäertung fir eist Land, wann Europa op eemol muss d'Gäissel huelen a soen: „Hei, Dir hutt nach do an do Defiziter an da gitt Iech elo emol drun, och dat ëmzesetzen." An an deem Sënn, dat kléngt elo vläicht e bësse kontradiktoresch, mä et muss een och souguer op eng Manéier frou sinn, datt mer veruerteelt gi sinn, datt elo emol eng nei Dynamik kënnt, datt neien Drock kënnt, och wann et ganz, entschëllegt deen Ausdrock hei, e bësse lamentabel ass, datt e Land wéi Lëtzebuerg, wat jo awer nun, naja, net onbedéngt hannen op der Lëscht steet, wann et ëm d'Capacités financières vun den EU-State geet, datt dat muss veruerteelt ginn, fir endlech emol déi noutwendeg Schrëtt ze ënnerhuelen.

A wa mer vun Europa schwätzen, da muss een natierlech besonnesch awer och op déi EU-Waasserrahmen-Richtlinn hiweisen. Dat ass eng ganz wesentlech Richtlinn, déi och Gott sei Dank duerch d'Gesetz jo vun 2008 ëmgesat ginn ass. A virun allem natierlech och, an et ass hei schonn e puermol vu menge Virriedner ugedeit ginn, dat ass dee berühmt-berüchtegten Arrêt vun der Europäescher Cour de justice vum leschten 28. November, nodeems mer jo dann elo definitiv och veruerteelt goufen, wéi gesot, wat net onbedéngt eng Renommée fir eist Land duerstellt.

Dëse Gesetzesprojet gesäit jo, an dat ass jo och e bësse speziell fir Kläranlagen (veuillez lire: fir e Kläranlageprojet), e Projet, Ausgaben iwwert de Wee vun zwee Fonge vir. Engersäits, wat jo normal ass, iwwert de Fonds pour la protection de l'eau. Awer op där anerer Säit dann eben och iwwert den Emweltfong. An och do muss ee sech awer munch Froe stellen, wéi et méiglech awer ass, datt eng Verwaltung, fir d'Ponts & Chaussées hei net mam Numm ze nennen, datt déi dann awer jorelaang einfach esou Saachen deponéiert huet, wuelwëssend, datt dat jo awer géif Problemer mat sech brénge.

Datt mer haut mussen zwou Milliounen zousätzlech investéieren, fir d'Sanéierung vun engem Site virzehuelen, och dat werft Froen op. An ech hoffen awer, datt och esou Saachen an Zukunft der Vergaangenheet wäerten awer ugehéieren.

Ee Volet, deen net hei ugeschnidde ginn ass - ech hat dat zwar och kuerz an der Kommissioun ugeschnidden -, an zwar geet et do ëm Réckstänn vu Medikamenter an eisen Ofwässer. Dat ass e Problem, deen ëmmer méi eng grouss Envergure kritt. An eng lescht Etüd aus Däitschland seet zum Beispill, datt europawäit ka festgehale ginn, datt ronn 3.000 Medikamenteréckstänn an eisen Ofwässer festgestallt gi sinn. Do sti mer also virun enger ganz grousser Erausfuerderung, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, europawäit, weltwäit kann ee soen.

Et ass eng Problematik, déi jo och zu enger genetescher Pollutioun vum Fëschbestand ka bäidroen an och nach aner Problemer wäert mat Sécherheet generéieren. An dowéinst, wéi gesot, ass dat een Aspekt, dee mer awer kënnen an der Klärtechnik, och hei zu Lëtzebuerg, an Zukunft net méi ignoréieren. Et ass also wesentlech, datt mer dat och zur Kenntnis huelen, datt mer kucken, wat entwéckelt sech um internationalen Niveau an der Klärtechnik, fir dann och, wéi gesot, deen Aspekt an Zukunft méi ze considéréieren.

Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee schonn am Ufank hei steet vun enger neier Legislaturperiod an et schwätzt een iwwer esou ee wichtege Projet, wäert et jo och erlaabt sinn, vläicht e puer Reflexiounen ze maachen iwwert déi nei Gewässerschutzpolitik, déi elo an Ugréff geholl gëtt.

Wat sécher ass, och wann een net onbedéngt elo sech am Detail mat eise Gewässerleef, mat der Qualitéit vun eise Gewässerleef ofgëtt, esou ass et falsch, d'Bild ze verschéineren! Neen, mir hu ganz seriö Problemer nach mat de Gewässer hei zu Lëtzebuerg. Een, deen de Contraire seet, dee seet net d'Wourecht. An dowéinst ass et also wichteg, datt eng nei Dynamik och an d'Gewässerschutzpolitik kënnt. An ech wëll dat nach eng Kéier hei betounen, an déi nei Regierung ass och ze félicitéieren, datt se dee wesentlechen, dee wichtege Schrëtt ënnerholl huet, datt se d'Waasserwirtschaftsamt, wat ni an den Intérieur gehéiert huet, (veuillez lire: datt se d'Waasserwirtschaftsamt an den Ëmweltministère transféréiert huet).

1999, wéi mer et hei kreéiert hunn - a wann ech hei duerch d'Reie kucken, si jo nach eng Rei bekannte Gesiichter hei -, ware mer gréisstendeels natierlech zefridden, datt endlech e Waasserwirtschaftsamt geschafe ginn ass. Mä mir waren awer gläichzäiteg zu enger ganzer Rei och onzefridden, well et net an dee richtege Ministère komm ass. Firwat, dat wësse mer och, mä ech wëll net méi an d'Vergaangenheet wulle goen. Mä déi Leit, déi op dëser Säit sëtzen, wëssen d'Ursaach minimum esou gutt wéi ech. An dofir sinn ech besonnesch frou, an ech félicitéieren nach eng Kéier déi nei Regierung, dass se dee Courage huet.

Et muss een och soen, dozou gehéiert jo awer och e gewëssene Courage. Hei maache mer en Transfert vun enger Verwaltung, déi esou implantéiert war an engem Ministère aus enger Rei vun Ursaachen, déi transféiere mer elo riwwer an en anere Ministère. Dat wäert och net esou vun haut op muer goen, mä et ass e wesentlechen, et ass e wichtege Schrëtt, an ech sinn och iwwerzeegt, datt dat och wäert ouni Zweifel zu enger gewëssener Verbesserung bäidroen.

Wann et mer erlaabt ass, ee kuerzt Beispill ze ginn, an ech huelen dann d'Kolleegin Josée Lorschée hei als Témoin. Mir si jo de Moment an eiser Gemeng amgaang, e ganz wichtege Projet vu Renaturéierung ze maache vun der Uelzecht. A wat musse mer feststellen? Mir sinn elo iwwer zwee Joer amgaang, mir si keng dräi Millimeter weiderkomm, ënner anerem well zwou Verwaltungen zwou kontradiktoresch Approchen hunn. Dat däerf et awer net méi sinn!

An dowéinst hoffen ech och, datt elo duerch déi Zesummeleeung en neien Esprit an der Gewässerschutzpolitik hei zu Lëtzebuerg wäert ouni Zweifel entstoen. An datt mer, wéi gesot, nach grouss Retarden hei hunn, do ass guer keen Zweifel. An ech zitéieren hei zum Beispill aus dem Rapport 2012 - also et ass elo net, datt een hei einfach nëmme selwer Bewäertungen ofgëtt - aus dem Intérieur, wou dann do steet: «Il y a lieu de noter que de nombreuses stations d'épuration reçoivent des charges hydrauliques trop importantes. Ces surcharges sont dues, d'une part, à des équipements épuratoires non adaptés à l'évolution croissante de la population et, d'autre part, à des réseaux de collecte vétustes transportant trop d'eau claire parasite.» Ech mengen, deem ass näischt hinzuzefügen. Dat ass eng wesentlech Autokritik. An ech mengen, och dat soll eis am Fong dozou animéieren, fir eng verstäerkte Gewässerschutzpolitik an d'Wee ze leeden.

De Marco Schank, an dat ass guer net polemesch gemengt, den Här Schank huet natierlech engersäits drop higewisen, wéi vill an deene leschte Joren investéiert ginn ass. Dat ass richteg. Wann een d'Zuelen zwar e bësselche vun enger anerer Säit analyséiert, da gesäit een, datt awer oft d'Kreditter, déi virgesi waren, net an deem Mooss ëmmer benotzt gi sinn. Ech soen dat emol einfach esou faktuell hei. 2010 zum Beispill ware 75,3 Millioune virgesinn, et sinn der 56,5 investéiert ginn. 2011 waren der souguer nach manner investéiert gi wéi déi, déi virgesi waren. Et waren der 86,6 virgesinn, et sinn der 50,4 investéiert ginn. Einfach nëmmen emol esou. Ech mengen, dat si Fakten, wat awer och e bësselchen eppes zréckgëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer schonn iwwer eng effikass Gewässerschutzpolitik schwätzen, da komme mer awer och net derlaanscht e Wuert ze verléieren um Niveau vum Logement. Et ass ganz kloer, datt dës Regierung sech zum Zil gesat huet, wat och richteg ass, datt mer mussen zousätzlech bauen, datt mer méi séier musse bauen. Mä da musse mer awer och deen aneren Aspekt mat considéréieren. Zousätzlech bauen heescht awer och zousätzlecht Ofwaasser klären. An do maachen ech en Appell un, praktesch kann ech bal soen, eis heibannen, et si jo nach ëmmer vill Kommunalpolitiker hei, virun allem un d'Gemengen, datt een an Zukunft, wann en neien, gréissere Lotissement virläit, datt een awer virun allem sech och Gedanke mécht, wat fir eng Konsequenz huet dat fir d'Charge polluante herno, well jo awer déi Kläranlage mussen och deementspriechend déi néideg Capacitéiten opweisen.

Een anere wesentleche Punkt, wa mer vu Gewässerschutz schwätzen, ass natierlech och d'Renaturéierung vun eise Gewässerleef. Och do muss ee feststellen, datt nach ëmmer (veuillez lire: datt nach ëmmer gesënnegt gëtt). An ech kéint och do erëm e Beispill aus menger Géigend soen, et ass zwar méi no bei Diddeleng, mä bon, ech ginn elo net op den Détail hei an, mä do ass och geplangt, eng Baach ze renaturéieren. Wéi mer déi éischt Pläng gesinn hunn, do hu mer eis och munch Froe gestallt. An, Här Statssekretär, ech mengen, Dir sidd jo entre-temps am Bild, wier ech frou, wann och do emol vläicht géif e bësselchen awer eng aner Approche kommen.

Wat ass eng Renaturéierung? Eng Renaturéierung ass net einfach e Gewässerlaf, deen duerch e Rouer gelaf ass, niewendrun an en anere Rouer ze leeën, dee vläicht en hallwe Meter méi breet ass. Well ech mengen, och do läit nach ganz vill Potenzial, fir a sech d'Qualitéit vun eise Gewässer ze verbesseren.

E leschte Punkt nach, an dat geet nach op eng Décisioun vun där leschter Regierung zréck, wou u sech jo nei Parametere festgeluecht gi sinn, inwiefern datt an Zukunft d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater kënnen op Subventioune vum Stat zréckgräifen. Déi si jo dann zréckgefuer ginn, ënner anerem zum Beispill vun 90% op 75%, wann et sech ëm netprioritär Projeten handelt. Dat ass engersäits ze verstoen, mä anerersäits wëll ech awer drop hiweisen, ech weess net, ob et richteg ass, an der Philosophie weiderzeliewen, datt an Zukunft

exklusiv d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater sollen d'Kompetenz hunn an der Klärung vun eisen Ofwässer.

Well doduerch kann nämlech en Ongläichgewiicht entstoen, andeems datt mer engersäits de Syndikat X hunn, deen elo déi néideg Investissementer mécht en amont. Mir hunn awer en aval de Syndikat Y, deen awer vläicht net an deem Mooss déi Aarbechte mécht. An dann hu mer am Endeffekt net ganz vill fir de Floss geschafft, esou datt ech awer trotzdeem, net warnen, mä awer trotzdeem wëll drop hiweisen, datt et liicht geféierlech ass, wa mer lues a lues all d'Responsabilitéiten op d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater ofdrécken.

D'Gewässerklärung ass nach wie vor mat Sécherheet awer och e wesentleche Bestanddeel vun enger staatlecher Aufgab, an dat kann natierlech nëmmen zesumme mat de Gemenge geschéien, respektiv mat de Gemengesyndikater. Mä de Stat kann op kee Fall hei ganz aus senger Verantwortung entlooss ginn.

Wéi gesot, nach eng Kéier, mir als Demokratesch Partei sinn natierlech houfreg, datt dee Projet de loi esou séier op den Ordre du jour komm ass. Dat erlaabt mer awer och dem Rapporteur, dem Henri Kox, Merci ze soen, souwuel fir säi schréftleche wéi och fir säi mëndleche Bericht. Et ass e ganz wichtege Projet, dee mer haut stëmmen, an et ass evident, datt d'DP d'Zoustëmmung dozou gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Graas. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Henri Kox als Rapporteur Merci soen. Ech mengen, de Rapporteur huet de Projet an all senge Facettë ventiléiert an analyséiert. An ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, datt et e wichtege Projet ass an datt et héich Zäit ginn ass, datt mer dee Projet kënnen heibanne stëmmen.

An deene leschte Joren hu mer regelméisseg heibanne Projete gestëmmt, wat d'Kläranlagen-, d'Ofwässersanéierung ubelaangt, an ech mengen, déi Projete sinn am Prinzip och, esou wäit ech kann zréckdenken, ëmmer eestëmmeg heibanne gestëmmt ginn, wat och beweist, datt d'Parlament sech global senger Responsabilitéit do bewosst ass.

Et muss een allerdéngs wëssen, datt dat op eng Direktiv zréckgeet vum Joer 1991, also scho méi wéi 20 Joer, wou mer am Fong iwwer Europa, an dat hunn och scho Virriedner hei gesot, am Fong forcéiert gi sinn, Gott sei Dank kann een haut soen, fir eis Ofwässer, fir déi ze klären. An et muss ee sech haut d'Fro stellen, wann ee weess, datt déi Direktiv iwwer 20 Joer al ass, an datt Lëtzebuerg nach huet missen ugesicht ginn, wann och schonn iwwer Joren déi Prozedur leeft, an datt mer souguer hu misse condamnéiert ginn, fir bis an d'lescht Instanz ze reagéieren, da kéint ee sech haut nodréiglech d'Fro stellen: Wéi wäit wiere mer haut an der Klärung vun den Ofwässer, wa mer déi europäesch Direktiv 1991 net kritt hätten? Wann een als Land schonn iwwer 20 Joer brauch, fir eng Direktiv an d'Praxis ëmzesetzen, mat der Drohung vu Strofen, wat wier geschitt, wa mer dat net hätten?

An hei ass ee vun deene Punkten, mengen ech, wou ee muss soen, Gott sei Dank hu mer Europa, dat eis an esou Saache forcéiert, well soss wiere mer sécherlech haut net esou wäit, wéi mer sinn. An et ass am Fong en Aarmutszeugnis fir e Land wéi Lëtzebuerg, wann et och haut de Fall net méi ass, mä wat an deene méi wéi 20 Joer eng grouss Period hat, wou mer quasi am Geld geschwomme sinn, et awer net fäerdegbruecht hunn, fir dat Geld richteg ze investéieren. Mir hunn, op gutt Lëtzebuergesch gesot, vill Blödsinn an deenen 20... An onnëtz Saachen hu mer investéiert, an esou wichteg Saache wéi déi heiten, déi si mat deene verschiddensten Argumenter zréckgesat ginn.

Et ass och dacks gesot ginn, dat géif un de Gemengen oder un de Syndikater leien. Ech géif soen, aus eegener Erfahrung, datt dat net de Fall ass. Mir wësse jo awer, datt d'Gemengen oder d'Syndikater am Prinzip bis elo mat 10% nëmmen un den Investitioune bedeelegt waren, de Stat mat 90%. An déi 10% ware fir déi wéinegst Gemengen oder Syndikater eng Ursaach, fir e Projet net ze bauen. Mä déi meescht Gemengen, déi hu jorelaang drop gewaart, fir de Feu vert ze kréie vum Ministère, fir de Projet ze realiséieren, well de Stat eben zu deem Zäitpunkt net d'Suen hat, fir seng Obligatiounen ze finanzéieren. An et war jo och net méiglech fir Gemengen oder fir Syndikater, fir am Fong 100% ze finanzéieren, an dann hätte se misse jorelaang drop waarden, fir déi 90% zréckzekréien.

Ech hu selwer iwwer Jorzéngten un esou engem Projet an enger Gemeng geschafft. A mir hunn ëmmer nëmmen a genau esou séier, wéi de Stat eis d'Suen zur Verfügung gestallt huet, esou séier hu mer de Projet realiséiert. Et huet ni un de Gemengen oder un de Syndikater geleeën, mä et huet ëmmer un dem Finanzéiere vun deem groussen Deel vun 90% gehaangen, wat vum Stat ass.

Dat heescht, hei hu mer eng Responsabilitéit, déi iwwer 20 Joer um nationalen Niveau louch, wou net déi néideg Kreditter zur Verfügung gestallt gi sinn, fir datt mer d'Land flächendeckend konnte mat deene Kläranlagen ausstatten, wéi dat muss sinn.

An elo hu mer eben en Uerteel kritt, wou Lëtzebuerg condamnéiert ginn ass fir e Forfait vun zwou Milliounen Euro a vun 2.800 Euro den Dag. Dat ass, menger Meenung no, eng Katastroph! Wa mer wëssen, wéi vill Geld datt mer elo als Land mussen hei Dag fir Dag als Strof bezuelen.

An do gëtt net genuch iwwert d'Responsabilitéit diskutéiert, wien duerfir responsabel ass. Wien iwwerhëlt déi politesch Responsabilitéit fir dat Uerteel? An dat sinn am Fong alleguerten déi, déi an där ganzer Zäit an der Responsabilitéit waren! Déi missten elo opstoen a soen: Dat doten ass eis Responsabilitéit, mir iwwerhuelen déi fir dat, wat de Stat elo muss iwwer all déi Méint a Joren als Strof bezuelen.

An ech hätt och an deem Zesummenhang eng Fro un den Här Statssekretär, ob scho gerechent ginn ass, wéi vill datt dat global ausmécht, wat de Lëtzebuerger Stat wäert do misse bezuelen. De Stat wäert jo wëssen, wéini ongeféier se rechnen, mat den Infrastrukture fäerdeg ze sinn, a wéini deen Dag dann ongeféier wier, wou de Lëtzebuerger Stat déi Suen dann net méi muss als Strof bezuelen.

Et gëtt ëmmer diskutéiert bei de Leit dobaussen: Wie bezilt dat dann elo? Ass dat de Stat, deen déi Strof do bezilt? Oder ass et d'Gemeng oder dee Syndikat, deen déi Kläranlag net gebaut huet?

Ech hunn Iech elo grad gesot, datt déi Responsabilitéit an der Vergaangenheet menger Meenung no nach ëmmer - d'Ursaach - beim Stat war. Et kann een natierlech och soen, dee Syndikat oder déi Gemengen hätten och kënnen den néidegen Drock maachen oder e Schrack no vir maachen, da wier de Projet och vläicht realiséiert ginn. Mä ech soen, et ass weder de Stat nach ass et d'Gemeng oder de Syndikat, dee se bezilt. Dee se bezilt, dat sinn d'Steierzueler!

Dat sinn d'Steierzueler, déi mussen déi Strof hei bezuelen, well iwwer Jorzéngten déi zoustänneg Regierung an déi zoustänneg Ministere versot hunn, eng Ofwaasserpolitik ze maachen, déi konform zu eisen europäeschen Engagementer war, déi mer mat der Direktiv vun '91, déi mer '94 ëmgesat hunn, geholl hunn!

Do muss een also soen, déi Strof, déi hei geholl gouf, do gëtt et Käpp mat Nimm drop, déi an deenen 20 Joer responsabel waren. Vill vun deene sinn haut nach heibannen. A wann ech géif soen, déi sollen elo emol alleguer opstoen, déi déi politesch Responsabilitéit iwwert déi Strof hunn, ech sinn iwwerzeegt, Här President, da stinn der genausou vill do, wéi ech. A vu datt ech net déi Responsabilitéit ze droen hunn, ier déi aner opstinn, ginn ech mech setzen.

(Hilarité)

M. le Président.- Domat wäre mer bal um Enn. Mir hunn nach een ageschriwwene Riedner, dat ass den Här Justin Turpel. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu véier Bemierkungen zu deem Projet do ze maachen.

Déi éischt Bemierkung ass déi: Mir stëmme fir dee Projet. Aus där ganz einfacher Ursaach, well dat muss gemaach ginn. Dat ass noutwendeg an dat ass och richteg, datt de Stat sech dorunner bedeelegt. Mir sinn och d'accord, datt déi Bedeelegung 90% fir d'Kläranlag bedréit an 100% fir den Assainissement.

D'zweet Bemierkung: De Vote derfir gëtt awer keng Dispens, fir ze kucken, wat d'Ursaache si vun deem Retard. Dat Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff war een ugekënnegt Uerteel. Ech kéint elo Question-parlementairë vun 2006 an esou weider dozou widderhuelen, mä elo läit et vir: zwou Millioune plus 2.800 Euro den Dag, wat nach eng Kéier ronn eng Millioun d'Joer ausmécht, wou et da wichteg wier, ze wëssen, wéi laang leeft dat.

Mir wëssen och, datt dat Uerteel net nëmme wéinst der Bleesbréck ass. Dat Uerteel ass och wéinst der Stad Lëtzebuerg. Ursprénglech war och Déifferdeng nach mat am Coup. Déifferdeng kënnt just mat eraus, well se soen, se géife sech den 1. Januar 2014 u Péiteng uschléissen.

An et wier wichteg, et muss een och wëssen, datt déi Strof sechs Méint méi laang leeft wéi d'Mise en conformité, wann ech dat richteg verstanen hunn. Do kann de Statssekretär eis driwwer opklären. Et wier wichteg, fir ze wëssen, wéi laang datt déi Strof do leeft.

Ech hunn an där Kommissioun, an där ech Member sinn, d'Ursaache gefrot. Eng Chronologie vun den Ursaachen, wéi et dozou konnt kommen. Ech krut ee Relevé, oder d'Membere vun der Kommissioun hunn ee Relevé kritt, wou dropstoung, wat geschitt ass. Net d'Ursaachen, mä wat wéini gemaach ginn ass. Net, wat net gemaach ginn ass, mä wat gemaach ginn ass. An dee Relevé, dee geet un 2003.

Mir kruten och mëndlech verschidden Erklärungen iwwert d'Schwieregkeet fir festzeleeën, wéi vill Einwohnerwäerter datt et wieren, iwwert d'Schwieregkeet fir erauszefannen, ob Luxlait misst eng eege Kläranlag hunn oder net, déi se finalement elo huet, iwwert d'technesch Schwieregkeeten.

Mä et sinn och Saache gesot ginn, déi net stëmmen, wou mer eis vergewëssere gelooss hunn an der Kommissioun, datt se net stëmmen, wéi déi berühmten Diskussioun iwwert déi Buvette, wat näischt aneschters ass wéi - wann ech dat richteg verstanen hunn - ee Réfectoire fir 60 Aarbechter, déi do schaffen. An ech hoffen, datt déi Aarbechter dee Réfectoire kréien. A wann en elo am Projet net mat dran ass, da misst dat ganz schnell nogeholl ginn.

Mä wat vun 1991 respektiv vu '94, wou mer de Règlement grand-ducal geholl hunn iwwert d'Ëmsetzung vun der 91er Direktiv, bis 2003 geschitt ass, do ass „das große Schweigen". Manifestement ass do net dat geschitt, wat hätt sollen oder wat hätt missen.

De Jean-Marie Halsdorf sot an der Kommissioun, jiddweree wier schold, an hien hätt keng Loscht, fir do méi driwwer ze schwätzen. Ech mengen, et gëtt een Accord an der Kommissioun, ausser mir, fir ze soen: Kommt, mer kucken net, wie schëlleg ass! Ech wéisst awer gären, wéi et dozou komm ass. An ech kann net akzeptéieren (veuillez lire: verhënneren), datt dee Gedächtnisschwund, deen hei virläit, datt dee mech fatal erënnert un ee grousse Prozess, deen de Moment amgaang ass!

Ech krut och versprach, an duerfir féieren ech dat och elo net méi wäit aus, datt an enger vun deenen nächste Kommissioune (veuillez lire: Sitzunge) vun der Ëmweltkommissioun eng Diskussioun géif entstoen iwwert dee Relevé an iwwert d'Ursaachen, déi dozou gefouert hunn.

Ech wëll iwwregens soen, déi nämlecht Diskussioun féiere mer an der Stad, wou de Projet de loi fir de Kollekter ze bauen 2003 déposéiert ginn ass, a wou ech eng Ufro am Gemengerot gemaach hunn, fir och do d'Ursaachen, d'Chronologie vun den Evenementer vun den Ursaachen, firwat datt et do zu Retarde komm ass... Wou et och objektiv Ursaache gëtt, wéi Failliten an esou weider, mä awer net nëmmen. 1991 bis 2003 ass ee laangen Dag, an do bleift munches ze klären!

Drëtt Bemierkung: Et gëtt nach eng Rei wäiss Flecken op der Kaart vun de Kläranlagen, esou wéi se gebraucht ginn. Ech schwätzen elo net vun deenen, déi ënner EU-Recht falen, well se iwwer 10.000 Einwohner wäerte sinn, mä ech schwätze vun deenen, déi drënner sinn. An et brauch een nëmmen de Rapport ze huele vum Ëmweltministère an ze liesen, datt do drënnerfalen: Mondorf, Elweng, Kënzeg, Jonglënster, Tënten, Waldbëlleg an esou weider an esou fort. An och do stellt sech d'Fro: Wéini gëtt dat gemaach?

(Interruption)

An déi lescht Fro, déi ech an der Kommissioun gestallt hunn, wou ech nach keng Äntwert konnt drop kréien, an de Statssekretär och gesot huet, hie kéint de Moment net drop äntwerten - vläicht kréie mer se haut beäntwert -, dat ass d'Fro a Bezuch op d'Gesetz, iwwert d'Waassergesetz vum 19. Dezember 2008, wat de Gestehungspräis ugeet, dee seet, datt d'Taxen, déi gefrot ginn, dee reelle Käschtepunkt mussen decken, «l'ensemble des charges...» an esou weider.

D'Fro ass déi: Sinn dat 100% vun den urspréngleche Käschten, oder sinn et déi 10%, déi bleiwen, wann de Stat seng Subventioun ginn huet? Wann et nämlech 100% sinn, da ginn do erëm eng Kéier d'Bierger an d'Stéit bei d'Lisette gelooss, wéi bei der Strof. Da bezuele se duebel: eng Kéier iwwert d'Steieren an eng Kéier iwwert d'Taxen. Soudass ech hoffen, datt et nëmmen déi 10% sinn. Mä d'Äntwert ass bis elo ausbliwwen, an ech ginn dovunner aus, datt mer déi Äntwert elo kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Domat wär d'Diskussioun eriwwer an ech géif dem zoustännege Statssekretär, dem Här Camille Gira, d'Wuert ginn. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt wëll ech hei och am Numm vun der Regierung ganz häerzlech Merci soen. Merci dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, deen esou gutt an esou detailléiert war, dass ech zum Projet selwer eigentlech net méi allze vill muss soen. Merci awer och fir d'Unanimitéit zu dësem Projet.

Mä Merci awer virun allem, dass déi nei Chamber, kaum dass se zesummegesat war, esou séier dëse Projet zur Ofstëmmung bruecht huet. Ech kann et ëmmer nëmme widderhuelen, Dir kennt d'Situatioun esou gutt ewéi ech: Eng Strof, e Forfait vun zwou Milliounen Euro, déi sinn emol fälleg. An dann, fir dat ze preziséieren, déi 2.800 Euro lafe vum Dag vum Uerteel un, also viru ronn 14 Deeg.

Ech si gefrot gi vum Här Gibéryen, op wat dat Ganzt kann dann erauslafen. Dat ass natierlech elo schwéier ze soen. Dat hänkt elo ganz staark dovun of, wéi séier dass de Projet vun der Stad Lëtzebuerg fäerdeg ass a wéi séier dann duerno de Projet vun der Bleesbréck fäerdeg ass. Wann dat antrëfft, wat déi zwee Maîtres d'ouvrage eis soen, da kënnt Der ongeféier mat nach eng Kéier zwou bis dräi Millioune rechnen.

Et ass och esou, dass déi 2.800 Euro proportionell sinn. Mir ginn dovun aus, dass Beggen/Bouneweg vläicht an der Mëtt vun 2015 konform sinn. An da gëtt während sechs Méint gekuckt, ob déi Kläranlag och déi Wäerter, déi Aflosswäerter respektéiert. A wann dann nodréiglech festgestallt gëtt, dass déi sechs Méint scho konform waren, dann hält dee Moment déi proportionell Strof, déi mat den Einwohnergleichwerter vun där Kläranlag ze dinn huet, op.

Elo muss een awer wëssen, dass dat ronn en Drëttel ass vun den Einwohnergleichwerter an dass déi aner zwee Drëttel Bleesbréck sinn. Also wa Bouneweg éischter fäerdeg ass, da kënnt Der ongeféier 900 bis 1.000 Euro ofrechnen. Déi aner lafe bis zum Schluss, bis d'Bleesbréck fäerdeg ass.

Mir si ganz frou, dass dee Projet elo kann esou séier gestëmmt ginn, well all Dag - all Dag! -, dat hutt Der matkritt, Dir Dammen an Dir Hären, dee mer spueren, dat ass also boer Mënz. Mir wollten heimat och e staarkt Signal un d'Kommissioun op Bréissel schécken, fir ze weisen, dass dës Regierung alles wëllt maachen, fir esou séier wéi méiglech konform ze sinn.

Mir gesinn dat hei awer och als e kloert Signal un de Bedreiwer, den Ofwaassersyndikat, dass elo wierklech keng Ursaach méi do ass, fir net virunzemaachen.

Et ass awer ganz kloer esou, an dat ass hei e puermol gesot ginn, dat hei ass e Finanzéierungsgesetz. Nach bleift de SIDEN de Maître d'ouvrage. Et ass natierlech un hinnen, ze kucken, dass se esou séier wéi méiglech virukommen. Mir wäerte vum Ministère aus alles maachen, fir dass déi néideg Autorisatiounen - wou en Deel schonn do ass, anerer sinn um Lafen; do waren dës Woch nach Gespréicher tëschent dem Ministère an dem SIDEN -, dass dat esou séier wéi méiglech ka virugoen. Mä duerno muss awer de Syndikat selwer alles maachen, fir esou séier wéi méiglech fäerdeg ze ginn.

An dann, wat d'Cour des Comptes ubelaangt, kann ech Iech soen, dass ees wéi ees e Rapport vun der Cour des Comptes iwwer sechs vergaange Kläranlagen ënnerwee ass. Ech hunn deen nach net gesinn. Ech hu mer just vum Ministère soe gelooss, dass deen do ass.

An dat wier och vläicht e gudde Moment, Här Turpel, dass mer dann net nëmme géifen iwwert déi eng oder déi aner Kläranlag schwätzen, mä wann de Rapport vun der Cour des Comptes wierklech do ass an dee kontradiktoreschen Hin an Hier tëschent de Ministèrë fäerdeg ass, géif ech proposéieren, dass mer dann nach eng Kéier an der Emweltkommissioun generell iwwert déi ganz Problematik schwätzen, firwat et ëmmer erëm an deem Beräich zu Retarde kënnt.

An da kann ee jo och spezifesch iwwert déi zwou Kläranlagen, déi Dir spezifesch opgeworf hutt, kann een da gären och nach méi an den Detail goen. Ech kennen awer, wéi gesot, deen Inhalt nach net. Wann déi Prozedur ofgelaf ass, da wäerte mer eis eng Kéier bei Iech mellen.

Mä, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet jo net nëmmen ëm d'Suen! Et ass elo schrecklech vill iwwert d'Sue geschwat ginn, déi mer musse bezuelen. Ech wier frou gewiescht, wa mer grad esou vill iwwert den Emweltschued, deen hannert deene Sue steet, géife schwätzen.

Well Bréissel veruerteelt eis jo net, well et hinnen op eemol agefall ass '91, et misst ee Kläranlage bauen. Mä mir gi veruerteelt, well mer d'Kläranlagen net konform hunn, well mer d'Flëss an engem katastrophalen Zoustand loossen! An ech mengen, dat ass eigentlech nach vill méi schlëmm, wéi déi Suen, déi mer mussen op Bréissel bezuelen.

Ech kéint elo hei probéieren, e laangen Exkurs ze maachen, wéisou mer 22 Joer no der Kläranlagendirektiv nach ëmmer net konform sinn. Dat géif meng Zäit sprengen. Ech mengen awer och, och bei aller Pertinenz, eng gewësse Vergaangenheetsbewältegung ze maachen. Mir wëllen awer als nei Regierung an deem Dossier hei virun allem no vir kucken. Dat ass elo dat, wat fir eis zielt.

Dir erlaabt mer awer trotzdeem, eng Rei allgemeng Bemierkungen zu den Ursaache vun dëser bedauerlecher Situatioun ze maachen. An ech géif ganz gäre vläicht bei där enger oder anerer Ursaach e Verglach maache mat engem anere Beräich aus der Ëmweltpolitik, deen ech speziell gutt kennen, mä vill vun Iech och, dat ass d'Offallpolitik.

Dir hutt nach ni héieren, dass mer an der Offallpolitik e Problem hate mat der Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven! Jo, ganz oft kënne mer als Lëtzebuerg souguer soen: „Mä do si mer scho ganz gutt!"

Dir hutt vläicht matkritt, dass déi nei Ëmweltministesch fir d'Éischt op Bréissel war, an do war déi Direktiv ënnerwee mat de Plastikstuten, fir déi vläicht ze reduzéieren an Europa. Du konnt se ganz houfreg sinn - dat ass elo net hire Mérite an net där neier Regierung hire Mérite gewiescht, mä deene vu virdrun - a soen: „Mä dat, wat Dir hei wëllt maachen, dat ass zu Lëtzebuerg längst de Fall. Mir hu praktesch d'Plastikstuten an de klengen a groussen Épicerien ëm 90% reduzéiert."

Ech ginn Iech aus mengen Aen, aus menger Analys e puer Ursaachen, firwat mer an déi bedauerlech Situatioun komm sinn:

Déi éischt ass, dass déi jeeweileg Regierungen, wéi déi Direktiv komm ass, net derfir gesuergt hunn, dass déi néideg Strukturen en place gesat gi sinn. Et ass hei gesot ginn: „Dat si Milliarden Ausgaben, esou Kläranlagen, Kollekteren! An de Gros vun deene Gemenge sinn iwwerfuerdert." An et huet éischtens éiweg gedauert, bis déi Syndikater en place waren. A souguer haut, an dat ass och schonn erwähnt ginn, gëtt et nach ëmmer wäiss Flecken op der Landkaart!

Wann ech do den Offallberäich huelen, 1981, wou déi éischt Direktiv komm ass vu Bréissel, war den deemolegen, e war nach net Ëmweltminister, mä de Précurseur am Ëmweltberäich, de Josy Barthel, ass higaangen an huet direkt Drock op d'Gemenge gemaach. En huet gesot: „Dir musst elo all Är Tippen zoumaachen. A wann Dir net an e puer Joer an engem Offallsyndikat sidd, da kritt Der eng ganz Rei Subsiden net méi gemaach!" Ech mengen, dat war méi eng wäitsiichteg an och méi eng contraignant Politik.

Zweetens, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hu mer déi richteg Präisser net verrechent am Ofwaasserberäich. Et huet bis 2008 gedauert, bis an deem Land hei, wou d'Nopeschlänner scho längst käschtendeckend Präisser am Waasser, am Ofwaasserberäich haten, bis iwwerhaapt iwwer käschtendeckend Präisser geschwat ginn ass! A well dat Waasser an dat Ofwaasser jo och näischt kascht huet, oder mer hu gemengt, et géif näischt kaschten, war et keen Thema bei de Gemengen a bei de Gemengesyndikater.

An op där anerer Säit war et och schwiereg, an de Gast Gibéryen huet dat gesot, besonnesch fir kleng Gemengen, iwwerhaapt esou Projeten unzegoen. Well souguer déi 10%, déi d'Gemengen hu misse bréngen, hu se, well mer keng käschtendeckend Ofwaassertaxen haten, praktesch alles „en apport en capital" misse bréngen aus hirem normale Budget, wat déi meescht dann och iwwerfuerdert huet.

Och do kann ech awer vergläiche mam Offallberäich. Do gëtt et schonn, zumindest an eenzelne Syndikater, zënter den 90er Jore käschtendeckend Präisser fir déi grouss. An domadder sinn déi grouss Infrastrukture finanzéiert ginn.

Ech kann Iech e Beispill aus mengem fréiere Liewen als President vum SIDEC hei zitéieren: Déi ganz Deponie, déi ganz Infrastrukture fir 55 Gemengen, do si 40 Milliounen Euro investéiert ginn. Wësst Der, dass do net eng Gemeng een Euro „apport en capital" huet misse bréngen? Firwat? Mä well mer zënter den 90er Jore käschtendeckend Taxe gefrot hunn, domadder Reserven ugeluecht hunn an domadder och konnten déi néideg Infrastrukture finanzéieren, fir konform ze sinn zu deene jeeweilegen EU-Direktiven, déi komm sinn!

Dat kléngt dann heiansdo am Ufank, wéi wann dat méi deier wier fir d'Bierger an d'Biergerinnen. Haut gesi mer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dat hei vill méi deier gëtt an dass mer hei onnëtz Geld op Bréissel mussen iwwerweisen.

Drëtt Ursaach: Mir hunn de Pollueur-payeur net seriö ugewannt. An ech bedaueren, dass bei der Loi-cadre 2008 eng politesch Décisioun geholl ginn ass, d'Taxes de rejet, déi d'Gemengen un de Stat mussen offéieren, fir all Gemeng d'selwecht ze maachen, wat eigentlech pervers ass. Dat heescht, déi Gemengen, déi keng Kläranlagen hunn, hu vill manner Fraisen, brauchen awer net méi eng héich Taxe de rejet un de Stat ofzeféieren. Et ass eigentlech paradox.

Dat huet deemools bei där Majoritéit kee Konsens fonnt. Ech fannen dat net gutt, well domat huet d'Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sech praktesch all Drockmëttel geholl, fir par rapport zu de Gemengen an de Gemengesyndikater Drock auszeüben.

Véiertens, an dat ass scho gesot ginn, ech stinn och dozou, hunn och zu deene gehéiert, déi dat deemools scho prophezeit hunn, dass et e Feeler war, d'Waasser an d'Kompetenz vum Innenministère ze setzen. Dat huet emol näischt mat deene jeeweilege Persounen ze dinn, déi do an deem Ministère waren, mä dat war strukturell ganz einfach e Feeler.

A fënneftens an net déi lescht Ursaach, ass en typescht Beispill, wéi an der Vergaangenheet d'Récksäit vun der Wuesstumsmedail net considéréiert ginn ass. Wann een all Joers Dausenden Aarbechtsplaze schaaft a wann all Joers Dausenden nei Leit op Lëtzebuerg kommen, dann däerf ee sech net nëmme freeën iwwert déi zousätzlech Steiere fir de Stat, déi supplémentaire Cotisatioune fir d'Kranken- a Pensiounskeesen, neen, da muss een och Crèchë bauen, Schoule plangen a Kläranlagen eventuell vergréisseren!

An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Regierung huet sech fest virgeholl, an dësem Kontext eng Rei Saachen ze verbesseren. De Koalitiounsprogramm ass schonn ugeschwat ginn. Mir hu ganz kloer an och unanime décidéiert, d'Waasser erëm dohin ze bréngen, wou et higehéiert, nämlech an den Ëmweltministère. An ech kann den Här Graas berouegen: Net méi spéit wéi d'lescht Woch, wéi déi eenzel Direktioune vun de Verwaltunge bei eis komm sinn op de Kierchbierg, hu mer de Problem ugeschwat, fir ze soen, et kann elo net sinn, dass dräi verschidden Acteure bei d'Gemenge ginn an ënnerschiddlech Konzepter hunn, fir Baachen a Flëss ze renaturéieren.

Do ass eng Kéier d'Natur- a Bëschverwaltung; do ass awer och eng Kéier d'Waasserverwaltung an heiansdo sinn dann och nach d'SICONAen, déi bei d'Gemenge ginn, an deemno wéi sinn do dräi verschidde Konzepter. Si hunn e kloren Optrag kritt, prioritär derfir ze suergen, dass deemnächst eng kloer Vue ass, wat eng Renaturéierung vun enger Baach bedeit. An dat soll och esou séier wéi méiglech koordinéiert ginn, dass esou ënnerschiddlech Approchen net méi virkommen.

Zweetens, wat mer wëllen ënneren: Mir wëllen, dat hutt Der matkritt am Koalitiounsaccord, e generellen Nohaltegkeetscheck aféiere bei gréissere Projete vun der Regierung, fir dass eben och d'Récksäit vun der Medail vun eenzelne Projete gekuckt gëtt, an net nëmme gekuckt gëtt, wat vu Steieren a Cotisatiounen erakënnt, mä wat dann och eventuell negativ Effeten op d'Ëmwelt an aner Beräicher am Statsbudget sinn.

Drëttens wëlle mer derfir suergen, an ech freeë mech all Dag, wann ech d'Rapporte vun de Gemenge liesen, dass awer lues a lues erkannt gëtt, dass et éischtens méiglech ass, dass et kee Biergerkrich an enger Gemeng gëtt, wann ee käschtendeckend Taxen aféiert, an dass zweetens genau domadder déi Suen an de Gemengebudget fléissen, fir dann och déi Dépensë fir Kollekteren a Kläranlagen ze maachen. An dofir wäerte mir och derfir suergen, dass den harmoniséierte Waasserpräis, mengen ech, dee korrekt ass, net méi héich ass wéi siwen Euro fir d'ganzt Land. Do ass jo schonn deene ländleche Raim Rücksicht gedroe ginn, mengen ech, an do wëlle mer och derfir suergen, dass dee lues a lues iwwerall agefouert gëtt.

A véiertens, an domat kann ech och op e puer Froen äntwerten: Et steet och am Koalitiounsaccord, dass mer eng Diskussioun als Regierung wëlle féiere mat de Gemengesyndikater, fir da genee och emol eng Kéier d'Kompetenzen tëschent dem Ministère, tëschent der Waasserverwaltung an de Syndikater ze féieren. Mir mussen évitéieren, an Zäite vu knappe Keesen, dass mer do double emploi maachen. An an deem Kontext wäerte mer och da mat deene Gemenge schwätzen, déi elo nach als wäisse Fleck op där Ofwaasserkaart sinn. An ech hoffen, dass mer och do eng Entente fannen, fir dass déi och an deen een oder deen aneren Ofwaassersyndikat wäerte goen.

A fënneftens: Wa mer net vun der Plaz kéimen, dann, mengen ech, misst een och kënnen nodenken, ob een déi Taxe de rejet, déi un de Verschmotzungsgrad de Moment net gebonnen ass, ob een net esou wäit sollt higoen an d'Gesetz erëm änneren an derfir suergen, dass, wa Gemenge wierklech do wären, wou manifestement Blocagë wären, dass een do géif higoen a wierklech erëm d'Welt op d'Féiss stellen an dass déijéineg méi eng héich Taxe de rejet misste bezuelen, wéi déi, déi hir Hausaufgabe gemaach hunn an deenen hir Kläranlage konform sinn.

Domat, Här President, menge mer am Beräich Ofwaassergestioun endlech zu definitiven an nohaltege Léisungen ze kommen.

Mä mengt awer net, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat wiere mer am Waasserberäich iwwert de Bierg! Nach laang net! Ech wëll lech soen, dass bei enger zweeter Direktiv, déi och vun ´91 ass, nämlech déi iwwert d'Nitrater, eng zweet Saisine ass vun der Kommissioun. A mer riskéieren och do veruerteelt ze ginn! An dofir hu mer och do elo alles an d'Wee geleet, an net méi spéit wéi muer de Moien ass e Règlement grand-ducal oder en Avant-projet de règlement grand-ducal am Regierungsrot. An ech hoffen, dass domadder endlech d'Kommissioun Rou gëtt, well soss blitt eis, an deem Kontext, datselwecht!

An och bei der Waasserdirektiv huet eng vun den Ursaachen dofir, dass nëmme 7% vun de Baachen a Flëss, de Moment, an engem gudden Zoustand sinn, och mat den Nitrater, mat der Auswäschung vun der Landwirtschaft ze dinn. An deen neie Landwirtschaftsminister a mir als Ëmweltministère wäerten alles drusetzen, an deem do Beräich op jidde Fall, dass eisen Nokommen net deeselwechte Misär blitt an do vläicht nach méi massiv Strofe misste bezuelt ginn.

Op jidde Fall, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci villmools fir Är Diligence. A mir si frou, dass mer, wann dat Gesetz hei unanime gestëmmt gëtt, scho muer kënnen de Communiqué op Bréissel schécken, fir ze soen, dass mer alles wäerten drusetzen, fir, no 22 Joer, esou séier wéi méiglech mat där Direktiv do konform ze sinn.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Statssekretär Camille Gira. Ech hunn nach eng Wuertmeldung.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Parole après ministre. Kann ech…

M. le Président.- Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Kann ech eng Prezisioun kréien zu der Fro vum Amortissement respektiv zum Käschtendeckungspräis, wat d'Subventiounen ugeet, ob se do mat dra sinn oder net?

Merci.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Also, ech kann Iech keng Äntwert ginn op déi Problematik vum Amortissement. Do si scho mam Virgänger, am Intérieur, Diskussioune gelaf mat den Ofwaassersyndikater. Gitt eis eng Chance. Mir sinn, mengen ech, elo aacht oder zéng Deeg do. Dee Problem wäerte mer ugoen. An ech hoffen, dass, wa mer eng Kéier iwwert dee Rapport vun der Cour des Comptes schwätzen, dass mer do scho weider sinn an Iech konkret Äntwerte kënne ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mer ginn zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6580 iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6580 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6580 ass unanime mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Nächste Punkt vum Ordre du jour ass d'Diskussioun vum Projet de loi 6594, eng Ofännerung vum Code du Travail. Den Här Georges Engel ass Rapporteur. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

7. 6594 - Projet de loi portant modification

1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;

2. de l'article 1er de la loi modifiée du 3 août 2010

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Merci der Kommissioun fir d'Versteesdemech fir dat séiert Aberuffe vun enger Sitzung an och, datt se mech Rapporteur gemaach huet vun deem Projet de loi, deen de Minister Nicolas Schmit den 19. Juli 2013 déposéiert huet. Et leien Avise vir vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics an natierlech och vum Statsrot. De Projet de loi gouf duerch en Amendement gouvernemental eng zweete Kéier vum Statsrot aviséiert.

D'Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen, huet eng gewëssen Urgence, well mer soss ab dem 1. Januar an e Vide juridique kéinte falen. Et besteet aus zwee Voleten.

Deen éischte Volet handelt ëm den Artikel L. 122-10 vum Code du Travail. Dee soll dem Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun Rechnung droen, laut deem Lëtzebuerg d'Direktiv 1999/70 net vollstänneg ëmgesat huet.

An deem Sënn gëtt een Abschnitt bäigesat. Dëse féiert eng Obligation d'information vun alle Salariéen an, déi e befristeten Aarbechtskontrakt - also en CDD - hunn, am Fall wou de Betrib e Poste mat engem onbefristete Kontrakt géif fräimaachen oder dee géif fräiginn.

De Statsrot ass ausserdeem der Meenung, datt Lëtzebuerg déiselwecht Direktiv nëmmen zum Deel ëmgesat huet, well et hei keng anstänneg Protektioun vun de Salariéë géigeniwwer ze heefegen Erneierunge vun CDDe gëtt.

Et geet hei haaptsächlech ëm d'Professeren an d'Chercheure vun der Uni an déi Leit, déi am Beräich vun dem Art du spectacle schaffen. D'parlamentaresch Kommissioun weist hei op eng Prise de position vun der leschter Regierung hin, déi dës un d'EU-Kommissioun adresséiert hat. Do stoung dran, dass eng abusiv an heefeg Uwendung vun den CDDen fir Enseignants et Chercheurs an der Uni ausgeschloss wier, well se just en CDD mat enger Maximaldauer vu 60 Méint kënne kréien. Do sinn d'Verlängerungen dann inclus. Dëst entsprécht iwwregens och dem Wonsch vu ville Chercheuren, wou et Usus u sech ass, datt si sech just fir eng bestëmmten an zäitlech begrenzten Zäit an enger Uni engagéieren.

Wat d'Intermittents du spectacle ugeet, sou huet d'Regierung drop higewisen, datt et am Secteur duerch d'Natur vum Beruff dozou gehéiert, en CDD ze kréien, well d'Engagementer bal ëmmer temporärer Natur sinn. Ausserdeem sinn am Gesetz iwwert de Statut vum Artist, deem neie Gesetz, eng Rei vu Mesures sociales virgesinn, notamment, dass se méi séier Zougang zum Chômage kréichen.

Deen zweete Volet vun deem virleiende Gesetzestext betrëfft d'Verlängerung vu verschiddenen temporäre Moossnamen am Aarbechtsrecht. Dës sollen Enn Dezember dëst Joer auslafen a ginn duerch deen heite virleiende Gesetzestext bis den 31. Dezember 2015 verlängert. Et handelt sech ëm Dispositiounen zu der Indemnisation du chômage complet an der Indemnisatioun vum Chômage partiel.

Dës Moossname sinn an der Kris agefouert ginn am Gesetz vum 17. Februar 2009 an haten als kloer Zilsetzung, d'Beschäftegung ze erhalen an d'Betriber ze ënnerstëtzen. An d'Zréckgräifen op d'Kuerzaarbecht huet sech hei als e ganz effikasse Moyen erwisen, fir Massenentloossungen ze verhënneren an och weider op forméiert Personal kënnen ze zielen.

Dës temporär Moossname sollen auslafen, soubal d'Wirtschaft nees unzitt, mä si hunn iwwert déi lescht Joren awer nach missen e puermol verlängert ginn. Och wann déi lescht Previsioune vum Statec no enger Croissance vun zirka 2,7% am Joer fir 2014 ausgesinn, sou gëllt et awer hei virsiichteg ze sinn, well Enn November hunn nach 41 Betriber eng Demande op Kuerzaarbecht gestallt, wat weist, datt verschidde Betriber nach ëmmer Schwieregkeeten hunn.

Well d'Wirtschaft nach net esou richteg dréit, sollen dës Krisemoossnamen hei nach eemol ëm zwee Joer verlängert ginn, bis den 31. Dezember 2015.

Hei gouf et och eng Partie Kritike wéinst dëse Verlängerungen. De Statsrot huet Bedenken, wat eng weider Verlängerung vun deene Moossnamen ugeet, ausgedréckt. En huet virgeschloen, d'Dispositioun direkt vum Code du Travail ze änneren, quitte datt een dann am Fall, wou d'Wirtschaft erëm unzitt, op déi viregt méi restriktiv Mesuren zréckkomme soll.

Do muss een ënnersträichen, datt d'Commission du Travail et de l'Emploi d'Regierung scho gefrot hat, am Gesetz vum 31. Juli 2012 eng aner Léisung amplaz déi konstant Verlängerungen ze fannen an och eng Analys vun de Käschten a vun der Effikassitéit vun dëse Moossnamen ze maachen. Déi politesch Revirementer awer vun deene leschte Méint hunn dës Analys net méiglech gemaach, an esou huet eng séier Léisung misse fonnt ginn. Fir elo eben e Vide juridique ze verhënneren, ass also ausgemaach ginn, eng allerlescht, eng ultime Verlängerung zu deene Moossnamen ze maachen.

Hei ass e Gesetz, wat am Intérêt vun de Leit awierkt, déi an engem Betrib schaffen, deen duerch déi wirtschaftlech Situatioun hei am Land Schwieregkeeten huet. Et wierkt géint Massenentloossungen an erlaabt et och weiderhin, op gutt forméiert Personal zréckzegräifen.

An der Kommissioun war eng breet Majoritéit fir dëse Projet de loi, et gouf eng Abstentioun.

Haut ass och nach eng Dépêche erausgaangen un de President vum Conseil d'État. Ech wollt Iech dat dofir och soen, dass et an deem Text eng Erreur matérielle gëtt, déi sech vun Ufank un an den Text geschlach hat, déi weder der Kommissioun nach dem Statsrot opgefall war, a wou dann am Artikel 3 en „Éischtens" gefeelt huet. Et ass en „Zweetens" dran an den „Éischtens" huet awer gefeelt. An ech wollt Iech dat richtegkeetshallwer dann och matdeelen. Mä et ännert näischt un der Essenz vun dësem Gesetz.

Ech ginn domadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun, bieden Iech, dat Gesetz hei matzestëmmen, a soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn hei e Modell 1 ausgewielt. Ech wäert dann also als CSV-Vertrieder 33 Minutten hunn, fir kënnen elo zu deem Projet hei ze schwätzen, brauch déi awer net, well et éischtens nach e Projet ass, dee mer am Joer virdrun als Regierung erabruecht hunn. Mir stinn och zu deem Projet, well e wichteg Mesurë beinhalt, fir ebe kënne grad a schwéiere wirtschaftlechen Zäiten den Aarbechter méi Rechter ze ginn an hinnen, de Betriber, méi Sécherheet och ze ginn. Datt mer also kënne géint de Chômage hei kämpfen.

Zweetens och, well et e grousse Konsens gëtt an der Kommissioun fir deen heite Projet, dass mer also eis eens sinn, datt e wichteg ass. An drëttens, well de Rapporteur, de Georges Engel, och elo schonn alles in extenso hei beschriwwen huet, ëm wat et hei geet, an ech em villmools Merci soen och fir dee Rapport, deen e gemaach huet, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen.

Deen eenzege Bémol, an dat huet de Georges Engel jo och bruecht, ass dee vum Statsrot, deen ebe gesot huet, datt et effektiv net gutt ass, ëmmer erëm mat temporäre Mesuren ze kommen, aus engem juristesche Grond, well eben eng gewësse Sécurité juridique domadder net ginn ass. Mä op där anerer Säit versteet een awer och, firwat dat gemaach ginn ass vun der Regierung. Well et drëms geet, ebe fir elo an onsécheren Zäiten de Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, awer kënnen hir Leit ze halen an net ze entloossen.

Bon, mir waren eis an der Kommissioun eens, datt mer géifen eben elo nach eng Kéier dat akzeptéieren, a mir gi mat op de Wee, déi nei Regierung och ze encouragéieren, ze kucken, ob et dann do eng Méiglechkeet gëtt, fir an Zukunft vläicht e bësse méi dann eng Mesure ze fannen, déi méi Rechtssécherheet verschaaft. Also dat ass deen eenzege Wonsch, dee mer da géife mat op de Wee ginn. Fir soss soen ech dann den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem heite Projet.

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Nächst Riednerin ass d'Joëlle Elvinger vun der DP. Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho bal eng Traditioun, eng dach éischter bedauerlech Traditioun, dass mir zënter 2009 regelméisseg Joer fir Joer de Code du Travail ëmänneren, fir zäitlech begrenzte Mesurë géint de Chômage ze verlängeren oder auszedehne respektiv nei Mesuren ze schafen. Et ass alles aneschters wéi eng flott Traditioun, well et sech ëm Mesuren handelt, déi versichen, d'Effete vun der Kris ofzefiederen, déi eist Land nach ëmmer am Grëff huet.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et selbstverständlech, dass mir nach eemol Moossnamen, déi dozou bäidroe sollen, de Betriber, déi a Branchë schaffen, déi vun der Kris zolidd gerëselt goufen a vum Chômage partiel betraff sinn, finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, zoustëmmen. Dofir si mir bereet, nach eemol der Verlängerung vun dëse Krisemoossnamen zouzestëmmen. Domat konnten an der Vergaangenheet a kënnen och an Zukunft Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg erhale ginn.

Dat Gesetz, dat mir haut stëmme wäerten, verlängert jo fir zwee Joer, wéi ech schonns gesot hunn, ënner anerem eng ganz Partie Mesuren, déi schonn an de Joren 2009, 2010, 2011 an 2012 gestëmmt gi waren. Ech wëll elo net nach eng Kéier op all déi eenzel Mesuren agoen, well dat gouf an der Vergaangenheet scho genuch gemaach. Ausserdeem huet dat de Rapporteur Georges Engel och schonn a sengem exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport gemaach, fir dee mir him villmools Merci soen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass dës Mesuren eppes kaschten! An der Fiche financière, déi mam Projet de loi déposéiert ginn ass, ass vun 28,5 Milliounе Rieds fir d'Joer 2012 a vun 30 Milliounе fir d'Joer 2013. Den Erhalt vun Aarbechtsplazen ass net zum Nulltarif ze kréien. Op dësem Wee sinn d'Suen awer besser investéiert, wéi an all Mesures pour l'emploi.

Här President, wat eis als Demokratesch Partei awer gradesou wichteg ass, ass, datt all Hiewelen a Bewegung gesat ginn, fir d'Demandeurs d'emploi a Brout an an Aarbecht ze bréngen. Dofir si mir frou, dass d'Regierung gewëllt ass, d'Reform vun der ADEM virunzefëieren. Mir si frou, dass d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet eng politesch Prioritéit bleift. Well hannert deene plakegen Zuele verstoppt sech all Kéiers e perséinlecht Drama, e perséinlecht Schicksal, an dat souwuel fir den eenzelne Betraffene wéi a ville Fäll och fir seng ganz Famill.

Ganz speziell läit eis de Jugendchômage um Häerz. D'Jugendaarbechtslosegkeet ass a muss de Schwéierpunkt vun eiser Beschäftegungspolitik bleiwen. Och wa mer hei zu Lëtzebuerg keng Explosioun wéi a verschiddene südeuropäesche Länner vun dësem Phenomeen hunn, sou ass et wichteg, d'Grënn vum Jugendchômage genau ënnert d'Lupp ze huelen an effikass ze bekämpfen.

Näischt ass méi schlëmm fir eng Gesellschaft, wéi wann hir jonk Leit keng Aarbecht fannen. Do geet d'Selbstwäertgefill vun enger ganzer Generatioun verluer, an dat biergt soziale Sprengstoff an Ongerechtegkeeten, déi mir net einfach esou dierfen hinhuelen. Mir kënnen, jo mir däerfe keng verluere Generatioun erlaben!

Wa mir de Problem vum Jugendchômage effektiv wëllen ugoen, musse mer en un der Wuerzel upaken. Un der Wuerzel heescht an der Schoul! Also an enger besserer Ausbildung a Bildung fir eis Jonk. Hei hapert et awer virun allem an der Beruffsausbildung, wou de Moment nach villes schif- a falschleeft! Hei gëllt et, séier ze handelen. A mir ware frou, ze héieren am Statsminister senger Deklaratioun, dass d'Beruffsausbildung eng vun deene grousse bildungspolitesche Prioritéite vun där neier Regierung soll duerstellen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Elvinger. D'Wuert huet sech gefrot d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo, just zwee Wierder, fir dem Rapporteur Merci ze soen a fir ze soen, datt déi gréng Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen, mat enger Remarque.

Mir hunn effektiv och all déi aner Joren ëmmer bemängelt, datt dat Mesurë sinn, déi vu Joer zu Joer ëmmer weider matgeholl gi sinn. Elo hu mer effektiv zwee Joer Zäit, fir dat ze maachen, wat mer eis och virgeholl hunn, nämlech déi eenzel Mesuren ze evaluéieren, dat ze halen, wat gutt ass, dat ze stabiliséieren, wat gutt ass, dat ze adaptéieren, wat adaptatiounsnoutwendeg ass, an déi Mesuren, déi mer vläicht - Gott sei Dank! - dann net méi géife brauchen oder déi vläicht net an der Evaluatioun esou gutt ofgeschnidden hunn, déi da vläicht éischter net méi weiderzefëieren.

Soudatt dat hei elo wierklech e Projet ass mat senger temporärer Adaptatioun, déi eis Zäit léisst, fir dat ze maachen, wat mer ons oder wat d'Regierung sech am Regierungsprogramm virgeholl huet.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Leschte Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dee Projet de loi hei gesäit jo bekanntlecherweis dräi Mesurë vir. Zwou sinn eng Fortsetzung vun de Krisemoossnamen, déi Enn vun dësem Joer ausgelaf wieren; fir weider zwee Joer gi se fortgesat. Dat betrëfft éischtens de Chômage partiel, dat heescht, d'Indemnisatioun vun de Salariéen, déi an esou engem Chômage partiel sinn, wou, wéi et am urspréngleche Text war, déi éischt 16 Stonne vum Chômage partiel zu Laaschte vun de Patrone gaange sinn, wou awer 2009 beschloss ginn ass, an dat gëtt elo prorogéiert bis 2015, dass se zu 100% vum Stat iwwerholl ginn.

Eng weider Moossnam ass, dass keng Subventiounen ausbezuelt solle ginn - esou gesäit den Text et vir vum Gesetz urspréngleche rweis -, wann Aarbechtszäitreduktioune virleien, déi méi wéi 50% ausmaachen. Och do ass eng Derogatioun geschafe ginn am Intérêt vun deene Betriber, déi déi Aarbechtszäitreduktioune virhuelen. Bis elo war et vun 2009 un, leeft elo weider bis 2015.

An dann eng zweet Mesure, dat betrëfft d'Chômage-Indemnitéite fir d'Leit also, déi am Chômage sinn, wou eng Senkung vu Plaffongen urspréngleche virgesi war, déi awer elo, wéinst der Krisesituatioun, solle bleiwen.

Déi drëtt Moossnam ass eng Äntwert op eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun wéinst der Netëmsetzung vun engem Deel vum Accord vun den europäesche Sozialpartner iwwert d'Deelzäitaarbecht. An déi Ëmsetzung, déi elo endlech geschitt, mécht et da méiglech, dass an de Betriber d'Leit, déi en CDD hunn, iwwerhaapt emol informéiert ginn, wann eng Plaz an engem CDI opgeet.

An am Fong geholl gëtt domat de Prinzip aus dem Code du Travail bestätegt, dass den CDD eng Ausnahm ass par rapport zum CDI. Dat ass deen allgemenge Prinzip, deen domadder endlech och iwwer esou eng Mesure, déi natierlech net ganz wäitgehend wäert sinn, well et nëmmen eng einfach Informatiounsflicht natierlech ass, hei ëmgesat gëtt.

Wat d'Krisemoossnamen ugeet, sou hu mir eis ëmmer bei deenen enthalen, aus enger ganz einfacher Ursaach: Éischtens kënne mer net dergéint sinn, well et betrëfft d'Salariéen, déi dovunner profitéieren. Déi kréie Chômagegeld bezuelt, déi kréien och Geld bezuelt, wann hire Betrib am Chômage technique ass.

Zweetens muss een awer och wëssen, dass d'Fro vun der Verantwortung vun de Patronen an esou Fäll gestallt bleift. Zum Beispill iwwert de Wee vun engem Krisefong, dee kéint vun der Gesamtheet vun de Patronen ugeluecht ginn, fir wann esou Situatioune sech bei engem Deel vun de Betriber stellen.

Oder zum Beispill doduerch, dass d'Cotisatioun fir de Fonds pour l'Emploi, déi jo virun enger Rei vu Joren op null gesat ginn ass, erëm agefouert gëtt an also do och d'Patronat géif responsabiliséiert gi fir de Chômage.

Et ass einfach, ëmmer zréckzegräifen op de Stat, an da gläichzäiteg ëmmer ze soen, et missten ze vill Steiere bezuelt ginn an d'Steiere missten erofgesat ginn!

Mir si mat der Ëmsetzung vun der Direktiv hei d'accord; déi Moossnamen, déi ech elo just genannt hunn.

Wat d'Uni Lëtzebuerg awer ugeet a wat d'Recherche ugeet, do deelen ech allerdéngs net dem Rapporteur seng Meenung. Ech bleiwen do der Meenung, dass d'CDDe bei der Universitéit an och an de Centres de recherche, och well se gebonne sinn u begrenzte Finanzéie-

rungsmoossnamen, dat vun der Europäescher Unioun, déi domadder zesummenhänken, dass déi problematesch bleiwen an dass se och a ganz ville Fäll net gewënscht sinn.

Ech mengen net, dass et esou ass, dass vill Chercheure guer net wëllen, dass hiren CDD prolongéiert gëtt. Ech mengen, dass vill Leit frou wieren, wa se eng méi geséchert Aarbechtsplaz, och an deem Beräich, hätten a wann et net géif zu där akademescher Précaritéit kommen, déi awer och eng Realitéit ass.

Ech mengen, Dir hutt elo eraushéieren aus mengen Erklärungen, dass mir eis wäerte bei deem Gesamtprojet hei enthalen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domat huet d'Regierung d'Wuert, den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President. Ech soen emol fir d'Éischt dem Rapporteur Merci an all deenen, déi och dësem Projet hir Zoustëmmung ginn.

Ech wëll just zwou Remarquë maachen iwwert de Provisorium: Ech mengen, déi Mesuren hei, déi situéiere sech an engem ganz klore Kontext, an dat ass de Kontext vun enger Kris. De Kontext, wou op eemol Leit méi laang am Chômage bleiwen, wéi se virdru bliwwe sinn.

Mir hunn zum Beispill elo 2.800 Leit, déi tëschent engem Joer an zwee Joer schonn am Chômage sinn. An dat hei ass d'Äntwert, fir deene Leit d'Méiglechkeet ze ginn, e bësse méi, e bësse bessere Chômage ze behalen.

Ech kéint mer jo och virstellen, ech hoffen op jidde Fall, datt iergendwann d'Situatioun sech verbessert an datt mer dann erëm an déi normal Situatioun vun de Seuilen, wat d'Indemnisatioun vum Chômage ubelaangt, géifen zréckkommen. Mä soulaang eben de Chômage sech iwwert d'Durée ëmmer méi verlängert, ass dat hei jo eng Äntwert op déi Situation de crise.

An dat, wat de Chômage partiel ubelaangt, ass genau déi nämlecht Situatioun. Och do ass de Problem, datt éischtens d'Zuel vun den Entreprisen, déi am Chômage partiel sinn, erëm eropgaangen ass an datt mer e spezifesche Problem hu vun Entreprisen, déi a strukturelle Schwieregkeete sinn, wou also e Chômage partiel wéinst strukturelle Problemer ass.

An ee Secteur, deen direkt betraff ass, dee kenne mer, mir schwätze vill momentan dovun, dat ass d'Sidérurgie. Wa mer also déi heite Situatioun, déi mer jo nëmme fir ee Joer verlängeren, andeem déi Situatioun och deem Rechnung dréit, well mer en Accord hu mat de Sozialpartner an deem Secteur, soll een ebe grad net dat definitiv maachen, mä kucken, wéi an deene Beräicher d'Situatioun evoluéiert. A mir hoffen alleguer - mir hoffe jo alleguer -, datt mer progressiv aus där Kris hei erauskommen an datt mer dann erëm op méi normal Instrumenter kënnen zréckkommen.

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister.

Domat si mer um Enn vun der Diskussioun an ech géif de Vote iwwert de Projet de loi 6594 lancéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6594 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass amgaangen. D'Procuratioun.

Huet jiddwereen ofgestëmmt? Dat schéngt de Fall ze sinn. Enn vum Vote.

De Projet de loi 6594 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn dovun aus, dass déi Abstentioune motivéiert gi sinn.

Domat ass dee Projet ugeholl an ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete konstitutionelle Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou beschloss.

Mir géifen dann zum nächste Projet de loi kommen. Dat ass de Projet de loi 6606, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Ënnerstëtzung am Beräich vum Développement rural. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell geregelt an de Rapporteur, den Här...

Plusieurs voix.- Mertens!

M. le Président.- ...den Här Mertens, huet d'Wuert.

Merci. Merci och fir d'Gedold.

8. 6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Edy Mertens *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert dee mer elo de Mëtteg hei schwätzen, ass den 30. August d'lescht Joer vum deemolege Landwirtschaftsminister déposéiert ginn. Et geet dobäi ëm Ännerunge vum Agrargesetz, wéi et den 18. Abrëll 2008 festgehale gouf.

D'Lëtzebuerger Bauerenzentral huet hiren Avis den 29. Juli dëst Joer publizéiert. Den Avis vun der Landwirtschaftskummer ass den 8. August 2013 komm. De Statsrot huet säin Avis de 24. September 2013 erausginn.

De 26. September huet déi zoustänneg Kommissioun de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert. D'Regierung huet den 18. November 2013 Amendementer un de Statsrot weiderginn, deen dunn de 26. November säin Avis complémentaire dozou ginn huet. Dësen Avis huet sech d'Kommissioun den 10. Dezember ugekuckt. De Rapport ass dunn den 12. Dezember an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl ginn.

Här President, eis Landwirtschaft steet fir qualitativ héichwäerteg Produiten a fir d'Erhale vun eiser Natur, mä och fir en nohaltegen Ëmgang mat eise Ressourcen. D'Agrargesetz stellt sécher, dass eis Baueren hir Aarbecht mat der néideger Ënnerstëtzung ugoe kënnen.

Et ass awer elo esou, dass dës Subsiden um Enn vun dësem Joer auslafen, well et zu Retarde bei der Ausschaffung vun der europäescher Gesetzgebung komm ass. Well eis Mesuren, fir d'Baueren ze ënnerstëtzen, awer op dëser opgebaut sinn, sti mer ouni Interventioun vum Législateur virun engem Vide juridique. Mir mussen also sécherstellen, dass eis Baueren och am nächste Joer Rechts- a Planungssécherheet hunn an domadder hir Aktivitéit esou weiderféiere kënne wéi bis elo.

De Mëtteg geet et elo drëms, dem Législateur et ze erlaben, verschidde Mesurë vum aktuellen Agrargesetz an der Zäit ze verlängeren. Den Artikel 63 vum Agrargesetz gesäit vir, dass d'Mesurë vum Gesetz eng Lafdauer vu siwe Joer hunn, an dat vum 1. Januar 2007 un. Dat heescht, dass mer ab dem 1. Januar d'nächst Joer - a wéi Der all wësst, ass dat geschwënn, a knapps zwou Wochen - keng legal Basis méi hunn, fir eise Baueren hir Hëllefen ausbezuelen ze kënnen. De Législateur ass an deem Sënn gefuerdert, ze reagéieren, an dat nach virum Enn vun dësem Joer. Verschidde Mesurë sollen also an der Zäit verlängert ginn.

Här President, d'Landwirtschaftskummer war an hirem Avis domadder averstanen, verschidden Dispositioune vum Agrargesetz ze verlängeren. Si huet awer drop higewisen, dass d'Mesurë vun den Artikele 36 a 37 och ëm sechs Méint verlängert sollte ginn. Dës Artikele schreiwe steierlech Virdeeler fir jonk Baueren, wa si eng Entreprise ufänke wëllen, vir. Well am Gesetzesprojet d'Mesuren aus den Artikelen 9 bis 11 ëm sechs Méint verlängert solle ginn, déi sech ebenfalls mat der Nidderloossung vun de jonke Bauere beschäftegen, sollten also och dës Artikele genausou ëm sechs Méint verlängert ginn.

Dëser Fuerderung ass d'Regierung an hiren Amendementer nokomm. Och huet dësen Avis virgesinn, fir d'Mesuren aus dem Artikel 21 ze verlängeren. Dës betrëfft d'Entreprises de transformation et de commercialisation.

Am Avis vum Statsrot goufen haaptsächlech zwou Froen opgeworf. Zum enge wollt de Statsrot wëssen, awéiwäit dëse Gesetzesprojet mat der europäescher Gesetzgebung kompatibel wier, an zum aneren huet de Statsrot méi Informatioune verlaangt, wat d'Ënnerscheeder an der Zäit vun der Verlängerung uginn. Hien huet sech gefrot, firwat een net d'Mesurë vun all deenen opgezielten Artikelen ëm zwielef Méint verlängere kéint.

Am Avis complémentaire ass de Statsrot nach eng Kéier op déi zwou Froen aus sengem éischten Avis agaangen. D'Explikatiounen am Zesummenhang mat der Fro vun der Kompatibilitéit mat der europäescher Législatioun goufen als ongenügend ugesinn. De Statsrot huet an där Matière der Chamber d'Appréciatioun iwwerlooss.

Wat déi selektiv Approche ugeet, do huet de Statsrot déi weider Explikatiounen ugeholl. Dës Ënnerscheeder nämlech an der Zäit vun der Verlängerung sinn néideg, fir ze vermeiden, dass mer ab dem November 2014 ee Konflikt mat der „block exemption" bei de Statsbäihëllefe kréien, déi Lëtzebuerg vun der Europäescher Kommissioun am Zesummenhang mat den Investitiounsmesuren zougesprach kritt huet. An, anere Wierder gesot, mir kënnen net eng Hëllef bis Enn 2014 lafe loossen, wa se ab November hire legale Status verléiert.

Här President, ech ginn elo dee virleienden Text duerch a ginn op déi eenzel Artikelen an.

Zum Titel ass ze soen, dass de Statsrot am Avis een aneren Titel virgeschloen hat, ënnert der Hypothees, dass all d'Mesuren aus deenen opgezielten Artikele fir zwielef Méint verlängert géife ginn. Well dat jo awer net de Fall ass, bleift et beim Titel, esou wéi de Gesetzesprojet dat beim Dépôt virgesinn hat. Domadder war de Statsrot am Avis complémentaire och d'accord.

Deen éischten Artikel vum Gesetzesprojet lëscht fir d'Éischt déi Artikele vum Agrargesetz op, deenen hir Mesurë fir sechs Méint verlängert solle ginn. Dat si folgend: Investitiounssubsiden, dat ass den Artikel 3 bis 8; Subside fir Jongbaueren, Artikel 9 bis 11; steierlech Erliichterunge bei verschiddenen Transaktiounen, 12 an 13; Subside fir lokal Veräiner, Artikel 15, an eben déi steierlech Virdeeler fir jonk Baueren, wa si eng Entreprise wëllen ufänken, dat sinn déi Artikele 36 a 37.

Da lëscht den Artikel 1 vum Gesetzesprojet déi Artikelen op, deenen hir Mesurë fir zwielef Méint verlängert solle ginn. Dat ass d'Hëllefe wat d'Chargë vun de Fraisë bei der Entraide uginn, Artikel 14 vum Agrargesetz; Subside fir d'Verbesserung vun der Beruffsausbildung, Artikel 17; a fir déi landwirtschaftlech Vulgarisatioun a Recherche, Artikel 18; Hëllefe bei der Berodung, Artikel 19; d'Indemnité compensatoire, Artikel 24; Hëllefe bei der Opstellung vu Programmer fir d'Biodiversitéit ze erhalen, Artikel 26; d'Subside fir Restrukturatioun an der Rekonversioun vu Wéngerten, Artikel 31; Hëllef fir d'Sylviculture, also de Bësch, Artikel 32 bis 34; an déi bestehend Subsiden am Kader vun de Mesures agri-environnementales, dorënner och d'Landschaftsfleegeprime, wéi den Artikel 25 dat virgesäit, an déi den 31. Dezember 2013 och auslafen.

Den éischten Artikel vum virleiende Gesetzestext gesäit da vir, dass d'Modalitéiten, wat d'Recevabilitéit vun den Demandë fir dës Subsiden ugeet, duerch e Règlement grand-ducal festgehale ginn. Dëse kann och een Datum als Délai vun der Recevabilitéit vun der Demande virgesinn, dee virun dem Datum vum Auslafe vun der Mesure ass. Souwuel am Avis wéi am Avis complémentaire steet de Statsrot dëser Formulatioun kritesch géigeniwwer.

Den zweeten Artikel vum Gesetzesprojet, wéi en am August déposéiert gouf, huet den 1. Januar 2014 als Datum genannt, op deem dat neit Gesetz a Kraaft triede soll. Dësen Artikel ass awer ewechgefall, well de Statsrot dësen am aktuelle politesche Kontext als iwwerflësseg ugesinn huet.

De viregten Artikel 3 gëtt also elo den Artikel 2 vun dësem Gesetzesprojet. Dëse gesäit vir, dass d'Règlements grand-ducaux, déi fir d'Exekutioun vum Agrargesetz an der Vergaangenheet geholl gi sinn, weider a Kraaft bleiwen, ënnert der Konditioun, dass se net inkompatibel mat den Dispositioune vum virleiende Gesetzesprojet sinn.

Här President, ech wëll dann op dëser Plaz souwuel deem fréiere wéi och deem jëtzege Landwirtschaftsminister Merci soe fir déi gutt an effikass Zesummenaarbecht mat der Chamber, déi et eis erlaabt, dëse Gesetzesprojet nach dëst Joer abauen ze loossen.

Dat gesot, a mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung ausschwätzt, bréngen ech heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Mertens. Nach eng Kéier, entschëllegt fir mäin Zécken. Dir waart en Affer gi vun der moderner Technik copy-paste. Et war ee Rapporteur hei niddergeschriwwen, wou ech mer net konnt virstellen, dass en et zu dësem Projet wär. Dat war de Georges Engel. Här Mertens, nach eng Kéier...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Traut Der mir dat net zou?

Une voix.- Jo!

M. le Président.- Dach. Mä ech ginn Iech an eng aner Regioun vum Land sichen. Iwwregens: Schéin, dass d'„Woschen" erëm hei sinn!

(Hilarité)

Dann zu den ageschriwwene Riedner: Éischt Riednerin ass d'Madame Martine Hansen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6606, iwwer - vereinfacht gesot - d'Verlängerung vum aktuellen Agrargesetz, wat den 31.12.2013 ausleeft, ass eng absolut Prioritéit fir d'CSV-Fraktioun.

Sou wéi schonn d'Agrargesetz vun 2007 bis ´13 net konnt mat Zäit fäerdeg sinn, sou ass och dat neit Agrargesetz vun 2014 net mat Zäit fäerdeg. Eng Verlängerung vum bestehenden Agrargesetz ass also éischtens absolut erfuerderlech an zweetens absolut dréngend erfuerderlech.

Mir kéinten elo laang diskutéieren, firwat eenzel Moossnamen net verlängert gi sinn, firwat aner Moossname fir sechs Méint verlängert gi sinn an anerer och nach fir zwielef Méint verlängert gi sinn. Dat maache mer awer net, well mer gären hätten, datt d'Baueren esou séier wéi méiglech Gewëssheet kréien.

Mir begréissen ausdrécklech, datt d'Avantages fiscaux am Kader vun der Installéierung vun de jonke Baueren nach nodréiglech bei der Verlängerung mat berücksichtegt gi sinn. An aus dëse verschiddene Grënn gëtt d'CSV-Fraktioun hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der CSV-Fraktioun wëll ech awer nach ausdrécklech drop hiweisen, datt deen neie PDR an dat neit Agrargesetz an den éischte Méint vum nächste Joer fäerdeggestallt musse ginn. Eis Baueren, Wënzer, Gäertner, eise ländleche Raum, eis Veraarbechtungsbetriber - déi sinn iwwregens net mat bei der Verlängerung berücksichtegt - brauche Planungssécherheet. Well och wann ee ka retroaktiv op den 1. Januar 2014 Saachen ausbezuelen, wat jo virgesinn ass, esou ass et awer leider net méiglech, retroaktiv ze plangen an nach vill manner retroaktiv ze handelen.

D'Betriber mussen awer fir hir Zukunft plangen. An dat geet nëmmen, wann ech dat kann esou ausdrécken, „wann een d'Konditioune vun der Stee kennt". Si musse wëssen, wat déi laut Regierungserklärung vum leschten Dënschdeg „modern Weeër fir d'Landwirtschaft" sinn, a wéi enger schwiereger Transformatiounsphas eis Landwirtschaft sech am Moment befënnt respektiv wouhinner datt se sech missten transforméieren, wéi déi vun Iech beschriwwe modern, performant an innovativ Landwirtschaft soll ausgesinn a virun allem, wéi eng Auswierkungen dës Punkten op dat neit Agrargesetz sollen hunn.

Dofir - nach eemol - muss dat neit Agrargesetz séier fäerdeggestallt ginn a mir wënschen eis

eng lafend Informatioun a Kommunikatioun mat de Concernéierten am Allgemengen an awer och mat der concernéierter Chambers-kommissioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Martine Hansen. Nächste Riedner ass de Frank Arndt. Här Arndt, Dir hutt d'Wuert.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun allem emol Merci dem Rapporteur Edy Mertens fir deen ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport, deen en eis hei ofginn huet.

Et ass ee wichtegen Text fir d'Landwirtschaft, dee mir haut an der Chamber hei stëmmen. Deen ass och vum Statsrot... Se ware fläisseg a si hu wierklech vill dru geschafft, an et ass ee vun deenen éischten Akten hei vun där neier Chamber.

Ech wëll awer och dem fréiere Minister Schneider Romain Merci soen, well hien dësen Text schonn am Viraus geplangt huet an anticipéiert huet, deen direkt den 1. Januar dann och kann ëmgesat ginn, wa mer en dann elo stëmmen.

Zum Inhalt vum Gesetzestext: D'Loi agraire, déi fir siwe Joer virgesi war, déi muss verlängert ginn, well mir soss d'Bäihëllefen no dem Délai vum 31. Dezember 2013 net méi ausbezuele kënnen. Wichteg ass, datt Iwwergangsléisunge fir verschidden Investissementsbäihëllefen, Hëllefe fir jonk Baueren an aner Hëllefen, déi zum Beispill d'Weiderbildung, d'Recherche an d'Biodiversitéit betreffen, fonnt goufen.

D'Baueren, d'Wënzer an de Gaardebau brauche Planungssécherheet. Mir brauchen och fir an Zukunft eng staark, nohalteg, leeschtungsfäeg Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Awer och ee wichtegen Text fir eis Wirtschaft ass et eben, fir d'Aarbechtsplazen ze schafen a virun allem och ofzesécheren. Et gëllt awer och, nei Défien an der Zukunft ze bewältegen, wéi zum Beispill nach méi Liewensmëttel, d'Sécherheet, den Naturschutz, Landschaftsschutz, Biodiversitéit a Waasserschutz.

Mä wéi Der wësst, ass d'Verlängerung vum Agrargesetz een Deel vun der Landwirtschaftspolitik. Déi nei PAG, also déi gemeinsam EU-Agrarpolitik, ass an hirer Fäerdegstellung fir d'Period 2014-2020. Dat Ëmsetzen, wat mer musse maachen, de PDR maachen a vu Bréissel accordéiert ze kréien, dann d'Agrargesetz hei am Parlament ze diskutéieren an ze stëmmen.

Dofir ass dat Verlängerungsgesetz wichteg, fir déi Zäit ze iwwerbrécken an net e Vide entstoen ze loossen. An deem Sënn gëtt d'sozialistesch Fraktioun den Accord zu dësem Text a wäert den Text och stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och, Här Arndt. Ech hunn eng Wuertmeldung nach vum Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- D'Riedner, mengen ech, hunn alles gesot. Ech wëll dem Rapporteur dann och nach eng Kéier vu menger Säit aus Merci soen. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. le Président.- Merci. Ech mengen, domat wäre mer um Enn vun der offizieller Riednerlëscht an d'Regierung huet d'Wuert. Här Landwirtschaftsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt mer d'Verlängerung vum Agrargesetz haut kënne stëmmen. Eng Verlängerung, déi noutwendeg ass, net well déi viregt Regierung geschlof hätt, net well dës Regierung net aus de Startbléck erauskéim, mä ganz einfach well et Retarde gëtt beim Ausschaffe vun de reglementareschen Texter vun der neier PAC, déi et als Basis fir déi national Législatioun gëtt.

Net méi spéit wéi gëschter sinn déi véier reglementaresch Texter um Conseil Agriculture ugeholl ginn an d'Texter vun den Actes délégués wäerten an deenen nächste Woche kommen an eréischt dann ass et am Fong méiglech dat, wat d'Madame Hansen gefrot huet, fir de PDR auszeschaffen, op dee sech dann dat neit Agrargesetz grefféiert.

Erlaabt mir och, dem Rapporteur Merci ze soe fir säi prezise mëndlechen a schréftleche Rapport, soudatt ech am Fong net weider brauch op d'Gesetz anzegoen. Merci och alle Kommissiounsmembere fir hir Bereetschaft an hire staarke Wëllen, dëst Gesetz nach termingerecht virum 31.12. ze stëmmen. Merci och där viregter Kommissioun, déi am Fong geholl de Gros vun der parlamentarescher Aarbecht gemaach huet.

Ee besonnesche Merci awer mengem Virgänger, dem Romain Schneider, deen am Fong geholl dëst Gesetz op d'Schinne gesat huet an deen am Fong geholl dee gréisste Mérite dorunner huet, datt mer d'Gesetz kënnen termingerecht presentéieren.

Wa mer d'Landwirtschaft zu engem modernen, performanten an innovative Pilier - fir d'Wierder vun der Madame Hansen ze zitéieren - vun eiser Ekonomie wëllen entwéckelen, da brauche mer kloer politesch Signaler. Ech mengen, dofir ass et am Fong geholl wichteg, datt mer am Fong geholl eis Hausaufgabe maachen. A mir wäerte jiddefalls probéieren, de PDR esou séier wéi méiglech ze presentéieren, mat deene verschiddene Milieuen duerchzediskutéieren, a mir wäerte jiddefalls, esou wéi dat gewënscht ass, lafend och déi zoustänneg Kommissioun informéieren a mat hir doriwwer diskutéieren.

Ech freeë mech jiddefalls op all dës Erausfuerderungen a si voll motivéiert, fir dës Défien unzegoen. Ech soen alle Riedner villmools Merci a soen Iech elo scho Merci fir eng grouss Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Etgen. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6606.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6606 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Oh là là, et geet wéi de Blëtz. D'Procuratioun.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet 6606 ass mat 58 Jo-Stëmmen an zwou Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Serge Wilmes), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete konstitutionelle Vote ze ginn?

(Assentiment)

Ech soe Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, der Designatioun vun engem President a vu véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement.

9. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

No den Dispositioune vun den Artikelen 135 an 136 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatelëscht arrêtéiert, déi un d'Deputéiert verschéckt ginn ass an déi och haut nach eng Kéier mam aktuellste Stand verdeelt ginn ass. Mir wielen e President a véier Memberen.

Vote pour le poste de président du Centre pour l'égalité de traitement

Fir d'Presidentschaft hu mer zwou Kandidaturen, déi vum Här Mario Huberty an déi vum Här Charel Schmit.

Den Artikel 137 vun eisem Reglement seet, dass d'Ofstëmmung geheim ass an dass d'Procuratioun net zougelooss ass. De Kandidat, dee gewielt gëtt, muss déi absolut Majoritéit vun de Stëmmen hunn. Déi ongëlteg an déi wäiss Stëmmziedelen zielen net mat. Mir brauchen nach e bësse Gedold fir dës Prozedur.

Mir géifen dann elo fir d'Wiel vum President d'Stëmmziedelen ausdeelen.

Dir wësst, vu dass nëmmen een ze wielen ass, ass och nëmmen een unzekräizen. Ech wäert, wann Der den Ziedel ausgefëllt hutt, de Vote nominal misse maachen. Dat hunn ech esou gesot kritt an dat ass dann och esou. Et ass e bësse méi laangwiereg, mä wat si muss, dat ass!

Dir maacht mer en Zeechen, wann Der esou wäit sidd. Et sinn der nach e puer ënnerwee. D'Stëmmziedele si verdeelt an ech ginn och dervun aus, dass déi éischt am Alphabet och schonn ausgefëllt hunn. Ech ruffen dann déi eenzel Membere vun der Chamber op.

Une voix.- Hei feelt nach e Stëmmziedel, Här President.

M. le Président.- Et feelt nach een. Dem Här Mertens säi Stëmmziedel feelt nach.

Wéi ass et mat den Urnen? Si se prett?

Appel nominal

Mir ënnerbriechen d'Sitzung fir dräi Minutten, fir auszezielen.

(La séance publique est suspendue à 18.20 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 18.24 heures.)

Op den Här Huberty fale 40 Stëmmen, op den Här Charel Schmit zwielef. Zwee Blancen. Sechs Leit hunn net mat ofgestëmmt, soudass de Kont richteg ass.

Domat wär den Här Huberty als President vum Centre pour l'égalité de traitement gewielt a mer ginn direkt zu deem nächste Vote iwwer.

Et si fënnef Kandidate fir véier Posten a mer musse fir all Posten eenzel ofstëmmen.

Also, et gëtt all Kandidat eenzel gewielt. Mir mussen nach véiermol ofstëmmen an däerfen all Kéiers nëmmen eng Stëmm ginn.

Dat hei ass ee vun deenen éischte Chantieren, déi mer wäerten upaken.

Also, et ass all Kéiers een ze wielen op der Lëscht vun deene fënnef an deen, deen d'absolut Majoritéit huet, deen ass da gewielt an da gi mer zum nächsten Tour.

Also, vläicht eng Explikatioun, firwat dass den Här Schmidt nach op deem heiten Ziedel drop ass. Den Här Schmidt war Kandidat entweder fir President oder fir Member. A well mer en net gewielt hunn als President, ass en automatesch Kandidat fir Member. Dofir ass en och dës Kéier nach am Tour dran. Deen nächsten, deen elo gewielt gëtt, fält ewech an da sinn et nach véier Kandidate fir dräi Posten. Elo sinn et fënnef Kandidate fir véier Posten a mir wielen een.

Une voix.- Mir brauchen nach e puer nei Ziedelen.

M. le Président.- Et sinn nach e puer nei Ziedelen, déi gebraucht ginn.

Vote pour le poste de premier membre du Centre pour l'égalité de traitement

Si mer prett?

(Assentiment)

Appel nominal

Domat wär och deen heiten Tour ofgeschloss a mir géifen d'Sëtzung erëm eng Kéier kuerz ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 18.32 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 18.36 heures.)

D'Sëtzung ass erëm op.

Bei der zweeter Ofstëmmung ass folgend Resultat erauskomm: Den Här Hurst ass mat 47 Stëmmen, bei 54 Votanten, gewielt. Als Zweeten ass erausgaang den Här Charel Schmit mat 7 Stëmmen.

Mir géifen dann direkt zum nächsten Tour iwwergoen. Et bleiwen nach véier Kandidate fir dräi Posten. Et ass all Kéiers nëmmen een ze wielen.

Vote pour le poste de deuxième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Da géif ech bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen. D'Maschinn leeft nach, et dauert nach eng Sekonn.

Sou, d'Stëmmziedele sinn amgaang ausgedeelt ze ginn. Wéi ass et mat dëser Säit?

Ech ginn dervun aus, dass jiddweree säi Stëmmziedel huet a mir géifen dann déiselwecht Operatioun nach eng Kéier maachen. Ech gesinn, dass mer esou lues Routine kréien.

Appel nominal

D'Sëtzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 18.43 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 18.45 heures.)

D'Sëtzung ass erëm op.

Mir hunn d'Resultat vun dësem Tour: Gewielt ass, mat 32 Stëmmen, de Paul Kremer, virum Charel Schmit mat 20 Stëmmen an der Madame Maquil mat 2 Stëmmen. D'absolut Majoritéit louch bei 28.

Vote pour le poste de troisième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Mir mussen ëmmer nei Stëmmziedele maachen, vu dass een ewechfält. Nach e bëssche Gedold.

D'Stëmmziedele sinn ënnerwee. Ech menge mer misste prett sinn.

Appel nominal

Huet jiddweree säin Ziedel ofginn?

D'Sëtzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 18.52 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 18.54 heures.)

An dësem Tour ass d'Madame Maquil mat 46 Stëmme gewielt. Hannendrun déi Häre Schmit a Remakel mat 6 respektiv 2 Stëmmen. Wéi virdru war erëm eng Kéier d'absolut Majoritéit bei 28.

Domat ass d'Madame Maquil als drëtt Kandidatin gewielt.

Vote pour le poste de quatrième membre du Centre pour l'égalité de traitement

A mir géifen zum leschten Tour iwwergoen, wou nach d'Wiel tëschent zwee Kandidate fir ee Posten ass.

Sidd Der prett? D'Urne sinn ënnerwee.

Appel nominal

D'Wahlgeschäft ass sougutt wéi ofgeschloss. Dofir ënnerbrieche mer d'Sëtzung nach eng Kéier kuerz.

(La séance publique est suspendue à 19.00 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 19.03 heures.)

Ech géif d'Sëtzung erëm opmaachen.

Am leschten Tour ass de Raymond Remakel mat 33 Stëmme gewielt ginn, an de Charel Schmit huet der 21 kritt. 28 waren der noutwendeg gewiescht, fir d'absolut Majoritéit ze hunn, soudass mer eise Vote elo ofgeschloss hunn. An ech wär da frou, wa mer nach eng Kéier kéinten d'Nimm vun deene Gewielten en bloc ginn.

Also, als President ass gewielt ginn: de Mario Huberty. An als Membere si gewielt: de Patrick Hurst, de Paul Kremer, d'Annemie Maquil an de Raymond Remakel.

Ech géif Iech villmools Merci soe fir d'Gedold, mir si bal um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

10. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eiser leschter ëffentlecher Sëtzung vum Joer 2013 ukomm an ech wëll allen Deputéiertekolleegen, de Leit vum Generalsekretariat, eisem Personal, de Mataarbechter aus dësem Haus, aus de Fraktiounen an natierlech der parlamentarescher Press en häerzleche Merci soen.

No deene leschte Wochen a Méint, déi gefëllt ware mat Aarbecht, Diskussiounen, Opreegung

an Emotiounen, sinn ech frou, datt mir alleguer elo e puer Deeg zur Rou wäerte kommen an duerno mat neier Motivatioun erëm urappen. Fir 2014 wënschen ech eis alleguer eng zolidd Gesondheet an eng gutt Dosis Optimismus. D'Chancen, gleeft mer et, si grouss, dass dat neit Joer a villen Hisiichte besser gëtt wéi dat lescht schwéiert an déi lescht schwéier Joren.

Meng beschte Wënsch ginn natierlech och un d'Membere vun der Regierung a vun deenen aneren Institutiounen, déi un der legislativer Aarbecht bedeelegt waren. All deene Leit, déi eis nolauschteren oder nokucken, wënschen ech ganz schéi Chrëschtdeeg, alles Guddes a virun allem eng gutt Gesondheet. Maacht et gutt a passt op lech op! Merci.

Domat ass eis ëffentlech Sëtzung um Enn. Merci villmools.

(Fin de la séance publique à 19.06 heures)

SÉANCE 6

MARDI, 21 JANVIER 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Octroi du titre honorifique à d'anciens députés
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n°1 du 17 janvier 2014 de Mme Anne Brasseur relative au conventionnement du culte musulman, adressée à M. le Ministre des Cultes
- *Mme Anne Brasseur - M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes*

Question n°2 du 21 janvier 2014 de M. Claude Wiseler relative aux récentes déclarations du Président américain Barack Obama au sujet des programmes de surveillance des services secrets américains, adressée à M. le Premier Ministre
- *M. Claude Wiseler - M. Xavier Bettel, Premier Ministre*

Question n°3 du 20 janvier 2014 de M. Marc Angel relative au site du château Mansfeld à Luxembourg-Clausen, adressée à Mme la Ministre de la Culture
- *M. Marc Angel - Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*

Question n°4 du 21 janvier 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au forfait d'éducation, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Fernand Kartheiser - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°5 du 21 janvier 2014 de M. Claude Adam relative à l'avenir de la station de radio «ARA», adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Communications et des Médias
- *M. Claude Adam - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias*

Question n°6 du 21 janvier 2014 de M. Gilles Roth relative aux hausses annoncées des différents taux de TVA, adressée à M. le Ministre des Finances
- *M. Gilles Roth - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

Question n°7 du 20 janvier 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'éventuelle fermeture de bureaux de la Poste, adressée à M. le Ministre de l'Économie
- *M. Alexander Krieps - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

Question n°8 du 21 janvier 2014 de M. Serge Urbany relative à la récente étude de l'ONG Greenpeace en relation avec des substances toxiques relevées dans les vêtements d'enfants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs
- *M. Serge Urbany - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*

Question n°9 du 21 janvier 2014 de M. Franz Fayot relative au début de construction de la nouvelle Bibliothèque Nationale au Bricherhaff à Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Franz Fayot - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°10 du 21 janvier 2014 de M. Marc Spautz relative aux changements éventuels qui pourraient toucher le système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°11 du 21 janvier 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

6. 5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC)
- *Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: M. Guy Arendt, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. Franz Fayot*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif
- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Romain Schneider, Ministre des Sports (M. Fernand Kartheiser et Mme Nancy Arendt posent des questions)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. André Bauler, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sëtzung op.

Fir unzefänke wéilt ech un d'Regierung d'Fro stellen, ob se eis Kommunikatiounen ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister.

1. Octroi du titre honorifique à d'anciens députés

Ech wollt da vun der Geleeënheet profitéieren, fir lech ze informéieren, dass a senger Réunioun vum 12. Dezember 2013 de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 199 vum Chambersreglement virgeschloen huet, dem Här Lucien Weiler den Éierentitel Président d'honneur zouzëerkennen. De Lucien Weiler huet dat largement verdéngt.

An därselwechter Réunioun huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vum Chambersreglement virgeschloen, folgende fréieren Deputéierten den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzëerkennen: dem Här François-Biltgen, dem Här Fernand Boden, dem Här Lucien Clement, dem Här Jean Colombera, der Madame Mady Delvaux-Stehres, dem Här Fernand Diederich, der Madame Christine Doerner, dem Herr Ben Fayot, der Madame Marie-Josée Frank, dem Här Norbert Haupert, dem Här Jacques-Yves Henckes, dem Här Jean-Pierre Klein, dem Här Lucien Lux, der Madame Martine Mergen, dem Här Jean-Paul Schaaf, dem Här Ben Scheuer, dem Här Roland Schreiner, dem Här Carlo Wagner, dem Här Robert Weber an dem Här Raymond Weydert.

Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat…

(Interruption)

Mir hunn e Problem mat der Anlag. Da muss ech de mobile Mikrofon huelen.

Dann ass dat esou décidéiert.

Dem neien Éierepresident an deenen neien Éierendeputéierte géif ech mer erlaben, am Numm vun eis alleguer eis Félicitatiounen auszedrécken an eisen häerzleche Merci fir hiren Engagement.

2. Communications

Ech wollt der Chamber folgend Kommunikatioune maachen:

1) Éischtens ass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi an der Administration parlementaire déposéiert goufen, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung ass iwwert den Arrêté grand-gucal de retrait vum 30. Juli 2013 de Projet de loi 6360 iwwert d'Aféiere vun engem Statut iwwert déi touristesch Ënnerbréngungsméiglechkeete vum Rôle gestrach ginn.

De 16. Januar huet doriwwer eraus d'Madame Viviane Loschetter hir Proposition de loi 6115 iwwert d'Fraequoten op de Wahllëschte vum Rôle zréckgezunn - awer net d'Objektiver.

(Hilarité)

4) Den 13. Januar huet d'Associatioun vun de Patiente mat chronesche Schmäerzen (ALPADOC) d'Petitioun 327 iwwert d'Unerkenne vun der Schmäerztherapie zu Lëtzebuerg eragerecht.

Communications du Président - Séance publique du 21 janvier 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6631** - Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013

***6632** - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013

***6633** - Projet de loi portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013

***6635** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6636** - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6637** - Projet de loi portant approbation*

- des amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010 à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite

- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6638** - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité de fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, les 24 juin et 26 juin 2013 respectivement*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6639** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6640** - Projet de loi portant approbation*

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,

- du Premier Protocole additionnel au Règlement général,

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,

signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6641** - Projet de loi portant modification de l'article 491 du Code pénal*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 24.12.2013

***6642** - Projet de loi*

- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.01.2014

***6643** - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.01.2014

***6644** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés*

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, Mme Claudia Dall'Agnol, Députée, M. Gast Gibéryen, Député, M. Max Hahn, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Serge Urbany, Député, le 10.01.2014

***6645** - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 13.01.2014

***6646** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un Centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique*

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 15.01.2014

***6647** - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 17.01.2014

***6648** - Projet de loi portant création d'un lycée militaire d'enseignement secondaire à Ettelbruck*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 17.01.2014

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 30 juillet 2013 le projet de loi n°6360 relatif à l'institution d'un statut d'hébergement touristique a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 6 août 2013.

Le 16 janvier 2014 Mme Viviane Loschetter a retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés sa proposition de loi n°6115 modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes.

4) La pétition n°327 pour la reconnaissance de la thérapie de la douleur au Luxembourg a été introduite en date du 13 janvier 2014 par l'Association des patients à douleurs chroniques (ALPADOC).

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Da sinn eis eng Rei vu Modifikatiounen an de Chamberskommissiounen an an den internationale parlamentareschen Delegatioune matgedeelt ginn.

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, huet d'LSAP-Fraktioun duerch hire Bréif vum 8. Januar 2014 ugefrot, dass den Här Georges Engel d'Madame Claudia Dall'Agnol an der Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports all Kéier fir de Punkt vum Projet de loi 6469 iwwert d'Patienterechter a -flichte kann ersetze bis un d'Enn vun der Prozedur.

Duerch hire Bréif vum 21. Januar huet d'LSAP-Fraktioun ugefrot, dass den Här Alex Bodry d'Madame Tess Burton an der Commission de l'Économie all Kéier fir de Punkt vum Projet de loi 6478 iwwert de Code de la consommation ersetze ka bis un d'Enn vun där doter Prozedur.

D'DP-Fraktioun huet duerch hire Bréif vum 17. Januar 2014 folgend Ännerung an der d'Zesummesetzung vun der Commission du Développement durable a vun der Commission de l'Environnement proposéiert: An der Kommissioun vum Développement durable ersetzt den Här Gusty Graas den Här Eugène Berger, an der Émweltkommissioun ersetzt den Här Eugène Berger den Här Gusty Graas.

Ass d'Chamber mat deene Modifikatiounen averstanen?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ugeet, huet d'Fraktioun vun deene Grénge ugefrot, dass den Här Claude Adam Suppléant an der Benelux-Delegatioun gëtt.

D'Sensibilité politique déi Lénk huet folgende Virschlag proposéiert, wat d'Zesummesetzung vun der COSAC-Delegatioun ugeet: Do ersetzt den Här Justin Turpel den Här Serge Urbany.

Wat d'Delegatioune vun der Assemblée parlementaire de la Francophonie an der Union interparlementaire ugeet, ginn déi traditionellerweis am Bureau zesummegesat.

A senger Réunioun vum 17. Januar huet de Bureau fir d'Delegatioun vun der APF - Francophonie folgend Zesummesetzung zréckbehalen: de Chamberspresident, da fir d'CSV den Här Michel Wolter, deen och Trésorier vun dëser Institutioun ass; derniewent den Här Claude Wiseler; fir d'DP d'Madame Anne Brasseur; fir d'LSAP den Här Alex Bodry a fir déi gréng d'Madame Viviane Loschetter.

A wat d'Zesummesetzung vun der Delegatioun bei der UIP ugeet, ass zréckbehale ginn, dass de ganze Bureau zur Delegatioun gehéiert.

Ech froen d'Chamber, ob si mat dëse Virschléi d'accord ass.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Da komme mer zum Ordre du jour. An hirer Réunioun vum 16. Januar huet d'Presidentekonferenz fir haut folgenden Ordre du jour virgeschloen:

éischtens eng Froestonn, wou mer och den Akzent op d'Froestonn leeën; de Projet de loi 5974, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Sociétés commerciales - Riedezäit nom Basismodell; de Projet de loi 6559 iwwert d'Subventioun vum 10. Fënnefjoresprogramm vun de sportlechen Équipementer - do ass de Riedemodell nom Modell 1; a schliesslech de Projet de loi 6590, eng Konventioun iwwert d'Ernährungshëllef, dës Kéier nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

(La séance publique est interrompue à 14.43 heures pour cause de problèmes techniques de sonorisation.)

* * *

(La séance publique reprend à 15.10 heures.)

D'Sëtzung ass erëm op.

Mir wollten eis entschëllege fir déi technesch Pann. Wéi Der wësst, ass eng global Revisioun vun der Anlag gemaach ginn, alles revidéiert. Den Toun soll eigentlech besser sinn, mä dat kënnt vir. Dofir Merci fir Är Gedold. Merci och fir d'Gedold vun de Leit dobaussen. Mir géifen da virufuere mat eiser Sëtzung vun de Mëtteg, mat der Froestonn.

5. Heure de questions au Gouvernement

Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet all Deputéierten, deen intervenéiert bei der Froestonn, zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze développéieren. D'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Wéi Der wësst, wiessele sech Majoritéit an Oppositioun bei de Froen of.

Als Éischt kënnt d'Madame Anne Brasseur mat der Fro N°1, déi de Conventionnement mat der Muslim-Communautéit betrëfft. D'Fro riicht sech un de Ministre des Cultes. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°1 du 17 janvier 2014 de Mme Anne Brasseur relative au conventionnement du culte musulman, adressée à M. le Ministre des Cultes

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro stellen un den Här Statsminister, mä a senger Qualitéit als Ministre des Cultes. Wéi mer all wëssen, ass déi zweetgréisst Communauté religieuse hei zu Lëtzebuerg déi musulmanesch Communautéit, déi sech och zesummegeschloss hunn an engem Groupement, well déi hu jo a sech keng Hierarchie, fir dass de Stat een Interlocuteur huet.

Dat wor eng Konditioun, déi hinne virgeschloe ginn ass vum Virvirgänger vun deem jetzege Kultusminister, nämlech vum Här Biltgen, deen och en Expertebericht ugefrot huet, fir ze kucken, wéi an Zukunft och d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Communautés religieuses solle sinn.

D'musulmanesch Communautéit huet Ärem Virgänger, nämlech dem Här Jean-Claude Juncker, e Bréif geschriwwen am Mee. Si hunn dat duerno rappeléiert, well se keng Äntwert kruten. An aus deem Bréif geet wierklech ervir, dass do Onrou ass an där Communautéit, well se keng Äntwert kréien. An hir éischt Demande, déi wor vun 2003, fir e Conventionnement mam Stat ze kréien.

Elo meng Fro un d'Regierung - ech weess jo, dass gekuckt gëtt, fir dee ganze Conventionnement op de Leescht ze kréien -, mä wat ee ka maachen, fir dëser Communautéit, déi, an ech widderhuelen et, déi zweetgréisst Communauté religieuse hei am Land ass, fir deenen entgéintzekommen. An ech wollt och de Kultusminister da froen, ob e bereet ass, déi Leit a kierzester Zäit ze gesinn, fir do zesumme Léisungen ze fannen.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Kultusminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Cultes*.- Här President, ech wëll fir d'Éischt der Madame Brasseur Merci soe fir déi Fro. Ech muss och soen, dass mer den Dossier viru Kuerzem jo an engem Zeitungsartikel ze liese kritt hunn, wou drastoung, dass d'Schura justement géif de Stat usichen, well se der Meenung wier, dass se net gerecht géif behandelt gi vis-à-vis vun deenen anere Culten, déi hei am Land sinn.

Ech hunn haut, bis den Dag vun haut, also wéi ech elo fortgaange sinn op jidde Fall, net vun engem Dierwiechter eng Assignatioun kritt, fir lech elo kënnen ze soen, dass dat elo schonn direkt de Fall wier, dass mer elo schonn ugesicht gi wieren.

Tatsächlech si Courriere gemaach ginn am Mee, am Juni an och am Oktober 2013. A wann een dann esou kuckt, da géif ee mengen, dass et schonn e ganz alen Dossier wär vun 2003, wéi och déi éischt Diskussiounen zesummekomm sinn.

Mä Dir musst och wëssen, dass an der Tëschenzäit et ganz wichteg war, dass och déi Communautéit organiséiert ginn ass, well dat och eng vun de Konditiounen ass, déi bei eis beim Conventionnement virgesi sinn. An de Regierungsrot huet de 6. Juli 2007 fir d'éischte Kéier gesot, dass en och mam Prinzip vun engem

Conventionnement mat der musulmanescher Communautéit averstane wär, awer, wéi gesot, dass se sech misst organiséieren.

D'Schura ass dunn organiséiert ginn, wat den Organe représentatif ass vun der Communauté musulmane. An déi ass eréischt 2011 zu Pabeier komm an eréischt zustane komm. An déi huet du vun deenen aacht Moscheeën, déi mer hei am Land hunn, der och sechs vertrueden.

Dunn ass gekuckt ginn: Wat muss dann elo gemaach ginn? A sauf erreur de ma part ass och am Abrëll 2013 vun der Institutiounskommissioun gesot ginn, dass een am Moment keng nei Konventioune soll mat Communauté-religieusen ënnerschreiwen, well och déi ganz Diskussioun do mat deem Rapport war, deen och beoptragt gi war vun der Regierung, fir justement iwwert d'Reliounen och eng Etüd ze maachen.

Bon, mir sinn elo Januar 2014. An elo ass d'Fro: Wéi solle mer weidermaachen? Mir hu keng honnertdausend Méiglechkeeten.

Et ass déi eng, wou ee seet: Mir musse kucken, wéi een der zweetgréisster Communautéit hei am Land kann op där Basis, esou wéi déi aner Communautéiten och finanzéiert ginn, entgéintkommen. Dat ass déi eng Méiglechkeet.

Déi aner Méiglechkeet ass, dass ee seet: Dës Regierung wëllt jo... ass éischter der Meenung, dass ee soll am Moment keng nei Conventionnementer maachen, well mer jo och schonn ugekënnegt hunn, dass mer keng nei Conventionnementer... dass mer déi al Conventionnementer wëllen dénoncéieren an och op nei Pratiquen agoen.

Ech muss Iech soen, dass de Regierungsrot elo nach net driwwer diskutéiert huet, a wéi eng Richtung dass e wëllt goen, ob en éischter seet: Elo en attendant musse mer där Communautéit entgéintkommen, well se déi Konditioun erfëllt, déi säit 2007 och gefrot ginn ass. Oder si mer der Meenung, dass ee soll elo direkt Konventiounen dénoncéieren, obwuel ee muss direkt wëssen - an ech weess, dass hei déi Konstitutionalisten et och wëssen -, dass ganz vill vun deene Froe vu Conventionnementer mat de Relioune verfassungsméisseg reglementéiert sinn, dat heescht, dass een net kann einfach als Regierung soen: Mir dénoncéiere se.

Dowéinst wéilt ech och an deenen nächste Conseilen - Regierungsconseilen - mat de Kolleegen iwwert deen dote Sujet diskutéieren, fir ze kucken, a wéi eng Richtung et soll goen. Mä wéi Der wësst, steet och an der Regierungserklärung, dass de Stat éischter der Meenung ass, dass e sech soll vun de Reliounen zréckzéien, wéi elo nei Konventioune wëlle mat neie Communautéiten ze maachen.

Mä Dir hutt et och virdru gesot, et ass e Pied d'égalité. Dee muss och an dësem Land zielen. An dofir wäerte mer an deenen nächste Wochen driwwer diskutéieren, an dann, soubal mer d'Décisioun och geholl hunn, Madame Brasseur, Iech déi matdeelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Premierminister.

Mir kommen dann zur Fro N°2, d'Fro vum honorabelen Här Claude Wiseler un de Premier iwwert déi rezent Deklaratioune vum amerikanesche President zu den Iwwerwaachungsprogrammer vun den USA. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°2 du 21 janvier 2014 de M. Claude Wiseler relative aux récentes déclarations du Président américain Barack Obama au sujet des programmes de surveillance des services secrets américains, adressée à M. le Premier Ministre

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Wéi am Juni 2013 déi Révélatioune komm sinn, vun dem „Washington Post" op där enger Säit, vum „Guardian" op där anerer Säit, iwwert dee geheimen amerikaneschen Oflauschterprogramm, war d'Onverständnis an der Welt an haaptsächlech an Europa extrem grouss. An och wann déi amerikanesch Autoritéite versicht hunn, déi Saachen erofzespillen, sinn an deene leschte Méint ëmmer weider Detailer vun dësem Iwwerwaachungsprogramm un d'Liicht komm. An den Héichpunkt war sécher de Fait, datt révéléiert ginn ass, datt déi däitsch Kanzlerin säit Joren ofgelauschtert gëtt.

Dat huet et a sech mat sech bruecht, datt den Europäesche Conseil am Oktober 2013 dat op säin Ordre du jour gesat huet an och eng Deklaratioun gemaach huet, wou en ënnerstrach huet, datt e Partenariat tëschent de Länner ëmmer misst a sollt am Respekt an am Vertraue béidersäits gemaach ginn. En huet zwar och ervirgestrach, datt d'Renseignementer e vitaalt Element am Kampf géint den Terrorismus wären. Nach ass dat Vertrauen tëschent Partner an de Vierdergrond gestallt ginn.

An do wëll ech zitéieren een Extrait aus deem Conseil, dee folgendermoosse laut: «Les chefs d'État et de gouvernement ont pris note de l'intention de la France et de l'Allemagne de demander des discussions bilatérales avec les États-Unis avec l'objectif de trouver avant la fin de l'année un accord sur les relations mutuelles dans ce domaine. Ils ont noté que les autres pays européens seront invités à rejoindre l'initiative.»

Weiderhin ass och geschwat gi vun der Existenz vun engem Groupe de travail, wou d'Unioun an d'Vereenegt Staten iwwert d'Protection des données matenee schwätzen, a gefrot ginn, datt esou schnell wéi méiglech an deem Kontext och géif weidergefuer ginn. Et ass vill Drock opgebaut ginn, a virun e puer Deeg huet den amerikanesche President och ugekënnegt, datt d'Aktivitéite vun der NSA géifen agegrenzt ginn an eng laang Ried mat Detailer doriwwer gehalen. An d'Reaktioune vu féierende Politiker aus der EU ware ganz ënnerschiddlech.

Duerfir wëll ech e puer Froe stellen.

Déi éischt ass: Wéi schätzt de Premierminister déi rezent Aussoen iwwert dëse Sujet vum amerikanesche President an?

Déi zweet ass: Kann de Premierminister eis soen, ob hie sengen däitschen a franséischen Homologen d'Ënnerstëtzung zougesot huet, wat hir Initiativ, déi ech virdrun zitéiert hunn, ubelaangt, wéi dat aus der Deklaratioun vum 24. Oktober 2013 ervirgeet? A goufen do scho Fortschrëtter erziilt?

Déi drëtt Fro, dat ass: Wou stinn d'Verhandlunge mat den USA, wat de Safe-Harbor-Ofkommes, dat heescht den Dateschutz ugeet?

An déi lescht Fro, dat ass: Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zur Iddi vun engem schrëftlechen No-Spy-Ofkommes tëschent den USA an der EU, esou wéi deen an der Lescht diskutéiert ginn ass?

Villmools Merci fir Är Äntwerten.

M. le Président.- Merci dem Här Claude Wiseler.

Här Wiseler, d'Auer ass bei zwou Minutte 50 stoe bliwwen. Ech mengen, et ass heiansdo gutt, wann een de Feeling vun der Zäit kritt, an ech kann Iech e Lidd dovu päifen. Den Här Premier huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre*.- Här President, wann Der erlaabt just? Ech wëll net hei engem soen, wéi e seng Froen ze stellen huet. Mä wann den Här Wiseler mech hei freet, wéi et mat Däitschland, wéi et mat Frankräich, wéi et mat hei a wéi et mat do ass, an awer seng Fro einfach seet: «j'aimerais lui poser une question concernant les récentes déclarations du Président Barack Obama au sujet des problèmes de surveillance des services secrets américains», wier ech frou, wann Der wierklech ganz prezis - Dir stoungt jo och eng Kéier hei, Här Wiseler -, wann Der ganz prezis Froen ze stellen hutt, iwwer wéi eng Konventioune wou gemaach gi sinn, dass Der och déi dann am Viraus vläicht kënnt stellen. Dat erlaabt dann dem Minister, Iech méi komplett op Är Fro och ze äntwerten.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Vu datt mer dat heiansdo gesot hunn, hutt Dir et jo duerno ëmmer gemaach.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre*.- Mir hunn et ëmmer gemaach. Dowéinst wier ech och frou, wann dann Är Fraktioun dat an Zukunft och géif maachen.

(Interruption)

Neen, also, wéi gesot, hei si Froe gestallt ginn. Ech muss Iech soen, dass iwwert de Conseil och vum Oktober doudsécher den Här Wiseler säin Noper ka froen, fir ze wëssen, wat ganz genau do dat wollt heeschen, well leider sinn ech eréischt am Conseil vum Dezember derbäi gewiescht, wou deen heiten Dossier net e Sujet war.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech leider net.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre*.- Jo. Mä Dir waart...

M. le Président.- Den Här Statsminister huet d'Wuert a soss keen aneren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre*.- Dee vum Oktober, mat deenen Engagementer, déi geholl gi sinn, kann ech mer virstellen, dass do den Här Wiseler am beschte säin Noper freet, dee kann da wëssen, wat ganz genau diskutéiert ginn ass.

Mä, wéi gesot, elo dat, wat immens wichteg ass, dat ass jo ze wëssen - an dat huet och de SREL der Kommissioun scho gesot an der Regierung och bestätegt -, dass se net mat der NSA zesummegeschafft hunn. De SREL wosst och näischt vum Programm „PRISM", dee jo d'Amerikaner gemaach hunn, bis dass den Edward Snowden jo déi ganz Informatiounen och matgedeelt huet am Juni 2013. Dofir kënne mer och net de Virworf gemaach kréien, mir hätten op jidde Fall do eng Roll matgespillt.

Mir hunn den Amerikaner an den Englänner och geschriwwen, well Dir hutt eis déi Fro jo och gestallt, fir ze wëssen, wéi eng Informatiounen hei iwwer Lëtzebuerg erausgaange sinn. Mir kruten do - a virun allem duerch déi Informatiounen, déi do duerch „El Mundo" och diffuséiert gi sinn - jo verschidde Virwërf gemaach. Ech kréien tatsächlech gesot, dass mer vun den Amerikaner a vun den Englänner Äntwerte kritt hunn, mä déi zimlech évasives waren. Dat ass de Prinzip vu Geheimdéngschter, dass déi net ëmmer ganz prezis hei, an deem heite Kontext, eis soen, wéi eng Aktivitéite se wou och maachen.

Dir hutt mer och d'Fro gestallt, wéi et wier mat deenen däitschen a mat deene franséische Kollaboratiounen, déi mer elo hätten iwwert déi Kommissioun, déi sollt jo geschaf ginn. Ech gesinn d'Madame Merkel an zwou Wochen, da wäerte mer och doriwwer diskutéieren. Ech mengen, Dir hutt se och selwer zitéiert, dass d'Madame Merkel hei Victime ginn ass vun Écoutë vun engem auslänneschen Déngscht. Ech muss Iech soen, dass ech dat och inakzeptabel fonnt hunn. An ech mengen, dass och de Conseil am Oktober, deen dat och condamnéiert huet, an déi richteg Richtung gaang ass.

Dass mir eleng elo als Lëtzebuerger den Amerikaner soen, Dir däerft dat net méi maachen, mengen ech, huet wéineg Afloss. Ech sinn der Meenung, dass et hei wichteg ass, dass ee wierklech och an engem nächste Conseil zesummen Décisiounen hëlt an dass och um Niveau vun de Geheimdéngschter an Europa doriwwer diskutéiert gëtt, wéi déi Zesummenaarbecht kéint si mat deene Länner, virun allem, wou mer „ami" sinn.

Et si verschidde Länner, wou mer jo och op militäreschem Niveau zesummeschaffen. An ech mengen, et wier net opportun, wann een d'Gefill hätt, dass een am Fong hannergaange géif ginn an dass d'Informatiounen, wou een am Fong net mengt, dass se sollte gesammelt ginn, awer gesammelt ginn.

Wéi gesot, mat de Fransouse musse mer och Kontakt ophuelen an deem dote Kontext. Ech soen Iech just, dass ech nach keng Diskussiounen, weder mat dem Här Hollande nach mat der Madame Merkel, an deem dote Kontext hat. Mä ech mengen, dass een Zeeche vun Europa immens wichteg ass, dass mer och eng Deklaratioun hunn, déi mer gemeinsam maachen, déi och op déi dote Problematik ageet.

Ech soen et nach eng Kéier: Et kann net sinn, dass een op där enger Säit seet, mir kollaboréieren, an op där anerer Säit deen aneren espionnéiert. Dat ass inakzeptabel!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister.

Mir kommen zu der Fro N°3 vum honorabelen Här Marc Angel un d'Kulturministesch iwwert d'Mansfelder Schlass. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°3 du 20 janvier 2014 de M. Marc Angel relative au site du château Mansfeld à Luxembourg-Clausen, adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, ech wollt hei e puer Froe stellen am Kontext vun deem Terrain oder deem Site a Clausen, wou fréier d'Mansfeld-Schlass stoung a wou och archäologesch Fouillë stattfonnt hunn an och iwwert d'Zukunft vun deem Site e puer Erklärunge kréien.

2007, am Kader vum Kulturjoer, hate mer do eng grouss Ausstellung am Musée, déi och e grousse Succès kannt huet. An Dir wësst, dass de Pierre-Ernest de Mansfeld am Joer 1545 Gouverneur vum Duché de Luxembourg gouf an dat ënnert dem Keeser Charles Quint. De Mansfeld war ee vun deene wéinege grousse Personnagen, déi eis Stad marquéiert hunn, andeems en och net militäresch Gebaier gebaut huet. A vum Joer 1563 bis 1604 gouf dat grousst Schlass mat Park an Déieregaart a Clausen erriicht.

Ech mengen, do sinn och am Kader vum Kulturjoer grouss Fouillë gemaach ginn an interessant Beschreiwunge vun deene Fouillë kann een an engem immens interessanten Ouvrage vum Jean-Luc Mousset noliesen aus dem Joer 2007. An do sinn eng ganz Rei Bauwierker fräigeluecht ginn, fonnt ginn, Fontainen, Reschter vu Fassaden an esou weider. Ech hunn elo keng Zäit, fir dorobber anzegoen.

An ech sinn och iwwerzeegt, dass, wann déi Fouillë weidergefouert gi wären, nach ganz flott Elementer do fonnt gi wären. Ech erlabe mer dofir, der Ministesch véier prezis Froen ze stellen:

Éischtens: Firwat sinn déi Fouillë géint 2007 gestoppt ginn, a gedenkt de Ministère dës Fouillen erëm weiderzefëieren?

Zweetens: Wéi ass et mat der Mise en valeur an der Accessibilitéit fir de Public vum Site selwer a vun deem, wat fonnt ginn ass? A gëtt et eng Volonté politique, fir dat alles ze sauvegardéieren an en valeur ze setzen? A wéi ass et mat de Mesures de sauvegarde, fir dass déi Degradatioun net weidergeet vun deem, wat fonnt ginn ass?

En drëtte Volet vu Froen: Wéi lafen d'Verhandlunge mat der Stad Lëtzebuerg, déi Propriétaire ass vun deem Terrain, fir den Terrain ze kafen? An do kann ee sech d'Fro stellen, ob een dat iwwerhaapt muss, ob een net kann e gemeinsame Projet mat der Gemeng Lëtzebuerg maachen. Dofir wollt ech wëssen, wéi de Stand vun de Pourparlers mat der Gemeng ass.

An déi lescht Fro: Ass de Site an dat, wat fonnt ginn ass, ass dee Site protegéiert, dat heescht klasséiert, fir dass näischt dem Bagger do kann zum Affer falen? An, falls dat net klasséiert wär, gedenkt Dir dat ze maachen?

Als Konklusioun wollt ech soen, dass de Mouvement écologique net méi spéit wéi gëschter oder haut de Moien eng Pressekonferenz hat, och iwwert dee Site, an ech deelen d'Meenung vum Mouvement écologique, dee seet, dass eng intelligent Valoriséierung vun deem Areal aus urbanistescher, mä och aus kulturhistorescher Siicht grouss Chancë biergt, net nëmme fir nei ëffentlech Fräiraim an der Siicht vum Denkmalschutz ze schafen, mä och fir do op deem Site, wou näischt Wäertvolles steet, Wunnengen ze bauen.

Ech soen Iech schonns am Viraus Merci fir Är Opmierksamkeet. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Marc Angel.

Och him wëll ech soen, dass e bei zwou Minutten an eng hallef gelant ass. Wa mer alleguerten d'Froe wëllen duerchkréien, wëll ech ëm e bëssche Disziplin bieden. Domat huet d'Madame Kulturminister d'Wuert, d'Madame Nagel.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture*.- Merci, Här President. Véier Minutten, hu mer gesot kritt. Natierlech géif et elo och wierklech de Rahme sprengen, wann ech géif op dee ganzen Historique zréckgoen. Ech géif Iech schonn am Ufank proposéieren, wann dat gewënscht wier, wann d'Kulturkommissioun eng Kéier gären eng Visite des lieux géif maachen a vu mengen zoustännege Leit an deenen zwee Ministèren, Kultur a Logement, Explikatioune wëllt kréien, mir sti ganz gäre bereet, fir iwwert dee ganz flotte Site an iwwer wat alles do nach wäert kommen an Zukunft Iech Ried an Äntwert ze stoen.

Et ass gesot ginn hei vum Här Angel, et ass de Site vum Mansfeld. D'Schlass „La Fontaine" zu Clausen, mat sengem Park ronderëm, dee gebaut ginn ass 1563 bis 1604 vum spuenesche Gouverneur Pierre-Ernest de Mansfeld, war e Gebai awer, dat ganz séier zerfall ass. D'Schlass mat de Gäert woren deemools am Renaissance-Stil gebaut ginn a woren zimlech avantgardistesch fir hir Zäit.

Wat ass nach haut vum Schlass ze gesinn? Iwwerreschter vum Buer St-Pierre, Iwwerreschter vum Buer Vénus, Stécker vu Figurinnen, d'Mauere vum Palais selwer, virun allem d'Südsäit vun der Grande Galerie a verschidden Elementer am Gaart.

Ech fänke mat der Stad Lëtzebuerg un. D'Stad Lëtzebuerg ass Propriétaire vun engem groussen Deel vun den Terrainen, déi kaaft gi sinn

1987, 2002 an 2003. Am Ganzen ass deen Terrain 1 Hektar 30 Ar a 87 Centiare grouss. An d'Iddi war ëmmer vun der Stad Lëtzebuerg, fir eng Zentralschoul fir Clausen ze bauen. Déi Iddi ass awer 2006 fale gelooss ginn, well eben zu deem Zäitpunkt d'Fouillen um Terrain ugaange sinn a well et quasi onméiglech war, fir ze wëssen, wéi laang déi Fouillë géifen daueren, an dann esou e Projet vun enger Zentralschoul komplett géif, déi Iddi géif hifälleg ginn.

2007 freet d'Stad Lëtzebuerg beim Finanzministère, ob se net un den Terrainen interesséiert wieren. An de Juni 2012 widderhuele se nach eng Kéier hir Demande a soen awer och, datt se kee Problem hätten, fir e soziale Wunnengsbau ze ënnerstëtzen, wat se och dem Fonds du Logement matgedeelt hunn. Am Februar 2012 freet dann och de Fonds du Logement nach eng Kéier, ob d'Sessioun vum Site un de Stat nach ëmmer aktuell wär, wat d'Stad dann och den August 2013 dem Fong nach eng Kéier confirméiert huet. Och freet d'Stad Lëtzebuerg, ob de Fonds du Logement e Projet ausgeschafft hätt a wéi e gedenkt dee Projet ze realiséieren.

Op d'Ufro vum Fonds du Logement et de l'Habitat huet Luxconsult op eng Réunioun sur place den 13. Januar dëst Joer elo invitéiert, wou och all concernéiert Parteien derbäi woren. D'Stad Lëtzebuerg war vertrueden, de Fonds du Logement, den SSMN, den MNHA, de Musée naturel an de Centre national vun der Recherche archéologique.

Et ass och zu deem Zäitpunkt gekuckt ginn, wat fir ee Potenzial dee ganze Site huet, fir nei kënne bebaut ze ginn. An et ass och zu deem Zäitpunkt scho gesot ginn, den 13. Januar, fir eng nächst Réunioun festzehalen de 25. Februar.

Net méi spéit wéi de Moien hunn ech matgedeelt kritt, datt de Comité directeur vum Fonds du Logement den Accord ginn huet, e Concours d'idées ze lancéieren. De Bureau d'études Luxconsult bereet de Concours elo vir. An da kann deen an deenen nächsten dräi Méint lancéiert ginn, wat eng flott Saach ass a wou een dann awer wierklech scho weess vläicht, a wat fir eng Richtung dee ganze Site an déi Projeten, déi virgesi ginn, wäerten an Zukunft an der Form och ugeholl ginn.

Selbstverständlech ass vu Sites et Monuments gefrot ginn, fir et op den Inventaire ze setzen. An dat muss awer an all deem Projet do respektéiert ginn. An do ass och virgesinn, datt dat soll an Zukunft och respektéiert ginn, well et ass wierklech e Site, deen derwäert ass, fir dat och ze schützen. Et gehéiert méi wéi sécher zum Patrimoine vun eiser Geschicht vun der Stad Lëtzebuerg.

Och ass awer ze soen, datt de Fonds de rénovation de la Vieille Ville inoffiziell mam Dossier eng Kéier saiséiert ginn ass, well dee vill Erfahrunge mat Projeten huet, wou et och drëms geet, d'historesch Bausubstanz mat neie Projeten ze verbannen. De Fong kéint hei och d'Roll vum Promoteur spillen. Déi Iddi ass nach ëmmer am Gespréich an do sinn och nach ëmmer Diskussiounen, déi lafen. Dat heescht, et sinn am Fong zwou Pisten op, fir kënnen do e ganz flotte Projet zesummen och ze realiséieren.

Et ass net virgesinn, déi al Bausubstanz komplett ofzerappen, mä se soll an deen neie Projet agegliddert ginn, esou wéi dat och schonn op anere Plazen am Land gemaach ginn ass. An dëst gëllt net nëmme fir de Site vum Schlass Mansfeld, mä och wat d'Maison Fischer aus dem 18. Jorhonnert, déi haut dosteet, ugeet, wou deemools en Deel vum Mansfeld sengem Palais och stoung.

Och ass e Kompromëss duerchaus méiglech, fir...

M. le Président.- Madame Minister, d'Zäit leeft lech fort.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture*.- Jo.

...verschidden Elementer am Gaart ze erhalen.

Ech wollt just soen, datt scho ganz vill dru gemaach ginn ass. Déi archäologesch Fouillen, fir do nach drop ze äntwerten, sinn nach net ofgeschloss. Déi wäerten och virugoen, well de Centre national vun der Recherche archéologique leet grousse Wäert drop, datt den Esprit du lieu net verluer geet.

Ech wollt ganz zum Schluss awer och nach soen, datt wierklech och ganz vill vum Kulturministère schonn all déi Joren investéiert ginn ass. D'Stabilisatioun an d'Protektioun vum Site tëschent 2001 an 2013: 358.306 Euro, am Budget 2014 si 26.900 Euro virgesinn. D'Mesures d'urgence, déi musse getraff ginn 2014: 145.000 Euro. An de Budget Locatioun an Démontage vun der Structure de protection: 37.000 Euro. An de Contrat de location fir d'Gerüst leeft Enn 2014 of. Do muss esou séier wéi méiglech och eng Décisioun getraff ginn.

Schued. Et ass eriwwer. Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Et war schonn zwou Minutten 20 eriwwer, Madame Nagel.

(Hilarité)

Mä vu dass et Är éischt Nagelprouf war,...

(Brouhaha et hilarité)

...war ech, grad wéi bei de Kolleegen, e bësse méi large. Dir kënnt lech awer drop verloossen, dass mer ab nächster Kéier e bësse méi streng ginn.

Mat der Fro N°4 un d'Familljeministesch wëllt den honorabelen Här Kartheiser Informatiounen iwwert de Forfait d'éducation, op Lëtzebuergesch d'Mammerent.

- Question n°4 du 21 janvier 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au forfait d'éducation, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten a leschter Zäit e puer Deklaratioune vun der Regierung héieren iwwert d'Thema Mammerent. Den Här Premierminister huet op der Televisioun gesot, datt en eventuell iwwert d'Opportunitéit vu Cumule kéint nodenken. D'Madame Minister Cahen hat gemengt, datt et eng Fro wär, ob een net d'Mamme misst encouragéieren - dat wier d'Intentioun vun der Regierung -, fir schaffen ze goen.

Alles dat stellt eis also direkt Froen iwwert d'Zukunft vun der Mammerent. An dat ass och schonn déi éischt Fro un d'Regierung: Wat gedenkt elo d'Regierung an deem Dossier Mammerent ze maachen?

An déi zweet Fro, déi ass op d'mannst gradesou interessant, wéinstens an eisen Aen, nämlech dat ass déi vun der Équitéit an deem Ganzen. Well Dir erënnert Iech, datt an der leschter Legislaturperiod schonn d'Mammerent vu 60 op 65 Joer - de Bezuchsalter - eropgesat gouf. An dat ass u sech näischt aneschters wéi eng Injustice gewiescht géintiwwer deene Mammen, déi net eng eege berufflech Carrière an net eege Pensiounsusprech haten, géintiwwer deenen, déi awer schaffe gaange sinn.

Firwat? Ma well am Calcul vun der Rent, wann een en eegent Renterecht huet, och dee Forfait mat dran ass, deen d'Regierung als Salariatspartie weiderbezuelt huet fir déi Mammen, also u sech d'Babyjoren. A vun deene kënnen déi Mamme profitéieren, déi eege Pensiounsrechter hunn. Während den Ausgläich dofir, d'Mammerent eben, op zwou Manéieren net matgezunn huet: engersäits duerch d'Unhéijung vum Bezuchsalter an op där anerer Säit eben op d'Fro, wéi dat an Zukunft iwwerhaapt nach deene Mamme soll zeguttkommen - oder Pappen, a gewësse Fäll -, déi ebe sech selwer ëm d'Erzéiung vun de Kanner këmmeren.

Also eis Fro un d'Regierung: Wat huet d'Regierung wëlles mat der Mammerent? An ass de Principe d'équité garantéiert tëschent deenen, déi eege Pensiounsusprech hunn, an deenen, déi déi net hunn?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert huet d'Madame Familljeministesch, d'Madame Corinne Cahen. Madame Familljeministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools Merci, Här President. Den Ament ass et esou, dass d'Regierung, d'Koalitioun natierlech all d'Mesuren, d'Aktiounen an all d'Aktivitéiten analyséiert a kuckt, ob se konform si mat de generelle politeschen Orientatioune vun dëser Regierung. Mir wëlle virun allem gesinn, ob all déi Mesuren hir eigentlech Ziler och erreechen an ob d'Moyenen adaptéiert sinn a richteg benotzt ginn.

D'Mammerent gehéiert natierlech zu deenen Allocatiounen. An dofir gëtt natierlech och d'Mammerent de Moment analyséiert, wat mer maachen zesumme mam Minister vun der Sécurité sociale.

Méi kann ech am Fong elo am Moment net soen dozou, well d'Mammerent, wéi gesot, ee vun deene Punkten ass vun all deene Mesuren, vun deem ganze Package, déi den Ament ebe gekuckt ginn.

D'Fro war och relativ kuerz, mä natierlech si mir fir eng absolut Egalitéit. Ech géif dat net Équitéit, mä Egalitéit nennen tëschent Mann a Fra. Dat ass ons ganz wichteg. A mir wëllen och keen elo encouragéieren, schaffen ze goen. Mir wëlle virun allem awer d'Leit encouragéieren, vläicht de Lien mat der Aarbechtswelt awer e bëssen ze behalen, och en vue fir wann d'Kanner net méi doheem sinn. Voilà!

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch.

An der Fro N°5 riicht den honorabelen Här Claude Adam sech un de Premier- a Kommunikatiounsminister a wëllt méi iwwert d'Zukunft vu Radio «ARA» wëssen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°5 du 21 janvier 2014 de M. Claude Adam relative à l'avenir de la station de radio «ARA», adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Communications et des Médias

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här Premierminister a Medieminister, Kommunikatiounsminister, wann een d'Geschicht vum Radio «ARA» kennt, da weess een, datt souwuel an der Vergaangenheet wéi och an der Zukunft d'Liene vun deene Gréngen an d'Sympathië ganz staark un dee Sender gebonne sinn. Duerfir deet et eis ëmsou méi wéi, wann, wéi dat elo an der Lescht bekannt ginn ass, de Radio «ARA» gréisser Problemer huet.

Déi gréisser Problemer si séier résuméiert: Zënter ongefeier Mee 2013 ass den Empfang vum Radio «ARA» ganz staark gestéiert. En ass gestéiert duerch e Radio aus der Belsch, dee vun den Ardennen aus sent. Duerfir gëtt et ëmmer méi schwéier, oder duerfir ass et elo laang Zäit schwéier ginn, fir de Radio «ARA» ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg ze empfänken. An dat mécht dem Radio éischtens d'Fonctionnéiere schwéier, an zweetens och d'finanziell Situatioun fir de Radio gëtt ëmmer méi schwiereg, soudatt dee Radio eventuell géif riskéieren, ze verschwannen.

Den Ursprong vun de Frequenzpoblemer läit an den 80er Joren, wou déi international Verdeelung vun de Frequenze festgeluecht ginn ass fir all Land. An deen Accord gëllt nach ëmmer. An zënterhier gëtt et just eng Ëmkodéierung vu Frequenzen innerhalb vun de Länner oder och tëschent Länner, mä dat ass all Kéiers op eng Basis vun donnant-donnant.

Ech ginn elo net an, an där kuerzer Zäit, op d'Liberaliséierungsgesetz vun 1991. Ech wëll awer kuerz och iwwer méiglech Léisungsproblemer schwätzen.

Ech mengen, de Radio «ARA» huet drop higewisen, datt et fir si eng méiglech Léisung wier, fir eng Frequenz vun engem anere Sender eventuell kënnen ze kréien, déi anscheinend net benotzt gëtt. Dat wier schonn emol interessant, ob dat eng méiglech Léisung ass.

Duerfir, Här Minister, un Iech d'Fro: Wat sinn d'Démarchen, déi d'Regierung och schonn zënter dem leschte Joer, also déi Regierung virun Iech, gemaach huet, fir mat deem Problem ëmzegoen, an och déi den ILR gemaach huet? Wat ass am leschte Joer geschitt?

Wat si méiglech Initiativen, déi Dir wëllt huelen, eventuell och mat der belscher Regierung? Ass et méiglech, do en Accord ze kréien? Wat sinn Är Proposen, fir dee Problem hei op méiglechst kuerz Dauer kënnen ze léisen?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. Den Här Premier- a Kommunikatiounsminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias*.- Merci, Här President. Ech soen och dem Deputéierten Adam Merci fir dës Froen.

Sou wéi hien et gesot huet, huet de Radio «ARA» suite zu den Appels vu Kandidaturen aus dem Joer '92 vun der Commission indépendante de la radiodiffusion an ënnert der Gesellschaft Alter Eco dunn déi éischt Frequenze kritt. Et woren der zwou deemools: 103,3 an 105,2.

Dir wësst jo, dass och déi ganz Frequenze vun de Radioen international geregelt sinn. Dat ass de Plan de Genève, nennt een dat, dee '84 geholl ginn ass bei der UIT an deen och genau regelt, wéi d'Radiosfrequenze kënne gemaach ginn.

Tatsächlech ass de Radio «ARA», esou wéi ech virdru gesot hunn, mat der Frequenz 103,3 - dat ass déi Frequenz, déi se haut benotzen -, mä si hunn och nach eng zweet - 105,2 - a si hunn nach eng zousätzlech bäikritt, dat ass de 87,8. Dat ass déi drëtt Frequenz, déi se bäikritt hunn. A bei 103,3 ass elo NRJ aus der Belsch, déi vu L'Église aus den Ardennen hir Masten installéiert hunn a vu L'Église déi Strahlungen hei zu Lëtzebuerg verschidden Interferenzen hunn.

De Problem, deen awer do ass, mir hunn och bei de Belsch intervenéiert, ass, dass déi eis soen, dass se, wa se de Poteau vu L'Église méi schwaach géifen astellen, de Problem wier vu ganz anere Radioen, déi net op dëse Frequenze sinn. An dass dann de Risque och wär, dass déi aner Radioen doduerjer kéinte leiden.

(Interruption)

Mir hunn och e Kontakt opgeholl. Den ILR huet mat de belschen Homologe geschwat, fir ze kucken, ob do näischt ze maache wier. An déi Äntwert, déi ech lech ginn hunn, hunn d'Belsch eis ginn, fir ze soen, et wiere Répercussiounen op aner Radioen, a si sinn net gewëllt elo, fir do eppes ze änneren.

De Radio «ARA» huet och e Courrier gemaach un d'ALIA, déi elo fest besat ginn ass mam Här Hoscheit un hirer Spëtzt, deen och an d'Compositioun, wou mer elo déi lescht Propositioun vum ORK nach kritt hunn, konnte mam leschte Regierungsrot definitiv besetzen. An ech gesi keng honnertdausend Méiglechkeeten, Här Adam.

Déi éischt ass, dass ee sech géif eenegen, fir op dem 87,8 an Zukunft auszestrahlen. Dat wier eng Méiglechkeet. Wéi gesot, et ass keng Garantie, dass ni méi duerno e Problem géif kommen. Mä et ass dat, wat op jidde Fall eis Servicer géife préconiséieren.

Mä ech géif elo virun allem préconiséieren, dass déi nei ALIA, de Service vun de Medien a vun der Kommunikatioun, an d'ILR zesumme mam Radio «ARA» sollen zesummekommen. Dee Problem ass elo eréischt wierklech akut ginn, an ech mengen, och duerch... Ech muss lech soen, dass dat eppes war, wou keen ni virdrun driwwer diskutéiert hat. An dass ech och gëschter an der Belsch jo war an och mat eise Servicer diskutéiert hunn, wéi mer doriwwer kéinte mat de belschen Autoritéiten diskutéieren. An do krute mer, wéi gesot, vum ILR bestätegt, dass déi scho mat de Belsch diskutéiert haten.

Dofir, ech préconiséieren, dass déi staatlech Säiten, also de Service des Médias et des Communications, den ILR, d'ALIA, zesumme mam Radio «ARA» géifen zesummekommen. Et gëtt keng honnertdausend Méiglechkeeten. Entweder et bleift esou oder et misst een eng aner Frequenz huelen. Ech kann net de Belsch soen, wat se dierfen oder wat se net dierfen, wann et virun allem konform ass zu internationale Konventiounen.

M. le Président.- Merci dem Här Premier- a Kommunikatiounsminister.

Déi nächst Fro vum honorabelen Här Gilles Roth riicht sech un de Finanzminister. Den Här Roth wëllt Detailer wëssen iwwert déi ugekënnegt TVA-Erhéijung. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°6 du 21 janvier 2014 de M. Gilles Roth relative aux hausses annoncées des différents taux de TVA, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Regierungserklärung gouf et virun engem gudde Mount eigentlech keng weider Prezisiounen iwwer eng méiglech TVA-Erhéijung. Den Här Bettel huet am Kontext vun de Statsfinanzen an der Budgetskonsolidéierung éischter vun „Kassensturz", „Screening vun Ausgaben" an „zero-based budgeting" geschwat. Steiererhéijunge sollten eigentlech als lescht Mëttel a Betruecht gezu ginn.

De Finanzminister huet du virun enger Woch, iwwregens op Nofro vun der CSV hin, an der zoustänneger Chamberskommissioun d'Kaz aus dem Sak gelooss an eng Erhéijung vun der TVA an Aussiicht gestallt.

Am Sënn vun der Transparenz an der Prévisibilitéit vun der Steierlandschaft, fir déi déi nei Regierung, iwwregens zu Recht, wëllt antrieden,

mä och am Geescht vun der Planungssécherheet vu ville Betriber an Zegdausende Privatstéit hei am Land wëll ech duerfir eigentlech méi kloer Äntwerte vum Finanzminister op folgend Froen:

Éischtens, bleift de superreduzéierten TVA-Saz vun 3% an dem Horesca-Beräich, ënner anerem bei de Caféen an de Restauranten, bestoen oder net?

Zweetens, gëtt den Zwëschen-TVA-Saz vu 6% an d'Luucht gesat? A wa jo, ëm wivill? A falen dorënner och Produkter wéi de Gas an d'Elektresch?

Drëttens, geet de sougenannten „Parking"-TVA-Saz vun 12% an d'Luucht? A wéi verhält sech do d'TVA op den Heizuelech?

Véiertens, op wat fir engem konkreten Datum sollen dann déi geplangten TVA-Erhéijungen a Kraaft trieden?

Fënneftens, mat wat fir engem Steiergewënn huet d'Regierung déi geplangten TVA-Erhéijungen geschat?

Sechstens a leschtens, wéisou kënnt d'Regierung no engem Mount Amtszäit, an nodeems si während dräi Méint eigentlech net midd ginn ass, ze soen, fir d'Éischt géif gespuert ginn, dann elo schonns ee Mount no hirer Vereedegung zur Konklusioun, dass et muss zu enger TVA-Erhéijung kommen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. Den Här Finanzminister huet d'Wuert. Här Finanzminister, wann ech gelift.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech emol ganz kloer hei soen, dass déi Erhéijung vun der TVA mam Budget vun 2015 ze dinn huet. Ech erkläre mech.

Et ass jo kee Geheimnis, dass mer wéinst de Perten am Commerce électronique e Lach an de Budget 2015 kréien, dat riseg ass. An et ass aus deem Grond, dass mer mussen 1,5 Milliarde fannen. An déi kënne mer net aneschters fannen, wéi wa mer och géifen d'TVA erhéijen.

Dofir Äntwert op Är Fro: D'TVA-Erhéijung gëtt net gemaach, fir de Budget vun 2014 ze équilibréieren, well d'Prioritéit vun der Regierung ass, um 2014er Budget de Gros vun den Efforte mat Reduktioune vun den Dépensen ze maachen. An där Hisiicht bleiwe mer kohärent mat deem, wat am Regierungsprogramm steet.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Zu den Tauxe kann ech Iech partiell äntwerten. Ech kann Iech net komplett äntwerten, well d'Regierungsdiskussioun nach net stattfonnt huet. Mir sinn amgaangen, déi ze preparéieren, an dat wäert an deenen nächste Wochen an de Regierungsrot kommen, soudass meng Kolleegen nach net informéiert sinn, a souguer ech sinn nach an der Aarbechtsphas.

Ech kann Iech awer soen, dass den Taux superréduit vun 3%, wéi och ugekënnegt, wäert bleiwen. Ech kann nach net op déi Fro äntwerten, déi Der gestallt hutt iwwert de Secteur vun der Hôtellerie/Restauratioun, well doriwwer hu mer nach net geschwat.

D'Aarbechtshypothees ass, dass déi aner Tauxen 2% an d'Luucht ginn. Den Taux vu 15 geet ganz bestëmmt 2% an d'Luucht. An d'Aarbechtshypothees ass, dass déi aner Tauxen, dee vu 6 a vun 12, och géifen 2% an d'Luucht goen.

Ech wéilt nach dozou ajoutéieren, dass déi Augmentatioun vun der TVA och en ligne ass mat de Recommandatiounen, déi d'Kommissioun der Regierung gemaach huet am Programme de réforme. Am Mee/Juni 2013 ass eng Recommandatioun vun der Kommissioun komm, fir ze soen, dass Lëtzebuerg soll den Taux normal vu 15% ausweiden, well mir eent vun deene Länner sinn, wou deen Taux am dënnste gesat ass. Dofir leie mer mat där Approche, mengen ech, op enger ganz kohärenter Linn mat de Recommandatioune vun der Kommissioun.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Merci och dem Finanzminister.

Mat där nächster Fro riicht sech den honorabelen Här Alexander Krieps un de Minister vun der Ekonomie a wëllt Detailer wëssen iwwert d'Schléissung oder déi eventuell Schléissung vu verschiddene Postbüroen. Här Alexander Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°7 du 20 janvier 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'éventuelle fermeture de bureaux de la Poste, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro, wann ech elo zréckkucken op déi viregt Froen alleguer vum Geheimdéngscht, iwwert de Pierre-Ernest de Mansfeld, déi fält e bëssen of. Mä déi ass mer e Sonndeg mat op de Wee gi ginn, vun enger ganz sympathescher Dëschnopesch, déi sech Suerge gemaach huet iwwert d'Désertification administrative am Land. An do hunn ech hir gesot, mir wären zwar nach net am Larzac, mä ech géif dann de Minister froen, well si envisagéiert hätten, et géife Postbüroen zougemaach ginn am Land, wéi dat da géif virugoen. Dofir wollt ech dem Minister déi Fro stellen.

Ech wollt him och d'Fro stellen - ech hu gëschter Owend emol am Télefonsbuch gekuckt, wéi vill Postbüroe mer am Land hunn: Dat sinn der 106 an zwielef Postshopen a Packupstatiounen, an am Géigesaz zu där Damm hire Behaaptungen hu mer 51 Büroen am Éislek an am Osten; et ass also net, wéi wann déi ënnerbesat wären -, d'Fro ass also, Här Minister, ob Der an Zukunft, wa Rationalisatioune kéimen, an an deem Wuert „Rationalisatioun" ass jo och déi Racine Ratio/Vernunft, kucke géift, ob Der d'Postbüroen an de Garen installéiere géift, och am Éislek zum Beispill. Ëmgedréit ass et méi schwiereg, fir d'Gare an de Postbüro ze huelen.

(Hilarité)

An da géif ech mengen…

(Brouhaha)

Neen, dat ass eng ganz seriö Fro.

Aner Verwaltunge si jo ënner Ëmstänn och betraff vu Reduktiounen, haaptsächlech an de ländleche Géigenden. Dat ass meng Fro. Merci fir Är Äntwert, Här Minister.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem honorabelen Här Alexander Krieps. D'Wuert huet den Ekonomiesminister, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zur Fro vum honorabelen Deputéierten ass Folgendes ze soen: Also mir brénge keng Garen an d'Postbüroen, fir dat Gerücht direkt emol aus der Welt ze schafen - doriwwer eraus wär et dann och um Här Bausch ze äntwerten.

Et ass esou, dass d'Post amgaangen ass, e Gesamtkonzept ze erstellen, wat hire Service iwwer Land ugeet. Et ass de Moment néierens virgesinn, fir iergendeng Postagence zouzemaachen. Fir d'Éischt gëtt e Konzept erschafft, an d'Iddi vun deem Konzept ass ebe just, fir de Service um Bierger ze verbesseren an net de Contraire.

Dir wësst, dass mer de Moment eng ganz Rei Postbüroen uechtert d'Land hunn, déi nëmme stonneweis op hunn, wat net onbedéngt deene Leit zupasskënnt, déi schaffe ginn, déi also ëmmer dann, wann déi Postbüroen op sinn, meeschtens keng Zäit hunn, fir dohinner ze goen.

Also d'Iddi ass elo, e Gesamtkonzept ze erstellen, wéi mer de Service verbessere kënnen, wéi mer d'Éffnungszäite verbessere kënnen. An d'Stäerkt vun der Post ass ebe just déi, fir iwwert de ganzen Territoire verdeelt ze sinn an net de Contraire. Dofir ass eigentlech net ugeduecht, fir Büroen zouzemaachen, mä fir eng méi optimiséiert Verdeelung an och en optimiséierte Service dem Bierger unzebidden.

An do wäerte mer am Laf vun dësem Joer e Konzept kréien an dat kënne mer da ganz gären eng Kéier zesummen an der zoustänneger Kommissioun diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Ekonomiesminister.

Mir kommen zu der nächster Fro. Et ass d'Fro vum honorabelen Här Serge Urbany un de Landwirtschaftsminister iwwert de rezente Rapport vu Greenpeace iwwert déi toxesch Substanzen a Kannerkleeder. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°8 du 21 janvier 2014 de M. Serge Urbany relative à la récente étude de l'ONG Greenpeace en relation avec des substances toxiques relevées dans les vêtements d'enfants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Effektiv huet Greenpeace an enger rezenter Etüd Gezei ënnersicht - och dorënner Kannergezei, wat vill op europäesche Mäert, iwwregens och zu Lëtzebuerg, ugebuede gëtt -, fir ze kucken, wat fir toxesch Substanzen doran enthale sinn. An déi Resultater dovunner sinn anscheinend zimlech desastréis a goufen och an der internationaler Press kommentéiert.

Och wann et zu deene meeschte vun deene Substanzen, déi hei am Spill sinn, scho Regulatiounen an Europa gëtt, mengen ech, weist dat just, dass déi Regulatiounen nach net wäit genuch ginn. Zum Beispill eng vun deene Substanzen, sougenannte Phthalaten, déi och zum Beispill e Risiko vun der Onfruchtbarkeet kënnen erhéijen, sinn zwar an der EU a Kannerspillsaache verbueden, awer net zum Beispill a Kannerkleedung. An ëm déi handelt et sech hei. Verschidde Produiten, déi an der EU verbuede sinn, kënnen awer eventuell als importéiert Produiten hei ze fanne sinn.

Dofir meng Froen un den Här Minister: Wéi stellt d'Lëtzebuerger Regierung sech vir, Kanner awer och Erwuessener virun esou toxesche Stoffer an der Kleedung preventiv a wierksam ze schützen? Wéi wäit geet do den nationale Spillraum vun der Regierung? Awéiwäit wëllt se dee Spillraum notzen?

Wat fir Test- a Kontrollmechanisme gëtt et hei am Land? Wéi kënnen déi an esou Fäll agesat ginn?

A wéi steet d'Regierung zu weideren, méi restriktiven a méi strengen Dispositiounen, déi och zu Verbueder kënne féieren, vun esou gefäierleche Stoffer a Kleeder, souwuel hei am Land wéi och an Europa am Kader vun der europäescher Reglementatioun? A wat fir Moossname si konkret do an Zukunft geplangt?

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Den Här Landwirtschafts- a Konsumenteschutzminister, den Här Etgen, huet d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*.- Merci villmools, Här President.

Déi Etüd, vun där den Här Urbany geschwat huet, ass haut virun aacht Deeg publizéiert ginn, de 14. Januar. 82 verschidde Produkter, déi iwwer zwielef verschidde Marke verkaaft ginn, waren hei viséiert. An do waren dann awer esou bekannt Marken derbäi wéi American Apparel, C&A, Disney, Primark, Uniqlo, Adidas, Li-Ning, Nike, Puma a Burberry.

D'Regierung huet déi Etüd zur Kenntnis geholl. Déi Substanzen, déi vun der Etüd viséiert sinn a sech an den analyséierte Kleeder erëmfonnt hunn, sinn zum Deel sougenannt „perturbateurs endocriniens". Dat heescht, et si Substanzen, déi staark mat dem mënschlechen Organismus interagéieren - an den Här Urbany huet och dorop higewisen -, zum Beispill Problemer um Niveau vun den Hormoner, vun de Schilddrüsen an esou weider.

Déi communautaire Texter, déi hei a Kraaft sinn, an do besonnesch REACH, bidden ee gëeegenten Outil fir d'Gestioun vun de Risiken an de chemesche Substanzen. Dësen Outil gëtt och regelméisseg à jour gesat an adaptéiert.

Et ass ee Beräich, wou bis elo nach eng Partie Ministèren hei am Land Kompetenzen hunn, notamment den Ëmweltministère, de Gesondheetsministère an de Wirtschaftsministère, déi awer an der Zukunft ënner engem Daach, dem Verbraucherschutzministère, solle koordinéiert ginn.

Um Lëtzebuerger Niveau si bis elo nach keng Kontrollen an dësem speziell viséierte Beräich ënnerholl ginn. Et ass awer kloer, datt d'Regierung dësen Dossier mat ganz vill Opmierksamkeet wäert suivéieren an och déi néideg Mesurë wäert an d'Weeër leeden, fir dës Produiten aus dem Verkéier ze zéien, wa se deene betreffende Reglementer net entspriechen.

Ech mengen, wat elo de preventive Beräich ubelaangt, ass jiddefalls och hei den Opruff un d'Konsumenten, sech virum Kaf vun esou Produiten iwwer méiglech Nuisancen ze informéieren. Zum Beispill kann een dat maachen um Internetsite www.reach.lu, wou eng ganz Rei Informatiounen zu dësem Thema stinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Villmools Merci dem Här Landwirtschafts- a Konsumenteschutzminister.

Als Nächsten ass et um Tour vum Här Franz Fayot, dee vum Nohaltegkeetsminister méi iwwert de Bau vun der neier Nationalbibliothéik op Bricherhaff wëllt wëssen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°9 du 21 janvier 2014 de M. Franz Fayot relative au début de construction de la nouvelle Bibliothèque Nationale au Bricherhaff à Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den deemolege Statsminister huet de 5. Mee 2010 am État de la nation deklaréiert, dass d'Regierung sech géif engagéiere fir d'Konstruktioun vun enger neier Nationalbibliothéik. Deemools ass och schonn de Site genannt gi vun der Nationalbibliothéik: Dat sollt um Lieu-dit „Bricherhaff" um Kierchbierg sinn.

An den Här Juncker huet och deemools den Ufank vun den Aarbechte genannt, dat sollt…, oder plutôt souguer d'Date d'achèvement vun der Bibliothéik, déi sollt 2014 gebaut ginn. D'Gesetz, wat de Bau vun där neier Nationalbibliothéik dunn approuvéiert huet, ass dunn och 2013 ugeholl gi vun dëser Chamber, méi prezis den 18. Abrëll 2013.

Wéi mer alleguer wëssen, platzt eis Nationalbibliothéik, eis aktuell Nationalbibliothéik aus allen Néiten, wéi d'ailleurs och d'Archiven, d'Nationalarchiven - mä dat ass eng aner Fro, en anere Problem. An et gëtt haut nach méi wéi virun dräi, véier Joer e reelle Besoin, fir dass déi Nationalbibliothéik do kënnt.

Meng Fro dohier un de Bauteminister ass eng einfach: Wou si mer dru mat deem Bau? Dat ass jo e Projet, deen à maturité ass, dee ka gebaut ginn. Sinn d'Ausschreiwunge gemaach ginn? A wéini kënne mer mam Ufank vun den Travaux do rechnen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wollt och dem honorabelen Här Fayot Merci soe fir déi Fro. De Bau dovunner ass och ganz am Timing. Déi éischt Aarbechten hunn ugefaangen elo Enn Dezember, ufanks Januar, an zwar andeem den Terrain um „Bricherhaff" preparéiert gëtt. Et ass eng éischt Soumissioun, déi dréit sech ëm d'Installatioun vum Chantier an den Traitement vun den Décheten, déi ass och schonn um Lafen, déi ass den 2.1. och ofgeschloss ginn. Dat heescht, du krut de Ministère eng Propos gemaach vun der Adjudicatioun, an d'Aarbechten dovunner wäerten de Mäerz 2014 ugoen.

Et ass eng zweet Soumissioun, déi ass um Lafe respektiv och ofgeschloss. Do ass den 21. Januar d'Ouverture gewiescht vun der Soumissioun, an et gëtt gerechent, datt d'Aarbechte vun den Terrassementer uginn Abrëll, Mee dëst Joer, dat heescht an een, zwee, dräi Méint, an datt déi bis Enn 2014, Ufank 2015 daueren.

An da kënnt eng drëtt Soumissioun, dat ass de Gros œuvre. Do ass d'Finalisatioun vum Bordereau fir de Gros œuvre amgaang. Do ass fir de Mäerz 2014 virgesinn, datt dee steet. An da gëtt d'Soumissioun lancéiert am Mee, Juni 2014, also dëst Joer, soudatt d'Aarbechte vum Gros œuvre punkt- an timingsgeméiss 2015 kënnen ugoen. Wann alles normal klappt, am Kader vum Bau - et ware véier Joer Bauzäit virgesinn -, da wäert déi nei Nationalbibliothéik 2018 fäerdeg sinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här François Bausch.

Als Nächste kënnt den honorabelen Här Marc Spautz. Hie riicht sech mat enger Fro un d'Madame Familljeministesch a wëllt méi iwwert d'Ännerunge bei de Familljenzoulage wëssen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°10 du 21 janvier 2014 de M. Marc Spautz relative aux changements éventuels qui pourraient toucher le système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch huet d'Madame Familljeministesch um Radio an och an der Press d'Iddie virgestallt, wéi et soll mat de Familljenzoulage weidergoen. Et war een e bëssen iwwerrascht, well mer jo verstanen

haten, et géif fir d'Éischt e Screening gemaach gi vun de Finanzen, ier och géif geschwat gi vun Aspueren. Bei deene Saachen ass och gesot ginn, dass ee sech ka virstellen, och an der Familljepolitik, dass een do Spuermoossname ka maachen.

Ass de Screening scho fäerdeg, dass een elo scho kann op déi Spuermoossnamen ausgoen? Oder wéi ass déi Virgoensweis ze erkläre vun der Familljeministesch? Oder steet déi net e bëssen am Géigesaz zu där Politik, déi den Här Berger gëschter op der Pressekonferenz oder um Neijoersempfang vun der DP gesot huet, dass fir d'Éischt alles misst iwwerschafft ginn an alles misst gekuckt ginn, ier ee kéint kucken, a wat fir eng Richtung et geet, an et misst een alles eng Kéier op null setzen?

Déi Pisten, déi elo diskutéiert ginn, wat d'Kannergeld ubelaangt, also d'Familljenzoulagen allgemeng, ginn déi eleng gekuckt? Ginn déi gekuckt zesumme mat der Steierreform, déi den Här Gramegna jo soll ausschaffen? Ginn déi zesumme gekuckt mam Chèque-service, wat den Här Meisch jo nach muss ausschaffen?

A ginn déi och zesumme gekuckt mat de Wunnengsbauprimen, well et jo och drëm geet bei de Kanner, well jo och d'Kannerzuel do eng grouss Influenz huet op dat, wat am Logement geschitt? Gëtt dat och am Zesummenhang gekuckt mat de Primë bei de Prêten, bei deene jo och d'Kanner mat berücksichtegt ginn? Ass dat e ganze Package, deen do kënnt? Well eleng mat der Ukënnegung vun engem Punkt kann dat e bëssen zur Veronsécherung féieren.

Et ass des Weidere gesot ginn, et misst vereinfacht ginn, wéinst de Frontalieren. Ech menge jo awer, dass och Frontalieren, wann en neie System do ass, nach ëmmer hiren Ausgläich kréien, dass et nach ëmmer esou ass, dass a Frankräich ee fir dat éischt Kand näischt kritt an eréischt ab deem zweete Kand eppes kritt, an Däitschland erëm eng aner Moossnam ass an an deenen aneren europäesche Länner erëm aner Moossname sinn.

Gëtt dat ofgeännert? Oder wann ee schwätzt vu Vereinfachung, wéi kann een dat maachen? Well op déi Législatioun huet Lëtzebuerg jo keen Afloss, well déi gëtt vun deene jeeweilege Länner bestëmmt.

D'selwecht kann een déi Fro stellen an och de Statsminister hat mir op eng Question parlementaire geäntwert, en hat sech do op den OECD-Bericht vun 2011 beruff, deen den Här Lux schonn eng Kéier am Budgetsrapport, deen hie gemaach huet, zitéiert hat. Mä ech wollt do froen, ob d'Regierung och zwou aner Etüden awer gekuckt huet: «Les enfants pauvres au Luxembourg» vun 2003 an «Tensions financières et nombre d'enfants dans le ménage: quel lien?» vun 2011?

Wann een nämlech seet, dass d'Kannerzuel keen Afloss huet op de Budget vun enger Famill, sinn dat dofir Froen, vun deenen ech weess, dass d'Madame Ministesch elo net kann an den Detail goen, mä wou et awer net schlecht wier, wa mer op d'mannst géife gesot kréien, a wat fir eng Richtung et geet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Kolleeg Spautz. Och just pour information, Dir loucht bei zwou Minutte 50. D'Zäit vergeet ganz séier.

(Brouhaha)

D'Familljeministesch huet d'Wuert.

Une voix.- Siwe Méint waren och séier erëm!

(Hilarité)

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Här President. Merci fir d'Fro.

Wéi mer scho gesot hunn: Mir kucken d'Kand global. Dat ass jo och e bësselchen dat, wat Dir gefrot hutt. Mir wëllen d'Entwécklung vum Kand an de Mëttelpunkt stellen a mir wëlle virun allem och d'Startchancë vun de Kanner am Liewe verbesseren. Dofir hate mer natierlech an dëser Koalitioun och gesot, mir géifen d'Geldleeschtungen eventuell erofsetzen an d'Betreiung dann awer méi grousssschreiwen. Mä dat sinn alles Saachen, déi mer am Moment amgaange sinn ze kucken.

Mir wëllen natierlech och eng selektiv Politik maachen, well mer virun allem d'Kanneraarmut weiderhi wëlle bekämpfen, wat ons ganz wichteg ass. An natierlech ginn den Ament divers Rechnunge gemaach, wéi mer dat och scho gesot hunn.

Deemno ass de Screening natierlech nach net fäerdeg, mä Dir wësst et gradesou gutt wéi ech, dass do scho ganz vill Chifferen awer um Dësch leien, déi een eben einfach esou kritt an déi een dann op eemol kennt, iwwert déi een dann och scho sech konnt seng Iddi maachen.

D'Thema ass natierlech komplex, a wéi Der richteg och schonn d'lescht Woch gesot hutt, ass et natierlech wichteg, dat Ganzt a senger Globalitéit ze kucken, d'Kand a senger Globalitéit. An dozou gehéieren net nëmmen d'Allocatiounen, mä dozou gehéieren eben och nach aner Saache mat derbäi.

Iwwregens hat déi viregt Regierung mat Iech, Här Spautz, och ugekënnegt, si wéilt d'Transferts familiaux méi selektiv gestalten, a mir sinn eben elo amgaangen ze analyséieren, wéi een dat ka maachen, andeems mer eben dann d'Kand an den Zentrum vun eise Beméiunge stellen.

D'Familljepolitik muss global gekuckt ginn, horizontal och an der Regierung, an dat ass eben dat, wat mer amgaange sinn ze maachen. Dir verstitt, dass mer ons den Ament awer nach weider vertraut maache mat de Chifferen, dass mer eis iwwerleeën, wéi een de System méi effikass virun allem ka maachen a wéi een en un d'Zäit vun haut kann upassen, wat ons wierklech extrem wichteg schéngt, och en vue vun den nächste Joren, fir eng Politik ze maachen, déi déi nächst Joren och wierklech Kapp a Schwanz huet.

Wat eventuell Changementer ugeet, do gëtt et haut net méi Informatioune wéi d'lescht Woch. Dir hutt déi Etüden ugeschwat. Jo, déi hunn ech gesinn. Ech hunn och aner Etüde gesinn a gelies. Et gëtt immens vill Etüden. Mä do geet et eben am Moment drëm, effektiv se alleguer ze kucken a sech e Bild ze maachen, e globaalt Bild eben am Sënn vum Kand, am Sënn vun de Familljen, fir dass mer do eng Politik kënnen op d'Bee stellen, déi wierklech gutt ass fir elo an och fir déi Joren, déi kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch.

Eigentlech wäre mer elo um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Mä vu dass ech net esou streng war mat deenen eenzelnen Intervenantë bei där éischter Ronn, géif ech Iech bieden, déi Froestonn ëm eng Fro ze verlängeren an der honorabeler Madame Martine Hansen d'Wuert un den Nohaltegkeetsminister iwwert de Bau vun enger Akerbauschoul zu Gilsdref ze ginn. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°11 du 21 janvier 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn den 18. Dezember eng Fro iwwert de geplangten Neibau vun der Akerbauschoul un den Här Minister Bausch an un den Här Minister Meisch gestallt. Fir d'Fro kënnen ze beäntwerten, ass den Häre Ministeren eng Verlängerung bis den 18. Februar accordéiert ginn. Ëmsou erstaunt war ech, wéi ech e Freideg scho konnt an der Lëtzebuerger Press liesen, datt den Här Minister Etgen gesot hätt, datt de Standuert Gilsdref fir de Bau vun der Akerbauschoul a Fro gestallt wär respektiv guer net méi a Fro kéim.

Duerfir elo meng Fro un Iech, Här Minister Bausch: Kënnt Dir d'Ausso vum Här Minister Etgen bestätegen? Kënnt Der bestätegen, datt d'Regierung dëse Site an déi fäerdeggestallte Pläng erëm a Fro stellt?

An deem Zesummenhang wëll ech gären un e puer Saachen erënneren.

Éischtens, de Site, d'Fläche si kaaft.

Zweetens, d'Pläng si fäerdeg.

Drëttens, de Bau ass, wann d'Regierung eng nohalteg Ausbildung, och fir eis Jugendlech am grénge Secteur, fir wichteg emfënnt, absolut dréngend noutwendeg.

Véiertens, dat Ganzt - de Landkaf, d'Etüden, d'Pläng - huet scho knapps eelef Millioune kascht. Mir hu virdrun iwwert d'Allocations familiales geschwat. Ech hunn dat kuerz ëmgerechent, dat entsprécht 59.500 Méint Kannergeld fir ee Kand. Kënne mer dës Suen zur Fënster erausgeheien?

Fënneftens, um Site „Kréiwénkel" zu Gilsdref ass genuch Plaz, fir dee ganze Kompetenzzentrum Landwirtschaft ze bauen, wat, wann ech d'Press richteg verstanen hunn, Der jo och gären hätt. An och do ware scho Pläng fäerdeg.

An elo meng lescht Fro: Här Minister, kënnt Der bestätegen, datt de Site „Walebroch" an de Site „Laduno", déi zum Deel wéinst der Gréisst vun de Fläche scho viru bal zéng Joer vun de Responsabele vum Aménagement du Territoire net zréckbehale gi sinn, elo erëm an der Diskussioun sinn?

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha et hilarité)

M. le Président.- Merci der Madame Hansen. Domat huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. An och Merci fir déi Froen.

Déi Drénglechkeet, déi d'Madame Hansen hei un den Dag geluecht huet fir de Bau vum Lycée agricole, déi geet schonn 21 Joer, well esou laang ass de Lycée agricole schonn an der Diskussioun. Dat heescht, dat, wat elo als e grousse Drock duergestallt gëtt, muss ech soen, datt eng Regierung, déi elo e Mount am Amt ass, datt déi hei reprochéiert kritt, wéi wa se wéilt e Projet verschleefen, dee virdrun 21 Joer net gemaach ginn ass, dat fannen ech e bësselchen eng komesch Aart a Weis, Madame Hansen, et deet mer leed, fir ze argumentéieren. Mais soit.

(Interruptions diverses)

Mais soit.

Ech wollt Iech just soen, datt et natierlech net drëms geet, fir hei eelef Milliounen, déi schonn engagéiert sinn, zu der Fënster erauszegeheien. Iwwregens sinn dovunner siwe Millioune fir d'Terrainen, déi kaaft gi sinn. Do kann ee mat deenen Terrainen eventuell, wann ee wëllt eppes aneschters bauen, jo och eppes aneschters maachen. Ech mengen, et ass jo net, datt déi Terraine verluer wären.

Dat Zweet ass awer esou, datt ee muss kucken an ofweien a Fonctioun vun deem, wat do soll gebaut ginn, ob ënnert dem Strëch jee nodeem, wat ee baut, emol den Terrain ausgerechent, dee kaaft ginn ass, et net méi bëlleg gëtt, op enger anerer Plaz trotzdeem ze baue wéi hei. Dat ass mindestens eng Iwwerleeung wäert, déi ee kann ustellen.

Drëttens wëll ech Iech soen, dee Site, deen ass landesplaneresch extrem contestéiert gewiescht! Dat wësst Dir genausou gutt wéi ech och. Et ass iwwregens och hei an der Chamber keng Unanimitéit gi beim Vote vun dem Lycée agricole. D'Demokratesch Partei a meng Fraktioun hunn deemools dergéint gestëmmt. A bei der LSAP gëtt et mindestens op kommunalem Niveau eng Gemeng, dat ass d'Gemeng Dikrech, déi ganz grouss Bedenken huet par rapport zum Projet.

Et ass jo net esou, wéi wann dee Projet hei elo comme une lettre à la poste iwwerall duerchgaange wier an néierens contestéiert gi wier. An och an der Landesplanung, aus landesplanerescher Siicht, ass en extrem contestéiert do, wou en ass.

An et gëtt och vläicht eventuell, an dat wëll ech Iech soen, besser Léisungen. Wann ech soen, vläicht eventuell, dann heescht dat natierlech net, datt mer décidéiert hunn, definitiv dat, wat déi viregt Regierung elo emol festgehalen huet, guer net ze maachen. Mä et muss awer méiglech sinn, eng kritesch Bestandsopnahm vun eppes ze maachen.

An déi kritesch Bestandsopnahm ass amgaangen. Et ass och dowéinst, firwat ech d'Verlängerung vum Délai gefrot hunn op den 18. Februar, déi mer och dankenswäerterweis vun der Chamber kritt hunn. Et ass en Aarbechtsgrupp agesat, wou ech selwer dra sinn, wou de Landwirtschaftsminister dran ass an och den Éducatiounsminister.

Ech hunn och d'Landesplanung beoptragt, fir mer en detailléierten Avis, eng Bestandsopnahm ze beschreiwen nach eng Kéier vun der ganzer Situatioun. An da wëlle mer a Rou bis den 18. Februar dat alles duerchkucken. An dann den 18. Februar kritt Der selbstverständlech, wéi dat sech gehéiert, vu mir och schréftlech déi néideg Äntwerten.

Sollt d'Regierung décidéieren, op een anere Wee ze goen, da wëll ech Iech elo scho soen, datt déi dräi Ministeren direkt deen Dag duerno an d'Chamberskommissioun wäerte kommen, fir Iech ze presentéieren, a wéi eng Richtung et eventuell da geet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Domat wäre mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mer ginn iwwer zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour. Et handelt sech ëm de Projet de loi 5974, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Sociétés commerciales. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dat heescht, de Rapporteur huet zéng Minutten, déi véier Fraktioune jee fënnef an d'Vertrieder vun deenen anere Sensibilitéiten am Moment nach dräi an zwou Minutten. D'Regierung huet der zéng. Mä mir sinn haut, vu dass mer een Dag méi spéit un de Reglement kommen, net gradesou streng wéi mer dat sollte sinn.

Et hu sech ageschriwwe bis elo: den Här Guy Arendt an den Här Roy Reding. D'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur, den Här Léon Gloden.

6. 5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC)

Rapport de la Commission juridique

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Mëtteg stëmme mer de Projet de loi 5974 betreffend d'Mise en œuvre vum europäesche Reglement vum 22. Juli 2003 iwwert d'Société coopérative européenne.

Firwat e Projet de loi, wa mer en europäescht Reglement hunn? Dëst Reglement gesäit vir, datt d'Memberstaten eng Rei Optiounen hunn an eng Rei Décisioune mussen huele fir d'Ëmsetzung vun der Société coopérative européenne an déi national Législatioun. Duerfir musse mer e Projet de loi hei stëmmen, obwuel e Reglement virläit.

Wat ass eng Société coopérative?

An enger Société coopérative liwweren d'Memberen hir Wueren an dës Kooperativ oder investéieren an dës Gesellschaft. En Contrepartie gi se um Benefiss vun der Kooperativ bedeelegt. Hei am Land kann een als Beispiller d'Raiffeisen Wueregenossenschaft oder d'Coopérative vu Bouneweg - déi Lescht, déi gëtt jo elo an e Supermarchésgrupp integréiert - zitéieren. Fir e Beispill vun der Musel ze huelen, kann een d'Genossenschaftskellereie vu Vinsmoselle zitéieren.

Ech ënnersträichen, datt dëse Projet de loi keng Inzidenz op déi einheimesch Kooperativen huet.

Wat ass also de But vun dësem Reglement?

Et geet drëms, d'Égalité des conditions de concurrence tëschent den Entreprises coopératives an anere Gesellschaftsformen um europäesche Marché ze garantéieren. Et ass e Fait, datt d'Société coopérative laang net esou verbreet ass wéi aner Gesellschaftsformen, wéi zum Beispill eng S.A. oder eng S.à r.l., wat déi gängeg Gesellschaftsforme sinn, fir e Betrib oder eng Aktivitéit auszeüben.

Wat sinn d'Haaptcharakteristike vun enger Société coopérative européenne?

Si huet d'Personnalité juridique wéi all déi aner Gesellschaftsformen, gëtt duerch Notärsakt gegrënnt, muss e Mindestkapital vun 30.000 Euro hunn an hiert Kapital souwéi hir Membere si variabel. D'Membere mussen entweder Client vun der Kooperativ sinn, do schaffen oder Fournisseur sinn.

D'Statute vun enger Société coopérative européenne kënnen awer och virgesinn, datt Persounen, déi just Investisseur sinn, Membere vun esou enger Kooperativ kënne ginn, an dës Optioun zitt Lëtzebuerg duerch dëse Projet de loi.

Eng Société coopérative européenne ka gegrënnt gi vun op d'mannst fënnef Persounen, déi an zwee verschidden États membres wunnen, oder vu fënnef Persounen a Gesellschaften, déi an zwee verschidden États membres wunnen oder sech niddergelooss hunn, oder duerch Fusioun vu Kooperativen, déi an op d'mannst zwee États membres hire Siège oder hir Administration centrale hunn.

Dëse Projet de loi gesäit vir, datt eng Gesellschaft, déi hir Administration centrale net um

Territoire vun der Europäescher Unioun huet, Membre fondateur vun enger Société coopérative ka ginn, wann dës Gesellschaft ënnert dem Recht vun engem Memberstat gegrënnt ginn ass, wou hire Siège statutaire ass a se och e Lien effectif et continu mat der Wirtschaft vun dësem État membre huet.

D'Benefisser ginn distribuéiert opgrond vun de realiséierten Aktivitéite vun der Kooperativ. Am Kader vun enger Dissolutioun geet den Aktiv net an d'Reserven, mä am Prinzip un eng Kooperativ, déi deeselwechten Objet poursuivéiert wéi déi Kooperativ, déi opgeléist gëtt. D'Reglement gesäit e Système moniste mat engem Verwaltungsrot oder e Système dualiste mat engem Directoire an engem Conseil de surveillance vir. Den Directoire féiert déi dagdeeglech Geschäfter an de Conseil de surveillance iwwerwaacht d'Gestioun vum Directoire.

D'Auteure vum Projet de loi wollten d'Optioun vum Système dualiste och fir déi einheimesch Kooperativen aféieren. Opgrond vum Avis vum Statsrot vum 5. Februar 2013 huet d'Kommissioun beschloss, de Système dualiste net op d'Kooperativen, déi ënner lëtzebuergeschem Recht bestinn oder kreéiert ginn, auszeweiden. Dofir gëtt dëse Projet de loi net an d'Dispositioune vun der Sektioun 6 iwwert d'Kooperativ am Gesellschaftsrecht vun 1915 integréiert, mä ënnert dëser Sektioun 6 kënnt eng nei Sous-section, déi heescht: „des sociétés coopératives européennes".

D'Kommissioun huet op dësem Punkt de Statsrot suivéiert, well jo och déi grouss Reform vum Gesellschaftsrecht vun 1915 zurzäit a Preparatioun ass an een elo net wëllt zweespureg fueren.

D'Responsabilitéit vun de Verwaltungsmembere vum Directoire oder vum Conseil de surveillance ënnerläit den normale Regelen, wéi se an eisem Gesellschaftsrecht virgesi sinn. Ënnert dem lëtzebuergesche Recht kann eng Kooperativ entweder ënnert der Form vun enger S.à r.l. oder enger S.A. gegrënnt ginn. De Prinzip bei enger Société coopérative ënner lëtzebuergeschem Recht ass d'Responsabilité illimitée. Bei enger Société coopérative européenne ass de Prinzip d'Responsabilité limitée.

Eng speziell Fro stellt sech fir Lëtzebuerg, ob eng Société coopérative, déi ënnert der Form vun enger S.A., a méi spezifesch ënnert der Form vun enger Société d'épargne-pension à capital variable, wéi d'Gesetz vum 13. Juli 2005 et virgesäit, eng Société coopérative européenne ka ginn. Esou eng Gesellschaft ass eng Kooperativ, mä eng Rei vun Dispositioune vun der Société anonyme conciliéiere sech net forcément mat dem europäesche Reglement. D'Reglement schwätzt vu Parten. Bei enger S.A. schwätze mer vun Aktien.

D'Aktie vun enger SEPCAV sinn net cessibel vis-à-vis vun Tiers. D'Reglement gesäit vir, datt ënner verschidde Konditiounen d'Partë kënnen un Drëtter iwwerdroe ginn. D'Aktie vun der SEPCAV hu keng Valeur nominale, woubäi d'Partë vun enger Société coopérative européenne eng Valeur nominale hunn.

Des Weidere sinn duerch dëse Projet de loi eng Rei vun de Fonctionnementsregele vun der Société coopérative preziséiert ginn.

Laut Reglement huet all Member vun enger Société coopérative européenne eng Stëmm. Mä d'Memberstate kënne virgesinn, datt d'Statute Votes pondérés kënne fixéieren. Dës Optioun zéie mer duerch dëse Projet de loi. Sou kann e Member ee proportionellt Stëmmrecht zu senger Participatioun un den Aktivitéite vun der europäescher Kooperativ kréien, ouni datt d'Participatioun sous forme de contribution am Kapital berücksichtegt gëtt. Sou ee Member kann awer net méi wéi fënnef Stëmme kréien. Dëse Stëmmmodus kann och net méi wéi 30% vun de gesamte Stëmmen ausmaachen.

D'Membere vun enger Société coopérative européenne, déi am Domaine financier oder am Domän vun den Assurancë gegrënnt gëtt, kënnen och e Stëmmrecht proportionell zu hire Participatiounen un den Aktivitéite kréien. Hei kann hir Participatioun um Kapital mat a Betruecht gezu ginn. Esou ee Member kann awer net méi wéi fënnef Stëmme kréien oder dëse Stëmmmodus kann net méi wéi 20% vun de Gesamtstëmmen ausmaachen.

Ofschléissend ass nach ze preziséieren, datt d'Reglement Regele fir all Etapp vum Liewe vun enger Société européenne coopérative virgesäit, dat heescht vun der Grënnung bis zu der Liquidatioun iwwer Fusioun oder Transfert vun esou enger Kooperativ.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gloden. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den Här Guy Arendt.

Discussion générale

M. Guy Arendt *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wéilt ech dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, an dësem relativ techneschen Dossier, Merci soen.

D'Kooperative schreiwe sech ënner anerem an d'Économie solidaire, déi eis Regierung, genausou wéi déi viregt Regierung, ënnerstëtze wëllt, an. Am Regierungsprogramm steet ënner anerem: «Le dynamisme de ce secteur dépendra en premier lieu de l'engagement des citoyens, des associations et des entreprises.» Fir deen Dynamismus kënnen ze entwéckelen, brauchen d'Bierger an déi Gesellschaften awer och déi néideg Moyenen. Mat der Transpositioun vun dësem Reglement, an ech wëll net méi op den Detail agoen, firwat dass mer dëse Projet de loi iwwert... dass mer dëst Reglement iwwer e Projet de loi an eist Recht ëmsetzen, kréie si e weideren Outil an d'Hand, fir dat ze maachen.

D'Kooperative kënnen elo och iwwer eis Grenzen eraus Kooperatiounen agoen. Bis ewell huet dat eng Partie juristesch an administrativ Problemer opgeworf a mat sech bruecht. Och wann déi bestehend Kooperativen net onbedéngt elo hir Aktivitéiten op d'Ausland ausweide wäerten, esou besteet awer elo d'Méiglechkeet fir nei Kooperativen, dat ze maachen, an awer och fir aner europäesch Kooperativen eventuell eng Kooperatioun mat enger Lëtzebuerger Kooperativ anzegoen.

Ech wéilt awer och nach op eng Remarque, déi de Statsrot gemaach huet, agoen, an zwar huet déi héich Kierperschaft ervirgestrach, datt de Choix an där Manéier, iwwert de Wee vun engem Reglement ze légiféréieren, net anodin ass. Fir de Statsrot schéngt de Wëlle vun den europäeschen Institutioune kloer deen ze sinn, fir eng wäitgehendst homogen Reglementatioun an deem Domän ze garantéieren.

E féiert säi Gedanken awer virun a stellt fest, et kéint jo och emol sinn, datt déi Bestriewunge sech eventuell op all déi annexéiert Domänen, wéi zum Beispill den Droit de la concurrence, den Droit de la faillite an, wie weess, souguer vläicht op den Droit fiscal an den Droit pénal spécial bezéie kéinten. Dat, mengen ech, soll een am A behalen a sech iwwerleeën, wéi een, le moment venu, dorobber reagéiert.

Ech wéilt awer och nach eng lescht ofschléissend Bemierkung maachen, wann ee feststellt, dass d'Reglement vun 2006 datéiert, de Projet de loi Enn 2008 déposéiert ginn ass a mir haut am Januar 2014 eréischt doriwwer entscheeden. Ech sinn der Meenung, dass mer an Zukunft, fir eng Insécurité juridique ze vermeiden, méi schnell op eventuell esou Reglementer musse reagéieren, wann d'États membres verschidde Méiglechkeeten hunn, Adoptiounen oder Optiounen ze huelen.

Fir de Rescht wéilt ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Guy Arendt. Den Här Reding war als Éischten ageschriwwen, mä d'Madame Loschetter huet mer d'Wuert gefrot, fir den Accord vun der Fraktioun ze bréngen. Wann Der e bësse Gedold nach hutt, Här Reding. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo, genau dat, Här President, den Accord net nëmme vun der grénger Fraktioun, mä virun allem fir dem Här Gloden Merci ze soe fir dee schréftleche Rapport, dee praktesch fäerdeg war an dee mer konnten direkt hei presentéieren, awer och fir dee mëndleche Rapport vun haut de Mëtteg.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Domat hätt den honorabelen Här Roy Reding d'Wuert. Här Reding, wann ech gelift.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wollt dem Kolleeg Gloden Merci soe fir deen exzellente Rapport. Ech fannen dat eng ganz flott Saach, wat mer an der Commission juridique maachen, datt e Rapporteur net onbedéngt muss vun enger Majoritéitspartei sinn, datt mer eis do wëllen ofwiesselen. Dat ass eppes, wat ze begréissen ass an dat sollt vläicht och an aner Kommissiounen emol gemaach ginn.

Dem Guy Arendt soen ech net Merci, well en huet mer zwee Theme geklaut, op déi ech wollt agoen. Mä dat weist just, datt mer op enger Linn leien.

Déi ganz... wourop de Guy Arendt mat Recht opmierksam gemaach huet, ass déi Tendenz vun der Europäescher Unioun, vun der Kommissioun virun allem, fir sech a Saachen anzemëschen, fir déi se u sech net do ass. An déi Bedenke si ganz gerechtfertegt. Hei gëtt sech an den Droit des sociétés agemëscht säit 2000, de Conseil vun Nice, mam Prétexte, dat géif d'Mobilitéit vun de Firmen an Europa verbesseren. Datt dat net esou ass, gesi mer mat engem extrem techneschen, komplizéierten Text hei.

A virun allem, mir gesinn et och an der Praxis. Wa mer op d'Sociétés européennes am Allgemengen aginn, déi jo ënnert der Form vun der S.A. bestinn, säit 2004 stelle mer fest, datt et a ganz Europa der haut 900 gëtt. Ganzer 900! Vun deenen 900 sinn déi grouss Majoritéit sougenannten „Shelf Gesellschaften". Dat heescht, Vorratsgesellschaften, déi an der Tschechei gegrënnt goufen, déi awer nach net aktiv sinn, déi nach kengem gehéieren.

Et gëtt natierlech och aner Beispiller, et gëtt nennenswäert Sociétés européennes, och dat däerf een net verhehlen, ech denken do un d'Allianz, BASF, MAN a Strabag. Mä dat si ganz, ganz wéineg Beispiller fir jo awer eppes, wat eis trotzdeem relativ vill Opwand kascht.

Déi heite Société coopérative européenne, déi gëtt et säit August 2006. Dat heescht, säit August 2006 hätt eng Société coopérative européenne sech kënnen hei zu Lëtzebuerg am Handelsregëster aschreiwen, well dat Reglement jo d'application immédiate ass. A wësst Der, wéi vill sech der ageschriwwen hu säit 2006? Keng eenzeg. Keng eenzeg! Voilà. Sou vill zu Sënn an Onsënn vun esou Reglementatiounen.

Wa mer also elo no méi wéi siwe Joer dat heite maachen, fir dat ëmzesetzen, da si mer awer d'accord als Fraktioun mat deem Text, aus deem einfache Grond, well d'Reglement eis 21 Optioune ginn huet, wou ee kann an déi eng oder an déi aner Richtung goen. A mir hunn dat gemaach. Mir hunn néng vun deenen 21 Optiounen exercéiert, an ech denken, dat war zum Wuel vun eiser Plaz.

Dofir: Jo, zum Text, awer Neen am Häerz, well et e Beispill ass vun opwendeger an onnéideger Bréisseler Bürokratie.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Reding. Ech hunn dann d'Wuertmeldung nach vum Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech géif och just gären dem Här Gloden villmools Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Eis Fraktioun huet net weider vill dozou ze rajoutéieren an ech géif dofir gären den Accord gi vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci och dem Här Fayot. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an den Här Justizminister, den Här Félix Braz, huet d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech wëll och als Éischt dem Léon Gloden Merci soe fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Net nëmmen dofir, och fir déi Aarbecht, déi en op deem heite Projet gemaach huet, schonn an der viregter Legislatur an der Commission juridique.

Et ass en technesche Projet, dee vläicht net dee Projet ass, deen zu groussen, begeeschterte Riede féiert an och net zu groussen emotionale Wallungen. Mä e muss gemaach ginn. An ech mengen, den Här Gloden huet dat, fir meng Begréffer, ganz, ganz exzellent gemaach. An ech wëll him dofir nach eng Kéier Merci soen, och elo als zoustännege Minister.

Ech ginn och dem Här Reding recht, wann e seet, dass déi Praxis, déi d'Commission juridique elo probéiert unzefänken, nämlech déi, datt net nëmme Majoritéitsdeputéierte Rapporte solle maachen, dass ech déi och ausdrécklech ënnerstëtzen. Hei si mer natierlech an engem Fall, wou de Rapporteur schonn an der viregter Legislatur designéiert gi war. Mä mir wäerten awer och hoffentlech an Zukunft erliewen, dass Deputéierten och aus Fraktiounen a Parteien, déi net an der Majoritéit sinn, Rapporte wäerte maachen.

An ech mengen, dass dat och eng anstänneg Form ass, eng zäitgeméiss Form ass, fir parlamentaresch Debatten ze organiséieren. Net no där klassescher Ligne de partage tëschent Majoritéit an Oppositioun, mä an engem anere Geescht. Op jidde Fall, mengen ech, ass an der Commission juridique, ënnert der Présidence vun der Madame Loschetter, dee Geescht definitiv do.

Et ass bemängelt ginn, dass dëst Reglement laang gebraucht huet, bis et vollstänneg ëmgesat war. Ech mengen, dass dat net falsch ass. Allerdéngs ass et net de Feeler vun der Regierung, och net vun der viregter oder vum Parlament. Et muss ee constatéieren, de Statsrot hat och vläicht dofir seng Grënn, dass den Avis beim Statsrot laang gebraucht huet. Deelweis kann een et verstoen. Dat hei ass bestëmmt net en ultraprioritäre Projet. Mä trotzdeem ass et awer e relativ laangen Délai.

An ech mengen, dass mer elo zu engem Ofschloss kommen, ass sécher e laange Wee gewiescht. Mä op där anerer Säit, an dat huet den Här Reding och gesot, et ass net esou, dass den Andrang terribel grouss gewiescht wär. Mir hu bis haut keng Société coopérative européenne, déi sech bei eis am Regëster, am Handelsregëster ageschriwwen huet. Dat ass deen ee Constat, deen ee muss maachen.

Et hätt awer kënne sinn, an de Fait, dass mer keen Text bis haut hunn, hätt awer net verhënnert, well d'Reglement directement applicable ass, hätt also sech eng Société coopérative européenne bei eis beim RCS gemellt, da wier se selbstverständlech ageschriwwe ginn, soudass och deen elo spéiden Emsetzungsdélai an der Praxis kee Problem geschaf hätt. A vläicht war dat och beim Statsrot ee vun de Grënn, firwat dass de Projet e bësse méi no hanne gerutscht ass.

Ech wëll just nach eng Kéier rappeléieren, dass mer hei zu Lëtzebuerg am Moment 122 immatrikuléiert national Sociétés coopératives hunn, haaptsächlech am Beräich vun der Agrikultur, och vun der Vitikultur an och am Beräich vun deem, wat een nennt vun der Épargne.

Wann Dir sot, de Projet hätt net vill Sënn, well bis elo nach keng europäesch Société coopérative sech bei eis enregistréiere gelooss huet, ass dat awer nëmmen d'Halschent vun der Realitéit. Déi aner Halschent kéint jo och ginn, dass eng national Société coopérative sech dësen Text, deen och elo preziséiert ass an domadder och all Insécurité juridique ewechhëlt, dass also vläicht eng national Société coopérative sech elo géif inspiréiert spieren, fir iwwert déi national Grenze vu Lëtzebuerg eraus aktiv ze ginn an Europa. An ob dat eppes gëtt, dat gesi mer dann.

Dofir mengen ech, ass et e bësse verfréit, fir elo schonn ze soen, dat hei wär eng onsënneg Gesetzgebung an eng onsënneg Reglementatioun. Dat gesi mer eréischt an e puer Joer. An ech denken, dass déi, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, dësen Text op jidde Fall mat Opmierksamkeet wäerte liesen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, och fir d'Zoustëmmung zu dësem Text.

M. le Président.- Merci och dem Här Justizminister.

Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert de Projet ukomm. An ech géif dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5974 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. D'Procuratioune si gelaf. De Vote ass ofgeschloss.

Um Vote hu sech 59 Deputéierte bedeelegt, 59-mol mat Jo ofgestëmmt. Domat ass de Projet mat der Unanimitéit vun deenen, déi ofgestëmmt hunn, akzeptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. Serge Urbany.

Ech géif d'Chamber da froen, ob se d'accord ass, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze befreien?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi N°6559 iwwert den zéngte Fënnefjoresprogramm fir d'Subventioun vun de sportlechen Équipementer.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif Iech elo erspueren, wéi vill Riedezäit déi eenzel Fraktiounen hunn. Dir wësst dat. De Rapporteur huet 15 Minutten Zäit fir säi Rapport. An ech ginn dann direkt d'Wuert weider un d'Madame Rapportrice. Bis elo sinn den Här Arendt, den Här Berger, d'Madame Lorsché an den Här Kartheiser ageschriwwen.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- D'Madame Arendt!

M. le Président.- Entschëllegt! Mä vu dass mer der zwee hunn. Ech sinn ontréischtlech: d'Madame Nancy Arendt. Entschëllegt.

D'Rapportrice, d'Madame Hemmen, huet d'Wuert.

7. 6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Projet de loi 6559 geet et drëms, fir dem Sport eng Zomm vu ronn 100 Milliounen Euro zur Verfügung ze stellen, fir iwwert déi nächst fënnef Joer, an dat bis den 31. Dezember 2017, Finanzementer an och Subventioune fir de Bau vun neien oder awer d'Ënnerhalen an d'Moderniséierung vu bestoende Sportinfrastrukturen ze garantéieren. Mir schwätzen hei vum zéngte Fënnefjoresplang.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Vläicht e puer Wuert zum Historique. D'Traditioun vun de Fënnefjoresplänge huet hir Originen am Budgetsgesetz vun 1967, wou festgehale gouf, dass e spezielle Fong geschafe géif, de Fonds d'équipement sportif national, wou déi Zommen drakommen en vue vun der Realisatioun vun engem nationale Sportsprogramm a puncto Équipementer. Mam Gesetz vum 11. November 1968 gouf dunn den éischte Fënnefjoresplang Realitéit, mat engem globale Montant déi Zäit vun 120 Millioune Lëtzebuerger Frang.

D'Motiver an och d'Argumentatioune vum deemolege Projet de loi 1317 sinn eigentlech och nach déiselwecht wéi haut. Et gouf sech baséiert op déi opfalend Frequenz vun Haltungsschied, de Manktum u physescher Resistenz bei jonke Leit, d'Heefegkeet vun den Häerz-Kreeslaf-Erkrankungen an och dem nervöse Stress bei den Erwuessenen.

Dat eleng sollt och drop schléissen, dass de Pouvoir public de Bierger all Mëttele sollt zur Verfügung stellen, fir sportlech aktiv ze ginn oder awer fir sportlech aktiv ze bleiwen.

Eng Enquête, déi 1961 realiséiert gouf, huet du gewisen, dass eis Sportsinfrastrukture bäi Wäitem net géifen duergoen. An et wier och dréngend néideg, en nationale Réseau en place ze setzen.

An enger éischter Phas sollten déi Fënnefjoresplänge sech op eng Durée vu ronn 20 Joer beschränken. Mä och duerno sollt den Elan awer net ofgebremst ginn. D'Popularitéit vum Sport, grad wéi weider Besoinen un Infrastrukturen, sief et op lokalem, regionalem oder awer nationalem Plang, hunn zu der Weiderféierung vun de Fënnefjoresplänge gefouert.

Haut… Abee haut si mer bei der Diskussioun vum zéngte Joresplang, wat jo ganz kloer drop hindeit, dass d'Besoine bäi Wäitem net ofgeholl hunn.

Erënnere mer drun, dass eleng d'Populatioun vun 1991 bis 2011 ëm ronn 127.000 Leit an d'Luucht gaangen ass, mat eleng an der Stad engem Zouwuess vu 17.500 neie Bierger. Eis Populatioun gëtt och méi al, si bleift méi laang aktiv a si erfuerdert och esou erëm nei Besoinen am Pensiounsalter.

Och wann d'Unzuel vun de Schüler am Fondamental méi oder wéineger stabel bleift, esou gëtt et awer eng signifikativ Hausse am Postprimaire mat ronn 8.100 Schüler méi vun 1991 bis 2011. Méi Schüler engersäits, an dann awer och eng méi laang an obligatoresch Schoulzäit setze weider sportlech Infrastrukture viraus.

De Kompetitiounssport huet net nëmmen en Opschwong kritt, mä huet sech och a verschiddenen Diszipline professionaliséiert. Déi international Participatiounen erfuerderen héichwäerteg Trainingsméiglechkeeten an domat och déi néideg Infrastrukturen.

Onnëtz, Iech op dëser Plaz ze soen, wéi wichteg de Sport fir eis Gesondheet a fir d'allgemeng Wuelbefannen ass, besonnesch elo am Zäitalter vun der Sédentaritéit, vum ongesonden Iessen a mat deenen domat verbonnene Krankheete wéi Iwwergewiicht, Diabetes, Häerzproblemer a villes méi.

An deem Kontext gouf jo och de Plan d'action national „Gesond iessen, méi bewegen" ausgeschafft, dee sech iwwert déi ganz Populatioun erstreckt, vun de Kanner an de Crèchen iwwert d'Schoulen, d'Sportsclibb, den drëtten Alter, de Sport am handicapéierte Beräich an esou weider. Och den zéngte Fënnefjoresplang mat all senge Projete sollt am Kader vun dësem globale Sportskonzept gesi ginn.

D'Servicer vum Aménagement du Territoire hu mat Recht drop higewisen, dass zentral Sitë fir d'Sportsinfrastrukture solle privilegéiert ginn, fir esou den Accès mam ëffentlechen Transport beschtméiglech ze garantéieren. Privilegéiert ginn awer och d'Infrastrukture bei de Schoulen an de Centres d'accueil fir déi kleng Kanner. Partenariater an och Synergien tëschent de Gemengen ënner sech oder och mam Stat sollen a Betruecht gezu gi fir déi käschtenopwendeg Baute vu Piscinen oder och soss Équipementer, déi souwuel fir den Enseignement wéi och fir de Public geduecht ginn.

Ech wéilt Iech awer dann och op dëser Plaz op d'Kaarte verweisen an der Annex vum Gesetzesprojet, déi e gudden Abléck ginn op d'Repartitioun vun de verschiddenen Infrastrukturen hei am Land.

Wat ass dann elo geplangt?

Abee, verschidde Projete goufen nach vum néngte Fënnefjoresplang mat eriwwergeholl, anerer si schonn eragereecht ginn, mä am grousse Ganze kann een elo déi folgend Opzielung emol esou previsionell an och hypothetesch gutthalen:

Siwe Piscinen, zwee national Zentren, een nationale Fechtzentrum, een interkommunale Liichtathletikszenter, sechs Fussballsterrainen - mat deem nationale Fussballsstadion abegraff -, sechs Vestiairen, néng Multisportshalen, dräi Sportszentren, zwee Sportssäll, zwielef Sportshalen, eng Tennishal, ee Gymnastikssall, een Hangar fir d'Sportsfligerei an nach eng ganz Partie aner Sportsplazen.

Wat elo den nationale Fussballsstadion ugeet, wéilt ech op dëser Plaz op d'Urgence hiweisen, déi viru Kuerzem nach vun der UEFA rappeléiert gouf, e Fussballsstadion normgerecht ze équipéieren, fir och weiderhin nach d'Méiglechkeet ze hunn, fir bei eis international Matcher ze spillen. Ech erënneren, dass dat bis elo just méiglech war, well mer mat enger spezieller Derogatioun gefuer sinn, déi just eis FLF kritt hat. Op nationalem Niveau hu mer et deemno hei mat enger absoluter Prioritéit ze dinn.

De Sportsministère, zesumme mat der FLF, hunn am November 2012 décidéiert, fir d'Virbereedungsaarbechten unzegoen a fir den aktuelle Site vum Stade Josy-Barthel ze moderniséieren an dorauser dann den neien nationale Fussballsstadion ze schafen (veuillez lire: maachen); eng Décisioun, déi och am neie Regierungsprogramm festgehale gouf. Par rapport zum urspréngleche Projet, deen 2009 geplangt war, huet dës Solutioun de Virdeel, dass mer besonnesch elo an deene méi schwierege budgetären Zäiten déi noutwendeg Ëmännerungen an och d'Exigenze vun der UEFA mat engem räsonabelen Investissement an och méi kuerzfristeg kënnen ugoen.

Déi existent Sportsinfrastrukture fir d'Liichtathletik wäerten am Kader vun dësem Projet wuel verschwannen a ginn dann um INS ënnerbruecht. Och hei ass eng gréisser Renovatioun virgesinn, fir souwuel de Besoine vun der FLA wéi och dem Sportslycée an dem CSL gerecht ze ginn.

De Projet vum Velodrom ass elo net direkt an dësem zéngte Fënnefjoresplang verankert. Den initiale Site zu Zéisseng, dee schonn 2006 iwwer e Règlement grand-ducal festgehale gouf, sollt sech am Nachhinein awer net esou eegnen, soudass de Projet reportéiert gouf. D'Gemeng Mondorf ass mëttlerweil déi eenzeg Kandidatin, fir esou eng Infrastruktur opzehuelen. A virum Hannergrond vun den aktuelle budgetäre Contraintë soll dann elo gekuckt ginn, ob de Bau vun enger iwwerdeckter Vëlospist kéint realiséiert ginn am Zesummenhang mam Projet vum neie Mondorfer Lycée.

Mä nieft der Planifikatioun vun den neien Infrastrukturen an Équipementer ass awer och d'Erhale vun allem, wat schonn en place ass a wat am Kader vun de viregte Fënnefjoresplänge realiséiert gouf, ganz wichteg. E Listing gëtt Opschloss iwwert déi ufalend Renovatiounsaarbechten, déi dann opgrond vun engem groussherzogleche Reglement autoriséiert ginn.

Nei an dësem Fënnefjoresplang ass och de Finanzement vun enger Base de données iwwert d'Sportsinfrastrukturen. Op Urode vun der Comexbu, der Commission du Contrôle de l'exécution budgetaire hei an der Chamber, an no de Kontrolle vun der Cour des Comptes wäert elo an Zesummenaarbecht mam SIGI, dem Syndicat intercommunal de Gestion informatique, en Inventaire opgestallt ginn iwwer sämtlech Sportsinfrastrukturen am Land, sief et op staatlechem oder awer op kommunalem Plang.

Hei geet et zum engem drëms, fir d'Repartitioun vun den Infrastrukturen am Land ze dokumentéieren am Sënn vun enger beschtméiglecher Planifikatioun, mä do dernieft soll dësen Outil awer och d'Gestioun an de Suivi vun den Investissementer méi effikass maachen. D'Bierger wäerten doduerch dann och d'Méiglechkeet kréien, fir sech besser ze informéieren, wou a wéini si hire Sport kënne praktizéieren.

Wat elo de Montant ubelaangt vun dem zéngte Fënnefjoresplang: Abee, déi finanziell Enveloppe war 2008 op ronn 110 Milliounen Euro festgehale ginn an d'Projete fir den néngte Fënnefjoresplang hunn 90 Milliounen erfuerdert.

Opgrond vun de realisteschen Donnéeën, déi aktuell ausgeschafft goufen, ass d'Enveloppe fir den zéngte Fënnefjoresplang elo liicht méi déck, an nodeems se an der jetzeger Krisesituatioun an opgrond vun den ugestriefte Spuermoossnamen no ënne revidéiert gouf, ass se, vun den initialen 120 Milliounen Euro, dann elo schlussendlech op ronn 100 Milliounen Euro fixéiert ginn. Wat den Délai vum zéngte Fënnefjoresplang ugeet, esou erstreckt dee sech vum 1. Januar 2013 bis op den 31. Dezember 2017.

Et bleift awer nach ze soen, dass onofhängeg vun dësem zéngte Fënnefjoresplang aner Sportséquipementer an Infrastrukture kënnen décidéiert an och finanzéiert ginn am Kader vu spezielle gesetzlechen Autorisatiounen; besonnesch déi am Beräich vun de Lycéeën, déi jo alleguerten eng Sportshal a verschiddener och souguer eng Piscine geplangt hunn. An an deem Kontext kann een och nach vum Site Belval schwätzen, wou och hei e Sportscampus wäert realiséiert gi fir d'Studenten an och soss Schoulen an d'Bierger aus der noer Ëmgéigend.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, op dëser Plaz awer nach eemol ze betounen, wéi wichteg et ass, fir de Sport weider ze ënnerstëtzen. D'Investissementer, déi iwwert dëse Fënnefjoresplang duerchgefouert wäerte ginn, schafen oder awer verbessere souguer nach d'Konditiounen, déi et de Leit erméiglechen, fir Sport ze maachen. Dat kënnt dem Wuelbefanne vu jiddwer Eenzelnen natierlech zegutt, mä et ass och ekonomesch gesinn e preventivt Investissement an d'Gesondheet vun der Populatioun.

Gläichzäiteg ass et awer och ganz kloer, dass och hei de Mot d'ordre vum „utile et nécessaire" muss gëllen: dat heescht, räsonabel an dann awer och nohalteg investéieren, soudass d'Infrastrukture funktionell sinn an och optimal kënne genotzt ginn, esou vill an esou gutt wéi méiglech a vun engem méiglechst breeden a grousse Public. Och den Exposé des motifs vum Projet de loi betount dës Aspekter, an ech denken, dass mat deene Virgabe jiddweree misst kënne mat dësem Projet averstane sinn.

Zum Ofschloss dann awer natierlech nach den Avis vum Statsrot zu dësem Gesetzesprojet. Hei beruffen ech mech op den Avis, deen den 12. Juli 2013 erakomm ass a wou eigentlech bedauert gëtt, dass keen État des lieux oder awer soss eng Analys vun de viregte Fënnefjoresplänge gemaach gouf.

Wat elo de Projet vum nationale Fussballsstadion, dem Velodrom an och dem neie Liichtathletikszenter ugeet, esou ass d'Fro gestallt ginn, ob et net derwäert wier, fir eng Etüd ze maachen am Hibléck op ee gemeinsame Site fir dës dräi Infrastrukturen.

De COSL huet de 7. Juni 2013 säi positiven Avis eragereecht a begréisst, dass an dësem Fënnefjoresplang regional Opbesserunge geplangt sinn, grad ewéi och d'Erhalen oder d'Renovatioun vun de bestehende Gebailechkeeten. De COSL bedauert, dass de Projet Velodrom reportéiert gëtt, mä e kuckt awer ganz positiv op de Projet vum nationale Fussballsstadion Josy-Barthel, dee wéinst der Urgence séier sollt ugefaangen a fäerdeggestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wäit also zu der Presentatioun vum Gesetzesprojet 6559, wou ech nach ka soen, dass de schréftleche Rapport à l'unanimité vun alle Parteien an der leschter Kommissiounssëtzung approuvéiert gouf.

Heimadder wéilt ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Hemmen, fir deen interessanten a breetgefächerte Rapport, wou Der sämtlech wichteg Secteure vum Sport hei fir eis beliicht hutt. Mir hänken - jiddefalls de Gros vun de Leit heibannen, déi hänken - mat Häerz a Séil um Sport, deen extrem wichteg ass fir eis alleguerten, mä och haaptsächlech fir ons Kanner. Mir soen ëmmer „fit for health, fit for competition" an „fit for fun"! Ech mengen, dat gëllt fir eis alleguerten, an dofir solle mer och ganz vill dru schaffen, dass mer deen interessante Fënnefjoresplang hei gutt iwwert d'Bühn kréien.

Elo eng Spëtzesportlerin an engagéiert Deputéiert: d'Madame Nancy Arendt, épouse Kemp - fir et elo richteg ze soen -, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, fir unzefänke wéilt ech der Rapportrice, der Madame Cécile Hemmen, e grousse Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport an awer och fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun.

Ëm 400 viru Christus huet de griicheschen Dokter Hippokrates scho Folgendes festgestallt: „Wenn wir jedem Individuum das richtige Maß an Nahrung und Bewegung zukommen lassen könnten, hätten wir den sichersten Weg zur Gesundheit gefunden."

A wat virun iwwer 2.000 Joer richteg war, dat stëmmt haut méi wéi jee! Mir liewen an engem Zäitalter, wou d'Leit ëmmer méi duerch sougenannten „Zivilisatiounskrankheeten" geplot ginn, oft well se ze vill sëtzen, sech net genuch bewegen a schlecht an ongesond iessen an drénken. Besonnesch déi Jonk wuessen haut an enger Welt op, déi anescht ass wéi déi, an där mir - op alle Fall déi meescht vun eis heibannen - grouss gi sinn.

Déi méi héich Unzuel vu Leit, déi bei eis wunne kommen, dat méi dicht Verkéiersopkommes an de Stied an an den Dierfer bréngen et mat sech, datt d'Kanner sech méi ageschränkt an hirem direkten Ëmfeld bewegen an dobausse spille kënnen. Derbäi kommen dann och nach déi nei Kommunikatiounstechnologien, d'Medie souwéi och déi technesch flott modern Computerspiller, déi d'Kanner an hire Bann zéien. Et ass och fir d'Elteren oft méi einfach a méi sécher, se dobannen op der Couche ze beschäftegen, verglach mam Opwand an dem Engagement, deen et bedeit, fir eng aktiv sportlech Betätegung ze garantéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, hautdesdaags weess jiddwereen, datt de Sport an eng gutt Ernährung vill zu engem laangen a gesonde

Liewe bäidroen. D'Politik ass sech dëser Tatsaach och scho bewosst an et ginn zënter Jore scho regelméisseg Initiative lancéiert, fir d'Populatioun ze motivéieren, e gesonden Train de vie ze féieren. D'Regierung huet dowéinst och virun e puer Joer schonn zesumme mam Comité olympique den nationalen Aktiounsplang „Gesond iessen, méi bewegen" ausgeschafft, deen an deenen nächste Joren nach weider soll développéiert ginn. An dat fënnt komplett d'Ënnerstëtzung vun der CSV-Fraktioun.

D'Utilitéit vum Sport ass haut vu kengem méi contestéiert a gëtt staark gefërdert. Esou eng Politik bréngt natierlech mat sech, datt ee muss an de Sportséquipement an an d'Sportsinfrastrukturen investéieren. An aus dësem Grond stëmme mer dann haut iwwert den zéngte Fënnefjoresprogramm „Équipements sportifs" of.

De Projet war vun der aler Regierung déposéiert ginn an ass duerch d'Neiwahlen a Verzuch geroden. Dofir besteet och eng gewëssen Urgence, well verschidde Projete virun allem an de Gemenge scho méi wäit fortgeschratt sinn an op hir Realisatioun an op hire Finanzement waarden. Et handelt sech ëm regional, lokal an national Projeten, déi vum Plan quinquennal betraff sinn. A fir datt d'Subside kënne bezuelt ginn, ass et nun eemol néideg, datt de Fënnefjoresplang en vigueur ass.

De Plang trëtt iwwregens réckwierkend op den 1. Januar 2013 a Kraaft, wa mir deen dann haut unhuelen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, den zéngte Fënnefjoresplang vun de Sportsinfrastrukture gesäit e Gesamtbudget - d'Madame Rapportrice huet et scho gesot - vun 100 Milliounen Euro vir. Heimadder ginn eng sëlleche Projete realiséiert, beschtméiglech opgedeelt uechtert d'Land, well et och wichteg ass, datt d'Infrastrukture fir all d'Awunner vum Land gutt a séier accessibel sinn. Et däerf een de Leit et net ze schwéier maachen, hirem Sport nozegoen.

Ech wëll net ze vill an den Detail vum Projet agoen, well dëst jo scho ganz explizit d'Madame Rapportrice gemaach huet. Ënnert deene sëlleche Projeten, déi solle realiséiert ginn, kënnt Der lech jo bestëmmt virstellen, datt ech mech besonnesch iwwert déi siwe Piscinë freeën. D'Kanner léieren nun eemol just am Waasser schwammen, soudatt mer net laanscht d'Piscinë kommen, och wann dës an hirer Realisatioun an an hirem Entretien méi deier si wéi aner Infrastrukturen an dowéinst oft an der Kritik stinn.

Ech wollt och hei drop hiweisen, datt een et momentan als Otto Normalverbraucher net einfach huet, eng Piscine ze fannen, fir zum Beispill moies schwammen ze goen, well quasi all Piscine vun de Schoulen ausgelaascht ass. Dat ass jo och gutt esou, d'Schoulkanner solle jo och schwamme léieren! Et beweist awer op där anerer Säit, datt nach Schwämmen néideg sinn, fir dës extrem schounend a gesond Sportaart auszeüben. Esou ass d'Schwammen eng vun deenen eenzege Sportaarten, déi verschidde Leit mat kierperlecher Aschränkung iwwerhaapt nach ausübe kënnen. Ech hoffen, oder mir hoffen, datt dës siwe geplangte Piscinen dës Situatioun dann an Zukunft verbessere wäerten.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ënnert deene fënnef Installatiounen, déi en nationalen oder regionalen Intérêt hunn, fanne mer op éischter Plaz de Fussballsstadion. D'Diskussioune ronderëm de Fussballsstadion ware jo iwwer laang Joren eng „never-ending story". Dowéinst ass et gutt - an d'CSV begréisst et ausdrécklech, och vum Käschtepunkt hier -, datt elo de Stade Josy-Barthel an en nationale Fussballsstadion ëmgebaut gëtt. De Projet erfëllt och sämtlech UEFA-Kritären a puncto Sécherheet, Zuschauerzuelen an Accueil, Raimlechkeete fir d'Press a Pressekonferenzen oder Méiglechkeeten, fir Dopingstester duerchzeféieren, fir der just e puer ze ernimmen.

Wa mir dat net maachen, entzitt d'UEFA eis d'Méiglechkeet, fir d'Lännermatcher hei am Grand-Duché ze spillen. Bis elo ass dat ëmmer nach just duerch eng Derogatioun gaangen, déi d'FLF kritt huet. De Minister huet eis an der Kommissioun och informéiert, datt am Stade Josy-Barthel awer och Rugbymatcher kënne gespillt ginn, an dat zur grousser Zefriddenheet - en ass elo net heibannen - vum Kolleeg Krieps.

Dat ass jo och am Ausland oft de Fall, bei de Fransousen an och an England, wou d'Lännermatcher vun deenen zwou Sportaarten harmonesch an engem Stadion geplangt a koordinéiert matenee fonctionnéieren.

Elo kënnt den Här Krieps eran. Elo hunn ech grad vun Äre Rugbys...

(Interruption)

Voilà!

(Hilarité)

Well d'Liichtathletiksinfrastrukture wéinst den noutwendegen Transformatiounen um Stadion allerdéngs ewechfalen, ass virgesinn, datt dowéinst d'Anlagen um INS solle renovéiert ginn. Dëst ass wuel am Sënn vun der Liichtathletik ze begréissen, an awer werft dëse Projet Froen op. Mir wësse jo awer, datt, wa mer dem internationale Standard gerecht wëlle ginn, mir iwwer aacht Couloire verfüge mussen amplaz vun deene sechs, déi mer do hunn.

Ass de Site an dësem Sënn iwwerhaapt nach ausbaufäeg, ouni do musse Gebaier op eemol ewechzerappen, wat eng Käschtenexplosioun eventuell mat sech géif bréngen, och wat d'Vergréisserung vun den Tribünen ubelaangt, déi jo virgesi si fir 600 Leit?

Ech verstinn och de Räsonnement net, fir iwwerhaapt eng Tribün dohinner ze aménagéieren, wa souwisou den Terrain nëmme fir Trainingszwecker a regional Kompetitiounen a Fro kënnt.

Ech huelen un, datt Dir dat jo an enker Zesummenaarbecht mat der FLA gemaach hutt, net datt mir an e puer Joer awer dem Besoin musse nokomme vun engem nationale Liichtathletikszenter, deen den internationale Standarden entsprécht mat allem, wat och derbäigehéiert.

(Interruption)

Wéi soll de Parkingsproblem ronderëm den INS geléist ginn, wa mer wëssen, datt de Site elo schonn duerch de Sportslycée eleng zu Spëtzenzäiten iwwerlaascht ass, souguer mat Stopp „kiss and go", wann een d'Kanner just do ofsetzt oder siche kënnt?

De Minister huet jo do an der Kommissioun och vag drop geäntwert mat engem Ausbau vum Stopp „kiss and go". Well et ass jo awer en Ënnerscheed, Här Minister, ob een d'Kanner do just ofsetzt, fir se an d'Schoul ze féieren, oder dobleift, fir eventuell gären ze kucken, wa se trainéieren oder och eng Course lafen.

Dëse Parkingsproblem gëllt jo net nëmme fir dëse Site, mä och fir den nationale Fussballsstadion. Mir wären dofir schonn interesséiert ze wëssen, wéi de Sportsminister sech konkret virstellt, dëse Parkings- a Verkéiersproblem souwuel um Cents wéi och op der Areler Strooss ze léisen. Et muss ee jo bedenken, datt op esou engem internationale Fussballsmatch bis zu 9.000 Leit solle kënnen empfaange ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, an Zäiten, wou d'Finanzen net gutt sinn an de Rimm méi enk muss geschnallt ginn, sinn 100 Milliounen Euro vill Geld. Wéi dëse Projet vun der aler Regierung ausgeschafft an déposéiert ginn ass, war scho kloer, datt sech op de strikte Minimum muss reduzéiert ginn. Et muss ee sech der Decken no strecken. Méi cibléiert Investissementer mat manner Suen a méi effikass an och fonctionnel bauen, heescht et.

Wat elo d'Verdeele vun de Subsiden ugeet, sou hat de Minister bis elo ëmmer d'Méiglechkeet, de Gemengen an de Federatiounen en zousätzleche Subsid ze ginn. Am Artikel 4 vum Text vum Projet de loi 6559 ginn elo d'Gemengen net méi genannt. Just nach d'Centres nationaux ginn opgezielt. An anere Wierder also: just nach d'Federatiounen.

Dëst ass natierlech keng einfach Situatioun fir d'Gemengen, well si an Zukunft net méi wéi virdrun an eenzelne Fäll op zousätzlech Subside kënnen zréckgräifen. An datt dës Aschneidunge virun allem bei méi klengen a méi aarme Gemenge sech bemierkbar maachen, ech mengen, dat ass evident. Duerch dëse méi neien, méi exakte Bäihëllefssystem sinn d'Gemengen opgefuerdert, an Zukunft anescht ze plangen, fir sech eventuell och, esou de Minister, ze schütze virun eventuellen onnéidegen Installatiounen oder Luxusdérivë bei Projeten.

Madame Presidentin, ee vun den Haaptobjete vum virleiende Gesetzesprojet ass d'Schafe vun enger Banque de données de l'infrastructure sportive nationale. Unhand vun dësem Inventär vu sämtleche Sportsinfrastrukturen am Land an och der Informatioun iwwert d'Benotzung kann an Zukunft besser a méi effikass geplangt ginn an domadder och gespuert ginn.

Och wann a sengem Avis de Statsrot drop hiweist, datt de Passus zur Banque de données kéint aus dem Projet gestrach ginn, well keng Données à caractère personnel viséiert sinn an domadder keng Autorisatioun duerch e Gesetz néideg ass, kënne mir d'Konklusioune vun der Sportskommissioun zu dësem Punkt awer novollzéien a weisen an dësem Sënn op d'Versécherung vum Sportsminister hin, deen zoustännege Règlement grand-ducal an eiser Kommissioun duerchzediskutéieren.

Et sief awer drop higewisen, datt och wierklech muss garantéiert sinn, datt dës Datebank just Informatiounen iwwert d'Infrastrukture sammelt a keng Donnéeën iwwert d'Utilisateure vun dësen Infrastrukturen.

Mir wollten awer op dëser Plaz d'Schafe vun esou enger Base de données ausdrécklech begréissen. Dës Datebank bréngt déi néideg Informatiounen, méi Transparenz, eng besser Gestioun, e gudden Iwwerbléck doriwwer, a welcher Phas e Projet drun ass, och wat säin Amortissement ubelaangt, souwéi och eng administrativ Vereinfachung fir d'Gemenge mat sech. Besonnesch luewenswäert fanne mir, datt dës Datebank sech och un de grousse Public wennt, dee sech doriwwer informéiere kann, a welchen Infrastrukture wou a wéini säi Liiblingssport bedriwwe ka ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll net vergiessen, an dësem Kontext ass och den Zougang u sech zu de sportlechen Infrastrukturen ze erwähnen. Zu Lëtzebuerg si mer jo an der glécklecher Situatioun, datt d'Veräiner an d'Federatiounen allermeeschtens gratis Accès hunn an d'Halen, op d'Terrainen, Piscinen, déi och vun de Schoule genotzt ginn. Dës Gratuitéit vun den Infrastrukture ass leider net an all Land esou ginn, soudatt am Ausland scho vill Veräiner et ganz schwéier hunn. Mir sinn zu Lëtzebuerg zimlech verwinnt an dëser Hisiicht.

An dach ass och hei net alles optimal. Esou ass den Zougang zu sportlechen Infrastrukturen och net ëmmer garantéiert zum Beispill an de Schoulvakanzen, an dëst meeschtens duerch Personalmangel. Dëst ass virun allem fir den Héichleeschtungssportler e grousse Problem. Et ass un der Politik, sécherzestellen, fir hei no Léisungen ze sichen, fir kënnen déi sëllech deier a ganz gutt ageriichte Sportsinfrastrukturen och wierklech accessibel ze maache fir eis beschte Sportler.

An dësem Kontext gouf jo och schonn an Zesummenaarbecht mat dem Aarbechtsministère e Projet pilote gestart. A mir hoffen dann, datt deen och weider ausgebaut gëtt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Och wat d'Prestatioune vun dësen Infrastrukturen ubelaangt, héiert een ëmmer méi oft, datt verschidde vun dëse Servicer, zum Beispill den Tableau de chronométrage fir eng Kompetitioun oder de Chlor, un d'Veräiner an d'Federatiounen ewell verrechent ginn, déi eigentlech ëmmer zum Gesamtpaquet gehéiert hunn. Hei entwéckelt sech e schläichenden zousätzleche Käschtepunkt, dee verschidde Veräiner a Federatiounen net droe kënnen an deen eng weider Belaaschtung bedeit, virun allem fir déi Sportaarten, déi net finanziell esou déck do sinn. Oft mam Resultat, datt Leit, déi sech do bénévole engagéiere fir eis Kanner, duerch dës zousätzlech finanziell Belaaschtungen esou dee leschte Mutt geholl kréien, fir nach eppes ze organiséieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et läit mer um Häerz, vun der Wichtegkeet vun deem ze schwätzen, wat innerhalb vun dëse Sportsinfrastrukture geschitt, déi haut zur Debatt stinn. D'Gebaier sinn dat eent. Dat, wat all Dag dran ofleeft, dat ass dat anert.

Fir datt an eise Veräiner a Federatiounen dësen dagdeeglechen Effort vun deene sëlleche Bénévolen och weiderhi kann a wäert geleescht ginn, musse mer och weiderhin dréngend Initiative starten, fir de Bénévolat ze fërderen an ze stäerken. Esou ass et awer un der Politik, ze kucken, d'Weichen esou ze stellen, datt de Bénévolat méi attraktiv gëtt an datt d'Leit Loscht kréien, sech ze engagéieren.

Ech wollt an dëser Hisiicht froen, wat d'Regierung gedenkt zousätzlech an deenen nächste Joren ze ënnerhuelen, well de Regierungsprogramm ass do zimlech vag.

Gesäit de Minister eng Chance, de Volontariat an e gesetzleche Kader eventuell eranzehuelen? Eng vun de viregte Moossname war jo, de Bénévole vum Joer ze sichen. Bréngt esou eng Initiativ den néidege Schub an hutt Der wëlles, dës esou wichteg Éierung fir vill Engagéierter am Sport an dësem Format weiderlafen ze loossen oder eventuell ze iwwerdenken?

Hätt een hei net besser, de proposéierte Leit fir hire laangjährege Engagement e Cadeau ze maachen an hir Mériter virun allem ervirzesträichen, wéi éischter no subjektive Kritäre just een eenzelnen oder zwee, dräi Gewënner ze nennen?

Et huet een heiansdo d'Gefill, datt et souguer méi op d'Zesummesetzung an d'Qualitéit oder besser gesot d'Konscht vun der Presentatioun vum Curriculum vitae ukënnt, deen déi zoustänneg Federatioun eragëtt, wéi op dat, wat do all Eenzelne vun hinne fir säi Land a fir säi Sport jorelaang geleescht huet,…

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- …a wou der méi mat enttäuschte Gesiichter heemginn, wéi ee mengt. Mir froen eis hei, ob e sportlecht Klassement net hei awer op der falscher Plaz ass fir dëst esou gutt a wuelgemengtent Konzept oder Iddi.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et läit menger Partei no, nach méi allgemeng op déi dräi Volete vum Sport - de Kompetitiounssport, de Schoulsport an de Fräizäitsport -anzegoen, déi fir eis, ech betounen dat, allen dräi gläich wichteg sinn. A mir mussen och an déi allen dräi weider investéieren.

De Leeschtungssport ass ganz kloer d'Aushängeschëld, duerch dat déi Jonk oft motivéiert ginn, de Sport ze bedreiwen. Héichleeschtungssportler si Virbiller fir eis Kanner. Si kucken op zu hinnen, renne mat de Fändelen hannendrun a wëllen esou ginn oder si wéi si. Dofir ass et och wichteg, datt se sech wéi Virbiller behuelen.

Lëtzebuerg huet en Numm am Sport kritt a sech op d'Weltkaart vu verschidde Sportaarte placéiert an esou Opmierksamkeet op eist Land gelenkt. Dës Dimensioun vum Sport muss weider gefërdert ginn, well si ka fir eist Land vill bewegen. Net nëmmen, wat den Nationalstolz an den Zesummenhalt ubelaangt, mä virun allem, well eis beschte Sportler de Bléck op eist Land zéien.

Wat de Schoulsport an de Sport loisir ubelaangt, bleift et virun allem déi preventiv Dimensioun, déi d'Madame Rapportrice schonn ënnerstrach huet. All Etüde weisen, datt eng Erzéiung mat Sport a Bewegung sech positiv op dat ganzt Liewen an d'Gesondheet auswierkt, datt se an all Alter d'Leit méi gesond hält an datt och besonnesch am Alter eng sportlech Aktivitéit souwuel de Kierper wéi och de Geescht fit hält.

An de Schoule kréien d'Kanner oft den éischte Goût dovunner, wat de Sport ass, a si léieren d'Sportaarte kennen. Leider ass et oft esou, datt haut verschidde Kanner elementar Bewegungsofleef net méi kënnen, well se net allze oft d'Méiglechkeet kréien, sech sportlech ze betätegen, an dëst aus den ënnerschiddlechste Grënn.

Vill Kanner sinn nieft der Schoul a Kannerbetreiungsinfrastrukturen ënnerbruecht. Dëst erfuerdert e Sportskonzept, dat dëser Situatioun Rechnung dréit. Mir fannen et wichteg a richteg, datt eis Regierung sech virgeholl huet, am Beräich vum Schoulsport d'Léier- an d'Betreiungspersonal am Sport besser ze formëieren, an datt elo méi a besser Initiative fir déi motoresch a sportlech Entwécklung vun de Kanner a Jugendleche geholl solle ginn. Dat kënne mir als CSV nëmmen ënnerstëtzen a fannen dës Initiativ ganz luewenswäert.

Ganz interessant ass och de Plang, fir d'Programmer an d'Horairë vun de Sportsstonnen an der Schoul an ausserhalb an de Betreiungsinfrastrukturen ze optimiséieren. Mir froen eis just, wéi dëst genee soll an der Praxis, virun allem wat d'Schoul ubelaangt, ëmgesat ginn, well an der Theorie héiere sech déi Saachen nämlech ëmmer ganz flott un; an der Praxis gëtt et dann awer oft méi schwiereg, fir och Tate folgen ze loossen.

Här President, all Mënsch gëtt sech ëmmer méi bewosst, datt mir nëmmen ee Kierper hunn, op dee mer oppasse mussen oder besser gesot däerfen. Och de Sport am Alter hëlt ëmmer méi zou. Sport ze maache verhëlleft deenen Eeleren zu engem gudde Kierpergefill an enger gudder Fitness am héijen Alter.

Esou kann ee scho bal soen, datt zurzäit zu Lëtzebuerg eng nei Kultur vu Sport a Wuelbefannen entsteet. Dëst ass ze begréissen a gëtt en plus och ëmmer méi en ekonomesche Facteur. Zum Beispill duerch déi sëlleche Sportsgeschäfter, d'Entwécklung an der Ernährungswëssenschaft an dësem Gebitt, riseg Sportsevenemen-

ter, déi Touristen op Lëtzebuerg lackelen, déi ëmmer méi heefeg Fitnesszentren a Wohlfühltempelen, gradesou wéi déi rasant Entwécklung vun der Zuel vum Personal Trainer. Dëst wäert an Zukunft net ofhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Enn vu mengen Ausféierungen ukomm. D'CSV-Fraktioun wäert dësem Projet, Madame Rapportrice, selbstverständlech zoustëmmen, wéi se et och schonn an der Kommissioun gemaach huet, well et e wichtegt Gesetz ass fir de Sport an eisem Land, deen déi néideg Infrastrukture brauch, fir gutt kënnen ze fonctionnéieren.

Méi wichteg ass awer, an ech sinn elo just dorobber agaangen, dat, wat an den Infrastrukture stattfënnt. D'Infrastruktur, d'Schuel, dat ass dat eent. D'Fëlle vun deem, wat do gemaach gëtt, d'Freed um Kierper an un der Bewegung, wéi de Sport betreit gëtt, wat trainéiert, wéi gelidden, geschweesst a gestridde gëtt, alles am Respekt vum Géigner an am Fairplay, d'Häerz also vun der Infrastruktur, dat ass dat anert.

Et ass un der Politik, sécherzestellen, datt d'Konditioune geschafe ginn, fir datt dës Sportsinfrastrukturen optimal genotzt kënne ginn a mat Liewe gefëllt kënne ginn. An allgemeng brauche mer hei zu Lëtzebuerg eng Politik, déi Loscht a Freed um a fir de Sport vermëttelt. Vive de Sport!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Arendt. Als nächste Riedner wär den Här Eugène Berger um Tour. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierlechen éischte Bericht hei an der Chamber. Dee war exzellent, an ech hoffen, datt mer nach vill Rapporte vun hir wäerten hei héieren.

Bon, et ass haut e bëssen en Anniversaire. Et ass den zéngten Anniversaire vum Fënnefjoresplang. An et ass och e bëssen Traditioun hei an der Chamber, datt da sportlech engagéiert Politiker defiléieren hei op der Tribün, fir eng Rei Remarquen ze maachen zu deem Plang. Gradesou wéi meng Virriednerin Nancy Arendt, déi schonn eng ganz Rei Facettë vum Sport ugeschwat huet a praktesch ganz komplett war, soudatt et da schwéier ass natierlech, duerno och als Sportler do nach vill bäizefügen.

Ech wéilt awer trotzdeem zwou, dräi méi generell Remarquë maachen um Ufank; fir d'Éischt, fir op d'Wichtegkeet vum Sport an eiser Gesellschaft awer méi generell hinzeweisen. Ech mengen, de Sport ass wichteg am Bezuch op d'Gesondheet. Een, dee Sport mécht, dee sech beweegt, dee gëtt net esou schnell krank. Deen huet eppes, wat e ka fir säi Kierper maachen, fir dee fit ze halen. Dat ass och am Sënn vun der Preventioun. Dat ass och am Sënn am Endeffekt, fir Suen ze spueren, well dann och eis Krankekeese manner schnell belaascht ginn.

Sport ass awer net nëmmen eppes, wat dem Kierper eppes bréngt. Sport ass och eppes, wat dem Geescht eppes bréngt. Ech mengen, datt een och kann duerch de Sport, an ech mengen, dat si ganz vill Mënschen, net nëmme Spëtzesportler, mä och Breedesportler, déi eigentlech den Épanouissement personnel, also déi perséinlech Entfalung dobäi sichen.

Dat kann zum Beispill sinn, datt een einfach en Ausgläich sicht, wann een en haarden Aarbechtsdag huet, wann ee Stress hat. Dat kann awer och sinn, datt ee sech wëllt selwer verwierklechen, op egal wat fir engem Level. Mir kennen ëmmer méi Leit, déi zum Beispill sech als Zil huelen, eng Kéier e Marathon ze lafen an dorunner kënne schaffen, fir einfach och esou een Zil kënnen ze realiséieren, sech selwer Ziler ze setzen, sech selwer kënnen ze realiséieren.

Dat huet och eppes mat Unerkennung ze dinn. Bei de Spëtzesportler natierlech, déi wëllen e Resultat hunn, déi sech doduerjer dann och kënne confirméiert fillen duerch all déi Ustrengungen, déi Trainingen, déi se gemaach hunn, mä awer och wéi gesot bei deem Eenzelnen, deen de Sport op engem méi niddrege Level mécht. Dat kann also och beim Fräizäitsport erreecht ginn.

Natierlech huet de Sport och eng sozial Komponent. An de Veräiner, op anere Plaze komme Sportler zesummen, léiere sech kennen, et gi Brécke gebaut. Ech denken do besonnesch och un déi Aspekter vun der Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger, wat ganz oft den Ufank fënnt an engem Sportsveräin. Mir hu ganz vill, ech denken zum Beispill u Fussballsveräiner, wou ganz vill Integratiounsaarbecht am Endeffekt an deem Sënn gemaach gëtt.

Sport huet och eng ekonomesch Komponent, dat wësse mer alleguerten, mat all deene Produiten, déi op de Marché komme fir d'Sportler, mat Mënschen, déi vum Sport liewen, well se Profisportler sinn oder well se an deem Business schaffen. Dat kreéiert Aarbechtsplazen. Do ginn also ganz vill Suen och ëmgewälzt. Wann ech nëmme gëschter huelen, do hunn ech héieren, datt eng Olympiad - also d'Wanterspiller vu Sotschi - 36 Milliarde kaschten. Dat heescht, do ass also och ganz vill vum Geld, wat duerch de Sport an Ëmlaf ass.

An et wär eigentlech interessant, fir och eng Kéier emol déi Fro hei zu Lëtzebuerg ze stellen. Ech froen also de Minister, e muss se haut net beäntwerten, ech soen einfach, et wier interessant, eng Kéier nämlech déi Fro ze stellen, wéivill de Sport hei zu Lëtzebuerg zum PIB bäidréit.

Et gëtt natierlech och Problemer, an ech wëll emol soen an eiser Gesellschaft, well net genuch Sport gemaach gëtt. Et sinn Etüden, déi gemaach gi sinn. Et héiert een et jo ëmmer erëm. Och nach virdrun ass et scho gesot ginn, datt mer anscheinend eis net méi genuch bewegen an eiser Gesellschaft. Dat fänkt bei de Kanner un, well se net méi zefouss an d'Schoul ginn, mä dohinnergefouert ginn, sief dat mam Bus, vun den Elteren, sief dat, datt se duerch Computer, Fernseh an esou weider net méi genuch vläicht am Alldag sech bewegen. Dat ass och bei Erwuessener, gëtt gesot, de Fall, datt se eben och do eng Liewensweis hunn, déi net méi op Bewegung ausgebaut ass.

Ech muss zwar soen, ech hunn heiansdo meng Douten iwwert déi Etüden. A wann ech och a mengem perséinlechen Ëmfeld kucken, meng perséinlech Erfahrung kucken, muss ech soen, hautdesdaags kennen ech a mengem Frëndeskrees der méi wéi jee, déi elo Sport maachen oder déi, loosse mer emol soen, sportlech aktiv sinn, méi wéi fréier, déi op eemol ufänken, net nëmme wéinst der Midlife-Crisis, mä einfach esou. Déi fänken un, Marathon ze lafen, an de Fitnessclub ze goen asw. An och bei de Kanner. Ech kenne vill Elteren, déi sech bekloen, datt se soen: „Ech ginn net fäerdeg, Taxi ze spillen, well um véier Auer muss en nach an de Fussball an um sechs huet en awer och nach en Tenniscours.", an esou weider.

Also, meng perséinlech Erfahrung ass, ech froe mech, ob dat wierklech effektiv an der Realitéit esou ass, wéi et duergestallt gëtt, an datt mer haut op alle Fall sécher net méi schlecht wéi fréier sinn. Mä au contraire, wann ech kucken, wéi ech an d'Primärschoul gaange sinn, datt do vill manner Méiglechkeete waren, vill manner Sport gemaach ginn ass.

Ech sinn op d'Wiss mat de Kolleege Fussball spille gaangen, wou mer zwee Poteauen dohinnergestallt hunn, oder an de Bësch lafe gaang sinn, klammen oder soss eppes gemaach hunn, an datt eigentlech also haut d'Situatioun, déi esou schlecht duergestallt ginn ass, am Endeffekt net esou schlecht ass, a fréier effektiv vläicht manner Bewegung do war. An dat war och d'Origine vun deene Fënnefjorespläng, wann een dat noliest.

D'Madame Rapportrice hat dat jo och kuerz erwähnt an hirem Rapport, datt dat eigentlech eng vun den Ursaache war, fir esou e Plan quinquennal anzeféieren, datt dat eigentlech war, well deemools festgestallt gi war, dat war 1968, datt net genuch Bewegung, net genuch Sport géif (veuillez lire: géif an eiser Gesellschaft) gemaach ginn.

Ech mengen, sécherlech bleiwen nach eng Rei Efforten awer ze maachen, fir nach méi Leit zu der Bewegung an zum Sport ze kréien. Een Element, fir dat ze maachen, ass natierlech och a mengen Aen, als fréieren Enseignant, de Schoulsport, datt een do ganz vill Saache ka mat op de Wee ginn. Do kann ee ganz vill scho maachen.

Haut net nëmme Schoulsport, mä ech géif soen, och all Maison relais an all déi Infrastrukturen, déi elo an engem Ganzen och mat dem Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse verbonne sinn. An och meng Virriednerin huet jo op d'Wichtegkeet do higewisen, datt een do net den Zuch verpasst a wierklech vun Ufank u kuckt, an deenen Infrastrukturen en adequate Sport oder Sportenseignement oder - wéi soll ech soen? - eng Approche zum Sport do och ze vermëttelen.

An dann natierlech, fir datt een d'Leit zum Sport kritt, sinn natierlech och d'Infrastrukture wichteg. An da kommen ech dann och zum Projet de loi hei. Et kann ee sech natierlech froen, ech och als Budgetsrapporteur, wahrscheinleche Budgetsrapporteur vun 2014… Entschëllegt, Här President, ech wëll där Saach net virgräifen!

M. le Président.- Kee Problem.

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Et kann ee sech froen, an Zäiten, wou soll gespuert ginn: 100 Milliounen, dat ass e gudde Batz Geld. Ech muss awer soen, wa meng Informatioune richteg sinn, waren au départ eppes 120 Milliounen am Gespréich. A wa meng Informatioune richteg sinn, huet de Sportsminister och do schonn awer dee Virsaz, fir ze spueren, ugesat a schonn 20 Millioune gestrach, ier de Projet iwwerhaapt an d'Chamber komm ass.

Ech mengen, dat ass e gudden Effort. Bon, et kann een och elo soen, et ass net onbedéngt ginn, datt herno all déi Suen ausgi ginn. Et muss een och vläicht soen, datt een en cours de route bei deene Projeten, déi elo emol programméiert sinn, datt een do nach vläicht ka kucken, ob do, op där enger oder anerer Plaz, e bësse Sputt dran ass.

Well et ass jo esou, datt mer an der Vergaangenheet, muss ee soen, awer ëmmer -jo! -, kommt, mir soen, gären am Luxus gebaut hunn, bei eise Sportsinfrastrukturen. Ech als President vun enger Federatioun, wa mir emol hei zu Lëtzebuerg regional, international Kompetitiounen organiséiert hunn, an da si Sportler aus dem Ausland heihinnerkomm, déi sinn an d'Vestiairë komm, déi sinn op aner Plaze komm, déi éischt Kommentare waren net „wéi schwéier gëtt haut d'Kompetitioun", déi éischt Kommentare waren: „Dir hutt awer hei schéi Vestiairen. Dir hutt awer hei schéin Anlagen."

Also, och do: Sécherlech muss een eng Rei Saachen uerdentlech maache bei de Sportsinfrastrukturen, mä datt een och do kuckt, net onbedéngt mussen d'Ham an der Mëllech ze kachen an déi schéinste Plättercher iwwerall an de Vestiairen ze hunn, datt een do och vläicht déi eng oder déi aner Millioune kann ënnert dem Stréch spueren.

An dofir ass jo och dat neit Element vun den Datebanken, fannen ech, en interessanten Aspekt, net nëmmen och fir d'Informatioun vun de Bierger, mä virun allem och als Instrument vun deem Screening, dee mer elo wëlle maache mat den Analyse vun der Bestandsopnahm, datt also och déi Datebank do hire Sënn ka maachen.

Et ass och scho virdru gesot ginn: D'Infrastrukture si gutt. D'Coque ass, eigentlech am duebele Sënn och, eis „Coque". Mä natierlech ass och (veuillez lire: ass och dat, wat bannendra geschitt,) den Encadrement immens wichteg op allen Niveauen, beim Spëtzesport an och beim Breedesport.

An dat ass eng Problematik hei zu Lëtzebuerg, muss ee soen, besonnesch, wat de Breedesport ubelaangt oder och eben den net ganz ieweschte Level vum Spëtzesport, datt mer ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, Bénévoler ze fannen oder iwwerhaapt Trainer, qualifizéiert Trainer ze fannen, fir dat ze encadréieren. An do sinn an der Vergaangenheet jo Aktioune gestart ginn. Och meng Virriednerin war schonn dorobber agaangen. Et wier vläicht gutt eng Kéier, wann een do kéint e Bilan maachen a kucken, wat een awer nach kéint verbesseren, fir ebe méi Leit fir de Bénévolat ze gewannen an eventuell och méi Trainer erëm ze gewannen.

Souwäit ech am Bild sinn, sinn déi eng oder déi aner Saachen, déi um Niveau vun der ENEPS gemaach ginn, fir d'Formatiounen e bëssen, zum Deel, nei ze strukturéieren, fir de Leit et ebe méi attraktiv ze maachen, fir op dee Wee ze goen.

En anere Problem wëll ech awer och kuerz uschwätzen, dat ass dee vun dem Accès zu de Sportsanlagen, déi mer hei am Land hunn. Mir hu ganz vill Anlagen, déi gutt sinn, besonnesch och um kommunale Plang, mä wou awer ëmmer erëm Schwieregkeete sinn an och Kloe kommen, datt net, ech wëll net soen, zu all Moment, mä et awer oft schwiereg ass, fir regelméisseg kënnen dohinnerzegoen, déi ze benotzen, Infrastrukturen, déi mat ëffentleche Gelder gebaut gi sinn, an/oder heiansdo guer net ze benotzen.

Ech huelen ee konkret Besipill: A menger Gemeng ass eng sougenannten „interkommunal" Schoulpiscine, déi natierlech prioritär fir de Schoulsport ass, mä wou awer ganz vill Plagë sinn, wou déi Piscine eidel ass a ganz vill Bierger aus der Gemeng zum Beispill wéilten dohinnergoen an einfach gesot gëtt: „Jo, mir hunn da kee Schwammmeeschter." Mä kéint een dann awer net do ëmgedréit soen: „Ma, déi Leit, da bezuelen déi eppes. Jiddwereen ass och prett, an dat soll jo net gratis sinn, fir dann an déi Piscine ze goen." An da kéint ee jo mat deene Sue Leit astellen an et géif ee souguer Aarbechtsplazen doduerjer kreéieren.

Soudatt een also dat wierklech muss kucken, datt déi Infrastrukturen net nëmmen um kommunale Plang, mä och um nationale Plang, och an de Schoulen, a villen ëffentleche Schoulen, datt een déi besser zougänglech mécht, well jo eben déi Infrastrukturen en Outil sinn, fir d'Leit och zur Bewegung ze invitéieren. An och do wier et vläicht gutt, datt een do Pisten opzeechent oder sech wierklech do virhëlt, fir dat ze verbesseren.

Heiansdo scheitert et och u klenge Saachen. Ech kenne Fäll, ech wëll dat hei net ze vill développéieren, ech schwätzen elo eigentlech och als President vun enger Federatioun, do ass eng Klammmauer, déi an enger Hal ass, déi zu enger Schoul gehéiert, souguer fir mech war et an deene leschten zéng Joer net méiglech, eng Kéier op där Mauer klammen ze goen, well do ee Prof oder zwee Proffe gemengt hunn, dat wier net méiglech. Et kann net sinn, datt e Prof décidéiert, wou hei am Land mat ëffentleche Gelder finanzéiert Infrastrukturen dierfe benotzt ginn oder net.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- En anere Problem, deen ech och wëll kuerz opwerfen, dat ass, wa mer Gebaier musse renovéieren, och nei bauen natierlech, wat mer an där leschter Zäit hunn, an et si jo eng Rei Halen, Sportsinfrastrukturen, bei deenen dat muss geschéien, datt do ëmmer méi Sécherheetsnormen oder eng Rei Norme mussen agehale ginn, bei deenen ee sech awer och heiansdo freet, wou nach de gesonde Mënscheverstand ass. Dat ass, muss ech soen, iwwregens och net nëmme bei Sportsinfrastrukturen, mä och bei aneren ëffentlechen Infrastrukturen.

Mir hunn zum Beispill an de Gemengen, datt Gebaier, Jugendhaiser, wat weess ech, viru fënnef Joer gebaut gi sinn, no de leschte Standarden, mat deem leschte Schnickschnack, och ofgeholl gi sinn, an da kënnt zwee Joer duerno d'ITM a seet: „Hei ass alles net richteg. Hei musst Der elo nach eng Kéier vu vir ufänke bei den Dieren, bei iergendenger Trap." An hei an do. Dat kascht en Heedegeld. Et kascht en Heedegeld. An do muss een awer och eng Kéier kucken, dat huet eppes mat Simplification administrative ze dinn, wat een domadder (veuillez lire: mat der Approche) mécht.

Mir mussen hei zu Lëtzebuerg natierlech all Sécherheetsnormen anhalen. Mä ech hunn d'Impressioun, datt mir hei zu Lëtzebuerg bal eng Insel sinn, datt déi Normen, déi mir hei vun der ITM opgedroe kréien, zum Deel, datt et déi nëmmen hei zu Lëtzebuerg gëtt an nach vläicht um Mars, mä néierens anzwousch aneschters um Planéit.

An dat ass och ganz vill e Käschtefacteur, datt een also bei all deenen Normen do d'Ham an der Mëllech kacht. Ech froe mech, wéi et eigentlech fréier méiglech war, datt d'Mënschheet an och d'Sportler iwwerlieft hunn a Sportshalen, déi wahrscheinlech dann ni no iergendenger richteger Norm fonctionnéiert hunn.

Datselwecht, muss ech soen, ass och de Fall e bësse fir déi international Normen, déi mer vu Sportsverbänn oder vun der EU opgedroe kréien, déi, ech muss soen, dat war jo och net onbedéngt flott, wann een do gesinn huet, wéi zum Beispill den Här Platini eis do bal virgefouert an eis de béise Fanger gemaach huet a gesot huet, wat mer alles do misste maachen. Dat hätt ee kënnen e bësse méi op eng aner Aart a Weis maachen. Mä datt eigentlech anerer eis diktéieren, wat mir mat den ëffentleche Sue musse maachen, d'accord, datt ee muss do enger Rei Normen entspriechen, mä awer dat kéint een och op eng aner Aart a Weis maachen.

Bon, ech kommen dann zum Schluss och natierlech net derlaanscht, fir iwwert de Fussballsstadion kuerz ze schwätzen. Bon, verzeit mer, wann ech och als Réiserbänner nach eng Kéier ganz kuerz ee Saz soen zu deem Projet, deen näischt ginn ass. Ech soen, glécklecherweis ass…

(Interruption)

…deen näischt ginn.

Wierklech, dee Projet (veuillez lire: dee Projet Léiweng), dat war en absurde Projet, aus landesplanerescher Siicht hier virun allem. Ech mengen, dat wier e risegen Transportproblem ginn, a vun der Liewensqualitéit an der Gemeng hier war dat wierklech kee gudde Projet. En hätt och dem Sport an dem Usinn vun dem Sport näischt gedéngt.

Ech si wierklech frou, datt dee Projet ad acta geluecht ginn ass, deen och eventuell hätt kënnen am Nachhinein vläicht finanziell Schwieregkeete bréngen, wann ee gesäit, datt déiselwecht Promoteuren op anere Plaze finanziell Schwieregkeeten zum Deel hunn, och wa se an de Sportberäich wéi an eng Vëloséquipe zum Beispill investéiert hunn.

(Interruption)

Déi Solutioun, déi elo fonnt ginn ass, déi fënnt eis voll Ënnerstëtzung. Dat ass d'Renovatioun, eng déif gehend Renovatioun vun dem Stadion Josy-Barthel an der Stad. Dat ass eng gutt Solutioun, well een do natierlech de Fussball kann organiséieren och no den internationalen Normen, déi gefrot sinn, natierlech och de Rugby, wou ech frou sinn, datt och de President vun der Rugbysfederatioun deem ganz zoustëmmt.

Dann natierlech ass och am Raum, datt een do nach aner Evenementer kéint organiséieren, datt do also och méi eng villfälteg oder eng multimodal Utilisatioun vun deem Fussballsstadion da ka vustattegoen. Ech mengen, et ass virun allem awer wichteg, datt mer elo do - et si jo schonn eng Rei Réunioune gewiescht - wierklech virumaachen an deem Dossier, datt deen endlech zu Enn ka gefouert ginn, datt do, wann nach Décisiounen opstinn, déi wierklech sollen an deenen nächste Woche geholl ginn, datt een do dann och mat den Aarbechte kann ufänken an datt dee Projet da schnell ka realiséiert ginn.

Voilà, dat gesot, déi puer Remarquen, wëll ech dann d'Zoustëmmung awer och vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet ginn. Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Als nächst Riednerin huet d'Madame Josée Lorsché d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Lauter Sportler.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Laf vun de leschte Joren hate mir eigentlech nëmmen eemol d'Chance, an der Chamber iwwer Sport ze schwätzen. Dat war bei der Kreatioun vum Sportslycée, wou et eigentlech drëms gaangen ass, jonke Sportler gutt Bedéngungen ze schafen, fir Sport a Schoul optimal mateneen ze verbannen.

De Leeschtungssport ass e ganz wichtege Volet am ganze Beräich vum Sport. En huet vill positiv Dimensiounen a mir stellen en net a Fro. Mä ech mengen, haut geet et ëm vill méi. Et geet ëm eng global Sportspolitik fir eist ganzt Land, déi net eleng aus der Förderung vu jonke Sportstalenter besteet, mä déi ganz aner Missiounen ze erfëllen huet.

Här Minister, als Gréng si mir frou, datt déi nei Regierung dat och esou gesäit an datt se der Sportspolitik an Zukunft méi Bedeitung wëllt ginn. En éischte Schrëtt ass jo scho gemaach. De Sport ass an engem eegene Ministère doheem an net méi a senger klenger Nisch vum Département ministériel. Dee Changement begréisse mir, net nëmme wéinst sengem symbolesche Charakter. En eegene Ministère huet och méi Autonomie a méi Visibilitéit.

E weidert positivt Signal ass natierlech dat, datt dëst Gesetz zu deenen éischte Gesetzer gehéiert, wat mer no de Wahlen hei virleien hunn - mir kënnen haut driwwer ofstëmmen -, wat de Wee fräi mécht, fir ze investéieren a fir konkret ze schaffen. Op d'Geschicht vun de Fënnefjorespläng vum Sport ass d'Madame Hemmen agaangen, ech wëll elo net drop zréckkommen. Hir awer e grousse Merci fir hiren detailléierte Rapport.

Fir d'Éischt e puer allgemeng Iwwerleeungen iwwert d'Sportspolitik an eisem Land.

Un éischter Stell wënschen ech dem Här Schneider natierlech weiderhi vill Ausdauer an deem Job, well et brauch ee se. Dir braucht se doudsécher, fir déi Ziler ze erreechen, déi am Koalitiounsprogramm festgehale gi sinn. A mir sinn och iwwerzeegt, datt Är Regierungséquipieren lech net am Ree stoe loossen, wann et heescht, zesummenzeschaffen an d'Kompetenzen ze bündelen. Et ass nämlech do, wou de Schong an der leschter Zäit oft gedréckt huet.

De Plan d'action „Gesond iessen, méi bewegen" war eng ganz gutt Initiativ. Et war awer just déi eenzeg Initiativ, mat där versicht ginn ass, méi Ressorten zesummenzebréngen an zesummenzeschaffen. Mir si frou, datt an Zukunft esou Synergien d'Regel wäerte ginn.

Esou soll zum Beispill d'Zesummenaarbecht tëschent dem Sportsministère an dem Éducatiounsministère verbessert ginn. Dat ass och haaptsächlech dowéinst wichteg, well am Éducatiounsministère neierdéngs och de Volet „enfance et jeunesse" ënnerbruecht ginn ass an domat wichteg Zilgruppe regruppéiert sinn. Ech wäert nach drop zréckkommen a wéilt awer fir d'Éischt nach eppes iwwert de Familljeministère soen.

An deem Ministère geet et ëm méi. Et geet, éischtens, ëm déi eeler Generatioun, fir déi de Sport natierlech eng vital Aufgab huet, och eng sozial a gesondheetserhalend Funktioun. Souwuel am Regierungsprogramm wéi och an dësem Projet de loi gëtt den drëtten Alter zimlech oft erwähnt. An et ass un der Regierung natierlech elo, fir déi Aussoen a Musek ëmzesetze respektiv a Sport, a konkrete Sport, wou d'Regierung eis voll Ënnerstëtzung wäert kréien.

En zweete Volet, deen am Familljeministère ënnerbruecht ass, ass dee vun der Integratioun vun eisen net lëtzebuergesche Matbiergerinnen a Matbierger. Zu Lëtzebuerg ginn et sécherlech eng ganz Rei Politiker, Organisatiounen a Bénévoler, déi eng ganz gutt Aarbecht leeschten um Terrain. Mir denken, datt grad am Sport sech eng weider Chance bitt, fir d'Integratioun op eng spilleresch an informell Manéier weiderzedreiwen. Dofir si mir der Meenung, datt all Effort an deem Beräich sech wäert lounen.

En drëtte Volet, deen dem Familljeministère ënnersteet, ass dee vun der Inklusioun vu behënnerte Mënschen. Den Artikel 30 vun der UN-Konventioun vun de Rechter vun de behënnerte Mënschen, déi Lëtzebuerg am Joer 2011 ratifizéiert huet, schreift ausdrécklech vir, datt déi behënnert Leit eng gläichberechtegt Participatioun um Sport sollen erlaabt kréien. Eng gutt Accessibilitéit ass net alles. Déi gëtt an eisem Land op ville Plaze garantéiert, a mir schaffen drop hin, datt all nei Infrastrukturen accessibel wäerte sinn.

Dem Geescht vun der UN-Konventioun no missten déi betraffe Mënschen awer zum Beispill de Choix hunn, ob se an engem homogene Sportsgrupp, e Behënnertesportsgrupp wëllen hire Sport bedreiwen oder léiwer an engem traditionelle Veräin. Dee Choix hu se meeschtens net, well en einfach nach un de Strukture scheitert. Et ass net de Wëlle vun de Veräiner, dee se zréckhält, mä et läit dorun, datt kee Fachpersonal zur Verfügung steet, dat deen néidegen Encadrement ka garantéieren.

Mir mengen, datt um Niveau vun der ENEPS do eng Rei Formatioune kéinten ugebuede ginn oder ausgebaut ginn, fir den Encadrement vu Leit mat spezifesche Besoinen eben ze garantéieren. Och déi Thematik kann an deenen nächste Joren an Ugréff geholl ginn, op Basis erëm vum Regierungsprogramm, wou ech wéilt drop hiweisen, datt deen op verschiddene Plazen op d'Ëmsetzung vun der Behënnerterechtskonventioun hiweist.

Dann e Wuert zum Ministère vum Développement durable, deen an Zukunft, hoffen ech, méi eng grouss Roll ze spille kritt wéi an der Vergaangenheet. Nei Sportsinfrastrukturen hunn nämlech och mat Landesplanung ze dinn. Dat hu mer an der Lescht gesinn, Stéchwuert Fussballsstadion, deen och den Här Berger jo scho genannt huet. „Fussballsstadion mat Akafszenter an engem Iwwerschwemmungsgebitt op der grénger Wiss", ass déi Zäit gesot ginn.

Am Kader vun der Diskussioun iwwert dee leschte Plan quinquennal huet den deemolege Sportsminister de Projet Léiweng hei an der Chamber mat grousser Begeeschterung als rise Fortschrëtt duergestallt. Iwwert d'Ëmweltproblematik an den noutwendege Bau vun neien an extrem deiere Stroossen, Zoufahrtsstroossen op de Site, huet en eigentlech kee Wuert gesot. Am neie Plan quinquennal, ëm deen et haut geet, huet dee Projet der Vernunft Plaz gemaach, an dat begréisse mir. Esou Fehlplanunge sollen an Zukunft verhënnert ginn.

Sech als Stat blannemännerchers an d'Hänn vun engem Privatpartner ze ginn, just well en am Besëtz vun engem zesummenhängenden Terrain ass, wéi am Joer 2008 hei gesot ginn ass, war definitiv de falsche Wee! Dat huet sech an deene leschte Joren erausgestallt. Den Alternativ-Projet mat der Renovéierung vum Stade Josy-Barthel op der Areler Strooss ass souwuel finanziell wéi och landesplaneresch vertrietbar. A mir stinn als Gréng och voll hannert deem Projet.

Dernieft wëll ech awer och de Klimaschutz erwähnen. Och dee soll an der Sportspolitik zum Droe kommen. Beim leschte Plan quinquennal ass mer ee Wuert opgefall: d'Motocrosspist zu Goesdorf. Ech hu vollt Verständnis fir all Unhänger vu Motocross, muss mer awer d'Fro erlaben (veuillez lire: d'Fro muss awer erlaabt sinn), ob de Bau vun enger Motocrosspist an der schéiner Géigend beim Stauséi hätt misse Prioritéit hunn an engem Land, wat senge Klimaschutzziler meilewäit hannendruleeft. Mir mengen dat net. Eis hätt eng Vëlospist eigentlech besser gefall.

Zwee aner an och wichteg Ressorten, déi am Kontext vun der ministerieller Zesummenaarbecht nach kéinten erwähnt ginn, sinn natierlech déi vun der Santé an déi vun der Sécurité sociale. De preventiven Afloss vum Sport op den Organismus vum Mënsch ass onëmstridden a längst eng wëssenschaftlech Evidenz. Meng Virriedner a Virriednerinne sinn drop agaangen.

Wat d'Mënsche sech manner bewegen, wat se méi ufälleg gi fir Krankheeten. D'Resultat si Krankmeldungen iwwer laang Zäiten op der Aarbechtsplaz. Leider hëlt den Absentéismus opgrond vu Krankheet permanent zou a kascht de Sozialsystem ëmmer méi Geld. Dat geet aus enger Etüd ervir, déi vum CEPS/Instead gemaach ginn ass an déi och weiderhin aktualiséiert gëtt. Wahrscheinlech méi Geld, wéi dee beschte Sportsprogramm ka kaschten a wéi déi bescht Infrastrukture jee kéinte kaschten!

Dofir eis Suerg, datt Spuermoossnamen am Sport net onbedéngt gewënnbréngend wieren, mä de Statsfinanzen, ënnert dem Stréch, méi kéinte schuede wéi notzen. Spueren däerf een an eisen Aen héchstens um Luxus!

Spueren däerfe mir virun allem net bei de Kanner, wou d'Noutwendegkeet vun der Bewegung am gréissten ass. E Kand brauch Bewegung esou néideg wéi d'Loft, fir ze ootmen an d'Waasser fir ze drénken. D'Madame Arendt huet et op méi eng edel Manéier ausgedréckt mat hirem Zitat, mä et heescht eigentlech datselwecht. Regelméisseg a vielseiteg Bewegung kënnt jo net nëmmen de Kanner hirer kierperlecher Entwécklung zegutt, vill Bewegung a vill verschidde Bewegungsforme förderen och déi emotional Intelligenz, d'Konzentratioun an d'Léierfäegkeet vun de Kanner, virun allem am Beräich vun der raimlecher Wahrnehmung a vum mathemateschen Denken, a sinn eigentlech déi bescht Preparatioun op en erfollegräiche Schoulparcours.

Aus deem Grond si mir frou, datt d'Sportsaktivitéiten an de Crèchen, de Maisons relais, an de Grondschoulen am Exposé des motifs explizit erwähnt ginn. Et ass och wichteg, déi Aktivitéiten auszebauen, well d'Kanner ëmmer méi Zäit an deene Strukture verbréngen.

Natierlech stellt sech och d'Fro vum Encadrement vun de Kanner. Déi Fro ass an der Kommissioun opgeworf ginn. Et ass gefrot ginn, ob net och Sportsproffe sollten an deene Strukture schaffen. Dat ass eng Fro, déi mir eis net direkt stellen, well mir der Meenung sinn, datt fir d'Éischt soll gekläert ginn, wéi eng Kompetenzen déi Leit mussen hunn, wa se d'Kanner sportlech encadréieren.

E sportleche Parcours hannert sech ze hunn, en Héichleeschtungssportler gewiescht ze sinn oder d'Regele vun all Sportsaart ze kennen, geet sécherlech net duer. Pädagogesch a psychomotoresch Fachkenntnisser sinn eiser Meenung no méi wichteg, vill méi wichteg, well et bei klenge Kanner virun allem ëm eng ganzheetlech informell a kandgerecht Erzéiung geet an net ëm grouss Leeschtungen.

An eisen Ae wier et dofir un der Zäit, Här Minister, de Beruffsprofil vum Personal an deene Strukturen nach eemol ganz genee ënnert d'Lupp ze huelen, ëmsou méi, well den Ausbau vum Sport am Kader vum Plan d'encadrement périscolaire zu den Haaptprioritéite vun de Gemenge gehéiert. Am Kontext vun deem Ausbau begréisse mir natierlech, datt interkommunal Sportservicer sollen entstoen, déi och am Regierungsprogramm erwähnt sinn, an datt d'Gemenge weiderhin op staatlech Bäihëllefe kënnen ziele beim Ausbau, beim Neibau a bei der Renovatioun vu multifunktionelle Sportsinfrastrukturen.

Natierlech fält d'Geld net vum Himmel a scho guer net an dësen Zäiten. Dowéinst muss et méi wéi jee drëms goen, d'Geld esou effikass wéi méiglech anzesetzen a mat manner Geld méi ze maachen, wéi Dir et och an der Kommissioun ausgedréckt hutt.

Fir dëse Fënnefjoresplang stellt d'Regierung 100 Milliounen zur Verfügung, 100 Milliounen Euro, net aler Frang, déi zu engem Deel dem Kompetitiounssport sollen zeguttkommen, zum aneren Deel dem Schoul-, dem Fräizäitan dem Breedesport. Dee Budget vun 100 Milliounen heescht awer nach laang net, datt an den nächste Joren nëmmen 100 Milliounen an de Lëtzebuerger Sport investéiert ginn. Et sinn der bedeitend méi!

En zousätzleche Batz vun Dépensen, an dat ass en zolitte Batz, fält un d'Gemengen an un d'Gemengesyndikater, déi an dëser Diskussioun oft vergiess ginn. D'Sportsinfrastrukture fir d'Grondschoulen, d'Veräiner an den net formaliséierte Breedesport stinn ënnert der Responsabilitéit vun de Gemengen a mussen och vun hinne géréiert an ënnerhale ginn. Well d'Fonctionnementskäschte vun deenen Infrastrukturen net vum Stat subventionéiert ginn an eng héich Dépense op Jorzéngte sinn, kommen d'Gemenge virun allem a wirtschaftlech schwieregen Zäite schnell a Bedrängnis.

Beispillsweis leien d'Fonctionnementskäschte vun enger mëttelgrousser Schwämm bei 1,5 Milliounen Euro d'Joer, wat, op 20 Joer héichgerechent, 30 Millioune ginn, an dat emol ouni der Evolutioun vum Index Rechnung ze droen. Dat sinn natierlech Chifferen, déi d'Gemengen an hirer Finanzplanung net einfach esou ewechstiechen.

Fir finanziell Enkpäss ze vermeiden a fir och strukturell déi néideg Décisioune kënnen ze treffen, brauch all Gemeng eng gewësse Planungssécherheet. Och wann den Ausdrock „Fënnefjoresplang" op éischter en totalitäert Virgoe vum Stat kéint schléisse loossen, esou ass dës Fro awer hei net ze fäerten. Déi Suerg ass net begrënnt. De Fënnefjoresplang ass éischter en Instrument, wat déi néideg Planungssécherheet ebe just garantéiert.

Et ass en Instrument, wat sech jo säit 1968 bewährt huet. Zu Lëtzebuerg bewährt sech net alles esou laang! Et entsteet an enker Partnerschaft mat de Federatiounen, mam Comité olympique an zum Deel eben och mat de Gemengen. Et féiert dozou, datt kee Wildwuchs queesch duerch d'Land entsteet, mä en Netz vun Infrastrukturen, déi engersäits de Besoine vun den eenzelne Sportsaarte Rechnung droen an anerersäits awer och dem massive Bevëlkerungswuesstum an de steigende Schülerzuelen, déi mer jo kennen.

Et ass dofir kee Wonner, datt dëst Gesetz net nëmme vun der Sportswelt mat vill Spannung erwaart gëtt, och de Gemengesecteur ass... de Fënnefjoresplang, deen ass him ganz wichteg, well e wëllt wëssen, wou e mam Stat drun ass a wéi héich d'Bäihëllefe wäerte sinn.

Da kënnt en zousätzlecht Planungsinstrument derbäi mat dësem Gesetz, dat ass d'Banque de données vun den Infrastrukturen, déi jo nei geschafe wäert gi mat dësem Gesetz, ebe fir d'Éischt emol finanzéiert, éier dann de geneeën Inhalt wäert definéiert ginn. Et ass en informateschen Outil, deen d'Gestioun vun Infrastrukture vereinfache soll an d'Dépensë soll méi prévisibel maachen.

An deem Sënn suergt déi nei Datebank net nëmme fir méi Kloerheet an Transparenz, se ass och eigentlech e wichtegt Zousazinstrument zu der Finanzplanung, déi an de Gemenge stattfënnt. Dee Moment kënnen d'Budgete méi realitéitsno opgestallt ginn, wat een och als Gemengepolitiker begréisse kann.

D'Banque de données wäert och der Ëffentlechkeet zougänglech sinn, wat gutt ass, an deem Beräich, wou d'Leit sech kënnen informéieren, wat, wou a wéini stattfënnt vu sportlechen Aktivitéiten a wou se sech kënne betätegen. Et ass och e gutt Instrument am Hibléck op eng rationell Approche vun de Renovatiounen. Se soll prezis Informatioune liwweren iwwert de Grad vum Amortissement a vum Alter vun all Installatioun am Land.

Vill Infrastrukture sinn natierlech während dem Bau-Boom vun de 70er Joren entstanen, si mëttlerweil veraltert an energieméisseg eigentlech eng Katastroph. Dowéinst ass et logesch, datt d'Renovatiounsprojete vu Joer zu Joer zouhuelen. Fir datt déi seriö geplangt kënne ginn, muss natierlech am Virfeld eng Bestandsopnahm vum Alter a vum Zoustand virleien.

Wat mir bedaueren, ass, datt déi Bestandsopnahm net scho laang gemaach ginn ass, well ee jo weess, datt a ville Gemenge schonn den Zou-

stand vun de Gebailechkeete relativ degradéiert ass a wou akut Renovatiounen ustinn. Dat ass dann och de Grond, firwat de Statsrot sech e bësselche méi kritesch zu Wuert gemellt huet. En huet bemängelt, datt feelend Donnéeën eigentlech keng Analys erlaabt hunn. En huet mat Recht drop higewisen, datt de Fënnefjoresplang keng Flucht no vir soll sinn, mä datt och d'Konklusiounen aus der Vergaangenheet musse gezu ginn. An ech hoffen, datt et dat ass, wat mer dann a fënnef Joer kënne maachen, wann d'Banque de données da bis en place ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konklusioun, déi mir als Gréng wëllen zéien, bezitt sech elo net direkt op dem Statsrot säin Avis an och net op den Detail vun all Projet, déi virgestallt ginn. Eis Konklusioun ass vläicht e bësselche méi gréng ugehaucht. Mir sinn eis scho bewosst, datt eis Gesellschaft méi Bewegung brauch, an datt d'Bewegung e Raum brauch, an deem se stattfanne kann. Dofir ënnerstëtze mir de Fënnefjoresplang voll a ganz.

Nieft de genormten Infrastrukture ginn et awer nach aner Plazen, déi genotzt kënne ginn, fir sech ze bewegen. Dat sinn d'Fräizäitanlagen, wéi eis Parken, d'Schoulhäff, d'Vëlosweeër, d'Spadséierweeër, d'Spillplaze fir d'Kanner, d'Skateboardpiste fir déi Jugendlech a wat net nach alles. Dat ass awer och d'Natur mat hire Feldweeër, hire Bëscher a Wisen a Séien. Och am Stauséi kann ee schwammen, wann een net an enger Schwämm ass.

Wat mir déi Liewensraim besser schützen, wat mir méi Raum fir d'Bewegung halen. An deem Sënn hoffen ech op eng gutt Natur, fir sech dran ze bewegen.

An deem Sënn soen ech Iech och villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. An als leschten agedroene Riedner, den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een nëmme siwe Minutten huet, wéi mir elo, da muss ee sech an der Begeeschterung fir de Projet heiansdo kënne méi kuerzfaassen. Dofir vu menger Säit emol e Merci un d'Madame Rapportrice fir e ganz komplette Rapport. An ech muss soen, datt ech mech bei bal allem, wat meng dräi Virriedner bis elo gesot hunn, wat dat Wichtegt an dat Nëtzlecht vum Sport ugeet an dat Gesond, nëmme kann uschléissen.

Ech wëll also dat elo net nach eng Kéier widderhuelen, mä ech wëll déi Zäit, déi mer elo hunn, profitéieren, fir meng Oppositiounsaarbecht ze maachen a vläicht dem Här Minister, der Regierung e puer méi kritesch Froen ze stellen iwwert dëse Projet, wat e puer Volete vum Finanzement ugeet.

Dir hutt jo gesot, Här Minister - oder de Rapporteur; ech mengen, Dir selwer kritt nach d'Wuert -, mä d'Madame Rapportrice huet jo och gesot, dat sinn 100 Milliounen elo, déi mer do investéieren, an et wär e Spuereffort gewiescht, well et wär am Ufank op 120 Milliounen ugesat gewiescht.

Dofir ass meng Fro un Iech: Wat sinn dann déi 20 Milliounen, déi Der agespuert hutt? Wéi eng Projeten hutt Der dann elo net zréckbehalen? A wat fanne mer vun deene Projeten, déi Der net zréckbehalen hutt, dann iwwer Spezialgesetzer eventuell erëm an deenen nächste Joren? An ënnert deem Strëch, wa mer déi fënnef Joer hanner eis hunn, ass da wierklech gespuert ginn?

Et ass eng wichteg Fro an, ech mengen, och eng berechtegt Fro. Et ass net, datt een d'Wichtegkeet vum Sport domadder a Fro stellt, mä wann an anere Ministèren zum Deel drastesch gespuert gëtt, datt mer gesinn, datt Sozialofbau kënnt, datt d'Steieren erhéicht ginn, datt d'Familljenzoulage gekierzt ginn, dann ass et och legitim, fir ze froen, wéi eng Kontributioun an Arem Ressort zu deem gemeinsame Spuereffort bruecht gëtt.

Eng zweet Fro, déi ech wéilt da stellen och, dat ass: Wéi eng Kritären huelt Der fir Är Subsiden? Sidd Der bereet, déi Politik ze iwwerpréiwen? E Virriedner hat geschwat vun de Gemengen, mä och: Wat fir eng Kritären huelt Dir, fir ze décidéieren, ob e Projet kann ënnerstëtzt ginn?

Dat heescht, riicht Der Iech no de Besoinen oder no den Devisen, no de Käschtepunkten? Et ass besser, sech no de wierkleche Besoinen ze riichten, fir eben all Exzesser an de Luxus vu vireran ze verhënneren.

Mir haten net vill gutt Erfahrungen an deene leschte Jore mat enger Bedeelegung vum private Secteur u Sportsinfrastrukturen, dat ass richteg. Trotzdeem gëtt et Iwwerleeungen an Arem Ministère, fir vläicht an eenzelne Projeten mat dem private Secteur zesummenzeschaffen. An denkt Der a verschiddene Sujeten oder verschiddenen Infrastrukturen och direkt mat un eng touristesch Notzung, eventuell iwwert d'Land eraus, vun eenzelnen Infrastrukturen?

Da muss ech soen, déi Diskussioun ëm d'Parkplazen, déi ass relativ schwéier nozevollzéien. Wann een hei an der Stad oder op anere Plaze grouss sportlech Infrastrukture mécht, wou och grouss Evenementer a grousser Zuel solle stattfannen, fir se iergendwéi ze amortiséieren oder vläicht souguer ze rentabiliséieren, dann ass et schwéier, vu vireran den Aspekt vun de Parkplaze wëllen auszeklameren an nëmmen op den Transport public ze verweisen.

Ech mengen, datt dat eng Méiglechkeet oder besser e Wee ass, deen d'Regierung eis do opzeechent, dee bei groussen Evenementer chaotesch Verkéierszoustänn ka provozéieren, an dofir wär et vläicht gutt, och hei e klärend Wuert iwwert d'Noutwendegkeet oder de Verzicht vun der Säit vun der Regierung op Parkplazen ze héieren. Op jidde Fall, ech mengen, et muss een, wann een esou Projete plangt, verantwortungsvoll vu vireran do virgoen.

Wat mech awer elo nach méi beschäftegt, Här Minister, dat ass déi Iddi vun der Base de données. Déi Base de données, déi hei an deem Gesetz steet, an déi net misst an deem Gesetz stoen, do huet de Statsrot vollkomme recht, well wann dat elo net géif drastoen, da wär vläicht keng Finanzéierungsbasis an dësem Gesetz, mä et kéint een ëmmer iwwer e Budgetsgesetz oder en anert Gesetz eng legal Basis dofir schafen.

Meng direkt Virriednerin huet gesot, elo géife mer emol de Finanzement regelen, dann iwwert den Inhalt schwätzen. Mä den Inhalt ass ebe just dat, wat mech net iwwerzeegt. Ech hunn Äert Gesetz do zimlech genee gekuckt, an da kucken ech, wat dann elo déi Base de données do soll leeschten. Do soll zum Beispill eng Kartografie vum Sport gemaach ginn, esou wéi wa mer nach keng hätten.

An Ärem eegene Gesetz hu mer hei eng Kaart vun de Centres nationaux et infrastructures étatiques, piscines couvertes, halls des sports, multisports, halls des sports de la ville de Luxembourg, terrains de football - gazon naturel, terrains de football - synthétique, halls de tennis couverts, stades d'athlétisme, an ech sinn iwwerzeegt, an Ärem Ministère sinn där Kaarten nach méi, an da froen ech mech: Firwat brauche mer e Gesetz, fir Kaarten iwwer sportlech Infrastrukturen ze zeechnen, wa mer esou wäit alles hunn, wat mer brauchen? Wéinstens schéngt dat de Fall ze sinn.

An da liesen ech an Ärem Gesetz, datt d'Leit sech kéinten duerch esou eng Base de données e besseren Iwwerbléck verschafen, wou se hire Sport kënne maachen.

Elo kucken ech, wat Äre Ministère publizéiert: Sport.lu, dann de Calendrier du sport-loisir. Ech schloen iergendeng Säit emol op hei, da liesen ech, datt een hei ka fir Mamm, Papp a Kand bis véier Joer am Hall omnisport zu Gosseldange vun 9.45 bis 11.00 Auer Sport maachen. Dat ass eng gutt Informatioun. A mengen Ae geet dat schonn duer. An dat iwwer ech weess net wéi vill Säiten, 384, neen, 448 Säiten, an där Gréissteuerdnung detailléiert Informatiounen iwwert d'Sportsméiglechkeeten hei am Land. A wann et dat gëtt an et gëtt déi Kaart, da froen ech mech, firwat mer mussen hei eng Base de données opstelle fir Saachen, déi et alt wéinstens an deene wichtegsten Aspekter scho laang gëtt.

An da froen ech Iech, Här Minister - well dat war mer net esou ganz ersiichtlech: Wat kascht dann déi Base de données? Wat soll dat do kaschten, fir eppes, vun deem d'Utilitéit awer op jidde Fall emol a priori, soe mer emol, net direkt iwwerzeegend ass.

Da sot Der, et géif eng Simplification administrative domadder agefouert ginn duerch déi Base de données. Ech hunn dat gelies, och mam A vun engem fréiere Beamten, ob dat do da mech elo géif iwwerzeegen als Simplification administrative, an ech muss soen, et huet mech net iwwerzeegt.

Wann ech do liesen: «pendant la phase de construction des projets (…) un processus automatisé…» - ob dat elo gutt ass! - «…qui permettra d'enregistrer étape par étape l'évolution du projet et d'en assurer un suivi permanent jusqu'à la libération des fonds…», fir mech ass dat do, also als fréiere Finanzdirekter, e vollkomme redundante Prozess mat deem, wat souwisou gemaach gëtt bei all Bauprojet, ouni datt et mir géif aliichten, wou do d'Plus-value vun esou engem Projet oder vun esou enger Prozedur wier, déi hei zousätzlech soll agefouert ginn an där hir Zouverlässegkeet a priori och net evident schéngt.

An, kuerz gesot, Här Minister, mir wären Iech ganz dankbar, bei aller Begeeschterung fir de Sport: Mä firwat déi Base de données do, wou do d'Plus-value soll leien, wat déi do soll kaschten a wat se am Vergläich zu deem, wat schonn existéiert an eigentlech ganz gutt fonctionnéiert an zur Zefriddenheet vu ville Leit fonctionnéiert, wat dat do soll méi bréngen?

Dat gesot, Här Minister, d'ADR ass wéi déi aner Parteien, ech hat et hei um Ufank betount, iwwerzeegt vun der Wichtegkeet vum Sport. Si begréisst och déi Approche vun de Plans quinquennaux, fir eng Planifikatioun iwwer e puer Joer ze erméiglechen.

Mä d'Fro, déi am Ableck an der politescher Aktualitéit am Raum steet, ass awer déi, wéi sech de Sportsministère och an déi allgemeng Spuerefforte vun dësem Land areit an ob net déi Dispositiounen hei am Gesetz, notamment iwwert déi Base de données, einfach superfétatoire sinn an eis an eng Richtung bréngen vun iwwerflëssegen neien administrative Laaschten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Domat wäre um Enn vun eiser Ronn, an de Sportsminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Merci, Här President, fir d'Gedold; et ass e laange Wee bis heihinner. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot als Sportsminister deet dat gutt, datt een heiansdo nach kann opstoen. Et ass schonn hei ugeschwat ginn.

Bon, fir d'Éischt emol vu menger Säit aus e grousse Merci un d'Rapportrice fir dee flotte schréftlechen, mä virun allem fir dee ganz engagéierten an detailléierte mëndleche Rapport, dee se de Mëtteg eis hei ofgeliwwert hutt. E Merci geet awer och engersäits un all d'Memberen aus der Kommissioun, déi an dräi Sitzungen, mengen ech, dëse Projet begleet hunn, soudatt en am Endeffekt ee gëtt, deen eppes Ganzes kann duerstellen.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Merci virun allem awer och, an dat ass eppes, dat mech wierklech méi wéi positiv, net iwwerrascht huet, mä eigentlech iwwerzeegt huet, datt mer eng Kommissioun hunn, déi fir de Sport denkt an déi virun allem net nëmmen d'Infrastrukture gesäit, mä virun allem d'ganz Sportspolitik hei mat integréiert. An all déi Interventiounen de Mëtteg si wäit erausgaang iwwert den Débat iwwert den zéngte Fënnefjoresplang, mä hunn eigentlech an de Vierdergrond gestallt d'Wichtegkeet vum Sport fir eis Gesellschaft. Ech kommen herno méi drop zréck, wat déi eenzel Impakter betrëfft.

Ech mengen, et war de Mëtteg och d'Chance an d'Geleeënheet, dës Plattform ze notzen, fir och eng Kéier de Regierungsprogramm am Volet Sport ze beliichten. Dat gouf gemaach vun den eenzelne Riednerinnen a Riedner. Dat ass och gutt an dat ass och flott esou.

An ech muss soen, datt ech zu 99% op där Linn leien, wéi si se och hei eriwwerginn hunn. All déi Punkten, déi se ugeschwat hunn, si wichteg Punkten, déi mer an eisem Regierungsprogramm stoen hunn. Et si Punkten, déi mer an deenen nächste Jore wëllen ëmsetzen. Et si virun allem eng ganz Rei vu Punkten, déi awer och an der Kontinuitéit sti vun deem, wat an de leschte fënnef Joer gemaach gouf.

An ech ginn eigentlech och dem Här Berger recht, wéi e gesot huet, datt mer ganz vill schwätzen iwwert d'Motricitéit, déi feelt, iwwer eigentlech de Manktum u Bewegung vu Leit, de Manktum vu Sport maachen. Ech muss soen, datt ech jo all Dag d'Chance hunn, zwou Stonnen Trajet ze hunn, leider, zwou Stonnen Trajet ze hunn, a wou ech ganz vill Leit gesinn, déi sech bewegen, sief dat am Goen, sief dat am Lafen, sief dat am Vëlofueren.

An och, wa mer déi eenzel Infrastrukture kucken, déi elo scho bestinn, gesi mer ganz vill Leit maachen, déi schwammen, déi turnen, déi an de Fitnesse sinn, déi an de Veräiner aktiv sinn, souwuel bei der Jugend wéi bei deenen a mengem Alter wéi och doriwwer eraus. An deem sougenannten „drëtten" oder dem „véierten" Alter gëtt ganz vill an der Bewegung gemaach. An ech muss soen, datt mer eigentlech eise Sport hei op eng richteg Schinn gesat hunn, fir zesummen ze probéieren, och ze motivéieren an effektiv sech méi ze bewegen.

Dee Motto, dee mer eis gesat haten, dat vum „gesond iessen, méi bewegen", wat jo een nationale Plang an där leschter Regierung gi war, nodeem et gestart gi war aus der Iddi vu véier Ministèren, ass dat och, wat mer mussen upaken. Mir wëssen, datt mer och hei nach ganz vill ze maachen hunn. Vun deene sechs Achsen ass de Moment eng Achs ëmgesat, an dat ass déi vun der Bewegung, déi ëmgesat ass. All déi aner Achsen, déi hannendru sinn, déi wäerten an déi mussen - déi musse kommen!

Dat am Viraus zu deem, wat mer haut eigentlech hei diskutéieren a wat mer ofstëmmen, an dat ass den zéngte Fënnefjoresplang, wat d'Sportsinfrastrukture vum Sport, d'Ënnerstëtzung also vun der Regierung vun deenen eenzelne Projete betrëfft. Infrastrukturen, déi sech areien an dat, wat d'Sportspolitik hei zu Lëtzebuerg als hir dräi Haaptpilieren och gewisen huet: deen éischte Pilier, dee vum Sport à l'école, deen zweete vum Sport-loisir an deen drëtte vum Sport de compétition.

Alles dat, mengen ech, wäert eis hëllefen, mat dësen Infrastrukturen, grad an dësen dräi Pilieren, virunzekommen. An eigentlech huet déi Kaart, déi den Här Kartheiser och zu Recht opgezeechent huet, wou ech herno wäert drop agoen, gewisen, datt mer sécher an deene leschte Jorzéngten iwwert déi néng Fënnefjorespläng, déi virdru waren, eng ganz Rei vu Vidë konnten opfëllen, mä datt nach ëmmer wäiss Flecken an eiser Landschaft sinn, déi mer elo kënnen, virun allem och duerch dës Investissementer, déi gemaach ginn, beliichten.

Dës Investissementer, zu Recht gesot, an dat soen ech bei all Ouverture, déi mer hu vun iergendenger Infrastruktur, Sportsinfrastruktur am Land: Mir hu jo an deene leschte Méint ganz vill gemaach, dann ass et richteg, wa mer hei 100 Milliounen investéieren. Wa mer soen, mir droe 25%, 35%, 50%, eventuell 70%, da bleift nach ëmmer dee gréisste Prozentsaz ze finanzéieren. An dee gëtt gemaach säitens de Gemengen, säitens Syndicatgemengen, déi och Prioritéiten an hire Gemengen, bei hire Bierger setzen, fir dem Sport hei zu Lëtzebuerg ze hëllefen, sech ze entwéckelen. An dat ass gutt an dat ass flott och esou. An ech muss soen, datt mer op Säite vun de Gemengen en exzellente Partner hei fonnt hunn, déi eis hëllefen, eis Sportspolitik de Bierger méi no ze brëngen.

Et gesäit een och, datt net nëmmen de Stat, mä virun allem d'Gemengen och erkannt hunn, datt et wichteg ass, an dëse Beräicher ze investéieren. An deene viregte Fënnefjorespläng gouf villes realiséiert, an et ass richteg, datt mer amgaang sinn, och eng Analys vun deenen néng Fënnefjorespläng ze maachen. Hei sinn déi meescht exekutéiert. Vum aachte Fënnefjoresplang stinn nach just een, zwee Projeten op. Am néngte sinn déi lescht amgaang fäerdeggestallt ze ginn.

Ech hunn an der Kommissioun versprach, datt mer, soubal mer de Bilan hunn, souwuel vum aachte wéi vum néngten, zréck wäerte goen, fir ze kucken: Wat gouf dann aus der initialer Iddi, wéi och hei, vun de Fënnefjorespläng an der Praxis ëmgesat? Wat ass dat, wat herno och déi eenzel Lëschte beinhalt huet a konkret ëmgesat gouf? A wéi sti mer elo par rapport zu deem, wat nach muss an deem zéngte Fënnefjoresplang realiséiert ginn?

Ma zu Recht, an dat ass leider virun allem och am Sport esou, soubal Milliounen investéiert ginn, da gi grouss Fragezeiche gemaach. Ech muss awer soen, datt et hei drëm geet, fir 100 Milliounen an d'Infrastrukture mat ze investéieren. An et ass richteg, wéi hei gesot gouf, vu Riedner... Déi Deputéierten, déi virdru mat an der Regierung waren, wëssen, datt am Kader vun där viregter Regierung, wou mer vu Spuermoossname geschwat hunn, dat Zil, dat ech eigentlech hat, fir dës Kéier 120 Milliounen ze investéieren, mam Finanzminister gekläert gouf, datt mer op 100 Millioune géifen erofgoen a virun allem géife probéieren - an dat äntwert op eng vun de Froen hei -, datt mer géife kucken, méi rationell ze bauen, méi zesummen, méi regional ze bauen.

Virun allem awer och kucken, déi eenzel Projeten esou ze begleeden, datt et Projete sinn, déi effektiv dat sollen duerstellen, wat et effektiv ass, an datt mer och solle virun allem déi Coûten esou festleeën, datt een effektiv an Zukunft ka soen: Wat heescht eng Dépense fir eng Sportshal, eng zweedeeleg? Wat heescht eng Dépense fir eng dräistelleg? Wat heescht eng Dépense an enger Schwämm? Wat heescht eng an engem Fussballsterrain? Datt mer also fest Coûten dropsetzen, op deenen dann eis Prozenter gemaach ginn.

Dat wäert eis ganz kuerzfristeg hëllefen, datt déi Coûte wäerten erofgoen. Well ech mengen, wann ech weess, datt e Plaffong gesat ass, op deem e Prozentsaz ass, da gëtt et net no uewen eng Explosioun. Soudatt mer et wäerte fäerdegbréngen, mat manner Suen op d'mannst datselwecht, ech géif souguer soe méi ze maachen, well ech, mengen ech, hei e Moyen kréien, wou mer effektiv och eng Responsabilisatioun vu méi Acteure kréien, souwuel vun deenen, déi plangen, wéi deenen, déi subventionéieren, wéi deenen, déi bauen. An dat Zesummespill wäert eis hëllefen, datt mer effektiv déi 100 Millioune säitens dem Stat och gutt a richteg wäerten investéieren.

Hëllefen dobäi wäert eis déi op e puer Plazen ugeschwaten Datebank, déi jo och a Fro gestallt gëtt. Eng Datebank, déi eng Zort Portail ass, déi wäert hëllefen, virun allem och de Gemengen, eng Kéier en Iwwerbléck ze kréien iwwer hir Infrastrukturen, déi se hunn. Et gouf ugeschwat: Wéi ass den Zoustand vun deenen? Dat hu mer alles net. Dat musse mer all Kéiers nofroen, musse mer op der Plaz kucken. Dat kréie mer heiriwwer. Mir kréien derniewent virun allem och e wichtege Facteur eriwwer, dee vun de Frais de fonctionnement, déi dorunner hänken, déi d'Gemenge solle wëssen.

An ech mengen, dat ass och eng politesch Aufgab vun der Regierung, fir d'Gemengen och ze schützen an dësem Volet an ze soen: Wann Der deen doten Invest maacht, dann heescht dat och iwwert déi nächst Joren déi do an déi do Frais de fonctionnement! D'Madame Lorsché huet d'Beispill vun de Schwämmen ugeschwat. Och hei also heescht et, eng schützend Roll, eng weisend Roll ze spillen, wat heescht bei engem Invest vun engem Coût, déi heiten ordinär Käschten, déi op deen ordinäre Budget vum Stat wäerten hikommen.

An hei hu mer eng ganz flott Datebank zesummegestallt, wou et hei, an dat gouf richteg erkannt, just ëm de Finanzement vun där geet. Ee Finanzement, deen ëm déi 200.000 Euro sech wäert belafen iwwert déi nächst Joren, mat deem ganze Suivi awer derbäi. Et ass net nëmmen d'Erstellen, mä et ass och de Suivi, dee realiséiert gëtt, an dat an Zesummenaarbecht mat dem Gemengesyndikat, dem SIGI, wou mer elo relativ kuerzfristeg an deenen nächste Wochen och eng Presentatioun vun dëser Datebank wäerte maachen, fir ze weisen, wat konkret dobäi erauskoum, a fir ze weisen, wat d'Plus-value effektiv vun dëser Datebank ass.

An ech mengen, wann een dat visuell gesäit, da gesäit een och, wéi gutt datt och dës Suen ugeluecht sinn. Dat wäert eis hëllefen, net nëmmen eng Dépense ze hunn, mä virun allem eng Moins-dépense ze hunn an deenen nächste Jore bei dem Invest vun de Sportsinfrastrukturen.

Et wäert derniewent virun allem awer och e wichtege Facteur eriwwerginn, dee vun der Transparenz, déi mer hu beim Ausgi vun eise Fongen. Hei wäerte mer genau gesinn, wou déi Suen investéiert sinn, wat d'Contrepartie vun de Gemengen ass an och, wat eng gewësse pluriannuel Finanzéierung ugeet respektiv Planungssécherheet gëtt an deenen nächste Joren, fir ze gesinn: Wéini musse mer wéi eng Sportsinfrastrukturen erëm ersetzen, déi effektiv virun enger Rei vu Jorzéngte gebaut gi sinn? Wéini fält et erëm un? Wéi musse mer also plangen, fir deen nächste Fënnefjoresplang opzestellen?

Ganz vill diskutéiert goufen an deem Kader vum zéngte Fënnefjoresplang ëmmer erëm dräi grouss Projeten, wat d'Sportsinfrastrukture betrëfft. De Vëlodrom gouf ëmmer erëm zitéiert, ee Projet, deen am aachte Fënnefjoresplang nach ass. Hei ass et richteg gesot ginn, datt mer plange mat der Gemeng Mondorf - dat am Kader vun dem Projet vum Lycée vu Mondorf - eng Plaz ze reservéieren, fir effektiv och hei erëm eng Kéier käschtegënschteg ze bauen a Synergien ze siche vun Infrastrukturen, déi do sinn, déi ounideem (veuillez lire: souwisou) gebaut ginn, déi do kënne genotzt ginn, an dann och hei d'Planung vun dësem Vëlodrom an deenen nächste Jore parallell zur Entstehung vum Lycée vu Mondorf, respektiv vun deem ganze Site, deen do ass, am Kader och vum Plan directeur do kënnen ëmzesetzen.

Wat den nationale Fussballsstadion betrëfft, mengen ech, huet jiddwereen hei eigentlech gesot, an dofir sinn ech och frou iwwert...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Minister, den Här Kartheiser wollt Iech eng Fro stellen.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Kee Problem.

M. le Président.- Wann Dir d'accord sidd? Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Selbstverständlech. Dat erlaabt mir, eng Schlupp ze huelen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat ass e gutt Beispill vun Zesummenaarbecht. Merci, Här President. Merci, Här Minister. Ech wollt Iech froen, elo wou Der vum Vëlodrom schwätzt: Mir hate jo festgestallt, datt eng Zomm vun aacht Milliounen nach disponibel wär am Kader. Am leschte budgetäre Kader vum Plan quinquennal sinn déi Rescht bliwwen. Mir hate jo och déi Diskussioun am Kader vun der leschter Legislaturperiod.

Dofir meng Fro: Wat maacht Der elo mat deenen aacht Milliounen, déi fir de Vëlodrom eigentlech nach missten do sinn? Sinn déi nach do? A wat geschitt mat deene Suen an nächster Zäit?

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Jo, ech mengen, déi Fro ass relativ einfach ze beäntwerten. Effektiv waren déi doten am Kader vum aachte Fënnefjoresplang an de Fonds d'équipement gespeist ginn. Vun deene Suen ass just een Deel fort, dat, wat d'Etüd betraff huet, wat de Bau vum Vëlodrom zu Zéisseng deemools betrëfft. Déi aner Sue si selbstverständlech nach do, an ech mengen, déi kommen additionnel zum Fong, dee mer de Moment hunn, derbäi. A wa mer dann de Vëlodrom bauen, wäerte mer selbstverständlech déi Suen och aus dem Fonds d'équipement huelen, fir kënnen dat ze realiséieren.

Mir sinn awer iwwerzeegt, datt mer déi Zomm, déi mer wahrscheinlech deemools haten, net wäerte brauchen, wa mer all déi Synergien hei kënnen notze bei dësem Bau vum Lycée. An ech mengen, do kënne mer dann, och opgrond vun där Aart Fonds, deen nach do ass, och wierklech dëse Vëlodrom dann an deem Moment bauen, am Kader, wéi gesot, vum Konzept vum Lycée zu Mondorf.

Da kommen ech vläicht virun zum nationale Fussballsstadion, deen hei ugeschwat gouf. An ech mengen, et ass richteg, datt vun alle Riedner ugeschwat ginn ass, datt mer hei eng Prioritéit dropgesat hunn als Regierung, dat virun allem wéinst der Nécessitéit, fir dës Installatiounen UEFA-konform ze maachen. Zweetens awer och, fir den Image de marque vu Lëtzebuerg dobaussen ze weisen a well mer effektiv, wat de Standard betrëfft an och wat d'Sécherheet betrëfft, ee vun de schlechteste Stadionen an Europa hunn, soudatt mer hei séier musse reagéieren. Hei ass e gewëssenen Zäitdrock do.

An ech mengen, Dir wësst, datt déi viregt Regierung - an déi nei Regierung huet am Regierungsprogramm dat iwwerholl -, datt mer de Moment zesumme mat der Stad Lëtzebuerg amgaang sinn ze kucken, wéi mer eng Modernisatioun vum Stade Josy-Barthel kënne maachen. D'Servicer vun der Stad Lëtzebuerg sinn amgaang ze kucken um techneschen Niveau, wéi engersäits sécherheetsméisseg an zweetens och verkéierskonzeptméisseg dësen Avantprojet, deen do ass, deen elaboréiert gouf vun der FLF an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg an dem Sportsministère, och kann ëmgesat ginn. Mir wäerten eis duerno da gesinn a mir wäerten dann och en Timing op dës Aarbechte setzen, esou wéi et jo och hei ugeschwat ginn ass.

Derniewent de Liichtathletiksstadion, deen ugeschwat ginn ass. Ech mengen, mir wëssen, datt, wann déi Modernisatioun gemaach gëtt, et dann och usteet, datt de Liichtathletiksstadion gemaach gëtt, an datt virun allem probéiert gëtt, et och hei an der Stad Lëtzebuerg ze maachen. Och hei ass et esou, datt mer den INS erausgesicht hunn, fir e Projet dorobber ze setzen, dat opgrond vun engem Cahier des charges vun der FLA an och vum COSL.

Mir hunn e Projet elaboréiert, deen all deem Rechnung dréit, wat an deem Cahier des charges gefrot ginn ass, souwuel säitens den Zuschauer wéi och säitens de sanitären Anlage wéi och deenen eenzelne Raim, déi ee brauch, fir hei Kompetitiounen ofzehalen, Training, national Kompetitiounen an och international Kompetitiounen.

Mir hunn de Moment ee Projet elaboréiert an Zesummenaarbecht mat de Bâtiments publics, dee sech de Moment nach beleeft op sechs Couloiren. Mir wëssen, datt mer, wa mer a gewëssen international Sphäre wëllen eragoen, aacht Couloire brauchen. Dofir si mer de Moment nach eng Kéier amgaang ze analyséieren, ob et machbar ass, souwuel technesch wéi och finanziell, fir um INS aacht Bunnen ze aménagéieren.

Do wäert och dës Analys geschwë kommen, an da wäerte mer eis zesummesetzen an deem Aarbechtsgrupp, dee mer hunn, tëschent dem Ministère, tëschent de Bâtiments publics, tëschent der FLA an derniewent och dem COSL, fir och dëse Projet kënnen ze lancéieren.

Zum Schluss vläicht e puer Wierder, déi een och héieren huet an och vläicht e puer Remarquen op eng Rei vu Remarquen hei.

D'Madame Nancy Kemp-Arendt ass zu Recht op d'Fro agaangen - ech ginn net méi dorop an -, wéi si d'Sportspolitik gesäit. Ech gesi se genausou. Ech mengen, do leie mer op enger Wellelängt. An ech weess och, datt mer eng ganz Rei vun Efforten nach musse maachen.

Déi Remarque, wat d'Gemenge betrëfft, datt mer hei souzesoen dee Lastik net méi hunn, fir eigentlech ze zéie vu 35% an ze soen: Hei ass eng Gemeng, déi finanziell méi schwaach ass, op 40. Do geet eigentlech den Trend drop hin, och an dësem Kontext, fir méi regional ze bauen, fir méi zesummen ze bauen. An dann ass jo d'Ënnerstëtzung 50%, an do kann een, muss een dann net all Kéiers iwwert den... (veuillez lire: iwwert d'Prozenter 25, 35, 50) fueren, mä do huet ee fix Prozenter. Dat hëlleft also och eng gewësse Stabilisatioun am Management ze maachen, wat déi eenzel Projete betrëfft.

Wat déi zwee Projete betrëfft, souwuel de Liichtathletiksstadion wéi de Fussballsstadion, hunn ech gesot, datt mer selbstverständlech mat der Stad Lëtzebuerg ee Verkéierskonzept mussen ausschaffe fir déi zwee. An hei muss een e gutt Zesummespill hunn tëschent engersäits festem Parkraum, awer och virun allem enger Mobilitéit, déi een hibréngt mam ëffentlechen Transport, also ze kucken esou gutt wéi méiglech dës zwee Siten anzebannen an dat zweet Verkéierskonzept, dat hei steet.

Wat all déi Remarquë vun deenen Eenzelnen ugeet, wat de Schoulsport betrëfft, ginn ech lech recht. Hei musse mer, hei hu mer am Regierungsprogramm vill stoen. Dat musse mer an d'Praxis ëmsetzen, musse mer zesumme maache mat dem Éducatiounsministère, fir eng Rei vu Problemer, déi an deene leschte Joren, mengen ech, ëmmer erëm diskutéiert goufen,

och konkret ze léisen. An dat virun allem zu enger Förderung vun de Kanner am fréien Alter hi sech ze bewegen an eigentlech déi richteg, geziilten Ausbildung derniewent och ze hunn, fir dat ze maachen.

Wat de Bénévolat betrëfft, mengen ech, soll een elo emol eng Kéier eng Bilanzéierung maache vun all deem, wat gemaach ginn ass. Den „bénévole de l'année" wäerte mer viruféieren. Et ass jo esou, datt Der zu Recht sot, mir wielen der all Kéiers dräi eraus. Mä derniewent ass all Federatioun, déi een „bénévole de l'année" huet, dee geéiert gëtt. Dofir ass et scho richteg, datt sécher net jiddwereen ëmmer frou ass, wann en net den Éischten, Zweeten, Drëtten ass. Mä e kritt awer e Präis mat, well e jo de Bénévole ass. An och dat ass eng moralesch Unerkennung, déi hei geleescht gëtt.

Aner Aktiounen hate mer, wéi d'Formatioun an d'Traineren, wéi d'Ënnerstëtzung iwwer Pilotprojete vun de Bénévolen, wéi derniewent och Chèques-services, déi gespillt hunn. Mä ech mengen, datt d'Haaptzil muss dat sinn, datt an de Veräiner erëm de Geescht vun der Famill opkënnt. D'Familljen... dat Ganzt, datt ee Club eng Famill ass, wou jiddweree fir deeselwechte But schafft, wou ee sech wuelfillt, wou ee gären dohinnergeet.

An da vu mir aus nach ëmmer kloer de Message: Wien eng Kéier Sportler war, soll an Zukunft och Bénévole sinn. Well dat, wat de Sport em ginn huet, soll en dem Sport erëm zréckginn. Mir hunn et esou gemaach. An ech mengen, et soll een eng Rei vun aner Leit... An eng ganz Rei heibanne sinn der, déi et esou maachen. Ech mengen, dat soll och een Ureiz sinn, datt nach anerer dat an Zukunft kënne maachen.

Zum Schluss vläicht...

Ech gesinn, Här President, Merci fir Är Gedold, meng Zäit ass effektiv hei, meng Riedezäit ass ofgelaf. Vläicht...

M. le Président.- Här Minister, Dir kënnt och roueg zur Schlussfolgerung da kommen. Mä virdrun hunn ech awer eng Fro vun der Madame Arendt.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Här Minister, ech hat gefrot, wat de gesetzleche Kader betrëfft, ob dat eventuell eng Méiglechkeet wär, wann een e gesetzleche Kader fir d'Bénévolë géif envisagéieren. Dir waart net op d'Fro elo agaangen.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Jo. Also ech mengen, et ass esou, datt ech gesot hunn, datt mer fir d'Éischt ee Bilan maache vun den Aktiounen, déi gelaf sinn. Et muss ee kucken, wéi dat gewierkt huet. An da muss ee kucken, a wat fir enger gesetzlecher Rumm ee kann effektiv Bénévolen hëllefen.

Mir haten emol eng Kéier d'Iddi gehat vun Assurancen, déi eventuell kéinte spillen. Dat kéint eng Pist sinn. Mir haten d'Iddi, wat keng gesetzlech... iwwer Cartes bénévoles, déi sollten ausgestallt ginn, zum Beispill wéi Kaarten, déi an der Kultur bestinn, fir déi kënnen ze benotzen.

Alles dat si Pisten, déi mer amgaang sinn ze elaboréieren, virun allem awer ofzeschätzen a virun allem och finanziell ofzeschätzen, well do hänkt natierlech och ee gewëssen Impakt drun. Wa mer dat maachen, da musse mer eng Ëmschichtung an eisem Budget vum Ministère maachen. Mä awer mat Sécherheet ass de Bénévole wichteg a wäert och an Zukunft wichteg bleiwen.

Wann Der dann erlaabt, Här President, géif ech zu mengem Schluss kommen. Ech géif eigentlech op dat zréckgräifen, datt déi 100 Milliounen, déi hei investéiert ginn, sécher eng Dépense sinn. Mä op där anerer Säit sinn et awer och grouss Recetten, déi sech an enger Rei Beräicher zréckspigelen. Am Sport selbstverständlech. Dës Sportsinfrastrukture wäerten dem Sport hëllefen an deenen dräi Domänen: Sport à l'école, Sport-loisir a Sport de compétition.

Se wäerten awer och der Ekonomie hëllefen. A wann hei gefrot gouf de PIB eng Kéier vum Sport, do si mer amgaang, dës Analys ze maachen, sinn amgaang iwwert de Volet vum Compte satellite sport dat och hei zu Lëtzebuerg ze iwwerdroen. Dat virun allem ze iwwerdroen och mat Donnéeën, déi mer vum Statec kréien. Ech kann Iech awer Chifferen nennen - den Här Berger huet se gefrot hei an zitéiert, Dir hutt se och vläicht gelies. A Frankräich zum Beispill sinn 2% vum PIB direkt, déi aus dem Sport erauskommen. An derniewent ass do net agerechent dee ganzen Impakt vum Bénévolat.

Wa mer do nämlech d'Stonnen eng Kéier mat engem Stonneloun héichrechnen, gëtt deen Impakt riseg an da gëtt de PIB och vill méi grouss. Ech sinn iwwerzeegt, datt hei zu Lëtzebuerg mer net wäit vun deem, wann net vläicht souguer iwwert dësem Prozentsaz vum PIB eraus stinn.

Derniewent virun allem awer och dee ganzen Impakt, deen dee soziale Volet betrëfft. Déi ganz Integratioun, déi hei zitéiert gëtt. Dat si Wäerter, déi mer net kënne moossen, déi awer do sinn. Evident. Genausou gutt wéi an der Gesondheet mer manner Dépensë mussen a wäerte maachen. Och hei wäert ech d'Kap vum Sécurité-sociales-Minister kënnen opdoen, fir ze soen, déi Suen, déi mer an der Gesondheetskeess manner ausginn, déi hu mer hei am Sport eben investéiert.

Derniewent och den Tourismus, wou mer ganz vill, an dat virun allem och an deene leschte Joren, eng ganz Rei vu flotte Projeten zesumme gemaach hunn, wat deenen eenzelne Regiounen eppes konkret och wierklech erëmbruecht huet.

Alles dat, mengen ech, wäerten eng Rei Saache sinn, wou ech wëll drop hiweisen, datt déi Dépensen, déi mer am Sport hei gemaach hunn, souwuel spille fir de Sport, fir d'Ekonomie, fir den Emploi mat der Kreatioun vun Aarbechtsplazen, fir d'Gesondheet, fir d'Famill, fir d'Éducatioun a fir d'sozial Integratioun. An an deem Sënn soen ech alle Fraktioune Merci fir d'Zoustëmmung a freeë mech, fir zesumme mat de Gemengen dësen immens flotten a kompetitive Programm duerchzezéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Och ech soen dem Sportsminister Merci, virun allem, wann e sech déi nächste Kéier un d'Zäit hält. Well déi ass ze moossen, Här Sportsminister.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Gutt.

M. le Président.- Kee Problem. Mir si jo haut alleguer e bësse méi flexibel, well et deen éischten Elan ass. Jo, ech hunn heiansdo héiere vu fréiere Kolleegen, dass ee Ministerkolleegen, wa se an engem gudden Développement sinn, net soll stoppen. Datselwecht gëllt fir d'Deputéiertekolleegen, wa se am Rahme bleiwen.

Ech soen Iech Merci an ech follegen direkt deenen, déi mer roden, mer sollen zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6559 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. De Vote par procuration. Ech hu 57 Votanten. 57-mol Jo.

(Interruption)

Wie mengt, dass et net gaangen ass? Den Här Urbany, d'Madame Hetto. Mir kucken dat no. Merci.

De Projet de loi 6559 ass also à l'unanimité ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6559 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Ali Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Marc Angel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. Serge Urbany.

An ech wollt Iech da froen, ob Der d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote gitt.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da géife mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6590. Do geet et ëm eng Konventioun iwwert d'Liewensmëttelhëllef. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgehalen. Den Här Rapporteur ass den Här Marc Angel. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Graas, Adam, Kartheiser an Urbany. Den Här Marc Angel huet d'Wuert.

8. 6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet effektiv ëm d'Approbatioun vun enger Konventioun iwwert d'Assistance alimentaire, der Konventioun vu London vum 25. Abrëll 2012, déi am Fong eng ganz al Konventioun ersetzt, déi geheescht huet „relative à l'aide alimentaire" vun 1964.

Kuerz den Historique: Déi 64er Konventioun ass regelméisseg erneiert ginn all fënnef Joer vun 1967 bis 1990. Si ass adaptéiert ginn, awer d'Prinzipie sinn net geännert ginn. Déi lescht Adaptatioun war 1999, an d'Renégociatiounen, fir déi ze erneieren, déi si retardéiert ginn - déi Verhandlungen -, well am Kader vum Cycle vun Doha gemengt ginn ass vun der Welthandelsorganisatioun, dass een, wat d'Négociatiounen iwwert d'Agrikultur an d'Aide alimentaire ubelaangt, d'Resultater vun Doha misst ofwaarden. Do ass also näischt geschitt.

Am Joer 2010 huet dunn d'FAO décidéiert, dass déi Konventioun total inadaptéiert ass an dass se muss erneiert ginn, fir de Besoine vun der Aide alimentaire besser Rechnung ze droen, fir och d'Ursaache vun der Liewensmëttelonsécherheet ze attackéieren. An et ass fonnt ginn, dass déi Konventioun net nëmmen däerf d'Besoine vun der Aide d'urgence abegräifen an och dass déi Konventioun misst moderniséiert ginn, fir och kënnen nohalteg Léisungen ze proposéieren.

D'Experte vun der FAO hunn also eng nei Konventioun ausgeschafft, an där se effektiv dann déi Ursaache vun der Liewensmëttelonsécherheet attackéiert hunn. Déi nei Konventioun enthält och Moossnamen, fir d'Agrarproduktioun an de Südlänner virun allem ze steigeren, och fir déi sougenannten „circuits de commercialisation" besser ze verstäerken an och aner Schwächten an där Konventioun, vun där fréierer Konventioun opzehiewen, besonnesch, wat och de Kontabilitéitssystem ubelaangt, wéi déi Liewensmëttelhëllef quantifizéiert ginn ass.

Déi nei Konventioun reflektéiert awer wéi gesot eng moderniséiert Visioun. An et kann een et résuméieren: Virdrun ass vun der „aide alimentaire" geschwat ginn, elo gëtt vun der „assistance alimentaire" geschwat. An dat seet schonn eng gewësse philosophesch Ännerung an de Prinzipien, déi am Fong d'Plus-value vun dësem Projet sinn an déi och am Artikel 2 genau opgelëscht sinn.

An et ass och dat, wat mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, dass dat am Fong d'Plus-value ass vun där neier Konventioun, déi nei Prinzipien, déi opgezielt ginn. D'Aide soll méi effikass ginn, se adaptéiert sech also der Déclaration de Paris, déi mer all kennen an der Entwécklungszesummenaarbecht.

Et gëtt och de Prinzip vun der Responsabiliséierung grouss ënnerstrach; et gëtt op d'Sécurité alimentaire gepocht an och, dass déi Landwirtschaft an deene Länner muss rehabilitéiert an op Vordermann bruecht ginn.

Och den Informatiounsaustausch gëtt grousségeschriwwen. D'Cohérence des politiques, och ee vun deene groussen neie Prinzipien an der Entwécklungszesummenaarbecht, ass an dëser Konventioun zréckbehalen, a besonnesch d'Cohérence tëschent der Assistance alimentaire an den Instrumenter vu konnexe Politiken. An, wat - mengen ech - ganz wichteg ass: D'Prioritéit gëtt ënnerstrach, fir dass haaptsächlech Produkter op de Marchés locaux a régionaux an de Länner ronderëm do, wou Problemer sinn, kaaft ginn.

All Partei, déi dës Konventioun ënnerschreift a Partei dovunner ass, muss all Joers en Engagement, also eng Verflichtung huelen, dat nennt een dat sougenannten „engagement annuel minimum". Dëst Engagement muss da communiquéiert ginn dem Secrétariat général vun dëser Konventioun.

Wat d'Engagement vu Lëtzebuerg ubelaangt, dat kann ee genau noliesen am Exposé des motifs an och a mengem schréftleche Bericht. Ech wëll dat résuméieren: Lëtzebuerg ka bal all seng Kontributiounen, déi en an de PAM, also an de sougenannten „Programme alimentaire mondial" aschreift an och an de Fonds international de développement agricole an och deelweis Gelder, déi mer fir d'ONGe virgesinn, déi an der Liewensmëttelhëllef aktiv sinn, mir kënnen all déi Fongen an Engagementer gëlle loossen, fir dass mer deen Engagement minimal kënnen aschreiwen am Sekretariat an där Konventioun hei weiderschécken.

Déi Konventioun ass och um Niveau vun der Europäescher Unioun traitéiert ginn an diskutéiert ginn an engem informelle Conseil vun de Ministeren. An do ass gesot ginn, et soll een eng virsiichteg Haltung hunn. An zum Beispill huet d'Europäesch Unioun do 80% vun hirem Budget d'aide alimentaire ageschriwwen, wat se am Kader vun där Konventioun géife mellen.

Lëtzebuerg huet sech un där Recommandatioun inspiréiert, an och 80% vun onse Kontributiounen, déi mer an de PAM ginn, schreiwe mer dann do an. Et ass am Fong en initiaalt Engagement vu véier Milliounen Euro fir den Exercice 2013. A wann een d'Fiche financière kuckt, déi beim Projet ass, an ech zitéieren déi, dat si keng Suen, déi mer als supplementar mussen aschreiwen. Dat si Suen, déi souwisou am Budget virgesi sinn. Mä déi schreiwe mer elo an an dat Dokument, wat mer schécke bei dat Sekretariat vun där Organisatioun.

Ech wollt dem Minister just Merci soe fir seng Präsenz den 13. Januar an der Kommissioun, wou mer dee Projet méi am Detail presentéiert hunn, wou mer och eenzel Froen nach geklärt hunn. An dofir him schonn e grousse Merci an och de Membere vun der Kommissioun Merci, dass Der dee Rapport unanime ugeholl hutt. An ech huelen un, dass dat haut och de Fall wäert sinn.

Ech op jidde Fall soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll och ganz kuerz just dem Rapporteur Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi en hei gemaach huet. Déi Konventioun iwwert d'Assistance alimentaire ass effektiv säit 1967 eent vun de wichtegsten Instrumenter, déi mer hunn, fir déi Agrariwwerschëss vun eise Länner an déi en voie de développement eriwwerzesetzen.

Mir wëssen awer och, datt effektiv eng Rei Kritiken un deem Instrument do waren, well am Fong considéréiert ginn ass, datt et just Symptomer traitéiert huet an am Fong net déi richteg Léisunge méi fonnt huet.

Mir fannen, datt déi Renégociatioun hei, déi virun e puer Joer ofgeschloss ginn ass, déi also haut hei zu Lëtzebuerg ëmgesat gëtt, am Fong op e puer wesentlech Punkten, Dir hutt se all beschriwwen, haaptsächlech, datt d'Gouvernance verbessert gëtt, datt d'Transparenz wierklech ganz anescht gemaach gëtt an och de Fait, datt e Minimum..., datt minimum Participation-annuellë musse festgeluecht ginn - fir Lëtzebuerg véier Milliounen -, fanne mer och hei e richtege Wee, fir ze goen.

Ech wëll also einfach soen, datt et fir eis e gudde Projet ass, e wichtege Projet ass, an datt mer selbstverständlech mat deem Projet d'accord sinn. Mir wäerten e stëmmen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci och dem Här Wiseler. Als Nächsten huet d'Wuert den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wier frou, wann de Mikro e bësse méi haart géif agestallt ginn, well et ass jo onschwéier ze erkennen, datt ech e bësse Problemer mat der Stëmm hunn.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Ech mengen, och wann dee Projet hei e Modèle de base ass, esou ass et awer derwäert, datt ee sech e puer Reflexiounen iwwer e wichtegt Gesetz mécht, well ëmmerhi geet et jo awer ëm d'Bekämpfung vum Honger an der Welt, an et däerf een och net vergiessen, datt dës Konventioun u sech dat eenzegt juristescht Instrument ass, fir iwwerhaapt d'Aide alimentaire ze garantéieren.

Ech wollt a menger kuerzer Interventioun virun allem awer op ee Punkt agoen. Et ass scho kuerz hei ugeschwat ginn: Dat sinn déi Kritiken, déi awer an deene leschte Joren un dëser Konventioun geäussert gi sinn, an d'Fro, ob déi Konventioun hei wierklech muss ugepasst ginn.

An ech mengen, et kann een déi Fro direkt mat Jo beäntwerten, well déi Konventioun baséiert sech jo hei effektiv, wéi den Här Wiseler gesot huet, éischter op eng Symptombekämpfung. D'Zil muss natierlech sinn, fir deenen énnerentwéckelte Länner Moyenen ze ginn, fir am Fong geholl sougenannten „Selbsternährungsziler" kënnen ze erreechen. An dozou muss natierlech dann och en Ëmdenke kommen, wat eis Approche zu där ganzer Aide alimentaire ubelaangt.

Ech sinn do u sech direkt bei engem ganz wesentleche Punkt, an dat ass deen, datt nach ëmmer och Produkter, déi bei eis produzéiert ginn, datt déi mat Hëllef vun EU-Subventiounen an énnerentwéckelt Länner awer och exportéiert ginn. Ech wollt zum Beispill op d'Regioun vu Westafrika hiweisen, wou de Maart quasi iwwerschwemmt gëtt mat Pouleten, déi an eise Regioune produzéiert ginn, wat als Konsequenz natierlech huet, datt de lokale Maart sech do net kann entwéckelen an datt déi lokal Produzenten och do guer keng Chance hunn.

Et ass also wichteg, datt een déi Thematik vum Ofschafe vun den EU-Subventiounen usprécht. Ech wëll drop hiweisen, datt schonn 2004, wéi mer eng éischte Kéier dat Gesetz hei diskutéiert hunn, deemools schonn op déi Problematik higewise ginn ass. Déi deemoleg EU-Kommissäre Lamy a Fischler haten dunn awer schonn duerchblécke gelooss, datt sech op deem Niveau eppes géif änneren.

Ech weess net: Ass et Zoufall oder net? Mä net méi spéit wéi d'lescht Woch huet awer den aktuellen EU-Agrarkommissär, den Här Dacian Cioloş, op der Grénger Woch zu Berlin ugekënnegt, datt en u sech mat där Konkurrenz, déi artificiel ass, wéilt ophalen, datt en u sech net méi bereet ass, fir datt an Zukunft nach Produkter, déi an eise Regiounen hiergestallt ginn, beim Export nach géife subventionéiert ginn. Dat mécht plus ou moins 147, 148 Milliounen Euro aus. Dat ass ee ganz klenge Bestanddeel vum gesamten EU-Agrarbudget. Mä ech mengen, dat Zeechen, wat hei gesat ginn ass, ass awer ouni Zweifel ganz wichteg.

Da muss ee sech och d'Fro stellen, ob an Zukunft déi Hëllef sech exklusiv op d'Zurverfügungstellung vu Gelder soll limitéieren, ob net och soll versicht ginn, dat op aner Elementer - ech denken zum Beispill un d'Liwwere vu landwirtschaftleche Maschinnen, ech denken un d'Liwwere vu Som oder Dünger - auszedehnen.

Wann een e puer méi kritesch Bemierkungen iwwert déi Konventioun hei mécht, soll een awer hei ganz kloer énnersträichen, datt se awer och, trotz deene minimalen Adaptatiounen, eng Rei positiv Elementer erëm neierdéngs huet. Ech denke virun allem un d'Transparenz, well et och elo méiglech ass, datt déi Délibératiounen, déi vun deem Comité geholl ginn, asiichtbar sinn, a virun allem, well d'Société civile och kann dorunner bedeelegt ginn.

Fir eist Land ass et evident, datt mer eis dorunner bedeelegen. Ech wëll drun erënneren, datt mer och 2004 schonn deemools Hëllefe vu véier Milliounen Euro virgesinn haten. Deemools sinn allerdéngs zwou Milliounen direkt op de Cap-Vert gefloss. Elo hu mer wéi gesot erëm eng Kéier e Kredit vu véier Millioune virgesinn. Mir als Lëtzebuerg gi mat Sécherheet doduerch net méi aarm, mä awer vill, vill Regioune wäerten dovunner profitéieren. Et ass dat Mannst, wat mer als Lëtzebuerger Land kënne maachen.

Ech wëll an deem Sënn selbstverständlech och d'Ënnerstëtzung vun der DP zu dësem Gesetzesprojet bréngen, net ouni awer ofschléissend nach dem Rapporteur, dem Marc Angel, Merci ze soe fir säi flotte schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Graas. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech fänken do un, wou mäi Virriedner opgehalen huet. Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll och den Accord an d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz bréngen.

Ganz interessant ass och den Historique vun deem Gesetz hei. Et gëtt opgewisen, datt mer ausgi vun enger Konventioun vun 1967, déi kritiséiert ginn ass - den Här Wiseler huet et och gesot - an déi sech weiderentwéckelt huet bis dann zu där Konventioun vun 2012, déi, déi mer haut virleien hunn an déi dann e Lëtzebuerger Gesetz gëtt.

Et gëtt eng Rei Ënnerscheeder vun dëser Konventioun par rapport zu där vu ´67. Et ass eng Reaktioun op d'Kritiken, déi komm sinn. Éischtens, de Sproochgebrauch. Mir hu ´67 nach vun enger „aide alimentaire" geschwat; haut schwätze mer vun enger „assistance alimentaire". Dat ass net just eng Moderniséierung, net just e Spill mat Begréffer, mä villméi en Ausdrock vun enger anerer Philosophie.

Et ass net méi just, schnell hëllefen, wou et brennt. Et ass och, fir d'Ursaache vun dem Honger an der Welt kënne mat der Wuerzel ze huelen an net just a kritesch Situatiounen anzegräifen a Pompjee ze spillen.

En zweete Punkt, wourobber hei Wäert geluecht gëtt, dat ass, datt déi Subventiounen net gebonne sinn un..., dat heescht, datt Hëllefsgidder net mussen onbedéngt an deem Land produzéiert ginn, wat d'Hëllef mécht. Ideal ass et nämlech, an dat huet och de Kolleeg vun der DP gesot, wa mer net duerch eist Agräifen d'regional Marchéé futti maachen. Mir mussen d'regional Marchéé schützen.

Do sinn an der Zäit effektiv vill Feeler gemaach ginn, wann duerch eis gutt gemengten Hëllef vun Iwwerschëss, déi bei eis produzéiert gi sinn, regional Marchéën zerstéiert gi sinn, wat mëttel- a laangfristeg komplett negativ Auswierkungen hat. De Risiko, deen ass mat dëser Konventioun erkannt, an deem probéiere mer, aus de Féiss ze goen.

En drëtte wichtege Punkt vun dëser Konventioun ass d'Transparenz an d'Abezéiung vun de Pays bénéficiaires. Dat ass net ëmmer einfach. E Bespill: Syrien. Da muss een och e Partner hunn, dee matspillt. Et ass awer als Prinzip wichteg a richteg.

An e véierte wichtege Punkt ass, datt dëst en Engagement, een Engagement annuel minimal ass, dee souwuel an Terme vu Quantitéit wéi och an Terme vu Valeur ausgedréckt ka ginn. An dëst Engagement muss dem Sekretariat och matgedeelt ginn.

Et gëtt eng virsiichteg Politik recommandéiert. Dat gëtt och vum Statsrot opgegraff, souguer a Fro gestallt. Vläicht kann de Minister nach e bësselchen drop agoen, firwat datt mer ebe just déi 80% wëlle festschreiwen.

Et kann een dat Ganzt natierlech och e bësse kritiséieren. Ech hu gesot, et ass eng flott Konventioun, eng richteg Konventioun. Op där anerer Säit kann een awer och soen: Et ass näischt Neies. Am Fong geholl verflichte mer eis zu deem, zu deem mer eis scho ganz laang verflichten. Dat geet och aus der Fiche financière eraus, an där drasteet: Majo, eigentlech huet dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, wat vum Geescht hier positiv ass - dofir stëmme mer et mat -, mä eigentlech gi mer keng nei Verflichtung an. Mir probéieren, eis Verflichtungen zum Deel an eng méi gerecht Rumm, eng méi transparent Rumm ze setzen. Dat ass positiv.

Et bleift nach just ze soen, datt mer domat net all d'Problemer an der Welt léisen. Mir mussen an Zukunft vläicht méi wéi an der Vergaangenheet och de Lien maache mat där Agrarpolitik, déi mer bei eis an am Westen an an Europa an de westleche Länner maachen. Mir mussen och eng Diskussioun iwwer „biofuels" féieren. Dat gehéiert och alles dozou. Mä wéi gesot, den Accord zu dësem Gesetz wëll ech heimadder vun der grénger Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och am Numm vun der ADR en häerzleche Merci un den Här Angel fir, wéi ëmmer, e ganz, ganz kompletten a flotte Rapport.

Et wär vill ze soen zu dëser Konventioun. Mä ech wéilt eigentlech an Erënnerung bréngen, datt déi Haaptursaach fir den Honger an der Welt, dat ass net onbedéngt de Manktum u Produktioun. Et ass politesch Onrou, et ass Krich, et ass Korruptioun, et ass eng schlecht Gouvernance. An e Beispill, un dat mer eis erënneren, ass dat, wat a Somalia war nach viru Kuerzem, wou d'Hëllef vu lokale Milize gestoppt gouf. An dat ass eigentlech, wann ee kuckt, d'Haaptursaach vun enger Ernährungskatastroph läit dacks um politesche Plang, an net op engem reng technesch alimentäre Plang.

Ech soen dat hei besonnesch, well no mir kënnt nach ee Vertrieder vun der Lénker, dee wahrscheinlech d'Geleeënheet hëlt, fir de kapitalistesche System unzekloen. Et ass esou, datt déi sozialistesch Länner oder déi, déi a senger Richtung leien, souwisou ni kënnen Agrarhëllef leeschten, well déi Leit, déi do wunnen, leider näischt ze räissen an ze bäissen hunn.

An duerfir, sécher musse mir och an eise westleche Länner oppassen op e puer Saachen: Spekulatioun mat Liewensmëttel ass eppes ganz Onmoralesches. De Biosprit däerf net derzou féieren, datt mer wäertvoll Agrarflächen net méi fir landwirtschaftlech Produktiounen an enger Ernährungsoptik notzen. Mir mussen d'Ofholzung bekämpfen. Alles dat si richteg Elementer. Mä awer dach ass eise fräiheetleche System deen, deen d'Ernährung vun der Welt am beschte ka garantéieren. An et ass ëmmer erëm gutt, dat ze betounen.

Awer trotzdeem, richteg ass och ze warne virun e puer Entwécklungen, wéi genmanipuléiert Liewensmëttel, déi sech selwer net kënnen als Saatgut weiderféieren, an der Zäit, wou nei Ofhängegkeete kënne geschafe ginn. An et ass un eis all, mengen ech, fir dës Konventioun als Ureiz ze huelen, fir eng verantwortungsvoll Politik an all dëse Beräicher ze féieren. Awer keng utopesch, Här Urbany!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech wär och ganz frou, wann den Här Kartheiser sech géif un d'Chamber adresséieren an net zu engem Preventivschlag géif aushuelen.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dee souz awer, dee souz, Här President!

M. le Président.- Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech menge just, dass en no hannen ausgeet.

Wann ech hei d'„Tageblatt" vun haut liesen - ech hu mer et elo dobausse geholl -, do ass ee groussen Titel dran, do steet dran am Wesentlechen, an et ass och en Artikel derbäi, dass d'Hëllefsorganisatioun Oxfam festgestallt huet, no enger Analys, dass 85 Leit - Leit! -, perséinlech Leit (veuillez lire: privat Leit) op der Welt esou vill Räichtum besëtze wéi déi aner, déi aarm Halschent vun der Mënschheet. Ech mengen, wann ee wëllt d'Ursaache vun der Aarmut an der Welt kucken, da kann ee se nëmme fannen an enger falscher Ëmverdeelung vum Räichtum. Dat ass déi alleréischt Ursaach.

Dass politesch Ursaachen eng Roll spillen, dass Onrouen a gewësse Géigende vun der Welt eng Roll spillen, dass och Korruptioun do eng Roll spillt, Korruptioun allerdéngs erëm eng Kéier am Interessi vun deene grousse Konzerner, déi an deene Länner do diktéieren, esou wéi se hei diktéieren, diktéiere se och do; an do gëtt et eng grouss Korruptioun. Ech wëll net dovunner schwätzen, wat et hei gëtt, mä mir hunn och Problemer genuch.

Op jidde Fall, Här President, laut dem leschte Rapport vun der Welternährungsorganisatioun FAO hunn am Zäitraum 2011 bis 2013 geschätzten 842 Milliounen Mënschen an der Welt u chronescher Ënnerernährung gelidden. Dat mécht ronn 12% vun der Weltpopulatioun aus. All drëtt an eng hallef Sekonn stierft op dëser Welt e Mënsch un Honger!

Et ass villes iwwert déi Konventioun hei gesot ginn, iwwer hir Urspréng 1967. Déi nei Konventioun vum Abrëll 2012 enthält wesentlech Fortschrëtter, wéi zum Beispill eng nohalteg Liewensmëttelhëllef, déi déi lokal Agrarproduktiounen net ënnerhieleche soll an, souwäit dat méiglech ass, Liewensmëttel an hir Zousätz och op lokalen a regionale Marchéé soll kafen, fir och d'Liewensmëttelautonomie vun deene betraffene Géigenden ze erhalen.

Dëst si sécherlech Fortschrëtter - et ginn och nach aner Fortschrëtter dodran -, déi mir och begréissen a mir wäerten dofir och dëst Gesetz hei ënnerstëtzen.

Et ginn awer natierlech och eng Rei Kritikpunkten, déi an dësem Accord festzehale sinn. Ech mengen, dass deen Accord hei ëmginn ass e bësse vun enger Aura vun Hypocrisie. Well et si jo grad déi ekonomesch Acteuren, déi ugesiedelt sinn an den industrialiséierte Länner, déi déi natierlech Ressourcen dacks an deene Länner do ausbeuten.

Et sinn d'Fräihandelsofkommessen, vun deenen och schonn hei geschwat ginn ass, déi d'Agrikultur an deene Länner futti maachen oder deelweis futti maachen. Et gëtt Phenomeener wéi „landgrabbing", wou international Konzerner agéieren au détriment vu lokalen Agrikulturen an déi Suen, déi se do gewannen, dann erëm eng Kéier investéieren op de Finanzzentren, wahrscheinlech och iwwregens hei zu Lëtzebuerg, an d'Spekulatioun vu Liewensmëttel. An do schléisst sech dann de Krees erëm.

Ech mengen, dass et och e Widdersproch ass, wann deen Text hei déi betraffe Länner encouragéiere wëllt, national Strategië géint d'Ursaache vum Honger ze entwéckelen, a gläichzäiteg steet hei kloer an deem Text, Artikel 3 - ech liesen en net vir -, mä den Artikel 3 seet ganz däitlech, dass d'Fräihandelsregele vun der Welthandelsorganisatioun OMC Virrang virun deene Regelen hei hunn. Dobäi setzt grad dës Konventioun op lokal Entwécklungen.

D'Ziler vun där Konventioun sinn och net contraignant vis-à-vis vun de Geberländer, déi sech iwwregens och an deemselwechten Artikel ausdrécklech d'Verhandlungsfräiheet an der OMC virbehalen. Dat heescht, virbehalen an der OMC, an der Welthandelsorganisatioun géint déi Prinzipien hei virzegoen an do Regelungen ze definéieren, déi dann dodriwwer stinn. An ech mengen, besser kann een déi ekonomesch Interessen net definéieren, déi hanner esou Konventioune stinn, esou luewenswäert se och sinn.

Iwwregens huet d'Europäesch Kommissioun - hunn ech och gelies, de Statsrot huet et kritiséiert, andeems en e bësse sarkastesch schreift, dës Haltung wier net konform zu den Hëllefsufroen aus den Nout leidende Länner - schonn hir Engagementer ganz kloer begrenzt.

Duerfir, Här President, ech menge wierklech, soulaang déi eigentlech Ursaache vum Honger an der Welt net resolut ugaange ginn, riskéieren esou Konventiounen awer nëmme schlussendlech eng Drëps Waasser op e waarme Steen ze sinn.

Ech soen Iech Merci.

Fënnef Minutten. Dat ass dach wonnerbar.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Urbany. Dir appréciéiert, dass mer dat neit Reglement schonn anticipéiert hunn. Ech wollt lech dat just bei där Geleeënheet soen a ginn dann d'Wuert weider un d'Regierung.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Merci, Här President.

Dir erlaabt, datt ech heibleiwen, fir vun deem neie Knäppchen hei ze profitéieren, fir dee vun hei eng Kéier ze notzen. Ech weess, Dir hat virauser net deen neie Knäppche probéiert, soudatt d'Anlag, déi en panne gefall ass, näischt domat ze dinn hat.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, datt mer gesetzlech dës Konventioun haut hei beschléissen. Ech géif fir d'Éischt emol e grousse Merci soen, souwuel un de Rapporteur, de Marc Angel, fir säi schréftlechen, mëndleche Rapport hei, mä virun allem och an der Kommissioun, wou en een exzellente Rapport gemaach huet iwwert den Inhalt vun dësem Text. Virun allem awer och der Kommissioun fir hiert flott Matschaffen an dësem Kader an och déi Impulser, déi hei eriwwerkomm sinn, déi ech zum Deel richteg fannen an zum Deel och ka matdroen.

Ech hu mech grad bei enger Rei vu Remarquen hei kënnen zréckfillen als Agrarminister, deen eng Rei Saachen, déi hei ugeschwat goufen, ëmmer matgedroen huet an och ëmmer mat verteidegt huet. An dee Moment, wou mer déi nei PAC entwéckelt hunn, d'PAC, déi vun 2014 u leeft, hu mer genau virun allem déi doten Ausriichtunge wëllen hunn, datt mer och hei an Europa eng Agrarpolitik maachen, déi natierlech och Rücksicht hélt op dee ganzen Développement durable, virun allem awer och op d'Impulser, wat d'Drëttlänner betréfft.

Derniewent, mengen ech, hu mer ëmmer opgepasst, datt mer virun allem och e Land wieren „sans OGM", souwuel wat den Ubau betréfft wéi och déi eenzel Liewensmëttel. Och dat ass eng Schinn, déi dëst Parlament zesumme mat der Regierung ëmmer gaangen ass.

Derniewent, mengen ech, ass et och wichteg, an ech hunn dat all Kéiers gesot, datt ech näischt méi haasse wéi Spekulatioun op Liewensmëttel, déi gemaach gouf an ëmmer erëm nach gemaach gëtt. An hei musse mer kucken, datt mer wierklech Regele kréien, fir deem ze entbannen. Well wa mer op enger Rei Punkten ëmmer erëm Explosiounen och op d'Präisser haten, da war et virun allem ëmmer erëm opgrond vu Spekulatioun, wou dat stattfonnt huet.

Zum Schluss muss ech soen, datt virun allem och an deem ganze Volet eng ganz Rei vun Accorde mat der FAO ëmmer gelaf sinn, wou een eng ganz Rei nei Piste konnt opzeechnen, wéi een effektiv och hei dës alimentär Hëllef an Drëttstaten, an ënnerentwéckelt State ka regelen.

Ech mengen, datt ee virun allem och hei richteg gewielt huet, datt ee vun der Aide alimentaire higeet zur Assistance alimentaire. Et geet drëm, datt mer net einfach en Iwwerschoss vu Güter zur Verfügung stellen, mä datt mer einfach de Länner erméiglechen, selwer dat kënnen ze erwirtschaften.

An ech mengen, et geet e bësse ganz genau och an d'Kooperatiounspolitik eran, souwuel vun de viregte Regierunge wéi och elo an der Kontinuitéit, virun allem do ze intervenéieren an der Éducatioun, an der Santé a virun allem am Développement local.

Dat heescht natierlech och, all Viraussetzung ze setzen, datt virun allem och op dem Terrain selwer Landwirtschaft ka bedriwwe ginn, fir ze kucken déi néideg alimentär Méiglechkeeten ze bidden, fir d'Bevëlkerung ze ernähren.

An deem Kontext ënnersträichen ech och déi wichteg Aufgab, déi virun allem hei déi eenzel Lëtzebuerger ONGe maachen, wa se an deene Länner aktiv sinn, fir och aktiv virun allem an der Landwirtschaftspolitik kënnen eng Hand mat unzepaken.

Ganz vill gëtt och ëmmer dacks hei verwiesselt, mengen ech, tëschent Aide oder Assistance alimentaire an Aide humanitaire. Ech mengen, eng Rei Exempelen, déi hei zitéiert goufen, gi ganz kloer an d'Aide humanitaire eran, do, wou mer mierken, datt et ëmmer méi wichteg ass a wou mer ëmmer méi Krisepunkten an der Welt kréien, wou dës Aide humanitaire ganz wichteg ass, ganz séier muss virukommen.

An ech mengen, mir kënnen als Lëtzebuerger Land eigentlech houfreg sinn, datt mer eent vun deene Länner sinn, déi dës Aiden nach ëmmer op engem gudden Niveau halen a virun allem och eisen 1% vum PIB, wat eisen APD betréfft, och kënnen halen. An och dobaussen, mengen ech, doduerch hëllefen, datt mer och international eppes zu engem flotten Équiliber an engem flotte Fridden an der Welt kënne bäisteieren.

Gewosst - an dat gouf richteg erkannt -, datt vill Problemer nëmme kënne geléist ginn, wa mer politesch Stabilitéit an deene Länner kréien. Dofir ass dat och eng vun deene wichtegen Aufgaben, déi an deem ganze Kader ze maachen ass.

Ech wéilt ofschléissend da Merci soe fir dee flotten Appui säitens dem Parlament a wënschen eis, datt dës Konventioun och soll dobäi hëllefen, datt deen Zweck, deem se déngt, och eriwwerkënnt, an datt mer och effektiv eng Verbesserung an deenen eenzelne Länner kënnen erbäiféieren.

Ech soe Merci, Här President.

wM. le Président.- Merci och dem Här Kooperatiounsminister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6590 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Huet jiddwereen ofgestëmmt? Dat ass de Fall. 59 Kolleegen hunn um Vote deelgeholl. De Projet de loi 6590 ass unanime mat 59 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. Serge Urbany.

Ass d'Chamber och d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun haut a mir ginn eis Rendez-vous fir déi nächst ëffentlech Sëtzunge vum 4., 5. a 6. Februar. A selbstverständlech fir déi Kuerbelbootsch vu Kommissiounssëtzungen an deenen nächsten Deeg a Wochen. Merci villmools a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.51 heures)

Sommaire des séances publiques nos 5 et 6

Communication p. 37

Composition des commissions parlementaires p. 37

Ordre du jour p. 37

6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 37-40

6630 - Projet de loi

a) ayant pour objet

1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;

3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

b) portant modification de:

1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles p. 40-44

6580 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck p. 44-48

6594 - Projet de loi portant modification

1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;

2. de l'article 1er de la loi modifiée du 3 août 2010

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail p. 48-49

6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural p. 49-51

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement p. 51

Discours de fin d'année de M. le Président p. 51

Octroi du titre honorifique à d'anciens députés p. 52

Communications p. 52-53

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 53

Ordre du jour p. 53

Heure de questions au Gouvernement

Question n°1 du 17 janvier 2014 de Mme Anne Brasseur relative au conventionnement du culte musulman, adressée à M. le Ministre des Cultes p. 53-54

Question n°2 du 21 janvier 2014 de M. Claude Wiseler relative aux récentes déclarations du Président américain Barack Obama au sujet des programmes de surveillance des services secrets américains, adressée à M. le Premier Ministre p. 54

Question n°3 du 20 janvier 2014 de M. Marc Angel relative au site du château Mansfeld à Luxembourg-Clausen, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 54-55

Question n°4 du 21 janvier 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au forfait d'éducation, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 55

Question n°5 du 21 janvier 2014 de M. Claude Adam relative à l'avenir de la station de radio «ARA», adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 55

Question n°6 du 21 janvier 2014 de M. Gilles Roth relative aux hausses annoncées des différents taux de TVA, adressée à M. le Ministre des Finances p. 55-56

Question n°7 du 20 janvier 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'éventuelle fermeture de bureaux de la Poste, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 56

Question n°8 du 21 janvier 2014 de M. Serge Urbany relative à la récente étude de l'ONG Greenpeace en relation avec des substances toxiques relevées dans les vêtements d'enfants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs p. 56

Question n°9 du 21 janvier 2014 de M. Franz Fayot relative au début de construction de la nouvelle Bibliothèque Nationale au Bricherhaff à Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 56

Question n°10 du 21 janvier 2014 de M. Marc Spautz relative aux changements éventuels qui pourraient toucher le système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 56-57

Question n°11 du 21 janvier 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 57

5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC) p. 57-58

6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif p.58-65

6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012 p. 65-66

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA MÉDIATEURE

Résumé de la présentation du rapport d'activité 2013 à la Chambre des Députés

Le jeudi, 16 janvier 2014, la médiateure du Grand-Duché de Luxembourg, Mme Lydie Err, a présenté le rapport d'activité 2013 de l'institution du médiateur devant la Chambre des Députés. Au cours de l'année dernière, 707 nouvelles réclamations effectives ont été introduites par rapport à 793 en 2012. L'écart entre le nombre de réclamations retenu dans les statistiques du rapport annuel, notamment 688, et le nombre de réclamations effectives s'explique par la nécessité de finaliser la rédaction du rapport annuel bien avant le 31 décembre pour permettre de le présenter en janvier. Afin de pouvoir inclure également les dossiers de fin décembre, la médiateure compte présenter le rapport annuel de 2014 plus tard en 2015.

Étant donné que «ce qui va mieux sans dire va mieux en le disant», l'avant-propos (R1 et suivantes) contient des réflexions relatives à la clarification des compétences du médiateur, et non des revendications en vue d'une extension de ses compétences. Il importe surtout de retenir explicitement que la mission de protection et de promotion des droits de l'Homme figure parmi les compétences du médiateur. L'article 2(1) de la loi organique du 22 août 2003 instituant un médiateur dispose clairement que celui-ci a pour obligation de veiller au respect des conventions, lois et règlements en vigueur. Il est évident que cette disposition inclut également la Constitution et les conventions internationales en matière de droits de l'Homme. S'il ne peut y avoir de doute à ce sujet, il serait logique, voire indispensable de préciser dans la loi que le médiateur est chargé de la promotion et de la protection des droits de l'Homme.

Confier la mission de protection et de promotion des droits de l'Homme au médiateur va par ailleurs de pair avec le projet de regroupement de l'institution du médiateur avec la CCDH, l'ORK et le CET dans une «Maison des Droits de l'Homme», les compétences de chacune de ces dernières organisations étant en effet différentes et complémentaires.

La médiateure se réjouit de constater que dans la grande majorité des cas, la collaboration avec les administrations publiques est bonne et que celles-ci donnent des réponses complètes et motivées.

Quelques exceptions se manifestent, par exemple par la contestation non justifiée des compétences de la médiateure (R2 et suivantes), tant par le SEBES que par le Fonds du Logement ainsi que par l'Administration des Bâtiments publics.

La médiateure tient à préciser qu'elle est habilitée à intervenir parallèlement à un recours juridictionnel et que le secret médical lui est inopposable. L'article 6 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur dispose que «Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande la communication ne peut lui être opposé sauf en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure.»

Une autre difficulté que la médiateure rencontre dans l'exercice de ses fonctions concerne des délais de réponse trop longs, notamment dans deux dossiers qui concernent à la fois le Ministère de l'Intérieur et le Ministère du Développement durable (R6). Ainsi, trois dossiers ont été envoyés par la médiateure vers la Cellule de facilitation relative aux autorisations dans les domaines de l'urbanisme et de l'environnement qui, à son tour, n'a pas non plus reçu de réponse.

Dans quelques rares exceptions, la médiateure n'a pas reçu de réponse sur le fond de l'affaire (p. ex. R9).

C'est surtout en réaction à ces collaborations plus problématiques que la médiateure tient à rappeler le but de la loi sur l'institution d'un médiateur de 2003, qui consiste notamment à optimiser le fonctionnement des administrations publiques. Les articles 4 et 6 de ladite loi énoncent l'obligation des administrations publiques de répondre aux questions posées par le médiateur dans les délais fixés par celui-ci et de faciliter la tâche du médiateur.

D'autre part, les différentes administrations communales ne se basent pas sur les seuls critères légaux pour refuser l'inscription de personnes au registre de la population (R10). Or, des droits importants sont attachés à cette inscription, qui donne accès aux documents d'identité, permet aux personnes de s'inscrire à l'ADEM et le cas échéant de percevoir des allocations diverses. La loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques qui entrera en vigueur en été 2014 au plan communal, règlera une bonne partie des problèmes concernant les inscriptions au registre de la population.

Par ailleurs, la médiateure a reçu quelques réponses correctes en droit, mais difficilement acceptables en pratique. Il en était ainsi, notamment dans le cadre de deux réclamations, respectivement à l'encontre de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (R4) et de l'Association d'assurance accident (R13).

Le présent rapport comprend une nouvelle recommandation concernant le délai de recevabilité de la demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance (R19) ainsi qu'une nouvelle rubrique intitulée «avis et suggestions pratiques» (R19 et suivantes); ces suggestions permettent aux administrations de réagir très rapidement pour prévenir des problèmes identiques à l'avenir si cela est possible sans devoir changer la loi. Ces suggestions se rapportent aux sujets suivants: les prénoms germanisés, la procédure de demande d'aide financière pour études supérieures, l'amélioration de la procédure interne dans le cadre d'une demande de subventions (en matière agricole), la date de départ de la prise en charge par l'assurance dépendance, les réseaux d'aide et de soins financés par des deniers publics, l'information des assurés en matière de sécurité sociale, l'information des bénéficiaires d'une occupation temporaire indemnisée (OTI) ainsi que des chômeurs indemnisés dans un délai acceptable de la fin de leurs droits, l'accès de la CNPF aux données du Centre commun de la sécurité sociale ainsi que l'information améliorée par la CNPF sur les modalités du congé parental de parents de jumeaux.

Parmi ces suggestions pratiques, certaines ont été faites, acceptées et appliquées au courant de l'année, d'autres sont en attente d'être formalisées, soit par une instruction interne, soit par un règlement grand-ducal.

En se référant au programme gouvernemental, la médiateure constate que les priorités du Gouvernement par rapport à la réforme prévue de la loi sur l'institution d'un médiateur semblent coïncider avec les siennes. Parmi les projets envisagés dans le chapitre «Réforme et simplification administratives» du programme gouvernemental figure la mise en œuvre d'un code de bonne conduite administrative. La médiateure s'en réjouit et recommande l'application du code tel que présenté dans la recommandation 49 (R18) dans les meilleurs délais. Étant donné que la médiateure estime qu'actuellement les droits des personnes à besoins spécifiques ne sont pas suffisamment protégés dans le secteur privé, elle constate avec satisfaction que le programme gouvernemental prévoit que «le Gouvernement veillera à l'application de la protection des personnes à besoins spécifiques tant dans le secteur public que dans le secteur privé».

Elle espère que la réalisation des projets de réforme concernant l'institution du médiateur aboutira à court terme à une plus grande cohérence légale et à une plus grande efficacité en pratique.

Lydie Err
Médiateure
36, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. (00352) 26 27 01 01
Fax: (00352) 26 27 01 02

Avant-propos de la médiateure

L'institution du médiateur à la veille de son dixième anniversaire

En 2003, la loi sur l'institution d'un médiateur est entrée en vigueur; les bureaux ont été ouverts au public en mai 2004. Le service aura donc 10 ans d'existence en 2014. Cet anniversaire présente une occasion appropriée pour une analyse et l'identification de quelques améliorations possibles de la loi.

Je voudrais citer un extrait du programme gouvernemental concernant trois questions importantes concernant le médiateur:

«Le Gouvernement analysera la possibilité de réformer l'institution du médiateur, notamment en lui conférant la protection et la promotion des droits de l'Homme. Par ailleurs, il sera veillé à ce que tous les réclamants envers les établissements chargés de la gestion d'un service public et cofinancés par des deniers publics, reçoivent un traitement égal. Le Gouvernement veillera à l'application de la protection des personnes à besoins spécifiques tant dans le secteur public que dans le secteur privé.»

En raison de ce qui précède, je ne développerai pas autrement la question de la nécessité d'inclusion des établissements chargés de la gestion d'un service public dans les champs de compétence du médiateur, ni la nécessité de protection des droits des personnes à besoins spécifiques.

Tout d'abord, je voudrais développer les arguments de la nécessaire inclusion de la mission de protection et de promotion des droits de l'Homme dans la loi sur le médiateur avant d'aborder quelques autres questions de divers ordres.

Le médiateur et la question de la promotion et de la protection des droits de l'Homme

La mission d'origine du médiateur est l'application du droit des citoyens à une bonne administration tel qu'inscrit à l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Au cours de son existence, le médiateur était chargé initialement de l'unique mission de résolution alternative de conflits entre l'administration et ses administrés.

En 2011 il a été chargé du Contrôle externe des lieux privatifs de liberté (CELPL), c'est-à-dire d'une mission prévue dans un protocole facultatif se greffant sur la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En 2012 le médiateur a été chargé de la mission de promotion et de protection des droits des personnes à besoins spécifiques.

Actuellement, le Gouvernement projette de confier au médiateur la fonction de rapporteur national sur la traite des êtres humains. Ce projet risque d'augmenter la confusion de la fonction du médiateur dans l'opinion publique.

Par ailleurs, il ne peut échapper à l'attention de personne que le projet de loi, revêtant un caractère urgent, pèche par une imprécision notoire quant aux compétences dudit rapporteur et par une absence totale de moyens humains et financiers mis à sa disposition pour exécuter la nouvelle tâche.

Quant aux compétences, il est essentiel que la loi précise que le secret des données du dossier ne peut être opposé au rapporteur. Il faut être conscient que le seul accès aux dossiers clôturés condamnera d'avance à l'échec toute institution qui serait chargée du rapport en question.

Il est évident que l'autorité à charger du rapport doit, pour pouvoir assurer le suivi des activités de lutte contre la traite, disposer par ailleurs de son propre personnel et travailler en équipe multidisciplinaire qui n'existe pas au sein de la médiature.

L'article 2(1) de la loi organique du 22 août 2003 instituant un médiateur dispose clairement que celui-ci a pour obligation de veiller au respect des conventions, lois et règlements en vigueur. Il est évident que cette disposition inclut les conventions internationales en matière de droits humains.

S'il ne peut y avoir de doute à ce sujet, il serait logique, voire indispensable de préciser dans la loi que le médiateur est chargé de la promotion et de la protection des droits de l'Homme.

C'est à bon escient que l'ancien Commissaire européen aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Monsieur Thomas Hammarberg, a déclaré que:

«Les médiateurs sont les principaux défenseurs des droits de l'Homme - leur indépendance doit être respectée».

Dans son «point de vue», l'auteur, spécialiste en droits humains, a précisé que:

«L'institution du médiateur présente une grande diversité, certains médiateurs mettent l'accent sur la violation des droits civils des citoyens, d'autres sur les cas de mal administration (...) ces modèles reflétant des contextes nationaux (…) L'une des leçons est l'importance majeure de l'indépendance. L'indépendance est également un élément essentiel des Principes de Paris, adoptés à l'occasion d'une rencontre internationale et approuvés ultérieurement par l'Assemblée Générale des Nations Unies ainsi que par le Conseil de l'Europe. Ces principes guident le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe dans sa coopération avec les médiateurs nationaux.»

En raison de ses fonctions préventives et réparatrices, également en matière de droits humains, on pourrait réfléchir à l'opportunité pour le médiateur d'être accrédité auprès du CIC (Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'Homme), selon les Principes de Paris. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCOE) a adopté lors de sa dernière session un rapport intitulé «Renforcer l'institution du médiateur en Europe», dans lequel elle recommande cette accréditation des médiateurs aux États membres du Conseil de l'Europe.

À part cette résolution du Conseil de l'Europe, le réseau des médiateurs de l'Union européenne a également pris position dans le même sens lors de son congrès à Dublin en septembre 2013. Il a en effet ajouté aux principes régissant l'action des médiateurs/ombudsmans, la dimension nécessaire des droits humains de la mission de ces derniers.

Je tiens à préciser que la dimension nécessaire des droits de l'Homme dans la mission du médiateur s'applique évidemment dans le seul cadre de ses compétences. Le médiateur n'entre donc aucunement en compétition avec d'autres organisations de promotion et de protection des droits de l'Homme (CCDH, ORK, CET), les compétences de chacune de ces dernières organisations étant en effet différentes, soit par la nature de leurs compétences, soit par le champ d'action de ces dernières.

L'idée de la création d'une Maison des Droits de l'Homme, regroupant les trois organisations ci-avant mentionnées et le médiateur prouve, si besoin en était, que les missions de ces organisations sont complémentaires entre elles.

La question des délais de recours

L'alinéa 2 de l'article 3 de la loi organique précitée stipule que la réclamation auprès du médiateur n'interrompt pas les délais de recours devant les juridictions. Cette interdiction s'explique par la volonté compréhensible d'éviter que le recours au médiateur ne devienne un moyen dilatoire des affaires pendantes en justice.

Il s'avère en pratique que des réclamants en cours de médiation non achevée au moment de l'expiration du délai de forclusion, sont parfois obligés d'entamer une procédure judiciaire pour ne pas perdre la possibilité de la voie judiciaire. Pour éviter au réclamant de devoir exposer des frais judiciaires inutiles, la loi belge a prévu récemment une suspension de quatre mois des délais de forclusion pour des affaires dont le médiateur est saisi.

La loi luxembourgeoise sur la médiation civile et commerciale prévoit dans le cadre d'une médiation judiciaire un délai de trois mois à quatre mois pendant lequel la procédure judiciaire est suspendue.

Il est permis de conclure de ce qui précède qu'un délai de suspension de trois mois pour les réclamations, dont le médiateur est saisi, permettrait à certains réclamants de faire l'économie de frais inutiles, dans l'hypothèse d'une médiation susceptible d'aboutir rapidement à une solution consensuelle.

L'avis du médiateur sur des questions de sa compétence

La diversité des institutions européennes de médiation reflète les contextes nationaux spécifiques, mais plusieurs institutions disposent soit du droit d'auto-saisine, soit de celui de donner des avis sur des questions de leur compétence ou alors des deux à la fois. Or, la loi luxembourgeoise ne prévoit ni le droit d'auto-saisine, ni le droit pour le médiateur, dans ses fonctions déterminées par la prédite loi du 22 août 2003, de donner son avis sur des questions de sa compétence.

Il serait opportun que le médiateur puisse, de sa propre initiative, donner son avis sur des

questions relevant de sa compétence et sur celles concernant des dossiers qu'il a traités.

Ce droit constituerait un moyen lui permettant d'intervenir rapidement et directement sur des questions d'intérêt général.

Le médiateur et la réforme constitutionnelle

Le médiateur luxembourgeois, créé par la loi de 2003, n'est pas mentionné dans la Constitution.

La réforme constitutionnelle en cours qui, par son envergure s'apparente de plus en plus à une refonte, présente l'occasion d'inscrire le médiateur dans notre loi fondamentale.

L'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF) a approuvé le 28 novembre 2013, lors de son 8e congrès à Dakar un texte recommandant aux États membres de l'AOMF la constitutionnalisation de leurs institutions d'ombudsmans ou de médiateurs. Cette recommandation mérite une réflexion et ceci plus particulièrement en raison du contexte national, ci-avant mentionné.

Le guide des bonnes pratiques administratives

Finalement je voudrais attirer une attention particulière sur la recommandation 49 relative au code de bonne conduite, largement inspiré par le Code européen de bonne conduite administrative qui a été adopté par le Parlement européen en septembre 2001.

La Commission des Pétitions de la Chambre des Députés recommande au Gouvernement d'adopter le code en question. Il s'agit en effet de *soft law*, c'est-à-dire de règles de conduite adéquate au sein de l'administration, qui ne doit pas passer par la procédure légale usuelle.

Pour clarifier la nature particulière desdites règles, la dénomination de «guide de bonnes pratiques administratives» aurait l'avantage de ne pas laisser subsister de doute sur la nature «sui generis» du document en question.

L'application dudit guide contribuera à la clarification et la transparence de la prise de décisions publiques. Il permettra en effet:

- à l'usager de connaître l'étendue et les limites de ses droits et devoirs;

- aux fonctionnaires de connaître exactement l'étendue de leurs devoirs ainsi que les limites de ceux-ci;

- au médiateur de contrôler la prise de décision administrative, non seulement par rapport à la conformité au droit, mais aussi par rapport à la façon de laquelle elle a été prise, en se basant sur des critères connus parce qu'inscrits dans le guide des bonnes pratiques.

L'accord de coalition prévoit dans le chapitre «Réforme et simplification administratives» que le Gouvernement mettra en œuvre un code de bonne conduite administrative. Je m'en réjouis et recommande l'application du code tel que présenté dans la recommandation 49 dans les meilleurs délais.

Un mot d'explication sur la raison pour laquelle le présent rapport comporte une seule recommandation. Bien que le rapport annuel précédent ait été discuté et approuvé en Commission des Pétitions le 27 juin 2013, il n'a pas été discuté en séance publique avant l'été comme il aurait dû l'être selon le règlement interne de la Chambre.

Ce fait s'explique par la démission du Gouvernement et la fixation d'élections anticipées. Depuis lors les membres du Gouvernement en place étaient chargés des affaires courantes et il était, de ce fait, inapproprié de leur soumettre pour avis des propositions envisagées pour quelques recommandations en gestation.

Ainsi la publication de recommandations, au sujet desquelles aucune discussion n'a pu être menée avec les membres du Gouvernement, me semblait être un exercice plutôt inapproprié en raison des circonstances.

En ce qui concerne les projets de recommandation en cours, je recueillerai l'avis des ministres compétents avant de décider ou non d'en faire des recommandations formelles.

Le présent rapport comprend une nouvelle rubrique intitulée «avis et suggestions pratiques». Je voudrais préciser que parmi les suggestions pratiques, certaines ont été faites, acceptées et appliquées au courant de l'année, d'autres sont en attente d'être formalisées, soit par une instruction interne, soit par un règlement grand-ducal. Finalement il y a en annexe un avis d'expert sur l'effet translatif de propriété d'un compromis de vente.

Pour revenir à l'extrait du programme gouvernemental cité ci-avant, je me réjouis de constater que les priorités du Gouvernement semblent coïncider avec les miennes. Je suis persuadée que la réalisation du projet de réforme concernant l'institution du médiateur est à la fois dans l'intérêt d'une plus grande cohérence de la loi et d'une amélioration de son application dans l'intérêt du citoyen.

La médiateure,
Lydie ERR

Partie 1

1.1. Statistiques

Nombre de réclamations par mois:

janvier 2013:	65
février 2013:	73
mars 2013:	73
avril 2013:	65
mai 2013:	56
juin 2013:	66
juillet 2013:	58
août 2013:	45
septembre 2013:	27
octobre 2013:	70
novembre 2013:	55
décembre 2013:	35

Relevé global - du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite *des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres médiateurs, des affaires que la médiateure a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.*

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

→ taux de correction: 80,39%

Ventilation par suites réservées à la réclamation

Nombre total de réclamations	**688**
Dossiers en cours (y compris 9 dossiers clôturés provisoirement)	181
Dossiers clôturés	507
Transmis à un autre médiateur	0
Réclamations non fondées	180
Désistement du réclamant	62
Pas de correction obtenue	40
Correction partielle obtenue	42
Correction totale obtenue	122
Demandes irrecevables	28
Refus d'examiner	33

Ventilation détaillée

Demandes irrecevables	28
Jugements coulés en force de chose jugée	5
Incompétence ratione materiae	21
Incompétence ratione loci	0
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	2
Refus d'examiner	33
Demandes prématurées	8
Demandes manifestement non fondées	11
Absence de démarches préalables	14
Actio popularis	0
Obscurum libellum	0

Légende:

dossiers clôturés: les dossiers dont l'instruction est clôturée

réclamations irrecevables: les réclamations dont l'objet n'est pas dans la compétence de la médiateure, il s'agit notamment de réclamations qui ne sont pas dirigées contre un organisme public

refus d'examiner: il s'agit dans l'essentiel de réclamations qui n'ont pas fait l'objet de démarches préalables anonymes, de réclamations à libellé obscur ou de réclamations qui ne concernent pas directement les réclamants

désistement des réclamants: les réclamations dont l'instruction a été arrêtée sur demande du réclamant

clôtures provisoires: il s'agit plus particulièrement de dossiers mis en attente sur demande du réclamant

1.1.1. Affaires relevant de l'État

1.1.1.1. Immigration, visas, passeports

Nombre d'affaires	96
Affaires clôturées	67
Affaires en cours	29
En cours	29
Correction totale/partielle	28
Pas de correction	7
Réclamations non fondées	19
Refus d'examiner	1
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	11
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 80%

1.1.1.2. Logement et Classes moyennes

Nombre d'affaires	23
Affaires clôturées	15
Affaires en cours	8

(*y compris 2 affaires clôturées provisoirement)

En cours*	8
Correction totale/partielle	5
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	4
Refus d'examiner	2
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	3
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 83,33%

1.1.1.3. Fiscalité (ACD, AED, Administration des Douanes et Accises)

Nombre d'affaires	73
Affaires clôturées	54
Affaires en cours	19

(*y compris 2 affaires clôturées provisoirement)

En cours*	19
Correction totale/partielle	21
Pas de correction	4
Réclamations non fondées	26
Refus d'examiner	2
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	1
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 84%

1.1.2. Affaires relevant des communes

1.1.2.1. Urbanisme

Nombre d'affaires	23
Affaires clôturées	15
Affaires en cours	8
En cours	8
Correction totale/partielle	4
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	3
Refus d'examiner	1
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	5
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 80%

1.1.2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires	63
Affaires clôturées	34
Affaires en cours	29

(*y compris 1 affaire clôturée provisoirement)

En cours*	29
Correction totale/partielle	6
Pas de correction	3
Réclamations non fondées	4
Refus d'examiner	2
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	9
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 66,66%

1.1.3. Affaires concernant les établissements publics relevant de l'État ou des communes (y compris l'ADEM, la CNPF, le FNS)

1.1.3.1. Affaires de sécurité sociale

Nombre d'affaires	165
Affaires clôturées	128
Affaires en cours	37

(*y compris 2 affaires clôturées provisoirement)

En cours*	37
Correction totale/partielle	50
Pas de correction	5
Réclamations non fondées	54
Refus d'examiner	8
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	9
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 87,72%

1.1.3.2. Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

Nombre d'affaires	36
Affaires clôturées	31
Affaires en cours	5
En cours	5
Correction totale/partielle	8
Pas de correction	4
Réclamations non fondées	11
Refus d'examiner	3
Désistement du réclamant	5
Demandes irrecevables	0
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 66,66%

1.1.3.3. Caisse nationale des prestations familiales (CNPF)

Nombre d'affaires	37
Affaires clôturées	25
Affaires en cours	12
En cours	12
Correction totale/partielle	6
Pas de correction	2
Réclamations non fondées	12
Refus d'examiner	3
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	2
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 75%

1.1.3.4. Fonds national de solidarité (FNS)

Nombre d'affaires	19
Affaires clôturées	16
Affaires en cours	3
En cours	3
Correction totale/partielle	6
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	7
Refus d'examiner	2
Désistement du réclamant	0
Demandes irrecevables	0
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 85,71%

1.2. Attributions et compétence de la médiateure

Dans plusieurs dossiers, la compétence de la médiateure a été contestée par différentes administrations.

La réparation d'un préjudice par un établissement public

Dans le cadre d'une réclamation ayant pour objet l'indemnisation d'un préjudice causé au réclamant lors de la construction d'une conduite d'eau par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), ce dernier a opposé à la médiateure l'alinéa (2) de l'article 1 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur qui exclut de la compétence de celui-ci les activités industrielles, financières et commerciales des établissements publics.

Cette restriction avait été proposée par le Conseil d'État dans son avis du 11 février 2003. L'idée du Conseil d'État a été «d'éviter toute discrimination là où un établissement public n'assurant pas un service public se trouve dans une situation de concurrence avec des entreprises privées». D'après le Conseil d'État, seuls les établissements publics n'exerçant pas d'activités industrielles ou commerciales seraient à intégrer dans le champ de compétence du médiateur. Le Conseil d'État a vu l'activité industrielle ou commerciale par opposition à l'activité de service public.

Finalement, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a considéré la restriction proposée par le Conseil d'État comme trop vague et trop générale. Elle a maintenu la compétence de principe pour tous les établissements publics en excluant les activités commerciales, industrielles et financières.

En tant qu'établissement assurant un service public et procédant dans le cadre de cette mission à la construction d'une conduite d'eau, le SEBES fait donc partie des attributions de la médiateure.

Le SEBES a invoqué en outre que le litige se situerait en dehors du domaine administratif. Il ne concernerait que des intérêts civils qui relèveraient exclusivement de la compétence des juridictions civiles.

Or, aux termes de l'article 1 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, ce dernier peut être saisi de réclamations relatives au fonctionnement des administrations de l'État et des communes ainsi que des établissements publics. En tant qu'établissement public, le SEBES tombe sous la compétence de la médiateure. Il suffit que l'établissement public se voit reprocher de ne pas avoir fonctionné conformément à la mission qu'il doit assurer ou de contrevenir aux conventions, lois et règlements en vigueur. Les termes de la loi sont formulés d'une manière telle qu'ils englobent une demande en réparation d'un préjudice causé par un établissement public à un particulier.

Les activités commerciales du Fonds du logement

La médiateure a été saisie d'une réclamation à l'encontre du Fonds du logement au sujet de l'exécution d'un compromis de vente d'un local à destination commerciale situé au rez-de-chaussée d'une résidence construite par le Fonds du logement. Le président du Fonds du logement a opposé que la vente de cette surface constitue une activité commerciale au sens de l'alinéa (2) de l'article 1 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur et qui serait par conséquent soustraite à la compétence de ce dernier.

Le Fonds du logement est un établissement public autonome institué par la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. C'est la construction de logements à coûts modérés destinés tant à la vente qu'à la location qui constitue la mission du Fonds du logement. Sa mission consiste aussi à favoriser l'accession à la propriété des particuliers à revenus modestes.

Il est vrai que la loi du 8 novembre 2002 a étendu cette mission et le Fonds est dès lors autorisé à mettre en vente jusqu'à 40% des logements en dehors des dispositions relatives au logement subventionné. Il s'agit de sauvegarder une certaine mixité sociale dans le cadre des projets développés par le Fonds du logement. L'objectif s'inscrit toujours dans le cadre d'une politique sociale et le Fonds n'entend pas entrer en concurrence avec les acteurs privés du marché.

En l'espèce, la réclamation concerne un ensemble résidentiel qui, selon les informations publiées par le Fonds, comprend des appartements pour étudiants et 4 surfaces commerciales situées au rez-de-chaussée de la résidence. L'une de ces surfaces a été vendue par compromis de vente à la réclamante. La question se pose donc de savoir si la vente par le Fonds d'un local à destination commerciale situé au rez-de-chaussée d'une résidence à logements subventionnés constitue une activité commerciale.

L'article 2 du Code de commerce introduit par la loi du 21 juillet 1992 donne une définition des actes de commerce qui a été empruntée à la législation belge. En droit belge, une entreprise d'achat/vente d'immeubles constitue «un acte de commerce par entreprise». Ces opérations ne deviennent cependant commerciales qu'à condition d'être répétées et d'être effectuées avec une intention lucrative.

Or, le projet immobilier dans son ensemble s'inscrit dans le cadre de la mission sociale du Fonds du logement et l'affectation commerciale de 4 surfaces au rez-de-chaussée a été réalisée en vue d'une amélioration du cadre de vie des habitants et non pas dans un but de lucre. L'opération de vente des surfaces commerciales ne constitue pas une participation à la vie économique focalisée sur la réalisation de profits. Cette opération ne peut être détachée du projet immobilier qui revêt un caractère social très prononcé.

La médiateure s'estime compétente pour connaître ce dossier actuellement en cours de traitement.

Les litiges contractuels de l'Administration

Dans un autre dossier, la question s'est posée de savoir si la médiateure est compétente en matière de litiges contractuels. Une société d'ingénieurs s'est plainte de l'attitude prise par l'Administration des bâtiments publics dans le cadre de l'exécution de contrats de construction d'un lycée. La réclamante s'est vu reprocher de ne pas avoir exécuté certains travaux selon les règles de l'art et de ne pas avoir respecté le cahier de charges.

Le ministère du Développement durable a fait savoir à la médiateure que «la mission du médiateur ne se situe pas dans le domaine de l'exécution, voire inexécution de contrats».

La médiateure est certainement compétente au cas où les règles régissant la passation des marchés publics ne sont pas respectées. En outre, la médiateure est en droit de vérifier si l'administration a respecté les principes de bonne administration en traitant les dossiers concernant l'exécution d'un contrat. Dans certains pays, il y a même des «Procurement Ombudsman» spécialisés dans ces dossiers.

La définition de dysfonctionnement de la loi du 22 août 2003 est très large et englobe le non-respect par l'administration des obligations contractuelles et des principes de bonne conduite dans les relations avec ses cocontractants.

La saisine du médiateur peut intervenir conjointement avec un recours juridictionnel

Il arrive encore que certaines administrations estiment que la médiateure n'a pas à entamer de démarches lorsque le litige est pendant devant les tribunaux.

S'il est prévu à l'article 3 (3) de la loi instituant un médiateur, relatif à la recevabilité des réclamations que «Le médiateur ne peut intervenir dans une procédure engagée devant une juridiction (.)», ceci ne signifie pas que la médiateure ne peut pas essayer de rapprocher les parties au litige pour les aider à trouver une solution amiable à leur différend de sorte qu'elles pourraient se désister de leur action.

Admettre que la saisine d'une juridiction par une des parties mettrait fin à toute action de la médiateure d'essayer de favoriser un compromis, reviendrait à limiter de manière excessive son champ d'action.

Cette interprétation signifierait également que les parties seraient obligées de trouver un compromis dans les délais de recours. À défaut de trouver une solution amiable dans les délais ouverts pour le recours, l'administré devrait choisir entre la saisine de la médiateure et la saisine des juridictions compétentes, sachant que si la partie n'a pas intenté de recours en temps utile, sa position face à l'administration se trouve considérablement affaiblie.

La médiateure rappelle donc aux administrations que la saisine des juridictions n'empêche pas les parties au litige d'essayer de trouver une solution consensuelle extrajudiciaire.

Il ressort clairement des travaux parlementaires que «la saisine du médiateur peut intervenir avant ou conjointement avec un recours juridictionnel» (Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, page 4).

Le secret médical est inopposable au médiateur

Dans un autre dossier, le service médical de la Fonction publique a refusé de prendre position par rapport à une réclamation en opposant à la médiateure le secret médical.

Or, il résulte de l'article 6 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur que le secret médical ne peut pas lui être opposé par le service visé par son enquête. Cet article précise limitativement les domaines dans lesquels le caractère secret ou confidentiel est opposable à la médiateure: la défense nationale, la sûreté de l'État et la politique extérieure.

Ce texte est clair et les travaux parlementaires ne laissent aucun doute sur l'intention du législateur. Le commentaire de l'article 7 du projet de loi n° 4832 explique très bien le texte de la loi:

Article 7

«Le Médiateur dispose de moyens importants d'analyse et d'investigation auprès des services publics. Cet article consacre un vaste droit à l'information. En principe, le Médiateur peut accéder à tous les dossiers se rapportant à l'affaire qu'il traite. Les agents des services faisant l'objet d'une enquête sont obligés de répondre aux questions du Médiateur. Ainsi, le Médiateur doit bénéficier du concours actif de l'administration. Cette nécessaire collaboration avec les autorités administratives doit faciliter la tâche du Médiateur. Ce principe connaît une exception. En effet, l'accès à l'information peut lui être refusé lorsque le dossier en question a trait à la défense nationale, à la sûreté de l'État ou à la politique extérieure.»

Dans sa réponse, la médiateure s'est également référée à la proposition du Conseil d'État de restreindre le droit à l'information du médiateur par les mêmes exceptions que celles prévues dans la loi du 25 juillet 2002 portant institution d'un comité luxembourgeois des droits de l'enfant. Ces exceptions ont trait au secret professionnel. Cette proposition a été écartée par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et le texte légal qui a été voté n'a pas tenu compte des limitations proposées par le Conseil d'État. Le secret médical ne peut donc pas être opposé à la médiateure.

Il y a encore lieu d'ajouter que le secret médical ne peut pas jouer au détriment des intérêts de la personne concernée. En sollicitant une médiation suivant la procédure prévue par la loi du 22 août 2003, le réclamant a nécessairement exprimé son accord pour que le service concerné par la réclamation se justifie à l'égard de la médiateure. La mission de celle-ci ne consiste pas seulement à essayer de régler à l'amiable des réclamations mais aussi à expliquer aux réclamants la position de l'administration et à prendre position par rapport à la réclamation.

La médiateure a fait savoir au médecin conseil que son refus de la médiation ne permet même pas de réaliser cet objectif élémentaire et qu'en opposant le secret médical, il enfreint la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur.

L'Administration des services médicaux du secteur public a finalement pris position dans ce dossier quant au fond.

1.3. Affaires relevant de l'État

1.3.1. Immigration

La médiateure entretient de bonnes relations avec la Direction de l'Immigration. Elle salue le fait que celle-ci prend soin, dans la grande majorité des cas, de répondre à ses courriers de manière précise et rapide. De cette manière les dossiers dont elle est saisie peuvent être rapidement traités. L'intervention de la médiateure consiste en grande partie en une assistance aux personnes qui s'estiment insuffisamment informées au sujet de l'état d'instruction de leur dossier.

La médiateure a été saisie d'un dossier par une dame, ressortissante de l'Union européenne, qui a demandé l'autorisation pour sa mère et pour sa sœur de la rejoindre au Grand-Duché pour une durée de six mois. Ces demandes ont fait l'objet d'un refus par le ministre. La réclamante souhaitait qu'au moins sa mère puisse la rejoindre alors qu'elle était à sa charge. La médiateure a dès lors conseillé à la réclamante de reformuler une demande d'autorisation de séjour en tant que membre de famille, en prenant soin de se renseigner au préalable sur les conditions d'une telle autorisation.

Dans un premier temps, le ministre a indiqué que la preuve n'était pas rapportée que la mère de la réclamante était à charge de celle-ci.

Dans son recours gracieux adressé au ministre, la réclamante explique que pour des raisons pratiques elle fait parvenir de l'argent à la société de son beau-frère qui le remet à la mère de la main à la main. Elle joint une attestation testimoniale de son beau-frère confirmant ce fait.

La Direction de l'immigration a finalement fait droit à la demande de regroupement familial pour la mère de la réclamante.

La médiateure a été saisie d'un dossier par un ressortissant d'un pays tiers disposant d'une autorisation de séjour à durée illimitée dans un État membre de l'Union européenne. Il a soumis à la Direction de l'immigration une demande d'autorisation de séjour pour travailleur salarié en vue d'occuper un poste qualifié au sein d'une association.

La Direction de l'immigration a sollicité dans un premier temps de la part du demandeur la présentation de ses diplômes homologués.

Or, le ministère de l'Enseignement supérieur exige, pour l'inscription de son diplôme au registre des titres, que le demandeur produise un certificat de résidence établissant son lieu de résidence à Luxembourg, certificat qui ne lui est toutefois pas délivré tant qu'il ne dispose pas d'une autorisation de séjour.

Le demandeur se trouve dès lors dans une situation inextricable.

La médiateure s'est adressée à la Direction de l'immigration pour faire part de la situation au ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration. Après une réponse, qui reprenait l'exigence de la présentation des diplômes homologués avant tout autre progrès en cause, les services de la médiateure ont contacté les deux ministères de manière informelle afin de sortir de cette impasse. La Direction de l'immigration s'est déclarée prête à se contenter d'un certificat de la part du ministère de l'Enseignement supérieur, attestant d'un accord de principe pour l'inscription du diplôme en question au registre des titres. Ce certificat permettrait à la Direction de l'immigration de délivrer une autorisation de séjour au demandeur, pour pouvoir procéder ensuite à l'inscription au registre des titres.

Asile politique

La loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection a pour objet la procédure de détermination du statut de réfugié et du statut conféré par la protection subsidiaire ainsi que l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine.

Par «réfugié» il faut entendre tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner et qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 34.

Par «personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire», il faut entendre tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays.

Enfin la «protection temporaire», est une procédure de caractère exceptionnel assurant, en cas d'afflux massif ou d'afflux massif imminent de personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine, une protection immédiate et temporaire à ces personnes.

La médiateure a été saisie de plusieurs dossiers par des demandeurs de protection internationale de nationalité irakienne et de confession chrétienne qui se sont vu refuser la protection internationale par le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.

Il ressortait des recherches effectuées par les services du ministère que la situation des chrétiens en Irak n'est pas à ce point dangereuse que tout membre de la minorité chrétienne serait, du seul fait d'être chrétien, exposé à des persécutions au sens de la Convention de Genève. Le ministre estime également que le Kurdistan est une région où une fuite interne serait possible pour les chrétiens.

Dans un arrêt de la Cour administrative du 26 février 2013, les juges ont statué en faveur de demandeurs de protection internationale de nationalité irakienne et de confession chrétienne en leur conférant le statut de protection subsidiaire. L'arrêt retient que «l'Irak est un pays où l'insécurité reste permanente». Il retient aussi que les personnes concernées «pourraient en théorie bénéficier d'une possibilité de fuite interne, à condition de pouvoir rejoindre le Kurdistan sans de nouveau devoir passer par une autre région d'Irak, respectivement la ville de Bagdad, ce qui n'est pratiquement guère possible.[.]».

Étant donné que les réclamants qui ont saisi la médiateure se trouvent dans une situation très similaire, la médiateure a demandé au ministre s'il est disposé à reconsidérer sa décision de refus.

Le ministre a clairement notifié à la médiateure son intention d'attendre la décision qui serait prise par le Tribunal administratif.

Étant donné toutefois que la médiateure a été saisie de plusieurs de ces dossiers et qu'elle constate que les juges ont dans plusieurs cas tranché en faveur de l'octroi de la protection internationale, elle s'est une nouvelle fois adressée à la Direction de l'immigration en lui demandant de réétudier les dossiers en question à la lumière de la jurisprudence.

Le ministre a attiré toutefois l'attention sur l'article 26 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, qui dispose que le ministre procède à une analyse de la situation personnelle des requérants ainsi qu'à une analyse de la situation actuelle dans leur pays d'origine.

La médiateure constate dans différents jugements et arrêts des juridictions administratives que le passage des chrétiens d'Irak vers une région plus sûre n'est guère possible sans passer par Bagdad. Il est incontestable qu'un retour au pays passera forcément par Bagdad ce qui fait courir aux chrétiens d'Irak un risque sérieux pour leur sécurité. Tous les chrétiens d'Irak, pour autant que la preuve de leur identité et de leur appartenance à la confession chrétienne sont rapportées, sont confrontés au même problème.

La médiateure en conclut que la question des chrétiens d'Irak mériterait d'être repensée au vu des faits et de la jurisprudence et se propose d'en rediscuter avec le responsable du Gouvernement avant de décider de finaliser sa suggestion à ce sujet.

Bureau des passeports, visas et légalisation

Titres de voyages

Un titre de voyage pour étranger est un document de voyage délivré par l'État luxembourgeois en remplacement du passeport que l'étranger n'arrive pas à obtenir de son pays d'origine.

Par règlement grand-ducal du 19 juin 2013 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2005 fixant les modalités d'un titre de voyage pour étranger, la compétence en matière de titre de voyage pour étrangers est passée du Bureau des passeports, visas et légalisations à la Direction de l'immigration. Ce transfert de compétence fait suite à la recommandation no 46/2012 de la médiateure. Ce changement a également été l'occasion de revoir les conditions d'octroi du titre de voyage. Jusqu'alors, pour pouvoir prétendre à un titre de voyage, le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2005 fixant les modalités pour l'obtention d'un titre de voyage pour étrangers dispose que la personne concernée doit:

- être titulaire d'un permis de séjour, ou avoir obtenu de la part de l'autorité luxembourgeoise compétente l'accord pour l'octroi d'un tel permis;

- apporter la preuve qu'une demande en obtention d'un passeport national a été rejetée par les autorités du pays d'origine ou pouvoir justifier qu'une demande en obtention d'un passeport national a été introduite auprès de l'ambassade du pays d'origine depuis six mois au moins et qu'elle est restée sans suites;

- autoriser le ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration à s'enquérir auprès de l'Ambassade du pays d'origine sur les raisons qui sont à la base du refus de la délivrance d'un passeport national ou, le cas échéant, de la procédure de délivrance excessivement longue.

Le nouveau règlement grand-ducal du 19 juin 2013 dispose que:

(1) Le titre de voyage pour étrangers est un document de voyage délivré à des personnes résidant (..) 1 sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et dont l'identité et la nationalité sont établies, mais qui ne sont pas en mesure d'obtenir un passeport national de la part des autorités de leur pays d'origine (Règl. g.d. du 19 juin 2013) «ou auxquelles il est impossible de demander l'établissement ou la prolongation d'un titre de voyage en raison de circonstances exceptionnelles».

(2) Dans des cas exceptionnels, un tel titre de voyage peut également être délivré lorsque la procédure de délivrance d'un passeport national est excessivement longue (Règl. g.d. du 19 juin 2013) «ou difficile, de sorte qu'elle est considérée comme dépassant les limites du raisonnable».

Ainsi certains dossiers qui avaient été présentés au médiateur pour lesquels il était dans l'impossibilité d'intervenir, pourraient aujourd'hui éventuellement être revus à la lumière de ce nouveau texte qui prévoit la possibilité d'agir dans des circonstances exceptionnelles à condition que l'identité et la nationalité de la personne concernée soient établies à l'exclusion de tout doute.

La médiateure a été saisie de certains dossiers concernant l'octroi de titre de voyage pour des personnes bénéficiant du statut de la protection subsidiaire.

Dans deux dossiers se posait le problème du renouvellement de la carte d'identité de la personne bénéficiaire de la protection internationale, renouvellement indispensable pour pouvoir prétendre à un nouveau passeport. Ce renouvellement ne pouvait toutefois se faire que dans le pays d'origine. Or, il ne saurait être exigé du bénéficiaire de la protection subsidiaire de devoir retourner dans son pays d'origine sachant qu'il y encourt de sérieux risques.

Le Bureau des passeports a délivré un titre de voyage aux personnes qui se trouvaient dans ce cas.

Visas

La médiateure a été saisie de plusieurs dossiers de refus d'octroi de visas touristiques, soit que l'engagement de prise en charge de la personne qui accueille le ressortissant du pays tiers est jugé insuffisant, soit que le demandeur ne prouve pas qu'il possède les moyens de subvenir à ses besoins lors de son séjour, soit encore que l'objet et les conditions de séjour sont imprécis.

La médiateure constate que souvent les réclamants ne comprennent pas les motifs du refus et ne savent pas comment faire pour que leur demande soit acceptée, alors qu'il leur semble inconcevable que leur famille proche ne soit pas autorisée à venir leur rendre visite.

La famille M. s'est adressée à la médiateure suite au refus du Bureau des passeports, visas et légalisations de faire droit à une demande de visa en faveur de la mère de la réclamante.

Alors que les autorités en charge du dossier de visa estiment que l'objet et les conditions du séjour ne sont pas justifiés, le réclamant explique que son épouse vient de donner naissance à des jumeaux et que sa belle-mère est puéricultrice de sorte qu'elle souhaite soutenir sa fille dans ces moments éprouvants.

Dans un autre cas, il s'agissait d'autoriser la venue d'un des parents, alors que la fille devait être opérée et que le mari ne pouvait arrêter son travail pour s'occuper des enfants.

La question des ressources financières reste primordiale, même si les personnes qui demandent un visa sont des membres de la famille ou des proches et même si la période pour laquelle les requérants souhaitent venir est relativement courte. Les procédures en place, certes indispensables, sont toutefois souvent complexes et difficiles à comprendre.

Dans ces cas, la médiateure tente du mieux qu'elle peut d'expliquer aux réclamants la raison d'être de ces procédures et les assiste dans les difficultés de communication avec les services compétents.

1.3.2. Fiscalité

Administration de l'enregistrement et des domaines (AED)

Taxations d'office

La médiateure continue d'être saisie de réclamations ayant pour objet des taxations d'office de TVA qui mettent en compte aux assujettis des montants dépassant de loin la TVA qui serait due si des déclarations régulières avaient été déposées.

Un des dossiers les plus marquants concerne une personne qui ensemble avec son père avait constitué en juillet 2008 une société à responsabilité limitée. C'était un projet qui a été abandonné tout de suite. Les fondateurs avaient résilié le bail conclu pour cette société qui n'a jamais été qu'une coquille sans activités. Aucune facture mettant en compte une TVA n'aurait été émise.

Malheureusement, les fondateurs ont oublié de transférer le siège social de la société et ont tardé à dissoudre et liquider la société. Ce n'est que par un acte notarié du 28 décembre 2012 que la liquidation de la société a été clôturée. Dans une clause de l'acte de dissolution de la société, les associés se sont engagés à assurer le paiement de toutes les dettes de la société.

Étant donné que la société n'existe plus au siège social statutaire, tous les courriers adressés par l'Administration de l'enregistrement et des domaines (AED) lui ont été retournés par les services postaux. Finalement, l'administration a effectué une visite des lieux et a constaté que la société n'existe plus à cette adresse. Elle s'est bien rendu compte que le même sort sera réservé à tout autre courrier adressé à la société. Au cours du mois d'avril 2011, l'AED a notifié cependant à la même adresse des taxations d'office pour les années 2009, 2010 et 2011 qui lui ont promptement été retournées. Après l'écoulement du délai de recours de trois mois les taxations d'office deviennent définitives.

L'AED a chargé un avocat du recouvrement de la dette de TVA auprès des fondateurs de la société dont les adresses privées se trouvent indiquées dans les statuts de la société. Dans sa lettre de menaces, l'avocat de l'AED a exigé le paiement des bulletins de taxation d'office sous la menace d'une action pénale devant le tribunal correctionnel de Luxembourg pour non-dépôt des comptes sociaux au registre du commerce et des sociétés.

Dans sa prise de position adressée à la médiateure, le directeur de l'AED a insisté que les taxations d'office sont conformes aux textes applicables et que ses services ont procédé en toute légalité à une notification au siège social statutaire.

Lors d'une entrevue, il a signalé le nombre élevé d'assujettis malhonnêtes qui essaient de se dérober au paiement de leurs dettes de TVA par des changements d'adresses non signalés à l'administration. Il a souligné que l'administration est obligée d'émettre des taxations d'office qui ne peuvent être notifiées qu'à l'adresse officielle des assujettis et que ces derniers ne peuvent s'imputer qu'à eux-mêmes les conséquences de leur négligence d'avoir omis de régulariser l'adresse de leur société. En outre, en tant que professionnels, ils sont tenus de connaître et d'exécuter leurs obligations légales relatives à la déclaration de la TVA et méritent donc moins d'indulgence.

Il n'en reste pas moins que toute taxation d'office requiert une instruction minimale du dossier. Il ne faisait aucun doute que l'administration disposait des adresses privées des deux associés et avait donc la possibilité de demander des renseignements auprès d'eux.

Dès lors que les multiples envois postaux de l'AED ont été retournés et que l'AED s'était elle-même aperçue lors d'une visite des lieux que la société n'existait plus à l'adresse statutaire, elle savait pertinemment que tout nouveau courrier adressé à la société serait retourné par les services postaux. L'AED ne pouvait ignorer que le même sort serait réservé aux bulletins de taxation d'office et que la société et ses associés seraient en fait privés de leur droit à un recours effectif contre les bulletins de taxation d'office.

Il est indéniable que les associés, en négligeant de transférer le siège social de la société à une autre adresse ou en tardant à procéder à la liquidation de la société, ont commis une négligence.

L'administration ne saurait cependant avoir un comportement consistant à exploiter à outrance cette négligence d'un administré de manière à aggraver inéluctablement sa situation au point de lui ôter toute possibilité de se défendre.

Le recours à la taxation d'office peut alors être considéré contraire au principe du «fair play» voire même comme une violation des droits de la défense.

L'objectif d'une taxation d'office est de parvenir à une imposition exacte et non pas d'aboutir à une sanction infligée à l'assujetti. Ce n'est qu'un palliatif auquel l'administration doit avoir recours à bon escient.

Dans ce dossier, la médiateure a insisté que, sans avoir besoin d'effectuer de longues recherches pour trouver les adresses privées des fondateurs, l'AED aurait facilement pu les contacter et éclaircir la situation. L'application des principes de bonne administration aurait permis d'éviter les taxations d'office.

Le directeur de l'AED n'a pas tenu compte des observations de la médiateure.

Les associés menacés par l'avocat de poursuites pénales pour non-dépôt des comptes sociaux de leur société au registre du commerce et des sociétés se sont laissés intimider et ont payé les taxations d'office sous toutes réserves.

Finalement, le directeur de l'AED a même demandé aux anciens associés de la société le paiement de la note d'honoraires de cet avocat à titre de frais de poursuites.

Le dossier est toujours en cours de traitement.

Délai d'occupation de l'habitation prévu dans la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

Les bénéficiaires du crédit d'impôt sont tenus d'occuper l'immeuble acquis durant deux années. Conformément à l'article 11 de la loi modifiée du 30 juillet 2002 susvisée, toute cession de l'immeuble intervenue dans ce délai donne lieu au remboursement intégral du crédit d'impôt.

Ce délai d'occupation continue à faire l'objet de réclamations de la part de personnes qui ont vendu leur logement. Normalement, une vente a lieu en deux étapes: les parties concluent d'abord un compromis de vente et une fois le financement acquis, elles procèdent ensuite à la signature d'un acte notarié.

Dans certains cas soumis à la médiateure, le compromis de vente a été conclu dans le délai de deux ans, tandis que l'acte notarié a été dressé par après. Le problème qui se pose alors est de déterminer la date du transfert de propriété. Au cas où celui-ci a eu lieu par le compromis de vente, le délai d'occupation n'a pas été respecté et le crédit d'impôt est à rembourser. En revanche, au cas où le transfert de propriété a eu lieu seulement à la date de l'acte notarié conclu après cette période biennale, la loi a été respectée.

Il est évident qu'en vertu de l'article 1589 du Code civil, une promesse de vente vaut vente lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et le prix.

Nul doute que malgré une clause de réitération de la vente par acte notarié, le compromis constitue en principe une vente parfaite dès sa signature.

Il est possible cependant aux parties de stipuler que le compromis n'emporte pas transfert de propriété. Ainsi l'AED accepte une clause inscrite dans le compromis de vente reportant le transfert de propriété de l'immeuble à la date de l'acte notarié.

Dans un de ces cas où le compromis de vente a été conclu endéans le délai de deux années et l'acte notarié par après, les parties ont prévu au compromis, outre un délai dans lequel l'acte notarié est à dresser, une clause limitant la durée de validité libellée comme suit: «Le compromis est valable jusqu'au 8 août 2011». Il s'agit d'un terme extinctif à l'arrivée duquel le contrat devient automatiquement caduc.

La position de la médiateure est que les parties, en introduisant ce terme extinctif, ont eu l'intention de limiter dans le temps les effets du compromis. Elles n'ont donc pas pu avoir l'intention de faire du compromis une vente parfaite et définitive. Cette solution est conforme à une jurisprudence constante de la Cour de cassation française selon laquelle un terme fixé dans le compromis pour la signature de l'acte authentique n'empêche pas le transfert de propriété d'avoir lieu solo consensu et l'acheteur de demander la constatation judiciaire de la vente. En revanche, au cas où ce même terme est «assorti de la sanction de la caducité de la promesse de vente», cette dernière n'est pas translative de propriété.

L'AED n'accepte pas cette position et souligne que l'acte notarié a été conclu dans le délai prévu par les parties et avant l'arrivée du terme extinctif. Elle en tire la conclusion que «le compromis n'a jamais cessé d'exister: il n'y a eu ni caducité, ni extinction de ce dernier.» L'administration considère que l'acte notarié ayant été signé, le compromis formerait avec celui-ci un ensemble. Elle affirme qu'«il n'y a pas lieu de spéculer sur le destin du compromis au cas où l'acte notarié n'aurait pas été signé dans le délai: en effet la non-conclusion de l'acte notarié n'est jamais devenue réalité: donc le terme ne s'est pas réalisé et il n'y a pas eu caducité».

Si on accepte le point de vue de l'administration, il faudrait conclure qu'à défaut de signature de l'acte notarié, le compromis serait tombé caduc et que par la signature de l'acte notarié, le compromis serait devenu une vente parfaite. La qualification du compromis dépendrait de la signature de l'acte notarié.

Étant donné l'importance du problème de la qualification des compromis de vente qui s'est posée à plusieurs reprises, la médiateure a jugé bon de consulter un professeur d'université spécialiste du droit des obligations. Après avoir examiné longuement le problème sous toutes ces facettes, le professeur a conclu dans son avis qu'en l'espèce, le transfert de propriété s'est effectivement réalisé à la date de l'acte notarié (l'avis d'expert mentionné ci-avant se trouve dans la Partie 3, 3.1. Annexe).

Le directeur de l'AED est resté sur sa position initiale sans même aborder et discuter l'avis du professeur.

Une médiation implique que toutes les parties discutent dans un souci d'objectivité leurs arguments respectifs et ne s'enferment pas dans une position intransigeante qui ne paraît plus justifiable.

La médiateure a poursuivi ses démarches auprès du ministère des Finances.

Régime de l'exonération

La médiateure a été saisie d'une personne dirigeant en nom personnel une entreprise de formation professionnelle continue agréée par le

ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Souhaitant bénéficier de l'exonération prévue à l'article 44 alinéa q de la loi TVA, elle a demandé à l'AED une entrevue pour s'informer au sujet de la procédure à suivre, entrevue qui lui aurait été refusée.

Elle s'est adressée par la suite à l'AED par un courriel auquel l'administration lui a répondu qu'il ne lui appartient pas d'assumer le rôle de conseil juridique des assujettis qui n'auraient qu'à consulter des experts fiscaux.

Sur ce conseil, la réclamante a pris contact avec une fiduciaire qui l'informa que son activité tombe effectivement sous le champ d'application de l'article 44 susvisé. La fiduciaire lui recommanda d'adresser une lettre à l'AED pour demander une confirmation de cette conclusion.

Aucune suite n'ayant été réservée à ce courrier, la réclamante relança l'administration par téléphone, démarche qui elle aussi n'a abouti à aucun résultat. Avant de s'adresser à la médiateure, elle contacta encore le responsable du service des relations avec le public sans obtenir de réponse non plus.

La médiateure a adressé une lettre au directeur de l'AED lui signalant qu'il incombe à l'administration de fournir des informations aux assujettis sur les conditions de mise en œuvre du régime d'exonération de la TVA. Elle a précisé que l'obligation d'information constitue un principe de bonne administration que son prédécesseur avait déjà formulé à l'article 16 de son projet de code de bonne conduite administrative dans les termes suivants:

«L'agent public a l'obligation d'assister et d'informer le citoyen de manière compréhensible et précise sur ses droits, ses obligations ainsi que sur les démarches administratives que le citoyen doit entreprendre pour obtenir satisfaction».

La médiateure a dû attendre 17 semaines avant de recevoir une réponse du directeur qui confirma que l'activité de la réclamante bénéficie du régime de l'exonération de la TVA.

Dans les pays voisins, par exemple en France, les organismes dont l'activité s'inscrit dans le cadre de la formation professionnelle, adressent à l'administration, après s'être préalablement déclarés, «une demande d'attestation au titre d'activités s'inscrivant dans le cadre de la Formation professionnelle» et se voient ainsi officiellement confirmer le régime d'exonération.

L'instauration d'une telle procédure de demande faciliterait la vie des assujettis au Luxembourg.

Rectification d'une déclaration de succession

La médiateure a été saisie par une dame âgée dont le frère est décédé début 2012. La réclamante est la seule héritière. Étant donné qu'elle est aveugle et handicapée physiquement, elle a mandaté un notaire pour s'occuper de la déclaration de succession. Le clerc de notaire a fait la déclaration et l'a déposée.

Ce n'est que lors de la réception de l'avis de paiement, soit un an après le décès de son frère, que la réclamante s'est rendu compte que certains terrains inclus dans la succession ont été évalués par le clerc de notaire à un prix beaucoup trop élevé. Ceux-ci ont en effet été évalués à une valeur qui était de quarante fois la valeur estimée par l'héritière. Le clerc de notaire a considéré qu'il s'agit de terrains de spéculation et n'a pas indiqué la valeur convenue avec l'héritière.

Or, ces terrains figurent au plan d'aménagement général de la commune hors du périmètre d'agglomération en zone verte et dans une zone d'inondation. La réclamante estimait donc qu'ils n'ont aucune valeur de spéculation, étant donné qu'ils ne seront jamais constructibles.

La dame s'est alors adressée à l'AED pour réclamer contre l'avis de paiement. Or, l'administration a répondu qu'il n'était plus possible de revenir sur la déclaration de succession puisque les parties déclarantes ne disposent que d'un délai de six semaines à partir du jour de la déclaration pour la rectifier, ceci en vertu de l'article 13 de la loi du 27 décembre 1817.

La réclamante n'était cependant pas en mesure de demander une rectification de la déclaration dans les six semaines, parce qu'elle n'avait pas connaissance du contenu de la déclaration et ne s'est rendu compte de l'erreur commise que lors de la réception de l'avis de paiement. Si celui-ci lui était parvenu dans le délai de six semaines, elle aurait eu la possibilité de réclamer, mais il ne lui est parvenu que près de sept mois plus tard.

Comme les déclarants n'ont pas d'autre possibilité de recours si les droits de succession ne leur semblent pas corrects, la médiateure déplore que les déclarations de succession ne soient pas avisées avant l'expiration du délai de six semaines. En l'espèce, la situation est d'autant plus grave qu'en raison de son handicap, la réclamante n'avait aucune possibilité ni de faire elle-même la déclaration de succession, ni de la contrôler. Du fait de la surévaluation des terrains litigieux, la réclamante était donc redevable de droits de succession réclamés à tort.

La médiateure est intervenue auprès du directeur de l'AED afin d'obtenir un redressement de la valeur des terrains pour la réclamante. Dans sa réponse, l'AED informe la médiateure que le délai pour déposer la déclaration de succession, qui est de six mois, aurait pu être prolongé en cas de difficultés pour l'évaluation de l'héritage. Il rajoute que les héritiers disposent donc d'au moins six mois pour le dépôt de la déclaration et qu'après le dépôt, une modification de la déclaration était encore possible pendant six semaines.

Une prolongation du délai de dépôt n'aurait toutefois rien changé à la situation. Il n'y avait aucune raison pour demander une prolongation du délai, parce qu'il n'y avait pas de difficulté particulière qui aurait empêché un dépôt de la déclaration dans le délai de six mois. La déclaration de succession a en effet été déposée bien avant l'expiration du délai. C'est seulement l'absence de possibilité de recours après la réception de l'avis de paiement qui posait problème.

L'AED n'a laissé qu'une seule ouverture: elle accepte de rectifier la valeur des terrains en cas de vente de ceux-ci dans les deux ans, à un prix inférieur à la valeur figurant dans la déclaration de succession. L'AED précise que cette possibilité est rendue possible par une instruction de service du 29 décembre 2011.

Cette possibilité peut certes permettre à un héritier de récupérer des droits de succession payés lorsqu'il s'avère qu'un immeuble a été surévalué dans la déclaration de succession, mais elle est extrêmement restrictive et n'est vraiment utile que si l'héritier a l'intention de vendre les immeubles hérités. En plus, il faut qu'il trouve un acheteur dans les deux ans. La médiateure estime qu'il est inadmissible qu'un héritier soit contraint de vendre un immeuble pour pouvoir payer les droits de succession. Elle estime que c'est inacceptable d'être contraint de vendre pour échapper au paiement de droits de succession non dus, s'il est prouvé, comme dans le cas d'espèce, que la valeur indiquée dans la déclaration de succession est surévaluée.

Par ailleurs, cette solution n'était plus possible dans le dossier en cause puisque la réclamante avait entre-temps fait une donation des terrains litigieux à un proche. À noter que la valeur des terrains déclarée dans le cadre de la donation était celle estimée par la réclamante et non pas celle indiquée par le clerc de notaire dans la déclaration de succession.

Comme l'AED n'acceptait pas d'autre solution au litige et n'a pas réagi à la demande de la médiateure de régler le litige en équité, la médiateure a décidé de soumettre le dossier au ministre des Finances.

Ce dernier a informé la médiateure que l'AED a conclu à l'insuffisance de la valeur des terrains litigieux qui avaient entre-temps fait l'objet de la donation. Elle estimait que la valeur déclarée était inférieure à la valeur vénale étant donné qu'elle prenait en compte l'évaluation de ces terrains dans le cadre de la déclaration de succession.

Au cas où le donataire s'opposerait à l'insuffisance retenue par l'AED, une expertise fiscale sera lancée conformément aux dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 1913 sur l'enregistrement. L'expertise permettra de fixer définitivement la valeur vénale des terrains litigieux. Cette valeur servira de base d'imposition pour la donation. Par ailleurs, l'AED était finalement d'accord pour reprendre à titre exceptionnel cette même valeur dans le cadre de la déclaration de succession.

En ce qui concerne le problème plus général du délai de six semaines prévu à l'article 13 de la loi du 27 décembre 1817 pour rectifier une déclaration de succession, le ministre renvoie aux discussions qui ont eu lieu au sein d'une commission de la Chambre des Députés suite à des recommandations allant dans le même sens formulées par le médiateur précédent.

Ainsi la Chambre des Députés a discuté à deux reprises de la nécessité, voire de l'opportunité de modifier les dispositions légales précitées. L'AED a préconisé le maintien des dispositions en vigueur et la Chambre des Députés s'est ralliée à la position de celle-ci. L'AED a seulement émis l'instruction de service du 29 décembre 2011 mentionnée plus haut qui permet de modifier la déclaration de succession après l'écoulement du délai de six semaines dans le cas où les immeubles figurant à l'actif de la déclaration de succession sont vendus à un prix inférieur à la valeur figurant dans la déclaration, à condition que cette modification intervienne dans le délai de prescription de deux ans.

La médiateure regrette que cette solution ne tienne pas compte de situations comme celle décrite ci-dessus où la déclaration de succession contient une erreur non remarquée jusqu'à la réception de l'avis de paiement et que les héritiers ne disposent pas d'un vrai recours après la réception de l'avis de paiement.

Administration des contributions directes (ACD)

Remise gracieuse

La médiateure est régulièrement saisie par des réclamants qui sollicitent son appui en vue d'une remise gracieuse des impôts sur le revenu pour rigueur subjective. Une telle remise n'est justifiée que si le paiement de l'impôt priverait le contribuable de moyens de subsistance indispensables.

Dans un dossier, le directeur des contributions directes a été d'accord à remettre à une société à responsabilité limitée une dette d'impôt provenant d'une taxation d'office. Des circonstances vraiment particulières ont permis de justifier cette remise gracieuse.

Dans une entreprise de peinture, une assistante administrative a eu, entre autres, pour fonction de transmettre à la fiduciaire de l'entreprise au moyen d'un logiciel toutes les données en vue de l'établissement des comptes sociaux et des déclarations d'impôt. Or, cette personne n'a pas été en mesure de maîtriser le logiciel mis à sa disposition et de remplir cette fonction. Des problèmes personnels de nature psychologique l'auraient empêchée d'avouer cet échec à son employeur. Du fait de son bon travail antérieur, elle avait réussi à gagner la pleine confiance de son employeur de sorte que celui-ci n'exerçait plus aucun contrôle sur cette partie des fonctions de sa secrétaire. Ne recevant plus les pièces et les documents nécessaires pour établir les comptes sociaux et les déclarations fiscales, la fiduciaire déposa son mandat. Étant donné qu'il revenait à l'assistante administrative d'ouvrir le courrier journalier, il lui était facile d'escamoter le courrier en provenance de la fiduciaire et de toutes les administrations. Elle détruisait une grande partie de ce courrier ou bien le cachait chez elle. Ne voyant plus d'issue à sa situation, elle tenta de se suicider. Avant de commettre l'irréparable, elle a adressé une lettre à son employeur dans lequel elle fit l'aveu de tous les travaux inexécutés.

Sur les instances du chef d'entreprise, la fiduciaire reprit son mandat et parvint à établir les comptes sociaux et les déclarations d'impôt. Grâce aux efforts et sacrifices consentis par tous les salariés de l'entreprise, les arriérés de cotisations sociales, d'impôt sur salaires et de TVA ont pu être payés.

La société n'était cependant pas en mesure de s'acquitter de l'intégralité de la dette fiscale résultant des différentes taxations d'office émises par l'Administration des contributions directes. Elle demanda une remise gracieuse partielle des montants dus jusqu'à concurrence des impôts réellement dus sur la base des déclarations d'impôt déposées par la fiduciaire, demande à laquelle le directeur des contributions accéda, vu les circonstances particulières du dossier.

L'imposition des plus-values est une matière très mal connue des contribuables. La médiateure est régulièrement saisie de personnes qui réinvestissent immédiatement dans une nouvelle habitation la totalité du prix de vente d'un immeuble sans tenir compte de l'impôt sur le bénéfice de cession. Ne disposant plus de liquidités, elles ont ensuite de graves problèmes pour apurer leur dette d'impôt.

Ainsi une personne a vendu une maison d'habitation située au Luxembourg pour s'établir en France où elle a acquis un petit hôtel financé grâce au prix de vente et moyennant un prêt bancaire. Les revenus tirés de l'exploitation hôtelière suffisent à peine pour rembourser le prêt et ne lui permettent pas de s'acquitter de sa dette d'impôt. La situation financière de la réclamante est si serrée que même un échelonnement de la dette d'impôt est difficile à mettre en œuvre.

Les conditions d'une remise gracieuse ne sont cependant pas remplies. La contribuable aurait pu s'acquitter de sa dette d'impôt au moyen du prix de vente. Elle dispose d'une fortune immobilière. L'ignorance des dispositions fiscales ne peut être avancée pour obtenir une remise gracieuse.

En l'espèce, la vente de l'hôtel risque même d'aggraver la situation du contribuable qui perdrait aussi son travail. En cas de vente à perte, la plus grande partie du prix de vente servirait au remboursement du crédit bancaire et ne permettrait pas d'apurer entièrement la dette fiscale. La seule solution serait l'octroi d'un échelonnement à long terme de la dette.

Le dossier est toujours en cours.

Un réclamant qui a reçu simultanément les bulletins d'impôt afférents à plusieurs années d'imposition, s'est vu accorder par le bureau d'imposition un échelonnement de la dette résultant des soldes redevables. Cet échelonnement n'a cependant pas tenu compte des avances majorées pour l'année en cours. Ce dossier a pu être réglé à la satisfaction du contribuable moyennant un report de la date d'échéance desdites avances qui n'ont donc pas généré d'intérêts de retard à charge du contribuable.

Une réclamante, ayant travaillé pendant trois ans en tant qu'indépendante et qui, après avoir travaillé comme salariée durant une courte période, s'est retrouvée au chômage. Elle a reçu simultanément les bulletins d'impôt afférents à plusieurs années. La Direction des contributions a expliqué à la médiateure que la réclamante a elle-même remis les déclarations d'impôt avec sept mois de retard et qu'elle ne peut donc pas s'attendre à un traitement prioritaire. Les lenteurs du bureau d'imposition étaient dues à deux congés de maladie prolongés.

Il est indéniable que la réclamante chargée d'arriérés d'impôt considérables se trouve dans une situation difficile qui s'est encore aggravée du fait de son chômage et des recalculs de cotisations sociales du Centre commun de la sécurité sociale.

Le directeur des contributions a pris en considération les difficultés de la réclamante en lui accordant un échelonnement très favorable de sa dette au moyen de versements mensuels, qui ne prendra cours qu'à partir de l'apurement intégral de sa dette auprès du Centre commun. En outre, le directeur a annoncé qu'une remise gracieuse des intérêts pourrait être accordée après règlement intégral du principal de la dette.

L'imposition des partenaires

L'imposition collective des contribuables liés par un partenariat a donné lieu à plusieurs réclamations.

La médiateure a été saisie par des fonctionnaires des missions diplomatiques à l'étranger, qui se sont vu refuser l'imposition collective avec leur partenaire et qui ont été dès lors rangés dans la classe d'impôt 1.

La situation des diplomates en service à l'étranger est spéciale en ce sens qu'en vertu de la Convention de Vienne du 18 avril 1961, le diplomate est réputé avoir maintenu son domicile fiscal au Luxembourg.

Pour ce qui est du partenaire du diplomate, qui poursuit également une activité professionnelle dans le même pays étranger, l'administration fiscale l'a considéré comme résident fiscal de ce pays de sorte que la condition relative au domicile commun ou à la résidence commune posée par l'article 3bis L.I.R n'était plus remplie, quand bien même les deux partenaires habitaient en fait à la même adresse.

Le réclamant invoquait l'article 37 de la Convention de Vienne du 18 avril 1961 aux termes duquel «les membres de la famille de l'agent diplomatique qui font partie de son ménage bénéficient des privilèges et immunités mentionnés dans les articles 29 à 36, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'État accréditaire». Une disposition similaire est reprise au § 14 alinéa 2 de la loi d'adaptation fiscale: «das

gleiche gilt für die Ehefrau eines Auslandsbeamten». Le réclamant en tire argument pour affirmer que le partenariat serait à assimiler au mariage et que le privilège diplomatique devrait s'étendre également au partenaire, de sorte que ce dernier pouvait également être considéré comme résident fiscal au Luxembourg.

Étant donné que dans les deux dossiers les partenaires des diplomates travaillaient dans l'État accréditaire, le problème qui se posait d'abord était de vérifier la compatibilité des dispositions relatives aux privilèges et immunités diplomatiques conférés aux membres de la famille du diplomate avec l'exercice d'une profession par ces derniers.

La Convention de Vienne du 24 avril 1963 stipule en son article 57 que «les privilèges et immunités [.] ne sont pas accordés aux membres de la famille d'un membre du poste consulaire qui exercent eux-mêmes dans l'État de résidence une occupation privée de caractère lucratif». La convention du 18 avril 1961 n'évoque pas cette question directement mais

prévoit que «l'agent diplomatique n'exercera pas dans l'État accréditaire une activité professionnelle ou commerciale en vue d'un gain personnel» (article 42).

Selon la doctrine, la convention de Vienne du 18 avril 1961 applicable aux diplomates en question ne fait pas obstacle à l'exercice d'une profession par les personnes liées au personnel diplomatique. Il est considéré cependant que le régime privilégié n'est plus justifié dès lors que ces personnes poursuivent une activité professionnelle dans l'État accréditaire. Celles-ci sont donc imposées dans l'État accréditaire en tant que résidentes fiscales, imposition qui est d'ailleurs conforme aux prescriptions de la convention contre la double imposition conclue par le Luxembourg avec les États étrangers en question.

La médiateure a conclu que la condition d'un domicile fiscal commun n'était donc pas remplie et que l'imposition collective a été refusée à juste titre.

Traitement fiscal du revenu pour personnes gravement handicapées

Un couple soumis à l'imposition collective a introduit une réclamation relative au traitement fiscal du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH). La question s'est posée en raison du fait que le RPGH cumulé avec le revenu du conjoint a dépassé le seuil d'imposition des revenus.

Aux termes de l'article 29 (2) de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, le Fonds national de solidarité est en droit de récupérer les sommes versées à ce titre sur la succession du bénéficiaire, cette restitution devant s'opérer conformément aux prescriptions relatives au revenu minimum garanti.

Étant donné que le RPGH est récupérable sur la succession du bénéficiaire, possibilité qui devient certitude au cas où le conjoint bénéficiaire est propriétaire de son habitation, il se pose la question de savoir si le RPGH remplit toutes les conditions pour être qualifié de recette imposable.

En effet, selon la doctrine qui s'est prononcée sur la notion de recette fiscale, «il faut qu'il en résulte un enrichissement effectif pour le contribuable. Un emprunt ne revêt jamais le caractère de recette, tout comme une caution ne saurait y être assimilée» (Norbert Fehlen, «La détermination du revenu soumis à l'impôt», pages 19 et 25).

Dans tous les cas où l'obligation au remboursement est certaine, le RPGH n'est qu'une aide sociale récupérable et non pas un enrichissement définitif. Du fait de l'obligation au remboursement, les allocations ne s'apparentent-elles pas à des avances à long terme?

Le directeur des Contributions directes a pris position en ce sens qu'une recette fiscale implique toujours une augmentation de fortune, mais sans qu'il ne soit nécessaire que celle-ci soit définitive. Ainsi le RPGH reste imposable dans la catégorie des revenus résultant de pensions ou de rentes, indépendamment d'un éventuel remboursement intégral ou partiel des montants alloués au cours d'une année d'imposition postérieure. Le directeur s'est référé à la doctrine allemande (Hermann, Heuer, Raupach), qui dans son commentaire du paragraphe 11 EStG, se réfère à la notion de «Zufluss» qui présuppose une augmentation de la fortune, mais n'exige pas que celle-ci soit durable: «es kommt nicht darauf an, dass die eingetretene Vermögensmehrung von Dauer ist. Das «Behaltendürfen» ist nicht Merkmal des Zuflusses», le critère étant le droit de disposition («Verfügungsberechtigung»). Cette conclusion reste valable, même si l'obligation au remboursement est déjà certaine au moment de la mise à disposition de la recette.

Le directeur a précisé que le remboursement effectué par l'héritier constitue une recette négative dans la catégorie des revenus résultant de pensions et de rentes dont il sera tenu compte dans le total des revenus nets de l'héritier, solution qui est donc tout à fait acceptable.

Classe d'impôt en cas de divorce étranger

La classe d'impôt des personnes en cours de divorce donne lieu à des problèmes au cas où la procédure a été poursuivie devant des juridictions étrangères, l'interprétation des pièces d'une procédure étrangère n'étant pas toujours aisée.

Aux termes de l'article 119. 3 c) L.I.R. les personnes divorcées, séparées de corps ou séparées de fait en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire au cours des trois années précédant l'année d'imposition, sont rangées dans la classe d'impôt 2.

Dans un dossier soumis à la médiateure le bénéfice de la classe d'impôt 2 a été refusé à un contribuable pour les années 2010 et 2011 au motif que «les dispositions transitoires pour pouvoir bénéficier de la classe d'impôt 2 ne commencent à courir qu'après le divorce», divorce qui a été prononcé par un jugement français en 2012.

Or, les mesures provisoires relatives aux époux et aux enfants ont été déterminées par une ordonnance de non-conciliation datant de 2009 du Tribunal de Grande Instance de Thionville. Bien qu'en France ces ordonnances ne contiennent pas d'autorisation expresse de vie séparée, celle-ci en résulte implicitement. En effet, l'ordonnance a pris acte des adresses différentes des deux époux et a fait défense à chacun d'eux de troubler l'autre à sa résidence. En outre, le tribunal a attribué à l'ex-conjointe la jouissance à titre gratuit du domicile conjugal. Quant aux enfants, la résidence a été fixée alternativement une semaine chez la mère et une semaine chez le père.

Il faut en conclure qu'à partir de la date de l'ordonnance, les époux ont bénéficié d'une autorisation de vie séparée et que par voie de conséquence, à partir de l'année 2010, les époux sont en droit de bénéficier de la classe d'impôt 2 pour les années 2010 et 2011.

Suite aux démarches de la médiateure, le bureau d'imposition a été d'accord pour redresser l'imposition.

Le même problème s'est posé pour un contribuable devenu résident au Luxembourg en 2010 et dont le divorce a été prononcé en Allemagne en 2011. Le bureau RTS a rangé le réclamant dans la classe d'impôt 1 pour l'année 2011.

Le divorce du réclamant a été prononcé en application du §1566 (1) BGB qui prévoit une présomption irréfragable d'échec du mariage en cas de séparation des époux pendant une année.

Il résulte de l'assignation en divorce lancée en 2010 que l'un des époux a quitté le domicile conjugal le 1er août 2009 et que par conséquent les conditions d'application du §1566 (1) BGB se trouvaient réunies à partir du mois d'août 2010, date à partir de laquelle le mariage est à considérer comme ayant définitivement échoué de sorte que les époux n'étaient plus tenus au respect de leur devoir légal de cohabitation. Le réclamant a donc rempli les conditions d'application de l'article 119, n°(c) L.I.R. pour l'année 2011.

Suite aux démarches du médiateur, l'administration a fait bénéficier le réclamant de la classe d'impôt 2.

Imposition des plus-values

L'imposition des plus-values générées par la vente d'un immeuble fait régulièrement l'objet de réclamations.

Dans plusieurs dossiers, le problème qui s'est posé est celui d'évaluer le prix d'achat respectivement le prix de revient de l'immeuble vendu que les contribuables ne sont plus à même d'établir au moyen des factures des travaux de construction.

Dans un dossier, il s'agissait d'évaluer le prix de revient d'une ancienne maison unifamiliale construite avant l'an 1900 et ayant fait l'objet de travaux de réfection et de transformation considérables dans les années cinquante dont les réclamants ne pouvaient plus fournir les factures.

Le bureau d'imposition a alors fixé la plus-value sur base de la valeur unitaire multipliée par le coefficient de l'année 1940 (19,74).

Seuls la cave, les murs extérieurs et la charpente du toit de la maison auraient été maintenus alors que tous les murs intérieurs auraient été refaits et tous les planchers de la maison initialement en bois auraient été remplacés par des dalles en béton. La disposition intérieure des pièces de la maison aurait été considérablement modifiée. L'escalier à l'intérieur initialement en bois aurait été refait en béton. Le toit aurait été recouvert de nouvelles ardoises.

Entre-temps la maison d'habitation a été démolie par le nouvel acquéreur. Les réclamants n'ont pu présenter que des photos de l'extérieur de l'ancienne maison et de la maison transformée.

Dans ce dossier, le directeur des contributions a été d'accord pour refixer la plus-value sur base d'une évaluation du prix des travaux de transformation réévalué par le coefficient de l'année de réalisation des travaux.

Dans un autre dossier, le bureau d'imposition a déterminé la plus-value imposable d'une maison d'habitation construite par les parents du réclamant uniquement sur la base du prix d'achat du terrain à bâtir acquis au cours de l'année 1974 sans tenir compte du prix de revient de la maison d'habitation. Après des démarches effectuées par le réclamant, le bureau d'imposition a été d'accord pour prendre en compte le montant d'un prêt bancaire conclu pour financer la construction. Les réclamants n'étaient toujours pas d'accord, car ils se souvenaient que leurs parents avaient également réinvesti le prix de vente de leur ancienne habitation.

La médiateure a entrepris des démarches auprès du directeur en insistant qu'il incombe au bureau d'imposition d'estimer le prix d'acquisition d'un immeuble «en tenant compte de tous les éléments et moyens disponibles en évitant d'évaluer à un montant inférieur à celui résultant de l'application de la règle exposée en rapport avec les acquisitions faites avant le 1.01.1941.» (Jean Lauterbour, Régime d'imposition des plus-values, n°6.3.2.). La médiateure a pu se référer à un acte notarié de liquidation de la communauté de biens conclu quatre ans après la construction de l'immeuble, acte dans lequel les parents de la réclamante ont évalué l'immeuble à 2.300.000,00 LUF.

Bien que le prix indiqué dans cet acte notarié ne puisse être qualifié de prix d'acquisition, il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'un élément qui doit entrer en ligne de compte pour évaluer le prix de revient de l'immeuble construit seulement 4 années auparavant. Le directeur des contributions a été d'accord à procéder à une estimation du prix de construction sur la base du prix indiqué dans l'acte notarié.

Un des problèmes récurrents dans les dossiers fiscaux est la distinction entre travaux d'investissement et travaux de réparation et d'entretien.

Ainsi la médiateure a été saisie de plusieurs dossiers où la question s'est posée de savoir si le coût des travaux réalisés par les acquéreurs d'un immeuble d'habitation était déductible au titre de frais de réparation.

Dans ces dossiers les réclamants pouvaient tirer argument du fait qu'il n'y a pas eu d'augmentation de la substance de l'immeuble. Il s'agissait exclusivement de travaux de remplacement, aucun nouvel élément remplissant de nouvelles fonctions n'y ayant été ajouté. Il n'était pas possible d'identifier des travaux ayant conduit à une augmentation claire des «possibilités d'utilisation par rapport à celles existantes à la date d'acquisition».

Les bureaux d'imposition se sont pourtant référés à la notion d'amélioration considérable de l'état antérieur du bâtiment pour refuser la déduction des frais. Ils ont jugé que l'ensemble des nouveaux éléments a été si important qu'il aboutit globalement à une amélioration significative de l'habitation, même si les différents travaux considérés séparément ne constituent que des travaux de réparation et d'entretien. Cette appréciation reste conforme aux critères explicités dans la circulaire du directeur des Contributions n°105/8 et 98/1 du 16 mars 2005.

Frais de perfectionnement professionnel

La médiateure a été saisie par un contribuable auquel le bureau d'imposition compétent a refusé de déduire des frais engagés pour l'obtention d'un Master en administration des entreprises en tant que frais de perfectionnement. Le bureau d'imposition a considéré ces frais comme frais de formation et n'a accepté de déduire que le forfait de 540 euros au lieu du coût réel indiqué par le contribuable.

À noter que les frais de formation, c'est-à-dire les dépenses faites en vue de la préparation à l'exercice d'une profession ou pour le changement de profession, ne sont pas déductibles alors que les frais de perfectionnement, c'est-à-dire les dépenses faites par le contribuable pour perfectionner ses connaissances dans la branche professionnelle dont relève son activité, sont déductibles en tant que frais d'obtention.

L'intéressé avait réclamé auprès du bureau d'imposition en expliquant qu'il est cadre supérieur et occupe le poste de directeur adjoint des ressources humaines auprès de son employeur. L'accomplissement du «Master of Business Administration» lui permettait de compléter et de diversifier ses connaissances préexistantes afin de mieux pouvoir s'acquitter de ses tâches professionnelles quotidiennes. Par ailleurs cette formation augmenterait également ses chances d'avancement.

Étant donné que le bureau d'imposition a maintenu sa position, le contribuable a introduit une réclamation devant le directeur de l'Administration des contributions directes. N'ayant pas obtenu de décision directoriale après plus de six mois et voulant éviter un recours devant le tribunal administratif, le contribuable a saisi la médiateure.

La médiateure s'est adressée au directeur de l'Administration des contributions directes en lui demandant de faire droit à la réclamation du contribuable, étant donné que les frais engagés étaient, à son avis, bel et bien à considérer comme des frais de perfectionnement professionnel. Dans un jugement du 1er décembre 1999, le Tribunal administratif a en effet validé cette position dans une affaire similaire. La personne concernée disposait du même diplôme de base et était directeur adjoint des ressources humaines. Le Tribunal administratif a jugé que «cette notion de perfectionnement professionnel ne doit pas être interprétée avec une rigueur excessive, les efforts des salariés en vue de l'amélioration de leurs connaissances et performances professionnelles correspondant à l'intérêt bien compris de l'économie nationale et partant de la société en général (cf. Herrmann, Heuer, Raupach, EStGKommentar, §9, Anm. 270 et références de jurisprudence y citées)».

Suite à l'intervention de la médiateure, le directeur de l'Administration a accepté d'accorder la déduction des frais engagés en tant que frais de perfectionnement.

1.3.3. Affaires générales relevant de l'État

Ministère d'État

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'une personne qui s'est vu refuser une distinction honorifique telle que prévue par l'arrêté grand-ducal du 23 janvier 1961.

La pratique veut que ce soit l'employeur qui fasse la demande d'attribution d'un titre honorifique auprès du ministre compétent. Ce dernier vérifie si les conditions sont remplies et si tel est le cas, il transmet sa proposition au Premier Ministre en précisant l'ordre et le grade à décerner.

En l'espèce, une première demande avait été faite par l'employeur auprès du ministre ayant le département des transports dans ses attributions.

Or, cette demande a été rejetée, pour avoir été introduite tardivement. Une circulaire prévoit en effet que les demandes en attribution d'une distinction honorifique doivent être déposées avant une date limite.

Selon le réclamant, un fonctionnaire du ministère auprès duquel la demande a été envoyée lui aurait toutefois conseillé de reformuler une nouvelle demande l'année suivante. Or, peu de temps après le rejet de la première demande, l'intéressé a fait valoir son droit à la retraite. La circulaire en question prévoit cependant que les nominations ne peuvent être faites que pour des personnes en activité de service ou au plus tard dans l'année qui suit leur mise à la retraite. La seconde demande faite au nom du réclamant a donc également été rejetée, alors qu'à la date d'introduction de la demande, l'intéressé n'était plus en service depuis plus d'un an.

La médiateure n'a malheureusement pas pu réserver de suite favorable à cette réclamation. En effet, le médiateur, tel qu'il a été institué par la loi du 22 août 2003, ne peut intervenir que si les lois, règlements ou conventions en vigueur n'ont pas été respectés.

Ministère de l'Intérieur

La médiateure a été saisie d'un dossier par un avocat, au nom et pour compte de deux sociétés au sujet d'une décision du ministère de l'Intérieur refusant l'octroi de subsides pour des travaux relatifs à l'évacuation des eaux de pluie, décision que les réclamantes contestent et contre laquelle elles ont introduit un recours en annulation devant le Tribunal administratif.

La décision du ministre indique que «dans la mesure où la commande des travaux a été passée préalablement à l'introduction de la demande tendant à l'intervention du Fonds pour la Gestion de l'Eau, le comité de Gestion du Fonds pour la Gestion de l'eau a, en sa réunion du [.], avisé défavorablement la demande de prise en charge, avis auquel je me rallie.»

La médiateure a soulevé le fait que, d'après les éléments du dossier, la commande des travaux n'a pas été passée avant l'introduction de la demande tendant à l'intervention du Fonds pour la Gestion de l'Eau, mais environ un mois après ladite demande de subsides.

La loi dispose dans l'article 66 (1) et (2) que:

1. La prise en charge des coûts résultant des projets visés à l'article 65, paragraphe (1), points d) et i) à l) n'est applicable que dans les limites des ressources disponibles du fonds.

2. L'engagement des dépenses est subordonné à l'approbation préalable des projets par le ministre, l'avis du comité du Fonds pour la gestion de l'eau demandé. [.]

L'article de la loi peut légitimement porter à confusion.

Dans un arrêt de la Cour d'appel du 12 janvier 2010 les juges retiennent que «l'octroi d'une

participation financière de l'État est subordonné à l'autorisation préalable du projet avant la réalisation des travaux.»

En l'espèce la commande des travaux et le commencement des travaux ont eu lieu après la décision du ministre d'autoriser l'assainissement sur base de l'article 23 de la loi, après l'introduction de la demande d'octroi des subsides, mais avant que le ministre ne se prononce sur l'octroi des subsides.

Il n'est manifestement pas souhaitable qu'un projet soit retardé en attendant que le ministère se prononce au sujet de l'octroi du subside. Or, il n'existe dans la loi aucun délai endéans lequel le ministre doit prendre sa décision.

Il est par ailleurs particulièrement inopportun que la décision de refus se base sur le seul fait que les travaux ont débuté ou que la commande des travaux a été passée avant que le ministre ne donne sa décision au sujet de l'octroi des subsides.

La demande d'intervention du Fonds a, en l'espèce, été faite un mois avant la commande des travaux et presque deux mois avant le début des travaux. Dans un tel cas, le refus systématique semble difficilement justifiable. En effet, les conditions imposées pour pouvoir bénéficier d'un subside ont pour conséquence que l'ensemble de la continuation du projet dépend de la rapidité endéans laquelle le dossier sera traité par le ministère. En tenant compte du fait que des travaux d'assainissement ne sont pas entrepris pour obtenir des subventions mais parce qu'ils sont nécessaires voire indispensables, il est inacceptable qu'il n'existe pas de délai pour la décision du ministre.

La médiateure a demandé au ministre de l'informer si certaines demandes adressées ont été approuvées après que les travaux ont commencé ou après que les travaux ont été commandés et quel est le délai de traitement d'une demande d'octroi de subsides. Par ailleurs elle a demandé au ministre de lui indiquer le pourcentage d'octroi de subsides ainsi que celui de refus d'octroi basé sur le seul fait que les travaux ont débuté ou que la commande des travaux a été passée avant que le ministre n'ait donné sa décision au sujet de l'octroi des subsides comme c'est le cas en l'espèce.

Le ministre a informé la médiateure qu'il répondra à ces questions une fois que les juges auront tranché le litige.

Avec l'accord des réclamants, la médiateure a transmis le dossier à la Cellule de facilitation en matière d'urbanisme et d'environnement.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

CEDIES

La médiateure est régulièrement saisie de réclamations concernant le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES).

Le CEDIES est un département du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui a pour mission de fournir des informations sur les études supérieures au Luxembourg et à l'étranger et qui gère les aides financières de l'État pour études supérieures.

La plupart des dossiers dont est saisie la médiateure concernent l'attribution des aides financières. Une réclamation visait plus particulièrement la durée pour laquelle les aides financières sont accordées.

Une étudiante a saisi la médiateure alors que le CEDIES lui avait fait parvenir un avertissement pour l'informer que l'aide financière pour études supérieures lui était attribuée pour la toute dernière fois au cas où elle ne réussirait pas l'année académique en cours.

Pendant l'année universitaire précédente, la réclamante avait subi un grave traumatisme psychologique l'empêchant de suivre les cours de façon régulière ce qui avait mené à un échec aux examens.

Lorsqu'elle a saisi la médiateure, l'étudiante avait repris ses études, mais elle continuait à éprouver des problèmes d'ordre psychologique et était encore suivie médicalement, de sorte qu'elle craignait ne pas être en mesure de réussir ses examens.

Le CEDIES lui a fait parvenir un avertissement l'informant, conformément à la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État, «qu'en cas de résultats jugés gravement insuffisants, l'octroi de l'aide financière est refusé par le ministre». Il importe en effet au CEDIES «de veiller à ce que les étudiants bénéficiaires de bourses ou de prêts ne soient pas victimes de surendettement alors que leurs études se soldent malheureusement par des échecs.».

La loi précitée prévoit à l'article 5 paragraphe 1 que «l'étudiant peut bénéficier de bourses et de prêts pour un nombre d'années d'études dépassant d'une unité la durée officiellement prévue pour l'accomplissement du cycle d'études dans lequel il est inscrit».

Il en résulte qu'un étudiant peut ne pas réussir une année tout en continuant à pouvoir bénéficier d'une aide financière pour études supérieures pendant son cursus universitaire.

Dans son intervention auprès du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la médiateure a salué l'approche proactive du CEDIES qui avertit les étudiants que l'attribution de l'aide financière est liée à un certain nombre de conditions.

Elle a toutefois fait remarquer que la loi modifiée de 2000 prévoit la possibilité que: «dans des cas exceptionnels et sur demande écrite de l'étudiant, une prolongation de la durée des bourses et des prêts peut être accordée notamment lorsque l'étudiant se trouve dans une situation grave et exceptionnelle».

La médiateure a demandé si le cas d'espèce peut être qualifié de «situation grave et exceptionnelle» justifiant le cas échéant une prolongation de l'aide financière.

Dans sa réponse, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a estimé que la réclamante pourra demander par écrit une prolongation de l'aide financière sur base de l'article 5 paragraphe 3 précité, mais que la situation ne pourra être appréciée qu'au moment de la nouvelle demande.

Pendant la période d'activité 2012/2013, la médiateure a été saisie d'un grand nombre de réclamations de la part de résidents frontaliers, qui, sur base de la loi du 26 juillet 2010 (qui a modifié la loi du 22 juin 2000), se sont vu refuser les aides financières pour études supérieures au motif qu'ils ne résidaient pas sur le territoire luxembourgeois. Dans la mesure où la médiateure ne peut intervenir auprès d'une administration ou d'un établissement public que si les lois et règlements en vigueur n'ont pas été respectés et que tel n'était pas le cas, la médiateure n'a pas pu intervenir.

De nombreux frontaliers avaient introduit un recours judiciaire devant le Tribunal administratif contre ces décisions de refus, alors qu'ils considéraient que la loi luxembourgeoise n'était pas conforme au droit communautaire.

Le Tribunal administratif a saisi la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) d'une question préjudicielle pour lui demander de vérifier si la loi du 26 juillet 2010, en imposant une clause de résidence pour l'octroi d'une bourse à l'étude, est contraire ou non au droit communautaire.

Le 20 juin 2013, la CJUE a rendu un arrêt dans lequel elle considère que la législation luxembourgeoise viole le principe communautaire de non-discrimination en raison de la nationalité.

Suite à cette décision de la CJUE et avant même que le Tribunal administratif ne rende un jugement en la matière, la loi a été modifiée. Désormais, elle prévoit que les aides financières pour études supérieures peuvent également être attribuées aux étudiants ne résidant pas au Grand-Duché de Luxembourg, à condition que l'un de leurs parents ait été employé au Luxembourg pendant une durée ininterrompue d'au moins cinq ans au moment de l'introduction de la demande d'aide financière.

Le 14 octobre 2013, le Tribunal administratif a rendu un jugement par lequel il a annulé les décisions de refus d'aides dans quatre affaires de principe qui toutes concernaient des étudiants dont l'un des parents a travaillé en tant que travailleur frontalier depuis plus de cinq ans au Grand-Duché de Luxembourg au moment de l'introduction de la demande.

Dans un deuxième jugement rendu le 2 décembre 2013, le Tribunal administratif a retenu que tous les étudiants ont droit à l'intégralité des aides financières pour les semestres d'études de l'année académique 2010/11 jusqu'à l'année académique 2012/13, sans que la condition selon laquelle l'un des parents doit avoir travaillé au Luxembourg au cours des cinq années précédant l'introduction de la demande ne puisse leur être opposée. En effet, cette condition légale n'était pas encore en vigueur au moment de la prise de décision. Par conséquent, elle ne peut pas être appliquée de manière rétroactive.

La médiateure a été saisie par quelques étudiants, auxquels le CEDIES avait refusé les aides financières pour études supérieures pour ne pas avoir respecté la procédure et les délais prévus par le règlement grand-ducal du 5 octobre 2000.

L'article 2 du règlement grand-ducal dispose que la demande d'aides financières pour une période d'études commençant par le semestre d'hiver doit parvenir au ministre au plus tard le 31 octobre. Pour le semestre d'été, la demande doit être faite avant le 31 mars de l'année en cours. Dans la pratique, il fallait que les étudiants demandent par écrit au CEDIES de leur envoyer un questionnaire.

Ce formulaire devait ensuite être renvoyé avec les pièces requises avant le délai prévu par l'article 3 du règlement grand-ducal susmentionné, à savoir avant le 30 novembre pour le semestre d'hiver ou avant le 30 avril pour le semestre d'été.

Le CEDIES appliquait ces deux dispositions de manière stricte et refusait les demandes d'aides financières si un étudiant s'était contenté de renvoyer une copie du formulaire qu'il avait gardée. La décision de refus était notamment basée sur l'article 2 du règlement grand-ducal de 2000.

Les réclamations dont a été saisie la médiateure ont permis de relever que de nombreux étudiants n'étaient pas au courant des formalités à respecter pour obtenir les aides en question.

La médiateure est intervenue auprès du ministre compétent, alors qu'elle trouvait injuste que des étudiants remplissant toutes les conditions de fond pour prétendre aux aides financières, se voient néanmoins refuser ces aides pour ne pas avoir respecté une simple formalité administrative. Le ministre n'a cependant pas entendu faire d'exception. Le texte indique que les aides financières «sont accordées sur la base d'un questionnaire que le ministre lui fait parvenir dès réception de sa demande». Selon le ministre, cette condition ne se trouve pas remplie si un étudiant se limite à renvoyer une copie du formulaire.

Pour éviter qu'à l'avenir de nombreux étudiants se voient refuser les aides financières pour une raison de forme, la médiateure a suggéré au CEDIES de mettre le formulaire en ligne et d'abolir la condition relative à la date limite de la demande du formulaire pour ne retenir que la date de renvoi du questionnaire dûment rempli.

La médiateure salue le fait que suite à son intervention, les formulaires peuvent désormais être téléchargés sur le site même du CEDIES ainsi que sur le site «www.guichet.lu». Il échet toutefois de noter que les deux délais prévus par le règlement grand-ducal de 2000 sont actuellement encore en vigueur. Ce fait n'empêche cependant pas que depuis le semestre d'automne 2013/2014, l'on puisse utiliser le formulaire téléchargé auparavant par quelqu'un d'autre. La médiateure apprécie cette façon souple de procéder en attendant la modification du règlement grand-ducal.

D'autres réclamations dont a été saisie la médiateure concernaient la question de savoir si les études poursuivies ou l'établissement scolaire fréquenté ouvraient droit à des aides financières de l'État.

Une réclamante se plaignait que le CEDIES ait arrêté après une année l'attribution d'aides financières pour son fils qui suivait des études supérieures aux États-Unis pour obtenir un Bachelor of Fine Arts.

Avant de commencer ces études, la réclamante s'était adressée au CEDIES et avait eu la confirmation orale que la formation envisagée tombait sous le champ d'application de la loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

D'ailleurs l'étudiant avait reçu les aides financières pour sa première année d'études.

Par la suite, il a été informé par le CEDIES que les études pour lesquelles il demandait une aide financière de l'État ne faisaient pas partie de l'enseignement supérieur tel que défini par l'article I, point 1 b) de la loi du 26 juillet 2010 modifiant notamment la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Cet article prévoit que «*l'étudiant doit être inscrit dans un établissement dispensant un enseignement supérieur et y suivre un cycle d'études dont la réussite procure à l'étudiant un grade, diplôme ou autre titre délivré par une autorité compétente et attestant la réussite à ce programme d'enseignement supérieur. L'établissement d'enseignement supérieur et le cycle d'études doivent être reconnus par l'autorité compétente du pays où se déroulent les études comme relevant de son système d'enseignement supérieur.*»

Suite à un recours gracieux que la réclamante avait introduit auprès de l'administration compétente, le CEDIES a toutefois maintenu sa décision en faisant valoir que «*les aides financières pour études supérieures de l'État sont destinées à permettre aux résidents luxembourgeois de poursuivre des études supérieures. À ce titre, elles sont réservées aux seuls étudiants inscrits dans une formation d'enseignement supérieure, formation à l'issue de laquelle l'étudiant qui a réussi se voit attribuer un grade d'enseignement supérieur. Tel n'est pas le cas pour la formation proposée*» par l'école dans laquelle l'étudiant était inscrit.

Dans son intervention auprès du ministre compétent, la médiateure a invoqué le rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias et des Communications relatif au projet de loi n°6148 modifiant notamment la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière pour études supérieures selon lequel «*en outre, la formulation «relevant de son système d'enseignement supérieur» ne signifie pas que l'établissement doit être formellement reconnu par les autorités, mais que l'établissement et le programme d'études doivent faire partie du système d'enseignement supérieur du pays en question*».

Ainsi un grade académique conféré par un système universitaire non européen ne peut être exclu de l'attribution des aides financières dès lors qu'il est établi qu'il s'agit d'un grade d'enseignement supérieur.

Dans sa prise de position, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a admis que des aides financières avaient été payées pendant une année sur base de l'indication que l'étudiant était inscrit dans un cycle d'études menant à un diplôme de Bachelor sans que le remboursement de ces aides n'ait été réclamé.

Or, il s'est en effet avéré par la suite que les études se clôturaient par un certificat qui était à considérer comme étant de niveau professionnel. Ainsi aucun grade d'enseignement supérieur ne lui sera délivré de sorte que les conditions légales de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures ne sont pas remplies.

En ce qui concerne l'établissement scolaire, la ministre a retenu que les informations dont elle disposait ne suffisaient pas pour prouver qu'il s'agit «d'un établissement dispensant un enseignement supérieur.»

À la lumière de ces informations, la médiateure a dû clôturer le dossier puisque le Ministère avait correctement appliqué les textes de loi en vigueur pour refuser l'aide financière.

La médiateure a également été saisie d'une réclamation similaire par un étudiant qui souhaitait réorienter ses études et qui s'est vu refuser les aides financières pour études supérieures au motif que les années préparatoires n'ouvrent pas droit aux aides en question. La décision du CEDIES était notamment motivée par le fait que les conditions posées par l'article 1er 1 b) de la loi modifiée du 22 juin 2000 n'étaient pas remplies.

Cette disposition prévoit notamment que «*pour être éligible dans le cadre de la présente loi, l'étudiant doit être inscrit dans un établissement dispensant un enseignement supérieur et y suivre un cycle d'études dont la réussite procure à l'étudiant un grade, diplôme ou autre titre délivré par une autorité compétente et attestant la réussite à ce programme d'enseignement supérieur*».

En l'espèce, l'intéressé souhaitait se réorienter vers d'autres études. Après avoir obtenu avec succès un Bachelor dans une certaine matière, il a souhaité changer de branche et obtenir un Master dans un tout autre domaine. Or, avant de pouvoir s'inscrire dans ce Master, le réclamant devait d'abord effectuer une année préparatoire.

Le concept des années préparatoires, également appelées «passerelles», a été introduit en Belgique par décret du 31 mai 2004, pour éviter que des étudiants qui souhaitent se réorienter ne doivent recommencer toutes leurs études.

Ces passerelles constituent donc un processus académique qui permet la poursuite d'études dans un autre cursus ou un autre type d'études que celui que l'on a suivi initialement.

Même si ces années préparatoires sont obligatoires pour pouvoir s'inscrire dans un deuxième cycle d'études différent de celui dans lequel l'étudiant a déjà obtenu un diplôme de premier cycle (Bachelor), le CEDIES considère que cette année d'études ne fait pas partie d'un cycle d'études dont la réussite procure un diplôme. Pour le CEDIES, les conditions posées par l'article 1er 1b) de la loi modifiée de 2000 ne sont donc pas remplies et l'inscription dans une année préparatoire ne donne pas droit aux aides financières.

Il y a donc lieu de retenir que ces années préparatoires, qui permettent à un étudiant de réorienter ses études dans un autre domaine, n'ouvrent pas droit aux aides financières pour études supérieures, car elles ne se concluent pas par l'obtention d'un diplôme.

Même si la position du CEDIES est justifiée d'un point de vue juridique, il est toutefois permis

de se poser la question de savoir s'il n'est pas opportun de revoir la loi sur les aides financières pour y inclure les années préparatoires. En effet, l'objectif de ces études est d'accroître la mobilité des étudiants et notamment de leur permettre de réorienter leurs études sans devoir recommencer à zéro. Si le législateur devait être d'avis que les années préparatoires ne sont pas assimilables à des études dont la réussite donne droit à un diplôme, il y aurait lieu d'exclure expressément les années préparatoires, ce qui aurait le mérite d'être clair.

Ministère des Classes Moyennes

La médiateure a été contactée par une personne, d'origine croate, qui a sollicité en 2012 une autorisation d'établissement de la part du ministère des Classes moyennes. Le dossier a été transmis à la Direction de l'immigration pour avis. Le ministère des Classes moyennes relève pour sa part que le demandeur remplit la condition de qualification professionnelle légalement requise à l'article 3 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Par la suite, la demande aurait fait l'objet d'un refus de la part de la Direction de l'immigration.

Suite à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, le demandeur a rempli une déclaration d'enregistrement en tant que travailleur indépendant, citoyen de l'Union. Celle-ci n'a toutefois pas pu être acceptée par la commune alors qu'il ne pouvait présenter d'autorisation d'établissement.

Le demandeur s'est présenté au ministère des Classes moyennes, où on lui a conseillé de s'adresser à la Direction de l'immigration.

Saisie du dossier, la médiateure a demandé au ministère des Classes moyennes d'informer le demandeur sur la nécessité d'entreprendre des démarches supplémentaires en vue de se voir délivrer une autorisation d'établissement, sachant qu'en 2012, ce même ministère avait estimé que le demandeur remplissait la condition de qualification professionnelle légalement requise, et que depuis l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, l'autorisation d'établissement ne pouvait plus être liée à l'octroi d'une autorisation de séjour.

Le ministère des Classes moyennes a délivré l'autorisation d'établissement sans autres formalités, ce qui a permis à l'intéressé de faire procéder à son enregistrement auprès de la commune.

Ministère de la Famille et de l'Intégration

Fonds national de solidarité (FNS)

La plupart des réclamations contre le Fonds national de solidarité (FNS) dont la médiateure est saisie ont trait au revenu minimum garanti (RMG).

Conditions d'ouverture du droit au RMG

La médiateure a été saisie par une jeune mère qui a dû arrêter sa scolarité en raison de la naissance de son enfant. Étant donné que le père n'a pas reconnu l'enfant, elle s'occupe seule de l'enfant et n'a pas de ressources à part un soutien financier minimal et occasionnel de sa mère. Elle doit donc payer son logement et subvenir seule à ses besoins et à ceux de son enfant.

Étant sans emploi, la réclamante s'était inscrite à l'ADEM, mais ne remplissait pas les conditions légales pour bénéficier des indemnités de chômage. Sans ressources, elle a donc fait une demande de RMG.

Dans un premier temps, l'allocation complémentaire dans le cadre de la loi sur le RMG lui a été accordée. Or, en l'absence de toute proposition d'emploi de la part des services de l'ADEM, la mère de la réclamante a proposé à sa fille de lui financer une formation professionnelle afin d'augmenter ses chances de trouver un emploi par la suite. Au moment où la réclamante a commencé sa formation, le Fonds a estimé qu'elle ne remplissait plus les conditions générales d'ouverture du droit au RMG du fait qu'elle n'avait pas encore utilisé toutes les possibilités prévues dans la législation luxembourgeoises ou étrangère afin d'améliorer sa situation. Du fait de sa formation professionnelle, elle ne serait par ailleurs pas disponible ni pour le marché du travail, ni pour les activités d'insertion professionnelles prévues par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Il est vrai que pendant la formation professionnelle, la réclamante n'était pas disponible pour le marché du travail et ne pouvait pas participer aux mesures d'insertion prévues par la loi RMG. Néanmoins, la médiateure regrette que l'initiative d'acquérir une qualification professionnelle ne soit pas prise en compte, alors que le chômage des jeunes est étroitement lié au manque de qualification des jeunes demandeurs d'emploi.

Par cette formation, la réclamante a en effet essayé d'améliorer sa situation durablement pour ne pas devoir s'en remettre à l'avenir au système social luxembourgeois. C'est cependant pendant sa formation qu'elle aurait eu besoin d'un soutien financier temporaire.

La médiateure a évoqué auprès du FNS la possibilité d'accorder une dispense (en vertu de l'article 14 de la loi sur le RMG) de participation aux mesures d'insertion énumérées à l'article 10 de la loi sur le RMG. Une telle dispense est prévue notamment au cas où la personne concernée poursuit des études ou une formation professionnelle à temps plein.

Or, le FNS s'est contenté de confirmer sa décision de refus et a affirmé vouloir attendre la décision du Conseil arbitral dans ce dossier. Ce n'est que lorsque la médiateure a insisté pour avoir une réponse à ses questions que le Fonds a donné d'autres arguments pour justifier sa décision de refus. Il a notamment invoqué que l'école dans laquelle la réclamante faisait sa formation professionnelle n'était pas reconnue par le Ministère de l'Éducation nationale. Le diplôme décerné était toutefois un CAP français, reconnu au Luxembourg.

Bien que la position du FNS, qui a fait une interprétation stricte de la loi, puisse être justifiable ou justifiée, la médiateure regrette d'une part qu'elle ait dû lourdement insister pour obtenir des réponses à ses questions et d'autre part qu'un jeune, qui fait des efforts pour acquérir une qualification et ainsi sortir de sa situation de chômage, n'obtienne pas de soutien financier.

Qui paie ses dettes, s'enrichit: un retour à meilleure fortune?

Une réclamante avait touché de la part du FNS des avances de pension alimentaire pour son fils conformément à la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de la pension alimentaire.

En raison de difficultés financières, elle s'était résolue à vendre son appartement. Le FNS a demandé par la suite au notaire ayant encaissé le prix de vente la restitution du montant des prestations versées au motif qu'en raison de cette vente, la réclamante serait retournée à meilleure fortune.

Selon la réclamante, son état de surendettement ne lui aurait pas laissé d'autre choix que de vendre l'appartement. Elle était effectivement en mesure d'établir qu'après paiement des dettes liées à l'appartement (prêts hypothécaires, remboursement des aides au logement, paiement de la dette au syndic de la copropriété, remboursement d'un second prêt bancaire), il ne lui restait qu'une somme de 22.874,83 euros, insuffisante pour apurer le restant de son endettement.

Dans ce dossier, la question s'est posée de savoir si une personne surendettée et obligée de mettre en vente son appartement peut être considérée comme étant revenue à meilleure fortune.

Bien que la réclamante ait pu, grâce au prix de vente, apurer la plus grande partie de ses dettes, il ne peut s'agir là d'un enrichissement, mais tout au plus d'une liquidation à laquelle la réclamante a été obligée de procéder. Il n'y a eu aucun enrichissement, ni retour à meilleure fortune.

Suite aux explications de la médiateure, le FNS a été d'accord de renoncer à sa demande de remboursement.

Retrait de l'allocation complémentaire

Un réclamant s'est vu retirer son allocation complémentaire au motif qu'il vivrait en communauté domestique avec une autre personne et que la somme des deux revenus dépasserait le plafond légal.

Le réclamant a expliqué à la médiateure qu'il avait bien signé un contrat de colocation avec une autre personne, mais qu'il n'y avait pas communauté domestique entre eux. Ils auraient procédé à une division précise des lieux loués, chacun assumant ses propres frais sans qu'il n'y ait des interférences dans leur vie privée.

Il est un fait que de plus en plus de personnes ont recours à la colocation, pratique qui leur permet de réduire le montant du loyer.

La médiateure a expliqué au FNS la situation du réclamant en remettant une copie des quittances et virements établissant le paiement séparé par chaque colocataire de tous les frais de logement (loyers, charges, taxes communales, assurances), un plan de l'appartement de l'immeuble avec indication des lieux occupés privativement par chacun, l'accord signé entre les deux colocataires et une attestation de la part d'une tierce personne par l'intermédiaire de laquelle les deux colocataires sont entrés en contact.

Le FNS a accepté ces explications.

Restitution du prix de vente en vue d'une nouvelle acquisition

Une réclamante a bénéficié pour son fils d'avances de pension alimentaire versées par le FNS et dont le montant total dépassait 30.000 euros.

Son logement étant devenu exigu, elle le mit en vente afin de pouvoir acquérir une habitation plus grande. Elle s'est enquise auprès du FNS sur les modalités du transfert de l'hypothèque sur le nouvel immeuble. Entre-temps le notaire qui a encaissé le prix de vente a dû donner suite à la demande de restitution du FNS. Celui-ci informa cependant la réclamante de son accord pour restituer la somme en vue d'une nouvelle acquisition qui devrait cependant avoir lieu endéans six mois.

La recherche d'un nouvel immeuble s'avéra plus difficile que prévu et surtout la réclamante avait des problèmes pour obtenir un nouveau prêt bancaire de sorte qu'il lui a été difficile de respecter le délai susvisé. Si les 30.000 euros n'étaient plus à sa disposition, elle n'aurait plus aucune chance d'obtenir un crédit bancaire.

La médiateure expliqua la situation au FNS qui, suite à une entrevue avec la réclamante, a été d'accord pour résoudre ce dossier en faveur de cette dernière.

Demande de restitution de prestations aux héritiers

En 2013, le FNS a fait valoir à l'encontre d'une réclamante une dette de restitution d'un montant de 133.166 euros au titre de prestations accordées à feue sa tante dont la succession s'était ouverte en 2008. La réclamante, handicapée mentale, était représentée par son tuteur.

Selon la déclaration de succession, déposée en décembre 2008, et les déclarations rectificatives, l'actif net de la succession s'élevait à 20.583,71 euros. De cette succession 25/36e étaient dévolus à la réclamante. Par la suite deux autres héritiers lui firent donation de leurs parts dans la succession. Un troisième lui céda sa part. Les coûts de ces trois actes notariés et les droits de succession dus par la réclamante s'élevaient à la somme de 5.881,42 euros. Afin de couvrir ses frais, la réclamante mit en vente un labour faisant partie de la succession pour un prix d'un montant de 6.375,99 euros.

Étant donné que le FNS n'avait fait inscrire des hypothèques sur les immeubles de la succession que le 23 novembre 2009, le tuteur de la réclamante n'avait pas connaissance de la dette de remboursement et n'avait pas pu la faire valoir dans la déclaration de succession. En effet, aux termes de l'article 15 de la loi du 30 avril 2004, les sommes dont le FNS demande la restitution sont à déduire de l'actif de la succession.

Le notaire obligé de procéder à la purge de l'inscription hypothécaire, vira le montant intégral du prix de vente au FNS.

Vu le montant très élevé de la dette de remboursement, il se posait aussi la question de savoir comment il y aurait lieu de procéder à l'avenir pour les autres immeubles ayant fait partie de la succession dont le prix, en cas de vente, serait également revendiqué par le FNS.

Lors d'une réunion de médiation, le FNS fit une proposition sur base de la valeur de l'actif net de la succession résultant de la déclaration de succession, soit un montant de 20.583,71 euros, en laissant à la réclamante le montant immunisé de 17.129,25 euros. Le FNS était prêt à accorder la mainlevée des hypothèques inscrites sur tous les immeubles de la succession en contrepartie de la différence, soit le montant de 3.454,46 euros, pour solde de tout compte et à restituer le restant du prix de vente de la parcelle vendue à la réclamante.

Solidarité

La médiateure a été saisie d'un dossier par un ressortissant portugais né au Grand-Duché, parti à l'âge de 9 ans, mais revenu à 17 ans. La personne en question a régulièrement travaillé sur le territoire, mais a connu certains coups du sort, qui ont fait qu'elle s'est retrouvée dans une situation précaire, de sorte qu'à l'époque où elle a contacté la médiateure elle logeait dans un foyer d'accueil.

L'intéressé a contacté la médiateure parce qu'il venait d'être informé qu'il devrait quitter le foyer en question, qu'il ne comprenait pas cette décision et souhaitait en connaître les raisons.

À cet effet les services de la médiateure ont contacté le ministère de la Famille qui a indiqué que le foyer en question était un foyer d'accueil pour personnes qui se trouvent légalement sur le territoire.

Le fait est que l'intéressé s'est fait voler son attestation d'enregistrement. Il détenait une copie de celle-ci, ainsi qu'une déclaration de vol.

La situation à laquelle il devait faire face semblait inextricable:

le ministère de la Famille estime que comme l'intéressé «n'est pas en règle», il ne pourra être inscrit à l'adresse du foyer et devra quitter celui-ci. Or, sans adresse, la Direction de l'immigration refuse de procéder au remplacement de cette attestation d'enregistrement, ce qui régulariserait pourtant sa situation sur le territoire.

Selon les informations reçues de l'assistante sociale qui s'occupe de l'intéressé, ce dernier était à la recherche d'un travail et souhaitait retrouver une situation financière lui permettant de se loger.

En attendant que sa situation s'améliore et pour éviter qu'il ne se retrouve dans une situation encore plus précaire, il importait à l'assistante sociale et à la médiateure de trouver une solution à la situation dans les tous meilleurs délais.

La médiateure s'est dès lors adressée au ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration pour savoir si sa déclaration d'enregistrement pouvait être remplacée, en cas d'accord du ministère de la Famille d'inscrire l'intéressé provisoirement à l'adresse du foyer.

Ceci lui permettrait en outre de faire une demande en vue de l'octroi du revenu minimum garanti qui pourrait, le cas échéant, en cas d'accord, l'aider à surmonter cette période précaire de sa vie.

La médiateure a finalement rappelé que l'intéressé est né au Grand-Duché, qu'il y a travaillé pendant de très nombreuses années et que s'il rencontre certaines difficultés passagères, il ne devrait toutefois pas être mis au ban de la société du fait de formalités administratives.

La Direction de l'immigration a confirmé qu'à partir du moment où l'intéressé disposerait de nouveau d'une adresse officielle, elle procéderait sans délai au remplacement de son attestation d'enregistrement.

Après plusieurs rappels dans cette affaire, le ministre de la Famille a fait part à la médiateure que d'après les informations dont il dispose, l'intéressé n'aurait pas et ne souhaiterait pas envisager la possibilité d'améliorer sa situation en ayant recours à des membres de son réseau familial, qui l'auraient pourtant déjà soutenu par le passé.

Dès lors, la division Solidarité du ministère de la Famille et de l'Intégration n'entendait pas donner son accord à ce que l'intéressé établisse son adresse au foyer. Le ministre attire l'attention sur le fait que l'a.s.b.l. Caritas Accueil et Solidarité dispose toutefois de la possibilité de domicilier l'intéressé à leur adresse, cependant le ministère de la Famille et de l'Intégration se réserve éventuellement le droit de ne pas tenir compte du prix de la journée occasionnée par ce séjour dans un prochain décompte.

Lors d'une entrevue avec des responsables du ministère de la Famille, la médiateure a été informée que des règles strictes s'appliquent dans le cadre de l'inscription à l'adresse d'un foyer et que dès lors que l'intéressé a de la famille, il est invité à s'inscrire à l'adresse d'un membre de la famille, sauf en cas de raisons graves qui l'en empêcheraient.

La médiateure s'est donc enquise auprès de l'assistante sociale en charge du dossier du concerné si de tels motifs existent. Elle est dans l'attente d'une réponse.

Chèque-service accueil

Plusieurs fonctionnaires européens se sont adressés à la médiateure au sujet du système du «chèque-service accueil» institué par le règlement grand-ducal modifié du 13 février 2009.

Aux termes de l'article 9 du règlement précité, «est considéré comme revenu du ménage, le revenu imposable tel qu'il est attesté par le bulletin d'impôt le plus récent ou les trois fiches mensuelles de rémunération les plus récentes accompagnées d'un certificat attestant que le déclarant n'est pas soumis à l'obligation d'effectuer une déclaration d'impôt ou à défaut toute autre pièce documentant le revenu actuel.»

Les réclamants ont revendiqué la prise en compte par le ministère de la Famille du revenu imposable communautaire pour le calcul du chèque-service accueil et de la contribution parentale et non pas du salaire total indiqué sur la fiche de salaire des fonctionnaires européens.

Le ministère a rejeté cette demande au motif que la base imposable communautaire ne peut être assimilée au revenu imposable de droit luxembourgeois et ne peut donc pas être prise en considération pour déterminer la contribution parentale prévue par le règlement concernant les chèques-services.

Comme suite à des démarches de la médiateure, le ministère de la Famille a bien voulu préciser les motifs à la base de sa décision et qui tiennent aux nombreux éléments qui sont exclus de la base imposable des traitements et salaires des fonctionnaires européens:

- les prestations et allocations de caractère familial ou social: l'allocation de chef de famille ou l'allocation de foyer, l'allocation pour enfant à charge, l'allocation scolaire, l'allocation de naissance, les secours à caractère social;

- l'abattement supplémentaire, opéré pour chaque enfant à charge, correspondant au double du montant de l'allocation pour enfant à charge;

- les indemnités payées en cas de maladie professionnelle ou d'accidents;

- l'abattement pour frais professionnels équivalant à 10%;

- les autres indemnités déductibles telles que l'indemnité d'expatriation (16%) ou de dépaysement, l'indemnité annuelle de déplacement, l'allocation d'installation.

Non seulement la structure des traitements des fonctionnaires européens est très différente des salaires et rémunérations versés au Luxembourg, mais surtout il existe des divergences considérables en matière de traitement fiscal des salaires et avantages de toute nature. Le ministère de la Famille et de l'Intégration a conclu que la base imposable telle que définie par la législation fiscale luxembourgeoise n'a tout simplement pas la même signification que la base imposable communautaire.

La prise en compte du revenu imposable communautaire aurait effectivement pour effet de favoriser les fonctionnaires et employés communautaires par rapport aux autres résidents du Luxembourg.

Le ministère a également rejeté l'idée de déterminer un revenu imposable ad hoc assimilable au revenu imposable au sens de la législation fiscale luxembourgeoise par déduction de tous les versements et avantages de toute nature représentatifs de prestations familiales ou pour enfant à charge, ces différents versements et avantages n'étant pas comparables non plus aux allocations familiales luxembourgeoises.

Pour ces motifs, le ministère a pris le parti de prendre en considération le «salaire total» indiqué sur la fiche de salaire des fonctionnaires européens. Il a souligné que cette décision aurait été prise de concert avec les services des institutions européennes à la suite de plusieurs réunions de travail consacrées à ce sujet.

La médiateure a approuvé cette décision qu'elle a longuement expliquée aux réclamants.

Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre

Refus de prendre position dans le cadre de l'instruction d'une réclamation

Un réclamant avait accordé au Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) une servitude de passage à travers ses parcelles en vue de la pose d'une conduite d'eau potable souterraine.

Le SEBES s'était engagé dans l'acte notarié à remettre les terrains en leur pristin état et plus particulièrement à protéger les sources d'eau desdites parcelles au cours des travaux et à en rétablir l'état initial en cas de dégradation.

Les travaux sur les parcelles du réclamant se sont terminés en 2008. En date du 2 octobre 2008, le réclamant s'est vu remettre «un quitus de remise en état après travaux» qu'il accepta sous réserve de la remise en état du puits à eau situé sur une de ses parcelles.

Aux dires du réclamant, depuis la fin des travaux et la pose de la conduite d'eau, le puits ne serait plus alimenté comme auparavant et il serait à sec pendant de longues périodes. Le puits aurait servi pendant des générations à l'abreuvement des bovins au pâturage. Même pendant des périodes sèches, il aurait fourni suffisamment d'eau aux animaux sans fournitures d'appoint. Il aurait constitué une source d'eau fiable durant toute l'année même pendant des longues périodes de temps sec et chaud de sorte qu'il faut exclure une alimentation exclusive par des eaux de surface: le puits a donc nécessairement dû être alimenté par une nappe d'eau souterraine.

Selon le réclamant, les travaux d'excavation et de destruction d'une roche effectués à la lisière de la forêt proche du puits auraient impacté la nappe d'eaux souterraines alimentant le puits à tel point que, n'étant plus contenues par la roche à proximité, celles-ci se seraient écoulées. Actuellement, le puits n'est alimenté que par des eaux de surface provenant des alentours immédiats, ce qui explique qu'il n'a plus atteint son volume d'eau d'avant les travaux et qu'il est à sec durant de longues périodes.

Il y a lieu de signaler qu'avant le début des travaux, le puits n'a fait l'objet d'aucune étude pour établir la nature de son approvisionnement et le volume des eaux. Une telle étude aurait permis de déterminer les mesures à prendre pour prévenir sa dégradation respectivement pour en assurer plus tard la remise en état.

Le réclamant a subi en raison de la dégradation de son puits une importante moins-value. Le coût de construction d'une conduite d'eau permettant l'approvisionnement en eau du pâturage s'élèverait à environ 15.000,00 euros (non compris le prix de l'eau).

Dans sa prise de position, le SEBES a affirmé que le puits appartenant au réclamant n'aurait pas été alimenté par des eaux souterraines et qu'il aurait toujours été exclusivement alimenté par des eaux de surface. Il aurait entrepris toutes les mesures pour rétablir le fonctionnement du puits et a souligné que la réalisation d'un nouveau drainage pour recueillir des eaux de surface aurait même apporté une plus-value pour le propriétaire.

Il semble qu'il ne soit pas aisé de déterminer à l'heure actuelle avec certitude les flux d'eaux qui ont approvisionné le puits, le SEBES n'ayant pas cru utile de procéder à une étude avant la réalisation des travaux. La médiateure est d'avis que cette négligence ne doit pas se retourner contre le réclamant, et ce d'autant plus que le SEBES s'était formellement engagé dans l'acte notarié de constitution de servitudes à protéger les sources d'eau desdites parcelles.

La médiateure a constaté avec étonnement que dans un premier rapport du 28 juillet 2011, le bureau d'études du SEBES a pris une position allant dans le sens de l'alimentation du puits par une nappe souterraine. L'expert a conclu dans ce rapport que le puits serait approvisionné par l'eau se trouvant dans la couche de dolomie vacuolaire (Zellendolomit): «Vor dem Bau des Rohrgrabens: das Grundwasser füllt den Wasser führenden Zellendolomit bis auf ein höheres Niveau als die Brunnensohle; der Wasserspiegel ist von dem Zulauf im Zellendolomit abhängig».

Le bureau d'études a constaté que par la réalisation de la tranchée, la couche de dolomie vacuolaire (Zellendolomit) a été entièrement transpercée.

Il a consigné dans son premier rapport que l'eau qui jadis s'accumulait dans le puits s'est écoulée par la tranchée construite par le SEBES: «Durch ein vermutlich weiterhin kontinuierliches Eindringen von Grundwasser aus dem Wasser führenden Zellendolomit in den Rohrgraben kann ein Ausspülen des Sandbettes der Rohrleitung nicht ausgeschlossen werden».

Dans un courrier du 20 décembre 2012, le SEBES déclara que le bureau d'études se serait rendu compte plus tard que le sous-sol des terrains présentait une autre constitution géologique que celle «jugée initialement». Le bureau d'études en aurait déduit que le puits n'était pas alimenté par des eaux souterraines et que la réalisation de la tranchée pour la conduite d'eau n'aurait pas eu d'influence sur l'alimentation du puits.

Dans ce courrier, le SEBES ne donne malheureusement aucune indication au sujet de cette autre constitution géologique.

Il résulte d'un graphique du premier rapport du bureau d'études que la couche de dolomie vacuolaire est encastrée par deux couches de «Steinmergelkeuper» peu perméable à l'eau. Or, cette configuration d'une couche plus ou moins aquifère située entre deux couches peu perméables à l'eau est typique pour un puits alimenté par des eaux souterraines. Le graphique susvisé de ce premier rapport d'expertise qui décrit la situation du puits avant et après la réalisation de la tranchée indique la même constitution géologique que celle décrite dans un rapport ultérieur du 29 juin 2012 du bureau d'études. La seule différence entre les deux graphiques est que la pente des couches géologiques a été inversée.

La médiateure a donc demandé au SEBES de clarifier cette question relative à la constitution géologique du sous-sol.

Le SEBES a refusé de réserver une suite à cette demande.

Dans sa prise de position, la médiateure a relevé plusieurs éléments indiqués dans les rapports du bureau d'études qui appuient la thèse d'une alimentation du puits par une nappe d'eau souterraine et qui contredisent la conclusion que le puits était seulement alimenté par des eaux de surface.

La médiateure a demandé au SEBES de prendre position par rapport aux différents points évoqués.

Le SEBES a catégoriquement refusé malgré des demandes réitérées de la médiateure.

L'affaire est toujours en cours.

Ministère de l'Agriculture

Un réclamant a présenté à la médiateure de graves doléances envers le Service de l'Économie rurale (SER) auquel il a reproché des lenteurs délibérées dans le traitement de son dossier d'aides pour la construction d'une porcherie.

Aux dires du réclamant, les procédures tendant à l'obtention des diverses autorisations administratives (autorisation de commodo-incommodo, autorisation de construire) auraient déjà été lancées au cours de l'année 2009. En raison des lenteurs du SER, il n'aurait cependant pas été en mesure d'introduire sa demande d'aides pour la date butoir du 15 novembre 2011. S'il avait pu respecter cette date butoir, il aurait pu bénéficier d'un régime d'aides beaucoup plus favorable. En effet, toute demande d'aide introduite après cette date est soumise au plafond budgétaire de 500.000,00 euros, résultant du règlement communautaire 1857/2006 du 15 décembre 2006, que le montant des aides ne peut pas dépasser.

Avant que l'intéressé ne puisse valablement présenter une demande d'aides, il doit avoir obtenu une attestation relative à l'analyse économique («Beratungsbescheinigung») établie par le SER, document qui doit obligatoirement figurer en annexe de la demande.

Selon le réclamant, l'établissement de cette attestation aurait été constamment retardé par l'administration. Ces retards l'auraient contraint à reporter à son tour l'introduction de sa demande d'aides.

C'est en novembre 2010, qu'une première entrevue a eu lieu avec des représentants du SER à l'issue de laquelle le réclamant s'attendait à ce que l'attestation soit établie. Or, suite à cette réunion, le SER a élaboré un document intitulé «Anmerkungen zur Wirtschaftlichkeit des Betriebes».

Ensuite, à partir du début de l'année 2011, le réclamant aurait continuellement insisté auprès du SER pour avoir une nouvelle entrevue en vue de l'établissement de l'attestation relative à l'analyse économique, rendez-vous qui ne lui a finalement été consenti que pour le 25 mai 2011. Selon le réclamant, rien n'aurait empêché l'administration d'établir l'attestation immédiatement après cette entrevue.

Ce n'est finalement que le 16 février 2012 que l'attestation fut établie par le SER sur la base du devis déjà présenté fin 2010.

Dans sa prise de position, le ministère de l'Agriculture a observé que l'attestation n'aurait pas pu être établie plus tôt faute d'un devis définitif du projet de construction et que le SER n'établit pas d'attestations sur la base de chiffres approximatifs.

Il est difficile à croire que le traitement d'un dossier ait pu prendre des retards de plus d'une année avec des conséquences financières aussi lourdes du simple fait d'un malentendu au sujet d'un document à fournir par le requérant.

Dans le cadre d'une procédure aussi complexe, les différents intervenants de l'administration à savoir le SER, l'ASTA et le ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sont amenés à assumer un rôle de conseiller de l'exploitant.

Dans ce dossier, la médiateure estime que l'administration n'a pas assumé ce rôle.

Elle a convenu avec le ministre de l'Agriculture qu'une instruction sera adressée à tous ses services afin que dorénavant, à l'issue de chaque entrevue avec un requérant, ils rédigent un procès-verbal ou une brève notice précisant les documents et autres données à fournir par le requérant, notice qui sera par la suite adressée à celui-ci.

La médiateure, saluant cette instruction, estime qu'une telle note qui sera communiquée aux requérants permettra d'éviter voire de déceler rapidement des malentendus à l'origine de lenteurs préjudiciables pour ces derniers.

Elle suggère que cette pratique soit généralisée et suivie dans toute l'administration luxembourgeoise.

Prénoms germanisés

La médiateure a été saisie d'une réclamation par une personne qui réclamait contre le fait d'avoir reçu son nouveau permis de conduire avec son prénom à consonance allemande, alors que tant son ancien permis que ses autres documents portent tous son prénom français.

Ce problème trouve son origine dans le fait que pendant l'occupation allemande, tous les prénoms à consonance française ont été germanisés d'office.

La loi du 18 mars 1982 permet aux personnes nées au Luxembourg de demander à l'officier d'état civil de leur commune de naissance de remplacer le prénom à consonance allemande par leur prénom à consonance française.

Dans sa réponse à une question parlementaire, le ministre Jean Asselborn a rappelé en 2010 que «Par acquit de conscience, les fonctionnaires du Bureau des passeports, visas et légalisations, pour les demandes de passeport qui leur sont soumises directement, ont pour instruction de vérifier au guichet, avec les personnes nées avant le 1er janvier 1945, si elles ont un prénom allemanisé et si elles souhaitent le conserver».

Il importe de savoir que la référence légale des noms et prénoms utilisés dans les documents officiels se trouvent répertoriés au registre national des personnes physiques et que ce sont ces indications qui sont déterminantes.

Suite à un changement de législation de plus en plus d'administrations ont accès au répertoire national. Depuis lors, ce sont les données de celui-ci qui doivent servir à l'établissement de documents officiels, de sorte que le problème rencontré par le réclamant risque de se poser de façon récurrente.

La médiateure a adressé un courrier à différentes administrations susceptibles d'être concernées (notamment au Bureau des passeports, au Syndicat des Villes et Communes luxembourgeoises (Syvicol) ainsi qu'au service des permis de conduire) en leur demandant d'informer directement les personnes concernées de la possibilité et de la procédure prévue par la loi de 1982 de changer le prénom tel qu'enregistré dans le registre national, si tel est leur souhait.

Les administrations en question ont été invitées par la médiateure à fournir aux personnes concernées les informations écrites sur les démarches à suivre pour recouvrer leur prénom usuel, tel qu'inscrit sur leurs passeports et autres documents officiels. Cette suggestion d'une bonne pratique s'inscrit dans la mission générale du médiateur, qui est de contribuer à l'optimisation continue de l'Administration.

1.4. Affaires relevant des communes

1.4.1. Affaires communales générales

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'une personne qui n'acceptait pas le fait que son fils se voit attribuer un nom de famille à consonance féminine. Dans son pays d'origine, il est en effet d'usage de choisir un nom de famille à consonance masculine si l'enfant est un garçon et un nom à consonance féminine si c'est une fille. Or, l'officier d'état civil a refusé d'inscrire dans l'acte de naissance un nom de famille différent de celui qui figure dans l'acte de naissance de sa fille aînée, en se référant à l'article 57 alinéa 8 du code civil. Cet article prévoit que tous les enfants nés de mêmes père et mère doivent porter le même nom de famille.

Or, le fait que son fils doive porter un nom de famille à consonance féminine est extrêmement vexatoire pour le réclamant.

Face au refus de l'officier d'état civil d'inscrire dans l'acte de naissance le nom qu'il avait choisi pour son fils, le réclamant a saisi le procureur d'État d'une demande en rectification de l'acte de naissance. Ce dernier lui a cependant demandé de rapporter la preuve que son fils est effectivement inscrit sous le nom qu'il a choisi sur les registres de l'état civil de son pays d'origine. Or, l'article 99 alinéa 2 du code civil donne seulement pouvoir au procureur d'État de modifier un acte d'état civil si ce dernier est affecté d'une omission ou d'une erreur purement matérielle. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. Le Procureur d'État n'a donc pas le pouvoir de changer le nom de famille d'une personne tel qu'il figure sur son acte de naissance. De toute façon, il n'aurait pas été possible pour le réclamant de se rendre avec son fils dans son pays natal, ce dernier n'étant pas en possession d'un passeport lui permettant de voyager.

C'est pourquoi le réclamant a demandé à la médiateure de l'aider à trouver une solution à l'amiable avec les autorités luxembourgeoises.

Le rôle de la médiateure est tout d'abord de vérifier si l'administration en cause, en l'occurrence l'officier d'état civil, a correctement appliqué les lois et règlements en vigueur.

Dans la mesure où le réclamant est de nationalité étrangère, il y avait tout d'abord lieu de dé-

terminer sur base des règles de droit international quelle est la loi applicable au litige en cause.

En vertu des règles de droit international privé, le nom de l'enfant est régi par sa loi nationale. Ce n'était donc pas la loi luxembourgeoise qui devait s'appliquer, mais la loi nationale de l'enfant.

La médiateure en a conclu que c'est à tort que l'officier d'état civil a appliqué les dispositions du code civil luxembourgeois pour refuser le changement de nom demandé.

Le fait que la loi luxembourgeoise ait été appliquée par erreur ne permet cependant pas de modifier l'acte de naissance.

Le réclamant n'avait en effet d'autre choix que de passer par une procédure spéciale et de saisir le tribunal d'une demande en rectification de l'acte de naissance de son fils.

La médiateure a été saisie de deux dossiers concernant le paiement de taxes pour l'enlèvement des déchets.

Dans l'un des deux dossiers, le propriétaire explique qu'il est propriétaire d'un appartement dans la commune X qui est en vente depuis janvier 2013. Étant donné qu'aucun déchet n'y est produit, que l'appartement est inoccupé et ne fait l'objet d'aucune utilisation, il est d'avis que la commune devrait renoncer à réclamer le paiement de la taxe pour l'enlèvement des déchets.

Le réclamant a reçu une première réponse de la commune à son courrier de réclamation. Il s'est toutefois adressé une deuxième fois à la commune pour faire part de son désaccord, d'une part, avec l'interprétation faite par la commune du règlement communal relatif à la gestion des déchets et, d'autre part, avec le principe même du paiement d'une telle taxe dans les circonstances de l'espèce.

La médiateure a demandé au bourgmestre de réserver une réponse aux arguments invoqués par le réclamant dans son second courrier. Elle a demandé par ailleurs en quoi il considère que les conditions de l'article du règlement communal relatif à l'obligation de raccordement sont remplies, alors que celui-ci prévoit que cette obligation n'existe que si le terrain est «utilisé», ce qui est manifestement discutable en l'espèce puisqu'il est en vente.

Le bourgmestre rappelle que le règlement communal concernant la gestion des déchets prévoit que tout propriétaire a l'obligation de se raccorder au système de gestion des déchets «si ce terrain est habité ou utilisé soit commercialement, soit à d'autres fins» et que le texte a délibérément été formulé de manière large par le Conseil communal afin d'englober tout type d'utilisation, notamment aux fins de vente de l'immeuble.

Le bourgmestre est encore d'avis que la commune ne peut se permettre de croire sur parole l'intéressé qui indique qu'aucun déchet ne serait produit et ne saurait se permettre de faire une faveur au réclamant, sous peine de rompre le principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt.

Étant donné la prise de position ferme du bourgmestre, la médiateure a informé le réclamant qu'il n'y avait guère de chance d'obtenir un arrangement à l'amiable dans ce dossier.

Dans un autre dossier, une personne se plaignait également d'un désaccord avec la commune au sujet de la taxe due pour l'enlèvement des déchets. Le ménage du réclamant, composé de deux personnes, paye chaque trimestre une quarantaine d'euros à ce titre. Or, la société du réclamant, ayant son siège social à son adresse privée, se voit facturer le même montant trimestriel au titre de la taxe de raccordement à l'enlèvement des ordures. Le réclamant estime que cette facturation n'a pas lieu d'être. Il n'est pas d'accord avec la réponse de la commune à sa lettre de réclamation et estime illogique de devoir payer cette double taxe.

La médiateure est d'avis et a expliqué au réclamant que l'Administration communale distingue le réclamant, en tant que ménage, de la société qui a son siège social à la même adresse. Il s'agit pour la commune de deux unités bien distinctes. Il se trouve que le réclamant est le gérant de cette société. Il n'est cependant pas du ressort de la commune de devoir analyser pour chaque cas si les différentes unités établies à la même adresse sont composées des mêmes personnes ou encore si ces différentes unités produisent dans les faits des déchets ou non.

Tout en comprenant le sentiment d'insatisfaction du réclamant, la médiateure ne saurait reprocher à la commune de comportement illégal, étant donné qu'elle a pris une décision en conformité avec le règlement communal. La médiateure ne peut pas non plus demander à la commune d'exempter la société ou le ménage du réclamant du paiement de la taxe forfaitaire sans risque d'enfreindre le principe d'égalité des citoyens devant la loi.

Madame A. a saisi la médiateure d'un différend qui l'oppose à son administration communale qui lui réclamait le paiement d'une taxe frappant les habitations non occupées ou utilisées depuis une période de 18 mois consécutifs ou plus. L'intéressée est propriétaire d'une maison héritée de ses parents qu'elle utilise comme garde-meuble et lieu de stockage. Pour être habitable, d'importants travaux de rénovation devraient être effectués. L'intéressée explique toutefois qu'elle ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire procéder à ces travaux.

Le règlement-taxe en question dispose que «par immeubles assujettis à cette taxe spécifique on entend les immeubles bâtis et les parties d'immeubles bâtis destinés au logement ou à l'hébergement de personnes et qui ne sont pas occupés ou utilisés effectivement. L'état de non-occupation d'un immeuble résulte du fait qu'aucune personne n'y est inscrite sur les registres de la population ou qu'aucune personne n'y est recensée en qualité d'occupant d'une résidence secondaire pendant une période de 18 mois consécutifs».

Il est indiqué dans les travaux parlementaires de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes à propos de cette taxe «la possibilité de percevoir une taxe spécifique sur les immeubles destinés au logement ou à l'hébergement des personnes qui ne sont pas occupés ou utilisés effectivement à ces fins».

Il faut en déduire que l'utilisation d'un immeuble d'habitation à des fins de stockage ne peut être assimilée à l'utilisation effective à des fins de logement ou d'hébergement.

Par ailleurs, la loi prévoit que les communes sont libres de prévoir ou non cette taxe, d'en déterminer les modalités plus précises et notamment les exceptions.

Les travaux parlementaires prévoient qu'«il est notamment concevable de prévoir que cette taxe ne sera pas due en cas de volonté prouvée du propriétaire de conserver l'immeuble en question pour sa descendance et ce jusqu'à ce que l'enfant concerné ait atteint un certain âge».

Or, le règlement communal en question ne prévoit pas cette possibilité, de sorte que l'intéressée ne pouvait se prévaloir de cet argument.

Étant donné que la commune a fait une application correcte du règlement communal, la médiateure ne peut lui reprocher aucun dysfonctionnement.

La médiateure a été saisie d'un dossier par une société ayant son siège social au Grand-Duché de Luxembourg au sujet d'une facture d'eau relative à l'alimentation de son circuit incendie.

La facture adressée par la commune en tant qu'intermédiaire entre la société et le syndicat des eaux s'élève à un montant anormalement élevé.

La hausse vertigineuse de consommation s'explique par une fuite souterraine à laquelle la société a remédié dès qu'elle s'en est rendu compte, à savoir à la réception de ladite facture élevée.

Elle reproche toutefois à la commune de ne pas lui avoir facturé les consommations d'eau réelles en temps utile. En effet, tandis que les factures de la commune indiquent une consommation très basse, telle qu'à l'accoutumée, le relevé du syndicat des eaux concerné indiquait déjà une consommation anormale que la commune n'a pas répercutée sur ses factures.

La société estime que si la commune avait facturé les montants réels, la société aurait été alertée et aurait entrepris des démarches en vue de régler le problème. Le fait pour la commune d'avoir attendu plus d'un an avant de facturer la consommation réelle de la société, a engendré pour elle un important dommage qui aurait pu être réduit.

La commune est d'avis que sa responsabilité n'est pas engagée et que la société, si elle avait fait procéder à des contrôles plus réguliers de l'installation, se serait rendu compte de la fuite en temps utile.

Il ne ressort pas des pièces du dossier que la commune s'est engagée à refacturer les consommations exactes dans un certain délai. Par ailleurs, la société s'est engagée à payer toute facture relative à la consommation d'eau, de même qu'à supporter tous les frais en cas de fuite.

Comme différents éléments plaident en faveur d'une responsabilité partagée des parties, une réunion de médiation a eu lieu à la médiature en présence du syndicat des eaux, des représentants de la commune et du réclamant pour tenter de trouver un compromis acceptable pour tous.

Cette entrevue a permis de se mettre d'accord sur une communication plus efficace entre le syndicat des eaux et la société, afin d'éviter tout problème similaire à l'avenir.

La commune et le syndicat des eaux concerné ont également fait un geste envers la société et pris en charge une partie de la facture litigieuse.

1.4.2. Inscription au registre de la population

La médiateure a été contactée par Madame F. au sujet d'une réclamation à l'encontre de sa commune de résidence qui refusait l'inscription de son fils, âgé de 21 ans à son adresse.

Selon le responsable du bureau de la population contacté, le problème vient du fait que la maison qu'elle habite a été transformée en appartements et ce sans autorisation préalable de la commune. Dès lors le bourgmestre refuse toute inscription à cette adresse.

Une commune ne devrait cependant pas s'opposer à l'inscription au registre de la population de personnes ayant établi leur résidence habituelle sur le territoire de la commune et déclaré leur arrivée, si ces personnes remplissent toutes les conditions pour satisfaire à une telle inscription. Pour refuser une inscription une commune ne saurait invoquer des considérations liées aux réglementations d'urbanisme, sauf dans les cas où le plan d'aménagement général de la commune contient une disposition expresse concernant les zones du territoire où l'habitation à titre principal est prohibée ou bien dans le cas où un règlement communal pris sur base de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1886 contient une disposition délimitant géographiquement les parties du territoire sur lesquelles l'établissement du domicile légal est inadmissible et ce sur base de motifs tenant à l'aménagement du territoire.

Suite à une entrevue des parties concernées en présence de la médiateure, le bourgmestre a fait droit à la demande d'inscription du jeune homme. Cette entrevue a également été l'occasion de faire avancer la question de la régularisation des transformations effectuées.

La médiateure a eu à connaître d'autres cas similaires, dans lesquels la commune refusait d'inscrire le locataire à une adresse donnée parce que le propriétaire des lieux avait procédé à des transformations non autorisées.

Dans un autre dossier, la commune refusait d'inscrire un locataire à une adresse au motif que le propriétaire du logement devait y rester inscrit, alors que lui-même habitait en zone verte. La commune refusait que le propriétaire soit inscrit à une adresse située en zone verte, mais tolérait qu'il reste inscrit à une adresse où il n'habitait pas de manière effective. Elle refusait en plus d'y inscrire une personne qui avait pourtant conclu un contrat de bail pour le logement en question qu'elle habite effectivement.

Dans ces deux cas, la médiateure s'est adressée aux communes pour rappeler certains principes élémentaires concernant le droit des communes relatif à l'inscription au registre de la population.

Dans le dernier cas cité, la commune a fait part à la médiateure de son accord pour l'inscription du locataire.

Finalement la médiateure a été saisie d'un dossier dans lequel une personne s'est vu refuser l'inscription au registre de la population au motif qu'elle avait fait procéder à sa radiation peu de temps avant. Pourtant, l'intéressé n'avait pas pu s'inscrire à l'adresse pour laquelle il avait quitté la première commune, de sorte qu'il avait dû revenir dans le logement qu'il occupait jusqu'alors.

Selon la jurisprudence des juridictions administratives, «dans la mesure où toute personne, qui établit sa résidence habituelle sur le territoire d'une commune, est obligée de faire la déclaration y relative au bureau de la population pour se faire inscrire au registre de la population et dans la mesure où la non-observation de cette disposition est pénalement répréhensible, il appartient en principe à la commune de procéder à ladite inscription dès qu'une personne se présente aux services communaux pour y faire inscrire une déclaration d'arrivée.»

Dès lors, la médiateure s'est adressée au bourgmestre de la commune en question pour avoir sa version des faits et pouvoir instruire le dossier en connaissance de cause. La médiateure est dans l'attente d'une réponse.

Une entrevue avec le Syvicol a permis d'entrevoir que les communes n'ont pas toutes la même ligne de conduite quand il s'agit de l'inscription au registre de la population.

La médiateure, sans trop y croire, espère que les problèmes liés à l'inscription au registre de la population seront plus rares dès que la nouvelle loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques sera entrée en vigueur, c'est-à-dire pour les registres communaux, le 1er juillet 2014.

1.4.3. Urbanisme

La médiateure a été saisie d'une réclamation à l'encontre d'une commune par un couple qui avait terminé la construction de sa maison d'habitation depuis un certain nombre de mois et à qui la commune reprochait de ne pas avoir fait construire sa maison conformément aux plans autorisés et au règlement sur les bâtisses. Le couple était, quant à lui, d'avis qu'il avait respecté les réglementations en vigueur.

Le problème qui se pose concerne plus particulièrement des encadrements de fenêtres.

La réglementation applicable prévoit que les nouvelles constructions du quartier en question doivent être construites en respectant un style architectural existant. À ce titre, la commune exige des encadrements autour des fenêtres. Le règlement parle d'un encadrement en pierre, bois ou tout autre matériau pouvant être peint. Il précise que «les encadrements, fenêtres et volets doivent être dans des tons qui ne se heurtent pas, mais présentent au contraire une certaine harmonie. Une palette de couleur propre à chaque construction doit être réalisée».

En l'espèce, les intéressés ont, dans un premier temps, présenté des plans sans encadrement. La commission des bâtisses a rendu un avis dans lequel elle a soulevé ce problème. Dans les plans suivants, présentés par les intéressés, des encadrements étaient dessinés. Lors de la construction, les intéressés ont réalisé la façade et les encadrements dans deux matières différentes, l'une rugueuse, l'autre lisse. Les deux ont toutefois été réalisés dans la même couleur.

Or, la commune est d'avis qu'en demandant la réalisation d'encadrements, il va de soi que ces encadrements doivent être visibles et donc réalisés dans une nuance de couleur différente du reste de la façade.

L'autorisation de bâtir délivrée ne donne aucune indication quant aux conditions de réalisation des encadrements. Le règlement applicable prévoit la remise d'une palette de couleurs qui n'a pas été remise par les intéressés mais pas non plus réclamée par la commune.

La médiateure est allée sur place pour se rendre compte de la situation de visu.

Après avoir pris connaissance des avis des deux parties, la médiateure a proposé une entrevue de médiation pour tenter de trouver une solution au litige.

L'entrevue de médiation a donné lieu à un échange de vues de part et d'autre et a permis de s'entendre sur la suite à donner au dossier, les deux parties étant finalement prêtes à faire des concessions réciproques en vue de mettre fin au litige qui les oppose.

Monsieur E. a saisi la médiateure du refus du bourgmestre de lui accorder une autorisation pour agrandir sa maison. Le réclamant explique qu'il lui est indispensable d'agrandir la maison pour disposer d'un étage plein pied en raison de l'état de santé du couple.

Dans ses courriers de refus, le bourgmestre explique que selon le règlement communal applicable, il ne lui est pas possible de réserver de suite favorable à sa demande. Quand bien même il comprend la situation dans laquelle le réclamant se trouve, il explique qu'il ne lui est pas possible de déroger à la réglementation urbanistique qui impose le respect de certains reculs non respectés sur les plans de ce dossier.

Il ressort en outre du dossier que le bourgmestre, tout en refusant l'autorisation demandée, a proposé comme alternative possible la possibilité de faire aménager un ascenseur sur la façade postérieure de la maison. La médiateure apprécie cette attitude constructive à l'égard du réclamant.

L'intervention de la médiateure s'est arrêtée à ce point, alors que le bourgmestre avait correctement appliqué le règlement communal.

1.5. Affaires concernant des établissements publics relevant de l'État et des communes (y compris l'ADEM et la CNPF)

1.5.1. Affaires de sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM et de la CNPF

A. Sécurité sociale

Caisse Nationale de Santé (CNS)

Prise en charge d'un transfert à l'étranger

La médiateure continue d'être saisie de nombreux dossiers concernant la prise en charge de soins médicaux fournis à l'étranger.

Une réclamante de nationalité belge résidant au Luxembourg et bénéficiaire d'une pension belge a subi une intervention chirurgicale à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) établi à Luxembourg. Du fait qu'elle est inscrite auprès de la CNS à titre de résidente, elle bénéficie des prestations en nature de l'assurance maladie au Luxembourg. Un séjour hospitalier n'étant plus nécessaire, l'INCCI lui a proposé de poursuivre sa convalescence dans un centre de réhabilitation allemand, le «Reha-Zentrum Bernkastel-Kues», et à cet effet, il a introduit auprès de la CNS une demande d'autorisation d'un transfert à l'étranger.

Une pensionnée étrangère résidant au Luxembourg reste soumise à la sécurité sociale du pays qui verse la pension. En l'espèce, la Belgique est donc l'État compétent pour autoriser les soins programmés dans un État membre autre que le pays de résidence.

Il ressort de l'article 26 alinéa 2 du règlement (CE) n°987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale que *«lorsqu'une personne assurée ne réside pas dans l'État membre compétent, elle demande une autorisation à l'institution du lieu de résidence qui la transmet sans délai à l'institution compétente»*.

Au lieu d'effectuer cette transmission, la CNS retourna la demande à l'INCCI. Par la suite, la réclamante transmit elle-même ladite demande à sa mutuelle belge compétente. Ne pouvant plus rester à l'INCCI, ni retourner encore chez elle puisqu'elle n'était pas encore rétablie, elle s'est rendue au centre de convalescence allemand sans attendre la décision de l'organisme belge.

C'est seulement dix jours après que celui-ci lui a notifié un refus d'autorisation, motivé par le fait qu'une revalidation cardiaque serait réalisable en Belgique.

La réclamante a certes été imprudente en acceptant de se rendre en Allemagne sans attendre l'autorisation de la mutuelle belge. Elle était toujours d'avis qu'elle serait traitée comme les autres affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise auxquels la CNS accorde l'autorisation pour un séjour au centre de réhabilitation allemand. Il est vrai que l'INCCI aurait pu lui proposer d'office un centre de réadaptation cardiaque belge, et la CNS aurait peut-être pu l'informer que dans son cas, il y avait peu de chances d'obtenir de la mutuelle belge une autorisation de transfert en Allemagne.

Le fait est que les gens sont mal informés des complexités de la réglementation communautaire. Non seulement, ils s'y prennent mal et ne sont pas conscients des risques d'un défaut de prise en charge, mais souvent ils sont mal conseillés par les organismes de santé.

Toutes les institutions, caisses de maladie, hôpitaux et médecins traitants doivent être sensibilisés pour mieux informer et guider les assurés dans ce domaine.

Traitement ambulatoire ou traitement stationnaire

Un autre problème qui se pose fréquemment en pratique est la distinction entre traitement ambulatoire et traitement stationnaire ou hospitalier.

Lors d'un déplacement à Bruxelles, un réclamant a dû être hospitalisé d'urgence. Il a pu bénéficier d'une prise en charge sur la base de sa carte européenne d'assurance maladie (CEAM).

Par la suite, le réclamant s'est régulièrement déplacé à Bruxelles auprès de l'unité de traitement ambulatoire du même hôpital pour suivre un traitement par perfusions. La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne dans les affaires Decker et Kohll (C-120/95 et C-158/96 du 28 avril 1998) permet aux assurés de se rendre pour des soins ambulatoires à l'étranger sans autorisation préalable de leur caisse de maladie et de demander le remboursement des frais avancés sur base des tarifs luxembourgeois. La question se pose de savoir si le traitement par perfusions peut être qualifié d'ambulatoire. Au cas où pour la réalisation desdites perfusions *«une structure hospitalière adaptée»* est nécessaire, il s'agira de soins hospitaliers proprement dits qui sont soumis à autorisation préalable.

Selon le réclamant, les soins dont il a bénéficié ne nécessiteraient aucun équipement hospitalier spécial et pourraient également être réalisés dans un cabinet médical. Il s'agirait donc bien d'un traitement ambulatoire remboursable sans autorisation préalable.

En l'espèce, le médiateur reste dans l'attente d'attestations concernant la nature des soins et les équipements hospitaliers utilisés durant le traitement dans cette unité ambulatoire.

Prise en charge de suppléments de tarifs

Une assurée a été hospitalisée au Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) avant d'être transférée d'urgence dans un hôpital bruxellois pour une intervention chirurgicale (embolisation anévrismale), l'opération n'ayant pas pu être réalisée au CHL.

La facture de l'hôpital belge lui a mis en compte des suppléments d'honoraires médicaux d'un montant de 1.455,76 euros qui ne sont pas pris en charge par la caisse de maladie. Exerçant sous le statut de médecin non conventionné (code NC), le chirurgien est libre de mettre en compte à l'assurée des suppléments par rapport aux tarifs légaux.

Le chirurgien en question pratique également au CHL et c'est pour cette raison que le transfert de l'assurée a eu lieu dans cet hôpital bruxellois. Aux dires de la réclamante, le statut non conventionné du chirurgien n'aurait pas été porté à sa connaissance.

La situation en Belgique est d'ailleurs assez compliquée: à côté des médecins conventionnés, qui respectent le tarif légal pris en charge par les caisses de maladie, il existe les médecins non conventionnés, qui sont libres de facturer des tarifs dépassant le tarif légal. Il existe aussi des médecins partiellement conventionnés, qui se sont engagés à appliquer le tarif légal certains jours ou même seulement certaines heures et qui pour le reste sont en droit de facturer des suppléments. Peu d'assurés luxembourgeois sont au courant de ces différences de statut et au cas où une intervention doit être réalisée d'urgence, on voit difficilement le patient étendu sur le lit opératoire s'informer du statut du chirurgien.

La CNS a refusé de prendre en charge les suppléments d'honoraires en affirmant qu'en principe, la réclamante aurait été informée du statut particulier du chirurgien et qu'à défaut, elle aurait dû s'adresser au médecin ou à la clinique pour s'informer.

La réglementation européenne sur la coordination des régimes de sécurité sociale offre de bonnes solutions. Il n'en reste pas moins que leur application révèle des difficultés pratiques considérables qui les mettent souvent en échec.

La médiateure a demandé des informations auprès du médiateur fédéral belge au sujet des obligations d'information incombant aux hôpitaux et aux médecins belges non conventionnés.

L'intérimaire et son droit à l'assurance maladie

Un réclamant tombé malade s'est vu refuser sa demande d'indemnités pécuniaires au motif qu'il ne remplirait pas les conditions de l'article 14 alinéa 3 du Code de la sécurité sociale.

Aux termes de cet article, *«en cas de cessation de l'affiliation, le droit à l'indemnité pécuniaire est maintenu conformément aux alinéas précédents à condition que l'assuré ait été affilié pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la désaffiliation. La condition de continuité de l'affiliation ne vient pas à défaillir par une interruption de moins de huit jours»*.

Le réclamant a toujours travaillé sous le régime du travailleur intérimaire et a été engagé par des contrats de mission d'une durée de une à quelques semaines. À noter qu'il existe des intérimaires qui travaillent sous le régime de contrats journaliers. À chaque fin de contrat, il est procédé à une désaffiliation.

Or, dans l'hypothèse de contrats à très courte durée, un ouvrier intérimaire tombé malade ne se voit plus renouveler son contrat à l'échéance et par conséquent reste désaffilié auprès des organismes de sécurité sociale jusqu'à la fin de son congé de maladie.

Pour pouvoir bénéficier d'indemnités pécuniaires après la cessation d'une affiliation, il faut que l'assuré ait été affilié auparavant sans interruption durant six mois au moins, une discontinuité de moins de huit jours n'étant pas prise en compte.

La situation des intérimaires est donc fondamentalement différente de celle des travailleurs bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat à durée déterminée d'une durée étendue.

Lorsqu'au cours des six derniers mois le travailleur en question tombe malade, il bénéficie d'indemnités pécuniaires, à condition qu'il n'y ait eu aucune interruption de travail de plus de huit jours au cours de la dernière période antérieure de six mois.

Un intérimaire qui n'a pas eu la chance de travailler sans interruption ne bénéficie donc pas d'assurance maladie, si au cours des six derniers mois il y a eu une désaffiliation dépassant huit jours.

Même un ouvrier, qui aurait eu la chance d'avoir pu travailler sans interruption pendant six mois au moins, s'il est tombé malade une fois et était de ce fait désaffilié pendant plus de huit jours, ne serait plus indemnisé s'il tombait à nouveau malade durant les six mois suivants.

Les droits à l'assurance maladie des intérimaires sont donc en fait limités au Luxembourg. Le fait qu'ils travaillent sous le régime de contrats successifs de très courte durée leur fait perdre toute protection sociale en cas de maladies successives.

La décision de la CNS refusant de prendre en charge le congé de maladie dans ce dossier est conforme aux prescriptions légales, de sorte que la médiateure n'a pas été en mesure de poursuivre ses démarches.

Une réforme du régime d'assurance maladie des intérimaires s'impose.

Le complément de remboursement en cas de soins programmés à l'étranger

La médiateure a été saisie de réclamations qui ont pu être réglées au moyen du droit au remboursement complémentaire prévu aux paragraphes 6 et 7 de l'article 26 du règlement (CE) n°987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Aux termes de ces dispositions, la personne assurée a droit à un remboursement complémentaire, si le montant que l'institution compétente (la caisse de maladie luxembourgeoise) est tenue de rembourser à la personne assurée (coût réel) est inférieur au montant que la caisse de maladie luxembourgeoise aurait dû assumer pour le même traitement, s'il avait été dispensé au Luxembourg (coût théorique). Il faudra dès lors chiffrer le coût au Luxembourg des différentes prestations en nature fournies à l'étranger aux assurés (coût théorique). La différence entre ce coût et le montant pris en charge par la CNS sur la base des tarifs de la législation étrangère (coût réel) devrait être remboursée au réclamant à concurrence du montant total déboursé par ce dernier.

Dans un dossier soumis à la médiateure, une réclamante s'était soumise en Allemagne à un traitement IVF (fertilisation in vitro) dont elle a adressé les factures à la caisse de maladie luxembourgeoise qui a fixé la prise en charge sur base des conditions et tarifs sociaux applicables en Allemagne, l'État où le traitement médical a eu lieu. Étant donné que la prise en charge selon les tarifs allemands est de beaucoup inférieure à celle prévue au Luxembourg, la caisse de maladie luxembourgeoise a été d'accord pour verser un remboursement complémentaire.

Un autre réclamant qui a dû se rendre à l'étranger dans le cadre de soins programmés pour un traitement des yeux a également pu bénéficier d'un remboursement complémentaire sur la base des tarifs luxembourgeois.

Il y a lieu d'insister que selon la réglementation communautaire, le remboursement complémentaire doit obligatoirement faire l'objet d'une demande de l'assuré. C'est donc seulement sur demande et non pas d'office que les caisses de maladie luxembourgeoises vérifient si un droit à un remboursement complémentaire par l'assurance maladie luxembourgeoise existe.

Une information sur le droit à un remboursement complémentaire en fonction des taux de remboursement nationaux applicables est reprise sur le formulaire S2 ainsi que sur la note d'information accompagnant l'autorisation pour le traitement programmé à l'étranger.

Il n'en reste pas moins que de nombreux assurés sont toujours mal informés de leurs droits et que des efforts supplémentaires doivent être réalisés en vue d'une meilleure information des citoyens.

Coaffiliation à la CNS

La médiateure a été saisie par une fonctionnaire allemande qui vit au Luxembourg avec son époux. L'époux travaille au Luxembourg et est affilié à la CNS. En tant que fonctionnaire allemande, la réclamante bénéficie d'une couverture sociale à hauteur de 50% de la part de la *Zentrale Besoldungs- und Versorgungsstelle Koblenz (Beihilfe)* et elle est affiliée à la DKV pour les 50% restants (affiliation privée). À noter que la *Beihilfe* est toujours complémentaire et secondaire *(nachrangig)*, c'est-à-dire qu'elle n'intervient que si un autre organisme a déjà remboursé l'affilié selon les tarifs applicables.

Étant donné que la réclamante était en congé parental *(Elternzeit)* depuis plus d'un an et que pendant la deuxième année de son congé parental la réclamante était sans revenus, les époux se sont demandés s'il était nécessaire de maintenir l'affiliation privée à la DKV ou si l'épouse pouvait bénéficier d'une assurance maladie en tant que coassurée de son mari.

Les réclamants ont expliqué à la médiateure qu'ils se seraient renseignés sur leurs droits dans une agence de la CNS en exposant la situation dans tous les détails. La réclamante a ensuite été affiliée en tant que coassurée de son mari. La CNS a émis un certificat d'affiliation qui a permis à la réclamante de mettre son affiliation auprès de la DKV en suspens. Elle continuait cependant à bénéficier de la *Beihilfe* puisque cette couverture est maintenue pour les fonctionnaires allemands même pendant le congé parental sans solde.

Comme la réclamante est tombée enceinte de son deuxième enfant, son congé parental a été interrompu et un nouveau congé de maternité a commencé. Pendant celui-ci, elle bénéficiait à nouveau de son traitement de la part de l'État allemand et le système de couverture sociale des fonctionnaires allemands lui était de nouveau applicable. Ainsi, elle a dû réactiver son assurance à la DKV.

Au moment où la réclamante a informé la CNS de son changement de statut, la CNS l'a informée qu'elle n'aurait jamais dû bénéficier d'une coassurance. Afin de clarifier la situation, les réclamants se sont adressés par écrit à la CNS. Avant d'avoir reçu une réponse, et sans en avoir été avertie, la réclamante a cependant constaté par hasard qu'elle avait été rétroactivement désaffiliée par la CNS.

Ce n'est que plus tard que la CNS a informé les réclamants par écrit que l'épouse n'était pas éligible pour une coassurance en vertu de l'article 7 du Code de la sécurité sociale qui prévoit qu'une coassurance n'est possible que si le conjoint ne bénéficie pas d'une affiliation personnelle. La CNS considérait que l'affiliation à l'assurance maladie à 50% en Allemagne *(Beihilfe)* constituait une telle affiliation personnelle.

La CNS a également réclamé aux époux le remboursement de toutes les sommes exposées par elle en vertu du statut de coassuré indûment accordé. Après remboursement des sommes réclamées, la CNS rendrait les originaux des factures à la réclamante pour qu'elle puisse demander la prise en charge auprès des caisses allemandes.

Il n'aurait toutefois pas été possible pour la réclamante d'obtenir un remboursement auprès des caisses allemandes. L'assurance auprès de la DKV était en suspens pendant la période au cours de laquelle elle était coassurée à la CNS et la *Beihilfe* n'est qu'une assurance complémentaire qui n'intervient qu'après prise en charge initiale par une autre assurance.

Après la réclamation des époux devant le Comité directeur de la CNS, la CNS leur a demandé de lui faire parvenir des attestations de la part des deux institutions allemandes (DKV et *Beihilfe*) indiquant qu'il leur est impossible de prendre en charge les factures datant de la période pendant laquelle la réclamante bénéficiait indûment de la coassurance à la CNS.

Malgré la remise de ces attestations de la part des organismes allemands, la CNS a maintenu sa décision que la coassurance de l'épouse n'était pas justifiée et que toutes les prestations dont cette dernière avait bénéficié étaient à rembourser. Elle doutait que les intéressés l'eussent correctement informée de leur situation. En plus, la CNS partait erronément du principe que la *Beihilfe* prenait en charge les prestations pendant la période litigieuse, ceci indépendamment d'un éventuel remboursement par une caisse de maladie étatique ou privée.

Or, la *Beihilfe* fonctionne comme suit: Si le bénéficiaire est affilié à une caisse de maladie privée pour 50%, la caisse de maladie en question paie toujours au maximum 50%. Dans un tel cas, la *Beihilfe* est au courant de l'existence du contrat avec la caisse privée de sorte que le bénéficiaire n'a pas besoin de remettre un relevé des prises en charge de la caisse privée. Si le bénéficiaire est assuré dans le cadre d'une coassurance, la *Beihilfe* réclame un relevé des prestations avec indication du montant pris en charge par cette assurance, parce que dans ce cas les tarifs sont variables. Il s'agit d'éviter que l'affilié ne récupère un montant plus élevé que le montant facturé par le prestataire.

Après l'intervention de la médiateure, la CNS a renoncé à la restitution des montants exposés pour la réclamante.

La médiateure ne peut évidemment pas retracer si les réclamants ont en effet reçu des informations erronées lors de la demande de coassurance ou si la coassurance a été faite par la CNS sur base de malentendus. Or, la médiateure déplore que la réclamante n'ait pas été informée de sa désaffiliation rétroactive et ne l'ait su que par hasard. Elle s'est ainsi retrouvée sans couverture sociale et ceci quelques semaines avant l'accouchement.

Désaffiliation automatique et sans information préalable

Le réclamant a vécu et travaillé au Luxembourg pendant quinze ans avant d'arrêter son activité professionnelle pour des raisons de santé. Étant donné que sa pension ne lui permettait plus le même train de vie, il a décidé de déménager en Allemagne.

L'intéressé ne savait cependant pas que suite à son déménagement, il ne pouvait pas rester affilié à la CNS. En effet, il avait travaillé pendant plus longtemps dans un autre pays et sa carrière d'assurance y était donc plus importante, de sorte qu'il devait s'affilier auprès d'une caisse de maladie de ce pays.

Or, le réclamant n'a pas été informé de sa désaffiliation par la CNS. Il l'a constatée au moment où le remboursement d'une facture lui a été refusé.

Suite à l'intervention de la médiateure la CNS a répondu qu'elle n'avait aucune emprise sur les affiliations et désaffiliations, qui seraient faites au niveau du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS). Les données fournies au CCSS seraient automatiquement transcrites dans les fichiers informatiques de la CNS sans que cette dernière n'en soit informée formellement.

Lors d'un entretien de la médiateure avec le ministre de la Sécurité sociale, ce dernier s'est engagé à faire parvenir une instruction aux organismes concernés afin de faire en sorte que les assurés soient informés immédiatement de tout changement de leur situation concernant la sécurité sociale luxembourgeoise. À l'heure actuelle, la médiateure n'a pas encore reçu une copie de cette instruction.

Autorisation de sortie des assurés en congé de maladie

Une assurée en congé de maladie prolongé du fait qu'elle est gravement atteinte d'un cancer du poumon n'est plus, la plupart du temps, en état de sortir de chez elle. Elle ne peut que très partiellement profiter des heures de sortie prévues aux statuts de la CNS qui se situent à l'intérieur des plages de temps suivantes: de 10.00 à 12.00 heures et de 14.00 à 18.00 heures. Il est défendu à l'assurée de s'éloigner de son domicile le reste de la journée.

La médiateure a entrepris des démarches auprès de la CNS en invoquant l'article 202 des statuts susvisés qui permet à cette dernière d'accorder à partir du 43e jour de congé de maladie des dispenses *«d'une ou de plusieurs restrictions de sortie prévues aux articles 198 à 200»*.

La médiateure a souligné que du fait de son état de santé, la réclamante n'est pas en mesure de planifier ses sorties de façon à pouvoir respecter rigoureusement les heures de sortie statutaires. Ces restrictions ont en fin de compte pour effet de l'empêcher de sortir. Pendant les heures de sortie autorisées, elle n'est très souvent pas en état de sortir et pendant le reste du temps, toute sortie lui est défendue. C'est pourquoi elle a demandé à pouvoir sortir en dehors des heures autorisées. D'après l'avis de son médecin traitant, de telles sorties seraient également très bénéfiques pour son état psychologique.

La CNS a répondu que la réclamante doit introduire préalablement une demande et attendre l'autorisation chaque fois qu'elle désire s'éloigner de son domicile en dehors des heures de sortie statutaires.

La médiateure a estimé que l'obligation d'adresser pour chaque sortie une demande expresse à la CNS n'est pas praticable, car son état de santé ne lui permet pas de planifier ses sorties longtemps à l'avance. La médiateure a transmis à la CNS un certificat médical du médecin traitant de la réclamante aux termes duquel *«la patiente est dans l'incapacité totale de prévoir ses sorties à l'avance»*. Elle a attiré l'attention de la CNS sur le fait que l'article 202 des statuts lui confère le pouvoir de dispenser un assuré d'une ou de plusieurs restrictions de sortie, sans devoir lui imposer une procédure d'autorisation préalable. La médiateure a proposé une procédure consistant à avertir préalablement (par courriel ou par téléphone) la CNS d'une sortie en dehors des heures statutaires sans devoir attendre une autorisation formelle.

La CNS a répliqué que ses statuts exigeraient dans tous les cas un accord préalable pour chaque sortie en dehors des heures statutaires. Elle affirme devoir garantir à tous ses assurés un traitement égalitaire. Ainsi, tous les autres assurés malades qui se trouvent dans une situation similaire doivent s'en tenir aux prescriptions prévues en cette matière.

Certes, le principe d'égalité est un principe général du droit à valeur constitutionnelle. Il n'impose cependant pas que tous les usagers doivent toujours être traités de manière identique: l'administration peut traiter différemment certains usagers, si ceux-ci se trouvent dans une situation différente objectivement appréciable.

Une procédure d'autorisation préalable implique que les assurés malades soient en mesure de planifier leurs sorties, de les fixer à l'avance. Or, du fait que la réclamante se trouve en raison de son état de santé *«dans l'incapacité totale de prévoir ses sorties à l'avance»* elle ne peut pas bénéficier de cette procédure. Elle se trouve donc objectivement dans une situation différente des autres malades, qui doit être prise en considération par l'administration.

La CNS a maintenu sa position statutaire.

Assurance dépendance

Contrôle des organismes de soins à domicile

La médiateure a été saisie d'une réclamation contre la Cellule d'évaluation et d'orientation. La réclamante s'est plainte d'un réseau d'aides et de soins à domicile qui n'exécutait plus l'intégralité du plan de prise en charge de son mari et refusait notamment de le transporter de sa chambre à coucher au 1er étage jusqu'au rez-de-chaussée et cela bien qu'un élévateur d'escalier ait été installé. L'épouse a dû avoir recours à plusieurs reprises à une association de bénévoles et même aux pompiers de la ville de Luxembourg pour assurer ces transports. Elle s'est opposée à ce que son mari reste immobilisé toute la journée dans son lit en avançant des raisons médicales tout à fait valables.

La réclamante avait d'abord adressé ses plaintes à l'assurance dépendance qui, après une visite des lieux au domicile de la réclamante en présence de toutes les parties, a pris catégoriquement la défense du réseau dans un courrier adressé à la réclamante.

Dans ce courrier, la médecin-directeur de la Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance s'est limitée à entériner les justifications du réseau.

S'agissant de questions techniques relatives à la manutention de personnes dépendantes, la médiateure a proposé de faire intervenir des spécialistes des règles et pratiques de la manutention afin de vérifier les dires du réseau et de pouvoir régler ce différend à l'amiable.

La médecin-directeur a refusé cette piste de solution en affirmant qu'elle n'est intervenue dans ce dossier qu'en exécution des engagements pris par la Cellule d'évaluation dans sa charte d'accueil et de service et qu'elle ne disposerait d'aucun droit de contrôle sur le réseau d'aides.

La réclamante a résilié le contrat d'aides et de soins avec le réseau en question et a choisi une autre organisation d'aides et de soins qui jusqu'à présent aurait exécuté intégralement le plan de prise en charge.

Étant donné que les réseaux d'aides sont financés par des deniers publics, il est absolument nécessaire qu'ils fassent l'objet d'un contrôle par une instance publique.

Date de prise en charge des prestations

Une autre réclamation à l'encontre de l'assurance dépendance concernait le point de départ des prestations de l'assurance dépendance.

Aux termes de l'article 362 (1) du Code de la sécurité sociale *«les prestations prévues par le présent livre sont dues au plus tôt à partir du jour de la présentation de la demande comprenant le formulaire de demande et le rapport du médecin traitant dûment remplis»*.

L'administration a fixé la date du début du droit aux prestations d'assurance à la date de réception du rapport du médecin traitant, soit quinze jours après la présentation de la demande. Elle n'a pas pu prendre en compte la date de la présentation de la demande, car celle-ci ne contenait pas le rapport du médecin traitant de sorte que l'assurée a dû prendre à sa propre charge les soins à domicile fournis durant cette période.

La décision de l'assurance dépendance est conforme aux prescriptions légales. Ce n'est qu'à partir de la date à laquelle le dossier de la demande est complet que les prestations prennent cours.

Cette règle est excessivement stricte. Dans de nombreux cas, ce sont effectivement les assistants sociaux qui se chargent de ces formalités, les personnes dépendantes étant rarement en mesure de s'occuper personnellement des formalités de la demande.

Bien que ces lenteurs ne leur soient pas imputables, ce sont pourtant les personnes dépendantes qui en subissent le préjudice.

Une modification de la loi pourrait être envisagée permettant d'accorder le bénéfice des prestations à partir de la date de la demande au cas où le rapport du médecin traitant précise formellement que les conditions médicales étaient remplies à la date de présentation de la demande.

L'actuelle réglementation est plus simple. Or, la simplification administrative doit surtout servir les intérêts des usagers et non pas faciliter le travail de l'administration aux dépens des administrés.

Prise en charge des cotisations de l'assurance pension de l'aidant informel

Une autre réclamation a concerné la prise en charge par l'assurance dépendance des cotisations sociales de l'aidant informel.

Aux termes de l'article 355 du Code de la sécurité sociale *«l'assurance dépendance prend en charge les cotisations pour l'assurance pension d'une seule personne ne bénéficiant pas d'une pension personnelle qui assure, d'après un plan de prise en charge, des aides et des soins à la personne dépendante à son domicile au maximum jusqu'à concurrence d'une cotisation calculée sur base du salaire social minimum mensuel prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins»*.

Souvent les aidants informels, qui font partie de l'entourage familial de la personne dépendante, se rendent tardivement compte que cette prise en charge n'est pas effectuée automatiquement, mais qu'elle est soumise à une demande formelle.

En l'espèce, la fille de la réclamante a bénéficié de prestations de l'assurance dépendance depuis 2001. Depuis cette date, la réclamante a fourni en tant qu'aidant informel des aides et des soins à sa fille.

C'est au cours du mois de juin 2012 seulement que la réclamante s'est rendu compte qu'elle n'a pas été affiliée à l'assurance pension en tant qu'aidant informel. En date du 29 juin 2012, elle introduisit une demande de prise en charge des cotisations auprès du Centre commun de la sécurité sociale.

Le CCSS a validé son affiliation, mais uniquement à partir du 1er janvier 2007, au motif que le délai de prescription de l'article 432 du Code de la sécurité sociale s'opposerait à une validation rétroactive dépassant cinq ans. Cet article est libellé comme suit:

«**Art. 432.** *La prescription des cotisations, des amendes d'ordre et autres redevances connexes est régie par la législation relative au recouvrement des contributions directes, des droits d'accises et des cotisations de sécurité sociale. Cependant, lorsqu'il est prouvé par les livres de l'employeur, par des décomptes réguliers de salaires ou par une condamnation en vertu de l'article 449, alinéa 1er, numéro 3 que les cotisations ont été retenues sur les salaires sans avoir été versées dans les délais impartis, la prescription n'est acquise que trente ans après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle la retenue a été opérée.*

Le droit au remboursement des cotisations payées indûment se prescrit dans un délai de cinq ans à partir de l'expiration de l'année au cours de laquelle elles ont été payées.»

La question qui se pose est celle de savoir si effectivement la prescription quinquennale prévue à l'alinéa 1 de l'article 432 susvisé s'applique à la prise en charge des cotisations par l'assurance dépendance prescrite par l'article 355 du Code de la sécurité sociale.

Le Code de la sécurité sociale prévoit aussi la prise en charge par l'État du rappel des cotisations et l'achat de périodes d'assurance relatives aux périodes de guerre ainsi que du rappel de cotisations pour les périodes de service militaire obligatoire. Le paiement de ces cotisations par l'État ne semble pas non plus soumis à cette prescription quinquennale.

La réclamante a introduit un recours auprès du Conseil arbitral de la sécurité sociale à qui il incombera de trancher cette question.

Commission mixte de reclassement

Le reclassement interne dans l'administration

La médiateure a été saisie d'une personne employée par un musée et qui avait demandé de pouvoir bénéficier d'un reclassement interne dans l'administration publique. La Commission mixte n'y a pas donné suite et a prononcé le reclassement externe au motif que le musée en question a déjà atteint son quota.

Dans ce dossier, la question se posait de savoir ce qu'il y a lieu d'entendre par administration au sens de l'article L-151-1 (3) du Code du Travail aux termes duquel *«le reclassement interne consiste en ce qui concerne le secteur public dans un reclassement au sein de l'administration ou du service public d'origine de l'agent éventuellement à un autre poste ou à un autre régime de travail»*.

Il ne semble pas exister de définition légale du terme «administration». L'annuaire officiel d'administration et de législation énumère un certain nombre d'administrations comme les Eaux et Forêts, les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, l'Enregistrement et les Domaines etc. Le musée en question n'est pas énuméré dans cette liste. Il fait partie de l'ensemble des *«infrastructures culturelles»* ou des *«instituts culturels de l'État»* qui dépendent du ministère de la Culture. S'il est accepté que l'ensemble des *«établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique»* constitue une administration, rien n'empêche de considérer aussi comme telle l'ensemble des *«instituts culturels de l'État»*.

Par ailleurs, ne peut-on pas considérer l'ensemble des *«instituts culturels de l'État»* comme un service public («le service public de la culture») au sens de l'article L. 151-1 (3) du Code du Travail qui reprend expressément ce terme?

Le Gouvernement ayant fait le choix de favoriser le reclassement interne, ne devrait-il pas interpréter le terme «administration» moins restrictivement et prendre des mesures afin de promouvoir le reclassement interne à l'intérieur de l'administration publique?

Un reclassement interne impossible

Conformément à l'article L. 551-5 du Code du Travail, *«lorsqu'un reclassement interne s'avère impossible, la commission mixte prévue à l'article L. 552-1 décide le reclassement externe»*. La question se pose de savoir ce qu'il y a lieu d'entendre par reclassement interne impossible.

La médiateure a été saisie par un salarié en faveur duquel la Commission mixte a prononcé un reclassement interne en date du 21 décembre 2012.

Le réclamant avait été en congé de maladie ininterrompu depuis février 2012. C'est pourquoi son employeur avait résilié son contrat de travail avec préavis sur la base de l'article L. 121-6 du Code du Travail en date du 24 août 2012. Le préavis a pris fin le 31 décembre 2012.

Le pli contenant la décision de reclassement interne du réclamant a été remis à la poste au Luxembourg le 21 décembre 2012, date de la séance lors de laquelle la décision de reclassement a été prise.

C'est le 27 décembre 2012 que le réclamant a reçu la décision. Étant donné que le préavis du réclamant a pris fin le 31 décembre 2012, le reclassement interne a duré exactement deux jours de travail.

Il me semble dès lors qu'un reclassement externe aurait dû être prononcé. La Commission mixte a cependant refusé de revoir sa décision.

Un reclassement ne peut être prononcé que si dans son avis, le médecin du travail constate que le salarié est incapable d'exercer son dernier poste de travail auprès de son employeur. Au cas où l'avis du médecin du travail contient une déclaration d'aptitude au travail, la Commission mixte ferme le dossier sans prendre une décision de refus de reclassement susceptible de recours.

Un dossier a été soumis à la médiateure par un salarié dont le contrat de travail avait été résilié de plein droit après la 52e semaine de congé de maladie à la suite de laquelle il a pu bénéficier encore pendant cinq mois et demi d'une pension d'invalidité temporaire. Après le retrait de celle-ci, la Commission mixte a été saisie en vue d'un reclassement externe. Le médecin du travail, appelé à émettre un avis sur l'aptitude du réclamant à remplir les fonctions liées à son dernier poste de travail, constatait cependant une aptitude au travail sans restriction aucune.

Le salarié en question avait été électricien chargé de la maintenance d'installations techniques. Il souffrait d'une incapacité permanente partielle (IPP) dépassant 30% et son médecin traitant avait conclu que les conditions d'octroi du statut de travailleur handicapé étaient justifiées. Deux certificats de deux

autres médecins attestaient que le réclamant est incapable de poursuivre un travail d'intérimaire.

Sur cette base, la médiateure est intervenue auprès de la Commission mixte afin qu'elle entreprenne des démarches auprès du médecin du travail en question pour que ce dernier prenne position sur les conclusions des médecins traitants du réclamant. La Commission mixte a cependant refusé de réserver une suite à la demande de la médiateure et s'est limitée à répondre qu'elle ne se trouve plus saisie du dossier et que le médecin du travail aurait établi son avis en âme et conscience.

Association d'assurance contre les accidents (AAA)

La médiateure a été saisie par un réclamant, victime d'un accident du travail, qui s'est plaint de la prise en charge par l'Association d'assurance contre les accidents (AAA) d'une opération chirurgicale effectuée en France suite à une autorisation d'un transfert à l'étranger.

Un chirurgien luxembourgeois, spécialiste en orthopédie, avait introduit une demande d'autorisation d'un transfert à l'étranger en vue d'un traitement opératoire par un spécialiste de haut niveau exerçant dans une clinique orthopédique en France.

Après la réalisation du traitement opératoire, la clinique a adressé au réclamant une facture portant sur un montant de 1.496 euros représentant les suppléments d'honoraires dus au chirurgien.

L'AAA a fait savoir au réclamant qu'elle ne prend pas en charge les suppléments d'honoraires dépassant le tarif légal. Il est exact qu'en cas de transfert à l'étranger, l'AAA n'est légalement tenue de prendre en charge que les tarifs médicaux conventionnés et non les suppléments d'honoraires facturés librement.

Ce dossier évoque un problème plus général concernant l'indemnisation des victimes d'un accident du travail. Au cas où le traitement peut se faire au Luxembourg, la prise en charge des prestations est intégrale. En effet, conformément à l'article 98 du Code de la sécurité sociale, *«les prestations de soins de santé au sens de l'article 17 imputables à un accident ou une maladie [...] peuvent être prises en charge jusqu'à concurrence de leur intégralité»*. Pour les assurés qui nécessitent des soins à l'étranger, la prise en charge est effectuée aux tarifs applicables aux assurés sociaux des pays étrangers. Au cas où la complexité des lésions est telle que la victime de l'accident ne peut être traitée qu'à l'étranger et par des spécialistes de pointe non conventionnés, l'assuré luxembourgeois doit prendre lui-même en charge tous les frais dépassant les tarifs conventionnés étrangers.

En d'autres termes, la prise en charge du traitement dépend en fait de la gravité des lésions et de la disponibilité d'un traitement au Luxembourg respectivement à l'étranger au tarif conventionné.

En l'espèce, la médiateure a souligné auprès de l'AAA que le médecin luxembourgeois a demandé un transfert précisément auprès du chirurgien étranger du fait qu'il s'agit d'un des rares spécialistes en mesure de réaliser le traitement.

Dans sa première prise de position, l'AAA a tout simplement contesté que le traitement chirurgical dont a bénéficié le réclamant n'ait pas pu être effectué au Luxembourg ou qu'il n'ait pas pu être effectué à l'étranger auprès d'un chirurgien relevant du régime d'assurance maladie légale et mettant seulement en compte les tarifs conventionnés.

La médiateure s'est adressée au chirurgien luxembourgeois ayant demandé l'autorisation de transfert, qui lui a attesté, après avoir décrit la complexité des lésions dont a souffert le réclamant, qu'il s'est vu obligé de diriger ce dernier vers un mono-spécialiste de l'épaule ayant une très grande expérience dans le traitement de ces lésions complexes. Et le chirurgien d'ajouter qu'il ne connaît aucun spécialiste de pointe dans ce domaine dans la Grande Région et qu'il a donc conseillé au réclamant de consulter un spécialiste de renommée internationale pratiquant dans la clinique orthopédique d'Annecy.

La médiateure en a déduit que le traitement opératoire en question a nécessité une spécialisation extrêmement poussée et a revêtu un degré de complexité tel qu'il ne peut être réalisé par des chirurgiens conventionnés, mais seulement par quelques rares spécialistes étrangers qui ne travaillent pas sous le régime des tarifs sociaux.

La médiateure a estimé que le réclamant se trouve dans la situation prévue à l'alinéa 6 de l'article 26 des statuts de la CNS, disposition qui permet une prise en charge d'un traitement qui ne peut être effectué par un prestataire relevant du régime d'assurance maladie légale du pays étranger. En pareil cas, la prise en charge est effectuée sur la base des tarifs fixés par le Contrôle médical par analogie aux tarifs luxembourgeois et du coût moyen d'hospitalisation.

L'AAA n'a pas pris position quant à la demande de la médiateure basée sur l'alinéa 6 de l'article 26 des statuts de la CNS.

L'AAA a cependant accepté d'accorder au réclamant un remboursement supplémentaire d'un montant de 236,49 euros sur la base de la réglementation communautaire qui prévoit un remboursement complémentaire au cas où la prise en charge dans l'État d'affiliation (le Luxembourg) est plus favorable que celle de l'État de séjour (France).

Le dossier est encore en cours de traitement.

B. Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) répond généralement rapidement aux demandes de la médiateure. Le contact entre l'ADEM et le secrétariat du médiateur s'est amélioré depuis une entrevue entre la direction de l'ADEM et la médiateure. À cette occasion, les procédures de traitement des réclamations reçues par la médiateure à l'encontre de l'ADEM ont été discutées.

Les réclamations dirigées contre l'ADEM ont souvent trait aux indemnités de chômage. Les réclamants se plaignent soit du refus d'attribution des indemnités de chômage, soit du retrait des indemnités de chômage.

La médiateure a cependant également eu à traiter des réclamations relatives à l'occupation temporaire indemnisée (OTI).

Occupation temporaire indemnisée - information des bénéficiaires quant au terme de la mesure

L'occupation temporaire indemnisée consiste en des travaux d'utilité publique auxquels les chômeurs indemnisés peuvent être affectés sous certaines conditions afin de leur permettre de garder le contact avec le monde du travail.

Ainsi, un chômeur indemnisé et bénéficiaire d'une OTI s'est adressé à la médiateure en raison de l'arrêt, à ses yeux, abrupt et inattendu de son OTI. Le réclamant s'était vu accorder une OTI pour remplacer un salarié en congé de maladie prolongé. La lettre dans laquelle l'ADEM lui accordait l'OTI indiquait que la mesure était limitée à six mois avec une possibilité de prolongation de six mois.

Étant donné que le salarié remplacé était toujours en congé de maladie après l'expiration de la période initiale de six mois, le réclamant et l'employeur étaient persuadés que l'OTI allait être prolongée. Or, en l'espèce une prolongation n'était pas possible parce que les droits aux indemnités de chômage du réclamant étaient venus à expiration.

Le réclamant a été averti de la fin de son OTI trois jours avant le terme. Cet avertissement a surpris à la fois le réclamant et son employeur.

La médiateure a dû expliquer au réclamant que la prolongation de l'OTI n'était malheureusement pas possible, étant donné qu'il avait épuisé ses droits aux indemnités de chômage. Elle estimait toutefois que l'ADEM aurait dû informer le réclamant plus tôt de l'expiration de ses droits et de la fin de son OTI.

L'ADEM a expliqué que le réclamant et son employeur ont été informés dès le début que l'OTI était de six mois et qu'il était possible de la prolonger de six mois. Cette prolongation aurait cependant de toute façon dû être demandée à l'ADEM. Néanmoins, l'ADEM concède que l'arrivée du terme aurait pu être rappelée plus tôt au réclamant et qu'elle veillera dorénavant à informer les bénéficiaires d'une OTI deux mois avant l'expiration du droit aux indemnités de chômage ou du terme de l'OTI.

Lors d'une entrevue entre la direction de l'ADEM et la médiateure, la direction de l'ADEM a remis à la médiateure une lettre-type contenant la mise en garde de l'arrivée du terme, lettre qui sera dorénavant envoyée aux intéressés. La médiateure ne peut qu'en féliciter l'ADEM.

Chômage technique involontaire

La médiateure était saisie par une association sans but lucratif qui exploite un site culturel et historique appartenant à l'État. Pour l'exploitation du site, l'association emploie des salariés. Les salaires des personnes employées par l'association et les charges sociales y relatives sont entièrement à charge de l'association.

Début 2011, le ministère de la Culture et le Service des Sites et Monuments Nationaux ont élaboré un projet de revitalisation du site. Étant donné que les travaux prévus étaient d'une grande envergure, le site devait rester fermé au public pendant plusieurs mois. Or, l'association finance ses activités et les salaires des personnes employées avec les recettes provenant des entrées pour la visite du site, de diverses manifestations sur le site ainsi que de la location du site pour des évènements.

Ainsi, l'association a fait une demande de chômage technique involontaire afin de ne pas être obligée de licencier son personnel. L'employeur peut recourir, sous certaines conditions, au régime de chômage technique involontaire. Lorsque ces conditions sont remplies, le Fonds pour l'Emploi rembourse à l'entreprise une partie des salaires.

Cette demande a été refusée par le ministère du Travail et de l'Emploi au motif que la situation de l'association ne serait pas couverte par les dispositions légales relatives au chômage technique involontaire, notamment par le paragraphe (2) de l'article L. 532-1 du Code du Travail qui dispose que *«Toutefois, le ministre ayant l'Emploi dans ses attributions, sur avis de l'Agence pour le développement de l'emploi, peut étendre le bénéfice de la subvention visée au paragraphe (1) à l'entreprise dont l'activité se trouve totalement interrompue ou sensiblement réduite du fait de travaux de voirie ou d'infrastructure décidés par l'administration compétente, d'une durée supérieure à un mois, entravant sérieusement l'accès de la clientèle, à condition que la réduction de l'activité en question entraîne une diminution notable du chiffre d'affaires par rapport à une période d'activité normale»*.

Considérant que ces conditions étaient bien remplies, l'association a réclamé contre la décision de refus. Suite à cette réclamation, l'association a eu plusieurs entretiens avec le ministère et une visite des lieux a été faite. L'association aurait ensuite été informée oralement que la décision de refus initiale été annulée. Une nouvelle décision quant au chômage technique parviendrait à l'association au plus tard endéans un mois. L'association n'a cependant pas reçu de nouvelle décision.

Estimant que l'article L. 532-1, paragraphe (2) du Code du Travail devrait s'appliquer en l'espèce, la médiateure s'est adressée au ministère du Travail et de l'Emploi. Elle a expliqué que, pour pouvoir payer les salaires de son personnel ainsi que les charges sociales y relatives au cours de la période pendant laquelle le site était fermé, l'association a dû avoir recours à un prêt bancaire. Alors que le site était entretemps de nouveau ouvert au public et pouvait être visité et loué, l'association éprouvait des difficultés à rembourser ce prêt bancaire, sachant que les entrées lui permettent normalement à peine de couvrir les frais de personnel.

Le ministère du Travail et de l'Emploi a demandé une nouvelle fois l'avis de l'ADEM. Malgré un avis négatif de l'ADEM, le ministre a finalement accordé le chômage technique involontaire à l'association.

Trop handicapé pour avoir le revenu pour personnes gravement handicapées

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'un administré qui s'est vu refuser l'obtention du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH). Étant donné que l'intéressé a entre autres des problèmes au niveau linguistique, la réclamation a été introduite en son nom par une assistante sociale de l'office social de sa commune.

En vertu de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, le RPGH est octroyé dans deux cas de figure:

- lorsque la personne n'est plus apte à travailler du tout, même pas dans un atelier protégé;

- lorsqu'elle est reconnue salariée handicapée et que pour des raisons indépendantes de sa volonté elle n'a pas accès à un emploi salarié et dispose de ressources d'un montant inférieur à celui du revenu pour personnes gravement handicapées.

Suite à une attaque cérébrale qui a mis le réclamant dans un état de santé difficile, celui-ci a introduit une première demande en vue de l'obtention du RPGH. Cette demande a été refusée par la Commission médicale en avril 2011. Celle-ci n'était pas d'avis que l'intéressé présentait un état de santé tel que tout effort de travail s'avère contre-indiqué. Elle estimait qu'il serait possible d'adapter un poste de travail dans le milieu ordinaire ou protégé à ses besoins. Autrement dit, le réclamant ne pouvait pas être classé dans la première des deux catégories indiquées ci-avant.

En août 2011, le réclamant a introduit une demande en reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé. La Commission médicale lui a reconnu ce statut en novembre 2011. Le réclamant s'est inscrit en février 2012 en tant que demandeur d'emploi auprès du service des salariés handicapés.

Avant que la personne gravement handicapée ne puisse avoir accès à un emploi, la Commission d'orientation et de reclassement professionnel fait une étude de son bilan médical et décide ensuite quel serait l'endroit de travail le plus adapté à la personne en question. Cette commission a décidé en mars 2012 que le réclamant ne peut être orienté ni vers un emploi sur le marché ordinaire, ni vers un atelier protégé. Cette décision a été prise conformément à l'avis du médecin du travail de l'ADEM et a été confirmée par la commission spéciale de réexamen après un recours introduit par l'intéressé.

Étant donné que le réclamant n'a pas eu accès à un emploi salarié pour des raisons indépendantes de sa volonté, il aurait appartenu au directeur de l'ADEM de transmettre le dossier au Fonds national de solidarité en vue de l'obtention du RPGH conformément à l'article 5 (1) de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées. Le directeur de l'ADEM a cependant refusé de procéder à cette transmission du dossier.

Suite à l'intervention de la médiateure, le directeur de l'ADEM a précisé qu'une telle transmission se heurterait au règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées. Ce règlement énumère les pièces justificatives à ajouter en annexe et mentionne à ce titre une décision devenue définitive de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel quant à l'orientation du requérant sur le marché de travail ordinaire ou dans un atelier protégé. Or, selon le directeur, ladite commission n'ayant orienté le réclamant ni sur le marché de travail ordinaire ni sur un atelier protégé, il n'existerait donc aucune pièce relative à une orientation du réclamant. Par conséquent, il ne serait pas en mesure de saisir le président du Fonds national de solidarité.

La question se pose donc de savoir si une décision de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel déclarant l'intéressé insusceptible d'être orienté vers un emploi tant sur le marché du travail que vers un atelier protégé constitue ou non une décision relative à l'orientation d'un intéressé.

La médiateure estime que la position prise par le directeur de l'ADEM est trop formaliste. Étant donné que le réclamant bénéficie du statut de travailleur handicapé et qu'il n'a pas eu accès à un emploi salarié pour des raisons indépendantes de sa volonté, il remplit les conditions pour bénéficier du RPGH. Le directeur s'est achoppé à la contradiction entre la décision de la Commission médicale qui a considéré l'état de santé du réclamant comme suffisant pour occuper un poste de travail adapté soit dans le milieu ordinaire soit dans le milieu protégé et la décision de la Commission d'orientation qui a déclaré l'intéressé insusceptible d'être orienté vers un emploi.

Vu la position catégorique du directeur de l'ADEM, la médiateure a proposé au réclamant d'introduire auprès de la Commission médicale une nouvelle demande en obtention du RPGH basé sur l'article 1.c) de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

En cas de nouveau refus, une médiation entre les deux organismes susvisés de l'ADEM serait à l'ordre du jour.

Demande de remboursement des aides au réemploi

Un réclamant a eu droit au bénéfice d'une pension d'invalidité en vertu d'une décision de la Caisse de pension des employés privés du 20 mai 2008, la première mensualité lui ayant été versée à partir du 1er juin 2008. Il résulte aussi de cette décision que la pension d'invalidité lui a été accordée avec effet rétroactif au 1er novembre 2007.

Conformément à l'article 190 alinéa 2 du Code de la sécurité sociale, les arriérés de pension ont été assignés à la CNS à titre de remboursement des indemnités pécuniaires. Par la suite, l'ADEM lui a également demandé le remboursement de l'aide au réemploi que le réclamant a touchée durant cette période au motif que le contrat de travail du réclamant aurait déjà pris fin le 31 octobre 2007.

Aux termes de l'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994, l'aide au réemploi a été instituée pour garantir au salarié reclassé dans un nouvel emploi un niveau de rémunération correspondant à 90% de l'ancienne rémunération.

La demande de remboursement de l'ADEM peut se comprendre comme suit: l'aide au réemploi suppose que le salarié poursuit une activité professionnelle dans un nouvel emploi et

elle est difficilement compatible avec le statut de pensionné. L'octroi de l'aide au réemploi suppose donc que le salarié bénéficie d'un contrat de travail. Or, l'ADEM s'est basée sur la désaffiliation effectuée avec effet au 31 octobre 2007 pour conclure que le réclamant n'était plus sous contrat de travail durant la période en question.

Le réclamant ne bénéficie cependant que d'une pension d'invalidité mensuelle de 933,18 euros. S'il doit encore rembourser l'aide au réemploi d'un montant de 6.553,72 euros, il serait sans ressources pendant sept mois.

En outre, la désaffiliation du réclamant n'a pas eu lieu suite à une demande de l'employeur, mais dans le cadre de la procédure d'octroi de la pension d'invalidité. Aux fins de pouvoir procéder au calcul définitif de la pension d'invalidité, la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) demande au Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) de clôturer les affiliations courantes à la date à laquelle la pension prend cours. Une fois que l'affiliation est clôturée à une date déterminée (qui peut être rétroactive), il est possible de procéder au calcul définitif de la pension, la carrière d'assurance de l'assuré étant définitivement arrêtée.

Comme en l'espèce la désaffiliation a eu lieu dans le cadre de la procédure d'octroi de la pension d'invalidité, il y a lieu de se référer à l'article L. 125-4 du Code du Travail.

Il a notamment été décidé par la jurisprudence qu'en vertu de cet article, le contrat de travail cesse de plein droit le jour de la décision portant attribution au travailleur d'une pension d'invalidité et non pas à la date à partir de laquelle ladite pension est attribuée avec effet rétroactif (Cour d'appel 8e 21.12.2006 Carlo Bernard c/ Marceline Wenzel, rôle n°31074).

Étant donné que le réclamant se trouvait encore sous contrat de travail jusqu'en 2008, l'ADEM s'est finalement déclarée d'accord à renoncer à sa demande de remboursement.

Décision de retrait des indemnités de chômage

Un réclamant s'est plaint auprès de la médiateure au sujet de la décision de retrait des indemnités de chômage prise par l'ADEM à son égard.

Le réclamant a reçu une carte d'assignation dans laquelle il a été invité à prendre contact par téléphone avec un employeur. Dans sa décision de retrait, l'ADEM lui a reproché son *«attitude négative»* lors de l'entretien téléphonique avec l'employeur de sorte qu'il ne pouvait plus être considéré comme chômeur involontaire.

La médiateure a demandé à l'ADEM de lui fournir des précisions sur les propos tenus au téléphone par le réclamant desquels l'employeur prétend déduire une attitude à ce point négative qu'il y aurait lieu d'en déduire un refus de travail de nature à faire perdre au réclamant sa qualité de chômeur involontaire.

L'ADEM précisa que le réclamant aurait clairement manifesté lors de cet entretien téléphonique son désintérêt pour le poste offert dans le cadre d'une occupation temporaire indemnisée (OTI) et que par le passé, un autre employeur aurait déjà relevé la même attitude négative de la part du réclamant.

Au vu de ces éléments, la médiateure n'a pas pu poursuivre des démarches en faveur du réclamant.

C. Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF)

Les réclamations à l'encontre de la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF) sont variées. La médiateure a été saisie d'un certain nombre de réclamations qui ont pu être réglées assez rapidement. Il s'agissait souvent de cas dans lesquels le dossier des réclamants n'était pas complet. Il a suffi dans ces cas de transmettre à la CNPF les documents manquants.

Alors qu'une bonne partie des dossiers ont pu être solutionnés rapidement en raison du bon contact qu'entretiennent les collaborateurs de la médiateure avec les agents de la CNPF, la médiateure est amenée à constater que les bénéficiaires des prestations familiales sont souvent insuffisamment informés de leurs droits et obligations. Ainsi, la communication entre la CNPF et les bénéficiaires des prestations familiales présente parfois des insuffisances ou la communication est lacunaire.

Dans certains cas, la CNPF a tardé à remarquer que des prestations, qui continuaient à être payées, n'étaient plus dues. Dans un tel cas, la somme à rembourser par les bénéficiaires est parfois élevée. À ce sujet, la médiateure se pose la question de savoir si des échanges d'informations ne devraient pas avoir lieu plus systématiquement entre la CNPF et d'autres administrations qui disposent d'informations qui seraient importantes pour déterminer le droit aux prestations familiales (p. ex. le Centre commun de la sécurité sociale).

Ainsi, la médiateure a été saisie par une famille qui réside dans un autre État membre de l'Union européenne à laquelle la CNPF réclamait le remboursement d'un montant de 20.000 euros à titre de prestations familiales indûment perçues.

Le père de famille est originaire du Grand-Duché de Luxembourg. Ayant vécu et travaillé au Luxembourg, il a été muté par son employeur fin 2002 dans une filiale établie dans son nouvel État de résidence. Il a toutefois gardé une assurance volontaire de maladie et pension au Luxembourg.

Sur base du règlement (CEE) n°1408/71 du Conseil du 14 juin 1971, la CNPF a considéré à juste titre cette assurance volontaire comme étant suffisante pour bénéficier des allocations familiales au Luxembourg. En plus, la famille n'avait pas droit aux prestations familiales dans son pays de résidence. Or, depuis l'entrée en vigueur d'un règlement européen qui coordonne les systèmes de sécurité sociale (règlement (CE) 883/2004 du 29 avril 2004), une inscription volontaire ne suffit plus pour pouvoir toucher des prestations familiales luxembourgeoises.

Malgré ce changement de législation, la CNPF a continué à payer les prestations familiales jusqu'en décembre 2012, date à laquelle la mère de famille a informé la CNPF qu'elle reprenait un travail dans son pays de résidence.

Au cours des années, les réclamants ont toujours informé la CNPF de tout changement dans leur situation familiale ou professionnelle et ont toujours remis tous les documents que la CNPF leur demandait. La CNPF avait donc tous les éléments pour connaître la situation des réclamants. Après l'entrée en vigueur du règlement (CE) 883/2004, le dossier aurait dû être réévalué et mis en conformité avec les nouvelles dispositions. Les réclamants quant à eux pouvaient légitimement ignorer que suite à l'entrée en vigueur du règlement (CE) 883/2004 leurs droits allaient changer. Leur situation familiale et professionnelle était restée inchangée.

Étant donné que les salaires des réclamants sont modestes, ils ne pouvaient pas rembourser la somme de 20.000 euros que la CNPF réclamait à titre de trop-perçu. Les prestations familiales reçues avaient logiquement été utilisées pour payer les charges de la famille.

Au moment où la famille s'est adressée à la médiateure, aucun arrangement n'avait encore pu être trouvé avec la CNPF. Afin d'éviter un recouvrement forcé, la famille avait cependant déjà commencé à rembourser la somme réclamée par des paiements mensuels de 100 euros, alors qu'un paiement plus substantiel aurait compromis la situation financière de la famille.

La médiateure a constaté que les réclamants n'avaient commis aucune faute ni aucune négligence. Ils n'ont jamais essayé d'obtenir frauduleusement des prestations auxquelles ils n'avaient pas droit. La situation était donc imputable à la CNPF qui a continué à payer les prestations familiales alors qu'elle disposait de toutes les informations nécessaires pour évaluer la situation.

Aussi, la médiateure a-t-elle demandé à la CNPF d'assumer sa responsabilité et de renoncer, du moins en partie, à la restitution de la somme réclamée.

La CNPF a partagé l'avis de la médiateure selon lequel il ne pouvait être reproché aux réclamants de ne pas avoir été au fait du changement intervenu par l'entrée en vigueur du règlement (CE) 883/2004 ni d'avoir été de mauvaise foi.

Néanmoins, la CNPF a fait remarquer que la famille avait touché une somme importante en allocations de la part de l'État luxembourgeois. La CNPF n'aurait pas pu détecter que dans le dossier en question la situation avait changé, puisqu'elle ne disposait pas d'un système informatique ou technique adapté à cette fin. En effet, la CNPF ne bénéficie pas d'un accès aux données du Centre commun de la sécurité sociale. C'est pour cette raison que le problème n'est apparu qu'au moment où un autre changement a dû être fait dans le dossier, à savoir la reprise d'un travail de l'épouse.

Afin de tenir compte de la bonne foi des réclamants, la CNPF s'est toutefois montrée sensible à l'argumentation de la médiateure et a exceptionnellement renoncé à une partie de la somme indûment perçue par la famille. Un échelonnement des remboursements a été accordé pour la somme restante.

La médiateure approuve l'attitude de la CNPF qui est conforme au principe de bonne administration selon lequel l'administration doit assumer les conséquences de ses actes.

Il est évident que dans des cas où des bénéficiaires de prestations ont sciemment trompé la CNPF ou n'ont pas respecté l'obligation d'informer la CNPF d'un changement dans leur situation, la CNPF ne renoncera pas au remboursement des sommes indûment perçues.

La médiateure tient à ajouter qu'un accès de la CNPF aux données du Centre commun de la sécurité sociale lui permettrait de contrôler plus facilement certaines données et de détecter des changements de situation des bénéficiaires de prestations afin de s'y adapter rapidement. Idéalement, la CNPF devrait être informée automatiquement de certains changements de situation ayant des conséquences sur le droit aux prestations familiales. Étant donné qu'un tel échange d'informations risque cependant de poser d'autres problèmes, un accès limité aux données concernant la CNPF (p. ex. l'existence d'une affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise) permettrait au moins d'éviter un paiement prolongé des prestations, dès que la CNPF a un doute sur les indications contenues dans ses fichiers.

La médiateure souhaite citer une autre réclamation reçue à l'égard de la CNPF.

Le réclamant avait saisi la médiateure suite au refus de la CNPF de lui octroyer un congé parental. En principe, chaque parent a droit à un congé parental de six mois par enfant. Le congé parental peut également être pris à mi-temps pendant douze mois.

Dans le cas soumis à la médiateure, le réclamant était père de jumeaux. Pour ce cas, l'article L. 234-44, alinéa 3 du Code du Travail prévoit ce qui suit: *«En cas de naissance multiple ou d'adoption multiple, le congé parental est accordé intégralement pour chacun des enfants de la même naissance ou adoption. La demande du congé parental s'applique à tous les enfants visés.»*

L'article L. 234-45, alinéa 3 du Code du Travail prévoit que l'un des parents doit prendre son congé parental consécutivement au congé de maternité (le premier congé parental). Le deuxième congé parental peut être pris par l'autre parent jusqu'à l'âge de cinq ans de l'enfant. Au cas où aucun des parents ne prendrait son congé parental consécutivement au congé de maternité, le premier congé parental est perdu. Le deuxième congé parental reste dans ce cas disponible et peut être pris par n'importe lequel des parents.

Suite à la naissance des jumeaux, la mère avait pris un congé parental de six mois consécutivement au congé de maternité. Immédiatement après ce congé parental de six mois, elle a pris un congé à plein temps de douze mois.

Lorsque le père a demandé son congé parental pour les deux enfants, le congé parental pour l'un des enfants lui a été refusé par la CNPF au motif que le congé parental à mi-temps de douze mois pris par la mère n'avait pas été pris consécutivement au congé de maternité et était donc à considérer comme le deuxième congé parental pour l'enfant en question.

Ce raisonnement juridiquement correct n'en est pas moins illogique alors qu'en l'espèce la mère a pris le congé parental à plein temps pour le premier enfant et a enchaîné immédiatement avec le congé parental à mi-temps pour le deuxième enfant. En pratique, on peut donc considérer que les congés étaient consécutifs au congé de maternité.

Le refus était basé sur la deuxième phrase de l'alinéa 3 de l'article L. 234-44 du Code du Travail: *«La demande de congé parental s'applique à tous les enfants visés.»* Cette disposition signifie que la forme du congé parental choisie au départ doit être maintenue pendant toute la durée du congé parental accordé pour l'ensemble des enfants d'une même naissance. De cette manière le congé peut être considéré dans son intégralité comme congé parental consécutif au congé de maternité.

Les parents n'étaient pas au courant de l'interprétation de cette disposition du Code du Travail. Ils affirment que la CNPF les a avertis du fait que la mère avait pris ses congés de façon à entraîner la perte d'un congé parental pour le père à un moment où il n'était plus possible de s'organiser différemment.

Lorsque la mère a choisi la forme de son congé parental, les parents n'étaient pas au courant que contrairement aux parents qui ont leurs enfants consécutivement, ils n'avaient pas la possibilité de choisir la forme de leur congé parental individuellement pour chaque enfant.

La médiateure partage l'avis des parents que les dispositions légales ne sont pas claires et ont pu être mal comprises. Pour cette raison, l'information concernant le congé parental en cas de jumeaux devrait être plus précise sur le site Internet de la CNPF et sur les feuilles d'information disponibles pour les parents. Cela permettrait de rendre les parents de jumeaux attentifs aux modalités de leur congé parental. La CNPF s'est engagée à améliorer ces informations.

Lors d'une entrevue entre les responsables de la CNPF et la médiateure, les modalités d'information des parents concernés ont été discutées. Outre l'information plus précise qui sera donnée sur le site Internet de la CNPF, celle-ci veillera à informer les parents sur les conséquences du choix du parent qui prend le premier congé parental et plus précisément lorsqu'il souhaite changer de forme de congé parental pour l'un des enfants (p. ex. si pour des jumeaux il souhaite prendre six mois à plein temps et douze mois à mi-temps au lieu de douze mois à plein temps ou 24 mois à mi-temps) avant de donner l'accord pour le congé parental.

La médiateure se félicite de l'accord intervenu, mais reste convaincue que la loi sur le congé parental mériterait d'être amendée pour la rendre plus facile à comprendre et à appliquer.

La médiateure a été saisie d'une réclamation dirigée à l'encontre de la CNPF de la part de deux époux qui résident au Grand-Duché de Luxembourg sous le couvert d'une autorisation de séjour de type étudiant et qui se sont vu refuser l'allocation de naissance pour leur fils qui venait de naître au Luxembourg. Ce refus était motivé par le fait que les réclamants ne remplissent pas les conditions posées par les articles 277 à 287 du Code de la sécurité sociale, aux termes desquels il faut avoir un domicile légal au Luxembourg à la date du dernier examen prénatal pour pouvoir prétendre à l'allocation de naissance.

Les réclamants ont contesté cette décision. Ils estiment en effet remplir cette condition, puis qu'ils sont tous les deux détenteurs d'une autorisation de séjour valable.

Le terme «domicile légal» est interprété de manière très large. Selon la jurisprudence, avoir son domicile légal au Luxembourg signifie non seulement que la personne concernée doit résider de manière légale au Luxembourg, mais en plus il faut que les critères de fixité et de stabilité soient remplis, c'est-à-dire la volonté certaine de vouloir vivre dans le pays.

La CNPF est toutefois d'avis que le critère de fixité du domicile n'est pas rempli dans leur cas, en raison du fait qu'ils sont autorisés à résider au Luxembourg pour y effectuer des études, ce qui par définition signifie d'y vivre pendant une période limitée dans le temps.

La médiateure est intervenue auprès de l'administration en question pour expliquer que les époux étaient certes venus au Luxembourg pour y effectuer leurs études, mais qu'ils envisageaient d'y rester une fois leurs études terminées. Pour la médiateure, la volonté de vouloir rester au pays ressort notamment du fait que l'épouse a déjà travaillé sous le statut d'étudiant au Luxembourg et qu'elle est activement en train de chercher un emploi, alors que ses études arrivent à leur fin. Elle a par ailleurs même déjà été convoquée à plusieurs entretiens d'embauche.

Ces éléments n'ont cependant pas permis de convaincre le président de la CNPF. Pour lui, le statut d'étudiant est par définition temporaire et ne confère pas de domicile légal dans le pays dans lequel des études sont poursuivies.

Il a toutefois précisé que dans le cas où les réclamants obtiendraient un autre type d'autorisation de séjour, la caisse ne manquerait bien entendu pas de revenir sur les droits auxquels ils pourront prétendre à ce moment-là.

Le même raisonnement s'applique également pour les allocations familiales, puisque l'article 269 du Code de la sécurité sociale pose également la condition selon laquelle il faut avoir un domicile légal au Luxembourg pour prétendre à ce type d'aides.

Une autre réclamation venait d'un grand-père auprès de qui deux petits-enfants avaient été placés suite à un jugement étranger alors que les enfants devaient être hébergés hors de leur milieu familial.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que la législation étrangère prévoit que ce placement ne peut être ordonné que pour la période d'une année, prorogeable par la suite. D'ailleurs, le grand-père expliquait que les autorités étrangères prévoyaient que le placement devait durer longtemps.

Le grand-père a introduit une demande en obtention des allocations familiales auprès de la CNPF dès que les petits-enfants ont résidé effectivement dans son ménage.

La CNPF n'a toutefois attribué les prestations familiales qu'à partir du moment où les enfants ont été inscrits au registre de la population de la commune au Luxembourg alors que le domicile légal et la résidence effective dans le ménage du grand-père sont des éléments déterminants pour l'ouverture du droit aux prestations.

En effet, la CNPF ne saurait se référer qu'aux pièces officielles qui lui sont adressées. Ainsi a été pris en compte le certificat de composition de ménage pour déterminer l'ouverture du droit aux prestations familiales.

La CNPF a attribué les allocations familiales pour chaque enfant individuellement. Elle n'a pas accepté de considérer qu'il s'agit d'un groupe d'enfants, cas dans lequel les allocations familiales sont majorées. À noter que dans le ménage du grand-père vit également encore une de ses propres filles qui est encore mineure et a donc encore droit aux allocations familiales.

Ainsi, le grand-père touchait les prestations familiales pour chaque enfant séparément.

Il s'est alors adressé à la CNPF pour réclamer l'attribution du groupe familial pour les trois enfants. Dans sa prise de position, la CNPF a toutefois expliqué ne pas pouvoir donner suite à cette demande alors que suivant les dispositions de l'article 270, alinéa 5 du Code de la sécurité sociale: *«La Caisse nationale des prestations familiales **peut** étendre le groupe familial du tuteur ou du gardien effectif aux enfants recueillis par une personne qui exerce la tutelle ou le droit de garde en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou de toute autre mesure légale de garde, dûment certifiée par l'autorité compétente, **à condition que le placement soit durable** et que cette solution soit plus favorable pour le bénéficiaire. **Est considéré comme durable tout placement ordonné pour la durée d'une année au moins.**»*

Dans son intervention, la médiateure a fait valoir que la législation du pays en provenance duquel les petits-enfants venaient ne prévoyait que des placements pour une période d'un an, prorogeables d'une année à l'autre.

La CNPF a accepté de revoir la situation familiale dès que les petits-enfants auraient résidé légalement depuis un an chez leurs grands-parents. Compte tenu du fait qu'un nouveau jugement avait entre-temps prolongé le placement, la CNPF a attribué le groupe familial de façon rétroactive, c'est-à-dire à partir du début de leur résidence légale auprès de leurs grands-parents.

Partie 2

2.1. Des recommandations de la médiateure et des suites y réservées par les autorités compétentes

Recommandation n°42 relative 1. à la mise en place d'une structure d'écoute, d'information et de médiation; 2. à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé

1. Mise en place d'une structure d'écoute, d'information et de médiation indépendante en matière de santé et de sécurité des soins

Le médiateur est régulièrement saisi par des demandes d'information, voire par des doléances émanant de patients qui s'estiment lésés à la suite de traitements ou d'interventions de nature médicale dispensés, en ce qui concerne la plupart des saisines, en milieu hospitalier ou parahospitalier.

Dans une très grande majorité des cas, après une première analyse, ces saisines semblent avoir pour origine un manque de communication et de dialogue entre le professionnel de santé et le patient.

Le médiateur se doit de constater que très souvent les citoyens qui font appel à ses services en pareil cas ne souffrent pas en premier lieu d'un grave dommage, corporel ou moral, qui serait survenu à la suite d'un acte médical ou de soins. Force est de constater que la grande majorité des citoyens qui font appel au médiateur en cette matière font plutôt état, après une intervention médicale plus ou moins invasive, d'un sentiment d'insécurité quant à leur état de santé et son évolution ainsi que de questionnements quant à la nature et l'évolution de leurs pathologies respectives et surtout quant à l'impact de cette évolution sur leur vie familiale, professionnelle et sociale. Souvent ces citoyens qui ont subi une thérapie médicale ou une intervention chirurgicale se plaignent de n'avoir reçu que des informations très sommaires quant à leur maladie ou quant aux changements à apporter au mode de vie que leur maladie spécifique impose ou rend du moins indiqués.

Le médiateur s'est également vu confronté à certains dossiers dont l'instruction l'amène à ne pas exclure l'engagement d'une éventuelle responsabilité civile, et dans quelques très rares cas, également d'une éventuelle responsabilité pénale d'un professionnel du domaine de la santé.

Il n'est certainement pas question de mettre en cause le sens du devoir et de l'éthique professionnelle d'une écrasante majorité des médecins ou des autres professionnels de santé dont la préoccupation première est de dispenser des services médicaux et paramédicaux de qualité.

Cependant, et au vu de l'expérience faite en France après la mise en place d'un pôle santé et sécurité des soins, il serait utile et nécessaire que le Grand-Duché de Luxembourg se dote également d'un instrument destiné à renforcer les efforts déjà déployés par les autorités publiques compétentes et les différents acteurs du domaine de la santé en matière d'intensification du contrôle de la qualité et de la sécurité des soins ainsi que de la garantie d'un maximum de transparence.

De par l'obligation de moyens qui leur incombe, les professionnels de la santé ont le devoir de garantir aux patients des soins sécurisés. Il s'agit là d'une exigence légitime. La sécurité du soin est la mission première des professionnels de santé. Il faut donc s'assurer que tous les moyens soient mis en œuvre pour éviter la survenance d'évènements indésirables liés aux soins médicaux.

Si l'on admet l'hypothèse, tout à fait justifiable, que les évènements indésirables dans le domaine des soins médicaux et paramédicaux ne sont pas moins fréquents, toutes proportions gardées, au Grand-Duché de Luxembourg que dans les pays limitrophes, il serait à cet égard indiqué d'envisager la création d'un mécanisme appelé notamment à s'assurer du respect des meilleures pratiques en matière de la qualité et de la sécurité des soins médicaux et paramédicaux, à favoriser le dialogue et à garantir un maximum de transparence dans les relations entre les différents intervenants du domaine de la santé et le patient et à fournir à toute personne les informations sollicitées sur les droits qu'elle peut faire valoir en tant que patient.

Dans un monde qui affiche une tendance accrue à la judiciarisation avec une médecine de plus en plus sophistiquée où à tort ou à raison les professionnels de santé se sentent de plus en plus critiqués et fragilisés dans leur exercice et où les usagers aspirent légitimement à être dûment écoutés et informés, il semble utile de confier la triple mission décrite plus haut à une structure d'écoute, d'information et de médiation, capable de favoriser et de soutenir davantage au sein du monde de la santé une démarche de dialogue et de transparence.

Il est important de souligner qu'une telle structure, équidistante entre le patient et le professionnel ou l'établissement de santé, serait notamment appelée à renouer le dialogue rompu entre le professionnel de santé et le patient, à rapprocher les parties dans un esprit d'ouverture et de compréhension mutuelle afin de trouver une issue donnant satisfaction à toutes les parties impliquées.

Une telle structure investie d'une indépendance totale tant à l'égard du monde de la santé et des institutions publiques qu'à l'égard des patients devrait également contribuer à diminuer les contentieux médicaux dont les tribunaux sont saisis et qui demandent tant de la part du patient que du professionnel de santé concerné un investissement financier considérable dans des procédures souvent longues avec une issue peu prévisible.

La structure d'écoute, d'information et de médiation à créer serait évidemment également à la disposition de tout professionnel de santé qui se voit confronté à un évènement indésirable ou à un quelconque autre problème dans l'exercice de sa profession.

Dans cet ordre d'idées, il est évident que la médiation ne fonctionnera utilement qu'à condition que la partie mise en cause ne puisse s'y soustraire.

Afin de remplir pleinement l'objectif d'un meilleur dialogue et d'un maximum de transparence, cette structure ne devrait cependant fonctionner qu'à titre subsidiaire et donc en deuxième ligne.

Il serait dans cette logique nécessaire que chaque établissement de santé, voire chaque profession de santé se dote d'une structure d'écoute, d'information et de médiation interne dont la composition devrait garantir un maximum de neutralité. Il appartiendrait au patient de saisir d'abord l'intervention des médiateurs locaux et seulement en cas d'échec celle du médiateur national.

Dans l'exercice de sa fonction, le médiateur obtiendra nécessairement connaissance d'un grand nombre d'évènements indésirables survenus dans le domaine médical ou paramédical.

Ces évènements, dans la mesure où ils sont susceptibles d'avoir un impact réel ou présumé sur la santé publique pour autant qu'ils ne concernent pas des cas uniques et isolés, seront continués par le médiateur national aux différents responsables de la santé afin d'en tenir compte, notamment dans le cadre de l'assurance de la qualité des prestations hospitalières prévue aux articles 21 et 23 du règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimale des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

***En conclusion**, il est proposé de procéder à la création d'une structure d'écoute, d'information et de médiation locale et nationale dans le domaine de la santé, compétente pour informer et recevoir toutes les réclamations qui mettent en cause:*

- le non-respect des droits des patients;

- la qualité du système de santé;

- la sécurité des soins;

- l'accès aux soins.

La structure de médiation appelée à réaliser ces objectifs sera double. En première ligne, le patient ou le professionnel de santé devra saisir la structure de médiation locale fonctionnant au sein de son établissement. En cas d'échec de la médiation locale, le médiateur national pourra être saisi par la partie la plus diligente.

Le secret médical ne pourra être opposé aux structures de médiation.

Le médiateur national peut s'entourer, à charge de son budget, de tout avis d'expert ou de toute expertise contradictoire jugée utile dans le cadre de l'accomplissement de sa mission. Il ne transmettra aux parties que les conclusions finales de l'expert. Tout refus d'un patient ou d'un professionnel de la santé de se soumettre à une expertise ou de collaborer avec l'expert mettra fin à la médiation.

Le médiateur rédigera un rapport final sur l'issue de la médiation.

La question de savoir s'il incombe de confier la mission d'écoute, d'information et de médiation nationale à un nouvel organe à créer ou de l'intégrer dans une structure d'ores et déjà existante relève essentiellement de l'opportunité politique.

Le médiateur donne cependant à considérer que son périmètre de compétences inclut d'ores et déjà tous les établissements publics de santé.

Ainsi, il serait pour le moins indiqué de réfléchir également sur la possibilité d'intégrer la structure proposée dans le périmètre d'action du médiateur.

2. L'indemnisation des dommages résultant de soins de santé

En tant que remarque préliminaire, il est important de rappeler que le domaine de la santé n'échappe pas aux règles normales du droit civil, voire du droit pénal.

Il arrive cependant fréquemment qu'un patient subit un dommage suite à des soins de santé sans que la moindre faute professionnelle n'ait pu être constatée dans le chef des professionnels de santé concernés.

Deux cas de figure répondent plus particulièrement à cette situation: il s'agit premièrement des infections nosocomiales contractées alors même que tous les protocoles d'hygiène hospitalière ont été respectés et deuxièmement des dommages résultant d'aléas thérapeutiques. S'il est clair que chaque thérapie médicale comporte un risque, fût-il minime, il est tout aussi évident que les patients victimes de tels aléas peuvent être affectés par des dommages.

Tant les victimes d'infections nosocomiales provoquées sans qu'une faute soit imputable à un professionnel de santé que celles d'aléas thérapeutiques peuvent subir des dommages corporels ou moraux, voire les deux à la fois, qui compromettent sérieusement leur qualité de vie, leur avenir professionnel et familial et/ou alors leur situation financière.

S'il est acquis que toutes les victimes de maladies graves ou de dommages corporels ou moraux graves peuvent bénéficier des différentes aides ou mesures proposées par le système de sécurité sociale, tant en ce qui concerne la prise en charge d'un éventuel traitement, d'un appareillage prothétique, d'un agencement du domicile adapté à des besoins spécifiques, de différentes facilités concernant l'emploi comme le reclassement, qu'en ce qui concerne l'octroi d'une pension d'invalidité transitoire ou permanente, il n'en reste pas moins que ces patients subissent un préjudice moral et surtout financier certain qui, lorsqu'il survient à un âge relativement jeune ou s'il concerne une personne qui assure seule le revenu de toute une famille, peut pousser les concernés jusqu'au bord de la précarité.

Se pose dès lors la question de la couverture par l'État de tout ou de partie des dommages résultant de tels évènements indésirables.

Cette question est étroitement liée à celle de savoir où devraient se situer les limites de l'intervention de l'État-providence.

Réponse:

En ce qui concerne le suivi de la recommandation n°42, je me réfère à mes réflexions présentées dans la préface et le suivi de la recommandation n°45 dans le rapport annuel de l'année précédente. La situation reste inchangée dans l'attente de l'entrée en vigueur de la loi des droits et devoirs des patients.

Recommandation n°45 relative à l'institution d'un organe de surveillance auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales

Depuis son entrée en fonction en mai 2004, le médiateur est régulièrement saisi de réclamations émanant de citoyens qui expriment leur mécontentement sur la manière de voir traiter leurs plaintes par les instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales réglementées en charge de veiller au respect des règles déontologiques par les membres de la profession.

Il s'agit en l'occurrence notamment de réclamations émanant de citoyens insatisfaits du traitement de leurs plaintes adressées au Conseil de l'Ordre des avocats, à la Chambre des huissiers, à la Chambre des notaires ou encore au Collège médical.

Tout en n'ayant pas de compétence directe pour connaître de telles réclamations à l'encontre d'instances qui ne sont pas des instances publiques au sens de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, il est néanmoins légitime que le médiateur s'interroge sur le fonctionnement des instances internes aux professions libérales qui par délégation de la puissance publique ont notamment pour mission de veiller à la réputation de la profession et de protéger les citoyens contre tous les agissements de leurs membres qui seraient préjudiciables à l'honneur de la profession.

Il s'agit là d'une préoccupation d'autant plus pertinente que de par la nature de leurs services et de leurs prestations ces professions libérales se situent dans un cadre proche de celui d'un service public.

Les expériences acquises au cours des sept dernières années amènent le médiateur à conclure que nombre de citoyens à tort ou à raison n'arrivent pas à se défaire du sentiment que les instances de surveillance des différentes professions libérales ont plutôt le réflexe de défendre leurs membres contre toutes les critiques ou contestations venant de l'extérieur que d'assurer la protection du public contre des agissements ou des comportements non conformes aux règles de la profession.

Dans une société marquée par une évolution ultrarapide des connaissances scientifiques, techniques et professionnelles dans laquelle les citoyens se sentent souvent dépassés et insécurisés par une législation de plus en plus envahissante, les experts membres de professions libérales assument une responsabilité d'autant plus grande à l'égard de leurs clients.

Aussi, le pouvoir d'autorégulation, l'une des pierres angulaires d'un système qui pour certaines professions remonte au début du 19e siècle, ne saurait-il de nos jours puiser sa justification que dans la détermination de tout ordre professionnel de veiller scrupuleusement à l'observation des règles déontologiques de la profession et ainsi d'assurer pleinement les responsabilités qui lui incombent de par la loi.

Si les instances désignées de par la loi à engager des poursuites disciplinaires contre des membres de la profession ayant enfreint les règles déontologiques n'ont pas d'obligation légale de rendre des comptes aux plaignants, la responsabilité morale de motiver leur prise de position et d'informer les personnes concernées des suites réservées à leur plainte semble d'autant plus évidente que, sauf en cas de saisine par le procureur général d'État ou par le procureur d'État, il leur appartient à elles seules de juger de l'opportunité d'une poursuite devant le conseil de discipline.

Interpellé par de nombreuses plaintes dont il a été saisi à l'encontre des instances appelées à

veiller à la sauvegarde de l'honneur de la profession et sans vouloir aucunement mettre en cause l'intégrité et l'engagement des mandataires en charge de cette mission dans les différents ordres professionnels, le médiateur estime qu'un fonctionnement interne des professions libérales à l'abri du moindre regard de l'extérieur n'est plus guère compatible avec les principes d'objectivité et de transparence qui sont à la base d'une conception évoluée de l'État de droit et de la démocratie.

Aussi le médiateur est-il convaincu que la mise en place d'une instance de surveillance de l'État auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales serait de nature à renforcer la confiance du public dans le fonctionnement de ces professions et à corroborer la légitimité du pouvoir d'autorégulation dont elles sont investies.

Si à ce jour une telle instance n'a pas encore trouvé sa place dans les démocraties de l'Europe occidentale, l'idée n'est pas nouvelle dans la mesure où déjà en 1981 elle s'est trouvée inscrite dans le programme de François Mitterrand, candidat de la gauche aux élections du Président de la République française.

Ainsi, le médiateur ne voit pas d'argument qui serait de nature à empêcher le législateur luxembourgeois d'être pour une fois à la pointe du progrès démocratique en s'appropriant une idée dont la mise en œuvre pourrait servir d'exemple à d'autres États européens.

À cette fin, le médiateur estime que le législateur serait bien conseillé de s'inspirer du système professionnel tel qu'il fonctionne au Québec, dans un État qui depuis des décennies est à l'avant-garde du processus démocratique et de la protection des droits du citoyen.

En 1973, l'État du Québec s'est doté d'un code des professions avec comme principale innovation l'institution d'un office des professions.

Il s'agit en l'occurrence d'un organisme gouvernemental dont la mission première consiste à surveiller le fonctionnement des ordres professionnels et notamment à veiller à ce que chaque ordre s'acquitte de son mandat de protection du public.

Cela étant, le médiateur se rend parfaitement à l'évidence que vu la multiplicité des missions et des compétences dévolues à l'office des professions, le modèle québécois ne saurait être transposé tel quel dans le droit interne luxembourgeois.

Ainsi et au-delà de son rôle d'organisme-conseil auprès du Gouvernement, l'office des professions vérifie les mécanismes d'évaluation de la compétence et de l'éthique des professionnels ainsi que la situation financière des ordres professionnels. Il dispose également d'un pouvoir réglementaire et de pouvoirs d'enquête.

Dans le contexte de la présente recommandation, le médiateur propose de limiter la surveillance de l'État à l'évaluation qualitative du traitement par les instances compétentes des ordres professionnels et d'autres professions libérales des plaintes des citoyens relatives à des actes ou à des comportements de leurs membres.

Il s'agirait en l'occurrence d'un contrôle relatif au traitement approprié des dossiers suite à des réclamations adressées à l'organe chargé par l'État de protéger le public contre tous les dysfonctionnements d'un ordre professionnel.

Ainsi, en cas d'un traitement inapproprié par l'instance compétente d'une profession libérale d'une plainte lui adressée par un citoyen, l'organe de surveillance pourrait s'adresser à l'instance concernée pour demander un réexamen du dossier sans pour autant avoir le droit d'intervenir dans le fond de l'affaire.

L'organe de surveillance pourrait notamment enjoindre à l'instance concernée de transmettre au plaignant une réponse dûment motivée. Il veillerait à ce que le plaignant reçoive dans les meilleurs délais de plus amples explications sur les suites réservées à son dossier afin qu'il comprenne au mieux le sens de la position prise par l'instance compétente de l'ordre ou de la profession concernés.

L'organe de surveillance accuserait réception de toutes les réclamations écrites dans les cinq jours tout en s'obligeant à y apporter dans la mesure du possible une réponse dans les quatre-vingt-dix jours.

L'organe de surveillance établirait autant de rapports annuels que de besoin sur la nature des plaintes dont il a été saisi à l'encontre des instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales. Ces rapports contiendraient, le cas échéant, des commentaires et des suggestions en vue d'une amélioration des relations que les ordres professionnels entretiennent avec les citoyens.

Chaque rapport serait adressé tant à l'ordre ou à la profession concernés qu'au ministre de tutelle.

Quant à la détermination et à la composition de l'organe de surveillance auprès des ordres professionnels ou autres professions libérales, le médiateur estime que pour des raisons liées à l'indépendance et à l'impartialité il serait indiqué de confier cette mission à un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel.

***En conclusion**, le médiateur recommande au Gouvernement de prévoir l'institution d'un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel en tant qu'organe indépendant de surveillance auprès des ordres professionnels et autres professions libérales avec pour mission:*

- d'examiner le bien-fondé des réclamations individuelles dont il a été saisi à l'encontre des instances internes aux professions libérales;

- de veiller à ce que les plaintes adressées aux instances concernées soient traitées avec toute la diligence et tous les soins requis;

- d'enjoindre aux instances compétentes de réexaminer le dossier dès lors qu'il estime que la plainte d'un citoyen n'a pas fait l'objet d'un traitement approprié, sans pour autant avoir le droit de s'immiscer dans le fond de l'instruction;

- de s'assurer que les plaignants soient explicitement informés des suites réservées à leur dossier;

- de présenter pour autant que de besoin aux ordres professionnels et autres professions libérales ainsi qu'aux ministres de tutelle un rapport annuel sur la nature des plaintes dont il a été saisi assorti le cas échéant de commentaires et de suggestions en vue d'une amélioration des relations que ces professions entretiennent avec les citoyens.

Réponse 45:

La recommandation n°45 a connu des évolutions depuis sa formulation par le premier médiateur, Monsieur Marc Fischbach.

Au départ, elle visait la mise en place d'un organe indépendant de surveillance auprès des ordres professionnels du Grand-Duché. Le premier médiateur a en effet constaté que le fonctionnement interne des professions libérales est à l'abri du moindre regard extérieur, ce qui n'est guère compatible avec les principes d'objectivité et de transparence d'une société démocratique. Étant donné que la loi limite le champ d'action du médiateur aux réclamations à l'égard des ministères et administrations de l'État, des communes et établissements publics relevant de l'État et des communes, le médiateur ne peut intervenir en cas de réclamations qu'il reçoit à l'encontre des ordres professionnels ou de ses membres, notamment le Collège médical, la Chambre des notaires, la Chambre des huissiers, l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg et l'Ordre des architectes et des ingénieurs.

Les réactions à la recommandation n°45 furent nombreuses et très diversifiées. Toutes les réponses émanant des différents ordres professionnels avaient comme point commun qu'elles estimaient que les recours actuellement en place seraient suffisants pour garantir au mieux les droits des citoyens. J'estimais que tel n'était pas le cas et j'ai eu de nombreuses entrevues avec des représentants de différents ordres professionnels à l'encontre desquels des réclamations m'avaient été adressées.

Lors du suivi de la recommandation n°45, j'ai constaté que l'idée d'un organe de surveillance juridictionnel externe proposée par cette recommandation fut refusée par l'ensemble de ces interlocuteurs ainsi que par les juges et le procureur général.

Les réponses soumises par les autorités publiques étaient plus nuancées et ont fait notamment surgir la légitimité du droit à l'information du citoyen. Monsieur le Procureur général a rejoint l'avis de la Cour supérieure de justice en rejetant la composition de l'organe proposé par trois conseillers à la Cour d'appel pour prévenir toute confusion possible de cet organe de surveillance avec un organisme à caractère juridictionnel. Monsieur le Procureur général ne nie cependant pas l'intérêt de la création d'un tel organisme et suggère que ce dernier soit composé non par des juges, mais par des membres issus de tous les ordres professionnels concernés.

Recherchant une structure transparente et accessible dans le cas d'un conflit avec l'ordre concerné ou avec un de ses membres, une structure de médiation (telle que proposée par la recommandation n°42 en matière de santé) fut proposée et acceptée par plusieurs ordres et chambres professionnels en 2012 en lieu et place de l'organe de surveillance auprès des ordres professionnels et autres professions libérales.

Ainsi, au cours des entretiens sectoriels menés avec les représentants des différents ordres voire chambres professionnels (avocats, huissiers, notaires, architectes, ingénieurs), j'ai suggéré la création, pour chaque entité, d'une structure interne de médiation composée de deux personnes au moins.

En 2012, les représentants rencontrés ont tous favorablement accueilli l'idée d'une structure de médiation interne à leurs ordres professionnels respectifs, tout comme ils ont pu adhérer à l'idée que les représentants de leurs professions respectives qui assumeraient ce service de médiation suivent une formation initiale et continue en médiation.

Entre-temps, plusieurs ordres professionnels nous ont fait part de leurs efforts en matière de médiation.

*La secrétaire de la **Chambre des notaires** a été désignée médiatrice pour une durée indéterminée. Il est prévu de faire connaître cette désignation sur le site Internet de la Chambre des notaires en 2014. La personne désignée est prête à participer à une formation initiale et continue, dont la durée de formation initiale reste encore à convenir d'un commun accord avec les aspirants médiateurs des autres professions indépendantes.*

*Le directeur de l'**Ordre des architectes et des ingénieurs** (OAI) nous a rappelé l'existence de la Commission OAI Déontologie, c'est-à-dire d'une équipe multidisciplinaire dont un membre a suivi une formation initiale en médiation à Paris. Ses missions sont les suivantes:*

1. Lorsqu'elle reçoit une réclamation, elle vérifie d'abord si le code déontologique a été appliqué correctement par le professionnel.

2. Lorsqu'il n'est pas question de problèmes d'ordre déontologique mais plutôt de problèmes dits «contractuels», comme par exemple un architecte qui ne s'est pas présenté à un rendez-vous ou bien une facture trop élevée, la commission essaie de régler le problème à travers un échange de courrier. Dans ce cas, un expert propose des solutions.

Suite à une nouvelle entrevue fin 2013, le directeur de l'OAI a admis que le nom de la Commission «Déontologie» ne traduit pas son activité réelle, alors qu'en fait la plupart des dossiers traités par celle-ci concernent des difficultés de compréhension et des problèmes d'ordre technique et non pas des questions d'ordre déontologique.

L'OAI affirme être toujours d'accord de créer une structure de médiation interne et de participer à une formation en médiation.

*- À ce jour, la **Chambre des huissiers de justice** ne m'a pas avertie d'éventuelles évolutions en matière de médiation interne.*

*- Le **Collège médical** est devenu membre du Centre de médiation civile et commerciale (CMCC) au premier janvier 2013. Il y est représenté au conseil d'administration par son président.*

Un de ses membres suit une formation en médiation auprès du CMCC, alors que d'autres membres ont suivi une brève formation aux techniques de la médiation. Une médiation interne au sein même du Collège médical est prévue dans le cas de litiges entre membres des professions y représentées.

*- J'ai également appris que l'**Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg** a fixé en 2013 dans son règlement intérieur une structure interne intitulée «service d'accueil type Ombudsman» et que «dans ses contacts avec l'Ombudsman, l'avocat est tenu à une collaboration loyale et sincère».*

En pratique, la structure n'est pas connue du grand public. La personne actuellement en charge affirme qu'au cours de l'année 2013, elle a traité «une dizaine» de dossiers dans sa fonction. Dans la majorité des cas, elle essaie de régler ces différends par écrit et ne procède que très rarement à des rencontres.

J'observe des différences entre la démarche du Collège médical, qui est devenu membre du CMCC et celle de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg, qui a créé un service type «Ombudsman». Les avocats sont tenus à une «collaboration loyale» dans leurs relations avec cette nouvelle structure interne alors que le recours au Centre de médiation civile et commerciale est facultatif pour les membres du corps médical. En pratique, les avocats sont donc tenus de collaborer avec le «service d'accueil type Ombudsman» lorsque celui-ci reçoit une réclamation de la part d'un mandant à l'encontre d'un avocat, alors que les médecins peuvent refuser leur collaboration, le recours au CMCC étant purement volontaire pour les parties au différend.

*Bien que la **médiation privée** soit habituellement volontaire pour toutes les parties, cette caractéristique d'une médiation pose problème lorsqu'il s'agit de réclamations adressées par un client à l'égard d'un professionnel indépendant. Mis à part les problèmes de disponibilité des professionnels libéraux, la nature des rapports contribue à ce que la volonté ou l'intérêt de résoudre un problème n'est jamais vécu de la même façon des deux côtés. La relation professionnelle, qui risque de placer le professionnel dans une situation qui peut être perçue comme étant privilégiée par rapport à celle de son client, entraîne la nécessité d'inciter leurs membres à la participation à une telle médiation. L'Ordre des avocats du Barreau semble avoir reconnu cette nécessité, ce qui favorise le succès de sa nouvelle structure interne dans le futur par la dénomination «service d'accueil type Ombudsman». On ne peut en effet opposer à un «Ombudsman» le secret professionnel et ce dernier a par définition le pouvoir d'instruire les dossiers dont il est saisi. L'intérêt du secret professionnel ne consiste pas à protéger le professionnel, mais bien le particulier concerné. Ce dernier donne implicitement son accord pour partager la confidentialité du dossier avec le médiateur ou l'ombudsman, auquel il adresse une réclamation.*

Dans un premier temps, le Collège médical a décidé de devenir membre du CMCC. La résolution extrajudiciaire des litiges est donc confiée à un organe externe de médiateurs professionnels où la participation des médecins est cependant volontaire. L'avantage de cette démarche consiste en la formation spécifique à la médiation, ainsi que le fait que ce dernier est externe au Collège médical. Toute médiation interne d'un ordre professionnel, aussi objective soit-elle, n'aura pas d'apparence d'indépendance. Les clients et usagers risquent toujours de croire que le médiateur ou l'ombudsman, désigné par l'ordre, favorise ses confrères dans la résolution du différend.

L'analyse qui précède m'a amenée à une réflexion commune avec les responsables des chambres et ordres professionnels au sujet d'une structure qui présenterait aussi bien les avantages d'une apparence externe que ceux d'une collaboration contraignante pour les professionnels indépendants concernés.

*En effet, tous les ordres et chambres précités font partie de la **Fédération luxembourgeoise des travailleurs intellectuels indépendants** (FTI). Si chaque chambre ou ordre professionnel, membre de la FTI, désignait deux personnes parmi ses membres pour participer à une même formation commune, cette manière de procéder aurait le mérite d'impliquer toutes les organisations professionnelles fédérées à la FTI et non seulement les cinq ordres et chambres précités. La recommandation n°45 s'était adressée au départ aux seuls groupes de professionnels indépendants contre lesquels le médiateur avait reçu des réclamations, étant donné qu'il ne peut agir que dans le stricte cadre de réclamations dont il est saisi. Cela n'empêche pas qu'une structure de médiation serait tout aussi avantageuse pour les assureurs, les dentistes, les kinésithérapeutes, les laboratoires d'analyse médicale, etc. et dans l'intérêt de leurs clients respectivement patients.*

Dans un premier temps, il serait à mon avis intéressant de se mettre d'accord sur une même dénomination de la structure de médiation interne avec les autres ordres, alors que des dénominations différentes risqueraient de prêter à confusion.

Dans une deuxième étape, la FTI pourrait envisager que les personnes ayant suivi une formation forment tous ensemble une instance de médiation externe, ayant pour mission de traiter les réclamations reçues à l'encontre des membres de la FTI, quelle que soit la profession visée par la réclamation. L'intérêt majeur de cette constellation serait d'avancer vers la création d'une instance externe de médiation qui aurait l'avantage incontestable d'une apparence d'indépendance.

Entre-temps, il a été convenu avec et par les ordres et chambres professionnels cités ci-dessus de travailler ensemble au sujet de structures de médiation dans le cadre de la FTI.

Je salue l'initiative de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg, qui a proposé de rédiger un projet de texte contenant les éléments essentiels de la médiation, à savoir: l'impartialité, la confidentialité et l'indépendance dans l'exercice de sa fonction ainsi que l'absence de pouvoir de décision. Ce texte à proposer comprend également des questions de procédure telles que le mode de nomination de la personne chargée de la médiation, ainsi que des suggestions de communication au public, sera mis à disposition des membres de la FTI en vue d'une discussion et adoption d'un texte commun dans la mesure du possible.

Recommandation n°46 en matière de titres de voyage

Considérant que la médiateure a été saisie d'un certain nombre de dossiers concernant des personnes originaires de pays africains qui rencontrent des problèmes au moment de l'octroi ou du renouvellement de l'autorisation de séjour sur notre territoire, deux hypothèses dans lesquelles les personnes concernées doivent présenter leur passeport,

considérant que dans bien des cas ces personnes ne disposent pas de passeport en cours de validité,

considérant que ces personnes s'adressent alors à leur ambassade à Paris ou à Bruxelles pour l'obtention d'un passeport ou le renouvellement de leur ancien passeport,

considérant que nombre de ces ambassades informent les intéressés que les démarches sont à effectuer auprès des autorités du pays d'origine, qui exigent pour la plupart que les démarches soient faites sur place et en personne,

considérant que pour certaines personnes un retour au pays est impensable en raison de traumatismes divers vécus dans le pays d'origine, de l'état de santé et/ou de difficultés financières et organisationnelles non négligeables,

considérant que souvent les intéressés ne peuvent s'absenter du territoire alors qu'ils travaillent pour subvenir à leurs besoins, que des enfants sont scolarisés et qu'il est impossible de savoir si le passeport sera émis effectivement et dans l'hypothèse positive dans quel délai,

considérant qu'il n'est pas possible d'exiger de la part d'une personne qu'elle retourne dans son pays d'origine pour accomplir les formalités en vue d'obtenir un passeport s'il y a de bonnes raisons de croire qu'elle court le risque d'y être exposée à la torture ou à des traitements inhumains et dégradants,

considérant que dans certains cas ces personnes s'adressent au Bureau des passeports, visas et légalisations afin d'obtenir un titre de voyage pour étrangers en remplacement du passeport en invoquant qu'ils n'en obtiennent pas de la part des autorités de leur pays d'origine,

considérant cependant que le Bureau des passeports, visas et légalisations refuse de leur délivrer ce document, alors que les conditions pour la délivrance d'un tel document ne sont pas remplies,

considérant en effet que pour pouvoir prétendre à un titre de voyage, le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2005 fixant les modalités pour l'obtention d'un titre de voyage pour étrangers dispose que la personne concernée doit:

- être titulaire d'un permis de séjour, ou avoir obtenu de la part de l'autorité luxembourgeoise compétente l'accord pour l'octroi d'un tel permis;

- apporter la preuve qu'une demande en obtention d'un passeport national a été rejetée par les autorités du pays d'origine ou pouvoir justifier qu'une demande en obtention d'un passeport national a été introduite auprès de l'ambassade du pays d'origine depuis six mois au moins et qu'elle est restée sans suites;

- autoriser le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration à s'enquérir auprès de l'ambassade du pays d'origine sur les raisons qui sont à la base du refus de la délivrance d'un passeport national ou, le cas échéant, de la procédure de délivrance excessivement longue;

considérant que ces personnes se retrouvent dans une situation inextricable à laquelle une solution doit être trouvée,

considérant que si les arguments avancés pour conclure à l'impossibilité de retourner dans le pays d'origine font l'objet de preuves jugées suffisantes et acceptables, et que l'identité et la nationalité sont prouvées, les intéressés devraient pouvoir être dispensés de l'obligation de produire un passeport du pays d'origine et se voir attribuer un titre de voyage pour étrangers,

considérant par ailleurs que certains éléments de ces dossiers relèvent de la compétence de la Direction de l'immigration, d'autres de la compétence du Bureau des passeports, visas et légalisations,

considérant que bien que les deux administrations publiques relèvent toutes deux du Ministère des Affaires étrangères, certains problèmes logistiques seraient évités si la compétence pour la délivrance des titres de voyage pour étrangers était confiée à la Direction de l'immigration, qui dispose des dossiers dans leur intégralité et qui, de ce fait, est en mesure de juger un dossier dans son ensemble,

la médiateure recommande:

au Ministère des Affaires étrangères de transférer la compétence en matière d'émission de titres de voyage pour étrangers, relevant de la compétence du Bureau des passeports, visas et légalisations, à la Direction de l'immigration,

à la Direction de l'immigration de se doter d'un texte définissant les conditions de délivrance d'un titre de voyage pour les étrangers dont l'identité et la nationalité sont établies à suffisance de droit et pour lesquels le retour au pays d'origine est impossible pour des raisons jugées suffisantes et acceptables ou en raison de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Réponse:

Cette recommandation a été suivie d'effet. Par règlement grand-ducal du 19 juin 2013 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2005 fixant les modalités d'un titre de voyage pour étrangers, la compétence en matière de titres de voyage pour étrangers est passée du Bureau des passeports, visas et légalisations à la Direction de l'immigration. Ce changement a également été l'occasion de revoir les conditions d'octroi du titre de voyage.

La médiateure remercie le ministre des Affaires étrangères et le ministre en charge de l'immigration d'avoir donné suite à sa recommandation.

Recommandation n°47 concernant le calcul de l'indemnité de maternité des travailleuses indépendantes bénéficiant d'un congé parental

Aux termes de l'article 25, alinéa 5 du Code de la sécurité sociale, *«le montant de l'indemnité pécuniaire de maternité est égal à l'indemnité pécuniaire de maladie»*.

Pour les salariés, l'indemnité pécuniaire de maladie est calculée sur la base de *«la rémunération la plus élevée qui fait partie de l'assiette appliquée au cours de l'un des trois mois de calendrier précédant le début du paiement de l'indemnité pécuniaire par la caisse»* tel que prévu à l'article 10, alinéa 2, point 1) du Code de la sécurité sociale.

Pour les non-salariés, l'indemnité pécuniaire est calculée sur la base du revenu net au sens de l'article 10, numéros 1 et 3 L.I.R. En attendant l'émission du bulletin d'impôt de l'année durant laquelle le congé de maternité a été pris, l'indemnité pécuniaire est provisoirement calculée sur la base de l'assiette cotisable appliquée par le Centre commun de la sécurité sociale pour l'exercice en cause. Un recalcul sera effectué dès que le revenu professionnel net de l'année en question sera disponible.

Au cas où la travailleuse indépendante prend un congé parental suite à un congé de maternité, le recalcul à opérer après la fin de l'année pourra avoir pour effet de réduire considérablement le montant des indemnités de maternité.

Le congé parental entraînera pour la travailleuse indépendante une réduction de son revenu net pour l'année en question, qui constitue l'assiette de calcul de l'indemnité pécuniaire de maternité. En cas de congé parental à plein temps, seul le revenu généré pendant les mois d'activité professionnelle sera pris en compte. En cas de congé parental à mi-temps, le revenu généré par l'activité professionnelle à mi-temps exercée à la suite du congé de maternité sera également pris en considération. En revanche, les indemnités de congé parental sont exemptes d'impôt et ne sont donc pas incluses dans l'assiette cotisable.

Il en résulte que la perte de revenu professionnel encourue durant le congé parental aura pour effet de réduire considérablement les indemnités pécuniaires de maternité.

En fait, le montant de l'indemnité pécuniaire de maternité dépendra de la date à laquelle le congé de maternité prend fin et qui correspond à la date de début du 1er congé parental. Si celui-ci prendra cours vers la fin de l'année, son incidence sera moins importante. En revanche, s'il débutera au milieu de l'année, l'assurée aura à supporter une réduction considérable de ses indemnités pécuniaires. Il est profondément inique que le montant d'une indemnité pécuniaire de maternité puisse varier en fonction de la date de début du congé parental. Il est évident qu'en pareil cas, l'assurée indépendante ne sera pas incitée à le prendre. Il lui sera difficile d'accepter une double perte de revenus: d'abord en raison du congé parental et ensuite au niveau des indemnités pécuniaires de maternité.

Cette situation est difficilement conciliable avec l'article L 234-44 du Code du Travail qui consacre formellement le droit de chaque parent au congé parental.

La date du début du congé parental ne devrait avoir aucun effet sur le montant de l'indemnité pécuniaire de maternité.

La solution de ce problème consiste à prévoir un autre mode de calcul pour l'indemnité de congé de maternité suivi par un congé parental la même année.

L'indemnité de congé de maternité devrait être calculée abstraction faite de la réduction des revenus professionnels subie par l'assurée au cours du congé parental.

Réponse:

Un groupe de travail a été mis en place entre l'Inspection générale de la sécurité sociale, la Caisse Nationale de Santé et le Centre commun de la sécurité sociale en vue de trouver une solution pour remédier à cette inégalité de traitement.

Par un courrier du 23 octobre 2013, le directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale a informé la médiateure que le groupe de travail a élaboré une solution administrative technique qui s'applique tant au congé parental à plein temps qu'au congé parental à temps partiel. Elle consiste à neutraliser dans le calcul de l'indemnité pécuniaire de maladie tant les périodes de congé parental à plein temps, qui ne sont pas prises en compte, que les périodes de congé à temps partiel qui ne sont prises en compte que pour moitié. L'assiette cotisable fait ensuite l'objet d'une proratisation en fonction du temps travaillé.

La solution sera mise en œuvre dès que le Centre commun de la sécurité sociale aura reçu communication des déclarations d'impôt de l'année 2014.

Recommandation n°48 relative à la réinstauration d'une procédure de remise gracieuse en matière de TVA

La médiateure a été saisie de nombreuses réclamations de la part de personnes assujetties à l'encontre desquelles l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a procédé à une taxation d'office de la TVA.

Ces réclamants expliquent que de graves problèmes, notamment des problèmes de santé, les ont empêchés de remplir leurs obligations légales en matière de déclaration de TVA et d'entamer les voies de recours contre les bulletins de taxation. Le délai de recours ayant pris fin, il ne leur est plus possible d'obtenir un redressement de l'imposition, les bulletins ayant acquis force de chose décidée.

De plus, depuis l'abrogation de l'article 8 de l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 par la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, il n'y a plus de base légale pour l'octroi de remises gracieuses de la TVA.

Il est vrai qu'en cette matière une remise gracieuse se conçoit plus difficilement qu'en matière d'impôt sur le revenu, car par définition, le commerçant ne fait que collecter et reverser à l'État la taxe payée par le consommateur. La TVA encaissée n'est pas destinée à contribuer au financement de l'entreprise. Les cas de force majeure empêchant absolument le dépôt de déclarations de TVA et l'exercice des voies de recours contre les bulletins de taxation sont en fait assez rares. À l'encontre d'un assujetti qui, malgré rappels et sommations, ne remplit pas ses obligations légales, l'administration n'a pas d'autre choix que de taxer d'office sur la base d'une évaluation unilatérale. À défaut de données précises sur le montant imposable, l'imposition risque d'être largement surfaite.

En matière d'impôt sur le revenu, les juridictions administratives refusent d'admettre qu'une taxation d'office puisse entraîner une rigueur objective incompatible avec l'équité: une imposition même exagérée ne serait pas contraire à l'intention du législateur mais une conséquence librement acceptée du régime de la taxation d'office par le contribuable négligent.

L'assujetti qui a omis de déposer sa déclaration et ensuite d'exercer les voies de recours contre le bulletin de taxation d'office se voit reprocher d'avoir pris des risques inconsidérés: non seulement il s'est exposé à une imposition exagérée, mais il s'est dénié à lui-même les garanties essentielles des droits de la défense. C'est pourquoi les juridictions concluent que les requérants n'ont qu'à *«s'imputer à eux-mêmes les conséquences éventuellement désavantageuses de la taxation»*.

Aussi justifiables que soient ces considérations, elles se sont heurtées à une vive opposition de la part de certains auteurs: *«Il est regrettable que le législateur ait conféré à l'administration fiscale cette arme de taxation d'office sans se préoccuper de savoir si, à l'image d'une arme chimique ou d'une bombe atomique, l'arme ne détruit pas des innocents en même temps que des coupables. La fin justifie-t-elle les moyens? La lutte contre la fraude fiscale doit-elle détruire en même temps le bon grain et l'ivraie?»* (Patrick Berlooten, Étude critique du statut fiscal du conjoint commerçant, Mélanges offerts à André Colomer, Ed. Litec, Paris, 1993, pp. 443-444).

L'exécution d'un bulletin de taxation d'office ayant fixé un montant exagéré voire exorbitant peut obérer la situation financière de l'assujetti et aboutir à sa ruine dans laquelle il va entraîner sa propre famille et celle de ses salariés.

La jurisprudence est unanime pour considérer que *«la taxation d'office ne doit pas aboutir à une sanction du contribuable»* (Tribunal administratif, 6 février 2002, n°13346). Il n'en demeure pas moins qu'une taxation d'office peut avoir des conséquences extrêmement pénalisantes et irréparables.

Dans la plupart des cas, la situation malheureuse ayant conduit à la taxation d'office n'est pas entièrement imputable aux assujettis et n'a pas été le résultat d'actes délibérés.

La taxation d'office ne saurait ouvrir la porte à l'arbitraire et autoriser un traitement manifestement déraisonnable des personnes taxées d'office les hypothéquant pour le reste de leur vie.

Même en cas de taxation d'office, un juste équilibre entre les exigences de l'intérêt général et les droits fondamentaux des contribuables doit être sauvegardé.

L'impôt ne peut pas devenir une charge exorbitante hors de toute proportion avec le but d'intérêt général poursuivi. L'accroissement de la charge fiscale ne saurait aboutir à une confiscation de la propriété.

Instaurer une imposition confiscatoire est une violation du droit de propriété protégé par l'article 1 du protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Il y a rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques en cas de disproportion excessive entre le montant de TVA légalement dû et la taxation. La doctrine parle d'*«un abus de droit de l'État de lever l'impôt»*. Lever un impôt sur un chiffre d'affaires à ce point fictif n'est plus en accord avec la finalité de la loi.

L'instauration d'une procédure de remise gracieuse permettrait un réexamen de ces cas au moyen d'une approche individuelle et un redressement des impositions ayant abouti à une rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques. Le maintien de telles situations ne saurait plus se justifier par un but d'intérêt général.

Par l'octroi d'une mesure gracieuse, l'assujetti obtiendra une remise totale ou partielle de la dette de TVA fixée par voie de taxation d'office, qui pourra être pure et simple ou soumise à certaines conditions à remplir préalablement par l'assujetti.

La médiateure recommande

la réinstauration d'une procédure de remise gracieuse en matière de TVA.

Réponse:

Dans le débat d'orientation sur le rapport d'activité de la médiateure 2011-2012, le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (ci-après «AED») précise que son administration n'est pas favorable à la mise en place d'une procédure de remise gracieuse en matière de TVA.

Le directeur attire l'attention sur l'article 1er de la loi du 22 décembre 1985 relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice qui prévoit la possibilité du relevé de forclusion en toutes matières au profit de toute personne qui s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir sans qu'il y ait eu faute de sa part.

Le directeur propose d'introduire à l'article 76 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée une disposition permettant aux assujettis qui prouvent qu'ils se sont trouvés dans l'impossibilité d'agir, sans qu'il y ait eu une faute de leur part, d'être relevés de la forclusion.

La médiateure est toutefois d'avis que la proposition du directeur de l'AED n'est pas de nature à résoudre le problème des taxations d'office dont le montant dépasse de loin celui qui aurait été dû sur la base de déclarations régulières.

En effet, la solution proposée par le directeur requiert l'impossibilité d'agir de la part de l'assujetti. Or, aucun des cas dont la médiateure a été saisie n'aurait pu être résolu sur cette base.

La question qui se pose est de savoir si les taxations d'office sont conformes au principe de proportionnalité et si la faute peut justifier une dette fiscale exorbitante.

La médiateure est dans l'attente d'une prise de position de la part du ministre des Finances par rapport à cette recommandation.

Recommandation n°49 relative à l'introduction d'un code de bonne conduite

Je renvoie au rapport de 2012 (pages 98-103) en ce qui concerne l'historique de la recommandation ainsi que les principes du service public pour les fonctionnaires de l'Union européenne.

I. Le Code de bonne conduite administrative

Article premier - Disposition générale

Dans leurs relations avec le public, les administrations et toute personne à leur service respectent les principes énoncés dans le présent Code de bonne conduite administrative, ci-après dénommé «le Code».

Article 2 - Champ d'application personnel

1. Le Code s'applique à tous les fonctionnaires dans leurs relations avec le public.

2. Les administrations prennent les mesures nécessaires pour veiller à ce que les dispositions inscrites dans ce Code s'appliquent également à toute personne travaillant pour eux, comme celles travaillant sous des contrats de droit privé ainsi que les stagiaires.

3. On entend par «public»: les personnes physiques ou morales, ayant ou non leur résidence ou leur siège statutaire au Luxembourg.

4. Dans le présent Code, on entend par:

(a) «administration»: les administrations de l'État et des communes, les établissements publics relevant de l'État et des communes ainsi que les personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public;

(b) «fonctionnaire»: toute personne au service d'une administration.

Article 3 - Champ d'application matériel

1. Les principes généraux de bonne conduite administrative de ce Code s'appliquent à toutes les relations des administrations avec le public.

2. Les principes énoncés dans ce Code ne s'appliquent pas aux rapports de travail entre l'administration et ses fonctionnaires.

Article 4 - Légitimité

Le fonctionnaire agit conformément au droit et applique les règles et procédures applicables. Il veille notamment à ce que les décisions affectant les droits ou les intérêts des personnes aient une base juridique et à ce que leur contenu soit conforme au droit.

Article 5 - Absence de discrimination

1. Dans le traitement des demandes émanant du public et dans la prise de décisions, le fonctionnaire veille à ce que le principe d'égalité de traitement soit respecté. Les membres du public se trouvant dans la même situation sont traités de la même manière.

2. En cas d'inégalité de traitement, le fonctionnaire veille à ce qu'elle soit justifiée par les caractéristiques objectives pertinentes de l'affaire traitée.

3. Le fonctionnaire évite notamment toute discrimination injustifiée entre les membres du public qui serait fondée sur la nationalité, le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Article 6 - Proportionnalité

1. Lors de la prise de décisions, le fonctionnaire veille à ce que les mesures prises soient proportionnelles à l'objectif poursuivi. Il évite notamment de restreindre les droits des citoyens ou de leur imposer des contraintes lorsque ces restrictions ou ces contraintes sont disproportionnées par rapport à l'objectif de l'action engagée.

2. Lors de la prise de décisions, le fonctionnaire respecte le juste équilibre entre les intérêts des personnes privées et l'intérêt public général.

Article 7 - Absence d'abus de pouvoirs

Les pouvoirs ne sont exercés que pour les buts pour lesquels ils ont été conférés par les dispositions pertinentes. Le fonctionnaire évite notamment d'user de ces pouvoirs à des fins qui n'ont pas de base juridique ou qui ne sont pas motivées par un intérêt public.

Article 8 - Impartialité et indépendance

1. Le fonctionnaire est impartial et indépendant. Il s'abstient de toute action arbitraire qui lèse les membres du public ainsi que de tout traitement préférentiel pour quelque raison que ce soit.

2. La conduite du fonctionnaire n'est jamais guidée par des intérêts personnels, familiaux ou nationaux ou par des pressions politiques. Le fonctionnaire ne prend pas part à une décision dans laquelle lui ou un de ses proches ont des intérêts financiers.

Article 9 - Objectivité

Lors de la prise de décisions, le fonctionnaire tient compte des facteurs pertinents et les pondère comme il se doit dans la décision, tout en excluant tout élément non pertinent.

Article 10 - Confiance légitime, cohérence et conseil

1. Le fonctionnaire est cohérent dans sa conduite administrative ainsi qu'avec l'action de son administration. Il se conforme aux pratiques administratives habituelles de son administration, à moins qu'il ne soit légitimement fondé de s'écarter de ces pratiques dans un cas spécifique. Ce fondement légitime est enregistré par écrit.

2. Il répond aux attentes légitimes et raisonnables des membres du public à la lumière du comportement antérieur de l'administration.

3. Au besoin, le fonctionnaire conseille le public sur la manière dont doit être introduite une affaire qui relève de son domaine de compétence ainsi que sur la procédure à suivre pendant le traitement de l'affaire.

Article 11 - Équité

Le fonctionnaire agit avec impartialité et de manière équitable et raisonnable.

Article 12 - Courtoisie

1. Le fonctionnaire est consciencieux, correct, courtois et abordable dans ses relations avec le public. Dans ses réponses à la correspondance, aux appels téléphoniques et aux courriers électroniques, le fonctionnaire s'efforce d'être aussi serviable que possible et il répond de manière aussi complète et exacte que possible aux questions posées.

2. Si la question ne relève pas de sa compétence, le fonctionnaire oriente le citoyen vers le fonctionnaire compétent.

3. Il présente des excuses en cas d'erreur portant préjudice aux droits ou intérêts d'un membre du public, s'efforce de corriger les incidences négatives de son erreur de la façon la plus opportune et informe l'intéressé de toutes les voies de recours conformément à l'article 19 du présent Code.

Article 13 - Réponse aux lettres dans la langue du citoyen

Le fonctionnaire veille à ce que chaque membre du public qui écrit à l'administration en luxembourgeois, en allemand ou en français reçoive, dans la mesure du possible, une réponse dans la même langue.

Article 14 - Accusé de réception et indication du fonctionnaire responsable

1. Toute lettre ou requête adressée à l'administration fait l'objet d'un accusé de réception dans un délai de deux semaines, sauf si une réponse substantielle peut être envoyée endéans cette période.

2. La réponse ou l'accusé de réception indique le nom et le numéro de téléphone du fonctionnaire qui traite le dossier ainsi que le service auquel il appartient.

3. L'envoi d'un accusé de réception et d'une réponse n'est pas nécessaire lorsque les lettres ou les requêtes sont en nombre excessif ou lorsqu'elles revêtent un caractère répétitif ou inapproprié.

Article 15 - Obligation de transmission vers le service compétent de l'institution

1. Si une lettre ou une requête est adressée ou transmise à un service non compétent pour en traiter, ce service veille à ce que le dossier soit transmis sans délai vers l'administration compétente.

2. Le service qui reçoit initialement la lettre ou la requête informe le requérant et indique le nom et le numéro de téléphone du fonctionnaire auquel le dossier a été confié.

3. Le fonctionnaire informe le requérant des erreurs ou omissions qui pourraient s'être glissées dans les documents en lui donnant la possibilité d'apporter les corrections nécessaires.

Article 16 - Droit d'être entendu et de faire des observations

1. Dans les cas où les droits ou les intérêts de citoyens sont en jeu, le fonctionnaire veille à ce que les droits de défense soient respectés à chaque étape de la procédure de prise de décision.

2. Dans les cas où une décision affectant ses droits ou ses intérêts doit être prise, tout membre du public a le droit de soumettre des observations écrites, et si nécessaire, de présenter des observations orales avant que la décision ne soit adoptée.

Article 17 - Délai raisonnable pour la prise de décision

1. Le fonctionnaire veille à ce qu'une décision relative à chaque demande ou plainte adressée à l'administration soit prise dans un délai raisonnable et sans retard et en tout cas au plus tard trois mois après la date de réception.

2. Si, en raison de la complexité des questions soulevées, l'administration ne peut pas statuer dans le délai susmentionné, le fonctionnaire en informe l'auteur le plus tôt possible. Dans ce cas, l'auteur doit se voir notifier une décision définitive dans le délai le plus bref possible.

Article 18 - Obligation de motiver les décisions

1. Toute décision pouvant porter atteinte aux droits ou aux intérêts d'une personne privée doit indiquer les raisons sur lesquelles elle se fonde en précisant les faits pertinents et la base juridique de la décision.

2. Le fonctionnaire évite de prendre des décisions qui reposent sur des motifs brefs ou imprécis ou qui ne contiennent pas de raisonnement individuel.

3. S'il est impossible, en raison du grand nombre de personnes concernées par des décisions similaires, de communiquer de manière détaillée les motifs de la décision et lorsque des réponses standard sont donc apportées, le fonctionnaire assure qu'il apportera ultérieurement une réponse motivée individuelle au citoyen qui en fait expressément la demande.

Article 19 - Indication des voies de recours

Une décision de l'administration pouvant porter atteinte aux droits ou aux intérêts d'une personne privée doit contenir une indication des voies de recours existant en vue d'attaquer cette décision. Elle doit notamment indiquer la nature des recours, les organes qui peuvent être saisis ainsi que les délais applicables à l'introduction des recours.

Article 20 - Notification de la décision

1. Le fonctionnaire veille à ce que les décisions affectant les droits ou intérêts des citoyens soient notifiées par écrit à la personne ou aux personnes concernées dès que la décision a été prise.

2. Le fonctionnaire s'abstient de communiquer la décision à d'autres sources aussi longtemps que la ou les personne(s) concernée(s) n'a/n'ont pas été informée(s).

Article 21 - Protection des données

1. Le fonctionnaire qui traite les données personnelles d'un citoyen respecte la vie privée et l'intégrité de la personne, conformément aux dispositions applicables en matière de protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

2. Le fonctionnaire évite notamment de traiter des données personnelles à des fins non légitimes ou de les transmettre à des tiers non autorisés.

Article 22 - Demandes de renseignements

1. Lorsqu'il est compétent pour l'affaire en cause, le fonctionnaire fournit des renseignements aux membres du public qui le demandent. Le cas échéant, il donne des conseils sur la façon d'engager une procédure administrative dans son domaine de compétence. Il veille à ce que les renseignements communiqués soient clairs et compréhensibles.

2. Au cas où une demande orale de renseignements serait trop compliquée ou trop longue à traiter, le fonctionnaire demande à la personne concernée de formuler sa demande par écrit.

3. Si, en raison de la confidentialité, un fonctionnaire ne peut pas divulguer les renseignements demandés, il ou elle indique, conformément à l'article 18 du présent Code, à la personne concernée les raisons pour lesquelles il ne peut pas communiquer les renseignements.

4. Suite aux demandes de renseignements sur des questions pour lesquelles il n'est pas compétent, le fonctionnaire oriente le demandeur vers la personne compétente et indique le nom et le numéro de téléphone de celle-ci. Suite aux demandes de renseignements concernant une autre administration, le fonctionnaire oriente le demandeur vers cette institution ou cet organe.

5. En fonction de l'objet de la demande, le fonctionnaire oriente la personne à la recherche de renseignements vers l'administration compétente pour la transmission d'informations au public.

Article 23 - Demande d'accès public aux documents

1. Le fonctionnaire donne suite aux demandes d'accès aux documents à moins qu'une règle ne s'y oppose.

2. Si le fonctionnaire ne peut donner suite à une demande orale d'accès à des documents, il demande au citoyen de formuler sa demande par écrit.

Article 24 - Tenue d'un registre

Les services de l'administration tiennent un registre du courrier «entrée» et «sortie» des documents qu'ils reçoivent et des mesures qu'ils prennent.

Article 25 - Information du public sur le Code

L'administration prend des mesures opérantes pour informer le public des droits qui sont les siens en vertu du présent Code. Si cela est possible, elle en met le texte à disposition sous forme électronique sur la page d'accueil de son site Internet.

Article 26 - Droit de se plaindre au médiateur

Tout manquement d'une administration ou d'un fonctionnaire à se conformer aux principes énoncés dans le présent Code peut faire l'objet d'une plainte auprès du médiateur conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur.

II. Mode d'emploi concernant les règles de bonne conduite administrative

1. <u>L'accessibilité des administrations et l'accueil du public</u>

- droit d'obtenir toutes les informations nécessaires concernant l'accès à l'administration (adresse, plan de situation, téléphone, fax, courriel, heures d'ouverture);

- droit à un accès facile;

- droit à un accueil courtois, attentif et respectueux;

- droit d'obtenir les coordonnées du gestionnaire en charge du dossier (téléphone, fax, e-mail) et de connaître les disponibilités de celui-ci.

2. <u>L'information donnée aux usagers</u>

- droit à une information générale, claire, aussi complète que possible et actualisée au sujet de ses droits et obligations, les procédures applicables et les pratiques de l'administration;

- droit d'obtenir à tout courrier une réponse circonstanciée, rédigée dans un langage clair et simple et dans un délai raisonnable;

- droit d'obtenir tous les renseignements nécessaires en vue de l'introduction d'une demande ou de la poursuite d'une procédure auprès de l'administration;

- droit à des formulaires de demande lisibles et univoques avec indication claire des conditions à remplir et des pièces à joindre;

- droit d'obtenir, suite à l'introduction d'une demande, dans un délai court:

un accusé de réception avec indication du gestionnaire chargé du traitement du dossier;

une indication d'un délai approximatif dans lequel une décision sera prise;

une information complète au sujet des pièces ou autres éléments manquant au dossier introduit;

- une information concernant le service ou l'administration compétente à laquelle la demande a été transférée;

- droit de recevoir des informations au sujet de l'évolution du dossier;

- droit d'être informé sur les raisons des retards dans le traitement du dossier;

- droit à une réponse dans l'une des trois langues administratives dans laquelle la demande est formulée;

- droit de consulter son dossier.

3. <u>Une prise de décision transparente et claire</u>

- droit d'être reçu et entendu sur demande;

- droit à une décision conforme à la législation applicable, aux pratiques habituelles;

- droit à une gestion consciencieuse du dossier qui implique une recherche active de tous les éléments pertinents;

- droit à une décision lisible et rédigée dans un langage clair et simple;

- droit à une décision explicitement motivée en fait et en droit compte tenu des circonstances particulières du dossier;

- droit à un traitement confidentiel de toutes les données du dossier.

4. Un suivi personnalisé

- droit de recevoir toutes les explications nécessaires à la compréhension de la position de l'administration;

- droit d'être orienté vers d'autres administrations ou services susceptibles de régler la situation de l'administré;

- droit d'obtenir notification de toute décision dans un délai raisonnable;

- en cas de rejet de la demande, droit de connaître tous les moyens et voies de recours permettant de contester une décision ainsi que les délais pour ce faire.

5. Une amélioration constante des services offerts par l'administration

- droit de faire valoir des griefs à l'encontre de l'administration et d'obtenir une prise de position;

- droit d'obtenir le redressement d'une décision non conforme aux normes applicables;

- droit à réparation en cas de préjudice dû à un dysfonctionnement de l'administration;

- droit d'émettre des critiques ou des propositions en vue de l'amélioration des services de l'administration.

Réponse:

Le programme gouvernemental de la nouvelle coalition prévoit au chapitre «Réforme et simplification administratives» que «le Gouvernement mettra en œuvre un code de bonne conduite administrative».

La médiateure est convaincue que le code auquel le Gouvernement fait référence est bien celui proposé dans sa recommandation 49/2012. Elle tient à préciser que le texte s'inspire du code européen proposé par le médiateur européen à l'issue d'une consultation avec les médiateurs/ombudsmans nationaux. Ce document a été approuvé par une résolution du Parlement européen C50302/2001 du 6 septembre 2001. Il a par ailleurs été adopté tel quel par le «Bürgerbeauftragter» de la Rhénanie-Palatinat et par le médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le collège des médiateurs fédéraux belges s'en est aussi largement inspiré.

Nouvelle Recommandation

Recommandation n°50 concernant les conditions de recevabilité de la demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance

Dans la mesure où des personnes ont perdu des périodes d'assurance du fait qu'elles ont abandonné ou réduit leur activité professionnelle, la loi leur permet d'acquérir les périodes correspondantes par un achat rétroactif. Pour les personnes qui ne remplissent pas la période de stage requise pour l'octroi d'une pension de vieillesse, à savoir celui de cent vingt mois prévu par l'article 183 du Code de la sécurité sociale, il est particulièrement intéressant de procéder à un rachat pour compléter leurs périodes d'assurance.

Les périodes entrant en ligne de compte pour un achat de périodes sont énumérées limitativement à l'article 174 du Code de la sécurité sociale. Ce sont les périodes de mariage que les assurés font valoir le plus souvent.

Les personnes qui ont bénéficié par le passé d'un remboursement de cotisations ont également la possibilité de racheter les périodes d'assurance afférentes, rachat qui doit aussi être demandé avant l'âge de soixante-cinq ans.

La médiateure a été saisie d'un certain nombre de réclamations de la part de personnes qui avaient déjà dépassé l'âge de 65 ans à la date de leur demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance. Or, l'article 174 du Code de la sécurité sociale prévoit cet âge limite que l'intéressé ne doit pas avoir dépassé au moment de sa demande.

Le respect de cette limite d'âge est une condition de recevabilité de la demande d'achat de périodes formellement prévue par la loi de sorte que les caisses de pension, tenues au principe de légalité, ne sont pas en mesure d'accorder des dérogations à cette condition au cas où une demande d'achat a été introduite tardivement.

Or, beaucoup de personnes estiment qu'une demande de rachat peut être introduite dans le cadre d'une demande de pension de vieillesse qu'elles introduisent à l'âge de 65 ans. Elles ignorent que cette demande doit être introduite avant cet âge. Le fait de ne pas pouvoir procéder alors à un rachat de périodes d'assurance a d'importantes conséquences sur les revenus d'un assuré durant sa vieillesse.

La médiateure constate chaque jour les difficultés ressenties par les usagers à appliquer une législation qui devient de plus en plus complexe et de moins en moins intelligible. Du fait qu'en général les usagers comprennent mal le langage technique et juridique de l'administration, ils ne sont souvent pas en mesure de bien comprendre les informations que celle-ci met à leur disposition. Il en résulte une insécurité juridique grandissante pour les citoyens.

La législation luxembourgeoise prévoit une pléthore de délais de forclusion parfois très courts pour l'introduction de demandes auprès de l'administration. Certes, la stipulation de délais pour l'introduction de demandes est justifiée, car une multitude de demandes tardives peut avoir pour effet d'entraver le fonctionnement normal des services publics et nuire à leur efficacité. Il faut cependant également tenir compte des intérêts des administrés, car si le traitement des dossiers par l'administration s'en trouve facilité, la vie des administrés se compliquera d'autant plus. Il s'agit de concilier deux exigences opposées. Dans une publication intitulée *«Surmonter les obstacles à la mise en œuvre des stratégies de simplification administrative, Orientations destinées aux décideurs»*, l'OCDE a précisé que le but de la simplification administrative est surtout de diminuer la complexité et l'incertitude de la réglementation. Ces efforts devront être entrepris surtout dans l'intérêt des usagers.

Ainsi, la médiateure recommande de prolonger de deux années l'âge limite prévu pour l'introduction d'une demande d'achat de périodes d'assurance.

2.2. Des avis et des suggestions pratiques de la médiateure

2.2.1. Observations sur la procédure de reclassement

A. Problèmes liés à la mise en œuvre de la procédure de reclassement

Droit de saisine des salariés

La Commission mixte de reclassement est saisie par le Contrôle médical de la sécurité sociale.

Le texte de loi ne prévoit pas en faveur des salariés le droit de saisir le Contrôle médical de la sécurité sociale en vue d'une mise en œuvre de la procédure de reclassement par la saisine de la Commission mixte.

La médiateure est régulièrement saisie par des personnes qui souhaitent bénéficier d'un reclassement professionnel, mais qui ne disposent d'aucun moyen pour mettre en mouvement cette procédure.

L'accès au reclassement passe toujours par une saisine de la Commission mixte par le Contrôle médical de la sécurité sociale sans que les salariés ne soient en mesure de prendre une initiative à ce sujet.

C'est suite à la remise du rapport médical circonstancié R4, après une période d'incapacité de travail déclarée de 6 semaines au cours d'une période de référence de 16 semaines, que le Contrôle médical procède à une première évaluation de l'état de santé de l'assuré en congé de longue maladie devant aboutir à une des quatre solutions suivantes: continuation du congé de maladie, mise en invalidité, reclassement professionnel ou reprise du travail. L'assuré n'étant pas un acteur de cette procédure, il ne dispose d'aucun recours contre le refus du Contrôle médical de saisir la Commission mixte.

Le nouvel article L. 552-2 (1) du projet de loi prévoit au point 25 que la Commission mixte prend une décision de refus de reclassement professionnel au cas où le médecin du travail estime que l'intéressé est capable d'exécuter les tâches correspondant à son dernier poste de travail. L'intéressé dispose d'une voie de recours contre cette décision. En revanche, en cas de refus du Contrôle médical de saisir la Commission mixte, aucun recours n'est prévu et l'accès au reclassement reste fermé.

Or, beaucoup de contestations surviennent à ce premier stade de la procédure.

Il est un fait que le reclassement des travailleurs incapables d'occuper leur dernier poste de travail prévu par l'article L. 551-1 et suivants du Code du Travail constitue un droit pour les salariés remplissant les conditions légales. Ils ne peuvent cependant pas faire valoir leur droit en cas d'inaction du Contrôle médical.

Nécessité d'un congé de maladie prolongé

L'Administration du contrôle médical n'examine la situation d'un salarié qu'après une longue période de congé de maladie de l'assuré à l'issue de laquelle elle examine le rapport R4 et convoque l'intéressé à un examen médical. Cette pratique ne tient pas compte des assurés qui, tout en souffrant d'une incapacité de travail réduite, ne sont pas en arrêt de travail bien qu'ils souffrent de graves problèmes pour occuper à plein temps leur poste de travail. Théoriquement, ils devraient continuer à travailler jusqu'à se rendre malades pour une longue durée.

Par le passé, le médiateur a pu régler de telles situations directement avec l'Administration du contrôle médical. La loi doit tenir compte de ces cas de figure. Il n'y a pas de raison d'obliger des salariés, dont la capacité de travail réduite ne fait pas de doute, à prendre un congé de maladie prolongé pour devenir éligibles au reclassement.

L'impossibilité de prononcer un reclassement interne

Conformément à l'article L 551-5 du Code du Travail, «lorsqu'un reclassement interne s'avère impossible, la commission mixte prévue à l'article L 552-1 décide le reclassement externe». La notion d'impossibilité de décider le reclassement interne n'est pas claire.

La médiateure a été saisie par un réclamant en congé de maladie ininterrompu dont l'employeur a résilié le contrat de travail avec préavis sur la base de l'article L 121-6 du Code du Travail, le préavis ayant pris fin le 31 décembre 2012.

En date du 21 décembre 2012, la Commission mixte s'est prononcée en faveur d'un reclassement interne du réclamant.

Le pli contenant la décision de reclassement interne du réclamant a été remis à la poste au Luxembourg le 21 décembre 2012, date de la séance lors de laquelle la décision de reclassement a été prise. Le réclamant l'a réceptionné le 27 décembre 2012. Or, un reclassement interne d'une durée de deux jours de travail ne fait pas de sens.

La loi doit être clarifiée afin d'éviter à l'avenir de pareilles décisions.

Octroi de l'indemnité compensatoire

Conformément à l'article L. 551-5, paragraphe 1, du Code du Travail «en cas de reclassement professionnel externe, l'indemnité compensatoire est due d'après les modalités prévues par l'article L. 551-2, paragraphe 3, à condition que la personne reclassée ait été assignée par les services de l'Agence pour le développement de l'emploi». Le nouveau texte du projet de loi ajoute la condition supplémentaire que la personne reclassée ait été déclarée apte au nouveau poste de travail lors de l'examen médical d'embauche visé à l'article L. 326-1.

Le médiateur a été saisi de cas dans lesquels un reclassé externe a pu trouver lui-même un nouvel emploi. L'indemnité compensatoire a cependant été refusée au motif que le reclassé a obtenu l'emploi en dehors d'une assignation de l'ADEM. Cette condition tenant à l'assignation préalable ne favorise pas les efforts personnels des reclassés en vue de trouver un nouvel emploi. Les personnes qui entreprennent des efforts personnels se voient ainsi désavantagées, car peu de gens sont au courant de cette disposition refusant dans ce cas l'indemnité compensatoire.

B. Critères appliqués par le Contrôle médical et par le médecin du travail

Selon la loi, tout assuré inapte à occuper son dernier poste de travail est éligible pour un reclassement. Cette formulation est très générale. Le texte de loi ne prévoit pas de critères spécifiques devant être appliqués par le Contrôle médical. En fait, le reclassement n'a pas été conçu pour toutes les situations.

Le cas du cycliste professionnel de très haut niveau qui, après avoir atteint un certain âge, n'est plus apte à remplir en tant que chef de son équipe les performances sportives exceptionnelles qu'il s'est obligé de réaliser selon son contrat de travail, n'est probablement pas visé par la loi, bien qu'il en remplisse théoriquement les conditions légales. Voilà un exemple extrême. Le problème posé par l'absence de critères légaux se rencontre cependant couramment en pratique.

Le médiateur a été saisi d'un réclamant dont la tâche consistait dans la manutention d'un type de marchandises exigeant une grande force des mains. Après un accident de travail, cette force s'était réduite au point qu'il était effectivement devenu inapte pour ce poste déterminé. Le reclassement a été refusé à juste titre par le Contrôle médical du fait que cet ouvrier, encore assez jeune, disposait par ailleurs d'une force physique suffisante pour exécuter tout autre travail manuel dans la même entreprise.

Dans une entreprise, il y a toujours une certaine assignation des tâches qui doit tenir compte des capacités évolutives des salariés et cela d'autant plus que l'âge légal de la retraite risque d'être augmenté à l'avenir.

Un salarié, même s'il a des problèmes pour effectuer certaines tâches d'un poste de travail déterminé, peut néanmoins garder une capacité de travail suffisante pour continuer à travailler à plein temps dans son métier à l'intérieur de l'entreprise et sans devoir encourir une perte de salaire. Il suffit parfois d'un petit aménagement du poste de travail. C'est une question d'organisation et de bonne volonté de l'employeur mais aussi de solidarité entre les salariés.

Selon l'actuel article L. 326-9 (4) du Code du Travail, l'employeur doit, dans la mesure du possible, affecter le travailleur déclaré inapte pour un poste de travail à un autre poste. Le Code du Travail énonce cette obligation sans référence au reclassement interne. Cette obligation incombant à l'employeur «de prendre toutes les mesures nécessaires afin de réaffecter un salarié sur un autre poste de travail» a été clairement énoncée par la jurisprudence (Cour d'appel, 12 juillet 2012, n°37495). Il incombe à l'entreprise d'assigner les tâches en tenant compte des capacités spécifiques et évolutives de ses salariés.

Le but du reclassement interne n'est pas d'aider l'entreprise à financer cette assignation des tâches à laquelle toute entreprise est tenue. Un recours généralisé au reclassement pourra être difficilement financé par les institutions de sécurité sociale. C'est un problème qui risque d'aboutir à des abus coûteux. La procédure du reclassement doit être appliquée judicieusement. Malheureusement, il n'existe pas de critères qui permettent de démarquer le recours au reclassement par rapport à cette allocation des tâches selon les capacités évolutives des salariés. Cette responsabilité doit être assumée par l'entreprise sans recours au reclassement.

Étant donné les possibilités de recours devant les juridictions sociales, celles-ci ne seront pas en mesure de trancher les litiges en l'absence de critères suffisamment précis.

C. Médecine du travail

Statut du médecin du travail

Le médecin du travail ne pourra pas exécuter la mission susvisée et imposer des solutions à l'entreprise à moins qu'il ne bénéficie d'un statut entièrement indépendant par rapport à l'employeur.

Le médecin du travail devrait exercer un contrôle efficace sur les efforts entrepris par l'employeur dans le cadre de l'assignation des tâches au personnel de l'entreprise pour affecter les salariés à un poste de travail correspondant à leurs capacités de travail. Cela présuppose des connaissances approfondies de l'organisation du travail de l'entreprise. Le reclassement interne permet à un salarié reclassé sur un poste de travail moins sollicitant d'obtenir une indemnité compensatoire, si le poste de travail est moins rémunéré. D'un autre côté il est évident qu'il incombe aux employeurs d'organiser le travail dans leur entreprise en tenant compte des capacités de travail de leurs salariés, sans qu'il y ait un recours généralisé à la procédure de reclassement interne. Il appartient aussi au médecin du travail de veiller à ce que les employeurs respectent l'obligation au reclassement interne que le nouveau texte leur impose.

Les relations entre la médecine du travail et les employeurs risquent de devenir de plus en plus conflictuelles.

Seule une médecine du travail vraiment indépendante sera en mesure d'y faire face et de faire en sorte que le but de la loi soit atteint. Il est partant recommandé au Gouvernement de réexaminer le statut des médecins du travail dont un grand nombre sont encore en fait trop liés aux employeurs.

La nouvelle voie d'accès à la procédure de reclassement

Dans ce contexte se pose le problème des conditions de saisine de la Commission mixte par le médecin du travail.

Le nouvel article L. 326-9, paragraphes 5 et 6 du projet de loi, permet au médecin du travail de saisir la Commission mixte à condition que le salarié ait été occupé pendant au moins 10 ans par l'entreprise et qu'il ait été déclaré inapte pour son poste de travail qui doit être un poste à risques. Le reclassement interne sera obligatoire si l'employeur occupe au moins 25 salariés, il sera soumis à son accord s'il occupe moins de 25 salariés.

Cette saisine de la Commission mixte par le médecin du travail est donc soumise à des limites étroites qui se trouvent déjà inscrites à l'actuel article L. 326-9, paragraphe 5, sauf que ce texte requiert l'occupation de 50 salariés. Il peut certainement être reproché au projet de loi de s'être trop largement inspiré de l'actuel

article L. 326-9 du Code du Travail. Il ressort de l'avis de la Chambre des Salariés que cet article n'aurait que rarement trouvé application en pratique. Le nouvel article risque de connaître le même sort. Il semble établi que ce n'est pas en raison du seuil de 50 salariés mais au fait que le texte vise exclusivement les salariés occupant un poste à risque. Le terme «poste à risque» est défini à l'article L. 326-4, définition légale qui est assez restrictive:

1. tout poste exposant le travailleur qui l'occupe à un risque de maladie professionnelle, à un risque spécifique d'accident professionnel sur le lieu de travail lui-même, à des agents physiques ou biologiques susceptibles de nuire à sa santé, ou à des agents cancérigènes;

2. tout poste de travail comportant une activité susceptible de mettre gravement en danger la sécurité et la santé d'autres travailleurs ou de tiers ainsi que tout poste de travail comportant le contrôle d'une installation dont la défaillance peut mettre gravement en danger la sécurité et la santé de travailleurs ou de tiers.

La nouvelle voie d'accès à la procédure de reclassement est une idée qui mérite d'être poursuivie. Elle présuppose une médecine du travail qui soit effectivement indépendante des employeurs. Étant donné que la Commission mixte peut saisir le médecin-chef de division de la santé au travail de la Direction de la santé, elle est en mesure d'exercer un certain contrôle sur les médecins du travail. En raison de ce qui précède, un élargissement des conditions de cette voie d'accès serait souhaitable.

Divergences entre médecine du travail et Contrôle médical

Il n'existe à l'heure actuelle aucune concertation entre les médecins du travail et le Contrôle médical de la sécurité sociale.

Il arrive que le Contrôle médical établit un avis déclarant apte au travail un assuré en congé de maladie, alors que le médecin du travail le déclare inapte à occuper son poste de travail.

Une telle divergence ne peut être résolue qu'au moyen d'une concertation. Une telle concertation devrait être étendue également au cas où le Contrôle médical établit un avis d'aptitude au travail et que l'assuré quant à lui estime ne pas être à même de reprendre son ancien travail et de satisfaire aux exigences concrètes de son poste de travail. Seul le médecin du travail est en mesure de vérifier concrètement la situation sur le terrain.

D. Difficultés dans l'exécution du reclassement interne

Article 15, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale

L'application de l'article 15, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale donne lieu à des problèmes après le prononcé du reclassement. Aux termes de cet article, l'incapacité de travail résultant du fait qu'une personne ne peut plus exercer son dernier poste de travail n'est plus indemnisable par des indemnités pécuniaires après la notification de la décision de reclassement. Dans un dossier soumis au médiateur, c'est sur base de ce texte que la Caisse de maladie a refusé d'indemniser l'assuré qui, immédiatement après le prononcé du reclassement interne, s'est soumis à une opération chirurgicale afin de garder ou d'améliorer sa capacité de travail.

La Caisse de maladie refuse également le versement d'indemnités pécuniaires si elle est d'avis que l'incapacité de travail du reclassé est précisément celle ayant motivé le reclassement, même si le salarié, en raison d'une aggravation passagère de son état, est incapable de travailler. L'article 15, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale semble être trop restrictif et devrait être réexaminé.

Le reclassement interne dans l'Administration publique

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'une personne travaillant dans un musée et à laquelle le reclassement interne a été refusé du fait que le musée en question aurait atteint le quota légal. Aux termes de l'article L-151-1 (3) du Code du Travail «le reclassement interne consiste en ce qui concerne le secteur public dans un reclassement au sein de l'administration ou du service public d'origine de l'agent éventuellement à un autre poste ou à un autre régime de travail».

La question est de savoir ce qu'il faut entendre par administration. Le musée en question fait partie de l'ensemble des «infrastructures culturelles» ou des «instituts culturels de l'État» qui dépendent du Ministère de la Culture.

S'il est accepté que l'ensemble des «établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique» constitue une administration (voir liste de l'annuaire officiel d'administration et de législation), rien n'empêche de considérer aussi comme telle l'ensemble des «instituts culturels de l'État».

Étant donné que le Gouvernement entend privilégier le reclassement interne, ne devrait-il pas donner le bon exemple et commencer par interpréter les textes légaux moins restrictivement, ce qui permettrait d'étendre le champ d'application du reclassement interne à l'intérieur même de l'administration publique?

2.2.2. Avis concernant la transcription du pacs français au répertoire luxembourgeois

Dans son dernier rapport annuel (cf. pages 38-40), la médiateure avait évoqué le problème rencontré par de nombreux ressortissants français qui se sont vu refuser la reconnaissance de leur pacte civil de solidarité (PACS) conclu en France parce que ces derniers n'étaient pas apostillés. L'apostille est une forme de légalisation d'un acte public, par laquelle un agent compétent atteste la véracité de la signature apposée sur un acte officiel.

Le ministre de la Justice luxembourgeois était en effet d'avis que les partenariats ne sont pas à considérer comme étant des actes d'état civil et ne tombent donc pas sous le champ d'application de la convention CIEC n°17. Celle-ci dispose en effet que les actes d'état civil ne doivent pas obligatoirement être apostillés pour être reconnus dans les autres États parties à la convention. Les cours d'appel françaises et notamment la Cour d'appel de Metz faisaient cependant une interprétation différente du texte en question et refusaient donc de délivrer une apostille pour les PACS conclus en France.

La médiateure ne partageait pas non plus l'interprétation faite de la convention par le ministre de la Justice luxembourgeois. Dans un long courrier, elle lui a exposé ses arguments pour lui démontrer que les partenariats sont bien des actes d'état civil au sens de la convention CIEC n°17 et que par conséquent, ils doivent être dispensés d'apostille. La médiateure l'a par ailleurs rendu attentif au fait qu'il était important de clarifier ce point au plus vite, alors que le même problème risquait de se poser pour des ressortissants français originaires d'un autre département.

Même à supposer que le ministre de la Justice luxembourgeois ne partage pas ce raisonnement, la médiateure est néanmoins convaincue que le PACS devient un acte d'état civil par le fait qu'il est inscrit en marge des actes de naissance des personnes concernées.

Or, malgré plusieurs rappels de la médiateure, les ministres de la Justice (veuillez lire: successifs) du Gouvernement précédent n'ont toujours pas pris position.

La médiateure vient de saisir l'actuel ministre de la Justice de la même question et attend sa prise de position.

Suggestions d'ordre pratique aux administrations concernant:

1. Les prénoms germanisés

Un réclamant a saisi la médiateure parce qu'il ne comprenait pas la raison pour laquelle son nouveau permis de conduire indiquait le prénom «Johann» alors que tous ses documents officiels contenaient le prénom «Jean».

La médiateure lui a expliqué la raison de l'indication de son prénom germanisé (naissance avant 1945 pendant l'occupation allemande) dans son nouveau permis de conduire, ainsi que la manière de le changer.

Ensuite la médiateure a prié les administrations concernées (bureau des passeports, Syvicol et service des permis de conduire) d'informer les personnes concernées par ce même genre de problèmes de la possibilité de changer le prénom (par la loi du 18 mars 1982) si tel est leur souhait.

2. La procédure de demande d'aide financière pour études supérieures

La médiateure a été saisie de plusieurs réclamations concernant le refus de l'aide financière de l'État pour études supérieures en raison du fait que le formulaire de demande, bien que dûment rempli, n'avait pas été demandé formellement dans les délais impartis par le règlement grand-ducal du 5 octobre 2000. Dans un cas dont la médiateure a été saisie, l'étudiant avait utilisé une copie du formulaire du semestre précédent.

La médiateure a suggéré au CEDIES de mettre le formulaire en ligne et de ne plus retenir qu'une seule date limite, à savoir celle du renvoi du formulaire de demande complété au CEDIES.

Le service concerné, tout en acceptant la suggestion, n'a pas encore changé le règlement grand-ducal de 2014 mais a promis de ce faire ensemble avec la modification légale, devenue nécessaire suite au jugement que la Cour de justice de l'Union européenne a rendu le 20 juin 2013.

Entre-temps les formulaires de demande d'aide pour le semestre d'hiver 2013-2014 étaient téléchargeables sur le site internet du CEDIES et ce jusqu'au 31 octobre 2013. Après cette date, les retardataires ont dès le semestre d'hiver de 2013 la possibilité de présenter leur demande sur la copie d'une demande téléchargée avant le 31 octobre.

La médiateure apprécie la simplification proactive de la procédure.

3. L'amélioration de la procédure interne dans le cadre d'une demande de subventions (en matière agricole)

Afin de pouvoir retracer en toute transparence l'évolution d'un dossier qui, en raison de son délai de traitement très long, cause préjudice au demandeur, le ministre de l'Agriculture a donné l'instruction à ses services de rédiger après chaque réunion une brève note précisant le contenu de l'entrevue et indiquant, le cas échéant, les documents et autres données à fournir par le demandeur pour compléter le dossier.

La médiateure estime que cette instruction serait encore plus précieuse si elle était communiquée au demandeur. Idéalement, elle devrait être disponible également dans un dossier électronique personnalisé auquel le requérant aurait accès pour vérifier l'état de son dossier.

Au-delà du ministère concerné, cette procédure serait utile dans toutes les administrations qui traitent des dossiers d'aides ou allocations de tout genre.

4. La date de départ de la prise en charge par l'assurance dépendance

La date de prise en charge des prestations par l'assurance dépendance est actuellement fixée à la date de réception du rapport du médecin traitant. Or, cette date pose problème en raison du fait qu'il arrive que le certificat médical soit envoyé après la date de la demande de prise en charge. La prise en charge ne peut toutefois être accordée que sur base dudit certificat. Ainsi, la prise en charge est souvent retardée et les assurés doivent eux-mêmes prendre en charge les frais des prestations avant la date de délivrance du certificat médical.

Pour éviter de pénaliser les bénéficiaires, il serait souhaitable d'admettre comme point de départ de la prise en charge par l'assurance dépendance la date indiquée sur le certificat médical du médecin traitant précisant formellement la date à partir de laquelle les conditions médicales étaient remplies.

5. Les réseaux d'aides et de soins financés par des deniers publics

Dans ce même contexte, la médiateure suggère que les réseaux d'aides et de soins financés par des deniers publics devraient faire l'objet d'un contrôle de qualité et de l'exécution de soins à domicile par une instance publique indépendant.

6. L'information des assurés en matière de sécurité sociale

A. Information immédiate des assurés de leur entrée et de leur sortie de la sécurité sociale

Plusieurs réclamations étaient fondées sur le fait que les assurés ont appris par coïncidence, au moment où le remboursement de frais médicaux leur a été refusé, qu'ils avaient été désaffiliés de la sécurité sociale.

Une telle désaffiliation, qui peut avoir des conséquences très graves pour les assurés concernés, doit être portée à leur connaissance au moment même où la décision est prise afin d'éviter un préjudice grave que les assurés risquent de subir.

La médiateure estime que les assurés doivent être informés immédiatement de tout changement de leur situation concernant la sécurité sociale luxembourgeoise. Lors d'un entretien de la médiateure avec le Ministre de la Sécurité sociale, ce dernier s'est engagé à faire parvenir une instruction dans ce sens aux organismes concernés. Lors de la rédaction de ce rapport, la médiateure n'avait pas encore d'information plus concrète quant à la mise en pratique de cet engagement.

B. Information améliorée dans le domaine de la sécurité sociale concernant la prise en charge des prestations.

La médiateure a dû constater à plusieurs reprises que les assurés sont mal informés des complexités de la réglementation communautaire en matière de sécurité sociale.

Toutes les institutions, caisses de maladie, hôpitaux et médecins traitants devraient être sensibilisés pour mieux informer et guider les assurés.

Un complément d'information serait de mise notamment:

- pour la prise en charge d'un transfert à l'étranger pour soins médicaux

Les malades ignorent souvent qu'une autorisation préalable du contrôle médical de la sécurité sociale est requise pour un transfert à l'étranger et qu'il faut attendre l'accord formel pour ne pas risquer de devoir prendre personnellement en charge les frais d'un traitement à l'étranger, cette autorisation est aussi requise si ce transfert est ordonné par un médecin.

- concernant les suppléments de tarifs

Le problème se pose lorsque des médecins étrangers non conventionnés facturent des tarifs supérieurs aux tarifs légaux pris en charge par les caisses de maladie. Les patients ne sont pas forcément informés des suppléments de tarifs et s'étonnent ensuite de la non prise en charge par la caisse compétente.

- pour le complément de remboursement en cas de soins programmés à l'étranger

Beaucoup d'assurés ignorent qu'ils ont droit à un remboursement complémentaire au cas où ils sont traités à l'étranger dans le cadre des soins programmés et le montant que la caisse luxembourgeoise doit rembourser à l'assuré est inférieur au montant que la caisse luxembourgeoise aurait dû prendre en charge si le même traitement avait été dispensé au Luxembourg.

- remboursement en cas de traitement ambulatoire à l'étranger, mais non pour un traitement stationnaire sans autorisation préalable

Étant donné que les traitements ambulatoires à l'étranger sont pris en charge par la caisse luxembourgeoise compétente depuis un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans les affaires Decker et Kohll (C-120/95 et C-158/96 du 28 avril 1998). Or, contrairement aux traitements stationnaires, les assurés doivent pouvoir distinguer entre traitement ambulatoire et traitement stationnaire, un traitement dispensé en milieu hospitalier pouvant être ambulatoire.

7. L'information des bénéficiaires d'une occupation temporaire indemnisée (OTI) ainsi que des chômeurs indemnisés dans un délai acceptable de la fin de leurs droits

Quelques personnes ont saisi la médiateure qu'ils n'étaient pas au courant des modalités d'une OTI. Ils ignoraient surtout que la mesure prend fin en cas d'expiration de leur droit aux indemnités de chômage.

La suggestion de la médiateure d'informer les bénéficiaires d'OTI et d'indemnités de chômage préalablement à l'expiration de leurs droits a été discutée lors d'une entrevue avec la direction de l'ADEM et mise en pratique immédiatement. La médiateure a reçu une lettre type que tous les intéressés recevront désormais quelques semaines avant le terme de l'OTI ou avant la fin de leur droit aux indemnités de chômage.

La médiateure félicite l'ADEM de la rapidité d'application de sa suggestion.

8. L'accès de la CNPF aux données du Centre commun de la Sécurité sociale

Un accès de la CNPF aux données du Centre commun de la Sécurité sociale lui permettrait de contrôler plus facilement certaines données et de détecter des changements de situation des bénéficiaires de prestations afin de s'y adapter rapidement. Idéalement, la CNPF devrait être informée automatiquement de certains changements de situation ayant des conséquences sur le droit aux prestations familiales.

Étant donné qu'un tel échange d'informations risque cependant de poser d'autres problèmes, un accès limité aux données concernant la CNPF (p. ex. l'existence d'une affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise) permettrait du moins d'éviter un paiement prolongé des prestations, dès que la CNPF a un doute sur les indications se trouvant dans ses fichiers.

9. L'information améliorée par la CNPF sur les modalités du congé parental de parents de jumeaux

La loi sur le congé parental de parents de jumeaux est difficilement compréhensible et prête à confusion. En vertu d'une application stricte du texte de loi, la forme du congé parental choisie au départ par un parent de jumeaux doit être maintenue pendant toute la durée du congé parental, c'est-à-dire que les parents de jumeaux doivent prendre soit un congé parental à plein temps de 12 mois ou un congé parental à mi-temps de 24 mois. Ils ne peuvent p. ex. pas prendre un congé à plein

temps de 6 mois pour un enfant et un congé à mi-temps de 12 mois pour le deuxième enfant.

Le choix du type de congé s'applique donc à l'ensemble des enfants d'une même naissance. De cette manière, le congé peut être considéré dans son intégralité comme congé parental consécutif au congé de maternité, condition nécessaire pour que le deuxième parent ait également droit à son congé parental.

Pour éviter des malentendus à ce sujet, la médiateure a suggéré à la CNPF d'améliorer les explications à ce sujet sur son site internet. Cette suggestion a été acceptée par la direction de la CNPF. La CNPF a encore proposé de veiller à informer les parents des conséquences de leur choix avant d'accorder éventuellement un changement du type de congé parental par le parent qui prend le premier congé parental (p. ex. si le parent souhaite prendre 6 mois à plein temps et 12 mois à mi-temps).

La médiateure se félicite de cette proposition ainsi que de l'acceptation de la sienne de travailler ensemble sur un texte amendant les dispositions qui posent problème.

Partie 3

3.1. Annexe

Consultation

Rédigée à la demande de

Madame le Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg

Dans un différend à elle soumis

Cette consultation a été réalisée en considération des documents fournis au soussigné:

- compromis de vente du 9 juin 2011

- acte notarié de vente du 12 juillet 2011

- courrier de l'administration de l'enregistrement et des domaines aux administrés en cause en date du 10 décembre 2012

La question posée:

Dans le cadre d'un différend entre un administré et l'administration de l'enregistrement et des domaines concernant la restitution du crédit d'impôt octroyé lors d'un achat immobilier, faut-il analyser le transfert de propriété lors de la revente de l'immeuble comme réalisé à la date du compromis ou de l'acte notarié?

Faits

Les administrés en cause ont acquis un appartement à Luxembourg par un acte notarié conclu le 2 juillet 2009. Ils l'ont revendu en 2011. Cette vente s'est réalisée par deux actes: un compromis signé le 9 juin 2011 suivi d'un acte notarié en date du 12 juillet 2011. À la suite de cette opération, l'administration de l'enregistrement et des domaines a réclamé la restitution du crédit d'impôt obtenu lors de la première acquisition immobilière en considérant que, la revente s'étant réalisée au jour de la conclusion du compromis, le délai de deux ans exigé par la loi ne s'était pas écoulé entre le 2 juillet 2009 et le 9 juin 2011. Saisi du différend le Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg considère au contraire que le transfert de propriété lors de la revente ne s'est opéré que le 12 juillet 2011, au moment de l'établissement de l'acte notarié, et dès lors que le délai de deux ans requis était écoulé.

La détermination de l'écoulement du délai de deux ans suppose l'établissement de la date de l'acquisition de la propriété de l'immeuble en question et celle de son transfert ultérieur. Aucune information ne nous a été communiquée sur les modalités de conclusion de la première vente. Il résulte simplement de l'acte notarié du 12 juillet 2011 que: «Lesdites entités appartiennent au vendeur pour les avoir acquises aux termes d'un acte de vente reçu par Maître Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 02 juillet 2009, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg, le 10 juillet 2009, volume 2203 numéro 4.» Le courrier de l'administration de l'enregistrement et des domaines du 10 décembre 2012 retient cette date comme celle de l'acquisition de la propriété. N'étant pas interrogé sur ce point et ne disposant pas des éléments nécessaires, nous n'approfondirons pas cette question mais nous relevons l'intérêt de clarifier ce point. En effet, au cas où il devait s'avérer que l'acquisition initiale de la propriété s'était produite antérieurement, et plus précisément avant le 9 juin 2009, par exemple par un compromis de vente valant vente, le débat juridique ici soulevé perdrait tout intérêt pratique puisque le délai de deux ans se serait écoulé avant le 9 juin 2011 et donc, quelle que soit l'analyse retenue, avant la revente de l'immeuble.

En laissant de côté tout débat à propos de la date de l'acquisition de la propriété de l'immeuble et en admettant qu'elle se soit réalisée le 2 juillet 2009, il devient essentiel de fixer la date à laquelle la revente du bien a produit ses effets, autrement dit la date du transfert de propriété y afférent. C'est sur cette seule question que nous avons été consultés et nous y limiterons donc nos analyses.

Discussion

La question du transfert de propriété dans la vente immobilière est une question classique, compliquée par la pratique de la conclusion préalable d'un compromis de vente. Il convient donc d'abord de rappeler les règles qui entourent ce mécanisme. Ce n'est qu'ensuite qu'il sera possible de prendre position dans l'espèce qui donne lieu à cette consultation en se basant sur les termes précis des actes juridiques en cause.

La réglementation du transfert de propriété dans la vente immobilière

La règle posée par le code civil est extrêmement simple dans son principe. Son article 1583 dispose très simplement que la vente «est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.» Et pour qu'il n'y ait aucun doute lorsque l'acte définitif est précédé d'un compromis, c'est-à-dire d'une promesse synallagmatique de vendre et d'acheter, l'article 1589 ajoute: «La promesse de vente vaut vente, lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et sur le prix». Cette dernière solution n'est que la conséquence logique du consensualisme consacré par le code civil, qui veut que le consentement des parties suffit à lui seul à produire des effets de droit. Or, le consentement des parties est donné lorsqu'il existe une promesse synallagmatique et celle-ci produit les mêmes effets que la vente. Autrement dit, la promesse opère transfert de propriété, par application combinée des articles 1583 et 1589, sans qu'il ne soit besoin d'attendre la réitération de l'acte notarié. Ces dispositions ne sont d'ailleurs que la consécration d'un principe plus général que le seul contrat de vente, puisqu'il résulte de l'article 1138 du code civil (M. Watgen et R. Watgen, La propriété immobilière, Promoculture Larcier, 2013, n°325).

Pourtant, s'il existe deux actes juridiques, ils ne peuvent s'assimiler totalement l'un à l'autre. La réitération de l'accord déjà contenu dans le compromis de vente doit s'expliquer et la nature de l'un et de l'autre n'est donc pas aussi simple qu'il ne paraît. L'intérêt basique de la distinction du compromis et de l'acte notarié ultérieur sert à prendre acte du consentement des parties, avant que toutes les informations n'aient été réunies et/ou toutes les formalités accomplies. L'acte notarié n'intervient qu'ensuite, évitant des frais inutiles si des difficultés se rencontrent lors des vérifications nécessaires. Dans cette hypothèse, le compromis de vente vaut bien vente mais il est conclu sous la condition suspensive de diverses circonstances (obtention d'un prêt, absence d'exercice du droit de préemption...). Ce n'est que si la condition se réalise, et donc que la vente devient définitive, que l'acte notarié sera réalisé. La passation de l'acte notarié lui-même apparaît dans ce cas comme une modalité d'exécution du contrat de vente.

Mais la passation d'un acte notarié peut être plus qu'une simple modalité d'exécution du contrat de vente, destinée notamment à permettre sa publicité pour garantir son opposabilité aux tiers. Les parties peuvent décider elles-mêmes de s'évader du consensualisme établi par le code civil et d'imposer la rédaction d'un acte notarié, d'un acte authentique. On est alors en présence de ce qu'un auteur a appelé la «Promesse consensuelle d'un contrat solennel par la volonté des parties» (Ch. Larroumet, Droit civil, tome III Les Obligations Le contrat, Economica, 4e éd., 1998, n°304). Si on suit cette analyse, il convient de reproduire ici l'analyse traditionnellement faite à propos du formalisme légal et, plus spécialement, la distinction du formalisme ad probationem et ad validitatem: «selon que l'acte notarié est une condition de validité ou une condition de preuve, les rapports des parties ne seront pas du tout les mêmes. Dans le premier cas, la vente n'existe pas en l'absence d'acte notarié, ce qui fait que les obligations qu'elle engendre ne sont pas encore nées et qu'il n'y a pas non plus transfert de propriété. Au contraire, dans le second cas, dès la conclusion d'un accord consensuel, le transfert de propriété peut s'opérer, l'acheteur est tenu de payer le prix au vendeur qui est lui-même tenu de livrer la chose vendue à l'acheteur» (Ch. Larroumet, op. cit., n°305).

Un élément demeure cependant crucial, c'est que dans la plupart des hypothèses sus-évoquées, le transfert de propriété n'est qu'exceptionnellement reporté au jour de l'acte notarié. Pour reprendre l'analyse d'un autre auteur, en érigeant conventionnellement la forme notariée en condition de validité du contrat définitif, les parties peuvent également tracer une séparation nette entre celui-ci et la promesse qui reste consensuelle. À raisonner sur la vente, la promesse donne naissance, non à une obligation de livrer et à une obligation de payer le prix, mais à une obligation de faire dont l'inexécution se résoudra en dommages-intérêts. Mais il y faut une volonté particulièrement claire des parties, la jurisprudence ayant tendance à analyser l'exigence d'une réitération des consentements devant le notaire, non en une forme solennelle convenue, mais en une simple modalité d'exécution du contrat que l'accord sur les éléments essentiels suffit à former (F. Temé Ph. Simler et Y. Lequette, Droit civil, Les obligations, Dalloz, 8e éd., 2002, n°194).

La jurisprudence luxembourgeoise ne dit pas autre chose, pour laquelle on peut invoquer deux jugements, tant du tribunal d'arrondissement de Diekirch (Diekirch, 29 juillet 1936, pas. 14, 126) que de Luxembourg (Lux. 31 mai 1961, pas. 18, 364): «Si l'acte documentant une vente prévoit la rédaction ultérieure d'un acte notarié, il ne s'agit là que d'une modalité du contrat, à moins qu'il ne résulte clairement des termes employés ou des circonstances que les parties ont voulu subordonner la formation et l'efficacité du contrat à l'accomplissement de cette formalité.» Les conclusions que l'on peut tirer de cette jurisprudence sont importantes, tant en termes de politique juridique que de technique. D'une part, les juges se montrent réticents à admettre l'exception au principe du transfert solo consensu et, en conséquence, à détacher le transfert du compromis de vente. Ceci se matérialise dans la loi par l'affirmation du principe. D'autre part, s'il ne s'agit que d'un principe qui connaît des exceptions dans la mesure où ces dispositions sont supplétives, elles ne peuvent résulter que de la volonté des parties. Si celle-ci peut ressortir des termes employés ou des circonstances de l'espèce, encore faut-il qu'elle ressorte «clairement».

Mais une dernière difficulté doit être levée eu égard aux circonstances qui entourent ces analyses. En effet, la raison d'être de la détermination de la date du transfert de propriété provient généralement du hiatus qui intervient entre les parties après la conclusion du compromis de vente. L'une d'elles ne veut plus finaliser l'opération et refuse de passer l'acte notarié. En ce cas en effet, la question est cruciale de savoir si le compromis a déjà transféré la propriété et si le refus de participer à l'acte notarié peut donner lieu à l'exécution forcée de l'obligation qui en avait été faite. Si la réponse est positive, le jugement qui constatera le transfert de propriété au moment du compromis, constituant un acte authentique, pourra être utilisé afin de publier le transfert et être substitué à l'acte notarié défaillant. Dans l'affaire qui nous est soumise, l'acte notarié a été passé et la question de la date du transfert de propriété ne s'est posée qu'ultérieurement. Cependant, la passation de l'acte notarié est sans conséquence en elle-même sur la nature du compromis de vente et sur les conséquences qu'elle a sur le transfert de propriété. Tout au plus la lettre de l'acte notarié pourrait-elle révéler l'intention des parties. En dehors de cela, répétons-le, que l'acte notarié ait été accompli ou non ne peut avoir aucune incidence sur la qualification du compromis.

Mais une autre hypothèse doit être envisagée, d'après laquelle la réitération de la vente par acte notarié serait considérée comme une condition. En ce cas en effet, la réitération de la vente constitue la survenance de la condition. Or, la condition a un effet rétroactif et, en conséquence, le transfert de propriété, quand bien même il aurait été incertain pendante conditione, serait rétroactivement intervenu à la date du compromis. Cette interprétation, qui vaut pour les conditions classiquement insérées dans un compromis, ne vaut cependant pas pour la réitération en la forme authentique. En effet, liée à la volonté des parties, cette réitération s'analyserait en une condition potestative, entachée de nullité. Dès lors, le jeu de la rétroactivité ne trouve pas à s'appliquer et la réalisation de l'acte notarié ne peut pas, si du moins le compromis reportait le transfert de propriété au jour de ce dernier, modifier cet effet. Encore une fois donc, la réitération de la vente est sans effet sur la signification qui doit être reconnue au compromis.

La date du transfert de propriété dans l'affaire soumise

Le principe qui doit guider notre recherche est parfaitement résumé par la jurisprudence des tribunaux d'arrondissement qu'il n'est pas inutile de rappeler: Si l'acte documentant une vente prévoit la rédaction ultérieure d'un acte notarié, il ne s'agit là que d'une modalité du contrat, à moins qu'il ne résulte clairement des termes employés ou des circonstances que les parties ont voulu subordonner la formation et l'efficacité du contrat à l'accomplissement de cette formalité. Dans l'espèce à propos de laquelle nous sommes consultés, l'acte qui documente la vente prévoit bien la rédaction ultérieure d'un acte notarié. Il ne s'agit cependant en principe que d'une modalité de la vente, ce qui signifie que le transfert de propriété est normalement intervenu au jour du compromis de vente, soit le 9 juin 2011. Ce n'est que s'il résulte des «termes employés» ou des «circonstances» que l'acte notarié a été institué comme un élément requis pour la formation et l'efficacité de la vente que le transfert de propriété n'est intervenu qu'à cette date, soit le 12 juillet 2011.

Au vu des éléments qui nous ont été soumis, aucune circonstance de la vente ne semble significative. Aucun évènement particulier ne nous a été signalé. Il faut donc s'en remettre aux termes des actes qui nous sont soumis. L'acte notarié ne contient aucune stipulation relative au transfert de propriété, ni aucune autre qui puisse nous éclairer dans l'interprétation du compromis de vente. Tout au plus y trouve-t-on une clause qui déclare que «l'entrée en jouissance a lieu de suite», ce qui ne fait d'ailleurs que reprendre une stipulation contenue au compromis lui-même.

C'est donc à l'analyse du compromis de vente du 9 juin 2011 que nous sommes invités. Celui-ci comporte plusieurs clauses intéressantes que nous reproduisons ci-dessous:

«Acte notarié»

«L'acte notarié sera dressé au plus tard le 8 août 2011 par devant...»

«Entrée en jouissance: à l'acte notarié.»

«Indemnités»

«Il est expressément convenu qu'en cas de non-respect d'une ou de plusieurs clauses du compromis ou de résiliation abusive du compromis par l'une des parties, la partie fautive devra payer a l'autre une indemnité équivalente à 103 du prix de vente ainsi que la commission prévue à l'agence immobilière...»

Prêt immobilier: «Il est expressément entendu que le présent compromis ne sortira ses effets qu'à condition que le prêt en question soit accordé à l'acquéreur.»

«le Compromis est valable jusqu'au 2 août 2011».

Deux clauses sont centrales dans cette affaire, celle relative à la réitération de la vente sous la forme d'acte notarié, et celle relative à la validité du compromis. La première clause est extrêmement classique dans son principe, c'est le mécanisme que nous avons exposé en première partie. Toute la difficulté est de déterminer la portée de la clause et on sait que la rédaction de ces clauses est quasiment infinie, ce qui rend impossible une classification systématique. Ceci est matière à interprétation du juge. Or, la jurisprudence luxembourgeoise est trop peu fournie pour qu'on y trouve des réponses à cette question factuelle. L'objet à interpréter est fixé par la jurisprudence que nous avons évoquée mais pas le détail de son application. Compte tenu de la similitude entre le droit luxembourgeois et le droit français, nous pourrons nous référer à la jurisprudence française. Sans aucune exhaustivité, nous citerons quelques exemples afin d'éclairer la recherche d'interprétation de la volonté des parties.

La Cour de cassation française, dans un arrêt du 17 juillet 1997 (Cass. civ. 311, 17 juil. 1997, n°95-20064, inédit), a considéré que le fait que toutes les pièces signées, soit séparément, soit simultanément, par les parties ne faisaient mention que d'une vente au jour de la signature de l'acte authentique et de simples intentions de vendre et d'acquérir, ce que la cour d'appel avait souverainement établi, permettait d'établir que la promesse de vente ne valait pas vente.

Le 10 mai 2011, la même Cour (Cass. civ. 3°, 10 mai 2011, n°10-19972, inédit) a suivi une cour d'appel qui avait relevé que la convention stipulait que le prix était payable comptant à la signature de l'acte authentique, au plus tard le 31 décembre 2005, sous réserve des capacités financières des époux X..., et que «cette date précédée de la mention 11 au plus tard 11 était une date butoir au-delà de laquelle les promesses de vente et d'achat consenties par les parties devenaient caduques».

Ce qui ressort de ces deux exemples, c'est que la seule stipulation de la réitération de la vente

sous forme authentique, fût-ce avec une date butoir, ne suffit pas à établir que l'acte notarié constitue une condition d'existence de la vente. Il faut des éléments complémentaires. Or, il n'est pas certain que ceux-ci existent dans l'espèce qui donne lieu à cette consultation. L'insertion dans le compromis de la condition suspensive de l'obtention d'un prêt par l'acquéreur ne peut avoir une quelconque influence. Mais cette première clause du compromis n'est pas la seule qui compte.

La seconde clause centrale du compromis est moins fréquente en pratique. Elle limite la validité du compromis au 8 août 2011. Evidemment, il ne peut s'agir de la validité entendue comme la conformité à la loi. La seule signification qui peut être donnée à cette clause est que les parties ont entendu limiter le jeu du compromis dans un temps déterminé. Il s'agit là d'une technique bien connue, celle du terme extinctif. L'énoncé d'une date fixe constitue certainement un terme puisqu'il s'agit d'un évènement certain, d'ailleurs non seulement dans son principe mais aussi dans le moment de sa réalisation. Or, ce terme a pour objet d'éteindre une obligation, ou peut-être plus exactement ici de faire disparaître un acte juridique (pour une élucidation de cette distinction, P. Ancel, «Force obligatoire et contenu obligationnel», RTDciv., 1999, p. 771), ici le compromis. Si le compromis n'est valable que pour un temps limité, ceci signifie nécessairement que les parties ont entendu borner ses effets.

Il reste toutefois à préciser les effets de la clause. De toute évidence, elle accompagne utilement l'exigence de la rédaction d'un acte notarié et constitue même une protection opportune des parties, surtout du vendeur, au cas où l'une d'entre elles refuserait de passer cet acte. En effet, en ce cas, toutes les obligations résultant du compromis disparaîtraient avec lui au jour du terme extinctif. Ainsi, la partie victime de l'inexécution de l'autre serait entièrement libérée. Le vendeur ne courrait aucun risque à procéder à une autre vente et pourrait ainsi éviter que son préjudice ne s'accroisse par une immobilisation prolongée de l'immeuble. Certes, si la réitération notariée est analysée comme une condition substantielle d'existence de la vente, l'absence de réitération entraîne l'absence de vente. Ceci laisse en revanche subsister le compromis et les obligations qu'il a créées. En outre, nous avons vu la difficulté qu'il y a à établir que l'acte notarié constitue cette formalité essentielle. Par le terme extinctif, toute discussion est levée.

Ici cependant, la situation est différente puisque la réitération a eu lieu. Ceci n'empêche pas que la stipulation du terme extinctif demeure. Or, celle-ci ne fait aucune différence selon que l'acte notarié a été établi ou non. En conséquence, il faut admettre que, en dépit de la signature de l'acte notarié en date du 12 juillet 2011, le compromis a cessé de produire ses effets au 2 août suivant. Avec la réalisation de l'acte notarié, le compromis avait cependant produit tous ses effets utiles et son extinction ultérieure n'a eu aucune conséquence pratique.

Une question se pose. Si on admet que le compromis s'analyse en une vente en vertu de l'article 1589 du code civil, ne faut-il pas admettre que l'extinction de la validité du compromis remet en cause ses effets, à commencer par le transfert de propriété? La thèse est juridiquement défendable, si on ne détache pas les effets juridiques d'un acte juridique (ici le transfert de propriété) de cet acte lui-même (le compromis). En matière contractuelle cependant, la base de toute analyse consiste dans la recherche de la commune volonté des parties (art. 1156 c.civ.). Or, il est tout à fait invraisemblable que les parties aient voulu ce résultat incongru, qui conduirait à remettre en cause toute l'opération, quand bien même toutes les conditions posées par ailleurs à son efficacité auraient été remplies. S'il en était besoin, l'article 1157 du code civil viendrait encore au soutien de cette interprétation: «Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.» Or, l'interprétation du terme extinctif comme susceptible de remettre en cause toute l'opération conduit à ne faire produire in fine aucun effet au compromis lui-même. L'article 1157 impose donc de ne faire porter le terme extinctif que sur la réitération notariée et non sur l'ensemble du compromis.

La stipulation du terme extinctif s'interprète eu égard à l'ensemble de l'acte ou, pour reprendre la lettre de l'article 1161 du code civil: «Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.»

Cette dernière règle est importante car elle vaut pour l'interprétation de toutes les clauses, à commencer par celle qui instaure la réitération de la vente par acte notarié. Or, cette stipulation doit nécessairement être rapprochée, quand bien même l'une et l'autre ne figureraient pas en même place dans le contrat, de celle du terme extinctif. Or, nous le savons, deux interprétations sont possibles de l'exigence d'une réitération de la vente: soit il s'agit d'une modalité de la vente déjà conclue sans effet sur le transfert de propriété, soit elle conditionne l'existence de la vente et subordonne et retarde le transfert de propriété à sa réalisation. Or, il résulte de l'existence d'un terme extinctif la volonté implicite mais «claire» des parties de limiter tout différend à la date du 8 août 2011 et de liquider leurs relations à cette date. C'est en ce sens qu'ils ont prévu des indemnités en cas d'inexécution des obligations nées du compromis et même réglé le sort de la rémunération de l'agent immobilier. Quoiqu'il arrive, les parties ont entendu être fixées à la date du 8 août 2011 et ne plus avoir, éventuellement, qu'à réclamer l'exécution d'obligations de sommes d'argent.

Pour cela, une seule interprétation de la clause en question est envisageable: la subordination de la vente à la réitération du compromis de vente. Au cas contraire, le vendeur resterait lié par la vente ou, en tout état de cause, se serait réservé la possibilité de demander l'exécution forcée de la réitération, ce qu'il n'a manifestement pas voulu puisque, au contraire, il a voulu être totalement libéré et n'obtenir que des dommages-intérêts forfaitairement évalués. En conséquence, le transfert de propriété n'a pas pu se réaliser au jour de la conclusion du compromis de vente. Nous avons vu en outre que la passation de l'acte notarié ne pouvait avoir d'effet rétroactif, en sorte que la propriété n'a pu être transférée qu'au jour de cet acte notarié, soit le 12 juillet 2011.

Conclusions

La stipulation dans une promesse synallagmatique de vente d'une clause qui impose la réitération de la vente par acte notarié est parfaitement valide. Dans la mesure où l'article 1589 du code civil est supplétif, il est loisible aux parties de retarder la formation de la vente, en principe déjà parfaite au moment du compromis, au jour de la réitération. Une règle supplétive ne produit ses effets que si une volonté différente est exprimée par les parties. Or, la jurisprudence (tant luxembourgeoise que française) exige que la volonté soit claire.

Pour interpréter la promesse synallagmatique, chacune de ses clauses ne peut être comprise que par référence à l'ensemble, autrement dit à toutes les autres clauses. Or, la stipulation dans une même promesse d'une exigence de réitération et d'un terme extinctif de validité au compromis lui-même manifeste à suffisance la volonté d'éviter la subsistance de toute relation pour le cas où un incident interviendrait dans la réalisation de la vente. Il en résulte nécessairement, quand bien même les parties n'auraient pas explicitement précisé la portée juridique de l'exigence de la réitération de la vente, que celle-ci doit s'analyser comme une condition d'existence de la vente. Le transfert de propriété ne peut donc pas s'être produit au jour du compromis mais a nécessairement été reporté à la date de l'acte notarié, sans que la réalisation de celui-ci ne puisse avoir d'effet rétroactif.

Le transfert de propriété de l'appartement en cause s'est donc réalisé le 12 juillet 2011.

Fait à Luxembourg, le 13 octobre 2013

David HIEZ
Professeur de droit civil
Université du Luxembourg

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°2** • SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0002	Corinne Cahen	Texte d'une chanson pour la fête de la Saint-Martin
0003	Fernand Kartheiser	Centenaire de la Première Guerre mondiale
0008	Roy Reding	Emprunt contracté en décembre 2008
0012	Gilles Roth	Baisse du taux directeur
0014	Roy Reding	Arrêts de la Cour Constitutionnelle
0015	Fernand Kartheiser	Exposition «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg»
0016	Gast Gibéryen	Feu couvant dans la déchetterie du SIDEC
0017	Diane Adehm et Gilles Roth	Proposition de loi française en matière de prostitution
0018	Marco Schank	Prime CAR-e
0019	Michel Wolter	Utilisation de pseudonymes sur les blogs
0020	Léon Gloden	Parc naturel «Dräilännereck»
0021	Roy Reding	Redevance de scellement des sols
0022	Martine Hansen	Euratom
0023	Léon Gloden	Registre national des surfaces commerciales
0024	Laurent Mosar	Loi sur la liberté d'expression dans les médias
0025	Claudia Dall'Agnol	Malaise au sein de la Police grand-ducale
0027	Martine Hansen	Construction du Lycée technique Agricole à Gilsdorf

Question 0002 (18.11.2013) de **Mme Corinne Cahen** *(DP)* concernant le **texte d'une chanson pour la fête de la Saint-Martin:**

La fête de la Saint-Martin est célébrée chaque année la veille du 11 novembre en Allemagne, en Autriche et en Belgique, où les enfants défilent dans la rue en chantant: «Saint Martin - Boit du vin - Dans la rue des Capucins - Il a bu la goutte - Il a pas payé - On l'a mis à la porte avec un - Coup d'balai»

Or, depuis quelques jours, une vidéo circule sur Internet et les réseaux sociaux qui montre un défilé à Vianden dans ce même contexte avec des jeunes qui chantent: «Ho, ho, ho! Der Judd, der lag im Stroh. Das Stroh fing an zu brennen. Der Judd fing an zu rennen...!»

De plus, le 15 novembre, RTL a diffusé un reportage sur ce sujet. Le texte du défilé à Vianden qu'on voit dans la vidéo susmentionnée est loin d'être aussi anodin que celui de la fête de la Saint-Martin. Il semble se référer à la chasse aux sorcières/juifs au Moyen-Âge et aux temps modernes. Ainsi, en 1620 par exemple, une femme de Vianden a été brûlée sur les bûchers.

Le 75e anniversaire de la Nuit de Cristal vient d'être commémoré et il est choquant d'entendre de telles paroles de nos jours.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre d'État n'est-il pas d'avis que les paroles de la chanson précitée se heurtent aux lois en vigueur?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre entreprendra-t-il pour éviter que cette situation ne se reproduise?

Réponse (21.1.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Madame la Députée s'indigne à raison des paroles d'une chanson chantée à l'occasion de la fête de la Saint-Martin («Miertchen») à Vianden. Ces paroles pourraient en effet heurter la sensibilité d'un grand nombre de personnes en raison de leur caractère antisémite.

Les articles 454 et suivants du Code pénal incriminent un certain nombre de comportements à caractère raciste et révisionniste.

Sans me livrer à une analyse détaillée des paroles incriminées, je ne voudrais pas exclure que ces paroles puissent tomber sous le champ d'application des articles en question.

Cependant, tout en exprimant mon regret qu'une telle chanson ait été chantée dans un contexte folklorique et à première vue non suspect, je prends acte des déclarations des responsables politiques de la ville de Vianden, qui, en accord avec le Consistoire Israélite, veilleront à ce que cette chanson ne fasse plus partie du répertoire des chansons de la fête de la Saint-Martin.

Question 0003 (22.11.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **centenaire de la Première Guerre mondiale:**

Op der ganzer Welt ginn Erënnerungszeremonien un de grousse Krich vun 1914 bis 1918 organiséiert. Och Lëtzebuerg ass, wann och ongewollt, an dës traureg Evenementer mat eragezu ginn.

Trotz der Neutralitéit hunn däitsch Truppe Lëtzebuerg besat. D'Lëtzebuerger hu vill Sacrificë missen erdroen, si hunn ënner Liewensmëttelknappheet gelidden an et si Bommen iwwer Lëtzebuerger Stied an Infrastrukture gefall, déi och Zivilaffer gefuerdert hunn. Op där anerer Säit hu vill Lëtzebuerger Jonge sech fräiwëlleg an den Arméie vun der Entente gemellt, ob an der Légion étrangère, der belscher Arméi oder den American Expeditionary Forces. Eng ganz Rei vun hinnen hunn de Krich net iwwerlieft.

Och um sozialen a politesche Plang waren d'Joren 1914-1918 fir Lëtzebuerg eng ganz beweegten Zäit, wou um Enn souguer d'Weiderbestoe vu Lëtzebuerg als souveräne Stat a Fro stoung.

Dowéinst wéilt ech dem Här Premierminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng offiziell Zeremonië plangt d'Regierung ze organiséieren, fir, 100 Joer duerno, un den Éischte Weltkrich ze erënneren?

2. Wéi eng Pläng huet d'Regierung, fir dauerhaft un d'Evenementer vun 1914-1918 ze erënneren?

Réponse (21.1.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte mécht zu Recht drop opmierksam, datt Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger och am Éischte Weltkrich gelidden hunn a wëllt wëssen, wéi d'Land gedenkt dorunner ze erënneren.

Ech kann dem Deputéierte matdeelen, datt d'Regierung d'Geleeënheet vun der Commémoratioun vum Centenaire vum Éischte Weltkrich notze wëllt, fir esou vill wéi méiglech Informatiounen iwwert dës Zäit ze sammelen, déi duerno enger wëssenschaftlecher Opschaffung vun der Zäit vum Éischte Weltkrich dénge sollen. Eng Rei vun Evenementer wäerten an den nächste Jore vu verschiddene staatleche wéi och net staatlechen Instituter an deem Kontext organiséiert ginn. D'Regierung wäert sech beméien, dës Manifestatiounen ze koordinéieren.

Et sinn eng ganz Rei vun Ausstellunge geplangt, déi de Fokus besonnesch op dat alldeeglecht Liewe während dem Krich an op d'soziaalt Emfeld wäerte leeën.

Et sinn nach net all Décisioune geholl, mä konkret kann ech dem Deputéierten awer soen, datt eng grouss Ausstellung vun der Uni Lëtzebuerg ënnert dem Titel: «La Petite Guerre: Le Luxembourg entre 1914 et 1918» wäert op d'Bee gestallt ginn.

Aner Austellunge wäerte vum Musée d'Histoire de la ville de Luxembourg, vum Musée National d'Histoire et d'Art, vum Musée Dräi Eechelen, oder och vum Musée National d'Histoire Militaire gemaach ginn.

Eng grouss Commémoratioun wäert et net ginn. Et wäert awer un den Ufank vum Krich mat enger geziilter Aktioun erënnert ginn.

De Portail du Centenaire (www.14-18.lu) wäert während deene véier Joer 2014 bis 2018 an och duerno permanent un den Éischte Weltkrich erënneren. Et ass virgesinn, op dësem Portal historesch Dossieren iwwer verschidden Themen, déi Lëtzebuerg direkt betraff hunn, zesummenzestellen: d'Loftugrëffer op d'Land (Rapports de Gendarmerie, Zeienaussoen, Dokumentatiounen, d'Plaze vun den Aschléi, Monumenter, asw.), d'Visite vum däitsche Kaiser a sengem Generalstab zu Lëtzebuerg, den Honger an d'Streike vun den Aarbechter, d'Situatioun vun den Auslänner hei zu Lëtzebuerg, d'Reaktioune vun der Regierung asw. Et ass och eng Rubrik «haut virun 100 Joer» virgesinn.

Dernieft soll dëse Portal während deene véier Joer een Iwwerbléck iwwer all d'Manifestatiounen an Ausstellungen zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun ginn.

Genee Informatioune wäerte mat Zäite matgedeelt ginn. No der Commémoratioun soll eng wëssenschaftlech Aarbecht an Optrag gi ginn, déi d'Synthees vun all de Manifestatioune mécht.

Question 0008 (3.12.2013) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**emprunt contracté en décembre 2008:**

De 4. Dezember leeft den Emprunt vun zwou Milliarden Euro of, deen de 4. Dezember 2008 ausgestallt gouf, dëst am Kontext vun der Bankerettung.

Dowéinst wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt den Emprunt remboursëiert? Ginn déi aktuell Ressourcen aus der Trésorerie duer, fir d'Obligatiounen op de 4. Dezember auszebezuelen?

2. Deelt den Här Finanzminister d'Meenung, et sollt een dësen Emprunt nees zu ähnleche Konditiounen opleeën, besonnesch fir de klenge Spuerer d'Méiglechkeet ze ginn, an Obligatioune vum Lëtzebuerger Stat ze investéieren?

3. Deelt den Här Finanzminister d'Meenung, datt de Lëtzebuerger Stat seng Participatiounen an der BGL an an der BNP Paribas soll bäibehalen, dëst och fir en Afloss an dëser fir Lëtzebuerg wichteger Bank ze behalen?

Réponse (30.1.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'emprunt obligataire de deux milliards d'euros émis par l'État luxembourgeois en décembre 2008 est arrivé à échéance en date du 4 décembre 2013 et a été remboursé intégralement aux investisseurs par la Trésorerie de l'État. L'État luxembourgeois n'a pas émis un nouvel emprunt spécifiquement destiné au refinancement de l'emprunt arrivé à échéance en décembre dernier. En effet, afin de financer le fonctionnement de l'État en général et d'assurer le remboursement de cet emprunt, l'État luxembourgeois a émis dans le courant de l'année 2013 deux emprunts obligataires et a procédé à un placement privé pour prélever sur les marchés financiers un montant total de 3,05 milliards d'euros.

Les taux d'intérêt payés par les émetteurs souverains sur leurs emprunts obligataires sont déterminés sur les marchés financiers en fonction de l'offre et de la demande existante. En décembre 2008, l'État luxembourgeois a dû payer un taux d'intérêt de 3,75% sur cinq ans pour emprunter deux milliards d'euros. Or, depuis 2008, les taux d'intérêt «exigés» par les marchés financiers pour des émetteurs souverains ayant des caractéristiques comparables à celles du Luxembourg ont baissé considérablement. Ainsi, l'État luxembourgeois a émis en juillet 2013 un emprunt obligataire de deux milliards d'euros pour lequel le taux d'intérêt se situe à un niveau de 2,125% sur dix ans.

La prise de participation de l'État luxembourgeois dans le capital de BGL BNP Paribas s'explique par un contexte particulier, en l'occurrence les retombées négatives sur le groupe bancaire Fortis de la crise financière internationale. La finalité de la prise de participation était la stabilisation d'une banque revêtant une importance systémique pour la stabilité financière du Luxembourg. BGL BNP Paribas est aujourd'hui une banque solide qui n'a plus besoin d'un support étatique pour assurer sa stabilité. Il n'y a cependant pas en ce moment d'urgence pour céder la participation de l'État dans BGL BNP Paribas.

Question 0012 (5.12.2013) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **baisse du taux directeur:**

Le 7 novembre 2013, la Banque centrale européenne a décidé de baisser le principal taux directeur de 0,5% à 0,25%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement entend faire répercuter l'intégralité de cette baisse du taux directeur au niveau des prêts accordés par les banques dans lesquelles l'État détient le capital et notamment la Banque et Caisse d'Épargne de l'État?

Réponse (28.1.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Conformément à l'article 27, paragraphe 1 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, les décisions du conseil d'administration concernant le taux d'intérêt des livrets d'épargne et des prêts hypothécaires pour le financement des logements sont sujettes à l'approbation du Ministre des Finances. Il incombe au comité de direction de saisir le conseil d'administration de propositions concernant les conditions débitrices et créditrices des opérations de la banque. Dans ses propositions au conseil d'administration en matière de taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires pour le financement des logements, le comité de direction doit tenir compte de toutes les informations pertinentes. Le niveau des taux directeurs fixés par la Banque centrale européenne est certes une information pertinente, mais il ne s'agit que d'une variable pertinente parmi d'autres. Suite à la baisse du taux directeur intervenue en date du 7 novembre 2013, le Ministre des Finances n'a pas été sollicité pour approuver une décision en la matière du conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État.

Question 0014 (6.12.2013) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **arrêts de la Cour Constitutionnelle:**

Depuis sa création, la Cour Constitutionnelle a rendu 104 arrêts.

Dans 35 affaires, elle a conclu à la non-conformité d'une disposition légale avec notre Constitution.

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire combien des dispositions légales déclarées non constitutionnelles ont été soit abrogées soit modifiées pour les rendre conformes à la Constitution suite à ces arrêts?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une veille particulièrement étroite devrait être instaurée afin de réagir au plus vite suite à un constat de non-conformité à la Constitution d'une norme légale?

3. En général, dans quel délai Monsieur le Ministre de la Justice estime-t-il qu'une disposition légale ayant été jugée non conforme à la Constitution devrait être, sauf complexité particulière, modifiée ou abrogée?

4. Ainsi, à titre d'illustration, l'article 1595 du Code civil, qui interdit la vente entre époux, a été déclaré contraire à la Constitution par arrêt de la Cour Constitutionnelle du 8 janvier 2010.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en l'occurrence une simple abrogation de cet article devrait être envisagée? Et eut été possible dans les quatre ans (!) qui se sont écoulés depuis le constat de non-constitutionnalité?

5. Monsieur le Ministre est-il conscient des problèmes pratiques qui se posent aux praticiens du droit, par exemple aux notaires, qui doivent appliquer une disposition du Code civil (refuser d'acter une vente entre époux) qu'ils savent avoir été déclarée contraire à notre norme juridique suprême, notre Constitution?

Réponse (13.1.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Sur le site Internet www.justice.public.lu il est loisible de trouver les arrêts rendus par la Cour Constitutionnelle depuis sa création. Dans la majorité des cas les dispositions légales en cause ont été déclarées conforme à la Constitution par la centaine d'arrêts rendus jusqu'ici.

Néanmoins il est un fait que dans une trentaine d'arrêts la législation en cause a été déclarée non conforme ou seulement partiellement conforme à la Constitution.

Il est très difficile de donner un aperçu général de ces dispositions légales non conformes visées et du suivi qui en a résulté, dans la mesure où ces arrêts relèvent de matières multiples relevant de l'ensemble de la législation luxembourgeoise, au-delà du champ d'application des matières relevant du Ministère de la Justice.

Conscient des problèmes que pose le suivi de ces arrêts ayant déclaré certaines dispositions légales non conformes à la Constitution, j'estime important que la solution uniformisée, générale envisagée actuellement dans le cadre de la révision constitutionnelle soit retenue comme la plus opportune.

Question 0015 (6.12.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**exposition «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg»:**

Vum 5. Juni bis den 28. Juli 2013 konnt een am Centre de Documentation sur les Migrations humaines, zu Diddeleng, eng Ausstellung mam Titel «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg» besichtegen. Der nationaler Press no gouf dëse Projet vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration finanziell ënnerstëtzt. Eng Rei Schoulklasse wieren dës Ausstellung kucke komm an déi sëllech Panneauen a Videoe wieren zäitweileg och am Kolléisch (Athénée de Luxembourg) ze gesinn.

Dowéinst wéilt ech der Madame Familljen- an Integratiounsministesch, der Madame Kulturministesch an dem Här Éducatiounsminister dës Froe stellen:

1. Mat wat fir enge finanziellen oder soss anere Moyenen huet de Familljen- an Integratiounsministère d'Ausstellung «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg» ënnerstëtzt? Opgrond vu wat fir enge Kritäre gouf dës Ënnerstëtzung accordéiert?

2. A wat fir enger Hisiicht entsprécht dës Ausstellung de Missioune vum OLAI, wéi z. B. d'Integratioun vun den auslännesche Matbierger? Wat fir e konkret Zil wëllt de Familljen- an Integratiounsministère duerch d'Ënnerstëtze vun esou enger Ausstellung erreechen?

3. De Centre de Documentation sur les Migrations humaines ass eng A.s.b.l., déi duerch eng Konventioun mam Kulturministère a mat der Stad Diddeleng liéiert ass. Mat wat fir enge finanziellen oder soss anere Moyenen huet de Kulturministère dës Ausstellung ënnerstëtzt? Opgrond vu wat fir enge Kritäre gouf dës Ënnerstëtzung accordéiert?

4. Op wat fir enge Sprooche ginn d'Texter op de Panneauen, Videoen oder soss Informatiounsmaterial zu dëser Ausstellung ugebueden? Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Presenz vun der Lëtzebuerger Sprooch misst ee vun de Kritäre sinn, fir ähnlech Projeten ze ënnerstëtzen?

5. Wéi vill Klassen hunn dës Ausstellung zu Diddeleng am Centre de Documentation sur les Migrations humaines besichtegt? Sinn d'Klassen explizit vun där Institutioun invitéiert ginn oder hunn dës Visiten op Initiativ vun Enseignanten oder Proffe stattfonnt?

6. Wéi vill Schoulstonne sinn duerch dës Visitë verluergaangen?

7. Kann den Här Éducatiounsminister confirméieren, datt dës Ausstellung och am Kolléisch ze gesi war?

8. A wat fir engen anere Schoule war dës Ausstellung soss nach ze gesi respektiv ass et virgesinn, datt se gewise gëtt?

Réponse commune (6.1.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Question 1

L'exposition «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg» est un projet qui a été introduit pour financement dans le cadre du programme 2012 Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers (FEI). Ce fonds a accordé un cofinancement maximal de 50%. Un second cofinancement de 50% a été accordé par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI).

Cette demande correspond à l'appel à projets pour la mise en œuvre du programme 2012:

Priorité 1: mise en œuvre d'actions destinées à mettre en pratique les «principes de base communs de la politique d'intégration de l'Union européenne;

Action 2: créer des lieux ou activités de rencontre entre les immigrants et la société d'accueil (échanges interculturels, sensibilisations aux attitudes et comportements discriminatoires, etc.)

Question 2

L'OLAI ayant dans ses attributions également la lutte contre les discriminations, le cas particulier de cette exposition s'inscrit dans le cadre du «plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations (PANID)». Elle répond parfaitement à deux axes transversaux de ce plan qui sont la «formation à la diversité et aux compétences interculturelles d'acteurs-clés dans l'administration, la vie associative luxembourgeoise et étrangère, ainsi que dans le domaine social, de l'éducation et de la jeunesse» ainsi que la «sensibilisation du grand public aux questions d'intégration et de lutte contre les discriminations».

Question 3

L'a.s.b.l. Centre de Documentation sur les Migrations humaines (CDMH) est liée au Ministère de la Culture et à la ville de Dudelange par une convention.

L'exposition «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg» a été financée à travers une convention avec l'Office luxembourgeois pour l'accueil et l'intégration (OLAI), ceci sous l'égide du Fonds européen pour l'Intégration des ressortissants des pays tiers de l'Union européenne. Aucun financement spécifique de la convention avec le Ministère de la Culture ou de la ville de Dudelange n'y a été consacré.

Le travail de recherche pour le projet a été presté comme pour tous les autres projets du CDMH bénévolement. Cet état de choses peut à tout moment être vérifié par le biais de la comptabilité du CDMH, qui fait régulièrement l'objet des contrôles publics prévus par la loi.

Ce travail de recherche se fondait sur une thèse présentée à l'Université du Luxembourg. Le public initialement ciblé fut celui des visiteurs du Centre à Dudelange.

Question 4

Les textes de l'exposition sont rédigés en français. Est proposé un poster avec une traduction allemande. Il s'agit en l'occurrence des deux principales langues d'instruction des écoles et lycées du Grand-Duché.

Dans le cadre de l'accueil des ressortissants de pays tiers de l'UE, une traduction en langue bosniaque est disponible.

Le DVD d'accompagnement de l'exposition, dont l'utilisation ou non est laissée à l'appréciation des récipiendaires de l'exposition, propose des interviews réalisées en français ou en luxembourgeois selon la langue retenue par les personnes qui se sont prêtées à ces échanges.

Jusqu'à présent aucune des administrations publiques avec lesquelles le CDMH a été en relation au cours de ses vingt années d'existence ne lui a fait part de la suggestion voire de l'obligation d'utiliser la langue luxembourgeoise sous sa forme écrite pour réaliser ses productions ou activités.

La pratique courante du CDMH est de s'arranger avec les multiples langues qui correspondent à la réalité quotidienne du Luxembourg. Les langues mises en œuvre peuvent donc varier d'un projet à l'autre. Le CDMH essaie de recourir - dans la limite de ses moyens financiers et humains - aux traductions et à l'interprétariat pour servir l'ensemble de ses publics.

Question 5

Le succès de l'exposition fut tel que nombre d'enseignants, notamment du Lycée technique Nic-Biever, décidèrent de la visiter avec leurs élèves dans le cadre de leurs activités pédagogiques. Le Ministère de l'Éducation ne recense pas ces activités; la supervision est exercée par les directeurs des lycées. Selon les informations du CDMH, quelque 80 élèves provenant de différents lycées nationaux et étrangers ont visité l'exposition à Dudelange. Il n'y a pas eu de visite de la part d'écoles fondamentales.

Comme tous les musées ou institutions culturelles correctement gérés, le CDMH dispose d'une liste d'envoi par laquelle il communique depuis vingt ans toutes ses activités, et non pas uniquement cette exposition spécifique, aux publics potentiellement intéressés. Il va de soi que l'ensemble des lycées du pays font partie des destinataires de cette information.

Si, en réponse à ces courriers, des enseignantes ou enseignants souhaitent prendre connaissance de l'un ou de l'autre projet, les membres de l'a.s.b.l. - qui sont tous des bénévoles - s'arrangent pour les accueillir dignement. Il n'est pas dans la pratique du CDMH de «démarcher» les écoles. Ses membres - bénévoles - n'ont pas la disponibilité de se livrer à un travail de relations publiques.

Question 6

L'idée que la visite d'une exposition représenterait généralement une perte du temps dédié à l'enseignement ne correspond plus - et ceci depuis des lustres - aux acquis des sciences pédagogiques. Une telle pratique fait partie au Luxembourg, comme dans tous ses pays voisins, de la pratique scolaire courante. Ces sorties, qui sont l'occasion de discussions et d'échanges contradictoires, appartiennent aux voies d'apprentissage actuelles les plus communes.

Le cas particulier de cette exposition s'inscrit dans le cadre du «plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations (PANID)». Elle répond parfaitement à deux axes transversaux de ce plan qui sont la «formation à la diversité et aux compétences interculturelles d'acteurs-clés dans l'administration, la vie associative luxembourgeoise et étrangère, ainsi que dans le domaine social, de l'éducation et de la jeunesse» ainsi que la «sensibilisation du grand public aux questions d'intégration et de lutte contre les discriminations».

Dans le cadre scolaire, la visite de l'exposition permet aux élèves de découvrir un aspect de la diversité du Luxembourg, d'apprendre à connaître des concitoyens qui diffèrent par la foi, de réfléchir de manière contradictoire à cette présence, de se faire une option, ceci dans le respect mutuel des différences. L'existence de nombreux clichés et stéréotypes à propos de l'islam rendent d'autant plus utiles une telle réflexion qu'un nombre croissant d'élèves comptent des condisciples musulmans. L'exposition favorise donc une meilleure connaissance de la société luxembourgeoise actuelle et le dialogue entre toutes ses composantes.

L'esprit de tolérance de notre société et l'intransigeance de ceux qui s'offusquent de cette liberté sont mis en exergue par cette exposition et les réactions qu'elle provoque. Les enseignants sont parfaitement à même d'apprendre à leurs élèves la discrimination entre les convictions d'autrui et la propagande idéologique.

Question 7

L'exposition est conçue pour tous les publics, donc non spécifiquement pour les élèves des lycées, mais aussi pour ceux-ci, si leurs enseignants y voient une utilité pour certains aspects de leur enseignement. Dans cet esprit, l'exposition a été accueillie à l'Athénée de Luxembourg (Kolléisch), suite à la demande de cet établissement.

Question 8

L'exposition est actuellement visible au Lycée Ermesinde à Mersch où elle est accueillie dans le cadre de l'enseignement aux valeurs.

Le CDMH est saisi d'autres demandes notamment de l'École Privée Sainte-Anne, du Lycée technique pour professions de santé ainsi que de certaines communes.

Question 0016 (6.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **feu couvant dans la déchetterie du SIDEC:**

Mengen Informatiounen no war um SIDEC am Mount September e Schwelbrand. Dat war festzestellen duerch eng Dampentwécklung an duerch e Brandgeroch.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un d'Häre Minister riichten:

1. Kënnen d'Häre Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Sinn nom leschte Schwelbrand am Dezember 2010 nach weider Schwelbränn festgestallt ginn?

3. Ass no dësem Schwelbrand eng Kontroll vun der Tëschenofdichtung gemaach ginn? Wa jo, wéi sinn hei d'Resultater? Wann neen, wat fir Garantië respektiv Kontrolle ginn da gemaach, fir dem Gesetz respektiv dem Schutz vun eiser Natur gerecht ze ginn?

Réponse commune (6.1.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Et ass weder der Ëmweltverwaltung nach der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter bekannt, datt am September vun dësem Joer e Schwelbrand op der Deponie vum SIDEC sollt gewiescht sinn. Op Nofro bei de Responsabele vum SIDEC gouf eis och confirméiert, datt keen Deponiebrand (Schwelbrand) um SIDEC an där Zäit war.

Nom Läsche vum Schwelbrand, deen am Dezember 2010 festgestallt gouf, ass der Ëmweltverwaltung kee weideren Deponiebrand méi matgedeelt ginn.

No deem Schwelbrand ass de gesamte Volume vu verdächtegem Material ausgekoffert ginn. Duerno ass d'Tëschenofdichtung kontrolléiert ginn. Et huet sech erausgestallt, datt dës op enger Fläch vun ongefeier 500m² beschiedegt ass. Doropshin ass décidéiert ginn, datt dësen Deel saneiert muss ginn. Nom Opstelle vun engem Aarbechtsplang ass et um Organisme agréé e Qualitéitssécherungsplang ze erstellen. Et ass virgesinn, datt, soubal d'Wiederkonditiounen am Fréijoer et erlaben, mat de Saméierungsaarbechten ugefaange gëtt.

Question 0017 (9.12.2013) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **proposition de loi française en matière de prostitution:**

Le Parlement français a adopté en date du 4 décembre 2013 une proposition de loi de lutte contre la prostitution. Ce texte vise notamment à punir les personnes qui font «l'achat d'actes sexuels.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à l'approche adoptée dans cette proposition de loi?

- Le Ministre compte-t-il déposer un texte similaire dans les mois à venir ou entend-il suivre le programme électoral de déi gréng et reconnaître la prostitution non forcée comme l'exercice d'un travail soumis à cotisations sociales?

Réponse (24.12.2013) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les honorables Députés sollicitent la position du Gouvernement sur la proposition de loi française en matière de prostitution.

Ce sujet important et sensible mérite d'être examiné en détail, de sorte que les réflexions du Gouvernement sur cette question ne sont pas encore terminées et ce d'autant plus que la question parlementaire a été posée le lendemain de l'assermentation des ministres du Gouvernement.

Il est de l'intention du Gouvernement d'engager un débat sur le phénomène de la prostitution au Luxembourg en vue de trouver une solution basée sur le respect réciproque entre homme et femme dans l'optique également de créer un cadre légal à la prostitution.

La Chambre des Députés sera bien entendu associée à ce débat.

Question 0018 (10.12.2013) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **prime CAR-e:**

Un spot publicitaire pour une voiture électrique est actuellement diffusé sur nos ondes. Selon ce dernier, la prime CAR-e expirera le 1er janvier prochain. En effet, le règlement relatif à cette prime viendra à échéance le 31 décembre 2013.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de reconduire la prime susmentionnée?

Réponse (30.12.2013) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Conseil de Gouvernement a approuvé en date du 13 décembre 2013 un avant-projet de

règlement grand-ducal visant à reconduire le régime d'aides financières «prime CAR-e» pour les voitures immatriculées en 2014.

La prime ne sera plus prolongée au-delà.

Question 0019 (11.12.2013) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant l'**utilisation de pseudonymes sur les blogs:**

Dans son allocution prononcée lors de la séance publique de ce jeudi 5 décembre 2013, Monsieur le Président de la Chambre des Députés a sévèrement stigmatisé la pratique actuelle de l'utilisation de pseudonymes sur les blogs en ces termes: «Ech selwer kommen ursprünglech aus dem Journalismus a bekenne mech zu staarke Medien, insbesondere och d'Printmedien, an toleréiere keng Aschränkung vun der Meenungsfräiheet. Ech géif mer awer wënschen, datt mer zu där gudder aler Zäit zréckkommen, wou een och de Courage hat, seng Ënnerschréft ënner seng Meenung ze setzen, amplaz ënnert dem Deckmantel vun der Anonymitéit oder zeg Pseudonymen an der elektronescher Blogosphär säi Géft ze verspreeën.»

Cette attitude ayant trouvé l'approbation quasi unanime et nourrie des membres présents, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Le Gouvernement entend-il légiférer en cette matière afin de rendre impossible cette pratique?

Réponse commune (21.1.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Déjà la loi du 20 juillet 1869 sur la presse et les délits commis par les divers moyens de publication à l'occasion, abrogée par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, reposait sur le système de la responsabilité dite en cascade. Ce système, qui a été reconduit par la loi de 2004, traduit l'idée que la première personne devant être tenue pour responsable en cas de publication d'une information est l'auteur. Toutefois, lorsque l'auteur n'est pas connu, la responsabilité de l'éditeur, dans la mesure où il prend la décision de publier un contenu déterminé, est engagée. Lorsque l'éditeur n'est pas connu, l'imprimeur et à défaut le distributeur, en leur qualité d'auxiliaires de publication, peuvent voir leur responsabilité recherchée. Les auxiliaires qui ne font que relayer une information qui est publiée avec l'aval et sur l'initiative de l'éditeur et de l'auteur, et qui n'ont aucune influence sur le contenu, s'ils veulent échapper à toute action en responsabilité, sont ainsi incités à n'imprimer ou à ne diffuser que les contenus lorsqu'ils connaissant l'identité de celui qui ordonne l'impression respectivement la distribution.

Ce système a pour but de garantir, d'une part, aux auteurs-journalistes d'une information publiée par la voie de la presse une certaine indépendance vis-à-vis de l'éditeur, mais permet également à l'éditeur qui veut protéger son collaborateur d'assumer la responsabilité en acceptant la publication d'articles sans indication du nom de l'auteur. D'autre part, un citoyen qui s'estime lésé par une information publiée dans un média pourra dans tous les cas obtenir réparation en se retournant contre l'auteur dont l'identité est connue.

Dans l'hypothèse où une information est communiquée dans le cadre d'un blog qui est édité par un éditeur, si la véritable identité de l'auteur du commentaire n'est pas connue, le citoyen victime d'une allégation illicite pourra se retourner contre l'éditeur. Dans l'hypothèse d'un blog privé, c'est-à-dire d'un blog géré par une personne physique, qui cumule alors les qualités d'auteur et d'éditeur, c'est la responsabilité de cette personne physique qui pourra être recherchée. En l'absence d'une information concernant la véritable identité soit de l'auteur, soit de l'éditeur, la victime n'est pas pour autant dépourvue de toute protection. En effet, l'anonymat sur Internet n'est pas absolu et il est toujours possible de retracer moyennant l'adresse IP (ce sont des adresses numériques qui sont attribuées aux ordinateurs qui sont connectés à Internet afin de permettre la communication entre ces derniers) l'ordinateur dont est parti le message.

Le régime décrit concilie la liberté d'expression et la protection de la vie privée ainsi que le droit de la victime d'obtenir réparation en cas d'atteinte à sa réputation, son honneur ou sa vie privée et démontre que dans le domaine de la communication (quel que soit le média utilisé), la protection des droits d'autrui n'est pas incompatible avec l'anonymat ou l'utilisation de pseudonymes.

Il convient de souligner que la loi de 2004 précitée (art. 62 et s. de la loi de 2004) et la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique (art. 5 et 53) obligent les éditeurs respectivement les prestataires de services de commerce électroniques à publier un certain nombre d'informations à l'attention des utilisateurs dont l'identité de l'auteur-éditeur ainsi que celle du prestataire de service.

En dernier lieu, exiger des internautes de déclarer leur véritable identité pourrait d'ailleurs être considéré comme disproportionné et attentatoire à la liberté d'expression. En outre, il est légitime de s'interroger sur l'efficacité d'une telle obligation, car elle n'empêcherait pas forcément les auteurs à s'abstenir de mentir sur leurs identités et elle s'avérerait très difficile à contrôler en pratique, sauf à soumettre tous les internautes à l'obligation de s'identifier moyennant un outil prouvant leur identité. Enfin, il est indiqué de douter de l'efficacité d'une initiative purement nationale qui aurait pour but d'interdire l'anonymat ou l'utilisation de pseudonymes dans le cadre de la blogosphère en raison du caractère international de la toile.

Question 0020 (12.12.2013) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **parc naturel «Dräilännereck»:**

Selon le programme gouvernemental 2013-2018, «les travaux en vue de la création des parcs naturels «Mëllerdall» et «Dräilännereck» seront finalisés dans les meilleurs délais».

En février 2011, l'ancien ministre en charge du dossier avait annoncé sa volonté de mener une réflexion approfondie sur la possibilité d'élargir le futur parc naturel «Dräilännereck» au canton de Grevenmacher.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les travaux préparatoires en vue de la création du parc naturel «Dräilännereck» sont-ils achevés?

- Dans l'affirmative, le canton de Grevenmacher a-t-il été intégré dans le parc naturel? Si tel n'est pas le cas, quelles en sont les raisons?

- Dans la négative, quelle est la position du nouveau Gouvernement quant à ce sujet?

Réponse (13.1.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député interroge le Gouvernement sur sa position quant à la délimitation du futur parc naturel «Dräilännereck», visant notamment son élargissement au canton de Grevenmacher.

L'honorable Député avait déjà posé une question similaire en 2011, et il se réfère à la réponse du Ministre de l'époque, qui avait répondu ceci: «L'idée d'élargir le territoire d'un futur parc naturel au canton de Grevenmacher est nouvelle et mérite une réflexion approfondie en fonction d'une multitude de considérations (par exemple synergies à rechercher aux niveaux régional et transfrontalier, profil envisagé du parc naturel, volonté de coopération des acteurs, volonté de participation des communes, cohérence territoriale d'un point de vue d'aménagement du territoire, etc.).» *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)*

Les analyses faites par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et son Département de l'aménagement du territoire ont révélé un certain nombre d'aspects techniques qui plaident pour une solution davantage axée sur le canton de Remich. Ainsi, la population du canton de Remich s'élève à près de 20.000 habitants. Ce chiffre dépasse celui des deux parcs naturels constitués, mais elle est moins élevée que celle du PN Mëllerdall avec environ 26.000 habitants. Le nombre d'habitants du canton de Grevenmacher s'élève à près à 26.000, dont 6.500 pour la seule commune de Junglinster. Les ordres de grandeur sont importants pour la question de la délimitation: un PN réunissant les cantons de Remich et de Grevenmacher compterait près de 50.000 habitants. Il a été conclu que ce chiffre était trop élevé pour un seul parc naturel compte tenu des ordres de grandeur existants.

Il s'y ajoute que le territoire du canton de Remich est structuré d'une manière équilibrée et orienté sur les villes de Remich et de Mondorf. Le canton de Grevenmacher, de son côté, est plutôt orienté sur les localités de Grevenmacher-Wasserbillig et de Junglinster. Un PN comprenant les deux cantons aurait ainsi quatre pôles d'attractivité, ce qui conduirait à une structure trop éparpillée. Un parc naturel comprenant les communes des deux cantons serait de ce fait sans doute plus limité dans le choix de ses thèmes.

L'Aménagement du territoire préconise pour le canton de Grevenmacher une démarche de développement de type plus urbain, visant à renforcer le rôle du Centre de Développement et d'Attraction (CDA) de Grevenmacher-Wasserbillig et ses interférences avec la ville de Trèves.

Compte tenu de ces réflexions, la participation à un futur parc naturel «Dräilännereck» n'a été proposée qu'aux communes du canton de Remich.

Une délibération concordante visant la participation au groupe mixte État-communes pour la préparation du futur parc a été adressée aux communes. Toutes les communes n'ont pas répondu à ce jour. Il est important de souligner que la participation au groupe mixte permet aux communes d'orienter le futur parc (dont le nom n'est pas définitif, soit dit entre parenthèses) et de s'impliquer dès le début dans la définition des thématiques et des points forts du parc.

En réponse aux questions énoncées par l'honorable Député:

En vertu des expériences faites dans les autres parcs naturels existants et en élaboration, le processus menant à la constitution légale prend trois à quatre ans. Il s'ensuit que la création du parc n'est pas encore achevée.

Par ailleurs, le développement des communes de Grevenmacher, de Mertert et de Junglinster, à caractère nettement plus urbain, ne justifie guère leur inclusion dans un parc naturel.

La présente réponse constitue jusqu'ici la position du nouveau Gouvernement.

Cependant, et compte tenu des coopérations intercommunales existantes dans la région à d'autres niveaux, dont notamment le groupe LEADER Miselerland, les activités touristiques, le musée d'Ehnen, le Gouvernement est disposé à entrer en discussion avec les communes limitrophes du canton de Remich pour déceler les points d'intérêt communs et soutenir d'éventuelles synergies existantes susceptibles de promouvoir la création d'un parc naturel.

Conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, les communes devraient s'associer en syndicat intercommunal pour la création du parc naturel.

Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement approfondira la faisabilité d'un parc naturel transfrontalier avec les communes et des instances régionales allemandes et françaises voisines.

Question 0021 (12.12.2013) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **redevance de scellement des sols:**

D'Stad Lëtzebuerg huet als eenzeg Gemeng am Land eng Reewaassertax agefouert, déi am Taxereglement als Tax fir «Redevances de scellement des sols» gefouert gëtt. D'Taxereglement vun der Stad Lëtzebuerg gesäit ausdrécklech vir, datt dës Tax och vum Stat («Secteur étatique») muss bezuelt ginn.

Wéi aus dem Gemengerot aus der Stad Lëtzebuerg ze héieren ass, hätt de Ministère fir nohalteg Entwécklung eng Schold vu ronn 2,5 Milliounen Euro bei der Gemeng, wat d'Reewaassertax aus de Joren 2011, 2012 an 2013 betrëfft. De Ministère géif dës Tax virum Geriicht contestéieren.

Eng weider Schold wéinst der Reewaassertax fir déiselwecht Period betrëfft d'Administration de la Navigation Aérienne: E Montant vu 700.000 Euro wier dës der Stad Lëtzebuerg schëlleg.

Dowéinst erlaben ech mer, dem Här Minister dës Froen ze stellen:

1. Ass et korrekt, datt de Ministère d'Reewaassertax fir d'Joren 2011, 2012 an 2013 juristesch contestéiert huet? Wat waren d'Argumenter, fir dës Tax ze contestéieren?

2. Hält déi aktuell Regierung dës juristesch Klo oprecht, oder wäert de Ministère fir nohalteg Entwécklung seng Scholde bei der Stad Lëtzebuerg bezuelen?

3. Wat geschitt mat der Schold vun der Administration de la Navigation Aérienne?

4. Wéi steet d'Regierung allgemeng zur Reewaassertax? Soll d'Gemeng Lëtzebuerg dës Tax ofschafen oder sollen ieren aner Gemengen derzou verleet ginn, dës och anzeféieren?

Réponse commune (6.2.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Éier op dem Här Deputéierte seng Froe geäntwert gëtt, wëllt d'Ëmweltministesch eng generell Remarque iwwert d'Reewaassertax maachen.

Déi Tax gouf an de Gemengen Dikrech a Lëtzebuerg agefouert, fir d'Infrastrukture vun der Reewaassergestioun (Trennkanalisatioun) ze finanzéieren an och hiren Ënnerhalt ze garantéieren.

Beim Bau vun engem neie Wunngebitt (PAP «nouveau quartier»), vu grousse Gebaier respektiv enger grousser Infrastuktur am Beräich Stroossebau, Eisebunn oder dem Flughafe kritt de Bauhär Oplagen iwwert den Artikel 23 vum Waassergesetz vum 19. Dezember 2008, déi de Bau vu Reeréckhaltebecken a Reewaasserachse virschreiwen.

Déi genannte Gemengen hunn eng Reewaassertax agefouert, souwuel fir de Finanzement wéi och d'Gestioun vun dëse Reewaasserinfrastrukturen, déi hinnen awer nëmmen zum Deel gehéieren. Wann d'Resultat also erreecht ass iwwer aner Mëttel, ass et u sech net ubruecht, ee Finanzement ze fuerdere fir Infrastrukturen, déi net vun de Gemenge selwer fir déi Fläche finanzéiert goufen.

Well de Stat also am Bau vu sengen Infrastrukturen (Stroossen, Eisebunn a Flughafen) schonn zum Deel fir ee getrennten Ofwaassersystem gesuergt huet, dierft de Stat u sech och net méi fir déi betraffe Fläche gefrot ginn, fir eng Reewaassertax ze bezuelen.

Wat elo déi prezis Froe betrëfft, wëllt de Minister vun der Nohaltegkeet an den Infrastrukture Folgendes drop äntwerten:

1) D'Rechnunge si contestéiert, wat virun allem d'Fläche betrëfft, déi mat agerechent goufen. Entweder déi Fläche ginn eben anescht entsuergt oder se sinn net am Kompetenzberäich vum Stat oder se leien net um Territoire vun der Gemeng.

2) De Stat ka sech net erlaben, déi Kloen net oprechtzëerhalen, well dat géif heeschen, de Stat géif fräiwëlleg zweemol bezuelen, fir datselwecht ëmwelttechnescht Resultat ze erreechen.

3) D'Rechnunge vun der ANA sinn och contestéiert.

4) Déi Tax huet eng Daseinsberechtegung an ass konform zur Gemengegesetzgebung, wann et drëm geet, fir eng ëffentlech Gemengeninfrastruktur iwwert dëse Wee ze finanzéieren a fir hiren Ënnerhalt ze suergen. Infrastrukturen, déi vun Drëtten, inklusiv dem Stat, finanzéiert a géréiert ginn, dierfen net betruecht gi fir d'Opstellung vun esou enger Tax. All Gemeng ass deemno fräi, esou eng Tax anzeféieren, och wann dëst net speziell am Waassergesetz virgesinn ass.

Question 0022 (13.12.2013) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**Euratom:**

Dans son programme gouvernemental, le nouveau Gouvernement a annoncé d'étudier la possibilité de mettre un terme à la contribution financière au réacteur ITER et souhaite discuter d'une évolution du contrat Euratom. De plus, il s'est prononcé contre l'énergie nucléaire.

Selon mes informations, lors du Conseil «Compétitivité» du 3 décembre 2013 à Bruxelles, le Luxembourg s'est abstenu de voter la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2007/198/Euratom du Conseil du 27 mars 2007 instituant une entreprise commune pour ITER («International Thermonuclear Experimental Reactor») et le développement de l'énergie de fusion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils me confirmer l'abstention du vote susmentionnée et non son opposition?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au programme Euratom qui doit être adopté d'ici la fin de l'année?

Réponse commune (14.1.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La question soulevée par l'honorable Députée concerne 1) la décision du Conseil modifiant la décision 2007/198/Euratom instituant une entreprise commune pour ITER et le développement de l'énergie de fusion et lui conférant des avantages, ainsi que 2) l'adoption du règlement du Conseil sur le programme de re-

cherche et de formation de la Communauté européenne de l'énergie atomique (2014-2018) complétant le programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020».

En ce qui concerne le projet ITER, un accord politique a été trouvé lors du Conseil «Compétitivité» du 3 décembre 2013. Le Luxembourg s'est abstenu du vote et a fait en même temps une déclaration que nous joignons en annexe. Cette position de l'ancien Gouvernement luxembourgeois a été prise après concertation avec le Formateur du nouveau Gouvernement. Dans ce contexte, une des priorités du nouveau Gouvernement sera d'étudier la possibilité de mettre un terme à sa contribution financière nationale au réacteur ITER.

Le programme Euratom complétant le programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» a été adopté lors du Conseil «Agriculture» du 16 décembre 2013. Le Luxembourg s'est abstenu du vote et a fait en même temps une déclaration que nous joignons également en annexe. Cette adoption à la fin de l'année 2013 était nécessaire, entre autres, pour garantir le financement des activités sur la sûreté nucléaire au sein du Centre Commun de la Recherche de la Commission européenne pour la période 2014-2020.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0023 (13.12.2013) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **registre national des surfaces commerciales:**

Initier un projet de création d'entreprises ou de commerces est un processus qui demande une préparation minutieuse et qui entraîne un grand nombre de démarches, dont notamment la recherche d'un local commercial adéquat. Il s'avère que dans certaines villes des locaux commerciaux sont disponibles, soit à la vente, soit à la location.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que la création d'un registre national des surfaces commerciales disponibles à la location serait utile afin d'accélérer la concrétisation des projets en question?

- Dans l'affirmative, selon quelles modalités pourrait-on organiser un tel fichier centralisé?

Réponse (28.1.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En ce qui concerne la première partie de la question, si la création d'un registre national des surfaces commerciales disponibles à la location serait utile afin d'accélérer la concrétisation des projets de création d'entreprises et de commerces, il y a lieu de considérer plusieurs aspects.

Il ne semble pas que les personnes intéressées à trouver un local de commerce approprié se heurtent à une lacune de l'information. Il n'a jamais existé autant de vecteurs d'information afin de faire se rencontrer offre et demande en matière immobilière: annonces traditionnelles, agences immobilières et Internet.

Internet, en particulier, avec l'appui des moteurs de recherche et de sites compilant l'offre - plusieurs sites performants existent déjà pour le marché luxembourgeois - permet un accès immédiat, rapide, pratique et mis à jour de l'offre et de la demande en matière immobilière.

Un fichier centralisé, en admettant qu'il puisse matériellement être mis en œuvre, risque de faire double emploi avec les annonceurs privés, de les soumettre à une concurrence déloyale, en plus de s'avérer moins complet et réactif.

En effet, le Ministère de l'Économie devrait en toute hypothèse établir un tel registre en collaboration notamment avec l'Administration de l'Enregistrement, où la plupart des baux sont censés être déposés aux fins d'imposition lorsque l'activité génère de la TVA.

Or, le dépôt de ces baux n'est pas systématique.

Il n'y a donc pas de plus-value, ni sous ce rapport, ni en termes de réactivité et d'adaptation instantanée de l'offre et de la demande, qui seraient donc compilées de manière incomplète et avec du retard.

Enfin, une telle tentative de mettre sur pied un registre national des locaux commerciaux disponibles aurait non seulement un coût non négligeable, mais encore n'irait pas dans le sens d'une simplification administrative.

Pour toutes ces raisons, la mise en place d'un tel registre ne me paraît pas davantage souhaitable, ou même matériellement possible sous une forme exploitable.

Dans ces conditions, à la deuxième partie de la question parlementaire - selon quelles modalités pourrait-on organiser un fichier centralisé? - il faut répondre qu'à le juger utile, ce dont il est permis de douter, ainsi qu'il a été exposé plus haut, il est difficile d'entrevoir des modalités de mise en œuvre acceptables et attractives.

Question 0024 (16.12.2013) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **loi sur la liberté d'expression dans les médias:**

Au cours de la semaine dernière, un journaliste de télévision a appelé au secret des sources pour ne pas prêter serment devant le tribunal où il avait été cité en tant que témoin dans l'affaire «Bommeleeër». Son refus de vouloir prêter serment s'explique par la volonté du journaliste de protéger son informateur.

De manière générale, le droit à la protection du secret des sources est ancré dans la loi du 11 avril 2010 sur la liberté d'expression dans les médias à l'article 7.1. où nous pouvons lire que: «Tout journaliste professionnel entendu comme témoin par une autorité administrative ou judiciaire dans le cadre d'une procédure administrative ou judiciaire a le droit de refuser de divulguer des informations identifiant une source, ainsi que le contenu des informations qu'il a obtenues ou collectées.» Cependant l'article 8 de cette même loi stipule que: «Toutefois, par dérogation à l'article précédent, lorsque l'action des autorités de police, de justice ou administratives concerne la prévention, la poursuite ou la répression de crimes contre les personnes, de trafic de stupéfiants, de blanchiment d'argent, de terrorisme ou d'atteintes à la sûreté de l'État, ni le journaliste professionnel ni les personnes visées au paragraphe 2 de l'article 7 ne peuvent se prévaloir du droit prévu au paragraphe 1 de l'article 7 (…)» Afin de ne pas être contraint par la juge de devoir divulguer sa source en raison de cet article, le journaliste en question a refusé de prêter serment et a par la suite été condamné à deux reprises à une amende de 500 euros. Le journaliste et son avocat se sont par ailleurs référés à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme pour motiver ce refus de prêter serment. En effet, cet article prévoit que: «Toute personne a le droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière…»

La Cour européenne des droits de l'Homme a maintes fois souligné que l'article 10 de la Convention protège aussi bien la substance, le contenu des informations et idées que les moyens par lesquels elles sont diffusées. La jurisprudence de la Cour accorde à la presse une protection extrêmement étendue, notamment en ce qui concerne la confidentialité des sources journalistiques.

En considérant cette position de la Cour européenne des droits de l'Homme et devant cette problématique très sensible exposée ci-dessus, je désire poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre:

- Le Gouvernement n'envisage-t-il pas de procéder à une adaptation ponctuelle du texte de la loi du 11 avril 2010 en ce qui concerne la protection du secret des sources, au vu de l'évolution jurisprudentielle en la matière?

- De manière générale, le Gouvernement ne juge-t-il pas opportun de procéder à une refonte générale de la loi en question afin de l'adapter aux évolutions récentes dans le domaine des médias?

Réponse (24.12.2013) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député aimerait savoir si la protection des sources des journalistes, qui est actuellement prévue par l'article 7.1. de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, ne devrait pas faire l'objet d'une modification pour adapter le régime aux évolutions de la jurisprudence (nationale et internationale).

Le régime actuel s'inspire largement de la recommandation n°R (2000) 7 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information. Cette recommandation n'a pas été modifiée depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2004, mais la Cour européenne des droits de l'Homme a depuis, à maintes reprises, eu l'occasion d'examiner des affaires mettant en cause la protection des sources des journalistes.

Le Gouvernement va procéder à une analyse détaillée des arrêts récents de la Cour et, en fonction des résultats de cet exercice, prendra les mesures qui s'imposeront.

Quant à la question de savoir si le Gouvernement ne devrait pas procéder à une révision générale de la loi de 2004, qui a subi une adaptation récente en 2010, il faut tout d'abord signaler que la loi, et notamment la terminologie utilisée, est technologiquement neutre, de sorte que le texte actuel est évolutif et continue de pouvoir être appliqué nonobstant les évolutions technologiques récentes.

Ensuite, l'absence de doléances concrètes adressées aux services compétents montre que le secteur professionnel concerné ne semble pas conclure à une éventuelle insuffisance de la loi actuelle.

Question 0025 (17.12.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **malaise au sein de la Police grand-ducale:**

Depuis un certain temps déjà, un profond malaise semble s'être installé au sein de la Police grand-ducale, et plus particulièrement entre la direction générale de la police, d'un côté, et le Syndicat National de la Police Grand-Ducale (SNPGL), de l'autre.

Au cœur de la dispute se trouve le reproche fait par la SNPGL à l'adresse de la direction générale de la Police grand-ducale de faire bénéficier les agents de la carrière supérieure d'un traitement de faveur par rapport aux agents issus des autres carrières, notamment en matière disciplinaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des tensions qui existent au sein du corps de la Police grand-ducale? Monsieur le Ministre peut-il confirmer ou infirmer les allégations faites par les représentants du SNPGL, notamment en matière disciplinaire?

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas la crainte que le profond malaise qui s'est installé et qui va en s'aggravant risque de porter atteinte au bon fonctionnement de la police et, partant, de miner la sécurité intérieure de notre pays?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir dans cette affaire afin de rétablir un climat de confiance et de collégialité au sein du corps de la Police grand-ducale?

Réponse (7.1.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le secrétaire général du Syndicat National de la Police Grand-Ducale Luxembourg (SNPGL) a, lors d'une interview le 2 août 2013, allégué des traitements de faveur pour les cadres supérieurs au sein de la police, notamment en matière disciplinaire.

Le même jour, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a demandé des explications au Directeur général de la police. Ce dernier «affirme en son âme et conscience qu'en dehors des faits qui ont été à la base d'enquêtes ou d'instructions disciplinaires, aucun comportement jugé fautif de la part de membres de la Police grand-ducale en général et en particulier de la part de membres du cadre supérieur n'a été porté à sa connaissance».

Dès le mois de janvier, je vais voir le Directeur général de la Police grand-ducale et l'Inspecteur général de la police ainsi que les représentations du personnel afin de discuter de la politique de la sécurité intérieure du Gouvernement. Lors de ces réunions, je compte également aborder la politique budgétaire, le fonctionnement ainsi que la gestion des ressources humaines au sein de la Police grand-ducale et de l'Inspection générale de la Police.

La mission régalienne de la Police grand-ducale doit dans tous les cas être exécutée avec professionnalisme, neutralité et discrétion.

Question 0027 (18.12.2013) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **construction du Lycée technique Agricole à Gilsdorf:**

Le projet de loi relatif à la construction du Lycée technique Agricole à Gilsdorf a été voté le 27 mars 2012 à la Chambre des Députés.

Le projet d'implantation de ce lycée sur le site «Kréiwénkel» fait régulièrement son apparition à l'ordre du jour du conseil communal de Diekirch. Ainsi, le conseil communal vient de prolonger d'une année supplémentaire le moratoire qui prévoit de déclarer non urbanisable le terrain en question sur le site «Kréiwénkel». Les raisons avancées par le bourgmestre de ce moratoire sont l'élaboration du nouveau plan d'aménagement général de la ville de Diekirch et la protection des sources d'eau potable sur ce site.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils réagir sur cette décision de moratoire du conseil communal de Diekirch?

- Vu les circonstances, le Gouvernement se prononce-t-il toujours en faveur du site «Kréiwénkel» pour la réalisation du projet en question?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il m'indiquer une date approximative pour les débuts de construction du nouveau Lycée technique Agricole à Gilsdorf?

Réponse commune (10.2.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La question parlementaire de l'honorable Députée Madame Martine Hansen concerne le projet d'implantation du Lycée technique Agricole sur le site «Kréiwénkel» à Gilsdorf respectivement Diekirch en relation avec le moratoire émis par le conseil communal de Diekirch.

En ce qui concerne le moratoire de la ville de Diekirch, une discussion avec les autorités communales est prévue à très court terme. À l'heure actuelle, il n'est donc pas possible, en tout état de cause, de se prononcer sur une date approximative pour les débuts de construction du nouveau Lycée technique Agricole sur le site «Kréiwénkel».

Vu les circonstances, il est cependant indiqué de poursuivre une démarche qui ne pénalise pas une collaboration harmonieuse de l'État avec Diekirch tout comme avec les autres communes de la Nordstad dans le cadre notamment de la Convention pour un développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad, car un tel développement est indispensable au renforcement de son rôle de centre de développement et d'attraction majeur tel que prévu par le Programme directeur de l'Aménagement du Territoire.

Dans cette logique, il importe de considérer l'ensemble des besoins en infrastructures lycéennes de la région dans le contexte du développement global de la Nordstad et du concept de mobilité correspondant. En effet, l'objectif principal est d'assurer à moyen et à long terme les besoins de développement des différents lycées en relation avec le nombre croissant d'élèves prévu et en adéquation avec un bon fonctionnement du transport public et individuel.

C'est pourquoi la question de l'implantation du LTA de même que celle de certains autres lycées dans la Nordstad sera analysée, notamment à la lumière de l'étude «Prospection et évaluation comparative sites d'implantation potentiels dans la Nordstad dans le cadre du Plan sectoriel 'Lycées'» et des travaux en cours pour la révision du Plan directeur sectoriel «Lycées».

Vu la nécessité d'offrir dans les meilleurs délais de bonnes conditions de fonctionnement et de développement à tous les lycées de la Nordstad dans le cadre d'un concept global, il est prévu d'examiner l'ensemble des éléments pertinents en vue d'une prise de décision du Gouvernement au plus tard en juin 2014.

Les discussions afférentes avec l'ensemble des communes concernées sont prévues à court terme.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

N°03
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°3 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Droits des sensibilités politiques p. 75
Situation en Ukraine p. 86
Partenariat TTIP p. 89
Sommaire des séances publiques nos 7 et 8 p. 97
Sommaire des questions parlementaires p. Q17
7e séance Mardi 4 février 2014
8e séance Mardi 11 mars 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

M. Martin Schulz à la Chambre des Députés

Le Président du Parlement européen, M. Martin Schulz, homme politique allemand et tête de liste socialiste pour les élections européennes du 25 mai prochain, s'est rendu en visite à Luxembourg le 18 mars 2014.

Après une entrevue avec le M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Schulz s'est entretenu en tête-à-tête avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, avant de siéger à ses côtés à la tribune présidentielle de la Chambre à l'occasion d'une séance publique.

Dans son discours, M. Di Bartolomeo a souligné le rôle de l'Europe pour le maintien de la paix, de la liberté, de l'État de droit et surtout son rôle social. Rappelant que «l'Europe restera une Europe sociale ou ne sera plus», il a critiqué que la lutte contre la crise a quelque peu mis en péril l'équilibre entre l'économie et les acquis sociaux de l'Union. «Devant l'arrière-fond d'une flambée des idées d'extrême-droite,



M. Martin Schulz s'est adressé aux députés au cours de la séance publique du 18 mars 2014.

de la violence et de la xénophobie, l'Union a besoin de perspectives convaincantes», a conclu le Président de la Chambre. M. Martin Schulz a évoqué les fondements à la base de l'Union européenne, regrettant que beaucoup de citoyens ne voient plus l'Union d'aujourd'hui en relation avec les idéaux qui avaient constitué sa base. «Nous portons tous ensemble la responsabilité pour ce continent», a souligné le Président du Parlement européen. Il s'est montré convaincu que l'Union européenne réussira à assumer les changements qui s'imposent.

Après son discours à la tribune de la Chambre, M. Schulz s'est prêté à une session de questions et de réponses devant les députés. Les questions émanant des parlementaires luxembourgeois ont notamment concerné le dialogue social, la perte de confiance des citoyens dans les institutions européennes, la publicité des textes concernant le traité sur le partenariat commercial avec les États-Unis (TTIP), l'emploi de la langue luxembourgeoise dans le contexte européen et la gestion de la crise financière au niveau de l'Union européenne.

Modernisation du droit de pétition: introduction d'un système de pétition publique



Le droit de pétition passe à l'ère numérique. Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank, ont présenté le 20 mars passé le système de pétition publique.

Le développement de ce nouveau type de pétition est le résultat des efforts de la Chambre pour renforcer les moyens de participation des citoyens et pour les impliquer davantage dans les discussions politiques. Comme l'a souligné le Président de la Chambre, «la pétition publique est un moyen simple et efficace pour participer de manière directe à l'exercice de la démocratie».

M. Marco Schank a constaté que la pétition publique s'ajoutera au système existant. Toute personne âgée de 15 ans au moins et étant inscrite dans le registre national des personnes physiques (disposant d'un numéro de matricule luxembourgeois) pourra signer la pétition publique.

M. Di Bartolomeo a en outre rappelé que la Chambre publie déjà depuis janvier 2012 les documents relatifs à l'instruction des pétitions sur son site www.chd.lu.

Cet effort de transparence sera désormais amélioré avec le nouvel outil informatique de la pétition publique et reste, en comparaison internationale, un phénomène exceptionnel.

La pétition publique

Le nouveau système de pétition publique permet de déposer en ligne le texte initial des pétitionnaires.

Si la demande de pétition publique remplit les critères de recevabilité définis par la Commission des Pétitions et la Conférence des Présidents, la pétition sera publiée, en vue de la collecte de signatures, sur le site Internet de la Chambre des Députés pendant une période de six semaines. Parallèlement un forum de discussion sera ouvert.

À partir du moment où la pétition publique aura recueilli 4.500 signatures, un débat public au sein de la Commission des Pétitions et de la commission sectorielle concernée sera organisé en présence d'un maximum de six pétitionnaires et du ministre compétent. Ce débat sera retransmis par Chamber TV. La réunion ne sera pas accessible au public.

Le «rôle des pétitions» sur le site de la Chambre permet aux citoyens de consulter à tout moment les informations concernant l'instruction d'une pétition.

La demande de pétition publique tombera sous le champ d'application de la pétition ordinaire pour les cas où le caractère public n'aura pas été reconnu ou que le seuil de 4.500 signatures n'aura pas été atteint.

La pétition ordinaire

Une pétition ordinaire, par opposition à la pétition publique, est une pétition qui a déjà recueilli une ou plusieurs signatures.

Suite à la page 2

Remise de diplômes aux nouveaux députés honoraires

«Vous étiez, vous êtes et vous resterez une partie de cette assemblée au sein de laquelle vous avez contribué à façonner la culture politique du pays.»

C'est en ces termes que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli les membres de l'Association des Anciens Députés (AAD) et rendu hommage aux anciens et nouveaux députés venus rejoindre les rangs de l'AAD.

En reconnaissance de leurs mérites, M. Di Bartolomeo et le Président de l'AAD, M. Camille Dimmer, ont remis aux nouveaux venus un diplôme attestant des services qu'ils ont rendus au pays.

L'Association des Anciens Députés de la Chambre a fêté en 2013 le 30e anniversaire de son existence. Elle compte actuellement 88 membres.

Par le biais de ses activités, l'AAD souhaite cultiver les relations entre les anciens députés, défendre leurs intérêts et maintenir le contact avec la Chambre des Députés.



Des membres de l'AAD reçus à la Chambre.

Modernisation du droit de pétition: introduction d'un système de pétition publique



M. Marco Schank et M. Mars Di Bartolomeo

Suite de la page 1

C'est donc la procédure traditionnelle de la pétition, telle qu'elle existe déjà depuis le XIX[e] siècle.

La pétition ordinaire peut être remise au Président de la Chambre, envoyée par courrier postal ou par courrier électronique à l'adresse petition@chd.lu.

Elle est renvoyée pour examen à la Commission des Pétitions qui informe le pétitionnaire de ses démarches. Celle-ci peut notamment demander une prise de position au ministre compétent qui est tenu de répondre endéans les deux mois, renvoyer la pétition à une commission parlementaire en charge d'un dossier afférent, entendre les pétitionnaires lors d'une de ses réunions, inviter tout organe ou expert concerné par la pétition ou encore faire des visites sur le terrain dans le cadre de l'instruction de la pétition.

Un calendrier pour l'inclusion

Une délégation de personnes en situation de handicap vient de remettre 60 calendriers de l'année 2014 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, un pour chaque député, ceci en présence de la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Mme Corinne Cahen. Le calendrier, unique en son genre, concentre non seulement des photos de personnes en situation de handicap, mais est également rédigé en écriture braille.

Par leur geste, les initiateurs du projet, Mme Tessy Wies et M. Sascha Lang, ainsi que le Président de l'association Info-Handicap, M. Patrick de Rond, et le trésorier, M. Raymond Remakel, ont voulu mettre en évidence la responsabilité commune de tous les députés afin de contribuer à la mise en place de politiques non discriminatoires et favorables à l'inclusion des personnes diminuées par un handicap.



Remise d'un calendrier au Président de la Chambre

Musée National de la Résistance: les députés s'informent

Dans le cadre d'une pétition, les signataires ont notamment invité le Gouvernement et la Ville d'Esch-sur-Alzette à entamer des travaux de renouvellement et d'agrandissement du Musée National de la Résistance.

En présence de représentants de l'association des «Frënn vum Resistenzmusée», la Commission des Pétitions de la Chambre s'est rendue le 4 mars 2014 sur place pour s'informer de la situation actuelle du musée ainsi que de l'avancement du projet de rénovation.

La Ministre de la Culture, Mme Maggy Nagel, a rassuré les députés que le Gouvernement est décidé à prendre ses responsabilités envers le Musée National de la Résistance. Elle compte contacter dans les meilleurs délais les autorités compétentes de la Ville d'Esch-sur-Alzette pour faire avancer le dossier.

Le musée retrace l'histoire du Luxembourg de 1940 à 1945, depuis l'oppression nazie à travers les réactions du peuple (résistance passive, mouvements de résistance, enrôlement de force, grève, réfractaires, Luxembourgeois dans le maquis et dans les armées alliées) jusqu'à la libération, par des photos, objets et œuvres d'art. Un deuxième volet traite la répression nazie et le système concentrationnaire ainsi que le sort des Juifs du Luxembourg.



Les membres de la Commission des Pétitions visitent le Musée National de la Résistance.



Des parlementaires visitent les installations de LAR.

La Commission des Affaires intérieures en visite chez Air Rescue

3.000 missions par an et toujours pas de hangar fixe pour Luxembourg Air Rescue: lors d'une visite des installations de LAR à Findel, les députés de la Commission des Affaires intérieures se sont informés sur les activités de l'association. Ils ont constaté que LAR ne dispose toujours pas d'un hangar fixe. Le matériel technique sensible des avions sanitaires et hélicoptères doit être abrité dans un hangar provisoire.

LAR déplore le support insuffisant de la part du Gouvernement luxembourgeois, alors qu'elle garantit notamment 150 emplois. Elle regrette que la construction d'un nouvel hangar ait encore été retardée et qu'elle ne soit pas intégrée dans le système des secours d'urgence.

Créée en 1988, il y a donc un quart de siècle, LAR dispose actuellement de cinq hélicoptères, de sept avions sanitaires, d'une ambulance SAMU (Service d'Aide Médicale Urgente) et d'un véhicule ambulancier 4x4. Le nombre de ses membres s'élève aujourd'hui à plus de 185.000, ce qui représente 60% de la population autochtone.

Depuis 2008, LAR est seule mandatée à effectuer des transports d'organes pour toute la France. LAR organise aussi le rapatriement de patients d'autres continents vers l'Europe.

Coopération internationale en matière de gestion des déchets



Les participants à la réunion de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI à Colmar-Berg

C'est à l'invitation de M. Roger Negri, président de la Commission «Environnement et Agriculture» du Conseil parlementaire interrégional (CPI) que des parlementaires issus de toute la Grande Région se sont retrouvés à Colmar-Berg, le 7 mars dernier, pour une réunion sur la coopération en matière de gestion des déchets, suivie d'une visite de la SuperDrecksKëscht.

Outre M. Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas et M. Emile Eicher ont participé en tant que membres de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI à cette réunion pendant laquelle les parlementaires ont eu des échanges sur les différentes approches et possibilités de coopération en matière de recyclage. Ils ont en outre pu se persuader que près de trente ans après sa création, la SuperDrecksKëscht est toujours à la pointe du progrès tant en ce qui concerne la gestion des déchets que l'engagement social de l'entreprise.

Suite aux présentations du directeur de la SuperDrecksKëscht, M. Hans-Peter Walter, de M. Serge Less de la Division des Déchets de l'Administration de l'Environnement et du Dr Max Monzel du Zweckverband Abfallwirtschaft Trier, le maire de Mettlach (Sarre), M. Carsten Wiemann, a exposé aux membres du CPI l'expérience récente de sa commune qui dispose depuis 2013 d'un centre de gestion des déchets basé sur le modèle de la SuperDrecksKëscht.

Cette dernière ne constitue pas seulement un exemple de coopération transfrontalière réussie en ce qui concerne la Grande Région, mais comme l'a souligné son directeur, la SuperDrecksKëscht s'exporte avec succès dans le monde entier, comme en Suède, en Suisse, à Chypre, au Mexique et au Ghana.

M. Di Bartolomeo à Eupen et Saint-Vith

À la mi-février, le plus jeune président de parlement en exercice a rendu visite au plus jeune président de parlement en termes d'âge. Sur invitation du Président du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique, M. Alexander Miesen, 30 ans, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en poste depuis décembre dernier, s'est en effet déplacé dans la plus petite entité fédérée de la Belgique, comptant un peu plus de 75.000 habitants.

Pour sa première visite internationale en tant que président de parlement, M. Di Bartolomeo a tenu à donner la priorité à un partenaire proche du Grand-Duché non seulement d'un point de vue géographique, mais également en raison de nombreux points communs et visions partagées qui unissent le Luxembourg et la Communauté germanophone tant au niveau des relations bilatérales que des politiques européennes ou de la coopération interrégionale.

Après un échange sur le fonctionnement des deux parlements qu'ils président, les deux hommes politiques ont évoqué leur excellente coopération au sein du Conseil parlementaire interrégional et du Parlement Benelux. La 6e réforme de l'État belge se traduira à l'avenir par un approfondissement des pouvoirs des régions et communautés belges qui ne manquera pas de renforcer encore davantage les relations avec le Luxembourg en raison des nouveaux transferts de compétences au profit de la Communauté germanophone.

Lors de sa visite, M. Di Bartolomeo a notamment insisté sur l'interdépendance positive qui lie le Luxembourg et la Communauté germanophone. Les 3.400 frontaliers issus de la Communauté germanophone sont appréciés au Luxembourg pour la qualité de leur formation et leur multilinguisme. Il ne s'agit pas d'un hasard. Lors d'une visite d'un centre de formation professionnelle et de formation continue à Saint-Vith (Zentrum für Aus- und Weiterbildung des Mittelstands), M. Di Bartolomeo a pu s'en assurer, en compagnie de M. Franz Fayot, président de la Commission de l'Économie, de l'Ambassadeur du Luxembourg en Belgique, S.E. M. Jean-Jacques Welfring, ainsi que du Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, qui ont accompagné le Président tout au long de la visite.



Les participants à la visite officielle au Parlement de la Communauté germanophone

Collaboration transfrontalière et réforme de la Police



Des parlementaires ont visité le Centre de coopération policière et douanière.

La Convention d'application de l'accord de Schengen a instauré une coopération policière entre États membres de l'Union européenne, à la suite de la suppression programmée des frontières à l'intérieur de l'espace Schengen. Le texte prévoit notamment un échange d'informations entre services de police de deux ou plusieurs États contractants.

Fin février, les députés membres de la Commission de la Force publique et de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI) se sont informés sur l'organisation de l'échange et de l'assistance par le biais de Centres de coopération policière et douanière. Un tel CCPD est installé à la nouvelle Cité policière Grand-Duc Henri, route de Trèves à Luxembourg. Il est composé d'agents allemands, belges, français et luxembourgeois détachés par leur pays respectif.

Lors de la visite, les députés ont également pu s'entretenir avec les responsables de la Police grand-ducale sur son futur projet de réforme. Celui-ci sera présenté aux mandataires publics au courant du mois d'avril pour être analysé par la suite en commission. La finalité de la réforme sera d'optimiser l'emploi des moyens disponibles dans les régions d'intervention et de définir une politique cohérente face aux nouvelles formes de criminalité.

Non à toute prolongation d'exploitation de Cattenom

Au cours d'un échange de vues début mars, la Ministre-Présidente de la Sarre, Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, et le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ont exprimé leur préoccupation concernant la sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom.

Les Gouvernements sarrois et luxembourgeois figurent parmi ceux réclamant en ordre prioritaire une fermeture et en ordre subsidiaire une amélioration immédiate de la sécurité de la centrale. Les interlocuteurs sont opposés à toute prolongation de l'autorisation d'exploitation de Cattenom.

À l'instar de la «Frankreichstrategie» (stratégie en faveur d'un rapprochement avec le voisin français), Mme Kramp-Karrenbauer et M. Di Bartolomeo sont d'avis que le concept de la Grande Région devrait jouer davantage en faveur de synergies et de collaborations entre la Sarre et le Grand-Duché. M. Di Bartolomeo a salué l'idée d'une rencontre multinationale avec les représentants de plusieurs régions multilingues. Un tel événement pourrait être l'occasion pour échanger les expériences sur des modèles d'enseignement multilingues.

Le Président de la Chambre et la Ministre-Présidente de la Sarre se sont exprimés de plus en faveur d'une mobilité accrue des étudiants entre les universités du Luxembourg et de la Sarre. Mme Kramp-Karrenbauer a évoqué une coopération renforcée avec le Luxembourg en matière d'études de médecine en général et de médecine dentaire en particulier.



Mme Annegret Kramp-Karrenbauer et M. Mars Di Bartolomeo

L'administration parlementaire se présente

Le cabinet du Président



M. le Secrétaire général Claude Frieseisen ainsi que Mmes Sylvie Sorbelli, Lisi Haas et Gény Arendt assistent le Président dans l'exercice de ses fonctions.

Le cabinet du Président, placé sous l'autorité du Secrétaire général et composé actuellement de trois collaboratrices, assiste le Président de la Chambre des Députés dans l'exercice de ses fonctions. Les attributions du cabinet se résument en trois points: secrétariat, protocole et communication.

Secrétariat, protocole et communication

Missives officielles, messages circonstanciés (félicitations, condoléances, etc.), lettres et invitations personnelles… Le traitement du courrier entrant et sortant du Président est placé au cœur des travaux de secrétariat de la Présidence - qui, bien évidemment, en assure également le suivi: gestion de l'agenda, organisation de rencontres, préparation des déplacements du Président, que ce soit à l'intérieur du pays ou à l'étranger, tout comme des visites auprès de lui.

À l'occasion d'événements nationaux récurrents (tels que la Fête nationale ou la Journée de la commémoration nationale) ou exceptionnels (p.ex. mariage princier ou enterrement officiel), le cabinet du Président assure les tâches protocolaires qui s'imposent, pour le compte non seulement du Président mais également des députés.

Un certain nombre de tâches de rédaction font également partie des attributions du service, qu'il s'agisse de discours, de préfaces ou de communiqués de presse, le cabinet étant également en charge des relations de la Présidence avec la presse.

Finalement, le service s'occupe d'un certain nombre de travaux purement administratifs allant de la mise à jour des listes et des notices biographiques des députés jusqu'à la gestion des cartes de visite en passant par l'octroi de décorations dans les ordres nationaux et de titres honorifiques aux députés et fonctionnaires de l'administration parlementaire. Le secrétariat de l'Association des Anciens Députés, une a.s.b.l. constituée en 1983 regroupant les parlementaires qui n'ont pas été réélus ou qui ont choisi de mettre un terme à leurs activités politiques, fait également partie des charges administratives du cabinet.

Sommet de la Grande Région au sujet de l'énergie

Coopération énergétique et sécurité nucléaire



MM. Roger Negri, Camille Gira et Joachim Mertes (de gauche à droite)

En sa qualité de président de la Commission «Environnement et Agriculture» du Conseil parlementaire interrégional, M. Roger Negri a participé au Sommet de la Grande Région portant sur les questions énergétiques, qui a rassemblé les représentants des gouvernements compétents en la matière le 17 mars 2014 à Trèves.

Aux côtés du Président du CPI et Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat, M. Joachim Mertes, Roger Negri a souligné que la politique énergétique est une politique d'avenir, non seulement pour des raisons environnementales, mais également parce qu'elle est créatrice d'emplois de qualité dont les citoyens de la Grande Région peuvent être fiers.

La Grande Région concentre un formidable savoir-faire résultant de nombreux projets visant à accompagner la transition vers une production écologique de l'énergie et une utilisation rationnelle sur la base des sources d'énergies renouvelables locales.

Pour favoriser l'intégration des marchés de l'électricité dans la Grande Région, il faudra cependant aussi que les bonnes décisions soient d'abord prises à Bruxelles dans le cadre d'une politique énergétique européenne qui nécessite d'être approfondie bien davantage, a noté M. Tom Eischen, Commissaire à l'Énergie au Ministère de l'Économie.

La déclaration finale, adoptée sous la présidence de la Ministre-Présidente de Rhénanie-Palatinat, Mme Malu Dreyer, insiste sur la coopération interrégionale en matière énergétique, notamment au niveau des universités.

La sécurité nucléaire a fait l'objet d'une brève discussion et les membres des exécutifs se sont notamment mis d'accord sur une meilleure politique d'information et le lancement d'une plate-forme Internet commune permettant aux citoyens de la Grande Région d'accéder en temps réel à des informations concernant la sécurité nucléaire.

Les membres des exécutifs de la Sarre, de Rhénanie-Palatinat et du Luxembourg, représenté par M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, ont réitéré leurs positions sur les centrales nucléaires de la Grande Région et l'extension de la durée de fonctionnement de celle de Cattenom. Pour sa part, le préfet de la Moselle devant représenter l'État français a annulé sa participation à la dernière minute, tout comme l'Autorité de sûreté nucléaire française, qui avait été invitée pour une présentation sur l'énergie nucléaire.

La mobilité transfrontalière à l'ordre du jour du Parlement Benelux

La première séance plénière sous la deuxième année de présidence luxembourgeoise du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux) était placée sous le signe de la mobilité transfrontalière de l'emploi, aussi un sujet phare de la présidence néerlandaise du Conseil des Ministres Benelux. Si l'on considère que 33.000 Belges travaillent aux Pays-Bas, 35.000 au Luxembourg et que 14.000 Néerlandais et 1.000 Luxembourgeois ont trouvé un travail en Belgique, l'on comprend l'urgence du rôle de coordination et de promotion qui revient aux instances du Benelux.

C'est dans ce sens que le Ministre du Travail, de l'Emploi, de l'Économie sociale et solidaire, M. Nicolas Schmit, s'est adressé aux parlementaires des trois pays pour leur présenter les conclusions du 1er Sommet social Benelux qui avait eu lieu le 13 février entre les chefs de gouvernement et les ministres du travail du Benelux. Le principal objectif de ce sommet était de créer un dispositif d'échange d'informations entre les inspections du travail des différents pays afin de lutter plus efficacement contre le dumping social qui toucherait des secteurs différents dans chaque pays.

Au Luxembourg, il concernerait prioritairement le secteur de la construction, aux Pays-Bas celui du transport et en Belgique celui des abattoirs. Dans son intervention le Ministre du Travail a salué l'ouverture d'un nouveau chapitre de la coopération Benelux dans le domaine social qui pourra servir d'exemple à une Union européenne en pleine dérive ultralibérale.

La reconnaissance des diplômes était le sujet d'une conférence organisée par le Parlement Benelux à Eupen et a fait l'objet d'un rapport en séance plénière qui a mis en avant l'utilité de la création d'un espace d'enseignement Benelux. Cette nécessité repose d'abord sur le constat que les universités de Belgique et des Pays-Bas comptent parmi les meilleurs établissements au monde. Ensuite, il est une évidence que le taux de chômage élevé que connaît le Benelux appelle à la mise en œuvre d'une régulation plus souple du mécanisme de reconnaissance des diplômes entre les trois pays pour permettre aux personnes un accès plus facile au marché de l'emploi. En outre, le Benelux, et par extension l'Union européenne, devraient tout mettre en œuvre pour tendre vers une harmonisation des diplômes sur le modèle des États-Unis.

Dans une récente réunion entre les médiateurs parlementaires du Benelux et des représentants aussi bien de l'Union Benelux que du Parlement Benelux, il a été retenu que la fonction d'ombudsman du Parlement Benelux se limiterait au rôle de coordinateur des plaintes qui lui sont soumises. Dans la pratique, les médiateurs des trois pays seraient saisis par un nombre restreint de plaintes transfrontalières, ce qui serait en partie dû au manque d'information des citoyens. Pour remédier à cela, les médiateurs du Benelux ont décidé de mettre en place un réseau d'information informel pour permettre l'échange de bonnes pratiques et pour augmenter leur visibilité auprès des citoyens à travers une campagne ciblée sur leurs sites Internet respectifs. Les médiateurs ont aussi retenu d'organiser une réunion thématique sur base annuelle et d'y associer, le cas échéant, les institutions Benelux.

La délégation luxembourgeoise était composée de M. Marcel Oberweis, Président, M. Roger Negri, chef de délégation, ainsi que de M. Gilles Roth, Mme Christiane Wickler, M. Gusty Graas, M. Roy Reding et Mme Diane Adehm.



La délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux

Pour une meilleure coordination de l'aide



Une délégation de Handicap International reçue par M. Mars Di Bartolomeo.

Trois ans après le début du conflit syrien, la situation de la population civile ne cesse d'empirer: 60% des victimes sont blessées par le biais d'armes explosives, 31% présentent des blessures par balle, 25% des victimes d'armes explosives ont dû être amputées, 88% disent ne pas avoir accès aux soins nécessaires. L'on compte plus de 6,5 millions de déplacés internes et plus de 2,3 millions de réfugiés syriens en Jordanie, au Liban, en Turquie, en Iraq ainsi qu'en Égypte. D'après les derniers chiffres avancés par les organisations humanitaires, le conflit aurait déjà fait quelque 140.000 morts.

C'est au moment où le conflit syrien continue à s'aggraver que le coordinateur de la réponse régionale de Handicap International à la crise syrienne, M. Thierry-Mehdi Benlahsen, accompagné d'une délégation de Handicap International Luxembourg, a rendu visite au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, pour demander le soutien du Parlement luxembourgeois face à un conflit de plus en plus complexe qui nécessite une coordination accrue de l'aide humanitaire sur le plan international.

Présente au Liban et en Jordanie avec plus de 450 équipes depuis 2012, l'ONG est active en Syrie même depuis octobre 2013. Elle est déjà venue en aide à 180.000 personnes qui comptent parmi les plus vulnérables: les personnes blessées, handicapées ou âgées, les femmes enceintes et les enfants, qui passent parfois entre les mailles des filets de protection des grandes organisations humanitaires.

L'accès aux populations les plus vulnérables est le principal défi humanitaire auquel Handicap International tente actuellement de répondre, alors que cette mission se révèle de plus en plus ardue en raison de la multiplication des acteurs au conflit, des considérations sécuritaires des pays avoisinants et de la difficulté de coordonner l'action humanitaire des ONG au niveau des agences des Nations Unies.

Soutenue par le Gouvernement luxemwbourgeois qui vient de lui octroyer plus de 10 millions d'euros pour l'ensemble de ses programmes en février dernier pour la période 2014-2017, l'association œuvre de manière constante au soutien des victimes du conflit syrien.



Mme Anne Brasseur et M. Ban Ki-moon

Mme Anne Brasseur rencontre M. Ban Ki-moon

Dans sa qualité de Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), la députée luxembourgeoise Mme Anne Brasseur s'est entretenue le 12 mars avec M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, sur la crise entre la Russie et l'Ukraine par rapport à la Crimée.

«Nous avons évoqué les rôles importants que jouent les Nations Unies et le Conseil de l'Europe pour maintenir ouvertes les voies du dialogue entre les parties», a déclaré Mme Brasseur à l'issue de l'entrevue. «L'heure n'est plus aux déclarations de principe. Nous sommes convenus que les deux organisations doivent déployer leurs plus grandes forces, celles de la diplomatie, pour amener les parties à s'asseoir autour d'une table afin de trouver des solutions.»

Bureau de l'APF à Rabat

La Francophonie se préoccupe de la multiplication des crises politiques dans le monde

La réunion du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est déroulée à Rabat, au Maroc, les 5 et 6 février 2014, sous la présidence de Mme Andrée Champagne, sénatrice du Canada. Elle a réuni, à l'invitation de M. Karim Ghellab, Président de la Chambre des Représentants du Maroc, une quarantaine de parlementaires dont plusieurs présidents de parlement. M. Michel Wolter a représenté la Chambre des Députés à cette réunion en sa qualité de trésorier de l'APF et a présenté le budget de l'année 2014.

Le Bureau a examiné les situations politiques dans l'espace francophone et a adopté des déclarations sur le Mali, la Guinée et Madagascar et notamment sur la situation en République centrafricaine, encourageant la communauté internationale à poursuivre ses efforts en faveur d'une sortie de crise négociée. Dans une résolution sur la Syrie, l'APF appelle au respect des principes directeurs des Nations Unies et exhorte les parties au conflit à faire la distinction entre combattants et civils. Le Bureau a également levé la suspension des sections guinéennes et maliennes et émis un avis favorable à la levée de la suspension de Madagascar sous condition de l'installation effective du parlement malgache.

Après avoir entendu et adopté le rapport d'activité du député français M. Pascal Terrasse, Secrétaire général parlementaire de l'APF, les membres du Bureau ont débattu sur le document de travail préparé par celui-ci en vue de l'adoption d'un Cadre stratégique de l'APF. Les membres du Bureau ont pour la première fois entendu l'Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Clément Duhaime, et ont discuté avec lui sur les relations entre l'APF et l'OIF.

Dans ce contexte, M. Wolter a insisté sur l'importance de recevoir beaucoup plus tôt les fonds que l'OIF verse annuellement à l'APF pour mener des projets de coopération interparlementaire. L'Assemblée doit en effet rectifier tous les ans son budget en raison de l'incertitude qui pèse tant sur les montants qui lui sont attribués pour l'année en cours par l'OIF que sur le moment de leur versement. Pour sortir de l'état de dépendance qui en résulte et ne pas dépendre du bon vouloir des organes exécutifs de la Francophonie, M. Wolter a proposé une convention pluriannuelle et suggéré une coopération plus transparente entre l'APF et l'OIF.



M. Michel Wolter, trésorier de l'APF (3e rangée au milieu), en compagnie des autres membres du Bureau

10e séance plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUpM)

Les réfugiés syriens à l'ordre du jour



La Chambre des Députés était représentée par Mme Simone Beissel, Mme Octavie Modert et Mme Claudia Dall'Agnol.

Le conflit armé en Syrie, pays membre de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, qui a fait quelque 140.000 morts depuis mars 2011 provoque non seulement une situation humanitaire catastrophique en Syrie, mais contraint également une large partie de la population à se réfugier à l'intérieur du pays ainsi que dans les pays voisins. Selon les estimations de l'ONU, le nombre de réfugiés syriens dans les pays voisins est passé à 2,3 millions de personnes.

L'impact de cet afflux massif de réfugiés qui met en péril l'équilibre entre les communautés au Liban et pèse lourdement sur l'économie et la cohésion sociale de la Jordanie était le sujet principal de la 10e session plénière de l'APUpM qui s'est réunie les 8 et 9 février 2014 à Amman en Jordanie. Cette assemblée a pour objectif de contribuer à la consolidation et au développement du partenariat euro-méditerranéen, d'encourager l'échange de vues sur les sujets relatifs au partenariat et de poursuivre le Processus de Barcelone lancé par l'Union européenne.

Ouvrant les débats, le Président de la Chambre des Représentants de Jordanie a évoqué le poids supporté par son pays et les défis auxquels la Jordanie fait face devant le flux continu de réfugiés syriens. En effet, la Jordanie a accueilli jusqu'ici plus de 600.000 réfugiés syriens pour une population totale de 6,3 millions d'habitants. Plus de 860.000 personnes se sont réfugiées au Liban et plus de 560.000 en Turquie. Les intervenants ont souligné que cet afflux massif de réfugiés met à rude épreuve les capacités économiques et sociales des pays avoisinants.

Les participants à cette réunion ont été unanimes à souligner la nécessité pour la communauté internationale de soutenir les pays avoisinants dans l'accomplissement de leur mission humanitaire. Une délégation de l'APUpM s'était rendue dans le camp de réfugiés de Zaatari en Jordanie qui accueille environ 150.000 réfugiés syriens, ce qui en fait la cinquième plus importante ville de Jordanie par sa population.

Eu égard à cette crise humanitaire, les membres de l'APUpM ont adopté une déclaration intitulée «appel d'Amman sur la situation des réfugiés syriens», dans laquelle ils demandent une gestion humanitaire de la crise «avec la même détermination politique qui a marqué l'action internationale contre les armes chimiques en Syrie». La déclaration demande également une solidarité internationale afin de permettre un accueil des réfugiés garantissant leurs droits et la dignité.

Les membres ont souligné que la recherche d'une solution politique doit rester une priorité absolue et que la tenue de la conférence de Genève II est un bon début. Ils ont appelé les parties prenantes à poursuivre leurs efforts pour entrer dans un processus menant à une solution politique portée par les Syriens.

13e Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

La crise en Ukraine au centre des débats

Quel rôle peut jouer la communauté internationale pour résoudre le conflit en Ukraine? Le débat spécial clôturant la 13e Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE les 13 et 14 février 2014 à Vienne (Autriche) a suscité un grand intérêt parmi les plus de 250 délégués présents, de sorte que d'autres sujets prévus ont été reportés.

Le Président de l'Assemblée parlementaire, M. Ranko Krivokapić (Monténégro) a qualifié les incidents récents en Ukraine et les rapports sur la violence et la torture de manifestants comme «choquants et déplorables».

Comment peut réagir l'OSCE face au danger de nouvelles escalades? Les opinions des délégués étaient divergentes, allant de la proposition d'une assistance active pour résoudre la crise jusqu'à l'avis d'un délégué russe que l'interférence venue de l'Union européenne mettait en danger les structures démocratiques ukrainiennes. Le chef de la délégation ukrainienne a souligné que seuls les citoyens ukrainiens ont le droit de déterminer qui sera au pouvoir dans le pays.

D'autres délégués ukrainiens, issus de quatre partis politiques différents, ont souligné l'importance d'un dialogue avec les manifestants du Maidan, respectivement ont appelé à ce que le principe de l'objectivité, la mise à disposition d'informations complètes et l'analyse sans préjugés soient observés. D'autres parlementaires ont appelé à ce que la liberté d'expression et de rassemblement soit sauvegardée en Ukraine et les violences arrêtées. La mise en liberté des prisonniers politiques et l'envoi d'enquêteurs internationaux étaient d'autres revendications.

Comme chaque année, les rapporteurs des trois commissions de l'Assemblée parlementaire ont présenté les lignes principales de leurs contributions qui seront discutées et adoptées lors de la Session annuelle qui se tiendra du 28 juin au 2 juillet 2014 à Bakou (Azerbaïdjan).

La Chambre des Députés était représentée par M. Eugène Berger, chef de la délégation, M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Léon Gloden.



Mme Josée Lorsché, M. Eugène Berger, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Léon Gloden et M. Claude Haagen

d'Chamber online op
www.chd.lu

Quel rôle joueront les parlements dans la gouvernance mondiale?



M. Marc Angel et M. Gusty Graas

Le 18 février passé, les Vice-présidents du Parlement européen chargés des relations avec les parlements nationaux, M. Miguel Angel Martínez et M. Othmar Karas, ont organisé à Bruxelles un forum parlementaire sur le rôle des parlements de l'Union européenne dans la gouvernance mondiale.

Au cours des dernières décennies, les gouvernements ont mis en place de nombreuses organisations internationales et des rencontres informelles où sont souvent prises des décisions importantes, sans qu'il n'existe en parallèle un véritable contrôle parlementaire. Pour le Parlement européen, la gouvernance mondiale ne doit pas être laissée aux seuls gouvernements et diplomates, mais doit également impliquer les citoyens et leurs représentants élus.

C'est dans cette optique que le Parlement européen a voulu réunir députés européens et nationaux ainsi que des représentants d'organisations internationales pour débattre du rôle du parlementarisme dans un monde de plus en plus interconnecté. La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel et M. Gusty Graas.

M. Othmar Karas a souligné qu'il était important de «parlementariser» les organisations internationales intergouvernementales et de coordonner les efforts du Parlement européen et des parlements nationaux pour renforcer la gouvernance démocratique dans un monde globalisé.

«Reproduire au niveau international les structures de gouvernance démocratique en vigueur dans les pays ne fait du sens qu'à condition que les États aient délégué certaines de leurs compétences à la structure intergouvernementale à laquelle est rattachée l'assemblée parlementaire», a déclaré M. Anders B. Johnsson, Secrétaire général de l'Union interparlementaire. «La création d'assemblées parlementaires transnationales n'a guère de sens s'il n'y a pas d'exécutif international auquel demander des comptes», a précisé le Secrétaire général qui est d'avis que les contributions aux organisations internationales et leur contrôle doivent s'opérer au niveau des parlements nationaux.

Pour M. Jan Wouters du Centre pour les études sur la gouvernance mondiale, les organisations internationales devraient s'inspirer des structures de l'Union européenne (UE) et de l'impact positif du traité de Lisbonne qui a renforcé le rôle du Parlement européen et institutionnalisé le rôle des parlements nationaux dans le processus décisionnel de l'UE.

Plusieurs parlementaires nationaux se sont montrés plus critiques en faisant part de leur crainte que les parlements nationaux n'aient en fait pas été renforcés mais plutôt relégués au second rang dans la prise de décision européenne.

D'autres aspects, comme la récente prolifération de forums interparlementaires ont également été abordés par les participants. Si le sous-développement de la dimension parlementaire avait en effet conduit à des problèmes de confiance, il fallait néanmoins faire attention à un risque de «lassitude interparlementaire» en multipliant les forums, avec les conséquences qu'on connaît sur les coûts et agendas.

Dans son allocution de clôture, M. Karas a appelé les parlements à coordonner leur contrôle sur les gouvernements, et ceci en amont de tous les sommets intergouvernementaux d'importance.

Croissance, emploi et droits

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois à la Conférence internationale «La valeur de l'Europe - Croissance, emploi et droits: l'Union européenne à l'épreuve» qui s'est déroulée les 13 et 14 mars 2014 à Rome et qui a réuni une série de présidents de parlement des États membres de l'Union européenne.

Coorganisée par la Chambre des Députés d'Italie et par le Parlement hellénique, la conférence était centrée sur les thèmes «Dépasser la crise: une croissance solide et durable basée sur l'emploi de qualité» et «Garantir l'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de l'Union». Le Président du Conseil des Ministres italien, M. Matteo Renzi, a prononcé une allocution de bienvenue aux participants, en présence du Président de la République italienne, M. Giorgio Napolitano.

D'autres orateurs étaient notamment M. Romano Prodi, ancien Président de la Commission européenne, M. Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, et M. Morten Kjaerum, Directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Dans son intervention, le Président du Parlement luxembourgeois a indiqué que la force de l'Europe réside dans ses valeurs, mais craint que les grands principes européens ne soient relégués à l'arrière-plan par le tout économique et financier. L'Europe a oublié un de ses principaux atouts, à savoir l'équilibre entre l'économique et le social. Il est impératif d'insister sur le rétablissement urgent du binôme économique et social. «L'Europe restera sociale ou ne sera plus!», a-t-il souligné.

L'Europe ne saura être construite sur les décombres du social et nous devons cesser de représenter nos systèmes sociaux de manière unilatérale comme simples facteurs de coûts et de risques. La politique sociale est certes onéreuse, mais elle a le mérite d'apporter une plus-value au niveau de la qualité de vie. À cela s'ajoute que les systèmes sociaux étaient un facteur de stabilisation non négligeable au courant de la crise et que les services sociaux en matière de santé ou de garde des enfants constituent de véritables opportunités au niveau de la création d'emplois.



M. Mars Di Bartolomeo entouré de Mme Solvita Aboltina, Présidente du Parlement letton (à gauche), et Mme Laura Boldrini, Présidente de la Chambre des Députés d'Italie. L'Italie, la Lettonie et le Luxembourg formeront le trio présidentiel du deuxième semestre 2014 au deuxième semestre 2015 inclus.

Prévenir la violence contre les femmes - un défi pour tous



M. Marc Angel

Afin de perpétuer la tradition qui consiste à célébrer la Journée internationale de la femme par un événement sur les progrès réalisés et les défis à venir, le Parlement européen a organisé, le 5 mars 2014, une réunion interparlementaire sur le thème «Prévenir la violence contre les femmes - un défi pour tous».

Présidée par M. Mikael Gustafsson, président de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen, la réunion a rassemblé onze députés européens et 34 membres des parlements nationaux issus de 20 pays membres de l'Union européenne, ainsi que de la Norvège, du Monténégro et de la Turquie. La Chambre des Députés fut représentée par M. Marc Angel en sa qualité de membre de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports.

La réunion a été l'occasion pour les parlementaires d'échanger leurs expériences et de débattre des dispositions législatives nationales dans le domaine, ainsi que des actions qui pourraient être mises en œuvre au niveau européen.

La nécessité de mettre en œuvre une stratégie globale de lutte contre les violences faites aux femmes a été partagée par tous les participants. Ces violences ne connaissent aucune barrière et les statistiques sont accablantes, même au sein de l'UE, comme le relève l'enquête menée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (ADF). Cette étude, qui représente la plus grande enquête mondiale sur la violence à l'égard des femmes, ne se limite pas à révéler l'étendue des abus mais suggère également des voies à suivre dans différents domaines pour une intervention s'étendant au-delà du droit pénal, dans les secteurs de l'emploi, de la santé et des nouvelles technologies. Le rapport de l'ADF recommande, entre autres, aux États membres de l'UE de ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).

La réponse globale à ce problème systémique implique, selon les participants, entre autres une plus grande harmonisation des législations en place ou la mise en œuvre de mesures de prévention et de sensibilisation. Mme Sylvia Walby, professeur de sociologie à l'Université de Lancaster, a souligné l'absence de reconnaissance juridique mutuelle en matière de viols et se demande pourquoi une directive commune ne serait pas élaborée à l'avenir. Plusieurs députés ont souligné que ces violences, qui ne sont pas seulement physiques, trouvent leur origine dans les inégalités entre les genres et qu'il conviendrait donc de s'attaquer à la racine du problème, p.ex. au travers de l'éducation.

La députée européenne, Mme Antonyia Parvanova, rapportrice du Parlement européen sur la violence à l'égard des femmes, a clôturé la réunion en soulignant la nécessité d'un plan d'action global: la ratification de la Convention d'Istanbul par tous les États de l'Union européenne, la création d'un observatoire européen sur les violences à l'encontre des femmes, l'élaboration d'une stratégie globale de lutte contre les mutilations génitales ainsi que la célébration d'une année européenne dédiée à ce sujet.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



…l'Ambassadeur de Hongrie, S.E. M. Thamás Ivan Kovacs



…l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas, S.E. M. Petrus W. Kok



…l'Ambassadeur de la République de Serbie, S.E. Mme Vesna Arsić



…l'Ambassadeur de la République slovaque, S.E. M. Jan Kuderjavy



…l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran, S.E. M. Mahmoud Barimani



…l'Ambassadeur de la République de Turquie, S.E. M. Salim Levent Şahinkaya



…l'Ambassadeur de la République populaire de Chine, S.E. M. Zeng Xianqi

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°3** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Droits des consommateurs

6478 - Projet de loi portant

1. modification

- du Code de la consommation;

- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;

2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes

Ce projet de loi vise pour l'essentiel à transposer en droit interne un texte européen majeur, à savoir la directive 2011/83/UE relative aux droits des consommateurs.

Le texte constitue une refonte de l'acquis communautaire en matière de droit de la consommation pour les volets de la vente hors établissement et de la vente à distance.

La conséquence la plus importante de la transposition consiste dans l'abandon de l'interdiction totale du colportage au Luxembourg.

Le Gouvernement s'est finalement rallié au droit communautaire en la matière qui libéralise la vente de porte en porte tout en édictant des règles strictes assorties d'un système complet de sanctions.

Le projet de loi comporte en outre certains ajustements au Code de la consommation pour pallier à certaines lacunes constatées.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.09.2012

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

22.11.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
13.06.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État
20.06.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

16.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation du projet de loi
23.01.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.01.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2014

Personnes âgées / gériatrie

6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés

- Centres, foyers et services pour personnes âgées,

- Centres de gériatrie

Le projet de loi a pour objet de modifier l'annexe 1 de la loi modifiée du 23 décembre 1998.

Cette modification vise à adapter le relevé des immeubles et des terrains affectés à l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées» à la situation actuelle. En 2000, l'établissement public «Centres de gériatrie» a été repris par l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées» qui a adopté le nom de Servior en 2001. Entre-temps, les immeubles et terrains affectés par l'État à l'établissement public «dans l'intérêt de la réalisation de sa mission» (article 6, al. 2 de la loi modifiée du 23 décembre 1998) ont été échangés en partie, dû à des rénovations, constructions, ventes ou achats à partir de 1999, année de l'entrée en vigueur de la loi précitée.

Une adaptation de la loi du 23 décembre 1998 est donc devenue nécessaire.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.11.2012

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Jean-Paul Schaaf):

09.04.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Présentation de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président: M. Gilles Baum):

13.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
10.02.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2014

Conseil Économique et Social (CES)

6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social

Le projet de loi sous rubrique entend ouvrir l'accès aux nominations de membre du Conseil Économique et Social (CES) à des ressortissants qui n'ont pas la nationalité luxembourgeoise.

Cette initiative trouve son origine dans une décision du CES adoptée à la majorité des voix lors de son assemblée plénière du 22 janvier 2013.

Il abroge l'article 10 de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social. En ce faisant, les conditions de nationalité pour l'ensemble du personnel seront régies par les autres dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ainsi, la condition de nationalité continuera à s'appliquer à la fonction du Secrétaire général du CES, alors que chaque membre du personnel administratif pourra être ressortissant de l'Union européenne. En effet, le règlement grand-ducal du 12 mai 2010 déterminant les emplois dans les administrations de l'État et les établissements publics comportant une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public énumère les emplois qui sont réservés aux personnes de nationalité luxembourgeoise. Parmi ces postes figurent les emplois mentionnés dans la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État. En application de l'article 1er de cette loi, les secrétaires généraux classés aux grades 16, 17 et 18 et figurant à l'annexe A. - Classification des fonctions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État doivent être de nationalité luxembourgeoise. La loi du 15 juin 2004 portant réforme du CES a justement introduit la fonction du Secrétaire général du CES dans l'annexe A. - Classification des fonctions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 20.02.2013

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):

10.04.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

26.06.2013 Continuation des travaux parlementaires
03.07.2013 Continuation des travaux
08.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.01.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2014
Loi du 10 mars 2014
Mémorial A: 2014, n°37, page 472

Droits d'enregistrement

6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;

- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;

- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines

Dans le cadre de la simplification administrative il est proposé de procéder aux modifications à l'endroit (i) de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession, (ii) de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, (iii) de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII, (iv) de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII et (v) de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Le «droit de chancellerie» qui concerne l'apposition de timbres mobiles pour l'acquittement de droits de taxes et de redevances notamment lors de la demande d'immatriculation d'une voiture, de la demande d'obtention du permis de conduire, de la demande d'autorisation de commerce ou encore de la demande de prolongation du permis de pêche se fera dorénavant par simple virement ou versement. Il ne sera dès lors plus nécessaire de se déplacer physiquement afin de faire apposer un timbre. Cette disposition vaut pour tous les paiements faits au moyen d'un «timbre de chancellerie».

Avec l'article 2 du projet de loi une meilleure efficacité du contrôle de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines au niveau de la perception des droits d'enregistrement correspondant au prix réel payé lors d'un acte portant mutation d'un droit réel immobilier est visée. Ainsi, des sanctions sous peine d'amendes sont dorénavant prévues en cas de non-respect de l'obligation, déjà prévue par la loi 28 janvier 1948, de produire une attestation dans laquelle l'intermédiaire affirme (notamment les agents immobiliers) que le prix payé à l'acte est réel.

Dans un souci de simplification du travail des greffiers des juridictions de l'ordre judiciaire et des secrétaires de communes, il est procédé à l'abrogation des répertoires que ces derniers ont l'obligation de tenir afin d'enregistrer les actes portant sur la mutation de droits réels immobiliers et des actes de bail. Ces répertoires visant à augmenter le contrôle de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sur des actes dont l'enregistrement est obligatoire sont jugés superflus.

De par l'amendement gouvernemental du 28 mai 2013, il est proposé de modifier la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Il s'agit de tenir compte de l'espérance de vie dans l'évaluation de la valeur de l'usufruit. Cette disposition doit s'inscrire dans le cadre de la liquidation et du paiement des droits d'enregistrement et des droits de succession.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.03.2013
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Marc Hansen):
28.01.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25.02.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Contrôle parlementaire du SREL

6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État

Dans la mesure où la désignation d'un membre de la Commission de Contrôle parlementaire pose actuellement un problème sérieux, il y a lieu de procéder dans les meilleurs délais à une modification ponctuelle de la loi afin de permettre d'élargir le cercle des députés susceptibles de devenir membre de ladite commission. Sinon à l'heure actuelle, le plus important groupe politique de la Chambre des Députés ne serait plus représenté à la Commission de Contrôle parlementaire, faute d'y pouvoir déléguer son président en fonction.

Afin de garantir un fonctionnement complet du contrôle parlementaire, il importe d'anticiper la refonte de l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du SREL.

Le principe du contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État à travers une commission parlementaire reste ancré dans la loi tout comme les pouvoirs de cette commission.

La détermination de la composition de cette commission sera désormais du seul domaine du Règlement de la Chambre des Députés. Cette solution apporte plus de flexibilité dans l'organisation du contrôle parlementaire du SREL, tout en garantissant la sécurité juridique indispensable en la matière.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Dépôt par M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Lydie Polfer et M. Serge Urbany, Députés, le 29.01.2014
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):
29.01.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2014
Loi du 10 mars 2014
Mémorial A: 2014, n°33, page 408

Fonds Monétaire International (FMI)

6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros

Le projet de loi a pour but d'autoriser le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de conclure un accord de prêt bilatéral avec le Fonds monétaire international à concurrence d'un montant de 2,06 milliards d'euros.

À l'origine de cette démarche se trouve la confirmation par les Ministres des Finances de la zone euro de l'engagement pris par les Chefs d'État ou de Gouvernement d'accorder des prêts bilatéraux à hauteur de 150 milliards d'euros au Fonds Monétaire International (FMI). Cette démarche s'inscrit dans la lutte contre la crise économique et financière ainsi que de la dette souveraine en Europe. En effet, il s'agit dans ce contexte de doter le Fonds Monétaire International (FMI) des ressources financières nécessaires.

Le montant du prêt bilatéral de 2,06 milliards d'euros du Grand-Duché de Luxembourg correspond à la quote-part de sa contribution au FMI. Le programme des prêts bilatéraux que les pays membres de la zone euro se sont engagés à accorder au FMI porte sur un total de 150 milliards d'euros.

Le prêt prendra la forme d'une ligne de crédit ouverte dont pourra bénéficier le FMI dans la mesure de ses besoins. La Trésorerie de l'État transférera les liquidités nécessaires sur le compte du FMI auprès de la Banque centrale du Luxembourg au moment de l'activation de l'accord bilatéral.

L'activation donne lieu à des prêts temporaires remboursables à l'échéance et rémunérés du taux des droits de tirage spéciaux. L'accord de prêt bilatéral ne donne pas lieu à un transfert définitif de ressources financières et les prêts temporaires sont dès lors opérés par la Trésorerie de l'État et comptabilisés comme opérations de placements de fonds disponibles au sens de l'article 93(1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État. L'opération n'a pas d'impact sur la dette publique et le déficit public selon le système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC95). En d'autres termes, l'activation de l'accord bilatéral n'entraîne ni augmentation du déficit public ni augmentation de la dette publique.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 22.07.2013
Rapporteur: M. Marc Hansen

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Marc Hansen):
24.01.2014 Désignation d'un rapporteur
28.01.2014 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2014
Loi du 28 février 2014
Mémorial A: 2014, n°27, page 294

Accords aériens

6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver cinq accords aériens bilatéraux entre le Luxembourg et les pays du Cap-Vert, des Émirats arabes unis, du Gabon, du Tadjikistan et de la République du Congo. Les accords sous rubrique font suite à toute une série d'accords similaires conclus entre le Luxembourg et des pays tiers dans le passé.

Les accords qui font l'objet du présent projet de loi ont été conclus en suivant, en règle générale, les recommandations respectives de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et de la Conférence Européenne de l'Aviation Civile (CEAC), tout en s'inspirant d'un modèle d'accord-type en la matière, utilisé par les membres de l'OACI. Après ratification, les accords seront enregistrés auprès de l'OACI. Les États avec lesquels ces accords ont été conclus sont membres de l'OACI.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.09.2013
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
16.12.2013 Désignation d'un rapporteur
20.01.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2014
Loi du 10 mars 2014
Mémorial A: 2014, n°36, page 426

SÉANCE 7

MARDI,
4 FÉVRIER 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Henri Ackermann, Député honoraire
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. 6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam, M. Roy Reding*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État

6650 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur la proposition de loi 6589A et rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6650: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, M. Alex Bodry*
- *M. Gast Gibéryen (fait personnel)*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *M. Alex Bodry, M. Serge Urbany, M. Gast Gibéryen (parole après ministre)*
- *Votes sur la proposition de loi et sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

7. 6644 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés
- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Serge Urbany*
- *Vote séparé sur l'article 8 (adopté)*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

8. 6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Marc Hansen*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen (dépôt d'une motion), M. Justin Turpel*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *M. Jean-Claude Juncker (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Jean-Claude Juncker*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

9. 6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser*
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch, MM. François Bausch, Fernand Etgen et Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ee schéine gudde Mëtten.

Ech wollt direkt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, dat ass net de Fall. Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Statsminister Merci an ech géif dann zu engem méi trauregen Ulass iwwergoen.

1. Hommage à la mémoire de M. Henri Ackermann, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, lech den Doud vun eisem fréiere Kolleeg, dem Här Hary Ackermann, matzedeelen, deen den 23. Januar am Alter vun 91 Joer vun eis gaangen ass.

Den Hary Ackermann ass 1922 am Gronn op d'Welt komm a seng Kandheet huet hien op der Polvermillen verbruecht. Hien huet där Generatioun vu Lëtzebuerger ugehéiert, déi an hire jonke Joren Deportatioun, Arbeitsdienst an Zwangsrekrutéierung matgemaach hunn an doduerch e Liewe laang sollte geprägt bleiwen. Den Hary Ackermann gouf 1941 zwangsrekrutéiert, an nodeems hie konnt desertéieren - also Neen zum Fändel vum Okkupant gesot huet -, huet hie sech misse bis zur Befreiung zu Lëtzebuerg verstoppen.

Nom Krich ass hie bei d'Eisebunn schaffe gaangen. Hie war e passionéierten a flichtbewossten Eisebunner, dee Personaldelegéierte vun 1950 bis 1977 an an därselwechter Zäit Member vun der Zentraldelegatioun vun der CFL war. Den Hary war vun 1949 u Member vum Comité de l'Entraide médicale des CFL a war e ganz engagéierte Gewerkschaftler beim Landesverband, an deem hien iwwer 65 Joer laang Member an och Vizepresident war. Den Hary Ackermann huet duerch säin Engagement a säi léiwen an oppene Genre, einfache Genre, dem Landesverband vill néi Membere bruecht.

Den Hary war awer net nëmmen am gewerkschaftleche Beräich aktiv, mä hien huet, wéi esou munch Gewerkschaftler, de Wee an d'Politik fonnt an hie war un der Säit vun der LSAP aktiv.

Hien ass ganz séier aktiv an der Partei ginn, an dëst ganz besonnesch um Gemengenniveau, wou hien 1952 d'LSAP-Sektioun Polvermillen gegrënnt huet an dës och bis 1995 geleet huet. 1968 ass hie fir d'Éischt an de Stater Gemengerot gewielt ginn an ass ëmmer erëmgewielt ginn, bis hie sech 1992 aus Altersgrënn aus der Gemengepolitik zréckgezunn huet.

Hien huet sech um Niveau vun der Gemengepolitik ganz staark fir déi einfach Leit agesat a villes um Plang vun der Sozialpolitik geleescht, déi him ëmmer ganz staark um Häerz louch. Duerch säin onerlässlechen Asaz fir säi Quartier ass hie während senge laange Joren am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg den „heemleche Buergermeeschter vun Hamm" genannt ginn.

Den Hary Ackermann war am Verwaltungsrot vun den Altersheimer vun Hamm a Pafendall, vun 1971 bis 1979 war hien am Verwaltungsrot vun der CFL an hie war 25 Joer laang Member an der Privatbeamtekummer, dovun zéng am Comité.

Eng éischte Kéier war hie vun Abrëll bis Mee 1979 Member vun eiser Chamber, wéi hien de Jean Gremling ersat huet. Bei de Chamberwahle vun 1984 ass hien dunn als Deputéierte gewielt ginn. Bis 1994, also eelef Joer laang, war hien Zentrumsdeputéierte vun der LSAP an huet an de parlamentaresche Kommissiounen an de Beräicher vun der Transportpolitik, dem Sport an den Travaux publics wäertvoll Aarbecht geleescht.

Den Hary Ackermann war e buedemstännege Mënsch, hien huet ni vergiess, wou hien hierkomm ass an hat och als Deputéierten ëmmer en oppent Ouer fir de klenge Mann.

Den Hary war ëmmer do ze fannen, wou Leit sech versammelt hunn - och eppes, wat haut nach fir den Deputéierte wichteg an noutwendeg ass.

Ville vun eis, a besonnesch an der Sportswelt, ass den Hary Ackermann awer och e Begréff als begeeschterten a gudde Coureur. De Vëlo war bis an den héijen Alter en Deel vun him.

1936 huet alles ugefaangen, wéi hie fir d'Union Bouneweg gefuer ass. 1940 war hie Landesmeeschter an der Kategorie „débutants". 1947 huet hien un dem Tour de Suisse souwéi un der Weltmeeschterschaft zu Reims deelgeholl. An dëse Joren ass hien och den Tour de France matgefuer. Den Hary war en onermiddleche Verfechter vum Bau vun engem Velodrom zu Lëtzebuerg.

Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill an eis éierlech Sympathie ausdrécken. Den Hary war en einfachen, bescheidene Mënsch an esou ass hien och vun eis gaangen.

Ech géif Iech bieden, eng Minutt opzestoen, fir dem Hary ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

Ech géif gär folgend Kommunikatiounen un d'Chamber maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro déposéiert.

2) Folgende Projet a folgenden Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement goufen an der Administration parlementaire déposéiert: den 29. Januar vum Finanzminister de Projet de loi 6649, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété; den 30. Januar vun den Hären Alex Bodry, Eugène Berger, ech selwer, vun der Madame Viviane Loschetter a vum Här Claude Wiseler den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 6650 iwwert d'Zesummesetzung vun der SREL-Kontrollkommissioun.

3) Den 31. Januar hunn Éducateuren d'Petitioun N°328 fir d'Solidaritéit mat hirem Beruff eragereecht.

4) Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech da folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

Den 23. Januar 2014 huet de Statsminister matgedeelt, dass nom Départ vum Här Albert Hansen e Poste vu Conseiller d'État vakant ginn ass.

Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert de Statsrot souwéi an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum Conseiller d'État opzestellen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens de 5. Mäerz vun dësem Joer. Den Datum vum Poststempel zielt.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf eranzereechen an all déi aner Konditiounen, déi am schréftlech verëffentlechte Communiqué festgehale sinn, sinn ze respektéieren. De generelle Profil vun engem Conseiller d'État ass um Site vum Conseil d'État nozeliesen. De Conseil d'État huet och e speziellen, e spezifesche Profil opgestallt, wou e seng Virléift fir e Kandidat matgedeelt huet, deen e komplette Studienzyklus iwwert d'Ekonomie nozeweisen huet. Et ass selbstverständlech, dass et d'Prärogativ ass vum Chambersplenum, fir déi dräi Kandidaten, déi dem Grand-Duc virgeschloe ginn, ze determinéieren.

Ech wollt Iech och bei dëser Geleeënheet drun erënneren, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun deene festgesatene Fristen een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat noweist. Wéi gesot, den Avis officiel gëtt muer an der geschriwwener Press verëffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 4 février 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6649** - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.01.2014

***6650** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État*

Dépôt: MM. Alex Bodry, Député; Eugène Berger, Député; Mars Di Bartolomeo, Député; Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 30.01.2014

3) La pétition n°328 pour la solidarité avec l'Éducation a été introduite en date du 31 janvier 2014 par des éducateurs.

4) Le 23 janvier 2014, le Premier Ministre a informé le Président de la Chambre des Députés qu'à la suite du départ du conseiller d'État Albert Hansen, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et aux dispositions des articles 115 à 117 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 5 mars 2014, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) résider au Grand-Duché (certificat de résidence);

4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).

Un profil général et un profil spécifique du candidat pour le mandat à pourvoir ont été établis par le Conseil d'État. Le détail du profil général est disponible sur le site Internet du Conseil d'État (www.conseil-etat.public.lu) dans la rubrique «composition». Quant au profil spécifique, le Conseil d'État exprime une préférence pour un candidat disposant d'une formation d'un cycle universitaire de quatre années en économie.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changements de composition des commissions parlementaires

Da wollt ech Iech eng Rei vu Changementer an der Kompositioun vun de Chamberskommissioune matdeelen.

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Santé, also vun der Gesondheetskommissioun an der Sportskommissioun ugeet, ersetzt de Georges Engel d'Madame Tess Burton fir de Volet Santé a Sport, an an der Kommissioun vun der Famill an der Integratioun ersetzt d'Madame Tess Burton den Här Georges Engel.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen.

Den Här Berger huet sech d'Wuert gefrot.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President.

Wann Der erlaabt, géif ech och nach vun der DP-Fraktioun aus zwou Ännerunge proposéieren an de permanente Kommissiounen. Dat wieren: An der Institutiounskommissioun géif d'Madame Brasseur duerch d'Madame Joëlle Elvinger ersat ginn an an der Enseignement-supérieurs-Kommissioun géif d'Madame Brasseur duerch den Här Edy Mertens ersat ginn. Wann een dat och elo kéint hei mat aktéieren, da wiere mer frou.

M. le Président.- Merci, Här Berger.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Dann zu eisem Ordre du jour vun haut. An der Réunioun vum 30. Januar huet d'Presidentekonferenz folgenden Ordre du jour virgeschloen:

De Projet de loi 6544, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vum Conseil Économique et Social, nom Basismodell; d'Proposition de loi 6589A, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Service de Renseignement de l'État, zesumme mat dem Ofännerungsvirschlag vum Chambersreglement 6650, iwwert d'Zesummesetzung vun der SREL-Kontrollkommissioun; drëttens, den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement iwwert d'Rechter vun de Sensibilités politiques a vun den Deputéierten, nom Modell 1 - iwwregens dee viregte Projet och nom Modell 1; de Projet 6596 iwwert d'Prêten un den internationale Währungsfong, nom Basismodell; an da schlussendlech als leschte Punkt de Projet de loi 6615 iwwer Accorden tëschent Lëtzebuerg an Drëttstaten am Beräich vum Fluchtransport, och nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen.

(Assentiment)

Dat ass de Fall, da soen ech Merci.

Mir fänken de Mëtten da mam Projet de loi 6544 un, deen d'Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vum Conseil Économique et Social virgesäit. D'Riedezäit ass nom Basismodell opgedeelt an ech géif direkt d'Wuert un den honorabele Rapporteur vum Projet ginn. Den honorabelen Här Alex Bodry huet d'Wuert.

5. 6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, et ass e bëssen ze vill där Éier fir mech. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei geet et bei dësem Projet de loi 6544 ëm eng kleng punktuell Modifikatioun vum organesche Gesetz vun '66 iwwert de Wirtschafts- a Sozialrot.

Bis haut ass d'Memberschaft am Wirtschafts- a Sozialrot ausschliesslech de Lëtzebuerger virbehalen. Dat soll sech an Zukunft änneren. De Gesetzesprojet, deen d'Regierung deponéiert huet, gesäit vir, dass d'Nationalitéitsklausel aus dem Gesetz vum 21. Mäerz '66 iwwert de Wirtschafts- a Sozialrot soll gestrach ginn. Dat ass deen eenzegen Artikel vun deem Gesetzesprojet haut, dee mer diskutéieren.

E gouf nach ënnert der viregter Regierung vum deemolege Statsminister den 20. Februar 2013 deponéiert. Dat, wat inhaltlech an deem Text steet, dat gëtt och gedeelt vun der Institutiounskommissioun vun dëser Chamber, déi schonn an der leschter Legislaturperiod an an dëser Period iwwert dee gesetzleche Virschlag vun der Regierung diskutéiert huet. Och mir sinn der Meenung, dass déi Nationalitéitsklausel, wéi se zënter der Kreatioun vum Wirtschafts- a Sozialrot bestanen huet, net méi soll bäibehale ginn. Am Kloertext heescht dat, dass mer der Meenung sinn, dass an Zukunft och Netlëtzebuerger an de Wirtschafts- a Sozialrot genannt kënne ginn. Dat Organ gëtt jo net gewielt, dat gëtt also op Propositioun hi vun der Regierung genannt.

Deen dote Schratt, mengen ech, gesinn ech e bëssen als eng weider Etapp an deene Versich, déi gemaach si ginn iwwert déi lescht Joren, déi sécher jo och nach net ofgeschloss sinn, fir de Pays réel an de Pays légal beieneenzeféieren.

Mir wëssen alleguerten, dass eis Ekonomie, dass déi Leit, déi Betriber féieren, dass déi Leit, déi a Betriber schaffen, zu engem gudden Deel net Lëtzebuerger sinn. Lëtzebuerg ass eng staark Ekonomie, ass eng oppen Ekonomie, an dat mécht sech natierlech och bemierkbar an der Zesummesetzung vum Salariat wéi och vum Patronat.

An och wann et elo fir d'Patronat net direkt Zuele gëtt, op déi ee kann zréckgräifen, gëtt et der natierlech fir d'Zesummesetzung vun der aktiver Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg, an et ass ëmmer erëm, mengen ech, wichteg, sech déi Zuelen nach eng Kéier virun Aen ze féieren. Zu Lëtzebuerg gëtt et eng 160.000 Grenzgänger, also Leit, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen an dann erëm eng Kéier a Frankräich, an d'Belsch an an Däitschland zréckfueren, an doriwwer eraus Zéngdausende vu Leit, Netlëtzebuerger, déi hei eng Heemecht fonnt hunn an déi hei net nëmme wunnen, mä och hei schaffen.

Wann een déi Zuele kuckt, da kënnt een, wann een d'Fonction publique matarechent, op e Prozentsaz vun déck iwwer 60%, gutt 60% vun der aktiver Bevëlkerung insgesamt, déi Netlëtzebuerger sinn. A wann een nëmmen de Privatsecteur kuckt, da sinn et méi wéi dräi Véierel. Méi wéi dräi Véierel vun der aktiver Bevëlkerung am Privatsecteur hei zu Lëtzebuerg sinn Netlëtzebuerger.

Dofir schéngt et eis, mengen ech, eng Selbstverständlechkeet ze sinn, dass, wéi dat scho bei de Chambres professionnelles geschitt ass - do ass déi Reform scho gemaach ginn -, dass een och eng Ouverture mécht op Netlëtzebuerger hin, wat d'Zesummesetzung vum Wirtschafts- a Sozialrot ugeet. An dofir, mengen ech, war et och an der Kommissioun esou, dass mer keng länger Diskussiounen iwwert deen dote Prinzip haten. Jiddweree war sech eens, dass mer deen dote Schratt onbedéngt hu misse maachen. Et ass och esou, dass am Virfeld och de Wirtschafts- a Sozialrot selwer - net eestëmmeg, mä mat grousser Majoritéit - der Meenung war, dass e soll opgemaach ginn zumindest fir EU-Bierger.

Déi viregt Regierung ass e Schratt méi wäit gaangen a se huet all Nationalitéitsklausel erausgeholl. Also och Netlëtzebuerger aus Net-EU-State kënnen an dee Wirtschafts- a Sozialrot genannt ginn. Net anescht ass et och mat de Chambres professionnelles schonn haut.

Dat ass, mengen ech, e Schratt, dee begréisst ginn ass vum Statsrot, dee begréisst ginn ass vun der grousser Majoritéit vun de Beruffschamberen, déi konsultéiert gi si respektiv déi en Avis ginn hunn, mat enger merklecher Ausnahm allerdéngs - dat muss een hei och ervirhiewen -, dat ass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Déi huet Reserven ugemellt, fir de Krees méi wäit opzemaache wéi fir d'EU-Bierger. Si huet sech also dergéint ausgeschwat, dass Net-EU-Bierger kéinte Member vum Wirtschafts- a Sozialrot ginn.

Mir waren an der Kommissioun dann awer der Meenung, dass et kee Sënn mécht, déi doten Distinctioun ze maachen, dass einfach déi sozial Realitéit um Terrain an de Betriber eng aner ass, a mir solle keng weider Kategorië vu Lëtzebuerger/Netlëtzebuerger hei aféieren op deem dote Plang. Dofir also si mer wéi d'Regierung der Meenung, dass ee soll déi Bedingung vun der Lëtzebuerger Nationalitéit einfach aus dem Gesetz vum Wirtschafts- a Sozialrot sträichen.

Et huet sech dann an den Avisen eng Diskussioun entwéckelt ronderëm d'Fro, wat fir eng Répercussiounen dat Sträiche vun deem Artikel 10 hätt op Leit, déi beim Wirtschafts- a Sozialrot schaffen, déi also net elo genannte Membere si vun deem Wirtschafts- a Sozialrot, déi eigentlech zum Staff gehéiere vum Wirtschafts- a Sozialrot.

An do schéngt et eis relativ kloer ze sinn, an déi Meenung gëtt och gedeelt vun den zoustännege Regierungsstellen, dass opgrond vun aneren Texter aus der Fonction publique op där enger Säit, engem Gesetz vun, mengen ech, 2005 an engem Règlement grand-ducal vun 2010 sech eigentlech Folgendes ergëtt: dass och an Zukunft de Generalsekretär/d'Generalsekretärin vum Wirtschafts- a Sozialrot d'Lëtzebuerger Nationalitéit muss hunn, net opgrond vum Gesetz iwwert de Wirtschafts- a Sozialrot, mä opgrond vun allgemengen Texter, déi d'Fonction publique betreffen, well dee Posten do an der Nomenclature vun de Graden an der Fonction publique am Grad 17 agestuuft ass. Dat fält ënnert d'Definitioun vun deenen héije Posten, déi censéiert sinn, eng Parzell vun der Souveraineté publique auszeüben an dofir also de Lëtzebuerger virbehale sinn.

All déi aner Leit, déi zur Verwaltung vum Wirtschafts- a Sozialrot gehéieren, mussen an Zukunft net Lëtzebuerger sinn. Dat kënnen also och Netlëtzebuerger sinn. Dat ergëtt sech, wéi gesot, aus enger juristescher Analys, déi mer gemaach hunn an déi och vun anere Stelle confirméiert ginn ass.

D'Kommissioun selwer hat en Amendement formuléiert, well si wollt déi Fro oder déi Méiglechkeet vun enger Révocatioun vun deem engen oder anere Member vum Wirtschafts- a Sozialrot op Initiativ vun der Regierung aféieren. Et ass bis elo eigentlech net an deem Mooss virgesinn.

Deen Amendement ass kritesch aviséiert gi vum Statsrot, huet och am Wirtschafts- a Sozialrot selwer zu Interrogatioune gefouert, wat d'Absichte vun der Chamber waren. A schlussendlech si mir och der Meenung, dass den Text, wéi mer e formuléiert hunn, eigentlech misst nach komplettéiert ginn, wann een e wéilt an d'Gesetz integréieren. Mir hunn awer décidéiert schlussendlech, déi Iddi vun deem Amendement falen ze loossen, wat déi Fro vun der Révocatioun vu Membere vum Wirtschafts- a Sozialrot ugeet.

Et bleift awer - an do schwätzen ech och am Numm vun der Kommissioun -, dass mer der Usiicht sinn, dass, wann een den Text vun 1966 kuckt, awer eng ganz Rëtsch vu Zones d'ombre an deem Text dra sinn, Onprezisiounen dra sinn. Dofir schéngt et fir eis wichteg ze sinn, dass d'Regierung, Här Statsminister, kéint op de Wee goen, fir eng Kéier en Toilettage vun deem Text vu '66 iwwert de Wirtschafts- a Sozialrot ze maachen, well do notamment déi ganz Fro vun der Nominatiounsprozedur relativ nebulös ass.

Do gi Propose gemaach. Et weess een net esou richteg, wat fir eng Instanz der Regierung Propose mécht, fir d'Vertrieder vun der Patronatssäit an d'Vertrieder vun der Gewerkschaftssäit ze nominéieren. An op där anerer Säit ass och net kloer, opgrond vu wat fir engem Kräfteverhältnis déi eenzel Vertrieder do bestëmmt ginn. Dat schéngt bis elo ëmmer am Kader vun engem Arrangement geschitt ze sinn.

D'Fro stellt sech, wann eng Kéier déi concernéiert Parteie sech net kënnen arrangéieren, wie se da vusäite vun der Patronatssäit respektiv vun de Salariatsgewerkschaften dohinner delegéieren. Da gëtt et schwiereg, dann aus där Situatioun do erauszekommen. Dofir si mer der Meenung, dass d'Regierung gutt berode wär, deen Text nach eng Kéier nozekucken an do eng Rei vu Clarificatiounen an dee Gesetzestext eranzebréngen.

E lescht Wuert dann nach: De Wirtschafts- a Sozialrot, deen huet ee vläicht an deene leschte Jore manner héieren. Mir wëssen, dass och Problemer bestanen hu vun Zesummenaarbecht an deem Wirtschafts- a Sozialrot, fir sech kënnen op gemeinsam Avisen ze eenegen. Ech ka mech awer nach zumindest un déi Zäit erënneren, wou déi jährlech Avise vum Wirtschafts- a Sozialrot zur allgemenger Wirtschafts- a Sozialsituatioun vu Lëtzebuerg, wou och thematesch Avisen, déi de Statsrot gemaach huet, wierklech hei Gehéier fonnt hunn, diskutéiert gi sinn an heiansdo souguer d'Grondlag duergestallt hu fir eenzel Gesetzesreformen, déi dono gemaach si ginn.

Ech, an ech mengen, déi ganz Kommissioun géif sech wënschen, dass déi doten Zäite géifen zréckkommen an dass och iwwert de Wirtschafts- a Sozialrot - wat wierklech en Instrument vum Sozialdialog war, ier mer hei vun enger regelrechter Tripartite eréischt Mëtt de 70er Jore geschwat hunn - dat Instrument vum Sozialdialog erëm eng Kéier kéint voll zur Geltung kommen.

An deem Sënn géif ech Iech bieden am Numm vun der Kommissioun, dëse Gesetzesprojet esou wéi e proposéiert ass ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Gloden, d'Madame Brasseur, den Här Adam an den Här Reding. D'Wuert huet elo deen éischten ageschriwwene Riedner, den Här Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt fir d'Éischt dem Alex Bodry Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. De Wirtschafts- a Sozialrot huet den 22. Januar 2013 duerch en unanimë Vote dofir plädéiert, d'Nationalitéitsklausel ze sträichen an d'Memberschaft vun dësem Rot op déi europäesch Matbierger auszeweiden. De Jean-Claude Juncker huet ganz séier op déi Demande reagéiert, andeems en den 20. Februar 2013 d'Gesetzesvirlag, déi haut zum Vote steet, hei an der Chamber abruecht huet. Jo, en ass souguer nach e Schratt méi wäit gaangen: Net nëmmen EU-Bierger sollte kënnen an deem Gremium sëtzen, mä och Net-EU-Bierger. Dorobber verweist och de Statsrot a sengem Avis vum 22. Mäerz 2013.

Firwat soll een zu dësem Moment de Conseil Économique et Social opmaache fir Netlëtzebuerger? Dozou wëll ech kuerz op den histore-

sche Kontext vun der Grënnung vun dësem Rot agoen, well och zu deem Ament d'Fro vun der Nationalitéit vun de Memberen diskutéiert gouf. Net am initiale Projet, wéi e vun der deemoleger Regierung abruecht ginn ass, mä an der Kommissioun vun der Chamber, déi sech mat der Schafung vun dësem Rot beschäftegt huet, ass déi Fro opkomm.

Dozou sot den Här Hengel, Deputéierten a Member vun der LSAP: „Et war vergiess ginn, an den Här Mosar huet drop higewisen, dass een an deene verschiddene Gruppen nëmme Member vum Conseil ka ginn, wann ee Lëtzebuerger ass. Et ass e Fait, dass de Conseil institutionaliséiert gëtt. D'europäesch Integratioun geet weider. Mä et ass awer och e Fait, dass an anere Länner mat ähnlechen Institutiounen d'Lëtzebuerger oder aner Auslänner net dra kënne kommen." An duerfir huet d'Kommissioun deemools proposéiert, den Artikel 10 an d'Gesetz anzeschreiwen, deen zënterhier um Fong net geännert gouf.

U sech hätt een deemools scho kënne vun dësem Artikel ofgesinn, a vun der demografescher Zesummesetzung vun eisem Land war d'Wahrscheinlechkeet kleng, dass Netlëtzebuerger hire Wee an dëse Rot géife fannen. Vun den 334.790 Leit, déi hei am Land déizäit gelieft hunn, haten 278.057 Persounen déi lëtzebuergesch Nationalitéit, wat méi wéi 83% vun där deemoleger lokaler Populatioun ausgemaach huet.

Hautzudaags stellt sech d'Situatioun anescht duer, an dat steet och kloer an däitlech am Exposé des motifs vum initiale Projet. Mir begréissen duerfir, dass mer duerch dës Gesetzesofännerung enger Doléance vum Comité Économique et Social kënne Rechnung droen. Dat hei ass e Beweis dofir, dass mir och den Netlëtzebuerger d'Méiglechkeet ginn, sech zu de groussen Erausfuerderunge vun eisem Land an eiser Gesellschaft ze äusseren.

Erlaabt mer och nach e puer méi allgemeng Observatiounen: Wéi Dir all wësst, datéiert dës Institutioun vun 1966. Deemools huet et schonn eng jett Jore gebraucht, ier dës Institutioun den Dag konnt erblécksen. Dat Blockdenken - oder sollt ech soen: „Blockade-Denken"? - vu Salariat a Patronat huet deemools schonn zu Verzögerunge gefouert. Hautzudaags dierft dat eesäitegt Denke jo net méi esou zum Droe kommen, soudass mer gespaant sinn op den dësjähregen Avis vum Rot zu der wirtschaftlecher, sozialer a finanzieller Entwécklung zu Lëtzebuerg, sou wéi dat am Gesetz virgesinn ass.

Ech hunn elo grad vun der wirtschaftlecher, sozialer a finanzieller Evolutioun geschwat. Feelt do net eng Komponent, Dir Dammen an Dir Hären? Misst een net och eis Ëmwelt do matabezéien? Misst dat Gremium net och mat de Représentantë vum ekologesche Bord gespéckt ginn?

Ech wëll hei net d'Paternitéit vun dëser Iddi reklaméieren. Ech verweisen diesbezüglech op eng Proposition de loi vun den Häre Gira a Garcia vun 2002, déi d'Ofschafung vum Conseil Économique et Social verlaangt hunn an d'Attributioun vu senge Missiounen un en „Conseil supérieur du développement durable" virgeschloen hunn.

Eng Fro also un dës Regierung: Gedenkt si, sech dëser Iwwerleeung unzeschléissen? Misst een déi zwee Gremien net zesummeschléissen? Domat géifen dann d'Kräfte gebündelt ginn. Vläicht hätt dat jo och e positiven Impakt, och wann nëmmen e klengen, op eise Statsbudget!

Ech wëll dann och drun erënneren, dass notamment a Frankräich den „Conseil économique et social" 2008 an en „Conseil économique, social et environnemental" ëmgewandelt ginn ass. Ech wier also frou, wann dës Iwwerleeungen an eng méi generell Iwweraarbechtung vun der Gesetzgebung vum Conseil Économique et Social kéinte mat afléissen.

Niewent enger méi fundamentaler Iwweraarbechtung vun dësem Gesetz bleiwen och Detailfroen ze klären. D'Fro no der Nominatioun vun den eenzelne Memberen an hirer Révocatioun ass jo och an der Kommissioun zur Sprooch komm. Laut Gesetz besteet de Rot aus 39 effektive Memberen an aus genausou ville Suppléanten, wouvu jeeweils 18 Patronatsvertrieder an 18 Salariatsvertrieder, déi da vun de representatiivste professionellen Organisatioune proposéiert ginn.

Laut Règlement grand-ducal sinn op Patronatssäit 13 Vertrieder vun de Betriber derbäi, zwee Fräiberuffler an dräi Représentantë vu Landwirtschaft respektiv Wäibau. Op Salariatssäit geet Rieds vu 14 Salariéen aus dem Privatsecteur a véier aus dem ëffentleche Secteur.

Ech wier frou, gewuer ze ginn, wien dann an deene Fäll déi representatiivst Organisatioune sinn. U wéi enge Kritäre gëtt dat festgemaach?

Et däerf een och net vergiessen, dass d'Kreatioun vun dësem Rot zum Zil hat an huet, eng méi large demokratesch Participatioun ze erméiglechen, mä dass dëse Rot u sech der Regierung mat Rot an Dot zur Säit steet. Vu dass d'Regierung d'Vertrieder ze nennen huet, misst et och der Regierung gestatt sinn, se ofzebestellen a bestëmmte Fäll. Dozou wier ech frou, d'Iwwerleeungen och vun der Regierung ze héieren.

Och finanziell gesinn, géif ech de Premier froen, wat de Conseil Économique et Social en termes de coûts duerstellt. Wier et do méiglech, eng detailléiert Opstellung ze kréie säit 2004?

Heimat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gloden. Als Nächst huet d'Madame Brasseur d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu véier kuerz Punkten zu dësem Projet de loi, dee mer elo diskutéieren: Deen éischten, an de Rapporteur huet dat schonn ervirgestrach, geet op d'Initiativ vum Conseil Économique et Social zréck, wat och eng richteg Initiativ wor. Well, wéi kann ee wëlle representativ si fir déi, déi zu Lëtzebuerg schaffen, oder déi, déi Patron sinn, wann d'Zuelen net méi stëmmen? Representativ si se nämlech net, wann nëmme Lëtzebuerger dra sinn, well deene leschte Statistiken no si manner wéi 30% Lëtzebuerger, an da wiere 70% ausgeschloss gewiescht. Wa mer den Dialog also wëllen an e representatiivt Organ wëlle schafen, da muss natierlech jiddwereen dozou Accès hunn!

Ech wëll och den Auteure vum Projet de loi, der viregter Regierung, félicitéieren, dass se net nëmmen dat fir EU-Bierger opgemaach hunn, esou wéi de Conseil Économique et Social dat gefrot huet, mä fir all Bierger, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit net hunn.

Deen zweete Punkt ass dee vum Sozialdialog. Leider huet et an deene leschte Jore méi wéi gehappert um Sozialdialog, an och de Conseil Économique et Social huet net méi fonctionnéiert, an dat ass jo och ervirgestrach gi vu menge Virriedner.

Dat ass méi wéi ze bedaueren! Besonnesch an dëser schwiereger Zäit ass et méi wichteg wéi jee, dass jiddweree seng Responsabilitéit hëlt, fir erëm zum Sozialdialog ze fannen. A fir en Dialog muss een natierlech zu zwee sinn; mat sech selwer kann een net schwätzen. Et soll een och net iwwert deen anere schwätzen, mä mat deem anere schwätzen. Ech géif mer wënschen, dass, wa mer dat Gesetz elo gestëmmt hunn, deen Dialog, deen ons awer gekennzeechent huet, erëm ugekuerbelt gëtt, an deem souwuel d'Patronat wéi d'Salariat Responsabilitéiten hunn, mä och d'Regierung.

Deen drëtte Punkt, do wenden ech mech un de Rapporteur, den Här Bodry, fir him ze félicitéiere fir säi Rapport, mä awer och fir em Merci ze soe fir déi Aart a Weis, wéi en ons Institutiounskommissioun leet, wat en exzellent mécht. Den Här Meyers, dee jo déi Charge net méi wollt weiderféieren, huet awer e gudde Successeur am Här Bodry fonnt. Dofir, Här Bodry, e grousse Merci an all ons Félicitatiounen!

An de véierte Punkt ass deen, dass ech wëll den Accord vun der DP-Fraktioun ginn, mä, Dir Dammen an Dir Hären, genee wéi meng Virriedner wëll ech awer soen, dass dat hei nëmmen eng kleng Etapp ass an dass dat Gesetz erëm op de Métier geholl muss ginn, fir all déi Ongereimtheeten, déi drastinn, ze kucken - dat ass deen éischte Punkt -, an deen zweete Punkt, och fir d'Ausriichtung vum Conseil Économique et Social ze kucken an ob een do net Recoupementer kéint maachen. An do ass d'Regierung gefuerdert. Mä ech si sécher, dass d'Regierung ons dann, no engem Temps de réflexion, no Konsultatioun mat alle Concernéierten, e kohärenten Text wäert op den Dësch leeën.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Brasseur. Als Nächsten huet den Här Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et jo hei mat engem kuerze Gesetz ze dinn. Ech mengen, de Punkt: «Les membres effectifs et suppléants ainsi que le secrétaire général et le personnel du secrétariat doivent être de nationalité luxembourgeoise.», dee gëtt gestrach. Dat war eppes, wouriwwer mer alleguerten eis eens waren. Et ass och alles schonn hei gesot ginn, dofir wëll ech et net nach widderhuelen.

Ech wëll fir d'Éischt emol dem Rapporteur Merci soen, dem Här Bodry, fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport, déi ganz exzellent an ausféierlech waren. En ass och op déi verschidde Punkten agaangen, déi mer an der Kommissioun diskutéiert haten, zum Beispill, ob et néideg wier, fir och eppes anzeféieren, datt d'Regierung kéint e Member aus deem Wirtschafts- a Sozialrot révoquéieren. Mir hunn drop verzicht.

Mir soen als Gréng, dat war och gutt, fir dorobber ze verzichten. Mir mengen och, datt et net onbedéngt dee gréisste Problem wier, fir e Member ze ersetzen. Dat geet jo och aus der Organisation interne am Fong geholl ervir, datt dee Conseil kann e Member och zréckberuffen.

Richteg ass awer, an dat ass och am Rapport ugeklongen, datt mer eis solle Gedanke maachen iwwert déi Zesummesetzung vun deem Conseil. Ech sinn och ganz frou iwwert dem Här Gloden seng Interventioun, deen drun erënnert huet, datt een deem Rot och kéint nach eng ekologesch Komponent ginn. Dat ass bestëmmt derwäert ze diskutéieren.

Et ass awer nach ee Punkt, dee mer wichteg war, wéi ech mech hei befaasst hu mat der Zesummesetzung vun deem Wirtschafts- a Sozialrot. Mir maachen dee jo elo op, well mer soen, et ass eng Realitéit, datt bei eis am Land nun eemol einfach ganz vill Netlëtzebuerger, sief dat Frontalieren, sief dat Résidenten, schaffen an Aarbechtsplazen ubidden. Et ass awer bis elo nach keen, deen och festgestallt huet, datt bei eis am Land ganz vill Frae schaffen: méi wéi 40% als Salariées; manner wéi 20% als Employeur.

Wann ee kuckt, wéi dee Wirtschafts- a Sozialrot sech zesummesetzt, da stellt ee fest, datt do awer wierklech ganz, ganz wéineg Fraen dra vertruede sinn. An ech mengen, wa mer iwwert déi Zesummesetzung diskutéieren an Zukunft, wéi et ugekënnegt ass, sollte mer eis och Gedanke maachen, ob dee groussen Deel vun de Fraen, déi bei eis am Land schaffen, vun deem dote Rot och richteg vertruede sinn.

Bon, dat gesot, bréngen ech natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi. An ech freeë mech op weiderféierend Diskussiounen an där heiter Matière.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Reding ageschriwwen.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss widdersprieche. Fir d'Éischt dem Här Adam: Mir sinn net alleguerten d'accord mat deem Projet. Dann der Madame Brasseur: Et geet net nëmmen ëm en Dialog. An dann dem Här Bodry: Et ass keng kleng Ännerung.

Mir als ADR ënnerschätze kengesweegs den Impakt an d'Importenz vun den Auslänner hei am Land, sief et, datt se hei wunnen, oder sief et, datt se heihinner schaffe kommen. Trotzdeem ass deen heiten Text fir eis inakzeptabel, well et eng weider Ënnerhillegung ass vun eiser nationaler Souveränitéit…

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- …an e Réckschrëtt fir d'Integratioun.

Ech erkläre mech:…

(Interruption)

De Conseil Économique et Social ass net en einfache Conseil consultatif. Et ass net einfach nëmmen en Organ, wat ëm seng Meenung gefrot gëtt. Et ass eng Institutioun, déi dem Premierminister ënnersteet. Déi Institutioun huet am Rahme vum europäeschen Traité eng Missioun „de négociation" am Rahme vum „Dialogue social européen structuré".

Wat ass den Dialogue social européen structuré? Ech zitéieren do den Avis vun der Statsbeamtegewerkschaft, oder -chamber besser gesot: Dat ass en «Mécanisme disposant de pouvoirs quasi législatifs et d'un statut quasi constitutionnel». Et ass also aus evidenten Ursaachen, datt mir eis net kënne bereet erklären, datt an esou engem Organ Netlëtzebuerger siégéieren.

Wa mer an déi dote Richtung virufueren, muss d'Fro sech stellen, wat fir eng Organer als nächst opgemaach ginn a wat als nächst opgemaach gëtt. Mir wëssen, datt d'Wahlrecht fir d'Auslänner zur Debatt steet. Firwat net och d'Kompositioun vum Conseil d'État an esou weider? Duerfir si mir net bereet, en Organ, wat legislativ Pouvoiren huet a quasi konstitutionell Pouvoiren huet, opzemaache fir Netlëtzebuerger.

Et ass awer och e Réckschrëtt fir eis Integratioun. A wat fir enger Sprooch wäert de Conseil Économique et Social muer délibéréieren, wann Netlëtzebuerger drasëtzen? Délibéréiert en op Däitsch, well et en däitsche Member gëtt? Délibéréiert en op Englesch, well et en englesche Member gëtt? Délibéréiert en op Franséisch, well et e franséische Member gëtt?

Ech mengen, wat einfach wichteg ass, ass, datt mer ee fir alle Mol verstinn - an dat ass d'Positioun vu menger Fraktioun -, datt eng wierklech Integratioun hei am Land nëmme ka gemaach ginn duerch eng gemeinsam Sprooch.

Mir bewonneren ëmmer déi skandinavesch Länner mat hire PISA-Resultater an esou weider. Wat maachen déi? Wa jonk Auslänner an hiert Land kommen, léiere se d'Sprooch vum Land. Dat maachen och aner Länner, déi grouss Awanderungen hunn, déi Leit aus aller Häre Länner ophuelen.

Ech wëll einfach emol als Beispill d'Vereenegt Staten zitéieren, oder Israel: An Israel komme Leit aus Äthiopien, aus Russland, aus Frankräich. A wat ass dat Éischt, wat se maachen? Si léieren déi gemeinsam Nationalsprooch Hebräesch. A genausou sollte mir onbedéngt op dee Wee goen an dat promouvéieren. Dat wier dee richtege Wee fir eng wierklech Integratioun vun den Auslänner.

A well duerfir dëst Gesetz an eisen Aen, besonnesch och ouni Sproocheklausel, en absolut falscht Signal gëtt, wäert meng Fraktioun dergéint stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. Ech géif dem Här Statsminister d'Wuert ginn, fir drop ze äntwerten. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt, hei dierfen engem vun den Orateure vun haut de Mëtteg ze félicitéieren: der Madame Brasseur. D'Regierung wollt der Madame Brasseur och félicitéieren, déi d'lescht Woch Presidentin vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe gewielt ginn ass. Félicitatiounen am Numm vun der Regierung!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech wëll fir d'Éischt dem Här Bodry Merci soe fir säi schréftlechen, och säi mëndleche Rapport, an awer och der Madame Adehm, well d'Madame Adehm wor éischte Rapporteur vun dësem Text, a well se elo och net méi an der Kommissioun sëtzt, huet se och déi Qualitéit net méi kënne weiderféieren, an huet den Här Bodry och d'Capacitéit an d'Qualitéit iwwerholl, fir dëse Rapport och kënnen ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech wëll dem Här Gloden an och der Madame Brasseur an dem Här Adam Merci soe fir déi konstruktiv Wierder, déi se fonnt hunn, an och fir deen Débat, dee se froen iwwert den CES, deen och wichteg ass.

Dir hutt och virdru gesot - Här Gloden, huelt mer et net iwwel -, wat säit 2004 den CES all Joer kascht: Ech hunn dat net am Kapp. Ech kann Iech awer gären d'Kopie vum Budget ginn, deen och all Joer publizéiert ginn ass, wou dat drasteet. An da kann ech Iech dat och, wann Der insistéiert, ventiléieren. Mä wéi gesot, si hunn eng Enveloppe globale an déi steet och am Budget, an déi wäert och an deem leschte Budget an och an deem nächste Budget drastoen.

Den Här Bodry huet och eng Rëtsch vu Froe gestallt iwwert d'Kompositioun a wéi e fonctionnéiert. Jo, mir sollen och doriwwer diskutéieren. Mir sollen driwwer diskutéieren, wéi e composéiert ass, wéi d'Aarbecht gemaach gëtt, wéi se designéiert ginn. An do ass d'Regierung

ganz bereet, zesumme mam Conseil Économique et Social a virun allem awer och mat der Chamber zesummen, déi Partner un en Dësch ze setzen, fir ze kucken, wéi mer do dat kënne maachen.

Den Här Bodry huet och eppes gesot, wat fir mech wichteg ass. En huet gesot, et ass „kleng". Jo, mä et ass symbolesch! Dat ass dat, wat richteg ass: Et ass symbolesch. Mir adaptéieren eis Gesetzgebung zur Gesellschaft.

An da muss ech lech soen, dass ech hei vun engem aneren Orateur Saache gehéiert hunn! Ech weess net, ob e vum selwechten Text schwätzt, wann e schwätzt vu Clause linguistique, dass elo op eng Kéier dann d'Sproocheklausel wäert geännert ginn. Ech fannen dat net an deem Text! De Vertrieder vum ADR wäert seng Versioun hunn, well et steet net an eiser Versioun, dass en aneren Text muss gemaach ginn.

Hei gëtt gemaach, wéi wann de Conseil Économique et Social en Organe législatif wier. Ech wousst dat och net, dass den CES en Organe législatif wier, well da wäerten och d'Chambres professionnelles en Organe législatif sinn. An déi Leit wäerte jo dann och Texter maachen an en Avis hunn, déi bannend sinn.

Ech wousst dat alles net, Här President! Dofir sinn ech ëmmer iwwerrascht iwwert d'Wësse vum Maître Réideng.

Ech wollt och just insistéieren op dem Punkt, dass - Dir hutt et virdru gesot - eng Initiativ vum CES selwer kënnt...

(Interruption)

…vum CES selwer kënnt.

Also, ech géif an Ärer Plaz diskret sinn! Dir sidd amgaangen, hei an dësem Land…

(Interruption)

…eng Situatioun ze provozéieren, déi wierklech net schéin ass - net schéin ass!

(Brouhaha général)

Dat ass Äre Fonds de commerce, dat ass Äre Fonds de commerce. Dir sidd amgaangen, Äert richtegt Gesiicht ze weisen. Dir sidd amgaangen, Äert richtegt Gesiicht ze weisen. Dir sidd amgaangen…

(Interruption)

Dir probéiert wierklech, ee géint deen aneren hei an dësem Land opzehetzen. Dir sot Saachen, déi net an den Texter stinn. Da liest emol d'Texter, esou wéi et drasteet. Hei steet näischt vu Condition linguistique. Hei steet näischt…

M. Roy Reding *(ADR).*- Eben! Eben!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä Dir hätt gären…

M. le Président.- Wann ech gelift! Wann ech gelift!

(Interruption)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir probéiert hei, Débaten ze provozéieren, déi et net gëtt.

Ech wollt just soen, dass - an et ass dat, wat ech och wichteg fannen -, dat hei eng Initiativ vum CES selwer ass, déi jo kënnt. Et ass jo net, wéi wann elo de Législateur gären eppes mam Briecheisen imposéiert hätt, mä au contraire: Den CES huet eis selwer gefrot, ob esou eppes kéint gemaach ginn.

An ech soen och der viregter Regierung Merci, an dem Här Juncker, deen deemools dann och den Text déposéiert huet, Merci, fir och an déi Richtung ze goen!

A mir hu gesot, wann déi Clause do soll opgehuewe ginn, da soll se och opgehuewe ginn. An et geet jo nach méi wäit: Am Rapport steet jo och dran, dass een déi Saach mam Secrétaire général och eng Kéier misst diskutéieren, wéi et géif weidergoen.

Dowéinst, ech wëll dem Här Bodry, dem Här Gloden, der Madame Brasseur an dem Här Adam Merci soe fir hir Interventioun, fir hir konstruktiv Kritiken. Ech sinn och frou, wann eng grouss Majoritéit an dëser Chamber deen doten Text stëmmt. Ech si frou, dass Lëtzebuerg och weiderkënnt a sech zu esou enger Gesellschaft och evoluéiert a mat hir identifiéiert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Statsminister. Ech wëll just drun erënneren, dass mer hei nëmmen Deputéierter hunn a Regierungsmemberen, weder Maîtren op där enger nach op där anerer Säit.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6544.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6544 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote ass lancéiert. D'Votes par procuration, déi sinn och ofgeschloss. Fin du vote, wa jiddwereen ofgestëmmt huet. Dat ass de Fall.

De Projet 6544 ass mat 56 Jo-Stëmme bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl. Et hunn 59 Deputéierter dru participéiert. Domat ass de Projet de loi ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6544 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze entbannen?

(Assentiment)

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Eng grouss Majoritéit seet Jo. Dann ass dat esou!

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, zur Proposition de loi 6589A, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Service de Renseignement, déi zesumme mam Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 6650 iwwert d'Zesummesetzung vun der SREL-Kontrollkommissioun an enger Diskussioun behandelt gëtt. D'Diskussioun gëtt nom Modell 1 gefëiert. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Meyers, den Här Berger, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany. An direkt huet de Rapporteur, den Här Alex Bodry, d'Wuert.

6. 6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État

6650 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur la proposition de loi 6589A et rapport de la Commission du Règlement sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6650

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dëser Proposition de loi an dëser Propositioun fir eist Chambersreglement ofzeänneren dréit et sech, wéi Der ganz richteg gesot hutt, ausschliesslech ëm d'Fro vun der Formulatioun vum Artikel 14 vum Gesetz vun 2004 iwwert de Service de Renseignement respektiv d'Fro vun der Zesummesetzung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Service de Renseignement.

Dëst Gesetz an dës Reglementsännerung hunn eng gewëssen Dréinglechkeet, well zënter dem Untrëtt vun der neier Chamber eigentlech déi Kontrollkommissioun net esou richteg hir Aarbechte konnt a wollt organiséieren, well duerch d'Bestëmmung vum fréiere Statsminister a responsabele Minister fir de Service de Renseignement als CSV-Fraktiounspresident sech e Problem gestallt huet, wat d'Zesummesetzung vun där Kommissioun do ugeet.

Ech mengen, op där enger Säit hu mer gesetzlech Virgaben, déi net ze interpretéiere sinn, esou kloer si se. An eist Gesetz vun 2004 seet - quitte dass dat och sengerzäit contestéiert war, et ass awer dat Gesetz, wat gestëmmt ginn ass -, dat seet, dass nëmmen d'Fraktiounspresidenten hir Fraktioun kënnen an där parlamentarescher Kontrollkommissioun vertrieden. Et besteet also keng Méiglechkeet - dat war och d'Praxis -, sech och ersetzen ze loossen als Fraktiounspresident an där Kontrollkommissioun.

Also, d'Gesetz ass ganz kloer. D'Gesetz muss respektéiert ginn. Op där anerer Säit ass eben déi speziell Situatioun, dass de fréiere politesch zoustännege Minister fir de Service de Renseignement net wëllt an net kann - menger Asiicht no och - Member vun där Kontrollkommissioun sinn, eleng och schonn, well déi Aarbechte vun der Kontrollkommissioun jo och deelweis nach zumindest mussen Aarbechte vun der Vergaangenheet maachen. An dofir, mengen ech, ass déi Décisioun, déi geholl ass, richteg.

Nach si mer awer der Meenung, dass eng Kontrollkommissioun, déi nëmmen aus den dräi Fraktiounspresidente besteet vun LSAP, DP an déi gréng an an där u sech d'Fraktioun vun der CSV an d'Oppositioun doduerjer och net vertratt wären, eigentlech hir Aarbecht, déi Kontrollaarbechten, net sollt am Detail maachen. Dat sollt se maachen, wa se vollstänneg ass. Dat sollt se maachen, wann d'Majoritéit an d'Oppositioun duerch Fraktiounen dra vertratt sinn.

Et ass also onerlässlech, dass mer hei d'Gesetz änneren. D'CSV wëllt hire Fraktiounspresident halen, dat versti mer. D'Gesetz musse mer also dann änneren, fir kënnen aus deem Imbroglio do erauszekommen.

Eng Chance hate mer an deem Sënn, dass mer u sech net en neie Gesetzesprojet oder eng nei Proposition de loi hu brauchen ze maachen, mä mir konnten eigentlech Réckgréff huelen op eng Proposition de loi, déi den 10. Juli 2013, also kuerz ier u sech d'Chamber net méi getaagt huet, hei am Plenum deponéiert ginn ass, dat während den Debatten iwwert d'Konklusioune vun der Enquêtëkommissioun iwwert de Service de Renseignement.

Déi Proposition de loi, déi sech ausschliesslech beschäftegt huet mat der Kontrollkommissioun, hirer d'Zesummesetzung an hire Missiounen a Befugnisser, huet d'Ënnerschréft gedroe vun den Häre Bodry, Bausch, Fayot, Gibéryen, Lux, Meisch, Meyers, der Madame Polfer an dem Här Urbany. Dat sinn also zu engem gudden Deel déi Membere vun där deemoleger Enquêtëkommissioun, déi déi heite Proposition de loi mat ënnerschriwwen hunn an inhaltlech also och matgedroen hunn.

Ech stelle fest, dass, wann een déi Kompositioun kuckt no Parteien opgedeelt, sämtlech Parteien, sämtlech politesch Familljen a Sensibilitéiten also déi Proposition de loi den 10. Juli hei mat ënnerschriwwen hunn.

D'Enquêtëkommissioun hat deemools d'Suerg, dass Neel mat Käpp gemaach ginn an dass, ier ee géif déi allgemeng Reform vum Service de Renseignement ofwaarden, ee sech emol schonn als Parlament, wat och normal ass, mat der parlamentarescher Kommissioun géif befaassen.

Wat waren d'Haaptpunkte vun där Proposition de loi, vun där mer elo een éischten Deel wäerten hei diskutéieren an och, denken ech, evakuéieren?

Et war niewent der Fro vun der Zesummesetzung vun der Kontrollkommissioun - fir déi virgesi war, dass dat kéinte Vertrieder si vun de Fraktiounen a vun de Groupe-techniquen, mä net onbedéngt d'Fraktiounspresidenten oder d'Coordinateure vun de Groupes techniques - virgesinn, dass et sollt zu enger Aféierung vun enger Informatiounsflicht fir den zoustännege Minister a fir d'Direktioun vum Service de Renseignement géintiwwer der Kontrollkommissioun kommen.

Et war och virgesinn, dass sollt e permanent Sekretariat vun der Kontrollkommissioun installéiert ginn. An et war schliesslech och virgesinn, dass déi Kontrollkommissioun sollt d'Méiglechkeet kréien, eenzel vun hire Kontrollmissiounen, also eenzel Enquêten, un extern Experten ze delegéieren, déi se dann an hirem Numm kéinten ausféieren. Also, dat ass den Inhalt eigentlech vun där Proposition de loi.

Wat d'Zesummesetzung vun der Kontrollkommissioun ugeet, widderhuelen ech nach eng Kéier, war an där Proposition de loi an ass an där Proposition de loi virgesinn, dass d'Fraktioune kënnen hire Vertrieder fräi bestëmmen an dass mer eng Ouverture maachen a Richtung op Groupe-techniquen, déi bis elo am Gesetz vun 2004 ausgeschloss waren, déi och also an Zukunft kéinten e Vertrieder bestëmmen. Dat entsprécht och, déi dote Propositioun entsprécht och de Konklusioune vum Rapport final vun der Enquêtëkommissioun SREL.

Mir hu wéi gesot am Dezember festgestallt, dass mer schnell misste legislativ virgoen, fir dass awer dat wichtegst Kontrollorgan ka voll fonctionnéieren. Doduerjer hate mer eng éischt Sitzung vun der Kontrollkommissioun. Doropshin huet de Chamberspresident e Bréif un de Statsrot geschriwwen, an deem en e gebieden huet, urgent en Avis ze ginn iwwert d'Ofännere vum Artikel 14, deen d'Zesummesetzung vun der Kontrollkommissioun vum SREL ugeet, dat also prioritär ze kucken. An dat huet de Statsrot och gemaach, well den 21. Januar 2014 ass deen Avis vum Statsrot komm.

Prinzipiell ass de Statsrot averstane mat der Ausriichtung vun där Ännerung, déi proposéiert ass. E werft allerdéngs d'Fro op vun der Vertriedung vun der Oppositioun an e mécht just de Virschlag, dass d'Gesetz soll just festhalen, dass d'Aktivitéite vum Service de Renseignement der Kontroll duerch eng parlamentaresch Kommissioun ënnerleien; wat d'Detailer ugeet, wéi déi Kommissioun déi Aarbechten organiséiert, dat soll eigentlech duerch d'Reglement vun der Chamber festgeluecht ginn. Effektiv, den Artikel 70 vun der Verfassung seet, dass u sech d'Organisatioun, d'Aarbechte vun der Chamber iwwer en internt Reglement geregelt ginn.

D'Institutiounskommissioun huet déi dote Fro diskutéiert an nom Ofweie vun de Vir- an Nodeeler ass se eigentlech zur Iwwerzeegung komm, dass ee sollt op dee Wee goen, wéi de Statsrot dat proposéiert huet. Dat heescht also, dass zukünfteg am Gesetz vun 2004 just d'Regel festgehalen ass, de Prinzip, dass d'Aktivitéite vum Service de Renseignement duerch eng parlamentaresch Spezialkommissioun kontrolléiert ginn, mä dass awer dann d'Reglement vun der Chamber den Detail festleet, wéi déi Kommissioun do fonctionnéiert, wéi se zesummegesat ass, an aner Froe regelt.

Eng Bemierkung wëll ech allerdéngs dozou maachen. Dat ass - dat huet mech e bësse verwonnert, an och d'Membere vun der Kommissioun verwonnert -, dass de Statsrot a sengem Avis hei sech vill méi kritesch weist wéi a sengem Avis 2003 iwwert den deemolege Regierungsprojet, wat praktesch deeselwechten Text war, dee mer eigentlech jo nëmmen iwwerholl hunn, mat der Ausnahm vun der Fro vun de Presidente vun de Fraktioune respektiv vun de Groupe-techniquen. An e stellt eigentlech Formulatiounen a Fro, déi e sengerzäit emol net mat engem eenzege Wuert vu Kommentar beduecht hat. Et kann ee sech also wonneren, wéi konstant eigentlech do déi Positioune vum Statsrot an deenen dote Froe sinn.

Et bleift, dass de Wee, fir d'Organisation interne vun där Kommissioun iwwert d'Reglement vun der Chamber ze léisen, e Wee ass, deen eis eng gewëssе Flexibilitéit gëtt. Wann iergendeppes - wéi mer et elo gesinn hunn, eppes, en Evenement - kënnt, wouropshin ee muss schnell vläicht d'Regelen änneren, kann een dann och méi schnell reagéieren iwwer eng Ofännerung vum Chambersreglement, wéi wann ee muss iwwer eng ganz legislativ Prozedur fueren, esou dass mer, wéi gesot, der Meenung sinn, dass een déi Iddi vum Statsrot kann och zu senger eegener maachen.

Dat féiert iwwregens derzou, dass mer, wéi gesot, haut net nëmmen iwwer eng Ofännerung vum Gesetz vun 2004 iwwert de Geheimdéngscht ofstëmme wäerten, mä och iwwer eng Ofännerung vum Chambersreglement, an zwar eng Ofännerung vum Artikel 2 vun der Annex 1, vum Règlement d'ordre intérieur vun der Commission de Contrôle parlementaire vum Service de Renseignement. All déi Texter sinn Iech bekannt, déi leien der Chamber vir.

D'Reglementskommissioun, déi also dann zoustänneg ass fir deen doten Deel vun der Operatioun, war mat grousser Majoritéit der Meenung, dass ee fir de Moment sollt beim Textvirschlag vun der Proposition de loi bleiwen inhaltlech, quitte dass mer déi Iddi do dann integréieren an d'Chambersreglement.

Et ass also kloer esou, dass mer eng Ouverture à ce stade maachen um Niveau vun de Groupetechniquen. Bis elo ass et esou, dass, wat d'Kontrollkommissioun ugeet, ausschliesslech d'Fraktiounspresidenten hir Fraktiounen also vertrieden. Wann deen heiten Text gestëmmt gëtt, wäert et an Zukunft esou sinn, dass, wa Groupetechniquen do sinn, och dann déi Groupe-techniquen e Vertrieder automatesch zegutt hunn an där Kontrollkommissioun vum Service de Renseignement. Dat ass also eng Ouverture, déi hei gemaach gëtt.

Dat entsprécht eigentlech deenen Diskussiounen, déi mer bis elo och ëmmer, sief et an der Enquêtëkommissioun, sief et och an der Kontrollkommissioun an der viregter Legislaturperiod zu deem doten Thema haten. Am aktuelle Stand vun der Diskussioun schéngt eis dat do déi Léisung ze sinn, déi konform ass eigentlech zu deem, wat zu de parlamentareschen Traditiounen och an anere Länner gehéiert.

Mir soen awer och ganz kloer, dass fir eis déi Diskussioun net zou ass, dass mer bereet sinn, déi Diskussioun iwwert d'Zesummesetzung vun där Kontrollkommissioun nei ze féieren, wa mer an der Chamber a virdrun an den zoustännege Kommissiounen iwwert d'Gesamtreform vum Service de Renseignement schwätzen.

Dat geet jo wäit iwwer nëmmen d'Fro vun der Kontrollkommissioun eraus. Do sinn eng ganz Rëtsch vun anere Punkten, déi solle reforméiert ginn, wouzou et jo éischt Virschléi gëtt, nach ënnert der viregter Regierung, a wouriwwer dës Regierung och muss e fäerdege Projet de loi maachen, fir dass déi gesamt Reform och kann an Ugréff geholl ginn. An dozou gehéiert dann natierlech och erëm eng Kéier eng frësch Diskussioun ronderëm déi Fro vun der parlamentarescher Kontroll an der Zesummesetzung vun där parlamentarescher Kontrollkommissioun.

Ech mengen, mir hate gëschter Besuch vum President vun dem belsche Comité R, dat ass also e Comité vu Spezialisten, deen eigentlech enger Senatskommissioun zouspillt respektiv der Regierung an der Belsch. An an der Belsch ass et momentan och esou, dass do déi parlamentaresch Kontrollkommissioun - déi ass fir de Moment nach beim Senat ugesiedelt - fënnef Memberen huet. An do si sage und schreibe véier Parteien dra vertratt, bei engem belsche Parlament, wat sécherlech eng Dosen, ech hunn net genau nogezielt, awer eng Dose Parteien a Fraktiounen huet. Dat heescht, an der Belsch sinn emol d'Fraktiounen net all an deem Kontrollorgan vertratt.

Ech wëll net soen, dass dat den ideale System ass, deen ee sech kann ausdenken, mä einfach nëmmen, fir ze soen, dass dat, wat momentan elo de Stand vun eisen Diskussiounen ass, net eppes Aberrantes ass par rapport zu Modeller, déi soss am Ausland bestinn, mä eppes ass, wat et duerchaus och an ähnlecher Form an anere Länner gëtt. Soufern et iwwerhaapt eng parlamentaresch Kontroll gëtt! Well a Länner wéi Frankräich, do ass et esou, dass déi et bis elo nach net dozou bruecht hunn, fir eng parlamentaresch Kontroll fir hir sëlleche Geheimdéngschter anzeféieren.

Wat fir eis wichteg ass, dat ass: Och den aktuelle System, esou wéi e proposéiert ass, liicht ëmgeännert, dee garantéiert awer weiderhin eng adequat Vertriedung och vun der Oppositioun. Mä wéi gesot, déi Debatt do si mer bereet, nach eng Kéier ze féieren.

Eisen Text, wéi mer en elo zréckbehalen hu fir d'Reglement, stellt eng Rei vu Froen nach zousätzlech kloer. Dat hu mer am Laf vun den Diskussiounen als néideg gesinn, fir dat ze preziséieren. Kloer ass, mengen ech, elo, wann een eisen Text kuckt vum Reglement, dass d'Fraktioune respektiv de Groupe technique eng Propos maachen, déi, wéi dat bei all Kommissiounsbesetzungen ass, och nach duerch de Plenum vun der Chamber muss guttgeheescht ginn.

Zweetens stelle mer heimadder kloer, dass déi Membere vun där Kontrollkommissioun sech net kënnen duerch en aneren Deputéierte vun hirer Fraktioun oder vun hirem Groupe technique ersetze loossen. Also, hei spillt den normale System vun de Suppléanten net, wéi mer e soss bei normale Parlamentskommissioune kennen.

An den drëtte Punkt, dee mer och hei wollte kloerstellen, och wann dat schonn eng Praxis war virdrun: Keen Deputéierten, deen net Member vun där Kommissioun ass, kann als Beobachter un hire Sitzungen deelhuelen. Dat ergëtt sech ganz einfach och duerch de Fait, dass do u sech awer hantéiert gëtt mat klassifizéierten Informatiounen, sief et a schréftlecher Form, sief et a mëndlecher Form. An do muss natierlech eng gewësse Confidentialitéit garantéiert bleiwen.

Wéi gesot, dat ass eis Suerg gewiescht. D'Gesetzesännerung wéi déi Reglementsännerung solle gemeinsam a Kraaft trieden. Dat heescht, duerch en Artikel 2, dee mer an der Modifikatioun vum Reglement virgesinn, ass séchergestallt, dass, wéi gesot, d'Reglementsännerung eréischt a Kraaft trëtt, wann och d'Gesetzesofännerung a Kraaft trëtt, fir dass mer do keng juristesch Ongereimtheete kréien.

Dat gesot, bieden ech Iech am Numm vun der grousser Majoritéit vun de Kommissiounsmemberen, dës zwee Texter an där proposéierter Form ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als éischten agedroene Riedner huet den Här Paul-Henri Meyers d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber soll haut engem Gesetzesvirschlag zoustëmmen, deen den Artikel 14 vum Gesetz iwwert de Geheimdéngscht ofännert. Deen Artikel aus dem Gesetz vum 15. Juni 2004 gesäit d'Schafung vun enger parlamentarescher Kontrollkommissioun vir, déi de Geheimdéngscht, sou wéi den Term et seet, kontrolléiere soll. Gläichzäiteg soll awer och deen Artikel vum Chambersreglement ofgeännert ginn, deen d'Zesummesetzung vun därselwechter Kommissioun virgesäit.

Den Här Alex Bodry huet a sengen Ausféierungen, souwuel deene schréftleche wéi deene mëndlechen, ausféierlech den Ursprong, de Werdegang, d'Zilsetzunge vun där Reform duergeluecht. Ech géif dofir mengen, dass ech net méi nach eng Kéier déiselwecht Explikatioune muss repetéieren.

An deem Text, dee mer haut stëmmen, gëtt nëmmen een eenzegen Artikel vun deene Moossnamen ofgeännert, déi no der Enquêtëkommissioun de Geheimdéngscht grondleeënd sollte reforméieren. Duerch d'Ofännerung vun dem Artikel 14 vum Gesetz vum 15. Juni 2004 soll an Zukunft d'Kontrollkommissioun net méi obligatoresch aus de Fraktiounspresidenten zesummegesat ginn. D'Parteie si fräi, déi Memberen an d'Kommissioun ze nennen, déi si fir gutt fannen.

Dës Reform ass urgent. Si soll erlaben, dass och d'CSV erëm an der Kontrollkommissioun vertruede ka sinn.

Ech wéilt dofir, well déi Remarque och am Exposé des motifs kuerz erwähnt ass, well den Här Bodry se opgeworf huet, e bësse méi ausféierlech op deen dote Punkt agoen. D'Kommissioun konnt net vollstänneg sinn, well de jëtzege Fraktiounspresident - dat huet den Här Bodry jo och gesot -, de Jean-Claude Juncker, no de Wahlen als Fraktiounspresident vun der CSV net wollt an a menger Meenung och net konnt an déi Kommissioun als Member antrieden.

An deenen eenzelnen Dokumenter iwwert d'Ofännerung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun gëtt op d'Urgence higewisen, gëtt op déi besonnesch Ëmstänn higewisen, mä et ginn net déi wierklech Motiver a Grënn och genannt, déi de Jean-Claude Juncker dozou gefeiert hunn, fir net Member vun der Kommissioun ze ginn. Ech géif och mengen, dass, wann en als Fraktiounspresident déi Memberschaft ugeholl hätt, dat net ouni Problemer bliwwe wier.

De Jean-Claude Juncker war selwer zoustänneg bis virun e puer Méint fir de Geheimdéngscht. Hie war doduerch, dass e Minister war, der parlamentarescher Kontrollkommissioun och Ried an Äntwert schëlleg. Hie war där Kontroll vun der Parlamentskommissioun eigentlech ënnerworf. Wann e Member vun der Kontrollkommissioun gëtt, kënnt en aus dem Rôle vum Contrôlé an dee vum Contrôleur. An dat ass dobausse bei de Bierger schlecht ze verkafen. Dat ass emol eng éischt Fro, déi eigentlech éischter moralescher Natur ass.

Mä de Contrôleur Jean-Claude Juncker, deen an d'Kommissioun komm wier, hätt och vill Erfahrunge matbruecht; en hätt Kenntnisser matbruecht, déi hien aus senger viregter Fonctioun als Statsminister iwwert de Geheimdéngscht hat.

An do wier d'Fro gewiescht: Wéi wäit hätt en als Member vun der Kontrollkommissioun op déi Erkenntnisser, déi Connaissancen, déi Erfahrunge kënnen zréckgräifen, fir seng Missioun auszeüben, ouni a Kontradiktioun ze gerode mat deem Artikel, dee virgesäit, dass all Leit inklusiv och de Statsminister de Secret vun deenen Donnéeë mussen halen? Wéi vill kann e gebrauchen? Wéi vill net? Et wier also net einfach gewiescht, fir déi do Fonctioun unzehuelen, an e wier ganz sécher och an eng Konfliktsituatioun komm.

Den Här Bodry huet gesot, dass d'Kontrollkommissioun net nëmmen d'Aktivitéite fir d'Zukunft elo, déi elo genannt ginn, fir d'Zukunft kontrolléiert, mä dass se och kann Aktivitéiten a Faiten aus der Vergaangenheet kucken.

Ben, Dir Dammen an Dir Hären, a wéi enger Situatioun wier dee Moment den Här Juncker gewiescht, wann e selwer iwwer eegen Entscheedungen eng Kontroll hätt missen ausüben an därselwechter Kontrollkommissioun?

Do war ganz sécher, dass sech eng Konfliktsituatioun ugebahnt hätt. A wann en et gemaach hätt, wiere wahrscheinlech déi, déi gesot hunn oder haut soen, e soll et maachen oder en hätt et solle maachen, déi Éischt gewiescht, déi em doraus e Reproche gemaach hätten. De Jean-Claude Juncker konnt net déi Fonctioun unhuelen, well en net gläichzäiteg Juge a Partie konnt sinn.

Wann d'Chamber, Dir Dammen an Dir Hären, wéi dat jo virgesinn ass, e Code de déontologie gehat hätt, dann hätt missen opgrond vun deenen Artikelen, déi den Interessekonflikt definéieren, och hei d'Fro scho gestallt ginn, ob de Jean-Claude Juncker déi do Missioun hätt kënnen unhuelen. An et wier ganz sécher déi Äntwert komm, dass dat an där Situatioun net méiglech gewiescht wier, esou wéi haut dee Code de déontologie a sengem Projet ausgesäit.

D'Entscheedung vum Jean-Claude Juncker, fir net Member vun der Kontrollkommissioun ze ginn, war richteg. All deontologesch, juristesch, moralesch Grënn, déi ech versicht hunn hei unzeféieren, schwätzen an déi do Richtung.

Ech wëll haut net am Detail op déi méi grouss Reform agoen. Déi Reform ass an der Maach. Mir waarden op d'Avisen, déi sollen erakommen. Mä et wier awer ze hoffen, dass rapid déi Reform kéint an der Chamber diskutéiert an och gestëmmt ginn. An da wäerte mer d'Geleeënheet hunn, fir am Detail déi eenzel Punkten ze kucken, an zu allen eenzelne Punkten, och opgrond vun den Avisen, déi ageholl ginn, notamment dee vum Conseil d'État, kënne mer eis Meenung soen.

Wat déi ganz kleng Reform vun haut ugeet, kann ech soen, dass d'CSV mat dem Text vum Gesetz, mat der Ofännerung vum Gesetz vum 15. Juni 2004 an der Formulatioun, wéi d'Chamberskommissioun se virgeschloen huet, d'accord ass. Ech kann och soen, dass d'CSV d'accord ass mat der Ofännerung vum Chambersreglement, sou wéi och déi zoustänneg Kommissioun dat virgeschloen huet. An ech bréngen heimat den Accord vun der CSV.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meyers. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger ageschriwwen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Gesetz vun 2004 iwwert d'Geheimdéngschtkontrollkommissioun steet, datt déi Kommissioun sech géif aus de Presidente vun de Fraktiounen zesummesetzen. An et ass och d'Traditioun gewiescht, datt gewéinlech de President vun där Kommissioun e Member vun der Oppositioun war.

Säit dem 20. Oktober hu mer eng nei Situatioun hei zu Lëtzebuerg. De Fraktiounschef vun der CSV, vun der gréisster Oppositiounspartei, ass och gläichzäiteg virum 3. Dezember de Chef vun dem Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerg gewiescht. Mäi Virriedner ass schonn dorop agaangen, datt mer dann eng ganz speziell Situatioun hei gehat hätten, an där een effektiv an eng Konfliktsituatioun komm wier. Ech ginn net méi weider op se an, well mäi Virriedner dat elo detailléiert schonn explizéiert huet. Mä ech mengen, de Fraktiounspresident vun der CSV war och deen Éischten, deen dat gesinn huet, agesinn huet an och dofir drop verzicht huet, fir an der Kommissioun ze siégéieren.

Beim Gesetz 2004 konnt ee sech deemools net virstellen, datt een eng Kéier géif an esou eng Situatioun kommen. Bon, zéng Joer méi spéit hu mer awer dann eben déi Realitéit. A mir sinn eigentlech dofir gefuerdert, fir do Ëmännerungen ze maachen. Ech mengen, et ass och elo d'Situatioun, datt de Moment an der Kommissioun nëmme Vertrieder vu Majoritéitsparteien dra sinn. Dofir solle mer schnell hei reagéieren, fir déi Kommissioun eben ze kompletéieren, fir datt se och erëm kann un hiren Aarbechte weiderschaffen. Fir eis ass et och wichteg, datt d'Oppositioun an där Kommissioun vertrueden ass.

Ech wëll awer och betounen: Dat hei, dat ass elo eigentlech eng Iwwergangsléisung. Och de Rapporteur huet dat scho gesot. Et ass eigentlech, fir elo eben da kënnen d'Aarbechte weiderzeféieren. An et ass och gutt, datt mer schnell reagéiert hunn, an dofir och dem Rapporteur, dem Alex Bodry, Merci fir déi Aarbecht, déi en do gemaach huet. Praktesch a sechs, siwe Woche konnte mer dat ofwéckelen, natierlech och, well schonn eng Proposition de loi virlouch.

Ech mengen, et ass eng Kombinatioun vun enger Proposition de loi oder engem Deel vun enger Proposition de loi an enger Ëmännerung vum Chambersreglement. Mä op alle Fall, mat där Solutioun kënne mer dann elo eben esou fonctionnéieren, datt och e Member vun der gréisster Oppositiounspartei an der SREL-Kontrollkommissioun ka siégéieren. Dat erlaabt also der CSV, en neie Member an déi Kommissioun ze designéieren.

Et ass och esou, datt et och an eisen Aen eng Ouverture ass par rapport zu den Dispositioune vun 2004, well hei och d'Groupe-techniquen dann derbäi kënne sinn, wa se et wëllen. Et ass natierlech d'Schwieregkeet - dat hate mer jo och an der Kommissioun diskutéiert respektiv an der Reglementskommissioun diskutéiert -, fir et weider opzemaache fir Sensibilité-politiquen. Ech mengen, do gëtt et schonn op där enger Säit d'Schwieregkeet, datt mer och an eisem Reglement dat net esou richteg definéiert kréien, wat eng Sensibilité politique ass.

Da muss een awer och wëssen, datt d'Geheimdéngschtkontrollkommissioun eng ganz speziell Kommissioun ass, an där de Secret ganz wichteg ass, an där ganz confidentiel Donnéeë behandelt ginn. An et ass jo och esou, am Ausland, wann een do kuckt, zum Beispill an der Belsch, gëschter hate mer nach en Expert, de Guy Rapaille aus der Belsch, respektiv oder a Frankräich, et kann een och op aner Plaze kucke goen, do ass et och esou, datt do gewéinlech déi grouss Parteien an esou enger Kommissioun hir Vertrieder sëtzen hunn, datt een also net déi Kommissioun grouss a massiv soll opmaachen. Wann een zum Beispill eng Situatioun hätt, datt een hei zu Lëtzebuerg am Parlament, ech soen emol sechs, siwen, aacht, néng, zéng Sensibilité-politiquen hätt, wou all Kéiers nëmmen ee Member wier an esou enger Sensibilité politique, dann hätt een herno och eng Situatioun, datt da ganz vill eenzel Deputéiert géifen an esou enger Kommissioun sëtzen.

Ech muss och soen, datt déi Propositioun, déi hei elo diskutéiert gëtt, eigentlech ënnerschriwwe ginn ass och vu Vertrieder vun deene Lénken, vum Serge Urbany, an och vum ADR, datt se also eigentlech mat där Propositioun, fir fir d'Fraktiounen, also fir d'Parteie mat Fraktiounsstäerkt respektiv Groupe-techniquen opzemaachen, datt se domadder op alle Fall am Juli 2013 d'accord waren an dat och esou mat ënnerschriwwen hunn.

Bon, ech wëll awer nach eng Kéier betounen, dat hei, dat ass eng Zwëschenetapp, fir elo emol kuerzfristeg d'Aarbechte vum SREL, vun der Kommissioun weiderzeféieren, an datt mer awer dann nach verschidden aner Etappe mussen an Ugréff huelen, well mer jo awer méi eng fundamental Reform vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun an och vum Geheimdéngscht wëlle virhuelen.

A wichteg ass, datt mer hei och kucken, wat an de Konklusioune vun der Enquêtëkommissioun vun 2013 stoung. Do steet effektiv oder do ware Recommandatiounen, an deene gesot ginn ass, et muss eng Reform komme vun der parlamentarescher Kontroll, awer och eng Reform vum Geheimdéngscht selwer. An do si mer an der Flicht, och déi nei Chamber, ech mengen, dee Rapport vun der Enquêtëkommis-

sioun staamt nach aus där leschter Legislatur, mä och déi nei Chamber ass natierlech an der Flicht, ass gefuerdert, fir dat esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen.

Ech mengen, de groussen Defi ass deen, datt mer an Zukunft eng parlamentaresch Kontroll kënnen organiséieren, déi transparent ass an déi effikass ass, an datt mer net méi esou Situatiounen erliewen, wéi mer dat an der Vergaangenheet haten.

Déi Pisten, déi opgezeechent gi sinn an der Enquête, am Rapport vun der Enquêtëkommissioun, déi si wéi gesot zum Deel an där Proposition de loi 6589, vun där mer also hei en éischt Element ëmsetzen. Dat ass awer wéi gesot net do, wou mer ophalen. Mir hunn och elo eis d'Wuert ginn, fir déi eng oder aner Experten unzehéieren, fir ze kucke ronderëm iwwert den Tellerrand, ronderëm Lëtzebuerg, wéi et do fonctionnéiert. Gëschter hate mer e belschen Expert. Mir kënnen eis och virstellen, fir nach aus Frankräich, Däitschland eventuell do Leit unzehéieren.

Op alle Fall, ech sinn iwwerzeegt, datt mer herno um Enn vun där Aarbecht eng besser parlamentaresch Kontroll vum Geheimdéngscht wäerten hunn.

Doriwwer eraus muss een awer och da gläichzäiteg déi Aarbechten ugoe fir d'Reform vum Geheimdéngschtgesetz méi generell, well et ebe jo dorëms geet, fir aus der Vergaangenheet d'Konsequenze respektiv d'Léieren ze zéien.

Et geet dorëms, ouni elo an den Detail ze goen, mä déi Aarbechte sinn awer och…, ech mengen, et läit jo en Text vir vun der viregter Regierung, deen eng Kéier iwwerkuckt muss ginn. Mä et geet virun allem drëms, datt een do Garde-fouen abaut, fir datt eben esou e sensibele Service wéi de SREL net méi dat Eegeliewe kann entwéckelen, wéi en et an deene leschten zéng Joer entwéckelt hat. Et geet drëms, Garde-fouen innerhalb vum Service opzestellen respektiv awer och ze kucken, wéi een d'Zesummenaarbecht zwëschen der Kommissioun an dem Ministre de tutelle op där anerer Säit ka verbesseren. Et ka jo och net sinn, datt et dem Service oder dem Minister iwwerlooss ass, wéi e communiquéiert mat enger parlamentarescher Kontrollkommissioun respektiv wéi en do net wéilt kontrolléieren oder net informéieren; datt also all déi Dysfonctionnementer, déi mer haten, net méi an Zukunft solle geschéien.

Ech mengen, et muss ee sech och Gedanken driwwer maachen, wéi d'Zesummenaarbecht zwëschen dem Service an der Regierung an Zukunft wäert sinn. Wiem schafft de SREL an Zukunft zou? Nëmmen dem Statsminister oder och vläicht anere Ministèren? Dofir soll dann och de Comité interministériel ganz staark mat agebonne ginn. Dat sinn alles Punkten, déi mer mussen also an deenen nächste Wochen nach eng Kéier duerchdiskutéieren an da kucken, wat fir eng Solutioune mer do fannen, ebe fir d'Aktivitéite vum SREL besser ze kontrolléieren, awer och fir de SREL besser kënnen ze orientéieren a senger Aarbecht.

D'Zil vun esou enger Reform op alle Fall muss et sinn, datt mer e Service, e Geheimdéngscht hunn, deen am Déngscht vum Land schafft an net am Déngscht eventuell vun e puer Eenzelnen. Ech mengen, dat ass déi reell Envergure vun der Reform vum SREL, an dorunner musse mer also elo schaffen.

Ech sinn awer iwwerzeegt, wa mer an deem Rhythmus, wéi mer elo ugefaangen hunn, weiderfueren, Här President, da sinn ech iwwerzeegt, datt mer dat och bis d'Fréijoer erduerch hunn an datt mer dann hei kënnen en Text presentéieren an diskutéieren, deen all déi Elementer do beinhalt, déi dann de SREL an och d'parlamentaresch Kontrollkommissioun op déi richteg Schinne setze fir an d'Zukunft.

Merci.

M. le Président.- Här Berger, wann Der erlaabt, ech hunn hei d'Demande, fir nach eng Fro ze stellen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech huelen un, datt den Här Kartheiser herno och nach wäert d'Wuert…

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat ass geziilt zu Ärer Interventioun, Här Berger.

M. le Président.- Jo, mä da kënnt Der jo herno d'Wuert ergräifen, Här Kartheiser, wann Der dat nach wëllt.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech hunn dat virdrun net matkritt. Soss hätt ech et direkt gemaach, mä da maache mer dat herno.

M. le Président.- Okay, gutt, da fuere mer der Rei no weider. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Merci och dem Rapporteur Bodry fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass praktesch alles gesot ginn, alles erkläert ginn, alles preziséiert ginn. Dofir just nach e puer Bemierkunge vun der grénger Fraktioun zu dëser Proposition de loi an zu där Modifikatioun vum Reglement.

Déi gréng Fraktioun ka sech souwuel dem Inhalt vun der Proposition de loi an der Proposition de modification vum Reglement uschléisse wéi och der Virgoensweis.

Fir d'Éischt emol zum Inhalt: D'Proposition de loi 6589A wéi och d'Ofännerunge vum Chambersreglement baséiere sech awer och millimeterexakt op d'Proposition de loi, déi den 10. Juli 2013 déposéiert ginn ass, nodeems et fir all déi deemoleg a genau och déi jëtzeg vertruede Parteien an der Chamber, ob Groupes politiques oder Sensibilités politiques, evident wor, datt mer en akute Mangel u Kontroll an un Handlungsméiglechkeeten haten, fir onser parlamentarescher Aarbecht an deem Dossier nozekommen.

Dës Proposition de loi ass eng vun de Konklusioune vun der Enquêtëkommissioun gewiescht, eng vun deene bal eenzegen, déi bei alle Parteien e Konsens fonnt hunn.

De Rapporteur huet et geschriwwen: «Il y a urgence à redéfinir le cadre légal du contrôle parlementaire en vue de le rendre plus efficace.» Aus där Urgence proposéiert dann och d'Proposition de loi, datt «La Commission d'enquête a préconisé de ne pas attendre la refonte complète de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL, mais d'anticiper le changement de législation en ce qui concerne le contrôle parlementaire du Service.»

Pour rappel: An deem Sënn gëtt an där Proposition de loi proposéiert, zwee Artikele vun 2004 ze modifizéieren. Dat sinn den Artikel 14 an den Artikel 15. Den Artikel 14 mécht eng Ouverture - dat ass och scho gesot ginn - a senger Kompositioun op d'Groupe-techniquen an hëlt dann och d'Klausel eraus vun der automatescher Besetzung duerch de Fraktiounspresident.

Bon, an dann nach esou Saachen, wéi och scho virdrun erkläert ginn ass, zum Beispill, datt ee sech vun Experte ka berode loossen an esou weider.

Den Artikel 15 féiert e kloren Devoir d'information stricte et préalable vum SREL a vun dem Ministère de tutelle an. An dat gëtt och domadder preziséiert. An den Artikel 15 gëtt kloer d'Méiglechkeet de Membere vun der SREL-Kommissioun, fir de Plenum iwwer méiglech Dysfonctionnementer ze informéieren. Dat ass fir ons Gréng zum Beispill extrem wichteg gewiescht, well et ass dat ee vun den Haaptgrënn gewiescht 2004, firwat mir eis enthalen hate bei deem Gesetz vun 2004, well déi Méiglechkeet net gi war, am Fall vun Dysfonctionnementer iwwerhaapt emol d'Chamber, de Plenum, wann och net an der Totalitéit, doriwwer ze informéieren.

Doniewent stinn an där Proposition de loi nach ëmmer déiselwecht Confidentialitéitsklauselen dran: wéi zum Beispill de Huis clos, datt d'Délibératioune geheim bleiwe mussen, datt, souguer wann een an de Plenum Informatioune gëtt, een net alles automatesch ka matdeelen.

An dëse klenge Rappel, fir kloerzestellen, wat awer hei muss kloergestallt ginn, well et ass an deene leschte Woche vill sech doriwwer geäussert ginn, an et war och e bëssen duerjerneegeroden: Wat ass e Huis clos? Wat ass net Huis clos? Wéi eng Kommissioun huet de Huis clos? Wéini dierf ee wéi eng Informatioun weiderginn, wéini net?

A mir sinn et gewinnt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt, wann een zesummen eppes entwerft, sprëch zum Beispill eng Proposition de loi, zesumme seng Ënnerschrëfte ënner e Schrëftstéck mécht, datt ee sech och drun hält. An dës Proposition de loi, déi am Konsens mat allen Ënnerschrëften déposéiert ginn ass, wor eminent wichteg och fir d'Kredibilitéit vun der Politik, zu engem Moment, wou de Bierger an d'Biergerin, zu Recht, e grousse Vertrauensdefizit an d'Politik gewisen hunn. Et steet ons gutt zu Gesiicht, och haut nach, zu deenen Ënnerschrëften ze stoen. An dat solle mir alleguerten haut maachen, andeems mer haut, an dat mat der allergréisster Prioritéit, dësen éischten Deel vun der Proposition de loi an dës Modifikatioun vum Chambersreglement stëmmen.

Sou, elo zur Form: Duerch déi anticipéiert Wahlen an hiren Ausgang, et ass scho verzielt ginn, duerch déi nei Opdeelung vu Majoritéit an Oppositioun an der Chamber ass dës Kommissioun souzesoen handlungsonfäeg ginn. Si huet sech eemol getraff, fir also an allergréisster Prioritéit aus deem Artikel 14 nämlech dee Punkt, deen et erlaabt, duerch seng Ouverture an der Zesummesetzung d'Geheimdéngschtkommissioun erëm handlungsfäeg ze maachen, fir dee Punkt bei de Statsrot ze schécken. Dat geschitt och elo haut, datt mer genau dat hei ofstëmmen zu deeneselwechte Konditioune wéi am Juli ofgemaach, genau déiselwecht.

Fir ons Gréng ass et wichteg, datt mer den Ufank vun dëser Reform am Konsens maachen. D'Reform vun der Geheimdéngschtkontroll fänkt awer eréischt un - déi eigentlech Reform vun der Geheimdéngschtkontroll. Dëser Aarbecht hëlt sech d'Institutiounskommissioun un. D'Diskussioun iwwert d'Zesummesetzung vun der Geheimdéngschtkontrollkommissioun gehéiert do och derzou.

Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt an deem Kontext eng Diskussioun iwwert d'Participatioun vun de Sensibilités politiques un der Kontroll vum Geheimdéngscht, well et ons wichteg schéngt, datt all politesch Vertriedung hir Verantwortung an dësem Kontext muss droen.

Et bleift ze ënnersträichen, datt de Rapporteur eng Ouverture zu dësen nächsten Diskussioune weist, andeems en och seet, an ech zitéieren: «À ce stade de la discussion, la commission n'entend pas accorder un droit absolu à une représentation au sein de la commission de contrôle aux sensibilités politiques.» Gerecht, wéi an der Proposition de loi ënnerschriwwe ginn ass. «Cette question sera réexaminée dans le cadre de la réforme globale de la législation sur le Service de Renseignement de l'État.»

Och dëser Ausso kënne mir ons uschléissen an och dës Ausso kënne mir als gréng Fraktioun matdroen.

An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och der Madame Loschetter. Als nächste Riedner huet sech ageschriwwen den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Alex Bodry Merci soe fir säi Rapport, wou e versicht huet, dat korrekt erëmzeginn, wat an deenen zwou Kommissiounen, souwuel an der Institutiounskommissioun wéi och an der Geheimdéngschtkommissioun, iwwert déi zwou Propositiounen, iwwert déi mer och haut hei diskutéieren an ofstëmmen, gesot ginn ass.

Haut diskutéiere mer an, wéi gesot, stëmme mer och of iwwer eng Reform vum Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert de Service de Renseignement an iwwer eng Ofännerung vun eisem interne Chambersreglement, dem Artikel 2 vun der Annex 1. Haaptsächlech geet et, oder nëmme geet et ëm d'Zesummesetzung vun der Kommissioun, der Commission de Contrôle parlementaire vum Geheimdéngscht.

Dat Ganzt geet zréck op eng Proposition de loi, déi de Kolleeg Alex Bodry als President vun der parlamentarescher Enquêtëkommissioun am Dossier SREL deemools virgeluecht huet an déi och zum Schluss vun der Enquêtëkommissioun - déi Proposition de loi - dunn an der Kommissioun eestëmmeg zréckbehale ginn ass. Ech kommen nach eng Kéier dorop zréck.

Firwat datt mer elo déi Proposition de loi scindéieren an ee Punkt eraushuelen, ech mengen, dat ass hei schonn erkläert ginn, an den Här Paul-Henri Meyers huet et am Detail erkläert, dat ass, well den Här Juncker als Fraktiounspresident an als fréiere Ministre de tutelle vum Service de Renseignement net kann an déi Kommissioun goen. Dat schéngt eis logesch ze sinn.

Et ass och an der Gepflogenheet vun dësem Parlament, datt mer keng Gesetzer maache fir eng Persoun. Dat hei ass och e bëssen en Novum, datt mer hei e Gesetz ännere wéinst dem Här Juncker, well, wéi gesot, hien net kann an déi Kommissioun goen.

D'CSV hätt de Problem och kënnen aneschters léisen. Si hätt eben en anere Fraktiounspresident kënnen ernennen.

(Hilarité)

Dann hätte mer déi Gesetzesännerung hei net brauchen ze maachen. Mä d'CSV ass selbstverständlech awer fräi, fir dee Fraktiounspresident ze maachen. A mir verstinn och, datt dat den Här Juncker ass.

(Interruption)

Mir ginn also hei nëmmen op een…

Wat? Ech hunn den Här Juncker net verstanen, entschëllegt.

M. le Président.- Den Här Juncker huet gemengt, Dir géift an enger oder mat enger grousser Fraktioun net eens ginn. Ass dat getrei iwwersat?

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Abee, meng Fraktioun, déi war kleng a se war grouss. Mir sinn ëmmer eens ginn. Mä ech verstinn awer, Här Juncker, datt et fir lech och ganz schwéier ass, an dat gesäit ee jo, datt et fir lech och ganz schwéier ass, an esou enger Fraktioun, mat esou enger grousser Équipe ëmmer eens ze ginn. Dat versteet jiddwereen heibannen.

Une voix.- Dat hu mer jo och bei de leschte Wahle gemierkt…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, mir ginn also haut hei hin a mir änneren nëmmen een Artikel vun deem Gesetz ëm, wou eben elo drastoe kënnt - bis elo war et esou, datt déi parlamentaresch Kontrollkommissioun exklusiv vun de Presidente vun de Fraktioune besat ginn ass, d'Proposition de loi, déi elo virläit, déi mécht eng Ouverture an engem gewëssene Sënn -, datt en niewent de Presidente vun de Groupes politiques och de Presidente vun de sougenannten „groupes techniques" déi Méiglechkeet gëtt.

Ech wëll zréckkommen op d'Proposition de loi vum Kolleeg Alex Bodry an der Enquêtëkommissioun, där mir och zougestëmmt hunn an déi mer och ënnerschriwwen hunn, genausou gutt, mengen ech, wéi déi lénk Kolleegen, de Serge Urbany dat an der Kommissioun gemaach huet.

Mä ech mengen, ech muss awer och fairerweis hei soen, datt ech an der Enquêtëkommissioun deemools gesot hunn, datt ech der Meenung wier - an d'Madame Loschetter huet et elo grad ugeschnidden -, datt déizäit eng gewësse Kredibilitéit insgesamt vun der Politik mat der ganzer Enquêtëkommissioun um Spill stoung an datt eist Zil war, am Fong ee geschlossene Message no baussen ze ginn an net opgrond vun enger Zesummesetzung vun der Kommissioun do no baussen eng Diskussioun oder eng Polemik sech entwéckelen ze loossen.

Duerfir hunn ech och där Proposition de loi zougestëmmt an ech hunn och deemools an der Enquêtëkommissioun gesot, datt ech zwar mat där Zesummesetzung vun der Enquêtëkommissioun, wéi se an der Proposition de loi festgehalen ass, net averstane wier, mä ech géif awer d'Propositioun matdroen, fir datt no baussen awer eng Unanimitéit vun der Kommissioun zu deem Zäitpunkt géif bestoen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat kann ech nëmme bestätegen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Gelift?

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat kann ech nëmme bestätegen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat kann den Här Urbany nëmmen… Et huet och kee vun deenen anere Kolleegen - Här Urbany, muss ee fairerweis soen - dat contestéiert.

(Interruptions)

Ech hunn dat och an der Reglementskommissioun an Institutiounskommissioun gesot, et ass och do vu kengem contestéiert ginn. Wann hei den Här Berger an d'Madame Loschetter dat aneschters gesinn, verstinn ech dat och zum Deel, well si net Member an der Enquêtëkommissioun waren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Et sinn d'Leit dobaussen, déi et esou haut verstinn!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Majo, d'Leit dobausse verstinn dat, wat ech elo hei erkläert hunn! Ech mengen, et war jo kloer an däitlech!

(Brouhaha et hilarité)

Op jidde Fall war dat d'Ursaach, firwat datt mer deemools dee Projet de loi oder déi Proposition de loi eestëmmeg ugeholl hunn, mat der interner Remarque, déi elo hei jo och confirméiert ginn ass.

Zweete Punkt: Wann hei geschwat gëtt, datt d'Groupes techniques elo derbäikomm sinn niewent de Groupes politiques, da muss ech

awer soen, datt de Groupe technique, contraire zu deem, wat och dobausse behaapt gëtt, de Problem net léist. E Groupe technique, och wann déi lénk Kolleege mat eis géifen e Groupe technique maachen, géif de Problem net léisen, well dann ëmmer nëmmen eng vun deenen zwou Parteie kéint an der Commission vun dem Contrôle sinn. An d'Confidentialitéit, déi deem operläit, erlaabt jo och dann net, deen aneren ze informéieren, egal wie vun deenen zwee do dra wier. Also géif dat de Problem och net léise mat engem Groupe technique, dee sech aus verschiddene politesche Parteie géif zesummesetzen.

Den Här Berger huet hei virdrun ugeschnidden, ugeschwat, datt en am Fong gesot huet, och dat Wuert „Confidentialitéit" do mat an d'Gespréich bruecht huet, wéi et driwwer Rieds gaangen ass iwwert d'Sensibilitéiten. Ech wollt... Än dat war d'Fro, déi den Här Kartheiser wollt am Fong stellen: ob den Här Berger dann der Meenung wier, Leit oder Memberen aus enger Sensibilité politique, déi hätte manner Confidentialitéitsvertraue wéi een aus enger grousser Fraktioun. Ech mengen, dat war awer eng Ënnerstellung, déi sécherlech hei net ubruecht war.

Ech wëll och drun erënneren, datt ech viru Joren eng Kéier Member vun der Commission vun der Kontroll war, an ech mengen, souwuel de Kolleeg Urbany an ech ware Member vun der Enquêtëkommissioun, an alles, wat confidentiel war, ass och bis haut confidentiel bliwwen, esou wéi dat sech gehéiert. Duerfir wëll ech déi Ënnerstellung, déi hei ugewisen ass, och schäerfstens zréckweisen!

Här President, de Conseil d'État huet am Fong a sengem Avis zu dësem Gesetzesprojet drop higewisen, datt opgrond vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 nëmme méi ee Vertrieder an der Kontroll vum Parlament, an där Kommissioun wier (veuillez lire: ee Vertrieder vun der Oppositioun an der Kontrollkommissioun vum Parlament wier). An e seet dann och kloer, datt dat am Fong net kompatibel wier mat enger effikasser Kontroll vum Parlament. Ech zitéieren de Statsrot: «Cette situation n'est guère compatible avec le souci d'assurer un contrôle efficace et incontesté des activités du Service.» Et ass dat, wat de Statsrot am Fong seet.

An de Statsrot mécht dann am Fong eng Propositioun, fir dem Parlament en Auswee aus där Situatioun ze erméiglechen, andeems e seet: Ma kommt, mir setzen net an d'Gesetz d'Kompositioun, wie Member vun der Kontrollkommissioun ass, mä mir setzen dat an d'Chambersreglement, fir dann eben der Chamber iwwer hiert Reglement déi Flexibilitéit ze ginn, fir eben den aktuellen oder de gegebene politesche Situatioune Rechnung ze droen.

Duerfir ware mer och averstanen an der Institutiounskommissioun mat der Ännerung vun der Propositioun, vum Projet de loi, wou d'Kommissioun am Fong dee proposéierten Text vum Conseil d'État iwwerholl huet, wou am Fong nëmme just drastoe kënnt, datt iwwert de Wee vum Chambersreglement d'Kompositioun vun der Kommissioun gemaach gëtt.

Duerno ass dunn d'Reglementskommissioun zesummekomm an d'Reglementskommissioun huet dunn am Fong missen en Artikel an hirem Reglement ëmsetzen. An ech hat do proposéiert, datt mer niewent de Groupes politiques an de Groupes techniques dann och d'Sensibilités politiques sollte mat derbäischreiwen, fir datt all Partei, déi hei an der Chamber ass, dann eben an där Kontrollkommissioun vertruede wier an datt dann och eiser Meenung no eng absolut Transparenz vis-à-vis vun alle Parteien hei an der Chamber géif vertruede ginn.

Ech hat gemengt, nodeems mer all an der Reglementskommissioun... - Här President, dat ass dee Punkt duerno hei um Ordre du jour, wou mer awer eng ganz Rei vu Punkten un eisem Reglement änneren, wou och déi nei Majoritéit, dat muss ee fairerweis do soen, am Fong den Ustouss dozou ginn huet, fir de Sensibilités politiques méi Rechter hei an dem Parlament iwwert de Wee vum Reglement zouzëerkennen -, datt deen Effort, dee vun der neier Majoritéit do gemaach ginn ass, datt deen dann och hei géif weidergoen.

Mä ech sinn do awer enges Bessere beléiert ginn, well déi nei Majoritéit mat der Ënnerstëtzung vun der CSV dann awer der Meenung war, datt an d'Reglement sollt am Fong deen Text stoe kommen, dee virdru sollt an d'Gesetz stoe kommen, nämlech, datt d'Kontrollkommissioun sech zesummesetzt exklusiv aus Membere vun de Groupes politiques, de Fraktiounen also, an de Sensibilités politiques (veuillez lire: an de Groupes techniques). Domadder ass am Fong déi Ouverture, déi Méiglechkeet, déi de Statsrot ginn huet duerch seng Propositiounstexter, erëm verwässert ginn.

Här President, mir bedaueren dat. Et ass och hei virdrun ugeschnidde ginn, datt Experten hei waren - elo gëschter nach aus der Belsch -, wou dann eben argumentéiert ginn ass, och an der Belsch, an Holland wieren net all Parteien an deem Kontrollausschoss vertrueden. Et hätt een och kënnen déi aner Säit vu Lëtzebuerg kucken, an Däitschland: Do sinn all Parteien an deem Kontrollausschuss...

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech kommen zum Schluss, Här President.

M. le Président.- Här Gibéryen, ech hunn elo schonn dat neit Reglement...

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. le Président.- ...dat neit Reglement schonn ugewannt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do si se d'office alleguer vertrueden.

M. le Président.- Ech géif Iech bieden,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President,...

M. le Président.- ...zur Konklusioun ze kommen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, et ass gutt, datt Der mer dat dote gesot hutt, soss hätt ech et elo net gewosst, well ech sinn effektiv um Schluss ukomm.

Ech wollt just soen, et hätt een och kënnen an Däitschland kucke goen, do sinn all Parteien an all Fraktioune vertrueden. Mä do hu se nëmme Fraktiounen, opgrond vun hirer Fënnefprozentklausel, an dem Parlament.

(Interruptions)

Mä si sinn awer alleguer, déi do dra sinn... Mir wäerten och nach eng Kéier iwwert d'Fraktiounen ze schwätze kommen.

Op jidde Fall, Här President, mir bedaueren dat heiten. Mir ginn d'Zoustëmmung vun eiser Säit, wat d'Gesetzesännerung ubelaangt, a mir wäerte bei dem Chambersreglement mat Nee stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Eise leschten agedroene Riedner ass den Här Serge Urbany. An ech wëll em och direkt soen, dass ech dat neit Reglement schonn uwenden. Awer wann ech gelift net doriwwer eraus!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ma Merci, Här President. Déi gemeinsam Décisioun vun deene véier Parteie mat Fraktiounsstatus, d'CSV, d'DP, d'LSAP an déi gréng, fir keng aner Partei an d'Kontrollkommissioun vum SREL zouzeloossen, ergëtt am Fong geholl just e Sënn, wann ee vun enger reng geheimdéngschtlecher Vue op déi Aktivitéiten do ausgeet.

Ech mengen, Här President, Dir hat e Méindeg am „Quotidien" gesot, et géif sech ëm eng „sensibel Matière" handelen. Ech mengen, dat trëfft och e bëssen de Kär vun der Fro. Et kéint een zwar e bëssen de Geck maachen a soen: „Grad da misste jo d'Sensibilitéiten drakommen, wann et eng sensibel Matière ass."

M. le Président.- Wa se sensibel sinn!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo. Mä Dir hat dat gesot!

Wourëms geet et nämlech beim SREL?

Laut Instructions de service ginn déi politesch an ekonomesch Prioritéite vum SREL vun der Regierung festgeluecht. Dorënner sinn och Informatiounen um Gebitt vun deem sougenannten „Extremismus" an „Radikalismus" op politeschem, ideologeschem, konfessionellem oder philosopheschem Terrain. Et geet dobäi an der Regel net ëm konkret Tatbestänn mat penalem Hannergrond, neen, de SREL beweegt sech, dat hu mer an der Debatt hei och ganz kloer gesot, um Terrain vun de Meenungen an Tendenzen, e stellt Mutmaßungen doriwwer un.

De fréiere Premier huet emol an der Debatt den 10. Juli hei gesot, d'„Virtualitéit" an d'„Probabilitéit" wier déi éischt Geschäftsweis vum Geheimdéngscht.

De Problem ass just, dass déi Methode vum SREL selwer jo guer net virtuell sinn. Wiere se dat, dann hätte mer jo kee Problem. Et sinn awer keng Methode vu wëssenschaftlecher Recherche, déi do ugewannt ginn. Neen, et si Methoden, déi kënne bis zu engem massiven Agräifen an d'Privatliewe vun de Leit goen.

Et geet ëm Beobachtungen, mat oder ouni technesch Mëttele wéi Kameraen oder Mikroen, an ëffentlechen oder an zougängleche private Raim, wéi Restauranten oder Caféen zum Beispill. Et geet och ëm Observatiounen a private Wunnraim, och fir do kënne Mikroen a Kameraen ze installéieren. Et geet drëm, Kommunikatiounen ofzelauschteren, an et geet drëm, technesch Dispositiven op Computeren ze installéieren, fir kënnen erauszefannen, wat do ofleeft. An Däitschland nenne se dat: „der große Lauschangriff".

Et ass net kloer zwar, wat elo scho gemaach gëtt, wat elo schonn technesch méiglech wier. Ech fäerten awer, dass virgesinn ass, alles dat an Zukunft méiglech ze maachen, dat heescht ze legaliséieren, wa bis emol eng Kéier d'Reform vum Geheimdéngscht hei an der Chamber wäert op der Dagesuerdnung stoen.

An da wäert et, an och schonn am Virfeld dovunner, an der Virbereedung dovunner wäert et op déi nei Kontrollkommissioun ukommen, fir eventuell bedenklech Entwécklungen oder weider bedenklech Entwécklungen - well bedenklech si jo schonn eiser Meenung no déi Entwécklungen, déi do amgaange sinn - vu ganz no ënnert d'Lupp ze huelen, wann do Fräiheete betraff sinn, wann et ëm e weideren Ofbau vu Fräiheete geet.

De Problem ass just: Mat deem, wat mer hei solle stëmmen, do wäerten déi nei Häre vum Geheimdéngscht, d'Regierungsparteien, dat eleng maachen, a si gi just kontrolléiert vun deenen alen Häre vum Geheimdéngscht!

Ech mengen och, dass sech ganz konkret d'Fro stellt vun de Kontrollméiglechkeete vun der Kontrollkommissioun an Zukunft, an ech sinn der Meenung, an ech soen dat hei ganz däitlech, dass déi Froen heimadder net geléist sinn!

An domat wier ech bei deene Virwërf, déi hei gemaach gi vu verschiddene Majoritéitsriedner, mir hätten déi Proposition de loi do mat ënnerschriwwen. Jo, dat ass wouer. Mir hu se trotz grousse prinzipielle Bedenken, trotz grousse Bedenken, wat d'Kontrollméiglechkeete vun esou engem Geheimdéngscht ugeet, ënnerschriwwen, am Interessi vun enger wierksamer oder méi wierksamer parlamentarescher Kontroll. Well doranner sinn eng Rei vu Kontrollrechter virgesinn, déi sollen erweidert ginn.

Wou sinn déi dann hei? Stëmme mer doriwwer of? Dat war e Ganzt, wat mir do gestëmmt hunn! Mir hunn d'Erweiderung vun de Kontrollméiglechkeete gestëmmt a mir hunn d'Zesummesetzung vun der Kontrollkommissioun gestëmmt deemools, well mer ganz kloer woussten, dass et guer net beabsichtegt wier, d'Sensibilités politiques do mat eranzehuelen! Et huet e Member vun der Enquêtëkommissioun hei gesot, dass hien déi Bemierkung gemaach huet, déi Bemierkung ass awer net opgegraff ginn! Oder vu wiem ass se dann hei opgegraff gi vun deenen, déi deemools derbäi waren?

Dat ass also de Problem. Mir hunn elo eng Proposition de loi, oder eng Proposition de règlement virleien ouni erweidert Kontrollméiglechkeete vun der Kontrollkommissioun, a mir hunn eng Kontrollkommissioun, där hir Zesummesetzung mer och deemools schonn net ganz gutt fonnt hunn, wou mer awer kloer gesinn hunn, dass et net ouni dat géif goen. An dofir hu mer am Interessi vun der Saach trotzdeem déi Proposition de loi do gestëmmt.

D'Froe stelle sech zum Beispill: Soll eng wierklech, eng komplett an integral Berichterstattung an Zukunft méiglech sinn un d'Kommissioun, wéi et an där Proposition de loi steet? A wa jo, mécht den Direkter sech da strofbar, wa sech erausstelle sollt, dass en d'Kommissioun belunn huet? Dat wier nämlech deen normale Pendant zur penaler Responsabilitéit vun deenen Deputéierten, déi do dra musse goen, déi bis zu fënnef Joer Prisong riskéieren, wa se eppes Falsches maachen, obscho se jo vum Vollek gewielt gi sinn, fir hir Kontrollfunktioun vis-à-vis vun der Regierung an och vum Geheimdéngscht auszeüben.

Net ze schwätze vun der Schweigeflicht, déi se souwisou doranner hunn. Si kënnen emol net hir Kolleegen aus der Fraktioun informéieren! Dofir ass et jo och - wat den Här Gibéryen ganz kloer hei gesot huet - onméiglech, politesch onméiglech, engem Groupe technique, dee sech aus verschiddene Sensibilitéiten zesummesetzt, esou eng Aufgab ze iwwerdroen.

Et ass och nach net kloer, wéi wäit iwwerhaapt d'Membere vun där zukünfteger Kommissioun, déi mer hei solle festleeën, sollen an Zukunft no bausse kënne communiquéieren iwwert dat, wat se feststellen. Alles dat ass net gekläert.

D'Gefor ass also an eisen Ae grouss, dass déi Kommissioun, gradesou wéi déi al Kommissioun, eng Alibikommissioun gëtt, déi riskéiert, souguer sech mat verantwortlech ze maache fir dat, wat do geschitt.

Mir waren iwwregens och deemools, an haut si mer et nach, der Meenung, dass d'Enquêtëkommissioun misst weidergoen. Si huet hir Aarbecht net ofgeschloss. Et bleift nach villes ze maachen. Eng Enquêtëkommissioun huet ganz aner Méiglechkeeten.

Mir hunn iwwregens eng Resolutioun preparéiert. Soubal mer d'Méiglechkeet prozedural wäerten hunn, dat heescht, nom nächste Punkt vun der Dagesuerdnung, wann d'Reglement geännert ass, zu zwee Deputéierte vun déi Lénk wäerte mer geschwënn, soubal d'Reglement a Kraaft ass, déi Propositioun vun enger Resolutioun eraginn, wou mer froen, dass aus gewësse Grënn, déi och mat der Aktualitéit zesummenhänken, mat deem, wat mer héieren iwwer NSA an esou weider, d'Aarbechte vun enger neier Kontrollkommissioun erëm sollen opgeholl ginn.

(Interruption)

Wat de Vote hei ugeet - ech sinn direkt fäerdeg, Här President, ech spiere jo dat hanneru mer -,...

(Hilarité)

...wäerte mer éischtens déi Proposition de loi, deen Deel dovun, deen elo nach iwwreg bleift an deen nëmme seet, dass d'Chamber hir Zesummesetzung soll selwer festleeë vun der Kontrollkommissioun - a mir waarden do gespaant op weider Entwécklungen -, dat Gesetz wäerte mer stëmmen, awer mir stëmme selbstverständlech géint de Virschlag, wat d'Zesummesetzung vun där Kommissioun ugeet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Urbany. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Rapporteur. Den Här Rapporteur, den Här Alex Bodry, huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, kuerz, fir nach vläicht dat eent oder dat anert kloerzestellen, well awer elo eng Konfusioun dobaussen entstanen ass.

Ech mengen, et ass selbstverständlech, dass et d'Meenung vun alle Fraktiounen ass, dass muss eng global Reform vum Service de Renseignement kommen. Déi ass jo largement preparéiert. An zu där gehéiert selbstverständlech och en Ausbau vun de Méiglechkeete vun der Kontrollkommissioun, der parlamentarescher Kontrollkommissioun notamment. Dat ass och an där Proposition de loi esou festgehalen an dat ass selbstverständlech net opginn heimadder. Déi Proposition de loi ass net zréckgezunn.

Et ass just gebiede ginn, deen een Artikel prioritär ze aviséieren, wou och drasteet, dass notamment..., an dat ass e Schwaachpunkt haut, well ëmmer d'Deputéiert selwer hu missen eng Enquête féieren am Service de Renseignement. Bon, wéi se dat solle maachen, ass mir e Rätsel. Dat kann nëmme geschéien, wa se anerer kënne mat deene Missioune beoptragen, déi sech kënnen deeglaang Zäit huelen a wochelaang, wann et muss sinn, Zäit huelen, fir eng Enquête an hirem Numm ze maachen. Do ass, mengen ech, de belsche Modell net schlecht.

Soudass ech mengen, dass also do munches nach aussteet. An ech akzeptéieren net, dass hei den Androck entsteet, wéi wann déi doten Iddie fale gelooss gi wären. Dat ass sécherlech net de Fall. Am Numm...

(Interruption)

Pardon?

(Interruption)

Mä well deen doten Deel vun der Proposition de loi net aviséiert ass. Dofir waarde mer, wéi dat üblech ass, den Avis vum Statsrot of. An da kënnt dat an déi legislativ Prozedur. An da wäerte mer selbstverständlech doriwwer debattéieren an och eng Kéier ofstëmmen, denken ech.

Dat Zweet, wat ech wollt soen: Ech fannen, hei ass jo d'Diskussioun relativ sachlech erofgaangen. Wou ech allerdéngs erféiert war, muss ech soen, no der leschter Sitzung an eiser Reglementskommissioun, iwwer Aussoen, déi eenzel

Membere vun där Kommissioun gemaach hunn, déi net dem Toun entsprach hunn, deen an der Kommissioun war, wou se vun „Farce", vun „Skandal" geschwat hunn, well elo déi méi kleng Parteien net an där Kontrollkommissioun vertratt sinn. Dat fannen ech onfair, muss ech nach eng Kéier hei soen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Dat entsprécht net den Diskussiounen, déi mer gefouert hunn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn net vu Skandal geschwat!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- A virun allem, wéi gesot... Dat gëllt haaptsächlech fir den Här Gibéryen. Virun allem, wéi gesot, ass do, mengen ech,...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Well dat wonnert mech nämlech eigentlech...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- ... mengen ech,...

M. le Président.- Wann ech gelift, Här Urbany, Är Riedezäit...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- ... mengen ech och,...

M. le Président.- ...ass iwwerschratt.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- ...net kloergestallt ginn, dass déi Positioun do e Revirement bedeit souwuel fir d'ADR wéi fir déi Lénk mat deene Positiounen, déi si hei bei der Debatt ronderëm d'Gesetz vun 2004 gefouert hunn. Ech hu mer nach d'Méi gemaach, nach eng Kéier nozeliesen, wat deemools den Här Urbany héchstperséinlech an den Här Jacques-Yves Henckes am Numm vun der ADR zu där doter Fro gesot hunn.

Den Här Urbany sot, d'parlamentaresch Kontroll wier a sengen Aen zweetrangeg an huet a kengem Moment gefrot, dass seng Sensibilitéit sollt an där Kommissioun vertratt sinn. A kengem eenzege Moment! Wat elo haut als essenziell, bal als Crime à la démocratie duergestallt gëtt, dat war emol sengerzäit net d'Positioun vun him selwer a senger Partei bei den Debatten 2004.

(Brouhaha)

An datselwecht gëllt...

(Interruption)

...vun der ADR! Wann ech dem Här Henckes seng Ried hei noliesen, erkennen ech just dran, dass se d'accord waren, dass d'Fraktioune sollten d'Vertrieder bestëmmen. Si waren net nëmmen d'accord, dass et sollt de President si vun der Fraktioun, mä si waren d'accord, dass et sollten d'Fraktioune sinn, déi an där Kommissioun sollte vertratt sinn, wat haut net méi hir Positioun ass, wat sech erkläert doduerjer, dass se deemools Fraktiounsstäerkt haten an haut net méi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wéini war dat dann?

(Interruption)

M. le Président.- Wat invoquéiert Der, Här Gibéryen?

(Interruption)

Ah, Fait personnel. Dat ass zwar wäit hiergeholl,...

(Hilarité et interruptions)

...mä bon, mir sinn haut ganz fei mat deene Klengen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, ech wëll just dat, wat den Här Bodry elo hei gesot huet, awer e bësse méi an e richtegt Liicht stellen am Fong, wat d'Debatte vun 2004 ubelaangt. Ech hunn déi och nogelies, ier ech de Mëtten hei intervenéiert hunn. Et ass richteg, mir haten déizäit Fraktiounsstäerkt, also huet déi Fro sech fir eis net zu deem Zäitpunkt gestallt.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Fir déi aner Parteien awer deemools. Déi Lénk haten och deemools...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bodry, Dir verléiert näischt mam Nolauschteren, well mir haten deemools an der Debatt zwee Riedner. Dir hutt nëmmen een zitéiert, mä mir haten zwee Riedner. An ech wëll Iech soen, wat deen zweete Riedner gesot huet: „Artikel 14 vun deem Gesetz, wou alt erëm eng Kéier vu Presidenten, vu Groupements parlementaires, déi sech op fënnef Leit baséieren a wou ech einfach der Meenung sinn, wann déi nächst Legislaturperiod e Groupement kënnt, deen zum Beispill an all Circonscriptioun een Deputéierten huet...", oder nëmme véier Deputéierter huet, datt déi dann net méi an där Kommissioun vertruede wieren. An dogéint ass och vun eiser Säit an där Debatt préventivement intervenéiert ginn. Duerfir, wann Der scho wëllt zitéieren, dann zitéiert wann ech gelift och alles!

Une voix.- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Mir sinn eis eens, dass Der dee Gesetzestext mat de Fraktiounspresidente gestëmmt hutt, souwéi Der eng Proposition de loi ënnerschriwwen hutt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz kloer hu mir déi...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Merci!

M. le Président.- Voilà, ech mengen, domat wär alles gesot. An ech géif dann d'Wuert weiderginn un d'Regierung.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà. Ma ech soen Iech Merci, Här Chamberspresident. Ech soen och dem Här Bodry Merci. Ech soe virun allem der ganzer Chamber Merci, déi et fäerdegbréngt, dësen Text elo awer knapps zwee Méint, dass d'Regierung am Amt ass, kënnen ze änneren.

Well et eben eng Situatioun mat sech bruecht huet, wou ech och ganz genau verstinn, dass d'CSV-Fraktioun an enger Situatioun gewiescht wier, déi net agréabel gewiescht wier an déi vläicht falsch verstane gi wier. Dowéinst a pour éviter tout malentendu, mengen ech, wor et wichteg, dësen Text och esou ze änneren, wat et och erméiglecht, alle Fraktioune méi Libertéiten ze ginn iwwert d'Kompositioun vun der Kommissioun. Well Dir hutt doudsécher deen een an deen aneren, dee vläicht méi interesséiert ass un deem Sujet wéi en aneren.

Ech wëll och just soen, dass et net un der Regierung ass, Iech ze soen, wat Der ze maachen hutt. Ech mengen, hei ass jo eng Proposition de loi an et ass och d'Chambersreglement, wou Dir jo och selwer a souverän musst déi Décisioun treffen, wéi Dir Är Regele wëllt ginn.

Ech soe just, dass ech hei och dem Deputéierte Bodry muss awer vollkomme recht ginn. Wann een d'Tëlee d'lescht Woch gesinn an nogelauschtert huet, huet een d'Gefill gehat, wéi wann hei een de klenge Parteien all Recht wéilt ewechhuelen, se ni zu Wuert komme wéilt loossen. Ech verstinn haut, dass e bësse méi nuancéiert geschwat ginn ass. Virun allem wor hei net de Fait accompli!

Au contraire, de Rapporteur-président huet gesot, dass een iwwert deen dote Punkt nach misst diskutéieren. An dass hei am Fong scho Konklusioune gezu gi vun deenen zwou Parteien, déi guer net hei zur Debatt stinn. Doweinst, ech mengen, dass deen Text wichteg ass, déi Adaptatiounen och ganz, ganz wichteg sinn an dass virun allem an dësem Débat serein sollt geschwat ginn.

Ech muss Iech och soen, Här President, dass et verschidde Modeller gëtt am Ausland. An ech mengen, net méi spéit wéi gëschter haten d'Leit d'Méiglechkeet, nozelauschteren, wéi et an der Belsch geet, wou och net all Partei vertrueden ass. Ech hunn och nogekuckt: A Frankräich ass och net all Partei vertrueden. An Däitschland tatsächlech, mä do gëtt et eng Fënnefprozentklausel, fir iwwerhaapt emol an eng Chamber ze kommen. Dat heescht, da bräicht een... Mä ech soen Iech dat, dat sinn da Pisten, wou een da seet, et muss een op d'mannst dräi Leit dann hunn, fir iwwerhaapt da kënnen an eng Kommissioun ze kommen.

Et hänkt of... Ech géif Iech just wierklech froen, fir dass dat doten e sereinen Débat gëtt. An ech mengen, dass den Här President dat nees haut fäerdegbruecht huet, fir och op déi Serenitéit nees zréckzekommen an net Polemik an deem doten Dossier ze féieren, well dat bréngt guer näischt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech froe Parole après ministre, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. De Rapporteur huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Parole après ministre, fir nach eng Kéier d'Chamber awer genau ze informéieren opgrond vun deem, wat elo grad den Här Gibéryen gesot huet.

Den Här Gibéryen huet natierlech den zweete Riedner vun 2004 net zitéiert. Dat war den Här Jaerling, wou ech net weess, ob en deemools iwwerhaapt nach an der ADR war. De mandatéierte Spriecher war de Jacques-Yves Henckes, well den Här Jaerling huet herno de Gesetzestext vun 2004 net gestëmmt, am Géigesaz zu deenen aneren ADR-Deputéierten, déi e gestëmmt hunn an...

(Brouhaha général)

...also och déi Léisung vun de Fraktiounspresidenten am Endeffekt als richteg fonnt hunn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci.

Den Här Urbany huet Parole après ministre gefrot an hie kritt et. An dann, wann Dir nach wëllt intervenéieren, maacht Dir datselwecht. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci. Mir sinn elo wäit an der Geschicht natierlech. Mä wann Der eis dohinnerféiert, da kënne mer och roueg dohinnergoen.

2004 sinn zwee Gesetzer gestëmmt ginn: 2003 dat eent, 2004 dat anert. 2003 war d'Gesetz iwwert d'Definitioun vun deem, wat Terrorismus ass, wat eng entscheedend Bedeitung huet als gesetzlech Basis fir de Geheimdéngscht, deen deemools komplett reforméiert ginn ass an deen iwwregens eng gesetzlech Kontrollkommissioun fir d'Éischt a senger Geschicht kritt huet.

Am Gesetz, wat mer deemools ofgestëmmt hunn a géint dat ech gestëmmt hunn, stoung kloer dran, dass déi Kontrollkommissioun sech zesummesetzt aus de Fraktiounspresidente vun deenen deemolege Groupes parlementaires. Et huet sech also guer keng Fro gestallt, fir dass do d'Sensibilités politiques sollten erakommen.

D'Fro stellt sech haut anescht, deelweis anescht. Dir hutt et jo selwer gesot, dass een nach wéilt doriwwer diskutéieren. Mir si gespaant, wat bei där Diskussioun erauskënnt. Ech gesinn dat Ganzt guer net dramatesch.

Et ass och problematesch fir eng Partei wéi eis, déi prinzipiell géint de Geheimdéngscht ass, fir an esou eng Kommissioun ze goen, fir Penalitéiten ze riskéieren, fir Prisong ze riskéieren,...

Une voix.- Sidd frou, dass Der net dra sidd!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...wa mer Saache feststellen, wéi mer der festgestallt hunn an der Enquêtëkommissioun, wou keng penal Konsequenzen domat verbonne waren, déi wierklech ënner aller Klarinett waren, wou haut nach Membere vun eis iwwerwaacht gi vum Geheimdéngscht!

Wat maache mer da mat esou enger Situatioun zum Beispill, wann dat de Fall ass? Mir stelle fest, dass dat de Fall ass. Musse mer dann de Bak halen? Dat sinn och Froen!

Mir ware bereet, am Interessi vun der Opklärung, am Interessi vun der regelméisseger méi staarker Iwwerwaachung vun esou engem Déngscht déi Proposition de loi mat erweiderte Kontrollméiglechkeeten ze ënnerschreiwen.

Fir eis ass et och net onproblematesch, fir do dranzegoen. Dat wëll ech hei ganz kloer soen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Den Här Gibéryen kritt dann nach d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President, Dir verstitt, datt ech opgrond vun der Reaktioun vum Här Bodry nach eng Kéier muss Parole après ministre huelen.

(Interruption)

Neen, ech liesen net alles vir, et wier ze vill.

Fir d'Éischt huet den Här Bodry gefrot, ob den Här Jaerling nach deemools an der ADR war. Här Bodry, wann Der den Text gelies hutt, et steet schéin hannert sengem Numm „ADR". En huet also als ADR-...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- En huet awer schonn net méi zu Iech gehéiert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- En huet hei als ADR-Deputéierte geschwat!

An ech wëll just soen, datt sech fir eis déi Fro net gestallt huet als Partei, well mer déizäit Fraktiounsstäerkt haten. Mä ee vun eisen Deputéierten huet awer op déi Méiglechkeet higewisen, datt, wann eng Partei net méi d'Fraktiounsstäerkt hätt, se dann net méi an där Kommissioun vertruede wär. Dat ass korrekt, wéi dat deemools an der Debatt gelaf ass.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Ech stelle just fest, dass sech d'Fro aneschters stellt, wann ee Fraktiounsstäerkt huet, wéi wann een net Fraktiounsstäerkt huet.

Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an ech géif de Vote lancéieren. Fir d'Éischt zur Proposition de loi.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6589A et dispense du second vote constitutionnel

De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

60 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl, mat de Procuratioune selbstverständlech. 60-mol Jo, keng Abstentioun a keen Neen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da géife mer iwwergoen zu der...

(Interruption)

Ah jo, Merci, Här Generalsekretär.

Hei muss ech d'Fro nach stellen, ob d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote gëtt.

(Assentiment)

Dat ass esou.

Da géif ech iwwergoen zum Vote iwwert d'Änderung vum Chambersreglement.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6650

De Vote ass lancéiert. De Quorum ass erreecht. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss an d'Reglement bei...

(Interruption)

Okay. Bon, da rechnen ech séier. Also, 60 Leit, mat de Procuratiounen, hunn um Vote deelgeholl. Ech géif da soen: 52 Jo, Neen 3 a 5 Abstentiounen. Jiddefalls esou an deem Ordre de grandeur,...

(Hilarité générale)

...wa mer dat elo definitiv nogekuckt hunn, mat der... Also, ech ka just, et sinn der...

Une voix.- 55 Jo.

M. le Président.- ...5 Neen, an da falen 2 Abstentiounen, also 5 Neen, 3 Abstentiounen an 52 Jo. Déi 52 Jo ware richteg. Domat ass och d'Änderung vum Reglement mat ganz grousser Majoritéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6650 est adoptée par 55 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An do brauch ech d'Fro net ze stellen, ob mer eng Dispens vum zweete Vote ginn, well dat do eleng an eisen Hänn läit.

Domat ass also d'Änderung vum Reglement ugeholl a mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, wou mer eis erëm mat eisem Reglement ausenanersetzen, wou mer en Änderungsvirschlag vun eisem Chambersreglement maachen, fir d'Rechter vun de Sensibilités politiques ze erweideren. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An, ongewinnt an där Missioun, d'Wuert huet den honorabele Rapporteur, den Här Gast Gibéryen.

7. 6644 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés

Rapport de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, Rapporteur ze si vun enger Rei vun Änderungen an eisem Chambersreglement, wou vill méi eng grouss Zoustëmmung ass, wéi dat bei deem Projet virdru war.

(Brouhaha)

Une voix.- Da waarde mer emol of!

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- D'Kommissioun proposéiert, néng Änderungen un eisem Reglement virzehuelen, Änderungen, déi am Fong op eng Initiativ opgrond vu Propositiounen, déi vun der neier politescher Majoritéit hei an der Chamber ausgaange sinn, zréckginn, an och vu Propositiounen, déi vun anere Parteien erakomm sinn.

D'Haaptzil vun dëse Reformen ass, de politesche Sensibilitéite méi Méiglechkeeten ze ginn, fir hirer politescher Aarbecht kënne méi gerecht ze ginn, souwéi méi generell Ofännerunge vun eisem Reglement. Ech géif versichen, a geraffter Form déi néng Änderungen duerchzehuelen, esou wéi se an dëser Propositioun sinn.

Den Artikel 1 vun eise Propositiounen hält fest, datt den Artikel 19, dee sech am Fong mat der Zesummesetzung vun de Chamberskommissioune befaasst, datt deen ofgeännert gëtt. Bis elo war et esou, datt all Deputéierte konnt als Observateur an egal wat fir enger Chamberskommissioun deelhuelen.

Dat bleift och esou bestoen, mä et kënnt nei derbäi, datt déi Sensibilité politique, déi net en effektive Member an enger vun eise parlamentaresche Kommissiounen huet, datt deen, dee se als Observateur an déi Kommissioun schéckt, datt dee kann un den Debatte participéieren an datt et e Recht ass, fir un deenen Debatten ze participéieren. Selbstverständlech huet e kee Stëmmrecht an där Kommissioun, well soss géif jo och den Équiliber vu Majoritéit an Oppositioun an deene Kommissioune gestéiert ginn.

Déi zweet Änderung, déi betrëfft och d'Kommissiounen, an zwar wéini datt eng Kommissioun sech muss obligatoresch zesummesetzen. Bis elo war et esou: Wann dräi Membere vun der Kommissioun dat verlaangt hunn, oder e Groupe politique oder e Groupe technique, wann déi dat verlaangt hunn, datt eng Kommissioun misst zesummekommen, dann huet déi Kommissioun missen zesummekommen.

Elo fält ewech: op Demande vun dräi Deputéierten - dat fält ewech. An et bleiwen dann d'Groupes politiques, d'Groupes techniques, an d'Sensibilités politiques ginn derbäigesat. Also déi dräi hunn d'Recht, fir kënnen d'Zesummeruffe vun enger Kommissioun ze verlaangen.

Den Artikel 28 vun eisem Reglement, dee betrëfft d'Presidentekonferenz. Do gëtt geännert: Bis elo war et esou, datt d'office an der Presidentekonferenz d'Presidente vun de Groupes parlementaires oder de Groupes techniques Member waren, effektive Member waren. Elo gëtt bäigesat, datt all Sensibilité politique kann un deene Réuniounen assistéieren, mat Voix consultative. Dat heescht, si sinn elo net voll Member, mä si assistéieren an der Presidentekonferenz a kënnen do matschwätzen an hunn och kee Stëmmrecht an der Presidentekonferenz.

Den Artikel 4, dee beinhalt d'Riedezäiten. Do ass de Prinzip am Fong dee gewiescht, datt mer gesot hunn, datt all politesch Partei, egal wéi grouss oder wéi kleng datt se ass, muss genügend Zäit hunn, fir hire politesche Message zu engem bestëmmten Thema oder zu engem Gesetz oder zu wat fir engem Débat heibannen, datt se muss kënne genügend Zäit hunn, fir de politesche Message eriwwerzebréngen. An de Problem, dee mer do haten, dee war virun allem bei deene klenge Modellen: de Modèle de base, de Modell 1 an de Modell 2. Duerfir sinn och do Mindestzäiten agesat ginn.

Esou ass beim Modèle de base eng Mindestriedezäit vu fënnef Minutten agesat gi fir all Groupe politique, Sensibilité politique. Also fir all Parteien sinn et och do uniform beim Modèle de base fënnef Minutten.

Bei dem Modell 1 geet et ëm d'Sensibilités politiques, si kréien zéng Minutten d'office. Beim Modell 2 kréie se fënnef Minutte pro Sensibilitéit (veuillez lire: pro Member), awer mat engem Minimum vu 15 Minutten. Beim Modell 3 hu se 7,5 Minutten, mat engem Minimum vu 15 Minutten. Beim Modell 4 hu se zéng Minutte pro Member, mat engem Minimum vu 15 Minutten.

Den Artikel 5 ännert den Artikel 84 of, wat d'Heure-d'actualitéen ubelaangt. Do war et bis elo och esou, datt eng Heure d'actualité konnt vun engem Groupe politique oder engem Groupe technique ugefrot ginn. An elo kënnt och do derbäi, datt déi ka vun enger Sensibilité politique ugefrot ginn.

Des Weidere gëtt bei der Heure d'actualité d'Riedezäit ofgeännert. Virdru war et esou, datt eng Sensibilité politique bei enger Heure d'actualité zwou Minutten hat an e Groupe politique fënnef Minutten. An Zukunft huet all Partei heibannen, ob Groupe politique oder Sensibilité politique, fënnef Minutte Riedezäit bei enger Heure d'actualité.

Dat do sinn am Fong alleguer déi Änderunge gewiescht, déi de Sensibilités politiques eng nei Rei vu Méiglechkeeten heibanne ginn.

Dann hu mer awer nach eng Rei vu Modifikatioune gemaach, déi méi genereller Natur sinn, zum Beispill wat d'Motiounen an d'Resolutiounen ubelaangt. Do war et bis elo esou, datt ee fënnef Ënnerschréfte gebraucht huet, fir datt se recevabel waren. Dir wësst, datt dat dann ëmmer e Problem war, wann een eng Sensibilité politique war vun zwee oder vun dräi. Dann huet ee misse bei eng aner Partei Ënnerschréfte siche goen, fir op déi fënnef ze kommen, fir datt et recevabel ginn ass.

Dat gëtt elo generell erofgesat op eng. Dat heescht, all Deputéierte kann elo eng Resolutioun oder eng Motioun a sengem eegenen Numm heibannen deponéieren. Dat ass also net nëmmen e Virdeel fir d'Sensibilités politiques, mä et ass am Fong fir déi 60 Deputéiert, well eben all eenzelnen Deputéierten dat Recht kritt.

Da kënnt d'Änderung vum Artikel 8, deen den Artikel 17 verbessert, also d'Zesummesetzung vun eise parlamentaresche Kommissiounen. Bis elo stoung am Reglement, datt eng Kommissioun sech aus minimum fënnef Memberen an aus maximum 13 Memberen zesummesetzt.

Et war an där leschter Legislaturperiod esou, datt mer Kommissiounen hate vun zwielef Memberen a mir haten eng Ausnahm, dat war bei der Enquêtëkommissioun iwwert de SREL, wou d'Chamber décidéiert hat, op 13 eropzegoen, fir domadder all Partei heibannen d'Méiglechkeet ze ginn, Member an der Enquêtëkommissioun ze sinn. Mä en général waren et zwielef Memberen an d'Reglement huet der maximal 13 zougelooss.

Elo gëtt op Wonsch vun de grénge Kolleegen de Maximum vun 13 op 14 eropgesat, fir eben esou och der aktueller politescher Konstellatioun kënne punktuell Rechnung ze droen.

Dir wësst, datt mer am Ableck eis Chamberskommissiounen alleguer aus 13 Leit zesummegesat hunn. D'Reglement, wat mer elo haut hei stëmmen, geet vun 13 op 14 erop. An de Gedanken, deen do derbäi ass, ass een, dee festgehale ginn ass, mä d'Reglement léisst dem Parlament et awer fräi, ëmmer wann et et fir néideg fënnt, op 14 eropzegoen.

Mä hei ass a priori un déi gréng Kolleegen a Kolleeginnen geduecht ginn, déi am Fong generell an all Kommissioun mat engem Deputéierte vertruede sinn, well wann dat eng Kommissioun ass, wou hire Minister de Ressort huet, dann ass et an der Regel och deen Deputéierten, deen da President vun där Kommissioun ass. A vu datt dann och normalerweis déi Partei, déi de Minister stellt, och de Rapporteur stellt, ass déi eng Persoun da Président-rapporteur. A wann dann an den Débat misst agegraff ginn, misst se dann och nach eng drëtte Kéier untrieden a Form vum Deputéierten, fir an den Débat anzegräifen.

Duerfir ass gesot ginn, datt elo duerch dës Änderung d'Parlament am Fong d'Méiglechkeet kritt, fir dann ze soen, an där Kommissioun kritt dann déi Partei - an dësem Fall déi gréng - zwee Memberen an d'Kommissioun eran. An da kéinte se ee Rapporteur maachen an ee kéint an den Débat agräifen.

Et gëtt dem Parlament och d'Méiglechkeet, am Kader vun der Opdeelung vun der Verschlëssselung tëschent de Parteien eventuell méi eng Flexibilitéit ze kréien. Zum Beispill, wa mer d'Opdeelung dës Kéier an der Chamber huelen, wou an all Kommissioun 13 Leit sinn, hätten déi gréng Kolleegen am Fong méi wéi een zegutt.

Se hätten also méi wéi een zegutt, mä se hunn awer een. Elo kann een och higoen, datt ee seet: Ma elo kréie se a verschidde Kommissiounen der zwee. An dann hätt een och global gesinn dem Schlëssel méi Rechnung gedroen. Doriwwer eraus kann natierlech och d'Parlament vun dem 14. Member ëmmer Gebrauch maachen, wann et et fir néideg fënnt.

Dann hu mer nach eng Änderung virgeholl, wat de Retrait vu Questiounen, Motiounen, Resolutiounen, Interpellatiounen an Débate vum Rôle ubelaangt.

Mir hunn an der leschter Legislaturperiod eist Reglement geännert, andeems mer am Fong ons eng Prozedur ginn hunn, fir Propositions de loi vum Rôle erofzehuelen, wann déi deponéiert si gi vun engem Deputéierten, deen zum Beispill net méi Member an dem Parlament duerno war. Mir haten ëmmer e Problem, déi stoungen um Rôle an da wousste mer net: Wéi kréie mer déi erof? An do hu mer eis an der leschter Legislaturperiod an eisem Reglement eng Prozedur ginn, wéi mer déi Propositions de loi da vum Rôle erofkréichen. Mä mir hunn dat net gemaach, wat d'Questiounen ubelaangt, wat d'Motiounen, d'Resolutiounen, d'Interpellatiounen an aner Débaten ubelaangt.

Mat dëser Reglementsännerung gi mer eis och déi Méiglechkeet, fir do e Retrait ze maachen. An zwar gëtt et do zwou Kategorien: Déi eng ass, wann een net méi an der Chamber ass, mä seng Partei ass awer nach an der Chamber vertrueden, da kann déi Partei e Retrait froen, fir datt et vum Rôle geholl gëtt. An doriwwer brauch se just d'Chamber a Kenntnis ze setzen.

Déi zweet Méiglechkeet ass, wann d'Partei an den Deputéierten net méi an der Chamber vertruede wieren, da géif op Propositioun vun der Presidentekonferenz d'Chamber décidéieren, fir eben déi Punkte vum Ordre du jour (veuillez lire: vum Rôle) erofzehuelen.

Dann hu mer nach festgehale fir d'Änderunge vum Chambersreglement: Do stoung bis elo dran, datt am Fong och fënnef Membere missten eng Propositioun maachen, fir datt eng Änderung vum Chambersreglement kéint gemaach ginn. Dir wësst, datt opgrond vun der Constitutioun all eenzelnen Deputéierte kann eng Proposition de loi deponéieren. Mä bei enger Änderung vum Chambersreglement stoung am Fong dran, datt dat der misste fënnef sinn.

Och dat gëtt geännert, andeems datt elo am Reglement festgehale ginn ass, datt all Kéiers en eenzelnen Deputéierte kann och eng Revisioun, eng partiell oder eng generell Änderung vun eisem Reglement virschloen.

Dat sinn déi néng Änderungen, déi elo an eisem Reglement proposéiert ginn unzehuelen. Déi Propositioune sinn alleguer eestëmmeg ugeholl ginn, just mat der Ausnahm vum Artikel 8 an dëser Propositioun, wou d'CSV sech enthalen huet, a si wäert dann am Kader vun dëser Debatt och selwer hir Enthalung bei dësem eenzelne Punkt hei erklären. Dat wieren, wéi gesot, déi Änderungen, déi ech der Chamber géif proposéieren ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers ageschriwwen. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Här Gast Gibéryen, de President vun der Reglementskommissioun, huet elo ganz ausféierlech a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport d'Änderungen am Reglement virgedroen. Ech soen him dofir Merci an dat erlaabt mer och, net méi brauchen an den Detail vun deenen eenzelnen Dispositiounen ze goen. Et brauch ee jo net méi nach eng Kéier ze widderhuelen, wat schonn ee virdru ganz gutt gemaach huet.

Ech wëll awer dräi Punkten hei ervirhiewen. Deen éischte Punkt, dat ass deen, dass d'CSV mat deem gréissten Deel vun deenen Änderungen d'accord ass. Si ass d'accord mat allen Änderungen, déi virgeschloe sinn, ausser mat dem Artikel 8, deen den Artikel 17 vum Reglement ofännert. Dorop kommen ech och nach an engem extra Punkt zréck.

Mir begréisse ganz besonnesch och déi nei Dispositioune vun der Sektioun II, d'Modifikatiounen, déi de Sensibilités politiques méi Rechter ginn an hinnen eigentlech erlaben, hir Aarbecht an der Chamber gläichermoossen, d'selwecht wéi déi aner Fraktiounen och kënnen ze realiséieren, doduerch, dass hir Riedezäit op eng anstänneg Aart a Weis festgeluecht gëtt, dass se aner Rechter kréien an dass se och all politesch Instrumenter, déi der Chamber zur Verfügung stinn, kënnen och ausnotzen, wéi déi aner Parteien dat och kënne maachen. Also, mat där Dispositioun si mer ausdrécklech d'accord a mir begréissen déi och.

Da kommen ech zu mengem zweete Punkt, woumat mer net d'accord sinn. Et gëtt virgeschloen, den Artikel 17 vum Reglement vun der Chamber ze änneren duerch d'Erhéijung vun der Héchstzuel vun den Deputéierten, déi an enger permanenter Kommissioun kënne sinn. Déi Héchstzuel gëtt vun 13 op 14 eropgesat. Duerch déi Änderung, an do verweisen ech op den Exposé des motifs, soll ee Groupe politique, deen an enger Kommissioun nëmmen ee Member huet, deen dann och nach gläichzäiteg President vun där Kommissioun ass, en zweete Member kënne virschloen.

No dem Exposé des motifs géif dat dem Groupe politique erlaben, duerch deen zweete Member seng eege Positioun besser duerzeleeën, deen dann och am Numm vun deem Groupe politique kéint schwätzen, notamment wann de President Rapporteur vun engem Projet wär, zu deem e jo déi allgemeng Meenung vun der Kommissioun muss duerleeën, esou dass en eigentlech dann net d'Meenung vu sengem Groupe politique kéint virdroen.

Ech muss dozou soen, dass eigentlech déi Argumentatioun net ganz richteg ass. Well, wann een dat Zil wëllt erreechen, da gëtt et och aner Méiglechkeeten. Näischt verhënnert de President, dee Rapporteur ass vun engem Projet, dass en och am Numm vu sengem Groupe politique d'Wuert ergräift. Dat ass bei eis an der Partei an där leschter Legislaturperiod méi wéi eng Kéier geschitt, well et jo kloer ass, dass deen, dee Rapporteur ass, sech ausféierlech mam Projet ofginn huet an d'Situatioun besser kennt wéi vläicht iergendeen aneren, oder op jidde Fall se sollt besser kenne wéi een aneren. Also, de Président-rapporteur kéint och, allerdéngs net am Kader vum Rapport, mä an enger separater Stellungnahm, selwer d'Positioun vu senger Partei duerleeën.

Zweetens kéint och e Groupe politique, deen nëmmen ee Member an enger Kommissioun huet, en anere Member dohischécken als Observateur, deen d'Débate suivéiert, dee sech aschafft an deen dann och an der Plénière am Numm vu sengem Groupe politique d'Wuert géif ergräifen an d'Positioun vu sengem Groupe politique géif duerleeën. Et ass näischt, wat am Reglement verbitt, dass iergendeen Deputéierten, ob en an enger Kommissioun ass oder net, Stellung zu engem Punkt hëlt, ënnert der eenzeger Bedéngung, dass e mandatéiert ass vu sengem Groupe politique, fir dat och ze maachen.

Drëttens, duerch dee Virschlag, fir elo an eenzelne Fäll d'Zuel vun den Deputéierten an de Kommissiounen eropzesetzen, ginn eigentlech déi kloer Linnen, wéi se an engem Artikel vun der Chamber virgesi sinn, dee proportionell d'Opdeelung virgesäit no de Gréisste vun de Fraktiounen, zum Deel opginn. Heimat gi mer op en anere Wee. Mir erlaben, dass een eenzelne Grupp kann e Member nennen, an doduerch kann natierlech déi Proportionalitéit net noutwendegerweis och agehale ginn.

Ech ginn zou, den Här Gibéryen huet gesot: „déi gréng sinn net an alle Kommissioune proportionell zu hirer Gréisst vertrueden." Dat ass richteg. Mä dat ass awer e Problem, deen, dat muss ech awer soen, am Kader vun enger Solidaritéit tëschent de Regierungsparteien hätt kënne geléist ginn.

Ech verweisen do op d'Regelung, wéi et an der Gemeng üblech ass, dass do d'Parteien ënner sech kënne festleeën, wéi vill Leit déi eenzel, a wéi vill Kommissioune Leit geschéckt ginn, ouni dass dat ëmmer déiselwecht Zuel muss sinn. Hei hätt een och eng Léisung kënne fannen, wann d'Solidaritéit tëschent de Majoritéitsparteien e bësse méi grouss gewiescht wär, ouni déi maximal Zuel, déi d'Majoritéitsparteien hunn - bei 13 sinn dat siwe Memberen -, ouni dass do iergendeen Ofbroch geschitt wär.

Da liesen ech awer, an dat huet eis extra stutzeg gemaach, am Exposé des motifs deen heite Saz: «Il va sans dire que la Chambre, qui fixe le nombre de membres pour les commissions parlementaires (…) peut utiliser la nouvelle disposition générale dans d'autres cas de figure.»

Do hu mer eis gefrot: Wat heescht dat do? Hu mer hei net alles gesot kritt? Sinn hei nach Hannergedanken do, fir déi doten Dispositioun an anere Fäll unzewenden? Wat ass domat gemengt? Mir hunn net all Vertrauen an déi nei Majoritéit, dat verstitt Der.

(Brouhaha)

An dofir huet eis och dee Saz do stutzeg gemaach.

(Interruption et hilarité)

An dofir hu mer eis och gesot: Hei ass net alles gesot ginn. D'Reglement ass d'Gesetz vun der Chamber. D'Reglement muss kloer Linne festleeën a kann net dem Arbitraire an den dagdeeglechen Explikatiounen a jeeweilege Situatiounen ugepasst ginn. D'Reglement muss kloer sinn, an et muss kloer si vun Ufank bis zum Enn. Dat muss och kloer si während där ganzer Legislaturperiod. Et kann een net doran tripotéiere goen.

Dofir si mer och net d'accord mat där Ofännerung, déi am Artikel 8 virgesinn ass, déi den Artikel 17 Paragraph 2 vum Reglement ofännert.

D'CSV huet opgrond vun deenen Iwwerleeungen, déi ech hei virgedroen hunn, décidéiert, sech bei deem doten Artikel 8, deen den Artikel 17 vum Reglement ofännert, ze enthalen. Meng Partei verlaangt dofir och fir deen Artikel eng separat Ofstëmmung, wéi den Artikel 45 vum Reglement dat virgesäit.

Eng drëtt a lescht Remarque: An der Kommissioun ass d'Meenung opkomm, dass een aus verschiddene Grënn d'Reglement vun der Chamber deelweis soll iwwerschaffen. Et soll een et moderniséieren. Et ass notamment geschwat ginn, dass och endlech d'Parteien, déi de Wee bis an d'Verfassung fonnt hunn, déi an dem Wahlgesetz stinn, och endlech missten am Reglement erwähnt ginn, dass ee misst och definéieren, wat eng Partei dann duerstellt, wat eng Sensibilité politique ass an esou weider.

Et ass och geschwat gi vun de Mesures disciplinaires, déi souwisou, wa mer e Code de déontologie kréien, mussen ugepasst ginn. Dat sinn eng ganz Rei Ursaachen, firwat dass mer dat Reglement sollen op de Métier huelen an an deenen nächste Méint oder am Laf vun dësem Joer oder d'nächst Joer iwwerschaffen, et méi modern maachen, méi kohärent maachen an eventuell do, wou et muss sinn, och méi korrekt maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meyers. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry ageschriwwen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech verspriechen, dass et fir d'Lescht fir haut de Mëtteg ass, dass ech op déi Tribün hei trieden.

(Interruption)

Et weess een net, wat nach kënnt, dat ass vläicht och wouer, mä ech hunn op jidde Fall net wëlles, dat nach eng Kéier ze maachen.

Ech mengen, dass mer et hei wierklech mat enger dach méi déif gräifender Reform vun eiser interner Organisatioun hei als Chamber ze dinn hunn, sécherlech enger Etapp awer an der Entwécklung vum Lëtzebuerger Parlamentarismus.

Wann ech elo déi Begeeschterung gesinn hei, déi bis elo zudag komm ass, fir déi heite Punkten ofzeänneren, wonneren ech mech, dass dat net schonn éischter geschitt ass, well ech sinn effektiv der Meenung, dass dat heite Punkte sinn, déi ze ännere wierklech sinn, wat kee Muttwëll ass, dass mer eng Rei vun Adaptatioune vun eisem Reglement maachen, besonnesch och am Sënn vu méi Gläichheet hei, och wat d'Aktiounsméiglechkeete vun deenen eenzelne Komponente vun dëser Chamber ugeet a besonnesch och wat déi Parteien ugeet, déi keng Fraktiounsstäerkt hunn.

Et ass also schonn e wichtege Punkt, dee mer hei diskutéieren. A wéi gesot, et ass gutt ze gesinn, dass hei u sech awer, wat d'Stoussrichtung ugeet, elo eng Eestëmmegkeet schéngt ze bestoen.

E Reglement vun der Chamber muss jo eigentlech ëmmer versichen, zwou kontradiktoresch Iddie mateneen ze verbannen. Op där enger Säit ass et d'Suerg, dass eng breet demokratesch Debatt méiglech gëtt, dass all politesch Sensibilitéiten, all Fraktiounen all d'Instrumenter kréien, dass se déi Missioun, déi se vum Wieler kritt hunn, och kënne voll ausüben. Dat ass déi éischt Suerg. Dat muss eigentlech d'Haaptsuerg sinn.

Da gëtt et awer nach eng zweet Suerg, déi et an alle Parlamenter gëtt, déi och net ze verwerfen ass, dat ass natierlech, dass déi Aarbechten awer och effizient gestalt ginn, dass se kënnen uerdentlech lafen, op dat Wesentlecht sech konzentréieren. A kee wëllt eigentlech e Parlamentarismus hunn, dee voller Obstruktiounen ass, an deem d'Parlament eigentlech net an aller Serenitéit ka seng eigentlech Aarbecht maachen, sief et d'legislativ Aarbecht, sief et d'Kontrollfonctioun, déi et op d'Exekutiv huet.

An et ass och e bëssen dat Gläichgewiicht do ze halen tëschent der Suerg vun enger breeder Debatt, demokratescher Debatt an engem gewielte Parlament an awer och eng effizient Aarbecht ze leeschten, wat mer probéieren hei ze erreechen. Woubäi natierlech vläicht ëmmer, zumindest an der Vergaangenheet, d'Affinitéiten do vun der Majoritéit jeeweils éischter op dat Zweet geriicht war an d'Affinitéite vun der Oppositioun éischter op den éischte Souci geriicht waren.

Ech mengen, dass mer et elo fäerdegbruecht hunn, déi Korrekturen hei unzebréngen an eisem Reglement, déi néideg waren, well ech mengen, e puer Begrenzungen, déi mer agebaut hunn an dat Reglement, déi si jo och mat der Zäit ëmmer erëm opgelackert ginn. Et ass eigentlech ëmmer an déi dote Richtung gaange vun enger awer Gläichstellung vun de Fraktiounen, vun och der Stäerkung vun de Rechter vun den eenzelnen Deputéierten, déi schéngt mer och wichteg ze sinn. Alles dat ass iwwert déi lescht Jore lues a lues an déi dote Richtung weiderentwéckelt ginn, well einfach do Barrièren och dra waren, déi eigentlech haut net méi vill Sënn maachen.

Et ass och kloer, dass mer als LSAP-Fraktioun voll a ganz hannert deenen doten Ännerunge stinn. Déi nei Koalitioun an hir Fraktiounen hu se ugestouss no de leschte Wahlen. An ech sinn och frou, dass déi gréissten Oppositiounspartei, d'CSV, och do bis op ee Punkt matmécht. Mä do geet et jo net esou séier direkt ëm d'Rechter vu klenge Parteien, obwuel dat och ka spillen. Ech kommen herno als Äntwert op dem Här Meyers seng Ausféierungen nach eng Kéier gären op deen dote Punkt méi am Detail zréck.

Dës Reform vun eisem Reglement setzt op deenen essenzielle Punkten un, deenen névralgesche Punkte vun der Aarbecht vun den Deputéierten a vum Parlament. D'Riedezäit: Ech mengen, et ass wichteg, dass mer do déi minimal Riedezäit och de Sensibilités politiques garantéieren, well ee sécherlech net brauch stonnelaang ze schwätzen, mä awer sécherlech eng Rei vu Minutte brauch, fir déi essenziell Punkte vu Kritik oder Zoustëmmung hei ze formuléieren. Dat gëllt besonnesch och bei deene frequenteste Riedemodeller 0, 1 an 2, déi mir jo normalerweis hei an der Chamber gebrauchen. Dat gëllt och fir d'Zukunft fir d'Aktualitéitsstonn, fir déi och fënnef Minutte garantéiert ginn.

En zweete wichtege Schwéierpunkt, dat sinn d'Motiounen, d'Resolutiounen, d'Aktualitéitsstonn. Dat ass d'Méiglechkeet, fir Kommissiounssitzungen anzeberuffen, d'Méiglechkeet vum eenzelnen Deputéierten, fir niewent der Proposition de loi och eng Ofännerung vum Chambersreglement als Propositioun eranzeginn. Dat ass also immens wichteg, dass also och an Zukunft d'politesch Sensibilitéiten zum Beispill kënnen eng Kommissiounssitzung initiéieren an eng Aktualitéitsstonn och beantragen.

D'Vertrieder vun deene klenge Parteien, dat ass eng laang Fuerderung, sinn och an der Konferenz, an der Presidentekonferenz vertratt, zwar net mat Stëmmrecht, mä si sinn Observateur, si kënnen och do d'Wuert kréien. Och dat, mengen ech, ass wichteg, dass mer deen dote Punkt maachen, well awer d'Presidentekonferenz d'Aarbechte vun der Chamber organiséiert. Et ass also e ganz wichtegt Organ, bei deem et, mengen ech, och gutt ass, dass d'politesch Sensibilitéiten doranner och vertratt sinn.

Dat alles sinn an eisen Aen also Fortschrëtter, déi duerch deen heiten Text kommen. An eise Wonsch ass just, an ech mengen, déi Betraffe wëssen dat heibannen, dass ee bei där doter Fro och elo mat Aemooss un déi Saachen erugeet, dass een déi nei Instrumenter, déi eenzel Leit kréien, och geziilt selbstverständlech asetzt, Gebrauch dovunner mécht - soss brauche mer se net anzeféieren -, mä dat awer esou mécht, dass net déi Skeptiker, déi et sécherlech nach bei där enger oder anerer Säit gëtt, dass déi net Recht behalen a soen: „Ma, elo hu mer hei eppes gemaach, mat deem et herno eigentlech hei an der Chamber schwéier gëtt, nach uerdentlech ze schaffen."

Ech mengen, et ass genuch Vertrauen do an all d'Memberen hei vum Parlament, dass se déi doten Instrumenter richteg wäerten anzesetze wëssen.

Et sinn zwou Neierungen hei dran, déi net an deen dote Kontext erapasse vun der Stäerkung eigentlech vun de Rechter vum eenzelnen Deputéierte respektiv vun de politesche Sensibilitéiten. Et ass op där enger Säit d'Fro vun der Regelung vun dem Zréckzéie vu Froen, Motiounen, Resolutiounen, Interpellatiounen an aneres méi vun Deputéierten, déi net méi Member vun dëser Chamber sinn. Do kënnt elo eng Regelung dran, an ech mengen, et ass gutt, dass mer déi hunn. Dann ass dat och, géif ech soen, juristesch propper geregelt.

Eng lescht Ännerung, déi dran ass, dat ass déi - déi schéngt jo déi am meschte contestéiert vun allen Ännerungen heibannen ze sinn -, dat ass d'Eropsetzung vun der Maximalzuel vun de Kommissiounsmembere bei normale parlamentaresche Kommissioune vun haut 13 op 14.

Ech weess eigentlech net, wat dorunner stéiert! Et ka jo net d'Zuel 14 sinn. Et kann och net sinn, dass hei probéiert ginn ass, mat Transparenz ze schaffen an ze soen eigentlech (veuillez lire: dass hei probéiert gi wier, ouni Transparenz ze schaffen an ouni ze soen), firwat dass déi dote Propos kënnt, fir déi Zuel eropzesetzen.

Ech fannen, dass hei eigentlech éierlech virgaange ginn ass. An dofir sinn ech wierklech net mat d'accord mat deenen dach e bëssen Insinuatiounen, déi de Paul-Henri Meyers - et ass eigentlech net seng Gewunnecht bis elo gewiescht, mä e schéngt och do eng aner Kap ewell opzehunn - hei gemaach huet un d'Adress vun der Majoritéit. Mir maachen dat och net un d'Adress vun der Oppositioun!

Wéi gesot, déi Zuel 13 ass net wëssenschaftlech erschafft ginn an déi Zuel 14 ass net wëssenschaftlech erschafft ginn. Déi eng ass mir eigentlech esou gutt wéi déi aner. Mir hätten och kënne 15 virgesinn. Dat hätt eigentlech näischt un der Situatioun grondleeënd geännert.

Och ännert sech näischt drun, wéi d'Chamber Gebrauch mécht vun där Méiglechkeet do vun där maximaler Memberszuel vun de Kommissiounen. Och haut gëtt et keng Kritären, net ee Kritär an deem Chambersreglement, dee seet, wéi vill elo d'Membere vun deenen eenzelne Kommissioune sinn. Dat leet d'Chamber all Kéiers fest. Dat kann déiselwecht Zuel a sämtleche Kommissioune sinn; et kann awer och selbstverständlech vu Kommissioun zu Kommissioun verschidde sinn.

An der viregter Legislaturperiod zum Beispill war déi Zuel am Regelfall bei 12. Firwat 12? Well dat gutt gepasst huet op déi deemoleg Zesummesetzung vun der Chamber. Elo huet dës Majoritéit proposéiert, op 13 ze goen. Hei wëlle mer eis d'Méiglechkeet ginn, an eenzelne Fäll och kënnen, wéi dat och soss de Fall ass, op 14 ze goen. Och do ass d'Chamber bis elo ëmmer fräi.

Firwat soll elo dës Majoritéit mussen a prezise Kritäre festleeën, firwat se wëllt op 14 goen, wou et virdru méiglech war, ouni iergendwellech Kritären op 13 ze goen? Dat mécht jo eigentlech kee richtege Sënn. Also, vum Juristeschen ännert sech jo eigentlech d'Situatioun guer net, just, dass d'Zuel ännert: 14 anstatt vun 13.

Ech mengen, hei ass fairerweis net eigentlech eppes verstoppt ginn, et ass gesot ginn, hei kënne sech punktuell Problemer stellen an eenzelne Kommissioune mam Rapporteur, wann eng Fraktioun nëmmen ee Vertrieder dran huet, de President-rapporteur. Dat engt natierlech do d'Méiglechkeete vun där Fraktioun an.

Derbäi kënnt an deem prezise Fall, dass déi gréng Fraktioun wierklech par rapport zu allen anere Fraktiounen ënnerrepresentéiert ass. Par rapport zu allen! Par rapport zu de Sensibilités politiques, déi eigentlech, wa mer eist eegent Reglement géife strikt applizéieren, a kenger Kommissioun à la rigueur kéinte vertratt sinn, well d'Proportionalitéit ëmmer pro Kommissioun gekuckt gëtt. A mat dräi Sëtz an 13 oder 14 Memberen huet een eigentlech net onbedéngt ee Vertrieder zegutt. Mir sinn ni op deen dote Wee gaangen, glécklecherweis. Ech mengen, et sollt een och net op esou e Wee goen.

Mä ech soen awer nëmmen einfach: déi gréng, momentan - ech bekräische se net, mä et ass e Fakt -, et ass e Fakt, dass si par rapport zu enger CSV, par rapport zu enger LSAP, zu enger DP a par rapport zu de Sensibilités politiques ënnervertratt sinn an deem aktuelle Schlëssel gerechent op 13 Memberen. Esou dass et fir eis, mengen ech, net abwegeg ass, fir ze soen, do kënne mer e Schratt méi wäit goen a punktuell décidéieren hei - dat muss eng gemeinsam Décisioun vun der Chamber ginn, si muss natierlech net eestëmmeg geholl sinn, mä et muss awer hei diskutéiert ginn an der Chamber -, dass mer bei de Kommissiounen, wéi dat och an der Vergaangenheet de Fall war, bei 13 kënnen décidéieren, op 14 eropzegoen.

Ech mengen, dass also vun der ganzer Prozedur hier, vun der Motivatioun sech guer näischt ännert par rapport zu deem, wat mer haut am Reglement hunn a wat bis elo ni contestéiert war vun iergendenger Fraktioun heibannen, och net vun der CSV. An dofir mengen ech, dass een op deen dote Wee soll goen, well et eng Rei vun Argumenter gëtt, dat ze maachen.

Awer do gëllt och mäi Rotschlag, deen ech virdrun un d'Sensibilitéite geriicht hunn, wat déi nei Instrumenter ugeet, och als Rotschlag un d'Majoritéit, mat där doter Méiglechkeet wierklech spuersam a vernünfteg ëmzegoen. Esou gëllt et fir all Regel, déi ee sech gëtt: Et soll een ni probéieren, iwwert d'Zil erauszegoen, an et soll een dat dote wierklech no Reflexioune mat Aemooss asetzen. An et ass an deem Sënn, wou mer als LSAP déi sämtlech Modifikatioune vun dem Reglement och wäerte stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. An d'Wuert huet den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Am Koalitiounsaccord, do stinn direkt am Préambule e puer grouss Prinzipien, déi do festgehale sinn, wéi déi nei Regierung, wéi déi nei Majoritéit wëllt Politik maachen. Do geet ënner anerem Rieds, datt ee wëllt eng Politik maachen op eng transparent Aart a Weis, datt een d'Bierger besser wëllt informéieren, datt een - fir elo net grouss Sprëch ze zitéieren - méi Demokratie wëllt woen an och nei Weeër an där Hinsicht wëllt goen, eben och fir d'Vertraue bei de Bierger nei opzebauen a mat hinne kënnen dann och Décisiounen ze huelen.

Et kann ee Beispiller huelen. Zum Beispill de Pressebriefing freides nom Regierungsrot, wou ëmmer en détail d'Leit informéiert ginn, wou och verschidde Regierungsmemberen da präsent sinn, fir kënnen déi eenzel Punkten ze presentéieren. Ech denken un d'Referenden, déi fir 2015 och virgesi sinn. An ech mengen, déi Virsätz vun Transparenz, vu jiddweree méi an den demokratesche Prozess abannen, dat ass eigentlech och déi Guideline, déi sech d'Majoritéit hei an der Chamber ginn huet. Méi speziell, fir eben dann och hei bei eis, an eisem Haus hei kënnen all d'Deputéiert méi op eng - wéi soll ech soen? - op méi eng grouss a méi eng demokratesch Aart a Weis matanzebannen an d'Aarbechte vun der Chamber, awer och hinne méi Méiglechkeeten ze ginn, fir hir Iddien zum Débat anzebréngen.

Ech mengen, et ass eng Saach, déi mer och ganz schnell gemaach hunn. D'Majoritéit an der Chamber huet schnell reagéiert. Innerhalb vu manner wéi zwee Méint hu mer elo hei déi Dispositiounen, déi eis wichteg waren, an d'Reglement agesat. An ech wäert elo net méi op all Dispositioun agoen. Ech mengen, de Rap-

porteur, deem ech och wéilt Merci soen, deen hei en ausféierleche Rapport gemaach huet, huet och déi Saachen, déi wichteg Saachen oder all Punkten opgezielt.

Vläicht zwou, dräi Kategorien awer, déi a mengen Ae wichteg sinn. Op där enger Säit ass et esou, datt d'Riedezäit erweidert gëtt. Dat heescht, datt eigentlech och d'Méiglechkeet ass fir déi Deputéiert, déi an enger Sensibilité politique sinn, datt déi méi Riedezäit hunn, fir ebe kënnen e Sujet ze développéieren, fir besser kënnen hir Iddien duerzestellen.

En anere Punkt, dee mer wichteg schéngt, dat ass, datt een och déi individuell parlamentaresch Initiativ fundamental erweidert. Virdru war et esou, datt een eben huet missen Ënnerschréfte sammele goen, fir datt een der fënnef hat fir eng Motioun, eng Resolutioun kënnen zum Beispill anzebréngen. Ech mengen, dat ass fir mech e ganz wichtege Punkt, mä generell, datt wierklech d'Initiativ vum eenzelnen Deputéierten hei ënnerstëtzt gëtt, datt een also och mat enger Ënnerschréft kann an Zukunft esou Saache maache wéi Motiounen hei an der Chamber, am Parlament abréngen.

Eng aner wichteg Kategorie ass déi ebe vun der Méiglechkeet, datt och d'Deputéiert vun de Sensibilités politiques kënnen an déi eenzel Kommissioune goen, fir do dann och kënnen ze participéieren.

Et sinn och Saachen, déi net am Reglement stinn, déi mer awer och an der Praxis schonn ëmsetzen. Ech denken do zum Beispill drun, datt och Membere vun de Sensibilités politiques kënne mat an déi international parlamentaresch Assembléeë goen. Fir praktesch all déi international parlamentaresch Assembléeën hu mer Membere vun de Sensibilités politiques, déi do kënne matgoen.

Mir hunn och zum Beispill agefouert, datt kënnen d'Deputéiert vun der Oppositioun respektiv vun de Sensibilités politiques Rapporte maache vu Projets de loi; wa se dat wëllen. Also einfach d'Iddi, d'Démarche vun der Majoritéit och hei am Parlament, fir esou wäit wéi méiglech d'Deputéiert och vun de Sensibilités politiques, vun deene klenge Parteie mat an déi politesch Aarbecht anzebannen an hinnen och d'Méiglechkeet ze ginn, sech kënnen auszedrécken.

Ee Punkt war an der Kommissioun, deen e bësse méi diskutéiert ginn ass, an de Spriecher vun der CSV, de Paul-Henri Meyers, huet dat jo och schonn aus senger Vue oder aus der Vue vu senger Partei - d'Problematik, wéi si se gesinn - duergestallt. Dat ass eben d'Zuel vun den Deputéierten a verschiddene Kommissiounen, wou mer drageschriwwen hunn, datt déi ka bis 14 Deputéiert goen. Den Alex Bodry huet aus dem juristesche Point de vue dat hei och en long et en large kommentéiert, esou datt ech eigentlech alles nëmme kann ënnersträichen.

Ech mengen, wann een déi Démarche hëlt a seet, mir kucken, fir e mathematesch representative Modell ze huele fir d'Zuel vun den Deputéierten an de Kommissiounen, da gëtt et ganz schwéier. Well egal wat fir ee Modell een hëlt, do gëtt et der och am Ausland, da komme mer awer ni op eng perfekt mathematesch representativ Representatioun an do fënnt ee kee wëssenschaftlech exakte Modell.

Dat ass elo net esou, dat war och an der Vergaangenheet ni de Fall. Dat kann een eventuell aus der Siicht vun der Oppositioun als net adequat emfannen. Mä awer och - et ass och scho gesot ginn -, awer och eigentlech d'Parteien aus der Majoritéit, wéi zum Beispill déi gréng, kéinten et, wann ee reng mathematesch kuckt, contestéieren a soen, datt se ënnerrepresentéiert wieren.

Ouni déi Diskussioun elo virunzeféieren, wat dann elo dee richtege mathematesche Modell ass, fir mech ass et eigentlech wichteg oder fir meng Fraktioun ass et wichteg, datt déi politesch Verhältnisser, déi vum Wieler gewënscht waren, sech och mussen an de Kommissiounen erëmspigelen, datt eng Majoritéit awer muss eng Majoritéit bleiwen. An datt een och effektiv fir spezifesch Situatiounen, wéi zum Beispill, wou dann e grénge Minister e Projet déposéiert huet oder wou e gréngen Deputéierte Rapporteur ass, datt een do awer d'Méiglechkeet gëtt, datt nach en zousätzlechen Deputéierten och kann am Débat ënner engem anere Label, ënner engem aneren Hutt wéi Rapporteur intervenéieren.

Voilà, ech mengen, dat sinn déi grouss Akzenter, déi mer op alle Fall gesinn als en Zeeche vun Ouverture a vu méi Demokratie, och hei an der Chamber. Et bleift an deem Chambersreglement natierlech nach déi eng oder aner Problematik bestoen, déi een an Zukunft muss an Ugréff huelen.

Ënner anerem hate mer d'Diskussioun vun de Sensibilités politiques, wéi een déi genau soll definéieren. Mir hunn do keng ideal Formulatioun bis elo nach fonnt, mä mir hu jo an den nächste Wochen a Méint Zäit, fir do nach eng Kéier e bëssen an eist Reglement eranzekucken. An dat ass jo dat, wat ee feststellt, wann een esou e Reglement kuckt.

Ech muss och éierlech soen, datt ech an deene Jore virdru mech ni esou mat deem Reglement beschäftegt hunn. Wou ech elo Member sinn an der Kommissioun an et dann e bëssen esou duerchkucken, da gesäit een awer, da spiert een, datt do dat esou e bëssen zesummegewuess ass. All Kéiers an all Legislatur ass vläicht déi eng oder aner Saach derbäikomm an et ass net ëmmer en homogeent Ganzt, esou datt een also och do eng Kéier sech soll de Virsaz huelen, fir et eng Kéier komplett, ganz nei ze iwwerschaffen. Dat ass sécherlech eng grouss Aufgab, déi een och kéint an Ugréff huelen, fir datt ee vläicht dann och an deenen nächste Joren eng Kéier méi en homogeent Reglement wäert dann um Dësch leien hunn.

Déi puer Bemierkunge gemaach, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dëse Modifikatiounen zum Reglement erabréngen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen: d'Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Merci dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Awer och Merci alle Membere vun der Reglementskommissioun, well ech denken, datt mer alleguerte séier a konstruktiv geschafft hunn. A mir hunn a ganz wéineger Zäit eigentlech elo hei eppes virleien, wat mer ofstëmmen, wat awer substanziell ass.

D'Kommissioun huet sech schonns den 9. Dezember eng éischte Kéier versammelt, fir genau iwwert déi heite Modifikatioun zesummenzekommen. D'Haaptzil vun dëser Proposition de modification ass et, jiddwer gewieltem Deputéierten, an dëst onofhängeg vun der Appartenance zu engem Groupe politique oder engem Groupe technique oder enger Sensibilité politique, déi Méiglechkeeten ze ginn, déi e brauch, fir seng parlamentaresch Aarbecht uerdentlech ze maachen.

Et geet drëms, datt all politesch Orientatioun oder Courant politique seng politesch Positioun zu dem Débat am Plenum an an de Kommissioune kann ausdrécken.

Do gëtt et verschidde Punkten zur Riedezäit am Plenum. Dozou gehéiert notamment d'Zäit, fir seng Positioun ze entwéckelen. An dëst kann ee manifestement net an 2,5 Minutten, op alle Fall net ëmmer.

Der grénger Fraktioun ass et wichteg, datt mer Debatten am Plenum féieren, déi sécherlech kontrovers bleiwen, mä déi awer fair oflafen. An zur Fairheet gehéiert eben och d'Zäit, fir sech auszedrécken. Déi Formule, déi am Konsens fonnt ginn ass, stellt ons zefridden.

Zum Droit d'initiative: An Zukunft wäerte mer net méi brauchen (veuillez lire: wäerte mer nëmme méi brauchen) eng Ënnerschréft ze ginn, fir iwwerhaapt emol d'Recevabilitéit vun enger Motioun oder enger Resolutioun oder enger Proposition de modification de règlement ze erméiglechen. Dat wor an onsen Aen eng lästeg Virgehensweis, virun allem fir deen, deen huet missen op d'Sich no Ënnerschréfte goen. Och dat ass elo eriwwer. All Deputéierten ass autonom a selwer verantwortlech fir seng Initiativen. An och dat begréisse mir Gréng ausdrécklech.

Dann zum Droit de participer aux débats: All Deputéierte vun enger Sensibilité politique, deen net Membre effectif vun enger üblecher Kommissioun ass, dierf elo net nëmmen derbäi sinn, mä och sech un den Debatte bedeelegen. Domadder ass garantéiert, datt all politesch Orientatioun e Recht huet, u politeschen Debatten ze participéieren. Datselwecht zielt fir d'Conférence des Présidents, an dat ass och gutt esou.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn als Gréng immens frou, datt dës Ännerungen endlech stattfannen a mir kënnen ons eigentlech nëmmen de Wierder vum Här Bodry uschléissen: „Firwat ass dat net éischter gemaach ginn?"

Méi Participatioun u politeschen Debatte schuet der Saach nämlech net. Bien au contraire! Mir fannen, datt - toute proportion gardée natierlech - Pluralitéit an der Politik der politescher Debatt nëmmen dénge kann. Dës Ofännerung ka fir ons alleguerten nëmmen eng Plus-value vun onser Aarbecht bedeiten.

An à propos „proportion gardée": Dat ass d'Stéchwuert fir ons Positioun zum Artikel 8, deen erméiglecht, d'maximal Zuel vun de Memberen aus de Kommissioune vun 13 op 14 eropzehuelen, net well mer abergläubeg sinn, mä effektiv well déi gréng Fraktioun mat engem Member an alle Kommissiounen ënnervertrueden ass. D'Méiglechkeet, déi domadder geschafe gëtt fir déi gréng Fraktioun an de Kommissiounen, do wou se d'Présidence huet respektiv wou si d'office e Rapport ze schreiwe kritt, dréit dëser Ënnervertriedung Rechnung.

Finalement si mer ons eens, datt mer eng Refonte en profondeur vum Chambersgesetz mussen ugoen. Eng Viraarbecht ass amgaangen an der Chamber vun de Mataarbechter gemaach ze ginn, ier d'Reglementskommissioun sech där Aarbecht da wäert unhuelen. Och hei stëmme mer enger éischter Verbesserung vum Chambersreglement a Saache méi a besser Participatioun vu senge Memberen zou. Och hei läit nach Aarbecht u fir d'Reglementskommissioun. Mir wäerten ons dëser Aarbecht an deenen nächste Joren unhuelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Loschetter. Leschten agedroene Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir sinn als déi Lénk der Meenung, dass dat, wat mer elo stëmme wäerten, e wichtege Schrack duerstellt fir d'Unerkennung vun de politesche Realitéiten hei an der Chamber.

Et ass e wäiten, net ëmmer gradlinnege Wee vun der Chambertrapebesetzung vun 1989, der origineller Aktioun vun den deemolegen Deputés non inscrits, bis heihin. 1990 sinn du fir déi bis dohin Non inscrits - et waren dat d'Deputéiert vu Fënnef Sechstel, GAP, GLEI a KPL - fir déi éischte Kéier eege Rechter agefouert ginn. D'Begréffer vun „groupe technique" an „sensibilité politique" sinn deemools agefouert ginn.

De Groupe technique ass awer deemools scho vum Deputéierten André Hoffmann 1990 kritiséiert ginn, an zwar andeems en drop higewisen huet, dass e Groupe technique eigentlech contraire ass zu eiser Verfassung, nämlech zum Prinzip, deen am Artikel 51, mengen ech, festgehalen ass, dass d'Deputéiert gewielt ginn op Lëschten, déi sech Wahle presentéieren, an dass et eigentlech guer kenger politescher Realitéit entsprécht, wann ee Leit forcéiert - oder „humiliéiert", wéi den Änder Hoffmann sech deemools ausgedréckt huet -, andeems ee vun hinne verlaangt, dass se sech an engem Groupe technique sollen zesummendinn.

Ech wonnere mech dofir eigentlech, dass déi Iddi vum Groupe technique elo nach ëmmer ronderëmgeeschtert, zum Beispill wa vun der SREL-Kontrollkommissioun Rieds geet.

D'Sensibilités politiques sinn deem Prinzip scho méi no komm. D'Sensibilités politiques hunn deemools och hir eegen Existenz kritt iwwert de Wee vun der Festsetzung vun hirer Riedezäit, déi deemools nach bei Projets de loi ganz beträchtlech war: eng Stonn bei engem Deputéierten, deemools. Aner Parteien hate bis zu véier Riedner zu engem Projet de loi.

2000 ass dunn d'Riedezäit beträchtlech erofgesat ginn, huet awer ëmmerhin nach vill méi bedroe wéi dat, wat mer déi lescht Zäit kannt hunn. 2007 ass d'Riedezäit dunn op dee lamentabelen Niveau vun e puer Minutte fir een Deputéierten erofgesat ginn, mat deem mer eis déi lescht Jore leider hu missen erëmklappen.

Deemools, wëll ech just pour la petite histoire hei soen, war den Här Jaerling beim ADR ausgetratt an den Här Gibéryen war Rapporteur vun deem Projet. Déi Lénk waren déizäit net an der Chamber. Mer waren awer no 2009 déi Haaptleidtragend vun deem Prinzip.

Déi Reglementsännerung vun haut bedeit fir d'Sensibilités politiques, dass se méi Rechter kréien an dass hir Rechter méi staark un déi vun de politesche Gruppen ugepasst ginn. Wat heescht: Éischtens, si kënnen als Observateur d'office un all Kommissiounssitzung deelhuelen, wou se net stëmmberechtegt souwisou sinn, a si kënnen och do d'office d'Wuert ergräifen.

Fir Mëssverständnisser ze vermeiden, virun allem dobaussen, wëll ech hei awer betounen, dass se kee Jeton derbäikréien. Wat awer zum Beispill eis als déi Lénk net drun hënnert, fir äifreg elo schonn eis nei Rechter ze notzen an un esou Kommissiounssitzungen aktiv deelzehuelen.

Zweetens, eng Sensibilité politique däerf froen, dass eng Kommissioun zesummekënnt, fir iwwer e Sujet ze diskutéieren.

Drëttens, eng Sensibilité politique däerf als Observateur un der Presidentekonferenz deelhuelen; wat mer zënter enger Zäit och scho kënne maachen. Well jo do d'Aarbechte vun der Chamber organiséiert ginn. Natierlech och hei ouni Jeton.

Véiertens ginn endlech Sockele bei de Riedezäiten agefouert, déi eng anstänneg Interventioun méiglech maachen. Besonnesch muss ech awer betounen: Bei deene klenge Modeller ass dat ganz kloer de Fall. An déi kleng Modeller sinn awer déi, déi bei deene meeschten Diskussiounen hei ugewent ginn. An, ech mengen, domat ass am Wesentlechen an a ganz ville Fäll dat eriwwer, wat den Änder Hoffmann schonn 2000 an duerno ëmmer erëm als „Chronometer-Demokratie" bezeechent huet an enger grondsätzlecher Kritik ënnerworf huet.

Fënneftens kënne mer elo eng Heure d'actualité froen, wat eng wichteg Méiglechkeet ass, aktuell Debatten unzereegen. Natierlech, esou wéi dat och bei de Groupes politiques de Fall ass, nëmme wann d'Presidentekonferenz domat d'accord ass.

Eng aner wichteg Neierung ass, dass fir eenzel Deputéiert eng Rei vu Verbesserunge kommen: Éischtens kënnen eenzel Deputéiert elo Motiounen oder Resolutioune mat hirem eegenen Numm eraginn, ouni dass se mussen enger anerer Oppositiounspartei oder aneren Oppositiounsdeputéierten nolafen, fir hir Pro-forma-Ënnerschréft ze kréien, gewëssermoossen eng „signature technique pour raisons de démocratie". Dat ass domat och eriwwer.

Zweetens kann och een Deputéierten eleng eng Proposition de modification vum Reglement erareechen, wéi een dat jo och scho bei Propositions de loi ka maachen.

Här President, wat ech elo beschriwwen hunn, ass net wéineg. Et ass awer nëmmen eng endlech Unerkennung vu wichtegen demokratesche Prinzipien. Mir wëssen och, dass d'Chambersreglement soll nach global iwwerschafft ginn.

E puer Froe bleiwen nach ze klären am Sënn vun enger vollstänneger Gläichstellung vun de politesche Parteien an Deputéierten an der Chamber, an och iwwert de Wee zum Beispill vun enger Neidefinitioun vun esou Begréffer wéi „sensibilité politique" oder „groupe politique".

Mir mengen och, dass sech eng ganz wesentlech Fro nach stellt, wat den demokrateschen, transparente Funktionement vun der Chamber ugeet. An ech wëll do den Här Ben Fayot zitéieren, deen 2007, awer deemools a sengem perséinlechen Numm, gesot huet: „Ech war zéng Joer an engem Parlament", gemengt ass d'Europaparlament, „wou all Kommissiounssitzung ëffentlech war, wou d'Press derbäi war, wou Assistenten, Attachéen derbäi waren a wou ganz hefteg diskutéiert ginn ass." Hien huet sech deemools also méi Ëffentlechkeet a méi Participatioun bei der Kommissiounsaarbecht gewënscht. Den Här Bausch vun deene Gréngen huet doropshi gesot, seng Fraktioun géif zu honnert Prozent dem Här Fayot seng perséinlech Meenung deelen. A wie weess, Här President, vläicht ergi sech jo nach ronderëm deen Thema elo eng Rei vun neie Méiglechkeeten!

Zum Schluss wëll ech e bëssen anticipéieren an Iech soen, dass ech heimadder zu dëser demokratescher Reform vum Chambersreglement den Accord vun eisem Groupe politique ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun. Den Här Paul-Henri Meyers huet am Numm vun der CSV-Fraktioun op Basis vum Artikel 45 vum Chambersreglement e Vote séparé iwwert den Artikel 8 gefrot. Ech géif dofir och proposéieren, fir elo direkt doriwwer ofzestëmmen.

Vote séparé sur l'article 8 de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6644

Ech stellen also d'Fro, wien d'accord ass mat dem Artikel 8 a senger neier Form, dee géif mat Jo stëmmen, an dee wéi d'CSV der Meenung ass, dass ee sech do sollt enthalen, dee géif sech dee Moment enthalen.

Sou, de Vote ass lancéiert. De Quorum ass erreecht. D'Procuratioun. Ech ginn dovun aus, dass de Vote eriwwer ass.

Et hu mat de Procuratioune sech 59 Deputéiert um Vote bedeelegt. Mat Jo hu gestëmmt 37 Deputéiert. 22 hu sech enthalen.

Ech ka jo dovun ausgoen, dass d'Abstentioun motivéiert ass. Domat wär dann den Artikel 8 ugeholl. Mir hätten also een Deel vun den Änneruge schonn ugeholl.

Résultat définitif après redressement: l'article 8 de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6644 est adopté par 37 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Christiane Wickler), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz).

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6644

Ech géif Iech da bieden, iwwert den Ensembel vun den Änneruungsvirschléi ofzestëmmen an ech géif direkt och de Vote lancéieren. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Ech gesinn, de Vote ass ofgeschloss.

59 Deputéiert mat de Procuratiounen hu sech um Vote bedeelegt. Mat Jo hunn 38 Deputéiert ofgestëmmt an et hu sech nach 21 Deputéiert enthalen. Ech ginn dann dovun aus, dass dat esou ass. Et ännert och net vill, esou dass mer dat dann esou gëlle loossen.

Résultat définitif après redressement: l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6644 est adopté par 37 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, et Michel Wolter (par M. Marc Spautz).

Och hei, vu dass et eis Initiativ ass, brauch ech d'Fro net no der Dispens ze stellen. Mir sinn awer duerchaus bereet, eng Rectification de vote nach ze maachen, wann dat gewënscht wär. Mä ech mengen emol, dat ass net de Fall.

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et geet ëm de Projet 6596 iwwert d'Prêten un den Internationale Währungsfong. D'Riedezäit…

(Interruptions)

Wann ech gelift, mir ware bis elo ganz disziplinéiert. Kommt, mir bleiwen et och!

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An den honorabelen Här Marc Hansen, Rapporteur vun dësem Gesetz, huet d'Wuert. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Gibéryen an den Här Turpel.

8. 6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Marc Hansen *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, iwwert dee mer elo schwätzen, ass e Gesetz, wat der Regierung d'Erlaabnis gëtt, fir dem FMI, dem Fonds Monétaire International, dem Internationale Währungsfong also, e bilaterale Prêt ze accordéieren, an dat an der Héicht vun 2,06 Milliarden.

2,06 Milliarden, ech mengen, dat si vill Suen. An ier ech op den Text selwer géif agoen, géif ech nach eng Kéier de Kontext erklären, wéi et iwwerhaapt zu dësem Gesetzesprojet koum.

Am Joer 2011, a besonnesch um Enn vun deem Joer - a mir erënneren ons heibannen alleguerten dorunner -, hate mer an der Europäescher Währungsunioun eng zolidd Schlden- a Vertrauenskris an et ass souguer an der ëffentlecher Diskussioun an an de Medie vill iwwert de Fortbestand vum Euro oder souguer iwwert deem engen oder anere Member aus der Eurozon säi Fortbestand diskutéiert ginn. An dat natierlech mat deenen dramatesche Suiten, wat dat deemools mat sech bruecht hätt.

Fir deem deemools entgéintzewierken hunn d'Stats- an d'Regierungschefen op hirem europäesche Sommet vum 8. an 9. Dezember 2011 e ganze Koup u konkrete Mesuren décidéiert.

De 14. Dezember vun deem Joer ass den deemolege Premier, de Jean-Claude Juncker, hei an d'Chamber komm an en huet an enger Deklaratioun den Deputéierten d'Saach ausenanergeluecht.

A senger Ried huet deemools de Jean-Claude Juncker zu Recht drop higewisen, dass een dee Moment - nom Sommet an den do décidéierte Mesuren - nach laang net um Enn vum Tunnel wär, mä dass een op deem europäesche Sommet, an ech zitéieren elo d'Ried vum Jean-Claude Juncker vun deemools: „d'Schafung vun deenen noutwendege Grondviraussetzungen, déi ee brauch, fir Schrëtt fir Schrëtt, am Kader vun engem sech op laang Zäit hinzéiende Prozess, mat där Kris fäerdeg ze ginn", realiséiert hätt.

An der Deklaratioun huet den deemolege Premier och d'Opstocke vun de Ressourcë vum Internationale Währungsfong an der Héicht vun 150 Milliarden duerch d'Eurostaten als eng vun den décidéierte Mesurë presentéiert an en ass dovunner ausgaangen, dass d'Obligatiounen, déi op Lëtzebuerg géifen duerkommen, zwëschen 1,5 an 2 Milliarden Euro géife leien an dass ee sech an deene Méint duerno géif iwwerleeën, wéi een dat op der Lëtzebuerger Säit géif arrangéieren.

An der Chamber gouf dunn de Premier deemools gréisstendeels ënnerstëtzt an den 22. Juli 2013 huet de Finanzminister Luc Frieden de Projet de loi déposéiert, dee mer haut um Ordre du jour stoen hunn.

Fir Lëtzebuerg heescht dat also, 2,06 Milliarden zu deenen insgesamt 150 Milliarde bäizesteieren, a mir sinn da vun deenen 13 Länner, déi sech bereet erklärt hunn, dat lescht Land, wat de bilateralen Accord aktivéiert.

Et kann ee vläicht nach op dëser Plaz ënnersträichen, wat och an der Kommissioun gesot ginn ass, dass et am Fong eng gutt Initiativ war, fir den FMI mat an dës Operatioun eranzehuelen, well dat natierlech iwwert d'Eurostaten eraus och nach eng vill méi staark Implikatioun vun aneren Acteure mat sech géif zéien an een natierlech och vum Know-how an de Kompetenze vun dem FMI kéint profitéieren.

Esou vill zum Kontext. Iwwert de Gesetzestext selwer dann och nach e puer Explikatiounen op dëser Plaz.

Wéi fonctionnéiert et iwwerhaapt, dass mir 2,06 Milliarde mussen opbréngen?

Abee, d'Participatioun vun all Land un deenen 150 Milliarde gëtt berechent proportionell zu der Quote-part, déi dat respektiivt Land am Kapital vum FMI huet.

Fir et graff ze résuméieren, well dat eis soss ze vill wäit géif féieren: Déi Quote-parten, déi am Prinzip proportionell sinn zu dem Gewiicht vun engem Land an der Weltekonomie, gi regelméisseg iwwerschafft an och no Formele berechent, déi de PIB, awer och aner Facteure mat a Betruecht huelen. Eise staarke Finanzsecteur beaflosst d'Berechne vun där Quote-part natierlech ganz zolidd.

Egal wéi d'Formelen dann och elo sinn, am Moment leie mir bei enger Quote-part vun 0,277 am FMI an dat bedeit ëmgerechent, dass mer vun deenen 150 Milliarden 1,37% bezuele mussen, am Kloertext also déi 2,06 Milliarden, déi mer haut um Menü stoen hunn.

Fir Iech nach e puer Beispiller aus der Tabell vun deenen 13 Länner ze zitéieren: Däitschland bezilt vun deenen 150 Milliarden 41,5 Milliarden, Frankräich huet der 31 ze bréngen an d'Belsch 9,99. Op där anerer Säit vun der Tabell hu mer Malta mat 0,26 Milliarden, Zypern 0,48 an d'Slowenen 0,91.

Wéi sinn elo d'Modalitéite vun deem Prêt?

Am Fong geholl ass dee Prêt kee richtege Prêt en tant que tel, mä eng Ligne de crédit, déi den Internationale Währungsfong zur Verfügung huet an déi de Fong esou kann unzapen, wéi hien d'Besoinen huet. D'Trésorerie vum Stat géif d'Suen transferéieren op de Kont vum FMI bei der Zentralbank.

Déi allerwichtegst Fro ass natierlech déi: Wéi héich ass d'Probabilitéit, dass den FMI déi Suen iwwerhaapt brauch? D'Äntwert ass: relativ niddreg bis onwahrscheinlech.

Ier nämlech den FMI op dëse bilateralen Accord zréckgräift, dee mer haut hei op dem Ordre du jour stoen hunn, huet en nach vill méi staark Moyenen zur Verfügung, déi en am Fall vun engem Besoin géif gebrauchen. An éischter Linn ass dat d'Basiskapital vum FMI, mat de multilateralen Accorden, déi den FMI huet, déi do hannendrukommen. An eréischt ganz zum Schluss, op der drëtter Plaz kéimen dann déi bilateral Accorden, wéi och haut Lëtzebuerg een décidéiert.

De Spezialisten no ass d'Probabilitéit deemno ganz kleng, dass et iwwerhaapt eemol zu där Situatioun kënnt. A wann et dann de Fall iwwerhaapt géif ginn, wär et och nach net sécher, dass et iwwerhaapt déi 2,06 Milliarden insgesamt géif ginn. Et muss een natierlech och derbäisoen, wann et eng Kéier zu deem Fall kéim, dass mer déi 2,06 Milliarde géife brauchen, géif dat implicitement och heeschen, dass wahrscheinlech déi 150 Milliarden, déi aner, och géife gebraucht ginn. An dann hätte mer schonn dramatesch Situatiounen, iwwert déi mer missten diskutéieren.

Weider Modalitéiten, déi zu dësem Accord gehéieren, sinn déi, dass den Accord mat de Verlängerungen dra bis maximal véier Joer dauert. An den Zënstaux, ech ginn och do net am Detail drop an, mä deen ass un d'DTS, d'Droits de tirage spéciaux gekoppelt, gëtt ëmmer erëm op en Neits gerechent an en hätt déi lescht Woch bei 0,13% geleeën.

De Statsrot dann, deen hat mam eenzegen Artikel aus dem Gesetz kee Problem, wat de Fong ugeet, ma éischter wat d'Formulatioun ugeet. Mir hunn dann och an der Finanzkommissioun d'Textpropos vun dem Statsrot ugeholl an de Rapport gouf unanime gestëmmt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn dann domadder hei och den Accord vu menger Fraktioun an ech proposéieren der Chamber, de Projet ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hansen. Den Här Roth, deen ech nach net op der Lëscht hat, mä wou ech awer gemengt hat, dee géif sech zu Wuert mellen: Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, dass et séier geet, Här President. Ech wéilt dem Rapporteur, dem Här Hansen, Merci soe fir säi schréftlechen, awer och mëndleche Rapport. En huet zu Recht ënnerstrach, dass déi Moossnam sech hei an e Gesamthëllefspak aschléisst, fir den Euro ze retten. An an deem Sënn wëll ech dem Här Hansen och félicitéieren, dass en nach eng Kéier drun erënnert huet, dass de fréieren Eurogruppechef, nämlech de Jean-Claude Juncker, a fréiere Statsminister, dass deen enk associéiert war un dëse Moossnamen. Jo, „Ehre wem Ehre gebührt", nediert?

De Gesetzesprojet ënnersträicht am Fong awer och, dass mer eng Plaz hunn als Lëtzebuerg an der Weltekonomie, well eigentlech dee Bäitrag, dee jo opgedeelt ass no dem Verdeelungsschlëssel am Kapital vum Internationale Währungsfong, deen ass fir Lëtzebuerg vill méi grouss wéi eigentlech fir Länner, déi och opgezielt sinn, wéi d'Slowakei oder anerer. An den Här Hansen huet dat ënnerstrach, dass dat dermat ze dinn huet mam Impakt vun der Finanzplaz.

Dann ass et och esou, dass an dem Exposé des motifs vun dem Projet de loi ënnerstrach ass, dass dat hei eigentlech keng Inzidenz huet op d'Verscholdung vun eisem Land an och op den ëffentlechen Defizit. De Projet de loi gouf, wéi gesot, vun der fréierer Regierung nach abruecht, vun dem Finanzminister Luc Frieden, an duerfir wäerte mir als CSV, déi 23 Deputéiert, selbstverständlech geschlossen dëse Projet stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Den Här Franz Fayot huet sech d'Wuert gefrot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech géif och gären am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur Marc Hansen félicitéiere fir säi ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport zu dësem Projet de loi. Ech mengen, et ass alles gesot gi vu menge Virriedner. Dat ass eng Ausféierung vun enger internationaler Verflichtung vun eisem Land.

Et ass och drop insistéiert ginn, dass d'Probabilitéit, dass dës Prête gezu ginn, relativ kleng ass. Gott sei Dank ass d'Kris an der Eurozon haut net méi déi, wéi se nach virun e puer Joer war, esou dass een och net muss dovunner ausgoen, dass dee Prêt do jee gezu gëtt.

Ech mengen, ceci étant dit géif ech gären den Accord gi vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Dann huet d'Wuert den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Marc Hansen als Rapporteur, deen och als President vun der Finanzkommissioun, muss ee fairerweis soen, sech relativ séier an déi ganz komplex Matière ageschafft huet.

Deen Accord, dee mer haut hei zur Diskussioun stellen an zur Ofstëmmung kréien, ass en Accord, deen der Regierung erlaabt, dem Fonds Monétaire International, dem FMI, e Prêt an Héicht vun 2,06 Milliarden ze accordéieren. Ech brauch net méi op d'Prozeduren anzegoen, dat huet de Rapporteur gemaach. Am Kader vun der Lutte géint d'Wirtschafts- a Finanzkris ass am Fong déi Décisioun geholl ginn.

Mäi Parteikolleeg Fernand Kartheiser hat och duerfir den 20. Dezember 2011, zum Zäitpunkt wéi dat diskutéiert an décidéiert ginn ass, eng Question parlementaire gestallt, wou en eng ganz Rei vu Froen am Detail gefrot huet an och deemools déi Äntwert kritt huet.

Ech wëll mech hei an deene fënnef Minutte kuerz mat zwee Punkten…

M. le Président.- Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …befaassen. Dat eent, dat sinn d'Quotes-parts, déi Lëtzebuerg an de Fong muss bezuelen. Mir hunn dat och an der Kommissioun diskutéiert. An de Rapporteur huet och dat hei opgezielt, nämlech, datt Lëtzebuerg, wann een dat a Prozenter kuckt, mat 0,277% dorunner participéiert.

Ënner Prozenter stellt ee sech doranner net esou genau an esou villes vir. Mä wann een dat

emol an Euro ëmrechent an et kuckt een, wat pro Kapp hei zu Lëtzebuerg dann doranner bezuelt gëtt, wat déi 2,06 Milliarden ausmaachen am Fall, wou se géife gezu ginn, da géif dat hei zu Lëtzebuerg pro Awunner 3.836 Euro ausmaache bei enger Populatioun vu 537.000, also 3.836 Euro pro Kapp.

D'Belsch wieren déi Zweet mat 895 Euro, d'Hollänner mat 811, Éisträich 715, Finnland 693, Malta 660, Zypern 554, Däitschland 506. Also Lëtzebuerg läit siwen-, aachtmol pro Kapp méi héich wéi Däitschland pro Kapp an de Fong abezuelt. An eis franséisch Noperen, déi eis jo ëmmer wéinst der Finanzplaz vill kritiséieren - an d'Finanzplaz ass jo ee vun de Facteuren, firwat datt mer hei musse méi héich bezuelen -, bezuele 479 Euro pro Kapp. An da geet dat esou virun erof bis op d'Slowakei, déi ënne läit mat 288. D'Moyenne läit bei 492. A wéi gesot, Lëtzebuerg läit bei 3.836 Euro pro Kapp.

Här President, mir hunn duerfir eng Motioun preparéiert, wou ech de Kolleege vun der lénker „Groupe politique" eng leschte Kéier Merci soen, well mer an Zukunft déi Ënnerschréften net méi brauchen, fir datt d'Recevabilitéit kënnt.

(Interruption)

Elo hunn ech eng Motioun deponéiert, an där mer verlaangen, datt d'Regierung soll op deem zoustännegen Niveau nei Négociatiounen ophuelen, fir de Schlëssel, wat d'Lëtzebuerger Participatioun ass, ze iwwerschaffen an deem Sënn, fir datt Lëtzebuerg net méi esou vill muss pro Kapp, Bierger an dee Fong abezuelen, wéi dat och bei aneren internationalen Engagementer ass, wou Lëtzebuerg bäi Wäitem iwwert deem läit, wat déi aner Länner bezuelen.

En zweete Punkt, op deen ech wëll opmierksam maachen: Och wann hei gesot gëtt, datt déi 2,06 Milliarde mat grousser Wahrscheinlechkeet net wäerte gezu ginn an datt d'Lafdauer am Prinzip op véier Joer limitéiert ass, muss een awer wëssen, datt mer als Land en Engagement geholl hu vun zwou Milliarden. A mir hu virun annerhallwem Joer hei am Parlament och en Engagement geholl am Kader vum ESM, wou mer och Garantië ginn hu vun 1,7 Milliarden.

Dat heescht, mir mussen also wëssen, datt mer zu Lëtzebuerg 3,7 Milliarden Engagementer hunn, wou mer hoffen, datt déi net gezu ginn. Mä wa se gezu ginn, hu mir praktesch keen Afloss op d'Décisioun, mä mir mussen dat, wat op aneren Niveauen décidéiert gëtt, dann hei exekutéieren.

Dorunner géif sech dann och näischt ännéren, datt dat, wat déi ëffentlech Schold ubelaangt, net géif berücksichtegt ginn, laut de SEC-95-Kritären. Wat am Fong och eng gelunge Strategie ass, well an Europa gi se sech ëmmer eens: Wa Gelder fir Europa an esou musse geléint ginn, da spille se am SEC 95 keng Roll, a wann ee se fir d'national Politik hëlt, da gi se berücksichtegt.

Här President, ech hätt nach een, zwee Punkten, mä ech loossen déi awer ewech, well ech mech awer wëll un déi nei Riedezäit halen. Ech wëll just soen, datt d'ADR prinzipiell d'accord ass, datt Lëtzebuerg participéiert um FMI. Mir hunn och an der Kommissioun eisen Accord ginn, datt mer sollen déi Sue ginn.

Mir hunn awer opgrond vun deene Chifferen, déi ech elo grad genannt hunn, wat d'Quotesparts ubelaangt, eng Motioun deponéiert a mir maachen eis Zoustëmmung ofhängeg dovun, ob déi Motioun ugeholl gëtt oder net. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu l'urgence avec laquelle il faut procéder à l'assainissement des finances publiques;

- considérant que la quote-part du Grand-Duché de Luxembourg au FMI est, par tête d'habitant, de loin la plus importante parmi les États membres;

- considérant que les contributions volontaires et obligatoires du Grand-Duché de Luxembourg sont, par rapport à celles d'autres pays, particulièrement importantes et représentent une dépense considérable à charge du budget de l'État;

invite le Gouvernement

- à initier des négociations visant à modifier la formule de calcul des quotes-parts dans le but de réduire la contribution luxembourgeoise à cet organisme international et d'assurer une plus grande équité entre les États membres.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, Justin Turpel, Serge Urbany.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Gibéryen. Dann huet d'Wuert den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den FMI ass eng ganz Geschicht, wou ganz ville Leit op der Welt d'Grujelen ausginn, wa se dovunner héieren, déi et och schwéier ass, an zwou Minutten hei ze behandelen. Mä ech maachen esou kuerz wéi méiglech.

(Interruption)

Ech menge schonn.

Wa mer géifen e Weltgendaarm sichen, dee géif derfir suergen, datt deene Räichen näischt geschitt, datt se nach ëmmer méi kréichen, op d'Käschte vun der Majoritéit vun der Weltbevëlkerung, da wier den FMI deen ideale Kandidat dofir.

Mir wäerten dëse Projet de loi net stëmmen, well et entgéint deem, wat behaapt gëtt, hei net drëms geet, fir de Leit an de Kriselänner an der Eurozon ze hëllefen. Ech erkläre mech: Déi sougenannten „Troika", den FMI zesumme mat der EU-Kommissioun an der Europäescher Zentralbank, ass eent vun den Haaptinstrumenter, dat zur totaler Veraarmung vu Länner uechtert d'Welt bäigedroen huet an ëmmer nach bäidréit.

Ugaangen ass et mat de Strukturhëllefen, dem Ajustement structurel an Afrika, a Südamerika, mat desastréise Konsequenzen: drastesch Präissteigerungen an deene Länner fir Basisprodukter - Brout, Waasser -, d'Privatiséierung vun ëffentlechen Infrastrukturen, bis hin zu Hongerrevolten.

Elo solle mir dem FMI e remboursabele Prêt vun 2,06 Milliarden accordéieren, an déi grouss Koalitioun, mat där mer zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn, schéngt jo och unanime do derfir ze sinn. Wéi et am Projet de loi heescht, fir „déi ekonomesch a finanziell Kris an d'souverän Schold an Europa ze bekämpfen".

Eent vun deene Länner, wat bis elo am meeschte vun deenen Hëllefspäck profitéiert huet - soll hunn! -, ass Griichenland. Mä eng Hëllef fir d'Leit war et net. D'Hëllefspäck waren u Konditioune gebonnen, déi d'Kierzunge vu Léin a Pensiounen, d'Sträiche vu sozialen Transferten, déi massiv Privatiséierung vun ëffentleche Betriber an Allgemenggutt virgesinn.

Zënter datt Griichenland d'Programmer vun der Troika applizéiert, huet dat Land ee Véierels, 25% vu sengem BIP verluer. De Chômage ass ëm weider 18% geklommen, fir elo och bei 25% ze leien. An d'Statsschold ass op haut 176% vum BIP geklommen. An der Zwëschenzäit ass all véierte griichesche Bierger net méi am allgemenge System vun der Sécurité sociale dran.

A wa mer kucken, wou déi Suen hikomm sinn, sou sinn enger Etüd vun Attac Éisträich no vun deenen 207 Milliarden, déi bis Mëtt d'lescht Joer ausbezuelt gi waren, méi wéi ee Véierels un d'griichesch Banke gaangen; d'Halschent, 101 Milliarde bis zu deem Zäitpunkt, un auslännesch Banken a Fongen - woubäi ee sech muss d'Fro stellen: wéi vill, op jidde Fall an Däitschland, mä och op Lëtzebuerg? -, a just 43,7 Milliarden an de griichesche Budget, vun 207 Milliarden. Déiselwecht Zäit huet de griichesche Stat awer misse 34 Milliarden un Zënse bezuelen. Also ënnert dem Strëch gesi mer, wat do erauskomm ass.

Zënter datt d'Troika a Portugal hiert Onwiesen dreift, ass d'ëffentlech Schold vu 94% am Joer 2010 op 128% am Joer 2013 an d'Luucht gaangen. Parallell goufen 800.000 Aarbechtsplazen zerstéiert a méi wéi dräi Véierels vun de Portugisen a Portugal hu Schwieregkeeten, um Enn vum Mount nach auszekommen. Ëmmer méi Kanner leiden Honger, kommen a Spideeler. Spideeler, déi duerch d'Spuermoossnamen, déi se opgezwonge kritt hunn, awer net méi d'Mëttelen hunn, fir deene Leit adequat ze hëllefen.

Dat ass dat, wat weider geschéie wäert, wa mir där Politik eisen Accord ginn, esou wéi se an dësem Projet de loi dran ass.

Wat d'Verscholdung vun deene Länner ugeet, esou wier et natierlech wichteg, fir iwwert d'Alternativen ze diskutéieren, zum Beispill iwwert d'reell Ursaache vun der Kris a wéi een déi bekämpft. Mä ech ginn dervun aus, datt mer d'Méiglechkeet kréien, nach dorobber zréckzekommen.

Ech wëll zum Schluss awer eppes ervirsträichen, well mir mussen ons eppes bewosst sinn: Wann de sozialen Zesummenhalt an Europa a Fro gestallt gëtt, wann d'EU Sozialofbau, Aarmut a Chômage weiderdreift, wéi se dat bis elo gemaach huet, da wäerten ëmmer manner Leit Vertrauen an Europa hunn a se ginn ëmmer méi gedriwwen an d'Äerm vun deenen, déi no Nationalismen, Rassismen a rietsextremen Tendenze Politik maachen. Europa, net d'EU, Europa fënnt nëmmen dann d'Ennerstëtzung vu senge Bierger, wa jiddwer Bierger a sengem Alldag positiv d'Auswierkunge vu Solidaritéit a sozialer Ofsécherung verspiert. An d'Politik vum FMI an der EU stinn deem am Wee.

Zur Motioun vun der ADR, déi mer pour appui mat ënnerschriwwen hunn, well dat bis elo nach ëmmer noutwendeg war, soen ech awer ganz kloer, datt mer déi Motioun net matdroen, well mer net d'accord sinn, fir datt den FMI dee Rôle spillt, deen e spillt, och wann et elo zu liichte Verschiebunge vun de Gewiichtungen tëschent de Länner kéim.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, als Kommentar zur Motioun vum honorabelen Deputéierte Gibéryen géif ech gäre Folgendes soen: D'Kontributioun vum Lëtzebuerger Stat beim FMI gëtt op objektiv Kritäre baséiert. Ech géif Iech gär déi véier Kritären hei opzielen. Déi hunn och alleguerten eng verschiddenaarteg Gewiichtung.

50% vun deem Kritär hänke vum PIB vu Lëtzebuerg of. Deen zweete Kritär ass den Degré d'ouverture vun eiser Wirtschaft, an Dir wësst jo, dass mer do bal Weltmeeschter sinn am Degré d'ouverture. Dee Kritär zielt zu 30%. An da gëtt eise Potentiel économique gekuckt an dat gëtt zu 15% bewäert. Schlussendlech ginn d'Réserves de change geholl zu 5%. An aus deem Calcul do kënnt dann eben eraus d'Kontributioun vu Lëtzebuerg.

Ech sinn der Meenung, an d'Regierung ass der Meenung, dass mer sollen dat, wat an den Traitéë steet, respektéieren. Déi Kritären, déi si fir all Mënsch d'selwecht. Si falen ebe fir eis op där enger Säit gënschteg aus, well mer esou gutt ekonomesch dostinn a well mer esou international opgestallt sinn. An et ass awer net, well dat eis elo net arrangéiert, well mer méi musse bezuelen, dass mer déi Kritäre sollen a Fro stellen!

Ech wéilt och ënnersträichen, dass mer doduerch, dass mer vill abezuelen, natierlech eng Visibilitéit hunn am FMI, déi méi grouss ass wéi eis kleng Gréisst. Aus all deene Grënn géif ech als Regierung soen, dass mer déi Initiativ, déi an der Motioun drasteet, fir d'Kritären a Fro ze stellen oder d'Kontributioun vu Lëtzebuerg a Fro ze stellen, net huelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Da wäre mer um Enn vun den Diskussiounen ukomm an ech géif zum Vote iwwergoen.

Une voix.- Vun der Motioun selwer?

M. le Président.- D'Motioun, jo, fir d'Éischt...

(Interruption)

D'Motioun hannendrun, jo.

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här President!

M. le Président.- Jo, Här Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här President, ech wëll hei net d'Regierungspolitik verteidegen. Mä ech hätt awer net ongär, wann d'Regierung hir Politik géif verteidegen, wat gläichzäiteg och eis ass. Ech fannen et net richteg, déi Presentatioun, déi hei vun eenzelne Riedner gemaach ginn ass, wéi wa mer hei einfach Sue géifen iwwert den Dësch drécken, ouni dass mer d'Noutwendegkeeten op der Plaz, an deene Länner, déi mer Programmländer nennen, am Kapp hunn.

Ech hunn zu deene gehéiert an Europa an doriwwer eraus, déi ganz skeptesch waren, dass den Internationale Währungsfong sech géif un deenen „Hëllefsaktiounen" - tëschent Gänseféisercher - bedeelegen, well ech gär gehat hätt, dass d'Europäer hir eege Problemer géife selwer léisen.

Déi integral Bereetschaft war ongenügend do, an duerfir hu mer eis och missen un den Internationale Währungsfong adresséieren, fir ze hëllefen, deen Erfahrung huet mat Programmer, déi musse bei Länner gemaach ginn, déi Hëllef vu bausse brauchen, während d'Europäesch Unioun an d'Eurozon déi Erfahrung en fait net hunn.

Mir hu mat deem Internationale Währungsfong - dat huet mech dräi Woche vu mengem Liewe kascht - Dag an Nuecht gestridden, fir dass se sollen an déi Finanzsolidaritéit antrieden. An déi, déi sech dergéint gewiert hunn, dat waren aner Länner, déi mer „emerging countries" nennen, wéi Indien, wéi China, wéi Russland, déi dergéint waren, dass den Europäer géif gehollef ginn.

D'Europäer hu sech also missen an de Gremien, am Board vun dem Internationale Währungsfong duerchsetze géint déi Länner, déi do d'Majoritéit hunn, jee nodeem wéi ofgestëmmt gëtt, fir dass mer déi Hëllefe fir Europa kéinte kréien. An duerfir ass et eng Obligation ardente! An et ass e Broch vun der Solidaritéit mat Griichenland, a besonnesch mat deenen aarme Leit a Griichenland, wann een dësem Projet de loi seng Zoustëmmung verweigert!

Wann d'Slowakei d'Zoustëmmung géif verweigeren, géif ech dat verstoen - ech géif et net verstoen, mä ech hätt Verständnis derfir -, well d'Slowakei huet e Mindestloun a Kannergeld, wat emol net d'Halschent vum griichesche Mindestloun a vum griichesche Kannergeld huet. Datselwecht ass fir Zypern de Fall, datselwecht ass fir Malta de Fall, datselwecht ass fir Slowenien de Fall.

Maacht Iech net méi aarm zu Lëtzebuerg, wéi Der sidd!

(Interruptions)

M. le Président.- Merci. Ech ginn dovun aus, och wann de Jean-Claude Juncker dat net esou preziséiert huet, dass dat Parole après ministre war.

(Interruptions)

An ech géif dann zum Vote iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6596 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. D'Procuratioun ass amgaangen. De Vote ass ofgeschloss. 60 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl, dorënner véier Procuratiounen.

De Projet 6596 ass ugeholl mat 55 Jo- géint 5 Nee-Stëmmen; et gëtt keng Abstentiounen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Christiane Wickler), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif d'Chamber froen, ob se d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote gëtt.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

Da géife mer zur Motioun iwwergoen, bei där ech dovun ausginn, dass se genügend motivéiert ass.

Ass de Wonsch do, fir dozou Stellung ze bezéien?

Den Här Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech soen, dass mer déi Motioun net kënne matstëmmen. Mir haten eng laang Verhandlung, Europäer mat deenen aneren Aktionäre vum Internationale Währungsfong, fir d'Quoten am Internationale Währungsfong frësch festzeleeën. Dat war eng grouss innereuropäesch Debatt. A wann elo ee vun de Memberstate vun der Europäescher Unioun, a fortiori vun der Eurozon, eng Redefinitioun vun der Quoteregelung freet a mir géife mat deem Antrag op Washington goen an do probéieren, eleng géint 191 aner Memberstaten ze verhandelen, da brauch et méi wéi eng Motioun, fir dat duerchzesetzen.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Jean-Claude Juncker. Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Da géife mer zum Vote iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

De Vote ass lancéiert. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Ech gesinn, de Vote ass ofgeschloss. 60 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl, dorënner Procuratiounen.

57 hu mat Nee gestëmmt, dräi mat Jo, keng Abstentiounen. Domat ass d'Motioun ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et geet ëm de Projet de loi 6615 iwwert d'Accorden tëschent Lëtzebuerg an Drëttstaten am Beräich vum Fluchtransport. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ageschriwwe si bis elo: déi Häre Wiseler, Graas a Kartheiser.

D'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol.

9. 6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Jo, Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Häre Ministeren, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 6615 gouf de 17. September d'lescht Joer scho vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, déposéiert. De Statsrot huet säin Avis dozou den 12. November d'lescht Joer ofginn. Doropshin huet d'aussepolitesch Kommissioun mech de 16. Dezember d'lescht Joer als Rapportrice bestëmmt.

De Projet de loi, den Avis vum Statsrot a mäi schréftleche Rapport goufen den 20. Januar dëst Joer an der Kommissioun diskutéiert. A mäi Rapport, deen ech Iech mëndlech virstellen, gouf dunn och do ugeholl.

Ëm wat geet et am Projet de loi? Ma, mir sollen eigentlech mam Vote, dee mer elo gläich huelen, fënnef bilateral Ofkommessen am Beräich vun der Loftfahrt guttheeschen. D'Accorde goufen ofgeschloss mam Cap-Vert, mat de Vereenegten Arabeschen Emiraten, dem Gabon, Tadschikistan an och dem Kongo.

Sënn an Zweck vun den Accorden ass et, e Kader ze schafen, fir de Fluchverkéier tëschent dëse Staten ze regelen an domadder och hir ekonomesch Relatiounen ze förderen.

Fir Lëtzebuerg geet et virun allem awer drëms, Bedéngungen ze schafen, fir d'Aktivitéit vun eisen nationale Fluchgesellschaften an dem Fluchhafen natierlech ze ënnerstëtzen an och weiderzëentwéckelen. Déi bilateral Ofkommesse maachen et eise Fluchgesellschaften, der Luxair, mä virun allem awer och der Cargolux méi einfach, fir Volen an déi betreffend Länner duerchzeféieren, ouni eben all Kéiers bürokratesch Hürde fir all eenzelne Fluch mussen ze huelen. An datselwecht gëllt dann natierlech och ëmgedréint, dat heescht, wann d'Fluchgesellschaften aus deene Länner, mat deene mer en Accord hunn oder ofschléissen, wann déi wëlle bei eis hei zu Lëtzebuerg um Findel landen.

Vu datt eise Fluchhafen ekonomesch wichteg ass an nach méi wichteg soll an der Zukunft ginn, ass et ebe sënnvoll, mat esou vill wéi méiglech Länner esou Accorden ze hunn am Virfeld, eben ier Flich opgeholl ginn, well déi Accorde bedeiten, wéi ech scho sot, manner Verwaltungsopwand fir d'Fluchgesellschaften, och méi Rechtssécherheet an natierlech och méi Planungssécherheet fir déi eenzel Fluchgesellschaft.

Duerch d'Vereinfache vun de Fluchbewegunge leeschte si natierlech och e Bäitrag fir d'Entwécklung vun der ekonomescher Kooperatioun tëschent eben deenen eenzelne Vertragsstaten. D'Accorden, iwwert déi mer haut ofstëmme wäerten, suivéieren och all d'Recommandatioune vun der OACI, der Organisation de l'aviation civile, an der CEAC, der Conférence européenne de l'aviation civile.

Fir d'Ausschaffe vun den Accorden ass zréckgegraff ginn op en Accord type ebe vun där OACI, an déi fënnef Accorden ähnele sech dofir natierlech och ganz staark a si sinn och net wesentlech anescht wéi déi Accorden, déi mer an der Vergaangenheet och hei an der Chamber scho guttgeheescht hunn.

D'Regierung, esou liest een am Exposé des motifs vum Projet de loi, ass amgaangen, weider esou Accorde mat Drëttstaten ze verhandelen. Iwwregens net méi spéit wéi haut hat Der alleguerten op Ärem Courrier électronique eng Lëscht vun deene Länner, mat deene mer esou en Ofkommes hunn, an och mam Datum, wéini dat geschitt ass.

Dir gesitt also och, wann ech soen, d'Regierung ass amgaangen, weider esou Accorden auszehandelen, datt mer an Zukunft nach méi dacks hei an der Chamber wäerten doriwwer diskutéiere respektiv mat esou Projets de loi befaasst ginn an der och musse stëmmen.

Nodeems mir dës Accorde ratifizéiert hunn, gi se bei der OACI - an där all déi fënnef Länner, mat deene mer haut en Accord ofschléissen, an natierlech och Lëtzebuerg Member sinn - enregistréiert. Esou vill zum Inhalt vum Projet de loi.

Elo zum Avis vum Conseil d'État, dee keng gréisser Problemer mat dësen Ofkommessen huet. E mécht allerdéngs drop opmierksam, datt d'Annexen, déi an den Accorde mam Cap-Vert, den Emiraten, dem Tadschikistan an dem Kongo virgesi sinn, wuel kënnen duerch d'Vertragsparteie geännert ginn, mä datt all aner Modifikatioun vun de fënnef Accorde muss duerch d'Chamber goen.

Voilà, ech mengen, dëst gesot, hunn ech a groussen Zich duergeluecht an Iech och probéiert ze erklären, ëm wat et hei geet a firwat esou Accorde wichteg sinn. Ech hoffen natierlech, datt Dir dat d'nämlecht gesitt. Ech hoffen op Aert Averständnis.

Ech ginn op alle Fall den Accord vun de Sozialisten zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Rapportrice. Als éischte Riedner huet den Här Claude Wiseler d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll och ufänken, andeem ech der Madame Rapportrice Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, déi Type vun Accorde si jo een Deel vun enger Aviatiounspolitik, deen eis ganz einfach erlaabt, de Findel, eise Fluchhafen, attraktiv ze gestalten, andeem mer deene Gesellschaften, déi hei landen, ob dat elo nationaler sinn oder ob dat anerer sinn, déi administrativ Weeër esou liicht wéi méiglech maachen, fir datt et einfach geet a fir den Développement vum Fluchhafen esou weiderzëentwéckelen.

Mir haten och eng interessant Diskussioun an der Kommissioun doriwwer. Mir kruten och gëschter oder haut eng Lëscht vun deenen Accords aériens, déi gemaach gi sinn.

Ech wëll just nach eng Kéier déi aner Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, widderhuelen, well et mer awer géif interessant schéngen, éischtens, elo ze wëssen, wéi d'Regierung sech agedeelt hätt: ob dann den Transportminister op där enger Säit oder den Affaires-étrangères-Minister an Zukunft sech géif ëm deen do Typ vu Konventioune respektiv vun Accorde bekëmmeren. Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro: Et wär och natierlech net oninteressant ze wëssen, wéi an Zukunft d'Politik vun deenen Traitéen am Allgemenge gemaach gëtt an a wat fir enge Perspektive mat wat fir enge Länner d'Regierung an Zukunft wëlles hätt, sech ze bewegen. Dat ass och en Deel vun der Strategie, déi déi Gesellschaften, déi um Fluchhafe sinn - Cargolux an anerer - hunn. Ech mengen, dat wär schonn interessant, dat ze wëssen.

An déi lescht Fro, dat wär déi, wat fir eng Accords aériens, déi haut ënnerschriwwe sinn, also op där Lëscht sinn, déi mer kruten, och nach d'application haut sinn, respektiv wat fir eng en désuétude gefall sinn. Dat muss elo net haut selbstverständlech beäntwert ginn, well ech ka mer virstellen, datt den Transportminister dat net alles auswenneg am Kapp huet. Nach wär et flott, eng Kéier eng Diskussioun iwwert déi ganz Politik do ze féieren.

Ech halen op, andeem ech soen, datt ech selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Claude Wiseler. Als Nächsten huet den Här Gusty Graas d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann et sech hei ëm e relativ klenge Projet handelt, esou däerf een awer net vergiessen, datt en awer eng grouss ekonomesch Wichtegkeet huet, besonnesch fir d'Aviatioun och hei zu Lëtzebuerg. Et ass also evident, datt d'Demokratesch Partei deem Projet hei och hir Zoustëmmung gëtt.

Ech wëll awer och nach der Rapportrice, der Madame Claudia Dall'Agnol, Merci soe fir de mëndlechen an och schréftleche Rapport, a wéi gesot selbstverständlech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Gusty Graas. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Rapportrice fir hire ganz kompletten an interessante Rapport.

Mir hätten nach eng spezifesch Fro un d'Regierung an dësem Kontext, niewent deenen, déi den Här Wiseler scho gesot huet, nodeems en dat rekapituléiert huet, wat mer an der Kommissioun diskutéiert haten.

Déi Fro, déi mir eis och stellen, ass: Wa mir déi Accorden hei négociéieren, dann ass jo och natierlech d'Fro - mir maachen dat am Interessi vun eisen eegene Linnen hei, dat ass jo och vu verschiddene Kolleegen hei betount ginn -, mä besteet net d'Gefor, datt anerer vun deenen Accorde mat profitéieren, déi net deeneselwechte strengen Oplagen ënnerleie wéi eis Lëtzebuerger Fluchgesellschaften, an datt et doduerch zu enger Concurrence déloyale ka kommen?

Wann dat de Fall ass a wann d'Regierung déi Gefor och gesäit, dann ass natierlech eis Fro: Wat mécht d'Regierung, fir eng Concurrence déloyale géigeniwwer de Lëtzebuerger Fluchgesellschaften am Kader vun esou Accorden ze verhënneren?

Dat gesot an déi Fro gestallt, wëll ech nach eng Kéier betounen, datt mir déi Accorde selbstverständlech matstëmmen, well och mir ënnerstëtzen de Fluchhafen an eis Fluchgesellschaften am Interessi vun eiser Ekonomie.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Domat hätt d'Regierung d'Wuert. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt am Numm vun der Regierung all deene Merci soen, déi dee Projet hei ënnerstëtzen. Dat schéngt jo d'Unanimitéit ze sinn. Dat freet d'Regierung natierlech.

Zu deene puer Froen, déi gestallt gi sinn, emol déi éischt Fro. Ech fänken e bëssen duerjerneen un, wéi ech mer se hei séier opgeschriwwen hunn. Dem Här Wiseler seng Fro iwwert déi Accords aériens, déi en vigueur sinn: Déi Lëscht, déi Der jo kritt hutt, wéi vill datt der do wierklech nach a Kraaft sinn, dat, muss ech Iech soen, kann ech Iech net elo einfach esou beäntwerten. Dat muss ech nokucken. Mä ech ginn lech awer gär déi Äntwert, wann ech dat nogekuckt hunn.

Dat Zweet ass déi Fro vun de Kompetenzen. Ech mengen, et ass esou, datt an der Vergaangenheet dat ëmmer e bësselchen hin- an hiergaangen ass, eng Kéier sinn déi Accorden iwwert den Ausseministère gelaf, déi aner Kéier iwwert den Transportministère gelaf. An dat soll awer elo änneren. Et war haut elo duerch Zoufall, datt ech hei sinn, well den Ausseminister verhënnert ass a mech gebieden huet, heihinnerzekommen.

Ech hu mer de Projet selbstverständlech och ugekuckt, well e mech jo och interesséiert en vue vun där Kompetenz, déi ech nun awer eemol hunn, dat ass de Fluchhafen an déi ganz Aviatioun. An ech wäert mech mam Här Asselborn elo kuerzschléissen an deenen nächste Wochen, fir datt mer dat definitiv ee fir alle Mol klären.

Meng Meenung ass, datt et am beschte wär, datt dat Ganzt bei mir am Ministère wär, well ech mengen, dat géif méi Sënn maachen, vu datt jo de Rescht vun der Aviatioun oder de Gros vun der Responsabilitéit vun der Aviatioun och do läit, och d'Kontrollinstanzen an deem Ministère sinn an dat méi Sënn gemaach hätt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech deelen déi Meenung.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä ech mengen, mir sollen dat kucken an deenen nächste Wochen. Merci!

Dann nach déi Fro vum Här Kartheiser. Bon, et ass esou, datt, wann ee kuckt, mat wiem mer déi Accorden hei ofschléissen, da mengen ech, dann ass an deem heite Fall de Risiko relativ kleng, datt dat doten elo zu Concurrence déloyale kéint féiere fir Lëtzebuerg. Ech mengen éischter, datt et hei ëmgedréint de Fall ass. Cap-Vert, Gabon, ech mengen, dat si Länner, déi net derfir bekannt sinn, datt se risegrouss Fluchgesellschaften hätten, déi elo géife weltwäit operéieren. Ech mengen, dat ass sécher net de Fall.

Prinzipiell hutt Der awer net onrecht, datt ee sech dat soll ukucken an datt ee soll oppassen, wat ee mécht. Ech muss awer och soen, an der Aviatioun gëtt et awer - haaptsächlech, wann ech elo d'Europäesch Unioun huelen - och relativ streng Reglementatiounen, an et muss ee ganz vill Zertifikatiounen hunn, fir iwwerhaapt kënnen an Europa ze fléien. Dat ass net esou einfach. Et kann een net einfach esou an Europa landen eleng duerch de Fait, datt mir géifen en Accord aérien ofschléissen zum Beispill elo an deem heite Fall mat iergendengem Land. Also, hei geet et ganz kloer drëms, datt et an eisem Intérêt ass, datt dat gemaach gëtt.

Ech wëll och derbäisoen, datt d'Accords aériens och oft éischt Kontaktopnahme si mat Länner, fir iwwerhaapt bilateral wirtschaftlech Bezéiungen ze kréien, well de Loftverkéier, dat ass e bëssen d'Porte d'entrée, a wann ee bis do eng Dier opgestouss huet, dann huet een d'Dier och opgestouss fir aner ekonomesch Échangen.

Mä wéi gesot, fir de Rescht ginn ech Iech awer recht, datt een dat soll am A behalen an datt ee muss oppassen, datt do net et zur Concurrence déloyale kënnt.

M. le Président.- Merci och dem Här Bausch. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6615 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6615 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung geet un. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss. 59 Deputéiert hu sech um Vote bedeelegt, 59-mol Jo. Domat ass de Projet 6615 unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6615 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. Anne Brasseur) et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

An ech wollt d'Chamber froen, ob se d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote gëtt?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Eis nächst ëffentlech Sitzunge si programméiert fir den 11., 12. an 13. Mäerz. Fir déi Sitzungen ze preparéieren, si bis haut 22 Kommissiounssitzungen ugesot.

Ech wënschen Iech an deene Leit, déi eis gedëlleg nogelauschtert hunn, e schéinen Owend a kommt gutt heem.

(Fin de la séance publique à 18.18 heures)

SÉANCE 8 MARDI, 11 MARS 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Nic Bock, fonctionnaire de l'Administration parlementaire
- *M. le Président*

3. Hommage à la mémoire de M. Fred Sunnen, Député honoraire
- *M. le Président*

4. Communications
- *M. le Président*

5. Changements de composition de commissions parlementaires
- *M. le Président*

6. Ordre du jour
- *M. le Président*

7. Heure de questions au Gouvernement

Question n°12 du 10 mars 2014 de M. Gusty Graas relative à la commémoration d'un certain nombre d'événements historiques en 2014, adressée à M. le Premier Ministre
- *M. Gusty Graas*

et

Question n°13 du 11 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration du 70e anniversaire de la Libération, adressée à M. le Premier Ministre
- *M. Fernand Kartheiser - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Question n°14 du 11 mars 2014 de M. Aly Kaes relative au retard des travaux de rénovation du Pont Grand-Duc Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Aly Kaes - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°15 du 11 mars 2014 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement luxembourgeois face au «quatrième paquet ferroviaire», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°16 du 11 mars 2014 de M. Justin Turpel relative à la possibilité d'accorder à M. Edward Snowden, whistleblower, l'asile politique, adressée à M. le Ministre de l'Immigration et de l'Asile
- *M. Justin Turpel - M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*

Question n°17 du 10 mars 2014 de Mme Joëlle Elvinger relative à la campagne de sensibilisation «Je peux voter», adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *Mme Joëlle Elvinger - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°18 du 11 mars 2014 de Mme Martine Hansen relative à la réforme de la formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°19 du 11 mars 2014 de M. Franz Fayot relative à la place de l'enseignement de l'informatique et des technologies nouvelles dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *M. Franz Fayot - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°20 du 10 mars 2014 de M. Marc Hansen relative au récent rapport du GAFI (Groupe d'action financière), adressée à M. le Ministre de la Justice
- *M. Marc Hansen - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

8. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les récentes évolutions politiques en Ukraine, suivie d'un débat
- *Déclaration: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Débat: M. Laurent Mosar (M. Jean Asselborn intervient), M. Marc Angel, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

9. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et ses conséquences
- *Exposé: M. Justin Turpel (dépôt d'une motion) (M. Jean Asselborn intervient)*
- *Débat: Mme Martine Hansen, M. Marc Angel, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Motion 1: M. Justin Turpel, M. Marc Angel (M. Justin Turpel pose une question), M. Fernand Kartheiser (M. Serge Urbany intervient), M. Claude Wiseler*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

10. 6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés
- Centres, foyers et services pour personnes âgées,
- Centres de gériatrie
- *Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6478 - Projet de loi portant

1. modification
- du Code de la consommation;
- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
- de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;
- de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;

2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes
- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, Mme Simone Beissel, Mme Christiane Wickler, M. Roy Reding (M. Jean-Claude Juncker intervient), M. Justin Turpel, M. Alex Bodry*
- *M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Romain Schneider, François Bausch, Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Ech maachen heimat d'Sëtzung op. E schéine gudde Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen, Här Premierminister?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

M. le Président.- Merci villmools.

Ech mengen, de Mikro misst fonctionnéieren. D'Luuchte ginn zwar net.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Är Stëmm dréit, Här President!

M. le Président.- Merci, Här Fraktiounspresident.

2. Hommage à la mémoire de M. Nic Bock, fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun engem vun eise laangjährege Mataarbechter, dem Här Nic Bock, matzedeelen. Hien huet laang a mat vill Courage géint seng Krankheet gekämpft, déi awer an der Nuecht op den 11. Februar iwwerhand behalen huet. Den Nic Bock ass am Alter vu 56 Joer gestuerwen.

Nodeems hien an anere Servicer beim Stat an an der Confédération de commerce geschafft huet, ass hie bei eis an d'Chamber komm. An all deene Joren, während deenen hie fir eis Institutioun täteg war, huet hien d'Tâche vum Kommissiounssekretär mat Engagement ausgeübt. Hien huet speziell d'Aarbechten an de Kommissioune vun den Travaux publics, de Classes moyennes, dem Environnement an der Fonction publique begleet.

Besonnesch ervirsträiche kann ee seng Hëllef bei de preparativen Aarbechte fir d'Schafung vun der Cour des Comptes.

D'Chamber verléiert net nëmmen e laangjährege gen a kompetente Kommissiounssekretär, mä déi ganz Verwaltung och e gudde Kolleeg, dee vun all senge Kolleege geschat ginn ass. An dofir wäerte mer den Nic bei eis vermëssen. Hie wäert bei eis a gudder Erënnerung bleiwen.

Ech wëll a mengem an an Ärem Numm, der ganzer Famill a besonnesch senger Fra an eiser Numm eist häerzlecht Bäileed, eist déift Matgefill an éierlech Sympathie ausdrécken. Dem Yvette eisen déiwe Respekt fir deen Engagement, deen et gewisen huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Nic ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Hommage à la mémoire de M. Fred Sunnen, Député honoraire

An et geet weider mat deene schlechten Nouvellen, well mat groussem Bedaueren hu mer d'Noriicht kritt, dass ee vun eise fréiere Kolleegen, de Fred Sunnen, den 22. Februar am Alter vu 74 Joer gestuerwen ass. Hie war vun 1999 bis 2009 Member vun eiser Chamber.

Eigentlech wollt de Fred nom Lycée Schoulinspekter ginn. Mä et sollt aneschters kommen. Sou ass hien an de 60er Jore Schoulmeeschter ginn a kuerz duerno Professer am Enseignement technique an der Escher Beruffsschoul, déi spéiderhin den Escher Lycée technique ginn ass.

1981 ass hien Directeur adjoint vun dësem ginn an 1994 Direkter vum Lycée technique vu Bouneweg. De Fred war e gudden an e beléifte Direkter.

1962 ass hien der CSV bäigetrueden, mä eréischt 25 Joer duerno politesch aktiv ginn. Bei de Gemengewahlen 1987 huet hie sech zu Suessem fir d'Éischt opgestallt an ass an de Gemengerot gewielt ginn. Hien ass duerno ëmmer erëm gewielt ginn a war vun 1997 bis 2005 Buergermeeschter vun der Gemeng Suessem.

De Fred Sunnen war e Buergermeeschter, dee groussen Asaz fir seng Gemeng hat, eng Gemeng, déi zu deem Zäitpunkt an engem Strukturwandel war an an där d'Problemer hu misse gemeinsam ugepaakt ginn. Hien huet mat enger Rei vun engagéierte Südpolitiker d'Potenzial vun den Industriebroochen zu Belval fréi erkannt a sech fir d'Zukunft vun den Industriebroochen agesat.

De Fred Sunnen huet e groussen Asaz fir de Süde vum Land gehat an dat net nëmmen a senger Gemeng. Sou war hie Member vum Verwaltungsrot vun der Fondation Bassin Minier, déi fir d'Valorisatioun vum Minett suergt. Hie war President vum Syndicat des Eaux du Sud, Grënnungsmember a President vum Centre d'Initiative et de Gestion Local a Grënnungsmember a fréiere Vizepresident vum Syndicat PRO-SUD.

Mä fir de Fred Sunnen war d'Lokalpolitik mat der regionaler an nationaler Politik enk verbonnen. Da eent konnt hien net ouni dat anert betruechten. A sengen Ae konnt een net ausser Uecht loossen, dass all Handlung um nationale Plang och Konsequenzen um lokale Plang kann hunn. Et ass deemno net erstaunlech, dass de Fred Sunnen en Interessi entwéckelt huet, och um nationale Plang an der Politik aktiv ze ginn, an dat, fir sech nach méi ëm seng Gemeng, seng Regioun an d'Land ze këmmeren.

1999 ass de Fred als Deputéierten an d'Chamber erakomm. Hie war bis 2009 an dësem Haus an hie war derfir bekannt, e Mënsch mat Prinzipien ze sinn. An de Kommissiounen huet hie vill Engagement an de Beräicher vun der Landesplanung, der Regionalpolitik an der Éducation nationale gewisen.

Seng Meenung a Saachen Éducatioun war respektéiert a geschat. Hie war 38 Joer laang an dësem Beräich aktiv an huet seng Erfahrungen a seng parlamentaresch Aarbecht afléisse gelooss. Hie war ëmmer fir Reformen, déi d'Schoul sollte moderniséieren an domat deene Jonke besser Chancen um Aarbechtsmaart sollte ginn. Um internationale Plang war hie Member an der OSZE-Delegatioun a Suppléant bei der Benelux-Delegatioun.

De Fred Sunnen war awer och e ganz hëllefsbereete Mënsch an ënner anerem Member vum Verwaltungsrot Lëtzebuerger Kannerduerf a Grënnungsmember vum Fifty-One-Club. Hien huet sech agesat fir d'Erënnerung a war Vizepresident vum Comité vun de Frënn vum Resistenzmusée a President vun de Geschichtsfrënn vu senger Gemeng. D'Natur am Allgemengen a ganz besonnesch d'Fëschen an d'Juegd waren Aktivitéiten, déi de Fred ganz gär a senger Fräizäit gemaach huet.

Vill vun eis wäerte sech och un de Fred op sengem décke Moto erënneren, mat deem en duerch d'Land gefuer ass. De Fred Sunnen huet eis verlooss. Säin Engagement, säin dréchenen Humor, säin häerzhaft Laachen an och säi Gegranz wäerten eis feelen.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber mäin déift Matgefill a mäi Respekt ausdrécken.

Ech géif Iech bieden opzestoen, fir dem Fred eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

4. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administration parlementaire déposéiert goufen, sinn un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung ass iwwert den Arrêté grand-ducal de retrait vum 11. Februar 2014 de Projet de loi 4123, en Ofkommes tëschent den EU-Staten a Wäissrussland, de 17. Februar vum Rôle gestrach ginn.

Deeselwechten Dag ass och op Ufro vun der Regierung iwwert den Arrêté grand-ducal de retrait vum 11. Februar 2014 de Projet de loi 5116, en Ofkommes iwwert d'Nuklearwaffen, vum Rôle gestrach ginn.

4) Dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech Iech matdeelen, dass d'Associatioun Info-Handicap all Deputéierten e Kalenner zoukomme gelooss huet, dee mat beandrockende Fotoen op den Alldag vu Leit mat enger Behënnerung hiweist an och a Blanneschrëft gedréckt ass. Dee Kalenner soll eis encouragéieren, fir bei eisen Décisiounen drun ze denken, dass eng Behënnerung zum Alldag gehéiert an dass se just esou wäit behënnert, wéi mir dat zouloossen.

Communications du Président - Séance publique du 11 mars 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6651 *- Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.02.2014

6653 *- Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.02.2014

6654 *- Projet de loi relatif à la construction de l'échangeur de Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2014

6655 *- Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2014

6656 *- Projet de loi modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant:*

1. le Code de la sécurité sociale;

2. le Code du Travail;

3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 14.02.2014

6657 *- Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 17.02.2014

6658 *- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de la sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées et ayant pour objet la transposition de la directive 2013/25/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine du droit d'établissement et de la libre prestation de services, du fait de l'adhésion de la République de Croatie*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17.02.2014

6659 *- Projet de loi portant organisation de l'Administration des Services vétérinaires*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 18.02.2014

6660 *- Projet de loi portant:*

- transposition de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013;

- transposition partielle de la directive 2011/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011;

- transposition de l'article 6, paragraphe 6 de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011;

- modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.02.2014

6661 *- Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 07.03.2014

6662 *- Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine (EUFOR RCA)*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 07.03.2014

6663 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008*

a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 10.03.2014

6666 *- Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.03.2014

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 11 février 2014 le projet de loi n°4123 portant approbation - de l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés Européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Bélarus, d'autre part - du Protocole sur l'assistance mutuelle entre autorités administratives en matière douanière - des Annexes I à VIII - de l'Acte final, faits à Bruxelles, le 6 mars 1995 a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 17 février 2014.

Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 11 février 2014 le projet de loi n°5116 d'exécution du Protocole additionnel sur le renforcement de la non-prolifération des armes nucléaires, destiné à détecter les activités nucléaires clandestines et approuvé par la loi du 1er août 2001 a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 17 février 2014.

4) L'association Info-Handicap a fait parvenir un calendrier à tous les Députés. Ce calendrier comporte des photos impressionnantes du quotidien des personnes ayant un handicap et est imprimé en braille.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

5. Changements de composition de commissions parlementaires

Dann nach Informatiounen iwwer Changementer bei der Zesummesetzung vun eise Kommissiounen. Bei de parlamentaresche Kommissiounen huet d'LSAP-Fraktioun duerch hire Bréif vum 7. Februar ugefrot, dass den Här Fränk Arndt d'Madame Tess Burton an der Commission de l'Économie all Kéier fir de Punkt vum Projet de loi 6533 iwwert d'Organisatioun vum Pëtrolsmarché an dat bis zum Enn vun där Prozedur ersetzt.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet duerch hire Bréif vum 25. Februar Folgendes proposéiert:

- An der Justizkommissioun gëtt d'Madame Josée Lorsché neie Member.

- An der Finanzkommissioun gëtt den Här Henri Kox neie Member.

- An der Commission de l'Environnement gëtt den Här Claude Adam neie Member.

- An der Kulturkommissioun ersetzt den Här Claude Adam d'Madame Josée Lorsché.

- An der Commission de la Force publique ersetzt den Här Claude Adam den Här Henri Kox.

- An der Commission du Développement durable gëtt d'Madame Christiane Wickler neie Member.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

6. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir. Ech géif en net am Detail elo opruffen. Ech mengen, Dir hutt den Ordre du jour alleguer a gedréckter Form virleien. Fir haut geet et mat enger Froestonn un.

Sidd Der alleguer mat deem Projet d'ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann haut de Mëtteg mat enger Froestonn un d'Regierung ufänken. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Wéi mer jo festgehalen hunn, kommen d'Froen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun. D'Fro N°12 vum 10. Mäerz 2014 huet den Här Gusty Graas un de Premierminister gestallt, an et geet ëm d'Commémoratioun vun enger Rei vun historeschen Evenementer, déi dëst Joer erfalen. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°12 du 10 mars 2014 de M. Gusty Graas relative à la commémoration d'un certain nombre d'événements historiques en 2014, adressée à M. le Premier Ministre

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv, 2014 ass jo e Joer, wou eng ganz Rei historesch Anniversairen ze feiere sinn.

Ech wëll virun allem op déi zwee wichtegst hiweisen: Engersäits den Ufank vum Éischte Weltkrich, bei deem sech d'Historiker zwar net ganz eens sinn, wéini datt et war, mä da loosse mer eis emol op den 1. August 1914 eenegen. An dann deen zweeten Anniversaire, dee jo fir eist Land vu ganz grousser Importenz ass: 175 Joer sinn et hier, datt Lëtzebuerg oder de Groussherzogtum Lëtzebuerg en onofhängege Stat gouf.

Duerfir menge mer op alle Fall, datt et ubruecht wier, fir dës Evenementer an enger grousser Dignitéit ze feieren, virun allem, fir awer och un d'Mémoire collective ze erënneren, fir déi weiderhin ze verbesseren, ze schläifen, well dat an dësen Zäite méi wéi jee wichteg ass.

Ech wëll och drun erënneren, datt de fréiere Kolleeg heibannen an heitege Statssekretär, den André Bauler, schonn den 28. Januar 2011 eng ähnlech Fro un de fréiere Statsminister gestallt hat. Deemools krut en de 17. Mäerz 2011 als Äntwert, datt u sech nach kee geneeë Programm fir déi Festivitéite géif bestoen.

Duerfir wollt ech am Fong geholl haut vum Här Statsminister wëssen, inwiefern datt awer elo déi Anniversairen do wäerte gefeiert ginn, wuel wëssend, datt mer natierlech net méi spéit wéi gëscht oder virgëscht eng Invitatioun op eng Séance académique als Ulass vum 175. Bestehe vun der Onofhängegkeet vu Lëtzebuerg kritt hunn, mä doriwwer eraus, wéi gesot, wäerte mat Sécherheet nach eng Rei aner wichteg Zeremonië stattfannen. An ech wier, wéi gesot, frou, wann den Här Statsminister mir kéint oder respektiv der Chamber kéint e puer zousätzlech Erklärunge ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Graas. Ech géif dann direkt dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert weiderginn, deen eng Fro gestallt huet, déi an eng ähnlech Richtung geet, betreffend de 70. Joresdag vun der Liberatioun. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

- Question n°13 du 11 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration du 70e anniversaire de la Libération, adressée à M. le Premier Ministre

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Statsminister, ech hat Iech eng Fro gestallt virun enger gewëssener Zäit iwwert den Éischte Weltkrich. Den Här Graas huet nach eng Kéier eng ähnlech Fro gestallt.

An Ärer Äntwert ass eigentlech erauskomm, datt d'Regierung wuel eenzel Evenementer organiséiert oder mat organiséiert iwwert de Wee vu Muséeën, deene staatleche Muséeën, fir deem ze gedenken, allerdéngs keng global Reflexioun mécht iwwert d'Bedeitung vum Éischte Weltkrich fir eist Land, d'Konklusiounen op seng Staatlechkeet. An ech mengen, dat ass eng Lacune. Mä Dir kënnt vläicht dem Här Graas dorop äntweren.

Déi Fro, déi ech Iech elo wollt stellen, betrëfft méi speziell d'Evenementer vum Zweete Weltkrich. Mir feiere jo dëst Joer de 70. Joresdag och vum Débarquement an der Normandie de 6. Juni. Mir hunn d'Liberatioun den 10. September. An an der Foulée eben och vun deem, wat den Här Graas gefrot huet, fannen ech et ganz wichteg, d'Regierung nach eng Kéier dorop opmierksam ze maachen a se ze froen, wéi se gedenkt dann och deene wichtegen Ereegnisser an eiser Geschicht Rechnung ze droen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Ech ginn domat dem Här Xavier Bettel, eisem Premierminister, d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. An och Merci deenen zwee Deputéierten, déi mer d'Geleeënheet ginn, haut méi op den Detail anzegoe vun deene verschiddene Manifestatiounen, déi mer am Kader vum Joer 2014 wäerten organiséieren.

Tatsächlech ass 2014 ee Joer mat villen Evenementer. Et ass, sou wéi scho gesot ginn ass, den Ufank vum Éischte Weltkrich. Et ass de Gebuertsdag vum Schluss vum Zweete Weltkrich, net generell, mä op jidde Fall hei an der Regioun. An et ass och den 175. Anniversaire vun der Indépendance, vun der Onofhängegkeet vun eisem Land.

Sou wéi schonn den honorabelen Deputéierte Graas gesot huet, hu mer wëlles, och den 29. Abrëll 2014 eng Séance académique ze maachen, wou och de Volet historique gemaach gëtt, wou och de Chamberspresident, de Grand-Duc an de Premierminister d'Wuert ergräifen, a mir hunn et och wichteg fonnt, dass justement am Kader vun deem 175. Anniversaire och d'Jugend eppes seet. An et ass virgesinn, dass e Vertrieder vun de Jugendmouvementer zu Lëtzebuerg och d'Wuert ergräift, fir am Fong den „Wat bedeit 175 Joer Onofhängegkeet vu Lëtzebuerg?" an der Perspektiv vun engem Jonken, wat seng Meenung ass a wat hien dozou ze soen huet. A mir hunn et wichteg fonnt, deen och an deem Cadre do mat ze integréieren.

Do ass och eng Ausstellung. Dir wësst jo, dass ech och e Beamten hunn am Statsministère, dee frou ass, dass en déi nei Missioun kritt huet, fir kënnen déi Ausstellung och ze organiséieren, an deen och vill Méi sech gëtt am Moment, fir och déi Donnéeën alleguerten ze sammelen, fir kënnen duerno am Cercle déi Ausstellung och ze maachen. Deen huet déi Responsabilitéit och kritt. Wat erlaabt, dass nieft der Séance académique och eng Ausstellung wäert sinn, déi och schonn e puer Deeg virdru wäert opgoen an déi dann duerno och nach selbstverständlech ka visitéiert ginn.

Niewendru wäert dann och op der Place d'Armes e Bal populaire organiséiert ginn an deem dote Kader, wou dann och e Concert ass a wou dann och d'Leit kënnen dobaussen duerno e Fest organiséieren.

An deem Kontext huet och den Tourismusminister, den Här Schneider, mat der Madame Closener och gesot, dass se amgaange sinn ze kucken, wéi se am Kader vun deem 175. Anniversaire och kënne vläicht Packagen organiséieren, fir auslännesch Touristen op Lëtzebuerg unzezéien an deem Kader, andeem een da seet, hei zu Lëtzebuerg ass dann an dann dat organiséiert ginn, an dass een dann och vläicht den Tour ka maache vun deene wichtegen Etappen, déi justement d'Geschicht vun eisem Land och markéiert hunn.

Zur Zeremonie fir den Éischte Weltkrich: Dir wësst jo, dass mer et och gesot hunn, dass mer nach gëschter mat der Presidentin aus dem Saarland mengen, dass et vläicht souguer net inopportun ass, fir Aktiounen ze maachen, déi grenziwwerschreidend sinn. Fir ze weisen, dass do, wou deemools d'Grenzen, d'Problemer waren, wou ee mat deem anere sech net verdroen huet, dass een haut iwwergräifend muss sech bewosst sinn a bereet ass, zesumme souguer Zeremonien ze organiséieren. An dat wier dann am Kader vum Éischte Weltkrich, dass een d'Sirenen, an der Schoul och d'Sirene schelle léisst an dass een och d'Fändelen op Hallefmast géif deen Dag loossen, nieft den üblechen Zeremonië vun Dépôt vu Gerbë bei deene verschiddene Monumenter.

De Fait ass och, dass jo virgesinn ass, eng Ausstellung ze organiséieren. Vun der fréierer Kulturministesch ass do e Groupe de travail an d'Wee geleet ginn, deen och do eng Ausstellung organiséiert huet: „La petite guerre du Luxembourg entre '14 et '18", déi mat der Uni Lëtzebuerg sollt organiséiert ginn.

An dat, wat den Här Kartheiser gesot huet, ass am Fong net ganz richteg, Här Kartheiser. Well den Här Statsminister hat Iech den 22. November 2013 jo och gesot, dass d'Regierung d'Geleeënheet vun der Commémoratioun vum Centenaire vum Éischte Weltkrich notze wëllt, fir sou vill wéi méiglech Informatiounen iwwert dës Zäit ze sammelen, déi duerno enger wëssenschaftlecher Opschaffung vun der Zäit vum Éischte Weltkrich dénge sollen.

Dat heescht, dat doten ass och de Wonsch, dass mat der Uni Lëtzebuerg do zesummegeschafft gëtt, fir justement och deen Devoir de mémoire an och dee Souvenir net ze vergiessen, a virun allem och, fir bei verschiddene Punkten, wou nach ëmmer, och 100 Joer duerno, net ganz kloer ass, wéi d'Situatioun war, och kënne Kloerheet do ze schafen.

An deem Kontext ass och gesot ginn, dass en Internet-Site sollt kommen, dee 14-18.lu sollt sinn, wou am Fong d'Evenementer vun deene verschiddenen Deeg tëschent deene véier Joer och kënnen dann exposéiert ginn. Déi Ausstellung ass op den Dräi Eechele virgesinn, déi am Kontext vum Éischte Weltkrich, an dat sollt dann och do gemaach ginn.

Dann zum Anniversaire vun der Liberatioun a vun der Bataille vun den Ardennen. Do weess ech, dass d'belscht Kinnekshaus och eng Zeremonie organiséiert huet mat anere Kinnekshaiser. Dat heescht, aus dem Benelux wäerten déi dräi Kinnekshaiser fir d'Celebratioun vun der Bataille des Ardennes zesummekommen. Ech weess, dass mer och um Niveau vun den EU-Stats- a Regierungschefe wäerten en Akt marquéiere bei engem Conseil, deen och an deem Kontext vun deem Krich sollt célébréiert ginn. An, wéi gesot, an deem Kontext vun 2014 vis-à-vis vun deenen Anniversairë vum Ufank oder vum Enn vun de Weltkricher.

Wéi gesot d'Historiker, déi och an där Kommissioun sinn, sinn der Meenung, dass d'Bataille des Ardennes vun 2000, also vun 1914 dann och sollt, pardon, vun 1944, sollt och an engem Kader bleiwen, wou déi normal Zeremonien och stattfannen, an dass de Schluss vum Zweete Weltkrich 1945 éischter dann d'Occasioun wier, fir dat och ze célébréieren. An dann am Fong och, an ech mengen, do gëtt et och den Devoir d'histoire, an ech mengen, dass mer do eis och all eens sinn heibannen an der Chamber, iwwert d'Situatioun zu Lëtzebuerg, wéi se am Zweete Weltkrich war, an dass en Devoir de souvenir do ass, an och en Devoir de vérité vis-à-vis vun der Geschicht, deen hei zu Lëtzebuerg och eng Kéier muss an d'A geholl ginn.

Wéi gesot, et soll net gefeiert ginn den Ufank vun engem Krich, mä et soll erënnert ginn. Do si mer eis jo och eens. A virun allem wëlle mer och, an dat ass och en Zeechen, mengen ech, dat net onwichteg ass, mat de Kolleegen aus der Groussregioun eppes maachen, wat grenziwwerschreidend ass, fir ze weisen, dass een och déi Situatioun, déi een eng Zäitchen hat, wou een deen aneren ugekuckt huet a Responsabilitéite gewisen huet, éischter elo seet: Hei, d'Geschicht ass do, mir dierfe se net vergiessen, mä mir sinn eis all bewosst iwwert d'Responsabilitéit vun deem engen a vun deem aneren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Dir hutt gemierkt, vu dass et ëm zwou Froe gaangen ass, war ech e bësse méi flexibel bei der Äntwertzäit, déi dem Premier zur Verfügung stoung.

Mir kommen dann zur Fro N°14, déi den honorabelen Här Aly Kaes un den Nohaltegkeetsminister gestallt huet, wat d'Retarde bei der Renovatioun vum Pont Adolphe ugeet. Den Här Kaes huet d'Wuert.

- Question n°14 du 11 mars 2014 de M. Aly Kaes relative au retard des travaux de rénovation du Pont Grand-Duc Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun zwou Woche war aus der Press gewuer ze ginn, datt déi nei blo Bréck oder och provisoresch Bréck genannt, awer net géif elo, esou wéi dat annoncéiert gi war, uganks Mäerz a Betrib goen. Grond heifir wier, well u sech d'Renovatiounsaarbechten um Pont Adolphe, oder wéi mir soen, un där neier Bréck, awer elo net géifen ufänken, an dat well d'Soumissiounsprozeduren nach net ofgeschloss wieren. Laut der Press wieren d'Analyse vun den Offeren nach ëmmer amgaang.

Bon, meng Froen un den Här Minister si folgend: Firwat ass eréischt elo kuerz virun der geplangter Ouverture festgestallt ginn oder opgefall, datt d'Soumissiounsprozeduren nach net ofgeschloss sinn? Gëtt et e Grond, datt d'Evaluatioun vun den Offere méi laang dauert? Dat ass meng zweet Fro. A meng lescht Fro: Kann den Här Minister eis soen, wéi et dann elo op der Zäitschinn, dat heescht wéi et zäitlech weidergeet?

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci och. D'Wuert huet den Här François Bausch, den Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wollt dem Här Kaes Merci soe fir déi Froen. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, nach eng Kéier e puer Prezisiounen ze ginn zu deem, wat scho bekannt ass. Ech mengen, Dir wësst, datt d'Ausschreiwungsprozedur eng komplizéiert ass, mä déi awer hir Berechtegung huet. Nämlech et geet drëms, datt bei där Prozedur derfir gesuergt gëtt, datt Gerechtegkeet ass bei der Vergab vun ëffentlechen Opträg, virun allem wa se eng gewëssen Envergure hunn. An dat hei ass sécherlech esou e Projet.

An den Artikel 80 vun där Gesetzgebung, déi erlaabt dem Ministère et, also dem Service, dat ass an deem hei Fall mengem Ministère et, eng Präisanalys unzefroen, wann d'Offeren erakomm sinn, am Fall wou eng Offer 15% ënnert der Präismoyenne läit. Dat war hei de Fall. An duerfir hu mer eng Analyse critique des prix maache gelooss, fir erauszefannen, wéi dat kéint méiglech sinn.

Déi ass och ofgeschloss an ech hunn déi lescht Woch iwwer meng Servicer déi eenzel Adjudicatairen uschreiwe gelooss an och matdeele gelooss, wien dann den Zouschlag kritt huet. An do sinn zwou Wochen Délai virgesinn, vun deem Moment un, wou se dat kritt hunn, wou se kënnen en Asproch géint meng Décisioun huelen. Ech ginn dovun aus, déi zwou Woche wäerten dann ëm den 20., 25. Mäerz ofgeschloss sinn. An eréischt da kann ech definitiv, wann den Zouschlag dann definitiv ass, décidéieren, fir dann déi Entreprise als déi zréckbehalen ze betruechten.

Duerfir, et handelt sech hei och nëmmen ëm d'Ausschreiwung vun dem, also vun där neier Bréck, vun der Iwwerschaffung vun der neier Bréck. Et huet mat där bloer Bréck näischt ze dinn. Et ass och esou, datt en Deel vu Virbereedungsaarbechte vun der neier Bréck an der éischter Ausschreiwung mat dra waren. Déi kënnen elo am Moment gemaach ginn. Dat heescht also net, datt am Moment guer näischt geschitt. Mä déi eigentlech Aarbechten um Pont Adolphe kënne selbstverständlech eréischt ufänken, wa Kloerheet ass iwwert déi nei Adjudicatioun, déi eben de Pont Adolphe betrëfft. Dat heescht am Kloertext, bis Enn Mäerz weess ech definitiv Bescheed an da wäert ech dat och deementspriechend communiquéieren.

M. le Président.- Merci dem François Bausch, deen direkt hei ka bleiwen, well den Här Negri elo d'Wuert huet mat senger Fro un den Här Nohaltegkeetsminister iwwert de véierte Paquet ferroviaire. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°15 du 11 mars 2014 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement luxembourgeois face au «quatrième paquet ferroviaire», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vum véierte Paquet ferroviaire, deen dräi Volete begräift, engersäits d'eenheetlech Norm fir d'Zertifikatioun vun Eisebunnsmaterial, zweetens d'Mise en concurrence vum Voyageurs-Transport an drëttens d'Separatioun vun Infrastruktur a Gestioun vun den Eisebunnsgesellschaften. Do wollt ech dem Nohaltegkeetsminister François Bausch d'Fro stellen, wéi seng Positioun an deem Dossier ass a wéi en déi weider Evolutioun gesäit fir eis Lëtzebuerger CFL.

De 26. Februar vun dësem Joer huet d'Europaparlament jo de véierte Paquet ferroviaire ofgestëmmt an dobäi och zwee Amendemen-

ter ugeholl, déi d'Trennung vun Infrastruktur an Exploitatioun jo e bëssen ofschwächen. Dobäi wollt ech dann och nach froen, wéi et ausgesäit, de Planning vum EU-Ministerrot, a fält dat eventuell an d'Lëtzebuerger Présidence am zweete Semester 2015?

Ech soen Iech, Här Minister, Merci fir Är Äntwert am Viraus.

M. le Président.- Merci och dem Här Negri. Här François Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci och dem Här Negri fir déi Fro, déi ganz aktuell ass. Net nëmmen, well d'Europaparlament jo eng éischt Liesung gemaach huet zu deem ganze Paquet ferroviaire, mä och well ech den Donneschdeg, de Freideg, pardon, mäin éischten Transport-Conseil zu Bréissel hunn, an do de Paquet ferroviaire eng éischte Kéier um Ordre du jour steet.

De Freideg ass zwar haaptsächlech eng generell Appréciatioun, a virun allem den éischte Punkt, dee manner problematesch ass, nämlech deen, deen d'Agence européenne ferroviaire betrëfft, wou et drëms geet, derfir ze suergen, datt an Zukunft d'Interoperabilitéit tëschent den Eisebunnsréseauen an och d'Sécherheetsbestëmmunge kënne méi vereenheetlecht ginn, wat sécherlech eng gutt Saach ass, géif ech soen, fir d'Eisebunn méi performant ze maachen, d'Eisebunne méi performant ze maachen an Europa.

An dann natierlech bleiwen déi méi stritteg Punkten iwwreg. Dat eent ass méi eng strikt Trennung nach vun der Gestioun vum Réseau par rapport zu den Exploitanten, an da virun allem déi ganz Fro vun de Services publics, wou et an Zukunft dann, wann d'Direktiv esou géif ëmgesat ginn, wéi se elo vun der Kommissioun virgeschloe ginn ass, géif bedeiten, datt een net méi kéint eng Direktvergab maachen am Kader vum Service public.

An do kann ech Iech soen, datt meng Haltung respektiv der Regierung hir Haltung ganz kloer ass: Mir sinn do strikt dogéint, an zwar aus zwee Grënn. Deen éischte Grond ass, datt mer der Meenung sinn, datt dat fir de Lëtzebuerger Eisebunnsréseau eng eenzeg Katastroph wier! Wann dat esou duerchgeet, wéi et elo geplangt ass, kann dat als Konsequenz hunn, datt auslännesch gréisser Gesellschaften, wéi zum Beispill d'DB, sech hei d'Rosëngen aus dem Kuch erauspicke kéinten an da fir d'Lëtzebuerger Gesellschaft net méi vill iwwreg bleift oder nëmmen déi Saachen iwwreg bleiwen, déi - entre guillemets - „betribswirtschaftlech net profitabel sinn".

Or, beim Service public ass et fir mech relativ kloer, dee gëtt net offréiert, fir datt e betribswirtschaftlech soll profitabel sinn, mä éischter vollekswirtschaftlech. Dat heescht, mir maachen en ëffentlechen Notransport, well mer fannen, datt dat aus Ëmweltiwwerleeunge wichteg ass, well et aus sozialen Iwwerleeunge wichteg ass, mä well et och generell wichteg ass, fir eng aner Mobilitéit ze kréien am Noverkéier, déi besser ass, wéi se haut ass. An ech mengen, et ass relativ kloer, datt dat verréckt ass, fir dat an eng Liberaliséierungslogik eranzehuelen.

An dofir ass meng Haltung, an och der Regierung hir, do ganz kloer: Mir wäerten alles maachen, fir deen dote Punkt deementspriechend mindestens verännert ze kréien. Un alleréischter Stell natierlech probéieren, datt kleng Réseaue wéi eisen, eng Exemptioun, eng Exceptioun kréien, well mir och nach eng spezifesch Situatioun hunn. Mä ech mengen, och generell wäert ech mech derfir asetzen, datt dat doten an där Form net wäert duerchgoen.

Et ass esou, datt natierlech ënnert der griichescher Présidence mat ganz grousser Sécherheet deen Dossier do, op deenen ëmstriddene Punkten net wäert schrecklech weiderkommen. Dat wäert éischter eng generell Diskussioun ginn. Bon, da komme jo d'Wahlen an da kënnt déi nei Kommissioun en place, dat neit Parlament am Hierscht. Hei ass jo Codécisioun, esou datt dat och an der zweeter Halschent vum Joer och net mat grousser Vitesse wäert virugoen, esou datt ganz sécher am Joer 2015 wäerten d'Entscheedunge falen a wahrscheinlech an eiser Présidence, wat eis natierlech eng duebel Responsabilitéit gëtt natierlech an deem doten Dossier.

Ech wäert awer och schonn den Donneschdeg éischt Gespréicher féieren, engersäits mat mengen Homologen aus dem Benelux an e Freideg mat der Troika, dat heescht mat den Italiener a mat de Letten, déi jo bei eis an der Troika sinn, fir unzefänken, d'Présidence virzebereeden a virun allem deen do Dossier virzebereeden. An ech hunn och décidéiert, datt ech am Kader vun der Présidence dat doten zum grousse Schwéierpunkt wäert maache vu mengem Asaz am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence. An ech hoffen, datt mer den Text esou verännert kréien, datt e wierklech dem Service public entsprécht an net dem Liberaliséierungswahn vun eenzelne Kommissären.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mat där nächster Fro wëllt den honorabelen Här Justin Turpel vum Immigratiounsminister wëssen, wéi d'Méiglechkeete wären, fir dem Edward Snowden politeschen Asyl ze gewähren. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°16 du 11 mars 2014 de M. Justin Turpel relative à la possibilité d'accorder à M. Edward Snowden, whistleblower, l'asile politique, adressée à M. le Ministre de l'Immigration et de l'Asile

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. De Verdéngscht vum Edward Snowden ass et ouni Zweifel, fir eis d'Aen opgemaach ze hu virun dem Ausmooss vu Bespëtzelung duerch d'NSA an ech mengen och duerch aner Servicer. An ech wëll just d'Madame Reding zitéieren, déi op enger Pressekonferenz gesot huet: „Merci, Här Snowden. Ouni hie wier dat alles net méiglech gewiescht." Ech wëll och drop hiweisen, datt an engem Interview, dat den Edward Snowden elo de 7. Mäerz, dat heescht virun annerhallwer Woch ginn huet, en drop higewisen huet, datt, wat säin Asylgesuch ugeet, fir an Europa politeschen Asyl ze kréien, datt e gesot kritt huet, datt d'USA, an e géif zitéieren: „...net géifen zouloossen, datt iergendeen EU-Partner him politeschen Asyl géif ginn". An hie géif awer hoffen, fir och an iergendengem Land ee sécheren Duerchgang oder dauerhaften Asyl ze kréien. An en erkennt och un, datt esou eng Aktioun vill politesche Courage géif verlaangen.

(Interruption)

Dofir... Sot dem Här Kartheiser, den Här Snowden hätt doudsécher méi Verdéngschter, wat d'Opdecke vu Spëtzelaktivitéiten ugeet, wéi den Här Kartheiser, an e soll mech net andauernd ënnerbriechen.

An deem Zesummenhang wëll ech da vum...

(Interruption)

...Här Asselborn wëssen, ob d'Lëtzebuerger Regierung dee Courage huet, fir dem Edward Snowden politeschen Asyl ze ginn, wëssend zwou Saachen, datt a) wann een zu Lëtzebuerg politeschen Asyl huet, datt deen zielt och fir aner Länner am Schengen-Raum; a b) datt Lëtzebuerg eleng wahrscheinlech d'Sécherheet vum Edward Snowden net ka garantéieren, datt een also och misst sech mat anere Länner zesummesetzen, fir iwwert déi Sécherheet vum Edward Snowden ze diskutéieren; oder wéi eng Initiativen, datt d'Regierung soss kéint huelen, fir datt effektiv den Edward Snowden an Europa kéint dee politeschen Asyl kréien, deen en eigentlech verdéngt huet.

Wann et net méiglech ass, haut direkt op déi Initiativen ze äntweren, hunn ech och kee Problem, datt de Minister bei enger anerer Geleeënheet dorobber zréckkënnt, well de Fong ass mer awer méi wichteg, wéi datt mer elo hei eng hallef Äntwert iwwert de Knéi briechen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. An ech wollt dem Riedner soen, dass de Mikro fräi ass, fir d'Fro un de Minister ze stellen, an dass e sech net soll vun engem aneren Deputéierte provozéiere loossen, well soss si mer dauernd am Fait personnel, deen ech awer hei elo net gëlle loossen. Merci. Den Immigratiounsminister, den Här Jean Asselborn, huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Däerf ech och vun hei äntweren, Här President?

M. le Président.- Jo, selbstverständlech.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Okay. Also, mam Här Turpel sinn ech d'accord, dass den Här...

(Interruption)

Gelift?

...dass den Här Snowden eng interessant Perséinlechkeet ass, déi och vill un d'Rulle bruecht huet.

Ech kann awer nëmme just op eng Fro hei äntweren, wat eng prezis Fro ass, wann och eng Requête gestallt gëtt. Bis elo huet den Här Snowden zu Lëtzebuerg net gefrot, fir politeschen Asyl ze kréien. Dat ass emol Nummer 1.

Nummer 2 ass, Dir wësst, et gëtt eng Regel, europäescht Recht, dass een an deem éischte Land vun der Europäescher Unioun, an dat een erakënnt, muss dann déi Demande maachen. A well et keng direkt Verbindung gëtt - ech huelen un, dass den Här Snowden nach ëmmer zu Moskau lieft - tëschent Moskau a Lëtzebuerg, misst en eigentlech op Lëtzebuerg nëmme kënne kommen, wann en duerch en anert Land geet.

Dat Drëtt, wat ech wëll soen: An aller Hypothees, déi méiglech ass ëmmer, dass, wa géif esou eng Demande gestallt ginn, da géif nom Lëtzebuerger Recht déi Demande analyséiert ginn.

Merci.

Une voix.- An e soll de Putin matbréngen.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Jean Asselborn. Mat der nächster Fro riicht d'Madame Joëlle Elvinger sech un d'Familljen- an Integratiounsministesch a wëllt méi Detailer iwwert d'Sensibiliséierungscampagne „Je peux voter".

- Question n°17 du 10 mars 2014 de Mme Joëlle Elvinger relative à la campagne de sensibilisation «Je peux voter», adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Madame Minister, als Éischt wëll ech Iech an Ärem Ministère félicitéiere fir d'Campagne „Je peux voter", déi et als Zil hat, fir eis auslännesch Matbierger iwwer hir Participatiounsméiglechkeete bei den Europawahlen opzeklären. Dës Campagne ass immens wichteg, well déi aktiv Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger um gesellschaftlechen a politesche Liewen eng immens Beräicherung fir eist Land ass.

Den Délai fir eis auslännesch Matbierger, fir sech op de Wielerlëschten an de Gemengen anzeschreiwen, ass elo Enn Februar ausgelaf. An deem Kontext wollt ech Iech da froen, ob Dir schonn en éischte Bilan iwwert de Succès vun dëser Campagne konnt zéien a wéi vill Matbierger sech op de Wielerlëschten ageschriwwen hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Elvinger. D'Familljeministesch, d'Madame Corinne Cahen, huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, also den éischte Bilan ass an deem Sënn nach net gezunn, well mer amgaang sinn d'Chifferen ze kréien alleguer. Am Moment sammelt de CEFIS notamment d'Chifferen alleguer. Et ass awer esou, dass méi Leit sech ageschriwwen hunn, dat kann een och elo scho soen, wéi viru fënnef Joer.

Allerdéngs wäerten alleguer d'Chifferen, déi mer dës Kéier wäerte publizéieren, awer relativ sinn, well awer eppes geännert huet zënter där leschter Kéier, dat ass déi duebel Nationalitéit. Déi Leit, déi déi duebel Nationalitéit elo hunn, déi brauche sech natierlech net méi anzeschreiwen a mussen natierlech wiele goen.

Just e puer Beispiller awer elo schonn erausgepickt vun de Stied, déi mer hunn. Esou zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg hu 65% méi EU-Auslänner sech ageschriwwe wéi nach viru fënnef Joer. Allerdéngs muss een zouginn, dass déi Zuel awer relativ niddreg bleift, bei am Ganze just 10% vun den auslännesche Matbierger an der Stad.

E puer aner Beispiller. Schëffleng, zum Beispill, do hunn 41% méi sech ageschriwwen. Péiteng, 42% méi wéi viru fënnef Joer. An dann d'Gemeng Esch, do sinn et 23% méi wéi viru fënnef Joer. Ech gesinn de Buergermeeschter vu Mamer, do sinn et 3% just. Zu Wolz sinn et 3% manner wéi viru fënnef Joer. Dat ass awer deen eenzege Minus, dee mer bis elo hunn. Déifferdeng, plus 11%. Also, wéi gesot, et ass e Plus. Et ass och zesummen..., wann d'Stad Lëtzebuerg ebe 65% am Plus ass, da wäerte mer och do, wa mer d'Resultater bis alleguer hunn, en zolitte Plus hunn. De Chiffer, dee mer hunn, dat ass, dass 19.127 Leit sech ageschriwwen hunn op d'Wielerlëschten, EU-Auslänner eben, fir wielen ze goen. A viru fënnef Joer waren dat der ronn 17.500. Dat heescht, et ass nach net fir sech schrecklech domadder ze bretzen, mä et geet an déi richteg Richtung an et geet eben an d'Luucht.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Familljeminister. Déi nächst Fro vun der Madame Martine Hansen riicht sech un de Minister fir Éducatioun a Beruffsausbildung an dréit sech ëm Informatiounen, déi an der Press iwerholl gi sinn iwwert d'Formation professionnelle. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°18 du 11 mars 2014 de Mme Martine Hansen relative à la réforme de la formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Formation professionnelle ass e ganz wichtegen Deel vun eiser Schoulausbildung. Am RTL-Interview sot den Alain Kieffer vun der APESS, datt zwar d'Grondiddi vun der Reform vun der Beruffsausbildung eng gutt wär, mä datt d'Reform an der Realitéit en Échec wär an datt si dofir de Retrait pur et simple vun der Reform géife fuerderen.

Ech sinn do e bëssen anerer Meenung wéi d'APESS. D'Grondiddi ass sécher gutt an et ass och evident, datt verschidden Ännerunge mussen am Gesetz gemaach ginn, mä de Retrait pur et simple ass menger Meenung no keng Léisung. Dofir da meng Froen un den Här Minister Meisch:

Éischtens, ass eng Evaluatioun vun der Reform vun der Beruffsausbildung gemaach ginn? Wa jo, wéini gëtt dëse Bilan public, fir datt mer kënne konkret iwwer nohalteg Verbesserungen diskutéieren?

Zweetens: Wéi wëllt Der kuerzfristeg de Problem mat de Rattrapagen/Remédiatioune léisen, virun allem an deene Formatiounen, wou et zimlech dramatesch ausgesäit? Den Här Kieffer hat hei vun der Elektrikerausbildung geschwat.

An drëttens, an déi lescht Fro: Wat hutt Der virgesi fir déi Schüler, déi elo schonn am véierten, zousätzleche Joer am DAP sinn an eventuell riskéieren, erëm eemol net zum PIF, zum „projet intégré final" zougelooss ze sinn, well si nach net genuch Moduller gepackt hunn? Den nächste Projet intégré final steet virun der Dier. D'Schüler, d'Elteren, d'Enseignanten an och d'Schouldirektioune brauchen hei dréngend eng Äntwert.

Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Hansen. An domat huet de Claude Meisch, Éducatiounsminister a Minister fir d'Formation professionnelle d'Wuert. Här Meisch wann ech gelift.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Effektiv, d'Reform vun 2008 vun der Formation professionnelle wërft eng ganz Rei vu Problemer op. Ënner anerem stelle mer fest, datt méi Échecen ze verzeechne sinn, wéi dat nach virdrun de Fall war, wat awer och kann doduerch ze erklären sinn, datt bei deem neie Modus d'Ufuerderungen e Stéck wäit méi héich sinn, esou datt een, mengen ech, wierklech muss herno den Detail kucken, éier ee kann definitiv Konklusiounen zéien, a sécherlech d'Konklusioun net déi ka sinn, datt wierklech alles schlecht gewiescht wär un där doter Reform.

D'Madame Hansen huet et erwähnt: Mir hunn ee Problem, dat ass, datt eng ganz Rei vu Schüler momentan, jo, no hirem Parcours an der Formation professionnelle an der Luucht hänken, datt se weder gesot kréien, wéi et weidergeet, an awer och net gesot kréien, datt se komplett échouéiert hätten, mä eigentlech gesot kréien: „Dat war et elo an Dir kritt keen Diplom." Dat ass en onhaltbaren Zoustand an deen hu mer sécherlech constatéiert.

Mir hu festgestallt, datt deen haaptsächlech doduerjer bedéngt ass, datt eng ganz Rei vu Cours-de-rattrapagen, déi jo am theoretesche Modell vun der Formation professionnelle virgesi si fir dee Module, deen een net gepackt huet, net kënne gehale ginn, datt dat organisatoresch vum Zäitplang, vum Stonneplang hier einfach net méiglech ass.

Nu si mer an där doter Situatioun an duerfir gedenke mer, do praktesch, pragmatesch Léisungen ze fannen, à court terme. Mir sinn amgaangen, un enger Circulaire ze schaffen, déi Enn Abrëll wäert erauskommen, fir de Schoulen a virun allem och deene concernéierte Schüler

ze soen, wéi et fir si wäert weidergoen a wat fir eng Léisungen datt een trotzdeem fir si kéint fannen.

Ech kann Iech haut also nach net prezis op Är Fro äntweren, ausser datt ech ka confirméieren, datt e Problem besteet, datt mer eis dem Problem bewosst sinn, datt mer amgaange sinn, kuerzfristeg Léisungen ze fannen.

Nieft deene kuerzfristege Léisungen do mengen ech, datt awer och mëttelfristeg nach eng Kéier d'Reform vun der Reform soll an Ugréff geholl ginn, wou dann dee Bilan, deen Der gefrot hutt, muss gemaach hunn. Well éier mer en detailléierte Bilan maachen iwwer sämtlech Ausbildungsweeër, déi existéieren..., wa mer dat ofwaarden, fir och kuerzfristeg ze intervenéieren, da kënne mer sécherlech net deene Schüler, déi elo an där prekärer Situatioun do sinn, zäitno eng Äntwert ginn.

Kloer ass awer och, datt mer d'Auer net wëllen zréckdréien, datt mer net déi Reform erëm wëlle komplett réckgängeg maachen, komplett op de modulairë System verzichten an erëm op e Joressystem zréckgoen. Mir denken, datt déi Reform hei eng ganz Rei vu positiven Aspekter huet, virun allem fir déi Schüler, déi et packen, déi dee Parcours do hanner sech bréngen, well et e Parcours ass mat méi héijen Ufuerderungen an duerfir d'Qualitéit vun deenen, déi e gepackt hunn, sécherlech besser ass, wéi dat virdru war.

Mir mussen also kucken, datt mer der méi op de Wee kréien, déi déi Formatioun do dann och packen an duerchstinn. Do mussen déi praktesch Problemer, wéi gesot, besäitegt ginn.

Ech mengen och, datt mer um Niveau vun der Orientatioun nach villes musse maachen an deenen dräi éischte Jore vum Secondaire technique, fir déi richteg Schüler an déi richteg Ausbildungen eranzekréien, well mer oft awer mierken, datt der ganz vill en cours de route oft ganz schnell erëm ophalen.

Hei ass souwuel kuerzfristeg wéi och mëttelfristeg, mengen ech, virun allem nach ganz vill Dialog ugesot, en Dialog, dee mer fleege mat de Chambres professionnelles, wou mer eigentlech am Wocherhythmus déi lescht Wochen och dru geschafft hunn, gradesou wéi mat den Direktiounen aus de Lycéeën, déi mer enk wëllen ubannen. Et ass virun allem de Statssekretär André Bauler, dee sech prioritär ëm dësen Dossier këmmert, prioritär, well e wierklech ganz urgent ass.

Duerno, mengen ech, soll een awer och nach eng Kéier driwwer nodenken, vläicht d'Struktur vun der Beruffsausbildung ze analyséieren: ob mer net ze vill Ausbildungsweeër opmaachen, ob mer net bei den heitege Beruffsbiller, déi jo ganz schnellieweg sinn, wou ee seelen an deem Fach herno wierklech lant am Beruff, dat een och studéiert huet, wou ee seelen eng ganz Beruffscarrière och an deem Domän bleift, ob een also do vläicht och e bësse méi eng Basisformatioun ka kréien an dann de Rescht herno och iwwer Formation continue ka maachen, fir sech ëmmer erëm weiderzebilden, oder vläicht manner Grondausbildung a méi Weiderbildung.

A sécherlech musse mer och - an dat maache mer zesumme mat de Chambres professionnelles - iwwert d'Maîtrise nodenken, well mer mierken, datt mer do nach ëmmer vill Moyenen dran investéieren, mä awer d'Resultat relativ bescheiden ass. A mir mussen och d'Maîtrise sécherlech duerch eng Reform erëm opgewäert kréien.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. le Président.- Merci och dem Éducatiounsminister, dee vläicht och direkt kann heibleiwen, well déi nächst Fro vum Här Franz Fayot riicht sech och un hien. Den Här Fayot wëllt vum Éducatiounsminister méi iwwert d'Importenz vun Informatikscoursen an neien Technologien am Secondaire wëssen.

Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°19 du 11 mars 2014 de M. Franz Fayot relative à la place de l'enseignement de l'informatique et des technologies nouvelles dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Ugangs leschter Woch war en Artikel ze liesen an enger Lëtzebuerger Dageszeitung, an där e Mathematiks- an Informatiksprofesser drop higewisen huet - mat Hiweis op den aktuellen „Horaires et Programmes" -, dass de Stellewäert vun der Informatik am Joer 2014, an och méi generell nach dee vun den neien Informatiounstechnologien an der Schoul no bei null ass. An dee Professer rajoutéiert dann, dass fir ronn een Drëttel vun de Jugendlechen - déi am Enseignement secondaire - emol net e Minimum vu Kenntnisser am Beräich vun den Informatiounstechnologië vermëttelt gëtt.

Et schéngt also hei eng Diskrepanz ze ginn zwëschent der Promotioun vum Secteur TIC als neit Wirtschaftsstandbee fir eist Land, als neit Standbee vun eiser Ekonomie, an eben dem Stellewäert vun deene Matièren an eise Lycéeën.

Et weess ee jo och, dass dee Secteur e ganz staarke Wuesstum huet an dass e vill Aarbechtsplaze schaaft. An et war ze liesen an engem Échange, an engem Rapport vun der Commission „Enseignement supérieur" vum Januar d'lescht Joer, an där en Échange war mam Secteur, mat Leit aus dem Secteur vun den TICen, dass do effektiv eng Pénurie un Diplméierte besteet aus deene Secteuren, an allen Domänen, vum BTS bis zu Ingenieuren, dat heescht Leit en général mat Diplomen. A wann ee mat Leit schwätzt aus där Spart, dann ass et effektiv esou, dass een do gesot kritt, dass ee muss, fir gutt Leit ze fannen an deem Domän, bis wäit iwwert d'Grenzen erausgoen, fir do ze rekrutéieren.

Et ass erëm eng Kéier also eng Illustratioun vun eisem Lëtzebuerger Paradox, dat heescht, dass mer Secteuren hunn, wou mer Aarbechtsplaze schafen, déi Succès hunn, wou nei Betriber op Lëtzebuerg kommen, mä dass mer et net fäerdegbréngen, fir déi Aarbechtsplazen och hei bei deene lokale Jugendlechen un de Mann ze bréngen.

Dofir meng Froen un de Minister: Éischtens, deelt hien déi Aschätzung vun deem Professer iwwert de Stellewäert vun der Informatik an den Informatiounstechnologien am Enseignement secondaire an am Enseignement secondaire technique?

An dann zweetens, wann dat de Fall ass, gëtt et do scho Reflexiounen am Ministère, fir dës Situatioun ze änneren a fir dem Enseignement an deene Sparte méi Wichtegkeet ze ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot, mat dem Wonsch, déi nächste Kéier e bësse méi genee op déi zwou Minutten opzepassen. Merci.

Den Här Éducatiounsminister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. D'Informatik an der Schoul huet eigentlech zwou Fonctiounen: Éischtens ka se e ganz interessant Instrument sinn, fir Schoul ze halen, fir Wëssen ze vermëttelen: Et ass spannend, et kann interessant sinn. Et kann natierlech awer och do den Enseignant net ersetzen an et stéisst och sécherlech do op Limiten. Mä mir musse kucken, wou mer informatescht Material, informatesch Prozesser kënnen esou gutt wéi méiglech asetzen, och am Enseignement.

Duerno wësse mer awer - an den Här Fayot ass dorobber agaangen -, datt et extrem wichteg ass fir de Beruff, de Beruff am Allgemengen: Eigentlech egal wou een haut schaffe geet, et kënnt een net laanscht informatesch Basiskenntnisser. An dann awer och fir Lëtzebuerg am ganz Besonneschen: Wa mer eis wëllen als ICT-Standuert promouvéieren, wann de Premierminister oder de Wirtschaftsminister dat och no bausse ganz kloer verkünden, dann hu mer sécherlech eng Obligatioun, fir méi Efforten ze maachen, fir méi Informatiker - an Informatiker op allen Niveauen, sief dat an der Beruffsausbildung, sief dat och um universitäre Plang - kënnen auszebilden an hei zu Lëtzebuerg unzebidden.

Et ass eng Fro vun Orientatioun sécherlech, et ass och eng Fro vu Sensibiliséierung, eng Sensibiliséierung, déi, mengen ech, awer och scho ganz fréi muss kënnen ugoen. Och virum Enseignement secondaire, och schonn am Fondamental, mengen ech, muss et noutwendeg sinn, datt ee mat informateschem Material ka schaffen, datt een domadder a Kontakt kënnt, datt dat och déi eng oder déi aner Kéier am Enseignement ganz natierlech agesat gëtt, datt een den natierleche Bezuch dozou kritt; am Secondaire dann awer sécherlech nach an engem ganz anere Mooss, mat enger ganz anerer Method.

Mir hunn insgesamt an den Etablissementer vum Enseignement secondaire duerfir 24 Techniker schaffen, och Informatiker dorënner, an déi hu ronn 15.000 PCen ze warten, déi de Schüler zur Verfügung sti fir, jo, informatesch dorobber ze schaffen, fir alldeeglech dorobber ze schaffen.

Et ass schonn eng Zäitchen hier, datt eng Rei vu Projete geholl goufen, ech erënneren do zum Beispill un dat elektronescht Klassebuch, wat elo nach eemol weiderentwéckelt ginn ass, an de Projet WebUntis. Ech denken awer och u mySchool!, wat ville Schoulen, och schonn am Fondamental, erlaabt huet, fir iwwerhaapt eng Präsenz um Internet ze hunn an natierlech och do Schüler ze sensibliséieren an un de Medium Internet erunzeféieren, e Medium, deen awer och erlaabt, fir zum Beispill ganz vill Klassebibliothéiken a Schoulbibliothéiken ze géréieren.

Ech denken awer och un déi Offer, déi mer am elektroneschen Domän maachen, wéi zum Beispill den eBac, wéi dee ganze Programm vun E-Learning iwwerhaapt, wéi awer och, datt mer am elektronesche Beräich ëmmer méi Contenuen, och méi Coursen eigentlech haut esou opschaffen, datt se iwwert den elektronesche Wee kënnen opgeruff ginn.

Am Secondaire ass och d'elektronesch Tafel haut eigentlech net méi ewechzedenken. Si ass bei Wäitem keng Ausnahm méi, wéi dat emol nach virun enger Rei vu Joren de Fall war, an et gëtt op ganz ville Plazen - och duerch den Engagement vu villen Enseignanten - am Alldag, am alldeegleche Schaffen an der Schoul dorobber zréckgegraff. An dat vermëttelt och doduerjer, mengen ech, d'Plus-value, déi d'Informatik am Alldag ka bréngen. An dat si sécherlech net nëmmen Enseignanten aus dem mathemateschen oder aus dem informatesche Beräich.

Et gëtt awer och a ville Schoulen - a Secondairesschoulen - flott Initiativen. Ech denken do un eng zum Beispill aus dem Lycée Robert Schuman: „Mathématiques, Informatique, Sciences et Technologies", wou op ganz ville Piste probéiert gëtt, ze sensibiliséieren an deene Jonke Freed un der Informatik ze vermëttelen, fir se vläicht herno och bei der Orientatioun an deen doten Domän kënnen eranzedrainéieren.

Dat war e kuerzen Iwwerbléck - a sécherlech net vollstänneg - iwwert dat, wat existéiert. Nun, wat kann ee méi maachen, ganz besonnesch am Enseignement secondaire an am Secondaire technique?

Vläicht musse mer nach méi Wäert op déi Compétences transversales leeën, wann et drëms geet, d'Éducation aux médias ze vermëttelen, wann et drëms geet awer och, „ICT-awareness" ze vermëttelen, datt dat eben net nëmmen an enger Stonn an der Woch ofgehandelt gëtt, mä datt et eben och a ville Fächer en Thema ka ginn.

Mir hunn eng Sektioun am EST, eng Informatikssektioun. Ech denken, datt déi onbedéngt muss bäibehale ginn an datt mer se méi attraktiv musse maachen an an der Orientatioun, virun allem wat d'Beruffschancen duerno ubelaangt, méi däitlech mussen ervirsträichen.

Dann denken ech awer och, datt mer d'Informatik, de Stellewäert vun der Informatik am Enseignement secondaire nach eng Kéier sollten iwwerdenken a revaloriséieren, well mer do effektiv, wa mer en termes vu Stonnen a vu Projete kucken, dach der Realitéit, wéi se dobaussen an der Aarbechtswelt ass, e Stéck wäit hannendrunhänken. An d'Realitéit ass net nëmmen esou an der Aarbechtswelt, si ass och esou op den Unien, op déi ee jo eigentlech soll preparéiert ginn.

Mir mussen awer gläichzäiteg kucken, datt déi Jonk och op d'Gefore vun der Informatik opmierksam gemaach ginn. Dat maache mer zanter enger Rei vu Jore mam Projet BEE SECURE. An et kann ee sech och virstellen, datt BEE SECURE eigentlech obligatoresch gëtt, eng obligatoresch Präsenz op all de Septièmesklasse kéint kréien, fir awer och do ze prévenéieren.

Zum Schluss wëll ech vläicht nach soen, datt et heiansdo och Momenter an der Schoul muss ginn, wou den Handy aus ass a wou en op d'Säit geluecht gëtt an den iPad an den iPod an all déi aner TIC-Apparaten ofgeschalt ginn. Och an der Schoul brauche mer heiansdo nach en informatikfräie Raum, wou de Mënsch mam Mënsch kann ze dinn hunn. Och esou kann een eppes léieren.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister, mat och un hien dem Wonsch, dass en an Zukunft déi véier Minutte respektéiert. Mä dat ass och e Léiervirgang, fir sech lues a lues un déi véier Minutten erunzetaaschten, dofir si mer am Moment nach fein.

A mir géifen un déi lescht Fro kommen, wou den Här Marc Hansen sech un de Justizminister riicht a méi wëllt iwwert dee rezentste GAFI-Rapport wëssen, insbesondere wat fir Fortschrëtter eist Land a Saache Kampf géint d'Geldwäsch a géint de Finanzement vum Terrorismus virzeweisen huet.

Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°20 du 10 mars 2014 de M. Marc Hansen relative au récent rapport du GAFI (Groupe d'action financière), adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Marc Hansen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de GAFI, de Groupe d'action financière, ass en intergouvernementaalt Organ, dat sech fir d'Ausschaffe vun Normen a Politike géint d'Wäisswäsche vu Suen a vu Kapital grad wéi géint de Finanzement vum Terrorisme asetzt, fir et eng Kéier ganz vereinfacht duerzestellen. Dëse GAFI hat da vum 12. bis de 14. Februar Plénière zu Paräis.

Mir erënneren eis alleguerten nach drun heibannen, wéi Lëtzebuerg am Joer 2010 op eng sougenannten „gro Lëscht" vum GAFI gerode war. An am Joer 2011 si mer dann och erëm vun där Lëscht erofgeholl ginn.

Bei där ugeschwater Plénière vu Mëtt Februar vun dësem Joer gouf da festgehalen, dass Lëtzebuerg konform ass zu de Revendicatioune vun dem GAFI. A well dat, mengen ech - an do si mer eis alleguerten eens -, ganz wichteg ass, déi doten Evaluatioun fir eist Land, wollt ech vum Justizminister e klenge Bilan gemaach kréien, wéi Lëtzebuerg dann elo genee an deem Kontext géif dostoen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Hansen. De Justizminister, den Här Félix Braz, huet d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Merci och dem honorabele Marc Hansen fir déi Fro, déi hie stellt iwwert d'Sortie vu Lëtzebuerg aus dem drëtte Cycle d'évaluation vum GAFI. Et ass eng ganz wichteg Saach fir Lëtzebuerg, eng ganz wichteg Informatioun fir d'Finanzplaz vu Lëtzebuerg, awer och, mengen ech, dass d'Leit hei am Land déi doten Informatioun matkréien an dass och vläicht an Europa zur Kenntnis geholl gëtt, dass deen Eck, an dee Verschiddener eis ëmmer nees probéieren ze drécken, dass mer net an deem Mooss an deen Eck do eragehéieren, wéi Verschiddener sech dat wënschen. Et ass also eng ganz wichteg Informatioun fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz, dass mer aus deem Cycle eraus sinn.

Wann Der erlaabt, e puer Wuert doriwwer, wien de GAFI iwwerhaapt ass. De GAFI - dat ass déi franséisch Ofkierzung fir Groupe d'action financière - ass en Organe intergouvernemental, deen 1989 gegrënnt ginn ass an deem säin Objet doranner besteet, Normen auszeschaffe fir d'Politiken an der Lutte géint de Blanchiment vu Capitaux an och géint de Finanzement vum Terrorismus.

Dobäi sinn och nach zënter zwee Joer Mesuren am Beräich vun der Lutte géint d'Proliferatioun vun den Armes de destruction massive. An déi Haaptnorme vum GAFI si sougenannten „Recommandatiounen" am Beräich vum Blanchiment a vum Finanzement vum Terrorisme, déi 1990, also ee Joer no der Grënnung, publizéiert gi sinn an déi zënterhier regelméisseg adaptéiert gi sinn, eng leschte Kéier am Joer 2012.

D'Applikatioun vun dësen Norme gëtt kontrolléiert a sougenannten „cycles d'évaluation". Mir sinn elo aus dem drëtte Cycle erauskomm.

De GAFI huet 36 Memberen: 34 Länner an zwou regional Organisatiounen. Eng dovun ass d'Europäesch Kommissioun. Dat just e puer Stéchwierder. An och wann de GAFI net offiziell bei der OCDE rattachéiert ass, ass et awer esou, dass de Sëtz an och d'Sekretariat vum GAFI an de Lokaler vun der OECD ënnerbruecht sinn.

Wat ass méi genee am drëtte Cycle geschitt? Dat geet zréck op Februar 2010, wou de sougenannte Rapport d'évaluation mutuelle, den REM, festgehalen huet, dass Lëtzebuerg op net manner wéi 39 vun den 49 Recommandatiounen net „compliant" wier, also net konform, oder nëmmen deelweis konform, an op de 16 Kär- oder Schlësselrecommandatiounen - déi wichtegst Recommandatiounen - ware mer op zwielef vun deene 16 net konform oder nëmmen deelweis konform.

Mir sinn doduerch an eng Prozedur vun engem Suivi renforcé komm, awer och parallell dozou an déi sougenannte Prozedur vun der groer Lëscht. Mir waren also ni wierklech op der groer Lëscht, mä mir waren an enger Prozedur vun der groer Lëscht.

Mir sinn aus där Prozedur erauskomm, an d'Kolleege vun der Commission juridique kënne sech nach bestëmmt dorun erënneren, well mer tëschent Juli an Oktober 2010 praktesch de Summer riicht duerch hu misse schaffen, fir e Paquet vun dräi Gesetzestexter am Oktober 2010 an der Chamber kënnen ze evakuéieren, wat eis bruecht huet, dass mer eng Suspensioun kritt hu vun der Prozedur, der sougenannter Prozedur vun der groer Lëscht.

Mir waren also, wéi gesot, ni op der groer Lëscht. Mir waren op der Prozedur a mir sinn zu Zäit draus erauskomm.

Elo am Februar war dann déi sougenannten „Procédure de suivi régulier", wou eng leschte Kéier, ënner anerem opgrond vun deenen Texter, eng Analys vu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. An op all den Haaptrecommandatiounen, de generellen, awer och de Kär- respektiv Schlësselrecommandatiounen, gëlle mer mëttlerweil als „largely compliant". Dat ass am Beräich vun der Infraktioun géint de Blanchiment, an der Haaptsaach, wéi gesot, opgrond vun deene Gesetzer, déi mer am Oktober 2010 gestëmmt hunn, dem Paquet vun deenen dräi Gesetzer. Et ass am Beräich vun der Infraktioun vum Blanchiment, am Beräich vum Finanzement vum Terrorisme, awer och bei de Mesures provisoires an notamment der Confiscatioun, den Devoirs de vigilance bei der Clientèle, dem Secret bancaire, awer och der Surveillance vum Secteur financier.

Mir kënnen also och anere Länner géintiwwer elo kloer behaapten, dass mer op all deenen dote Punkten „largely compliant" sinn, an dat ass eng wichteg Informatioun fir Lëtzebuerg. Well och d'OECD an der Diskussioun ronderëm d'Finanzplaz jo eng wichteg Roll spillt a wou d'Lëtzebuerger Regierung, déi hei an och déi viregt, ëmmer nees zu Recht drop higewisen hunn, dass och do e wichtegen Deel vun der Diskussioun muss stattfannen.

Ech wëll ofschléissen, Här President, mat der Bemierkung, dass de véierte Cycle, dee fänkt elo un. An och do wäert Lëtzebuerg sech mussen enger Rei vun Diskussioune stellen, notamment wat d'Effikassitéit - dat ass dat, wat dës Kéier soll gepréift ginn - vun de Législatiounen ugeet, net just d'Bestehen dovun, mä d'Applikatioun, déi dovu gemaach gëtt, a wéi effikass dass se applizéiert ginn.

An och do si mer an der Vergaangenheet am Kader vum drëtte Cycle scho kritiséiert ginn. An do wäerte mer also och mussen, am Kader vun deem véierten Zyklus, nach eng Kéier fréi opstoen, fir déi Aarbecht do unzegoen, dass mer net erëm eng Kéier an déi Schwieregkeete geroden, déi mer schonn haten.

An e lescht Wuert, Här President, fir ze soen, dass ech lech och en Exemplaire vun deem rezente Rapport ginn, fir kënnen un déi Kolleege verdeelt ze ginn, déi de Wonsch géifen äusseren.

(M. le Ministre Félix Braz dépose une documentation.)

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Villmools Merci. An als Géigecadeau informéieren ech Iech, dass Der bei fënnef an eng hallef Minutte loucht.

(Interruption)

Villmools Merci. Domat wär d'Froestonn ofgeschloss. Insgesamt ënnert dem Strëch awer disziplinéiert, well mer néng Froen an 48 Minutten evakuéiert hunn, wou mer also ënnert dem Strëch am Soll sinn.

Mir géifen dann elo iwwergoen zu der Deklaratioun vun eisem Ausseminister iwwert déi rezent politesch Entwécklungen an der Ukrain, mat uschléissendem Débat. Méi aktuell kéinte mer eigentlech net sinn, well den Ausseminister gëschter Owend vun enger Visite aus der Ukrain erëmkomm ass.

Ech wëll Iech just soen, dass bis elo ageschriwwe sinn: déi Häre Mosar, Angel, Berger, d'Madame Loschetter, den Här Kartheiser an den Här Urbany. An déi jeeweileg Vertrieder vun de Fraktiounen an de Sensibilitéiten hu jee fënnef Minutte Riedezäit.

Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

8. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les récentes évolutions politiques en Ukraine, suivie d'un débat

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci, Här President. Effektiv, Dir hutt et gesot, mir ware gëschter zu dräi Benelux-Ausseministeren op enger Visite an der Ukrain zu Kiew. Déi Visite war..., virun engem Mount war den Datum festgehale ginn a mir hunn do den Iwwergankspresident gesinn, deen och Parlamentspresident de Moment ass. Mir hunn den Ausseminister gesinn an, ganz interessant, mir hunn och kënne mat enger hallwer Dosen ONGe schwätzen. Dat Ganzt war, wéi gesot, limitéiert op Kiew.

Iwwermuer ass am UNO-Sécherheetsrot eng informell ëffentlech Sitzung, wou dann och de Premierminister vun der Ukrain d'Wuert wäert ergräifen. Et passt also vollkommen, dass mer haut hei an der Chamber eis ëffentlech iwwert d'Ukrain ënnerhalen, iwwer Russland ënnerhalen.

Mir haten de 4. Mäerz d'Geleeënheet an der Kommissioun, wat mer vill Freed gemaach huet, fir mat Iech ee Gedankenaustausch iwwert déi ganz schwiereg Problematik ze maachen.

Eng generell Remarque vläicht fir unzefänken. An ech mengen, Dir sidd mat mer d'accord, dass de Moment d'aussepolitesch Aktualitéit fir Millioune vu Leit op der Welt vun Angscht, vu Leed an och vu vill Terror gezeechent ass. Et gëtt Beispiller: d'arabesch Welt, Syrien, d'Machtlosegkeet am Kampf géint den Terror a géint Gewalt, an et gesäit ee kee Liicht um Enn vum Tunnel. Afrika, just ee Beispill: Zentralafrika, d'Republik Zentralafrika, wou Kanner de Kapp erofgeschloe kréien, well se entweder Moslem sinn oder Chrëscht sinn.

Bei der osteuropäescher Welt da mengen ech och soen ze dierfen, dass d'Konsequenze vum Fall vun der Berliner Mauer nach net geheelt sinn oder richteg verschafft sinn.

Zënter bal zéng Joer hunn ech d'Éier, fir däerfen Ausseminister vun eisem Land ze sinn, an an deenen zéng Joer huet Lëtzebuerg vill Wäert op d'Relatiounen tëscht der Europäescher Unioun a Russland geluecht. Och a schwéiere Momenter.

Dës Relatiounen, esou hu mer et ëmmer gesinn, ware jo opgebaut op dräi Prinzipien: géigesäitegt Vertrauen; dann d'Geschicht, déi eis geléiert huet, dass net nëmme Krich, mä och kale Krich desaströs ass; an drëttens, schliesslech op Respekt vum internationale Recht.

Et ass zënter Kuerzem de facto eng ganz gefäierlech Evolutioun agetrueden. Éischtens, tëschent Russland an der Europäescher Unioun schwätze mer net méi iwwer eng nei performant Kooperatioun um wirtschaftleche Plang, mä iwwer wirtschaftlech Sanktiounen. Mir schwätzen net méi iwwert d'Visa-Liberalisatioun, mä iwwert d'Aschränkunge bei Reesen. Mir schwätzen net méi iwwer een neit EU-Partnerschaftsofkommes, mä iwwert de Boykott vum G8-Sommet zu Sotschi.

A well ech vun der Geschicht kuerz geschwat hunn, misst dach op alle Säiten eng rout Luucht ugoen, fir jiddwerengem kloerzemaachen, dass mer eigentlech am 21. Jorhonnert missten d'Geschicht vum 20. Jorhonnert kapéiert hunn. A kengem internationale Konflikt däerf déi militäresch respektiv paramilitäresch Optioun als eenzeg Alternativ ugesi ginn.

Beim Béie vum internationale Recht féiert dat onweigerlech an d'Onrecht. D'Konstruéiere vu blannem Haass ass net wäit ewech, ni wäit ewech vun Nationalismus, a mir wëssen, dass deen an d'Katastroph féiert.

Nun, fir et kloer ze soen: Zënter, ech géif soen, dem 22. Februar spéitstens, ass eng ganz negativ Dynamik an der Relatioun tëschent Russland an der Ukrain, mä och Russland/Europäesch Unioun, Russland/Amerika amgaange sech ze entwéckelen, déi net ze ënnerschätzen ass, wat hir Auswierkungen an der Regioun selwer, mä awer och op déi grouss Verhältnisser an der Aussepolitik uginn.

Richteg ass et, festzestellen, dass d'Ukrain net iergendeen Ausland ass fir Russland. Kiew war d'Haaptstad vu Russland, ier Moskau d'Haaptstad ginn ass. D'Ukrain a Russland ware jorhonnertelaang zesummen; eppes, wat een net kann ausradéieren.

Richteg ass, dass d'Ukrain als integralen Territoire den Ukrainer eleng gehéiert. D'Ukrain ass e souveränt Land, dat d'Recht huet op de Respekt vu senge Grenzen. De Wee, deen d'Ukrain goe wëllt, läit eenzeg an eleng an den Hänn vun den Ukrainer.

Richteg ass et, dass d'Krim vum Khrouchtchev, deen an der Ukrain gebuer ass, 1954 der sowjetescher Republik Ukrain ugebuede ginn ass an un déi ugegliddert ginn ass. De Khrouchtchev huet natierlech ni geduecht, dass d'UdSSR eng Kéier géif ausenanerbriechen.

Falsch wier et festzehalen, dass Russland no der Souveränitéit vun der Ukrain 1991 net spezifesch Interessen op der Krim hätt, en particulier, mir wëssen dat, wat seng Flott um Schwaarze Mier ugeet.

Richteg ass et, dass et, vu reliéiser Säit gesinn, ee russesch orthodoxen Oste gëtt an ee kathoulesche Westen an der Ukrain.

Falsch wier et, all dës Particularitéiten ze ignoréieren. Mä fir d'Relatioune Russland/Ukrain wéi och fir den internen Équiliber vun der Ukrain, a fir d'Interesse vu Russland op der Krim ze garantéieren, brauch een, a mengen Aen, keen décken Hummer.

Am Syrien-Konflikt hu mer gewisen als international Gemeinschaft, dass de Problem vun de chemesche Waffen och konnt geléist ginn am Kader vum internationale Recht. Och tëschent Russland an der Ukrain brauch ee weder Argumenter, déi op militäresch Force, op Annexioun, op Destabilisatioun berouen.

Falsch ass et ze behaapten, dass an der Ukrain et eng geziilte Verfollegung vun de russeschsproochege Populatioune géif ginn.

Falsch ass et och ze behaapten, dass Extremismus, Hooliganismus, de Majdan dominéiert hätten.

Richteg ass et, dass esou Virgäng sech gewisen hunn, mä déi Leit, déi hiert Liewen um Majdan gelooss hunn, wéi och déi grouss Mass vun de Protestanten, vun deene Leit, déi do demonstréiert hunn, hu sech agesat fir hir Virstellung vun Demokratie, vu Rechtsstaatlechkeet a fir hir Astellung, déi se hunn zu de Mënscherechter.

Nun, Russland schéngt elo, wann och zaghaft, zënter gëschter op d'Schinn vun enger Négociatioun mat den USA ze goen.

D'EU muss dëst onbedéngt matdroen, wëssend, dass dobäi déi direkt Interesse vun der Ukrain selbstverständlech net auszeklamere sinn.

Dat grousst, dat staarkt Russland sollt et net néideg hunn, eng Karikatur vun engem Referendum op der Krim ze benotzen, fir ee flagrante Broch vum internationale Recht guttzeheeschen.

Zënter dem 21. Februar gëtt net méi geschoss zu Kiew, wat jo de Mérite ass virun allem vun deenen dräi europäeschen Ausseministeren: Frank-Walter Steinmeier, Laurent Fabius a Radek Sikorski.

Et geet elo drëm, esou séier wéi méiglech Presidentschaftswahlen ze organiséieren - an déi si jo virgesinn de 25. Mee, mat de Wahlen och hei an Europa, jiddefalls zu Lëtzebuerg zum Europaparlament -, et geet dann drëm, ganz séier d'Parlamentswahlen ze organiséieren, fir dann doraus eng Regierung bilden ze kënnen, an där all Regioune vun der Ukrain vertruede sinn an och all ethesch Gruppe vertruede sinn.

Eleng domat ass een definitiven Neistart méiglech. Dobäi geet et ëm d'finanziell Hëllef, ëm en Invest, wat onentbierlech ass, fir der Ukrain nees op d'Been ze hëllefen. D'Ukrain, dat hu mer gëschter héieren, wann an deem nächste Mount keng finanziell Hëllef kënnt, riskéiert als Stat bankrott ze goen.

Russland gëtt wirtschaftlech wéi och politesch a mengen Aen dobäi gebraucht. D'Welt brauch och een „core group", wéi et op Englesch genannt gëtt, eng Grupp, an deem déi wichtegst Länner sech zesummefannen - ebenfalls mat Russland -, fir déi Aspekter do alleguerten ze négociéieren.

D'EU huet e Stufeplang zréckbehalen um leschten aussergewéinleche Conseil européen, mat Konsequenzen, déi Der wësst, déi mer schonn ugeschnidden haten als Ausseministeren: D'Visa-Liberalisatioun ass agefruer, de Partnerschaftsaccord ass agefruer.

Mä ech soen awer och hei, op jidde Fall haut, gradesou kloer, dass Lëtzebuerg och deen nächste Méindeg am Rumm vum Ausseministerrot zu Bréissel net Sanktiounen als eenzeg Äntwert op dës Kris wäert gesinn an och verteidegen.

Am Conseil de Sécurité hu mer positiv op d'Demande reagéiert, fir ee Briefing d'information ze organiséieren, wat dësen Donneschdeg um dräi Auer stattfënnt, a Präsenz vum Premierminister vun der Ukrain.

Et ass ze hoffen, dass um Dësch vum Sécherheetsrot, wou dann d'Ukrain a Russland zesummesëtzen, Signaler méiglech sinn, fir zu engem Dialog ze kommen. Wëssend awer, dass Wonner dobäi net ze erwaarde sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Als éischte Riedner huet d'Wuert den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ufänke wéilt ech meng Interventioun mat engem Merci, datt mer de Mëtteg haut d'Méiglechkeet hunn, fir iwwert d'Situatioun an der Ukrain ze debattéieren, dat a Präsenz vum Ausseminister.

Ech wëll dann och net verfeelen, direkt um Ufank vu menger Ried am Numm vu menger Fraktioun, dem Ausseminister Jean Asselborn e grousse Merci ze soe fir säi groussen Asaz an Engagement an dëser Kris.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens an dësem Haus, datt d'Kris an der Ukrain déi gréissten aussepolitesch Erausfuerderung un d'Europäesch Unioun ass säit dem Zesummefall vu Jugoslawien an der doraus resultéierender Opspléckung vun deem Land.

D'Rapiditéit an d'Häert, mat där d'Kris op der Krim eis erëm an d'Logik vum Kale Krich féiert, bitt eigentlech en ëmfangräicht Uschauungsmaterial a Saache weltpolitescher Dynamik.

Wann ee wëllt den Hannergrond vun der Kris verstoen, ass et wichteg, datt een e Bléck an déi gemeinsam Geschicht tëschent Russland an der Ukrain geheit - an den Ausseminister huet dat jo och virdru gemaach.

Déi russesch Geschicht geet eigentlech un zu Kiew, wou d'Wéi vu Russland steet. Vun hei aus huet sech nämlech déi russesch Religioun ausgebreet a während Jorhonnerten - an de Minister huet et gesot - war d'Ukrain en Deel vu Russland an hir Geschichte waren enk matenee verstréckt.

Ech wëll drun erënneren, datt eng vun deene wichtegste Schluechte fir d'Fräiheet vu Russland ugefaangen huet mat der Schluecht vu Poltava 1709, déi op ukraineschem Buedem ausgedroe ginn ass.

D'Schwaarzmierflott, déi fir Russland esou iwwerliewenswichteg ass, läit, wéi mer alleguerte wëssen, zu Sewastopol op der Krim; also op ukraineschem Territoire. Mir mussen dofir och verstoen, datt d'Ukrain fir Russland nimools iergendwéi en anert Land, also Ausland ka sinn.

Op där anerer Säit ass et wichteg ze ënnersträichen, datt d'Ukrain eigentlech eréischt säit 23 Joer onofhängeg ass a säit dem 14. Jorhonnert ënner friemer Herrschaft stoung.

Dofir ass et eigentlech och verständlech, datt déi divers Regierunge vun der Ukrain säit der Onofhängegkeet d'Konscht vum Kompromëss vläicht net esou beherrsche wéi aner Länner, déi vill méi laang Traditiounen hunn.

Wat kann elo d'Positioun vun der Europäescher Unioun an dësem Konflikt sinn?

Am Prinzip si mir der Meenung, datt deen Dräistufeplang, sou wéi e vun der Europäescher Unioun virgeluecht ginn ass, an déi richteg Richtung geet an dee fënnt och eis Ënnerstëtzung.

Mir ënnerstëtzen och d'Initiativ vum Kommissiounspresident Barroso vum 5. Mäerz, der Ukrain esou séier wéi méiglech eng finanziell Hëllef fir eng makroekonomesch Stabiliséierung zouzesoen.

Gläichzäiteg menge mir awer, datt een och der neier ukrainescher Féierung muss noleeën, d'Interessi vun der russescher Minoritéit am Land, a ganz besonnesch op der Krim ze respektéieren an ze schützen.

Schlussendlech ass et wichteg, datt no de Wahlen an der Ukrain erëm politesch stabil Verhältnisser zustane kommen an hei de Kampf géint d'Korruptioun eng absolut Prioritéit kritt.

Wat elo eis Attitüd par rapport zu Russland ugeet, muss déi international Communautéit an d'Europäesch Unioun kloer an onmëssverständlech maachen, datt eng Annexioun vun der Krim géint all vëlkerrechtlech Regele verstéisst, an datt esou eng Initiativ op de ge-

balltene Widderstand vun der EU wäert stoussen. Esou eng Annexioun, an dee Referendum, dee geplangt ass, verstéisst iwwregens och géint déi ukrainesch Verfassung, déi esou Referenden an de Regioune kloer verbitt.

Et kann een hei och net d'Situatioun - wéi den Här Putin d'Tendenz huet, dat ze maachen - vergläiche mam Kosovo, quitte datt natierlech all Mëssbrauch vu Gewaltmonopol vun engem Stat strengstens muss veruerteelt ginn. Gläichzäiteg musse mer awer och a Russland all Mënscherechtsverletzungen, all Form vun Zensur, Aschüchterung an och déi deelweis absurd Diskriminéierung vun Homosexuellen uprangeren.

Här President, ech wëll awer och virun enger Dämoniséierung vu Russland warnen, well Dämoniséierung ni Politik ass, héchstens en Alibi, wann ee keng Politik huet.

Mir sollen och versichen, Russland besser ze verstoen, well dat deelweist Onverständnis vum gesamte Westen huet dëst Land oder ass amgaangen, dëst Land ze isoléieren, a vill Russen hu leider haut d'Gefill, vum Weste veruecht ze ginn.

Dofir schéngt et eis wichteg ze sinn, datt ee bei alle Meenungsdivergenzen, déi ee mat Russland kann a soll hunn, trotzdeem ëmmer erëm Respekt fir dat russescht Vollek a seng Geschicht an Traditioune weist.

Fir eis kënnen duerfir Sanktiounen, a fortiori eng militäresch Interventioun nëmmen déi lescht Optioun sinn, a mir sollen eis bewosst sinn, datt déi net ouni Konsequenzen op déi wirtschaftlech Relatioune vun der EU an eisem Land mat Russland bleiwen. Mir plädéieren dofir nohalteg, datt Diplomatie och muss Gespréichstherapie sinn, an dofir dierf den Dialog mat der russescher Féierung net ofbrieche gelooss ginn!

An deem Kontext erlaabt mir, d'Fro opzegräifen, ob et glécklech war, eng laang geplangte Wirtschaftsmissioun a Russland am leschte Moment ouni Explikatiounen ofzesoen, an dat am selwechte Moment, wou den däitsche Wirtschaftsminister Sigmar Gabriel seng Missioun a Russland duerchgezunn huet.

Här President, ech kommen domadder zum Schluss, fir nach eng Kéier eis Positioun ze résuméieren: Éischtens, mir musse Russland kloermaachen, datt d'Annexioun vun der Krim géint all vëlkerrechtlech Prinzipie verstéisst a fir déi international Communautéit inakzeptabel ass.

Zweetens, mir musse weider prioritär op den Dialog setzen an alles ënnerhuelen, datt et zu enger diplomatescher Léisung op der Krim kënnt. Drëttens, d'Sanktiounen, a fortiori eng militäresch Interventioun, kënnen nëmmen als allerlescht Optioun an d'A gefaasst ginn. A véiertens, et ass fir eis onerlässlech, der ukrainescher neier Féierung kloerzemaachen, datt déi sämtlech ethnesch Minoritéiten, a ganz besonnesch déi russesch, gradesou wéi d'Autonomie vun der Krim ze respektéiere sinn.

Dat gesot, géif ech zum Schluss lech gär den Henry Kissinger zitéieren, deen d'Situatioun an der Ukrain an engem exzellenten Artikel beschriwwen huet. Den Här Kissinger seet, datt den Test fir d'Politik net deen ass, wéi een eppes ufänkt, mä wéi een eppes zu Enn bréngt. Am Kontext vun der Ukrain gëtt déi aktuell Situatioun als eng Aart Showdown duergestallt, an deem sech um Enn décidéiere soll, ob d'Ukrain elo dem Weste bäitrëtt oder weider am Oste verwuerzelt bleift.

„Wann een awer..." - an ech zitéieren den Här Kissinger - „...dësem Land soll eng Chance ginn, ze iwwerliewen a sech weiderzëentwéckelen, da kann dat Land weder e Virposte vu Russland nach vun der Europäescher Unioun sinn, mä da soll et eng Bréck zwëschen dem Westen an dem Oste ginn."

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci och dem Här Mosar, deem ech wëll soen, dass mäi Virgänger him gesot hätt, dass e virun zwou an eng hallef Minutten um Enn vu senger Riedezäit ukomm wier.

(Interruptions)

Dat soll e sech, mengen ech, da fir d'Zukunft mierken. Den Ausseminister huet sech d'Wuert gefrot fir eng Prezisioun.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech wollt vläicht déi excellent Ried, déi den Här Mosar elo gehalen huet, an déi Froen, déi e gestallt huet, direkt beäntwerten. Ech mengen, da si mer kloer.

Déi Rees vum Wirtschaftsminister war virgesi genee tëschent dem Rot vun den Ausseministere méindes an dem Conseil européen donneschdes. An ech soen hei, dass ech ee vun deene war, déi gesot hunn - a mir waren och solidaresch an der Regierung -, dass mer zu deem Moment déi Rees do net sollte maachen, well mer an onrouegen Zäite waren, well mer och net gewosst hunn: Wat ass d'Konsequenz donneschdes am Conseil européen? Dat ass d'Nummer 1.

D'Nummer 2 ass: Déi Däitsch - a mir waren a Kontakt, ech perséinlech och, mam Här Gabriel - hunn déi Rees „total ëmgebootscht" gehat, op Lëtzebuergesch gesot. Hien ass an de Kreml gaangen, fir mam President Putin ze schwätzen, an ass du vu Moskau op Kiew geflunn, fir och zu Kiew ze weisen, dass Solidaritéit do ass par rapport zu der Ukrain.

An dofir mengen ech, dat war richteg, Här Mosar, ech kann lech nëmmen déi Äntwert ginn - déi ass net vun enger Persoun décidéiert ginn -, dass mer do, no laangem Iwwerleeë selbstverständlech, am leschte Moment dat dote gemaach hunn, well mer jo och net gewosst hunn, wéini dass de Conseil européen wier, dat houng laang an der Schwief. Mä dat ass d'Ursaach, firwat dass déi Wirtschaftsmissioun, déi nogeholl gëtt, firwat déi zu dësem Zäitpunkt net opportun gewiescht wier fir, mengen ech, stattzefannen.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister fir déi Prezisiounen. An als nächste Riedner ass de Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll och als President vun der aussepolitescher Kommissioun dem Minister Merci soe fir seng Deklaratioun hei, fir säin Engagement um Niveau vun der UNO, vun der Europäescher Unioun a gëschter och mat de Benelux-Kolleegen, fir alles ze maachen, dass den Dialog weidergefouert gëtt an dass et zu enger friddlecher Léisung an der Ukrain a besonnesch op der Krim kënnt. An ech wéilt him och Merci soe fir seng Disponibilitéiten, wou en an d'Kommissioun komm ass. Mir hate schonn zweemol iwwert dat wichtegt Thema Ukrain do Rieds.

Den 11. Februar, genau haut virun engem Mount, Här Minister, war ech och zu Kiew an hat och d'Chance, de Majdan ze gesinn. Dat war eng Woch virum 22., also zéng Deeg virun deem berühmten 22. Februar. A wat ech méi laang do war - an ech hunn dat och iwwer Twitter geschéckt -, hunn ech gesot: „Wat ech méi laang do sinn, hei zu Kiew, realiséieren ech, wéi fragil d'Situatioun ass." A wat mir opgefall ass op deem Majdan, ass: dass een néierens russesch Medie gesinn huet. Soss géifen och d'Leit a Russland wëssen, dass op deem Majdan, dass dat ganz normal Bierger sinn, Jonk an Al, dass dat Männer a Frae sinn, dass dat net lauter Faschiste sinn an net lauter, wéi Dir gesot hutt „Hooligans" sinn - där ginn et der och do, mä net lauter -, an dass dat Mënsche sinn, déi sech engagéiere fir eng nei Ukrain, fir eng inklusiv Ukrain an eng Ukrain, déi opgebaut ass um volle Respekt vun den demokratesche Prinzipien.

À propos Demokratie: Et ass richteg, an dat soe verschidde Leit, den Här Janukowitsch war demokratesch gewielt. Mä no där Wahl huet hien dat Land awer net méi grad ganz demokratesch gefouert. En huet déi bestoend Constitutioun ganz séier ausser Kraaft gesat, dem Parlament bal all seng Rechter geholl an en huet e System opgebaut, wou hien an déi Leit ronderëm hien all d'Pouvoiren haten.

An ech mengen, et ass och wichteg ze ënnersträichen, dass de Renversement vun deem Regime Janukowitsch net duerch eng Ingérence vum Ausland oder vun Europa komm ass, mä duerch déi Tatsaach, dass déi ukrainesch Populatioun dee Regime vu Korruptioun, dee Regime, dee mat Gewalt géint seng eege Leit virgaangen ass, net méi erdroen huet.

Ech hu mer och Notize geholl, wéi ech do war, an ech hat geschriwwen: «Le régime me semble autiste. Soit il sous-estime le risque de la confrontation ouverte, soit il attend cyniquement que l'opposition perde le contrôle des manifestations pour ensuite écraser le mouvement dans le sang.» Leider ass dat esou komm! De Mouvement ass..., et ass zu engem Bluttbad komm, an dat ass ze bedaueren! An dofir ass et wichteg, dass Europa an och vill anerer dat dénoncéiert hunn an och condamnéiert hunn.

Et ass awer och elo wichteg, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, op där anerer Säit, dass déi nei ukrainesch Autoritéiten - an de Minister huet dat och gesot -, wat jo nëmmen eng Transitiounsregierung ass, a vollem Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet dat Land erëm op de Wee vun der Demokratie zréckbréngen. Wichteg ass och ervirzesträichen, dass déi Transitiounsregierung sech net provozéiere gelooss huet an och erkannt huet, dass eng militäresch Solutioun näischt bréngt. Dat war och gutt esou. Esou ass e Georgien-Zeenario évitéiert ginn, an dat war och ze begréissen.

Här Minister, Dir hutt dëser Deeg gesot, dass een e Konflikt vum 21. Jorhonnert net mat Mëttele vum 19. Jorhonnert an och deelweis vun der éischter Halschent vum 20. Jorhonnert léise kann. Dat heescht: mat Krich, mat Gewalt a mat Waffen. An dofir sinn ech frou, dass Dir op d'Kaart vum Multilateralismus setzt. D'21. Jorhonnert ass, wéi Dir sot, d'Jorhonnert vum Multilateralismus. An dofir huet et mech gefreet ze héieren, dass iwwermuer eng informell ëffentlech Sitzung an der UNO stattfënnt. An ech hoffen, dass do gutt Resultater dobäi erauskommen.

Dir hutt déi negativ Dynamik vu Russland och ugeschwat. Ech wëll ënnersträichen, dass et och wichteg ass, dass den Dialog zwësche Russland an der Ukrain fonctionnéiert. D'Ukrain wëllt jo mat alle Mëttelen eng friddlech Léisung a wëllt Dialog. Mä ech hu gelies, dass Russland seng Diplomate vu Kiew, net offiziell, mä awer zréckgezunn huet, op Moskau geruff huet. Russland schwätzt net vill mam Iwwergangspresident. Russland wëllt net mat demokrateschen Ausseministere schwätzen. Dat ass net gutt!

An et ass och net gutt, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dass Russland ze spiere gëtt, si wéilte just mam President Obama, mat den Amerikaner diskutéieren. Dat si Muskelspillereie vum President Putin, déi ech net gutt fannen. Dat wëllt e bëssen erënneren un déi fréier Zäiten, wou et zwou grouss Puissancë ginn ass. An ech hu virdru gesot: „Mir sinn haut am 21. Jorhonnert, an deem vum Multilateralismus." An ech fannen, mir sinn hei - wéi Dir ëmmer sot, Här Asselborn -, um europäesche Kontinent, mir deelen eis dee Kontinent zwëschen der EU an anere Länner, entre autres der Ukrain a Russland, an dofir wëlle mer, dass mer hei am Dialog a mat friddleche Mëttelen zesummekommen a -liewen.

Dir hutt och de Passé ugeschwat: Déi Geschicht, déi ass natierlech wichteg, déi „Grouss-Russia". D'Ukrain hat mat Russland..., do ginn et ganz glorräich historesch Momenter, et ginn awer och Momenter, déi ganz wéidinn. Den Här Mosar hat gesot: „D'Ukrain ass fir Russland keen Ausland." Dat stëmmt - et ass awer och keen Inland, et ass en Nopeschland. An ech mengen, déi däischter Säite vun der Geschicht, déi sinn do, déi sinn net esou einfach ewechzedenken: déi grouss Famine an den 30er Joren, dräi Milliounen Ukrainer, déi deportéiert gi sinn, och déi ganz Krimtataren, déi deportéiert gi sinn. Do ass eng Geschicht do.

Mä mir däerfen awer net ëmmer nëmmen no hanne kucken. Et muss een no vir kucken. An ech mengen, do kann d'EU der Ukrain a Russland och als Beispill déngen. Mir hunn et fäerdegbruecht, no engem bluddege Weltkrich an der Mëtt vum 20. Jorhonnert Réconciliatioun ze maachen, kee Revanchismus ze priedegen, an dat huet zu deem Kontinent gefouert, wéi mer en elo kennen.

Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, eng Militärinterventioun vu Russland op der Krim ass en Akt vu Aggressioun. An net nëmmen, wéi de Minister zu Recht gesot huet, verstéisst et géint d'Charta vun der UNO, mä et verstéisst och géint den Acte final vun Helsinki a virun allem géint de Budapest-Memorandum, deen 1994 ënnerschriwwe ginn ass.

Mir deelen als LSAP och Är Meenung, Här Minister, dass et muss zu enger internationaler Kontaktgrupp kommen, fir do eng friddlech Solutioun ervirzebréngen.

Op de Memorandum vu Budapest wollt ech just kuerz agoen, deen… Ech hunn net vill Zäit, gesinn ech.

M. le Président.- Neen, Dir sidd um Enn.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Deen ass nämlech och, mengen ech, wichteg ervirzesträichen. Als Konklusioun, da muss ech elo hei kierzen.

M. le Président.- Awer ganz séier.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wollt keng preparéiert Ried, well ech wollt nämlech reagéieren op dat, wat de Minister gesot huet, dunn hunn ech mer eng Rëtsch Stéchwierder hei opgeschriwwen.

Ech résuméieren: Ech begréissen natierlech och dee Pak, deen um Conseil vun der EU do décidéiert ginn ass. E Pak, en Ënnerstëtzungspak fir d'Ukrain, dräi Milliarden Euro bis zu aacht Milliarde vun der Europäescher Investitiounsbank. Ech ginn dat Dokument a loossen et verschécken un all d'Membere vun der aussepolitescher Kommissioun. Da kënne mer dat do eng Kéier duerchkucken.

Op jidde Fall hoffen ech, dass mer kee Krich hei um Kontinent kréien. Mir hunn dës Sessioun ugefaange mat Froen iwwert den Éischte Weltkrich, un 1914 hu mer geduecht, an ech hoffen, dass mer am Joer 2014 kee Krich op eisem Kontinent kréien. An ech hu vollt Vertrauen an de Multilateralismus, dass mer hei net eng negativ Entwécklung kréien an dass d'Balkankricher déi lescht Kricher waren, déi mer um europäesche Kontinent haten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Angel. An datselwecht, wat virdru gesot ginn ass, gëllt och fir hien. Bei där nächster Debatt wäerte mer genee op déi fënnef Minutte pochen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och mir begréissen, datt d'Deklaratioun duerch den Ausseminister zum Sujet Ukrain an der Chamber konnt kuerzfristeg méiglech sinn. A mir wëssen awer och, datt all Dag, praktesch all Stonn erëm nei Elementer sinn. Ech hunn elo grad nach um Internet e bëssen nogekuckt: Ënner anerem geet do och Rieds, datt d'Parlament an der Krim elo eng Deklaratioun…oder gestëmmt huet, datt se d'Onofhängegkeet gestëmmt hunn an eigentlech eng Lassléisung vun der Ukrain wëllen. Nëmme fir ze weisen, datt, wa mer elo schwätzen, vläicht schonn an enger Stonn erëm aner Elementer do sinn.

Bon, an eisen Aen ass et op alle Fall och déi schlëmmste Kris an Europa säit dem Fall vun der Mauer. An d'Kris ass och nach net eriwwer. Mir sinn nach ëmmer voll amgaangen. E Sonndeg goufen et nach russesch oder pro-europäesch Manifestatiounen en vue vum Referendum, deen an der Krim soll ofgehale ginn, deen deen nächste Sonndeg, de 16. Mäerz soll sinn. D'Ukrain ass, kann ee soen, d'Land vun alle Geforen. An et weess een de Moment awer net esou richteg, wou et higeet. Am Land ginn et opposéiert Zilsetzungen a ganz vill Clivagen an der Populatioun. Dat muss een och wëssen. An ech mengen, eis Haaptsuerg muss et sinn, datt d'Ukrain seng Eenheet erëmfanne respektiv behale muss.

Den Ursprong vun der Kris an der Ukrain, dat war d'Weigerung vum President Janukowitsch d'Associéierungsofkommes mat der EU ze ënnerschreiwen, wat do jo d'Manifestatiounen op der Majdan-Plaz ausgeléist huet. Eng Léier, déi een aus deenen Deeg zu Kiew kann zéien, ass déi, datt ausserhalb vun den europäesche Grenzen d'Unioun nach ëmmer dreeme léisst, datt ausserhalb vun eise Grenzen d'Länner oder och d'Mënschen hir Perspektiven dora gesinn, Member vun der EU ze ginn.

Mir mussen eis also deem Vertrauensbonus kloer bewosst sinn an och dofir mat Responsabilitéit un déi Kris erugoen. D'EU muss no bausse mat Courage och fir déi Valeuren astoen, hannert deene mir alleguerte stinn: d'Mënscherechter, Rechtsstat an Demokratie.

Mir mussen eis awer och bewosst sinn, an dat ass och schonn ugeklonge bei Virriedner, datt et an der Ukrain och Deeler vu Leit ginn, Deeler vun der Populatioun ginn, déi wéineg mat der EU ufänke kënnen an deenen hir Blécker an Affinitéite sech éischter op Russland riichten. Dat ass eng Realitéit, déi mer net dierfen ignoréieren, an och ee vu menge Virriedner huet jo och den historesche Kontext virdru gesat.

Bon, déi nächst Presidentschaftswahle sinn de 25. Mee. Bis dohinner sollen d'Weiche gestallt ginn, wirtschaftlech Perspektive fir d'Ukrain solle geschafe gi mat der Hëllef vun der internationaler Ënnerstëtzung, besonnesch och vun der europäescher Communautéit.

Ech mengen, de Bäitrëtt vun der Ukrain an d'EU ass momentan keng Perspektiv, mä d'Associéierungsofkommes soll deemnächst ënnerschriwwe ginn. Schnell soll och d'Ukrain en Deel vun der europäescher Fräihandelszon ginn. Am Kader vum Partenariat ware fir d'Éischt 610 Milliounen Euro virgesinn. Elo ass

festgehale ginn, datt d'EU ronn eelef Milliarde soll kuerz- a mëttelfristeg débloquéieren. Mä et muss een och wëssen, et ginn och Gefore vu Géigereaktioune vu Russland, wann d'Ukrain nach virun de Wahlen d'Associéierungsofkommes ënnerschreift. A bei de Verhandlungen, déi elo ustinn, muss wierklech gutt opgepasst ginn, datt de Konflikt net eskaléiert an datt sech d'Fronten net verhäerten.

Här President, mir veruerteele ganz kloer den Amarsch vu russeschen Truppen an der Krim. Dat ass eng Violatioun vun der Souveränitéit an der Intégrité territoriale vun der Ukrain an och vum internationale Recht. Datselwecht gëllt och fir d'Zréckweise vun internationalen Observateure vun der OSZE.

Eng Fro, déi sech de Moment opdrängt, ass déi: Wéi eng Sanktioune solle géint Russland geholl ginn? Wa Russland net a Richtung Deeskalatioun geet, droht d'EU mat weidere wirtschaftlechen an diplomatesche Sanktiounen. An och dat ass virdru scho gesot ginn, et muss een och wëssen, datt dëst och eng delikat Situatioun net onbedéngt…, och fir Europa, mä och besonnesch fir Lëtzebuerg ass. Virun e puer Méint zum Beispill huet Luxembourg for Finance eng Ofsiichtserklärung mat der Finanzplaz zu Moskau ënnerschriwwen. Ausserdeem ass Lëtzebuerg och e groussen Investisseur a Russland. Och déi Saach solle mer awer am Hannerkapp weider behalen.

Ech mengen, ech komme schonn zu menge Konklusiounen, dann huelen ech déi Zäit eran, déi vläicht mäi Virriedner e bëssen ze vill hat. Ech mengen, an dësen Zäiten, do muss wierklech d'Diplomatie dat éischt, dat zweet an dat drëtt Gebot sinn an eng virsiichteg Haltung muss ageholl ginn. Et weist jo och alles am Moment drop hin, datt an dësem Moment richteg gehandelt gëtt doduerjer, datt sech d'international Communautéit, och besonnesch d'EU éischter zréckhält a probéiert, d'Gespréichskanäler ze halen - Stéchwuert Kontaktgrupp, internationale Kontaktgrupp.

Ech mengen, d'Zil muss et op alle Fall elo fir d'Éischt sinn, datt kuerzfristeg et zur Deeskalatioun vun der Situatioun muss kommen. Déi ganz Saach soll sech net weider ophëtzen, mä éischter ass d'éischt Gebot och Deeskalatioun.

A mir sinn och der Meenung, nach huet d'Diplomatie eng Chance. An déi muss elo konsequent genotzt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächst Riednerin ass agedroen d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. A virun allem dem Ausseminister Merci, fir ons haut déi lescht Informatioune kënne matzedeelen an och an engem gewëssene Sënn säin Témoignage zu deene Versich, déi bis elo gemaach gi sinn.

An dofir am Numm vun der grénger Fraktioun géif ech gären Encouragementer an am Fong geholl och nach e puer Remarquen Iech mat op de Wee ginn, Här Ausseminister.

Mir wëssen, datt Russland an den Här Putin sécherlech net handelen aus enger Positioun vun der Stäerkt. Den Här Putin huet säin diplomateschen Afloss an der Ukrain verluer. E probéiert elo op Däiwel komm eraus, d'Krim fir Russland ze retten. A virun allem: En huet dobäi dat internationaalt Recht net méi op senger Säit, d'Vertrauen iwwregens och net méi. An dëse Konflikt, do si mer eis eens, wäert dann och nach net an e puer Méint domadder gedoe sinn.

Et wier awer falsch ze probéieren, Russland an den Här Putin elo an den Eck ze drécken, an dat aus dräi Grënn, onser Meenung no: Éischtens, well dat géif grad der Demokratiséierung vu Russland net notzen. Den Här Putin géif fir Verschiddener do nach méi zum Held, zum staarke Mann vu Russland gemaach ginn. A grad déi Leit, déi Verännerung elo emol a Russland wëllen erreechen, hätten et nach méi schwéier. An dobäi schwätze mer net nëmme vun ONGen oder vu Journalisten, och bei de mëttelstännege Betriber ass dat de Fall. An drëttens: Et géif och de Konflikt op der Krim nëmmen nach weider unheizen.

Et geet, wéi et och scho gesot ginn ass a wéi esou oft, ëm Rechter vu Minoritéiten. An dat ass eigentlech den zentrale Kär och vun dësem Konflikt. Et gëtt an der Ukrain an op der Krim eng Rei vu méi oder wéinege grousse Volleksgruppen: Krim-Tataren, d'Russen an eben déi Leit, déi sech ukrainesch Leit nennen. Dorënner eben och grad déi Russen an déi Russen, an et ass och scho gesot ginn, déi net wëssen, wat mat der neier Regierung zu Kiew op si duerkënnt. Et ass also absolut nozevollzéien, datt déi Leit sech Suergen ëm d'Zukunft, ëm hir Zukunft maachen. Iwwregens och déi aner Leit vun der Krim. An et gesäit een och, dat gesäit een och iwwer Twitter, well do gëtt jo vill getwittert, datt och zu Simferopol gemeinsam op der Strooss och manifestéiert gëtt, d'Krim-Tataren, d'Russen an d'Leit vun der Ukrain, an déi wëllen eigentlech alleguerten datselwecht.

Et geet un éischter Stell eben ëm si, ëm d'Leit, ëm d'Mënschen, ëm hiert Liewen, hir Kanner, déi weider an d'Schoul solle kënne goen, déi net wëllen als Zaldot an de Krich zéien. Et geet ëm hir Aarbecht, et geet ëm hir Fabricken, déi net sollen zerstéiert ginn, hir Haiser an hir Gäert. Et gëtt och e Grupp vu Mammen, déi manifestéieren, déi vläicht dat aus fréieren Zäite kennen oder verzielt kritt hunn an déi dat net méi wëllen nach eng Kéier erliewen. An et geet, wéi esou oft, leider och ëm d'Recht, datt jiddweree seng Relioun soll kënne fräi liewen.

An dofir ass et wichteg, dass d'EU vun Ufank un och der neier Regierung zu Kiew mat op de Wee gëtt, datt déi Minoritéiterechter net verhandelbar sinn. Eng besser Kooperatioun mat der EU kann et nëmme ginn, wann d'Rechter vun de Minoritéite respektéiert an ausgebaut ginn. An de baltesche Länner lieft och eng grouss Communautéit vu Russen zesumme mat der sougenannter nationaler Bevëlkerung. Dat muss och an der Ukrain esou bleiwen. An déi Russe solle wëssen, datt den Afloss vun der EU och dofir steet.

An da wëll ech awer och nach an onsem Numm hei vun deene Grénge soen, datt mir mengen, datt Europa net de klenge Partner ass. D'Verhandlunge sinn nämlech wichteg a si sinn eigentlech och déi eenzeg Alternativ. An Europa muss alles drop setzen, fir dat och ze erreechen.

Sanktioune sinn nëmme begrenzt asetzbar. Dat hutt Der gesot, Här Ausseminister. An eigentlech wierke se och haaptsächlech um Wirtschaftsniveau am Beräich och vun der Industrie a vum Handel eréischt Méint duerno. An dat mécht eigentlech och kee Sënn.

Dofir muss Europa, an dat ass eigentlech mäi Schlusssaz, weiderhi verhandelen an diplomateschen Drock ausüben. Mir ënnerstëtzen den Dräistufeplang. Mir ënnerstëtzen anerersäits awer och déi finanziell Hëllef, déi virgesinn ass, fir datt dat Land net einfach bankrott geet. A mir hoffen, datt déi Négociatiounen, bei deene selbstverständlech och Russland sech muss un en Dësch sëtze kommen, mat der Ukrain am Sécherheetsrot an doriwwer eraus, och wäert wierken.

Natierlech, Här Mosar, ginn et keng Wonner, mä vläicht gëtt et Hoffnung.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre! Merci och, Här Minister, datt Der heihinner komm sidd an eis haut erméiglecht, an Ärer Präsenz dës Debatt ze féieren. Dir hutt an Ärer Ried eng Introduktioun gemaach, déi interessant war an a groussen Deeler ganz richteg war, vun der Komplexitéit vun der Relatioun zwëschen der Ukrain a Russland.

Déi aner Analys, déi mer musse maachen, déi nach net gemaach ginn ass, ass d'Komplexitéit vun der Relatioun tëschent der EU a Russland an der Ukrain. A mir mussen eis och froen: Hu mir alles richteg gemaach an deene leschte Méint als Europäesch Unioun? Hu mir net selwer och en Deel Matverantwortung fir déi Evolutiounen, déi mer elo gesinn?

Wor et zum Beispill richteg, den Här Janukowitsch ënnert Drock ze setzen, fir en Accord d'association ze treffen, deen Ableck, wou en den Accord vu Russland nach net hat, fir dat kënnen ze maachen? Et ass hei net ëm eng West- oder Ostorientéierung gaangen. Et ass zum Beispill fir Russland ëm wichteg wirtschaftlech Interesse gaangen, déi menacéiert waren - wéinstens an der Analys vu Moskau -, wann esou een Accord d'association an där Form ofgeschloss gi wär.

Ech géif emol behaapten, datt d'Europäesch Kommissioun deen Ablack als Verhandlungsféierer vun der Europäescher Unioun keng Sensibilitéit gewisen huet, an doduerch, duerch deen Drock, dee verfréit an ze staark opgebaut war, wahrscheinlech zu enger West-Ost-Polariséierung an der Ukrain bäigedroen hat.

Dat Zweet, wat ee sech muss an Erënnerung ruffen, ass, datt et net onbedéngt sënnvoll ass, diplomatesch direkt vun enger Perspective européenne fir d'Ukrain ze schwätzen, well, éischtens, kënne mir wahrscheinlech net erwaarden, datt all 28 State vun der Europäescher Unioun déi elo géifen ënnerstëtzen. Zweetens hu mer guer keng Capacité d'absorption an enger Europäescher Unioun am Ablack, déi eis géif erlaben, eng Perspective européenne wierklech integral, wat d'Ukrain ugeet, duerchzezéien. Och do hu mer vläicht Hoffnungen an d'Welt gesat, déi mer net kënnen erfëllen. A Moskau wëllt och keng esou eng Perspective européenne, well an den Ae vun den Analyste vum Kreml heescht eng Perspective européenne eng Entréesdier fir d'NATO, an dat wär fir Russland net akzeptabel. Genausou wéi d'USA hir Monroe-Doktrin - wéini wor et? - 1823 entwéckelt haten, géif de Kreml haut wahrscheinlech net erlaben, datt d'NATO direkt an der onmëttelbarer Noperschaft vu Russland sech géif dann installéieren.

Deen drëtte Punkt, deen ech wéilt maachen, ass: Ech wéilt warne viru Verloscht u Glafwierdegkeet vum Westen a vun Europa, wa mir a Richtung Sanktioune ginn. Mir kënne géigeniwwer Russland iwwerhaapt keng Sanktioune glafwierdeg verhänken a mir kënne se virun allem net duerchhalen.

Et ass eng Illusioun, fir ze mengen, net nëmmen, datt mer eisen Eegeninteresse schueden, wéi et schonn ugeklongen ass, mä virun allem: Mir si vu Russland energiepolitesch esou ofhängeg, datt all kleng Sanktioun, déi mir wëlle verhänken, de Risiko ausléist vun enger „retaliation" vu russescher Säit, an do geet et duer, datt se de Prozentsaz un Energiezoufuer e bëssen erofsetzen, wéi se et schonn an anere Fäll gemaach hunn, a schonn hu mir keng Glafwierdegkeet a keng Durabilitéit an esou Sanktiounen, an dofir soll een dee Wee och net goen.

Dobäi kënnt, datt mir Russland an enger mëttellaanger Perspektiv, wa mer elo net kuerzfristeg denken, als Sécherheetspartner op dëser Welt brauchen, als e wichtegen diplomateschen an och soss Alliéierten. A bei allem, wat mer elo maachen am Ëmfeld vun der Ukrain, sollt een déi diplomatesch laangfristeg Perspektiv vun de Relatioune mat Russland net aus den Ae loossen.

Natierlech kënnt nëmmen eng diplomatesch Léisung a Fro. Ech héieren hei Leit warne virun enger militärescher Interventioun: Esou eppes kann iwwerhaapt net zur Debatt stoen an esou engem Fall wéi deem heiten. Mir mussen Interessen négociéieren an net Positiounen négociéieren. Et geet eis net drëm, an där Situatioun, an där mer elo sinn, nach de Konflikt doduerch unzeheizen, datt mer Souveränitéitsfroen thematiséieren an och nach vläicht wëlle kodifizéieren. Neen, mir mussen d'Interesse verhandele vun deene Leit, an där Zon, déi eventuell eng Krisesituatioun ass, zum Deel ass et jo schonn, datt déi Interesse gewahrt bleiwen. An Interessen net nëmme fir d'Leit, mä och fir d'Staten. Déi russesch Flotterechter musse garantéiert sinn. Et muss zu enger Situatioun kommen, an där d'Ukrain wierklech eng Bréckefunktioun kann hunn, wéi den Henry Kissinger et beschriwwen huet. Eng Neutraliséierung net an engem negative Sënn, mä am Status vun enger Neutralitéit, déi fir déi zwou Säiten akzeptabel ass.

Mir brauchen en Dialog, mir mussen eng Federéierung an der Ukrain gesinn, déi den nationale Minoritéite Rechnung dréit. A mir kënnen net erlaben, datt mer als Partner zu Kiew, mir als Westen, als Partner zu Kiew, Leit hunn, déi d'Rechter vun de Minoritéiten net respektéieren, d'Sproochegesetzer ofschafen, selwer de Kampf géint d'Korruptioun sollte vläicht bei sech selwer ufänken, ier se un anerer denken, an nach aner esou Entgleisungen zur Verantwortung hunn, inklusiv eventuell de Gebrauch vun der Gewalt um Majdan, wou d'Verantwortung nach net kloer etabléiert ass a wou et och interessant wär ze gesinn, wien da schlussendlech wéi eng Décisioun geholl huet, datt et zu Bluttvergéissen op där Plaz koum.

Ech wëll op jidde Fall net, datt mir als Westen als Alliéiert där Leit hunn, déi selwer Blutt un den Hänn hunn an dësem Konflikt. Ech mengen, dat gëllt fir déi zwou Säiten.

Vläicht nach eng lescht Bemierkung, dat läit mer ëmmer um Häerz. Zwou lescht Bemierkungen, wann Der erlaabt: Déi eng ass, datt an der ganzer Diskussioun, do si ganz vill Emotioun an Angscht och op der westlecher Säit do. Mir mussen eise balteschen a polnesche Kolleegen a Partner an der Europäescher Unioun ëmmer nees soen, datt, egal wéi d'Situatioun ëm russesch Minoritéiten oder anerer sech entwéckelt, d'Sécherheetsgarantien, déi mir als Weste fir déi Länner ginn, net zur Diskussioun stinn an agehale ginn. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass, an dat ass och eppes, Här Minister, wou ech ganz staark drop appeléieren: Dat ass, datt mir och selwer glafwierdeg sinn an eiser Aussepolitik an dann och soen, wa mir eng Situatioun vun enger Verletzung vun enger nationaler Souveränitéit hei am Fall vun der Krim net wëllen akzeptéieren, da kënne mer se och net op Nordzypern akzeptéieren an eventuell musse mer eis och Froe stellen, wat China ugeet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Leschten agedroene Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Och ech wëll déi Debatt hei ausdrécklech begréissen. Mir trieden an als déi Lénk fir eng nuancéiert Haltung an där Ukrain-Kris. Ech wëll dat unhand vun dräi Aspekter beliichten: der Friddensfro, der wirtschaftlecher Kooperatioun an der politescher Selbstbestëmmung.

Éischtens, d'Fro vu Krich a Fridden. Déi steet de Moment eendäiteg am Vierdergrond. De Weltfridden ass wuel net direkt a Gefor, trotzdeem si mer mat engem Opliewe vum Kale Krich op béide Säite konfrontéiert. Dat ass ganz geféierlech, well dobäi Emotiounen a Ressentimenter fräigesat ginn, déi hirersäits e fruchtbaren Terrain sinn, fir weider krichsdreiwereg Manipulatiounen an Zukunft méiglech ze maachen.

An deem Sënn veruerteele mer och ganz kloer de vëlkerrechtswiddregen Engagement vu Russland op der Krim an enger reng militärescher Logik. An déi ass weder am Kader ze gesi vun engem UNO-Mandat nach vun enger Selbstverteidegung. A si ass och net domat ze rechtfertegen, eiser Meenung no, dass westlech Länner selwer méi wéi eng Kéier d'UNO-Charta verletzt hunn, ugefaange bei der Bombardéierung vu Serbien, bei der Ofspaltung vum Kosovo oder bei anere groussflächegen Interventiounen am Irak oder souguer a Libyen.

Geféierlech ass och déi Situatioun, well Regierungskräften op verschiddene Plazen, an der Ukrain selwer, an der Regierung, an den Ostlänner vun der Europäescher Unioun, awer och an anere Länner, am Fong geholl a leschter Konsequenz en NATO-Protektorat iwwert d'Ukrain ustriewen. Wann een an deem Kontext déi aktuell Militärmanöveren zum Beispill vun den USA a Pole kuckt, wann een den Asaz vun AWACS-Fligere mat Lëtzebuerger Fändel gesäit op där Plaz, da fanne mir, dass dat och Schrëtt sinn, déi ee muss veruerteelen an déi geféierlech sinn an déi Uelech op d'Feier werfen.

Datselwecht gëllt fir wirtschaftlech Sanktiounen, déi ugedreet ginn, wéi se envisagéiert sinn. Mir fuerderen eis Regierung op, do net matzemaachen. Et féiert wierklech kee Wee laanscht d'Verhandlunge mat Russland.

Zweetens, d'Fro vun der wirtschaftlecher Zukunft vun der Ukrain: Wahrscheinlech hu weder d'EU nach déi nei Eurasiatesch Wirtschaftsfederatioun - an dat ass och eng Realitéit, mät där mer eis mussen ausenanersetzen -, hu béid keen Interessen un enger gesplëchtener Ukrain.

Et kënnt am Fong geholl nëmme fir béid Säiten eng Bréckefunktioun a Fro. Deen Ausdrock ass och hei ausdrécklech gefall, bei engem Virriedner. Dat heescht, eng Kooperatioun a wirtschaftleche Froen, déi op kenger Säit belaascht gëtt duerch Erpressungsmanöver, weder mat Kreditten, nach mat Gasliwwerungen.

D'EU muss menger Meenung no och dermat ophalen, d'Ukrain elo schonn ze behandele wéi Griichenland oder Portugal. Ech wëll ee Beispill ginn: Den Internationale Währungsfong verlaangt als Géigeleeschtung fir seng Kreditter eng ganz Rei vu Reformen, déi eis ganz bekannt virkommen; eng Steigerung vun den Energiepräisser fir Haushalter ëm 50%; d'Afréiere vun de Renten. Ech wëll drop hiweisen, dass d'Renten an der Ukrain am Duerchschnëtt bei 90 Euro de Mount leien! Awer och d'Afréiere vun de Studentesubsiden an de Sozialleeschtungen, gradesou wéi och weider Entloossungen.

An d'EU huet hir Zoustëmmung dorunner geknäppt, wat hir Accorde mat der Ukrain ugeet. An dat ass inakzeptabel.

Grad wéi et och inakzeptabel ass, dass laut Catherine Ashton elo scho mat där neier Iwwergangsregierung, wou mer jo och iwwregens d'Kompositioun dervu kennen, déi Accorde mat der EU ënnerschriwwe solle ginn, ier iwwerhaapt emol Neiwahlen de 25. Mee waren. Mir mengen, dass dat a kengem Fall däerf geschéien.

Drëttens, déi politesch Fro an der Ukrain. Et geet wéi ëmmer, a mer kennen dat och aus der Geschicht, ëm Nationalismus an ëm säi reliéise Pendant, déi systematesch als Virwand benotzt gi fir wirtschaftlech Interessen, déi derhannertstinn. Kulturell a sproochlech Ënnerscheeder ginn ausgenotzt an déi Richtung. A mir mengen awer, dass reell virun allem an der Situatioun an der Ukrain d'Onzefriddenheet ass vum Duerchschnëtt vun der Bevëlkerung. An ech wëll och hei nach eng Kéier soen: D'Bevëlkerung verdéngt am Duerchschnëtt Léin vun 250 Euro de Mount.

Onzefriddenheet vun der Bevëlkerung, mat op där anerer Säit der Akkaparatioun vum Veméige vum Land duerch déi sougenannt Oligarchen, iwwregens a béiden Deeler vum Land, déi sech schamlos beräichert hunn um Bockel vun der Bevëlkerung an der Ukrain. An dat war och den eigentlechen Ursprong, ech schwätzen net, wéi et ausgaangen ass, mä den eigentlechen Ursprong ganz laang vun de Majdan-Protester, an an deem Sënn sti mir, op jidde Fall als déi Lénk, op där Säit, haut nach.

Awer wat hëllefen do Austeritéitsprogrammer aus Europa? Duerfir fuerdere mer och d'Regierung op, fir wierklech Hëllefen ze suergen, zesumme mat Russland a béiden Deeler vum Land. Also keng Integratiounskonkurrenz mat Russland, keng Blockbildung, mä eng kooperativ Solidaritéit mat de Leit op der Plaz, am Sënn vun enger ekonomescher a politescher Selbstbestëmmung an deem Land.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Urbany. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun vun den Deputéierten ugelaangt, an ech géif den Här Ausseminister froen, ob en nach kuerz wéilt Stellung huelen. Dat ass de Fall. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ganz kuerz, zwee Sätz. Also, ech mengen, dat Déngen hei geet net.

Also, ech wollt dem Här Urbany direkt preziséieren, dass net geduecht ass, an dat ass och net vum Catherine Ashton gesot ginn, dee ganzen Accord d'association virum 25. ze signéieren. Et ass gesot ginn, dass een deen Accord soll splitten. An dee politesche Volet, fir Solidaritéit ze weise par rapport zum ukrainesche Vollek, dass een dee sollt signéieren. Dat ass dat, wat geduecht ass.

Ech wollt och dem Här Kartheiser just ee Saz äntweren. Also, d'Realitéit ass déi, dass bis e Mount virum leschten November d'lescht Joer, wou de Partenariat oriental zesummekomm ass, eigentlech den Här Janukowitsch gefrot huet d'Europäesch Unioun, fir däerfen ze ënnerschreiwen.

De Feeler allerdéngs, dat gesinn ech och an, haut vläicht vill méi wéi deemools, ass geschitt, wéi mer an deem Mount, wou ee gesinn huet, dass de President Janukowitsch net kéint ënnerschreiwen, dass Drock gemaach ginn ass a mat enger Entweder-oder-Logik operéiert gouf. Dat heescht: Entweder, Dir gitt an d'Zollunioun mat Kasachstan - Armenien ass jo do bäigetrueden an, ech mengen, och Wäissrussland - oder Dir kommt bei eis.

Dat war e Feeler. Ech mengen, dat hätt een net dierfe maachen. An do ass effektiv och villes ausenanergerappt ginn an där Diskussioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. A Merci och de Kolleeginnen a Kolleege fir déi Diskussioun, no bei der Aktualitéit a voller Nuancen.

Merci villmools.

Mir géifen da weider am Ordre du jour fueren. Op Ufro vun déi Lénk hu mer haut eng Aktualitéitsstonn iwwert déi sougenannten TTIP, dat heescht déi transatlantesch Partnerschaft iwwert de Commerce an d'Investitiounen, déi am Moment a Verhandlungen tëschent deenen zwou Säiten ass.

De Justin Turpel, deen d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet am Numm vu senger Sensibilitéit, huet zéng Minutten an der Diskussioun. Déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite jee fënnef. An d'Regierung huet zum Schluss eng Véirelstonn, fir Stellung ze bezéien.

Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Provozéiert Dir net!

Une voix.- Et kann ee jo emol probéieren, Här President!

M. le Président.- Zweemol: fir d'Éischt a fir d'Lescht!

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Okay.

M. le Président.- Här Turpel, fuert duer.

9. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et ses conséquences

Exposé

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les conséquences essentiellement négatives à prévoir pour les États et les citoyens européens et luxembourgeois en ce qui concerne la mise en œuvre du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) en matière de risque de nivellement vers le bas des règles sociales, économiques, sanitaires, culturelles et environnementales;

- considérant l'absence de débat public et de contrôle démocratique sur les négociations en cours;

invite le Gouvernement

- à intervenir auprès des instances européennes concernées en vue d'arrêter les négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), dit Grand Marché Transatlantique;

- à publier les textes relatifs aux négociations du TTIP;

- à ouvrir un débat national sur l'ensemble des accords de libre-échange, incluant des organisations syndicales et associatives, des organisations socioprofessionnelles, des collectivités locales et la population, ce débat pouvant se faire à partir d'auditions publiques à la Chambre des Députés.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Ech wëll der Conférence des Présidents Merci soen, datt se déi Debatt hei iwwerhaapt, an och dem Ausseminister, ugeholl hunn. Ech hu se eréischt den Donneschdeg ugefrot an haut steet se um Ordre du jour.

(Interruption)

Ech wollt och Merci soen, datt se net als leschte Punkt un d'Rei kënnt. Et arrangéiert wahrscheinlech och den Ausseminister, mä d'Aktualitéit ass och déi, datt mer dat vläicht esou solle behandelen, wéi mer dat elo maachen.

Den 8. Juli 2013 sinn d'Verhandlungen ugaangen iwwert dat transatlantescht Handels- an Investitiounsofkommes, wat da mam Akronym TAFTA oder TTIP ëmschriwwe gëtt. Et sinn ëmmer méi Organisatiounen, déi emol fir d'Éischt dat ondemokratescht Virgoe vun deene Verhandlungen do diskutéieren, mä doriwwer eraus och op eng ganz Rei negativ Konsequenzen hiweisen, déi dat Ofkommes wäert an Amerika, Europa an och zu Lëtzebuerg hunn.

Iwwregens sinn, wat d'Aktualitéit ënnermauert, déi Verhandlunge gëschter, wann ech richteg ënnerriicht sinn, zu Bréissel an déi véiert Ronn gaangen, soudatt mer do wierklech um Bols vun der Aktualitéit sinn.

Eng éischt Saach, déi ëmmer an deene leschte Joren an a leschter Zäit kritiséiert ginn ass, ass déi, datt hei eng Méiglechkeet geschafe gëtt, fir datt Konzerner, Multinationalen d'Méiglechkeet kréien, fir State virun ee Gericht ze huele a fir se ze verkloen, souguer Schuedersatz ze verlaangen, wann et an engem Land Regelunge gi fir de Schutz vun der Gesondheet, der Ëmwelt, d'Regelung vun de Finanzen, den Aarbechtskonditiounen, wann déi dem fräien Handel, wéi se an deem Ofkommes hei virgesi sinn, géife widderspriechen.

Vu datt ech net vill Zäit hunn, ginn ech net op d'Detailer an. Ech wëll drop hiweisen, datt den zoustännege Kommissär Karel De Gucht elo gesot huet, déi Dispositioun géif elo emol zréckgestallt ginn, déi géif an de Frigo gestallt ginn, bis datt de Rescht alles verhandelt wier.

Et muss een awer wëssen, datt op Drock ebe vun deenen Organisatiounen, vun der franséischer Regierung am Speziellen och nach, datt déi Méiglechkeet fir d'Konzerner, fir ee Stat op d'Geriicht ze huelen, eent vun de Kärstécker bleift vun der Liberaliséierung vum Handel an domadder nach net vum Dësch ass an, wa meng Informatioune richteg sinn, och parallell weider verhandelt gëtt, obschonn et sollt verschobe ginn.

Et muss een och wëssen, datt schonn 1995/1997 ronderëm dee berühmten AMI oder MAI - MAI, den Accord multilatéral sur l'investissement - ähnlech Tentativë bestanen hunn, déi 1998 gestoppt gi sinn, wéi emol un d'Dagesliicht komm ass, wat alles an deenen Accorde vum AMI oder vum MAI do virgesi war. A mat deenen Ofkommessen, dat kann ee roueg soen, do ass et e bësse wéi mam Dracula: Wa bis Luucht un d'Saach kënnt, dann zerfale se an da kréie se Problemer!

Wou sinn d'Problemer mat deem Accord, deen hei amgaang ass an der véierter Ronn ausgehandelt ze ginn? Éischte Problem ass deen, datt do State kënne viru Geriicht geholl ginn, wa se Schutzbestëmmunge hu fir Ekologie, fir Soziales, wat ech schonn ugedeit hunn.

Zweete Problem ass deen, datt dee spezielle Schutz fir kulturell an audiovisuell Kreatiounen an Europa, a besonnesch a Frankräich - Frankräich schwätzt ëmmer vun der Exception culturelle -, datt deen hei zwar net explizit, mä implizit a Fro gestallt ass. Och dorobber ginn ech net weider am Detail an.

Drëtte Problem ass d'Liberaliséierung vun enger ganzer Rei ëffentlechen Déngschtleeschtungen, vun der Gesondheet, Transport, Energie, déi an deem Accord hei virgesinn ass.

Véiertens geet deen Accord awer vill méi wäit! Et geet ëm d'Liberaliséierung vum Handel, vun allen industriellen a landwirtschaftleche Produiten. Virun allem awer geet et ëm d'Ofschafe vun Aschränkungen. Am Text heescht dat, am EU-Mandat heescht dat, „le niveau le plus élevé de libéralisation d'investissement" ze erreechen. „Le niveau le plus élevé de libéralisation d'investissement" heescht, datt USA an EU sech eigentlech missten, wat d'Schutzbestëmmungen ugeet, unnäheren. An et gëtt och Leit, déi hunn d'Illusioun, se géife sech an der Mëtt treffen. Europa géif e bëssen ofbauen, d'USA géifen hir Schutzbestëmmungen e bësse verbesseren a se géife sech an der Mëtt treffen.

Elo muss een awer wëssen, datt d'USA déi meescht OIT-Konventiounen emol net ënnerschriwwen hunn. Ech mengen, Dir kennt d'Wichtegkeet an de Stellewäert vun den OIT-Konventiounen. Datt d'USA de Kyoto-Protokoll, d'Konventioun net ënnerschriwwen hunn, datt d'USA d'Konventioun iwwer Biodiversitéit net ënnerschriwwen hunn, emol emol d'Kultur, emol d'Ofkommes mat der UNESCO iwwer kulturell Villfalt net ënnerschriwwen hunn.

A ganz kloer ass et d'Absicht vun US-Konzerner, vun amerikaneseche Multinationalen an och vun europäeschen, do musse mer och d'Aen op hunn, ass d'Absicht déi, fir effektiv, datt déi Schutzofkommessen, déi bestinn, fir déi a Fro ze stellen a fir Europa, d'Normen an Europa no ënnen ze zéien. An dat op Käschte vu lokaler a regionaler Produktioun, déi wäerten ënnert d'Rieder kommen, vun Zäregasen, déi ëm 4.000 bis 11.000 Tonne wäerten an d'Luucht goen, op Käschte vun ekologescher Qualitéit vun de Wueren, am Agrarsecteur d'Aféiere vun Hormonfleesch aus den USA an Europa.

Chlor-Pouleten ass eent vun de Stéchwierder, wat ëmmer gebraucht gëtt. Wat sinn d'Chlor-Pouleten? Dat sinn d'Pouleten, déi an der amerikanescher Agrarindustrie mat Eau de Javel gewäsch ginn, fir se ze desinfizéieren, wat an Europa net méiglech ass. Déi sollen dann och an Europa agefouert ginn, gradesou gutt wéi OMGen, mat Déieremiel gefiddert Fleesch an esou weider an esou fort.

Wat een och muss wëssen, dat ass, datt d'Mandat, wat d'EU-Kommissioun kritt huet, fir déi Verhandlungen ze féieren, datt dat Geheimverhandlunge sinn an datt déi 27 EU-Handelsministeren dat och esou ofgeseent hunn. Den Obama, den Här Barroso an den Här Van Rompuy hu souguer an enger Erklärung schréftlech festgehalen, „datt näischt dierft duerchsickeren". Dat ass elo een Zitat op Lëtzebuergesch iwwersat. An et ass dat, wat zum Beispill den Nobelpräisträger Stiglitz als total ondemokratesch bezeechent huet an och virun de Konsequenze vun esou eppes warnt.

Ech wëll och drun erënneren, datt den 2. Juli d'lescht Joer an dëser Chamber ënner anerem den Ausseminister Jean Asselborn gesot huet, datt et drëms géif goen, fir kuerzfristeg Garantien ze kréie vun den Amerikaner, datt all déi Schutzbestëmmungen an déi Reglementer net a Fro géife gestallt ginn. En huet deemools souguer gesot: „Mir mussen déi d'nächst Woch kréien." Dat war den 2. Juli! D'nächst Woch vum 2. Juli ass laang erëm. A mer gesinn och, datt déi Garantien net komm sinn.

Bien au contraire! D'EU ass an deem ganzen Ofkommes manifestement an der Defensiv. Ech wëll erëm eng Kéier d'Beispill gi vun de Chlor-Pouleten, déi d'EU elo an de Verhandlungen akzeptéiert huet, akzeptéiert huet an der drëtter Ronn. A souguer den Handelskommissär seet, a souguer den Handelskommissär seet...

(Interruption)

Jo, jo. A souguer den Handelskommissär seet, ech ergänzen dat...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Direkt. Ech maache just de Saz fäerdeg. Ech maache just de Saz fäerdeg. Den Handelskommissär seet, datt et jo da méiglech wier, datt d'europäesch Konsumenten de Choix hätten, fir fräi ze décidéieren, wat se da géifen akzeptéieren. Huet e gesot. Wat also heescht, dat ass virgesinn. A wann een... et muss een awer wëssen, datt dat eng Schwemm gëtt vu bëllege Pouleten. Dir wollt eppes soen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo. Här President, ech mengen och fir d'Leit dobausse musse mer vläicht awer elo oppassen, dass mer eenegermoossen an der Rumm vun der Wourecht bleiwen!

D'Wourecht ass, Här President, Här Turpel, dass nach keen eenzege Jota bis elo festgehale ginn ass, an dass do en Ofkommes oder en Accord doriwwer besteet. Keen eenzege Jota! An ech wëll och a menger Interventioun vläicht e wéineg explizéieren, duerch wat fir eng Kontrollinstanzen dass dat geet. Mä loosse mer net... Hei schwätze mer vum Mandat, dat d'Kommissioun jo kritt huet vun de Länner, fir ze négociéieren. Mä an deem Négociatiounsaccord, och an der véierter Ronn, ass keen eenzege Punkt bis elo fixéiert ginn. Ech mengen, dat musse mer awer festhalen, soss si mer vläicht e wéineg onéierlech par rapport zu der Opinion publique.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Den Här Turpel huet d'Wuert erëm.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Et muss een awer wëssen, datt, wann déi Verhandlungen amgaang sinn a wann do Zwëschenaccorde sinn, déi gi jo net op d'Kopp gehäit, wann een dat wëllt maachen. Herno kann een dat Ganzt oflehnen, dat ass eng aner Diskussioun.

Mä och wirtschaftlech ass et zweifelhaft, wat do erauskënnt. D'EU huet Zöll an der Moyenne vu 5,2%, d'USA vun 3,5%. D'USA géifen also do 40% méi gewannen. A mam schwaachen Dollar an dem Afrostelle vu Schutzofkommessen an Europa, Reglementer, géif dat op jidde Fall och zu enger massiver Delokaliséierung an d'USA féieren.

Et gëtt gelackelt mat Aarbechtsplazen, déi géife geschafe ginn, déi awer zweifelhaft sinn. Ech wëll zum Beispill drun erënneren, datt déi Däitsch souguer dervun ausginn, datt souguer an der Metallurgie Aarbechtsplaze wäerten ofgebaut ginn. Et ass gesot ginn, et géif e Wirtschaftswuesstum zousätzlech gi vun 0,5% op zéng Joer. 0,5% op zéng Joer, dat sinn 0,05% pro Joer! Also loosse mer net do ufänken, mat Saachen ze operéieren, déi näischt heeschen.

Kloer ass, den Zweck vun deem Ofkommes ass den Ausbau vum Handel fir déi grouss Multien an, fir Reglementer zum Schutz am ekologeschen an am soziale Beräich ofzebauen. Dat ass den Zweck, dat ass geplangt vun 2001 un, wou d'USA schonn iwwert d'Welthandelsorganisatioun versicht hunn, een neien Zyklus vu Liberaliséieren anzeleeden, deen - mer wëssen et - vu Brasilien, China, Indien, Argentinien blockéiert ginn ass. A wa se dat hei géife fäerdegbréngen, da wier 50% vum Welt-PIB an där Fräihandelszon dran, an domadder den Drock och erëm eng Kéier op déi Länner, fir ze liberaliséieren.

Als Konklusioun wëll ech op jidde Fall soen, datt ech all déi Organisatiounen, déi warne virun deem, wat hei steet - an et si jo och eng Rei Dokumenter erauskomm vun deem och, vum Mandat vun der EU-Kommissioun, an dat Dokument sollt ee sech wierklech ukucken -, datt dat een Ugrëff ass op sozial Rechter, ëffentlech Déngschtleeschtungen, Ekosystem- a Konsumenteschutz an engem Mooss, wéi mir et an Europa nach ni kannt hunn. An de Widderstand vun der Zivilbevëlkerung a ganz Europa, an den USA an och zu Lëtzebuerg ass duerchweegs berechtegt. An et sinn ëmmer méi Kollektiver, déi antriede fir de Stopp vun deene Verhandlungen. Et ass dat, wat mer an der Motioun, op déi ech herno wäert zréckkommen, och nach soen.

Et sinn och Organisatiounen, déi dofir antrieden, a Parteien, fir verschidde Gebidder aus de Verhandlungen auszeschléissen. Mä ëmmer méi erkennen, datt dat eng Illusioun ass, datt dat net wäert méiglech sinn, datt déi Verhandlungen hei eng Eegendynamik hunn, déi eis wäert iwwerrullen. An als Konklusioun, ënnert dem Strëch muss ee soen: Mir hu méi ze verléiere wéi ze gewannen. Op d'Motioun selwer wäert ech dann zréckkommen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Als éischt Riednerin huet sech d'Martine Hansen ageschriwwen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mat der transatlantescher Fräihandelszon tëschent den USA an der EU gëtt mat ronn 800 Milliounen Mënschen dee gréisste Bannemaart weltwäit geplangt. Dëst Fräihandelsofkommes gëtt a soll och kontrovers diskutéiert ginn. De Chancë vum Wirtschaftswuesstum, vu méi Aarbechtsplazen, vun engem méi grousse Wuelstand steet d'Angscht virun engem Wäerteverloscht géigeniwwer.

Sou, a fënnef Minutte léisst sech leider net alles soen an och net alles beuerteelen. Ech mengen, dat wär ze einfach, mä ech probéieren, mech un déi fënnef Minutten ze halen. Duerfir wëll ech just op eenzel Punkten agoen: eng Kéier d'Douanes-Taxen, dann eng Kéier d'Upassung vun den Normen, den Ofbau vun den net tarifairen Handelshemmnisser. Drëttens wëll ech op d'Landwirtschaft agoen an och nach kuerz op den Investitiounsschutz.

Bei den Douanes-Taxe wëll ech just soen, datt d'Ofschafe vun dësen Taxen et der Wirtschaft erlaabt, enorm ze spueren. Heizou e puer Zuelen: 20% vun allen EU-Exporter ginn an d'USA. Den Handel tëschent der EU an den USA huet e jährleche Wäert vun 1,2 Billiounen. Dat heescht, obschonns datt d'Taxen net méi extrem héich sinn - si leien tëschent véier a 7% -, mécht dëst trotzdeem eng enorm Erspuernis fir eis Wirtschaft pro Joer aus.

Dann, zweetens, den Ofbau vun deene sougenannten net tarifairen Handelshemmnisser. D'Upassung vun deene Reguléierungsstandarden, vun den Norme si majoritär och als positiv ze beuerteelen. Mä hei ginn et eng Rei vu Grenzen, déi net däerfen iwwerschratt ginn.

Kloer Virdeeler wann d'Normen an d'Standarden ugepasst ginn, ginn et zum Beispill an der Autosindustrie, engem wichtegen Exportberäich vun der EU. Hei mussen am Moment zum Beispill vun engem Auto, deen an der EU gebaut gëtt, méi wéi 50 verschidden Deeler extra getest a produzéiert gi fir den amerikanesche Maart. Duerch dës Upassung vun den Norme spuert awer net nëmmen d'Autosindustrie, mä och vill kleng- a mëttelstänneg Betriber eleng doduerch, datt si kënnen op duebel Sécherheetspréiwungen an zum Deel och op duebel Produktioune verzichten.

Dës historesch Chance, dee gréisste Bannemaart vun der Welt ze schafen, mat weltwäite Standarden, ass awer nëmmen eng Chance, an dat wëll ech hei betounen, wa sech bei de Standarden net op dee klengste gemeinsamen Nenner gëeenegt gëtt. Hei gëllt et, eis europäesch Standarden am Sozialberäich, am Verbraucherschutz, am Déiereschutz an och am Ëmweltschutz ze verteidegen.

An drëttens wëll ech och kuerz op d'Landwirtschaft agoen. Hei muss een éischtens festhalen, datt mer vun zwee komplett verschiddene Systemer vu Landwirtschaft schwätzen, déi wierklech net direkt ze vergläiche sinn.

Just ee Beispill, fir dat ze ënnersträichen: An der EU schwätzt ee vun engem grousse Mëllechvéibetrib, wann deen iwwer 100 Kéi huet. An den USA schwätzt ee vun engem grousse Mëllechvéibetrib, wann deen iwwer 2.000 Kéi huet. An et gi Farme vun iwwer 40.000 Kéi. 20 bis 30 professionell gemanaged Betriber maachen dee gréissten Deel vun der maartrelevanter Produktioun an den USA aus.

An een zweete wichtegen Ënnerscheed sinn d'Standarden, sinn d'Konditiounen, ënnert deene produzéiert gëtt, ënnert deene produzéiert däerf ginn, sief dat am Beräich vun der Ëmwelt, vum Déiereschutz an esou weider. A genau hei muss opgepasst ginn. De Qualitéitsstandard vun de landwirtschaftleche Liewensmëttel an der EU ass zimlech héich. De Verbraucherschutz - mat Ausnahm vun eenzelne Skandaler, déi mer jo kennen - ass am Prinzip garantéiert. Deem géintiwwer stinn awer eenzel Praktiken an der Landwirtschaft, déi den europäesche Konsument esou net wëllt.

Och heizou e puer Beispiller - ech ginn dann anerer wéi den Här Turpel: 20% vun de Mëllechkéi kréie Somatropin, een Hormon, fir d'Mëllechleeschtung ze steigeren; 80% vun de Maaschtranner kréien och Hormoner, fir d'Fleeschproduktioun ze steigeren; 88% vum Mais ass genmanipuléiert an esou weider. Mir riskéieren also, datt méi bëlleg produzéiert Liewensmëttel, déi net onbedéngt eis Standarden erfëllen, jee no deem wéi d'Verhandlunge lafen, op den europäesche Maart drängen.

Wann ech awer op där anerer Säit dovunner ausginn, datt eis Konsumenten a wahrscheinlech och verschidden zousätzlech Konsumenten am neie Bannemaart gäre qualitativ héich Produkter kafen - China ass do e gutt Beispill, si importéiere Mëllech aus der EU fir dräi Euro de Kilo, well si wëssen, datt si Qualitéit kréien -, da kann also och de Bannemaart eng Chance fir d'Landwirtschaft sinn, mä nëmmen ënnert där Bedéngung, datt et eng transparent gesetzlech virgeschriwwe Kennzeechnungsflicht gëtt. Nëmmen da kann de Konsument selwer entscheeden.

Sou, d'Zäit geet leider net duer, fir op all Punkten anzegoen. Wichteg ass et awer nach a mengen Aen, fir op dee sougenannten Investitiounsschutz anzegoen, deen den Här Turpel och erwähnt huet, deen et allen auslänneschen Investisseuren erméiglecht, géint all Politik am Gaaschtland ze kloen, wa si doduerch riskéieren, datt hire Gewënn duerch politesch Bestëmmunge fortfält oder méi kleng gëtt. Ech mengen, datt d'Länner och an Zukunft mussen eegestänneg Gesetzer kënne maachen, ouni datt den Investitiounsschutz dat ka beaflossen.

An zesummefaassend wëll ech soen: Et bestinn eng Partie Risike bei dësem Bannemaart, mä wa richteg verhandelt gëtt a wa mer keng Upassung vun den Normen no ënne kréien, da kann dat och eng eemoleg Chance sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Hansen. Nächste Riedner ass de Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, d'Fräihandelsofkommesse sinn natierlech do, fir den Handel ze förderen a fir d'Aktivitéite vun de Betriber an de jeeweilege Länner ze stimuléieren an domadder och fir Wuesstum a Beschäftegung ze suergen. Wa mer déi ekonomesch Entwécklung, déi mer an Europa elo hunn, gesinn, an och deen héije Chômage, da soll een zumindest all Initiativ, déi zu méi Croissance an Emploi féiere kann, eng Chance ginn.

Dofir ass et och net falsch, iwwert dës Partnerschaft mat Amerika ze verhandelen. Fir d'LSAP ass et awer vu gréisster Wichtegkeet, dass déi héich sozial Standarden, Ëmweltstandarden, Standarden am Beräich vun der Gesondheet, déi héichwäerteg Qualitéit vun eise landwirtschaftleche Produkter, déi mer hei an Europa hunn, net riskéieren, ënnert d'Rieder ze kommen.

Déi sozialistesch Fraktioun ass och der Meenung, dass dës Diskussioune sollen a Rou verfollegt ginn, ouni Pressioun an ouni Zäitdrock, esou dass e Verhandlungsresultat erreecht gëtt, mat deem béid Säite gutt liewe kënnen. D'Ängschten an d'Suerge vun de Mënschen dobaussen, d'Bedenke vun Deeler aus der Zivilgesellschaft, vun den nationale Parlamenter, vu verschiddenen ekonomesche Branchë sollen a musse considéréiert ginn.

Dat gëllt par ailleurs net nëmme fir d'Europäer, mä och fir d'Amerikaner, well och an den USA si Mënschen a Betriber vun den Accorde betraff a maache sech hir Gedanken.

Geplangt ass, d'Verhandlunge bis Enn 2015 ofzeschléissen. Mir als LSAP hunn a priori näischt do dergéint, wann déi zwou Säiten dat fäerdegbréngen. Ech bleiwen awer dobäi: Léiwer e gudden Accord méi spéit, deen de Bedenke vun alle Concernéierte Rechnung dréit, wéi e schlechten Accord an deem Zäitplang.

Et ass der EU-Kommissioun jo och virgeworf ginn, déi ganz Verhandlunge géifen a kompletter Intransparenz duerchgefouert ginn. An der Realitéit ass dat net grad esou, wéi dat elo a Wahlkampfzäite gemaach gëtt. D'Kommissioun huet en TTIP-Berodergrupp an d'Liewe beruff, deen d'Verhandlungséquipe vun der EU beréit, an doranner sëtze Verbraucherschutzverbänn, Industrieverbänn, Gewerkschaften. D'Kommissioun organiséiert eng Mass vun „stakeholder meetings" iwwert déi verschidde Politikberäicher.

Vill nëtzlech Dokumenter sinn och um Site vun der Kommissioun disponibel, leider net all, leider net all. Iwwregens och d'Verhandlungsmandat, wat geheim gehalen ass. Mä et gi ganz vill Dokumenter och publizéiert um Site vun der Kommissioun.

De konkrete Punkt vum Investitiounsschutz. D'Madame Hansen huet erklärt, wat dat ass, dat kann ech kierzen. Ech wëll awer soen, dass esou Bestëmmunge vum Investitiounsschutz an onstabille Länner vläicht wichteg sinn, awer hei an Europa hu mir Rechtssystemer, wou all beschiedegte Betrib ka kloen.

Duerfir fannen ech, déi Klausele gehéieren net dran, a mir wäerten als LSAP och dofir kämpfen, dass an deenen doten Accorden esou eppes net dran ass. Iwwregens sinn d'Verhandlungen zu deem Thema och gestoppt ginn, an d'Kommissioun huet viru Kuerzem gesot, dass se eng Consultation publique zu deem Thema lancéiert. Déi Consultation publique geet an zwou Wochen un.

D'Droits de douane si bei dësen Accorde manner wichteg wéi bei aneren Handelsaccorden, well se scho relativ niddreg sinn zwëschen der EU an Amerika. A well déi tarifaire Handelshemmnisser eng kleng Roll spillen, ëmsou méi wichteg sinn nämlech déi net tarifaire Hindernisser, déi hei eng wichteg Roll spille bei deene Verhandlungen. An och dee Volet ass fir d'EU natierlech vill méi schwiereg wéi fir d'USA, erëm eng Kéier, well bei eis a ville Beräicher vill méi streng Norme gëllen.

Fir eis Sozialisten ass et also wesentlech, dass mer eise Landwirtschaftsmodell hei an Europa kënnen halen, dass mer weiderhin héich sozial Standarde behalen, eis Standarden an de Beräicher Ëmwelt, Liewensmëttelsécherheet, dorënner och de Verbuet vun den OGMe behalen. Eisen Informatiounen no huet och de Kommissär De Gucht kierzlech ëffentlech gesot, dass fir Europa wesentlech Beräicher wéi d'Services publics, d'OGMen net vum Accord beréiert ginn. Dat freet eis. An dat si fir d'LSAP wichteg Prinzipien.

Dës Accorden, Dir Dammen an Dir Hären, déi mussen de Mënschen déngen, de Mënschen, déi an deene Mäert liewen, an net de multinationale Firmen. An ech schléisse mech och dem Martin Schulz un, dem President vum Europaparlament, dee viru Kuerzem gesot huet, dass d'Zil vun dëse Fräihandelsofkommessen net däerf sinn, dass eng Säit d'Regele vun där anerer Säit iwwerhëlt. Et däerf och kee Wettlauf, also keng Course no ënne sinn. A mir wëllen a mir wäerten um Enn keng niddreg Sozialstandarden, Gesondheets- an Ëmweltstandarde kréien. Dee Mann huet recht, wann en dat seet.

An ech soen der Lénker Merci, dass se dës Heure d'actualité ugefrot hunn, well dës Chamber soll a muss sech mat deem Thema befaassen, an ech hunn dem Chamberspresident e Bréif geschriwwen, an deem ech e bieden, dem Ausseminister matzedeelen, dass mer frou wären als europapolitesch Kommissioun, wa mer dat Thema géife behandelen do, dass mer déi Négociatioune wëlle regelméisseg suivéieren. An ech hunn de Chamberspresident gebieden, de Minister ze froen, dass mer eng - wéi dat an deem Aide-mémoire steet, dee mer zwësche Chamber a Regierung hunn iwwer Europafroen -, dass mer eng Note explicative kréie fir d'Membere vun der Kommissioun an dass de Minister Kollaborateure soll an d'Kommissioun delegéieren, fir eis ze informéieren iwwert deen technesche Volet vun dësen Accorden.

An ech wäert als President vun där Kommissioun derfir suergen, dass mer d'Société civile, dat heescht, dass mer och d'Gewerkschaften, dass mer d'Ëmweltverbänn, dass mer och ONGen, awer och d'Säit vum Handel, d'Chambre de Commerce, d'Handelskummer héiere wäerten, mat deenen diskutéieren, dass mer deen Dossier suivéieren. An ech mengen, domadder hu mer...

Une voix.- ...zu Bréissel!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Hei zu Lëtzebuerg!

...an domadder hu mer och schonn deelweis eng Äntwert ginn op déi Motioun: Deen Débat national sinn ech bereet als President vun der aussepolitescher Kommissioun hei an der Chamber ze féieren, ze begleeden. Ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister, wann e mäi Bréif kritt, positiv dorop reagéiert.

Iwwregens wäert Enn Mee och nach e Conseil sinn, an de Minister kënnt jo virun an no all Conseil bei eis an d'Kommissioun, wou deen dote Volet och ugeschwat gëtt. Op jidde Fall, ech wäert dofir garantéieren, dass mer eis dofir asetzen! An ech kann net d'accord sinn...

Ech hunn eng Minutt méi geholl, well ech schonn zur Motioun schwätzen, Här President, wann Der dat erlaabt? Soss soen ech dat herno, et ass wéi Dir wëllt.

M. le Président.- Ah, wann Der den Engagement gitt, dass Der dat matenee maacht, dann hunn ech kee Problem do dermat.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- An deem éischte Punkt vun der Motioun, do gëtt d'Regierung opgefuerdert, mat de Verhandlungeneinfach opzehalen. Ech fannen dat schlecht. Ech hunn am Ufank vu menger Interventioun gesot, dass ee soll an Zäiten, wou vill Chômage ass, wou d'Croissance niddreg ass an Europa, all Chance notzen. Ech mengen, et si Verhandlungen: Wann eppes Positives dobäi erauskënnt, tant mieux! Mä e schlechten Accord wëlle mer net. Ech schléissen nach eng Kéier: Mir wëllen en Accord, deen de Mënschen déngt, a keen Accord, deen deene grousse Firmaen déngt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Angel. Als nächste Riedner ass den Eugène Berger ageschriwwen. Här Berger, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. D'Handelsofkommes tëscht den USA an der Europäescher Unioun, dat am Moment diskutéiert gëtt, och hei an der Chamber, ass relativ komplex, an ech mengen, et wier op dëser Tribün elo net richteg, scho genau festzeleeën, wat ee genau an dësem Ofkommes wëllt, well mer nach net genuch Detailer hunn, wéi dëse Partenariat soll ausgesinn. Well et solle jo dann och an den nächste Wochen a Méint do awer déi Saache lues a lues geliwwert ginn. Ech wëll duerfir och méi eng generell Positioun vu menger Fraktioun hei kuerz skizzéieren, besonnesch och wat d'Chancen op där enger Säit, awer och d'Risiken - muss een och kloer soen - op där anerer Säit vun esou engem Accord kënne sinn.

Bon, méi generell hu mer jo och gesinn an deene leschte Joren an der Kris, datt d'Europäesch Unioun d'Situatioun gemeeschtert huet, méi oder wéineger schwiereg natierlech, an do hate mer och gesinn, datt et aner Länner op der Welt ginn, déi sech méi schnell erholl hunn. Ech denken do zum Beispill u Regiounen an Asien, awer och an Deeler vun Amerika.

An dat ass virun allem awer och eng Léier fir méi kleng Länner, awer och fir d'Europäesch Unioun, datt mer och, ech géif soen, drop ugewise sinn, mat deenen ekonomesche Raim zesummenzeschaffen, mat deene Raim Accorden ze hunn, well mer och op där anerer Säit natierlech op den Export ugewise sinn, an datt dat wichteg ass, datt een d'Dieren zur Welt weider opléisst. Ech mengen, den Handel ass zënter Laangem e Schlëssel vun eisem Räichtum an duerfir musse mer och weider Uecht ginn, datt dat esou bleift, datt dat also e wichtegen Aspekt och an enger nationaler Politik, och fir Lëtzebuerg, soll a muss bleiwen.

Ech mengen, aus där Vue kann ee soen, datt een en Handelsofkommes mat enger Wirtschaftsmuecht, wéi zum Beispill d'USA eng sinn, datt een dat net einfach esou ka vum Dësch rieden, datt mer eis musse seriö mat där beschäftegen. Mir gesinn also op där enger Säit Chancen an engem Fräihandelsofkommes tëscht der EU an den USA, well et eis nei Marchéen opmécht a mir och esou besser eis Positioun - och Lëtzebuerg als Exportateur vu Servicer zum Beispill - profitéiere kënnen.

Fir eis ass awer och ganz kloer: Esou en Accord ka virdeelhaft sinn, wann déi Standarden, déi mir hei hunn an Europa, hei zu Lëtzebuerg, déi sozial, ekologesch an aner Standarden, wann

déi och respektéiert ginn. Ech mengen, dat si Prinzipien, déi fir eis wichteg sinn, déi fir eis, géif ech soen, och Virrang hunn.

Et ginn och Risike bei dëse Verhandlungen, vun deenen een am Moment net genau weess, a wéi eng Richtung se kéinte goen. Et ass och kloer, dat wëll ech soen, meng Fraktioun kéint en Ofkommes net matdroen, wann déi aktuell Standarden, vun deenen ech geschwat hunn, géifen ënnergruewe ginn. Et ass wichteg, datt souwuel, ech soen emol op där enger Säit dem Aarbechter, mä op där anerer Säit och dem Konsument seng aktuell Liewensqualitéit a seng verschidde Standarden, déi hei awer eng wichteg Virgab sinn, net ënnergruewe ginn.

Mir kënnen och déi Bedenken deelen, déi déi Lénk hei zum Ausdrock bruecht hunn, wat den Investitiounsschutz betrëfft. Och do hätte mir Schwieregkeeten, wann et herno esou wier, datt eng Entreprise, eng Firma kéint viru Geriicht kloen, wann de Stat op där anerer Säit vun hinne géif fuerderen, datt se eng Rei Standarde sollten oder misste respektéieren.

Ech mengen, mir sinn elo an engem Moment, wou all déi Froen nach op sinn, a wat duerfir fir eis wichteg ass: datt mer eng offe Method vun de Verhandlunge virgesinn.

Et ass och wichteg, datt déi Verhandlungen tëscht der EU an den Amerikaner transparent sinn, datt souwuel d'EU-Parlament, d'national Parlamenter, mä awer och d'Bierger dobaussen, d'Leit dobausse verstinn, wat fir eng Décisiounen hei solle geholl ginn. An ech mengen, mir wäerten d'Négociatioune mat den USA, mä och mat anere méigleche Fräihandelspartner - dat hei gëllt net nëmme fir esou Accorde mat den USA, mä och mat anere Partner -, (veuillez lire: suivéieren, fir) datt ëmmer, an egal wat fir engen Accorden, eben do déi Standarden erhale bleiwen an datt d'Accorden op där anerer Säit mussen a voller Transparenz ausgehandelt ginn.

Ech begréissen och déi Propos, déi de President vun der aussepolitescher Kommissioun virdru gemaach huet, fir datt mer och e Suivi dann an där Kommissioun maachen, souwäit dat méiglech ass. Ech mengen, et ass sécherlech net esou, datt mer all Woch kënnen do déi lescht Texter mat Komma a Punkten, déi verännert gi sinn...

(Interruption)

Et ass extrem technesch; mä datt mer awer an där Richtung kënne weidergoen. Ech mengen, dat ass dann och en Zeechen ebe vun där Offenheet a vun där Transparenz, déi mer jo alleguerten hei zu Recht afuerderen.

Här President, ech géif och direkt kuerz e Wuert soen zu där Motioun, da brauch ech herno net méi zréck heihinnerzekommen. Och deen drëtten Abschnitt, wann ech dat verstinn, fir en Débat national, respektiv wann ech mäi Virriedner héieren hunn, dierf dat jo u sech kee Problem sinn.

Déi aner zwee Inviten do maachen eis awer e bësse méi Schwieregkeeten. Ech menge ganz einfach, wann hei gefrot gëtt, datt een déi Négociatioune soll stoppen, dat schéngt mer schwéier méiglech einfach, well d'EU huet vun de Länner e Mandat, fir ebe grad déi Négociatiounen ze féieren, a mir kënnen elo net hei an der Chamber décidéieren, datt Lëtzebuerg do aus deem Mandat erausklëmmt oder net méi do matmécht. Ech mengen, dat ass och einfach vun de Prozeduren hier net méiglech.

An och nach eng Kéier kann ech dat soen, wat scho virdrun - ech gräifen deem alt vir -, mä den Ausseminister huet eigentlech virdrun nach eng Kéier gesot: Et ass kloer, déi definitiv Texter gëtt et elo nach net. Dat heescht, datt een déi also och elo net ka publizéieren. Et sinn nach keng definitiv Décisioune geholl. An an där Hinsicht ass et also fir eis schwiereg, fir déi zwee éischt Inviten do matzedroen. Wéi gesot, deen drëtten, dat wier kee Problem. Mä ech huelen un, datt mer dann an deem Sënn déi Motioun net wäerte kënne stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Lescht ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Loschetter.

(Interruption)

Ah, dann den Här Kartheiser nach. Selbstverständlech!

Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och mir Gréng hunn eng kritesch Haltung zu deem TTIP. Mir wëssen dat, säit Juni 2013 preparéieren Europa an och d'USA déi bis elo gréisste Fräihandelszon vun der Welt, dat sougenanntent eben transatlantescht Fräihandelsofkommes, wat TTIP ofgekierzt gëtt, a mir gesinn och, datt mat vill Nodrock dëssäit an och déisäit vum Pool déi soi-disant onëmgänglech positiv Effekter vun engem dréngend noutwendege Wirtschaftswuesstum an Zäite vu Krisen héichgehale ginn.

Awer déi anscheinend esou evident Win-win-Situation klammert aus - an et ass schonn hei gesot ginn -, wéi eng déif gräifend Interessenskonflikter am Agrar-, Ëmwelt-, Verbraucherschutzrecht sech hannert deene Verhandlunge kënne verstoppen.

Déi Verhandlunge solle bis 2015 fäerdeg sinn. Dat ass eng ganz kuerz Deadline, déi elo zumindest elo mol gesat ginn ass. Dat fanne mir immens kuerz a vläicht ass dat och geziilt esou gemaach, fir wéineg ëffentlechen Drock zouzeloossen - et ass eng Fro, déi ech stellen.

Grondsätzlech muss ee sech jo am Fong geholl och d'Fro stellen: Firwat Fräihandel? Fräihandel heescht jo, datt d'Handelsbarrièren ofgebaut ginn. Wéi eng Handelsbarrièrë gëtt et dann nach tëscht den USA an der EU?

Dat sinn an der Regel jo - an dat ass och schonn hei gesot ginn - net méi Douanes-taxen, där ginn et jo quasi keng méi, mä et gesäit hei esou aus, wéi wann et éischter déi sougenannten net tarifaire Barrièrë wieren. Also, et geet hei ëm Normen, ëm technesch Standarden, ëm Ëmweltnormen, ëm Sozialnormen, ëm Verbraucherschutznormen.

An d'Zil vun esou engem Accord ass, déi Normen ze harmoniséieren, fir datt e Produzent sech net méi muss op dräi verschidden Normesystemer aloossen; dat ass iwwregens vun der Madame Hansen och gutt erkläert ginn.

Dat ass jo och a priori sënnvoll, mä d'Fro stellt sech jo: A wéi eng Richtung ginn déi Normen dann harmoniséiert? Kréien d'US-Amerikaner elo déi besser europäesch Sozial- an Ëmweltnormen, a béid Kontinenter déiselwecht héich technesch Normen? Dat wier natierlech e Fortschrëtt an dat géife mer och begréissen, awer am Moment gesäit et éischter net dono aus.

Déi Normen, déi d'Konsumenten, d'Aarbechter an d'Ëmwelt schützen, déi riskéiere verwässert ze ginn. A wann een dann och nach bedenkt, wien do matdiskutéiert, mat preparéiert, wien déi gréisste Lobbyen huet, fir déi Verhandlungen eventuell ze beaflossen, da muss et dach erlaabt sinn, déi gréisste Bedenken ze hunn.

Ech ginn Iech e puer Beispiller, et sinn der scho genannt ginn: All Handelsberäicher si jo och am Moment dran, ausser eben déi kulturell an den audiovisuelle Secteur, mä et geet ëm d'Landwirtschaft, et geet ëm d'„Gentec", et geet ëm Hormonfleesch, et geet ëm riseg Betriber an den USA géint kleng a mëttelstänneg Betriber an der EU. Et geet och - an dat ass bis elo nach net gesot ginn - ëm „intellectual property rights", dat heescht, et geet och ëm Patenter. Et geet ëm Investissementer, zum Beispill an de Fracking, wat eis besuergt.

Et geet ëm Medezin, et geet ëm Dateschutz, an et geet, an do wëll ech och e Wuert driwwer verléieren, a wat fir ons ganz wichteg ass, och ëm de Prinzip vun der Transparenz. Mir mussen agebonne ginn, och wann d'Kommissioun dierf d'Handelsofkommes selbststänneg verhandelen, sou muss de Conseil an och onst Parlament dat regelméisseg kënne matdiskutéieren.

Mir Gréng kënnen a wëllen ons net staarkmaache fir esou een dach awer charakteristesche Mangel un demokratescher Kontroll an Transparenz vun esou Verhandlungen oder zumindest, wéi et elo ausgesäit. Mir Gréng - a mir sinn heibannen net eleng - setzen ons an, datt d'Parlament an d'Zivilgesellschaft an de Prozess agebonne ginn. Dofir sinn allerdéngs oppen zougänglech Dokumenter eng Basisviraussetzung.

E ganz problemateschen Aspekt och fir ons ass dee Méchanisme d'arbitrage, déi sougenannte „Schlichtung", déi fir ons och ontransparent a problematesch ass, well esou geheim vereinbart Konfliktbewältegungen endege meeschtens, dat ass e Rapport de force, zugonschte vun den Entreprisen a verdrécken dobäi d'Ëmwelt- a Sozialpolitik. An dobäi misst et jo just ëmgedréit sinn, datt eigentlech d'Mitgliedstaten, d'Regierungen demokratesch Décisiounen am Interessi vun der Bevëlkerung missten huelen.

Déi bilateral anstatt multilateral Verhandlungen, déi elo virun allem gefouert ginn, sinn och fir ons e Problem. Dat féiert dozou, datt grad déi Entwécklungslänner ënnert den Dësch verhandelt ginn a sech net méi wiere kënnen. An dofir si mir souwuel géint esou eng Klausel vun deem „Méchanisme d'arbitrage" wéi awer och déi Klausel vun der „Nation la plus favorisée", déi fir eis och ganz problematesch ass.

Dofir zum Schluss grondsätzlech also eng kritesch Haltung vun onser Säit. Mir wëlle méi Transparenz an deene Verhandlungen, mir wëlle keen Ofbau vu Konsumenteschutz an Ëmwelt- a Sozialstandarden. A mir hoffen, datt den Ausseminister dëse Message och ka mathuelen, datt iwwerhaapt d'Regierung déi Messagë ka mat an d'EU mathuelen. An och wa mer kleng sinn, mengen ech, hu mer awer e Wuert matzeschwätzen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Den Här Kartheiser huet d'Wuert gefrot a kritt et och selbstverständlech. Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn heiansdo geduecht, et wier awer interessant, d'Politik ze verfollegen, och am Handelsberäich.

Den Här Turpel an och eis gréng Kolleegen hunn eis e Beispill ginn, wat et bréngt, wann ee sech op internationalem Niveau aus verschiddene Grënn géint global Handelsofkommessen engagéiert. Wat dann engersäits dozou féiert, datt mer an deene grousse multilateralen Handelsnégociatioune keng Progrèsen hunn an da ginn - wat logesch ass - déi grouss Handelsmuechten op dëser Welt op de Wee vu regionalen Ofkommessen. Wann da regional Ofkommesse verhandelt ginn, da sinn et déiselwecht Acteuren, déi do Bedenken entwéckelen.

Ma da sot dach direkt, datt Der den Handel u sech als Prinzip als onmoralesch gesitt! Dir gesitt ëmmer nëmme Problemer amplaz d'Chancë vum Handel ze gesinn an och d'Chancë fir eis Ekonomie, oppe Mäert ze hunn. An Dir sidd einfach do dergéint an dat passt Iech net. Do ass eigentlech de Punkt. Mä ech soen Iech: Gesitt emol d'Chancen an deene Saachen an net ëmmer nëmmen Obstruktioun. An dat gëllt fir eis gréng Kolleegen, et gëllt fir eis lénk Kolleegen.

Natierlech gëtt et Saachen, op déi mer mussen oppassen, a verschiddener sinn och scho genannt ginn an ech kommen och gär dorobber zréck. Mä fir hei alles schwaarzzemolen an enger Manéier, déi eigentlech just Är Haltung géintiwwer eiser fräier Maartwirtschaft do soll illustréieren, dat ass net akzeptabel.

Mir gesinn op jidde Fall och Chancen an där doter Saach. Mir si fir eng fräi Ekonomie mat gudde Sozialstandarden. An dat ass och an esou Verhandlunge méiglech.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Mir och!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Neen, Dir net, Madame Loschetter.

Sou, an da wollt ech kucken: Wou sinn dann eventuell Problemer? Där gëtt et der natierlech a mir sinn eis deene bewosst. Natierlech musse mer fir Sozialrechter antrieden a mir dierfen net erlaben, datt iwwert de Wee vun esou Ofkommessen Drock op d'Léin entsteet. Dat kann net den Objektiv sinn.

Mir mussen och oppassen, datt keng Delokalisatioune geschéien. Dat ka selbstverständlech liicht geschéien. Mir hunn der zum Beispill net nëmme wéinst deene Problemer, déi mer elo héieren hunn, datt vläicht d'Standarden an Amerika manner héich sinn an doduerch vläicht Entreprisen Delokalisatiounen an d'USA maachen, mä ganz einfach och, well eis Energie an Europa vill ze deier ginn ass. D'Energiepräisser an den USA si vill méi bëlleg.

A firwat si se hei an Europa esou deier? Ma wéinst eise grénge Kolleegen, déi einfach dauernd op Énergies renouvelables dauernd setzen. Domadder erreeche se maximal..., 8 bis 10% vun der Energie kann doduerch ofgedeckt ginn. Si si géint alles soss, géint d'Kuel, géint alles. Ech froe mech, mat wat se herno hir Stuff wëlle beliichten!

(Interruption)

Op jidde Fall mat deenen Energiepräisser, déi mir duerch d'Energiepolitik am Ablack erreechen an duerch déi gréng Mouvementer verursaacht ginn, hu mer méi eng grouss Gefor vun Delokalisatioun, wéi duerch déi Handelsverträg, déi mer elo amgaange sinn auszehandelen. Et ass einfach net realistesch.

Kulturell Froe sinn eraus. An dat ass och gutt esou. Liewensmëttelsécherheet ass och fir eis eppes, wat net zur Diskussioun steet, inklusiv den OGMen, do muss et bleiwen, wéi et ass.

A ganz wichteg, an dat soe mir och ganz kloer: Déi Dispositioune wéi „Investor-state dispute settlement", sinn och fir eis net akzeptabel. Mir kënne keng Parallelljustiz hunn. Mir hunn hei an Europa en Niveau vu Legislatioun an eng Qualitéit vun de juristesche Systemer, déi iwwerhaapt keng Dier oppeléisst fir extrajudiciaire - fir et emol esou ze soen am Kontext vun eisem traditionelle Versteesdemech vun eise juristesche Systemer - Arrangementer do ze hunn. Dat kënnt net a Fro.

An ech si frou, datt och aner Parteien dat hei däitlech ënnerstrach hunn. Ech hoffe just, datt deen Ablack, wou mer esou een Ofkommes ratifizéieren, se sech dann och nach dorunner erënneren, sollt dat do drastoen.

Mir hunn och bei deene lénke Bewegungen hei am Land Tendenzen, fir zwar ze soen: „Jo, esou en Ofkommes ass gutt, awer mir wëllen och all intellektuell Proprietéitsrecht..." Pardon! „Esou een Ofkommes ass net gutt, mä wa mer eent hunn, da solle mer et benotzen, fir och nach all intellektuell Proprietéitsrechter ofzeschafen." Och déi Mouvementer sinn dergéint, datt mer hei iwwer Propriété intellectuelle, iwwer Patenter an esou schwätzen, dat ass géint eis Ekonomie. Et ass och onmoralesch an et ass och eng Inkohärenz vun der Lénker, fir dogéint opzetrieden.

Op jidde Fall wat eis ugeet, denke mer, datt dat eng wichteg Chance fir d'Lëtzebuerger Ekonomie ass, fir iwwert d'Propriété intellectuelle an esou Saache kënnen ze diskutéieren. A mir hätten och gär, datt dat, wann et zu engem Fräihandelsofkommes mat den USA da kënnt, och dran erëmzefannen ass.

Natierlech musse mer Tariffer an aner Barrièren ofbauen, do wou et méiglech ass. Selbstverständlech. Firwat muss een zweemol eng Prozedur duerchlafen als Kleng- a Mëttelentreprise an och als grouss Entreprise - mä fir déi ass et méi liicht -, mä firwat muss een zweemol eng Sécherheetsprozedur duerchlafen, fir e Produit, wat fir d'Europäer gutt a sécher genuch ass oder fir d'Amerikaner sécher a gutt genuch ass. Et misst jo am Prinzip, ausser et hätt ee ganz grondleeënd Bedenken, och fir deen anere gutt sinn.

Bei den Autoen ass et zum Beispill esou de Fall. Mir ginn an Amerika, mir lounen eis en Auto a mir fäerte jo net, datt en auserneefält, wa mer domat fueren oder datt en onsécher ass. Do sinn einfach eng ganz Rei Punkten, wou mer eis kënnen iwwerleeën, ob mer eis net kënnen dozou duerchréngen, fir d'technesch Normen unzegräifen.

Datselwecht gëllt fir d'Medikamenter oder chemesch Produiten. Mir hunn eng Rei chemesch Entreprisen hei am Land, déi frou wieren, wa se ouni weider grouss an deier a komplizéiert Prozeduren hir Produiten um amerikanesche Maart kéinten écouléieren.

Mä och mir hätten eis gewënscht, datt virun dëser Debatt en Avis vun der Chambre de Commerce géif virleien. An och mir si frou, wa mer déi Diskussioun hei viruféiere kënnen an der aussepolitescher Kommissioun oder soss anzwousch.

Mä ee Message muss kloer sinn: Bei allem, wou mer wëllen oppassen, bei alle Sécherheetsmoossnamen, déi mer am Interessi vun eiser Bevëlkerung a vun der amerikanescher Bevëlkerung wëlle respektéieren, am Handel läit eng Chance, am Handel läit eng Noutwendegkeet. A mir sinn net an enger ekonomescher Situatioun, datt mer och nach sollen op déi Chancë verzichten!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Domat ass den Débat ofgeschloss an den Här Ausseminister, de Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, also ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer elo net vläicht sollen an eng Virstellung hei verfalen, dass déi, déi géint deen Accord hei sinn, dass dat Philanthrope sinn an déi, déi derfir sinn, dass dat Kapitaliste sinn. Well, wa mer dat maachen, ech mengen, da verzerre mer d'Realitéit e wéineg.

Dir wësst effektiv, dass e Mandat do ass fir d'Kommissioun, dass mer elo an der véierter Ronn sinn. Mä ech widderhuelen nach eng Kéier, wat ech dem Här Turpel gesot hunn, Här President: dass keen eenzege Jota vun enger Décisioun bis elo geholl ginn ass an och näischt fixéiert ass.

Vläicht emol, well ech wëll mech kuerzfaassen, de Kontext, also wat Lëtzebuerg ugeet. Mir exportéieren all Joer 1,33 Milliarden Euro an Amerika... importéieren 1,33 Milliarden aus Amerika, dat si 7,7%, an exportéiere 4% an Amerika, dat sinn 393 Milliounen. Amerika ass eisen éischten Handelspartner en dehors vun de Länner vun der Europäescher Unioun.

Ech wëll och vläicht soen, dass jo awer vill grouss Betriber och präsent sinn an Amerika, déi hei Zéngdausende vun Aarbechtsplaze garantéieren: dat ass ArcelorMittal, dat ass Paul Wurth, dat ass d'SES, et ass Rotarex, et ass d'IEE, et ass d'Cargolux an ech kéint weiderfueren, déi alleguerte Aktivitéiten hunn an Amerika. A gläichzäiteg hu mer Betriber wéi d'Goodyear, DuPont de Nemours, Guardian, och am High-tech-Beräich Apple iTunes, Amazon, PayPal, eBay, CISCO-System, Microsoft an esou weider, déi hei zu Lëtzebuerg zéngdausend Leit beschäftegen. Dat sinn amerikanesch Betriber.

An ech mengen, Här President, soen ze däerfen, wa mer déi Saach elo emol e wéineg méi cool huelen: Et ass en Accord, dee kéint ausgehandelt ginn tëschent der Europäescher Unioun an Amerika. Där Accorde gëtt et, ouni vill Gedäisch, zum Beispill tëschent der Europäescher Unioun a Südkorea oder mat Kanada oder mat Japan. Hei ass et ebe mat Amerika, dat gréisst Land vun der Welt, an dass do eng gewësse Verkrampfung ass, dat verstinn ech. Mä mir sollten dat awer, mengen ech, gelooss en huelen a kucken, ob et net méiglech ass am Handel, fir Avantagë fir d'Amerikaner erauszeschloen an Avantagen och fir d'Europäer. Wann ech soen d'Amerikaner, heescht dat och fir d'Belegschaften, fir d'Salariat an Amerika, grad wéi och an Europa.

Also, ech mengen, dass et wichteg ass trotzdeem festzehalen, Här Turpel, wa mer et wëllen elo op déi sozial Schinn leeën, dass déi staark amerikanesch Gewerkschaften alleguerten derfir antrieden, fir en faveur vun esou engem Accord ze kommen, an der Hoffnung, dass si duerch déi Verhandlungen hire Seuil, hir Rechter kënne verbesseren. An ech mengen, dat kéint jo net zu eisem Désavantage sinn, wann dat géif geschéien.

Et ass och esou, an ech mengen, dass Dir jo virun allem drop higewisen hutt, dass mer d'Zivilgesellschaft musse seriö mat abauen. An ech mengen, all Riedner, deen hei war, an och wat den Här Angel gesot huet als President vun der Kommissioun, dass selbstverständlech d'ONGen, d'Gewerkschaften, dës Säit wéi déi aner Säit vum Atlantik, sech sollen hei abréngen. A bis elo, ech soen et nach eng Kéier, ass e Mandat ausgeschafft ginn, dat huet d'Kommissioun kritt.

Mä vläicht zur Prozedur, dass mer eis do gutt verstinn. Also, et ass esou, dass näischt ugeholl ass, wann et net vum Conseil vun de Ministeren ugeholl ass. Dat ass de Conseil Affaires étrangères/Commerce, deen hëlt d'Décisioun. Dann, do derno kënnt dat Ganzt an d'Europaparlament. Dir wësst, dass zënter Lissabon d'Europaparlament bei internationalen Traitéë wéi deem heite mat den Accord muss ginn. An dann, zu gudder Lescht kënnt et hei an d'Chamber. D'Chamber muss mat deem Ofkommes d'accord sinn. Et gëtt hei an der Chamber iwwert dat Ofkommes ofgestëmmt.

Ech mengen, wou mer eis och musse gutt verstoen, ass, dass, wa wichteg Elementer zu engem gewëssene Moment fixéiert sinn, an do ass eise Ministère, déi Leit, déi spezialiséiert sinn doranner, well do musse mer en Ënnerscheed maachen tëschent dem politesche Volet an dem politesche Versteesdemech an eben de Spezialisten, déi Punkt fir Punkt mussen dat doten ausaarbechten. Ech mengen, do si mir eng Nummer ze kleng als Politiker. Mä awer, déi Leit si bereet, zu all Moment, wann Der se rufft, an d'Kommissioun ze kommen a mat Iech ze kucken, a wat fir eng Richtung dass et geet.

Ech wëll och vläicht hei festhalen, dass alles, wat d'Normen a wat d'Wäerter ugeet, dass dat net kann en Objektiv sinn, dass mer en Nivellement vers le bas maachen. Dat ass evident. Och bei de Sozial- an och bei den Ëmweltnormen. An ech wëll och soen, dass beim Mandat alles, wat Service public ass, dass et net stur an d'Richtung vu Privatisatioune geet, dass dat kloer ausgeschloss ass aus dem Mandat. An dass och ausgeschloss sinn déi kulturell Ausnahmen, wou effektiv d'Fransousen drop gehalen hunn, dass eben och nach weider d'Sproochen an och lokal Produktioune kënne subventionéiert ginn.

An och mam hormonbehandelte Rëndfleesch. Well mir haten elo... viru Kuerzem waren d'Ausseministeren, also déi Ministeren, déi sech ëm dat bekëmmeren, dee CAE-Commerce zesummen, dass bei den OGMen, bei de Poulets au javel, dass all déi Dispositiounen, déi elo hei bestinn an Europa, dass déi Standard bleiwen, dass dorunner net touchéiert gëtt.

Dofir, ech verstinn dat, mä ech mengen, mir dierfen hei net mat Hypotheesen operéieren, dass et an déi falsch Richtung geet, ier iwwerhaapt Décisioune geholl gi sinn. Ech mengen, dat wier falsch, dat wier eng Ierféierung och vun der ëffentlecher Meenung. Et soll hei een Encouragement sinn, dass mat den ONGen a mat de Gewerkschaften a mat jiddwerengem, dee wëllt, de Forces vives vun der Natioun, wéi mer soss ëmmer gesot hunn, déi wëlle mat négociéieren a mat hir Positioun soen, dass déi encouragéiert ginn, fir dat ze maachen. An den Här Angel huet dat jo och ugedeit.

Dee schwieregste Punkt ass deen, wou awer och d'Kommissioun eng kloer Meenung huet an och d'Lëtzebuerger Regierung, dat ass dee Reglement vun den Différends. Dee Règlement des différends, et kann net sinn, an dat gëtt et an Amerika, dass Investoren, dass déi kënne géint eng Dispositioun, déi de Stat geholl huet, virgoen.

Huele mer elo d'Zigaretten zum Beispill. Wann décidéiert gëtt an der Europäescher Unioun, dass op d'Zigarettepäck déi an déi Biller drop kommen, da kann net, ech weess net, Marlboro oder iergendeng Firma kann dann net soen: „Ech hunn esou vill Millioune Verloschter, well d'Lëtzebuerger Regierung dat an dat matgemaach huet." Dat ass eng Schlichtung, mat där mer net d'accord sinn. Mä wann een dat de Leit explizéiert, ëm wat dass et geet, ech mengen, da versteet jiddwereen dat. An do huet och d'Kommissioun kee Mandat, fir do nozeginn.

An ech wëll vläicht ofschléissend, Här President, dann och soen, dass selbstverständlech, et ass net hei ugeschnidde ginn, mä déi ganz Problematik NSA, dass déi net dozou bäigedroen huet, fir d'Vertrauen tëschent den Amerikaner an den Europäer um Niveau vun de wirtschaftleche Relatiounen ze stäerken.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Den honorabelen Deputéierte Justin Turpel hat eng Motioun abruecht. An ech géif e froen, ob en déi nach wëllt verteidegen. Dat schéngt de Fall ze sinn.

Motion 1

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci alle Riedner, och deenen, déi kritesch zur Motioun stinn. Ech mengen, et gëtt eng Rei Saachen, déi elo kloer sinn an där Diskussioun hei. Jiddweree wiert sech ganz kloer géint d'Klorecht vu Multie géint Staten. Dat schéngt hei en Accord ze sinn. Et muss een awer wëssen, datt an deenen Ofkommessen, déi et scho gëtt, esou Klorechter bestinn an déi och ugewannt ginn! An et geet drëms, fir déi hei nach op vill méi fest Féiss ze stellen tëschent Amerika a Lëtzebuerg. Dat ass vläicht och d'Uleies vun den amerikanesche Multien an och vun den europäesche Multien.

Ech géif een Text an déi Diskussioun, déi de Marc Angel proposéiert huet, géif ech en Text verséieren, wou esou Beispiller dra sinn, wéi dat de Moment scho leeft a wat dovunner d'Gefore sinn, well ech hunn elo keng Zäit, fir op dat alles anzegoen.

Zweetens. Wou jiddweree sech eens ass, dat ass hei d'Transparenz, d'Noutwendegkeet vun der Transparenz. D'Noutwendegkeet vun der Transparenz ass awer net dat, wat de Moment geschitt. Souwuel dee Berodergremium, déi hu Geheimhaltungsflicht inklusiv par rapport zu deenen Organisatiounen, déi se delegéieren. Am Europaparlament gëtt just d'Kommissioun, also den Ausschuss fir Commerce informéiert. Et ass Geheimhaltung. D'Dokumenter si just op Englesch, se däerfe kengem se ginn, se däerfe se net mathuelen, se sinn emol net op Franséisch an Däitsch, wat déi offiziell Sprooche vun der Kommissioun sinn, fir d'Geheimhaltung ze ënnerstëtzen.

D'Konklusioun dorauser ass déi, datt, wa mer fir déi Transparenz sinn, da muss sech eppes Wesentleches änneren. An dat ass eben deen zweete Punkt, dat ass d'Veréffentlechung vun deenen Dokumenter, déi eppes mat dem TTIP ze dinn hunn. An ech sinn och frou, datt mer eis doriwwer eens sinn.

Déi drëtt Saach, dat ass déi vun dem...

(Interruption)

Ma neen. Bon, den Débat national, also kann ech dem Här Angel soen, datt ech hoffen, datt mer dee wierklech da féieren, offen an der Chamber an Hearingen, dat heescht wierklech op eng Aart a Weis, datt d'Zivilgesellschaft mat agebonnen ass.

Den Zweck vum TTIP ass net d'Ofschafe vun deenen duebele Sécherheetspréiwungen. Liest wann ech gelift d'Mandater, inklusiv d'Mandat vun der EU, wat jo iwwer Leake bekannt ginn ass, am Engleschen an an der däitscher Verfassung (veuillez lire: Fassung). Och dat Dokument misst een emol verséieren, well dat Dokument seet och eppes aneschters wéi dat, wat den Aussenhandelsminister (veuillez lire: Ausseminister) elo hei gesot huet.

A wann d'amerikanesch Gewerkschaften hoffen, datt sech bei hinnen eppes verbessert, ass dat jo eben, well se dovun ausginn, datt eng Unnäherung vu verschiddene Standarden an der Mëtt geschitt. Wat awer automatesch d'Verschlechterung vun enger Rei Standarden an Europa mat sech bréngt! An ech sinn och frou iwwert d'Duerstellung vun deene grénge Kolleegen, déi dat och relativ systematesch verteidegt hunn an dowéinst och ganz kritesch vis-à-vis vun deem Accord dostinn.

Wat den Ausseminister nach gesot huet iwwert déi ëffentlech Déngschtleeschtungen, datt net virgesinn ass, fir déi ze privatiséieren, steet net esou dran am Mandat. Mä et ass awer virgesinn, fir ze liberaliséieren, inklusiv mat all deem, wat dat vu Privatiséierunge mat sech bréngt.

Mir si frou, ënnert dem Stréch a) datt d'Diskussioun konnt gefouert ginn, datt mer eis eens sinn iwwert d'Noutwendegkeet vun der Transparenz, datt mer déi och fäerdegbréngen; b) datt mer eis eens sinn driwwer, datt d'Diskussioun offen zu Lëtzebuerg muss weidergefouert gi mat engem nationalen Débat, wéi mer e proposéiert hunn.

Mir mengen awer, an dobäi bleiwe mer, datt et wichteg ass, wann ee wierklech dat do wëllt maachen, da misst een dee Mandat emol analyséieren, well da mierkt een, datt dat net an déi Richtung geet, datt een déi Verhandlunge wierklech misst stoppen, ënnerbriechen, egal wéi een dat nennt, fir kënnen Zäit ze hunn, fir dat doten ze maachen.

Et ass sécherlech näischt ënnerschriwwen, mä mir kennen awer d'Dynamik vun esou Saachen. An ech wier awer frou, wa mer eis kéinten dorobber eenegen, fir dat dann esou ze maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci och. Weider Stellungnahmen zu der Motioun? Den Här Angel hat et zwar scho gemaach.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech brauch nach eng Minutt Zäit, Här President, an ech soen Iech Merci, dass Der esou grousszügeg haut mat mer sidd. Ech wäert...

M. le Président.- Sot dat net ze haart.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Den Här Turpel huet jo dee Punkt opgeworf, deen ech an deem Bréif beschriwwen hunn. Ech wäert mech wierklech als President engagéieren, dass mer deen Débat hei an der Chamber féiere wäerten. An déi Fro vun der Transparenz kënne mer an deenen Débaten, déi mer mat de Beamten hunn, wa mer se an der Kommissioun hunn, och roueg uschwätzen. Mä ech mengen, fir déi Motioun elo, déi kënne mer hei net unhuelen.

Ech si frou, dass Der Iech esou engagéiert an deem heite Kontext. Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass mer d'Iescht Woch an dës Woch an der aussepolitescher Kommissioun - ech weess, Dir hutt do kee Vertrieder, mä ech weess, dass Der d'Ordres du jour awer verfollegt, well wéi deen iwwert d'Ukrain komm war, waart Der do - zwee Accorden an deem heite Genre hunn: en Accord d'association et de libre-échange mat Zentralamerika, mat sechs Länner an nach en Accord de libre-échange mat Kolumbien a mat Peru, wou och nach an der Ausaarbechtung ee vun Ecuador nokënnt. Ech mengen, Dir waart dunn net do. Dat bedaueren ech. Ech hoffen, dass an Zukunft, wann déi Handelsfroen Iech esou um Häerz leien, wier ech frou, op Är Expertise an op Är Zesummenaarbecht kënnen ze zielen.

Une voix.- Très bien.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Angel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Däerf ech dem Här Angel eng Fro stellen?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo.

M. le Président.- Dir hutt keng Riedezäit méi an den Här Angel huet keng Riedezäit méi.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech wollt just nach eng Fro. Okay.

M. Marc Angel *(LSAP).*- E ka mer...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Et war just d'Fro...

M. le Président.- Also eng Fro, awer kuerz.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- D'Fro ass, ob hien d'accord ass, fir déi Diskussioun an der Chamber offen ze féieren, ëffentlech ze féieren?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Mir wäerten dat... Ech mengen, ech setzen de Punkt elo emol eng Kéier op den Ordre du jour vun der Kommissioun an da wäerte mer iwwert d'Modalitéite vun deem Débat do schwätzen. Mir haten aner Debatten, déi mer esou gefouert hunn zu aneren Themen, Juegd, etc.

M. le Président.- Très bien. Da maacht dat esou.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Mir diskutéieren dat zesummen an der Kommissioun.

M. le Président.- Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot zu der Motioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Zur Motioun. Also, mir kënnen déi och net matstëmmen. Ech mengen, déi ass... och schonn d'Introduktioun geet vu ganz negative Konsequenzen aus. Et gëtt geschwat, et wier kee Contrôle démocratique. Ech mengen, deen Débat, dee mer haut hei haten, dat ass eng Form vu Contrôle démocratique. An dat, wat den Här Angel ugekënnegt huet an der Kommissioun, dat ass och Contrôle démocratique. Dat heescht och déi Introduktioun, déi kënne mer net akzeptéieren.

Elo zu deene Punkten. Datt mer sollen déi Négociatiounen astellen, ass an eisen Aen net vernünfteg. Domadder géife mer och déi positiv Aspekter net notzen, déi eventuell an deene Verhandlungen kënnen erauskommen. Et gëtt gesot, déi Texter solle publizéiert ginn. Ech huelen un, inklusiv dem Mandat. Kee Mënsch, deen eng seriö Négociatioun wëllt féieren, dee publizéiert eigentlech seng geheim Iwwerleeungen zu deem Mandat, wat en huet, fir ze verhandelen. Ech mengen, dat ass jo ebe just eng Saach, déi normalerweis net soll ëffentlech sinn. Elo kann et natierlech sinn, datt eis amerikanesch Frënn dee Mandat awer hunn. Do gi mer vläicht net elo nofroen. Awer am Prinzip sollt een esou Mandater geheim halen.

An da soen den Här Turpel an den Här Urbany eis jo hei, datt se en Débat wëllen, deen net nëmmen dat Fräihandelsofkommes betrëfft, dat elo mat den Amerikaner verhandelt gëtt, mä si hätte gär allgemeng en Débat sur l'ensemble des accords de libre-échange. An do kënnt dat eraus, wat eben déi Lénk charakteriséiert, et ass hir negativ Astellung géintiwwer dem Libre-échange, deen hei hannendrusteet. Dat ass eppes, wat d'ADR ganz sécher net kann deelen. An dofir stëmme mir déi Motioun och net mat.

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ass deen dann nëmme gutt, wann e geheim ass?

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. De Claude Wiseler huet d'Wuert gefrot.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, just fir kuerz ze soen, d'CSV-Fraktioun kann déi Motioun och net matstëmmen, a sief et schonn eleng aus dem Haaptgrond, datt mer net kënnen deelen, datt den Arrêt vun den Négociatiounen iwwert dee Partenariat elo soll gemaach ginn. Dat schéngt eis net sënnvoll, net maachbar. An dofir stëmme mer se net mat - ënner anerem.

(Interruption)

M. le Président.- Merci och dem Claude Wiseler. Ech ginn dann dovun aus, dass jiddweree seng Positioun motivéiert huet. An ech géif dann zum Vote iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

De Vote ass lancéiert. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss. D'Motioun ass bei 60 Leit, déi sech um Vote bedeelegt hunn, mat 58 Neen an zwou Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Claude Wiseler), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Simone Beissel);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Domat géife mer zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6502, deen eng Adaptatioun virhëlt um Gesetz iwwert d'Zentren, Foyeren an d'Servicer fir eeler Leit an iwwert d'Schafe vu Geriatriezentren. D'Riedezäit: Basismodell. De Rapporteur, den honorabelen Här Gilles Baum, huet d'Wuert. Här Baum, wann ech gelift.

10. 6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés

- Centres, foyers et services pour personnes âgées,

- Centres de gériatrie

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass de Mëtteg hei scho vill a kontrovers diskutéiert ginn an ech ginn dovun aus, dass der averstane sidd, dass ech mech kuerzfaasse beim Rapport vum Projet de loi 6502 iwwert d'Établissements publics Centres, foyers et services pour personnes âgées a Centres de gériatrie.

Wann ech Iech den Numm Servior soen, da weess all Mënsch heibannen, wourëm dass et geet. Servior géréiert am Moment 15 Ariichtunge fir eeler Matmënschen. Et sinn aacht Altersheimer, sechs Fleegeheimer an eng Senioreresidenz, mat am Ganze 16.000 Better, entschëllegt 1.600 Better. 600 Leit kréien all Dag iwwer Servior de Repas sur roues. A Servior huet och ronn 1.500 Mataarbechter.

D'Capacitéit fir d'Fleeg an d'Ënnerbrénge vun eelere Leit ass am Laf vun de leschte Jore staark an d'Luucht gaangen, fir op deen ëmmer méi grousse Besoin vun Alters- a Fleegeheemplazen ze reagéieren.

De virleiende Gesetzesprojet huet zum Zil, verschidde Kadastermodifikatiounen am aktuelle Gesetz vum 23. Dezember 1988, 1998 virzehuelen, déi deem Rechnung droen. Et ginn deemno verschidden Terraine bei de Stat zréck an aner Terraine vum Stat gi gebraucht fir de Bau vun neien Alters- a Fleegeheimer. Dës Änderunge ginn iwwert de Comité d'acquisition ofgeweckelt.

Ech presentéieren Iech elo den Detail, ech wäert Iech awer d'Kadasternummeren erspueren. Zu Wolz, do fält d'„Wëlzer Schlass", an deem 60 Better waren, mat sengen Terrainen, ronn 48 Ar, erëm zréck bei de Stat. An dofir kritt den neie CIPA „Gënzebléi" mat 120 Better 167 Ar an d'Plaz. Zu Veianen kritt de Stat den Terrain mam Klouschter, an deem 38 Better waren, mat zirka 20 Ar, zréck. Dat neit Fleegeheim „Schlassbléck" ass op Gemengenterrain gebaut ginn, an do kënnen elo 72 eeler Persoune betreit ginn.

Och zu Mäerzeg ass d'Fleegeheim „Op der Schock" ze kleng ginn an huet net méi den néidege Standarden entsprach. Déi 35 Bewunner sinn op aner Heemer an der Ëmgéigend verdeelt ginn. De Stat kritt dofir no engem neie Mesurage ronn 83 Ar zréck. Et gouf och schonn eng sënnvoll Reaffektatioun fonnt: An de Raimlechkeete vun „Op der Schock" wäerten no de Renovatiounsaarbechte 25 behënnert Matmënsche betreit ginn. Zu Rëmeleng kritt de CIPA „Roude Fiels" Parzelle mat enger Gréisst vun 18,5 Ar dobäi, fir sech kënnen ze vergréisseren. An no Ofschloss vun den Aarbechte wäerten 120 Better zur Verfügung stoen. Och d'Fleegeheim „am Schleeschen" zu Iechternach, mat momentan 57 Better, kritt Terrainen dobäi, ronn 40 Ar, fir sech ze vergréisseren a méi Plaze kënnen unzebidden.

D'Familljen- an d'Integratiounskommissioun huet de Rapport ugeholl a schléit dem Plenum vir, den Text ze stëmmen. Ech géif Iech heimadder schonn den Accord vu menger Fraktioun ginn an nach villmools Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem honorabelen Här Rapporteur. Ech hu signaliséiert kritt, dass déi eenzel Fraktiounen do dermat d'accord sinn, an hu just eng Wuertmeldung, dat ass déi vum Här Kartheiser.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn als ADR bei dësem Gesetz eppes gemaach, wat ganz aussergewéinlech ass: Mir hunn der Regierung an engem Mooss vertraut, datt mer net nogemooss hunn, ob elo déi 5 Ar a 6 Zentiar iwwerall richteg waren. An ech bieden d'Regierung awer net ze mengen, mir hätten ëmmer esou Vertrauen an deenen dote Saachen!

Mä wat awer elo wichteg ass, dat ass awer, datt mer eis Froe stellen, ob et ëmmer sënnvoll ass, esou Gesetzer wéi déi heiten der Chamber virzeleeën. Et ass selbstverständlech eng Obligatioun, déi och constitutionnel Ursaachen huet, datt et eng Acquisitioun ass, déi de Stat gemaach huet, an datt all Wiessel do soll iwwer Gesetz goen. Mä awer kann een déi Reflexioun hunn, well mer hei als Parlament u sech eng Constatation ex post maache vun eppes, wat geschitt ass. Et sinn Detailfroen. A wa mer iwwert d'Révision constitutionnelle an aner Froen nodenken, kann ee sech och d'Fro stellen, ob dat heite wierklech sënnvoll ass, fir esou Constatatiounsexercicen ze maachen.

Mir hunn och hei an deenen Documents parlementaires, déi mer virgeluecht kruten, elo zum Beispill keng Fiche financière direkt gesinn. Op jidde Fall, mir hu keng gesinn. Vläicht gouf et eng. Mir wëssen also och net, wat elo konkret den Engagement financier vum Stat war, obschonn do d'Chamber u sech d'Budgetsautoritéit jo huet. Dat heescht, et kann och sinn, ech weess dat elo net am Detail, datt eng Kéier Engagementer heifir gestëmmt goufen an engem anere Gesetz wéi dem Budgetsgesetz. Dat kann d'Regierung eis vläicht soen. Mä u sech, do wou et zielt, nämlech datt d'Chamber Accorde gëtt a priori oder virdrun a mat engem Wëssen iwwert de finanziellen Engagement, dat ass an dësem Fall net esou de Fall gewiescht.

An da wëll ech awer, wann ech schonn iwwert d'CIPAen an esou weider hei ka kuerz schwätzen, d'Regierung, d'Madame Minister awer opmierksam maachen op eng Situatioun zu Suessem, wou deen ale CIPA nach ëmmer ongenotzt doläit. Anscheinend gëtt e geplëmmt a geraibert am Ableck, wann dat stëmmt, wat mer héieren. An ech wier frou, wann Dir, Madame Minister, där Saach emol géift nogoen. Well et ka jo net sinn, datt Gebailechkeete vum Stat, déi zum Beispill fir Studentewunnengen oder anescht sënnvoll kéinte genotzt ginn, elo einfach do leien an ausgeraibert ginn.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Ech hu signaliséiert kritt, dass soss keng Wuertmeldung do wier an all déi aner Fraktiounen hiren Accord manifestéiert hunn zum Projet.

Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci villmools.

Da géif ech d'Wuert un d'Madame Familljeminister weiderginn, fir Stellung ze bezéien.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Här President. Ech wollt just dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi kuerzen a ganz komplette Rapport awer.

An da wollt ech awer nach dem Här Kartheiser äntwerten, dass dat Ganzt elo keen Impakt huet op de Budget, also keng budgetär Impakter. Et ass just e Changement (veuillez lire: en Échange) vun Terrainen. De Stat kritt jo och Terrainen zréck.

Et ass awer esou, dass mir festgestallt hunn, dass e CIPA oder eng Maison de soins besser iwwer 100 Better huet, fir dass et sech richteg rentéiert an dass een dat anstänneg organiséiere kann, och mam Personal. Dofir ass deen Exercice hei néideg. Et ass néideg, d'Saachen eben och ze moderniséieren.

An déi Geschicht vu Suessem, do kann ech Iech elo net direkt drop äntwerten, mä ech wäert mer dat awer dann natierlech ukucken. An ech soen Iech villmools Merci och, dass Der d'Gesetz hei stëmmt.

Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Familljeminister. A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6502 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss an de Projet ass mat 57 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Laurent Mosar), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Simone Beissel);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn net dovunner aus, dass d'Abstentioune musse motivéiert ginn.

Domat ass de Projet ugeholl an ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze entbannen.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do handelt et sech ëm de Projet 6478, eng Ëmsetzung vun der Direktiv iwwert d'Rechter vun de Konsumenten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An den honorabele Rapporteur, den Här Alex Bodry, huet d'Wuert. Här Bodry, wann ech gelift.

11. 6478 - Projet de loi portant

1. modification

- du Code de la consommation;

- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;

2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi geet et ëm eng net onwesentlech Ëmännerung vun eisem Code de la consommation duerch d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv aus dem Joer 2011 iwwert d'Rechter vum Konsument.

Déi Reform hei huet zur Konsequenz, dass eist Gesetz vum 16. Juli 1987 iwwert de Colportage ofgeschaaft gëtt; e Gesetz, wat e komplette Verbuet fir de Colportage hei zu Lëtzebuerg festgeschriwwen huet an dat ersat gëtt duerch eng EU-wäit Reglementatioun, wat dee Verkaf vun Dier zu Dier ugeet.

Kärpunkt also vun där Diskussioun, déi mer och an der Kommissioun haten, war d'Opgi vun deem allgemenge Verbuet vum Hausëieren hei zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg war praktesch nach dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, wat esou en absolut Verbuet hat vum Hausëieren, och wa mer alleguerte wëssen, dass dee gesetzleche Verbuet och net dozou gefouert huet, dass an der Praxis d'Hausëieren net stattfonnt hätt.

Leider ass et esou, dass ëmmer erëm Nouvellë komm sinn, Beispiller vun notamment eelere Leit, déi relativ aggressiv démarchéiert gi sinn dobaussen, net esou séier, fir Wueren ze verkafen, mä och ëmmer méi, fir Déngschtleeschtungen entgéintzehuelen, meeschtens vun auslännesche Firmaen, déi iwwert d'Grenz komm sinn an deen aggressiven Démarchage da bei de Leit virgeholl hunn. Dat beweist, dass och, wann een eng streng Gesetzgebung huet, d'Praxis sech leider kann och niewent dem Gesetz entwéckelen.

Dofir ware mer eigentlech der Meenung, zesumme mat der Regierung, dass ee sollt no-

ginn an eigentlech eis konformëieren zum europäesche Recht, och zu enger europäescher Rechtspriechung, déi natierlech seet, dass am Prinzip de Commerce fräi ass an der Europäescher Unioun an dass een net kann eng bestëmmte Form vu Commerce total verbidden, wéi dat zënter 1987 hei zu Lëtzebuerg de Fall war. An deem Sënn hu mer och schonn e Bréif geschéckt kritt vun der Europäescher Kommissioun, fir eis op déi Non-Conformitéit oder déi eventuell Non-Conformitéit vun eiser aktueller Gesetzgebung, wat d'Hauséieren ugeet, hinzeweisen.

Et muss also hei reagéiert ginn. Mir hunn et nach net gemaach, wéi mer de Code de la consommation hei an der Chamber diskutéiert hunn. Mir hu versicht esou laang wéi méiglech un deem absolute Verbuet vun dem Colportage festzehalen. Mä en fait, opgrond vun deenen esou wichtegen Argumenter, déi virbruecht gi sinn, ass et awer net méi méiglech, un där doter Positioun festzehalen, esou dass mer eis dann hei elo, gemä där europäescher Direktiv, dem europäesche Recht hei konformëieren, wat de Colportage ugeet.

De Colportage selbstverständlech gëtt net fräi, dat gëtt elo net e Beräich, wou jiddweree kann egal wat maachen, mä de Colportage gëtt strikt, strikst souguer reglementéiert duerch deen neien Text hei. An ech ginn herno e bëssen an den Detail vun där Reglementatioun an, déi awer an der praktescher Emsetzung och riskéiert, ganz spannend ze ginn an deenen nächste Méint. Op jidde Fall ka jiddwereen dovunner betraff sinn. Dat hei ass also och e Projet, dee wäert seng Répercussioun kënnen hunn am dagdeegleche Liewe vun eis alleguerten.

Zwou nei Zorte vu Verträg ginn hei speziell geregelt iwwert deen heiten Text a ginn am Fong integréiert als spezielle Kapitel an eise Code de la consommation. Dat ass op där enger Säit d'Vente à distance, de sougenannte Fernvertrag oder Fernkaf. Dat sinn also all déi Venten, déi iwwer Tëlefon oder iwwer Internet stattfannen. Also och entre-temps e Beräich, deen u Bedeitung gewonnen huet an nach weider wäert u Bedeitung gewannen. An et ass d'Vente hors établissement, dorënner fält de Colportage, also all Vente, déi net op deem Uert stattfënnt, wou normalerweis de Commerce seng Aktivitéit entwéckelt.

Dat sinn alles, déi zwou Zorte vu Verträg sinn am Fong Verträg, déi ee ganz staarke grenziwwerschreidenden internationale Charakter hunn an déi natierlech och besonnesch hänken un der Entwécklung vun den Technologië vun der Kommunikatioun. An dofir ass et kloer, dass hei eng absolut Noutwendegkeet besteet op europäeschem Plang, innerhalb vun der Europäescher Unioun eenheetlech Regelen ze hunn. Dat ass den Zweck vun där Direktiv, déi mer hei ëmsetzen an déi am Fong zwou eeler Direktiven ersetzt.

Nach eng Neierung, déi iwwert deen heiten Text an eis national Legislatioun eragedroe gëtt, ass d'Uniformiséierung vum Délai de rétractation vun engem Vertrag, deen e Konsument mat engem Professionellen ofschléisst. Do gëllt an Zukunft en eenheetlechen Délai vu 14 Kalennerdeeg; 14 Kalennerdeeg, an deenen am Prinzip e Konsument kann, bei ganz ville Verträg, op säin Accord zréckkommen. Dir hutt also, et ass d'Beispill, wou e Konsument säin Accord ginn huet zu engem Vertrag, sief et dass e Service kaaft ginn ass, sief et dass eng Wuer kaaft ginn ass, an do besteet nom europäesche Recht, och nom nationale Recht elo d'Méiglechkeet, banne 14 Kalennerdeeg op säin Accord als Konsument zréckzekommen.

De Professionelle kann net op säin Accord zréckkommen, mä et ass ausschliesslech eng Protektioun vum Verbraucher, déi hei spillt, deen also do kann op säin Accord zréckkommen. An dat natierlech souguer och, wann d'Liwwerung vun der Wuer scho stattfonnt huet. Bei Wuere fänkt souguer deen Délai vu 14 Deeg eréischt dee Moment un ze lafen. Bei Servicer ass et normalerweis esou, dass deen Délai schonn éischter ufänkt an zwar bei der Conclusioun vum Vertrag. Dat Eenzegt, wat vu Fraisen eigentlech kann op de Konsument zréckfalen, ass eventuell d'Zréckschécke vun der Wuer, wat dann zu senge Laaschten ass. Dat ass also elo geltend Recht hei an Europa.

Et ass wichteg, och deen dote Punkt, dass dee gewosst ass. Gewosst ass vun de Professionelle selbstverständlech, déi dagdeeglech där dote Verträg ofschléissen, awer och gewosst ass vum Konsument.

Dëse Gesetzesprojet ass den 10. September 2012 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider, nach ënnert der viregter Regierungsperiod, hei an der Chamber deponéiert ginn. Sämtlech Chambres professionnelles hunn en Avis zu deem heiten Text eraginn. Och d'ULC, de Konsumenteschutz, huet en Avis eraginn a prinzipiell déi Reform hei ausdrécklech begréisst.

De Statsrot huet zwee Avisen eraginn. Eng Kéier de 14. Mee 2013, an opgrond vun Amendementer, déi mer als Wirtschaftskommissioun eraginn haten den 12. November 2013, nach eng Kéier en Avis complémentaire. Insgesamt war et a sechs Sitzungen, dass an der Wirtschaftskommissioun iwwert deen heiten Text diskutéiert ginn ass. De Rapport ass den 30. Januar ugeholl gi vun der Kommissioun mat dem Wonsch, dass de Plenum vum Parlament sollt deem heiten Text an der virleiender Form zoustëmmen.

Et ass also en Text, wéi ech scho gesot hunn, deen net wäert ouni praktesch Konsequenzen am Alldagsliewe bleiwen, well jo andauernd eigentlech mer amgaang sinn, Verträg ofzeschléissen. Dat kënne jo mëndlech Verträg sinn, déi mer am Dagdeeglechen ofschléissen, wa mer an e Buttek eraginn. Eigentlech hu mer, juristesch gesinn, e Vertrag ofgeschloss. Déi doten Alldagsverträg falen eigentlech net an deen heiten Text eran. Mä natierlech all déi Verträg, déi méi wäit ginn, déi iwwer reng dat Alldeeglecht erausginn, déi fale voll an de Konsumenteschutz eran.

An all déi Regelen, déi ronderëm dee Konsumenteschutz opgebaut gi sinn, bei deenen eng Suerg natierlech och war, dass dee legitime Wonsch, fir déi am Prinzip schwaach Vertragspartei ze schützen, net dierf dozou féieren, dass de Commerce eigentlech sech net méi kann entwéckelen duerch ze vill Formalitéiten, dat ass ëmmer e bëssen eng geféierlech Gratwanderung, déi een do mécht, fir eigentlech op där enger Säit d'Kompetitivitéit vum Handel a vun der Wirtschaft weider ze garantéieren, op där anerer Säit awer och de Konsument ze schützen, besonnesch géint Mëssbräich, déi kënne stattfannen.

Ennert déi heite Bestëmmunge falen natierlech nëmmen och Verträg, déi tëschent engem Professionellen, op där enger Säit, an engem Konsument, op där anerer Säit, ofgeschloss ginn.

Wichteg schéngt eis als Kommissioun ze sinn, dass déi Informatiouns- a Sensibiliséierungsaarbechte bei der Éffentlechkeet, bei all deenen, déi a Kontakt mat deene Verträg wäerte kommen, dass déi intensiv an Ugréff geholl ginn, dass do also eng Opklärungsaarbecht gemaach gëtt. Dat ass ënner anerem och d'Aufgab vun de Chambres professionnelles, déi hei concernéiert sinn, vum Konsumenteschutz selbstverständlech. Dat ass jo eigentlech de Sënn vum Konsumenteschutz, fir déi dote Regelen ze vulgariséieren no baussen. Mä natierlech awer och d'Aufgab vun der Regierung, vum zoustännege Ministère oder Ministèren, fir derfir ze suergen, dass déi nei Regelen och bekannt ginn. Well, wat notzen eis déi dote Regelen, wann an der Praxis kee se kennt a se och net applizéiert ginn?

Dat ass also, mengen ech, immens wichteg, dass och deen heiten Text, dee ganz komplex ass, dee Code de la consommation ass eng gutt Saach, mä et wimmelt nëmmen esou vu Renvoien, vun engem Artikel op deen aneren, vun Ausnahmen zu prinzipielle Regelen. An et ass wierklech souguer fir e Professionellen net evident, fir sech duerch déi Mäandere vun deem Code de la consommation do duerchzekämpfen. An dofir, mengen ech, ass jo och d'Iddi scho laang do, fir eng vulgariséiert Form vun deem Code de la consommation och auszeschaffen, an där déi wichtegst Regelen eigentlech an enger allgemeng verständlecher Form no bausse gedroe ginn. An dat ass och an den Ae vun der zoustänneger Chamberskommissioun immens wichteg, dass do weiderhi grouss Efforte vun offizieller Säit gemaach ginn.

Wat och wichteg, mengen ech, ze wëssen ass, ass, dass dës Direktiv eigentlech opgebaut ass op der Iddi vun enger maximaler Harmoniséierung, dat heescht, et ass u sech, dass am Prinzip eent zu eent eigentlech deen heiten Text ëmzesetzen ass. Dat war och d'Optik, déi d'Regierung hat, an där sech och déi zoustänneg Chamberskommissioun ugeschloss huet.

Mir hunn och probéiert, an eisen Aarbechten eenzel Iddien a Remarquen, déi vun de Beruffschambere formuléiert gi sinn an hire fundéierten Avisen, mat ze berücksichtegen an der Endformuléierung vun eenzelnen Textpassagen, wéi mer selbstverständlech eis och intensiv mat den Avise vum Statsrot auserneegesat hunn. Do waren eng Rei vun Oppositions formelles als Hürden ze huelen, dräi un der Zuel. A mir hunn et fäerdegbruecht iwwer och Amendementen, fir elo en Text hei ze presentéieren, dee misst also och Gnod fannen an den Ae vum Statsrot an opgrond vu senge juristesche Remarquen, déi e gemaach huet.

Ech wëll also net ze vill an den Detail goen. Fir déi Leit, déi sech fir déi Matière interesséieren, verweisen ech also op de schréftleche Rapport vun der Kommissioun, wou mer am Commentaire vun den Artikelen op eenzel Punkte méi am Detail agaange sinn.

Kär vun der Reform, ech kommen dorobber zréck, ass dat neit Kapitel 2 vum Titre 2 vum Code de la consommation mat dem Beräich vun de Contrats à distance an hors établissement, déi integréiert ginn an d'Artikelen L. 222-1 bis L. 222-11.

Virun allem gesäit emol den Text eng ganz Rëtsch vu Virinformatiounen vir, déi de Professionelle muss dem Konsument ginn, am Zesummenhang mat dem Ofschloss vun engem Contrat à distance oder engem Contrat hors établissement, wou, wéi gesot, och de Colportage ënnert deen zweete Begréff fält.

Nëmme wann hien eigentlech déi Informatiounen do geliwwert huet, dat betrëfft ënner anerem och seng eege Persoun, seng Gesellschaft, wat de Sëtz vun der Gesellschaft ugeet, wat d'Erreechbarkeet och vun der Gesellschaft ugeet, nëmme wann hien déi Konditiounen do erfëllt huet, kann et eigentlech zu engem valabele Vertrag kommen. Mä et ass eigentlech keng Nullité absolue. Och hei gëllt de Prinzip, dass nëmmen déi geschützte Vertragspart, dat heescht de Konsument kann eigentlech invoquéieren, dass en eng Rei vun Informatiounen am Virfeld net kritt huet an doduerjer och säi Consentement eigentlech viciéiert ass.

Bei dem Dier-zu-Dier-Verkaf, Colportage, gesäit de Gesetzestext en Opt-out-System vir. Dat heescht also, dass am Prinzip zwar kann e Colportage stattfannen, mä wann de Konsument viru senger Wunneng duerch d'Ubrénge vun enger Affiche, vun enger Vignette, oder wat och ëmmer, kloer dokumentéiert huet, dass en net wëllt démarchéiert ginn, dass en net wëllt also, dass e sollicitéiert gëtt, fir e Vertrag ofzeschléissen, dann däerf eigentlech de Colporteur net aktiv ginn.

Wann en dat mécht, dann ass e strofrechtlech ze verfolgen an da muss e mat enger décker Amende respektiv souguer mat der Confiscatioun vu senger Wuer a souguer eventuell Confiscatioun vu sengem Gefier, wat zum Transport vun der Wuer benéidegt war, rechnen.

Et ass also esou, dass do wierklech de Wonsch vum Konsument muss respektéiert ginn. Wann de Geschäftsmann oder d'Geschäftsfra dat net mécht, da mécht e sech strofbar a selbstverständlech sinn esou Kontrakter, déi géifen esou zustane kommen, natierlech och null an nichteg, wann de Konsument dat do uféiert.

Déi zweet Méiglechkeet, fir eigentlech elo kloer ze dokumentéieren, dass een net wëllt démarchéiert ginn, besteet doranner, dass ee sech kann an eng Lëscht aschreiwe loosse vun all deene Leit, Konsumenten, déi soen, ech wëll net démarchéiert ginn, ech wëll net, dass Colportage bei mir doheem gemaach gëtt.

Dat huet deeselwechten Effet, wéi wann e géif bei senger Wunneng déi Vignette ubréngen. Och dann ass et kloer, dass e Professionellen, deen dat net respektéiert, contraire zum Gesetz handelt a sech och strofbar mécht an esou e Kontrakt, wann e géif zustane kommen, keng Gültegkeet méi hätt.

Dann en zweete Punkt, mengen ech, dee mer diskutéiert hunn - an da kommen ech och zum Schluss vu mengen Ausféierungen -, dat betrëfft déi Méiglechkeet, fir eventuell bei der Vente à distance eng Sproocheklausel virzegesinn.

D'Vente à distance, nach eng Kéier gesot, dat ass haaptsächlech dee ganze Beräich vum Internet, deen dorënner fält.

Mir waren der Meenung, wéi och d'Regierung der Meenung war, dass een do sollt net speziell Regelen hei zu Lëtzebuerg virgesinn. Mir sinn eng international Plaz, Handelsplaz, wou notamment och iwwer Internet - mir wësse jo, wat fir Firme momentan hire Siège hei zu Lëtzebuerg hunn - eng ganz Rëtsch Millioune vu Verträg eigentlech ofgewéckelt ginn. An ech gesinn eis schlecht soen, elo mussen déi Verträg op Lëtzebuergesch, op Däitsch an op Franséisch verfaasst ginn.

Ech gesinn net, dass mer, wéinst der spezifescher Situatioun, déi mer an deem dote Beräich hei zu Lëtzebuerg hunn, do zwéngend Sproocheklausele géife festleeën. Dat kéint nëmmen zulaaschte vun der Entwécklung vun eiser Handelsplaz goen.

Mä natierlech gëllt eng Fauschtregel fir de Konsument. Et soll een e Vertrag net ënnerschreiwen, wann een net weess, wat am Vertrag steet, wann een déi Sprooch emol net versteet, an där e Vertrag verfaasst ass. Dat ass ëmmer louche, wann een esou ee Vertrag eigentlech virgeluecht kritt. Dann huet ee besser, net ze ënnerschreiwen.

Ech mengen, dat ass a muss d'Verhale vun engem, mengen ech, normal virsiichtege Konsument sinn.

Dat gesot, mengen ech, waren dat déi Haaptpunkten, déi mer diskutéiert hunn. Wéi gesot, wichteg ass et, dass mer elo derfir mathëllefen, dass et zu enger korrekter praktescher Uwendung vun deenen heiten neien Texter kënnt. An ech géif dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Gesetzesprojet hei abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Rapporteur. An ech géif dann direkt d'Wuert weiderginn un de Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dräi Joer, nodeem dëst Haus de Code de la consommation gestëmmt huet, si mer haut mat enger Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Rechter vun de Konsumente befaasst.

Ech hat hei eng länger Ried virbereet. Ech hunn awer fonnt, datt eisen honorabele Rapporteur, den Alex Bodry, en exzellente schréftlechen an och ganz besonnesch mëndleche Rapport gemaach huet, an och relativ an den Detail vun enger ganz technescher Thematik agaangen ass, soudatt ech...

(Interruption)

Neen.

...soudatt ech elo den Här Gibéryen wäert e bëssen enttäuschen a meng Ried ofkierzen, well ech wëll och net alles dat widderhuelen, wat de Rapporteur sot, deem ech en ausdréckleche Merci am Numm vun eiser Fraktioun fir seng Aarbecht hei wëll soen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech wollt just awer nach eng Kéier kuerz och widderhuelen, ëm wat et an där Direktiv geet, well dat awer net onwichteg ass. Op där enger Säit geet et jo och drëm, fir de Bannemaart fir d'Konsumenten ze fuerderen, fir awer gläichzäiteg och d'Lat vum Schutz vun de Konsumente méiglechst héich ze leeën. An dat ass keen einfachen Drotseelakt gewiescht, well een natierlech ëmmer huet misse kucken, ob d'Kompetitivitéit notamment vun de lëtzebuergeschen Entreprisen net zulescht géif zulaaschte vun engem méi effiziente Konsumenteschutz goen.

A wann ech d'Resultat elo kucken, wat eis virläit, fannen ech eigentlech, datt déi viregt, awer och déi aktuell Regierung dësen Drotseelakt net esou schlecht realiséiert hunn, well mer eigentlech haut hei iwwer e ganz équilibréierten Text ofstëmmen, deen op där enger Säit d'Interesse vun den Entreprisen, awer op där anerer Säit och de Konsumenteschutz respektéiert.

Mir begréissen iwwregens och, datt déi zwou Regierungen, déi viregt an och déi heiteg, sech strikt un den Text vun der Direktiv gehalen hunn a weider net doriwwer erausginn.

Ech wäert Iech also erspueren, elo nach eng Kéier alles dat ze widderhuelen, wat virdrun de Kolleeg Alex Bodry schonn hei ausgefouert huet. Ech géif duerfir just wëllen dräi méi allgemeng Iwwerleeungen zu dësem Text maachen.

Éischtens, an de Rapporteur huet dat gemaach, mä ech mengen, et ass wichteg, datt een awer eng Kéier drop hiweist, datt mer haut also hei iwwer en Text ofstëmmen, deen an Zukunft dat sougenannten Hauséieren nei regelt, andeem et offiziell erlaabt gëtt. Mä et ass awer kloer am Text virgesinn, datt an Zukunft jiddwer Konsument op senger Hausdier, op sengem Appartement kloer ka säi Wëlle bekun-

den, datt en net wëllt vun där Zort vu Verkaf a vu Verkeefer harceléiert ginn.

Sollt trotz dëser klorer Wëllensbekundung trotzdeem e Verkeefer sech heiriwwer ewechsetzen an et trotzdeem zu engem Kontrakt zwëschent dem Verkeefer an dem Konsument kënnt, ass, laut den Dispositioune vun dësem Text, dësen automatesch ongülteg, an dat souguer, wann de Konsument géif schréftlech en Engagement huelen.

Ech mengen, datt dëst, an de Rapporteur huet et och schonn ënnerstrach, trotzdeem eng ganz wesentlech Dispositioun vun deem Text hei ass, well dat jo eigentlech eng Derogatioun och par rapport zu deene grousse Prinzipie vun eisem Code civil ass, well hei automatesch e Kontrakt als null an nichteg erkläert gëtt, obschonn en eigentlech trotzdeem vun zwou Parteien ënnerschriwwe ginn ass.

Ech hoffen, datt ganz besonnesch dës Dispositioun wäert eng dissuasiv Wierkung op all déi zukünfteg Hauséierer hunn an datt se dann net versichen, trotz enger klorer Wëllensbekundung vum Konsument an Haus- oder Appartementsbesëtzer, him wëllen awer hir Produkter verklickeren.

Eng zweet Observatioun, an dat geet och an d'Richtung vum Rapporteur, deen dat scho gesot huet, och an deene verschiddenen Avisen ass dat ëmmer erëm ënnerstrach ginn, datt all déi aktuell Dispositiounen, déi d'Consommateure beréieren, ëmmer méi schwéier liesbar a verständlech fir den allgemeng Stierfleche sinn. Mä emol net nëmme fir den normale Stierflechen, well ech fannen, datt och e Jurist, a mir hunn der jo eng ganz Rei hei sëtzen, déi och an der Kommissioun derbäi waren, déi hunn hir Problemer, fir sech hei erëmzefannen. Besonnesch, well een dann ëmmer vun engem Artikel op deen anere renvoyéiert gëtt, an dat mécht déi Saach net einfach.

An duerfir ënnerstëtze mir och de Wonsch hei vum Rapporteur, datt d'Regierung an den zoustännege Minister alles och do mussen ënnerhuelen, fir dat Regelwierk awer elo op eng verständlech Aart a Weis, Här Minister, no bei de Konsument ze brëngen. Ech mengen, datt mer och Associatiounen hei am Land hunn, wéi de Konsumenteschutz, déi déi néideg Kompetenz an Erfahrung hunn, fir hei eng gutt Kommunikatiounspolitik ze maachen.

Allerdéngs mäin Appel un den dofir zoustännege Minister, datt awer och déi Associatiounen déi néideg Ënnerstëtzung vum Minister wäerte kréien, fir hei eng konkret a gutt Aarbecht am Interessi vum Konsumenteschutz ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Drëtt a lescht Iwwerleeung, awer dofir net déi onwichtegst, op déi ech och nach wéilt agoen, dass bei all deene gutt gemengtenen neien Oplagen, déi elo am Interessi vun de Konsumente gemaach ginn, een awer trotzdeem d'Geschäftswelt net dierf vergiessen, well haut gëtt et fir Kleng- a Mëttelbetriber, awer och fir ganz vill Geschäftsleit ëmmer méi schwéier, fir sech un all déi Obligatiounen ze halen, déi an deene verschiddensten europäeschen Direktive stinn an déi mir mussen transposéieren. Ech denken do nëmmen un ee Beispill, wat och erëm an der Direktiv iwwerholl ginn ass, den Double affichage vun de Präisser, wat, wéi gesot, klenge Geschäftsleit d'Liewen net ëmmer vereinfacht.

An engem Moment, wou e grousse Konsensus an eiser Gesellschaft besteet, wou jiddweree vu Simplification administrative dreemt a schwätzt, solle mer net vergiessen, wéi vill Zäit, wéi gesot, besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber, awer och Geschäfter mussen investéieren, fir ëmmer erëm nei Formulairen auszefëllen, Dispositiounen aus Gesetzestexter ëmzesetzen, Zäit, déi hinnen herno einfach feelt, fir sech eigentlech ëm hiren „core business" ze këmmeren.

A wann ech virdrun driwwer geschwat hunn, datt et fir d'Konsumente schwéier ass, sech an deem Paragraphendschungel erëmzefannen, gëllt natierlech datselwecht och fir déi Geschäftsleit, déi Mëttelständler, déi et och net ëmmer einfach hunn, an duerfir vläicht och déi Iddi un den zoustännege Minister geriicht, fir emol eng Kéier ze iwwerleeën, ob een net kéint hei ee Screening maachen, fir all déi iwwerflëssig Formalitéiten erauszefilteren, déi awer ganz vill Betriber musse maachen a wou se ganz vill Zäit verléieren. Ech mengen, dat wär eng gutt Iddi, an ech wär frou, wann de Minister och d'accord wär, fir op esou e Wee matzegoen.

Schlussendlech, an da kéim ech och schonn zum Schluss, wollt ech eng lescht Remarque maachen, déi ech och schonn an der Kommissioun gemaach hat, nämlech iwwert d'2000er Gesetz iwwert de Commerce électronique.

Ech mengen, hautdesdaags gi vill méi Kafs- a Verkafskontrakter iwwer Internet gemaach, wéi een dat elo iwwer Hauséieren oder iwwer Dierzu-Dier-Verkeef mécht, an et ass och haaptsächlech do, wou een ëmmer méi Abuse feststellt, an do musse mer also ganz virsiichteg sinn, well ganz oft um Internet déi Sécurité juridique vun deenen Transaktiounen net ginn ass.

An ech war och dofir e bësselchen enttäuscht, Här Minister. Ech hat Iech viru Kuerzem eng Fro gestallt, ob der net der Meenung wäert, et misst een awer eng Kéier dat 2000er Gesetz iwwert de Commerce électronique, wat längstens dépasséiert ass vun der Realitéit, awer eng Kéier op de Leescht huelen, fir ze kucken, ob een dat net misst punktuell adaptéieren, och am Sënn vun enger besserer Protektioun vun de Konsumenten an de Leit, déi iwwer Internet kafen oder verkafen.

An duerfir och nach vun dëser Plaz aus eng Kéier en Appel un Iech, fir ze kucken, ob et net awer Sënn géif maachen, dëst Gesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen.

Dat gesot, bréngen ech Iech heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Laurent Mosar. Eis nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel, där ech ee ganz grousse Merci soen, dass se als Vizepresidentin mer d'Geleeënheet ginn huet, fir e bëssen d'Been ze vertrëppelen. Merci, Madame Beissel, an Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen. Et ass gär geschitt, Här President.

Ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Alex Bodry een häerzleche Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dann e puer Zorte vu Remarquen. Ech muss soen, dass mer, am Numm vun der DP-Fraktioun, mat zimlech gemëschte Gefiller d'Ophiewe vun dem Verbot vun dem Colportage zur Kenntnis huelen. Et kann ee praktesch soen: „Mi-figue, mi-raisin".

Mä mir wëssen alleguerten, dass mer hei eng europäesch Direktiv transposéieren, déi zwar limitéiert ass op d'Vente hors établissement an d'Vente à distance, mä no dem System hu mer kee Choix. Europäesch Texter, déi mer transposéieren. Et ass och gutt schonn erauskomm, dass mer déi Direktiv eent zu eent transposéieren, dass mer dee Moment Kloertext rieden, mä net méi maachen, wéi mer mussen.

Fazit ass, dass déi Direktiv hei kënnt, fir am Kader vun dem Marché unique de Secteur vun de Servicer nach méi performant ze maachen. An dofir ass et och logesch, dass mer dësen Text hei transposéieren.

Et ass awer esou, dass mir et ausdrécklech begréissen, dass de Colportage elo ganz streng encadréiert gëtt, dat sougutt um preventive wéi um repressive Plang. Et muss een elo kucken, déi Opt-out-Méiglechkeeten, notamment mat där Signalisatioun, an och déi Lëschten, déi elo sollen opgestallt ginn, ob dat et bréngt.

Mir mussen awer och oppassen, dass de ganze Volet vun der Protektioun vun den Donnéeën, dass déi ganz seriö organiséiert gëtt. Well et ass schonn hei ugeklongen, a mir wëssen et alleguerten, wéi oft héiere mer, dass Leit, déi ganz oft méi schwaach si praktesch, op gutt Lëtzebuergesch gesot, entschëllegt mer den Ausdrock, iwwert den Dësch gezu ginn, well se Wueren opgedrängt kréien, déi vu schlechter Qualitéit sinn, op där anerer Säit awer horrend oder exorbitant Präisser hunn an dann herno ass de Misär do. An et sinn haaptsächlech oft eeler Leit, déi esou abuséiert ginn.

Duerfir, mir ass et ganz wichteg, dass dat ganz streng encadréiert gëtt.

Dat sinn elo vläicht e puer streng Wierder vu menger Säit. Ech wëll soen, dass mir dat Ganzt mat kriteschem Bléck kucken, awer mir hu keng negativ Approche.

Mir wësse ganz genau, dass et e ganze Koup vu Commerçanten, Professioneller ginn, déi ganz seriö sinn, déi gutt Intentiounen hunn. Mä, duerfir muss een deem ganze System elo eng Chance ginn.

Den Alex Bodry huet dat Wuert „spannend" gebraucht. Dat ass u sech eng Visioun vun allerlee, vu breet gefächerte Méiglechkeeten. Eng Chance muss een him ginn, mä mir mussen eis alleguerten eens sinn, dass mer déi ganz Geschicht do ganz akribesch verfollegen. A gemäß der Zäit musse mer e Bilan zéien, a wann da musse Saachen nogebessert ginn oder korrigéiert ginn, musse mer dat onbedéngt maachen.

Une voix.- Wéini maache mer dat dann?

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Dat gesi mer dann, wann déi spezifesch Problemer kommen, an da wäerte mer dat scho fäerdegbréngen.

(Interruption)

Wat awer och hei kloer schonn erauskomm ass, och bei menge Virriedner, et ass absoluten Handlungsbedarf a Saache gutt Kommunikatioun a gutt Informatiounscampagne hei.

Et ass wichteg, dass all d'Leit, déi hei betraff sinn, dat heescht déi eng Säit d'Konsumenten, mä déi aner Säit och Professionneller an d'Commerçanten, ganz genau wëssen, wat elo an deem Text steet, wéi d'Rechter vu de Konsumenten elo bestëmmt sinn, dass jiddweree weess, wat fir eng Roll e soll spillen a fir eben d'Sécurité juridique ze garantéieren.

Dir wësst, dass och dës Regierung sech de Schutz vun de Konsumente grouss op de Fändel geschriwwen huet, an duerfir ass et extrem wichteg, dass mer hei deen Text gutt applizéiert kréien an, wéi gesot, all néideg Mesuren huelen, déi sech opdrängen.

Et ass och schon ugeklongen hei, an ech wäert dorop och nach insistéieren, dass déi Vulgarisatiounsbroschür, déi zwar scho besteet, onbedéngt erëm op de Métier geholl gëtt, well ech hu mer gëschter Owend d'Méi ginn, fir dee ganzen Text do ze liesen, an ech muss Iech soen, et war net einfach. Well, den Här Bodry huet et scho gesot, net nëmme si Renvoien do, mä et ass eng Abberzuel vun Definitiounen, mä contrairement zu aneren Texter, wou dat als Glossaire entweder ganz vir an engem Text oder ganz hanne steet, si se elo de Moment an deem Text, dee mir hunn, duerch d'Artikele verdeelt. An dat hëlleft net onbedéngt, fir d'Lisibilitéit vum Text ze verbesseren. Also, mir mussen onbedéngt kucken, dass mer do Bro-

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

schüre maachen, dass fir eis Leit, déi mer wëlle schützen, dat och dee Moment méiglech ass.

Wat ganz positiv ass - nach e puer Remarquen zum Schluss -, dat ass, dass d'Vente ambulatoire, dat heescht all d'Venten op de Mäert an och op de Foiren ënnert de System fale vun de Ventes hors établissement, an och d'Autoen, déi dorëmmer fueren, wou Ventë kënne gemaach ginn, ginn zesummen, wéi alleguerten déi Stänn, déi ginn och assimiléiert mat Établissement commercial, ënnert der Konditioun, an dat ass natierlech och erëm eng Kéier e wéineg e Schwieregkeetspunkt, dass déi Activité permanent ass.

Bon, wéi gesot, dat héiert sech gutt un, op där enger Säit. Op där anerer Säit ass awer de Risiko, dass mer mat esou Terme wéi „permanent, habituel, occasionnel, temporaire", ënnert deenen déi meescht vun eis ganz oft aner Saachen verstinn, erëm eng Kéier eng nei Insécurité juridique schafen, well dat eben Interpretatiounsméiglechkeeten, Interpretatiounsdifferenze vläicht kënne ginn an dee Moment ass d'Sécurité juridique net garantéiert, ee Schwaachpunkt méi, wou mer hei mussen oppassen, wa mer deen Text ëmsetzen, dass dat alles klappt.

Wat ganz gutt ass - an dat ass eppes, wat, mengen ech, fir d'Juristen haaptsächlech d'Saache vereinfacht -, dass elo endlech deen Délai de rétractation op 14 Schaffdeeg unifiéiert ass mat deene verschiddene Venten, wou dee Moment och eng Klärung kënnt an net all Mënsch Suerg huet, ob en nach am Délai ass, fir iergendwéi ze reagéieren.

Déi Geschichte mam Online gi jo och gekläert oder jiddefalls verschäerft an där Hinsicht, dass d'Informatioun vun deem, deen online eng Commande mécht, nach ënnerstrach gëtt: Dee Moment, wou e keeft, kritt e gesot, dass e kaaft huet, an e kritt och dee Moment gesot, dass e muss bezuelen; also, dass et u sech keng Excuse méi ass, fir herno ze soen, en hätt et net gewosst.

Dat ware just e puer Remarquen. Ech begréissen den Text u sech. Mir kréien zwar Aarbecht, fir e gutt ëmzesetzen an der Praxis. Mä ech mengen, mat den néidege Mesuren an Hand an Hand zwëschen der Regierung an hei der Chamber wäerte mer dat scho packen!

Ech bréngen heimat den Accord och vu menger Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Beissel. Als nächst Riednerin ass d'Madame Wickler ageschriwwen. Dir hutt d'Wuert.

Mme Christiane Wickler *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Merci, e ganz grousse Merci un de Rapporteur Alex Bodry fir säi komplette Bericht an och u meng Virriedner, déi scho méi oder manner detailléiert op eenzel Neierunge vun dësem Gesetzesprojet agaange sinn.

Ech wäert dann hei net och nach eng Kéier alles widderhuelen. A virun allem ass et meng éischt Ried an dofir halen ech mech och ganz kuerz.

Une voix.- Très bien!

Mme Christiane Wickler *(déi gréng).*- Mir mussen och, soss fale mer an d'Nuecht!

déi gréng wäerten haut dësem Projet de loi zoustëmmen, well e bedeit insgesamt e Renforcement vun de Konsumenterechter a bréngt virun allem Kloerheet an de Marché vum Colportage. Dëse Projet ass kee Remake vu Schéiereschläifer, Dëppegéisser a Lompekréimer, well dëse Marché ass kloer eriwwer. Et ass eng laang iwwerfälleg Upassung fir den Zäitalter vum Internet.

Genee wéi meng Virriedner schonns betount hunn, bréngt d'Ëmsetzung vun dëser EU-Direktiv nieft klore Fortschrëtter och e puer negativ Aspekter mat sech, déi mir hei net däerfen aus den Ae verléieren. Mir mussen an deem Kontext e klore Bléck op den Terrain geheien a gegebenenfalls néideg Upassunge virhuelen. Zum Beispill muss séchergestallt ginn, datt de Beruffsstand vun de Colporteuren, op Lëtzebuergesch den „Haus-zu-Haus- oder de Strooseverkeefer", datt déi sech kënne bei hirem Client kloer ausweise beim Exercice vun hirem Handwierk. Och muss hei nach nodréiglech e Modus vivendi fonnt ginn, wéi a wou d'Leit kënnen effikass matdeelen, datt se net wëllen doheem démarchéiert ginn.

Wat d'Geforen ugeet, kënne mir och net eleng dëse Projet isoléiert kucken, mä mussen drun denken, datt mir och nach aner Verbraucherschutzinstrumenter hunn, wéi notamment dat rezent Gesetz iwwert den Abus de faiblesse, wat natierlech och an dësem Beräich seng Uwendung muss fannen. Speziell déi eeler Leit musse protegéiert gi virun hyperaktiven an opportunistesche Vendeuren, déi mat onduerchsichtege Methoden a mat onéierlecher Kreativitéit deene Leit d'Suen aus der Täsch zéien.

Mir brauchen elo effektiv eng proaktiv Kommunikatiounscampagne, wéi scho gesot, vun der Regierung, zesumme mat all den Acteuren an hire gutt informéierte Leit vun deene verschiddene Beruffsverbänn an dem Konsumenteschutz. D'Zil muss sinn, fir Vertrauen opzebauen an d'Abuse vun Ufank un ze minimiséieren. An deem Kontext fannen déi gréng et och wichteg, datt déi vulgariséiert Versioun, wéi och scho gesot, vum Code de la consommation esou séier wéi méiglech aktualiséiert gëtt, esou wéi dat och de Konsumenteschutz fuerdert.

Dëse Projet de loi ass och eng gutt Occasioun, fir ze betounen, datt deen einheimesche Commerce mat all senge Responsabilitéiten a mat all senge Parties prenantes keen Intérêt huet, fir Verbraucherschutzregelen opzeweechen. Kloer an däitlech Regelen an Normen, déi jiddweree versteet, sinn am Handel d'Basiselementer, fir mat de Clienten eng Vertrauensrelatioun ze garantéieren. De Konsument, wann en e Besoin huet, soll ouni A-priori de Choix hunn, fir an engem klassesche Buttek, op engem Verkafsstand, bei engem Commerce ambulant oder op der Toile seng Suen auszeginn an als Contrepartie eng korrekt Wuer oder e soignéierte Service zu éierlechen an transparente Konditiounen ze kréien.

All dës Beräicher gi vun dësem Gesetz geregelt an dohier ënnert dem Stréch de Gewënn fir de Client, fir de Marché, an dat op engem klenge mä interessante Maart wéi Lëtzebuerg. Meng Virriedner hunn hei scho ganz vill nei Punkten erausgepickt, dofir sief nach eng Kéier den Droit de rétractation, d'Récktrëttsrecht beim Kaf erwähnt, dat duerch dëse Projet hei zu Lëtzebuerg elo op 14 Deeg, dat heescht vu siwen op 14 Deeg verduebelt ginn ass, oder déi zimlech detailléiert Virschrëften aus der Direktiv fir Internettransaktiounen.

Eist Objektiv soll sinn: eng fair an équilibréiert Relatioun, eng Win-win-Situatioun tëschent Vendeur an Acheteur. Dofir stëmmen déi gréng dësem Text och zou.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Wickler. Als nächste Riedner ass den Här Justin Turpel agedroen.

Une voix.- Den Här Reding.

M. le Président.- Ah, deen ass mer net gemellt gewiescht. Entschëllegt, Här Turpel, ech huelen dann den Här Reding nach vir, an da sidd Dir drun.

Här Reding, wann ech gelift.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, meng Fraktioun wäert dësen Text net matstëmmen, an ech erklären Iech och firwat.

Et sinn immens vill ganz gutt Saachen dran, déi den Alex Bodry eis hei résuméiert huet, déi gutt an déi wichteg sinn. Mä den Alex Bodry gräift e bësselche kuerz, wann e seet, d'Avise wieren all esou positiv gewiescht. Et ass wouer, datt de Konsumenteschutz e relativ positiven Avis ofginn huet.

Mä et waren och anerer do, zum Beispill d'Chambre des Salariés, déi geschriwwen huet: «La Chambre des Salariés regrette le choix politique au niveau européen consistant à recourir dans le domaine de la consommation à la technique de l'harmonisation maximale.» Wat mengt se, wa se hei vun enger „harmonisation maximale" schwätzt? Dat ass, wa gemeinsam Regele festgehale ginn, déi et de Länner verbidden, fir hir Konsumente weiderhi besser ze schützen oder fir nei Konsumenteschutzmoossnamen anzeféieren.

An duerfir, Här Mosar, hutt Dir och onrecht, wann Der sot, d'Lat géif hei héich geluecht ginn. De Contraire ass wouer: Hei gëtt eng Konsumenteschutzmoossnam ënnerhillegt. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet geschriwwen: «La libéralisation de la vente de porte en porte va d'emblée anéantir la paix et la tranquilité qui charactérisent nos villes et villages.»

Et muss een unerkennen, datt d'Auteure vun deem Text hei en Effort gemaach hunn, fir déi néfaste Konsequenze vun der Ofschafung vum Verbuet vum Hauséieren e bësselchen an de Grëff ze kréie mat deem System vum Autocollant, dee kann op d'Dier gepecht ginn. Mä wa mer éierlech sinn, musse mer jo awer soen: Dorunner wäerte sech virun allem emol déi éierlech Commerçanten halen a ganz bestëmmt net déi onéierlech! Mir wëssen, mat wat fir enge Psychotricke professionell Vendeuren engem kënnen eppes opschwätzen, a wann een dann drun denkt, wien déi Leit sinn, déi doheem eleng sëtzen an déi dann do elo kënnen doheem démarchéiert ginn un der Hausdier: Dat si ganz oft déi Schwächst vun eiser Gesellschaft!

Ech mengen, wa mer éierlech heibanne wieren, da wier kee vun eis der Meenung, datt d'Ophiewe vum Verbuet vum Colportage eng gutt Saach ass. Ech mengen, kee vun eis heibannen hätt e Gesetzesprojet erabruecht, fir déi Interdictioun do ze levéieren. Mir maachen dat dote just, well mer et vun Europa diktéiert kréien.

Mä kréie mer et wierklech vun Europa diktéiert? Et ass eng Direktiv! Wéi konnt déi Direktiv zustane kommen? Ginn déi Direktiven net och vu Regierungen négociéiert? A kréie mir net och hei an der Chamber Lëschte mat Contrôles de subsidiarité, déi mer ganz oft, wéi mer et an der Vergaangenheet gesinn hunn, net eescht huelen? Wann dee leschten Dag komm ass, fir kënnen zu engem Contrôle de subsidiarité eppes ze soen, a mir hunn an der Kommissioun net Zäit genuch, fir nach kënnen driwwer ze diskutéieren, dann ass dat keng gutt legislativ Aarbecht!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Da sot och net, Europa géif et diktéieren, wann d'Lëtzebuerger Regierung averstane war an d'Lëtzebuerger Chamber näischt dergéint gesot huet!

M. Roy Reding *(ADR).*- Gutt, gutt, dat heescht, Dir waart averstane mat der Ophiewung vum Verbuet vum Colportage.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Dir hutt gesot,…

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat war eng immens gutt Aktioun, Här Juncker, super! Ganz sozial!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Dir sollt net soen, dass Europa dekretéiert, woumat d'Lëtzebuerger Institutiounen averstane waren. Et ass primitiven antieuropäesche Populismus!

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Neen, neen, neen!

Neen, also éischtens emol huelen ech dann Akt dervun, datt eng sozial Partei fir d'Ophiewung vum Verbuet vum Colportage ass. Dat ass natierlech eng immens gutt Aktioun! Mä ech sinn awer och der Meenung, datt de Subsidiaritéitsprinzip dat heiten net zouléisst. Ech mengen, hei geet et jo net drëm, datt e Commerce verbuede gëtt, hei däerf en Italiener eng polnesch Dier verkafen, dat ass iwwerhaapt net d'Thema! Hei geet et ëm eng Method vu Verkafen, eng Method vu Verkafen, déi - duerch gutt Recht! - de Législateur zu Lëtzebuerg bis elo verbueden huet, well ganz genau hei vun der Schwächt vun de Leit profitéiert gëtt!

Bon, well mir net d'accord si mat deem Ophiewe vun deem Verbuet vum Colportage, stëmme mer dat Gesetz hei net. Mä ech stellen awer dann nach eppes fest: Et geet net duer, par rapport zu Europa eng aner Stëmm nëmmen hei am Haus ze hunn! Eng aner Stëmm an Europa musse mer och an Europa selwer hunn. An duerfir brauche mer definitiv an Zukunft méi Lëtzebuerg a manner Europa!

Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Ech mengen, dass dat Netschwätzen hei an der Chamber och eppes iwwert déi Ausso ausseet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Normalerweis mécht de President keng…

M. le Président.- Dofir… normalerweis huet en och keng Ausso gemaach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo!

M. le Président.- En huet och keng gemaach, en huet just festgestallt, dass keen eppes gesot huet an domat alles gesot ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Domadder, datt keen eppes gesot huet…

M. le Président.- Ech soen Iech villmools Merci a ginn dann dem Här Justin Turpel d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wann Der erlaabt, Här President, ech wëll et kuerz maachen, da maachen ech et vun hei aus.

Mir stëmmen deem Projet do net zou, well mer effektiv net kënnen d'accord si mat dem Ophiewe vum Verbuet vum Colportage, mat der Liberaliséierung vum Hauséieren. En plus ass et esou, datt hei eng immens komplizéiert Situatioun entsteet fir d'Konsumenten, an ech mengen, eng ganz Rei Virriedner hunn dat virdru schonn erklärt.

An een, deen net iwwerzeegt wier vun der Komplexitéit, ech mengen, d'Madame Beissel misst deen eigentlech iwwerzeegt hunn, zum Beispill iwwert den Opt-out, wéi d'Leit dat solle maachen. Et bestinn och nach aner Problemer, wéi déi Sproocheproblemer vun de Kontrakten, déi net geléist sinn. Mir kennen och aner Beräicher, wou et verbueden ass, Colportage ze maachen: um Tëlefon, wou jiddweree weess, datt en awer geschitt. Also, d'Problemer sinn net geléist a mir kënnen net esou mam Projet d'accord sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Den Här Rapporteur huet sech nach zu Wuert gemellt.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, ech wollt vläicht kuerz awer reagéieren op eenzel Aussoen, déi hei gemaach si ginn, fir net e falschen Androck hei opkommen ze loossen: deen an och déi Aussoen hei ginn eigentlech guer net déi Debatt erëm, déi mer an der zoustänneger Kommissioun haten. Ech sinn ëmmer erëm paff, wéi dat an ëffentleche Sitzungen op eemol ofwäicht par rapport zu deene Sitzungen, déi soss an de Kommissioune stattfannen.

Éischtens emol: Dat ass natierlech en europäeschen Text. Mä den europäeschen Text, dee kënnt allerdéngs net vun ongeféier, well et awer scho laang e Konsens ass - et ass bis elo och ni hei a Fro gestallt ginn -, dass et, well et sech hei ëm transnational Verträg ganz oft handelt, Sënn mécht, dass et europäesch Regelunge sinn, déi hei geholl ginn, an net all eenzel Länner sech compartimentéieren, wat hiert allgemengt Vertragsrecht ugeet a wat och de Konsumenteschutz ugeet.

Also, et mécht duerchaus Sënn, och wat d'Subsidiaritéitsregelen ugeet. An dat war ni anescht, well et ass jo net déi éischt Direktiv an där Matière, déi hei kënnt. Et ass elo déi lescht Direktiv, déi an där Matière kënnt, déi mer ëmsetzen. Virdru si schonn, ech weess net wéi vill Direktiven an där Matière ëmgesat ginn. A vum Prinzip hier, mengen ech, ass et richteg, dass een hei versicht, eenheetlech Regelen an Europa festzeleeën, fir Rechtssécherheet och ze kréien.

Dat bréngt och mat sech - entgéint deem, wat eenzel Kolleegen hei virgeschloen hunn -, dass mer eigentlech praktesch keng Marge de manœuvre hunn, fir un den Texter eppes ze änneren. Dat hei ass eent zu eent praktesch den europäeschen Text! Mir kënnen net elo eenzel Prozedure sträichen, anerer anescht definéieren. Mir hunn och souguer all Intérêt, wéinst der Rechtssécherheet, dass mer déi Definitiounen iwwerhuelen, déi an der Direktiv sinn, an net ufänken, zu Lëtzebuerg aner Definitiounen ze gi wéi an anere Länner, well dat dréit nëmmen zu engem groussen Duerjernee bäi. Et bréngt also keng Sécherheet mat sech.

Lëtzebuerg huet esou laang wéi méiglech, dat wëll ech soen - déi sukzessiv Regierungen -, esou laang wéi méiglech um Verbuet vum Colportage festgehalen, fir eben en absolute Schutz ze hunn. Elo wësse mer awer, dass dee Schutz éischter an der Theorie ass wéi an der Praxis, well et gang und gäbe ass, dass och vun Dier zu Dier colportéiert gëtt, obwuel mer zënter '87 zu Lëtzebuerg hei eng Reglementatioun hunn, déi prinzipiell eigentlech dat do alles verbitt, esou dass mer also och mat deene beschten Texter keen absolute Schutz kënnen hunn.

Zweetens gëtt et nun awer eng Rei vu Regelen an Europa, an eng vun deene Regelen ass natierlech awer och de Prinzip vun der Liberté de commerce an de Fait, dass de net kanns einfach Restriktiounen an de Wirtschaftsaustausch erabréngen. An dat huet derzou gefouert, an dat weess Lëtzebuerg zënter Joren, dass déi Haltung, déi mer bis zuallerlescht an als eenzegt Land nach gehalen hunn - all déi aner EU-Länner, déi e Verbuet haten, hunn dee Verbuet entre-temps opginn -, Lëtzebuerg ass als lescht…

Une voix.- Ëmgefall!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- ...effektiv net „ëmgefall", well sech dat ergëtt aus den allgemenge Regele vum europäesche Recht, dass de net kanns en absolute Verbuet maachen! Mä par contre kanns de allméiglech Restriktiounen abauen an deng Législatioun, fir ebe Mëssbrauch ze verhënneren. A mir sinn der Meenung, dass dat heite gelongen ass, fir esou eng restriktiv Regelung virzegesinn.

Also, ech mengen, dass et hei ganz logesch ass, dass och déi europäesch Instanzen hei hir Aarbechte gemaach hunn. Et gëtt Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff - ass an der Dokumentatioun nozeliesen -, wou och déi europäesch Riichter gesot hunn, dass et an ähnlech gelagerte Fäll net geet, dass d'Länner en absolute Verbuet oprechterhalen, soudass mer eis hei eigentlech nëmmen - mir bewegen eis jo nach ëmmer an engem Rechtsstat, och an Europa - un d'Virgabe vum europäesche Recht halen. An ech mengen, dass mer also näischt Schreckleches hei maachen an dass d'Situatioun och zu Lëtzebuerg elo net méi schrecklech gëtt wéi an allen aneren europäesche Länner.

Elo hei den Däiwel un d'Wand ze molen, wéi wann elo muer ech weess net wat géif hei iwwer Lëtzebuerg erabriechen, well mer den theoretesche Verbuet vum Colportage elo géifen opginn - dat ass einfach net wouer! Lëtzebuerg kënnt an déiselwecht Situatioun era wéi an allen anere Länner. Dofir géif ech also bieden, an där heiter Diskussioun e bësse méi sachlech ze bleiwen an net direkt ëmmer an Demagogie ze verfalen, och wann an e puer Wochen Europawahle virun der Dier stinn!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert: den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci, Här President. Fir d'Alleréischt dem Rapporteur e grousse Merci fir dee Rapport, deen exzellent ass. Ech soen him och Merci, dass e schonn op all déi Froe geäntwert huet, déi hei gestallt gi sinn, esou dass meng Tâche haut méi kuerz wäert ginn, mä ech mengen, op déi Allgemengheete brauch ech net méi anzegoen.

Deen Text, déi Direktiv, déi geet jo drop aus, fir effektiv d'Konsumenterechter ze verstäerken an ze verbesseren an ze vereenheetlechen an der Europäescher Unioun. Dat hëlleft de Konsumenten, dat hëlleft awer och deenen, déi Handel dreiwen, well se wëssen, dass et kloer Regelen an deenen 28 Länner gëtt an dass se sech net mussen an all Land un aner Législatiounen adaptéieren. Ech mengen, vun dohier ass et schonn emol eng ganz wichteg an interessant Saach.

Och den Délai, wat elo d'Vente à distance ugeet, fir Produite kënnen zréckzeschécken, fir e Kontrakt kënnen ze annuléieren, dat ass e wichtege Fortschrëtt, dass mer deen Délai verduebele vu siwen Deeg op 14 Deeg.

Dee schwieregen Deel, an dat mierkt een hei och aus der Diskussioun, dat ass effektiv dee vum Colportage, an den Alex Bodry huet et gesot, de Colportage ass zënter 1987 zu Lëtzebuerg verbueden. Mä - an och dat ass richteg, wat den Deputéierte Bodry sot - mir hätten e scho laang missen zouloossen zu Lëtzebuerg, vun 2005 un hätte mer eigentlech de Colportage scho missen zouloossen. Mir hunn eis mat alle Mëttele gewiert. Hei ass elo eng Direktiv, wou mer net derlaanscht kommen, déi mer mussen ëmsetzen; déi mer awer eent zu eent ëmgesat hunn: La directive et rien que la directive.

An ech mengen, wann een et niichter kuckt an onpolemesch probéiert ze kucken, da gi mer eigentlech dem Konsument elo vill méi Rechter, fir sech géint dee Colportage ze wieren, deen et jo awer gëtt, well mer eng ganz Rei drakonesch Strofe virgesinn hunn. Strofen, déi bis 120.000 Euro Geldstrof ginn, déi dozou kënne féieren, dass deen, deen de Colportage mécht, seng Wuere plus säin Auto ka confisquéiert kréien, sur place, d'Annulatioun vun der Vente souwisou.

Ech mengen, do huet de Konsument och elo ganz kloer Rechter, falls en eng Kéier géif vun esou engem iwwerriet ginn zu eppes, wat en eigentlech net wëllt a wou en den Dag drop denkt, e wéilt dat réckgängeg maachen. En huet elo ganz kloer Rechter, fir sech do dergéint ze wieren. An ech mengen, dat ass extrem wichteg.

Da kënnt awer och déi Iddi derbäi, dass mer déi Opt-out-Méiglechkeet ginn. Opt-out heescht an deem heite Fall net méi, wéi dass d'Leit e Sticker kréien. Esou wéi se haut een op hire Bréifboîten hunn: „Keng Reklamme wann ech gelift", hu se muer een, dee se kënne bei hir Schell pechen, dass se eben net wëlle geschellt kréien, fir esou een Handelsreesende mussen ze empfänken. An dee muss sech dorunner halen! A wann e sech net dorunner hält, da kommen déi Strofen zur Applikatioun, déi hei an deem Gesetz sinn.

Ech wëll Iech och soen, dass ech déi Stickeren do schonn an den Drock ginn hunn. Dat heescht, déi ginn am ganze Land verdeelt, d'Leit kréien déi. Mir mussen nach kucken, wéi mer d'Verdeelung maachen. Mä et ass awer ugeduecht, dass dat, soubal wéi dat Gesetz a Kraaft kënnt, da verdeelt gëtt.

An dann och eng Ureegung, déi aus der Chamberskommissioun koum, fir de Code de la consommation, deen awer relativ komplex ass, ze vulgariséieren, dat heescht, an enger vereinfachter, klorer Form eng Kéier opzeschaffen, fir dass de Konsument dobaussen en och versteet a weess, wat seng Rechter a Flichte sinn: Dat ass amgaange gemaach ze ginn, mä wat mer virzéien, ass ebe just dee Volet iwwert de Colportage, deen och elo public gëtt mat dem Stëmme vun deem heite Gesetz, fir dass d'Leit sech dat kënnen am Detail ukucken, wat dat alles bedeit.

Mä de Fin mot ass: Mir waren ni Demandeur, fir dee Colportage hei am Land ze kréien. Mir hunn et awer esou ëmgesat, dass mer eigentlech dem Konsument vill méi Rechter ginn, wéi en der am Moment huet an deem dote Beräich.

Voilà, ech soen Iech villmools Merci!

M. le Président.- Merci der Regierung. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6478 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6478 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

Et hunn um Vote deelgeholl: 58 Deputéiert, a si hunn 53-mol mat Jo gestëmmt a 5-mol mat Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6478 est adopté par 55 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Marc Spautz), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par Mme Simone Beissel), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Alexander Krieps);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech wollt d'Chamber nach froen, ob se d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Ech mengen, et ass eng grouss Majoritéit an domat wär dat esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Mir gesinn eis muer am Plenum um zwou Auer erëm. Ech wënschen Iech an all deenen, déi eis suivéiert hunn, e schéinen Owend. Merci.

Domat ass d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.33 heures)

Sommaire des séances publiques nos 7 et 8

Hommage à la mémoire de M. Henri Ackermann, Député honoraire p. 67

Communications p. 67-68

Changements de composition des commissions parlementaires p. 68

Ordre du jour p. 68

6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social p. 68-70

6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État

et

6650 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État p. 70-75

6644 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés p. 75-78

6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros p. 78-80

6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens p. 80-81

Ouverture de la séance publique p. 82

Hommage à la mémoire de M. Nic Bock, fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 82

Hommage à la mémoire de M. Fred Sunnen, Député honoraire p. 82

Communications p. 82

Changements de composition de commissions parlementaires p. 82

Ordre du jour p. 83

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°12 du 10 mars 2014 de M. Gusty Graas relative à la commémoration d'un certain nombre d'événements historiques en 2014, adressée à M. le Premier Ministre

et

- Question n°13 du 11 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration du 70e anniversaire de la Libération, adressée à M. le Premier Ministre p. 83

- Question n°14 du 11 mars 2014 de M. Aly Kaes relative au retard des travaux de rénovation du Pont Grand-Duc Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 83

- Question n°15 du 11 mars 2014 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement luxembourgeois face au «quatrième paquet ferroviaire», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 83-84

- Question n°16 du 11 mars 2014 de M. Justin Turpel relative à la possibilité d'accorder à M. Edward Snowden, whistleblower, l'asile politique, adressée à M. le Ministre de l'Immigration et de l'Asile p.84

- Question n°17 du 10 mars 2014 de Mme Joëlle Elvinger relative à la campagne de sensibilisation «Je peux voter», adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 84

- Question n°18 du 11 mars 2014 de Mme Martine Hansen relative à la réforme de la formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 84-85

- Question n°19 du 11 mars 2014 de M. Franz Fayot relative à la place de l'enseignement de l'informatique et des technologies nouvelles dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 85

- Question n°20 du 10 mars 2014 de M. Marc Hansen relative au récent rapport du GAFI (Groupe d'action financière), adressée à M. le Ministre de la Justice p. 85-86

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les récentes évolutions politiques en Ukraine, suivie d'un débat p. 86-89

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et ses conséquences p. 89-93

6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés

- Centres, foyers et services pour personnes âgées,

- Centres de gériatrie p. 93

6478 - Projet de loi portant

1. modification

- du Code de la consommation;

- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;

2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes p. 93-97

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°3** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0028	Martine Hansen	Construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf
0029	Françoise Hetto-Gaasch	Qualité de la nourriture dans les hôpitaux
0030	Gast Gibéryen	Pollution générée par l'aciérie à Belval
0031	Marc Spautz	Emploi dans l'industrie
0033	Gast Gibéryen	Défauts de la piste de l'Aéroport de Luxembourg
0034	Jean-Marie Halsdorf	Insecticides néonicotinoïdes
0035	Fernand Kartheiser	Avion de transport militaire A400M
0036	Fernand Kartheiser	Accord de réadmission avec la Turquie
0037	Gast Gibéryen	Station-service sur l'autoroute A13
0038	Marco Schank, Octavie Modert	Démolition d'immeubles de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché à Diekirch
0039	Aly Kaes, Marco Schank	Plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques»
0040	Claudia Dall'Agnol	Médicaments pour traiter une détresse vitale
0041	Aly Kaes	Prix de l'eau
0042	Marc Lies	Projet Ban de Gasperich
0043	Franz Fayot	Participation du Luxembourg au réseau «European Union National Institutes for Culture» (EUNIC)
0044	Fernand Kartheiser	Échange automatique d'informations sur les revenus couverts par le champ d'application de la directive sur l'épargne de 2003
0045	Gast Gibéryen	Utilisation privée de voitures de service
0046	Gast Gibéryen	Procédure de remplacement en cas de vacance de mandat politique
0047	Roy Reding	Utilisation privée de voitures de service
0048	Fernand Kartheiser	Nouvelle charte graphique du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
0049	Alex Bodry	Plans pluriannuels de financement
0050 cf. 0057	Gilles Baum	Maison médicale dans la région Est du Luxembourg
0051	Marc Lies, Marco Schank	Développement de la mobilité électrique
0052	Fernand Kartheiser	Convention entre le Ministère et un groupe de travail d'un parti relative à la campagne nationale de sensibilisation des étrangers à s'inscrire sur les listes électorales
0053	Nancy Arendt	Animaux sauvages dans les cirques
0054	Justin Turpel	Accueil de réfugiés syriens
0055	Roy Reding	Aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat
0056	Marc Lies	Rond-point de l'Aéroport de Luxembourg
0057 cf. 0050	Léon Gloden	Maisons médicales
0058	Georges Engel	Certificat de moralité
0059	Gilles Baum	Contournement d'Echternach
0060	Roy Reding	Arrêts de la Cour Constitutionnelle
0061	Franz Fayot	Stratégie nationale de numérisation
0062	Roy Reding	Quotas d'émissions de CO_2 non utilisés
0063	Roy Reding	Cuisine du Château de Vianden
0064	Georges Engel, Franz Fayot	Prénom de naissance
0065	Marco Schank, Aly Kaes	Concept de mobilité «Nordstad»
0066	Diane Adehm, Gilles Roth	Taux d'imposition maximale sur le revenu
0067	Laurent Mosar	Taux d'imposition nominal des sociétés
0068	Marcel Oberweis, Claude Wiseler	Aides financières allouées aux installations photovoltaïques
0069	Gilles Roth	Opposabilité des secrets bancaire et fiscal au médiateur
0070	Laurent Mosar	Procédures d'autorisation de séjour
0071	Marcel Oberweis	Projet européen «Galileo»
0072 cf. 0104	Fernand Kartheiser	Utilisation non conforme de données du Centre informatique de l'État par un fonctionnaire
0073	Fernand Kartheiser	Offre d'emploi d'une a.s.b.l. conventionnée par l'État
0074	Gast Gibéryen	Mission économique en Chine
0075	Claudia Dall'Agnol	Projet «Selbstbehauptung - Aktiv géint Gewalt»
0076	Nancy Arendt, Françoise Hetto-Gaasch	Éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes
0077	Fernand Kartheiser	Secret médical
0078	Roy Reding	Sécurité des motocyclistes
0079	Roy Reding	Simulateur de chute libre
0080	Claudia Dall'Agnol	Travail à temps partiel
0081	Yves Cruchten	Emplacements réservés aux voitures à moteur électrique
0084	Marc Lies	Abus du système social
0085	Marcel Oberweis	Instauration de zones à faibles émissions et introduction d'un péage urbain en vue de la réduction de la pollution atmosphérique
0087	Gilles Baum, Lex Delles	Réorganisation de la Police grand-ducale
0088	Claudia Dall'Agnol	Paiement de la 2e tranche de l'aide financière aux étudiants
0089	Laurent Mosar	Projet de rénovation du stade Josy Barthel
0090	Fernand Kartheiser	Approvisionnement du secteur de la défense par des PME
0091	Léon Gloden	Abolition des commissariats de district
0092	Diane Adehm, Gilles Roth	Taux d'imposition maximale sur le revenu
0093	Roy Reding	Terrain synthétique de rugby
0096	Claudia Dall'Agnol	Retouche d'une photo publiée par la police
0099	Roy Reding	Système e-TVA
0100	Marc Spautz	Office Luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité (OLAP)
0101	Gilles Baum	Infrastructures sportives du Lycée d'Echternach
0102	Max Hahn	Réanimation cardio-pulmonaire
0103	Gast Gibéryen	Surveillance du Ministre des Affaires étrangères par le Service de Renseignement pendant les années quatre-vingt
0104 cf. 0072	Fernand Kartheiser	Traduction d'un programme électoral par des services d'un Ministère
0105	Laurent Mosar	Loi sur le commerce électronique
0106	Roy Reding	Renseignements auprès du Registre du Commerce et des Sociétés (RCS)
0107	Félix Eischen	Contournement Olm-Kehlen
0108	Nancy Arendt, Françoise Hetto-Gaasch	Tentatives supposées d'enlèvement d'enfants
0109	Marc Spautz	Éventuelle mise à l'arrêt du site de production d'ArcelorMittel à Schifflange
0110	Claudia Dall'Agnol	Monument en souvenir à la princesse Amalia de Saxe-Weimar-Eisenach
0111	Roy Reding	Nomination des conseillers d'État
0112	Claudia Dall'Agnol	Interventions du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU)
0113	Justin Turpel	Mise en place d'un mécanisme d'intérêt notionnel
0116	Tess Burton	Classe préparatoire aux Grandes Écoles françaises
0118	Nancy Arendt	Phénomène «neknomination»
0119	Fernand Kartheiser	Absence continue d'un haut fonctionnaire de la Direction de la Défense
0122	Nancy Arendt	«Sexting»
0125	Justin Turpel	Situation des locataires dans les foyers pour travailleurs immigrés
0126	Alexander Krieps, Edy Mertens	Remplacement des cartes d'identification de la sécurité sociale
0127	Marc Spautz	Emploi dans les entreprises nouvellement établies au Luxembourg
0131	Laurent Mosar, Marco Schank	Fraude à la TVA au niveau du marché des quotas CO_2
0132	Claude Adam	Mise en œuvre du nouveau programme Erasmus+
0135	Claude Adam	Conséquences de la non-participation de la Suisse au programme Erasmus+
0140	Martine Hansen	Système d'aides financières de l'État pour études supérieures

Question 0028 (18.12.2013) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf:**

Le projet de loi relatif à la construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf a été voté le 27 mars 2012 à la Chambre des Députés.

Le projet d'implantation de ce lycée sur le site «Kréiwénkel» fait régulièrement son apparition à l'ordre du jour du conseil communal de Diekirch. Ainsi, le conseil communal vient de prolonger d'une année supplémentaire le moratoire qui prévoit de déclarer non urbanisable le terrain en question sur le site «Kréiwénkel». Les raisons avancées par le bourgmestre de ce moratoire sont l'élaboration du nouveau plan d'aménagement général de la ville de Diekirch et la protection des sources d'eau potable sur ce site.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'argumentaire avancé par le conseil communal de la ville de Diekirch est suffisant pour justifier ce moratoire, et le cas échéant, pour quelles raisons?

Réponse commune (10.3.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La délibération du 16 décembre 2013 du conseil communal de la ville de Diekirch portant décision de prolonger les servitudes visées aux articles 20 et 21 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain concernant des fonds situés sur le territoire de la ville de Diekirch au lieu-dit «Kriewinkel» est bien parvenue au Ministre de l'Intérieur début janvier de l'année en cours.

Les arguments mis en avant par le conseil communal pour justifier la prolongation en question sont en relation avec la définition de zones de protection des sources dans le cadre du projet d'aménagement général en cours d'élaboration.

Étant donné que la protection des sources relève des attributions de l'Administration de la Gestion de l'Eau, Madame la Ministre de l'Environnement lui a transmis la délibération du conseil communal pour avis.

Il résulte de cet avis que des études réalisées en 2007 ont mis en évidence que les parcelles faisant l'objet du moratoire en cours de la ville de Diekirch sont bien localisées dans la zone d'alimentation des forages assurant l'approvisionnement de son réseau public d'eau destinée à la consommation humaine.

Des conclusions définitives quant à l'aptitude de ces fonds à accueillir des constructions ne peuvent être tirées qu'après la finalisation du dossier de délimitation des zones de protection conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Ce dossier est en cours et se trouve en phase de finalisation selon les informations de l'exploitant.

Ces résultats devront notamment mettre en évidence le degré de risque émanant d'aménagements à implanter, le cas échéant, sur les parcelles concernées. Ils définiront par ailleurs d'éventuelles mesures à entreprendre dans ce cadre en vue de garantir la protection de la qualité de l'eau souterraine.

Étant donné que les résultats définitifs de cette étude ne sont pas encore disponibles, il est judicieux, dans une démarche tenant compte du principe de précaution, de consentir à un prolongement du moratoire.

Le Ministre de l'Intérieur a donc approuvé la délibération du 16 décembre 2013 du conseil communal de la ville de Diekirch ayant trait à la prolongation de la décision de frapper plusieurs parcelles sises au lieu-dit «Kriewinkel» à Diekirch des servitudes visées aux articles 20 et 21 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Question 0029 (18.12.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **qualité de la nourriture dans les hôpitaux:**

Les repas servis en milieu hospitalier ont généralement mauvaise réputation. En effet, j'ai pu constater que la qualité et la valeur nutritive de la nourriture dans certains hôpitaux luxembourgeois semblent plutôt médiocres. Ceci serait dû sans aucun doute au choix des matières premières et au fait qu'il s'agit de produits précuisinés. En outre, la plupart des produits alimentaires sont de provenance étrangère, sachant qu'une grande partie d'entre eux pourraient être fournis par des producteurs luxembourgeois.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il serait opportun de servir de la nourriture de bonne qualité dans les hôpitaux afin de contribuer au rétablissement des patients?

- Les Ministres peuvent-ils me confirmer l'utilisation de produits alimentaires de provenance étrangère?

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis qu'il conviendrait de privilégier les produits du terroir? Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement entend-il apporter les changements nécessaires à la situation?

Réponse commune (3.1.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

Dans tous les établissements hospitaliers, les repas servis aux patients durant leur séjour hospitalier sont ajustés aux besoins des patients en tenant compte de leur anamnèse ainsi que des exigences spécifiques liées à leur état de santé et ce sous la surveillance d'un(e) diététicien(ne) dans le cadre d'une prise en charge multidisciplinaire.

Le(a) diététicien(ne) vérifie dans le cadre de la production des repas servis que leur composition est adaptée aux besoins de tous les patients. En outre, les établissements hospitaliers sont en mesure de répondre à des besoins diététiques spécifiques liés aux problèmes de santé de leurs patients, selon les prescriptions et les instructions médicales, et ce avec la contribution du service diététique.

Le coût de revient d'une unité alimentaire est négocié individuellement par chaque hôpital dans le cadre du budget retenu avec la Caisse Nationale de Santé (CNS).

Dans la plupart des hôpitaux, le service restauration est sous-traité à des professionnels de la restauration. Les normes d'hygiène et de sécurité alimentaires lors de la préparation, de la distribution et de la conservation des aliments sont rigoureusement appliquées et font en outre l'objet de contrôles réguliers.

Dans le cadre de la sous-traitance du service de restauration, la société mandatée choisit elle-même ses producteurs et ses produits. Les professionnels de la restauration sont habilités à choisir les meilleurs produits d'un point de vue qualitatif ainsi que nutritionnel.

Par ailleurs, les enquêtes de satisfaction des patients ne font pas état d'une insatisfaction particulière des patients en ce qui concerne la qualité des repas servis en milieu hospitalier.

Les services du Ministère de la Santé n'ont pas été saisis d'un nombre important de plaintes de patients portant sur la valeur nutritive ou la qualité de la nourriture qui leur a été servie dans les établissements hospitaliers, voire allégeant l'inéquation entre ces repas et leurs besoins nutritionnels spécifiques.

Aussi, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs soutient tant au plan financier que par une étroite collaboration entre l'Administration des Services techniques de l'Agriculture et la Chambre d'Agriculture cette dernière dans la mise en œuvre de la campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg».

La campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg» a non seulement comme but une sensibilisation des consommateurs face à une utilisation accrue des produits issus de l'agriculture luxembourgeoise, mais vise aussi une meilleure intégration des produits du terroir luxembourgeois dans la restauration collective.

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs va sensibiliser la Fédération luxembourgeoise des hôpitaux à la campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg» afin que les principaux prestataires de restauration des hôpitaux, qui sont déjà familiarisés avec les exigences en matière d'approvisionnement en produits luxembourgeois, définies au niveau de la charte «Sou schmaacht Lëtzebuerg» dans le cadre des contrats conclus avec les maisons relais, crèches et autres institutions, assurent également une mise en place des critères «Sou schmaacht Lëtzebuerg» au niveau des établissements hospitaliers.

Question 0030 (18.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **pollution générée par l'aciérie à Belval:**

Der Biergerinitiativ „Stop Dioxin" no ginn am Elektrostolwierk vun ArcelorMittal um Site Belval permanent d'Grenzwäerter vu Kuelemonoxid a Kuelestoff iwwerschratt. Dëst géif eng Belaaschtung net nëmme fir d'Ëmwelt, mä och fir de Mënsch duerstellen.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Ëmweltministesch dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune confirméieren?

2. Wat fir eng Limiten an Norme sinn an der Kommodo-Inkommodo-Prozedur festgeluecht ginn?

3. Wie kontrolléiert, datt d'Grenzwäerter respektéiert ginn? Wéi dacks ginn dës Kontrollen duerchgefouert?

4. Ginn d'Resultater vun deene Kontrollen ëmmer public gemaach? Wann neen, wier d'Madame Ëmweltministesch bereet, dës Resultater am Sënn vun enger méi grousser Transparenz ze publizéieren?

5. Wat fir eng Moossname gedenkt d'Madame Ëmweltministesch ze treffen, falls d'Grenzwäerter net respektéiert goufen?

Réponse (21.1.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Effektiv ass bei deene leschte punktuelle Kontrollen de Grenzwäert fir de Kuelemonoxid iwwerschratt ginn. Wann een den niddregen Niveau vu Kuelemonoxid an eiser Loft kuckt, gesäit een, dass dee Parameter éischter als Indicateur fir d'Produktioun ze kucken ass wéi als Parameter fir d'Loftverschmotzung.

D'Autorisatioun N°1/07/0231 vum 25. September 2009 fixéiert ee Grenzwäert vun 250 mg/Nm³ fir de Kuelemonoxid a vun 10 mg/Nm³ fir d'Zomm vun den organesche Kuelestoffer.

D'Konzentratioun am Ofgas vum Kuelemonoxid gëtt zweemol d'Joer vun enger vum Stat zougeloossener Kontrollinstanz festgestallt. D'Resultater ginn der Ëmweltverwaltung matgedeelt. D'Konzentratioun vun der Zomm vun den organesche Kuelestoffer gëtt permanent gemooss (Hallefstonnewäerter). D'Wäerter ginn der Ëmweltverwaltung all Mount matgedeelt. D'Ëmweltverwaltung préift, ob d'Oplagen aus der Autorisatioun agehale gi sinn. Wann dat net de Fall ass, ënnerhëlt si déi néideg Schrëtt, fir d'Ursaach vun der Infraktioun festzestellen a se an Zukunft ze vermeiden.

Esou wéi d'rectifiéiert Gesetz vum 25. November 2005 iwwert den Accès vum Public op déi ëmweltbezunnen Informatiounen et virgesäit, ginn d'Resultater vun de Kontrollen op Nofro zougestallt. Zurzäit gëtt um Ministère ënnersicht, wéi een déi aktuell Modalitéiten esou adaptéiere kéint, dass déi Informatioune méi zougänglech fir d'Effentlechkeet kënne gemaach ginn. Do muss dann och gekuckt ginn, wéi wäit dat juristesch méiglech ass.

De Bedreiwer vun der Anlag gouf invitéiert, ze erklären, wat d'Ursaach vun deenen Iwwerschreidungen ass. Et wäert eng detailléiert Analys vun der Zesummestellung vun den émettéierten organesche Kuelestoffer gemaach ginn. Déi nächst Schrëtt ergi sech dann aus den neien Informatiounen, déi mir eis doropshin erwaarden. Parallell wäert d'Ëmweltverwaltung d'Substanzen, fir déi Grenzwäerter virgeschriwwe sinn, op de Leescht huelen, definéieren, wat fir eng Substanzen am Kader vum Grenzwäert vun den organesche Kuelestoffer ze considéréiere sinn, an den Afloss vun de verschiddenen Eiseschrottmëschungen op d'Emissiounen analyséieren.

Question 0031 (18.12.2013) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**emploi dans l'industrie:**

La désindustrialisation et la délocalisation qui touchent l'économie luxembourgeoise ont des incidences directes sur le marché de l'emploi. Selon les derniers chiffres du Statec, qui vient de publier les données trimestrielles de l'emploi salarié, l'emploi dans l'industrie est en net recul.

Afin d'inverser cette tendance, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils promouvoir l'emploi dans le secteur industriel?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils d'élaborer un plan national respectivement régional pour promouvoir l'industrie au Luxembourg?

- Le Gouvernement envisage-t-il de faciliter l'accès à et l'implantation d'entreprises dans les zones d'activités économiques à caractère industriel?

- Quels sont les moyens dont dispose le Gouvernement pour soutenir la création d'emploi dans le secteur industriel?

Réponse commune (19.2.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire n°31 du 18 décembre 2013 de Monsieur le Député Marc Spautz, nous aimerions fournir les éléments de réponse suivants:

Il est un fait que l'industrie nationale et européenne traverse une phase difficile qu'il convient de contrecarrer de manière déterminée. La préservation du tissu industriel existant et son renforcement par l'implantation d'activités industrielles nouvelles demeurent une des priorités du Ministère de l'Économie.

Au niveau communautaire, le Ministre de l'Économie a accompagné la mise en place d'une politique industrielle. Le Commissaire et Vice-Président Antonio Tajani a l'ambition d'augmenter la part de l'activité industrielle du PIB en Europe de 16% à 20%.

Le Ministre de l'Économie a également participé récemment à Rome à la deuxième réunion du forum «Friends of the Industry». À l'initiative du Ministre français du Redressement productif, M. Arnaud Montebourg, plusieurs ministres en charge de l'industrie ont discuté une approche de soutien du secteur industriel en se basant sur les coûts de l'énergie, la recherche et l'innovation, la formation professionnelle ou encore les aspects liés au commerce extérieur.

Il est primordial que l'Union européenne puisse se doter d'une politique industrielle car de nombreux éléments qui composent une telle politique ne relèvent plus des seuls États membres.

Au niveau national, le Haut comité pour le développement de l'industrie poursuivra ses travaux afin d'améliorer l'environnement général des affaires pour les entreprises industrielles. L'objectif du Haut comité est de redynamiser la politique de développement industriel en fédérant les acteurs concernés autour d'un objectif commun. Des groupes de travail thématiques mènent des réflexions et proposent des mesures autour de sujets leur désignés, tels que les initiatives européennes et nationales impactant la compétitivité de l'industrie, la politique énergétique et le changement climatique, la réglementation et les procédures administratives, l'organisation du travail, la flexibilisation du travail ou encore la formation et l'orientation professionnelle.

Le Ministère de l'Économie a aménagé et gère une dizaine de zones industrielles à caractère national destinées à accueillir des activités économiques nouvelles, visant principalement les entreprises. Ces entreprises peuvent également bénéficier des régimes d'aide et de financement déployés par le Ministère de l'Économie et la Société Nationale de Crédit et d'Investissement afin de soutenir la R&D et l'innovation, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la création de start-up et l'investissement. Les instruments mis en place par le Ministre du Travail leur sont également applicables.

L'extension de zones d'activités économiques régionales existantes, respectivement la création de nouvelles zones sont prévues dans le projet de plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques» et devront favoriser et encourager l'implantation de nouvelles activités industrielles. Il appartiendra aux communes de soutenir et d'accompagner utilement la mise en place et l'exploitation de ces zones d'activités économiques.

Dans ce contexte, il faut notamment relever les compétences communales en la matière commençant par l'organisation de leur territoire (PAG/PAP) avec ses interactions obligatoires avec les instances étatiques, ainsi que leur pouvoir de fixer les taxes à l'équipement collectif qui ne doivent pas constituer, le cas échéant, un frein pour les entreprises au départ de leur implantation dans une commune.

De manière générale, il convient donc de consolider les activités existantes et de rendre l'environnement des affaires attractif pour les secteurs porteurs et les niches potentielles futures.

Les efforts de promotion du Luxembourg comme site d'implantation pour les entreprises manufacturières seront renforcés.

Question 0033 (18.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **défauts de la piste de l'Aéroport de Luxembourg:**

An engem Reportage op Tëlee Lëtzebuerg gëtt op schro Mängel un der Pist vum Flughafe Findel higewisen. Dës kéinten eng Gefor besonnesch fir déi méi schwéier Fligere bedeiten.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Mängel, déi am Reportage opgefouert goufen, bestätegen?

2. Wéi eng international Norme muss e Flughafe respektéieren, wat d'Pisten, Taxiwayen a Parkplaze fir Fligere betrëfft? Ginn dës Normen um Findel respektéiert? Wéi eng Instanz kontrolléiert de Respekt vun dësen Normen?

3. Ass et richteg, datt de Ministère schonns zënter Joren duerch verschidde Rapporten iwwer Mängel um Flughafen informéiert ass? Wa jo, wéi eng konkret Schrëtt sinn ënnerholl ginn, fir déi Mängel ofzeschalten?

4. Wéi héich ass de Risiko am Ament anzeschätzen? Wien iwwerhëlt d'Verantwortung, wann duerch de schlechten Zoustand vun der Pist en Accident oder Schlëmmeres passéiert?

5. Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir déi Mängel esou séier wéi méiglech ze redresséieren? A wéi enger Zäitschinn gëtt de Flughafen nees an d'Rei gesat? Huet de Ministère schonn Zuelen, wat dës Aarbechte wäerte kaschten?

Réponse (6.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorabelen Deputéierte wëllt gär wëssen, wéi et mam Zoustand vun der Pist um Flughafe Findel gestallt ass.

Am Reportage vum 17. Dezember 2013 goufe verschidde Rapporten zitéiert, et koum en anonymen „Expert" zu Wuert an et goufe Biller vun engem auslännesche Flughafe gewisen, wou d'Rieder vun engem Fliger ze gesi sinn, dee sech an den Tarmac agedréckt huet.

Am Reportage gëtt als Kommentar zu deene Biller dat heite gesot: „Am schlëmmste Fall kéint dës [d'Pist] beim Passage vun enger schwéierer Boeing 747 asacken, esou wéi viru Kuerzem um Flughafe vu Budapest."

Aus Recherchen um Internet geet ervir, datt déi Biller, déi hei gewise goufen, zu engem Incident gehéieren, wou e Fliger vum Rullfeld op engem Taxiway ofkomm ass a sech am Accotement nieft der Pist (wat mat Tarmac befestegt war, awer net zu der Pist zielt) agedréckt huet. Déi Duerstellung passt net an de Kontext, an d'Ausso ass deemno och falsch.

Den „Expert" seet am Reportage ënner anerem: „Runway an Taxiway si gläichwäerteg an engem desolaten Zoustand." Och déi Ausso ass ze relativéieren. An de leschte Jore goufen am Optrag vu Ponts & Chaussées vun auslänneschen Experte méi detailléiert Etüde maache gelooss, déi bestätegen, datt net vun enger Gefor am operationelle Beräich ka geschwat ginn.

Et ass also ersiichtlech, datt d'Aussoen an Andréck, wéi de Reportage se vermëttelt huet, net kënnen esou confirméiert ginn.

De Lëtzebuerger internationale Flughafen, wéi och déi aner zivil Flughäfen, baséiert sech op d'Regelwierk vun der ICAO, der „International Civil Aviation Organization", an där och Lëtzebuerg Member ass, an notamment op d'Annex 14. D'Publikatioun an d'Diffusioun vun de relevanten aeronauteschen Informatiounen, wouzou och d'Tragfäegkeetsparametere vun de Flugbetribsfläche gehéieren, geschitt duerch den Organisme Belgocontrol.

An deene leschte Jore si verschidden Etüde vun der ANA (Administration de la Navigation Aérienne) a vun der PCH (Administration des Ponts & Chaussées) beoptragt ginn, fir d'Drofäegkeet ze berechnen an d'Iwwerflächeschied vun der Pist ze iwwerpréiwen. Heibäi ass d'ACN/PCN-Method zur Uwendung komm, déi zënter 1981 international normaliséiert duerch d'ICAO ass an och an den europäesche Länner applizéiert gëtt. Heibäi ass den ACN-Wäert („Aircraft Classification Number") en Indicateur, deen e gewëssene Fligertyp als Wierkung op eng Landepist huet, ofhängeg dovun, ob et Bëton oder Schwaarzbelag ass. De PCN-Wäert („Pavement Classification Number") dréckt d'Drofäegkeet vun enger Landepist aus. Falls de PCN-Wäert méi grouss ass wéi den ACN-Wäert, da kann de Fligertyp bedenkenlos landen. De PCN-Wäert ka souwuel empiresch wéi och rechneresch ermëttelt ginn.

2008 ass déi éischt Etüd vun de Ponts & Chaussées zesumme mam TÜV-Rheinland duerchgefouert ginn, an där d'Drofäegkeet vun der Pist fir déi nächst Jorzéngten iwwerpréift ginn ass. Et schléisst een doraus, datt opgrond vun dem existenten Opbau d'Pist an deenen nächste Jore sollt frësch gemaach ginn, fir een neien, méi stabilen Ënnergrond ze bauen, deen déi Belaaschtunge laangfristeg besser an den Ënnergrond kann ofdroen.

Allerdéngs ass d'Pist scho méi al an natierlech de Chargen an dem Wieder ausgesat, a bis d'Aarbechte realiséiert sinn, mussen deementspriechend méi Ënnerhaltsaarbechte gemaach ginn, fir déi méiglech Iwwerflächeschied an Deformatiounen a Grenzen ze halen. Dat ass vergläichbar mat enger normaler Strooss, wou vill Camionen drop fueren. Bei héije Belaaschtungen entstinn och do mat der Zäit Rëss a Spurrillen, déi musse gefléckt ginn. Um Flughafen ass awer kee Risiko, datt duerfir den Ënnergrond géif abriechen, an duerch d'Entretiensmesuré gëtt séchergestallt, datt de Flugbetrib konform zu de Spezifikatioune ka fonctionnéieren.

Säit 2009 maachen d'Ponts & Chaussées an d'Flughafeverwaltung regelméisseg am Dag Kontrollen, fir eventuell Schied fréizäiteg festzestellen an duerch een neien Iwwerflächebelag an der Nuecht erëm ze flécken. Esou kann een duerch regelméisseg Ënnerhaltsaarbechten un der Landepist an un den Taxiwaye gréisser Ausbréch a Schied um Schwaarzbelag vermeiden. Dëst ass allerdéngs keng laangfristeg Verbesserung vum Ënnergrond. Et sinn awer schonn an der Vergaangenheet verschidden Tronçonen am Ënnergrond stabiliséiert ginn.

D'Ponts & Chaussées sinn amgaangen, mat verschiddenen internationale Fachleit eng Grondsanéierung vun der Landepist ze plangen. Hei ass virgesinn, d'Landepist op deene Plazen, wou et noutwendeg ass, bis op den Ënnergrond erauszehuelen an erëm nei opzebauen. Well dës Agréff och een Afloss op de Flugtrafic wäerten hunn, gi gläichzäiteg och all d'Entwässerungsanlagen an d'Beliichtungsinfrastrukturen nei geplangt a solle mat der Pistesanéierung realiséiert ginn.

Ähnlech wéi op aneren internationale Flughäfen an an enker Zesummenaarbecht mat der Flughafeverwaltung ass virgesinn, an deenen nächste Joren déi verschidden Aarbechten ze programméieren an ze realiséieren. Dobäi mussen déi eenzel Schrëtt detailléiert geplangt ginn, fir d'Aviatioun esou wéineg wéi méiglech ze beanträchtegen an de Fonctionnement vun de Pisten an aeronauteschen Équipementer oprecht ze halen. Esou kann d'Landepist an hirer Tragfäegkeet verstäerkt ginn. Natierlech ass och während der Zäit vun den Aarbechten déi deeglech Kontroll bäizehalen, an déi noutwendeg Ënnerhaltsaarbechten um Flughafe gi garantéiert.

Question 0034 (19.12.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **insecticides néonicotinoïdes:**

L'Agence européenne de sécurité alimentaire (EFSA) a jugé mardi que deux insecticides néonicotinoïdes - l'acétamipride et l'imidaclopride - pouvaient être neurotoxiques pour l'homme, et prôné une réduction des seuils actuels recommandés d'exposition.

C'est la première fois que l'EFSA établit un lien entre la famille des néonicotinoïdes, dont trois ont été interdits dans l'UE en raison des risques pour les abeilles, et un risque sur «le développement du système nerveux humain», a précisé le bureau de presse de l'EFSA. Le verdict de l'EFSA porte sur deux insecticides précis, dont l'examen lui avait été demandé par la Commission européenne au vu de nouvelles expertises scientifiques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

1. Quelles sont les suites que le Gouvernement entend donner à l'avis susmentionné de l'EFSA?

2. Quels sont les seuils applicables au Luxembourg pour les deux insecticides en question?

3. Quelles sont les conséquences éventuelles pour nos citoyens?

Réponse commune (3.1.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

1. Le dossier des pesticides de la famille des néonicotinoïdes lié à un risque sur les abeilles et à la santé humaine peut être divisé en trois volets traités par trois administrations différentes.

Le volet sur le risque pour les abeilles ressort de la DG AGRI au niveau de la Commission européenne et devrait être traité par l'agriculture. Les deux substances chimiques acétamipride et imidaclopride sont effectivement utilisées comme matières actives dans certains produits phytopharmaceutiques, notamment des insecticides. Le règlement d'exécution (UE) n°485/2013/ de la Commission européenne du 24 mai 2013 modifiant le règlement d'exécution (UE) n°540/2011 en ce qui concerne les conditions d'approbation des substances actives clothianidine, thiaméthoxame et imidaclopride et interdisant l'utilisation et la vente de semences traitées avec des produits phytopharmaceutiques contenant ces substances actives, a déjà fortement restreint les conditions d'approbation pour les produits à base d'imidaclopride. Depuis, cette substance ne peut plus être contenue dans les produits phytopharmaceutiques à usage non professionnel. En ce qui concerne les usages professionnels, les informations disponibles permettent de conclure que leur utilisation est insignifiante.

Le volet sur l'interdiction des pesticides est du ressort des Ministères de la Santé et de l'Agriculture qui délivrent les autorisations au niveau national des produits phytopharmaceutiques via la commission d'agrément des pesticides. Pour l'évaluation toxicologique des résidus de pesticides, c'est la division de la pharmacie qui représente le Ministère de la Santé dans cette commission.

Le volet de la sécurité alimentaire est traité par le service de la sécurité alimentaire du Ministère de la Santé.

Le volet de la sécurité alimentaire est harmonisé au niveau communautaire et est traité par le règlement (CE) n°396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale. L'avis demandé à l'EFSA par la Commission européenne entre dans le cadre des activités du groupe de travail et du comité permanent SCFCAH («Standing Committee on the food chain and animal health») pour les résidus de pesticides tenu à la DG SANCO à Bruxelles. La réponse sera également traitée dans ce cadre harmonisé par tous les États membres avec la participation du Luxembourg, représenté systématiquement par un expert aux réunions dudit comité permanent.

2. Les limites maximales de résidus de pesticides sont harmonisées au niveau communautaire par le règlement (CE) 396/2005/CE précité. Ces seuils sont calculés pour chaque matrice (fruits, légumes, céréales…) en tenant compte des données toxicologiques, des données de consommation, des bonnes pratiques agricoles et des limites de quantification analytiques.

Pour l'acétamipride, ceci représente 346 matrices différentes pour lesquelles une limite maximale de résidus a été déterminée pouvant aller de la limite de détection à 5 mg/kg pour les laitues.

Pour l'imidaclopride, ceci représente 342 matrices différentes pour lesquelles une limite maximale de résidus a été déterminée pouvant aller de la limite de détection à 5 mg/kg pour des baies et petits fruits.

Toutes les limites maximales de résidus de pesticides sont reprises sur le site Internet de la Commission européenne:

http://ec.europa.eu/sanco_pesticides/public/?event=homepage&CFID=1171279&CFTOKEN=18343965&jsessionid=08a0cd6b8162d1f452a018132f496f72ab1aTR

3. Dans son avis, l'EFSA a conclu que certains des niveaux actuels recommandés d'exposition acceptable à l'acétamipride et à l'imidaclopride pourraient ne pas constituer une protection suffisante pour éviter toute neurotoxicité développementale et qu'ils devraient être abaissés. Ces valeurs appelées «valeurs de référence toxicologiques» fournissent des orientations claires sur la dose d'une substance à laquelle les consommateurs peuvent être exposés à court et à long terme sans risque notable pour la santé. On peut citer par exemple la dose de référence aiguë (ARfD), la dose journalière acceptable (DJA) et le niveau acceptable d'exposition de l'opérateur (NAEO).

Sur la base de cet examen, l'EFSA propose de modifier les valeurs de référence toxicologiques suivantes pour l'acétamipride et l'imidaclopride:

- pour l'acétamipride - les valeurs actuelles de la DJA et du NAEO de 0,07 mg/kg pc/jour et de l'ARfD de 0,1 mg/kg pc/jour devraient être abaissées à 0,025 mg/kg pc/jour;

- pour l'imidaclopride - les valeurs actuelles du NAEO et de l'ARfD de 0,08 mg/kg pc/jour devraient être abaissées à 0,06 mg/kg pc/jour. La valeur actuelle de la DJA pour l'imidaclopride est considérée comme constituant une protection adéquate contre d'éventuels effets neurotoxiques au stade du développement.

Ces valeurs de référence toxicologique sont utilisées dans le cadre de la détermination des limites maximales de résidus de pesticides par matrice (LMR). Si ces valeurs de référence changent et diminuent, il est légitime de vérifier si les LMR ne doivent pas également être ajustées en fonction des nouveaux niveaux toxicologiques. C'est ce que la Commission va effectuer avec l'aide des États membres.

Dans le cadre de l'évaluation du risque de la contamination d'un produit par un résidu de pesticide, l'EFSA a élaboré un outil appelé modèle PRIMO qui permet aux États membres d'évaluer le risque toxicologique d'un produit en fonction de sa contamination par un résidu de pesticide, des valeurs de référence toxicologique du résidu de pesticide impliqué et des niveaux de consommation.

Les niveaux de contamination des fruits et légumes par l'acétamipride et l'imidaclopride ne sont néanmoins pas de l'ordre de grandeur des LMR.

Le domaine des pesticides est prioritaire dans le cadre des contrôles de la sécurité alimentaire et chaque année des campagnes de contrôle conséquentes sont menées sur le marché luxembourgeois.

Le service de la sécurité alimentaire a effectué une évaluation de risque sur les produits positifs en acétamipride et en imidaclopride en utilisant le modèle PRIMO de l'EFSA et les nouvelles données de référence toxicologique proposées par l'EFSA.

Sur les 20 échantillons positifs (sur 723 échantillons analysés sur la même période), aucun échantillon ne présentait un risque de toxicité pour les enfants et les adultes. Le service de la sécurité alimentaire continuera à effectuer l'évaluation de risque avec le modèle PRIMO sur les échantillons positifs jusqu'à ce que les LMR aient pu être révisées par la Commission européenne.

Question 0035 (19.12.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**avion de transport militaire A400M:**

Wéi an der internationaler Press ze liesen ass, kann de Militärfliger A400M der däitscher Arméi net an den Délaien ausgeliwwert gi respektiv net mat der Leeschtung an der Ausstattung, wéi se aus de Cahiers des charges ervirgeet. Och d'Lëtzebuerger Regierung huet esou e Fliger bestallt.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister vun der Force publique dës Froe stellen:

1. Ass de Fliger, deen u Lëtzebuerg soll geliwwert ginn, och vun deene Retarde betraff?

2. Kritt Lëtzebuerg en Airbus A400M, deen de vollen Usprécht entsprécht, esou wéi se am Cahier des charges festgehale sinn, ausgeliwwert?

3. Wéini soll den A400M u Lëtzebuerg ausgeliwwert ginn?

4. Wat wäert den A400M der aktueller Planung no kaschten?

5. Wéi vill ass scho fir den A400M bezuelt ginn?

6. Wéini muss déi lescht Tranche bezuelt ginn?

Réponse (22.1.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

De Militärfliger, dee Lëtzebuerg am Februar 2019 soll geliwwert kréien, ass aller Viraussiicht no net vun de Retarde betraff, vun deenen an dësen Deeg Rieds wor. D'Firma Airbus Military, déi mam A400M ee komplett neie Fliger entwéckelt huet an elo baut an ausliwwert, huet sech nämlech engagéiert, d'Ufanksretarden no an no opzefänken an och d'Spezifikatioune vum Cahier des charges ze respektéieren.

Bis 2019 soll dat komplett geschitt sinn, soudatt Lëtzebuerg säi Fliger géif geliwwert kréien entspriechend de virgesinnenen Délaien an och entspriechend de Spezifikatioune vum Cahier des charges. Sollten awer - widder Erwaarden - nei Retarden opkommen a Lëtzebuerg säi Fliger entweder mat Retard kréien oder awer net équipéiert wéi virgesinn, da géife Penalitéite fir d'Industrie fälleg ginn. Den Ausmooss vun de Penalitéite géif an dësem Fall mat der Industrie négociéiert.

De Käschtepunkt vum Lëtzebuerger A400M wäert den aktuelle Berechnungen no bis 2019 insgesamt bei 168 Milliounen Euro leien. 2014 mat agerechent, huet eist Land dovunner

schonn 72.062.034 Euro bezuelt. No der Ausliwwerung vum Fliger wäerten nach jährlech administrativ Fraise vu +/-40.000 Euro fälleg sinn an dat bis am Joer 2024 inklusiv.

Nieft dem Kafpräis vum Fliger ginn et nach aner Käschten, déi eist Land wäert an Zesummenhang mam A400M droe mussen. Dee Militärfliger, deen zu 100 Prozent Lëtzebuerg wäert gehéieren an och ënner Lëtzebuerger Immatrikulatioun wäert fléien, wäert och vun der Lëtzebuerger Arméi an hire Pilote bedriwwe ginn, an dat am Kader vun enger gemeinsamer belsch-Lëtzebuerger A400M-Flott, déi zu Melsbroek bei Bréissel wäert stationéiert sinn. Am Ganze wäerten aacht Fliger an der gemeinsamer Flott fléien (ee fir Lëtzebuerg, siwe fir d'Belsch).

Esou wäert Lëtzebuerg sechs Piloten a sechs Loadmasteren an déi binational Flott integréieren an een Aachtel vun de Käschte vun der Flott droen. Dës Käschte si souwuel Infrastrukturkäschte wéi och Fonctionnementskäschten. Bei den Infrastrukturkäschten handelt et sech virun allem ëm eng Lëtzebuerger Kontributioun vu ronn 17 Milliounen Euro, gestaffelt iwwer eng Rei vu Joren, fir d'Moderniséierung vun der Militärbasis vu Melsbroek, soudatt hei d'A400M-Flott kann empfaangen an operéiert ginn. Den totale Käschtepunkt vum Lëtzebuerger A400M inklusiv säin éischt Joer Betrib wäert bei ronn 200 Milliounen Euro leien.

Eng Solutioun, woubäi Lëtzebuerg eise Fliger eleng géif bedreiwen a géréieren, wär souwuel technesch wéi finanziell net realistesch. Et muss awer ënnerstrach ginn, datt Lëtzebuerg eng voll Kontroll iwwert den Asaz vu sengem A400M an deene verschiddene Missioune behält (z.B. Transport- oder humanitär Missiounen). D'Avione vun der binationaler belsch-Lëtzebuerger Flott sinn do derbäi am Prinzip 100% interoperabel an austauschbar. Dat gëllt och fir den Asaz vun de Lëtzebuerger Équipagen, déi am Prinzip och op belsche Fligere wäerte fléie kënnen (an dat scho virun 2019) an ëmgekéiert. Am Kader vun der gemeinsamer binationaler A400M-Flott wäert Lëtzebuerg och, wann néideg, op belsch Fligere kënnen zréckgräifen.

D'Regierung an hire Minister fir Verdeedegung leeën allergréisste Wäert drop, datt eng gréisstméiglech Transparenz vis-à-vis vun der Chamber an de Bierger an den Dossier vum Lëtzebuerger Militärfliger kënnt. Nodeems d'Regierung an engem vun deenen nächste Conseils de Gouvernement iwwert de Stand vum Dossier A400M gebrieft ginn ass, wäert de Minister fir Verdeedegung den Dialog mat der Chamber sichen, an un éischter Plaz mat där fir d'Défense zoustänneger Chamberskommissioun.

Question 0036 (19.12.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accord de réadmission avec la Turquie:**

De 16. Dezember 2013 huet d'Europäesch Kommissioun mat der tierkescher Regierung e sougenannten „accord de réadmission" („Rückübernahmeabkommen") ënnerschriwwen. D'Tierkei verflicht sech domadder, eege Statsbierger a Migranten zréckzehuelen, déi iwwert tierkeschen Territoire illegal an d'EU gereest sinn. Dovunner betraff si Leit, déi keen Usproch op Asyl hunn oder iwwerhaapt keng Demande agereecht hunn, fir eventuell de Statut vum Asylant accordéiert ze kréien.

Gläichzäiteg hëlt d'EU Verhandlunge mat der Tierkei op, déi als Zil hunn, et den tierkesche Statsbierger ze erméiglechen, ouni Visa an de Schengen-Raum ze reesen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Aussenan Immigratiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung, wat den Accord de réadmission tëschent der EU an der Tierkei ugeet?

2. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung, wat eng Visa-Liberaliséierung fir tierkesch Statsbierger ugeet?

3. Wat fir eng Konsequenzen huet d'Ëmsetzung vum Accord de réadmission fir Lëtzebuerg?

4. Wat fir eng Konsequenzen hätt d'Visafräiheet fir Lëtzebuerg?

5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt, wann d'Tierkei sech net un dat Réadmissiounsofkommes hält, dann och d'Visafräiheet misst opgehuewe ginn?

Réponse (30.1.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Op déi verschidde Froe wëll ech wéi folgt äntwerten:

1. D'Regierung steet hannert dem Accord de réadmission, dee vun der EU-Kommissioun an den tierkeschen Autoritéiten ausgehandelt ginn ass.

2. Eng Visa-Liberaliséierung ass en usuellë Prozess fir d'Drëttstaten, déi eng europäesch Perspektiv hunn. Aus Kohärenzgrënn kann ee sech deem net verschléissen.

3. Wann deen EU-Accord de réadmission duerch e bilaterale Protokoll bis rechtskräfteg ass, da kënnen tierkesch an aner Drëttstatsbierger, déi illegal vun der Tierkei aus op Lëtzebuerg agereest sinn, no prezise Konditiounen an a festgeluechten Délaien an d'Tierkei réckgefouert ginn.

4.+5. Et ass kloer, dass Visafräiheet eng gréisser Mobilitéit vun de Bierger aus de concernéierte Länner mat sech brëngt. Dat setzt awer net d'Regele vun der legaler Migratioun ausser Kraaft. D'EU huet en plus e Mécanisme de suspension adoptéiert, deen den 9. Januar dëst Joer a Kraaft getrueden ass, deen net am Fall vu seriöen Abusen erlaabt, d'Visafräiheet anzefréieren.

Question 0037 (19.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **station-service sur l'autoroute A13:**

Viru ronn zéng Joer huet d'Chamber eng Motioun ugeholl, an där d'Regierung opgefuerdert gëtt, d'Installatioun vun enger Tankstell op der Saarautobunn virzegesinn. Mat deem Projet sollt den exzessiven Transitverkéier duerch d'Uertschafte verhënnert ginn.

An der Tëschenzäit huet sech de Verkéier nach méi staark entwéckelt an et fueren all Dag Honnerte vu Camionen op Schengen an op Fréiseng erof, fir do ze tanken. Dëst huet negativ Konsequenzen op d'Sécherheet an op d'Liewensqualitéit vun de betraffenen Awunner.

Laut engem „Tageblatt"-Artikel vum 4. Dezember bestätegt den Transportministère, datt déi Situatioun géif kuerzfristeg behuewe ginn. An deem Zesummenhang wier schonns eng „Machbarkeitstudie" gemaach ginn.

Dofir wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. A wat fir engem Zäitraum gedenkt den Här Minister déi néideg Autorisatioune fir de Bau vun der Tankstell erauszeginn?

2. Wat huet déi sougenannten „Machbarkeitsstudie" erginn? Ass den Här Minister bereet, déi Etüd public ze maachen?

Réponse (6.2.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorabelen Députéierte wëllt gär wëssen, wéi et mat enger Tankstell op der Saarautobunn ass.

1. Een Zäitpunkt fir de Bau ka beim Stand vun haut vun den Etüden net genannt ginn. Am Moment befanne mer eis an engem Ofstëmmungsprozess mat der betraffener Gemeng.

2. D'Regierung huet och nach keng definitiv Décisioun geholl, ob se dës Tankstell iwwerhaapt baue wäert.

Question 0038 (20.12.2013) de **M. Marco Schank** et **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **démolition d'immeubles de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché à Diekirch:**

Il est rapporté dans la presse que le bourgmestre entend accorder une autorisation de démolition des immeubles de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM) à Diekirch, qui font l'objet d'une initiative de protection au sens de la loi de 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux. Or, le Gouvernement s'était mis d'accord avant les élections législatives sur une marche à suivre commune dans ce dossier en vue de présenter des plans de construction conciliant les deux intérêts à la fois.

Voilà pourquoi nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Culture, Ministre du Logement quel est l'état de ce dossier et des plans réaménagés.

Réponse commune (13.2.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture, Ministre du Logement:*

Il est vrai que le bourgmestre de la ville de Diekirch a donné l'autorisation de démolir les immeubles de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM).

Je me suis prononcée en faveur de la construction de nouveaux immeubles de ladite société à Diekirch. Les anciens immeubles n'étant plus suffisants aux besoins actuels, leur démolition n'a pu être évitée. Afin de concilier à la fois les intérêts de la protection du patrimoine et ceux de la SNHBM dans la commune de Diekirch, j'ai décidé de préserver une maison témoin de ce type d'habitat.

Question 0039 (20.12.2013) de **MM. Aly Kaes** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques»:**

Il nous revient que le nouveau Gouvernement aurait l'intention de supprimer certaines zones d'activités projetées dans le projet de plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques», entre autres celle prévue sur le site de «Flébour».

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la future zone d'activités à «Flébour» serait-elle supprimée du plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques»?

- Quelles sont les autres zones d'activités économiques qui seraient supprimées?

Réponse commune (30.1.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'avant-projet du plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques», tel que finalisé sous l'ancien Gouvernement, prévoit 21 nouvelles zones d'activités économiques régionales respectivement agrandissements de zones régionales existantes pour environ 460 ha au total. Dans ces conditions et étant entendu que le nouveau Gouvernement ne remet pas en question les travaux de planification réalisés, il est cependant tout à fait légitime de passer en revue certaines des nouvelles zones prévues lorsqu'à priori elles ne semblent pas répondre à des critères de développement territorial durable.

Or, force est de constater que le long de la N7 une multitude de zones d'activités de natures diverses s'est développée au nord de Diekirch au cours des dernières décennies alors qu'il s'agit pourtant d'un espace encore très largement rural et d'une grande valeur naturelle et paysagère.

Dans ces conditions et étant entendu qu'il ne s'agit pas de remettre en question le bienfondé de la zone d'activités économiques régionale en cours de réalisation du «Fridhaff» d'une superficie de plus de 40 ha, dont est indiscutablement tributaire le développement de la Nordstad, il ne semblait pas justifiable au nouveau Gouvernement d'un point de vue aménagement durable du territoire de prévoir à peine plus de 3 km au nord du site de la zone du Fridhaff, à «Flébour» une autre zone d'activités d'une vingtaine de hectares du même type.

Il s'agit là de l'unique zone qui sera supprimée par rapport à l'avant-projet du plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques» tel que finalisé sous l'ancien Gouvernement.

Question 0040 (20.12.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **médicaments pour traiter une détresse vitale:**

Selon mes informations certains médecins, qui interviennent en dehors de leur cabinet pour assister des personnes en détresse vitale lorsqu'aucune antenne mobile du SAMU n'est disponible, connaissent des difficultés pour s'approvisionner en certains médicaments.

En effet, certains médicaments pour traiter une détresse vitale ne sont pas fournis par les pharmacies, car ils tombent sous la condition de prescription «H» dont l'usage est limité strictement au milieu hospitalier. Il s'agit par exemple du principe actif urapidil pour traiter une crise de tension élevée, de l'amiodarone utilisée pour traiter une fibrillation ventriculaire lors d'un arrêt cardiaque, du kétamine ou bien du fentanyl. Ces deux derniers médicaments, soumis à une prescription restreinte (stupéfiants), sont utilisés pour traiter des douleurs sévères aiguës par exemple lors d'un traumatisme important.

Le mode de délivrance et les circuits d'approvisionnement étant fixés pour chaque médicament dans le cadre de l'autorisation de mise sur le marché (AAM) en fonction de critères définis, les pharmacies ne sont pas autorisées à distribuer ces médicaments, ni directement aux patients, ni aux médecins eux-mêmes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre est-elle au courant de la problématique décrite ci-dessus?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudra trouver une solution pour les médecins qui se mettent à disposition des détresses vitales en cas de besoin afin qu'ils puissent s'approvisionner en certains médicaments qu'ils jugent nécessaires et qui sont soumis à usage strictement hospitalier?

- Quelles solutions Madame la Ministre pourrait-elle envisager pour améliorer la situation?

Réponse (27.1.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Je tiens tout d'abord à rassurer l'honorable Députée que mes services n'ont pas connaissance que certains médecins auraient des difficultés pour s'approvisionner en certains médicaments lorsqu'ils sont appelés à assister des personnes en situation de détresse vitale.

En cas d'indisponibilité temporaire de l'antenne mobile du SAMU, le préposé du service 112 de l'administration des services de secours peut faire appel à l'un ou l'autre des médecins généralistes se trouvant dans les parages immédiats de l'urgence.

Le rôle du médecin n'étant pas de se substituer au SAMU, il essaiera de maintenir les fonctions vitales du patient le temps de l'arrivée du SAMU ou de l'ambulance dépêchée sur les lieux suite à l'appel au 112.

Pour ce faire, il mettra en place les mesures préconisées en matière de réanimation cardiopulmonaire et autres gestes de premiers secours.

Il dispose d'un certain nombre de substances médicamenteuses dans sa trousse personnelle pour traiter diverses situations critiques, et ne devrait pas avoir besoin de médicaments spécifiques dont l'utilisation est recommandée et restreinte au milieu hospitalier.

L'hypertension aiguë répond à la prise d'inhibiteurs calciques (nifédipine). En cas d'arrêt cardiaque le massage cardiaque permettra de temporiser le temps de la mise en place d'un DEA (défibrillateur externe automatique). La fibrillation ventriculaire répondra à une défibrillation par DEA qui se trouvent dans les ambulances et la douleur sévère pourra être traitée par de la morphine.

Question 0041 (20.12.2013) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **prix de l'eau:**

Lors du débat de ce mardi, 17 décembre 2013, au sujet du projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck, le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures s'est prononcé en faveur d'un prix harmonisé de l'eau de 7€/m^3. Le Gouvernement précédent avait envisagé de créer un fonds de compensation pour les communes dont le prix de l'eau dépasserait ces 7€.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la déclaration du Secrétaire d'État?

- Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement envisage-t-il de soutenir les communes dont le prix de l'eau excède lesdits 7€/m^3? Le Gouvernement reprend-il l'idée du fonds de compensation afin de suppléer intégralement les montants dépassant les 7 euros/m^3?

Réponse (9.1.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En matière de tarification de l'eau le programme gouvernemental stipule que «le Gouvernement poursuivra la démarche d'une harmonisation des prix de l'eau selon le schéma élaboré par l'Administration de la Gestion de l'Eau en prévoyant un prix spécifique pour les ménages, l'industrie et l'agriculture, dans le respect de l'autonomie communale».

Jusqu'au 31 décembre 2013, l'Administration de la Gestion de l'Eau a procédé au rééquili-

brage des tableurs de calcul du coût de revient de l'eau potable et de l'eau usée pour 98 communes et adressé des propositions de rééquilibrage y relatives aux communes concernées.

Trois communes sont encore en concertation avec l'administration pour l'établissement des tableurs et cinq communes n'ont toujours pas remis les données nécessaires pour le rééquilibrage.

48 des 98 communes ayant reçu une proposition de rééquilibrage suivant la méthode harmonisée ont délibéré une tarification reprenant étroitement les propositions de l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Les 50 communes restantes n'ont pas encore remis une nouvelle délibération suite à la proposition de rééquilibrage ou ont délibéré une tarification non conforme aux dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, notamment aux articles 13 et 14.

Onze communes ont délibéré un prix global de l'eau équivalent à 7€/m³ (prix de l'eau potable et de l'eau usée rapporté au m³ d'eau potable consommé). Aucune commune n'a délibéré un prix global dépassant les 7€/m³.

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement n'envisage pas la création d'un fonds de compensation.

Question 0042 (20.12.2013) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **projet Ban de Gasperich:**

La phase de lotissement du Ban de Gasperich étant déjà entamée et suite à la présentation pour avis du projet de la nouvelle N3 par les Ponts & Chaussées à la commune de Hesperange il y a quelques semaines, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quand débuteront les travaux au boulevard Raiffeisen?

2. Quid de l'échéancier relatif à la construction de la gare périphérique à Howald? Quand la 1re phase des travaux est-elle prévue? Qu'en est-il du raccord au tram?

3. Où en est-on quant à la mise en place d'une ligne d'autobus transversale Strassen-Hesperange via Leudelange dans le cadre de la convention DICI?

4. Dans le programme gouvernemental sous le volet «Réseau routier» on peut lire «les extensions du réseau routier périphérique qui s'avèrent nécessaires seront réalisées».

- Quels sont les grands axes de la réalisation de la prolongation de la nouvelle N3, module Sud (contournement Hesperange)?

- Est-ce que l'étude de faisabilité ainsi que l'exécution du contournement Hesperange vont de pair avec le projet de la nouvelle N3, module Nord (raccord du tram à la gare périphérique de Howald)?

5. L'expansion sur trois voies de l'A3 de Gasperich vers l'aire de Berchem est-elle envisageable dans les années à venir?

Réponse (27.1.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur le projet du Ban de Gasperich.

En ce qui concerne tout d'abord le début des travaux, l'on précise que la mise en adjudication des travaux est actuellement prévue pour février, de sorte que le début des travaux se situerait alors fin de l'année 2014.

Quant à la deuxième question relative à la gare périphérique Howald, il échet de noter que celle-ci servira de pôle d'échange train/tram/bus avec une forte orientation vers la mobilité douce. Cette nouvelle gare urbaine ne se limitera pas seulement à reprendre le rôle d'une simple gare, mais elle constituera également un élément fort de liaison urbaine entre la nouvelle urbanisation Ban de Gasperich, la viabilisation du «Midfield» et la reconversion progressive de la Z.A. Howald. Bien que la réalisation de la gare Howald se fasse en deux étapes, la réalisation de la première phase des travaux (avec un premier quai et une passerelle vers le parking du centre commercial) est programmée pour 2017. De même, la nouvelle gare routière pour bus aménagée à hauteur de la gare Howald sera construite en parallèle, ce qui permet une offre en mobilité durable qui évolue au même rythme que le développement urbain des quartiers susmentionnés.

Afin d'éviter un terminus provisoire du tram à la gare centrale, il est important de le prolonger vers les nouveaux quartiers du sud-ouest de la ville. Étant donné que cette extension figure dans le nouveau programme gouvernemental, les études pour prolonger le réseau du tram en passant par les pôles d'échanges de Bonnevoie et de Howald vers le pôle d'échanges Cloche d'Or seront accélérées. À première vue, le tram pourra être réalisé en étapes intermédiaires avec des terminus provisoires à Bonnevoie et/ou Howald.

La troisième question concerne la mise en place d'une ligne autobus transversale. En effet, suite au phénomène de la périurbanisation et d'un développement de plus en plus polycentrique, comme par exemple au futur Ban de Gasperich ou dans la zone d'activités de Bertrange, la nouvelle ligne d'autobus transversale Strassen-Hesperange via Leudelange est primordiale pour le bon fonctionnement des transports publics dans la périphérie de la ville de Luxembourg.

Il est prévu de réaliser la ligne de bus transversale Strassen-Hesperange dans une première phase jusqu'à la gare centrale de Luxembourg.

Dès que l'urbanisation du Ban de Gasperich, du «Midfield» et de la Cloche d'Or apportera une masse critique potentielle d'utilisateurs du transport public, il est prévu dans une deuxième phase de prolonger la ligne de bus vers le centre de Hesperange.

La localisation du terminus de la ligne et l'itinéraire exact seront discutés préalablement avec les responsables de la commune de Hesperange. Le Ministère envisage cette mise en place même avant le développement complet des quartiers mentionnés.

Vu les planifications en cours, le département des Transports compte mettre ladite ligne en service au cours de l'année 2017.

La réalisation des modules nord et sud de la nouvelle N3 sera accélérée pour pouvoir accueillir le tram le plus tôt possible. Bien que le contournement de Hesperange, qui constitue en principe le module sud de la nouvelle N3, fasse partie intégrante du concept de desserte des nouveaux quartiers, sa réalisation ne va pas de pair avec une réalisation de la nouvelle N3. Les tracés actuellement étudiés du contournement de Hesperange auront des répercussions sur des zones spéciales de conservation désignées dans le cadre de la directive européenne «Habitats», des zones inondables, des réserves naturelles, des biotopes et des corridors de migration de chats harets.

Par conséquent, le projet de contournement de Hesperange est soumis à des procédures d'autorisation différentes (directive 97/11) et à phasages distincts que le reste de la nouvelle N3 à hauteur de Bonnevoie et Howald.

Enfin, concernant la question relative à la mise à deux fois trois voies de l'A3 entre Berchem et Gasperich, l'on précise qu'il est toujours prévu d'éliminer les goulots d'étranglement et tronçons très accidentogènes entre l'aire de Berchem et la croix de Gasperich. Par ailleurs, ces travaux s'avèrent nécessaires et utiles en vue de la réalisation des chantiers d'ouvrages d'art liés à la construction de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg.

Par contre, le projet d'une mise à deux fois trois voies intégrales de la A3/A6 entre Capellen et la frontière française sera abandonné.

Question 0043 (2.1.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **participation du Luxembourg au réseau «European Union National Institutes for Culture» (EUNIC):**

- Il me revient que l'ancien Premier conseiller et coordinateur général au Ministère de la Culture depuis 1989, en retraite depuis 2010, continue à représenter le Ministère de la Culture dans plusieurs initiatives et réseaux internationaux. Ainsi, il participe au réseau EUNIC (European Union National Institutes for Culture), réunissant entre autres le Goethe-Institut, le British Council, l'Institut Français et l'Institut Camoes.

En rapport avec la participation à ce réseau, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Quel rôle peut jouer le Luxembourg, pays qui ne dispose pas d'un réseau extérieur de diffusion culturelle, au sein d'un tel réseau?

2) Quel est le coût de cette participation (cotisation, frais de déplacement, frais de séjour) et le bénéfice pour le Luxembourg?

3) Est-ce que Madame la Ministre de la Culture entend réexaminer l'utilité de ces postes de frais au vu du nouveau programme gouvernemental, qui vise à promouvoir la création et la distribution des œuvres culturelles luxembourgeoises?

4) L'ancien Premier conseiller engage-t-il le Luxembourg par ses actes, paroles ou promesses à l'étranger?

5) Bénéficie-t-il d'une lettre officielle de mission?

6) Est-ce qu'il n'y a pas d'autres personnes compétentes, encore en fonction, au Ministère de la Culture pour représenter le Luxembourg à l'étranger?

7) Le titre de «Premier conseiller de Gouvernement honoraire» lui confère-t-il une position officielle au Luxembourg et à l'étranger?

- Il me revient en outre que la même personne siège toujours au conseil d'administration (CA) du CCRN, de l'IPW, de l'IEIC, de l'OCL, du CAPe et de la Luxembourg American Cultural Society. Dans toutes ces fonctions, il a des responsabilités substantielles concernant la détermination du budget de ces institutions.

J'aimerais dans ce contexte poser les questions suivantes:

8) N'y a-t-il pas un conflit d'intérêts entre, d'une part, ses fonctions de président du CA du CCR Neumünster, institution ayant vocation et intérêt à percevoir des loyers pour l'occupation de ses locaux, et, d'autre part, ses fonctions de président des CA de l'IPW et de l'Institut européen des itinéraires culturels, institutions hébergées par le CCRN et ayant évidemment un intérêt opposé?

9) Quel est le montant total des honoraires, jetons de présence cumulés dans toutes ces institutions et autres frais facturés à l'État par ce haut fonctionnaire retraité?

10) Est-ce que dans le cadre de la mise en œuvre du programme gouvernemental et au vu des problèmes de gouvernance qui résultent de ces pratiques, Madame la Ministre de la Culture entend limiter le cumul de mandats au sein d'un nombre important d'instituts culturels et établissements publics dans le chef d'une même personne, qui de plus est retraitée?

Réponse (27.1.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

- Question 1: EUNIC - European Union National Institutes for Culture

1) Le réseau EUNIC regroupe les principaux instituts de diffusion culturelle européens (Goethe-Institut, British Council, Culture France, Dante, Cervantes, Institut culturel roumain, Institut culturel danois, etc.) et permet à travers la collaboration entre ces instituts culturels européens dans le monde de promouvoir les valeurs et la diversité culturelles européennes à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. La participation du Luxembourg à ce réseau lui a permis de créer des contacts et des liens utiles dans des endroits où le Grand-Duché n'est pas représenté.

2) Le budget total EUNIC, consacré principalement à l'organisation du 4e dialogue Europe-Chine, était de 165.936,75 €, auxquels il faut encore ajouter:

- les montants des cotisations annuelles, qui étaient de 10.000 € en 2013 et 2012 et de 15.000 € en 2011;

- les frais de déplacement à l'étranger de l'ancien Premier conseiller de Gouvernement, qui s'élevaient entre 2011 et 2013 à un montant total de 5.989,84 € et concernaient des séjours à Bruxelles, Paris, Lisbonne et Xi'an. À noter que les frais de séjour en Chine étaient pris en charge par le pays hôte;

- les frais concernant les déplacements à l'intérieur du pays effectués par l'ancien Premier conseiller de Gouvernement dans le cadre de sa mission EUNIC, qui donnaient droit au remboursement identique à celui versé à tout agent de la fonction publique qui se déplace en voiture privée.

Quel en est le bénéfice pour le Luxembourg?

EUNIC a pris l'initiative de lancer, en 2008, un dialogue culturel avec la Chine. Le but principal de ce dialogue (qui a lieu en alternance en Europe et en Chine) est d'établir un dialogue culturel à long terme sur des questions et des énoncés importants pour la coopération culturelle entre l'Europe et la Chine.

En prolongement de la présence luxembourgeoise à l'Exposition universelle de Shanghai 2010, il avait été considéré que l'organisation du 4e dialogue à Luxembourg permettrait d'envoyer un signal fort pour conforter et compléter les relations économiques par le biais d'un échange et d'une coopération éventuelle dans d'autres domaines.

Le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 11 juin 2010 (procès-verbal 22/10 approuvé dans la séance du 18 juin 2010) a autorisé Madame la Ministre de la Culture à présenter la candidature du Luxembourg pour accueillir, au Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster (CCRN), en octobre 2011 le 4e dialogue culturel entre la Chine et EUNIC.

Le CCRN, qui représente le Grand-Duché au sein du réseau EUNIC, a accueilli du 25 au 29 octobre 2011 des artistes européens et chinois ainsi que des délégations des instituts du réseau EUNIC, mais aussi une importante délégation chinoise de la Chinese National Academy of Arts. Un groupe de travail ad hoc a préparé et organisé le colloque, les débats, les visites et les différentes rencontres de ce sommet. Mais la véritable originalité de ce quatrième dialogue ont été les workshops artistiques qui ont réuni des artistes européens et chinois, dont les œuvres ont été présentées au CCRN et exposées durant le 4e dialogue. En effet, une semaine avant le début du colloque et des différentes interventions officielles, un groupe d'artistes chinois a été accueilli en résidence à l'Abbaye.

De même, la participation au réseau a permis au sculpteur luxembourgeois Tung- Wen Margue de prendre part au 5e dialogue culturel EUNIC-Chine dans la ville de Xi'an en octobre 2013 et de s'y échanger avec des artistes chinois.

3) La participation du Luxembourg à des réseaux comme celui d'EUNIC - et donc l'investissement financier de l'État dans de telles structures - devra forcément s'inscrire dans la politique de promotion générale de nos artistes au niveau national et international. Cette nouvelle politique en matière culturelle sera développée dans le cadre du plan de développement culturel (Kulturentwicklungsplan), tout comme il a été annoncé dans l'accord de coalition du Gouvernement.

4) Depuis son départ en retraite, l'ancien Premier conseiller de Gouvernement ne dispose plus de ce pouvoir.

5) Le Ministère de la Culture n'a pas émis de lettre officielle de mission en faveur de la personne concernée.

Par contre, une «convention d'engagement réciproque dans le cadre du bénévolat» a été signée le 10 février 2011 entre le Ministre de la Culture d'époque et l'ancien Premier conseiller de Gouvernement. Cette convention confiait à ce dernier la mission de «préparer la session du 4e dialogue culturel EUNIC-Chine qui se tiendra à Luxembourg en octobre 2011» (article 1er § c).

Le 23 décembre 2013, l'ancien haut fonctionnaire a été informé que le Ministre de la Culture ne se sentait pas lié par les engagements que son prédécesseur avait pris dans le cadre de cette convention d'engagement réciproque.

6) La décision de confier le dossier EUNIC à l'ancien Premier conseiller de Gouvernement était le privilège de l'ancien Ministre de la Culture.

7) Ladite convention d'engagement réciproque signée le 10 février 2011 (voir supra) stipule dans son article 4 que «Monsieur Guy Dockendorf est autorisé à porter le titre de chargé de mission. Dans ses relations à l'étranger, le port du titre honorifique de ses anciennes fonctions de Premier conseiller de Gouvernement est admis».

C'est dans cette qualité et dans le cadre stricte des missions qui lui ont été spécialement confiées que l'ancien Premier conseiller a représenté le Luxembourg au sein du réseau EUNIC.

- Question 2: Cumul des mandats de l'ancien Premier conseiller de Gouvernement aux conseils d'administration du CCRN, de l'IPW, de l'IEIC, de l'OCL, du CAPe et de la Luxembourg-American Cultural Society.

Il convient de noter d'abord que l'ancien haut fonctionnaire ne représente pas le Ministère de la Culture au sein des conseils d'administration de l'Orchestre de Chambre du Luxembourg (OCL), du Centre des Arts Pluriels, Ettelbruck, ainsi qu'à la Luxembourg American Cultural Society: il y siège à titre privé.

8) En présence de trois institutions culturelles sur un même lieu qui dépendent toutes majoritairement des dotations financières annuelles de l'État, l'approbation d'un bail à loyer qui enrichirait l'une de ces institutions au détriment des deux autres serait une mesure insensée.

9) La convention d'engagement réciproque dont il a été question ci-dessus prévoit dans son article 2 que l'ancien Premier conseiller de Gouvernement a droit au remboursement des dépenses effectuées dans le cadre des missions qui lui ont été confiées, à l'exception des cas où un jeton est payé. Parmi les établissements cités par l'honorable Député, le CCRN est le seul institut à verser un jeton de présence.

Depuis son départ à la retraite du Ministère de la Culture, le CCRN a versé à l'intéressé la somme totale de 11.850 € bruts en tantièmes et jetons de présence.

En ce qui concerne sa présence dans les autres conseils d'administration dans lesquels l'ancien haut fonctionnaire avait été proposé par le Ministère de la Culture (IPW, IEIC et FONARES), le concerné n'a eu droit qu'au remboursement des frais de route, remboursement identique à celui versé à tout agent de la fonction publique qui se déplace en voiture privée.

10) Comme mentionné plus haut, l'ancien haut fonctionnaire a été informé, fin décembre 2013, que le Ministre de la Culture ne se sentait pas lié par les engagements que son prédécesseur avait pris dans le cadre de la convention d'engagement réciproque.

Une succession à la présidence du CCRN est en négociation depuis quelques mois et sera effectuée en toute sérénité et il en sera procédé de la même manière pour les autres mandats pour lesquels l'ancien haut fonctionnaire avait été nommé.

Question 0044 (3.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**échange automatique d'informations sur les revenus couverts par le champ d'application de la directive sur l'épargne de 2003:**

Virun aacht Méint huet déi viregt Regierung ugekënnegt, datt Lëtzebuerg géif vum 1. Januar 2015 un den automateschen Informatiounsaustausch fir Zënserträg vun EU-Bierger aféieren.

An hirem Regierungsprogramm huet déi aktuell Regierung festgehalen:

«Le Luxembourg a démontré sa volonté de poursuivre une politique au niveau de la place financière se conformant aux règles internationales, notamment en matière de l'échange automatique d'informations sur les revenus couverts par le champ d'application de la directive sur l'épargne de 2003. En particulier, en matière de transparence et d'échanges de renseignements à des fins fiscales, le Gouvernement participera activement aux travaux dans le cadre de l'Union européenne et à l'OCDE visant à développer le standard international en cette matière, mais toute extension du champ d'application de l'échange automatique d'informations devra se faire dans des modalités et selon un calendrier assurant au secteur financier sa stabilité et sa compétitivité internationale.»

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Huet och déi nei Regierung wëlles, vum 1. Januar 2015 un den automateschen Informatiounsaustausch fir Zënserträg vun EU-Bierger anzeféieren?

2. Ass d'Steierverwaltung, notamment wat d'Informatikprogrammer ugeet, schonns op dëse Paradigmewiessel virbereet?

3. Wéi vill Prozent vun den Avoiren, déi vu Privatbanke géréiert ginn, gehéiere Clienten, déi vum automateschen Informatiounsaustausch wäerte betraff sinn?

4. Wéi ass d'Evolutioun vun deenen Avoiren tëscht Abrëll an Dezember 2013?

5. Wat fir eng Konsequenze wäert den automateschen Informatiounsaustausch op d'Evolutioun vun deenen Avoiren hunn?

6. Wéi vill Aarbechtsplaze goufen 2013 am Bankesecteur ofgeschaaft?

7. Wat fir eng Konsequenze wäert den automateschen Informatiounsaustausch op d'Aarbechtsplazen am Bankesecteur hunn?

8. Wat fir eng Konsequenze wäert den automateschen Informatiounsaustausch op de Statsbudget hunn?

9. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung zu enger méiglecher Erweiderung vun der Zënsbesteierungsdirektiv?

10. Firwat huet déi nei Regierung d'Lëtzebuerger Positioun opginn, datt virun enger Erweiderung vun der Zënsbesteierungsdirektiv fir d'Éischt en Accord mat Drëttstaten (Monaco, Schwäiz…) misst zustane komm sinn?

11. Op wat fir enge Produite wäert d'Erweiderung stattfannen? Wäerten och Erträg aus Investmentfonge betraf sinn?

Réponse (13.2.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

1. Le Gouvernement introduira, au 1er janvier 2015 et sur base du champ d'application de la Directive 2003/48/CE, l'échange automatique d'informations sur les paiements d'intérêts que des agents payeurs établis au Luxembourg effectuent en faveur de personnes physiques qui ont leur résidence dans un autre État membre de l'Union européenne, afin que ces bénéficiaires soient imposés conformément aux dispositions législatives de leur État.

2. L'Administration des Contributions directes se prépare à la tâche qui sera la sienne dans ce contexte.

3. Selon les données statistiques publiées par le Statec dans la Note de conjoncture n°2-13 (p. 37), les dépôts des ménages auprès de banques luxembourgeoises se chiffraient à 59,4 milliards d'euros fin septembre 2013. Selon cette même source, 46,5% des dépôts (27,6 milliards d'euros) étaient détenus par des résidents luxembourgeois, 32% des dépôts (19,0 milliards d'euros) étaient détenus par des non-résidents citoyens d'un État membre de l'Union européenne (UE) et 21,5% des dépôts (12,8 milliards d'euros) détenus par des non-résidents hors UE.

4. Depuis avril 2013, les sommes des dépôts de personnes physiques ou morales autres que des entités du secteur financier ou d'États souverains auprès des banques à Luxembourg a légèrement augmenté (+1%) tandis que la part des dépôts de personnes privées dans cet ensemble a légèrement diminué. Ainsi, l'on peut constater le départ de clients potentiellement concernés par le passage de la retenue à la source vers le seul échange automatique d'informations et l'arrivée de nouveaux clients qui ne seront pas impactés par ce changement.

5. En outre des éléments d'appréciation qualitatifs fournis sub. 4., le Gouvernement ne dispose pas d'informations quantitatives à cet égard.

6. Selon les données statistiques publiées par la Banque centrale du Luxembourg (BcL), l'emploi dans les établissements de crédit luxembourgeois est passé de 26.534 unités fin décembre 2012 à 26.232 unités fin décembre 2013, soit une diminution de 302 emplois (-1,1%). Il convient de relever qu'il serait erroné de vouloir établir un lien causal entre cette évolution et le basculement de la retenue à la source vers le seul échange automatique d'informations.

7. Dans sa Note de conjoncture n°2-13 (pp. 118-120), le Statec a essayé de quantifier l'impact macroéconomique potentiel du passage de la retenue à la source vers le seul échange automatique d'informations. Or, le Gouvernement n'est pas en mesure de corroborer les hypothèses de travail sur lesquelles reposent ces simulations.

8. En outre des éléments contenus dans l'analyse susmentionnée effectuées par le Statec, le Gouvernement ne dispose pas d'informations quantitatives à cet égard.

9. En matière de révision de la Directive «Épargne», le Gouvernement souscrit à la teneur du projet de Directive révisée dans sa forme actuelle. Quant à son adoption, le Gouvernement prendra position une fois en mains le rapport de progrès sur les négociations avec les pays tiers européens que le Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013 a invité la Commission européenne de présenter pour sa réunion de mars 2014.

10. Le Gouvernement n'a pas pris une autre position que celle décrite sub. 9. ci-dessus.

11. En vertu du projet de révision, le champ d'application de la directive sera étendu à des paiements d'intérêts en provenance de certains produits structurés, d'organismes ou autres fonds ou dispositifs de placement collectif et de contrats d'assurance-vie, ainsi que de tels paiements à ou par le biais d'entités ou constructions juridiques pas effectivement imposées.

La directive actuelle concerne des paiements d'intérêts en provenance de certaines catégories d'organismes de placement collectif (notamment les organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Le périmètre du projet de révision, qui s'appliquera à de tels paiements en provenance d'organismes ou autres fonds ou dispositifs de placement collectif, sera plus étendu également sur cet aspect.

Question 0045 (6.1.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**utilisation privée de voitures de service:**

Engem Zeitungsartikel no hätt d'Madame Statssekretärin fir Wirtschaft, intern Sécherheet a Verdeededung vum Déngschtauto, deen hir zur Verfügung gestallt gouf, Gebrauch gemaach, fir an d'Vakanz ze fueren. Den Auto wier - op Käschte vum Steierzueler - vollgetankt gewiescht an et wieren op ausdréckleche Wonsch vun der Madame Statssekretärin Autosplacke mat de Buschtawen CD (fir Corps diplomatique) drop montéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Statsminister confirméieren, datt d'Madame Statssekretärin vun hirem Déngschtauto Gebrauch gemaach huet, fir an d'Vakanz ze fueren, dat heescht fir eng reng privat Rees?

2. Wa jo, op wéi vill belafe sech global d'Käschte vun där privater Rees fir de Stat?

3. Ass et normal, datt d'Regierungsmembere kënnen hiren Déngschtauto fir privat Zwecker benotzen, notamment fir an d'Vakanz ze fueren?

4. Sinn dem Här Statsminister aner Fäll bekannt, wou engem Regierungsmember en Déngschtauto fir reng privat Zwecker zur Verfügung gestallt gouf?

5. Ginn et konkret Regelen, un déi sech d'Regierungsmemberen ze halen hunn, wat den Emgang mam Déngschtauto ugeet?

6. Wat gedenkt den Här Statsminister ze ënnerhuelen, fir datt d'Regierungsmemberen an Zukunft nëmmen nach am Kader vun hirem Mandat vum Déngschtauto profitéiere kënnen?

7. Kann den Här Statsminister confirméieren, datt op ausdreckleche Wonsch vun der Statssekretärin CD-Immatrikulatiounsschëlder hu missen op den Auto gemaach ginn? Ass et normal, datt Regierungsmemberen, déi privat an d'Vakanz fueren, net nëmme mat engem Statsauto dat maachen, mä och nach mat Immatrikulatioun CD fueren?

8. Falls dat alles legal wier, ass den Här Statsminister net der Meenung, datt et grad elo, wou déi nei Regierung deklaréiert huet bei sech unzefänke mat Spueren, opportun wier, déi bestehend Reglementatioun esou ëmzeänneren, datt d'Regierungsmemberen hir Déngschtautoe just géife benotzen, wa se an hirer Funktioun als Minister oder Statssekretär ënnerwee sinn?

Réponse (7.1.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Als Äntwert op Är parlamentaresch Fro vum 06.01.2014 kann ech confirméieren, dass d'Madame Statssekretärin Francine Closener d'Gefier, wat si vun der Regierung zur Verfügung gestallt krut, privat benotzt an dobäi net géint den Deontologiekodex fir Regierungsmembere verstouss huet. An dësem Kodex, deen den 01.03.2013 vum Regierungsrot ugeholl ginn ass, heescht et am Artikel 6.2:

«Les voitures mises à disposition des membres du Gouvernement sont des voitures de fonction et peuvent être utilisées à des fins privées tant au Luxembourg qu'à l'étranger.»

No Récksprooch mat der Madame Statssekretärin kann ech dernieft confirméieren, dass d'Fraisen, déi bei hirem privaten Déplacement ugefall sinn, vun hir selwer iwwerholl goufen.

Dir abordéiert an Ärer parlamentarescher Ufro vum 06.01.2014 dernieft de Sujet vun den Immatrikulatiounsplacke fir den „Corps diplomatique". Dës Placke waren den Ament vum Déplacement vun der Madame Statssekretärin um Auto, esou wéi et bis elo gängeg Praxis war bei engem Déplacement vun engem Regierungsmember an d'Ausland. An deem Kontext huet de responsabele Beamte vum Regierungsgarage haut um 06.01.2014 an enger Circulaire ënnerstrach, dass déi speziell Immatrikulatiounsplacken nëmmen nach solle fir offiziell Déplacementer an d'Ausland gebraucht ginn.

Esou wéi nom Regierungsrot vum 5. Dezember 2013 annoncéiert, ass déi nei Regierung dernieft der Meenung, dass den Deontologiekodex fir Regierungsmemberen an déi richteg Direktioun, awer net wäit genuch geet. Aus deem Grond wäert en neit Gesetz ausgeschafft ginn iwwert d'Aufgaben, d'Flichten an d'Rechter vu Ministeren a Statssekretären.

Question 0046 (6.1.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **procédure de remplacement en cas de vacance de mandat politique:**

Den Artikel 196 vum Wahlgesetz vum 16. Februar 2003 gesäit, wat d'Zesummesetzung vum Gemengerot ugeet, ënner anerem dës Dispositioun vir: «Les membres du conseil communal ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, ni être unis par les liens du mariage.»

Vun där Inkompatibilitéit ware bei de leschte Gemengewahlen ënner anerem och zwee Déifferdenger betraff, woubäi ee vun hinne Buergermeeschter gouf vun där Gemeng an deen aneren op säi Mandat als Gemengeconseiller verzicht huet. No de Chamberwahle vum 20. Oktober 2013 ass de Buergermeeschter vun Déifferdeng zum Minister ernannt ginn an huet deementspriechend och missen op säi lokaalt Mandat verzichten. An der Press gouf driwwer diskutéiert, datt et an esou engem Fall net einfach ass, ze bestëmmen, wien d'Recht huet an de Gemengerot nozeréckelen: den Nächstgewieltenen oder de Familljemember, dee wéinst enger Inkompatibilitéit, déi net méi besteet, op säi Mandat verzicht hat?

D'Gesetzgebung wier op deem spezifesche Punkt net ganz eendeiteg: «Les candidats non élus de chaque liste y sont inscrits dans l'ordre du nombre de leurs suffrages (…). Ils sont appelés à achever le terme des conseillers de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite de démission, de décès ou de toute autre cause.» (Art. 259 vum Wahlgesetz)

Deslescht konnt een an der Press liesen, datt den Här Innenminister an deem Dossier eng Entscheedung geholl huet, an zwar zugonschte vum Familljemember, deen op säi Mandat verzicht hat an elo awer an de Gemengerot däerf noréckelen.

Den Artikel 131 vum Wahlgesetz gesäit iwwregens genee déiselwecht Inkompatibilitéit fir d'Deputéiert vir: «Les membres de la Chambre ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré ni être unis par les liens du mariage.» Och d'Artikelen zum sougenannten Noréckelen an d'Chamber gläichen den Dispositiounen, déi sech op de Gemengerot bezéien:

- «Les candidats non élus de chaque liste sont inscrits au procès-verbal dans l'ordre du chiffre de leurs suffrages à l'effet de pourvoir aux cas de remplacement prévus à l'article 167.» (Art. 165)

- «Les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause.» (Art. 167)

An deem Kontext wéilt ech dem Här Innenminister an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Innenminister confirméieren, datt en an deem Dossier eng Décisioun zugonschte vum Familljemember an net vum Nächstgewieltene geholl huet?

2. Op wat fir enger legaler Basis berout dem Här Innenminister seng Décisioun?

3. Falls d'Gesetzgebung net eendeiteg ass an et schonns zu Interpretatiounsdivergenze koum, ass den Här Innenminister net der Meenung, datt deen Artikel vum Wahlgesetz misst geännert ginn, notamment fir Kloerheet ze schafen a fir ze garantéieren, datt an ähnleche Fäll och ëmmer d'selwecht gehandelt gëtt?

4. Mussen d'Artikelen 165 an 167 vum Wahlgesetz an Zukunft an déiselwecht Richtung interpretéiert gi wéi déijéineg, déi sech op d'Zesummesetzung vum Gemengerot bezéien?

5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt et néideg wier, den Artikel 167 esou ze änneren, datt keng Interpretatiounsdivergenze kënnen entstoen?

Réponse commune (11.2.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Op déi vum honorabelen Deputéierte Gast Gibéryen ugeschwate Froen am Kader vum Noréckelen an de Gemengerot vun Déifferdeng kann ech folgend Äntwerte ginn:

1. Ech ka bestätegen, datt ech an der Gemeng Déifferdeng nom Austriede vum Buergermeeschter eng Vacance de poste festgestallt hunn an deemno de sougenannten Appel au suivant gemaach hunn, fir deen Nächstgewielten an de Gemengerot noréckelen ze loossen. Bei deem Gemengeconseiller, deen nogeréckelt ass, handelt et sech, wéi vum honorabelen Deputéierten ernimmt, ëm de Papp vum austriedende Buergermeeschter, dee selbstverständlech deen Ersatzkandidat ass, dee bei de Wahle vun 2011 déi meeschte Stëmme krut.

2. Den Appel au suivant gëtt gemaach opgrond vum Artikel 259 vum Wahlgesetz:

Art. 259.

Le procès-verbal du recensement général est rédigé en triple exemplaire et signé séance tenante par le président, les assesseurs, secrétaire et témoins.

(Loi du 13 février 2011)

«Les candidats non élus de chaque liste y sont inscrits dans l'ordre du nombre de leurs suffrages. En cas de parité, privilège est accordé au candidat qui est désigné par tirage au sort par le président du bureau principal de vote de la commune en présence des autres membres du bureau et des témoins.»

Ils sont appelés à achever le terme des conseillers de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite de démission, de décès ou de toute autre cause.

La notification de leur appel est faite aux suppléants par le Ministre de l'Intérieur dans le mois qui suit la vacance.

S'il n'y a plus de suppléant de la liste dont faisait partie le titulaire du siège vacant, il est procédé à des élections complémentaires dans les trois mois de la vacance. La date exacte est à fixer par le Ministre de l'Intérieur.

3. D'Regierung ass effektiv der Meenung, datt ee sech bei enger nächster Modifikatioun vun eiser Gesetzgebung um wallouneschen Text inspiréiere kéint, dee fir méi Kloerheet suergt.

An deem konkreten, vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Fall, ass sech ausserdeem op den Artikel 25 vum Pacte international relatif aux droits civils et politiques vum 16. Dezember 1966, ratifizéiert duerch e Gesetz vum 3. Juni 1983, beruff ginn:

«Tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables:

a) de prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis;

b) de voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs;

c) d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.»

4. Obschonn d'Fro, mat där den honorabelen Deputéierten d'Regierung hei befaasst, sech nach net um Niveau vun de Chamberwahle schéngt gestallt ze hunn, vertrëtt d'Regierung d'Meenung, datt eng Interpretatioun vun den Texter, déi bei de legislative Wahle gëllen, an déiselwecht Richtung sollt gemaach gi wéi déi, déi sech op d'Zesummesetzung vum Gemengerot applizéieren.

5. D'Regierung ass och der Meenung, datt ee sech bei enger nächster Modifikatioun vun eiser Gesetzgebung op Texter soll eenegen, déi fir méi Kloerheet suergen.

Question 0047 (6.1.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**utilisation privée de voitures de service:**

Am Deontologiekodex fir d'Regierungsmemberen, deen den 1. Januar 2014 a Kraaft getrueden ass, ass ënner anerem festgehale ginn: «Les voitures mises à disposition des membres du Gouvernement sont des voitures de fonction et peuvent être utilisées à des fins privées tant au Luxembourg qu'à l'étranger.»

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froen zur Besteierung bei privater Benotzung vun Déngscht- respektiv Firmeween stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt e Salarié, wann hien en Déngscht- respektiv e Firmewon däerf privat benotzen, dann op deen „geldwerten Vorteil" («Avantage en nature») muss Steiere bezuelen? Wa jo, wéi vill?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt Fräiberuffler hire Won steierlech nëmme kënnen ofsetzen op deen Deel, dee si net privat benotzen? Wéi héich ass an der Moyenne déi «Reprise privée», déi d'Steieramt fir déi privat Notzung ofzitt?

3. Mussen och d'Regierungsmemberen op dësen «Avantage en nature» Steiere bezuelen?

4. Wa jo, wéi ginn déi berechent? Wann neen, wëllt dës Regierung insgesamt bei privater Benotzung vun Déngscht- respektiv Firmeween méi coulant ginn an esou en Avantage an Zukunft net méi besteiere respektiv bei Fräiberuffler déi komplett steierlech Ofsetzbarkeet aféieren?

Réponse (13.2.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

1) Als Äntwert op dem honorabelen Deputéierte Roy Reding seng Fro, wéi d'Besteierung erfollegt, wann en Employeur sengem Salarié en Auto zur Verfügung stellt, deen de Salarié och dierf privat notzen, ass Folgendes ze soen: Den Artikel 95 aus dem ofgeännerten Akommessteiergesetz vum 4. Dezember 1967 (L.I.R.) gesäit allgemeng vir, datt geldwäert Viirdeeler, kontraktueller oder fraiwëlleger Natur, déi de Salarié am Kader vu senger Beschäftegung als Lounbezéier vu sengem Employeur kritt, och als Loun mussen der Akommessteier ënnerleien.

Sougenannt geldwäert Virdeeler ginn am zweeten Abschnitt vum Artikel 104 vum Akommessteiergesetz bewäert, an zwar nom duerchschnëttleche gebräichleche Präis vun der Plaz an der Zäit, wou a wéini déi Zurverfügungstellung geschitt. Am Fall, wou den Employeur sengem Salarié e Won zur Verfügung stellt, deen dësen och privat dierf notzen, ginn et zwou Methoden, fir de Virdeel ze bewäerten:

a) eng Bewäertung nom Prix de revient kilométrique, wou de privaten Undeel vun der Benotzung unhand vun engem Carnet de bord ermëttelt a berechent gëtt;

b) eng forfaitaire Bewäertung, wou fir de privaten Undeel vun der Benotzung vum Auto 1,5% vun dem Gesamtneipräis vum Auto pro Mount besteiert gëtt.

Wivill Steieren dat am Eenzelfall sinn, hänkt domat zesummen, wivill den eenzelne Salarié soss nach vun Akommes huet.

2) Bei de Fräiberuffler ass et esou, datt de privaten Undeel un den Autosonkäschte steierlech net ofsetzbar ass. De privaten Undeel vun de Käschte gëtt vum zoustännege Besteierungsbüro an all Fall eenzel ermëttelt a besteiert. Wéi héich an der Moyenne eng Reprise privée ass, gëtt an all Eenzelfall ënnersicht. Eng Statistik iwwer eng duerchschnëttlech Reprise privée bei de Fräiberuffler gëtt net gefouert.

3) De Sujet vun Déngschtween fir Regierungsmembere wäert am Code de déontologie, deen d'Regierung amgaangen ass auszeschaffen, traitéiert ginn.

4) A Saache Besteierung bei privater Benotzung vun Dëngscht- respektiv Firmeween bleift et beim Status quo.

Question 0048 (6.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **nouvelle charte graphique du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:**

Le 18 décembre 2013, Monsieur le Ministre a procédé par voie d'arrêté au transfert d'un article budgétaire: 4.000 euros initialement prévus dans le cadre de la formation initiale et continue du personnel du SPOS et CPOS ont finalement été dépensés en frais de bureau. Monsieur le Ministre a justifié ce transfert par «la commande de documents de correspondance avec la nouvelle charte graphique».

C'est dans ce contexte que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelles sont les raisons ayant amené Monsieur le Ministre à avoir recours à une nouvelle charte graphique?

2. À combien s'élèvent au total les frais liés à l'élaboration de la nouvelle charte graphique?

3. Qui a été chargé de l'élaboration de la charte graphique?

4. Quelle est la plus-value de la nouvelle charte graphique pour le contribuable?

5. Pour quelles raisons les dépenses liées à la formation initiale et continue du personnel du SPOS et du CPOS se sont-elles avérées moins élevées que prévu?

Réponse (28.1.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

1. Avec la nouvelle organisation gouvernementale, la dénomination du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a été changée en Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le logo du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS), qui comprend le nom du Ministère et le nom du Centre, a été adapté en conséquence. Partant, le CPOS a été amené à remplacer le logo sur toute une série de supports et à commander des nouveaux imprimés (papier en-tête, enveloppes, carte de rendez-vous pour psychologues…). Il ne s'agit donc pas d'une charte graphique du CPOS, mais d'une adaptation relative au changement de la dénomination du Ministère.

2. Les dépenses liées à l'adaptation des différents supports du CPOS et à la commande des nouveaux imprimés sont prises en charge par le CPOS. Elles s'élèvent à 2.943,24 euros pour les imprimés.

3. Le logo à placer dans lesdits documents a été fourni par le Service information et presse du Gouvernement, qui est en charge de l'application de la charte graphique du logo du Gouvernement.

4. Le nouveau logo du CPOS adopte la nouvelle dénomination du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, conforme à l'arrêté grand-ducal du 4 décembre 2013 portant énumération des Ministères.

5. Les dépenses pour l'indemnisation des formateurs ne sont pas aussi élevées que prévu parce que le CPOS a eu recours à moins de formateurs étrangers que les années précédentes. En effet, le fait d'engager des formateurs résidant au Grand-Duché avait comme effet de réduire leurs frais de déplacement et de séjour. En plus, une partie des frais d'organisation de la Journée transfrontalière d'échanges et de bonnes pratiques en orientation qui réunissait des professionnels de l'orientation de la Grande Région a été prise en charge par Euroguidance Luxembourg, ce qui n'a pas été pris en compte dans les prévisions budgétaires du CPOS.

Question 0049 (6.1.2014) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **plans pluriannuels de financement:**

D'après une loi du 30 juillet 2013 les communes, syndicats de communes et les établissements publics communaux sont tenus d'établir pour le 15 février 2014 au plus tard des Plans Pluriannuels de Financement (PPF) portant sur les exercices financiers 2015, 2016 et 2017.

L'État est tenu de fournir aux autorités communales les données fiscales et macroéconomiques indispensables pour pouvoir effectuer cette planification budgétaire sur une base uniforme.

- Quelles sont les raisons pour lesquelles une partie des données à fournir par les autorités étatiques n'ont jusqu'à présent pas été communiquées aux communes?

- Sur quelles bases les rentrées fiscales peuvent-elles être évaluées pour l'exercice 2017?

- Comment garantir une application uniforme des règles de base et l'établissement de statistiques homogènes sur le plan national si certaines informations-clés ne sont pas transmises en temps utile au secteur communal?

Réponse (7.2.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En raison des élections législatives anticipées du mois d'octobre 2013, le Gouvernement sortant n'a pas poursuivi la préparation du projet de budget 2014 au-delà des examens contradictoires en juillet 2013 des propositions budgétaires entre les départements ministériels et l'Inspection générale des finances.

Le 4 octobre 2013, le Ministre de l'Intérieur de l'époque avait néanmoins demandé au Ministre des Finances de lui fournir les données fiscales et paramètres macroéconomiques indispensables à la préparation des budgets 2014 des communes et des Plans Pluriannuels de Financement (PPF) jusqu'en 2017 des entités du secteur communal.

Ce n'était que pour le 14 novembre 2013 que l'ancien Ministre des Finances a répondu à la demande du Ministre de l'Intérieur, sans cependant fournir les données requises pour l'année 2017 ainsi que certains autres paramètres macroéconomiques.

Conscient du problème et étant dans l'impossibilité de produire lui-même ces données fiscales et paramètres macroéconomiques manquants, le nouveau Ministre de l'Intérieur a pris l'initiative de faire reporter la date butoir du 15 février obligeant les entités du secteur communal de produire leurs PPF de l'année plus trois ans en avant. La modification urgente du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 30 juillet 2013 portant exécution de certaines dispositions du «Titre 4. - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988» est actuellement dans la procédure et sa publication au Mémorial devrait se faire dans les prochains jours. En attendant, le secteur communal en a été informé par la circulaire ministérielle n°3136 du 3 février 2014.

Parallèlement le Ministre de l'Intérieur a demandé par courrier du 17 janvier 2014 au Ministre des Finances de lui faire parvenir dans les meilleurs délais les données manquantes pour la préparation des PPF jusqu'en 2017. La transmission des données précisées est projetée, selon les informations reçues de la part du Ministre des Finances, pour la fin de la semaine courante. Dès réception des données, le Ministre de l'Intérieur ne manquera pas de les transmettre sans délai à toutes les entités du secteur communal.

En effet, le Ministère des Finances est la seule instance de l'État compétente pour pouvoir fournir des données fiscales et des paramètres macroéconomiques cohérents et cadrant avec la politique du pays à l'égard des notifications du pays aux instances de l'Union européenne.

Question 0050 (7.1.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **maison médicale dans la région Est du Luxembourg:**

Depuis un peu plus de quatre ans, les maisons médicales ont ouvert leurs portes à Ettelbruck, Esch-sur-Alzette et Luxembourg-Gare. Un tel établissement médical fait pourtant toujours défaut dans la région Est de notre pays.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre est-elle d'avis que les services offerts par les maisons médicales ainsi que leurs heures d'ouverture sont assez connus par le grand public?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre compte-t-elle faire le bilan des activités des maisons médicales?

- Dans le cas contraire, comment Madame la Ministre compte-t-elle sensibiliser le grand public afin de profiter davantage des services dispensés?

- De manière plus générale, Madame la Ministre envisage-t-elle l'aménagement d'une maison médicale à l'Est du pays? Si oui, Madame la Ministre estime-t-elle que la commune de Junglinster, vu sa situation géographique favorable, pourrait constituer un site potentiel pour l'établissement d'une maison médicale?

Question 0057 (14.1.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **maisons médicales:**

Madame la Ministre a récemment déclaré que les maisons médicales n'arriveraient malheureusement pas à délester les urgences dans les hôpitaux et qu'actuellement le Ministère serait en train de réaliser une évaluation des maisons médicales existantes. Dans ce contexte Madame la Ministre vient d'annoncer que, contrairement à son prédécesseur, elle pourrait envisager l'ouverture d'une maison médicale dans la région Est du pays.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Dans quels délais l'évaluation des maisons médicales sera-t-elle achevée?

- Pour quelles raisons Madame la Ministre estime-t-elle que les maisons médicales n'arrivent pas à délester les urgences dans les hôpitaux? Quelles mesures pourraient être envisagées afin de remédier à cette situation?

- Dans quels délais Madame la Ministre pourrait-elle envisager l'ouverture d'une maison médicale dans la région Est du pays afin de garantir une meilleure prise en charge des citoyens concernés?

Réponse (5.2.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les maisons médicales, qui ont été créées en 2008 et qui sont implantées dans chacune des trois régions hospitalières du pays à proximité des hôpitaux d'Esch-sur-Alzette, Luxembourg et Ettelbruck, ont pour mission d'assurer le service de remplacement en médecine générale et garantissent la continuité des soins des patients en dehors des heures d'ouverture du cabinet de leur médecin.

Le système des maisons médicales constitue dès lors un élément important du service de remplacement dans le domaine de la médecine générale, sans toutefois s'apparenter à un service médical d'urgence proprement dit. Ainsi, le système mis en place prévoit une maison médicale pour chaque région hospitalière.

Les services du Ministère de la Santé, ensemble avec les médecins coordinateurs des maisons médicales des différentes régions, sont en train d'évaluer l'activité des maisons médicales, qui fonctionnent depuis 2008.

Dès à présent nous constatons que le service s'avère être un succès, même s'il est vrai que la fréquentation pourrait encore être accrue. Il faudra notamment continuer à amener - par la répétition de messages d'informations - un changement de mentalité auprès des usagers, afin qu'ils se présentent de manière privilégiée aux consultations d'une maison médicale au lieu d'avoir systématiquement recours au service d'urgence auprès des hôpitaux.

En ce qui concerne l'aménagement d'une maison médicale dans l'Est du pays, je voudrais tout d'abord informer les honorables Députés que l'actuel plan hospitalier ne prévoit pas de région hospitalière de l'Est, et qu'aucun hôpital aigu n'y est localisé.

Chaque maison médicale est localisée utilement dans les parages d'un hôpital de garde. En effet, le fonctionnement d'une maison médicale près d'un hôpital de garde permet de décharger les policliniques de ces hôpitaux, mais facilite également au patient le passage de la maison médicale vers les services spécialisés de l'hôpital en cas de pathologie nécessitant notamment des analyses de laboratoires ou des prestations d'imagerie médicale.

La multiplication de maisons médicales, certes concevable en théorie, risquerait cependant de mettre en péril le système même des maisons médicales, alors que la dotation de ces maisons médicales supplémentaires en médecins généralistes disponibles s'avérerait très difficile, sinon impossible.

Par ailleurs, le programme gouvernemental prévoit que «sur base du résultat d'une évaluation à laquelle sera soumis le concept des maisons médicales, le Gouvernement engagera des réflexions en vue de dégorger les services des urgences des hôpitaux. Une meilleure collaboration entre services d'urgence et maisons médicales sera poursuivie. La question de la responsabilité en cas de transferts entre hôpitaux et maisons médicales est à régler.»

Le même programme gouvernemental indique également que «le Gouvernement assurera la promotion de la mise en place de cabinets de groupe».

Par ailleurs, une collaboration accrue avec les communes sera réalisée et de nouveaux modèles de collaboration entre médecins généralistes seront accompagnés par le Gouvernement, tel que cela est prévu dans le programme gouvernemental.

L'idée est plutôt de compléter le service des maisons médicales par des cabinets de groupe installés dans des localités plus éloignées d'une maison médicale, voire dans une région non urbaine.

Ces cabinets de groupe pourraient, grâce à la disponibilité de plusieurs médecins, assurer des plages d'activités plus étendues dépassant les heures d'ouverture «normale» d'un cabinet tenu par un seul médecin.

Question 0051 (7.1.2014) de **MM. Marc Lies** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **développement de la mobilité électrique:**

Dans un communiqué du Gouvernement paru le 13 décembre 2013, il a été précisé que la prime CAR-e de 5.000 euros pour voitures électriques sera abolie après la date du 31 décembre 2014, en précisant que: «...bon nombre de bénéficiaires de la prime auraient de toute façon opté pour l'achat d'une voiture électrique.» Cette prime oblige aussi les acheteurs de voitures électriques à conclure un contrat de livraison d'énergie renouvelable, afin de réduire la production des gaz à effets de serre. Dans le rapport final de l'étude technico-économique pour la mise en œuvre nationale de l'électro-mobilité au Luxembourg, (version 1.1 du 19 décembre 2011) il a été retenu que: «Le développement du véhicule électrique est un élément-clé pour le Luxembourg dans le cadre du respect des objectifs de réduction des émissions de CO_2. Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement table sur un taux de pénétration du véhicule électrique dans le parc roulant de 10% en 2020, représentant environ 40.000 véhicules.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Sur quelles références fiables se base l'expression: «...bon nombre de bénéficiaires de la prime auraient de toute façon opté pour l'achat d'une voiture électrique?»

- Le Gouvernement entend-il continuer à promouvoir la mobilité électrique au-delà de 2014, et si oui, par quels moyens?

- L'obligation de recourir à l'énergie renouvelable pour les voitures électriques sera-t-elle maintenue?

- La planification pour l'implantation de 850 bornes de recharge, ainsi que le but d'atteindre 40.000 voitures électriques d'ici 2020, restent-ils en vigueur?

- Est-ce que les avantages fiscaux sur les voitures électriques seront maintenus?

- Sachant que la Norvège est en train de réaliser une politique en faveur du véhicule électrique en offrant par exemple le chargement gratuit sur des parkings gratuits (publics), ou en permettant aux conducteurs de ces véhicules de prendre les couloirs de bus, quelle est la position du Gouvernement à l'égard de ces mesures?

Réponse commune (10.2.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le succès récent des véhicules électriques, certes toujours relativement modeste en termes absolus (264 voitures électriques étaient en circulation début janvier 2014, soit près de deux fois et demie de plus que l'année précédente), ne peut qu'en partie être attribué à la prime CAR-e. D'autres facteurs, tels que le nombre et la diversité des modèles de voitures électriques entre-temps disponibles sur le marché, la baisse de leur surcoût par rapport aux moteurs thermiques, les progrès en matière d'autonomie, ou encore la mise en place progressive d'une infrastructure nationale de bornes de charge publiques ou semi-publiques joueront un rôle prépondérant pour assurer à terme un taux de pénétration du véhicule électrique bien plus élevé que celui connu à l'heure actuelle.

Le Gouvernement est résolu à promouvoir la mobilité électrique et à cette fin il s'efforcera d'assurer la mise en œuvre rapide du concept concernant la future infrastructure nationale de charge des véhicules électriques, comprenant environ 800 bornes de charge publiques.

Pour ce qui est du recours à l'électricité provenant de sources d'énergies renouvelables, il y a lieu de considérer que la législation en matière de l'organisation des marchés de l'électricité permet à chaque client de choisir parmi les offres des fournisseurs actifs sur le marché un produit d'électricité d'une qualité de son choix. À l'heure actuelle, la très grande majorité des clients résidentiels sont approvisionnés en électricité produite à base de sources d'énergies renouvelables. L'infrastructure nationale de bornes de charge publiques sera conçue de façon à permettre l'approvisionnement en électricité verte.

Pour ce qui est de la taxe sur les véhicules routiers, il est rappelé que les véhicules propulsés exclusivement par un moteur électrique ou par un moteur alimenté par une pile à combustible sont redevables d'une taxe annuelle limitée à 30 euros.

En réponse à la dernière question, il y a lieu de noter que, pour garantir la fluidité du trafic sur le réseau des couloirs réservés aux bus, le Gouvernement n'envisage pas de permettre aux conducteurs des véhicules électriques d'utiliser ces couloirs. Bien au-delà, le Gouvernement souhaite garder l'exclusivité des couloirs bus au transport public. Seules des raisons de sécurité justifient que cette exclusivité puisse être élargie, par exemple pour les voitures de police, les ambulances ou les sapeurs-pompiers.

Question 0052 (9.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **convention entre le Ministère et un groupe de travail d'un parti relative à la campagne nationale de sensibilisation des étrangers à s'inscrire sur les listes électorales:**

Op de sozialen Netzwierker fuerdert eng sougenannten Aarbechtsgrupp vun enger Lëtzebuerger Partei d'auslännesch Matbierger op, sech am Kader vun den Europawahlen op d'Wielerlëschten androen ze loossen. An der Beschreiwung vun där Initiativ steet ënner anerem dës Preziséierung: „Zwecks Finanzierung seines Projektes hat der SPIC eine Vereinbarung mit dem OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) des Ministeriums für Familie und Integration unterschrieben." Als visuelle Support gëtt ënner anerem e Bild benotzt, op deem - an där Reiefolleg - de Logo vun der betraffener Partei, de Logo vun der Campagne «Je peux voter» an den offizielle Logo vum Familljen- an Integratiounsministère mat der Ënnerzeil «Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration» ze gesinn ass.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Familljen- an Integratiounsministesch dës Froe stellen:

1. Kann d'Madame Ministesch confirméieren, datt en Accord tëscht engersäits dem Familljen- an Integratiounsministère an anerersäits dem Aarbechtsgrupp vun enger Partei ënnerschriwwe gouf?

2. Wat gesäit deen Accord genee vir?

3. Wier d'Madame Ministesch bereet, deen Accord public ze maachen?

4. Wéi vill Sue krut deen Aarbechtsgrupp vum Ministère zur Verfügung gestallt, fir déi Campagne ze féieren?

5. Mat wat fir engen aneren Organisatioune gëtt et en ähnlechen Accord?

6. Op wéi vill beleeft sech jeeweils de Montant, deen d'Organisatiounen zur Verfügung gestallt kruten oder nach solle kréien?

7. Op wéi vill beleeft sech insgesamt de Budget vum Ministère fir d'auslännesch Matbierger ze incitéieren, sech op d'Wielerlëschten androen ze loossen?

8. Huet de Ministère soss eng aner Organisatioun, déi direkt oder indirekt mat enger Partei verbonnen ass, am Kader vun de Chamberwahle finanziell ënnerstëtzt?

9. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt esou Accorde missten ënnerbonne ginn, well de Stat sech vis-à-vis vun de Parteien neutral ze verhalen huet?

Réponse (17.1.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Suite à votre question parlementaire concernant la campagne d'information et de sensibilisation «Je peux voter», je vous confirme qu'une convention entre l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région) et le groupe de travail SPIC (Socialistes pour l'intégration et la citoyenneté) du LSAP existe.

2. L'accord prévoit le soutien financier de l'OLAI pour le projet «L'Europe sera citoyenne ou ne sera pas», visant à informer et sensibiliser les citoyens européens non luxembourgeois résidant au Luxembourg sur leur droit de vote aux élections européennes de mai 2014.

En effet, l'intégration étant une tâche que l'État, les communes et la société civile accomplissent en commun (loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg), l'OLAI a réalisé, comme il l'a déjà fait pour les élections européennes de 2004 et 2009, un appel à projets à la société civile dans le but de soutenir des projets aptes à toucher un public aussi large que possible. Un jury, composé de représentants de l'OLAI, du Ministère de l'Intérieur, du Syvicol et du bureau d'information luxembourgeois du Parlement européen a analysé l'ensemble des projets. Le projet du SPIC, qui prévoit entre autres l'organisation de réunions en différentes langues (français, portugais, italien, allemand et anglais) en vue de former des «diffuseurs de l'inscription sur les listes électorales», la création de pages facebook en cinq langues, de même que l'organisation d'un spectacle dédié aux élections européennes, correspond parfaitement aux critères fixés par le jury.

3. L'accord n'est pas destiné à être rendu public, mais vous trouverez dans la présente réponse l'ensemble des informations demandées.

4. Selon l'accord, l'État s'engage à verser au bénéficiaire la somme globale maximale de 8.000,00 euros, toutes taxes comprises, divisée en deux tranches (une première tranche d'un montant de 40%, soit 3.200,00 euros, payée lors de la signature de la convention, une deuxième tranche de 4.800,00 euros, versée après envoi d'un décompte et après confirmation écrite par l'OLAI de son acceptation finale et de la bonne exécution de tous les travaux).

5. L'OLAI a conclu des accords similaires avec six autres organisations (Confédération de la Communauté portugaise à Luxembourg (CCPL), Circolo culturale e ricreativo Eugenio Curiel a.s.b.l., Associazione Marchigiani (AML), AGUILUX (Association des guinéens et ami(e)s de Luxembourg) a.s.b.l., Federación de Asociaciones de Españoles de Luxemburgo (FAEL), Maison des Associations a.s.b.l.), de même qu'avec trois communes (Wincrange, Junglinster, Ville de Luxembourg) et une collectivité de communes (communes de la Vallée de l'Alzette).

6. L'État s'est engagé à verser les montants suivants:

a.	Confédération de la Communauté portugaise à Luxembourg:	5.000,00 €
b.	Circolo culturale e ricreativo Eugenio Curiel a.s.b.l.:	7.500,00 €
c.	Associazione Marchigiani Luxembourg:	1.300,00 €
d.	Association des guinéens et ami(e)s de Luxembourg a.s.b.l.:	3.425,00 €
e.	Federación de Asociaciones de Españoles de Luxemburgo:	6.150,00 €
f.	Maison des Associations a.s.b.l.:	10.000,00 €
g.	Commune de Wincrange:	555,00 €
h.	Commune de Junglinster:	1.275,00 €
i.	Ville de Luxembourg:	16.000,00 €
j.	Communes de la Vallée de l'Alzette:	8.350,00 €
	TOTAL:	59.555,00 €

Ces montants correspondent aux sommes demandées par les organisations/communes, moins certaines réductions imposées par le jury.

7. Le budget total de la campagne visant à inciter les non-Luxembourgeois à s'inscrire sur les listes électorales s'élève à 108.721,00€ (subsides et matériel de sensibilisation développé par l'OLAI), ce qui représente moins de 0,70€ par personne concernée.

8. Les organisations et communes soutenues (cf. supra) l'ont été parce qu'elles représentent la société civile, parce que leurs projets assurent une complémentarité d'action dans le cadre de la campagne nationale, touchent les publics cibles de manière aussi large que possible et assurent une visibilité continue de la campagne sur toute la durée de celle-ci. Le lien ou non avec un parti n'a pas été pris en compte.

9. J'estime que la neutralité est garantie étant donné qu'il s'agissait d'un appel à projets ouvert à l'ensemble des organisations luxembourgeoises, quelle que soit leur appartenance.

Question 0053 (9.1.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **animaux sauvages dans les cirques:**

Le Parlement belge a adopté le 18 décembre 2013 une loi interdisant les animaux sauvages dans les cirques, afin de les protéger contre toutes formes de maltraitance, que ce soit lors du transport ou du dressage de ces animaux. Cette loi, votée à une très large majorité, entrera en vigueur dans le courant de l'année 2014 et rejoindra ainsi celles d'autres pays européens interdisant complètement ou partiellement les animaux sauvages dans les cirques, tels que l'Autriche, l'Allemagne, la Hongrie, le Danemark et la Suède.

Dans son programme (p. 103), le Gouvernement «(…) entend réformer la loi sur la protection des animaux et intensifier les contrôles visant à veiller au bien-être et au respect des animaux d'élevage ainsi qu'à éviter les supplices inutiles lors de l'abattage et du transport (…)».

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

- Dans la perspective de la réforme de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et du bien-être des animaux, le Gouvernement serait-il prêt à proposer une interdiction de l'usage des animaux sauvages dans les cirques, à l'instar de notre voisin belge?

Réponse (13.2.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

S'il est vrai que la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et du bien-être des animaux ne prévoit pas de possibilité d'interdiction d'animaux sauvages dans les cirques dans les cas où les cirques ambulants disposent d'une autorisation délivrée par les autorités de leur pays d'origine, le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs est néanmoins tout à fait conscient de cette problématique et de la nécessité de légiférer dans ce cas d'espèce.

En effet, il est prévu de réviser à court terme la loi du 15 mars 1983 précitée et ainsi une base juridique pourra être créée en la matière.

On peut se référer ici à la nouvelle législation en vigueur en Belgique qui prévoit uniquement l'autorisation pour la détention des animaux domestiques suivants dans les cirques: bovins, buffles, porcs, lamas, dromadaires, chameaux, furets, lapins, chiens, chats, pigeons, oies, gallinacés, perroquets, perruches, canards, chevaux, ânes, poneys, moutons et chèvres. Ainsi,

tous les autres animaux ne sont pas autorisés dans les cirques se déplaçant sur le territoire de la Belgique.

On peut encore mentionner que les pays comme l'Allemagne, la Hongrie, le Danemark et la Suède partagent la même approche.

Il est à noter que l'approche préconisée par la Belgique d'établir une liste positive d'animaux autorisés au niveau des cirques se déplaçant sur leur territoire a l'avantage de ne pas devoir s'exposer au problème d'interprétation de la notion d'«animaux sauvages».

Ainsi, le modèle de la Belgique servira d'inspiration lors de la révision de la loi du 15 mars 1983 et une liste positive des animaux qui pourront être autorisés dans les cirques désirant s'établir sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sera créée. Avec ce moyen de procéder, le bien-être des animaux sauvages, voire exotiques pourra être garanti.

Question 0054 (9.1.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**accueil de réfugiés syriens:**

Au mois d'août 2013, le Ministre de l'Immigration Nicolas Schmit avait annoncé la venue d'un contingent de 60 réfugiés syriens au Luxembourg suite à l'appel international lancé par l'UNHCR face au drame vécu par ces personnes. L'Allemagne, qui avait initialement annoncé en accueillir 5.000, compte doubler sa contribution.

Dans ce contexte, je voudrais savoir de la part de Monsieur le Ministre:

1. Avez-vous connaissance de la date d'arrivée au Luxembourg de ces réfugiés?

2. Le cas échéant, avez-vous connaissance de leur nombre définitif?

3. L'accueil de réfugiés syriens est-il soumis à des critères? Si oui, pouvez-vous m'indiquer lesquels?

4. Pouvez-vous m'indiquer le statut qui leur sera attribué?

5. Pouvez-vous m'indiquer les mesures que l'État luxembourgeois compte mettre en place pour l'accueil, l'encadrement, le logement ainsi que le suivi de ces réfugiés?

6. Finalement, vos services comptent-ils organiser cet accueil de concert avec les organisations non gouvernementales actives dans le domaine des réfugiés? Le cas échéant, pouvez-vous me mentionner desquelles il s'agit ainsi que les champs d'action qui leur seront attribués?

Réponse commune (27.1.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Aux différents aspects que comprend la question parlementaire, les membres du Gouvernement en charge de la sélection et de l'accueil des réfugiés syriens répondent comme suit.

1. Il est prévu que les réfugiés syriens arriveront au Luxembourg au cours du premier semestre 2014.

2. Le but est de réinstaller 60 personnes au Luxembourg.

3. Le Luxembourg envisage de réinstaller des familles vulnérables, dont des familles nombreuses, pour lesquelles les perspectives d'une autre solution durable, même à long terme, n'existent pas.

4. Le statut de réfugié, tel que prévu par la Convention de Genève et la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, sera accordé aux personnes réinstallées.

5. L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) qui a dans ses missions l'accueil, l'hébergement et le suivi social des demandeurs d'asile et des réfugiés arrivés par contingents, est en train de préparer l'arrivée des réfugiés syriens en concertation avec les Ministères des Affaires étrangères et européennes, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi que de la Santé.

À leur arrivée à l'Aéroport de Luxembourg, les familles seront accueillies par le personnel de l'OLAI ensemble avec des fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Actuellement les volets suivants sont en préparation par l'OLAI:

- le primo-accueil et l'hébergement en pension complète;

- la scolarisation des enfants âgés de moins de 13 ans (enseignement fondamental) et des jeunes (enseignement secondaire);

- la santé préventive de toutes les personnes et leur suivi psychologique;

- le relogement individuel de chaque famille à moyen terme;

- l'apprentissage de la langue française aux adultes;

- l'encadrement socio-pédagogique des enfants à Weilerbach;

- l'aide administrative et le suivi social des familles;

- l'attribution des aides financières mensuelles.

6. Dès l'annonce en automne 2013 de la décision du Gouvernement d'accueillir au Luxembourg des réfugiés syriens, deux ONG ont informé respectivement le Ministre de la Famille et de l'Intégration et l'OLAI de leur volonté de collaboration à l'accueil et l'encadrement des réfugiés syriens. Il s'agit de la Croix Rouge luxembourgeoise et de Caritas.

Lorsque la composition des familles ainsi que l'âge des enfants seront connus, l'OLAI se concertera avec les deux ONG sur l'aide que celles-ci comptent apporter aux familles. Il n'est pas d'usage que l'OLAI attribue des champs d'action à ces organisations non gouvernementales; au contraire, il aura recours aux compétences particulières de chacune d'elles. À titre d'exemple on peut citer le «Service Passerelle» de Caritas.

Enfin, il convient d'ajouter les offres de collaboration provenant de personnes individuelles, dont certaines originaires de Syrie ou du Moyen Orient. L'OLAI étudie les possibilités de collaboration offertes, par exemple dans le domaine de la traduction orale, de cours de langue aux adultes, de l'aide à l'intégration lors de l'installation des familles dans un logement individuel. L'OLAI contactera ces bénévoles une fois qu'il disposera de plus d'informations sur les familles.

Question 0055 (21.1.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat:**

Den Här Finanzminister huet den 9. Januar 2014 e Gesetzesprojet déposéiert, deen drop erausleeft, datt de Stat dräi grouss Gebaier, déi him gehéiren (déi zwee grouss Tierm um Kierchberg an den Immeuble „Gutenberg" zu Stroossen, 1, rue des Primeurs) an eng Gesellschaft ze leeën, déi him gehéiert an dann „Zertifikater" erausgëtt, déi vun Investisseure kënne kaaft ginn.

Während fënnef Joer lount dann de Stat seng Gebaier vun dëser Gesellschaft. No fënnef Joer verkeeft déi Gesellschaft déiselwecht Gebaier nees un de Stat fir 200 Milliounen Euro.

Dee Loyer ass, wéi et am Projet de loi ze liesen ass, „een Deel" vum Rendement vun der Gesellschaft a gëtt „zum Deel" un déi virgenannten Investisseure verdeelt.

Dës ganz Operatioun soll als Zweck hunn, e Sukuk ze sinn, dat heescht en Instrument, dat et Moslemen erlaabt, ze soen, si kréiche géint hiren „Prêt" net Zënsen, mä en Deel vum Benefiss vun där Gesellschaft.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Fir wat fir eng Valeur ginn déi Gebaier an déi Gesellschaft abruecht a wéi héich ass de Loyer, deen dann erakënnt?

2. Wéi grouss ass de Rendement, deen d'Investisseure schlussendlech bei dëser Operatioun erausschloen, an zwar a Prozent par rapport zu hirem Investment?

3. Wéi wëllt de Stat dësen Investment ubidden? Ëffentlech oder un eng limitéiert Zuel vu potenziellen Investisseuren?

4. Däerf all Lëtzebuerger, och wann hien net musulmanesche Glawens ass, hei investéieren? Oder huet d'Regierung schonns een oder méi Investisseuren erausgesicht, a wa jo, wien?

Réponse (13.2.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La valeur estimée des bâtiments est de 200.000.000 euros. Cette évaluation a été faite sur base du prix d'acquisition/coût de construction tout en appliquant l'indice des prix à la construction. Le loyer est fixé contractuellement et il n'existe pas de lien entre ce loyer et le rendement exigé par des investisseurs potentiels.

Les conditions auxquelles l'État émet des certificats de dette ou d'investissement sont fixées en fonction des conditions de marché. Il choisit l'instrument de dette et les conditions y relatives telles que la maturité, la devise utilisée ou le moment de l'émission afin de minimiser le coût de financement de l'État, compte tenu des contraintes imposées par le marché.

Les certificats de dette ou d'investissement de l'État sont émis sur le marché des capitaux et peuvent être souscrits par tous les investisseurs. En pratique, les investisseurs institutionnels souscrivent la quasi-totalité des émissions faites par l'État.

Les certificats de dette ou d'investissement émis par l'État peuvent être souscrits par tous les investisseurs.

Question 0056 (10.1.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **rond-point de l'Aéroport de Luxembourg:**

Le rond-point se trouve dans un état vétuste et devrait être réaménagé rapidement afin de mieux s'intégrer dans le paysage d'un aéroport flambant neuf. En effet, pour les visiteurs étrangers, l'aéroport et ses alentours constituent en quelque sorte la carte de visite du pays et en tant que telle, il serait souhaitable de réaménager le rond-point en question.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre serait-il prêt à réaménager le rond-point et ses alentours dans un proche avenir afin que ceux-ci correspondent aux critères esthétiques d'une capitale européenne?

Réponse (4.3.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marc Lies, concerne le rond-point de l'Aéroport de Findel.

En début 2009, l'Administration des Ponts & Chaussées avait proposé un projet relatif à la construction d'une structure métallique architecturale sur l'îlot central du rond-point Findel de la route nationale N1. Cependant, le coût global de ce dossier de mise en valeur esthétique a été estimé à 665.000 €.

Concernant le constat de l'honorable Député, Monsieur Marc Lies, que le rond-point se trouverait dans un état vétuste, il y a lieu de distinguer d'une part le fait que le giratoire précité ne dispose pas d'un élément architectural dans son îlot central et d'autre part le fait que le long de la N1, l'Administration des Ponts & Chaussées assure un entretien extensif des surfaces publiques.

Cette approche écologique permettant de générer des économies ainsi que l'absence d'un monument dans l'îlot central ne constituent nullement des marques de vieillissement de l'infrastructure précitée.

Toutefois, afin de permettre une mise en valeur sur l'îlot central du rond-point Findel, Monsieur le Ministre vient de donner l'instruction à ses services d'étudier un nouveau projet correspondant à la fois aux critères esthétiques d'une capitale européenne mais surtout aux objectifs en matière d'économies du Gouvernement.

Question 0058 (13.1.2014) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant le **certificat de moralité:**

Le certificat de moralité (aussi appelé «certificat de bonne vie et de mœurs») est un certificat qui est à demander auprès du bureau de la population de la commune de résidence. Sur le site guichet.lu il est précisé que le certificat de moralité atteste une garantie de moralité requise, notamment pour être admis en tant que fonctionnaire auprès de l'État, mais aussi dans le cadre d'une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs.

Dans son avis sur la réforme du casier judiciaire du 8 mars 2013, la Ligue des droits de l'Homme constate que «ce 'certificat de moralité' ne repose sur aucune base légale au Grand-Duché et que, si une multitude de règlements en prévoient la présentation, il n'existe aucune disposition légale précisant les modalités d'établissement de ce certificat, délivré pour ainsi dire 'à la tête du client'!».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'existe aucune base légale pour le certificat de moralité?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un «certificat de moralité» dépasse les compétences d'une commune et que son émission est superflue par rapport à la délivrance d'un extrait du casier judiciaire?

3. Monsieur le Ministre entend-il prendre d'autres mesures pour clarifier l'objet et les modalités d'établissement d'un tel certificat dès lors qu'il n'est pas requis dans le cadre de l'accès à une profession réglementée, voire l'abolir?

Réponse (12.2.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La question de l'honorable Député a pour objet le certificat de moralité délivré par les administrations communales sur demande des personnes résidant sur le territoire de la commune.

- L'honorable Député souligne à juste titre que la législation ne définit pas le contenu du certificat de moralité tout en relevant que ce certificat peut être exigé par certains textes réglementaires.

Ce certificat, qui mentionne les nom, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que l'adresse et la nationalité, est établi à partir des registres de la population et au vu d'un extrait du casier judiciaire de la personne concernée. Dans ce sens, il est conforme à l'article 76- 2° de la loi communale qui prévoit la délivrance de «certificats établis en tout ou en partie d'après les registres de la population».

- La délivrance de ce certificat par les administrations communales correspond à une pratique administrative ancienne ayant pour objet de certifier des données figurant sur un extrait du casier judiciaire. Cette pratique n'est plus justifiée à l'heure actuelle alors qu'il y a double emploi avec la délivrance d'un extrait du casier judiciaire.

- J'estime dès lors que la délivrance d'un certificat de moralité par les administrations communales doit être abandonnée à court terme. Le Gouvernement va d'abord procéder à l'étude de la réglementation exigeant un certificat de moralité, réglementation qu'il convient le cas échéant de modifier, et informer ensuite les administrations communales sur l'abandon de la délivrance de ce certificat.

Question 0059 (13.1.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **contournement d'Echternach:**

En date du 9 janvier 2014, une carte documentant les travaux prévus en matière d'infrastructures routières a été publiée dans la presse. Dans ce contexte, le projet du contournement d'Echternach a retenu toute mon attention.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir les chiffres du dernier comptage effectué par l'Administration des Ponts & Chaussées pour la localité d'Echternach?

- Monsieur le Ministre peut-il dans ce contexte indiquer le pourcentage des voitures en direction ou en provenance de l'Allemagne?

- Compte tenu de l'accent mis par le Gouvernement sur le concept «MoDu», le contournement d'Echternach constitue-t-il une priorité en matière d'infrastructures routières?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les services compétents ont déjà retenu un tracé pour le contournement en question?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est prévu de procéder à un agrandissement du Park&Ride à Echternacherbrück dans le cadre de ce projet?

Réponse (19.3.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur le futur «contournement» à Echternach.

En ce qui concerne les chiffres du dernier comptage effectué par l'Administration des Ponts & Chaussées pour la localité d'Echternach, l'on précise tout d'abord que les postes de comptage permanents de l'Administration des Ponts & Chaussées situés dans les alentours d'Echternach ont enregistré les trafics journaliers moyens (TJM) (total des deux directions) suivants pour l'année 2013:

- 8.500 véhicules par jour sur le poste de comptage N11A à Echternach frontière;

- 3.900 véhicules par jour sur le poste de comptage N10 de Echternach à Diekirch;

- 11.100 véhicules par jour sur le poste de comptage N11 à Lauterborn;

- 3.700 véhicules par jour sur le poste de comptage N10 à Steinheim.

Un recensement du trafic en mai 2010 a révélé que 37.400 véhicules par jour sont originaires ou ont pour destination Echternach. Une part d'environ 37% circule en direction respectivement en provenance de l'Allemagne, trafic qui se répartit sur les deux ponts frontaliers N11A/E29 vers Bitburg et N11 vers Echternacherbrück.

Vu que l'approche résultant de l'étude d'un concept de mobilité pour la ville d'Echternach vise une solution intégrative qui tient compte de tous les modes de transport, la solution actuelle pour la ville d'Echternach constitue pour le Gouvernement une priorité en matière d'infrastructures routières.

Étant donné que le trafic total de la ville d'Echternach se compose chaque fois de 38% à destination et en provenance d'Echternach et que le transit ne représente que 24% du trafic total, la situation actuelle de la ville avec ses problèmes de trafic exige une solution délestant le centre par des interventions dans l'organisation et la hiérarchisation du réseau routier. Ainsi, la restructuration du réseau routier prévoit les adaptations suivantes:

Module 1:

Développement de la rue du Charly à 2x1 voies de circulation (N10) et déclassement de la rue Maximilien.

Module 2:

Construction d'un by-pass à la hauteur du centre commercial en prolongation de la rue du Charly et aboutissant dans la rue des Remparts.

Module 3:

Nouvelle construction d'une liaison Morgenstern en continuation de la rue des Remparts aboutissant sur la N10 (rue du Pont) et déclassement de la route de Wasserbillig, route d'Osweiler et de la rue Tudor.

Il s'agit de trois modules géographiquement indépendants qui peuvent être réalisés en différentes phases.

Conjointement, le concept de mobilité prévoit la délocalisation de la gare routière implantée au bord de la Sûre au nord-ouest de la ville pour aménager une plate-forme d'échange régional de bus sur un terrain à la hauteur du centre commercial en profitant du nouveau bypass (module 2).

Les trois modules ne représentent pas un contournement classique d'Echternach, mais plutôt une route de liaison à l'extérieur des remparts médiévaux entre les routes N10 «Wasserbillig-Diekirch» et N11 «Luxembourg-Echternach» dont l'aménagement garantit une cohabitation avec toutes les fonctions adjacentes et un délestage du centre-ville d'Echternach.

Enfin, le «concept national P&R 2020», une étude effectuée sous la tutelle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures - département des transports, prévoit pour la localité d'Echternach l'agrandissement des deux sites «Echternacherbrück» et «Echternachersee» à 500 places.

Question 0060 (14.1.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **arrêts de la Cour Constitutionnelle:**

Le 6 décembre 2013, j'ai posé - conformément au règlement de la Chambre des Députés - une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Justice concernant les arrêts de la Cour Constitutionnelle *(cf. compte rendu n°2/session extraordinaire 2013-2014)*.

Il s'avère que je ne puis me contenter de la réponse non seulement lapidaire, mais de surcroît formulée d'une manière peu claire (notamment en ce qui concerne la dernière phrase) m'étant parvenue hier. C'est la raison pour laquelle je vous prie de bien vouloir intervenir auprès de Monsieur le Ministre de la Justice afin qu'il réponde à chacun des points soulevés dans ma question du 6 décembre 2013, reproduite ci-dessous.

Q26

Depuis sa création, la Cour Constitutionnelle a rendu 104 arrêts.

Dans 35 affaires, elle a conclu à la non-conformité d'une disposition légale avec notre Constitution.

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire combien des dispositions légales déclarées non constitutionnelles ont été soit abrogées soit modifiées pour les rendre conformes à la Constitution suite à ces arrêts?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une veille particulièrement étroite devrait être instaurée afin de réagir au plus vite suite à un constat de non-conformité à la Constitution d'une norme légale?

3. En général, dans quel délai Monsieur le Ministre de la Justice estime-t-il qu'une disposition légale ayant été jugée non conforme à la Constitution devrait être, sauf complexité particulière, modifiée ou abrogée?

4. Ainsi, à titre d'illustration, l'article 1595 du Code civil, qui interdit la vente entre époux, a été déclaré contraire à la Constitution par arrêt de la Cour Constitutionnelle du 8 janvier 2010.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en l'occurrence une simple abrogation de cet article devrait être envisagée? Et eut été possible dans les quatre ans (!) qui se sont écoulés depuis le constat de non-constitutionnalité?

5. Monsieur le Ministre est-il conscient des problèmes pratiques qui se posent aux praticiens du droit, par exemple aux notaires, qui doivent appliquer une disposition du Code civil (refuser d'acter une vente entre époux) qu'ils savent avoir été déclarée contraire à notre norme juridique suprême, notre Constitution?

Réponse commune (12.3.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En complément à ma réponse à la question parlementaire n°14 du 6 décembre 2013, je vous indique que:

1) Le nombre d'arrêts intéressant le Ministère de l'Intérieur est de deux:

1. Arrêt de la Cour Constitutionnelle du 4 octobre 2013 (dans l'affaire n°00101 du registre)

«dit que, par rapport à la Question préjudicielle posée, telle que recadrée, l'article 22, en combinaison avec les articles 5, 6, 2 et 8 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, dans la mesure où il pose en principe que les servitudes résultant d'un plan d'aménagement général n'ouvrent droit à aucune indemnité et qu'il prévoit des exceptions à ce principe qui ne couvre pas toutes les hypothèses dans lesquelles la privation de la jouissance du terrain frappé par une telle servitude est hors de proportion avec l'utilité publique à la base de la servitude, est contraire à l'article 16 de la Constitution.»

Un groupe de travail interministériel est actuellement en train d'élaborer une solution au problème posé. Le texte ainsi élaboré devra intégrer la loi dite «omnibus».

2. Arrêt de la Cour Constitutionnelle du 22 mai 2009 (dans l'affaire n°00049 du registre)

«dit, en réponse aux deux questions, que le paragraphe 3 de l'article 66 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, pris isolément, n'est pas conforme à l'article 10bis, paragraphe 1er de la Constitution.»

Une modification du texte est prévue dans le cadre de la réforme du statut des fonctionnaires communaux.

Texte proposé:

Art. 54.

L'article 66 est modifié comme suit:

1. À l'article 66, paragraphe 1er, les termes «soit prononcer une sanction inférieure à celle retenue par le collège des bourgmestre et échevins» sont remplacés par les termes «soit prononcer l'une des autres sanctions mineures précitées».

2. Le paragraphe 3 est remplacé comme suit:

«3. L'autorité saisie du recours peut, soit confirmer la décision attaquée, soit prononcer une autre sanction, soit acquitter le fonctionnaire.»

Commentaire des articles

Ad article 54

1° L'article 66 du statut prévoit actuellement que lorsque le Conseil de discipline est saisi comme instance d'appel à la suite d'une sanction mineure prononcée par le collège des bourgmestre et échevins, il ne peut pas prononcer de sanction plus grave. Dans ce cas, le fonctionnaire a toujours intérêt à faire appel contre la décision du collège échevinal puisqu'il ne risque au pire que la confirmation de la sanction décidée par le collège des bourgmestre et échevins.

Or, le Conseil de discipline peut estimer que la sanction prononcée par le collège échevinal ne correspond pas à la gravité des faits commis par le fonctionnaire. Dans ce cas, il doit pouvoir prononcer une sanction plus élevée. Cette possibilité se limite toutefois aux sanctions mineures, à savoir l'avertissement, la réprimande et l'amende ne dépassant pas le cinquième d'une mensualité brute du traitement de base.

2°Cette modification tient compte de l'arrêt de la Cour Constitutionnelle 49/09 du 22 mai 2009, qui a déclaré inconstitutionnelle la différence entre le texte de l'article 66 paragraphe 3 du statut général des fonctionnaires communaux et le texte de la disposition analogue de l'article 54 paragraphe 3 du statut général des fonctionnaires d'État.

Cette différence consiste dans le fait que l'autorité saisie d'un recours dirigé contre une sanction disciplinaire ne peut, en ce qui concerne les fonctionnaires communaux que «confirmer la sanction attaquée, soit prononcer une sanction moins sévère, soit acquitter le fonctionnaire» tandis que l'autorité compétente pour les fonctionnaires de l'État peut également prononcer une «sanction plus sévère».

2) Le nombre d'arrêts intéressant le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est de trois:

1. Arrêt 1/98 du 6 mars 1998

La Cour Constitutionnelle a constaté la non-conformité de l'article 5, alinéa 1er de la loi modifiée du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers par rapport à l'article 36 de la Constitution.

La loi en question du 2 juillet 1935 fut abrogée et remplacée par la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise, dont les dispositions sont conformes.

2. Arrêt 15/03 du 3 janvier 2003

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 4 de la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur par rapport aux articles 11 et 23 de la Constitution.

L'article 4 de la loi en question fut modifié par une loi du 17 décembre 2003 et est désormais conforme.

3. Arrêt 36/06 du 20 octobre 2006

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 17 de la loi modifiée du 5 juillet 1991 portant e. a. dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail par rapport à l'article 10bis de la Constitution.

L'article 17 en question fut abrogé à l'article 2 de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail.

3) Le nombre d'arrêts intéressant le Ministère de la Justice est de 15:

1. Arrêt 105/13 du 13 décembre 2013

La Cour Constitutionnelle a constaté la non-conformité de l'article 356 du Code civil par rapport à l'article 10bis et à l'article 11 (1) de la Constitution (adoption).

Les réflexions sont en cours.

2. Arrêt 99/13 du 7 juin 2013

La Cour Constitutionnelle a constaté la non-conformité de l'article 380 alinéa 1er du Code civil par rapport à l'article 11 paragraphe 2 de la Constitution (attribution de l'autorité parentale d'un enfant naturel privativement à la mère).

L'article en question sera adapté dans la cadre du projet de loi n°6568 portant réforme du droit de filiation et du projet de loi n°5867 sur la responsabilité parentale.

3. Arrêt 72/12 du 29 juin 2012

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 340-4 du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (différence de régime entre l'action en recherche de paternité naturelle et l'action en réclamation d'enfant légitime au regard du délai d'introduction des actions - imprescriptibilité de l'action de l'enfant).

L'article en question sera adapté dans la cadre du projet de loi n°6568 portant réforme du droit de filiation.

4. Arrêt 67/11 du 20 mai 2011

La Cour a constaté que l'article 412 du Code d'instruction criminelle est partiellement conforme, partiellement non conforme par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (pourvoi en cassation de la partie civile).

Les réflexions sont en cours.

5. Arrêt 61/11 du 25 mars 2011

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 322-1, alinéa 3 du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (différence de régime entre filiation naturelle et filiation légitime au regard du délai dont dispose la personne qui prétend être le parent véritable pour introduire son action en contestation d'état).

L'article en question sera adapté dans la cadre du projet de loi n°6568 portant réforme du droit de filiation.

6. Arrêt 51/10 du 8 janvier 2010

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 1595 du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (vente).

L'article en question sera abrogé par projet de loi n°6172A portant réforme du mariage.

7. Arrêt 50/09 du 15 mai 2009

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 316 du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (filiation).

L'article en question sera adapté dans la cadre du projet de loi n°6568 portant réforme du droit de filiation.

8. Arrêt 47/08 du 12 décembre 2008

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 302, alinéa 1er du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (divorce).

L'article en question sera adapté dans la cadre de la réforme du divorce.

9. Arrêt 47/08 du 12 décembre 2008

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 378, alinéa 1er du Code civil par rapport à l'article 10bis (1) de la Constitution (autorité parentale).

L'article en question sera adapté dans la cadre du projet de loi n°5867 sur la responsabilité parentale.

10. Arrêt 45/08 du 27 juin 2008

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 10 de la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé par rapport à l'article 10bis de la Constitution (successions).

Les réflexions sont en cours dans le contexte d'une réforme des successions.

11. Arrêt 44/08 du 6 juin 2008

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 334-2, alinéa 2 (ancien) du Code civil par rapport à l'article 10bis de la Constitution (filiation naturelle).

L'article en question sera adapté dans la cadre du projet de loi n°6568 portant réforme du droit de filiation.

12. Arrêt 40/07 du 25 mai 2007

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 832-1 (8) à (11) et 832-4 du Code civil par rapport à l'article 10bis de la Constitution (successions).

Les réflexions sont en cours dans le contexte d'une réforme des successions.

13. Arrêt 25/04 du 7 janvier 2005

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 349 du Code civil par rapport à l'article 10bis de la Constitution (adoption).

L'article en question sera adapté dans la cadre du projet de loi n°6172B portant réforme de l'adoption.

14. Arrêt 17/03 du 7 mars 2003

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 19 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat par rapport à l'article 36 de la Constitution (profession d'avocat).

L'article 36 a été modifié par la révision du 19 novembre 2004.

15. Arrêt 7/98 du 26 mars 1999

La Cour a constaté la non-conformité de l'article 380, alinéa 1er du Code civil par rapport à l'article 11 (2) de la Constitution (autorité parentale).

L'article en question sera adapté dans la cadre du projet de loi n°5867 sur la responsabilité parentale.

4) Le nombre d'arrêts intéressant le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est de deux:

Arrêts 21/04 et 22/04 du 18 juin 2004

Les arrêts 21/04 et 22/04 de la Cour Constitutionnelle portent sur des recours contre le refus de la ville de Luxembourg d'inscrire des personnes occupées sous le statut d'employé privé

sur les listes électorales établies en vue du renouvellement de la délégation des fonctionnaires et employés de la ville de Luxembourg. Ainsi, certaines dispositions de l'ancienne loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel n'étaient pas conformes aux dispositions de l'article 10bis de la Constitution.

Il a été remédié à cette inégalité en précisant que tous les salariés de droit privé peuvent s'inscrire sur les listes électorales pour les élections des délégués du personnel indépendamment du statut de l'employeur.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire tient à souligner que les dispositions actuelles du Code du Travail sont désormais conformes à la Constitution.

En effet, le paragraphe (1) de l'article L.411-1 du Code du Travail dispose:

«(1) Tout employeur, quels que soient la nature de ses activités, sa forme juridique et son secteur d'activité, est tenu de faire désigner les délégués du personnel dans les établissements occupant régulièrement au moins quinze salariés liés par contrat de travail.

Il en est de même pour tout employeur du secteur public occupant régulièrement au moins quinze salariés liés par contrat de louage de services qui sont autres que ceux dont les relations de travail sont régies par un statut particulier qui n'est pas de droit privé, notamment par un statut de droit public ou assimilé, dont les fonctionnaires et employés publics.»

5) Arrêts divers:

1. Arrêt 35/06 du 12 mai 2006

La Cour a constaté la non-conformité des articles 28, 35 et 36 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique par rapport à l'article 16 de la Constitution (expropriation).

L'article 16 a été modifié par la révision du 24 octobre 2007.

2. Arrêt 34/06 du 12 mai 2006

La Cour a constaté la non-conformité des articles 27, 34 et 35 de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes par rapport à l'article 16 de la Constitution (expropriation).

L'article 16 a été modifié par la révision du 24 octobre 2007.

Élément de réponse (17.3.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, fourni à **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre courrier relatif à l'objet sous rubrique, j'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative est concerné par trois arrêts de la Cour Constitutionnelle ayant déclaré des dispositions légales contraires à la Constitution au cours des dernières années, à savoir:

1. Arrêt n°26/05 du 8 juillet 2005

La Cour Constitutionnelle a déclaré l'article VIII, paragraphe 2 de la loi du 19 mai 2003 ayant entre autres modifié le statut général des fonctionnaires de l'État non conforme à l'article 10bis, point 1) de la Constitution en retenant que «la limitation de la disposition de la loi du 19 mai 2003 accordant le bénéfice de la réintégration dans le service de l'État par dépassement des effectifs et selon les modalités plus amplement spécifiées dans la loi aux seules personnes y visées, à l'exception de celles qui ont pu se trouver postérieurement à la date du 1er janvier 1984 en situation d'avoir démissionné pour les mêmes raisons, notamment par l'effet d'un refus d'un congé sans traitement dont le bénéfice était possible mais facultatif sous l'empire de la loi du 14 décembre 1983, n'est pas rationnellement justifiée ni ne répond au critère de la proportionnalité».

Afin de se conformer à la Constitution, la disposition litigieuse a été abrogée par l'article 8 de la loi du 19 décembre 2008 modifiant et complétant entre autres la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires.

2. Arrêt n°108/13 du 29 novembre 2013

La Cour Constitutionnelle a déclaré l'article 8.II de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État non conforme aux articles 32, paragraphe 3, et 96 de la Constitution en retenant qu'«en disposant, dans une matière réservée à la loi, à la fois pour tous les membres de tous grades de la Force publique comprenant plusieurs corps, dont l'armée luxembourgeoise, et en ne distinguant notamment pas suivant ces corps, ni suivant les tâches des différents membres de ces corps se rapprochant, les unes, des fonctions civiles, et les autres, des tâches classiques d'ordre militaire, ni suivant les critères de prolongation éventuelle dans le temps, l'article de loi sous revue omet de préciser les fins, les conditions et les modalités appelées à être spécifiées au niveau de la loi pour que, depuis la réforme du 19 novembre 2004, en matière réservée à la loi, celle-ci puisse valablement habiliter le pouvoir exécutif à arrêter utilement des dispositions réglementaires en la matière».

Dans le cadre des réformes dans la fonction publique, le projet de loi instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (doc. parl. n°6461), abrogeant la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État, prend en compte les conclusions de l'arrêt de la Cour Constitutionnelle du 29 novembre 2013 afin de se conformer à la Constitution.

3. Arrêt n°109/14 du 10 janvier 2014

La Cour Constitutionnelle a retenu que «l'article 17 de la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles un fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration, tel que résultant plus particulièrement de la modification opérée par la loi du 19 décembre 2008, dans la mesure où il instaure une différence de traitement en faveur des fonctionnaires y visés ayant changé d'administration et nommés hors cadre, en prévoyant qu'en cas de départ de l'agent de référence déterminé en vertu dudit article, ils conservent le rang auquel ils ont été initialement classés, alors que le fonctionnaire pourtant nommé hors cadre, mais n'ayant pas changé d'administration, ne bénéficie pas du maintien de rang visé par le troisième tiret du deuxième alinéa dudit article 17, n'est pas conforme à l'article 10bis, paragraphe 1er, de la Constitution».

Suite aux nouvelles dispositions en matière d'avancement des agents de l'État dans le cadre des réformes dans la fonction publique, le placement «hors cadre» d'un agent de l'État n'aura plus de raison d'être. Le projet de loi fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration (doc. parl. n°6463), qui abrogera la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles un fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration, tiendra compte de cette suppression, de sorte qu'à l'avenir la disposition litigieuse n'existera plus.

Élément de réponse (17.3.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* fourni à **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à votre courrier du 6 mars 2014 dans le cadre d'une réponse à formuler à la question parlementaire n°60 du 14 janvier 2014 de Monsieur le Député Roy Reding, et, en particulier, à l'affaire ayant donné lieu à l'arrêt 66/11 de la Cour Constitutionnelle au sujet de la pension de survie au conjoint survivant divorcé, je tiens à vous fournir les observations suivantes.

S'agissant d'une disposition transitoire d'une ancienne loi, il n'est pas prévu d'abroger formellement l'article VIII, point 17 de la loi modifiée du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité ou de survie, introduit par la loi du 24 janvier 1991, article IV, 4, ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif, déclaré contraire à l'article 10bis, paragraphe 1 de la Constitution par la Cour Constitutionnelle dans l'arrêt susmentionné. Simplement, il ne sera plus appliqué par la Caisse Nationale d'Assurance Pension en cas de nouvelles demandes tombant dans son champ d'application.

Les personnes qui n'ont jamais fait de demande en vue de l'octroi d'une pension de survie sur base de la disposition précitée se verront octroyer une pension à partir de leur demande, le principe de la répartition proportionnelle de la pension en fonction de la durée des mariages étant appliqué à partir de la nouvelle demande par application du principe général résultant de l'article 197, alinéa 6 du Code de la sécurité sociale.

Si des personnes qui se sont vu refuser, dans le passé, une pension sur base de la disposition précitée par une décision de refus devenue en principe définitive, font une nouvelle demande, la caisse de pension les analysera au cas par cas. La Caisse Nationale d'Assurance Pension a jusqu'à présent reçu une seule nouvelle demande d'une personne s'étant vu refuser antérieurement une pension de survie sur base de l'article XVIII, point 17 précité. Dans cette affaire, une pension de survie pro rata a été accordée au conjoint divorcé à partir du jour de la nouvelle demande et la pension de veuve a été réduite.

La Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale tout comme les services de l'Ombudsman ont été informés de la procédure adoptée par la Caisse nationale de pension.

Question 0061 (14.1.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **stratégie nationale de numérisation:**

Un enjeu capital pour la modernisation de notre pays est de disposer d'une stratégie nationale de numérisation qui englobe non seulement les instituts culturels (la Bibliothèque nationale, les Archives nationales, par exemple), mais aussi toutes les institutions publiques disposant d'informations en tout genre (comme la Chambre des Députés, le Conseil d'État, etc.).

L'accès aux données numérisées et la recherche dans ces données sont essentiels pour diffuser le savoir disponible et le faire fructifier dans la société.

Le Gouvernement n'est pas sans savoir que l'Union européenne établira cette année encore un «progress report» sur les stratégies numériques nationales.

- Comme le programme de gouvernement ne contient aucune indication sur les intentions du Gouvernement en la matière, j'aimerais savoir si le Gouvernement entend établir une stratégie nationale de la numérisation et quel ministère en sera chargé.

- Dans la négative, les différents ministères respectivement instituts et institutions sont-ils appelés à s'en occuper chacun de son côté et avec quels moyens budgétaires? Qui s'occupera de la coordination?

Réponse (26.2.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Selon Monsieur le Député Franz Fayot le programme de gouvernement ne contiendrait aucune indication sur les intentions du Gouvernement en la matière. Tel n'est pas le cas. Si le programme de gouvernement n'utilise pas explicitement les termes «stratégie nationale de numérisation», la volonté du Gouvernement d'avancer dans cette voie est néanmoins clairement exprimée dans plusieurs chapitres de ce programme. Ainsi le chapitre relatif à la «Digitalisation des services publics» (p. 68), prévoit qu'un «plan directeur devra guider à l'avenir les travaux en matière d'informatique de l'État». La partie du programme concernant la culture, les institutions culturelles et la «protection de l'héritage et du patrimoine culturel national» souligne que «la numérisation permet d'archiver, de restaurer et de mettre à disposition du public en tout confort toutes les publications imprimées, électroniques et/ou audiovisuelles luxembourgeoises» (p. 142).

Le Gouvernement vient de décider dans ce contexte le 12 février de poursuivre la mise en place d'une plateforme mutualisée de préservation numérique à long terme.

Cette plateforme sera l'outil qui permettra la collaboration efficace de l'ensemble des acteurs publics et devrait permettre de dégager des synergies significatives et des transferts de compétences conséquents menant également à des économies au niveau des finances publiques.

Une stratégie nationale de numérisation comprend deux volets complémentaires:

La numérisation de masse

Par numérisation de masse on entend la dématérialisation de grandes quantités de documents physiques par des procédés automatisés de type industriel. La numérisation de masse est essentiellement du ressort du Ministère de la Culture et des instituts culturels de l'État qui sont les détenteurs d'importantes collections de documents physiques du fait de leurs missions légales de collecte et de conservation du patrimoine culturel et intellectuel de la nation. De même, ce sont les instituts culturels qui ont pour mission d'assurer l'accessibilité à long terme de ce patrimoine. Tel est le cas des Archives nationales pour les archives publiques, de la Bibliothèque nationale pour les publications imprimées de tout type qui entrent par voie du dépôt légal, du Centre national de l'audiovisuel pour les documents audiovisuels et photographiques et du Centre national de littérature pour les archives littéraires. Comme dans tous les autres pays européens, ces institutions ont dès maintenant commencé à numériser leurs collections nationales. La Bibliothèque nationale, les Archives nationales et le Centre national de l'audiovisuel ont engagé des programmes de numérisation depuis plusieurs années. La Bibliothèque nationale rend accessible dès à présent dans sa base de données eluxemburgensia.lu 64.250 éditions de journaux numérisées, soit plus de 2,6 millions d'articles, ainsi que sa collection de cartes postales et des ouvrages de référence. Les Archives nationales ont numérisé 1,4 million de pages, dont environ 130.000 pages d'archives du Conseil d'État, qu'évoque l'honorable Député, Monsieur Franz Fayot. Le Centre national de l'audiovisuel est en voie de préparer la numérisation de ses collections film ensemble avec l'Institut national de l'audiovisuel (INA) de France alors que la numérisation des collections audio est achevée et celle des collections photographiques est activement en cours. Le Musée national d'histoire naturelle est un autre acteur de la numérisation. La consultation de la grande bibliothèque numérique européenne «Europeana» montre qu'une stratégie nationale de numérisation devra englober aussi les principaux musées luxembourgeois.

En vue de favoriser l'échange d'informations, la standardisation et la coopération, la Bibliothèque nationale a créé un groupe de travail informel «Europeana» où se rencontrent des institutions et administrations publiques concernées par la problématique de la numérisation. La Bibliothèque nationale est également membre du «Member States expert group on digitisation» auprès de la Commission européenne. Compte tenu de son expérience la BnL sera appelée à coordonner également à l'avenir la stratégie de numérisation des instituts culturels de l'État. Les Archives nationales et la Bibliothèque nationale participent activement aux projets Europeana.

La numérisation par les instituts culturels a concerné jusqu'ici surtout les documents qui sont libres de droits, donc dans le domaine public. Afin de stimuler désormais aussi la numérisation d'œuvres plus récentes, qui, généralement, encore sous droits, le Gouvernement étudiera la mise en place de solutions pragmatiques de coopération entre le secteur public et le secteur privé en s'inspirant des expériences actuellement en cours dans d'autres pays européens.

Comme Monsieur le Député Fayot le souligne, la numérisation est incontournable car un élément constitutif de la modernité et de la compétitivité du Luxembourg. Le format numérique et l'internet mettent à la disposition d'un petit État comme le Luxembourg des outils inédits pour faire connaître son patrimoine et sa production intellectuelle au-delà de ses frontières. La numérisation favorise aussi la démocratisation de l'accès à la culture et à la production intellectuelle. La numérisation de masse des grandes collections patrimoniales est un enjeu de compétitivité pour la recherche en matière de sciences humaines. L'accessibilité en ligne permet des gains de temps importants. Les nouvelles technologies mettent à la disposition des chercheurs de nouveaux outils de recherche en permettant le traitement de masse et automatisé de données («digital humanities»).

Les techniques et infrastructures de la numérisation, de la gestion, de l'archivage et de la mise à disposition des documents numériques au public devenant de plus en plus complexes et coûteuses et nécessitant le recours à du personnel spécialisé de haut niveau, la mise en œuvre de la stratégie nationale de numérisation du Gouvernement aura de ce fait pour objet d'éviter la dispersion des moyens. Aussi les instituts culturels de l'État sont appelés à devenir des pôles de compétences de l'État chacun dans le domaine de ses missions et tout en cherchant une coopération maximale avec les autres instituts culturels et administrations.

Comme déjà souligné, une telle approche permettra d'éviter les doubles emplois: numérisation par plusieurs institutions d'un même document; double vérification et clarification des droits d'auteur relatifs aux documents à numériser; utilisation de thésaurus communs. Elle développera la standardisation avec des acteurs et partenaires nationaux, publics et privés, et internationaux et sera ainsi un garant d'une plus grande qualité et viabilité («Nachhaltigkeit»).

La préservation numérique à long terme

La numérisation de masse permettra la préservation à long terme des documents d'archives à côté des publications nées numériques.

Le CTIE, la BnL et les ANLUX, le CNA et les autres acteurs publics mettront leurs efforts en commun afin d'établir une solution centrale pour l'État. Une attention particulière est portée à ce que cette solution puisse être utilisable pour la majorité des besoins en archivage de l'État, évitant ainsi des surcoûts de mise en place et d'exploitation de solutions dédiées pour les différents ministères respectivement instituts et institutions.

La réalisation du projet sera caractérisée par la mutualisation des ressources et des solutions entre ces acteurs et par une réalisation par phases. Ces phases s'inscriront dans un plan budgétaire pluriannuel pour 2014-2018.

À ce jour, les efforts entrepris ont surtout porté sur l'étude des besoins et des solutions utilisées par des acteurs ayant des missions similaires, voire connexes résultant dans un document de spécifications de besoins de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales qui sera éventuellement complété en fonction de besoins d'autres acteurs.

Le Ministère de la Culture ainsi que le Ministère de la Fonction publique représenté par le Centre des technologies de l'information de l'État, joueront un rôle central dans la mise en œuvre de ce projet.

Question 0062 (15.1.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **quotas d'émissions de CO_2 non utilisés:**

Am Juni 2013 war an der Dageszeitung «L'essentiel» ze liesen, den deemolegen Nohaltegkeetsminister géif drop bestoen, datt ArcelorMittal misst déi onbenotzten CO_2-Quoten, déi dëse Konzern vum Lëtzebuerger Stat geschenkt krut, zréckginn.

Dat ware fir d'Joer 2012 net manner wéi 80.922 Tonnen an engem Wäert vun deemools ronn 372.000 Euro.

Gëschter war an därselwechter Zeitung ze liesen, datt dat net geschitt wier.

1. Stëmmt et, datt ArcelorMittal déi net benotzte Quote behale respektiv verkaaft huet an net dem Stat zréckginn huet?

2. Wéi vill Quote krut ArcelorMittal 2013 geschenkt?

3. Goufen déi gebraucht oder net?

Réponse (30.1.2014) **de Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Gouvernement a en effet sollicité la restitution de 80.922 quotas d'émission de gaz à effet de serre par ArcelorMittal suite à la cessation de l'exploitation du site de Schifflange.

Il est vrai qu'ArcelorMittal conteste cette restitution et a déposé, fin octobre 2013, un recours devant le Tribunal administratif. Le Gouvernement reste néanmoins convaincu que, suite à la cessation totale de l'activité sur le site de Schifflange en 2011 et sa non-reprise en 2012, et en vertu des dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, la restitution des quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués pour 2012 s'impose.

En 2013 ArcelorMittal n'a pas bénéficié de quotas gratuits pour le site de Schifflange.

Question 0063 (15.1.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **cuisine du Château de Vianden:**

Laut enger Nouvelle, déi mir haut zu Ouere koum, hätt de Statsbudget d'Käschte fir de Bau vun enger neier Kichen am Veianer Schlass gedroen (ënnert der Responsabilitéit vum Service des Sites et Monuments Nationaux).

Déi Kiche misst awer elo nees erausgerappt ginn, well se laut ITM net konform wier.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Kulturministesch dës Froe stellen:

1. Stëmmt dëse Sachverhalt? Wa jo, wéi ass et méiglech, datt eng staatlech Verwaltung an engem ëffentleche Gebai fir vill Sue schaffe léisst an dann eng aner staatlech Verwaltung déi Embauten net guttheescht? Gëtt et keng Koordinatioun an esou Fäll?

2. Wéi vill huet de Bau vun där Kiche kascht?

3. Wéi vill kascht d'Ofrappen?

Réponse (3.3.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Le château (bâtiment principal) dispose de certains éléments de cuisine qui ont été installés au cours des années `80 et qui n'ont pas, à ce jour, été déclarés non conformes.

Un nouveau bâtiment, à achever d'ici juillet dans la basse-cour du château, disposera d'une installation de cuisine qui permettra la préparation de petits plats. L'équipement de cette cuisine a été commandé par Les Amis du Château de Vianden a.s.b.l. au prix global de 45.759 euros hors TVA. Il sera installé sous peu.

Question 0064 (15.1.2014) de **MM. Georges Engel** et **Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **prénom de naissance:**

Dans plusieurs articles et courriers de lecteurs parus dans la presse quotidienne, il est relevé le cas de près de 10.000 personnes nées avant la fin de la Seconde Guerre mondiale qui, lors du changement de leurs permis de conduire, se sont retrouvées avec un document portant leur «prénom de naissance», c'est-à-dire le prénom de naissance allemand.

En effet, toutes les personnes nées avant mai 1945 portaient sur leur certificat de naissance un «prénom de naissance» qui correspondait à la version allemande du prénom et un «prénom usuel» qui était la version française ou à consonance française du prénom.

La loi du 19 juin 2013 portant sur le Registre national des personnes physiques remplace dans son article 5 les deux rubriques «prénom usuel» et «prénom de naissance» par une rubrique unique: «prénom». Les données relatives à ce registre trouvent leur origine dans les actes de naissance. L'interprétation de l'administration aurait été celle de reprendre le «prénom de naissance» par application de la loi du 6 fructidor an II (23 août 1794) portant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

1. Messieurs les Ministres ont-ils pris connaissance de ces cas?

2. Messieurs les Ministres pensent-ils, au vu du caractère désuet et ne correspondant manifestement plus au contexte juridique actuel de certaines lois issues de la Révolution française, que cette pratique est encore justifiée, ceci d'autant plus qu'elle tranche avec la pratique antérieure à la loi du 19 juin 2013?

3. Sachant que le «prénom usuel» est également issu de l'acte de naissance, Messieurs les Ministres entendent-ils changer les dispositions régissant l'inscription des noms au registre des personnes physiques afin de régulariser la situation des personnes concernées?

4. L'application stricte de la loi du 6 fructidor an II n'aurait-elle pas pour effet d'interdire également l'utilisation, surtout dans les actes officiels et notamment sur les listes électorales, de tous les «prénoms usuels», pratique pourtant courante dans notre pays?

Réponse commune (17.2.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Le Gouvernement estime que l'identité d'une personne doit être claire et sans équivoque et que tous les documents pour une même personne doivent être délivrés avec les même nom et prénoms, et ce non seulement pour des raisons administratives mais également dans l'intérêt des citoyens.

C'est la raison pour laquelle la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques prévoit un alignement du Registre national des personnes physiques (ci-après RNPP) aux registres des actes de naissance. Désormais les personnes seront exclusivement inscrites au RNPP avec leurs prénoms inscrits dans leur acte de naissance conformément à la législation relative à l'état civil. Les prénoms usuels sont amenés à disparaître et seuls les prénoms officiels devront figurer sur les documents de voyage, pièces d'identité, permis de conduire, listes électorales et autres documents administratifs.

Vu qu'actuellement les «prénoms usuels» ne sont pas inscrits sur les actes de naissance, cette approche implique un changement pour toutes les personnes habituées à utiliser leur prénom d'usage. Conscient de la sensibilité du sujet en particulier pour les personnes ayant subi entre 1940 et 1945 une germanisation forcée de leur prénom de naissance, le Gouvernement préconise une approche proactive.

Toutes les personnes concernées recevront un courrier pour les informer des prénoms qui figureront désormais sur les documents administratifs les concernant et d'une nouvelle procédure simplifiée de francisation des prénoms à consonance allemande. Dans le cadre de cette procédure les personnes qui souhaitent franciser leurs prénoms sont invitées à retourner le formulaire pré-imprimé avec une photocopie de leur pièce d'identité au RNPP ou de s'adresser directement à leur commune de naissance. Basée sur la loi du 18 mars 1982, cette procédure gratuite et peu formaliste leur permet de se défaire des prénoms à consonance allemande. Après inscription sur les registres de l'état civil et au RNPP, les personnes recevront un nouvel extrait du RNPP tenant compte de la modification de leur prénom.

Pour le surplus tout intéressé pourra trouver des informations sur le site du Guichet unique (www.guichet.lu), sinon se renseigner directement auprès du Centre des technologies de l'information de l'État, service du RNPP ou de sa commune. Pour assurer un traitement optimal des demandes de changement de prénoms, le Gouvernement a également informé les communes et les officiers d'état civil.

Pour ce qui concerne la loi du 6 fructidor an II, il importe de préciser que la loi du 19 juin 2013 précitée ne constitue en rien un changement de paradigme et que l'article 1er de la loi an II prévoyant que «aucun citoyen ne pourra porter de nom ou prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance» n'est aucunement tombé en désuétude. Néanmoins le Gouvernement est en train de réfléchir quant au sort à réserver aux textes issus de la période de la Révolution française, et ce pour mieux les intégrer dans le contexte juridique actuel.

Question 0065 (15.1.2014) de **MM. Marco Schank** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **concept de mobilité «Nordstad»:**

En 2012-2013, un concept de mobilité «Nordstad» a été élaboré jusqu'au stade de comparaison des différentes variantes de desserte de l'axe central pour les transports en commun.

Après la présentation des résultats aux élus locaux des six communes de la «Nordstad», les différents conseils communaux ont exprimé leur position sur ce concept.

Jusqu'à présent un débat public fait défaut.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de lancer un large débat public avant la prise de décision définitive sur le concept de mobilité «Nordstad»?

- Dans l'affirmative, quand ce débat pourra-t-il avoir lieu?

Réponse (4.3.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire des honorables Députés, Messieurs Ali Kaes et Marco Schank, concerne la participation du public dans le contexte de l'élaboration du concept de mobilité «Nordstad» en cours d'élaboration:

Les questions concernent en particulier le «Systementscheid» de l'axe Ettelbruck-Erpeldange-Diekirch. Pour clarifier, entre autres, cette question, l'élaboration d'un concept de mobilité a été lancée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et les communes de la «Nordstad». Un des objectifs du processus est de débattre systématiquement les différents éléments du concept dans le contexte global de la «Nordstad» de manière intégrative.

Ci-après, pour information, les prestations convenues avec l'association de bureaux en charge de l'élaboration du concept de mobilité:

1. Définition des conditions-cadre

2. Profil requis pour le concept de mobilité

3. État des lieux, analyse des conditions-cadre, programme de travail.

4. Comparatif de variantes pour le système à retenir pour l'axe central («Systementscheid»)

5. Concept de mobilité

6. Calcul de l'efficacité

7. Participation du public/débats

8. Organisation du projet

Les prestations 1 à 4 ont été finalisées. Il faut encore noter que la participation du public est prévue tout au long du processus.

En ce qui concerne le point «Systementscheid» en particulier, différentes variantes de systèmes de transports pour l'axe central (bus à haut niveau de service, train-tram, tram, rail, extension du rail) ont été définies ensemble avec les autorités communales dans le cadre d'un comité politique.

Le public fut invité une première fois au «Mobilitätsworkshop Nordstad» qui a eu lieu à Colmar-Berg en mars 2012. La méthodologie du concept de mobilité ainsi que les différentes variantes furent discutées avec quelque 60 participants. En parallèle, le public fut invité à travers la presse à participer à un blog installé sur nordstad.lu. Malheureusement, aucune participation à ce blog n'a eu lieu jusqu'à ce jour bien qu'une large publicité dans la presse écrite fut réalisée. Suite à la demande du Mouvement écologique, une présentation-débat en juillet 2013 eut également lieu avec ses membres.

Suite au workshop, lesdites variantes ont été évaluées par l'association de bureaux au vu de quelque 60 critères répartis dans les domaines suivants:

- la mobilité au sein de la «Nordstad»;

- la mobilité régionale;

- aménagement du territoire, environnement et développement urbain;

- coûts et fonctionnalité.

L'évaluation des variantes, qui a été finalisée en janvier 2013, a nettement identifié une variante privilégiée.

Les conclusions de l'évaluation ont ensuite été présentées aux différents conseils communaux de la «Nordstad». Lesdits conseils, à l'exception du conseil communal de Diekirch, ont exprimé un avis favorable quant aux conclusions de ladite étude mais ont également formulé quelques remarques pertinentes.

Par conséquent, au vu de ces remarques, je souhaite, avant de prendre une décision sur le système de transport à retenir pour l'axe central, approfondir certains points permettant de donner une réponse aux remarques formulées et de trouver un consensus avec toutes les autorités communales. Ces études approfondies portent principalement sur la phase de transition entre l'état actuel et la mise en service du système définitif. Dès que ces études seront finalisées, elles seront discutées, en premier lieu, avec le comité politique «Nordstad», et ensuite, avec les conseils communaux. Finalement, un débat avec le grand public aura lieu, surtout en ce qui concerne le concept de mobilité et les étapes qui le finaliseront. Cette présentation-débat aura lieu avant l'été 2014. Des ateliers thématiques complémentaires aux réunions plénières ainsi qu'un débat en ligne sont prévus. Les résultats seront pris en compte lors de l'élaboration en détail du concept de mobilité notamment avec les mesures à prévoir à court, moyen et long terme.

Question 0066 (15.1.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **taux d'imposition maximale sur le revenu:**

Selon des informations relayées par voie de presse, le groupe politique LSAP demande à ce que le taux d'imposition maximale sur le revenu soit relevé. Nous notons cependant que le Premier Ministre, lors de sa déclaration sur le programme gouvernemental du 10 décembre 2013, n'a pas annoncé une telle mesure et qu'elle ne ressort pas non plus du programme gouvernemental.

C'est dans ce contexte, que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre des Finances partage-t-il l'avis du groupe politique LSAP?

- Dans l'affirmative, de combien le taux d'imposition maximale sur le revenu sera-t-il relevé?

Réponse (28.1.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le groupe politique LSAP a avancé une idée qu'il souhaite verser au débat sur la réforme fiscale qu'il est prévu de présenter pour l'année 2016. À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de cette réforme qui comportera un paquet équilibré de mesures.

Question 0067 (16.1.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **taux d'imposition nominal des sociétés:**

Afin d'améliorer la compétitivité internationale et la force d'attraction du Luxembourg pour les entreprises, Monsieur le Ministre de l'Économie a annoncé lors de la Commission de l'Économie du 9 janvier 2014 de vouloir diminuer le taux nominal de l'impôt sur les sociétés tout en élargissant son assiette.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce qu'effectivement Monsieur le Ministre envisage de diminuer le taux nominal de l'impôt sur les sociétés tout en élargissant son assiette?

- Dans quel délai cette réforme est envisagée et est-ce qu'elle sera entamée dans le cadre de la grande réforme fiscale annoncée par le Premier Ministre pour l'année 2016?

Réponse (28.1.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Un régime fiscal attrayant et stable est un élément parmi d'autres pris en compte par une société souhaitant s'établir dans un pays. S'il s'avère ne pas répondre aux qualités précitées, un régime fiscal peut devenir l'élément décisif contre une décision d'implantation.

Taux nominal et assiette interviennent dans le jugement que des investisseurs portent sur l'attractivité du Luxembourg comme terre d'investissement. Le Gouvernement leur porte donc toute son attention et entend les inclure dans les réflexions à mener en vue de la réforme fiscale prévue pour l'année 2016. À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de cette réforme qui comportera un paquet équilibré de mesures assurant la compétitivité de ce cadre fiscal et l'attractivité du pays tout comme un niveau adéquat des recettes fiscales.

Question 0068 (16.1.2014) de **MM. Marcel Oberweis** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **aides financières allouées aux installations photovoltaïques:**

Lors de la Commission de l'Économie du 9 janvier 2014, Monsieur le Ministre de l'Économie a estimé que les investissements dans les installations photovoltaïques ne devraient plus être subventionnés par le «fonds de compensation». Le Ministre justifie sa position en affirmant que le photovoltaïque est l'énergie la plus chère de toutes les énergies renouvelables (15 fois plus chère que l'énergie éolienne pour la même quantité d'énergie produite) et la plus faible en termes d'efficience par rapport aux autres formes d'énergies renouvelables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de supprimer le subventionnement des installations photovoltaïques respectivement de modifier les tarifs d'injection pour les installations photovoltaïques?

- Est-ce que les intentions du Ministre sont conformes aux décisions prises lors des négociations gouvernementales?

- Quelle est la position du Gouvernement quant au subventionnement de la filière photovoltaïque?

Réponse (14.3.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Marcel Oberweis et Claude Wiseler en relation avec les aides financières allouées aux installations photovoltaïques, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables prévoit pour le Luxembourg un objectif de 11% d'énergie renouvelable de sa consommation finale d'énergie en 2020. Le Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables (ci-après «Plan») approuvé par le Conseil de Gouvernement en juillet 2010 prévoit des objectifs pour les différentes formes d'énergies renouvelables, dont l'électricité renouvelable englobant la technologie du photovoltaïque.

La capacité installée d'installations photovoltaïques a connu une augmentation significative au cours des dernières années en passant de 26 MW en 2009 à une capacité excédant les 100 MW fin 2013. Le Plan prévoit à l'horizon 2020 une capacité totale installée de quelque 112 MW. On peut donc constater que l'objectif de croissance du photovoltaïque dressé par le Plan est sur le point d'être atteint et ceci bien avant 2020.

Le financement de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables, dont notamment l'électricité produite à partir des centrales éoliennes, de biogaz et photovoltaïques ainsi que l'énergie produite à partir de la cogénération est assuré par le mécanisme de compensation qui prévoit que les surcoûts de la production d'électricité renouvelable sont répercutés sur les clients finals d'électricité. Il y a lieu de souligner que des prix élevés de l'électricité peuvent avoir des conséquences sur la compétitivité des entreprises et aggraver le problème de la pauvreté énergétique.

L'évolution des coûts nets répercutés sur les clients finals par le biais du mécanisme de compensation a connu au cours des dernières années une forte progression en raison du développement des installations produisant de l'électricité renouvelable. Cette progression a connu un développement prononcé en 2013 en raison du développement de la filière photovoltaïque, filière qui dispose des coûts de production les plus élevés de toutes les technologies actuellement soutenues en matière de production d'électricité renouvelable.

Vu nos obligations en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2020, les coûts nets du mécanisme de compensation vont augmenter considérablement au cours des prochaines années. Il s'agira cependant de pouvoir contrôler le financement de l'électricité renouvelable.

Le programme gouvernemental prévoit que: «(…) le Gouvernement réalisera une actualisation de l'étude de potentiel sur les sources d'énergies renouvelables au Luxembourg avec le but d'améliorer le cadre pour la promotion des énergies renouvelables sur notre territoire. Un suivi plus soutenu sera mis en place pour surveiller d'un côté les coûts et l'éventuel surchauffement du marché et de l'autre côté l'efficacité des aides pour être en phase avec l'objectif minimum de 11% d'énergies renouvelables.» En outre, il prévoit que «La situation budgétaire tendue exige une utilisation efficace des ressources publiques engagées dans la réduction de la consommation d'énergie et le recours à des énergies renouvelables.»

Dans l'esprit du programme gouvernemental, j'entends continuer, ensemble avec Madame la Ministre de l'Environnement, à soutenir l'approche du «Méi fir manner» afin que les coûts de production des énergies renouvelables en général et de l'électricité renouvelable en particulier restent dans des limites supportables pour l'État et les consommateurs d'électricité. Dans cet ordre d'idées, j'entends accorder à l'avenir un rôle accru à la production de la chaleur et du froid renouvelable qui présentent des coûts de production nettement inférieurs par rapport à la production d'électricité renouvelable.

En concertation avec Madame la Ministre de l'Environnement, je suis actuellement en train de préparer l'actualisation de l'étude de potentiel sur les sources d'énergies renouvelables et de mettre en place un suivi plus soutenu pour surveiller notamment les coûts engendrés par la réalisation de l'objectif minimum de 11% d'énergies renouvelables en 2020.

Dans ce contexte, le soutien financier à la photovoltaïque sera revu tout en considérant d'une part son coût substantiel pour la facture de l'électricité des clients finals et le budget annuel de l'État et d'autre part le fait que l'objectif en matière de photovoltaïque prévu dans le Plan est sur le point d'être atteint.

Question 0069 (16.1.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**opposabilité des secrets bancaire et fiscal au médiateur:**

D'après les affirmations de Madame la Médiateure Lydie Err lors de la présentation de son rapport d'activité pour l'année 2013 aucun secret, à l'exception du secret de la défense prévue à l'article 6 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, ne lui serait opposable.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Les Ministres partagent-ils l'avis de Madame la Médiateure?

- Qu'en est-il de l'opposabilité du secret fiscal prévu au paragraphe 22 des dispositions générales de la loi générale des impôts qui dispose en son paragraphe (1) que «das Steuergeheimnis ist unverletzlich»? Quid du secret bancaire?

Réponse commune (18.2.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'accès à l'information par le médiateur est régi par l'article 6 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur. Il résulte de l'article 6 précité que «le Médiateur peut demander, par écrit ou oralement, au service visé par l'enquête tous les renseignements qu'il juge nécessaires. Le service visé est obligé de remettre au Médiateur dans les délais fixés par celui-ci tous les dossiers concernant l'affaire en question».

L'article 6 dispose encore que «le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande la communication ne peut lui être opposé sauf en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure». L'article 6 déroge ainsi au principe de l'inviolabilité du secret fiscal dans les cas bien déterminés visés par la loi du 22 août 2003 et qui opposent l'auteur d'une réclamation (justifiant d'un intérêt personnel et direct) à l'administration fiscale.

En ce qui concerne le secret bancaire, tel que consacré par l'article 41 de la loi modifiée du 5 avril 1993 sur le secteur financier, ce dernier n'est pas visé par l'article 6 de la loi du 22 août 2003. En effet, l'article 6 habilite le médiateur à demander au service public concerné les renseignements qu'il juge nécessaires. Les établissements de crédit ne faisant pas partie du service public, ne sont pas visés par l'article 6 de sorte que leur obligation de confidentialité n'est pas levée en vertu de l'article 6 de la loi du 22 août 2003.

Question 0070 (16.1.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **procédures d'autorisation de séjour:**

D'après mes informations, de nombreuses personnes issues de pays tiers souhaitant investir du capital ou démarrer une activité économique au Luxembourg, se plaignent des procédures d'autorisation de séjour lentes et compliquées.

Le programme gouvernemental prévoit d'ailleurs: «Afin de faire bénéficier l'économie luxembourgeoise de l'apport que peut générer une immigration pouvant se prévaloir de certaines capacités et expériences, le Gouvernement améliorera les procédures internes et étudiera la création de nouvelles catégories d'autorisation de séjour à caractère national, donc non couvertes par une harmonisation européenne. (…)» «(…) Ayant reconnu la nécessité d'attirer des investissements étrangers et afin de répondre à une demande toujours croissante de la part de ressortissants de pays tiers pour immigrer vers les États membres de l'Union européenne à des fins d'investissement, des consultations seront entamées aux fins d'ajouter deux nouvelles catégories d'autorisation de séjour à celles déjà prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, à savoir celle de l'investisseur et celle du dirigeant d'entreprise.»

Le Gouvernement entend, toujours d'après le programme gouvernemental, accorder une «attention particulière» entre autres au volet de la «(…) simplification des procédures dans la perspective du maintien et de l'amélioration de la compétitivité économique du Luxembourg».

Lors de la réunion de la Commission de l'Économie du 9 janvier 2014, le Ministre responsable du ressort en question s'est déclaré en faveur d'une adaptation de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, et ce dans l'objectif d'accélérer les procédures d'émission de permis de séjour et de visas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

- Le Ministre partage-t-il la volonté du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur d'adapter la législation relative aux autorisations de séjour respectivement à l'émission de visas? Dans l'affirmative, dans quels délais entend-il mettre en œuvre la procédure législative?

- Dans ce contexte, le Ministre envisage-t-il d'introduire le cas échéant de nouvelles catégories d'autorisations de séjour respectivement de visas?

Réponse (12.2.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

- Quant au premier volet de la question de Monsieur Mosar, à savoir si la volonté du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur est partagée afin d'adapter la législation relative aux autorisations de séjour respectivement à l'émission de visas.

Le Ministre de l'Immigration et de l'Asile partage l'analyse du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur en matière d'une adaptation nécessaire et utile non pas forcément de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, qui prévoit notamment les procédures en matière de la délivrance des différentes catégories d'autorisations de séjour, mais plus précisément des procédures internes ayant trait au mécanisme de délivrance de ces dernières, tel qu'il est mentionné dans le programme gouvernemental.

Alors que l'administration dispose d'un délai légal de trois mois en matière d'instruction d'un dossier, il convient de souligner que des efforts considérables sont actuellement menés au niveau de l'administration afin d'écourter certains délais au maximum par la mise en œuvre de procédures internes systématiques ayant comme objectif d'assurer une efficacité accrue en matière du traitement des dossiers. Par ailleurs, cette réflexion s'étend à toutes les catégories d'autorisations de séjour prévues par la loi précitée, même s'il convient d'admettre que certaines catégories peuvent être jugées prioritaires vu l'impact économique et financier qui en résulte pour le Luxembourg et leur contribution à la prospérité du pays.

Afin de définir ces ressorts de manière conséquente et afin d'avancer sensiblement dans les projets qualifiés être de haute importance politique, une étroite collaboration a lieu entre le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et la Direction de l'Immigration.

Force est de constater qu'une telle restructuration interne nécessitera a fortiori la mise à disposition des moyens nécessaires et au niveau de l'information du public et de la mise en place d'instruments qui garantissent un résultat satisfaisant pour les acteurs concernés et au niveau, bien entendu, des ressources humaines également.

Enfin, l'impact des procédures en matière d'immigration se mesure aussi bien au niveau des ressortissants de pays tiers qui sont demandeurs à l'immigration qu'au niveau des entreprises de la place.

- Quant au deuxième volet de la question de Monsieur Mosar qui tend à s'interroger sur l'intention du Ministre de l'Immigration et de l'Asile d'introduire de nouvelles catégories d'autorisations de séjour respectivement de visas.

Il y a quelques mois des pourparlers ont débuté afin d'analyser la nécessité d'introduire de nouvelles catégories d'autorisations de séjour notamment pour les investisseurs et les dirigeants d'entreprise. À noter que le Luxembourg dispose à l'heure actuelle d'une seule catégorie d'autorisation de séjour en la matière, à savoir celle de l'autorisation de séjour en qualité d'indépendant (article 51 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration).

À cette fin, un projet de texte de loi est en cours d'élaboration entre les acteurs concernés dont entre autres le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et la Direction de l'Immigration. Vu l'envergure du projet, il convient à ce stade de le soumettre à différentes autorités compétentes pour avis avant de finaliser le document.

Dans ce contexte on peut noter que le Luxembourg n'est pas le seul à s'adonner à pareilles réflexions: les Pays-Bas ont récemment introduit de nouvelles dispositions relatives aux investisseurs ressortissants de pays tiers dans leur législation nationale. Une modification législative telle qu'annoncée plus haut paraît en effet intéressante à condition de définir méticuleusement les critères de délivrance de ces deux types d'autorisations de séjour.

Question 0071 (17.1.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **projet européen «Galileo»:**

Le projet européen de système de positionnement par satellites, nommé «Galileo», demeure toujours en phase de test depuis fin 2005. Ce projet, dont la responsabilité revient à l'Union européenne et à l'Agence spatiale européenne (ESA), permettra à l'Europe de s'autonomiser dans un domaine stratégique.

Le «Global Positioning System» (GPS), développé aux États-Unis, est commercialisé à grande échelle, entre autres en Europe, alors que la Russie et la Chine sont actuellement en train de perfectionner leurs propres systèmes de positionnement par satellites, le «GLONASS» respectivement le «Beidou Navigation Satellite System» (BDS).

La qualité et la nécessité du système européen Galileo sont incontestables. Le système de navigation par satellite ultra précis permettra de briser la dépendance de l'Europe au GPS américain. Les applications concrètes seront multiples, tant pour les secteurs du transport et de l'aviation que pour celui de l'agriculture ou de la protection de l'environnement.

D'après un article paru dans la presse allemande, le financement de ce projet, bien plus

coûteux qu'initialement prévu, a dû être renégocié suite à des divergences entre les différents acteurs. La mise en service de Galileo a été reportée. En fait, il aurait dû être opérationnel dès juin 2013, désormais on parle de juin 2014. Des doutes semblent donc subsister quant au lancement définitif des 30 satellites.

Il convient de souligner que les investissements dans ce projet sont bénéfiques pour les diverses entreprises engagées dans le cadre Galileo, tout comme pour l'entreprise SES basée au Luxembourg. Ils favorisent ainsi l'industrie européenne et luxembourgeoise à plusieurs niveaux, notamment à travers le développement du matériel de haute technologie et de nouvelles applications utilisables dans de nombreux secteurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Le Gouvernement est-il au courant du probable retardement de la mise en œuvre de Galileo? Dans l'affirmative, estime-t-il que cette situation pourrait avoir un impact négatif pour les entreprises concernées?

- Le Gouvernement pourrait-il me renseigner de manière générale sur l'état d'avancement du projet?

- Le Gouvernement pourrait-il me communiquer la liste des entreprises partenaires du projet?

Réponse commune (11.2.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le retard de la mise en œuvre du programme européen Galileo tient avant tout à la complexité du programme. En l'occurrence, le retard est essentiellement lié à la phase de test des premiers satellites construits par la société allemande OHB («Orbitale Hochtechnologie Bremen», maison-mère de la société LuxSpace établie à Betzdorf). Les tests eux-mêmes n'ont pas révélé d'anomalie importante, mais leur mise en œuvre tardive a eu un impact important sur le calendrier de lancement des satellites. La situation est aujourd'hui à nouveau sous contrôle et l'ESA a récemment indiqué qu'il y aurait trois lancements de deux satellites Galileo au courant de l'année 2014. Ces six satellites additionnels viennent s'ajouter aux quatre déjà en orbite et permettront donc la fourniture des premiers services opérationnels du système Galileo pour la fin de l'année 2014.

Le retard n'a pas d'impact sur les projets dans lesquels sont ou ont été impliquées des entreprises luxembourgeoises. À ce jour, deux participations sont connues du Gouvernement. La première implique les sociétés HITEC Luxembourg et SES TechCom. Elles ont fourni les deux premières antennes de TT&C (Telemetry Tracking & Command) installées à Kourou en Guyane et à Kiruna en Suède. Ce projet est clos et le consortium luxembourgeois n'a malheureusement pas été retenu pour les trois stations TT&C qui sont actuellement en phase de déploiement. Le second projet implique la société SES TechCom. Cette dernière fournit les connexions satellitaires pour relier les différentes stations terrestres aux centres de contrôle. Il s'agit du «Galileo Data Dissemination Network» (GDDN). SES TechCom travaille en collaboration avec la firme britannique BT dans le consortium mené par Spaceopal (joint-venture entre Telespazio et le DLR (Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt)), en charge des opérations du système Galileo. Ce contrat touchera bientôt à sa fin et le lot relatif aux opérations (y inclus le volet GDDN) fera l'objet d'un nouvel appel d'offres dans le courant de l'année 2014.

Question 0072 (17.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation non conforme de données du Centre informatique de l'État par un fonctionnaire:**

Engem Lëtzebuerger Radiosender no wier en héije Beamte vum Mëttelstandsministère iwwert de Centre informatique de l'État u Fichiere komm, fir Leit opzefuerderen, bei de Chamberswahlen un hien ze „denken". De concernéierte Beamte soll Kandidat am Bezierk Süden gewiescht sinn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Mëttelstandsminister an dem Här Minister fir d'Fonction publique dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt den Här Mëttelstandsminister de concernéierte Beamte mat deene Reprochë konfrontéiert huet, esou wéi et e Lëtzebuerger Radiosender gemellt huet? Wa jo, wat wor d'Resultat vun deem Gespréich?

2. Huet den Här Minister all méiglech technesch Moyenen, déi per Gesetz erlaabt sinn, agesat, fir ze iwwerpréiwen, ob den héije Beamte fir elektoral Zwecker op eng Datebank vum Centre informatique de l'État zréckgegraff huet?

3. Wat fir Moyene ginn an der Fonction publique agesat, fir datt et beim Zréckgräifen op Datebanken net zu Abuse kënnt?

Question 0104 (6.2.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **traduction d'un programme électoral par des services d'un Ministère:**

A menger schrëftlecher Fro vum 17. Januar 2014 wollt ech vun den Häre Ministere wëssen, ob et géif stëmmen, datt en héije Beamte vum Mëttelstandsministère iwwert de Centre informatique de l'État u Fichiere komm ass, fir Leit opzefuerderen, bei de Chamberswahlen un hien ze „denken». De concernéierte Beamte soll Kandidat am Bezierk Süden gewiescht sinn.

Medieninformatiounen no hätt déi Persoun och nach Deeler vum Wahlprogramm vun der Partei, fir déi hie Kandidat war, am Wirtschaftsministère aus dem Däitschen an d'Franséischt iwwersetze gelooss.

Aus deem Grond wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister an dem Här Minister fir d'Fonction publique dës zousätzlech Froe stellen:

1. Kënnen d'Häre Ministeren dës nei Informatioune confirméieren?

2. Gëtt et Elementer, déi op e Matwësse vun der fréierer Ministesch hindeiten?

Réponse commune (14.2.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse aux deux questions parlementaires relatives aux rumeurs se rapportant à l'usage illicite de données à caractère personnel issues d'une base de données du Centre des technologies et de l'information de l'État par un haut fonctionnaire du Ministère des Classes moyennes et du Tourisme, nous voudrions informer l'honorable Député qu'une procédure disciplinaire a été ouverte à son encontre; il appartiendra maintenant au Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire de procéder à l'enquête d'usage.

Quant aux moyens mis en œuvre pour éviter des abus lors de la consultation des banques de données informatiques, il y a lieu de préciser que l'accès aux bases de données gérées par l'État est régi par les dispositions générales en matière de protection des données telles qu'elles sont prévues par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Dans la mesure où les accès aux bases de données de l'État et notamment au registre national des personnes physiques sont accordés conformément aux articles 4, 5 et 21 de la loi précitée, ils ne peuvent licitement être utilisés que dans le contexte des missions et finalités décrites dans les demandes d'accès, découlant des missions et attributions du service demandeur et sur instruction du chef d'administration.

En outre, conformément à l'article 23 (g) de la loi précitée, l'État doit «garantir que puisse être vérifié et constaté a posteriori l'identité des personnes ayant eu accès au système d'information et quelles données ont été introduites dans le système, à quel moment et par quelle personne (contrôle de l'introduction)». Ainsi, tous les accès en consultation et en modification aux bases de données de l'État sont tracés et archivés.

Question 0073 (17.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**offre d'emploi d'une a.s.b.l. conventionnée par l'État:**

An enger rezenter Annonce sicht eng A.s.b.l., déi am Déngscht vu Kanner, Jugend a Famill ass, no engem Éducateur fir hire Service „assistance familiale".

Nieft aneren Usprëch gëtt dëst am Profil verlaangt: „Dir kënnt Portugisesch, Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch schwätzen."

Dës A.s.b.l. gëtt, Informatiounen op hirer Internetsäit no, vum Familljeministère, vum Gesondheetsministère a vum Office national de l'enfance ënnerstëtzt.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Ass et normal, datt eng A.s.b.l., déi vum Stat ënnerstëtzt gëtt an zum Deel konventionéiert ass, Posten ausschreift, fir déi Kenntnisser vu Sprooche verlaangt ginn, déi net zu den administrative Sprooche gehéieren?

2. Ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Konditioun vun der Kenntnis vun enger Sprooch, déi zu Lëtzebuerg net zum offizielle Schoulprogramm gehéiert, eng Diskriminatioun duerstellt fir Leit, déi duerch de Lëtzebuerger Schoulsystem gaange sinn, awer dës Sprooch net als Mammesprooch hunn? Gëtt net esou eng Sprooche communautéit virun anere bevirdeelegt?

3. Deelt den Här Minister d'Meenung, datt am Émgang mat Kanner Lëtzebuergesch als Émgangssprooch dee Moyen ass, fir d'Integratioun weiderzebréngen?

4. Misst d'Annonce net zréckgezu ginn an duerch eng Annonce ersat ginn, an där nëmmen déi administrativ Sproochen am Profil verlaangt ginn?

Réponse (25.2.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'A.s.b.l. schafft am Déngscht vun de Kanner, Jugend a Famill. An der Annonce sicht si en Éducateur fir hire Service „assistance familiale" an huet am Profil verlaangt, nieft der berufflecher Qualifikatioun, datt déi Persoun Portugisesch, Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch schwätzt.

D'Positioun vum Éducatiounsministère op d'Froe vum honorabelen Deputéierten ass déi heiten:

Eng A.s.b.l. ass eng eegestänneg Entitéit, an no de Regelen, déi de Lëtzebuerger Stat sech mat der Action-sociofamiliale-et-thérapeutique-ASFT-Gesetzgebung (Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique) ginn huet, ass et de Conseil d'administration vun der A.s.b.l., deen d'Responsabilitéit vum Rekrutement an och vun der Gestioun eleng ouni direkt Awierkung vum Stat dréit, soulaang wéi d'Konditiounen an d'Objektiver vun der Konventioun tëscht der A.s.b.l. an dem Stat respektéiert ginn.

Elo ass et esou, datt een am Beräich vun der „assistance familiale" sech am Kader vum Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert d'Aide à l'enfance et à la famille an de respektive groussherzoglesche Reglementer vum August 2011 beweegt.

Dëst Gesetz definéiert a sengen Artikelen 1 bis 3, datt all Kand a jonken Erwuessenen d'Recht huet, sech un agréémiert Servicer ze wennen, wann hatt oder hien «en détresse» ass. Et gëtt och gesot, datt all Gestionnaire vun esou engem Service gehalen ass:

«…de faire respecter les principes de la dignité et de la valeur humaine, de la non-discrimination et de l'égalité des droits, notamment en ce qui concerne le sexe, la race, les ressources physiques, psychiques et mentales, l'origine nationale ou ethnique, la langue, (…).

Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, l'intérêt doit être une considération primordiale. (…) On entend dans la présente loi: (…) (3) par personnes «en détresse», des enfants ou des jeunes adultes des deux sexes qui sont menacés dans leur développement physique, mental, psychique ou social, soit courent un danger physique ou moral, soit risquent l'exclusion sociale et professionnelle; (…)»

Dann ass an de groussherzoglesche Reglementer iwwert den Agrément bei den „obligations générales" definéiert, datt den „respect et promotion des principes de la non-violence et de la non-discrimination notamment en ce qui concerne le sexe, les ressources physiques, psychiques et mentales, l'origine nationale ou ethnique, la classe sociale, les convictions philosophiques et religieuses (…)" ze applizéiere sinn an dëst och no de Prinzipie vun der Kannerrechtskonventioun vun der UNO vum 20. November 1989, déi jo och an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung ageschriwwe gouf.

Mat all dëse Bestëmmungen ass et legitim a souguer gebuede fir eng A.s.b.l., déi am Beräich vun dëser Hëllef schafft, datt den Encadrementspersonal d'Sprooche vun deene meeschte Kanner an hire Famillje schwätzt. Well, wéi soll ee soss hëllefen, wann ee sech emol net iwwert de Problem oder d'Situatioun ënnerhale kann?

Et geet jo an deem heite Kontext net drëm, déi Leit iwwert de Gebrauch mat eisen administrative Sproochen ze familiariséieren a se ze integréieren. Hei geet et drëm, datt ee ka mat hinne schwätzen an hire Problem verstoen, fir hinnen ze hëllefen.

Et steet och am ASFT-Gesetz vum 8. September 1998, datt all Institutioun, déi an dësem Beräich schafft, „dispose d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge (…) des besoins des usagers [et] garantir que les activités agréées soient accessibles aux usagers (…)". Dës Obligatioune sinn nëmmen ze garantéieren, wann een och d'Sprooch versteet a schwätzt vun deene meeschten, déi op dës Servicer zréckgräife wëllen oder mussen.

D'Realitéit vun der Zesummesetzung vun eiser Populatioun ass esou, datt vill Leit, déi Hëllef brauchen, Portugisesch schwätzen a Schwieregkeeten hunn, sech an enger anerer Sprooch auszedrécken.

Question 0074 (17.1.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **mission économique en Chine:**

Vum 16. bis den 20. Dezember 2013 waren den Här Wirtschaftsminister an d'Madame Statssekretärin fir Wirtschaft op enger Mission économique a China. An zwee Communiquéen huet de Ministère matgedeelt, wat fir eng Aktivitéiten d'Lëtzebuerger Delegatioun während där Visite hat. An enger vun deene Matdeelunge geet ënner anerem iwwer eng Entrevue mam CEO vun der Firma Impro, déi sech fir Lëtzebuerg als Quartier général fir den europäesche Marché entscheet huet, Rieds.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt eng Besichtegung vun där Entreprise virgesi war? Wa jo, wéini an ëm wat fir eng Auerzäit?

2. Stëmmt et, datt d'Lëtzebuerger Delegatioun dës Visite kuerzfristeg ofgesot huet? Wa jo, aus wat fir enge Grënn?

3. Stëmmt et, datt - als Ersatz fir déi ofgesote Besichtegung - de CEO vun der Firma Impro op de Muereskaffi am Hotel ageluede gouf?

4. Ass den Här Minister net der Meenung, datt dat kuerzfristegt Ofsoe vun enger Visite, déi laang preparéiert war, negativ Konsequenzen huet fir den Image an d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg?

5. Hunn den Här Minister an d'Madame Statssekretärin déi Zäit, déi doduerjer fräi ginn ass, genotzt, fir aner wirtschaftlech Kontakter ze fleegen? Wa jo, wat fir eng? Wann neen, stëmmt dat, wat haut an enger Lëtzebuerger Wochenzeitung steet, dat heescht, datt den Här Minister an d'Madame Statssekretärin déi Zäit am Wellness-Beräich vum Hotel verbruecht hunn?

Réponse (6.3.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Den honorabelen Deputéierte Gast Gibéryen huet eng parlamentaresch Fro gestallt iwwert den Oflaf vun enger rezenter Wirtschaftsmissioun vum 16. bis den 20. Dezember a China.

Am Kader vun dëser Missioun konnte sämtlech Entrevuen um politeschen a wirtschaftlechen Niveau wouergeholl ginn. Och wann et e puer Changementer am Oflaf vum Programm gouf, esou wéi dat regelméisseg op Wirtschaftsmissiounen de Fall ass, goufen all d'Entrevuen zur vollster Zefriddenheet vun alle Bedeelegte realiséiert.

Question 0075 (20.1.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **projet «Selbstbehauptung - Aktiv géint Gewalt»:**

En 2010 la direction de la circonscription régionale de la Police de Luxembourg a lancé le projet «Selbstbehauptung - Aktiv géint Gewalt». L'augmentation du nombre de délits de violence contre les personnes privées ainsi qu'un sentiment d'insécurité ressenti par un certain nombre de concitoyens ont incité la Police grand-ducale, en collaboration avec le Ministère de l'Égalité des chances et plusieurs a.s.b.l. et associations œuvrant dans le domaine de l'aide aux victimes et de la prévention de la violence de proposer une série de séminaires visant d'une part à renforcer la confiance en soi des participants et de diminuer ainsi le sentiment d'insécurité, et d'autre part d'enseigner les attitudes appropriées à adopter en cas d'agression ou de risque d'agression.

De 2010 à 2012 192 personnes ont participé aux séminaires en luxembourgeois et près de 40 aux séminaires en langue française. Cependant, malgré la très grande demande de la part de citoyens provenant de toutes les régions du Luxembourg, et malgré le haut taux de satisfaction des participants, le Ministère de l'Égalité des chances a décidé de se retirer du projet de manière à ce que les séminaires ne pourront à l'avenir être organisés qu'à un niveau local

par le biais des communes impliquées (Luxembourg, Hesperange et Walferdange) et en collaboration avec la circonscription régionale de la Police de Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre connaît-elle les raisons ayant poussé son prédécesseur à annuler la coopération du Ministère de l'Égalité des chances?

- Madame la Ministre compte-t-elle reprendre la collaboration avec la Police grand-ducale afin que les séminaires puissent à nouveau être organisés à un niveau national?

Réponse (29.1.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives au projet «Selbstbehauptung - Aktiv géint Gewalt» qui, lors d'une première phase, a été financé par le Ministère de l'Égalité des chances. Il est vrai que ces cours ont connu un grand succès et ont par ailleurs constitué un apport considérable en matière de sensibilisation et de prévention de la violence. Ce succès est également le mérite des associations et des communes participantes et des responsables de la Police grand-ducale qui ont mis sur pied ces formations avec beaucoup d'engagement. Toutefois le Ministère a décidé en 2012 de ne plus contribuer au financement de ces cours pour les motifs suivants:

Le Ministère de l'Égalité des chances est de plus en plus sollicité comme Ministère prenant en charge la violence d'une manière générale, alors que sa compétence se limite uniquement à la prise en charge des victimes et des auteur(e)s de la violence domestique. Les autres formes de violence tombent sous la compétence d'autres Ministères et/ou instances judiciaires et policières et des associations partenaires telles que des a.s.b.l. conventionnées.

En effet, le Ministère était initialement prêt à participer de manière active au lancement du projet susmentionné dans l'espoir que d'autres acteurs, en l'occurrence les communes, le Ministère de l'Intérieur ou encore la Direction de la Police grand-ducale, reprennent le «lead» pour continuer le projet et assurer ainsi, de manière durable, son financement, alors que le sujet de la violence générale quotidiennement vécue dans les espaces publics relève de leurs compétences.

Le Ministère de l'Égalité des chances interprète son rôle de coordinateur des politiques d'égalité dans ce sens qu'il lance des projets ponctuels dans des domaines déterminés respectivement qu'il essaie de faire intégrer la dimension de l'égalité des femmes et des hommes dans des projets existants. Notamment en raison des ressources financières et humaines limitées du Ministère de l'Égalité des chances, il est clair que les projets en question devront être repris à moyen terme par les départements/administrations fonctionnellement compétents.

C'est dans ce sens que j'encouragerai les responsables du projet à prendre contact avec les membres du Gouvernement en charge de la sécurité intérieure afin de sonder la possibilité d'assurer de manière durable le financement des cours en question.

Question 0076 (20.1.2014) de **Mmes Nancy Arendt** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes:**

Au sein du programme gouvernemental, le renforcement et l'amélioration des initiatives favorisant une éducation motrice et sportive des enfants et des jeunes occupent une place importante. Ainsi, le programme gouvernemental stipule «qu'une activité physique et sportive adaptée, dès le plus jeune âge, depuis les services d'éducation et d'accueil, à travers l'école fondamentale puis l'enseignement secondaire, reste la base vitale et nécessaire pour promouvoir et garantir à tout adolescent une éducation motrice et sportive indispensable pour la vie.» Un peu plus loin, on peut lire que «les horaires et programmes du sport scolaire et périscolaire sont à optimiser en fonction de la mission éducative de l'école et des services d'éducation et d'accueil dans ce domaine». Les moyens préconisés pour atteindre cet objectif résident, d'après le Gouvernement, dans «le renforcement et l'amélioration de la formation initiale et continue des professionnels œuvrant dans des structures d'encadrement scolaire, périscolaire et extrascolaire…».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres des Sports et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- De quelle manière le Gouvernement entend-il réaliser en pratique une telle optimisation des horaires et programmes du sport scolaire alors que l'emploi du temps actuel dans l'enseignement fondamental est déjà très serré?

Réponse commune (14.2.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

En réponse à la question parlementaire n°76/2014 les Ministres concernés soulignent et répètent la position explicitée par le Ministre des Sports Romain Schneider, invité à la session du 14 janvier de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports de la Chambre des Députés, session à laquelle ont assisté Mesdames les Députées auteurs de la question parlementaire. Lors de cette session, Monsieur le Ministre a souligné notamment:

- Pour ce qui est de la formation des instituteurs dans le domaine de l'éducation physique et sportive, le Ministère des Sports noue un contact régulier avec l'Université du Luxembourg. En outre, il se concertera avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur l'optimisation des horaires et programmes du sport scolaire et périscolaire.

- Quant à l'organisation et la tenue des cours de natation dans l'enseignement fondamental, l'accent doit être mis sur deux aspects, à savoir la sécurité, d'une part, et la qualification du personnel chargé des cours de natation, d'autre part.

- Concernant les priorités du programme gouvernemental en matière de sports, la primauté sera accordée aux trois piliers sur lesquels repose le sport au Luxembourg, à savoir: le sport de compétition, le sport à l'école et le sport-loisir.

- La formation initiale et continue des professionnels œuvrant dans des structures d'encadrement scolaire et périscolaire en matière des activités physiques et sportives sera assurée par le Ministère des Sports en collaboration avec l'ENEPS et en étroite relation avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Tous les détails concernant les points relevés dans la question parlementaire feront, comme un certain nombre d'autres questions, l'objet d'une concertation approfondie entre les deux Ministres, ceci dans un délai rapproché.

Question 0077 (21.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **secret médical:**

De 16. Januar 2014 huet d'Madame Médiateure an der Chamber hire Rapport fir d'Joer 2013 virgestallt. Si huet ënner anerem betount, net domadder averstanen ze sinn, datt sech eng Rei vun hire Gespréichspartner op d'Beruffsgeheimnis bezéien. Der Madame Médiateure no, déi ënner anerem och mengt, Établissements hospitaliers däerfen ze kontrolléieren, sollt zum Beispill de Secret médical déi betraffe Persoun schützen, an net den Dokter.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Statsminister an der Madame Gesondheetsministesch dës Froe stellen:

1. Kënnen den Här Statsminister an d'Madame Gesondheetsministesch d'Approche vun der Madame Médiateure deelen?

2. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung zur Opposabilitéit vum Secret médical am Bezuch op d'Attributioune vum Médiateur?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Approche vun der Madame Médiateure zu juristesch abstruse Situatioune féiert (wéi datt zum Beispill en Dokter sech däerf virun engem Geriicht op de Secret professionnel beruffen, fir eng Ausso ze verweigeren, mä net vis-à-vis vum Médiateur) an datt et och dowéinst méi sënnvoll wier, wa si géif de Secret médical respektéieren?

4. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Approche vun der Madame Médiateure dozou féiert, datt de Schutz vum Privat- a Familljeliewen net méi garantéiert ass, well si Accès op Informatiounen huet, déi sech net nëmmen op de Patient selwer bezéien, mä och op deem seng Famill?

5. Vu datt e Spidol oder eng Klinik net mat engem „Établissement de surveillance» gläichzesetzen ass, ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Madame Médiateure d'Limitë vun hiren Attributioune verkennt?

Réponse commune (6.3.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Op déi verschidde Froe vum honorabelen Deputéierte betreffend dem Beruffsgeheimnis, op dat d'Gespréichspartner vum Médiateur sech kënne beruffen, a méi konkret dem Secret médical, kënne mir confirméieren, datt et richteg ass, datt verschidden Établissements hospitaliers sech op dëst Beruffsgeheimnis bezéien, wa se en Dossier médical oder aner medezinesch Donnéeë vun engem Patient gefrot ginn.

D'Fro, déi den Här Deputéierten opgeworf huet, ka sech effektiv stellen am Kader vun enger Reklamatioun vun enger Persoun, déi sech an enger Relatioun mat engem Spidol befënnt, falls dëst Spidol ënnert d'Uwendung vum Artikel 1 zweeten Alinéa vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Médiateur fält. Wann e Patient an engem Spidol vun engem Dokter en charge geholl gëtt, entsteet eng medizinesch a juristesch Relatioun tëschent deem entspriechenden Dokter a sengem Patient. Den Dokter gëtt Dépositaire vum Secret médical, deen de Patient schütze soll.

De Patient, dee sech a senge Rechter net respektéiert spiert, kann eng Reklamatioun beim Médiateur maachen, ënnert der Reserv, datt dat Spidol och effektiv an de Kompetenzberäich vum Médiateur fält. An deem Fall muss ee sech op d'Artikele 6 a 7 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Médiateur beruffen. Den Artikel 6 accordéiert dem Médiateur ee generellt Recht, Informatiounen zu dem Dossier, dee säin Reklamant betrëfft, ze kréien. Do dernieft zielt den Artikel verschidde Secreten op, déi dem Médiateur kënnen opposéiert ginn. Et sinn dat méi konkret déi Dossieren, déi d'Statssécherheet, déi baussent Relatioune vum Land an d'national Verdeedegunspolitik betreffen. Am Kontext vun der Analys vun dem Gesetzesprojet iwwert de Médiateur hat de Statsrot proposéiert, datt de Secret médical dem Médiateur och kéint opposéiert ginn. Dës Propositioun ass deemools vun der zoustänneger Chamberskommissioun net ugeholl ginn, dat mam Argument well den Artikel 7 de Médiateur obligéiert, déi Informatioune vertraulech ze behandelen.

Och dierf een an deem Kontext net vergiessen, datt de Patient, dee beim Médiateur géint en Akt vun engem Spidol reklaméiert, dat ënnert de Kompetenzberäich vum Médiateur fält, domadder averstane misst sinn, datt de Médiateur seng Donnéeën iwwermëttelt kritt. De Médiateur muss dës Donnéeën op Basis vum Gesetz (Artikel 7) natierlech vertraulech behandelen.

Et schéngt eis awer och wichteg ze sinn, an dem Kontext vun de Rechter vum Patient a senger Relatioun mam Spidol a mat dem Dokter, op de Gesetzesprojet iwwert d'Patienterechter (document parlementaire n°6469) hinzeweisen, deen am Moment an der Chamber déposéiert ass an och do diskutéiert gëtt. De Gesetzesprojet gesäit d'Schafung vun enger Informatiouns- a Mediatiounsstruktur am Gesondheetswiese vir, déi all Reklamatioune vun engem Patient géint e Prestataire de soins entgéinthuele soll. De Gesetzesprojet gesäit och vir, dass de Secret médical där Informatiouns- a Mediatiounsstruktur net opposabel ass.

Generell wier et och nëtzlech, d'Fro vun dem Kompetenzberäich vun dem Médiateur vis-à-vis vun de Spideeler, an an deem Kontext och den Aspekt vun der Opposabilitéit vun dem Secret médical, am Kader vun enger Revisioun vun dem Gesetz iwwert de Médiateur, déi schonn e puermol a verschiddene Chamberskommissiounen undiskutéiert gëtt, méi kloer ze gestalten.

Question 0078 (21.1.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **sécurité des motocyclistes:**

An e puer Woche geet nees d'Motorradssaison un. D'Motocyclisté gehéieren dem offizielle Sproochgebrauch no zu den „usagers vulnérables". Traditionell ginn dowéinst am Fréijoer Campagnë gestart, fir op déi speziell Geforen opmierksam ze maachen, souwuel preventiv wéi och repressiv.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Gëtt och am Joer 2014 d'Campagne „Fit for your Bike" mat spezielle Coursen am Formatiounszenter vu Colmar-Bierg organiséiert? Wa jo, zu wéi engen Datumer an zu wéi enge Konditiounen? Wann neen, aus wéi enge Grënn?

2. Gesäit de Ministère vir, weider d'Infrastruktur fir Motorradsfuerer ze verbesseren, ganz besonnesch wat d'Installatioun vun duebele Leitplanke betrëfft? Gëtt et do konkret Pläng, z. B. wéi vill Kilometer nei duebel Leitplanken am Joer 2014 installéiert ginn?

3. E Bierger huet en neit Schëld géint Motorradsaccidenter proposéiert, fir viru besonnesch geféierleche Kéieren ze warnen. Kennt den Här Minister dës Propositioun an ass e gewëllt, dës eventuell am Kader vun engem Pilotprojet ëmzesetzen?

4. Huet de Minister vir, den Dialog iwwert d'Sécherheet mat de Motorradsverbänn nees opzehuelen, am Kader vun der Spezialkommissioun fir d'Sécherheet vun de Motorradsfuerer?

Réponse (4.3.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les mesures que le Ministre du Développement durable et des Infrastructures envisage pour améliorer la sécurité des motocyclistes.

À l'instar des années précédentes, le Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg organisera au printemps 2014 une mise en forme «Fit for your Bike» pour les motocyclistes. Au vu du succès des années précédentes, il est prévu d'organiser cette fois-ci six cours, par rapport à quatre cours les années précédentes. Cet événement, qui est placé sous le patronage de mon département, se déroulera les 13 et 26 avril 2014 ainsi que le 10 mai 2014. Comme par le passé, les frais d'inscription s'élèveront à 25 € pour la demi-journée.

En ce qui concerne la signalisation à l'approche des virages dangereux pour les motos, il est prévu de remplacer les panneaux «Fit for your Bike» par de nouveaux panneaux comportant un message court et clair, et ce dans un souci de bien indiquer l'entrée dans une zone dangereuse pour motocyclistes.

Cette nouvelle signalisation est proposée par le groupe de travail «motocyclistes» de la Commission de Circulation de l'État, créé en 2008 et qui se compose des principaux acteurs concernés par la sécurité des motocyclistes, en l'occurrence le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, la Police grand-ducale, l'Administration des Ponts & Chaussées, la Sécurité routière, l'Automobile Club du Luxembourg, le Centre de Formation pour Conducteurs, la Fédération des Maîtres Instructeurs de Conducteurs de Véhicules automoteurs, la «Lëtzebuerger Moto-Initiativ», les «Motofrënn Diddeleng» et la «Motor-Union Luxembourg».

Dans ce contexte, il convient de relever que lors de sa dernière réunion le 9 décembre 2013, ledit groupe de travail a continué son analyse de différentes mesures susceptibles de diminuer les accidents des motocyclistes voire d'augmenter la sécurité de ces derniers, telles que l'obligation de mettre des vêtements de protection, l'opportunité de fermer certaines routes aux motocyclistes pendant le week-end et l'opportunité d'offrir aux motards la possibilité de circuler régulièrement sur des circuits fermés, y compris un circuit «hors piste». Lors de la prochaine réunion, qui est fixée au 4 mars 2014, il est prévu notamment de faire le bilan des infrastructures routières mises en place ces dernières années par mes services et de détecter, le cas échéant, encore des «points noirs» à améliorer d'un point de vue construction et/ou signalisation.

Question 0079 (21.1.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **simulateur de chute libre:**

D'après mes informations, un groupe US-américain, SkyVenture, veut construire aux alentours de Luxembourg-ville un simulateur de chute libre.

Il m'a été confirmé que ce groupe dispose du financement nécessaire, soit quelque six millions d'euros, pour réaliser cette attraction, qui va créer quelque 25 emplois.

1. Quelle est, en tant que Ministre de l'Économie ayant la politique générale du tourisme dans vos attributions, votre appréciation de ce projet? N'est-il pas grandement souhaitable que le Grand-Duché dispose d'attractions «indoor» dans sa stratégie de politique touristique?

2. Monsieur le Ministre est-il disposé à soutenir ce projet?

3. Dans la mesure où aucun financement étatique n'est nécessaire, il semble que la seule chose dont aurait besoin cet investisseur pour réaliser ce projet serait un terrain pour y construire un bâtiment de quelque 400 m^2 (hors parkings). L'État dispose-t-il de terrains aux

abords de l'autoroute A6 au lieu-dit «bei der dréchener Wiss» qui pourraient se prêter à ce genre d'implantations?

4. Monsieur le Ministre a suggéré à très juste titre devant la Commission de l'Économie que des investisseurs devraient être accompagnés de façon proactive. Monsieur le Ministre est-il prêt à pratiquer cette démarche dans le dossier concerné et à assister l'investisseur concerné dans la recherche d'un terrain adapté en sollicitant par exemple le cas échéant la coopération de la Ville de Luxembourg qui, elle aussi, est propriétaire de plusieurs terrains adaptés dans le secteur visé?

Réponse (26.2.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur la volonté de Monsieur le Ministre de l'Économie de soutenir un projet visant à implanter un simulateur de chute libre au Luxembourg.

Le Ministère de l'Économie a été contacté en février 2013 par un représentant de la société américaine SkyVenture, pour la réalisation de ce type d'infrastructures exploitées commercialement à des fins récréatives.

Le projet, dénommé «iFly Indoor Skydiving», est une attraction qui pourrait compléter l'offre touristique et de loisirs du Grand-Duché de Luxembourg. De ce fait, cette infrastructure dispose d'un certain potentiel pour attirer des visiteurs au Luxembourg.

Selon les statistiques affichées par le porteur de projet, le simulateur de chute libre attire une clientèle de tout âge, mais surtout de la tranche d'âge de 9 à 14 ans. Cette attraction «indoor» pourrait constituer une offre très attractive pour les familles avec enfants, surtout lors de journées pluvieuses. Le fait qu'aucune attraction similaire n'existe dans la Grande Région permettrait également d'attirer une clientèle spécifique au Luxembourg (amateurs de sensations fortes, parachutistes, organisations de compétitions, etc.).

Le Ministre de l'Économie est donc d'avis que cette attraction récréative pourrait certainement contribuer d'une manière complémentaire à l'attractivité touristique de notre pays.

Le porteur du projet a indiqué au Ministère de l'Économie avoir sélectionné le Ban de Gasperich à Luxembourg-ville comme lieu d'implantation idéal pour son projet car la localité est accessible par trois autoroutes et bien desservie par les transports en commun.

Force est de constater qu'à ce jour le porteur de projet est toujours au stade de la recherche d'un terrain adéquat. Le Ministère de l'Économie ne dispose pas de terrains disponibles pour ce type de projet.

Le Ministre de l'Économie reste cependant disposé à continuer d'accompagner le projet, notamment dans la mise en contact avec les promoteurs immobiliers privés.

Question 0080 (22.1.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **travail à temps partiel:**

La nouvelle Ministre de la Défense allemande, Ursula von der Leyen, a déclaré vouloir améliorer les conditions pour les personnes travaillant à l'armée allemande pour concilier la vie familiale et la vie professionnelle en instituant notamment un droit au congé partiel et en introduisant des comptes épargne-temps.

Selon l'article 31.1. du statut général des fonctionnaires de l'État (Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) «le fonctionnaire peut assumer un service à temps partiel (...) si l'intérêt du service le permet». Par ailleurs, il est précisé que «la décision d'accorder un service à temps partiel appartient au ministre du ressort, sur avis du chef d'administration (...)». Par ailleurs, le point 2, b) du même article exclut d'office du bénéfice d'un service à temps partiel les fonctionnaires de bon nombre de carrières supérieures.

Selon mes informations, pour ce qui est plus particulièrement de l'armée luxembourgeoise, les femmes et hommes des carrières moyenne et supérieure ne sont guère autorisés à travailler à temps partiel, même s'ils sont parents d'enfants en bas âge.

Dans ce contexte et en me référant à ma question parlementaire 2517 du 21 janvier 2013 *(cf. compte rendu n°7/2012-2013)*, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Défense, Monsieur le Ministre de la Fonction publique ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- L'accord gouvernemental prévoit que, «dans le souci d'égalité entre femmes et hommes et afin de permettre aux parents de mieux concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle, des négociations seront entamées en vue d'analyser la possibilité d'un droit temporaire au travail à temps partiel». Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que la fonction publique devrait donner le bon exemple et autoriser autant que possible son personnel à travailler à temps partiel?

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que même le personnel des carrières moyenne et supérieure, y compris celui au sein de l'armée, devrait avoir le droit de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle?

- Eu égard à l'argument de vacances de postes dans les carrières d'officier et de sous-officier, argument avancé par le ministre alors en fonction en réponse à ma question parlementaire 2517 du 21 janvier 2013 pour justifier le refus de travail à temps partiel au sein de l'armée, Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que de meilleures conditions pour concilier vie professionnelle et vie familiale pourraient faciliter le recrutement de candidats et candidates pour ces carrières?

- Comment Madame la Ministre et Messieurs les Ministres entendent-ils favoriser et promouvoir l'exercice effectif du droit à une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale au sein de la fonction publique en général et dans l'armée luxembourgeoise en particulier?

Réponse commune (3.3.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

En se référant à sa question parlementaire n°2517 du 21 janvier 2013, Madame la Députée Claudia Dall'Agnol pose plusieurs questions relatives au service à temps partiel. Ainsi, en citant l'accord gouvernemental, elle voudrait savoir si la fonction publique ne devrait pas donner le bon exemple et autoriser autant que possible son personnel à travailler à temps partiel. Elle demande par ailleurs si les agents des carrières moyenne et supérieure, y compris ceux au sein de l'armée, ne devraient pas également avoir le droit de mieux concilier leur vie familiale et professionnelle. Au vu de l'argument d'un nombre élevé de vacances de postes dans les carrières d'officier et de sous-officier avancé par le Ministre alors en fonction en réponse à sa question parlementaire n°2517, l'honorable Députée aimerait savoir si de meilleures conditions pour concilier vie professionnelle et vie familiale ne permettraient pas de faciliter le recrutement de candidats et de candidates pour ces carrières. Finalement, elle voudrait savoir comment les Ministres concernés entendent promouvoir et favoriser une meilleure conciliation de la vie professionnelle et familiale dans la fonction publique en général et dans l'armée en particulier.

De manière générale, le Gouvernement entend optimiser la conciliation entre travail et vie familiale à tous les niveaux, pour les hommes et pour les femmes. Une réduction de la durée de travail est un instrument parmi d'autres pour atteindre cet objectif et mérite donc en principe d'être promue, mais non sans rendre attentives les personnes concernées aux conséquences de cette forme d'organisation du travail, notamment en termes d'évolution de carrière et de niveau de pension.

En ce qui concerne la question d'une introduction éventuelle d'un droit individuel à un travail à temps partiel respectivement une extension des droits existants, il est évident qu'il y a toujours lieu de chercher un équilibre entre les désirs des agents et les besoins du service pour garantir le bon fonctionnement de ce dernier. C'est dans ce sens que nous tenons à renvoyer à la réponse donnée à la question parlementaire n°2517 précitée dans laquelle il a été précisé que le critère de l'intérêt du service pour apprécier la possibilité ou non d'accorder un service à temps partiel est nécessaire pour tenir compte de la situation concrète de chaque service et afin de garantir le bon fonctionnement du service public.

De plus, alors que le statut général des fonctionnaires de l'État exclut actuellement certains agents du bénéfice d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un service à temps partiel, à savoir ceux occupant des fonctions de directeur, de directeur adjoint, de chef de division ou de chef de service, le Gouvernement actuel entend poursuivre les mesures prévues par le Gouvernement précédent, qui consistent à limiter dans le cadre des réformes en matière salariale et statutaire l'exclusion du bénéfice d'un congé pour travail à mi-temps et d'un service à temps partiel aux fonctionnaires dirigeants visés par la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État. Cela signifie donc qu'à l'avenir les agents occupant la fonction de chef de division ou de chef de service pourront également demander à bénéficier d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un service à temps partiel.

Concernant l'armée luxembourgeoise, c'est à juste titre que Madame la Députée souligne que les dispositions du statut général des fonctionnaires en matière de service à temps partiel sont intégralement applicables aux militaires de carrière. En l'occurrence, il s'agit de concilier dans la mesure du possible, les aspirations légitimes des militaires de carrière de pouvoir bénéficier d'un service à temps partiel avec les exigences du service de l'armée luxembourgeoise. Dans le passé, en effet, les demandes de service à temps partiel ont été refusées en tirant argument du manque des effectifs de l'armée.

En étroite collaboration avec les autorités militaires et les autres services concernés par la matière, le Ministre de la Défense entend faire élaborer des lignes directrices objectives permettant d'identifier au préalable les emplois pouvant être occupés par des militaires bénéficiant d'un service à temps partiel.

Il importe de souligner dès à présent que l'éventuelle attribution d'un service à temps partiel ne devra en aucun cas affecter la capacité du bénéficiaire de devoir participer notamment aux opérations de maintien de la paix effectuées par notre armée. Pendant sa participation effective à une telle mission à l'étranger, le militaire concerné devrait, consécutivement à des adaptations législatives, s'engager à effectuer son service à temps plein et à reprendre son service à temps partiel au moment de son retour de mission.

Question 0081 (22.1.2014) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **emplacements réservés aux voitures à moteur électrique:**

Conscients des bienfaits pour notre environnement, de plus en plus de citoyens se décident, à l'achat d'un nouveau véhicule, d'opter pour une voiture à moteur électrique. De nombreuses communes viennent à la rencontre de ces automobilistes en leur réservant des emplacements spéciaux dans l'espace public, équipés de bornes de rechargement.

Or, il s'avère qu'en pratique les agents municipaux, faute de dispositions y relatives dans le Code de la Route, sont dans l'impossibilité de verbaliser les conducteurs de voitures équipées de moteurs à combustion qui, malgré les panneaux de signalisation, stationnent aux emplacements réservés aux voitures électriques.

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de réglementer ces emplacements afin de permettre aux agents municipaux de verbaliser les contrevenants et ce faisant garantir que les emplacements restent vacants pour les véhicules auxquels ils sont dédiés?

Réponse (4.3.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la réglementation des emplacements réservés aux véhicules électriques.

Lors de sa dernière réunion le 13 janvier 2014, le groupe de travail «modification du Code de la Route» de la Commission de Circulation de l'État, dans lequel notamment le Syvicol est représenté, a approuvé une proposition de texte élaborée par mes services concernant les modifications à apporter au Code de la Route en vue de l'introduction de l'électromobilité.

L'adaptation envisagée sera intégrée dans un avant-projet de règlement grand-ducal qui modifiera à plusieurs égards l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route) et qui sera soumis à l'approbation du Conseil de Gouvernement avant l'été prochain.

Question 0084 (23.1.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**abus du système social:**

Eist Land huet e besonnesch ausgeprägte Sozialsystem. E System, dee jiddwerengem hei am Land e mënschewierdegt Liewen assuréiere soll. Leider kënnt et bei all System ëmmer nees zu Abusen an och Fraudë beim Ausbezuele vun dëse Leeschtungen.

Et ass gewosst, datt et an eise Gemengen uechtert d'Land eng Rei vu Problemer gëtt, wat de Registre de la population ugeet, wat dann zur Konsequenz huet, datt eng Rei vu Paiementer an alle Beräicher vun der Sozialhëllef vum Lëtzebuerger Stat abusivement ausbezuelt ginn.

Den Här Statsminister huet annoncéiert, datt eng Regierungséquipe e Screening vun eisem Sozialsystem an all sengen Dépensë wäert maachen. Vun der Familljeministesch gouf schonn annoncéiert, datt wahrscheinlech verschidde Kierzunge bei der Mammerent, dem RMG an dem Kannergeld wäerte kommen.

Dofir wéilt ech gären dës Froen un den Här Statsminister stellen:

- Wier et net eng prioritär Aufgab vum Stat, d'Abusen an d'Fraudë beim Ausbezuele vu Sozialleeschtungen anzedämmen, iert Kierzungen am Allgemenge géifen duerchgefouert ginn?

- Envisagéiert déi nei Regierung eventuell e Groupe de travail, dee genau dës Problematik zu senger Aufgab mécht, fir strikt Kontrollen dobaussen um Terrain ze maachen, fir dëse Mëssstand anzedämmen an dee fir méi Gerechtegkeet suergt?

Réponse (12.2.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den honorabelen Députéierte schreift, et wier „gewosst, datt et an eise Gemengen uechtert d'Land eng Rei vu Problemer ginn, wat de Registre de la population ugeet, wat dann zur Konsequenz huet, datt eng Rei vu Paiementer an alle Beräicher vun der Sozialhëllef vum Lëtzebuerger Stat abusivement ausbezuelt ginn".

Fir op déi gestallte Fro détailléiert äntwerten ze kënnen, wier et interessant ze wëssen, vu wéi enge konkreten Abusen hie Kenntnis huet. Domadder wären dann och déi Feeler ze identifizéieren, déi bis elo eventuell zu Fraudë beim Ausbezuele vu Sozialleeschtunge gefouert hunn.

Sollt d'Gesetz vum 19. Juli 2013 iwwert de Registre national des personnes physiques, dat de Gemengen d'Verantwortung fir d'Un- an Ofmelle vun den Awunner iwwerdréit an och d'Konditioune festleet, déi d'Populatiounsbüroe vun de Gemenge musse respektéieren, wa se eng Persoun umellen, sech op verschiddene Punkten als net ugepasst erweisen, wäert d'Regierung selbstverständlech der Chamber prioritär déi noutwendeg Verbesserunge virschloen.

Fir de Fall, wou sech erausstelle sollt, datt e Groupe de travail kéint hëllefen, Verbesserunge virzeschloen, ass d'Regierung selbstverständlech bereet, esou e Grupp anzesetzen.

Question 0085 (27.1.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**instauration de zones à faibles émissions et** l'**introduction d'un péage urbain en vue de la réduction de la pollution atmosphérique:**

D'après la déclaration gouvernementale, le Gouvernement optimisera les réseaux de mesurage de la qualité de l'air, notamment de la part des oxydes d'azote. Afin d'améliorer la qualité de l'air, le Gouvernement établira et assurera la mise en œuvre d'un plan d'action «air» visant la réduction des émissions de l'industrie et de l'artisanat ainsi que celle de la pollution due à la circulation.

Dans le contexte de l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, environ 300 zones à faibles émissions («Low Emission Zones») à travers une dizaine de pays européens ont été instaurées. À l'intérieur de ces zones, l'accès restreint des véhicules les plus polluants.

L'objectif commun est de réduire la pollution atmosphérique conformément aux valeurs limites de la réglementation européenne sur la qualité de l'air. Soulignons que la qualité de l'air s'est nettement améliorée dans l'Union européenne durant les dernières années grâce aux activités engagées. Néanmoins, la pollution atmosphérique demeure la principale cause liée à de nombreuses maladies et décès prématurés au sein de l'Union.

Afin de soutenir les États membres à parfaire l'élaboration et la mise en œuvre de leurs programmes de lutte contre la pollution atmosphérique et des mesures qu'ils contiennent, des aides financières pourront leur être accordées par le biais de fonds structurels et d'investissements européens pour la période 2014-2020 («Fonds ESI») et de l'instrument européen «LIFE» pour la même période.

La proposition de la Commission européenne concernant les Fonds ESI comporte un volet re-

latif à la qualité de l'air, axé notamment sur les zones urbaines. Les États membres, les régions et les villes touchés par de graves problèmes de qualité de l'air sont incités à faire usage de ces fonds, le cas échéant, pour mettre en œuvre des mesures de réduction de la pollution atmosphérique, notamment via la promotion de technologies innovantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Santé:

- Certaines villes ayant instauré des zones à faibles émissions ont obtenu des résultats encourageants au niveau de l'amélioration de la qualité de vie. Dans le cadre de son futur plan d'action «air», le Gouvernement serait-il prêt à proposer une telle mesure dans les agglomérations urbaines luxembourgeoises?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'employer les fonds proposés par le nouveau programme européen «ESI»?

Réponse commune (6.3.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Les «LEZ ou Low Emission Zones» (zones à faibles émissions) sont des programmes de l'Union européenne destinés à réduire la pollution atmosphérique au sein des villes par divers moyens.

Dans le cadre de l'élaboration du premier plan de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg en 2010, l'instauration d'une zone à faibles émissions avait effectivement été considérée comme une mesure potentielle d'amélioration de la qualité de l'air. L'analyse de l'impact d'une interdiction de l'accès aux voitures les plus polluantes avait relevé que pour le cas concret de la ville de Luxembourg, seulement une faible réduction de la pollution était à prévoir. En prenant encore en considération des charges administratives élevées, l'instauration d'une zone à faibles émissions n'avait finalement pas été retenue.

Toutefois, en fonction de l'évolution de l'impact des différentes sources d'émissions responsables et des normes européennes d'émissions (normes EURO), l'une ou l'autre forme d'une zone à faibles émissions serait à envisager lors de toute nouvelle élaboration ou de l'actualisation de plans de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg ou pour d'autres régions du pays.

Il en est de même pour les aides financières qui pourront être accordées au titre des fonds structurels et d'investissements européens et du nouvel instrument LIFE pour la période 2014-2020. Dans une première phase, le Gouvernement se donnera les moyens pour analyser les possibilités pour pouvoir bénéficier des aides financières européennes dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de nouveaux programmes de lutte contre la pollution atmosphérique.

Question 0087 (28.1.2014) de **MM. Gilles Baum** et **Lex Delles** *(DP)* concernant la **réorganisation de la Police grand-ducale:**

Concernant une éventuelle réorganisation de la Police grand-ducale, le programme gouvernemental dispose que: «Afin de renforcer la présence dans les régions et garantir un meilleur service au citoyen, le Gouvernement entend revoir la structure des commissariats de police dans les régions rurales.»

Dans ce contexte, nous nous permettons d'attirer l'attention de Monsieur le Ministre sur la situation à l'est du pays, où les autorités policières constatent depuis 2011 une augmentation considérable des infractions et que, par conséquent, le sentiment de sécurité tant subjectif qu'objectif des citoyens de la région concernée a fortement diminué ces dernières années.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les mesures de restructuration prévues pour la région de l'est, notamment pour les commissariats de proximité existants?

- Est-il plus particulièrement prévu d'augmenter le nombre de patrouilles et d'accroître la rapidité d'intervention dans la région concernée?

Réponse (11.3.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le Grand-Duché de Luxembourg connaît une légère augmentation de la criminalité qui va de pair avec l'évolution démographique du pays. Depuis 2011, la criminalité dans la région de police de Grevenmacher a augmenté d'environ 6,5%, les chiffres analysés considérant tant les faits criminels que les tentatives. Pendant cette même période, la population sur le territoire a connu une évolution de 11,25% et les effectifs ont évolué de 11,25% par rapport à l'augmentation des effectifs des circonscriptions régionales de la Police grand-ducale.

À ce stade, je suis en phase de réflexion concernant les travaux de réorganisation de la police. Je tirerai les conclusions qui s'imposent après avoir considéré les avis de tous les acteurs concernés.

Concernant les projets de restructuration concrets, je me permets de souligner l'initiative des communes de Niederanven et de Flaxweiler, suggérant la création d'une communauté de commissariats de proximité de Niederanven et Roodt-Syre. Cette disposition permet à la police de garantir non seulement des heures d'ouverture permettant un meilleur accueil à la population, mais également la couverture du territoire entre 07.00 et 19.00 heures par une patrouille de police.

Question 0088 (28.1.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **paiement de la 2e tranche de l'aide financière aux étudiants:**

Il me revient que la 2e tranche d'une aide financière accordée à un étudiant (i.e. pour le semestre d'été) ne lui est versée qu'après présentation des résultats d'examen du premier semestre. Or, il s'avère que dans certains cas, ces résultats ne sont communiqués qu'en février, ce qui signifie qu'un certain nombre d'étudiants risquent de se retrouver dans une situation financièrement précaire.

Ainsi il semblerait qu'au niveau du CEDIES, les étudiants concernés, même après avoir exposé leur situation difficile, se voient refuser toute avance sur la 2e tranche de l'aide financière. Les seuls «conseils» de la part du CEDIES seraient «de rechercher un travail en attendant» ou de «contracter un prêt personnel auprès d'un institut bancaire».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance de ces cas?

- Est-ce qu'une avance est refusée dans tous les cas ou existe-t-il des exceptions à cette règle?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conditions d'octroi d'une telle avance?

- Dans la négative, ne serait-il pas possible d'envisager d'octroyer sous certaines conditions une «avance» sur la 2e tranche de l'aide financière aux étudiants concernés?

Réponse (11.2.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

L'article 6.1 de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière pour les études supérieures précise que: «Les bourses et prêts sont alloués pour la durée d'une année académique; ils sont liquidés en deux tranches semestrielles par année académique.» Le même article précise dans son point 2 que: «La liquidation de l'aide est subordonnée à la production de certificats ou d'autres pièces officielles attestant que les conditions de l'octroi de l'aide sont remplies, notamment de certificats d'inscription et le cas échéant, de certificats de réussite des études antérieures.»

Les dates limites de dépôt des demandes sont définies à l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 5 octobre 2000 pris en exécution de la loi précitée.

Ni la loi, ni le règlement grand-ducal ne prévoient le paiement d'une avance de quelque nature que ce soit. Il y a lieu de préciser que le calcul du montant de la bourse respectivement du prêt à accorder à l'étudiant par semestre est un processus automatisé par une banque de données électronique. Chaque calcul semestriel est basé sur le contrôle de certains documents qui définissent l'éligibilité de l'étudiant au bénéfice de l'aide financière.

Les agents en charge du traitement des demandes, en dehors de l'impossibilité technique définie par le fonctionnement de la banque de données, ne peuvent pas accorder ou refuser une aide financière sans avoir consulté les documents à l'appui fournis par l'étudiant.

Finalement il y a lieu de souligner que l'administration est confrontée à 25.000 demandes par semestre. D'un point de vue logistique un traitement individualisé des demandes n'est pas réalisable.

Question 0089 (29.1.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **projet de rénovation du stade Josy Barthel:**

Dans son téléjournal d'hier soir, RTL a diffusé un reportage concernant le projet de modernisation du Stade Josy Barthel. Il semblerait, d'après ce reportage, que les responsables communaux soient en train de remettre en cause le site du stade au motif que les travaux de construction présenteraient une série d'inconvénients. Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg aurait, quant à elle, déjà réfléchi à une alternative pour l'emplacement du nouveau stade. Or, ce dernier se situerait en dehors du territoire de la capitale, alors même que la Ville de Luxembourg s'est déjà engagée à financer les travaux de modernisation du Stade Josy Barthel à hauteur de 30%. Par ailleurs, la Chambre des Députés vient d'adopter le plan quinquennal d'équipement sportif définissant entre autres le budget du nouveau stade.

Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg a déclaré dans l'interview: «Et muss een eben elo kucken, wierklech sech zesummesetzen, awer dat nëmme mat dem Minister, mam Sportsminister, ob dat do wierklech déi allerleschten a beschte Léisung ass oder ob een zesummen, ganz schnell awer dann, eng aner Léisung sech kéint ginn. Mä wéi gesot, sou wäit si mir awer elo nach net, mä mir wäerten ons an deenen nächste Woche gesinn, fir dat do definitiv ze klären.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Le Ministre est-il au courant de ce «revirement» dans le dossier du stade national de football? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons précises de la remise en cause des travaux de rénovation du Stade Josy Barthel? Quel serait le cas échéant le site alternatif?

2. Pourquoi avoir fait adopter le plan quinquennal qui se réfère au Stade Josy Barthel si un autre site est en discussion?

3. Au cas où un nouveau site devrait être retenu, cela emporterait-il un changement dans la répartition financière du projet et des retards dans l'inauguration du nouveau stade?

4. En tout état de cause, quelle est la position du Gouvernement?

Réponse (25.2.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question parlementaire donne lieu aux éléments de réponse suivants:

1. Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg m'a informé courant janvier 2014 que la Ville de Luxembourg était en train d'examiner si un autre site sur le territoire de la commune ne se prêterait pas mieux à la construction d'un stade national de football que le site actuel du Stade Josy Barthel. Le site finalement retenu a été présenté, en accord avec les ministres concernés et la FLF, le 14 février dernier lors d'une conférence de presse.

2. Le 10e plan quinquennal d'infrastructures sportives que la Chambre des Députés vient de voter détermine seulement l'enveloppe financière que le Ministre des Sports a à sa disposition pour subventionner les équipements sportifs nationaux, régionaux et locaux. Monsieur le Député n'est pas sans savoir qu'il appartient à un ou plusieurs règlements grand-ducaux d'énumérer concrètement les infrastructures à subventionner. Ces règlements grand-ducaux ne sont pas encore pris. Reste à préciser que ce n'est pas la rénovation du Stade Josy Barthel qui figurera dans un règlement, mais la construction d'un stade national de football, peu importe le site d'implantation.

3. Que ce soit le Stade Josy Barthel ou un autre site, la répartition financière sera toujours la même. J'ai par ailleurs souligné qu'il m'importe que la construction du stade ne soit pas retardée par la recherche d'un autre site et que le coût reste dans la fourchette prévue quel que soit le site choisi.

4. Conformément au programme gouvernemental, le Gouvernement est fermement décidé à la construction d'un stade national de football où on pourra également jouer au rugby.

Question 0090 (29.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**approvisionnement du secteur de la défense par des PME:**

Den europäesche Sornmet huet a senge Konklusioune vum 19. an 20. Dezember festgehalen: «Les PME sont un maillon important de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur de la défense, et elles constituent une source d'innovation et un catalyseur essentiel de la compétitivité.» Den Europäesche Conseil insistéiert op d'Wichtegkeet fir kleng a mëttel Betriber, un dësem Marché kënnen deelzehuelen, dëst iwwert d'Grenzen eraus.

Fir un dëse Marchéë kënnen ze participéieren, ginn oft Sécherheetszertifikater (habilitation des personnes morales et physiques) gefrot. Zum Beispill gëtt et am franséische Verdeedegungsministère eng „Mission PME", déi d'Betriber beréit an hinnen hëlleft, d'Konditiounen ze erfëllen, fir dës Zertifikater ze kréien.

Dowéinst wéilt ech dem Minister fir Ekonomie a fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Konklusioune vum Sommet an ass se grondsätzlech bereet, Lëtzebuerger Entreprisen ze ënnerstëtzen, déi fir den „Secteur de la Défense" schaffen?

2. Brauchen d'Entreprisen eng „habilitation de sécurité", wa si wëllen u Marchéen am Secteur vun der Verdeedegung am Kader vun der EU deelhuelen? Ass dës Habilitatioun och gëlteg fir Marchéen am Kader vun der NATO?

3. Wéi ginn ons Entreprisen informéiert, datt se un dëse Marchéë kënnen deelhuelen an eventuell op d'Hëllef vun der Lëtzebuerger Regierung kënnen zielen?

4. Kréien d'Entreprisen déi néideg Informatiounen, ob si eng „habilitation de sécurité" brauchen a wéi eng Démarchë se musse maachen, fir dës ze kréien?

5. Ass de Minister bereet, innerhalb vum Ministère fir Ekonomie an/oder vum Verdeedegungsministère eng Cellule op d'Been ze stellen, déi de Lëtzebuerger Entreprisen bei hire Beméiungen an Démarchen hëlleft, wa se fir de Secteur vun der Verdeedegung wëlle schaffen?

Réponse (5.3.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Mat hirer Kommunikatioun vum Juli 2013 (COM (2013) 542 final) huet d'Europäesch Kommissioun Mesurë proposéiert, fir ee méi kompetitiven an effizienten europäesche Secteur vun der Verdeedegung an der Sécherheet ze schafen. Dëst Zil ass och vum Europäesche Sommet vum Dezember 2013 opgegraff ginn.

Den europäesche Secteur vun der Verdeedegung an der Sécherheet ass amgaange sech nei opzestellen, och well de gesetzleche Kader zënter e puer Joer changéiert huet. An deem Sënn wäerten déi national Marchéë méi oppe ginn. Dat heescht, dass de lëtzebuergesche Marché fir europäesch Entreprisë méi accessibel wäert sinn, an am Géigenzuch wäerte lëtzebuergesch Entreprisë méi Accès am europäeschen Ausland fannen.

An deem Kontext versteet et sech vum selwen, dass d'Regierung d'Konklusioune vum Sommet ënnerstëtzt an aktuell préift, wéi eisen Entreprisen dobäi kann ënnert d'Äerm gegraff ginn.

Eis Entreprisë kënne sech via déi offiziell Publikatioune vun der EU an hire Memberstaten iwwert d'Marchéen informéieren. En utilë Site an deem Kontext ass den Tenders Electronic Daily (TED) (http://www.ted.europa.eu), deen d'Marchéen, déi am Journal Officiel de l'UE publizéiert ginn, och elektronesch zougänglech mécht. Dës Marchéen entspriechen natierlech der europäescher Gesetzgebung an dierfen an deem Sënn kenger politescher Aflossnahm ënnerstoen.

Entreprisë kënne sech zu all Moment souwuel un de Ministère de l'Économie wéi och un d'Direction de la Défense wenden, wa se Hëllef fir hir administrativ Démarchen am Beräich vun dem Secteur vun der Verdeedegung oder Sécherheet brauchen. Béid Administratiounen hu Spezialisten, déi berodend kënne bäistoen, allerdéngs an de Limitë vun der europäescher Gesetzgebung, déi wéi gesot eng politesch Aflossnahm bei der Verdeelung vu Marchéë verbitt.

Wat d'„habilitations de sécurité" ugeet, muss dorop higewise ginn, dass all international Organisatioun hir eege Regelen huet, wat d'Sécherheet vun den Informatioune betrëfft. All Persoun, déi un engem Marché deelhëlt, deen Zougang zu klassifiéierten Informatiounen erfuerdert, brauch eng „habilitation de sécurité" opgrond vun de jeeweilege Sécherheetsbestëmmungen an opgrond vum Gesetz vum 15. Juni 2004.

Dat ass allerdéngs eng Kompetenz vun der Autorité nationale de sécurité (ANS), déi dem Ministère d'État ënnersteet. D'ANS ass zoustän-

neg, fir esou eng Habilitation ze verginn, souwuel fir eng Personne physique wéi och fir eng Personne morale, also eng Entreprise.

Question 0091 (30.1.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**abolition des commissariats de district:**

Selon le programme gouvernemental 2013-2018, «le Gouvernement se prononce en faveur de l'abolition des commissariats de district qui seront intégrés au Ministère de l'Intérieur.» Lors de la réunion de la Commission des Affaires intérieures du 9 janvier 2014, Monsieur le Ministre a annoncé que cette suppression des commissariats de district est prévue pour le 1er janvier 2015.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- L'abolition des commissariats de district entraînera-t-elle à court ou moyen terme aussi la suppression des districts?

- Quelles seront les attributions, tâches et fonctions des commissaires de district intégrés dans le Ministère de l'Intérieur?

Réponse (10.3.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à l'abolition annoncée des commissariats de district.

L'article 2 de la Constitution dispose que «les limites et chefs-lieux des arrondissements judiciaires ou administratifs, des cantons et des communes ne peuvent être changés qu'en vertu d'une loi».

Les limites et les chefs-lieux des districts sont définis à l'article 109 de la loi communale du 13 décembre 1988.

Le Gouvernement entend effectivement mettre en œuvre l'abolition des commissariats de district qui est déjà en discussion depuis de nombreuses années.

En ce qui concerne les attributions, tâches et fonctions dévolues par les différentes dispositions légales aux commissaires de district, celles-ci seront soit purement et simplement abolies si elles n'ont plus de raison d'être, soit transférées au Ministère de l'Intérieur ou à d'autres départements ministériels ou administrations. Le personnel des commissariats de district sera intégré au Ministère de l'Intérieur. Par ailleurs, il est prévu d'une part de mettre en place une cellule juridique au sein du ministère qui aura entre autres comme mission de fournir des informations juridiques aux communes et d'autre part de revoir le rôle du service de contrôle de la comptabilité communale. Avec leur expérience et leur connaissance du terrain, les commissaires de district et le personnel des commissariats de district pourront utilement contribuer à ces nouvelles missions du Ministère de l'Intérieur.

L'intégration des commissariats de district au Ministère de l'Intérieur devra également entraîner la suppression des districts dans la mesure où ils n'auront plus de raison d'être en tant qu'arrondissements administratifs.

Question 0092 (30.1.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **taux d'imposition maximale sur le revenu:**

Dans sa réponse à notre question parlementaire n°66 du 15 janvier 2014 *(voir ci-dessus)*, le Ministre des Finances indique:

«Le groupe politique LSAP a avancé une idée qu'il souhaite verser au débat sur la réforme fiscale qu'il est prévu de présenter pour l'année 2016. À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de cette réforme qui comportera un paquet équilibré de mesures.»

Monsieur le président du parti LSAP et président du groupe politique LSAP vient d'être cité aujourd'hui avec les mots suivants: «Ich zweifle nicht daran, dass die Idee [der Reichensteuer] sich durchsetzen wird.» «Nach Ansicht Bodrys kommt die Regierung um eine Anhebung des Spitzensteuersatzes gar nicht umhin, wenn sie an ihrem Ziel festhält, den Mittelstandsbuckel abzumildern, ohne dass die Haushalte mit geringem Einkommen stärker belastet werden sollen. Die Maßnahme mache sowohl „technisch" wie auch „politisch" Sinn, wenn die für 2016 angekündigte Steuerreform „gerecht" sein soll. Bodry zufolge muss die Debatte über den Spitzensteuersatz jetzt geführt werden, da im Zuge der geplanten Mehrwertsteuererhöhung eine allgemeine Diskussion um die Steuerlandschaft unvermeidbar sei.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Le Ministre des Finances ne paraît pas partager l'avis du président du parti et du groupe politique LSAP de débattre dès maintenant du relèvement du taux d'imposition maximale sur le revenu. Pour quelles raisons?

2. Quand le Ministre des Finances entend-il lancer ce débat évoqué par le parti et le groupe politique LSAP?

3. Le Ministre des Finances pense-t-il, à la lumière des déclarations du président du parti et du groupe politique LSAP, que le relèvement du taux d'imposition maximale sur le revenu soit inévitable? À défaut, quelles sont les pistes préconisées par le Ministre des Finances pour atténuer le «Mëttelstandsbockel»?

Réponse (7.3.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

1. À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de la réforme fiscale de 2016 qui comportera un paquet équilibré de mesures.

2. J'entends lancer le débat évoqué par le parti et le groupe politique LSAP ensemble avec les discussions sur les autres mesures que comprendra le paquet précité de la future réforme fiscale.

3. Quant aux travaux en vue de ladite réforme fiscale, il importe de ne pas préjuger aujourd'hui des pistes préconisées, des discussions dont elle s'enrichira ou des conclusions auxquelles ces travaux pourront aboutir.

Question 0093 (30.1.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **terrain synthétique de rugby:**

Le rugby est un sport en plein essor au Luxembourg. Toutefois le nombre et la qualité des installations disponibles entravent sérieusement son développement. Les clubs de rugby, tels le «Rugby Club Luxembourg» et le «Club de rugby du Cercle Sportif des Communautés Européennes - CSCE)», doivent se partager un seul terrain.

Le terrain de Cessange doit ainsi être utilisé presque tous les jours par les différentes équipes. Par conséquent, le gazon ne peut se régénérer. Par mauvais temps ou en hiver, le terrain devient presque impraticable et présente des risques certains pour les sportifs.

Les clubs souhaitent la construction d'un terrain synthétique de rugby aux standards approuvés par la Fédération internationale IRB et plaident pour la mise à disposition d'un deuxième terrain. Un terrain synthétique serait disponible pour de longues années, demande moins d'entretien et offrirait une qualité de jeu et un niveau de sécurité constant toute l'année, quelles que soient les conditions météorologiques.

Pour ces raisons, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Monsieur le Ministre entend-il participer activement à la recherche d'une solution pour la pratique du rugby au Luxembourg, le cas échéant en collaboration avec la Ville de Luxembourg?

2. Est-ce que les autorités pourraient mettre un terrain approprié, avec du gazon synthétique, à disposition des clubs de rugby à court ou moyen terme?

3. Un second terrain, le cas échéant sans gazon synthétique, pourrait-il être disponible pour la pratique du rugby?

Réponse (25.2.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Par la question parlementaire du 30 janvier 2014, mon attention a été attirée sur les difficultés rencontrées par les clubs de rugby au Luxembourg de disposer de terrains d'entraînement et de jeu appropriés pour la pratique de leur sport dans des conditions acceptables.

Dans ce contexte, je me réjouis tout d'abord de l'essor remarquable pris ces dernières années par le rugby et plus particulièrement par les trois clubs de rugby recensés au Luxembourg qui bénéficient tous les trois d'un subside de la part du Ministère des Sports.

Concernant plus précisément les trois volets de la question parlementaire n°93, j'aimerais apporter les éléments de réponse suivants:

Ad 1) Il est évident que je compte contribuer à la recherche de toute solution qui puisse améliorer les conditions de la pratique du rugby au Luxembourg, le cas échéant en concertation avec la Ville de Luxembourg pour ce qui est des clubs domiciliés dans la capitale et avec toute autre commune abritant ou accueillant à l'avenir un club de rugby et disposée à mettre un terrain afférent à disposition.

Dans cet ordre d'idées d'ailleurs, je n'ai pas manqué d'insister à ce que le nouveau stade national de football en planification puisse satisfaire non seulement les besoins de la Fédération Luxembourgeoise de Football, mais également ceux de la Fédération Luxembourgeoise de Rugby à l'occasion de leurs rencontres internationales officielles.

Ad 2) et 3) Toutefois, le Ministère des Sports ou de manière plus générale les autorités étatiques ne disposent pas d'un terrain de rugby, ni en gazon naturel, ni au revêtement synthétique à mettre à disposition des trois clubs de rugby du Luxembourg. Il y a lieu de préciser à cet égard que le Ministère des Sports n'est pas le maître d'ouvrage lors de la réalisation d'équipements sportifs, mais qu'il intervient financièrement, et à titre subsidiaire, lors de telles réalisations pour lesquelles une ou plusieurs communes se constituent maître d'ouvrage.

Ainsi, à travers le 10e programme quinquennal d'équipement sportif que la Chambre des Députés vient d'adopter unanimement, le Ministère des Sports subventionne sur une période de cinq ans (2013-2017) et pour un total de 100.000.000 euros des projets d'équipements sportifs à caractère local, régional ou national qui lui sont présentés par une commune ou un syndicat de communes.

Dans ce contexte, j'invite les clubs concernés, assistés de leur fédération, à sonder toute possibilité d'aménagement de tels terrains dans les communes respectives où ils ont élu domicile, sinon ailleurs, et d'inciter leur commune d'accueil à présenter pareil projet dans le cadre du 10e programme quinquennal d'équipement sportif.

Question 0096 (3.1.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **retouche d'une photo publiée par la police:**

Le lundi 27 janvier, un accident de la route a eu lieu entre Frisange et Schlammestee impliquant trois voitures et faisant deux blessés graves. D'après un article d'un journal luxembourgeois, l'un des véhicules appartiendrait à un important réseau d'aide et de soins à domicile, comme le laisserait apparaître son marquage. Or, sur la photo de l'accident que la police a fait parvenir aux rédactions de presse un peu plus tard dans la journée, le flocage a soudainement et totalement disparu.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons ayant poussé la police à la retouche de cette photo?

- Au lieu de retoucher la photo, procédure qui donne l'impression qu'une vérité est cachée, n'aurait-il pas été préférable de flouter l'enseigne de l'entreprise?

- Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de la police afin que les photos transmises à la presse ne soient plus retouchées de cette manière à l'avenir?

Réponse (7.2.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Les directives internes du Service Communication et Presse de la Police grand-ducale sur les retouches numériques des photos d'accident prescrivent un «floutage» numérique de certains éléments de clichés avant publication.

Dans le cas d'accident de la circulation, un floutage grossier, donc clairement identifiable comme une altération de la photo originelle, est effectué pour certains éléments visibles sur un cliché permettant d'établir un lien évident avec le propriétaire du véhicule. Tel est notamment le cas pour les plaques minéralogiques, les noms d'enseigne commerciale ainsi que les logos d'entreprise.

Suite à un malentendu interne, un collaborateur du Service Communication et Presse de la Police grand-ducale ne s'est pas contenté de flouter le logo de l'entreprise, mais a purement et simplement effacé toute trace du marquage commercial. Le résultat de la retouche a ainsi manifestement dépassé l'objectif initial visé par les directives internes au service. Il s'agit en l'occurrence d'une erreur personnelle d'un employé du Service Communication et Presse qui ne peut être considérée comme expression de désinformation de la Police grand-ducale et pour laquelle la Police s'excuse.

J'ai donné instruction que les dispositions des directives internes soient scrupuleusement respectées par l'ensemble du personnel policier et civil de la Police grand-ducale.

Question 0099 (4.1.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **système e-TVA:**

Commerçanten, Handwierker a Fräiberuffler encaisséieren d'TVA bei hire Clienten a mussen déi dann un de Stat weiderleeden. Dëst bedéngt e gréisseren Opwand, wat Kontabilitéit an Deklaratioune betrëfft, deen net vum Stat honoréiert gëtt.

Zanter dësem Joer un däerfen dës Deklaratiounen net méi op de Pabeierformulairë gemaach ginn, mä si mussen iwwert de System e-TVA un d'Administratioun eragi ginn, dëst fir all Assujetti, deen eng monatlech oder eng trimesteriell Deklaratioun muss ofginn. Dëst bedéngt zum Beispill, datt dës Commerçanten, Handwierker a Fräiberuffler mussen e Computer hunn, iwwer Internet verbonne sinn, a ganz besonnesch, datt se mussen e LuxTrust-Sécherheetsschlëssel hunn.

Och fir Assujettië mat eelere Kontabelen an/oder eelere Buchungsprogrammer bedeit de System e-TVA e gréisseren Opwand an eng grouss Emstellung.

Dowéinst wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wisou ass et net méiglech, de Commerçanten, Handwierker a Fräiberuffler d'Wiel ze loossen, ob se hir TVA-Deklaratioun op Pabeier oder iwwer e-TVA eraginn? Muss net och hei de Rechtsprinzip gëllen «Ad impossibilia nemo tenetur»?

2. Deelt den Här Minister d'Meenung, datt de Choix vum System, wéi een eng TVA-Deklaratioun ofgëtt, eng Moossnam wier, déi een als Simplification administrative kéint gesinn an déi eng biergerfrëndlech Approche wier?

3. Sinn dem Här Minister Fäll bekannt, wou eng TVA-Deklaratioun op Pabeier am Délai eragereecht ginn ass, dës vun der Administratioun einfach zréckgeschéckt gouf an duerno den Assujetti en Avertissement krut, well e seng Deklaratioun net am Délai ofginn huet?

4. Wéi héich sinn d'TVA-Recetten aus dem Joer 2013 (oder 2012), déi vu klengen a mëttlere Betriber kommen, ob Commerçant, Handwierker oder Fräiberuffler, mat manner wéi 250 Salariéen?

Réponse (25.3.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

D'Gesetz vum 10. November 2009 huet schonn den obligatoreschen Dépôt vun den TVA-Deklaratiounen an den États récapitulatifs ageféiert. Dëse Prinzip gouf nach eng Kéier am Gesetz vum 29. März 2013 confirméiert.

D'groussherzoglecht Reglement vum 29. März 2013 hält am Artikel 5bis Ausnahmen zréck fir verschidde Kategorië vun Assujettien. Vun der Mesure dérogatoire profitéieren am Joer 2013 méi wéi 33.000 Assujettien (also 52%). Et ass awer richteg, datt laut de legale Bestëmmungen zu Lëtzebuerg all Assujetti, deen eng monatlech oder eng trimestriell Deklaratioun muss ofginn, all seng TVA-Deklaratiounen a seng États récapitulatifs muss elektronesch eraschécken. Et handelt sech hei ëm 48% vun den Assujettien, déi 2013 eng TVA-flichteg Aktivitéit vun enger mëttlerer oder grousser Importenz maachen.

D'TVA ass eng Kontabilitéitssteier. Fir den Assujetti, dee seng Konten esou féiert, wéi d'groussherzoglecht Reglement vum 21. Dezember 1979 et virgesäit, bedéngt den Dépôt vun den TVA-Deklaratioune kee gréisseren Opwand. Vill Buchungsprogrammer generéieren den XML-Fichier automatesch fir den Transfert iwwert de System e-TVA. Dës Facilitéit ass sécher als Simplification administrative unzegesinn.

D'Verwaltung proposéiert awer och en Dépôt a Form vun engem PDF-Fichier fir déi Assujettien, déi mat eelere Buchungsprogrammer schaffen.

Am Zäitalter vum Internet, E-Commerce, E-Banking... , ass et sécher net disproportionéiert vu Commerçanten, Handwierker a Fräiberuffler ab enger gewësser Importenz unzehuelen, datt si e Computer an e LuxTrust-Sécherheetsschlëssel hunn.

Obschonn déi gesetzlech Bestëmmung säit dem 1. Januar 2013 a Kraaft ass, huet d'Verwal-

tung den Assujettien nach zousätzlech néng Méint gelooss, fir sech ze konforméieren. Ab dem Oktober 2013 awer akzeptéiert d'Verwaltung keng TVA-Deklaratioun méi um Pabeier an de Fäll, wou de Gesetzgeber den elektroneschen Envoi virschreift. Den Assujetti kritt d'TVA-Deklaratioun zréckgeschéckt mat der Invitatioun, de System e-TVA ze benotzen.

Well ganz oft d'Caseën 108 an 109 op der TVA-Joreserklärung (Zuel vun de Salariéen) net ausgefëllt sinn, ass et fir d'Verwaltung net méiglech, eng Statistik iwwert d'TVA-Recettë vu klengen a mëttlere Betriber (mat manner wéi 250 Salariéen) opzestellen.

Question 0100 (4.1.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**Office Luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité (OLAP):**

L'OLAP constitue une association sans but lucratif agréée par arrêté ministériel du 7 décembre 1998 comme organisateur de cours de formation professionnelle continue. Cet organisme a depuis sa création permis à des milliers de personnes de suivre une formation continue de qualité.

Or, d'après des informations à ma disposition, le personnel employé par l'OLAP a été licencié alors que l'OLAP va mettre un terme à ses activités.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) D'après l'article 11 des statuts de l'OLAP, des représentants de ministères sont membres du conseil d'administration de cette association. Le Ministre peut-il me confirmer qu'un ou plusieurs représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse font actuellement partie du conseil d'administration de l'OLAP? Peut-il me confirmer que ces représentants n'étaient pas présents à la réunion du conseil d'administration ayant décidé le licenciement du personnel de l'OLAP? Quelles sont les raisons de cette absence des représentants du Ministère?

2) S'est-il avéré que l'OLAP fermera ses portes prochainement? Pourquoi?

3) Quel sera le sort réservé au personnel de l'OLAP? Les employés seront-ils repris par les centres de formation des chambres professionnelles ou par l'État?

Réponse (3.3.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

1) L'article 30 du Titre VI - Relations avec les pouvoirs publics et gestion financière - prévoit que les relations avec les pouvoirs publics seront réglées par voie de convention avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg.

Dans ce contexte a été conclue la convention signée en date du 13 décembre 1957 entre le Ministère des Affaires économiques à Luxembourg et l'OLAP. Celle-ci a été amendée par la convention signée en date du 3 avril 2009 entre le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et l'OLAP. Elle prévoit que le poste budgétaire relatif à la subvention allouée à l'OLAP du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur soit transféré vers le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

La convention se limite à régler les volets financier et budgétaire dans les relations entre les parties. De ce fait, la présence d'un membre du Ministère de l'Éducation nationale au Conseil d'administration de l'OLAP n'est pas requise.

Aucun représentant des ministères impliqués ne fait d'ailleurs partie du conseil d'administration de l'OLAP. L'article 10 des statuts de l'OLAP prévoit, en effet, que: «L'office est administré par un conseil comprenant au moins six membres. La composition sera telle que le nombre de représentants des organisations d'employeurs soit égal à celui des organisations de travailleurs. Le conseil gère les affaires de l'association et est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tout acte d'administration ou de disposition qui intéresse l'association.»

Il n'est donc nullement prévu dans les statuts de l'association que des représentants du Gouvernement soient impérativement membres du conseil d'administration de l'OLAP.

2) L'OLAP est une association sans but lucratif qui exploite un organisme de formation du même nom. L'offre de formation commercialisée sous la marque OLAP se décline en une offre propre à l'association, d'une part, et une «plateforme» de formations appartenant aux Chambre de Commerce et Chambre des Métiers, d'autre part. La partie propre à l'association représente moins d'un tiers des formations qui sont offertes au public sous la marque OLAP. La «plateforme» des chambres patronales a été créée courant 2005 en considération des difficultés économiques que l'association rencontrait depuis plusieurs années déjà, nonobstant le subventionnement de la part de l'État luxembourgeois. L'OLAP a ainsi pu commercialiser les formations offertes par l'intermédiaire de la «plateforme» sans toutefois devoir supporter les frais y afférents, qui sont supportés par les chambres patronales. L'association ne dispose de surcroît pas d'infrastructures propres, de sorte que les formations OLAP se déroulent toutes dans les centres de formation respectifs des chambres patronales, à leurs frais.

L'OLAP ne poursuivra à l'avenir plus ses activités dans le domaine de la formation professionnelle continue telles que décrites ci-avant. Les trois chambres professionnelles prévoient de créer une plateforme de concertation surtout dans les domaines de la formation tout au long de la vie, de la formation des tuteurs en entreprise ainsi que des formateurs. À ces fins, les chambres professionnelles concernées considèrent le maintien de la structure juridique de l'OLAP.

3) Au niveau du personnel de l'OLAP, je peux vous confirmer que le chargé de direction s'est vu offrir un poste à l'INFPC et qu'une employée a été engagée par la Chambre des Salariés. En ce qui concerne les deux autres employées, je ne dispose actuellement pas d'informations officielles. Néanmoins, il semblerait que la Chambre de Commerce serait disposée à engager au moins une de ces employées.

Question 0101 (4.2.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant les **infrastructures sportives du Lycée d'Echternach:**

En matière d'éducation sportive, le programme gouvernemental dispose: «Une activité physique et sportive adaptée, dès le plus jeune âge, depuis les services d'éducation et d'accueil, à travers l'éducation fondamentale, puis l'enseignement secondaire, reste la base vitale et nécessaire pour promouvoir et garantir à tout adolescent une éducation motrice et sportive indispensable pour la vie.»

Dans ce contexte, j'aimerais attirer l'attention de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures sur le fait que les infrastructures sportives du Lycée classique et technique d'Echternach sont assez vétustes et ne répondent plus aux critères d'une infrastructure sportive scolaire moderne.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quand l'avant-projet d'un hall sportif pour le lycée d'Echternach a-t-il été présenté aux responsables communaux et quelle est l'enveloppe financière de ce projet?

- Quand le comité d'acquisition compte-t-il reprendre l'initiative pour lancer ce projet important?

- De quelle manière les places de stationnement qui disparaîtront pourront-elles être compensées?

Réponse (19.3.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur le projet de nouvelles infrastructures sportives au profit du Lycée technique et du Lycée classique d'Echternach.

Le Lycée classique d'Echternach ne dispose pour l'instant pas d'infrastructures sportives adéquates. Cependant, ces dernières années, une solution d'implantation a été cherchée en collaboration avec les responsables du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du lycée ainsi que de la ville d'Echternach. Suite à de nombreuses discussions avec le Service des Sites et Monuments Nationaux, le Centre national de recherche archéologique, l'Administration de la Gestion de l'Eau et la commune, le terrain d'implantation «A Kack» a finalement trouvé l'accord de toutes les parties.

L'avant-projet sommaire d'un hall sportif pour le lycée d'Echternach a été présenté aux responsables de la commune ainsi qu'aux acteurs concernés lors d'une réunion début juillet 2013 au sein du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Lors de cette réunion, l'Administration des Bâtiments publics a également présenté les différentes études réalisées jusqu'à présent dans le cadre dudit projet:

- étude de sol réalisée en collaboration avec le Centre national de recherche archéologique (CNRA),

- études hydrauliques,

- étude de compensation pour les places de parking.

Le budget estimatif du projet, y compris le réaménagement des places de parking «A Kack» ainsi que la réalisation des mesures de compensation des volumes de rétention demandées par l'Administration de la Gestion de l'Eau, s'élève à environ 8.000.000 euros TTC.

À noter que les volumes et le terrain de compensation n'ayant pas encore été précisément définis, un surcoût quant aux mesures de compensation des volumes de rétention reste à être évalué.

Avant que le comité d'acquisition ne soit chargé pour une quelconque initiative dans ce dossier, une décision finale quant au terrain d'implantation définitif pour le hall sportif devra être arrêtée entre l'État et la commune. En vue d'acquérir ou d'échanger des terrains pour le projet en question (le terrain «A Kack» est propriété de la ville d'Echternach), le comité d'acquisition sera bien évidemment chargé des négociations pour l'acquisition des terrains en question.

Quant aux places de stationnement à «compenser», l'on note que le parking «A Kack» dispose aujourd'hui d'environ 150 emplacements, dont à peu près 70 pourront être maintenus.

Il est proposé de compenser en grande partie les 80 places de stationnement supprimées sur le parking «A Kack» derrière le Lycée classique d'Echternach.

En effet, le parking derrière le lycée pourrait être réaménagé et divisé en deux parties. Une partie du parking serait réservée pour le personnel enseignant du lycée (environ 75 emplacements), l'autre pourrait être mise à disposition de la ville d'Echternach (environ 80 emplacements).

En plus et à court terme, 15 emplacements supplémentaires pourraient être aménagés en modifiant le marquage des emplacements de stationnement de la rue de la Montage et de la rue des Redoutes.

Question 0102 (5.2.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **réanimation cardio-pulmonaire:**

L'arrêt cardiaque figure parmi les causes de mortalité les plus fréquentes au Luxembourg et dans nos pays voisins. Dans 60 à 70% des cas, des témoins sont présents lors d'un arrêt cardiaque. D'après ce qui me revient des services d'urgence, des tentatives de réanimation ne sont cependant que rarement entamées par les personnes de l'entourage au Luxembourg. Dans d'autres pays, comme les Pays-Bas ou la Suède, une réanimation par massage cardiaque est néanmoins assurée dans plus de 60% des cas par des citoyens avant l'arrivée sur place des services de secours. Les chances de survie des personnes touchées sont ainsi nettement améliorées, puisque des lésions cérébrales irréversibles doivent être envisagées à partir d'un manque d'oxygène de trois à cinq minutes. Par peur de faire des fautes de manipulation, beaucoup de citoyens n'osent cependant pas intervenir lors d'un arrêt cardiaque. Tandis que la seule faute consiste à ne rien faire du tout! Voilà pourquoi le Gouvernement a lancé en 2012 le projet «réagis!» regroupant tous les acteurs importants dans le but d'informer et de sensibiliser la population au sujet de la réanimation cardio-pulmonaire.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame et Messieurs les Ministres:

1) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le développement et l'état d'avancement du projet en question?

2) Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils me donner leur appréciation sur les mesures suivantes appliquées dans nos pays voisins, à savoir:

- une offre généralisée de formations de courte durée (60 minutes) sur la réanimation cardio-pulmonaire aux élèves de l'enseignement secondaire;

- l'introduction d'un cours de premiers secours plus diversifié comme cours d'option dans l'enseignement secondaire;

- l'organisation d'une offre étendue de cours de premiers secours dans le cadre de la formation continue;

- l'obligation de passer un cours de premiers secours dans le cadre des examens nécessaires pour l'obtention d'un permis de conduire?

Réponse commune (10.3.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les services du Ministère de la Santé collaborent depuis 2012 avec le «Luxembourg Resuscitation Council» (LRC), ceci en vue d'informer et de sensibiliser la population au sujet de la réanimation cardio-pulmonaire.

Avec le soutien du Ministère de la Santé, le LRC a lancé cette même année la campagne de sensibilisation à l'arrêt cardiaque «réagis!». Le succès de cette campagne destinée au grand public dépasse depuis lors largement les attentes. Endéans six mois, plus de 1.300 participants ont été formés aux cours «réagis!».

Suite à un sondage effectué auprès des lycées par la Commission nationale des programmes de l'Éducation physique et sportive (CNP-EPS), 14 lycées se sont dits prêts à assumer une formation courte sur la réanimation cardio-pulmonaire lors d'une des leçons d'éducation physique et sportive, certains ont émis des réserves quant à la faisabilité avec des groupes d'élèves à effectifs élevés. Les enseignants ont exprimé le souhait de se faire former par des professionnels du LRC dans la démarche pédagogique vis-à-vis des élèves. Aussi aimeraient-ils que du matériel de démonstration leur soit mis à disposition.

Certains lycées sont déjà équipés avec des défibrillateurs. Le service des infrastructures du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'est proposé de financer les défibrillateurs dans les lycées qui n'en ont pas encore. La CNP-EPS s'est dite prête à commencer les cours après la formation par le LRC.

Les lycées sont libres d'organiser un cours optionnel de premiers secours. Toutefois, ils ne disposent pas nécessairement de chargés de cours qualifiés en la matière et, en période de restrictions budgétaires, les moyens des lycées sont limités quant à la rémunération de cours spéciaux et de l'engagement d'intervenants externes.

Un cours de premiers secours est offert par l'Institut de formation continue pour tous les enseignants avec notamment comme objectifs d'apprendre les notions de base de premiers secours, d'approfondir quelques notions de premiers secours et d'être en mesure de préparer et tenir les leçons de premiers secours pendant un semestre. Les contenus contiennent des éléments théoriques et pratiques et une participation active est recherchée.

Concernant l'opportunité d'introduire l'obligation de participer à un cours de premiers secours en vue de l'obtention du permis de conduire, celle-ci pourra être discutée dans le cadre d'une éventuelle refonte générale de l'apprentissage du permis de conduire.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que d'ores et déjà les véhicules dont la masse maximale autorisée dépasse 3.500 kg ainsi que les autobus et autocars doivent être munis d'un coffret de secours contenant des objets et produits pharmaceutiques nécessaires aux premiers soins en cas d'accident.

Question 0103 (5.2.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **surveillance du Ministre des Affaires étrangères par le Service de Renseignement pendant les années quatre-vingt:**

Et sinn Informatiounen u mech erugedroe ginn, datt de Geheimdéngscht (SREL) an den 80er Joren den deemolege Lëtzebuerger Ausseminister a senger Vakanz op der Côte d'Azur ënner Surveillance gesat hätt, dëst ënner anerem fir ze wëssen, mat wiem den Ausseminister do Kontakt hat.

Kann den Här Premierminister dës Informatioun confirméieren?

Réponse (7.3.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'honorable Député s'interroge au sujet d'une éventuelle surveillance par le Service de Renseignement du Ministre des Affaires étrangères Jacques F. Poos à son lieu de vacance au cours des années quatre-vingt.

Je voudrais informer l'honorable Député que le Service de Renseignement a vérifié dans ses archives et a interrogé l'ancienne direction ainsi que les responsables des activités opérationnelles du Service de Renseignement de l'époque. Ces vérifications ne font ressortir aucun élément tangible permettant de penser que l'ancien Ministre des Affaires étrangères ait été surveillé par le Service de Renseignement, a fortiori en territoire étranger.

La recherche dans les fichiers cartographiques nominatifs, entreposés aux Archives nationales (et sous le contrôle de cette administration), et dans les rapports de filature ne dégage aucune référence à pareille action au Luxembourg ou à l'étranger.

Question 0105 (6.2.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **loi sur le commerce électronique:**

Suite à la généralisation et au développement de l'internet, le commerce électronique enregistre des chiffres de croissance impressionnants depuis près d'une décennie. Le Luxembourg avec son environnement juridique offre les meilleures conditions à l'implantation et au développement d'entreprises spécialisées dans ce domaine.

Dans ce contexte se posent cependant certaines questions en ce qui concerne la sécurité juridique des transactions effectuées par voie électronique.

En fait, la législation en matière de commerce électronique repose sur les dispositions de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique, laquelle donne aux transactions électroniques l'encadrement juridique pour se développer dans les meilleures conditions. Or, cette législation ne me semble plus adaptée à l'évolution du commerce électronique de façon générale et au niveau de la sécurité juridique des transactions en particulier.

Au vu de ce qui précède et du fait que ce secteur est en évolution permanente et prend toujours plus d'ampleur, j'aimerais poser une question à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la réglementation devrait être adaptée pour tenir compte de l'évolution du commerce électronique et, dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de réformer la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique?

Réponse (19.2.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La question parlementaire n°105 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

La loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique transposait en 2000, d'une part, la directive 2000/31/CE relative au commerce électronique et, d'autre part, la directive 97/7/CE pour le volet de la protection des consommateurs en matière de contrats par voie électronique.

En ce qui concerne la directive relative au commerce électronique, la Commission européenne vient tout récemment de terminer une analyse pour arriver à la conclusion que ladite directive n'avait pas besoin d'être modifiée à ce jour.

Le volet concernant la protection des consommateurs est aujourd'hui couvert par le Code de la consommation et le Gouvernement est actuellement en train de transposer la directive 2011/83/UE relative aux droits des consommateurs. Ce texte constitue une refonte de l'acquis communautaire en matière de droit de la consommation pour les volets de la vente hors établissement et de la vente à distance.

Le Ministre de l'Économie estime qu'il n'est aujourd'hui pas nécessaire de modifier spécifiquement la loi relative au commerce électronique, la sécurité juridique des transactions électroniques n'étant pas remise en cause par les récentes évolutions.

Question 0106 (6.2.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **renseignements auprès du Registre de Commerce et des Sociétés (RCS):**

Q36

Wann een de Registre de Commerce et des Sociétés (RCS) urifft, kritt ee vun engem Tëlefonscomputer de Choix, mat engem Mataarbechter verbonnen ze ginn, dee Franséisch („dréckt 1"), Lëtzebuergesch („dréckt 2"), Englesch (3) oder Däitsch (4) schwätzt.

1) Kann den Här Minister soen, wéi vill Leit déi jeeweileg Optioune wielen?

2) Et ass mir zu Ouere komm, datt Utilisateuren, déi 2 gedréckt hunn (Lëtzebuergesch), mat engem eleng franséischsproochege Mataarbechter verbonne goufen. Handelt et sech dobäi ëm e Feeler am System oder feelt et u lëtzebuergeschsproochege Mataarbechter?

3) Wat gedenkt den Här Minister géint dee Manktem ze ënnerhuelen?

Réponse (7.3.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Als Éischt wollt ech preziséieren, dass de Registre de Commerce et des Sociétés (RCS) 2007 eng Etüd gemaach huet zesumme mat engem externe Consultant, fir d'Tëlefonszentral ze perfektionéieren. Op Basis vun de Konklusiounen, déi aus der Etüd erauskomm sinn, ass 2007 en neie Gestiounssystem fir Tëlefonsuriff an E-Mailen installéiert ginn. Dëse System ass baséiert op enger performanter Tëlefonszentral an engem spezielle Computerprogramm, dee fir d'Besoine vum RCS ugepasst ginn ass an deen e ganz prezise Suivi vun den Tëlefonsuriff an den E-Mailen erlaabt.

De System ass installéiert gi mam Zil, de Benotzer vum RCS eng telefonesch Plattform ze bidden, déi:

1. et méiglech mécht, esou séier wéi méiglech eng Äntwert ze ginn an eng onnéideg Waardezäit vum Uruffer ze vermeiden, an

2. eng geziilt Äntwert ka ginn, déi ugepasst ass un d'Besoine vum Utilisateur an erlaabt, den Uruffer mat enger Persoun ze verbannen, déi eng prezis Äntwert ka ginn.

An deem Sënn an op Basis vun der Erfahrung, déi de Gestionnaire vum RCS gesammelt huet, ass e Portail d'accueil téléphonique mat enger duebeler Struktur opgestallt ginn, déi erlaabt:

1. d'Wiel vun der Sprooch (Franséisch, Lëtzebuergesch, Däitsch oder Englesch), an

2. d'Wiel vum Thema vun der Fro (1 = informatesche Site, 2 = Prozedur fir Dokumenter ze déposéieren, 3 = Prozedur fir d'Konten ze déposéieren).

Duerno geet et esou weider:

1. eng éischt Serie vu Mataarbechter vum telefoneschen Helpdesk ginn Äntwerten op Froen, wou et eng méi oder manner standardiséiert Äntwert gëtt,

2. wann d'Fro méi cibléiert a méi komplex ass, sprange Leit aus dem Back office an, notamment wann eng Recherche néideg wär,

3. wann d'Fro héich komplex ass, gëtt d'Fro vu Juristen oder Ekonomiste vum RCS beäntwert.

Hei sinn nach e puer Statistiken iwwert d'Aktivitéit vum Helpdesk vum RCS:

Joergang	2013	2012	2011
Tëlefonsuriff (in + out)	31.688	38.902	30.535
E-Mailen	3.783	4.405	n.d.
Gesamt	35.471	43.307	
Zuel vun den Interventioune pro Schaffdag	141	171	

2013 sinn nëmmen zwielef Tëlefonsuriff verluer gaangen (0,04% vun der Gesamtzuel vun den Uriff) an 2012 waren et der 47 (0,12%). Dës Zuele beweisen, wéi performant de System ass.

Fir elo op d'Froe méi genau anzegoen:

Zu der 1. Fro:

2013 ass den Helpdesk 31.503-mol ugeruff ginn. D'Repartitioun tëschent de verschiddene Sprooche war esou:

FR	21.619	68,6%
LUX	6.857	21,8%
DE	1.928	6,1%
ENG	1.099	3,5%

Et stellt een do fest, dass déi grouss Majoritéit vun de Froen (68,6%) op Franséisch gestallt ginn.

Zu der 2. Fro:

Et gëtt kee Feeler am System oder e Manktem u lëtzebuergeschsproochege Mataarbechter. Wéi hei am Ufank erkläert ginn ass, ass de System esou opgesat ginn, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, d'Sprooch ze wielen an den Typ vu Froen. Domat soll garantéiert ginn, dass d'Utilisateuren esou séier wéi méiglech mat enger Persoun a Verbindung gesat ginn, déi eng prezis Äntwert ka ginn, ouni dass et néideg ass, e puermol den Uruff ze transferéieren. Falls ee bestëmmten Interlocuteur dee Moment net fräi ass, gëtt dann den Appell automatesch weidergeleet, fir ze vermeiden, dass den Utilisateur ze vill laang an der Waardeschläif bleift. An deem Kontext kann et virkommen, dass een Utilisateur, dee gefrot huet, fir mat engem lëtzebuergeschsproochege Mataarbechter verbonnen ze ginn, mat engem franséischsproochegen oder daitschsproochege Mataarbechter verbonne gëtt, well all déi lëtzebuergeschsproocheg Mataarbechter de Moment scho besat sinn. D'Zil ass awer, esou séier wéi méiglech en Utilisateur mat enger Persoun a Verbindung ze setzen, déi eng valabel Äntwert ka ginn, an d'Waardezäit esou wäit wéi méiglech kuerz ze halen. Wann een Utilisateur awer domat Problemer huet, gëtt hie mat engem lëtzebuergeschsproochege Mataarbechter verbonnen, esou bal een disponibel gëtt.

Zu der 3. Fro:

Vun deem, wat virdrun erkläert ginn ass, kann een net vun engem Manktem schwätzen, mä vun enger Optimisatioun vum Service, deen dem Utilisateur gebuede gëtt.

Question 0107 (6.2.2014) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **contournement Olm-Kehlen:**

Lors du débat d'orientation du 19 novembre 2009 sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État, le contournement d'Olm-Kehlen faisait partie de la liste des priorités du Gouvernement et la Chambre des Députés a donné, à travers une motion, son accord de principe quant à la réalisation du projet.

En effet, ce projet de contournement tendait à améliorer la qualité de vie et surtout la sécurité des résidents des localités d'Olm et de Kehlen.

En plus, il présente l'avantage de raccorder efficacement les zones d'activités de Capellen et de Kehlen au réseau routier primaire, sans traverser les zones résidentielles de Kehlen, d'Olm et de Capellen.

À noter que les résidents des localités de Keispelt/Meispelt réclament la réalisation d'une 2e phase dudit contournement afin de délester leurs routes.

Or, en janvier 2014, le nouveau Ministre du Développement durable a déclaré qu'il comptait étudier une autre variante du tracé parce que l'actuel projet entraînerait des problèmes au niveau de la protection de la nature.

Cependant, le projet initial de 1999, qui a retenu la variante Mamer-Kehlen en contournant les villages d'Olm et de Kehlen sur le côté Est, se basait sur des études approfondies et sur un consensus entre la commune, le ministère, les Ponts & Chaussées et les bureaux d'études.

S'ajoute le fait que le CR 102 (Mamer-Kehlen) a été dévié entre autres en vue du futur projet de contournement à la hauteur de Mamer (rue de Kehlen) en passant par le nouveau pont qui traverse l'autoroute A6 menant sur la N6 (route d'Arlon).

Les expertises ont ainsi favorisé la connexion de la zone industrielle de Kehlen sur ledit CR 102 au vu de la proximité et de la faisabilité du projet.

Il échet encore de souligner que le rond-point prévu au niveau de la N12 (Kopstal- Quatre Vents) fut planifié afin de servir la centrale «Naturgas Kielen» qui génère beaucoup de trafic de poids lourds.

Une deuxième phase pourrait être envisagée dans les années à venir pour contourner les villages de Keispelt/Meispelt.

Dans ce contexte, je tiens à préciser que la commune de Kehlen travaille en étroite collaboration avec le service du remembrement en vue de l'acquisition des emprises nécessaires et que des avant-travaux importants ont déjà été entamés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les problèmes de protection de la nature de la variante Est invoqués par Monsieur le Ministre ?

- Quelle alternative pourrait être substituée à la variante Est initialement retenue?

- Sachant que le projet avait été classé en priorité I, dans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre une décision en la matière?

- Quel est l'état d'avancement du projet initial?

Réponse (19.3.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, il y a lieu de subdiviser le projet sous rubrique en deux fonctions et tronçons distincts, à savoir:

1. Le contournement d'Olm-Kehlen entre l'autoroute A6 et la Route Nationale RN12 permettant de délester la localité de Kehlen en déviant le trafic transitoire nord-sud.

2. Un nouvel accès à la Z.I. de Kehlen sans traverser les localités d'Olm et Kehlen.

D'après les analyses environnementales effectuées la variante «est» du tronçon 1 n'aura pas d'impact majeur sur les objectifs de protection de zones habitat «Natura 2000».

Par contre, le nouvel accès à la Z.I. de Kehlen étudié jusqu'à présent aurait un impact indirect sur la zone habitat «Vallée de la Mamer et de l'Eich» ainsi que sur la zone habitat «Massif forestier du Ielboesch».

Tout en confirmant que les deux tronçons du projet de contournement d'Olm-Kehlen (N6-A6-N12) figurent toujours parmi les projets prioritaires de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «transports», je viens de donner l'instruction à mes services d'étudier des tronçons alternatifs pour accéder à la Z.I. de Kehlen tout en évaluant soigneusement les incidences éventuelles des variantes sur l'environnement naturel et humain ainsi que leurs conséquences pour les investissements publics.

Question 0108 (6.2.2014) de **Mme Nancy Arendt** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **tentatives supposées d'enlèvement d'enfants:**

Après que deux nouveaux cas de tentatives supposées d'enlèvement d'enfants ont été signalées mardi dernier, de plus en plus de parents commencent à s'inquiéter. La Police grand-ducale a indiqué hier que les enquêtes tourneraient à plein régime et a fourni un certain nombre de conseils aux enfants respectivement à leurs parents. Elle a toutefois également insisté à ce que les gens ne cèdent pas à la panique.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait mieux informer les parents, les élèves et le personnel enseignant et éducatif/encadrant sur le comportement adéquat à adopter dans des situations telles que décrites ci-dessus?

- Ne pense-t-il pas qu'il faudrait inciter les écoles et les maisons relais à organiser des réunions de sensibilisation tant du personnel enseignant et encadrant que des parents?

- Ne faudrait-il pas procéder régulièrement à de telles sensibilisations p. ex. en les organisant systématiquement une fois par an?

- Ne faudrait-il pas ensemble avec les officiers de police élaborer une brochure d'information à destination des écoles et des maisons relais voire des parents et des élèves?

Réponse (11.3.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les supposées tentatives d'enlèvement d'enfants rapportées dans la presse nationale ont suscité de nombreuses inquiétudes auprès des enfants comme des adultes.

Les parents sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants, mais les enseignants et le personnel socio-éducatif sont également des personnes de référence qui jouent un rôle clé dans l'encadrement des enfants et leur apprentissage de la vie. Dans des situations d'exception et face aux craintes parfaitement compréhensibles que celles-ci font naître, tous les partenaires scolaires sont appelés à agir de concert pour sensibiliser les enfants et les aider à se protéger contre des dangers éventuels.

Les enfants peuvent d'autant plus facilement s'approprier des conseils de sécurité que ceux-ci sont véhiculés de manière cohérente à la maison, à l'école et dans la structure d'accueil. Pour développer cet effet de synergie dans le contexte des récentes tentatives de rapt, le ministère a adressé, le 6 février 2014, une communication aux présidents des comités d'école, aux représentants des parents d'élèves et aux autorités communales. Dans cette circulaire, le ministère a résumé des recommandations à l'intention des enfants, élaborées en concertation avec la Police grand-ducale, et rappelé les mesures de sécurité et de surveillance en vigueur. Le ministère a également recommandé au personnel enseignant de contacter les autorités communales afin que soient prises les mesures nécessaires pour renforcer le contrôle de l'accès aux enceintes et bâtiments scolaires. Par ailleurs, il s'est concerté avec les inspecteurs en charge des communes dans lesquelles des incidents ont été rapportés.

Plutôt que d'inviter l'ensemble des écoles et des maisons relais à organiser des réunions de sensibilisation, il est préférable de prévoir régulièrement des actions de sensibilisation qui impliquent directement les enfants. En abordant les dangers avec leur classe ou leur groupe, les enseignants et les éducateurs peuvent formuler des mises en garde et des recommandations adaptées à l'âge et à la maturité des enfants et favoriser ainsi l'échange sur les risques et la gestion des situations de la vie courante. Ce faisant, ils sont directement à l'écoute des craintes et des questions des enfants, mais aussi des parents.

La sensibilisation aux dangers d'une agression s'inscrit plus généralement dans le contexte de prévention de la violence. Au-delà des programmes scolaires proprement dits, de nombreux programmes et actions spécifiques (ateliers, journées pédagogiques, etc.) sont mis en œuvre dans les écoles fondamentales et lycées à l'intention des élèves comme du personnel enseignant et socio-éducatif. L'inspection des écoles fondamentales en collaboration avec les parquets des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch organise des réunions d'information à l'intention des présidents des comités d'école sur les démarches à suivre en cas de danger imminent ou de constats de violence. Une feuille de route élaborée par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) informe les enseignants de l'enseignement fondamental et des lycées sur les mesures à prendre et les instances à contacter en cas de suspicion de maltraitance ou d'abus sexuel d'un enfant ou d'un jeune. Il est tout à fait envisageable d'élargir cette documentation en y incluant également des conseils de sécurité face aux dangers d'enlèvement.

Question 0109 (7.2.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**éventuelle mise à l'arrêt du site de production d'ArcelorMittal à Schifflange:**

Le management d'ArcelorMittal vient d'annoncer que le site de production de Schifflange ne serait plus compétitif et que par conséquent le groupe entend le mettre définitivement à l'arrêt. Ainsi un autre chapitre de l'histoire sidérurgique du pays prendra fin.

Au vu de ce qui précède, je désire poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à cette nouvelle?

- Quelles démarches le Gouvernement entend-il entreprendre afin de revaloriser le terrain dans l'objectif d'y installer au plus vite de nouvelles entreprises? Le Gouvernement a-t-il déjà élaboré une stratégie pour la revalorisation des terrains avec les communes concernées, à savoir Esch-sur-Alzette et Schifflange?

- Qui sera responsable de l'assainissement du site en question?

Réponse commune (12.3.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Lors d'une interview récente, Michel Wurth, directeur général d'ArcelorMittal, a déclaré que les activités sidérurgiques sur le site de Schifflange seraient définitivement arrêtées.

Le Gouvernement regrette cette décision d'ArcelorMittal. Le Gouvernement constate toutefois que l'accord LUX 2016 est mis en œuvre de façon constructive. Cet accord prévoit notamment des investissements conséquents pour moderniser et renforcer les sites de Belval et Differdange.

Par ailleurs, il est noté avec satisfaction que pour l'année 2014 la production de laminage sur le site de Rodange est continuée.

Concernant le site de Schifflange, il appartient à ArcelorMittal d'entamer une procédure de cessation d'activités en accord avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Ministre de l'Économie vient par ailleurs de saisir la direction d'ArcelorMittal quant aux intentions du groupe de valoriser le site à l'avenir.

Question 0110 (10.2.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **monument en souvenir à la princesse Amalia de Saxe-Weimar-Eisenach:**

Au bord du parc dit «Amalia-Park» de la ville de Luxembourg se situe le monument érigé en 1876 en souvenir à la princesse Amalia de Saxe-Weimar-Eisenach, épouse du prince Henri d'Orange Nassau, prince des Pays-Bas et Gouverneur du Luxembourg. Malgré le fait qu'elle ne s'impliqua guère dans les décisions politiques, Amalia joua un rôle dans la résolution de la crise luxembourgeoise de 1867, qui aboutit au second Traité de Londres officialisant l'indépendance et la neutralité du Grand-Duché. Par ailleurs, Amalia était très engagée dans le domaine caritatif. Finalement, elle introduisit au Luxembourg le préscolaire selon le concept pédagogique de Friedrich Fröbel.

Sur le monument lui dédié se trouve l'inscription «À la princesse Henri des Pays-Bas 1830-1872». Aucune mention n'est faite ni de son nom, ni de ses mérites.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Culture ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Égalité des chances les questions suivantes:

- Afin de mieux faire connaître ce personnage tant auprès de la population luxembourgeoise qu'auprès des nombreux touristes fréquentant notre capitale, Mesdames les Ministres ne pensent-elles pas qu'il y aurait lieu de compléter ledit monument par une plaquette explicative, faisant état du nom de la princesse Amalia et de ses mérites?

- Mesdames les Ministres envisagent-elles de faire le relevé des monuments dédiés à des femmes et des inscriptions y figurant dans le but de les compléter éventuellement ou, le cas échéant, de les faire compléter par les autorités en charge et de valoriser ainsi les mérites de ces femmes?

Réponse commune (26.3.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

L'égalité effective entre femmes et hommes dans tous les domaines de la vie est l'une des priorités du Gouvernement. Sur base du rappel du principe du «gender mainstreaming», l'accord de coalition de 2014 invite tous les acteurs de la société à tenir compte des besoins et intérêts spécifiques des hommes et des femmes dans leurs travaux respectifs. Cette stratégie concerne d'autant plus les domaines politiques qui touchent directement les citoyens, hommes et femmes, dont font partie la culture et le tourisme.

L'atteinte de cet objectif est largement tributaire des vues et mentalités d'un bon nombre d'acteurs et avant tout du grand public. Des campagnes de sensibilisation ponctuelles doivent aller de pair avec la publication durable d'informations pour influencer la manière de penser des gens.

Dédier des rues, des monuments ou autres immeubles à des femmes méritantes ne permet pas seulement de rendre visibles et de valoriser les mérites respectifs de celles-ci, mais encore de montrer au grand public et aux générations futures que l'histoire n'est pas uniquement marquée par des personnages masculins.

Devrait-on compléter le monument dédié à la «princesse Henri des Pays-Bas» par une plaquette explicative, faisant état du nom de la princesse Amélie et de ses mérites?

Amélie Marie da Gloria de Saxe-Weimar-Eisenach avait épousé le prince Henri des Pays-Bas, Gouverneur de Luxembourg depuis 1849. L'inscription «Princesse Henri des Pays-Bas 1830-1872» sur le monument reflète le titre officiel de la princesse.

Lors de son inauguration officielle en 1876, le monument communément érigé par suscription nationale fut remis par le comité d'organisation à la Ville de Luxembourg. C'est cette dernière qui depuis s'occupe de l'aménagement et de l'entretien du monument, et c'est donc aussi à elle que reviendrait le cas échéant l'initiative d'ériger une plaquette explicative en honneur de la princesse Amélie.

Dresser le relevé des monuments dédiés à des femmes et des inscriptions y figurant dans le but de les compléter éventuellement.

Il existe déjà un circuit thématique intitulé «Vie des femmes - Femmes légendaires. Une promenade à travers mille ans d'histoire urbaine», qui est un projet conjoint du Luxembourg City Tourist Office et du Cid-femmes, dont les activités sont subventionnées par le Ministère de la Culture. Ce circuit permet de découvrir un certain nombre de sites et monuments de la ville de Luxembourg en lien avec des femmes, célèbres ou non. Des informations complémentaires sur les thèmes du circuit urbain sont disponibles auprès du Cid-femmes, de l'Université du Luxembourg (recherches en matière de genre et de femmes), du Service à l'Égalité des chances de la Ville de Luxembourg, du Ministère de l'Égalité des chances et du Conseil national des femmes du Luxembourg.

Question 0111 (10.2.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **nomination des conseillers d'État:**

De 4. Februar 2014 ass en Avis officiel publizéiert ginn, an deem de Chamberspresident matdeele léisst, datt e Posten am Statsrot fräi ginn ass an datt déijéineg, déi interesséiert wieren an déi dem Profil entspriechen, hir Kandidatur bis de 5. Mäerz kënnen erareechen. Et gëtt och preziséiert, datt fir dee Posten en allgemengen an e spezifesche Profil erstallt gouf. Wat de spezifesche Profil ugeet, hätt de Statsrot eng Preferenz «pour un candidat disposant d'une formation d'un cycle universitaire de quatre ans en économie».

Wann d'Virschlagsrecht dës Kéier bei der Chamber läit, esou louch et bei der viregter Nominéierung beim Grand-Duc respektiv bei der Regierung.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Gouf et bei der viregter Nominéierung och e spezifesche Profil nieft deem allgemengen?

- Wa jo, wat fir eng spezifesch Ausbildung oder Kompetenze sinn deemools verlaangt ginn?

- Wann neen, op wat fir enge Kritäre berout de Choix, deen d'Regierung getraff huet?

2. Am Koalitiounsaccord huet d'Regierung festgehalen: «La procédure de nomination des membres du Conseil d'État ainsi que la question de la publicité de ses travaux seront examinées. La composition du Conseil d'État assurera une représentativité équitable des courants politiques siégeant à la Chambre des Députés.»

- Wéini gedenkt d'Regierung, eng Reform vun der Nominéierungsprozedur an d'Weeër ze leeden?

- Aus wéi enge Grënn huet d'Regierung net vun der viregter Nominéierung profitéiert, fir direkt eng «représentativité équitable des courants politiques» am Statsrot ze garantéieren, vu datt dat och ouni Gesetzesännerung méiglech gewiescht wier?

Réponse (11.3.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den honorabelen Deputéierte freet am Kontext vun der leschter Nominatioun, déi de Grand-Duc respektiv d'Regierung fir d'Besetzung vun engem Posten am Statsrot virgeholl huet, ob et e spezifsche Profil gouf, dee fir déi Nominatioun ausgeschafft gi wor.

Esou e spezifesche Profil gouf et an dësem Fall vusäite vum Statsrot net.

De Choix vun der Regierung berout an dësem Fall op enger Rei Kritären, déi der Meenung vun der Regierung no pertinent sinn, fir d'Zesummesetzung vum Statsrot en vue vu sengen Aufgabe sënnvoll ze ergänzen. Déi concernéiert Persoun erfëllt all déi Kritären. Si huet Erfahrung souwuel op Säit vun de Gewerkschafte wéi och als fréiere Member vun der Regierung. Als laangjähregen Deputéierten a Buergermeeschter vereent si domat zousätzlech horizontal, d. h. themeniwwergräifend Kompetenzen op lokalem, nationalem an internationalem Niveau, déi besonnesch wäertvoll sinn am Kader vun der Roll, déi de Statsrot an der legislativer Prozedur zu Lëtzebuerg anhëlt.

D'Regierung huet an hirem Koalitiounsaccord festgehalen, d'Nominatiounsprozedur vun de Membere vum Statsrot ze analyséieren. D'Regierung wëllt dës Reform am Dialog mat de concernéierten Institutiounen, d. h. der Chamber an natierlech dem Statsrot selwer, op de Wee bréngen. Dëst gëtt eng wichteg Reform, déi eng breet Consultatioun viraussetzt an där d'Regierung bei hirer leschter Nominatioun net wollt virgräifen.

Question 0112 (11.2.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **interventions du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU):**

- Est-ce que l'équipage médical et paramédical qui participe à une intervention (par vecteur terrestre ou aérien) est couvert par une assurance accident (au-delà de l'assurance accident de la sécurité sociale) qui intervient en cas de dommages corporels, d'invalidité ou de décès?

- Dans l'affirmative, quelle est la somme assurée en cas d'invalidité ou de décès? Existe-t-il une différence entre médecin ou infirmier?

- Est-ce que l'équipage du SAMU est également assuré en effectuant une mission par vecteur aérien de la Luxembourg Air Rescue? Est-ce que les mêmes sommes d'assurance sont engagées? Est-ce que la couverture par l'assurance est liée à un «medical passenger briefing» valable?

- Est-ce que l'État luxembourgeois a conclu une responsabilité civile professionnelle pour l'équipage en question?

Réponse (10.3.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Une convention conclue le 28 mars 2003 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes règle la participation des médecins anesthésistes-réanimateurs dans le cadre des secours d'urgence (SAMU).

Suivant cette convention, les médecins qui agissent dans le cadre des activités SAMU bénéficient d'un contrat d'assurance accident et décès prévoyant les garanties suivantes:

- en cas d'incapacité temporaire: une indemnité de 18.127 euros par mois pendant un maximum de vingt-quatre mois, avec un délai de carence de trois jours;

- en cas d'incapacité permanente et à partir des vingt-quatre mois garantis en vertu de l'incapacité temporaire: un montant de 6.043 euros par mois jusqu'au soixante-cinquième anniversaire du médecin;

- en cas de décès: une indemnité de 1.208.500 euros.

Étant donné que le SAMU est considéré comme une extension du service d'urgence de l'hôpital, le personnel de soins qui fait partie de l'équipe SAMU est couvert par les assurances conclues par l'établissement de garde dont il relève.

Les contrats d'assurance couvrent les interventions du SAMU et cela indépendamment du vecteur d'intervention rapide employé (voiture ou hélicoptère).

La convention précitée ne précise pas si le «medical passenger briefing» fait partie du contrat d'assurance. Toujours est-il que les médecins et le personnel de soins qui participent aux activités du SAMU sont au courant des procédures. Par ailleurs, l'équipement à bord de l'hélicoptère est identique à celui des voitures du SAMU.

L'équipage du SAMU est également couvert par une assurance responsabilité civile professionnelle.

Question 0113 (11.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **mise en place d'un mécanisme d'intérêt notionnel:**

Dans leur programme gouvernemental, les partis coalitionnaires DP, LSAP et déi gréng affirment: «Le Gouvernement mettra aussi en place un mécanisme d'intérêt notionnel afin d'encourager les entreprises à renforcer le financement par fonds propres (tout en mettant en place les mesures nécessaires pour éviter des abus).» Lors de la présentation du programme de coalition à la Chambre des Députés le 10 décembre 2013, Monsieur le Premier Ministre déclara: «Mir wëlle bei de Betriber d'Innovatioun stäerken an d'Investitiounen an de Standuert an domadder an nei Aarbechtsplaze weider fërderen. Mir wëllen dofir e geschéckte Mechanismus vun Intérêts notionnels aféieren an d'Méiglechkeet vun enger Réserve immunisée pour investissement schafen.»

De suite, le président de la fraction CSV avait mis en garde le Gouvernement par rapport à

cette intention et déi Lénk s'est positionné ouvertement contre un tel cadeau fiscal, extrêmement controversé en Belgique, pays dans lequel il est appliqué depuis 2006. De plus, il nous revient que des représentants de deux des trois partis gouvernementaux, à savoir déi gréng et le LSAP, ont fait part de leur scepticisme, voire leur opposition à l'introduction d'un mécanisme d'intérêt notionnel, parce que les désavantages d'un tel système prévaudraient largement sur les prétendus avantages, notamment par le fait qu'il engendrerait une perte supplémentaire de recettes fiscales par une partie des entreprises et multinationales et créerait une disproportion supplémentaire dans le traitement fiscal entre certaines entreprises et les citoyens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Le Gouvernement compte-t-il, malgré toutes ces réticences, maintenir son intention de mettre en place un mécanisme d'intérêt notionnel?

2) Dans l'affirmative, quels en seraient les conséquences, les avantages et désavantages, de même que les recettes supplémentaires et les pertes engendrées par ce mécanisme?

3) S'agit-il d'attirer par ce biais des bénéfices créés à l'extérieur par des entreprises internationales?

4) Un tel mécanisme ne serait-il pas dans ce cas contraire au principe d'imposer correctement les revenus, y compris ceux des entreprises, dans le pays où la plus-value a été créée?

5) Un tel mécanisme pour les seules entreprises n'augmentera-t-il pas davantage la différence de traitement entre les entreprises et les détenteurs du capital d'une part, et les salariés, d'autre part?

6) Le cas échéant, ne serait-il pas préférable d'abandonner tout simplement la mise en place d'un mécanisme d'intérêt notionnel?

Réponse (24.3.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans un souci de favoriser l'emploi et d'assurer de manière durable les recettes de l'État, le Gouvernement porte toute son attention sur l'attractivité et la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. Dans cette démarche, un régime fiscal favorisant l'investissement et l'innovation mérite l'attention. Dans ses réflexions sur ce sujet, le Gouvernement entend également examiner des dispositions fiscales visant à réduire le financement des entreprises par la dette.

En tenant compte des objectifs ci-avant tout comme des exigences européennes et internationales, le Gouvernement procédera à une analyse détaillée de l'impact qu'un régime propice aux investissements sur fonds propres peut avoir sur l'innovation et le maintien de l'emploi ainsi que sur l'équilibre des finances publiques. Avant conclusion de cette analyse et définition éventuelle d'un régime fiscal inédit, il serait prématuré de prendre position sur l'une ou l'autre conséquence dont l'honorable Député se préoccupe.

Question 0116 (12.2.2014) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant la **classe préparatoire aux Grandes Écoles françaises:**

Depuis la rentrée 2013, le Lycée classique d'Echternach, en collaboration avec le Lycée Georges de La Tour de Metz, propose une classe préparatoire aux Grandes Écoles françaises où en deux ans les étudiants sont préparés au concours d'entrée aux établissements français à réputation internationale, tels que HEC ou ESSEC.

Depuis plusieurs années, le Luxembourg tente activement d'augmenter le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur afin de disposer d'une main d'œuvre qualifiée. Proposer une classe préparatoire pour les Grandes Écoles françaises au Luxembourg est une initiative qui s'inscrit clairement dans ce contexte et est un atout considérable pour les élèves qui choisissent cette voie. En effet près de 85% des élèves diplômés des Grandes Écoles peuvent se prévaloir d'un contrat d'embauche avant même la fin de leurs études.

Le lancement de cette classe préparatoire s'est montré difficile. Seuls quatre élèves suivent ce cursus pendant l'année académique 2013-2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Que compte entreprendre le Gouvernement afin qu'un plus grand nombre d'élèves s'intéressent à cette classe préparatoire?

Réponse commune (27.02.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Concernant le projet de classes préparatoires, je tiens à préciser qu'une analyse de la situation économique de notre pays montre que le Luxembourg et son marché du travail sont en train d'évoluer dans un contexte économique globalisé.

La désindustrialisation rampante, un secteur bancaire qui doit se redéfinir, de nouvelles opportunités à saisir dans le secteur tertiaire (e-commerce, secteur de la logistique, biotechnologie,…) sont autant de défis pour notre économie. Dans ce contexte, les femmes et les hommes qui sont appelés à prendre des responsabilités auront besoin d'un solide bagage de culture générale, d'une maîtrise de techniques éprouvées de gestion, d'un esprit d'initiative à toute épreuve ainsi que de ténacité et d'endurance pour aborder les challenges auxquels seront confrontés les dirigeants des prochaines années.

Les Grandes Écoles françaises préparent leurs étudiants à relever ces défis. Il importe de promouvoir l'accès aux plus prestigieuses Grandes Écoles françaises, surtout dans le domaine économique.

Mettre en place une classe préparatoire économique et commerciale dans un lycée luxembourgeois, c'est se donner les moyens du côté de l'éducation nationale luxembourgeoise de préparer au mieux les élèves issus des classes terminales pour se présenter au concours d'admission des Grandes Écoles de commerce.

J'attends du projet d'une classe préparatoire aux Grandes Écoles au Lycée classique d'Echternach (LCE) une optimisation de la prise en compte des spécificités luxembourgeoises dans le parcours de préparation des épreuves d'admission.

Nos meilleurs élèves, confrontés dès le début de leur scolarité à un enseignement en allemand et en français, auxquels se rajoute l'anglais au début du secondaire, ont certes des avantages au niveau de la maîtrise des langues. Par contre, la pratique régulière et systématique de méthodes d'analyse et de synthèse autour de thèmes d'actualité économique et de culture générale est moins prononcée qu'en France. En offrant des classes préparatoires au Luxembourg, nous aurons la possibilité de prendre en compte les atouts langagiers de notre système scolaire tout en proposant un approfondissement des compétences qu'exigent les Grandes Écoles françaises.

Par ailleurs, la mise en place d'une classe préparatoire dans un lycée est une valorisation des compétences professionnelles des enseignants et en même temps un engagement pour l'excellence. Pour l'établissement, au-delà des défis organisationnels, le fait de pouvoir proposer une classe préparatoire diversifie son offre scolaire et augmente certainement son prestige.

Par contre, les avantages des classes préparatoires pour assurer un passage réussi en école de commerce ne sont pas encore bien connus au Luxembourg et le recrutement de la classe CPGE au Lycée classique d'Echternach n'a pas connu le succès espéré en 2013.

Entre-temps, toute la campagne de promotion a été revue pour comprendre les éléments suivants:

- la présence du LCE dans un stand à part proche des Grandes Écoles de commerce françaises lors de la Foire de l'Étudiant,

- la présentation de la classe préparatoire du LCE dans le réseau des écoles de commerce en France,

- une information ciblant directement les élèves des classes de première de tous les lycées luxembourgeois par l'intermédiaire des professeurs et des élèves de la classe préparatoire du LCE,

- une campagne de publicité à la radio pour présenter les avantages de la classe préparatoire au grand public,

- une séance d'information ouverte au grand public,

- l'organisation de séminaires en collaboration avec la Chambre de Commerce à l'attention des étudiants actuels et futurs de la classe préparatoire,

- le CEDIES présente les classes préparatoires dans toutes ses activités d'information dans les lycées luxembourgeois.

Les premières activités de cette campagne de publicité ont d'ores et déjà eu lieu et les responsables de la mise en place de la classe préparatoire sont confiants du succès de leur démarche.

Question 0118 (12.2.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **phénomène «neknomination»:**

Lancée en Australie début janvier, cette pratique à risque se répand rapidement en Europe à travers les réseaux sociaux, notamment sur Facebook. Le jeu consiste à se filmer, face caméra, en buvant un verre d'alcool d'une traite, puis à nommer trois personnes afin qu'elles fassent de même dans les prochaines 24 heures.

Deux jeunes hommes irlandais ont déjà trouvé la mort suite à cette nouvelle tendance de «binge drinking». En réaction à ces drames, les autorités irlandaises ont demandé à Facebook de faire interdire les pages recueillant de telles vidéos. Les responsables du réseau social ont cependant déclaré que de tels comportements ne vont pas nécessairement à l'encontre de leurs règles et qu'ils en refusent la suppression.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement est-il au courant du phénomène décrit ci-dessus?

- Sachant que ce «jeu» est aussi pratiqué au Luxembourg, y a-t-il déjà eu des cas d'abus d'alcool suite à des «neknominations»?

- Le Gouvernement entend-il réagir afin d'éviter des abus entraînant des décès?

- Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir? Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il faudrait se concerter au niveau européen afin de sensibiliser les responsables des réseaux sociaux?

Réponse commune (27.3.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le Gouvernement est au courant de ce nouveau phénomène qui a aussi fait des vagues au Luxembourg. En effet, des vidéos ont été diffusées sur Youtube et/ou Facebook montrant des jeunes/adolescents qui avaient participé à une «neknomination».

Même si les autorités ne possèdent pas d'informations sur d'éventuels cas de surconsommation (voire intoxication) d'alcool au Luxembourg liés directement au «neknomination» que ce soit par des jeunes de moins de 16 ans ou des adolescents plus âgés, des cas de surconsommation d'alcool ne peuvent toutefois pas être exclus. Les autorités n'ont pas non plus connaissance d'éventuels cas de décès survenus au Luxembourg et qui seraient imputables à une surconsommation d'alcool suite à une «neknomination».

Le groupe de travail mis en place au niveau du Ministère de la Santé, chargé de l'élaboration d'un «Plan National Alcool», a identifié les jeunes consommateurs comme une cible prioritaire des efforts préventifs actuels et futurs. Une formation et une mise en garde face aux effets souvent rapides et néfastes d'une consommation incontrôlée de boissons alcoolisées, ainsi qu'un contrôle plus sévère de la mise-à-disposition (service et vente) de boissons alcoolisées aux mineurs en particulier, sont prévus dans le projet de plan d'action.

L'action du groupe de travail vise ainsi à sensibiliser contre une consommation incontrôlée, excessive de boissons alcooliques, qu'elle intervienne ou non en relation avec une «neknomination».

Actuellement des réflexions sont menées au sein de ce groupe en vue de réagir face à ce phénomène de mode, tout en essayant d'éviter de lui donner une visibilité accrue en lui accordant une importance démesurée.

En effet, de nouvelles initiatives du type dont fait état l'honorable Députée font régulièrement leur apparition et suscitent souvent un engouement passager avant d'être remplacées par une autre idée ou tendance de mode.

Afin de pouvoir influer sur les phénomènes dangereux ou néfastes pour la santé, il est important d'utiliser les mêmes mécanismes de diffusion pour les messages de sensibilisation et d'information. Ainsi, dans l'hypothèse de la «neknomination» où la nomination est lancée à travers l'utilisation des réseaux sociaux un «jeu alternatif», détournant les règles du jeu «neknomination» vers quelque chose de plus inoffensif, voire positif, bénéfique et fédérateur, pourrait être envisagé.

Par ailleurs, la sensibilisation des adultes et la formation de réseaux d'intervention et d'action, ayant recours également aux nouveaux médias, constituent aussi une stratégie de prévention efficace contre la consommation nocive d'alcool par les adolescents et les jeunes adultes.

Parallèlement, BEE SECURE, une initiative interministérielle qui regroupe des experts du SNJ (Service national de la Jeunesse) et de SMILE («Security Made in Lëtzebuerg» - groupement d'intérêt économique) assume un rôle important dans ce contexte. En raison de ses nombreux contacts avec les utilisateurs des nouvelles technologies, notamment les élèves, l'équipe de BEE SECURE capte en principe très tôt les nouvelles tendances.

La mission de BEE SECURE consiste à sensibiliser par rapport à toute forme de risque liée à l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication.

Du point de vue «éducation aux medias», BEE SECURE estime que le phénomène de «neknomination» est une tendance temporaire comme d'autres (voire «planking», «Harlem shake», etc.). D'après les informations qui ont pu être obtenues dans les établissements scolaires, cette pratique n'est d'ailleurs pas connue par tous les étudiants et parmi ceux qui la connaissent, la majorité ne la trouve pas intéressant. Actuellement, le phénomène semble d'ailleurs avoir déjà atteint son apogée et devrait donc faire place à la prochaine tendance.

Le Gouvernement prend tous ces phénomènes très au sérieux. Pour ce qui est du «neknomination», des jeunes nominés peuvent se sentir obligés d'y participer afin de ne pas être expulsés du groupe. Lors des interventions (dans la presse, dans les écoles…), les experts BEE SECURE recommandent chaudement aux jeunes de ne pas se plier aux exigences du groupe.

Entre-temps, différentes variantes parodiques ou humoristiques circulent sur Internet, y inclus parmi les utilisateurs résidents: Des jeunes qui boivent du lait ou du jus au lieu d'alcool, d'autres qui incitent à faire des pompes ou des dons pour la bonne cause et qui boycottent ainsi la tendance de pousser quelqu'un à boire de l'alcool pour être «cool». Deux illustrations de tels exemples positifs au Luxembourg sont les suivants:

• Nomination «bonne action» lancée, par Young Caritas:

http://www.youtube.com/watch?v=S8kuDCOw1cw

• Nomination à se montrer en portant un «necker» (foulard scout), avec la participation de nombreux scouts luxembourgeois:

https://www.facebook.com/hashtag/neckernomination

Ces exemples montrent que les réseaux sociaux font souvent preuve d'autocontrôle et d'autorégulation.

Pour ce qui est d'une concertation au niveau européen, BEE SECURE est depuis longue date membre au sein du réseau européen «Insafe». Ce réseau regroupe les centres de sensibilisation mis en place partout en Europe avec le soutien de la Commission européenne. Le Luxembourg a d'ailleurs soutenu la Commission dans ses efforts pour une autorégulation des grands réseaux sociaux. En 2009, les responsables des principaux réseaux sociaux ont adopté le document «Safer Social Networking Principles for the EU».

Les responsables BEE SECURE participent régulièrement à des conférences et réunions internationales auxquelles participent aussi des représentants des réseaux sociaux et lors desquelles des contacts se sont formés.

Ensemble avec nos partenaires européens, nous participons ainsi déjà à une consultation, voire une sensibilisation des réseaux sociaux.

Question 0119 (12.2.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**absence continue d'un haut fonctionnaire de la Direction de la Défense:**

Mengen Informatiounen no gëtt et an der Direction de la Défense en héije Beamten, deen zënter Joren oder jiddefalls während laange Perioden net méi op senger Aarbechtsplaz war.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioun confirméieren?

2. Op wat fir Grënn ass dës Ofwiesenheet zréckzeféieren?

3. Ass dës Ofwiesenheet ëmmer korrekt motivéiert ginn, z.B. duerch Krankeschäiner?

4. Wat fir eng Décisiounen huet den Här Minister zu wéi engem Zäitpunkt an dësem Dossier geholl, respektiv gedenkt den Här Minister ze huelen?

Réponse (20.3.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

D'parlamentaresch Ufro N°119 vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser concernéiert e Fonctionnaire aus dem Grad 15, deen an der Direction de la Défense vum Ausseministère affectéiert ass.

Et ass richteg, datt dës Persoun zënter längerer Zäit aus Krankheetsgrënn mat valabele Certificats médicaux absent ass.

An der Vergaangenheet gouf de Fonctionnaire regelméisseg bei de Médecin de Contrôle du secteur public geschéckt an d'Commission des pensions gouf saiséiert.

Souwuel den Aussenministère, wéi och d'Commission des pensions wëllen eng Léisung fannen, fir dës Situatioun vum Fonctionnaire esou séier eméi méiglech ze klären.

Den 30. Januar 2014 huet de Minister vun der Défense op en Neits de Médecin de Contrôle du secteur public saiséiert, fir de Fonctionnaire ze ënnersichen en vue vun enger neier Saisine vun der Commission des pensions.

Question 0122 (17.2.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **«sexting»:**

Le sexting consiste à s'échanger des messages et des images à caractère sexuel, voire pornographique, par SMS, sur les réseaux sociaux ou via des services de messagerie instantanée. Ses pratiquants sont majoritairement des adolescents et de jeunes adultes.

Malheureusement les cas d'extorsion se multiplient.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement entend-il réagir afin d'endiguer le phénomène du sexting?

- Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir? Ne serait-il pas utile d'envisager des campagnes de sensibilisation notamment dans les écoles?

- Combien de cas d'extorsion ont été enregistrés auprès des autorités judiciaires en rapport avec le sexting?

Réponse commune (18.3.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le Gouvernement suit de près le développement de l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication. Il le fait notamment par l'intermédiaire de BEE SECURE, une structure interministérielle et pluridisciplinaire qui a été créée en 2010 à l'initiative des ministères de l'Économie, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de la Famille et de la Grande Région et dont l'équipe se compose de membres du Service national de la jeunesse (avec une solide expérience en matière de sciences sociales et de pédagogie), de SMILE g.i.e. (fortement lié au domaine des technologies de l'information) et du «KannerJugendTelefon» (spécialisé dans l'aide psychologique).

Le sexting, comme d'autres phénomènes, a fait l'objet d'une attention particulière de la part de BEE SECURE qui a dès 2013 consacré sur son site une rubrique pour mettre en garde contre cette pratique.

En outre, un groupe de travail interministériel, regroupant les ministères de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de l'Égalité des chances, de la Famille et de l'Intégration, ainsi que de la Santé, a été constitué pour élaborer ensemble une stratégie nationale de promotion et d'éducation de la santé affective et sexuelle, ainsi qu'un plan d'action comprenant, d'une manière cohérente et complémentaire, les différentes actions politiques concrètes de chaque département ministériel. Le problème du «sexting» y sera mentionné, notamment par la thématique du respect et de l'intégrité de soi et de l'autre.

Par ailleurs, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse accorde une importance particulière à l'éducation aux médias dans les écoles et estime/recommande qu'il faut dans ce contexte sensibiliser les élèves au phénomène du sexting.

Il assure ainsi l'inscription de l'éducation aux médias dans les différents programmes d'études et la définition des compétences que les élèves doivent acquérir à certains moments-clés de leur scolarité. Afin de créer un cadre général pour l'éducation aux médias et par les médias, un document de référence a été rédigé pour l'école luxembourgeoise: «Medienerziehung und Medienbildung in der Schule» (cf. www.men.lu). De nombreux projets mis en place par l'initiative BEE SECURE et Cases sont par ailleurs réalisés dans les écoles.

Depuis 2008, des formations obligatoires sur une bonne utilisation des nouvelles technologies ont lieu dans toutes les classes de septième de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Plus de 700 formations ont eu lieu durant l'année scolaire 2012/13, y inclus un nombre croissant de sessions au niveau de l'enseignement fondamental, mais aussi de soirées pour parents, des formations pour enseignants ou d'activités dans le domaine extrascolaire. Depuis l'apparition du phénomène du sexting, et depuis septembre 2013 de manière systématique, ce sujet fait partie des sujets abordés dans les écoles.

Lancée en 2010, la campagne «Polaroid» visait à sensibiliser les jeunes à ne pas publier toutes les photos sur Internet. En 2011 et 2012, la campagne «Not funny, bee fair» abordait le phénomène du cybermobbing. Ces deux campagnes touchaient aussi le phénomène du sexting. Les messages clés des campagnes aident les jeunes à prévenir toute forme de sexting.

En novembre 2013, l'initiative BEE SECURE a publié sur son portail (www.bee-secure.lu) une rubrique dédiée au sexting. Y sont expliqués les raisons et les dangers du phénomène. BEE SECURE a aussi publié une liste de conseils pour savoir comment reprendre le contrôle au cas où une photo est déjà diffusée sur le net. Le contenu de cette rubrique est aussi téléchargeable sous forme de dossier facile à imprimer et à distribuer selon ses besoins.

Le dossier «sexting» a été relayé par la presse, qui continue à contacter BEE SECURE pour des reportages réguliers.

Les autorités ne disposent pas d'informations concernant le nombre de cas d'extorsion en rapport avec le sexting. Mais via la «Helpline» et la «Stopline» de BEE SECURE, il y a moyen d'observer les tendances.

Le service BEE SECURE Helpline offre une assistance téléphonique par rapport aux nouvelles technologies. Ce service est accessible au numéro de téléphone 26 64 05 44. Depuis le début de l'année 2014, le service note une hausse de cas de sexting.

Le service BEE SECURE Stopline est une plateforme de notification de contenu illégal. Parmi les notifications enregistrées, les cas d'images sexting ont eux aussi augmenté par rapport à l'année précédente. Pour le mois de janvier 2014, une trentaine de cas se sont accumulés, contre une vingtaine de cas pour le mois de février 2014.

Question 0125 (20.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **situation des locataires dans les foyers pour travailleurs immigrés:**

Il me revient qu'à la fin de l'année 2013, la nouvelle de la dénonciation de baux de 15 travailleurs immigrés, logeant au Foyer pour travailleurs immigrés à la rue de Mühlenbach à Luxembourg, avait été à l'origine d'un grand émoi de la part des intéressés. En clair, ces 15 personnes devaient déguerpir en plein hiver, c'est-à-dire pour le 1er janvier 2014. Finalement, le Ministère de la Famille avait accordé un sursis de six mois, sursis qui devrait donc venir à échéance au mois juin de cette année.

En 2012 déjà, 14 locataires d'un tel foyer, situé sur la route de Thionville à Luxembourg, ont vu leur bail annulé et ont dû quitter les lieux.

Vous n'êtes pas sans savoir que les travailleurs installés dans ces foyers se trouvent généralement dans une situation très précaire: Ils travaillent pour la plupart dans le secteur du bâtiment et se retrouvent souvent au chômage technique. Vu les prix du marché du logement et les conditions d'octroi d'un bail (garantie correspondant à deux, voire trois loyers), il leur est extrêmement difficile de trouver un logement décent et abordable.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer ce qu'il adviendra des locataires précédemment visés par la dénonciation du bail au foyer sis rue de Mühlenbach?

1. Le foyer situé à Mühlenbach continuera-t-il à accueillir des travailleurs immigrés ou est-il destiné à un autre objet?

2. Madame la Ministre peut-elle me confirmer que tous les locataires de tous les foyers sont dûment informés de leurs droits et devoirs, et si oui, par quels moyens?

3. Selon l'hebdomadaire «Contacto», l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) avait envoyé en date du 21 octobre trois ou quatre lettres supplémentaires de dénonciation du bail pour le 1er janvier 2014. Or, le sursis de six mois avait été accordé aux 15 personnes en question une semaine avant l'arrivée de ces nouvelles lettres. Quelles sont les raisons de cette incohérence?

4. Quelle est la réglementation actuelle concernant le séjour dans ces foyers? A-t-elle subi des modifications jusqu'à présent?

5. Madame la Ministre envisage-t-elle une réforme des conditions d'octroi et de séjour dans ces foyers, et si oui, quelle en serait la teneur?

6. Qu'est-il advenu du foyer situé aux abords de la route de Thionville à Luxembourg? Est-il actuellement occupé et, le cas échéant, par qui? Dans le cas contraire, Madame la Ministre peut-elle m'indiquer ce qu'elle compte faire de cet établissement?

Réponse (21.3.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Le foyer situé à 46, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg continuera à accueillir des travailleurs immigrés. Les lits sont occupés au fur et à mesure des départs des anciens occupants.

2. L'OLAI fait signer à chaque nouvel occupant un contrat d'hébergement auquel est annexé le règlement d'ordre interne du foyer. Un entretien préalable permet de donner toutes les explications nécessaires quant au contrat, au règlement d'ordre interne et aux consignes de sécurité.

3. Contrairement à l'affirmation de Monsieur Turpel, tirée du «Contacto», il y a lieu de préciser que l'OLAI a envoyé uniquement une seule lettre en date du 21 octobre 2013! Il s'agit de la lettre de résiliation pour un locataire qui a refusé les deux courriers précédents (lettre simple et lettre recommandée avec accusé de réception) étant donné que son nom ne figurait pas complètement dans l'en-tête de la lettre. Cependant, le numéro de chambre était correct. Ce préavis a été reporté à cause de ce retard au premier février 2014, et compte tenu du délai supplémentaire de six mois accordé aux autres concernés, le préavis se terminera pour ce dernier le 1er août 2014.

4. La réponse à la question 2 vaut en partie pour la question 4. Par ailleurs, ledit contrat prévoit une durée de résidence de une voire deux années selon le besoin du locataire avec reconduction tacite du contrat d'année en année jusqu'à un maximum de cinq ans.

Il sera procédé à un entretien au terme de deux ans pour actualiser et analyser la situation de l'occupant.

5. Il n'y a pas de réforme envisagée. Seront accueillis des travailleurs primo-arrivants ou séjournant moins de cinq années au pays, à faible revenu, qui ont des problèmes de se loger sur le premier marché.

6. Le foyer en question nécessite une rénovation en profondeur. Le Fonds du Logement ainsi que le service des biens de la ville de Luxembourg ont été informés de l'existence du bâtiment. Le Fonds du Logement a demandé une étude de faisabilité auprès d'un bureau d'architectes.

Après rénovation, le bâtiment en question se prêterait à la réalisation de logements sociaux. La surface habitable pourrait être augmentée considérablement.

Question 0126 (21.2.2014) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **remplacement des cartes d'identification de la sécurité sociale:**

En date du 4 février 2014, le président de la Caisse Nationale de Santé a communiqué via une circulaire que «toutes les personnes protégées par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise auront un nouveau numéro de matricule sur leur carte de sécurité sociale suivant la loi du 19 juin 2013».

La question parlementaire n°1781 du 30 novembre 2011 *(cf. compte rendu n°4/2011-2012)* a déjà soulevé le problème d'un abus potentiel en relation avec la carte de sécurité sociale. En effet, l'actuelle carte ne permet pas d'identifier le détenteur autrement que par son nom en l'absence d'une photographie. Un argument décisif contre l'ajout d'une photographie d'identité était la nécessité en découlant de remplacer toutes les cartes de sécurité sociale.

En outre, en réponse à une question orale du 26 février 2013, il a été noté que le remplacement direct de toutes les cartes d'identification de la sécurité sociale (à savoir environ 700.000 exemplaires) serait très complexe et qu'une meilleure identification des assurés serait recherchée dans le cadre de l'informatisation du dossier patient *(cf. compte rendu n°7/2012-2013 - question n°212)*.

Voilà pourquoi nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que le remplacement de toutes les cartes d'identification de la sécurité sociale prévu pendant la période du 1er avril 2014 au 1er juillet 2014 est dorénavant techniquement faisable?

- Vu le remplacement nécessaire de toutes les cartes d'identification de la sécurité sociale, est-il prévu d'ajouter une photographie d'identité de la personne protégée, si celle-ci est plus âgée que 18 ans? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Dans le contexte de l'introduction du dossier électronique eSanté des patients, n'est-il pas prévu d'introduire une carte à puce pour toutes les personnes immatriculées? Dans la négative, quelles en sont les raisons respectivement sera-t-il nécessaire de remplacer à nouveau toutes les cartes d'identification au moment de l'éventuelle introduction d'une carte à puce?

Réponse (21.3.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

S'agissant du premier point, il est à confirmer que le remplacement des cartes de sécurité sociale est actuellement techniquement faisable. Dans ce contexte, et suite à l'adoption de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques, il est d'ailleurs prévu que les nouvelles cartes de sécurité sociale comportant 13 positions seront adressées par le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) à tous les assurés sur une période s'échelonnant du 1er avril au 1er juillet 2014.

Concernant le deuxième point, il y a lieu de relever qu'aucune photographie ne sera intégrée aux prédites cartes de sécurité sociale. Les raisons sont liées non seulement à des obstacles d'ordre pratique, le CCSS ne disposant ni d'une banque de données photographiques existante ni des moyens techniques pour en constituer une nouvelle, mais encore à des coûts financiers ainsi qu'à une surcharge de travail disproportionnés.

Dans ce cadre, et tel que cela avait déjà été indiqué par l'ancien Ministre de la sécurité sociale, Monsieur Mars Di Bartolomeo, dans sa réponse à une question parlementaire du 30 novembre 2011 *(cf. compte rendu n°4/2011-2012)*, les conventions conclues entre la Caisse Nationale de Santé et les groupements représentatifs des différents prestataires font peser sur eux une obligation de vérifier la concordance entre l'identité du patient et le détenteur de la carte de sécurité sociale. De telles dispositions constituent par conséquent déjà un moyen contraignant pour assurer un contrôle pertinent de l'identité du patient.

En ce qui concerne le dossier de soins partagé (DSP), il convient de souligner que dans sa première version, il ne nécessite et ne s'appuie pas sur des technologies du type carte à puce.

Le DSP sera accessible pour les professionnels de santé au travers d'une authentification forte par le biais de cartes «LuxTrust». Pour le patient, un système identique à celui utilisé dans les banques pour accéder aux comptes en ligne va être déployé, notamment un système Login + Password + TAN Code (transaction authentification number).

Dans une seconde version, l'Agence eSanté permettra aux patients de se connecter avec une deuxième possibilité d'authentification forte par un dispositif qui sera compatible avec «LuxTrust». À ce stade, il n'est pas prévu de mettre en œuvre un autre système propriétaire.

L'Agence eSanté suivra toutefois les dispositifs éventuellement développés et mis en œuvre dans le futur dans le domaine de la santé ou de la sécurité sociale respectivement par d'autres acteurs nationaux.

Question 0127 (25.2.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**emploi dans les entreprises nouvellement établies au Luxembourg:**

Je constate que le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté au cours des douze derniers mois de plus de 2.000 personnes, le taux de chômage (cvs) s'élevant à 7,1% en décembre 2013 (par rapport à 6,4% en décembre 2012). Parmi les demandeurs d'emploi, le nombre de ceux ne dépassant pas le niveau de formation inférieur a en décembre 2013 atteint un nouveau pic.

En même temps, des entreprises nouvelles se sont installées au Luxembourg et des emplois ont été créés d'après les affirmations du Gouvernement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Combien d'entreprises industrielles se sont implantées depuis 2011 au Luxembourg?

- Combien de demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM ont depuis 2011 été recrutés par ces entreprises? Combien de demandeurs d'emploi d'un niveau de formation inférieur ont pu intégrer ces entreprises?

Réponse commune (27.3.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Entre 2011 et 2013, 61 entreprises industrielles créatrices d'emplois se sont implantées au Grand-Duché de Luxembourg avec, au total, un effectif de 464 personnes en octobre 2013.

Sur cette même période, parmi les 61 entreprises, 15 ont proposé au total 90 postes vacants pour lesquels les services de l'ADEM ont effectué 390 propositions d'emploi concernant 360 demandeurs d'emploi. Sur ces 90 postes, 38 affiliations (32 personnes) sont comptabilisées à la CCSS.

Profils des personnes ayant reçu une assignation et une affiliation

Niveau et Genre	-25 ans	25-29 ans	30-39 ans	40 -49 ans	50 ans et plus	Total
1. Niveau inférieur	3		5	2	1	11
M	3		4	1	1	9
F			1	1		2
2. Niveau moyen inférieur	4	2		1		7
M	4	1				5
F		1		1		2
3. Niveau moyen supérieur	4	2	4	2		12
M	2	2	3	1		8
F	2		1	1		4
4. Niveau supérieur	1			1		2
M	1			1		2
Total	**12**	**4**	**9**	**6**	**1**	**32**

Niveaux de formation
Sans indication pour les diplômes éventuellement acquis
Niveau inférieur: scolarité obligatoire
Niveau moyen inférieur
- 10e à 11e de l'Enseignement secondaire technique +
- 4e et 3e Enseignement Secondaire
Niveau moyen supérieur
- 12e à 14e de l'Enseignement secondaire technique +
- 2e et 1re Enseignement secondaire
Niveau supérieur: Enseignement postsecondaire

Question 0131 (28.2.2014) de **M. Laurent Mosar** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **fraude à la TVA au niveau du marché des quotas CO_2:**

Dans son rapport spécial concernant la mise en application du Protocole de Kyoto, la Cour des Comptes s'est penchée sur la problématique de la fraude à la TVA:

«La fraude à la TVA se décline sous diverses formes. Dans le cas du marché des quotas CO_2, les fraudeurs créaient un compte dans un pays puis achetaient des quotas à un vendeur d'un autre pays. Ils ne payaient pas de TVA car les règles communautaires exemptaient de TVA les ventes transfrontalières de quotas. Les fraudeurs revendaient ensuite les quotas dans une transaction nationale en y ajoutant la TVA, au cas où le pays concerné appliquait la TVA.

D'autres acquéreurs achetaient des quotas de CO_2 dans des pays n'appliquant pas la TVA sur ces quotas, et les revendaient dans des pays où les prix étaient TTC comme la France, l'Allemagne ou encore l'Espagne. Ainsi pendant des années, les fraudeurs gagnaient sur chaque transaction la différence, équivalant à la TVA. Au lieu de reverser à l'État la TVA collectée, le fraudeur l'empochait et disparaissait. En outre, si l'acheteur final était une entreprise, celle-ci pouvait demander à l'État le remboursement de la TVA qui lui avait été facturée. L'État remboursait alors des taxes qu'il n'avait jamais perçues.

Cette technique dite du «carrousel TVA» consiste pour des sociétés souvent fictives à faire tourner des quotas de CO_2 entre des pays de l'UE pour se faire rembourser par le pays d'origine la TVA qui n'a en fait jamais été payée. Le «carrousel TVA» est ainsi un montage frauduleux qui met en scène plusieurs entités économiques de divers pays (deux ou plus) de la Communauté européenne. Un peu partout en Europe, ces fraudeurs ont empoché la différence entre le prix d'achat de tonnes de CO_2 hors taxe et le tarif de vente TVA comprise. Ces sociétés bidon se sont ensuite volatilisées aussitôt sans reverser cette taxe.

Sur le plan international, selon certaines estimations (notamment Interpol), ce ne serait pas moins de cinq milliards d'euros de manque à gagner pour les pays appliquant la TVA sur les quotas de gaz à effet de serre.

Pour le Trésor français, le manque à gagner des «carrousels TVA» est estimé par l'enquête de la Cour des comptes française à 1,7 milliards d'euros. …»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre est-il en possession de données qui pourraient chiffrer le manque à gagner des «carrousels TVA» au niveau du marché des quotas CO_2 pour le Luxembourg, et le cas échéant, quel serait ce montant?

- Ayant déclaré la lutte contre la fraude fiscale comme une des priorités du Gouvernement, comment le Ministre entend-il combattre la fraude fiscale au niveau du marché des quotas CO_2?

Réponse (25.3.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la première question, il y a lieu de noter qu'au cours de l'été 2009, un certain nombre de cas de fraudes du type «carrousel» ont été repérés dans le cadre de la commercialisation transfrontalière de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans plusieurs États membres. Au Luxembourg, grâce à une réaction rapide et efficace de son service anti-fraude, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a évité une perte de recettes TVA pour le Trésor luxembourgeois dans le seul cas de «carrousel TVA» au niveau du marché des quotas CO_2 détecté jusqu'à cette date au Grand-Duché.

En ce qui concerne la deuxième question, déjà en 2010, le Gouvernement luxembourgeois a estimé indispensable de combattre la fraude fiscale portant sur les transferts de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce risque de fraude a été contenu moyennant la transposition de la directive 2010/23/UE du Conseil du 16 mars 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne l'application facultative et temporaire de l'autoliquidation aux prestations de certains services présentant un risque de fraude par la loi du 2 juillet 2010 modifiant l'article 26 de la loi TVA.

Nace II	Nombre d'entreprises	Effectif au 30/09/2013*	Nombre de postes vacants	Nombre de propositions emploi
C. INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	**54**	**433**	**90**	**410**
10. Industries alimentaires	12	210	45	206
11. Fabrication de boissons	1	1	0	0
14. Industrie de l'habillement	1	1	0	0
16. Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	1	6	0	0
18. Imprimerie et reproduction d'enregistrements	5	18	7	27
20. Industrie chimique	1	33	14	38
21. Industrie pharmaceutique	1	5	0	0
23. Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	1	1	4	12
25. Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	16	95	12	45
28. Fabrication de machines et équipements n.c.a.	1	6	2	35
29. Industrie automobile	1	10	0	0
32. Autres industries manufacturières	7	28	0	0
33. Réparation et installation de machines et d'équipements	6	19	6	27
D. PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	**2**	**4**	**0**	**0**
35. Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	2	4	0	0
E. PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	**5**	**27**	**0**	**0**
37. Collecte et traitement des eaux usées	2	3	0	0
38. Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	2	17	0	0
39. Dépollution et autres services de gestion des déchets	1	7	0	0
Total entreprises créées entre 2001 et 2013	**61**	**464**	**90**	**390**

Question 0132 (28.2.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **mise en œuvre du nouveau programme Erasmus+:**

Erasmus+ est le nouveau programme pluriannuel de l'Union européenne pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport qui fut lancé ce 1er janvier pour la période 2014-2020. Il regroupe dorénavant sept programmes existants de l'UE dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse et pour la première fois aussi dans le domaine du sport. Erasmus+ succède donc notamment au programme Erasmus, bien connu par des milliers d'étudiants luxembourgeois, et se décline en trois actions clés: la mobilité individuelle à des fins d'apprentissage, la coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques, ainsi que le soutien aux réformes politiques dans les domaines concernés.

Sa mise en œuvre au Luxembourg est confiée à ANEFORE (Agence Nationale pour le Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie) et au SNJ (Service National de la Jeunesse).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quel montant global est à disposition de l'agence ANEFORE et du SNJ pour subventionner les projets de l'appel à propositions 2014 du nouveau programme Erasmus+?

2) Quelle est la répartition de ce montant sur les trois actions clés prévues dans le nouveau programme?

3) Quelle est pour le Luxembourg la variation du montant global par rapport au montant global de l'ancien programme «Éducation et formation tout au long de la vie»?

Réponse (24.3.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Suite à la question parlementaire de l'honorable Député Adam, je vous communique ci-après les informations demandées.

Ad 1)

Montant global disponible pour la partie Éducation & Formation (ANEFORE) 3.897.920 €

Montant global disponible pour la partie Jeunesse (SNJ) 1.622.710 €

Montant global national pour Erasmus+ 5.520.630 €

Ad 2)

Action clé 1: Projets de mobilité d'apprentissage

Pour ANEFORE: 2.097.920 €, donc 53,82% du budget total Éducation & Formation sont accordés à l'action clé 1.

Pour le SNJ: 1.305.843 €, donc 80,47% du budget total Jeunesse sont accordés à l'action clé 1.

Au niveau national, 3.403.763 € représentant 61,66% du budget total sont accordés à l'action clé 1.

Action clé 2: Projets de coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques

Pour ANEFORE: 1.800.000 €, donc 46,17% du budget total Éducation & Formation sont accordés à l'action clé 2.

Pour le SNJ: 259.207 €, donc 15,97% du budget total Jeunesse sont accordés à l'action clé 2.

Au niveau national, 2.059.207 € représentant 37,30% du budget total sont accordés à l'action clé 2.

Action clé 3: Soutien aux réformes politiques

Pour ANEFORE: aucune action clé 3 n'est gérée de façon décentralisée pour la partie «Éducation et formation» du programme Erasmus+.

Pour le SNJ: 57.660 €, donc 3,55% du budget total Jeunesse sont accordés à l'action clé 3.

Au niveau national, ces 57.660 € représentent 1,04% du budget total qui est accordé à l'action clé 3.

Ad 3)

Le montant global qui sera accordé au Luxembourg pour la durée des sept ans du programme n'est pas encore connu parce qu'il dépend de différents facteurs comme par exemple le pourcentage d'utilisation des fonds dans les différents pays.

Pour ANEFORE:

Il est cependant possible de comparer les montants de l'appel 2014 Erasmus+ à ceux de l'appel 2013 de l'ancien programme «Éducation et formation tout au long de la vie».

Pour l'appel à propositions 2014 Erasmus+, ANEFORE reçoit une enveloppe globale de 3.897.920 €, tandis qu'elle a reçu 2.550.143 € pour l'appel à propositions 2013 de l'ancien programme. Ainsi, le budget 2014 a augmenté de 52,85% par rapport à l'année précédente.

Les budgets accordés aux secteurs de l'enseignement supérieur (ES) et de l'éducation des adultes (EA) ont fortement augmenté et ont notamment plus que doublé par rapport à 2013: Celui accordé à l'ES est passé de 780.000 € à 1.798.973 €, tandis que celui de l'EA est passé de 201.628 € à 465.334 €.

Cette augmentation du budget accordé est moins importante pour ce qui concerne la formation professionnelle, qui est passé de 887.187 € à 1.092.757 € (+ 23,17%).

Le budget accordé à l'enseignement scolaire a diminué: Il est passé de 671.328 € à 540.856 € (mais l'ancienne action Comenius Assistants est désormais intégrée dans le secteur de l'enseignement supérieur, ce qui explique la diminution du budget «secteur scolaire»).

Pour le SNJ:

Le montant disponible pour les appels à projets pour l'année 2014 n'est pas comparable à celui de 2013 parce que les actions du programme Erasmus+ ne sont pas identiques à celles dans «Jeunesse en action» et parce que les budgets non consommés pendant les premières années du programme «Jeunesse en action» ont été redistribués aux agences nationales au cours des trois dernières années. De ce fait, les montants disponibles pendant les trois dernières années ont été supérieurs à ceux des premières années. Dans le nouveau programme Erasmus+, il y aura également une progression des montants alloués aux actions décentralisées au fil des ans.

À titre d'indication, on peut cependant mentionner que le montant moyen disponible pour les actions décentralisées s'est élevé de 2007-2013 à 1.268.836 €. Le montant disponible pour l'année 2014 s'élève à 1.622.710 €, soit une progression de 27,9%.

Question 0135 (4.3.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **conséquences de la non-participation de la Suisse au programme Erasmus+:**

Vu que le référendum suisse du 9 février sur la politique de l'immigration a remis en question le principe de la libre circulation des personnes entre l'UE et la Suisse et qu'il empêche par ailleurs explicitement le gouvernement suisse de conclure de nouveaux accords internationaux contraires au vote, la Commission européenne et les autorités suisses ont convenu d'une suspension des négociations en cours sur la participation à Erasmus+. Ceci aura notamment comme conséquence que la Suisse ne pourra pas participer pleinement au programme de mobilité estudiantine.

De nombreux étudiants luxembourgeois, notamment parmi les quelque 500 étudiants en Suisse, reçoivent des informations contradictoires quant aux possibilités d'effectuer encore une période de mobilité Erasmus soit vers la Suisse, soit depuis la Suisse.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quelles seront les conséquences pour les étudiants luxembourgeois qui étudient actuellement en Suisse et qui avaient prévu d'effectuer une année de mobilité Erasmus hors de la Suisse?

2) Quelles seront les conséquences pour les étudiants luxembourgeois qui désirent effectuer un échange Erasmus en Suisse?

3) Est-ce qu'il y a aussi des conséquences pour les étudiants qui sont actuellement en échange Erasmus en Suisse?

Réponse (14.3.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Introduction:

Le vote populaire par le peuple et les cantons du 9 février 2014, en faveur de la modification du système de l'immigration de la Suisse, a remis en cause le principe de libre circulation des personnes entre l'UE et la Suisse.

Compte tenu des circonstances actuelles, l'UE et les autorités suisses ont décidé de suspendre les négociations en cours sur la participation suisse au programme Erasmus+ et ont pris note de l'impossibilité de signer un accord à temps pour la signature de contrats avec les bénéficiaires sélectionnés dans le cadre des appels à propositions de 2014.

Par conséquent, comme le prévoit le règlement Erasmus+, jusqu'à ce qu'un tel accord soit signé, la Suisse ne participera pas au programme Erasmus+ en tant que «pays participant» (tel qu'il a été initialement prévu), mais aura le même statut que les autres pays tiers (c'est-à-dire le statut de «pays partenaire»).

Concrètement ceci signifie que:

- La Suisse ne peut PAS participer aux projets de mobilité KA1 (ni pour l'envoi, ni pour l'accueil) et chaque candidature qui prévoit la Suisse en tant que pays d'accueil sera d'office considérée comme inéligible.

- La participation de la Suisse à des projets de coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques KA2 est également limitée (participation possible en tant que «pays partenaire» à condition que cette participation constitue une vraie valeur ajoutée pour le projet en question.)

1. Les étudiants luxembourgeois (et autres) inscrits dans une institution de l'enseignement supérieur en Suisse et qui ont prévu d'effectuer une mobilité Erasmus lors de l'année académique 2013-2014, reçoivent leur bourse Erasmus comme dans le passé, puisque ces mobilités sont financées dans le cadre de l'appel 2013 de l'ancien Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie pour lequel la Suisse reste un pays participant à part entière.

Pour les étudiants qui souhaitent effectuer une mobilité «Erasmus» lors de l'année académique 2014-2015: Ces mobilités pourront avoir lieu, mais ne seront ni entreprises, ni subventionnées dans le cadre du programme Erasmus+. Les autorités suisses sont en train de réfléchir à une solution temporaire: Il est attendu qu'un mécanisme d'aides financières nationales de la Suisse permettra de «remplacer» les bourses Erasmus+ pour la période où la Suisse reste exclue du programme Erasmus+. Ces aides financières nationales suisses concerneront aussi bien les mobilités «entrantes» que «sortantes» de la Suisse, et ne se limiteront pas aux échanges Erasmus+ du niveau universitaire, mais concerneront aussi les autres niveaux de l'éducation p.ex. les stages effectués au niveau de la formation professionnelle (anciens stages Leonardo da Vinci).

2. Les étudiants luxembourgeois (et autres) inscrits à l'Université du Luxembourg et qui ont prévu d'effectuer une mobilité Erasmus lors de l'année académique 2013-2014 en Suisse, reçoivent leur bourse Erasmus comme dans le passé, puisque ces mobilités sont financées dans le cadre de l'appel 2013 de l'ancien Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie pour lequel la Suisse reste un pays d'accueil éligible.

Pour les étudiants qui souhaitent effectuer une mobilité Erasmus lors de l'année académique 2014-2015 en Suisse: Ces mobilités pourront avoir lieu, mais ne seront ni entreprises, ni subventionnées dans le cadre du programme Erasmus+. Les autorités suisses sont en train de réfléchir à une solution temporaire: Il est attendu qu'un mécanisme d'aides financières nationales de la Suisse permettra de «remplacer» les bourses Erasmus+ pour la période où la Suisse reste exclue du programme Erasmus+. Ces aides financières nationales suisses concerneront aussi bien les mobilités «entrantes» que «sortantes» de la Suisse, et ne se limiteront pas aux échanges Erasmus+ du niveau universitaire, mais concerneront aussi les autres niveaux de l'éducation p.ex. les stages effectués au niveau de la formation professionnelle (anciens stages Leonardo da Vinci).

Les détails du mécanisme de financement national suisse devraient être connus au cours des prochaines semaines.

3. Non, il n'y a pas de conséquences sur les mobilités Erasmus en cours, vu que ces mobilités sont financées dans le cadre de l'appel 2013 de l'ancien Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie.

La Suisse espère réintégrer le programme Erasmus+ pour l'appel 2015.

Question 0140 (7.3.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **système d'aide financière de l'État pour études supérieures:**

Suite à la présentation du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche des grandes lignes de la réforme du système d'aide financière de l'État pour études supérieures à la Commission parlementaire le 3 mars 2014 et en lisant la presse écrite de ces derniers jours, j'ai dû constater que le modèle de calcul de la simulation financière manque en clarté et en transparence.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre précité:

- Le Ministre peut-il me communiquer les hypothèses qui sont à la base du calcul des dépenses relatives aux bourses pour études supérieures (le nombre d'étudiants résidents et frontaliers, les catégories socioprofessionnelles pour le calcul de la bourse sociale, le nombre de cas de précarité, les frais d'inscription)?

- Le Ministre peut-il me faire parvenir le détail du calcul prévisionnel des dépenses ainsi que les motivations pour l'échelonnement par rapport à la bourse sociale?

Réponse (24.3.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Les calculs servant aux hypothèses suivantes se basent sur une population résidente de 16.000 étudiants et sur une population d'étudiants non résidents de 9.000.

Le modèle décrit se décline d'une part en un élément «prêt» jusqu'à concurrence de 6.500 € à taux fixe de 2% et d'autre part en un élément «bourse modulable» suivant certains critères.

La bourse se compose des éléments suivants:
- bourse de base,
et, le cas échéant:
- bourse de mobilité,
- bourse sociale,
- bourse «frais d'inscription».

La bourse de mobilité peut être accordée sur présentation d'une pièce certifiant une prise de location à l'étranger, le terme «étranger» étant défini comme lieu d'études se situant en dehors des frontières du domicile du/des parent(s) de l'étudiant. Cette bourse suit donc les principes «Erasmus». Pour les calculs des scénarios, 80% des étudiants luxembourgeois sont des étudiants en mobilité et 10% des étudiants «enfants de travailleurs frontaliers».

Pour le calcul de la bourse sur critères sociaux, le tableau reprenant les revenus bruts des ménages, fourni par l'IGSS, a servi de base de calcul.

La bourse sociale peut être accordée si le ménage d'origine de l'étudiant dispose d'un revenu inférieur au salaire social minimum ou respectivement de 1 à 1,5 ou de 1,5 à 2 ou de 2 à 3,5 ou de 3,5 à 4,5 fois le salaire social minimum[1]. Le concept de ménage est construit à partir des données administratives et s'apparente donc à un ménage fiscal. Appartiennent à un même ménage les individus unis par le lien du mariage et les enfants pour lesquels le ou les parents bénéficient de prestations familiales et/ou les enfants qui bénéficient de droits dérivés en matière d'assurance maladie. Pour les calculs ci-après, la tranche d'âge 40-64 de la personne la plus âgée du ménage est prise en compte avec les répartitions suivantes:

[1] SSM = 1.921,03 €

	Résidents	Frontaliers
Inférieur à 1 SSM	9,2%: 1.472 personnes	26,5%: 2.385 personnes
1 SSM - 1,5 SSM	12,6%: 2.016 personnes	18,2%: 1.638 personnes
1,5 SSM - 2 SSM	12,6%: 2.016 personnes	19,3%: 1.737 personnes
2 SSM - 3,5 SSM	31,7%: 5.072 personnes	21,7%: 1.953 personnes
3,5 SSM - 4,5 SSM	11,8%: 1.188 personnes	6,0%: 540 personnes

Par ailleurs, les frais d'inscription sont pris en charge jusqu'à concurrence de 3.700 € et ce à raison de 50% bourse et de 50% prêt. Pour le calcul, la dépense 2013/14, qui se chiffre à 5.000.000 € (chiffre arrondi), est prise en compte.

Au final, le tableau suivant donne une image de la modulation des aides financières pour études supérieures sur base du paramétrage décrit ci-dessus.

	Montants	Résidents	Frontaliers	Total
Bourse de base	2.000 €	32.000.000 €	18.000.000 €	50.000.000 €
Bourse de mobilité	2.000 €	25.600.000 €	1.800.000 €	27.400.000 €
Inférieur à 1 SSM	2.500 €	3.680.000 €	5.962.500 €	9.642.500 €
1 SSM - 1,5 SSM	2.000 €	4.032.000 €	3.276.000 €	7.308.000 €
1,5 SSM - 2 SSM	1.000 €	2.016.000 €	1.737.000 €	3.753.000 €
2 SSM - 3,5 SSM	750 €	3.804.000 €	1.464.750 €	5.268.750 €
3,5 SSM - 4,5 SSM	500 €	944.000 €	270.000 €	1.214.000 €
Frais d'inscription				5.000.000 €
				109.586.250 €

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

N°04
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Discours du Président du Parlement européen	p. 113	Sommaire des séances publiques nos 9-12	p. 144	9e séance	Mercredi 12 mars 2014
Grands projets d'infrastructure	p. 125	Sommaire des questions parlementaires	p. Q42	10e séance	Mardi 18 mars 2014
				11e séance	Mercredi 19 mars 2014
				12e séance	Mardi 1er avril 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

«Les jeunes et l'emploi»: hearing à la Chambre

De plus en plus de jeunes ressentent des problèmes pour trouver un emploi. Ils se sentent mal orientés et insuffisamment préparés pour affronter la vie professionnelle et craignent la précarité. Les craintes et revendications des jeunes dans le contexte de la politique gouvernementale en faveur de l'emploi ont été présentées à la Chambre des Députés lors d'un hearing le 27 mars 2014.

Les représentants de onze organisations regroupées au sein de la Confédération Générale de la Jeunesse du Luxembourg ont pris la parole devant les parlementaires et les Ministres Nicolas Schmit et Claude Meisch. Leurs discours étaient surtout axés sur la mise en pratique de la «Garantie pour la jeunesse», un programme européen qui vise à lutter contre le chômage des jeunes.

Ils ont entre autres demandé à ce que la mesure proposée soit applicable au-delà de l'âge de 25 ans et qu'elle présente une réelle valeur ajoutée. Les représentants ont également demandé une meilleure orientation au sein des écoles et un accompagnement plus poussé sous forme de tutorat par exemple. Ils ont lancé un appel aux entrepreneurs afin qu'ils ne considèrent pas les jeunes comme une simple force de travail bon marché. Le bénévolat constitue à leurs yeux un autre moyen d'accroître leurs compétences.



Échange de vues entre jeunes et responsables politiques

Le Président de la Chambre des Députés et les parlementaires ont remercié les jeunes pour leur engagement. Au cours de l'échange de vues, ils ont notamment demandé des précisions sur certains aspects évoqués comme les stages pour étudiants ou les difficultés concrètes lors de la recherche d'un emploi.

Le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Claude Meisch, s'est montré préoccupé par le phénomène du décrochage scolaire. Il a rappelé que le Gouvernement souhaite soutenir les jeunes lors de la formulation et de la réalisation de leur projet professionnel.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Nicolas Schmit, a souligné l'importance des mesures et de l'accompagnement des jeunes pour leur permettre de (re)prendre pied dans une formation ou activité professionnelle.

«La Garantie pour la jeunesse constitue un investissement dans l'avenir», a-t-il conclu.

L'audition publique «Les jeunes et l'emploi» a constitué une première démarche commune de la Chambre des Députés et de la CGJL en vue d'une amélioration du dialogue entre jeunes et décideurs politiques.

87 nouveaux cas de discrimination



Le rapport d'activités du CET pour 2013 remis au Président de la Chambre.

Les responsables du Centre pour l'égalité de traitement (CET) viennent de remettre leur rapport d'activité 2013 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2013, le CET a été saisi de 87 nouveaux cas. S'y ajoutent neuf dossiers non clôturés de 2011 et 2012.

En ce qui concerne les motifs de discrimination, plus d'un quart des dossiers se rapportent à un handicap. L'appartenance ou non à une race ou ethnie, le sexe, la religion ou les convictions, l'âge ou l'orientation sexuelle constituent d'autres motifs de discrimination.

Le rapport 2013 est le premier d'une nouvelle équipe, sous la présidence de M. Mario Huberty. Ce dernier a attiré l'attention du Président de la Chambre des Députés sur le souhait du CET de voir son pouvoir d'intervention renforcé. Le projet d'une Maison des droits de l'Homme regroupant des organismes œuvrant dans les mêmes domaines reste également d'actualité.

M. Di Bartolomeo a remercié la nouvelle équipe pour le travail accompli. Il analysera le rapport et le transmettra à tous les membres de la Chambre des Députés.

Une pétition pour un poste frontière

Dans le cadre de son combat pour la sauvegarde d'un ancien poste de garde des chasseurs ardennais à la frontière belgo-luxembourgeoise et pour attirer l'attention des autorités luxembourgeoises sur ce bâtiment historique, M. Alain Lambert a remis début avril une pétition regroupant 1.178 signatures au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, qui l'a transmise pour examen à la Commission des Pétitions.

Le poste d'alerte numéro 82, démoli entretemps, a fait partie d'un système de surveillance frontalière développé dès 1937 dans l'est de la Belgique. Depuis plusieurs années, M. Lambert avait tenté de sauver ce poste, situé au 27, rue de Kleinbettingen à Sterpenich.



Remise d'une pétition au Président de la Chambre

Échange de vues entre présidents de parlement

Crise économique, contrôle de subsidiarité, coopération interparlementaire avec les pays du partenariat oriental et contrôle interparlementaire dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice: tels étaient les thèmes abordés lors de la Conférence des présidents de parlement de l'Union européenne les 7 et 8 avril 2014 à Vilnius. M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, y a représenté le Parlement luxembourgeois, accompagné par Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe.

Dans son intervention, il a estimé que la dimension sociale des débats doit être développée. Les parlements d'Europe devront agir collectivement en faveur de la création d'un véritable équilibre entre l'économique et le social. «Nous devons promouvoir une Europe plus sociale, une Europe capable de redonner de l'espoir aux jeunes», a souligné M. Di Bartolomeo.

À propos du contrôle de la subsidiarité, les présidents de parlement ont considéré que les parlements nationaux devraient s'impliquer davantage dans le contrôle ex ante des initiatives phares de la Commission européenne.

Un approfondissement de la coopération interparlementaire et un échange plus intensif de meilleures pratiques devraient contribuer positivement à l'efficacité et au caractère inclusif du processus de contrôle de la subsidiarité.

À noter qu'en marge de la réunion, les présidents de parlement d'Italie, de Lettonie et du Luxembourg ont signé une déclaration d'intention en vue d'une meilleure coopération entre leurs parlements.

De juillet 2014 à décembre 2015, leurs pays assureront la présidence de l'Union européenne et les présidents de parlement collaboreront en tant que trio. Lors de cette période de présidence, ils souhaitent mettre l'accent sur la dimension parlementaire, tant au niveau politique qu'administratif.



Les présidents de parlement d'Italie, de Lettonie et du Luxembourg *© Parlement lituanien*

Ouverture à signature de la première pétition publique

Le lundi, 7 avril 2014 va certainement entrer dans les annales de la vie parlementaire luxembourgeoise. Depuis cette date et grâce au nouveau système de pétition publique mis en place par le Parlement luxembourgeois, il est en effet possible de soutenir via le site Internet de la Chambre toute pétition y déposée et déclarée recevable.

La première pétition ayant vu le jour sur le site - le rôle des pétitions lui a attribué le numéro 329 -, a pour objet de «garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière».

À l'instar de celles qui lui emboîteront le pas, la pétition 329 est ouverte à signature pendant six semaines (du 7 avril au 19 mai). En parallèle, un forum de discussion en relation avec le sujet abordé par les pétitionnaires fonctionnera sur le site de la Chambre et permettra d'animer le débat.

Dans la foulée furent également déclarées recevables par la Conférence des Présidents de la Chambre les pétitions portant les numéros 333 à 339.

Ouvertes à la signature depuis le 14 avril, celles-ci ont pour objet de s'exprimer

- contre le tram (333),

- pour un ajustement de la hauteur des trottoirs (334),

- pour l'introduction d'un revenu de base universel (335),

- sur une étude évaluant les paramètres de la «fonction d'utilité» conditionnant le «modal-split» (336),

- sur les services multimédias ayant leur siège à Luxembourg (337),

- pour une subvention de la mobilité 100% électrique à deux roues (338),

- pour un système d'aides financières compétitif, équitable et socialement juste pour les études supérieures (339).

Sur avis de la Commission des Pétitions, les initiateurs des pétitions 330 («Géint d'Zäitëmstellung»), 331 («Méi e strengt Déiereschutzgesetz») et 332 («Berücksichtigung der Mehrsprachigkeit bei etat.lu») furent invités à préciser l'objet de leur doléance à des fins de publication ultérieure.

Si une pétition publique récolte au moins 4.500 signatures sur le site Internet de la Chambre, elle donnera lieu à un débat public, sinon elle sera traitée comme une pétition «ordinaire».

Le développement de ce nouveau type de pétition est le résultat des efforts de la Chambre en vue de renforcer les moyens de participation des citoyens et de les impliquer davantage dans les discussions politiques.

La présidence de 2015 approche



M. Marc Angel (à droite) a représenté la Chambre à Rome.

M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a représenté la Chambre des Députés lors d'une réunion préparatoire de la dimension parlementaire de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2015, qui s'est tenue à Rome le 25 mars 2014.

Le député luxembourgeois y a rencontré ses homologues d'Italie et de Lettonie, qui forment en effet avec le Grand-Duché le «trio présidentiel» du deuxième semestre 2014 au deuxième semestre 2015 inclus.

Les parlementaires ont discuté sur les sujets qui sont d'un intérêt commun et qui pourraient être discutés dans le cadre des réunions de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires).

Une certaine continuité entre les présidences successives est indispensable.

Les parlementaires se sont mis d'accord de mettre l'accent notamment sur la croissance et la relance de la compétitivité et sur les relations de l'Union européenne avec ses pays voisins de la Méditerranée et de l'Est.

Logement et sécurité sociale au centre de l'échange

Le problème du logement dans des pays à surface territoriale réduite et la durabilité des systèmes de santé et de pension ont figuré au centre de l'entretien du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, avec le Premier Ministre de la République de Singapour, M. Lee Hsien Loong, en présence de M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Au Luxembourg comme à Singapour, la lutte contre la pénurie de logements constitue une priorité politique. À Singapour, 85% des terrains sont entre les mains de l'État qui les met à disposition des jeunes familles par le biais d'un bail sur 99 ans. 90% des nationaux et résidents permanents disposent d'un logement à un prix raisonnable.

Le Président de la Chambre des Députés a, quant à lui, insisté sur les avantages du système de sécurité sociale basé sur la solidarité entre générations et garantissant un accès universel à des prestations de qualité.



M. Lee Hsien Loong signe le Livre d'or de la Chambre en présence de M. Marc Angel et de M. Mars Di Bartolomeo.

Le Secrétaire général de l'OTAN à la Chambre

La situation en Ukraine et la stratégie de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) vis-à-vis de la Russie ont dominé les discussions entre les députés et le Secrétaire général de l'Alliance atlantique, M. Anders Fogh Rasmussen, lors de sa visite à la Chambre des Députés le 15 avril passé.

«Nous ne discutons pas d'options militaires», a-t-il expliqué au cours des discussions avec les députés membres du Bureau de la Chambre des Députés, de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ainsi que de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Selon M. Rasmussen, l'Alliance devrait pourtant se concentrer sur la consolidation de la défense de ses alliés. M. Rasmussen a insisté sur la responsabilité de la communauté internationale pour résoudre la crise en Ukraine.

Les députés ont profité de l'occasion pour interroger le Secrétaire général sur le financement et l'avenir de l'organisation. Avec la Géorgie, le Monténégro, l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) et la Bosnie-Herzégovine, quatre pays sont candidats pour rejoindre l'Alliance.

Les Ministres des Affaires étrangères des 28 pays membres décideront d'un élargissement possible. En réponse aux questions des députés, le Secrétaire général de l'OTAN a également expliqué que l'organisation devrait discuter de son financement.

«La défense a un coût, mais l'insécurité pourrait devenir beaucoup plus chère», a constaté M. Rasmussen. Actuellement les États-Unis supportent trois quarts des dépenses de l'Alliance atlantique.

À la tête de l'Alliance depuis 2009, le Danois Anders Fogh Rasmussen avait visité la Chambre des Députés une première fois en 2010. En octobre prochain, son mandat viendra à échéance et ce sera l'ancien Premier Ministre norvégien, M. Jens Stoltenberg, qui prendra la relève.



M. Anders Fogh Rasmussen a répondu aux questions des parlementaires luxembourgeois.

Conférence du CPI sur les politiques énergétiques dans la Grande Région

Une nouvelle énergie pour l'avenir

La Grande Région doit s'engager avec détermination pour une politique énergétique intelligente, fondée sur l'innovation en matière d'énergies renouvelables et la coopération transfrontalière. Tel était le message de M. Roger Negri lors de l'ouverture de la conférence organisée par le Conseil parlementaire interrégional à Trèves, le 4 avril 2014, et à laquelle le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que M. Justin Turpel ont également participé.

Président de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI, M. Negri est revenu sur les travaux du CPI en matière énergétique au cours des dernières années, tout en présentant une recommandation à ce sujet qui sera prochainement soumise au vote de l'ensemble des parlementaires du CPI et adressée aux gouvernements de la Grande Région.

De même, M. Negri a partagé ses impressions concernant le déroulement du Sommet de l'Énergie du 17 mars à Trèves auquel il avait participé, en soulignant notamment qu'il aurait souhaité un débat plus approfondi sur les centrales nucléaires de la Grande Région.

Pendant la conférence, les élus de la Grande Région ont réaffirmé leur conviction que la promotion d'une production d'énergie plus décentralisée est susceptible de produire une valeur ajoutée au niveau régional et de créer des emplois de qualité dans la Grande Région. De même, ils ont souligné que l'optimisation progressive de l'efficience énergétique dans le secteur du bâtiment et des transports revêt une importance cruciale.

Parmi les orateurs, Prof. Dr. Peter Heck, le directeur de l'Institut für angewandtes Stoffstrommanagement (IfaS) de l'Umwelt-Campus Birkenfeld, et M. Tom Eischen, Commissaire du gouvernement à l'Énergie au Ministère de l'Économie ont pour leur part discuté les avantages des énergies renouvelables ainsi que les défis pour la Grande Région qui y sont liés.

Tandis que plusieurs projets transfrontaliers en matière énergétique ont été présentés à l'occasion de la conférence, dont le projet Interreg ENEFF Réseau transfrontalier Efficience énergétique / Énergies renouvelables, M. Negri a également insisté sur l'importance de ne pas négliger la problématique nucléaire dans la Grande Région et annoncé l'organisation d'une réunion spécifiquement dédiée à cette question.



M. Joachim Mertes, Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat, M. Roger Negri, M. Justin Turpel et M. Claude Frieseisen à Trèves.

L'administration parlementaire se présente

Le service des commissions parlementaires

Les travaux des commissions parlementaires sont encadrés et appuyés, au niveau de l'administration parlementaire, par les fonctionnaires du service des commissions, à savoir les secrétaires-administrateurs (carrière supérieure) et leurs assistants (carrière moyenne).

Le service est composé de: M. Martin Bisenius, Mme Francine Cocard, Mme Marianne Weycker, Mme Rachel Moris, Mme Caroline Guezennec, M. Laurent Besch, M. Timon Oesch, Mme Carole Closener, Mme Christiane Huberty, Mme Anne Tescher, Mme Tania Braas, secrétaires-administrateurs, Mme Tania Sonnetti, attaché-stagiaire, de Mme Arlette Frascht, Mme Yvette Hellinghausen, Mme Vera Haas, Mme Pascale Kohn, M. Pascal Reiser, assistants ainsi que de Mme Maryse Klein, documentaliste.

Les secrétaires-administrateurs des commissions parlementaires assurent la convocation, la préparation, l'organisation et le suivi administratif des réunions des commissions parlementaires ainsi que l'exécution des décisions prises. Ils documentent l'instruction des projets de loi et, d'une façon générale, l'avancement des travaux par l'établissement des procès-verbaux des réunions.

À noter que le procès-verbal résume les discussions sous forme de synthèse en ne suivant pas nécessairement la chronologie des interventions, mais en regroupant et en rapprochant les éléments essentiels des débats. Les procès-verbaux se limitent à la substance des discussions et ont donc le caractère de rapports de synthèse. Ainsi, ils peuvent être repris dans de très larges parties dans le rapport final de la commission. Ceci vaut en particulier pour la partie objective du rapport, c'est-à-dire le commentaire des articles qui doit contenir toutes les observations et explications que la Commission entend faire pour faciliter et orienter l'application et l'interprétation ultérieure des textes (ratio legis).



Par ailleurs, les fonctionnaires du service rédigent les exposés des motifs des amendements parlementaires à transmettre au Conseil d'État et s'occupent de toute autre correspondance ou acte de procédure nécessaire pour la poursuite des travaux de la commission.

Ils préparent des documents de travail facilitant les travaux de la commission (par exemple tableaux synoptiques de différentes versions d'un texte).

Ils effectuent des recherches ponctuelles, juridiques et autres, à la demande d'une commission, du président ou du rapporteur.

Ils procèdent à la mise à jour régulière des textes coordonnés et amendés d'un projet en vue du texte final à annexer au rapport de la commission.

Ils collaborent avec le rapporteur en vue de la rédaction du rapport et en particulier de la partie objective du rapport, à savoir le résumé de la procédure législative et le commentaire des articles.

Les autres tâches se résument comme suit:

- recherches ponctuelles, juridiques et autres, à effectuer à la demande d'une commission, du président ou du rapporteur respectivement recherches à effectuer sur l'initiative propre du secrétaire si cette recherche est de toute évidence nécessaire pour le bon avancement des travaux de la commission;

- suivi, en collaboration avec le service gestion des connaissances, de la documentation pouvant enrichir les travaux de la commission;

- mise à jour régulière des textes coordonnés et amendés d'un projet en vue du texte final à annexer au rapport de la commission et contrôle du texte final à voter, si nécessaire en concertation avec les auteurs du projet;

- collaboration avec le rapporteur en vue de la rédaction du rapport et en particulier rédaction de la partie objective du rapport, à savoir le résumé de la procédure législative et le commentaire des articles;

- dans le cadre de l'organisation des débats d'orientation: préparation et organisation des hearings, établissement d'une documentation, encadrement administratif, procès-verbaux des réunions, participation à la rédaction du rapport final;

- dans les dossiers européens: préparation et suivi des travaux des commissions concernant l'analyse des propositions de directives et de règlements, préparation des avis politiques ou avis motivés à l'intention des instances européennes;

- encadrement et suivi administratif général des travaux des commissions dont la mission première n'est pas l'instruction de projets de loi (Commission des Pétitions, Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire).

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Une deuxième partie de la session 2014 dominée par la crise ukrainienne

Du 7 au 11 avril s'est tenue à Strasbourg la deuxième partie de la session ordinaire de 2014 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre des Députés y fut représentée par M. Marc Spautz, président de la délégation luxembourgeoise, M. Yves Cruchten, vice-président, ainsi que par Mmes Anne Brasseur, Françoise Hetto-Gaasch et M. Claude Adam, membres effectifs.

Au cours de ladite session, Mme Anne Brasseur, Présidente de l'APCE, a présidé entre autres le débat - mené selon la procédure d'urgence - sur les «Développements récents en Ukraine: menaces pour le fonctionnement des institutions démocratiques», suivi de celui sur le «Réexamen, pour des raisons substantielles, des pouvoirs déjà ratifiés de la délégation russe».

Dans une résolution adoptée au sujet de la situation en Ukraine, l'Assemblée a considéré que «Le soi-disant référendum qui a été organisé en Crimée le 16 mars 2014 était contraire aux Constitutions de la Crimée comme de l'Ukraine. (…) L'issue de ce référendum et l'annexion illégale du territoire de la Crimée n'ont donc pas d'effet juridique et ne sont pas reconnues par le Conseil de l'Europe.».

Dans une autre résolution adoptée par l'APCE, il fut retenu entre autres que «L'Assemblée considère qu'en violant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, la Russie a fait naître une menace pour la stabilité et la paix en Europe. L'annexion de la Crimée et les mesures qui l'ont précédée ont ouvert une brèche dans laquelle s'engouffrent désormais d'autres régions de l'Ukraine, comme le montrent les développements intervenus depuis le début de la semaine à Donetsk, Charkow et Lugansk.» et qu'«En conséquence et afin de marquer sa condamnation et sa désapprobation face aux agissements de la Fédération de Russie à l'égard de l'Ukraine, l'Assemblée décide de suspendre les droits suivants de la délégation de la Fédération de Russie jusqu'à la fin de la session de 2014:

- droit de vote

- droit d'être représenté au Bureau de l'Assemblée, au Comité des présidents et à la Commission permanente,

- droit de participer à des missions d'observation des élections.».

Bien que l'Assemblée soit convaincue que «le dialogue politique doit rester la voie privilégiée pour trouver un compromis», que «la suspension des pouvoirs de la délégation russe rendrait ce dialogue impossible» et que «dans cette crise réelle, l'Assemblée parlementaire a le pouvoir et la possibilité de confronter l'un de ses États membres - la Fédération de Russie - aux questions et aux faits, et d'exiger des réponses et des comptes», elle «se réserve le droit d'annuler les pouvoirs de la délégation russe si la Fédération de Russie n'amorce pas une désescalade de la situation et ne fait pas marche arrière sur l'annexion de la Crimée» et «invite la Commission de suivi à envisager la création d'une sous-commission d'enquête, chargée d'examiner et de suivre les développements liés au conflit depuis août 2013».

La deuxième partie de la session ordinaire de 2014 de l'APCE fut également marquée par les interventions de:

- Mme Françoise Hetto-Gaasch lors du débat sur la «Prostitution, traite et esclavage moderne en Europe»;

- M. Claude Adam lors du débat sur «La situation et les droits des minorités nationales traditionnelles en Europe» et

- M. Marc Spautz lors des débats sur «Un travail décent pour tous», d'une part, et comme orateur mandaté de son groupe PPE, sur «Les réfugiés et le droit au travail», d'autre part.



(de gauche à droite) Mme Toiny Thommes, M. Claude Adam, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Anne Brasseur, M. Marc Spautz et M. Yves Cruchten

Parmi les autres points ayant figuré à l'ordre du jour et fait l'objet d'une attention particulière de la part des parlementaires, il y a lieu de citer:

- le rapport annuel d'activité 2013 du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe;

- le débat conjoint sur «l'amélioration de la protection et de la sécurité des utilisateurs dans le cyberespace» et «le droit d'accès à Internet»;

- l'accès à la nationalité et la mise en œuvre effective de la Convention européenne sur la nationalité;

- la protection des mineurs contre les dérives sectaires;

- les réfugiés et le droit au travail ainsi que

- l'éradication de la pauvreté des enfants en Europe.

En tout et pour tout, l'APCE adopta treize résolutions et cinq recommandations au cours de cette deuxième partie de la session ordinaire de 2014.

Situation en Ukraine



M. Eugène Berger et M. Henri Kox

M. Henri Kox, président de la délégation luxembourgeoise, et M. Eugène Berger ont représenté la Chambre des Députés lors de la Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) qui s'est déroulée les 3 et 4 avril 2014 à Athènes.

Lancée en septembre 2012, la conférence réunit des représentants des commissions des affaires étrangères et des commissions de la défense des parlements nationaux de l'Union européenne (UE), des membres européens de l'OTAN non membres de l'UE, des pays candidats à une adhésion à l'UE ainsi que du Parlement européen.

Les parlementaires ont eu l'occasion de discuter avec la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et les Ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale de la République hellénique sur les priorités courantes dans les domaines de la PESC, les développements dans les secteurs de la défense et de la sécurité ainsi que les défis de sécurité dans les pays voisins du Sud et de l'Est de l'Union européenne.

Les discussions étaient largement dominées par la situation en Ukraine. Les parlementaires ont exprimé leur profonde préoccupation sur cette crise et ses conséquences sur la sécurité internationale et la gouvernance globale. La conférence a condamné l'intervention militaire russe et l'annexion illégale en Crimée qui mine le droit international et est contraire aux engagements et obligations de la Russie, y inclus la Charte des Nations Unies, l'Acte final de Helsinki de l'OSCE et le Mémorandum de Budapest.

Les parlementaires ont en outre affirmé que le référendum tenu en Crimée le 16 mars est inconstitutionnel et ont condamné avec la plus grande fermeté tous les actes qui compromettent l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. Les membres de la conférence ont lancé un appel à la Russie à désamorcer immédiatement la crise, à retirer ses troupes à la frontière et du territoire ukrainien et à reconnaître le gouvernement intérimaire en Ukraine en tant qu'interlocuteur légitime.

La conférence a par ailleurs réitéré son inquiétude la plus forte face au conflit en Syrie et a appelé les institutions de l'UE et les États membres ainsi que les autres acteurs internationaux à fournir davantage d'aide humanitaire et à promouvoir une réflexion aux Nations Unies sur l'établissement de corridors humanitaires sûrs afin d'apporter un soulagement vital de la crise humanitaire dans l'ensemble de la Syrie.

Au niveau de plusieurs ateliers, les parlementaires ont par ailleurs pu débattre sur la stratégie européenne pour la sécurité maritime et la dimension maritime de la politique de sécurité et de défense commune, les développements récents au Moyen-Orient ainsi que le déploiement des forces militaires dans le cadre de la PSDC et le processus de décision parlementaire.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°4 • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Traite des êtres humains

6562 - Projet de loi

renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification

(1) du Code pénal;

(2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

(3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile;

(4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration

1. Le phénomène de la traite des êtres humains à l'échelle internationale

La traite des êtres humains est considérée comme une des formes les plus agressives de violer les droits de la personne humaine. De plus en plus de femmes, d'hommes et d'enfants sont «achetés» et «vendus» comme des marchandises, par-delà les frontières ou dans leur propre pays, et soumis à l'exploitation et aux abus.

«*Le phénomène de la traite des êtres humains demande une politique pluridisciplinaire ayant trait à la criminalité organisée, au monde économique et aux droits de l'Homme. La traite des êtres humains constitue une des atteintes les plus graves aux droits fondamentaux et à la dignité humaine. Plusieurs droits intangibles consacrés dans la Convention européenne des droits de l'Homme, tels que le respect de l'intégrité physique, l'interdiction de la torture, l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé sont concernés.*

Le nombre de victimes de la traite des êtres humains est estimé chaque année à 880.000 dans l'Union européenne et à 20,9 millions dans le monde, selon l'Organisation Internationale du Travail. Les profits extirpés de la traite des êtres humains sont estimés autour de 25 milliards d'euros dans le monde.

Le phénomène revêt des formes diverses: l'esclavage domestique, les fausses filles au pair, les „mariages par correspondance", l'exploitation sexuelle commerciale, le trafic d'organes, le travail forcé, les enfants soldats, les adoptions illégales, la mendicité forcée.

L'exploitation aux fins sexuelles et de main-d'œuvre sont les plus courantes; elles touchent respectivement 60% et 23% des victimes de la traite des êtres humains. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables. Entre 2008 et 2010 68% des victimes étaient des femmes et 12% des filles, tandis que 17% étaient des hommes et 3% des garçons. La traite comporte une dimension liée à la problématique de l'égalité des sexes, les hommes et les femmes n'étant pas victimes de la traite pour les mêmes raisons. Les femmes sont avant tout exploitées à des fins sexuelles (elles représentent 96% des victimes). Les hommes sont surtout exploités à des fins de travail forcé (ils représentent 77% des victimes).

Pour toute l'Europe, 44% des victimes sont des citoyens de l'Union en provenance pour la majorité des cas de la Bulgarie et de la Roumanie et 11% des victimes sont des ressortissants d'États tiers originaires de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique centrale et du sud.»[1]

2. Le phénomène de la traite des êtres humains au Luxembourg

Selon le rapport concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par le Luxembourg, publié par le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) en date du 15 janvier 2014, le Luxembourg est un pays de destination pour les victimes de la traite.

«*L'ensemble des victimes identifiées depuis 2009 sont d'origine étrangère. D'après les chiffres disponibles, trois victimes de la traite ont été identifiées en 2009 (deux femmes et un enfant), sept victimes en 2010 (six femmes et un homme), huit victimes en 2011 (sept femmes et un enfant), quatre victimes en 2012 (deux femmes, un homme et un enfant) et deux victimes dans la première moitié de 2013 (deux femmes).*

La majeure partie des personnes identifiées étaient de sexe féminin et victimes de traite aux fins d'exploitation sexuelle. En 2010, une personne identifiée, de sexe masculin et de nationalité polonaise, était victime de traite aux fins d'exploitation par le travail dans le secteur du bâtiment et, en 2011, une femme et un enfant ont été identifiés comme victimes de traite aux fins d'esclavage ou de pratiques analogues à l'esclavage. En 2012, une femme et un garçon, tous deux ressortissants chinois, ont été identifiés comme victimes de traite aux fins d'exploitation par le travail et un homme (Burkina Faso) et une femme (Roumanie) comme victimes de traite aux fins d'exploitation par la prostitution. Dans la première moitié de 2013, deux femmes, ressortissantes du Cameroun et du Maroc, ont été identifiées comme victimes de traite aux fins d'exploitation sexuelle.»[2]

Du côté des trafiquants identifiés, les chiffres suivants sont indiqués dans le 1er rapport statistique sur la traite des êtres humains, publié par Eurostat en 2013, «Trafficking in Human Beings».

En 2008 huit hommes ont été identifiés au Luxembourg comme trafiquants d'êtres humains. En 2009 on comptait trois hommes et en 2010 cinq hommes et une femme.

Toujours selon le même rapport, la majorité des trafiquants poursuivis au Luxembourg le sont pour exploitation sexuelle. Ainsi, en 2008 les quatre trafiquants poursuivis au Luxembourg tombent dans cette catégorie. En 2009, quatre sur cinq et en 2010 quinze sur vingt-neuf des trafiquants poursuivis l'étaient pour cause d'exploitation sexuelle.

En 2008 la Justice a rendu quatre jugements dans des affaires de traite humaine, six en 2009 et vingt-neuf en 2010. Pour ce qui est des trafiquants condamnés à une peine, il s'agit d'une femme en 2008, d'une femme et d'un homme en 2009 et de deux femmes et deux hommes en 2010.

3. Aperçu du cadre juridique et politique de la lutte contre la traite des êtres humains[3]

3.1. Cadre juridique

Sur le plan international, outre la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, le Luxembourg a ratifié la Convention des Nations Unies pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui en 1983, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée en 2008, le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants («Protocole de Palerme») en 2009. Le Luxembourg a aussi ratifié la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1989 et son protocole facultatif en 2003, ainsi que la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant en 1994 et son Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants en 2011. En outre, le Luxembourg est Partie aux Conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail forcé nos29 et 105 (ratifiées toutes deux en 1964) et sur les pires formes de travail des enfants no182 (ratifiée en 2001). Enfin, le Luxembourg est Partie à plusieurs conventions du Conseil de l'Europe dans le domaine pénal, qui sont d'intérêt pour la lutte contre la traite.

En tant qu'État membre de l'Union européenne (UE), le Luxembourg est lié par la législation de l'UE en matière de lutte contre la traite et en particulier par la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil de l'UE (le Conseil) du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes, la directive 2004/81/CE du 29 avril 2004 relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine et qui coopèrent avec les autorités compétentes, la directive 2004/80/CE relative à l'indemnisation des victimes de la criminalité, la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil, et la décision cadre 2001/220/JAI du Conseil du 15 mars 2001 relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales.

Il convient également de noter que le Luxembourg a signé la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du 11 mai 2011 (dénommée la Convention d'Istanbul) qui vise à créer un cadre juridique complet pour protéger les femmes contre toutes les formes de violence et à prévenir, poursuivre et éliminer la violence domestique. Ladite convention met en place un mécanisme international de suivi visant à assurer sa mise en œuvre effective sur le plan national.

S'agissant du cadre juridique national de la lutte contre la traite établi au Luxembourg, une incrimination de la traite a été introduite dans le Code pénal, en son article 382-1, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par la loi du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains. Par ailleurs, la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains détermine les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite et la collaboration avec la police en la matière. Par ailleurs, ce texte de loi prévoit la création du Comité de suivi et de lutte contre la traite des êtres humains dont les modalités de composition, d'organisation et de fonctionnement seront précisées par voie de règlement grand-ducal. L'adoption dudit règlement grand-ducal - dont le projet a été avisé par le Conseil d'État en date du 4 février 2014 - doit intervenir parallèlement au présent projet de loi.

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration concerne pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

3.2. Stratégies et plans d'action nationaux

Le Luxembourg ne s'est pas doté de plan d'action ou de stratégie spécifiquement autour de la question de la traite des êtres humains. En revanche, un plan d'action national de l'égalité des femmes et des hommes a été adopté pour la période 2009-2014. Parmi les domaines d'action mentionnés dans ledit plan d'action figure la mise en place d'un système de suivi de l'application de la législation sur la traite des êtres humains, sous le thème «violence, traite et prostitution». Toutefois, le plan d'action ne donne pas de précisions sur les mesures à prendre en matière de lutte contre la traite et sur les différents types d'exploitation.

4. Objectifs du projet de loi

Le projet de loi n°6562 transpose en droit national la directive 2011/36/UE du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène.

Il convient de noter que les États membres doivent avoir procédé à la transposition des dispositions de la directive 2011/36/UE précitée pour le 6 avril 2013 au plus tard. En date du 15 janvier 2014, à l'occasion de la parution du rapport concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par le Luxembourg, le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) appelle les autorités luxembourgeoises à renforcer leur action contre toutes les formes de traite.

Les objectifs poursuivis par le texte sont l'instauration d'un rapporteur national sur le phénomène de la traite humaine, l'élargissement de la conception de la traite des êtres humains et le renforcement des droits des victimes de la traite. Le projet de loi accorde une attention particulière aux mineurs victimes de la traite humaine.

4.1. L'instauration d'un rapporteur national sur le phénomène de la traite humaine

La directive dispose dans son article 19 que les États membres doivent mettre en place des rapporteurs nationaux ou d'autres mécanismes équivalents chargés du suivi des activités de lutte contre la traite menées par les institutions de l'État et de la mise en œuvre des obligations prévues par la législation nationale.

La commission parlementaire opte pour la mise en place d'un rapporteur national et confie cette mission dans l'article 1 du projet de loi à la Commission consultative des droits de l'Homme (dénommée ci-après la CCDH). La traite des êtres humains constituant une des atteintes les plus graves aux droits fondamentaux et à la dignité humaines, la mission du rapporteur national s'inscrit logiquement dans le champ d'action de la CCDH.

Les missions du rapporteur national «*consisteront à déterminer les tendances en matière de traite des êtres humains, à évaluer les résultats des actions engagées pour lutter contre ce phénomène, y compris la collecte de statistiques en étroite collaboration avec les organisations pertinentes de la société civile qui sont actives dans ce domaine, et à établir au moins tous les deux ans des rapports à l'intention de la Chambre des Députés.*

À cette fin il aura des échanges réguliers avec le comité interministériel de lutte contre la traite des êtres humains[4] et pourra s'enquérir des détails de dossiers clôturés. Il pourra également formuler des recommandations en matière de traite des êtres humains à l'attention du pouvoir exécutif.»

La commission parlementaire souligne toutefois qu'il sera nécessaire de garantir à la CCDH les moyens et compétences nécessaires à l'exécution de cette mission.

4.2. L'élargissement de la définition de la traite des êtres humains

L'article 2 du projet de loi modifie l'article 382-41, paragraphe (1) du Code pénal afin d'élargir la définition de la traite humaine de deux notions: (i) celle de la mendicité forcée et (ii) celle du trafic d'enfants.

(i) La mendicité forcée

Actuellement, la mendicité forcée ne figure pas en tant qu'acte d'exploitation punissable dans la législation nationale (loi du 20 mars 2009 relative à la traite des êtres humains). Au sens de la directive à transposer, la mendicité forcée est dorénavant considérée à même titre que toute forme de travail ou de service forcé tel qu'ils sont définis dans la Convention de l'Organisation Internationale du Travail de 1930 sur le travail et les services forcés. La mendicité forcée constitue un acte de traite dès lors que la personne qui s'y livre a été recrutée, transportée ou accueillie dans ce but.

À l'opposé du texte initial proposé par le Ministère de la Justice et sur proposition du Conseil d'État, la Commission juridique propose une définition plus détaillée du phénomène en insérant à l'article 2, à la suite du point 2 un point 3 inspiré du Code pénal belge:

«*(…) de la livrer à la mendicité, d'exploiter sa mendicité ou de la mettre à disposition d'un mendiant afin qu'il s'en serve pour susciter la commisération publique.*»

La Commission juridique note encore que la mendicité simple ou de besoin, un phénomène européen qui existe aussi au Luxembourg, n'est plus punissable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration par laquelle le point 6 de l'article 563 du Code pénal relatif à la mendicité a été accidentellement supprimé. La Commission juridique est cependant d'avis que même si cette suppression était à l'origine le fruit d'une erreur législative, il n'y a pas lieu de traiter ce sujet dans le cadre du présent projet de loi.

(ii) Le trafic d'enfants

La Commission juridique propose de compléter (par voie d'amendement parlementaire du 15 janvier 2014) les hypothèses de traite énumérées à l'article 2 par les cas de figure du trafic d'enfants.

En effet, et comme la Commission consultative des droits de l'Homme l'avait par ailleurs signalé dans son avis sur le projet de loi, le Luxembourg a eu à connaître des faits susceptibles d'être qualifiés de trafic d'enfants. Il s'agit en général de faits graves de trafic à des fins économiques (travail, mendicité), sexuelles (prostitution, racolage) ou autres (adoption internationale) qui ont tendance à se développer à travers les pays occidentaux.

Comme il s'agit de faits graves qui sont perpétrés à l'instar de la volonté de la victime, il paraît utile d'ajouter le trafic d'enfants parmi les actes répréhensibles de la traite qui sont énumérés à l'article 382-1 du Code pénal.

Le Conseil d'État propose, dans son avis complémentaire du 4 février 2014, de faire abstraction du point 6) relatif au trafic d'enfants et formule une proposition visant à incriminer la vente d'enfants par le biais d'un nouvel article

---

1 *Avis du de la CCDH - projet de loi 6562 relatif à la traite des êtres humains, 10/07/2013*

2 Rapport GRETA concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par le Luxembourg, 15/01/2014

3 Rapport GRETA concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par le Luxembourg, 15/01/2014

4 Le comité interministériel sera remplacé par le Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains.

382-3 du Code pénal. Pour le détail, il est prié de se référer au point IV. - Commentaire des articles, article 2, point 6) nouveau – hypothèse du trafic d'enfants.

Le prélèvement d'organes

En matière de prélèvement d'organes et de tissus humains, la Commission juridique rappelle

le cadre légal actuel, à savoir:

1. la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine,

2. le règlement grand-ducal du 6 octobre 2009 déterminant les équipements dont doivent être pourvus les hôpitaux dans lesquels sont effectués à des fins thérapeutiques des prélèvements d'organes sur des personnes décédées,

3. le règlement grand-ducal du 3 décembre 2009 déterminant les procédés à suivre pour constater la mort en vue d'un prélèvement, et

4. la directive 2010/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation (Le délai de transposition de cette directive était le 27 août 2012. Le projet de loi n°6564 modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine vise à transposer en droit national les points non couverts par la loi du 25 novembre 1982 précitée).

4.3. Le renforcement des droits des victimes

Les mesures d'assistance et d'aide aux victimes de la traite qui sont prévues à l'article 11 de la directive se retrouvent déjà actuellement à l'article 2 de la loi du 10 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le nouveau Code de procédure civile.

Afin de clarifier que l'octroi d'une assistance n'est pas subordonné à la volonté de coopérer de la victime dans le cadre de l'enquête, il est proposé à l'article 7 du projet de loi de reformuler l'article 92.1 de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration afin de préciser que la condition de coopération joue uniquement pour la formalité de la délivrance d'un titre de séjour sur base de l'article 95.

Dispense de la plainte écrite

La Commission juridique rappelle qu'en vertu de l'article 4-1 du Code d'instruction criminelle, les victimes présumées de la traite des êtres humains sont dispensées de l'obligation de déposer une plainte écrite. Cette disposition est conforme aux exigences de l'article 9, paragraphe 1 de la directive: «les États membres s'assurent que les enquêtes ou poursuites concernant les infractions visées (…) ne dépendent pas de la plainte ou de l'accusation de la victime et que la procédure pénale soit continue même si la victime a retiré sa déclaration».

La Commission juridique estime toutefois qu'il est extrêmement important d'encourager les victimes à déposer une plainte écrite et qu'il convient donc de sensibiliser tous les acteurs impliqués dans la lutte contre la traite humaine et l'assistance aux victimes sur ce point.

L'absence de poursuites

En ce qui concerne l'article 8 de la directive sur l'absence de poursuites ou la non-application de sanctions à l'encontre des victimes, il faut rappeler que le Gouvernement suit depuis des années une politique déclarée tendant à garantir aux victimes l'impunité pour des actes illégaux qu'elles auraient commis en conséquence directe de leur condition de victimes de la traite. Cette approche est également partagée par les parquets lors de leur politique de poursuites. De tels échanges ont eu régulièrement lieu au sein du Comité interministériel de suivi sur la traite.

La délivrance d'un titre de séjour

Les victimes présumées de la traite des êtres humains ressortissants de pays tiers auront la possibilité de se voir accorder un délai de réflexion de quatre-vingt-dix jours (article 93, paragraphe (1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration) et de se voir délivrer un titre de séjour sous condition de coopérer avec les autorités chargées de l'enquête ou des poursuites concernant ces infractions.

Il faut en effet éviter que les victimes de la traite humaine originaires de pays tiers ne se voient soumises au risque de l'expulsion.

Indemnisations

Afin de transposer l'article 17 de la directive sur l'indemnisation de la victime, il est proposé à l'article 5 et à l'article 6 du projet de loi d'apporter des changements mineurs à la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction. Il importe de préciser dans ce contexte que la directive a une vocation globale et générale et s'applique donc aussi à des victimes de pays tiers.

Quant à la dispense de prouver une incapacité de travail et/ou un préjudice subi, cette exigence n'est pas inscrite dans la directive, mais constitue une suite logique de la politique luxembourgeoise suivant laquelle certaines infractions particulièrement graves sur les personnes font présumer un dommage physique et/ou psychologique accru.

Les personnes lésées à l'étranger qui ne sont pas en droit d'être indemnisées par un autre État, pourront l'être par le Grand-Duché pour autant qu'elles justifient d'une résidence régulière et habituelle au Grand-Duché.

4.4. Les victimes mineures

Chaque année, la réalité confronte les autorités luxembourgeoises à plusieurs cas de mineurs victimes de la traite humaine. Le projet de loi leur accorde par conséquent une attention particulière.

La nomination d'un tuteur

Toute victime mineure de la traite humaine sera représentée par un tuteur dans trois cas de figure:

- si elle n'est pas accompagnée et prise en charge par un majeur responsable d'elle selon la loi nationale de la victime,

- si en vertu de la loi un conflit d'intérêts avec la victime mineure empêche les titulaires de l'autorité parentale de défendre les intérêts supérieurs de l'enfant,

- si un conflit d'intérêts avec la victime mineure empêche les titulaires de l'autorité parentale, en vertu de la loi nationale de la victime, de défendre les intérêts supérieurs de l'enfant,

La victime est représentée par un tuteur aussi longtemps que cette situation perdure ou jusqu'à ce qu'elle soit prise en charge par une autorité de son pays d'origine chargée d'agir dans son intérêt supérieur.

Il en va de même lorsqu'il y a incertitude sur l'âge de la victime et lorsqu'il existe des raisons de croire qu'elle est mineure.

L'assistance et les indemnisations

Les victimes mineures ont droit à l'assistance aux victimes ainsi qu'aux indemnités au même titre que les victimes majeures.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 11.04.2013

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

18.12.2013	Désignation d'un rapporteur
08.01.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.01.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
05.02.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.02.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport
26.02.2014	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption définitive d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Attachés de justice

6563A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice;

2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Le projet de loi scindé propose de renforcer les effectifs du Tribunal administratif et de combler le régime des attachés de justice, tel que mis en place par la loi du 7 juin 2012, par la mutabilité des attachés entre les deux ordres de justice, en l'occurrence l'ordre judiciaire et l'ordre administratif.

1. Motivation des deux amendements gouvernementaux du 26 septembre 2013

Il échet de rappeler que depuis la réforme du régime des attachés de justice, consacrée par le vote de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice, ayant introduit, entre autres, l'obligation d'accomplissement d'un stage préalable à la nomination définitive, le régime des attachés de justice s'applique aux deux ordres de juridiction. Ainsi, l'attaché de justice, ayant réussi les épreuves prévues, peut être nommé indifféremment dans l'un ou l'autre ordre de juridiction.

Or, en l'état actuel, la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif n'autorise pas la mutabilité de l'attaché de justice suite à sa première nomination.

L'objet des deux amendements précités est justement de parfaire le cadre légal applicable en vue d'autoriser une mutabilité des attachés et des magistrats entre les deux ordres de juridiction.

L'article 17 nouveau (amendement 1er) dans la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice énonce ladite mutabilité qui peut jouer dans différentes hypothèses.

Les modalités propres à cette mutabilité sont prévues par les paragraphes (2) et (3) dudit article 17 nouveau ainsi que par l'article 71-1 nouveau (amendement gouvernemental n°2) à insérer dans la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de la procédure devant les juridictions administratives.

2. Motivation de l'article 3 du projet de loi initial

Au cours des dix-sept années d'existence depuis la création des juridictions administratives, le contentieux administratif a connu un formidable développement. À l'heure actuelle, les onze juges du tribunal administratif, travaillant à temps plein, ont de la peine à évacuer dans les délais les affaires dont ils sont saisis.

D'une part, ceci résulte de l'augmentation considérable du nombre d'affaires portées devant cette juridiction - et il faut souligner, dans ce contexte, la véritable explosion qu'a connue le contentieux en matière d'asile - et, d'autre part, quoique dans une moindre mesure, de la variété et de la complexité grandissantes des affaires dont sont saisies les juridictions administratives, notamment en matière fiscale ainsi qu'en droit de l'environnement et de l'urbanisme.

C'est la raison pour laquelle le nombre de juges au Tribunal administratif doit être renforcé par deux juges supplémentaires.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 12.02.2014

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

05.02.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et d'une série d'amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique: 12.03.2014

BAD et FAD

6582 - Projet de loi portant approbation de

1. l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, signé à Khartoum le 4 août 1963, tel qu'amendé;

2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972, tel qu'amendé

Le projet de loi a pour but d'autoriser le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'adhésion du Grand-Duché du Luxembourg auprès de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds africain de développement (FAD).

Suite à l'indépendance de la plupart des pays africains au début des années 1960 et vu le manque évident d'infrastructures lourdes et cohérentes, la création d'une banque de développement africaine devint une étape utile et nécessaire. C'est ainsi que la Banque africaine de développement a été constituée en 1963 à Khartoum, regroupant initialement uniquement des pays africains.

Le Fonds africain de développement fut constitué en 1972. Géré par la BAD, il permit de soutenir les pays africains les moins avancés par des subventions et des crédits à conditionnalités douces.

Afin d'obtenir des ressources financières additionnelles, la BAD s'est ouverte aux pays non régionaux à partir de 1982. L'objectif affiché de la banque est de «promouvoir une croissance économique et une réduction de la pauvreté durables en Afrique».

À part le Grand-Duché, l'Australie et la Turquie ont notamment entamé des démarches en vue d'une adhésion.

L'adhésion du Luxembourg à la BAD est considérée comme fortement utile du point de vue de la politique de la coopération au développement.

Une fois le Luxembourg devenu un État participant au FAD, il pourra souscrire au capital de la BAD en versant une souscription initiale afin d'en devenir membre. Le montant de la souscription initiale du Luxembourg au capital de la banque est déterminé en utilisant la quote-part relative du Luxembourg au FMI, ainsi que les souscriptions cumulées des pays non régionaux de la BAD.

Au taux de change en vigueur au 30 janvier 2014, la souscription initiale au FAD s'établit à 19,7 millions d'euros. Le bon du Trésor est à amortir en huit tranches annuelles. En résumé, et sur base des taux de change du 30 janvier 2014, l'impact budgétaire du présent projet de loi est estimé à environ 30,5 millions d'euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 20.06.2013

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la des Finances et du Budget

(Président: M. Marc Hansen):

28.01.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.02.2014	Entrevue avec Mme Martine Schommer, Directeur de la Coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères et européennes
04.03.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Ordonnance royale grand-ducale

6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière

Le projet de loi a pour objet de modifier l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière, afin d'assurer la conformité de la lé-

gislation nationale au règlement (UE) n°995/2010 du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché.

En effet, suite à l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement et afin de garantir l'application d'une gestion durable des forêts, il est impératif d'actualiser certaines dispositions en matière de planification de la gestion forestière dans les forêts publiques. Les dispositions actuelles ne sont plus en adéquation avec une gestion multifonctionnelle telle que définie par le processus international *Forest Europe*. La prise en compte des multiples fonctions de la forêt implique des techniques de planification plus complexes et plus élaborées. Ces nouvelles modalités de planification requièrent plus de flexibilité dans l'élaboration des plans d'aménagement. Or, les dispositions actuelles trop rigides engendrent des non-conformités avec le règlement (UE) précité, impliquant une paralysie du secteur de la filière forêt-bois et du secteur de la transformation du bois, ainsi que des conséquences négatives sur l'emploi et l'activité dans ces secteurs.

L'ordonnance royale grand-ducale précitée prévoit que les forêts publiques (appartenant aux communes, à l'État ou à des établissements publics) ne peuvent être gérées que si elles disposent d'un plan d'aménagement récent de moins de dix ans. Ces mesures de gestion concernent les travaux d'exploitation des bois, le maintien ou l'amélioration de la diversité biologique, ainsi que la protection de la nature et des ressources naturelles.

Or, cette ordonnance royale grand-ducale ne tient pas compte du fait que les propriétés forestières peuvent être de taille très réduite (surface inférieure à 20 ha) et que, pour ces petites propriétés, l'établissement d'un document de planification n'a pas de sens, car les opérations forestières sont trop espacées dans le temps. Pour les propriétés de taille moyenne (surface située entre 20 et 150 ha), l'établissement d'un plan d'aménagement fixant une possibilité en volume n'est guère réaliste, puisque la gestion de ces superficies est soumise à des fluctuations importantes d'une année à l'autre et qu'il n'est donc guère possible d'y prévoir des prélèvements réguliers en bois. P our cette raison, le projet de loi prévoit pour ces propriétés un régime simplifié de plan d'aménagement.

Une autre disposition du projet de loi 6609 prévoit que, lorsqu'un plan d'aménagement récent fait défaut pour une propriété forestière pour laquelle il est imposé, le volume de bois exploitable sur cette propriété est limité aux trois quarts de l'accroissement courant moyen. En effet, eu égard à l'absence de plan, les gestionnaires de terrain ne disposent plus d'indications fiables pour orienter leur gestion sylvicole, notamment en termes de volumes de bois à prélever. Il y a dès lors un risque de surexploitation qui va à l'encontre du principe de la gestion durable des forêts. Afin de garantir une gestion durable et un rendement soutenu pour les propriétés pour lesquelles la confection d'un plan d'aménagement n'a pas été possible, cette disposition permettra plus de flexibilité tout en appliquant le principe de précaution en s'assurant que le volume de bois prélevé est inférieur au volume de l'accroissement naturel.

Dépôt par M. M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 05.09.2013

Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

25.09.2013 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

22.01.2014 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.01.2014 Continuation de l'examen du projet de loi

12.02.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Service International de Recherches (SIR)

6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011

Au cours de la Seconde Guerre mondiale des millions de personnes furent déplacées ou tuées. Un nombre énorme de familles furent dispersées à travers l'Europe, suite à la migration massive des peuples provoquée par des persécutions et les troubles de la guerre. C'est dans ce contexte qu'un bureau de recherches fut installé à Londres dès 1943 auprès de la Croix-Rouge britannique, sur l'initiative du Quartier général des Forces alliées. Alors que les Alliés sentaient que la fin de la guerre approchait, des recherches plus approfondies sur la situation des travailleurs forcés et des réfugiés en Europe centrale furent menées par la SHAEF (Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force) qui continua dès février 1944 les travaux du bureau central de recherches. Sa base d'opération évolua en fonction de l'avancée des Alliés en Allemagne, lors de laquelle de nombreux fonds d'archives furent trouvés. Ces documents, qui devaient permettre d'élucider le sort de personnes portées disparues ou de retracer le parcours des personnes victimes de persécutions, furent finalement regroupés, en janvier 1946, au nouveau siège du bureau de recherches à Bad Arolsen. Sa situation au centre géographique des quatre zones d'occupation et le fait que cette ville n'avait pas été bombardée et disposait de bâtiments disponibles immédiatement furent les raisons de ce choix. Deux ans plus tard, le bureau a pris son nom actuel de Service International de Recherches (SIR).

Le cadre juridique du SIR fut créé par les accords de Bonn, signés le 6 juin 1955 par les gouvernements de la Belgique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, d'Israël, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne et des États-Unis d'Amérique.

Depuis les années 1990, la question de rendre accessibles les archives de Bad Arolsen à la recherche scientifique faisait l'objet de discussions. Celles-ci ont conduit, en 2006, à la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches. Les amendements aux accords de Bonn n'ont pas seulement permis d'ouvrir les archives à la recherche historique, tout en garantissant la protection des données personnelles, mais ils ont prévu de surcroît la possibilité pour chaque État membre de recevoir sur demande une copie des archives et documents du SIR. Au Luxembourg, ces modifications ont été entérinées par la loi du 11 juillet 2007 portant approbation du Protocole sur la modification de l'Accord instituant une Commission Internationale pour le Service International de Recherches, signé à Berlin, le 26 juillet 2006.

En 2008, le Comité International de la Croix-Rouge a exprimé le souhait de se retirer de la gestion et de l'administration du SIR. La principale raison invoquée par le CICR était que la mission humanitaire, pour laquelle le CICR avait été choisi en 1955, allait nécessairement perdre en importance face aux nouvelles missions consistant plutôt à fonctionner comme archive et comme centre de documentation et de recherche, missions pour lesquelles le CICR ne s'estimait pas expert. En mai 2008, lors de sa réunion annuelle de deux jours à Varsovie, la Commission Internationale a ouvert le débat sur le futur du SIR. Deux ans plus tard, lors de sa réunion annuelle de deux jours a Washington les 26 et 27 mai 2010, elle a adopté un nouveau projet d'accord pour le SIR, adapté à la situation créée par l'ouverture des archives à la recherche historique. Finalement, le 9 décembre 2011, les onze États membres de la Commission Internationale ont signé le nouvel Accord relatif au Service International de Recherches. Il convient de signaler qu'un accord de partenariat avec les Archives fédérales d'Allemagne en tant que partenaire institutionnel est annexé à l'accord.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 27.09.2013

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

20.01.2014 Désignation d'un rapporteur

10.02.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Échange d'informations

6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

L'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal introduit l'échange automatique et obligatoire pour cinq catégories spécifiques de revenu et de capital, à déterminer au sens de la législation nationale de l'État membre qui communique les informations, à savoir:

a) les revenus de l'emploi,

b) les tantièmes et jetons de présence,

c) les produits d'assurance sur la vie non couverts par d'autres actes juridiques de l'Union européenne concernant l'échange d'informations et d'autres mesures similaires,

d) les pensions,

e) la propriété et les revenus de biens immobiliers.

L'autorité compétente d'un État membre doit ainsi échanger de manière systématique, sans demande préalable, des informations au sujet de personnes résidant dans un autre État membre et se rapportant aux périodes imposables à partir du 1er janvier 2014. Elle n'est pourtant tenue d'échanger des informations que pour les catégories de revenus ou de capital pour lesquelles elle dispose d'informations.

En date du 7 décembre 2010, lorsque l'accord politique sur la directive 2011/16/UE avait été trouvé au sein du Conseil «Affaires économiques et financières», le Luxembourg s'était engagé à échanger des informations dans trois des cinq catégories de revenus et de capital, à savoir, les revenus de l'emploi (point a) ci-dessus), les tantièmes et jetons de présence (point b)) ainsi que les pensions (point d)).

Les données en relation avec ces trois catégories ne sont pas couvertes par le secret bancaire ou autre secret professionnel et peuvent aisément être collectées à partir des fichiers électroniques gérés par l'Administration des contributions directes. Tel n'est pas le cas pour les deux autres catégories visées par la directive, à savoir, les produits d'assurance sur la vie et la propriété et les revenus de biens immobiliers.

Le projet de loi vise à finaliser la transposition de la directive 2011/16/UE et à compléter la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal. Il tient également compte du rectificatif à la directive 2011/16/UE publié au Journal Officiel de l'Union européenne L.162/15 du 14 juin 2013.

Par ailleurs, les exigences de la directive 2011/16/UE présupposent une application logicielle performante permettant la gestion du flux des extraits de comptes de salaires et de pensions. Le projet de loi profite des obligations imposées par le droit européen pour exploiter ce flux d'extraits retournés à l'administration par les employeurs et caisses de pension, notamment en ce qui concerne le décompte annuel.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Marc Hansen):

04.02.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

25.02.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Copropriété

6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

Le projet de loi a pour objet unique de prolonger de dix ans le délai de régularisation cadastrale des immeubles en lots placés sous le régime de la copropriété antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété.

En effet, cette loi prévoit un délai qui avait déjà été prorogé à deux reprises et qui, dans la mouture actuelle, expirera le 31 mars 2014. Afin de permettre la régularisation des nombreux immeubles non encore conformes, la loi en projet étend ce délai de dix ans supplémentaires (article 1er).

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.01.2014

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Marc Hansen):

04.02.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

04.03.2014 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.03.2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Changement de composition d'une délégation dans une Assemblée parlementaire internationale
- *M. le Président*

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Roy Reding
- *M. Roy Reding*

4. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État
- *M. le Président, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger, M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry*
- *Vote pour le premier candidat*
- *M. Paul-Henri Meyers, M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger*
- *Votes pour le deuxième et le troisième candidat*
- *M. le Président, M. Paul-Henri Meyers*

5. 6582 - Projet de loi portant approbation de
1. l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, signé à Khartoum le 4 août 1963 tel qu'amendé
2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972 tel qu'amendé
- *M. le Président*
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Luc Frieden, M. Franz Fayot, M. Marc Hansen, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany (M. Marc Angel pose une question)*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;
- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;
- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Claude Haagen, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, Mme Joëlle Elvinger, Mme Viviane Loschetter, M. Justin Turpel*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Marc Hansen, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6562 - Projet de loi
renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification
(1) du Code pénal;
(2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;
(3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile;
(4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Guy Arendt, M. Marc Angel, M. Roy Reding*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Article 5: Mme Viviane Loschetter, M. le Président, M. Serge Urbany*
- *Vote séparé sur l'article 5 du projet de loi 6562 (adopté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6563A - Projet de loi portant modification
1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice;
2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Simone Beissel, M. Alex Bodry*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Max Hahn*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Frank Arndt, Mme Viviane Loschetter*
- *Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; MM. Félix Braz, Pierre Gramegna et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- D'Sëtzung ass op. E schéine gudde Mëtteg. Ech wollt direkt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet. Vu d'Fragezeichen am Gesiicht vun der Regierung ginn ech net dovun aus, dass d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Neen.

M. le Président.- Villmools Merci, Här Finanzminister.

2. Changement de composition d'une délégation dans une Assemblée parlementaire internationale

Da wollt ech Iech e Changement an der Zesummesetzung vun der Delegatioun vum Benelux matdeelen. Duerch hire Bréif vun haut huet d'DP-Fraktioun folgend Ännerung an der Zesummesetzung vun der Benelux-Delegatioun proposéiert: Den Här Gusty Graas ersetzt den Här Lex Delles als Membre effectif an den Här Lex Delles ersetzt den Här Max Hahn als Suppléant. Ass d'Chamber mat där Modifikatioun d'accord?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Roy Reding

Ech hu gewise kritt, dass eng Demande do ass, fir eng Proposition de loi ze deponéieren. Här Reding, Dir kënnt awer duerchaus soen, wat fir eng Proposition de loi et ass.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, jo, selbstverständlech. Also ech déposéieren eng Proposition de loi fir e Referendum ofzehalen iwwert de Finanzement duerch de Statsbudget vum Projet Tram an der Stad Lëtzebuerg.

6665 *- Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg*

Merci.

M. le Président.- Ech huelen Akt vun deem Dépôt a gi se direkt weider

4. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État

Mir kommen dann zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, wou et drëms geet, dass d'Chamber dräi Kandidate fir de Poste vum Conseiller d'État opstellt, e Posten, dee fräi ginn ass, nodeems ee vun de Conseillers d'État, den Här Albert Hansen, d'Alterslimite erreecht hat. Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot an d'Artikelen 115 bis 125 vum Chambersreglement et virgesinn, stelle mir also haut déi Lëscht vun deenen dräi Kandidaten op.

No den Dispositioune vun den Artikelen 118 an 119 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 6. Mäerz eng Kandidatelëscht mat sechs Persounen, mat sechs Kandidaten arrêtéiert. Et sinn dat an alphabetescher Reiefolg:

- den Här Jean-Jacques Arrensdorf - den Här Arrensdorf schafft bei der Spuerkeess,

- den Här Jean-Marc Cloos ass Dokter/Psychiater,

- den Här Christian Kmiotek ass Chargé de cours am Lycée technique pour professions éducatives et sociales,

- den Här Jean-Luc Linster ass Direkter vu Linster Bureautique,

- den Här Mike Mathias ass Assistant parlementaire beim Europaparlament, bei engem Deputéierten aus dem Europaparlament, dem Här Turmes,

- d'Madame Christiane Weidenhaupt ass Chargée de direction beim Service des aides d'État am Ministère de l'Économie.

D'Chambersreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Voten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidate si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongëlteg Wahlziedelen net a Betruecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit kritt, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meescht Stëmme kritt hunn. Déi aner Zeenarien, déi géif ech dann opzielen, wa se géifen antrieden.

Ech gesinn, dass Wuertmeldungen dozou sinn: den Här Wiseler an den Här Gibéryen. Den Här Wiseler kritt direkt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll e puer Wuert soen, fir menger Fraktioun hiren Désaccord zum Ausdrock ze brengen iwwert d'Aart a Weis, wéi an deene leschte Wochen an dësem Kontext verfuer ginn

ass. Bis elo war et d'Gepflogenheet, ënnert de Fraktiounen ze kucken, fir op eng équilibréiert Aart a Weis déi Dossieren hei unzegoen, datt jiddwer Fraktioun och proportionell sollt representéiert si par rapport zu den Deputéierten, déi heibanne sinn.

Ech hunn déi Questionnairë respektiv d'Äntwerten op d'Questionnairen duerchgelies, déi déi verschidde Fraktiounen erageschéckt hunn, wéi et drëm gaangen ass, fir d'Reform vum Conseil d'État virzebereeden, an ech mierken, datt do méi oder wéineger datselwecht als Äntwert gesot ginn ass.

D'CSV huet gesot, et sollt eng «représentativité équilibrée» tëschent de Groupes politiques sinn. D'LSAP seet, datt en «certain équilibre» sollt do sinn. déi gréng hu gesot, datt deen, deen am meeschte «sous-représenté» ass, sollt deen nächste Member kréien. An dobäi ass normalerweis och an deene leschte Joren ëmmer gekuckt ginn, datt deen Équiliber en Équiliber wär, dee sech iwwer eng länger Period géif emfannen, well normalerweis dat Mandat vun engem Conseiller d'État 15 Joer dauert, esou datt ganz oft bei der Rechnung vum Équiliber zwou respektiv dräi Legislaturperiode respektiv d'Wahlresultater gekuckt gi sinn.

Virun de Wahle war et esou, an dat war och public, datt dat eent Mandat, wat vun der CSV proposéiert gi war, d'CSV proposéiert hat deene Gréngen, si sollten dat ersetzen, well mer jugéiert hu virun de Wahlen, datt déi gréng ënnerrepresentéiert wären. déi gréng ware sengerzäit net prett, fir dat ze maachen. Dat Mandat ass och net virun de Wahlen attribuéiert ginn. No de Wahlen hu mer festgestallt, datt dat Mandat, wat d'Mandat war, wat virdru vun engem CSV-Proposéierten ageholl gi war, der Madame Hennicot, duerno vun engem Kandidat, deen LSAP-Member ass, ageholl ginn ass.

Mir stellen och fest, datt duerno dat nächst Mandat, wou den Dan Kersch an d'Regierung komm ass, wéi dat fräi ginn ass, och vun engem LSAP-Member besat ginn ass. An elo ass eis gesot ginn, datt déi gréng missten dat Mandat besetzen, well se ënnerrepresentéiert wären.

Ech stelle just fest, datt déi gréng zweemol d'Méiglechkeet haten, fir eng Propositioun ze maachen, dat awer net gemaach hunn. Ech stelle fest, datt zweemol fir en LSAP-Member d'Kandidatur presentéiert ginn ass. D'CSV huet deene Gréngen virun de Wahlen e Mandat proposéiert. D'Regierung mécht no de Wahlen zweemol en anere Choix. An elo gëtt da gesot, déi gréng wären ënnerrepresentéiert an deen LSAP-Choix, dee gemaach ginn ass, deen zweemol gemaach ginn ass, dee misst elo richteggebéit ginn op a sech e Mandat, wat virdrun engem CSV-Proposéierte gehéiert huet.

Wann dat esou gemaach gëtt, an dat gëtt jo esou vun der Majoritéit duerchgezunn, dann ass d'Resultat, datt deen Équiliber heescht, datt d'CSV mat 23 Deputéierten nach aacht Memberen am Conseil d'État proposéiert huet an datt d'LSAP mat 13 Membere siwe Memberen am Conseil d'État huet. 23:8, 13:7 - dat kann een zwar en „certain équilibre" nennen, wéi et am LSAP-Programm steet, mä et ass sécher net dat, wat een normalerweis ënner Équiliber versteet.

Wann déi gréng een ze mann hunn, an dat contestéiere mer net, wann d'DP och nach een ze mann huet, dann ass et, well d'LSAP an deem ganze Kontext der zwee ze vill huet. An elo ass et esou, datt d'CSV dës Kéier muss nach ee vun deenen, dee si designéiert, net méi kann designéieren, well am Fong den Équiliber an der Koalitioun um Bockel vun der Oppositioun erëm riichtgeglätt gëtt. A fir kee Sträit an der Majoritéit ze kréien, gëtt dat Ganzt um Bockel vun der Oppositioun gemaach, op eng rücksichtslos Aart a Weis, ouni datt mer richteg eng Diskussioun konnten doriwwer seriö féieren.

De Conseil d'État soll reforméiert ginn, steet am Wahlprogramm. Et steet d'ailleurs och am Regierungsprogramm, et steet do, datt eng «représentation équitable» soll gemaach gi vun de Courants politiques, datt d'Durée soll zwielef Joer sinn, datt eng aner Procédure de nomination soll kommen. Ech wëll! Ech stelle just fest, datt gesot gëtt, dat géif gemaach ginn, mä virdru gëtt awer emol nach alles anescht verdeelt!

Et ass och esou, datt ech nogelies hunn, wat bei deene leschten Designatioune vu Membres du Conseil d'État vun deenen engen a vun deenen anere gesot ginn ass, den 9. Oktober 2012, den 19. Januar 2010. Den Här Bausch huet sech do vehement iwwert d'Nominatiounsprozedur geiergert an en huet seng Fraktioun opgefuerdert - an dat hu se gemaach -, de Sall ze verloossen, well déi Nominatiounsprozedur net an der Rei wär. Datselwecht huet den Här Bettel gemaach, dee sengerzäit vun enger Farce geschwat huet. Si sinn net erausgaangen, si hunn awer och net matgestëmmt.

Ech géif soen, wann dat, wat den Här Bausch gesot huet, wann dat, wat den Här Bettel gesot huet, och sengerzäit seriö gemengt gewiescht wär, da wär elo d'Geleeënheet, fir et nach eng Kéier genau d'selwecht ze maachen, well d'Nominéierungsprozedur huet iwwerhaapt net geännert an dësem Fall!

Mir hunn, an dat soen ech zum Schluss, näischt perséinlech géint ee vun deene sechs Kandidaten, déi hei zur Propositioun stinn. Mä mir kënnen, dat verstitt Der, aus deem dote Grond, well esou verfuer ginn ass, selbstverständlech kee vun deene Kandidaten an dësem Vote hei stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Claude Wiseler. Als Nächsten huet sech d'Wuert gefrot de Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Et ass scho bal eng Traditioun, datt, wa mer hei Nominatioune virhuele fir e Member am Conseil d'État, datt ech hei erauskommen, fir ze deklaréieren, datt mer mat där Prozedur, déi hei praktizéiert gëtt, net kënnen averstane sinn.

Ech mengen, mäi Virriedner, de Kolleeg Claude Wiseler, huet eben elo schonn zum Deel hei dat virgedroen, datt am Fong all Parteie quasi heibannen an der Vergaangenheet, sief et, datt se an der Majoritéit oder an der Oppositioun sinn, derfir plädéiert hunn, datt d'Zesummesetzung vum Conseil d'État am Fong sollt där politescher Zesummesetzung, wéi mer se hei am Land kennen, hei an der Chamber kennen, datt se där sollt Rechnung droen.

Dofir ass et richteg, datt déi gréng mat engem Vertrieder am Conseil d'État ënnervertruede waren. Doudsécher ass awer, datt d'ADR och ënnervertrueden ass. Mir misste mindestens och ee Vertrieder am Statsrot hunn, jee nodeem wat fir eng Berechnung een hëlt, souguer zwee. An déi Lénk missten och dra vertruede sinn.

Mir hunn als ADR och Propositioune gemaach, wou mer gesot hunn, et sollt ee vun e puer Wahlen d'Moyenne huelen an dann eben opgrond vun där Moyenne de Conseil d'État besetzen, well jo soss, wann een all Kéiers no de Wahle misst Korrekture maachen, dat jo kuerzfristeg net dran ass an awer bei Wahlen d'Differenze prozentual vis-à-vis vun deene Wahle virdru kënne bei där enger oder anerer Partei staark changéieren. Duerfir hu mer gesot, et sollt een eng Moyenne huele vun dräi Wahlen, fir datt ee méi eng gewësse Stabilitéit kritt, an datt een all Kéiers no de Wahlen där neier Moyenne da bei der Besetzung vun de Poste sollt Rechnung droen.

Déi nei Regierung ass ugetratt, an den Här Statsminister Xavier Bettel huet den 10. Dezember hei bei der Regierungserklärung gesot: „De Conseil d'État, an do besonnesch d'Nominéierungsprozedur, wëlle mir reforméieren." Mir wëssen alleguer, datt een net kann an dräi Méint esou eng grouss Reform virhuelen. Mir wëssen alleguer, datt an der leschter Legislaturperiod déi eenzel Parteien en Avis ofginn hunn op Initiativ vun der Chamber. An déi sinn dëser Deeg och der Regierung zougestallt ginn, fir datt d'Regierung ka mat där Aarbecht ufänken.

Mä et hätt awer net verhënnert..., an do kommen ech dann op dat, wat an der Vergaangenheet geschitt ass, wou Spriecher vun deene Gréngen a vun de Kolleege vun der DP hei ëmmer insistéiert hunn, esou laang wéi esou eng Reform net kënnt, sollt een am Fong kee Vote méi huelen, mä et sollt ee fir d'Éischt d'Reform maachen an dann e Vote huelen. An dofir hate mir eis erwaart, datt déi nei Regierung, déi dat jo elo wëllt maachen, déi Reform zumindest ugekënnegt huet, datt déi dann elo higaange wier a se hätt gesot: „Ma da kommt, mir kucken, datt mer och déi Reform op d'Bee setzen, datt mer eis zumindest politesch eens ginn, wéi da laut där Reform an Zukunft d'Zesummesetzung vum Conseil d'État wier." An dann hätt ee kënne bei deenen Nominatiounen, déi komm sinn, deem neie System Rechnung droen, souguer wa mer nach net eng legislativ Basis gehat hätten!

Mä dat ass awer net geschitt. An et ass enttäuschend ze gesinn, wéi séier Leit, wa se vun enger Majoritéit an d'Oppositioun (veuillez lire: vun der Oppositioun an d'Majoritéit) kommen, wéi séier datt se dann ëm 180 Grad d'Kéier maachen an dann am Fong alles dat, wou se sech virdrun hei derfir agesat hunn a plädéiert hunn, vergiessen. An de Claude Wiseler huet et scho kuerz ugeschnidden, mä et ass esou kloer ausgedréckt ginn den 9. Oktober 2012, wéi mer hei eng Besetzung vum Conseil d'État gemaach hunn, datt ech Iech déi Aussoe vun de Kolleege Bausch a Bettel awer net wëll virenthalen. Ech sinn och iwwerzeegt, datt Der alleguer frou sidd, fir ze héieren, wat si deemools den 9. Oktober 2012 hei gesot hunn.

Den Här Bausch huet gesot: „Mir sinn der Iwwerzeegung, datt eng wierklech fundamental Reform vun der Nominéierungsprozedur misst kommen, déi méi Transparenz do erabréngt an déi net ausgesäit wéi e Kouhandel tëschent zwou Parteien", deemools waren et der zwou, haut sinn et der dräi, „déi am Fong d'Poste vum Statsrot aushandelen am Kader vun de Koalitiounsverhandlungen." A genau dat, a genau dat gëtt elo gemaach!

„Dat heiten", seet den Här Bausch, „dat ass eng Farce, wat hei ofleeft. Et hunn och Leit sech gemellt vu bausse fir dee Posten. Pertinemment weess all Mënsch schonn haut heibannen, wien herno wäert gestëmmt ginn. Mir maachen zwar e geheime Vote, mä mir kënnen lech awer elo scho soen, wéi d'Resultat wäert ausgesinn. A mir wëllen déi Maskerad do refuséieren a mir wäerten dofir de Sall verloossen."

Här President, ech verroden et net, mä jiddereen heibanne weess awer och schonn, wéi dee Vote herno wäert ausgesinn. „A mir wäerte weider um Ball bleiwen.", seet den deemolege grénge Fraktiounspresident, „Mir hätte gär, datt wierklech dee Statsrot an déi Nominatiounsprozedur vun deem Statsrot soll méi transparent ginn. Dat wär am Intérêt vun där Institutioun. Well wat mer de Moment maachen, do beschiedege mer just weider déi Institutioun."

An dat geet och haut genausou weider! Well wann de Statsrot hei wierklech esou zesummegesat gëtt, eng politesch Majoritéit mordicus och versicht, am Statsrot eng politesch Majoritéit ze kréien, da kann een déi Avisen - op déi mer ons jo awer ëmmer gäre baséieren - vum Statsrot net méi fir eescht huelen, well da sinn et Gefällegkeetsavisen, déi eng politesch Majoritéit arrangéieren, well se virdru gekuckt huet, vun der politescher Majoritéit an der Chamber och eng politesch Majoritéit an dem Statsrot ze kréien.

An den Här Bettel seet - nodeem den Här Bausch geschwat huet, an dertëschent hunn ech geschwat, ech brauch Iech jo net ze verroden, wat ech Iech gesot hunn - mä den Här Bettel seet: „Mir kënnen dem Här Bausch an dem Här Gibéryen recht ginn op ganz ville Punkten. An ech mengen, mir hu bei der leschter Nominatioun, déi hei duerch d'Chamber gaang ass, och schonn drop opmierksam gemaach iwwert d'Prozedur. Mir hunn och deemools gesot, et wier fir d'Lescht, wou mir dat géife matmaachen." Et wier also fir d'Lescht, datt d'DP dat géif matmaachen. Mä wéi et schéngt, ass et haut awer erëm alles vergiess!

„A fir d'Leit dobaussen, ob dat elo Nominatioune vu Leit sinn, déi dobausse sinn, huet ee wierklech d'Gefill, dass déi eenzeg Qualifikatioun", lauschtert gutt, „dass déi eenzeg Qualifikatioun, déi ee misst hunn, Parteikaarte wieren. An dat ass bestëmmt kee gutt Zeechen."

„Wa vun 2009 u mer scho gefrot hunn, fir dass sollt eng Reform kommen a bis haut nach ëmmer näischt op den Ordre du jour vun der Institutiounskommissioun komm ass, fir kënnen doriwwer ze diskutéieren an dat ze änneren, ass dat fir eis Fraktioun vun der Demokratescher Partei, well näischt geschitt ass. A mir kënnen a wäerten elo dës Propositioun matstëmme vun deene Gréngen, fir et vum Ordre du jour ze huelen."

„Wann Der awer insistéiert, fir e Vote ze maachen", huet d'DP deemools gesot, da géif se e wäisse Vote maachen. „Mir stëmme bestëmmt net mat bei enger Farce", huet d'DP gesot, „wou et net transparent ass a wou wierklech mat Kaarte gespillt gëtt, déi ganz sécherlech net an der Rei sinn."

Här President, dat waren d'Aussoe vum Fraktiounspresident vun der DP a vum Fraktiounspresident vun deene Grénge bei där leschter Nominatioun hei an der Chamber. An der Zwëschenzäit sinn déi zwee an d'Regierung komm, hir Parteie sinn an d'Majoritéit komm, an haut gëtt dat, wat vun hinnen hei condamnéiert ginn ass, awer zu honnert Prozent weidergeschriwwen!

Här President, ech wëll nach kuerz op en anere Punkt agoen.

M. le Président.- Kommt awer elo...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Hei ass och déi éischt Nominatioun, wou de Statsrot e Kritär festgeluecht huet, obschonn et am Gesetz kee Kritär gëtt. En huet recommandéiert, datt déi Persoun, déi haut hei genannt soll ginn, sollt en Ekonomist sinn.

Déi lescht Persoun, déi genannt ginn ass, déi ass vun der Regierung an der Persoun vun eisem Virgänger, dem Kolleeg Lucien Lux gemaach ginn. An ech hunn dunn, oder villméi mäi Kolleeg Roy Reding, dem Statsminister eng Question parlementaire gestallt, ob de Statsrot dann och do eng Recommandatioun gemaach hätt, fir dee Posten ze besetzen, deen d'Regierung gemaach huet.

An da kréie mer vum Statsminister gëschter geäntwert, do wier keng Recommandatioun vum Statsrot komm. An e seet dann a senger Äntwert: „De Choix vun der Regierung berout an dësem Fall op enger Rei vu Kritären, déi der Meenung vun der Regierung no pertinent sinn, fir d'Zesummesetzung vum Statsrot en vue vu sengen Aufgabe kënne sënnvoll ze ergänzen."

„Déi concernéiert Persoun erfëllt all déi Kritären." Ech schwätze vum Här Lux. „Si huet Erfahrung souwuel op der Säit vu Gewerkschafte wéi och als fréiere Member vun der Regierung. Als laangjähregen Deputéierten a Buergermeeschter vereent si domadder zousätzlech horizontal, dat heescht themeniwwergräifend Kompetenzen op lokalem, nationalem, internationalem Niveau, wat besonnesch wäertvoll ass am Kader vun der Roll, déi de Statsrot an der legislativer Prozedur hei zu Lëtzebuerg anhëlt."

An dat Allerwichtegst - dat do ass jo eng lächerlech Äntwert, wat e gesot huet! -, wann e geschriwwen hätt: „En erfëllt eng wesentlech Konditioun, an dat ass déi vun der Parteikaart vun der LSAP", dann hätt en am Fong alles kuerz kënne résuméieren, wat en hei virdru gesot huet.

Op jidde Fall, Här President, déi Farce, déi mat Recht vum Här Bettel a vum Här Bausch och an der Vergaangenheet hei festgestallt ginn ass, déi Farce geet riicht virun, an deementspriechend wäerte mir och haut, wéi an der Vergaangenheet, wäiss stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass de Serge Urbany, an dann d'Madame Viviane Loschetter an den Eugène Berger.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Här President. Wann hei vun 180-Grad-Wend Rieds geet a vu Farce an esou weider, an et geet just nëmmen ëm d'Zesummesetzung, d'personell Zesummesetzung vun deem Gremium do, da muss ech soen, et si jo méi Parteien hei wéi nëmmen déi gréng oder d'DP, déi eng 180-Grad-Wend vollzéien.

D'CSV vollzitt och eng 180-Grad-Wend an déi aner Richtung. D'CSV war ëmmer déi Partei, déi de Statsrot dominéiert huet an der Geschicht. Si huet vum Statsrot senge ganz dacks konservativen Avise profitéiert. Elo ass se an der Oppositioun an elo vertrëtt se de komplett anere Standpunkt.

Eis Positioun war ëmmer déi, fir ze soen, et geet eis net prioritär ëm d'personell Zesummesetzung vun deem Statsrot. Et geet eis virun allem drëm, fir emol driwwer ze diskutéieren um Fong: Wéi soll dee Statsrot ausgesinn? Wat soll seng Roll an Zukunft sinn? Mussen do net grondleeënd Ännerunge vollzu ginn?

An dat war ëmmer d'Ursaach, firwat mir bei esou Voten net matgestëmmt hu respektiv eis enthalen hunn, well mer einfach der Meenung sinn, dass déi fundamental Roll vum Statsrot emol misst frësch diskutéiert ginn.

Ech wëll hei ganz kloer soen: Mir hunn näischt géint dee Kandidat, weder perséinlech nach politesch géint dee Kandidat, dee soll hei an de Statsrot gewielt ginn. Mir hunn näischt géint en. Et deet eis souguer e bësse leed, dass mer net kënne fir e stëmmen.

Mä eis grondsätzlech Positioun ass déi: Esou kann et net virugoen. De Statsrot muss seriö erëm op de Leescht geholl ginn an et muss eng seriö Diskussioun stattfannen.

Fir zum Schluss ze kommen, wëll ech soen: Mir wäerten eis bei deem Vote hei enthalen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Als nächst huet d'Wuert d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo, Merci, Här President. Erlaabt mer just, an e puer kuerze Wierder als Spriecherin vun deene Gréngen awer dorop ze reagéieren, an zwar op zwee Punkten.

Éischtens op dat, wat den Här Wiseler gesot huet: Jo, dat stëmmt. Virun de Wahle ware mir net prett, an zwar aus zwou Ursaachen. Déi éischt Ursaach war, well mer effektiv op onser Linn bliwwe sinn a mer net wollten eng zweet Persoun an de Statsrot nominéiere loossen no deem ale System, dee mer ëmmer contestéiert

hunn. An zweetens - ech hoffen, ech kommen net ze vill polemesch eriwwer -, mä mir hate ganz staark Bedenken, op Offer vun der CSV virun de Wahlen e Sëtz am Statsrot esou unzehuelen.

Zweetens: Jo, mir sinn der Meenung, datt mir déi Partei sinn, déi am meeschte sous-représentéiert ass - net sous-représentéiert, mä am meeschte sous-représentéiert ass! A mir bleiwen och effektiv um Ball, esou wéi mer dat gesot hunn.

Ech ginn Iech och recht, Här Gibéryen, op ville Punkten, well ech muss Iech soen, mir sinn an deene Saache bal op enger selwechter Positioun. Mir sinn der Meenung, datt mer effektiv sollen déi zwou lescht national Wahle considéréieren.

Mir sinn och elo der Meenung... An dat steet iwwregens am Koalitiounsaccord - dat hat ech jo elo bal ganz vergiess ze soen. Dat ass dat, wat ons natierlech elo eng Ëffnung gëtt, fir effektiv en Zweeten an de Statsrot ze proposéieren. Mir hunn am Koalitiounsaccord stoen, datt eng Reform vum Statsrot elo geschitt. An dat wäert och geschéien an do wäerte verschidde Punkte considéréiert ginn! An net méi spéit wéi haut huet och effektiv onse President der Regierung sämtlech Dokumentatioun, déi mir hei an der Chamber zesumme gesammelt hunn, wat d'Reform vum Statsrot ugeet, weidergereecht, well et eng Prioritéit ass vun der Regierung, fir de Statsrot ze reforméieren.

Dofir gëtt dat eis d'Dier, fir effektiv eng Persoun an de Statsrot ze proposéieren. Well ech muss Iech awer och soen, datt d'Liewen entre-temps awer virugeet. Oder stellt Der Iech vir, datt mer elo zum Statsrot soen: „Sou, elo waart emol nach dräi, véier, fënnef Méint." Dat hätte mer jo da misse vum 20. Oktober u soen. Da wären et der dann alt schonn emol zwee, déi net nomméiert gi wären.

Et muss ee jo awer iergendwéi kucken, datt de System weider fonctionnéiert am Statsrot, awer dës Kéier wëssend, datt eng Reform virun Der Dier ass an datt déi Reform och genau an déi Richtung geet, wéi net nëmme mir, mä iwwregens och ons Kolleegen aus der sozialistescher Partei an ons Kolleegen aus der DP-Partei dat zesummen décidéiert hunn.

Dofir menge mir, datt dat elo dee Wee ass, dee mir aschloe wëllen an datt deen och richteg ass.

An ech muss Iech soen, Här Gibéryen: Net nëmme fannen ech et e bëssen onfair, wéi Dir vis-à-vis vun ons geschwat hutt, mä ech fannen et à la limite och e bësse lächerlech, an ech fannen, datt Dir haut e bësse „Farce"-ähnlech waart!

(Brouhaha et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Just, well ech Iech zitéiert hunn.

M. le Président.- Merci och der Madame Loschetter. Als Nächsten huet...

(Interruptions)

...den Här Eugène Berger d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu soss näischt gesot wéi dat, wat den Här Bausch virun zwee Joer gesot huet.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Den CSV-Vizefraktiounschef, deen huet virdrun hei sech beschwéiert iwwert d'Prozedur an iwwert d'Quotaen an esou weider, eng Rei Detailer. Dat sinn Iwwerleeungen, déi eng si vläicht méi pertinent, déi aner manner pertinent. Mä ech mengen, mir sinn eis hei an der Chamber eens, datt mer d'Prozedur fir d'Ernennung vun de Statsréit mussen änneren.

Dat ass net eréischt haut de Fall, mä dat ass scho méi laang de Fall gewiescht. An ech hunn nogekuckt och, zum Beispill 2009 ass eng Motioun hei an der Chamber déposéiert ginn, wou déi deemoleg Regierung opgefuerdert gi war, fir Aarbechten unzefänken - 2009, also viru bal fënnef Joer -, fir d'Aarbechten unzefänken, fir déi Prozedure fir d'Ernennung an de Statsrot ze iwwerschaffen an nei ze organiséieren.

Dat ass awer net gemaach ginn. An ech ka mech awer... Ech géif mengen, den Här Wiseler, dee war awer an der Regierung 2009 derbäi. Et ass also awer elo e bësse komesch, wann e sech beschwéiere kënnt, datt do elo keng nei Prozedure sinn oder datt net nei Prozedure respektéiert ginn, obwuel déi viregt Regierung do opgefuerdert gi war, fir dat och ze maachen.

Ech wëll et net nach eng Kéier widderhuelen, d'Viviane Loschetter huet et eng Kéier scho kuerz gesot: Mir hunn am Koalitiounsofkommes - ech hunn och de Passage hei derbäi, mä Dir kënnt en och noliesen - dat dote kloer drastoen, datt mer wëllen, datt déi nei Majoritéit déi Prozedur vun der Nominatioun, awer och d'Fro vun der Publicitéit vun den Aarbechten - steet ënner anerem dran - an och d'Fro vun der Représentativitéit, datt déi dat soll op de Leescht huelen.

An déi Aarbechten hunn ugefaangen elo an deene leschten Deeg, géif ech soen. Do sinn déi Positiounen, déi gefrot gi si vun de Fraktiounen, d'Institutiounskommissioun soll sech domadder beschäftegen, mat deene Froen.

Och war schonn eng Question parlementaire vum Roy Reding un de Premierminister, wou dee genau datselwecht gesot huet, wou e gesot huet, déi Aarbechten hunn ugefaangen a mir kucken, datt mer dann och do schnell virukommen.

Ech mengen, mat allen Erwaardungen, déi ee kann hunn un déi nei Regierung, muss een awer wëssen, datt een an dräi Méint do net alles ka gemaach hunn an datt ee sech awer och e bëssen Zäit elo hélt, wann een et schonn esou laang wëllt, vläicht e puer Wochen Zäit sech hélt, fir dat da genau ze kucken, datt een herno och wierklech e Pak kann op den Dësch leeën, wou och jiddwereen hei dermat d'accord ass.

E lescht Wuert vläicht nach zu de Vertrieder vun der ADR: Näischt hätt verhënnert - wa se sech elo opreegen, datt do ëmmer géife Kouhändel gemaach ginn -, näischt hätt verhënnert, datt d'ADR och hätt kënnen e Kandidat presentéieren.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat hätt dat da geännert?

M. Eugène Berger *(DP).*- Dann hätte mer hei kënnen demokratesch driwwer ofstëmmen. Wann et e gudde Kandidat gewiescht wier, dann hätt deen och kënne gewielt ginn. Mä Dir gitt eis emol net d'Chance.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da wier ee weider fir domm verkaaft ginn!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Gibéryen, Dir gitt eis emol net d'Chance, fir Iech e Kandidat ze stëmmen!

(Interruption)

M. le Président.- Wann ech gelift, mir féieren hei keng Zwiegespréicher!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi dräi Leit, déi sech gemellt hunn, déi net méi am Gespréich sinn, déi gi jo fir domm verkaaft!

M. le Président.- Dem Här Berger géif ech roden, sech un d'Chamber ze riichten, an den Här Gibéryen huet scho geschwat!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President, Dir hutt recht.

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, richteg. Also näischt hätt den ADR oder Sympathisante vum ADR gehënnert, fir och hir Kandidatur eranzeginn, an dann hätte se sech och hei kënnen dem demokratesche Vote stellen. Mä si ginn eis emol net d'Chance, fir ee vun hire Kandidaten ze stëmmen.

(Hilarité)

Une voix.- Oh, c'est du ridicule…!

M. le Président.- Den Här Alex Bodry huet d'Wuert gefrot. Mä, wann Der erlaabt, den Här Wiseler wollt eng Zwëschebemierkung maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, ech wollt der Madame Loschetter awer just kuerz soen, datt ech et extrem komesch fannen, wann ee seet, datt Der wierklech Bedenken hätt, fir vun der CSV eppes ze akzeptéieren. Dir hutt et net virun de Wahle vun eis akzeptéiert, an no de Wahlen huelt Der et vun eis. Dat ass dann d'Aart a Weis, wéi Der un déi Saachen do drugitt. An Dir hat par ailleurs zweemol no de Wahlen d'Méiglechkeet, fir eng Kandidatur ze stellen. Zweemol hutt Der et net gemaach. Just, fir dat awer riichtzebéien.

M. le Président.- Voilà. Den Här Bodry huet dann direkt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Nun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir soen haut net de Contraire vun deem, wat mer bei aneren Debatten hei bei dëser Geleeënheet gesot hunn. Mir sinn eis alleguerten hei bewosst, an dës Diskussioun huet et nach eng Kéier ënnerstrach, egal wien elo vun esou engem Vote profitéiert oder net profitéiert, dass dee System, dee mer zënter Jorzéngten hunn, wat d'Bestëmmung vun de Membere vum Statsrot ugeet, kee gudde System ass.

Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. Dat ass och ganz kloer hei erausgaangen. An ech mengen, dass et dann elo och ënnert deem Androck vun där heiter Situatioun scherlech da keng Schwieregkeet däerft sinn, fir sech - wann dat esou einfach ass - schnell eens ze ginn iwwer eng Reform vum Statsrot, och wat de Modus vun der Designatioun an d'Zesummesetzung vun dem Statsrot ugeet.

Nach muss ee sech eens gi virdrun, ob een de Statsrot als politescht Organ gesäit oder éischter als juristescht Berodungsorgan. All déi doten institutionell Froe wäerte sech awer a voller Bandbreet stellen, wann et drëm geet, fir festzeleeën, wéi mer dat an Zukunft besser behandlen, wéi dat wahrscheinlech zënter dem Bestoe vun dem Statsrot geschitt.

Ech wëll Iech soen, dass et sécherlech och esou ass, dass, wann ee méi wäit zréckkuckt, ëmmer eng oder déi aner politesch Famill sech ka gerecht oder ongerecht behandelt fillen.

Zum Beispill, mengen ech, war et och eigentlech ni richteg, wann ee streng d'Arithmetik gekuckt hätt an et kuckt een effektiv méi e groussen Zäitraum, dass eng CSV während enger Zäit zéng Vertrieder hat, praktesch ganz no un der absoluter Majoritéit louch am Statsrot. Do huet se net protestéiert, dat huet se ganz gären a Kaf geholl, well se matgehollef huet, dass dat esou sollt sinn.

Esou ass et elo sécherlech de Fall, wann een elo d'aktuell Kompositioun kuckt, dass d'LSAP - net well dat esou am Koalitiounsaccord verhandelt gi wär, mä well dat sech esou erginn huet duerch successiv Décisiounen - elo iwwerrepresentéiert ass.

Ech ka mech och un Zäiten erënneren, wou meng Partei ënnerrepresentéiert war. Et huet bis nom Zweete Weltkrich gedauert, bis deen éischte Sozialist huet dierfen an de Statsrot erakommen!

Dir kënnt Iech also denken, wéi eng Partei virdrun d'Membere vum Statsrot gestallt huet.

Alles dat, fir ze soen, dass ee sollt, mengen ech, bei enger Positioun bleiwen an net au gré vun den Avantagen oder Désavantagë sollt hei eng aner Positioun anhuelen. Dat ass eis Meenung. Mä et kënnt hei zum Vote, wéi et och an der Vergaangenheet hei zum Vote vun der Chamber komm ass, ënnert deeneselwechten, net onbedéngt glécklechen Zesummenhäng a Virgespréicher. Dat ass esou. Dat kënne mer kuerzfristeg net änneren.

Ech hoffen elo just, dass mer eis opgrond vun deem neien Androck, dee mer hei kritt hunn, schnell kënnen eens ginn iwwer en anere Modus, dee méi transparent ass an och sécherlech méi richteg ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Alex Bodry. Ech mengen, domat hätt jiddwereen d'Geleeënheet gehat, fir seng Meenung auszedrécken, a mir kéinten zum Vote iwwergoen.

Vote pour le premier candidat

Wéi gesot, et ass eng individuell Ofstëmmung. Keng Procuratiounen. D'Wahlziedele ginn ausgedeelt.

D'Ziedele si verdeelt. Ech géif dann d'Deputéiert eenzel opruffen.

Appel nominal

Voilà, dat war den éischten Tour.

D'Sëtzung ass kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.42 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.45 heures.)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Vote ass ofgeschloss an ausgezielt. Mir hate 55 Deputéiert am Sall. Mir hu 55 Wahlziedelen an den Urnen erëmfonnt. Dorënner ware 26 Bulletins blancs an et waren 29 Bulletinen, déi den Numm vum Mike Mathias gedroen hunn.

Domat ass de Mike Mathias am éischten Tour bestëmmt, well - Här Roth, Dir wénkt Nee mam Kapp - bei deem heite Vote zielen d'Bulletins nuls net mat. An et kéint ee souguer esou wäit goen, fir ze soen, dass de Kandidat Mathias d'Unanimitéit vun de valabele Wahlziedelen op sech vereenegt huet.

(Interruption)

Vun deenen Ziedelen, déi zielen.

(Interruptions)

Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Jo, Här President, Dir sot… Dir hutt eis de Vote bekannt ginn. Den Artikel 62 vun der Verfassung gesäit vir, dass all Décisioune mat enger Majorité absolue geholl ginn. Da misst ee fir d'Éischt feststellen: Wat ass d'Majorité absolue? Dat ass d'Halschecht plus eent.

M. le Président.- Jo.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Wann Der eis nach eng Kéier wéilt widderhuelen: D'Zuel vun de Votante war 55?

M. le Président.- Jo.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Da wier d'Majorité absolue?

M. le Président.- 28.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- 28. An d'Resultat ass 29?

M. le Président.- Jo.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Okay. Jo, dann ass et richteg.

(Interruptions)

Et ass just, fir festzestellen, well et ass net evident. Dir hutt d'Reglement zitéiert. Dir sot: Déi, déi net matstëmmen, déi ginn net gezielt. Dat ass allerdéngs eng Interpretatioun vun der Verfassung, déi zweifelhaft ass.

Jo, d'Reglement an deem dote Fall interpretéiert hei d'Majorité absolue, während normalerweis d'Majorité absolue d'Halschecht plus eent vun de Votanten ass. An déi, déi sech enthalen, déi si Votant. A bei engem Vote personnel kann een net mat Nee stëmmen. Et kann een nëmmen ee stëmmen. Dofir ass och déi Aart a Weis, wéi d'Reglement hei d'Majorité absolue interpretéiert, a mengen Aen net korrekt zu der Verfassung.

M. le Président.- Dat heescht, Här Meyers, Dir géift soen, eist Reglement wär net an der Rei?

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Ech géif dat mengen.

M. le Président.- Eisen Artikel 121 seet just dat, wat ech virdru gesot hunn.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Jo, an der Rei.

M. le Président.- Ech ginn also dovun aus, dass e President richteg läit, wann e sech un d'Reglement hält.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Ech wollt...

M. le Président.- Dir gitt mer sécher net onrecht...

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, ech wollt déi Geleeënheet notzen, fir hei och ze soen, dass mer gegebenenfalls och un deem Reglement musse feilen. A mir wäerten och an der nächster Zukunft kucken, wéi mer dat do kënne kloerstellen.

M. le Président.- Dir wësst, Här Meyers, dass ech Iech ëmmer positiv interpretéieren.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wëll just soen,…

M. le Président.- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …mir kucken dat gär no.

Ech stelle just fest, datt hei ee gewielt gëtt, deen net d'Majoritéit, déi normal Majoritéit vun enger Chamber huet, deen also ënner 30 Voten an dëser Chamber krut.

Ech halen dat gär fest.

M. le Président.- Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, ech muss soen, ech fannen déi Diskussioun hei relativ penibel, muss ech ganz éierlech soen. Ech ka mech net erënneren, ech si scho laang hei derbäi, dass mer eng Kéier esou eng Diskussioun hei gehat hätten.

Ech mengen, eng Partei muss och akzeptéieren, dass se net méi an der Majoritéit ass an och net méi d'Majoritéit duerstellt. Ech si bass erstaunt, dass hei Dispositiounen...

(Interruption)

...a Fro gestallt ginn, déi an de Jorzéngte virdru vu kengem Member vun der CSV a Fro gestallt si ginn. Komescherweis ass dat elo de Fall.

Ech deelen awer dem Här Meyers seng Aschätzung - déi schéngt net ganz gedeelt ze si bei der eegener Partei, dat ass dann awer hire Problem! -, dass hei souwuel eisem Reglement Genüge gedoe ginn ass wéi och der Verfassung, well hei eng Majoritéit vun de Votanten hannert där dote Propos steet an net eng Majoritéit vun den Deputéierten. Dat gëtt net verlaangt, vu kengem Text!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Ech hunn nach d'Wuertmeldung vum Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt eigentlech dat net weider nach ausbauen, wat den Alex Bodry elo grad virdru gesot huet, deem muss ech zoustëmmen.

Ech wéilt och just eng Remarque maachen: datt bei eiser Fraktioun eng Deputéiert net hei ass, déi awer eng ganz valabel Excuse huet, well se Presidentin ass vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, an datt ech och verstanen hunn, datt d'Oppositioun net géif aus deem Fait, wann d'Anne Brasseur net kéint hei sinn, dorauser dann eventuell wëlle politescht Kapital ënnert iergendenger Form zéien.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech wëll da weiderfuere mam Vote, dat heescht, den zweeten Tour fir den zweete Kandidat.

Vote pour le deuxième candidat

Déiselwecht Prozedur nach eng Kéier. D'Wahlziedele gi verdeelt.

D'Wahlziedele sinn alleguer verdeelt?

Ma da géife mer d'Wahlziedelen asammelen.

Appel nominal

Sou, fir auszeziele géife mer d'Sëtzung kuerz ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 14.57 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.59 heures.)

Merci. D'Bulletins de vote sinn ausgezielt. Et si 55 Deputéiert, déi sech un der Wiel um zweeten Tour bedeelegt hunn. D'Resultat ass datselwecht wéi bei deem éischte Wahlgang: Et si 26 Bulletins nuls an 29 Stëmme falen op den Här Kmiotek. Bei 55 Leit, déi ofgestëmmt hunn, wär d'Majorité absolue bei 28 Stëmmen. Hei sinn der 29. Also wär laut Reglement, wéi et aktuell a Kraaft ass, den Här Kmiotek am zweeten Tour designéiert.

Vote pour le troisième candidat

Da géife mer zu der Designatioun vum drëtte Kandidat iwwergoen. D'Wahlziedele sinn amgaang verdeelt ze ginn.

Sinn d'Ziedelen alleguerte verdeelt? Da géif ech nach eng Kéier d'Kolleeginnen an d'Kolleegen alleguer opruffen.

Appel nominal

Voilà, dat war deen drëtten Tour. D'Sëtzung ass kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 15.05 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.08 heures.)

Deen drëtten Tour ass ausgezielt. Mir haten dës Kéier 54 Deputéiert, déi sech um Vote bedeelegt hunn. Mir hate 25 Bulletins blancs. A mir hunn 29 Bulletins op den Här Arrensdorf. Domat wär den Här Arrensdorf am drëtten Tour gewielt. Dat ëmsou méi, well no enger zweeter Lecture vun eisem Reglement: D'Majorité absolue entsteet duerch déi, déi um Vote sech bedeelegt hunn, d'«majorité absolue des voix», bei där d'Bulletins blancs net zielen. Wär also do d'Majorité absolue bei: 54, neen, bei 29 wär se am ongënschtegste Fall 16.

Une voix.- Dat kann net sinn!

Une autre voix.- Dat do ka jo net sinn!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President.

M. le Président.- 15, dat wär...

Une voix.- 17!

M. le Président.- Also, bei all Lecture, Här Meyers, ass d'Majorité absolue ginn. Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, ech streiden net mat Iech iwwert d'Reglement, well Dir hutt d'Reglement hei am Haus unzewenden an et geet net, dass een Deputéierte mat Iech doriwwer e Sträit ufänkt. Wat awer net verhënnert, dass ech meng Bedenken äusseren iwwert d'Konformitéit vum Reglement zum Artikel 62 vun der Verfassung, wat ech gesot hunn a wou ech jo och e positiven Echo kritt hu bei der Majoritéit.

M. le Président.- Voilà, mat där positiver Note géife mer dann...

(Hilarité)

...eis dräi Tier ofschléissen an de Klassement wéi follegt festhalen: Als éischte Kandidat klasséiert sech den Här Mike Mathias, als zweeten den Här Christian Kmiotek an als drëtten den Här Arrensdorf. Voilà, domat wär dann dës Ofstëmmungsprozedur um Enn.

Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, wat de Projet 6582 iwwert d'Schafe vun der Banque africaine de développement an dem Fonds africain de développement ass.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo direkt d'Madame Rapportrice vum Projet, d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Bis elo ass agedroen: den Här Frieden.

5. 6582 - Projet de loi portant approbation de
1. l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, signé à Khartoum le 4 août 1963 tel qu'amendé
2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972 tel qu'amendé

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Adhésioun vum Grand-Duché un der Banque asiatique du développement proposéiert dëse Projet de loi d'Adhésioun vum Grand-Duché un d'Banque an de Fonds africain de développement. D'BAD huet sech am Joer 1963 zu Khartoum, Kenia (veuillez lire: Sudan) constituéiert, nodeems d'Majoritéit, mä deemools nach net all afrikanesch Länner, hir Onofhängegkeet erëm haten. Dës Bank huet virun allem de Bau vun noutwendegen a feelende groussen Infrastrukturen ënnerstëtzt.

1972 ass vun der Bank de Fonds africain de développement an d'Liewe geruff ginn a vun der Bank géréiert ginn. De Fong ass virun allem do, fir deenen am mannsten entwéckelten an äermste Länner ënnert d'Äerm ze gräifen. 1982 huet d'Bank sech opgemaach fir net regional Länner, sprich entwéckelt Länner, an huet sech domadder d'Méiglechkeet geschafen, sech nei finanziell Ressourcen unzëeegnen. Haut besteet d'Banque africaine de développement aus 53 regionalen, sprich afrikanesche Länner a 25 net regionalen, sprich, net afrikanesche Länner.

D'Bank gëtt majoritairement vun afrikanesche Länner géréiert. De President kënnt ëmmer aus engem afrikanesche Land. D'deklaréiert Zil vun der BAD ass et, eng Croissance an Afrika ze ënnerstëtzen an d'Aarmut ze bekämpfen, dëst op eng nohalteg Manéier.

D'Secteuren, an deenen investéiert gëtt, si villfälteg. Praktesch ee Véierel fléisst an den Energiesecteur. An effektiv huet d'Bank vill Efforten déi lescht Jore gemaach, fir sech als afrikanesch, oder souzesoen afrikanesch Klimabank opzestellen an domadder Projeten ze ënnerstëtzen, déi versichen, dem Klimawandel gerecht ze ginn.

Wann et 2004 nach 4% vum gesamten Invest duergestallt huet, esou sinn et 2010 bal 25%. Allerdéngs ginn dovunner bal 76% un déi méi aiséiert Länner, wéi Tunesien, Südafrika, Marokko oder Ägypten. Och bleiwe mer nach bei iwwert der Halschent vun den Energieprojeten, déi mat fossilen Energië fonctionnéieren. Et ass also nach Handlungsbedarf op deem Punkt, obwuel eng steigend Neigung zu Projete mat erneierbaren Energië sech unzeechent.

Soss sinn et haaptsächlech de Schinnen- a Stroosseverkéier oder déi grouss Stauséi-Infrastrukturen, déi ënnerstëtzt ginn. Leider bleift bei de Stroosseninfrastrukturen d'Ubannung bis an déi kleng, méi wäit geleeën Dierfer zweetrangeg. Et gëtt haaptsächlech a Stied, Industriezone bis bei den Hafen investéiert, fir eben den Export ze ënnerstëtzen.

An den 90er Joren ass d'Bank duerch eng hefteg Identitéitskris gaangen an huet sech missen nei a méi transparent definéieren. Säit Februar 2013 sinn nei a méi streng Informatiounskritären en vigueur, an iwwregens an Zesummenaarbecht mat de concernéierte Partner an der Zivilgesellschaft ausgeschafft ginn. Do derniewent huet sech d'Bank och en Instrument, genannt souzesoen „mécanisme de litiges", ugeluecht, operationell säit 2006. Dat sinn haaptsächlech Kontrollmechanismen, déi et och erlaben, am Fall vun engem Préjudice subi ze kloen an och gegebenenfalls entschiedegt ze ginn. Am Secteur public couvréiert dëse Mechanismus all Prozeduren a Politiken, am Privatsecteur just Sozial- an Ëmweltpolitiken.

Par rapport zu de Pays cibles vum Grand-Duché kann ee feststellen, datt tëschent 1967 an 2012 eng ronn 6% vu Kreditter an Donen un dës Länner gefloss sinn. Et mécht also Sënn, den Impakt vun enger Banque africaine de développement a vun engem Fonds africain de développement an ons Kooperatiounspolitik mat afléissen ze loossen, an dëst op verschiddenen Niveauen: iwwert de Fong, zum Beispill am Niger, oder iwwer eng Mix-Formule vu Kreditter an Donen, wéi zum Beispill am Senegal, oder carrément iwwer Kreditter, wéi am Cap-Vert, e Land, wat schonn a senger Entwécklung méi fortgeschratt ass.

Elo wou de Grand-Duché Member vun der Banque africaine de développement gëtt, gëtt e strategescht Dokument souwuel vum Finanzministère wéi och vun der Direktioun vum Kooperatiounsministère ausgeschafft, fir déi verschidden Type vu Kooperatioun erauszeschielen an natierlech fir mat dem Partnerland déi beschtméiglech Complémentaritéit tëschent APD a BAD ze garantéieren.

D'Zommen, déi déi nächst aacht Joer iwwerwise ginn, si keng supplementar APD, mä si gi Partie intégrante vun de jährlechen APD, déi bei engem Montant vun 1% vum PIB bleiwen. Toutes choses étant égales par ailleurs, ginn dës Suen iwwert déi nächst aacht Joer neutraliséiert, esou datt mer déi Limite vun 1% vum PIB och respektéiere kënnen. Dësen Invest, oder dës Suen éischter, sinn dann an de Budgetsartikele vum Finanzministère erëmzefannen.

A just als klenge Rappel: 85% vun den APD ginn iwwert de Ministère des Affaires étrangères verbucht, 10% eben elo iwwert de Finanzministère an de Rescht verdeelt iwwer aner Ministèren. D'Koordinatioun awer bleift ganz kloer bei der Direction de la Coopération au développement.

D'Memberschaft am Fonds africain de développement mécht sech iwwert d'Emissioun vun engem Bon du Trésor vu 14.514.309 Unités de compte, ëmgerechent an Euro sinn dat 19.736.557 Euro. De Bon du Trésor gëtt an aacht Tranches annuelles vun 2.467.557 Euro amortiséiert.

Duerno, wann de Grand-Duché en État participant vun dem Fong ass, kann en d'Kapital vun der Bank integréiere mat der Iwwerweisung vun enger initialer Souscriptioun. De Montant vun dëser Souscriptioun variéiert jee no Land a gëtt determinéiert no enger Quote-part am FMI an no dem Cumul vun allen net regionale Länner.

D'Souscription initiale fir Lëtzebuerg sinn 13.256 Aktiounen. Am Ganze sinn dat 30.551.856 Euro. Bleift ze klären, ob dat Joer 2013, wou Lëtzebuerg nach net Member war, ob dat elo mat deem Joer 2014 bezuelt gëtt oder ob de Projet ëm ee Joer no hanne verréckelt gëtt. Dat heescht, dat wär dann e Projet 2014-2021 an net 2020.

De Statsrot gëtt säin Accord zur Memberschaft vum Grand-Duché, souwuel zu der Bank wéi zum Fong. Hie mécht awer drop opmierksam - esou wéi Dir et och gesot hutt, Här Chamberspresident -, datt an de Statute vun der Bank festgehale gëtt, datt en Amendement, dee vum Conseil des gouverneurs adoptéiert ginn ass, automatesch no dräi Méint en vigueur trëtt an all Memberstat, et sief, de Conseil des gouverneurs décidéiert eng nei Date d'entrée en vigueur.

Dat heescht, datt all État membre net méi eegestänneg entscheet, mä et entscheet fir all État membre eng Institution de droit international. An dësem Fall ass et de Conseil des gouverneurs vun der BAD an dem FAD. An dofir freet de Conseil d'État, datt d'Chamber, konform zum Artikel 49bis vun der Verfassung, dëse Projet de loi mat qualifizéierter Majoritéit muss stëmmen.

An der Kommissioun ass dëse Projet - oder dëse Rapport - eestëmmeg ugeholl ginn, esou datt ech Iech och hei ka soen, datt déi gréng Fraktioun dëse Projet selbstverständlech wäert och matstëmmen. An domadder wär ech mat mengem Rapport fäerdeg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als éischte Riedner huet den Här Luc Frieden d'Wuert.

Discussion générale

M. Luc Frieden *(CSV)*.- Här President, ech géif gären am Numm vun der CSV-Fraktioun der Madame Loschetter Merci soe fir hire Rapport an zugläich wëllen d'Wichtegkeet ënnersträichen, déi mer dësem Gesetzesprojet accordéieren. Dofir sinn ech och frou, datt och an där neier Chamber dëse Projet, deen ech als fréiere Finanzminister d'lescht Joer am Summer déposéiert hunn, esou eng breet Zoustëmmung fënnt.

Well dee Projet hei, an dat ass dee Punkt, deen ech wollt am Numm vun der CSV-Fraktioun och maachen, ass fir eis net nëmmen d'Participatioun un enger Entwécklungsbank an deem Sënn, datt mer soen, mir sinn e staarke Partner vun Afrika an der Entwécklungshëllef an dat complétéiere mer. Ech mengen, datt Lëtzebuerg gutt drun deet, datt mer Afrika iwwert de klasseschen Entwécklungsmodell eraus als e Kontinent gesinn, op deem an deenen nächsten 10, 20 Joer e grousst wirtschaftlecht Potenzial och läit, an datt dat hei och soll hëllefen, d'Dieren opzemaachen, och fir Lëtzebuerger Betriber, Afrika an enger laangfristeger Perspektiv ze entdecken an domadder vun der Globalisatioun an engem breede Sënn vum Wuert kënnen ze profitéieren.

Dofir sinn ech frou, wéi gesot, datt dëse Projet esou schnell am Ufank vun dëser Legislaturperiod ka gestëmmt ginn. A selbstverständlech ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Frieden. Den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Och ech géif gären am Numm vun eiser Fraktioun der Madame Loschetter Merci soe fir hire Rapport. Ech géif och dem Här Frieden Merci soe fir seng ergänzend Remarquen zu dësem Projet an dann och nodréiglech félicitéiere fir d'Initiativ.

Ech géif dann och den Accord gi vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Dann den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Den Här Hansen.

M. le Président.- Den Här Hansen. Entschëllegt. Den Här Hansen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, et ass den Här Hansen, deen...

M. le Président.- Jo, entschëllegt. Dir waart bei mir.

Här Hansen, Dir hutt d'Wuert. Entschëllegt, dass ech Iech mam Här Berger verwiesselt hunn. Dat kënnt net méi vir.

Une voix.- Oh, dat ass eng Éier.

M. Marc Hansen *(DP)*.- Här President, ech huelen d'Entschëllegung un. Et hätt kënne méi schlëmm falen.

Une voix.- Dat ass net méiglech.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Loosst Iech net beiren, Här Hansen.

M. Marc Hansen *(DP)*.- Neen, neen. Ech mengen, do ass jiddwerengem senger Imaginatioun fräie Laf gelooss heibannen.

Ech géif un éischter Plaz der Rapportrice, der Madame Loschetter, villmools Merci soe fir souwuel de schrëftleche wéi awer och de mëndleche Rapport. Ech mengen, dee war ganz ausféierlech. An et kann een och hei ënnersträichen, dass d'Madame Loschetter richtegerweis an der Kommissioun insistéiert huet, dass mer net nëmmen iwwert d'Suen an d'Zuele géife schwätzen, déi domadder verbonne sinn, dass Lëtzebuerg an d'Banque africaine de développement eraklëmmt, mä et ass eis och wichteg, fir ëmmer ze kucken, wat mat deem Geld geschitt. Ech mengen, et ass noutwendeg, dass d'Suen esou agesat ginn, dass se och de Mënschen, fir déi se geduecht sinn, wierklech an hirem alldeegleche Liewen hëllefen, an dass een dat globaalt Zil, wat ee mat der Kooperatiounspolitik verfollegt, och ni aus den Ae soll verléieren.

Ech mengen, d'BAD, d'Banque africaine de développement, huet d'lescht Joer de 50. Anniversaire gefeiert. An den Här Frieden huet et och gesot, et steet Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht, dass mer hei bäitrieden. Lëtzebuerg mécht zënter Jore vill Efforten an der Entwécklungshëllef an och am Budget vun dësem Joer, also am Budget vun 2014, ass et deen 1% vun eisem Revenu national brut, dee virgesinn ass, fir Länner a Leit ze ënnerstëtzen, déi op eis Hëllef ugewise sinn.

Ech mengen, wann zënter dem Dépôt vum Budget an der leschter Woch vill driwwer geschwat ginn ass, wou d'Spuermesurë sinn, da kann een awer och eng Kéier ënnersträichen, dass net un dësem 1% gerëckelt ginn ass, deen an d'Entwécklungshëllef fléisst. An ech mengen, et ass och wichteg, dass dat eng Kéier gesot gëtt.

Dëst Engagement an der Afrikanescher Bank fir Entwécklung ass complémentaire zu deem, wéi Lëtzebuerg och op bilateralem Plang mat deene verschiddene Pays cibles zesummeschafft. Ech mengen, an enger ëmmer méi komplexer Welt ass et sécher wichteg, dass een iwwer esou vill wéi méiglech Kanäl probéiert, seng Efforte beschtméiglech anzesetzen.

Nieft den 53 regionale Länner, déi an der afrikanescher Bank Aktionär sinn, ginn et och 25 net regional Länner, déi dozou gehéieren. Eis Nopeschlänner si schonn alleguerte Member,

an och e ganze Koup vun eisen aneren europäesche Partner sinn hei engagéiert. Mir sinn op jidde Fall der Meenung, dass déi ronn 30 Milliounen Euro, déi hei iwwert déi nächst Jore bei der BAD indirekt oder direkt engagéiert ginn, e weidere Baustee sinn, fir eng kohärent Kooperatiounspolitik ze maachen. An ech ginn dann och domadder hei den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hansen. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen ageschriwwen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus der Kolleegin Viviane Loschetter Merci soen, déi souwuel an der Kommissioun wéi och haut hei an der Plénière eis an allen Detailer dëse Projet virgedroen an erklärt huet.

Ech mengen, mir als ADR wäerte selbstverständlech och dësem Projet zoustëmmen. Et ass e wichtege Projet, well mer als Lëtzebuerger Land do der Banque africaine de développement BAD bäitrieden an domadder och iwwert dee Wee eise Beitrag zur Entwécklungshëllef leeschten. Mir wëssen alleguer, datt d'Zil vun der BAD d'ekonomesch Entwécklung an den afrikanesche Staten an d'Bekämpfung vun der Aarmut ass, an dat duerch eng nohalteg Politik.

Déi 30 Milliounen, déi mer hei investéieren, déi ginn eiser Entwécklungshëllef ugerechent an déi wäerten dann, iwwer zéng Joer verdeelt, bezuelt ginn.

Wann ech soen, datt mer dat als positiv gesinn an datt mer dee Projet och wäerte stëmmen, wëll ech awer net hei verkennen, datt mer net direkt mam Projet - duerfir stëmme mir jo och de Projet -, awer insgesamt e Problem hunn, wat d'Berechnungsbasis ubelaangt. Ech mengen, mir hunn och viru Kuerzem hei an der Chamber, wéi mer eng Kapitalerhéijung vum FMI, vum Fonds Monétaire International, hei diskutéiert hunn, schonn déi Remarque gemaach, datt mer soen, datt eise Betrag, dee mir un den FMI bezuelen, datt deen eiser Meenung no méi héich ass, oder ze héich ass am Verhältnis zu anere Länner. En ass dat Dräi-, Véierfacht méi héich pro Kapp wéi dat, wat d'Nopeschlänner bezuelen!

Et ass eis kloer gesot ginn, datt dat opgrond vun enger Berechnungsbasis ass, déi bei der Grënnung vum FMI zesummegesat ginn ass, an datt de Finanzsecteur vu Lëtzebuerg, deen hei am Land esou eng grouss Importenz huet, datt dee méi staark gewiichteg an där Berechnung dran ass an datt duerfir Lëtzebuerg ebe muss méi bezuelen. Mä mir hunn awer och kloer gesot, datt also an Zäiten, wou de Statsbudget méi serréiert ass, datt et do wichteg wier, datt een déi international Participatioune vu Lëtzebuerg, déi eiser Meenung no deelweis ze héich sinn, géif erëm eng Kéier iwwerdenken, quitte wëssend, datt et schwéier ass beim FMI, un deem Schlëssel eppes ze änneren, well et do eng Mass vu Länner sinn, déi mussen domat d'accord sinn.

Dat Zweet, wou mer e Problem hunn - trotzdeem stëmme mer et awer, wéi gesot -, dat ass, wa mer erëm hei en Deel Souveränitéitsrechter ofginn, wat och doduerch dokumentéiert gëtt, datt mer et musse mat enger qualifizéierter Majoritéit hei am Parlament stëmmen.

Dat sinn zwee Punkten, déi vun eis aus eng Kritik gebraucht hunn an déi mer hei hu misse maachen, mä déi direkt mam Zil vum Projet, en Zil, wat mer begréissen, näischt ze dinn huet. An duerfir, wéi gesot, bréngen ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp fir dëse Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. D'Entwécklung vun Afrika ass eng Saach, déi eis ganz um Häerz läit. Et ass e Kontinent, deen ee vun deenen ass, déi nach net genuch entwéckelt sinn a wou nach ganz vill ze maache wier. Wa mer trotzdeem hei deem Projet net kënnen eis Zoustëmmung ginn, dann ass et sécher net aus Souveränitéitsgrënn, well mer do iergendwellech Souveränitéitsrechter géifen opginn. Bien au contraire! Et ass wichteg, mengen ech, fir d'Zil ze hunn, engem Kontinent ze hëllefen, sech ze entwéckelen, et ass och wichteg, eege Souveränitéitsrechter opzeginn, wann et noutwendeg ass, an esou engem internationalen Traité bäizetrieden an och ze hëllefen, do ze investéieren.

Et ass just d'Fro gestallt, eiser Meenung no, ob dat Zil heimat erreecht ka ginn. An ech beruffe mech do op en Artikel, dee veröffentlecht ginn ass an der Zäitschréft „Brennpunkt" vun der ASTM, vun der Association Solidarité Tiers Monde, deen do ganz kritesch ass, dee seet, dat wier am Fong geholl eng Kooperatiounspolitik aus dem Finanzministère. Et ass jo déposéiert ginn och vum fréiere Finanzminister, dem Här Frieden, deen och hei positiv natierlech sech dozou geäussert huet.

Mä déi Kritiken, déi an deem Artikel gemaach ginn, sinn am Fong geholl déi, dass se net am Sënn vun enger Kooperatiounspolitik am eigentleche Sënn ze gesinn ass, mä dass et éischter et am Intérêt ass vu grousse Firmen aus deene Länner, déi déi Verträg hei ënnerschreiwen. Déi profitéiere vun esou enger Investitiounspolitik, an dee Return on investment, vun deem, mengen ech, den Här Frieden geschwat huet, deen ass reell. Dat heescht, fir all Euro, deen do dragestach gëtt, kommen esou vill Euro erëm zréck.

Duerfir ass et och zweifelhaft, fir dat iwwerhaapt zur Kooperatiounspolitik derzouzerechnen. Et gëtt an deem Artikel eng Schwäizer ONG zitéiert, Déclaration de Berne, déi gesot huet, dass déi Projeten dacks esou konzipéiert sinn, dass nëmme grouss Firmen dovu profitéiere kënnen, dass den Notze fir déi lokal Wirtschaft kleng ass an dass déi aarm Bevëlkerungsschichte kaum dovu profitéieren.

Et ass och nach gesot ginn, dass d'Entwécklungspolitik zu Lëtzebuerg insgesamt kleng gehale gëtt, dass versicht gëtt, net iwwert deen 1% ze kommen, dass do „fieberhaft Einsparungen" géife bei der Kooperatiounspolitik gemaach ginn. Ech zitéieren aus deem Artikel hei. An et gëtt gesot, wann et am Regierungsprogramm géif heeschen, dass d'Kooperatioun mat den internationalen Organisatioune soll op hir Effektivitéit ënnersicht ginn, dass am Fong geholl d'Chamber misst deen Traité hei oflehnen, well en am Fong geholl net dem eigentleche Sënn vun der Kooperatiounspolitik entsprécht, mä éischter am Interessi vun deene groussen internationale Multien ass, déi haaptsächlech dovu profitéiere wäerten. Dat ass eng Ursaach, firwat mir dee Projet hei net kënnen esou stëmmen.

M. le Président.- Entschëllegt, Här Urbany,...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Den Här Angel wëllt mer eng Fro stellen.

M. le Président.- ...erlaabt Der, dass den Här Angel Iech eng Fro stellt?

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här Urbany, ech weess, dass Är Partei net vertrueden ass an der aussepolitescher Kommissioun, déi sech och beschäftegt mat Froe vun Entwécklungshëllef, an ech froen Iech, ob Der vläicht de Rapport gelies huet vun där Sitzung, wou mer den Entwécklungsminister, de Romain Schneider, an der Kommissioun haten, wéi en och de Regierungsprogramm virgestallt huet a wou e ganz kloer gesot huet - an duerfir soen ech dat -, dass net gespuert gëtt bei der Entwécklungspolitik, wou e ganz kloer gesot huet, dass mer dat Zil behalen.

An ech wollt Iech och froen, ob Der vläicht wësst, dass et e Comité interministériel gëtt, dee geleet gëtt am Ministère vun der Direktesch vun deem Ministère, wou natierlech och e Responsabele vum Finanzministère dran ass, an do ginn déi Froen all diskutéiert. An do gëtt derfir gesuergt, an dat huet déi Direktesch mer och gesot, dass alles an enger Vue vun Entwécklungspolitik gemaach gëtt.

Ech wollt Iech dat just soen. Liest dee Rapport no, da wësst Der, dass munches, wat an deem Artikel steet, vläicht net grad esou der Realitéit entsprécht, wéi et dosteet.

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Et steet jo net hei dran, et géif gekuckt ginn, ënnert déi 1%-Hürd do ze kommen. Mä et gëtt gesot, et géif alles versicht ginn - an dat steet eendeiteg hei dran -, fir net iwwer 1% Entwécklungshëllef am Budget ze kommen. Dat heescht, wann ech dat, esou wéi ech dat interpretéieren, gëtt et Besoinen, fir do driwwerzekommen. Et gi Projeten hei zesummegestrach: „Multilaterale Kontrakte werden revidiert, administrative Kosten gesenkt sowie LuxDev und die ONGs zu Einsparungen aufgefordert". Dat steet awer ganz däitlech hei dran, ënnert der Handschréft vu Leit, déi Spezialisten op deem Gebitt do sinn an deenen ech dann emol a priori muss gleewen, wann ech esou eppes liesen.

Ech fäerten, dass hei vill ze vill Kooperatiounspolitik dem Finanzminister ënnergeuerdnet gëtt an dass et hei eigentlech guer net méi ëm Entwécklungspolitik a Kooperatiounspolitik am eigentleche Sënn sech dréint. Dat ass eng Ursaach, firwat mir dee Projet hei op jidde Fall net kënne stëmmen. Mir wäerten eis enthalen dobäi.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Riednerlëscht wär um Enn, an ech géif dann d'Wuert weiderginn un d'Regierung. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech géif gär fir d'Éischt emol der Rapportrice Viviane Loschetter Merci soe fir dee ganz gudde Rapport an och fir déi Presentatioun hei an der Chamber. Ech freeë mech och, dass d'Fraktiounen alleguerten dee Projet hei wäerten ënnerstëtzen. Ech mengen, dass et e ganz gudde Projet ass, deen d'Visibilitéit vu Lëtzebuerg an Afrika wäert no uewe schrauwen.

Ech wollt eng kleng Prezisioun ginn zum Montant, wat och nach net erklärt ginn ass: Am Projet initial, deen d'lescht Joer déposéiert gi war, war vu 26 Milliounen Euro geschwat ginn, an haut sinn et der 30. Dat ass haaptsächlech drop zréckzeféieren, dass d'Droits de tirage spéciaux evoluéiert hunn an dass dann dofir déi Adaptatioun huet misse gemaach ginn.

Wat elo d'Imputatioun vun deene Gelder ubelaangt, déi hei virgesi sinn, wëll ech effektiv nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Paiementer souwuel fir d'Banque africaine de développement wéi och de Fonds africain de développement op aacht Joer wäerte gestreckt ginn. Ech wëll och do elo eng Prezisioun ginn. Mir wäerten dat Ganzt dann ëm e Joer décaléieren; well déi Fro jo och vun der Rapportrice gestallt gi war. Dat schéngt mer dat Gesondst an dat Richtegst ze si par rapport zu de Budgetsregelen. A mir wäerten dat an der Enveloppe vun 1% Revenu national brut par rapport zu eiser Entwécklungshëllef maachen.

Well och dat ugeschwat ginn ass, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass de Finanzministère an der Aide au développement de Juniorpartner ass, an en ass och zefridden, de Juniorpartner ze sinn. Mir finanzéieren als Finanzministère ongefeier 10% vun der Entwécklungshëllef, an dat ass en fait doduerch ze justifizéieren, dass de Finanzministère zoustänneg ass fir d'Institutions financières internationales. A fir do déi Kohärenz ze behalen, fannen ech et eng gesond Saach, dass dat esou opgedeelt ass. Mä mir sinn de Juniorpartner. Et ass de Ministère de la Coopération, deen d'Strategie festsetzt an deen d'Haaptsoen huet, mä natierlech geschitt dat an Ofsprooch mat ons.

Ech mengen, dass duerch déi Memberschaft, déi mer elo hei ustriewen, eis Visibilitéit um afrikanesche Kontinent nach méi grouss gëtt. Dir wësst, dass mer a sechs Länner aktiv sinn an der Aide au développement, dat si mat déi äermste Länner, déi et op der Welt gëtt. A mir solle roueg stolz sinn, dass mer deenen hëllefen. Mä doduerch, dass mer hei elo Member ginn, mengen ech, kënne mer déi Hëllef méi effikass gestalten. Doriwwer solle mer eis freeën. An ech mengen och, dass mer doduerch, dass mer hei Member ginn an der Banque africaine de développement an dem Fonds africain de développement, och méi Kohärenz an eis Politik kréien.

Ech wëll och soen, dass et net total onwichteg ass a soll verschrieë sinn, dass eis Entreprisë sollen associéiert sinn, wann dat ka gemaach ginn. Déi meescht Länner op der Welt maachen dat systematesch. Mir si scho wierklech Puristen an deem Domän. A wa mer hei iwwert déi Memberschaft kënnen eisen Entreprisë ganz e bëssen op deene Marchéen Dieren opmaachen, ech mengen, dat ka kengem schueden.

Dofir, mengen ech, freet sech d'Regierung, dass esou vill Zoustëmmung zu dësem Projet ginn ass.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Finanzminister. Domat wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir géifen iwwert de Projet 6582 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6582 et dispense du second vote constitutionnel

Ech wëll Iech nach eng Kéier drun erënneren, dass eng Zwee-Drëttel-Majoritéit erfuerdert ass an dass et bei dësem Projet keng Votes par procuration gëtt.

Ech lancéieren de Vote. Huet jiddwereen ofgestëmmt? Da schléissen ech de Vote of.

55 Deputéiert waren hei. 53 hunn um Vote deelgeholl: 51-mol Jo an 2 Abstentiounen.

Ech mengen, bei mengem Vote war e Problem. Et kënnt net oft vir, mä et kënnt vir.

Domat wär de Projet 6582 gestëmmt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexandre Krieps et Edy Mertens;

M. Claude Adam, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif Iech froen, ob Der domat d'accord sidd, fir e vum zweete verfassungsméissege Vote ze entbannen?

(Assentiment)

Merci villmools.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 6551, eng Ofännerung vun eisem Steiergesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Roth a Reding. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madame Elvinger. Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

6. 6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;
- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;
- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 7. Mäerz 2013 ass de Projet de loi 6551 vum deemolege Finanzminister Luc Frieden déposéiert ginn. Um Text vum Projet de loi waren en Exposé des motifs, e Commentaire des articles an eng Fiche financière annexéiert. D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an d'Chambre des Métiers hunn hiren Avis zu dësem Projet de loi ofginn.

D'Chamber gouf den 28. Mee 2013 mat engem Regierungsamendement saiséiert, op deen ech duerno nach zréckkomme wäert. Mir kruten du complémentaire Avise vun der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

De Statsrot huet säin Avis zum Projet de loi an zum Regierungsamendement den 22. Oktober 2013 ofginn. Den Avis vum Statsrot war duerchaus positiv an de Statsrot huet och keng substanziell Ännerunge gefrot. Déi redaktionell Modifikatiounen, déi de Statsrot proposéiert huet, sinn all vun der Kommissioun ugeholl ginn, mat Ausnahm vum Titel vun zwee Gesetzer am Intitulé vum Projet de loi an an den neien Artikelen 3, 5 a 6.

Den 28. Januar 2014 sinn ech an der Finanz- a Budgetskommissioun Rapporteur vun dësem Projet de loi genannt ginn. Während därselwechter Sëtzung huet d'Finanzkommissioun de Projet de loi an den Avis vum Statsrot analyséiert. De Rapport ass an der Sëtzung vum 25. Februar 2014 à l'unanimité mat Ausnahm vun enger Enthalung ugeholl ginn.

De Projet de loi 6551 schreift sech ganz kloer an de Kader vun enger Simplification administrative an. Et geet hei ëm d'Chancelleriestimberen, déi een ënner anerem brauch fir d'Immatrikulatioun vun engem Auto, de Führerschäin, eng Handelsermächtegung oder d'Verlänge-

rung vum Permis de pêche an déi scho längst net méi zäitgeméiss sinn.

Dëse Projet de loi erméiglecht et, déi Droits de chancellerie an Zukunft iwwer Virement oder Versement ze bezuelen, sou dass de Bierger sech net méi muss physesch an de Büro vum Enregistrement déplacéieren, fir säin Timber ze kafen. Heivu sinn all Taxe betraff, déi mat Chancelleriestimbere bezuelt ginn. Doduerch, dass de Bierger déi obligatoresch Informatioun ugëtt iwwert den Objet vum Paiement an d'Persoun, fir déi de Paiement gemaach gëtt, ass de Risiko vun enger Fälschung hei ganz geréng.

D'Zommen, déi fir déi verschidden Taxe bezuelt ginn, ginn och op engem spezifesche Kont regruppéiert, wou duerch d'Informatisatioun eng ganz einfach a séier Recherche wäert méiglech sinn.

Et ass momentan aus praktesche Grënn och nach net virgesinn, de materielle Chancelleriestimber ofzeschafen. Esou behält de Bierger d'Wiel, ob hie sech wëllt op de Büro vum Enregistrement déplacéieren, fir säin Timber selwer kafen ze goen, oder ob en déi entspriechend Tax einfach wëllt iwwer Virement oder Versement bezuelen.

Den zweeten Artikel vum Projet de loi dréit zur Verstäerkung vun der Lutte géint d'Steierhannerzéiung bäi a verstäerkt esou d'Kontroll vum Enregistrement um Niveau vun den Droiten, déi bezuelt ginn am Kader vun engem Akt bei enger Mutatioun vun Immobilien oder engem Acte de bail.

De Projet de loi 6551 gesäit dofir elo Sanktioune vir am Fall, wou den Intermédiaire, also den Immobilienhändler, seng Obligatioun, déi schonn duerch e Gesetz vun 1948 virgesi war, net respektéiert, eng Attestatioun ze hannerleeën, an där hie bestätegt, dass de Präis, deen dem Enregistrement uginn ass, de reelle Präis ass, deen och beim Akt bezuelt ginn ass.

Et handelt sech hei ëm eng Amende administrative vu 25 bis 1.250 Euro, déi vum Direkter vum Enregistrement gesprach gëtt a géint déi dann och e Recours méiglech ass. Dës Dispositioun ass ënner anerem doduerch berechtegt, dass d'Zuel vun den Intermédiairen a vun den Immobilientransaktioune säit 1948 stänneg an d'Luucht gaangen ass an doduerch eng Verbesserung vun der Effikassitéit vun der Kontroll vum Enregistrement néideg ginn ass.

Fir d'Aarbecht vun de Greffieren um Geriicht a vun de Gemengesekretären ze vereinfachen, ginn d'Répertoiren ofgeschaaft, an déi si hu misse sämtlech Akten iwwert d'Mutatioun vun Immobilien a Bailen androen. Well d'Inscriptioun vun dësen Akte beim Enregistrement souwisou obligatoresch ass an déi zousätzlech Regëstere souwisou näischt zur Kontroll vum Enregistrement bäigedroen hunn, gi si als iwwerflësseg betruecht an dofir dann och ofgeschaaft.

De Projet de loi erméiglecht et awer och den Notairen an den Dierwiechter, fir hir Répertoiren an Zukunft ënner elektronescher Form ze féieren. D'Detailer vun dësen elektronesche Répertoirë mussen allerdéngs iwwer e Règlement grand-ducal nach geregelt ginn.

Duerch de Regierungsamendement vum 28. Mee 2013, also den neien Artikel 7 vun dësem Gesetz, gëtt der Liewenserwaardung an der Evaluatioun vun der Valeur vum Widdem Rechnung gedroen. Et geet hei ëm d'Liquidatioun an d'Bezuele vun den Droits d'enregistrement am Ierfschaftsrecht.

D'Evolutioun vun der Liewenserwaardung iwwert déi lescht Jorzéngten erfuerdert eng Mise à jour vun der Evaluatioun vun der Valeur vum Usufruit viager an der Perceptioun vun den Droits d'enregistrement am Kader vun den Droits de succession.

D'Evaluatioun vum Widdem gëtt op Basis vum Alter vum Usufruitier festgeluecht, mat enger progressiver Diminutioun vun der Valeur, wat den Alter méi héich gëtt. Dës Evaluatiounsmethod gëtt säit 1913 benotzt bei Mutatiounen, Tauschakten an Ierfschaften.

Bis elo war et esou, dass déi Tabell beim Alter vum Widdem vun iwwer 70 Joer mat enger Valeur vum Usufruit vun engem Zéngtel vun der Pleine propriété opgehalen huet. Déi nei Tabell fänkt elo u mat enger Valeur vum Usufruit vun néng Zéngtel vum Wäert vun der Gesamtpropriétéit fir de Widdem, dee manner wéi 20 Joer huet, a geet dann erof bis op d'Valeur vun engem Zéngtel vun der Pleine propriété fir de Widdem, deen iwwer 90 Joer al ass.

An Zukunft gëllt dës Tabell dann net nëmme fir den Usufruit, mä och fir d'Wunnrecht, de sougenannten Droit d'habitation, an d'Notzungsrecht, also den Droit d'usage.

Well d'Wunnrecht an d'Notzungsrecht dem Titulaire vun deem Recht awer manner Rechter ginn, wéi dat beim klassesche Widdem, also beim Usufruit, de Fall ass, gëtt d'Valeur dovun op 60% vun der Valeur vum Usufruit, dat heescht een Zéngtel manner wéi d'Valeur vum Usufruit, festgeluecht.

Dësen Artikel huet eng reng fiskal Portée an huet also keen Afloss op d'Liberté contractuelle tëschent de Parteien.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn an hire respektiven Avise leider bedauert, dass de Projet de Règlement grand-ducal iwwert d'Exekutiounsmesurë vum Bezuelen iwwer Virement oder Versement vun den Taxen dem Projet de loi net bäigefügt war. Mä d'Chambre des Fonctionnaires huet et awer ausdrécklech begréisst, dass déi Répertoirë sollen ofgeschaaft ginn, well se net méi zäitgeméiss waren a keng Valeur ajoutée bréngen an d'Perceptioun vun den Droits proportionnels souwisou strikten Délaien ënnerläit.

Zum Ofschloss géif ech dann och nach den Accord vun der DP-Fraktioun ginn zu dësem Projet de loi an nach eemol betounen, dass d'DP et ausdrécklech begréisst, dass hei e weidere Schrëtt a Richtung vun enger Simplification administrative ënnerholl gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Rapportrice. Den Här Roth huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President. Ech soe selbstverständlech am Numm vun der CSV-Fraktioun der Madame Joëlle Elvinger Merci fir hire mëndlechen an och schréftleche Bericht.

Dëse Projet, si huet dat ënnerstrach, dee gouf nach vum fréiere Finanzminister Luc Frieden déposéiert. E schreift sech och an an eng administrativ Vereinfachung a virun allem och an de Sënn bei Immobilientransaktioune vu méi enger grousser Steiergerechtegkeet, wou an Zukunft och, wéi d'Madame Elvinger dat ënnerstrach huet, déi Immobilienagenten, déi also als Intermédiaire fungéieren, mussen derzou bäidroen.

Ech mengen, dat Lescht, wat se gesot huet, dat geet iwwert d'Evaluatioun vun dem Widdem: Dat ass richteg, well d'Liewenserwaardung natierlech haut eng ganz aner ass wéi 1913.

Et muss een awer och dem Bierger dobausse matdeelen, dass dat eng Inzidenz huet, wann notamment d'Communautés de mariage an Zukunft liquidéiert ginn, well da bei der Berechnung fir dee Conjoint, deen optéiert fir de Widdem op dem gemeinsamen Haus, natierlech méi héich Enregistrementskäschten ufalen, besonnesch wa jonk Koppele gescheet ginn.

Fir de Rescht gi mer selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Als nächste kritt den Här Haagen d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Am Numm vun der LSAP-Fraktioun géif ech och gär der Madame Elvinger Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Deem ass näischt derbäizefügen an ech géif och den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Haagen. Dann huet d'Wuert d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Vu mir och, Här President, am Numm vun der grénger Fraktioun e grousse Merci un d'Madame Elvinger fir hire mëndleche Rapport haut an och fir hire schréftleche Rapport, dee se ons an der Kommissioun presentéiert huet. An domadder ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. le Président.- Merci villmools. Dann als leschte Riedner den Här Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, dat heiten ass en ausseruerdentlech schlecht Gesetz. Et ass e Wollef am Schofspelz. Mir héieren „simplification administrative", an do si mer all dermat d'accord. Mir héieren „Ofschafung vu Regësteren, déi double Emploi maachen", mir sinn d'accord. Mir héieren „Aféierung vun engem Répertoire informatique fir d'Notairen", mir sinn d'accord. Alles dat war wonnerbar bis zu engem groen Dag, den 28. Mee 2013, wéi den Här Frieden gemengt huet, e misst d'Steieren erhéijen. Well wat hei esou harmlos kléngt, huet eng risen Inzidenz op d'Leit.

Kommt, mir huele fir d'Éischt emol den Usufruit, de Widdem. D'Propriétéit gëtt jo an den Usus, de Fructus an den Abusus opgedeelt. De Widdem, wat ass de Widdem? De Widdem heescht: Ech ka selwer deen Immeuble notzen. Ech kann en awer och verlounen a vum Loyer profitéieren.

Dat ass evaluéiert ginn, bis elo, op Basis vun enger Tabell vun Zéngtel, wéi d'Madame Elvinger ganz richteg gesot huet, déi opgehalen huet bei 70 Joer. Wann ech also 70 Joer al war an ech krut de Widdem op engem Haus geschenkt oder ech hunn e kaaft, dann ass dat enregistrementsméisseg op een Zéngtel vun där Valeur evaluéiert ginn.

Mat deem neien Text sinn dat elo dräi Zéngtel. Elo kréie mer esou harmlos gesot, den Här Roth seet: „Jo, d'Liewenserwaardung ass eropgaangen!". Jo, d'Liewenserwaardung ass eropgaangen. D'Liewenserwaardung war - an ech zitéieren elo de Statec, 7. November 2013, dat heescht extrem rezent Zuelen - hei zu Lëtzebuerg bei engem Mann bei 79,5 a bei enger Fra bei 85 Joer. E Mann vun 80 Joer muss haut - deen also liewenserwaardungsméisseg dout ass - elo op zwee Zéngtel vun der Valeur vun deem Immeuble, wou en de Widdem kritt, Enregistrement bezuelen. Dat ass extrem héich!

Wann zum Beispill eng Persoun hirer Frëndin oder hirem Frënd, dee 60 Joer al ass, de Widdem op engem Haus schenkt oder cédéiert, wat 800.000 Euro wäert ass, dat ware bis elo zwee Zéngtel vun där Valeur. Dat sinn elo véier Zéngtel vun där Valeur. Véier Zéngtel sinn 320.000 Euro. 7% Mutatioun an Transcriptioun, Enregistrement dorobber: sinn 22.400 Euro. Bis elo huet déi Persoun missen 11.200 Euro bezuelen. Mir hunn also d'Steieren, den Enregistrement op esou enger Transaktioun, wann Der elo dat Gesetz hei stëmmt, verduebelt!

(Interruption)

Jo. Et war den Här Frieden. Mä déi nei Majoritéit - ech wonnere mech -, déi eigentlech keng nei Steiere sollt aféieren, oder wollt aféieren, hätt dat hei kënne ganz liicht nees eraushuelen. Et ass bedauerlech!

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Nach méi schlëmm ass et, wat den Droit d'habitation ugeet. Den Droit d'habitation, op deem war bis elo keen Enregistrement. Null, näischt! Wat och richteg ass, well den Droit d'habitation, am Contraire zum Widdem, ass eppes, wat ech net kann engem verkafen oder engem cédéieren. En Droit d'habitation ass e perséinlecht Recht. Mäi Widdem kann ech engem verkafen oder cédéieren. En erläscht mat mengem Doud, mä ech kann engem e ginn.

Mäin Droit d'habitation, dee muss ech selwer exercéieren. En ass par essence personnel. En ass prekär an deem Sënn, datt en dee Moment, wou ech erausplënneren, erläscht. Et ass also eng Valeur, déi, contrairement zum Widdem, guer net patrimonial déi Valeur huet wéi e Widdem, wéi en Usufruit.

Dee gëtt elo an Zukunft besteiert mat 60% vun deem, wat ee misst bezuelen, wann een de Widdem kréich. Ech huelen also mäi selwechte Frënd oder Frëndin vu 60 Joer, där ech de Widdem ginn oder cédéieren. Mä déi Kéier dann net de Widdem, mä nëmmen en einfachen Droit d'habitation. Déi ass also 60 Joer al. Mir hunn nach ëmmer dat Haus vun 800.000 Euro. Véier Zéngtel sinn 320.000 Euro. Dovunner 60% sinn 192.000 Euro. Dorobber 7%, déi de Stat an Zukunft kasséiert: Dat sinn 13.440 Euro, amplaz bis elo null!

Ech kann also just de Bierger dobaussen opruffen, wann en nach wëllt en Droit d'habitation engem cédéieren, dat ganz schnell ze maachen, éier dat onglécksëilegt Gesetz hei a Kraaft trëtt.

Dat heiten ass also kee Projet de simplification administrative. Dat heiten ass e Projet d'augmentation et de création d'impôt, an duerfir wäert meng Fraktioun dergéint stëmmen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Reding. Domat ass d'Diskussiounsronn ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech géif gäre fir d'Éischt der Madame Joëlle Elvinger Merci soe fir hire schréftlechen an orale Bericht hei, mech och freeën iwwert de positiven Avis vum Conseil d'État. A vu dass jo och eng Unanimitéit an der Kommissioun war, fënnt een och hei eng grouss Zoustëmmung, déi mech freet.

Ech wëll net laang iwwert dee Projet hei schwätzen, well ech mengen, e schwätzt fir sech selwer. Et ass e Projet, deen d'Simplification administrative illustréiert op vill Aart a Weisen, andeem en eng ganz veraalt Method, Steieren anzehuelen eben iwwert den Droit de timbre, ofschaaft an dass een dat elo kann iwwer Virement bancaire maachen. Dat liicht engem an, dass dat eng grouss Simplification administrative ass.

Et ass awer och e Projet, dee fir d'Effikassitéit gutt ass, nämlech doduerch, dass d'Kontrolle bei der Mutatioun verstäerkt ginn. Eng Kontroll, déi mat sech bréngt, dass d'Regelen, déi scho méi laang bestinn, wäerten agehale ginn. An och eng méi grouss Effikassitéit doduerch, dass d'Regësteren, déi déi Droits de timbre hu misse sorgfälteg zesummenzielen, ofgeschaaft ginn.

E leschte Punkt, deen elo zwar contestéiert ginn ass vum leschten Deputéierten: Ech fannen, dass et awer ganz normal ass, dass een d'Législatioun un d'Liewenserwaardung vun de Leit upasst, an dat gëtt hei gemaach. Dat ass eng Modernisatioun vun eiser Législatioun. Dofir freeën ech mech, dass dës Législatioun esou vill Zoustëmmung hei am Sall fënnt.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6551 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun.

De Vote ass ofgeschloss. 60 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl. 55-mol Jo, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat wär de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif d'Chamber froen, ob se de Projet dispenséiert vum zweete verfassungsméissege Vote.

(Assentiment)

Dat ass esou. Dann ass dat och esou décidéiert.

Mir géifen dann zu eisem nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6632, eng Direktiv iwwert déi administrativ Kooperatioun am Steierberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo als Riedner agedroen: den Här Frieden an d'Madame Elvinger. A fir unzefänken huet de Rapporteur, den Här Claude Haagen, d'Wuert.

7. 6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, am Virfeld vun der Presentatioun vun dësem Projet de loi ze soen, datt dat, wat den Échange vun Donnéeën, déi déi steierlech Situatioun vu Persoune betreffen, wat Lëtzebuerg ugeet, ëmmer am Detail vun der Finanzwelt gekuckt gëtt. Dofir wëll ech preziséieren, datt dëse Projet de loi à ce stade net ze verwiesselen ass mat der Debatt iwwert d'Zënsbesteierung vu Kapitalerträg, déi momentan stattfënnt.

Zum Projet de loi: Dëse Projet de loi 6632, deen de 17. Dezember 2013 vum Finanzminister déposéiert ginn ass, betrëfft d'Émsetze vun enger europäescher Direktiv. De Statsrot huet den 20. Dezember vun deem Joer säin Avis ofginn an hat keng Observatiounen zu dësem Projet de loi.

An der Finanzkommissioun vum 4. Februar vun dësem Joer ass meng Persoun als Rapporteur designéiert ginn, an an därselwechter Kommissioun, de 25. Februar, also zwou Wochen duerno, ass dëse Projet de loi ugeholl ginn.

Den Objet vun dësem Projet de loi ass, wéi schonns gesot, d'Transpositioun vun der europäescher Direktiv 2011/16, an domadder gëtt d'Gesetz vum 29. Mäerz 2013 iwwert d'Coopération administrative am Steierberäich complétéiert.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dëse Projet de loi respektéiert och de Rectificatif zur Direktiv 2011/16, deen am Journal officiel vun der Europäescher Unioun de 14. Juni 2013 veröffentlecht ginn ass.

Den Artikel 8 vun der genannter EU-Direktiv vum Conseil vum 15. Februar 2011 gesäit den automateschen an och obligatoreschen Échange fir fënnef Kategorië vu Revenuen a Kapitalerträg vir. Dësen Échange concernéiert fënnef verschidde Kategorien, wéi gesot: éischtens de Revenu de l'emploi, also d'Salairen; Tantièmë souwéi Jetons de présence; Produite vu Liewensversécherungen; Pensiounen, a fënneftens, zu gudder Lescht, d'Propriétéite souwéi d'Revenue vun Immobilien.

Déi zoustänneg Autoritéite vun den États membres vun der EU mussen also systematesch, ouni datt se duerno dozou opgefuerdert ginn, an Zukunft Informatioune vun deene Persounen, déi vun engem aneren État membre bei hinne wunnen, weiderginn.

Dësen automateschen an obligatoreschen Échange soll vum Steierjoer 2014 un zielen.

Den Échange soll regelméisseg geschéien, dat heescht, op d'mannst eemol pro Joer. D'Steierverwaltung huet bis den 30. Juni no deem concernéierte Steierjoer Zäit, fir dës Informatiounen un déi zoustänneg Administratioun vun deem betraffenen État membre weiderzeginn. Fir d'Steierjoer 2014 bedeit dësen Délai also de Stéchdatum 30. Juni 2015.

D'États membres sinn awer nëmme gezwongen, Informatioune weiderzegi fir déi Revenuen oder dat Kapital, wou hir zoustänneg Administratiounen, Autoritéiten och Informatiounen hunn.

Här President, am Conseil „Affaires économiques et financières" vum 7. Dezember 2010 ass een Accord politique iwwert d'Ëmsetze vun der Direktiv fonnt ginn. Lëtzebuerg huet sech deemools engagéiert, Informatiounen iwwert dräi vun deene fënnef Kategorien auszetauschen.

D'Steierverwaltung gëtt also Informatioune fir dräi spezifesch Kategorië vu Revenuen, déi der Retenue à la source ënnerleien, weider. Zréckbehalen, wéi gesot, si ginn: d'Revenus de l'emploi, d'Salairen also; d'Tantièmen an d'Jetons de présence, souwéi d'Pensiounen.

Dës dräi Kategorien ënnerleien net dem Secret bancaire oder engem anere Secret professionnel a kënne liicht vun der Steierverwaltung mëttels elektronesche Fichiere gesammelt ginn.

Dëst ass fir déi aner zwou Kategorien net de Fall, wou d'Steierverwaltung vu Leit aus aneren États membres momentan keng Informatiounen huet. Déi kënnen also och net iwwer een automatesche Procédé échangéiert an ausgetosch ginn.

Fir d'Exigencë vun dëser EU-Direktiv ëmzesetzen, muss d'Steierverwaltung iwwer een néidegen informatesche Logiciel verfügen. Dësen Outil informatique, deen och standardiséiert an allen États membres muss sinn, erlaabt et der Verwaltung, fir Donnéeë vun de Salariéen an de Pensiounskeesen, notamment wat den Décompte annuel ubelaangt, ze traitéieren a weiderzebehandelen.

Dëst bedeit also och, esou wéi dee Projet de loi virdrun, eng Décharge administrative fir d'Employeuren an d'Pensiounskeesen an dësem Domän. An deem Sënn ass dëse Projet de loi schonn, wéi gesot, och am Kader vun der Simplification administrative ze gesinn.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Haagen, fir dësen exzellenten a klore Rapport an enger ganz komplizéierter Matière. Ech hunn als Éischten ageschriwwen: den Här Luc Frieden. Här Frieden, Dir hutt d'Wuert. Oder den Här Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll just dem Rapporteur Merci soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport. Dozou ass iwwerhaapt näischt derbäizesoen. Ech wëll also just den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text ginn.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Wiseler. Dann d'Madame... Waart. D'Madame Elvinger, mengen ech, kënnt vir, menger Lëscht no.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Ech géif och dem Här Claude Haagen villmools Merci soe fir säin exzellente schréftleche souwuel wéi och mëndleche Rapport. An ech géif och den Accord vun der DP-Fraktioun ginn zu dësem Projet de loi.

Mme le Président.- Merci, Madame Elvinger. Dann d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech géif och gären am Numm vun der grénger Fraktioun dem Här Haagen Merci soe fir säi mëndleche Rapport an och fir säi schréftleche Rapport, deen en ons an der Kommissioun och virgestallt hat. An domadder ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mme le Président.- Merci villmools, Madame Loschetter. Dann den Här Turpel, dee kënnt erop. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e Gesetzesprojet, deen eng Direktiv ëmsetzt, wéi de Rapporteur dat gesot huet, déi awer keng onwichteg Direktiv ass, déi sech nämlech deet am Kader vum ganzen automateschen Informatiounsaustausch vu Revenuen a Kapital.

D'Direktiv vun 2011, déi d'77er Direktiv ofschaaft, seet an hirem éischte Saz, datt an engem Zäitalter vu Mondialiséierung et méi wichteg ass wéi jee, datt d'State sech géigesäiteg am Fiskalberäich ënnerstëtzen.

Ech mengen, dat ass eppes, wat mer absolut mussen ënnerschreiwen, well d'Steierhannerzéiung, dat ass net einfach e Sport vu Salariéen, mä dat ass dat, wat am grousse Mooss staf gemaach gëtt vu Leit, déi vill Suen hunn. E Salarié, deen huet net d'Chance, fir vill ze hannerzéien, dee kritt seng Steieren à la source ofgehalen. A wann en net seng Steiererklärung zur Zäit mécht, da rabbelt et.

Et ass wichteg, an dat ënnersträicht d'Direktiv, datt d'State sech géigesäiteg ënnerstëtze beim Administrativen, beim Austausch vun Informatiounen iwwer Besëtz a Revenuen, an datt duerfir eng administrativ Kooperatioun absolut noutwendeg ass.

Et gouf jo eng Direktiv virdrun, déi 77er, déi sech als ineffikass erwisen huet, well an der Realitéit d'Fantasie ganz schnell iwwert d'Regelen erausgaangen ass an ëmmer méi Schlupflächer fonnt gi sinn. Dofir ass déi Direktiv vun 2011 dunn adaptéiert ginn, a si seet awer selwer, si wier wahrscheinlech nach hannert der Realitéit, mä si hätt versicht, der Realitéit méi no ze kommen. Mä och déi Direktiv misst wahrscheinlech weider ausgebaut ginn, fir déi weider Schlupflächer, déi nach iwwerall bestinn, ze fëllen.

Elo seet d'Direktiv also, mir maachen elo en Ufank a fënnef Beräicher. Mir si jo net fäerdeg! Mir maachen en Ufank a fënnef Beräicher. A vun deene fënnef Beräicher muss all Land mindestens dräi Beräicher erauswielen, an deenen et den automateschen Informatiounsaustausch mécht.

Wa mer dann déi fënnef Beräicher kucken, déi de Rapporteur och hei opgezielt huet, da sinn dat éischtens d'Revenus professionnels, bei deene Lëtzebuerg seet: „Okay, dat maache mer.", zweetens, d'Jetons de présence, bei deene Lëtzebuerg okay seet, an drëttens d'Pensiounen. Déi zwee Beräicher, wou Lëtzebuerg seet: „Dat maache mer elo net.", déi bezéie sech op d'Propriétéit an de Revenu vun Immobilien, Biens immobiliers, a se bezéie sech op d'Produiten, déi ee kann aus Liewensversécherungen erauszéien.

Elo wësse mer, datt d'Produits immobiliers an d'Liewensversécherungen zu Lëtzebuerg net déi klengste Beräicher sinn am ekonomesche Beräich.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la Présidence.)

Mä déi éischt Fro, déi ech emol wéilt stellen, ass déi: wann d'Direktiv schwätzt vu Revenus professionnels, ob een dat ka limitéieren op d'Salairen, esou wéi mir et elo maachen. Bei de Revenus professionnels missten eigentlech och nach aner Beräicher derbäi si vu professioneller Aarbecht, déi net nëmme Salairen ëmfaassen.

Mä ofgesi vun där Fro fält hei eppes op, nämlech dat: Datt déi normalstierflech Leit, déi schaffe ginn, datt déi hir Steiere regelméisseg musse bezuelen a bezuelen, wat jo och dann erfaasst ass, elektronesch - déi ginn och ausgetosch! -, mä déi, déi andauernd Steieren hannerzéien, nämlech déi grouss Gesellschaften an och - si solle jo hei mat erfaasst ginn, d'Direktiv gesäit dat jo ausdrécklech vir - d'Fongegesellschaften, d'Fonds d'investissement, d'Trusten an esou weider, déi wahrscheinlech ganz vill Suen an de Biens immobiliers stiechen hunn an an den Assurancen, an de Liewensversécherungen, an déck dovunner profitéieren, déi sinn heivunner net betraff.

Mir sinn der Meenung, datt do erëm eng Kéier mat zweeërlee Mooss geschafft gëtt, jee nodeem, ëm wéi eng Leit datt et geet, ëm normalstierflech Leit, oder ob et ëm Leit geet mat déckem Fric an ëm déck Gesellschaften. A mir mengen, datt et wichteg wier, datt Lëtzebuerg…, datt et net duergeet, fir festzestellen, wéi dat de Fall ass, datt gesot gëtt, datt déi dräi Kategorien, déi mer unhuelen, déi sinn, bei deenen et kee Secret bancaire gëtt oder bei deenen et kee Secret professionnel gëtt a bei deenen den Austausch immens einfach ass iwwer elektronesch Fichieren, wat bei der Assurance-vie a bei den Immobilien net de Fall wier. Mir sinn der Meenung, datt Lëtzebuerg sech misst d'Méiglechkeet ginn, fir an deene Beräicher, duerch déi aner Leit betraff sinn, déi nämlecht Informatiounen ze sammelen an och weiderzeginn.

Et ass och aus där Ursaach, well hei wierklech zweeërlee Mooss zielt par rapport zu Leit, déi schaffe ginn, oder Leit, déi vill Fric hunn, dass mir eis bei dësem Projet wäerten enthalen, awer ganz kloer mat der Opfuerderung, fir derfir ze suergen, datt Lëtzebuerg sech och konform mécht, fir an deene Beräicher do d'Informatiounen ze sammelen an auszetauschen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Et ass kee weidere Riedner méi ageschriwwen. Domat huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, och bei dësem Projet freeën ech mech, dass mer eng grouss Zoustëmmung hunn an och dass dëse Projet séier hei an d'Chamber komm ass, well mir hate ganz serréiert Délaien um europäesche Plang, fir dës Direktiv ëmzesetzen.

Dat Thema hei wäert eis an deenen nächste Méint a Joren nach vill beschäftegen: d'Thema vum Échange automatique d'informations. Mir wennen en hei bei dräi Kategorië vu Suen, vu Ressourcen un, vu fënnef, déi méiglech sinn. D'Regierung huet déi erausgesicht, bei deenen d'Informatiounen disponibel sinn. An déi zwou Kategorien, déi grevéiert si vun engem Secret bancaire an engem Secret professionnel, sinn do ausgeschloss ginn. Ech mengen, dat war déi eenzeg logesch Konsequenz, déi ee konnt maachen.

Ech wëll insistéieren och drop, dass mer e Logiciel amgaange sinn auszeschaffen, fir dës Donnéeën op eng sécuriséiert Aart a Weis an och op eng standardiséiert Aart a Weis auszenotzen a fir dass dës Informatiounen och nëmmen zu deem Zweck gebraucht ginn, fir deen d'Gesetz dat hei virgesäit.

Zum Échange automatique d'informations wëll ech just soen, dass do iwwert déi lescht Méint eng immens Accélératioun komm ass, a mir gesinn dat och an der Aktualitéit. Dës Direktiv iwwert d'Coopération administrative wäert och nach vill Wichtegkeet an Zukunft kréien, well et muss een déi heiten Direktiv am Zesummespill kucke mat där Direktiv iwwert d'Fiscalité de l'épargne. Déi zwou Direktive ginn Hand an Hand. An et ass och iwwert déi Instrumenter, wou och an Zukunft d'Kommissioun an Europa wäert den Échange automatique d'informations, wéi e sech dann iwwert déi Méint elo transforméiert, adaptéieren.

Voilà, ech soen och nach zum Ofschloss gär dem Rapporteur Claude Haagen Merci fir säi schréftlechen an orale Bericht.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kënnen zum Vote iwwergoen iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6632 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. Huet jiddwereen ofgestëmmt?

De Vote ass ofgeschloss an de Projet 6632 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Ali Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexandre Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif dann d'Chamber nach froen, ob se de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote entbënnt.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet 6649, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Publicité foncière am Beräich vun der Copropriétéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo dräi Aschreiwunge vu Riedner, dat sinn den Här Roth, den Här Hansen an den Här Reding. Wie wëllt sech nach aschreiwen?

D'Madame Loschetter. Dann huet elo direkt de Rapporteur vum Projet, den honorabelen Här Franz Fayot, d'Wuert. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

8. 6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vun dësem Gesetzesprojet, dat eenzegt Zil ass et, d'Frist fir d'Regularisatioun fir de Cadastre vertical ëm weider zéng Joer ze verlängeren. Et geet hei ëm déi Gebaier, déi virun der Entrée en vigueur vum Gesetz vum 19. Mäerz '88 iwwert d'Publicité foncière en matière de copropriété ënnert de Regime vun der Copropriétéit gefall sinn. Also am Kloertext: eeler Appartementshaiser.

Et herrscht hei eng gewëssen Drénglechkeet, well déi aktuell Regularisatiounsfrist den 31. Mäerz 2014 ofleeft, a wann een net wëllt an

eng rechtlech Onsécherheet hei falen, da muss een déi Frist elo schnellstens verlängeren.

De Projet de loi 6649 ass den 29. Januar 2014 vum Finanzminister déposéiert ginn. An deen Text ass nëmme vum Conseil d'État aviséiert ginn, nämlech de 25. Februar 2014.

De Cadastre vertical, dee vum Gesetz vun '88 agefouert gouf, besteet jo an enger systematescher, preziser Erfaassung vun deenen eenzelnen Deeler, den „lots" vun enger Copropriétéit. An et geet aus den Diskussiounen aus der Cofibu (veuillez lire: vun der Commission des Finances et du Budget) eraus, dass deen Exercice an de Gemengen oft positiv Auswierkungen huet, well en et erlaabt, onregelméisseg a souguer illegal Situatiounen, och am Zesummenhang mat Bebauungspläng, ze erfaassen a munchmol ze regulariséieren.

Mä et ass och, an dat ass de Grond, firwat mer eng drëtte Kéier dësen Délai musse verlängeren, e schwieregen Exercice an e laangwieregen Exercice, dee vill Zäit an Aarbecht an Usproch hëlt. D'Statistike weisen, dass d'Erfaassung vun deene Gebaier duerch e Cadastre vertical nëmme lues virukënnt. 2014 sinn 1.600 vun 3.364 concernéierte Gebaier regulariséiert gewiescht. Am Verglach waren et der 2004 eréischt 1.000.

Firwat dat esou ass, dat hänkt mat der Komplexitéit vun der Prozedur zesummen. E Cadastre vertical gëtt vun engem Expert opgestallt, deen déi nei Situatioun muss mat där aler Beschreiwung, wéi se aus dem Acte de constitution an deene successiven Acquisitiounen erausgeet, konfrontéieren a réconciliéieren. Dobäi kënnt et awer oft vir, dass d'Opdeelung, déi aus de vergaangenen Akten ervirgeet, an d'Definitioun vun deenen neie Lots net iwwereneestëmmen. A solche Fäll mussen nei Quoteparte gerechent ginn, déi vun all de Copropriétairë mussen dann och guttgeheescht ginn.

Esou sinn dann och d'Verspéidungen an der Ausfertegung vun deene Cadastres verticaux op verschidde Grënn zréckzeféieren, woubäi et en fait kengem wierklech direkt seng Schold ass, dass dat esou laang dauert. Éischtens, wéi scho gesot, ass d'Iwwerschaffe vun enger Opdeelung vu Copropriétéiten eng komplex Affär. Et si vill Parteien implizéiert. A wann do net jiddweree matspillt, da kënnt een net gutt virun.

En zweete Grond ass, dass den Expert, deen dee Cadastre do muss erstellen, Dokumenter muss sammelen, déi et erméiglechen, d'Evolutioun vum Gebai zréckzeverfollegen, an dass deen Expert dann oft mat enger schwiereger Missioun konfrontéiert ass, och well en net ëmmer déi néideg Hëllefsbereetschaft vun all de Copropriétairë begéint.

Mä dee gréisste Problem ass awer wuel d'Divergenz tëschent der Realitéit an der juristescher Situatioun, wéi se aus den alen Dokumenter ervirgeet. Well munchmol si Parties communes a Parties privatives ëmgeännert ginn. Heiansdo si Parties privatives actéiert ginn, déi duerno awer net gebaut gi sinn. Oder et sinn Destinatioune geännert ginn, ouni dass dat sech an den Akte richteg erëmspigelt.

An deene Fäll stéisst dann de Cadastre vertical u seng Limiten, well et ass keng Technik, fir Konflikter, Géigesprech oder Approximatiounen ze léisen, mä just eng reng deskriptiv Technik vun engem Gebai an der Copropriétéit.

Et ass dann och scho vu Regierungssäit iwwert déi beschtméiglech Léisungen nogeduecht ginn, fir dee Problem vun dëser Regularisatioun permanent ze léisen, an déi Alternative gi vun enger einfacher a purer Ofschafung vum Artikel 4, dee jo dann déi Regularisatioun virgesäit, iwwert d'Ofschafe vun der Frist oder eben d'Extensioun vun der Frist, wéi déi, déi mer jo elo hei dann unhuelen, bis zur Aféierung vu Geldstrofen, déi all Joer oder ulässlech vun enger Vente géifen imposéiert ginn.

Léisungen, wéi zum Beispill d'„loi Carrez" a Frankräich se virgesäit, déi punktuell Designatioune vu Lots privatifs envisagéiert, oder e Remembrement vu Parties privatives sinn och nach aner méiglech Alternativen. Mä an dësem Fall, aus operluechten Zäitgrënn, ass d'Léisung vun der Verlängerung vun der Frist ëm weider zéng Joer zu dësem Zäitpunkt déi bescht. Et ass dann heimat déi drëtt Verlängerung. 1999 war déi éischt Verlängerung ëm fënnef Joer. 2004 ass nach eng Kéier déi Regularisatiounsfrist ëm weider zéng Joer verlängert ginn. An elo dann dës Kéier, wa mer dëst Gesetz da stëmmen, gëtt se dann och erëm eng Kéier ëm zéng weider Joer prolongéiert.

Zwee Grënn, haaptsächlech, plädéiere fir dës Léisung: deen éischten, dat ass, dass een awer muss constatéieren, dass een trotz där laanger Zäit, déi dat hëlt, fir déi Cadastres verticaux do ze maachen, awer trotzdeem e Progrès constatéiert an dass een, wéi scho gesot, doduerch och ka munch onregelméisseg Situatioune berengegen.

An deen zweete Grond, deen och vläicht den Haaptgrond ass, dat ass, dass een awer muss vermeiden, dass een hei an eng juristesch Onsécherheet kënnt op och schonn engem awer schwieregen Immobiliemaart wéi deem zu Lëtzebuerg, wou d'Offer notoresch rar ass, a keng Akte méi kéinte gemaach gi bei solchen Appartementshaiser, well ebe keng Transkriptioun beim Hypothéikeregëster géif ugeholl ginn. Dat ass nämlech dat, wat dem Notaire riskéiert ze passéieren, wann d'Frist am Artikel 4 elo net prolongéiert gëtt an een doduerch an e Flou juridique kënnt am Zesummenhang mat bis dato net regulariséierte Gebaier.

Aus deene Grënn waren dann och d'Membere vun der Cofibu der Meenung, dass dëst Gesetz zu dësem Zäitpunkt déi beschtméiglech Léisung ass.

D'Kommissioun geet dann och net der Propos vum Statsrot no, fir d'Entrée en vigueur vum Gesetz vun der Veröffentlechung am Mémorial ofhängeg ze maachen. De Statsrot hat dat a sengem Avis proposéiert, mä mir setze par contre, wéi bei der leschter Verlängerung 2004, d'Entrée en vigueur fest op e fixen Datum, nämlech den 1. Abrëll 2014, wéi dat d'ailleurs och deemools 2004 scho selwer vum Statsrot préconiséiert war. Dat heescht, de Statsrot ass dann dës Kéier op seng Positioun (veuillez lire: dës Kéier net op seng Positioun) vun deemools zréckkomm.

Als ofschléissend Remarque, mengen ech, kéint een awer vläicht nach soen, dass et wënschenswäert wär, wann ee géif eng Kéier ausserhalb vun enger zäitlecher Contrainte wéi déi, an där mer jo dës Kéier elo sinn, en profondeur iwwert d'Fro vun der Regularisatiounsfrist nodenken, an dass ee prinzipiell iwwert de beschtméigleche System nodenkt, fir dëse Problem aus der Welt ze schafen. An et gëtt, wéi jo scho gesot an dësem Rapport, alternativ Modeller, déi méiglech sinn.

Et ass dann och ze begréissen, wéi de Finanzminister an der Kommissioun sot, dass de Syvicol Reflexioune mécht an déi Richtung. An ech mengen, dat kann een an deem Kontext nëmmen encouragéieren.

Ech géif dann och heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. D'Wuert huet dann direkt den Här Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President. Ganz kuerz soen ech natierlech och dem Franz Fayot Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an engem Dossier, dee vun der Matière hier natierlech extrem komplex ass. An den Här Fayot huet versicht, dat esou gutt wéi méiglech ze erklären.

Nichtsdestotrotz mengen ech, dass den Haaptproblem, deen à la base ass an deen de Moment ganz vill Bierger dobausse beschäftegt, net onbedéngt dee vum Cadastre vertical ass, mä dee vun de genehmegte Surfacen, déi se an enger Copropriétéit hunn. Well oft ass et esou, dass Leit en Appartement an enger Residenz kafen, an dann, am Laf vun der Zäit, huele se dann de Späicher a bauen deen aus an da gëtt aus deem Appartement en Duplex.

D'Leit wunnen och eng Zäitchen do gutt dran. An de Problem kënnt dee Moment, wou déi Leit dat Appartement, wat elo en Duplex ass, wëlle verkafen, well dann oft dat Appartement net déi 130 m² huet, wéi d'Leit dat da bei sech doheem virfannen, mä fir den Notaire, dee soll déi Vente oder de Compromis ëmsetzen, ëmmer nëmmen déi urspréinglech 100 m² huet.

De Missetäter bei deem sinn dann net d'Leit, déi dat gutt gemengt hunn, fir dat auszebauen, mä oft sinn et d'Gemengen, well déi déi zousätzlech Meter-carréen ënnert dem Daach net genehmegt hunn an och a posteriori net kënne genehmegen, well soss d'Unzuel vun der Wunnfläch, déi an där Residenz ass, ze héich ass par rapport zu deem, wat am Kader vun engem Bautereglement kann erlaabt ginn.

An ech mengen, et sollt een dee Gesetzesprojet hei, deen eng technesch Adaptatioun ass, notzen, fir d'Bierger am Land doriwwer ze informéieren, well se oft Virstellungen hunn, sief dat, wann eng Communautéit muss liquidéiert ginn, iwwer eng Valeur vun hirem Immeuble, déi wäit iwwert deem ass, wat se reell ka sinn, well natierlech de Keefer net seet: „Ech kafen elo 130 m²!", mä dee beschränkt sech op dat, wat am urspréinglechen Akt vun der Copropriétéit dran ass.

An ech mengen, an engem konstruktive Sënn - well mer jo net destruktiv sinn als CSV, mä mir hëllefen, dass déi Gesetzer och beim Bierger solle gutt ukommen - géif ech dem Finanzminister eigentlech suggéréieren, dass en dat do géif zesumme mat dem Syvicol kucken, vun deem de President, den Emile Eicher, hannert eis sëtzt an eis och stäerkt, fir d'Bierger dobaussen iwwert dee Problem do richteg opzeklären, an dass se déi Situatiounen, ier se och Sue bezuelen, fir hir Cadastres verticaux erstellen ze loossen, fir d'Éischt emol sollten op de Gemenge préife loossen, wat do juristesch maachbar ass a wat net maachbar ass.

Dat gesot, gi mir selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. An den nächste Riedner ass den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(DP)*.- Här President, ech géif och op dëser Plaz zwou Saache wëlle kuerz ënnersträichen. Dat Éischt ass, dass mer dem Rapporteur, dem Här Fayot, wéilte Merci soen, souwuel fir säi mëndleche wéi fir dee schréftleche Rapport.

An da géif ech awer och op dëser Plaz dem Här Roth recht ginn. Mir haten an der Kommissioun, wéi mer doriwwer diskutéiert hunn, e ganze Koup Lokalpolitiker an alle Reie sëtzen, bei deenen déi Punkten, déi elo thematiséiert goufen, effektiv als Problem duergestallt ginn. Ech mengen, mir sollten och an Zukunft dee Volet, dee mer elo hei vun dem Här Roth nach eng Kéier presentéiert kritt hunn, suivéieren. An ech mengen, deen Opruff, deen hate mer och alleguerten an der Kommissioun gemaach.

Dann um Enn géif ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun ginn an lech alleguerte Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hansen. Dann huet d'Madame Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech ka mech just nëmmen deem uschléissen. Den Här Roth huet gutt skizzéiert, wéi eng Diskussioune mer an der Kommissioun haten, an och hu mer eis effektiv ënnerhalen iwwert d'Préoccupatioune vu Bierger a Biergerin, déi notamment eng Wunneng kafen respektiv verkafen, mä virun allem kafen, an op där anerer Säit och déi Préoccupatioune vun de Gemengeresponsabelen, fir am Fong geholl där Problematik, mat där si vläicht zu Recht oder och oft zu Onrecht konfrontéiert sinn, gerecht ze ginn.

D'Gemengevertrieder sinn oft mat Reklamatioune konfrontéiert, wou si eigentlech wéineg Handhab hunn an dofir awer och wëssen, datt et wierklech eng Problematik ass, déi net einfach ze léisen ass. Doriwwer hu mer och diskutéiert. Dofir schléissen ech mech Äre Remarquen un.

Fir de Rescht, Här Fayot, villmools Merci fir deen ausführleche Rapport. Et war eng flott, konstruktiv Diskussioun an der Kommissioun. An ech wollt och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet ginn.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Dann huet den Här Reding d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Och ech wollt dem Fränz Fayot Merci soe fir säi ganz exzellenten an ausféierleche Rapport. Ech mengen, d'Kolleege Roth, Hansen a Loschetter hunn de Fanger op d'Wonn geluecht. Eis Virfahren 1988, wéi se dat Gesetz gemaach hunn, hunn einfach net un déi praktesch Problemer geduecht, déi sech do kéinte weisen, an et brëngt näischt, ëmmer erëm den Délai ze verlängeren.

Mir hunn elo den Délai dann ëm zéng Joer nees verschubst. Mir sollten awer elo wierklech déi Zäit notzen, fir eng nohalteg Léisung ze fanne fir d'Problemer!

A si ginn nach vill méi wäit, wéi de Gilles Roth gesot huet, dee geschwat huet vu Parties communes, déi mat abegraff ginn. Et geet nach vill méi wäit, well et gëtt entre-temps Appartementer, déi och als solch am Kadaster agedroe sinn, déi awer deemools iergendwann an de 50er Joren net esou genehmegt waren. Dat heescht, do ware schonn e puer Propriétairen, déi Appartementer kaaft hunn, déi u sech keng Appartementer sinn, déi awer hir Compteuren hunn a wou säit Jorzéngte Leit wunnen. An do muss een einfach déi Technicitéit do ugoen.

Mir mussen eng Léisung fannen, wéi déi dote Saache kënne regulariséiert ginn. Nëmmen dann hu mer eng nohalteg Léisung.

Meng Fraktioun wäert deen Text do stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci. Dann huet d'Regierung d'Wuert, nach eng Kéier de Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol e grousse Merci un den Deputéierte Fränz Fayot fir säi schréftlechen an och mëndleche Rapport, deen effektiv vill an d'Detailer gaangen ass. En Fait fir een eenzege Saz, dee ganz einfach gesot ass: dass mer den Délai ëm zéng Joer verréckelen. Mä richtegerweis ass ënnerstrach ginn, dass dat nëmmen déi éischtbescht Léisung ass, fir eis e bëssen Zäit ze kafen.

Elo si mer säit 1988 ënnerwee. Dat si 25 Joer, a wann een der nach zéng derbäirechent, da sinn et der 35; dat ass annerhallef Generatioun. Mir hunn nëmmen d'Halschent vun de Problemer geléist, d'Halschent vun de Gebaier vu virun '88 sinn elo klasséiert, an ech huele ganz gär déi Propositioun, déi vum Deputéierte Gilles Roth gemaach ginn ass an déi och, mengen ech, an der Cofibu diskutéiert ginn ass, op, fir dass mer eis sollen zesumme mam Syvicol a mat vläicht all deenen anere Partner, déi nach missten do erugeholl ginn, deem Problem unhuelen, well soss si mer an zéng Joer wahrscheinlech op därselwechter Plaz erëm amgaangen, den Délai ëm e puer Joer ze verréckelen.

Ech wollt der Cofibu an dann och der Chamber Merci soen, dass mer dat esou séier konnten awer hei op den Dësch kréien, dass mer et konnten nach zurzäit stëmmen, fir dass et Gesetz ass virum 1. Abrëll 2014. Soss hätte mer e Vide juridique gehat, wat net gutt gewiescht wier.

An ech mengen, an där kuerzer Zäit, déi mer haten, hate mer net vill aner Méiglechkeeten, wéi elo den Délai ze verlängeren. Et huet op jidde Fall dee Virdeel, dass mer eis Zäit ginn, dass mer elo keng Pressioun op de Marché immobilier maachen oder d'Ventë méi schwéier maachen, wat och nach en Impakt um Präis gehat hätt, wat wierklech dat schlëmmst gewiescht wier, wat mer hätte kënne maachen.

An deem Sënn freeën ech mech, dass mer dofir Unanimitéit hunn, an ech wäert mech engagéieren, fir dass mer dee Problem iwwert déi nächst Méint a Jore wäerte léisen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. Mir géifen dann zum Vote iwwert de Projet 6649 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6649 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Voten. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

59 Votanten, dovu 57 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6649 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An déi traditionell Fro: Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6562 iwwert d'Rechter vun den Affer vu Mënschenhandel. D'Riedezäit ass nom

Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo ageschriwwen als Riedner: déi Häre Mosar, Arendt, Angel a Reding.

An ech géif direkt d'Wuert un d'Madame Rapportrice vum Projet, d'Madame Viviane Loschetter, weiderginn.

9. 6562 - Projet de loi renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification (1) du Code pénal; (2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse; (3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile; (4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet huet als Zil, d'Rechter vun de Victimes vun der Traite des êtres humains, dat heescht vum Mënschenhandel ze verstäerken. Domadder gëtt souwuel de Code pénal adaptéiert a verschiddenen Artikele wéi och d'Gesetz vum 12. Mäerz 1984 iwwert d'Indemnisation de certaines victimes de dommages corporels, d'Gesetz vum 8. Mee 2009 iwwert d'Assistance, d'Protection an d'Sécurité vun de Victimes vun der Traite an d'Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'Libre circulation des personnes. A mat dësem Gesetz setze mer d'Direktiv 2011/36/UE an en nationaalt Gesetz ëm.

Dëse Projet ass den 11. Abrëll 2013 déposéiert ginn, dat heescht eng Woch no deem leschten Délai vun der Transpositioun vun der Direktiv. Dat heescht mir hunn Urgence en la matière.

D'Kommissioun huet sech den 18. Dezember eng éischte Kéier mat dësem Projet befaasst, an ech wëll vun hei aus alle Bedeelegten e grousse Merci ausriichten, déi mat dozou bäigedroen hunn, datt mer konnten esou séier d'Aarbechten ofschléissen an de Projet haut zum Vote presentéieren.

D'Traite des êtres humains ass wuel eng vun de violenteste Formen, fir géint d'Mënscherechter ze verstoussen, an ass sonner Zweifel der Sklaverei gläichzestellen.

Eleng an der EU ass mat bal 900.000 Victimen ze rechnen. D'Organisation Internationale du Travail schätzt weltwäit d'Zuel vun de Victimë vun der Traite op ronn 21 Milliounen. Et ass en extrem lukratiivt Geschäft, geschat an de Paragë vu 25 Milliarden Euro.

Et gi vill verschidde Formen, fir Mënschen auszebeuten. Déi heefegst si sonner Zweifel de Sexhandel mat ronn 60% an den Handel vun der Aarbechtskraaft mat ronn 23% vun alle Victimen.

Tëscht 2008 an 2010 ziele mer 68% Fraen, 12% jonk Meedercher, 17% Männer an 3% Jongen. Et gëtt eng Genderkonnotatioun an dësem Handel. D'Frae ginn éischter fir de Sex mëssbraucht - 96% vum Sexhandel si Fraen - an d'Männer als Aarbechtskraaft - 77% vun der Aarbechtssklaverei si Männer.

E beonrouegende Phenomeen ass, datt innerhalb vun der EU 44% vun de Victimë Member vun der EU sinn, meeschtens aus Bulgarien oder Rumänien.

Säitdeem Lëtzebuerg d'Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains vum Conseil de l'Europe ëmgesat huet, hu mer elo éischt Statistiken am GRETA-Rapport virleien, e Rapport, deen de 14. Januar 2014 publizéiert ginn ass an den 12. Februar (veuillez lire: den 12. Mäerz) - haut - an der Commission juridique presentéiert ginn ass.

Dräi Victimë sinn 2009 identifizéiert ginn, dovunner zwou Fraen an ee Kand; siwe Victimen am Joer 2010, dovunner sechs Fraen an ee Mann; aacht Victimen am Joer 2011, dovunner siwe Fraen an ee Kand, a véier Victimen am Joer 2012, dovunner zwou Fraen, ee Mann an ee Kand.

Mir hunn awer och éischt Donnéeën iwwert d'Täter duerch den éischte Rapport aus dem Joer 2013 iwwert den „trafficking in human beings", vum Eurostat publizéiert:

2008 sinn aacht Männer wéinst Mënschenhandel identifizéiert ginn, 2009 sinn et der dräi an 2010 fënnef Männer an eng Fra. Bei de Verhaftunge fanne mer meeschtens de Sexhandel als Cause erëm. 2009 ware véier vu fënnef Verhaftunge wéinst Sexhandel an am Joer 2010 waren et der 15 vun 29 Verhaftungen. 2008 si véier Uerteeler prononcéiert ginn, sechs am Joer 2009 an, bemierkenswäert, 29 am Joer 2010.

Sief nach preziséiert, datt Lëtzebuerg an dësem Kontext net nëmmen d'Convention vum Conseil de l'Europe ënnerschriwwen huet, mä och nach eng ganz Rei vu Konventioune ratifizéiert huet, fir sech am Kampf géint de Mënschenhandel staark ze maachen. Dir fannt déi am schréftleche Rapport, ech zielen déi elo net all op.

Zu Lëtzebuerg hu mer kee spezifeschen Aktiouns- oder Strategieplang fir spezifesch Mënschenhandelsfroen, mä mir hunn en nationalen Égalitéits-Aktiounsplang 2009-2014, wou och dës Froe mat ernimmt gi sinn, ouni allerdéngs spezifesch Mesurë virgesinn ze hunn.

De Moment gëtt et nach en informellen interministerielle Comité „Traite", deen d'Aktiounen aus de verschiddene Ministèren ofstëmmt, an dëst mat grousser Effikassitéit.

Dësen informelle Comité gëtt dann awer elo duerch e Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains ersat, esou wéi et virgesinn ass am Gesetz vun 2009, an domadder wär deen informelle Comité eigentlech institutionaliséiert. Sief och nach bemierkt, datt dat Reglement vum Gesetz 2009 vum Statsrot erëmkomm ass a prett ass, fir direkt an Applikatioun ze kommen. Et sinn haaptsächlech de Justizministère, de MEGA, den Intérieur an den Ausseministère, déi sech am Comité de suivi wäerte concertéieren.

D'Direktiv schreift och fir, datt all Memberstat e Rapporteur national nomméiere muss, fir de Suivi vun den Aktiounen ze garantéieren. D'Commission juridique, no kuerzer Diskussioun, huet dësen Optrag der Commission consultative des droits de l'Homme ginn. D'Commission juridique ënnersträicht allerdéngs och, datt d'Commission consultative iwwert déi noutwendeg Moyene muss kënne verfügen, oder misst kënne verfügen, fir dëser wichteger a schwiereger Missioun gerecht ze ginn.

Wat sinn dann elo déi wichteg nei Elementer an dësem Projet de loi? Et sinn der haaptsächlech zwee.

Éischtens: Virun allem gëtt d'Definitioun vun dem Begréff „victime de la traite des êtres humains" méi breet an och méi prezis gestalt. Den Artikel 382-41 vum Code pénal kritt zwou Notioune bäi: éischtens d'Mendicité forcée an zweetens den Trafic d'enfants.

D'Mendicité forcée gëtt gläichgestallt mat der Notioun vun „travaux" oder „services forcés", esou wéi se definéiert ass an der Convention vun der OIT vun 1930. D'Mendicité forcée ass en Acte de traite, soubal déi Persoun, déi heescht, dofir rekrutéiert, transportéiert oder empfaange ginn ass.

Dat ass eng wichteg Neierung, wëssend, datt mir och hei zu Lëtzebuerg mam Phenomeen vun der Mendicité konfrontéiert gi sinn an et oft schwiereg ass, adequat ze reagéieren.

Iwwregens, de Moien an onser Commission juridique huet de Procureur Frising dat och nach eng Kéier ënnerstrach. En huet gesot, datt eigentlech d'Mendicité forcée sech schwéier mat penale Mesurë bekämpfe léisst oder et schwéier ass, mat penale Mesuren eppes ze erreechen, an datt et éischter e soziale Problem ass.

An der Kommissioun ass eng interessant Diskussioun opkomm iwwert d'Mendicité en général an déi kloer Trennung, déi ze maachen ass tëscht Mendicité simple ou de besoin an der Mendicité forcée. Mir sinn zur Konklusioun komm, datt et am Kontext vun dësem Projet de loi, dee sech mat der Traite beschäftegt, mam Mënschenhandel beschäftegt, net ubruecht wär, eng Vermëschung vun dësen zwou Forme vu Mendicitéit ze maachen.

D'Kommissioun huet iwwer en Amendement de Begréff vum Kannerhandel wëllen an dëst Gesetz mat erabréngen, well mer zu Lëtzebuerg leider zwee bekannt Fäll vu Kannerhandel hunn. Op Suggestioun vum Statsrot gëtt den Artikel 382-1 komplettéiert mam Begréff vun „vente d'enfants".

D'Kommissioun huet sech och verséchert, datt de Prélèvement d'organes genuch reglementéiert ass, fir net mussen am Kader vun der Traite berücksichtegt ze ginn.

Dann zweetens, wichtege Pool vun Erneierungen: d'Victime kritt méi Rechter. Et gëtt kloergestallt, datt d'Assistance e Recht ass, dat net gekoppelt ass un d'Kollaboratioun vun der Victime. Eleng d'Méiglechkeet, fir gegebenenfalls en Titre de séjour ze kréien, ass un d'Kooperatioun gekoppelt, mä d'Assistance net.

D'Victime vun der Traite ass dispenséiert, fir mussen eng Plainte écrite ze maachen. D'Kommissioun ass allerdéngs der Meenung, datt et wichteg ass, datt och d'Victimë vun der Traite sollen eng Plainte écrite maachen, a freet, datt all implizéierten Acteur dofir sensibiliséiert gëtt.

D'Victimë si laut Artikel 8 vun der Direktiv fräi vu Poursuitë wéinst illegalen Akten, déi si am Kader vun hirer Condition en victime, als Victime gemaach hätten. Dozou ass ze soen, datt dës Absence de poursuites schonns säit Joren hei am Land applizéiert ginn ass a vum Comité interministériel suivéiert ginn ass. Déi présuméiert Victimen aus Drëttlänner kréien d'Méiglechkeet vun engem Délai de réflexion vun 90 Deeg an en Titre de séjour, ënnert der Bedingung, datt se kollaboréieren.

Ech wëll och do nach eng Kéier preziséieren an, entschëllegt mech, Här President, wann ech e bëssen..., well et ass awer e ganz komplext Thema: Och de Moien hu mer am Kader vum Rapport GRETA nach eng Kéier ënnerstrach, datt mir als Lëtzebuerg eigentlech ganz generéis si mat deenen 90 Deeg de réflexion, well déi sinn esou net virgesinn an der Direktiv an et gëtt keen anert EU-Land, wat esou generéis ass mam Délai de réflexion.

Ech sinn allerdéngs perséinlech der Meenung, datt deen Délai de réflexion net vu Muttwëll ass, wëssend, datt mer awer nach ëmmer - trotzdeem - eng Plaque tournante vun der Prostitutioun, och vu Mënschen aus Drëttlänner, hei zu Lëtzebuerg sinn. Dëst - eben deen Titre de séjour -, fir de Risiko ze ëmgoen, datt d'Victimes vun Drëttlänner eben expulséiert ginn, och.

Den Artikel 17 vun der Direktiv proposéiert, datt all Victime, egal ob aus engem Memberland vum Conseil de l'Europe oder net, déiselwecht Rechter op Indemnitéiten huet.

Hei zu Lëtzebuerg brauch d'Victime hir Incapacité de travail oder de Préjudice subi net ze beweisen, well et logesch schéngt, datt eng Persoun victime vun der Traite en Dommage physique et/ou psychique erlidden huet.

Déi Victimen, déi am Ausland net kënnen indemniséiert ginn, ginn zu Lëtzebuerg entschiedegt, wa se beweise kënnen, datt si hire festen a regelméissege Wunnsëtz hei zu Lëtzebuerg hunn.

Mir sinn och hei zu Lëtzebuerg all Joers konfrontéiert mat mannerjährege Victimen, dat ass och en neien Aspekt. Dëse Projet de loi geet dofir och méi spezifesch op d'Rechter vu Mannerjähregen an. Et ginn dräi Fäll genannt, wou eng mannerjähreg Persoun e Recht op en Tuteur huet: éischtens, wann et keng erwuesse Persoun gëtt, déi fir déi mannerjähreg verantwortlech ass; zweetens, wann et laut Gesetz e Conflit d'intérêts gëtt tëscht der Persoun mat der Autorité parentale an där mannerjähreger an net an hirem Intérêt supérieur kann agéiert ginn, an drëttens, wann et laut Gesetz vun der Natioun vun der Victime e Conflit d'intérêts gëtt tëscht der Persoun mat der Autorité parentale an der Victime an net an hirem Intérêt supérieur kann agéiert ginn.

D'Victime gëtt esou laang vun hirem Tuteur vertrueden, wéi déi Situatioun aktuell ass oder bis se vun enger Autoritéit vun hirem herkömmleche Land en charge geholl gëtt. Datselwecht gëllt och, wann et Onkloerheete gëtt iwwert den Alter vun der Victime, mä ugeholl ka ginn, datt se mannerjähreg ass.

D'Commission consultative des droits de l'Homme begréisst dëse Projet de loi, mä méi speziell och, datt d'Mendicité forcée als Traite definéiert gëtt. Si wënscht sech, datt dat Gesetz sech soll kloer positionéiere par rapport zum Délai de prescription vun Akten, déi op Mineurs begaange ginn, a freet sech, ob den Tuteur un den Tribunal de la jeunesse oder un den Tribunal des tutelles ugegliddert gëtt.

Si hätt sech och en Droit de séjour ouni Obligation de coopérer kënne virstellen. Iwwregens, dat ass och eng Recommandatioun vum GRETA-Rapport. Si wënscht sech - elo d'Commission consultative -, datt d'Proposition de directive fir Produits vu Crimes anzefréieren, méi séier virugedriwwe gëtt. Schlussendlech freet d'Commission consultative des droits de l'Homme e Posten a finanziell Méiglechkeeten, fir kënnen eng adequat Assistance des victimes ze garantéieren.

Fir den Avis vum Statsrot an de Commentaire des articles verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Merci, Här President, fir d'Méiglechkeet gehat ze hunn, méi laang ze schwätzen. Et wär net anescht méiglech gewiescht, fir e komplette Rapport ze maachen. An ech ginn an engems dann awer och den Accord vun der gréngen Fraktioun zu dësem wichtege Projet.

Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Rapportrice. Dann huet als Éischten d'Wuert den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Mënschenhandel ass ee vun deenen onappetitlechsten a ruckelzegste Phenomeener, mat deene mir an eise Gesellschafte konfrontéiert sinn. Ëmmer méi Mënschen, ganz besonnesch Fraen, awer och ëmmer méi Kanner, ginn Affer vu Mënschenhändler, deenen all Mëttel recht sinn, fir hir lukrativ Aktivitéiten op deenen hirem Réck kënnen ze développéieren.

An net méi spéit wéi haut ass de Rapport vun der UNO-Beoptragter iwwert de Kannerhandel erauskomm. A wann een déi Zuelen do kuckt - ech hu se just kuerz kënnen iwwerkucken -, si se beängschtegend, well anscheinend déi Zuelen extrem eropginn. Do ginn och haaptsächlech zwou Ursaachen uginn. Dat eent ass, an dat muss engem am meeschten ze denke ginn, déi sozial Hemmschwell, besonnesch fir Sex mat Kanner, ass ganz staark erofgaangen. Doniewent spillt awer och den Internet eng ëmmer méi grouss Roll. A wéi gesot, dat mécht engem eigentlech net allze vill Hoffnungen, wann een déi Zuelen do gesäit.

De Mënschenhandel ass souwéisou ee vun deenen aggressiivsten Ugréff op d'Dignitéit vun engem Mënsch a senge Grondrechter. An dofir ass et och wichteg, datt mer haut dat Gesetz do stëmmen. Ufänke wéilt ech mat engem Merci un eis Présidente-rapportrice, déi e ganz exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport gemaach huet. Si huet dat als Netjuristin gemaach, an ech muss soen: Chapeau! Madame Présidente-rapportrice, Dir hutt dat ganz gutt gemaach.

Ech brauch dofir och net an den Detail vun deenen eenzelnen Dispositiounen ze goen. Just e puer méi grondsätzlech Iwwerleeungen an och vläicht e puer kleng Kritiken. Ech hat dat och schonn an der Kommissioun gesot: Ech bedaueren e bëssen - dat ass dann e Virworf un déi viregt an och e bëssen un déi heiteg Regierung -, datt trotzdeem relativ laang mat der Transpositioun vun där Direktiv gewaart ginn ass. D'Explikatioun, déi ech kritt hunn, ass eng logesch: de Manktum u Leit. Trotzdeem, an ech mengen, mir sinn eis och do eens, esou ee Gesetz, wat wierklech hei de Kampf géint de Mënschenhandel als Objektiv huet, sollt trotzdeem eng gewësse Prioritéit, mengen ech, och an engem Ministère de la Justice kréien.

Ëm wat geet et elo fundamental an dëser Direktiv? Fir d'Éischt gëtt e sougenannten nationale Rapporteur iwwert de Phenomeen vum Mënschenhandel instauréiert, an do ass no längeren Diskussiounen, och an der Commission juridique, décidéiert ginn, datt déi Missioun sollt vun der Commission consultative des droits de l'Homme iwwerholl ginn. Meng Fraktioun an ech selwer sinn och iwwerzeegt, datt dës Missioun optimal bei där Kommissioun domiciliéiert wäert sinn. An ech sinn och iwwerzeegt, esou, wéi ech déi Leit kennen, datt si déi Missioun mat ganz vill Engagement a Fangerspëtzegefill wäerten ausféieren.

Ech kommen allerdéngs net derlaanscht, Dir Dammen an Dir Hären, op eng Remarque anzegoen, déi de Statsrot a sengem Avis virbruecht huet, wat d'Attitüd vun der Madame Médiateure an dësem dach äusserst kriddelechen a sensibelen Dossier ugeet. De Statsrot ënnersträicht nämlech zu Recht, datt et net ka sinn, datt eng ëffentlech Institutioun Fuerderungen un de Législateur stellt a gläichzäiteg seet, wann dës Fuerderungen net géifen erfëllt ginn, si net méi interesséiert wär, fir dës Missioun auszefëllen. Dëst ëmsou méi, wann ee weess, datt eng vun den Exigenze vun der Madame Médiateure war, en Ableck a penal Dossieren ze kréien, wat jo absolut net méiglech ass, an ech mengen, de Parquet huet dat jo nach eng Kéier kloer ënnerstrach. Ech deelen dofir och d'Iwwerraschung vum Statsrot par rapport zu där Attitüd vun der Madame Médiateure.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat selwer 2009 de Pleséier, Rapporteur iwwert d'Gesetz vum Afferschutz ze sinn. An dofir muss ech soen, datt dëse Projet nach eng Kéier de Schutz vun den Affer vum Mënschenhandel verstäerkt, andeems verschidden Dispositiounen an eise Code d'instruction criminelle ageschriwwe ginn, fir d'Éischt wat d'Plainte ubetrëfft, déi vun allergréisster Wichtegkeet sinn, well ebe justement, wéi d'Madame Rapportrice dat och schonn ënnerstrach huet, keng schréftlech Plainte méi muss gemaach ginn an d'Affer och net poursuivéiert gëtt, wann et direkt oder indirekt un enger Strofdot bedeelegt war.

Mä déi wichtegst nei Dispositioun ass awer, datt déi zukünfteg Affer, déi aus Drëttlänner kommen, an Zukunft automatesch an de Ge-

noss vun enger Openthaltsgenehmegung kommen, ënnert där Konditioun natierlech, datt se aktiv matschaffen un de Poursuiten.

Dëse Projet, Här President, ass also e wichtege Mosaiksteen an der Bekämpfung vum internationale Mënschenhandel. An dofir wäerte mir och dëse Projet mat Iwwerzeegung stëmmen.

Ganz zum Schluss, erlaabt mer awer nach op ee Punkt ganz kuerz zréckzekommen, deen och scho vun der Madame Loschetter ugeschwat ginn ass, nämlech dee vun der Mendicitéit. Fir meng Fraktioun a fir mech selwer ass d'Thematik vun der Mendicitéit eng ganz wichteg, ganz besonnesch an der Relatioun mat Kanner, déi gebraucht oder mëssbraucht ginn, ganz oft am Kontext vun der organiséierter Kriminalitéit. Mir deelen natierlech och do d'Meenung, déi och scho vun der Madame Loschetter virdrun hei virgedroe ginn ass, datt een net eleng mat repressive Methoden hei ka virgoen, mä datt een och do e Gesamtkonzept vu sozialem Encadrement bräicht.

Nach géife mir awer d'Regierung, Här Justizminister, bieden, de Sujet vun der Mendicitéit an enger vun deenen nächste Sitzunge vun der Commission juridique ze diskutéieren an och vläicht e bësselchen ze kucken, wat fir eng Pisten eis Nopeschlänner do ageschloen hunn, well do fënnt een notamment am franséischen Text awer déi eng oder aner interessant Pist.

Dat gesot, géif ech hei nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun brengen an Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Mosar. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Rapportrice fir d'Éischt e ganz grousse Merci ausdrécke fir hiren ausféierleche Rapport, an deem se op déi wichteg Punkte vun dësem Projet agaangen ass. Meng Virriedner hunn am Fong och schonn e groussen Deel skizzéiert, esou dass ech mech kann e bësse méi kuerz faassen.

De Projet de loi, iwwert dee mer de Mëtteg hei schwätzen, behandelt de Mënschenhandel; eigentlech en Thema, un dat mir net esou oft denken, well et fir eis selbstverständlech ass, dass d'Mënscherechter geschützt ginn. Mir mussen awer leider erëm feststellen, dass et och an eisem Land Situatioune ginn, wou Mënsche kaaft a verkaaft ginn, wou si géint hire Wëlle fir sexuell Zwecker ausgebeut ginn a wou si fir en Apel an e Stéck Brout versklaavt ginn.

D'Zuel vun den opgedeckte Fäll huet iwwregens zougeholl, wat beängschtegend ass. Dës Situatioun ass wierklech net ze erdroen. An dofir ass et wichteg, dass mir weider opmierksam sinn, dass déi fundamentaalst Rechter, déi d'Mënschen hunn, net mat Féiss getrëppelt ginn.

Dëse Gesetzestext ass e wierkleche Schrëtt an déi richteg Richtung, fir sécherzestellen, dass all eis Matmënschen an hire Rechter an an hirer Dignitéit respektéiert ginn. D'Asetze vun engem nationale Rapporteur garantéiert, dass d'Fäll vu Mënschenhandel direkt erkannt ginn. D'Commission consultative des droits de l'Homme ass do a mengen Aen dat richtegt Gremium, fir ze handelen.

D'Verstäerkung vun de Rechter vun den Affer stellt sécher, dass dëse Persounen esou schnell wéi méiglech gehollef gëtt. Besonnesch wichteg ass et och, dass déi Mannerjähreg zousätzlech a Schutz geholl ginn, well si ëmsou méi verletzlech sinn. Duerch d'Erweiderung vun de Praktiken, déi als Mënschenhandel gezielt ginn, gi mer eis Mëttel, fir den Täter et net ze erlaben, juristesch Grozonen ze notzen.

Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass eist Zesummeliewen op géigesäitegem Respekt baséiert an dass deem enge seng Rechter do ophalen, wou deem anere seng ufänken. Liicht verletzlech Mënsche brauchen also eise verstäerkte Schutz. Dëse Gesetzestext stellt sécher, dass all Mënsch säi Liewen esou gestalte kann, wéi hien oder hatt dat wëllt, ouni dass de fräie Wëllen erstéckt gëtt.

Här President, ech bréngen heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Arendt. Den nächste Riedner ass de Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech och direkt dem Merci fir d'Madame Loschetter uschléisse fir hire gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, an deem se wierklech all Facettë vum Mënschenhandel, och mat Zuelematerial, dat iwwregens erschreckend ass, beliicht huet, an och d'Avisen, déi mer zu deem Projet kritt hunn, a virun allem och d'Aarbechten, déi flott Aarbechten, déi mer an der Kommissioun zu deem schrecklechen Thema haten, exzellent résuméiert huet.

De Mënschenhandel ass en Deel vun der organiséierter Kriminalitéit, wat jo eng Kriminalitéit ass, déi keng Grenze kennt. Dofir ass et och wichteg, dass d'EU sech deem Dossier ugeholl huet, well eleng als Lëtzebuerg kéinte mer hei net vill maachen. D'LSAP begréisst dëse Projet de loi a mir wäerten deem och zoustëmmen.

De Mënschenhandel ass deen infektsten, deen dégoûtantsten - an ech muss oppassen op meng Wierder hei an deem héijen Haus -, et ass wierklech dee schlëmmsten Handel, well d'Wuer, d'Wuer ass hei de Mënsch. Aner illegal Händel, Drogenhandel, Waffenhandel, do muss eppes produzéiert ginn. Hei gëtt mat Mënsche gehandelt, déi einfach geholl ginn aus hiren Dierfer, aus hire Familljen erausgerass ginn, aus hire Stied, aus hire Länner. Et ginn do keng Produktiounskäschten, wat de Mënsch ubelaangt. An dofir gëtt och esou vill Geld mat deem infekten Handel verdéngt. Dofir ass et gutt, dass mer haut hei dee Projet de loi hunn.

De Mënschenhandel ass eng vun deene schlëmmste Verletzunge vun de Mënscherechter an och vun der Dignité humaine. An de Mënschenhandel concernéiert eng ganz Rei vu Verstéiss, e verstéisst géint eng ganz Rei vun onantastbare Rechter, déi och an der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter niddergeschriwwe sinn. An dat ass de Respekt vun der Integrité physique. Affer vu Mënschenhandel leiden, sinn Affer vu Gewalt. Aner Rechter sinn d'Interdiction de la torture, d'Interdiction de l'esclavage an och de Verbuet vum Travail forcé.

A grad dëst Gesetz ass wichteg, well et eben iwwert de Mënschenhandel geet a virun allem den Affer hir Rechter stäerkt.

D'LSAP-Fraktioun begréisst och, dass mer méi wäit gaange si wéi d'Direktiv an dass mer d'Kanner duerch Amendementer, déi mer an der Kommissioun gemaach hunn, mat erageholl hunn, esou dass den Trafic d'enfants elo Bestanddeel vun dësem Projet de loi ass. An dat war och interessant, dass mer am Avis vun der Mënscherechtskommissioun, wat iwwregens en exzellenten Avis war, gesinn hunn, dass et am Joer 2011 zu Lëtzebuerg effektiv aacht Affer gouf vu Mënschenhandel, dorënner siwe Fraen an och ee Kand. Dofir fannen ech et gutt, dass mer déi Amendementer gemaach hunn. Och wa mer en Hin an Hier mam Statsrot haten, dass mer et op enger anerer Plaz ageschriwwen hunn, wéi mer urspréinglech virgesinn haten, mä d'Kanner sinn elo dran.

Am Kampf géint de Mënschenhandel, Dir Dammen an Dir Hären, musse mir als Législateur, mussen d'Leit um Terrain - an dat sinn d'Geriichter, d'Police, d'Douane, d'ITM, d'Sozialaarbechter vun den ONGen -, all déi Leit, déi domat ze dinn hunn, musse méi intelligent sinn, méi ingénieux sinn an och méi tenace si wéi déi Kriminell, wéi déi Täter, wéi d'Mënschenhändler tout court.

Dofir ass dee Volet vun der Formatioun, vun der Informatioun esou wichteg. An dofir huet et mech gefreet, de Moien an der Commission juridique ze héiere vun de Vertrieder vum Ministère de l'Égalité des chances an och vun de Vertrieder vum Justizministère, dass amgaangen ass dorunner geschafft ze ginn, dass zwou Campagnë gemaach ginn: eng Campagne, déi sech riicht un d'Victimen, déi ganz wichteg ass, an awer och eng Campagne, déi sech riicht un all d'Acteuren um Terrain an och un de grand Public. Well, wat d'Zwangsaarbecht ubelaangt, den Travail forcé, do soen d'Statistiken, dass 80% vum Travail forcé innerhalb vu Ménagë sinn, an Haiser, wou Leit Personal beschäftegen illegal, an déi och Affer si vu Mënschenhandel.

Här Minister, erlaabt mer, Iech och Merci ze soen, dass mer endlech e Règlement grand-ducal kréien op Basis vum Gesetz vum 8. Mee 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes vun der Traite. Et ass e Gesetz, wat mer 2009 gestëmmt hunn. Mir hu laang gewaart op de Règlement grand-ducal, deen de Comité interministériel regelt. Ech gesinn, dass déi Initiativ vum Här Bodry am Ufank vun dëser neier Legislaturperiod Friichten dréit, wou e gesot huet: „Mir mussen oppassen, mir hunn eng Rëtsch Gesetzer, fir déi mer d'Règlements grand-ducaux net hunn."

Hei, Här Minister, soen ech Iech Merci, dass mer dat elo hunn. An ech sinn och frou, dass an deem neie Comité interministériel och de Ministère du Travail duerch d'ITM dran ass, well et och hei ëm Travail forcé geet.

Lëtzebuerg krut, wat de Mënschenhandel ugeet, och eng gutt Zensur vum GRETA. Dat ass de Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains vum Conseil de l'Europe. Dat ass en objektive Rapport a mir kruten deen de Moien en long et en large an der Commission juridique erkläert. Et ass en objektive Rapport.

Et ass e Rapport, bei deem Lëtzebuerg beim Ausschaffe vum Mechanismus vum Rapport matgemaach huet. Et ass e Rapport nom Modell vun der Évaluation par les pairs an et ass also e multilaterale Rapport an et ass net den unilaterale Rapport wéi deen amerikaneschen TIP-Rapport, „Trafficking-in-Persons"-Rapport, wat en unilaterale Rapport ass, an deem Lëtzebuerg anscheinend virgeworf kritt, mir hätten net genuch gemaach dëst Joer an dem Kampf géint de Mënschenhandel. Op jidde Fall, wann deen amerikanesche Rapport erauskënnt, dat wäert eis, an ech mengen eis alleguer hei am Haus, ganz kal loossen, well mir wëssen, wat am GRETA-Rapport steet.

Eng lescht Interventioun: Am GRETA-Rapport ass eng Recommandatioun, dass mer sollen an eise Code pénal e festen Tatbestand aschreiwen, wann een engem e Pass ewechhëlt oder all d'Documents, also d'Carte d'identité, e Pass oder all Dokumenter ewechhëlt, well dat geschitt deenen Affer vu Mënschenhandel jo. Dat Éischt, wat gemaach gëtt: Si kréien hir Pabeiere geholl, hir Identitéit geholl. An dofir misste mer an eise Code pénal e spezifeschen Tatbestand aschreiwen. Wéi ass der Regierung hir Positioun dozou?

Dat gesot an dat gefrot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn nach eng Kéier den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem enorm wichtege Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel, dee wann ech gelift d'Auer genee am Bléck soll halen. Villmools Merci.

(Interruptions)

Här Angel, dat ass d'Prärogativ vun der Conférence des Présidents.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Wou ech leider net dra sinn.

M. le Président.- Voilà, wou Der leider net derbäi sidd.

(Interruption et hilarité)

Dann huet d'Wuert den honorabelen Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleegen, dat hei ass effektiv e ganz wichtegen Text an ech wollt der Rapportrice, der Madame Loschetter, mä och menge Virriedner Merci soe fir hire groussen Asaz. Et mierkt een, datt an där Kommissioun och mat Emotioun a mat ganz vill Courage un där Saach hei geschafft ginn ass.

De Laurent Mosar huet ganz besonnesch recht, wann en op déi ruckelzeg Praktiken ageet, déi et gëtt, fir Kanner, mä awer och eeler Leit, zur Mendicitéit ze zwéngen, eppes, wat heimat vläicht net komplett an de Grëff kënnt, mä awer kann an de Grëff geholl ginn.

Ech hunn ee klenge Bémol, an dat ass: Wa mer schwätze vu Saache wéi Kannerhandel oder och wéi Organhandel, fannen ech, datt déi strofrechtlech Mesuren, déi mer hei virgesinn an déi bis nëmme fënnef Joer Prisong ginn, vläicht éischter op der schwaacher Säit sinn. Mir hu jo d'Tendenz, alles ëmmer méi ze penaliséieren, mä grad dat heite wier vläicht eppes gewiescht, wou ech perséinlech éischter eng Peine criminelle gesinn hätt.

Ech hunn eng eenzeg Suerg, een eenzege Bauchwéi, an dat hu mer och an der Kommissioun diskutéiert, do geet et ëm d'Territorialitéit vun de Gesetzer. Normalerweis soll e Gesetz sech op Individuen applizéieren, déi an deem Land sinn, wat dat Gesetz hélt. A mir hunn hei an dësem Gesetzestext een Artikel, an deem virgesinn ass, datt och Faiten, wa se am Ausland stattfannen, kënnen hei zu Lëtzebuerg indemniséiert ginn, pour autant datt d'Victime do net kann indemniséiert ginn.

Ech hat virgeschloen ze soen: «…si cette victime justifie d'une résidence régulière et habituelle au Grand-Duché au moment des faits.» Dat gouf leider net zréckbehalen, esou datt mer elo kënnen eis Situatioune virstellen, wou zum Beispill eng Kubanerin, där hiert Land net indemniséiert, an Nicaragua zwangsprostituéiert gëtt an dann iergendwann eng Kéier op Lëtzebuerg plënnert an dann hei eng Indemnisatioun freet. An dat ass eppes, wat ech net satisfaisant fannen.

Fir awer elo net musse géint deen Text hei ze stëmmen, géif ech, Här President, e Vote séparé op dem Artikel 5 proposéieren, dee menge Leit et géif erlaben, eisen Désaccord op deem dote Punkt auszedrécken an awer trotzdeem deem ganz exzellente Gesetzestext hei zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och nach dem Här Reding.

De Marc Angel huet seng Emphase domat explizéiert, dass en haut Gebuertsdag huet.

Plusieurs voix.- Ahhh!

M. le Président.- Voilà, da géife mer him fir eng Kéier verzeien an him alles Guddes wënschen an dann direkt d'Wuert weiderginn un den Här Justizminister.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. D'Regierung schléisst sech dann och de Gléckwënsch fir den Här Angel un, deen trotzdeem esou jonk wéi nëmmen eppes ass.

Ech wëll fir d'Éischt der Madame Rapportrice Merci soe fir dee mëndlechen an och schréftleche Rapport, deen och erëmgëtt, wat an der Kommissioun fir Diskussioune waren, nämlech dass do tatsächlech zesummegeschafft ginn ass an och un engem Strang gezu ginn ass.

De Vertrieder vum ADR huet op engem Artikel e Problem. En huet och d'Léisung proposéiert, wéi een aus deem Dilemma erauskënnt, esou dass ech dovun ausginn, dass mer geschwënn en eestëmmege Vote wäerte kënnen huelen op engem Text, dee wierklech eng Matière behandelt, déi vu ganz grousser Bedeitung ass.

Et geet ëm de Mënschenhandel, wat wierklech déi aggressiivst an och méprisabelst Form bal ass vu Kriminalitéit, déi awer leider net amgaangen ass zréckzegoen. Net nëmmen an Europa, och zu Lëtzebuerg muss ee feststellen, dass d'Zuelen an enger negativer Entwécklung sinn. Grond genuch also, fir dogéint virzegoen. Grond genuch, fir déi Schwächte vun eiser aktueller Législatioun wëllen ze bekämpfen an derfir ze suergen, dass mer hei zu Lëtzebuerg vläicht probéieren, besser virzegoe wéi dat an anere Länner de Fall ass.

Ech wëll…

(Interruption)

De Mikro ass un.

(Interruption)

Jo, da muss vläicht do uewen e bësse méi agestallt ginn, da geet dat och méi haart. Ech mengen, dat ass elo de Fall.

Ech wëll net op den Detail vun den eenzele Mesuren agoen, dat huet d'Madame Loschetter gemaach, an och eenzelner vun den Intervenanten, déi wierklech an all Detail erkläert hunn, wéi eng nei Rechter, notamment fir d'Victimen, hei derbäikommen.

Ech wëll just zwou Remarquë maachen: eng éischt iwwert de Règlement grand-ducal. Den Här Angel huet dat erwähnt. Deen ass schonn eigentlech zënter 2009 fälleg. Deen ass fäerdeg, deen ass och aviséiert, deen ass och schonn an der Procédure vun der Signature. An dee kéint nach eventuell souguer dës Woch publizéiert ginn, spéitstens déi nächst Woch. Dat ass sécher eng gutt Saach, well mer domadder och d'Aarbecht vum Comité interministériel elo op eng geséchert Basis stellen.

Deen huet wuel scho Retard. Et ass net, wéi wann dee Comité zënter 2009 net existéiert hätt. Deen huet getaagt, awer op eng dann eben net reglementéiert Aart a Weis, op eng - wéi soll ech dat elo soen? -, d'une façon plus décousue huet e seng Aarbecht verriicht. Elo gëtt dat méi kloer reglementéiert. Et kënnt derbäi den Travail mat der ITM, awer och d'Classe moyenne. An och, mengen ech, de Volet vum Tourismus spillt do selbstverständlech eng Roll. An dofir ass et och gutt, wann déi zwee Ministèren och kënne mat um Dësch sëtzen, wann dee Comité zesummekënnt.

E Wuert och zum Rapporteur national: Et ass schlussendlech no Diskussiounen zréckbehale ginn, dass dat d'Commission consultative des droits de l'Homme wier. Ech halen och déi Kommissioun fir gutt outilléiert, fir dat do ze maachen. Et sinn déi richteg Leit. Si hunn déi richteg Kompetenzen. Ob am Kader vun hiren Aarbechten zousätzlech Moyene mussen derbäikommen, dat musse mer da kucken. Op jidde Fall, wa Moyenen noutwendeg sinn, mengen ech, ass et d'Flicht vun der Regierung, fir ze probéieren, déi ze verbesseren, och wa mer am Moment a méi schwieregen Zäite sinn, fir Moyenen ze verstäerken. Mä hei ass mat Sécherheet en Aufgabegebitt, wou mer dat méi no wäerte kucken an eis och wäerte beméien, kuerzfristeg ze reagéieren.

Den Här Mosar huet bedauert, dass mer laang gebraucht hunn, fir dës Direktiv ëmzesetzen. Hie sot, et wär am Wesentlechen d'Versäumnis vun der viregter Regierung, e bëssen och vun dëser.

Bei allem Respekt, Här Mosar: Wou solle mir, an

deenen dräi Méint, wou mer do sinn, eng grouss Responsabilitéit drun droen, dass d'Direktiv net ëmgesat gouf? Ech mengen, dat war, souguer nuancéiert ausgedréckt, liicht iwwerdriwwen, wann Der eis dee Reproche do formuléiert hutt. Mä mir sollen zesumme frou driwwer sinn, dass mer deen Text och fäerdeg hunn. An et ass bestëmmt net eleng de Mérite vun der aktueller Regierung, well den Text ass jo scho méi laang ënnerwee. Mä ech mengen, mir kréien herno en eestëmmege Vote, an dat ass d'Haaptsaach.

Den Här Angel weist zu Recht drop hin, dass et hei ëm eppes geet, wat de Lëtzebuerger Territoire bei Wäitem dépasséiert. Hei schwätze mer vun organiséierter Kriminalitéit an Europa. A Lëtzebuerg ass een Element an där Ketten. Vläicht ass d'„Plaque tournante" dat falscht Wuert, mä Lëtzebuerg ass oft en Element an der Kette vun där doter Form vun organiséierter Kriminalitéit. An de GRETA gëtt Lëtzebuerg, mengen ech zu Recht, awer eng relativ positiv Bewäertung, well awer eng ganz Rei Saachen zu Lëtzebuerg geschitt sinn an och amgaange sinn ze geschéien.

Déi amerikanesch Initiativ vum „Trafficking in Persons", den TIP: Ech si bei enger Entrevue mam amerikanesche Botschafter informéiert ginn, dass d'USA wëlles hätten, Lëtzebuerg hei eng Stuf erofzesetzen. Ech deelen d'Aschätzung vum Här Angel. Ech mengen net, dass dat justifiéiert ass. Ech maachen och do der viregter Regierung kee Reproche. Déi Kritären an déi Bewäertungen, déi gemaach gi sinn, kënnen iwwerraschend sinn, kënnen och absolut diskutéiert a kritiséiert ginn. Mä ech drécken hei just gären d'Hoffnung aus, dass mer op enger nächster Bewäertung vun deeneselwechte Leit zu enger anerer Konklusioun wäerte kommen.

Mä jiddwereen ass dann hei schonn och informéiert, dass mer viraussiichtlech nach an dësem Mount déi doten nei Bewäertung wäerte kréien. Mä mir mengen net, dass et richteg ass, Lëtzebuerg do an e schlecht Liicht ze stellen.

De Rapport GRETA, deen de Moien an der Commission juridique presentéiert ginn ass, deen e multilateralen ass, wéi den Här Angel zu Recht bemierkt huet, stellt eis eng ganz aner Zensur aus. A mir mengen, dass déi méi richteg ass wéi déi, déi mer elo vun den Amerikaner am Joer 2013 ausgestallt kritt hunn.

Dat gesot, soen ech Iech nach eng Kéier Merci, wéi gesot, fir den eestëmmegen Appui zu deem Projet de loi. Et ass e ganz wichtegen Text. Mir wäerten an dëser Matière hei an deenen nächste Jore mat Sécherheet aktiv bleiwen. An et fänkt u mat enger Informatiounscampagne nach am Laf vum Joer 2014, fir ze sensibiliséieren, fir ze informéieren. D'Matière ass et derwäert. Do si vill Schutzbedierfteger, déi d'Attentioun an d'Protektioun vum Stat brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Justizminister.

Article 5

Ech hu verstanen, dass e Vote séparé iwwert den Artikel 5 gefrot ginn ass vum Här Reding. Beim Artikel 5 geet et drëm, dass och Victimen, déi hir Residenz net hei zu Lëtzebuerg hunn, kéinten indemniséiert ginn. A wann ech richteg verstanen hunn, sidd Dir wéinst Bedenken, dass dat kéint ausuferen, domat net d'accord. Ech géif dofir proposéieren…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Ech wollt just preziséieren, wann Der erlaabt, Här Chamberspresident.

M. le Président.- Madame Rapportrice, jo.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Als Rapportrice wollt ech preziséieren, datt, wann ech et richteg verstanen hunn, dem Här Reding a wahrscheinlech och senger Sensibilité politique hire Problem ass, datt eng Persoun, där Schued geschitt ass an engem Drëttland, déi selwer vun engem aneren Drëttland kënnt an duerno iergendwann op Lëtzebuerg kënnt an da scho wuel hire festen a reguläre Wunnsëtz hei huet - well esou steet et am Gesetz -, datt dann déi Persoun kéint kommen a soen: „Lauschtert emol, ech kommen zwar zum Beispill vun de Philippinnen, ech si virun zwee Joer Victime ginn a Kuba. Kuba huet kee Gesetz, fir mech ze indemniséieren. Ech wunnen zwar elo schonn zwee Joer hei regelméisseg zu Lëtzebuerg…

M. Roy Reding *(ADR).*- No de Faiten.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Duerno.

…an ech géif elo gäre vun Iech indemniséiert ginn." Dat ass méiglech duerch dat heite Gesetz, theoretesch, an der Praxis och. An dat ass dat, wat der Sensibilité politique net passt.

Also, et muss ee schonn e regulären a regelméissege Sëtz zu Lëtzebuerg hunn. Mä wann engem virdrun an engem Land eppes geschitt ass an et kënnt ee vun engem aneren, dann…

(Interruption)

Voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Dat gefält lech net esou an dofir ass dee Vote séparé. Mä déi Prezisioun ass wichteg, datt ee muss regulär hei wunnen.

Merci.

M. le Président.- Ech hu just eng praktesch Fro, vu dass mer jo de Mëtte schonn eng Kéier iwwert d'Reglement gestëmmt hunn.

Bis elo war et jo ëmmer esou, dass e Vote séparé, wann e gefrot ginn ass, vu fënnef Deputéierten huet missen ënnerstëtzt ginn. Mir hunn zwar wäitgehendst déi Rechter fir eenzel Deputéiert a Sensibilitéiten ausgedehnt, mä da géif ech froen, ob fënnef Deputéiert dee Vote séparé ënnerstëtzen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, mir ënnerstëtzen dee Vote, awer nëmmen aus techneschen an demokratesche Grënn. Mam Inhalt si mer net d'accord a mir wäerten och dee Projet, also deen Artikel, dee contestéiert ass vun der ADR-Sensibilitéit, awer stëmmen. Mä mir ënnerstëtzen de Vote séparé zu deem Artikel.

Dat sollt ofgeschaaft ginn an der Kommissioun, an der Reglementskommissioun, déi Noutwendegkeet, fir fënnef Leit mussen ze hunn. Mä mir hunn awer festgestallt, dass et leider an der Verfassung steet, esou dass et net aus dem Reglement konnt erausgeholl ginn.

An aus deenen Ursaachen, mengen ech, Raison de plus: All Kéiers, wann e Vote séparé gefrot gëtt vun engem, deen net genuch Stëmmen huet, wäerte mir dat ënnerstëtzen aus demokratesche Grënn.

(Interruptions)

M. le Président.- Jo. Ech gi jo net dovun aus, dass dat eng Virukënnegung vun engem Groupe technique ass. Esou hunn ech dat jo…

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat hutt Der ganz richteg verstanen, jo.

M. le Président.- Merci. Da géife mer zum Vote séparé iwwert den Artikel 5 iwwergoen.

Vote séparé sur l'article 5 du projet de loi 6562

De Vote geet un. Also déi, déi mam Artikel 5 d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net mam Artikel 5 d'accord sinn, stëmme mat Neen.

D'Votes par procuration sinn och geschitt. Enn vum Vote.

Fir den Artikel 5 si 57 Votanten. Neen: 3, Abstentiounen: 0, esou dass den Artikel 5 ugeholl ass.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Da géife mer iwwergoen zum Vote iwwert den Ensembel vum Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6562 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. Enn vun der Ofstëmmung.

59-mol Jo, 0 Abstentiounen a keemol Neen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6562 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Villmools Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6563A, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Attachés de justice. Riedezäit nom Basismodell. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Roth, d'Madame Beissel, den Här Bodry.

An déi honorabel Deputéiert, d'Rapportrice, d'Madame Viviane Loschetter, huet d'Wuert.

10. 6563A - Projet de loi portant modification 1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice; 2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, just eng kleng Remarque introductive: Dës Regierung ass ugetruede mat deem ambitiéisen Zil, eise Justizapparat ze moderniséieren.

(Interruption)

D'Justiz och, richteg.

M. le Président.- Loosst lech net oflenken, Madame Rapportrice!

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Ech ginn dem Här Kartheiser awer recht. Mä bon, nach eng Kéier: De Justizapparat ze moderniséieren. D'Justiz an d'Aart a Weis, wéi se fonctionnéiert, soll un d'Ufuerderunge vun der heiteger Zäit ugepasst ginn. Si soll méi séier kënne fonctionnéieren an awer den Usproch erfëllen, d'Prinzipie vum Rechtsstat ze respektéieren. Si soll dem Bierger méi kloer verständlech sinn an natierlech fir jiddwereen zougänglech sinn.

Dës héich Usprécher wäerte mer an deene kommende Méint a Joer mat konkrete Reformspropositiounen ugoen. An ech si frou, Iech haut kënnen en éischte klenge Schrëtt vun dësem Prozess duerzeleeën.

Mam Gesetzesprojet 6563A, deen haut zum Vote steet, schafe mer déi legal Basis fir d'Mutabilitéit vun de Magistraten tëscht de Juridictiounen. Si kënnen also an Zukunft vum Ordre administratif an den Ordre judiciaire wiesselen an ëmgedréint. Gläichzäiteg erlaabt d'Gesetz och en Engagement vun zwee neie Jugë fir den Tribunal administratif.

De Projet de loi 6563 gouf den 11. Abrëll 2013 vum deemolege Justizminister Biltgen déposéiert. Et goufen zwou Serië vu Regierungsamendementer: déi éischt am Juni an déi zweet am September 2013. De Conseil d'État huet a sengem Avis vum 2. Juli 2013 der Chamber proposéiert, de Gesetzesprojet an zwee Deeler opzedeelen, fir datt d'Astellung vun deenen zwee Juges fir den Tribunal administratif, déi do dréngend gebraucht ginn, esou séier wéi méiglech kann iwwert d'Bühn goen.

D'Commission juridique an hirer neier Besetzung huet dëser Urgence Rechnung gedroen, esou datt mer haut den éischten Deel vum urspréngleche Projet de loi scho kënne stëmmen.

Eng zweet Ursaach ass sécherlech och déi, ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, datt mer elo déi éischt Stagiairen hunn, déi elo erauskommen - drécken ech mech emol esou aus -, an déi solle scho kënne vun deene Méiglechkeete vun der Mutabilitéit profitéieren. Dofir ass d'Urgence och nach eng Kéier esou wichteg, fir datt mer dee Gesetzesprojet grad elo stëmmen, fir deene Stagiairen déi Méiglechkeet ze erlaben.

Erlaabt mer, dann nach e puer Wierder iwwert de Fong awer vum Gesetzesprojet ze verléieren: 1996 goufen d'Juridictions administratives geschafen an hir Organisatioun huet sech gréisstendeels un de Juridictions judiciaires inspiréiert, esou wéi se am Gesetz vun 1980 beschriwwe sinn.

E groussen Ënnerscheed war awer, datt d'Magistraten am Ordre administratif direkt genannt goufen, ouni duerch e Stage ze goen. Déi Leit hunn hire Beruff missen direkt am Alldag léieren, wat natierlech eng schwiereg Situatioun duergestallt huet.

Dëst gouf dunn awer mam Gesetz vum 7. Juni 2012 geännert, an zanterhier mussen d'Magistraten en obligatoresche Stage duerchlafen, egal ob se herno an den Ordre judiciaire oder an den Ordre administratif genannt ginn.

Elo, wou déi zwee Regimen uneneen ugeglach goufen, gëtt et dann och méiglech, d'Mutabilitéit tëscht deenen zwee Ordres anzeféieren. Dat wëlle mer mat dësem Gesetz erreechen. Dës Mutabilitéit ass wichteg fir d'Attraktivitéit vum Beruff: Si verhënnert nämlech, datt d'Attachéen direkt am Ufank vun hirer Carrière mussen e Choix treffe fir deen een oder deen aneren Ordre, net onbedéngt en fonction vun hire Preferenzen oder hirer berufflecher Erfahrung, mä eben en fonction vu Plazen, déi grad dee Moment op sinn, an datt se da souzesoen „liewenslänglech" kréien, ouni d'Méiglechkeet ze hunn, vun engem Ordre eriwwerzewiesselen, oder ouni Verloscht vun hirer Anciennetéit.

Den Artikel 1 vum Gesetzesprojet ännert d'Gesetz iwwert d'Justizattachéen of a féiert en neien Artikel 17 an.

De Paragraph (1) féiert d'Mutabilitéit an. D'Magistraten aus dem Ordre judiciaire oder dem Ministère public kënnen an Zukunft an den Ordre administratif eriwwerwiesselen an ëmgedréint. Am Ordre judiciaire kënne se natierlech och weiderhi vun engem Siège bei de Parquet wiesselen.

De Paragraph (2) vum neien Artikel 17 organiséiert dës Mutabilitéit an der Praxis. Mir brauchen nämlech e Rang commun vun de Magistraten an deenen zwou Juridictiounen. Well d'Nominatiounen an deenen zwee Ordren awer bis zum Gesetz vun 2012 därmoosse verschidde gehandhabt gi sinn, wäert de Rang commun, an domadder d'Mutabilitéit just fir déi Magistraten am neie Regime ab 2012 gëllen.

Am Ordre judiciaire ginn et Conseilleren a Jugen. Am Ordre administratif ginn et just Jugen. En éischte Schrëtt besteet also doranner, de Rang vum Conseiller am Ordre administratif anzeféieren.

Wann dëst Gesetz bis gestëmmt ass, gëllen an deenen zwou Juridictiounen identesch Regelen, fir de Rang vun de Magistrate festzeleeën. Dat, wat dann nach feelt, ass eng gemeinsam Ranglëscht fir sämtlech Magistraten aus deenen zwee Ordren. Fir dës gemeinsam Ranglëscht festzeleeën, brauche mer eng Prozedur, an déi déi zwee Ordrë mat agebonne ginn.

Wat mer hei am Gesetzesprojet proposéieren, inspiréiert sech un der Prozedur, fir d'Membere vun der Cour Constitutionnelle ze nennen. Hei kommen déi zwou Cours supérieures, déi eng vun der Justiz an déi administrativ, an enger Assemblée générale zesummen, fir d'Conseillere vun der Cour Constitutionnelle ze nennen. Esou eng Assemblée générale vun deenen zwou Coure géif dann déi gemeinsam Ranglëscht vun de Magistraten aus deenen zwee Ordrë festleeën. Domadder wären dann och an

der Praxis d'Weiche gestallt, fir d'Mutabilitéit vun de Magistraten ëmzesetzen.

Komme mer zum Artikel 2 vum Gesetzesprojet, dee féiert en neien Artikel 71-1 an d'Loi modifiée vum 7. November 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif an. De Grand-Duc kann, sur avis vun der Cour administrative, Conseiller-honorairë vun der Cour administrative nennen, souwéi och d'Presidenten, d'Premiers vice-présidents, d'Vice-présidents, d'Premiers juges an d'Juges.

An deene 17 Joer, an deenen et d'Juridiction administrative gëtt, also zënter 1996, huet sech de Contentieux administratif enorm entwéckelt. Aktuell schaffen eelef Jugë vollzäit um Tribunal administratif op den Dossieren an hu Krämpes, d'Dossiere fristgerecht ze evakuéieren.

D'Zuel vun den Affären, déi eragereecht ginn, ass permanent amgaangen ze klammen. Besonnesch am Beräich Asyl gouf et eng regelrecht Explosioun, während an anere Beräicher, wéi zum Beispill de Steieren, der Ëmwelt an dem Urbanissem d'Zuel vun den Affären zwar net esou dramatesch geklommen ass, déi dofir awer ëmmer méi komplex ginn. Den Artikel 3 vum Gesetzesprojet erlaabt et der Regierung, zwee nei Jugë fir den Tribunal administratif anzestellen, déi do eben dréngend gebraucht ginn.

Voilà, dat wär a kuerzen, méiglechst einfachen Zich mäi mëndleche Rapport, meng mëndlech Erklärung zu dësem Projet de loi, dee wierklech erwaart gëtt, dee wichteg ass a fir deen ech och dofir direkt d'Zoustëmmung vun der gréng-er Fraktioun ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Éischten agedroene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll fir d'Éischt der Madame Loschetter, der Rapportrice an och der Presidentin vun der Commission juridique, Merci soe fir hire schréftleche Bericht, awer och fir déi konkret Ausféierungen, déi se haut mëndlech hei virun der Chamber gemaach huet.

Dëst ass e klengen, mä et ass e wichtege Projet de loi. Et ass u sech d'Fortsetzung vun enger gréisserer Reorganisatioun vun eiser Justiz, déi mer mat engem Gesetz vum 7. Juni 2012, also ënnert der fréierer Regierung schonn, ugefaangen haten. De Gesetzesprojet vun haut, dee geet och nach op déi fréier Regierung, d'Justizministere Biltgen an d'Madame Modert, zréck.

Et ass och dofir net verwonnerlech, dass mir dëse Projet wäerte stëmmen, awer net nëmmen dowéinst. Firwat? Mä den éischte Punkt ass deen, d'Madame Loschetter huet dat ënnerstrach, dass an Zukunft de Magistrat vun dem Verwaltungsgeriicht ka wiesselen, souwuel bei de Parquet wéi och bei d'Zivilgeriichter. Dat ass sécherlech am Interessi vun de Magistraten, well déi eigentlech am Laf vun hirer Carrière hiren Interessegebidder kënnen nogoen an natierlech och domadder iwwer hir Carrière hir Experienz an deene verschiddenen Domäne vun der Geriichtsbarkeet kënne steigeren.

Dat Ganzt ass awer och am Interessi vum Bierger. Well duerch de Fait, dass e Magistrat vun dem Verwaltungsgeriicht bei d'Zivilgeriichter wiesselt, kënnt natierlech och déi Experienz, déi vun deem engen Ordre judiciaire an deen anere gedroe gëtt, och dem Bierger zegutt. An et gesäit een, dass a ville Fäll vun de Juridiction-administrativë ganz vill Répercussiounen herno och bei d'Zivilgeriichter kommen.

E klassescht Beispill ass zum Beispill dat vun enger Baugenehmegung. Eng Baugenehmegung, déi bei engem Verwaltungsgeriicht, aus welchen Ursaachen och ëmmer, annulléiert gëtt, déi kann herno och zu zivilrechtleche Konsequenze virun de Juridiction-judiciairë féieren. Dofir ass dat hei net nëmmen am Interessi vun de Magistraten, mä et huet och e konkrete Sënn fir d'Bierger. An d'CSV steet selbstverständlech zu der Mobilitéit vun de Magistraten.

En zweete Punkt ass deen, dass mat dem Gesetzesprojet grad wéi mat den Amendementer eigentlech zwee weider Riichterposten um Verwaltungsgeriicht geschafe ginn. D'Madame Loschetter huet zu Recht gesot, dass eigentlech zënter der Schafung vun der Juridiction administrative am Joer '96 d'Zuel vu den Affären insgesamt explosiv an d'Luucht gaangen ass. Dat huet natierlech dermat ze dinn, haaptsächlech doduerch, dass mer mat Ex-Jugoslawien ganz vill Asylfroen hunn, mä och mat Recht sinn eng ganz Rei vu Steieraffären derbäikomm a komplex Urbanismusaffären.

Ech mengen, dass et awer net nëmmen un der Natur vun den eenzelnen Affären hänkt, mä et hänkt virun allem och dermat zesummen, dass zënter der Schafung vun de Verwaltungsgeriichter d'Leit vill manner Hemmungen hunn, e Recours géint eng administrativ Décisioun ze maachen, wéi dat nach fréier war beim Comité du contentieux vun dem Stat, wou d'Leit dann hu missen awer en Avocat à la cour hunn an - ech soen do - e gewëssent Zréckhalen haten, fir eng Décisioun vun enger Verwaltung unzefechten.

Den Avantage vun dem Verwaltungsgeriicht ass deen, dass de Bierger eigentlech a ganz kuerzer Zäit en Uerteel iwwer eng administrativ Décisioun kritt. An et huet och en demokratesche Legitiméierungsprozess vun de Verwaltungsdécisioune mat sech bruecht. Firwat? Mä well ganz vill Verwaltungen, sief dat d'Gemengen, sief dat de Stat oder sief dat d'Verwaltungen, déi vun deenen Institutiounen ofhänken, natierlech hir Décisiounen am Laf vun der Zäit der Jurisprudenz, der Rechtsspriechung vun dem Verwaltungsgeriicht upassen. An dee Moment ass och d'Akzeptanz vun de Verwaltungsdécisioune bei den eenzelne Bierger vill méi grouss. Dofir steet d'CSV och zu der Schafung vun deenen zwee zousätzleche Riichterposten.

Mir hoffe just, Här Justizminister, dass déi zwee Riichterposten, déi jo elo geschafe ginn, dass déi awer net den ugekënnegte Spuermoossnamen, wéi de Finanzminister eis se d'lescht Woch hei op dëser Plaz virgedroen hat, zum Affer falen. Well d'CSV, mir stinn zu engem moderne Rechtsstat, an e moderne Rechtsstat, dee brauch och eng performant Justiz an dofir och déi néideg Effektiver, dat am Interessi vum Bierger.

Dofir ginn ech och ouni Zwang a mat fräiem Gewëssen d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, Här Justizminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och fir d'Éischt der Madame Rapporteur Viviane Loschetter villmools Merci soe fir hiren ausféierleche Bericht.

De Contentieux administratif, an dofir par ricochet d'ganz Juridiction-administrativë si jo eng vun de siwe Garanties constitutionnelles, déi eise Rechtsstat hei zu Lëtzebuerg an der Riicht halen, well se automatesch d'Rechter an d'Fräiheete vun eise Bierger schützen. Dofir ass et extrem wichteg, dass mer gutt fonctionnéieren, performant Verwaltungsgeriichter hunn, well déi effektiv de Garant sinn, dass dat alles fonctionnéiert, d'Verwaltungsgeriichter mat motivéierte Magistraten an der genügender Zuel gradesou wéi Attachéen a Greffieren.

De virleiende Projet de loi geet absolut an déi richteg Richtung, well en erlaabt et ebe just, eise Justizsystem nees eng Kéier ze stäerken an och nach méi flexibel ze maachen, haaptsächlech bei den Attachés de justice, wat jo u sech angehend Magistrate sinn.

Den Text wäert also den Attachés de justice et erlaben, eben zwëschen dem Ordre judiciaire an dem Ordre administratif während der Carrière ze wiesselen. Dat berühmtent Wuert vu Mutabilitéit, wat andauernd an dësem Projet erauskënnt, seet dat jo ganz kloer. Well, et ass jo deeselwechte Stage, deen d'Grondbedéngung ass, fir iwwerhaapt do an deem Secteur virunzekommen.

Bis dato war dat cloisonnéiert an et mécht Sënn, dass déi Leit eben, déi de Grondstage maachen, awer dee Moment kënnen hin- an hierwiesselen, an dee Secteur goen, wou se am meeschte kënnen zu der Evolutioun vun eise Geriichter an notamment vun eiser Jurisprudenz bäidroen, an notamment hire perséinlechen Aspiratioune Rechnung droen.

Wat den zweeten Aspekt vun dësem Projet ugeet, dat heescht d'Opstockung vun der Zuel vun de Magistrate vun 11 op 13, ass dat eng absolut Nécessitéit. Et ass virdru vu ville Bänken hei ugeklongen, wat fir eng Explosioun mer hu vu Recoursen, notamment virun de Verwaltungsgeriichter, well et ass e bëssen esou „in" fir eng Prozesswut ze hunn, wou de Motto ass: „Mir loossen eis näischt méi gefalen!" An et sinn extrem vill Leit, déi elo wierklech ëmmer Loscht hunn, fir Recoursen ze maachen.

Mir wëssen, dass ganz vill Dossiere sinn an dem ganze Secteur vun den Asylgesucher. Mä mir hunn och ganz vill Saachen, Steierrecoursen an och Ëmweltproblematiken, déi virun de Verwaltungsriichter landen.

An ech muss soen, ech kann nëmmen eise Magistrate vun eise Verwaltungsgeriichter félicitéieren, well se wierklech an engem Délai raisonnable, wat virun anere Geriichter net ëmmer méiglech ass, Uerteeler ginn, fir eben och eng gutt Justice ze garantéieren am Interesse vun eise Bierger.

Et ass eng riseg Inflatioun vu Recoursen, déi u sech eist Verwaltungsgeriicht markéieren, an dofir ass et gutt, dass dat do opgestockt gëtt.

Esou gesot, ech mengen, mir sinn eis eens, dass déi zwou Mesurë positiv sinn, an dofir wéilt ech och mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Beissel. Als nächsten huet d'Wuert den Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e puer Wuert och vusäite vun der sozialistescher Fraktioun zu deem heiten Text, wat, mengen ech, u sech elo den zweeten Deel ass vun enger Reform, déi an der leschter Legislaturperiod gemaach ginn ass, wat d'Attachés de justice ugeet, wat d'Formatioun vun den Attachés de justice ugeet, wat hire Statut ugeet.

D'Attachés de justice sinn, dat muss ee wëssen, awer e wichtegt Element an de Rouagë vum Fonctionnement vun eisem Justizwiesen. Et ass den ënneschte Grad eigentlech vun de Magistraten, mä si ginn awer oft gebraucht, och natierlech fir anzesprangen op där enger an anerer Plaz, wa sech ergëtt, dass Plazen op sinn an der Juridictioun.

Dofir ass et, mengen ech, wichteg, dass een déi néideg Flexibilitéit an dee ganze System erabréngt an u sech och hei e weidere Schratt mécht, fir de Cloisonnement zwëschen de Juridictioune vum Ordre judiciaire an de Juridictioune vum Ordre administratif e bëssen ze duerchbriechen a méi Perméabilitéit eigentlech an dee ganze System ze bréngen, duerch déi Méiglechkeet, wéi gesot, dass d'Attachés de justice kënne fräi mutéiere vun engem Ordre an deen aneren. Dat ass, mengen ech, am Intérêt fir e gudde Fonctionnement vun eiser Justiz, dass mer deen heite Schratt maachen.

Et muss een - a verschidde Virriedner hunn dat och schonn ugedeit - drop hiweisen, dass eigentlech déi Reform aus dem Joer 1996 sech als richteg erwisen huet, fir sengerzäit d'Optioun ze huelen, fir en extraen Ordre fir den administrativen Deel vun der Justiz hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Et war jo och d'Optioun um Dësch, fir eigentlech dat ze fusionéiere mat de bestehenden Ordres judiciaires.

Et huet sech erausgestallt, dass domadder virun allem konnt garantéiert ginn, wat net esou evident ass, dass u sech awer virun allem och déi Prozesser sech a relativ geuerdneten Délaien an, mengen ech, och akzeptabelen Délaien ofspillen, wat net ëmmer méiglech ass op de Juridictioune vum Ordre judiciaire, wou een awer, géif ech soen, vill manner strikt Délaien huet, wat d'Prozeduren ugeet, a wou deen heite Wee, mengen ech, déi Gesetzgebung aus den 90er Joren, sech als richteg gewisen huet an zur Zefriddenheet vun de Justiciables fonctionnéiert, awer sécherlech och vun deene Leit, déi professionell mat deenen dote Juridictiounen ze dinn hunn.

Am Ufank sinn natierlech déi éischt Riichter genannt ginn, ouni dass se e Stage gemaach hunn. Si si jo eigentlech vun aneren Ordres komm, respektiv haaptsächlech aus dem ëffentleche Verwaltungssecteur komm. Dat ännert elo. Och si wäerten an Zukunft mussen dann e Stage maachen, wat eigentlech och ganz richteg an och ganz gutt ass.

Et ass wouer, dass déi Verwaltungsjuridictioun Zousproch fonnt huet, dass méi Reklamatiounen agereecht ginn, dass do vläicht eng Rei vun Hemmschwellen duerchbrach si ginn, wou och de Justiciable haut éischter eng Verwaltungsdécisioun ufecht, well och déi Juridictioun gewisen huet, dass se indépendante ass an doduerjer vläicht och markéiert ass, dass eng Rei vu Riichter anfänglech och aus dem Zivilgeriichtsberäich komm sinn, wou eng aner Attitüd vläicht ass, méi protectrice fir de Justiciable, wéi dat virdrun am Comité du contentieux vum Conseil d'État de Fall war, wou et awer eng Rei vu Jurisprudenze ginn huet, déi, géif ech soen, wéi dat och zum Beispill a Frankräich an an anere Länner üblech ass, éischter och den Intérêt vum Stat eigentlech als ee vun de Gesiichtspunkte berücksichtegt hunn, deen de Riichter misst a Considératioun huelen, an wou net esou séier vläicht ëmmer den Intérêt vum Justiciable als prioritär betruecht ginn ass.

Dat ass, mengen ech, hei net de Fall. Hei ass u sech eng Ugläichung e bësse vun de Jurisprudenze komm, wéi se och schonn op den Zivilgeriichter hei zu Lëtzebuerg waren. An ech fannen dat eigentlech keng schlecht Saach, dass déi Entwécklung esou war, och wa selbstverständlech a ganz ville Beräicher déi Jurisprudenz vum Comité du contentieux vum Statsrot weidergefouert ginn ass vun deenen neie Juridictiounen.

Richteg ass, mengen ech, och, dass mer hei décidéieren - an dat geschitt hors numerus clausus, esou dass also déi heiten zwee Posten net an deenen 150 Posten dra sinn, déi d'Regierung hei am Numerus clausus festgehalen huet, wat nei Emploie beim Stat betrëfft -, dass mer also och vun 11 op 13 eropginn, wat d'Zuel vun de Riichtere beim Tribunal administratif ugeet.

Net virgesinn ass deementspriechend eng Opstockung um Niveau driwwer, um Niveau Appel bei der Cour administrative. Do schéngen also dach awer eng Rei vu Prozesser net onbedéngt an den zweete Prozess eranzegoe virun der Cour administrative, soss misst een do natierlech och virgesinn, dass do dat néidegt Personal bäikënnt, fir dass déi Prozesser an deene gesetzlechen Délaien do kënnen oflafen.

Dat gesot, géif ech dann och hei ausdrécklech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem heite Gesetzesprojet abréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry. Ech hu kee weideren ageschriwwene Riedner. Domat wär d'Wuert dann un der Regierung. Här Justizminister.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Och nach eng Kéier e grousse Merci un d'Madame Loschetter als Presidentin vun der Commission juridique an och stellvertriedend da fir déi ganz Kommissioun. Merci fir de Rapport, de mëndlechen an och de schréftlechen.

De François Biltgen, ee vu menge Virgänger am Amt, huet oft hei an der Chamber gesot, e géif bedaueren, dass d'Projete vun der Commission juridique net déi néideg Unerkennung dobaussen hätten, och wa se vu Bedeitung wären. Se géifen oft e bëssen ënner Wäert verkaaft ginn, well se vläicht net dee groussen Intérêt oder déi grouss Spannung ausléisen, mä déi sinn awer fir de Fonctionnement vun der Justiz vu ganz grousser Bedeitung.

Dat hei ass erëm ee vun deene Projeten, déi mat Sécherheet net wäerte vill Diskussiounen an de Medien an och bei de Leit ausléisen, mä déi awer fir de Fonctionnement mat Sécherheet vu grousser Bedeitung sinn.

Ech widderhuelen net nach eng Kéier d'Elementer an d'Argumenter vun de Virriedner, déi ech alleguerte kann deelen an ënnerstëtzen.

D'Stéchwuert vun der Mutabilitéit ass e ganz wichtegt. Dat wäert am prakteschen Alldag vum Fonctionnement vun der Justiz méi wéi eng Kéier äusserst hëllefräich kënne sinn. Mä wie Mutabilitéit seet, seet natierlech och, dass mer mussen e Rang commun aféiere fir alleguerten d'Leit, déi elo aus dem Stage erauskommen, fir d'Attachéen, déi no dem Gesetz vum 7. Juni 2012 hire Stage elo ofschléissen.

Déi Éischt sinn esou wäit. Et hunn 13 Leit dee Stage elo ofgeschloss, an déi wäerten dann och elo de Choix hunn tëschent béiden Ordren, wou se da wëllen an Zukunft schaffen. Dofir war et och noutwendeg, dëst Gesetz ze beschleunegen, fir dass mer déi doten Nominatioune scho kënne virhuelen no de Regele vun där neier Mutabilitéit, an dat wäert och zimlech genee à quelques jours près méiglech sinn. Dofir och nach eng Kéier Merci dem Statsrot an och der Kommissioun, dass esou séier geschafft ginn ass.

Dee Rang commun kritt natierlech kee retroaktive Charakter. Op dee Rang commun kënnen nëmmen déi Leit kommen, déi no den neie Regelen als Attaché de Stage hanneru sech hunn.

Fir déi Leit - den Här Bodry huet et ugeschwat -, déi vun der Fusioun vun deenen zwee Ordres schwätzen: déi Leit, déi mengen, dass elo grad dëst Gesetz scho vläicht am Keim d'Fusioun vun den zwee Ordres huet, do mengen ech, souwäit kann een dat net soen. Mä Fakt ass awer effektiv mat deem neie Rang commun: Wann elo nach eng 30 Joer erëm sinn, hu mer iergendwann eng Kéier just nach ee Rang, nämlech deen, deen elo nei ufänkt. Deen ass da gemeinsam. Wann dann eventuell an 30 Joer eng spéider Regierung oder eng spéider Chamber op d'Iddi kéim, fir déi Fusioun wëllen ze maachen, da wäre schonn zumindest déi Komplikatiounen, déi sech haut géife stellen, dann net méi do, well mir hätten da just nach ee Rang commun. Et ass also net den Ufank onbedéngt dovun, mä et géif awer hëllefen, wa Leit eng Kéier op deen dote Gedanke géife kommen.

Wichteg ass och, nach eng Kéier ze rappeléieren, dass déi Reform vun 2012 jo net nëmme formal eppes geännert huet, mä wierklech och an der Ausbildung vun den angehende Riichter Wesentleches verbessert huet: Et ass net nëmmen eng Saach vu Connaissancen, déi ee sech

ugeléiert huet, mä et ass och eng Saach vu mënschleche Kompetenzen. Et gëtt ee jo schliesslech och, wann ech esou däerf soen, op Mënsche lassgelooss, an dofir sinn déi nei Kritären, déi an deem Gesetz vun 2012 festgeluecht gi sinn, vu grousser Bedeitung.

An den Här Roth huet zu Recht gesot, dass dat heiten eng Reform ass an zwou Etappen. Dat war déi éischt Etapp, an haut maache mer déi zweet Etapp fäerdeg. An zesummen, mengen ech, si mer haut wesentlech besser opgestallt, fir Riichter unzezéien, wéi mer dat nach virun e puer Joer waren.

Zu deenen zwee zousätzleche Riichter vum Tribunal administratif, den Här Bodry huet et gesot, déi fale mat Sécherheet net ënnert d'Spuermoossnamen. Déi si fest virgesinn an et ass och noutwendeg. Ech ginn Iech just e puer Zuelen. Vun 2008 op haut hu mer iwwer 800 Jugementer gehat am Joer 2008/2009, da gläichzäiteg nei Affären: 954. Am Joer 2011/2012 louche mer schonn no bei 1.100, also 40% méi Jugementer wéi nach dräi Joer virdrun. A bei den Affären, déi nei déposéiert gi sinn, sinn et der 2.100. Dat ass méi wéi dat Duebelt vun neien Affäre pro Joer wéi dat, wat 2008/2009 nach déposéiert ginn ass. Dir gesitt also do ganz däitlech e ganz staarken Trend no uewen.

D'Attraktivitéit huet natierlech…, d'Hemmschwell ass scho beschriwwe ginn. Et huet och domat ze dinn, dass d'Indépendance vun de Riichter, wéi den Här Bodry gesot huet, unerkannt gëtt an akzeptéiert gëtt. An et huet awer och domat ze dinn, dass um Verwaltungsgeriicht an op der Cour d'Jugementer relativ séier kommen. Wann een als Justiciable mat enger Situatioun onzefridden ass an do eng Perspektiv huet, relativ séier, wat haut de Fall ass, eng Äntwert vun engem Geriicht ze kréien, dann ass och natierlech d'Propensioun, fir virun dat Geriicht ze goen, méi grouss wéi wann ee seet: Bof, dat dauert elo souwisou Joren, da méchs de et eben net."

Also, d'Effikassitéit vum Geriicht suergt gläichzäiteg och derfir, dass méi Leit virun d'Geriicht ginn. Et ass also e bëssen och Affer vum eegenen Erfolleg, wann een esou ka soen. Dofir wäerte mer mat Sécherheet déi zwee do brauchen. Mir sinn da bei 13 Riichter no deem Vote vun haut, bei der Cour si mer nach ëmmer bei fënnef zënter '96. A mat deenen Zuelen, déi ech Iech genannt hunn, gesäit een awer och, dass och do déi Situatioun net méi allze laang haltbar ass.

Och um Niveau vun der Cour wäert geschwënn eng Verstäerkung musse kommen, besonnesch wann eng Diskussioun, déi scho méi laang leeft, géif zu Enn goen, nämlech d'Diskussioun, ob d'Verwaltungsgeriichtsbarkeete sollen zoustänneg ginn net nëmme fir déi direkt Steieren, fir de Contentieux bei den direkte Steieren, mä ob se och sollen zoustänneg gi fir de Contentieux bei den indirekte Steieren. Dat ass eng Optioun. Et schwätzt eigentlech näischt dergéint. Mä spéitstens wann dat dote géif beschloss ginn, da misst definitiv iwwer eng Verstäerkung och vun de Capacitéite vun der Cour administrative diskutéiert ginn.

Dat gesot, soen ech Iech nach eng Kéier Merci fir och hei hoffentlech déi eestëmmeg Zoustëmmung fir dëse vläicht onspektakulären awer ganz wichtege Projet fir eis zivil an och judiciaire Geriichter.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Mir géifen dann zum Vote iwwert de Projet de loi 6563A iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6563A et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass eriwwer.

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Ech misst mat Jo stëmmen, mä mäin Apparat geet net, seet den Här Berger.

M. le Président.- Okay, mir maachen dat. Jo, ech hunn dann elo 59 Jo-Stëmmen, vläicht ginn et der da 60, wann den Här Krieps erëmfonnt gëtt.

Majo, dann ass de Projet de loi 6563A ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6563A est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An ech froen Iech: Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Mat grousser Majoritéit Jo dann. Merci.

Da gi mer zum zweetleschte Projet eriwwer. Dat ass de Projet de loi 6609, eng Ofännerung iwwert d'Organisatioun vun der Partie forestière. Fir dat dann op gutt Lëtzebuergesch ze soen, dat sinn déi Dispositiounen, déi gëlle fir d'Exploitatioun vun éffentleche Bëscher, da gëtt dat e bësse méi kloer. A fir dass et nach méi kloer gëtt, ginn ech dem honorabele Rapporteur, dem Här Max Hahn, d'Wuert.

11. 6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, bal d'Halschent, fir genee ze sinn 49,9% vun de Lëtzebuerger Bëscher sinn an éffentlecher Hand. An Hektaren ausgedréckt sinn dat ongefeier 44.400 ha Bësch. Mir hunn dofir eng grouss Verantwortung, fir dës Bëscher no nohaltege Prinzipien ze géréieren an derfir ze suergen, dass eise Bëschbestand op Dauer erhalen a gesond bleift.

Leider ass eis aktuell Gesetzgebung iwwert déi éffentlech Bëscher vereelst an entsprécht net méi der gängeger Praxis an den internationale Standarde vun enger gudder Bëschgestioun. Dëst ass och net weider verwonnerlech, well si datéiert vun 1840 an ass domadder just ee Joer méi jonk wéi Lëtzebuerg onofhängeg ass. Dës Ordonnance staamt nämlech nach vun eisem éischte Groussherzog, dem Wëllem I., deen ee Joer méi spéit zugonschte vum Wëllem II. ofdanke sollt.

Geännert ass dës Ordonnance grand-ducale och nëmmen eng Kéier ginn, an dat ass och scho ganz laang hier, an zwar 1920, an zwar deemools vun der frëschgebakener Grande-Duchesse Charlotte. Dës Ordonnance schreift vir, dass an allen éffentleche Bëscher, also engem Bësch, deen dem Stat, enger Gemeng oder engem Établissement public gehéiert, e sougenanntene Plan d'aménagement muss existéieren, deen net méi al wéi zéng Joer däerf sinn.

Eng modern Bëschgestioun verlaangt awer eng gréisser Flexibilitéit. A besonnesch fir kleng Bëscher mécht d'Erstelle vun engem Aménagementsplang weder ekologesch nach ekonomesch Sënn. D'Aarbechten, déi an engem klenge Bësch ufalen, leien zäitlech oft wäit auserneen. Och fir mëttelgrouss Bëscher ass den Aménagementsplang net dee richtegen Outil. Opgrond vu staarke Fluktuatioune vun engem Joer op dat anert ass et kaum méiglech, e regelméissegt Ofholze virzegesinn.

E vereinfachte Plang bitt sech ganz am Sënn vun der Simplification administrative un. Mat dem virleiende Gesetzesprojet droe mir deem Rechnung: Déi aktuell 137 Bëscher mat enger Fläch ënner 20 ha sollen an Zukunft kee Plan d'aménagement méi brauchen. Do geet de jährleche Gestiounsplang duer. Déi aktuell 53 Bëscher mat enger mëttelgrousser Fläch tëscht 20 an 150 ha brauche just nach e vereinfachten Zéngjoresplang. A just nach déi aktuell ongefeier 250 Bëscher mat enger Fläch iwwer 150 ha behalen d'Obligatioun vun engem Aménagementsplang.

Fir eng nohalteg Forstwirtschaft ze garantéieren an awer gläichzäiteg e legale Kader fir Bëscher ouni Aménagementsplang ze schafen, gesäit de Gesetzesprojet vir, dass an esou Fäll maximal e Volume vun dräi Véirel vum duerchschnëttlechen Zouwuess gehaen däerf ginn. Dësen Zouwuess muss anhand vum Inventaire ermëttelt ginn. De Fënnefjoresduerchschnëtt ass do entscheedend. Dësen Inventaire muss all zéng Joer vum Service „Forêts" gemaach ginn a beinhalt beispillsweis d'Bamaart, de Bamalter an den Zouwuess pro Parzell. Dës Mesure erlaabt et, Holz a Bëscher ze exploitéieren, ouni de Risiko anzegoen, dass méi Holz erausgeholl gëtt wéi nowuesse kann.

De virleiende Projet de loi ass souwuel vum Conseil d'État wéi och vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ouni gréisser Remarquë guttgeheescht ginn.

Erlaabt mer awer, Dir Dammen an Dir Hären, op d'Urgence vum virleiende Projet anzegoen. D'EU-Direktiv 995 aus dem Joer 2010 verbitt, dass Holz, dat net entspriechend de geltende Gesetzer gehae gëtt, weider op de Marché kënnt. Mir sinn domat aktuell an der Situatioun, dass vill Holz aus eise Bëscher riskéiert, net däerfe verkaf ze ginn, well den Aménagementsplang net virläit respektiv op en Enn geet. Mir hunn also en dréngenden Handlungsbedarf, fir de virleiende Gesetzesprojet ze stëmmen.

Géif dëst Gesetz net gestëmmt ginn, esou géif dat manner Statsrecetten duerch den Holzverkaf an Héicht vun ongefeier 1,5 Milliounen Euro bedeiten an d'Aarbechtsplaze vun ongefeier 180 Leit stéingen um Spill. Dat däerfe mer net zouloossen!

D'Kommissioun huet mäi Rapport unanime ugeholl a schléit dem Plenum vir, den Text esou ze stëmmen, wéi e virläit. Ech wëll da vun dëser Plaz och den Accord vun eiser Fraktioun ginn a bieden Iech, dëst Gesetz ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech géif eisem frësch gebakene Rapporteur och villmools Merci soen an d'Wuert dann direkt weiderginn un den éischte Riedner, deen den Här Marco Schank ass.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol wollt ech dem Max Hahn fir den ausféierlechen, exzellente Rapport Merci soen. Mir haten eng gutt, wann och eng kuerz, mä eng exzellent Diskussioun och an der Kommissioun. Ech wollt och soen, datt mir als Fraktioun ganz frou sinn, datt déi nei Majoritéit dee Projet hei ganz séier op den Ordre du jour geholl huet.

Dir wësst, datt ursprünglech virgesi war, dëse Projet net als autonoomt Gesetz virzegesinn, mä am Kader vun dem Naturschutzgesetz stëmmen ze loossen. Dat huet déi al Majoritéit schonn am September 2012 déposéiert. Den Avis vum Statsrot koum fir dee Projet am Februar 2013. An et ass am Fong ganz schued, datt d'Gesetz net méi konnt diskutéiert gi respektiv votéiert ginn. Dofir ass et noutwendeg gewiescht, fir dëse Projet méiglechst séier dann als autonoomt Gesetz virunzeginn, aus deene Grënn, déi den honorabele Max Hahn elo grad beschriwwen huet.

Ech wollt awer soen, datt ech eigentlech ganz frou wier, och mir als Fraktioun, wann déi nei Regierung méiglechst séier d'Naturschutzgesetz kéint op de Leescht huelen. Mir waarden drop mat Schmäerzen, mir alleguerten, net nëmme fir d'Erhale vun der Biodiversitéit hei zu Lëtzebuerg, mä och fir d'Stäerkung vum kommunalen Naturschutz a virun allem och wéinst der Vereinfachung, där administrativer Vereinfachung, well eleng aacht Mesurë sinn an deem Projet dran, aacht vun deene berühmten 20, déi mer Enn Mee och der UEL presentéiert haten. Ech wollt just dorunner erënneren.

An och verbonnen domat dann: Vläicht kann d'Ministesch eis soen, wéini ongefeier d'Regierung gedenkt, dee Projet dann ze adaptéieren, fir datt mer e kënnen diskutéieren an der Kommissioun.

A vläicht eng lescht Fro: D'Aménagementspläng fir d'Bëscher vun de Gemengen a vun den Établissements publics, déi si jo schonn ofgeschloss, souwäit ech weess. Da feelen elo nach just déi vun de Statsbëscher. An ech wollt eigentlech d'Ministesch froen - si gëtt zwar grad gestéiert, mä ech wollt froen -, wéini mer kënnen dovunner ausgoen, datt och d'Aménagementspläng vun de Statsbëscher ofgeschloss wieren.

Ansonste wollt ech zum Schluss den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Schank. Den Här Fränk Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Virun allem och e Merci un de Rapporteur Max Hahn fir déi gutt Aarbecht, déi e geleescht huet, och fir déi kleng Geschicht do, déi mer nach mat agereecht kritt hunn. Wann een op 1840 zréckgeet, Max, dann ass et wierklech flott ze héieren, wat mer hei elo geännert hunn. Ech mengen, et ass och wichteg, fir eng nohalteg Forstwirtschaft ze garantéieren, datt mer duerch dës Ëmännerung vun deem Artikel och méi flexibel ginn, wat d'Ausschaffe vun de Forstwirtschaftspläng ausmécht.

An ech denken och, datt et verhënnert, datt mer Auswierkungen op den Emploi kréien, wéi et richteg ugekënnegt ginn ass, an och d'Aktivitéiten am Secteur net verhënneren. An deem Sënn ass d'LSAP-Fraktioun natierlech och ganz gär bereet, fir och do d'Ënnerstëtzung ze gi fir dëse Gesetzestext.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Arndt. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo, ech schléisse mech deene Mercien un. Merci, Här Hahn, Dir hutt wierklech e flotte Rapport hei virbruecht. Äre schréftleche Rapport ass och ganz pertinent. A mir als gréng Fraktioun kënnen nëmmen esou e Projet ënnerstëtzen, mat allen Argumenter, déi Der och virgeluecht hutt.

An, esou wéi den Här Schank et och richteg gesot huet, mir waarden och „mat Schmäerzen" a mir hunn och an der Vergaangenheet mat Schmäerzen op all Verbesserung am Naturschutzgesetz, an der Forstverwaltung gewaart, wat schlussendlech der Liewensqualitéit an dem Erhalt vun der Biodiversitéit an dësem Land kann nëtzen. Mä dat da sécherlech bei engem nächste Gesetzesprojet.

Mir gi selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci. Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll fir d'Éischt emol dem Rapporteur Merci soen, dem Max Hahn, fir säin exzellenten a prezise Rapport. Et war schonn an der Kommissioun esou, dass deen éischten Entworf schonn exzellent war, an dee geschriwwenen an dee mëndlechen. Ech muss soen, villmools Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht!

Erlaabt mer, kuerz an dräi Wierder nach op de virleiende Gesetzesprojet anzegoen, mat deem mir eis engersäits konform setzen zum EU-Reglement an awer och de Besoine vun enger nohalteger Bëschgestioun Rechnung droen. Et ass, éischtens, eng Vereinfachung, zweetens gi mer eis duerch dat Gesetz méi Flexibilitéit, fir och der Multifonctionnalitéit vun eisem Bësch gerecht ze ginn. An dann hu mer, drëttens, och nach de Principe de précaution.

Ech si frou, hei ze héieren, datt vun alle Säiten dat heite begréisst gëtt. Ech soen Iech dofir Merci.

Fir kuerz ze äntwerten. Mir si ganz aktiv un deenen zwee Projeten um schaffen. Mir wäerten déi nach dëst Joer, dat eent, hat ech Iech an der Kommissioun scho gesot, d'Naturschutzgesetz, nach virun der Summervakanz, an dat anert da bis Enn vun dësem Joer versichen duerchzekréien. Natierlech schaffe mer esou schnell wéi et geet. Et muss een och soen, et waren nach net all d'Punkte geklärt, zumindest am Naturschutzgesetz, wéi mer ukomm sinn. Mir si ganz aktiv um schaffen a bréngen dat ganz schnell op de Wee.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Minister. Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussiounen zum Projet 6609 a mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6609 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass eriwwer.

Mir hunn 59 Votanten an 59-mol Jo. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6609 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marcel Oberweis), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Claude Haagen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An ech froen d'Chamber, ob se d'accord ass, fir de Projet vum zweete Vote ze entbannen.

(Assentiment)

Villmools Merci.

Da gi mer iwwer zum leschte Projet fir haut den Owend, de Projet 6620, en Accord iwwert de Service International de Recherches. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo als ageschriwwe Riedner: den Här Wiseler an den Här Graas.

An d'Rapportrice, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol, huet direkt d'Wuert.

12. 6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Här Statsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 27. September d'lescht Joer huet den deemolege Premier Jean-Claude Juncker de Projet 6620, iwwert dee mer haut solle stëmmen, déposéiert.

Den 20. Januar dëst Joer huet dunn d'aussepolitesch Kommissioun mech zur Rapportrice bestëmmt. An der Réunioun vum 6. Februar hu mer an der Kommissioun iwwert de Projet de loi souwéi och iwwert den Avis vum Statsrot, dee vum 20. Dezember datéiert, diskutéiert. Mäi schréftleche Rapport, dee gouf dunn den 3. Mäerz ugeholl. An ech wäert Iech dann elo mäi mëndleche Rapport zum Projet de loi virdroen.

Schonn 1943, dat heescht nach während dem Zweete Weltkrich, gouf zu London beim Roude Kräiz e Bureau de recherches ageriicht, deen ugefaangen huet, Leit, déi vermësst goufen, ze enregistréieren an och Recherchen iwwert déi Persounen ze maachen. No an no, wéi déi Alliéiert déi däitsch Truppen an Europa zréckgedrängt hunn, sinn eng ganz Partie Dokumenter fonnt ginn iwwer Mënschen, déi deportéiert goufen, awer och iwwer Leit, déi a KZer waren, Krichsgefaangener a Leit, déi déplacéiert goufen.

D'Zil war et, déi Leit, déi vermësst goufen, ze sichen, dat mat Hëllef vun där Dokumentatioun, déi fonnt ginn ass, an déi huet ebe missen opbereet ginn, fir datt se och optimal konnt genotzt a verwäert ginn.

Natierlech ass et awer och drëms gaangen, fir Familljen erëm zesummenzeféieren, well et däerf een net vergiessen, datt och Kanner, zum Beispill op der Flucht, hir Elteren oder awer och ëmgedréint Elteren hir Kanner verluer haten. Et war also eng éischter humanitär Missioun, déi um Ursprong vun deem Bureau de recherches stoung, deen 1946 op Bad Arolsen, eng Stad hei vir am däitsche Bundesland Hessen, transféréiert gouf, wou e säit dem 1. Januar 1948 als Service International de Recherches, ofgekierzt SIR, funktionéiert.

1955 dunn, duerch d'Accorde vu Bonn, ass de SIR ënnert d'Autoritéit vun der Commission Internationale pour le Service International de Recherches gesat ginn. An d'Direktioun an d'Verwaltung vum SIR gi säitdeem vum Internationale Comité vum Roude Kräiz assuréiert.

Déi Accorde vu Bonn goufen tëschent néng Länner, nämlech der Belsch, Frankräich, der Bundesrepublik Däitschland, Israel, Italien, Lëtzebuerg, Holland, Groussbritannien an de Vereenegte Staten, ofgeschloss. All déi Länner sinn och an der internationaler Kommissioun vertrueden. Derbäi kommen nach Griichenland a Polen, déi méi spéit d'Accorde ratifizéiert hunn. An dann nach zwee Observateuren: d'Internationaalt Rout Kräiz an dat Héicht Kommissariat fir Flüchtlinge vun de Vereenten Natiounen, d'UNHCR also, déi mat do um Dësch sëtzen.

Et sief och nach gesot, datt d'Bundesrepublik Däitschland sech deemools engagéiert huet, de SIR ze finanzéieren, an datt dëst och no der Vereenegung vun Ost- a Westdäitschland de Fall bliwwen ass.

A wann ech bei Ost a West sinn, dann ass et och vläicht interessant, drop hinzeweisen, datt all déi Länner, déi nom Krich e kommunistesche Regime haten, net beim SIR matgemaach hunn. Jugoslawien huet zwar 1964 eng Demande gemaach gehat, fir derbäi ze sinn, mä déi gouf net vun der internationaler Kommissioun akzeptéiert. A Polen ass eréischt zënter dem Joer 2000 hei Member.

2007 sinn d'Accorde vu Bonn schonn eng Kéier geännert ginn. An hei zu Lëtzebuerg ass dann deenen Ännerungen duerch d'Gesetz vum 11. Juli zougestëmmt ginn. Duerch dee Vote deemools sinn d'Archive vum SIR fir Recherchezwecker opgaangen, well virdru war et nämlech esou, datt nëmmen d'Affer an hir Familljen Zougang zu deenen Dokumenter haten. A wéinst dëser neier Missioun, déi am Laf vun der Zäit ëmmer méi Plaz an der Aarbecht vum SIR ageholl huet, an duerch de Fait, datt den Internationale Comité vum Roude Kräiz décidéiert huet, sech aus der Gestioun vum SIR erauszezéien, ass et néideg ginn, en neie Cadre juridique fir de SIR ze schafen.

De Réckzuch vum Internationale Roude Kräiz ass iwwregens schonn effektiv, dat säit Enn 2012. No 57 Joer Aktivitéit also huet d'Rout Kräiz sech aus der Direktioun vum SIR zréckgezunn. Dëst, well se der Meenung waren, datt déi primär Missioun vum SIR, déi humanitär Missioun also, vun där ech virdru geschwat hunn, vill u Wichtegkeet verluer huet par rapport zum Volet vun der historescher Recherche.

D'Commission internationale ass séier zur Konklusioun komm, datt en neien Accord néideg wär, fir deene verännerte Realitéite Rechnung ze droen an d'Entwécklung vum SIR zu engem Centre de documentation et de recherche ze ënnerstëtzen. Gläichzäiteg war et awer néideg, och en neien institutionelle Partner ze fannen. 14 Réunioune waren néideg, fir dësen Accord, iwwert dee mer haut ofstëmme sollen, auszeschaffen. En ass dunn den 9. Dezember 2011 zu Berlin ënnerschriwwe ginn.

Deen neien Accord garantéiert nach ëmmer d'Poursuite vun de Missiounen, déi de SIR bis elo hat, erweidert a preziséiert dës awer am Beräich vun der Recherche. Deemno gehéiert zu de Missioune vum SIR d'Konservéieren, d'Préservéieren, d'Katalogiséieren an d'Indexéiere vun den Archiven an den Dokumenter, déi een am Besëtz huet am Zesummenhang ebe mat der Recherche vu vermësste Persounen, awer och fir d'historesch Recherche vun Drëtten oder vum SIR selwer, fir Erënnerungsaarbecht ze leeschten oder fir bei Geriichtsprozesser kënnen Hëllefstellung ze ginn.

A sengem zweeten Deel gesäit den Accord awer och vir, datt all Land, dat eng Demande mécht, eng Kopie vun den Archiven an den Dokumenter kritt. Dat ass allerdéngs net nei, et ass scho säit der Modifikatioun vun 2007 méiglech. Lëtzebuerg huet entre-temps och esou eng Demande gemaach an deemno eng elektronesch Kopie zur Verfügung gestallt kritt. De Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance géréiert dës Kopie dann.

Wat ass elo alles an deenen Archiven? Eng ganz Partie och fir eist Land interessant Donnéeën, Donnéeë vu Leit, déi a KZer waren an a Prisongen, Archiven am Zesummenhang mat den Aarbechtslageren, Donnéeën iwwer déplacéiert Persounen. Ënner déplacéiert Persounen, do versteet een „verschleppt Persounen". Et handelt sech hei ëm aacht bis néng Milliounë Mënschen, déi an 2.500 Lageren ënnerbruecht waren an déi duerno erëm zréck an hir Heemechtslänner gaange sinn oder awer och an aner Länner ausgewandert sinn.

Derbäi kommen dann och nach Dokumenter, déi duerch d'Aarbecht vum SIR entstane sinn, wéi zum Beispill en zentrale Fichier mat Nimm; en Archiv, fir Kanner ze sichen, an d'Korrespondenz mat iwwerliewende Familljememberen an Affer och vum NS-Regime. Alles dat zesumme mécht net manner wéi Donnéeën iwwer 17 Milliounë Persounen aus. Wesentlech ze ernimmen ass dann och, datt beim Accord nach en Accord de partenariat mam däitsche Bundesarchiv derbäi ass. D'Bundesarchiv ass zënter dem 1. Januar 2013 den neien institutionelle Partner vum SIR, an dat elo emol fir fënef Joer. Dat kann awer verlängert ginn.

Voilà, esou vill zum Inhalt vum Projet de loi. Wat seet de Conseil d'État dozou, zu deem Projet de loi, deen eigentlech nëmmen een Artikel huet? Ma eigentlech net vill, ausser datt e virschléit, den Intitulé vum Projet de loi méi prezis ze faassen, esou datt och dobäisteet, wou a wéini de Projet de loi, den Accord also, ënnerschriwwe gouf, genau wéi den Article unique, deen déi Prezisiounen och enthält. D'aussepolitesch Kommissioun huet sech där Propositioun gären ugeschloss.

Voilà, Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Aarbecht als Rapportrice wär deemno gemaach. Ech hoffen natierlech, datt mer dëse ganz interessante Projet elo kënnen unanime hei stëmmen.

Ech fir mäin Deel kann op alle Fall d'Zoustëmmung vun de Sozialiste ginn an ech soen Iech Merci, datt Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Rapportrice. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Just fir och der Rapportrice Merci ze soe fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir hunn net nëmmen hei an der Chamber elo alles am Detail erkläert kritt, mir haten och eng ganz laang Kommissiounssëtzung, wou déi Responsabel vun der Administratioun eis wierklech all Detail flott erkläert hunn an eis dofir de Projet och mat all senge Konsequenzen duergeluecht hunn. An ech muss soen, et ass e gudde Projet, dee mer hei hunn, a mir ënnerstëtzen dee selbstverständlech als CSV-Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. Dann den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi huet u sech hei zwou ganz interessant Facetten: éischtens mécht en et méiglech, mënschlech Schicksaler aus dem Zweete Weltkrich opzeklären. An déi zweet Facette fannen ech awer mat Sécherheet genausou interessant: En erlaabt nämlech och, Messagë weiderzeginn un déi heiteg Gesellschaft. An ech wollt och kuerz vläicht op deen zweeten Aspekt do agoen.

Esou wéi et jo och am Projet de loi festgehalen ass, soll dee Projet hei derzou déngen, fir d'Mémoire collective u sech ze festegen, ze verbesseren. An dat ass och eng ganz wesentlech Aufgab. Et huet een nämlech heiansdo ëmmer méi d'Gefill, wéi wa besonnesch an eiser Zäit dat, wat am Zweete Weltkrich geschitt ass, ëmmer méi vergiess géif. Eng Mémoire collective ass natierlech eppes Selektives, ass eppes Subjektives, an dowéinst ass et och wichteg, datt ee fiabel historesch Fakten huet. An och wa mer den Negationismus wëlle bekämpfen - an dee muss bekämpft ginn -, da brauch een natierlech dofir verlässlech historesch Daten.

Dowéinst brauche mer, wéi gesot, wichteg Strukturen, fir am Fong geholl detailléiert kënnen déi Verbriechen aus dem Zweete Weltkrich opzeschaffen. Ech wëll hei virun allem och op ee ganz gutt Beispill hiweisen: Dat ass de Centre de documentation juive contemporaine vu Paräis, dee scho während dem Krich, mä virun allem och nom Krich eng enorm, akribesch Aarbecht geleescht huet, mam ganz positive Resultat, datt kee Geréngere wéi de Klaus Barbie konnt de 4. Juli 1987 condamnéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de 25. Mee elo Europawahle virun der Dier. Elo frot Der vläicht: Wou ass de Lien zwëschen den Europawahlen an dësem Projet de loi? Mä och do muss een awer hei ënnersträichen, datt déi Europawahlen aus menger Siicht hier eng vun deene wichtegste sinn, zënter datt mer d'Direktwahl vum Europaparlament aus dem Joer 1979 kennen, well wann dat nationalistescht Gedankegutt sollt do zum Duerchbroch kommen - a leider weise jo eng Rei Tendenzen dorobber hin -, da wäert d'Europäesch Unioun ouni Zweifel ganz schwéier Zäite viru sech hunn.

Dowéinst ass et ebe wichteg, datt een ëmmer erëm awer och virun allem drop hiweist, zu wat iwwerdriwwenen Nationalismus an enger Gesellschaft féiere kann. An och dëse Gesetzesprojet soll derzou déngen, fir, wéi gesot nach eng Kéier, deen Aspekt besonnesch ze ënnersträichen. Well Zougeknäpptheet no baussen an Intoleranz ass mat Sécherheet Nährbuedem genuch, fir zu ganz schwéieren Entwécklungen an eiser Gesellschaft ze féieren.

Zum Projet selwer ass awer vläicht nach ze soen, datt et wichteg ass, datt mer jo och als Lëtzebuerger Land eng elektronesch Kopie vun all deenen Donnéeën zur Verfügung hunn. Datt natierlech déi Privatsphär muss maximal geschützt ginn, ass och ganz evident.

Et ass u sech, an d'Madame Rapportrice, där ech och hei Merci soe fir deen ausféierlechen a gudde Rapport, huet dat schonn hei betount, wéi gesot, et ass ganz wichteg, datt déi Décisioun vum Mee 2010 elo hei ëmgesat gëtt, datt u sech déi Aarbecht, déi um Niveau vun deem Service do gemaach ginn ass, elo och fir historesch Recherche verstäerkt zur Verfügung gestallt gëtt, well historesch Recherche ass nach wie vor enorm wichteg.

Dofir ass et fir eis als DP selbstverständlech - an ech soen och näischt Neits hei, d'DP, déi jo mat Sécherheet déi Partei ass, déi besonnesch Verwuerzelungen huet zu deem, wat am Zweete Weltkrich geschitt ass -, datt se natierlech hannert deem Projet steet an och wäert hir Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Graas. Dann huet d'Wuert d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Merci der Rapportrice, a just ganz kuerz, fir d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet ze ginn.

M. le Président.- Merci. Dann als leschten agedroene Riedner den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Ech schléisse mech och ganz gär dem Merci un d'Rapportrice u fir hire ganz komplette Rapport. Just vläicht e puer Wierder. Ech soen och dem Här Graas Merci fir dat, wat hie gesot huet. Et ass ëmmer gutt, drun ze erënneren, datt dee Krich selbstverständlech och entstanen ass ënner anerem aus iwwerdriwwenem Nationalismus, niewent villen aneren Ursaachen, an datt et wichteg ass, och géint dee Rassismus an aner esou Erscheinungen opzetrieden, déi mat ursächlech un deene mënschlechen Dramata schëlleg waren, déi mer do kannt hunn.

Elo, wat deen heite Projet konkret ugeet, hu mer zwou Suergen, an déi adresséiere sech dann haaptsächlech un de Statsminister. An deenen Dokumenter, déi mer zur Verfügung hunn, stoung, datt déi relativ spéit Ratifizéierung ënner anerem doduerch bedéngt ass, datt net genuch Leit do waren, e Manque de personnel an engem Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance.

Dat ass u sech net ze akzeptéieren. Et ass traureg, well dat heiten ass, wéi meng Virriedner et och betount hunn, eng wichteg historesch Aufgab an eng wichteg humanitär Aufgab, datt déi do Aarbecht seriö geholl gëtt, och vun enger Regierung, datt se mat Fläiss kann erleedegt ginn an datt déi zoustänneg Administratioune genuch Leit hunn, fir déi Aarbecht och kënnen ze erfëllen.

D'selwecht: Mir hunn 2016 an 2017 déi Lëtzebuerger Présidence vun deem Service International de Recherches, an ech mengen, mir fuerderen hei awer och den Här Statsminister an d'Regierung op, derfir ze suergen, datt déi Présidence kann ënner optimale Bedéngunge virbereet an duerchgezu ginn.

Dann ass eis och gesot ginn, a mir hunn dat an den Dokumenter kënnen noliesen, datt Lëtzebuerg nach ëmmer keen Archivgesetz huet.

Wann d'Regierung wëllt nolauschteren, dann...

(Interruption)

Dat ass ganz gutt, Här Statsminister, mä ech wollt Iech ebe froen: Déi Lacune, déi eben existéiert mam Archivgesetz, gedenkt d'Regierung, eis e Projet de loi an där Richtung dann ze presentéieren, datt déi Lacune ka gefëllt ginn?

A schlussendlech, de Statsrot hat awer e bëssche méi gesot, wéi d'Madame Dall'Agnol an hirem Rapport eis presentéiert huet, well de Statsrot hat iwwert den Artikel 7 vun deem Gesetz och de Wonsch ausgedréckt, datt déi Arrangementer, déi géife getraff ginn, bei deenen aneren Aufgabe vum SIR géifen am Mémorial publizéiert ginn. Och do ass meng Fro un d'Regierung: Wëllt Der där Opfuerderung vum Conseil d'État nokommen? Ech mengen, et ass am Interessi vun enger gudder Législatioun an engem Respekt awer virun der Constitutioun, fir dat dann och ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. An elo huet den Här Premier- a Statsminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech wëll och fir d'Éischt hei der Madame Dall'Agnol Merci soen als Rapportrice iwwert deen doten Text. Ech weess och dat, wat den Här Graas gesot huet ze schätzen, iwwert d'Wichtegkeet vum Souvenir, fir net ze vergiessen déi Atrocitéiten, déi am Zweete Weltkrich geschitt si vis-à-vis vu Minoritéiten, vis-à-vis vu Reliounen.

An et gehéiert zur Geschicht, déi an Europa geschitt ass, a wéi gesot ass et och wichteg, dass déi Geschicht net zerstéiert gëtt an déi Geschicht och analyséiert gëtt an dass een dorop zréckgräife kann. Justement, fir dass ni méi esou eppes geschitt, wéi et am Zweete Weltkrich geschitt ass!

Ech weess och, dass d'Rapportrice an hirer Qualitéit als Member vum Euromed-Parlament och haut kuckt, d'Vëlker méi no beieneenzebréngen, wat selbstverständlech och an deem heite Kontext ze ënnersträichen ass.

Här President, hei geet et drëms, den Accord, deen 2011 zu Berlin ënnerschriwwe ginn ass, an eis Gesetzgebung ze ratifiéieren. Et si Saache gesot ginn, déi ganz, ganz wichteg sinn. Et sinn eelef Memberen dran. Et sinn nach zwee Länner, déi net ënnerschriwwen hunn, sauf erreur de ma part, dat sinn d'Belsch a Lëtzebuerg. Dat sinn déi zwee, déi nach net ratifiéiert hunn. Dowéinst ass et och ganz, ganz wichteg, virun allem wann ee weess, dass mer d'Presidentschaft an zwee Joer och wäerte kréien.

Den Här Kartheiser huet och prezis d'Fro gestallt, wéi et ass mat den Arrangementer, dass déi sollte publizéiert ginn. De Conseil d'État schreift och, hie géif dorop insistéieren. Déi Remarque wäert och am Service bei eis am Ministère weidergi ginn, fir dass selbstverständlech och dann de Respekt vis-à-vis vun der Norme législative gemaach gëtt.

Hei gëtt gesot, et wieren net genuch Leit an deem engen oder an deem anere Service. Fir eis ass et schonn immens wichteg, dass mer den SIR hunn, wou mer kënne justement drop zréckgräifen. Dir wësst jo, dass den SIR als Haaptmissiounen d'Conservatioun, d'Préservatioun, de Catalogage, d'Indexatioun huet an dass 75 Millioune Säiten do sinn! An dat concernéiert iwwer 17,5 Millioune Leit, déi do classifiéiert sinn, an dat gehéiert och säit Oktober 2013 jo zur Weltmémoire vun der Unesco. Dat sinn alles Fakten, déi een net soll vergiessen.

Dass elo net genuch Leit an deem engen oder an deem anere Service sinn: Ech muss lech just soen, dass ech gären hätt - an ech verstoppen et net - , an ech wäert mech och elo mat de verschiddenen Associatiounen, déi an deem Beräich täteg sinn, a mat de Servicer zesummesetzen, fir ze kucken op d'mannst, fir méi zesummenzeschaffen.

Dir wäert bei der Lag vun der Natioun méi Informatioune kréien, wéi dat soll fonctionnéieren. Mä fir mech gëtt et do nach Potenzial, fir méi zesummenzeschaffe bei deene verschiddenen Acteuren, déi do an deem Contexte historique och eng Missioun hunn. An ech wäert, wéi gesot, den 2. Abrëll bei der Lag vun der Natioun soen, wéi ech virgesinn hunn, déi nächst Méint och an deem dote Kontext méi Kohärenz ze ginn an och vläicht méi Unicitéit vis-à-vis vun deem engen an deem anere Service, dee mer hei hunn.

Ech si ganz frou, wa mer hei an dëser Chamber och eng Unanimitéit op esou Texter hunn. Dat beweist, dass mer eis bewosst sinn, wat geschitt ass. A wéi gesot, et ass net en Droit à l'histoire, et ass en Devoir d'histoire! Dee muss do sinn.

A wéi gesot - hei ass vill vun Europawahle geschwat ginn -, ech géif just drun erënneren, dass fir déi Wäerter, déi mir haut an Europa hunn, net wäit vun Europa Leit stierwen, well se un déi gleewen! An ech wier frou, dass mer dat net vergiessen, wéi eng Wäerter säit '57 duerch den Traité de Rome eis hei an den 28 Länner vun all dësen Atrocitéite préservéiert hunn!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Statsminister. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun an ech géif zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6620 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. De Quorum ass erreecht. D'Procuratiounen. Voilà, de Vote ass ofgeschloss.

Mat 60 Stëmmen ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter (Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot (par M. Claude Haagen), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An ech froen Iech dann nach eng Kéier, ob Der dermat d'accord sidd, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze entbannen.

(Assentiment)

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ass eis Sëtzung um Enn ukomm. Eis nächst Sëtzunge sinn den 18. an den 19. Mäerz, wou mer den 18. Mäerz hei am Haus de President vum Europaparlament empfänken hei am Plenum.

Ech wënschen Iech nach e schéinen Owend, Iech an de Leit, déi eis bis elo suivéiert hunn. Merci.

(Fin de la séance publique à 18.30 heures)

SÉANCE 10 MARDI, 18 MARS 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Séance publique de la Chambre des Députés à l'occasion de la visite officielle de Son Excellence Monsieur Martin Schulz, Président du Parlement européen

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

2. Discours de M. le Président

3. Déclaration de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

4. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP

- M. Marc Angel - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

2) Question posée par le groupe politique CSV

- M. Claude Wiseler - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

3) Question posée par le groupe politique DP

- M. Eugène Berger - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

4) Question posée par la sensibilité politique ADR

- M. Fernand Kartheiser - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

5) Question posée par le groupe politique déi gréng

- M. Claude Adam - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk

- M. Justin Turpel - M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

Prennent place dans les tribunes: Madame Astrid Lulling et Monsieur Charles Goerens, membres luxembourgeois du Parlement européen.

Dans la salle des séances publiques prennent place, outre les membres de la Chambre des Députés, les membres de la délégation de Son Excellence Monsieur Martin Schulz.

Au banc du Gouvernement se trouvent: Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre; Monsieur Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; Messieurs Romain Schneider, Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Fernand Etgen, Madame Maggy Nagel, Messieurs Pierre Gramegna, Dan Kersch, Claude Meisch et Mesdames Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

Son Excellence Monsieur Martin Schulz gagne la salle des séances publiques et prend place à côté de Monsieur le Président Mars Di Bartolomeo, qui, à 14.42 heures, ouvre la séance publique et prononce le discours de bienvenue suivant:

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Eis Sëtzung ass op.

2. Discours de M. le Président

Här President vum Europaparlament, léiwe Martin Schulz, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si ganz frou, fir de President vum Europaparlament haut bei eis begréissen ze kënnen. An ech géif, och wann e vill Lëtzebuergesch versteet, wann Der erlaabt, op Däitsch iwwergoen.

Zu diesem für die Europäische Union besonders wichtigen Zeitpunkt einen großen Europäer in unserer Mitte begrüßen zu dürfen, ist für uns eine große Ehre. Martin Schulz ist ein Nachbar: in Eschweiler bei Aachen geboren und aufgewachsen, war er über zehn Jahre in derselben Gegend auch Bürgermeister von Würselen.

Martin Schulz ist ein Europäer, der es geschafft hat, in Brüssel mit viel Engagement Einfluss zu gewinnen. Er stammt, wie auch wir Luxemburger, aus einer Grenzregion, wo man nicht nur in Richtung nationale Hauptstadt blickt, sondern auch über die Grenzen, um festzustellen, dass dort nicht alles anders ist. Ich denke, wir haben gerade deshalb dasselbe Selbstverständnis von Europa: ein Europa, das uns Frieden, Freiheit, Rechtsstaatlichkeit, Wohlstand und soziale Sicherheit gebracht hat. Werte, von denen Menschen außerhalb der EU oft nur träumen können.

Martin Schulz hat seit vielen Jahren dazu beigetragen, dass das Europaparlament von den Regierungen und der Kommission gehört wird, ganz besonders natürlich als dessen Präsident seit dem Jahre 2012.

Klar erkennbar ist in dieser Hinsicht auch die verbesserte Einbindung der nationalen Parlamente in den europäischen Entscheidungsprozess. Mit dem Lissabon-Vertrag können die nationalen Parlamente weitaus mehr Einfluss und Verantwortung im europäischen Entscheidungsprozess übernehmen, wenn sie es denn wollen.

Die Ausrede vieler Nationalpolitiker: „Das kommt von Brüssel, dagegen kann man nichts tun" hat also ausgedient. Wir können sehr wohl mitgestalten und mitentscheiden.

Die Luxemburger Abgeordnetenkammer hat dieses Recht genutzt und seit 2010 17 begründete Stellungnahmen im Rahmen der Kontrolle des Subsidiaritätsprinzips an die europäischen Institutionen gerichtet, die den nationalen Parlamenten das Recht einräumen, auf die EU-Gesetzgebung einzuwirken. Außerdem wurden in der gleichen Zeit 20 sogenannte „politische Stellungnahmen" nach Brüssel geschickt. Dieses Instrument hat für nationale Parlamente den Vorteil, einen noch breiteren inhaltlichen Beitrag zu den politischen Initiativen aus Brüssel leisten zu können.

Ich würde mir allerdings wünschen, dass die Netzwerke zwischen allen nationalen Parlamenten und zwischen unseren Parlamenten und dem Europaparlament verstärkt werden, im Sinne einer wirksamen parlamentarischen Arbeit, im Interesse des Gleichgewichts zwischen den Institutionen und einer besseren Kontrolle und Einflussnahme gegenüber Regierungen und EU-Kommission.

Die stärkere Einbindung der nationalen Parlamente soll nicht dazu dienen, die EU auszubremsen, sondern kann ihr ganz im Gegenteil zu größerer Legitimität verhelfen und sie dem Bürger wieder näher bringen. Und genau da wartet eine Herkulesarbeit auf uns. Denn ich fürchte, dass viele unserer Bürger Europa zurzeit nicht mehr so sehen, wie die Pioniere der Europäischen Union es erdacht haben.

Die Krise hat uns nicht nur vor ökonomische und finanzielle Probleme gestellt. Die zum Teil einseitigen Antworten auf die Krise haben darüber hinaus zu einem starken Vertrauensverlust unserer Bürger in die EU geführt und Millionen Menschen zu Arbeitslosen gemacht.

Ja, die EU hat mit einer beachtlichen Schnelligkeit auf die Krise reagiert, und das war gut so. Ich werde aber den Eindruck nicht los, dass die Krisenbewältigung zu einer neuen Gewichtung der Werte in der EU geführt hat und die Buchhaltermentalität das Soziale in eine Nebenrolle gedrängt hat. Dabei gehört das Binom, das Gleichgewicht zwischen dem Ökonomisch-Finanziellen und der Sozialpolitik, zu den Haupttrümpfen der Europäischen Union.

Ich bin davon überzeugt, dass Europa entweder seiner sozialen Berufung treu bleibt oder das Vertrauen seiner Bürger verspielt. Ou, en d'autres mots: Monsieur le Président, l'Europe restera une Europe sociale ou ne sera plus.

Europa kann nicht auf einem sozialen Trümmerhaufen aufgebaut werden. Und wir sollten damit aufhören, unsere Sozialsysteme einseitig als Kostenfaktor und Risikofaktor für die Staatshaushalte darzustellen.

Ja, Sozialpolitik ist teuer. Sie kostet, aber sie bringt auch einen unschätzbaren Mehrwert in Sachen Existenzsicherheit und Lebensqualität. Außerdem waren gute Sozialsysteme ein nicht zu unterschätzender Stabilisierungsfaktor während der Krise. Nicht zu vergessen, dass die sozialen Dienstleistungen in den Bereichen Gesundheit, Alterspflege und Kinderbetreuung einen regelrechten Jobmotor darstellen. Und qualitativ gute Arbeitsplätze sind das, was die Leute in Europa wohl am dringendsten brauchen!

Länder, die ihre Sozialsysteme trotz der Krise, oder besser, wegen der Krise nicht geschwächt haben, sind besser durch die schwierigen Zeiten gekommen und konnten soziale Frakturen verhindern.

Und deshalb, lieber Martin Schulz, würde ich mir wünschen, dass es in der Kommission, im Europäischen Rat zu einem Umdenken kommt und wir uns nicht mit Impaktstudien über die Konsequenzen der Sozialausgaben für die Haushalte der einzelnen Länder begnügen, sondern sie durch Impaktstudien über die negativen Konsequenzen einer blinden Austeritätspolitik für unsere Sozialsysteme und die so wichtige soziale Kohäsion ergänzen.

Das Argument, dass, gemäß EU-Vertrag, ECOFIN zum „core business" der EU gehört, die Sozialpolitik jedoch allein Sache der einzelnen Länder sei, lasse ich nicht gelten. Denn längst versucht ECOFIN zu diktieren, wie Altersvorsorge und Sozialpolitik in den einzelnen Ländern auszusehen haben.

Bei der bevorstehenden Europawahl muss es deshalb auch um die Wiederherstellung einer echten Partnerschaft zwischen Wirtschafts- und Finanzpolitik einerseits und anderseits Sozialpolitik gehen.

Vor dem Hintergrund einer beängstigenden Entwicklung von rechtsextremem Gedankengut, zunehmender Gewaltbereitschaft, von Fremdenhass, der durch eine Zweiklassengesellschaft gefördert wird, brauchen wir Perspektiven, mit denen wir unsere Bürger überzeugen können. Deshalb muss Europa für ein dauerhaftes Wachstum, Arbeit für unsere Jugend und unsere älteren Arbeitnehmer, Solidarität zwischen den Generationen und Toleranz stehen.

Da es gute Aussichten gibt, dass der nächste Kommissionspräsident heute neben mir oder vor mir sitzt, bin ich guter Hoffnung, dass dieser Wunsch den Weg nach Brüssel finden wird.

Dir Dammen an Dir Hären, Europa muss an deenen nächste Jore Wonner vollbréngen. Mä aneschters wéi Zauber a Wonner a Märercher verlaange politesch Wonner e permanenten Asaz, Iwwerzeegungskraaft an Ausdauer. D'Chamber wäert hiren Deel dozou bäidroen a sech sécher net manner, mä nach besser mat europäeschen Dossieren ausenanersetzen!

Merci Martin, dass du haut de Mëtte bei eis bass. An domat hues du d'Wuert. Wann ech dech dierft bieden, un d'Riednerpult ze goen. Ech halen der de Réck fräi.

(Hilarité)

3. Déclaration de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Vielen Dank, Herr Präsident! Vielen Dank, meine Damen und Herren, für die Einladung, zu Ihnen sprechen zu dürfen. Das ist für mich eine außergewöhnliche Ehre, es ist für mich ein emotionaler Moment. Ich werde ihnen im Verlauf meiner Rede sagen, warum es für mich auch berührend ist, im Parlament dieses wunderbaren Landes reden zu dürfen.

Ich danke für die Einladung. Ich danke für die Aufmerksamkeit, die Sie mir entgegenbringen. Ich danke meinen Kolleginnen und Kollegen aus dem Europäischen Parlament, die den Weg hierher gefunden haben, Charles Goerens und Astrid Lulling, die ich auf der Tribüne sehe. Ich bin also nicht nur von einem mächtigen Präsidenten umgeben, der mir den Rücken freihält, sondern auch begleitet von zwei treuen Begleitern im Europaparlament.

Meine Damen und Herren, in der biografischen Einführung, die der Präsident der Abgeordnetenkammer hier vorgetragen hat, fällt der Name Eschweiler. Das ist in der Tat der Ort, die Stadt, in der ich geboren bin. Eschweiler war auch der Namensgeber für den Monopol-Steinkohlenunternehmer, der in der Aachener Region, wo ich zu Hause bin, die Schürfrechte besaß, nämlich der Eschweiler Bergwerks-Verein. Der Eschweiler Bergwerks-Verein war seit dem Jahre 1903 eine 100%ige Tochter der ARBED. „Die Luxemburger", so hieß es bei uns, „haben das Sagen."

Und ich bin als junger Bursche, wenn wir sonntags Ausflüge machten, nicht nur nach Belgien gefahren. Ich bin im Dreiländereck, also in dem Dreieck Aachen-Maastricht-Lüttich, geboren und aufgewachsen. Das ist vielleicht die europäisierteste Region, die es in Europa gibt, wo ich zu Hause bin - neben Luxemburg logischerweise.

Wir fuhren dann auch mit dem Fahrrad, wenn wir ins Ösling fuhren. Bis Wemperhardt sind es exakt 86 km vom Stadtzentrum Aachens. Und wenn wir ins Minette fuhren, hatten wir den Eindruck, zu Hause zu sein, weil da sah es genauso aus wie bei uns.

Ich fühle mich diesem Land in einer besonderen Art und Weise verbunden, weil ich ein Nachbar Luxemburgs war und bin. Aber ich fühle mich diesem Land auch in besonderer Weise verbunden als Präsident des Europäischen Parlaments.

Meine Damen und Herren, die Idee von Europa, die Idee, dass Staaten und Völker über Grenzen hinweg zusammenarbeiten, die Idee, dass wir gemeinsame Organe gebildet haben nach dem Zweiten Weltkrieg, in denen die Nationen, weil sie diese Institutionen bilden, sich einen Rahmen geschaffen haben, der ihnen dient, einen fairen Interessenausgleich zu finden, obwohl die Ausgangslagen der einzelnen Nationen sehr heterogen sind, die Grundvoraussetzungen der Länder sehr unterschiedlich sind, die Tatsache, dass es gelungen ist, dass Staaten und Völker über Grenzen hinweg in gemeinsamen Organen kooperieren, hat zu einer Philosophie geführt, die ich für ein großes europäisches Erbe heute schon halte: nämlich, dass zwischen Staaten und Nationen die Stärke des Rechts regiert und nicht, wie wir an unseren Grenzen in diesen Stunden sehen, das Recht des Stärkeren!

Die Tatsache, dass wir es als Europäerinnen und Europäer geschafft haben, eine Wertegemeinschaft zu bilden, in der die nationale Demokratie, die der Ausdruck der Volkssouveränität im Parlamentarismus ist, ergänzt wird durch eine transnationale Demokratie, die übrigens ihren Ausgangspunkt nahm - deshalb freue ich mich, dass Anne Brasseur auch hier ist - in der Parlamentarischen Versammlung des Europarats - der Europarat und seine Parlamentarische Versammlung waren das Kernstück dieser sich entwickelnden transnationalen Demokratie, in der wir als Europäisches Parlament später hinzugekommen sind -, die Tatsache, dass wir diese transnationale Demokratie additiv zur nationalen Demokratie hinzufügen, dort wo sich diese Nationen und Staaten, die über die Grenzen hinweg zusammenarbeiten, gemeinsame Organe geben, um eben auch ihr Handeln demokratisch und parlamentarisch zu legitimieren, das, meine Damen und Herren, ist ein Fortschritt, den es nur in Europa gibt. Den gibt es in keinem anderen Teil der Welt!

Das Problem von uns Europäerinnen und Europäern ist, dass uns das in zunehmendem Maße als nichts wert erscheint!

Die Menschen, die auf dem Maidan-Platz demonstriert haben, viele von denen, die gestorben sind, haben die Flagge der Europäischen Union geschwenkt. Sie haben sie geschwenkt, weil wir Werte genießen, an jedem Tag, für die diese Leute ihr Leben eingesetzt haben: die Meinungsfreiheit, die Pressefreiheit, unsere unveräußerlichen individuellen Grundrechte, das Wahlrecht, das Recht, Parteien zu bilden, das Streikrecht, unsere sozialen und ökologischen Grundrechte, die Waffengleichheit vor Gericht, der Instanzenzug, ein Leben in Würde auch im Alter, die Ächtung der Kinderarbeit, das Verbot der Folter, die Abschaffung der Todesstrafe. Meine Damen und Herren, das klingt für uns alles so fremd, weil wir es nicht fürchten müssen.

Ich war gestern in Wien, wo mir die Präsidentin des österreichischen Nationalrates anlässlich einer Gedenkfeier zum 100-jährigen Beginn des Ersten Weltkrieges gesagt hat: „Bregenz ist von Wien weiter weg als die ukrainische Grenze."

Meine Damen und Herren, wir haben in Europa etwas geschaffen, was uns viel wert sein sollte, nämlich ein Immunsystem gegen Krieg. Das Immunsystem ist, dass durch die Staaten und Völker, die grenzüberschreitend kooperieren - ökologisch, ökonomisch, sozial, wirtschaftlich, politisch -, wir den Krieg unter uns so gut wie unmöglich gemacht haben. Wir haben ihn aber nicht zum Verschwinden gebracht. Er existiert immer, wie wir gerade sehen können. Deshalb warne ich alle diejenigen davor, die sagen: „Wir müssen nicht mehr über diese Gefahren reden, wir haben doch die EU", andersherum zu denken: Weil wir die EU haben, müssen wir nicht mehr über diese Gefahren reden.

Und deshalb bin ich in einem Land und in dem Parlament eines Landes, das für die EU von entscheidender Bedeutung ist. Luxemburg ist ein Gründungsstaat der Europäischen Gemeinschaft. Es waren Bürgerinnen und Bürger, Männer und Frauen dieses Landes, die den mutigen Schritt machten, diese Idee zu verwirklichen.

Und wo immer ich in Europa bin, Herr Präsident, meine Damen und Herren, werden die Menschen, wenn ich mit ihnen rede, nach wenigen Minuten nachdenklich und sagen: „Ja, die Idee ist unbestritten. Du hast recht."

Aber ich stelle auch fest, dass es immer mehr Menschen gibt, die die Idee nicht mit der EU verbinden in dem Zustand, in dem sie heute ist. Und deshalb dürfen wir uns nicht auf unseren Lorbeeren ausruhen und nur in die Vergangenheit schauen, sondern wir müssen auch in die Zukunft schauen. Und eine Zukunft, die wir in Europa bauen wollen, die muss drei Dinge beinhalten: Die Menschen müssen das Gefühl haben, dass es gerecht auf diesem Kontinent zugeht. Viele haben das Gefühl, es geht nicht gerecht zu.

Banken machen enorme Profite und zahlen keine Steuern. Und machen sie enorme Verluste, müssen die Steuerzahler für sie zahlen. Und die Kinder dieser Steuerzahler sind in vielen Ländern arbeitslos. Das bringt nicht das Gefühl von Gerechtigkeit. Dagegen müssen wir etwas tun.

Das Zweite ist: Wir müssen, da, wo Reformen nötig sind, den Menschen die Chance geben, die Reformen zu verkraften. Und ich rede, wenn ich von Reformen rede, vom Wandel, der überall notwendig ist. Der ist auch in Ihrem Land notwendig. Und ich bin hier, weil ich ja als jemand bekannt bin, der sich nicht scheut, auch an prestigeträchtigen Plätzen unangenehme Dinge anzusprechen.

Die Finanzindustrie in Europa ist in einem Wechsel begriffen und muss Regeln unterworfen werden! Sie sind ein bedeutender Finanzplatz. Aber ich, und deshalb komme ich auf meine Biographie zurück, war auch elf Jahre Bürgermeister einer Montanstadt, die nach 800 Jahren Bergbau 40 Jahre brauchte, um ihre innere Struktur zu verändern. Ich weiß, dass man in einem Land wie Ihrem, in dem die Finanzindustrie einen bedeutenden Beitrag zur Wohlfahrt dieses Landes leistet, nicht von einem Tag auf den anderen die Dinge verändern kann.

Ein Land braucht, auch wenn diese Dinge verändert werden müssen, Zeit. Ihr Land auch. Deshalb begrüße ich ausdrücklich die Schritte, die jetzt unternommen werden von der Regierung in Richtung auf veränderte Transparenz, auf veränderte Maßnahmen in der Ordnung im Steuerwesen.

Aber ich garantiere Ihnen auch umgekehrt, dass ich zu denen gehöre, die den europäischen Organen sagen: Überfordert auch ein Land und seine Bevölkerung nicht und gebt denjenigen, die Verantwortung tragen, im Parlament und in der Regierung, die Zeit, die sie brauchen, um die entsprechenden Veränderungen vorzunehmen.

Und dann will ich Ihnen zum Abschluss etwas Drittes sagen: Wir alle tragen gemeinsam Verantwortung für diesen Kontinent. Und wenn Sie mir gestatten, dass ich noch einmal auf mein eigenes Leben zurückblicke - und ich hoffe, dass ich noch lange Zeit nach vorne blicken kann -: Die Opfer, die von der Generation meiner Eltern in Europa verlangt wurden, die waren ungeheuer!

Die Nachkriegsgeneration, auch in diesem Land, bekam von ihrer Regierung gesagt, dass sie länger arbeiten müsste und weniger Geld bekäme, dass der Staat weniger Leistungen für sie erbringt und sie dafür bezahlen müsste, dass sie vielleicht höhere Steuern zu zahlen hätte und höhere Abgaben, aber es gab weniger Urlaub. Und das war nicht nur in meinem Land, nicht nur in Luxemburg so. Das war fast überall in Europa so.

Warum hat diese Generation all diese Opfer gebracht ohne Murren? Weil die Regierungen ihnen sagten: „Es ist für eure Kinder."

Und sichtbar war es für uns! Wenn ich mein Leben vergleiche mit dem Leben meiner Eltern: Mein Vater war 60 Jahre alt, als er zum ersten Mal in seinem Leben Urlaub machen konnte!

Nun ist meine Generation, unsere Generation in der Verantwortung. Und wir verlangen überall in Europa Opfer von Eltern: dass sie weniger verdienen, dass sie länger arbeiten müssen, dass sie später in Rente gehen können, dass sie höhere Beiträge bezahlen müssen, dass sie weniger staatliche Leistungen bekommen. Und wofür? Um Banken zu retten!

Meine Damen und Herren, das geht an die Kernsubstanz der Bereitschaft von Menschen, für die Idee einzustehen. Es geht an den Vertrauensverlust.

Wir müssen dieses Vertrauen zurückgewinnen, egal wo. Sie im luxemburgischen Parlament, wir im Europäischen Parlament. Aber egal wo, geht es um eines: Wenn wir es nicht mehr schaffen, den Menschen glaubwürdig zu vermitteln, dass ihr persönliches, individuelles Schicksal das Leitmotiv unseres nationalen und europäischen Handelns ist, dann geht Europa schwierigen Zeiten entgegen.

Deshalb: In Luxemburg ist dieses Bewusstsein, das weiß ich, ich lese die Presse dieses Landes jeden Tag - es ist nicht immer vergnügungssteuerpflichtig, sie zu lesen, aber das ist es in keinem Land -, aber quer über fast alle Fraktions- und Parteigrenzen hinweg ist dieses Bewusstsein, dass, wenn uns das nicht gelingt, Europa in Gefahr gerät, vorhanden.

Weil Sie, das weiß ich, wissen: Ohne Europa sind wir im 21. Jahrhundert nicht mehr in der Lage, unseren Auftrag zu erfüllen, nämlich den Schutz der einzelnen Menschen und ihrer individuellen Rechte, nationalstaatlich oder europäisch, zu garantieren. Deshalb bin ich glücklich, in einem Parlament sprechen zu dürfen, in dem ich weiß, dass dieser Geist Regierung und Opposition beseelt.

Vielen Dank!

(Applaudissements)

M. le Président.- Vielen Dank, Martin Schulz. Wie Sie sehen, ist das Interesse für europäische Fragen in diesem Parlament sehr groß. Das Parlament ist vollzählig und die Kollegen der Regierung sind auch fast vollzählig, wenn man von den Regierungsvertretern absieht, die auf anderer Mission sind. Ich bin sehr froh darüber, denn europäische Fragen gehören in dieses Haus und gehören in diesem Haus intensivst diskutiert.

Martin Schulz wird jetzt auf die Fragen der Kollegen der verschiedenen Fraktionen antworten. Als Erstes werde ich dem Präsidenten des Auswärtigen Ausschusses, Marc Angel, das Wort geben für die erste Frage. Martin Schulz kann ohne Weiteres von hier oben aus antworten. Ich werde ihm dann die Mikrofone rüberreichen.

Marc Angel hat das Wort.

4. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP

M. Marc Angel *(LSAP).*- Sehr geehrter Herr Präsident des Europäischen Parlaments, lieber Martin Schulz, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Nationalistische - und damit in der Regel verbunden -, europafeindliche politische Gruppierungen und Parteien gewinnen seit einiger Zeit an Zulauf. Angesichts dieser wachsenden populistischen und extremistischen Tendenzen hier in Europa stellt sich die Frage, wie den Bürgern der Nutzen und die Vorzüge des europäischen Einigungswerkes wieder nähergebracht werden können.

Und da wollte ich wissen: Welche Rolle spielt das Europäische Parlament bei der Vermittlung der EU-Politiken? Und welchen Beitrag können wir Ihrer Meinung nach als nationales Parlament in diesem Zusammenhang leisten?

Vielen Dank!

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ich glaube, dass wir gut beraten sind, Herr Kollege, wenn wir nicht jeden, der eine Kritik an der Europäischen Union übt, a priori als Anti-Europäer bezeichnen oder als Euroskeptiker. Ich habe ja in meinen Ausführungen auch versucht darzustellen, dass es sehr wohl eine Menge Menschen gibt, die vom Grundsatz her der Idee Europas gegenüber positiv eingestellt sind, aber den Eindruck haben, dass die Europäische Union dem Anspruch dieser Idee nicht gerecht wird, dass die Form und der Inhalt nicht zusammenpassen.

Europa wird von vielen Menschen als eine anonyme Macht wahrgenommen, die in ihren Alltag eingreift, wo aber sie selbst auf diese Macht keinen Einfluss haben. Und dann gibt es ein großes Maß an Verzweiflung und Hoffnungslosigkeit, das unter den Menschen herrscht. Und diese Verzweiflung und Hoffnungslosigkeit muss man ernst nehmen.

Und ganz viele Leute haben in Europa, das müssen wir selbstkritisch feststellen, den Eindruck, wir nähmen das nicht ernst, wir nähmen sie nicht ernst! Und diese Menschen sind, wenn sie sich allein und im Stich gelassen fühlen, relativ schnell bereit, dann auch ihre Stimme radikalen Leuten zu geben, die ja in der Regel sehr einfache Lösungen anbieten, ohne dass sie selbst die Verpflichtung übernehmen, zu sagen, wie denn die komplexen Probleme verbessert werden können.

Das erleben wir ja allerorten. Und das ist übrigens auch nicht im politischen Spektrum nur einseitig angesiedelt, das gibt es überall.

Deshalb glaube ich, der beste Weg, um die Leute von der Abwendung von der Demokratie, der Abwendung von der transnationalen Demokratie abzuhalten, ist der offene Wettbewerb von Konzepten und Personen um bessere Lösungen, und wenn das verbunden wird mit einer glaubwürdigen Strategie, die dazu führt, dass Leute den Eindruck haben: Die kümmern sich wieder um das individuelle Schicksal.

Ich mache es mal am praktischen Beispiel: Wir haben uns alle angewöhnt, nur über Milliarden zu reden. Das sind mal 30 Milliarden hier, dann sind es mal 100 Milliarden da. Dann sind es mal 15 Milliarden hier, dann brauchen wir

noch mal schnell 700 Milliarden, um unser Währungs- und Bankensystem zu stabilisieren. Seien Sie mir nicht böse, Herr Kollege: Eine Million Euro ist für mich viel Geld! Ich unterstelle mal, für Sie auch.

Tausend Euro sind für die meisten unserer Mitbürgerinnen und Mitbürger extrem viel Geld. Wir aber reden alle nur in Milliarden - wir können gar nicht anders. Aber wir müssen vorsichtig sein, nicht den Bezug zum Alltagsleben unserer Wählerinnen und Wähler zu verlieren. Für die sind nämlich die tausend Euro wichtig.

Und ich glaube, wenn wir es schaffen, als Politikerinnen und Politiker wieder stärker den Fokus darauf zu legen, dass wir verpflichtet sind zu sagen, was wir tun, und anschließend zu tun, was wir gesagt haben, dann gewinnen wir Vertrauen zurück, und das ist der beste Weg gegen Extremismus.

M. le Président.- Vielen Dank. Claude Wiseler von der CSV-Fraktion wird Ihnen die nächste Frage stellen. Claude Wiseler hat das Wort.

2) Question posée par le groupe politique CSV

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Vielen Dank, Herr Präsident. Herr Präsident des Europaparlamentes, wie Sie wissen, ist für uns Luxemburger der Sozialdialog ein wesentliches Instrument, das wir in den letzten Jahrzehnten oft und erfolgreich angewandt haben, auch wenn seit Beginn der Finanzkrise dieses Instrument einige Schrammen abbekommen hat.

Kein anderes Instrument als der Sozialdialog kann den sozialen Frieden nachhaltig absichern.

Der Sozialdialog ist ebenfalls ein wichtiger Teil der Sozialpolitik der Europäischen Union. Wie Sie wissen, findet er seine Rechtsgrundlage im Vertrag über die Arbeitsweise der EU, der neben dem EU-Vertrag einer der Gründungsverträge der Europäischen Union ist.

Das Europäische Parlament spricht sich auch oft für den Sozialdialog aus. Es bleibt, dass es an Sozialdialog innerhalb der EU mangelt. Die Erwartungen der Bürgerinnen und Bürger sind aber bezüglich der sozialen Gerechtigkeit groß.

Meine Frage ist, erstens: Was hat die EU, allen voran das Europäische Parlament, getan, um den Sozialdialog innerhalb der EU zu fördern? Was soll das EU-Parlament tun, damit der Aufruf nach mehr Sozialdialog in den einzelnen Ländern auch tatsächlich umgesetzt wird?

Anders ausgedrückt: Wie kann das EU-Parlament dafür sorgen, dass es zu mehr als nur einer Förderung des Sozialdialogs kommt, sondern dass dieser bewusst in jedem EU-Mitgliedstaat konkret Einzug findet?

Was für neue oder zusätzliche Mittel braucht das EU-Parlament, um den Sozialdialog konkret in allen EU-Mitgliedstaaten zu stärken?

Ich danke Ihnen für Ihre Antworten.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Vielen Dank für Ihre Frage. Das Europäische Parlament hat in unzähligen Resolutionen - ich glaube, das wissen Sie so gut wie ich - die Frage, die Sie gestellt haben, behandelt. Und es gibt, übrigens quer über alle Fraktionsgrenzen hinweg, mit überwältigenden Mehrheiten im Europäischen Parlament eine ausdrückliche Befürwortung der Institutionalisierung des Sozialdialogs, die wir partiell in den EU-Verträgen, nur partiell, verwirklicht haben und bei der wir im Rahmen der Sozialpartnerschaft, übrigens auch des Verständnisses von sozialer Marktwirtschaft und damit verbundener Sozialpartnerschaft - eines in den Mitgliedstaaten sehr unterschiedlichen Verständnisses - als Europaparlament bis dato nicht so weit gekommen sind, dass wir zu auch nur annähernd gleicher Betrachtung auf der nationalstaatlichen Ebene gekommen wären.

Das liegt zum einen an der Kompetenzordnung. Es liegt zum anderen aber auch an politischen Strukturen und Mehrheiten. Da muss man offen sein, dass man das hier so sagt.

Der größte Erfolg, den das Europäische Parlament meiner Meinung nach aber in der praktischen Umsetzung seiner eigenen Ansprüche erzielt hat, war die interinstitutionelle Vereinbarung, die wir bei der Einsetzung der zweiten Kommission Barroso erreicht haben, dass wir nämlich die Kommission, zumindest auf dem Papier, verpflichteten, und der Europäische Rat nach zögerlichen Anfängen am Ende akzeptiert hat, dass Barroso in der interinstitutionellen Vereinbarung das sogenannte „social impact assessment", also die soziale Folgenabschätzung, vor Initiativ-Werden der Kommission als eine verpflichtende Vereinbarung mit dem Europäischen Parlament festgelegt hat.

Das hat im Verlauf der fünf Jahre, ich sage mal, „an Intensität verloren" und nachgelassen, weil es auch überlagert wurde von anderen Themen. Aber die Tatsache, dass wir es schafften, zu Beginn die Kommission darauf zu verpflichten, dass sie die sozialen Folgen ihres Handelns abschätzen muss, bevor sie tätig wird, war meiner Meinung nach einer der ganz großen Schritte.

Ich war in einer anderen Funktion an den Verhandlungen damals intensiv beteiligt. Und ich kann Ihnen sagen, dass das Bewusstsein für den sozialen Dialog - das habe ich damals gemerkt - im Europäischen Parlament deutlich höher ausgeprägt ist als auf mancher nationalen Ebene. Die Sozialpartnerschaft ist in manchen Ländern verfassungsmäßig verankert - in meinem Heimatland. In anderen Ländern ist sie ein Fremdwort, das muss man leider so offen sagen!

Was ist zu tun? Das ist der nächste Teil Ihrer Frage gewesen. Ich hätte jetzt natürlich… Es wäre fast verführerisch, intensiv jetzt in diese Diskussion „Was liegt vor uns in den nächsten Wochen und Monaten?" einzusteigen. Das tue ich aber aus bekannten Gründen nicht, sondern sage nur: Ich hoffe, dass, wie auch immer das nächste Parlament zusammengesetzt wird und die nächste Kommission, sie der Sozialpartnerschaft und dem sozialen Dialog einen höheren Stellenwert einräumen. Ich bin ziemlich sicher, dass das der Fall sein wird.

M. le Président.- Danke, Martin Schulz. Claude Wiseler ist übrigens beigeordneter Fraktionschef der CSV. Die nächste Frage kommt vom Fraktionschef der Liberalen, der DP, Eugène Berger. Herr Berger hat das Wort.

3) Question posée par le groupe politique DP

M. Eugène Berger *(DP).*- Herr Präsident des Europaparlaments, vielen Dank für Ihre Rede. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, in den vergangenen Jahren wurden auch aufgrund der Wirtschafts- und Finanzkrise immer mehr Entscheidungen innerhalb der Europäischen Union hinter verschlossenen Türen und zulasten der Gemeinschaftsmethode getroffen. Dieses Vorgehen hat nicht zuletzt auch dazu geführt, dass das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in die europäischen Institutionen immer weiter abgenommen hat.

Deshalb meine Frage: Wie gedenken Sie vorzugehen, damit in Zukunft die Entscheidungsprozesse innerhalb der EU wieder transparenter und verstärkt nach den Prinzipien der Gemeinschaftsmethode ablaufen?

Danke.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Das ist keine unkomplizierte Frage, die Sie mir gestellt haben. Die Gegenüberstellung der Gemeinschaftsmethode und der „Unionsmethode", wie sie so genannt wurde, hat der deutsche Philosoph Jürgen Habermas einmal beschrieben mit dem Satz, es gäbe eine Selbstermächtigung des Europäischen Rates.

Das heißt, wir haben im Rahmen der von Ihnen beschriebenen Wirtschaftskrise eine Entwicklung erlebt, dass unter dem Druck der tatsächlichen Verhältnisse Regierungschefs, vielleicht manchmal auch ein bisschen neben den tatsächlichen Vertragsstrukturen, Entscheidungen auf ihre Ebene gezogen haben und sie getroffen haben - sie auch so treffen mussten, weil es dazu keine Alternative gab, ohne großen Schaden in Kauf zu nehmen. Also, sozusagen im Wege der Abwehr von großem Schaden.

Das kann man eine Zeit lang hinnehmen. Aber man kann nicht aus der Ausnahme die Regel machen. Und deshalb glaube ich, dass die Zurückkehr zur Gemeinschaftsmethode heißt, dass es für die Zuständigkeit bei der Aufgabenerfüllung, die auf die Gemeinschaft übertragen ist, dass es die Gemeinschaftsorgane sind, die dafür auch Verantwortung tragen. Die Rückkehr zu dieser Methode ist meiner Meinung nach zwingend erforderlich! Das wird sogar jeder Regierungschef im Europäischen Rat - das unterstelle ich mal - sofort unterschreiben, mit dem Satz: „Ja, aber wir, der Europäische Rat der Staats- und Regierungschefs, sind ja auch ein Gemeinschaftsorgan!"

Die entscheidende Frage ist: Wie betten wir den Europäischen Rat, der nämlich ein gemischtes Gremium ist aus den Regierungschefs der Mitgliedstaaten, deren Hauptaufgabe in ihrem Eigenbild - jedenfalls nach meinem Gefühl - sehr häufig die Wahrnehmung ihrer spezifischen nationalen Interessen ist, der aber nach meinem Eindruck auf der anderen Seite als Organ eine organschaftliche Stellung in der EU zur Aufgabenerfüllung in der EU hat - wie kriegen wir diesen spürbaren inneren Widerspruch beim Handeln des Europäischen Rates aufgelöst?

Wie schaffen wir es, dass die meisten Regierungschefs nicht nach Brüssel reisen mit dem Ansatz: „Ich bin hier, um die Interessen meines Landes zu verteidigen", was nämlich insinuiert, sie würden angegriffen, sondern nach Brüssel kommen mit der Maßgabe: „Ich bin da, um in der Gemeinschaft Lösungen zu finden." Wenn das der Fall wäre, wenn das der Geist wäre, dann wären wir ein Schritt weiter, nämlich, dass die Gemeinschaftsmethode auch den Europäischen Rat der Staats- und Regierungschefs beinhaltet, und sie sich zu dieser Gemeinschaftsmethode bekennen würden.

Dazu ist es noch ein kleiner Schritt. Aber ich habe Ihrer Fragestellung auch entnommen, dass Sie und Ihre Fraktion die Gemeinschaftsmethode für die bessere halten, und da, wenn ich das richtig sehe, der Regierungschef dieses Landes aus Ihren Reihen kommt, ist das ja für ihn relativ einfach, diesen Widerspruch zumindest für sich aufzulösen.

(Hilarité)

M. le Président.- Da wir bei der Fragestellung abwechselnd Mehrheits- und Oppositionsbänke zum Zuge kommen lassen, kommt die nächste Frage von Herrn Fernand Kartheiser, Vertreter der ADR. Herr Kartheiser, Sie haben das Wort.

4) Question posée par le groupe politique ADR

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Sehr geehrter Herr Präsident des Europaparlaments, bis zum heutigen Tag gibt es 24 Amtssprachen in der Europäischen Union. Daneben gibt es noch Abkommen mit Spanien betreffend die Benutzung - damit ich keine vergesse - der baskischen, katalanischen und galicischen Sprache sowie mit dem Vereinigten Königreich betreffend die walisische und schottische Sprache.

Nun ist es so, dass Luxemburgisch die Nationalsprache des Großherzogtums Luxemburg ist sowie, neben Französisch und Deutsch, eine der drei Verwaltungssprachen des Landes.

Sowohl das Europäische Parlament als auch der Ministerrat haben ihre Verpflichtung zur Förderung der Mehrsprachigkeit in der Europäischen Union aktenkundig gemacht. Und bemerkenswert sind, in unseren Augen, die Bestimmungen des Ministerrates vom Juni 2005, der Bestimmungen vorgesehen hat, die keine zwingende Übersetzung aller Rechtsinstrumente der Union in alle betroffenen Sprachen vorsehen. Und wir denken, dass eine solche Lösung auch für Luxemburg, für Luxemburgisch vorstellbar wäre.

Deshalb wollten wir Ihnen die Frage stellen, wie Sie sich zum Gebrauch der luxemburgischen Sprache innerhalb der europäischen Institutionen stellen, ob Sie da auch mit berücksichtigen, dass das Europäische Parlament ausdrücklich technische und haushaltsbezogene Argumente gegen die Verwendung mehrerer Sprachen oder zur Reduzierung der Sprachen ausgeschlossen hat.

Und insbesondere auch: wie Sie sich dazu stellen würden, wenn die luxemburgische Regierung einen Antrag stellte, um Luxemburgisch gemäß den Bestimmungen von 2005 innerhalb der europäischen Institutionen zu fördern, ob Sie einen solchen Antrag dann auch unterstützen und fördern würden.

Vielen Dank!

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ja, dat, Här Deputéierten, muss Är Regierung selwer décidéieren, wa se dat wëllt.

(Hilarité générale)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Dat war awer net d'Fro.

(Hilarité)

Une voix.- Gutt Äntwert!

(Hilarité, brouhaha et applaudissements)

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Wenn der Antrag gestellt würde, müsste ich mich damit befassen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ja.

(Hilarité)

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ich… Seien Sie mir nicht böse, ich überlasse das dem Hohen Haus. Mir würde es nichts ausmachen. Also, ich kann damit leben, aber…

M. le Président.- Er versteht Luxemburgisch. An e schwätzt et och.

Une voix.- Nächste Frage!

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ich fand es immer großartig, dass wir diese Sprachenvielfalt haben. „Lëtzebuergesch" ist eine wunderbare Sprache. Da haben Sie recht. Die Sprachenvielfalt der Europäischen Union ist auch ein großer Beitrag zu unserem kulturellen Reichtum. Da haben Sie auch recht.

Aber ich habe den Eindruck - wenn ich EU und Luxemburg miteinander vergleiche -, das Großherzogtum profitiert von der Europäischen Union, auch ohne dass in der EU „Lëtzebuergesch" Amtssprache ist. Ich hatte den Eindruck, dass, ganz im Gegenteil, die Großherzigkeit, mit der bis dato mit dieser Frage umgegangen worden ist, uns sehr geholfen hat.

Übrigens, wenn ich Ihnen hier sagen müsste, welche Schwierigkeiten ich als Präsident des Parlaments mit den von Ihnen aufgeworfenen Sprachen habe und was dahinter für ein ideologischer Sprengsatz sitzt, der mit Europa nicht das Geringste zu tun hat,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- …dann würde ich es bevorzugen, dass wir diese Debatte jetzt vielleicht nicht vertiefen.

M. le Président.- Danke, Herr Präsident. Als nächste Frage steht die Frage von Herrn Claude Adam von der Fraktion der Grünen an. Herr Adam, Sie haben das Wort.

5) Question posée par le groupe politique déi gréng

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Danke, Herr Präsident. Herr Präsident des Europaparlaments, sehr geehrter Herr Schulz, letzte Woche fand in Brüssel die vierte Verhandlungsrunde zur Transatlantischen Handels- und Investitionspartnerschaft, auch unter dem Kürzel TTIP bekannt, statt. Dieses Abkommen wird die Rechte der europäischen Verbraucher, Umweltschutz- und Gesundheitsstandards, kleine landwirtschaftliche Betriebe und unseren Rechtsstaat direkt betreffen.

Das betonte auch der EU-Chefunterhändler, der erklärte, dass 80% des Abkommens Regeln beträfen, die Menschen vor Risiken im Bereich Gesundheit, Sicherheit, Umwelt, Finanzen und Datenschutz schützen. Die Zeitung „Financial Times" erklärte, das Ziel der USA bestehe vor allem darin, mehr Einfluss auf die Festlegung der EU-Regeln zu nehmen. Und Kommissar De Gucht hat dies nicht zurückgewiesen.

Nach meinen Informationen kommen die Verhandlungen nur schwer voran. Und die EU-Position ist eine rein defensive Position. Es geht um sehr viel bei diesen Verhandlungen. Dennoch ist die Öffentlichkeit in der EU weitgehend schlecht informiert über den Verhandlungsstand, weil bislang völlige Intransparenz herrschte.

Sie haben im Europaparlament bereits im Bereich der Transparenz nachgebessert und einen Koordinationsrat zur TTIP ins Leben gerufen. Damit ist der Kreis der Informierten bereits erheblich erweitert worden.

Sind Sie nicht auch der Ansicht, dass die Verhandlungstexte zur TTIP den Bürgerinnen und Bürgern prinzipiell auch direkt zugänglich sein sollten, beispielsweise über eine Veröffentlichung auf der Website der EU-Kommission, und auch öffentlich zusammen mit den interessierten Bürgerinnen und Bürgern und Organisationen diskutiert werden sollten?

Die USA haben unter Bush die Verhandlungstexte zur „Free Trade Area of the Americas" veröffentlicht. Weshalb werden im Falle des Freihandelsabkommens diese Texte der Öffentlichkeit vorenthalten? Es geht schließlich um fundamentale Grundrechte.

Vielen Dank!

M. le Président.- Vielen Dank, Herr Adam.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Herr Kollege, ich bin der Vorsitzende dieses von Ihnen beschriebenen Koordinationsgremiums, das ich auch selbst initiiert habe, aus den Gründen, die Sie genannt haben. Wir haben im Europäischen Parlament zudem, ich glaube, elf Ausschüsse, die neben dem Handelsausschuss mitbeteiligte Ausschüsse sind, und deshalb bedarf es schon im Europäischen Parlament großer Koordinierung.

Ich würde Ihnen gerne etwas vom Grundsatz sagen: Ich glaube, dass das Freihandelsabkommen oder die Idee einer verstärkten Handelsbeziehung der beiden größten Wirtschaftsräume der Erde, die Demokratien sind, a priori keine schlechte Idee ist. Sie ist deshalb a priori keine schlechte Idee, weil das 21. Jahrhundert ein Jahrhundert des Handels wird: Handel und Zugang zu Handelsräumen, der Zugang zu unserem Wirtschaftsraum, dem Binnenmarkt der Europäischen Union, der der mit Abstand reichste - wenn wir das Per-Capita-Einkommen der Bürgerinnen und Bürger, sehr ungerecht verteilt, aber, wenn Sie das Per-Capita-Einkommen der Bürgerinnen und Bürger und die damit verbundene ökonomische Kapazität zugrunde legen -, der reichste Binnenmarkt der Welt ist.

Wir geraten in diesem 21. Jahrhundert in diesen weltweiten Handelsbeziehungen, in denen wir sind, extrem unter Druck, was unsere ökologischen, sozialen und individuellen Grundrechte-

standards angeht. Wir leben in einem interkontinentalen Wettbewerb, in dem wir Wettbewerbern ausgesetzt sind, für die unsere Standards nichts gelten!

Die Produktion von Gütern, die wir auf unseren Markt importieren, erfolgt sehr häufig auf der Grundlage des niedrigsten Lohnstandards, der größten Ausbeutung, des geringsten Respekts vor der Natürliche-Ressourcen-Verschleuderung. Wenn aber in einem weltweiten Handelskonzept, in dem wir leben, der niedrigste soziale, Öko- oder Grundrechtestandard ein Wettbewerbsvorteil ist, weil die billiger produzieren als wir, die wir unsere Werte verteidigen und respektieren, geraten wir unter Druck.

Deshalb glaube ich, dass in Handelsverträgen die Chance beinhaltet ist, unsere Standards auch durchzusetzen, indem wir sagen: „Wer auf unseren Markt Zugang haben will, der muss auch unsere Standards respektieren!" Nicht immer eins zu eins, und das dauert Zeit, aber es ist ein Instrument. Es ist übrigens in meinen Augen auch eine Zukunftsbegründung für die Europäische Union: dass wir unseren erreichten Standard nur dann verteidigen können, wenn wir uns ökonomisch und politisch neben der Ökonomie so starkmachen, dass wir das durchsetzen können. Deshalb sind Handelsabkommen vom Grundsatz gut.

Wenn die Handelsabkommen, und darauf zielen Sie in Ihrer Frage ja ab, aber dazu dienen sollen, dass der Abbau von Handelsbarrieren einhergeht mit dem Herunternivellieren der von uns erreichten Standards, dann ist das falsch.

Und ich sehe, dass ganz viele Bürgerinnen und Bürger das Gefühl haben, dass diese Gefahr droht. Und deshalb verstehe ich die Nachfrage. Deshalb verstehe ich auch, dass wir zum jetzigen Zeitpunkt nicht weiterkommen, weil a) bei einer ganzen Menge Mitgliedsregierungen der EU, b) auch im Europäischen Parlament selbst und auch in den nationalen Parlamenten die Skepsis ja erheblich gewachsen ist. Die Runde, die vierte Verhandlungsrunde, die am 13. März zu Ende gegangen ist, ist ja ohne Ergebnis zu Ende gegangen.

Und ein Alarmzeichen für mich, und ganz interessanterweise - das würde ich Ihnen gerne hinzufügen - auch für die amerikanische Seite erstaunlicherweise, war Folgendes: Die bei der Investitionsschutzklausel aufgekommene, als realistisch erkennbare Gefahr, dass Unternehmen mit Klagen in der Lage sind, Grundrechte oder Standards außer Kraft zu setzen, dass sozusagen auf dem gerichtlichen Wege ein Bypass geschaffen wird, um gesetzlich verankerte Standards zu umgehen, diese Angst hatten auch Unternehmen der Vereinigten Staaten von Amerika, die ihrerseits die Furcht hatten, dass wir Europäer das in den USA machen würden.

Das hat gezeigt: Wir sind ganz am Anfang. Ich glaube nicht, dass wir noch in dieser Wahlperiode damit zu Ende kommen werden. Und ich bin auch nicht der Meinung, dass wir unter diesem extremen Hochdruck arbeiten sollten, denn - ich gehe zum Ausgangspunkt zurück - sollte es uns gelingen, dass wir unter Wahrung unserer Standards aber unsere werteorientierten Demokratien in der wirtschaftlichen Kooperation gegenseitig stärken könnten gegen illoyalen Wettbewerb auf der Grundlage von Öko- und Sozialdumping, dann wird es uns allen nutzen. Das heißt, der Grundsatz ist nicht schlecht, aber die bisherige Entwicklung lässt mich und viele andere zweifeln, dass wir das in diesem Schnellverfahren machen müssen.

M. le Président.- Vielen Dank, Herr Präsident. Die letzte Frage wird Ihnen Herr Justin Turpel von déi Lénk stellen. Herr Turpel.

6) Question posée par le groupe politique déi Lénk

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Guten Tag, Herr Präsident. Man hat mir gesagt, wenn ich artig sei, dürfe ich Ihnen eine Frage stellen. Eigentlich will ich nicht artig sein, sondern angesichts der Auswirkungen der Politik der EU und auch des Europaparlaments heftig protestieren oder mindestens mit Ihnen darüber diskutieren. Aber leider reicht die Zeit dazu nicht.

Deshalb hier meine Frage: Das Europaparlament hat letzte Woche heftige Kritik an der Arbeitsweise der Troika in den EU-Krisenstaaten geübt, einer Troika, deren Einsetzung allerdings vom EU-Parlament gebilligt worden war. In dem Bericht der Abgeordneten, der am letzten Donnerstag mit 488 Stimmen gegen 140 Stimmen gutgeheißen wurde, heißt es, die Gruppe aus Vertretern der Europäischen Zentralbank, des Internationalen Währungsfonds und der EU-Kommission habe einseitig auf Sparmaßnahmen gesetzt und Wachstumsimpulse vernachlässigt.

Hervorgehoben wird ebenfalls, dass die Eurogruppe maßgeblich an dieser desaströsen Politik beteiligt ist. Auch sei, heißt es im Bericht des Europaparlaments, zu wenig darauf geachtet worden, negative wirtschaftliche und soziale Auswirkungen der Sparprogramme in den betroffenen Krisenländern Griechenland, Irland, Portugal und Zypern abzumildern. Kürzungen bei den Sozialleistungen und steigende Arbeitslosigkeit hätten die Armut in diesen Ländern weiter vergrößert. Auch die fehlende demokratische Kontrolle der Arbeit des Gremiums und die demokratische Legitimation zogen die Abgeordneten in Zweifel und stellten das Wirken der Troika als rechtlich fragwürdig dar.

Damit werden die Befürchtungen zahlreicher Menschen bestätigt, dass die marktradikale Politik der Troika mit Sozialabbau, Liberalisierung und Privatisierung die Arbeitslosenzahlen explodieren ließ und Millionen Menschen in diesen Ländern in Armut stürzte. Damit wurde auch der europäische Sozialstaat drastisch geschwächt.

Dazu meine Fragen: Wäre es aufgrund dieser Feststellungen nicht dringend notwendig, die undemokratischen Troika-Programme und die unsoziale Sparpolitik sofort zu beenden und Alternativen zum gescheiterten Krisenmanagement der EU anzunehmen?

Und zweitens: Würde dies nicht auch weitreichende Konsequenzen für die bisherigen Auflagen der EU an die Mitgliedstaaten, vor allem auf die Mechanismen des Europäischen Semesters nach sich ziehen?

Danke schön.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Vielen Dank, Herr Kollege. Zunächst einmal hatte ich den Eindruck, dass das, was Sie jetzt gerade zitiert haben aus dem Beschluss des Europäischen Parlaments, Ihnen gefällt.

(Hilarité)

Oder täusche ich mich da?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Also, es gibt die zwei Aspekte in diesem Bericht, in diesem Dokument von so vielen Seiten. Es gibt sehr viel berechtigte Kritik, aber ob die Kritik weit genug geht und die Konsequenzen richtig gezogen werden, darüber müsste man wirklich einmal diskutieren. Daran habe ich Zweifel.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ich habe ja… Meine Frage war ja: das, was Sie zitiert hatten. Ich hatte den Eindruck, dass Ihnen das gefällt, und…

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ja, ich hab Ihnen das zitiert, was ja positiv war, was Ihnen wahrscheinlich auch gefällt, damit es einen Punkt gibt, in dem wir uns einig sein könnten.

M. Martin Schulz, *Président du Parlement européen.*- Ja, ich komme ja genau darauf...

(Hilarité et brouhaha général)

Ja, ich komme ja genau darauf zurück. Ich hatte den Eindruck, als Sie es so enthusiastisch vorgetragen haben, dass es fast von Ihnen hätte sein können, so gut hat es Ihnen gefallen.

Und ich sage Ihnen, ich stellte diese Gegenfrage deshalb, weil Sie am Anfang gesagt haben, Sie wollten mit mir über die Differenzen diskutieren. Jetzt haben Sie aber etwas zitiert, worüber wir uns ja offensichtlich einig sind.

Und wenn Sie den Bericht sorgfältig lesen, der ja mit breiter Mehrheit - Sie haben die Zahlen ja zitiert - angenommen worden ist, sehen Sie, dass auch die nachfolgenden Forderungen, die Sie da beschrieben haben, im Europäischen Parlament auf viel Resonanz stoßen.

Nun ist es so, dass wir über wirklich fast alle Fraktionsgrenzen hinweg im Europäischen Parlament der Auffassung sind, dass wir keine wirtschaftliche Erholung haben werden, wenn wir nicht nachhaltige Haushaltskonsolidierung einerseits mit strategischen Investitionen und vor allem mit der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit andererseits kombinieren.

Und das ist etwas, was Sie im Europäischen Parlament niemandem erzählen müssen. Und da bin ich für Sie auch der falsche Adressat. Ich muss sagen, das ist eine Frage, die sich natürlich insbesondere an die Staats- und Regierungschefs der Europäischen Union richtet. Und da ich am Donnerstag im Europäischen Rat bin, werde ich diesen Bericht dem Europäischen Rat als die Position des Europäischen Parlaments vortragen.

Zur Troika selbst: Das Europäische Parlament war von Anfang an, was die Troika angeht, eher skeptisch. Aber die Troika, für sich genommen, ist ein Organ. Es kommt ja nicht darauf an, was sie ist, sondern was sie tut. Und was sie tun müsste, wäre, sich selbst überflüssig zu machen.

Ich glaube, das Ziel der Troika darf ja nicht sein, und das ist auch im Parlament intensiv diskutiert worden, dass wir eine dauerhafte Troika-Struktur schaffen. Wenn wir erfolgreich sind, das heißt, wenn wirtschaftliches Wachstum zu mehr Beschäftigung führt, mehr Beschäftigung auch wieder zu mehr sozialer Stabilität, Grundvoraussetzung für mehr Investition, mehr Investitionen Grundvoraussetzung für mehr Wachstum und wiederum für mehr Einnahmen des Staates, mehr Einnahmen des Staates Grundvoraussetzung für eine nachhaltigere Haushaltskonsolidierung, die nicht zulasten von kleinen Leuten geht, wenn wir das in Gang gesetzt kriegen, brauchen wir keine Troika mehr. Und das ist genau das Ziel des Europäischen Parlaments.

M. le Président.- Vielen Dank, Martin Schulz, für die Antworten. Und vielen Dank den Kolleginnen und Kollegen für die Fragestellungen. Wir sind jetzt am Ende unserer feierlich-arbeitsamen Begegnung angekommen.

Ich möchte ausdrücklich dem Präsidenten des Europaparlamentes danken für diesen Besuch. Und ich möchte vor allem auch den Kolleginnen und Kollegen Parlamentariern und Regierungsmitgliedern für ihr großes Interesse danken.

Wir werden uns jetzt in kleinerer Zusammensetzung im Auswärtigen Ausschuss und Parlaments-Bureau mit dem Präsidenten des Europaparlamentes wiedersehen.

Und in dieser Runde werden wir uns morgen zur nächsten öffentlichen Sitzung wiedersehen.

Vielen Dank!

Domat ass d'Sëtzung ofgeschloss. Villmools Merci och dem President vum Europaparlament, nach eng Kéier op Lëtzebuergesch.

(Fin de la séance publique à 15.29 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

SÉANCE 11

MERCREDI,
19 MARS 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Dépôt d'un projet de loi
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

3. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox
- *M. Henri Kox*

4. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel
- *M. Justin Turpel*

5. Communications
- *M. le Président*

6. Changements de composition de commissions parlementaires
- *M. le Président*

7. Ordre du jour
- *M. le Président*

8. 6394 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001
- *Rapport de la Commission de la Force publique: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Motion de M. Henri Kox concernant le document COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030 et Motion de M. Justin Turpel concernant le soutien par le Gouvernement d'un plan d'action du Conseil européen en vue de réduire les émissions internes de l'UE d'au moins 55%, d'atteindre un objectif contraignant de 45% d'énergies renouvelables et d'atteindre 40% d'économie d'énergie d'ici 2030
- *Exposés: M. Henri Kox, M. Justin Turpel*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Frank Arndt, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Votes*

10. 6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales
- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Serge Urbany*
- *Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. Question urgente n°152 de M. Michel Wolter relative aux décharges pour déchets inertes
- *M. Michel Wolter - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *M. Michel Wolter (parole après ministre)*

12. 6616 - Projet de loi

portant transposition

de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statuaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre;

de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;

portant modification

de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Joëlle Elvinger, M. Serge Urbany*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. Ordre du jour (suite)
- *M. Michel Wolter, M. Eugène Berger, M. le Président*

14. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
- *M. le Président*

15. Ordre du jour (suite)
- *M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger (Mme Anne Brasseur intervient), Mme Viviane Loschetter, M. le Président*

16. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite)
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*

17. Ordre du jour (suite)
- *Mme Anne Brasseur, M. le Président*
- *Interruption de la séance publique de 16.34 à 16.37 heures*

18. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président*

19. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite)
- *Rapport de la Commission du Développement durable (suite): Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen (M. Aly Kaes intervient), M. Justin Turpel*
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

20. 6579 - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins

a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et

b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roy Reding*
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

21. 6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne)
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Max Hahn, Mme Josée Lorsché, M. Justin Turpel*
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, François Bausch, Pierre Gramegna, Mmes Lydia Mutsch et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Eis Sëtzung ass op.

Schéine gudde Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Ech wollt fir d'Eischt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

Den Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

2. Dépôt d'un projet de loi

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Merci fir d'Wuert. De Grand-Duc huet mer d'Erlaabnis ginn, fir de Projet de loi ze déposéieren iwwert d'Konstruktioun vun enger neier Eisebunnslinn tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg. Ech wëll deen heimadder déposéieren.

6669 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Ech wëll just eng Remarque derbäi maachen: De Projet, esou wéi en hei virläit, do läit och e Bréif bäi am Dossier, am Dokument, vun der Regierung nach un d'CFL, an do geet et ëm e puer Ouvragen, déi gebaut ginn am Kader vun deem Projet, wou mer d'CFL opfuerderen, am Kader vun der Exekutioun vum Projet ze kucken, ob bei deenen Ouvragen do net nach kënne Sue gespuert ginn.

Ech wëll dat just zur Informatioun hei soen an och der Chamber matdeelen, fir datt vläicht och d'Chamber kann en A drop halen an Zukunft bei der Exekutioun vum Projet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Nohaltegkeetsminister. Ech ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet a wäert en da weiderleeden un déi zoustänneg Kommissioun.

Ech hunn eng Wuertmeldung vum Henri Kox fir den Dépôt vun…?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Vun enger Motioun.

M. le Président.- Vun enger Motioun. Jo.

3. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Här President, ech erlabe mer, am Numm vun der Environnementskommissioun an der Ekonomieskommissioun eng Motioun ze déposéieren. Déi leeft ënnert dem Numm vum Henri Kox a vum Franz Fayot. Et geet ëm en «Cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030». Ech wär frou, wa mer déi kéinten nom éischte Gesetz schonn debattéieren, well da souguer d'Madame Ministesch wéi den Här Minister vun der Ekonomie a vum Environnement nach do sinn, esou dass si och kënnen entspriechend Stellung huelen.

Merci.

Motion

proposée par la Commisson de l'Environnement et la Commission de l'Économie en relation avec le document

COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030

La Chambre des Députés,

- en relation avec la définition d'un cadre d'action en matière de climat et d'énergie de l'Union européenne pour la période comprise entre 2020 et 2030;

- considérant que l'Union européenne a beaucoup progressé depuis l'adoption de son premier paquet de mesures concernant le climat et l'énergie en 2008;

- saluant que les pays de l'UE sont désormais en bonne voie pour atteindre les objectifs fixés pour 2020 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-20% par rapport à 1990) et d'énergies renouvelables (20% de la consommation), et que des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne l'efficacité énergétique (+20%) grâce à des bâtiments, des produits, des procédés industriels et des véhicules plus performants;

- sachant que ces objectifs dans les trois domaines ont joué un rôle clé en tant que moteur de ces progrès, garantissant la pérennité de plus de 4,2 millions d'emplois dans diverses éco-industries et le maintien de la croissance pendant la crise;

- sachant que l'UE assure son alimentation en énergie par des importations à hauteur de 3% du PIB européen soit une dépense d'environ 450 milliards d'euros par an, dont 150 milliards d'importations de pétrole, gaz et charbon de la seule Russie;

- saluant l'initiative dans ce contexte des Ministres Etienne Schneider (Économie) et Carole Dieschbourg (Environnement) d'envoyer le 20 janvier 2014 une lettre commune à Madame Connie Hedegaard et Monsieur Günther Oettinger, responsables au niveau de la Commission européenne dans les domaines climat et énergie dans laquelle les Ministres luxembourgeois se rallient aux Ministres d'Allemagne, de France, d'Autriche, de Belgique, des Pays-Bas, d'Italie, du Portugal et d'Irlande pour souligner que «comme nos collègues, nous défendons le principe d'un objectif ambitieux pour les énergies renouvelables à l'horizon 2030. Cet objectif créera un environnement économique sûr, préalable indispensable aux investissements. Au niveau mondial, dans les décennies à venir, plus de 60% des investissements dans les nouveaux moyens de production énergétique seront dédiés aux énergies renouvelables. L'Europe doit rester le leader dans ce secteur y compris dans le domaine de l'innovation et de la recherche.»;

- considérant que le 5 février 2014 le Parlement européen a fixé les objectifs pour 2030 en matière de l'efficacité énergétique (40%), des énergies renouvelables (au moins 30% de la consommation finale) et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (au moins 40% comparé à l'année 1990);

- considérant que les Ministres Etienne Schneider (Économie) et Carole Dieschbourg (Environnement) ont plaidé dans leurs respectifs Conseils des Ministres de l'Énergie et de l'Environnement pour des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et du climat;

- estimant que ces objectifs sont en accord avec le programme gouvernemental 2013-2018 et notamment le passage suivant: «Le Gouvernement s'engagera résolument au niveau de l'Union européenne en faveur d'objectifs ambitieux et contraignants que ce soit dans le domaine de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables ou de la protection climatique et en fera une priorité diplomatique lors de la Présidence en 2015.»;

invite le Gouvernement

- à poursuivre tous les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs fixés pour 2020 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-20% par rapport à 1990), en matière de la promotion d'énergies renouvelables (20% de la consommation) et de l'efficacité énergétique (+20%);

- à plaider pour des objectifs communautaires ambitieux et contraignants pour 2030 en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables (au moins 30% de la consommation finale) et de réduction des émissions de gaz à effet de serre (40% comparé à l'année 1990), tout en précisant que l'objectif pour les énergies renouvelables au niveau national et en cas de nécessité les mesures de soutien financier y relatives seront fixés début 2016 suite à une évaluation dans ce domaine;

- à défendre ces objectifs contraignants lors des futures réunions au niveau communautaire, notamment lors du Conseil européen des 20 et 21 mars 2014;

- à préserver la compétitivité de l'industrie et de l'économie européenne à court terme en prenant des mesures concrètes pour réduire le coût de l'énergie pour les entreprises et industries concernées, également en utilisant les potentiels en matière d'efficacité énergétique;

- à tenir informée la Chambre des Députés en relation avec les évolutions dans ces dossiers au niveau communautaire.

(s.) Henri Kox, Franz Fayot.

M. le Président.- Merci dem Henri Kox. Mir géifen dann déi Propositioun, déi den Här Kox gemaach huet, fir d'Motioun direkt ze traitéieren nom éischte Projet, am Rahme vum Ordre du jour tranchéieren.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President!

M. le Président.- Jo, den Här Turpel.

4. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President, ech wollt Iech matdeelen, also, datt ech an deem Kader vun deem Punkt, deen elo ugeholl ginn ass op den Ordre du jour, eng alternativ Motioun géif presentéieren. Ech géif Iech déi och da ginn.

Motion

La Chambre des Députés,

- étant profondément préoccupée par les causes et les effets des changements climatiques;

- considérant la nécessité de maintenir la hausse de la température globale sous le seuil des 2°Celsius, tel que convenu par l'Union européenne;

- considérant que cet objectif nécessite un accord visant à décarboner notre économie et transformer notre système énergétique par une réduction considérable de la consommation énergétique et une augmentation de la production issue de sources renouvelables;

- constatant que la proposition de 40% de réduction des émissions de gaz à effet de serre actuellement sur la table n'est pas suffisante pour faire face au danger qui menace notre planète;

invite le Gouvernement

- à plaiderpour que le Conseil européen soutienne un plan d'action à la hauteur de cet enjeu, visant:

a) une réduction des émissions internes de l'Union d'au moins 55%,

b) des objectifs contraignants de 45% d'énergies renouvelables et

c) 40% d'économie d'énergie d'ici 2030.

(s.) Justin Turpel.

M. le Président.- Dat ass eng interessant Neierung, eng Alternativ zu enger Motioun ze ginn, déi een nach net kannt huet.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Dat ass an der Kommissioun diskutéiert ginn.

M. le Président.- An der Kommissioun? Très bien. Da ginn ech déi Motioun weider a mir géife se da matenee behandelen.

5. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro vun der Chamber deponéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Chamber deponéiert: den 11. Mäerz vum Ausseminister de Projet de loi 6664, e Protokoll iwwert den internationale Pakt zu de wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Rechter; de 17. Mäerz huet de Wirtschaftsminister de Projet 6667 deponéiert, eng Direktiv iwwert d'Dauer oder d'Lafzäit vun den Droits d'auteur; den 18. Mäerz huet de Finanzminister de Projet de loi 6668 iwwert d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert d'Fiskalitéit vun den Zënse beim Spueren deponéiert.

Communications du Président - séance publique du 19 mars 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6664 *- Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 10 décembre 2008*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11.03.2014

6667 *- Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 17.03.2014

6668 *- Projet de loi portant modification*

1) de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;

2) de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) de la loi du 21 juin 2005 portant approbation des Accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.03.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

6. Changements de composition de commissions parlementaires

Da wollt ech der Chamber folgend Changementer an der Kompositioun vun de Kommissioune proposéieren.

Duerch d'Akraafttriede vum Gesetz vum 10. Mäerz 2014 iwwert de Service de Renseignement de l'État ass, wat d'Zesummesetzung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht betrëfft, vun de Fraktioune folgend Kompositioun proposéiert ginn: den Här Claude Wiseler fir d'CSV, den Här Alex Bodry fir d'LSAP, den Här Eugène Berger fir d'DP, d'Madame Viviane Loschetter fir déi gréng.

An hirem Bréif vum 14. Mäerz huet d'CSV-Fraktioun folgend Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun der Gesondheets- a Sportskommissioun betrëfft, proposéiert: D'Madame Martine Hansen ersetzt den Här Marc Spautz fir de Volet Sport.

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- Ass d'Chamber mat dësen Ännerungsvirschléi, wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ugeet, d'accord?

Plusieurs voix.- Neen.

Une voix.- Très bien!

(La Chambre marque son assentiment aux propositions avec trois voix contre de la sensibilité politique ADR.)

M. le Président.- Okay, et ass eng grouss Majoritéit fir de Jo.

(Hilarité)

7. Ordre du jour

Den Ordre du jour brauch ech net nach eng Kéier virzeliesen, dee fannt Der op Äre Schiermer.

Ech wollt allerdéngs dann am Rumm vun dem Ordre du jour nach folgend Propos maachen: Mir géifen nom éischte Projet a Präsenz vun deenen zoustännege Ministeren dann d'Motioun an d'alternativ Motioun traitéieren. A mir géifen nom zweete Projet déi Question urgente vum Michel Wolter iwwert d'Bauschuttdeponien derbäihuelen.

Ass d'Chamber mat deene Propositiounen d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dat ass nach méi eng grouss Majoritéit.

Sou, mir géifen dann eisen éischte Projet de loi, de Projet de loi 6394, en Accord tëschent Lëtzebuerg, der Belsch, Däitschland a Frankräich iwwer eng Police- an Douaneskooperatioun op de gemeinsame Grenzen, an Ugréff huelen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell geregelt. Ech hu bis elo d'Aschreiwunge vun deenen Hären Halsdorf an Hahn. An direkt huet d'Wuert…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A Kartheiser!

M. le Président.- Okay, jo.

(Interruption)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech och!

M. le Président.- Dann huet direkt d'Wuert déi honorabel Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol.

8. 6394 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001

Rapport de la Commission de la Force publique

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer elo herno solle stëmmen, gouf vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, den 8. Februar 2012 schonn déposéiert. De Projet de loi huet nëmmen een Artikel. An ech probéieren dann elo ze erklären, wat de But vun deem Projet de loi a sengem eenzegen Artikel ass: nämlech deen, zwee Accorden ze approuvéieren.

Deen éischten ass een tëschent Lëtzebuerg, der Belsch, Däitschland a Frankräich fir d'Mise en place an d'Exploitatioun vun engem gemeinsame Police- an Douaneskooperatiounszenter fir d'Grenzregioun. An dësen Accord gouf ënnerschriwwen de 24. Oktober 2008.

Zweetens ass en Accord guttzeheeschen tëschent Lëtzebuerg a Frankräich fir d'Kooperatioun tëschent Police an Douane an der Grenzregioun och erëm, an dee gouf schonn de 15. Oktober 2001 ënnerschriwwen.

Wat sinn elo d'Haaptobjektiver vun dësen zwee Accorden? Zënter dem Accord Schengen, oder besser, zënter datt déi systematesch Grenzkontrollen ofgeschaaft sinn, gëtt et e verstäerkte Besoin, fir grenziwwerschreidend zesummenzeschaffen. An den Artikel 39 am Schengen-Accord, dee gesäit och vir, datt d'Kooperatioun an der Grenzregioun oder an de Grenzregioune ka via bilateral Arrangementer renforcéiert ginn, an dat geschitt dann och elo hei mat dësen zwee Accorden.

Et geet an dësen Ofkommessen ëm d'Sécherheet an och ëm den Ordre public, mä och natierlech ëm d'Preventioun an d'Répressioun vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit, déi hei en Thema sinn.

Wat geschitt dann elo an dësem Centre commun, deen d'Chamberskommissioun vun der Force publique iwwregens de 27. Februar dëst Joer besiche war, wou also all Member d'Chance hat, fir sech en unzekucken, fir awer och déi Froen ze stellen an all Informatiounen ze kréien, déi e fir néideg fonnt huet?

Mir konnten eis also dovunner iwwerzeegen, datt, wéi et eben an dësen zwee Accorde steet, hei Informatiounen a Renseignementer ausgetosch ginn tëschent deene véier Länner, déi ech virdrun opgezielt hunn. An dat geet natierlech vill méi schnell, wéi wann ee misst via Paräis, Bréissel oder awer och Berlin fueren, fir

eenzel Informatiounen ze kréien, vu datt an esou engem Centre commun alleguerten d'Acteuren op enger zentraler Plaz zesummesëtzen.

Dës Zentren, déi hunn awer net d'Vocatioun, sech ze autosaiséieren, mä si sinn Uspriechpartner fir déi Servicer, déi d'Kompetenzen an der Grenzregioun hunn. Si sollen also virun allem, wéi ech scho sot, den Échange vun Informatioune facilitéieren. Si ginn awer och Hëllefstellung bei der Preparatioun zum Beispill vun Observatiounen oder awer och vu grenziwwerschreidende Poursuiten. An de Succès vun esou Zentren, deen ass onëmstridden an e gëtt och innerhalb vu ganz Europa ëmmer méi grouss.

2001 scho gouf jo den Accord mat Frankräich ënnerschriwwen, duerno mat der Belsch an Däitschland. An et sinn zënterdeem ganz gutt Erfahrunge gemaach ginn, esou datt een dovunner kann ausgoen, datt esou Zentren och eng gewësse Laangliewegkeet wäerten hunn.

Den Zentrum, dee mer mat Däitschland, der Belsch a Frankräich gemeinsam hunn, deen huet och iwwregens säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg. E beschäftegt 39 Persounen: 8 fir Däitschland, 16 fir Frankräich, 8 fir d'Belsch a 7 fir Lëtzebuerg. Voilà, esou vill dann zum Inhalt vum Projet de loi.

Zum Avis vum Statsrot, deen den 8. Mee 2012 koum: Déi héich Kierperschaft ass d'accord mat dësem Projet de loi, mä si war awer der Meenung, datt den Avis vun der Dateschutzkommissioun wichteg wär. Dee gouf dunn och gefrot an e koum den 19. Abrëll d'lescht Joer, 2013 also.

D'Dateschutzkommissioun ass allgemeng mam Projet och averstanen, mä si bemängelt awer an hirem Avis, datt se net éischter gefrot gouf, zum Beispill schonns dann, wann esou Accorden ausgeschafft ginn. Si stellt nämlech fest, datt an esou Accorden et och drëms geet, fir ebe perséinlech Donnéeën auszetauschen. Mä leider géifen d'Accorden net preziséieren, ëm wat fir eng Donnéeën et dann elo sech hei handelt.

Voilà, da bleift mir nach ze soen, datt ech de 16. Januar dëst Joer zur Rapportrice an der Kommissioun bestëmmt gouf. Deen Dag hu mer dann och déi zwee Avise gekuckt an analyséiert, vun deenen ech Iech elo grad hei geschwat hunn. Mäi schréftleche Rapport, dee gouf dunn no der Visite, déi mer haten - mir haten décidéiert, mir géifen eréischt de Rapport maachen, wann all Kommissiounsmember sech kéint e Bild vun esou Zentre maachen -, dee gouf dunn den 11. Mäerz 2014 an der Kommissioun unanime ugeholl.

Nodeems ech en elo hei mëndlech virgestallt hunn, wär meng Aarbecht als Rapportrice gemaach. An ech profitéieren, datt ech d'Wuert hunn, fir nach den Accord vu menger Fraktioun, de Sozialisten also, fir dëse Projet de loi ze ginn, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischten ageschriwwene Riedner huet den Här Jean-Marie Halsdorf d'Wuert. Här Halsdorf.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt och der Rapportrice Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech stelle mat Genugtuung fest, dass elo definitiv dat wichtegt Instrument fir d'Polizeizesummenaarbecht an der Groussregioun hei legislativ verankert gëtt.

Et muss ee wëssen, dass dëse Centre eenzegaarteg ass an Europa. Et ass deen eenzegen Zentrum, wou Kooperatioun gemaach gëtt zwësche véier Länner. Wat och am Fong geholl sënnvoll ass, well an eise Länner ass jo vill Duerchgangsverkéier hei. Dofir versteet ee vläicht, firwat dass d'Initiativ schonn 2001 geholl ginn ass, fir bilateral zesummenzeschaffe mat de Fransousen. An 2003 ass dann och mat de Belsch a mat den Däitschen e Bureau commun de coopération policière an d'Liewe geruff ginn.

An dann eben dee grousse Moment, an ech mengen, d'Rapportrice huet dat gesot, dat war 2008 am Oktober, wéi déi Konventioun ënnerschriwwe ginn ass. Mä wat e wichtegen Detail fir mech ass, ass deen: Si ass ënnerschriwwe ginn ënner Lëtzebuerger Présidence vun der Groussregioun. Et war déi 11. Présidence. A Lëtzebuerg huet ëmmer eng Motorfunktioun an der Groussregioun. A grad well dëse Büro och grad praktesch deen Areal ofdeckt vun der Groussregioun, kritt mat dësem Büro och, mat dësem Centre commun policier et douanier, déi Groussregioun e Gesiicht. An dat ass fir mech ganz wichteg, dass een dat hei ervirsträicht.

Et ass och ervirzesträichen, dass déi Initiativ, fir déi véier Länner, fir esou e Büro ze maachen, déi steet och am Programm vu Stockholm. De Programm vu Stockholm, dat ass en Instrument, dat ass 2009 an d'Liewe geruff ginn iwwer en Operatiounsprogramm, fir eben an Europa d'Justiz ze stäerken, fir am Fong geholl d'Zesummenaarbecht ze stäerken, d'Sécherheet ze stäerken an d'Fräiheet ze stäerken, an do gi mir nominatif dran opgefouert.

Dofir mengen ech, dat wat d'Rapportrice seet, déi Konklusioun zéien ech och, deen Zentrum huet doudsécher eng grouss Zukunft. E wäert eis villes vereinfachen an der Zesummenaarbecht, ob dat elo Froe si vu Führerschäiner, vun Autoen, vu Virstrofen, Télefonsuschlëss an esou weider, dat fonctionnéiert ganz gutt.

Esou dass ech ganz kloer den Accord bréngen hei vun der CSV, ëmsou méi, well et eng Initiativ war vun der Regierung vu virdrun.

An e lescht Wuert awer, un de Minister wollt ech eng Fro stellen: Ech hunn héieren, dass déi däitsch Présidence vun der Groussregioun, dat ass an dësem Fall da Rheinland-Pfalz, d'Madame Dreyer huet gesot, si hätt gären, dass deen Zenter soll 24 Stonnen op 24 fonctionnéieren. Do war eng Demande do. Ech wollt wëssen, ob et do nei Elementer gëtt an ob mer an déi Richtung ginn, dass deen Zentrum elo da 24 Stonnen op 24 fonctionnéiert, oder nëmmen, wéi et elo ass, am Dag? Dat ass och eng Zukunftsvisioun, déi een do muss hunn. Ech wier frou, wann déi nei Regierung eis géif soen, wou et do géif higoen.

Merci fir Äert Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Halsdorf. Als nächste Riedner ass den Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, et ass un Iech.

Wou ass en?

Une voix.- E kënnt.

(Hilarité)

M. le Président.- Ah, ech hat geduecht, en hätt sech...

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice, souwuel fir dee schréftleche wéi och fir dee mëndlechen exzellente Rapport.

Här President, mir kënnen houfreg op den Accord vu Schengen sinn, net nëmme well säin Numm d'Faarwe vun eisem Land dobausse vertrëtt, mä besonnesch well hien et engem groussen Deel vun Europäer erlaabt, sech fräi iwwert d'Grenzen ewech ze déplacéieren. Et sollt een op dëser Plaz dann och vläicht nach eng Kéier ënnersträichen, dass den europäesche Projet eist Liewen oft méi kammoud mécht.

Wann eis Grenzen awer ëmmer méi u symboleschem Wäert verléieren, an dat gesäit een an dëse Woche gutt zu Zoufftgen, da verschwannen d'Grenzen och, wat den Asazberäich vun der Police a vun der Douane ugeet. Et ass also wichteg, dass eis Leit mat den Nopeschlänner zesummeschaffen, fir déi national Sécherheet ze garantéieren.

Ech soen Iech näischt Neits, wann ech op déi séllechen Abréch hei am Land opmierksam maachen. Déi lescht Wochen ass méi wéi eng Famill aus dem Wantersport zréckkomm, fir festzestellen, dass d'Brigande bei hinnen am Haus waren. An deem Kontext ass eng gutt an eng effikass Zesummenaarbecht mat dem Ausland bestëmmt net vu Muttwëll. Och kann ech mech nach un de spektakulären Abroch bei enger Sécherheetsfirma d'lescht Joer erënneren. Nëmme wa mir d'Donnéeën iwwer esou Virfäll mat den Autoritéiten aus den Nopeschlänner deelen, kënnen d'Déif gestallt ginn.

Här President, et ass wichteg, dass mir op dëser Plaz en Zeeche setzen an d'Zesummenaarbecht vun eiser Police an der Douane mat den Autoritéiten aus den Nopeschlänner ënnerstëtzen.

Dat gesot, bréngen ech heimat den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer hei iwwert deen Accord diskutéieren, da stelle sech e puer grondsätzlech Froen iwwert d'Sécherheet vun eise Grenzen. Den Här Hahn huet och schonn e puer vun deenen Aspekter opgewisen. Mä ech mengen, et ass eng Geleeënheet, fir eng Kéier kuerz nozedenken, wat Schengen eis u weiderer Verantwortung brénkt am Zesummenhang mat der Polizei- an der Douaneszesummenaarbecht, fir d'Sécherheet vun eise Bierger ze garantéieren.

Et ass kloer, datt mir, wéi jiddwereen, frou sinn, datt et Schengen gëtt an datt oppe Grenzen do sinn. Awer mir setzen eppes derbäi als ADR, wat eis wichteg schéngt: oppe Grenze fir déi éierlech Bierger! Fir déi aner wëlle mer net, datt d'Grenzen duerchléisseg sinn. A mir hätte gär eng Kontroll an deem Mooss, dat néideg ass, fir d'Sécherheet vun eise Leit ze garantéieren.

Dofir froe mer eis: Sinn déi Instrumenter, déi elo do sinn, adequat? Mir hunn en Traité de Prüm, fir d'Zesummenaarbecht tëschent Polizeikräften ze erlaben, zum Beispill am Fall, wou eng Poursuite néideg ass iwwert d'Grenz ewech. Wat eng gutt Saach ass. Wat mer awer net brauchen, dat ass eng Interpretatioun vum Traité de Prüm, wou mer op eemol Lëtzebuerger Polizisten um Trierer Weihnachtsmarkt hunn an däitsch Polizisten op der Fouer. Mir gesinn net, wat dat soll eiser Sécherheet un zousätzlechem Plus bréngen.

Mä mir hunn nach aner Obligatiounen, déi awer wierklech kéinte konkret hëllefen, fir d'Sécherheet tëschent de Grenzen oder op de Grenzen ze verstäerken. An déi hu mer nach net ëmgesat. Ech zitéieren hei besonnesch déi schwedesch Initiativ, déi et eiser Polizei géif erlaben, direkt mat der Polizei vun eisen Nopeschlänner Informatiounen auszetauschen, an déi nach ëmmer net ëmgesat ass, well mir hei am Land kee Polizeigesetz hunn, well hei nach ëmmer déi Fiktioun besteet, als wär all Polizeiinformatioun eng Information judiciaire, déi nëmme kéint iwwert de Wee vun enger Kooperatioun tëschent de Justizautoritéiten dann un d'Nopeschlänner virugi ginn. Dat behënnert eis Polizei an der deeglecher Aarbecht. Dat mécht u sech de Verbriecher en Déngscht an net der Kohärenz, déi mer brauchen, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren.

Mir hätte gär, wa mer hei iwwert deen Zentrum schwätzen, dee mer selbstverständlech ënnerstëtzen, well e jo an déi richteg Richtung geet, mä mir hätte gär, datt kohärent e Gesamtkonzept do ass fir d'polizeilech Zesummenaarbecht mat deenen anere Länner. An dozou gehéiert endlech och d'Emsetze vun der schwedescher Initiativ mat dem Corollaire: e Polizeigesetz a kloer Kompetenzen, wat de Gebrauch vun deenen Donnéeën ugeet, déi eis Police huet, datt se déi kann direkt och mat den Nopeschpolicen austauschen.

E Wuert iwwert d'Douane. Och do kann ee sech nëmme wonneren, wat an deene leschte Jore geschitt ass, well mir hu jo do déi Diskussioun gehat iwwer Zoufftgen, oder op jidde Fall stelle mer fest, datt Zoufftgen ofgerappt gëtt. Ech wëll awer d'Virgeschicht dovunner erzielen. Zoufftgen gëtt ofgerappt, obschonn et renovéiert ginn ass. Et ass renovéiert gi vun 2000-2006 op Demande vun der Douane hin. Dat heescht, mir ginn en Douaneshaische renovéieren, wat mer dann e puer Joer drop fir véier Milliounen Euro ofrappe ginn! Do ass keng Kohärenz an et ass keng Logik.

An enger Äntwert op eng Question parlementaire aus dem Joer 2010 huet d'Regierung gesot - et ass nach net laang hier -, do huet d'Regierung gesot: „Les contrôles douaniers aux frontières intracommunautaires", déi wären zwar ofgeschaaft ginn, „les infrastructures Sterpenich, Mesenich et Dudelange-Zoufftgen", déi géifen allerdéngs all hir Pertinenz behalen, well se „des réseaux européens transfrontaliers" géifen ofdecken. An dofir wären déi ganz wichteg, och wéinst den internationalen Accorden iwwert den Transport routier. Dat seet d'Regierung 2010, nodeems se Zoufftgen renovéiert huet, an dann 2000 - wat ass et elo? -, 2014 geet se déiselwecht Infrastruktur fir véier Milliounen Euro ofrappen. Do ass keng Kohärenz!

Wa mir gär hätten, datt och d'Douane kann - an am Kader vum Accord de Schengen ass dat méiglech, ouni nach iergendeppes ze änneren -, datt och d'Douane ka Grenzkontrolle maachen, da muss d'Douane och Infrastrukturen a Méiglechkeeten hunn, fir dat och kënnen an anstännege Konditiounen ze maachen. An dat geet net, wann een déi Infrastrukturen, déi d'Regierung nach selwer virun e puer Joer als wichteg deklaréiert huet, dann ofrappe geet. Dir kënnt d'Douane jo dann net, oder d'Police, deemno wien dann déi Grenzkontrolle muss maachen, an Zelter ënnerbréngen oder einfach op d'Strooss setzen.

Dofir, wat mir gär hätten, obscho mer elo natierlech hei deen Zentrum ënnerstëtzen an d'Gesetz vun haut matstëmmen - ech soen der Madame Dall'Agnol ausdrécklech Merci fir déi gutt Presentatioun vun deem Projet -, mä wat mir gär als ADR hätten, dat ass e kohärente Konzept, fir d'Sécherheet vun eise Grenzen ze garantéieren am Interessi vun der Sécherheet vun de Bierger. Oppe Grenzen, selbstverständlech, awer oppe Grenze fir déi éierlech Leit!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Nächste Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt eppes zur Virgoensweis hei soen. Hei hu mer et ze di mat engem Centre, dee jo net elo nei geschafe gëtt, mä dee scho besteet. E besteet deelweis zënter 2001, an op jidde Fall zënter 2008, eleng nëmmen op der Basis vun Accorde vun deenen eenzelne Regierungen a Frankräich, an der Belsch, an Däitschland an der Lëtzebuerger Regierung, an e soll d'Kooperatioun tëschent de Policecorpsen an den Douanescorpsen an de Gendarmeriecorpsen, do wou et se gëtt, an der grousser Regioun hei regelen an e gesäit en Austausch vun Informatiounen tëschent deenen eenzelne Corpse vir.

Et ass ganz richteg virdru gesot ginn, dass eigentlech jo Policeinformatiounen nëmme kënnen ausgetosch ginn iwwert de Wee vun de Geriichter. Et ass hei awer virgesinn, op d'mannst indirekt, déi Informatiounen auszetauschen. Menger Meenung no ass de Fonctionnement, sou wéi e bis elo bestanen huet, ouni gesetzlech Basis zu Lëtzebuerg - an déi ass et bis elo net ginn -, illegal gewiescht!

Dat emol zur Virgoensweis an zum Prinzip vun deem Centre hei, iwwert dee mer diskutéieren, jorelaang duerno, nodeems e scho funktionéiert, voll funktionéiert: 39 Leit sinn do voll beschäftegt aus deene véier genannte Länner!

Wat den Objet ugeet vun deem Centre, esou ass aus deenen Dokumenter, déi mer kritt hunn, erauszeliesen: Och opgrond vu verschiddenen internationalen Accorden, déi et gëtt, besteet den Objet doran, sech ëm d'Sécherheet ze bekëmmeren, ëm den Ordre public, zum Beispill och bei transfrontalièrë Manifestatiounen, steet zum Beispill och op enger Plaz do dran. Et geet och ëm d'Criminalité transfrontalière, wou ee sech natierlech vill Hypotheese ka virstellen, wou esou eng Zesummenaarbecht am Prinzip berechtegt wier. Et geet awer och ëm Abschiebungen, zum Beispill bei Froe vun illegaler Immigratioun.

Wat ech awer net fonnt hunn am Objet vun deem Centre de coopération transfrontalière vun de Policen, dat ass, dass se kompetent wieren och zum Beispill fir Wirtschaftskriminalitéit, oder dass se zum Beispill kompetent wiere fir Steierflucht, Steierhannerzéiung. Grad dat wier awer eppes hei an der Géigend, wat wahrscheinlech interessant wier. Grad do misst et jo och eng Zesummenaarbecht vun de Policë ginn. Well och do, Här Kartheiser, gëtt et jo awer bekanntlecherweis ganz vill onéierlech Bierger, déi d'Gesetzer verletzen, wat d'Steierhannerzéiung ugeet, wat d'Wirtschaftskriminalitéit ugeet an esou weider. Dat gehéiert zum Beispill net zum Objet vun deem heite Centre de coopération.

Da wëll ech nach e puer Saachen opgräifen, déi hei opgeworf gi si vun der Commission de protection des données. Éischtens emol gëtt vun deene ganz staark a Fro gestallt, dass si iwwerhaapt net gefrot gi sinn, wéi deen Accord do ausgehandelt ginn ass, wou Saachen drastinn iwwert d'Protection des données, dass d'Lëtzebuerger Commission de protection des données, an ech huelen un, an deenen anere Länner ähnlech Organismen och, guer net gefrot gi sinn, wat soll do drastoe kommen. Ech huelen och un, wann ech dat esou liesen, dass bis elo nach iwwerhaapt keng Kontrollen do stattfonnt hunn op der Plaz, obschonn déi Accorden eigentlech hinnen d'Recht géife ginn, op der Plaz selwer Kontrollen auszeféieren.

Et gëtt och kritiséiert, ech wëll dat hei zitéieren: «Les accords ne contiennent aucune précision quant aux catégories de données», déi do sollen an deene Fichiere gesammelt ginn, Fichieren, déi ausgetosch ginn ënnert deenen eenzelne Policecorpsen. Dat heescht, d'Lëtzebuerger Commission de Protection des données kritiséiert ganz staark, dass iwwerhaapt net kloer definéiert ass, wat iwwerhaapt den Objet ass vun deene Fichieren, déi do ugeluecht ginn an déi awer scho jorelaang funktionéieren.

Et gi sech och Froe gestallt iwwert d'Artikulatioun vun deenen heiten Accorde mat den europäeschen Direktiven iwwert den Terrorismus, ouni dass eigentlech preziséiert gëtt, wat domat gemengt ass. Ech wéisst och emol gär, wat domat gemengt wier. Et läit och keen Avis hei vir vun de Geriichter. Et läit keen Avis vir vum Parquet dozou, wéi déi Zesummenaarbecht a Wierklechkeet funktionéiert, wat fir Problemer sech eventuell do stellen. An dat hätt ech awer ganz gäre gelies, wéi den Avis ass vun deene Geriichtsmilieuen dozou. Et ass emol an der Zäit üblech gewiescht, dass och d'Geriichter, wann esou Projete virlouchen, gefrot gi sinn, fir en Avis ze maachen.

Schlussendlech wëll ech nach soen, dass ech souwisou, a meng Fraktioun souwisou Bedenken huet, wat déi europäesch Immigratiounspolitik ugeet, wat déi Aspekter vum Schengen-Accord ugeet, wat Frontex ugeet, wou am

Fong geholl eng Festung Europa just soll fortifiéiert ginn an näischt Wesentleches zur Immigratiounspolitik bäigedroe gëtt.

Aus all deenen Ursaachen, Här President, wëll ech Iech matdeelen, dass mir wäerte mat Neen hei stëmmen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. le Président.- Domat ass eis Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister vun der Force publique.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Ech wëll och hei mech net mat frieme Fiedere schmücken, wa mer dee Projet de loi hei elo haut verabschieden. Esou wéi den Här Halsdorf dat richteg gesot huet, ass dat jo ënner senger Présidence 2008 ausgehandelt ginn, an all déi Froen, déi den Här Urbany gestallt huet, mengen ech, wende sech dann och éischter un den Här Halsdorf, deen... Sechs Joer dann duerno elo deen Article unique hei, dee mer dann haut hei wäerte verabschieden.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer dat doten hunn. Mir hunn eng Rei Strukture gehat, déi scho funktionéiert hunn. An do huet den Här Urbany och recht, dass déi scho funktionéiert hunn, an dofir, mengen ech, gëtt et héich Zäit, dass mer dat och elo alles legaliséieren a propper duerstellen.

Ech hunn hei nach eng Geschicht gehat zu Rheinland-Pfalz, eng Fro vum Här Halsdorf, wéi et mat Rheinland-Pfalz wier. Dat ass eng Ufro effektiv gewiescht, a mir sinn amgaang ze kucken, wéi mer dat handlen. Dir wësst natierlech, wa mer 24 Stonnen op 24 esou funktionéieren, dass dat natierlech och e Käschtepunkt huet. Mä mir sinn awer amgaang, dat dote positiv ze kucken.

Dann, wat den Här Kartheiser seet zu den Douaneshaisercher, do wëll ech just drun erënneren, dass och déi Décisioun, fir dat Douaneshaischen zu Zoufftgen ofzerappen, eng Décisioun war, déi zréckgeet op en Accord, dee geschloss ginn ass vum fréiere Lëtzebuerger Premier mam franséische Premier. Den Haaptgrond dofir war dee vun de Sécherheetsproblemer, déi op där Autobunn bestinn, vum Réckstau, dee permanent doduerjer verursaacht gëtt. An ech mengen och, dass d'Douane net onbedéngt en Haische brauch, fir Kontrollen ze maachen. Ech mengen nämlech net, dass een, dee wierklech wëllt kriminell sinn, dass dee sech géif iwwer eng Douane woen, wou och nach en Douaneshaischen aktiv bedriwwe gëtt.

Voilà! Ech wollt dat dozou just soen an Iech Merci soe fir de Vote, wann Der dat da stëmmt, vun deem Gesetz. Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Minister. Ech géif dann direkt zum Vote iwwert de Projet 6394 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6394 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

60 Deputéiert hu sech um Vote bedeelegt: 58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Wéi virdrun ofgemaach, géife mer dann zu der Presentatioun an der Diskussioun vun der Motioun, respektiv de Motiounen, iwwergoen. Als Éischten huet den Här Henri Kox als ee vun den Auteure vun där éischter Motioun d'Wuert. Här Kox.

9. Motion de M. Henri Kox concernant le document COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030

Motion de M. Justin Turpel concernant le soutien par le Gouvernement d'un plan d'action du Conseil européen en vue de réduire les émissions internes de l'UE d'au moins 55%, d'atteindre un objectif contraignant de 45% d'énergies renouvelables et d'atteindre 40% d'économie d'énergie d'ici 2030

Exposés

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.*- Här President, Merci. Dëse Weekend ass e Conseil européen, wou ënner anerem och iwwert d'Energie soll geschwat ginn. Dir wësst, dass d'Kommissioun en Aktiounsplang virgeluecht huet, fir der Energie 2020-2030 en neie Kader ze ginn. Dat sinn déi éischt Diskussiounen, déi lafen, ouni dass konkret Ziler wäerten dëse Weekend awer och genannt ginn.

Ech si frou, dass nom éischte Paquet vun der EU 2008 Bewegung komm ass an der Europäescher Unioun. Dir wësst, dass mer e Paquet hu fir 2020, dat heescht also 20% wat d'Effizienz ubelaangt, 20% wat den Undeel vun den erneierbaren Energië betrëfft, an 20% Reduktioun vum CO_2.

Dir wësst, dass déi dräi Domäner och am Regierungsprogramm Afloss fonnt hunn, nämlech aus Siicht vun den Aarbechtsplazen, aus Siicht vun enger effizienter an nohalteger Energiepolitik an Ekonomiepolitik.

Dir wësst, dass haut schonn a ganz Europa 4,2 Milliounen Aarbechtsplazen ofhängeg si vun deenen dräi Secteuren. Ënner anerem gi mer haut méi wéi 450 Milliarden Euro aus, fir eis mat Energie ze approvisionnéieren. Dat heescht, dat sinn 1.000 Euro op de Kapp, eng schnell Rechnung. Och dat huet am Zesummenhang mat der Kris vläicht an der Ukrain ze dinn, wou mer jo nach eng ganz grouss Ofhängegkeet vis-à-vis vu Russland hunn, wat den Energieimport ubelaangt. Dat heescht also, dass Europa sech anescht opstellt, wat de Begréff Energie ubelaangt a méi eng grouss Onofhängegkeet vis-à-vis vun Drëttlänner muss maachen.

Den 20. Januar 2014 hunn d'Carole Dieschbourg an den Etienne Schneider jeeweils als Responsabel vun dem Environnement an der Energie e Bréif un d'Madame Connie Hedegaard, déi de Klima an der Europäescher Unioun betreit, respektiv de Günther Oettinger geriicht, fir hinnen e Rappel ze maachen, dass mer a Richtung vun ambitiéisen Ziler sollte schaffen an ënner anerem och déi Ministeren oder déi Länner ënnerstëtzen, déi méi pro Klima sinn, déi méi pro fir eng progressiv Beschäftegungspolitik an der Klima- an Energiepolitik antrieden. Dat si Länner wéi Frankräich, Éisträich, d'Belsch, Holland, Portugal an Irland.

Dir wësst, dass mer do ganz ambitiéis Programmer wäerten opleeën an der Europäescher Unioun. Dofir ass et och wichteg an och richteg, dass d'Europäescht Parlament a sengem Vote vum 5. Februar 2014 d'Kommissioun nach eng Kéier opgefuerdert huet, méi wäit vläicht ze goen, iwwer hir Ambitiounen erauszegoen, déi se deemools beim éischten Entworf festgeluecht huet. An d'Europäescht Parlament huet gesot, kommt mir ginn eis ambitiéis Ziler, mir ginn an der Efficacité énergétique op 40%. Mir probéieren, au moins 30% bei den Energies renouvelables ze maachen a 40% Reduktioun beim CO_2 vis-à-vis vun 1990. Dat hu souwuel den Etienne Schneider wéi och d'Carole Dieschbourg nach eng Kéier an hire respektive Conseilen zu Bréissel ënnerstrach.

Dofir menge mer, dass et och ganz wichteg ass, dem Xavier Bettel, elo wann en dëse Weekend op Bréissel geet, vun eiser Chamber eng positiv Approche mat op de Wee ze ginn, fir dass hie sech, dass de Premierminister sech ka mat deene Länner bereet maachen, fir eng ambitiéis Energiepolitik ze maachen.

Dir wësst, dass mëttlerweil och ganz vill Klimaskeptiker ënnerwee sinn, insbesondere e Land wéi Polen éischter op Kuel respektiv de Fracking wëllt zréckgräifen, respektiv Frankräich an England, déi éischter e Wee vun der Atomenergie nach ëmmer wëllen aschloen, an dass dat net onbedéngt eis Démarche ass.

Dofir gi mer der Regierung e puer Invitë mat op de Wee: éischtens, dass déi Ziler vu Lëtzebuerg, déi mir selwer genannt hu bis 2020, musse konsequent weidergefouert ginn. Dir wësst, dass mir och en Zil vun 11% an den erneierbaren Energië bis 2020 mussen erreechen. Mir sinn haut nach ëmmer bei 3,2%, mengen awer, dass dës Regierung dat konsequent wäert upaken, fir kënnen dat Zil ze erreechen, an dëse Weekend, jo, sech wäert staarkmaache fir en ambitiéist Zil, wëssend, dass keng Kritäre festgeluecht sinn.

Mä mir ginn awer mat op de Wee, dass op d'mannst an den Énergies renouvelables emol schonn 30% festgeschriwwe ginn. Dat ass en éischte Schrëtt. Wa mer dat bis festgeluecht hunn, da kënne mer och en zweet Zil nennen, nämlech déi 40% vun der CO_2-Reduktioun. A wann et et erméiglecht, och an der Effizienz eppes ze erreechen, si mer méi wéi frou, wann do eppes erreecht gëtt. Dëse Weekend steet dat zur Debatt, an dofir menge mer, dass et ganz wichteg ass.

Ee Punkt wëll ech awer ënnersträichen, dat ass d'Diskussioun vun der europäescher Industriepolitik, dass se natierlech Kompetitivitéitsproblemer de Moment wäert hunn, wat den Energiepräis ubelaangt. Ech mengen awer, dass et wichteg ass, och do mat der Industrie op europäeschem Niveau Effizienzen auszeschaffen, fir dass si och kann à long terme besser domadder eens ginn.

Ech wënschen nach zum Schluss, an dat ass mäi leschte Saz zu dëser Motioun, dass d'Chamber (veuillez lire: dass d'Regierungsmemberen), esou wéi dat och elo an dësem Fall de Fall scho war, wann Debatten op europäeschem Niveau lafen, selbstverständlech prett sinn, fir all Moment an d'Chamber ze kommen a mat den Deputéierten zesummen an déi richteg Energie- a Klimapolitik ze goen.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kox. Ech géif d'Wuert dann direkt weiderginn un den Här Turpel, fir seng Motioun oder säi Complément zur Motioun virzedroen. Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), auteur.*- Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll kuerz drop zréckkommen, wéi et iwwerhaapt zu där Diskussioun iwwert déi Motioun hei komm ass. Dat war an der Ëmweltkommissioun vum 12. Februar, wou eng Rei europäesch Dossieren um Ordre du jour stoungen, net nëmmen en Aktiounsplang vun der Kommissioun, iwwert deen een eng Kéier misst ausféierlech diskutéieren, a wou och d'Meenung ausgedréckt ginn ass, datt een dat eng Kéier misst am Plenum maachen, mä och dat berühmtent Wäissbuch oder d'Kommunikatioun vun der Kommissioun iwwert d'Klimaziler vum 22. Januar 2014.

An ech war an der Kommissioun der Meenung, datt mer déi Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun net einfach esou kéinte laanschtgoe loossen, ouni ze reagéieren. D'Kommissioun war sech relativ schnell eens, datt et wichteg wier, fir esou eng Motioun ze maachen, déi seet, wat d'Chamber vun deem Wäissbuch a vun deene Klimaziler do hält. Ech bedaueren, datt mer et net fäerdegbruecht hunn, eng Motioun ze maachen, iwwert déi mer eis eens gi sinn. Dofir sinn ech dozou iwwergaangen, fir ze soen, datt ech eng komplementär Motioun maachen, op déi ech elo wëll agoen.

All Mënsch, dee sech mat der Klimasituatioun ofginn huet, weess, datt d'Zil, wat sech gesat gouf, ass, fir d'Äerderwäermung net méi wéi zwee Grad zouhuelen ze loossen um Enn vum Jorhonnert. All Mënsch weess awer och, wann een d'Realitéit kuckt, datt déi Erhëtzung vun net méi wéi zwee Grad, datt déi, an ech zitéieren d'Experten, „nëmmen ënner kaum virstellbaren, extremen Ustrengunge vun alle Länner, vun der Wirtschaft a vun de Bierger ze erreechen ass". Datt et probabel ass, esou wéi de Wee elo ass, datt mer eng Erhéijung vun der Äerdwäermt kréie vu 4% an datt souguer eng Erhéijung vu 6%, wann et esou weidergeet, net auszeschléissen ass, wahrscheinlech ass, heescht et souguer am Rapport vum IPT...

(Interruption)

ICP, pardon, richteg! (veuillez lire: IPCC, pardon, richteg!) Souguer wa mer eng Erhéijung hätte vu véier Grad, wier dat fir 2050 schonn eng onvirstellbar Situatioun op dëser Welt. A virum Enn vum Jorhonnert géif dat heeschen, datt Milliarde vu Leit hiren natierleche Liewensraum geholl kréichen.

Mir sinn eis och eens, wann een op d'Klima an op d'Äerderwäermung wëllt awierken, datt déi dräi Aktioune kombinéiert mussen ugaange ginn, déi heeschen: Emissioun, Zäregaser - wat haaptsächlech den CO_2 ass, mä och net nëmmen -, wat erneierbar Energien ugeet a wat Energieaspuerungen ugeet.

A wéi d'EU-Kommissioun hiert Wäissbuch erausginn huet, dunn ass dat als e Skandal emfonnt ginn, net nëmme vun Ëmweltorganisatiounen, mä och vu Gewerkschaften, vu Regierungen a vu ganz villen Deeler an Europa. Än et ass gesot ginn..., well dat Zil, wat do drasteet, ass jo dat, ënnert dem Drock vun de Wirtschaftslobbyen huet dës Kommissioun noginn a gesot, si géif d'Zäregasemissioune reduzéieren, 40% erneierbar Énergien op 27% gesinn. Woubäi, wann ee weess, datt een ouni Effort schonn op deen Undeel vun erneierbaren Energien do kéim!

An d'europäesch Ëmweltorganisatiounen, déi am „Climate Action Network", CAN, zesummegeschloss sinn, hu sech zesummegesat a gesot, mir maachen en dréngenden, dréngenden Appell un de Conseil, deen dëse Weekend zesummekënnt, fir ze soen, wat d'Zäregaser ugeet, 40% geet net duer, dat musse 55% sinn, 27% erneierbar Energie, do muss een Effort gemaach ginn, fir op 45% ze kommen, an d'Energieaspuerunge musse 40% sinn.

Déi Motioun, pardon, déi Petitioun, déi gëtt ënnerstëtzt zu Lëtzebuerg vun „Votum Klima", an deem ënner anerem d'Caritas, d'ASTM, de Mouvement écologique a Greenpeace dra sinn. An dat, wat mir proposéieren hei, ass ganz einfach, d'Ziler, déi europawäit vun deenen Organisatiounen, och vun den Ëmweltorganisatiounen zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ginn, fir déi hei ze ënnerstëtzen an enger separater Motioun.

Zur Motioun selwer, déi d'Majoritéit elo virgeluecht huet, hat ech proposéiert, déi Ziler mat eranzebréngen. Wat mir an där Motioun sécherlech net gefält, dat ass, datt an de Considérante geschriwwe gëtt, wéi wann alles an der Rei wier. Wat awer och e Problem ass, dat ass, datt an den Ziler op der zweeter Säit: «invite à plaider pour des objectifs communautaires ambitieux et contraignants pour 2030 en matière d'efficacité énergétique,…», do steet keen Zil do, et steet keen Zil do, «...d'energies renouvelables (au moins 30%...)», dat ass elo emol mat erakomm, datt do „au moins" steet, bis virun enger Stonn stoung do emol net deen „au moins"! A bei den Zäregaser 40%, do steet emol net „au moins"! An et steet virun allem net do, datt dat och intern an Europa een Zil muss sinn, „domestique", dat heescht een Zil vun der Europäescher...

(Interruption)

Jo, okay, dat kann een elo soen. Et steet awer net do. Et wier gutt gewiescht, wann een dat hätt kënne maachen. Ech krut allerdéngs gesot, no der Kommissiounssitzung, et hätt kee Sënn, datt ee géif Amendementer maachen, et wier ofgeschloss. Dofir enthale mir eis och bei där Motioun, well awer eng Rei Saachen dra sinn,...

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.*- Gutt. Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk), auteur.*- ...déi e Message duerstellen. Mir wëllen net an enger Rei stoe mat deenen, déi iwwerhaapt näischt wëlle maachen, well déi missten nämlech hei dergéint stëmmen. Mä mir wiere frou, wann d'Chamber komplementär zu där Motioun do déi aner Motioun géif stëmmen, déi wierklech eng wäertvoll Ënnerstëtzung wier fir de Klimaschutz a fir d'Organisatiounen, déi an deem Beräich aktiv sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Ech hunn eng Rei vu Wuertmeldungen. Éischt Wuertmeldung vum Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem Henri Kox fir d'Presentatioun vun der Motioun, déi mir als CSV-Fraktioun och wollten hunn. D'Presentatioun ass gemaach, ech ka mech elo kuerz faassen.

Dräi Ziler: D'EU-Zil vum 40% Erofsetze vun den Zäregasen en vue vun 2030 ass net nei, well déi Propositioun och schonn 2011 an der Feuille de route stoung fir eng Économie à faible intensité de carbone, Horizont 2050, an och déi fréier Regierung sech hannert dat Zil gestallt huet. Dat war am Juni, mengen ech, 2011.

Wat d'Efficacité énergétique ubelaangt, kann ee bedaueren, datt keen Zil do ass, mä d'Kommissioun erklärt dat jo, well se eng entspriechend Direktiv nach wëllt analyséieren, also vun enger entspriechender Direktiv wëllt och fir d'Éischt eng Revisioun maachen.

Dann, wat elo d'erneierbar Energien ugeet, wëllt Lëtzebuerg mat aacht anere Länner méi wäit goe wéi déi Propos vu 27%, nämlech op 30%. An do kann ee soen, a mir soen dat och, datt dat sënnvoll ass, datt probéiert gëtt, sech

méi onofhängeg vu fossilen Energieträger ze maachen, datt et sënnvoll ass, zousätzlech „green jobs" ze schafen, datt et och sënnvoll ass, fir d'Loftverschmotzung ze reduzéieren.

Wat elo d'CSV-Fraktioun gäre gehat hätt, dat hu mer probéiert an der Kommissiounssitzung leschten Donneschdeg däitlech ze maachen, datt d'Regierung eis seet, wann ee sech un d'Spëtzt vun enger Partie Länner stellt, fir méi en ambitiéist Zil ze erreechen, nämlech 30% amplaz 27%, datt se eis seet, wéi een och national gedenkt, tant soit peu seng Hausaufgaben ze maachen, och wann d'EU aus gudde Grënn keng national Ziler virgëtt. Bei eis am Éislek gëtt et esou e Sproch, datt een net méi soll lasskappe wéi ee geschëppt kritt.

Mir haten allerdéngs de leschten Donneschdeg e bëssen d'Gefill, mat eise Froen net esou honnertprozenteg seriö geholl ze ginn. Well mer jo awer denken, datt d'Regierung sech am Virfeld Gedanke gemaach huet an net liichtfankeg op dat méi ambitiéist Zil higaangen ass. Mir hu jo zu Lëtzebuerg eis Erfahrunge mat ambitiéisen Ziler am Klimaschutz. Elo kann ee soen: „2030 ass nach laang", an dach denken ech, datt awer zumindest vun deenen zwee Regierungsmemberen, der Ëmweltministesch, dem Ekonomiesminister, eventuell och an der Regierung insgesamt, awer esou Haaptpisten definéiert goufen, fir ze soen: „Majo, mir wëllen dohin, fir zumindest dat, wat mer eis national virhuelen, fir dat ze erreechen". 2020 sinn dat jo 11%. Da muss dat virugoen.

Wat mir gären hätten, dat ass, datt d'Regierung eis méiglechst séier seet - a virun 2016, domat hu mer e Problem -, eis seet, wéi se an der Entwécklung vun den erneierbaren Energië wëllt virugoen, wéi eng Moyenen datt se wëllt asetzen, wéi eng Fërdermechanismen eventuell zréckbehale ginn, wéi eng nei gemaach ginn, respektiv iwwerhaapt, wéi eng Strategie datt se do verfollegt.

Ech denken, datt mer eis och eens sinn, datt een e lafende Monitoring brauch, fir méi séier an zilorientéiert d'Instrumenter unzepasse respektiv neier ze entwéckelen, wann et néideg ass. A mir denken, datt deen Débat d'orientation, dee mer jo an der Kommissioun zréckbehalen hunn, am Hierscht a Saache Klimaschutz respektiv Applikatioun vum Kyoto-Protokoll eng gutt Geleeënheet wier, fir entspriechend Äntwerten op eis Froen ze kréien.

Ee Saz nach zur fréierer Regierung. Wat d'Énergies renouvelables ugeet, sinn eng Partie Fërdermechanismen, och Contrainten entwéckelt ginn am Kader vum Partenariat Ëmwelt a Klima, mat der Wärmeschutzverordnung, mat den Aidë fir erneierbar Energien, mat dem „PRIMe House"-Reglement, dem Klimapakt, dem „MoDu" an esou weider.

A vill Leit dobaussen, loosst mech dat awer nach soen, vill jonk Leit, déi wëllen zum Beispill baue respektiv wunne goen, stelle sech awer Froen, wann ee vill Suen investéiert an deem Zesummenhang, wat d'Regierung wëllt maachen: wéini déi Aiden, ob déi Aidë bleiwen, ob se geännert ginn, ob d'Aiden ewechfalen, wat subventionéiert gëtt, wat net subventionéiert gëtt. A mir hu jo déi Fro gestallt. Déi éischte Kéier huet et geheescht: eventuell d'grouss Vakanz. Dunn huet et geheescht: 2015. Elo soe mer 2016. A mir wollten dorop Äntwerten hunn.

Eis Fraktioun ass awer der Meenung, datt mir déi Objektiver vun der Europäescher Kommissioun en vue vun 2030, datt mer déi wëlle matdroen an eben net géint déi, och net géint dat ambitiéist Zil vun de Renouvelables sinn, an deemno och net géint dës Motioun stëmmen. Mir enthalen eis awer, well mer nach keng Äntwerten op déi Froe kruten. An 2016 ass eis definitiv ze laang, fir Äntwerten ze kréien.

Ceterum censeo, wollt ech soen, datt Cattenom an Tihange sollen ofgeschalt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Marco Schank. Als nächste Riedner ass de Frank Arndt vun der LSAP ageschriwwen. Här Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- D'Objektiver, déi am Konsens fonnt gi sinn, bis 2030 ënnert de Ministeren, éischtens d'Reduktioun vun den Treibhausgasen, ëm mindestens 40% am Verhältnis zu 1990 ze senken, zweetens de Mindestundeel vun erneierbaren Energien op mindestens 27% oder 30% festzeleeën.

Déi Motioun vun deene Grénge, wéi se elo virgedroe ginn ass, vun der Fraktioun vun deene Grénge virgedroe ginn ass, wäerte mir a gesi mir och komplett positiv. Wat bréngt eis dat dann awer wierklech? Hu mir dat dann och schonns bis an déi lescht Konsequenz nogerechent? Duerch eng erhieflech Steigerung vun der Notzung vun erneierbaren Energiequelle bis 2030, huet d'EU-Kommissioun analyséiert, kënnen ebe bis 2030 méi wéi dräi Milliounen Aarbechtsplaze geschafe ginn. Ech mengen, dat ass och am Aklang mat eisem Regierungsprogramm, wou mer dat och drastoen hunn.

D'Kommissioun weist och drop hin, dass, wa mir den Ausbau méi séier vun erneierbaren Energië weiderdreiwen, mer domadder och d'Nohaltegkeet an alle Länner vun der EU stäerken an domadder d'Virreiderroll um Gebitt vun der Technologie an d'Erhéijung vun der Versuergungssécherheet ofsécheren. Et ass och ze ënnersträichen, datt et sech bei der Energieeffizienz an Energieaspuerungen ëm dee käschtegënschtegste Wee zur Verréngerung vun den Energiekäschten an domadder och dem Ofbau vum Aféiere vu fossile Brennstoffer handelt.

Fir d'Budgete vum Stat an de Gemengen op laang Siicht ze entlaaschten, mussen och do Akzenter gesat ginn, dass si hir Gebaier esou bauen a sanéieren, datt eng Energiebilanz esou niddreg wéi méiglech erreecht gëtt. Och dat ass am Aklang mam Regierungsprogramm ze gesinn.

Et ass och dréngend erwënscht, am Sënn vum Klima- an Energiepakt 2030, vun deenen eenzelne Länner, konkret legislativ Virschléi ze maache mat éiergäizegen a verbindlechen Ziler, fir déi dräi Sailen, déi do sinn: éischtens, erneierbar Energien, Energieeffizienz, drëttens, fir manner Emissiounen, also Zäregasen. Et soll awer och net vergiess ginn, den akommeschwaachen Haushalter Förderungsprogrammer unzebidden, déi hinnen och hëllefen, dës Ziler ze erreechen, fir datt net si déi grouss Verléierer wäerte sinn. Och dat ass am Aklang mat dem Regierungsprogramm ze gesinn.

An ech mengen, ech kann och doduerch, vun der sozialistescher Fraktioun, déi Motioun vun der grénger Fraktioun komplett ënnerstëtzen. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Arndt. Als nächsten huet den Här Eugène Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Och Merci dem Henri Kox fir den Dépôt vun där Motioun. Ech menge Klimaschutz, dat ass ee vun de groussen Défie vum 21. Jorhonnert. Et ass net déi éischte Kéier, datt ech dat hei op der Tribün soen, a mir kenne jo och alleguerten hoffentlech den Dossier. Wa mer kucken, déi Prognose vun den Experten, wa mer net reagéieren, op wat fir eng dramatesch Konsequenze mer dann um Planéit duersteieren!

Ech mengen, an deem ganzen Dossier Klimaschutz, deen natierlech verbonnen ass mat der Energiepolitik, war Europa ëmmer e Virreider an deenen Diskussiounen. Wann ee kuckt, vu Kyoto un huet Europa ëmmer e bësschen de Wee gewisen, wat och richteg ass, well et muss ee jo awer wëssen, wa mer de Wuelstand an deen technologesche Fortschrëtt an all déi Industrialiséierung haut hunn, dann ass dat zum Deel awer op d'Käschte gaange vun engem ongehemmten CO_2-Verbrauch (veuillez lire: CO_2-Ausstouss) an deene Jore virdrun. An dat ass ganz oft och op d'Käschte vun den Drëttweltlänner gaangen. Et ass also och eng moralesch Responsabilitéit vis-à-vis vun den Drëttweltlänner, datt mer als Europäer, als héich industrialiséiert Géigend, och do da kucken, an deem Beräich elo Virreider ze sinn, fir op déi richteg Schinn ze kommen.

Och an Europa gesäit een, wann ee kuckt elo, déi nächst Échéance fir déi nächst Diskussiounen, datt souwuel d'Europaparlament wéi och d'Kommissioun do versichen, nei Ziler festzeleeën, déi och relativ ambitiéis sinn. A mir wëssen och, datt Lëtzebuerg an där ganzer Diskussioun säit Kyoto och ëmmer ganz ambitiéis an deem Dossier war. Och dës Kéier gi mer mat därselwechter Approche un deen Dossier erun. Déi nächst..., net d'nächst Woch, mä vill méi elo déi nächst Deeg wäert de Premier um europäesche Sommet dann och ënner anerem musse fir Lëtzebuerg, awer och fir Europa, ambitiéis Ziler weider verteidegen. Dir kennt se alleguerten. Ech mengen, si stinn an der Motioun. Et ass och elo schonn... d'Virriedner hu se dokumentéiert oder hu se kommentéiert.

Et ass haut nach net gewosst, wat derbäi erauskënnt. Et muss ee wëssen, also wat hei an der Motioun steet, dat ass eigentlech eng Aart Optrag oder eppes, woumat mer dem Premier de Réck wëlle stäipen, fir an deenen Diskussiounen zu Bréissel déi Positioun ze verteidegen, awer och am europäesche Kontext dat ze verteidegen. An et ass nach net kloer, wat dobäi wäert erauskommen. Déi den Dossier e bësse méi suivéieren, wëssen, datt et do awer eng Rei Bremser ginn an deene leschte Joren. Et kann ee se och, firwat net, et soll ee se och zitéieren: ënner anerem Polen, mä nach verschidden aner Länner am fréieren Ostblock, fir et emol esou ze formuléieren, déi natierlech do soi-disant eng Brems gesi fir hir wirtschaftlech Entwécklung.

Dat ass also hei, wat mer hei maachen, do gi mer dem Premier en Optrag mat op de Wee. Mir soen him, datt mer em de Réck do stäipen. Wéi gesot, mir wëssen awer net, wat dobäi erauskënnt. Mä och do, mengen ech, solle mer wéi an der Vergaangenheet als Lëtzebuerg, awer och als Europa, e bësselche versichen, net bei de Bremser, mä wierklech bei deene fortschrëttleche Kräften ze sinn an och do dann an déi Richtung d'Regierung ze ënnerstëtzen.

Natierlech wäerten Diskussioune kommen, déi sinn och net nei, wéi mer hei zu Lëtzebuerg dann herno deklinéiert - well déi Ziler, dat hei sinn europäesch Ziler -, wéi déi Ziler deklinéiert op Lëtzebuerg da wäerten ausgesinn. Dat si sécherlech Diskussiounen, déi mer nach musse weider féieren. Dat wäert net einfach ginn, egal wat fir eng Ziler mer dann och wäerte fir Lëtzebuerg an Zukunft festhalen. Dat war och an der Vergaangenheet net einfach, dat wësse mer alleguerten.

An de Marco Schank huet dat och gesot. D'CSV war eigentlech e bësschen erstaunt anscheinend an der Ëmweltkommissioun - ech war och do -, datt d'Regierung do net scho fäerdeg Pläng hätt, wéi dann... egal wéi déi ambitiéis Ziler ausgesinn hätten. Bon, mir wieren eigentlech frou gewiescht, muss ech soen, wa mer och do fäerdeg, voll gefëllten Tiräng fonnt hätten, well ech huele jo un, datt déi viregt Regierung sech awer och Gedanke gemaach huet, wéi een och, wann net nei Ziler festgeluecht géifen, zum Beispill wéi een dat hätt kënnen ëmsetzen.

Bon, vu datt d'Tiräng net voll waren, ausser dem Klimapakt mat de Gemengen, wou awer keng kloer Ziler waren an och net, bis wéini een déi realiséiert, ausser dem Klimapakt mat de Gemengen ass näischt an den Tiräng virkomm, dat heescht, do muss een also där neier Regierung, där neier Mannschaft e bësselchen d'Chance ginn, fir do Saachen auszeschaffen. A mir wëlle jo dann och dofir kucken, hei an der Chamber och Diskussiounen ze féieren, ënner anerem mat deem Débat d'orientation, dee mer dann och hei an der Chamber wäerten hunn.

Vläicht just eng, zwou Remarquen awer, a wéi eng Richtung et muss goen. Ech mengen, Klimaschutz gëtt ganz oft nëmmen als Brems gesi fir d'Ekonomie, fir d'Wirtschaft, fir d'Innovatioun. Au contraire! Klimaschutz a Klimaschutzpolitik mussen och eng Chance sinn, fir Ekonomie an Ekologie mateneen ze verbannen. Et ass nach oft genuch, datt dat net an de Käpp vun de Leit ass - et muss een dat all Dag erëm frësch, nei soen - an datt een dat och zu Lëtzebuerg ka maachen.

An der Vergaangenheet huet d'Regierung effektiv ganz oft versicht - an dat huet jo och nach de Rapport vun der Cour des Comptes gewisen -, eis fräizekafen op anere Plazen. An d'Cour des Comptes huet jo gesot, datt mer do Milliounen a Milliounen ausginn hunn, fir awer net ze wëssen, wéi vill Tonnen oder wéi vill Milliounen Tonnen CO_2 doduerjer iergendwou op der Welt gespuert gi sinn. Dee Bilan vun der Cour des Comptes ass eigentlech relativ ernüchternd an dat soll eis also och eng Léier sinn, datt mer solle kucken, déi Suen, déi mer investéieren, dann och hei zu Lëtzebuerg ze investéieren am Klimaschutz, an datt dat eben eng Chance ass.

An ee Beispill, wéi een dat ka maachen, an dat steet och am Koalitiounsaccord vun där neier Regierung, dat ass dat mat der Klimabank, datt een hei zu Lëtzebuerg zum Beispill wierklech an den Assainissement, d'Albausanéierung, also an den Assainissement vun Albauten investéiert an datt een do wierklech och kann eben d'Ekonomie an d'Ekologie matenee verbannen. Wat géif heeschen, wa mer all eis Haiser géifen assainéieren, de Leit hëllefe mat enger Klimabank, dat ze finanzéieren, datt mer do eppes géife maache fir CO_2, eppes fir eisen Engagement um europäesche Plang, datt mer och eppes géife maache fir d'Handwierk. Zum Beispill, datt een do Dausenden Aarbechtsplaze kéint kreéieren. An datt een do natierlech am Endeffekt och bei de Leit den Effet hätt, datt se géifen am Endeffekt Suen am Portmonni spuere bei der Rechnung vum Mazout oder vum Gas. Nëmmen als ee Beispill, wéi een also an Zukunft soll..., a wat fir eng Richtung et, an eisen Aen, soll goen.

Bon, dat gesot, ënnerstëtze mer oder respektiv stëmme mer déi Motioun hei, déi hei déposéiert ginn ass, fir och dem Premier de Réck ze stäipen. Mir kënne leider net déi Motioun vun deene Lénken akzeptéieren. Natierlech ass dee groussen Défi, och hei zu Lëtzebuerg, fir ebe kënnen dann ze kucken, wéi mer dat konkret bei eis ëmsetzen. Ech hunn ee Beispill gesot, mä am Débat d'orientation wäerte mer sécherlech nach aner flott Piste fannen, mat der Virgab, ëmmer Chancë fir d'Ekonomie an d'Verbannung Ekonomie an Ekologie.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Als nächste Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht ufänke mat engem politesche Constat: De Constat ass, datt et an eiser Gesellschaft, géif ech soen, an op jidde Fall heibannen, e Konsens gëtt. E Konsens, datt mer mussen d'Ëmwelt schützen, e Konsens, datt d'Atmosphär en Deel vun der Ëmwelt ass an dohier muss geschützt ginn. An de Schutz vun der Atmosphär, awer och vun der Biosphär am Allgemengen, kann zum Klimaschutz bäidroen. Dozou gehéiert awer och Ofholzen an aner Tendenzen, an net nëmmen Dreifhausgaser oder aner Gaser, déi eventuell esou Konsequenze kënnen no sech zéien.

Dat ass e Konsens. Ech soen dat hei ganz kloer, well dat heescht och politesch, datt mir keng Partei méi brauchen, elo, am Joer 2014, déi mengt, si wär méi gréng wéi all déi aner, well „gréng" ass e Konsens. Den Ënnerscheed besteet doranner: Maache mer Ideologie oder maache mer Politik? Ideologie, dat ass eppes, wat d'Realitéite verkennt. Politik ass en Ausdrock vun der Verantwortung, déi mir hunn, och an der Ëmweltpolitik, géintiwwer eise Bierger a géintiwwer eiser Ekonomie.

Wat mir gären hätten als ADR, ass Ëmweltschutz op realistesche Basen, mat enger Verantwortungsdimensioun, déi mir bei villen, déi bis elo hei intervenéiert hunn, vermëssen.

Ech wëll just vun Ufank un eppes soen, fir ze ënnersträichen, wéi grouss den Enjeu économique ass.

D'Cour des Comptes hat eis gesot, datt mir 47,7 Milliounen Euro an d'Ausland geschéckt hunn, ënner anerem fir Projeten am Klimaschutz, déi emol net realiséiert goufen! Dat ass net ze maachen. Dat ass keng Verantwortung géintiwwer eise Bierger a géintiwwer eise Steierbezueler. Kréie mer déi Suen dann erëm? Dat geet net!

Wa mir Projete maache fir den Ëmweltschutz, da solle mer probéieren, dat hei am Land ze maachen. Ech si mam Här Berger d'accord, d'Lëtzebuerger Handwierk ze ënnerstëtzen. Et ass do, wou et zielt! Mir kënnen eis Gebaier méi energieeffizient maachen, mir kënne besser isoléieren, mat Moossnamen hei am Land, déi eis Ekonomie ënnerstëtzen. Esou wäit ass dat vernünfteg.

E Wuert iwwert d'Wëssenschaft: D'Wëssenschaft an dëser Saach, an där ganzer Klimadebatt iwwert déi lescht Joren, huet gelu wéi gedréckt! Et ass eng Schan, wat an deene leschte Joren an deem do Beräich geschitt ass. Ëmmer erëm si Skandaler opgedeckt ginn. Ëmmer erëm huet den IPCC e Stéck vu senger Glafwierdegkeet verluer. Mä wann déi Basis, déi politesch Basis, déi mir eigentlech huelen als Referenz fir déi Klimadiskussioun, esou diskreditéiert ginn ass, esou muss hannerfrot ginn, jo, da musse mer och kucken: Ass eis Politik nach en ligne mat deem, wat mer wierklech verantwortungsvoll kënne vertrieden? Dat ebe genau ass den Ënnerscheed zwësche grénger Ideologie a realistescher Politik, déi, déi mir eise Bierger schëlleg sinn!

Loosse mer emol d'Beispiller huele vun den Aarbechtsplazen, dem Emploi. Mir liesen hei an deem Text, deen d'Regierung, oder zwou vun deenen dräi Regierungsparteien - ech hu just gesinn, d'DP huet en net ënnerschriwwen - eis proposéieren, si soen, Emploi, 4,2 Milliounen Aarbechtsplaze wären am Beräich vun deene grénge Energien, oder wéi och ëmmer do, geséchert ginn. Mä dat ass dach nëmmen eng Deelwourecht!

Wat geschitt, dat ass, datt déi gréng Energië musse massiv subventionéiert sinn. Mir hu 4,2 Millioune subventionéiert Aarbechtsplaze geschafen, mä wéi vill Aarbechtsplazen a rentabelen Energiesecteure sinn doduerch zerstéiert ginn? Dat ass eigentlech déi Fro, déi mer eis musse stellen: Bei aneren Energieträger, bei aneren, déi rentabel sinn, ass do net vill zerstéiert ginn, well mir Suen dévériert hunn, fir subventionéiert Plazen ze schafen? Déi sécher sech kënnen aus verschiddene Grënn justifiéieren - wat awer net justifiabel ass, dat ass esou eng eesäiteg Presentatioun zwëschen dem subventionéierte Secteur an den Énergies renouvelables an deenen aneren.

D'Energies renouvelables, realistesch gesinn, wann een hei vun 30% liest, dat ass dach net wouer! Realistesch gëtt geschat 10%, an da brauche mer Kuel an aner Energieträger, fir déi iwwerhaapt um Lafen ze halen. An och dat gëtt net gesot! De Bilan vun den Énergies renouvelables, gesamtenergetesch, ass wahrscheinlech en negative Bilan, well mer eben aner konventionell Energië brauchen, fir se iwwerhaapt kënne weiderzebedreiwen.

An da musse mer och soen: Wéi ass et da mat eiser Kompetitivitéit? D'Energie an Europa, an och hei zu Lëtzebuerg, ass ze deier géintiwwer Amerika an aneren. A wa mer vu weltwäitem Handel schwätzen, wéi mer et an der Lescht hei e puermol gemaach hunn, da musse mer och d'Fro vun den Energiepräisser am A behalen.

Nach eemol: och d'ADR ass fir Ëmweltpolitik, awer fir eng Politik an net fir eng Ideologie! Dat ënnerscheet eis haaptsächlech vun deene Gréngen. Mir maache Politik mat Verantwortung, och fir d'Ëmwelt!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser.

Déi méi large Interpretatioun vun de Riedezäiten ass drop zréckzeféieren, dass mer a Präsenz si vun zwou Motiounen. Ech hunn also deenen eenzelne Riedner, déi zu deenen zwou Motiounen direkt Stellung geholl hunn, e bësse méi Latitude gelooss. Ech hunn awer matkritt, dass den Auteur vun där zweeter Motioun, dee seng Riedezäit nach net ganz erschöpft hat, nach wëllt e puer Prezisioune ginn. Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk), auteur.*- Merci.

Ech wëll e puer Prezisioune ginn, fir d'Éischt emol zu der Motioun, déi virläit, wou gesot ginn ass „d'Motioun vun deene Gréngen". Et ass kloer, datt et net d'Motioun ass vun deene Gréngen, mä et ass d'Motioun, déi den Här Fayot an den Här Kox déposéiert hunn am Numm vun deenen zwou Kommissiounen Ëmwelt an Ekonomie, well mer do d'Diskussioun driwwer haten.

Ech wëll nach eng Kéier widderhuelen, datt et d'Initiativ war vun déi Lénk, datt et iwwerhaapt zu esou Motioune kéim,…

(Brouhaha)

…och datt mer de Bilan - an dat krut Der schréftlech -, deen d'Cour des Comptes gemaach huet zu Kyoto, datt mer dee sollen an de Kommissiounen diskutéieren. An och do ware mer eis eens, fir en Hearing ze maachen, deen elo soll - hoffentlech geschwënn, net eréischt d'nächst Joer, well et ass nach keen Datum fixéiert - stattfannen, well mer net kënnen d'accord si mat deenen iwwerflächleche Konklusiounen, déi d'Cour des Comptes do aus hirem Bilan zitt: zum Beispill d'Klimaziler erofzesetzen.

Zweet Bemierkung: Eis Motioun gëtt tel quel dat erëm, wat d'Ëmweltorganisatiounen an Europa zu Lëtzebuerg soen. Ech wëll dat elo net weider kommentéieren, well d'Zäit mer et net erlaabt. Ech wëll soen, dat, wat den ADR hei seet, dat ass haaptsächlech, wat een net soll maachen a puncto Klima, dat ass e Schlag an d'Gesiicht vun eiser Jugend, vun deene kommende Generatiounen a vu ganze Vëlker, déi mussen dépayséiert ginn, wann näischt Wesentleches geschitt.

Wat d'CSV ugeet, verstinn ech d'Fro, datt ee muss klären, wat zu Lëtzebuerg soll gemaach ginn, fir d'Klimaziler ëmzesetzen. Do si mer eis eens, datt dat muss gekläert ginn. Mä d'Fro, déi net gekläert ass: ob dowéinst, well dat net kloer ass, d'CSV mat Klimaziler net d'accord ass, ob dat e Prétexte ass oder ob se seet: Zousätzlech muss een dat klären. Well wann et kee Prétexte ass, da wier et jo duergaangen, wa se eng Motioun hei eraginn hätt, fir ze soen: Mir stëmme fir déi Motioun a mir hätte gären, datt zousätzlech dat soll gekläert ginn. Well et muss gekläert ginn! A wann an der Motioun steet, fir „début 2016" dee Programm virzeleeën: Dat ass ganz kloer, dat geet net duer! Wa mir déi Efforte wëlle maachen, déi mer musse maachen an de Klimaziler, da geet „début 2016" net duer.

Ech hoffen, an domadder schléissen ech dann of, datt mer bei deem Hearing iwwer Kyoto et fäerdegbréngen, mat der Zivilgesellschaft eng kloer an offen Diskussioun ze féieren, net nëmmen iwwer Klimaziler a Kyoto, mä och iwwert dat, wat zu Lëtzebuerg muss geschéien, an datt mer dann éischter an déi Chamber hei zréckkommen, fir deen Aktiounsprogramm, fir déi Ziler och zu Lëtzebuerg ze erreechen, virzestellen.

Merci.

M. le Président.- Domat huet d'Regierung d'Wuert. Madame Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Häre Deputéiert, fir d'Éischt emol wëll ech Iech en häerzleche Merci soen, en häerzleche Merci deenen zwou Chamberskommissioune fir d'Virleeë vun dëser Motioun.

Et ass esou, dass mir als Regierung - den Etienne Schneider an ech, déi schonn zu Bréissel waren uganks dëses Mounts - eng ganz kloer Positioun vertrueden hunn, déi mer eben hei och erëmfannen. Mir fannen d'Positioun erëm, dass mer dräi verbindlech Ziler brauchen, dass mer eng Reduktioun vu 40% brauchen, mindestens, an dat hate mir och gesot, mindestens 30% erneierbar, an en drëtt Zil och wëllen hunn an der Effizienz.

Mir soen Iech dofir Merci, dass Der do och eisem Premier de Réck stäerkt. Mir soen Iech Merci fir d'Initiativ, a virun allem wëll ech och deenen anere Memberen, déi sech elo méi kritesch geäussert hunn, e grousse Merci soen, well ech hu fonnt, dass mer och an der Kommissioun… Ech verstinn a sech och d'Membere vun der CSV, déi vill Froe gestallt hunn, och iwwert den nationale Kontext.

Ech verstinn, dass ech Iech duerch meng Pisten, duerch déi Pisten, déi deelweis och am Regierungsprogramm stinn - Pisten, déi mer awer och amgaange sinn, schonn ze realiséieren, déi mer konkret schonn ugepaakt hunn, wou ech Iech och erkläert hunn, dass den Etienne Schneider an ech ganz konkret u verschiddene Saache schaffen -, ech verstinn, dass dat Iech vläicht nach net duergeet.

Ech si frou, dass mer déi Debatt wäerten en cours de route ëmmer erëm weiderféieren, well et ass eng immens wichteg Debatt! Well eben d'Klimaziler…, net nëmmen en vue vun eiser Présidence 2015, net nëmmen, well mer elo eng Urgence hunn an dem europäeschen Dossier, wou mer soen, ma mir als Lëtzebuerg, mir wëllen, dass mer schnell an deem Domän zu enger gemeinsamer, zu enger gemeinsamer europäescher Positioun kommen, wou a sech Europa weiderhin an deem Beräich vun der Klima- an Energiepolitik de Virreider ass. An déi Roll wëlle mer jo och behalen.

Ech soen Iech Merci fir déi Diskussioun an ech freeë mech och, dass mer do, an där Hisiicht eigentlech e Konsens hunn. Ech wär frou, wa méiglechst vill Leit dat hei géifen ënnerstëtzen, well ech mengen, dass mer soumat wierklech och als Regierung eng Stäerkung hunn, de Premier eng Stäerkung huet, wann en eben elo zu Bréissel d'Positioun vu Lëtzebuerg vertrëtt.

An ech freeë mech dann op weider flott Diskussiounen, well et sinn einfach déi Diskussiounen, déi mer als wichteg fannen, wou d'Regierung gesot huet, dass et eng vun eise grousse Prioritéiten ass.

An ech soen Iech domadder villmools Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Dieschbourg am Numm vun der Regierung. Da géife mer iwwert…

Ah, den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider. Ech hat säi Geste falsch gedeit, pardon!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Ech wëll och just hei meng Kolleegin ënnerstëtzen an deem, wat se seet, an der Kommissioun Merci soe fir déi Initiativ, déi se geholl huet.

An ech wéilt just een europäesche Kontext awer hei, oder ee Wonsch äusseren, nämlech deen, dass, wa mer elo eng nei Kommissioun deemnächst hunn dëst Joer, dass déi Kommissioun et fäerdegbréngt, an all deenen Dossieren - Klimaschutz, Energiepolitik, Wirtschaftspolitik - vill méi horizontal zesummenzeschaffen.

Well dat, wat mer de Moment gesinn, dat ass, dass all Kommissär säin Domän just verteidegt an net riets a lénks ëm sech kuckt, wat en do eventuell kann an aneren Domäner bewierken. Ech mengen, dass dat wichteg ass. Dat ass e Prinzip, dee mir an der Regierung hunn, dee mer agefouert hunn, deen, mengen ech, ganz gutt fonctionnéiert. An ech wär wierklech frou, wann och d'Kommissioun, déi nei Kommissioun dat dote géif behäerzegen.

Ech mengen, hei ass wierklech en Équiliber ze fannen tëschent deem, wat een op där enger Säit - Ëmweltschutz, Klimaschutz - mécht a wat een op där anerer Säit vu Konsequenzen, vun eventuelle Konsequenze fir d'Ekonomien huet. Mir dierfen net nëmme kucken, dass mer onofhängeg oder manner ofhängeg gi vun den Energieimporter an d'Europäesch Unioun. Dat kann net eist eenzegt Zil sinn. Well wann dat dat eenzegt Zil ass, da riskéiere mer, dass mer herno zwar net méi vill Energie importéieren, mä dofir eng ganz Rei Produiten hunn, déi net méi an Europa kënne produzéiert ginn, well se ze energieintensiv sinn an dofir ausserhalb vun der EU verlagert ginn. Ech schwätzen zum Beispill vun der Aluminiumproduktioun, vun Zement etc. Da géife mer eis an eng aner Ofhängegkeet beginn. Ech mengen, dat si Saachen, déi ee muss équilibréiert kucken.

Ech sinn awer der Meenung, dass déi Ziler, déi mer eis hei ginn, an déi Ziler, déi d'Kommissioun hei proposéiert, dass déi gutt sinn, well mer och als Ekonomie, an dat mierke mer jo awer, och eppes ze gewannen hunn, andeem mer eis héich Ziler ginn. Mir sinn déi Ekonomie, d'europäesch Ekonomie ass déi, déi wierklech an enger Rei Jore Weltleader ass an deene ganzen Technologien, deenen ëmweltfrëndlechen Technologien. An iergendwann, och wann dat am Moment wahrscheinlech relativ schwéier ze verkraften ass, iergendwann hu mir do de Lead weltwäit a mir wäerten dat kënne vermaarten.

An et ass och ugeschwat ginn: Aarbechtsplazen, déi do geschafe ginn. Natierlech, wat den Här Kartheiser seet, ass richteg: Op anere klasseschen Energie- oder polluenten Energieforme ginn och Aarbechtsplaze verluer. Dat muss een och dogéint oprechnen, wann ee wëllt ganz éierlech sinn.

Mä ech mengen, ee lescht Wuert ass dat, dass een awer och muss bedenken, dass d'Europäesch Unioun fir 8% vun den Emissioune weltwäit steet an dass also d'Zil vun der Politik muss sinn, d'Zil vun der EU och muss sinn, esou vill wéi méiglech aner Länner respektiv Kontinenter mat an déi dote Beméiunge mat eranzekréien. Well mir eleng wäerten et net packen, fir déi Limitatioun vun den zwee Grad Celsius hinzekréien. Dofir, mengen ech, ass dat en Effort, deen och d'nationaalt Parlament, d'national Regierungen, pardon, mä virun allem och d'Kommissioun muss an all deenen internationale Gremie vertrieden.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert déi zwou Motiounen iwwergoen. Ech géif fir d'Éischt iwwert d'Motioun, déi vum Här Kox a vum Här Fayot abruecht ginn ass, ofstëmme loossen, an dann iwwert de Complément.

Vote

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss. Et si 60 Deputéiert, déi um Vote deelgeholl hunn, entweder direkt oder duerch Procuratioun. 32-mol Jo, 3-mol Neen a 25 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn dovunner aus, dass d'Enthalunge motivéiert sinn.

(Assentiment)

Domat ass d'Motioun adoptéiert.

Ech géif dann zum Vote iwwert déi zweet Motioun iwwergoen, déi vum Här Justin Turpel abruecht ginn ass.

Vote

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss. D'Motioun ass mat 58 géint 2 Stëmmen ofgelehnt. 58 Stëmmen Neen, 2 Stëmme Jo.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Domat ass d'Diskussioun iwwert déi zwou Motiounen ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 6599, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Laboratoirë fir medezinesch Analysen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrich-Duval, den Här Mertens an d'Madame Lorsché.

An direkt huet d'Wuert d'Rapportrice, d'Madame Cécile Hemmen.

10. 6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, de Projet de loi 6599, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ännert dat modifizéiert Gesetz iwwert d'Laboratoirë vum 16. Juli 1984. D'Ännerung, déi hei virgeholl gëtt, ass ze gesinn am Kontext vun de breede Beméiungen, fir am Spidolsberäich d'Zesummenaarbecht an och d'Synergien ze encouragéieren an ze förderen. D'Ziler sinn dobäi gläichzäiteg d'Verbesserung vun der Qualitéit a méi eng héich Effizienz.

D'Notioun vum Spidolslaboratoire ass duerch d'Spidolsgesetz festgeschriwwen, dat a sengem Artikel 26 festhält, dass all Spidol mat iwwer 175 Better e Laboratoiresservice muss hunn, deen den Normen entsprécht. Den Ament hu mer sechs Spidolslaboratoiren hei am Land, mat engem Effectif vun 212 Vollzäitsalariéen. Am Joer 2010 sinn iwwer siwe Milliounen Analysen duerchgefouert ginn, wat e Käschtepunkt vun 43,4 Milliounen Euro bedeit, dovunner 25 Milliounen Euro fir Personalkäschten.

Op Demande vun der Fédération des hôpitaux gouf an de Joren 2011 an och 2012 d'Etüd „Teamplan" iwwert d'Spidolslaboratoiren an och den LNS, also de Laboratoire national de santé duerchgefouert, fir ënner anerem de Potenzial fir Synergien ze identifizéieren. Dobäi ass erauskomm, dass et géif Sënn maachen, fir déi analytesch Aktivitéite vun de Spidolslaboratoiren an dem LNS an enger gemeinsamer Struktur ze zentraliséieren. Besonnesch bei den héich spezialiséierten a ganz raren Analyse géif dat erlaben, fir d'Qualitéit ze verbesseren an och d'Käschten ze limitéieren, dat am Sënn vum Mot d'ordre vum „utile et nécessaire".

Iwwregens fänkt een och elo hei net bei null un, well am Beräich vun de Biopsien an der Cancérologie schafft de Statslabo scho vun Ufank u ganz enk mat de Spidolslaboratoiren zesummen. Ënnert der aktueller Legislatioun war et bis ewell awer net méiglech, dass den LNS sech mat engem oder e puer Spideeler an enger Structure juridique zesummegedoen hätt, fir e Labo ze exploitéieren. Mä dat soll sech dann elo mat dësem Gesetz ännere.

Den ursprünglechen Text vum Projet de loi huet déi Méiglechkeet fir de Laboratoire national opgemaach a sech awer och dorobber beschränkt. De Statsrot a sengem Avis vum 12. November 2013 huet awer drop higewisen, dass de Statslabo, wat elo d'Beräicher vun der Chimie médicale, der Hématologie, der Microbiologie an och der Anatomie pathologique ugeet, ënnert dat normaalt Laboratoiresgesetz fält an och keng besonnesch Privilegie par rapport zu den normale Laboratoirë virgesäit.

De Conseil d'État huet dofir d'Positioun vertratt, dass et am Sënn vun der Gläichbehandlung ubruecht wier, fir och den normale private Laboen d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech mat de Spidolslaboratoiren ze associéieren. De Statsrot huet zu deem Punkt, deen iwwregens och vun der Chambre de Commerce an hirem Avis vum 2. Oktober 2013 kritiséiert gouf, eng Opposition formelle ausgesprach.

D'Chamberskommissioun huet sech hei der Positioun vum Conseil d'État ralliéiert, grad wéi och an deem Punkt, wou de Statsrot argumentéiert huet, dass d'Associatioun sech misst op d'Aktivitéite vum Spidolsberäich limitéieren.

Während hiren Aarbechten an och den Diskussiounen huet d'Chamberskommissioun nach eng Kéier ënnerstrach, dass de Regierungsprogramm d'Vocatioun vum Laboratoire national de santé confirméiert, fir e regelrechte Centre d'excellence ze ginn, mat allem, wat dat u Personal an awer och u modernem a sophistiquéiertem Équipement bedeit. Dat gëllt ënner anerem fir d'Beräicher wéi d'Cancérologie, mä awer och d'Aktivitéiten am Kontext vun der Opferambulanz, der Prise en charge vun den Affer vun häuslecher Gewalt oder awer och d'Missiounen am Beräich médico-légal.

Bei den Diskussioune vum Projet de loi 6297, duerch deen de Laboratoire national de santé als en Établissement public geschaf gouf, ass deemools och déi wichteg Roll vum LNS a Saachen ëffentlech Gesondheet ervirgestrach ginn. D'Chamberskommissioun huet betount, dass déi nei Bestëmmungen eng ganz Partie vun neie Méiglechkeeten opmaachen, an de Fait, dass den LNS an enger Konkurrenzsituatioun evoluéiert, sech och kéint positiv op d'Effizienz auswierken.

Et sief och gesot, dass d'Etüd „Teamplan" gewisen huet, dass de Coût moyen vun enger Analys hei zu Lëtzebuerg bei 4 Euro läit géintiwwer vun 1,5 Euro zum Beispill an Däitschland, an dat bei Laboratoiren, déi no vergläichbarer Qualitéitsnorm fonctionnéieren. Dat ënnersträicht eemol méi d'Wichtegkeet vun deem Gesetz, iwwert dat mer elo hei diskutéieren an och ofstëmmen, an dat eng weider Mutualisatioun am Beräich vun de Laboen erméiglecht.

D'Kommissioun huet och ofschléissend zur Kenntnis geholl, dass d'Etüd „Teamplan" eng Zentraliséierung vun der sougenannter „Krankenhauslabordiagnostik" a Synergie mat der Diagnostik vum LNS wirtschaftlech sënnvoll gesäit, esouguer wann dat géif en Neibau op der grénger Wiss néideg maachen. Woubäi och wuelverstane virausgesat ass, dass d'Spideeler weider an hirem Haus e klenge Labo fir déi urgent Analyse wäerten halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, au vu vun all dësen Erklärungen an am Sënn vun engem nach bessere Service un de Patienten, géif d'Gesondheetskommissioun Iech un d'Häerz leeën, fir dëse Projet de loi ze stëmmen. An heimat ginn ech natierlech och den Accord vu menger Fraktioun.

Villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Rapportrice. An als éischt Riednerin huet d'Madame Andrich-Duval d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci der Rapportrice fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Eng kleng Ännerung, eigentlech en Oubli vum viregte Gesondheetsminister, mä „klein aber oho" fir de Laboratoiressecteur vum Spidolswiesen. Schonn am Regierungsprogramm vun 2009 war festgehalen, datt d'Regierung géif d'Kollaboratioun tëschent Spideeler am Labosberäich ënnerstëtze wéinst der Effizienz an de Käschten. D'CSV begréisst ausdrécklech esou Synergien am Spidolssecteur.

Ech hunn awer e puer Remarquen ze maachen. Éischtens bedauert d'CSV, datt den Avis vun der Federatioun vun de private Laboen, der FLAM, net un d'Kommissiounsmembere weidergereecht gouf an och net an den Documents parlementaires figuréiert.

Zweetens, zur aktueller Situatioun. Et gëtt elo schonn eng Kollaboratioun tëschent dem nationale Gesondheetslabo a Spideeler fir alles, wat Biopsien ugeet. D'Madame Hemmen huet et scho gesot. Dat war awer an der Vergaangenheet leider net ëmmer esou problemlos. Mir si bei der Anapath och weiderhin op den LNS ugewisen. D'CSV huet sech bis dato géint de Monopole de fait ausgeschwat, well privat Laboen och op méi performant Kriibsanalysen am Ausland konnten zréckgräifen. Weider besteet och haut um Terrain schonn eng Zesummenaarbecht vu Spideeler mat private Laboen a verschiddenen Exzellenzdomänen.

Drëttens, zum virleiende Gesetzestext. An do war et fir d'Spideeler virgesinn, sech exklusiv mam LNS ze associéieren. Net nëmmen de Statsrot, mä och d'Chambre de Commerce, grad wéi d'FLAM hu sech awer vehement dogéint gewiert. Berechtegterweis, well d'Regierung jo domat géint de konstitutionelle Prinzip vun der Gläichbehandlung géif verstousse par rapport zu anere Laboratoiren.

Am Beräich vun de sougenannte Routineanalysen, déi den LNS och ausféiert, steet en nämlech an direkter Konkurrenz mat hinnen. Hei wier den LNS also ganz bewosst bevirdeelegt ginn an hätt quasi eng Monopolstellung kritt. Et stoung och am Text, dass den LNS dëst géif maachen am Kader vu senge Missiounen am Spidolsberäich. Or, ass guer keng esou eng Missioun gesetzlech virgesinn. An dem LNS seng Missioune sinn iwwregens och net ëmmer esou kloer.

Véiertens, d'Plus-value vum neien Text. Elo komme jo all d'Laboen, déi Analyses médicales ubidden, ob privat oder LNS, a Fro, fir Synergië mat de Spidolslaboen, déi ambulant wéi déi stationär. „All" heescht an deem Fall och auslännesch Laboen. D'CSV weist hei op de Volet vum Dateschutz hin, deen ee besonnesch muss am A behalen, wann Analysen am Ausland géife gemaach ginn. D'CSV fënnt dës Ouverture awer richteg. D'Zil muss sinn, déi beschtméiglech Qualitéit am Sënn vum Patient ze erreechen. Eng gesond Konkurrenz soll den neieste Standard bei den Analysen an e schnellen a käschteneffiziente Service garantéieren.

D'Etüd vum „Teamplan" iwwert d'Spidolslaboen an den LNS weist, an et gouf och scho gesot, datt de mëttlere Käschtepunkt vun enger Analys zu Lëtzebuerg bei ronn 4 Euro läit par rapport zu 1,5 an Däitschland. Bei de Spidolslaboe maachen déi 212 Salariéë ronn 58% vun de Fraisen aus, géint schätzungsweis 30 bis 40% bei de Privaten. Dat schwätzt fir sech. Gesond Konkurrenz bedéngt, datt den LNS, vu säin neie Statut vun Établissement public, muss, ech zitéieren dee fréiere Gesondheetsminister: „déiselwecht Qualitéitskonditiounen erfëlle wéi déi bescht ënnert de private Laboen. Dat ass eng Erausfuerderung, an déi muss de Statslabo unhuelen."

De Secteur vun de private Laboen huet net geschlof a sech enorm weiderentwéckelt. Beonrouegend ass allerdéngs, wat mer kierzlech an de Medie konnte liesen. Hir Politik gëtt méi aggressiv an de Krich ëm d'Geld schéngt offen ausgebrach ze sinn. Hoffentlech net eng Profitgier op Käschte vun der Allgemengheet!

Hei ass d'Politik awer och net ganz onschëlleg drun - an domat meng fënneft Remarque. Engersäits huet déi bis elo protektionistesch Politik vum Gesondheetsminister par rapport zum nationale Gesondheetslabo ausgedéngt. Si ass carrément net méi ëmsetzbar. D'Madame Gesondheetsminister huet et awer elo mat an der Hand, iwwert d'LNS-Gesetz d'Akzenter fir seng zukünfteg Weiderentwécklung am Sënn vun der Santé publique ze setzen. Anerersäits hu souwuel d'Gesondheetskeess wéi de Gesondheets- an de Sozialminister, Sécurité-sociales-Minister jorelaang keng propper Politik am Beräich vum Labossecteur gemaach. En Zickzackkurs tëschent Budgetisatioun a Bezuelung op Akt, ouni Konzept.

Dofir zum Schluss och eng Rei Froen, déi mir gären als CSV beäntwert hätten: Wéi eng Visiounen huet d'Regierung, fir d'Zesummespill tëschent de privaten an den ëffentleche Laboen ze regelen? Ass de Projet vum Neibau, deen ugeschwat gouf, fir d'Spidolslaboen zu Diddeleng nieft dem LNS, dee sécherlech eng Plus-value wär fir Diddeleng, ass deen a Fro gestallt - well eent vun de grousse Spideeler soll wëlles hunn, seng Labosaktivitéite carrément outzesourcen an e private Labo?

Wann neen, wiem gehéieren dës Terrainen op Koibestrachen: dem Stat, der Gemeng, Privatleit? A wéi engem Zäitraum soll dee Bau realiséiert ginn?

An dann: Sinn och schonn Dispositioune geholl ginn, fir d'Personal aus de Spidolslaboen op eng sozial verdréiglech Aart a Weis ëmzeverdeelen, also ouni dass et zu Entloossunge kënnt wéi am Ausland?

An da meng lescht Fro, wat den LNS ubelaangt: Gëtt et schonn eng Qualitéitssécherung, déi méi wäit geet wéi eng einfach Zertifizéierung? An och: Wat konkret steet dann elo an deene pluriannuelle Konventiounen, déi mam Stat virgesi sinn? Sinn dofir déi néideg Suen do? A wéi ass d'Zäitschinn, fir déi ugekënnegt Kompetenzzentren ze schafen? Ënner anerem zum Beispill d'Afferambulanz, wou oft Frae betraff sinn, et ass scho gesot ginn, eng Prioritéit och fir CSV.

Här President, et bleiwen also nach ganz vill Inconnuen an deem heiten Dossier, wéi et soll virugoen, mä mam Fong vun dësem Projet ass d'CSV awer averstanen, well e bréngt eng verbessert Offer fir de Patient.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Andrich-Duval. Ech wëll just soen, dass de fréiere Gesondheets- a Sozialminister mer just an d'Ouer geflüstert huet, dass en ëmmer an där doter Politik vun dem Koalitiounspartner ënnerstëtzt war. Ech wollt Iech dat just weiderginn.

(Brouhaha)

D'Madame Andrich wär mer sécher rose gewiescht, wann ech hir dat net gesot hätt. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

(Brouhaha)

Ah, okay. Sorry, den Här Mertens.

Ah, et ass deen anere Projet, fir deen e sech gemellt huet. Entschëlleg, Edy.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Et ass näischt.

M. le Président.- Entschëlleg, den Här Negri hat sech fir deen nächste Projet ageschriwwen. Sorry!

M. Edy Mertens *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech drop hiweisen, dass an deene leschte Joren d'Aarbecht vun de medezinesche Laboe sech also déif gräifend geännert hunn. Dat ass zu engem groussen Deel op déi technesch medezinesch Progrèsen an dësem Domän zréckzeféieren. Dës Entwécklung huet awer och mat sech bruecht, dass et ëmmer méi zu enger pousséierter Spezialisatioun an awer och Konzentratioun vun de Laboratoiren zu Lëtzebuerg komm ass. Virun eppes méi ewéi dräi Joer gouf dofir eis Législatioun mat engem gewëssene Retard der Realitéit vum Terrain ugepasst.

D'Demokratesch Partei huet déi deemoleg Ännerungen ausdrécklech begréisst, well mer der Meenung woren an nach ëmmer sinn, datt dëst eng Chance fir d'Weiderentwécklung vun de Laboen hei zu Lëtzebuerg duerstellt. Mir sinn och weiderhin der Iwwerzeegung, dass eng méi enk Zesummenaarbecht tëscht de Spidolslaboen an dem Statslaboratoire oder auslännesche Laboratoirë sënnvoll ass.

Als klengt Land erreeche mer heiansdo einfach net den Nombre critique, fir déi néideg Qualitéit ze garantéieren, an och aus Erfahrung kann ech lech soen, et si verschidden Analysen, déi kann een nëmmen zesumme maachen an déi sinn och esou rar, datt ee se wierklech net kann hei an engem Institut vollzéien.

Et géif sech also dee Moment net lounen, déi mënschlech a materiell Ressourcë fir verschidden Analysen hei am Land ze etabléieren. An dat fonctionnéiert, dat muss ech aus Erfahrung soen, ganz gutt am Ableck.

Bei enger méi enker Kollaboratioun tëscht dem LNS an de Privatlaboe geet et awer net nëmmen drëm, fir Synergien ze schafen a Suen ze spueren, mä am Endeffekt profitéiert natierlech och de Patient vun enger besserer Qualitéit vun dësen Analysen.

Ofschléissend wëll ech awer der Rapportrice, der honorabeler Kolleegin Cécile Hemmen Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Edy Mertens. Als Nächst huet d'Madame Josée Lorsché d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken net u mat de Spidolslaboratoiren an och net mam LNS, mä mat de Privatlaboratoiren. Wann een an der Press liest, wat momentan am internationale Secteur vun deene Laboratoirë leeft, da kéint ee mengen, datt milliounenhéich Emsätz an Aktiegeschäfter dee Secteur méi beschäftege wéi d'Gesondheet vum Patient oder besser gesot vum Client.

Domat wëll ech d'Qualitéit vun hirer Aarbecht net a Fro stellen. A gewëssene Fäll spillen déi Laboratoirë souguer eng Virreiderroll, och an der Fuerschung, a verschléisse sech och net der Zesummenaarbecht mam ëffentleche Secteur.

D'Gefor, déi awer bei ëffentlech-private Partnerschafte lauert, ass déi, datt se duerch eng Hannerdier an eng Zwouklassemedezin féieren. Dat ass ganz bekannt, an dat wësse mer alleguer. Se riskéieren an e System ze féieren, wou déi eng sech exklusiv Analysen a Soine kënne leeschten, an déi aner net.

Fir eis als Gréng, an net nëmme fir eis, gehéiert dat wichtegt Gebitt vun der Gesondheet an d'ëffentlech Hand. Am Kontext vun dësem Projet de loi a vun de Laboratoiren allgemeng heescht dat, datt héich spezialiséiert Analysen net reng der Privatinitiativ däerfen iwwerlooss ginn, woumat ech och de fréiere Gesondheetsminister zitéieren.

Mir verlaangen eng eenheetlech, transparent a kontrolléierbar Tarificatioun vun allen Aktivitéiten an eng verstäerkt Zesummenaarbecht mam Spidolssecteur, wou d'Qualitéit am Mëttelpunkt steet an net de Benefiss. Dowéinst begréisse mir ganz staark, datt d'Regierung alles drusetzt, fir d'Tarificatioun ze vereenheetlechen, fir aus dem Gesondheetslaboratoire e Centre de compétence ze maachen, mat engem Standbeen an der Recherche, mat neie Missiounen, déi der ganzer Gesellschaft zeguttkommen an net just enger Minoritéit. Dat war schonn d'Zil vum fréiere Gesondheetsminister an dat ass och d'Zil vun dëser Regierung.

En zweet Zil, wat schwaarz op wäiss am Regierungsprogramm steet, ass dat, fir d'Synergien am Gesondheetssecteur méi staark ze férdere wéi virdrun. Ech denken hei net nëmmen un eng Zesummenaarbecht tëschent de Laboratoiren an de Spideeler. Och d'Zesummenaarbecht mat der Uni a mat de CRPen - gëschter ass nach an der Chamberskommissioun driwwer geschwat ginn -, an éischter Linn d'Zesummenaarbecht mam CRP-Santé an der IBBL, déi ass wichteg. Net nëmmen, fir d'Kompetenzen ze bündelen. Se ass och wichteg, fir ze verhënneren, datt staatlech Gelder inflationär u verschidden Acteure fléissen, déi ähnlech Aktivitéiten ausféieren. Eng vun de méigleche Synergië gëtt am Projet de loi vun haut definéiert a besteet aus der Associatioun vu Spideeler a Laboratoiren.

An hirem Rapport ass d'Madame Hemmen drop agaangen, soudass ech hir vun der grénger Fraktioun aus e grousse Merci wéilt ausdrécken.

Dat Gesetz huet e Knackpunkt, e Knackpunkt an awer och eng Erausfuerderung. Et besteet doran, datt de Laboratoire national de santé säit dem Summer 2012 keng Statsverwaltung méi ass, mä en Établissement public, och dat ass scho gesot ginn. Dësen neie Statut huet him eng ganz Rei Virdeeler verschaaft. En huet zum Beispill d'Méiglechkeet ginn, héich spezialiséiert Experten a Wëssenschaftler aus dem In- an Ausland anzestellen an eben d'Standbeen an der Recherche opzebauen.

De Laboratoire national de santé kann och vill méi flexibel an onkomplizéiert op d'Fuerschung, op d'wëssenschaftlech Erkenntnisser reagéieren, an e bitt net zulescht déi grouss Chance, vun europäesche Gelder kënnen ze profitéieren. Alles dat wier an enger Statsverwaltung net méiglech.

De Statut vum Établissement public huet awer och en Hoken. Et ass deen, datt de Laboratoire national de santé keng Monopolstellung vis-à-vis vun aneren Acteuren am Secteur däerf ageraumt kréien, wat seng Aktivitéite betrëfft. Trotz senger ëffentlecher Missioun an trotz der Vertriedung vum Stat am Verwaltungsrot, däerf keng Situatioun vun Inegalitéit tëschent de verschiddene Laboratoiren am Land geschafe ginn. Dat war och den Inhalt jo vum Statsrot senger Opposition formelle.

De Statslabo muss der fräier Konkurrenz ausgesat ginn, wat ebe bei der Kreatioun vum Établissement public schonn eemol betount ginn ass. An anere Wierder heescht dat, datt déi Monopolstellung, déi mir him wollten zouschreiwen, elo him selwer iwwerlooss ass. E muss se sech selwer erkämpfen, wann en eng Haaptroll am Laboratoireswiese wëllt spillen a senger ëffentlecher Missioun wëllt gerecht ginn.

Mir zweifelen net drun, datt dat méiglech ass. Allerdéngs mussen zwou Konditioune stëmmen: Éischtens muss déi geplangte Cellule de qualité, déi sech héich Usprécher stellt, deenen Usprécher och gerecht ginn a permanent mam medezinesche Fortschrëtt mathalen. Zweetens muss awer och d'Regierung dem Laboratoire déi néideg Mëttele ginn, fir deen Défi kënnen unzegoen.

Als Gréng si mir frou, festzestellen, datt de Regierungsprogramm grad dës Mëttelen zousätzlech virgesäit. Se stinn och schwaarz op wäiss do geschriwwen.

Mat der Astellung vu méi Personal am Beräich vun de Biopsien, déi bei all Gewebeentnahmen duerchgefouert ginn a ville Patienten d'Liewe retten, huet d'Madame Minister Mutsch schonn en éischten a wichtege Schrëtt gemaach. En zweete besteet aus enger besserer a méi effikasser Zesummenaarbecht mat aneren Acteuren aus dem Secteur.

Als Gréng ënnerstëtze mir all Associatioun, déi an där Logik entsteet an déi dem ëffentleche Gesondheetssystem zegutt kënnt. Déi Zesummenaarbecht brauch eng juristesch Basis an eng gemeinsam Struktur. Dowéinst ënnerstëtze mir och dëst Gesetz.

Ech soen Iech Merci fir d'Gedold.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Lorsché. Ech hu keng weider Inscriptioun. Ah, den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mat deem Projet de loi hei gëtt am Fong geholl deen Trend zur Liberaliséierung am Laboratoiressektor, dee scho länger Zäit ageleet ass, op en Enn gefouert, andeems d'Méiglechkeet vun der Ausdehnung vu private Laboratoiren och op de Spidolssektor heimadder festgeluecht gëtt.

Am „Lëtzebuerger Land" vum 14. Mäerz hu mer gelies vu Gespréicher, déi solle gefouert gi mat engem internationale Grupp, CEL, dee

Propriétaire ass vun deem gréisste Privatlabo, deen et de Moment am Land gëtt, iwwer en Outsourcing vun engem Laboratoire an engem grousse Lëtzebuerger Spidol.

Déi Liberaliséierung gouf schonn 2011 ageleet, nodeem d'Federatioun vun de Privatlaboen ënnert dem Drock vun deem deemolege Besëtzer vun deem gréisste private Labo - Ketterthill, fir en net ze nennen - d'Méiglechkeet zu Bréissel ageklot huet, Privatlaboen net nëmmen duerch Privatpersounen, mä och duerch Gesellschaften, duerch Aktiegesellschafte bedreiwen ze loossen.

Gläich duerno ass déi Firma Ketterthill vun där internationaler Firma CEL iwwerholl ginn, mam Resultat, dass den Drock op d'Rentabilitéit geklommen ass. Deen Acteur huet zënter Mëtt 2011 19 nei Zentre fir Bluttanalys am Land opgemaach, virun allem am Süde vum Land, och niewent Zentren, déi scho bestanen hunn.

Dee Gewënn viru Steieren a virun Ofschreiwunge vun deem groussen Acteur um Lëtzebuerger Maart vun de Laboratoiren ass, liese mer an der Wirtschaftspress, ëm 35% geklommen. An et gëtt och do geschriwwen, dass de Grupp, wou Ketterthill elo derzou gehéiert, deen europäesche Grupp, deen a Frankräich ugesidelt ass, vu Lëtzebuerg vun enger „cash machine" schwätzt. An dee Grupp selwer gehéiert och bezeechnenderweis engem private „Private equity"-Fong.

Et ass och e bësse fir ze laachen, dass dee Grupp dee Promoteur vun där ganzer Entwécklung do zu Lëtzebuerg elo viru kuerzem ausgebot huet, well anscheinend deen éischter eng Entrepreneursmentalitéit verfollegt huet, während dee Grupp reng eng finanziell Rentabilitéit hei ustrieft.

De Problem ass just, dass déi finanziell Rentabilitéit, wann et weidergeet mat deem Trend hei, déi wäert sinn, déi sech och an deem Sektor vun de Laboratoiren an Zukunft wäert duerchsetzen op der ganzer Linn. Well mat dësem Gesetz kréien déi Acteuren nei Moyenen, och am Spidolssektor, fir virzegoen, op Drock vum Statsrot, dee vun der Kommissioun ugeholl ginn ass - wou ech awer net d'accord sinn. Wou ech mengen, dass hätt missen deem Drock Widderstand entgéintgesat ginn -, an och op Drock vun der Chambre de Commerce, déi dat hei gefuerdert huet.

Ech hunn ufanks vu menger Ried higewisen op déi Gespréicher, déi et anscheinend gëtt iwwer en Outsourcing am Spidolssektor un deeselwechte Grupp. Mat dësem Gesetz wiisst also de Käschtendrock op déi aktuell Spidolslaboen och, déi et jo awer gëtt, déi et an alle gréissere Spideeler gëtt, an déi awer ganz vill an nëtzlech Aufgabe vu Service public erfëllen. Sou si se zum Beispill och nuets op, wann dringend Analyse musse gemaach ginn, dann, wann déi privat Laboen zou sinn.

Mer fäerten, dass do e Rentabilitéitsdrock entsteet, och nach duerch déi nei Tarifregelung, déi jo de Moment an der Diskussioun ass bei de Krankekeesen, wou, ähnlech wéi bei den Dokteren, eng komplett nei Regelung soll agefouert ginn, déi bestëmmt och e Käschtendrock op de Spidolssektor wäert ausüben, déi och wäert ausüben en Drock op d'Personal an deem Sektor. An dat ass eppes wat mer mat deem Gesetz hei, wa mer et stëmmen, wäerte forcément provozéieren.

Dat hei ass e weidere Schrëtt a Richtung Privatiséierung a Verschlechterung vun de Leeschtungen am Gesondheetssektor. Et ass mat Sécherheet net heimat verbonnen, e bessere Service fir d'Patienten.

Domat wëll ech soen, dass déi Lénk wäert hei géint dee Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domat ass eis Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung, d'Madame Gesondheetsministesch, huet d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Dat hei ass dat éischt Gesetz, zu deem ech Stellung huelen, an et dréit, wéi et hei scho richteg gesot ginn ass, zu engem groussen Deel nach d'Prägung vum viregte Gesondheetsminister, deem ech dann och e grousse Merci soe fir déi gutt Viraarbecht, déi e geleescht huet an dësem Zesummenhang.

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Esou ass et richteg!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Dir hutt ganz recht!

De Laboratoiressecteur ass e Secteur, deen nawell a Bewegung ass. En huet an deene leschte Wochen d'Aktualitéit oft matgeprägt, an et ass och nach net an deenen nächsten Deeg a Wochen eriwwer mat där Aktualitéit, géif ech alt emol prognostizéieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- D'Noutwendegkeet vun där Mutualisatioun ass och net haut fir d'alleréischte Kéier am Gespréich, well mir hu schonn doriwwer geschwat, wéi mer iwwert d'Gesetz vum 17. Dezember 2010 iwwert d'Soins de santé hei diskutéiert hunn. An do ass ganz kloer gesot ginn, dass eng Noutwendegkeet besteet, fir d'Spidolslaboratoiren ze mutualiséieren.

An déi Diskussioun ass weidergefouert ginn. An deem Kontext gouf nämlech ënnerstrach, dass d'Offer vu Laboratoiresservicer largement d'national Bedürfnisser an deem Beräich hei am Land géif iwwerschreiden. An deem Zesummenhang gouf deemools och ervirgehuewen, dass eng Mutualisatioun vun de Spidolslaboen e kloren Effizienzgewënn an domat och e klore Qualitéitsgewënn kéint mat sech bréngen.

Elo ass et jo esou, dass schonn d'Gesetz vun 1984 iwwert d'Laboratoiren eigentlech erméiglecht huet de Spideeler, fir hir Laboratoiresaktivitéiten ze mutualiséieren. Dat war also scho virdru méiglech. Esou eng Mutualisatioun ass awer ënner geltendem Recht nëmmen tëscht de Spidolspartner méiglech. Wa mer dat also net geännert hätten, da wier et och dobäi bliwwen. Dat heescht also, en anere Laboratoire hätt net kënne bei enger Mutualisatioun vun de Spidolslaboratoiren iwwerhaapt matmaachen.

Dat gëtt vun deem Projet, dee mer haut zur Ofstëmmung bréngen, opgehuewen. An déi Modifikatioun ass eng ganz wichteg an eng ganz essentielle. Déi Méiglechkeet bréngt, an en Deel vun de Riedner hunn dat och hei ervirgestrach, eng ganz Rei vu Virdeeler mat sech. An zwar wäert duerch esou eng Mutualisatioun d'Qualitéit vun den Analyse wesentlech verbessert ginn.

Ech soen och express als éischt Argument dat vun der Qualitéit, quitte dass et natierlech och esou ass, dass d'Käschte vun de Spidolslaboratoirë wäerten erofgesenkt ginn. Eng Senkung vun de Käschte wäert ënner anerem duerch e gemeinsamt Akafe vu Material méiglech sinn, an do geet et ëm ganz héich Montanten.

Et ass och net esou, dass mir déi éischt wieren, déi elo als Land géifen an esou eng Richtung goen. Ech wëll nëmmen ee Beispill nennen, well och eng ganz Rei vun Acteuren am Spidolssecteur eng rezent Visite dohinner gemaach hunn a mer dat confirméiert hunn. Am Beräich vun der Mutualisatioun kann een zum Beispill den Zentrallabor Charité zu Berlin nennen. Do koum et zu enger ganz effizienter Zentraliséierung vun der Routinediagnostik vu sämtleche Spideeler vu Berlin, wat jo awer net négligeabel ass, mat engem ganz performante Fonctionnement, wou ee sech bestëmmt déi eng oder déi aner Inspiratioun ka siche goen.

Ech wëll och an deem Zesummenhang rappeléieren an ënnersträchen, dass esou eng Zentraliséierung, wéi se ugestrieft gëtt vun der Routinediagnostik, net als Konsequenz wäert hunn, dass d'Spideeler elo hir Laboratoirë ganz wäerten opginn. Dat wier wierklech kontraproduktiv an dat ass och net esou geduecht. Selbstverständlech bleift weiderhin all Spidol, wou e Laboratoire Flicht ass, mat enger Antenn vun esou engem Laboratoire erhalen, wou och Noutfäll kënnen analyséiert ginn. Dat ass fir den alldeegleche Fonctionnement an engem Spidolsbetrib ganz wichteg. An dofir ass et och vum Gesetz hier esou virgesinn.

D'Spezialanalysen, wéi déi am Beräich vun de Maladies infectieuses oder Onko-Hämatologie, Allergologie, Immunologie, kéinten am Kader vun enger Mutualisatioun a Kompetenzzentre konzentréiert ginn. An dat géif sech natierlech radikal positiv op d'Qualitéit auswierken.

An deem Zesummenhang sinn hei Froe gestallt ginn, wéi mer da sollen ëmgoe mat deene rezente Rumeuren, dass sech deen een oder anere Partner an de Spideeler amgaange wier erauszeléisen an éischter amgaange wier, an eng Richtung vun enger Zesummenaarbecht mat private Laboratoiren ze goen, wéi elo eng Zesummenaarbecht mam Statslabo unzestriewen.

Ben, eis Informatiounen, déi mer bei deene Concernéierten direkt ageholl hunn, sinn déi, dass dat net confirméiert ass an dass sech déi Solidaritéit, déi an der Federatioun an deem Zesummenhang opgebaut ginn ass, amgaangen ass ze konkretiséieren. An dat géif eis och ganz vill Freed maachen, wann déi Richtegstellung och esou eng Richtegstellung géif bleiwen.

Ech hunn och d'Chance, an dat fält an deem Sënn ganz aktuell, dass ech muer mam Kolleeg Sozialminister d'Federatioun vun de Spideeler gesinn an enger gemeinsamer Entrevue, an do wäert notamment déi dote Fro och ee vun eise Sujete sinn, genee wéi och d'Fro vun de Kompetenzzentren, wat natierlech e ganz wesentleche Sujet an deenen nächste Méint wäert sinn, well mer eis jo als Regierung d'Zil gesat hunn, fir nach virum Summer déi nei Versioun vum Plan hospitalier ze presentéieren, wou mer jo och Ausféierungen iwwert déi Kompetenzzentre maachen.

Ech verstinn elo d'Ongedold, ech si selwer och ganz ongedëlleg. Awer e puer Wochen a Méint musst Der eis awer nach ginn, fir dann elo dat ze konkretiséieren, wat mer op deem Plang wëlles hunn.

Ech wëll awer ganz däitlech och ervirsträichen, wéi wichteg et ass, och am internationale Kontext eist Laboratoiresgesetz ze reforméieren, fir dem Iwwerhuele vu groussen auslännesche Gruppe kënne besser entgéintzewierken. Ech mengen, dat wier och e wichtege Punkt am Positionnement vun eisem Land an och e wichtege Facteur an der Entwécklung vun eisem Gesondheetswiesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt ofschléissend virun allem der Rapportrice an der Presidentin vun der Gesondheetskommissioun e grousse Merci soe fir hire wierklech ganz ausféierlechen a ganz gudde Rapport hei. Dat erlaabt mir an och enger Rei vu Virriedner, déi sech ugeschloss hunn, eng ganz Rei vun Ausféierungen net méi mussen ze maachen, well et ganz komplett war.

Ech wëll awer insgesamt och de Membere vun der Gesondheetskommissioun Merci soe fir déi interessant Diskussiounen, déi mer an e puer Sëtzungen zu deem heite Projet haten. Dat ass, mengen ech, dat Bescht, wat engem neie Minister ka passéieren, dass e Memberen an enger Kommissioun huet, déi op eng konstruktiv Aart a Weis hire Bäitrag leeschten, dass e beschtméiglecht Gesetz dobäi erauskënnt.

E grousse Merci fir all déi Contributiounen. An ech mengen, dann deit sech awer un, wéi wa mer e gréisstméiglechen Aval zu deem heite Projet de loi kéinte kréien. An Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Minister. Mir géifen dann direkt zum Vote iwwert de Projet de loi 6599 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6599 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

Huet jiddwereen ofgestëmmt?

59 Participatiounen um Vote. 57-mol Jo, 2 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet de loi 6599 mat grousser Majoritéit adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6599 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Claude Haagen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, esou wéi beim viregte Gesetz, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech villmools Merci.

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, zu der Question urgente vum honorabelen Deputéierte Michel Wolter iwwert d'Bauschuttdeponie zu Monnerech an d'Bauschuttdeponien insgesamt. Den Här Wolter huet fënnef Minutte fir den Développement vu senger Fro, an d'Regierung huet zéng Minutten, fir drop ze äntwerten. Här Wolter, wann ech gelift.

11. Question urgente n°152 de M. Michel Wolter relative aux décharges pour déchets inertes

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ech hat effektiv de Méindeg de Mëtteg, nodeems jo déi Neiegkeet komm ass, dass zu Monnerech d'Bauschuttdeponie géif zougoen, eng Question urgente gestallt, well mer alleguerten heibanne wëssen, datt et sech ëm e ganz delikate Sujet handelt, wou déi geréngste Veränneru zu relativ staarke Changementer, landeswäit, ka féieren.

Ech hunn dann och gëschter Owend den Optrëtt vun der Madame Minister op der Televisioun novollzunn. An ech muss soen, datt ech no deem Optrëtt eigentlech méi Froen hu wéi virdrun.

Déi éischt Fro, déi ech Iech wollt stellen, also an deem Kontext, Madame Minister, dat ass: Wéi kommt Der zu där Iwwerzeegung, dass de Bierg net méi weider géif rutschen?

Déi zweet Fro, déi ech mer stellen, dat ass: Wat geschitt mat deene Masse Buedem, déi sech beweegt hunn?

Ech froen déi Fro op dësem Moment, well opgrond vun aneren Äusserungen, déi Der gemaach hutt, ech mer d'Fro stellen: Wou a wéi an a wat fir engem Délai déi ongeheier Massen, déi sech do beweegt hunn, dann an Zukunft nach kënne gelagert ginn?

Ech erënneren drun, dass zu Méchela am Joer 1997 eng Kéier e Bierg gerutscht ass an dass mer am Joer 2014 nach ëmmer an enger provisorescher Situatioun sinn, déi nach net definitiv geléist ass. Ech soen dat, well ech effektiv fäerten, dass déi Strooss tëschent Esch a Monnerech fir länger Zäit wäert zoubleiwen an datt sech doraus och fir de Fonctionnement an d'Situatioun vun der Schoul, déi op der Strooss ass, vun der Édiff, wäerten och längerfristeg Konsequenzen erginn.

Wat mech méi bedenklech gestëmmt huet, dat sinn Är Äusserungen, déi Der gëschter op der Tëlee gemaach hutt, wéi Der gesot hutt, dat Ganzt géift Dir - an do géif ech Iech froen, ob Der an Ärem perséinlechen Numm oder am Numm vun der Regierung geschwat hutt -, Dir géift dat als Warnsignal fir de Lëtzebuerger Wuesstumsmodell gesinn. Dir hutt also vun engem Warnsignal geschwat, vun engem generelle Problem, wat de Bauschutt ubelaangt, eng Gesamtdiskussioun, déi elo misst gefouert ginn.

Ech mengen, dass et wuel lueflech ass, fir wëlle manner Bauschutt ze produzéieren. Et muss een allerdéngs wëssen, dass d'Quantitéite vu Bauschutt d'Konsequenz si vun den Aktivitéiten, déi sech am Land dinn. Wat also méi geschafft gëtt, wat méi Bauschutt ufält.

Wann een also manner Bauschutt wëllt maachen, heescht dat an Ären Aen, dass manner soll gebaut ginn, am Héichbau, am Déifbau? Wat fir eng Konsequenzen huet dat op aner Deeler vun der Politik?

An ech wäert et elo och unhand vun engem konkrete Beispill direkt erläuteren, datt, wa manner Bauschuttdeponien do sinn, de Käschtepunkt da vum Baue wäert an d'Luucht goen, an zwar ganz dramatesch an d'Luucht wäert goen.

Ass also d'Positioun vun der Regierung, duerch manner Capacitéiten am Bauschutt de Präis vum Bauen an d'Luucht ze setzen? Oder ass et d'Politik vun der Regierung, fir adequat Tonnagen am Land ze erlaben, fir kënnen dee Bauschutt, deen ufält, zu engem och fir de Consommateur räsonabele Präis kënnen ze entsuergen?

Dir schwätzt vun engem Warnsignal. Ech géif, Madame Minister, éischter soen, dass et eng Katastroph wier. An zwar eng Katastroph fir all déi Leit am Süden, déi wëlle bauen, ob dat d'privat oder d'éffentlech Hand ass.

An ech ginn Iech direkt e Beispill: An enger Gemeng, déi ech gutt kennen, hunn ech gëschter vun engem Betrib, dee bei mir eng Strooss mécht, en Devis supplémentaire elo kritt, an do musst Der Iech awer, mengen ech, e bëssen unhalen: Bis d'lescht Woch huet déi Evakuatioun vun där Strooss, vun deem, wat do ausgehuewe gëtt, dat sinn iwwer 12.000 Meter Kibb, déi huet 14 Euro de Meter Kibb kascht. Duerch dat provisorescht Zoumaachen, vläicht definitivt Zoumaache vu Monnerech huet sech dee Präis elo iwwert de Weekend op 37,67 Euro de Meter Kibb an d'Luucht gehuewen, wat eng Augmentatioun an deem dote Projet mat sech bréngt vun 297.000 Euro.

Dat heescht, e Projet, deen eng Gemeng annerhallef Millioun kascht huet ouni d'Honorairen, dee gëtt iwwer Nuecht, duerch de Fait, dass eng Bauschuttdeponie zougeet, ëm 20% méi deier an deen dote Posten ëm 170% méi deier.

Ech mengen net, dass mir déi Eenzeg sinn am Fall. Ech mengen, dass déi aner Buerger-

meeschteren aus dem Süde respektiv all déi, déi op Monnerech geliwwert hunn, dass déi, wa se amgaange sinn, Bauprojeten ze maachen, ob dat am Déifbau oder am Stroossebau ass, sech sollen hir Gedanke maachen.

Dofir ass an eisen Aen eng schnell Äntwert vun der Regierung wichteg, fir ze kucken, wat fir Konsequenzen dass d'Zoumaache vun där doter Deponie op de gesamte Bausecteur am Süden huet.

Meng drëtt Fro ass also, dass Der eis vläicht e bësse méi erläutert, wat Der ënnert deem Warnsignal verstitt.

Meng véiert Fro, dat ass, wat fir Mesuren dass d'Regierung kuerzfristeg wëllt huelen, a wann ech vu kuerzfristeg schwätzen, da schwätzen ech innerhalb vum nächste Mount, well ech mengen, dass innerhalb vum nächste Mount eng Äntwert muss kommen, ob eppes geschitt oder ob näischt geschitt.

Wann nämlech näischt geschitt, da fäerten ech, dass dat eng nach net iwwersehbar Konsequenz op de Bauvolumen an engem gewëssenen Deel vum Land wäert hunn. Et ass op jidde Fall fir mech absolut inakzeptabel, datt e Projet, deen annerhallef Millioun kascht huet, 300.000 Euro méi deier gëtt, andeem ech soss näischt maachen, wéi Bauschutt duerch d'Land ze féieren, ouni Plus-value fir d'Land, ouni Plus-value fir d'Gemeng. D'Konsequenz wäert déi sinn, dass deen een oder deen anere Projet net wäert gebaut ginn.

Aus deene Grënn wär ech frou, ech weess, dass dat vläicht net haut méiglech ass, mä dass een an absehbarer Zäit, also an deenen nächsten zwou bis dräi Woche wierklech konkret Äntwerten op déi Froe géif kréien, fir déi eenzel Bauträger, ob dat ëffentlech oder privat Bauträger sinn, an d'Mesure ze setzen, fir hir Konsequenzen ze zéien aus dem Mangel u Méiglechkeete respektiv der verdeierter Duerstellung vun deene Méiglechkeeten, fir deem Rechnung ze droen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Wolter. D'Madame Ëmweltminister Carole Dieschbourg huet direkt d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo fir d'Éischt virun Iech, an, Här Wolter, ech muss wierklech soen, ech soen Iech eigentlech villmools Merci fir déi dote Fro, well ech immens frou sinn, datt ech haut kann u sech hei schwätzen, well et e Sujet ass, deen eis alleguerte concernéiert.

Dir hutt déi Froe richteg gestallt. An u sech sinn dat Froen, déi u sech eis Ierfschaft betreffen, déi mer geierft hu vun deene Ministeren, déi virdrun do waren, well déi Bauschuttdeponië sinn net an honnert Deeg komm.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- An ech muss awer éierlech soen, ech si guer kee Fan vu Polemik. An dofir, no där klenger Remarque, géif ech gäre ganz sachlech drugoen. Well et geet elo drëms, no vir ze kucken, ze soe ganz kloer, och eiser Bevëlkerung: D'Situatioun ass ënner Kontroll. D'Experte sinn ab der éischter Stonn virun Uert gewiescht. D'Acteuren hu bis ewell alleguerten Hand an Hand zesummegeschafft.

Ech soen de Gemenge Merci. Ech soen all eisen Administratioune Merci, déi hiren Asaz do gewisen hunn. D'Firma huet mat eis exemplaresch zesummegeschafft. An ech muss Iech soen, dass säit leschten Donneschdeg Owend a Freideg eng ganz jett Stonnen dorunner geschafft goufen, fir fir d'Sécherheet vun den Awunner ze suergen, dass déi Saach op Niveau vun de Gemengen, vun der Buergermeeschtesch, déi och nei am Amt ass, gutt geléist gouf. Mir stinn alleguerten an engem enke Kontakt.

Et ass wouer, op där Décharge sinn am Dag 400 bis 500 Camionen eropgefuer. Et ass esou, dass viru Kuerzem d'Décharge Helleng bei Beetebuerg-Diddeleng zou ass. Dat huet e Plus un Trafic bedeit. An et ass och esou, datt déi éischt Konsequenz, déi ech als Ministesch gezunn hunn, fir d'Sécherheet ze garantéieren, déi war, datt ech nach de Freideg de Mëtteg sur place war, zesumme mam Camille Gira, a mir hunn de Bedreiwer am Dialog, awer och an eisem Amt en Arrêté iwwerginn, mat deem mer u sech all Aktivitéit, déi mat der Exploitatioun vun dem Site ze dinn huet, ënnerbonnen hunn, soudass just nach Sanéierung a Preventiounsmoossnamen op deem Site erlaabt sinn.

Et muss een awer och soen, dass déi Décharge vum Kommodo hier an der Rei war an dass d'Zesummenaarbecht exemplaresch war.

Firwat hunn ech gëschter déi Äusserung gemaach vum Bauschutt a vu Warnsignal? Majo, ganz einfach: Dat ass näischt, wat mer eréischt säit gëschter wëssen. Mir produzéieren hei a Lëtzebuerg pro Dag 18.000 bis 20.000 Tonne Bauschutt. Dat ass es vill, well dat sinn zwou Gizeh-Pyramiden am Joer. Do leie mer immens wäit vir.

An dat ass net nëmmen, fir elo nëmme kuerzfristeg Léisungen ze fannen, fir vun engem Dag op deen aneren ze kucken.

Neen, mir mussen, an do soe mer erëm, all Acteuren zesummen, thematiséieren, wéi mir hei bauen, wéi déif mir an de Buedem ginn a wéi vill Buedem mer hunn a wéi mer wëllen an Zukunft dat doten ugoen, fir datt mer net d'nächst Kéier erëm viru genau esou engem Problem stinn, dee mer elo haut aktuell hei hunn, an zwar deen, dass mer am Süden eigentlech just nach eng Méiglechkeet haten, an déi huet elo duerch deen heiten Evenement, deen Der richteg beschriwwen hutt, missen zougemaach ginn. An elo musse mir ganz schnell - an dat ass eng Situatioun, déi eis wierklech och um Häerz läit - engersäits fir d'Sécherheet suergen, anerersäits ganz schnell Léisunge fannen. An ech kann Iech soen, mir ware scho relativ wäit um Kucken.

Am Moment, dat hutt Der der Zeitung schonn entholl, sinn zwou Prozeduren, déi ganz am Ufank sinn, um Instanzewee, sinn agereecht. De Kommodo ass agereecht fir e Site zu Stroossen a fir e Site zu Suessem, de Site genannt Gadderscheier. Déi sinn agereecht, sinn awer ganz um Ufank vun der Prozedur.

Mir hunn eis mat eise Leit zesummegesat, an ech wëll Iech och an aller Transparenz eben hei soen, wat elo gemaach ginn ass: Mir hunn eis zesummegesat, dat heiten ass nämlech eng Saach, déi souwuel d'Santé wéi mech betrëfft, wat d'Sécherheet vun de Leit ugeet, an dann awer och d'Ekonomie an den Ëmweltministère, mat deene mer zesummen no Léisunge gesicht hunn a mat deene mer zesumme kucken, wéi mer dat heiten uginn.

Dofir hat ech de Méindeg de Moien e Rendezvous mam Etienne Schneider a mat eise Beamten, a mir hunn no schnelle méigleche Léisunge gesicht. Eng Méiglechkeet wier, dass mer, wann all Concernéiert, déi mer mëttlerweil kontaktéiert hunn, averstane sinn an hiren Accord dozou ginn, de Site Suessem iwwer eng Testphas kontrolléiert opmaachen. Déi Testphas géif sechs bis zwielef Méint daueren. No sechs Méint gëtt eng Evaluatioun vum Site gemaach. Parallell gëtt d'Kommodosprozedur lancéiert. Alles en bonne et due forme an a Kooperatioun mat allen Acteuren. An da kucke mer, dass mer an deene schnellsten Délaien déi doten Dossiere prioritär behandelen, well eis duerchaus bewosst ass, dass mer musse schnell handelen.

Dat heescht, eng Léisung läit op der Hand, an elo si mer an den aktive Gespréicher. A fir déi brauche mer e puer Deeg Zäit. Et ass esou, dass de François… Mir haten och schonn eng Réunioun mat Ponts & Chaussées, well den Accès muss garantéiert ginn. Et ass och esou, dass mer keng Verschlechterung fir d'Awunner vu Suessem zum Beispill wéilten hunn. Do musse mer kucken, wéi eng Infrastrukturmoossnamen do fälleg sinn. Do hat ech de Moie mam François Bausch a mat enger ganzer Équipe schonn e Meeting. Mir ginn zesummen nächste Méindeg an de Gemengerot. An esou wäerte mer relativ schnell et packen, och Alternativen ze fannen, well et ass net esou, dass eis dee Problem net bewosst ass.

Jo, ech hoffen, datt ech Iech e bësselche konnt driwwer Kloerheet ginn, wat mer maachen. Mir sinn amgaangen, ëmmer parallell all Acteuren ze informéieren. Mir sinn amgaangen, am Dialog mat jiddwerengem Léisungen ze sichen, déi och fonctionnéieren.

An dann, drëttens, wa mer déi kuerz an à moyen terme Saache behandelt hunn, wäerte mer och missen thematiséieren, an dat mat der Wirtschaft, wéi mer an Zukunft hei a Lëtzebuerg wëlle wuessen, d'Aart a Weis fir ze wuessen, d'Aart a Weis fir ze bauen, wou d'Gemenge maassgeblech bedeelegt sinn, wéi ee Réseau mer hu vun Déchargen.

Et ass och net esou, dass mir nëmmen zwou Léisungen diskutéieren. Mir maachen eis Aen an Oueren an all Richtung op, fir dass mer an Zukunft esou eng Situatioun hei a Lëtzebuerg net méi hunn. Mir wäerten do mat allen Acteure schwätzen, d'Gemenge sensibiliséieren.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Ech sinn awer och wierklech bereet, Iech nach eng Kéier, och duerno nach Auskunft ze ginn, sollten elo nach Froen op sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Ëmweltministesch. Den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, huet d'Wuert nach gefrot.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt kuerz dem honorabelen Här Wolter awer och nach soen, well déi Fro och elo opkomm ass, datt, wat d'Strooss ubelaangt tëschent Esch a Monnerech, mer och net drop gewaart hunn, bis mer déi Fro gestallt kritt hunn, ier mer do no Léisunge gesicht hunn. An net méi spéit wéi haut de Moien hunn ech d'Ponts & Chaussées beoptraagt, fir ze kucken, provisoresch Léisungen ze sichen, datt dee Verkéier do erëm esou séier wéi méiglech ka fléissen.

M. le Président.- Merci och dem Nohaltegkeetsminister. Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Et betrëfft déi Remarque vum Här Bausch, den Ufankssaz.

Ech hat net d'Impressioun, datt ech bei der Froestellung, déi ech gestallt hunn, iergendee Reproche gemaach hätt, datt een op iergendeng Fro hätt missen äntwerten. Ech hunn eigentlech als Deputéierten d'Regierung just gefrot, wat se wëlles hätt ze maachen. Ech stellen och fest, mä ech akzeptéieren dat awer, dass d'Madame Dieschbourg an dësem Moment op e puer vun de Froen, déi ech gestallt hunn, keng Äntwert konnt ginn. Dofir géif ech hir se nach eng Kéier wëlle stellen, fir dass se se vläicht och schrëftlech eng Kéier ka beäntwerten.

Dat ass, opgrond vu wat fir Etüden datt se zur Iwwerzeegung kënnt, dass dee Bierg elo stabil ass. Do hätt ech gären eng Äntwert drop.

An dann hätt ech gären eng Äntwert drop, wat mat deene Masse geschitt, déi elo gerutscht sinn. Well déi musse jo iergendwann eng Kéier wechgeholl ginn. Dat sinn enorm Massen, déi do musse wechgeholl ginn. Wann ech kucken, wou mer an de Prozeduren dru sinn, da schéngt dat mer eng länger Geschicht ze ginn.

Doraus ergëtt sech meng drëtt Fro, déi ech och gären iergendwann eng Kéier beäntwert hätt: Wat fir Konsequenzen dat op d'Schoul huet, déi net accessibel ass zurzäit. A wann dat, wat ech mer als klengen Deputéierten dann esou u Gedanke maachen, richteg ass, da wäert déi Strooss och eng Zäitchen net méi kënne fir den Trafic opgoen. Esou dass et och vläicht generell interessant ass, gewuer ze ginn, net haut, mä an deenen nächsten Deeg, wat da mat där Schoul geschitt.

Fir de Rescht - op déi Fro, wat kuerzfristeg geschitt, huet d'Madame Minister mer eng Äntwert ginn. Ech wär awer frou, wa meng dräi éischt Froen, déi ech gestallt hunn, och eng Äntwert géife kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wolter. Ech wollt just soen, dass mer hei net an enger Question avec débat sinn, mä an enger Question urgente. An ech mengen, den Här Wolter hat vun Ufank u seng Froe relativ kloer gestallt an d'Madame Minister huet sech verflicht, op déi Saachen, déi nach net direkt kënne beäntwert ginn, nodréiglech ze äntwerten. Domat si mer, mengen ech, um Enn vun där Question urgente ukomm.

An ech géif zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 6616 iwwert d'Emsetze vun dräi Direktiven am Fiskalberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech hunn am Moment d'Aschreiwunge vun der Madame Elvinger an dem Här Reding. An d'Wuert huet direkt d'Madame Rapportrice, d'Viviane Loschetter.

12. 6616 - Projet de loi portant transposition

- de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statuaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre;

- de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass e ganz technesche Projet, e betrëfft dräi Direktiven.

De Projet ass den 20. September 2013 déposéiert ginn, also kuerz virun de Wahlen. Entretemps huet de Statsrot weidergeschafft an en huet säin Avis den 22. Oktober 2013 ginn. A mir hunn ons an der Commission des Finances et du Budget de 25. Februar 2014 mat deem Projet beschäftegt, wou ech och als Rapportrice genannt gi sinn. Mir hunn de Projet adoptéiert den 11. Mäerz 2014.

Ëm wat geet et an deem Projet? Et geet drëms, fir dräi Direktiven an nationalt Gesetz ëmzesetzen. Et muss een awer wëssen, datt déi Direktiven elo net Neiland bréngen, mä datt déi Direktiven, déi dräi nei Direktiven eigentlech bestehend Direktiven ersetzen.

Déi éischt nei Direktiv ass d'Direktiv 2009/133, déi ersetzt dann och d'Direktiv 90/434, an do geet et haaptsächlech ëm Steierregimer, commun, ëm d'Fusiounen, wat d'Fusioune betrëfft, wat d'Scissiounen, wat d'Scissions partielles betrëfft, wat d'Apports d'actifs an d'Échanges d'actions betrëfft vu Sociétéite vun Etats membres a verschidden Etats membres, awer och den Transfert ebe vum Siège vu Sociétéiten, europäesche Sociétéiten a vun europäesche Kooperative vun engem Etat membre an en aneren.

Firwat hu mer déi nei Direktiv? Majo haaptsächlech, well mer domadder also d'Adhésioun hunn, also verschidden Akte vun der Adhésioun vun Éisträich, Finnland, Tschechesch Republik, Estonien, Zypern, Lettland, Litauen, Ungarn, Malta, Polen, Slowenien a Slowakei, déi där Direktiv do bäigetratt sinn, wann ech mech esou kann ausdrécken. An déi do Direktiv adaptéiert dann och eben d'Traitéen, op déi déi Direktiven opgebaut waren.

Déi zweet Direktiv, déi mer hei an nationalt Gesetz ëmsetzen, ass d'Direktiv 2011/96, déi ersetzt d'Direktiv 90/435. Do geet et och ëm de Régime fiscal commun applicable souwuel fir Sociétés mères a fir d'Filialen a verschidden EU-Länner. An et ass u sech eng Refonte vun där aler Direktiv. Déi do Direktiv ass en vigueur getratt schonn den 18. Januar 2012, a si ass haaptsächlech och dofir do, fir verschidden Dispositiounen, déi vum Conseil ugeholl gi sinn, conformément zu Prozeduren, déi mam Traité ze dinn hunn.

Déi drëtt a lescht Direktiv, déi hei an nationalt Gesetz ëmgesat gëtt, dat ass eng, déi modifiéiert eigentlech verschidden Direktiven, wat déi direkt Steier an indirekt Steier ubelaangt an dat duerch de Grond, well Kroatien der EU bäigetratt ass, an déi Direktiv ass jo och duerch dee Bäitrëtt den 1. Juli 2013 ebe komm.

Den Avis vum Statsrot ass zimlech einfach. En huet weiderhin näischt ze vermierken, vu datt mer jo ganz einfach technesch Direktiven duerch nei technesch Direktiven ersetzen.

D'Chambres professionnelles hunn eigentlech och net vill bäizedroen. Interessant ass et awer, datt d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics en Avis dozou gemaach huet. Si hu matgedeelt, datt se eigentlech et flott fannen, datt duerch déi do Direktiven eigentlech et e weidere Schrëtt an d'Harmonisatioun vun de Steiergesetzer vun de verschiddenen EU-Membere geet. Si hunn awer direkt am nächste Saz och gesot, datt dat eigentlech den Ausdrock wier vun enger neoliberaler Steierpolitik. Dont acte.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn hiren Accord och zu deem Gesetz ginn.

An ech géif dann och domadder den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. An als éischten ageschriwwene Riedner huet den Här Roth d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här Pre-

sident. Ech soen der Madame Rapportrice, der Madame Loschetter Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Si huet zu Recht gesot, dass et en technesche Projet ass, deen awer op engem sensibele Punkt vun eiser Steierlegislatioun, nämlech dem Regime vun de Mères filiales eng Upassung mécht, déi berout op der Rechtspriechung vun der Cour de Justice européenne.

Wat d'Statsbeamtegewerkschaft gesot huet, dass dat eng neoliberal Steierapproche ass, dat ass net déi vun der Lëtzebuerger Regierung, mä mir hunn einfach déi Direktiven, déi an deem Sënn geholl goufen zu Bréissel, déi hu mer zu Lëtzebuerg ëmgesat.

An ach eng lescht Remarque, dat ass déi...

(Interruption)

Jo. Déi lescht Remarque ass déi, si huet verwisen op den Avis vun dem Statsrot. An de Statsrot huet eigentlech drop opmierksam gemaach, dass mer hei eng Retroaktivitéit hunn, nämlech dass déi Gesetzgebung hei op den 1. Juli 2013 zréck verweist, wou de Statsrot oft kritesch ass. Mä hei seet en, dass den Traitement fiscal, deen uviséiert ass, dass deen eigentlech méi favorabel ass. An dofir gëtt de Statsrot och do seng Zoustëmmung.

Fir de Rescht ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, well dëse Projet de loi nach vun dem fréiere Finanzminister, dem Luc Frieden abruecht ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Den Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Och ech géif gären der Madame Loschetter Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport an dëser ganz technescher Matière. Si huet vill Mérite, fir dass d'Leit hir do nolauschteren. An ech mengen, si hätt dat ganz gutt gemaach.

Et ass, wéi se sot, e ganz technesche Projet de loi. Et geet hei ëm Directives d'adaptation an d'Konsolidatioun vu bestehenden Direktiven, op verschidden Adhésiounen hin. An ech mengen, et gëtt do net weider schrecklech vill derzou ze soen.

Och ech géif da gären am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. D'Madame Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech géif dann och der Rapportrice, der Madame Viviane Loschetter villmools Merci soe fir hiren exzellente schréftleche wéi och mëndleche Rapport. An ech géif dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Elvinger. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, et stëmmt wuel, dass dee Projet hei eng reng technesch Aféierung vu gewëssen Direktiven an eist Steiergesetz bedeit. Et ass ënner anerem de Projet drënner iwwert de Régime fiscal vun de Bezéiungen tëschent Sociétés mères a Sociétés filiales, iwwert d'Hin-an-hier-Schibe vu Benefisser, wou herno dobäi erauskënnt, dass d'Benefisser néierens zum eigentlechen Taux, wéi se misste besteiert ginn, besteiert ginn!

Lëtzebuerg huet iwwregens eng zentral Funktioun an deene Mechanismen do. Trotzdeem ass gesot ginn, deemools am Europaparlament 2011, dass et awer eng minimalistesch Approche ass a Richtung vun enger méi grousser Harmoniséierung vun de Steieren an Europa, déi eigentlech duerch den Traité vu Lissabon ënnersot ass. Et ass awer och gesot ginn, dass dat hei d'Abusen, déi bestinn, guer net beseitegt, dass souguer nei Niches fiscales geschafe ginn.

Firwat mir eis wäerten enthale bei deem Projet hei, dat ass, dass mer eis net solle berouege loossen duerch dat, wat hei geschitt. Grad Lëtzebuerg als ee vun de grousse Finanzzentren, deen och vill op déi Mechanismen do zréckgräift, misst eng aner, vill méi aktiv Approche dozou hunn an am Fong geholl vill méi wäit goe wéi dee minimalistesche Konsens, deen do aus deenen Direktiven hei ervirgeet.

Wann ech awer zum Beispill liesen, wat am Regierungsprogramm doriwwer steet, dass nach weider soll an déi Richtung geschafft ginn, dass nach weider Sociétés mères, Sëtzer vu Gesellschaften hei sollen ugezu gi mat neie fiskale Mechanismen, déi zum Deel och déi heite Mechanismen ëmgoe wäerten, dann hunn ech meng gréisste Bedenken, ob iwwerhaapt mer eis bewosst sinn, dass mer heimadder dee richtege Schrëtt maachen a Richtung vu méi staarker Kontroll vun deem, wat do op deem Terrain do geschitt.

Une voix.- Ganz richteg!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Mir sinn domat um Enn vun eiser Diskussioun an d'Wuert huet d'Regierung, den Här Finanzminister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, Merci fir Är Kontributiounen, haaptsächlech der Rapportrice, der Madame Loschetter fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

D'Matière ass effektiv technesch. Mä wéi richteg ënnerstrach ginn ass, gehéiert dat zum Arsenal, wat eist Land ka méi attraktiv maachen, andeem et Direktiven ëmsetzt. Also dat sinn hei ebe Gesetzer, déi op europäeschem Niveau gemaach gi sinn. A mir konforméieren eis eben deem, wat Europa décidéiert huet. A mir setzen dat esou ëm, dass mer kënne modern a kompetitiv sinn.

Ech wollt och ënnersträichen, wéi den Här Roth dat gemaach huet, dass mer hei e bëssen e spezielle Fall hu vu Retroaktivitéit. An ech begréissen, dass de Conseil d'État sech do ganz magnanime gewisen huet, well e gesot huet, dass en fait d'Situatioun vum Contribuable a vun de Gesellschafte jo hei verbessert gëtt, wann ee kann déi Direktiven invoquéieren. An dofir ass et gutt, dass mer dat esou maachen.

Et ass esou, dass d'Transpositioun tardive ass, mä d'Délaie waren effektiv ganz kuerz. A mäi Virgänger huet dat schëtzeg erageschéckt, mä déi Direktive waren effektiv ganz spéit disponibel an d'Délaie ganz kuerz. Dofir och ass et utile, dass een déi Retroaktivitéit virgesinn huet.

Mir hunn och der Cour de Justice européenne hir Jurisprudenzen hei integréiert. A schlussendlech da vum Fait profitéiert natierlech, fir d'Adhésioun vu Kroatien hei an den Direktive virzegesinn. Dofir Merci un alleguerte fir d'Ënnerstëtzung.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. A mer géifen dann iwwergoen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6616.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6616 et dispense du second vote constitutionnel

Ech lancéieren de Vote. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun.

De Vote ass ofgeschloss. 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen, déi largement motivéiert sinn. Domadder ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Claude Haagen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

A mer géifen dann zum nächste Projet... Entschëllegt, den Här Wolter.

13. Ordre du jour (suite)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech hätt eng Fro zum Ordre du jour, wann Der erlaabt.

M. le Président.- Jo, selbstverständlech.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech gesinn, datt elo en Débat d'orientation ass an duerno kommen nach sechs Projets de loi. An et ass net matgedeelt ginn, wat Usus normalerweis ass, dass, wann d'Séance sech no hallwer siwe géif verlängeren, dass dat géif geschéien, esou datt ech dovunner ausginn, dass eng ganz Rei Leit no hallwer siwen aner Obligatiounen ugeholl hunn.

Kënnt Der eis eng Orientatioun ginn, wéi Der de weidere Verlaf vun der Séance géift virgesinn - well ech ginn dovun aus, dass eleng deen nächste Punkt, dass dee mindestens annerhallef Stonn wäert daueren - a wéi et da virugeet, also eis uginn, anere Leit och, als Informatioun, dass mer eis kënne genee gegebenenfalls riichten, well et sinn eng ganz Rei Leit, déi hunn den Owend, ab siwen Auer hunn déi aner Saachen ugeholl. Entschëllegt, datt ech dat froen.

M. le Président.- Dat ass guer kee Problem. Merci fir d'Fro. Mir géifen eis an deenen nächste Minutte concertéieren a mir géifen dann esou schnell wéi méiglech eng Äntwert dorop ginn. Jiddefalls an där nächster Véierelstonn, 20 Minutten, si mer doriwwer fixéiert. Merci fir d'Frostellung. Jo, den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Mir kënnen och mat där Propositioun d'accord sinn. Ech wëll awer soen, datt dat hei, de Programm vun haut an der Conférence des Présidents esou décidéiert gi war, wou och den CSV-Vize-Fraktiounschef derbäi war. Mä mir hunn awer Verständnis fir déi Suergen, déi do zum Ausdrock bruecht gi sinn. A mir kënnen awer och mat där Propos d'accord sinn.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Berger. Just als kleng Niewebemierkung: Mir hunn niewent deem Programm, dee mer haten iwwert d'Conférence des Présidents, deen een oder anere Punkt derbäigeholl gehat, esou dass eng Concertatioun awer, mengen ech, hire Sënn gëtt.

Voilà, dat gesot, géif ech zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, den Débat d'orientation iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un d'Rapportrice weider, déi honorabel Madame Josée Lorsché. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Negri, Graas a Gibéryen. An et ass net ze spéit, fir sech bei mir ze mellen.

14. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Den Här Wiseler.

15. Ordre du jour (suite)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech wollt soen, éier mer eis concertéieren: Wär et net méiglech, d'Projete virzehuelen? Dat wär vläicht... Well, wa mer elo ugefaangen hu mat där anerer Debatt, ass et schwéier d'Concertatioun anescht ze maachen. Mä ech loossen dat Ärer Appréciatioun.

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech hat dat och... Dofir hat ech gesot, déi Propos. Ech hat dat eigentlech esou verstanen, datt mer géifen d'Projets de loi virhuelen. Mä voilà, ech weess net...

Une voix.- Dat ass eng gutt Iddi.

(Interruptions diverses)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- D'Madame Lorsché huet sech preparéiert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- De Minister sëtzt do. Déi aner sinn net do.

M. le Président.- Just als Niewebemierkung: Dat hei ass jo e wichtegt Element och an där Budgetsdiskussioun, déi an e puer Wochen op eis duerkënnt. Jo, kommt mir fueren duer. Madame Lorsché.

Une voix.- Très bien!

16. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite)

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech versichen dann den Tempo vum Här Bettel unzewenden, da geet et méi séier.

Dësen Débat d'orientation geet zréck op d'Joer 2006.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, entschëllegt. Entschëllegt, Madame Lorsché!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President.

M. le Président.- Jo?

17. Ordre du jour (suite)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech hu wierklech elo net verstanen, firwat d'Madame Lorsché, mat all Sympathie, déi ech fir se hunn, firwat si elo d'Wuert kritt huet. Ech hu geduecht, mir géifen elo fir d'Éischt emol décidéieren, wéi de weidere Verlaf vun onsem Ordre du jour wier.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Genau.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Wann ech... an déi aner hunn dat och esou verstanen, an da gitt Dir der Madame Lorsché d'Wuert. An ech wëll déi net ënnerbriechen, mä wann den Débat bis ugefaangen huet, da kënne mer net méi eppes anescht décidéieren.

Dofir, mengen ech, misste mer ons fir d'Éischt eens ginn, wéi mir als Chamber elo virginn. An ech hat gemengt erauszespieren, vun deem, wat den Här Wiseler gesot huet, an och wat den Här Berger gesot huet, dass mer d'Projets de loi géife virhuelen.

An da wier meng Propositioun, dass mer ons dann doriwwer géifen eens ginn an, wann et muss sinn, e Vote doriwwer huelen, wéi mer elo procédéieren, well dann ass Kloerheet.

M. le Président.- Also, ech géif da proposéieren, dass mer eis Sëtzung fir zwou Minutten ënnerbriechen, ech mech mat de Presidente vun deenen eenzelne Fraktioune gesinn a mer da virufueren.

(La séance publique est suspendue à 16.34 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 16.37 heures.)

18. Ordre du jour (suite)

Sou, eis Sëtzung ass erëm op. No enger kuerzer Concertatioun mat de Fraktiounspresidente fuere mer normal mat eisem Ordre du jour weider. Mir hunn eis awer d'Wuert ginn, dass mer bis hallwer siwen, siwen Auer fueren, an déi Projeten, déi mer net evakuéiert kréien, déi kommen op eng nächst Sëtzung. Voilà.

Da géif ech och, esou wéi ech dat lancéiert hat, mat dem Débat weiderfueren an der Madame Josée Lorsché d'Wuert ginn am Accord mat sämtleche Fraktiounspresidenten.

19. 6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite)

Rapport de la Commission du Développement durable (suite)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Dir Presidenten an Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dësen Débat d'orientation geet zréck op d'Joer 2006, wou op Initiativ vun der deemoleger Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes eng nei Prozedur agefouert ginn ass.

(Brouhaha)

M. le Président.- An ech géif bieden, der Riednerin opmierksam nozelauschteren. Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass richteg.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- D'Zil war, der Chamber méi Matsproocherecht beim Plange vu gréisseren Infrastrukturprojeten ze ginn a méi Transparenz an de finanzielle Suivi vun deene Projeten ze bréngen. Dat heescht, datt nei Infrastrukturprojete fir d'Éischt en Accord de principe vun der Chamber musse kréien, ier déi deementspriechend Pläng an Analyse kënne realiséiert ginn. Dat heescht natierlech och, datt d'Lëscht vun den neie Projeten der Chamber virgestallt muss ginn, fir datt d'Deputéiert sech e Bild kënne maachen a Positioun dozou bezéien.

Bis zum Joer 2009 huet déi Prozedur fir all Projet gegollt, dee 7,5 Milliounen oder méi sollt kaschten. Am Joer 2009 ass de Seuil dunn op zéng Millioune gehuewe ginn. Doriwwer eraus muss fir all Projet, deen iwwer 40 Millioune kascht, natierlech e speziellt Gesetz ausgeschafft ginn. Et ass och festgehale ginn, datt d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de finanzielle Suivi vun all deenen Infrastrukturprojete muss maachen. Dat bréngt natierlech mat sech, datt den zoustännege Minister där Kommissioun all sechs Méint e Rapport presentéiert iwwert déi finanziell Evolutioun vun all Projet, deen iwwer zéng Millioune kascht.

Och an der Nohaltegkeetskommissioun erstatt de Minister regelméisseg Bericht iwwert de Werdegang vun den eenzelne Projeten, déi en Accord de principe kritt hunn. Den Deputéierten erlaabt dat, den Iwwerbléck ze behalen, wou déi eenzel Projeten an hirer Ëmsetzung dru sinn.

De finanzielle Suivi vun de Projete vun de Bâtiments publics ass an der Nohaltegkeetskommissioun vum 10. Februar ausgedeelt ginn an de Muere stoung en nach eng Kéier méi am Detail um Ordre du jour. Souvill zur Prozedur.

Ech kéim dann zu den neie Projeten, déi an der Nohaltegkeetskommissioun den 10. Februar 2014 presentéiert gi sinn, an diskutéiert natierlech. A mengem schréftleche Rapport sinn ech méiglechst detailléiert op all Projet agaangen, wuel wëssend, datt déi konkret Ausaarbechtung eréischt stattfanne kann, wann den Accord de principe vun der Chamber virläit.

Erlaabt mir, fir unzefänken, e klenge Verglach zu de Jore virdrun, wou och scho vill Lëschten ofgestëmmt gi sinn. Dës Lëscht, déi aktuell Lëscht vu Projeten ass méi kleng wéi déi vun de Jore virdrun. Prioritéit läit méi wéi jee op der Renovéierung, op dem Ausbau an dem Neibau vu Schoulgebaier.

Eleng fënnef Projete vu siwe lafen iwwert déi ëffentlech Investitiounsfonge fir d'Schoulen. Och de sechste Projet ass der jonker Generatioun virbehalen, mat der Kreatioun vun enger Structure d'accueil fir défavoriséiert Kanner, Jugendlecher, jonk Elteren a Persoune mat spezifesche Bedürfnisser.

Während Stroossebauprojeten an de leschte Jore relativ gutt vertruede waren, leeft dëst Joer just ee Projet iwwert de Fonds des routes. Heibäi handelt et sech net ëm de Bau vun enger Strooss, mä ëm d'Renovatioun von der Start- a Landepist um Findel.

Wat d'CFL ugeet, esou ass et net noutwendeg, nei Projeten an d'Liewen ze ruffen, well déi wichtegst Projete schonn en Accord de principe kritt hunn an hir Planung schonn entaméiert ass, respektiv si se schonn ofgeschloss. Sou zum Beispill d'Moderniséierung vun der Klengbettener Streck, déi no dësem Débat um Ordre du jour steet.

Dat gesot, wéilt ech op déi eenzel Projeten agoen. D'Kommissioun huet all Projet duerchdiskutéiert an huet op all Fro eng Äntwert kritt, sief et vum Här Minister, sief et vun de Leit, de Mataarbechter aus dem Ministère, deenen ech als Presidentin vun der Kommissioun e grousse Merci wéilt ausdrécke fir hiren Asaz an hir Kompetenz. D'Erklärungen, déi d'Kommissioun zousätzlech zu der Presentatioun vun de Projete kritt huet, hunn ech esou wäit wéi méiglech an de Rapport afléisse gelooss.

Fir unzefänken, kommen ech bei déi fënnef Projeten, déi iwwert d'Fonge fir d'Schoule lafen. Deen éischte bezitt sech op de Bau vun enger gemeinsamer Restauratiouns- a Sportsinfrastruktur zu Ettelbréck. Dës Infrastruktur soll zwee, méiglecherweis souguer dräi Lycéeën zeguttkommen: dem Lycée technique fir Gesondheetsberuffer, dem normale Lycée technique an, deemno wéi, och der Akerbauschoul.

Den Terrain, op deem dës Infrastruktur soll entstoen, gehéiert dem Stat an huet eng Gréisst vu bal zwee Hektar. D'Zären an d'Ateliere vun der Akerbauschoul, déi momentan op deem Terrain stinn, wäerten ofgerappt ginn an um zukünftege Site vun deem Lycée installéiert ginn.

Wat dee Site ubelaangt, Dir kuckt scho ganz interesséiert heihin: Dir wësst, dass d'Regierung sech do déi néideg Zäit wëllt loossen, fir Alternativen ze préiwen, an datt se d'Resultat Enn Mee wëllt bekannt ginn.

Et geet bei dësem Projet awer och drëms, déi gesetzlech Normen a puncto Hygiène a Sécherheet an Energieeffizienz ze erreechen an den didakteschen, éducativen an administrativen Ufuerderunge vum Lycée Rechnung ze droen.

De Projet soll doriwwer eraus d'Capacitéit vum Lycée…

Ech mengen, pardon, ech hunn eppes iwwersprongen. Ech kommen zréck op deen…

Une voix.- Et war eis opgefall.

(Hilarité générale)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Mir net.

(Hilarité)

Mir net direkt.

(Hilarité et brouhaha)

Ech war déroutéiert, obscho keng Stroossebauprojeten do stinn. Ech hunn déi ganzen Zäit op den Här Kaes gekuckt, do war ech duerjerneen.

(Hilarité générale)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Sinn ech esou schéin?

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Ech hunn näischt gesot!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Ech kommen zréck op d'Sportsinfrastruktur an d'Restauratiounsinfrastruktur zu Ettelbréck,…

(Interruption)

…wou de provisoresche Programm, dat hunn ech nach net gesot, dat hat ech eben elo net agebaut, datt deen do e Schoulrestaurant an eng Sportshal mat gesamten dräi Unitéite wäert schafen.

Den zweete Projet ass dann eben deen, deem ech elo scho virgegraff hat, dat ass net direkt en Neibau, mä e Renovatiounsprojet fir de Lycée classique vun Dikrech, deen eng Annex zu Miersch huet. D'Raimlechkeete befanne sech jo op zwou Plaze verdeelt. Säit 1994 besteet déi Annex vum Lycée classique zu Dikrech eben zu Miersch. Dës Annex staamt aus de 60er Joren an ass am Joer 2000 ausgebaut ginn. Während den neien Deel nach en akzeptabelen Zoustand huet an net vu Grond op erneiert muss ginn, gesäit et beim Bau vun de 60er Jore logescherweis méi schlecht aus. Hei muss eng Analys gemaach ginn, fir festzestellen, wéi eng Deeler eventuell ofgerappt ginn a wéi eng Deeler gerett kënne ginn doduerch, datt se komplett renovéiert ginn.

Ech sinn elo do, wou ech virdru scho war. Hei geet et drëms, déi gesetzlech virgeschriwwen Normen a puncto Hygiène, Sécherheet an Energieeffizienz ze erreechen, natierlech wéi bei deenen anere Gebaier och, an och den didakteschen, éducativen an administrativen Ufuerderunge vum Lycée Rechnung ze droen. Et ass och dëse Projet, deen d'Capacitéit vum Lycée ëm ongeféier 200 Schülerinnen a Schüler soll erhéijen. Dat ass néideg, well d'Schülerzuelen hei wéi iwwerall am Land massiv gewuess sinn.

Beim drëtte Projet komme mer an d'Stad op de Campus Geesseknäppchen, a méi speziell bei d'Gebai vum Lycée Michel Rodange, wat an de 70er Jore gebaut ginn ass. Well déi technesch Installatioune vun deem Gebai net méi de virgeschriwwenen Normen entspriechen a puncto Sécherheet, Hygiène an Energieeffizienz, wat jo virdrun och schonn de Fall war, féiert och hei kee Wee laanscht eng Renovatioun vu Grond op. Dës Erneierung soll et grad wéi bei der Annex vum Dikrecher Lycée erlaben, den didakteschen, éducativen an administrative Besoine gerecht ze ginn.

Gréisser Renovatiounen ewéi dës sinn natierlech nëmme méiglech, wann d'Klassen délogéiert ginn. Aus deem Grond ass schonn am Joer 2012 eng schéi faarweg temporär Infrastruktur um Campus Geesseknäppchen opgeriicht ginn. Déi sollt et erlaben, Klassen ze délogéieren am Fall vu gréissere Renovatioune vum Gebai.

Vun der temporärer Infrastruktur profitéiere momentan Klassen aus dem Athenäum, deen amgaangen ass vu Grond op renovéiert ze ginn. Wann déi Aarbechten dann ofgeschloss sinn, kënnen d'Klasse vum Lycée Michel Rodange an déi provisoresch Struktur ëmzéien, soudatt d'Aarbechten den Oflaf vum Unterrecht net wäerte stéieren.

Beim véierte Projet bleiwe mer an der Stad, an zwar beim Lycée technique Michel Lucius um Lampertsbierg. Hei geet et ëm d'Démolitioun vum Block 3000, deen ersat a vergréissert wäert ginn, fir de steigende Schülerzuele vun 1.100 op 1.500 Rechnung ze droen. D'Zuel vun de Klassesäll soll vu 14 op 20 erhéicht ginn. Doriwwer eraus sollen och hei nach Raim geschafe gi fir d'Atelieren, d'Administratioun, d'Schoulmedezin, de Stockage an d'Structure d'acccueil. Während den Aarbechte kënnen d'Klassen an de Pavillon vun der sougenannter Aile 6000 délogéiert ginn. Dëse Fligel wäert fir d'Rentrée 2014/15 eidel ginn, well en neit Gebai ënnert der Bezeechnung Bâtiment 2000 déi Klasse wäert ophuelen.

Dann de fënneften a leschte Projet, deen iwwert d'Fonds d'investissements publics scolaires soll lafen, betrëfft de Bau vun engem Lycée fir Gesondheetsberuffer zu Stroossen. Wéi Dir wësst, gëtt momentan fir de Centre de logopédie en neit Gebai opgeriicht, wat de Besoinen an der pädagogescher Approche vun där Schoul méi geziilt Rechnung dréit. No der Fäerdegstellung vum neie Centre de logopédie gëtt dat aalt Gebai ofgerappt, soudatt den Terrain fräi gëtt, fir de Bau vun engem neie Lycée fir Gesondheetsberuffer.

1.200 Schüler kënnen an deem Gebai opgeholl ginn, mat engem Internat fir 50 Schülerinnen a Schüler, an enger Sportsinfrastruktur, déi net nëmme vun dësem Lycée ka gebraucht ginn, mä och vum Centre de logopédie.

Bei dësem Projet bleift ze soen, datt den initial geplangte Site vu Bouneweg fale gelooss ginn ass, ënner anerem well e sech als ze kleng erwisen huet, fir déi steigend Schülerzuelen opzehuelen.

D'Ursaach vum rasanten Zouwuess u Schüler fir Gesondheetsberuffer läit bei der Reform vun der Ausbildung. Opgrond vun europäesche Bestëmmungen, ass d'Ausbildung bei deene Beruffer ëm ee Joer verlängert ginn. Dat bedéngt, datt d'Schüler natierlech ee Joer méi laang am Gebai bleiwen an datt doduerch och méi Raum muss kreéiert ginn.

Eng grouss Roll spillt bei der Ausbildung fir Gesondheetsberuffer natierlech d'Proximitéit zu engem Spidol. An dësem Fall wär dat dann de CHL, mat deem de Lycée enk zesumme ka schaffen.

Wat den äusseren Aménagement vum Site ubelaangt, bleift ze soen, dass e Gesamtkonzept soll ausgeschafft ginn, wat esouwuel der doucer Mobilitéit wéi och dem ëffentlechen Transport an dem Privattransport soll Rechnung droen.

Ech kéim da bei de sechste Projet, deen eng sozial Missioun huet, an zwar d'Kreatioun vun enger Opfangstruktur fir défavoriséiert Kanner, Jugendlecher a jonk Elteren, an och donieft fir Mënsche mat spezifesche Bedürfnisser.

Dëse Projet soll am Zentrum vu Péiteng entstoen, um ale Site vum Lycée technique Mathias Adam, an iwwert de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux finanzéiert ginn. E besteet aus dem Bau vun enger nationaler Pouponnière fir 60 Klengkanner, engem Therapiezentrum fir 30 Kanner, engem Internat fir 60 Kanner a Jugendlecher, 25 Logementer mat engem Foyer fir Persoune mat spezifesche Bedürfnisser a 40 Logementer fir Familles nombreuses a jonk Elteren.

Eng generell Remarque, fir sämtlech nei Konstruktiounen, bezitt sech op d'Energieeffizienz vun de sougenannte funktionellen ëffentleche Gebaier. D'Berechnung vun der Energieklass ass an deene Gebaier vill méi komplizéiert a komplex wéi bei där vun einfache Wunnhaiser, well aner Elementer an d'Berechnung mussen afléissen. Sou zum Beispill d'Benotzungszäiten, d'Gréisst vum Gebai, de Confort vun de Benotzer an natierlech och déi technesch Installatiounen, déi an dëse Gebaier vill méi eng grouss Envergure hu wéi an enger normaler Wunneng.

De Standard vum Passivbau ass aus deene Grënn schwéier ze erreechen, soudatt, bis op eenzel Ausnahmen, där et awer och scho ginn, normalerweis eng A- oder B-Klass erreecht ka ginn. Bei de scho bestoenden Infrastrukture gëtt Wäert geluecht op eng beschtméiglech Isolatioun vum ganze Gebai, dat heescht d'Enveloppe vum Gebai, soudatt d'Energieeffizienz op déi Manéier ka verbessert ginn, vum Buedem bis op den Daach.

Wat eng eventuell Belaaschtung vu bestoenden ale Gebaier mat Asbest ubelaangt, huet d'Kommissioun verséchert kritt, datt dee Problem sech net oft stellt, ganz rar ass. An datt, de Fall gesat, eng streng Prozedur bei der Entsuergung muss ugewant ginn, déi iwwregens am Gesetz vun 1999 zu den Etablissements classés festgehalen ass.

Souvill zu de Projete vun de Bâtiments publics.

De leschte Projet betrëfft de Fonds de routes, oder des routes, deen awer, wéi am Ufank gesot, kee Stroossebauprojet ass, mä d'Renovatioun vun der Start- a Landepist „Runway 06-24" um Findel. D'Bezeechnung vun der Pist ass, wéi an der Aviatioun üblech, op déi magnéitesch Orientatioun vun der Pist zréckzeféieren.

Fir datt dëse Projet anstandslos iwwert d'Bühn ka goen, muss am Virfeld geklärt ginn, wéi den Zäitplang an d'Modalitéite vun den Aarbechten ausgesinn. Interessant ze wëssen ass, datt den éischten Tronçon vun der Pist schonn am Joer 1946 a Betrib geholl ginn ass. Deen Tronçon hat eng Längt vun 2 km. Dunn ass am Joer 1954 e weideren Tronçon dru gehaange gi vun 850 m an am Joer 1981 ass dat lescht Stéck vun iwwert engem Kilometer dobäi gesat ginn. Domat kënnt d'Pist haut op eng Längt vu 4 km, bestehend awer aus dräi verschiddenen Tronçone mat verschiddene Strukturen.

Schonn 2008 ass eng auslännesch Etüd zur Konklusioun komm, datt déi aktuell Struktur misst ersat ginn. D'Renovatioun soll déi maximal zougeloosse Laascht erhéijen an der Entwécklung vun der Cargolux Rechnung droen, wou en neie Frachtfliger mat der Bezeechnung 747-8F zum Asaz koum.

A puncto Sécherheet vun der aktueller Pist ass an der Kommissioun kloergestallt ginn, datt d'Pist sech net, wéi vu munche Säite gefaart, oder wéi et duergestallt ginn ass, an engem lamentabelen Zoustand befënnt an datt grouss Gefore fir d'Passagéier bestinn. Weder vun hirer Stabilitéit hier, nach vun hirer Struktur hier, stellt se eng Gefor duer, a se gëtt och fir all Fluchpist deeglech vu Fachleit kontrolléiert.

Wat den Impakt vun den Aarbechten op den Trafic aérien ugeet, sou hunn d'Membere vun der Kommissioun verséchert kritt, datt Perturbatioune sech op e strikte Minimum wäerte beschränken. De gréissten Deel vun den Aarbechte soll nuets ausgefouert ginn, an d'Schléissung vum Findel soll sech op e Minimum vun e puer Deeg reduzéieren.

Fir weider Perturbatiounen um Findel ze verhënneren, gëtt och vum Chantier profitéiert, fir direkt de Kanalisatiounsréseau ze erneieren. Zwee Waasserréckhaltebecke sinn allerdéngs scho viru Joren installéiert ginn, fir d'Waasser am Fall vun enger accidenteller Pollutioun kontrolléiert zréckzehalen.

Souvill zu de siwe Projeten, déi haut misste vum Prinzip hier accordéiert ginn, fir datt d'Planung kann ufänken. De Rapport ass an der Kommissioun majoritär ugeholl ginn, mat eenzelne Remarquen, wat den zukünftege Site vum Lycée technique agricole ugeet. Allgemeng huet awer Eenegkeet bestanen, datt dës Projete Sënn maachen an net vu Muttwëll sinn.

Als Rapportrice an am Numm vun der Kommissioun schloen ech der Chamber dowéinst fir, der Regierung gréng Luucht ze ginn, fir d'Planung unzegoen. Dës Etüd ass néideg, wa mer wëllen, datt d'Projete realiséiert ginn. Eng Etüd muss fir all Projet gemaach ginn.

Ech kéim dann zur Motioun, déi ech Iech, Här President, wëll iwwerreechen.

M. le Président.- Villmools Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructures;

- vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

- vu d'autre part:

- l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructures du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructures adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «grands projets d'infrastructures Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures lors de la séance du 10 février 2014 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée;

- marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2014 afin de garantir les objectifs suivants:

a) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des Bâtiments publics:

- construction d'infrastructures d'accueil et sportives destinées au Lycée technique pour professions de santé d'Ettelbruck, au Lycée technique d'Ettelbruck et, le cas échéant, au Lycée technique agricole, sous réserve des décisions à prendre au niveau de son futur site;

- rénovation de l'annexe de Mersch du Lycée clas-

sique Diekirch qui s'avère nécessaire du fait que les anciennes parties ne correspondent plus aux standards actuels d'hygiène, de sécurité et de performance énergétique;

- rénovation du Lycée Michel Rodange à Luxembourg étant donné que les constructions datant des années soixante-dix nécessitent une modernisation permettant de satisfaire les normes et prescriptions en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité et de performance énergétique;

- rénovation et agrandissement de l'aile 3000 du Lycée technique Michel Lucius à Luxembourg-Limpertsberg, en raison de son état de vétusté et de l'augmentation du nombre d'élèves;

- construction d'un nouveau Lycée technique pour professions de santé à Strassen;

- création d'un centre d'accueil pour enfants, jeunes et parents en situation de détresse ou à besoins spécifiques à Pétange;

b) en ce qui concerne le champ d'intervention du département des travaux publics:

- réhabilitation de la piste «Runway 06-24» de l'Aéroport de Luxembourg.

(s.) Josée Lorsché, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Roger Negri, Marco Schank.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Si ass ënnerschriwwe vu Vertrieder vun de véier Fraktiounen a vun enger Sensibilité politique, an dréit fënnef Ënnerschréften - och wann déi Zuel net méi néideg gewiescht wär, ass se awer drop, fir Eenegkeet ze weisen.

Dës Motioun recommandéiert der Chamber, der Regierung en Accord de principe ze gi fir déi siwe Projeten, déi ech am Rapport virgestallt hunn, an der Hoffnung, datt Dir, léif Kolleegen a Kolleeginnen, mat mengem éischten Accord zefridde waart.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci villmools der Madame Lorsché. An ech géif dann direkt d'Diskussioun opmaache mam Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech natierlech der Rapportrice villmools Merci soe fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

An ech wëll och direkt soen, vu datt mer jo hei iwwer vill Geld schwätzen a vu datt mer och eng ugereegten Diskussioun an eiser Kommissioun haten, vun där si jo Presidentin ass, wollt ech einfach just mat Interesse hir nolauschteren. A wann een dat mécht, kuckt een och op dee Personnage, dee schwätzt. An ech wollt a kengem Mooss si hei aus der Rou bréngen. Dat wollt ech gesot hunn.

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass deen Éisleker Bléck, dee gehäit alles aus der Rei.

(Interruptions)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Voilà, dat gesot wëll ech soen, datt deen Exercice, dee mer elo schonn eng ganz Rei Jore maachen, u sech e ganz effikassen Exercice ass. Jo, zënter 2005, wou jo d'Comexbu an den deemolege Bauteminister Claude Wiseler dës Prozedur ausgeschafft hunn, déi zum Zil hat, eben déi enorm Dépassementer, déi mer jo awer an enger Rei vu Projete kannt hunn, fir déi ze vermeide respektiv gréisstendeels ze reduzéieren. Ech mengen, et kann ee soen, datt dat op jidde Fall an deene Projete gelongen ass, déi duerno ënnert dëser Prozedur ausgeschafft goufen. Do sinn also déi Dépassementer ganz kloer vill méi kleng gewiescht.

Här President, erlaabt mer dann, e puer Wierder zu deene verschiddene Projete vun der Lëscht, déi d'Regierung der Kommissioun virgeluecht huet, ze soen.

Bon, als éischte Projet beim Fonds d'investissements publics scolaires steet d'Konstruktioun vun Infrastructures d'accueil et sportives destinées au Lycée technique pour professions de santé a fir de Lycée technique d'Ettelbruck tout court op där Lëscht. Hei sollen dës Strukture geschafe ginn, fir eben déi zwee Lycéeën do an eventuell - ech betounen: eventuell - och d'Akerbauschoul do mat anzebezéien. Am leschte Saz vum Rapport steet dann och, datt dëse Projet ganz enk mat den Iwwerleeunge vun der Regierung zesummenhänkt, fir eng global Léisung ze fanne fir d'Schoulinfrastrukturen an der Nordstad an notamment awer och am Spezifesche vun der Akerbauschoul.

Et deet mer leed, Dir Dammen an Dir Hären, et deet mer wierklech leed, mä ech fannen dat net ganz logesch. Mir sollen haut iwwer en Infrastrukturprojet ofstëmmen, iwwer Accueilsstrukture fir Schoulen ofstëmmen, obscho mer nach net wëssen, ob d'Akerbauschoul definitiv op Ettelbréck kënnt oder ob d'Akerbauschoul iergendwou aneschters kënnt.

Sou wéi mer jo elo grad och héieren hu vun der Rapportrice, solle mer jo de Mee heizou eng Äntwert kréien. Dann hätt ech et och logesch fonnt, datt mer u sech bis de Mee gewaart hätten, fir iwwert deen dote Volet ofzestëmmen. Well et ass jo awer bei enger Planung net evident, ob een en Accueil fir e puer Honnert Schüler méi oder fir e puer Honnert Schüler manner u sech plangt.

Bon, ech wëll och ganz kloer drun erënneren, datt d'Chamber 2012 de Projet vun der Akerbauschoul um Site vu Gilsdref gestëmmt huet. A fir d'CSV, ech wëll dat ganz kloer betounen, huet dës Décisioun ganz kloer nach ëmmer Bestand.

Bon, den Här Minister ka mer awer ganz gären erklären, wéi hien u sech elo déi Planunge wëllt an Optrag ginn, ouni u sech d'Zuele wierklech ze kenne vun deene Schüler, déi vun deene Structures d'accueil da solle profitéieren.

Fir d'CSV ass et ganz kloer, datt mer dësem Projet just kënnen zoustëmmen ënnert der Konditioun, datt am Virfeld e Gesamtkonzept vun de Schoulinfrastrukturen an der Nordstad virläit, inklusiv, awer och net nëmmen, d'Akerbauschoul, mä och de Lycée militaire an - och ganz wichteg - e Mobilitéitskonzept, wat do derbäi ganz einfach passt. A mir wëssen alleguerten, datt et haut schonn an der Avenue Salentiny zu Ettelbréck natierlech ganz grouss Verkéiersproblemer gëtt. Ech kann nëmme soen, ouni e Gesamtkonzept an ouni e Mobilitéitskonzept mécht u sech dat Ganzt esou kee Sënn.

Da sinn nach eng ganz Rei aner Projeten op där Lëscht. Bon, se si schonn hei opgezielt ginn: den Ausbau zu Miersch vun der Annex vum Lycée classique Dikrech, de Lycée Michel Rodange, de Lycée technique Michel Lucius an alles dat, wat do soll ofgerappt respektiv erweidert ginn.

Bon, ouni wëllen an d'Detailer ze goen, wëll ech ganz kloer ënnersträichen, datt fir d'CSV et extrem wichteg a richteg ass, datt mer gutt Schoulinfrastrukturen hunn emol fir d'Éischt an datt mer doriwwer eraus awer och an der Zukunft sollen déi beschtméiglech Schoulinfrastrukturen eise Kanner an eise Jugendlechen zur Verfügung stellen, a virun allem, datt mer genuch Schoulinfrastrukturen hunn, fir deenen ëmmer méi grousse Schülerzuelen u sech gerecht ze ginn.

Da steet och de Bau vun engem neie Lycée technique fir Gesondheetsberuffer zu Stroossen um Programm. Ben, wéi et scho gesot ginn ass, do solle jo Plaze fir 1.200 Schüler hikommen. Bon, domadder kréie mer dann en drëtte Standuert fir d'Gesondheetsberuffer niewent de Sitë vu Bascharage an Ettelbréck.

Wa mer dann dës dräi Siten operabel hunn, da misste mer u sech gutt opgestallt sinn an hoffentlech och genuch - dat ass op jidde Fall e Wonsch - Schüler fannen, datt mer manner an der Zukunft an eise Kliniken, an eise Spideeler op extern Leit zréckgräife mussen, mat - ech mengen - deene bekannte Sproocheproblemer; Saachen, déi mer schonn hei méi wéi eng Kéier ugeschwat hunn. Sproocheproblemer, déi dach mat sech bréngen, datt vill Patienten a besonnesch eeler Patienten eben an der Klinik mat Friemsproochen, besonnesch mat Friemsproochen am Kader vum medezinesche Beräich Schwieregkeeten hunn, datt mer domadder awer zum Deel dës Problemer kéinte léisen.

Am Kader vum Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux soll jo dann zu Péiteng eng Infrastruktur fir Kanner, Jonker an Eltere geschafe ginn. Et ass wichteg, an et ass extrem wichteg, datt mer fir Leit, a virun allem fir Kanner, déi an Nout sinn, oder an enger Noutsituatioun, esou Strukture schafen, wou se kënnen opgefaangen a gutt encadréiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Rapport steet och nach eng Remarque zu den Energiestandarde vun den ëffentleche Gebaier. Bon, do musse mer effektiv ënnerscheeden tëschent engem private Wunnhaus an engem ëffentleche Gebai, wou et méi schwéier ass, déiselwecht Performancen, déiselwecht Standarden hinzekréien, well jo do muss op vill aner Contrainten opgepasst ginn - Benotzerfrëndlechkeet, Sécherheetsdispositifer an technesch Équipementer -, soudatt et do ganz schwéier ass, ëmmer déiselwecht Standarden ze erreechen.

Ech mengen, wichteg ass awer, datt mer alles versichen, datt an deenen ëffentleche Gebaier, wann et nëmme méiglech ass, och op alternativ Energien zréckgegraff gëtt.

Bon, als leschte Projet, dat ass een aus dem Fonds des routes, geet et jo drëms, d'Erneierung vun der Pist „Runway 06-24" um Flughafen ze assuréieren. Et ass wichteg, datt mer eis Start- a Landepisten an engem ganz gudden Zoustand hunn an halen, fir datt mer hei keng Nodeeler kréie fir eis Fluchgesellschaften, an an dësem Fall besonnesch fir d'Cargolux a fir hire Boeing 747, wou ech jo net weider op d'Detailer brauch anzegoen. Dëst ass awer ganz sécher eng wichteg Investitioun fir de Standuert Lëtzebuerg, dee ganz einfach e gudde Flughafe brauch. Méi brauch een dozou net ze soen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem Virbehalt da beim éischte Projet, ginn ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Finanzement vun all dëse Bauvirhaben a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kaes. Als Nächsten huet den Här Roger Negri d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt wéilt ech der Présidente-Rapportrice Josée Lorsché e grousse Merci soe fir hir exzellent Rapporten, déi schréftlech wéi mëndlech. Als LSAP ënnerstëtze mer selbstverständlech d'Etüde fir d'Elaboratioun vun deene siwen ugesprachene Projeten. Dofir wëll ech mech just op e puer Remarquen zu de Projete beschränken.

Éischtens, de Bau vun enger Schoulkantin mat enger Sportshal fir de Lycée des professions de santé an de Lycée technique vun Ettelbréck ënnerstëtze mer, onofhängeg vun der Standortdiskussioun iwwert de Lycée technique agricole.

Zweetens, datselwecht gëllt fir d'Renovatioun vun der Annex zu Miersch vum Dikrecher Lycée.

Drëttens, zur Renovatioun vum Lycée Michel Rodange um Campus Geesseknäppche wollt ech de Minister François Bausch froen, wéi d'Aarbechte vun der Renovatioun vum Athenäum virukommen a fir wéini de Minister domat rechent, dass de Wiessel an den erneierten, an den neien Athenäum stattfanne wäert, ier déi séier noutwendeg Renovatioun vum Lycée Michel Rodange da kann ufänken.

Als Véiert, d'Erneierung vum Lycée Michel Lucius ass och absolut néideg. An déi gewielte successiv Bauphase vun der Bauverwaltung kënne mer nëmmen ënnerstëtzen.

Fënneftens, den neie Lycée pour professions de santé an der Noperschaft vum Centre Hospitalier vu Lëtzebuerg kënne mer nëmme begréisse wéinst de Synergië mam CHL an dem neie Centre de logopédie.

Dem Bau vun engem Internat fir Kanner, Jugendlecher an Elteren a Schwieregkeeten, awer och mat Wunnenge fir handicapéiert Matbierger am Zentrum vu Péiteng, gi mer aus Grënn vun der sozialer Inklusioun ganz gären eis Ënnerstëtzung.

Zum leschte Projet, der Erneierung vun der Start- a Landepist vum Lëtzebuerger Flughafen, wollt ech de Minister nach froen, wéi séier e gedenkt, mat den Aarbechten unzekommen. Well et eis awer schéngt, dass iergendwann, och wann elo nach net, et awer zu Sécherheetsproblemer mat der Landepist komme kéint.

Zum Schluss, Här President, wëlle mer als LSAP d'Regierung an hir Investitiounsprogrammer fir déi nächst Joren ënnerstëtzen, déi op engem héijen, awer och räsonabelen a virun allem zimlech konstanten Niveau gehale solle ginn, fir domat eis Ekonomie ze ënnerstëtzen an hir och eng gewësse Prévisibilitéit erméigleche soll. Fir dat ze garantéieren, muss permanent am Viraus geplangt ginn, anerefalls kann et net zu kontinuéierlechen Investitiounsprogrammer kommen.

An domat ënnerstëtze mir déi virgeluechte Motioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roger Negri. Als Nächsten huet de Gusty Graas d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass u sech ëmmer erfréschend fir d'Demokratie, wann d'Parlament och e Matsproocherecht kritt vis-à-vis vun Décisiounen, déi vun der Regierung musse geholl ginn. Dofir war déi Décisioun, déi hei 2005 getraff ginn ass, richteg, wéi mer jo de Seuil vu 7,5 Milliounë fixéiert hate fir Projeten, datt déi misste fir d'Éischt den Aval, de prinzipiellen Aval vun der Chamber hunn. Dee Seuil ass jo dunn 2009 op 10 Milliounen eropgesat ginn.

Dës Debatt ass an deem Sënn och wäertvoll, well se am Fong geholl och dem breede Publikum dobaussen erlaabt, fir sech kënnen e Bild ze maachen: Wat sinn d'Intentiounen um Niveau vu Bauprojeten, vun Infrastrukturprojete fir déi nächst Joren? Déi Lëscht ass, wéi d'Madame Lorsché dat schonn hei bemierkt huet, natierlech méi kleng ausgefall, wéi dat vläicht an deene Jore virdru war. Mä et kënnt jo net onbedéngt op d'Zuel un, mä et kënnt virun allem och op d'Qualitéit un.

Ech wëll drun erënneren, datt meng Partei am leschte Wahlkampf virun allem sech op een Zil fokusséiert hat, dat heescht d'Bildungspolitik hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Datt d'DP jo och haut dee Ministère iwwerholl huet, ass net vun ongeféier komm. Natierlech geet et net nëmmen duer, e performante Bildungssystem ze hunn, et muss een och gutt Infrastrukturen hunn. An dowéinst si mir besonnesch frou, datt an dëse Projeten eng ganz Rei Infrastrukture fir d'Verbesserung vun eise Schoulgebaier virgesi sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech wëll virun allem drop hiweisen, datt jo en neie Lycée technique och fir d'Santésberuffer zu Stroossen aménagéiert gëtt, et ass hei virdru scho gesot ginn, wat eis och eng gutt Synergie mam CHL erlaabt. Dat beweist och, datt mer den Akzent op d'Ausbildung vum Fleegepersonal am Klinikeberäich virun allem richteg aschätzen. An et ass och wichteg, datt op deem Niveau grouss Investissementer gemaach ginn.

Mir brauchen och zousätzlech Klasseraim. An do ass jo de Michel Lucius elo e gutt Beispill, datt deen och dowéinst ausgebaut gëtt. De Michel Rodange, an een deen de Geesseknäppche gutt kennt, dee weess, deen huet elo 40 Joer um Bockel, datt och do sech déi éischt gréisser Boboe bemierkbar maachen. An dowéinst ass et evident, datt de Lycée Michel Rodange fréier oder spéider muss renovéiert ginn.

De Moment kann ee sech jo och e Bild maache vun der Renovatioun vum Kolléisch. A mir hate jo och net méi spéit wéi de Moien an der Kommissioun nach doriwwer Rieds. Ech si ganz éierlech, ech war där Deeg elo nach mer dee Chantier kuerz ukucken. Wann een dat de Moment esou gesäit, dann huet ee bal d'Gefill, et wier besser, et hätt een de Kolléisch ofgerappt. Ech sinn awer ganz gäre bereet och do bäizeléieren an hu mech de Moien dann an deem Sënn do vu kompetenter Säit berichtege gelooss, datt et u sech awer eng wichteg Architektur aus de 60er Joren ass an datt dowéinst de Kolléisch dann eben awer nach an där Form, wéi e fréier do stoung, bäibehale gëtt.

Wat awer wichteg ass, dat sinn eben déi Container, woubäi och dat Wuert Container vläicht net ubruecht ass. Well déi Iwwergangsstruktur, déi am Haff vum Kolléisch aménagéiert ginn ass, déi verdéngt wierklech schonn awer och de Prädikat vu guddem Schoulgebai, wat iwwer eng gewëssen Zäit ka Bestand hunn. An d'Approche, fir déi ze notze bei der Renovéierung vum Lycée Michel Rodange, ass ouni Zweifel ënnerstëtzenswäert. Mir gesinn dat och esou. An doriwwer eraus kënne vläicht och nach déi Infrastrukture gebraucht ginn, wa gegebenenfalls eng Kéier muss den ECG erneiert ginn.

Wat elo Ettelbréck ubelaangt, wou jo och zwee wichteg Aménagementer virgeholl ginn, ech mengen, fënnt dat eis voll Ënnerstëtzung. Dat ass ganz kloer. Ech ginn och gären zou, an ech verstinn och, datt eenzel Kolleege sech dorobber e bësse fokusséiert hunn, wat natierlech de Site vun dem Lycée agricole ubelaangt, datt een dat aus där Diskussioun hei net kann ausschléissen. Dat ass ganz evident. Ech mengen, fir eis als DP ass et ganz kloer, datt mir hanner enger Akerbauschoul stinn, mat engem Kompetenzzentrum.

Ech wëll och un eise Wahlprogramm vun 2013 erënneren, wou ganz kloer drastoung: „Durch individuelle Beratung und durch eine zeitgemäße Ausbildung in der Ackerbauschule, einem Ausbildungs- und Kompetenzzentrum, wird angehenden Landwirten das nötige Wissen vermittelt." Dozou sti mer och. Ob dee Site elo dee beschten ass oder net, ech mengen, dat wäert sech an deenen nächste Méint dann definitiv erausstellen. Jiddefalls, wat wichteg ass ass, datt mer en effikasse Lycée agricole fir d'Zukunft wäerte kréien.

E besonnesche Projet gëtt dann zu Péiteng realiséiert, och dat ass hei schonn ënnerstrach ginn, um Site vum fréiere Lycée Mathias Adam. Wann een elo d'Gréisst vun deem Projet analyséiert, da kënnt een natierlech och zur Konklusioun, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer e gewëssenen Nohuelbedarf nach vläicht hunn, wat den Encadrement vu gewëssen, méi sozial schwaache Kategorien an eiser Gesellschaft ubelaangt. Datt dee Projet matten an der Uertschaft Péiteng geschaf gëtt, huet u sech och de Virdeel, datt vläicht eng besser sozial Integratioun och ka gewährleescht ginn. An ech mengen, et muss een och hei nach op d'Mixitéit hiweisen. Och dat ass e groussen Avantage vun deem Projet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dann ee wesentleche Punkt och, deen iwwert de Fonds des routes jo dann exekutéiert gëtt, dat ass eben d'Erneierung vun der Fluchpist 0624, mat deem spezifeschen Numm do. Et ass ouni Zweifel, an ech mengen, och do si mer eis eens heibannen, esou, datt de Findel e wichtegt Kärstéck vun der nationaler Ekonomie ass. Mir kënnen eis et net erlaben, e Findel mat enger net gudder, ugepasstener Infrastruktur ze hunn. Dowéinst kann een dat nëmmen ënnerstëtzen, datt déi Pist elo erneiert gëtt. A wat och wesentlech ass, a mir kruten dat jo och an der Kommissioun vu kompetenter Säit confirméiert, datt d'Sécherheet zu kengem Moment a Fro gestallt ass. Mä, wéi gesot, mir brauchen eng modern Fluchpist mat deenen Normen, déi eben haut gefuerdert sinn.

Ech wollt an deem Kontext awer déi eng oder aner Remarque nach zousätzlech maachen. Natierlech muss een oppassen, datt de Fluchbetrib duerch déi noutwendeg Aarbechten do net ze vill a Matleedenschaft gezu gëtt. Et wäert wahrscheinlech net ausbleiwen, datt vläicht de Flughafe kann eng oder déi aner Kéier, oder muss villméi zougemaach ginn.

Ech wollt awer an deem Kontext och nach op d'Situatioun vun den Ofwässer hiweisen. Och do gëtt jo elo nach d'Kanalnetz ugepasst. Mir hate jo ëmmer déi ganz grouss Problemer um Findel an, ech mengen, deen heitege Minister a senger fréierer Qualitéit huet mat Sécherheet op dëser Plaz och méi wéi eng Kéier drop higewisen op d'Verschmotzung vun der Bireler Baach am sougenannten „Fransousegronn" - déi eis, géif ech scho bal soen, Jorzéngte beschäftegt huet -, duerch ebe Produiten, déi ëmmer agesat gi sinn, sief dat fir d'Entäisung vun der Pist, sief dat fir d'Entäisung vun de Fligeren, mat den negative Konsequenzen, déi mer kannt hunn. 2004, den 2. Dezember ganz genee, ass jo e wichtegt Gesetz deemools hei gestëmmt gi fir d'Mise en conformité vum Assainissement vum Flughafen.

Bon, meng Fro ass am Fong geholl: Sinn déi grouss Problemer, déi ëmmer bestanen hunn, mat deenen neien Aarbechten elo do behuewen oder wéi stellt sech d'Situatioun haut? Et däerf ee jo net vergiessen, datt de Flughafe jo nach an engem wichtege Quelleschutzgebitt läit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Lorsché, där ech och Merci soe fir hire flotte mëndlechen a schréftleche Rapport, huet och virun allem op ee wichtegen Aspekt higewisen, wat déi nei Bauprojeten ubelaangt, an dat ass deen energeteschen. Et ass evident, datt besonnesch d'ëffentlech Hand do gefuerdert ass. An et ass och evident, datt jo haut quasi keen neit staatlecht oder kommunaalt Gebai méi däerf erriicht ginn, ouni datt e Maximum gemaach gëtt, fir Energie anzespuere respektiv fir alternativ Energien ze notzen, oder och fir d'Reewaasser op eng adequat Manéier dann ze gebrauchen.

Ech wëll awer ofschléissend nach eng allgemeng Remarque maachen. Et muss ee jo awer déi Projeten och an de Kontext vun der budgetärer Situatioun setzen. Mir kruten hei e Budget 2014 de 5. Mäerz presentéiert, wou ee jo natierlech liicht konnt erausliesen, och wat d'Perspektive fir d'Zukunft sinn. Et ass kee Geheimnis, datt dëse Stat mat Sécherheet net onbedéngt déi allerbeschte finanziell Situatioun huet. An dat ass och d'Resultat vun enger gewëssener Politik aus deene leschte Jore respektiv Jorzéngten, datt dëse Stat och muss spueren. Ech mengen, dat ass e Message, deen ass entre-temps allgemeng bekannt.

D'Regierung, an doweinst ass och hire Courage ze begréissen, huet jo schonn éischt Usätz bewisen, andeems se d'Ministèrë quasi alleguer opgefuerdert huet, fir 10% anzespueren. Dat mécht awer eis Marge de manœuvre fir d'Zukunft natierlech net méi grouss. Ganz au contraire, se mécht se méi kleng. Wa mer dann och d'Gesamtscholdelaascht de Moment vun eisem Stat huelen, déi bei plus ou moins 23% vum PIB läit - et ass net, datt dat elo eng dramatesch Situatioun ass, mä et ass awer eng Situatioun déi een net däerf aus den Ae verléieren -, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wéi wäit kënne mer awer nach eng Rei vun Investissementer an Zukunft maachen?

D'Demokratesch Partei ass der Meenung: Jo, mir mussen nach investéieren. Jo, dës Projeten, déi hei elo zréckbehale gi sinn, sinn noutwendeg fir d'Entwécklung, d'Weiderentwécklung vun dësem Land, mä mir mussen emol vläicht och aneschters bauen. Well, wann een haut emol d'Analys mécht vun enger ganzer Rei vu Gebailechkeete queesch duerch d'Land, da muss ee sech awer munchmol d'Fro stellen, ob net awer och iwwerdriwwe ginn ass.

Dowéinst awer och vläicht den Opruff, an Zukunft vläicht e bëssen emol méi rational ze bauen, manner Luxus an de Gebaier virzegesinn. Ech géif soen, dann hätte mer och scho mat Sécherheet munch Wichteges fir d'Zukunft gemaach, wann een dat aus der Situatioun vun eiser budgetärer Lag raus analyséiert.

Wat d'Motioun ubelaangt, zum Schluss nach, sti mir als Demokratesch Partei selbstverständlech hannert deene Mesuren, déi hei geplangt sinn, wäerte se och deementspriechend ënnerstëtzen.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Graas, fir déi interessant Kontributioun. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin.

Mme le Président.- An duerno kënnt den Här Turpel.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och vun eiser Säit aus der Kolleegin Josée Lorsché Merci soe fir hire ganz gudde Rapport, dee se gemaach huet. A virun allem och fir d'Erklärungen, déi se ginn huet zu deenen eenzelne Projeten, déi an dëser Motioun drastinn. Dat erméiglecht eis, datt mer déi eenzel Projeten net nach alleguer eng Kéier mussen am Detail hei vir erklären.

Ech mengen, mir maachen déi Prozedur hei zënter 2005 all Joers, datt mer hei an der Chamber, op Propositioun vun der zoustänneger Kommissioun, eng Motioun stëmmen, wou mer eng Rei vu Projete festhalen, wou mer der Regierung d'Autorisatioun ginn, fir eben déi Etüden ulafen ze loossen, déi néideg sinn, fir déi Projeten uerdentlech kënnen ze realiséieren.

Mir sinn als ADR d'accord mat deene Projeten, déi an dëser Motioun festgehale sinn. Mir hu se och dofir mat ënnerschriwwen. Projeten, déi haaptsächlech sech ëm fënnef Lycéeë bekëmmeren. Structures d'accueil fir Kanner, Elteren a Jugendlecher, wou mer och wëllen drop opmierksam maachen, datt déi Structures d'accueil fir ons enorm wichteg sinn, mä datt een och an Zukunft muss drun denken, wa mer haut vill Structures d'accueil brauchen an och realiséieren, déi d'Fraen ubelaangen, si mer och der Meenung, datt een och an Zukunft muss schonn drun denken, datt mer och Strukture brauchen, wou mer Männer ënnerdaach kréien.

Dann en anere Projet, dat ass dee vum Findel.

(Interruption)

Ech hunn do elo net fir mech selwer dru geduecht, Här Bausch, mä et weess een ni. Et weess een ni!

(Hilarité)

Et weess een ni. Et ass besser, et baut een e bësse vir. Et weess een ni, wat am Liewen engem ka geschéien. Mä ech mengen, d'Chancë si kleng.

Dann hu mer selbstverständlech de Projet vum Findel, dee mer musse maachen, well mer alleguer wëssen, datt do eng relativ Urgence besteet, fir esou ee Projet ze maachen.

Ech wëll also, wéi gesot, net weider op déi eenzel Projeten agoen, mä ech wëll e puer prinzipiell Iwwerleeungen an dësen Débat mat erabréngen. Zum engen emol, wat déi Prozedur, déi mer hei gemaach hunn, als Konsequenz huet. Mir wëssen alleguer, déi méi laang heibanne sinn, wa mer zéng, 15 Joer zréckkucken, da si mer am Prinzip net fäerdeg ginn, fir ëmmer erëm Projeten ze stëmmen, wou mer Kreditter nogestëmmt hu vu Projeten, déi amgaang ware realiséiert ze ginn. Dépassementer vu Projeten, dat war eigentlech zu der Normalitéit ginn, bis d'Chamber sech am Fong eng nei Prozedur ginn huet, déi am Prinzip 2005 ugelaf ass. A wa mer haut, elo aacht, néng Joer méi spéit, eng Analys maache vun der neier Prozedur, da kënne mer feststellen, datt mer ganz positiv Resultater opzeweisen hunn.

D'Rapportrice huet virdrun erkläert, datt den zoustännege Minister all sechs Méint an d'Comexbu kënnt, fir déi eenzel Projete virzestellen, wou se dru si mat der Prévisioun, wéi zu deem Zäitpunkt gerechent gëtt, wa vum Projet herno den Dekont gemaach gëtt, wou mer da landen. An dann hu mer dësen Exercice d'lescht Woch gemaach. An ech wëll zum Beispill soen, datt vu 45 Projeten, déi mer am Héichbau hunn, do sinn ongeféier 45 Projeten an eng Gesamtzomm vun 3 Milliarden Euro, datt, wa mer elo d'Resultat kréien, dann den Zwëschebilan mat der Prévisioun bis de Kont vun deene 45 Projeten, da gi mer, global gesinn, leie mer iwwer 300 Milliounen ënnert den Devisen. Et sinn am Prinzip nëmmen zwee Projeten, déi ganz liicht méi kaschten, mä de Gros vun de Projete kascht manner.

Dat ass am Fong eng positiv Entwécklung, déi mer hunn. Quitte datt vläicht och Devisen an haitegen Zäiten oder de leschte Jore méi héich ugesat gi sinn, an dofir geet et eben duer. Mä mir kënnen eis awer och un Zäiten erënneren, datt mer Projeten hei presentéiert kritt hunn, déi aus politeschen Iwwerleeungen, fir de Projet duerchzekréien, absichtlech méi déif ugesat gi sinn am Devis! An dann ass e gestëmmt ginn, an dann ass e realiséiert ginn, an da si mer net fäerdeg ginn, fir Supplémenten herno iwwer Gesetzer ze stëmmen, fir datt de Projet och ka weider a fäerdeg finanzéiert ginn.

Wéi gesot, 45 Projete vun engem Gesamttotal vun 3 Milliarden, wou, wann dat esou opgeet, wéi mer dat virgeluecht kritt hunn, 300 Millioune kënnen do agespuert ginn. Wou natierlech och en cours de route versicht gëtt, elo haut vläicht méi sënnvoll ze investéieren a vläicht net méi ze vill an de Prunk ze investéieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Och do kënne vill Gelder gespuert ginn.

Et sinn 13 Projeten eis presentéiert ginn an der Comexbu, wat de Stroossebau ubelaangt. An do gëtt et zwee Projeten, wou et Dépassementer gëtt a wou de Minister och gesot huet, e géif dofir nei Projeten fir d'Chamber virbereeden, fir eben déi Dépassementer, déi zousätzlech Kreditter nostëmmen ze loossen. Et ass een an der Tabell net iwwerschratt, ee Projet, dee mer awer e puermol nogestëmmt hunn: dat ass d'Nordstrooss. D'Nordstrooss, wou mer elo ongeféier bei 585 Millioune landen. An ech mengen, deemools, wou mer de Projet...

(Interruption)

Gelift? Jo, 600 stinn der do, mä 585 steet an der Tabell, géif e prévisibel..., géif en ausgoen.

(Interruption)

Wat sot Der, Madame Loschetter?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Ob Der och géint d'Nordstrooss sidd?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, mir sinn net géint d'Nordstrooss. Mir ware bei der Nordstrooss just dergéint, datt mer deen Tunnel gebaut hunn. Do ware mer dergéint, well mer gesot hunn, datt et verréckt ass. A mir hu jo och gesot kritt, d'Halschent vun deene bal 600 Milliounen, déi hu mer investéiert an en Tunnel. Do ware mer dergéint. Mir waren net géint d'Nordstrooss, mä mir waren dergéint, datt mer déi ganz Nordstrooss zu engem groussen Deel ënnertunnelt hunn an datt dat praktesch d'Halschent vun deem Chiffer hei ausmécht.

(Interruption)

Mme le Président.- Sou, loosst den Här Gibéryen schwätze wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, mä wann den Här Berger wëllt eng Fro stellen, Madame, dann...

Mme le Président.- Ma dann, Här Berger, wëllt Der eppes froen?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Berger wëllt bestëmmt eppes Wichteges soen.

Mme le Président.- Jo.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, ech wollt just dem Här Gibéryen rappeléieren, datt se an der Stad..., den ADR wëllt zum Beispill den Tram oder den Zuch awer an Tunnelen eraleeën.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat hutt Der ganz richteg erkannt, Här Berger, dat muss ech lech zougestoen. Well et eben hei och Sënn mécht! Mä fir op enger flaacher Streck eng Autobunn oder eng Strooss einfach ënnert de Buedem ze leeën, fir se opzemaachen an dann eng Strooss ze bauen, erëm zouzemaachen, wéi wann näischt wier.

Ech hat mat engem Schwäizer Expert geschwat an deen huet zu mir gesot: „Wa mir an der Schwäiz géifen déi Lëtzebuerger Kritären uwennen, fir Stroosse mat Tunnelen ze bauen, hätte mer nëmme méi Tunnelen an der Schwäiz."

Mä déi bauen Tunnelen do, wou Bierger sinn. A fir mam Tram an da mat engem normalen Zuch an der Stad ënnert der Stad erduerch ze fueren, dat géif Sënn maachen. Dat géif och de Problem léisen an et géif bei wäitem net esou deier ginn, wat den Tunnel géif ubelaangen, wéi mer hei an d'Nordstrooss op engem flaachen Terrain investéieren.

Ech soen dem Här Berger, Madame Presidentin, dofir Merci, datt en déi wichteg Interventioun hei gemaach huet.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här President, wa mer haut hei déi Chifferen, déi ech elo grad genannt hunn, vun de Projeten, souwuel am Héichbau wéi och am Stroossebau hunn, an datt mer do gréisstendeels an den Devise bleiwen a souguer Erspuernisser maachen, wëll ech ausdrécklech dann awer och dem viregte Minister, dem Här Wiseler, Merci soen.

Ech mengen, dat sollt een och kënnen als Oppositiounspolitiker maachen, quitte datt den Här Wiseler och elo an der Oppositioun ass, mä den Här Wiseler huet awer systematesch mat der Comexbu an deene leschte Joren zesummen dorunner geschafft, fir datt d'Projeten an den Devise solle bleiwen.

An dat ass ee globaalt Resultat vu Chamber a Regierung zesummen, wat een och soll haut mol eng Kéier unerkennen. Selbstverständlech da mat dem Opruff un deen neie Minister, datt dee sech den Här Wiseler an d'Comexbu als Virbild hélt an als Beispill hélt, an datt déi Projeten, déi mer elo an deenen nächste Jore maachen, dann och an den Devise bleiwen, wéi mer dat gesinn hunn.

Eng zweet Iwwerleeung ass den Zäitpunkt, dee mer brauchen, fir Projeten ze realiséieren. Ech hunn lech gesot, datt mer 2005 mat deem System ugefaangen hunn, a mir hunn och e Rapport derbäi kritt vun all deene Projeten, déi mer zënter 2005 heibanne gestëmmt hunn.

Do sinn zum Beispill Projete vun 2005 nach net realiséiert. Déi si mol nach net ugefaangen. 2005 stoung zum Beispill de Lycée vu Clierf mat op der Lëscht, dee mer hei gestëmmt hunn. E Lycée, wou mer haut kënnen an der Press liesen, datt e wahrscheinlech 2015 ugeet an 2018 fäerdeg ass. Also zéng Joer nodeems mer hei an der Chamber gestëmmt hunn, fir eng Etüd ze maachen, geet en un. An där Projete gëtt et der nach ganz vill. An dofir mengen ech, sollt een och kucken, wou mer an de Prozeduren dru sinn, datt dat onwahrscheinlech laang dauert.

An ech géif och dofir mengen, datt mer dann an Zukunft an den Debatten, wou mer all Kéiers eng nei Motioun heibanne stëmmen, de Minister och sollt hei an déi Debatt mat eralafe loossen, wou mer mat deene Projeten dru sinn, déi mer an deene Jore vridru gestëmmt hunn.

Well et huet kee Wäert, datt mir hei Projete stëmmen, an d'Leit am Land, déi menge jo alleguer, wa se dat héieren, wat mir haut hei stëmmen, a sechs Méint géif de Bagger lafen. Mä da muss een de Leit soen, laut eisem System, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg hunn, stellt lech emol an, datt et dann op d'mannst fënnef bis zéng Joer dauert bis et ugeet.

M. le Président.- Här Gibéryen, kommt zum Schluss.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An dofir, mengen ech, misst een och déi Analys maachen.

An dann eng lescht Feststellung, well ech gesinn, meng Riedezäit kënnt zum Schluss, dat ass, datt mer dës Kéier fir d'Éischt, mat Ausnahm vum Flughafen, wou mer wëssen, datt déi Pist aus Sécherheetsgrënn muss erneiert ginn, awer keng Stroosseprojeten hei drop hunn. A well mer wëssen, wéi laang datt et dauert bis ee Projet realiséiert gëtt, dann ass dat och signifikant fir dës Regierung. An dat muss ee sech mierken, datt dës Regierung keng Stroosse wëllt bauen, well se huet keng hei am Projet. Dat ass eng politesch Décisioun vun dëser Regierung, déi mer zur Kenntnis huelen.

Ech erënneren drun, de Contournement vu Bascharage - ech mengen, den Här Kaes hat wahrscheinlech vergiess iwwert d'N7 ze schwätzen, den Norden dorobber?

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Awer net all Kéiers!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech schwätzen driwwer…

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Dat kënnt eréischt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech schwätzen elo vun engem Contournement vun Iechternach, alles Saachen, Projeten, wou mer jorelaang heibannen driwwer schwätzen an iwwert déi, a wa se eng Kéier op d'Lëscht kommen, da wësse mer, datt et dann nach fënnef, zéng Joer dauert, bis et realiséiert gëtt. Also hale mer mol fest, datt dës Regierung keng Stroossebauprojete wëllt realiséieren. Iwwert d'Konsequenze wäerte mer dann eng spéider Kéier hei kënnen diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci.

Dat hei ass ee Punkt, dee weist, firwat datt et wichteg ass, datt d'Bierger wëssen, wat mat deene Sue geschitt, déi se als Steiere bezuelen, datt domadder ëffentlech Déngschtleeschtunge gemaach ginn, zu deene jiddereen Zougang muss hunn, datt domadder Infrastrukture gebaut ginn, déi mer brauchen, Schoulen, Crèchen, am Transport, och wann et

keng Stroosse sinn, sozialen Ausgläich an aner Saachen.

Souwäit wéi ech dat iwwerblécken, mä ech weess net, ob dat dann elo déi leschte Kéier ass, ass hei kee Projet derbäi, deen de Spuermoossnamen oder der Austeritéit vun der Regierung, souwéi se bis elo geplangt ass, zum Äffer fält. Ech fäerten awer, datt dat d'nächst Joer de Fall ka sinn. Mä da wäerte mer dann driwwer diskutéieren. Et huet kee Sënn, fir elo do Kaffissaz ze liesen.

Ech fannen et och flott, déi Prozedur, déi besteet, datt d'Décisioune vun neie Projeten alleguerten an der Chamber iwwert déi Motioun décidéiert ginn an datt an de Kommissiounen de Suivi gemaach gëtt vu deene Projeten, déi amgaange sinn ëmgesat ze ginn. Et ass scho gesot ginn, mir haten de Moien an der Commission du Développement durable eng länger Diskussioun iwwert déi Projeten, déi amgaange sinn.

Mir haten an der Commission du Développement durable vum 10. Februar déi eenzel Projeten duerchdiskutéiert, wou ech nach op déi Kommissioun zréckkommen, mä ech hat awer schonn an der Kommissiounssitzung, zwou Sitzunge virdrun, den 29. Januar, wéi mer mam Minister iwwert déi grouss Projete vum Stat, sou wéi se am Regierungsprogramm virgesi sinn, eng Rei Diskussiounen, un déi ech hei kuerz wëll erënneren, well se awer am Zesummenhang mat deenen heite Projete wichteg sinn.

Dat éischt, ech mengen d'Rapportrice huet et schonn ugeschwat, dat ass d'Problematik vun der Energieeffizienz, déi een net einfach kann ze vill véiereckeg gesinn, mä déi ee muss differenzéiert gesinn. Ech mengen, d'Praxis huet gewisen, datt een zum Beispill ee Schoulgebai net onbedéngt kann op passiv Bauweis bauen. Eng Schoul muss kënne gelëft ginn, déi muss quer kënne gelëft ginn, do sinn aner Besoine wéi an engem Wunnhaus. An do, mengen ech, si Feeler gemaach ginn an der Vergaangenheet, datt een also och d'Energieeffizienz dem Besoin vun dem Gebai upasst. An ech mengen, dat ass och hei amgaangen, realiséiert ze ginn.

Eng zweet Saach, déi ech opgeworf hat, dat ass, wat den Entretien vun de Gebaier ugeet. Et si vill Gemengen an och Länner, och Gemengen am Ausland, ech huelen d'Beispill vun der Stad Freiburg, well sech och dacks dorobber referéiert gëtt, déi een Entretien gemaach hunn, dee se ausgelagert hunn, wou ganz dacks dann nëmmen een Entretien curatif gemaach ginn ass. Et ass gebotzt ginn, et ass an der Rei gehale ginn. Mä en Entretien préventif, deen d'Substanz vum Gebai an der Rei hält, dee méi deier ass, ass net gemaach ginn. An da stellt sech eraus no zéng Joer, 15 Joer, datt d'Substanz vum Gebai esou vill u Wäert verluer huet, datt am Fong geholl, dat, wat een erspuert huet, sech net rentéiert huet, well een duerno vill méi muss dran investéieren. An dat ass och eng Fro gewiescht un de Minister vun den Travaux publics, fir derfir ze suergen, datt et eng Strategie gëtt vun Entretien préventif, an net nëmme vun Entretien curatif.

Et ass och gesot gi vum Minister, si wieren amgaangen driwwer ze diskutéieren, fir eng Entitéit ze schafen, déi sech iwwerhaapt mat der Gestioun vun de Gebaier - ech mengen, et geet haaptsächlech ëm d'Gebaier bei den Infrastrukturen - an där Hisiicht ofgëtt.

Ech suggeréieren an deem Zesummenhang, och driwwer nozedenken, ob et net Sënn mécht, wann een esou eng Entitéit schaaft, datt een dat mécht, wat d'Stad Lëtzebuerg gemaach huet, nämlech och eegent Botzpersonal astellt fir den Entretien vun deene Gebaier, fir den Nettoyage vun deene Gebaier ze maachen.

Eegent Botzpersonal, wann et korrekt bezuelt ass, gëtt net onbedéngt méi deier, wéi wann een dat en sous-traitance mécht. An et muss een awer wëssen, wann et en sous-traitance ass, da kënnt et awer net bei deene Leit un, déi wierklech d'Aarbecht maachen. An dee Konflikt, dee mer am Moment am Botzsecteur hunn, weist jo, datt do Firmaen operativ sinn, déi op Mindestloun schaffen, déi Qualifikatiounen net unerkennen. An do wier et ee gudden Impuls, wann een deene Leit kéint eng fest Beschäftegung beim Stat ginn, och a Beräicher wou et Chômage gëtt a wou een net esou vill Qualifikatioun bräicht, wou d'Leit och dacks op der Aarbecht an en cours de route hir Qualifikatioun kënne kréien.

En drëtte Punkt, op deen ech higewisen hat an deen nach en suspens ass, dat ass deen, datt de Campus scolaire Miersch am Fong geholl deen éischte grousse Projet war, deen zu Lëtzebuerg an engem „public private partnership" gemaach ginn ass, also e PPP. An ech hat gesot kritt, et géif ee Bilan gi vun deem PPP vu Miersch a mer hunn de Minister gefrot, fir eis dee Bilan vun deem PPP Miersch ze ginn, fir datt mer deen och an der Kommissioun kéinten diskutéieren.

Mir kruten och nach eng Kéier gëschter bestätegt, datt dat och geschitt, well et sinn elo nach aner PPPe virgesinn. Well, ech mengen, och do geet et drëm, fir vun den Erfahrungen ze profitéieren. Well d'PPPen, och wann dat op den éischte Bléck schéngt, wéi wann dat méi bëlleg kéint ginn - wann ee weess, datt do och een aneren, e Privaten da wëllt dru verdéngen -, ënnert dem Strëch kënnt do net déi nämlecht Déngschtleeschtung eraus. Mä mir sollen dat calmement bilanzéieren, wa mer dee Bilan vum Ministère virgeluecht kritt hunn.

Déi aner Fro, déi ech nach gestallt hat, dat ass déi vun deem, wat am Regierungsprogramm virgesinn ass, vun der Fiche d'impact de développement durable, also fir nieft der Finanzimpaktfiche och ëmmer eng Fiche bei all Gesetzesprojet ze hunn iwwert den Impakt, deen dat Gesetz op d'nohalteg Entwécklung huet. Do huet de Minister bestätegt, datt dat ganz kuerzfristeg net méiglech wier. Ech hat e verstanen: op kee Fall virun 2015. Et wier awer interessant, gewuer ze ginn, wéini datt esou eng Fiche kéim a vu wéini un datt déi operativ wier, well et ass awer e wichtegen Aspekt vun Nohaltegkeet, deen domadder soll realiséiert ginn.

Dann dee leschte Punkt, deen ech wëll opwerfen, deen an der Kommissioun diskutéiert ginn ass - dat war zwar elo an där vum 10. Februar -, dat ass effektiv d'Start- a Landepist um Flughafen, wou jo - an ech mengen, virdrun ass och ee Riedner dorobber agaangen - Kanal a Waasser soll mat realiséiert ginn.

Do muss ee wëssen, datt wierklech seriö Problemer sinn, och mam Schutz vum Grondwaasser. An dat betrëfft net nëmme bestëmmte Produiten, mä dat betrëfft och d'Situatioun, wann et wierklech staark reent an alles iwwerleeft, d'Opfangbecken iwwerlafen, d'Grondwaasser mat verdreckst gëtt, esou datt verschidde Quellen heiansdo net méi unzapbar sinn oder net méi kënne gebraucht ginn.

An deem Zesummenhang wier et och ganz wichteg - an ech hoffen, datt de Minister mer dat ka bestätegen -, datt och mat deene Gemengen, déi ronderëm de Flughafe sinn, direkt doriwwer geschwat gëtt an déi Projeten och direkt mat hinnen zesummen diskutéiert ginn.

Da gëtt et e leschte Punkt, deen ech wollt opwerfen, dee wichteg ass. Mir schwätzen ënner anerem hei iwwer Infrastrukture vu Schoulen, vu Lycéeën. A bei de Lycéeën hat ech e bëssen d'Impressioun, wéi wa mer lues a lues erëm an enger Navigation à vue dra wieren, wéi wann d'Konzepter net méi ganz kloer wieren. Et gëtt awer ee Plan directeur sectoriel «Lycées», deen elo net den 21. Mee hei an der Chamber zur Diskussioun steet.

Duerfir war d'Fro déi, ob deen net misst ugepasst ginn, fir datt een do erëm méi eng kloer Planung krit, wat d'Lycéeën ugeet, d'Besoine vun de Lycéeën zu Lëtzebuerg. Och do ass versprach ginn, datt dee Plan directeur sectoriel «Lycées» géif réexaminéiert ginn an ugepasst ginn. Ech wier och frou, wann een do kéint wëssen, wéini datt dat wier.

Projeten, déi hei net dra sinn, dat sinn déi vun der Infrastruktur Eisebunn. Déi ginn à part diskutéiert. Och do kommen ech beim nächste Punkt bei engem Beispill dorobber zréck. Ech ginn elo net op déi eenzel Projeten hei an.

Mir stëmmen déi Motioun mat deene Projeten. A mer ginn dervun aus, datt mer op déi aner Froen, PPP an alleguerten déi aner Saachen, da kënnen zum gegebene Moment an der Kommissioun respektiv hei zréckkommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt am Numm vun der Regierung all Intervenante Merci soen, och Merci soe fir déi breet Zoustëmmung, déi sech jo hei ofzeechent zu all deene Projeten. An ech wäert versichen, op e puer Saachen anzegoen, Froen, déi gestallt gi sinn, respektiv Remarquen, déi gemaach gi sinn.

Ech wëll vläicht ufänke mam Här Kaes, deen eng Rei berechtegt Froe gestallt huet iwwert deen Denkprozess, an deem d'Regierung amgaangen ass. Ech sinn och frou ze héieren, datt sech och do ofzeechent, datt jiddweree konstruktiv wëllt mat kucken, datt wann eng Gesamtléisung sech kéint erausbilde fir alleguerten d'Lycéeën an der Nordstad respektiv fir d'Mobilitéitskonzept, datt dann e konstruktiven Dialog och méiglech wier, fir ze kucken, ob een net op esou e Wee kéint goen.

Ech mengen, mir sinn amgaangen, dat ze analyséieren. An et geet och an déi Richtung. Mä wa mer eppes wollten a Fro stellen, da war et net, well mer wollten de Bau vun dem Lycée agricole a Fro stellen, au contraire. Dës Regierung steet do derzou, datt de Lycée agricole muss entweder en neit Gebai gebaut kréien oder dat bestehend renovéiert kréien oder ausgebaut kréien - an iergendenger Form en neit Gebai kréien. Dat ass relativ kloer, och an deem Sënn, wéi et beschriwwe ginn ass.

Mä et ass esou, datt unhand vun den Zuelen, déi ech och virleien hunn, och vun der Landesplanung, sech erausgestallt huet oder sech erausstellt, datt am Fong déi Lycéeën insgesamt, déi Capacitéit, déi mer haut hunn an der Nordstad insgesamt, bei Wäitem net duergeet fir den Zouwuess, mat deem ze rechnen ass an deenen nächste Joren, an datt, och wa mer elo nëmmen eng Léisung siche just fir de Lycée agricole zu Gilsdrëf, dat da vu kuerzer Dauer ass, déi Freed, déi mer dann hunn. Vläicht sinn natierlech déi Leit, déi do an deem Lycée dra sinn, zefridden, well se an enger besserer Situatioun si wéi haut. Mä dat léist eis net de gesamte Problem vun de Schülerfluxen a vun de Schoulen an der Nordstad.

An ech mengen, dat ass och d'Philosophie, mat där d'Regierung dat Ganzt wëllt ugoen, kombinéiert natierlech mat der Mobilitéitsfro, fir do och eng Gesamtléisung ze fannen, déi Sënn mécht. An nëmmen, wa mer do och wierklech konkret a faassbar Léisunge kréien, mengen ech, géife mer och en neie Wee virschloen.

De Stéchdatum ass genannt: Ech mengen, mir hunn eis bis de 27. Mee ginn, fir dat alles ze analyséieren. Bâtiments publics, Ponts & Chaussées, d'Mobilitéitsplanifikatioun a mengem Ministère, all déi schaffen op Héichtouren dorunner. Ech hunn och eng Rei Gespréicher gehat mat de Gemengen. Ech hat d'Gemeng Ettelbréck do, d'Gemeng Dikrech, Ierpeldeng, also ech hat alleguer d'Gemengen do, déi betraff sinn am Fong, vun där ganzer Nordstad. An dat waren, muss ech awer soen, ganz konstruktiv Gespréicher.

Ech muss och soen, do war eng ganz grouss Offenheet och do, fir op dee Wee ze goen. An et war éischter souguer, géif ech mengen, bei de Gemengen awer d'Tendenz, fir ze soen: „Wa mer esou eppes hikriten, wär dat sécherlech a jiddwerengem sengem Intérêt." An ech mengen: Gitt eis, wéi gesot, déi Zäit bis de 27. Mee. Ech hunn och déi Gemengen deen nämlechten Dag nach eng Kéier bestallt an de Ministère, all zesummen dës Kéier, fir hinnen dann d'Resultater virzeleeën, wat mer erausfonnt hunn a wat mer analyséiert hunn. An ech mengen, da solle mer dann eng Décisioun huelen.

Souwisou ass de Moment e Moratoire verlängert. Ech mengen, mir sinn de Moment an där Hinsicht..., dee betrëfft zwar natierlech nëmmen elo de Rond-point, mä de Rond-point, dee gëtt jo awer gebaut, fir den Zougang zu Gilsdrëf zu deem, wou de Lycée agricole soll kommen, dann ze kréien. Mä dat bitt eis awer..., gëtt eis e bësse souwisou e Sputt fir déi Denkpaus, fir déi dann och produktiv ze notzen. An ech mengen, datt mer bis de 27. Mee wëllen do derduerchkommen.

Dann zu deene Froen, déi gestallt gi ronderëm déi ganz Energie. Bon, et ass esou, datt schonn ënnert mengem Virgänger, also virdrun, ganz vill Wäert geluecht ginn ass drop, datt am Beräich vum Bâtiment public mer net nëmme bei Neibaute solle wierklech déi lescht a bescht Standarden uwenden am Beräich vun der Energieeffizienz, mä och souguer am Beräich vum Asaz vun erneierbaren Energien. An dës Regierung huet dat, géif ech souguer éischter soen, nach renforcéiert. Mir wëlle kucken, wierklech substanziell do drunzegoen, sougutt wat d'Albausanéierung ubelaangt wéi natierlech och, fir eis héich Standarden ze setze bei neie Gebaier.

Natierlech ass et bei ëffentleche Gebaier, wou Schoule sollen drakommen, ëmmer méi komplizéiert wéi bei Privathaiser. Do hutt Der recht, wann Der dat sot. Mä ech wëll Iech awer soen, datt ee Lycée, dee wäert gebaut ginn, deen ass elo net op dëser Lëscht drop, mä de Lycée pour professions de santé, deen zu Ettelbréck wäert kommen, datt dat e ganz innovativt Gebai wäert ginn. Do wäerte mer et fäerdegbréngen, en Energie-Plus-Gebai ze baue fir eng Schoul, wat awer och opweist, datt natierlech och an ëffentleche Gebaier nach vill Potenzial dran ass.

Dat soll och esou eng Aart Pilotprojet ginn, niewent dem Gebai vun der Forstverwaltung, wat och gebaut gëtt zu Dikrech, wat och an déi Richtung soll goen. An aus deenen Erfahrunge soll geléiert ginn a soll versicht ginn, dann natierlech dat nach méi konsequent an der Zukunft bei allen ëffentleche Gebaier anzesetzen.

An ech mengen, den Här Turpel huet gefrot, preventiv: Dat gëtt gemaach, ganz kloer! Déi Programmer, déi virgesi sinn, natierlech gëtt och do e grousse Schwéierpunkt geluecht schonn och am Beräich vun der Preventioun.

Da war d'Fro gestallt ginn zum Athénée, wéini datt dee géif fäerdeg ginn. Dat ass 2016, dann ass am Fong d'Sanéierung fäerdeg. Da kënnen d'Schüler erëm vun där provisorescher Struktur an deen da renovéierten Athénée eraplënneren. An da gläichzäiteg ginn déi vum Michel Rodange eriwwergeholl an déi provisoresch Struktur, wou elo d'Schüler dra si vum Athénée.

An ech muss och soen, et schwätzt een do vun „provisorescher" Struktur: Ech war selwer schonn e puermol do dran, dat ass eigentlech e formidabelt Gebai. An do gesäit een och, wat een do ka fäerdegbrénge mat eigentlech manner Geld. An dat ass och e gutt Beispill, mengen ech, wou och wäert draus geléiert ginn insgesamt fir d'Zukunft, well dat ass wierklech och e ganz convivialt Gebai. Also ech mengen, d'Schoul, d'Schüler an d'Proffe sinn och ganz zefridden dodranner. An dat ass fir mech och e ganz flott Beispill duerfir.

Dann ass sech d'Fro gestallt ginn zu dem rationelle Bauen insgesamt. Bon, ech mengen, den Här Gibéryen huet d'Beispill elo opgezielt, wat mer an der Budgetskontrollkommissioun elo haten, datt déi lescht Jore fir all déi Projete ka festgestallt ginn, wann déi dann elo bis un d'Enn esou exekutéiert ginn, haaptsächlech den Héichbau betreffend, datt mer do Aspuerpotenzial dran hu vun 300 Milliounen, wat natierlech eng super Noriicht ass, ganz kloer.

An da gëtt natierlech gesot, et misst ee versichen, an Zukunft nach ëmmer méi rationell ze bauen an och ze iwwerleeën, datt een net all Luxus soll dramaachen.

Ech mengen, dat ass richteg, an ech hunn Iech jo och de Mëtteg, wéi ech de Gesetzesprojet déposéiert hu vun der Verduebelung vun der Beetebuerger Zuchstreck, gesot, datt d'Regierung zwar dee Gesetzesprojet esou ugeholl huet, dee Finanzéierungsprojet mat der Beschreiwung, wéi déi Linn soll gebaut ginn, mä datt mer awer och e Bréif geschriwwen hunn un d'CFL, well mer eis Gedanke gemaach hunn iwwert dräi Ouvragen, déi dra sinn, dräi Brécken, déi zwar musse sinn, mä wou mer eigentlech gemengt hunn, datt een awer emol soll kucken, ob déi net kéinten och e bësse méi einfach gebaut ginn an doduerjer kéint e substanziellen Deel nach gespuert ginn. Déi dräi Brécken zum Beispill haten e Käschtepunkt vu ronn 80 Milliounen an deem Projet. Dat ass jo awer e substanzielle Montant.

Wéi gesot, dat ass elo net sécher, datt dat ka geschéien, mä mir wëllen awer drécken dorobber, datt bei alle Projeten, déi kommen, datt mer se genau kucken an ebe versichen, esou rationell ze baue wéi méiglech. An alles dat, wou ee kéint soen, wat vläicht kéint iwwerflëssig sinn oder ee sech vläicht kéint leeschten an Zäiten, wou et ganz gutt geet, datt een dat vläicht net muss maachen, datt ee méi fonctionnel einfach soll bauen.

Et muss een awer och bedenken: Et dierf awer och net op d'Käschte goen natierlech éischtens vun der Qualitéit, an awer och net total vun der Ästhetik. Ech mengen, mir sollen awer och elo net ufänken, Gebaier ze bauen, déi wierklech architektonesch Gräueltate sinn. Dat ass genuch gemaach ginn an de 60er Joren, an do ware mer net ganz houfreg driwwer herno. Ech mengen, et soll awer och natierlech ëmmer nach grousse Wäert geluecht ginn op d'Architektur.

Mä beim rationelle Bauen, do stellt sech fir mech eng ganz aner Fro, wa mer doriwwer wëllen diskutéieren, wa mer wëlle spueren. Dat ass déi vun de Programmer, ier gebaut gëtt. Well also Bâtiments publics, fir da bei deenen ze bleiwen, déi bauen a Fonctioun vun deem, wat verlaangt gëtt - wann et ëm eng Schoul geet zum Beispill -, vun der Éducatioun, wéi d'Programmer do zesummegesat ginn, oder wann eng Uni gebaut gëtt, wat do verlaangt gëtt. An ech mengen, et ass, wann de Programm arrêtéiert gëtt - dat heescht, dat kënnt jo da meeschtens vun deene Leit, déi herno doranner schaffen, do sech ophalen. Bon, dat si Revendicatiounen, dat si berechtegt Saachen, mä et sinn awer oft Saachen derbäi, déi ee wahrscheinlech och emol eng Kéier kann hannerfroen!

Da muss een d'Programmer hannerfroen. An dat huet natierlech eng immens Inzidenz herno ganz sécherlech och op de Käschtepunkt, deen erauskënnt herno, wann dann de Projet dropgesat gëtt, wann een déi Programmer emol kritesch hannerfreet. Also, ech mengen, do kënne sécherlech déi meescht Efforten nach gemaach ginn an do ass och dee meeschten Aspuerpotenzial sécherlech nach dran.

Den Här Gibéryen huet gemengt, hei wär jo elo kee Stroossebauprojet dran an donc géif

dës Regierung keng Strooss wëlle bauen. Dat ass e bëssen esou duergestallt ginn.

Ech wëll dem Här Gibéryen soen: Dat ass natierlech net de Fall, well éischtens ass et esou, datt e ganze Koup Stroossebauprojeten an der Pipeline sinn! Ech wëll Iech der nëmmen e puer opzielen: de Boulevard de Merl, de Boulevard Kockelscheuer, de Boulevard Raiffeisen. Et gëtt der eng ganz Rei, déi sinn eréischt gestëmmt ginn, nach net esou laang hier, och mat grousser Majoritéit an eisem Parlament.

A wann Der de Budget kuckt vun 2014, wéi vill datt do am Fonds des routes steet: Dat ass e gewaltege Chiffer. Dat sinn alles Projeten, wéi gesot, déi schonn en cours sinn. An ech soen Iech, wa mer déi déi nächst Joren ëmgesat kréien, dat ass scho pas mal, wat do hannendrustécht.

Fir de Rescht, déi Projeten, déi Dir opzielt, déi sinn och an der Pipeline, mä et muss een natierlech gesinn, ëm wat fir Projeten et sech dann do handelt.

Wann ech d'Beispill huele vum Contournement vu Bascharage, oder vum Contournement vun Hesper, dee jo och ëmmer an der Diskussioun ass: Jo, dat si Projeten, do hu mer Konfliktsituatiounen, déi ginn duerch Natura-2000-Gebidder, do musse mer eng EIE-Prozedur maachen, do gëtt et deelweis nach Konflikter mat Gemengen.

Dat heescht, dat si Projeten, wou ech eréischt kann an d'Prozedur goen, wou ech iwwerhaapt kann eréischt ufänken, seriö ze studéieren, wann ech emol am Virfeld duerch all déi Prozeduren derduerch sinn, well soss sinn ech an der Illegalitéit! Dat heescht, dat ass einfach gesot! An do ginn ech Iech recht: Oft mengen net nëmmen d'Leit dobaussen, mä oft och d'Buergermeeschteren, wann eng Diskussioun opkënnt: „Ech hätt elo gär do e Contournement", a se kommen an de Ministère, a mueres gëtt de Contournement versprach, datt dann iwwermuer de Bagger do gefuer kéim!

Dat ass natierlech net d'Realitéit. Déi gesäit do natierlech ganz anescht aus.

Ganz vill Stroossebauprojeten, mä net nëmme Stroossebauprojeten, déi ginn duerch sensibel Gebidder, do musse Kompensatiounsmesurë kommen, wéi gesot, oder et si souguer Konflikter tëschent de Gemengen, déi sech erausstellen. An dat mécht natierlech, datt déi Projeten an där Hisiicht net méi séier ëmsetzbar sinn.

Et ass net vun deem Moment un, wou mir hei d'Décisioun huelen, fir ze studéieren an d'Gesetz hei ze déposéieren. Wa mer bis an deem Stadium sinn, da geet et meeschtens séier. Kuckt Iech emol de Boulevard Kockelscheuer, de Boulevard Raiffeisen un, dat ass jo nach net esou laang gestëmmt ginn. Mä do fueren d'Baggeren awer elo! Dat heescht, do geet et virun. Dat heescht, wann et bis an der parlamentarescher Prozedur ass, da geet et meeschtens ganz séier. Et ass déi Zäit virdrun, déi oft vill méi schwiereg ass a wou vill méi Zäit verluer geet.

Da wollt ech nach kuerz agoen op déi Fro vun der Fiche d'impact de développement durable. Effektiv wëlle mer dat maachen, mä mir mussen eis fir d'Eischt eng Methodologie duerfir ginn. An ech mengen, dat brauch awer Zäit, mir mussen eis dat ukucken. Mä ganz kloer wëlle mer an déi Richtung goen, datt mer déi an dëser Legislaturperiod nach aféieren - ech hoffen emol, esou séier wéi méiglech! Mä mir profitéieren dëst Joer elo, fir emol déi Methodologie do hinzekréien, an da wäerte mer och dat anert virleeën.

Dann zu dem Plan sectoriel «Lycées». Ech hat net méi spéit wéi déi lescht Woch eng Réunioun mat der Landesplanung, mat der Educatioun wéinst dem Plan sectoriel «Lycées». Et ass esou, datt mer amgaange sinn, eng Bestandsopnahm ze maachen. Et ass nach net ganz sécher, ob mer mussen en neie Plan sectoriel «Lycées» maachen oder Adaptatiounen um bestehenden.

Et gëtt elo e Rapport ausgeschafft. De Ministère, also ech, wäert dee virgeluecht kréien - an och d'Éducatioun selbstverständlech - bis spéitstens de September. A mir hunn eis gëeenegt, de Claude Meisch an ech, datt mir, wann de Rapport bis virläit, da wollte fir den Hierscht en Débat de consultation ufroe bei der Chamber, fir dann eng Kéier hei mat der Chamber driwwer ze diskutéieren, entweder a Richtung ze goe vun engem neie Plan sectoriel «Lycées» oder vu gewëssen Adaptatiounen, Ajustementer zu deem bestehenden.

Voilà, ech soen Iech Merci, an och Merci fir d'Zoustëmmung!

M. le Président.- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun kommen. Hält d'Chamber op en elektronesche Vote oder kënne mer à main levée ofstëmmen? À main levée.

Vote sur la motion 1

Ass jiddwereen do dermat d'accord?

(Assentiment)

Géigeprouf: Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

D'Motioun ass unanime ugeholl.

Ech soen Iech Merci.

Da gi mer zum nächste Projet iwwer, dat ass de Projet 6579 iwwert déi elektronesch Eurovignette. Et ass de Basismodell, an de Rapporteur, den Här Gilles Baum, huet d'Wuert.

20. 6579 - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins

a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et

b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Gilles Baum *(DP), raporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 6579 handelt et sech ëm d'Upasse vum System vun der sougenannter Eurovignette. De Projet de loi ass den 10. Juni 2013 vum Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen déposéiert ginn. Ech erklären hei déi wichtegst Punkten, andeems ech mech op de Rapport baséieren, deen déi zoustänneg Kommissioun den 12. Mäerz ugeholl huet.

Wat ass also d'Eurovignette? 1994 hunn d'Belsch, Dänemark, Däitschland, Lëtzebuerg an Holland beschloss, e kollektive System anzeféieren, wat Vignetté fir déi schwéier Gefierer op Autobunnen a verschidde Stroossen ugeet. Et handelt sech dobäi ëm Gefierer, déi geluedeen ënner zwielef Tonne weien. Dësen Accord huet déi sougenannt Eurovignette agefouert, bei där jiddwer Land e bestëmmten Deel vun den abezuelte Recetten zegutt huet.

1997 huet Schweden sech dësem Accord ugeschloss an 2005 ass Däitschland aus dem System ausgetratt, well si hiren eegene Regime op d'Bee gesat hunn, déi sougenannten „Maut". Well dunn eisen Deel vun ënner engem Prozent bis elo op knapps dräi Prozent geklommen ass, soll dëst Gesetz déi technesch Detailer un déi nei Situatioun adaptéieren.

Och gëtt et elo eng elektronesch Versioun vun der Eurovignette, esou dass de Chauffeur oder de Patron seng Vignette och iwwer Internet kafe kann. Dëse System vun der Eurovignette ass op där enger Säit also eng däitlech administrativ Vereinfachung, erliichtert den Autoritéiten op där anerer Säit awer och d'Kontroll um Terrain. Elo kann einfach an der Datebank nogekuckt ginn, ob eng E-Vignette fir dat betraffent Gefier bezuelt ginn ass oder net. De Camion brauch also emol net méi onbedéngt op der Strooss ugehalen ze ginn, fir ze kontrolléieren, ob d'Vignette an der Rei ass.

En anere Punkt vum Gesetz betrëfft d'Héicht vun der Strof, déi bezuelt gëtt, wann een ouni Vignette ënnerwee ass. Bis elo läit déi tëschent 25 a 500 Euro, d'Mindeststrof gëtt awer op 250 Euro ugehuewen. Am Zesummenhang mat der elektronescher Vignette, déi et méi einfach a méi schnell mécht, fir sech konform ze verhalen, ass dat och eng vertrietbar Upassung.

Zum Schluss wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, dass dëst Gesetz néideg ass, fir déi legal Basis un déi aktuell Situatioun unzepassen. Mir passen d'Gesetz vum 24. Februar '95 iwwert d'Tax fir schwéier Gefierer op eise Stroossen un an iwwerhuelen zwou Direktiven. Et wäert also fir de Camionschauffeur méi einfach ginn, seng Vignette ze kréien. A fir d'Autoritéite gëtt et méi liicht a méi séier, fir d'Gefierer ze kontrolléieren.

Här President, ech wëll dann op dëser Plaz och dem Här Minister Merci soe fir déi gutt an effikass Zesummenaarbecht mat der Chamberskommissioun, déi eis et erlaabt huet, dëse Gesetzesprojet zügeg duerchzewénken. D'Avise vun der Chambre de Commerce, Chambre des Métiers a vum Statsrot ware positiv.

Dat gesot, bréngen ech heimat den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Rapporteur. Wuertmeldungen hunn ech vum Här Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam virleiende Projet de loi passe mer u sech den Accord vun der Eurovignette aus dem Joer '97 un déi aktuell Situatioun un. Duerch d'Bezuele vun enger Eurovignette, esou wéi et scho gesot ginn ass, kënnen d'Camionneuren iwwer zwielef Tonnen op den Autobunnen am Benelux, Schweden an Däitschland, an Dänemark, Pardon, zirkuléieren, ouni sech brauche physesch ze déplacéieren.

De Rapporteur huet a sengem mëndlechen a schréftleche Rapport, fir deen ech em félicitéieren, fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, kloer erkläert ëm wat et hei geet a firwat datt mer u sech déi Upassung musse maachen. De Fait, dass eis däitsch Noperen am Joer 2005 aus dem System erausgeklomme sinn, hiren eegene Maut-System ageriicht hunn, ass u sech bedauerlech, well déi Lëtzebuerger Betriber, déi bei eisen Nopere fueren, u sech domadder mat zwee ënnerschiddleche Systemer konfrontéiert sinn. Dat ass sécherlech net am Sënn vun enger Simplification administrative an och net am Sënn vun Europa. Dat wëll ech hei ganz kloer gesot hunn!

Ech ginn awer heimadder ganz kloer den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech hunn den Accord och kritt vun den LSAP-Bänken, vun der Fraktioun vun deene Gréngen, an ech hunn als nächst Wuertmeldung den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, den Aly Kaes huet mer scho ganz vill wechgeholl. Et ass effektiv mat groussem Bedaueren, wou ee muss feststellen, datt eis däitsch Noperen a Frënn ausscheeden aus engem multinationale Projet, deen u sech immens gutt funktionéiert huet. An dat stellt natierlech d'Fro no der Konsequenz fir eis Positioun.

Wéi d'Chambre de Commerce ganz richteg an hirem Avis festgestallt huet, ass elo déi Eurovignette nach just fir zwou Lännergruppen do, nämlech Benelux op där enger Säit, an op där anerer Säit Dänemark a Schweden, wou dann Däitschland dertëscht läit. An dat ass eng Situatioun, déi net gutt ass. An et muss ee sech d'Fro stellen, ob net e rengt Benelux-System deen Ament besser wier.

An effektiv, wéi de Kolleeg Kaes och ganz richteg gesot huet, féiert deen heite System oder dat Ausscheede vun Däitschland mat hirem „Toll Collect" zu enger Benodeelegung vun de Lëtzebuerger Transporteure par rapport zu däitschen Transporteuren. An ech hu mer d'Méi gemaach an einfach emol eng kleng Rechnung gemaach, datt ee gesäit, datt dat net elo nichteg ass.

Eng Dagesvignette fir een däitschen Transporteur an dem Eurovignettes-Raum kascht aacht Euro fir dat déckste Gefier. Eis Transporteure bezuelen an Däitschland beim déckste Gefier 0,288 Euro de Kilometer, dat heescht fir aacht Euro kann ech dann an Däitschland 27,7 Kilometer fueren à prix égal. Dat heescht, de Lëtzebuerger Transporteur kënnt fir dee Präis, wou den Däitsche ka fueren, an Dänemark, Schweden, am ganze Benelux, emol net bis op Koblenz, well dat sinn nämlech 179 Kilometer, spréch 51,5 Euro. A wéi seet een esou schéin: „und zurück", dat sinn dann 103 Euro, déi de Lëtzebuerger Transporteur muss bezuelen. An ech fannen dat keng gutt Saach.

Da wollt ech awer och profitéieren, wa mer da scho vu Maut a vu Péage schwätzen, fir op d'Autoe kuerz anzegoen. De Benelux-Raum wäert geschwënn dee leschte Raum sinn, wou d'Autofuerer mussen am Ausland bezuelen, mä mir selwer näischt kasséieren. An do sinn ech einfach der Meenung, mir sollten iergendwann eng Kéier dem Frënd Ramsauer soen, dat ass nämlech eng Sprooch, déi e versteet, „mir san mir", oder wéi eis britesch Kolleege soen „tit for tat", an och de Mutt hunn, dann am Benelux-Raum eng Maut, eng Vignette anzeféieren, quitte datt een natierlech parallell, well mer jo als ADR ganz kloer géint all Steiererhéijunge sinn, géif d'Autossteier entspriechend erofsetzen.

Ech soen Iech Merci, a mir stëmmen dee Projet do.

M. le Président.- Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet de Minister fir Nohaltegkeet an Infrastrukturen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, ech wollt allen Intervenantë Merci soen, a virun allem och fir déi breet Zoustëmmung. An ech wollt just kuerz dem Här Reding soen: Dem Här Ramsauer kann ech net méi vill soen, well deen ass net méi do. Da muss ech mam Här Dobrindt schwätzen entre-temps.

Mä ech mengen, de Fait, dat mat de Vignetten, Taxatioun, Mauten, déi ganz Diskussioun, déi an Europa ass, ech fäerten, do kommen nach ganz aner Diskussiounen op eis duer. Mä et ass natierlech virun allem fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg extrem schwiereg, fir do, wéi soll ech soen, eppes ze fannen, wou mer eis kënnen dergéint wieren, well mir hunn net vill ze bidden. Eisen Territoire ass kleng. Mir kënnen natierlech eng Tax hei aféieren, mä dat huet just zur Konsequenz, datt mer eis selwer emmerdéieren!

Wa mer géifen op eisen Autobunnen elo egal wat aféieren, da strofe mer net déi Däitsch, da strofe mer eis just selwer. Da géif dat nach éischter dozou féieren, datt d'Camione géife vun den Autobunnen eroffueren an duerch d'Uertschafte fueren. Dat ass keng einfach Diskussioun, mir stinn awer sécher... virun allem mat deem, wat geplangt ass an Däitschland mat där neier Regierung, wou dat jo en Haapthema war an Däitschland am Wahlkampf, wäerte mer nach spannend Diskussiounen an den nächste Méint kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Mir ginn zur Ofstëmmung iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6579 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote huet ugefaangen. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

(Interruption)

Okay, mir rektifizéieren dat, mä mir hunn eng Abstentioun a 57 oder 58...

Une voix.- Ech mengen, bei eis ass et net gaangen.

M. le Président.- Ok, mir kucken dat.

Une autre voix.- Nach zwee méi bei eis.

M. le Président.- De Projet ass bei enger Abstentioun adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6579 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci.

Da komme mer zum nächste Projet, dat ass de Projet de loi 6601 iwwert d'Gestioun vun der Zuchinfrastruktur tëschent Lëtzebuerg a Klengbetten. De Basismodell ass ugesot an de Roger Negri ass um Wee fir op d'Riednerpult. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

21. 6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne)

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Réélectrificatioun vun der Eisebunnsstreck vu Lëtzebuerg op Klengbetten-Grenz, op enger Distanz vun 18,8 Kilometer zu engem Käschtepunkt vu 60,8 Milliounen, ass den Objet vum Projet de loi vun haut. Dës Eisebunnsstreck am Weste vum Land féiert vun der Stater Gare iwwert d'Arrête vu Bartreng, Mamer, Capellen a Klengbetten iwwert d'Grenz eraus a Richtung Arel, Namur a Bréissel.

Dës Streck ass awer och eng wichteg Verbindung fir déi belsch Grenzpendler aus der Province du Luxembourg, déi Dag fir Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen. Ronn 50 national an 100 international Passagéierzich transportéieren ëm déi 10.000 Persounen all Dag. Am Gütertrafic déngt dës Streck als Alternativtrajet fir den europäesche Fret-Korridor vu Rotterdam respektiv Antwerpen iwwer Beetebuerg Richtung Basel fir an Italien, oder iwwer Lyon fir an de Süde vu Frankräich ze kommen.

D'Streck Lëtzebuerg-Klengbetten ass am Joer 1956 elektrifizéiert ginn an d'Caténaires, wéi déi elektresch Oberleitungen am Fargon, am Fachjargon, Pardon, heeschen, hu quasi 60 Joer gehalen. Elo gëtt et awer héich Zäit, dës ze erneieren. Sengerzäit 1956 ass d'Klengbettener Streck am 3.000-Volt-Gläichstroum elektrifizéiert ginn, dëst well d'elektresch Zich, d'Lokomotiven an d'Voyageursramen, déi aus der Belsch an eist Land gefuer koumen, deemools just mat Gläichstroum fuere konnten. Generell ass den CFL-Réseau awer mat 25.000-Volt-Wiesselstroum équipéiert, och aus deem Grond, well sengerzäit d'Zich aus Frankräich an aus Däitschland mat Wiesselstroum an eist Land gefuer sinn.

De Fait, firwat net iwwerall déiselwecht Stroumaart gebraucht gouf, huet strategesch an historesch Ursaachen. Kuerz nom Zweete Weltkrich sollt esou verhënnert ginn, dass d'Zich ouni Weideres iwwert d'Landesgrenzen eraus fuere konnten. Fir eist klengt Land war dat sengerzäit eng grouss Erausfuerderung. Fir den internationalen Trafic vu Bréissel via Lëtzebuerg Richtung Thionville, Stroossbuerg, Basel a Mailand kënne mat internationalen Zich ze bedéngen, sinn déi jeeweileg Strecken hei am Land, jee nodeem, mat Wiesselstroum oder mat Gläichstroum vun der Lännergrenz bis an d'Stater Gare équipéiert ginn.

Dat hat fir d'Capacitéit vun der Stater Gare e groussen Nodeel: Zwee Haaptgleiser aus der Belsch waren nëmme mat Gläichstroum équipéiert an ee speziellt Gleis virum Haaptquai vun der Stater Gare war deelweis mat Gläichstroum an awer och mat Wiesselstroum équipéiert ginn. Sou konnt de Wiessel vun den Elektrolokomotive vu Gläichstroum op Wiesselstroum erméiglecht ginn, ouni dass d'Leit aus de Schnellzich vu Bréissel via Basel bis Mailand an ëmgedréint hu missen den Zuch wiesselen. Dat alles war an ass och nach ëmmer technesch zimlech opwändeg an e groussen Nodeel vun der Produktivitéit hier. Mat dem Projet vun haut gëtt mat dësen Nodeeler opgeraumt. Hautdesdaags sinn d'Lokomotiven all mindestens bicourant équipéiert, also fir zwou verschidde Stroumaarte gebaut.

E weidere Grond, fir dass d'Streck Lëtzebuerg-Klengbetten a 25.000-Volt-, 50-Hertz-Wiesselstroum elektrifizéiert gëtt, ass, well déi belsch Eisebunnsgesellschaft SNCB, oder besser gesot d'Infrabel wëlles huet, hir Streck vun Namur op Arel och am 25.000-Volt-Wiesselstroum ze erneieren.

Här President, wéi mer all wëssen, gëtt scho säit Jorzéngten iwwert déi laang Fuerzäite bis op Bréissel sech beklot. Fir deem entgéintzewierken, ass am Joer 2010, no laangem Hinan Hier de sougenannten Eurocap-Rail-Projet vun der Europäescher Unioun, vu Bréissel via Lëtzebuerg op Stroossbuerg ze verbesseren, initiéiert ginn. Hei soll virun allem an de belschen Ardennen d'Streckebegradegung virgeholl ginn, fir d'Fuerzäit bis op Bréissel ze reduzéieren.

Op Lëtzebuerger Säit ass de Projet Eurocap-Rail vu Lëtzebuerg op Klengbetten an dräi Phasen opgedeelt. D'Phas 1 ass d'Erneierung vun de Stellwierker. Dee Projet ass amgaang exekutéiert ze ginn. D'Phas 2, d'Réélectrificatioun vun der Streck, dat ass de Projet de loi vun haut. An duerno kënnt dann d'Phas 3, dat sinn Tracésverbesserungen, fir d'Streckevitesse vun 130 op 160 Stonnekilometer eropzehiewen. Hei gëllt et awer ze bedenken, dass op där kuerzer Distanz vu Mamer bis op d'belsch Grenz just en Zäitgewënn vun enger eenzeger Minutt kann erziilt ginn! A finanzschwaachen Zäiten ass dëst sécherlech keng Prioritéit. Méi dréngend ass an där Phas 3 awer ganz sécher d'Suppressioun vun enger Partie Barrièren, wéi dat am Sproochgebrauch genannt gëtt.

Här President, d'Réélectrificatioun vun der Klengbettener Streck begräift déi komplett Erneierung vun alle Caténairesinstallatiounen, ënner anerem d'Fondatiounen, d'Elektrospoteauen, d'Transformateuren zu Märel a Klengbetten, d'Kabelalimentatioun vun der Haaptelektrostatioun vu Bierchem op d'Klengbettener Streck an esou weider. Dës reng Elektrifikatiounsaarbechte sinn op 49,4 Milliounen Euro estiméiert.

De Wiessel vun 3.000-Volt-Gläichstroum op 25.000-Volt-Wiesselstroum ass technesch zimlech opwändeg, well déi zwou Stroumaarte verschidde Bauhéichten hunn, a verlaangt ënnert de Brécke besonnesch Upassungen. Déi minimal néideg Bauhéicht vun Uewerkantschinn bis Ënnerkantbréck war deemools an 3-KV-Gläichstroum 5,37 Meter, an deen haut modernen 25-Kilovolt-Wiesselstroum-Caténaire brauch hautdesdaags eng Bauhéicht vu 6,50 Meter. Dat mécht, jee no Reserv an der Bauhéicht vun den aktuelle Brécken, eng Héichtendifferenz tëschent 80 cm bis zu 1,10 Meter, wou also méi héich muss erausgehuewe ginn.

Dat ass och de Grond, firwat am Projet de loi vun haut zousätzlech dräi Brécken op där Streck iwwert d'Eisebunn erhéicht respektiv erneiert ginn. An zwar, éischtens, d'Bréck beim Arrêt vum Mamer Lycée gëtt erneiert fir e Käschtepunkt vun 3,35 Milliounen Euro.

Zweetens, d'Bréck am Zentrum vu Mamer, déi d'Uertschaft...

Une voix.- An drëttens, d'Bréck am Ausgang vu Mamer.

(Hilarité)

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Neen, neen, dat net. Also, zweetens, d'Bréck am Zentrum vu Mamer, déi d'Uertschaft Mamer mat Holzem verbënnt. Well dës Bréck trotz Erneierung awer net kann esou vill erausgehuewe ginn, well do d'Stroosseprofiler zu enger Sprungschanz géife ginn, muss an enger opwändeger Aarbecht den Niveau vun den zwee Eisebunnsgleiser gesenkt ginn, dat op den entspriechenden Iwwergäng ronderëm d'Bréck op jeeweils ronn 100 Meter. Dat erkläert och dee méi héije Käschtepunkt vu 7,1 Milliounen Euro.

Drëttens dann, déi Bréck läit an der Entrée vun der Klengbettener Gare. Hei brauche just d'Tabliere vun der aktueller Bréck gehuewen ze ginn, an dat zu engem Käschtepunkt vun 950.000 Euro. Domat belafe sech d'Gesamtkäschte vum Projet de loi op 60,8 Milliounen Euro. Dës ginn aus dem Statsbudget finanzéiert iwwert de Fonds du rail, an de Projet de loi schreift sech an d'Loi-cadre iwwert d'Eisebunnsentretiensaarbechten an. De Projet vun haut ass do d'Nummer 30 säit der Aféierung vum Fonds-du-rails-Gesetz vum 24. Juli 2000.

De Statsrot huet sech Suergen ëm ze vill Perturbatioune fir d'Eisebunnsclientë während den Aarbechte gemaach. An der Nohaltegkeetskommissioun krute mer vun der Eisebunnsdirektioun en adaptéierte Planning virgeluecht, dee bis 2017 geet, a wou während der Haaptphas un der Bréck am Zentrum vu Mamer - wéi scho gesot, déi zwee Gleiser mussen ofgesenkt ginn - déi ganz Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten an der Schoulvakanz vu Mëtt August bis Mëtt September 2015 komplett gespaart gëtt an d'Desserte mat Bussen assuréiert gëtt. Eng Zäit, déi sech am beschten eegent, fir esou important Aarbechten duerchzeféieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat géif ech Iech bieden, dem Projet de loi vun der Réélectrificatioun vun der Klengbettener Streck zu engem Käschtepunkt vu 60,8 Milliounen Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech brénge d'Zoustëmmung vun der LSAP an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci dem Rapporteur Roger Negri fir säi Rapport. Mir hunn alleguerten an de leschte Wochen eng Invitatioun kritt, fir e Gebuertsdag ze feieren dëst Joer, an zwar dee vun der Onofhängegkeet vun eisem Land. Den 19. Abrëll 1839 ass Lëtzebuerg, kann ee soen, onofhängeg ginn. Jiddefalls ass et entstanen als Land, wéi mer et haut kennen, mat senge Konturen, mat sengen 2.586 Quadratkilometer. An d'Belsch an Holland si sech eens ginn doriwwer, datt de Grand-Duché en onofhängege Stat ass. E wichtegen Datum, dee mer also feiere wäerten.

Wou een awer muss wëssen, datt deemools, 1839, eist Land natierlech net esou war wéi haut, net iwwert déi wirtschaftlech Entwécklung an déi wirtschaftlech Croissance verfügt huet, mä mir waren deemools u sech e ganz aarmt, ënnerentwéckelt a virun allem och geographesch isoléiert Land.

Mir haten zwar e puer Stroossen, mä déi waren net ganz..., dee Stroosseréseau war net ganz entwéckelt. Zum Beispill war déi beschte Strooss, déi mer haten, war fir op Namur. Do huet een dräi Deeg gebraucht, wa gutt Wieder war. Wann et schlecht Wieder war, waren et fënnef Deeg ongefeier. Dat heescht also, wat eng vun deene groussen Erausfuerderunge war fir déi nei Regierung, fir déi nei Administratioun, dat war fir ze kucken, d'Land eben aus senger Isolatioun erauszekréien an dee Moment och déi Transportweeër eben ze entwéckelen.

Une voix.- An dunn?

Une autre voix.- Koum?

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Am Ufank fir d'Éischt dann de Stroosseréseau, dee verdräifacht ginn ass innerhalb vun 30 Joer. An dunn een Transportmëttel, wat zu där Zäit an Europa iwwerall säin Ufank kannt huet, nämlech d'Eisebunn.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- An d'Eisebunn ass fir d'Éischt an Europa jo entstanen, dass an England, also an den 20er Jore scho vum 19. Jorhonnert, déi éischt Streck do ageweiht gouf. Duerno war déi zweet Streck u sech, déi kommerziell exploitéiert ginn ass, war an der Belsch, eisem Nopeschland, tëschent Bréissel a Malines 1835. Bon, mir si jo 1839 onofhängeg ginn. Bei eis dauert et e bësse méi laang. An de 40er Joren dovunner ass ugefaange ginn, Projeten auszeschaffen, mä et dauert awer bis 1859 bis datt déi éischt Strecken opginn, an zwar Lëtzebuerg-Diddenuewen a Lëtzebuerg-Arel.

Also ass eng vun deene Strecken, wou mer haut driwwer schwätzen, dat heescht e puer honnert Joer méi spéit, ass eng vun deenen, déi deemools historesch eben eng vun deenen Éischte war, déi agefouert gi sinn, déi also och dozou gefouert hunn oder gehollef hunn, datt eist Land ebe konnt sech och wirtschaftlech entwéckelen.

Firwat soen ech dat? Ebe well mer haut an deem Joer sinn, wou mer 175 Joer Onofhängegkeet feieren a wou mer och net solle vergiessen, datt et och hautdesdaags wichteg ass, datt mer iwwer gutt Kommunikatiounsweeër verfügen. Natierlech si mir net méi geographesch isoléiert. Mä et ass awer wichteg, datt mer weiderhi gutt ugebonne sinn.

De Roger Negri huet hei Zuele genannt, wéi vill Dausende vu Leit all Joers, all Dag an och all Joers déi Streck do benotzen. Datt et eng Streck ass, wou et hautdesdaags net méi normal ass, datt ee bal dräi Stonne brauch, een also méi séier mam Auto zu Bréissel ass wéi mam Zuch. Datt et also wichteg ass, datt mer déi moderniséieren an dee Moment dann och hei elektrifizéieren.

An dowéinst wäerte mir natierlech och eis Zoustëmmung zu deem wichtege Projet do ginn. D'autant plus, well et och e Projet ass, dee vun eisem fréieren Transportminister, dem Claude Wiseler nach erabruecht ginn ass. Mir stinn also zu deem Projet.

An et soll ee sech eben och an deem Joer, wou mer ebe Gebuertsdag feieren, an engem historesche Joer, soll ee sech ëmmer drun erënneren, datt „le passé est bien présent". An et soll een eben och dorobber sech baséieren, fir ni mat sengen Efforten opzehalen, well näischt ass fir ëmmer acquis!

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'Éischt emol e grousse Merci dem Rapporteur fir deen ausféierleche schréftlechen, awer och mëndleche Rapport.

Ech wëll net méi op all eenzelne Punkt agoen. Ech mengen, dat ass ausféierlech gemaach ginn. Ech wëll éischter op eng méi generell Problematik agoen, an zwar déi vun den Iwwer- an Ënnerféierunge vun de Schinnen. Ech wëll op dëser Tribün drun erënneren, dass et wichteg ass, dass mer déi verschidde Verkéiersmëttelen ënnerstëtzen, genausou wéi dat am Konzept vun der Mobilité douce jo och virgesinn ass.

An deem Zesummenhang wëll ech bemierken, dass d'Stroossen an d'Zuchstrecken openeen ofgestëmmt musse sinn, ebe fir ze vermeiden, dass mer ee Verkéiersmëttel géint dat anert ausspillen. Et ass awer oft esou, dass Autosfuerer wierklech eng länger Zäit bei der Barrière waarde mussen. Ech mengen, domat ass kengem gehollef. An dat ass och net de Gedanke vun der Mobilité douce, déi Leit méi séier a méi kammoud transportéiere soll. Mir wëssen all, dass bei der Barrière waarde weder schnell nach kammoud ass. Ech kann Iech och e Liddchen dovu sangen, well verschidde Barrièren hei am Ländche si méi wéi d'Halschent vun der Zäit zou! Esou och leider zu Dippech, wou mir sehnsüchteg op déi geplangten Emgehungsstrooss waarden.

Här President, esou wéi dat den Här Graas schonn de Mëtteg gesot huet, ouni performant Infrastrukture kann eist Land sech laangfristeg net weiderentwéckelen. Dat gesot, brénge ech heimat den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och. An d'Madame Lorsché huet d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zuchstreck vu Bréissel op Lëtzebuerg a vu Lëtzebuerg op Bréissel ass jo jiddwerengem bekannt, net wéinst der schéiner Landschaft, mä wéinst der chronescher Verspéidung vun den Zich. Haut geet et net ëm déi ganz Streck, mä ëm de wichtegen Abschnitt vun der Stater Gare bis op déi belsch Grenz, wou ganz vill iwwert d'Mobilité transfrontalière geschwat gëtt. Ech loossen dat elo sinn, well mer eis oft widderhuelen an deem Thema, och d'lescht Joer beim Débat d'orientation.

Eis interesséiert bei dësem Projet virun allem och den europäesche Kontext, wou mer trotz enger bescheidener Längt vun net emol 20 Kilometer bei engem ganz wichtegen Deel si vum Eurocap-Rail, deen och duerch eist Land zitt. De Verdeelungsknuet op der Stater Gare suergt jo net nëmme fir d'Verbindung op Bréissel, e suergt och fir d'Verbindung op Stroossbuerg a verbënnt direkt dräi europäesch Haaptstied mateneen.

Op EU-Niveau kann eist Land vu besseren Zuchverbindunge mat aneren europäeschen Zentren nëmme profitéieren. Ëmmerhi wunnen a schaffen 11.000 europäesch Fonctionnairen zu Lëtzebuerg a sinn op eng gutt Mobilitéit ugewisen. Och d'Studente kënne vun enger gudder Bewegung duerch Europa nëmme profitéieren. Déi éffentlech Transporter sinn natierlech méi bëlleg a méi profitabel fir déi Jonk. Dës an nach vill aner Grënn, wéi beispillsweis d'Entwécklung vun der Ekonomie, vum Tourismus a vun der Kultur, sinn och bei dësem Projet vu Wichtegkeet. Ech wéilt dem Här Negri dofir Merci soe fir d'Rapiditéit, déi en un den Dag geluecht huet mat dësem Projet, mat sengem Rapport fäerdeg ze ginn, esou dass mer haut scho beim Vote sinn.

An der Kommissioun ass vun der Kommunikatioun geschwat ginn, op déi ech nach wéilt hiweisen. Verschidde Memberen hunn d'Fro gestallt, wéi d'CFL wëlles huet mat der Bevëlkerung ze communiquéieren. Eis freet et ganz besonnesch, dass déi bei dësem Projet wäert groussgeschriwwe ginn. Well eng gutt Kommunikatioun ganz einfach wichteg ass, fir Vertrauen ze schafe bei de Leit a fir se mat an d'Boot ze huelen, wann opwändeg Aarbechten an de Gemengen ulafen.

Et ass och wichteg, dass d'Mënsche wëssen, wie fir déi Projeten zoustänneg ass, wien d'Aarbechten ausféiert, fir Konflikter a Mëssverständnisser ze verhënneren. Mir hoffe jiddefalls, dass haut de Startschoss fält, fir datt d'Aarbechten esou séier ufänke wéi méiglech a grad esou séier wéi méiglech ophalen.

Wat déi gesamt Streck op Bréissel ubelaangt, si mir natierlech net eleng verantwortlech. Do ass d'Belsch an der Verantwortung. Trotzdeem

muss alles drugesat ginn, fir dass d'Zesummenaarbecht mat der Belsch verstäerkt gëtt, mam Zil natierlech, datt méi Efforten op Belscher Säit gemaach ginn.

Als gréng Fraktioun hu mir dat scho vum Här Wiseler als deemolege Minister verlaangt, an haut verlaange mer et natierlech vun eise Leit an der Regierung. An deem Sënn freet et eis, datt d'Häre Bausch a Gira schonn am Februar intensiv a konstruktiv Gespréicher mam Wallouneschen Emwelt- an Transportminister Philippe Henry gefouert hunn, an datt vu béide Säite méi eng enk Zesummenaarbecht ugestrieft gëtt.

De Bilan ass eigentlech ganz positiv, éischtens bei der Beliewung vum sougenannte SMOT, de Schéma de mobilité transfrontalière, deen eigentlech e wéineg an den Tiräng vum Ministère ganz déif louch an e bësselchen de Gelbstich hat, deen ass erëm nei belieft ginn an e fänkt un, entwéckelt ze ginn. Dat heescht, et gëtt e Moossnamekatalog op d'Bee gestallt, deen der Mobilité douce an dem Carsharing an der Grenzregioun wäert Rechnung droen.

Bei der Entrevue mam Wallounesche Minister hunn d'Häre Bausch a Gira awer och drop higewisen, dass et drëms geet, méi Kreditter bei de belschen Autoritéiten anzefuerderen. Och do si positiv Réckmeldunge komm. Donieft geet et och ëm d'Tarifikatiounssystemer, déi eigentlech momentan ganz chaotesch sinn a wou Efforte bestinn, fir déi Tarifikatiounssystemer méi ze harmoniséieren an openeen einfach ofzestëmme vun engem Land op dat anert.

Iewescht Zil muss natierlech d'Verkierzung vun der Fuerzäit bleiwen, déi sech am Laf vun de leschte 50 Joer net verännert huet! Wat awer net heescht, datt mir fir déi drëtt Phas vun der Renovatioun sinn, well déi eigentlech just eng Minutt spuert.

Da wéilt ech awer nach eng aner Suerg lassginn, dat ass déi vun der Liberaliséierungswell, déi sech soll duerch Europa zéien. Mir hoffen, dass dat bei eis am Land wäert gestoppt ginn, dass déi Well eist Lëtzebuerger Land net erreecht an esou wäit wéi méiglech déi Länner niewendrun och net. Dat ass dat iewescht Zil, wat mer op EU-Niveau verfollegen. Et ka jo net sinn, datt mir haut Milliounen a Milliounen investéieren, wann d'Plus-value vun deem Investissement herno an d'Hänn vu private Bedreiwer muss iwwergoen.

De Stat muss déi integral Gestioun an d'Servicer vum Persounentransport an eegenen Hänn behalen an de Beschäftegten aus dem Secteur net nëmmen eng sécher Zukunft, mä och gutt Aarbechtskonditioune kënne bidden. Dat vun haut bis an d'Onendlechkeet, esou laang wéi den Zuch nach fiert.

Dat gesot, soen ech Iech Merci a ginn d'Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci. Fënnef kuerz an eng allgemeng Bemierkung. Mir stëmmen natierlech fir dee Projet. Positiv ass, datt d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht esou wäit fortgeschratt ass, datt et elo mat engem Stroumsystem geet an net nach verschidde Stroumsystemer hei musse koexistéieren.

Et muss een och drop hiweisen, datt et nëmmen ëm déi zweet Phas vun engem Projet geet. Deen huet och eng drëtt Phas, nämlech déi vum Aménagement. Mir halen drop, datt och déi Phas realiséiert gëtt, och wa se elo hei net direkt dran ass. Well et ass déi, déi och wichteg ass fir de Bierger, wat den Accès zu der Infrastruktur ugeet.

Et sinn och eng Rei Passages à niveau hei, déi solle geännert ginn. Do hu mir drop gehalen - ech mengen, et ass elo schonn ervirgestrach gi vun der Spriecherin vun deene Grengen, datt do wierklech, am Géigesaz zu Projeten, wou dat virdrun net geschitt ass -, datt hei d'Bevëlkerung ganz enk agebonne gëtt an informéiert gëtt vun der Eisebunn an och um Lafende gehale gëtt. Mir wëllen och drop hiweisen, datt an der Commission du Développement durable deemnächst soll ee Relevé diskutéiert gi vun alle Passages à niveau, déi nach ausstinn, deen de Minister eis versprach huet.

An als lescht kuerz Bemierkung wëll ech drop hiweisen, datt et onbedéngt och muss virugoe mat enger Tarification transfrontalière, wou eng Vereenheetlechung onbedéngt wichteg ass.

Et gëtt héich Zäit, datt dee Projet hei gestëmmt gëtt. Dee Projet hei ass een Ausdrock dovunner, datt 50 Joer laang net oder net genuch an d'Schinneninfrastruktur investéiert ginn ass. Et sinn net nëmme jorzéngtelaang keng nei Schinne geluecht ginn, mä och dat bestehend Schinnennetz ass net technesch esou ugepasst ginn, wéi et noutwendeg wier. Et ass gesat ginn op den „tout voiture". D'Autoslobby huet sech do duerchgesat, fir alles dorobber ze setzen, an d'Konsequenzen, déi mer haut hunn, ass, datt de Réseau net méi ugepasst ass.

A wann den Här Wilmes den Historique gemaach huet vun der Entstehung vun der Eisebunn, da muss ech soen, datt déi, déi déi Zäit politesche Pouvoir haten, méi Courage haten, wéi déi, déi déi lescht 50 Joer… - ofgesi vun deene leschten zéng Joer, wou sech wierklech eppes geännert huet, dat muss ech awer soen, net, datt ech falsch verstane ginn -, mä op jidde Fall haten déi méi Courage, wéi déi 50 Joer duerno.

Mir hunn de Moment eng Plattform vun der Eisebunnsinfrastruktur, déi einfach net méi ugepasst ass. An dat stellt eis all Dag Problemer.

Ech wëll just ee Beispill ginn: Wa mir keen Train-Tram kënne maachen, dee jo eigentlech all Mënsch wollt hunn, fir an d'Stad eranzekommen, dann ass dat, well d'Eisebunnsinfrastruktur et ganz einfach net packt. An datt et iwwerhaapt net méiglech ass, een Train-Tram fueren ze loossen, dat heescht, fir iwwert d'Eisebunnsnetz alles dat fueren ze loossen, wat ee bräicht.

Eng aner Konsequenz ass déi, datt mer eng riseg Lëscht hu vu Projeten op der Eisebunn, vun Aarbechten, déi musse gemaach ginn. Vu klengen Aarbechten, vu gréisseren Aarbechten, wat esou wäit geet, datt gréisser Aarbechten net kënne gemaach ginn, well d'Eisebunn net alles matenee ka maachen. An ech mengen et gëtt héich Zäit, datt bei eis ee Bewosstsi kënnt, datt net alles mam Individualverkéier a mam Auto méiglech ass, mä datt ee grouss Infrastrukture bräicht, an déi si wierklech vernoléissegt ginn.

Ech hoffen och, an ech wäert ëmmer erëm drop zréckkommen, an ech wäert d'nächst Joer nach méi domadder konfrontéiert ginn, datt déi Projeten, déi noutwendeg sinn, grad déi net der Spuerpolitik, déi d'Regierung ugekënnegt huet, zum Affer wäerte falen, sou wéi dat beispillsweis an der Belsch geschitt ass. Well all dee Misär, dee mer hu mam Eurocap-Rail, datt näischt geschitt, ass jo awer en Ausdrock dovunner, datt do gespuert gëtt op deem Beräich, wou all Bierger eigentlech misst kënnen dervu profitéieren. An dat ass ee vun de permanente Matcher, déi mer hunn, fir och iwwer Klengbetten eraus am Fong geholl déi Linn bis op Bréissel moderniséiert ze kréien.

Et huet och eppes ze di mat deem, wat d'Spriecherin vun deene Grengen - d'Josée - gesot huet iwwert d'Liberaliséierungswell an Europa. Och do geet et net duer, fir waarm Appeller ze maachen. Déi ass net gestoppt. Déi ass amgaangen ze lafen.

Mir si bei der Eisebunn elo beim véierte Paquet ferrovière. An dat wat am drëtten an am zweeten net méiglech war, gëtt elo am véierte gemaach. A wat am véierten net duerchgeet, dat gëtt am fënnefte gemaach. An ech hoffen, datt mer et fäerdegbréngen, eis mat de Gewerkschaften a mat de Benotzer zesummen ze mobiliséieren, fir datt déi Liberaliséierung do gestoppt gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Den Här Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President.

Ech wollt allen Intervenantë Merci soen. Ech mengen, et ass jo elo méi allgemeng geschwat ginn iwwert d'Eisebunnspolitik, dat wëll ech awer elo haut net maachen.

Mir kréie jo nach genuch Geleeënheeten, fir dat ze maachen, sief et iwwert d'Liberaliséierung oder iwwer soss en Ausbau. Et komme jo nach e ganze Pak Projeten. Haut hunn ech jo ënner anerem een déposéiert, deen net dee mannsten ass, an et wäerten der nach kommen an deenen nächste Wochen a Méint.

Ech si frou iwwert déi breet Ënnerstëtzung insgesamt, fir déi schinnegebonne Projeten, déi mer an dësem Haus kréien. An dofir freeën ech mech och driwwer, datt dee Vote hei unanime ass.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Mir géifen dann zum Vote iwwert de Projet 6601 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6601 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

Mir hunn 58 Participatiounen um Vote: 58-mol Jo. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6601 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Sidd Der dermat d'accord, fir e vum zweete verfaassungsméissege Vote ze entbannen?

(Assentiment)

Dat ass dann esou.

Ech géif dann elo froen, ob mer heimat eis Aarbechte géifen ofschléissen? Ass dat esou?

(Assentiment)

D'Fraktiounschefe soe mer, dat ass esou.

Da soen ech Iech Merci fir d'Disziplin a ginn Iech Rendez-vous a 14 Deeg. Merci villmools an e schéinen Owend.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.32 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

SÉANCE 12

MARDI,
1ER AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. le Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Ernest Muhlen, Député honoraire

- *M. le Président*

3. Communications

- *M. le Président*

4. Proposition de loi n°6665 relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg

- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

5. Ordre du jour

- *M. le Président*

6. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. André Bauler

- *M. le Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 14.45 à 14.57 heures*
- *M. Luc Frieden*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Guy Arendt*
- *Prestation de serment de M. André Bauler*

7. Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales

- *M. le Président, M. Eugène Berger*

8. Heure de questions au Gouvernement

Question n°21 du 31 mars 2014 de M. Max Hahn relative à l'organisation interne de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

- *M. Max Hahn - M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure*

Question n°22 du 1er avril 2014 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux bourses pour médecins-assistants en voie de spécialisation en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- *M. Jean-Marie Halsdorf - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Question n°23 du 1er avril 2014 de Mme Taina Bofferding relative à l'existence d'un bilan des projets pilotes pour jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- *Mme Taina Bofferding - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n°24 du 31 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au «devoir de mémoire», adressée à M. le Premier Ministre

- *M. Fernand Kartheiser - M. Xavier Bettel, Premier Ministre*

Question n°25 du 1er avril 2014 de M. Michel Wolter relative au glissement de terrain à la décharge pour déchets inertes à Mondercange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. Michel Wolter - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

9. Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales (suite)

- *M. le Président*

10. 6541 - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Gilles Baum, M. Justin Turpel (M. Henri Kox intervient)*
- *Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *M. Fernand Kartheiser (motivation d abstentions)*

11. 6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012

et

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012

- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel (M. Marc Angel intervient)*
- *M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

12. 6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Luc Frieden, Mme Joëlle Elvinger, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, schéine gudde Mëtten, eis Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

Här Premier, Här Vizepremier?

(Négation)

Keng Kommunikatiounen.

Domat komme mer dann zu méi schlechten Noriichten.

2. Hommage à la mémoire de M. Ernest Muhlen, Député honoraire

Ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun engem fréiere Kolleeg, dem Ernest Muhlen, matzedeelen. Hien ass den 19. Mäerz am Alter vu 87 Joer gestuerwen.

De gebiertegen Ettelbrécker ass, nodeems hie seng Première an der Täsch hat an zwee onfräiwëlleg Joer als Loftwaffenhelfer bei der Escher Flak hannert sech hat, op Antwerpen Handels- a Finanzwëssenschafte studéiere gaangen. Duerno ass hien op d'Sorbonne gaangen, fir säin Doktorat an der Ekonomie ze maachen.

Zréck zu Lëtzebuerg ass den Erny 1952 am belsch-lëtzebuergeschen Institut de change agestallt ginn. Mä schonns no siwe Méint huet hien d'Aarbechtsplaz gewiesselt, fir Haaptadministrateur vun der frësch geschafener Montanunioun ze ginn.

Bis 1958 war hien Haaptadministrateur bei der Haute Autorité a Chef de cabinet adjoint vum Albert Wehrer bei der Europäescher Kommissioun. De jonken Ernest Muhlen ass esou ganz fréi sëllechen Europapionéier begéint.

Vun 1958 bis 1973 war den Erny Chef de liaison vun der Kommissioun bei der Europäescher Investitiounsbank.

De verséierte Wirtschaftsexpert huet sech an de 60er Joren och wëssenschaftlech a journalistesch betätegt an huet Bicher geschriwwen, Virträg op der Uni gehalen a sech fräiberufflech als Wirtschaftsjournalist betätegt, wou hie fir seng Aarbecht mam Prix des sciences oder dem Benelux-Journalistepräis ausgezeechent ginn ass.

Politik huet den Ernest Muhlen eigentlech am Ufank net direkt interesséiert, mä en huet sech awer lues a lues fir den Afloss vun der Politik op d'Ekonomie passionéiert.

Hien ass an de 70er Joren der CSV bäigetrueden a war 1975 fir d'Éischt bei Gemengewahlen derbäi. Bei dëse Wahlen ass hien dann och direkt an de Stater Gemengerot gewielt ginn.

Seng Kenntnisser an der Wirtschafts- a Finanzwelt hunn et him erméiglecht, eng Plaz a senger Partei ze fannen, an enger Zäit, an där d'CSV amgaange war, sech ëmzestrukturéieren.

1979 ass den Erny déi éischte Kéier bei Chamberswahle matgaangen, gouf direkt gewielt an ass als Statssekretär fir Finanzen an d'Regierung komm.

Hie war sécherlech déi richteg Persoun op dësem Posten, zu engem Zäitpunkt, wou d'Stolkris eis gezwongen huet, nei Weeër ze goen. Den Ernest Muhlen huet sech agesat, fir d'Interesse vun der Lëtzebuerger Finanzplaz ze sécheren an d'Déngschtleeschtungen an dësem Secteur ze festegen an ze diversifizéieren. 1982 ass hien den delegéierte Minister fir den Trésor a fir d'Landwirtschaft ginn.

Vun 1979 bis 1984 war hie Gouverneur vun der Weltbank.

Den Ernest Muhlen, deen en iwwerzeegtenen Europäer war, ass 1984 mat an d'Europawahle gaangen a gouf an d'Europaparlament gewielt, wou hie ganz aktiv an der Commission économique et monétaire souwéi an der Commission agricole war.

Hie war Member am Verwaltungsrot vun der Banque internationale a vun der Imprimerie Saint-Paul a Member am Institut grand-ducal.

Bei de Wahlen 1989 gëtt den Ernest Muhlen an d'Chamber gewielt. An der Chamber war hie Member an der Commission de l'Économie, vun de Classes moyennes, vun der Institutiounskommissioun souwéi vun der aussepolitescher Kommissioun. Hie bleift an eisem Haus bis 1991, wou hien op London iwwerwiesselt als Lëtzebuerger Vertrieder am Verwaltungsrot vun der Europäescher Bank fir den Opbau an d'Entwécklung, och nach Osteuropabank genannt.

Den Erny war en Zäitzeien an Acteur vu wichtegen Opbaujoren an eisem Land an hien huet eist Land a senge wichtege Schrëtt a seng bedeitend europäesch Zukunft mat begleet.

Mir wäerten hien als häerzlechen a spontanen - och mat engem dréchenen Humor - Mënsch a beschter Erënnerung behalen.

Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber, vu senge fréiere Kolleegen, eist déift Matgefill ausdrécken.

An Iech, Kolleeginnen a Kolleegen, géif ech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Erny ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Déi nei parlamentaresch Ufroen an d'Äntwerte sinn um Büro vun der Chamber deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung an der Chamber deponéiert goufen, idem, a goufen och un d'Fraktioune verdeelt.

D'Conférence des Présidents huet an hirer Réunioun vum 27. Mäerz 14 Proposition-de-loien an ee Projet de révision vun der Constitutioun vum Rôle gestrach. D'Lëscht ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

Dann, laut Artikel 66(2) vun eisem Reglement, kënnen d'Deputéierte Proposition-de-loien an hirem Numm iwwerhuelen. Dräi Proposition-de-loie sinn esou iwwerholl ginn.

Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 6611 iwwert d'Égalité salariale vu Mann a Frau, déi vum Här Lucien Lux deponéiert gouf an déi d'Madame Cécile Hemmen iwwerhëlt, ëm d'Proposition de loi 6280 iwwert de Bail à

usage d'habitation, déi vum Här Ben Fayot deponéiert ginn ass an déi vum Här Franz Fayot iwwerholl gëtt, an ëm d'Proposition de loi 4979 géint de Mobbing, déi vum Lucien Lux deponéiert gouf a vun der Madame Taina Bofferding iwwerholl gëtt.

Dann ass d'Pétition publique N°329 iwwert d'Garantie vun der Selbststännegkeet vun de Studente vis-à-vis vun de Reforme bei de Studentebäihëllefen den 12. Mäerz vum Här Clement deponéiert ginn an ass de 27. Mäerz souwuel vun der Petitiounskommissioun wéi vun der Conférence des Présidents als recevabel erkläert ginn.

An ech wollt da schlussendlech op déi exzellent Aarbecht hiweisen, déi an deene leschte Wochen an alle Kommissioune geleescht ginn ass, zesumme mat de Membere vun der Regierung, fir d'Virstellung vum Regierungsprogramm e bësse méi detailléiert virzestellen. Doraus ass eng Compilatioun vu sämtlechen Aarbechten entstanen, déi all Deputéierten an der Regierung zur Verfügung gestallt gëtt. Wat eis et och erlaabt, d'Realiséierung vum Regierungsprogramm méi no ze suivéieren.

Communications du Président - Séance publique du 1er avril 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6670** - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; et abrogeant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 20.03.2014

***6671** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne de renforcement des forces de sécurité intérieures au Mali*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.03.2014

***6672** - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 et du règlement (UE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive et modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, le 31.03.2014

***6673** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 31.03.2014

3) Les propositions de loi et le projet de révision de la Constitution suivants ont été retirés du rôle des affaires:

***6553** - Proposition de loi visant à modifier 1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003 et 2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques*

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 08.03.2013

***6020** - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement*

Dépôt: Mme Lydie Err, M. Marc Angel, le 25.03.2009

***5617** - Proposition de loi portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée*

Dépôt: M. Michel Wolter, le 05.10.2006

***5304** - Proposition de loi portant réforme de l'autorité parentale et instaurant la permanence du couple parental*

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 20.02.2004

***4947** - Proposition de loi tendant à élargir les conditions requises pour l'adoption aux personnes non mariées*

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 07.05.2002

***4822** - Proposition de loi portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988 visant à rendre obligatoire la réunion extraordinaire du corps électoral pour procéder au remplacement de tous les membres du conseil communal à la demande du corps communal*

Dépôt: M. Camille Gira, le 05.07.2001

***4808** - Proposition de loi sur le vote par Internet*

Dépôt: M. Alex Bodry, le 13.06.2001

***4734** - Proposition de loi portant institution d'un congé associatif*

Dépôt: M. Alex Bodry, le 06.12.2000

***4684** - Proposition de loi portant réglementation des pratiques de médecine non conventionnelle dans le domaine de l'art médical*

Dépôt: M. Jean Colombera, le 05.07.2000

***4633** - Proposition de loi portant introduction d'un congé de formation pour les élus locaux*

Dépôt: M. Jean-Pierre Klein, le 15.02.2000

***3896** - Projet de révision tendant à insérer un chapitre II nouveau dans la Constitution*

Dépôt: M. Georges Margue, le 24.03.1994

***3505** - Proposition de loi relative à la production, la propagation et l'utilisation de représentations pornographiques*

Dépôt: M. François Bausch, le 06.03.1991

***3442** - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions*

Dépôt: M. François Bausch, le 10.10.1990

***3278** - Proposition de loi relative à la limitation de la durée de la fonction des membres du Conseil d'État*

Dépôt: M. Alex Bodry, le 08.11.1988

***2416** - Proposition de loi ayant pour but de supprimer l'impôt sur la valeur locative de l'habitation occupée par le propriétaire*

Dépôt: M. Jacques Poos, le 19.06.1980

4) Conformément à l'article 66(2) les propositions de loi suivantes ont été reprises:

Mme Cécile Hemmen reprend en son nom la proposition de loi n°6611 relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes, déposée par M. Lucien Lux.

M. Franz Fayot reprend en son nom la proposition de loi n°6280 modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, déposée par M. Ben Fayot.

Mme Taina Bofferding reprend en son nom la proposition de loi n°4979 relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail, déposée par M. Lucien Lux.

5) La pétition publique n°329 relative à la garantie d'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière déposée par M. Sven Clement en date du 12 mars 2014 a été déclarée recevable en date du 27 mars 2014.

6) Un document contenant les procès-verbaux des réunions de commission au cours desquelles les membres du Gouvernement ont présenté le programme gouvernemental a été distribué.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Proposition de loi n°6665 relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg

Déclaration de recevabilité

Dann nach eng Kommunikatioun: An hirer Réunioun vum 27. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6665 iwwert d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert de Finanzement vum Tram ausgeschwat. Déi Proposition de loi gouf den 12. Mäerz 2014 vum honorabele Roy Reding deponéiert.

Schléisst d'Chamber sech där Propositioun vun der Conférence des Présidents un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Ech brauch Iech jo net am Detail eisen Ordre du jour virzestellen. Deen huet jiddweree vun Iech virleien.

An ech wollt Iech froen, ob der mat deem Ordre du jour, wéi Der e matgedeelt krut, d'accord sidd? Ass dat de Fall?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Da géife mer zu eisem nächste Punkt iwwergoen.

6. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. André Bauler

Duerch den Antrëtt vum Här Marc Hansen an d'Regierung musse mer wéinst der Incompatibilitéit vun deem Mandat mat engem Deputéiertemandat haut en neie Member an d'Chamber ophuelen.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jidder Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Démissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

An dësem Fall spillt och den Artikel 54(3) vun der Verfassung, dee virgesäit, datt den Deputéierten, deen an d'Regierung geruff gëtt, an domat säin Deputéiertemandat nidderleet, als éischte Suppléant op der Lëscht, op där hie gewielt gouf, ageschriwwe gëtt.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer informéiert huet.

A mengem Bréif vum 28. Mäerz 2014 hunn ech mech un den Här André Bauler gewannt, deen, nodeems hie seng éierbar Démissioun vu sengem Posten als Statssekretär vum Grand-Duc accordéiert kritt huet, laut Artikel 54(3) vun eiser Verfassung, als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Norde steet.

A sengem Bréif vum 28. Mäerz 2014 huet den Här André Bauler mech doriwwer informéiert, datt hie bereet ass, d'Mandat vum Marc Hansen ze iwwerhuelen.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'égibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif Iech also bieden, zesummen déi Kommissioun ze constituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass.

Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification

Mir lousen dann elo déi Kolleegen a Kolleeginnen aus, déi an der Kommissioun sollen hiert Amt iwwerhuelen.

Als Éischten hunn ech den Här Luc Frieden an der Hand,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- …duerno d'Madame Octavie Modert,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- …den Här Lies,…

(Brouhaha général)

…d'Madame Simone Beissel,…

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- …den Här Edy Mertens,…

Plusieurs voix.- Ah!

(Interruption)

M. le Président.- …den Här Reding…

(Hilarité et brouhaha général)

…an den Här Arendt.

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- Ech géif domat d'Kommissioun bieden, an de Sall 4-5 ze goen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préiwen, virun allem, wat den Här André Bauler betrëfft, an der Chamber doriwwer Rapport ze erstatten.

An domat ass eis ëffentlech Sëtzung kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.45 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.57 heures.)

An d'Wuert huet de President vun der Kommissioun, déi mer elo just zesummegestallt hunn, den honorabelen Här Luc Frieden. Här Frieden, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden *(CSV)*.- Här President, déi Kommissioun, déi Dir virdrun duerch Lous zesummegesat hutt, huet sech aus folgenden Deputéierten zesummegesat: d'Madame Octavie Modert, den Här Marc Lies, d'Madame Simone Beissel, den Här Edy Mertens, den Här Roy Reding, den Här Guy Arendt an ech selwer. Den Här Arendt gouf an där Kommissiounssitzung zum Rapporteur ernannt an ech selwer sinn zum President vun där Kommissioun gewielt ginn.

Här President, ier ech Iech biede géif, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn, géif ech Iech wëllen drop hiweisen, an eis alleguerten, datt mer eis d'Fro gestallt hunn a se och zum Deel beäntwert hunn, datt mer der Meenung sinn, datt déi Prozedur hei, esou wéi se am Artikel 118 vum Wahlgesetz an am Artikel 3 vum Reglement vun der Chamber virgesinn ass, sech an dësem prezise Fall net applizéiert, well de Kolleeg André Bauler, ier e Statssekretär an der Regierung ginn ass, schonn hei no de Wahle vum 20. Oktober assermentéiert ginn ass als Deputéierten, an ab deem Moment och eis Chamber d'Verifikatioun vun de Wahle gemaach huet, d'Regularitéit vun der Wahl gekuckt huet an zugläich deemools och d'Éligibilitéit vum Här Bauler gekuckt huet.

Duerfir sinn d'Kommissioun an ech als President der Meenung, datt wann esou eng Situatioun nach eng Kéier sollt antrieden, datt mer net nach eng Kéier mussen zweemol datselwecht vérifiéieren. Mä wat eng Kéier gemaach ass, kann een och zweemol maachen. Et schuet also näischt. An duerfir hu mer...

(Interruption)

Duerfir géif ech Iech dann, trotz där Remarque, déi also fir d'Zukunft gëllt, bieden, dem Rapporteur, dem Här Guy Arendt d'Wuert ze ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem President vun der Kommissioun. Merci och fir d'Suggestioun, déi mer selbstverständlech mat wäerten huelen. An domat huet d'Wuert den honorabele Rapporteur, den Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission de vérification

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ënnert där Remarque also vum Kolleeg Luc Frieden, géif ech Iech dann am Numm vun der Kommissioun ad hoc de Rapport virdroen.

Duerch Arrêté grand-ducal vum 28. Mäerz 2014 ass den Här Marc Hansen an d'Regierung komm. Duerch Arrêté grand-ducal vum 28. Mäerz 2014 huet den Här André Bauler seng éierbar Démissioun als Regierungsmember vum Grand-Duc accordéiert kritt. Laut Artikel 54(3) vun der Verfassung gëtt deen Deputéierten, deen an d'Regierung geruff gëtt an domat säin Deputéiertemandat nidderleet, als éischte Suppléant op där Lëscht, op där hie gewielt gouf, ageschriwwen. Deemno ass den Här André Bauler éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei am Wahlbezierk Norden.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz et virgesäit, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Démissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Dem Artikel 9 vum Chambersreglement no suergt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister dovunner.

A sengem Bréif vum 28. Mäerz 2014 huet de Chamberspresident sech un den Här André Bauler gewant, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Norde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn, ech zitéieren: «La Chambre des Députés juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

D'Legislativwahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt den André Bauler, wunnhaft zu Ierpeldeng, effektiv

deen nächste Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei am Wahlbezierk Norden ass, fir dem Här Marc Hansen seng Plaz unzehuelen no senger Nominatioun als Regierungsmember.

A sengem Bréif vum 28. Mäerz 2014 huet den Här André Bauler eise Chamberspresident informéiert, dass hien d'Mandat vum Här Marc Hansen wëllt weiderféieren. D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Vereedegung vum Här André Bauler schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Bureau déposéiert.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Rapporteur vun der Kommissioun an der gesamter Kommissioun, där hir Aarbecht esou onnëtz awer net war, well se konnt kontrolléieren, dass déi Korrespondenzen an d'Echangen an d'Arrêtéen, déi geholl gi sinn, en bonne et due forme geschitt sinn, esou dass eis näischt méi drun hënnert, fir den Här Bauler elo eranzeruffen.

Den Här Bauler, deen ech ganz häerzlech wëllkomm heibannen heeschen an deen ech géif bieden, den Eed no eiser Verfassung ze leeschten, dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Ech géif Iech bieden, Här Bauler, déi riets Hand ze hiewen a mir nozesoen: «Je le jure.»

M. André Bauler *(DP)*.- Je le jure.

M. le Président.- Domat, Här André Bauler, sidd Der Member vun dëser Chamber. Ech géif Iech am Numm vun alle Kolleegen heibannen häerzlech félicitéieren an Iech eng ganz glécklech Hand wënschen. Merci.

7. Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales

Ech hunn der Chamber dann nach eng Rei vu Kommunikatiounen ze maachen iwwert d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen, déi ënner anerem duerch de Wiessel am Parlament noutwendeg gi sinn.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt d'Madame Joëlle Elvinger den Här Alexander Krieps.

An der Ekonomieskommissioun gëtt den Här Guy Arendt vum Här André Bauler ersat, ausser fir de Volet Energie, deen den Här Max Hahn iwwerhëlt.

An der Héichschoulkommissioun ersetzt den Här André Bauler d'Madame Anne Brasseur.

An der Familljekommissioun ersetzt den Här Edy Mertens den Här Marc Hansen.

An der Finanzkommissioun ersetzt de Guy Arendt de Marc Hansen.

An der Logementskommissioun ersetzt den André Bauler de Marc Hansen.

An der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den André Bauler de Marc Hansen fir de Volet Travail an Emploi, an den Edy Mertens ersetzt de Marc Hansen fir de Volet Sécurité sociale.

Entschëllegt, den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech wollt och nach froen, et sinn och nach zwou Kommissiounen, wou d'Présidencë géife changéieren, ob dat och...

M. le Président.- Dat maache mer an de Kommissiounen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Gëtt dat an der Kommissioun gemaach?

M. le Président.- Jo, dat maache mer an der Kommissioun a mer kënnen dat dann duerno matdeelen. Merci.

Wat d'Zesummesetzung vun den internationalen Delegatiounen ugeet, huet d'DP-Fraktioun proposéiert, datt den André Bauler de Max Hahn am Conseil parlementaire interrégional ersetzt.

Ass d'Chamber mat deene verschiddenen Ännerungen d'accord?

(Assentiment)

Voilà, dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, der Froestonn, wou Der wësst, dass d'Froe vu Majoritéit an Oppositioun sech ofwiesselen. Déi éischt Fro kënnt vum Här Max Hahn un de Minister fir déi intern Sécherheet iwwert d'Organisatioun vun der Police. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

8. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°21 du 31 mars 2014 de M. Max Hahn relative à l'organisation interne de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, ech war, d'selwecht wéi eng Partie aner Deputéierten, den 19. Mäerz op der Generalversammlung vun der Gewerkschaft vun der Police, wou nawell hefteg Kritik un der Direktioun ausgeübt ginn ass. Dëst léisst op e gereiztent Klima tëscht de Beamten um Terrain an de Cadres supérieurs schléissen. Et ass Rieds gaangen iwwert déi intern Hierarchie bei der Police.

Ech wollt an dësem Kader de Minister vun der Sécurité intérieure froen, wéi eng Stellung hien zu dëse genanntene Virwërf hëlt an ob hien et fir néideg hält, hei Mesuren ze ergräifen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hahn. Domat huet d'Wuert den Här Etienne Schneider, Minister fir déi intern Sécherheet, also zoustänneg fir d'Polizei. Här Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Merci, Här President. Op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Max Hahn wëll ech soen, dass ech, wéi ech dee Ressort hei iwwerholl hunn, konfrontéiert gi si mat enger Police, wou, mengen ech, ganz vill am Uergen ass, wou ganz vill Onrou ass, wou et ganz villes ze regele gëtt a wou ech dräi Projet-de-loie virfonnt hunn, déi nach net déposéiert waren, mä déi ausgeschafft ware vu mengem Virgänger, souwuel zur Organisatioun vun der Police wéi zur Organisatioun vun der Inspection générale de la police, an d'Disziplinsgesetz.

Et waren dräi Projeten, déi ganz hefteg kritiséiert gi sinn, virun allem vun der Police selwer, vun de Gewerkschaften, an an der Police, kann ech Iech soen, ginn et eng ganz Rei Gewerkschaften! Dofir war et mir wichteg, fir all déi Acteuren ze gesinn, fir mer en eegent Bild ze maachen. Ech hunn déi ganz Direktioun gesinn, mat deene geschwat. Ech hu sämtlech Gewerkschafte gesinn, alles dat zesumme mat der Statssekretärin Francine Closener. An ech muss soen, no deene Konsultatiounen, dass eng ganz Rei Saachen, déi d'Gewerkschafte kritiséieren, déi de Gewerkschaften um Häerz leien, dass déi richteg sinn.

Ech hunn dofir och kuerz elo, ier ech an d'USA gefuer sinn, eng ganz Rei Nuetsschichte mat menge Leit zesumme gemaach, fir déi dräi Projeten ëmzeschreiwen.

(Interruptions)

Jo, ech kann Iech soen, et huet een Nuetsschichte gebraucht, Här Halsdorf, fir dat doten alles erëm an d'Rei ze kréien! Ech wäert...

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Bonjour, Här Gramegna!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Ech wäert de 7. Abrëll, dat ass den nächste Méinden, sämtlech Gewerkschafte gesinn, fir hinnen déi Punkten ze presentéieren, déi ech wëll anescht maachen, déi ech wëll änneren. Ech wäert dat mat hinnen diskutéieren. Ech wäert dann och mat hinnen diskutéieren, ob se der Meenung sinn, no all deene Modifikatiounsvirschléi, dass et nach néideg ass, en Audit ze maachen. A wa mer der Meenung sinn, dass en Audit gemaach muss ginn, da wäerte mer deen och maachen.

Ech wäert, wann et néideg ass, no deenen Diskus siounen, och nach weider Amendementer un deenen Texter maachen. Duerno kommen ech an d'Chamberskommissioun, wëll an der Chamberskommissioun presentéieren, wat mer zréckbehalen hunn, an dann an eng Procédure législative eragoen.

Ech wäert och bei där doter Geleeënheet mat de Gewerkschaften zesumme schwätzen iwwert déi Problematik, déi ugeschwat ginn ass, zu de Waffen an zu der Munitioun. Do wësst Der, dass d'Direktioun vun der Police eng Analys maache gelooss huet an Däitschland. Déi Konklusioune géif ech gäre mat hinnen diskutéieren an dann och dozou déi néideg Konklusiounen zéien.

Ech wëll ofschléissend hei soen, dass ech iwwerzeegt sinn, dass d'Police en extrem wichtegen Acteur hei zu Lëtzebuerg ass, dee mer ganz drëngend brauchen, deen awer ee grousse Problem, mengen ech, huet. Dat ass nämlech deen, dass hiren Image extrem beschiedegt ginn ass an deene leschte Méint, an dat haaptsächlech wéinst Aussoe vun héije Fonctionnairen an der Police oder Exfonctionnairen an der Police an der Affär Bommeleeër.

Ech kann Iech soen, dass ech leider net ganz vill Méiglechkeeten hunn, fir géint verschiddener vun deene Leit virzegoen. Mä Dir kënnt mer awer gleewen, dass all déi Méiglechkeeten, déi ech hunn, dass ech déi wäert ergräifen, an dat am Intérêt, fir Rou an déi Police ze kréien! An dat och am Intérêt, dass déi Police an Zukunft erëm ka konstruktiv schaffen an dass an Zukunft erëm all Polizistin an all Polizist kann houfreg sinn, Polizist ze sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Mir géifen dann zu där zweeter Fro iwwergoen, déi vum Här Jean-Marie Halsdorf un d'Gesondheetsministesch, d'Madame Lydia Mutsch, gestallt gëtt iwwert d'Boursse vun den Assistenzdokteren an Däitschland. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°22 du 1er avril 2014 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux bourses pour médecins-assistants en voie de spécialisation en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Mir wëssen, dass déi Lëtzebuerger Medezinstudenten et net einfach hunn, nodeem se ee Joer Uni hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, fir dann am Ausland ënnerzekommen. An et weist sech en neie Problem, dee betrëfft d'Medezinstudenten, déi hire sechsjährege Grondstudium hannert sech hunn. Déi Leit versichen dann, als Assistenzarzt ënnerzekommen, an deenen enge geléngt et besser wéi deenen aneren.

An do ass et elo esou, dass dann déi, déi ënnerkommen, déi kréien dann och e Gehalt zwësche 4.000 a 6.000 Euro de Mount. Anerer, déi dat net hunn, déi hunn d'Méiglechkeet, als Gastarzt - dat ass awer déiselwecht Fonctioun - dann an engem Spidol och kënnen ze schaffen. A si profitéiere vun enger Bourse, déi de Lëtzebuerger Stat hinne gëtt, vun 2.100 Euro.

Dat fonctionnéiert och gutt an et gëtt deene Leit dann oft d'Méiglechkeet, no zwee Joer als Gastarzt, wou se dann am Fong geholl Assistenzarzt sinn, fir herno dann och eng Plaz an deem Spidol ze kréien. An et arrangéiert och d'Spideeler, well si spueren doduerch vill Suen, wa se zwee Joer bëlleg Aarbechtskräften hunn - loosse mer dat emol esou soen!

Mä de Problem ass elo deen, dass am Fong geholl déi Leit, déi da vun där Bourse profitéieren, déi kéinten am Fong geholl theoretesch den Employeur, also d'Spideeler, déi kéinten déi am Fong geholl wéinst Loundumping verkloen.

A fir justement dat ze évitéieren, fuerdert den däitsche Législateur eben d'Spideeler op, d'Aarbechtskontrakter mat deenen Assistenzdokteren, déi net nom Kollektivvertrag bezuelt ginn, fir déi ze kënnegen. A justement do kréie mer da Problemer bei de Lëtzebuerger Assistenzärzte, déi als Gastarzt fonctionnéieren, a besonnesch och am Beräich vun der Recherche, wou et eng grouss Konkurrenz gëtt op den däitschen Unikliniken. Do gëtt et also eng Situatioun, déi net einfach gëtt.

Dofir wollt ech d'Ministesch froen, well dës beschriwwe Mesurë sollen dëse Summer scho verstäerkt ëmgesat ginn - a well ech mengen, do ass dréngenden Handlungsbedarf -, wéi se heirop wëllt reagéieren. Wëllt se dat éischter iwwer en diplomatesche Wee maachen? Oder wëllt se eventuell déi bestehend Législatioun upassen? Dat ass meng Fro un d'Madame Minister.

M. le Président.- Merci dem Här Deputéierten. An domat huet d'Gesondheetsministesch d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Ech wëll dem Deputéierte Jean-Marie Halsdorf Merci soe fir seng Fro. Mir hunn am Gesondheetsministère och Kenntnis iwwert déi Fro, déi en hei opwërft, well se eis och iwwert de Courrier vun der Associatioun vun de Lëtzebuerger Medezinstudenten zougestallt ginn ass. A mir hunn do festgestallt, dass et sech ëm een, ech betounen, ee Fall handelt an engem Münchener Spidol, wou eben e Student informéiert ginn ass, dass en opgrond vun der Bourse vun 2.100 Euro, déi e vum Lëtzebuerger Stat kritt, net kéint säi Kontrakt als Gastarzt prolongéiert kréien.

Bon, et ass schonn hei ugedeit ginn, d'Reaktioun vum Spidol, déi kënnt dohier, dass se ënner Drock gesat gi si vu professionellen Associatiounen, déi gesot hunn, et géif net onbedéngt eng Kompatibilitéit ginn tëscht deene sougenanntenen „Gastarztverträge" oder och „Hospitationen", wéi se genannt ginn, mam däitsche Recht an och mam communautairë Recht, wann et ëm d'Spezialisatioun an der Medezin geet.

Bon, si soen, an dat ass och hei scho vum Här Halsdorf gesot ginn, dass e Spidol eventuell kéint de Risiko lafen, dass et verklot géif gi wéinst Loundumping, well de Gastarzt, dee schafft jo normalerweis an engem Spidol fir e Salaire vu 4.000 oder 5.000 Euro. An an dësem Fall wieren et der just 2.100 an da kéinte si retroaktiv verklot ginn.

Ech wëll ausdrécklech hei betounen, dass dat dote keng generaliséiert Problematik ass an dass just ee Cas vun engem Student concernéiert ass, dee seng Studien an Däitschland mécht. Et sinn also à ce stade an eisen Informatiounen no och an der Zukunft net weider Fäll ze befierchten. Dat heite betrëfft also ganz däitlech net d'Studenten, déi hir Spezialisatioun an der Medezin an iergendengem Memberstat maachen, zum Beispill Frankräich oder d'Belsch. Et betrëfft och net déi Studenten, déi hir Spezialisatioun an engem anere Bundesland maachen. Well d'Spezialisatiounen an der Medezin, dat ass nämlech eng Saach, et ass nämlech eng Länderkompetenz a keng Bundeskompetenz. An et betrëfft och net déi Studenten, déi hir Studien als Generalist maachen.

Mir hunn awer trotzdeem, och wann et sech nëmmen ëm een isoléierte Fall handelt, direkt Kontakt opgeholl mam Ministère vum Enseignement supérieur, fir déi dote Problematik méi am Detail ze analyséieren. Ech wëll och betounen, dass dat doten essentiel eng Kompetenz ass, déi déi staatlech Instanzen an Däitschland concernéiert. Et ass also keng Problematik, déi e Changement législatif oder eng Pratique administrative, déi hei zu Lëtzebuerg geschitt wier, betrëfft.

Mir mengen och dofir, dass et à ce stade net noutwendeg wier, eng legislativ Ännerung virzehuelen, behalen awer déi Saach am A a si virun allem amgaang, eis an aneren däitschen Universitéitskliniken ze informéieren, fir Kenntnis doriwwer ze hunn, ob nach en anere Fall hei a Fro kënnt. Eisen Informatiounen no neen, an och d'ALEM konnt eis kee weidere Fall wéi deen heiten nennen, esou dass mir Iech kënne rassuréieren, dass et sech heibäi ëm en isoléierte Fall handelt, deen eis als Regierung net zu weiderem Handele brauch ze encouragéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Gesondheetsministesch. Mir kommen dann zur nächster Fro, déi gestallt gëtt vun der Madame Taina Bofferding un den Aarbechtsminister iwwert de Bilan vun de Projets pilotes fir déi Jonk. Madame Bofferding.

- Question n°23 du 1er avril 2014 de Mme Taina Bofferding relative à l'existence d'un bilan des projets pilotes pour jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, net méi spéit wéi d'lescht Woch hat d'Jugendkonferenz op e flotten an interessanten Échange hei am Haus mat de Jugendorganisatiounen zum Thema „Jeunes et Emploi" invitéiert. Ee grousse Sujet war d'Jugendgarantie, woubäi den Aarbechts- a Beschäftegungsminister a sengem Schlusswuert kuerz op d'Pilotprojeten am Kader vun der Garantie jeunes higewisen huet. Déi Projets jeunes si lancéiert ginn, fir deene Jonken, déi als Formatioun just hir Obligation scolaire hunn, d'Méiglechkeet ze ginn a se esou zu enger..., also, fir se ze ënnerstëtzen, fir en neie Start an hiert Liewen ze lancéieren a si herno an den Aarbechtsmarché ze integréieren.

Ech wëll awer elo net hei verallgemengeren, dass e Jonken, deen op der Sich no enger fester Aarbecht ass, automatesch net oder niddreg qualifizéiert ass a vill sozial Problemer opweist. Mä et ass awer esou, dass sécherlech eng Partie Jonker, déi wäit vum Aarbechtsmarché ewech sinn, e sozialen Encadrement brauchen. An dofir sinn dës Initiativen och wichteg, well esou kréien déi Jonk eng Formation sociale de base, wou se uschléissend eng EPI, also eng Expérience d'initiation professionnelle kënne maachen an herno nach d'Méiglechkeet zu engem CAE kréien, also kënnen hunn.

Am Juni d'lescht Joer, mengen ech, do goufe schonn e puer Zuele presentéiert. Nodeems awer elo d'Pilotprojete säit méi wéi engem Joer lafen, wär et sécherlech interessant, en éischte grousse Bilan ze zéien.

Dofir meng Fro un den zoustännege Minister, wéi a wéini déi Projete sollen evaluéiert ginn an ob vläicht aner Initiativen an deem Kader nach virgesi sinn.

Merci fir d'Äntwert.

M. le Président.- Merci och der Madame Deputéierter. Domat huet den Aarbechts- a Beschäftegungsminister, den Här Nicolas Schmit, d'Wuert. Här Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, ech wollt mech emol fir d'Éischt de Wierder uschléisse vun der Deputéierter, fir ze soen, datt deen Débat, deen hei an der Chamber stattfonnt huet iwwert d'Garantie pour la jeunesse, en extrem positiven a konstruktiven Débat mat deene Jonke war. An ech mengen, et ass och ganz an der Logik, an der Philosophie vun där Garantie pour la jeunesse, déi Jonk och ze associéieren an och op si ze lauschteren, op hir Iddien, op hir Suggestiounen.

Ech brauch net op d'Gravitéit vun der Aarbechtslosegkeet vun deene Jonken nach eemol anzegoen. Ech mengen, mir sinn ons all bewosst, datt dat eng vun onse wichtegsten Aufgaben ass, de Chômage vun deene Jonken ze reduzéieren.

Just fir ze rappeléieren: Mir hunn 2.494 jonk Leit bis 25 Joer am Februar dëst Joer am Chômage gehat. Dat ass e bësse manner wéi am Januar an dat ass praktesch liicht méi wéi virun engem Joer. Mä 2.494 Jonker, dat sinn 2.494 Zukunftspläng, déi engagéiert sinn, an duerfir ass dee wichtegste Message, dee mer deene jonke Leit musse ginn, datt mir si net op der Streck loossen, datt mer se net eleng loossen. An duerfir ass et esou wichteg eben, si richteg ze accompagnéieren.

Mir wëssen och alleguer, datt ee vun de Problemer vun dem Jugendchômage hei zu Lëtzebuerg - an net nëmmen iwwregens hei zu Lëtzebuerg - deen ass vun enger schwaacher Ausbildung. 41% vun deene Jonken, vun deenen ech elo just geschwat hunn, si Jonker just mam minimale Schoulofschloss. A grad si sinn déi, déi et am schwéiersten hunn, Fouss ze faassen um Aarbechtsmaart. A grad si sinn déi och, déi solle prioritär vun deene Projete profitéieren, vun deenen d'Madame Bofferding geschwat huet.

Mä mir dierfen awer och net ignoréieren, datt 32% vun deene Jonken eng mëttel Schoulausbildung hunn. Och si hu Schwieregkeeten, an enger Wirtschaft, déi ëmmer méi héich qualifizéiert Leit sicht, eng Plaz ze fannen, an duerfir ass et och esou wichteg, datt mer eng gutt Kooperatioun zwëschent dem Ministère du Travail an dem Ministère de l'Éducation nationale hunn, fir ze probéieren, jonk Leit erëm an d'Schoul ze kréien a se och op deen héchstméiglechen Niveau, wat d'Ausbildung ubelaangt, ze bréngen.

Wat elo déi Mesuren ubelaangt: Éischtens hu mer déi méi traditionell Mesuren vum CIE a vum CAE. Där hate mer am Februar 2014 1.045, wat nach ëmmer e bësse manner ass wéi an deene Jore virdrun, aus deenen Ursaachen, well mer jo d'Législatioun changéiert hunn. Dat heescht, deen neie CIE an deen neie CAE, déi lafen eréischt säit dem Mäerz d'lescht Joer, an duerfir kënne mer och do nach net vill evaluéieren. Fir gutt ze evaluéieren, muss een e gewëssene Recul hunn. Et muss een also och wëssen, wéi wäit déi Jonk, déi vun esou enger Mesure profitéiert hunn, sech um Aarbechtsmaart konnte behaapten, ob se e CDI kruten, mat wat fir enger Rapiditéit se e CDI kruten.

Mir hunn awer besonnesch eng Rei méi spezifesch Projete fir jonk Leit mat niddreger Ausbildung geschafen. An ech wëll besonnesch och do op e Projet an der Horesca hiweisen. Et gëtt ëmmer vill gesot, d'Horesca..., mä d'Horesca bitt Aarbechtsplazen! D'Horesca bitt besonnesch manner qualifizéierte jonke Leit Aarbechtsplazen, déi net ëmmer esou schlëmm sinn, wéi dat gesot gëtt, bien au contraire!

Mir hunn d'lescht Joer e Projet ugefaange mat enger Dose jonke Leit, déi ganz begeeschtert waren, no enger Formatioun och eng Plaz an engem Horesca-Betrib ze fannen. An e groussen Deel..., ech mengen, vun zwielef bleiwen der zéng an deem Betrib. Well mir suivéieren déi Jonk weider a mir kucken och, wéi se an deem Betrib evoluéieren. A besonnesch versiche mer och, se ze iwwerzeegen, während där Aarbecht, déi se am Betrib maachen, och en Apprentissage ze maachen an d'Konditiounen dann ze erfëllen, fir en Apprentissage ze maachen.

En ähnleche Projet leeft elo am Mee erëm un, zesummen och, a Kooperatioun mat der Hotelsschoul, fir 40 Jonker, 20 éischter am Kachberäich an 20 am Service, a wou et och, mengen ech, praktesch acquis ass, datt déi 40 dann och duerno eng Plaz kréien, ënnert dem Statut natierlech vun engem CAE, mä mat der Perspektiv, dann awer och vun de Betriber iwwerholl ze ginn.

M. le Président.- Här Minister, ech wëll lech just soen, dass d'Zäit amgaang ass, lech schnell fortzelafen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Voilà, elo déi lescht Chifferen, wat de generelle Projet fir déi Jonk ass, déi manner qualifizéiert sinn. Mir hate bis ewell, bis also elo Enn Mäerz 616 Jonker, déi kontaktéiert gi sinn. Mir hunn der 275 do an eng éischt Formatioun bruecht. Dovu sinn der 202 bliwwen, déi aner, déi hunn en cours de route opgehalen.

Mir haten 157 Entreprisen, déi matgehollef hunn an déi 202 jonk Leit opgeholl hunn ënnert enger Form oder enger anerer. Dat leeft jo esou, datt dee Jonke fir d'Éischt ee Mount Stage mécht an duerno kann e Kontrakt kréien ënnert der Form vun engem CAE.

Mä wat wichteg ass: Datt awer och 42 Jonker bereet sinn, en Apprentissage - vun deenen - ze maachen, dat heescht, déi erëm nieft hirem Job och bereet sinn, erëm zum Deel wéinstens an d'Schoul ze goen. An ech mengen, dat ass dat Wichtegst, datt mer ebe schwaach qualifizéierte jonke Leit hëllefen, erëm de Wee ze fannen, fir sech besser ze qualifizéieren an domat och hir Chance, eng durabel a besser Aarbechtsplaz ze fannen, ze realiséieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Fir d'nächste Kéier sidd Der eis zwou Minutte schëlleg.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Okay!

M. le Président.- Ech géif zu där nächster Fro iwwergoen. Dat ass déi vum Här Fernand Kartheiser, adresséiert un de Premierminister, an do geet et ëm den Devoir de mémoire. Här Kartheiser.

- Question n°24 du 31 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au «devoir de mémoire», adressée à M. le Premier Ministre

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Jo, meng Fro geet un den Här Statsminister. Mir hate schonn an deene leschte Wochen e puermol d'Geleeënheet, hei ze schwätzen iwwert den Éischte Weltkrich an dat, wat Dir selwer genannt hutt en „devoir de mémoire", dee mer musse leeschten.

Den Éischte Weltkrich wor fir Lëtzebuerg e ganz wichtegen Ableck. E reit sech an an aner Schicksalsstonne vun eiser Geschicht: 1870, 1914 wor eng, 1940 eng aner. Den Éischte Weltkrich huet eis un de Rand vun eiser staatlecher Existenz iwwerhaapt bruecht! Et ass eng wichteg Aufgab vun enger Regierung a vun eis all, fir dorunner ze erënneren. Et wär och eng Geleeënheet, fir deenen auslännesche Matbierger, déi mat eis hei wunnen, d'Geschicht vun eisem Land méi no ze bréngen an och eis national Identitéit méi verständlech ze maachen.

Et ass en Hin an Hier gewiescht an deene leschte Wochen, wat ganz schwéier nozevollzéien ass, an d'Fro ass gestallt, wéi trei d'Regierung als Vertragspartner notamment géintiwwer der Universitéit ass, mä och géintiwwer dëser Chamber, wou jo och als Äntwert op eng Question parlementaire déi Ausstellung zougeséchert gouf.

Déi finanziell Argumenter sinn och schwéier nozevollzéien, déi d'Regierung seet. Mir hu festgestallt, datt zum Beispill dës Regierung Suen huet, fir eng Ausstellung ze maachen iwwert den Islam zu Lëtzebuerg. Mir stelle fest, datt de Resistenzmusée zu Esch grousszügeg ënnerstëtzt gëtt, wougéint mer natierlech näischt hunn. Mä elo gëtt eng Ausstellung organiséiert iwwert den Nelson Mandela. Do hu mer och näischt dergéint, mä mir froen eis: Wann d'Regierung dofir Suen huet, wisou dann net fir un den Éischte Weltkrich ze erënneren, dee fir eis Geschicht wahrscheinlech nach méi Relevanz huet wéi den Nelson Mandela?

Här Statsminister, mir wäre frou, wann Der eis hei kéint soen, datt d'Regierung zu der Ausstellung steet a se voll erfëllt gëtt, esou wéi se geplangt a virbereet gouf.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Deputéierten. An elo huet de Premier- a Statsminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierte Kartheiser och Merci fir dës Fro iwwer Choixen, déi an der Kultur getraff gi sinn an déi och planifiéiert gi sinn. Dass et deem enge gefält oder net gefält - dat ass eng Décisioun, déi getraff gëtt!

De Problem ass, dass an deem heite Kontext eng Ausstellung geplangt ginn ass, awer ni budgétiséiert ginn ass. Ni! Am Conseil de Gouvernement ass vun der viregter Regierung décidéiert ginn, dass de Statsministère sech soll ëm dës Ausstellung këmmeren. An och, wann ech d'Madame Modert um 100,7 héieren, dass een dann d'Suen anzwousch aneschters sollt fannen! Ech hu keng schwaarz Keess am Ministère, déi ech dann op eng Kéier opmaachen a soen: Hei, elo hunn ech 256.000 Euro fir déi Ausstellung, déi net geplangt war.

(Interruption)

De Fait ass hei, dass Recherche gemaach ginn ass vun der Uni Lëtzebuerg, an déi ass selbstverständlech ganz, ganz wichteg, ass och weider ënnerstëtzt ginn. Ech muss lech och soen, dass, wann dee Budget net virgesinn ass, ech en net kann erfannen! An dass mer awer selbstverständlech och déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass vun deene Chercheuren, net wëlle verstoppen, mä au contraire ganz houfreg driwwer sollte sinn.

Ob elo also eng Véirelsmillioun Euro fir d'Scénographie vun enger Ausstellung vill oder net vill ass an dësen Zäiten... An ech hunn och gelies, dass déi fréier Kulturministesch um Radio gesot huet: „Dann hätt een et solle méi bëlleg maachen!" Mir haten..., och „méi bëlleg" woren d'Suen net do. Mä déi Ausstellung, et ass jo net, dass se ni kann organiséiert ginn. Op jidde Fall, d'nächst Joer, esou wéi se geplangt war, ka se net organiséiert ginn, well se och virdrun net geplangt war an och keng Engagementer geholl gi sinn.

(Interruption)

Fir eis ass et awer wichteg, dass ee sech och d'Fro stellt, ob de Musée de la Forteresse déi richteg Plaz war, fir esou eng Ausstellung ze maachen. Hei ass jo d'Scénographie, déi ass jo haut nach net gemaach. A mir mengen och, dass déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass, déi Recherchesaarbecht, déi gemaach ginn ass, vläicht gradesou gutt gebraucht kéint gi fir an enger Ausstellung, déi vläicht éischtens méi bëlleg wier, mä déi awer och bausse wier. Dat heescht, déi zum Beispill an d'Schoule kéint goen, déi zum Beispill och kéint an de Gemenge gewise ginn. Dat heescht, dass een elo déi Zäit hätt, fir déi nächst Joren dann och esou eng Ausstellung kënnen ze maachen.

Mir sinn och der Meenung - an dofir hu mer och eis Memberen an der Regierung gefrot -, fir ze kucken, ob och net en Intérêt wier an der Groussregioun, fir do och vläicht eng Zesummenaarbecht ze maachen.

Ech wëll keng esou Iwwerraschunge méi hunn! Ech soen lech et ganz éierlech, well mir hunn e Projet, dat ass den 1914-18.lu etc., etc. An ech hunn de Steve Kayser, dee jo Historiker ass an deen och fir d'Regierung schafft, mandatéiert, fir mir emol eng Opstellung ze maachen, vu wou wat engagéiert ginn ass, wat finanzéiert gëtt, ob et geplangt ass, fir dass ech net nach a sechs Méint oder an engem Joer an déiselwecht Situatioune kommen, wou Kontrakter ënnerschriwwe gi sinn, awer néierens budgétiséiert gi sinn.

Wéi gesot, déi Aarbecht, déi hei gemaach ass, ass net verluer gaangen! A mir si ganz, ganz frou, fir zesumme mat de Chercheuren, déi op der Uni Lëtzebuerg doudsécher eng ganz gutt Aarbecht geleescht hunn, och déi Matière kënnen duerno ze benotzen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci! D'Fro ass gestallt an d'Äntwert ass ginn! A mir ginn zu där nächster Fro iwwer, déi vum Här Michel Wolter un d'Ëmweltministesch gestallt gëtt iwwert den Äerdrutsch an der Bauschuttdeponie vu Monnerech respektiv um Monkeler.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, neen, Monnerech!

M. le Président.- Monnerech. Okay, okay! Ah jo, Dir hutt recht. Jo, jo!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Monkeler, Här President, dat ass en aneren Dossier.

M. le Président.- Sorry, ech dréien zéng Sekonnen zréck. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°25 du 1er avril 2014 de M. Michel Wolter relative au glissement de terrain à la décharge pour déchets inertes à Mondercange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Michel Wolter *(CSV).*- Merci, Här President. Viru knapp 14 Deeg, den 19. Mäerz, hat ech hei schonn eng Kéier eng Rei Froen un d'Madame Minister gestallt an deem Zesummenhang. Si huet mer deemools villmools Merci gesot fir d'Pertinenz vun de Froen, hat awer vergiess, op véier vun hinnen ze äntwerten. Mir sinn dunn eens ginn drop, dass se dat géif schréftlech innerhalb vu 14 Deeg nohuelen.

Mir sinn elo 14 Deeg an et ass net geschitt. An ech si frou, dass Der hei sidd, da kënnt Der elo op déi véier Froen äntwerten, wou Der viru 14 Deeg nach net d'Méiglechkeet hat, fir dat ze maachen. Dir hutt, Madame Minister, den 18. Mäerz an der Press affirméiert, dass d'Stabilitéit vum Terrain vun der Deponie Monnerech garantéiert wier. Ech hunn lech viru 14 Deeg gefrot an ech froen lech nach eng Kéier: Wat fir eng Expertise erlaabt lech, zu där Konklusioun ze kommen?

Dir hutt den 18. Mäerz e Rapprochement gemaach tëschent dem Rutsche vum Terrain an dem Lëtzebuerger Wuesstumsmodell. Ech hunn lech viru 14 Deeg gefrot, mer Elementer ze ginn, déi d'Base wiere vun där Affirmatioun. An ech hunn lech och gefrot, wéi Der dat gesot hutt: Hutt Der dat am perséinlechen Numm gesot oder hutt Der dat am Numm vun der Regierung gesot? Ech wier frou, wann ech eng Äntwert kéint dorobber kréien.

Ech hunn lech viru 14 Deeg gefrot, wat fir eng Mesuren d'Regierung à court terme wëllt huelen, fir dem Problem vum Bauschutt Här ze ginn. Ech hunn entre-temps eng Rei Kolleege Buergermeeschteren aus de Südgemenge begéint an héieren, déi ähnlech Problemer hu wéi déi, déi ech viru 14 Deeg hei gesot hunn. Ech hunn an der Press héieren, dass Der beim Schäfferot zu Suessem waart. Ech wier frou, wann Der eis vläicht méi Prezisioune kéint elo ginn, wéi an ënner wat fir Konditiounen dass d'Gemengen aus dem Süden an och d'Entrepreneuren aus dem Süden an deenen nächste Wochen hire Bauschutt kënne lassginn.

An ech hat och viru 14 Deeg gesot, dass ech der Meenung wier, dass déi Strooss tëschent Esch a Monnerech fir eng Rei vu Joren héchstwahrscheinlech zou wier. Dir hutt dat entretemps confirméiert. Ech hat an deem Kontext gefrot, wéi et da mat der Schoul vun der Édiff wier. An ech wier och frou, do eng Äntwert ze kréien, wat Der kuerz-, mëttel- a laangfristeg mat där Schoul gedenkt ze maachen, dans la mesure wou et offensichtlech ass, dass d'Strooss tëschent Esch a Monnerech an deenen nächste Méint a Joren net wäert nees kënnen a Betrib geholl ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Wolter. An ech géif dann d'Wuert weiderginn un d'Madame Ëmweltministesch.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo, villmools Merci. Merci, Här Wolter, nach eng Kéier, fir d'Fro. U sech hat ech lech viru 14 Deeg, Dir hutt et gesot, déi Äntwert ginn, déi Der elo anscheinend dann net richteg verstanen hätt. Ech kann lech déi nach eng Kéier ginn.

(Interruptions diverses)

Also, et ass esou, dass am Kader vun den Ana...

M. le Président.- Hei, wann ech gelift, wann ech gelift!

(Brouhaha)

Une voix.- Et ass eng Frechheet! Et ass eng Frechheet!

M. le Président.- Wann ech gelift, wann ech gelift, loosst d'Madame Minister schwätzen!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir sidd e bësse Mimosa!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Also et ass esou, dass mer deemools gesot haten..., also ech hat lech Merci gesot fir d'Fro an ech hat lech driwwer informéiert, dass eis Leit alleguerten um Terrain waren, dass d'Analysen, d'Expertisë géife gemaach ginn. Ech kann lech dat awer elo nach eng Kéier soen. Et ass esou, dass engersäits eng Lëtzebuerger Etüd amgaangen ass ze kucken. Si hunn d'Plaze markéiert an opgrond dessen, dass do keng Ënnerscheeder waren an de Marquagen, kann een hautzudaags, no deem, wat mer haut aktuell wëssen, soen, dass dat Ganzt stabil ass.

Et sinn entre-temps awer och Saache geschitt, an ech mengen, dat ass sécherlech fir lech méi interessant. Et ass esou, dass eng Begehung war och vun enger auslännescher Firma, den 19. Mäerz, wou mer mëttlerweil och e klengen alleréischte Rapport, eng éischt Evaluatioun, kritt hunn, déi genau datselwecht beseet: Dass mer mengen, dass et souwäit stabil ass, dass awer weider muss analyséiert ginn an dass anhand vun de künftegen Analyse muss festgestallt ginn: a) d'Ursaach, firwat ass et geschitt, a b) dann awer och nach d'Mass. Do si mëttlerweil Saachen ënnerholl ginn.

Et ass och esou, dass meng Administratioun de 27. Mäerz - fir lech elo de Suivi ze maachen - och nach eng Kéier d'Firma gesinn huet an dunn de Punkt gemaach gouf an eben och nach eng Kéier betount gouf bei deem Punktmaachen - an dat ass elo aktuell vum 27. Mäerz -,

dass mer mengen, dass et stabel wär, opgrond vun deem, wat mer haut wëssen. En definitive Rapport hu mer leider nach net. En definitive Rapport wäerte mer an de kommende Woche kréien.

An do, mengen ech, géif ech widderhuelen, wat ech a sech gesot hat, wann ech soen: Mir halen lech au courant. Soubal mer eppes Definitives hunn, deele mer et wierklech ganz gäre mat.

D'Wuesstumsproblematik hat ech u sech och ugeschwat. An dat hat ech u sech politesch gemengt, well mer natierlech musse kucken: Wéi sollen eis Uertschafte weider wuessen? Wéi baue mer zesummen? An och dat, hat ech gesot, géif ech nach eng Kéier bekräftegen, dass mer do wäerte wierklech zesumme mat de Gemengen déi Saach thematiséieren, well et esou ass, dass mer wierklech immens grouss Quantitéiten u Bauschutt produzéieren hei am Dag, dass mer immens grouss Quantitéiten aus dem Buedem eraushuelen. An dat ass eng Saach vu sech gemeinsam iwwerleeën, wéi ee wëllt eis Uertschaften zum Beispill wuesse loossen, wat ee wëllt do erreechen, ob zum Beispill en Akafszentrum muss fënnef Etage Parking ënnendrënner hunn. All déi Saachen, dat si mer amgaang ze thematiséieren.

A gëschter hate mer zum Beispill e ganz flotte Lancement och vun „Ecoquartier", déi mer a sech, wat eppes ass, wat mer mat der EBL zesumme maachen, wou ee sech och déi Froe stellt vun: Wéi wëlle mer an Zukunft zesumme liewen?

Dann hat Der elo nach gefrot: d'Strooss Esch-Monnerech. Do war et esou, dass mer gesot hunn - dat hutt Der och selwer elo gesot -, d'Strooss Esch-Monnerech, jo, déi ass gespaart. Dat wäert och weiderhin esou bleiwen. Do ass och den Transportminister hei. Do un där Situatioun huet sech och näischt geännert.

Bon, d'Schoul, dat muss gekuckt ginn. Dat ass leider net meng Kompetenz.

An d'Mesuren, déi kann ech nach eng Kéier erklären. Do ware mer mëttlerweil beim Schäfferot vu Suessem. Mir si gutt weiderkomm. Mir haten eng ganz konstruktiv Sëtzung. Ech war do zesumme mam François Bausch a mir hunn u sech eis ugekuckt: Wéi ass en Accès méiglech a wéi kënne mer schnellstméiglech déi Situatioun do regelen? Eis Leit sinn do um Schaffen. Mir haten deemools gesot: ee Mount. Mir denken, dass mer eventuell vun eiser Säit, wat eben déi Testphas, déi mer kéinte lancéieren, ugeet, kéinte prett si vun deem, wat vu menger Säit, vum Environnement, vu menger Administratioun hierkënnt. A fir de Rescht musse mer kucken, dass mer schnellstméiglech do weiderkommen.

Dann hate mer och gesot, dass mer prioritär wäerten och de Kommodo vu Stroosse weiderdreiwen. Och dat stëmmt nach haut. No enger Testphas - komme mer zréck op Suessem - vu sechs Méint gëtt dat Ganzt evaluéiert, an da wäert den Dossier och weidergedriwwe ginn.

Dat sinn elo déi konkret Mesuren. An déi laangfristeg Mesuren, dat bezitt sech dann op déi Aart a Weis, wéi mer wëlle bauen a wéi mer dann och wëllen an Zukunft eis organiséieren.

Ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Ech wollt just soen, dass mer hei...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- An ech wollt lech froen, Här President, datt mer an engem Fait personnel sinn, opgrond vum Ufank vun der Äntwert vun der Ministesch.

Plusieurs voix.- Ohh!

Une voix.- Dat muss Du nach grad soen doiwwer!

M. le Président.- Also...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech wollt soen, Här President, datt ech viru 14 Deeg d'Äntwert vun der Madame Minister ganz gutt verstanen hunn, well d'Lëtzebuerger Sprooch ass eng Sprooch, där ech mächteg sinn. An ech hunn och elo verstanen, wat se geäntwert huet. An ech stelle fest, datt et ganz staark Differenze ginn tëschent deem, wat d'Madame Ministesch viru 14 Deeg gesot huet, an deem, wat se elo gesot huet.

Et ass manifest esou, an dat war en „understanding", dee mer viru 14 Deeg haten, dass d'Madame selwer gesot huet, si géif mer op véier Froen, déi se net beäntwert hat deemools, do géif se mer schréftlech eng Äntwert ginn, an datt ech déi Äntwert, datt ech déi net kritt hunn, esou datt ech mer erlaabt hunn, déi véier Froen nach eng Kéier ze stellen. Et ass - an ech hu verstanen, wat se elo gesot huet, well ech hunn hir nogelauschtert - nach ëmmer eng Fro, op déi se net geäntwert huet.

Ech hu se nämlech gefrot, ob se, wéi se iwwert d'Warnsignal vun dem Lëtzebuerger Wuesstumsmodell geschwat huet, an hirem Numm geschwat hat oder am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung. Op déi Fro hunn ech nach ëmmer keng Äntwert kritt, esou datt ech Iech géif bieden, fir datt mer a 14 Deeg net nach eng Kéier mussen d'Fro stellen, wann d'Ministesch domadder d'accord wier, op déi Fro dann nach ze äntwerten.

M. le Président.- Ech géif mengen, dass d'Madame Minister dat mat engem Jo oder Nee ka maachen, respektiv dass den Här Statsminister mar am État de la nation ganz vill Geleeënheet huet, fir och iwwert d'Wuesstumsproblematik an d'Vuë vun der Regierung ze schwätzen. Et ass also...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Evident!

M. le Président.- Et schéngt...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Sidd Dir, Här President, concernéiert?

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Bon, ech kann...

M. le Président.- Neen.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Also, a puncto Wuesstum hat ech lech elo just gesot, dass ech denken, dass mer de Wuesstum vun eisen Uertschaften a wéi mer wuessen, a wéi eng Richtung - dat kann ech politesch soen, dat kann ech genausou a mengem Numm soen, mä ech soen et och politesch - dass mer dat mussen zesummen upaken an evaluéieren: Wéi wëlle mer wuessen? An dat ass genausou eng politesch wéi eng perséinlech Ausso.

M. le Président.- Merci. Domat si mer um Enn vun der Froestonn ukomm.

9. Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales (suite)

Ech wollt just nach eng Informatioun noliwweren, wann Der erlaabt, dat ass, dass an der Héichschoulkommissioun den Här André Bauler den Här Edy Mertens ersetzt.

Sidd Der domat averstanen?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

Da géife mer zum Rescht vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar zum Projet de loi 6541. Et geet ëm d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert d'Emissiounen an der Industrie. D'Riedezäit gouf nom Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo d'Aschreiwunge vun deenen Häre: Oberweis, Negri, Baum an Turpel.

D'Wuert huet elo direkt den honorabele Rapporteur, den Här Henri Kox. Ech wëll och de Fraktioune Merci soen, dass se eis an der Zwëschenzäit d'Riednerlëschte matdeele mat den indikative Riedezäiten. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

10. 6541 - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, Merci. Hei ass direkt vläicht eng kleng Äntwert, a wéi eng Richtung mer wuessen. Wa mer eng Industrie op Lëtzebuerg huelen, da kucke mer, dat natierlech am Respekt vun der Ëmwelt ze maachen. An dës...

M. le Président.- Wann ech gelift! Am Moment huet just de Rapporteur d'Wuert a soss keen aneren! Aus Respekt virun der Aarbecht vum Rapporteur géif ech Iech bieden nozelauschteren. Merci.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Nach eng Kéier: Hei ass effektiv e ganz wichtegt Gesetz, net nëmme fir eis industriell Produktiounen, mä och fir eisen Environnement.

Et ass eng Direktiv, déi am Gesetzesprojet 6541 a lëtzebuergescht Gesetz ëmgesat gëtt, an et geet ëm d'Emissiounen, industriell Emissiounen. Dofir muss d'Gesetz vum 10. Juni 1979 (veuillez lire: 10. Juni 1999) «relative aux établissements classés», also dat sougenannten „Kommodo-Inkommodo-Gesetz" kuerz geännert ginn. An et ännert d'Loi modifiée vum 20. Abrëll 2009 «relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux».

Vläicht um Ufank kuerz och d'Datumer: De Gesetzesprojet ass nach vum Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures vun der viregter Regierung de 5. Februar 2013 déposéiert ginn. En hat eng Fiche financière derbäi an natierlech d'Direktiv, déi vum 2010/75/EU vum 24. November 2010. En huet eng gewëssen Urgence, well u sech d'Direktiv hätt scho missen a Lëtzebuerger Gesetz ëmgesat ginn.

De Conseil d'État huet den 18. Juni 2013 säin éischten Avis ofginn an de 16. Oktober 2013 en zweete complémentaire. D'Chambre des Salariés respektiv d'Chambre de Commerce hunn hir entspriechend Avisen och ofginn.

An enger éischter Kommissiounssëtzung vun der viregter Chamber, den 20. Februar 2013 an der Commission du Développement durable, gouf den honorabele Marcel Oberweis fir d'Éischt als Rapporteur bestëmmt, a si hunn eng éischt Lecture dovu gemaach den 13. Mäerz 2013.

An der Kommissioun vum 29. Februar 2014 (veuillez lire: 29. Januar 2014) ass dëse Gesetzesprojet an där neier Environnementskommissioun nach eng Kéier presentéiert ginn an ech selwer gouf an där Sitzung dann als Rapporteur bestëmmt.

Wéi eng Objektiver huet dann elo dëst Gesetz? Also d'Gesetz transposéiert, wéi gesot, eng Direktiv, eng wichteg Direktiv. Et ass d'Direktiv IED, u sech eng fréier Direktiv vun 2008, «relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution», déi och nach ënnert dem Numm IPPC genannt gëtt**.**

Den IPPC war u sech och eng Direktiv, an dat war de Virleefer fir d'Gesetz vum 10. Juni 1929 (veuillez lire: 10. Juni 1999), wat gemengerhand als Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung bekannt ass a wat jo a leschter Zäit och e bëssen an der Diskussioun war, siehe Décharge Monkeler oder och nach de Monkeler-Projet selwer, wat u sech der Législatioun ënnerläit.

Wat probéiert u sech dës Direktiv ze maachen? D'Direktiv huet sech u sech lassgeléist. Et gëtt net méi iwwert de Kommodo-Inkommodo geregelt, mä all industriell Emissioune gi mat dësem Gesetz ofgedeckt. An dëst Gesetz wäert dann eis industriell Produktiounsanlagen da gesondert regelen.

Mir hunn der hei a Lëtzebuerg ongefëier 36. Do sinn ënnerschiddlecher, Dir fannt dat am Rapport zréck, zum Beispill nennen ech der just fënnef an der Activité énergétique, mir hunn der néng an der Transformation des métaux, mir hunn der dräi an der Industrie minérale, mir hunn der zwou an der Industrie chimique an esou weider. En tout hu mer 36 Anlagen.

D'Gesetz gesäit also vir, ganz kloer, fir d'Éischt natierlech eng Preventioun vun den Ofgasen oder vun den Emissiounen. Dann natierlech d'Reduktioun an natierlech d'Vermeidung, esou gutt wéi et geet, vun der Eliminatioun vu Pollutiounen duerch déi industriell Aktivitéit nom Prinzip vum Pollueur-payeur. Mir brauchen u sech e Kader, ee Kader deen u sech dat alles regelt vun der Quell bis hannen zu dem Ausstouss. An dofir gëtt dëst Gesetz eng Sécherheet, souwuel fir de Produzent wéi och fir d'Anrainer ronderëm déi Anlag, fir kënnen hiren Asproch ze maachen.

„Wie brauch dann esou eng Autorisatioun?", frot Der Iech. Natierlech all déi Anlagen, déi virdru genannt gi sinn. Sief et och eng nei Anlag, déi op Lëtzebuerg kënnt, déi kritt elo e Kader, an dee Kader probéiert dann, där Anlag esou gutt wéi méiglech Restriktioune bezüglech den Ausstouss ze maachen.

Wat definéiert dann elo dës Autorisatioun? An dat ass natierlech ëmmer e Punkt, wou et Divergenze ka ginn. Mä en definéiert d'Héicht, den Niveau vun de Schuedstoffer, déi eng Anlag kann an d'Ëmwelt eraus emittéieren. An et ass do, wou d'Grenzwäerter ganz wichteg ginn. Dat heescht, éischtens muss de Kader gesat ginn. Et muss gekuckt ginn, dass déi Firma no der neister Technologie entspriechend dat dann ausübt. An, wat natierlech och wichteg ass, wa mer schonn eng Autorisatioun ginn, kënnt de Kader natierlech och vun der Iwwerwaachung. Dat heescht, dëst Gesetz regelt natierlech och d'Iwwerwaachung an déi néideg Konsequenzen, wann der mussen ergraff ginn, fir d'Industrie entspriechend an deen néidegen Déngen eranzefueren.

De Prinzip ass esou wéi och beim Kommodo-Inkommodo: Mir probéieren „la meilleure technique disponible" anzesetzen, an et ass och gängeg Praxis mëttlerweil an och vun der Industrie esou akzeptéiert an och vu ville Betriber esou unerkannt. Well et ass och doduerch, datt eng Kompetitivitéit no bausse ka gemaach ginn.

D'EU huet probéiert, dat natierlech um Niveau vun deene sëlleche Länner ze maachen, well och do keng Concurrence déloyale entsteet. Well et eng Direktiv ass, mussen natierlech den däitschen an de franséischen Industrielle sech un déiselwecht Normen halen. An dofir ass dat wichteg, dass hei deen Équiliber geschaf gëtt.

An zweetens, an dat ass vläicht dat Wichtegst vun dësem Gesetz och, gëtt e Referenzdokument erstallt vun der EU, dat u sech déi Richtlinne festleet. D'Direktiv seet am Artikel 76, stellt do d'Prozedur fest, wéi déi Referenzdokumenter zesummegestallt ginn. Do ass et e Comité, deen élaboréiert dat, reviséiert an, wann et muss sinn, gëtt en déi Direktiven..., oder déi Referenzdokumenter ginn ugepasst, an dat ass en Acte délégué. En Acte délégué ass dat, en ass d'application directe, dat heescht, wann d'EU dat bis festgestallt huet a festgeluecht huet, sinn déi Wäerter a Lëtzebuerger respektiv an national Gesetzgebung ëmzesetzen. Dat ass, mengen ech, ee vun deene wichtegste Kritären, déi hei an deem Gesetz sollten ernimmt ginn.

Dann natierlech eppes ganz Wichteges, dat huet een elo och gesi bei deene Projeten, déi ech virdru genannt hunn, wann et ëm d'Autorisatioune geet, dëst Gesetz entsprécht ganz genau der Convention d'Aarhus. Ech mengen, dat ass eng ganz wichteg Gesetzgebung, wat hei an dësem Gesetz Afloss fonnt huet, nämlech d'Méiglechkeet vun de Bierger, vun de Leit ronderëm, fir Asproch ze erhiewen, fir kënnen och entspriechend nozevollzéien, dass déi Anlag och entspriechend richteg a konform ass, an den Zougang zur Justice, wann et sollt zu Schwieregkeete kommen.

Zum Avis vum Statsrot. De Statsrot hat méi eng juristesch Reflexioun gemaach, insbesondere wat d'Ëmsetzung vun der Direktiv ubelaangt. Vläicht zwou Saachen. Den éischte Fall ass eben déi Ëmsetzung, wéi si et nennen, eng dynamesch Ëmsetzung. Ech hu virdru gesot vun deem Referenzdokument, wat op EU-Niveau gestallt gëtt, dass dat d'application directe ass. An dësem Gesetz gëtt dat entspriechend och esou vermierkt am Kader, dat ass den Artikel 4, deen dat virgesäit, dass eng Rei vu Referenzen direkt da kënnen ëmgesat ginn, wann d'EU dat mat Acte délégué gemaach huet. Duerfir muss am Gesetz eng Referenz op de Mémorial gemaach ginn. Am Mémorial gëtt da Referenz erëm op d'EU gemaach, esou dass dat direkt novollzéibar ass an och direkt d'Anlagen entspriechend kënnen transposéiert respektiv ugepasst ginn op déi Déngen.

Déi Propos ass natierlech vun der Kommissioun esou ugeholl ginn. Dat ass och gängeg Praxis. Ech wëll just op d'Gesetz vun... well mer dat scho méi dack diskutéiert hunn an de Chamberskommissiounen, et ass déi éischte Kéier ugewannt gi bei der Direktiv, wou et ëm d'Sécurité des jouets gaangen ass, wou u sech déiselwecht Problematik sech stellt: ëmmer nei Normen an déi Norme sollen esou séier wéi méiglech ëmgesat ginn.

Dës Normen hei an dësem Fall passen op dräi Annexen. Dat sinn d'Annexe 5, 6 a 7, déi um Gesetz mat dru sinn an déi dann entspriechend sech ëm d'Dispositions spéciales applicables aux installations de combustion... Et geet ëm d'Dispositions spéciales applicables aux installations d'incinération des déchets. Dat ass d'Müllverbrennung. An en drëtten ass och nach „aux activités utilisant des solvants organiques . Also ass et da wichteg, dat och länneriwwergräifend ze maachen. D'EU-Kommissioun huet sech verflicht an hirer Direktiv, lafend dëst Referenzdokument dann unzepassen.

Et sinn awer och aner Annexe mat dem Gesetz hei dobäi. Dës Annexe bezéie sech dann natierlech op eng ganz Rei vun Aktivitéiten, déi an deem Beräich sinn, sief et energetescher, sief et iwwer Metaller, déi verschafft ginn, sief et ëm Industrie minérale, Industrie chimique. Déi Annexe sinn och dësem Gesetz bäigefügt a kënne spéider duerch Règlements grand-ducaux ersat ginn.

Do hat just awer de Statsrot e klenge Problem, well e gesot huet, wéinst dem Parallélisme des formes, huet e gemengt, éischter déi Annexen an d'Gesetz eran ze huelen, respektiv direkt d'Annexen als Règlement grand-ducal ze publizéieren, aus awer Transparenz och vis-à-vis vun der Direktiv. Well d'Direktiv dat och mat Annexe mécht, respektiv och well d'Gesetz vum Kommodo-Inkommodo déiselwecht Prozedur ugewannt huet, esou dass d'Kommissioun gesot huet, mir sollten dat no deemselwechte Schema maachen. Dofir ass dat och hei geschitt.

Dat sinn u sech déi wichtegst Kritäre vun dësem Gesetz. Vläicht nach zwee Wierder zu de Chamberen. D'Chambre des Salariés huet dat guttgeheescht. D'Chambre de Commerce huet natierlech d'Kompetitivitéit vun de Betriber wëllen ervirruffen, dass net mir ze streng wieren. Mä hei muss ganz kloer gesot ginn, dass dofir och d'EU dat an deem Sënn gemaach huet, well et europäesch ass, well den Noper dat och muss uwennen, ass et u sech eng ganz wichteg Direktiv, well déi Däitsch, wéi virdru gesot, déi Belsch oder d'Fransouse sech och un dat mussen halen.

E positive Punkt ass, dass d'Elektronik och hei am Gesetz hir Retombée fënnt, dat heescht all Autorisatioun soll spéiderhin och iwwert den elektronesche Wee kënne gemaach ginn.

Ech mengen, dat wier de gréissten Deel vun deene wichtegsten Elementer hei vun dësem Gesetz. Et ass agedeelt an 71 Artikele mat siwe Kapitelen, wou déi eenzel industriell Produktiounen opgelëscht sinn, vun der Autorisatioun bis zu der Kontroll an der Sanktioun. Ech denken, dann hunn ech de Gros duerch.

Den 13. Mäerz 2014 koum d'Kommissioun zesummen, wou och nach en zweeten Avis complémentaire gekuckt ginn ass a wou eestëmmeg dëse Rapport ugeholl ginn ass. An ech géif da bieden, och hei dann déi Eestëmmegkeet deem Gesetz ze ginn, an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, erlaabt mir um Ufank, wéi ëmmer, dem Henri Kox Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, dee villes beinhalt. Do brauch ech net ze vill drop anzegoen. Mä ech wollt e puer Wuert awer soen, well dat hei eng europäesch Direktiv ass iwwert d'Emissiounen, déi mer an dat nationaalt Recht ëmsetzen an déi eis Industriebetriber, mir hunn der jo nach e puer, mussen awer anhalen.

Mat dem Gesetzesprojet selwer soll d'Pollutioun duerch déi industriell Aktivitéite reduzéiert ginn. Dat ass jo e Wonsch op ville Bänken. Well op null kënne mir se wuel net setzen, well dann d'Betriber de Schlëssel ënnert den Teppech misste leeën.

Wann et nach viru ronn zéng Joer de Brauch war hei am Land bei de Betriber, den End-of-pipe-Technologien de Virrang ze ginn - dat ass kucken, wat hannen erauskomm ass an da propper ze maachen -, esou läit hautdesdaags ëmmer méi de Virtrag an de Virsproch fir eben déi „in front of the pipe", wat also vir ka gemaach ginn, dass hannen näischt Knaschteges méi soll erauskommen.

Mat Hëllef vun dësen Technologië sollen engersäits manner natierlech Ressourcen, wéi zum Beispill Eisenäerz, Bauxit, Kuel, Äerduelech an Äerdgas verbraucht ginn, an anerersäits d'Emissiounen an der Atmosphär reduzéiert ginn. Hale mer et fest, d'Liewensressourcen, de Buedem, d'Loft an d'Waasser gi manner belaascht an d'Liewensqualitéit vun de Mënschen erhéicht sech. Doniewent soll manner Offall produzéiert an d'Energieeffizienz eropgeschrauft ginn.

Vun den Industriebetriber gëtt awer verlaangt, et ass elo grad och erklärt ginn, eng integréiert Approche an der Preventioun an an der Reduktioun vun all hiren Emissiounen ze huelen, dat heescht ee vernetzte Gedanken an der Betribsgestioun. Fir dass d'Preventioun an d'Reduktioun vun der Pollutioun gräifen, mussen dës Betriber fir hir technesch Anlagen, déi hei viséiert sinn, all déi néideg Autorisatioune virweise kënnen.

Et läit dofir op der Hand, dass de Gesetzgeber déi maximal Wäerter fir d'Emissioune vun de schiedleche Substanze virschreift an déi och dann agehale musse ginn. Déi Instanze musse regelméisseg op den Terrain kënne goen, fir Kontrollen ze maachen, op d'mannst eng Kéier am Joer. D'Betriber musse sech awer och selwer permanent kontrolléieren an déi staatlech Instanze lafend iwwert d'Emissiounen informéieren.

An domat kommen ech zum wichtegste Begréff vun dem Gesetzesprojet. Et gëtt vun de Betriber verlaangt, dass si déi technesch beschten Technologien am Sënn vun der Ëmweltentlaaschtung, déi um Maart sinn, asetze mussen. Dat kascht natierlech dann Investitiounen. An der Europäescher Unioun ginn et genuch Ënnerlagen, déi d'Betriber iwwer all dës Équipementer informéieren a souguer huet d'Europäesch Kommissioun sech bereet erkläert, dass se alle Partner géif hëllefen, déi Technologien um Maart dann zougänglech ze maachen an och all d'Ënnerlagen.

Och wann d'CSV de Projet ënnerstëtzt hei, esou wollt ech awer froen, Madame Ministesch, wéi et sech da verhält, wann ee Betrib seng Diere muss zoumaachen an eventuell nach eng Contaminatioun virläit, sief et am Buedem oder anerwäerts: Wie soll dann d'Käschte vun der Entsuergung iwwerhuelen? Ech denken, dëse Punkt, dee misst een awer am Kontext vun der Reform vum Kommodo-Inkommodo-Gesetz nach eng Kéier op de Leescht huelen.

Wann hei vun Ëmweltschutz geschwat gëtt, dann ass et jo bal normal, dass d'Betriber dës technesch ëmweltschützeresch Aktivitéite selwer bezuele missten. Virun e puer Woche konnt ee liesen, dass eise Wirtschaftsminister enger Firma am Süde vum Land, déi an den Ëmweltschutz investéiert huet - ronn 3,1 Milliounen -, dass de Stat do 510.000 Euro bäigeschoustert huet. Hei sollen dann 3.000 Tonnen CO_2 bannent fënnef Joer agespuert ginn. Wann ech et ausrechnen, fannen ech dat ee ganz héije Präis, fir eng Tonn CO_2 anzespueren!

Meng Fro dofir: Sinn esou Hëllefen iwwerhaapt erlaabt aus der Siicht vun der Europäescher Kommissioun? An zweetens: Kënnen elo all d'Betriber esou Demandë stellen, fir gehollef ze kréien, wann dëst Gesetz an d'Applikatioun kënnt?

Mäi leschte Punkt behandelt nach d'Konventioun vun Aarhus, ee wichtege Punkt hei. Hei muss ee begréissen, dass am Gesetzesprojet d'Participatioun vun de Matbierger ervirgehuewe gëtt. Duerch dëse Schrëtt kënnt et zur demokratescher Biergerbedeelegung - ech mengen, dëse Punkt gëtt vun alle Bänken hei gedroen -, esou dass hei eng Transparenz spille kann. A souguer kënnen d'Matbierger viru Geriicht goen, wann et zu Mëssstänn duerch en Industriebetrib an hirer Noperschaft, oder wann et bekannt ass, kënnt.

Et geet hei jo, loosse mer eis näischt virmaachen, ëm d'Erhale vun der Biodiversitéit an ëm d'Liewensqualitéit vun alle Mënschen. Ech mengen, dat ass e wichtege Punkt hei, well mer jo grad haut oder gëschter dee leschte Rapport vun der IPCC vu Yokohama kritt hunn. An ech mengen, do ass ee wichtege Saz gesot ginn: „Mir liewen an engem Zäitalter vum vum Mënsch verursaachte Klimawandel." Ech denken, et ass gutt, dass hei am Land zumindest esou Gesetzer an d'Wee geleet ginn, fir de Leit ze hëllefen, de Betriber an de Mënschen, dass et besser gëtt.

Dat gesot, den Accord vun der CSV erabruecht an ech soe Merci fir d'Nolauschteren, wéi ëmmer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass de Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Président-rapporteur Henri Kox Merci soe fir seng exzellent Rapporten, schréftlech wéi mëndlech. Als LSAP begréisse mer, dass mer fir d'Betriber mat industriellen Emissiounen elo e separat Gesetz kréien, erausgeléist aus dem bestehende Kommodo-Inkommodo-Gesetz. Dëst erlaabt nämlech elo eng integréiert Approche an der Preventioun an an der Reduktioun vun den industriellen Emissiounen, doduerch dass d'Gesetz net nëmmen d'Loftverschmotzung analyséiert, mä och all Zort vu schiedleche Stoffer, ob se an d'Loft, d'Waasser oder an de Buedem ausgeschott ginn.

Mir begréissen och des Weideren, dass um Niveau vun der Simplification administrative et zu Verbesserunge kënnt, andeems d'Betriber net nëmmen elektronesch hir Demande fir d'Kommodosprozedur kënnen erareechen, mä awer och de Suivi vun dëser Demande weider novollzéie kënnen iwwert den elektronesche Wee.

Dëst Gesetz brëngt, wéi scho gesot, nei Obligatiounen a Responsabilitéite fir d'Exploitantë mat sech. Zu Lëtzebuerg, wéi den Här Rapporteur scho gesot huet, betréfft dat de Moment 36 Entreprisen, déi no der „meilleure technologie disponible" musse schaffen, fir dann déi schiedlech Emissiounen do ze reduzéieren.

Dobäi kann ee sech just d'Fro stellen, bei deene Limiten, déi mer eis virginn, dass trotz der Kontroll all véier Joer, Réexamen périodique des autorisations duerch eng Étude technico-économique gemaach gëtt, ob déi sougenannten MTDI, déi „meilleures technologies disponibles" och permanent funktionell sinn, a wien, le cas échéant, esou e Contrôle inopiné géif maachen.

Vu dass déi europäesch Zertifikatioun EMAS - „Eco-Management and Audit Scheme" - nëmme wéineg Succès bis elo hei zu Lëtzebuerg hat, wollt ech d'Madame Ministesch froen, ob se gedenkt, dës Zertifikatioun an Zukunft méi geziilt ze promouvéieren.

Zum Schluss, Här President, begréisse mer och nach, dass konform, wéi den Här Oberweis et och elo scho gesot huet, zur Aarhus-Konventioun den Accès zur Participatioun an zur Informatioun fir de Public nach méi no engem partizipative Kader ausgeriicht gëtt, wéi et virdru bei der IED-Direktiv och scho war.

An domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Negri. Als Nächsten huet den Här Baum d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Henri Kox Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Just e puer Remarquen. De Projet de loi 6541 betréfft 36 verschidden industriell a landwirtschaftlech Installatiounen hei am Land, aus deenen ënnerschiddlechsten Industriesecteuren, vun der Energie bis zur Offallverbrennung. Dëst sinn Entreprisen, déi duerch d'Natur vun hirer Aktivitéit en héije Risque droen, eis Ëmwelt ze belaaschten. Leider ass et oft esou, dass eng industriell Produktioun Konsequenzen um Ëmweltplang huet. An trotzdeem si mer op dës Betriber ugewisen, denkt een nëmmen emol drun, dass mer och eisen Offall musse verbrennen.

Mir dierfen dann och net vergiessen, an ech soen dat ganz kloer hei am Kontext vun där geplangter Asphaltfabrik, wa mir weiderhi wëllen zu Lëtzebuerg Stroosse bauen, da muss et och méiglech sinn, zu Lëtzebuerg en Asphaltwierk ze bedreiwen. Awer selbstverständlech ënner kloren an transparenten Oplagen! Et ass der Ëmwelt nämlech och net gehollef, wa mir eis Industrie an d'Ausland verbannen an hei zu Lëtzebuerg nach just Déngschtleeschtunge wëllen ubidden.

An ech muss Iech soen: Ech hunn d'Industrie léiwer hei am Land, mat kloren, räsonabelen Ëmweltoploen, wéi an aneren Deeler vun der Welt, wou mir net wëssen, wat fir eng Kritären dass agehale ginn.

Et ass richteg a wichteg, dass mir iwwert dëse Gesetzesprojet den Entreprisë méi streng Ëmweltoplage ginn an derfir suergen, dass si um neiste Stand vun der Technik bleiwen, fir den Impakt op d'Ëmwelt esou staark wéi méiglech ze reduzéieren. Och d'Méiglechkeet fir de Bierger ze participéieren, ass duerch dëst Gesetz gestäerkt ginn.

Et ass och richteg, dass mir als EU eng Virreiderroll ze spillen hunn. Gradesou wichteg ass et awer och, dass mir déi Oplagen esou einfach an onbürokratesch wéi méiglech fir eis Betriber maachen, ouni eis Wäerter aus den Aen ze verléieren.

Ech sinn dofir besonnesch frou, dass dëse Projet, dee jo eng Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv ass, zu enger Vereinfachung um gesetzlechen Niveau bäidréit, andeem europäesch Direktiven zesummegeluecht ginn a mir elo heimadder e kohärente Gesetzesprojet virleien hunn. Awer och, dass d'Betriber iwwert dëse Projet fir d'éischte Kéier hir Ufro fir d'Autorisatioun wäerten elektronesch areeche kënnen, fannen ech e wichtegt Signal a Richtung Simplification administrative. Datselwecht gëllt fir den elektronesche Suivi vum Dossier am Kader vum sougenannten „E-Commodo".

Ech mengen dofir, dass mir mat dësem Projet de loi e gudde Kompromëss fonnt hunn tëschent der berechtegter Demande no méi Ëmweltschutz a Biergerparticipatioun a räsonabelen Oplage fir d'Entreprisen.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Baum. Als leschten ageschriwwene Riedner huet den Här Justin Turpel d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur net nëmme Merci soen, mä och eppes kloerstellen. En huet gesot, et wier een unanimë Vote gewiescht an der Kommissioun. Neen, leider net! Et war eng Enthalung do. An dat war meng.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Entschëllegt!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Et ass kee Problem. Ech ka jo vun der Geleeënheet profitéieren, fir déi ze erklären, well et ass menger Meenung no e wichtegt Gesetz.

Et ass d'Ëmsetzung vun enger Direktiv vun 2010, déi eng Direktiv vun 2008 ersetzt. Dat heescht, d'Direktiv vun 2008 ass schonn no zwee Joer ersat ginn, wat drop hiweist, dass mer an deem Beräich do eng relativ rasant Entwécklung hunn. An elo si mer scho véier Joer méi spéit, an d'Fro stellt sech, ob mer där Entwécklung, mat där déi Industrie sech do weiderentwéckelt, am Positiven an am Negative weiderentwéckelt, ob mer där kënnen..., ob mer do kënne Fouss halen.

Et ass och esou, dass, wéi d'Direktiv gemaach ginn ass, déi 2010er Direktiv, fir déi 2008er ze ersetzen, déi Direktiv bei den Ëmweltorganisatiounen an Europa e bëssen ëmstridde war. An d'Ëmweltorganisatiounen an Europa hu sech net kloer dozou ausgedréckt, well et engersäits ee Fortschrëtt war par rapport zu deem, wat virdru bestanen huet, fir effektiv eng integréiert Approche ze kréien, an anerersäits d'Ëmweltorganisatiounen et awer net ganz ambitiéis fonnt hunn, awer trotzdeem festgestallt hunn, dass, wann ee kuckt, wat déi Industrie do alles an d'Loft an an de Buedem an esou weider ausgeschott huet, et schonn ee Fortschrëtt wier, wann dat an alle Länner géif ugewannt ginn.

Et muss een och wëssen, dass dat heiten eng Geschicht huet. Et ass d'Geschicht vum leschte Jorhonnert. Mindestens der zweeter Halschent vum leschte Jorhonnert, wou d'Illusioun bestanen huet vum „tout chimique". Et kéint een alles mat Chimie maachen. Et kéint een alles haaptsächlech mat der Pëtrolchimie maachen, mat synthetescher Chimie. Et kéint een d'Bëscher, d'Holz, alles, d'Miwwelen, Haiser, alles nëmme mat Chimie maachen. An et huet sech erausgestallt, dass dat awer net esou ass.

Et huet sech zwar domadder eng héich profitabel Industrie opgebaut, déi sech och laang keng Suerge gemaach huet iwwer alles dat, wat se do ausgestouss huet an der Ëmwelt an de Leit zougemutt huet. An et muss ee jo och feststellen, dass déiselwecht Industrie ganz dacks a ganz laang bewosst, aus renge Profitgrënn - well dat war et an näischt aneschters -, e groussen Deel vun hirem Offall net nëmmen an d'Loft, an d'Ëmwelt entlooss huet, an d'Mierer gehäit huet, wou en haut nach läit, a ganz vill Zäitbomme geschaf huet.

Ech wëll elo net op all déi Grausamkeeten agoe vun der Chimiesindustrie, vun der Pëtrolsindustrie a puncto Ëmweltverschmotzung, mä och haut si mer nach domadder konfrontéiert, wat eis Kleeder ugeet, wat eist Iessen ugeet, wat d'Loft ugeet, wat d'Waasser ugeet, d'Oberflächewaasser, d'Mier, d'Grondwaasser, wat de Buedem an esou weider ugeet. An et gëtt Deeler vu Bevëlkerungen, déi ënner ganz penibele Konditioune fir d'Chimiesindustrie produzéieren an all Dag am Fong geholl am Knascht musse schaffen an erliewen, wat déi Industrie ganz konkret heescht.

Och zu Lëtzebuerg sinn d'Iwwerbleibsel vun där Praxis a vun där Industrie nach net aus der Welt geschafen. Och de CASA-Tipp fanne mer zum Deel zu Monnerech erëm. Och dat, wat d'ARBED alles am Buedem leie gelooss huet, fanne mer zum Deel ënnert de Gebaier erëm, déi mer haut op Belval bauen. A wa mer den Zoustand vun eise Flëss kucken, wësse mer, dass mer d'Saach net an der Rei hunn.

D'Gesetz proposéiert eng Ëmsetzung vun der Direktiv, ech géif soe bal eent zu eent. Déi puer Ännerungen, déi gemaach ginn zu Lëtzebuerg, déi sinn der Chambre de Commerce schonn ze wäit gaangen. An duerfir muss een d'Chambre de Commerce awer trotzdeem froen: Wat ass méi wichteg an esou engem Gesetz, oder iwwerhaapt op der Welt, d'Mënschen oder d'Produktiounsbedéngungen, ënnert deenen een haaptsächlech wëllt Profit maachen?

Ech wëll och soen, dass bei der Ëmsetzung an Däitschland vun der Direktiv, well se net ganz ambitiéis ass, déi Lénk an déi Gréng an Däitschland dergéint gestëmmt hunn an d'SPD sech enthalen huet. Bon, elo si mer net an Däitschland, d'Ëmsetzung ass net déi nämlecht. Duerfir stëmme mer net dergéint. Mir enthalen eis, well ee wierklech eigentlech och misst vill méi an den Detail vun deem Gesetz eragoen.

Wéi dat Gesetz den 13. Mäerz 2014 während, mengen ech, fënnef Minutten nach eng Kéier diskutéiert ginn ass an der Kommissioun, war et net d'Aufgab vun deenen, déi nei sinn an där Kommissioun, fir ganz zréckzeschrauwen op dat Joer virdrun. Mir hu scho véier Joer Retard, wat d'Ëmsetzung ugeet. Duerfir ass et gutt, dass dat Gesetz ëmgesat gëtt. Mir enthalen eis awer aus deene Grënn, déi ech elo erklärt hunn.

Just nach ee Saz zu där berechtegter Fro, déi de Marcel Oberweis opgeworf huet, iwwert d'Garantie oder iwwer wat geschitt, wann ee Betrib, dee wierklech de Buedem oder d'Ëmwelt verschmotzt, wann dee faillite geet an net méi zur Rechenschaft ka gezu ginn. Dat ass méi wéi eng berechtegt Fro. En huet se schonn an der Kommissioun gestallt gehat, en huet bis elo nach keng Äntwert kritt. Ech fannen, dass d'In-

dustrie insgesamt zesumme misst ee Garantiefong schafen, fir esou Situatiounen ofzesécheren, an dass et net un der Allgemengheet an un de Steierzueler ass, fir dat ze bezuelen!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Madame Émweltministesch, wann ech gelift.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Jo, éischtens emol Merci. Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'Éischt emol e ganz grousse Merci un den Henri Kox, un de Rapporteur, fir deen exzellente Rapport. Do ass u sech schonn immens villes gesot ginn. An ech sinn ausserdeem och frou, dass u sech d'Kommissioun sech esou schnell där Saach hei ugeholl huet an dass esou gutt matgeschafft gouf.

Well et gouf elo schonn zwee-, dräimol gesot: Mir sinn hei an enger Urgence, well u sech déi heiten Direktiv hätt missen de 7.1.2013 schonn hei an d'nationaalt Recht ëmgesat ginn. A mir kruten u sech am Februar schonn en Avis motivé a sinn also an Zugzwang. Ech soen Iech dofir och e ganz grousse Merci fir Är Ënnerstëtzung am Virfeld.

Déi IED-Direktiv ass an e puer Punkte ganz wichteg: Engersäits ass et esou, dass déi integrativ Approche, déi ass ganz gutt. Well, bon, et gouf elo deelweis hei ugeschwat, et ass esou, dass do eng Evolutioun ass vun der IPPC-Direktiv vun 2008, an dass eben elo dës IED-Direktiv aacht, siwe weider Émweltdirektiven zu engem eenzegen Text regruppéiert, mer also eng Simplificatioun hunn. An an deem Kader soll ee se och gesinn.

Zousätzlech, an den Henri Kox hat dat och gesot, entsprécht et och der Konventioun vun Aarhus, wou mer u sech méiglechst fir Transparenz sinn.

Dräi, véier Wierder nach zum EMAS. Dat ass och ugeschwat ginn. Well mer bis ewell wëssen, dass do bis ewell nach net esou vill geschitt ass, hu mer an eiser Émweltverwaltung gekuckt a mir hunn erausfonnt, dass mer nach en hallwe Posten hätten, plus en hallwen, dee mer kreéieren. Dann hu mer ee Posten, wou mer dann an Zukunft wäerte verstäerkt dorunner schaffen; un EMAS an Ecolabel.

An dann nach déi aner Froen. Bon, et ass esou, dass e Betrib - wa mer elo de Buedem huelen - muss am Ufank an zum Schluss eng Etüd maachen, an dass zousätzlech nach d'Obligatioun vun der Surveillance besteet; an zwar vum Exploitant an awer och der Administratioun. An dat bedeit awer schonn - an dat muss ee soen - eng zousätzlech Sécherheet, engersäits fir d'Awunner an anerersäits awer och fir déi eenzel Entreprisen, ze wëssen, wou se dru sinn.

An där Hisiicht ass dëst Gesetz, menger Meenung no, e grousse Fortschrëtt, och wann et kritiséiert gouf. Zum Beispill vun Émweltorganisatioune gouf et jo deelweis kritiséiert, dat hu mer och gesinn, awer dat läit haaptsächlech dorunner, dass si gemengt hunn, dass d'Influence eventuell vun den Industrien ze grouss wär.

Ech mengen, dass mer einfach musse soen, dat dote schreift sech an de Kader vun der Simplifikatioun, vun der Sécherheet engersäits vun den Emissioune fir d'Awunner, an anerersäits awer eben och fir d'Betriber an.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Émweltministesch. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6541 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6541 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote huet ugefaangen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss. An de Projet 6541 ass mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass een do, dee seng Abstentioun wëllt motivéieren? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Jo, d'ADR huet sech enthalen, net well mer e Problem hätte mam Objet selwer vun dëser Transpositioun vun enger Direktiv, mä mat enger prozeduraler Fro.

Ech soen dem Här Kox Merci fir säi ganz gudde Rapport, an deem en eis jo och explizéiert huet, wéi déi legal Prozedure sinn an datt et do Elementer vun Application directe gëtt. Dat heescht, datt europäesch Rechtsakten da praktesch ouni iergendeng Interventioun vun enger Lëtzebuerger Autoritéit hei direkt Rechtsgültegkeet kéinten hunn. Dat entsprécht enger federaler Vue vun Europa, déi mir net deelen.

Mir denken, datt Lëtzebuerg, als souveräne Stat, ëmmer eng Méiglechkeet muss hunn, op legal Akter, op reglementaresch Akter, déi hei verbindlech Wierkungen hunn, kënnen Afloss ze huelen. An dofir wiere mer eis géint esou en direkte federalen europäeschen Afloss an eis Législatioun.

Mir denken, datt et eng Prozedur, eng Approbatiounsprozedur hei am Land muss ginn. Dat kann eng liicht Prozedur sinn, mä si muss existéieren, fir och kloer ze weisen, datt mir e souveräne Stat sinn an e souveräne Stat bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci och fir d'Motivatioun vun der Abstentioun.

Ech géif dann d'Chamber nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Jo, ech géif mengen, dass dat eng grouss Majoritéit ass. An dofir soen ech Iech Merci.

Mir géifen dann zu deem nächste Projet iwwergoen oder zu deenen nächste Projeten, well et ass gefrot ginn, ob mer déi zwee Projete kéinte matenee behandelen. Et ass deeselwechte Rapporteur an et sinn déiselwecht Riedner, soudass ech géif mengen, vu dass mer bei zwee Projete sinn, dass mer dem Rapporteur déi noutwendeg Zäit géife ginn an och deenen eenzelne Riedner déi Zäit, déi se fir déi zwee Projeten zegutt gehat hätten.

Ass dat am Sënn vun der Chamber?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

Den éischte Projet ass de Projet 6617, en Accord iwwer eng Associatioun tëschent den EU-Länner an Zentralamerika. De Basismodell ass fir d'Riedezäit virgesinn. Ech hu bis elo als ageschriwwe Riedner fir déi zwee Projeten: den Här Graas, den Här Kartheiser an den Här Turpel. An elo huet direkt d'Wuert den honorabele Rapporteur, den Här Marc Angel, och zu deem zweete Projet, dem 6618.

11. 6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Rapport sur le projet de loi 6617

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci, dass mer déi zwee Rapporte kënnen zesummen huelen, well et handelt sech vum Contenu hier ëm Ähnleches an et ass och all Kéiers eng Approbatioun vun Accorden zwëschen der Europäescher Unioun, hire Memberstaten an anere Länner a Géigenden. An hei ass et och mat latäinamerikanesche Länner, soudass dat scho gutt ass, wa mer dat hei zesummen traitéieren.

Ech wollt dann ufänke mam Projet de loi 6617, wat en Accord ass iwwer eng Associatioun zwëschen der EU, hire Memberstaten op där enger Säit, an op där anerer Säit Zentralamerika. An dat sinn déi sechs Länner: Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua a Panama.

Et ass e wichtege Schrëtt, mengen ech, an der Relatioun zwëschen dësen zwou Regiounen. An dësen Accord ass entstanen am Joer 2006, wou e Sommet war zwëschen der EU an der Amérique centrale. An do ass d'Iddi lancéiert ginn, fir Négociatiounen ze maachen, fir esou een Accord ofzeschléissen; mat engem Accord de libre-échange, dee mat abegraff ass. D'Négociatioune sinn 2007 opgaangen an 2010 am Mee ofgeschloss ginn an den Accord ass 2012 signéiert ginn.

Esou en Accord, en Accord d'association - an dat muss een ënnersträichen - ass dee wichtegsten Typ vun Accorden, deen d'Europäesch Unioun mat engem Land, mat engem aneren Drëttland oder mat enger Regioun an der Welt ofschléisse kann. Esou en Accord gëtt awer och nëmme Partnere proposéiert, mat deenen d'Europäesch Unioun eng ganz staark Relatioun huet, déi op géigesäitegem Vertraue berout an awer och op gemeinsame Valeuren a Prinzipien.

Esou en Accord d'association baséiert op dräi Pilieren: Éischtens den Dialogue politique, zweetens d'Zesummenaarbecht an drëttens ass e Volet Handel dran.

Beim Volet Handel rechent d'EU-Kommissioun vir, dass fir béid Säiten eng Hausse vu 25 bis 30% vun de Flux commerciaux virgesi gëtt. Et sinn och Etüde gemaach gi vun der Kommissioun an déi soen, dass de Revenu an deene sechs zentralamerikanesche Länner erop wäert goen an dass och d'Salairen do eropginn an dass och dat zu der Reduktioun vun der Aarmut bäidroe kann.

Wichteg ass och, dass esou en Accord d'Konsolidéierung vun de Relatiounen zwëschen zwou Regioune befestegt. An et ass och déi éischte Kéier säit der Adoptioun vum Traité de Lisbonne, dass et esou en Accord bi-régional ass, dass et net d'EU mat engem Drëttland ass, mä dass et d'EU mat enger anerer Regioun ass, déi jo och amgaangen ass, sech ze integréieren. Den Accord reit sech an an déi Politique commerciale externe vun der Europäescher Unioun, déi jo och baséiert op der Strategie 2020.

E ganz wichtegen Aspekt… - ech wëll elo net an all Detail hei eragoen, well mir haten dee Punkt dräimol um Ordre du jour vun der aussepolitescher Kommissioun, dofir brauch ech hei net méi an all déi Detailer eranzegoen, déi mer do en long et en large diskutéiert hunn -, ech wëll Iech just soen, wat ganz wichteg ass, ass d'regional Integratioun och vun deene sechs Länner an Zentralamerika. Dat ass e Punkt, deen an deenen Accorde ganz fest ënnerstrach gëtt.

Ech wëll och soen, dass d'Europaparlament den 11. Dezember mat enger ganz grousser Majoritéit och dësen Accord ugeholl huet.

Wat wichteg ass, et ass e ganz laangen Text. Et ass en Text vu 550 Säiten, wann een all d'Annexe kuckt. Et ass wierklech eng riseg Brique. An et ass interessant, déi Partie vum Dialogue politique, déi ass ganz wichteg, well ech hat jo virdru gesot, dass d'EU nëmmen esou Accorde mat Regiounen, mat Länner mécht, déi déi nämlecht Valeuren deelen, an déi ginn awer och da widderholl. An hei gëtt ganz kloer gesot, wat ganz wichteg ass an deem Accord, dat ass de Renforcement vun der Kooperatioun a verschiddenen Domäner, wéi zum Beispill de Mënscherechter.

Mam Computer ass dat jo haut ganz einfach, wann ee wëllt kucken, wéi vill Mol dat d'Wuert Droits de l'Homme dra virkënnt - ech hunn deen Exercice gemaach: Iwwer 30, 25-mol kënnt deen Term an deem Text vir. Et ass ganz wichteg. An da ginn et nach och Mechanismen, wéi dat kontrolléiert ka ginn, dat ass och ganz wichteg, do kommen ech herno nach drop ze schwätzen. D'Prévention des conflits, d'Bonne gouvernance, d'Réduction de la pauvreté, d'Intégration régionale, déi ech scho gesot hunn.

An dann zwee Aspekter, déi och ëmmer wéi e Fil rouge duerch déi Texter ginn, dat ass d'Protektioun vum Environnement, also déi Émweltdimensioun, an och déi sozial Dimensioun, déi ganz groussgeschriwwe gëtt.

Dësen Accord huet dann och déi Partie commerciale, an do ähnelt en deem nächsten Accord, dee mat Peru a Kolumbien ass, wat e rengen Handelsaccord ass. An an deem Accord, an där Partie commerciale ginn natierlech verschidden Exportatioune liberaliséiert vu Produits industriels, Fëscherprodukter, déi brauchen da keng Droits de douane méi ze bezuelen.

D'Unioun, wat awer och wichteg ass, préséiert d'Tarifs préférentiels an asymmetresch Tariffer en faveur vun de sechs zentralamerikanesche Länner. Déi wäre soss zur Échéance komm am Joer 2014. An et ass gutt, dass mer déi asymmetresch an och déi préférentiel Tariffer halen, fir déi Marchéen an deene Länner, verschidde Secteuren ze schützen.

Besonnesch an der Agriculture ginn och d'Droits de douane eliminéiert. Mä - mä, an dat wëll ech ënnersträchen, besonnesch well och vu verschiddenen ONGe Kritik geübt ginn ass -, et ass ganz wichteg ze ënnersträchen, dass et an deem Accord och definéiert Zones sensibles gi fir déi lokal Mäert. An ech mengen, dat ass e wichtege Punkt, deen och fir eis vun der LSAP ganz wichteg ass.

Zentralamerika bénéficiéiert vun neien Accèsen op d'Mäert vun der Unioun, wat hir Bananneproduktioun ubelaangt, Zocker, Fleesch, Rum an esou weider. Awer et sinn natierlech och Clauses de sauvegarde virgesinn, wann et zu Effets pervers géif kommen.

D'Kooperatioun am Domän vum Marquage a vum Étiquetage an Harmonisatioun vun Normen, dat facilitéiert, dat évitéiert bürokratesch Hürden. An dat mécht et méi liicht an dat facilitéiert dann d'libre Circulatioun vun deene Gidder an déi zwou Richtungen.

Och nach wichteg ass ze ënnersträchen, dass et 224 Indications géographiques ginn, déi geschützt sinn. Ech mengen, dat ass och wichteg fir d'lokal Produktioun. Ech hunn dat virdru scho gesot, et ass wichteg, dass d'lokal Produktioun a lokal Nominatioune protegéiert ginn op där enger Säit, mä och op eiser Säit.

Och d'Protektioun vun der Diversité biologique ass ervirgestrach dofir. An et ass en Engagement, e ganz wichtegt Engagement, e spezifescht Engagement dran, wat d'Fëscherei ubleaangt, wou d'Pêche durable, also déi nohalteg Fëscherei och ënnerstrach gëtt, dass dat wichteg ass.

Déi ganz Partie commerciale, déi traitéiert also déi Interrelatiounen tëschent dem Commerce, de Sozialpolitiken an der Émwelt. An dat ass ganz wichteg. Och déi ganz OIT-Norme ginn hei erwähnt.

An ech wollt nach e puer Saachen derbäifügen, well mer jo e rezente Communiqué hate vun dräi ONGen, an dofir wëll ech hei soen, dass et an deem Accord hei ee ganzt Kapitel gëtt iwwer Commerce an Développement durable. An hei gëtt et och e Mécanisme de suivi. Dat ass den Artikel 294. An dee gesäit vir, dass agereiicht gëtt e Conseil sur le commerce et le développement durable, deen zesummegesat gëtt aus Autoritéiten aus de Verwaltunge vun alle Parteien aus dësem Accord.

An da gëtt et nach méi e wichtegen, a mengen Aen, Artikel, dat ass den Artikel 295. Dee concernéiert den Dialog mat der Zivilgesellschaft. Et ass virgesinn, dass och op dësem Niveau e bi-régionale Forum opgebaut gëtt, fir dass et zum Dialog kënnt iwwer all déi kommerziell Aspekter vum Accord, déi am Zesummenhang sti mat der nohalteger Entwécklung. An nohalteg Entwécklung sinn net nëmmen Émweltfroen, mä natierlech och all déi Sozialfroen.

Aner Kritiker hunn, wéi gesot, d'Situatioun vun de Mënscherechter an déi lokal Produktioun ugeschwat. Ech hunn dat schonn hei elo grad a menger mëndlecher Ried ugeschnidden. Ech wëll och drun erënneren, dass an deenen zwee Rapporten, a menge schréftleche Rapporten hunn ech déi kritesch Punkten och ugeschnidden. Mir hunn déi och an der Kommissioun diskutéiert.

Also, dësen Accord, deen éischten elo hei mat Zentralamerika, ass en Accord, dee méi wäit ass, méi wäit geet wéi e reng kommerziellen Accord. Et ass e wichtegt Kapitel an der Relatioun tëschent deenen zwou Regiounen. Et ass e wichtegt Kapitel am Dialog, dee mer mat där Regioun hunn, wat d'Mënscherechter ubelaangt, wat d'bonne Gouvernance ubelaangt an déi wichteg Theme wéi Justice, Liberté, Développement social a Cohésion sociale.

An dofir wëll ech och am Numm vun der LSAP den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Rapport sur le projet de loi 6618

Dann, wéi gesot, Här President, hate mer jo gesot, mir géifen déi zwee Projets de loi zesummen huelen. Bei deem zweete kann ech mech elo vill méi kuerzfaassen.

Dëst ass en Accord tëschent der EU, hire Memberlänner engersäits a Kolumbien a Peru anerersäits. An et ass, wéi gesot, e rengen Handelsaccord an net, wéi bei deem viregte Projet, en Associéierungsaccord. Also huet e just dee Pilier Handel, dee ganz ähnlech ass wéi deen drëtte

Pilier, deen ech am viregte Projet erkläert hunn. An net méi laang wéi e puer Méint hier hate mer hei e ganz ähnlechen Accord - et ass ëmmer deen nämlechte Modell - mat Südkorea. Ech ka mech dofir kuerzfaassen.

An ech wëll och drun erënneren, dass och dëse Projet de loi dräimol um Ordre du jour vun där zoustänneger Kommissioun stoung, an dass mer do och d'Geleeënheet haten, mat Beamten, mat Représentantë vum Ministère all Froen ze stellen, déi mer haten an op all Kritiken anzegoen.

Duerch dësen Accord tëschent der EU mat Peru a Kolumbien ginn d'Échangë vun de Gidder an och vun de Servicer duerch d'Erofsetze vun Tariffer, duerch Approximatioun vu Standarden an duerch d'Asetze vu méi einfachen Douanesprozeduren an administrative Prozeduren all vill méi einfach gemaach.

Och hei sinn d'Verhandlungen 2006 ugaangen. Deemools hat iwwregens, et ass vläicht interessant ze soen, d'EU och d'Mandat kritt, en Accord d'association interrégional, genausou wéi dee viregten, auszehandelen. Et ass awer net dozou komm. Dat sollt mat der Communauté andine sinn. Se ware sech innerhalb vun deene Länner net eens. An dofir ass dunn eleng weiderverhandelt gi mat Kolumbien a mat Peru. Mëttlerweil lafen awer och nees Verhandlungen, huet Ecuador, wann ech mech net iren, sech nees an de Prozess erageschriwwen.

Jo, och dësen Accord ass am Europaparlament mat 486 Stëmmen ugeholl ginn. Ech hunn och déi Rapporten nogelies, déi do an der Kommissioun stattfonnt hunn. Dat waren ähnlech Diskussioune wéi bei eis. Och ähnlech Kritiken an Ängscht sinn ugeschwat ginn, mä och do sinn déi richteg Äntwerte geliwwert ginn.

Wichteg ass, mengen ech, nach ervirzestréichen, dass och dësen Accord fondéiert um Respekt vun de Prinzipie vun der OMC. Am Exposé des motifs hunn ech, an och a mengem schréftleche Rapport, an och iwwregens am Avis vun der Chambre de Commerce, do gëtt genau erkläert d'Flux commerciaux tëschent Lëtzebuerg an deene Länner, awer och virun allem tëschent der EU an deene Länner. An et gëtt gerechent, wéi dës Accorden zur Reduktioun vun der Aarmut kënne bäidroen.

Ech wollt awer eng Remarque am Numm vu menger Fraktioun maachen an a mengem perséinlechen Numm. Fir d'LSAP ass dat natierlech wichteg, dass dës Handelsaccorden dat do mat sech bréngen. Mä et dierf net nëmmen an Euroen an an Dollare gemooss ginn, well dës Accordë sinn am Fong e Kader fir eng nohalteg an eng Sozialentwécklung. Se sinn also vill méi wäitreechend wéi just Saachen, déi ee monetär ka rechnen.

Da wollt ech och zu dësem Accord, zu dësem Punkt den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech wollt nach e puer Wuert awer soen zu engem Communiqué, dee vun den ONGe komm ass: Fir eis als Chamberskommissioun, a fir mech och als President vun der aussepolitescher Kommissioun, déi och mat Entwécklungsfroen handelt, ass et ganz wichteg, dass mer gutt Relatioune mat den ONGen hunn. Mir empfänke se eemol am Joer, an ech mengen, och d'Regierung am Kader vum Comité interministériel invitéiert, huet permanent den Dialog mat den ONGen, mä invitéiert se och an de Comité interministériel. Dat ass eng Plaz, wou mer vill kënnen diskutéieren.

Ech war dofir iwwerrascht, dass den 28. Mäerz dee Communiqué komm ass. Mir sollten dës Projeten iwwregens den 19. Mäerz hei ofstëmmen, wann Der Iech gutt erënnert. Mä well mer esou laang Diskussiounen am Viraus haten, sinn déi vum Ordre du jour geholl ginn a sinn haut drop.

Dofir, zéng Deeg duerno kënnt dann dee Communiqué. Ech wëll just en Opruff maachen un d'ONGen: Si wëssen, dass se bei mir als President vun där Kommissioun, si wëssen, dass se bei de Kolleeginnen a Kolleege vun där Kommissioun en oppent Ouer fannen. Ech hunn dat hei net ganz fair fonnt, dass dann op eemol elo esou e schaarfe Communiqué kënnt.

A verschiddene Punkte muss ech soen, d'Intégration régionale gëtt groussgeschriwwen, et ass net géint d'Intégration régionale vun där Regioun. Wat d'Droits de douane ubelaangt, hunn ech gesot: Et gëtt déi Tarifs préférentiels, asymmetresch Tariffer. Et gëtt Zones sensibles, fir d'Marchés locaux ze protegéieren, an et gëtt Clauses de sauvegarde. A wéi gesot, mir haten et esou oft an der Kommissioun, mir hunn driwwer diskutéiert. Ech hoffen, dass mer an Zukunft, wann esou Accorde kommen, e besseren Dialog kënne féieren.

Dofir hunn ech jo och proposéiert am Kader vum TTIP - dat ass dat Handelsofkommes tëschent der Europäescher Unioun an den USA -, dass mer do sollen en Hearing an der Chamber organiséieren. Ech hätt dee gär am Mee, wa méiglech no den... Mir haten en Datum den 9. Mee, dat ass aus technesche Grënn net méiglech, well d'Chamber dann eppes aneres huet, eng grouss interparlamentaresch Konferenz. An ech versichen, en Datum ze fannen nach Enn Mee, wahrscheinlech oder vläicht ufanks Juni, am léifsten Enn Mee.

Mir schaffen an der Kommissioun drun. Mir haten dat och schonn zweemol um Ordre du jour, déi lescht Sitzungen, wou mer d'Preparatioun doriwwer diskutéieren, dat ass och vum Bureau accordéiert ginn. An ech mengen, do wäerte mer eng Geleeënheet kréien, fir mat den ONGen, awer net nëmmen den ONGen, mat der ganzer Zivilgesellschaft iwwer esou wichteg Accorden ze diskutéieren.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, dass Der mer esou laang nogelauschtert hutt. An, wéi gesot, ech ginn den Accord vun der LSAP an hoffen, dass Der och all mat dësen Accorden averstane sidd.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur, deem ech frëndschaftlech géif un d'Häerz leeën, fir déi dräi Kape kloer ze trennen: déi vum Rapporteur, déi vum mandatéierte Sprecher an déi vum President vun der Kommissioun. Ech soe Merci do derfir an ech géif dann direkt deem nächste Riedner d'Wuert ginn. Den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll just an e puer Wuert soen, datt de Marc Angel e gudde Résumé gemaach huet vun all deenen Aarbechten, déi mer an der Kommissioun haten. Hien huet souwuel d'Kritike wéi d'Ängschten, déi duerchdiskutéiert gi sinn, wéi awer och déi Äntwerten, déi komm sinn op déi Kritiken hei an all Detail beschriwwen. Net nëmmen déi Kritike bei eis an der Kommissioun, och déi Diskussiounen, déi am Europaparlament waren. An déi Beschreiwung war scho komplett, esou wéi Der se gemaach hutt.

Dësen Accord ass evidenterweis en interessanten Accord, well et deen éischten Accord d'association ass, dee bilateral gemaach gëtt zwëschen der Unioun op där enger Säit an enger Rei Länner op där anerer Säit. An haaptsächlech deen éischten op jidde Fall, well en och dräi Voleten huet. Niewent dem politeschen Dialog op där enger Säit, der Kooperatioun op där anerer Säit och dee kommerzielle Volet als leschte Pilier, als drëtte Pilier. Woubäi een awer muss soen, datt dee kommerzielle Volet wahrscheinlech dee wichtegsten ass.

Mä interessant ass awer, contrairement zu deem zweeten Accord, deen Der beschriwwen hutt, datt hei déi aner zwee Voleten och grouss dra sinn an eng grouss Plaz an deem hei Accord fonnt hunn, wat gutt ass, an dobäi och eng Konsolidatioun vun de Relatiounen zwëschen der Europäescher Unioun an deene Staten aus Zentralamerika wäert bréngen.

Wann een d'Datume kuckt, wéini dat Ganzt gemaach ginn ass, Décisioun 2006, Négociatiounen zwëschen 2007 an 2010, duerno d'Paraphe drop 2011, d'Signature 2012 a schlussendlech elo 2014 d'Emsetzung, da gesäit een och, wat fir ee wäite Wee dat Ganzt scho gemaach huet a wéi vill Diskussiounen am Pour et contre schonn heiranner gemaach gi sinn.

Wat deen zweeten Accord mat Kolumbien a Peru ugeet, sou ass dat effektiv keen Accord d'association, mä just en Accord commercial. Mä en huet awer och den Avantage, datt e béidsäiteg u sech déi Elementer ofsécher, déi eis erlaben, e stabelt, transparent a previsibelt kommerziellt Emfeld ze hunn. Haaptsächlech och, andeems en d'Droits de douane fir d'Exportateuren ofschaaft an domat effektiv e méi kloert an däitlecht Emfeld fir de Commerce gëtt.

Selbstverständlech kënnt och den Accord vun der CSV-Fraktioun fir déi hei zwee Accorden.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll virun allem op dräi Haaptpunkte vun deem éischten Accord agoen, Projet de loi 6617, do wou een d'EU als kollektiven internationalen Handelspartner an Zentralamerika gesäit. Ech mengen, et ass wichteg, datt d'Europäesch Unioun sech op deem dote Gebitt profiléiert. Et mierkt een och, datt d'EU et fäerdegbruecht huet, elo fest Strukturen opzebauen iwwer hir Grenzen eraus, fir, wéi gesot, esou Accorden och kënnen ofzeschléissen.

Et däerf een net vergiessen, datt d'Europäesch Unioun schonn an de 60er Joren éischt Initiative geholl huet, fir mat Zentralamerika Kontakter opzehuelen. Et däerf ee jo och net vergiessen, datt mir als Europäer historesch, kulturell an och souguer reliéis Verbindunge mat Latäinamerika hunn. A spéitstens, wéi jo Portugal a Spuenien 1986 der Europäescher Unioun bäigetruede sinn, ass dat u sech nach méi zum Virschäi komm. Ech wëll allerdéngs net hei falsch verstane ginn, wéi wann een de Kolonialismus als eng positiv Affär géif duerstellen.

1984 ass jo dee sougenannten „San José-Dialog" an d'Wee geluecht ginn. Do ass dunn u sech déi Relatioun zwëschen der Europäescher Unioun an Zentralamerika offizialiséiert ginn. Leit behaapten haut, datt u sech och dat derzou bäigedroen huet, datt eng Rei Konflikter, déi an deem Raum déizäit geherrscht hunn, konnten deelweis e bëssen entschäerft ginn. Ech wëll och drun erënneren, datt jo virun allem an El Salvador e ganz fierchterleche Biergerkrich an där Zäit war. Zwëschent 1981 an 1990 hate jo net manner wéi 70.000 Leit hiert Liewen an deem Biergerkrich verluer.

Et ass och interessant, wann een d'Statistik kuckt, datt zum Beispill am Joer 2011 d'Europäesch Unioun net manner wéi 6,7 Milliarden an Handelsrelatioune mat Zentralamerika opgebaut hat. An domadder ware mer u sech den zweetwichtegsten Handelspartner - wann ech elo soen, mir, d'Europäesch Unioun - hannert den USA.

Et däerf een och net vergiessen, datt u sech esou Ofkommesse jo awer Virdeeler fir eist Land mat sech bréngen. Well mir als Lëtzebuerg - e klengt Land - natierlech vill ze vill schwaach sinn, fir eis Ekonomie am Fong geholl an deene Regiounen auszebauen. Et ass also wichteg, datt mer agebonne sinn an esou enger fester Struktur, wéi dat d'Europäesch Unioun ass.

En zweete wichtege Punkt, deen een hei kann erauszéien, dat ass natierlech och: Déi Accorde sinn en Deel Entwécklungshëllef. Och dat däerf een net hei vergiessen. Well, an dat ass jo ganz kloer an dem Rapport hei erausgaangen, datt jo d'nationaalt Akommes vun deene Länner zum Deel ka gesteigert ginn. Ech verweisen hei zum Beispill op Costa Rica, wou am Fong geholl eng Steigerung vum Wuesstum vun 3,5% erwaart gëtt. A mir wësse jo, datt besonnesch an där Regioun, besonnesch Zentralamerika, ganz grouss wirtschaftlech Problemer bestinn.

Dann een drëtte Punkt, deen och schonn zu Recht hei ënnerstrach ginn ass, dat ass natierlech den Aspekt vun der Nohaltegkeet. Och do kann d'Europäesch Unioun eng ganz wichteg Roll spillen. Mir kënnen eisen Know-how an déi Regiounen exportéieren. Mir wësse jo, datt den Emweltschutz do jo och net besonnesch groussgeschriwwe gëtt. Soudatt et also wichteg ass, datt mir do kënnen eist Wësse mat exportéieren (veuillez lire: vermëttelen). Ech wëll och drop hiweisen, datt jo effektiv e Conseil sur le développement durable geschafe gëtt duerch dat Ofkommes hei.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ouni Zweifel awer wichteg ass, dat ass, datt dat Associéierungsofkommes hei u sech dat stäerkst institutionellt Instrument fir d'Verankerung vun de Bezéiungen zwëschent der EU an hire Partner a Mëttelamerika ass. Et ass also e laangfristegen Zukunftsprojet an et beweist och d'Stäerkt, déi d'Europäesch Unioun awer entre-temps och do op deem Niveau erreecht huet. Allerdéngs muss een awer oppassen, datt een e gewëssent Gläichgewiicht hei respektéiert. Esou Ofkommessen däerfen natierlech net zulaaschte vun der indigener Populatioun goen.

Zu deem zweete Projet de loi kéint een eng Rei ähnlech Remarquen hei ufëieren. Ech mengen, do limitéiere mer eis haaptsächlech op en Ofkommes, wat eben den Handel ubelaangt. Och deen ass awer ouni Zweifel hei positiv ze gesinn.

Jiddefalls, mir als Demokratesch Partei stinn hannert deenen zwee Projets de loi. Et gëtt u sech virun allem, wéi gesot, der Europäescher Unioun d'Méiglechkeet, nei Mäert am Fong geholl besser ze besetzen an doriwwer eraus wäert dat mat Sécherheet och eng gewësse positiv Inzidenz fir eis hei zu Lëtzebuerg hunn.

An an deem Sënn bréngen ech den Accord vun der Demokratescher Partei, wëll awer och nach dem Marc Angel e grousse Merci soe fir seng flott Rapporten zu deenen zwee Gesetzesprojeten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Gusty Graas. Den nächste Riedner ass den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech schléisse mech am Numm vun der ADR ganz gär dem Merci un den Här Angel un, deen eis eng ganz flott Presentatioun gemaach huet.

Ech hat mech eigentlech virbereet an och, muss ech soen, e bësse gefreet op eng Debatt haut mat deene Gréngen iwwert dës Accorden, well am Europaparlament hunn eis gréng Kolleege géint déi zwee Accorde gestëmmt. An haut hei an der Regierung sëtze se a stëmme se mat. Dat muss ee fäerdegbréngen, esou schizophren ze sinn, datt déiselwecht Partei am Europaparlament géint zwee Accorde stëmmt a se hei matdréit!

Elo hu mer leider haut keng gréng Wuertmeldung bis elo gehat. Mä et wär esou schéi gewiescht, wann déi gréng sech zu hirer Positioun am Europaparlament och hei bekannt hätten, wat se awer anscheinend net wëlles hunn ze maachen.

Déi zwee Accorden hei, déi brauchen och eng Rei Kommentaren a Bemierkungen.

Mat Peru a Kolumbien, muss ee soen, datt mer bedaueren, datt d'Chambre de Commerce net ëm hiren Avis gefrot ginn ass. Meng Virriedner hu betount, datt et haaptsächlech Handelsfroe sinn. An ech mengen, et wär awer dat Normaalst vun der Welt, datt dann och d'Chambre de Commerce ëm en Avis gefrot gëtt.

Genausou wéi mer eis froen, ob et wierklech sënnvoll ass, datt en Accord, wéi deen heiten, wéi dee mat Peru a Kolumbien, dee ganz kloer, an dat gëtt och däitlech gesot, d'Kompetenze vun de Memberstate beréiert, ka provisoresch applizéiert ginn, ier d'Memberstaten dee ratifizéiert hunn. Dat ass e Manktum u Respekt vum Wëlle vun de Memberstaten. Wann d'Kompetenze vun de Memberstate vun engem Traité beréiert ginn, da mussen déi och hiren Accord signaléieren, ier e kann applizéiert ginn.

Dräi Bemierkunge vläicht iwwert déi Traitéen. Mir sollten déi och vläicht ganz gutt analyséieren, notamment well mer gemierkt hunn, wéi mer iwwert déi transatlantesch Handelsunioun hei geschwat hunn, wat et kann heeschen a wéi nervös och mir heibanne waren, wéi mer gemierkt hunn, datt mer vläicht eng Kéier an der Positioun vun engem Schwaache ware géintiwwer der USA. An dann hu mer direkt do och scho gefrot: Wéi ass et mat der Sécherheet vun eisen Entreprisen, wéi ass et mat de Kritären an esou weider?

A vill méi grouss ass nach dat Ongläichgewiicht, wat eis trennt géintiwwer deene relativ klengen an, géintiwwer eis, och relativ schwaachen zentralamerikanesche Staten. Dofir ass vläicht déi Debatt, déi mer hei haten iwwert d'Handelsbezéiunge mat den USA fir eis eng Warnung, fir och dëst méi genee ze analyséieren.

Dofir dräi Kommentaren, vläicht en éischten iwwert de politeschen Dialog. Wann een de Projet de loi liest, deen d'Regierung eis hei ginn huet, da steet an deem éischten Abschnitt iwwert de politeschen Dialog, datt mer déi gemeinsam Wäerter do fleege mat den zentralamerikanesche Staten. A genau an deem Absatz duerno, an deem Paragraf drënner steet, mir hätten all Wäertvirstellunge vun der Europäescher Unioun an deen Traité erabruecht.

Et muss een awer naiv sinn, fir ze mengen, datt eng Identitéit besteet tëschent deem, wat europäesch Wäerter sinn, an deene vun den zentralamerikanesche Staten. An ob mir net do heiansdo ze vill staark optrieden an och ob mir heiansdo déi richteg Messagë ginn.

Ech wëll elo net polemiséieren, mä ech wëll awer drun erënneren, datt och eng lëtzebuergesch Ministesch fir Entwécklungshëllef duerch Zentralamerika gereest ass, fir Reklamm fir d'Ofdreiwung ze maachen. Saachen, déi fir Katholiken an Zentralamerika wahrscheinlech net akzeptabel sinn.

Eng zweet Bemierkung ass dat ebe just iwwert d'Gläichgewiicht tëschent deenen zwou Regiounen. Mir haten hei, wéi mer iwwert déi transatlantesch Handelsbezéiunge geschwat hunn, eng Debatt iwwert déi „investor to state"- Mediatiounsmechanismen oder „dispute settlement"-Mechanismen, a mir hunn eis gefrot, ob do net extrajudiciaire Strukture géife geschafe ginn au détriment vun eise Rechtsnormen an eise juristesche Sécherheeten, déi mir eis ginn hunn aus aarbechtsrechtlechen, ëmweltpoliteschen an anere gudden Ursaachen.

An hei stelle mer fest, datt och hei esou Mechanismen existéieren, „investor to state", „dispute settlement", déi explizit virgesi sinn, a wou mer mussen awer d'Fro un d'Regierung stellen: Wéi fonctionnéieren déi? Sinn do genuch Garantien, datt mir net géintiwwer deenen zentralamerikanesche Staten hei Mechanismen afëieren, déi mir géintiwwer eis net wëlle gesinn an eise Relatioune mat den USA? Gëtt et do Garantien? Wéi ginn déi gehandhabt? Wéi sinn, notamment am Artikel 167 vun deem Traité mat den zentralamerikanesche Staten, wéi gëtt dat gehandhabt, deen „investor to state dispute settlement"?

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Genausou muss ee bedenken, datt déi zentralamerikanesch State keng kloer Strukturen hunn. Si si géintiwwer eis e schwaache Verhandlungspartner, wann et drëm geet, iwwer Subventiounen oder iwwer Quoten ze schwätzen, well hir Strukture sinn natierlech wäit méi schwaach wéi déi vun der Europäescher Unioun. An och do muss ee sech wonneren, ob déi Fiktioun vum Gläichgewiicht, déi an deem Traité ëmmer erëm erauskënnt, wierklech der Realitéit entsprécht.

E lescht Wuert iwwert de Sënn vun deem Ganzen am Kader vun der Entwécklungshëllef oder der Philosophie vun der Entwécklungshëllef, déi mir applizéieren. An do si mir als ADR net déi Eenzeg, déi et soen, awer mir soen et am längsten an am vehementesten. Mä mir soen awer, den Handel ass déi beschte Form schlussendlech vun der Entwécklungshëllef! Et ass och op d'mannst eng vun deenen dräi Parteien an der Regierung, déi dat och ëmmer erëm betount.

Mir gesinn awer hei, just fir Iech emol d'Proportioun ze gi vun eisen Echanges commerciaux an der Entwécklungshëllef, déi mir an där Regioun ginn: Mir exportéieren an Zentralamerika fir 1,7 Milliounen Euro, 1,7 Milliounen Euro. Mir importéiere fir 17.000 Euro! Dat sinn eis Importer aus där Regioun, 17.000 Euro. Da gi mer awer Entwécklungshëllef an déiselwecht Regioun, an de Salvador 7,09% - dat sinn Ziffere vun 2012 -, ronn 7,5 Milliounen Euro, an den Nicaragua praktesch d'selwecht, och ronn 7,5 Milliounen Euro. Dat heescht, 15 Milliounen Euro Entwécklungshëllef, 1,7 Milliounen Exporter a 17.000 Euro Importer.

Solle mer dann net higoen a kucken, wéi mer d'Importer aus där Regioun kënne förderen, wéi mer Handelsstrukturen, Steiere kënnen dohannen anzéien - also net mir, mä si natierlech -, fir emol dat Land op eng aner Basis ze stellen?

Mir haten, an dat ass jo och gesot ginn, wéinstens emol an deenen Texter, déi d'Regierung eis ginn huet, datt eng Handelskammer zu Panama gegrënnt gouf, eben eng lëtzebuergesch-zentralamerikanesch Handelskammer, déi musse mer mat Liewe fëllen, fir wierklech laangfristeg Entwécklung iwwert den Handel kënnen ze leeschten. Dat ass d'Zukunftsperspektiv.

An dowéinst ass et och wichteg, dat ze erfëllen, wat d'ADR ëmmer erëm seet, dat ass, datt dee Programme indicatif vun der Kooperatioun och hei an der Chamber diskutéiert a ratifizéiert gëtt. Well nëmmen esou kënne mir als Deputéierten hei soen, wat dee richtege Wee ass, eiser Meenung no, fir déi Länner, fir hinnen ze hëllefen an an hirer Entwécklung ze hëllefen. Dat ass net ëmmer nëmmen duerch eng Mentalitéit vun der Assistenz, mä dat ass, fir se als wierklech gläichberechtegt Partner ze gesinn an Handelsstrukturen opzebauen, déi eis laangfristeg erlaben, wierklech als gläichberechtegt Partner virun ze existéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Deputéierten. Als Nächsten huet d'Wuert den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Mir sollen hei ofstëmmen elo iwwer zwee Accorden, een Handelsaccord mat Kolumbien a Peru. Insgesamt hunn déi zwee Accorden, mengen ech, 1.014 Säiten, déi jo wahrscheinlech jiddweree ganz opmierksam gelies huet.

(Interruption)

Ech wëll trotzdeem hei, ass et mer wichteg, fir nom Rapporteur hei awer eng aner Klack ze laude wéi déi, déi virdrun hei gelaut huet.

Ech wëll och soen, datt de Rapporteur, wann en de Mëtteg um Radio gesot huet, datt d'ONGen elo eréischt erwächt wieren, datt en dat géif bedaueren an datt en, och wann de Communiqué den 28. Mäerz erauskomm wier, dat net fair géif fannen, besonnesch datt en esou schaarf war; ech wëll en einfach drop opmierksam maachen, datt, wann ech dat richteg gesinn hunn, dee Communiqué zimlech wuertgläich ass mat dem Communiqué, deen och d'franséisch ONGen erausginn haten zur nämlechter Thematik de 27. November 2013, e gutt Stéck, eng gutt Zäitche virdrun, also wierklech bal wuertgläich.

Esou wéi ech iwwerhaapt fannen, datt déi 160 ONGen, déi aus Latäinamerika an Europa bis elo zu deenen Accorden do Stellung geholl hunn, zimlech ähnlech Aschätzungen hu wéi déi, déi och elo d'ASTM, SOS Faim a Fairtrade zu Lëtzebuerg hunn, nämlech fir hinzeweisen op déi desastréis Konsequenzen, déi déi zwee Ofkommesse fir d'Mënscherechter, d'Sozialrechter, d'Indigènen, d'Baueren, d'Emwelt, déi regional Integratioun an deene Länner wäerten hunn.

Derbäi kënnt och eng wäitgehend Liberaliséierung vun de Finanzmäert, déi och net wäert gefeit si viru Geldwäsch. Mir wëssen, vu wéi enge Länner datt mer schwätzen. An déi Verträg, déi si vëlkerrechtlech bindend, am Géigesaz zu deenen Dispositiounen.

An ech mengen, den Här Angel huet sech verzielt, dat steet méi dacks dran, mä et ass net d'Zuel, wéi dacks datt et drasteet, et ass de juristesche Wäert, deen et huet, deen ausschlaggebend ass fir d'Mënscherechter a Länner, wou d'Gewalt géint d'Gewerkschaften an d'Bevëlkerung bis elo wäitgehend stroffräi iwwert d'Bühn gaang ass.

D'EU seet natierlech, an de Rapporteur huet et widderholl, datt de Respekt vun de Mënscherechter am Ofkommes festgeschriwwe wier, mä net verbindlech. Et gi Feuilles de route festgeluecht, déi solle suivéiert ginn, zesummen, an ech mengen, en huet en Artikel zitéiert, 294, wann een deen Artikel liest, do gëtt ee Conseil geschafe vun alle Partner, déi sech mussen unanime eens sinn, wa se esou eppes wëlle feststellen.

Abee, chapeau! Fir mat deenen, déi dann d'Mënscherechtsverletzungen toleréieren a bedreiwen, fir sech mat deene mussen eens ze sinn, fir datt ee se kann iwwerhaapt feststellen: Wann dat déi juristesch Ofsécherung ass, déi mer hei hunn, fir géint Mënscherechter (veuillez lire: Mënscherechtsverletzungen) virzegoen, dann, abee merci!

Da wäerte mer et net fäerdegbréngen, elementar Mënscherechter duerchzesetzen a Länner wéi Guatemala, wou laut UNO eleng 2011 zéng Gewerkschaftler ëmbruecht gi sinn - elo kann ee soen, ech wier vläicht e bësse sensibel dorobber -, mä an Honduras, wou Gewalt op der Dagesuerdnung steet, deem geféierlechste Land fir Journalisten a fir Membere vu Mënscherechts- an Indigènes-Organisatiounen, an a Kolumbien, wou an der Moyenne all dräi Deeg ee Gewerkschaftler ëmbruecht gëtt an deene leschten 23 Joer.

A wa mer mengen, déi Accorden, déi wiere jo esou bindend, wëll ech just drop hiweisen, datt verschidden Accorde scho vum leschte Joer un am Juli ugewannt ginn 2013, an net eréischt, wann d'Lëtzebuerger Chamber se guttgeheescht huet, mä déi ginn elo schonn ugewannt, dann hätte jo alleguer déi Mënscherechtsverletzungen do jo scho laang missen ophéieren.

Een aneren Aspekt vun deem Ofkommes, dat ass d'Ophiewe vun den Douanes-Taxe fir Mineralien, Rohstoffer am Biergbau, souwuel wat den Import wéi wat den Export ugeet. Wat den Export ugeet, heescht dat ganz kloer, datt d'europäesch grouss Multinationalen, déi Rohstoffer brauchen, déi kënnen elo vill méi fräi auswielen, wat den Import ugeet.

Esou huet dat och Konsequenze fir d'Agrarproduktioun, andeems déi subventionéiert Agrarproduite vun der EU, zum Beispill 60 Milliioune Liter Mëllech a Kolumbien kënnen exportéiert ginn, spottbëlleg, während vun de kolumbianesche Baueren mat hiren zwou, dräi Kéi, déi se hunn, mat deene se fënnef Liter Mëllech den Dag produzéieren, schätzungsweis 500.000 Klengbauere wäerten ënnert d'Rieder kommen an hir Existenz verléieren!

Ech kéint weiderfuere mat der forcéierter a méiglecher Privatiséierung vun ëffentlechen Déngschtleeschtunge bei der Waasserversuergung, am Telekommunikatiounsberäich, bei der Energie. Ech kéint weiderfueren mat dem regionalen Integratiounsprozess, dee wierklech a Latäinamerika eng aner Richtung geholl huet, zënter datt Latäinamerika am Opbroch ass, zënter datt e groussen Deel vun de Militärdiktaturen a vun där neoliberaler Ausplënnerungspolitik ofgeschaaft ginn ass an duerch lénk a Mëtt-lénks-Regierungen ersat ginn ass, déi eng demokratesch Participatioun siche vun der Bevëlkerung, wou zwar d'Muecht vun den transnationale Konzerner nach weider besteet, mä vergläichsweis vill méi gënschteg sozial a wirtschaftlech Entwécklunge geschéien hautdesdaags, wéi dat virdrun de Fall war, a vill Länner sech och dem Diktat vun dem IWF entzunn hunn.

Déi politesch Kräfteverhältnisser a Latäinamerika hu sech geännert, d'Bezéiungen tëschent de Länner hu sech geännert, och mam Norden. An dat ass d'Basis fir eng interregional, Stéchwuert ALBA, Unasur, an esou weider, fir eng interregional Kooperatioun, déi am Respekt muss geschéien an net an der Konfrontatioun!

Et ass net méiglech, am Kader vun enger Interventioun elo hei op all d'Detailer anzegoe vun deenen zwee Ofkommessen. Dozou wier eigentlech en Hearing noutwendeg gewiescht vun der Chamber mat deene betraffenen ONGen, esou wéi beispillsweis de Bundestag dat gemaach huet. An et ass eréischt no dem Hearing am Bundestag, wéi an Däitschland eng ganz Rei Saache kloer gi sinn, zum Beispill och wat et heescht Handel maache mat Länner, wou 5% vun der Bevëlkerung 80% vum Terrain, dee bebaubar ass, gehéiert, an zwee Drëttel vun de Leit just 5% vum bebaubaren Terrain hunn. Wou véier Millioune Leit verdriwwe ginn! An ech mengen, all déi Saachen do, dat ass eng Ursaach, firwat datt déi Lénk an déi gréng am Europaparlament, mä och an nationale Parlamenter wéi am Bundestag géint déi Accorden do gestëmmt hunn.

Ech kéint och elo hei Zitater brénge vun deene Gréngen am Europaparlament, firwat datt se dogéint gestëmmt hunn. Ech mengen, déi wiere wäitgehend deckungsgläich mat deem, wat ech elo gesot hunn. Ech wëll och kloerstellen, mir sinn net prinzipiell géint all Handelsaccord, fir datt dat och kloer ass, wann en ausgeglach ass an deenen anere Staten a Vëlker och hëlleft. A wann ech soe Vëlker, da mengen ech Vëlker, an net nëmmen déi 5%, mat deenen den Här Kartheiser wëllt do verhandelen.

Et ass och net logesch, datt een op där enger Säit Kooperatiounshëllef mécht, wéi mer se maachen, op där anerer Säit dann erëm esou Accorde mécht, déi wierklech desastréis si fir déi Länner a just de grousse Betriber bei eis an enger Rei Leit bei hinnen, besonnesch Räichen, hëllefen.

Mir kënnen deem Accord do net zoustëmmen. Mir stëmme ganz kloer dogéint, d'nämlecht wéi am Europaparlament. An ech géif wierklech hoffen, onofhängeg vum Här Kartheiser senger Polemik, déi anescht gelagert ass, datt och déi gréng Kolleegen hei sech géifen där Haltung, déi se am Europaparlament haten, uschléissen an och drop hiweisen, datt d'ONGen hei eigentlech recht hunn, well d'wirtschaftlech Intérêten hei virun déi vun de Mënsche gestallt ginn. Dat ass eent vun den Zitater aus dem Europaparlament, wat motivéiert huet, firwat datt do déi Lénk an déi gréng dogéint gestëmmt hunn, wéi och am Bundestag.

De Rapporteur huet och nach geschwat vum Hearing an der Chamber iwwert den TTIP, d'Fräihandelsofkommes mat Amerika, wat d'Konsequenz war, d'Diskussioun iwwert deen Hearing opgrond vun enger Motioun, déi mer hei viru 14 Deeg oder dräi Wochen diskutéiert hunn, wou dräi Deeler dra waren an enger Motioun, déi ech bruecht hat, éischten Deel „Stop TTIP", „TTIP op den Tipp", wou haut ëmmer méi Organisatiounen a Gewerkschaften och zu Lëtzebuerg där Meenung sinn, wou en zweeten Deel war fir d'Offeleeung vun allen Dokumenter.

A wann ech soen d'Offeleeung vun den Dokumenter, da mengen ech net dat, wat de Moment an der Aussenhandelskommissioun amgaang ass, wou d'EU-Kommissioun all 14 Deeg eis däerf e schéinen Text ginn, wou se erëm eppes schéiried, mä da missten awer och d'Positioune vun den ONGen a vun deenen aneren Experten zum Fräihandelsofkommes mat Amerika op den Dësch kommen.

An dréttens hat ech proposéiert, déi Fräihandelsofkommessen, den TTIP natierlech, mä awer och déi aner, eng Kéier an engem Hearing ze behandelen. An de President vun der Aussenhandelskommissioun huet sech deem ugeschloss. Ech géif et awer erstaunlech fannen, wann déi Diskussioun elo no den Europawahle géif stattfannen, woubäi dat dote jo awer e wichtegt Thema ass vun der Sensibiliséierung vun de Leit an Europa, iwwert wat Europa mécht, wat et ass.

Ech géif et wichteg fannen, datt deen Hearing virdru géif stattfannen, datt do wierklech d'Zivilgesellschaft d'Méiglechkeet hätt, fir och mat Experten, déi sécherlech hir Qualifikatiounen hunn, déi heiansdo méi wäit gesi wéi d'Experte vun der EU, déi dacks verstréckt sinn a politesch Intérêten, dat kënnen duerleeën. An ech hoffen eng Äntwert ze kréien, datt mer et fäerdegbréngen, och deen Hearing zurzäit ze maachen an de Leit net nach méi d'Flemm anzedreiwe mat der EU a mat Saachen, déi net riicht lafen an Europa.

Domadder schléissen ech of a wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt mir op jidde Fall géint déi Ofkommessen do stëmmen. A mir hoffen, datt mer net eleng sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci. Ech hunn nach d'Wuertmeldung vum Rapporteur. Här Rapporteur.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech muss dem Här Turpel ganz recht ginn, dass een hei an der Plénière net kann op all d'Detailer agoen, éischtens aus Zäitgrënn, mä ech mengen, mir hunn awer Kommissiounssitzungen, wou een op all Detailer kann agoen. Ech wëll drun erënneren, dass mer deen hei Accord dräimol um Ordre du jour haten. Ech weess och, dass déi Lénk kee Vertrieder an där Kommissioun hunn, mä se kënnen awer, wéi leschte Méindeg, ware se vertrueden, wou mer iwwert d'Ukrain geschwat hunn an aner Saachen. Se sinn awer ëmmer häerzlech wëllkomm an der Kommissioun.

Mir haten och no der ëffentlecher Interpellatioun - hei an der Chamber hu mer natierlech Kameraen, déi lafen, mer hu Journalisten, déi do sinn -, mä och an der Kommissioun hu mer zweemol den TTIP, d'Handelsofkommes mat Amerika nobehandelt a mir schaffen och nach drun, wéi mer deen Hearing solle gutt organiséieren. Mir wëllen dee maachen, mir wëllen e gutt organiséieren. Ech sinn och a Kontakt mat ONGen. Dat leeft. An do brauche mer Zäit.

Mir hu schonn zweemol driwwer geschwat a mir wäerten nach an deenen nächste Wochen driwwer schwätzen, fir dat ze organiséieren. An do invitéieren ech dann d'Kolleege vun déi Lénk, dass se dann awer wann ech gelift an d'Kommissioun kommen.

Ech wëll elo net weider op d'Polemik agoen, mä herno, hoffen ech, datt ech mam Kolleeg nach e puer Wuert ka schwätzen. Ech wollt en nämlech froen, ob e wéisst, wien dat éischt Land ass vun Zentralamerika, wat dat hei ugeholl huet. Dat ass Nicaragua. An ech mengen, dat ass jo e Land, deem ee wierklech net ka virwerfen, et hätt eng kapitalistesch Regierung.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Rapporteur. An ech géif dann zum Schluss vun der Diskussioun... Jo, Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ech hunn...

M. le Président.- Är Zäit...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech sinn ugesprach ginn.

M. le Président.- Jo, et ass awer kee Fait personnel, deen hei virläit, an d'Riedezäit, déi Der zur Verfügung hat, ass eriwwer.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wann ech ënnerstallt kréien...

M. le Président.- Wann ech gelift, Här Turpel, Dir sidd um Enn vun Ärer Riedezäit. D'Diskussioun ass um Enn an ech géif dem Vertrieder vun der Regierung, dem Här Schneider, d'Wuert ginn. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt emol Merci engersäits dem Rapporteur fir déi ausféierlech Erklärungen

iwwert déi zwee Rapporten, mä och d'Schilderungen, wéi et an der Kommissioun debattéiert gouf. Dräimol, mengen ech, hat Der et an där Kommissioun. Ech hat leider d'Méiglechkeet net, well dat e Punkt ass, deen an der Regel vum Ausseminister, vum Ausseministère suivéiert gëtt, deen haut leider verhënnert ass. Dofir iwwerhuelen ech als Kooperatiounsminister dëse Volet vun der Ratifikatioun vun dësen zwee Accorden.

Et ass awer esou, mengen ech, datt de Rapporteur zu Recht op déi eenzel Punkten agaangen ass, an ech kommen herno dann, a benotzen do eigentlech meng Kap als Kooperatiounsminister, fir op eng Rei Indikatiounen anzegoen, déi och an dësem Kontext mat zitéiert goufen.

Fir vläicht kuerz awer eng Kéier déi zwee Projeten ze beliichten, déi haut ze ratifizéiere sinn, engersäits d'Associatiounsofkommes mat Zentralamerika. D'Verhandlungen zu dësem Ofkommes, wéi scho gesot, ware laang amgaang; zënter 2006, an 2011 si se ofgeschloss ginn. Am Juni 2012 gouf dësen Accord ënnerschriwwen an am Dezember 2012 vum Europaparlament ratifizéiert.

De wirtschaftlechen, de kommerziellen Deel vum Ofkommes ass och schonns eng Kéier a Kraaft getrueden, an zwar am Summer 2013, nodeems och d'Parlamenter vun de verschiddenen zentralamerikanesche Länner gréng Luucht ginn hunn.

Op Säite vun der EU leeft de Ratifikatiounsprozess och gutt. An ech mengen, de Moment sinn 13 Länner, déi hunn intern d'Prozeduren ofgeschloss. An domadder misst och bis Mëtt d'nächst Joer de politeschen Deel vum Accord a Kraaft trieden.

Et gëtt erwaart, datt dësen Accord net nëmmen ons extern Bezéiunge mat Zentralamerika verstäerkt, mä och déi intern Zesummenaarbecht vun dësem politesche Block weider verdéift. Zäitgläich wäerten ons Handelsbezéiungen tëschent 25 an 30%, et gouf schonn hei zitéiert, an deenen nächste Joren zouhuelen. Dat ass gutt fir eis Partnerländer an Zentralamerika, mat allem vun deem, wat och dorunner hänkt, mä och fir Lëtzebuerg, dat als Logistikzentrum, Plattform fir all méiglech Servicer, notamment maritim Servicer, awer och als industriellen Hub fir Infrastrukturprojeten dovunner wäert profitéieren.

Ee gudde Ruff hu mer dohanne jo schonn duerch ons Entwécklungspolitik an Nicaragua an an El Salvador, wou e kloert Beispill vu Kohärenz, vun Entwécklungs- a Wirtschaftspolitik ass; ee Prinzip, deen ons zu Lëtzebuerg jo um Häerz läit.

Wat deen zweete Projet ubetrëfft, dee vum Fräihandelsvertrag mat Kolumbien a Peru: D'Diskussiounen zu dësem Accord, déi sinn zënter 2007 lancéiert ginn. Ufanks och mam Zil, een Ofkommes ze maachen, mat och den Anden-Communautéiten derbäi, also och derbäi Ecuador a Bolivien.

Do koum et leider net derzou, aus verschiddene politeschen Ursaachen. Mä och dësen Accord ass ganz kloer festgesat. A wäitgehende Regele festgesat gouf, wat zum Beispill d'nohalteg Entwécklung ubetrëfft, wat d'Sozial- an Ëmweltnormen ubetrëfft - et ass dat, wou de Rapporteur zu Recht hei drop higewisen huet, am Beräich och vun de Kritiken, déi vun dëser Säit koumen, an och nach eng Kéier am Prinzip op d'Ausriichtung vun den dräi Pilieren, déi un der Basis ware vun dësen Accorden.

Ech brauch dofir net direkt drop anzegoen, well effektiv dës Detailer an der Chamberskommissioun zu Recht diskutéiert goufen. Et handelt sech heibäi also ëm sougenannten Accords mixtes, déi souwuel d'Kompetenze vun der Unioun wéi vun de Memberstate beinhalten. No der Ratifikatioun duerch d'Europäescht Parlament am Dezember 2012 souwéi duerch Peru am Mäerz 2013 a Kolumbien am August 2013 sinn déi Deeler, déi ënner Unioun-Kompetenz stinn, och schonns provisoresch a Kraaft getrueden. Dat gouf och säitens vun der ADR hei zum Deel kritiséiert.

Eelef EU-Memberstaten hunn dëse Vertrag schonns ratifizéiert. Och dëse Vertrag wäert onse bilaterale wirtschaftleche Relatioune guttdoen an ons ee gréisseren Afloss op déi politesch a sozial Entwécklungen an dëse Länner ginn. Och hei sief gesot, datt d'Handelspolitik net op Käschte vun de Mënscherechter geschitt, mä am Géigendeel ons d'Méiglechkeet gëtt, méi effikass d'politesch Transitioun an dëse Länner ze begleeden.

Zum Schluss vläicht géif ech op déi eenzel Remarquen agoen, déi hei gemaach gi sinn, an nach eng Kéier drop hiweisen, datt ech och de Moie Kenntnis krut vun deem Bréif oder deem Schreiwes vun den ONGen. Paradoxerweis war ech just zu deem Moment an enger Konferenz bei hinnen. An et huet eigentlech kee mer dat gesot, datt dat do Schreiwes do wier, soss hätt ech vläicht direkt do op der Plaz scho kënnen dorobber reagéieren.

Mä bei enger Konferenz vun SOS Faim, wou mer eis getraff hu mat Baueren aus dem Senegal, aus dem Mali, aus dem Burkina Faso, goufen eng Rei vu Problematiken ugeschwat, eng Rei vun Zesummenaarbechten ugeschwat, wat virun allem och d'Kooperatiounspolitik vu Lëtzebuerg staark gemaach huet an deene leschte Joren a wäert an Zukunft och staark maachen, opgebaut op deenen dräi grousse Pilieren: deene vun der Éducatioun, deene vun der Formatioun, hannendrun deene vun der Santé, awer virun allem och deene vum Développement local et rural.

Alles dat ass dat, wat dat heiten och beinhalt. An alles dat ass och an dësen Accords esou virgesinn, wéi ech gesot hunn. An deenen dräi Piliere sinn déi Ausriichtunge vum Dialogue politique, vun der Kooperatioun a vum Commerce. Et beinhalt déi dräi, fanne mer also hei erëm. An hei misste mer also, mengen ech, och eng Plattform fannen, fir deem och hei gerecht ze ginn.

An doniewent, grad well mer dës Accorden hunn, setze mer jo hei spezialiséiert bilateral Comitéen op, fir dës Normen, déi international Standarde vun der OIT, vun der ONU ze sécheren. Hei hu mer also d'Méiglechkeet duerch dës Accorden, duerch dës spezifesch Comitéen, och direkt kënne mat anzegräifen. Wa mer dës Accorden net hätten, dann hätte mer iwwerhaapt keng Méiglechkeet, kënne matzesteieren, matzediskutéieren an hei op deenen eenzelne Plazen d'Rechter kënnen ze verbesseren.

Et gouf och ugeschwat hei – säitens, vun dem..., ech mengen, et war de Vertrieder vun déi Lénk, wat d'Landwirtschaft ubetrëfft -, zum Beispill d'Bauere mat der Mëllechwirtschaft. Hei ass et virgesinn, wéi Der wësst, datt, wann d'EU-Mäert, datt hei Irregularitéiten, datt Deregulatiounen an deene Länner bestinn, dann ass zum Beispill fir Kolumbien eng Hëllef vun 30 Milliounen Euro virgesinn, fir deem entgéintzewierken. A wann déi Evaluatioune gemaach ginn, och dat, mengen ech, sinn Accorden, déi do stinn a wou och Zousoe si säitens vun der Europäescher Kommissioun, säitens vun der Agrarpolitik. An ech hunn dat nach deemools matgemaach, wéi ech Landwirtschaftsminister war, datt mer, grad am Kader och vun der PAC, déi doten Ausriichtunge mat beinhalt hunn an datt grad de Kommissär Ciolo" och do war, fir eben och mat den Drëttlänner ze verhandelen an deenen doten Décheten eben entgéintzegoen.

D'Politik vun der Lëtzebuerger Regierung, wat d'Entwécklungspolitik ass, wäert ganz kloer déi nach ëmmer sinn an éischter Linn vun der Éradicatioun vun der Pauvretéit, vun der Aarmut. Dat ass evident. An ech hunn och déi eenzel Moyene gesot, déi mer eis ginn, fir déi ze bekämpfen.

Et wäert awer och sinn, an ech hunn dat och an der Chamberskommissioun gesot, datt selbstverständlech en Deel vun deenen Ofleeërlänner och kënnen ekonomescherweis sinn. Ech hat d'Beispill zitéiert vum Cap-Vert, wou ech d'Chance hat ze sinn, wou mer gesi bei der Kreatioun vum ERMI, dem sougenannte Wëssenszentrum vun den Énergies renouvelables am Cap-Vert, datt mer hei Lëtzebuerger Firmen hunn, déi do sinn, fir Solarzellen ze installéieren.

Mir gesinn also och do, datt een zweete Volet, dee vum „return on invest", eigentlech do ass. Dat, wat awer Zil vun der Entwécklungspolitik vu Lëtzebuerg ass, dat ass d'Éradicatioun vun der Aarmut ganz kloer. An ech mengen, mir komme grad bei eisen néng Pays cibles wierklech konkret virun. An et ass och dee Wee, dee mer an Zukunft wäerte maachen. An et ass och grad genau dee Wee, deen engersäits an d'Kontinuitéit virun allem och vum Regierungsprogramm an deenen nächste Jore wäert goen.

Wat zwou méi konkret Froen ubetrëfft, engersäits den Avis vun der Chambre de Commerce: Deen ass do, mä dat war een Avis unique fir déi zwee. Dofir huet een e vläicht net op alle Plazen zréckfonnt. A wat déi zweet Saach ubetrëfft, mengen ech, hunn ech déi eenzel Remarquë vun deenen eenzelne Fraktiounen hei ugeholl.

Selbstverständlech sinn ech ëmmer erëm bereet, zesummen och, mengen ech, mam Ausseminister, an d'Kommissioun ze kommen, fir een Débat hei iwwert déi Projeten ze féieren. Genausou gutt wéi ech och de PIC selbstverständlech am Virfeld, wa mer een neien etabléieren, ganz gären an der Chamberskommissioun diskutéieren, esou wéi ech och dës Woch de PIC à mi-parcours vum Cap-Vert presentéiert hu mat deenen eenzelne Saachen, wat mer an de Programmer realiséiert hunn a wat mer an der Zukunft wäerten zesumme mat eise Partnerlänner realiséieren.

An deem Sënn soen ech der Chamber Merci, wa se d'Zoustëmmung zu dësen zwee Accorde géif ginn, a soen och Merci fir dee flotten Débat.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Kooperatiounsminister. Mir géifen dann zum Vote iwwert déi zwee Projeten, selbstverständlech jiddwereen eenzel, iwwergoen. Fir d'Éischt de Projet 6617.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6617

D'Ofstëmmung huet ugefaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratioun.

De Vote ass ofgeschloss, mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da géife mer iwwergoen zum Vote iwwert de Projet 6618.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6618

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss. Och de Projet 6618 ass mat 58 Jo- an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Dispenses du second vote constitutionnel

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote fir déi zwee Projeten ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert. Merci villmools.

A mer géifen dann zum leschte Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6638, en Accord iwwert den 11. Fonds européen de développement. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgehalen. Et hu sech agedroen: d'Madame Elvinger, den Här Kartheiser an den Här Turpel, respektiv déi eenzel Fraktiounen, fir den Accord ze ginn.

D'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Alex Bodry.

12. 6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Bei dësem Gesetzesprojet geet et drëm, fir en Accord, deen um Niveau vun der EU getraff ginn ass de 24. respektiv 26. Juni d'lescht Joer, guttzeheeschen, en Accord, wou et sech drëm dréit, fir de Finanzement ze regele vun deenen Hëllefen, déi d'Europäesch Unioun leescht am Kader vum Partenariatsaccord mat de sougenannten ACP-Länner.

Et ass esou, dass dat hei e Projet ass, deen den 20. Dezember 2013 vum Ausseminister hei déposéiert ginn ass. En ass positiv aviséiert gi vum Statsrot. A mir hunn eis an zwou Sitzungen an der Kommissioun vun de Finanzen domadder beschäftegt.

Et ass déi eelefte Kéier, dass eigentlech den Europäeschen Entwécklungsfong hei agesat gëtt. Dëst geet net wéi üblech fir eng Period vu fënnef Joer, mä dës Kéier fir eng Period vu siwe Joer, 2014 bis 2020, wou insgesamt eigentlech iwwert dee Fong sollen 30,5 Milliarden Euro kënne matfléissen a Kooperatiounsprojete mat deene Länner vun Afrika, der Karibik, dem Pazifik.

D'ACP, dat sinn 79 Länner, déi sech do zesummegeschloss hunn. Déi Associatioun besteet zënter 1959. An d'Kooperatioun eigentlech tëschent der Europäescher Unioun an den ACP-Länner, déi fousst ursprénglech op de Konventioune vu Lomé. An déi sinn ersat ginn duerch Accords vu Cotonou aus de Joren 2000, Accords de coopération, déi 2020 auslafen, esou dass also d'Auslafperiod vun dëser Finanzéierungsphas vun dem Europäeschen Entwécklungsfong coïncidéiert mat dem Auslafen och vun deem politesche Kooperatiounsaccord vu Cotonou tëschent der EU an den ACP-Länner.

30,5 Milliarden, déi dann opgedeelt ginn tëschent deenen eenzelen, deenen 28 EU-Memberstaten. D'Part vu Lëtzebuerg, déi sech aus där Rechnung ergëtt, déi läit bei 77,8 Milliounen Euro, opgedeelt op siwe Joer. Dat sinn also am Schnëtt eppes méi wéi eelef Milliounen Euro, déi also och eng Part vun eiser Entwécklungshëllef duerstellen. An eis Part, déi entsprécht engem Pourcentage vun 0,25509% par rapport zu 0,27%, déi mer an der viregter Finanzéierungsperiod vum FED haten. Firwat ass dee Pourcentage erofgaangen? Ma ganz einfach, well en 28. Memberstat derbäikomm ass bei der Europäescher Unioun an dat huet dann déi Reduktioun do erginn.

Et ass allerdéngs esou, dass déi Participatioun, déi Lëtzebuerg huet, déi eenzel Länner hunn, dass déi net déi üblech Participatioun ass, déi fir den EU-Budget gëllt, fir aner Programmer gëllt. Dat heiten ass eng, déi spezifesch ass fir deen doten Europäeschen Entwécklungsfong, wat och net en Deel vum europäesche Budget ass, mä wat à part eigentlech zu deem Budget fonctionnéiert. Wat och scho länger Zäit fir Diskussioune suergt tëschent dem Europaparlament an deenen aneren europäeschen Instanzen, well doduerjer natierlech och keng Kontroll eigentlech vum Europaparlament op d'Affectatioun vun deenen dote Sue gemaach gëtt.

Wat geschitt elo mat deene Suen? Eigentlech ginn déi a Programmer gestach, déi opgedeelt sinn. Déi gréisst Parts sinn natierlech Projeten, déi direkt un d'Länner vun dem ACP ginn. Dat maachen iwwer 90% vun deene Gelder do aus. Eng klenger Zomm, 364,5 Milliounen Euro op eng Period - nach eng Kéier - vu siwe Joer, déi ginn un déi sougenannten „pays et territoires d'outre-mer" a ronn eng Milliard Euro, déi geet eigentlech un d'Europäesch Kommissioun, fir all deen administrativen Opwand, deen eigentlech mat deenen dote Projeten zesummenhänkt, kënnen ze finanzéieren.

D'Zilsetzunge vun deene Projeten, déi iwwert den Europäeschen Entwécklungsfong finanzéiert ginn, sinn: éischtens d'Bekämpfung vun der Aarmut, zweetens d'nohalteg Entwécklung an drëttens eng progressiv Integratioun vun den ACP-Länner an d'Weltwirtschaft.

Ech mengen, méi ass zu deem Ganzen net ze soen. Lëtzebuerg huet ëmmer säin Accord ginn iwwert d'Gesetz zu deenen eenzele Perioden,

Finanzéierungsperioden, hei, wéi gesot, d'Period 2014 bis 2020. An ech géif och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem heite Gesetzesprojet abréngen an ech bieden am Numm vun der Kommissioun hei d'Chamber, dësen Text guttzeheeschen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président,- Merci dem Här Alex Bodry. Dann huet als Éischten d'Wuert den Här Luc Frieden fir d'CSV.

Discussion générale

M. Luc Frieden *(CSV)*.- Här President, ech géif just gären am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Här Bodry als Rapporteur Merci soe fir all déi Erklärungen. An d'CSV gëtt heimat hir Zoustëmmung zu dësem wichtege Projet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Frieden. D'Madame Joëlle Elvinger fir d'DP.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech géif dann och dem Här Rapporteur, dem Alex Bodry, villmools Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. An ech géif dann och heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Elvinger. Dann den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR soen ech och dem Här Bodry villmools Merci fir e ganz detailléierte Rapport. Ech kann awer net eisen Accord matbréngen, well mir stëmmen dat heite Gesetz net.

Mir hunn eng Rei Froe vu prinzipieller Natur. Déi éischt ass: Ass et richteg, datt d'Europäesch Unioun iwwerhaapt Entwécklungshëllef mécht mat de Sue vun de Memberstaten? Also net aus hiren eegene Ressourcen, mä mat de Suen aus de Memberstaten?

U sech geschitt hei eppes: Mir huele Suen, iwwert déi de Lëtzebuerger, d'Lëtzebuerger Parlament u sech d'Autoritéit ofgëtt un europäesch Institutioune fir siwe Joer, dat heescht, och nach iwwert dës Legislaturperiod eraus. Dat heescht, mir ginn also och nach an d'Autorité budgétaire vum nächste Parlament eran, andeem mer Lëtzebuerg also zwee Joer weider wéi dës Legislaturperiod engagéieren. An duerno huet kee Parlament méi iergendeng Kontrollméiglechkeet, weder d'Europaparlament, wéi et scho gesot ginn ass, nach mir, woubäi déi Sue jo awer aus dem nationale Budget kommen!

Do muss een och soen, déi Suen, déi d'Europäesch Unioun also ausgëtt, déi u sech de Memberstaten hir Sue sinn, déi hunn da keng Visibilitéit méi fir Lëtzebuerg. Mir hu keng bilateral Visibilitéit an deene Projeten. A mir hu keng Retombée économique eventuell, déi mir fir eis kéinte beusprochen, doduerch datt mir d'Suen dann einfach a méi e grousst europäescht Dëppe ginn.

Dat ass eppes, wat mir als ADR net wëllen! Mir sinn net géint d'Entwécklungshëllef, mä mir hätte gär, datt d'Modalitéite vun där Entwécklungshëllef eis awer erlaben, eis als Land och duerzestelle fir deen Effort, dee mer maachen, an och kënne garantéieren, datt eis Entreprisë vun där Hëllef kënnen esou wäit eben, wéi et méiglech ass, mat profitéieren. Dat schéngt eis hei net de Fall ze sinn.

Mä et kann een och kritiséieren, datt dee Schlëssel, deen den Här Bodry jo genee erkläert huet, fir Lëtzebuerg défavorabel ass. Et ass esou, datt en däitsche Bierger 78 Euro an de FED bezilt, e Lëtzebuerger Bierger 149 Euro. Mir si praktesch an enger Situation, ben, net grad, mä awer net wäit vun du simple au double ewech.

Dat ass och eppes, wat d'ADR ëmmer erëm beanstant huet, wat mir kritiséieren. Mir si jo net dergéint, datt mir e fairen Deel bezuelen! Mir sinn och net dergéint, datt d'Schlësselen, déi ausgeschafft ginn, souwuel d'Populatioun wéi d'Wirtschaftsleeschtung an aner Facteure mat berücksichtegen. Awer et muss gerecht sinn! An esou eng Disproportioun wéi déi hei, wou mer praktesch du simple au double par rapport zu enger däitscher Kontributioun sinn, wou Däitschland jo och ganz aner Retombéeën nach an e Retour kritt fir déi Entwécklungshëllef, déi schéngt eis einfach net justifiéiert an net gerecht ze sinn.

Dat heescht, all dat, wat mir ëmmer soen, déi Schlësselen, déi Lëtzebuerg an internationalen Organisatioune verhandelt, déi solle fir eis gerecht sinn, a mir sollen ophalen, einfach esou ze maachen, als wäre mir déi räichste Länner, oder elo dat räichste Land op der Welt a mir bräichten nëmmen de Portmonni opzemaachen. Dat ass laang eriwwer! An ech mengen, all déi Diskussiounen, déi mer hei an dëse Méint féieren, weise jo däitlech drop hin, datt muss gespuert ginn, hei och muss gespuert ginn!

Da kann ee kritiséieren, et muss een et souguer kritiséieren, datt de FED keng Coupe budgétaire krut. Ech mengen, an Zäiten, wou all Budget muss nei gepréift ginn, wou mer musse kucken, ob Ekonomië realiséiert ginn, wou mer mat Steiererhéijunge konfrontéiert sinn, ass et legitim, fir ze kucken, ob och an dësem Budget Sputt bestanen hätt, fir kënne Reduktioune virzehuelen. Dat ass net gemaach ginn. Dat ass eng reng ideologesch, politesch Approche. Déi ass awer net justifiéiert, wann ee bedenkt, mat wéi engen Affer verschidde Memberstaten iwwerhaapt nach eng Kontributioun heizou leeschten.

Da muss een och erëm soen, datt mer hei als Chamber duerch den Accord interne, dee jo och am Projet de loi matgeliwwert gouf, Budgetsrechter ofginn un de Conseil. An zwar kann de Conseil unanime, wann e mat Unanimitéit statuéiert opgrond vum Artikel 62 vun dem Traité, finanziell Modifikatioune virhuelen, also ouni den Accord vun der Chamber. Do soe mir: Neen! Et ass eleng d'Chamber, déi d'Autoritéit huet iwwert de Budget, an d'Regierung kann an däerf net finanziell Engagementer huelen ouni den Accord vum Parlament. Dat ass eist Recht. Mir hunn d'Budgetsautoritéit. D'Regierung huet se net!

Wann also hei en Accord virgesäit, datt d'Regierung kéint Engagementer huelen ouni eisen Accord, da kënnt dat fir eis net a Fro! Dat ass konstitutionell an eisen Aen einfach net ze vertrieden, zumools wou déi Reduktiounen net onbedéngt no ënne ginn. Dat kéint ee jo dann nach eventuell an enger Form vu Kulanz akzeptéieren. Mä näischt an deem Artikel 62 garantéiert eis, datt déi Reduktiounen nëmme kéinten operéiert ginn, mä et kéinten och Augmentatioune sinn. Jiddefalls si se net ausgeschloss, notamment wa weider Staten dem ACP-Traité géife bäitrieden. Dee Fall ass net ausgeschloss, datt ouni den Accord vun der Chamber weider Ressourcen da géife vun der Regierung engagéiert ginn.

All déi Considératiounen, vu prinzipieller Natur, vu konstitutioneller Natur, vun der Autoritéit vun der Chamber, vun der Visibilitéit vun eisem Land a vun der Gerechtegkeet vum Schlëssel, vun der Verdeelung, vun der Lëtzebuerger Kontributioun, féieren eis derzou ze soen: Een Accord an där do Form iwwert d'Entwécklungshëllef kënne mir net matdroen!

Villmools Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun zum Projet ofgeschloss an...

(Interruption)

Aah, sorry! Et ass net gär geschitt! Den Här Turpel huet d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Kee Problem! Merci fir d'Wuert. Ech wëll soen, datt ech net an der Kommissioun derbäi war, net - hie muss zwar elo goen (veuillez lire: den Här Angel muss zwar elo goen) -, net, well et mech net interesséiert, mä well een net an all Kommissioun kann derbäi sinn. An ech hunn elo véiermol héieren an deene leschten dräi Wochen hei an der Kommissioun (veuillez lire: an der Plénière), ech hätt jo kënnen an der Kommissioun derbäi sinn! Wann den Här Angel drop hält, da maache mer emol eng Kéier e Bilan, wien un deene meeschte Kommissiounssitzungen an där Chamber hei deelhëlt a wie sech an d'Kommissiounen abréngt.

Ech hätt dat net gesot, wann en net ëmmer erëm géif domadder zréckkommen. Ech géif proposéieren, och domadder opzehalen, well et kann een net an all Sitzung sinn. Dat heescht net, datt ee sech net fir d'Thema interesséiert. An et heescht och net, datt een net eng qualifizéiert Meenung kann zu deem Thema hunn, besonnesch och, wann ee sech ëmhéiert, wat - an dat stëmmt och fir dëse Projet - an deem Beräich d'Spezialiste vun ONGen, vun der ziviler Gesellschaft do soen. An ech mengen, et wier eng gutt Saach, wa mer et géife fäerdegbréngen, datt d'Meenung vun der ziviler Gesellschaft méi an dës Chamber erakéim a mer dann och kéinten doriwwer diskutéieren.

Den Accord mat den ACP-Staten, dee betrëfft 700 Millioune Mënschen. An de Problem, dee mir dermat hunn, ass deen, datt am Fong geholl déi Accorden, déi... 2007 hat d'Kommissioun versicht, en Accord auszehandelen, ënnert dem Drock fir d'wäitgehend Liberaliséierung vum Güterhandel, mä och vun de Marchés publics, vu Wettbewerbsrecht, Investitiouns- a Patentschutz, mä deen ass gescheitert um Widderstand vun den ACP-Staten deemools.

An zënterhier gi se ënnert Drock gesat, fir déi Iwwergangsofkommessen do auszehandelen, mam Drock, datt soss d'Sondergenehmegungen vun der WTO, vun der Welthandelsorganisatioun, géifen auslafen an datt se géifen automatesch zréckfalen op déi allgemeng Preferenzbestëmmungen, déi méi schlecht wieren, wéi wa se elo géifen hei eppes aushandelen. An iwwer Alternativen ass iwwerhaapt net mat hinne geschwat ginn, wéi zum Beispill d'Verlängerung vun de Sondergenehmegungen oder aner Regelungen, op déi ech elo net am Detail wëll agoen.

Ech wëll drop hiweisen, datt en Netzwierk, net manner wéi 164 Organisatiounen aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik sech zesummegeschloss hunn, fir e Stopp ze fuerdere vun deene Verhandlungen a vun deem Ofkommes hei. A mir schléissen eis där Fuerderung un a wäerten dat och net guttheeschen!

Ech wëll awer trotzdeem op dat agoen, wat mäi Virriedner hei gesot huet iwwer Gerechtegkeet: datt ee misst gerecht sinn..., an als Konsequenz manner an Entwécklungshëllef misst stiechen. Grad Lëtzebuerg ass e Land, wat an Europa immens vill profitéiert huet vu manner entwéckelte Länner, souwuel als Bankplaz wéi och zesumme mat anere Kolonialmuechten, an et gëtt héich Zäit, datt een dat Verhältnis ëmdréit. Et gëtt héich Zäit, datt een emanzipéierten Natiounen een Deel zréck ka gi vun deem, wat ee jorelaang bei hinnen agesäckelt huet.

An ech sinn erstaunt iwwert d'Haltung vum ADR, déi da seet, et soll een net nëmme bei deene klenge Leit zu Lëtzebuerg spueren, mä och nach an deene Länner. Chapeau!

Merci.

M. le Président.- Domat wäre mer elo um Enn vun der Diskussioun. Ech géif dem Kooperatiounsminister, dem Här Romain Schneider, d'Wuert ginn.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Merci, Här President. Ech maachen dat da vun dëser Plaz aus. Ech soe fir d'Éischt emol engersäits dem Rapporteur e grousse Merci fir d'Beliichtung vun dësem Projet, och virun allem fir d'Dropagoen op d'Entstehung dovunner, awer virun allem och op déi eenzel kloer Aspecten. En huet gesot, datt mer dës Kéier méi wäit ginn, op siwe Joer laang gezunn, och gesot, datt dës Kéier de Prozentsaz vu Lëtzebuerg erofgaangen ass, dat doduerch, datt mer e Land an der EU bäikritt hunn.

Alles dat si Saachen, déi Der am Rapport erëmfannt. Mä ech soen hei souwuel dem Rapporteur wéi der Kommissioun Merci, datt se relativ zügeg duerch dëse Projet gaange sinn. An ech mengen, ech freeë mech och drop an ech hoffen och, datt dësen Accord hei d'Zoustëmmung vun der Majoritéit vun der Chamber wäert fannen.

Vläicht zu deene puer Kritiken, déi gemaach goufen, déi, mengen ech, zum Deel och scho gemaach goufen an der Finanzkommissioun, wou mer dëse Projet kuerz beliicht haten: Engersäits ass et ganz kloer, datt déi europäesch legal Basis nach ëmmer den Accord vu Cotonou ass vun 2000. Dee leeft bis 2020. Dofir gouf jo och dës eeleft Participatioun um FED verlängert ebe bis 2020. An duerno, mengen ech, gëtt nei verhandelt, gëtt nei verhandelt mat den EU-Memberstaten an den ACP-Länner, also Afrika, Karibik a Pazifik.

An derniewent, mengen ech, hu mer - wat ugeschwat ginn ass, de Contrôle - déi national Kontroll, déi mer hunn, mengen ech, fanne mer all Joer am Budget erëm! Hei gesi mer all Joer d'Participatioun vun eisem Ministère, wat de Fong, wat den FED ubetrëfft. A mir gesinn all Joer d'Speisung dovunner, gesinn dat am Kader vun där ganzer APD, déi Lëtzebuerg all Joer virgesinn huet.

An hei wësst Der, datt mer eis, an ech mengen, do kommen ech e bëssen zréck op dat, wat de Justin Turpel gesot huet - mir spueren net hei zu Lëtzebuerg! -, mir hunn eis ganz kloer verflicht als Regierung, virun deen 1% vum RNB bäizehalen. Dofir wäert och 2014 bei engem RNB vun 32,34 Milliarden och deen 1% agehale ginn. A mir ginn, wa mer spueren, dann op d'Frais de fonctionnement kucken, do bei eis selwer am Ministère, do bei eis selwer, bei dem Ëmsetze vun de Projeten an deenen eenzelen Associatiounen, mä sécherlech net bei der Hëllef un d'Drëttlänner, déi et bluttnoutwendeg hunn!

Bon, an deem Sënn soen ech Merci fir d'Kontributiounen. Ech soen och Merci fir den Accord vun der Chamber a freeë mech eigentlech och dorobber, fir kënnen an Zukunft ze gesinn, datt mer grad an dëse Budgete geziilt Entwécklungshëllef an dëse Länner kënne maachen.

M. le Président.- Merci och dem Minister fir d'Kooperatioun. Mir géifen dann iwwert de Projet 6638 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6638 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet ass mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Domat ass eis Sëtzung um Enn. Rendez-vous muer um zwou Auer fir d'Erklärung zur Lag vum Land.

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Sommaire des séances publiques nos 9, 10, 11 et 12

9e séance

Ouverture de la séance publique p. 98

Changement de composition d'une délégation dans une Assemblée parlementaire internationale p. 98

Dépôt d'une proposition de loi par M. Roy Reding p. 98

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État p. 98-101

6582 - Projet de loi portant approbation de

1. l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, signé à Khartoum le 4 août 1963 tel qu'amendé

2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972 tel qu'amendé p. 101-102

6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;
- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;
- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines p. 102-103

6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu p. 104

6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété p. 104-105

6562 - Projet de loi

renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification

(1) du Code pénal;

(2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

(3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile;

(4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 106-108

6563A - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice;

2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 108-110

6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière p. 110-111

6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011 p. 111-112

10e séance

Ouverture de la séance publique p. 112

Discours de M. le Président p. 112-113

Déclaration de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen p. 113

Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP p. 113-114

2) Question posée par le groupe politique CSV p. 114

3) Question posée par le groupe politique DP p. 114

4) Question posée par la sensibilité politique ADR p. 114

5) Question posée par le groupe politique déi gréng p. 114-115

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk p. 115

11e séance

Ouverture de la séance publique p. 116

Dépôt d'un projet de loi p. 116

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 117

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel p. 117

Communications p. 117

Changements de composition de commissions parlementaires p. 117

Ordre du jour p. 117

6394 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001 p. 117-119

Motion de M. Henri Kox concernant le document COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030

Motion de M. Justin Turpel concernant le soutien par le Gouvernement d'un plan d'action du Conseil européen en vue de réduire les émissions internes de l'UE d'au moins 55%, d'atteindre un objectif contraignant de 45% d'énergies renouvelables et d'atteindre 40% d'économie d'énergie d'ici 2030 p. 119-121

6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales p. 121-123

Question urgente n°152 de M. Michel Wolter relative aux décharges pour déchets inertes p. 123-124

6616 - Projet de loi

portant transposition

- de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'Etats membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statuaire d'une SE ou d'une SCE d'un Etat membre à un autre;
- de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;
- de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 p. 124-125

Ordre du jour (suite) p. 125

6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 125

Ordre du jour (suite) p. 125

6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite) p. 125

Ordre du jour (suite) p. 125

6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite) p. 125-130

6579 - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins

a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et

b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994 p. 130-131

6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne) p. 131-132

12e séance

Ouverture de la séance publique p. 133

Hommage à la mémoire de M. Ernest Muhlen, Député honoraire p. 133

Communications p. 133-134

Proposition de loi n°6665 relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg p. 134

Ordre du jour p. 134

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. André Bauler p. 134-135

Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales p.135

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°21 du 31 mars 2014 de M. Max Hahn relative à l'organisation interne de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 135
- Question n°22 du 1er avril 2014 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux bourses pour médecins-assistants en voie de spécialisation en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 135
- Question n°23 du 1er avril 2014 de Mme Taina Bofferding relative à l'existence d'un bilan des projets pilotes pour jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 135-136
- Question n°24 du 31 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au «devoir de mémoire», adressée à M. le Premier Ministre p. 136
- Question n°25 du 1er avril 2014 de M. Michel Wolter relative au glissement de terrain à la décharge pour déchets inertes à Mondercange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 136-137

Changement de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales (suite) p. 137

6541 - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux p. 137-139

6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012 p. 139-142

6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013 p. 142-143

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°4** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0082	Yves Cruchten	Drones civils à usage privé
0083	Sylvie Andrich-Duval	Contournement de Hellange
0086	Justin Turpel	Stratégie commerciale de la société aérienne Cargolux
0094	Fernand Kartheiser	Rapport sur l'avenir de Cargolux
0095	Fernand Kartheiser	Entraves aux libertés d'expression et de manifestation
0097	Marco Schank, Martine Hansen	Zone agricole protégée
0098	Tess Burton	Financement de la production audiovisuelle
0114	Fernand Kartheiser	Administration de la navigation aérienne
0117	Gilles Baum	Délai d'attente entre l'introduction d'une requête devant le tribunal des tutelles mineurs près du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et les plaidoiries
0120	Justin Turpel	Respect du droit du travail dans le secteur du nettoyage
0121	Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar	Politique gouvernementale en matière de transmission des petites et moyennes entreprises
0123	Justin Turpel	Difficultés pour accueillir des réfugiés syriens
0128	Marc Spautz	CCP de la POST
0129	Claude Haagen	Budgets communaux
0130	Justin Turpel	Représentants de l'État dans les conseils d'administration
0134	Martine Hansen, Marco Schank	Développement des friches industrielles à Wiltz
0136	Roy Reding	Hébergement de sites Internet contenant du matériel pédopornographique
0137	Emile Eicher, Aly Kaes	Zones d'activités économiques à caractère régional
0138	Edy Mertens	Remboursement de traitements à l'étranger
0139	Serge Wilmes	Centres de traitement de données luxembourgeois
0141 cf. 0142	Serge Wilmes	Implication d'un cabinet de conseil dans le screening des dépenses de l'État
0142 cf. 0141	Roy Reding	Implication d'un cabinet de conseil dans le screening des dépenses de l'État
0143	Marc Spautz	Système modulaire de la formation professionnelle
0144	Gilles Baum	«Courrier de l'Éducation nationale»
0145	Lex Delles	Analyse de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration
0146	Fernand Kartheiser	Composition de la troïka européenne envoyée en Ukraine
0148	Frank Arndt	Financement d'initiatives sociales
0149	Laurent Mosar	Zones vertes interurbaines
0154	Serge Urbany	Utilisation de journalistes à des fins de renseignement
0155	Félix Eischen, Marc Lies	Dépôt sauvage de déchets
0159	Françoise Hetto-Gaasch	Réduction du stress par le yoga
0174	Marc Angel	Ratification de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (ILO 169)
0175	Claude Wiseler	Retrait d'attestations d'enregistrement aux citoyens de l'Union européenne
0178	Justin Turpel	Situation des locataires dans les foyers pour travailleurs immigrés
0191	Michel Wolter	Critiques prononcées à l'égard du projet tram
0192	Michel Wolter	Collaboration entre le Gouvernement et la société McKinsey
0197	Claudia Dall'Agnol	Arrivée prochaine des demandeurs d'asile de Syrie

Question 0082 (22.1.2014) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **drones civils à usage privé:**

Les drones civils à usage privé se réjouissent de plus en plus de popularité. En effet, cet engin volant est vendu comme un simple jouet dans la plupart des grandes surfaces commerciales. Avec l'étonnante avancée technologique dans ce domaine, ces drones deviennent de plus en plus performants en ce qui concerne les distances, la vitesse et la hauteur de vol. Plus est que depuis peu ces drones sont équipés de caméras de surveillance à haute résolution, permettant ainsi de surveiller, de guetter voire d'espionner ses concitoyens à distance.

L'avancée technologique est telle qu'un grand magasin de vente à distance projette même d'étudier l'utilisation de drones pour la livraison de ses colis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que notre législation actuelle en matière de protection de la vie privée est suffisante pour éviter les abus?

2. Est-ce que le nombre croissant d'engins volants ne constitue pas un danger pour l'aviation civile, notamment leur utilisation aux alentours de notre aéroport national?

3. N'est-il pas à craindre que le ciel s'encombrera à l'avenir avec toutes sortes d'engins volants non soumis à une autorisation de vol et qu'il sera nécessaire de réglementer leur utilisation?

Réponse commune (3.4.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

L'honorable Député sollicite la position du Gouvernement sur les questions suivantes en relation avec la commercialisation de drones civils à usage privé:

Q42

Ad 1.

Le droit au respect de la vie privée est l'un des droits fondamentaux consacré aussi bien dans les textes internationaux, dont notamment la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH) et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, que dans la constitution luxembourgeoise.

Le Luxembourg dispose d'un arsenal législatif efficace et dissuasif en la matière avec d'un côté la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (1) et de l'autre la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée (2).

a. La loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel

La loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement de données à caractère personnel pose des conditions très strictes qui s'appliquent également aux drones civils privés équipés d'une caméra.

Ainsi, toute personne qui capte des données et les fait figurer le cas échéant dans un fichier doit d'abord remplir les critères de légitimité posés à l'article 5 de la loi précitée qui prévoit que «(1) le traitement de données ne peut être effectué que:

(a) s'il est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis, ou

(b) s'il est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique, dont est investi le responsable du traitement ou le ou les tiers auxquels les données sont communiquées, ou

(c) s'il est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci, ou

(d) s'il est nécessaire à la réalisation de l'intérêt légitime poursuivi par le responsable du traitement ou par le ou les tiers auxquels les données sont communiquées, à condition que ne prévalent pas l'intérêt ou les droits et libertés fondamentaux de la personne concernée, qui appellent une protection au titre de l'article 1er, ou

(e) s'il est nécessaire à la sauvegarde de l'intérêt vital de la personne concernée, ou

(f) si la personne concernée a donné son consentement.

(2) quiconque effectue un traitement en violation des dispositions du présent article est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement. La juridiction saisie peut prononcer la cessation du traitement contraire aux dispositions du présent article sous peine d'astreinte dont le maximum est fixé par ladite juridiction.»

De plus, l'article 4 de la loi précitée prévoit qu'il faut respecter également des conditions de qualité des données.

Ainsi «le responsable du traitement doit s'assurer que les données qu'il traite le sont loyalement et licitement et notamment que ces données sont:

(a) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités;

(b) adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement;

(c) exactes et, si nécessaire, mises à jour; toute mesure raisonnable doit être prise pour que les données inexactes ou incomplètes, au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement, soit effacées ou rectifiées;

(d) conservées sous une forme permettant l'identification de personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées sans préjudice du paragraphe (2) ci-après.

(2) (…).

(3) quiconque effectue un traitement en violation des dispositions du présent article est punit d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement. La juridiction saisie peut prononcer la cessation du traitement contraire aux dispositions du présent article sous peine d'astreinte dont le maximum est fixé par ladite juridiction.»

Bien que l'article 3 de la loi précitée qui détermine son champ d'application précise que la loi «ne s'applique pas au traitement mis en œuvre par une personne physique dans le cadre exclusif de ces activités personnelles ou domestiques» il convient de noter que ce paragraphe est interprété de façon très restrictive, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) exigeant qu'il s'agisse (1) d'une activité qui est exclusivement effectuée dans la sphère personnelle de la personne qui traite les données et (2) qu'il n'y ait pas d'intrusion dans la sphère privée de quelqu'un d'autre. À chaque fois que ces deux conditions cumulatives ne sont pas respectées la loi précitée s'applique.

b. La loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée

En tout état de cause la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée qui dispose que «les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toute mesure, telle que séquestre, saisie et autre, propre à empêcher ou à faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée (…)» s'applique.

Cette loi est moins détaillée et a un champ d'application plus restreint que celle du 2 août 2002 («atteinte à l'intimité de la vie privée», «lieu non accessible au public») mais elle est tout aussi dissuasive au vu des peines prévues, à savoir un emprisonnement de huit jours à un an et une amende de 251 à 5.000 euros pour quiconque aurait volontairement porté atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui «[…] en observant ou en faisant observer, au moyen d'un appareil quelconque, une personne se trouvant dans un lieu non accessible au public, sans le consentement de celle-ci, en fixant ou en faisant fixer, en transmettant ou en faisant transmettre dans les mêmes conditions l'image de cette personne.»

Il y a finalement lieu de remarquer que des discussions, que le Luxembourg suit activement, sur la question des drones civils et leur impact sur la vie privée et la protection des données sont actuellement en cours au sein de l'Union européenne.

Ad 2.

En ce qui concerne l'aviation civile, chaque utilisation professionnelle d'un drone est soumise à autorisation. Une procédure d'autorisation a ainsi été conjointement mise en place par la Direction de l'Aviation civile et l'Administration de la navigation aérienne.

Dans le cadre d'une utilisation militaire des drones, la Direction de l'Aviation civile et l'Administration de la navigation aérienne ont signé avec les autorités militaires luxembourgeoises un accord d'utilisation des drones dans des zones prédéfinies.

Ad 3.

Tout travail aérien, dont la photographie, est soumis à l'autorisation de la Direction de l'Aviation civile.

Pour ce qui est de l'utilisation des drones dans le cadre des loisirs, il y a lieu de relever les similitudes de cette activité avec celle de l'aéromodélisme. L'utilisateur est également soumis à l'obligation de garder un contact visuel avec l'aéronef, ce qui élimine d'office tout encombrement des espaces aériens utilisés par les autres aéronefs de type commercial. Un groupe de travail composé par des membres de la Direction de l'Aviation civile et de la Fédération Aéronautique Luxembourgeoise est en train d'élaborer une réglementation en la matière d'aéromodélisme et cette réglementation pourrait traiter, si besoin en est, de la question des drones.

Il faut toutefois prendre en considération que des discussions sont déjà en cours au niveau des institutions européennes afin d'émettre des règlements standards et harmonisés au sujet de l'utilisation des drones dans l'Union européenne.

Question 0083 (23.1.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **contournement de Hellange:**

Suite à une récente décision de justice, il semble que tous les obstacles à une réalisation rapide du contournement de Hellange sur l'A13 soient enfin levés.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quand il entend faire démarrer les travaux afférents.

Réponse (3.4.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des informations sur la réalisation du contournement de Hellange.

Après une décennie de procès, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a enfin pu déclarer en date du 2 mai 2013 l'envoi en possession de l'État des terrains à Hellange nécessaires à la finalisation de la liaison avec la Sarre.

Le projet de loi relatif à ces travaux a été présenté par l'Administration des Ponts et Chaussées en début automne 2013 et adopté ensuite par le Gouvernement en conseil.

Le Conseil d'État a été saisi et le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés en janvier 2014.

Conformément aux décisions au sein de la Commission du Développement durable en juin 2013, l'appel d'offres pour les travaux de génie civil a été publié en date du 22 janvier 2014 en prévoyant une clause suspensive liée au vote de la Chambre des Députés de la loi de financement. L'ouverture de la soumission est prévue pour mars 2014 de sorte à pouvoir démarrer le chantier enfin au printemps 2014 sous réserve évidemment du vote de la loi de financement afférente.

Question 0086 (4.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **stratégie commerciale de la société aérienne Cargolux**:

Par communiqué de presse daté du 23 janvier 2014, la société aérienne Cargolux Airlines International S.A. a fait part de la démission de son directeur commercial. Suivant le communiqué, la décision repose sur des divergences considérables entre le concerné et le conseil d'administration de Cargolux quant à la stratégie commerciale future de la société.

Selon nos informations, une démission supplémentaire se prépare, à savoir celle du directeur des opérations et de la maintenance.

Il est connu que le comité de direction de Cargolux a avisé de manière très critique l'accord commercial négocié entre le Gouvernement luxembourgeois et l'investisseur financier chinois HNCA (Henan Civil Aviation Development & Investment Co.).

Dans une note du service «Avis et études» de la Chambre des Salariés du 20 décembre 2013, le groupe d'experts chargé du dossier conclut qu'il s'agit, en l'espèce, d'un accord déséquilibré au détriment de Cargolux, voire du secteur logistique luxembourgeois. Le groupe d'experts de la Chambre des Salariés rend attentif aux conséquences désastreuses que la signature de l'accord commercial avec HNCA pourrait avoir pour le pays tout entier.

Toujours selon mes informations, la convention entre actionnaires («shareholder agreement»), l'investisseur chinois HNCA qui détient désormais 35% des actions de Cargolux, posséderait des droits exclusifs, entre autres le droit de proposer et de codécider sur la composition du comité de direction, au même titre que l'ancien actionnaire Qatar Airways.

Dans ce contexte, j'aimerais obtenir les détails suivants de la part de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Pouvez-vous confirmer la démission du directeur commercial de Cargolux?

2) Pouvez-vous confirmer les rumeurs concernant la démission du directeur des opérations et de la maintenance?

3) Ces départs reposent-ils sur des divergences de vues avec le conseil d'administration concernant la future stratégie commerciale de Cargolux?

4) Le poste du directeur commercial étant une position-clé dans la société, le Ministre ne craint-il pas une perte considérable de «know-how» et surtout de clientèle de Cargolux?

5) Comment le Ministre se positionne-t-il par rapport à l'étude réalisée par le groupe d'experts de la Chambre des Salariés et lui transmise par le biais de l'organisation syndicale OGB-L en date du 20 décembre 2013?

6) Considérant que l'étude réalisée par le groupe d'experts de la Chambre des Salariés rend attentif au risque de délocalisation et de perte d'emplois au Luxembourg, le Ministre demeure-t-il sur sa position qu'il n'y a aucun danger pour les emplois?

7) Dans le cadre d'une politique de transparence, le Ministre me remet-il une copie de l'accord commercial ainsi que de la convention entre actionnaires («shareholder agreement»)?

Réponse (3.4.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la future stratégie commerciale de la société aérienne Cargolux.

Questions 1-4 et 7:

Les questions 1-4 et 7 se rapportent aux affaires internes et confidentielles d'une société commerciale. Il appartient dès lors à la société commerciale en question de déterminer le contenu et le moment des publications afférentes à effectuer. Par conséquent, il est renvoyé aux informations publiées le cas échéant par la société commerciale en question en relation avec ces sujets.

Questions 5-6:

Le Gouvernement a bien pris connaissance de la note du service «Avis et études» de la Chambre des Salariés relative au «Commercial cooperation agreement between Henan Civil Aviation Development and Investment Co., Ltd. and Cargolux Airlines International S.A.» mentionnée par l'honorable Député.

En ce qui concerne l'accord commercial en question, il convient tout d'abord de rappeler que le Gouvernement ne fait pas partie des signataires de cet accord.

Toutefois, les interprétations des différentes clauses de cet accord, qui amènent les auteurs de la note à arriver à leurs conclusions, ne sont pas partagées par le Gouvernement et la note ne fournit aucun élément nouveau qui inciterait le Gouvernement à modifier son appréciation dudit accord.

Question 0094 (31.1.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rapport sur l'avenir de Cargolux:**

Zwee Memberen aus dem Exekutivcomité vun der Cargolux hunn hir Demissioun ginn.

Dës Demissioune gi begrënnt duerch Divergenzen iwwert d'Strategie, wat deen neie Partner HNCA ugeet. Dobäi ass och d'Objektivitéit vum Rapport a Fro gestallt ginn, deen en externe Consultant iwwert d'Zukunft vun der Cargolux an d'Zesummenaarbecht mat dem neie chineesesche Partner opgestallt huet.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Ekonomie an dem Här Minister fir Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt de Consultant, deen den uewe genannte Rapport geschriwwen huet, Kandidat ass fir de Poste vum CEO bei der Cargolux?

2. Wien huet de Consultant erausgesicht, fir dee Rapport iwwert d'Kollaboratioun Cargolux-HNCA opzestellen? Wéi héich war den Honoraire fir dëse Rapport a vu wiem gouf e bezuelt?

3. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt de Rapport eventuell net objektiv ass? Wa jo, wéi eng Konsequenze mussen dorauser gezu ginn?

Réponse commune (3.4.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations concernant l'avenir de Cargolux.

1. La question se rapporte aux affaires internes et confidentielles d'une société commerciale. Il appartient dès lors à la société commerciale en question de déterminer le contenu et le moment des publications afférentes à effectuer. Par conséquent, il est renvoyé aux informations publiées le cas échéant par la société commerciale en question en relation avec ce sujet.

2. Le Ministre de l'Économie a fait la proposition initiale au formateur. Le paiement des honoraires est fait à charge des crédits du Ministère. Les frais facturés sont en ligne avec les taux usuels du marché.

3. Le Gouvernement n'a aucune raison objective de douter de la pertinence et de l'impartialité du rapport soumis.

Question 0095 (7.2.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **entraves aux libertés d'expression et de manifestation:**

Rezent Evenementer hunn eng Rei Froen opgeworf, wat d'Manifestatiounsfräiheet ugeet.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Roll spillen d'Gemengen am Kader vun Demonstratioune mat engem politesche Charakter? Wat sinn d'Kompetenze vun der Regierung respektiv vun de Gemengen, fir eng Manifestatioun ze autoriséieren oder ze verbidden?

2. Wéi eng Délaien, Kritären a Konditioune sinn anzehalen, fir eng Manifestatioun mat politeschem Charakter autoriséiert ze kréien?

3. Ass d'Prozedur, fir eng Demonstratioun mat politeschem Charakter genehmegt ze kréien, an all Gemeng d'selwecht? Wann net, wëllt d'Regierung déi Prozeduren, Formularen an Dokumenter harmoniséieren a bekanntginn, fir d'Ofhale vun enger Manifestatioun esou einfach wéi méiglech ze maachen?

4. Muss all Organisateur vun enger Demonstratioun vu sech aus d'Police informéieren oder muss sech déi jeeweileg Gemeng drëms këmmeren?

5. Sollt eng Gemeng der Meenung sinn, datt eng gewësse Plaz net ubruecht ass fir eng Demonstratioun, misst si dann net vu sech aus den Organisateuren eng Alternativ proposéieren?

6. Wat sinn an den Ae vum Här Minister valabel Grënn, fir d'Ofhale vun enger Demonstratioun mat politeschem Charakter net ze autoriséieren?

7. Iwwer wat fir eng Voies de recours verfügt de concernéierten Organisateur am Fall vun engem Refus? Wat fir eng Délaie mussen an deem Kader agehale ginn?

8. Wann eng Demonstratioun autoriséiert an ofgehale gëtt an et kënnt zu enger Géigendemonstratioun, musse sech d'Initiateure vun där Géigendemonstratioun net un déiselwecht Virschrëften halen an z.B. och eng Autorisatioun ufroen?

9. Assuréiert d'Police am Fall vun enger Géigendemonstratioun, fir déi keng Autorisatioun virläit, d'Sécherheet vun de concernéierte Leit, déi hir Demonstratioun legal ugefrot hunn a se autoriséiert kruten?

10. Gëtt am Fall vun enger Géigendemonstratioun séchergestallt, datt déi Géigendemonstranten net déi aner Demonstrante stéieren oder an der fräier Ausübung vun hirer Riede-an Demonstratiounsfräiheet kënnen iergendwéi behënneren?

Réponse commune (31.3.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Op déi vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser gestallte Froe betreffend ëffentlech Manifestatiounen/Demonstratioune kënne mir folgend Äntwerte ginn:

1. an 2. Ons Verfassung gesäit an deem Beräich wichteg Prinzipie wéi d'Versammlungsfräiheet (Art. 25) an d'Meenungsfräiheet (Art. 24) vir.

D'Gemenge kënnen am Aklang mat deene verfassungsrechtleche Prinzipien de lokale Gegebenheeten entspriechend speziell Bestëmmunge virgesinn (zum Beispill, dass d'Gemengenautoritéite sollen informéiert ginn, wann eng Manifestatioun geplangt ass).

Dës Bestëmmungen hunn als Finalitéit, den Ordre public, dat heescht d'Sécherheet, d'Salubritéit an d'Rou um Territoire vun der Gemeng ze préservéieren.

3. Eng eenheetlech Regelung mat „Formularen an Dokumenter", wéi den honorabelen Deputéierte virschléit, ass schwéier vereinbar mat onser Verfassung, besonnesch mam Prinzip vun der „autonomie communale". Esou eng generell Démarche, ouni déi lokalspezifesch Emstänn ze berücksichtegen, géif och éischter riskéieren, d'Versammlungsfräiheet anzeschränken.

4. Et gëtt kee Gesetz respektiv kee Règlement grand-ducal, déi den Organisateur vun enger Demonstratioun géifen derzou zwéngen, d'Police ze informéieren. Wéi uewen erwähnt, kënnen d'Gemengen an hire jeeweilegen „règlements communaux de police" speziell Bestëmmunge virgesinn. Et muss ee sech deemno am Viraus un d'Gemeng wenden. An der Praxis kënnt et awer ëfters vir, dass d'Organisateure sech am Viraus mat der Police a Verbindung setzen, ouni dass en Text dës Démarche expressis verbis virgesäit.

5., 6. a 7. Opgrond vun deene virdru genannte verfassungsrechtleche Bestëmmungen ass e Verbuet vun enger Demonstratioun am Prinzip net méiglech, ausser a ganz exzeptionelle Fäll, wann e begrënnte Risiko vun enger imminenter a grousser Atteinte um Ordre public besteet, fir déi d'Autoritéite keng Moyenen hunn, fir se ze maîtriséieren.

De Prinzip vun der Versammlungsfräiheet erlaabt et selbstverständlech net, Gesetzer oder Reglementer ze violéieren. An der Regel gëtt am Fall, wou eng Demonstratioun op enger Plaz geplangt ass, déi net gëeegent ass, am Dialog tëschent de Gemengenautoritéiten an den Organisateure vun der Demonstratioun eng nei Plaz ausgesicht.

Décisioune vun den zoustännege Gemengenautoritéite kënnen am Délai de droit commun vun dräi Méint virum Verwaltungsgeriicht ugefecht ginn.

8., 9. an 10. Bei Demonstratiounen, déi um Territoire vun enger Gemeng stattfannen, gëllen déiselwecht Regelen.

D'Missioun vun der Police ass et, den Ordre public ze garantéieren. Wann eng Demonstratioun d'Agräife vun der Police néideg mécht, well den Ordre public net méi garantéiert ass, ass et der Police hir Flicht, fir anzegräifen an den Ordre public erëm hierzestellen.

Esou gesäit d'Gesetz vum 31. Mee 1999 «portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police» a sengen Artikele 54, 55 a 56 Folgendes vir:

«Le maintien de l'ordre public, qui relève de l'autorité civile, a pour objet de prévenir les troubles afin de ne pas avoir à les réprimer.

Il comporte avant tout des mesures préventives, mais également, si l'ordre est troublé, des mesures destinées à le rétablir.

Lorsque l'ordre public est menacé et la police est susceptible d'être requise les contacts avec l'autorité civile sont resserrés en vue de concerter les dispositions à prendre et de préparer les mesures d'exécution.

L'autorité civile ne peut faire intervenir la police au maintien de l'ordre qu'en vertu d'une réquisition dans les conditions prévues par la loi.

Au cours de l'exécution d'une réquisition, le responsable de Police se maintient en liaison avec l'autorité civile requérante et l'informe, à moins d'impossibilité, des moyens d'action qu'il se propose de mettre en œuvre.

De son côté, l'autorité civile transmet au responsable de police toutes les informations utiles à l'accomplissement de sa mission».

Question 0097 (3.1.2014) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **zone agricole protégée:**

Dans le cadre d'une conférence de presse, l'ancien Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, Marco Schank, et l'ancien Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Romain Schneider, ont présenté en date du 30 septembre 2013 le projet d'une zone agricole protégée. L'objet de cette zone est de sauvegarder dans les paysages agricoles les sols ayant la meilleure aptitude de production agraire.

Les quelque 132.000 hectares de surface agricole utile (SAU) du pays sont classés en quatre classes de productivité. La zone agricole protégée est divisée en «zone prioritaire» et «zone d'importance particulière» et correspond aux sols compris dans les classes de productivité 1 et 2 (52,7% de la SAU).

En «zone prioritaire», celle des meilleures terres, toute urbanisation ainsi que des mesures compensatoires seraient interdites. En «zone d'importance particulière» des mesures compensatoires seraient permises, mais seulement si elles ne vont pas entraîner une perte significative de la SAU.

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement a indiqué vouloir préciser dans l'avant-projet du règlement grand-ducal sur le plan sectoriel «Paysages» que les mesures compensatoires nécessaires en vertu de la loi pour la protection de la nature sont possibles sous certaines conditions tant dans la «zone prioritaire» que dans la «zone à importance particulière».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Pour quelles raisons le Gouvernement entend-il limiter la protection des sols ayant la meilleure aptitude de production agricole?

- Quelles sont les mesures compensatoires prévues pour la «zone prioritaire» et la «zone à importance particulière»?

Réponse (1.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Le Gouvernement peut entièrement souscrire à l'objectif «de sauvegarder dans les paysages agricoles les sols ayant la meilleure aptitude de production agraire».

Une analyse juridique du concept de la «zone agricole protégée», tel qu'élaboré par le Gouvernement précédent, a cependant mis en exergue que la protection des sols par le biais d'une interdiction réglementaire est problématique au vu des servitudes ainsi créées.

En effet, l'arrêt 101 de la Cour constitutionnelle du 4 octobre 2013 sur le droit d'indemnisation des propriétaires en cas de servitudes d'urbanisme a rendu nécessaire une réévaluation de l'ensemble des plans directeurs sectoriels primaires.

Il s'y est avéré que les données et informations scientifiques qui sont à la base de la délimitation de la zone agricole ne sont pas suffisamment homogènes et fiables pour restreindre à suffisance de droit la libre jouissance de la propriété foncière.

Étant donné qu'à peu près la moitié des terrains agricoles appartiennent à des personnes n'exerçant pas ou plus le métier d'agriculteur, il résulterait du classement en zone protégée un droit à indemnisation considérable.

Le Gouvernement actuel n'est actuellement pas prêt à courir le risque financier lié à la définition réglementaire d'une zone agricole protégée par le biais du plan directeur sectoriel «Paysages» et s'efforcera d'assurer une meilleure protection des sols agricoles par d'autres voies et moyens.

D'ailleurs, les services du département de l'Environnement, ensemble avec ceux du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs analysent actuellement les possibilités et l'opportunité d'intégrer l'objectif de la protection des sols agricoles à haute valeur dans la législation sur la protection de la nature et des ressources naturelles. À court terme, la protection des sols agricoles sera intégrée comme critère dans la procédure d'évaluation stratégique des PAG communaux. Dans le contexte des mesures écologiques compensatoires, le Gouvernement renforcera également la collaboration entre l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Office national du remembrement afin de dégager suffisamment tôt les surfaces les moins conflictuelles pour accueillir de telles mesures.

Signalons encore que ces pistes seront discutées en détail avec les représentants du milieu agricole dans les semaines qui viennent.

Cette approche combinée et moins stricte semble très prometteuse pour arriver à une meilleure protection et gestion des terres agricoles sans pour autant donner lieu à un risque d'indemnisation incalculable.

Question 0098 (4.1.2014) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant le **financement de la production audiovisuelle:**

La Chambre est en train de finaliser ses travaux sur le projet de loi n°6535 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie, engagée depuis la loi du 13 décembre 1988, de soutenir le secteur de la production cinématographique et audiovisuelle au Luxembourg. Ce secteur, comme le rappelle l'exposé des motifs, a sensiblement progressé, en créant sur place des centaines d'emplois très spécialisés (600 techniciens, une quarantaine de réalisateurs et d'acteurs) et une activité économique importante, avec 35 sociétés de production et 15 sociétés de postproduction, cinq studios d'animation, une quinzaine de sociétés spécialisées, des plateaux de tournage à Contern et à Kehlen. Il est donc pertinent que par le projet de loi n°6535 soit assurée la poursuite de l'essor du secteur.

Or, un chaînon important dans cette stratégie manque toujours, à savoir le financement des investissements de productions cinématographiques par les banques de la place. Les sociétés de production sont forcées de s'adresser à des instituts financiers étrangers pour obtenir les prêts nécessaires à leur activité.

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement précise que des «synergies spécifiques avec la place financière seront mises en œuvre (...)».

J'aimerais dans ce contexte poser la question suivante:

- Quelles sont la démarche respectivement la stratégie envisagées par le Gouvernement pour amener les banques de la place à s'impliquer dans un tel secteur économique d'avenir? Et ce, dans quel délai?

Réponse commune (2.4.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie:*

Faisant référence à la question parlementaire n°2699 de l'honorable M. Ben Fayot *(cf. compte rendu n°11/2012-2013)*, il y a lieu de rappeler que la loi sur les certificats d'investissement audiovisuel a été instaurée notamment dans le but de drainer des investissements vers le secteur de la production audiovisuelle luxembourgeoise par le biais de la place financière.

Le régime fiscal des certificats d'investissement était prioritairement destiné à soutenir la part de financement du producteur luxembourgeois dans une œuvre audiovisuelle. Il est vrai que l'activité de financement de l'industrie cinématographique par les banques locales n'a pas eu l'essor souhaité et qu'il s'agit certes d'une nouvelle activité qui, tout en étant très spécialisée, peut constituer une opportunité intéressante pour les banques de notre place financière.

Le programme gouvernemental précise à ce sujet que: «Des synergies spécifiques avec la place financière seront mises en œuvre notamment au travers de la création d'un fonds structurel faisant appel à l'investissement privé et permettant la gestion et la valorisation de portefeuilles de droits audiovisuels par des sociétés nationales.»

Le projet de loi n°6535 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle stipule dans les missions du Fonds «d'encourager la mise en œuvre d'un fonds structurel destiné à favoriser l'investissement privé dans la production audiovisuelle».

Nous continuerons de nous engager à maintenir ce dialogue, qui s'annonce complexe et réfléchi, avec les acteurs de la place financière pour encourager cette activité qui peut profiter à la fois au secteur financier qu'à l'industrie cinématographique et amener des solutions durables dans l'intérêt du développement du secteur audiovisuel.

Question 0114 (11.2.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**Administration de la navigation aérienne:**

Mengen Informatiounen no gëtt d'Administration de la navigation aérienne (ANA) scho méi laang vun engem Direkter faisant fonction geleet. Ausserdeem wier fir de Service météorologique eng Persoun zoustänneg, déi iwwer keng spezifesch Ausbildung an deem Beräich verfügt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Zënter wéini gëtt d'ANA vun engem Direkter faisant fonction geleet?

3. Wéini gedenkt den Här Minister dëser Tëscheléisung en Enn ze setzen an en Direkter ze nennen?

4. Ass den Här Minister net der Meenung, datt de Service météorologique vun engem Flughafe misst vun engem qualifizéierte Meteorolog dirigéiert ginn?

5. Wéi vergläicht sech an deem Zesummenhang d'Situatioun vun eisem Service météorologique mat deem vun aneren internationale Flughäfen?

6. Wéi vill Consultantë ginn am Ament vun der ANA beschäftegt? Mat wéi enge Qualifikatiounen an iwwer wéi eng Zäitraim?

Réponse (3.4.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorabelen Députéierte wëllt Informatiounen iwwert d'Organisatioun vun der Administration de la navigation aérienne (ANA).

D'ANA gëtt säit dem 1. Januar 2013 vun engem Interim-Direkter geleet, deen e Beamten aus der ANA selwer ass.

Dës Situatioun ännert sech spéitstens mat dem Vote vun der Modifikatioun vum Kadergesetz vun der ANA, well dat Gesetz erlaabt dann een Direkter mat anere Qualifikatiounen ze nennen. D'Gesetz ass am Moment ze restriktiv.

De Service Meteo vum Findel gëtt vun engem qualifizéierte Meteorolog dirigéiert an dee Service bitt déiselwecht Meteosservicer wéi déi aner international Flughäfen.

Wa Consultantë bei der ANA gefuerdert sinn, dann nëmme fir punktuell Missiounen oder Projeten. Déi Kontrakter ginn normalerweis an „jours/homme" festgeluecht an net a Joren.

Question 0117 (12.2.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **délai d'attente entre l'introduction d'une requête devant le tribunal des tutelles mineurs près du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et les plaidoiries:**

Il me revient que les délais entre l'introduction d'une requête devant le tribunal des tutelles mineurs près du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et la date des plaidoiries d'une telle demande sont actuellement assez longs. En effet, selon mes informations, les personnes concernées devraient attendre plusieurs mois avant de pouvoir plaider leur cause devant le tribunal en question.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la moyenne des délais d'attente entre l'introduction d'une requête devant ledit tribunal des tutelles et les plaidoiries?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que des délais de plusieurs mois sont encore raisonnables?

- Dans la négative, par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

- Est-il notamment prévu d'augmenter le rythme des séances du tribunal des tutelles ou encore de nommer un juge supplémentaire au tribunal susmentionné?

Réponse (9.4.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

La question parlementaire n°117 donne lieu aux observations suivantes, tenant compte des observations soumises par le procureur général d'État:

À titre préliminaire, il convient de mentionner qu'auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, deux juges des tutelles sont affectés au tribunal de la jeunesse des tutelles, l'un traitant les dossiers relatifs aux mineurs et l'autre ceux relatifs aux majeurs.

Parmi les compétences du juge des tutelles mineurs figurent principalement les demandes de parents non mariés à voir fixer les modalités d'exercice de l'autorité parentale à l'égard de leur enfant ainsi que celles du droit de visite et d'hébergement de l'un d'entre eux basées sur l'article 380 du Code civil, les administrations légales sous contrôle judiciaire des biens d'un mineur, les demandes en ouverture de tutelle, les déclarations d'autorité parentale conjointe, les demandes en changement de nom, les demandes en nomination d'un administrateur ad hoc, les présomptions d'absence d'une personne, les commissions rogatoires internationales relatives à la réalisation d'une enquête sociale.

1) À l'heure actuelle, le délai d'attente entre le dépôt d'une requête basée sur l'article 380 du Code civil au greffe du juge des tutelles et la date des plaidoiries est en moyenne de l'ordre de six mois. En raison des vacances judiciaires d'été, ce délai peut cependant aller jusqu'à huit mois. Une affaire qui est déposée à la date de ce jour est fixée au 8 octobre 2014.

Il a été possible de retracer l'évolution des dossiers jusqu'à l'année 2002. À cette époque, le délai de convocation le plus long était de l'ordre de trois mois et le nombre maximal de dossiers fixés à une audience était de l'ordre de six. À l'époque, les audiences se déroulaient chaque mercredi de 15.00 heures à 18.00 heures.

Le tableau ci-joint reprend l'évolution des dossiers depuis cette date. Il en ressort qu'au courant de l'année judiciaire 2002/2003, le nombre de dossiers s'élevait à 239 dossiers tandis qu'il s'élève à 482 dossiers au courant de l'année judiciaire 2012/2013.

On peut encore constater qu'il y a eu une augmentation significative de dossiers au courant de l'année 2006/2007 (40 dossiers de plus que l'année précédente), 2009/2010 (69 dossiers de plus), 2010/2011 (26 dossiers de plus) et au courant de l'année 2012/2013 (67 dossiers de plus). Il convient cependant de noter que ce nombre comprend la totalité des dossiers relevant de la compétence du juge des tutelles et non pas seulement les demandes basées sur l'article 380 du code précité. Depuis le 1er janvier 2014, le nombre de ces dossiers est différencié des autres dossiers. À l'aide du registre dans lequel sont enregistrés tous les dossiers déposés au greffe du juge des tutelles, les chiffres suivants ont cependant pu être relevés pour le nombre des dossiers relatifs à l'article 380 du Code civil:

Année judiciaire 2002/2003: 70 dossiers

Année judiciaire 2006/2007: 88 dossiers

Année judiciaire 2009/2010: 127 dossiers

Année judiciaire 2010/2011: 146 dossiers

Année judiciaire 2012/2013: 213 dossiers

Depuis 09/2013: 127 dossiers. Comme il reste encore sept mois à courir, il faut dès lors s'attendre à ce que le nombre de dossiers atteindra celui des dossiers de l'année 2012/2013 ou soit légèrement supérieur. Ces chiffres montrent en tout cas qu'il y a encore eu une augmentation considérable de dossiers depuis le mois de septembre 2012 par rapport aux années précédentes.

Le tableau ci-joint reprend également l'évolution du nombre de jugements rendus depuis l'année judiciaire 2002/2003, à savoir 116, jusqu'à l'année judiciaire 2012/2013, à savoir 257.

Le nombre croissant des demandes basées sur l'article 380 du Code civil s'explique par un phénomène de société qui est celui des enfants nés hors mariage et par les nombreuses transformations de la famille. Les requêtes concernent souvent des enfants en bas âge qui n'ont pas eu le temps de nouer une relation avec le parent avec lequel ils n'habitent pas habituellement, ce qui nécessite généralement la mise en place d'un droit de visite progressif au profit de ce parent, impliquant que l'affaire doit paraître plusieurs fois devant le juge des tutelles avant qu'un jugement définitif ne puisse être rendu.

L'examen des jugements rendus depuis 2002 montre que les délais de convocation étaient

relativement constants jusqu'en 2010 et étaient de l'ordre de trois à quatre mois.

Pour garder une constance dans les délais de convocation, des audiences supplémentaires ont été organisées occasionnellement à partir de 2009 et le nombre de dossiers traités au cours d'une audience a été augmenté à neuf dossiers. Pour garantir une durée minimale de plaidoiries par affaire, il a été décidé de débuter les audiences à 14.30 heures, voire 14.15 heures. Les audiences ne se terminent souvent que vers 18.30 heures.

Depuis le mois de janvier 2010, une audience supplémentaire par mois a été mise en place afin d'éviter des délais de convocation trop longs.

Depuis la fin de l'année 2011, le délai de convocation varie entre cinq à six mois.

À l'heure actuelle, le nombre de dossiers par audience est de l'ordre de dix, à savoir cinq demandes nouvelles auxquelles s'ajoutent par la suite cinq dossiers qui reviennent devant le juge dans le cadre d'une continuation des débats.

2) Bien que les délais d'attente soient trop longs, le juge des tutelles mineurs n'est pas en mesure de tenir davantage d'audiences. En effet, à côté de la rédaction des jugements en matière de fixation des modalités d'exercice de l'autorité parentale à l'égard d'un enfant naturel et de droit de visite et d'hébergement du parent qui ne l'héberge pas habituellement, le juge des tutelles est quotidiennement saisi de demandes dans le cadre d'autres dossiers relevant de sa compétence.

Il s'agit essentiellement des demandes présentées dans le cadre de l'administration légale sous contrôle judiciaire des biens d'un mineur ou des demandes en ouverture de tutelles. Souvent les décisions du juge interviennent à la suite d'entrevues organisées à son bureau avec les parties concernées sans oublier les actes notariés qui doivent être signés en présence du juge des tutelles.

3) Comme le projet de loi relatif à la responsabilité parentale déposé le 11 avril 2008 prévoit une augmentation des compétences du juge des tutelles, le nombre de juges des tutelles traitant les dossiers des mineurs devrait être augmenté et il pourrait ainsi être tenu compte de l'augmentation du nombre de dossiers à traiter. Il en est de même dans l'hypothèse d'une réorganisation judiciaire plus profonde consistant dans la création du juge aux affaires familiales.

4) En attendant que la réforme législative se concrétise, un moyen pour réduire le délai d'attente devant le juge des tutelles pourrait consister dans la mise en place d'audiences supplémentaires afin que le nombre total des audiences soit porté à deux audiences par semaine.

Compte tenu des développements faits ci-dessus, le juge des tutelles qui s'occupe des dossiers des mineurs ne saurait cependant vaquer à ces audiences supplémentaires.

Se pose également la question de savoir si l'organisation du Parquet Jeunesse et du greffe du juge des tutelles permet de procéder à une augmentation du nombre d'audiences.

Il est notamment relevé par le Parquet Jeunesse que:

Si la solution immédiate consiste à faire tenir des audiences supplémentaires par le tribunal des tutelles, il est évident que cela ne pourra se faire que par le biais de magistrats en nombre suffisant au Parquet Jeunesse.

Ces magistrats (au nombre de sept) assurent, outre la permanence «famille»(englobant notamment les affaires de protection de la jeunesse et les signalements afférents, les dossiers de violences domestiques et les dossiers de tutelles mineurs ainsi que le suivi des dossiers basés sur l'article 302 du Code civil), la permanence de droit commun dans le plan de service du parquet de Luxembourg et l'évacuation des affaires de droit commun dans les audiences correctionnelles et criminelles du tribunal d'arrondissement.

À défaut de substituts en nombre suffisant, des audiences supplémentaires sont difficilement concevables, nonobstant la volonté affichée par tous les intervenants de la justice de remédier à la situation actuelle par des audiences extraordinaires.

En conclusion, l'ensemble des considérations qui précèdent sont appelées à trouver des solutions adaptées en fonction des réformes en cours du droit de la famille et en particulier le projet de loi sur la responsabilité parentale commune et les réflexions dans le contexte de la création des juges aux affaires familiales.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0120 (13.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **respect du droit du travail dans le secteur du nettoyage:**

Le personnel occupé dans le secteur du nettoyage, en somme quelque 8.000 personnes, surtout des femmes et en majorité des frontalières, de même que leurs déléguées et les organisations syndicales, se plaignent de plus en plus du non-respect de dispositions du droit du travail dans ce secteur. Les problèmes soulevés concernent notamment le (non)respect du repos hebdomadaire, la (non)rémunération correcte des heures supplémentaires prestées, la conclusion répétée de contrats de travail à durée déterminée au-delà des limites prévues par le Code du travail (par exemple en engageant des remplaçants temporaires sous CDD répétés au lieu de remplaçants permanents sous CDI).

Il est essentiel de savoir que très souvent les travailleuses concernées se voient dans l'impossibilité de contester individuellement le non-respect de ces dispositions, par crainte de sanctions cachées. C'est justement pour cette raison que les pouvoirs publics se sont réservé un droit de contrôle du respect du droit du travail, ce contrôle étant exécuté par l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre ayant le travail et le respect du droit du travail dans ses attributions:

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des problèmes soulevés?

2) Quel est le nombre et l'envergure des contrôles effectués par l'ITM dans ce secteur?

3) Quels sont les problèmes constatés lors de ces contrôles?

4) Le nombre de contrôles ne devrait-il pas être augmenté?

5) L'ITM dispose-t-elle des ressources nécessaires afin de contrôler efficacement le respect du droit du travail dans ce secteur aussi important que vulnérable?

Réponse (31.3.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Quant à la 1re question:

Le Ministre n'a jamais été sollicité directement dans ce contexte, mais vu que les contrôles effectués par l'ITM font ressortir que les problèmes soulevés par l'honorable Député existent dans le secteur, comme d'ailleurs dans d'autres aussi, le sujet sera certainement abordé dans le cadre de prochaines entrevues avec les parties intéressées.

Quant à la 2e question:

Au cours des trois dernières années 63 contrôles approfondis ont été effectués auprès d'entreprises du secteur du nettoyage.

Quant à la 3e question:

Les problèmes principaux qui ont été constatés lors de ces contrôles concernaient:

- le non-paiement de salaires;
- le non-respect du repos hebdomadaire;
- le renouvellement de CDD;
- les contrats de travail pour les salariés à temps partiel;
- le calcul de l'indemnité de congé;
- le calcul des frais de déplacement;
- l'octroi du congé annuel;
- le harcèlement moral.

Quant à la 4e question:

Comme les problèmes précités existent également dans d'autres secteurs, il n'y a pas lieu de contrôler ce secteur plus qu'un autre.

Quant à la 5e question:

Les dernières années le personnel de contrôle de l'ITM a été constamment augmenté et cette augmentation d'effectifs sera continuée, dans la limite des crédits budgétaires, et ce afin de garantir des contrôles efficaces dans tous les secteurs d'activité et de lutter contre le dumping social.

Question 0121 (14.2.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **politique gouvernementale en matière de transmission des petites et moyennes entreprises:**

À côté des professionnels du secteur financier, les petites et moyennes entreprises (PME) constituent le pilier de notre économie nationale. Or, ces entreprises, souvent de type familial, peinent à organiser leur transmission et ce notamment en raison du contexte fiscal dans lequel elles évoluent.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres compétents:

- Est-ce que l'idée de revoir le cadre fiscal applicable aux transmissions d'entreprise est une piste explorée par le Gouvernement actuel?

- Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas réétudier l'imposition des plus-values en cas de transmission d'entreprise, réel obstacle à la transmission de PME familiales?

- Ne faudrait-il pas faire en sorte que la transmission d'entreprise, indépendamment de son mode, i.e. par la voie successorale ou par une cession gratuite ou tout autre moyen, soit fiscalement neutre?

- Ne pourrait-on pas envisager une imposition nulle ou s'y rapprochant au cas où l'exploitation est continuée après la transmission?

Réponse commune (4.4.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les entreprises établies, qui sont par la suite cédées ou transférées, réussissent mieux et ont tendance à créer plus d'emplois que les entreprises nouvellement créées. Tous les curseurs permettant d'agir en faveur de la transmission des entreprises existantes doivent donc être actionnés, qu'il s'agisse de transmission hors cadre familial ou dans le contexte de celui-ci, le cadre fiscal ne constituant en effet qu'un aspect, à côté du financement en lui-même de biens des transmissions, et de l'accompagnement des repreneurs d'entreprises.

Afin de poser l'enjeu, il ne faut pas perdre de vue que 99,5% des entreprises luxembourgeoises sont des PME, ces dernières étant par ailleurs à 75% de nature familiale.

Bon nombre d'efforts sont faits déjà aujourd'hui pour favoriser la transmission d'entreprises. Citons dans ce cadre les bourses de reprises d'entreprises organisées par les deux chambres professionnelles. La SNCI s'est aussi dotée d'outils comme le prêt de reprise, en vue de favoriser la transmission d'entreprises. Les mutualités de cautionnement et d'aide aux commerçants et aux artisans, soutenues par leurs chambres professionnelles respectives et l'État, constituent également un relais pour faciliter le financement bancaire des PME luxembourgeoises, y compris en cas de transmission d'entreprises.

En vue de l'accompagnement des repreneurs d'entreprises, des instruments, tels le «business mentoring» et le «business check» soutiennent les repreneurs d'entreprises pendant la période la plus critique de leur début d'activité.

Dans le cadre des entrevues de préparation du 4e Plan d'action avec les milieux professionnels, les aspects fiscaux et notamment la problématique de l'imposition des plus-values dans le cadre de transmissions ont été abordés. Entre autres l'Horesca a insisté sur l'urgence de trouver une solution.

La matière est donc complexe et comprend de nombreuses variables et des leviers d'intervention distincts.

Le Ministre de l'Économie a annoncé la mise en place d'un Haut Comité pour la promotion des Classes moyennes, à l'instar du «Haut Comité pour la promotion de l'Industrie», en vue de favoriser le développement d'un cadre propice aux PME et à l'entrepreneuriat, et de promouvoir la compétitivité et l'attractivité de ces entreprises.

Dans ce contexte, cet organe nouveau, qui réunira l'ensemble des acteurs du secteur des Classes moyennes, soumettra ses recommandations au Gouvernement.

Le Gouvernement porte toute son attention sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise en général et sur celle des petites et moyennes entreprises en particulier. Le cadre fiscal applicable aux transmissions d'entreprises en est un élément qui mérite inclusion dans les réflexions à mener en vue de la réforme fiscale qu'il est prévu de présenter pour l'année 2016. À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de cette réforme qui comportera un paquet équilibré de mesures assurant l'attractivité du pays et un niveau adéquat des recettes fiscales.

Question 0123 (19.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **difficultés pour accueillir des réfugiés syriens:**

Le Luxembourg avait l'intention d'accueillir 60 réfugiés syriens. Jeudi, 13 février 2014, le Ministre de l'Immigration a fait savoir qu'ils ne seraient pas 60, mais seulement quatre familles avec au total 28 personnes à trouver asile au Luxembourg. Raison invoquée: les informations sur le mode de vie luxembourgeois et entre autres le rôle et la place de la femme au sein de la société luxembourgeoise.

Dans ce contexte, je voudrais savoir de la part de Monsieur le Ministre:

- De quelle manière s'est déroulée la mission du Gouvernement en Jordanie et quelle était sa composition?

- Combien de dossiers ont été fournis par l'UNHCR?

- Combien de personnes ont été entendues?

- Quelle fut l'approche des interviews: est-ce la mission luxembourgeoise qui a averti les personnes sur les supposées difficultés au Grand-Duché ou ces questions ont-elles été posées par les personnes candidates à l'asile?

- Existe-t-il un procès-verbal de ces entretiens? Le cas échéant, est-il possible de le consulter?

- Est-ce que le Luxembourg a l'intention d'accueillir d'autres réfugiés, jusqu'au total annoncé de 60 respectivement au-delà?

- Le cas échéant, cela a-t-il déjà été fait?

Réponse (28.3.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

1. Une délégation luxembourgeoise s'est rendue à Amman entre le 26 janvier et le 5 février 2014 afin de mener des entretiens avec les réfugiés sélectionnés par l'UNHCR. Il est à noter que l'agence onusienne a insisté que les Syriens susceptibles d'être réinstallés ne proviennent pas de camps de réfugiés. En effet, tous les réfugiés proposés par l'UNHCR pour une réinstallation éventuelle habitent en dehors des camps de réfugiés («urban cases»). Ils sont soutenus par l'agence onusienne, aussi bien de manière financière que par des bons d'alimentation.

La délégation était composée de trois agents de la Direction de l'Immigration, disposant d'une expertise approfondie dans les techniques d'entretien et en matière d'asile, assistés d'un fonctionnaire psychologue.

Toutes les personnes majeures furent entendues par la délégation luxembourgeoise. Les entretiens ont porté sur les données personnelles des réfugiés, sur des questions liées à la Convention de Genève ainsi que sur leur situation familiale.

À la fin de la mission, deux fonctionnaires de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) ont rejoint la délégation pour fournir aux réfugiés sélectionnés des informations sur leur vie future au Luxembourg.

2. En amont de la mission de sélection, neuf dossiers de familles (68 personnes, dont 49 mineurs) furent transmis à la Direction de l'Immigration. Cinq dossiers furent retenus après la conduction des entretiens, cependant une famille de neuf personnes a préféré rester en Jordanie. Dès lors, le Luxembourg va réinstaller 28 personnes.

3. 19 personnes majeures furent entendues par la délégation luxembourgeoise.

4. Il va de soi que les réfugiés avaient le besoin de se renseigner sur leur éventuel futur lieu de séjour. Ainsi, avant les entretiens proprement dits, les réfugiés avaient l'occasion de poser toute sorte de questions. Le contenu de ces sessions d'information entre les membres de la délégation et les réfugiés n'a pas été retenu de manière écrite.

5. Des procès-verbaux furent dressés de tous les entretiens menés durant la mission. Pour des raisons évidentes de confidentialité, la consultation de ces derniers n'est pas possible.

6. + 7. Une décision définitive sera prise en tenant compte de l'expérience acquise avec l'accueil des 28 personnes qui viennent au Luxembourg.

Question 0128 (25.2.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **CCP de la POST:**

La POST est le premier opérateur de services postaux et de télécommunications au Luxembourg. Elle offre également une large gamme de services financiers postaux, notamment le compte courant des CCP.

Selon mes informations la POST aurait entamé des pourparlers avec différentes banques afin de vendre ce service.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer l'information susmentionnée?

- Dans l'affirmative, quelles en seraient les conséquences pour les clients et le personnel?

Réponse commune (10.4.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La question parlementaire n°128 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Ministre des Finances:

En 2013, POST Luxembourg a entamé un processus de repositionnement stratégique pour ses trois métiers de base, à savoir les télécommunications, les services postaux et les services financiers postaux. L'objectif affiché est de garantir, dans un environnement hautement concurrentiel et en mutation rapide, la pérennité des activités du groupe.

En ce qui concerne l'activité des Services Financiers Postaux de POST Luxembourg, force est de constater que le modèle économique actuel du CCP touche à ses limites. Même en cas d'un redressement des taux d'intérêts historiquement bas, phénomène qui pèse lourdement sur la rentabilité financière de l'activité des services financiers postaux, l'Entreprise des Postes et Télécommunications se doit de rechercher un modèle économique alternatif pour le CCP.

Dans le cadre de cette démarche l'Entreprise des Postes et Télécommunications est en train d'évaluer un éventuel rapprochement ou une coopération avec d'autres acteurs de la place financière pour identifier des opportunités ou rechercher des synergies au niveau de son activité des services financiers postaux.

À l'heure actuelle ce processus d'évaluation est toujours en cours et aucune décision quant à l'orientation future n'est prise, sachant que l'abandon des activités CCP n'est pas une option pour le Gouvernement.

Question 0129 (27.2.2014) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **budgets communaux:**

Dans la circulaire ministérielle numéro 3105 du 13 novembre 2013 du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région les communes luxembourgeoises ont été invitées à élaborer leurs budgets et les plans pluriannuels de financement pour l'exercice 2014. En référence à cette circulaire ministérielle les budgets communaux ont été finalisés et par conséquent soumis au vote dans les différents conseils communaux.

Il me revient qu'actuellement certaines communes voient leurs budgets communaux redressés par le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région en se basant sur un communiqué adressé aux communes le 4 décembre 2013, date de l'assermentation de l'actuel Gouvernement.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1. Par quel moyen ou support ce communiqué a-t-il été adressé aux communes?

2. Pourquoi ce communiqué a-t-il été adressé aux communes?

3. Qui est l'expéditeur de ce communiqué?

4. Quelle est la valeur d'un tel communiqué non signé?

5. Combien de communes et par conséquent de budgets communaux sont concernés par une observation comptable du Ministre d'inscrire, de modifier ou de redresser un emprunt ou un emprunt supplémentaire?

6. Ces rectifications ministérielles auront-elles des conséquences au niveau des votes communaux exprimés pour les budgets 2014?

7. Quelles sont les répercussions de ces modifications non votées aux conseils communaux pour le plan pluriannuel de financement pour l'exercice 2014 portant sur les exercices financiers 2015, 2016 et 2017?

Q46

Réponse (14.4.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur:*

Ad 1) Le communiqué du 4 décembre 2013 a été adressé à toutes les communes via les adresses de messagerie de Circalux qui est la plateforme de communication entre le Ministère de l'Intérieur et le secteur communal.

Ad 2) Ce communiqué a été transmis aux communes suite à une demande de la part de plusieurs communes qui souhaitaient - en complément de la circulaire budgétaire n°3105 du 13 novembre 2013 - recevoir un schéma plus explicite et alternatif pour arrêter les taux afin d'élaborer les budgets et les plans pluriannuels de financement (PPF). Le mode de transmission par communiqué a été choisi pour mettre toutes les communes sur un pied d'égalité du point de vue informations et explications sachant que certaines d'entre elles avaient déjà, verbalement, reçu des renseignements sur la façon d'arrêter les taux.

Ad 3) L'expéditeur du communiqué a été le groupe d'accompagnement de la comptabilité communale, un groupe qui a accompagné la réforme de la comptabilité communale et qui se compose de représentants de l'État (Ministère de l'Intérieur: Direction des Finances communales et Service de Contrôle de la Comptabilité des communes) et de représentants du secteur communal (Syvicol, Association des secrétaires communaux et Association des receveurs communaux).

Ad 4) Considérant que la circulaire budgétaire n°3105 du 13 novembre 2013 a pu être interprétée de façon divergente, le communiqué était censé constituer un complément d'informations ou d'explications à la circulaire budgétaire destinée à clarifier les travaux des communes dans le cadre de leurs travaux d'élaboration des budgets et des PPF.

Ad 5) Des redressements ont été opérés sur 31 budgets communaux de l'année budgétaire 2014, dont six ont été concernés par une observation comptable du Ministre de l'Intérieur avec une répercussion sur l'emprunt suite aux explications complémentaires du communiqué.

Ad 6) Le Ministre procède à des redressements d'après l'art. 124 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, voire à des rectifications d'ordre technique afin que les communes puissent disposer de chiffres qui correspondent dans la mesure du possible à la réalité et ceci dans leur intérêt. Le budget ainsi arrêté par le Ministre sert de base d'exécution au collège des bourgmestre et échevins et est communiqué aux membres du conseil communal.

Ad 7) Le PPF 2014 portant sur les exercices financiers 2015, 2016 et 2017 devra être communiqué, conformément au règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013, au conseil communal et au Ministre de l'Intérieur pour le 30 avril 2014. Tout budget communal redressé d'ici cette date sera évidemment pris en considération pour l'établissement du PPF 2014 respectivement sa mise à jour au 30 juin 2014. Les paramètres macroéconomiques et les prévisions actualisés relatifs aux principales recettes fiscales intéressant les communes pour cette mise à jour leur seront transmis par voie de circulaire ministérielle dans un délai approprié avant cette échéance.

Question 0130 (28.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **représentants de l'État dans les conseils d'administration:**

L'État luxembourgeois est représenté dans un certain nombre de conseils d'administration.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il, dans un souci de transparence nécessaire à une représentation démocratique, me renseigner qui sont les fonctionnaires de l'État et autres personnes qui le représentent, dans quels conseils d'administration ils siègent, quelle est l'indemnité - sous quelque forme que ce soit - que ces personnes perçoivent du chef de cette représentation et quelle partie de cette indemnité leur est dévolue, respectivement quelle est la partie de l'indemnité continuée au Trésor de l'État?

Réponse (7.4.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre* d'État*:*

L'honorable Député pose quelques questions touchant à l'identité et à la rémunération des représentants de l'État dans des conseils d'administration.

Pour le détail des sociétés dans lesquelles l'État tient des participations et est représenté par un ou plusieurs membres dans le conseil d'administration, je voudrais informer l'honorable Député que depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations qui est publiquement consultable sur le site Internet de la Trésorerie de l'État: http://www.te.public.lu/participations/index.html.

Comme la législation sur le droit des sociétés impose à chaque société d'actualiser la liste de ses administrateurs via dépôt au Registre du commerce et des sociétés, cette liste est publiquement consultable au Mémorial C.

Je voudrais informer l'honorable Député que les représentants de l'État au sein des conseils d'administration sont nommés par le Gouvernement en Conseil, sur proposition du Ministre compétent.

Au sein de ces conseils d'administration, les fonctionnaires concernés représentent les intérêts de l'État. Il s'agit de personnes expérimentées qui apportent, en tant qu'administrateurs, une plus-value au fonctionnement des sociétés dans lesquelles l'État tient des parts. Les fonctionnaires-administrateurs se servent d'ailleurs de l'expérience acquise au sein de ces conseils d'administration pour développer leurs compétences dans leur fonction respective, ce dont l'État tire donc directement profit.

La charge d'administrateur s'ajoute à celle correspondant à la fonction des fonctionnaires concernés. Le Gouvernement juge dès lors normal qu'ils touchent une indemnité pour ces activités.

Le degré de préparation et d'expertise ainsi que la fréquence des réunions des conseils d'administration en question varient fortement, tout comme c'est le cas, en conséquence, du montant des indemnités touchées par les administrateurs.

En vertu de la loi modifiée du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme: «La personne morale de droit public assume les responsabilités qui incombent aux personnes désignées à sa demande en leur qualité d'administrateurs ou de membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, sauf son recours contre elles en cas de faute personnelle grave. Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au gouvernement en conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission».

Il appartient donc au Gouvernement d'arrêter au cas par cas les indemnités à allouer à ces administrateurs. Si le Gouvernement estime, comme c'est le cas en règle générale, que les indemnités touchées par les administrateurs correspondent à la surcharge de travail respective, il ne demande aucun remboursement de la part de ces derniers.

Afin d'éviter d'exposer la situation individuelle des membres des conseils d'administration concernant les rémunérations leur allouées, et de ce fait celle des autres collègues administrateurs n'ayant aucun lien avec le secteur public, le Gouvernement ne peut pas publier le montant des indemnités touchées par les fonctionnaires-administrateurs, et ce en conformité avec les dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et notamment la lecture combinée de ses articles 64, alinéa 2 et 65, paragraphe 1, point 12 et paragraphe 3.

Question 0134 (3.3.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **développement des friches industrielles à Wiltz:**

La revalorisation des friches industrielles de Wiltz est un projet de taille dont la portée économique et sociale pour la région Nord est manifeste. Pour la commune de Wiltz, il s'agit d'un projet très important qui modifiera l'aspect de la ville durablement. Il donnera lieu à la création d'un nouveau quartier constitué d'un mélange d'appartements, d'emplois, de services et d'infrastructures publiques et de zones de loisirs.

En octobre 2012, Monsieur le Ministre du Logement avait annoncé que le Fonds du Logement avait procédé à la sécurisation de l'ensemble du terrain et que les immeubles pourraient être vidés prochainement afin de pouvoir commencer les travaux de désamiantage. Une fois ce chantier de désamiantage achevé, les travaux de démolition pourraient démarrer et un appel d'offres en ce sens serait en cours de préparation.

De plus, le Ministre avait précisé qu'un planning concernant le développement du site serait en voie d'élaboration mais qu'aucun investisseur ne se serait manifesté pour l'instant pour s'implanter sur ces friches.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle nous fournir des précisions sur l'état d'avancement du projet?

- Quels sont les travaux qui ont été effectués jusqu'à ce jour sur le site?

- Quels projets de revalorisation sont envisagés sur l'ancien site industriel?

- Quel est le calendrier de ces travaux?

Réponse (3.4.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

La revalorisation des friches industrielles de Wiltz permettra à terme la création d'un tout nouveau quartier offrant idéalement une mixité des fonctions constituée d'appartements, d'emplois, de services, de zones de loisirs et d'infrastructures publiques afin d'éviter que ce nouveau quartier fasse uniquement fonction de dortoir urbanistique. La réhabilitation du site offre à la ville de Wiltz des possibilités extraordinaires en matière économique et sociale.

Néanmoins, un projet d'une telle taille a besoin de réflexions approfondies afin que tous les impacts mutuels soient pris en considération. Cette approche aide à éviter que les générations à venir doivent payer le prix fort pour des décisions précipitées.

Par conséquent, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat a entretenu, dans un premier temps, des réunions mensuelles avec les responsables de la ville de Wiltz, pour définir la démarche globale et pour préparer une présentation au comité-directeur du Fonds.

Lors d'une première entrevue, il a été convenu de retravailler l'étude socio-économique pour dégager les points cruciaux du projet. La volonté du Gouvernement par rapport à la consolidation de la région nord du pays comme nouveau noyau économique est également un élément de réflexion considérable. La mixité des fonctions pourrait éviter que le nouveau quartier soit uniquement utilisé comme dortoir urbanistique.

L'approbation du comité-directeur du Fonds présupposée, la prochaine action sera l'organisation d'un concours d'idées avec trois ou quatre équipes composées d'un urbaniste, d'un paysagiste, d'un sociologue et d'un d'expert en économie. Le but de ce concours consistera à assembler toutes les composantes déjà élaborées et de proposer une démarche urbanistique durable pour le nouveau quartier, englobant les critères social, économique et écologique. Ensuite, le premier plan d'aménagement particulier pourra être élaboré vers la mi-2015.

Pour ce qui est des travaux qui ont été réalisés jusqu'à ce jour sur le site, il y a lieu de relever les travaux de sécurisation, de dépollution, de désamiantage et de démolition des anciens bâtiments sur l'ancien site industriel Eurofloor/ Tarkett. Ces travaux constituent la première phase, qui sera achevée d'ici octobre 2014, à savoir:

- la sécurisation du site: accès, clôtures, berges de la Wiltz, fermeture des baies;

- le déblaiement de tous les bâtiments: 100% réalisés;

- le désamiantage de l'ensemble des bâtiments: 90% réalisés (sous réserve de nouveaux imprévus);

- la dépollution:

- les citernes enterrées et aériennes: 100% réalisés;

- les toitures (étanchéités bitumeuses): 30% réalisés;

- la décontamination des structures bâties (fraisage): 20% réalisés;

- la démolition des bâtiments (à l'exception du premier bâtiment à l'entrée du site côté gauche): 40% réalisés.

Le reste des bâtiments sera traité lors d'une deuxième phase qui, à l'heure actuelle, est en cours de préparation.

Question 0136 (5.3.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**hébergement de sites Internet contenant du matériel pédopornographique:**

An Däitschland fuerdere vill Politiker vun alle Borden e vill méi strengt Gesetz zur Bekämpfung vun der Kannerpornografie. Dëst ass virun allem op d'Affär Edathy zréckzeféieren. Ee vun den Aspekter, déi vun de Medien opgegraff goufen, ass nämlech deen, datt um Internet Biller gehandelt ginn, déi net nécessairement illegal sinn an déi awer all normal emfannende Mënsch muss als pädopornografesch bezeechnen.

Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand mécht a sengem Rapport 2013 ebe grad op déi Problematik opmierksam: «On peut cependant regretter que la définition de représentation pornographique du code pénal, fasse que des sites montrant des enfants habillés, mais dans des contextes (...) et des poses sexualisées (...) sont hébergés impunément au Luxembourg.» (Säit 58). Esou Biller géifen also och iwwer Websäite verkaaft oder gewise ginn, déi hei am Land hébergéiert sinn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Informatioune confirméieren?

2. Wéi vill esou Websäite gëtt et hei am Land?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir deem skandaléisen Dreiwen en Enn ze setzen?

Réponse (7.4.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le Ministère de la Justice ne dispose pas de chiffres portant sur le nombre de tels sites qui seraient hébergés au Luxembourg.

Il faut rappeler que l'article 62 de la loi sur le commerce électronique prévoit un régime de responsabilité spécifique pour un prestataire qui hébergerait un tel site.

Ainsi, cet article dispose que:

«Le prestataire qui fournit un service de la société de l'information consistant dans le stockage des informations fournies par un destinataire du service, ne peut pas voir sa responsabilité engagée pour les informations stockées à la demande d'un destinataire du service à condition que:

a) le prestataire n'ait pas effectivement connaissance que l'activité ou l'information est illicite et, en ce qui concerne une action en dommages et intérêts, qu'il n'ait pas connaissance de faits ou de circonstances selon lesquels le caractère illicite de l'activité ou de l'information est apparent; ou

b) le prestataire, dès le moment où il y a une telle connaissance, agisse promptement pour retirer les informations ou rendre l'accès à celles-ci impossible.»

Si les autorités luxembourgeoises sont informées de l'existence d'un tel site, par exemple par des signalements sur le site Internet www.stopline.lu, ce site hébergé auprès d'un prestataire de services de l'information au pays est normalement fermé soit sur base volontaire, soit sur ordre des autorités judiciaires.

En ce qui concerne les images visées par la question parlementaire et que l'ORK décrit comme «enfants habillés mais dans des contextes et des poses sexualisées» il faut rappeler que de telles images sont, le cas échéant, susceptibles d'être qualifiées de pornographie et d'être incriminées en vertu de l'article 384 du Code pénal.

Quant à la définition de la notion de pédopornographie, les juridictions répressives font régulièrement référence à l'article 2 du Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, qui dispose que «c) on entend par pornographie mettant en scène des enfants toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles.».

Le Luxembourg a signé ce Protocole le 8 septembre 2000.

Une autre formulation usuellement retenue renvoie à la notion de «représentations choquant la pudeur de par leur présentation et leur étalement notamment d'une relation sexuelle sinon des parties intimes d'une personne».

Il faut par ailleurs souligner que le législateur a récemment renforcé le dispositif répressif en matière de lutte contre la pédopornographie.

Ainsi, la loi du 21 février 2013 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants a élargi le champ d'application de l'article 384 du Code pénal. L'ancien texte n'interdisait que la détention de matériel pédopornographique tandis que le nouveau texte interdit l'acquisition, la détention et la consultation de ce genre de matériel.

Ce durcissement législatif a permis une lutte plus efficace contre les consommateurs de matériel pédopornographique avec comme objectif ultime de réduire la demande de ces images et donc par ricochet leur production.

Question 0137 (5.3.2014) de **MM. Emile Eicher** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **zones d'activités économiques à caractère régional:**

Les zones d'activités économiques à caractère régional (ZAER) sont des infrastructures publiques mises à la disposition des entreprises sous la forme de droits de superficie, contre paiement d'une participation aux frais des infrastructures. Elles peuvent accueillir des activités artisanales et industrielles, y compris la réimplantation d'activités existantes.

Les zones sont aménagées et gérées par des syndicats intercommunaux.

Vu que les ZAER sont en grande partie préfinancées par le Ministère de l'Économie, ce dernier a un droit de statuer sur l'éligibilité des entreprises qui pourraient s'implanter dans ces ZAER.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Existe-t-il une liste du Ministère qui reprend la localisation et les surfaces disponibles de toutes les zones d'activités économiques à caractère régional?

- Dans l'affirmative, cette liste est-elle librement accessible aux entreprises intéressées?

- Dans la négative, est-ce qu'une liste des zones d'activités économiques à caractère régional et gérées par des syndicats intercommunaux est remise aux entreprises intéressées?

- Quel est en général le temps de traitement d'un dossier afin qu'une entreprise puisse s'installer dans une ZAER?

Réponse (8.4.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les zones d'activités économiques régionales sont mises en œuvre et gérées par les syndicats intercommunaux. Le Ministère de l'Économie participe à la planification et à l'aménagement des zones d'activités en question à travers un préfinancement qui sera remboursé au fur et à mesure de la concession des droits de superficie dans l'enceinte des zones régionales.

Concrètement, les entreprises désireuses de s'implanter au sein d'une zone d'activités économiques régionale peuvent ou bien s'adresser au Ministère de l'Économie ou bien directement au syndicat intercommunal. Si le premier contact se fait au niveau du Ministère de l'Économie, celui-ci oriente d'après sa meilleure connaissance des surfaces libres et adaptées les entreprises vers les syndicats intercommunaux qui disposent des surfaces libres adaptées aux besoins de l'entreprise.

Dans ce cadre, le Ministère de l'Économie dispose d'une liste informelle, à usage interne uniquement, reprenant la totalité des zones d'activités économiques régionales du pays. Le relevé des surfaces disponibles au sein des zones d'activités régionales est mis à jour en fonction et au fur et à mesure des données fournies par les syndicats intercommunaux au Ministère de l'Économie, sachant qu'en réalité il faut faire la distinction entre surfaces définitivement allouées moyennant un contrat de concession d'un droit de superficie, surfaces en négociation avec des investissements potentiels et surfaces effectivement vacantes.

Le Ministère de l'Économie a par ailleurs établi de longue date une liste énumérant les différents syndicats de communes qui gèrent une ou des zones d'activités économiques régionales et reprenant:

- le nom du syndicat de communes;

- les communes membres;

- le siège;

- les personnes de contact (président et secrétaire);

- un numéro de téléphone du secrétaire;

- l'adresse e-mail du secrétaire.

Cette liste est publique et peut être consultée sur le portail électronique du «guichet unique», sous la rubrique entreprises, implantation dans une zone d'activités économiques, puis en cliquant sur le lien «syndicat intercommunal» (http://www.guichet.public.lu/entreprises/fr/urbanisme-environnement/construction-amenagement-site/zones-activite/implantation-zae/contacts-zones-reg_mars-2014.xlsx).

En ce qui concerne le temps de traitement d'un dossier concret jusqu'à l'implantation d'une entreprise au sein d'une zone d'activités économiques régionale, il est difficile de définir un délai précis étant donné que la rapidité de l'analyse devant être effectuée avant toute décision d'octroi d'un droit de superficie dépend d'un certain nombre de facteurs:

- la présentation d'un projet concret détaillé par l'entreprise;

- la remise d'un plan d'affaires détaillé au syndicat intercommunal;

- le bouclage du plan de financement sous-jacent.

En raison de ces facteurs plus ou moins complexes et aléatoires, le Ministère de l'Économie ne peut pas indiquer de délai précis entre le moment où une entreprise présente un projet et le moment où elle peut effectivement s'implanter au sein d'une zone d'activités.

Il est cependant clair que la rapidité de décision est tributaire de la qualité du projet, du plan d'affaires et du plan de financement soumis.

Question 0138 (5.3.2014) de **M. Edy Mertens** *(DP)* concernant le **remboursement de traitements à l'étranger:**

Selon mes informations, les médecins du groupe cardiologique du Centre Hospitalier du Nord (CHdN) ont dû transférer des patients vers l'étranger (Trêves) vu le caractère urgent du traitement interventionnel nécessaire. Il me revient toutefois que le Contrôle médical de la sécurité sociale a refusé le remboursement de ce traitement.

Sachant que dans des cas pareils des patients sont régulièrement transférés vers d'autres établissements hospitaliers à l'étranger, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Est-il exact que le Contrôle médical a refusé le remboursement des traitements en question?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons du Contrôle médical pour sa décision?

3) Comment Monsieur le Ministre entend-il éviter des situations pareilles à l'avenir?

Réponse (4.4.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1) Les articles 23 et 27 des statuts de la Caisse Nationale de Santé définissent les conditions à la base d'une prise en charge des consultations ou traitements effectués à l'étranger de façon programmée:

«Conditions générales

Art. 23. Les prestations de soins de santé délivrées à l'étranger aux personnes protégées sont prises en charge par l'assurance maladie dans les conditions établies par les présents statuts et, le cas échéant, d'après les dispositions prévues par les instruments bi- ou multilatéraux de sécurité sociale comprenant l'assurance maladie et l'assurance contre les accidents et maladies professionnels, auxquels le Luxembourg est lié.

Sauf les traitements d'urgence reçus en cas de maladie ou d'accident lors d'un séjour temporaire à l'étranger, la prise en charge des prestations délivrées à l'étranger doit être couverte par une autorisation donnée par le Contrôle médical suivant les modalités prévues par les présents statuts et, au cas où il s'agit de prestations délivrées dans un pays lié au Luxembourg par un des instruments visés à l'alinéa 1er ci-dessus, dans la forme et d'après les modalités prévues par ces instruments.

Modalités de la prise en charge

Art. 27. La prise en charge par l'assurance maladie des consultations visées à l'article précédent, est subordonnée à une autorisation donnée par le Contrôle médical sur base d'une demande écrite émanant d'un médecin. Si la demande concerne un transfert pour un traitement médical à l'étranger visé à l'article 25, la demande doit être produite par un spécialiste dans la discipline médicale spécifique du domaine de laquelle relève le cas ou du domaine d'une discipline apparentée.

La demande d'autorisation, présentée sur un formulaire spécial, contient la désignation du médecin ou du centre spécialisé appelé à donner les soins à l'étranger, le diagnostic précis, la finalité du transfert à l'étranger, la motivation exposant les faits et critères de qualité des soins qui rendent impossible ou inadéquat le traitement au Luxembourg, (...).

À la suite d'une autorisation de transfert, le Contrôle médical peut dispenser d'une demande formelle présentée dans les formes ci-devant si le transfert a pour objet une consultation du prestataire étranger, nécessaire en vue du suivi médical du traitement.»

La prise en charge d'un traitement programmé à l'étranger est donc possible si les conditions indiquées dans l'article cité ci-devant sont remplies et si une autorisation préalable a été établie par le médecin-conseil du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) sur base de ces conditions.

Or, dans les cas à la base de la question parlementaire de Monsieur le Député Edy Mertens, le CMSS a avisé négativement le transfert au Brüderkrankenhaus à Trèves étant donné que la prise en charge à l'Institut de Chirurgie Cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle (INCCI) était possible le jour même. Le médecin-conseil en charge avait effectivement vérifié, avant de refuser le transfert à l'étranger, s'il existait encore des disponibilités pour le traitement au niveau de l'INCCI. Au niveau réputation et qualité des traitements et interventions, il est évident que l'INCCI, rattaché au Centre Hospitalier de Luxembourg, peut sans problème se mesurer avec l'établissement hospitalier à Trèves vers lequel le cardiologue avait l'intention de faire transférer son patient.

Il est donc inapproprié de dire que les patients devaient être transférés vers l'Allemagne.

À noter que pour des interventions de ce genre les transferts à l'étranger restent l'exception, ceci au vu de la présence et du travail de très grande qualité de l'INCCI. Si cependant une intervention ne peut se faire au Luxembourg au vu du degré de difficulté ou d'expertise requise, le CMSS ne s'oppose bien évidemment pas à l'établissement de l'autorisation préalable en vue du transfert dans l'hôpital spécialisé en la matière.

Ad 2) Suivant le médecin-directeur du CMSS, une raison justifiant le transfert à l'étranger n'existait pas, alors que l'intervention pouvait, tant en ce qui concerne les compétences des médecins à l'INCCI, qu'en ce qui concernait les disponibilités de l'INCCI au moment de la demande d'intervention, être faite au Luxembourg. C'est dans cette logique que le CMSS a refusé la prise en charge du traitement à l'étranger. Or, conformément à l'article 17, la prestation en question n'est opposable à la Caisse Nationale de Santé qu'à partir du moment où le CMSS a donné son autorisation préalable au transfert à l'étranger.

Ad 3) Le principe qu'un transfert pour traitement en milieu hospitalier à l'étranger n'est pris en charge par la CNS que dans la mesure où ce même traitement est impossible au Luxembourg à un niveau égal de qualité et d'expertise et uniquement sur base d'une autorisation préalable du CMSS, sera maintenu. Néanmoins, après la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011, la nécessité d'une autorisation préalable de la part du CMSS sera réduite aux cas où le patient séjournera effectivement à l'hôpital pendant au moins une nuit.

Nonobstant le fait que dans la situation à laquelle Monsieur le Député fait référence le traitement au Luxembourg était matériellement possible, il convient de relever que les médecins traitants doivent être conscients que s'ils ordonnent des transferts à l'étranger sans avoir reçu l'autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale, ce seront les patients qui en subiront les frais, alors que la CNS se verra contrainte au vu de ses statuts de refuser la prise en charge des frais relatifs au traitement à l'étranger.

Question 0139 (6.3.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **centres de traitement de données luxembourgeois:**

Une collaboration de longue durée entre le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), le Ministère de la Fonction publique et le Service information et presse (SIP) de l'État a permis la mise en place du nouveau portail de l'actualité gouvernementale.

Ce portail, en service depuis l'entrée en fonction du nouveau Gouvernement le 5 décembre 2013, stocke depuis 1999 notamment de nombreux communiqués, discours et interviews

ainsi que plus de 1.000 publications officielles de l'État luxembourgeois.

D'après les informations de presse du 28 février 2014 de la société Makana S.A. (www.itnation.lu), le Gouvernement aurait hébergé, via le SIP, son nouveau site Web chez Amazon par l'intermédiaire d'Infopark, l'entreprise qui a aidé à développer le portail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, sachant que le CTIE bénéficie de matériel de haute qualité et que le Gouvernement luxembourgeois poursuit l'objectif de promouvoir le Grand-Duché en tant que plate-forme pour les technologies d'information et de communication, pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il opté pour une entreprise privée et étrangère pour l'hébergement de son serveur plutôt que de le confier à un service public national?

- Est-ce que d'autres données appartenant à l'État luxembourgeois sont stockées sur des serveurs nationaux ou internationaux privés, dont l'État n'est pas propriétaire?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il m'assurer que d'un point de vue de la protection des données cette situation ne présente pas de risques?

Réponse commune (16.4.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°0139 du 6 mars 2014, l'honorable Député Serge Wilmes demande la confirmation des informations selon lesquelles le Gouvernement aurait hébergé, via le Service information et presse du Gouvernement (SIP), son nouveau site Web dans un environnement AWS (Amazon Web Services) par l'intermédiaire d'Infopark et, le cas échéant, de justifier ce choix.

En réponse à la question de l'honorable Député, nous confirmons que le nouveau portail www.gouvernement.lu est, depuis sa mise en ligne le 5 décembre 2013 par le SIP, hébergé dans le Cloud sur des serveurs virtuels loués auprès d'Amazon en Irlande par l'intermédiaire d'Infopark, firme allemande reconnue qui fournit depuis 2002 déjà le CMS (Content Management System) avec lequel quasiment tous les sites du Gouvernement sont réalisés.

À noter d'ailleurs qu'Amazon Web Services est opéré à partir des quartiers généraux européens de la société, à savoir à partir du siège d'Amazon à Luxembourg, où, parmi les quelque 900 personnes qui y travaillent, une équipe dédiée se consacre aux services AWS fournis en Europe.

Le Gouvernement a opté pour cette solution d'hébergement pour différentes raisons à la fois techniques, pratiques et économiques, tout en veillant à assurer un niveau de sécurité très élevé.

Dès mai 2010, le Conseil de Gouvernement a décidé que le portail http://www.gouvernement.lu deviendrait le portail fédérateur dans lequel seraient progressivement intégrés quasi tous les sites institutionnels qui dépendent directement ou indirectement du Gouvernement. Pour pouvoir satisfaire à ces exigences et proposer toutes les fonctionnalités que l'on est en droit d'attendre d'un portail moderne, il est apparu que les technologies nécessaires à l'élaboration de ce nouveau portail ne pouvaient pas, dans un délai raisonnable, être implémentées dans l'infrastructure technique existante du Gouvernement hébergée et administrée par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), sans que celle-ci ne soit profondément adaptée. Or, l'adaptation d'une telle infrastructure entraîne inévitablement des coûts importants et demande un processus long et complexe afin de répondre aux nombreuses exigences, notamment en termes de procédures et de sécurité.

De façon très pratique, l'infrastructure du CTIE utilise une ancienne version du CMS Infopark Fiona qui ne garantit pas à cent pour cent une publication instantanée des informations sur le Web. Or, le Gouvernement, dans un souci d'efficacité et de sécurité, se doit de pouvoir communiquer sur le Web en temps réel. La nouvelle version dynamique du CMS Infopark permet par ailleurs de générer dynamiquement (on the fly) des pages en fonction des choix précis de l'internaute. C'est donc cette solution innovante qui a finalement été choisie pour le projet, d'autant plus que le SIP a également fait le choix d'une application Ruby on Rails, non supportée par l'infrastructure actuelle du CTIE, et incluse dans le package mis à disposition par Infopark.

Outre la solution Cloud proposée par Infopark via contrat SaaS, six offres Cloud de sociétés luxembourgeoises avaient été analysées à l'époque. La conclusion de cette étude de marché était que les autres offres Cloud n'offraient pas les mêmes services ou des services aussi perfectionnés que ceux disponibles dans l'environnement AWS (Amazon Web Services) et proposés par Infopark, alors qu'elles coûtaient de quatre à six fois plus cher. L'option d'un hébergement auprès du SIP avec une administration à distance des serveurs et applications par des sociétés privées externes avait aussi été étudiée et abandonnée pour des raisons de qualité des services et de coûts.

Le Gouvernement luxembourgeois, qui est fortement en faveur du développement du Cloud computing en Europe, a donc choisi de profiter lui-même des opportunités que présente le Cloud computing en termes d'économies d'échelle et de diversité des offres de solutions.

Aujourd'hui, faisant suite à un marché public européen, la mise en place d'une nouvelle infrastructure technique centrale auprès du CTIE est à l'étude. À terme, le portail www.gouvernement.lu sera migré sur cette nouvelle infrastructure centrale et hébergé de nouveau ensemble avec les autres sites du Gouvernement sur les serveurs du CTIE au sein du réseau de l'État.

À la question de savoir si d'autres données appartenant à l'État luxembourgeois sont stockées sur des serveurs nationaux ou internationaux privés, nous répondons à nouveau par l'affirmative. Il s'agit toutefois d'outils non critiques tels que notamment des outils d'envoi de newsletters, des outils de sondages et autres sous-traités à des firmes européennes soumises aux règles applicables en matière de protection des données aux niveaux européen et nationaux, ceci dans une optique d'une gestion financière efficace et pérenne.

Enfin, toutes les mesures sont prises pour garantir la sécurité et la protection des données, qu'elles soient hébergées sur des serveurs étatiques ou autres. À ce propos, il est à noter que le portail www.gouvernement.lu est un portail grand public. Toutes les informations publiées n'ont évidemment aucun caractère confidentiel ou même secret. Aussi, la seule donnée à caractère personnel collectée sur le portail est l'adresse e-mail nécessaire pour pouvoir diffuser une newsletter ou une alerte à l'abonné. Cette information, somme toute peu sensible, est toutefois stockée dans un outil CRM (Customer Relationship Management) hébergé en interne au sein du Service information et presse.

Question 0141 (7.3.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**implication d'un cabinet de conseil dans le screening des dépenses de l'État:**

Selon la presse nationale, un cabinet de conseil serait en train de seconder le Ministère des Finances dans le screening des dépenses de l'État en vue de l'élaboration du projet de budget de l'année 2015.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un cabinet de conseil a été mandaté pour passer en revue les dépenses de l'État en vue de l'élaboration du projet de budget de l'année 2015? Dans l'affirmative, le cabinet susmentionné a-t-il été mandaté par le Gouvernement ou bien par le Ministère des Finances?

- Comment se présente concrètement la collaboration entre le cabinet de conseil et le Ministère des Finances? De quelle manière les conseillers du cabinet sont-ils impliqués dans la procédure de screening? Ont-ils accès à toutes les données du Ministère des Finances respectivement de l'Inspection générale des Finances ou autre service ou administration de l'État?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le montant total de la prestation de conseil? A-t-il été procédé à un appel d'offre public afin de déterminer le choix du cabinet de conseil pour passer en revue les dépenses de l'État? Sur base de quels critères le choix de recourir aux services du cabinet de conseil susmentionné a-t-il été pris? Qui a été impliqué dans la prise de décision?

- Un cabinet de conseil a-t-il également été impliqué dans l'élaboration du projet de budget de l'année 2014?

- Monsieur le Ministre serait-il enclin à publier dans un souci de transparence le contrat conclu avec le cabinet de conseil en question?

Question 0142 (7.3.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**implication d'un cabinet de conseil dans le screening des dépenses de l'État:**

Wéi de Radio 100,7 gëschter ze melle wosst, gouf de Cabinet McKinsey vun Iech mandatéiert, fir d'Methodik vum Budget 2015 opzestellen.

1. Firwat gräift de Finanzminister op eng extern Firma zréck? Feelt et u Fachkompetenz am Ministère selwer an, wa jo, firwat?

2. Firwat gouf deen Optrag net ausgeschriwwen?

3. No wat fir Kritäre gouf grad dee Cabinet ausgewielt?

4. Wéi vill kascht dat Mandat de Steierzueler?

5. Huet dem Finanzminister seng Duechter tatsächlech bei McKinsey geschafft, wéi et an der Press stoung?

Réponse (17.3.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

1. La plupart des pays développés s'appuient sur des conseils externes pour les accompagner dans leurs programmes de transformation. C'est ainsi notamment que la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, les pays scandinaves (Suède, Danemark) et la Grande-Bretagne se sont récemment appuyés sur des conseils externes pour conduire des revues de programmes («spending reviews»), pour mettre en œuvre des projets transversaux (services partagés, achats, investissements) et pour appuyer les administrations et les agents de l'État dans la mise en œuvre des actions décidées. L'OCDE a récemment souligné le rôle positif des consultants, dès lors que leur mandat était étroitement défini (34e réunion annuelle des hauts responsables du budget des pays de l'OCDE. La révision des dépenses publiques. 2013).

2. Le projet de modernisation des dépenses publiques, par l'ampleur de l'objectif de consolidation à atteindre (1,5 milliards) pour assurer un solde structurel de 0,5% du PIB, nécessite une approche nouvelle et sans pareil jusqu'à présent. Cette approche se déroule en trois phases: phase de cadrage, phase d'élaboration d'initiatives et phase de mise en œuvre. À cet effet le Gouvernement a décidé de soutenir ponctuellement ses propres services par des consultants à des degrés divers suivant la phase.

3. En raison des délais très serrés qui justifient l'urgence et vu les compétences techniques du cabinet McKinsey pour s'attaquer à des problèmes de grande ampleur dans des organisations complexes et dans le secteur public, le Ministère d'État, pour compte du Gouvernement, a mandaté ledit cabinet pour la phase de cadrage du budget de nouvelle génération de 2015 (384.000 HTVA). Il est encore à noter que par le passé, le Ministère des Finances a aussi travaillé avec le même cabinet en recourant aussi à la procédure négociée.

Les modalités d'intervention des consultants externes ont été fixées comme suit par le Gouvernement pour la phase de cadrage:

- Apport d'expertise, de référentiels de comparaison et d'exemples détaillés pour l'établissement du programme de transformation et des méthodologies et techniques à appliquer:

• appui à la structuration de la démarche, à la définition de la méthodologie et des plans de travail;

• apport de «benchmarks» et éclairages spécifiques en particulier sur les services partagés;

• support dans la détermination d'une «baseline» comme référence des dépenses et recettes;

• appui au recensement des pistes existantes et qualification de leur avancement et potentiel;

• appui à la préparation des supports pour les événements et réunions.

- Appui à la formalisation du cadrage des groupes thématiques et du dispositif de pilotage (outil de suivi, rapports-types, réunions).

En ce qui concerne le budget 2014 il y a lieu de préciser que McKinsey n'est pas intervenu dans l'élaboration du projet.

4. Pour la phase d'élaboration des initiatives, des consultants pourront être mis à disposition suivant les besoins exprimés par les groupes de travail constitués pour les différents départements ou pour des sujets communs.

C'est ainsi que le Gouvernement a lancé le 4 mars 2014 deux appels d'offres dans le cadre d'une procédure restreinte sans publication d'avis pour des missions portant respectivement sur:

- Assistance à la coordination de groupes de travail dans le domaine des finances publiques,

- Assistance dans le contexte d'analyses financières.

Suivant les besoins des groupes de travail il n'est pas exclu qu'il soit nécessaire de recourir à d'autres experts.

5. En ce qui concerne la phase de mise en œuvre des initiatives décidées par le Gouvernement, il est trop tôt de se prononcer sur les besoins éventuels d'experts.

6. Je confirme que ma fille a travaillé chez McKinsey depuis janvier 2012. Elle a demandé le 22 janvier 2014 une suspension de son contrat qui lui a été accordée.

Question 0143 (7.3.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **système modulaire de la formation professionnelle:**

Comme on a déjà pu le lire dans le programme gouvernemental, «le système modulaire tel qu'introduit dans la formation professionnelle s'est révélé difficilement gérable pour les établissements scolaires». Ce constat a été relaté récemment par la presse nationale, où on a surtout fait état de l'organisation pratique très difficile des soi-disant modules de rattrapage. D'après mes informations, des problèmes se situeraient toutefois également au niveau de l'organisation générale des modules. Ainsi semblerait-il qu'aucun programme d'études n'ait jusqu'alors encore été élaboré pour certains modules.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Le cas échéant, de quelle manière le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (8.4.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle prévoit que la formation professionnelle soit dorénavant organisée par un système modulaire. La citation de l'honorable Député Marc Spautz du programme gouvernemental, à savoir «le système modulaire tel qu'introduit dans la formation professionnelle s'est révélé difficilement gérable pour les établissements scolaires» est à nuancer.

En effet, les élèves qui poursuivent leurs études dans le cadre de la formation professionnelle ont accumulé, contrairement à toute prévision, un nombre important de modules non réussis qui doivent être rattrapés. Cette situation pose un grand défi en matière d'organisation des modules de rattrapage aux établissements scolaires.

Afin de remédier à cette situation à court terme, le Ministère a changé le règlement grand-ducal sur les critères de promotion et ce déjà pour l'année scolaire en cours. À moyen terme, des réflexions sont menées afin de pallier à la problématique des nombreux modules de rattrapage en adaptant l'évaluation des compétences.

En ce qui concerne l'affirmation qu'«ainsi semblerait-il qu'aucun programme d'études n'ait jusqu'alors été élaboré pour certains modules», la situation actuelle se présente comme suit:

- des 7.515 modules existants, 13 n'ont pas de compétences saisies dans le fichier élève,

- des 7.515 modules existants, 377 n'ont pas de programme.

Il reste à préciser que la loi de la formation professionnelle prévoit que les modules soient définis par les compétences et que des programmes de formation ne soient pas nécessaires dans tous les cas.

Question 0144 (10.3.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **«Courrier de l'Éducation nationale»:**

Le «Courrier de l'Éducation nationale», le bulletin d'information officiel du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, est régulièrement distribué à tous les enseignants.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre d'éditions publiées du «Courrier de l'Éducation nationale» en 2013?

- De même, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien d'enseignants, actifs et retraités, reçoivent le «Courrier de l'Éducation nationale»?

- Quelle a été la dépense totale (frais d'impression et frais d'envoi) pour l'année 2013?

- Monsieur le Ministre partage-t-il mon avis que, étant donné que la très grande majorité des enseignants disposent d'une adresse e-mail (@education.lu générée par Restena), le «Courrier de l'Éducation nationale» pourrait être transmis aux enseignants par voie électronique?

Réponse (9.4.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le «Courrier de l'Éducation nationale» (CEN) existe depuis de nombreuses années. Avec quelque 9.000 abonnés, le mensuel est un vecteur d'information essentiel au service des acteurs de l'École luxembourgeoise et un lien important entre les membres de la communauté éducative.

En 2013, le Ministère de l'Éducation nationale a imprimé, diffusé et publié en ligne onze éditions mensuelles du CEN. Il a également publié six numéros spéciaux, dont quatre ont été imprimés, mais seulement trois diffusés par courrier.

À ce jour, 8.964 personnes et organismes (écoles, lycées, crèches, foyers, associations de parents, administrations communales, ambassades, hôpitaux…) sont abonnés au CEN. La base de données ne renseigne pas sur le nombre d'enseignants actifs et retraités, l'exercice de la profession enseignante n'ayant jamais été une condition pour s'abonner au CEN.

Le tirage en 2013 a été de 9.700 exemplaires par édition, soit un total de 145.500 exemplaires pour les 15 éditions imprimées. Les frais d'impression, pris en charge par le Ministère de l'Éducation nationale, se sont élevés à 47.800,52 euros TTC. Les frais d'envoi, assumés par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE), se sont chiffrés à 8.075 euros TTC par édition, soit 113.050 euros TTC pour les 14 éditions diffusées en 2013. Les travaux de mise en page ont été réalisés par le Ministère.

Les acteurs du système scolaire font un usage courant des nouvelles technologies et exploitent d'ores et déjà de nombreuses informations sous forme électronique. Je partage parfaitement l'avis selon lequel l'évolution des pratiques conduit aujourd'hui à privilégier une diffusion électronique du CEN. L'abandon du papier s'impose d'autant plus que les énormes frais d'envoi ne sont plus justifiables face aux contraintes budgétaires actuelles. S'y ajoute que la machine de mise sous pli du CTIE, utilisée pour les seuls besoins du CEN, arrive en fin de vie et que son remplacement coûterait plus de 300.000 euros.

En janvier 2014, le Ministère et le CTIE ont pris la décision commune d'arrêter l'impression du CEN en fin d'année scolaire. À partir de septembre, seule la version électronique continuera d'être publiée. Pour recevoir le CEN sous forme électronique, tous les lecteurs sont invités à s'abonner à une newsletter spécialement mise en place sur le site Internet du Ministère. Les enseignants de l'école fondamentale y sont abonnés d'office. L'inscription est bien entendu ouverte à toute personne intéressée, même si elle n'était pas abonnée au CEN jusqu'à présent.

Le changement du mode de diffusion permettra de réaliser des économies considérables, tout en rendant le CEN plus interactif et aisément accessible aux lecteurs. Une partie du montant économisé pourra être réinvestie pour développer les prestations en ligne du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Question 0145 (10.3.2014) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant l'**analyse de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration:**

La radio 100,7 vient d'annoncer que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région prévoit de faire une analyse organisationnelle et de la gestion financière de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), administration sous tutelle du ministère.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame le Ministre peut-elle me renseigner sur l'objectif de cette initiative?

- Madame le Ministre peut-elle me dire en quoi consiste l'objet de cette analyse?

Réponse (17.3.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration vient de lancer une analyse organisationnelle et de la gestion financière de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), administration sous tutelle du ministère.

Cette analyse avait été annoncée dans le programme gouvernemental.

L'objectif de cette analyse est de faire un état des lieux du fonctionnement de l'OLAI et de mener une réflexion quant à l'avenir de l'Office.

Il s'agit de proposer des pistes qui permettront à l'OLAI de faire face avec efficacité et transparence aux nombreux défis à venir en matière de politique d'accueil et d'intégration.

L'analyse comportera une analyse organisationnelle de l'OLAI en vue de comprendre le fonctionnement actuel et les pistes d'amélioration éventuelles, de même qu'une analyse de la gestion financière des conventions avec les partenaires principaux.

L'analyse se basera à la fois sur l'examen de documents et sur le dialogue avec le personnel.

Après cet état des lieux et une identification des forces et des faiblesses, l'analyse débouchera sur des recommandations d'amélioration et d'implémentation, qui devront permettre de travailler de manière plus efficace, plus transparente et plus satisfaisante pour tout le monde, de proposer des réponses encore mieux adaptées aux besoins du terrain et de renforcer la politique en matière d'accueil et d'intégration.

Question 0146 (11.3.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **composition de la troïka européenne envoyée en Ukraine:**

Mam Zil, d'Situatioun an der Ukrain ze entschäerfen, ass virun e puer Wochen eng europäesch Troika op Kiew gaangen, fir mam mëttlerweil gestierzte President Janukowytsch ze verhandelen.

Interessant war d'Zesummesetzung vun där Troika, an där d'Rotspresidentschaft, déi europäesch Baussebeoptraagt, d'Madame Ashton, an déi Europäesch Kommissioun anscheinend net vertruede waren, mä dofir awer déi franséisch, däitsch a polnesch Bausseministeren.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Regele gëtt et am Ableck an der Europäescher Unioun, fir d'Zesummesetzung vun enger Troika ze bestëmmen? Gëtt et vertraaglech Dispositiounen? Wa jo, sinn Derogatioune virgesinn an, wa jo, a wéi enge Fäll an no wéi enge Modalitéiten?

2. Firwat ware weder d'Présidence en exercice nach den Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Deel vun där Delegatioun?

3. Wat waren d'Grënn, fir grad déi dräi Ministere fir déi Missioun ze designéieren?

4. War déi Décisioun konform mat deenen Dispositiounen oder Regelen, déi fir d'Kompositioun vun enger Troika gëllen? Wann neen, misst de Lëtzebuerger Bausseminister net op d'Anhale vun de Regelen, déi fir d'Zesummesetzung vun esou enger Troika gëllen, bestoen?

5. Misst besonnesch e klengt Land wéi eist net drop bestoen, datt eng Troika vun der Présidence geféiert gëtt?

Réponse (2.4.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Zënter dem Traité vu Lissabon gëtt d'Aussen- a Sécherheetspolitik vun der Haute Représentante vun der Europäescher Unioun fir Aussen a Sécherheetspolitik exekutéiert als Mandataire vum Conseil. D'„Troika"-Formatiounen an der Matière vun der Aussen- a Sécherheetspolitik existéieren an där Form net méi, zënter datt den Traité vu Lissabon den 1. Dezember 2009 a Kraaft getrueden ass.

D'Ausseministeren aus Däitschland, Frankräich a Polen si vun der Madame Ashton gefrot ginn, fir zu Kiew den 20. Februar am Numm vun der EU alles ze ënnerhuelen, fir un éischter Plaz d'Gewalt ze ënnerbannen an eng négociéiert Solutioun unzestriewen.

Zur selwechter Zeit souzen déi aner Ausseministere mat der Madame Ashton zu Bréissel am Ausseministeschrot, fir sech ze koordinéieren, selbstverständlech am enke Kontakt mat deenen dräi Ausseministeren.

Den Accord, dee vum deemolege President Janukowytsch an den Ausseministeren aus Däitschland, Frankräich a Polen an der Oppositioun ënnerschriwwe ginn ass (a paraphéiert vu Russland), ass zwar net integral ëmgesat ginn, allerdéngs - an dat ass dat Wichtegst - si vun deem Dag u keng Leit méi zu Kiew erschoss ginn.

Question 0148 (12.3.2014) de **M. Frank Arndt** *(LSAP)* concernant le **financement d'initiatives sociales:**

Les dispositions de la loi du 3 mars 2009 réglementent l'intervention de l'État dans l'organisation et le financement d'initiatives prises par les employeurs en matière d'intégration des demandeurs d'emploi difficiles à insérer ou réinsérer sur le marché du travail. À cette fin, le ministre ayant l'emploi dans ses attributions peut accorder un agrément et, le cas échéant, conclure une convention de coopération avec les employeurs intéressés à s'engager dans la lutte contre le chômage.

Nombreuses sont les communes qui s'engagent activement dans le financement des initiatives sociales pour combattre le chômage.

Face au nombre élevé de demandeurs d'emploi, le budget du Fonds pour l'Emploi prévu à cette fin est restreint et le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires est par conséquent limité.

Le nombre maximal de demandeurs d'emploi «bénéficiaires», exprimé en équivalent temps plein, est à considérer comme une moyenne annuelle et détermine un coefficient multiplicateur pour la participation aux frais du personnel d'encadrement ainsi que la participation aux frais de fonctionnement, qui sont calculés à concurrence de 5% de la masse salariale subventionnée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Sachant que le budget provisoire de l'État mis à disposition des initiatives sociales pour l'exercice 2014 est plafonné en nombre de bénéficiaires, est-ce que Monsieur le Ministre envisage de l'adapter par rapport à la croissance du nombre de demandeurs d'emploi?

- Étant donné que le nombre de bénéficiaires est actuellement plafonné, quelle est la procédure à entamer par une commune qui décide d'engager des demandeurs d'emploi?

- Comment Monsieur le Ministre voit-il l'évolution future des initiatives sociales?

Réponse (10.4.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Les initiatives sociales sont un dispositif indispensable dans la lutte contre le chômage, notamment des personnes les plus défavorisées. Actuellement, près de 1.500 demandeurs d'emploi sont occupés dans les différentes initiatives. Pour tenir compte de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence pour le développement de l'emploi, les initiatives sociales ont été invitées au mois de mars à soumettre une demande de financement supplémentaire pour l'année 2014, à concurrence de 10% maximum du nombre de bénéficiaires actuel. Ces demandes qui doivent présenter les projets à réaliser sont actuellement traitées au Ministère.

Les communes qui souhaitent faire des efforts supplémentaires pour réduire le chômage au Luxembourg sont encouragées à prendre contact avec l'Agence pour le développement de l'emploi qui peut ainsi leur expliquer l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi dont elles peuvent bénéficier en tant que communes.

Les initiatives sociales continueront à jouer un rôle important dans la lutte contre le chômage. La collaboration avec l'Agence pour le développement de l'emploi, les Centres d'Orientation Socioprofessionnelle et les entreprises privées doit encore davantage être renforcée pour assurer une stratégie cohérente et structurée, surtout dans une optique de réinsertion durable.

Question 0149 (13.3.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **zones vertes interurbaines:**

Un article du «Luxemburger Wort» paru le 12 mars 2014 relate que Madame la bourgmestre de la ville de Luxembourg a déclaré pendant une séance du conseil communal qu'aucune surface prévue pour la construction du nouveau stade de football à Kockelscheuer ne serait classée en «zone verte».

D'un côté, s'il est correct que cette classification n'existe pas dans le «Plan d'aménagement général» de la capitale, la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles définit cependant la «zone verte». En effet, l'article 5 de la loi susmentionnée prévoit que «Dans les parties du territoire de ces communes situées en dehors des zones définies à l'alinéa 1er, parties dénommées «zone verte» dans la présente loi, seules peuvent être érigées des constructions servant à l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole ou cynégétique, ou à un but d'utilité publique. Elles restent cependant soumises à l'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Eaux et Forêts, désigné dans la présente loi par les termes «le Ministre».»

D'un autre côté, le Ministère du Développement durable a élaboré les «plans directeurs sectoriels» dans les domaines du transport, du logement et des grands espaces paysagers et forestiers qui constituent les instruments permettant de cadrer le développement spatial à moyen et long terme. L'avant-projet du plan sectoriel «paysages», datant de 2008 et coréalisé par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère de l'Environnement, identifie une zone verte interurbaine à l'endroit où se situera le nouveau stade de football. Comme les plans sectoriels ne sont pas encore entrés en vigueur, ces derniers pourront être modifiés et les zones vertes interurbaines adaptées.

Lors d'une réunion de commission parlementaire, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé que le Conseil de Gouvernement tranchera d'ici le 21 mai 2014 sur les plans sectoriels définitifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres précités:

- Les Ministres peuvent-ils clarifier si le terrain prévu pour le nouveau stade se situe dans une «zone verte» telle qu'elle est définie selon la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles?

- Le Gouvernement envisage-t-il de procéder à une modification des «zones vertes interurbaines» à l'endroit en question?

- Étant donné que la procédure d'élaboration des plans sectoriels a déjà été finalisée, une modification de ces plans ne signifie-t-elle pas que la procédure d'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement telle que prévue par la loi du 22 mai 2008, qui doit être faite préalablement à l'adoption d'un tel plan par le Conseil de Gouvernement, doit être refaite? Dans l'affirmative, de combien de temps le Gouvernement estime-t-il que le dépôt de projets de plans sectoriels va être retardé?

Réponse commune (10.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le terrain prévu pour le nouveau stade de football se situe à l'heure actuelle en majeure partie en zone rurale et partiellement en zone de loisirs, ces deux zones appartenant à l'ensemble des zones naturelles du plan d'aménagement général actuellement en vigueur de la ville de Luxembourg. En ce qui concerne la zone rurale, celle-ci correspond à une «zone verte» telle que définie selon la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. En revanche, la zone de loisirs permet certains types de constructions, dont notamment des installations sportives, sous certaines conditions pour le détail desquelles il est renvoyé à la partie afférente de la partie écrite du plan d'aménagement général actuellement en vigueur de la ville de Luxembourg.

Le Gouvernement a récemment adapté la délimitation de la zone verte interurbaine pour les terrains situés entre le contournement autoroutier et le futur boulevard Kockelscheuer respectivement la N4, de manière à y permettre la construction du nouveau stade précité ainsi que d'un «Park&Ride» et d'un centre de remisage du futur tram.

Dans ce contexte, il convient de signaler qu'en faisant voter la loi du 16 décembre 2010 relative à l'aménagement du boulevard Raiffeisen et du boulevard Kockelscheuer dans le cadre

de la construction du réseau routier du Ban de Gasperich, c'est en fait le Gouvernement précédent qui a déjà prédéfini une telle modification de la délimitation de la zone verte interurbaine telle qu'initialement retenue au niveau de l'avant-projet de plan directeur sectoriel «paysages» présenté en automne 2008. En effet, le précédent Gouvernement avait, en toute connaissance de cause quant aux conflits éventuels avec la zone verte interurbaine telle que fixée dans l'avant-projet précité, prévu, dans le cadre de la loi susmentionnée, la nouvelle voirie desservant le Ban de Gasperich de manière à créer un îlot de terrains compris entre le contournement autoroutier et le futur boulevard Kockelscheuer, dans l'idée, notamment, d'y implanter un nouveau «Park&Ride», voire d'autres équipements ou infrastructures.

Ce n'est donc que dans la logique de ces décisions préalables que le Gouvernement actuel a décidé, d'un commun accord avec la ville de Luxembourg, d'implanter sur ces terrains le nouveau stade précité ainsi qu'un «Park&Ride» et un centre de remisage du futur tram. La raison pour laquelle il n'a été procédé que récemment à l'adaptation correspondante de la zone verte interurbaine tient au fait que le Gouvernement actuel voulait disposer d'un niveau de détail suffisant quant à la planification des installations précitées de manière à pouvoir limiter la modification de la zone verte interurbaine au strict nécessaire par rapport à son extension initiale.

Finalement, il reste à préciser que cette adaptation n'entraînera aucun retard par rapport au calendrier annoncé pour le dépôt des projets de plans directeurs sectoriels primaires.

Question 0154 (18.3.2014) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**utilisation de journalistes à des fins de renseignement:**

Comme il est rapporté dans la presse écrite (voir notamment «Wort» et «Tageblatt» du 14 mars, «Journal» du 17 mars 2014) un ancien photographe du «Luxemburger Wort» aurait déclaré, lors de l'audition du 13 mars 2014 du procès «Bommeleeër», qu'il aurait été abordé en 1985 par un agent du SREL pour prendre des photos des badauds après le prochain attentat, qui devait être celui du Palais de Justice le 19 octobre. Le témoin a encore confirmé la remise de photos auprès du «Fräiheetsbam» entre Bridel et Strassen, contre le salaire de 100 francs, tout en avouant aujourd'hui sa honte («...sich später geschämt zu haben, da er sich wie ein Spitzel vorgekommen sei», LW 14 mars 2014).

Suite à ces informations qui ne confirment pas seulement l'implication active du SREL dans l'enquête Bommeleeër au-delà de ce qui a été soutenu jusqu'à présent, mais aussi l'utilisation de journalistes à des fins de renseignement, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre:

- s'il est au courant des faits cités et s'il a ouvert ou compte ouvrir une enquête interne à ce sujet;

- s'il n'estime pas qu'il devrait être recherché aussi si le Service de Renseignement a utilisé, notamment en rapport avec la surveillance d'ores et déjà avérée de larges parties de la population pendant certaines périodes par le SREL, voire utilise encore aujourd'hui des journalistes et notamment des photoreporters pour avoir des renseignements sur des événements de la vie publique respectivement politique;

- s'il n'estime pas qu'une telle pratique, si elle était avérée, constituerait une atteinte intolérable à l'indépendance de la presse basée sur la confiance du public.

Réponse (31.3.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le SRE ne conteste pas les affirmations de la personne évoquée par la question parlementaire. Les vérifications effectuées par le SRE ne font pas ressortir de demande précise à l'adresse du photographe, ni de frais au montant de 100 LUF. Toutefois, le SRE n'exclut pas qu'une telle demande ait pu avoir lieu. L'agent du SRE mentionné par le photographe étant décédé, il n'est plus possible de vérifier auprès de cette personne. Le SRE n'avait pas et n'a pas de démarche ciblée pour recruter des journalistes. Le SRE n'a aucun pouvoir de contrainte exécutif dans le recrutement de sources, la source coopérant de manière volontaire.

D'après les vérifications diligentées par le SRE, il apparaît que le SRE a eu recours, dans le passé, de manière épisodique à des photographes de presse pour leur demander de copier au SRE des clichés quand ces professionnels ont eu à photographier, dans le cadre de leur profession, des personnes intéressant le SRE au titre de la mission définie par la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'État. Cette démarche n'était pas systématique mais ponctuelle et épisodique. Elle était motivée par la volonté du SRE de ne pas se faire repérer dans le domaine public. La démarche s'inscrivait dans l'externalisation des équipes opérationnelles de filature du SRE à cette époque. Aujourd'hui, le SRE n'a plus recours à des professionnels des médias, disposant en interne des compétences techniques propres depuis la loi-cadre du SRE du 15 juin 2004.

En ce qui concerne le rôle du SRE pendant la période des attentats à la bombe dans les années 1985 et 1986, il est rappelé que la justice a perquisitionné et a saisi des documents, microfilms, rapports et autres pièces dans les locaux du SRE par procès-verbal daté du 9 décembre 2003. Le SRE n'avait pas accès au dossier de l'instruction judiciaire et ne disposait pas d'informations directes sur les attentats à la bombe à Luxembourg. Il est rappelé de même que la Commission de Contrôle parlementaire du SRE avait effectué une enquête spéciale sur «le rôle du SRE dans le cadre des enquêtes relatives à l'affaire des attentats à l'explosif des années 1984 à 1986». Cette enquête avait examiné le rôle joué par le SRE et les détails des mesures prises par le SRE pendant la période des attentats à la bombe à Luxembourg dans les années 1984 à 1986. Monsieur le Procureur d'État avait été entendu par la Commission. Le rapport du 7 juillet 2008 retient que le SRE n'était jamais intervenu de sa propre initiative dans l'enquête pénale. Il est renvoyé aux conclusions de ce rapport publié le 7 juillet 2008.

Question 0155 (19.3.2014) de **MM. Félix Eischen** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant le **dépôt sauvage de déchets:**

Avec les nombreuses opérations de nettoyage de printemps à travers le pays, bon nombre de bénévoles vont à nouveau retrousser leurs manches pour ramasser les déchets d'individus peu scrupuleux et respectueux de la nature et de l'environnement. Ce sont chaque année des tonnes de détritus divers (canettes, mégots, papiers, etc.) récoltés aux quatre coins du pays, sans parler des déchets récoltés par les Ponts & Chaussées aux abords des autoroutes et des routes nationales.

À l'instar de certains pays, ne serait-il pas judicieux d'introduire une loi punissant ce genre d'excès. Nous souhaitons donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Madame la Ministre envisage-t-elle de prévoir une loi sanctionnant les dépôts sauvages de déchets?

- En cas d'introduction d'une telle loi, serait-il envisageable qu'outre la police, les gardes-champêtres soient considérés comme autorité compétente pour dresser les procès-verbaux en cas de non-respect de ladite loi?

Réponse (9.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, transposant en droit luxembourgeois la directive 2008/98/CE, précise dans son article 42 que l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée des déchets sont interdits. L'article 48 de la loi susmentionnée précise qu'en cas de contraventions, punies conformément aux dispositions de l'article 47, point 2), des avertissements taxés peuvent être décernés. Le montant, les modes de paiement ainsi qu'un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé sont à fixer par règlement grand-ducal.

Conformément à l'article 20, point 5) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets, en cas d'abandon incontrôlé des déchets ménagers ou des déchets assimilés sur le territoire d'une commune et sans préjudice des obligations et responsabilités qui incombent aux producteurs de déchets, les communes ont l'obligation d'assurer la collecte et le traitement de ces déchets. Les communes ont le droit de facturer les frais qui sont occasionnés aux producteurs ou aux détenteurs respectifs.

Suivant l'article 29 de la loi communale du 13 décembre 1988, des peines de police peuvent être portées dans les règlements communaux avec un maximum de l'amende de 2.500 euros.

Conformément à l'article 45 de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets, les fonctionnaires de la Police grand-ducale, les fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises à partir du grade de brigadier principal ainsi que le directeur, les directeurs adjoints, les fonctionnaires de la carrière des ingénieurs, les fonctionnaires de la carrière des ingénieurs techniciens et les fonctionnaires de la carrière des rédacteurs de l'Administration de l'Environnement peuvent être chargés de constater les infractions à la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets et aux règlements pris en son exécution.

Les compétences des gardes-champêtres sont fixées à l'article 97 de la loi communale du 13 décembre 1988.

Question 0159 (19.3.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **réduction du stress par le yoga:**

Diverse Studien belegen, dass Yoga, wenn unter fachkundiger Anleitung regelmäßig und gesundheitsbewusst angewandt, signifikant Schmerzen in Rücken, Kopf und Gelenken sowie chronische Erschöpfung und Burnout mildert. Durch die systematische Entspannung wird der Blutdruck gesenkt, die Konzentration beruhigt den Geist und die Dehnungsübungen lindern die Schmerzen.

Besser vorbeugen als später Erkrankungen behandeln - dies haben inzwischen die deutschen gesetzlichen Krankenkassen verstanden und investieren in die Gesundheit ihrer Mitglieder. So übernehmen einige Kassen bis zu 80% der Kosten für Präventionskurse, zu denen auch Yoga zählt.

Die Krankenkassen haben in ihrem Leitfaden „Prävention" aus dem Jahre 2006 vier Kernthemen aufgestellt (Bewegung, Stressmanagement, Ernährung und Suchtverhalten), bei denen sie Gesundheitskurse ihrer Mitglieder finanzieren. Im Rahmen der Primärprävention wird Yoga im Bereich der Stressreduktion und der Entspannung anerkannt und von den gesetzlichen Krankenkassen bei entsprechender Qualifikation der Kursleiter bezuschusst. Yogakurse als Maßnahme zur Gesundheitsvorsorge ist das Motto.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Wie schätzen die Minister die Effizienz dieser Maßnahme ein?

- Könnten die Minister sich vorstellen, auch in Luxemburg einen ähnlichen Weg einzuschlagen, wissend, dass immer mehr Menschen unter Rückenproblemen, Stress und Burnout leiden und dass die Präventionsmaßnahmenkosten die Krankenkassen weniger belasten würden als das Auszahlen längerer Krankheitsurlaube?

- Sind die Minister der Meinung, dass sich durch eine solche Maßnahme das Wohlbefinden der Menschen verbessern könnte?

Réponse (18.4.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Bezüglich der Anfrage der ehrenwerten Abgeordneten gilt es Folgendes anzumerken:

Zurzeit ist ein wissenschaftlich eindeutiger Wirkungsnachweis von Yoga zur Milderung von Schmerzen in Rücken, Kopf und Gelenken, chronischer Erschöpfung und Burnout noch nicht erfolgt.

Bevor endgültige konkrete Aussagen zur spezifischen Anwendung von Yoga bei verschiedenen Erkrankungen bzw. als Präventionsmaßnahme und zu deren Effektivität, Effizienz und Evidenz gemacht werden können, müssen jedoch die Ergebnisse weiterer Studien zur Evidenz abgewartet werden.

Auch wenn Yoga keine wissenschaftlich anerkannte Präventionsmaßnahme darstellt, bedeutet dies jedoch nicht, dass die Anwendung von Yoga wie auch anderer Entspannungstechniken oder Maßnahmen der allgemeinen gesunden Lebensführung, wie z. B. gesunde Ernährung, ausreichende Bewegung, soziale Teilhabe dazu beitragen können, das individuelle Wohlbefinden der Menschen zu verbessern.

Question 0174 (26.3.2014) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **ratification de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (ILO 169):**

Lors du débat d'orientation sur le bilan et les perspectives luxembourgeoises en vue du sommet des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 qui a eu lieu à la Chambre des Députés le 12 juin 2012, une motion portant sur la ratification de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (ILO 169) a été approuvée à l'unanimité par tous les groupes parlementaires et sensibilités politiques. En l'occurrence, il s'agit de protéger les peuples indigènes et tribaux des violations en vertu de leur droit à disposer de leurs terres, territoires et ressources face à des initiatives étatiques et non étatiques d'exploitation des ressources naturelles.

La Convention ILO 169 est, à ce jour, le seul instrument international contraignant visant à «stimuler le dialogue entre les gouvernements et les peuples indigènes et tribaux, et à prévenir, voire résoudre les conflits».

Les 34 communes signataires de l'Alliance du Climat au Luxembourg avaient également revendiqué la ratification de la Convention ILO 169 par le biais d'un communiqué de presse diffusé en date du 22 mai 2012.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le processus de ratification de ladite Convention a été entamé depuis juin 2012? Dans l'affirmative, quelles sont les échéances prévues?

2. Le cas échéant, la procédure de ratification rencontre-t-elle d'éventuelles difficultés?

Réponse commune (23.4.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

1. La procédure de ratification a été lancée au sein du Ministère des Affaires étrangères en juillet 2012. Le projet de loi sera soumis sous peu pour approbation à la Chambre des Députés.

2. La procédure de ratification ne connaît pas de difficultés majeures.

Question 0175 (26.3.2014) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **retrait d'attestations d'enregistrement aux citoyens de l'Union européenne:**

Depuis quelques mois, plusieurs citoyens de l'Union européenne résidant au Luxembourg ont reçu un courrier de la direction de l'Immigration, dans lequel était annoncée la possibilité de retrait de l'attestation d'enregistrement, ce qui, dans la pratique, vaut retrait du droit de séjour. La raison évoquée serait une «charge déraisonnable pour l'État luxembourgeois», du fait de percevoir le «RMG» ou d'être inscrit au chômage depuis un certain temps. Une situation qui ne serait pas propre au Luxembourg, puisque qu'en Belgique, des expulsions de ressortissants européens ont eu lieu, comme le relate un article du «Tageblatt» du 28 décembre 2013.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions au Ministre des Affaires étrangères:

- Le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels sont les raisons et les critères adoptés par l'administration luxembourgeoise pour prendre une telle décision?

- Combien de citoyens de l'Union européenne sont concernés et combien de citoyens ont effectivement dû quitter le territoire luxembourgeois suite à cette décision?

- Quelles sont les durées de résidence au Luxembourg des citoyens visés?

- S'agit-il de personnes seules en général ou également de familles entières?

- Quelles nationalités sont concernées?

Réponse (28.3.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

Pour répondre à la question de l'honorable Député Wiseler, il convient de rappeler le contexte global de la libre circulation des personnes tel qu'il résulte de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration transposant la directive 2004/38/CE sur la libre circulation des personnes en droit national.

Le citoyen de l'Union bénéficie d'un droit de séjour au Luxembourg pour une durée supérieure à trois mois s'il remplit les conditions prévues par l'article 6, paragraphe 1 de la loi de 2008 précitée, à savoir:

«- s'il exerce en tant que travailleur une activité salariée ou activité indépendante;

- s'il dispose pour lui et pour les membres de sa famille (tels que définis à l'article 12 de la

même loi) de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale, ainsi que d'une assurance maladie;

- s'il est inscrit dans un établissement d'enseignement public ou privé au Grand-Duché de Luxembourg conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, pour y suivre à titre principal des études ou, dans ce cadre, une formation professionnelle, tout en garantissant disposer de ressources suffisantes pour lui-même et pour les membres de sa famille afin d'éviter de devenir une charge pour le système d'assistance sociale et d'une assurance maladie.»

Cependant, le droit à la libre circulation n'est pas un droit absolu. Les limitations au droit de séjour du citoyen de l'Union sont également précisées dans la loi de 2008. L'article 24 de la loi indique dans quels cas le citoyen perd son droit de séjour. Il en va notamment ainsi pour la personne qui devient une «charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale». Le recours au système d'assistance sociale n'entraîne pas automatiquement une décision de refus de séjour à l'égard du citoyen. La charge pour le système d'assistance sociale est évaluée conformément à l'article 24 (4) de la loi, en prenant en compte le montant et la durée des prestations sociales non contributives qui ont été accordées, ainsi que la durée du séjour. À noter que la personne qui se trouve en chômage involontaire conserve la qualité de travailleur et les prestations qu'elle reçoit ne sont pas considérées comme prestations susceptibles de constituer une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale.

Si la direction de l'Immigration constate que les conditions de séjour ne sont pas ou plus remplies et que le citoyen de l'Union constitue une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale, cette personne reçoit dans une première phase une information conformément au règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes (PANC) que la direction de l'Immigration estime qu'elle a perdu son droit de séjour alors qu'elle ne remplit plus les conditions de séjour ainsi que des motifs à la base de cette procédure. Les concernés disposent ensuite d'un délai d'un mois pour apporter leurs observations. La procédure se poursuit soit par une suspension de la procédure de retrait pour une durée de trois à neuf mois, au cas où les personnes concernées présentent des observations pertinentes, soit par un arrêt de la procédure du moment que les personnes concernées remplissent de nouveau les conditions pour un séjour de plus de trois mois.

L'absence d'une réaction des personnes concernées ou le non-respect continu des conditions prévues par la loi du 29 août 2008 entraîne une décision de retrait du droit de séjour.

Les retraits du droit de séjour sont donc opérés en application des dispositions de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. Cette procédure est appliquée depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée en date du 1er octobre 2008.

Il convient de préciser que les citoyens de l'Union auxquels le droit de séjour a été retiré peuvent à tout moment récupérer leur droit de séjour en remplissant de nouveau les conditions prévues pour un séjour de plus de trois mois.

Deux précisions s'imposent: Le citoyen de l'Union qui a le statut de travailleur bénéficie de l'égalité de traitement, y compris en matière d'aide sociale, et ne perd pas son droit de séjour s'il touche des prestations relevant de l'assistance sociale.

Il faut noter également qu'après un séjour légal et ininterrompu de cinq ans sur le territoire luxembourgeois, le citoyen de l'Union acquiert le droit au séjour permanent (article 9 de la loi précitée). Ce droit n'est pas soumis aux conditions prévues à l'article 6, paragraphe 1 pour le séjour d'un citoyen pour une durée supérieure à trois mois. Ainsi, les citoyens de l'Union bénéficiant d'un droit de séjour permanent ne perdent pas le droit de séjour en cas de recours au système d'assistance sociale.

Dans l'hypothèse de la perte du droit de séjour au motif d'être une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale, le citoyen reçoit l'ordre de quitter le territoire. Cela signifie qu'il n'a plus de droit de séjour et ne bénéficie donc plus des droits découlant du séjour légal. La personne n'est cependant pas éloignée par la contrainte.

En 2013, une quarantaine de décisions de retrait de droit de séjour ont été prises à l'égard de citoyens de l'Union qui sont pour la plupart des personnes seules.

Des statistiques détaillées, y inclus sur les nationalités des citoyens concernés, sont proscrites en raison de la protection des données des personnes concernées. Comme les personnes concernées ne sont pas éloignées du territoire et peuvent par conséquent récupérer leur droit de séjour, des statistiques fiables seraient quasiment impossibles à établir. À préciser qu'en 2013, 16.079 citoyens de l'Union ont procédé à une première déclaration d'enregistrement.

Question 0178 (27.3.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **situation des locataires dans les foyers pour travailleurs immigrés:**

Il me revient qu'à la fin de l'année 2013, la nouvelle de la dénonciation de baux de 15 travailleurs immigrés logeant au foyer pour travailleurs immigrés à la rue de Muhlenbach à Luxembourg, avait été à l'origine d'un grand émoi de la part des intéressés. En clair, ces 15 personnes devaient déguerpir en plein hiver, c'est-à-dire pour le 1er janvier 2014. Finalement, le Ministère de la Famille avait accordé un sursis de six mois, sursis qui devrait donc venir à échéance au mois de juin de cette année.

En 2012 déjà, 14 locataires d'un tel foyer, situé sur la route de Thionville à Luxembourg, ont vu leur bail annulé et ont dû quitter les lieux.

Vous n'êtes pas sans savoir que les travailleurs installés dans ces foyers se trouvent généralement dans une situation très précaire: ils travaillent pour la plupart dans le secteur du bâtiment et se retrouvent souvent au chômage technique. Vu les prix du marché du logement et les conditions d'octroi d'un bail (garantie correspondant à deux, voire trois loyers), il leur est extrêmement difficile de trouver un logement décent et abordable.

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer ce qu'il adviendra des locataires précédemment visés par la dénonciation du bail au foyer sis à la rue de Muhlenbach?

Réponse (16.4.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

À ce jour, cinq personnes sur les 14 dont le contrat viendra à terme le 1er juillet 2014, ont quitté le foyer de Muhlenbach. Les neuf personnes restantes ont été récemment convoquées à l'OLAI. Au cours des entretiens, le gestionnaire du foyer Muhlenbach et l'assistante sociale en charge du dossier Muhlenbach ont fait le point sur les recherches de nouveaux logements effectuées par les occupants et les éventuels obstacles qu'ils rencontrent dans leurs démarches respectives. Dans ce même contexte, les occupants ont été informés que d'après les dispositions de l'article 4 tiret 1 de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, la résiliation judiciaire pourra être engagée ainsi que le déguerpissement forcé au cas où ils refuseraient de quitter les lieux après l'expiration du terme donné.

Question 0191 (1.4.2014) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **critiques prononcées à l'égard du projet tram:**

Il me revient que lors d'une récente table ronde organisée par la Fédération des Femmes Cheffes d'Entreprise du Luxembourg (FFCEL), Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a ouvertement critiqué le projet du tram tel qu'il est actuellement proposé par le Gouvernement.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:

1. Madame la Ministre peut-elle me confirmer cette critique et me préciser le contenu de ses affirmations?

2. Madame la Ministre a-t-elle parlé en son nom personnel ou au nom du Gouvernement?

Réponse (4.4.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Non, je n'ai pas ouvertement critiqué le projet du tram tel qu'il est actuellement proposé par le Gouvernement, mais le non-avancement de ce projet au cours des 20 dernières années.

On nous a posé plusieurs questions, dont celle pourquoi nous nous étions engagées en politique et si le projet du tramway n'était pas trop cher par rapport à la crise.

J'ai répondu que le tramway était justement un bon exemple pourquoi je m'étais engagée en politique. Un homme/femme politique peut prendre de bonnes ou de mauvaises décisions, mais ne pas prendre de décision du tout était ce qu'il y avait de plus faux.

Or, le fait de ne pas prendre de décision précise en ce qui concerne le tramway était le point fort du Gouvernement précédent. On discutait, rediscutait, consultait, réfléchissait, calculait, promettait, dépensait une fortune depuis plus de 20 ans, mais sans jamais prendre une véritable décision.

J'ai donc souligné que j'approuve le fait que le Ministre François Bausch prend enfin des décisions concrètes.

2. L'ensemble des membres du nouveau Gouvernement partagent cette approche d'une politique basée sur l'efficacité et n'ont pas peur de prendre des décisions dans l'intérêt du pays et de ses citoyens.

Question 0192 (3.4.2014) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant la **collaboration entre le Gouvernement et la société McKinsey:**

En référence aux questions parlementaires n°0141 et n°0142 du 7 mars 2014 et à la réponse du Ministre compétent le 17 mars 2014 *(voir ci-dessus)* au sujet de l'attribution d'un marché à la société McKinsey en vue de l'accompagnement de Monsieur le Ministre des Finances dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle nomenclature budgétaire, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quelle a été la réaction de la Commission des Soumissions suite à l'implication de McKinsey dans l'exercice de la préparation du budget 2015?

2. Quelle a été la réaction de la Direction du Contrôle financier de l'État luxembourgeois?

3. Comment et de quelle manière le Gouvernement entend-il associer la Chambre des Députés aux travaux?

Réponse (11.4.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

La Commission des Soumissions a avisé favorablement la démarche en relation avec l'accompagnement de McKinsey.

Pour sa part, le contrôleur financier a accordé son visa sans autres observations au sujet de l'attribution d'un marché à la société McKinsey.

En ce qui concerne la démarche pour l'élaboration d'un budget de la nouvelle génération dès l'exercice 2015, j'entends associer la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés dès le mois de mai. Ainsi, j'aimerais partager avec la Commission mes vues sur la démarche générale envisagée sur les prochains exercices et l'informer sur les groupes de travail mis en place actuellement pendant la phase d'élaboration.

Question 0197 (4.4.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**arrivée prochaine des demandeurs d'asile de Syrie:**

Dans le contexte de l'arrivée prochaine de demandeurs d'asile de Syrie au centre d'accueil de Weilerbach, il me revient que les autorités sanitaires ont lancé une information afin d'assurer que le personnel du centre d'accueil ainsi que celui de la station d'épuration d'Echternach soit suffisamment protégé contre le risque de contamination par le virus de la poliomyélite.

En effet, la polio («Kinderlähmung»), qui touche essentiellement les enfants de moins de cinq ans, est une maladie contagieuse provoquée par un virus envahissant le système nerveux et pouvant entraîner une paralysie totale en quelques heures. Selon les informations de l'Organisation mondiale de la Santé, une infection sur 200 entraîne une paralysie irréversible. Étant donné qu'il n'existe aucun traitement contre la polio, la prévention par vaccination constitue la seule option pour combattre la contamination et la progression de cette maladie redoutable.

Depuis 1988, l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite a fait baisser le nombre des cas de 99%, passant de 350.000 selon les estimations dans plus de 125 pays d'endémie à 406 cas notifiés en 2013.

Or, suite à la guerre et à la situation humanitaire et sanitaire difficile, la maladie de la poliomyélite a recommencé à se propager en Syrie: au 20 mars 2014, l'OMS fait état d'un total de 37 cas d'infection notifiés en République arabe syrienne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Selon quelles procédures et stratégies est-il procédé à des examens médicaux, traitements et/ou vaccinations des demandeurs d'asile en général et des demandeurs d'asile syriens en question? Madame la Ministre estime-t-elle que les mesures prévues sont suffisantes pour garantir la protection de la population?

- Quelle est selon les informations officielles la couverture de la population luxembourgeoise concernant la vaccination contre la poliomyélite?

- Madame la Ministre peut-elle m'expliquer pour quelle raison l'information lancée par les autorités sanitaires se limite au personnel du centre d'accueil «Weilerbach» et de la station d'épuration d'Echternach?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que l'arrivée des demandeurs d'asile syriens peut représenter une bonne occasion pour rappeler à la population l'importance de veiller à leur statut de vaccination, c.-à-d. de tenir leur carnet de vaccination à jour et de procéder aux rappels de vaccination en temps voulu?

Réponse (22.4.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

En général tous les demandeurs de protection internationale sont invités, après leur entrée sur le territoire national, de se présenter pour un contrôle sanitaire. Ce contrôle est effectué par les médecins et professionnels de santé de la Direction de la Santé en collaboration avec la Ligue médico-sociale.

Un des buts de ce contrôle est la recherche de maladies infectieuses. Cette recherche est orientée spécifiquement autour des maladies qui sévissent aux pays d'origine, dont par exemple la poliomyélite qui, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), est présente encore dans les pays suivants: Afghanistan, Nigeria, Pakistan, Syrie.

Le statut vaccinal est vérifié et des vaccinations sont offertes gratuitement aux personnes dont ce statut est incomplet.

Le contrôle des personnes en provenance de la Syrie est effectué selon un protocole établi à cet effet.

Les mesures prévues sont celles recommandées par ECDC («European Centre for Disease Prevention and Control») et devraient suffire à garantir la protection de la population.

En général la couverture vaccinale au Luxembourg est très satisfaisante, comme le montre une étude récente à trouver sur le site santé.lu: http://www.sante.public.lu/publications/rester-bonne-sante/vaccinations/enquete-couverture-vaccinale-lux/enquete-couverture-vaccinale-lux-2012.pdf.

Ainsi par exemple 95% des enfants résidents âgés de 25 à 30 mois sont complètement vaccinés contre la poliomyélite.

En ce qui concerne les actions auprès du personnel de la «Weilerbach» et de la station d'épuration d'Echternach, il s'agit simplement d'une vérification du statut vaccinal des employés par leurs services de médecine du travail respectifs, ceci de nouveau dans le cadre des recommandations de ECDC. Bien que ce contrôle ait été demandé en vue de la venue de personnes de Syrie, il va de soi que les services de médecine de travail vérifient de façon de routine les statuts vaccinaux de leurs assurés en fonction de l'emploi qu'ils occupent.

Maintes situations montrent l'importance générale d'une bonne couverture vaccinale de la population, permettant d'éviter la propagation de maladies infectieuses graves sur notre territoire. La semaine OMS de vaccination du 22 au 28 avril souligne cette importance et offre le cadre adéquat pour rappeler ceci à la population.

N°05
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

État de la nation		Budget 2014		13e séance	Mercredi 2 avril 2014
- déclaration	p. 145	- rapport	p. 156	14e séance	Jeudi 3 avril 2014
- débats	p. 152	- explications du Gouvernement	p. 180	15e séance	Jeudi 3 avril 2014
Sommaire des séances publiques nos 13-17	p. 184	Sommaire des questions parlementaires	p. Q52	16e séance	Mardi 22 avril 2014
				17e séance	Mercredi 23 avril 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

175 ans d'indépendance du Grand-Duché

Le Grand-Duché de Luxembourg a acquis son indépendance suite à la signature du traité de Londres du 19 avril 1839 délimitant les frontières actuelles du pays.

C'est avec une touche personnelle que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a débuté son discours lors de la séance académique à l'occasion du 175e anniversaire de l'indépendance du Grand-Duché de Luxembourg, qui s'est tenue le mardi 29 avril 2014 au Cercle Cité à Luxembourg.

En présence des membres de la Famille grand-ducale et du Gouvernement, M. Di Bartolomeo a rappelé ses origines étrangères: «Lorsque, il y a 175 ans, le Luxembourg devint un pays autonome, la plupart de mes ancêtres vivaient encore dans les Abruzzes italiennes, en France ou en Allemagne. Ils sont venus au Luxembourg après la Première Guerre mondiale et, à l'instar de milliers de Luxembourgeois et de non-Luxembourgeois, ont contribué à construire le Luxembourg d'aujourd'hui en travaillant dans les mines ou dans l'industrie sidérurgique.»

Par la suite, M. Di Bartolomeo a rendu compte de l'«évolution énorme» du pays tout en insistant sur sa diversité: «Aujourd'hui, le Luxembourg compte presqu'autant d'emplois que d'habitants et chaque jour plus de 160.000 voisins des pays limitrophes traversent les frontières pour venir travailler chez nous. C'est là un fait qui, malheureusement, n'est pas pris en compte par certains commentateurs superficiels qui nous montrent du doigt. De plus, notre population compte quelque 240.000 personnes qui, bien que de nationalité non luxembourgeoise, font partie intégrante du Luxembourg multiculturel que nous connaissons actuellement.»

Le Président de la Chambre des Députés a également mis l'accent sur le rôle de la langue luxembourgeoise, qui «a assuré notre unité, alors que notre multilinguisme était et reste une clé qui nous ouvre de nombreuses portes».

Pour conclure, il a lancé un appel: «En nous concentrant sur nos atouts (…), nous serons (…) capables de faire avancer le Luxembourg.» Pour y arriver, «nous devons oser plus de démocratie et plus de participation», a-t-il souligné en évoquant l'introduction des pétitions électroniques à la Chambre des Députés et les débats à venir sur l'élargissement du droit de vote aux résidents étrangers.

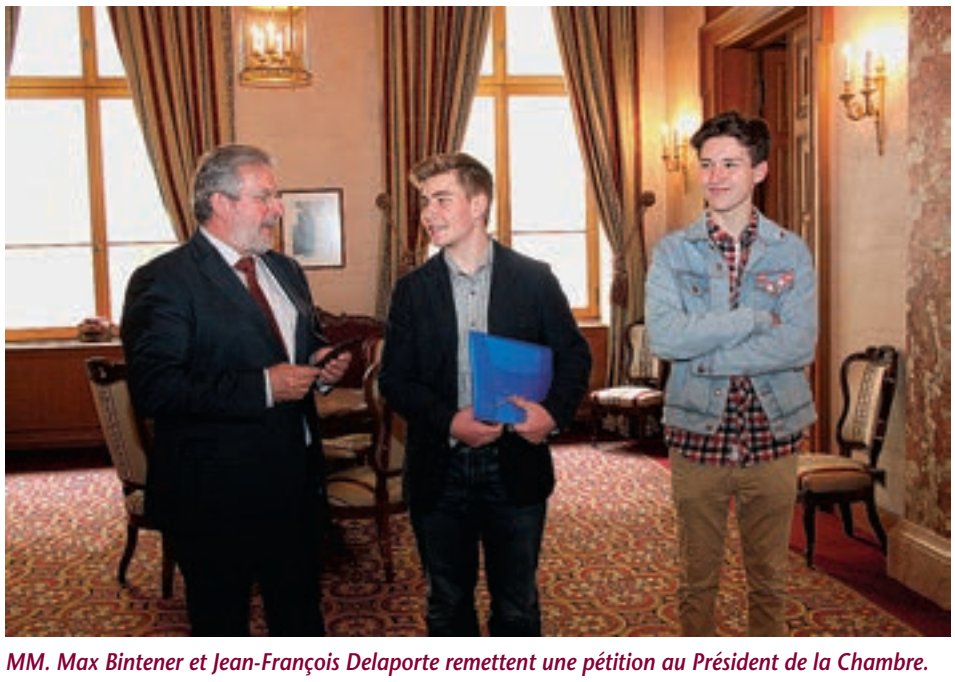
Les autres orateurs de la séance académique furent S.A.R. le Grand-Duc, le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, la bourgmestre de la ville de Luxembourg, Mme Lydie Polfer ainsi que le professeur d'histoire transnationale luxembourgeoise à l'Université du Luxembourg, M. Michel Pauly.



© 2014 SIP / Nicolas Bouvy, tous droits réservés

Séance académique à l'occasion du 175e anniversaire de l'indépendance du Grand-Duché de Luxembourg en présence de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, du Président de la Chambre et de la bourgmestre de la ville de Luxembourg (de droite à gauche)

Remise d'une pétition contre la réforme des bourses



MM. Max Bintener et Jean-François Delaporte remettent une pétition au Président de la Chambre.

Début mai, MM. Max Bintener et Jean-François Delaporte ont remis entre les mains de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, une pétition contre la réforme de l'aide financière de l'État pour les études supérieures. Lancée le 30 mars 2014, la pétition a récolté 5.857 signatures. Les trois associations UNEL, LUS et «Richtung22», à l'origine de l'initiative, réclament la révision du projet de loi 6670.

M. Max Bintener, représentant des organisateurs de la grève lycéenne du 25 avril dernier («Aktiounskomitee 6670»), espère qu'une délégation pourra être entendue par la commission parlementaire compétente, tout en précisant: «La pétition s'adresse à la Commission de l'Enseignement supérieur, mais également à chaque député qui sera appelé à se prononcer sur cette réforme de l'aide financière de l'État pour les études supérieures.» Le Président de la Chambre des Députés a salué le fait que les jeunes pétitionnaires s'adressent à la Chambre: «Par votre engagement, vous contribuez au débat public.»

M. Di Bartolomeo s'est prononcé pour une relance du dialogue entre les jeunes et le Gouvernement.

Deux procédures différentes pour la pétition ordinaire et la pétition publique

Cette pétition ordinaire est transmise à la Commission des Pétitions qui analyse le dossier.

Alors que pour les pétitions ordinaires, les députés membres de la Commission des Pétitions décident des suites à donner après avoir demandé éventuellement un avis au Gouvernement, une pétition publique sur le site de la Chambre des Députés peut aboutir directement à un débat public en présence du ministre responsable du dossier si le seuil des 4.500 signatures est atteint ou dépassé.

Actuellement, deux pétitions publiques en cours concernent la réforme des bourses d'études:

- la pétition 329 («Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aides financières») et

- la pétition 339 («Pour un système d'aides financières compétitif, équitable et socialement juste pour les études supérieures»).

Contrat d'intégration: les premiers certificats remis

«Cela fait 15 ans que j'habite au Luxembourg.

Il était temps de mieux connaître mon pays d'adoption et d'aller davantage vers les Luxembourgeois qui m'ont accueilli», explique M. Nijaz Latić Ce Monténégrin de 35 ans tient fièrement entre les mains son certificat de contrat d'accueil et d'intégration (CAI).

Il fait partie du premier groupe de 60 résidents étrangers qui, pour l'occasion, ont été reçus début mai à la Chambre des Députés.

Lors d'une petite cérémonie au sein de la première institution du pays, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, leur ont remis le certificat.

«La Chambre des Députés est la bonne place pour vous remettre ces diplômes étant donné que vous avez fait l'effort de mieux connaître le pays et ses institutions», a souligné M. Di Bartolomeo, premier citoyen du pays.

La Ministre de l'Intégration a précisé l'idée du contrat entre le Luxembourg et le citoyen étranger: «Le processus d'intégration ne peut se faire que s'il y a la volonté et l'engagement du côté du citoyen étranger comme du côté de la société qui l'accueille.»



Remise des certificats de contrat d'accueil et d'intégration à 60 résidents étrangers

Favoriser l'intégration

Le CAI, créé par la loi du 16 décembre 2008 sur l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, est un instrument permettant de favoriser l'intégration des non-Luxembourgeois. Tout citoyen étranger (UE ou pays tiers) âgé de plus de 16 ans, légalement installé au Luxembourg et désirant s'y maintenir de façon durable, peut signer un tel contrat qui lui donne droit notamment à une séance d'information et d'orientation, une formation linguistique à tarif réduit, de même qu'à une formation d'instruction civique et une journée d'orientation gratuites. La Chambre des Députés a dès le début participé à la mise en place du processus d'intégration.

Depuis son lancement en date du 3 octobre 2011, près de 2.450 personnes de plus de 100 nationalités différentes ont signé le contrat d'accueil et d'intégration. Au 1er janvier 2014, 45,3% des résidents au Luxembourg étaient des citoyens étrangers. Le CAI est géré par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI).

«Maintenir le dialogue avec la Russie»



Réunion du Comité des Présidents de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe conduit par Mme Anne Brasseur.

La situation en Ukraine et les relations avec la Russie ont dominé les discussions lors d'une réunion du Comité des Présidents de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) qui s'est tenue le 12 mai 2014 à Luxembourg sous la conduite de la Présidente de l'APCE, la députée luxembourgeoise Mme Anne Brasseur. «Même si la Russie se retrouve isolée, nous ne devons pas fermer la porte au dialogue», a expliqué la députée libérale au cours d'un échange de vues avec les députés luxembourgeois membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Mme Brasseur a rappelé que l'Assemblée avait certes suspendu le droit de vote de la délégation russe ainsi que sa représentation au sein du pouvoir exécutif de l'APCE. Pourtant, l'Assemblée n'a pas suspendu les pouvoirs des membres russes afin de permettre la poursuite du dialogue. «Je déplore donc la décision prise par le Parlement russe (la Douma) de suspendre effectivement sa participation aux activités de l'APCE.» Un message que Mme Brasseur a également transmis à M. Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires étrangères de Russie, lors d'un déplacement récent à Vienne.

Pour les élections présidentielles en Ukraine le 25 mai 2014, l'APCE enverra une délégation de 52 personnes à des fins d'observation du processus électoral.

Les députés luxembourgeois très présents à l'APCE

Présidente de l'Assemblée depuis le 27 janvier 2014, Mme Anne Brasseur a également tenu à saluer l'assiduité des députés luxembourgeois lors des sessions et réunions de commissions de l'APCE. L'Assemblée se réunit plusieurs fois par an à Strasbourg pour des sessions à raison d'une semaine. Le Luxembourg y est représenté par une délégation de trois membres effectifs et trois membres suppléants. Les huit commissions générales de l'Assemblée se réunissent tout au long de l'année pour élaborer des rapports et adopter des projets de résolution et de recommandation dans leurs domaines de compétences respectifs. L'Assemblée parlementaire est l'organe délibérant du Conseil de l'Europe (à ne pas confondre avec le Parlement européen). Elle réunit 318 représentants des parlements nationaux d'Europe, originaires de 47 pays, dont la Russie, l'Ukraine ou encore la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Le Conseil de l'Europe a été fondé en 1949. Sa mission est de défendre les droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit, valeurs qui composent le «patrimoine commun» des peuples d'Europe.

Visite du Ministre des Affaires étrangères roumain

En visite à Luxembourg, M. Titus Corlăţean, Ministre des Affaires étrangères roumain, a dit regretter le fait que son pays ne soit toujours pas éligible à l'espace Schengen alors que la Roumanie remplit toutes les conditions pour y adhérer et que plus d'1,5 milliards d'euros ont été investis pour sécuriser ses frontières orientales.

À l'occasion d'un entretien avec M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, M. Corlăţean s'est félicité du soutien luxembourgeois à l'intégration de la Roumanie en Europe et a relevé l'attachement de la Roumanie à l'idée européenne.

En ce qui concerne la situation économique, la Roumanie renoue depuis peu avec une croissance forte de l'ordre de 3,5% de son PIB, signe de ces temps plus cléments; la production industrielle a augmenté de 10% au premier trimestre 2014.

Aux dires de M. Corlăţean, les entreprises bénéficient d'un environnement fiscal favorable. Le système judiciaire a également fait l'objet de réformes significatives et les institutions fonctionnent désormais en toute indépendance.

Finalement, au niveau culturel, la Roumanie reste très attachée à la francophonie et connaît des liens avec le Grand-Duché qui se sont notamment matérialisés en 2007 lors de l'année culturelle commune entre Luxembourg et Sibiu (Hermannstadt).



(de gauche à droite) M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Titus Corlăţean et M. Mars Di Bartolomeo

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

«Il faut relancer le dialogue social»



Le Directeur général de l'OIT, M. Guy Ryder, signe le Livre d'or de la Chambre.

Un échange de vues sur le dialogue social et l'emploi a dominé l'entrevue entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), M. Guy Ryder, en visite de travail au Luxembourg. Les deux interlocuteurs ont confirmé les bonnes relations qui existent entre le Luxembourg et l'OIT et relevé la même sensibilité profonde pour les questions sociales.

«En ce moment, le dialogue social au Luxembourg est quelque peu grippé», a expliqué le Président de la Chambre. «Il faut le relancer, dans le respect des acquis sociaux. On se parle mais on ne s'écoute pas toujours», a regretté M. Di Bartolomeo.

Selon le Directeur général de l'OIT, ce phénomène se généralise en Europe: «La capacité d'écouter et de faire comprendre a été perdue». M. Guy Ryder a ensuite constaté que «dans l'esprit de Genève, l'OIT et le Luxembourg sont des partenaires naturels, le dialogue social ayant une longue tradition au Grand-Duché». M. Di Bartolomeo et M. Ryder ont insisté sur le fait qu'il ne faut pas perdre ces réflexes.

Le Président de la Chambre a encore souligné que pendant la crise des années '70, le Luxembourg a réussi à sauver les emplois de milliers de personnes. Aujourd'hui, le pays devrait faire le même effort afin de maintenir les emplois et de donner un travail à ceux qui n'en ont pas.

Échange de vues entre le Président de la Chambre et l'OGB-L

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, vient de rencontrer pour un échange de vues des délégués de la branche «Services privés de nettoyage, d'hygiène et d'environnement» de l'OGB-L. Conduits par M. Nico Clement, membre du bureau exécutif de l'OGB-L, les délégués syndicaux représentaient toutes les grandes entreprises de nettoyage actives au Luxembourg.

Mme Estelle Winter, secrétaire centrale de la branche, a informé le Président de la Chambre sur les conditions de travail difficiles des salarié(e)s. Sur les 9.000 salarié(e)s, 90% sont des femmes. La majorité travaille à temps partiel, des temps partiels imposés étant la règle. La plage des horaires de travail se situe le plus souvent en début de soirée ou encore très tôt le matin.

Alors que les salaires payés dans le secteur sont souvent extrêmement bas, de plus en plus de flexibilité et de performance sont néanmoins exigées par les employeurs.

Le Président de la Chambre a proposé de faire étudier par ses services l'idée d'introduire à l'avenir dans les cahiers des charges des marchés publics de nettoyage de la Chambre des Députés des clauses sociales et environnementales juridiquement contraignantes.

Les syndicats européens ont mis sur pied un catalogue de revendications minimales pour le secteur du nettoyage. Il s'agit avant tout de l'aménagement des horaires de travail, du maintien des droits des salarié(e)s en cas de transfert d'entreprises et des droits syndicaux.

M. Mars Di Bartolomeo a promis d'analyser dans quelle mesure ces dispositions pouvaient trouver leur entrée dans les cahiers des charges des marchés publics.



Les syndicalistes du secteur «nettoyage» revendiquent de meilleures conditions de travail.

L'administration parlementaire se présente

Le Service des Relations publiques

Relations avec la presse, organisation de visites guidées, retransmissions télévisées des séances publiques, communication avec le grand public - les attributions du Service des Relations publiques sont aussi diverses que variées. Ce service, composé aujourd'hui de cinq collaborateurs - à savoir M. Maurice Molitor, Mme Monique Faber, Mme Viviane Heinen, M. Jean-Paul Bever et Mme Sarah Brock -, constitue un service assez récent au sein de l'administration parlementaire puisqu'il n'a été créé qu'en automne 2000 suite aux recommandations d'un audit externe.



Explication et information

Les tâches du service s'articulent autour de deux axes principaux: expliquer aux citoyen(ne)s le fonctionnement de l'institution et les informer des travaux de l'assemblée, ceci en utilisant les différents supports de communication dont dispose le Parlement:

- via le site Internet www.chd.lu, fournissant au public intéressé toutes les informations relatives à la composition et au fonctionnement de la Chambre, offrant un accès aux documents parlementaires et proposant - dans sa rubrique «Actualité» - des informations sur les travaux parlementaires en plénière et en commission, sur les activités du Président ou les contacts internationaux de la Chambre. Ces contenus sont en partie repris dans les premières pages du compte rendu de la Chambre des Députés, et déclinés sur la page *facebook* et le compte *twitter* (@ChambreLux) de l'assemblée;
- via la chaîne de télévision parlementaire Chamber TV, assurant depuis décembre 2001 une retransmission intégrale en direct de toutes les séances publiques du Parlement. Depuis février 2008, Chamber TV diffuse par ailleurs à un rythme hebdomadaire l'émission «Chamber aktuell» avec résumés des débats, reportages, interviews et discussions. Cette émission est programmée une première fois tous les lundi soirs à 20.00 heures;
- via la presse parlementaire que le Service des Relations publiques alimente de toutes sortes d'informations (communiqués de presse, invitations à des conférences de presse, photos, etc.) et dont il est l'interlocuteur privilégié pour toute demande d'information;
- via le contact direct avec le grand public, en répondant aux questions en tous genres lui adressées par les citoyen(ne)s - qu'elles soient d'ordre pratique ou qu'elles concernent la recherche de documents par exemple -, mais également en organisant des visites guidées du Parlement, de façon ponctuelle à la demande de groupes de personnes ou de façon périodique à l'occasion d'une journée «Portes ouvertes».

Conférence sur la mobilité dans la Grande Région



Conférence mobilité

Avec 520.000 trajets par jour, la Grande Région autour du Grand-Duché de Luxembourg bat tous les records en matière de mobilité transfrontalière en Europe. Pourtant, seulement 7,2% de ces trajets sont réalisés par le biais de transports en commun avec pour conséquence des embouteillages de plus en plus longs et fréquents. Comment dès lors améliorer l'efficacité du transport pour les 11 millions d'habitants de la Grande Région (Lorraine, Wallonie, Rhénanie-Palatinat, Sarre et Luxembourg)? Ce fut l'enjeu central de la Conférence sur la mobilité et le transport dans la Grande Région qui s'est tenue le vendredi 9 mai 2014 au Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg.

Invités par le Conseil parlementaire interrégional (CPI), 200 participants parmi lesquels des experts, des syndicalistes, des membres d'ONG, des entrepreneurs, des élus nationaux, régionaux et communaux, des ministres du Transport ainsi que des citoyens intéressés ont élaboré «de nouvelles voies pour une meilleure qualité de vie dans la Grande Région». Les travaux en atelier ont notamment porté sur la création d'une centrale de mobilité pour la Grande Région, le développement du transport ferroviaire et de l'infrastructure routière ainsi que les concepts de mobilité innovants. Différentes idées ont été formulées comme par exemple celle d'un train reliant en boucle les communes du réseau Quattropole (Metz, Trèves, Sarrebruck, Luxembourg), le développement de l'électro-mobilité ou encore une tarification commune et compétitive pour les transports en commun contrastant avec les coûts générés par l'utilisation régulière de la voiture.

«Notre attention s'est surtout focalisée sur la qualité de vie des personnes qui traversent au quotidien ce que j'appellerais les "frontières internes" de la Grande Région», a expliqué M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, avant de préciser: «Il me tient à cœur d'aller au-delà d'un certain utilitarisme qui fait parfois du frontalier un simple facteur économique. Au contraire, il faut bien davantage s'intéresser au bien-être des forces de travail elles-mêmes.»

Mme Isolde Ries, Présidente de la Commission «Transports et Communications» du CPI et Vice-présidente du Landtag de Sarre a, quant à elle, souligné l'importance d'une meilleure collaboration: «Vu la diversité des acteurs sur le terrain, il est clair qu'ils doivent mieux coordonner leur travail.»

La conférence fut organisée par le Conseil parlementaire interrégional en partenariat avec la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, le Comité économique et social de la Grande Région, le Verkéiersverbond et la Présidence du 14e Sommet de la Grande Région (Rhénanie-Palatinat).

M. Mars Di Bartolomeo rend visite à la Croix-Rouge

Afin de se familiariser avec les développements récents de la Croix-Rouge luxembourgeoise, le Président de la Chambre des Députés s'est rendu au siège de l'organisation à Luxembourg. Lors d'une réunion avec le comité de direction, M. Mars Di Bartolomeo a reçu un large aperçu du fonctionnement et des différentes activités de la Croix-Rouge, ainsi que des événements marquants des derniers mois dans le cadre de la célébration du 100e anniversaire de sa création.

La visite de M. Di Bartolomeo s'est poursuivie au Centre de premier accueil Don Bosco à Luxembourg/Limpertsberg, géré par le service Migrants et Réfugiés de la Croix-Rouge luxembourgeoise. Ce service accueille, informe et assiste les migrants et plus particulièrement les demandeurs de protection internationale. En moyenne les nouveaux arrivants restent quatre à six semaines au foyer Don Bosco et sont ensuite relogés, selon les places disponibles, dans d'autres maisons ou foyers. La capacité maximale d'accueil du centre est de 150 personnes.



M. Mars Di Bartolomeo reçu dans les locaux de la Croix-Rouge.

15 nouvelles pétitions publiques ouvertes à signature

15 nouvelles pétitions publiques sont désormais ouvertes à signature. Elles ont été déclarées recevables par la Conférence des Présidents sur avis de la Commission des Pétitions de la Chambre des Députés. Les internautes peuvent soutenir ces pétitions pendant une période de six semaines.

Il s'agit des pétitions suivantes:

- Contre l'élevage et l'utilisation des animaux au cirque (340)
- Pour une circonscription unique lors des élections législatives (341)
- Pétition contre l'ouverture du droit de vote aux non-Luxembourgeois (342)
- Mariage homosexuel - Demande d'abandon, dans l'intérêt de l'enfant, des projets de loi nos6172 et 6568 ouvrant le mariage, l'adoption et la pma aux couples de même sexe, ou, sinon, d'organisation d'un référendum constitutionnel populaire (343)
- Ausnahmegenehmigung für medizinisch begleitete und betreute Selbsttherapie mit den Cannabisprodukten Bedrocan, Bediol, Bedrobinol und Bedica nach dem deutschen Modell (345)
- Pétition pour le droit de vote des étrangers au Luxembourg (346)
- Fir den Tram an esou schnell wéi méiglech (347)
- Géint d'Nationalbibliothéik a fir d'Ofhale vun engem Referendum (350)
- Géint d'Fräihandelsofkommes TTIP zwëschen den USA an der EU mat Auswierkungen op Lëtzebuerg (351)
- Fir eng Reform vum Déierenschutzgesetz an d'Ofschafe vun der Rasselëscht am Hondsgesetz (353)
- Sanctionner sévèrement les bourreaux d'animaux (354) (la date butoir est le 21 juin)
- Dispositions anti-cumul avec une pension vieillesse anticipée (356)
- Création d'une Chambre des retraités sur base élective afin de garantir une représentation de tous les retraités par des délégués élus par les retraités eux-mêmes (358)
- Introduction d'un salaire social minimum pour diplômés d'études supérieures (359)
- Opfuerderung un d'Lëtzebuerger Regierung, fir alles an d'Weeër ze leede fir d'Unerkennung vun der Lëtzebuerger Sprooch an Europa an hir Aschreiwung an d'Lëscht vun den europäesch unerkannte Sproochen (363).

Si une pétition publique dépasse le seuil de 4.500 signatures jusqu'à la date butoir, un débat public sera organisé sur le sujet. Certaines pétitions visibles sur le rôle ne sont pourtant pas (encore) ouvertes à signature, soit parce qu'elles n'ont pas encore été examinées par la Commission des Pétitions et la Conférence des Présidents, soit parce que les députés ont demandé aux pétitionnaires de préciser le motif de leur requête.



Comment introduire une pétition publique sur le site de la Chambre?

Le pétitionnaire doit remplir un formulaire pour s'identifier. Il doit avoir 15 ans au minimum et être inscrit au registre national des personnes physiques. Il pourra ensuite créer une demande de pétition en donnant un titre et un bref descriptif de sa requête. Ce texte devra expliquer les motifs de la pétition aux éventuels signataires.

Signer et discuter

Pour signer une pétition, l'internaute doit être âgé de 15 ans et disposer d'un numéro de matricule luxembourgeois. Les résidents étrangers et les frontaliers peuvent donc participer.

Toute pétition publique est accompagnée d'un forum de discussion sur le site de la Chambre. Pour y participer, l'internaute doit uniquement créer un compte d'utilisateur. Un modérateur peut intervenir sur les commentaires et se réserve le droit de supprimer tout commentaire sexiste, raciste ou diffamatoire, de caractère promotionnel ou hors sujet.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Coopération policière et douanière

6394 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001

Le projet sous rubrique vise à approuver en droit luxembourgeois l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2001, ainsi que l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg, le 24 octobre 2008.

La coopération instituée en vertu des présents accords porte sur la sécurité et l'ordre publics, ainsi que sur la prévention et la répression de la criminalité transfrontalière. Elle s'exerce par l'intermédiaire d'un centre commun de coopération policière et douanière (CCPD) et, en vertu de l'Accord du 15 octobre 2001, de manière directe entre la France et le Luxembourg. Les CCPD sont des structures de soutien en matière d'échange de renseignements et d'appui à l'action, au service des unités opérationnelles des zones frontalières. Ils permettent aux services opérationnels d'obtenir, par un formalisme simple, des réponses rapides dans tous les domaines d'action des services frontaliers et répondent ainsi parfaitement aux besoins quotidiens de coopération transfrontalière.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 14.02.2012
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Force publique
(Présidente: Mme Claudia Dall'Agnol):
16.01.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
11.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2014
Loi du 28 avril 2014
Mémorial A: 2014, n°70, page 1014

Émissions industrielles

6541 - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Le projet de loi transpose en droit national la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dénommée „*Industrial Emissions Directive*", ou encore „directive IED". La directive IED remplace la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, connue sous le nom de „directive IPPC". La directive IPPC avait été transposée en droit national dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Le projet de loi a donc pour double objectif de confectionner une loi à part entière relative aux émissions industrielles et de modifier en conséquence plusieurs articles de la loi commodo/incommodo.

Afin de prévenir, réduire et, dans la mesure du possible, éliminer la pollution due aux activités industrielles, il est nécessaire de mettre en place un cadre général régissant les principales activités industrielles, qui privilégie l'intervention à la source et la gestion prudente des ressources naturelles et tienne compte, le cas échéant, des circonstances économiques et des spécificités locales de l'endroit où se développe l'activité industrielle.

Plusieurs approches visant à réduire de manière séparée les émissions dans l'air, dans l'eau ou dans le sol sont susceptibles de favoriser des transferts de pollution d'un milieu de l'environnement à un autre, plutôt que de protéger l'environnement dans son ensemble. Il convient donc de prévoir une approche intégrée de la prévention et de la réduction des émissions dans l'air, l'eau et le sol, de la gestion des déchets, de l'efficacité énergétique et de la prévention des accidents. Une telle approche contribuera également à créer des conditions de concurrence homogènes dans l'Union à travers l'harmonisation des exigences en matière de bilan écologique des installations industrielles.

Afin de garantir la prévention et la réduction de la pollution, il convient que chaque installation ne puisse être exploitée que si elle a obtenu une autorisation ou, dans le cas de certaines installations et activités utilisant des solvants organiques, uniquement si elle a obtenu une autorisation ou est enregistrée.

Il convient que l'autorisation définisse toutes les mesures nécessaires pour garantir un niveau élevé de protection de l'environnement dans son ensemble et pour garantir que l'installation est exploitée conformément aux principes généraux des obligations fondamentales de l'exploitant. Il convient également que l'autorisation fixe des valeurs limites d'émission de substances polluantes ou des paramètres ou mesures techniques équivalents, et prévoie des dispositions appropriées pour assurer la protection du sol et des eaux souterraines, ainsi que des dispositions en matière de surveillance. Il convient que les conditions d'autorisation soient définies sur la base des meilleures techniques disponibles.

Afin de déterminer les meilleures techniques disponibles et de limiter les déséquilibres dans l'Union en ce qui concerne le niveau d'émission des activités industrielles, des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) devraient être élaborés, révisés et, le cas échéant, mis à jour par le biais d'un échange d'informations entre les parties concernées et les principaux éléments des documents de référence MTD devraient être adoptés par la procédure de comité. À cet égard, il convient que la Commission adopte, par la procédure de comité, des lignes directrices sur la collecte de données, sur l'élaboration des documents de référence MTD et sur leur assurance qualité. Les conclusions sur les MTD devraient servir de référence pour fixer les conditions d'autorisation. Elles peuvent être complétées par d'autres sources. La Commission s'efforce de mettre à jour les documents de référence MTD, au plus tard huit ans après la publication de la version précédente.

Conformément à la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, la participation effective du public à la prise de décisions est nécessaire pour permettre à ce dernier d'exprimer des avis et des préoccupations pouvant être utiles pour les décisions en question et au décideur de tenir compte de ces avis et préoccupations, ce qui renforce la responsabilisation des décideurs et accroît la transparence du processus décisionnel et contribue à sensibiliser le public aux problèmes d'environnement et à obtenir son adhésion aux décisions prises. Il convient que les membres du public concerné aient accès à la justice afin de pouvoir contribuer à la sauvegarde du droit de tout un chacun de vivre dans un environnement propre à assurer sa santé et son bien-être.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 05.02.2013
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
20.02.2013 Désignation d'un rapporteur
13.03.2013 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
29.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.03.2014 Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):
13.03.2014 Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.04.2014
Loi du 9 mai 2014
Mémorial A: 2014, n°81, page 1316

Compte général 2012

6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012

Le compte général de l'exercice 2012 se présente comme suit:

A. – ***Recettes et dépenses courantes et en capital***

Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital de l'année précédente	- 683.211.504,96 EUR
I - Recettes	11.305.987.449,15 EUR
II - Dépenses	11.512.053.316,90 EUR
III - Excédent de dépenses	206.065.867,75 EUR
IV - Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	- 889.277.372,71 EUR

B. – ***Recettes et dépenses pour ordre***

Report du solde des recettes et dépenses pour ordre de l'année précédente	23.463.425,56 EUR
I - Recettes pour ordre	5.310.896.030,08 EUR
II - Dépenses pour ordre	5.321.237.964,71 EUR
III - Excédent de dépenses pour ordre	10.341.934,63 EUR
IV - Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	13.121.490,93 EUR

C. – ***Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État***

Report du solde des recettes et dépenses de l'année précédente	2.823.893.511,19 EUR
I - Recettes	3.637.603.421,62 EUR
II - Dépenses	3.669.330.474,23 EUR
III - Excédent de dépenses	31.727.052,61 EUR
IV - Report du solde des recettes et dépenses	2.792.166.458,58 EUR

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2012, les **variations** sont les suivantes:

	Budget définitif 2012	Compte général 2012	Variations	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	10.632.514.812,00	10.674.054.519,00	41.539.707,00	0,39
- en capital	59.846.550,00	631.932.930,15	572.086.380,15	955,92
Total recettes (1)	10.692.361.362,00	11.305.987.449,15	613.626.087,15	5,74
Dépenses				
- courantes	10.175.259.796,00	10.253.334.496,99	78.074.700,99	0,77
- en capital	913.091.072,00	1.258.718.819,91	345.627.747,91	37,85
Total dépenses (2)	11.088.350.868,00	11.512.053.316,90	423.702.448,90	3,82
Excédent de dépenses (2)-(1)	**395.989.506,00**	**206.065.867,75**	**-189.923.638,25**	

Le compte général de l'exercice 2012 est clôturé avec un excédent de dépenses de 206,1 millions d'euros, alors que le budget définitif prévoyait un déficit de 396 millions d'euros. Dans son rapport général, la Cour des comptes précise que cette apparente amélioration du solde s'explique notamment par le produit des emprunts nouveaux d'un montant de 546.280.000 euros. Ce montant n'a pas été inscrit au budget 2012.

Les recettes courantes présentent une plus-value de 0,39% (7,53% en 2011) par rapport aux prévisions.

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 3,82% le total des dépenses prévues pour 2012 (cette évolution était de 3,81% en 2011). En valeur absolue, cet écart correspond à 423,7 millions d'euros.

Dans son rapport général, la Cour des comptes précise que ces chiffres incluent, d'une part, la prise de participation de l'État dans la Banque Internationale de Luxembourg, pour 73 millions d'euros et, d'autre part, la contribution du Luxembourg au capital du Mécanisme européen de stabilité (MES), pour 80,1 millions d'euros.

Par rapport au compte général de l'exercice 2011, les dépenses courantes et en capital ont augmenté de 7,30% (soit 783 millions d'euros).

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 06.06.2013

Rapportrice: Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Présidente: Mme Diane Adehm):

05.07.2013 Présentation du projet de loi

27.01.2014 Présentation du rapport général de la Cour des comptes

03.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

05.07.2013 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique: 23.04.2014

Loi du 6 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°79, page 1120

Eurovignette

6579 - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins

a) de satisfaire à la Directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et

b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage,

fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994

Le projet de loi a pour objet:

- d'approuver le protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds;

- de transposer la directive 2011/76/UE du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

- de modifier la loi modifiée du 24 février 1995 concernant la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds.

Le protocole précité vise notamment à actualiser l'Accord Eurovignette au fait que l'Allemagne a quitté le système de l'Eurovignette. Le protocole officialise par ailleurs l'„e-vignette", c'est-à-dire l'Eurovignette électronique. Avec l'e-vignette il n'est plus nécessaire pour le transporteur ou son chauffeur de se déplacer physiquement dans un point de vente pour acquérir une vignette papier, ce qui constitue une simplification administrative majeure. Désormais, le droit d'usage peut être payé par Internet et les agents de contrôle des cinq pays Eurovignette peuvent contrôler en ligne si le droit d'usage est payé.

Depuis la signature du protocole précité, la directive 2011/76/UE a été adoptée. Il convient de tenir compte des modifications contenues dans cette directive et notamment de la nouvelle définition du „véhicule". Le projet de loi sous rubrique a donc également pour objet d'apporter des modifications à la loi précitée du 24 février 1995 rendues nécessaires par l'obligation de transposer la directive 2011/76/UE et d'aligner aux nouvelles exigences européennes le droit national. Les paragraphes 6, 7 et 8 de l'article 2 du projet de loi introduisent en outre des modifications à la législation existante qui ne découlent pas directement ni du protocole à approuver ni de la directive à transposer, mais qui sont conditionnées par des considérations d'opportunité.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.06.2013

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

19.06.2013 Désignation d'un rapporteur

10.02.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

26.02.2014 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

12.03.2014 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2014

Loi du 2 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°53, page 590

Laboratoires d'analyses médicales

6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales

Le projet de loi s'inscrit dans les efforts consentis pour la réalisation de synergies dans le secteur de la santé et en particulier au niveau des laboratoires d'analyses médicales hospitaliers et extrahospitaliers.

À ce titre, le projet de loi modifie l'article 2 de la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales en ce sens que les établissements hospitaliers tenus d'exploiter un laboratoire d'analyses médicales sous forme d'un service hospitalier conformément à l'article 26 de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers peuvent s'associer dans une structure commune afin d'exploiter ensemble leurs services. Les personnes physiques et morales de droit privé ou public, dont le Laboratoire National de Santé, exploitant un laboratoire d'analyses de biologie médicale peuvent s'associer à cette structure commune afin de participer aux activités de laboratoire relevant du secteur hospitalier.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 30.07.2013

Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

04.02.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2014

Loi du 9 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°66, page 996

Ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen

6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne)

Le projet de loi 6601 a pour but de compléter l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire par un point 30 permettant à l'État, via le Fonds du rail, de financer la deuxième phase de la modernisation de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen.

Outre les travaux de réélectrification de la ligne, le projet prévoit la reconstruction d'un ouvrage d'art situé près du point d'arrêt «Mamer-Lycée» pour un montant de 3.350.000 euros, le rehaussement d'un ouvrage d'art situé à l'entrée de la gare de Kleinbettingen pour un montant de 950.000 euros, et la reconstruction d'un pont routier au centre de Mamer pour un montant de 7.100.000 euros. Le montant total de la dépense comprenant l'électrification ainsi que les aménagements précités s'élève à 60.800.000 euros.

L'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu à cet effet par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.08.2013

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

10.02.2014 Désignation d'un rapporteur

26.02.2014 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

12.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2014

Loi du 28 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°80, page 1306

Régime fiscal commun

6616 - Projet de loi

portant transposition

- de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statuaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre;

- de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Le projet de loi sous avis vise à transposer dans la législation luxembourgeoise trois directives européennes:

- **la directive 2009/133/CE** du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une société européenne ou d'une société coopérative européenne d'un État membre à un autre codifie la directive 90/424/CEE, qui a été modifiée à plusieurs reprises;

- **la directive 2011/96/UE** du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents codifie la directive 90/435/CEE et reformule certaines dispositions pour tenir compte de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne;

- **la directive 2013/13/UE** du Conseil du 13 mai 2013 adapte certaines directives dans le

domaine de la fiscalité du fait de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne.

La directive 2009/133/CE du Conseil de l'Union européenne du 19 octobre 2009 (J.O. L 310/34 du 25 novembre 2009) concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une société européenne ou d'une société coopérative européenne d'un État membre à un autre a abrogé et codifié la directive 90/434/CEE (J.O. L 225/6 du 20 août 1990). En effet, la nouvelle directive tient compte des actes d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande, de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque. Elle tient également compte des adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne (J.O. L 236/555 du 23 septembre 2003), ainsi que des directives 2005/19/CE du Conseil du 17 février 2005 (J.O. L 58/19 du 4 mars 2005) et 2006/98/CE du Conseil du 20 novembre 2006 (J.O. L 363/129 du 20 décembre 2006).

À noter encore que depuis l'entrée en vigueur de la directive 2009/133/CE, les références à la directive modifiée 90/434/CEE sont à lire comme références à la directive 2009/133/CE conformément aux dispositions de son article 17 et ceci jusqu'à la mise en vigueur du présent projet de loi.

La directive 2011/96/UE du Conseil de l'Union européenne du 30 novembre 2011 (J.O. L 345/8 du 29 décembre 2011) concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents constitue une refonte de la directive 90/435/CEE (J.O. L 225/6 du 20 août 1990) et des différents actes d'adhésion et directives qui l'ont modifiée par la suite.

La directive 2011/96/UE est entrée en vigueur le 18 janvier 2012 et a abrogé à partir de cette même date la directive 90/435/CEE. L'unique changement de fonds par rapport à la directive 90/435/CEE et des modifications y apportées, a trait à l'article 4, paragraphe 3, deuxième alinéa de la directive modifiée 90/435/ CEE (devenu l'article 4, paragraphe 5 de la directive 2011/96/UE) et consiste à clarifier que les dispositions y visées sont adoptées par le Conseil conformément à la procédure prévue par le traité.

Jusqu'à la mise en vigueur du présent projet de loi, les références faites à la directive modifiée 90/435/CEE s'entendent comme faites à la directive 2011/96/CE sur la base des dispositions de l'article 9 de la directive 2011/96/UE.

La directive 2013/13/UE du Conseil de l'Union européenne du 13 mai 2013 (J.O. L 141/30 du 28 mai 2013) a modifié certaines directives dans le domaine de la fiscalité directe et indirecte, en raison de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne. La directive aurait dû être transposée dans notre droit interne au plus tard à la date d'adhésion de la République de Croatie, à savoir le 1er juillet 2013.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 20.09.2013

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Marc Hansen):

25.02.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.03.2014

Loi du 2 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°52, page 586

Accord UE - Amérique centrale

6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part, signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012

Lors du sommet Union européenne - Amérique latine et Caraïbes, qui s'est tenu à Vienne les 12 et 13 mai 2006, les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne et de certaines républiques d'Amérique centrale ont décidé de lancer des négociations en vue de la conclusion d'un accord d'association entre les deux régions, y compris l'établissement d'un accord de libre-échange. Les négociations ont été officiellement ouvertes en octobre 2007. Le Panama, qui avait suivi les négociations en qualité d'observateur, a demandé à s'y joindre en janvier 2010. Les négociations ont été conclues avec succès en mai 2010 et, après une phase d'analyse juridique, le texte de l'accord a été paraphé le 22 mars 2011 et signé le 29 juin 2012.

L'accord sous rubrique, qui repose sur trois piliers, à savoir le dialogue politique, la coopération et le commerce, constituera le cadre juridique régissant tous les aspects des relations entre l'UE et l'Amérique centrale.

Les auteurs du projet de loi précisent que l'accord fait partie d'un processus de consolidation des relations entre les deux régions et qu'il constitue un important précédent dans la mesure où il s'agit du premier accord d'association birégional conclu par l'UE depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

L'accord met, en outre, en exergue son volet commercial, qui vise à élargir et à diversifier les relations économiques et commerciales entre les deux régions, conformément aux normes fixées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en promouvant le commerce des biens, des services et des investissements. L'accord s'inscrit dans le cadre de la politique commerciale extérieure de l'UE et dans la lignée des orientations de la stratégie «Europe 2020» et de la communication de la Commission européenne de 2010, intitulée «Commerce, croissance et affaires mondiales». Il s'emploie à renforcer les relations bilatérales avec les partenaires tiers de l'UE à travers les échanges commerciaux, le développement durable et les liens économiques, dans le respect de la cohérence avec les autres politiques de l'Union.

Cet accord revêt une grande importance pour les deux régions concernées et témoigne de l'engagement pris par l'UE pour renforcer les liens avec l'Amérique latine. Il facilitera durablement le développement commercial, économique, politique et social, en relançant le processus d'intégration entre les deux régions et à l'intérieur de chacune d'elles.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.09.2013

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

16.12.2013 Désignation d'un rapporteur

03.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.04.2014

Loi du 30 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°75, page 1093

Accord UE – Colombie / Pérou

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012

L'objectif de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012, est d'améliorer l'accès aux marchés des parties contractantes, grâce à l'élimination de droits de douane pour les exportateurs. La Commission européenne souligne dans un communiqué de presse du 28 février 2013 que le principal avantage du nouveau régime prévu par cet accord réside dans l'établissement de meilleures conditions de commerce et d'investissement, lesquelles instaurent un environnement commercial à la fois stable, transparent, prévisible et mieux réglementé. Elle ajoute que cette évolution devrait ouvrir de nombreuses perspectives aux entreprises et aux consommateurs de part et d'autre.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.09.2013

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

16.12.2013 Désignation d'un rapporteur

03.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.04.2014

Loi du 30 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°75, page 1094

Partenariat UE-ACP

6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013

L'Accord interne sur le 11e Fonds européen de développement (FED)

Le Conseil européen des 7 et 8 février 2013 a défini le mécanisme de financement (11e Fonds européen de développement) et a également décidé de la période exacte à couvrir (2014-2020), du montant à allouer à ce mécanisme (30.506 millions d'euros en prix courants) ainsi que de la clé de contribution entre les États membres.

Le Conseil des ministres ACP-UE a, lors de sa réunion à Bruxelles des 6 et 7 juin 2013, adopté le protocole financier contenant les nouvelles dispositions financières en vue de la mise en place du 11e FED qui a été annexé à l'Accord de Cotonou.

La signature de l'Accord interne du 11e FED à Luxembourg et à Bruxelles a lancé le processus des ratifications nationales de ce document par les États membres de l'Union européenne. Étant donné que le FED devrait être opérationnel en 2014, il est primordial que la ratification se fasse le plus rapidement possible.

L'Accord interne du 11e FED porte cette fois-ci sur une durée de sept ans au lieu de cinq afin qu'il expire en même temps que l'Accord de Cotonou [accord de partenariat signé entre l'Union européenne et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP) le 23 juin 2000, conclu pour vingt ans et révisé tous les cinq ans].

Contrairement au budget général européen, le FED n'a pas subi de coupes dans le cadre des négociations sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020, ce qui montre l'importance que l'Union européenne porte toujours à l'accord de partenariat UE-ACP.

Le montant de 30.506 millions d'euros est mis à disposition à compter de l'entrée en vigueur du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020.

Dans le prolongement des principes fondamentaux énoncés dans l'accord de partenariat UE-ACP, les objectifs poursuivis par le 11e FED sont les suivants: l'éradication de la pauvreté, le développement durable et l'intégration progressive des États ACP dans l'économie mondiale. Il y a lieu d'accorder un traitement particulier aux pays les moins avancés (PMA).

Afin de renforcer la coopération socio-économique entre les régions ultrapériphériques de l'Union européenne et les États ACP, ainsi qu'avec les PTOM, dans les Caraïbes, en Afrique de l'Ouest et dans l'océan Indien, les règlements relatifs au Fonds européen de développement régional et à la coopération territoriale européenne devraient prévoir un renforcement des allocations pour la période 2014-2020 en faveur de ladite coopération entre eux.

En raison de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, la quote-part du Luxembourg est fixée à 0,25509% pour le 11e FED, contre 0,27% lors du 10e FED. Ceci représente un engagement financier de 77.817.755 euros pour la durée des sept ans du 11e FED. Les auteurs du projet de loi tiennent cependant à préciser qu'il ne s'agit pas d'une dépense nouvelle ou additionnelle, mais qu'elle est d'ores et déjà prévue et incluse dans le budget de la Coopération au développement.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

14.03.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

25.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.04.2014

Loi du 30 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°76, page 1096

SÉANCE 13

MERCREDI,
2 AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. le Président*
2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
3. Dépôt d'un projet de loi
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (suite)
   - *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Eis Sëtzung ass op.

1. Ouverture de la séance publique

E schéine gudde Mëtteg. Éischt Fro: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Eng laang!

(Hilarité)

M. le Président.- Ech huelen dovun Akt. Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtten d'Deklaratioun vum Premier- a Statsminister, dem Här Xavier Bettel, zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt direkt d'Wuert.

2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee gären hätt, dass eppes geléngt, da muss d'Loscht op de Succès méi grouss sinn ewéi d'Angscht virum Échec.

Wann ech haut virun Iech stinn, dann als Premier vun enger Regierung, vun enger Équipe, déi enorm Loscht op Succès huet. Déi dräi Parteien, déi sech no de Wahle vum 20. Oktober op eng Koalitioun gëeenegt hunn, sinn zu enger eenzeger Équipe zesummegewuess. Dräi gläichberechtegt Partner mat enger gemeinsamer Iwwerzeegung: Dat Bescht erreeche fir Lëtzebuerg!

D'Erausfuerderunge si grouss, mä d'Motivatioun, fir zesumme Positives ze bewierken, ass op d'mannst geneesou grouss. Et ass vill ze maachen a vill ze veränneren. D'Regierung ass prett, huet sech an de leschte Wochen an d'Dossieren erageschafft, huet éischt Akzenter gesat a gewisen, dass een net nëmme moderniséiere wëllt, mä och moderniséiere wäert.

Wa mir eis mat deene meeschte Länner op der Welt vergläichen, hu mer kee Grond, fir eis ze bekloen. Deene meeschte Leit zu Lëtzebuerg geet et jo net schlecht. Dat geet awer net duer, well et däerf ee sech awer net eleng op dat konzentréieren, wat ass, mä och op dat, wat kënnt.

Villes vun deem, wat mer hunn, steet op engem wackelege Fundament, an dofir muss d'Gewiicht vun deem, wat dropsteet, reduzéiert ginn.

Zejoert louch d'Statsschold bei iwwer eelef Milliarden Euro. Jo, eelef Milliarden Euro am Joer 2013! Wa sech näischt ännert, klëmmt déi Schold op 15 Milliarden am Joer 2016. Ech ginn net midd, ze widderhuelen, wat dat heescht: Dat ass zéngmol méi wéi nach am Joer 2003.

Et ass eng Ierfschaft, déi mer eise Kanner net kënnen an net dierfen hannerloossen. Am Budget vum nächste Joer wäerten eis eleng ronn 800 Milliounen Euro duerch d'Ewechfale vum Commerce électronique feelen an de Stat huet néierens eng Mouk, fir dat kënnen opzefänken.

D'Statsschold beweegt sech op déi 30% vum PIB, en Taux, dee mer zu Lëtzebuerg virdrun ni kannt hunn. Esou eng Statsschold matschleefen, heescht eng enorm Hypothéik opzehuelen op d'Käschte vun eiser Zukunft, op d'Käschte vun eise Kanner.

Dat ass eis Ausgangssituatioun: Eng Statsschold, déi an de leschte Joren explodéiert ass, e previsibelen Abroch bei der TVA, wann d'Regelen um Commerce électronique änneren, an, wéi gesot, keng Reserven, fir d'Situatioun ze entschäerfen.

De Chômagetaux bäisst sech fest um héijen Niveau vun iwwer 7% - dat ass och nei fir Lëtzebuerg. De Chômage bei deene Jonke beweegt sech souguer ronderëm 20%, an all aachte Bierger vun eisem Land muss als aarm agestuuft ginn oder riskéiert, an eng prekär Situatioun ze kommen.

Eis Populatioun wiisst, dat ass och gutt esou, mä de Wunnengsbau huet an deene leschte Joren net Schrëtt gehalen. Eis Populatioun gëtt méi villfälteg, wat engersäits en Atout ass, eis awer och virun nei Erausfuerderunge stellt.

Eise Schoulsystem ass nach net definitiv adaptéiert un déi nei Realitéiten, dass bal zwee Drëttel vun de Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg op d'Welt kommen, eng aner Sprooch wéi Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn.

Och dat ass Lëtzebuerg. E Land mat vill Potenzial a mat groussen Aufgabe fir d'Zukunft.

Dës Regierung wëllt och d'Responsabilitéiten iwwerhuelen, fir deene Leit, déi hei liewen a schaffen, sécher Zukunftsperspektiven ze ginn. Dat gëllt virun allem och fir all déi, déi hei liewen, awer nach net schaffen, well se nach an der Schoul sinn.

D'Schüler an d'Studente sinn haut zu Lëtzebuerg mat engem Gefill konfrontéiert, dat hir Eltere guer net kannt hunn an hir grouss Geschwëster zum gréissten Deel och net kannt hunn: Si hu reell Bedenken, ob si no hirer Ausbildung iwwerhaapt eng Aarbecht wäerte fannen. Onofhängeg dovun, wéi vill si sech druginn a wéi gutt se duerch hir Exame komm sinn. Wat fréier mat Selbstverständlechkeet verbonne war, huet haut fir vill Jonker eng Notioun vun Onsécherheet, souguer vun Angscht. Dat kënne mer net akzeptéieren. An dofir musse mer reagéieren. Wou haut Angscht ass, muss muer Hoffnung sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn lech et virun de Wahle gesot a mir soen lech et och haut: Mir mussen dat Land hei reforméieren. Mir mussen de Stat reorganiséieren, d'Administratioune méi effizient maachen, de Privatsecteur ënnerstëtzen an entlaaschten, den Entreprisen d'Méiglechkeete ginn, Opportunitéiten ze notzen, a mir mussen d'Statsfinanzen endlech erëm an den Équiliber bréngen.

Dat ass eng Evidenz, an et wier irresponsabel, iergendeppes de Leit haut de Mëtteg hei ze erzielen. D'Bierger vun dësem Land hu verdéngt, dass mir éierlech mat hinne sinn a soen, wéi déi tatsächlech Situatioun vun eisem Land ass a wat mer maachen, fir eis Zukunft ofzesécheren.

D'Éierlechkeet vis-à-vis vun eis selwer a vis-à-vis vun de Bierger loossen eis einfach keen anere Choix. Net méi an net manner versprécht déi nei Regierung. An dee Prinzip gëllt och, wann et op Käschte vun der perséinlecher Beléiftheet an de Sondagë geet. D'Regierung brauch kee Plus am nächste Politbarometer an u Sympathiewäerter, mir brauchen e Minus an de Prozenter vum Chômage. Wann dat eent dat anert ausschléisst, da kann ech gutt domadder liewen a meng Regierungskolleegen och.

D'Wourecht ass, dass mer zënter Joren ze vill Suen ausgi par rapport zu deem, wat erakënnt. D'Wourecht ass, dass d'Statsschold esou héich ass wéi se nach ni virdru war. D'Wourecht ass, dass eist Land an de leschte Joren u Kompetitivitéit verluer huet. D'Wourecht ass, dass de wichtegste Secteur, de Finanzsecteur, staark ënner Beschoss steet. D'Wourecht ass och, dass mer ze vill onqualifizéiert Leit am Chômage hunn, ze vill Jonker bei der ADEM ageschriwwe sinn, ze vill Eeler ze fréi an d'Pensioun gedréckt ginn, awer och ze vill qualifizéiert Leit keng Aarbecht fannen, well se net déi Kompetenzen hunn, déi gesicht sinn.

Op där anerer Säit ass et awer och wouer, dass eis Sozialleeschtungen op engem ganz héijen Niveau sinn, an dat dacks, ouni dass gekuckt gëtt, ob déi Leit, déi Ënnerstëtzung kréien, se och wierklech brauchen. Mir hunn deen déifsten TVA-Taux an Europa an och déi indirekt Steiere si méi niddreg wéi d'Moyenne an der EU a vill méi niddreg wéi bei eisen Nopeschlänner.

D'Regierung wëllt dëst Land nei opstellen - ekonomesch, politesch a gesellschaftlech. D'Erausfuerderunge sinn enorm an d'Äntwerten op déi vill Froe kënnen dofir net simplistesch sinn.

„Gouverner, c'est prévoir." Et muss een no vir kucken, wann een eist Land wëllt dauerhaft krisefest maachen, wäit no vir - op jidde Fall méi wäit wéi déi nächst Emfroen oder wéi déi nächst Wahlen. Mir kënnen eis et net leeschten, fir haut eppes ze décidéieren, wat eis an noer oder wäiter Zukunft an eng nei Kris géif setzen, just well net richteg geplangt gouf oder Problemer verdrängt gi sinn. Déi blo-rout-gréng Koalitioun plangt, an zwar nohalteg, dat heescht iwwerluecht a responsabel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht véier Méint huet d'Regierung intensiv geschafft, geplangt, gerechent a mat villen Acteure geschwat. Déi eenzel Ministeren a Statssekretären hu mat hire Leit an den Administratiounen an an de Servicer diskutéiert an hinnen och nogelauschtert. Mir hunn nei Energië fräigesat, a wat sech bewährt huet, hu mer och bäibehalen.

Déi vill Fonctionnairen, déi zënter Jore mat vill Engagement an hirer Matière schaffen, sinn Experten an hirem Fach. Si engagéiere sech mat Élan, fir eist Land virzebereeden op d'Erausfuerderungen, déi virun eis leien. Mir hu mat den Acteuren um Terrain, mat den Interessegruppen, mat externe Beroder a mat den direkte Betraffene geschwat, fir gewuer ze ginn, wou de Schung dréckt a wat ee muss maachen, fir Bloderen ze évitéieren.

Dobäi geet de Stat och weider de Wee, fir fir d'Éischt bei sech selwer ze spuere respektiv no neie Recetten ze sichen. Ee Beispill, wat ech erausgräifen, sinn d'Déngschtwunnengen. De Stat huet ronn 800 Wunnengen a sengem Besëtz a verlount déi zu ganz avantagéise Konditioune weider. Et ass geplangt, dëse Mechanismus ze iwwerpréiwen. Den Ament gi ganz vill Suen och nach investéiert fir den Ënnerhalt an d'Renovatioun vun dëse Logementer. Dat muss een och eng Kéier iwwerdenken.

Bei de Statsfinanze sti mir um Ufank vun enger neier Politik. Dës éischt Etapp huet ugefaange mat Akzenter, déi mer am Budget vun dësem Joer gesat hunn. Et goufen 231 Milliounen agespuert, d'Fonctionnementskäschte sinn ëm 8,5% gedréckt ginn. Dat sinn iwwer 50 Milliounen Euro, déi de Stat dëst Joer manner ausgëtt fir Konsum a Fonctionnement. Dee kollektiven Effort, dee mir alleguer zesumme musse maachen, gräift deemno, wéi versprach, fir d'Éischt emol beim Stat selwer.

De Budget fir dëst Joer ass en Iwwerganksbudget, dee bannent dräi Méint huet missen opgestallt ginn. Dee Budget bréngt keng déif gräifend Verännerungen a baséiert sech och net op eng nei Method. Mir hunn de Projet vun der viregter Regierung geholl an iwwerschafft. D'Budgetsnorm gouf erëm agefouert, soudass d'Ausgabe manner séier wuesse wéi d'Recetten. Dat war zënter 2008 net méi de Fall hei zu Lëtzebuerg!

Dat huet och den Avantage, dass dëse Budget de Kritäre vum Stabilitéitspakt entsprécht - en net onwichtege Facteur, wann et drëms geet, déi Stabilitéit ofzesécheren, op där mir eist Land wëlle laangfristeg opbauen. An ech muss lech soen, dass d'Ausso vum Eurogroup-Chef vun haut a gëscht an der Press mer selbstverständlech dofir och ganz vill Freed gemaach huet. Eng kleng an oppen Ekonomie wéi eis kann an däerf keng Scholdewirtschaft sinn.

Et ass beim Stat net aneschters, wéi bei eis doheem. Et kann een dauerhaft net iwwer seng Moyene liewen. Mir kënnen net méi Suen ausginn, wéi mer der erakréien.

D'Dépensë beim Stat wuessen dëst Joer nëmmen ëm 3,5% a ginn domadder méi lues erop wéi d'Recetten. Dat féiert dozou, dass d'Statsschold dëst Joer relativ stabel bleift. Domadder gouf eng éischt Konsolidéierung vum Budget erreecht. Den noutwendege Spuereffort geet beim Budget 2015 weider. De Stat gëtt méi effizient, d'Dépensë méi sozial gerecht an eng ëmfaassend Steierreform gëtt 2016 parallell dozou preparéiert.

De Finanzminister Pierre Gramegna huet elo de Changement vun der Methodologie bei der Budgetsopstellung an Ugréff geholl - eng Reform, déi laang iwwerfälleg war. 19 Aarbechtsgruppe schaffen un engem Budget vun der neier Generatioun. Ee Grupp pro Ministère plus véier horizontaler, also interministeriell Équipë goufe forméiert. Si schaffe bis Juni konkret Propositiounen aus, wéi ee mat manner Sue méi effizient och ka schaffen.

Dës Gruppe ginn alleguerte presidéiert a koordinéiert vu Fonctionnairen aus de jeeweilegen Administratiounen. Si kënnen do, wou et och gewënscht a gefrot ass, och vun externe Beroder ënnerstëtzt ginn. Dat ass näischt, wou ee sech muss verstoppen, oder näischt, woufir ee sech muss schummen. Wann de Stat eng Strooss fléckt, maachen dat d'Servicer vun de Ponts & Chaussées. Wann de Stat eng nei Strooss baut, da gëtt eng Entreprise domadder chargéiert. Mir bauen eng komplett nei Zort vu Budget a mir maachen dat mat Support vun Experten, déi déi néideg Experienz hunn, wa mer se brauchen.

Déi eenzel Aarbechtsgruppen hu virun e puer Deeg hir Lettres de mission vum Finanzminister kritt a sinn den Ament mat engem komplette Screening vun deenen Dépensë beschäftegt. Si solle méiglech Weeër ausschaffen, fir d'Ausgaben ze drécken an d'Aufgaben ze stäerken: méi mat manner, an zwar an alle Beräicher.

D'Froen, déi all Grupp sech muss stellen, sinn déiselwecht: Wat ass den Objektiv vun där Politik hannert der Dépense? Wat ass dobäi den Intérêt vum Bierger? Wat ass d'Marge de manœuvre bei den Ausgaben? Wat sinn d'Resultater, déi mat der Dépense kënnen erreecht ginn? Wat kann de Kofinanzement vu privater Säit bréngen?

Esou en Exercice, fir eng Radiographie bei der Statskeess ze maachen, ass en Novum hei am Land. E wäert natierlech net einfach esou laanscht d'Éffentlechkeet, laanscht d'Chamber, laanscht d'Gemengen a laanscht d'Sozialpartner goen.

Mir sinn eis bewosst, dass mer dat schwéiert Schëff vum Budget nëmmen an de sécheren Hafe kréien, wa jiddwereen hëlleft zéien, an am beschten och um nämlechte Seel.

D'Regierung hat scho Consultatioune mat de Gewerkschaften a mam Patronat. Dësen Dialog gëtt konsequent weidergefouert an och ausgebaut, wa sech ofzeechent, wéi eng prezis Mesuren d'Regierung wëllt zréckbehalen.

Eent ass awer elo schonns sécher: D'nächst Joer geet et op der Recettësäit fir d'Éischt emol ganz séier an de Keller. D'Damoklesschwäert vum E-Commerce, wat zënter aacht Joer - net gëschter, aacht Joer - iwwert dem Statsbudget hänkt, fält d'nächst Joer an domadder feele ronn 800 Milliounen Euro.

Deen integrale Montant kréie mer net opgefaangen, mä de Coup muss ofgefiedert ginn. Mir kommen net laanscht eng Hausse vun der TVA, an dofir wäert den Taux op den 1. Januar 2015 ëm zwee Prozentpunkte klammen. Dat gëllt fir de Regeltaux, dee vu 15 op 17% klëmmt, dat gëllt fir d'Tëschentauxen, déi vun 12 op 14% oder vu 6 op 8% an d'Luucht ginn.

Mat engem Regeltaux vu 17% huet Lëtzebuerg nach däitlech déi niddregst TVA an der EU an

ass och an der Regioun bäi Wäitem am attraktiivsten. An Däitschland läit den Taux bei 19, a Frankräich bei 20, an der Belsch, d'selwecht wéi an Holland, bei 21.

Dat ass awer nëmmen d'Halschent vun der Realitéit. Den Taux super-réduit vun 3% bleift onverännert op sengem ënneschten Niveau. Dat ass wichteg an et muss kloer sinn, wat dat bedeit! Zwee Drëttel vun all de Produiten, déi een an engem Supermarché ze kafe kritt, sinn net vun dëser TVA-Hausse betraff. Virun allem natierlech alles, wat am Frigo an am Kicheschaf seng Plaz huet, mä och Kannergezei a Kannerschong. Bicher an all aner gedréckte Publikatioune falen ënnert den Taux super-réduit vun 3%. Och iwwregens all Entréesbilljee fir Musée, Theater a Kino. A virun allem och am Wunnengsbau a bei Renovatiounsaarbechte bleift d'TVA am Fräibetrag bei 3%.

Beim niddregen TVA-Taux am Logement huet d'Regierung awer e Changement décidéiert. Den Taux vun 3% wäert sech an Zukunft nach just op den Haaptwunnsëtz bezéien. Jiddwereen, deen eng Wunneng fir sech a seng Famill keeft oder renovéiert, profitéiert weider vun engem Taux super-réduit. Fir d'Acquisitioun oder d'Aarbechten un engem zweete Wunnsëtz oder engem Logement, dee soll verlount ginn, wäert den niddregen TVA-Taux awer net méi kënnen applizéiert ginn.

Et gëtt ëmmer gesot, d'TVA wier eng ongerecht, well et eng onsozial Steier wier. Jiddwereen ass d'nämlecht betraff, egal wéi vill e verdéngt oder wéi déi perséinlech Liewenssituatioun ass. Dat ass richteg.

Et ass awer och richteg, dass et duerchaus sozial ass, wann ee grad de Logement bewosst minimal besteiert a Familljen, déi sech en éischt Doheem leeschten, vun enger Adaptatioun ausklammert. Et ass och sozial gerecht, wann een d'Artikele vum deegleche Gebrauch weider bewosst minimal an um niddregsten Taux an der EU besteiert.

D'Regierung wëllt dernieft eng weider Inkohärenz bei der TVA ofschafen, an déi betrëfft eng Rei alkoholescht Gedrénks, déi am Horesca-Secteur verkaaft ginn. Op verschidde Produite gëtt beim Akaf en aneren Taux gerechent wéi beim Verkaf. Deen Espace soll et an Zukunft net méi ginn an et gëtt een Taux unique applizéiert. Allgemeng wäert awer am Horesca weider den Taux super-réduit gëllen. Iessen an net alkoholescht Gedrénks, wat am Restaurant oder am Bistro consommëiert gëtt, läit beim Taux super-réduit vun 3% an do soll sech och näischt drun änneren.

D'Hausse vun der genereller TVA kënnt also op den 1. Januar 2015. Dat gëtt den Entreprisë genuch Zäit, fir sech ze preparéieren a sech ëmzestellen. Et ass eng Erhéijung vun enger indirekter Steier a si ass, wéi all Konsumsteier, net sozial selektiv. Dësen Ëmstand gëtt dofir och bei enger genereller Steierreform am Joer 2016 berücksichtegt.

Et ass dernieft och en Element vun der Steiergerechtegkeet, dass déi Taxen, déi ufalen, och effektiv bezuelt ginn. Dofir wëllt d'Regierung méi décidéiert géint d'Fraude bei der TVA virgoen. Am neien TVA-Gesetz ginn dofir och wierksam Mechanisme géint d'Fraude agefouert.

Iwwert d'Hausse vun der TVA erwaarde mer eis eng zousätzlech Recette an enger Héicht vu ronn 350 Milliounen Euro. Dat Lach am Budget, wat duerch d'Ewechfale vum E-Commerce entstanen ass, gëtt domadder awer net komplett gestoppt. Nieft engem Plus u Recettë mussen a wäerten zousätzlech Mesurë kommen, fir d'Ausgaben erofzesetzen. All Beräich ass betraff an all Ministère gefuerdert.

An enger weiderer Etapp gëtt de Steiersystem reforméiert an 2017 soll déi komplett Steierreform a Kraaft trieden. Wat sech elo scho gewisen huet, ass virun allem, dass de System muss vereinfacht ginn. Den Ament ass de Prozess, fir d'Steieren opzehiewen, relativ komplizéiert an dacks net effizient. Dat ass sécher een Aspekt, un deem geschafft muss ginn, onofhängeg vun de Prioritéiten am Steiersystem u sech.

Wat ech awer schonns kann elo soen, ass, dass d'Iddi vun den Intérêts notionnels, nom Modell, wéi en an der Belsch gëtt, net wäert zréckbehale ginn. Den Effekt dovunner gouf duerchgerechent, mam Resultat, dass den Notze fir d'Ekonomie net am Verhältnis zum Verloscht vun de Recettë steet.

Erlaabt mir awer och, e Moment op d'Wichtegkeet vum Lëtzebuerger Modell anzegoen, besonnesch wann et ëm de Sozialdialog geet. Mir sinn all d'accord, fir ze soen, dass de Sozialdialog déi lescht Joren éischter suboptimal fonctionnéiert huet.

Déi Kontakter, déi mir als Regierung, déi déi eenzel Ministeren an ech och selwer mat de Sozialpartner haten, hunn eis Iwwerzeegung awer bestäerkt, dass déi regelméisseg Gespréicher erëm sollen déi Plaz kréien, déi se an eisem System och hunn.

D'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie an d'Erhale vun der Kafkraaft vun eise Famillje sinn an den Ae vun dëser Regierung déi zwou Säite vun enger Medail. Déi zwee Aspekter sinn ontrennbar matenee verbonnen. Wa mer vu Kafkraaft a Kompetitivitéit schwätzen, da si mer zu Lëtzebuerg selbstverständlech direkt beim Sujet Index, en integrale Bestanddeel vun eisem System.

Déi beschte Manéier, fir souwuel Kafkraaft wéi och Kompetitivitéit ze stäerken, läit an enger wierksamer Bekämpfung vun der Inflatioun. Grad an dësem Beräich hu mir déi lescht Zäit Fortschrëtter gemaach. Dofir stellt sech d'Fro, ob e Weiderschreiwe vun der Indexmodulatioun, esou wéi se fir de Moment am Gesetz virgesinn ass, dee beschte Wee ass, fir souwuel den Intérête vum Salariat wéi deene vum Patronat gerecht ze ginn.

D'Regierung proposéiert de Sozialpartner, fir ze probéieren, nach virum Summer e globalen Accord ze fannen. Dës Kéier ouni gesetzlechen Agréff an den Indexmechanismus. Een Accord, deen der ekonomescher Situatioun an der Präisentwécklung Rechnung dréit an de Betriber wéi och de Beschäftegten eng Planungssécherheet gëtt.

Et ass dann och kloer fir d'Regierung, dass, am Fall vun engem neien Dérapage vun der Inflatioun zu Lëtzebuerg, oder am Fall, wou esou en Accord net méiglech wär, een op en Neits légiféréiere muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et ëm den État de la nation geet, féiert zu Lëtzebuerg kee Wee laanscht d'Finanzplaz. Geet et de Banke gutt, geet et dem Land gutt. Déi Logik huet zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngten d'Politik bestëmmt an déi Relatioun ass nach ëmmer richteg.

D'Finanzplaz ass net eréischt zënter dem Ufank vun der Kris ënner Beschoss, mä huet sech zënterhier awer staark verännert. Jo, et ass richteg, dass verschidden Nischen zu Lëtzebuerg net méi ze hale waren, well den Drock vu baussen ze héich war. Dofir gi mer op de Wee vun Informatiounsaustausch an Transparenz.

Déi fréier Regierung huet hei déi néideg Schrëtt ënnerholl, ouni Iwwerstierzung a mam Zil, dass déi Lëtzebuerger Finanzplaz keen Nodeel an Europa dierf kréien. Déi Positioun war d'Basis, wéi ech am Dezember drop gepocht hunn, dass de Conseil européen d'Kommissioun dozou verflicht, Verhandlunge mat den Drëttstaten opzehuelen. Déi ferm Positioun vun zwou Lëtzebuerger Regierungen huet dann och dozou gefouert, dass den Drock op d'Schwäiz, Liechtenstein, Monaco, Andorra a San Marino geklommen ass.

Um leschte Sommet, Mëtt Mäerz, krute mer eng weider Konditioun an de Schlusspabeier vum Conseil. D'EU-Kommissioun gëtt verflicht, den Négociatiounsprozess mat den Drëttstate weider unzedreiwen a bis Enn dës Joers och Resultater virzeweisen. Mir hunn och der Kommissioun d'Obligatioun ginn, dass, wann dat net de Fall wier, Mesuren ze proposéieren, wéi een da vive déi fënnef Länner géif dozou verflichten, an déi Richtung och ze goen. Mä selbstverständlech hoffe mer, dass elo, mat den internationalen Normen, een emol net bis Dezember muss waarden.

Fir eis Finanzplaz bedeiten déi rezent Entwécklungen e Changement.

„Eng Ära geet op en Enn", soen déi eng. „Eng weider Etapp an der Entwécklung vun eiser exzellenter Bankeplaz", soen ech.

Eis Finanzindustrie ass net ofhängeg vum Bankgeheimnis. Mir sinn net drop ugewisen, dass d'Leit e Kont zu Lëtzebuerg opmaachen, vun deem de Fisque an hirem Heemechtsland näischt däerf wëssen. Dat ass kee Geschäftsmodell, op dat eng Bankeplaz, op dat e Land op Dauer kann opbauen. De Contraire ass wouer.

D'Clienten an d'Investisseure froen haut no professioneller Betreiung, no Service an no Qualitéit. Dat net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä iwwerall op der Welt. Eng Bankeplaz lieft vun hirer Expertise, vun hirer Qualitéit an och vun hirer Reputatioun. Mir wäerten alles drusetzen, fir dës Kritären ze erfëllen an déi bescht Reputatioun ze kréien an déi och ze behalen. Déi jéngsten Entwécklunge ginn eis och recht.

Bis Mëtt lescht Joer ass d'Zuel vun de Banken zu Lëtzebuerg zréckgaangen. Tëscht Juli zejoert an haut sinn awer elo eelef Banken nei op Lëtzebuerg komm, zwou franséischer, zwou englescher, dräi chineesescher, eng Schwäizer, eng italienesch, eng brasilianesch an och eng russesch.

Eis Bankeplaz gëtt deemno méi international, méi breet opgestallt an doduerch och erëm méi attraktiv. Mir mussen elo alles drusetzen, fir déi Evolutioun ze begleeden. Nodeems an deene leschte fënnef Joer ronn 1.000 Aarbechtsplazen am Bankesecteur verluer gaange sinn, huet d'Situatioun sech zënter dem leschten Trimester 2013 stabiliséiert.

D'Zuelen, déi de Statec gëschter publizéiert huet, weisen awer, dass de Bankesecteur ufälleg bleift, och wann dës Zuelen op enger Etüd aus dem Hierscht 2013 baséieren. Nieft engem negativen Impakt huet déi nei Transparenz an Neiausriichtung vun der Finanzplaz, déi den Informatiounsaustausch mat sech bréngt, och positiv Auswierkungen. Mir ginn doduerch attraktiv fir eng nei Clientèle a mir entwéckelen nei Aktivitéiten.

Mir hunn déi gréisste Fongenindustrie an der EU an, hannert den USA, déi zweetgréissten op der Welt. Iwwer 4.000 Fonge si bei eis gezeechent mat engem Volume vun iwwer 2.600 Milliarden. De Lëtzebuerger Fonge geet et erëm besser, d'Actifs nets sinn erëm um Klammen; 2% plus dee leschte Mount a 9% plus am leschte Joer.

Mir sinn eis bewosst, dass d'Ëmfeld schwiereg bleift, a mir wëssen och, dass d'Finanzmäert ufälleg bleiwe fir Onsécherheeten. Op d'Onstabilitéit op den internationale Marchéen hu mir wéineg Afloss. Mir kënnen awer derfir suergen, dass Stabilitéit a Prévisibilitéit weider Markenzeeche vun eisem Land bleiwen. Duerch eng gutt Gouvernance an duerch gesond Statsfinanze schafe mir d'Viraussetzungen, fir eisen Triple-A-Rating ze halen. Domat leeë mir och d'Grondlag, op där eis Ekonomie wuesse kann an eise Sozialmodell vertrietbar bleift.

Déi Stabilitéit wëllt d'Regierung mat alle Moyene verteidegen. Dës Ambitioun maache mir zum Kompass vun eiser Politik. Dat geet awer net, ouni de finanziellen Équiliber erëm hierzestellen. Net well mir Spuerfanatiker sinn, mä well d'Zukunft vun eisem Land op gesonde Statsfinanze baséiert.

D'Zukunft opbauen heescht och, sech adaptéieren, a Lëtzebuerg ass amgaang, sech weider ze adaptéieren. Esou ware mer eent vun den éischte Länner, déi d'Direktiv iwwert d'Alternativ-Fongen an nationaalt Recht ëmgesat huet. Mir sinn amgaang, eis Gesetzer unzepassen, fir d'Expansioun vu Fongen no islameschem Recht méiglech ze maachen. Lëtzebuerg soll dernieft als Plattform fir Transaktiounen an der chineesescher Währung, dem Renminbi, ausgebaut ginn. Mir hunn et fäerdegbruecht, déi dräi gréisste chineesesch Banken op Lëtzebuerg ze kréien, fir d'Europageschäft ze koordinéieren. Dat ass en Zeechen, dass eng weider Expansioun vun eiser Finanzplaz ugefaangen huet.

Dee Prozess vun Adaptéieren an Entwéckelen ass och nach net ofgeschloss. Mir musse weider derfir suergen, dass d'Konditioune fir de Finanzsecteur favorabel bleiwen an dass nei Marchéë kënnen erschloss ginn. D'Regierung ass hei um Qui-vive an determinéiert, alles ze maachen, fir dass eis Bankeplaz d'Kompetitioun mat anere Finanzplazen an Europa an uechtert d'Welt gewënnt. Wa jiddwereen ënnert de selwechte Konditioune schafft, sollte mir déi beschte Kaarten hunn, an dass d'Konditiounen iwwerall déi nämlecht sinn, dofir wäerte mir als Regierung och weider suergen.

Gläichzäiteg kënne mer befreit vun alle Viruerteeler eis Finanzplaz am Ausland promouvéieren. Déi zoustänneg Agence „Luxembourg for Finance" ass esou gutt opgestallt wéi nach ni virdrun, fir nei Aktivitéiten an Investisseuren op Lëtzebuerg ze zéien.

Da geet et an der Finanzwelt awer net duer, dass een europäesch an international Konventioune guttheescht a Regelen unhëlt. Dës Upassunge mussen zum richtegen Zäitpunkt kommen an och an d'Realitéit ëmgesat ginn. Eng batter Experienz huet eist Land missen am „Global Forum" maachen, wou mer riicht duerchgefall sinn a mat engem „non-compliant" deklaréiert goufen. Dat huet eis immens vill geschuet, an dofir huet déi nei Regierung schonn am éischte Regierungsrot am Dezember e Sechspunkteplang ugeholl, fir déi Situatioun ze änneren. Dat ass e Prozess, deen eis wäert eng Rei vun Efforte kaschten, deen awer noutwendeg ass.

De Finanzministère schafft un enger Panoplie vu Gesetzestexter. Déi zwee éischt huet d'Regierung déi lescht Woch ugeholl. E Projet de loi iwwert den „Échange de renseignements sur demande en matière de fiscalité" an en zweeten Text, deen d'Regele fir d'„Actions au porteur" méi kloer definéiert. D'Zil ass et, fir nach dëst Joer aus der Case vun der Non-conformité erauszekommen an eis Reputatioun ze stäerken. Et ass dem Finanzminister gelongen, net ouni Méi, awer dank sengem Sechspunkteplang, international Finanzinstitutiounen, wéi déi Europäesch Investitiounsbank oder d'Europäesch Bank fir Neesopbau an Entwécklung, ze iwwerzeegen, hir Transaktioune weiderhin och iwwer eis Bankeplaz lafen ze loossen.

Well vill vun eis wëssen net, dass do och en Damoklesschwäert war, wat geheescht huet: „Mir sträiche Lëtzebuerg vun eiser Kaart".

Eng weider positiv Noriicht aus de leschte Woche wat d'„compliance" betrëfft ass, dass Lëtzebuerg haut all d'Recommandatioune vum GAFI erfëllt, dem Aktiounsgrupp géint de Blanchiment, eng Institutioun, déi eis an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier kritiséiert huet, well mer mat eiser Législatioun a Verzuch waren.

Dës Politik vun „compliance" a vu Respekt vun internationalen Normen, zesumme mat den Adaptatioune vun de respektive Gesetzer, ass net aussergewéinlech, mä déi eenzeg, déi engem Land mat Triple-A würdeg ass. Si gëtt dofir konsequent weidergefouert.

Eist Zil ass eng irreprochabel Finanzplaz. E gudde Ruff ass net nëmme bei Handwierker dat éischt Verkafsargument. Dofir gëtt an deenen nächste Wochen, och am Finanzministère, eng Direktioun geschaf, déi sech ëm d'„compliance" an d'Gouvernance këmmert. Dat ass e wichtegt Element am Dispositif vun der Verteidegung vun eiser Bankeplaz, wat bis elo bei eis gefeelt huet.

Mir sollen eis net exklusiv op eis Finanzplaz verloossen. D'Diversifizéierung vun eiser Ekonomie war schonn en Uleies vun der viregter Regierung, an de Wirtschaftsminister Etienne Schneider wäert dës Efforte konsequent weiderféieren. Dofir gouf dee Ministère och nei strukturéiert a seng Kompetenzen ausgebaut.

Verschidde Secteure gi besonnesch gestäerkt, well se ideal fir e Land vun eiser Gréisst sinn, well se sech gutt an dat ekonomescht Ëmfeld afügen oder well se hëllefen, de strukturelle Chômage ze bekämpfen.

Dat gëllt zum Beispill fir de Beräich vun der Logistik. De Wirtschaftsminister huet déi lescht Jore vill Efforte gemaach, fir eist Land als internationalen Hub am Beräich vun der Logistik ze positionéieren. Déi Politik fänkt un, éischt Friichten ze droen. Um fréiere WSA-Site gëtt intensiv geschafft. Elo, wou déi Etapp gemeeschtert ass, kënne mir nach méi Energie an d'Promotioun investéieren. Fir d'Attraktivitéit vum Standuert ze stäerken, gëtt de Projet vun der CFL fir den Ausbau vum Containermaterial (veuillez lire: Containerterminal) zu Beetebuerg energesch virugedriwwen a prioritär finanzéiert.

Déi nei Regierung huet sech och ambitiéis Ziler gesat am Secteur vun den Ekotechnologien. Mir wäerten dëse Beräich zu engem Pilier vun eiser Wirtschaft ausbauen. Et sinn dat wesentlech Initiativen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen, a gläichzäiteg si se enorm wichteg fir eis Energiebilanz a fir de Klimaschutz. Mir wëllen eis dobäi op zwou Achse konzentréieren: nohaltegt Bauen an nohalteg Mobilitéit.

Konkret huet de Regierungsrot säin Accord gi fir eng Participatioun am Conseil national de la Construction durable. Dëst ass eng Plattform, wou privat an ëffentlech Acteuren zesummekommen, fir nohaltegt Bauen ze promouvéieren. Mat Hëllef vun dëser Initiativ wäerte mir eist Land zu engem regionale Kompetenzzentrum an dësem Beräich ausbauen.

Och wat déi nohalteg Mobilitéit betrëfft, gëtt Lëtzebuerg als en nationale Centre de recherche an Europa positionéiert. Esou huet d'Regierung viru Kuerzem e Memorandum mat enger Lëtzebuerger Busentreprise an engem Constructeur ënnerschriwwen, fir d'Hybrid-Bussen ënner reelle Konditiounen hei am Land ze testen. Deen Accord gesäit och vir, dass zu Lëtzebuerg e Formatiouns- a Fuerschungszenter sollt entstoen. Dat si konkret Schrëtt, déi beweisen, dass gutt Wirtschaftspolitik och gutt Ëmweltpolitik ka sinn.

De Secteur vum ICT ass e weidere Beräich, wou mir als Regierung an ech selwer als Kommunikatiouns- a Medieminister grousse Wäert drop leeën. Och an der Zäit nom Commerce électronique ginn an deem Secteur d'Luuchten net aus. Et ginn nei Perspektiven a nei Marchéen, wou Lëtzebuerg seng Plaz an Europa an an der Welt elo schonn huet oder awer nach ka fannen.

Nach virun der Summervakanz gëtt de Gesetzesprojet iwwert den Archivage électronique gestëmmt, an ech sinn iwwerzeegt, dass dat eis weider Créneauen opmécht. Och hei wëlle mir Virreider ginn an nei Opportunitéiten notzen.

Déi rezent Lëtzebuerger Geschicht ass geprägt duerch eng staark Präsenz am Secteur vun de Medien. Et ass mat Radio a mat Tëlee ugaang, duerno si mer mat vill Succès an de Satellitesecteur ageklomm.

An deene leschte Joren hu mer eis du kënnen an der Internetekonomie positionéieren. Vill

international Firmen hu sech hei zu Lëtzebuerg implantéiert, ufanks zum Deel wéinst der niddreger TVA, mä net nëmmen. Eist Land offréiert allgemeng en attraktive Kader fir Internetentreprisen.

Aner Länner sinn an der Tëscht och amgaang, sech op dee Secteur ze konzentréieren, a mir mussen alles maachen, fir un der Spëtzt awer ze bleiwen.

Mir hunn haut mat eiser Breetbandstrategie, déi de séieren Internet an all Betrib an an all Haus bréngt, e wichtege Schrack no vir gemaach.

Mir kréien international Unerkennung fir d'Qualitéit vun eisen Datenzentren. Dat ass gutt fir eis Ekonomie, well et gëtt den Ament eng grouss Demande fir de séchere Stockage vun Donnéeën. Mir sinn also um gudde Wee, fir am Infrastrukturberäich zu engem Leader an Europa ze ginn.

Wa mer awer nach méi genee kucken, mierke mer, dass mer d'Potenzial vum Internet nach net richteg an net ganz notzen. An de Verwaltunge selwer kann a muss nach vill changéieren, fir d'Prozesser mat Hëllef vun Internet ze vereinfachen. Informatioune kënne méi liicht zougänglech gemaach ginn. Privatleit a Betriber kënne sech vill Weeër spueren, wann den Asaz vun neien Technologië beim Stat méi konsequent ëmgesat gëtt. D'Regierung wäert och den Akzent dorobber leeën, fir de Stat méi effizient a méi biergerno ze gestalten.

Als Medien- a Kommunikatiounsminister wäert ech zesumme mam Pierre Gramegna a mam Etienne Schneider och der Regierung e Plang proposéieren, wéi ee Lëtzebuerg kann als digital Gesellschaft opstellen. Mir wëllen eng ICT-Revolutioun op allen Niveauen: beim Bierger, bei den Entreprisen a beim Stat selwer.

De Fonctionnement vum Stat gëtt mat Hëllef vun neien Technologië méi effikass. Am Sënn vun enger transversaler Politik ginn hei all d'Ministèren agebonnen an opgefuerdert matzeschaffen. Mir sichen dofir och de Kontakt mat den Entreprisen, fir eng gemeinsam Approche ze definéieren.

Wa mer dat zesumme kënnen ëmsetzen, gehéiert Lëtzebuerg an e puer Joer zu deene Länner an Europa, déi d'Potenzial vun den neien Technologien am beschten notzen. Dat bréngt Virdeeler fir d'Bierger a fir d'Entreprisen. Et vermëttelt och no baussen e Bild vun engem modernen, offenen a kreative Land.

D'Bild vun eisem Land, den Image muss sech deementspriechend och weiderentwéckelen. Dat betrëfft vill verschidde Beräicher a sécher och d'Kultur. D'Regierung steet zu enger lieweger Kulturzeen zu Lëtzebuerg. Et ass dat kee Luxus, deen ee sech leescht, mä e wichtegen Atout vun engem Land, och wann et ëm Standuertpolitik geet. Mir hunn eng kulturell Offer, déi breet an dynamesch ass. An der Groussregioun hunn eis Kulturhaiser eng fest Plaz an a verschidde Beräicher genéisse mer international Unerkennung. Dat soll sech och net änneren.

Gläichzäiteg muss d'Organisatioun vun der Kulturpolitik de Realitéiten ugepasst ginn. An dozou gehéieren och déi budgetär Realitéiten. Allgemeng feelt et un engem Konzept vun der Kulturentwécklung. En Aarbechtsgrupp am Kulturministère ass amgaang, u genee esou engem Plang ze schaffen. Et gëtt virop eng Bestandsopnahm gemaach vun den Haiser an Aktivitéiten am Kulturberäich, fir dann d'Défien an d'Prioritéite vun den nächste Joren ze bestëmmen. Dat an Zesummenaarbecht mat de Kulturschaffenden an och, andeems d'Konklusiounen aus dem Pacte culturel berücksichtegt ginn.

Wéi am Regierungsprogramm festgehalen ass, ass d'Kulturministesch Maggy Nagel jo och amgaang, d'Konventiounen all ze iwwerpréiwen. D'Zil vun deem Exercice ass et net, fir existent Kontrakter ze kënnegen a Programmer ze sträichen. Et ginn awer Konventiounen, déi vläicht net méi der Zäit ugepasst sinn. Dat zum Beispill, well de Public geännert huet oder well déi technologesch Méiglechkeete sech an de leschte Joren esou entwéckelt hunn, dass eenzel Initiativen einfach kee Wäert méi hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Wirtschaft muss breet opgestallt a méiglechst dynamesch sinn. Mir musse kompetitiv, performant an effizient sinn. Dat geet net vum selwen an et ass sécher net d'Zäit, fir eis et gemittlech ze maachen. Mir mussen eis net nëmmen op déi Beräicher konzentréieren, wou mer haut scho gutt dra sinn, mä eis an engem globaliséierten Emfeld behaapten.

Mir setze weider op de Finanzsecteur, d'Entwécklung vum ICT-Beräich, d'Logistik, d'Ekotechnologien oder och d'Biotechnologie. Eisen Asaz gëllt awer och der traditioneller Industrie an dem Mëttelstand. D'Regierung mécht vill Efforten, fir Lëtzebuerg och als Industriestanduert ze stäerken. Et gouf den Haut Comité pour l'Industrie gegrënnt, wou d'Vertrieder vum Secteur regelméisseg mat den zoustännege Ministeren zesummekommen a konkret feststellen, wou nach Efforten an Initiativen néideg sinn.

Wat fir d'Industrie gëllt, stëmmt och fir Klenga Mëttelbetriber. Si sinn de gréissten Employeur zu Lëtzebuerg an dat soll och esou bleiwen. Déi bestoend Betriber solle sech kënnen op hir Aarbecht konzentréieren an esou mann eweí méiglech op Fichen, Formulairen an Timberen.

Dofir ass et en Haaptuleies vun de Koalitiounspartner, all Kompetenzen an Entitéite vun der Simplification administrative ënner enger Struktur zesummenzefaassen. Et ass dofir och keen Zoufall, dass de Minister, dee sech ëm den Ofbau vu bürokrateschen Hürden ze këmmeren huet, och Minister vum Intérieur ass. Hien huet direkte Kontakt mat de Gemengen a lokalen Autoritéiten.

Dernieft war et och nëmme logesch, dass déi verschidde Cellules an Divisioune vun der Simplification administrative zesummegefouert an och an engem eenzege Ministère ënnerbruecht ginn an net, wéi bis elo, a getrennte Verwaltunge schaffen. Dat eleng ass schonn eng Simplification administrative vun der Simplification administrative.

D'Plateforme interministérielle vun der Simplificatioun huet mat Schaffen ugefaang, an zwar ënnert der direkter Verantwortung a Matwierkung vum zoustännege Minister Dan Kersch. Dat ass e wesentlechen Ënnerscheed par rapport zu virdrun an och eng weider Garantie, dass et geléngt.

Als éischt Mesure an deem Kontext kann ech annoncéieren, dass dat sougenannten „Omnibusgesetz", aus deem mir en „TGV-Gesetz" gemaach hunn, nach virun der Péngschtvakanz déposéiert gëtt. Et ass e komplett neie Gesetzesprojet, deen och méi wäit geet ewéi et vun der viregter Regierung ugeduecht war. Et ginn dobäi och Beräicher mat erfaasst, déi bis elo guer net am Bléckfeld waren.

Mä d'Simplification administrative ass e permanente Chantier, wou mat engem Gesetz net alles ofgeschloss ass. Mir wëllen hei voll op Dialog an Transparenz setzen an eng Internetsäit aréichten, wou d'Bierger an d'Entreprisen hir eege Proposen och kënne maachen. Dës Virschléi ginn och eescht geholl an et gëtt och Réckmeldung op Virschléi, déi erakommen.

D'Simplification administrative genéisst Prioritéit bei der Regierung. Dofir sollen och déi interministeriell Aarbechtsgruppen, déi fir d'Preparatioun vum Budget 2015 zesummegesat goufen, d'Fro vun der Vereinfachung um Ordre du jour stoen hunn.

„Méi mat manner" heescht och, méi séier a méi einfach mat manner Bürkokratie. Dat wäerten d'Bierger mierken an ze schätze wëssen, grad eweí eis Entreprisen.

D'Konditiounen, fir hei am Land eng Entreprise ze grënnen, ginn och vereinfacht. Den Entrepreneursgeescht gëtt waakreggerëselt. D'Regierung steet hei fir e Mentalitéitswiessel. Den Indépendant soll op kengem Punkt benodeelegt ginn, wat mat der Valoriséierung vum Statut ufänkt. D'Grënne vun engem Betrib gëtt méi einfach gemaach a méi bëlleg. Et gëtt eng Société simplifiée agefouert, déi sougenannten „1-Euro-Gesellschaft".

D'Zukunft vum Handwierk a vum Mëttelstand bestëmmt och d'Zukunft vum Land. D'Betriber solle manner Zäit mat Pabeiere verbréngen an zum Beispill méi mat der Ausbildung vu Léierbouwen a -meedercher. D'Regierung engagéiert sech an deem Kontext fir e Partenariat, fir eng Beruffsausbildung, déi de Besoinen um Terrain gerecht gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung steet fir en Zukunftsprogramm, fir e Plang, deen iwwer eng Legislaturperiod erausgeet. Mir denken net a Wahlterminer, mä mir denken un déi Jonk vun haut, déi d'Land vu muer wäerte prägen. Mir denken un d'Kanner, un d'Schüler, un d'Léiermeedercher an d'Léierbouwen a mir denken och un d'Studenten.

D'Regierung ass kritiséiert gi fir d'Reform vun der Aide financière. Ech verstinn, dass ee keen Applaus kritt fir eng Mesure, déi dozou féiert, dass verschidde Leit manner Sue vum Stat kréien. Et muss een awer och bei der Wourecht bleiwen!

Wéi de System vun de Studentebourssen am Joer 2010 reforméiert gouf, sinn dobäi e puer Ziler verfollegt ginn. Et wollt een de Studente méi Autonomie garantéieren, et wollt ee si als Lëtzebuerger Bierger mat engem eegene Statut stäerken an et wollt ee Sue spueren! Ech erënneren Iech dorun.

De System ass awer komplett ausgeaart, war net konform zu europäeschem Recht an domadder onhaltbar. Et hat een am Joer 2010 domadder gerechent, dass dës Reform de Stat am éischte Joer 55 Milliounen Euro géif kaschten. Et waren der dunn awer 88 Milliounen Euro, an dëst Joer wieren et 178 Milliounen Euro gewiescht. Dat ass eng Dépense fir de Stat, déi sech méi wéi verdräifacht huet an dofir e System, dee beim beschte Wëllen net ze finanzéieren ass.

D'Regierung huet also net décidéiert, iergendeppes ofzeschafen, mä e Feeler ze korrigéieren. Et ass e Feeler geschitt, an den zoustännege Minister Claude Meisch huet missen eppes ënnerhuelen. Dat kritt een net anescht erklärt an och net schéigeriet.

Den neie System vun de Studentebäihëllefe fousst elo um Prinzip vu sozialer Selektivitéit, vu Mobilitéit a vun Autonomie. All Student kritt e Basismontant vun 2.000 Euro pro Joer. Déi kritt ee mat der eenzeger Konditioun, dass een op enger Héichschoul muss ageschriwwe sinn.

Zousätzlech kann all Student e Prêt zu exzeptionelle Konditiounen ophuelen an enger Héicht vu maximal 6.500 Euro pro Joer. Jiddwereen huet esou schonn emol iwwer 700 Euro pro Mount zur Verfügung.

Fir jiddwereen, deen am Ausland studéiert, kommen nach emol 2.000 Euro Mobilitéitsbourse derbäi. Dernieft gëtt et nach eng zousätzlech Bourse, déi da jee no sozialem Background gestaffelt ass, dat mat engem Maximalmontant vun 2.500 Euro pro Joer. De Plaffong, fir vun der Bourse no soziale Kritären ze profitéieren, läit bei 4,5-mol de Mindestloun. Dat si ronn 8.650 Euro de Mount. All Student, deem seng Eltere manner eweí 8.650 Euro de Mount verdéngen, kritt also ëmmer nach eng sozial gestaffelt zousätzlech Bourse.

Derbäi kënnt dann nach eng Hëllef, déi gäre vergiess gëtt an déi am Ausland meeschtens och net existéiert: De Stat ass bereet, bis zu 3.700 Euro Frais d'inscription mat ze iwwerhuelen, 50% Bourse a 50% Prêt.

Jo, et kann ee soen, dat geet alles net duer. Jo, et ass fir verschidde Leit manner ewéi virdrun. A jo, et heescht fir munchereen, dass d'Wunneng méi kleng an de Prêt bei der Bank méi héich gëtt.

Et bedeit awer och, dass jonk Leit fréi léieren, op eegene Féiss ze stoen, eege Responsabilitéiten ze iwwerhuelen an hir Zukunft ze plangen. D'Hëllef, déi de Lëtzebuerger Stat de Studenten offréiert, ass héich. An am Verglach mat anere Länner souguer exzeptionell héich. An dat ass och gutt esou. Mir spueren net op Käschte vun de Studenten, de Contraire ass wouer. Et ass nach ëmmer eng enorm héich Dépense fir de Stat, déi d'Regierung awer fir wichteg a richteg ugesäit.

Lëtzebuerg huet kee Pëtrol a keen Accès zum Mier. Eis bescht Ressource, fir de Fonctionnement vun eisem Land ofzesécheren, entsteet an de Käpp vun de Leit, déi hei liewen, wunnen a schaffen. D'Recherche ass dowéinst och eng vun de fundamentalen Noutwendegkeete fir eist Land.

D'Regierung hält un den Objektiver fir d'Recherche zu Lëtzebuerg fest. Mir hunn eis engagéiert en nationale Reformplang, den „Lëtzebuerg 2020", ëmzesetzen. D'Investissementer an d'Fuerschung ginn an den nächste Joren net gekierzt, mä wäerte klammen. Laangfristeg sollen 3% Prozent vum PIB an d'Recherche investéiert ginn, vun ëffentlecher a vu privater Säit. Bei dësem Renforcement wäert een awer och geziilt virgoen, Objektiver setzen a préiwen, ob d'Performancen och erreecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech fir d'Éischt an d'Chamber gewielt gouf, hate mir zu Lëtzebuerg e Chômagetaux vun 2,7%. Dat ass quasi Vollbeschäftegung an dat ware mer och nach déi Joren duerno gewinnt. Wann ech deemools d'Televisioun gekuckt hunn, da goung zum Beispill an Däitschland Rieds vun engem Taux vu knapps 10% an dat huet eis all schockéiert.

Haut huet Däitschland en Taux vun eppes iwwer 7%. Dat ass ëmmer nach keng Ursaach fir sech ze freeën, mä d'Tendenz an eisem Nopeschland weist no ënnen. Zu Lëtzebuerg hu mer an der Tëscht och iwwer 7% an den héijen Taux ass leider relativ stabel. Dat trotz ville Beméiunge vum Aarbechtsminister an obschonns vill Plaze geschaf ginn. Dës Realitéit an den Déséquiliber mécht eis seriö Suergen.

Am Januar 2006 ware ronn 10.000 Leit bei der ADEM ageschriwwen, haut sinn et der duebel esou vill. E Véirels vun den Aarbechtslose si Jonker ënner 30 Joer. All drëtte Chômeur ass méi laang eweí zwielef Méint ouni Schaff. Dat si Chifferen, déi eis alleguerte solle waakregrëselen, well et net nëmmen Zuele sinn. Hannert deenen Zuele stinn Dausende Leit, déi sech beméien an d'Hoffnung net opginn. Et si Familljen, déi seriö Suergen hunn, Elteren, déi keng Perspektiven hunn, jonk Leit, déi scho fréi riskéieren, all Selbstwäertgefill ze verléieren.

Et ass eng enorm schwiereg Situatioun an och hei sinn d'Léisungen net einfach. Eis Ekonomie schaaft all Joers nei Aarbechtsplazen, mä de Chômage geet deementspriechend net erof. Dat eent Puzzlesteck passt net op dat anert. Gesicht ginn héich qualifizéiert Leit, an der Offer sinn ze vill Jonker ouni Qualifikatioun. Dat wëlle mer änneren, well mer et ännere mussen.

Den éischte Schrëtt ass et, deene Jonke Perspektiven ze bidden a se esou ze encouragéieren, fir och eng Qualifikatioun ze erreechen. Mir setzen op eng enk Kooperatioun tëschent Stat, Gemeng, Schoul an Entreprisen. En deementspriechende Projet ass um Lafen an huet elo schonns 200 Jonken eng Formatioun bruecht.

Am Juni leeft de Projet vun der Jugendgarantie un, deen den Aarbechtsminister Nicolas Schmit initiéiert an och op europäeschem Niveau virugedriwwen huet. Hei verflichte mir eis, deene Jonken ze hëllefen. Bannent véier Méint, nodeems si sech un d'Autoritéiten adresséiert hunn, kréie si entweder eng Aarbecht, eng Léierplaz oder eng Méiglechkeet, nees an d'Schoul ze goen.

Allgemeng kënnegt sech zu Lëtzebuerg e komplett Ëmdenken un, wat den Éducatiounssystem betrëfft. Schonn zënter e puer Joer gëtt d'Schoul reforméiert an den Ufuerderunge vun eiser Zäit a vun eiser ganz spezifescher Sproochesituatioun ugepasst. Vill ass scho geschitt an nach vill méi ass an der Preparatioun.

Den Éducatiounsminister Claude Meisch ass fest décidéiert, ze erreechen, dass d'Méisproochegkeet net méi als Nodeel, mä als kloren Atout vun eisem Land erkennbar gëtt. D'Capacitéit, vun enger Sprooch an eng aner ze wiesselen, ass e Markenzeeche vun eisem Land an et soll e Markenzeechen an eise Schoule ginn.

Dofir huet d'Regierung och intensiv Efforten an der Bildungspolitik annoncéiert. Mä et gëtt net eng eenzeg Äntwert op déi vill Froen, déi sech stellen.

Ënnerschiddlech Biographien a Liewenspläng vun de Schüler musse berücksichtegt ginn. Et brauch een dann e gemeinsame Point de départ. Dofir ass d'Kannerbetreiung vu klengem un och en Deel vun der Éducatiounspolitik, an dofir mécht et Sënn, dass béides an engem Haus zesummeleeft.

Bei der Fro, wéini e Kand fir d'Éischt mat enger Struktur a Kontakt kënnt, ginn et ënnerschiddlech Ausgangssituatiounen.

Et ginn déi Kanner, déi hei gebuer sinn, et ginn déi, déi am Laf vun hirer Scolarisatioun op Lëtzebuerg kommen an hei eng Perspektiv solle kréien. An et ginn och déi Kanner oder Jonker, déi um Enn vun hirer Scolarisatioun an d'Land kommen oder nëmme fir eng begrenzte Period hei sinn.

Fir dës Gruppe brauche mer eng adequat schoulesch Offer zu Lëtzebuerg. En fonction vun dëse Facteure musse mer och d'Sproochenufuerderungen definéieren.

Fir d'Kanner, déi vun Ufank un an eise Schoulsystem integréiert ginn, muss gëllen, dass Lëtzebuergesch d'Integratiounssprooch ass. Et ass eng Viraussetzung fir déi regulär Alphabetiséierung am zweete Cycle, also dem fréieren éischte Schouljoer.

Bei Kanner mat Migratiounshannergrond mussen déi Jore virdrun aktiv fir d'Sproochförderung an der Lëtzebuerger Sprooch genotzt ginn. D'Crèchen, de Précoce an de Cycle 1, also déi sougenannten „Spillschoul", si gefuerdert a kréien déi néideg Dispositifen. Dozou wäert ënner anerem d'Weiderbildung vum Personal an d'Ausschaffe vun didakteschem Material gehéieren.

Fir d'Kanner, déi zu engem fréien Zäitpunkt vun hirer Scolarisatioun an d'Land kommen a laangfristeg plangen, zu Lëtzebuerg ze bleiwen, musse mer Brécke bauen, wéi si de Wee an eise Schoulsystem kënne fannen. Et gëtt schonn elo Strukturen an déi mussen evaluéiert ginn. D'Regierung ass an deem Kontext amgaang, alternativ Forme vun Alphabetiséierung ze préiwen.

D'Zil dobäi ass, dass d'Kanner am Laf vum Fondamental déi néideg Sproochekompetenzen opbaue kënnen, fir am Secondaire normal orientéiert kënnen ze ginn.

E weidere wichtege Phenomeen, dee mer awer net aus den Ae verléieren dierfen, ass, dass ëmmer méi Schüler nëmmen eng kuerz Zäit an eisem Land scolariséiert ginn, well se entweder spéit kommen oder am Laf vun der Zäit d'Land nees verloossen. Dëst ass déi logesch Konsequenz vun enger oppener Ekonomie an enger internationaler Finanzplaz. A fir dës Kanner musse mer och eng Offer schafen.

Et ass eng Fro vu Standuertpolitik. Mä et ass virun allem eng Fro vun Zukunftschancë vun deene betraffene Kanner. Vun dëse Schüler kënne mer net erwaarden, dass se den héijen a ganz spezifesche Sproochenufuerderunge vun eisem Schoulsystem gerecht musse ginn. Mir erméiglechen hinnen de Wee zu enger Qualifikatioun. Den Éducatiounsministère schafft un engem Inventaire vun de Besoinen a vun den aktuellen Offeren, souwuel vun der ëffentlecher Schoul, der Europaschoul a vu Privatschoulen hei am Land.

D'Éducatioun, d'Enfance an d'Jeunesse sinn e grousse Secteur, dee lieft vum Asaz a vum Know-how vun de Leit, déi am Secteur schaffen. D'Politik setzt de Kader. Déi vill engagéiert Enseignanten, Éducateuren, Moniteuren a Formateure schafe mat hirer Aarbecht Zukunftsperspektiven. Fir dat Bescht ze erreechen, muss Hand an Hand geschafft ginn.

„Wann ee séier wëllt virukommen, geet een eleng. Wann ee wäit wëllt kommen, geet een zesummen."

Keng Top-down-Politik, mä eng Politik, déi am Klassesall usetzt a bei där mer d'Enseignanten als Partner gesinn, déi mer bei hirer Aarbecht ënnerstëtzen. Dëse Partenariat gëtt an den nächste Méint a Jore sécherlech méi ewéi eng Kéier op d'Prouf gestallt.

Déi nei finanziell a wirtschaftlech Realitéite maachen och am Schoulhaff net Halt.

Am Bildungswiese musse mer kucken, wéi mat manner Sue méi kann erreecht ginn. D'Regierung wëllt an de Schoulen net spueren, mä d'Dépensë solle manner séier klammen. Et ass ee sech eens, dass keng Décisioune geholl ginn, déi sech negativ op d'Qualitéit vun der Schoul an op d'Zukunftschancë vun eise Schüler auswierken.

An deem Kontext huet d'Regierung Gespréicher mat de Gewerkschaften och opgeholl. Et ass eisen ausdréckleche Wonsch, zesummen eng Léisung am Interessi vun de Kanner ze fannen. Eng Léisung, déi deenen neie finanzielle Realitéite muss gerecht ginn. Ech halen et dann och fir sënnvoll, dass mer iwwert d'Déchargen am Enseignement diskutéieren. Dat awer net eleng mam Bléck op d'Statsfinanzen, mä virun allem mat Bléck op d'Qualitéit vun der Schoul.

Mir brauchen experimentéiert a gutt forméiert Enseignanten, déi sech fir d'Zukunft vun de Schüler investéieren. Mir hu genee dës Leit an de Schoulen, an hir Erfahrung soll en Atout sinn a keen Hindernis an der Organisatioun vun der Schoul.

Den Éducatiounsminister wäert mat de Gewerkschaften zesummen no Léisunge sichen, fir de System pädagogesch besser a méi effizient ze maachen. Eng Reorganisatioun ass awer och onëmgänglech, an d'Regierung wäert och hir Responsabilitéiten droen.

En anere Punkt, op deem ech net akzeptéieren, dass mer eis auserneendreiwe loossen, ass d'Aféierung vun engem Wäerteunterrecht.

Déi aktuell Coursë vun der Morale laïque an der Relioun ginn ersat. D'Regierung setzt keen Enseignant op d'Strooss an d'Regierung hëlt kengem e Choix ewech. Jiddwereen huet d'Recht op seng Relioun an, wann déi jeeweileg Gemeinschaft dat offréiert, och op Reliounsunterrecht. D'Elteren an d'Kanner behalen d'Méiglechkeet, e Reliounscours ze besichen an d'Gemeinschafte behalen d'Méiglechkeet, esou Coursen ze organiséieren. Dat geschitt ausserhalb vum reguläre Unterrecht an der ëffentlecher Schoul.

D'Regierung ass dernieft awer och weiderhi bereet, d'Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen. Dat ass keng Décisioun géint d'Kierch. Et ass eng Décisioun fir d'Pluralitéit an och fir déi sozial Kohäsioun. D'Schoul soll net zwou Gruppe vu Schüler vuneneen trennen, mä déi Jonk zesummeféieren an de Matenee stäerken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng gutt Éducatiounspolitik ass laangfristeg eng Antichômage- a virun allem eng Antijugendchômagepolitik.

Bei alle Beméiungen an der Lutte géint de Jugendchômage dierfe mer net vergiessen, dass och e Véirels vun all de Leit ouni eng Aarbecht iwwer 50 Joer al sinn. Mir mussen hinnen eppes offréieren an hir Aarbecht valoriséieren. Eleng iwwert de Wee vu Beschäftegungsmesurë geet et net. Si musse begleet an esou encadréiert ginn, dass de Schrëtt vum Chômage zréck an d'Aarbecht fléissend, awer och däitlech ass. Schaffegoe muss sech lounen, Netschaffegoen dierf keng Alternativ, mä erëm eng Ausnahm sinn.

Déi Betraffe selwer ginn an dësem Prozess och selwer an d'Responsabilitéit geholl. Hir Beméiunge gi berücksichtegt, bewäert an och ënnert d'Lupp geholl. Nieft dem Encadrement muss och eng Motivatioun stoen a Flexibilitéit. D'Regierung huet dowéinst och d'lescht Woch d'Distanzklausel ofgeschaf, déi ee bis elo konnt invoquéieren, fir eng proposéiert Aarbecht ze refuséieren.

D'ADEM bleift den éischten Uspriechpartner an der Lutte géint de Chômage, an dës Administratioun gëtt weider verstäerkt. Zënter e puer Deeg steet dann och fest, dass et eng Léisung gëtt, fir de wierklech akute Plazmangel am Gebai op der Gare ze entschäerfen. Eng Rei Servicer ginn an aner Gebailechkeeten op Hamm transferéiert. Dat verbessert d'Schaffkonditioune vum Personal a virun allem och d'Qualitéit vum Service.

Ech war mam Aarbechtsminister Nicolas Schmit sur place. Ech hu Leit gesinn am Gank, déi eng hu Formulairen ausgefëllt, déi aner hunn um Computer geschafft, déi aner hu gewaart, déi aner sinn eppes siche komm. Et war net akzeptabel, wéi d'Situatioun op der Gare war. An ech soen och ausdrécklech dem Nicolas Schmit Merci fir deen Engagement, deen e geholl huet, an déi Rapiditéit, fir elo eng Léisung ze fannen, fir dass och d'ADEM kann adequat schaffen.

A mir wäerten och nach weider... Ech hunn deen Engagement och geholl mam Minister Schmit, fir den Tour vun den Agencen hei am Land ze maachen, fir ze kucken, wou se sinn. Ech muss lech soen, dass awer déi nei Direktesch eis ganz Regierung impressionnéiert huet iwwert deen Engagement, deen Dynamismus an déi Loscht, déi se huet, net nëmmen de Chômage ze géréieren, mä de Chômage ze bekämpfen. An déi Astellung ass déi richteg.

Ech hat an de leschten Deeg och d'Geleeënheet, mat de Sozialpartner iwwert d'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart an déi noutwendeg Adaptatiounen ze diskutéieren. De Sozialdialog op institutionellem Niveau ass relancéiert. Verschidde Gesetzesprojeten, déi schonns an der Procédure sinn, wéi d'Gesetz iwwert de Sozialdialog an de Betriber oder d'Gesetz iwwert de Reklassement, ginn an den nächste Méint gestëmmt.

De Projet de loi iwwert d'Gestion des âges an de Betriber ass d'lescht Woch och vum Regierungsrot ugeholl ginn. Déi Initiativ gouf mat de Sozialpartner ofgestëmmt a soll mathëllefen, eeler Salariéen an de Betriber ze halen, de Chômage ze bekämpfen an d'Aarbechtsbedéngungen ze verbesseren.

Mir sinn eng Koalitioun vu sozialer Responsabilitéit. De Stat muss asprangen, wou et noutwendeg ass, allerdéngs nëmmen dann. Esou wéi de Stat seng Verantwortung hëlt, muss sech och jiddwer Eenzelnen der Verantwortung stellen. De Sozialsystem an eisem Land ass reformbedürfteg a muss schrëttweis a gutt iwwerluecht de Realitéiten ugepasst ginn. Dat gëllt fir den RMG, d'Chômageindemnitéiten an et gëllt fir d'Sécurité sociale.

Eng schrëttweis Upassung heescht awer och, dass et kee soziale Kahlschlag mat der neier Regierung wäert ginn. Wann een néideg Upassunge vu vireran esou condamnéiert, dann ass dat eng einfach Kritik, awer si ass net berechtegt a si ass och net richteg.

De Stat investéiert e groussen Deel vu sengem Budget an déi sozial Ofsécherung. Dobäi gëllt et, mat de Ressourcen esou ëmzegoen, dass de System och nach muer ofgeséchert bleift. An de Beräicher Pensioun, Santé an Assurance accident sinn déi lescht Jore Reformen ëmgesat oder ugestouss ginn. D'Erausfuerderunge vun der Zukunft verlaangen, dass mer weider genee oppassen, wéi de System sech entwéckelt a net waarden, bis den Zär kuerz virun der Zwielef steet.

D'Liewenserwaardung vun eis alleguerte geet an d'Luucht. Doriwwer kënne mer eis freeën. Dat bedeit awer och, dass d'potenziell Käschten an d'Luucht ginn. Fir dass eis d'Entwécklung net iwwert de Kapp wiisst, musse mer un der Effizienz vun de Sozialleeschtunge schaffen, dat heescht, si musse méi geziilt agesat ginn.

D'Kranken- an d'Fleegeversécherung gi moderniséiert, fir dass zum Beispill en double Emploi évitéiert ka ginn. De Leeschtungskatalog gëtt kritesch analyséiert. Eng Prestatioun muss effikass a sënnvoll sinn, wann d'Allgemengheet derfir bezuele soll.

Eng Analys muss net all Kéiers gemaach ginn, wann e Patient den Dokter wiesselt. Informatiounen iwwer e Patient sinn a bleiwe vertraulech, Medeziner sollen awer iwwert de Wee vum elektronesche Patientendossier kënnen hir Kenntnisser austauschen. Den Dossier de soins partagés, dee sämtlech medezinesch Donnéeën an aner wichteg Informatioune regruppéiert, ass amgaang vun der Agence „eSanté" ëmgesat ze ginn. Den DSP ass en immens wichtegt Instrument fir d'Verbesserung an d'Koordinatioun vun de Soinen an der Sécherheet vum Patient bei senger Prise en charge vu sämtleche Prestatairen aus dem Gesondheetsberäich.

An der Gesondheetspolitik steet weiderhin de Patient am Mëttelpunkt. Jiddweree soll weiderhin eng héich qualitativ Prise en charge garantéiert kréien. Den universellen Zougang zu de Servicer am Gesondheetsberäich bleift eng Grondviraussetzung hei am Land. D'Fro, ob ee gutt versuergt gëtt, dierf net a Relatioun stoe mat der Fro, ob een och gutt verdéngt oder gutt assuréiert ass.

Fir dass dat weider méiglech ass, mussen awer och am Spidolswiesen d'Ressourcë beschtméiglech genotzt ginn. D'Synergien tëschent de verschiddene Spideeler ginn aktiv ënnerstëtzt. Den neie Spidolsplang, deen d'Weiderentwécklung an den nächste fënnef Joer bestëmmt, gëtt an den nächste Méint och finaliséiert.

D'Regierung begréisst och dernieft, dass geschwënn de Gesetzesprojet zum Vote steet, mat deem d'Patienterechter gestäerkt ginn an d'Aarbecht vum Dokter erliichtert gëtt. Et kënnt eng Mediatiouns- an eng Informatiounsinstanz, déi den Dialog tëschent Patient a Medeziner erliichtert a Konflikter évitéiert. An deem Zesummenhang gëtt och en Indemnisatiounsfong fir onverschëllte Schued vun der Behandlung, dem Aléa thérapeutique geschaf.

Wa mer iwwer Gesondheetspolitik schwätzen, erlaabt mer och e Wuert iwwert d'Krankheeten ze soen. Mir liewen an engem Land, wou eng Diagnos den Ufank vun enger Behandlung ass, wou deene Betraffenen an der Regel ka geholl ginn. Eng vun de Krankheeten, mat där praktesch jiddwereen a sengem Ëmfeld, an der Famill, am Frëndeskrees konfrontéiert gëtt, ass de Kriibs. All Joer ginn hei am Land ronn 3.000 nei Fäll bekannt an d'Tendenz geet an d'Luucht. Iwwer 1.000 Fraen, Männer an och Kanner stierwen all Joer u Kriibs zu Lëtzebuerg.

Déi beschte Waff ass ëmmer nach d'Preventioun an d'Fréierkennung. D'Gesondheetsministesch Lydia Mutsch ass amgaang, all Aktiounen a Programmer ze optimiséieren an ze komplettéieren, fir dëst an engem éischte globalen, nationale Kriibsplang zesummenzefëieren. Dëse Fënnefjoresplang, dee mat all den Acteure bis de Summer ausgeschafft gëtt, soll all néideg an effikass Moossnam am Beräich vun der Preventioun, der Diagnostik, dem Traitement, der Fuerschung an der Informatioun vun de Patienten zesummefaassen. Domat hëllefe mer aktiv, d'Risikofacteuren an nei Kriibsfäll an deenen nächste Joren erofzesetzen.

Et ginn zu Lëtzebuerg och nach méi schwiereg Themen an der Gesondheetspolitik. Eent dovunner ass de Suicide. Weltwäit geet d'Zuel vun de Mënschen an d'Luucht, déi sech d'Liewen huelen. Iwwer eng Millioun Leit stierwen all Joer, well si keen Auswee méi gesinn. Bei eis zu Lëtzebuerg geet ee vu ronn 80 Suicidë pro Joer aus. D'Zuel vun den Tentativen ass nach emol bedeitend méi héich a läit bei 1.600 Selbstmordversich pro Joer hei am Land.

D'Zuel vun de Mënschen, déi enger Belaaschtung net méi standhalen, déi ënner Depressioune leiden a psychesch krank ginn, geet och bei eis hei an d'Luucht. All Alter an all Beruffsgrupp ass gläichermoosse betraff. Et gëtt keng Risikogrupp, mä vill Leed a Misär. D'Famill an d'Kolleege leide mat. Wann et zu engem Selbstmordversuch oder zu engem Suicide kënnt, fält eng Welt an de Koup.

D'Regierung schafft dofir ganz aktiv un der Opstellung vun engem nationale Plang fir d'Suizidpreventioun, deen an den nächste Méint finaliséiert gëtt, soudass en nach am Laf vun dësem Joer lancéiert ka ginn.

Déi méi schwaach an déi méi krank Mënsche brauchen Hëllef, déi méi staark brauchen heiansdo awer och Ënnerstëtzung.

Zu deene Staarke gehéieren och déi Mënsche mat engem Handicap. Si si keng Mënschen zweeter Klass, mä vollwäerteg Mënschen a Membere vun eiser Gesellschaft, déi déi Autonomie verlaangen, déi hinnen zousteet. Fir dass déi Leit mat spezifische Besoine méi autonom ginn an hiren eegene Liewensprojet kënne realiséieren, muss dee richtege Kader gesat ginn.

Den Ament iwwerschaffe mer d'Législatioun iwwert d'Accessibilitéit vum ëffentleche Raum. Well mer d'UNO-Konventioun iwwert d'Rechter vun de Leit mat Handicap wëllen esou séier wéi méiglech ëmsetzen, muss d'Applikatioun vum Gesetz vun 2001 vill méi vast ginn. Dat gëllt besonnesch, wann et ëm den Accès zu ëffentleche Gebaier, Sozialwunnengen oder och verschidden Aarbechtsplaze geet.

De Familljeministère huet, zesumme mam Logementsministère, Kritären ausgeschafft, fir dass op d'mannst 10% vun de Logementer, grad wéi och d'Parties communes, accessibel si fir jiddwereen. Dës Kritäre wäerten an Zukunft an all Cahier de charges stoe vu Projeten, déi kofinanzéiert ginn.

Mä d'Accessibilitéit ass net nëmme physesch; och d'Informatioun muss fir jiddwereen accessibel sinn. Mir hunn an deem Kontext décidéiert, e Gebärdendolmetscher anzestellen, deen de Familljeministère, all Administratioun, ob lokal oder national, zur Verfügung ka stelle fir Traduktiounen. An Zukunft sollen och d'Pressekonferenzen an d'Gebärdesprooch iwwersat ginn, grad ewéi och de Briefing nom Regierungsrot a regelméisseg och déi grouss Débaten an der Chamber.

Ech wëll dofir och ausdrécklech der Chamber e grousse Merci soen, dass d'Debatte fir d'éischte Kéier a voller Längt a Gebärdesprooch iwwersat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung changéiert d'Approche bei der Familljeférderung. Et ass eng Upassung un d'Realitéit a gläichzäiteg e Paradigmewiessel.

Am Koalitiounsprogramm gouf eng déif gräifend Analys an en detailléierten État des lieux vun de Familljebäihëllefe versprach. Mir sinn amgaang, déi Analys a Gespréicher mat de Leit aus de Secteure weiderzefëieren. Mir hunn net prioritär d'Elteren, mä virun allem d'Kanner am Bléck, wann et ëm Zoulagen an Ënnerstëtzunge geet. Et geet drëms, d'Kanneraarmut erofzesetzen an d'Liewensqualitéit vun de Familljen ze verbesseren. Et geet drëms, eng qualitativ héichwäerteg, effikass a finanzéierbar Kannerbetreiung unzebidden.

Laangfristeg wëllt d'Regierung op de Wee vun enger gratis Betreiung goen, soubal déi finanziell Moyenen dat erlaben. Et geet drëms, dass mir grad déi kleng Kanner tëschent null an dräi Joer stäerken an hinnen de beschtméigleche Start an d'Liewe garantéieren. Et geet och drëms, besonnesch deene jonke Familljen déi Ënnerstëtzung a Sécherheet ze ginn duerch eng gutt Kannerbetreiung, déi et hinnen erlaabt, Beruff a Famill ënner een Hutt ze brëngen. Dat gëtt hinnen Autonomie a stäerkt eise Sozialsystem op Dauer.

Et ass och meeschtens keng Optioun, mä eng Noutwendegkeet, dass déi zwee Elterendeeler respektiv elengerzéiend Mammen oder Pappe musse schaffe goen. Si brauchen Ënnerstëtzung bei der Kannerbetreiung, an d'Regierung gëtt hinnen déi Ënnerstëtzung.

Dofir huet d'Familljeministesch Corinne Cahen a sëlleche Gespréicher mat den Acteuren, mat de Sozialpartner a mat den Experte probéiert, Weeër ze fannen, fir dass de System finanzéierbar bleift an d'Situatioun vun de Kanner ka gestäerkt ginn. Dat gëllt besonnesch fir déi, déi et am meeschte brauchen.

Virum Hannergrond vun dësen Iwwerleeunge gëtt de System vun der Familljeférderung komplett nei organiséiert. Et wäert méi eng kohärent Politik sinn, wou d'Allocatioune verstäerkt no soziale Kritäre verdeelt ginn. Den Detail vun dëser Reorganisatioun gëtt am Dialog mat den Acteure finaliséiert, an d'Familljeministesch wäert de Plang an den nächste Méint presentéieren.

An enger moderner Gesellschaft sinn och d'Rollen an d'Responsabilitéiten tëschent Männer a Frae gerecht verdeelt. Zu Lëtzebuerg ass d'Gläichstellung tëschent deene Geschlechter a ville Beräicher vum Liewen awer nach wäit ewech vun enger Realitéit. Et si manner Fraen um Aarbechtsmaart wéi Männer. Si ginn och dacks manner gutt bezuelt fir déiselwecht Aarbecht a si sinn ënnerrepresentéiert op Responsabilitéitsposten, sief dat an der Politik oder an der Wirtschaft.

Dës Regierung steet fir e besseren Équiliber tëschent Fraen a Männer. Dofir wäert d'Ministesch vun der Chancëgläichheet nach virum Summer eng Gesamtstrategie ausschaffen, wéi mir kënnen déi ambitiéis Ziler erreechen, déi mir ons am Regierungsprogramm gesat hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Logement ass e Sujet, deen all Joer op dëser Plaz nei thematiséiert gëtt, an ech ka mech erënneren als jonken Deputéierten, ëmmer, ëmmer, ëmmer erëm, wat alles misst geschéien! Et goufe vill Initiative geholl, mä de Problem vun ze wéineg Wunnraum an ze héije Präisser bleift bestoen.

Ech maachen an deem Kontext keng Versprieche, déi ech duerno och net hale kéint, mä ausser eent: D'Regierung mécht all Effort, ass determinéiert, décidéiert a konsequent an der Approche, fir dass an Zukunft jonk Familljen eng Chance hunn, fir en Doheem ze fannen. Dat ouni dass si an d'Grenzregioun plënneren oder sech iwwert d'Mooss verschëlde mussen.

D'Grondiddi vum Pacte Logement bleift bestoen. D'Gemenge gi vum Stat ënnerstëtzt, fir zousätzleche Wunnraum ze schafen. Par contre wäert hei, wéi iwwerall, verstäerkt drop gekuckt ginn, ob déi investéiert Suen och richteg

an effikass genotzt ginn. De Ministère ass amgaang, zesumme mam Syvicol e Wee ze fannen, wéi een de Pacte Logement regelméisseg kann evaluéieren.

Natierlech huet den Aménagement communal, deen definéiert, wou a wéi dierf gebaut ginn, en direkten Afloss op d'Wunnengsbaupolitik. Et war dann och extrem wichteg, dass d'Regierung sech de Plan sectoriel «Logement» nach eng Kéier genee ugekuckt huet, well deen eng grouss Influenz och op den Aménagement communal huet.

D'Regierung huet an enger gemeinsamer Approche bannent kierzester Zäit extrem vill um Plan sectoriel «Logement» geschafft. De Wunnengsbau gëtt elo favoriséiert, wou et aus landesplanerescher Siicht sënnvoll ass, an de Logement gëtt op deene Plazen defavoriséiert, wou eng extrem Urbaniséierung grouss Nodeeler géif mat sech bréngen. Dës pragmatesch a realistesch Approche huet verhënnert, dass de Plan sectoriel «Logement» zu engem net gewolltene Wunnengsbauverhënnerungsprogramm mutéiert wier.

Esou wieren duerch de Plan sectoriel «Logement», dee virdru preparéiert gi war a vill Zäit gebraucht huet, ronn 1.000 Hektar - 1.000 Hektar! - Terrain als Bauland verluer gaangen!

(Interruption)

Ech soen et nach eng Kéier: Wann de Plan sectoriel «Logement», dee vun der viregter Regierung preparéiert ginn ass, esou adaptéiert gi wier, 1.000 Hektar Bauland wiere verluer gaangen! Si wieren als Zone d'aménagement différée oder Zone verte zréckklasséiert ginn. Dat konnt awer duerch gemeinsam Efforte vun de Ministèrë vum Intérieur, der Nohaltegkeet an dem Logement évitéiert ginn. D'Bierger soen Iech Merci!

Et goufen an der Vergaangenheet och keng Berechnungen iwwert den Impakt vun theoretesch opgestallte Konditiounen. Déi Berechnunge sinn elo gemaach ginn. Opgrond vu konkrete Chiffere konnten och politesch Konsequenze gezu ginn. Et ass dëst vernetzt Denken a Schaffen, wat eis virubréngt a wat mir als nei Regierung wëlle promouvéieren.

Mir ënnerstëtzen dann och weider den nohaltege Wunnengsbau. Allerdéngs ginn déi eenzel Hëllefe regruppéiert, déi ekologesch, déi energetesch an déi sozioekonomesch Bäihëllefe ginn zesummegefaasst. Dat mécht d'Prozedur vun der Demande méi einfach, méi séier a méi iwwersiichtlech.

D'Regierung huet eng Partie weider an zum Deel fonkelnei Initiativen op der Lee, fir dem Problem am Logement entgéintzewierken. Dat ass ënner anerem d'Elaboratioun vu Baulandverträg. D'Zil vun esou Kontrakter tëschent Gemeng a Propriétaire ass et, fir d'Aktivatioun vun Terrainen zäitlech ze definéieren. An der Regel gi Baulandverträg op Terraine geluecht, déi am PAG nei klasséiert goufen a wou et an den Ae vun der Gemeng sënnvoll wier, se méiglechst schnell ze bebauen. Wann innerhalb vun engem bestëmmten Délai net gebaut gëtt, da gi Sanktioune virgesinn. En Aarbechtsgrupp am Ministère befaasst sech mat deem Instrument an ass amgaang, d'Detailer auszeschaffen.

D'Logementsministesch huet och e Baulückeprogramm als Prioritéit definéiert. D'Donnéeën iwwer Baulücke vum Stat, de Gemengen an allen aneren ëffentlechen Acteure ginn zesummegedroen. En éischte Relevé huet de CEPS schonn 2010 gemaach. Hei si ronn 37 Hektar fonnt ginn. Nächst Schrëtt sinn, dass d'Loftbiller vun 2013 analyséiert ginn a parallell gekuckt gëtt, wou déi Baulücke sech befannen a wéi se klasséiert sinn. Um Enn geet et drëms, d'Offer vum Wunnengsmarché an d'Luucht ze setzen, fir esou der Präisexplosioun entgéintzewierken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Beräich vum Logement gouf et an der Vergaangenheet vill Geflécks. Mir wëllen dat évitéieren, an do sinn och schonn eenzel Décisioune geholl ginn. E Beispill ass eng nei Organisatioun am Ministère de l'Intérieur wat den Aménagement communal betrëfft.

E relativ onkoordinéierte System huet hei zu vill Duerjerneen an zum Deel och zu negative Konsequenze fir de Privatsecteur gefouert. Et gouf eng Cellule fir d'Begutachtung vun de PAPen an eng zweet Entitéit, déi dann d'Approbatioun vun deselwechte PAPe gemaach huet. Déi zwou Entitéite ware kaum a Kontakt mateneen, wat dozou gefouert huet, dass de System dacks blockéiert war, zum Misär vu Gemengen a vu private Promoteuren. Zënter zwee Méint ass et en eenheetleche Service, deen de Gemengen als Berodungsinstanz zur Säit steet. Dëst ass nëmmen een Element vun enger kompletter Neiorganisatioun am Innenministère.

En anert ass d'Ofschafe vun den Distriktskommissariater. Dëse Projet gëtt kuerzfristeg a ganz sécher nach virun der grousser Vakanz op den Instanzewee geschéckt. Wa mir dat maachen, dann ass et net, well mir déi Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass, net ze schätze wëssen. Mir sinn awer der fester Iwwerzeegung, dass dës Mesuren e wesentleche Bestanddeel vun der Simplification administrative sinn.

Déi kuerz Weeër, op déi mir zu Lëtzebuerg esou houfreg sinn, ginn erëm hiergestallt. Et ass eng eemoleg Chance, dass et an eisem Land tëschent Stat a Gemeng keng weider Instanz gëtt. Iwwer 170 Joer no hirer Aféierung kënne mir haut déi administrativ Iwwerwaachung vun de Gemengen duerch d'Kommissariater ofschafen.

Nieft dësem signifikante Schrëtt kënnt et, an Zesummenaarbecht mam Syvicol, zu weidere konkreten Erliichterunge vun der Tutelle administrative. Sou ginn d'Gemengen opgewäert an d'Demokratie gestäerkt.

Ënnert de Gemenge soll dernieft eng onnéideg Konkurrenz ofgebaut an duerch méi Gerechtegkeet ersat ginn. Dat betrëfft zum Beispill de Verdeelungsschlëssel vun de Suen, déi de Stat un d'Gemenge weidergëtt. Dobäi ginn och d'Gemengen an d'Responsabilitéit geholl, wat e sënnvollen Emgang mat ëffentleche Gelder betrëfft.

Mir wëllen dës Finanzreform an aller Transparenz an am Dialog mam Syvicol op de Wee bréngen. En attendant vun enger méi déif gräifender Reform, déi Zäit brauch, soll e bestoende Konsens awer séier ëmgesat ginn a schonns fir 2015 gräifen. Ech wëll och vun der Geleeënheit hei profitéieren, fir dem President vum Syvicol Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Regierung.

Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Méint ass duerch d'Problematik Monkeler eppes méi wéi däitlech ginn: Mir sinn un de Limiten. Wa mir et net fäerdegbréngen, eise Wirtschaftswuesstum, eis Siedlungspolitik, eis Mobilitéit, eisen ëffentleche Raum besser a méi nohalteg ze organiséieren, da si mir ganz geschwënn an enger Sakgaass.

Dofir muss als Éischt d'Landesplanung méi effikass ginn. Si brauch e reglementaresche Kader, deen derfir suergt, dass mer an Zukunft eng kohärent Entwécklung kréien. Eng Entwécklung, wou Schaffen, Wunnen a Fräizäit nees zesummegeféiert ginn, wou all Duerf, all Uertschaft, all Stad, all Regioun eng sënnvoll Fonctionnalitéit kritt.

Et gouf sech och am Nohaltegkeetsministère an de leschte Méint intensiv mat de sektorielle Pläng beschäftegt. Et huet ee misse feststellen, dass an der Landesplanung zwar vill gutt Viraarbecht geleescht gi war, an déi gutt ass, mä dass et ganz sécher an der Vergaangenheet un enger kohärenter, iwwergräifender politescher Orientéierung gefeelt huet. Duerfir huet vill Inkohärenz aus de Pläng missen erausgebotzt ginn. D'Regierung huet dernieft och hir Schwéierpunkten afléisse gelooss. Dat, wéi scho gesot, zemools an de sektorielle Pläng vum Logement an och beim Transport.

Eng gutt Landesplanung ass eng wesentlech Viraussetzung fir eng kohärent, organiséiert an nohalteg raimlech Entwécklung vun eisem Land. Fir dass d'Landesplanung awer richteg ka gräifen, brauche mir esou séier wéi méiglech déi véier primär sektoriell Pläng. Déi sinn och esou wäit prett.

D'Regierung wäert sech e Freideg an e Samschdeg intensiv mat der Finalisatioun an der Koordinatioun befaassen, ier d'Plans sectoriels dann an den nächste Woche presentéiert kënne ginn. Fir d'Éischt an der Chamber, den 21. Mee, an da bei de Schäfferéit, ier se da formal vun der Regierung an déi vum Gesetz virgesinn offiziell Prozedur agereecht ginn. Dëst soll am Juni geschéien, wou d'Pläng dann och am Kader vun enger Enquête publique de Gemengeréit an de Bierger virgestallt ginn. Wann alles gutt geet, solle se dann als groussherzoglecht Reglement a ronn zwee Joer definitiv a Kraaft trieden.

D'Gemenge gi bei dëser Saach net iwwerfall an hunn nom definitiven Akraafttriede vun de Pläng véier Joer Zäit, fir hir PAGen unzepassen, och wann et muss kloer sinn, dass an Tëschenzäit näischt Konträres méi zu de wesentleche Prescriptioune vun de Pläng däerf geplangt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass am Top 5 vun den EU-Länner, wou d'Leit am meeschten Zäit an de Staue verbréngen. Dat ass schiedlech fir eis Liewensqualitéit, fir eis Emwelt an och fir eis Ekonomie an do muss sech eppes änneren.

D'Regierung wäert an den nächste Jore massiv an d'Mobilitéit investéieren. Zuch, Bus, Tram, Vëlo, Auto a Foussgänger gi besser matenee kombinéiert: ewech vun dem eendimensionalen Denken hin zu Multimodalitéit. Dat heescht, e kombinéiert Notze vun allen zur Verfügung stoende Verkéiersmëttel. Dat ass et, wat mer brauchen, fir dass mer an Zukunft besser virukommen.

D'Eisebunn brauch méi Capacitéit. Fir dass dat ka geschéien, huet den Nohaltegkeetsminister François Bausch virun zwou Wochen de Gesetzesprojet fir d'Verduebelung vun der Beetebuerger Streck an der Chamber déposéiert. Weider Gesetzer kommen an den nächste Méint no, zum Beispill den Aus- an Embau vun der Ettelbrécker Gare.

An der Gare Lëtzebuerg wäert e fënnefte Quai gebaut ginn, deen nieft dem Ausbau vun der Beetebuerger Streck nei Méiglechkeeten offréiere wäert. De grenziwwerschreidenden Trafic a Richtung Frankräich gëtt esou weider verbessert.

Fir dass d'Gare Lëtzebuerg kann entlaascht ginn, a fir dass ee vu Süden, Westen an Norde besser a méi schnell op de Kierchbierg ka kommen, wäert den Arrêt Pont Rouge séier gebaut ginn, mat engem Funiculaire, fir d'Passagéier einfach a séier aus dem Pafendall op de Kierchbierg ze transportéieren. De Projet de loi ass d'lescht Woch am Regierungsrot ugeholl ginn a wäert geschwënn hei an der Chamber déposéiert ginn.

D'Eisebunn investéiert och nach weider an hiert Material. Sou ginn nach dëst Joer nei duebelstäckeg Automotricë geliwwert, déi da vum Wanter un am Kader vun dem neie Rheinland-Pfalz-Takt op Koblenz fueren, am Stonnentakt respektiv zu den Haaptzäiten och am Hallefstonnentakt.

Nieft der klassescher Bunn wëllt d'Regierung och séier den Tram bauen. An a ronderëm d'Stad sinn haut scho 50% vun den Aarbechtsplaze vum Land konzentréiert. Mat Houwald, Ban de Gasperich, Hollerech, Kierchbierg a Findel ginn et weider Entwécklungsgebidder, an déi musse gutt matenee verbonne ginn. Den Tram ass d'Verkéiersmëttel, wat déi Ubannunge garantéiert.

D'Regierung huet den initiale Projet korrigéiert an d'Trace vum Findel duerch d'Stad bis op d'Cloche d'Or gëtt elo séier ëmgesat. Den Nohaltegkeetsminister wäert spéitstens ufanks vum nächste Joer en zweet Finanzéierungsgesetz déposéieren, wat et erlaabt, den Tram schonn an der éischter Phas direkt bis op den Houwald ze bauen. Fir d'Deeler Houwald-Cloche d'Or a LuxExpo-Findel sollen déi entspriechend Gesetzer geschwënn hannendrukommen. Esou kann déi ganz Linn vum Findel bis op d'Cloche d'Or fir d'Joer 2020/2021 operationell sinn.

Den Tram eleng léist keng Verkéiersproblemer, mä ouni den Tram als neit schinnegebonnent Réckgrat am Zentrum wäerte mer ganz sécher d'Verkéiersproblemer net an de Gréff kréien. A well den Tram nëmmen a Kombinatioun mat Zuch a Bus a Park & Ride eppes bréngt, gi parallell folgend Infrastrukture gebaut:

néng Plateformes d'échange: Si sinn op der Cloche d'Or, bei der neier Gare Houwald, zu Bouneweg, zu Hollerech, op der Gare centrale, op der Stäreplaz, beim Arrêt Pont Rouge, bei der LuxExpo an um Héihenhaff. Bei dëse Plattforme ginn direkt folgend P&Re gebaut:

- 4.000 Plazen um Héihenhaff beim Findel,
- 1.500 Plazen op der Cloche d'Or,
- 500 Plaze bei der LuxExpo.

Doriwwer eraus sollen eng Rei nei gréisser P&Ren an der Groussregioun..., an der Grenzregioun gebaut ginn. En éischte mat enger Capacitéit vun 1.500 Plazen direkt un der Gare zu Rodange.

An deem ganze Konzept gëtt de Bus komplett reorganiséiert. Nei tangentiell Linne sollen déi grouss Aktivitéitszonen direkt matenee verbannen. Sou wäerte vum Mee dëst Joer un esou Héichcapacitéitsbuslinnen d'Aktivitéitszonen am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg ënnereneen a mat der Gare centrale verbannen.

Eleng am Budget dëst Joer gi 14 Milliounë méi fir d'Verstäerkung vum Busréseau investéiert, virun allem am Interessi vum Beruffsverkéier. De Bus wäert an Zukunft e ganz wichtegen Zoubrénger zu Zuch an Tram ginn a wäert déi Regioune besser matenee verbannen, wou et weder Zuch nach Tram gëtt.

Fir dat Ganzt ofzerënnen, soll dat vollt Potenzial vun der doucer Mobilitéit, dem Vëlo an dem Zefoussgoe voll ausgeschëpft ginn. Den Nohaltegkeetsministère huet sech elo dofir eng nei Cellule de planification ginn a bei der Stroossebauverwaltung gouf eng nei Division de la mobilité écologique geschafen. Dës wäerten, an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen am Land, der doucer Mobilitéit zum Duerchbroch verhëllefen an deementspriechend wichteg nei Mobilitéitsakzenter setzen.

Mir brauchen all dës substanziell Investissementer fir dat Gesamtkonzept fir eng nei Mobilitéit. Dëst si wichteg Entscheedungen, fir dass eist Land sech och an Zukunft nach ka wirtschaftlech weiderentwéckelen, grad wéi och fir méi Liewensqualitéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Zoustand vun eiser natierlecher Emwelt huet an de leschte Jorzéngte staark gelidden. Mir gesinn haut, dass den ekonomesche Wuesstum net nëmmen zu materiellem Räichtum bei ville Stéit gefouert huet, mä och aner Konsequenzen huet - Konsequenze fir eis Gesondheet, Konsequenze fir eis Liewensqualitéit a Konsequenze fir eis Natur. Mir hu begrenzten natierlech Ressourcen, eng begrenzte Fläch a musse suergsam domat ëmgoen, mir musse mat manner méi maachen. Mir mussen an dëser Erausfuerderung eng Chance gesinn a kreativ an innovativ ginn.

Eis Loft ass plazeweis mat ze vill Schadstoffer belaascht. An de Baachen an am Grondwaasser fanne mir vill ze vill Nitrater an deelweis och Pestiziden aus der Landwirtschaft. An eise Baachen, Bëscher, Wisen an Hecken hunn ëmmer manner Déieren a Planze Plaz, fir ze liewen.

Mir brauchen awer propper Loft, proppert Waasser an eng gesond a villfälteg Natur, soss geet et eise Leit, a virun allem eise Kanner zu Lëtzebuerg op Dauer net gutt. Loft, Waasser, Buedem, Natur sinn och e Kapital, ëm dat mir eis këmmere mussen. Wa mir net elo déi entstane Retarden ophuelen, da bedeit dat net nëmmen de Verloscht vu Villfalt, eng Gefor fir eis Gesondheet, mä och Käschten - Käschte fir d'Allgemengheet, Käschte fir eis alleguer, Käschte fir eis Kanner.

Mir maache keng Symptombehandlung, déi nëmme kascht an net vill bréngt, mä mir wëllen d'Ursaachen zesumme mat de Bierger ugoen. De Verloscht vu Biodiversitéit gëtt ofgebremst. D'Emweltministesch Carole Dieschbourg an de Statssekretär Camille Gira wäerten och schnellstméiglech dat iwwerschafftent Naturschutzgesetz lancéieren.

De Qualitéitszoustand vun de Lëtzebuerger Gewässer ass alarmant - nëmme 7% vun de Baachen an nëmme 60% vun de Grondwaasserreservoire sinn an engem gudden Zoustand. Fir dës wäertvoll Ressourcë konsequent ze schützen an d'Versuergungssécherheet vu Lëtzebuerg mat propperem Drénkwaasser och an Zukunft ze garantéieren, verstäerkt d'Regierung hir Efforten am Beräich vum preventive Waasserschutz - d'Ausweise vu ronn 80 Drénkwaasserschutzzonen spillt hei eng zentral Roll. Fënnef Schutzzone si schonn um Instanzewee, an dëst Joer kommen der nach zéng bäi.

Déi aktuell Retarde bei Waasser- an Naturschutzautorisatioune gi schnellstméiglech opgeschafft. Mir féieren och am Waasserberäich eng Deklaratiounsprozedur an, ähnlech zu de Klass-4-Kommodosdeklaratiounen. Duerch dës administrativ Vereinfachung gëtt d'Waasserverwaltung méi effikass, well si méi Zäit fir déi wichteg Dossiere kritt. Duerch d'Regruppéiere vun alle Kompetenzen, déi déi natierlech Emwelt uginn, duerch d'Integréiere vum Waasser an den Emweltministère wäerte mir d'Synergien notzen, fir d'Autorisatioune méi schnell ze ginn, ouni awer dass dat Konsequenzen op de Schutz vun der Emwelt huet.

E Beruffsstand, dee per Definitoun enk mat der Natur verbonnen ass, sinn d'Baueren an d'Wënzer. Am Secteur vun der Landwirtschaft geet et den Ament besser wéi nach virun e puer Joer. Gläichzäiteg bleift et awer e Beräich, wou eng staatlech Ënnerstëtzung néideg ass. Et ass dofir och eng prioritär Aufgab fir de Landwirtschaftsminister Fernand Etgen, fir de Programme de développement rural ze finaliséieren an domadder dem landwirtschaftleche Secteur déi néideg Planungssécherheet ze ginn. Mir wëssen och, dass déi landwirtschaftlech Tätegkeet net ouni Afloss op eis Natur bleift. Deementspriechend sinn och am PDR Instrumenter virgesinn, déi dem Secteur hëllefe sollen, esou ze schaffen, dass dat mat méiglechst wéineg Nuisancë fir de Buedem, d'Waasser, d'Loft an de Klima geschitt.

Am selwechte Kontext soll een och den nationalen Aktiounsplang an d'Gesetz iwwert d'Pestiziden net vergiessen, wou d'Diskussioun hei an der Chamber amgaangen ass. Et gëtt eng nei proaktiv Approche gewielt, fir den Asaz vun dëse Mëttelen esou wäit wéi méiglech ze vermeiden an do, wou dat awer muss geschéien, déi néideg Informatioun a Formatioun ze garantéieren.

Vu besonnescher Aktualitéit ass den Ament och d'Thema Bauschutt. Den Äerdrutsch op der Décharge zu Monnerech, deen eng Fermeture

vun dëser Décharge bedéngt, zu engem Moment, wou och d'Décharge zu Helleng voll ass, huet zu enger Krisesituatioun am Bausecteur gefouert. Mir hunn am Süden an am Zentrum vun eisem Land keng ausgewise Plaz méi, fir de Buedem vun de Chantieren ze entsuergen. Mir stelle fest, dass, wat d'Déchargë betrëfft, jorelaang just um Limit geplangt gouf.

Dës Regierung wäert derfir suergen, dass am ganze Land déi mëttel- bis laangfristeg Reserve fir Buedemdeponië geschaf ginn, wéi se säit dem Ufank der 90er Jore verlaangt ginn. Mir maachen dat als Regierung net eleng, mir kënnen et net eleng maachen. D'Gemenge si mat gefuerdert, d'Solidaritéit tëschent de Gemengen am Land ass essenziell!

D'Regierung agéiert hei op zwee Niveauen:

Éischtens, manner Buedem produzéieren duerch eng Upassung vun der Aart a Weis fir ze bauen. Hei sinn och d'Gemenge mat de Bautereglementer gefuerdert.

Zweetens, méi en dicht Netz vu Buedemdeponië schafen an esou och d'Belaaschtung fir d'Bevëlkerung méiglechst kleng halen. Eleng am Zentrum an am Süde sollen an dëser Legislatur véier nei Deponien installéiert ginn.

Wa mer bei der Aart a Weis vum Baue méi no Ëmweltkritäre kucken, laang Trajete fir Bauschuttcamionen évitéieren, dann ass dat och aktive Klimaschutz, eng weider Prioritéit vun der neier Regierung.

De Stat selwer wäert och weider vill mussen an ëffentlech Gebaier investéieren. Mir brauchen nach eng ganz Rei Schoulen a Sozialinfrastrukturen. Mir mussen an Zukunft nach méi effizient bauen an dat am duebele Sënn - finanziell an energetesch.

Finanziell, andeems mer eis Bauprogrammer méi kritesch iwwerpréiwen an ëmmer nees hannerfroen, wat sënnvoll a wat „nice to have" ass. Och wann an der Vergaangenheet scho vill Ustrengunge gemaach gi sinn, fir méiglechst energieeffizient ze bauen, esou kënne mer do nach besser ginn. Éischt ganz villversprechend Pilotprojete ginn an den nächste Jore lancéiert. Sou gëtt den neie Lycée vun de Gesondheetsberuffer zu Ettelbréck an dat neit Gebai vun der Forstverwaltung zu Dikrech am „Energie-plus"-Standard gebaut. Dat heescht, dës ëffentlech Gebaier produzéiere méi Energie, wéi se selwer verbrauchen.

Och d'Sanéierung vun de bestehende staatleche Gebaier gëtt an deem Sënn nei definéiert, fir esou och eis CO_2-Emissiounen ze reduzéieren.

Dat schaaft ausserdeem Aarbechtsplazen an zwar heiheem. Et spuert Suen, well wat mer méi energieeffizient bauen, wat mer mëttel- a laangfristeg u Fonctionnementskäschte spueren.

Wat eis CO_2-Emissioune betrëfft, wësse mir, dass mir méi maache kënnen, dass mir méi maache mussen. Mir wëssen och, dass mir och méi séier handele mussen.

Weltwäit gekuckt, klammen d'Emissioune weider. Och wann Europa de Problem net kann eleng léisen, komme mir net derlaanscht, eis Gesellschaft méi CO_2-aarm a méi nohalteg ze gestalten. D'Virdeeler leien op der Hand, mir gi manner ofhängeg vun den Importe vu fossilen Energieträger, mir schafe Wuesstum an Aarbechtsplazen.

Ech hu mech beim rezente Conseil européen derfir agesat, dass d'EU fréizäiteg déi grouss Linne vun engem ambitiéise Kader fir d'Klimaan d'Energiepolitik bis 2030 festleet. Ambitiéis heescht a mengen Aen, en CO_2-Reduktiounszil vun op d'mannst 40%, esou wéi vun der Kommissioun virgeschloen. Par contre bei der Energieeffizienz a bei den erneierbaren Energiequellen, wou mir eis fir en EU-Zil vun 30% ausgeschwat hunn, muss d'Kommissioun nach nobesseren.

Niewent der Ëmsetzung vum zweeten nationale Klimaschutzaktiounsplang an der Weiderféierung vum Klimapakt mat de Gemengen, schaffe mir och un neien, innovativen Instrumenter. Zum Beispill eng Klimabank, fir zesumme mam Privatsecteur d'Ëmsetzung vun de Moossnamen am Beräich vun der Verbesserung vun der Energieeffizienz a vum Asaz vun den erneierbaren Energiequellen ze accéléréieren.

D'Subventiounsregimer an dëse Beräicher gi mëttelfristeg iwwerduecht, fir nach méi geziilt ze förderen a preventiv géint d'Energieaarmut virzegoen.

An der Energiepolitik wëlle mer allgemeng an den nächste Joren nei Akzenter setzen, andeems mer am Stroum- an am Gasberäich eise Marché besser mat deem aus den Nopeschlänner verbannen.

Nieft enger méi staarker regionaler Kooperatioun, triede mer mat Nodrock fir eng méi staark europäesch Approche an der Energiepolitik an.

Fir Bürosgebaier an aner Haiser, déi net fir d'Wunne gebraucht ginn, gëtt den Effizienzstandard vun der Energieklass D op d'Energieklass C verschäerft. Dat fir all nei Funktionalgebaier, deenen hir Baugenehmegung no Mëtt 2015 agereecht gëtt.

D'Regierung féiert eng Energieeffizienz-Obligatioun an, déi d'Stroum- an d'Gasfournisseuren obligéiert, fir 1,5% Energie bei hire Clienten anzespueren. Heimat versprécht d'Regierung sech en neien Elan fir d'Energiespueren an der Industrie, den Entreprisen a bei de Privatleit. Déi erneierbar Energië wëlle mer weiderhi konsequent ënnerstëtzen, woubäi och gekuckt gëtt, wat ekonomesch am meeschte Sënn mécht.

De Stat huet bei der Energie an och an der Klimapolitik eng Virbildfunktioun. An deem Kontext muss een och iwwer eis Politik bei den Akzisen um Bensin nodenken. Den Ëmweltministère ass chargéiert, d'Berechnungen ze koordinéieren, fir erauszefannen, wat mëttel- a laangfristeg, a wat de positiven an de negativen Impakt wier, wann den Export vun Diesel a Bensin géif ofhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, am Beräich vun der Gesellschaftspolitik a vun eisem Justizwiese sti gréisser Evolutiounen un. Zum Deel sinn déi vun der viregter Regierung ugefaange ginn, zum Deel ware se awer och mat der viregter Majoritéit net méiglech.

Wat gutt ass, gëtt weidergefouert, wat muss changéiert ginn, gëtt changéiert, wou et u Wäitbléck feelt, iwwerhëlt d'Regierung hir Responsabilitéit a bessert no.

An den nächste Woche gëtt an der Chamber d'Reform vum Mariage gestëmmt. Domat kréien all d'Koppelen, och déi gläichgeschlechtlech, d'Recht sech ze bestueden an hir Léift mat engem festen Engagement fireneen ze bekennen.

D'Kanner, déi zur Adoptioun fräi sinn, kréien dann och d'Recht, vun all de Koppelen adoptéiert ze ginn. Scho méi laang dierfen zu Lëtzebuerg Fraen a Männer, onofhängeg vun hirer sexueller Orientéierung, eleng adoptéieren. Elo geet dat och esou bei all de Koppelen, wa se sech bestueden. Dat ass déi bal eestëmmeg Meenung hei an der Chamber. Dofir gouf et seriö a respektvoll Diskussiounen an der zoustänneger Chamberskommissioun.

E Gesetz, un deem sech déi successiv Regierungen zënter 2003 d'Zänn ausgebass hunn, ass d'Scheedungsrecht. De Projet, deen 2003 déposéiert gouf, ass trotz vill guddem Wëllen an trotz ville konstruktiven Diskussiounen net zu engem Ofschloss komm. De Constat ass haut deeselwechte wéi virun eelef Joer: Den aktuelle gesetzleche Kader féiert dacks zu méi Problemer wéi e léise soll. Notamment d'Faute, oder d'Preuve dovunner, ass dacks den Ufank vun Ausenanersetzunge viru Geriicht. Allze dacks gëtt et dobäi kee Gewënner, mä zwee Verléierer.

D'Regierung ass décidéiert, eis Législatioun iwwert den Divorce ze reforméieren, séier ze reforméieren. Dofir wäert d'Faute ofgeschaf ginn, ausser am grave Fall vun der Violence domestique. Eng Koppel kann da gescheet ginn, wa se sech eens ass, also am „Consentement mutuel" oder wann et net méi geet, also den „Zerrütungsprinzip". Et muss ee wëssen, dass zu Lëtzebuerg am Moment nach ëmmer keng Méiglechkeet besteet, gescheet ze ginn, wann ee sech net méi gären huet. Dat ass keng Ursaach, dat ass keng Faute. An et ass héich Zäit ginn, dass dat emol geännert ginn ass.

Firwat eng Koppel gescheet gëtt, ass net méi relevant a muss deemno och net méi virum Scheedungsriichter erklärt oder begrënnt ginn. Ausser, wéi gesot, de Fall vu Gewalt am Stot.

D'Concertatioun tëschent dem Justizminister an dem Minister vun der Sécurité sociale iwwert dat schwieregt Thema vum Splitting ass amgaangen, well dat och eng Fro ass, déi sech am Fall vun enger Scheedung ka stellen.

Nach dëst Joer ginn entweder Amendementer zum bestehende Projet oder e ganz neie Projet presentéiert.

An nieft dem Mariage an dem Divorce, wëll d'Regierung och aner wichteg Législatiounen, wéi déi iwwert d'Adoptioun, iwwert d'Responsabilité parentale oder d'Filiatioun direkt uschléissend zu engem Ofschloss bréngen.

E Gesetz, wou d'Ambitioun net héich genuch war, ass dann awer dat iwwert den Avortement. D'Regierung ass der Meenung, datt kee Mënsch a keng Instanz enger erwuessener Fra ze soen huet, wat fir si dat Bescht ass. Eng Fra, déi sech d'Fro stellt oder muss stellen, ob se eng Schwangerschaft ofbrécht, muss kloer Rechter hunn a keng net-novollzéibar Obligatiounen. Si wëll berode ginn an net beaflosst ginn. Si wëll respektéiert an net bevormund ginn. Dofir huet de Justizminister Félix Braz, an Zesummenaarbecht mat der Gesondheetsministesch, mat vill Engagement un engem neie Projet de loi geschafft, deen ënner anerem virgesäit, datt de Schwangerschaftsofbroch aus dem Code pénal gestrach gëtt. Déi bis elo obligatoresch zweet Konsultatioun gëtt fakultativ, also e Recht op eng Berodung, wann d'Fra et da wëll.

Bei mannerjährege Frae bleift, wéinst der besonnescher Protektioun, déi se verdéngen, d'Situatioun wuel net onverännert, awer trotzdeem méi no bei där heiteger Léisung. D'Regierung bréngt dat op en Enn, wat 1978, viru 36 Joer also, ugefaang huet: D'Recht vun der Fra, selwer iwwer hire Kierper ze bestëmmen. Dësen Text ass och am leschte Regierungsrot ugeholl ginn.

D'Dräierkoalitioun steet fir eng méi modern Politik a fir eng méi modern Gesellschaft, méi eng oppe Gesellschaft. Dat gëllt och bei der Integratioun vun den Auslänner, déi hei wunnen. Eis Nationalitéitegesetzgebung gouf an de leschte Jore méi wéi eng Kéier ofgeännert. Nach an der leschter Legislaturperiod gouf de Projet déposéiert fir eng weider Ofännerung. D'Regierung ass der Meenung, datt et gutt wier, wann eis Législatioun op dësem Punkt méi eng grouss Stabilitéit hätt. Dat geet awer nëmmen, wa mer eis eng Gesetzgebung ginn, déi de Realitéite gerecht an den Erausfuerderungen ugepasst ass.

Et wier deemno gutt, wann d'Chamber, wéi bei der leschter Ofännerung vum Nationalitéitegesetz, eng breet Majoritéit hätt.

Nach virum Summer adresséiert d'Regierung hir Virschléi an dëser wichteger Matière un d'Chamber. Munch Dispositioune vum aktuelle Projet de loi sinn dobäi eng gutt Basis, mä Upassunge sinn awer néideg a sënnvoll. Esou sollen d'Ufuerderungen an der Sprooch a bei der Durée de résidence méi gerecht a méi flexibel ginn.

Changementer kommen och bei engem anere Gesetz, wat eréischt viru Kuerzem hei um Ordre du jour stoung, dat iwwert de Casier judiciaire. Am Kader vum Aféiere vum Échange d'informations de casier européen, gouf virun engem Joer e Gesetz gemaach, wou de Bulletin 3 ofgeschaf ginn ass. Um Bulletin 2, deen d'Leit elo ufroen oder ufroe mussen, sti méi Informatiounen drop, zum Beispill och d'Verkéiersdelikter. Dat huet zënterhier zu enger Rei Verwerfunge gefouert, notamment um Aarbechtsmarché, och well d'Législatiounen an eisen Nopeschlänner net déiselwecht sinn. D'Regierung ass der Meenung, datt hei iwwert d'Zil erausgeschoss gouf, an datt d'Gesetz muss iwwerschafft ginn. Dat soll séier geschéien, an de Félix Braz wäert och do geschwënn e Projet de loi déposéieren.

An den nächste Méint ass de Justizminister och intensiv beschäftegt mam Strofvollzuch. Virun zéng Méint gouf de Projet de loi déposéiert, deen de Bau vun enger Maison d'arrêt an der Gemeng Suessem virgesäit. Merci fir déi konstruktiv Diskussiounen an d'Zesummenaarbecht mat de lokale politeschen Autoritéiten.

Wann alles klappt, kann den neie Prisong fir Untersuchungshäftlingen ufanks 2018 a Betrib geholl ginn. Bis dohi mussen awer noutwendeg Reformen ofgeschloss ginn. Dat ass de Fall fir d'Schafe vun enger Administration pénitentiaire a fir d'Reform vum Strofvollzuch. Déi aktuell Projete musse wéinst de villen, och zum Deel berechtegte Kritiken, substanziell iwwerschafft ginn. Déi Aarbechte lafen a ginn an den nächste Méint ofgeschloss.

En essenzielle Changement gëtt den Ament hei an der Chamber virbereet, ënnert der Présidence vum Alex Bodry ginn d'Diskussiounen an der zoustänneger Chamberskommissioun en vue vun der Verfassungsrevisioun weider. D'Regierung wëll hei enk mam Parlament zesummeschaffen. Dat ka besonnesch wichteg gi mat Bléck op déi geplangte Referendumen.

Dëst gëtt e wichtege Rendez-vous mat de Bierger vun dësem Land. D'Populatioun kritt wichteg Froe gestallt, déi och an der Institutiounskommissioun vun der Chamber preparéiert ginn.

Hei sinn dann och all d'Parteie gefuerdert, d'Medien an och d'Zivilgesellschaft, fir eis all bei der Beäntwertung vun de Froen ze begleeden an ze inspiréieren. Et geet ëm méi, méi wéi nëmmen en Dialog tëschent Politik a Populatioun. Déi ganz Gesellschaft soll mateneen an d'Gespréich kommen, an d'Politik ass en Deel dovunner.

D'Bierger sollen am Allgemengen nach méi agebonne sinn, wann et heescht, Décisiounen ze huelen, a si sollen och e Recht op eng ëmfaassend Informatioun hunn. Wat den Accès vum Bierger zu Informatioune vum Stat betrëfft, huet Lëtzebuerg groussen Nohuelbedarf. E Gesetz iwwert den Zougang zu Informatioune schleeft zënter Laangem. D'Regierung wäert dee bestehende Projet elo zeréckzéien an en neien Text presentéieren.

Mir wëllen e komplette Changement an der Approche. De Bierger soll net nëmmen e Recht op Informatioun hunn, mä de Stat gëtt verflicht, wesentlech Informatiounen zur Verfügung ze stellen, ouni datt de Bierger froe muss. Den Text ass preparéiert. Ech wollt awer nach, als Responsabele vum Text, mat den anere Ministeren, mat den Institutiounen, mat der Chamber, mam Conseil d'État och zesummekommen, well déi Transparenz vun der Administratioun selbstverständlech dann och muss mat all den Institutiounen zesummen diskutéiert ginn an da preparéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an dir Hären, de 4. Dezember 2012 huet d'Chamber décidéiert eng Enquêtëkommissioun iwwert d'Dysfonctionnementer beim Service de Renseignement, haaptsächlech aus de Joren 2004 bis 2008, anzesetzen. Eng Enquêtëkommissioun ass ëmmer e grave Schrëtt. Déi Révélatiounen, mat deenen d'Land konfrontéiert gouf, waren awer net manner grav. D'Chamber huet d'Konsequenzen aus hiren Aarbechte gezunn an en ëmfaassende Rapport geschriwwen.

Doranner gëtt festgehalen, dass een der Meenung ass, et sollt zu enger déif gräifender Reform vum Gesetz vun 2004 iwwert de Service de Renseignement kommen.

D'Regierung huet sech dës Recommandatioun vum Parlament zu Häerz geholl. Mir hunn décidéiert, dass et net duergeet, dat aktuellt Gesetz ze reforméieren. Mir brauchen e komplett neit Gesetz, fir de Fonctionnement, de Contrôle, d'Rechter an d'Flichte vum Service de Renseignement nei ze definéieren.

Fir ze verhënneren, dass an Zukunft Dysfonctionnementer am Service kënne geschéien, gëtt de Contrôle total nei organiséiert. Mir gesi souwuel eng intern wéi eng extern Kontroll vir. Intern gëtt en Auditeur du Service agesat, deen a senger Funktioun absolut onofhängeg ass. Deen ass responsabel, dass all Reglementer an Déngschtuweisunge strikt befollegt ginn. Dernieft proposéiert d'Regierung, dass am Statsministère en Délégué au Service de Renseignement bestëmmt gëtt. Dat ass eng Instanz, déi vun der Enquêtëkommissioun gefrot gouf an eng permanent Kontroll iwwert de Geheimdéngscht huet.

De Service steet och an Zukunft ënnert der Responsabilitéit vum Premierminister. Dee gëtt awer bei dëser Missioun ënnerstëtzt vun engem Comité ministériel, zu deem de Justizminister an de Minister fir déi intern Sécherheet gehéieren.

Ech hunn awer net gewaart, bis dass dësen Text gestëmmt ass, fir et elo schonn ze maachen, dass ech zesumme mam Minister Schneider a mam Minister Braz Sitzungen hu mam SREL.

Mir hunn deemno d'Léieren aus der Vergaangenheet gezunn, wat de Contrôle vum Service betrëfft. Mir hunn och op déi Changementer reagéiert, déi zënter 2004 geschitt sinn, notamment um technologesche Plang, an d'Missioune vum Service de Renseignement un d'Gegebenheete vun eiser Zäit ugepasst. D'Aufgabe sinn net méi déiselwecht wéi virun zéng Joer.

Nei Missiounen a Kompetenze kommen derbäi, fir kënnen op déi Entwécklungen a Geforen, déi mir haut kennen, ze reagéieren. Dat gëllt besonnesch am Beräich vun der Proliferatioun, dem Terrorismus an hirem Finanzement. Et sinn dës Menacen, wou ee koordinéiert Zesummeschaffe mat eise Partner noutwendeg ass.

Nei Kompetenzen heescht awer och kloer definéiert Moyenen an eendäiteg Prozeduren. Och dës Beräicher sinn elo am Projet de loi kloer geregelt. Et kann an Zukunft keen Zweifel méi dru bestoen, wat erlaabt ass am Kader vum Geheimdéngscht senger Aarbecht, wéi eng Aktioune musse spezifesch vum Direkter a wéi eng vum Comité ministériel autoriséiert ginn, no Consultatioun vun engem Gremium vun dräi Riichter. Dës Prozedur schaaft déi Kloerheet, déi haut feelt, a verhënnert, dass Feeler geschéien.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass dee verbesserte Contrôle parlementaire, esou wéi en an der Proposition de loi vum Här Bodry virgesinn ass a vun deem ech mir wënschen, dass en an dëse Projet integréiert gëtt, och fir déi noutwendeg an ëmfaassend parlamentaresch Supervisioun wäert suergen, déi enger moderner Demokratie entsprécht.

3. Dépôt d'un projet de loi

Här President, ech déposéieren haut de Projet de loi, mat deem mir dem Service de Renseignement eng total nei gesetzlech Grondlag wëlle ginn, eng Grondlag, déi de Recommandatiounen aus dem Rapport vun der Chamber Rechnung dréit, d'Kontroll vum Service, déi intern, déi vun der Justiz, déi vu Säite vun der Regierung an déi vun dem Parlament, nei strukturéiert, de Rekrutement vum Personal ëmfaassend regelt, d'Aarbechtsmethoden upasst an den Aufgabeberäich kloer definéiert.

***6675** - Projet de loi 1) portant organisation du Service de Renseignement de l'État; 2) modifiant - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, - la loi du 31 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques, - le Code d'instruction criminelle, - la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et - la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité; 3) abrogeant - la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État.*

Mir brauchen e Service de Renseignement, deen eise Rechtsstat schützt virun Iwwergréff a Geforen, déi vun Extremismus, Terrorismus, Proliferatioun a politescher oder ekonomescher Spionage ausginn. Mir brauchen e Service de Renseignement, dee kloer weess, wou seng Aufgabe leien, awer och, wou seng Limitë sinn, wann et ëm d'Methoden an d'Moyene geet, mat deenen hie senger Missioun nokënnt.

Deen Text, deen ech Iech haut hei ënnerbreeden, gëtt dësen Usprech gerecht. Et ass wichteg, dass d'Bierger Vertrauen an d'Institutiounen, an d'Justiz an och an d'Autoritéiten hunn.

4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (suite)

E Corps, deen an der Lescht vill an der Diskussioun war, ass d'Police. Loosst mech op dëser Plaz fir d'Eischt ënnersträichen, dass d'Aarbecht vun de Polizisten héije Respekt verdéngt.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Beamten an Uniform oder an Zivil maachen hir Aarbecht, an dat ass net aussergewéinlech. Vill vun hinne maachen awer vill méi: Si hëllefen, ënnerstëtzen, schützen a betreien. Mir brauchen eng gutt fonctionnéierend Police, an d'Regierung wëllt e gudde Fonctionnement och erméiglechen.

Gläichzäiteg ass d'Police an hirer Struktur an och an hirem Fonctionnement net méi iwwerall der Zäit ugepasst. An dofir schafft de Minister Etienne Schneider zesumme mat der Statssekretärin Francine Closener och u Reformen. Et stinn hei nach weider Berodunge mat de Syndikater un an et gëtt en externen Audit gemaach. Duerno ginn och dës Reformen op de legislative Wee bruecht.

E weidere grousse Chantier ass d'Reform vun de Rettungskräften. De Constat, dee muss gemaach ginn, ass eescht: Trotz dem bénévolen Asaz vun Dausende vun Asazkräften ass momentan net iwwerall garantéiert, dass am Fall vun engem Noutfall déi adequat Hëllef séier parat steet. De Problem ass erkannt; elo gëtt et héich Zäit, eppes ze ënnerhuelen. Den allgemenge Konsens vun der Kreatioun vun engem Établissement public, wou Stat a Gemengen zesummen d'Verantwortung iwwerhuelen, gëtt ëmgesat. Hei gi Protection civile a Pompjeeswiesen zesummegeluecht.

D'Regierung wäert a kierzester Zäit en Organisatiounskonzept op den Dësch leeën, dat en équitable Bäitrag vun deenen zwee Partner, Stat a Gemengen, virgesäit, souwuel wat d'Finanze wéi och, wat d'Verdeelung vun de Responsabilitéiten a wat d'Entscheedungsprozesser ugeet.

Dernieft wäerten an Zukunft d'Grondausbildung an d'Formation continue vun de Rettungskräften eng ganz besonnesch Prioritéit genéissen. Mëttelfristeg geet de Wee an eng Professionaliséierung, déi awer, an däers si mir eis bewosst, ni kann ouni de bénévolen Asaz vun eise Fräiwëllege fonctionnéieren.

An deem Kontext wëll ech hei och ënnersträichen, dass d'Regierung décidéiert huet, trotz enger Begrenzung vun den Neiastellunge beim Stat, d'Campagne vun den Astellunge vu professionellen Ambulancieren ouni Aschränkung weiderzefëieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Gesellschaft, wéi mer se kennen a wéi mer se gären hunn, fonctionnéiert net nëmmen, well jiddweree schaffe geet oder an d'Schoul geet, well d'Elteren no hire Kanner an d'Kanner no hiren Eltere kucken. Eis Gesellschaft fousst och op engem breeden Engagement, dat dacks vergiess gëtt: dem Bénévolat. Ech weess dat ze schätzen an ech wëll haut och vun der Geleeënheet profitéieren, fir all dëse Leit Merci ze soen.

D'Zuel vun de Fräiwëllege variéiert, an de Bénévolat selwer huet sech déi lescht Joren och verännert. Dacks engagéiere sech Leit net méi fir hiert ganzt Liewen an engem Veräin, mä loosse sech awer iwwerzeegen, fir eng Hand unzepaken, wann Nout um Mann ass. Dat gëtt gär als selbstverständlech ugesinn, et gëtt zu engem Automatismus an et fält eréischt op, wann dësen oder deen, dee seng Fräizäit geaffert huet, op eemol net méi derbäi ass.

Déi sëlleche Pompjeeën, Ambulancieren, Scoutchefen, Formateuren, Trainer, Dirigenten, Comitésmemberen an esou weider leeschten en enorm wichtegen Déngscht un eiser Gesellschaft a si verdéngen Unerkennung. Hinne Merci fir hiert Engagement. Ouni si geet et net.

Erlaabt mer an deem Kontext e Wuert och zum Sport ze soen. De Sport ass ee Wee, deen d'Leit zesummeféiert. Et gëtt keng gesellschaftlech Barrièren: Ob Jonk oder Al, ob materiell gutt situéiert oder manner gutt, ob Auslänner oder Lëtzebuerger, de Sport integréiert. Eng aktiv Populatioun ass och eng gesond Populatioun. Dernieft ass et e wirtschaftleche Facteur, deen net ze ënnerschätzen ass. Anescht wéi dacks ugeholl, kaschten nei Sportinfrastrukturen net nëmme Suen, mä si generéieren och Recetten a stäerken de Standuert Lëtzebuerg.

De Sportsminister Romain Schneider huet dofir och e Fënnefjoresplang iwwert d'Sportinfrastrukturen ausgeschafft. Dat Gesetz war eent vun den éischten, déi vun der neier Majoritéit am Parlament gestëmmt goufen. Fir déi nächst fënnef Joer stinn esou 100 Milliounen Euro bereet, fir d'Gemenge beim Bau vu lokalen, regionalen an nationale Sportinfrastrukturen ze begleeden.

Den Här Wolter wëllt onbedéngt eppes soen, Här President. E ka sech jo da fir muer aschreiwen.

D'Regierung steet zur absoluter Nécessitéit…

(Interruption)

Dir kënnt jo muer all déi Froe stellen, Här Wolter, déi Der wëllt.

M. le Président.- Also am Moment huet just de Premierminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Regierung steet zur absoluter Nécessitéit, fir en nationale Stadion ze bauen. Bis Enn 2014 gëtt an Zesummenaarbecht mat der Stater Gemeng en detailléierten Avant-projet vum neie Stadion presentéiert, an och fir d'Liichtathletik ginn adequat Installatioune realiséiert.

(Interruption)

Den Här Wolter wëllt nach ëmmer schwätzen, Här President. Soll ech ophalen, oder...?

M. le Président.- Neen. Ech mengen, den Här Wolter huet de Message verstanen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah.

(Brouhaha)

Une voix.- Endlech!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an zwee Méint sinn Europawahlen. Zu Lëtzebuerg sinn déi fir d'éischte Kéier getrennt vun den nationale Parlamentswahlen. Et ass eng Chance, fir sech op europäesch Wäerter, op essenziell Sujeten, déi eisen Alldag bestëmmen, ze konzentréieren. Europa ass méi wéi eng wirtschaftlech Konstruktioun. Et ass eng Iddi vu Fridden a vu Fräiheet, fir déi et derwäert ass, sech anzesetzen, jo souguer ze kämpfen.

D'Mënschen, déi net vun deem Gefill kënnen oder dierfe profitéieren, si bereet, hiert Liewen op d'Spill ze setzen. Dat gëllt fir déi Dausende Flüchtlingen, déi iwwer verschidde Weeër probéieren an Europa ze kommen. An et gëllt rezent fir déi vill Leit an der Ukrain, déi méi no un Europa wëlle sinn. Et ass ze hoffen, dass aus der aktueller Kris ëm d'Hallefinsel Krim keng weider Konfrontatioun a keen neie kale Krich wäert entstoen. Weider Spannungen, a virun allem en neit Wettrüsten, géif kenger Säit gutt doen, mä just der ziviler Ekonomie wäertvoll Ressourcen entzéien, déi kënne besser agesat ginn.

Ech wëll och do da profitéieren, fir dem Jean Asselborn Merci ze soen. Duerch säin Engagement hate mer jo d'Presidentschaft och vum Conseil de Sécurité. Den Här Asselborn ka leider net hei sinn, well mer en EU-Afrika-Sommet hunn.

Eis Arméi huet sech an de leschte Joren op Friddensmissioune kënne konzentréieren, a mir kënnen nëmmen hoffen, dass dat esou bleift. Ech sinn houfreg op d'Leeschtunge vun eise Jongen a Meedercher, eis Kapréil, Ënneroffizéier, Offizéier an d'Zivilpersonal vun der Lëtzebuerger Arméi, heiheem an dobaussen, wou mir bei Auslandsmissiounen aktiv derbäi sinn: an Afghanistan, am Kosovo, am Libanon, am Mali, an der Republik Kongo an och geschwënn an der Republik Zentralafrika. Kaum eng aner Arméi ass proportional weltwäit esou engagéiert wéi eis.

Mä och eis Défense muss hire Bäitrag leeschten, fir een ausgeglachenen Haushalt vum Lëtzebuerger Stat ze garantéieren. D'Regierung steet selbstverständlech zu deene militäreschen Engagementer, déi vun de viregte Regierungen agaange gi sinn, also och zum Militärfliger, dem A400M, deen zesumme mat de belsche Militärfliger op der Base aérienne vu Melsbroek bei Bréissel stationéiert ass.

An dësen Zäiten, wou gespuert muss ginn, ass et allerdéngs schwéier ze vermëttelen, dass de Fliger eis ronn 200 Milliounen Euro ouni TVA kascht. Dofir schéngt et mer kloer, dass déi ronn 17 Milliounen Euro, déi eise Bäitrag zum Aménagement vu Melsbroek duerstellen, duerch Réaménagementer am globale Budget vun der Lëtzebuerger Défense musse kompenséiert ginn.

Fir den Effort de défense un international Standarden unzepassen, ass de Fonds d'équipement militaire kontinuéierlech gewuess. Elo ass et un der Zäit, fir dësen Effort op eng méi nohalteg an durabel Basis ze setzen.

Gläichzäiteg dierfe mer eis Investissementer um nationale Plang awer net vernoléissegen. D'Infrastrukture vun der Kasär um Härebierg si veraalt a mussen dréngend renovéiert ginn. Nei Infrastrukture sinn e wichtege Bestanddeel fir de Fonctionnement vun enger moderner Arméi. An ech weess, dass de Minister Schneider amgaang ass ze kucken, fir esou séier wéi méiglech déi Aarbechten och kënnen unzefänken a mat engem Projet de loi da kënnen hei ze déposéieren.

No Jore vun der Investitioun an Expansioun an ëmmer méi militäresch Fäegkeeten, muss elo eng noutwendeg Phas vun der Konsolidéierung kommen. Ënnert dem Spuerzwang hunn eis Alliéierten a Partner aus der NATO an der EU op nei, innovativ Solutiounen am Beräich vun enger méi intensiver multinationaler Kooperatioun gesat. D'Lëtzebuerger Défense, zesumme mat hire Partner, wäert dës nei Pisten exploréieren an och konsequent ëmsetzen.

Mir wëssen, dass mir militäresch nëmmen e bescheidene Bäitrag zu méi Stabilitéit an der Welt liwwere kënnen. Dofir gesi mir eis Défense-Efforten an eis Kooperatiounsefforten enk matenee verstréckt. Béid Aspekter droen op hir Manéier zu méi Stabilitéit an der Welt bäi. A méi Stabilitéit an der Welt bedeit och mei Sécherheet heiheem. Duerfir hale mir eis Efforten an der Kooperatiounspolitik a bei der humanitärer Hëllef op deem Niveau vun engem Prozent vum RNB, och wann d'finanziell Situatioun, global gesinn, keng einfach ass.

Mir däerfen net vergiessen, dass et vill Leit gëtt op der Welt, deenen et un allem feelt. Bei eis bekämpfe mer de Cholesterol. A verschiddene Länner wieren d'Leit frou, wa se e Glas Waasser géife kréien! Zu deene musse mir stoen, aus Solidaritéit, a gudden an a schlechten Zäiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi finanziell Situatioun ass net einfach. De Stat ass op ville Plaze reformbedürfteg, eis Ekonomie ass enger globaler Konkurrenz ausgesat, an e klengt Land huet et an engem ëmmer méi grousse Wirtschaftsraum net einfach. Dat, wat zënter e puer Joer als „Kris" bezeechent gëtt, ass an der Tëscht déi nei Realitéit. D'Welt ass an de leschte Joren eng aner ginn. Mir kënnen deenen ale Realitéiten notraueren oder mir setzen eis mat deenen neien auserneen.

Déi Jonk maachen dat scho laang. D'Patronen aus alle Secteure soen zum Beispill, dass d'Zuel vun den Demandë fir e Stage ze maachen zënter e puer Jore massiv klëmmt. Schüler a Studente si sech bewosst, dass ee muss Efforte maachen, sech beweisen an engagéieren, d'Äerm eropstréppen an eng Hand upaken. Vill Jonker akzeptéieren dat a loosse sech och net esou séier vun negativen Nouvellen aus der Bunn geheien.

Mir sollen eis e Beispill un deene Jonken huelen.

Lëtzebuerg ass e klengt Land mat enger grousser Zukunft. Ech sinn iwwerzeegt, dass déi Zukunft gutt ausgesäit. Loosst eis zesummen dofir schaffen! Elo!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

Muer de Moie vun néng Auer un a muer de Mëtteg vun zwou Auer u gesi mer eis fir d'Debatten zu dëser Erklärung.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun de Mëtten ukomm. An ech schléissen d'Sëtzung of.

(Fin de la séance publique à 15.57 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 14

JEUDI,
3 AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Changement de composition d'une commission parlementaire
- *M. le Président*

3. Débat sur l'état de la nation
- *M. Jean-Claude Juncker (M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État intervient), M. Alex Bodry (M. Jean-Claude Juncker intervient), M. Eugène Berger*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech bieden, Plaz ze huelen.

Eis Sëtzung ass op. E schéine gudde Moien. Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat ass net de Fall.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

Ech wollt d'Chamber informéieren, dass, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, d'Fraktioun vun deene Grénge proposéiert huet, dass an der Kommissioun vun der Fonction publique den Här Roberto Traversini d'Madame Christiane Wickler ersetzt.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

No der Deklaratioun vum Här Statsminister zur Lag vun der Natioun komme mer dann de Moien direkt zu den Debatten iwwert d'Situatioun vum Land. Bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Juncker, Bodry, Berger, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany. Et ass selbstverständlech Zäit, fir sech weider anzeschreiwen. Ech géif direkt dem éischte Riedner, dem honorabelen Här Jean-Claude Juncker, d'Wuert ginn an drun erënneren, dass d'Riedezäit nom Modell 4 festgeluecht ass.

Dir hutt d'Wuert, Här Juncker.

3. Débat sur l'état de la nation

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här President, gudde Moien.

M. le Président.- Moien.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu gëschter eng Ried vum Statsminister héieren, wat eng roueg Ried war. Et war keng Hektik dran. Et war net vill Wibbeleges dran. Et war eng gutt strukturéiert Ried. An dofir wollt ech dem Här Bettel soen, als een, deen där Rieden do och alt vill huet musse schreiwen an halen, dass dat vun der Aart a Weis, wéi se virgedroe ginn ass, a vun der Aart a Weis, wéi se zesummegesat ass, e Luef an der Form verdéngt. An dat wollt ech hei soen.

(Interruption et brouhaha)

An et geet mam Luef virun,…

(Hilarité et brouhaha)

…well ech der Meenung sinn, dass een no honnert Deeg Regéieren iwwert déi, déi regéieren, a wéi se regéieren, weder eppes Virleefeges nach eppes Endgülteges ka soen. Ech hunn dat ni verstanen, firwat dass an der Öffentlechkeet, och an der veröffentlechter Öffentlechkeet, d'Meenung besteet, d'Regierung hätt honnert Deeg Zäit, fir ze weisen, wat se kéint. Wann een no honnert Deeg misst soen: „Dës Regierung kann eppes", da wier ee schlecht drun.

Well ech awer der Meenung sinn, dass ee méi wéi honnert Deeg brauch, fir ze weisen, wat ee kann, dass ee méi wéi honnert Deeg brauch, fir lues a lues zesummenzewuessen, fir déi Intimitéit am Ëmgang ze fannen, déi ee brauch - dat betrëfft e Verhältnis tëscht de Persounen -, wëll ech mech net hei an eng total Ried iwwert de virleefege Bilan vun der Regierung lancéieren. Ech halen dat fir ze fréi.

Déi Erklärung vu gëschter war u sech eng Paraphras, eng Widderhuelung, mä keng Clarificatioun vun der Regierungserklärung aus dem Dezember. Et war eng Waasserstandsmeldung a breede Beräicher an a groussen Zich. An déi Aart a Weis, wéi d'Regierung gëschter de Waasserstand ageschat huet, ass eng, déi mer gefält, well se war richteg. A si huet sech och kaum ënnerscheet vun der Erklärung zur Lag, déi d'lescht Joer am Abrëll hei virgedroe ginn ass, wat déi fundamental Feststellung vu gradesou fundamentalen Tatsaachen ubelaangt.

Am Grousse kann ee soen, dass d'Erklärung vu gëschter d'Regierungserklärung an deem Sënn bestätegt, dass se nach eng Kéier gewisen huet, dass an de graffen Zich d'Politik, esou wéi se war, virugefouert gëtt. Dat Aalt, wat virugefouert gëtt, dat gefält eis, an dat Neit, dat, wat soll änneren, dat gesi mer nach net. An dofir kënne mer dozou och nach net vill soen.

Et ass ganz vill Positives an där Ried gewiescht an ech halen näischt vu Fundamentaloppositioun a vum Dropklappen, jiddefalls net do, wou keng Ursaach besteet dropzeklappen. Mir wëllen, hu mer gesot, eng konstruktiv Oppositioun maachen a keng Obstruktioun, an dozou geheiert, dass een da positiv ervirhieft, wat et verdéngt, positiv ervirgehuewen ze ginn:

Wat d'Regierung seet a Saache Recherche, a Saachen ITC, a Saachen Entdecken, Weiderféieren, Ausbaue vun neie Kompetenznischen, wat d'Regierung an Zesummenhang mat der Logistik seet, dat fënnt eis Zoustëmmung, well et ass déi strikt Weiderféierung vun deene Politikakzenter, déi och an der Vergaangenheet gesat gi sinn.

Wat d'Regierung iwwert d'Reform vum Scheedungsrecht seet, fënnt eis Zoustëmmung. Et entsprécht och a graffen Zich - och a feinen Zich - engem Gesetzesprojet, deen dem Parlament virläit.

Wat d'Regierung iwwert den Homomariage seet, mat dem Adoptiounsdeel derbäi, fënnt eis Zoustëmmung an entsprécht deem Accord, dee scho virun de Wahlen an der zoustänneger Chamberskommissioun sech degagéiert huet. A mir wiere frou, wa mer et géife fäerdegbréngen, souwuel d'Reform vum Divorce wéi och d'Opmaache vun dem Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Koppelen esou séier wéi méiglech hei am Haus zur Ofstëmmung ze bréngen.

Dat, wat d'Regierung seet iwwert d'Reform vum Nationalitéitegesetz, fënnt och eis Zoustëmmung. Do läit och e Projet de loi vir, deen déi fréier Justizministeren ausgeschafft hunn. Et ass gëschter ugekënnegt ginn, do misst een nach eenzel Elementer, wéi beispillsweis den Ëmgang mat der Sprooch, iwwerkucken, an de Statsminister huet jo gesot, e géif sech wënschen, dass e breede Konsens iwwert d'Fraktiounen ewech an där Fro géif zustane kommen. Mir bedeelegen eis konstruktiv un där Debatt a mir hätten och gären, dass an där Fro, déi fir eist Land jo vu primordialer Wichtegkeet ass, e groussen, breeden demokratesche Konsens zustane kënnt.

Dass d'Regierung ukënnegt, de Gesetzesprojet iwwert den Zougang zur Informatioun zréckzezéien, fënnt och eis Zoustëmmung. Ech hat d'lescht Joer an der Erklärung zur Lag gesot, iwwert dee Gesetzesprojet iwwert den Informatiounszougang sollt an der zoustänneger Chamberskommissioun diskutéiert ginn an d'Deputéiert kéinten dann déi Ministeren, déi méi retizent waren, wat d'Opmaache vun den Informationskanäl ubelaangt, iwwerzeegen, well ech hätt se net alleguer iwwerzeegt kritt.

Elo sinn der nach e puer an der Regierung, deenen dee Gesetzesprojet ze wäit gaangen ass, deen ech fir d'Eischt abruecht hat. An et sinn der och e puer an der Oppositioun gelant, déi där Meenung waren. Dofir sinn ech frou, dass mer dat nach eng Kéier an aller Rou kënnen diskutéieren. Ech hunn net nëmmen eng laang Experienz, ech hunn och eng gutt Mémoire - déi zwou Saache ginn zesummen -, an da géif ech gäre moossen, wéi séier dass de Fortschrëtt sech beweegt. Jiddefalls sinn ech der Meenung, dass mer eng breet Ouverture vun den Informatiounskanäl brauchen.

Wat d'Regierung gesot huet iwwert d'Jugendgarantie, fir déi den Aarbechtsminister zoustänneg ass, dat fënnt och eis Zoustëmmung. Ech si frou, dass iwwregens entre-temps jiddwereen där Jugendgarantie kann eppes ofgewannen, well virun de Wahle war nach eng vun deenen dräi Regierungsparteien, nämlech déi gréng, der Jugendgarantie géintiwwer ganz skeptesch agestallt. Dass dat sech elo zum Richtege gedréint huet, kann ech nëmme begréissen. Déi Jugendgarantie ass eng Deeläntwert op de Problem vun der Jugendaarbechtslosegkeet, et ass net déi ganz Äntwert.

Dat ass keng Erfindung vun dëser Regierung. Dat hat déi al Regierung och schonn décidéiert, an déi hat et ëmsou méi liicht kënnen décidéieren, wou de Conseil européen scho virdrun en Ustouss an déi Richtung ginn hat, wéi iwwregens och schonn eng Kéier am November 1997 eng Jugendgarantie ugeduecht gi war, deemools mat enger Zäitachs vu sechs Méint.

Doraus ass ni ganz vill ginn an Europa. An ech kann nëmmen hoffen, dass dat dës Kéier besser geet! Ganz berouegt sinn ech an där Hisiicht net, well dee 6-Milliarden-Programm, deen de Conseil européen am Joer 2012 décidéiert hat, dee gëtt nëmme ganz kümmerlech genotzt. A grad déi Länner, déi et eigentlech am meeschte bräichten, déi Geldzufuhr aus den europäesche Finanzquellen, déi di sech schwéier, fir Programmer anzeriichten. Eisen Aarbechtsminister huet dat jo och no engem rezente Sozialconseil zu Recht schaarf kritiséiert.

Dass d'Regierung - de Statsminister huet gëschter dorop higewisen - déi Hëllef, déi e Chômeur ka kréien, wann e méi wäit muss schaffe fueren, déi „aide à la mobilité géographique", ofschaaft, dat ass eng gutt Saach. Dat hat déi lescht Regierung schonn décidéiert an ech hat et d'lescht Joer och hei ugekënnegt, an datselwecht zielt fir déi noutwendeg Iwwerpréiwung vun der Aide au réemploi, alles dat ass décidéiert gewiescht a gëtt zu Recht elo gemaach.

Wann een also kuckt, wat et an där Erklärung vu gëschter u Positivem ginn ass, da fält engem vill an, an et fält engem och an - obschonn d'Deputéiert vun der CSV dat net gutt leide kënnen, wann ech dat soen, an d'Leit dobaussen och soen, wat soll dann dat -, dat meescht, wat dës Regierung mécht, si Saachen, déi déi lescht Regierung gemaach huet oder déi déi lescht Regierung ugepaakt huet, an dofir ass et schwéier, do dergéint ze sinn.

Firwat soll een och géint eppes sinn, wat net nëmme gutt geduecht ass, mä wat sech och schonn um gudde Wee befënnt? Wéi zum Beispill och - an dorop ass gëschter opmierksam gemaach ginn - déi Politik, déi am Beräich vun der Finanzplaz gemaach gëtt.

Et ass gëschter drop higewise ginn, wéi frou dass mer wieren, dass mer esou vill net klassesch Banken op Lëtzebuerg kritt hätten, net klassesch am Sënn vun hirer geografescher Provenienz: eng russesch Bank, dräi chineesesch Banken.

Dat ass gutt gesot, an et wier nach besser gewiescht, wann een déi ganz Wourecht gesot hätt, well dat si Banken, déi den Här Frieden op Lëtzebuerg bruecht huet, a si sinn och gutt hei, grad wéi och déi Politik am Beräich vun der Plattformbildung fir d'chineesesch Währung Renminbi, d'Geld vum Vollek, eng Initiativ ass, déi zu Recht vun dëser Regierung virugefouert gëtt.

Wann ech dat also kucken, ass villes an där Ried gewiescht, wat engem, wann een net blann ass, gefält. Wann een natierlech stur ass, wann een net dat kuckt, wat ze gesinn ass, da fënnt een alles schlecht. Ech fannen net alles schlecht, mä villes gutt un deem, wat gëschter a Verlängerung vu Politiken, déi bestanen hunn, annoncéiert ginn ass. Ansonsten…

(Interruption)

Jo, Här Bettel…

(Interruption et hilarité)

Jo, jo, bis heihinner waart Dir och gutt! An da fänkt et un!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dann dréint et!

Une voix.- De Regierungswiessel muss jo fir eppes gutt sinn!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ansonste feelt et där Erklärung vu gëschter un där noutwendeger Kloerheet! Déi Ried huet keng Indicatiounen iwwert dee weidere Wee bruecht, deen d'Regierung wëllt aschloen. Dës Regierung wäert, wéi dës Koalitioun och, fënnef Joer laang daueren. Dofir hutt Der nach Zäit, fir net nëmme Froen ze stellen a mat Iech selwer ze diskutéieren - wann d'Ministere sech selwer dauernd Froen iwwer hir Departementer stellen, dat ass gutt, wa se kengem aneren dat soen! Ministere sinn net do, fir an der Öffentlechkeet mat sech selwer ze diskutéieren. Ministere sinn do, fir déi Froen, déi sech stellen, kloer an däitlech ze beäntwerten. Dat ass an der Ried vu gëschter op wäite Felder absolut net de Fall gewiescht!

Ech fänken u mat der Finanzsituatioun vum Stat. Do ware bei Regierungsuntrëtt wéineg Entdeckungen ze maachen. Dir hutt, denken ech, d'Erklärung zur Lag vum leschte Joer nach eng Kéier gekuckt, an do ass d'Finanzsituatioun vum Stat kloer an däitlech beschriwwen. An do ass och beschriwwen, wat ze geschéien huet.

An der Erklärung zur Lag vum leschte Joer - mä ech weess, dass mer déi net hei diskutéieren, mä déi vun dësem Joer - steet dran, dass de Spuereffort vum Stat misst virugoen, well d'Entwécklung vum Scholdestand net esou kéint akzeptéiert ginn, wéi se amgaang war sech ze entwéckelen.

Bei der Beschreiwung vum Scholdestand wier et noutwendeg gewiescht, drop hinzeweisen - dofir maachen ech dat haut -, dass do en décke Pak Bankerettungsmilliarden dra sinn, a wann een déi aus dem Scholdestand eliminéiert, dann hate mer eng Statsschold vun 20,6% an net dee Scholdestand, dee mer haut ze vermelden hunn.

Mir haten d'lescht Joer zum Ausdrock bruecht, am Joer 2014 misst weider gespuert ginn, nodeem mer e Spuereffort vun iwwer 900 Milliarden (veuillez lire: 900 Milliounen), e Konsolidéierungseffort méi korrekt ausgedréckt, vun iwwer 900 Millioune fir d'Joer 2013 hei am Parlament verabschit hunn.

Dës Regierung proposéiert elo - déi ugetrueden ass, fir d'Defiziter ze reduzéieren a fir de Scholdestand no ënnen ze korrigéieren - 231 Milliounen. Dat ass dräimol manner, wéi dee Konsolidéierungseffort, dee fir d'Joer 2013 gemaach ginn ass!

Déi 231 Millioune Konsolidéierungsbeméiunge wäerte mer jo am Detail bei de Budgetsdebatten ze diskutéieren an ze duerchliichten hunn, an da fale scho vill vun deenen 231 Millioune sougenannte Spuermoossnamen an eng aner Kategorie, wa mer eis dat méi genau ukucken.

Ech sinn trotzdeem der Meenung, dass vun der Gréisstenuerdnung hier dee Konsolidéierungspak fir d'Joer 2014 stëmmt. Mir haten d'lescht Joer gesot, et wier héchstens méiglech, am Joer 2014 - dat hate mer préannoncéiert - e Konsolidéierungseffort vun 250 bis 300 Milliounen ze maachen. Wann d'Regierung hiert Zil, fir 10% Konsumausgaben ze sträichen, gepackt hätt, da wiere mer och op ronn 250 Millioune komm. Dat heescht, vun der Gréisstenuerdnung hier ass dee Pak do an der Rei, well mer och d'lescht Joer gemeinsam, mengen ech, der Meenung waren, dass een net kéint 400, 500, 600 Milliounen spueren. Aus konjunkturelle Grënn huet dat sech net imposéiert an dofir ass

dee Pak, onofhängeg vu senger Konsistenz, vu sengem Volume hier absolut vertrietbar.

Wat eis feelt an där Duerstellung vu gëschter, dat sinn Indicatiounen iwwert dee weidere Wee! D'Regierung muss virum Enn vum Mount e Stabilitéitsprogramm zu Bréissel areechen, an ech fannen et éierlech gesot net gutt, wa mer ufanks Abrëll iwwert d'Statsfinanzen diskutéieren, d'Regierung Enn Abrëll hir Virstellungen zu Bréissel muss areechen a mer an der Chamber net d'Geleeëenheet hunn, an dëser Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, wat jo och eng Debatt iwwert den Zoustand vun de Statsfinanzen ass, eis kënne mat de Propositioune vun der Regierung, zumindest wat d'Volumina ubelaangt, fir d'Joer 2015 auserneenzesetzen. Hei wier e bësse méi Inhaltleches eigentlech fir d'Ried konsistenzméisseg duerchaus beräichernd gewiescht, wa mer do eppes héieren hätten, ähnlech, wéi dat d'lescht Joer gemaach ginn ass.

Den Här Statsminister huet sech gëschter driwwer erfreet gewisen, dass de President vum Eurogroup de Lëtzebuerger Budget gelueft hätt. En huet en och gelueft. Mä Dir hutt gesot, et misst een dem Land d'Wourecht soen. Da muss een och déi ganz Wourecht soen! Den Här Dijsselbloem, President vum Eurogroup, deen huet a senger roueger, calvinistescher Aart, ouni dass ee Journalist em d'Fro gestallt huet, bei senger Aféierung op senger Pressekonferenz gesot, dee Lëtzebuerger Budgetseffort, dee wier gutt, mä déi Hypotheesen, op deenen dee Budgetsprojet fir d'Joer 2014 géif opbauen, déi wieren iwwerméisseg optimistesch. An de President vun der Europäescher Zentralbank huet datselwecht gesot.

Wann Der also sot, den Eurogroup hätt de Lëtzebuerger Budget begréisst, musst Der gläichzäiteg soen, dass an der Aschätzung vun deenen anere Finanzministeren d'Basishypotheesen ze optimistesch sinn. Mir mussen also kucken am weidere Verlaf vum Joer, wie recht huet: d'Regierung oder d'Kommissioun oder den Här Dijsselbloem oder den Här Draghi, President vun der Zentralbank. Dat wäerte mer gesinn.

Pardon?

(Interruption)

Gelift? Statec? Jo, de Statec ass jo net an der Regierung!

(Interruption)

Neen. Dir hutt d'Geleeëenheet verpasst gehat wahrscheinlech, en externe Consultant ze froen, wéi d'Prévision macro-économique zu Lëtzebuerg... Da muss een agestallt ginn...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma dat sidd Dir jo amgaang ze maachen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- ...ech gi jo net vun der Regierung...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir waarde jo op Är Meenung.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Ech soen lech, dass Är Hypotheesen ze optimistesch sinn. Ech kann awer net ausschléissen…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Sou wéi et déi lescht 18 Joer gemaach ginn ass.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Gelift?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Näischt!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif d'Regierung bieden, dem Riedner nozelauschteren. D'Regierung kann herno zu jiddwer Zäit Stellung bezéien. Am Moment huet just den Här Juncker d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Här President, esou gefaalt Der mer!

Mir diskutéiere jo hei net iwwert déi lescht 18 Joer. Dat kënne mer awer gäre maachen. Do wier villes ze soen, zum Beispill, wann Der feststellt, dass eise Schoulsystem net adaptéiert wier: Vun deene leschten 18 Joer war d'CSV déi lescht 15 Joer net am Éducatiounsministère. An insofern ass dat jo en interessanten Hiweis gewiescht, dass de Beräich vun der Beruffsausbildung a vun der Formatioun a vun der Schoul net adaptéiert wier. Un eis ass et net gescheitert. Am Géigendeel, mir hunn déi zwee Ministeren, d'Madame Brasseur an d'Madame Delvaux - wat net jiddwereen heibanne ka soen! -, op alle Punkten ëmmer ënnerstëtzt.

Et geet also drëm erauszefannen, wéi déi finanzpolitesch Streckeféierung an deenen nächste Joren ass. Dat hu mer gëschter an där Ried net ze héiere kritt, wat e Feeler ass, well mer hei am Däischteren iwwert d'Zukunft diskutéieren a vu lauter Niwwel de Pad ënnert eise Féiss net gesinn.

Et gëtt eng Steierreform annoncéiert fir d'Joer 2017. Wann ech dat richteg verstanen hunn, d'Terminsetzung: Déi Steierreform gëtt 2016, denken ech, hei am Haus abruecht an trëtt am Joer 2017 a Kraaft.

Woura se besteet, an de grousse Linnen, si mer gëschter net gewuer ginn! Or, et muss een eng steierpolitesch Virstellung hu fir déi nächst Joren, wann een ufänkt ze regéieren.

Ech sinn dermat d'accord, dass een no honnert Deeg, fir nach eng Kéier bei deenen honnert Deeg ze bleiwen, net am Detail weess, wat ee genau, millimetergenau an eng Steierreform kann akleeden, mä déi grouss Linne misst een awer kennen.

Et ass eng interessant Ausso gemaach ginn, déi mech erfreet huet, am Zesummenhang mat der Betribsbesteierung, wou d'Regierung annoncéiert huet, si géif op deen ugekënnegten, mat Determinatioun ugekënnegte Projet de loi iwwert d'Intérêts notionnels à la belge verzichten.

Ech kann Iech dozou nëmme félicitéieren. Dat hat ech Iech an der éischter Ried no der Regierungserklärung am Dezember scho gesot, dass Der deenen net sollt nolauschteren, déi am Flüsterkaste vun de Koalitiounsverhandlungen Iech dat an de Koalitiounsprogramm diktéiert hunn. Well dat wier een net ze akzeptéierende Steiercadeau notamment un dat auslännescht Grousskapital gewiescht, zulaaschte vun de Lëtzebuerger Steierzueler. Dofir ass et gutt an dofir wëll ech Iech och ausdrécklech félicitéieren, dass Der, no Ärer Regierungserklärung, déi Der den 10. Dezember virgeluecht hutt, an nodeem mir Iech den 11. Dezember gesot hunn, dat wier net gutt, elo am Abrëll zu därselwechter Konklusioun kommt. Dat ass gutt esou!

Da kënnegt Der eng TVA-Erhéijung un, eng TVA-Erhéijung vun 2% op den 1. Januar 2015. Ech wëll Iech net genéieren doduerch, dass ech Iech hei virliesen, wat a Saachen TVA-Erhéijung déi lescht honnert Deeg alles hei gesot a gezielt ginn ass. Eng Kéier sollt se direkt kommen, eng Kéier sollt se am Juli kommen. Eng Kéier sollt se am Hierscht kommen. Elo kënnt se finalement op den 1. Januar 2015. An dat ass och richteg, dass se eréischt op den 1. Januar 2015 kënnt, esou wéi dat an der Erklärung zur Lag vum leschte Joer gesot gi war.

Et wier gutt gewiescht wann Der Iech einfach un dat gehalen hätt - et ass jo nach eng Regierungspartei an der Regierung, déi och déi leschte Kéier an der Regierung war -, wat d'lescht Joer gesot ginn ass, anstatt d'Leit geckeg ze maache mat dauernden ofwiesselnden Terminer, wat d'Erhéijung vun der TVA ubelaangt.

Elo wësse mer, dass dat den 1. Januar 2015 ass, a mir wëssen och, wéi d'lescht Joer gesot ginn ass, dass déi TVA-Erhéijung vun 2% net duergeet, fir de gesamte Steierausfall ze kompenséieren, deen duerch d'Ewechbrieche vun de Recetten aus dem E-Commerce am Joer 2015 wäert entstoen. An dofir muss weider gespuert ginn, dat steet ausser Fro.

Ech wéilt just zu där TVA-Erhéijung e puer Wuert soen: Et ass gëschter zu Recht drop higewise ginn, dass mer déi niddregst TVA-Sätz an Europa hunn. Mir hunn zënter 1993 ni méi un der TVA-Schrauf gedréint, well mer - doriwwer huet eigentlech ëmmer en informelle Konsens an der politescher Klass zu Lëtzebuerg bestanen - eis déi Méiglechkeet vun TVA-Erhéijung sollte loossen, wa mer eng Kéier aus finanzpolitesche Grënn, aus budgetspolitesche Grënn - an déi sinn elo do - missten eng TVA-Erhéijung maachen. A richteg ass et, dass een héije Prozentsaz vun deene Produkter, déi mam superreduzéierte Steiersaz vun 3% besteiert ginn, richteg ass et, dass een och dorunner net touchéiere geet.

Ech wëll drun erënneren, dass déi Produkter, déi ënner 3% leien, bis 1992 méi héich besteiert ware wéi 3%. Et war där deemoleger Regierung während der Présidence '91 vum ECOFIN gelongen, en europäeschen Accord iwwert d'TVA-Harmoniséierung an d'Akzisenharmoniséierung erbäizeféieren. An zum Kompromiss, deen d'Lëtzebuerger Presidentschaft deemools virgeluecht huet, gehéiert, dass et zu enger Ofsenkung vun den TVA-Sätz op liewensnoutwendege Produkter komm ass. Dass een dat bestoe léisst, ass gutt.

Net esou gutt ass et, fir auszeschléissen, dass et fir déi akommesschwaach Kategorië vun der Bevëlkerung - an där gëtt et! - zu kengerlee Kompensatioun kënnt parallell zur TVA-Erhéijung. Et gëtt gesot, am Kader vun der Steierreform géif ee sech d'Fro vun de Kompensatioune fir déi akommesschwaach Deeler vun eiser Bevëlkerung nei stellen. Or, bei enger Steierreform kënnt Der keng Steierofsenkung bei deene maachen, déi keng Steiere bezuelen!

D'TVA-Erhéijung, vun där déi gréng virun de Wahle gesot hunn, dat wier eng sozial ongerecht Steier a si géife sech géint déi Erhéijung wieren - do hu se bäigeléiert, si bleift awer nach ëmmer sozial ongerecht, mä si wiere sech net méi dergéint -, déi trëfft an engem méi staarke Mooss déi akommesschwaach Deeler vun der Bevëlkerung. An et wier wichteg a richteg gewiescht, parallell zur Erhéijung vun der TVA kompensatoresch, ausgläichend Moossname fir déi akommesschwaach Deeler vun der Bevëlkerung a Kraaft ze setzen an net ze waarde bis an d'Joer 2017.

Am Joer 2015 an am Joer 2016 ginn déi akommesschwaach Deeler vun der Bevëlkerung steierlech méi belaascht, an am Joer 2017, am Kader vun der Steierreform, kritt Der se net entlaascht, well Der deene Leit, déi keng Steiere bezuelen, och keng Steiererméissegung kënnt ginn. Da musst Der kompensatoresch Moossnamen am Ausgabendeel vum Budget aféieren. A well Der dat musst maachen, hätt Der dat och kënnen elo direkt maachen. Da wier dat méi eng kongruent Politik gewiescht wéi dat Verschuppe vun enger noutwendeger Begleetmoossnam an d'Joer 2017.

Et gëtt ëmmer gesot, dat wier jo scho jorelaang bekannt, dass d'Steier um E-Commerce géif manner abréngen, wéi dat de Moment nach de Fall ass, an dofir hätt ee misse Reserve bilden.

Ech wëll drop opmierksam maachen, dass mer iwwer Jore Reserve gebilt hunn ënner Form vun enger Investitounsaffectatioun vun de budgetäre Plus-valuen, déi mer an der Zäit realiséiert hunn. Hätte mer déi lescht Joren aus den Einnahmen, déi den elektroneschen Handel bruecht huet, Honnerte Milliounen an d'Reserve geluecht, fir prett ze si fir deen Dag, wou déi Einnahmequell géif ewechbriechen, dann hätte mer eis déi lescht Jore wiesentlech méi verschëlde missen. Dann hätte mer déi lescht Joren eventuell missen d'TVA-Erhéijung scho maachen. Mä mir waren eis ëmmer eens, dass et an de Joren '11, '12, '13 a '14 aus Konjunkturgrënn sech net géif imposéieren, eng TVA-Erhéijung ze maachen, well dat konjunkturnegativ Effekter gehat hätt. An dofir kann een déi TVA-Erhéijung och eréischt fir den 1. Januar 2015 maachen.

Grouss Bedenken hu mer bei der TVA-Besteierung vun de Bauaktivitéiten. Mir verspären eis där Debatt net, mä mir wéisste gären, wat d'Auswierkungen dovu sinn op de Secteur vun dem Mietwunnengsbau, wann een de Logement locatif net méi mat dem supererméissegte Steiersaz vun 3% TVA besteiert, mä mat engem, wéi ech denken, normale Regelsaz vu 17%.

Mir sinn eis jo eens, dass mer net genuch Mietwunnengen am Land hunn. Da verstinn ech net, firwat dass mer grad bei deene Leit, déi an de Logement locatif, an de Mietwunnengsbau investéieren, elo eng Steiererhéijung virhuelen. Dat schéngt mer contraire ze sinn zu den Noutwendegkeeten, déi mer um Wunnengsbaumaart de Moment schonn erkennen. Dofir hale mer déi Moossnam a priori fir net gutt. Mir géifen nawell gären - well dat hutt Der Iech jo iwwerluecht - déi genau Auswierkunge vun där Steiererhéijung um Logement locatif gesinn, fir dann eis Meenung definitiv ze soen.

En fait ass dee supererméissegte Saz beim Bauen, dee just zu Lëtzebuerg besteet, agefouert ginn, well mer och wollten e Bäitrag leeschten zur Bekämpfung vun der Schwaarzaarbecht. Déi TVA-Regelung fir de Bau ass e wiesentleche Bestanddeel an der Lutte géint d'Schwaarzaarbecht. Dofir géife mer Iech bieden, Iech dat nach eng Kéier ze iwwerleeën. Mir diskutéieren dat gäre mat, mä mir wéisste gären, wou dat hiféiert.

Dann hu mer mat Spannung gewaart, dass mer endlech kloer Indicatioune géife kréien iwwert déi zukünfteg Ausgestaltung vun der Familljepolitik. Do sinn och x Iddien diskutéiert ginn. D'Ministesch huet sech selwer Froen iwwer hir eegen Iddien an der Effentlechkeet gestallt an huet hir Froen, déi se hat, net beäntwert, esou dass d'Leit eigentlech ganz duerjernee sinn, well se net wëssen, a wat fir eng Richtung evoluéieren dann elo d'Kannergeld an aner Familljeprestatiounen.

Dat si mer gëschter net gewuer ginn. Hei wier et drëngend noutwendeg gewiescht, déi Onsécherheet, déi a breede Bevëlkerungsdeeler besteet, doduerch ze behiewen, dass een hei kloer Faarf bekannt hätt. Dat ass gëschter net geschitt. Dat ass eng Unterlassungssënde, déi ee muss brandmarken!

Et gëtt iwwert d'Reform vum RMG geschwat. Dat hu mer och d'lescht Joer gesot, mat groussem gewerkschaftlechen an deelweis LSAP-Kritikstuerm. Dat steet och elo an der Regierungserklärung, wéi och schonn an der eigentlecher Regierungserklärung. Mir hätte just gäre gewosst, a wat fir eng Richtung dass et do geet. Grad wéi mer och drop waarden - dat hu mer scho gefrot am Dezember -, wat dat dann heescht, dass een d'Indemnité de chômage, also d'Aarbechtslosenënnerstëtzung, géif iwwerpréiwen.

Mir waren eis a fréiere Regierungen eigentlech eens, dass een an der Kris net dierft d'Indemnité de chômage kierze goen, aus evidente sozialautomateschen, stabilisatoresche Grënn. Mir wéisste gären a mir froen dat och an dëser Debatt, wat Der do wëlles hutt.

Da muss ech soen, dass ech dee Passage iwwert den Index net bekäppt hunn. Dat kann natierlech mat mengem mangelnde Versteesdemech ze dinn hunn, mä ech hu festgestallt, dass ech awer net deen Eenzege sinn, deen dat net bekäppt huet.

An der Regierungserklärung sot Der, an där Regierungserklärung vum Dezember, Dir géift déi Indexregelung, déi mer elo hunn, viruféieren. Gëschter huet d'Regierung hei erkläert, si wier sech net sécher, ob d'Bäibehale vun där Indexformel, déi mer elo hunn an déi mer no Bipartite-Verhandlungen... D'Bipartite huet jo och erëm eng Renaissance déi lescht Zäit kritt, well dat mat der Tripartite, dat schéngt net esou richteg ze rëtschen. No Bipartite-Verhandlungen hu mer eng Indexmodulatioun fonnt, an do freet d'Regierung sech gëschter, ob dat dann elo déi richteg Formel wier, a seet dann, d'Sozialpartner sollen e globalen Accord - ech denken, an där Fro - treffen. A wa se dee globalen Accord net géifen treffen, da géif d'Regierung hir Verantwortung iwwerhuelen.

Ech wollt just froen: Wouriwwer soll et dann an deem globalen Accord do goen? Et ass jo net ze erwaarden, bei deem niddregen Inflatiounsstand, dee mer haut hunn, dass esou séier eng Indextranche géif erfalen. Firwat mussen d'Sozialpartner bis de Summer en Accord global iwwer ech weess net wat fannen - d'Regierung muss sech jo eppes dobäi denken, bei deem Accord global -, wa mer Zäit hunn, déi Indexfro an aller Rou ze klären?

Mä ech verstinn net dee Sprong tëscht der Regierungserklärung vum Dezember an der Regierungserklärung vu gëschter. Dir hat eng kloer Ausso zum Index gemaach. Gëschter hutt Der eng nebulös Ausso zum Index gemaach, déi kee Mënsch am Land versteet. An ech weess och net, wat d'Sozialpartner solle mat där Invitatioun maachen, fir e globalen Accord ze treffen, wa kee Mënsch weess, wouriwwer et an deem globalen Accord soll goen. Dofir mengen ech, dass hei d'Wourecht et eigentlech verlaangt hätt, dass ee méi kloer gesot hätt, wourunner dass d'Regierung denkt, wa se däraarteg Iddien an d'Welt setzt.

Der langen Rede kurzer Sinn: Déi Regierungserklärung vu gëschter huet vill Positives enthalen, do wou déi Politik, déi am Lafen ass, soll onverännert oder liicht verännert virugefouert ginn. Déi Regierungserklärung vu gëschter huet keng Kloerheet iwwert deen zukünftege Wee vun der Regierungspolitik bruecht.

Am Dezember an der Regierungserklärung ass gesot ginn, d'Leit misste wëssen, wou et higeet, d'Leit misste wëssen, wat d'Regierung wëllt, an d'Leit misste wëssen, wat fir Äntwerten dass d'Regierung op déi Froen, déi sech stellen, gëtt.

D'Regierung huet gëschter keng Äntwerten op déi Froen, déi sech stellen, nieft deenen, déi ech behandelt hunn, ginn. Well d'Regierung och gëschter de Moment verpasst huet, méi kloer ze soen, wat fir Froen dann zu zukünftege Referende sollen zougelooss gi respektiv gestallt ginn.

Hei gëtt einfach virugefuer wéi am Dezember, ze soen, mir maache Referenden, mä et gëtt een net gewuer, wouriwwer dass déi Referenden da solle goen. Et wier gutt gewiescht, wa mer dat gëschter gewuer gi wieren.

Mir sinn also gëschter net gewuer ginn, a wat fir eng Richtung dass de Budget 2015 geet. Mir sinn net gewuer ginn, wat déi grouss Linne vun der Steierreform solle sinn, déi 2017 a Kraaft trëtt. Mir sinn net gewuer ginn, wat fir kompensatoresch Moossname fir déi akommesschwaach Kategorië vun der Bevëlkerung am Zesummenhang mat der TVA-Erhéijung getraff ginn. Mir sinn net gewuer ginn, wéi et a Saache Kannergeld an iwwerhaapt familljepolitesch Prestatioune virugeet. Mir sinn net gewuer ginn, wat an der Indexfro, wou Kloerheet bestanen huet, soll anescht gemaach ginn.

Et war also eng Regierungserklärung mat vill Positivem, awer mat eklatante Schwaachstellen. Et ass eng Regierungserklärung gewiescht, déi d'Regierungspolitik net méi däitlech gemaach huet wéi dee schwammegen Androck, deen een no Ärer Regierungserklärung den 10. Dezember hat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem éischte Riedner, dem Här Juncker. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry vun der LSAP. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Regierung an déi politesch Majoritéite wiesselen. D'Problemer an d'Erausfuerderungen, déi sech dësem Land stellen, bleiwen awer zu engem gudden Deel déiselwecht. Déi nei Majoritéit muss dat erkennen. An d'Oppositioun, besonnesch déi nei Oppositioun, däerf dat net vergiessen.

Wa mer eng Rei vu Problemer hunn, déi mer scho jorelaang kennen a wa mer se nach net geléist hunn, dann ass dat en Échec collectif. Et kann een dat net dëser Regierung unhänken, mä et ass u sech och op d'Komplexitéit vun den Dossieren zréckzeféieren, op déi laangfristeg Répercussioune vu Moossnamen, déi een hëlt, zréckzeféieren, awer zum Deel och op e Manktum u Courage zréckzeféieren. An an déi Kritik kann ee ganz vill Leit hei matabezéien.

Wann ech d'Kommentare gëschter héieren hunn, dat ass e bëssen nuancéiert ginn hei duerch dem Jean-Claude Juncker seng dach ganz pondéréiert Interpretatioun. An deene kuerze Kommentaren direkt kommen déi Nuancen net esou eriwwer.

Dann hunn ech awer och eng Impression de déjà-vu. Ech si scho laang hei mat derbäi, iwwer 20 där Deklaratiounen hunn ech, sief et als Parlamentarier oder als Regierungsmember, schonn nogelauschtert. An et ass bal ëmmer esou, dass d'Oppositioun seet, d'Regierung wär onprezis, d'Regierung géif net alles soen, dat eent géif feelen, dat anert géif feelen.

An all Kéiers war bis elo d'Äntwert, fir ze soen: Ma neen, eng Regierungserklärung kann net op all Punkten agoen, kann net all Aspekter vun der Politik beliichten, setzt vun Deklaratioun zu Deklaratioun aner Schwéierpunkten. An déi politesch Debatt zu Lëtzebuerg, glécklecherweis, beschränkt sech jo net op déi Deklaratioun vun der Regierung, an da während aacht Stonnen hei eng Debatt an der Chamber, mä déi ass geprägt vu ganz ville politeschen Debatten.

Hei ass eng wichteg, mä déi nächst Etapp kënnt. Déi nächst Etapp ass d'Budgetsdebatt, déi mer no der Ouschterpaus wäerten hei an der Chamber hunn, verbonne selbstverständlech och mat enger Diskussioun ronderëm de Pacte de stabilité et de croissance, déi Indicatiounen, dee Programm, deen d'Lëtzebuerger Regierung, wéi hir Virgänger, muss bis Enn Abrëll och bei der Europäescher Kommissioun zu Bréissel ofginn a wou natierlech och do nei Prezisioune wäerte kommen, notamment wat och den Équiliber vum Budget respektiv de Spuereffort ugeet, deen dës Regierung wëllt déi nächst Joren duerchféieren.

Wat ech net kann akzeptéieren, dat ass d'Kritik, déi hei gemaach ginn ass an déi den Oppositiounssprecher hei schéngt ze iwwerhuelen, dass a priori déi Basis, op där d'Regierung hir Politik opbaut, ze optimistesch wär.

Net méi spéit wéi gëschter véier Auer war Finanz- a Budgetskommissioun an do hu mer déi allerlescht Zuelen, en Updating kritt vun deene Previsiounen, déi de Statec mécht an déi elo afléissen an déi Aarbechten, déi de Comité de prévision ze maachen huet. Dat sinn d'Zuele vum Comité de prévision an net d'Zuele vun der Regierung. Mä mir mussen eis do ewechbewege vläicht och aus der Traditioun vun der Vergaangenheet, wou de Statec emol dat eent sot an d'Regierung gesot huet: „Neen, fir de Budget gi mir eigentlech vun enger anerer Hypothees aus."

Déi Zäite sinn eriwwer, eigentlech schonn zënter e puer Joer. Et gëtt e Comité de prévision, wou ebe Fachleit aus deenen eenzelne Verwaltungen zesummesëtzen, déi dann u sech d'Prognosen an d'Hypotheesen der Regierung matdeelen, op deene si dann hir Finanz- a Budgetspolitik an deenen nächste Joren opbaut.

Dat wëlle mer jo och deemnächst gesetzlech verankeren an och d'Indépendance, d'Onofhängegkeet vun esou engem Gremium garantéieren, fir dass eben op méiglechst objektiven an net op reng politeschen Zuele kann d'Politik vun deenen nächste Joren opgebaut ginn.

An déi Zuelen, déi mer gëschter hei geliwwert kritt hunn, déi bestätegen allerdéngs ganz kloer déi Virausnahmen, déi d'Regierung iwwerholl huet bei der Opstellung vun hirem Budget 2014 respektiv och, wat d'Deklaratioun vu gëschter ugeet.

Nach wie vor geet de Statec dovunner aus, dass mer dëst Joer wäerten en héije Wuesstum kréie vun 3,1%, 3,2%. An do ass, wann ech richteg verstanen hunn, d'TVA-Erhéijung scho mat berücksichtegt an deenen dote Prognosen. An, wéi gesot, mir huelen och méi en héije Wuesstum eigentlech mat an dëst Joer eran, well wahrscheinlech och 2013 mat engem relativ héije Wuesstum vun 2,2% ofschléisst. An de Statec geet och dovunner aus - et ass evident, do gëtt natierlech d'Treffsécherheet gëtt méi kleng, wat ee sech méi an d'Zukunft beweegt -, dass an deene Joren duerno, 2015 an 2016, kéint mat engem Wuesstum vu gutt 3% pro Joer gerechent ginn.

Dat ass...

(Interruption)

Jo.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech wollt déi makroekonomesch Hypotheesen, op deenen d'Regierung schafft, net fundamental a Fro stellen. Ech hu just drop opmierksam wëlle maachen, nodeem den Här Bettel gëschter den Här Dijsselbloem hei zitéiert huet an deem laudativen Deel, deen d'Lëtzebuerger Budgetspolitik betrëfft, dass den Eurogroup, d'Kommissioun an d'Zentralbank der Meenung sinn, dass déi Hypotheesen ze vill optimistesch sinn. An zur Wourecht gehéiert et, dass een dat seet, an net nëmme seet, den Här Dijsselbloem als Eurogroup-Chef hätt de Lëtzebuerger Budget gelueft. En huet och eppes aneschters gesot.

Dat wollt ech hunn, dass d'Leit dat gewuer ginn, well ech wéi den Här Bettel och der Meenung sinn, dass een de Leit déi ganz Wourecht soll soen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen zwar, Här Juncker, Dir hätt elo e Saz hei bäigefügt an Ärer Interventioun, wou Der gesot hutt: Ech deelen déi Aschätzung. Mä dat kann een herno am Compte rendu noliesen.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech hu gesot, d'Evolutioun am nächste Joer an am iwwernächste Joer géif dat weisen! Et waren nach ni Previsioune ganz richteg.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass ganz kloer. Dat seet jiddwereen. Et ass ëmmer nëmmen eng Momentopnahm opgrond vun deenen Donnéeën, déi een huet.

Mä nach wie vor wollt ech just hei dann och, fir d'ganz Wourecht dann der Chamber ze soen, matdeelen, dass mer gëschter an der Finanzkommissioun matgedeelt kritt hunn, dass de Statec eigentlech déi éischt Previsioune bestätegt an och kloer gesot huet, dass déi éischt Indicatiounen, déi e vun deenen éischte Méint hätt vun 2014, ganz kloer géifen och an déiselwecht, méi positiv Richtung weisen. Dont acte. Ech mengen, et kann een och emol positiv sinn an net probéieren, alles hei ëmmer méi negativ duerzestellen. D'Erausfuerderunge si schonn esou grouss genuch!

Mä et ass vläicht eng Chance fir dëst Land - ech schwätzen nämlech net hei vun der Regierung -, dass, wa sech déi dote méi positiv Hypotheese sollte bestätegen, déi awer nach ëmmer wäit ënnert deene Wuesstumsrate leien, déi mer eigentlech vu Mëtt den 1980er Jore bis hin zur Kris 2008/2009 haten, wa sech déi sollte bestätegen, ass awer eng Chance do, dass een an esou engem Émfeld kann eng Rei vu Strukturreforme maachen, déi natierlech matzen an enger Kris praktesch net duerchzeféiere sinn, well se dann déi Kris nëmme géife verstäerken.

Dat ass vläicht eng Chance. Ech géif mer et wënschen, dass déi Prognose géife richteg leien. Eng Chance, déi dëst Land huet, dass mer effektiv eng Rei vun Dossiere kënnen upaken, déi mer matzen an der Kris net konnten upaken, well dat nëmmen zu enger Verbéserung vun der Situatioun gefouert hätt. An engem Joer wësse mer do sécherlech och méi, wéi et dann elo tatsächlech weidergaangen ass.

Wann een déi Erklärung vun der Regierung kuckt, da stellen ech fest, dass d'Regierung duerchaus d'Erausfuerderungen erkannt huet, d'Prioritéite richteg setzt fir déi nächst Joren an och eng Rei vun éischten Äntwerte gëtt, awer, mengen ech, an enger Bescheidenheet, déi jiddwerengem hei géif eigentlech ziemen, net den Usproch huet, vun haut op mar sämtlech Problemer ze léisen.

An ech wëll mech an dat aschreiwen, wat de Virriedner hei gesot huet, wat déi dach surrealistesch Debatt ugeet vun deem Bilan no honnert Deeg!

Honnert Deeg brauch een, fir sech mat den Dossieren ze familiariséieren. An ech hunn den Androck, dass déi honnert Deeg gutt genotzt gi si vun dëser Regierung an dëser Majoritéit, fir dat doten ze maachen. Mä et gëtt een net bewäert op deenen éischte knapp véier Méint, mä et gëtt ee bewäert op der gesamter Period vu fënnef Joer. A bei déi véier Méint kommen nach 54 Méint derbäi, bis et dann am Oktober 2018 zu deenen nächste Wahle kënnt. An da gëtt de Bilan gezunn, an ech hoffen, dass dee Bilan gutt ausfält fir Lëtzebuerg! Well dorëms misst et eis alleguerten eigentlech goen.

Wat mech ëmmer méi stéiert - dat ass vläicht och e Phenomeen, wann ee laang derbäi ass an ufänkt, eng gewëssen Distanz zu den eenzelnen Dossieren ze kréien: Et ass och gemaach ginn, wéi wann déi Problemer, déi sech stellen, déi mer kennen, wéi wann dat d'Problemer vun der Regierung wären.

Dat sinn d'Problemer vun eis alleguerten! Dat sinn d'Problemer vun dësem Land. An ech géif mer erhoffen, dass mer och et fäerdegbréngen, trotz alle parteipoliteschen Divergenzen an och Identitéitsfroen, déi sech fir all Parteie stellen an deenen Debatten, dass mer awer dee Konsens, dee mer hunn awer a wesentleche Froen, dass mer deen erhalen.

Duerfir schockéiert et mech net, an ech hunn dat och scho gesot bei der Debatt ronderëm d'Koalitiounserklärung am Ufank vun dëser Mandatsperiod, dass selbstverständlech immens vill Elementer vu Kontinuitéit an där Deklaratioun och hei drastinn. Vläicht ass d'LSAP och dat Bindeglied an der Kontinuitéit - dat kéint jo emol sinn - vun där enger Politik an déi aner Politik. Mä gläichzäiteg, bei där Kontinuitéit, déi sech hei erëmspigelt, ass awer och de Wëllen do, eenzel Punkten awer behäerzt unzegoen, wou - dat wësse mer alleguerten, déi derbäi waren - awer déi lescht Koalitioun zum Schluss zumindest net méi déi Kraaft hat, fir un eenzel Dossiere wierklech behäerzt erunzegoen.

Ech géif hei gären e grousse franséische Politiker, de Pierre Mendès France, zitéieren, well ech mengen, dass dat Zitat do relativ gutt op déi Situatioun passt, wéi mer se momentan och hei zu Lëtzebuerg erëmfannen, a wat och wäert eng Erausfuerderung fir d'Regierung, eng Erausfuerderung fir d'ganz Politik hei ginn: «On ne peut pas tout faire à la fois. Gouverner, c'est choisir, si difficiles que soient les choix. Choisir, cela ne veut pas dire forcément éliminer ceci ou cela, mais réduire ici et parfois augmenter; en d'autres termes, fixer des rangs de priorité.»

Dat ass genau dat, mengen ech, wou mer eigentlech stinn: Prioritéite setzen, net alles ofkappen, eenzel Punkte manner maachen, op anere Punkten och méi maachen, well mer wëssen, dass do d'Schwaachstelle sinn, esou dass mer wëssen, dass mer do méi an eenzelne Beräicher, prioritäre Beräicher mussen investéieren!

An effektiv ass eng Politik vum Kappe vun den ëffentlechen Dépensë mat der Tondeuse net ze maache bei ganz ville Beräicher. Déi kann een eng Zäitche bei Fonctionnementskäschten zum Deel maachen, mä et muss ee vill méi geziilt an där doter Politik virgoen, an eenzelne Punkte méi investéieren, op anere Punkten duerchaus manner. Eis Efforte mussen also, denken ech, vum Onproduktiven higoen zum Produktiven, vum manner Nëtzlechen zum méi Nëtzlechen.

Mir stinn als klengt Land do agebett an en internationaalt Émfeld, en europäescht Émfeld, vun deem mer vill profitéiert hunn, wou mer nach ëmmer profitéieren, mä wat eis sécherlech haut an eenzelne Beräicher méi hostile schéngt, wéi dat emol an der Vergaangenheet de Fall war.

Den Drock op Lëtzebuerg ass do. Lëtzebuerg huet, do soll ee sech näischt soen (veuillez lire: näischt virmaachen), en „Imageproblem", géif een haut soen an der Kommunikatiounswelt, en Imageproblem no baussen an eenzelne Beräicher, duerch eben och eng Rei vun negative Schlagzeilen, déi heiansdo geziilt, heiansdo net geziilt eben och Lëtzebuerg mat implizéieren, besonnesch natierlech och, wat de Finanzstanduert vu Lëtzebuerg ugeet.

Dogéint musse mer eis zesumme wieren. Mä mir wëssen awer och, dass mer do an der Vergaangenheet Feeler gemaach hunn a munches vläicht och ze laang lafe gelooss hunn, ouni behäerzt ze intervenéieren. Dat ass eng kollektiv Schold, wou ech kee kann dovunner fräispriechen.

Mir sinn op engem anere Wee. Dat doten ass zënter enger Rei vu Joren erkannt. D'Échéancë sinn eigentlech och bekannt, déi international europäesch Échéancen, déi spillen, wou eenzel Bestëmmungen net méi wäerte gëllen. An et gëllt eigentlech, eis dorunner ze adaptéieren.

Obwuel ech awer dach iwwerrascht sinn, wéi déi schlecht Zensur vum „Global Forum", wéi dat eigentlech konnt Lëtzebuerg passéieren. Och do mengen ech, dass vläicht dat net mat deem néidege Seriö behandelt ginn ass iwwert déi Méint virdrun. An dat ass eigentlech keng Responsabilitéit, muss ech soen, vun dëser Regierung. Dat fält - et deet mer leed, dat mussen ze soen - awer voll an d'Responsabilitéit vun deenen, déi virdrun d'Verantwortung fir déi doten Dossieren haten.

Dat bleift e Makel, dee vläicht e bësse mat der Iwwergangszäit ze dinn huet, déi gespillt huet, mat de Wahlen. Mä dat war net gutt a menger Usiicht no wär dat doten duerch eng gutt Preparatioun ze verhënnere gewiescht. Mä d'Regierung schafft jo drun, fir eigentlech dat doten erëm riichtzebéien an déi néideg Moossnamen an d'Wee ze leeden.

D'Realitéite vu Lëtzebuerg si munnechfalteg. Et ass vläicht gutt, se ze rappeléieren, well esou Debatte wéi déi hei sollen eis jo eigentlech och e bësse vun der dagdeeglecher Politik ewechbréngen op méi Prinzipielles.

Einfach e puer Zuelen, fir Lëtzebuerg ze charakteriséieren, dat sech formidabel transforméiert huet eigentlech iwwert déi lescht Generatioun, déi lescht 20, 30 Joer. An et ass eis eigentlech emol net esou richteg opgefall, wa mer matzen dran an där Transformatioun stoungen.

An där Zäit vun deene leschten 30 Joer ass d'Zuel vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, ëm 150.000 Unitéiten an d'Luucht gaangen! 150.000, plus 40% an 30 Joer.

Eis aktiv Bevëlkerung, déi ass an nëmme 15 Joer, an deene leschte 15 Joer, ëm 120.000 Unitéiten an d'Luucht gaangen op haut ronn 380.000, dovunner iwwer 150.000 Pendler. Iwwer 150.000 Grenzgänger!

D'Kompositioun vun der Lëtzebuerger Gesellschaft huet sech fundamental geännert. Den Undeel vun den Netlëtzebuerger läit haut bei 45%. Dovunner 90.000 portugisesch Matbierger an - e ganz rezente Phenomeen - 35.000 Leit, déi hei wunnen, déi net aus engem Stat vun der Europäescher Unioun kommen. Eng formidabel Transformatioun, déi mer hei an deene leschte Jore matgemaach hunn!

De PIB läit bäi wäit iwwer 40 Milliarden Euro. Pro Kapp ass dat 2,5-mol d'Moyenne vun der Europäescher Unioun. Pro-Kapp-Statistike sinn ëmmer gefäierlech fir kleng Länner. Duerfir si mer och déi gréisste Béierdrénker, wat ech jo net esou gleewen. Dat zweet Land, wat kënnt an där Statistik, dat ass Éisträich, déi hunn u sech d'Halschent vun eiser Pro-Kapp-Wirtschaftskraaft eigentlech.

Mä Lëtzebuerg ass awer och - an da versteet een dat schlecht, wann een déi doten Zuele kuckt, déi jo éischter op en allgemenge Räichtum géifen hiweisen -, Lëtzebuerg ass awer och dat Land, wat en Aarmutsrisiko huet - och do kann een iwwert d'Berechnungsmethod diskutéieren -, deen déi lescht Jore liicht eropgaangen ass, dee sech ëm 15% beweegt. 15%, dat sinn 80.000 Leit! Dat sinn der vill. Dat sinn der enorm vill an dat sinn der, an eisen Aen, ze vill fir Lëtzebuerg.

A besonnesch eng Kategorie ass dovunner betraff, an deem muss een an der Neiorientéierung vun der Familljepolitik probéiere Rechnung ze droen, dat sinn d'Familles monoparentales, déi, wat den Aarmutsrisiko ugeet, zu 40% drënnerfalen.

Mir sinn dat Land mat sécherlech den héchsten Terrains- a Wunnengspräisser a ganz Europa, wa mer dat op Lännerbasis kucken. Mir sinn och dat Land mat den héchste Mindestléin, mir sinn dat Land mat den héchste Reserven, wat eis Pensiounen ugeet, mä awer och dat Land mat de gréisste Verspriechen, wat d'zukünftegt Ausbezuele vu Pensiounen ugeet.

Mir sinn och e Land, deem säin demografesche Wandel, och an der Altersstruktur, besonnesch bei der Lëtzebuerger Bevëlkerung, doduerch cachéiert gëtt, dass mer eng staark Immigratioun nach ëmmer vu jonke Leit hei zu Lëtzebuerg hunn. E Phenomeen, dee mer awer net däerfen aus den Ae verléieren.

Mir sinn awer och an där spezieller Situatioun, dass mer Lëtzebuerger Aarbechtskräften hunn, déi sech bal total ëmmer méi am ëffentleche Secteur konzentréieren, an u sech e Privatsecteur hunn, deen eigentlech jo awer de Motor vun der gesamter Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg ass, wou vläicht nach e Fënneftel Lëtzebuerger sinn an deen zu praktesch 80% gedroe gëtt vun Netlëtzebuerger an zu engem gudden Deel, praktesch der Halschent, gedroe gëtt vu Leit, déi am Ausland wunnen an déi all Dag hei op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Mir hunn eng akzeptabel Bevëlkerungsdicht, wann een d'Statistike kuckt, mä mir sinn awer - dat wësse mer alleguerten, de Premier huet et och gesot -, mir sinn e Stauland hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn duerch déi atypesch Situatioun enorm Problemer, wat de Flux vum Verkéier ugeet. An duerfir, mengen ech, sinn déi Akzenter, déi dës Regierung wëllt grad an deem dote Beräich setzen - wat eigentlech eng Confirmatioun ass vun enger ganzer Rëtsch vu Projeten, un deene laang geplangt ginn ass -, wichteg, fir dass Neel mat Käpp gemaach ginn an dëser Period an dass mer endlech, beson-

nesch wat d'Mobilité douce ugeet, wat den ëffentlechen Transport ugeet, do konkret um Terrain virukommen.

Et ass kloer, dass och déi wirtschaftlech Expansioun hir Spuren un Natur, Ëmwelt, Loftqualitéit besonnesch hannerlooss huet an dass do muss probéiert ginn ze reagéieren.

Et muss also eist Zil sinn, dass mer et fäerdegbrëngen, gemeinsam déi Schwächten, déi mer hunn, ofzeschwächen an dat Potenzial vu Stäerkten, dat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, optimal ze notzen. Dozou gehéiert selbstverständlech och, dass d'Viraussetzungen do sinn, fir d'Politik ze maachen. An dozou gehéiere gesond ëffentlech Finanzen.

Ech mengen, mir sollten hei net d'Budgetsdiskussioun féieren. Dat maache mer an e puer Wochen. Mä nach selbstverständlech setzt déi finanziell Situatioun och de Kader, wa mer méi wäit hei kucken.

D'Regierung huet sech Ziler ginn: d'Reduzéierung vum Statsdefizit bis Enn vun dëser Period, d'Begrenzung och vun der Statsschold däitlech ënner 30%. An ech sinn och der Meenung, dass déi Ziler ze hale sinn, wann et net zu engem neien Abroch kënnt an der allgemenger wirtschaftlecher Entwécklung. Mä da kënnt déi och net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä europawäit. Da muss jo souwisou nach eng Kéier iwwert déi ganz Orientéierung vun där ganzer Gouvernance économique a vun der Finanzpolitik diskutéiert ginn.

Zuelen, déi an d'A stiechen, a wat déi éischt Aufgab vun dëser Regierung ass, Zuelen, déi net onbekannt sinn, déi awer éischter ëmmer erëm no uewe korrigéiert ginn, dat sinn déi 800 Milliounen Euro - dat ass elo d'Hypothees, déi de Statec iwwerhëlt: 800 Milliounen Euro - Abroch bei den Einnahme vun der TVA duerch deen neie Berechnungsmodus beim E-Commerce ab dem nächste Joer.

Dat geet awer nach erop bis 1,3 Milliarden ab 2019, wann eigentlech elo déi Auslafperiod vu véier Joer, wann déi ofgelaf ass. Also mat deem éischten Effort ass et net gedoen! Et wäerten nach aner Efforte musse kommen, well ech mengen, wat eigentlech misst jiddwerengem aliichten: dass mer eis prioritär musse konzentréieren, fir dat, wat do abrécht vun engem Dag praktesch op deen aneren, dass mer dat musse fäerdegbréngen erëm opzefänken, wat den allgemengen Équiliber vun den ëffentleche Finanzen ugeet.

Ech bleiwen der Iwwerzeegung, dass dee Sproch sécherlech vereinfacht awer richteg ass: dass d'Scholde vun haut ganz gären d'Steiere vu muer sinn. An ech sinn der Meenung, dass mer verantwortlech mussen handelen och par rapport zu eise Kanner, dass mer deenen duerch eng Insouciance, mat där mer géifen un d'Problemer haut erugoen, eigentlech eng Ierfschaft iwwerloossen, déi se net wäerte kënne stemmen! Déi wäerte se net kënnen eigentlech richteg stemmen, wa mer net oppassen a wa mer et net fäerdegbréngen, wierklech Fouss bei Mol ze halen, wat an deenen nächste Joren d'Neiverscholdung hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Mir mussen also do handelen. Mir mussen awer och net aus den Ae verléieren, ech hunn et gesot, dass deemno wou een de Spuerstëft usetzt, deemno wat fir eng Orientéierung dass ee gëtt, an duerfir muss ee sech Zäit loossen, fir Décisiounen ze huelen. An ech kann eigentlech déi Kritik schwéier akzeptéieren, dass net elo schonn haut alles soll um Dësch leien.

Esou Décisiounen, notamment wat d'Reorientéierung vun enger Familljepolitik ugeet, fir dat ze nennen, déi hëlt een net vun haut op muer! Déi muss ee sech gutt iwwerleeën, fir eben net an eng Situatioun eranzekommen, dass bal deen een Dag dat eent och ugekënnegt gëtt, bal erëm dat anert, mä dass ee wierklech Berechnunge mécht och, wat de Cumul vun eenzelne Moossname konkret fir eenzel Familljesituatioune bedeit.

Dat ass, mengen ech, dat, wat muss gutt duerchduecht ginn. Léiwer do e puer Méint waarden an dann déi richteg Propositioune maachen, wéi elo schnell aus der Hëft schéissen an dann andauernd musse Korrekture virhuelen. Ech menge schonn, dass d'Regierung gutt gedoen huet, hei net virun de Won ze lafen, mä sech nach déi néideg Zäit an deenen nächste Méint ze loosse bei der Opstellung vum Budget - déi geschitt net haut, mä déi geschitt an deenen nächste Méint, bis an de September vun dësem Joer eran - an dann déi richteg Weichestellunge virzehuelen, fir dass net ongewollten Effeten och vun deenen dote Moossname kommen.

Wichteg schéngt mir ze sinn, dass muss verhënnert ginn, dass op eemol och Deeler vum Mëttelstand an den Aarmutsrisiko kënnen erarutschen, deemno wou een eben och do mat der Politik usetzt. A sozial Selektivitéit, dat ass och kloer, ass fir eis net nëmme gläichzesetze mat Hëllef fir déi Bedürfteg. Et kann een och eng Ëmverdeelungspolitik an et muss een d'Ëmverdeelungspolitik och e bësse méi breet usetze wéi nëmmen eng op déi Leit, déi praktesch haut an Aarmut liewen.

Mir sinn och der Meenung als LSAP-Fraktioun, an ech hunn eigentlech keng aner Lektür och vun där Regierungserklärung, dass mer selbstverständlech bei alle Spuerefforten, mat alle Reorientéierunge vun eenzelne Politiken, déi mer wäerte musse maachen, mussen eng Afrostellung och maache vun alen Initiativen, vun eenzelne Gesetzer, déi mer selwer matgedroen hunn. An ech hunn awer do eng gewësse Schwieregkeet erausgespuert an der Ried vu mengem Virriedner, fir déi Afrostellung eigentlech och vun eegenen Texter ze maachen.

Dat mag sengerzäit richteg gewiescht sinn, déi Gesetzer ze maachen, mä dat muss haut, zéng, zwanzeg Joer drop, net méi stëmmen. An duerfir mengen ech, däerf een net un deem festhalen, wat eng Kéier décidéiert ginn ass an engem bestëmmten Zesummenhang, mä et muss een haut kucken, ob deen Zesummenhang haut nach ëmmer deeselwechten ass oder ob et nach haut Sënn mécht eigentlech, an deem dote Mooss un eenzelne viregten Décisioune festzehalen. Dat ass déi Operatioun, déi dës Koalitioun wëllt maachen.

Mir brauchen e Stat, dee weider ka steieren. E Stat, besonnesch an engem klenge Land, huet eng steierend Fonctioun, dat ass ganz kloer. Mir gleewen haut wéi gëschter net eigentlech un déi onsiichtbar Hand vum Maart, déi alles géif gutt regelen. Mä mir menge schonn, dass et wichteg ass also och hei zu Lëtzebuerg - an dat hu mer och -, e relativ staarke Stat ze hunn, deen och besonnesch a Krisesituatioune kann dergéinthalen, intervenéieren, fir eng Rei vun negativen Effeten ofzefiederen. Fir dat kënnen ze maachen, muss en natierlech och iwwer Eegemëttel verfügen a kann net nëmmen op eng zousätzlech Verscholdung zréckgräifen.

Duerfir mengen ech, dass all déi Ukënnegungen, déi gemaach gi sinn a puncto Infrastrukturen, a puncto Déngschtleeschtungen, a puncto Schoul, Uni, a puncto Fuerschung an Entwécklung, dat sinn eigentlech déi richteg Orientéierungen, déi richteg Achsen, op déi mer eis Zukunft hei zu Lëtzebuerg wëllen opbauen.

An ech wär, wéi gesot, frou, wa mer bei aller Wichtegkeet vun deem Finanziellen net nëmmen e renge Kontabelsbléck géifen op de Budget an op d'Finanzpolitik werfen, mä effektiv déi Finanzpolitik verbanne mat Ziler, déi ee sech setzt. Dat ass déi Reform vun der Budgetspolitik, fir déi mer eis scho laang hei zu Lëtzebuerg als LSAP asetzen a wou et wichteg ass, dass dës Regierung déi Reform och tatsächlech mécht. Dat gëtt eis awer e Steierungsinstrument, wat méi wierksam ass wéi dat, wat mer bis elo vun Traditionellem hei zu Lëtzebuerg kannt hunn.

Politik also vun der budgetärer Vernonft, awer och Verantwortung fir déi kommend Generatiounen. Dat muss sech natierlech aschreiwen an eng allgemeng Strategie fir Beschäftegung a Wuesstum. Dat kënnt mer bekannt vir, déi Lëscht: Lissabon-Strategie, „Europa 2020". Wou gëtt nach driwwer geschwat? Vläicht nach an den europäesche Conseilen? Ech weess et net. An dobäi ass déi Prioritéitesetzung awer déi richteg!

D'Zil, fir Europa zu enger grousser Wëssensgesellschaft ze maachen, sech och international, um Weltplang ze positionéiere par rapport zu anere groussen Entitéiten, dat ass sécherlech richteg. An do muss och Lëtzebuerg sech mat abannen, abetten an déi doten europäesch Strategie, well mer en Deel vun Europa sinn. An anstatt ëmmer erëm alles nei ze erfannen, sollt ee sech vläicht awer un deenen Zilsetzunge vun „Europa 2020" och fir Lëtzebuerg - déi hu mer eis jo gemeinsam ginn - orientéieren, well do och sämtlech Aspekter berücksichtegt si ginn: Déi finanziell, déi wirtschaftlech, déi ekologesch fënnt ee jo an där nei definéierter Lissabon-Strategie och erëm. An et wär gutt, wa mer eis och un deenen dote Punkte géife festhalen.

D'Erausfuerderunge vun deenen nächste Joren, dat sinn d'Erausfuerderungen eigentlech, déi d'Leit spieren, déi hei wunnen. Dat sinn déi dagdeeglech Problemer, mat deene se konfrontéiert sinn, direkt oder iwwer hiert Ëmfeld. Aarbechtsplazen, Beschäftegung, dat ass eng éischt Prioritéit. Dat ass eis éischt Prioritéit, ass och éischt Prioritéit vun der Regierung. Dat ass ganz kloer ervirgaangen aus der Regierungserklärung.

D'Fro vum bezuelbare Wunnen ass fir Lëtzebuerg eng essentiell Fro, och verbonnen natierlech mat enger Traditioun vu Wunnengsbesëtzer, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg iwwer Generatioune kennen. Dat ass eigentlech eng onméiglech Situatioun, an där mer dra sinn, mat sukzessiven Échece vu munchen och positiven Usätz aus der Vergaangenheet. Do musse mer also all eis Kräfte bündelen. Dee Wunnengspakt, dee vun der Iddi hier net esou schlecht war, musse mer erëm dynamiséieren. En ass zu engem Pabeiertiger ginn!

De Minister huet eng Kéier de Pilgerstab geholl an ass bei d'Gemenge gaangen. Duerno null direkte Kontakt mat de Gemengen! An iwwer awer praktesch fënnef Joer, sechs Joer, obwuel gesot ginn ass, all zwee Joer géif Bilan gezu ginn an esou weider. Total lustlos ass dat iwwert d'Bühn gaangen. Déi gutt Grondiddi eigentlech vun engem Pakt, wou sech déi ëffentlech Hand zesummeschléisst, zesummen nach eventuell mat private Promoteuren un dee Problem do erugeet, dat ass alles futtigaangen duerch de bürokratesch-technokrateschen Oflaf vun deem Ganzen, wou et just nach drëm geet, fir Statistiken ze produzéieren, an net méi drëm gaangen ass, fir konkret och Hëllefstellung ze leeschten a konkret virunzekommen um Terrain.

Qualifizéierung, Schoul: aner Prioritéit. Ech erkenne villes a Kontinuitéit mat deem, wat an de viregte Joren op deem dote Plang ugekuerbelt ginn ass vu Reformen. Mir musse weidergoen a Richtung Diversifizéierung och vun der Schouloffer hei zu Lëtzebuerg, well eben déi Situatioun vun deenen eenzelne Schüler, vun deenen eenzelne Famillje grondverschidden ass.

D'ëffentlech Schoul, och besonnesch d'ëffentlech Schoul - ech mengen net, dass een dat sollt eleng de private Schoulen iwwerloossen, déi Offer méi breet ze maachen -, mä grad d'ëffentlech Schoul muss och - dat ass jo mam Neie Lycée, mat aneren Initiative geschitt, mam Schengen-Lycée och, dat si jo aner Modeller wéi den üblechen eenheetleche Modell, dee mer hei zu Lëtzebuerg vun der Lëtzebuerger Schoul a vum Lycée kennen -, déi Offer muss méi breet ausgeriicht ginn, fir och kënnen op partikulär Bedürfnisser, déi an der Gesellschaft bestinn, ze reagéieren.

An et muss ee sech eigentlech bewosst sinn, wann ech déi dote Punkten opzielen, wëll ech nach e véierten opzielen, ech hunn et schonn ugedeit, d'Fro vun der Mobilitéit. Dat ass eng schrecklech Erausfuerderung fir dëst Land! Et gi Planungsusätz, et sinn der ëmmer ginn, ob dat elo de Programme directeur vun der Landesplanung ass - deen ass iwwregens schonn ofgelaf, do misst scho laang en zweeten do sinn -, ob dat d'IVL-Iddi ass, wat eng Prezisioun eigentlech vun deem doten allgemenge Plang ass. Déi fënnt een nach heiansdo a Sonndesrieden erëm. Fir de Rescht, mengen ech, dass sech kee méi richteg intensiv domadder beschäftegt.

An ech stellen och fest, dat éischter als Buergermeeschter wéi als Fraktiounspresident, dass och um Terrain e vernetzt Denken zu Lëtzebuerg vum 21. Jorhonnert nach net ëmmer ukomm ass. Och do stellt een nach fest, dass do jiddweree fir sech plangt, an dann: Oh jo! Elo leien déi zwou Saachen niewenteneen, wat gëtt dat dann, wa mer dat zesummestrécken? An da gesäit d'Welt heiansdo ganz aneschters aus.

Also, e vernetzt Denken, e secteuriwwergräifend Plangen net nëmmen an der Theorie a grousse Pläng, mä awer och konkret an der Realitéit, dat ass schrecklech wichteg. An duerfir schéngt och déi Konzentratioun awer op Froe vun der Landesplanung an eisen Aen alles aneschters wéi abwegeg ze sinn, mä einfach richteg ze sinn, wann dat och behäerzt um Terrain ugepaakt gëtt.

Dës Majoritéit, dës Koalitioun muss wëssen, dass se och wäert gemooss ginn, net effektiv no véier Méint, mä gemooss ginn no fënnef Joer, wat d'Resultater da vun hiren Initiative sinn Enn 2018. Ass et fäerdegbruecht ginn, d'Courbe vum Chômage, déi déi lescht Joren nëmmen no uewe gewisen huet, ze bremsen a schliisslech och eng Tendenzwend ze kréien?

Ech wëll nach eng Kéier soen, d'Prozenter verstoppe jo esou munches. „Oh", sees de, „6%, 7%, 9%, jo, bon." Wann s de awer sees, dat si 25.000 Leit, 25.000 eenzel Leit, déi vun deem dote Phenomeen betraff sinn, déi eng Aarbecht sichen a keng fannen - quitte dass der och e puer drënner sinn, déi vläicht keng echt wëllen, dat wësse mer och, mä déi grouss Majoritéit ass schlecht drun an déi géif gäre schaffe goen -, dann ass dat awer schonn eppes aneschters, wéi wann een déi plakeg prozentual Chifferen do an de Vierdergrond stellt.

Brénge mer et fäerdeg, an deenen nächste Joren d'Wunnengsbaupräisser zumindest ze stabiliséieren? Et soll een net ze wäit goen, well ech sinn och der Meenung, dass en dramatesche Réckgang bei de Wunnengsbaupräisser géif eng dramatesch Kris hei zu Lëtzebuerg ausléisen. Mä d'Stabiliséierung vun de Wunnengsbaupräisser, dat musse mer kënne ronnbréngen. Mir mussen all Efforte maachen an all Acteure mussen do matspillen.

A schliisslech, ech hunn et scho gesot: ëffentlechen Transport, Mobilité douce. Koume mer an d'Exekutioun eran a gesi mer um Enn vun dëser Period déi eng oder déi aner kloer Realisatioun an deem dote Beräich, ob dat den Tram ass oder ob dat aner Infrastrukture sinn?

Dat ass, mengen ech, dat, wourun d'Regierung wäert gemooss ginn. Si muss dat wëssen. Dat ass am Zäitraum knapp. Mir wëssen, wéi laang dass mer zu Lëtzebuerg bauen. Dat weist jo erëm en anere Problem, dee mer hunn, dat ass d'Längt vun eise Prozeduren, d'Längt vun den Entscheedungsprozesser. Duerfir, mengen ech, ass och de gemeinsame Wëllen, fir a puncto Simplification administrative e kloren Duerchbroch ze kréien, sécherlech néideg, wann ee wëllt dee Bilan esou presentéieren, wéi dës Majoritéit sech dat virgeholl huet.

Wunnengsbaupakt: e puer Detailer. Ech hunn et jo gesot, dee muss nei orientéiert ginn. Dat muss erëm e Kontakt um Terrain mat allen Acteure mat sech bréngen. An duerfir fannen ech awer, dass déi Iddi vun de Baulandkontrakter, déi Iddi vun de Baulückeprogrammer, dass dat awer flott Iddie sinn. Flott Iddien, mä där flotter Iddien, soen ech och, hate mer och schonn an der Vergaangenheet. Hei geet et och drëm, dass mer dat behäerzt ëmsetzen.

Ech soen nach eng Kéier: Den eigentleche Problem, dee mer hunn, ass jo net, dass an de Bauperimeteren net genuch Bauland ausgewise wär, mä de Problem ass, dass een dat Bauland net viabiliséiert kritt. Well do brauche jo nëmmen een oder zwee Propriétairen - an oft fënnt een déi an allen Ecke vu senger Gemeng erëm! - ze blockéieren, da mécht een näischt! Oder et geet een a jorelaang schwiereg Prozeduren eran.

An och do, mengen ech, muss een de Courage hunn, nach eng Kéier d'Texter ze kucken, och den Droit de préemption, dee jo agefouert ginn ass relativ zögerlech - do waren net all Leit ganz waarm, fir déi doten Iddi nach eng Kéier ze redefinéieren -, an ze kucken, wéi mer awer esou Blocagen um Terrain och kënnen ewechkréien.

Esou kënne mir déi schéinst Plans sectoriels maachen, wann dat doten net klappt um Terrain, dann hu mer am Endeffekt wéineg Opweises. Duerfir mengen ech och do: weider op si fir och nei Iddien, déi an deem ganze Beräich kommen! Dat muss e Mix gi vun incitativë Moossnamen a coïncitativë Moossnamen, fir kloer un der Wunnengsbaufront kënne Resultater opzeweisen.

Aarbechtslosegkeet: Aarbechtslosegkeet ass net eng Affär vun engem Minister, war et ni. Ech hu mech eigentlech och ëmmer - meng Partei war net ëmmer gefeit géint déi Tentatioun do - gewiert, wa gesot ginn ass: Aha, elo geet d'Aarbechtslosenzuel an d'Luucht, den Aarbechtsminister huet seng Aarbecht net gemaach.

Den Aarbechtsminister ass dee Leschten an der Ketten, deen eigentlech eng direkt Responsabilitéit huet, wat d'Aarbechtslosegkeet ugeet. Et ass eng kollektiv Responsabilitéit vum Privatsecteur natierlech, d'Betriber, vun der ëffentlecher Hand, do virzegoen. Duerfir mengen ech, dass déi Optik, déi d'Regierung och ageschriwwen huet an dës Erklärung, fir dräi Elementer zesummenzebréngen, fir eng Verbesserung vun der Situatioun ze erreechen, déi richteg ass.

Dat geet selbstverständlech u mat der Fro vun der Konkurrenzfäegkeet, vum Initiativgeescht vun eisen Entreprisen. Dat ass deen éischte Punkt, wou ee muss usetzen. Do muss een also och d'Entreprisen an en Ëmfeld erabréngen oder dra behalen, wou se och Loscht hunn eigentlech, fir nei Aarbechtsplazen, nei uerdentlech Aarbechtsplazen, soen ech och, ze schafen.

An do soll een natierlech net nëmmen déi grouss Betriber, déi e puer Honnert Leit astellen, am Bléckfeld hunn, déi sinn och wichteg, mä et muss een och besonnesch déi vill, déi Dausende Kleng- a Mëttelbetriber an de Mëttelpunkt réckelen an déi och entlaaschte vun deenen engen oder anere Contrainten, déi se haut sécherlech nach hunn. Mä och si, och d'Patronat, soen ech, huet och eng sozial a gesellschaftlech Verantwortung an deem dote Punkt ze iwwerhuelen.

Dann, den zweete Punkt ass natierlech d'Schoul, ass d'Ausbildung, ass initial Ausbildung, ass awer och d'Fortbildung vun den Aarbechtskräften. Mir wëssen, dass mer do e Problem hunn. Mir hunn och momentan eigentlech iwwer 3.000 Aarbechtsplazen, déi gemellt sinn an der ADEM an déi momentan net kënne besat ginn. Do ass e klassesche Problem vun

Nofro an Offer um Aarbechtsmaart, deen hei zu Lëtzebuerg net klappt. An do muss also och weiderhin eng enk Zesummenaarbecht bestoen.

Nach wie vor, mengen ech, muss e Land wéi Lëtzebuerg, wat héich entwéckelt ass, natierlech och op optimal ausgebilt jonk Leit kënnen zréckgräifen, méi Leit also och zu engem Ofschloss bréngen, sief dat am Secondaire, sief dat besonnesch och an den Héichschoulen. Dat ass eng absolut Prioritéit fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat keng natierlech Ressourcen huet. Fir d'wirtschaftlech Ausbeut bleift eigentlech jo just dat Potenzial, wat mer hunn, et bleiwen déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, déi mer optimal mussen op d'Aarbechtswelt och preparéieren.

Dann als drëtte Punkt kënnt effektiv eng aktiv Beschäftegungspolitik. Net eng Verwaltung vun der Aarbechtslosegkeet, mä eng aktiv Beschäftegungspolitik. E Pakt fir déi Jonk ass eppes Richteges.

Ech si frou, dass effektiv déi al Iddi aus der Vergaangenheet - ech ka mech nach erënneren, dass mer an der Regierung emol driwwer diskutéiert hunn -, déi gestuerwe war entretemps, dass déi erëm opgelieft ass. Ënner anerem awer och waren dat sozialistesch Aarbechts- a Sozialministeren, déi op europäeschem Plang dat doten erëm eng Kéier opliewe gelooss hunn, wat mer elo amgaange sinn ëmzesetzen: e Pakt och, fir eeler Salariéë méi laang an der Aarbecht ze halen, eng nei Initiativ, déi den Aarbechtsminister geholl huet.

Alles dat, mengen ech, si wichteg Punkten, déi, wann dat alles zesummegräift, effektiv och kënnen eng Tendenzwend an deenen nächste Joren erreechen, wann de wirtschaftleche Wuesstum sech méi positiv entwéckelt, wéi dat déi lescht Joren de Fall war.

D'Diversifizéierung vun der Wirtschaft, mengen ech, stellt kee méi a Fro. Ech géif souguer woen, och ze schwätze vun enger néideger Reindustrialiséierung, déi mer mussen hei zu Lëtzebuerg hunn, also net nëmmen déi Betriber halen, déi mer hunn, dat ass scho wichteg, mä awer och de Courage hunn ze soen: Jo, e Land, wat net méi produzéiert, wat fir ee Land ass dat? E Land, wou net méi op engem Gutt steet „Made in Luxembourg", dat ass en aarmt Land a mengen Aen. An duerfir ass et, mengen ech, wichteg, och ze soen: Jo, mir brauchen och a Secteurs de pointe nach Industrien hei zu Lëtzebuerg. An duerfir ass et wichteg, wéi gesot, also ze probéieren, sech breet opzestellen. Och wa mer wëssen, dass mer aus där Ofhängegkeet vum Finanzsecteur an deenen nächste Joren net erauskommen, ass et wichteg, dass mer nei Standbeen nach weider entwéckelen: Logistik, ICT, Ëmwelt- a Gesondheetstechnologien.

An ech ginn es net midd ze soen, ech mengen, dass de Beräich vun der sougenannter „Silver Economy", also och industriell Produktioun, Technik fir déi eeler Leit an enger Gesellschaft, déi amgaang ass, lues a lues ëmmer méi al ze ginn, en Zukunftscréneau ass.

An et wär gutt - Japan huet dat scho laang erkannt, déi si scho méi laang täteg an deem dote Beräich -, wa mer hei zu Lëtzebuerg géife probéieren - an Europa fänken d'Diskussiounen esou lues un -, och dee ganze Beräich do also ze förderen an ze kucken: Wat sinn eigentlech déi Industrien, wat sinn déi Service-Betriber, wat sinn déi technologesch Entwécklungen, déi ee ka förderen am Beräich vun der sougenannter „Silver Economy"?

An da selbstverständlech, evident: eis douce Standuertvirdeeler net négligéieren. Och déi sinn eigentlech indirekt ugeschwat ginn an der Regierungserklärung, well een net nëmmen däerf déi Betriber gesinn, déi heihinner kommen, mä och déi Leit muss gesinn, déi an de Betriber schaffen, déi Leit, déi d'Betriber féieren. An dat si jo och Mënschen, an déi huelen och ganz oft ganz subjektiv Décisiounen, déi also geformt ginn och vun deem Androck, dee si hu vun där Plaz, wou si solle mat hiren Aktivitéiten hikommen.

Duerfir ass d'Fro vum Erhale vun der Liewensqualitéit eng Fro, déi eis natierlech, déi mer hei liewen, betrëfft, mä awer och eigentlech en Argument, fir dass d'Leit och Loscht kréien, nach hei op Lëtzebuerg wunnen a liewen ze kommen. Dat kulturellt an d'Sportsangebot, wat mer hei bidden, eise Schoulsystem a senger Diversitéit mussen effektiv och deenen Demandë vun deene Leit, déi bei eis kommen, vläicht nëmme fir eng zäitlech Period, kënne gerecht ginn. Duerfir ass et wichteg, dass mer weiderhin oppe Grenzen hunn, dass mer weiderhin e Land sinn, wat eigentlech den Accueil mécht fir Netlëtzebuerger. Dat ass d'Viraussetzung vum Bäibehale vun deem Wuelstand, dee mer grosso modo hei an dësem Land hunn.

Do si mer och schonn direkt bei enger anerer wichteger Fro, der Organisatioun vun deem Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg mat Leit mat verschiddenem sozialen Hannergrond, mat Leit mat verschiddenem kulturellen an nationalen Hannergrond.

Ech fäerten, dass mer hei zu Lëtzebuerg amgaang sinn, an eng Gesellschaft ze kommen, wou mer emol haaptsächlech an engem Niewenteneen eis erëmfannen. Dat arrangéiert vläicht jiddwereen: d'Lëtzebuerger an d'Netlëtzebuerger. Mä ech mengen, dass mer zu engem Matenee musse kommen, wa mer net bei engem Géintenee wëlle landen am Endeffekt. Dat ass, mengen ech, déi grouss Erausfuerderung, déi sech fir eis hei stellt.

Duerfir d'Wichtegkeet vun enger sozialer a vun enger kultureller Mixitéit och an deenen eenzelnen Uertschaften. Duerfir fir eis och d'Wichtegkeet awer vun enger gesellschaftlecher a politescher Participatioun vun engem gudden Deel vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen. Dat ass eng elementar Fro vun Demokratie, mä et ass awer och eng elementar Fro vum sozialen Zesummenhalt an dësem Land an och eng elementar Fro vu politescher Orientéierung vun deenen nächste Joren.

Ech kennen de Selbsterhaltungstrieb vu praktesch alle politesche Parteien. Déi si meeschtens net suicidaire. An ech weess och, wéi eist Elektorat haut zesummegesat ass an, wa mer déi Courbe do weiderschreiwen, wéi et an zéng, zwanzeg Joer zesummegesat ass. D'Gefor besteet, dass d'Parteien, wa se wëllen erëmgewielt ginn, just nach eng Politik maache fir d'Leit an der Fonction publique, dat sinn d'Wieler, a fir d'Rentner, dat sinn déi aner Wieler.

Duerfir mengen ech, dass mer do mussen opmaachen, opmaachen, wéi gesot, aus ganz ville Grënn, net d'Dier grouss opräissen, dass en Tsunami op eemol iwwer Lëtzebuerg erabrécht, mä progressiv awer do Ouverturë maachen, wat och déi politesch Participatioun ugeet. Mir mussen eis där doter Fro stellen. Mir kënnen net weider de Kapp einfach an de Sand stiechen.

Dir Dammen an Dir Häre, d'Erhale vun der Kafkraaft vun eise Bierger ass wichteg. De Premierminister huet dat am Numm vun der Regierung ënnerstrach. An och gëschter bei der Presentatioun vum Statec ass dat nach eng Kéier rappeléiert ginn, dass momentan eigentlech dat, wou et schwächelt an Europa an och zu Lëtzebuerg, d'Demande intérieure ass an deenen eenzelne Länner. Dat ass ënner anerem och de Konsum.

Duerfir mengen ech, ee Bäitrag, dee mer awer zu deem Stäipe vun deem wirtschaftlechen Opschwong kënne maachen, sinn natierlech och eis Efforten, déi mer och hei zu Lëtzebuerg maachen, fir déi Kafkraaft allgemeng ze erhalen. Mir wëssen, dass déi deelweis déi lescht Joren duerch eng Rei vu Moossnamen, déi hu misse geholl ginn, zréckgaangen ass. Net dramatesch, si ass liicht zréckgaangen, och net vläicht fir all Akommeskategorien.

Dat si mer amgaang opzehuelen duerch eigentlech deen Indexmechanismus, dee vill kritiséiert ginn ass, mä deen elo eigentlech doduerjer, dass mer 2014 eng niddreg Inflatioun hunn - an 2013 och schonn haten -, dozou féiert, dass een Deel vun där Upassung vun de Léin un d'Liewenskäschten, déi net gemaach ginn ass duerch déi Festleeung vu fixen Indextranchen, dass déi récuperéiert gëtt eigentlech iwwer 2013 an 2014, dass wierklech d'Compteuren Enn 2014 erëm bei null opgestallt ginn.

An do stellt sech d'Fro natierlech: Muss een an deem Ëmfeld vun haut, wat en anert ass wéi dat, wat mer nach viru sechs Méint haten, an enger Period, wou mer an enger Disinflatioun sinn, net onbedéngt an enger Deflatioun, mä an enger Disinflatioun sinn, och hei zu Lëtzebuerg, ass et dann néideg ze légiferéieren, fir ze légiferéieren, de l'art pour l'art ze maachen, fir vläicht iergendwéi Leit zu Bréissel zefriddenzestellen, well déi da méi berouegt sinn, wa mer e festen Text hunn, oder solle mer net einfach soen, elo setze mer eis mat de Sozialpartner zesummen?

Et ass keng akut Gefor eigentlech um Plang vun der Inflatioun, déi kéint dramatesch Répercussiounen hunn op d'sozial Situatioun respektiv awer besonnesch och op d'wirtschaftlech Entwécklung. Also loosse mer déi Diskussioune mat de Sozialpartner féieren, an en attendant kann duerchaus deen alen Indexsystem, wéi mer e kannt hu virun der leschter Modulatioun 2010, erëm eng Kéier a Kraaft trieden. Da muss een ebe kucken, ënner wat fir enge Bedéngungen een dann agräift, wann et sollt zu enger Verbéserung vun der Situatioun kommen.

Net méi an net manner komplizéiert gesinn ech dat, wat d'Regierung eigentlech hei ugekënnegt huet. An dat ass selbstverständlech genau dat, wat eigentlech och eng LSAP préconiséiert, well mer der Meenung sinn, dass mer éischtens d'Kafkraaft sollen erhalen. Mir sinn och der Meenung, dass déi Erhéijung vun der TVA eigentlech net soll aus der Indexéierung erausgebrach ginn.

Wat géif dann en Index bedeiten, dee jo do ass, fir eigentlech u sech d'Liewenshaltungskäschten ze berücksichtegen, wann ee seet, d'Liewenshaltungskäschte ginn an d'Luucht, mä den Index, dee loosse mer esou, wéi en ass? Dat wär sécherlech net déi richteg Method.

Déi Diskussioun kënne mer sécherlech méi roueg féieren, well eben op der Inflatiounsfront sech munches berouegt huet. Mir sinn net méi an deenen Zäite wéi virun e puer Joer, wou mer bei ëm 2,5%, 3% eng Zäit eis beweegt hunn, och hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn däitlech ënner 2% och zu Lëtzebuerg ukomm. Nach méi wéi a munchen aneren europäesche Länner, dat ass wouer. Mä och souguer eis Inflation sous-jacente, wou jo d'Pëtrolspräisser ënner anerem erausgerechent sinn, weist ganz kloer d'Tendenz no ënnen och hei zu Lëtzebuerg. Duerfir, mengen ech, kann een déi doten Diskussioun an aller Rou féieren.

D'Diskussioun: Brauche mer Sozialdialog? Brauche mer! Deen ass gebrach an der leschter Period. Vill Ursaachen, firwat dat geschitt ass. Ech wëll do keng Vergaangenheetsbewältegung maachen. Et soll een einfach no vir kucken an awer d'Chance notzen, erëm dee Sozialdialog unzekuerbelen.

Ech gesinn dat eigentlech och net elo an enger grousser Inszenéierung, Tripartite, mä ech gesinn dat éischter a klenge Schrëtt, a vläicht Bipartiten a spéiderhin och themateschen Dräierkonferenzen, an engem Conseil Économique et Social an anere Gremien, wou et awer wichteg ass, dat Beieneefëiere besonnesch awer vun de Gewerkschaften an dem Patronat erëm eng Kéier hinzekréien. Et ass jo eigentlech do, wou awer elo d'Schwieregkeete sinn, dass sech do Grief opgedoen hunn an deene leschte Joren an d'Meenungsverschiddenheeten esou graff gi sinn eigentlech tëschent deenen zwee Sozialpartner, dass do d'Gemeinsamkeeten, déi emol an der Vergaangenheet bestanen hunn, schéngen net méi do ze sinn.

Et ass do, wou mer also mussen usetzen, well mir bleiwen awer der Iwwerzeegung, dass dee Lëtzebuerger Sozialmodell net däerf dout sinn, dass mer dee brauchen och fir d'Zukunft an dass mer dat gemeinsamt Virgoen, dat gemeinsamt Ofstëmmen, d'Kompromëssbereetschaft och vun deem enge par rapport zu deem aneren, dass mer dat an deem klenge Lëtzebuerg hei mussen erhalen, soss gi mer e Full fir d'Kaz. Dat ass, mengen ech, e wichtege Message, deen och soll un d'Sozialpartner goen, dass d'Regierung, dass dës Koalitioun bereet ass, dee ganze Sozialdialog erëm matzehëllefen unzekuerbelen. U jiddwerengem dann, seng Responsabilitéit an deem dote Beräich ze iwwerhuelen!

Wat d'TVA-Erhéijung ugeet, steet d'sozialistesch Fraktioun hannert deem Timing, dee festgehale ginn ass. Ech kann duerchaus awer déi Kritik deelen, dass déi Ukënnegung, déi an der Vergaangenheet gemaach ginn ass, déi bal an déi eng, bal an déi aner Richtung gaangen ass, dass ee sech dat hätt kënne spueren. Ech mengen awer, dass doduerjer elo wierklech kee gréissere Schued entstanen ass. Dat ass méi fir d'politesch Diskussioun wichteg.

D'Regierung huet, no Concertatiounen och, eng Positioun festgeluecht, déi ass an eisen Ae richteg. Richteg a wichteg fir eis ass, dass effektiv deen niddregen, dee superreduzéierten TVA-Saz vun 3%, ënnert dee jo ganz vill Gidder vum dagdeegleche Liewe falen - méi wéi an allen anere Länner huet Lëtzebuerg ganz vill Gidder, och Liewensmëttelen eigentlech, op deem niddregen TVA-Saz vun 3% festgeluecht -, dass dat an Zukunft soll esou bleiwen, dat schéngt mer richteg ze sinn.

Et kann een diskutéieren iwwer en erhéichte Steiersaz fir eenzel Luxusgidder. Et muss een natierlech och wëssen, dass dat ëmmer Definitiounsproblemer ginn. Et si Länner, déi dat doten hunn. Ob se méi glécklech sinn domadder, weess ech net, wéi mat eisem System. Mä ech mengen, et sollt een déi Diskussioun do net onbedéngt verkomplizéieren, andeem een elo nach higeet an eigentlech feststoend Panieren, déi zënter effektiv 20 Joer schonn esou bestinn, elo vun haut op muer wëll do op d'Kopp werfen - mengen ech net.

Dat, wat d'Regierung festgeluecht huet, och d'Erhéijung vum Tëschesaz, schéngt mer eng verstänneg, eng moderat Politik ze sinn an deem dote Punkt. An déi gëtt och vun eis gedroen.

Selbstverständlech ass d'Diskussioun vu Begleetmoossnamen net eriwwer. Zu de Begleetmoossname gehéiert an eisen Aen och, dass, wéi gesot, déi doten Erhéijung och am Index muss hire Widderhall fannen.

Mir hunn Instrumenter. Et gëtt eng Allocation de vie chère; et ginn also sozial Instrumenter, wou ee muss kucken, wéi een déi kann hei an deem speziellen Zesummenhang vun där Erhéijung ab 1. Januar 2015 asetzen. Dat ass eng Iddi, déi selbstverständlech och vun der LSAP matgedroe gëtt.

Global Steierreform, do ass bemängelt ginn, firwat net elo schonn déi grouss Prinzipie géifen do virleien. Bon, ech mengen, et soll een dëser Regierung Zäit loossen. Ech mengen, dass net esou vill Virbereedung eigentlech do gemaach ginn ass an der viregter Regierung. An et ginn och gutt Grënn eigentlech, fir net un eng Haaptsteierreform erunzegoen. Well dat gëtt jo eng ganz schwiereg Operatioun, do d'Opinion publique dovunner iwwerzeegt ze kréien, dass et dat doten ass, dass elo geännert gëtt op deem engen an op deem anere Punkt an dass domadder méi Gerechtegkeet wär. Jiddweree kuckt dat duerch säi Brëll. A jiddwereen, deen do méi schlecht wäert ewechkommen, dee wäert déi Reform schlecht fannen. An déi vläicht besser ewechkommen, déi wäerte se gutt fannen.

Nach si mir der Meenung, dass no awer nëmme punktuelle Reformen, déi iwwert déi lescht Joren, laang Jore gemaach si ginn, et awer wichteg ass, eng Kéier méi breet op déi ganz Steierlandschaft zu Lëtzebuerg ze kucken. Do ass et zu Deformatioune komm op eenzelne Punkten, déi sécherlech net gewollt waren. Do muss also dann ajustéiert ginn.

An eisen Ae wär et wichteg, wa sech kéint vläicht eng Steierreform no dräi Prinzipie riichten: Einfachheet, d'Suerg soll sinn ze vereinfachen. Effizienz, do happert et. Oft hu mer affichéiert Tauxen, déi esou sinn, an déi reell applizéiert Tauxe si ganz anescht duerch eng Rei vu steierleche Méiglechkeeten, déi bestinn, fir eigentlech deen doten Taux effektiv erofzedrécken. Mir wären eigentlech der Meenung, dass mer do sollten an der effektiver Besteierung méi no erukommen un déi affichéiert Besteierung an eiser Steiergesetzgebung.

An natierlech musse mer et fäerdegbréngen, eppes erauszekréien, wou ee seet, dass do probéiert ginn ass, déi Laaschte gerecht opzedeelen. Gerecht op där enger Säit: Wat kann den Apport vun de Betriber sinn, vun der Wirtschaft sinn? Wat kann den Apport vun de Privatleit sinn? Gerecht, wat d'Akommes „Aarbecht" an aner Akommeszorten ugeet, wou een den Androck huet, dass vläicht d'Aarbechtsakommes méi staark besteiert gëtt wéi aner Kategorië vun Akommes, déi haut zu Lëtzebuerg sinn.

Eng lescht Etüd och do: D'OCDE huet jo och bemängelt, dass eigentlech d'Besteierung vum Besëtz, vum Kapital, Verméigen zu Lëtzebuerg verschwindend geréng ass par rapport zu allen europäeschen Normen, déi mer an deem dote Beräich kennen. An ech hoffen, dass notamment och, wat d'Reform vun der Grondsteier ugeet, dës Regierung méi wäit kënnt wéi déi zwou viregt Regierungen, déi sech dat all Kéiers virgeholl haten an net fäerdegbruecht hunn, dat ëmzesetzen.

Mëttelstandsbockel, do deelen ech éischter d'Appréciatioun vun der Chambre des Salariés. Et schéngt mer dach awer e Mëttelstandsbockel an eisem Steierregime ze ginn. D'Regierung wëllt deen offlaachen. Dat huet se an hirer Erklärung gesot.

Dat muss allerdéngs geschéien, ouni déi kleng Revenue méi ze belaaschten. Dat ass déi Konditioun, déi mir als Sozialisten direkt drunhänken, well ech menge schonn, dass duerch déi kal Progressioun, dat heescht déi Netupassung vun der Steiertabell, déi mer iwwer laang Joren elo kannt hunn - déi viregt Regierung huet dat gemaach, dës Regierung fiert mat där doter Politik weider -, awer eng Rei vun ënneschte Revenuskategorië komm sinn, déi doduerjer elo Steiere bezuelen, wou se eigentlech virdrun net steierflichteg waren. Do ass also schonn eng gewëssen Ouverture no ënne gemaach ginn.

An et däerf een net vergiessen - wann ech dat Argument heiansdo héieren: Et däerfe keng Leit sinn, déi keng Steiere bezuelen -, et gëtt keen am Land, dee keng Steiere bezilt! Jiddweree konsuméiert a jiddweree keeft an a bezilt also och Steieren! Jo, indirekt Steieren oder direkt Steieren, dat ass fir mech awer, muss ech soen, zimlech egal. Dat ass e Bäitrag, deen deen Eenzelne leescht, an déi Sue vun deenen zwou Zorte vu Steiere ginn och geholl, fir déiselwecht Saache matzefinanzéieren oder matzehëllefen ze finanzéieren. Duerfir mengen ech, dass een also do muss oppassen, wéi et geet. A wéi gesot, eis Positioun ass, dass keng Tabuen och däerfe sinn, wat d'frësch Definitioun vun de Barèmen an och vun de Steiersätz ugeet.

D'LSAP steet och zu där Reform vun der Fonction publique. Mir stinn dozou. Eis Positiounen aus der Vergaangenheet sinn awer och bekannt. Mir haten ëmmer eng kritesch Haltung zu deem bürokrateschen Opwand, dee mat deem Bewäertungssystem eigentlech verbonnen ass. Do si Korrekture gemaach gi schonn ënnert der viregter Regierung, et si Korrekturen och nach eng Kéier vun dëser Regierung virgeholl ginn am Kader och vun Négociatioune mat der CGFP.

Alles dat, mengen ech, ass u sech richteg. Mir brauchen eng Moderniséierung vum Statsapparat. Dorun däerf wierklech keen zweifelen. Mir mussen eng effizient ëffentlech Fonctioun op allen Niveauen hei zu Lëtzebuerg hunn. Also musse mer och eng Rei vu Regelen änneren. Dozou gehéiert och eng Aart vu Bewäertungssystem, deen awer net däerf zur Lähmung vum normalen administrativen Apparat féieren an och net zu méi Käschte féiere wéi dat, wat am Endeffekt hannen dobäi erauskënnt.

Mir sinn also der Meenung, dass dat, wat elo um Dësch läit, u sech eppes ass, wat d'Strooss kann halen. Dozou gehéiert och an eisen Aen de Respekt vun deem, wat vertraaglech vereinbart war mat der Fonction publique. Dat heescht: d'Erhéijung vum Punktwäert, wou d'Ausbezuele wahrscheinlech - vun deem 0,9% - sech wäert ëm en halleft Joer verréckelen, mä wou awer u sech da virgesinn ass 2015, dass de Punktwäert soll ëm 2,2% erhéicht ginn.

Dat suergt fir Mëssmutt bei enger Partie Leit, genährt doduerjer, dass eenzel Statsbeamte soen: „Dorobber hätt ech ganz gutt kënne verzichten!" Ech mengen awer, wann een dat Ganzt e bësse méi laangfristeg kuckt a wann ee weess, wat eigentlech d'Entwécklung an den 80er, 90er bis Ufank 2000er Joren era war, notamment tëschent ´99 an 2004 huet sech jo do esou munches beweegt, wat och d'Gehälter an der Fonction publique ugeet, wann ech dat awer elo iwwert déi lescht aacht Joer kucken, déi lescht néng Joer kucken, stellen ech fest, dass eigentlech, wat de Punktwäert ugeet, mat Ausnahm vun deem, wat elo wéi gesot ënnert der viregter Regierung schonn décidéiert war, duerno awer reportéiert ginn ass ëm zwee Joer no hannen, dass eigentlech déi lescht Punktwäerterhéijung 2009 stattfonnt huet.

Dat heescht: Vun 2010 bis elo eigentlech 2015 ginn u sech d'Punktwäerter nëmmen ëm insgesamt 2,2% an d'Luucht. Dat ass bei Wäitem déi geréngsten Augmentatioun, déi um Punktwäert an deene leschte Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet. Et ass wouer op engem héijen Niveau; jiddweree weess, dass d'Fonction publique hei zu Lëtzebuerg gutt bezuelt ass. Ech mengen awer, dass dat doten awer keng verréckt Lounpolitik ass, mä dass dat éischter souguer am historesche Verglach eng moderat Lounpolitik ass.

An ech mengen, dass am Endeffekt dat dote sech och net wäert géint de Privatsecteur ausspillen, mä éischter awer och kann dozou déngen, dass sech och de Privatsecteur kann un deenen dote moderate Virgaben orientéieren.

Ech hu scho laang geschwat, vill méi laang, wéi ech eigentlech wollt, duerfir mengen ech, dass ech eng Rei vu Punkten… Ech wollt awer nach, ech muss op eng Rei vu gesellschaftspolitesche an institutionelle Reformen agoen, well dat wichteg Punkte sinn, besonnesch och an den Ae vu menger Partei.

Déi Reforme sinn ugekënnegt, se si feste Bestanddeel vun eisem Koalitiounsprogramm. A gemeinsam wëlle mer déi och ëmsetzen. Dat si Reforme vum Familljerecht, wou déi viregt Regierung ugesat huet, wou mer elo déi Projete mussen op e gutt Enn bréngen, ob dat elo de Mariage pour tous ass, ob dat d'Scheedungsreform ass, ob dat d'Filiatioun ass, ob dat d'Eltererechter sinn. Dat sinn also d'Prioritéite vun dëser Koalitioun, fir eist Familljerecht endlech och am 21. Jorhonnert ze verankeren.

Beim Nationalitéitegesetz wëllt dës Regierung méi wäit goen, wéi dat déi viregt Koalitioun amstand war, bei der Ausschaffung zumindest vun hirem Reformprojet. Et muss ee gesinn, wéi wäit mer eis do och kënnen erëmfannen am Laf vun der legislativer Prozedur. Mä d'Richtung ass ganz kloer déi, dass mer wëllen awer eng Oplackerung maache vun eisem Nationalitéitegesetz, also e bëssen awer e Retour maache vun deem Zouzéie vun de Konditiounen, wéi mer se eigentlech an deene leschte Reformen haten.

Avortement ass en Dossier, dee mer erëmbegéinen. Do ass en éischte Schratt gemaach ginn ënnert der viregter Koalitioun. Dës Kéier soll et keng verstoppte Fristeléisung ginn, mä et soll eng offe Fristeléisung ginn. De Modell orientéiert sech sécherlech no un deem franséische Modell, wéi en elo viru Kuerzem a Frankräich gestëmmt ginn ass a wou endlech och d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra wierklech an de Mëttelpunkt vun der ganzer Gesetzgebung gestallt gëtt. Och do wäert sech erausstellen, ob mer eis do kënne fannen oder ob et do zu klassesche Majoritéitsverhältnisser, Majoritéit an Oppositioun, op deem dote Punkt kënnt.

D'Reform vum Geheimdéngscht: D'Reform ass iwwerfälleg. Si ass e bëssen en suspens gehale gi wéinst deenen Enquêten an den Aarbechten, déi mer hu misse féieren iwwer laang, laang Méint. Dës Regierung huet drop gehalen, schnell mat deem doten Text ze kommen. Ech weess och, dass do eng ganz Partie Virbereedungssitzunge waren, fir un deem Text nach ze feilen. A priori schéngt mer dat doten en Text ze sinn, deen de Recommandatioune Rechnung dréit, déi d'Enquêtëkommissioun gemaach huet, mat enger ganzer Partie vu Kontrollmechanismen, déi agebaut sinn, mat enger neier Definitioun vun de Missiounen, mat awer och kloer, mengen ech, der Ausso, déi sech muss erginn aus dem Text, dass et politesch Spionage zu Lëtzebuerg net däerf ginn, an natierlech och mat engem Ausbau vun der parlamentarescher Kontroll, esou wéi dat eigentlech och an enger Proposition de loi - vun enger ganzer Partie vun Deputéierten ënnerschriwwen hei am Juli d'lescht Joer - hei gewollt war.

Ech géif mer wënschen, dass de Service de Renseignement dat dote géif als eng Chance fir en Neiufank benotzen. Et ass evident, dass seng Aarbecht net einfach war ënnert deem publizisteschen Emfeld, wou en eigentlech an deene leschte Jore praktesch war. Wou mer gemeinsam mussen eng Léisung fannen - dat weess jiddwereen, dee sech e bësse mam Dossier beschäftegt -, dat sinn déi al Archive vum SREL. An dat gëtt net einfach! Et stelle sech immens juristesch Froen eigentlech. An ech fäerten, dass mer net derlaanscht kommen ze légiféréieren, fir kënnen eng propper, juristesch propper Léisung ze fannen, wéi déi al Archive sollen opgeschafft ginn. Dat wëlle mer jo eigentlech, dass déi al Archive sollen historesch och opgeschafft ginn.

D'Reform vum Statsrot: net vergiess. Bei der leschter Debatt hei ronderëm d'Nominatioun vun engem Statsrotmember hu mer alleguerten eis hei d'Hand op d'Häerz geluecht, fir dat ze maachen. Do wäerte mer mussen d'Käpp zesummestrecken, fir dat ze maachen. Beim Deontologiekodex si mer gutt virukomm um Niveau vum Parlament. Ech weess och, dass d'Regierung un hirem Text schafft.

Ech si gudder Hoffnung, dass mer an e puer Wochen eigentlech, wat eis ugeet, deen doten Dossier kënnen zoumaachen an d'Chambersreglement da complétéieren duerch en Deontologiekodex, dee sech gréisstendeels inspiréiert um Text vum Europaparlament, awer ugeräichert ass duerch eng Rei vu Verbesserungen, déi mer maachen opgrond vun deem Avis, deen eis de GRECO zu deem Ganze ginn huet.

E Referendum. Ech mengen, dass ee sech och do sollt Zäit loossen, ier ee festleet, wat fir eng Froen, a sech nach méi Zäit muss loossen, wéi een déi Froe formuléiert, déi ee bei deem Referendum wëllt de Leit stellen. Ech wëll net hunn, dass mer op eemol eng Diskussioun kréie ronderëm d'Froeformuléierung an eigentlech de Fong herno nëmme méi zweetrangeg gëtt an där ganzer Debatt zu deenen dote Froen.

Den Timing, deen d'Regierung sech ginn huet, schéngt mer nach ëmmer kloer ze sinn, och anzehalen ze sinn. Mir hu gesot, dass mer dee Referendum wéilten am Fréijoer d'nächst Joer maachen. Ech denken also, am Mee, Juni kann dee Referendum stattfannen. Dat heescht awer, well Gesetzesinitiative musse geholl ginn, dass ee sech muss wa méiglech virum Summer, spéitstens am September, eens setzen iwwert d'Froen an d'Formulatioun vun de Froen, fir dass dann d'Regierung kann de Gesetzesprojet eraginn. A wann deen dann u sech bis Enn Januar gestëmmt gëtt vun der Chamber, gesinn ech eigentlech kee Problem, dass mer deen Timing do respektéieren.

D'Positioun vu menger Partei ass bekannt. Mir waren eigentlech, éischtens emol, fir de Prinzip vun esou engem Pré-Referendum, ier et zur eigentlecher definitiver Festleeung vum Verfassungstext kënnt, dee jo da soll och engem Referendum spéiderhin ënnerworf ginn, well et einfach eng Rei vu kruziale Froe sinn, wou mer der Meenung sinn, dass et wichteg ass, d'Leit matanzebannen an deen Décisiounsprozess.

Dat sollen natierlech Froe sinn, déi kontrovers sinn. Ech bleiwen derbäi, dass et net vill bréngt, Froen ze stellen, wou mer herno 95% vun de Leit hunn, déi mat Jo äntweren. Dat wierkt vläicht gutt. Dann ass jiddwereen zefridden. Mä ech menge schonn, wann een dat seriö hëlt, mussen et jo Froe sinn, déi prinzipieller Natur sinn a wou et Meenungsverschiddenheete gëtt, wou mer wëssen, dass et Meenungsverschiddenheeten an der Gesellschaft gëtt. An et geet jo drëm, fir do eng Indicatioun ze kréien, un déi mir eis als Sozialiste wëllen halen, wat d'Leit dann an deenen dote prinzipielle Froe mengen.

Dat kënne Froe si vum Cumul vu politesche Mandater, et kann d'Fro si vun der zäitlecher Begrenzung vun de Regierungsmandater, de Finanzéierungsmodus vun de Kierchen an och d'Fro vun der politescher Participatioun vun den Netlëtzebuerger. Dat sinn alles Punkten, déi mer ugeschnidden hunn.

De Premier huet selwer gesot an der Institutiounskommissioun, dass en op ass, fir Modifikatioune virzehuelen, respektiv, wa mer mierken, dass mer op engem vun deene Punkten do zum Beispill en absolute Konsensus hätten, dass dat net méi kontradiktoresch wär, kënne mer natierlech och direkt op de Wee vun enger Abettung vun deem dote Punkt an eisen neie Verfassungstext goen. Mä do, wou mer eis net eens setzen a fannen, dass et wichteg Punkte sinn, mengen ech, däerf een dann och dee Referendum net fäerten. Et muss een dee Courage hunn, eigentlech och sech dann der Diskussioun mat de Bierger ze stellen.

Et gëtt net einfach. All déi Leit, déi mat implizéiert waren iwwert dee Referendum ronderëm d'europäesch Traitéë wëssen, dass dat eng schwiereg Operatioun ass, dass mer och net déi Diskussiounskultur hu wéi vläicht an anere Länner. Mä da kréie mer se eben! An et ass awer, mengen ech, eng Beräicherung eigentlech fir de Fonctionnement vun eiser Demokratie, wa mer och vun Zäit zu Zäit op wichtege Froen eng direkt Befroung iwwer Referendum vun de Bierger maachen.

Kloer Wierder vum Premierminister, wat d'Relatiounen tëschent Kierch a Stat ugeet, hir Reorientéierung. Konkret gesi mer dat bei der Reorganisatioun vum Nationalfeierdag, wou mer laang driwwer diskutéiert hunn an an der Vergaangenheet awer eis eigentlech net konnten dozou duerchréngen, dat fundamental ze änneren. Dat wäert dëst Joer geschéien.

Wäerteunterrecht fir all Kanner an de Schoulen, eng laang sozialistesch Fuerderung. Mir sinn houfreg drop, dass dës Regierung dat dote wëllt maachen. Ech géif se awer wierklech dréngendst bieden - ech weess och, dass dat net vun haut op muer ka gemaach gi wéinst deene Virbereedungsaarbechten, déi néideg sinn, besonnesch wat d'Formatioun och vum Personal ugeet -, dass et awer fir d'Schouljoer 2015/2016 misst méiglech sinn, fir dat doten ze maachen. Do mussen also u sech, do hätt ech gären, dass all Efforte gemaach ginn, fir dat awer an där doter Zäitschinn ze probéiere richteg ze organiséieren.

Ech mengen, dass och do vu Regierungssäit all complémentaire Informatioune geliwwert gi sinn, déi och wichteg fir d'Kierche sinn. D'Kierche sinn net ausgeschloss aus deem Ganzen. Dat Ganzt riicht sech och net géint d'Kierchen, mä eigentlech fir d'Schoul. Et geet hei ëm d'Schoul, ëm eng Schoul, déi zesummenhält an net auserneendividéiert, jee nodeem, wat déi reliéis Iwwerzeegunge vun de Kanner sinn.

Mir brauchen eng Neiregelung vun de Kierchefabricken. Och do muss dru geschafft ginn. A selbstverständlech ass d'Finanzéierungsfro jo eng Fro, déi mir gären iwwert de Referendum geregelt hätten.

Frësche Wand, mengen ech, och an der Gläichstellungspolitik, e wichtege Punkt och fir d'LSAP. D'Loungefäll tëschent Fraen a Männer ass e seriöe Problem, dee musse mer ugoen, wann net aneschters méiglech, duerch nei gesetzlech Bestëmmungen. An d'Representatioun vun de Fraen a Wirtschaft a Politik: och wichteg! Do huet jo och d'Regierung sech munches virgeholl. Ech géif se drun erënneren: Termin Oktober 2017, do si Gemengerotswahlen. Et wär net schlecht, wa mer virun den nächste groussen nationale Wahlen och do nei Regelungen hätten.

Ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. Ech hale fest de Slogan eigentlech: „Loscht op Erfolleg", „Loscht op Erfolleg fir Lëtzebuerg", déi dës Regierung verspiert, déi dës Koalitioun verspiert, an ech hoffen, dëst ganzt Haus verspiert eigentlech. Ech hat ni den Androck, dass mer aner Interesse géifen eigentlech, am Déiwe vun eis, vertrieden.

Ech hunn aus dem Tounfall vun där Regierungserklärung virun allem eppes net erausgespuert, dat ass iergendeng Form vun Defätismus, mä éischter de Wëllen, eng voluntaristesch Politik ze maachen a ganz ville Beräicher, géint vläicht och staark Tendenzen, laang Tendenzen unzekämpfen, fir déi ëmzekrempelen, fir se an déi richteg Richtung erëm eng Kéier ze drécken. De Wonsch och, Kloertext ze schwätzen, d'Wourecht ze soen. D'Wourecht, déi heiansdo kann angenehm sinn, heiansdo awer och ka blesséieren a wéidoen. Dat wësse mer.

Manner wéi soss vläicht dran - dat erklärt sech och duerch d'Personalitéit vun de Premierministeren, duerch déi Fonctiounen, déi se haten - den europäesche Volet, wat soss ëmmer relativ en ausgebaute Volet an deem Ganze war. Dat ass sécherlech net vergiess, mä et kann een an enger Regierungserklärung, déi schonn zwou Stonne gedauert huet, net all Punkten in extenso behandelen.

Op jidde Fall fënnt sech d'LSAP-Fraktioun souwuel formal wéi och inhaltlech an där heiter Regierungserklärung vum Premierminister zréck. Ech hoffen, dass mer effektiv déi Problemer uginn, wat net d'Problemer vun der Regierung sinn, mä d'Problemer vum ganze Land!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger vun der DP. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, bal genau virun engem Joer souze mer hei an enger anerer Konstellatioun - déi eng waren derbäi, déi aner nach net - an do hu mer dem deemolege Regierungschef nogelauschtert. Et huet deemools keng Opbrochstëmmung geherrscht, wéi dat gëschter hei am Sall de Fall war. Deemools huet de Premier vu Statskris geschwat.

Et war eng Zäit, wou hei am Land trotz groussen Erausfuerderungen e staarkt Gefill vu Stëllstand, vun Net-méi-Weiderkomme virgeherrscht huet. Eng Zäit, wou mer gesinn hunn, datt an eisem Stat esou munches net an der Rei war a wou eis Institutiounen duerch Skandaler, wéi ronderëm de Geheimdéngscht, ferm un d'Wackele komm sinn. Et war eng Zäit, wou eng seriö politesch Geschäftsféierung an eng gestalteresch Politik net méi méiglech waren.

Wann een un déi Zäit denkt vun den honnert Deeg virun de Wahlen, dann erënnere mer eis u Lethargie a Stëllstand, un eng politesch Stëmmung um Nullpunkt an un d'Sproochlosegkeet vun der Politik, déi keng Äntwert op déi zentral Erausfuerderunge vun eisem Land fonnt huet. An et ass duerfir och erstaunlech, wann déi Partei, déi maassgeblech responsabel war fir dee Stëllstand an deene leschte Wochen - wann ech kucken, wat am CSV-Profil steet, wat zum Beispill de Vize-Fraktiounschef vun der CSV a verschiddene Kommentare gesot huet -, wa grad déi dann der Regierung virwërft, et géif net schnell genuch virugoen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech muss soen, ech sinn awer grad esou erstaunt, awer och berouegt huet mech dat, datt de Fraktiounschef vun der CSV, den Här Juncker, datt deen haut de Moien awer net därselwechter Meenung war. Ech sinn och d'accord mat him, datt een eng Regierung net kann no honnert Deeg moossen. Wa mer géifen an d'Geschichtsbicher, oder emol net an d'Geschichtsbicher, an eis Compte-renduen zréckbliedere goen a kucken: Ech ka mech net erënneren, datt aner Regierungen, egal wat fir eng an deene leschten 20 Joer, datt déi no dräi Méint mat Schubkare voll nei Projets de loi hei an d'Chamber komm wieren.

Déi nei Regierung muss net nëmmen déi honnert Deeg Stëllstand vum leschte Summer nohuelen. Wann een de Bilan mécht, wou d'CSV mat hirer numeresch staarker Fraktioun hätt kënne maassgeblech Impulser gi fir Lëtzebuerg, da muss een éischter, géif ech soen, vun dausend Deeg oder vläicht nach méi Deeg schwätzen, wou hei am Land Stëllstand a Lethargie an der Politik war.

A fir all déi Saachen dann nozehuelen, déi verpasst gi sinn, déi leie gelooss gi sinn, déi net ugepaakt gi sinn, fir déi Aarbecht och seriö nozehuelen, do muss een där neier Regierung awer, an do si mer eis all eens, do muss een hir e puer Deeg méi Zäit loosse wéi honnert Deeg. Déi nei Regierung ass amgaang intensiv ze schaffen. Et ass Opbrochstëmmung do. Ech hu gëschter gesot: „Si gëtt Gas." An dat ass och dat Richtegt, well nämlech, wat d'Land brauch, ass eng nei Politik, eng Politik, déi eng Zukunftspolitik fir Lëtzebuerg ass.

An der Regierung, an der Koalitioun, an de Ministèren, an de Verwaltungen, dat wësse mer, do schaffe se do drun, fir eben dësen Zukunftsprojet och op déi richteg Schinnen ze kréien. Da muss ee sech eben déi Zäit an déi Chance ginn, d'Politikfelder, déi nei Iddien, déi ugestriefte Reformen, datt een déi ebe genau analyséiert, duerchrechent, mat de Sozialpartner och diskutéiert, fir datt herno dorauser eng Politik aus engem Goss entsteet.

Duerfir konnte gëschter nach net all Detailer zu alle Projeten hei presentéiert ginn. Dorunner gëtt geschafft. Mä ech si sécher, an e puer Wochen, vläicht schonn an e puer Deeg, mä an

e puer Wochen, an e puer Méint - ech hu gëschter méi wéi eng Kéier dat Wuert héieren „virum Summer" oder „Péngschten" - wäerte mer dann hei déi néideg Detailer kréien. Mir sollen elo d'Regierung dorunner schaffe loossen. Seriö Projeten ausschaffen an e Sozialdialog féieren, dat huet sech déi nei Regierung op de Fändel geschriwwen. An dat ass och genau dat, wat mer brauchen, wa mer mat Reforme wëllen Erfolleg hunn.

Ech wëll drun erënneren: Och déi lescht Regierung hat Problemer mam Sozialdialog. Si hat deen eigentlech praktesch opginn. Déi lescht Tripartite, déi war viru véier Joer, wann ech et gutt an Erënnerung hunn, an duerno ass näischt méi geschitt. An déi nei Regierung, dat begréisse mer och, déi ass déterminéiert, fir den Dialog mat de Gewerkschaften an dem Patronat konstruktiv unzegoen.

Déi nei Regierung muss sech och Zäit huelen, fir ze analyséieren, auszeschaffen, Gespréicher ze féieren, fir eben och net déi Feeler ze maachen, déi a vergaangene Regierunge gemaach gi sinn, wou méi wéi eng Kéier ganz wichteg Dossieren ze schnell gemaach gi sinn, oniwwerluecht, bâcléiert op den Instanzewee geschéckt gi sinn.

An ech kéint do Beispiller nennen. Ech denken zum Beispill un den Hickhack ronderëm de bëllegen Akt, un d'Krisesteier: agefouert, ofgeschaaft, un d'Studentesubsiden. Ganz rezent: Unisgebaier, wou mer kee Mobiliar derfir virgesinn hunn an esou weider. Mä et ass eben, fir esou eng chaotesch Politik, fir déi net ze maachen. An ech sinn iwwerzeegt, datt eben duerch déi Démarche, déi d'Regierung elo hëlt... esou eng chaotesch Politik wäert déi nei Regierung net maachen.

Här President, mir haten am Summer 2013 och eng institutionell Kris, ech hat et scho gesot, an nach haut, musse mer wëssen, och nach haut droe mer d'Konsequenzen dovunner. A mir mussen alleguerten all Dag dorunner schaffen, fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Politik zréckzegewannen. Déi nei Regierung wäert hiert dozou bäidroen, an och mir als Chamber mussen do eise Bäitrag liwweren. Duerfir gesäit och d'DP e kloert Signal doran, datt gëschter, no eppes méi wéi honnert Deeg, de Premier de Projet de loi iwwer eng Reform vum Geheimdéngscht, vum SREL, déposéiert huet, och vun der Kontroll vum Geheimdéngscht, datt en dat am Parlament abruecht huet.

D'Vertrauen ass verspillt ginn an der Vergaangenheet, well eben d'politesch Responsabel keng Responsabilitéit, keng Verantwortung wollten iwwerhuelen. Un eis alleguerten dann elo, dat Vertraue beim Bierger erëm hierzestellen. An de Projet de loi iwwert de Geheimdéngscht ass do e wichtegen Départ.

Wat mer elo brauchen, dat ass also eng verantwortungsvoll Politik vun de Politiker, awer och brauche mer verantwortungsvoll Bierger dobaussen. Mir brauche Bierger, déi participéieren, déi mat eis gemeinsam un eiser Zukunft bauen, déi de Projet Lëtzebuerg mat eis weiderdenken. A mir brauchen awer och Bierger, an dat ass wichteg, déi och drun denken, datt et nach Leit no eis ginn, déi also och un d'Generatiounen no eis denken.

D'Leit dobaussen erwaarden och, datt mer déi Chancen, déi mer nach hei am Land hunn - Lëtzebuerg huet nach Chancen! -, datt mer déi och notzen an datt mer eben och déi grouss Erausfuerderunge wäerten an den nächste Jore packen, fir déi Chancen ze notzen.

Déi nei Regierung ass elo intensiv um Schaffen an et huet awer Verschiddenes scho geännert. Ech kann do net mam Här Juncker d'accord sinn, datt mer einfach an der Suite vun hirer Aarbecht wieren. Zum Beispill d'Method, fir Politik ze maachen, ass eng nei. Ni virdrun ass an der Effentlechkeet esou konsequent an ausféierlech iwwert d'Regierungsaarbecht informéiert ginn, wéi dat ënnert dem neie Premier, dem Xavier Bettel, de Fall ass.

Ech ka mech net erënneren, datt an deenen honnert Deeg oder och an deenen dausend oder puer honnert Deeg, e puermol zéng, e puermol honnert Deeg virun dem Oktober oft den ale Premier d'Press informéiert huet, e Pressebriefing hat nom Regierungsrot. Et gesäit een also, datt dat net weidergefouert gëtt, déi Netkommunikatioun, mä déi nei Regierung geet do e ganz aneren, konsequente Wee.

Här President, mir stinn um Ufank vun engem Zukunftsprojet a gëschter huet de Premier de Wee virgezeechent. Et geet elo drëms, am Dialog mat alle bedeelegten Acteuren a mat alle Biergerinnen a Bierger deen ageleete Wee ze goen, ouni datt een deen aneren ausspillt. An et mierkt ee jo och, datt d'Sozialpartner deen neie Wand spieren. Et huet ee gëschter och déi éischt Reaktioune vu Gewerkschaftler héieren, an datt si awer och do gesinn, datt do en neien Élan, en neie Wëllen do ass vun der Regierung, fir dee Sozialdialog ze féieren.

Et muss een och wëssen, dat musse mer kloer soen, mir wäerten a mir dierfen och keng hallef Saache maachen. Gutt duerchduechte Léisunge brauchen eben e bësselche méi Zäit. Déi gi proposéiert an da mussen och Décisiounen, mussen, wäerte geholl ginn. Well an der Politik an och dobaussen erwaarden d'Leit, datt ee Choixen trëfft. Politesch Choixe musse getraff ginn. Duerfir brauch eng nei Politik Courage! Well, wann ee Veränneruge mécht, do musse mer eis sécher sinn, musse mer eis bewosst sinn, datt net jiddwereen engem wäert op d'Schëllere klappen.

Mä, Här President, ech kann Iech versécheren, an dat hunn ech an deene leschte vergaangene Wochen a Méint och zum Deel materlieft, zu Senningen, awer och hei an der Chamber an doriwwer eraus, datt déi dräi Regierungsparteie wäerten déi nächst Jore ganz enk, déi nächst fënnef Joer ganz enk zesummestoen a fir déi getraffen Décisiounen dann och geruedstoen. An dat ass och dat, wat d'Bierger erwaarden, datt mer eng geschlosse Koalitioun sinn, déi eben och geschlossen de Courage huet, fir hannert den Décisiounen, déi getraff si ginn, ze stoen.

Här President, d'Statsfinanzen...

(Interruption et hilarité)

Entschëllegt, Madame Presidentin, ech hat elo net... Ech gesinn zwar hei um Écran, mä ech war elo esou konzentréiert hei op meng Noten. Entschëllegt, Madame Presidentin.

Mme le Président.- Dat ass kee Problem. Neen, neen, loosst Iech net oflenken!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, d'Statsfinanzen an den Équiliber ze kréien ass eng vun de groussen Erausfuerderunge fir déi nächst fënnef Joer. Nëmme mat gesonde Finanze kann ee sech nei opstellen an all Chancen notzen. An d'Ausgangslag ass alles anescht wéi ideal, well eis effentlech Schold huet sech an de Joren 2009 bis 2013 verdräifacht.

Ech hunn och virdru verstanen, datt den Här Juncker e kuerze Réckbléck op d'Joer 2013 gemaach huet. Mä mir sollen de Bléck iwwert dat Ganzt hunn, déi ganz Evolutioun vun deene leschte véier, fënnef Joer, déi eis Suerge maachen. An am Budget 2014 hu mer et awer trotzdeem elo fäerdegbruecht, datt mer den Zouwuess vun den Dépensë mat 3,5% op deen niddregste Stand säit 2008 bruecht hunn. Dat soll een also och net an deene Statistike vergiessen. An trotzdeem, trotzdeem...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...déi nei Regierung dëst Joer...

M. Eugène Berger *(DP)*.- An trotzdeem..., jo, Här Gibéryen, mir musse weider dorunner schaffen, dat ass kloer, mir sinn nach net iwwert de Bierg. Mir mussen also weider dru schaffen. Mir wäerten dëst Joer de Budgetséquiliber nach net packen. Duerfir komme mer och net derlaanscht...

(Interruption)

Mme le Président.- Nee waart, ee Moment, Här Gibéryen...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, ech mengen, den Här Gibéryen ass herno agedroen. Da kann en eis dat alles och dann nach eng Kéier am Detail soen.

Mme le Président.- ...loosst den Här Berger elo schwätzen, Dir kritt jo d'Wuert nach.

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Madame Presidentin, ech wollt just soen, datt mer also nach net iwwert de Bierg sinn, au contraire. An duerfir komme mer och net derlaanscht, datt mer mussen de Budget reforméieren, en aneschters opstellen, aneschters plangen. An duerfir gëtt d'Method, fir de Budget ab 2015 opzestellen, op de Leescht geholl. Déi Aarbechte sinn och schonn amgaang. An deene leschten honnert Deeg oder honnertzwanzeg Deeg sinn déi Aarbechten och schonn ugefaange ginn.

An eng Budgetsconsolidatioun ass och néideg, fir eise Sozialstat besser fir d'Zukunft opzestellen, fir ze verhënneren, datt eis Scholden eis Handlungsfäegkeet an Zukunft aschränken, fir eiser Wirtschaft e gutt Fundament ze ginn, wat et erlaabt, nei a sécher Aarbechtsplazen ze schafen. An déi nei Budgetsreform oder deen neie Wee, deen erfuerdert dann natierlech och d'systematescht Iwwerdenke vun ale Gewunnechten. Do muss ee vun deenen ewechkommen.

De Premier huet gëschter erkläert, wéi déi Aarbechten elo gemaach ginn. De Finanzminister ass mat senge Beamten amgaang, intensiv dorunner ze schaffen. Si ginn dobäi extern beroden, wat jo fir déi eng oder aner Kommentare gesuergt huet.

Ech wëll an deem Kontext hei nach eng Kéier awer eppes kloerstellen: Dat ass eng Aart a Weis, déi net nei ass. De fréiere Finanzminister, de Luc Frieden, huet méi wéi eng Kéier an deene leschte Woche gesot, datt och hien op extern Beroderfirmaen emol zréckgegraff huet, well de Bléck vu baussen, d'Experienz vu baussen, huet e gesot, och wichteg ass. Och an anere Ministèrë gëtt dat gemaach, ass dat gemaach ginn, an aneren Dossieren, wat net onbedéngt eppes mat Finanzen ze dinn huet.

Ech erënnere mech zum Beispill do un e grousse Projet, wat d'Landesplanung betraff huet, den IVL, an de Joren '99 bis 2004. Do sinn och eng ganz Rei extern Beroder bäigezu ginn, do hunn net eleng d'Beamten dat gemaach, déi sinn och do bäigezu ginn, fir eben déi Experienz aus anere Länner kënne bäizezéien. An hei ass et eigentlech näischt aneschters, wat geschitt. Hei ass eng Beroderfirma, déi eben Experienz vu Budgeten, der Method, Budgeten opzestellen, an anere Länner och schonn do gesammelt huet an eis dat ka weidervermëttelen.

Déi Berodung, déi hëlleft bei där Ausschaffung vun der Method, mä et ass kloer, et ass d'Politik, et sinn d'Beamten, déi eenzel Ministèren, déi déi kloer politesch Décisiounen huelen, déi de Budget am Endeffekt opstellen, mat den Ziffere bis an de leschte Komma.

Madame Presidentin, ech hunn an de leschten Deeg eng Rei Stëmmen héieren, déi opgrond vun deene verschiddene Previsiounen, wat eise Wirtschaftswuesstum ubelaangt, géife mengen, et géing elo erëm lues a lues besser. Da regelt sech eigentlech d'Situatioun vum selwen. Et gëtt alles vum selwe riichtgebéit! Mir haten och nach gëschter de Statec an der Finanzkommissioun: Et geet Rieds vu Previsiounen, déi op 3% Wuesstum hiweise fir 2014.

Ech wëll trotzdeem warne virun ze vill Optimismus! An och den CSV-Fraktiounschef huet, wann ech dee richteg verstanen hu virdrun, dat och an déi Richtung gesinn.

An och de Chef vun der Lëtzebuerger Zentralbank, dee war virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun, deen huet och do virdru gewarnt, fir ze soen, mir wieren elo schonn a gudden Zäiten ukomm! En huet drun erënnert, datt eigentlech, wat mir déi sougenannten „gutt Zäiten" genannt hunn, datt mer do bei engem Wirtschaftswuesstum vun iwwer 5% louchen.

An da musse mer och wëssen, mir hunn eng Rei Hypothéiken, déi awer op eis leien: natierlech den E-Commerce, déi Recetten, déi d'nächst Joer wäerten dramatesch ewechfalen. Ech denken och u verschwannend Recetten aus dem Tanktourismus - accessoirement Alkohol an Tubak -, well mer do och musse kucken, wéi d'Evolutioun ass um europäesche Plang mat der Harmonisatioun vun den Akzisen op Diesel a Benzin. Ech denken och zum Beispill an eisem Sozialwiesen un dee kontinuéierlechen Defizit, dee mer an der Fleegeversécherung opzeweisen hunn.

An och ouni wëlle schwaarzzemolen, mä dat muss een awer och ëmmer an der Politik am Kapp hunn, datt d'national Politik heiansdo awer och vun externen, vun europäeschen oder Geschehnisser an der Welt ka beaflosst ginn. Ouni elo eng méiglech Eskalatioun an der Kris op der Krim wëllen eropzebeschwieren, mä esou Turbulenzen oder aner Turbulenzen an der Welt kënnen eigentlech zu all Moment sensibel Répercussiounen op eis Wirtschaft hunn. Dat hate mer jo 2008 erlieft, wou praktesch vun engem Dag op deen aneren duerch d'Lehman Brothers d'Welt op der Kopp stoung, an eise Budget dunn och mat.

Wann eis Wirtschaft also elo éischt Unzeeche weist, datt et erëm lues besser dréit, dann ass et dann och gradesou wichteg, besonnesch déi Zäit ze notzen, wou een net vir bäi an hanne widder ass, grad déi Zäit ze notzen, fir noutwendeg fundamental Reformen unzegoen. An deenen Zäite soll een eigentlech Reforme maachen, wou een eigentlech nach e bësse Sputt huet.

An e Budget vun där neier Generatioun, muss een och soen, dat ass kee Selbstzweck! Do geet et net drëm, fir Austeritéitspolitik ze maachen oder ze spueren. Neen, et geet drëm, fir sech nei opzestellen, fir nei Chancen ze kréieren, an duerfir huet och d'Regierung déi voll Ënnerstëtzung vu menger Fraktioun, fir eben de Statsbudget 2015 nei op de Leescht ze huelen, fir e Screening ze maache vun den Ausgaben, fir se op d'Effikassitéit hin ze iwwerpréiwen.

An och, an där Démarche - an ech hunn de Premier awer do ganz kloer verstane mat sengen Aussoe gëschter -, och d'sozial Selektivitéit muss do Virrang hunn. Laang genuch hu mer..., säit ech an der Chamber sinn - et si geschwënn 20 Joer, et sinn 20 Joer -, gëtt bei all Budgetsried vum Rapporteur gesot: „Mir mussen op méi sozial Selektivitéit kommen." Et ass ëmmer schéi geschwat ginn a Sonndesrieden. Mir mussen endlech och dohinner de Wee fannen!

Dat ass also och eng Virgab, déi mer mussen hu fir 2015, datt mer an eiser Budgetspolitik och do - oder an all eise Politiken - déi sozial Selektivitéit an de Vierdergrond musse stellen, datt mer déi Leit ënnerstëtzen, déi et am drëngendste brauchen.

A mir wäerten et dann och fäerdegbréngen, mat enger neier Zort vu Budget erëm méi Transparenz an dem Budget ze schafen, datt dat och méi novollzéibar ass, iwwerpréifbar ass, och fir de Bierger dobaussen.

De Premier huet gëschter och ugekënnegt, datt d'TVA géif zum 1. Januar 2015 ëm 2% erhéicht ginn. Den CSV-Fraktiounschef huet virdru gesot, et wier vill Hickhack, et wiere vill géigesätzlech Aussoen an deene leschte Woche gewiescht. Ech ka mech net erënneren, datt d'Regierung an deene leschte Wochen iergendeng konkret Ausso dozou gemaach huet. Dat waren da Kommentaren an deenen engen oder aneren Zeitungen, vun deem engen oder anere Politiker vläicht.

(Interruptions)

Vun der Regierung ass gesot ginn: „Mir wäerte bei dem État de la nation kloer soen, wat mer wëlles hunn." Wann also virdrun aner Datumer zirkuléiert sinn, aner Tauxen, dann ass dat op alle Fall net vun der Regierung gesot ginn.

D'TVA, déi wäert reforméiert ginn, fir de Schock vum Ewechfale vun der TVA um elektroneschen Handel ofzefiederen. En Ausfall, dee sech och do..., wann een elo d'Chiffere vu gëschter vum Statec hëlt - mä awer och mat Virsiicht ze genéissen -, kann dat eng Fourchette sinn zwësche 600-700 Millioune bis praktesch eng Milliard.

Ech wëll awer och hei drun erënneren, datt mer scho säit 2007 woussten, datt déi Recetten aus der elektronescher TVA am nächste Joer, also am Joer 2015, géifen ewechbriechen. An et hat een deemools e bësse méi Zäit wéi honnert Deeg, et hat een e puermol honnert Deeg Zäit, fir ze reagéieren! An trotzdeem ass an der Vergaangenheet do awer net drop reagéiert ginn.

An et muss ee jo soen, et war eigentlech scho bal fahrlässeg, datt déi Dépensen, lafend Dépensë mat zäitlech begrenzte Recetten awer ofgedeckt gi sinn! An et ass eigentlech eng falsch Finanzsituatioun zum Deel virgegaukelt ginn, well een do déi Hypothéik hat. Déi exzeptionell Recetten, déi waren eigentlech bal e bëssen - jiddweree spillt dat jo - eppes esou wéi en Jackpot am Lotto, am Euromillions. En eemolegen, awer et ass en eemolegen Jackpot gewiescht! Mir hunn awer d'lescht Joer mat deem Jackpot eigentlech all déi lafend Käschte gedeckt, amplaz ze investéieren. An duerfir hu mer haut e seriöe Problem. Et ass een op deem Punkt, wou mer haut stinn. Et hätt ee vläicht besser gehat, wéi och de Finanzminister gesot huet, datt een zum Beispill e Fonds souverain do virgesinn hätt.

Mir kommen och duerfir net derlaanscht, ebe well mer d'nächst Joer dat grousst Lach hunn, datt mer eng moderat Erhéijung vun der TVA musse virhuelen. Et ass keen einfache Schrëtt, jo. Nach bleiwe mer awer mat eisen Tauxe mat déi niddregst - neen, déi niddregst, souwäit ech weess, ech ka mech awer iren - an Europa.

An den Effekt op d'Leit mat schwaachem Akommes, dee gëtt och esou geréng wéi méiglech gehalen. Mir wësse jo, datt haaptsächlech och déi Basisproduiten, déi ee brauch, déi een all am Supermarché fënnt: Iessen, Kannerkleeder, Kannerschong an nach eng Rei aner Saachen, och an anere Secteuren, datt also all déi Produiten, oder vill Produiten, déi een am Alldag brauch, fir ze iwwerliewen, den Taux super-réduit weider behalen.

Et ass och richteg, datt d'TVA eréischt ufanks d'nächst Joer erhéicht gëtt, fir deene verschiddenen Acteuren, de Privatleit, den Entreprisen, eng Iwwergangszäit anzeraumen, déi et dann och erlaabt, sech op déi nei Situatioun anzestellen.

Et soll een awer och net mengen elo, déi TVA wier einfach blannemännerches gemaach ginn. D'Regierung huet och gekuckt, wéi een och scho bei dëser Mesure do kann d'Geleeënheet notzen, fir d'TVA méi gerecht ze gestalten.

An do ass jo een Element, dat ass dat, datt een an Zukunft beim Wunnengs- oder Hauskaf nëmmen nach deene Leit den Taux super-réduit gëtt, déi och selwer herno an dat Haus wunne ginn oder an en Appartement wunne ginn, well se et brauchen, an datt eben esou Steiermoossnamen also och esou gestalt gi sinn, datt ee Leit a Familljen ënnerstëtzt, déi sech wëllen en Heem opbauen, an net onbedéngt deene Leit

deen Taux super-réduit wëllt schenken, déi vläicht en zweet oder en drëtt oder e véiert Appartement sech leeschte kënnen.

Dat ass also och eppes, wat mir als DP ënnert enger sozial selektiver oder enger selektiver sozialer Steierpolitik verstinn.

Madame Presidentin, eis Fraktioun ënnerstëtzt d'Regierung och bei hirem Zil, eise Steiersystem 2016 ze moderniséieren an ze verbesseren. Et bleift nach vill ze dinn, fir eise Steiersystem ze vereinfachen an nei Akzenter ze setze fir e modernen, nohaltegen a gerechte Steiersystem. Och do hunn natierlech gëschter nach keng Detailer kënne geliwwert ginn. Dat brauch Zäit! Besonnesch eng Steierreform brauch ganz vill Zäit.

Ech ka mech erënneren, datt sech an deene leschten 20 Joer méi wéi eng Kéier eng Regierung dat virgeholl hat, beim État de la nation dat ugekënnegt hat, an datt awer duerno net dat Néidegt nokomm ass. Duerfir solle mer hei d'Regierung och ënnerstëtzen an hir och déi néideg Zäit loossen, fir datt ee spéitstens 2017 dann déi kann ëmsetzen.

Virun allem ass et wichteg, datt dat eng kohärent Steierreform gëtt. Well wa mer kucken, wat an de leschte Jore gemaach ginn ass als Steierreform oder hallef Steierreform, dat war awer relativ chaotesch. Do ass eng Krisesteier viru Joren agefouert ginn, duerno ass se erëm ofgeschaaft ginn. Net vill méi spéit ass eng Erhéijung komm vun der Solidaritéitssteier, da vum Spëtzesteiersaz, an dunn d'Kréinung, du gouf et och nach eng Mindeststeier fir d'Entreprisen. Et ass vill Duerjernee gewiescht, vill Erop-an-erof. An dat schaaft och kee Vertraue bei de Leit, net nëmme keen Iwwerbléck, mä kee Vertrauen.

Mir brauchen eng Steierpolitik an e Steiersystem aus engem Goss, dat heescht aus engem Stéck, an net dee Fleckenteppech, dee mer an deene leschte Joren haten.

Meng Fraktioun encouragéiert d'Regierung och, fir d'Steiertabell ze iwwerschaffen. An der Koalitioun si mer eis eens, datt mir déi Fro ronderëm de Spëtzesteiersaz och virum Hannergrond vun der Strategie vun eiser Finanzplaz wäerte beliichten. Well mir wëlle jo net an eng Situatioun kommen, wou ee mengt, haut honnert Euro kënne vläicht méi eranzezéien, a wou een awer am Endeffekt dausend Euro verléiert, well engem dann an engem wichtege Wirtschaftszweig eppes ewechbrécht.

Et ass awer och ganz wichteg, extrem wichteg, datt eis Steierpolitik kohärent och op eis politesch Ziler achséiert ass. D'Abattemente bei de Steiere sollen iwwerkuckt ginn an hannerfrot ginn. Mir hu jo do ganz komesch Situatiounen, wann ech nëmmen un dee Beräich Mobilitéit denken, ouni elo an den Detail do anzegoen. An och besonnesch musse mer kucken, wéi mer et herno maachen an der Steierpolitik, well mer jo och d'Kanner an Zukunft wëlle méi op engem direkte Wee ënnerstëtzen.

Dat sinn alles komplex Froen, wou net nëmmen een Dag muss gerechent ginn, wou een eng ganz Rei Konsequenze muss duerchkucken, kucken, wéi déi eenzel Puzzlestécker aneneepassen, fir dat dann herno erauszekréien.

An dat ass awer och eppes, wat eis wichteg ass: Et muss och Schluss domadder sinn, datt eise Steiersystem e besonnescht Familljebild promouvéiert. An eise Steierklassen an am sougenannten „splitting" ass inhärent awer d'Virstellung vun enger klassescher Rollentrennung zwësche Mann a Fra.

(Interruption)

Ah, den Här..., Madame Presidentin, ech gesinn ëmmer bei Stéchwierder, wien een do ëmmer kann direkt këddelen!

Also, mir hunn e Steiersystem, wou déi klassesch Virstellung ass: d'Fra hannert d'Kachdëppen, fir et emol iwwerzeformuléieren, an de Mann, dee geet schaffen a bréngt d'Geld heem. An dann, d'Fra versuergt och nach d'Kanner. Dat ass net eis, Madame Presidentin, dat ass op alle Fall net eis Virstellung vun enger moderner Famill! An och duerfir ass et noutwendeg, eise Steiersystem ëmzeänneren.

Mir op alle Fall, mir encouragéieren d'Regierung, an all deene Froen herno Neel mat Käpp ze maachen!

Madame Presidentin, ech kommen och net derlaanscht, an dësem Kontext op den Accord salarial an der Fonction publique zréckzekommen. Fir eis gëtt et do näischt ze beschéinegen an der Demokratescher Partei. D'DP, dat huet se virun de Wahle gesot, och elo seet se et, hält eng Augmentatioun vun de Paien an der Fonction publique zu dësem Moment - zu dësem Moment - net fir richteg. Dat hu mer virun de Wahle gesot. Dat soe mer och elo.

Mä mir wëssen awer och, datt mer gebonne sinn, datt mer en Accord hunn, dee vun der viregter Regierung ënnerschriwwe ginn ass an un dee mer eis ze halen hunn an deen eigentlech och da juristesch bindend ass. Mir erwaarden eis awer, datt d'Regierung an deenen nächste Joren, weider an Zukunft nach just wäert Nullronne bei der Fonction publique maachen!

Madame Presidentin, déi lescht Jore stoung eis Finanzplaz staark an den internationale Schlagzeilen. Dës hu leider an deene seelenste Fäll eng positiv Luucht op eise Standuert geworf an hu vill un eisem Image gekraazt. Mir waren, wéi ech gëschter och nach eng Kéier deen Term héieren hunn, mir waren an der „Schmuddel..." oder an dem ellenen Eck, an d'Regierung huet mat der Zoustëmmung zu der Zënsbesteierungsdirektiv virun zwou, dräi Wochen - wéini war et? - elo e Stréch ënnert dat ganz schwieregt Kapitel vun eiser Finanzplaz gezunn an de Wee fräi gemaach, fir eiser Finanzplaz erëm dat Vertraue kënnen zréckzeginn, dat se verdéngt.

Mir sinn och frou, datt d'Regierung deem ganz staarken Drock vun den EU-Partner standgehalen huet, fir datt mir kee kompetitiven Nodeel par rapport zu eisen Haaptkonkurrente wéi besonnesch der Schwäiz wäerte kréien. Well keng seriéis Finanzplaz op der Welt wäert sech kënnen erlaben, sech deem neien OECD-Standard iwwert den Informatiounsaustausch ze entzéien. Den 1. Januar 2015, dat ass praktesch muer, wäerte mer also en neit Kapitel an der Geschicht vun eiser Finanzplaz opschloen, andeems mer eist Bankgeheimnis opginn. Ech sinn, mir sinn zouversiichtlech, datt eis Finanzplaz esou gutt opgestallt ass, datt mir dëse Changement wäerte gutt kënnen ewechstiechen.

D'Regierung wäert déi nächst Méint a Jore proaktiv notzen, fir eiser Finanzplaz dann dat Ugesinn, deen Image zréckzeginn, dee se verdéngt. An da muss een natierlech och all hir Atouten, all déi Stäerkten och an d'Vitrine no bausse stellen, mat Réckbesënnung op all eis Stäerkten.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wat sinn eis Stäerkten? Dat ass zum Beispill d'Kreativitéit, schnell Prozeduren, kuerz Entscheedungsweeër. Mir mussen also bei all deenen neien Opportunitéiten zouschloen, mat deenen doten Argumenter an nach enger Rei aneren, sief dat bei der Internationaliséierung vun der chineesescher Währung Renminbi oder den islamfrëndleche Finanzproduiten oder bei deenen alternativen Investitiounsfongen.

Egal wéi, d'Finanzplaz wäert och an Zukunft en immens wichtege Wirtschaftszweig vu Lëtzebuerg bleiwen. An och duerfir musse mer eis konsequent géint eng Finanztransaktiounssteier ausschwätzen, déi der Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg géif schueden.

An d'Regierung, dat ass mäin nächst Stéchwuert, d'Regierung ass och ugetrueden, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft weider ze stäerken.

Mir wëssen, d'Produktivitéit huet notamment am Beräich vun de Finanzaktivitéiten an der Industrie, haaptsächlech an deenen zwee Secteuren, an de leschte Joren nogelooss. Déi hu gelidden. Mir dierfen do guer keng Zuele schéirieden, déi si ganz kloer. A mir gesinn, datt eigentlech eis Croissance ëmmer méi aus Secteure kënnt, déi vum Stat ofhänken, wéi zum Beispill de Sozialsecteur.

Bon, d'Kompetitivitéit ass natierlech en abstrakte Begréff, mat deem vill Leit dobaussen an der Praxis näischt kënnen ufänken. Mir mussen eis awer bewosst sinn, datt déi wirtschaftlech Kompetitivitéit d'Lokomotiv ass. Dat ass d'Lokomotiv vun eisem Wuelstand an eigentlech och d'Basis vun eisem Sozialstat. D'Kompetitivitéit ass also kee Selbstzweck. Et geet am Endeffekt drëm, datt een hei sécher a gutt Aarbechtsplazen och schaaft fir jiddwereen.

Natierlech, fir déi Kompetitivitéit dann eben ze verbesseren, dozou gehéiere schnell an transparent Prozeduren, e bessert Zesummeschaffen zwëschen de Ministèren. An och do begréisse mer, datt de Premier gëschter ugekënnegt huet, datt éischtens aus deem Omnibusgesetz - deen net schnell genuch fiert - elo en „TGVs-Gesetz" ginn ass. An dat Gesetz gëtt also nach viru Péngschten, virun der Péngschtvakanz hei déposéiert.

Dat Gesetz wäert da vill administrativ Hürden an de Verwaltunge vum Stat ofbauen. Mir mussen duerfir och weiderhi konsequent um Projet vum eGovernment schaffen.

An - last but not least - schliisslech dréit och zur Kompetitivitéit de Sozialdialog zwëschen deene verschiddene Partner bäi. An ech wëll et nach eng Kéier hei ënnersträichen: Mir begréissen et, datt d'Regierung och virum État de la nation - virum Etat de la nation - déi eenzel Sozialpartner de leschte Freideg an Eenzelgespréicher gesinn hat, fir hinnen eng Rei Saache schonn a priori ze soen. A souwäit ech weess, hunn déi Réuniounen a ganz gudder Atmosphär stattfonnt.

Dat stëmmt mech op alle Fall zouversiichtlech, datt de Sozialdialog endlech erëm ka belieft ginn, well, ech hat et scho gesot, viru bal véier Joer war déi lescht Tripartite gescheitert, stounge mer virun engem Échec. Duerfir sinn ech ëmsou méi frou, datt eigentlech déi nei Regierung elo d'Tripartite nach wäert virum Summer beliewen.

An deem Kontext wäerten dann och d'Froe vum Index diskutéiert ginn, an duerfir kann een och elo dem Premier net virwerfen, en hätt am Virfeld keng definitiv kloer Solutioun presentéiert, jo, well en dat jo mat de Sozialpartner da wäert virum Summer diskutéieren. Dat wier jo och komesch, wann en hei géif elo eng definitiv Solutioun proposéieren an dann duerno géif soen, elo gi mer emol mat de Sozialpartner schwätzen. Dat wier d'Päerd vun hannen opgesuedelt gewiescht.

Här President, ech sinn ufanks och schonn drop agaangen: Vill Vertrauen an d'Politik ass verspillt ginn, an d'Regierung muss och dorobber Äntwerte fannen, staark Äntwerte fannen. Duerfir ass et och ënner anerem wichteg, fir de Bierger méi matanzebannen, datt mer an Zukunft de Bierger vill méi proaktiv a schnell informéieren.

An do begréisse mer de Paradigmewiessel mam neien Informatiounsgesetz. D'Regierung stellt kloer, datt all administratiivt Dokument an all administrativ Informatioun ëffentlech a fir all Bierger zougänglech ass, ausser et ass elo ganz explizit, wann et ëm Betribsgeheimnisser geet oder soss Froe vun Dateschutz. Dat ass op alle Fall och déi richteg Richtung.

Här President, an der Vergaangenheet ass d'Politik vill ze oft einfach mat dem Verdeele vu Sue gläichgestallt ginn. Amplaz d'Problemer vum Land unzegoen, sinn d'Problemer mat Geld zougetippt ginn. An niewebäi war dat dann och alt emol nach mat dem Mitnahmeeffekt, datt et an engems och als Wahlcadeau konnt benotzt ginn. Dobäi ass awer d'Politik vill méi wéi dat.

D'Politik muss e kloert Bild virun Aen hunn, wou mir all gemeinsam histeiere wëllen. An déi Instrumenter, dat heescht och déi finanziell Instrumenter, déi een zur Verfügung huet, déi mussen dorobber ausgeriicht ginn.

Duerfir ass et jo och elo wichteg, deen Exercice ze maachen, fir ze hannerfroen, wat déi eng oder aner Mesure bréngt. Erfëllt eng Subventioun zum Beispill nach hiren Zweck? Ass se am Aklang mat Ziler, déi mer eis als Land gesat hunn?

All déi Froen, déi mer also am Screening maachen, sinn immens wichteg, fir also och e kloert Bild ze kréien, wou mer hiwëllen. Mir mussen deen Exercice elo konsequent duerchzéien, well mer eis jo och mussen nei opstellen. Ech hunn dat virdru gesot: Mir mussen eis nei opstellen, nei Chancen hunn, fir mat manner Suen eng méi effizient Politik ze maachen. Dat ass déi grouss Aufgab, déi déi Regierung elo ugeet an am Kader vun där se bis 2015 wäert déi konkret Mesuren op den Dësch leeën. Ech ginn dovunner aus, datt mer am Hierscht beim Dépot vum Budget spéitstens do dee ganze Pak an engem Goss presentéiert kréien.

An ech hunn et och scho gesot: Dobäi mussen déi sozial Selektivitéit an déi finanziell Nohaltegkeet besonnesch am Vierdergrond stoen. An et ass och kloer, datt ee bei deene strukturelle Reformen, déi ustinn, do net jiddwerengem nom Mond ka rieden. An der Politik muss ee Choixen treffen a fir eppes kënnen astoen.

Wéi esou eng strukturell Reform kann ausgesinn, wéi ee mat manner Sue kann eng besser Politik maachen, do hu mer awer e Beispill elo scho kritt, dat d'Regierung virexercéiert huet mat der Neiregelung vun de Studentesubsiden. Déi vergaange Regelung vun der Loi Biltgen ass nämlech eng perfekt Illustratioun vun enger chaotescher, enger oniwwerluechter Politik gewiescht.

Déi hei am Haus waren, kënne sech erënneren. Deemools sinn déi Mesuren als Spuermesurë presentéiert ginn. Am ganze Package war et ënner anerem eng Spuermesure an - ech hunn d'Zuelen nach am Kapp - den Här Biltgen, wéi en deemools hei stoung, oder an der Kommissioun, huet gesot: „Mir kënne bis 30 Milliounen d'Joer spueren."

D'Resultat, dat kenne mer haut. D'lescht Joer, no all deem Hin an Hier mat den Urteeler vum Europäesche Geriichtshaff, huet de Lëtzebuerger Stat 178 Milliounen…, oder dëst Joer musse mer 178 Millioune Suen do verdeelen. Also amplaz 30 Milliounen ze spueren, si mer haut op enger Dépense vun 178 Milliounen.

Et war also noutwendeg, dat op de Leescht ze huelen aus finanziellen Ursaachen, mä awer och, well do och erëm mat der Géisskan iwwert d'Land gefuer ginn ass, soudatt een dat muss méi selektiv maachen, deene vläicht méi ginn, déi et méi brauchen. An deenen, déi et manner brauchen - ech huelen ëmmer dat Beispill, an där ginn et -, déi um Lampertsbierg wunnen an op de Lampertsbierg op d'Uni ginn - dat ass eng ganz gutt Uni -, datt déi vläicht e bëssselche manner brauche wéi déi zu London.

Déi Studenten hunn also en neie System vun de Studentesubsiden. De Projet de loi ass déposéiert. Mir wäerten deen an der Kommissioun an den nächste Wochen diskutéieren. Sécherlech, wann een do gesäit, datt iergendwou eng kleng Schrauf, wierklech eng ganz spezifesch Situatioun ass, kann een do nach vläicht un engem Riedchen dréien. Mä nach muss ee soen, datt mir weltwäit hei Weltmeeschter sinn, Champion sinn um Niveau vun de Subsiden, déi mer hei un d'Studente verdeelen.

An och hei hu mer ebe gekuckt, datt virun allem déi, déi et méi brauchen, mat där drëtter Tranche, mat där, déi gestaffelt ass zwësche 500 an 2.500 Euro, datt een do virun allem kann dann déi Leit, déi Studenten, déi et méi brauchen, och méi ënnerstëtzen. Wéi gesot, nach eng Kéier: Et bleiwe ganz grousszügeg Subsiden, mat deene jiddweree kann an d'Ausland studéiere goen, an déi awer eng Illustratioun sinn, wéi ee mat manner Suen eng besser Politik ka maachen. Ënnert dem Stréch läit och de Spuereffet dann ab dem nächste Joer bei enge ronn 78 Milliounen Euro.

An och an der Familljepolitik, do musse mer eis d'Fro stellen, wat mer wëllen erreechen. Am Moment subventionéiere mer dat eent, awer och da genau de Géigendeel dovunner. An dat ass dann eng Politik, déi hiert Zil net erreecht, wann een da wëllt jiddwerengem alles recht maachen. Mir kënnen eis eigentlech op Dauer esou eng Politik guer net leeschten. Si ass och kontraproduktiv. An duerfir musse mer eis Politik nei gestalten.

Wann ech kucken an der Familljepolitik, do gëtt de Moment haaptsächlech a Finanzleeschtungen investéiert: Kannergeld, Kannerboni, divers Allocatiounen, ech ziele se net all op. Et kann ee sech d'Fro stellen: Kommen déi Suen dann do un, fir wie se geduecht sinn? Fir d'Kanner. Oder komme se vläicht am neie Plasmabildschierm un? An der Vakanz oder am Auto oder soss eppes? An et geet jo hei drëms, fir déi an de Vierdergrond ze stellen, ëm déi et awer do geet. An éischter Linn ëm eis Kanner!

A wat ass jo de Problem vun den Elteren hautzudaags? Jonk Elteren, elengerzéiender oder déi zu zwee schaffe ginn, well et hire Choix ass, well se et gäre maachen, déi kënnen heiansdo net vill mat dem Geld oder mat dem Chèque ufänken. Déi hätte léiwer, datt se eng Crèche, eng Maison relais no do hunn, wou se wunnen. Déi hätte léiwer, datt se en Encadrement hunn, eng Betreiung hunn, déi vu Qualitéit ass, an déi se Vertrauen hunn a wou se gären hir Kanner higinn. Dat ass dat, wat d'Elteren eigentlech interesséiert!

Mir mussen also kucken, datt mer vun de Finanzleeschtungen, déi een einfach nëmmen esou an d'Land schéckt, datt mer vun deenen, och an der Familljepolitik, lues a lues ewechkommen hin zu Sachleeschtungen, zu qualitativ héichwäertege Servicer. Mir mussen also d'Offer, eng héichwäerteg Offer an der Kannerbetreiung an den Zentrum vun eise Beméiunge réckelen.

A mir halen et awer och an deem Kontext fir wichteg, d'Fraen ze encouragéieren, nach ee Been an der Aarbechtswelt ze halen, wa se sech fir eng Famill entscheeden. Wa mer kucken, eisen Taux vun der weiblecher Beschäftegung läit bei nëmme 65%, a ganz wäit hannendru bei de Männer ass en iwwer 80%. Mir fannen also och duerfir richteg a wichteg, datt een e Bléck op all déi Familljentransferte wërft, fir eis eben do nei opzestellen an déi nei Erausfuerderungen unzegoen.

Här President, wann ech elo vill dovunner schwätzen, datt mer eis mussen nei opstellen, fir nei Chancen ze schafe fir Lëtzebuerg, dann huet dat awer net nëmmen eleng eppes mat Suen ze dinn. Fir de Kanner déi bescht Startchancen an d'Liewen ze ginn, brauche mer eng qualitativ héich Kannerbetreiung. Mir brauchen och eng ëffentlech Schoul, déi all Kanner, all jonke Mënsch individuell an differenzéiert fërdert a fuerdert.

An ech hunn hei e grousst Vertrauen an eis Enseignanten, datt mir mat hinnen zesummen d'Schoulreform am Secondaire esou iwwerschafft kréien, datt se am Intérêt vu jiddwerengem vun eise Kanner a Jugendleche wäert sinn.

Mir wëssen, d'Reform am Fondamental huet zu engem administrativen Opwand fir d'Ensei-

gnantë gefouert. Dat gëtt elo erëm zréckgeschrauft. Wichteg ass, Schoulhalen an net d'Bürokratie muss erëm an de Mëttelpunkt vun eise Klasse kommen.

Den aktuelle Bilan am Fondamental ass fir all d'Acteuren - ob dat den Enseignant ass, d'Elteren, d'Kanner - zimlech schwéier ze verstoen, an duerfir gëtt elo och dann de Bilan am Fondamental vereinfacht. Am Summer, hu mer héieren, ginn déi éischt Pilotprojete gemaach, an da wäerte mer fir spéitstens déi nächst Rentrée do dann dat verallgemengere kënnen.

En aneren Aspekt vun der Schoul mécht eis Suergen. Bis elo hate mer bei de Posten am Enseignement e Wuesstum praktesch all Joers vun iwwer 300 Posten. An et ass net ëmmer einfach, éischtens, fir dat qualifizéiert Personal ze fannen - dat hänkt zum Deel dervun of, fir wat fir eng Branchen ee sicht -, fir all déi Posten ze besetzen; et ass awer och e Problem mat eise Finanzen, deen domat op eis zoukënnt.

Deen Taux de croissance am Enseignement kënne mer an der nächster Zukunft net oprechterhalen. An duerfir huet d'Regierung elo décidéiert, generell déi geschafe Poste beim Stat op 150 ze begrenzen. Mir begréissen dëse Schrëtt.

An och an der Éducatioun si mer dann also viru Choixe gestallt. An der Éducatioun hu mer elo de Choix, entweder d'Unzuel vun de Schüler pro Klass eropzesetzen, wat ech och als fréieren Enseignant fir falsch halen, well d'Qualitéit dorënner leit. Do gëtt et eng Schmäerzgrenz, wou ee seet, dat mécht kee Sënn méi, do kann een net méi wierklech differenzéiert mat de Schüler schaffen.

Oder awer mir musse kucken, dat huet jo den Éducatiounsminister, de Claude Meisch, ugereegt, datt mer verschidden Déchargë vun den Enseignanten iwwerdenken, wéi beispillsweis d'Altersdécharge. Den Enseignant schafft ab 45 Joer eng Wocheschoulstonn manner. Mat der Virbereedungszäit ginn dat der zwou. An da geet et op 50 mat zwou, an dann op 55, da si mer bei véier Stonne fir déiselwecht Pai. Datt een do also bei deene Saachen awer emol eng Kéier muss einfach sech d'Chance ginn, dat ze hannerfroen.

Et muss een och wëssen - wann déi Informatioune richteg sinn -, all déi altersbegrënnt Déchargen, fir déi ze ersetzen, brauch een 260 - ech woe mech elo net ze vill vir mat där Zuel -, mä awer dat läit ëm 260 Posten, déi doduerjer eleng kreéiert musse ginn. Mir mussen dat also iwwerdenken.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt vill Enseignantë bereet sinn, do un enger Léisung matzeschaffen an eben hiert dozou bäizedroen, datt mer an Zukunft och de Kanner weiderhin déi beschtméiglech Zukunftsperspektive kënne bidden. Ech wënsche mer, datt dat op alle Fall e konstruktiven Dialog gëtt, deen an engem oppene Geescht gefouert gëtt.

Här President, wat eis alleguerte Suerge mécht, och nach mäi Virriedner huet d'Zuele genannt: Déi 7% (veuillez lire: déi 7% Chômage), do si Mënschen hannendrun. Do sinn Dausende vu Schicksaler hannendrun, dat mécht dem Premier, dat mécht eis alleguerte Suergen. An ech mengen, dat ass och eent vun de Politikfelder, an deene mer nach weider mussen Ustrengunge maachen.

Besonnesch déi Jonk, déi si betraff. Och no der fäerdeger Ausbildung ass et net einfach, ass et ëmmer méi schwéier, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen. Duerfir musse mer déi Jonk bei hirem éischte Schrëtt an d'Aarbechtswelt begleeden. Mir dierfe se net hänke loossen.

Déi dräi Koalitiounspartner hunn e Solidaritéitspakt ofgeschloss, fir eise Jonken de Start an d'Beruffsliewen ze erliichteren. Schonn Enn Mee gëtt dann déi Garantie jeunes ëmgesat, am Kader vun där mer jo och d'Chance haten, d'lescht Woch hei am Jugendparlament déi eng oder déi aner Saach ze diskutéieren.

D'Regierung suergt also derfir, datt all Jonke bannent deene véier éischte Méint vu senger Aschreiwung bei der ADEM eng konkret Offer fir eng Aarbechtsplaz oder eng Formatioun gemaach kritt. Dat sinn eng Rei vu konkrete Mesuren, déi an der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet schnell an Ugréff geholl musse ginn. Mir mussen all, wierklech all Efforte maachen. An ech begréissen och wierklech déi Efforten, déi vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit an deene leschte Méint gemaach gi sinn, och mat der Reform vun der ADEM. Mir mussen all déi Efforte maachen, fir de Mënschen, déi am Chômage sinn, nei Chancen, nei Zukunftsperspektiven ze bidden.

Här President, d'Präisser vun de Bauterrainen an de Käschtepunkt vu Wunnenge sinn an de leschte Jore regelrecht explodéiert a belaaschte vill Bierger finanziell besonnesch staark. Et ginn Zuelen, déi soen, vill Stéit musse praktesch bal d'Halschent, bal d'Halschent vun hirem Akommes an de Logement investéieren oder si kënne sech guer keng Wunneng méi leeschten. An d'Wunnengsproblematik verursaacht hei am Land och ëmmer méi sozial schwiereg Situatiounen.

Mir stinn hei och eigentlech virun deem gréisste Versoe vun der Politik an dem leschte Jorzéngt. Dat soen ech elo net hei als Éischten. De fréiere Premier, de fréiere Premier huet dat scho selwer bei enger Ried vum État de la nation agestanen. Dat sinn e puer Joer hier. Duerno sinn nach vill Mol honnert Deeg an d'Land gezunn, vill honnert Deeg, net eng Kéier honnert Deeg, mä vill honnert Deeg sinn no där Deklaratioun an d'Land gezunn, ouni datt do awer Mesurë geholl gi sinn.

Och am Wunnengsbau, Här President, och am Wunnengsbau hat d'CSV gemengt, et kéint ee mat de Suen all Problemer léisen. Si hunn e Pacte Logement mat de Gemenge gemaach, do Sue verdeelt. Si hunn eng ganz Rei Forme vu Subside gemaach, déi verdeelt. Zouschëss hei, Suen do, wou ee sech eigentlech ni richteg d'Fro gestallt huet: Erreechen déi Suen dann hiert Zil? Déi Suen hu virun allem d'Demande amplaz d'Offer ënnerstëtzt. An et geet kee Wee derlaanscht, et geet kee Wee derlaanscht, mir mussen d'Offer un Terrainen a Wunnenge vergréisseren, well nëmmen esou kënne mer dann dat Ventil opdréien, fir bei de Präisser den Drock ofzebauen.

Och hei schléit déi nei Regierung en neie Wee an. Mir hunn do den iwwerschaffte Plan sectoriel «Logement», deen am Mee presentéiert gëtt, vun deem hei den Ufank gemaach gëtt. An dee Plan sectoriel «Logement», dee louch och vill ze laang an den Tiräng. Dee louch net honnert Deeg an den Tiräng, dee louch e puermol honnert Deeg, dausend Deeg an den Tiräng, och aner Plans sectoriels «Logement» louche vill ze laang an den Tiräng. An duerfir hu mer eis elo awer nach eng Kéier Zäit geholl, honnert Deeg, fir se ze iwwerschaffen.

D'DP hat och an hirem Wahlprogramm Baulandverträg a Baulückeprogrammer stoen. A mir si frou, datt dës Iddien net nëmmen de Wee an de Koalitiounsaccord fonnt hunn, mä datt och elo schnell a konkret déi Iddie sollen ëmgesat ginn ënnert dem Impuls vum Maggy Nagel.

Nach eng Kéier och, fir dat kuerz ze erklären, déi Baulandverträg. De Problem ass jo, dat huet och schonn den Alex Bodry virdru gesot: Déi Terrainen, wéi kréie mer se schnell viabiliséiert?

Ebe grad, andeem mer higinn an deene Leit, déi en Terrain hunn, deen nach net am Perimeter ass, soen: „Aus dengem Gromperesteck, dat näischt wäert ass, kanns de eppes maachen, mä wann ech gelift ënnert der Konditioun vun engem gewëssenen Zäitraum mat gewëssene Präisser, da misste mer eis eens ginn." An déi Richtung sollen also déi Baulandverträg goen.

Här President, déi nei Regierung setzt och am Beräich vun der Energieeffizienz an dem Klimaschutz nei Akzenter. Stéchwierder sinn hei: Albausanéierung, Klimabank.

Och hei geet d'Regierung nei Weeër, fir och vun deene villen ineffiziente Subsiden, déi am Beräich vun der Ëmwelt ausgedeelt gi sinn, ewechzekommen. Mir hunn hei an der Klimabank e Modell, datt mer dat de Leit virfinanzéieren, mä de Stat jo herno och d'Suen erëmkritt, awer an der Zwëschenzäit kënnen déi Sue ganz produktiv agesat ginn. Dat hei gëtt och nom Prinzip „Mat manner Suen eng besser Politik" gemaach. Mat deene Suen hëllefe mer de Leit, datt se de Schrëtt maachen, hiert Haus energetesch ze sanéieren. An dann herno, wann dat gemaach ass, wann d'Leit Energie spueren, Mazout, Heizung an aner Käschte spueren, dann ass eigentlech jiddweree Gewënner.

Et ass eng Win-win-win-Mesure, et misst een der véier, fënnef opzielen, déi do gewannen: De Bierger gewënnt, well en an engem Haus wunnt, an deem en Energie spuert. D'Handwierker, mir kënnen hei nei Aarbechtsmarchéen opmaachen. Et ass emol gerechent ginn, datt hei Honnerte vun Aarbechtsplaze kéinte kreéiert ginn. Mir maachen eppes fir de Klimaschutz. Mir maachen och eppes fir de Stat, dee seng Suen erëmkritt, dee manner Kyoto-Strofe muss bezuelen.

Voilà, och dat ass e flotte Projet, mat deem ee ka mat manner Suen eng vill méi effizient Politik maachen.

Här President, d'DP fuerdert scho laang eng propper Trennung zwësche Kierch a Stat. Mir sinn eis bewosst, datt dëst eng Zäsur an der Bezéiung zwëschen der kathoulescher Kierch an dem Stat ass. Mir sinn dovun iwwerzeegt, datt béid Partner kënne vun dësem Schnëtt profitéieren an d'kathoulesch Kierch eigentlech nëmmen u Glafwierdegkeet doduerjer ka gewannen. Mir zielen op d'Mataarbecht vun der Kierch, fir dëse Prozess zesummen ze diskutéieren an unzegoen.

Mir hunn elo dëst Joer déi éischt Kéier eng zivil Nationalfeier, an där all Lëtzebuerger, egal vu welcher philosophescher oder reliéiser Astellung, sech erëmfënnt, an d'Aféiere vun engem generelle Wäerteunterrecht: Dat sinn déi éischt konkret weider Etappen, déi dës Regierung an Ugréff wäert huelen, bei deene se och op eis voll Ënnerstëtzung kann zielen. An déi nächst Jore mussen déi finanziell Froen am Kontext Trennung vu Kierch a Stat och definitiv geléist ginn.

Och bei anere gesellschaftspoliteschen Theme ginn elo Neel mat Käpp gemaach. D'Bestietnis vun Homosexuelle wäert virum Summer kommen. An och d'Scheedungsgesetz gëtt bis dohinner reforméiert. D'Reform vum Ofdreiwungsgesetz, dat de Schwangerschaftsofbroch ee fir alle Mol aus dem Code pénal sträicht, steet och virun der Dier. Mir begréissen och ausdrécklech, datt déi fir d'Fraen onwürdeg zweet Konsultatioun ofgeschaaft ginn ass an datt d'Selbstbestëmmung vun der Fra am Virdergrond ass.

D'Verfassungsreform an d'Diskussioun ëm d'politesch Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger sinn och grondleeënd an zukunftsweisend Diskussiounen. An déi mussen och hei am Land diskutéiert ginn, dëst iwwert d'Parteigrenzen ewech.

An esou enger Diskussioun iwwert déi politesch Participatioun vun eisen auslännesche Matbierger si Polemik a Populismus falsch un der Plaz. A mir mussen also kucken, datt mer eng uerdentlech Diskussioun an der néideger Serenitéit hei wäerte fannen.

Här President, dee leschte Punkt, deen ech a menger Ried wëll uschwätzen, ass dee vun der Suerg, datt mer kéinten an Europa e Krich kréien. D'Lag an der Ukrain ass extrem ugespaant, an niewent eisem Aussen- a Premierminister ass och eis Kolleegin Anne Brasseur - déi haut sech och duerfir entschëllege léisst, well se eben am Asaz ass -, also an hirer Fonctioun als Presidentin vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot déi lescht Wochen an der Ukrain an a ganz Europa ënnerwee, fir derzou bäizedroen, datt et zu enger friddlecher Resolutioun, zu enger friddlecher Léisung vum Konflikt kënnt.

Lëtzebuerg setzt sech och am Kader vun der Europäescher Unioun staark derfir an, datt de Wee vun der Diplomatie an dem Dialog net verlooss gëtt an datt de Kontakt mat Russland net ofbrécht.

Här President, ech sinn net op all Punkte vun der Deklaratioun vum Premier agaangen, ech hätt elo nach vläicht och e Wuert kënne soen iwwert d'Mobilitéit, d'Ëmweltpolitik, mä eigentlech waren déi Aussoe gëschter och vum Premier esou kloer, datt deem guer näischt méi entgéintzebréngen ass, déi waren och ganz detailléiert. Duerfir, Här President, géif ech dann zum Schluss kommen.

Här President, déi lescht Wochen an d'Ried vum État de la nation vum Premier weisen, dat dës Regierung bannent kierzester Zäit hire Rhythmus fonnt huet. Ech hu gëschter gesot: „Si gëtt Gas." Vill nei Projete sinn amgaang ausgeschafft ze ginn a wäerten an deenen nächste Wochen a Méint un d'Rulle kommen. De Problemer gëtt an d'Ae gekuckt an et gëtt gehandelt, wéi beispillsweis mat der grousser Budgetsreform 2015.

An et ass eng Freed, där Opbrochstëmmung an där neier Atmosphär och am Dialog mat de Sozialpartner nozekucken. Mir gesinn op eemol, datt Saachen a Bewegung geroden, vun deenen een nach viru Méint geduecht hätt, et wier net méiglech, et wier onméiglech. Dat stëmmt mech a meng Fraktioun zouversiichtlech, an ech si mir sécher, datt déi dräi Koalitiounspartner dëse Wee wäerte weider mat Determinatioun an Engagement goen, fir den Zukunftsprojet Lëtzebuerg ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Ech géif der Chamber proposéieren, dass mer fir de Moien heimat eis Aarbechten ofschléissen. De Mëtteg Rendez-vous um zwou Auer, an d'Presidente gesi sech schonn um hallwer zwou, fir de Programm vun deenen nächste Woche festzeleeën.

Domat ass eis Sëtzung fir de Moien ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 11.45 heures)

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

SÉANCE 15

JEUDI,
3 AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. le Président*

2. Débat sur l'état de la nation (suite)

- *Mme Viviane Loschetter (interventions de M. Claude Wiseler et M. Jean-Marie Halsdorf), M. Gast Gibéryen (interventions de M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger et M. Dan Kersch), M. Serge Urbany (dépôt d'une motion), M. Claude Wiseler (interventions de M. François Bausch, M. Xavier Bettel et M. Etienne Schneider), M. Marc Spautz (interventions de M. Etienne Schneider, M. Serge Urbany et M. Alex Bodry)*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth et M. Fernand Kartheiser)*
- *M. le Président*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Claude Wiseler intervient)*
- *M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Claude Wiseler intervient)*
- *M. Romain Schneider, Ministre des Sports, M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Motion 1: M. Justin Turpel, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *M. Fernand Kartheiser (M. Xavier Bettel intervient), M. Gast Gibéryen, M. Alex Bodry*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État..

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- E schéine gudde Mëtteg. Eis Sëtzung ass op. Ech ginn dovun aus, dass d'Regierung keng Kommunikatiounen ze maachen huet.

(Assentiment)

Merci. Da géife mer mat eisen Debatten zur Lag vum Land weiderfueren. Éischt ageschriwwe Riednerin de Mëtten ass d'Madame Viviane Loschetter vun der grénger Fraktioun.

Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur l'état de la nation (suite)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun, vun där ech d'Spriecherin haut sinn, wëlle mir fir d'Alleréischt dem Premier e grousse Merci ausriichten, dem Premier, deen eng realistesch a virun allem eng éierlech Sprooch geschwat huet! Well et ass sécherlech net einfach, dem Land an engem éischten Optrëtt am Kontext vun der Lag vun der Natioun, an dëst knapp honnert Deeg no der Regierungsbildung, mussen eng schwiereg Situatioun unzekënnegen.

E grousse Merci och un all Membere vun der Regierung, déi och a knapp honnert Deeg villes geleescht hunn. Net nëmmen hu si sech praktesch alleguerten an hirem Ministeschressort missen aschaffen, wat scho méi wéi honnert Deeg verdéngt hätt, mä si hunn och alleguerten e Budget 2014 preparéiert, schaffen elo schonns konsequent u Gestaltungsméiglechkeete vum Budget 2015 a senger neier Form an hunn et och nach fäerdegbruecht, wegweisend Projets de loi ze schreiwen, déi déi éischt Charakteristiken ënnersträiche vun der blo-rout-grénger Majoritéit.

Wat hei geleescht ginn ass a wat hei geleescht gëtt an dëser neier Majoritéit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass enorm! Ech vergläichen et gäre mat engem Haus, wat ee sech grad kaaft huet a wou virdrun een aneren dra gewunnt huet. Dat Haus dréit d'Charakteristike vun deem, deen ausgezunn ass. Den neie Propriétaire muss fir d'Éischt nach d'Saachen ewechraumen, eventuell Ëmbauaarbechte maachen, frësch usträichen a seng Miwwelen drasetzen, ier hie sech wuel dra fënnt, ier hie richteg dra wunnen a liewe kann.

Hei maachen d'Membere vun dëser Majoritéit alles beieneen: e Regierungsprogramm, e Budget transitoire mat éischte Spuermoossnamen, ouni d'politesch Prioritéiten ze affectéieren. Si schaffe mat un den noutwendege strukturellen Ännerunge vun der neier Methodologie vum nächste Budget, preparéieren onst Land op déi bekannt finanziell a budgetär Erausfuerderunge fir 2015, bestehend Projets de loi gi gegebenenfalls adaptéiert oder zréckgestallt, nei Projets de loi gi geschriwwen an déposéiert, de Business as usual gëtt evakuéiert a si meeschteren déi politesch Aktualitéiten, sief et déi international wéi notamment d'Conseilen zu Bréissel, wou Wesentleches fir d'Zukunft propper zu Enn négociéiert ginn ass, sief et hei am Land, wou an der Urgence adequat Léisunge fonnt gi si mat alle concernéierte Partner, wéi zum Beispill am Fall Bauschuttdeponie. Derbäi kommen nach d'Virbereedungen, déi schonn ulafe fir de Referendum a fir d'Lëtzebuerger Présidence. Bravo a Chapeau!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ons Grénge wichteg, e puer vun dësen Aufgaben opzezielen an e Liicht op déi alldeeglech Aarbecht vun dëser Majoritéit ze riichten. Well mir sinn net am Business as usual! Mir sinn a villem méi. Mir sti viru groussen a wichtegen Erausfuerderungen a mir musse se mam Numm nennen a mir musse se ugoen. Well grad dofir hunn d'Bierger an d'Biergerinne vun onsem Land eng nei Regierung gewielt. D'Bierger an d'Biergerinnen aus dësem Land wëllen eng nei Politik an hunn dofir dëser Majoritéit hiert Vertrauen ausgeschwat.

D'Bierger an d'Biergerinne wësse wuel, datt och zu Lëtzebuerg d'Kris nach net eriwwer ass an datt mer musse méi kleng Bréidercher baken. A si erwaarde sech och kloer Zeechen a sinn och bereet, eng Hand mat unzepaken. Mä si brauchen och Éierlechkeet a Gerechtegkeet an onse politeschen Handlungen. Zur Éierlechkeet gehéiert, de Leit matzedeelen, wéi den Zoustand vun der Natioun haut ass, a gradesou wichteg ass et ze soen, wéi d'Lag vun der Natioun wäert sinn oder kéint sinn a politique inchangée.

Mir wëllen d'Politik gestalte fir d'Zukunft. Mir hunn ons virgeholl sécherzestellen, datt muer an iwwermuer ons Kanner, déi nächst Generatiounen, op d'mannst esou gutt liewe kënne wéi haut. A politique inchangée wäert dat net méiglech sinn! Finanzpolitesch net, ëmweltpolitesch net a sozialpolitesch net.

Finanzpolitesch: Mat eelef Milliarde Scholden a mat der Perspektiv, datt mer bei onverännerter Politik all Joers weiderhi Scholde musse maachen, zum Deel och, fir Honnerte vu Milliounen un Zënsen ofzebezuelen, steiere mer iergendwann an eng Faillite. Wier d'Lëtzebuerger Land eng Famill, wiere mer schonns bei de Service surendettement orientéiert ginn!

Ëmweltpolitesch: Mat enger Belaaschtung vun 18.000 bis 20.000 Tonne Bauschutt am Dag, mat nëmme 7% vun onse Baachen a Flëss, déi propper sinn, mat 10% vun onse Quellen, déi wéinst Verseuchung ausser Betrib sinn, mat engem Bësch, wou d'Beem zu iwwer engem Drëttel carrément krank sinn, mat enger Loftverschmotzung duerch Stickoxiden, déi d'Leit krank mécht, hannerloosse mir, à politique inchangée, der nächster Generatioun eng ellen an eng ongesond Welt!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wat gëschter de Premier gesot huet: „Wat gutt fir d'Banken ass, ass gutt fir d'Land", et kéint een derbäisetzen: „Wat gutt fir d'Ëmwelt ass, ass gutt fir déi nächst Generatioun am Land!" Wa virun e puer Joer nach d'Skeptiker bei Ëmweltthemen am beschte Fall geschmunzelt hunn, esou ass et haut fir jiddwereen evident, datt mer e generellen Ëmweltproblem hunn.

D'Lag vum Lëtzebuerger Land ass net gesond. Wann onst Land e Mënsch wier, hätt e chronesch Hautallergien a Reizhusten a wier scho längst an d'Klinik fir en Check-up geschéckt ginn. An dem Dokter seng Ordonnance wier bestëmmt à la lettre suivéiert ginn.

Sozialpolitesch: Mat enger Gesellschaft, wou jiddwereen ouni kloer definéiert sozial Kritäre finanziell Ënnerstëtzung kritt an enger Héicht vu bal 35% vun de Budgetsausgaben, muss ee sech net nëmmen d'Fro vun der Gerechtegkeet stellen, mä och d'Fro vun der Verschwendung. Sinn d'Steiersuen do ukomm, wou se och wierklech am meeschte gebraucht gi sinn?

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Oder ass sech net éischter erlaabt ginn, sech vum dankbare Géisskaneprinzip lenken ze loossen? Ass et zum Beispill gerecht, eng natalistesch Politik finanziell ze ënnerstëtzen, egal wéi de Besoin vun eenzelne Familljen ass?

Une voix.- Ass et gerecht, d'Ofdreiwung...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ass et gerecht...

M. le Président.- Wann ech gelift! Hei huet just d'Madame Loschetter d'Wuert!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ass et gerecht, mat Steiersue vum klenge schaffende Bierger - esou wéi notamment ons lénk Kolleegen en ëmmer beschreiwen -, ass et gerecht, datt e klenge schaffende Bierger eng Studentebourse vum Bankdirekter sengem Jong muss finanzéieren? Ass de Stat wierklech dofir zoustänneg?

Wann ons Gesellschaft Scouten um Camping wier, missten d'Schlofdecke gerecht opgedeelt ginn, fir datt kee fréiert an der Nuecht. Dat heescht och zum Beispill, datt deen, dee schonns eng gutt waarm Decken huet, och keng zweet méi brauch.

Dat ass, allegoresch beschriwwen, d'Lag vun der Natioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Si ass nach net gerecht organiséiert, si ass net nohalteg a si ass deelweis zerstéierend.

Soulaang Suen do waren oder soulaang gleewe gedoe ginn ass, datt Suen do wieren, ass schéin ausgedeelt ginn, och wann et wéineg Kritären dofir goufen. An ons Gesellschaft ass domadder eens ginn.

Mä ons Gesellschaft huet, op gutt Lëtzebuergesch gesot, „op Puff" gelieft! Éischtens hu mir ons zu Lëtzebuerg permanent nei verschëllt, mat enger Versechsfachung vun der Statsschold an nëmmen zéng Joer!

Zweetens hu mir zu Lëtzebuerg net en bon père de famille ons ëm d'Einnahmequellen, déi d'nächst Joer verschwannen, gekëmmert.

An drëttens: Mir hunn ons an dësem Land erlaabt, en Accord salarial ofzeschléissen, dee Milliarden an Zukunft wäert kaschten an deen den Androck hannerléisst, datt mer kee Kriseproblem zu Lëtzebuerg hätten. Dës Regierung bleift loyal zum ofgeschlossenen Accord salarial an der Fonction publique a redresséiert an engems déi sëllechen Ongereimtheeten, wou notamment och de Statsrot drop higewisen huet. Dëst ka vläicht fir verschidde Leit net gerecht schéngen, mä éierlech ass et op alle Fall an et beweist, datt dës Regierung mat Virsiicht un déi nei Politik erugeet an net oniwwerluecht mam Bagger virprescht iwwer alles, wat nach viru sechs Méint war.

Et ass gëschter an och haut schonns vill iwwert d'Ewechfale vun der TVA-Recette aus dem Commerce électronique gesot ginn. Et bleift och an onsen Aen onverständlech, datt näischt, awer och guer näischt emol wéinstens usazweis an deene siwe leschte Joren dozou thematiséiert ginn ass. An et ass gradesou onverständlech, datt wierklech näischt, awer och guer näischt, a kengem Tirang vu kengem concernéierte Ministère emol usazweis als eng Ligne de conduite fonnt ginn ass!

An ech muss och soen, datt mir et zimlech culottéiert fannen, datt den honorabelen Deputéierte Juncker de Moie Kritik ausgeschwat huet a souguer ons wollt schoulmeeschteren! Jo, et ass richteg, déi Gréng hu bäigeléiert. Mä ech muss lech soen, déi Gréng hätten och ganz gären am Dezember 2012 bäigeléiert.

Well wa mer nach keng kloer Propositiounen zu enger Steierreform hunn, hänkt dat och domadder zesummen, datt d'CSV während 30 Joer d'Verantwortung an deem Beräich hat an et net fäerdegbruecht huet, de Verwaltungen Instrumenter ze ginn, fir eng eegen Analys vun der Steierpolitik ze maachen. An déi brauche mir, fir kënnen eng Reform unzegoen.

A mir haten, zesumme mat der bloer Fraktioun, genau am Dezember 2012 eng Motioun déposéiert, wou mer notamment dat do, genau dat do gefrot hunn! Ech zitéiere just Extraiten draus: «- mener une recherche ouverte et contradictoire avec des modèles de simulation pour les diverses propositions en matière fiscale» an esou weider.

Deemools krute mer erkläert vum Finanzminister, et wiere keng Leit do am Ministère, fir dat ze maachen. Dofir kéint dat net gemaach ginn. Abee, ech kann lech just soen, dat ass eng vun deenen éischte Moossnamen, déi dës Regierung mécht! An dat brauch eben déi Zäit.

Datt dës Regierung elo à très court terme muss verantwortungsvoll virgoen an d'TVA erhéijen, ass batter. Datt et eng éischt schwiereg an onpopulär Moossnam ass, ass evident. Datt et eng Moossnam ass, déi net finanzpolitesch déi ass, déi dës Regierung ustrieft, ass kloer. Si ass sécherlech och net fundamental gerecht, mä si ass éierlech. Éierlech, well dës Regierung kee Choix huet. An all Regierung, ouni Ausnahm, hätt missen op dës Moossnam kuerzfristeg zréckgräifen, fir kënnen dat Lach opzefëllen. An dofir ënnerstëtze mir d'Regierung...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Madame Loschetter, Dir musst mer awer nach soen, wat fir eng Informatiounen Der elo méi hutt wéi virun zwee Méint, fir Är Meenung...

M. le Président.- Madame Loschetter, wann ech richteg verstanen hunn, wëllt den Här Wiseler Iech eng Fro stellen. Ass déi wëllkomm?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech hunn d'Fro scho verstanen, wat fir eng Informatioune mir méi hu wéi virun zwee Méint. Dës Regierung huet d'Informatioune kritt, wéi se ugetratt ass a wéi all Minister a säi Ministère gaangen ass a wéi all Minister a sengem Ministère d'Tirangen opgemaach huet, fir ze kucken, wat dra wier.

(Interruption)

Voilà! An dat huet de Premier gëschter ganz gutt beschriwwen! A mir wore ganz erstaunt iwwert dat, wat d'Regierung fonnt huet respektiv net fonnt huet. Op jidde Fall: Zu där Kritik vun de Moien hu mer näischt fonnt vun engem Usaz vun enger Analys, fir eng Steierreform ze maachen! A genau dat maache mer elo. Et ass genau dat, wat dës Regierung amgaang ass ze maachen. An dat brauch Zäit!

An ech kann Iech nach eng zousätzlech Informatioun ginn: De Responsabele vun der Zentralbank huet, wéi en an d'Finanzkommissioun komm ass, gesot, datt en absolut géif verstoen, datt een Zäit bräicht, fir eng Steierreform ze maachen, an datt een Zäit brauch och herno, fir se ëmzesetzen, an datt se dofir kënne keen Avis maachen zum Budget 2014, dee bekanntlech en transitoresche Budget ass, an datt se d'Suggestioune fir eng Steierreform och wäerten am Laf vun dësem Joer nach eng Kéier matdeelen.

Op jidde Fall: All déi Leit, déi seriö eppes dovunner verstinn, verstinn och, datt een net kann an honnert Deeg iergendeng fake Steierreform hei presentéieren.

(Interruptions)

Ech war amgaang ze soen, Här President, datt all Regierung ouni Ausnahm hätt missen op dës

Moossnam kuerzfristeg zréckgräifen, fir kënnen dat Lach opzefëllen. An dofir ënnerstëtze mir d'Regierung an hirer Décisioun, wëssend, datt mer eng schwéier Ierfschaft hunn, datt mer mussen ab 2015 versichen, onst Land duerch budgetär schwiereg Zäiten ze bréngen, a wëssend, datt mer e Regierungsprogramm hunn, deen eng fundamental an noutwendeg Steierreform ustrieft, fir nohalteg och ëmweltpolitesch a sozialpolitesch gerecht Akzenter ze setzen.

À politique inchangée am Ëmweltberäich zerstéiere mir ons selwer onst Liewensëmfeld. Un éischter Stell, an dëst ass gewosst: d'Waasser ass dat blot Gold vum 21. Jorhonnert! Proppert Waasser a proppert Drénkwaasser aus dem Krunn ass keng Selbstverständlechkeet méi. All Sechsten op dëser Welt huet keen Zougang zu propperem Drénkwaasser!

Net nëmme gehéiere mir zu deene Mënschen op der Welt, déi Accès hunn op proppert Drénkwaasser, mä mir hunn ons alleguerten - heibanne wéi d'Bierger an d'Biergerinnen dobaussen - aktiv agesat, datt d'Drénkwaasser an der ëffentlecher Hand bleift. Mir hunn ons agesat, datt net iergende private Konzern décidéiert, wie sech nach proppert Drénkwaasser leeschte kann a wien net méi. An dofir musse mir och elo an dësem Land endlech Neel mat Käpp maachen an derfir suergen, datt d'Quellewaasser Drénkwaasser bleift oder erëm Drénkwaasser gëtt.

D'Ausweisung vun 80 Drénkwaasserschutzzone léisst säit Joren op sech waarden. Dës Regierung an dës Ëmweltministesch bréngt et a knapp honnert Deeg färdeg, fir 15 Zonen dëst Joer auszeweisen. Dat nenne mir: „Neel mat Käpp maachen"! Mir brauchen dréngend...

(Interruption)

Wéi laang waart Dir Innenminister an hat Dir d'Waasser ënnert Iech, Här Halsdorf? Wéi vill Joer?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Also gleeft mer, datt...

M. le Président.- Also...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech mengen, zéng Joer!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- ...wann ech nach Waasserminister wär, wären och...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- A knapp honnert Deeg,...

M. le Président.- Här...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ... Här President, bréngt déi hei Ëmweltministesch konkret Aktiounen, op déi mer säit zéng Joer waarden!

(Interruption)

Mir brauchen dréngend an dësem Land och en Naturschutzgesetz, fir där aktueller Perspektiv, déi mer hunn, entgéintzewierken. Manner Pestiziden, awer dofir och méi Bioprodukter!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, keen anert Beispill an der Ëmweltpolitik weist besser, wéi deier eng verpasste Chance, voire eng irreparabel verpasste Chance ka sinn, wéi d'Klimapolitik. A gläichzäiteg gëtt et kee bessert Beispill vun Ëmweltpolitik, fir ze beweisen, wéi eng sozial an ekonomesch Potenzialer sech un eng adequat Ëmweltpolitik kënne knäppen, wéi d'Klimapolitik.

Richteg deier gëtt et op eng direkt Manéier, wa mer wëssen, datt d'Ausgabe vum Kyoto-Fong - haut ass et de Klima- an Energiefong - vun 2012 bis 2014 sech vervéierfacht hunn. De Klimaschutz ass mat dëser Regierung zu enger vun den deklaréierte Prioritéite ginn. Ons Ofhängegkeet vun de fossilen Energië méi kleng gestalten, heescht effektiv an aner Energien investéieren. Dat schaaft nohaltege Wuesstum an awer och Aarbechtsplazen. Näischt maachen ass gläichzestelle mat sech selwer futtimaachen!

An ech zitéieren de President vun der Banque mondiale: «Nous pouvons et nous devons éviter une hausse de quatre degrés. Il faut limiter le réchauffement à deux degrés. Si nous n'agissons pas suffisamment contre le changement climatique, nous risquons de léguer à nos enfants un monde radicalement différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Le changement climatique est l'un des principaux obstacles auxquels se heurtent les efforts de développement, et nous avons la responsabilité morale d'agir pour le bien des générations futures, et en particulier les plus pauvres.»

D'Konklusiounen an d'Recommandatiounen notamment vun der Cour des Comptes zum Kyoto-Protokoll hunn d'Majoritéit an dëser Chamber encouragéiert, en Débat d'orientation am Hierscht dëst Joer zu deem Sujet ze organiséieren.

Domadder wëlle mir an der Chamber onse Bäitrag leeschten an d'Regierung, virop de Finanzminister, den Ekonomiesminister, den Aarbechtsminister, den Nohaltegkeetsminister an d'Ëmweltministesch konkret ënnerstëtzen an der Ëmsetzung vun hiren ugekënnegte Politiken a Saache Förderung vun alternativen an erneierbaren Energien, Förderung vun Albausanéierungen an energieeffizientem Bauen, Aféiere vun neie Formatiounen, vun neie Beruffer am Handwierk an deem Beräich. Dat ass dat, wat den Aarbechtsminister „green jobs" nennt. Dat ass dat, wat den Ekonomiesminister „éco-tech" nennt a wou d'Chambre des Métiers och en enorme Potenzial dra gesäit. A last but not least: Lëtzebuerg endlech up to date maachen och an de Beräicher ëffentlechen Transport a Mobilité douce!

Wa mir wëllen erëm e Land ginn, wat Iddien ëmsetzt, wat wäitsiichteg ass, da sinn all déi Felder ronderëm d'Klimapolitik e ganz fruchtbare Buedem dofir. Éischt Akzenter zu enger nohalteger an zukunftsorientéierter Klimapolitik huet de Premier um Conseil européen virun ongeféier zwou Woche gesat, andeems hie sech éierlech a gerecht agesat huet fir eng Reduktioun vun op d'mannst 40% vun den CO_2-Emissiounen a fir 30% a Saachen Energieeffizienz an erneierbar Energien.

Eng Regierung, déi an hirem Koalitiounsaccord ënnersträicht, datt si net wëllt op Atomstroum setzen, sech dofir fir d'Schléissung vu Cattenom an Tihange wëllt asetzen, kann nëmmen all hir Ustrengungen an erneierbar Energien investéieren.

Och dat nenne mir „Neel mat Käpp maachen" an nenne mir politesche Courage!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Mir stinn am Stau, 30 Stonne pro Joer sti mir hei zu Lëtzebuerg am Stau! Dat ass jo praktesch eng ganz Schaffwoch! Dat schuet net nëmmen onser Loftqualitéit, mä och onser Gesondheet an onser Ëmwelt. Dat schuet och enorm der wirtschaftlecher Attraktivitéit vun onsem Land. Mir gehéieren zu den „big five" vum Stau. An dofir komme mer net derlaanscht, ekonomesch an ekologesch, den ëffentlechen Transport massiv auszebauen. Déi Projets de loi, déi an deenen nächste Wochen a Méint déposéiert ginn, beweisen, mat wat fir enger Vitesse dës Regierung wëllt den ëffentlechen Transport virundreiwen.

De Projet Tram gëtt zesumme mat der aktiver Kollaboratioun vun der Stad Lëtzebuerg direkt méi wäit ausgebaut wéi am initiale Projet. De Projet Tram kritt - glécklecherweis - duerch déi grouss Erfahrung vun der jëtzeger Stater Buergermeeschtesch all seng Schéinheetsfeeler séier korrigéiert, esou datt souwuel d'Stad wéi och onst Land an e puer Joer kënnen endlech vun engem effikassen, modernen Transportmëttel profitéieren.

Och dat nenne mir „Neel mat Käpp maachen" an nenne mir politesche Courage! Och dat ass nohalteg Politik.

Virun zéng Joer hätte mir Gréng ons an onse kéngsten Dreem net getraut virzestellen, datt et, wéi elo bei Ponts & Chaussées, eng Division de la mobilité écologique géif ginn, déi sech ëm d'Mobilité douce këmmert.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- En Zeechen, datt e Wandel amgaang ass! A mir si wierklech frou dierfen eng Regierung ze ënnerstëtzen, déi dëst erméiglecht huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zukunftsorientéiert an nohaltegt Plange geet nëmmen iwwer eng logesch opgebaut, vernetzt a konsequent Landesplanung, eng Landesplanung, déi fräi ass vu Vetternwirtschaft, déi sech net vun NIMBY-Reaktioune beaflosse léisst an déi just am Intérêt général agéiert. Feelend Kläranlagen, feelend Zones d'activités artisanales, d'Zersiedlung vu Landschaften, d'Zerstückelung vun Naturflächen, Feelplanunge vun Neibauten a Stroossen, meeschtens op d'Käschte vun der Natur an oft zum Virdeel vu Gefällegkeeten, dat ass d'Resultat vun engem archaesche System, fir dëst Land ze organiséieren.

Dat kascht vläicht am meeschte politesche Courage a kann an onsen Aen och nëmmen ëmgesat ginn, wann eng ganz Regierung geschlossen dohannertsteet. D'Virgehensweis, fir d'Plans sectoriels virzestellen an ëmzesetzen, beweist déi „aner" Manéier, den neie Stil ze schaffe vun dëser Regierung an de Wëllen, all Partner matanzebannen.

Dat, Här President, ass eng éierlech an transparent Politik, ewech vu Getuschels a Gemauschels mat Dokumenter!

De Lien mam Omnibusgesetz, wat et jo esou eigentlech guer net gouf, awer elo an enger Rekordzäit erstallt ginn ass an elo zu engem „TVGs-Gesetz" ginn ass a kohärent notamment och mat de Plans sectoriels ofgestëmmt ginn ass, weist erëm, wéi vill an deenen éischten honnert Deeg geschafft ginn ass, iwwregens och interministeriell geschafft ginn ass.

Eng vun de wichtegsten Erausfuerderunge vun dëser Regierung um soziale Plang, nieft der Bekämpfung vum Chômage an domadder der Aarmut an dësem Land - Aarmut, déi et och hei gëtt -, ass do unzesetzen, fir datt keng Aarmut iwwerhaapt opkënnt: usetzen do, wou mer d'Weiche setze fir eng méi gerecht Verdeelung vum Räichtum aus dësem Land, eng méi gerecht Opdeelung vun der Partizipatioun un der Gestaltung vun dëser Gesellschaft. Dat ass d'Erzéiung a virun allem d'Ausbildung vun der nächster Generatioun. Wann dat Wuert „nohalteg" seng Bedeitung ka fannen, da mat Sécherheet an der Erzéiungspolitik!

De Premier huet gëschter vun „Selbstwäertgefill" vun de Kanner geschwat. D'Selbstwäertgefill vun de Kanner förderen ass en honnertprozenteg sécheren Invest an d'Zukunft - de Selbstwäert vun alle Kanner förderen: déi, déi hei gebuer sinn an déi, déi net vun hei sinn!

De Selbstwäert fördere kascht keng Suen oder wéineg Suen, just e bëssen Zäit oder Zäit a vill Engagement. Mä e Kand mat engem staarke Selbstwäert mécht säi Wee, gëtt sech net op, och wann et emol schwiereg gëtt, bréngt et sécherlech éischter fäerdeg, seng Schoul ofzeschléissen, Studien ze maachen oder eng Ausbildung.

Studien an eng Ausbildung sinn de Pass, fir eng Aarbecht ze fannen. Mir hunn an dësem Land 16% vun de Leit, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, dovunner 22% Netlëtzebuerger an 20% ouni Ausbildung. Bei de Chômeure läit den Aarmutsrisiko bei 51%. An de Jugendchômage läit bei 20%. Dat ass d'Lag vun der Natioun haut am Joer 2014. Si ass sozial net ganz gesond!

Et ass net nëmmen eng Saach vu Gerechtegkeet a Chancëgläichheet, an d'Kanner ze investéieren. Et gëtt och nach spéider richteg deier fir d'Allgemengheet, wa mer dat net maachen. An dofir ënnerstëtze mir den Éducatiounsminister a seng Pläng, fir an d'Qualitéit vum Enseignement ze investéieren. Et ass de beschten Invest iwwerhaapt!

Mat de Sprooche gerecht ëmgoen a jiddwerengem eng Chance ginn a gläichzäiteg eng Opportunitéit schafen, dat si fir ons d'Weeër, déi onser Multikulturalitéit Rechnung droen.

Ons Jugend brauch Qualifikatioun a Perspektiven. D'Jugendgarantie, déi eng Aarbecht, eng Ausbildung oder eng Schoul ubitt a bannent véier Méint also eng konkret a faassbar Méiglechkeet bitt, ass keen Etiketteschwindel!

An ech hätt nawell gären dem honorabelen Député Juncker hei matgedeelt - mä, schlechte Stil, en ass elo net hei -, datt et eng Initiativ vun deene Grénge war,...

(Interruptions)

...datt et eng Initiativ vun deene Gréngen am Europaparlament war, fir eben déi Jugendgarantie eranzebréngen.

An ech erënneren un e Communiqué vum 29. Mee 2013, wou ech och zitéiert ginn, notamment well d'Patronatsverbänn net esou glécklech ware mat där Jugendgarantie an net onbedéngt wollten do matzéien, a wou mir am Fong geholl d'Patronatsverbänn als Gréng opfuerderen, do matzemaachen an hir Verantwortung ze iwwerhuelen. A Jugendgarantie soll een net an een Dëppe geheien a vermësche mat CIE oder CAE. Ech denken, wat déi Gréng um europäeschen Niveau fäerdegbruecht hunn a wat sech hei répercutéiert, ass eng wichteg a richteg Saach. An dofir gëtt se och elo ëmgesat.

Mir ënnerstëtzen och d'Regierung, fir d'Fuerschung geziilt auszebauen. Mir si stolz a mir solle stolz sinn op ons Wëssensgesellschaft.

D'Lag vun der Natioun ass och ongesond an der Logementspolitik. Déi viregt Responsabel hunn et net fäerdegbruecht, iwwerhaapt emol d'Präisser vun de Wunnengen, sief et an der Vente oder an der Locatioun, ze stabiliséieren duerch d'Politiken. Et ass en deklaréierten Échec vun de vergaangene Regierungen, an deen ass och esou hei deklaréiert gi vum viregte Premier. Jorzéngten ass näischt an der Logementspolitik geschitt. An déi lescht Jore sinn usazweis Iddien ëmgesat ginn, g utt gemengter, vläicht net ëmmer gutt ëmgesater!

Am soziale Wunnengsberäich ass nach ganz vill ze maachen. De Gros vun der Verantwortung stécht, an onsen Aen zu Onrecht, a kommunaler Hand. Gemengen, déi oft iwwerfuerdert si mat esou enger komplizéierter a komplexer Politik. Gemengen, déi oft de Promoteuren net Partie kënnen halen. Gemengen, déi och mat eidel stoende Wunnengen et schwiereg hunn, adequat kënnen ze reagéieren.

D'Erwaardunge sinn also extrem héich bei de Bierger a Biergerinnen, a mat Recht. D'Aféiere vu Baulandverträg an d'Fördere vu 37 Hektar Baulückeprogramm um nationalen Niveau, esou wéi et se schonns an der Gemeng Lëtzebuerg gëtt, dat beweist, datt et Potenzial gëtt an der Logementspolitik. An d'Fäerdegstellung vun dem Plan sectoriel «Logement» wäert och substanziell dozou bäidroen, datt mer landeswäit Wunnenge schafe kënnen, mat Rücksicht och op kuerz Weeër tëscht Wunnen, Schaffen, Fräizäit an ëffentlechem Transport.

Hei huet d'Regierung e risen Nachholbedarf geierft. An, jo, et gëtt net einfach, dee Retard an deenen nächste Joren opzehuelen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si frou, an engem Land ze liewen, wou Solidaritéit keen eidelt Wuert ass: Solidaritéit mat anere Länner, mat anere Mënschen a Gesellschaften, iwwert de Wee vun der Kooperatiounspolitik. Vu Solidaritéit profitéiert schlussendlech jiddwereen, well mer domadder e Weltbild ënnerstëtzen, an deem mer selwer wëlle liewen.

A genau datselwecht Bild stelle mir ons vir, wa mer vun der Solidaritéit hei am Land schwätzen. De blo-rout-grénge Fuedem vun der sougenannter Familljepolitik oder Sozialpolitik stelle mir ons och esou vir. Et geet drëms, eng ondifferenzéiert Géisskanepolitik, déi net mat klore Kritären ze erklären ass, ze ersetzen. Et geet drëms, e Choix de société ze treffen, dee sech duerch Universalitéit a Solidaritéit leede léisst an deen duerch eng méi gerecht Opdeelung vu Ressourcë gekennzeechent ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung, an doriwwer eraus dës Majoritéit, huet sech fonnt, fir déif gräifend Gesellschaftsreformen ze erméiglechen: Gesellschaftsreformen, déi guidéiert si vu gläiche Rechter a gläiche Flichte fir méiglechst all Bierger, Gesellschaftsreformen, déi guidéiert si vu gläiche Chancë fir jiddwereen. D'Bierger an d'Biergerinne froe schonns méi laang no Gesellschaftsreformen, mä déi viregt Regierunge woren net prett dofir.

Eng fundamental an extrem heimtückesch Ongerechtegkeet gëtt aus dem Wee geraumt mat der Adaptatioun vum Avortementsgesetz. An dësem Projet de loi, dee ganz geschwë vum Justizminister déposéiert gëtt, liest sech e grousse Respekt vis-à-vis vun der Fra. E Respekt an den Zeilen an tëscht den Zeilen, deen eendeiteg de Beweis ass, datt mer endlech vun der onerträglecher Bevormundung ewechkomm sinn hin zu engem Bild vun engem Mënschebild vun der Fra, déi responsabel a mündeg ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- D'Chambersaarbecht vun der Reform vum Mariage ass ofgeschloss, am gréisstméigleche Konsens, dank och enger gudder Zesummenaarbecht mam Rapporteur vum Projet de loi, dem Paul-Henri Meyers. Och hei huet dës Regierung et fäerdegbruecht, a manner wéi honnert Deeg e Projet ofzeschléissen, wou eng ganz Gesellschaft schonns Joren drop waart. Mir kréien elo an dësem Land gläich Rechter fir gläich Léiften. Enger grousser Diskriminatioun gëtt dëst Joer nach endlech Rechnung gedroen! Och hei komme mer ewech vun engem Mënschebild, wat onerträglech wor an onser aller net würdeg.

Mir wunnen zu enger hallwer Millioun an dësem Land. 45% sinn net Lëtzebuerger Bierger a Biergerinnen. Dozou kommen nach all Dag bal nach eemol hallef esou vill Frontalieren, wéi mer Résidenten hunn, bei ons schaffen. Moies an owes si mer knapp zu méi Lëtzebuerger wéi Netlëtzebuerger a während dem Dag si mir Lëtzebuerger an der Minoritéit. De Räichtum vun onsem Lëtzebuerger Land gëtt zur allergréisster Majoritéit vun Netlëtzebuerger erschafft, egal ob als Salarié oder als Patron. Mir Lëtzebuerger schaffen haaptsächlech an der Fonction publique. A mir Lëtzebuerger sinn awer déi Eenzeg, déi dierfen décidéieren, wat mat den erschaffte Sue geschitt a wéi ons Gesellschaft soll organiséiert ginn. Dat ass ongerecht!

Et ass dofir wichteg a richteg, datt dës Regierung an dës Majoritéit sech beschäftege mat méi Gerechtegkeet am Kontext Matsprooche recht vun onser Gesellschaft, an dëst op eng sachlech Manéier.

Dozou gehéiert och eng Adaptatioun vum Nationalitéitegesetz. En Nationalitéitegesetz, deem seng Biografie weist, datt sech bis elo net seriö genuch mat dëser Realitéit befaasst ginn ass. Dës Regierung wäert nach dëst Joer eng Versioun der Chamber proposéieren, déi der Realitéit am Alldag Rechnung dréit an déi fir

méi Gerechtegkeet a Saache Matgestaltungsrechter a Matsproocherechter suergt.

Mir wunnen an dësem Land, Här President, am Fridden a mateneen, trotz de ville verschiddene Kulturen an Originen. An dat muss ons Stäerkt bleiwen! Ons multikulturell Gesellschaft an d'Fäegkeet vun onsem Land, verschidde Kulturen ze assimiléieren a fir hir Inklusioun ze suergen, ass eng enorm Plus-value, déi mer ze schätze wëssen.

Dës Realitéit an dës Plus-value ze vernoléissegen, riskéiert nationalistesch extremistesch Stëmmen opkommen ze loossen. Stëmmen, vun deene mir bis elo Gott sei Dank verschount bliwwe sinn. Fir ons Gréng ass et dofir och immens wichteg, datt mer Weeër fannen, fir weiderhin zesummen ze liewen, vläicht nach e bësse méi zesumme wéi bis elo. Mir sinn eng Plaz an der Europäescher Unioun, wou all Awunner déiselwecht Rechter a Flichte soll hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun, där hir Spriecherin ech haut sinn, wëll ech der Regierung matdeelen, datt mir si an onse gemeinsamen nohaltegen, gerechten an éierlechen Zukunftsprojete wäerten ënnerstëtzen an datt si op ons ziele kann.

Zum Schluss, Här President, géif ech ganz gären der Gebäerdesprooch-Iwwersetzerin Merci soen, datt si meng Ried iwwersat huet, an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Loschetter. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter war net nëmmen déi éischt Ried, déi eisen neie Statsminister Xavier Bettel hei am Parlament gehalen huet. Ech géif mengen, et war och eng vun deene längste Rieden, déi mer hei héieren hunn zur Lag vun der Natioun. D'Längt vun enger Ried seet awer näischt iwwert den Inhalt vun enger Ried aus. Konkretes, wann dat an där Ried war, wann een dat géif résuméieren, dann hätt een déi Ried och kënnen op eng Véirelstonn reduzéieren.

(Brouhaha)

Wat mer scho wossten, dat waren zwee Punkten: Dat war d'TVA an déi gesellschaftspolitesch Reformen. Dat war dat Eenzegt, wat konkret an där Ried war. Dat hätt een och kënnen an enger Véirelstonn maachen. De Rescht, dat war en Ausfluch an d'Zukunft. E Wonschdreemen. E war an d'Mäerchewelt agaangen. Alles, wat ee sech kéint denken, wat kéint besser ginn, wat kéint geännert ginn, alles ass opgezielt ginn. Et ass bal näischt vergiess ginn. All Sujet ass beréiert ginn, awer an deene meeschte Fäll war näischt Konkretes an Novollzéibares um Enn ze héieren.

Vill gutt kleng Sloganen: „D'Regierung wëllt d'Land nei opstellen. Et muss no vir gekuckt ginn. Si schaffe wéi verréckt, déi eng Dag an Nuecht, deen ee méi wéi deen anere vun de Ministeren."

D'ADR huet awer am Fong no dëser Deklaratioun, géif ech soen, recht behale mat deem, wat mer scho gesot hu bei der Regierungserklärung, nämlech, dass alles géif bis hannert d'Europawahle verréckelt ginn.

Plusieurs voix.- Ah!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Leit sollen d'Gambia bei den Europawahlen nach wielen an duerno kréie se d'Quittung, de Merci.

(Interruption)

Da kënnt de Sozialofbau, da kréie se der, als Merci, well se se nach eng Kéier gewielt hunn, riets a lénks op d'Baken. Da gi se zur Keess gebieden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Statsminister an och verschidde Riedner vun de Majoritéitsparteien hu gëschter geschwat, datt nach virum Summer décidéiert gëtt. Haut de Moien hunn och d'Majoritéitsparteien ëmmer erëm vun „virum Summer" geschwat. Se hätte solle soen: nom 25. Mee. Dat ass och virum Summer. An dat wier éierlech gewiescht. Dat heescht,…

(Brouhaha général)

…dat wier nämlech no den Europaparlamentswahlen.

(Interruption)

Da kommt Der eréischt mat der Wourecht eraus.

Dann ass hei gemaach ginn, esou wéi wann déi Regierung elo hätt missen an d'Regierung kommen, fir festzestellen, datt d'Statsfinanze schlecht wieren. Datt mer héije Chômage hätten. Datt mer e Problem um Wunnengsbau hätten. Dat sinn alles Problemer, déi scho jorelaang bekannt sinn, déi och jiddweree wosst. Hei ass elo esou gemaach ginn, wéi wann déi elo frësch entdeckt gi wieren, dat wier e Geheimnis hei am Land gewiescht.

Här President, ech wëll op e puer Punkten agoen, déi den Här Statsminister gëschter hei beréiert huet. An ech wëll mat der TVA ufänken. D'Madame Loschetter, meng Virriednerin, huet elo grad gesot, dat wier net einfach fir eng nei Regierung, fir esou eng Steiererhéijung ze maachen, mä et wier éierlech.

Ech froe mech: Ass et éierlech, wann eng DP, Grénger an d'Sozialiste virun de Wahlen ëmmer gezielt hunn, eng TVA-Erhéijung wier sozial ongerecht, wann eng DP seet: „Steiererhéijung, dat ass dat Allerlescht, wat mer maachen, fir d'Éischt gëtt alles virdru gemaach.", an elo no de Wahlen dat Alleréischt, wat gemaach gëtt, ass eng Steiererhéijung?

Ass dat éierlech? Ass dat éierlech? Neen, et ass onéierlech, wann een dat mécht. Wann eng TVA-Erhéijung virun de Wahle sozial ongerecht ass, dann ass se och nach no de Wahle sozial ongerecht.

An d'Chambre des Salariés huet ausgerechent, datt dat fir d'Leit an d'Stéit e Kafkraaftverloscht tëschent 0,6 an 0,9% wäert ausmaachen. An da gëtt hei gesot: „Oh, wann een an e Supermarché geet, zwee Drëttel vun deem, wat ee keeft, dat fält ënnert den Taux réduit vun 3%." Wéi wann d'Leit also déi TVA-Erhéijung net géife spieren, net géife matkréien! A gläichzäiteg gëtt awer gesot: „De Stat kritt 350 Millioune weider an d'Keess eran." Et muss awer een déi bezuelen, déi 350 Milliounen! An zwar net, wéi dat hei presentéiert gëtt, wéi wa keen et géif treffen. 350 Millioune muss d'Gesamtheet vum Land opbréngen, fir se an d'Statskeess eranzebréngen.

An déi 350 Milliounen, dat sinn och keng netto 350 Millioune fir d'Statskeess, well et muss ee jo och kucken, datt dat eng Répercussioun huet. Wa manner Kafkraaft do ass, gëtt manner verkaaft, gi manner Steiere bezuelt, gi manner Leit beschäftegt. D'Konkurrenzfäegkeet geet verluer vis-à-vis vun de Grenzregiounen. An de Stat selwer muss jo och 2% u senge Projete weiderbezuelen, déi en zwar op där anerer Säit erakritt, soudatt den Netto vun där TVA-Erhéijung méi kleng ass wéi déi 350 Milliounen, déi hei erwähnt ginn.

An da gëtt niewebäi gesot, datt de reduzéierten TVA-Saz vun 3% bei dem Logement fir d'Zweet- oder Drëttwunnenge géif gestrach ginn. An hei muss een dann och kucken am Zesummenhang mat dem Logement, wat dat do als Répercussiounen huet.

Ech wëll awer nach zréckkommen nach eng Kéier, well ech dat elo iwwersprongen hat bei der TVA, datt mer keng Kompensatiounen do vun der Regierung hei proposéiert kritt hunn. Keng Kompensatiounen. Et ass an Aussiicht gestallt ginn, datt dat eventuell mat der Steierreform géif gemaach ginn. Ech wëll just soen, dat huet schonn de Virriedner - ech mengen, et war den Här Juncker - de Moie gesot, datt all déi Leit, déi am Fong hei misste Kompensatioune kréien, keng Steiere bezuelen!

Mä ech wëll awer och hei drun erënneren, datt den Här Statsminister elo kierzlech an engem Interview gesot huet, datt hien der Meenung wier, all Mënsch misst Steiere bezuelen a wann et nëmmen zwee Euro wieren. Obschonn ech mer net ka virstellen, datt bei der Steierreform en Taux géif agefouert gi vun zwee Euro, mä sécherlech méi héich, beweist et awer, datt den Här Bettel mat senger Regierung déi 40%, déi elo keng Steiere bezuelen, Steiere bezuele wëllt loossen. Also brauch ee sech net eng Kompensatioun iwwert de Wee vun der Steierreform ze erwaarden, mä éischter, datt déi Leit, déi elo keng Steiere bezuelen, mussen an Zukunft Steiere bezuelen, also eng Steiererhéijung kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Op de Logement zréck. Här President, déi 3%, de fréiere Statsminister, den Här Juncker, huet gesot, dat wier am Fong a senger Carrière dee gréissten Échec gewiescht, deen hien hat, well mer hei am Land de Problem vum Logement net geléist kréien.

Ech muss soen, dës Regierung, déi baut op deem Échec op. Well wann een nämlech higeet an et sträicht een déi 3% fir eng Zweet- an Drëttwunneng, dann erhéicht een domadder automatesch d'Präisser. An net méi spéit wéi haut, mengen ech, huet d'Fédération des Artisans e Communiqué erausginn, wou se dat ganz kloer zum Ausdrock brëngt, wou se seet, datt dat heiten am Fong am krasse Widdersproch vun deem steet, wat d'Regierung sech als Prioritéit gesat huet, nämlech fir d'Wunnengsknappheet ze bekämpfen. Hei gëtt se weider verdeiert. A se schreiwen hei ganz kloer, bei engem Wunnhaus vu 400.000 Euro gëtt elo, duerch déi dote Moossnam, dat Haus 56.000 Euro méi deier an dat mécht 300 Euro de Mount um Loyer aus, well déi Leit, wann déi d'Haiser verlounen, gëtt dat dann op de Loyer iwwerdroen. A si soen, dat dote géif och pro Appartement eng hallef Aarbechtsplaz kaschten, well do eben da manner investéiert gëtt.

Ma, et ass also ganz kloer, wann déi Regierung hei seet, se wéilt de Wunnengsbauproblem bekämpfen, dann, mat der éischter Moossnam, déi se hei mécht, verdeiert se d'Wunnengsbauproblematik.

An d'Madame Loschetter huet elo grad gesot, et wier scho wichteg, wa mer et géife fäerdegbréngen, datt mer d'Präisser géife stagnéiert kréien. Also, mat där éischter Moossnam, déi Der ergräift, héicht Der elo emol nach eng Kéier zousätzlech d'Präisser, wat hei de Wunnengsbau ubelaangt.

Une voix.- Bravo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass ëmmer méi schwéier fir Leit hei am Land, eng Wunneng ze kréien. A mir hunn dëser Deeg déi neisten Etüde kritt iwwert d'Präisentwécklung am Logement. An do ass da gesot ginn, datt d'lescht Joer d'Präisser bei Neibauten, souwuel Haiser wéi Appartementer, ëm 8% geklomme sinn. Dat si bei engem Haus oder engem Appartement, Duerchschnëttsappartement - dat stoung am „Tageblatt" ze liesen, da stëmmt et - 448.000 Euro an der Moyenne. 448.000 an der Moyenne kascht en Appartement, en neit Appartement hei am Land. Wann Der do d'Präissteigerung dropschlot, da gëtt dat op ee Joer 36.000 Euro méi deier.

Dat heescht: All Famill, déi sech wëllt en Haus kafen, déi muss schonn 3.000 Euro de Mount spueren, nëmme fir där Präisdeierecht, déi mer hunn, Rechnung ze droen. Et ass also eng Situatioun vun der Onméiglechkeet fir Leit, nach geschwënn hei am Land en Haus ze kréien. An dofir, wa mer gären der Demande nokommen, musse mer d'Offer erhéijen, an zwar massiv.

A mir fäerten, datt mat deem neie Plan sectoriel «Logement» mer nach méi wäit hannendrakommen. Well wann een nämlech gëschter am „D'Handwierk" liest an hirem Editorial, da schreiwe se: „«Plans sectoriels»: Geschichte einer angekündigten Katastrophe". A se soen, datt deen neie Plan sectoriel zur Konsequenz hätt, datt d'Délaien nach méi laang géife ginn, wéi se elo scho wieren. An da si se sech bewosst, dat stoung gëschter am „D'Handwierk" ze liesen, déi dat scho gëschter an der Zeitung gesot hunn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Kënnt Der mer just d'Referenz soen, wou d'Chambre des Métiers dann un deen Text kënnt, well deen ass jo nach net publizéiert. Ech géif gär wëssen, wou se doru kënnt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da musst Der d'Chambre des Métiers froen. Ech kann…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech géif éischter soen, si wëssen dat, wat se geschriwwen hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, dat sot Dir dann. Ech ka just soen, wat gëschter als Leitartikel an der Zeitung „D'Handwierk" vun der Chambre des Métiers stoung. Wann Der gär wësst, wou si dorukommen, Dir hutt jo do bestëmmt gutt Relatiounen, da frot se.

(Interruption)

Op jidde Fall stelle mer fest, datt d'Regierung, mat deene Moossnamen, déi et gëtt, genau de Contraire mécht vun deem, wat se hei virhat.

Deen zweete Punkt, wou d'Regierung kloer war, dat ass an der Gesellschaftspolitik. Niewent der TVA huet d'Regierung d'Gesellschaftspolitik, dat war och bekannt, dat war bei der Regierungserklärung gesot ginn, et ass dee Punkt, géif ech soen, wou d'ADR sech am meeschte vun de Parteien, net nëmme vun der Oppositioun, net nëmme vun der Majoritéit, mä och vun der Chrëschtlech Sozialer Volkspartei ënnerscheet.

Ech mengen, et ass kloer: D'ADR akzeptéiert all Mënsch, wéi e lieft an och wéi e wëllt zesummeliewen. Dat ass keng Diskussioun. Awer d'ADR huet e Problem mat der Adoptioun vu Kanner bei homosexuelle Koppelen, well mir d'Kand an de Mëttelpunkt vun eisen Iwwerleeunge stellen. Mir soen, et huet keen e Recht op e Kand, mä e Kand huet Rechter. An dofir si mir als ADR géint eng Adoptioun. A well mer géint eng Adoptioun sinn, si mer och géint de Mariage. Et ass näischt Neies. Ech wollt just eis Positioun hei nach eng Kéier preziséieren.

An dem Avortementsgesetz ass eis Positioun… Här Bausch, mir hunn do géigesätzlech Meenungen, mä dat ass sécher an engem demokratesche Stat erlaabt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Selbstverständlech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, déi eng Parteien hunn déi eng Meenung. Mir hunn déi aner. An da maache mer en demokrateschen Débat. An de Vote gëtt geholl majoritär, wéi dat an enger Demokratie üblech ass.

M. le Président.- Ech géif…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen, wéi ech Iech kennen, ass dat doten net Är Meenung.

M. le Président.- Ech géif d'Regierung bieden, herno ze äntwerten op déi verschidden Interventiounen, déi hei gemaach ginn. An den Här Gibéryen géif ech invitéieren, sech net oflenken ze loossen.

Une voix.- Ou!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech loosse mech ganz selten oflenken. Et deet mer just leed wéinst menger Riedezäit. Ech froe mech just, den Här Bausch huet sech elo schonn opgereegt, ech hu mech nach net mat him beschäftegt. Dat kënnt jo eréischt nach.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Also, ech wëll Iech soen, Här Gibéryen: Déi Ënnerbriechungen…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hu mech och net mat Iech beschäftegt, dat kënnt jo och nach.

M. le Président.- …gi selbstverständlech net vun der Zäit ofgerechent.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien, Här President. Dann hunn ech elo scho fënnef Minutte weider.

(Hilarité et brouhaha)

Beim Avortementsgesetz, mengen ech, wësst Der, datt mir als ADR an der leschter Versioun net dermat averstane sinn. Mir ware géint eng Fristeléisung, déi verkappt an deem leschte Projet war, déi elo awer soll offizialiséiert ginn, déi dépénaliséiert ginn ass. An och an där Fro huet d'ADR eng aner Meenung. Och do setze mir de Schutz vum Liewen an de Vierdergrond. A mir wäerten och do dergéint bleiwen.

(Interruption)

Beim Scheedungsgesetz gëtt de Projet elo méi oder wéineger integral iwwerschafft. Dofir ass et elo ze frëi, fir do an den Detail anzegoen. Mä fir eis ass et wichteg, d'Autorité parentale conjointe, datt déi hiren Afloss an dat Gesetz fënnt.

Här President, d'Famill ass en anert wichtegt Thema fir d'ADR, fir dat mir eis ëmmer staarkmaachen. D'Famill muss geschützt ginn. Gläich wéi se sech zesummesetzt a besonnesch elengerzéiend Elteren, meeschtens sinn et Fraen, muss se besonnesch geschützt ginn a gehollef kréien, well am Kader vun der Aarmutspolitik, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wou mer 15% vun de Leit hunn, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen - 80.000 Leit, et ass gesot ginn -, wou de Gros dervun elengerzéiend Frae sinn, déi mussen eiser Meenung no prioritär geschützt ginn.

Ee Kand ass eis esou vill wäert wéi dat anert. An de Stat huet och dofir kee Recht, sech an d'Famill anzemëschen. D'Famill eleng huet ze décidéieren, wéi se sech organiséiert, ob déi zwee Partnere schaffe ginn, ob ee schaffe geet oder deelweis schaffe geet. Dat huet d'Famill eleng ze décidéieren. De Stat huet d'Infrastrukturen dohinnerzestellen, fir datt d'Famill de Choix kritt, datt d'Famill wierklech kann décidéieren, wéi se sech wëllt organiséieren. Dofir mussen déi néideg Infrastrukturen do sinn.

An dofir hätte mir och gären, datt déi verschidde familljepolitesch Allocatiounen an engem Erzéiungsgeld gebündelt ginn an datt jiddwereen déi kritt. An da kënnt dee soziale Kritär dann, mir wëllen e Fräibetrag afféieren an en dann de Steieren ënnerwerfen, an awer da mat der Obligatioun, datt déi Fra, déi doheem bleift an dat Erzéiungsgeld kritt, datt déi domadder muss awer eng obligatoresch Cotisatioun an d'Pensiounskeess bezuelen, fir domadder d'Fra och sozial am Alter ofzesécheren.

Iwwert d'Mammerent ass näischt verluer ginn… ass bis elo e Wuert verluer ginn, soudatt mer dervun ausginn, datt d'Mammerent an

dëser Form an dëser Legislaturperiod bestoe bleift. D'ADR ass, wéi gesot, fir d'Famill.

Hei, den Här Bettel laacht, Här President.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dierf een dat emol net méi?

M. le Président.- Et ass e frëndleche Mann.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma neen.

(Hilarité générale)

Jo, ech kommen och nach dorobber.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An esou engem Cabaret muss ee laachen, Här President.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bettel, Dir an der Regierungserklärung gëschter hutt näischt vun der Mammerent gesot, da kann ech dervun ausgoen, datt déi bestoe bleift.

Wann Dir dann awer doriwwer laacht, da muss ech awer feststellen, dann hutt Der gëschter der Chamber hei net alles gezielt. Da muss ee jo do nach iwwert dat eent oder dat anert iwwerrascht bleiwen.

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Gibéryen, dass den Här Statsminister…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu just eng kleng Fro. Den Här Gibéryen seet mir…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech erlaben ech dem Här Statsminister.

M. le Président.- Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Gibéryen seet mir, Här President, ech hätt esou vill iwwer verschidde Sujete geschwat. An elo kréien ech gesot, dass alles, wat ech net abordéiert hätt, dann net stattfanne géif. Dat dote wor keng Regierungserklärung. Dat dote wor den État de la nation, wou een den Ist-Zoustand mécht a seet, wat een an deenen nächsten zwielef Méint wëllt maachen. Loosst Iech iwwerraschen. A sorry, wann ech Iech ze frëndlech dragekuckt hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wëll just soen, datt mer am Dezember eng Regierungserklärung haten, Här Bettel, déi ass jo iwwer fënnef Joer gaangen, do hutt Der och näischt dozou gesot. Voilà. Also kann ech mer virstellen, datt dann an deene fënnef Joer näischt doranner geschitt. Mä Dir sot, mir sollen eis iwwerrasche loossen. Dat schéngt also, wéi wann Der deene Mammen, déi fir d'Kannererzéiung doheem sinn, datt Der awer am Hannerkäppche virhutt, fir deenen eppes ewechzehuelen.

Här President, souwéisou, wat d'Familljepolitik vun dëser Regierung ubelaangt, hu mer grouss Problemer. Well eis nei Familljeministesch, déi huet eng Ausso gemaach dobaussen an och an der Chamberskommissioun, datt d'Regierung keng pronatalistesch Politik méi géif maachen.

Am Rapport vun der Kommissioun steet ze liesen: «Madame le Ministre souligne le bienfondé de la politique nataliste menée dans le passé. Aujourd'hui, une telle politique n'est plus de mise, compte tenu de l'évolution démographique, raison pour laquelle il est prévu d'instaurer un montant unique d'allocations familiales par enfant.»

Dat heescht: D'Regierung mécht keng pronatalistesch Politik méi. Mir brauchen also keng Kanner méi hei am Land, laut der Regierung, wa mer keng pronatalistesch Politik méi maachen.

Et ass kee Land, wat ech kennen, wat esou eng Politik mécht, déi seet, mir brauche keng pronatalistesch Politik méi. All Länner kucken, fir datt se genuch Kanner kréien a maachen eng Politik, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen, fir datt se Kanner kënne kréien an datt déi Famillje mat Kanner net benodeelegt si vis-à-vis vun deene Familljen, déi keng Kanner hunn, fir hirer demografescher Entwécklung selwer Rechnung ze droen, fir hir Problemer am Land, wat d'Pensiounen ubelaangt, selwer geregelt ze kréien a fir net mussen integral op Integratioun vun anere Leit zréckzegräifen, fir datt se versichen, de Problem un éischter Stell selwer hei ze léisen.

Dat do ass eng ganz schaarf Ausso, déi d'Familljeministesch gemaach huet. Et ass fir d'Éischt an der Geschicht, Här President, vum Lëtzebuerger Land, datt mer eng Regierung hunn, an där keng Familljeministesch ass, mä eng Anti-Famillje-Ministesch.

(Brouhaha général)

Här President, d'Kannergeld muss bäibehale ginn, an et muss och indexéiert bleiwen. Et muss indexéiert ginn.

Une voix.- Jo, a wa méiglech nach 500 Euro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Chambre des Salariés huet ausgerechent, datt zënter datt d'Indexatioun ewech ass, d'Familljen, jee nodeems wéi se zesummegesat sinn, tëschent 2.800 a 5.000 Euro domadder verluer hunn. Dofir musse mer och kucken, datt d'Familljen dat néidegt Geld kréien.

Ee Wuert zur Sozialpolitik: D'sozial Selektivitéit gëtt ëmmer an de Mond geholl an et gëtt doriwwer diskutéiert. Ech hunn Iech zum Beispill eis Virstellung vu sozialer Selektivitéit bei engem Beispill elo grad genannt, datt mer d'Familljenzoulagen all zesummeleeën, e Fräibetrag aféieren a se der Steier ënnerwerfen.

Bei der Regierung gi mer näischt gewuer, wat se sech ënnert der sozialer Selektivitéit virstellen. Den Här Statsminister huet gëschter hei gesot, wat den Index ubelaangt… Dofir stellt sech d'Fro, ob e Weiderschreiwe vun der Indexmodulatioun, esou wéi se fir de Moment am Gesetz virgesinn ass, de beschte Wee ass, fir souwuel dem Intérêt vum Salariat wéi vum Patronat gerecht ze ginn. D'Regierung proposéiert de Sozialpartner, ze probéieren nach virum Summer, also nom 25. Mee, e globalen Accord ze fannen.

Wat heescht dat? Guer näischt heescht dat. Ausser wa gesot gëtt „virum Summer", wou ech gesot hunn, datt dat nom 25. Mee ass.

Den Här Bodry huet awer de Moien hei eng aner Ausso gemaach. Den Här Bodry huet de Moien hei gesot, hie wier der Meenung, datt mer den 1. Oktober, wann d'Indextranche kënnt, datt mer dann erëm géife bei null ufänken. Dat war eng kloer Ausso. Elo stellen ech mer just d'Fro: Wat ass dann elo d'Meenung vun der Regierung? Dat, wat den Här Statsminister eis gëschter hei gesot huet, oder wat den Här Bodry eis de Moien hei gesot huet? Wann dat, wat den Här Bodry de Moien hei gesot huet, d'Regel ass, datt mer den 1. Oktober erëm bei null ufänken, da verstinn ech dee Saz vu gëschter net.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …wahrscheinlech d'Indextranche méi spéit wéi den 1. Oktober erfält.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Mä och wa se den 1. Dezember erfält, egal wéi, mä bei där nächster Index…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Zitéiert richteg! Dir wëllt jo bei der Wourecht bleiwen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bei där nächster Indextranche, déi erfält, datt et dann erëm bei null ugeet. Do si mer eis eens. Dat huet den Här Bodry de Moien hei esou gesot.

Une voix.- Esou steet et och do.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Statsminister huet eppes aneschters gëschter hei gesot.

Plusieurs voix.- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach. Ma dann hätt Der dat dote jo net brauchen hei ze soen, datt d'Sozialpartner sollen zesummekommen. Dann hätt Der sollten einfach soen, d'Regierung ass der Meenung, datt bei där nächster Indextranche mer erëm bei null ufänken.

Dir kritt herno nach d'Wuert, Här Statsminister.

(Interruption)

Da stellt Der dat hei kloer. Dann ass déi Fro beäntwert. Da weess jiddwereen, wat ass.

(Interruption)

Da schwätze mer vun de Sozialsystemer, huet den Här Bettel gëschter gesot. De Sozialsystem an eisem Land ass reformbedürfteg a muss schrëttweis gutt iwwerluecht de Realitéiten ugepasst ginn. Dat gëllt fir den RMG, d'Chômageindemnitéit, d'Sécurité sociale, dat heescht d'Krankekeesen, d'Pensiounskeesen, Fleegeversécherung. Weider: Mir mussen un der Effizienz vun de Sozialleeschtunge schaffen. An dat heescht, se musse méi geziilt agesat ginn.

Näischt Konkretes! Domadder ka keen eppes ufänken.

An et huet mech gewonnert, datt eis sozialistesch Kolleegen, datt déi sech domadder net beschäftegt hunn. Den Här Bodry huet sech just de Moie mam Index, wou en, wéi gesot, eng prezis Ausso gemaach huet. Mä mat all deenen anere Punkten, wat do muss op de Leescht geholl ginn a wat do muss méi geziilt agesat ginn, wat dat bedeit, hu mer vun de Sozialiste kee Wuert héieren.

Här President, Dir wiert sécherlech enttäuscht, wann ech net nach e puer Wierder géif iwwert den Tram verléieren.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Tram kënnt, seet de Statsminister. Mä elo, wou et méi konkret gëtt an d'Leit sech am Land méi beschäftege mat deem Projet, gëtt d'Oppositioun géint den Tram och ëmmer méi grouss. Et ass eiser Meenung no déi gréisste Fehlinvestitioun vum Jorhonnert, wann e géif gemaach ginn.

Den Tram schaaft méi Problemer wéi en der léist. Wat den Tram kascht, ka keen eis soen. D'ADR seet: E kascht iwwer eng Milliard. Alles muss een zesummen…

(Interruption)

Une voix.- Véier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, dat do misst ee kënnen am Bild festhalen. De Problem ass just, mir sinn nach ëmmer dovun iwwerzeegt, datt den Tram net gebaut gëtt, soudatt mer de Beweis net kënnen erbréngen, datt den Här Bausch an den Här Braz, datt se komplett falsch leie mat hirem Präis. Vun der Gare op de Kierchbierg gëtt mat 350 Milliounen…

Une voix.- Loosst Iech emol iwwerraschen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir kennen net d'Extensioun Houwald/Cloche d'Or, wat dat kascht. Néng Plattforme gi geschaaft. Véier zousätzlech Park & Ridë gi geschaaft. D'Infrastrukturen, déi musse gemaach ginn, wat d'Stad Lëtzebuerg muss bezuelen, de Funiculaire vum Pafendall op de Kierchbierg. Wann een dat alles zesummerechent, an dat, wat vergiess ass - kommt, mer maachen eng Wett -, da leie mer iwwer enger Milliard!

D'Regierung ass jo fir Referendumen, huet se gëschter hei erklärt, an haut och. Firwat maacht Der net e Referendum?

Den Här Bodry war et de Moien, dee gesot huet: Kommt, mir trauen eis dach, Referendumen ze maachen! Kommt, mer fäerten de Leit hir Meenung net!

Ma firwat maacht Der da kee Referendum?

Den Här Bettel an den Här Bausch, wéi se an der Stad an der Gemeng waren, ware se um Gemengeplang géint e Referendum. Hei si se op nationalem Plang fir e Referendum. Ma frot d'Leit dach! Frot d'Leit dach ëm hir Meenung a fäert se net!

Mä Der wësst, wéi d'Meenung ass. Der wësst, wéi esou ee Referendum géif ausgoen, an duerfir frot Der net. Dir maacht just e Referendum, wann en Iech an de Krom passt. A wann en Iech net an de Krom passt, da wëllt Der näischt vun engem Referendum héieren.

(Interruption)

D'Stroosseninfrastrukturen. Lëtzebuerg ass am Top 5 vun den europäesche Staten, wat d'Stauen ubelaangt. Dat ass schlecht fir d'Liewensqualitéit, fir eis Ëmwelt an eis Ekonomie. An dat muss sech änneren, seet den Här Bettel gëschter.

Mir soen Iech, mam Tram ginn d'Stauen nach méi grouss. Wann Dausenden Autoe mussen zousätzlech op Park & Ridë ronderëm d'Stad gefuer kommen, 4.000 op de Kierchbierg oder 3.500, a 1.500 a 500, ech mengen, et si 4.500 nei Plazen, déi als Park & Ride…

(Interruption)

4.500 sinn der gëschter an der Regierungserklärung, déi véier zesummen, opgezielt ginn, alleguer zesummen, 4.500.

(Interruption)

Da mussen déi Autoen och fir d'Éischt emol hei an d'Stad kommen an heihinner parke kommen, fir kënnen dann an hiren Tram eranzeklammen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen, zënter wéini ass Rodange dann um Kierchbierg?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An doduerch gëtt de Stau virun deene Park & Riden nach méi grouss. Haut ass de Stau net an der Stad. En ass moies an owes ronderëm d'Stad, fir an d'Stad eranzekommen a fir eraus. A wa mer elo nach Park & Ridë ronderëm d'Stad bauen oder op Rodange, da gëtt virun deene Park & Riden de Stau nach méi grouss.

(Interruptions)

An duerfir soe mer Iech, et ännert sech eppes mat dëser Regierung, well an der Deklaratioun gëschter ass net een eenzege Stroossebauprojet ernimmt ginn. Et gëtt net méi vun engem Contournement geschwat hei am Land. Et gëtt net méi geschwat vum Ausbaue vun Engpäss op den Autobunnen. Kee Wuert ass méi iwwert de Stroossebau hei geschwat ginn.

Dat heescht, dës Regierung investéiert net méi an de Stroossebau. Et kann een also kloer soen, dës Regierung, déi investéiert an de Stau. An duerfir si mer sécher, datt um Enn vun dëser Legislaturperiod sech eppes geännert huet, do huet den Här Statsminister recht, an de Stau ass méi grouss gi bis dohinner.

Här President, de Referendum. D'ADR ass fir Referendumen, dat war ee vun eisen Haaptsujeten an der Wahlcampagne, an duerfir si mer och derfir, datt mer esou Wahlreferendume maachen.

Mir hätten awer och gären, datt e Referendum méiglech ass op Initiative populaire. Der wësst, datt mer dat hei net am Land hunn. Mir hunn et um Niveau vun de Gemengen, an op Initiative populaire just am Kader vun enger Verfassungsreform. Mä soss hu mer et net. A mir sinn der Meenung, datt och aner Referendume misste méiglech sinn op Initiative populaire. Zwar mussen do Kritäre kommen, datt net all Sonndeg e Referendum ass, mä natierlech, et muss scho substanziell sinn, wat vun Ënnerschrëften do verlaangt gëtt, datt et muss d'Ausnahm ginn, net d'Regel. An datt esou Referendumen dann awer och musse gefouert ginn, wat de finanzielle Volet ubelaangt, datt déi, déi derfir an dergéint sinn, an engem equivalente Mooss kënnen hir Campagne maachen an et net ka sinn, datt de Stat op Steierkäschten eng eesäiteg fir den „Jo" oder fir den „Neen" mécht. Dat muss ausgeglach sinn.

An duerfir si mer och dermat d'accord, datt Referendumen am Kader vun der Verfassungsreform gemaach ginn. Mir halen drop, datt zum Beispill een iwwert d'Auslännerwahlrecht gemaach gëtt, wou d'ADR bekanntlech dergéint ass. Mä mir sinn awer och d'accord, datt iwwer aner Froen am Kader vun esou Referendume kann décidéiert ginn. An dann zum Schluss e Referendum iwwert déi ganz Verfassung.

Den Accord salarial, Här President, dee wollt ech am Fong eréischt bei dem Budget behandelen, well mer deen a 14 Deeg méi iwwert d'Finanzpolitik maachen. Ech wollt just froen - den Här Berger huet de Moien hei esou zweedeiteg versicht sech erauszerieden -, firwat datt d'DP dann dem Accord salarial zougestëmmt huet.

(Interruption)

Duerfir wollt ech dem Här Berger virliesen, wat an hirem Wahlprogramm stoung: „Gehälterabkommen nicht finanzierbar. Wir wollen nicht auf der einen Seite die öffentlichen Gehälter verbessern und zur Gegenfinanzierung dieser Entscheidung auf der anderen Seite Ausgaben kürzen oder Steuern erhöhen."

Och dat ass just de Contraire, wat d'DP hei gemaach huet. An iwwregens huet d'Jeunesse démocratique och nach e Communiqué erausginn, wou se am Fong der CGFP elo e Virworf mécht, datt den Accord ëmgesat gëtt. Et ass net d'CGFP…

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir hutt haut de Moien net nogelauschtert, wat ech gesot hunn. Liest et dann herno no.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat hei ass Äre Wahlprogramm, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, wat ech haut de Moie gesot hunn, liest dat dann no.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo. Dir hutt dat doten net gesot, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dach, ech hunn dat gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Dir hutt et net gesot. Dir kënnt et roueg soen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Et ass eppes, wat ech haut de Moie gesot hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt…

(Brouhaha)

M. le Président.- Wann ech gelift, loosst de Riedner weider schwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt et quasi entschëllegt, datt Der en ënnerschriwwen hutt elo.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der, dass den Här Berger eng Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Voilà.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ech wollt den Här Gibéryen froen, ob en haut de Moien net nogelauschtert huet, well ech hunn effektiv och eise Wahlprogramm zitéiert, genau dat do paraphraséiert an ech hu gesot, firwat datt déi nei Regierung deen Accord muss ëmsetzen, nämlech well deen Accord vun där viregter Regierung ënnerschriwwe ginn ass an datt mir dann noutgedrongenerweis eis mussen drun halen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Berger huet de Moien net hire Wahlprogramm zitéiert. A wéi mer an d'Wahle gaange sinn, Här Berger, wousst d'DP och, datt deen Accord net ënnerschriwwe wier an datt déi nächst Regierung dee misst ënnerschreiwen. Kommt awer elo net hei Märercher erzielen, Dir hätt eréischt elo festgestallt, datt den Accord net ënnerschriwwe war.

Deen Accord, dee war scho virun de Wahlen net ënnerschriwwen. Dat war jiddwerengem bewosst.

Et ass also hei, Här President...

(Interruptions)

Här President...

M. le Président.- Här Gibéryen, ech hunn nach eng Demande, fir eng Fro ze stelle respektiv eng Reaktioun vum Här Fonction-publiques-Minister, wann Der erlaabt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech erlaben et, wann ech all déi Zäit... Dann hunn ech elo 13 Minutten.

M. le Président.- Dat schéngt nëmmen normal ze sinn!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- 13 Minutten hunn ech elo zegutt.

(Interruptions)

M. le Président.- Dir erlaabt zwar, dass ech de Compteur kontrolléieren an net Dir.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Duebel genéit hält besser. Den Här Minister dierf roueg eng Fro stellen.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Här Gibéryen, ech wollt Iech just drop opmierksam maachen, dass déi viregt Regierung sehr wohl en Accord ënnerschriwwen hat, an deem festgehale ginn ass, dass et eng Punktwäerterhéijung géif gi vun 2,2% an eng eemoleg Prime vun 0,9%, an dass dës Regierung dat bestätegt huet.

Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat do war awer elo eng Neiegkeet!

(Hilarité)

Dat do wosst nach keen heibannen.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ma, Dir hutt elo de Contraire gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass gutt, dass Dir an d'Regierung komm sidd, well dat do wosst nach keen heibannen,…

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Dir hutt elo grad de Contraire…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …datt déi lescht Regierung dat do décidéiert huet an datt déi hei Regierung ënnerschriwwen huet. Also, dat ass wierklech…

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ma wann Der et wosst, da wonneren ech mech doriwwer, firwat dass Der elo grad de Contraire gesot hutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu mech just hei dermat befaasst, datt den Här Berger de Moien hei versicht huet, ronderëm de Bräi ze schwätzen, firwat datt d'DP dat elo akzeptéiert huet. An dofir hunn ech hinnen hire Wahlprogramm virgelies, wat se virun de Wahle geschriwwen hunn. Also, ech mengen, dat ass awer ganz kloer.

(Interruption)

Duerno, Här President, nodeems elo den Accord ënnerschriwwen ass mat der neier Regierung, huet dann den Éducatiounsminister sech mat den Enseignantsgewerkschaften zesummegesat, wou dann dunn am Fong deene gesot ginn ass, datt deen Accord, wat d'Bewäertung ubelaangt, datt dee fir den Enseignement net esou richteg wier, mä datt dee sollt kollektiv bewäert ginn.

An en huet fir d'Zweet gesot, datt am Kader vum Spueren d'Enseignantë sollten op d'Déchargë verzichten, fir eben iwwert dee Wee eng Rei vun Enseignantë kënnen anzespueren.

Dat ass och de Moien hei vum Här Berger esou gesot ginn. An den Här Berger huet och gesot, wa se domadder net géifen duerchkommen, fir d'Déchargen ze kierzen, da misste se eben d'Effektiver an de Klassen eropsetzen. An den Här Berger huet gesot, als fréieren Enseignant géif en dat net fir gutt fannen.

Datselwecht huet och den Éducatiounsminister, den Här Meisch gesot am „Quotidien" vum 31. Mäerz: «C'est la raison pour laquelle nous négocions avec les syndicats pour étudier des solutions et si nous n'en trouvons pas, nous serons obligés à terme d'augmenter les effectifs des classes ou de trouver d'autres solutions au détriment de la qualité de l'enseignement.»

Här President, ech war immens iwwerrascht iwwert déi Verhandlungsstrategie vun enger Regierung. Déi geet hin a se seet zu den Enseignanten: „Hei, Dir musst... Elo kritt Der Tâchen eropgesat." An da maachen déi en Opstand. Déi sinn an hirer Roll als Gewerkschaft. An da seet d'Regierung: „Jo, wann Der dat net wëllt…", da setzt se direkt schonn d'Alternativ hannendrun. Da seet se: „Da musse mer d'Effektiver an de Klassen eropsetzen." A se gëtt och nach zou, datt dat op d'Käschte vun der Qualitéit vum Enseignement geet. Dat steet hei. An et ass och vum Här Berger de Moie confirméiert ginn.

Déi Regierung hei ass also bereet, wa se net mat den Enseignanten eens gëtt, am Kader vun hirem Spuerprogramm um Niveau vun der Qualitéit vum Schoulwiesen ze spueren. Op d'Käschte vun de Kanner. Dat ass genau dat, wat den Éducatiounsminister hei gesot huet. An et ass genau dat, wat den Här Berger de Moien hei confirméiert huet.

An dofir wier et och interessant, wa mer nach virun de Budgetsdebatte vun der Regierung dann emol endlech gesot kréichen, wou déi 150 Plaze geschafe ginn, respektiv déi 150, déi se wollt schafen, wou se déi net schaaft. Well dat heite fält jo mat an dee Kader eran.

Sot eis dach wann ech gelift, wou déi Plaze geschafe gi respektiv déi Plazen net geschafe ginn!

Här President, mir sinn net zefridde mat deem, wat virun aacht Deeg zu Bréissel um Sommet am Kader vun der Zënsbesteierungsdirektiv ugeholl ginn ass. Mir fannen, datt eis Regierung do ze vill séier nogëtt, a mer fannen, datt mer virun allem als Europa ze séier noginn hunn. Mir hätte sollen d'OECD-Décisiounen ofwaarden, well mer fäerten, datt dat Engagement, wat d'Regierung do agaangen ass, mat engem vage Verspriechen, datt bis ausgangs Dezember d'Kommissioun misst e Rapport doriwwer virleeën, wat als Resultat bei den Négociatioune mat deenen anere Staten, wéi der Schwäiz, Lichtenstein an esou virun, géif erauskommen. A wann dat net zefriddestellend wier, misst se Propositioune maachen, wéi et da géif weidergoen.

Mir fäerten, datt mir hei eisen Traité 2017 a Kraaft triede loossen an net onbedéngt vläicht dann d'OECD-Standarden a Kraaft trieden. Da wier et e Standardnodeel fir Lëtzebuerg. Mir hoffen also, datt mer net an déi Situatioun kommen.

Komme mer…

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst elo zur Konklusioun kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, elo sinn dräi Minutten eriwwer.

M. le Président.- Jo, Här Gibéryen, Dir misst elo zur Konklusioun kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, fënnef hunn ech der awer bestëmmt zegutt.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst elo zur Konklusioun kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir hutt ganz recht, well ech kommen och elo zur Konklusioun.

(Interruption)

Déi ass och ganz kuerz, Här President.

Op jidde Fall, mir hunn eis Problemer mat deem, zu deem d'Regierung do zu Bréissel hiren Accord ginn huet, a mir hätten eis gewënscht, datt se do méi staark fir Lëtzebuerg agetratt wier.

Här President, déi Deklaratioun, déi mer gëschter hei héieren hunn, déi war a ganz grousse Linne vag, huet méi Froen opgeworf, wéi se der beäntwert huet. Just eppes ass konkret bei der Erklärung duerchgezunn, an et huet sech wéi esou e grénge Fuedem duerch déi ganz Deklaratioun gezunn.

Eis gréng Kolleegen hu sech an der Regierung duerchgesat. Et muss een deene Gréngen dofir félicitéieren. Et ass eng gréng Ideologie, eng gréng Politik, déi an dëser Regierungserklärung dominéiert. Déi féiert zwar an de Chaos am Endresultat, mä si hu sech awer duerchgesat.

Vun de Sozialisten huet een an deenen honnert Deeg nach net villes gemierkt. Et schéngt, wéi wann d'Sozialiste sech am beschten am Ausland géife fillen an dofir vill op Reese sinn.

D'DP huet och zréckgetratt, an den Här Bettel, dee glänzt no baussen, mä et gesäit een en net vill. An déi gréng, déi hunn an der Zwëschenzäit, muss ee fairerweis soen, Politik gemaach. An dofir ass och déi gréng Schrëft am Regierungsprogramm an an der Lag vun der Natioun. Mä wéi gesot, mir wäerte gesinn, datt déi Politik an de Chaos féiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Voilà.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Et sinn der manner wéi soss.

M. le Président.- Ech hu bei der Interventioun vum Här Gibéryen den Ënnerbriechunge Rechnung gedroen.

(Interruptions)

Dat heescht, wann ee sech provozéiere léisst, da gëtt d'Riedezäit vun deem, dee virum Mikro steet, eben deementspriechend méi laang. Voilà, dat ass d'Konklusioun dovun, an domat hätt elo direkt den Här Urbany vun déi Lénk d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'Ried vum Premier gëschter, déi e jo am Numm vun der ganzer Regierung gehalen huet, ass allgemeng, an ech mengen zu Recht, als relativ iwwerflächlech bezeechent ginn, obscho se zwou Stonne gedauert huet.

Ech hunn elo nëmmen 20 Minutten am Prinzip, ausser déi Riedezäit, déi ech nach bei eiser Motioun dobäi ka kréien, fir e puer prinzipiell Froen hei ze behandelen, anerer nëmmen ze sträifen, op anerer, dorënner och wichteg Froen, guer net kënnen anzegoen.

Also, direkt dat Wichtegst fir eis: Dat ass déi konkret Zukunft vum Sozialstat zu Lëtzebuerg. An ech fannen, dat ass dee groussen Non-dit hei aus där Ried. Et weess een net, wéi d'Zukunft vum Sozialstat wäert ausgesinn. An ech mengen, d'Richtung dervu misst een awer elo scho kënnen definéieren, och wann d'Detailer méi spéit eventuell festgeluecht ginn.

Well et geet dobäi ëm ganz vill. Et geet ëm de Choix, fir et ze résuméieren, zwëschen enger sozial gerechter Gesellschaft, enger sozial gläicher Gesellschaft - méiglechst tendenziell gläicher Gesellschaft - an enger ongerechter an ongläicher Gesellschaft.

An ech mengen, wou de Problem läit vun der Gläichheet an der Gesellschaft, dat gesäit een och awer an der Ried, déi gehale ginn ass, un deenen zwee Beispiller, déi do genannt gi sinn, zwou Zuelen, déi eis alleguerten alarméiere missten. Dat ass éischtens déi, dass all aachte Bierger hei am Land aarm ass oder dem Aarmutsrisiko ënnerworf ass. Dat si konkret 80.000 Leit, deenen hir Situatioun sech muss an deenen nächste Jore verbesseren.

An déi zweet Zuel, dat ass de Chômage, dee bei 7% läit am Duerchschnëtt, souguer bei 20% bei deene Jonken. An dat sinn erëm eng Kéier iwwer 20.000 Leit, déi legitim Erwaardungen hunn, eng befriddegend Aarbecht ze kréien mat där se hiert Liewe kënne bestreiden.

Ech mengen, dass eng vun den Ursaache vun der Aarmut hei am Land d'Ongläichheete sinn, déi bei de Léin an deene leschte Joren a Jorzéngten zougeholl hunn. Et schaffen hei am Land méi Leit wéi jee virdru mam Mindestloun, am Ganze méi wéi 56.000 Leit. Am Horesca-Secteur ass dat all Zweeten. Vill Léin leien och net wäit iwwert dem Mindestloun. An den Nettomindestloun selwer läit ënnert der Aarmutsgrenz.

7.000 vun deenen 12.000 groussjähregen, erwuessenen RMG-Bezéier hunn eng normal Schaff a mussen de Complément RMG kréien, well hir normal Pai net duergeet, fir dermat ze liewen.

Et gëtt doniewent awer och e generelle Paieproblem zu Lëtzebuerg, well och d'Duerchschnëttspaien hunn tëschent 2008 an 2012 net nëmme wéineg nominal zougeholl, op jidde Fall manner wéi déi Periode virdrun, mä si hunn och reell u Wäert verluer, well se net méi ganz duerch den Index un d'Inflatioun ugepasst goufen - duerch eng politesch Décisioun vun där Regierung vu virdrun -, déi awer och gedroe ginn ass vun deene Leit, déi haut an der Regierung sinn, muss een awer och derbäi soen.

An dat, obschonn zu Lëtzebuerg iwwerhaapt kee Problem ass mat de Benefisser. Et ginn zu Lëtzebuerg esou vill Benefisser gemaach wéi a kengem Land ronderëm. De Mehrwäert eleng duerchschnëttlech vun enger Aarbechtsplaz läit bei 106.000 Euro. Wann een een Aarbechter oder ee Beamten hei zu Lëtzebuerg beschäftegt, mécht een am Duerchschnëtt e Gewënn domat vun 106.000 Euro. Den Duerchschnëttsloun läit bei ongeféier 50.000 Euro.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ganz Secteuren hei am Land, wéi d'Servicer, d'Restauratioun, de Bau, den Handel si Bëlleglounsecteure fir déi Leit, déi dra schaffen, awer dacks Goldgrouwe fir hir Besëtzer. Ëmsou méi wichteg, fanne mir, sinn d'Transferts sociaux vum Stat. Well ouni dee Sozialsystem wier den Taux de pauvreté net bei 15%, wéi elo, mä bei 46%, wéi de Statec ausgerechent huet. De Lëtzebuerger Sozialstat konnt sech nëmmen entwéckele mat deene Sozialleeschtungen. Et muss een iwwregens och derbäisoen: Deelweis sinn och iwwert déi Sozialleeschtunge Lounkäschten iwwerholl ginn, déi et eigentlech un de Patrone wier, fir ze bezuelen.

Duerfir ass d'Fro vun de Sozialleeschtungen, besonnesch esou wéi de Sozialsystem zu Lëtzebuerg opgebaut ass, déi kruziaalst Fro, där sech dës Regierung muss stellen. Et ass do, wou se muss Faarf bekennen. An et ass och do, wou se am meeschten a Widdersproch geréit mat hirer Politik op anere Gebidder, zum Beispill mat hirer Standuertpolitik, déi se op ekonomeschem Plang mécht iwwer Sozialdumping an iwwer ekologeschen Dumping. Domat stéisst se sécher u Grenzen, wa se an déi Richtung weiderfiert. Si stéisst op ëmmer méi gesellschaftlech Ongläichheeten, wann et an déi Richtung weidergeet, an och op vill manner gesellschaftlech Akzeptanz.

An ech muss soen, an deem Kontext sinn ech awer alarméiert vun deenen Aussoen, déi gëschter gemaach gi sinn. Den Här Premierminister sot zum Beispill: „De Sozialsystem an eisem Land ass reformbedürfteg a muss schrëttweis a gutt iwwerluecht de Realitéiten ugepasst ginn. Dat gëllt fir den RMG, fir d'Chômageindemnitéiten an et gëllt fir d'Sécurité sociale." Also hei gesi mer ganz kloer d'Richtung, déi en uginn huet. En huet net gesot: Et muss iwwerluecht gi bei de Steieren. Well Leit, déi vill Suen hunn, bezuelen zu Lëtzebuerg bal keng Steiere méi. Neen, en huet kloer benannt: d'RMG-Bezéier, d'Chômagebezéier an d'Assuréë vun der Sécurité sociale.

Här President, all Etüden, déi an der leschter Zäit gemaach gi sinn, weisen op d'Wichtegkeet vun den Transferts sociaux hin hei am Land, wat d'Bekämpfung vun den Ongläichheeten ugeet. An deene leschten 30 Joer, dat huet eng Etüd vum CEPS erginn, waren et d'Ongläichheete bei de Léin an d'Ongläichheete bei de Renten, déi op de Léin baséieren, déi zu enger ongläicher Revenussituatioun bei de Stéit gefouert hunn. An dat gouf nach verstäerkt duerch déi Fiskalpolitik, déi gemaach ginn ass an déi déi Stéit bevirdeelegt huet, déi hir Revenuen aus dem Kapital bezéien, aus den Zënsen, aus den Dividenden, aus de Loyeren. A wann ee weess, dass zum Beispill d'Zënsen hei mat 10% besteiert ginn an dass zum Beispill d'Halschecht vun den Dividende steierfräi sinn, da spréngt engem déi Ongläichbehandlung vis-à-vis vun der Besteierung vun de Léin direkt an d'Aen.

D'Chambre des Salariés huet an engem Beispill nogewisen, dass bei engem Akommes vu jeeweils 55.000 Euro e Salarié, deen nëmmen e Salaire huet, muss 13.000 Euro Steiere bezuelen an e Kapitalbesëtzer, jee nodeem, wéi säi Kapitalbesëtz zesummegesat ass, nëmmen 2.200 Euro Steieren. Dat heescht, e Kapitalbesëtzer bezilt bal sechsmol manner Steiere wéi e Salarié!

Eng rezent Etüd, ech hunn et scho gesot, vum CEPS, huet och nogewisen, dass eleng duerch d'Transferts sociaux, eleng och duerch déi progressiv Akommessteier, déi mer awer ëmmer nach hei hunn, an eleng duerch d'Cotisatiounen an d'Sécurité sociale, dat heescht duerch d'Finanzéierung vum Sozialversécherungssystem, déi wuessend Inegalitéiten, déi am Lounsecteur entstane sinn, bei de Stéit konnten a Grenze gehale ginn. Dat heescht: Sozialpolitik ass e wierksamt Element, wann ee kuckt, wéi gerecht eis Gesellschaft zesummegesat ass.

Duerfir menge mir och wierklech, dass eng selektiv Sozialpolitik an éischter Linn bedeit: eng Kierzung vun de Sozialleeschtungen an eng Reduzéierung vun der Sozialpolitik op eng Aarmebürospolitik. An et ass grad d'Caritas, déi jo eigentlech déi Schichte vun der Gesellschaft representéiert, déi antrëtt fir en universale Sozialstat, en universale Sozialsystem mat gläiche Rechter fir se alleguer an domat wëllt e Lien schafen tëschent alle Schichte vun der Gesellschaft.

Eng selektiv Sozialpolitik féiert doriwwer eraus och zu engem Uwuesse vu private Versécherungssystemer a si féiert dozou, wéi d'Beispiller an deenen angelsächsesche Länner weisen, wou et dat jo scho laang gëtt, dass Sozialsystemer, déi selektiv sinn, eigentlech aarm Systemer sinn. Et si Systemer eleng fir déi Aarm an der Gesellschaft - esou gi se presentéiert -, fir do ze hëllefen, wou et noutwendeg ass, an et sinn aarm Systemer u Suen, u finanzielle Mëttelen. Firwat? Well et si sinn, déi am Krisefall als Alleréischt zréckgefouert ginn, a well keng breet Majoritéiten an der Gesellschaft do sinn, fir se ze verteidegen.

Här President, ech gi weider nach op e puer Punkten an: éischtens, d'Wunnengsnout, ee vun deene grousse Problemer, déi och schonn hei ugeschnidde gi sinn. Déi exzessiv Präisser, souwuel fir ze loune wéi och fir ze bauen, bewierken, dass ëmmer méi Leit an existenziell Schwieregkeete geroden. Dës Situatioun ass zënter Jore bekannt. An zënter Jore widderhuelen déi jeeweileg Regierungen, dass muss eppes dorunner geännert ginn. Mä d'Situatioun verbessert sech net. Am Géigendeel! D'Wunnengspräisser sinn tëschent 1995 an 2010 ëm 189,9% geklommen. Dat ass eng Hausse vu 7% d'Joer.

Misst ee sech an esou enger Situatioun net zumindest d'Fro stellen, wat d'Ursaache sinn dovunner? Wann een iwwerhaapt wëllt eppes änneren un där dramatescher Situatioun! Well den eigentleche Grond läit, eiser Meenung no, doranner, dass während Joren eleng op d'Selbstreguléierung vum Maart gesat ginn ass. A grad am Wunnengsmaart hu mer gesinn, wéi e komplett versot huet an zu wat dat gefouert huet. Et ass justement dee fräie Maart am Wunnengssecteur, deen d'Spekulatioun unheizt an dee schold ass un der aktueller Situatioun!

Erëm eng Kéier d'Caritas rechent an hirem Sozialalmanach vir, dass mer zu Lëtzebuerg an deenen nächsten 20 Joer 130.000 nei Wunnenge bräichten, wa mer seriö wéilten d'Situatioun an de Gréff kréien. Dat si 6.280 Wunnengen d'Joer. Dës Regierung, wéi och schonn déi Regierunge virdrun, erläit offensichtlech der Illusioun, dass et duergeet, d'Offer um Wunnengsmaart an d'Luucht ze setzen, fir esou der Präisspekulatioun entgéintzewierken.

Wann een awer d'Offer wëllt an d'Luucht setzen, ouni gläichzäiteg eng Spekulatiounsblos ze provozéieren, geet dat just, wann een als Regierung maximal Präisser zum Beispill festleet fir Bauland a gläichzäiteg héich Taxen op Bauland erhieft, dat broochläit. Just mat esou Agréffer vun der ëffentlecher Hand kënnen d'Präisser erëm stabiliséiert respektiv erofgedréckt ginn.

Och hei, fanne mir, ënnerscheet sech d'Ried vun deem neie Premier kaum vun där, déi deen ale Premier ëmmer gehalen huet, wann een emol déi pathetesch moralesch Appeller vun deem Leschtgenannten ewechrechent - déi souwéisou näischt un der Situatioun geännert hunn.

Wann zu Lëtzebuerg 80.000 Leit, 35.000 Stéit dem Aarmutsrisiko ausgesat ginn an et besti just 4.000 Sozialwunnengen, da gëtt et am Moment e reelle Besoin u Sozialwunnenge vu ronn 31.000 Wunnengen, déi feelen. Ech hu kee Wuert bis elo an dëser Debatt héieren doriwwer!

D'Regierung misst och zur Konklusioun kommen, dass de Stat selwer erëm méi muss bauen. A Sue wieren do, fir dat ze maachen. De Pensiounsfong vun der Sozialversécherung verfüügt iwwer ronn zwielef Milliarden Euro. Dat ass bal zéngmol esou vill wéi d'Investitiounsausgabe vum Stat. An amplaz dass dës Suen héich spekualtiv uechtert d'Welt investéiert ginn, och a privat Wunnprojeten, sollt een déi Sue benotzen, fir hei am Land ze investéieren, menge mir, fir eis Ekonomie ze relancéieren a gläichzäiteg ee vun deene gréisste soziale Problemer hei am Land, de Wunnengsbau, unzegoen.

Da wëll ech zum Thema Index kommen. Ech mengen, dass een net falsch soll verstoen, wat gëschter gesot ginn ass hei an der Ried. Ech mengen, dass net geplangt ass, net méi vum Index ze schwätzen oder d'Indexmodulatiounen net weiderzeféieren. Ech mengen, dass dat sech guer net erausliest aus där Ried vu gëschter.

Et gëtt zwar gesot, déi aktuell Indexmodulatiounen, opgrond vun deem aktuelle Gesetz, sollten net weidergefouert ginn. Dat heescht: Et gëtt sech d'Fro gestallt, ob dat dee beschte Wee ass. Dat heescht, normalerweis wäert dat Gesetz, wat den Index bis elo begrenzt huet, auslafen an dann trëtt déi normal Indexgesetzgebung erëm a Kraaft.

Trotzdeem gëtt geschwat vu Gespréicher, déi méiglechst séier sollen elo stattfannen - nach virum Summer - mat de Sozialpartner, fir en Accord ze fannen. En Accord zu wat? Natierlech zu weidere Moossnamen am Interessi vun der Begrenzung vum Erfall vum Index! Dës Kéier gëtt gesot: „...wann et méiglech ass, esou en Accord ze fannen, ouni nei gesetzlech Agréffer." Et muss een awer do wëssen: D'Gesetz gesäit haut schonn Indexmanipulatioune vir iwwer e Reglement. Dat ass den Artikel 512-12 vum Code du Travail, dee Modulatiounen iwwer Reglement, iwwer Décisioun vun der Regierung virgesäit «y compris la limitation temporaire du nombre et des effets des tranches indiciaires et du plafonnement de celles-ci (...)».

D'Gefor, déi fir den Index weiderhi besteet, eiser Meenung no, ass also kengesweegs aus der Welt geschafen. Ech kéint mer virstellen, dass diskutéiert géif ginn a Richtung vun neie Parameteren, déi solle kommen, déi neie wirtschaftleche Faktore Rechnung droen, well déi al sinn e bësse vereelst, an dass domadder versicht gëtt, eng Reglementéierung ze schafen, déi en automateschen Erfall (veuillez lire: Net-Erfall) vun Indextranchen an Zukunft wäert vill méi einfach méiglech maachen, ouni dass all Kéiers muss e politeschen Accord do sinn an dass d'Chamber muss zesummekommen, fir dat ze maachen. Dat ass also eng reell Gefor, menger Meenung no, déi weiderhi besteet, wat den Index ugeet.

Zur Wirtschaftspolitik vermëssen ech kloer Aussoen, wat de weideren Engagement vum Stat an der Wirtschaft ugeet. Par contre stellen ech mer d'Fro, wat dat heescht, eng „1-Euro-Gesellschaft". Bis elo konnt schonn eng eenzel Persoun eng Société anonyme unipersonnelle an hirem Numm grënnen. Ka se dat dann och elo maachen nach zousätzlech, ouni (veuillez lire: ouni wéi wéi) een Euro ze hunn?

Ech fäerten, dass do ganz vill Abusen a quokeleg Situatioune wäerte kommen a Richtung Failliten a Faillites frauduleuses, dass herno de Stat muss d'Léin iwwerhuelen oder dass Chômeure proposéiert kréien, esou Gesellschaften ze grënnen an domat sech méi selwer auszebeute wéi soss iergendeppes. Mir hu jo an Däitschland och gesinn, wat esou eng Ich-AG do bedeit am Kader vun Hartz IV zum Beispill.

Wat d'Wirtschaftspolitik ugeet, vermëssen ech och den iwwerregionalen Aspekt. Et gëtt ëmmer nëmme vum Standuert Lëtzebuerg geschwat. Et gëtt net vun der Grousser Regioun geschwat, vun enger koordinéierter Wirtschaftspolitik an der Grousser Regioun. An déi wier awer eiser Meenung no deen eenzegen Auswee aus enger Standuertpolitik, déi op sozial Grenze stéisst - ech hunn et virdru gesot -, mä déi och nëmmen op blannem Wuesstum berout. An do missten eigentlech och déi gréng zum Beispill sensibel op där Fro sinn.

Wat de Chômage ugeet: D'Garantie pour l'emploi soll ugoen am Juni. Mir erwaarden eis e seriöen Débat hei an der Chamber doriwwer, en Débat, wou diskutéiert gëtt: Wat heescht et, en „emploi de qualité", dee muss de Leit ugebuede ginn? Wat heescht et, dass se erëm sollen an de Schoulsystem, wann noutwendeg, agefouert ginn, dass se eng Apprentissageplaz offréiert kréien an esou weider? Wat heescht dat konkret?

Ech war op deem Hearing hei am Sall mat deene Jugendvertrieder. Do ass menger Meenung no ganz kloer erausgaangen, dass och do Erwaardunge sinn, wat d'Responsabilitéit vun de Patronen ugeet bei esou enger Politik, an dass d'Zäit vum 5611, wéi dat och do ganz däitlech gesot ginn ass, wou am Fong geholl just déi Jugendlech responsabel gemaach gi sinn a wou virun allem eng Politik gemaach ginn ass, déi op bëllege Léin berout huet, dass déi Zäit endlech muss eriwwer sinn! An dass et drëm geet, fir och deene Jonke Plazen unzebidden, wou se och kënnen hir Zukunft an déi vun hire Familljen drop opbauen.

An ech maache mer Suergen, wann ech liesen oder héieren, dass déi iwwer 50-Jähreg op eemol dann awer erëm héieren, dass se musse méi responsabel sinn, dass se musse méi flexibel sinn, dass d'Zoumuttbarkeetsklauselen ofgeschaaft ginn. Da musse mer emol nach kucken, wat dat konkret heescht.

Ech mengen, dass virun allem, wat de Chômage ugeet, misste konkret Verbesserunge kommen, wat d'Chômageindemnitéiten ugeet, déi immens limitéiert sinn. Nëmme 50% vun de Chômeuren touchéieren déi Indemnitéiten.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

D'TVA, ech mengen, do gëtt et net vill dozou ze soen. Si gëtt erhéicht. Dat ass eng zousätzlech Charge. A si gëtt erhéicht zu engem Moment, wou net undeitungsweis gesot gëtt, a wat fir eng Richtung dann déi méi Sozialgerechtegkeet bei den direkte Steiere soll kommen, déi sech an de Wahlprogrammer erëmgespigelt huet, vun der LSAP zum Beispill. Do gëtt iwwerhaapt näischt gesot dozou! An et gëtt sech op 2017 beruff. An ech fannen, d'Regierung misst elo awer scho wëssen, a wat fir eng Richtung dass se do geet, och wann ech verstinn, dass se virun Tiräng stoung, wou déi Projeten do net dralouchen.

Et ass näischt vum Wahlrecht hei gesot ginn. Dat wonnert mech. Ech weess net, ob dat beabsichtegt ass. Et ass och kee vun de Riedner, deen dorop agaangen ass. A wa mer et net fäerdegbréngen, d'Problematik vun der Ausdehnung vum Wahlrecht dobausse kloerzemaachen, da gesinn ech awer deem Referendum, dee soll kommen, mat enger zimlecher Appréhensioun entgéint.

Ech wollt nach eppes iwwert d'Finanzplaz kuerz soen. Et freet mech ze héieren, dass op d'Steierhannerzéiung keng Zukunft opzebauen ass. Dat hu mir soss ëmmer relativ eleng gesot. Et gëtt awer och gesot, dat wier virun allem op den Drock vu baussen zréckzeféieren. An dat mécht mech erëm eng Kéier skeptesch. Well och, wann dat Zënsofkommes ënnerschriwwe gouf, esou betrëfft dat Zënsofkommes, wann ech dat richteg verstanen hunn, nëmme Privatpersounen a keng anonym Verméigensgesellschaften. A grad dorop wëllt sech d'Lëtzebuerger Bankplaz spezialiséieren. An ech wëll do hiweisen drop, op e Projet de loi iwwert d'Fondation patrimoniale, wou ganz kloer drasteet, dass déi Gewënner, déi do u räich lerwe sollen ausgeschott ginn, weder als Zënsen ze betruechte sinn nach als Dividenden!

Do gëtt scho virgebaut an do gëtt eng nei Etapp schonn agefouert vun neie Finanznischen, déi een awer muss prinzipiell a Fro stellen, wéi een iwwerhaapt déi ganz Entwécklung vun där Finanzplaz muss a Fro stellen, well si dréit net nëmmen zur Finanzkris bäi - mir hu gesinn an Irland, wéi e ganzt Land do bal kapottgaangen ass un esou enger Finanzkris! Si mer gefeit do dergéint? Ech weess et net.

An déi Bankplaz favoriséiert och elo schonn en immensen Drock op d'Léin an op de Sozialstat an eiser Gesellschaft, wat bis elo net esou de Fall war. Ech weess net, ob do dat net méi schlëmm Konsequenzen huet wéi dat, wat se bréngt u Steiersuen. An ech fannen duerfir, dass et ganz wichteg wier, fir séier wirtschaftlech Alternativen ze entwéckelen, an dat och ouni Drock vu baussen, an eisem eegenen Interessi.

Dann hu mer nach eng Motioun hei, déi mer wëllen erabréngen. Här President, ech mengen, Dir misst se an der Zwëschenzäit vläicht kritt hunn.

M. le Président.- Jo, ech hu se iwwerreecht kritt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et geet do ëm de Semestre européen, wou jo d'Regierung soll bis den 30. Abrëll hir Dokumenter zum Pacte de stabilité op Bréissel eraschécken a wou et üblech war hei an der Chamber, fir doriwwer an engem Débat parlementaire virdrun ze schwätzen, fir dass d'Chamber hir Meenung kann dozou soen, a wou mer froen, fir déi Dokumenter ze kréien, ier se fortgeschéckt ginn, an och en Débat de consultation ze kréien, wou dat kann diskutéiert ginn hei am Plenum.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu que dans le contexte du semestre européen, les États membres devront rendre publics, de préférence avant le 15 avril et au plus tard le 30 avril de chaque année, les documents en relation avec le pacte de stabilité,

invite le Gouvernement

- à présenter ces documents à la Chambre des Députés et à les soumettre, avant leur expédition à la Commission européenne, à un débat de consultation.

(s.) Serge Urbany, Gast Gibéryen, Justin Turpel, Claude Wiseler.

Ech loossen och eigentlech keng Termingrënn gëllen, well an der Woch vum 22. op de 24. hu mer eng Chamberswoch, wou de Rapport gemaach gëtt vum Rapporteur vum Budget, wou och e Rapport gemaach gëtt vum Finanzminister. An duerno ass e ganzen Dag Diskussioune virgesinn. A mir fannen, iergendwou do misst eng Plaz ze fanne sinn, fir en Débat d'orientation (veuillez lire: en Débat de consultation) ze maachen iwwert dat, wat d'Regierung do soll zu Bréissel déposéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Urbany. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler vun der CSV. Här Wiseler, wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci. Här President. „Eng Regierung huet fënnef Joer Zäit, fir e Programm ëmzesetzen", dat huet de Statsminister gesot an den Här Bodry huet et confirméiert. Dat ass richteg esou. Enfin, meeschtens ass et richteg esou.

Et kann een awer, mengen ech, trotzdeem erwaarden, datt eng Regierung net fënnef Joer brauch, bis se konkret Pläng virleet, bis se hir Visiounen entwéckelt a bis se kloer opzeechent, wou déi ganz Rees während deene fënnef Joer da soll higoen. An den État de la nation ass normalerweis déi Plaz, wou dat sollt gemaach ginn.

Virun dëser Ried zum État de la nation waren esou eng ganz Rei Interviewe vun deem engen a vun deem aneren, déi sech ausgedréckt hunn, wat ee sech da géif vun dësem État de la nation, vun deem éischte vum neie Statsminister, erwaarden. Den Här Bodry huet am „Jeudi", also am leschten „Jeudi" gesot,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Eng gutt Lektür!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Eng gutt Lektür, an och deen Interview, datt deen eng Rei Saache gesot huet, déi richteg sinn. Wat huet e sech dovunner erwaart? En huet gesot iwwert deen État de la nation, datt e géif mengen «qu'elle sera dans la continuité de la déclaration gouvernementale. Le délai de grâce est terminé. On attend de cette majorité, de ce gouvernement, et c'est normal, qu'il y ait des déclarations concrètes sur les réformes annoncées.» An dann, e wéineg weider, seet en: «Il faut qu'apparaissent les résultats de tout le travail effectué dans les différents ministères depuis trois mois.»

Den Här Bodry huet recht am Prinzip, en huet recht, datt een dat hätt missen erwaarden. En huet och recht, wann e gesot huet, datt deen État de la nation misst an der Kontinuitéit si vun der Regierungserklärung. Just, e war och an der Kontinuitéit vun der Regierungserklärung: Gradesou wéi d'Regierungserklärung war e vag, vill kontradiktoresch, huet vill Etüden a vill Comitéen a Groupe-de-travailen agesat. Doran huet sécher eng Kontinuitéit bestanen!

E war och a Kontinuitéit mat deenen dräi Méint Politik, déi a sech elo gemaach gi sinn, mat ville Punkten, wou e ganz groussen Hickhack war op déi eng an op déi aner Säit: wann ech un d'Familljepolitik, un déi verschiddenst Aussoen denken; wann ech un de Stadion denken, wou eis eppes stëmme gelooss gëtt hei an der Chamber an zwee Deeg duerno de Contraire gesot gëtt; wann ech un d'TVA denken, wou an de Wahlprogrammen, an der Regierung (veuillez lire: an der Regierungserklärung) näischt stoung oder de Contraire stoung vun deem, wat elo gemaach gëtt; wann ech un d'Intérêt-notionnellen denken, déi a sech an der Regierungserklärung stinn, déi elo schonn erëm ëmgehäit ginn; wann ech un d'Indexatioun denken, wou eng kloer Positioun an der Regierungserklärung war an elo erëm keng méi ass. An esou weider, keng kloer Linnen, onprezis, an doranner sécher eng Kontinuitéit!

Och Kontinuitéit mat der Virlag vum Budget 2014, wou mer haaptsächlech Wierder a kaum Spuermoossnamen, déi awer mat ville Wierder versprach gi waren, wou mer keng erëmfonnt hunn. Och do war et Kontinuitéit. Hei hu mer net vill Prezises erëmfonnt. A wann den Här Gibéryen gesot huet, et stéing näischt hei dran, well déi nei Majoritéit géif wëlle waarde bis zum 25. Mee, éier se eppes seet, da géif ech hoffen, datt dat esou wär! Mä ech denken, Här Gibéryen, et ass, well se et net wëssen, datt se et momentan net soen. An dat ass de Problem nëmme méi grouss gemaach!

Ech wëll op e puer Sujeten agoen. Den Här Juncker, deen huet schonn iwwert déi gréisser Froe vun de Finanze geschwat. Ech wëll op méi prezis Sujeten agoen, déi mir wichteg schéngen. Éducatiounspolitik: De Statsminister huet och nach eng Kéier am État de la nation gesot, datt dat ee vun den Haaptsujete wär, an duerfir wär jo och dee Superministère gemaach ginn, fir dat besser kënnen ze traitéieren.

An der Regierungserklärung, wann ee se genau liest, da steet am Fong dran: datt eng Reform vum Secondaire a vum Secondaire technique ëmgesat gëtt, datt eng Reform vum Fondamental gemaach gëtt mat enger ganzer Rei Adaptatiounen um System, deen haut ass, datt eng Reform vun der Formation professionnelle gemaach gëtt, datt eng Reform vun der Éditf gemaach gëtt, datt eng Reform vum Enseignement des langues gemaach gëtt, datt eng Reform vun alle Relatioune mat den Eltere gemaach gëtt, datt eng Reform vun der Orientatioun gemaach gëtt. A wann een d'Kapitel fäerdeg gelies huet, da mierkt een, datt am Fong all Gesetz vun der Éducation nationale, zumindest an der Regierungserklärung, zumindest an deem, wat gesot ginn ass, wäert an deenen nächste fënnef Joer ëmgesat ginn.

Ech stelle just fest, well ech jo och dat nogelies hunn, wat an deene leschten États de la nation vun den déizäitegen Oppositiounspolitiker gesot gouf, datt eng vun deene groussen Aussoe vum Här Meisch sengerzäit war, datt Rou an d'Éducatiounspolitik misst kommen an datt ee misst méi mat deene Gesetzer liewen, déi een huet, an datt ee misst kucken, datt ee Stabilitéit do kritt.

Hei stellen ech elo fest, datt elo alles soll geännert ginn! Dergéint hunn ech awer näischt, just, datt ech dann awer erwaart hätt, datt an deem heiten État de la nation eng Rei prezis Aussoe géife gemaach ginn iwwert déi Haapthemen. Or, mir hunn awer vum Inhalt hier keng Aussoe fonnt, ausser enger Rei Plattitü-

den: eng Ausso vun der Méisproochegkeet, déi keen Nodeel däerf sinn, mä e Virdeel muss sinn, seet de Statsminister. Dat ass okay. Mä d'Fro ass just: Wéi maache mer dat dann? An dat ass den Objet, den Inhalt vun der Politik. Do steet awer näischt dran!

Eng Ausso, datt Lëtzebuergesch muss als Integratiounssprooch gebraucht ginn - okay, kann ech och ënnerschreiwen. Dat hu mer och gemaach an där leschter Zäit, andeem mer de Précoce opgebaut hunn an deen zu engem Deel och obligatoresch, oder d'Spillschoul obligatoresch gemaach hunn, fir datt soll Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch gebraucht ginn.

Ech ka mech just erënneren un déi Debatte sengerzäit, wéi dat eent an dat anert agefouert ginn ass, wou notamment d'DP äusserst skeptesch sech ausgedréckt huet géint déi eng a géint déi aner obligatoresch Aféierung vun deenen Ordres d'enseignement. Elo gëtt gesot: „Mir musse méi maachen." Ech sinn d'accord domadder, ech wëll just froen a wëssen, wéi a wat méi gemaach gëtt.

Et gëtt gesot: „Et mussen alternativ Forme vun Alphabetiséierung kommen a gepréift ginn." Okay! Ech mengen, datt dat och soll gemaach ginn. Just, ech wëll wëssen: Wat fir eng? An ech wëll wëssen, wou se gemaach ginn. Ech wëll wëssen, wéi se gemaach ginn a wéi se inhaltlech ausgesinn, well vum Detail hänkt et ganz sécher an der Éducatioun of.

Et gëtt gesot: „Et muss eng Offer geschafe gi fir déi Kanner, déi net laang hei zu Lëtzebuerg bleiwen", déi just vu baussen erakommen an dann no e puer Joer erëm fortginn. Okay, domat si mer och d'accord. Just, ech wëll wëssen: Wéi soll dat da gemaach ginn? Wéi bitt Der Kanner, déi vun deene verschiddensten Originen aus der ganzer Welt een, zwee, dräi Joer op Lëtzebuerg erakommen, wéi bitt Der do jiddwerengem eng spezifesch Offer un? Maacht Der dat iwwer international Privatschoulen? Maacht Der dat am ëffentleche System? Gi se an de System integréiert?

Alles - an dat si keng Detailfroen, dat do si scho prinzipiell Froen, déi net beäntwert ginn! - just eng Rei Pisten, déi ugeduecht ginn, ouni datt mer och net eng Grëtz vun iergendenger Äntwert hätten!

Eng Rei Zitater, déi dann an deem Sujet och gesot ginn - et gëtt gesot: „Et muss Hand an Hand geschafft ginn." „D'Enseignantë ginn als Partner gesinn." „Et gëtt keng Top-down-Politik gemaach." „Et gi Gespréicher mat Gewerkschafte gefouert an et musse Léisungen zesumme mat den Enseignantë fonnt ginn." Ech stelle just fest, déi éischt Diskussiounen, déi mat den Enseignantë gefouert gi sinn, zu wat déi da gefouert hunn an deene leschten Deeg: Et huet keng zéng Minutte gedauert, bis awer och sämtlech Enseignantsgewerkschafte Communiquéen erausgeschriwwen hunn, wou se sech opgereegt hunn iwwert dat, wat gesot ginn ass, iwwert dat, wat diskutéiert ginn ass, well et sinn do Saache geschwat ginn, déi awer och net seriö sinn an och net logesch sinn.

Et ass proposéiert ginn, déi individuell Evaluatioun ze tausche géint eng kollektiv Evaluatioun a géint d'Ofschafe vun Déchargen. An ech mengen, déi zwou Saache kanns de awer net zesummenhuelen. Bei deem engen, bei der individueller Evaluatioun geet et ëm eng Qualitéit, déi muss an der Schoul gemooss ginn, an d'Ofsécherung vun der Qualitéit an all eenzelnem Klassesall. Dat wëllen op d'Spill ze setzen duerch eng quantitativ Approche, bei där just gekuckt gëtt, datt am Prinzip solle méi Stonne gehale ginn - ech mengen, dat eent ass net géint dat anert auszespillen. Dat kann een an der Diskussioun net ufëieren, well soss ass ee sécher, ier een ufänkt, datt een domat an d'Mauer rennt. Do ass keng Sensibilitéit fir de Milieu vun der Éducatioun do.

Ech mengen, datt Der bei der CSV bei deenen zwou Diskussiounen oppen Diere kënnt opstoussen. Mir sinn d'accord mat der Qualitéit an duerfir och der Individualevaluatioun. Mir hätte gär, datt soll iwwert d'Qualitéit an der Schoul geschwat ginn. A mir sinn och d'accord, wann Dir wëllt eng Diskussioun iwwert d'Tâchë féieren, da soll déi och gefouert ginn, mä et muss ee se awer do féieren, wou se am Enseignement logesch a sënnvoll ass ze féieren.

Dat ass, wann Der Reformen iwwert den Enseignement maacht a wann Der diskutéiert an definéiert, wat da soll an der Schoul geschéien, wat da soll geschafft ginn, wéi soll geschafft ginn, dat ass d'Plaz, fir iwwert d'Tâchen ze décidéieren, an engem korrekten Dialog, an enger korrekter Diskussioun mat den Enseignanten. An da fannt Der och net an der CSV een, dee sech dergéint opposéiert, wann Der dat da wëllt maachen.

Fir d'CSV ass d'Éducatioun an deenen nächste Joren déi grouss oder eng vun deene groussen Erausfuerderungen duerch déi multilingual Éducatioun a Situatioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dir hutt d'Statistike gesinn. Mir gesinn, datt haut op enger Cinquième oder op enger Neuvième 50%, bis zu 58% vun deene Kanner, déi net an enger Lëtzebuerger Sprooch, Mammesprooch doheem schwätzen, schonn op Cinquième respektiv op Neuvième een oder méi Joer Retard an der Schoul hunn. En enorme Pourcentage. An ech muss lech soen, wa mer do eng seriö Diskussioun driwwer féieren, da solle mer se wierklech an allen Detailer féieren.

Mir hunn ëmmer gesot, datt mer der Meenung wieren, et sollt een e Schoulsystem gemeinsam halen, well d'Schoul eis geschéngt huet, eng Schoul ze sinn, an där d'Kanner missten zesummegefouert ginn, fir datt eis Gesellschaft net auserneegeet.

Mir soen awer och, wa mer déi Zuelen haut gesinn, wa mer déi Echecen do gesinn, wa mer déi Retarde vun Netlëtzebuerger, net Lëtzebuergesch schwätzende Kanner gesinn, datt een dat kann a Fro stellen, awer an enger seriöer Diskussioun soll een et a Fro stellen a soll ee kucken, wat fir eng Léisungen do sinn. Wann Der déi Diskussioun wëllt féieren, fannt Der an eis Partner, déi se matféieren. Mä se muss seriö gefouert gi mat deene richtege Froen an onpolemesch gefouert ginn.

Transport a Mobilitéit: Ech muss e puer Wuert doriwwer soen, well et esou ass, datt och de Statsminister eng ganz Rei Säiten a senger Ried doriwwer, oder eng ganz Rei Minutten doriwwer geschwat huet. Et ass eng Prioritéit vun der Regierung, gëtt gesot. D'Mobilité durable als Konzept gëtt ëmgesat. An ech muss soen, evidenterweis kann ech, kann d'CSV näischt dergéint soen.

Et gëtt op de Komma, am Fong, zu engem Deel gesot, wat an deem Mobilitéitskonzept vun der leschter Regierung stoung. An all déi Projeten, déi erabruecht gi sinn, oder respektiv ugekënnegt gi sinn, ob dat d'Beetebuerger Streck, d'Ettelbrécker Gare, den Arrêt Pont-Rouge, d'Liwwerung vun Automotricen ass, déi elo soll geschéien, déi virun dräi, véier Joer bestallt gi sinn, déi néng Plattformen, d'Échangen, respektiv d'Park & Ridë sinn alles Projeten, déi an deem Konzept schonn dra waren.

Nei ass effektiv, datt eng Cellule de planification am Ministère gemaach gëtt; nei ass, datt bei Ponts & Chaussées eng Division de la mobilité écologique gemaach gëtt. Je veux bien.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Nei ass awer och den neien Tracé vum Tram, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dorop kommen ech mat Pleséier nach an enger Minutt zréck.

Une voix.- Keen onwesentlechen Deel!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Keen onwesentlechen Deel. Mä do sinn eng Rei Froen, déi sech awer driwwer stellen. An déi Froe géif ech lech awer effektiv gär stellen. Dir kennt meng Positioun zum Tram. Just hei sot Der, Dir géift dat elo alles a besser maachen oder, wéi esou léif an engem Interview gesot: „Alles méi schnell an alles besser."

Dir wësst, datt mer beim Ausbau oder datt mer beim Bau vum Tram en Ofkommes mat der Stad Lëtzebuerg hu fir d'Finanzéierung. Zwee Drëttel, een Drëttel.

Ech géif just gär wëssen, ob Négociatiounen elo gefouert ginn, well dat alles méi schnell soll goen, well mer dat elo direkt maachen; ob Négociatioune mat der Stad Lëtzebuerg gefouert gi sinn, wéi dann d'Finanzéierung vun deem zweete respektiv deem drëtten Deel vum Tram ausgesäit.

Ech wëll wëssen, ob Négociatioune mat deene Gemengen, déi vum zweeten an drëtten Deel betraff si ginn, dee soll direkt kommen, wéi zum Beispill Hesper, wéi zum Beispill Niddereanwen, gefouert gi sinn, fir d'Participatioun un der Finanzéierung ze maachen.

Dat sinn awer wesentlech Froen, déi ee sech hei ka stellen, wa soll méi schnell gemaach ginn, an déi notamment fir d'budgetär Preparatiounen essenziell sinn. Do hätte mer gär eng Äntwert driwwer, wéi et mat dem Coût financier geet a wéi deen zwësche Stat respektiv der Gemeng oder de Gemengen dann opgedeelt gëtt?

D'Madame Polfer ass virdru gelueft gi fir hire groussen Asaz fir den Tram. Ech kann nëmme staunen a si frou, wann dat esou ass. Ech froe mech dann, wéi déi zweet an déi drëtt Phas, wéi déi mat der Stad Lëtzebuerg, vun der Stad Lëtzebuerg matfinanzéiert ginn.

Zweet Fro, déi ech doriwwer hunn: Dir schwätzt vun de Park & Riden. D'Park & Riden, déi sinn opgezielt effektiv, esou wéi se an dem Konzept vun der Mobilité durable waren, och e Park & Ride vun 1.500 Plazen op der Cloche d'Or. Dat ass och okay fir mech.

Just meng Fro: Ech hat geduecht, Dir géift op där Plaz, wou de Park & Ride op der Cloche d'Or soll kommen, e Stadion bauen. Well dat war am Prinzip dat, wat an deene leschte Wochen hei an der Chamber gesot ginn ass. Elo stellen ech dann d'Fro, ob e Stadion vun 10.000 oder 8.000 oder 12.000 - ech weess net - Spectateure plus e Park & Ride vun 1.500 Plazen op där doter Plaz higeet.

Dat géif mech wonneren, wann dee géif dohinnergoen. A wann en net dohinnergeet, da wëll ech just wëssen, wou Der dann dee Park & Ride baut a wou Der haaptsächlech dee Centre de remisage baut, deen och vum Tram muss dohinner kommen. Well déi Froe sinn dann nach net beäntwert.

An d'Fro: Wann dat net op déi Plaz higeet, kuckt Der dann, datt Der am Plan sectoriel nach méi Terrain ëmwandelt vun der Zone verte interurbaine, déi muss changéiert ginn, wann een déi Baute wëllt op déi do Plaz hikréien? Well da si mer an engem anere Film an da si mer an enger ganz anerer Diskussioun. Dat si just Froen. An ech wär frou, prezis Äntwerte kënnen drop ze kréien.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Se maachen all Bësch ëm fir den Tram.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Déi kritt Der ganz séier a ganz gär.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Bei der Mobilitéitsbeschreiwung huet de Statsminister gesot, datt dozou géifen Zuch, Bus, Tram, Vëlo, Auto a Foussgänger gehéieren, déi besser misste matenee kombinéiert ginn. Kann ech ënnerschreiwen, honnertprozenteg. Ech stelle just fest, datt 72,5% vun der Mobilitéit haut eng Mobilitéit ass, déi mam Auto gemaach gëtt. D'Zilsetzung ass, déi op 56% erofzekréien. Domat si mer och absolut d'accord.

Wann een awer haut kuckt, wat den Zuch an den Tram bedeiten, respektiv wann ee kuckt, wat fir eng Perspektiven een dem ëffentlechen Transport wëllt ginn, an och wa mer se verduebelen, da stelle mer fest, datt dat an Zukunft 20%, 25% Maximum vun der Mobilitéit ass, wann den ëffentlechen Transport, wa mer et fäerdegbréngen, an dat ass jo d'Zilsetzung, dat an deenen nächste Joren ze verduebelen, vun deenen 20%, sinn nëmmen 20%, déi mam Zuch gefuer sinn. Dat heescht knapp 4% vum sämtlechen Transport. A wann ee kuckt, wat d'Ried vum Statsminister ugeet, dann ass awer déi schinnegebonnen Diskussioun quasiment 80% vun der Ried gewiescht, fir 4% vun dem Transport.

Ech wëll just soen, datt ech der Meenung sinn, datt effektiv déi véier, fënnef Mobilitéitsmodeller musse matenee verbonne ginn. Mä dozou gehéiert awer och den Auto. An dat Mobilitéitskonzept, wat entwéckelt ginn ass, war och e Mobilitéitskonzept, wou de Stroossebau weiderentwéckelt ginn ass.

Duerfir d'Fro: Wat geschitt mam Ausbau vun der A3? Wat geschitt mam Boulevard de Merl? Wat geschitt mat der N3? Wat geschitt mat der Transversale de Clervaux? Wat geschitt mam Contournement vu Bascharage? Mat der troisième Phase vun der Liaison Micheville? Mat der Pénétrante vun Déifferdeng? Mam Contournement vun Ettelbréck? Mat der Délestage-Strooss vun Iechternach? Alles dat si Froen, déi elo hei net beäntwert gi waren. All Zuchprojet ass beschriwwe ginn, ënnerstëtze mer och. Mä mir hätten och gär deen aneren Deel, well dee gehéiert och zu engem normale Mobilitéitskonzept.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Alles gestrach!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech sinn der Meenung, datt mer dat gesinn, wann d'Regierung elo de Plan sectoriel déposéiert. De Statsminister seet, datt d'Inkohärenzen, déi dra waren, erausgeholl gi sinn, an d'Schwéierpunkten aneschters gesat gi sinn. Ech kann Iech just soen, ech si gespaant, dat ze gesinn. An da kucke mer, wéi dat Mobilitéitskonzept an Zukunft sollt reell ëmgesat ginn.

E puer Aussoen, wann ech scho beim Transport sinn, och nach zur Emweltpolitik: Mir hunn ëmmer an deene leschte Joren en Zil, wat Der gesat hutt vu 40% Reduktioune bis 2030, mat ënnerstëtzt.

Ech stellen haut fest, datt dës Regierung op Bréissel geet a seet, d'Energieeffizienz an d'erneierbar Energiequellen, datt mir gär hätten, datt dat par rapport zu den Zilsetzungen, déi d'Kommissioun sech setzt, nach eropgeschrauft gëtt. Vu 27 op 30%. Dat kann een natierlech soen. Dat kann een natierlech froen doen. Dat mécht och gutt, wann een dat ganz haart freet.

Just, datt ech wëll wëssen: Wéi gëtt dat dann zu Lëtzebuerg ëmgesat? Well wa mer 30% froen en moyenne an der Europäescher Kommissioun, dann ass et jo normal, wann ech kucken, wéi déi aner Länner reagéieren, si mir bei deenen aacht Länner am Spëtzepeloton, déi emol eppes froen. An da musse mir awer och duerno et an d'Realitéit ëmsetzen. An da geet et net duer, fir just 30% ze maachen. Da muss de 35 oder 40% maachen. Well et si jo aner Länner, déi manner maachen.

Or, haut si mer bei 3,1%. An 2020 huet den Energieminister, mat alle Méien, déi en a säi Programm gesat huet, op 11% Augmentatioun ausgemaach. Dat ass awer wäit vun 30, 35 oder 40 ewech, wa mer 2020 op 11 sinn. A bei deenen 11% ware 40.000 elektresch Autoen dran. Haut hu mer der e puer Honnert. Da muss ech awer emol kucken: Wéi komme mer dohin?

Also, ech hu gär, wann Der et erreecht. Tant mieux! Mä ech soen, et muss een awer och realistesch sinn, an et soll ee sech awer net direkt emol an déi éischt Rei stellen a méi froen. Mir hunn dat eng Kéier gemaach, wéi mer vun 28% CO_2-Abaissementer an dem Kyoto-Protokoll geschwat hunn. A mir wëssen, wéi schwiereg et ass, fir et ze maachen. A mir hunn d'Cour des Comptes, déi eis gesot huet: „Wann een esou eppes europäesch akzeptéiert, da soll een och direkt soen, wéi een et zu Lëtzebuerg mécht."

Mir hätte just gär, wann een dat seet, datt een och seet, wéi een et zu Lëtzebuerg mécht. Eréischt dann ass ee kredibel. An dat ass bis elo net komm. Et ass just eng europäesch Ausso komm. Mir waarden op d'Konsequenzen, déi zu Lëtzebuerg och solle kommen, an da gëtt dat e ganz anert Lidd.

Dir hutt den Ausbau vum Logistikzentrum zu Beetebuerg als eng Prioritéit erklärt. Och domat si mer evidenterweis d'accord. Ech erënnere just d'Madame Lorsché drun: Wéi Dir am Juli 2013 geschwat hutt, wéi mer hei de Gesetzestext iwwert dee Beetebuerger Projet virgestallt hunn an de Gesetzestext gestëmmt hunn - Dir hutt all Froen iwwert d'Finanzéierung vun deenen 182 Millioune gestallt a gefaart a gesot, et géifen elo aner Investitiounen no hanne gestallt ginn. Dir hutt eng ganz Rei Froen iwwert de Stroossebau gestallt. An déi grouss Angscht, elo géife schrecklech vill Camionen dohinner kommen. Dir hutt iwwert den Entwécklungsplang dohanne geschwat an Dir hutt an der ganzer Diskussioun, an den Här Bausch mat, a Fro gestallt, datt d'Fracht an d'Logistik, notamment déi Fracht an déi Logistik, déi iwwert d'Fligeren, iwwert de Flughafen hei zu Lëtzebuerg erakënnt, datt dat nach en Zukunftswee wär an deenen nächste Joren. An haut gëtt dat ouni Diskussioun alles akzeptéiert an als Prioritéit dohigestallt.

Dat, muss ech soen, ass, zumindest a mengen Aen, e grousse Changement. D'selwecht, wéi Der virun zwee..., e puer Deeg den Accord de partenariat matgestëmmt hutt, an den Accord commercial mat den zentralamerikanesche Länner, wou déi gréng Fraktiounen, souwuel am Europaparlament wéi an anere Länner, dergéint waren; normalerweis wäert Der och dergéint gewiescht. Hei sidd Der an der Regierungssolidaritéit abandonnéiert, an déi Prinzipien, a maacht einfach mat.

De Logement: Och do wëll ech e puer Saachen driwwer soen. Ech si frou, datt ech héieren hunn, datt de Statsminister seet, datt déi Grondiddi vum Pacte Logement bestoe bleift an datt déi Kollaboratioun mat de Gemengen, wat d'Logementspolitik betrëfft, och an deenen nächste Joren esou virugefouert gëtt. Ech mengen, dat ass schonn emol eng wesentlech Ausso. An deene leschte Woche konnt ee bei där enger oder anerer Ausso vun der Madame Nagel dorunner zweifelen.

Ech stelle fest, datt dann eng grouss Ausso kënnt, datt am Plan sectoriel, deen elo iwwerschafft ginn ass, 1.000 Hektar zréckklasséiert gi sinn, déi u sech an den Différé respektiv a Zones vertes géife falen. Et ass schwéier fir mech, driwwer ze schwätzen, well mer de Plan sectoriel an déi Changementer net hunn. Just, datt ech Iech wëll soen, datt, wa Saachen a Zones différées gesat gi waren, da war dat net mat der Zilsetzung, datt net do sollt gebaut ginn, mä da war dat mat der Zilsetzung, datt an Etappe sollt gebaut ginn. An datt mer eng Urbanisatioun këinte maachen, wou eng Etapp no där anerer sollt gemaach ginn, esou wéi et sech an enger normaler urbaner Entwécklung och géif logesch erweisen.

Ech sinn elo gespaant, wat elo op de Maart kënnt. Datselwecht wëll ech soen, wann elo 1.000 Hektar hei ëmgewandelt ginn, déi soss Zones vertes waren, da sinn ech awer och ge-

spaant, wat dat soll sinn a wéi dat soll goen. Just d'Fro, déi ech wëll stellen, dat ass, ob déi 520 Hektar, mat der Méiglechkeet 17.000 nei Wunnengen ze bauen, ob déi och an dem Plan sectoriel nach ëmmer stinn. Well dat ass dee wesentleche Punkt, an deem mer kënnen déi Logementspolitik ufänken. Dat op där enger Säit.

An op där anerer Säit wollt ech och d'Fro stellen, ob mer dann déi Grondiddi fir deen Text, deen um Instanzewee ass, fir déi ekonomesch, déi energetesch an déi sozioekonomesch Subside fir de Logement, fir déi an engem Gesetz ënnerzekréien an esou gutt ze harmoniséieren, ob deen Text och virugefouert gëtt.

A schlussendlech soen ech nach eng Kéier ganz kloer, mä de Fraktiounspresident Juncker huet et virdru scho gesot, datt déi Iddi fir deen Taux super-réduit vun der TVA vun 3% net op dem Logement ze maachen, dee geduecht ass, fir duerno Logement locatif ze ginn, dat heescht fir dat zweet oder drëtt Haus, wat ee baut, eiser Meenung no méiglecherweis eng ganz Rei Problemer ka stellen, fir déi Investissementer unzeéien, déi an de lokative Wunnengsbau awer eraginn an déi et attraktiv maachen, fir Suen an de lokative Wunnengsbau ze stiechen. Mir hätten effektiv do gär Zuelen. Mä mir mengen, datt dat kéint e gréisseren Iertum sinn, wann ee wëllt där Logementspénurie entgéinttrieden.

Zur Kulturpolitik huet de Premierminister e Konzept versprach vun der Kulturentwécklung. Dat soll an deenen nächste Méint ausgeschafft ginn. Mir stellen awer just fest, datt an Tëschenzäit an elo schonn am Budget alle konventionéierte Kulturassociatiounen op hire Käschte gespuert gëtt, an dat zwar ouni Konzept. Emol an de Käschte gespuert gëtt. Ouni Konzept. Ech verstinn, datt ee spuert.

Ech verstinn, datt ee spuert. Ech kann och méi lues schwätzen, Här Bettel, wann Der dat da besser verstitt.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, mä et erkennt een lech guer net, Här Vizepresident.

M. le Président.- Also, de Riedner adresséiert sech un d'Chamber. An ech wär frou, wann d'Regierung schéi géif nolauschteren an da géif drop äntwerten. Merci villmools.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et gëtt also elo un de Käschte gespuert, wou u sech kulturell Associatiounen dovunner ausgaange sinn, datt se se kéinten dëst Joer kréien. Dat ouni Konzept.

Mir hätte gär fir d'Éischt - an et wär logesch gewiescht, wann Der dat Konzept emol op den Dësch geluecht hätt, éier Der spuert. An et ass gesot ginn, elo géifen emol all Konventiounen à partir vum 1. September gekënnegt ginn, fir frësch verhandelt ze ginn. Domat bréngt Der, ouni Äert Konzept gläichzäiteg op den Dësch ze leeën, eng ganz Rei Onsécherheeten an d'Kultur. Well déi net méi wëssen, wat se 2014 zegutt hunn, déi net wëssen, wat se 2015 zegutt hunn, an déi wierklech Schwieregkeeten hunn, déi Zukunftsgestaltung esou ze maachen, wéi et normal wär, an där Kontinuitéit an an där Sécherheet vun der Politik.

Et ass kritiséiert gi vun der Kulturministesch, datt de Projet vun der Nationalbibliothéik ze vill deier wär. Mir hunn deen, no laangen Diskussiounen, vun 180 op 112 Milliounen erofgesat. Nodeem datt mer méintelaang diskutéiert hu mat deene Leit, déi responsabel si fir d'Gestioun vun der Nationalbibliothéik, nodeem datt mer all Metercarré duerchgekuckt hunn. An am Léifste géif ech Iech elo haut soen: „Mä wann Der déi 30% - wéi d'Kulturministesch gesot huet - méi bëlleg kënnt maachen, da stoppt et an da maacht et! Mä sot eis just wéi a setzt net einfach esou Behaaptungen an d'Welt: «Wa mir do gewiescht wären, da wär dat gaangen.»"

Ech géif einfach gär wëssen, wéi Der et gemaach hätt a wat Der ewechgesat hätt. A wéi déi Nationalbibliothéik dann nach fonctionnéiert hätt. Wann een esou grouss Téin späizt, da soll een och den Detail soen, wéi een et gemaach hätt. Fannen ech net seriö.

Da gëtt gesot, mir hätten d'Nationalbibliothéik an d'Nationalarchiven zesummegesat. Mol einfach esou gesot: „An Dir waart jo esou domm, fir dat ze maachen."

Ech wëll just soen, datt mer déi do Diskussioun hate mat all deenen, déi d'Nationalbibliothéik gefouert hunn, mat deene Leit, déi d'Archive maachen. Datt déi eis awer gesot hunn, datt dat wierklech keng gutt Iddi wär an datt een déi Gestioun net soll esou maachen. Datt een dat soll separat loossen. A mir hu gekuckt, datt mer et esou géife maachen, wéi a sech déi Leit, déi d'Gestioun vun deenen Instituter kennen, eis och geroden hunn, datt et soll gemaach ginn. Fir dann dohinner ze kommen an einfach emol iergendeng Behaaptung an d'Welt ze setzen, fir dobausse gutt unzekommen, ech fannen dat richteg onseriö. An ech wëll net méi doriwwer soen.

Den OPL geet net a China. Bon, ech ka verstoen, datt een Aspuerunge mécht. Mä ech hunn d'Ausso awer ganz komesch fonnt, datt jo näischt geschitt wär an der Kulturpolitik, well jo all Concert zu Lëtzebuerg bliwwe wär. Do wär kee gestrach.

Ech muss soen, den OPL ass dach awer just dat Instrument, wat eis dobausse vertrëtt. Wat soll Lëtzebuerg an eng aner Erscheinung brénge wéi just eng Bankeplaz an, respektiv a China, wéi just d'Cargolux mat engem Flughafen?

(Interruption)

Et ass dach do, wou mer sollen en anert Bild vun eis dobausse sinn. Fir dann ze soen: „Et ass näischt geschitt. Si huele jo all Concert hei wouer", muss ech soen, ass awer eng einfach Erklärung. A wann ee weess, wéi et a China fonctionnéiert a wéi d'Diplomatie do geet, da weess een, datt ee vill Leit mat esou kuerzfristegen Ofsoen op d'Féiss getrëppelt huet. An duerfir muss ee seng Responsabilitéit huelen.

Och e puer Wuert iwwert déi Ausstellung vum Éischte Weltkrich, déi ofgesot ginn ass. Well ech déi Explikatiounen, déi de Statsminister hei ginn huet, net ganz flott fonnt hunn.

Mir hunn dat nogekuckt, wéi dee ganze System do war. Et ass e Kontrakt ënnerschriwwe ginn 2013, wou och eng Rei Käschte virgesi waren, an zwar 800 Euro pro Metercarré, mat enger Angab vun 320 Metercarré Besoin, fir déi Ausstellung ze maachen, wat e Subsid vun 256.000 Euro ausmécht. Dat stoung ënnerschriwwen am Kontrakt zwëschent der Uni an op där anerer Säit dem Kulturministère. Dee Kontrakt ass vun der Madame Nagel, en Avenant dozou, am Dezember nach eng Kéier frësch ënnerschriwwe ginn. Dat heescht, dat Engagement ass kontraktuell nach eng Kéier widderholl ginn.

Elo kann ee soen, et ass näischt am Budget virgesi gewiescht.

Une voix.- Dat kann net sinn!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä ech froen lech just: Wien huet dann de Budget déposéiert? Wien huet de Budget dann déposéiert? An do wär duerchaus, wann Der et gewollt hätt,...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech géif an Ärer Plaz méi diskret an deem doten Dossier ëmgoen, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...d'Méiglechkeet gewiescht, et dranzeschreiwen. Mir soe just, datt dee Budget drageschriwwe gi wär, wann e vun eis déposéiert gi wär, well déi Ausstellung wichteg war. Ech wëll just soen,...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir wësst jo... Dir hutt et selwer... Jo, bon.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...Dir kënnt déi Décisiounen huelen, déi Der wëllt. An ech kritiséiere se jo och manner, wann Der se einfach aus Spuermoossname maacht. Ech wëll Iech just bieden, datt net dann d'ganz Schold eriwwergeschott gëtt. Dir sollt zu Ären Décisioune stoen, an dann ass et okay.

D'Simplification administrative: Do muss ech..., maachen ech mer och e Pleséier, awer e puer Wuert driwwer ze soen.

Éischtens hutt Der d'Omnibusgesetz ëmgedeeft an „TGVs-Gesetz". Dat ass och okay. Domat hunn ech kee Problem. Just, datt ech natierlech wëll wëssen, wa mer elo en „TGVs-Gesetz" op d'Schinne setzen, da wëll ech natierlech wëssen, wat dann an deem „TGVs-Gesetz" dran ass a wat dann do gemaach gëtt. Sinn dat déi Saachen, déi ofgemaach ware mat den Entreprisen? Oder ass et dat, esou wéi an der Regierungserklärung ugekënnegt, wat de Vizepremier als Simplification-administratives-Moossnamen dem fréiere Statsminister déizäit als Just- oder Eréischt-Ekonomiesminister geschriwwen huet? Sinn et déi Saachen, déi, wéi an der Regierungserklärung steet, an esou een „TGVs-Gesetz" kommen?

Well ech wëll dann direkt d'Fro stellen: Ass déi Dispens vum PAP fir Zones d'activités économiques eppes, wat an dat Gesetz kënnt? Well dat ass dat, wat de Vizepremier geschriwwen huet a gär gehat hätt. Ass déi Dispens d'Autorisation de construire bei Saachen, déi d'utilité publique sinn, wéi zum Beispill déi Héichspannungsleitungen zu Suessem, wou da keng Autorisatioun vum Buergermeeschter misst sinn, ass dat eppes, esou wéi de Vizepremier et gefrot huet, wat an dat „TGVs-Gesetz" erakënnt, jo oder neen?

Ass et esou, datt beim Ausbau vum PAG bei der Construction d'utilité publique u sech d'Buergermeeschteren net méi kënnen décidéieren, keng Constructions d'utilité publique dranzemaachen? Ass et esou, wéi de Vizepremier et gefrot huet, datt den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, deen d'Biotopen definéiert, elo u sech innerhalb vun den Agglomeratiounen net méi zielt an datt et keng Biotopen an den Agglomeratioune méi ginn? Ass et dat?

An da wëll ech just wëssen, wann dat drakënnt, esou wéi et vum Vizepremier gefrot ass: Huet dat dann den Accord vun dem Ëmweltministère an der grénger Partei? Wëll ech just wëssen. Well dat muss een da kloerstellen, datt dat esou ass. Well dat ass genau de Contraire, wéi dat an der leschter Legislaturperiod vun där grénger Fraktioun respektiv an hirem Wahlprogramm op deene meeschte Punkten hei gefrot ginn ass. Da muss ee kloer Aussoen dozou maachen. Ech wëll wëssen, wat am „TGVs-Gesetz" drasteet.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Här Wiseler, Dir hutt jo héieren, de Premier huet dat jo gëschter gesot, dass dat „TGVs-Gesetz" viru Péngschten hei déposéiert gëtt. An da gesitt Der, wat alles dran ass a wat alles net dran ass. An ech mengen, dass mer dann och ganz gär, souwuel an de Kommissioune wéi och am Parlament, doriwwer wäerten diskutéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Vizepremier, ech sinn esou gespaant, datt ech et am léifste schonn haut gehat hätt, fir et ze wëssen. Mä ech kréie mech och nach gedëllegt.

(Interruption)

Schrecklech ongedëlleg!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Gleeft mer es, ech sinn och immens gespaant.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma voilà.

(Interruption)

Da waarde mer op déi... Wéi mer op esou villes waarden, waarde mer dann och dorop mat ganz vill Spannung a mat ganz vill Diskussiounsbereetschaft. A wann u sech déi Simplification administrative op deene Punkte kënnt, da fannt Der och bei eis sécherlech een, mat deem Der kënnt doriwwer ouni Problem diskutéieren.

Dee leschte Punkt, dat ass dee vun der Transparenz an der Diskussiounsbereetschaft. Mir haten op e puer Plazen d'Regierung gefrot, fir an d'Chamber ze kommen. Mir hate se gefrot, virun dem Sommet de la Grande Région an d'Chamber ze kommen, well mer wollte wëssen, wat dann op deem Sommet fir Positioune géifen ageholl ginn. Mir kruten dat kuerzfristeg ofgesot a mir kruten eréischt nom Sommet zougesot, fir u sech eng Entrevue mat der Regierung ze hu respektiv d'Regierung, déi an d'Kommissioun komm ass. Wat am Fong eng Obligatioun ass, wann een d'Chambersreglement richteg kuckt!

An do hu mer festgestallt, datt den Här Gira eis gesot huet, wat ech awer trotzdeem eng ganz komesch Ausso fannen, datt hien eleng do gewiescht wär, well et esou ass, datt kee Sujet um Ordre du jour stoung, deen de Minister vun der Groussregioun eppes ugaange wär.

Da muss ech soen, wann op engem Sommet vun der Groussregioun de Minister vun der Groussregioun net do ass, well d'Sujeten, déi do traitéiert goufen, de Minister vun der Groussregioun näischt uginn, da muss ech froen, firwat e Minister vun der Groussregioun do ass. An op där anerer Säit stoung dann um Ordre du jour: d'Energiepolitik an der Groussregioun.

Ech stellen awer och fest, datt weder den Energieminister nach seng Statssekretärin do waren. An ech stellen et net eleng fest, mä dat ass och an den auslänneschen Zeitungen, notamment am „Trierer Volksfreund" festgestallt ginn, wou u sech kloer an däitlech ënnerstrach ginn ass, datt hei géif manner Respekt virun der Groussregioun komme wéi bei där Regierung virdrun.

(Interruptions)

Elo gëtt hei ironesch driwwer gelaacht, well Groussregioun jo just Groussregioun ass. Och dat ironescht Laache bezeechent, wat vun deem do Deel vun der Politik gehale gëtt.

(Interruption)

An datselwecht ass, mir hunn d'Regierung gefrot, fir an d'Kommissioun ze kommen, fir eis den Debriefing ze maache vun dem Sommet vum leschte Conseil, wou iwwert déi Steierdirektive geschwat ginn ass. Wat jo wesentlech Diskussiounspunkte waren, notamment fir d'Zukunft vun eisem Land. Bis haut ass d'Regierung nach net komm a wësse mer net, wat se dozou bruecht huet, déi Décisiounen esou ze huelen, wéi se se dohanne geholl huet. Och do waarde mer mat schrecklech vill Ongedold drop, datt Der an déi Kommissioun kommt.

Ech wëll domadder ophalen: Mir waarden, datt d'Regierung Explikatioune gëtt. Si ass d'ailleurs verflicht, d'Explikatiounen un d'Chamber ze ginn. Mir waarden, datt d'Regierung hir Politik erkläert. Mir waarden, datt d'Regierung hir Iddie seet, a mir waarden haaptsächlech drop, datt d'Regierung Iddien huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, et gëtt vill iwwert d'Erwaardungshaltunge geschwat. Et gëtt vill reklaméiert, dass net genuch Informatioune komm wieren. Ech mengen, dass d'Regierung doru selwer schold ass. D'Regierung huet mat hirer Ukënnegung, d'Fënstere wäit opzerappen, alles ze änneren, d'Problemer aneschters unzegoen, d'Erwaardungen héichgeschrauft, an dofir ass et och vläicht normal, dass haut gäre jiddwereen eppes gehat hätt a jiddweree gär gewosst hätt, wou et higeet, wou mer dat awer nach ëmmer net wëssen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den État de la nation ass jo am Fong do, fir Bléck ze maachen iwwert d'Problemer vum Land. Fir ze kucken, wou ass Potenzial a wat sinn d'Perspektiven. A wann ee kuckt, wat d'Potenzial ass, hat ech mer erlaabt, och nach eng Kéier déi nozeliese vun 2012, den État de la nation, den État de la nation vun 2013, do hunn ech festgestallt: Am État de la nation 2012 war den Haaptdiskussiounspunkt dee vum Index. Well mer deemools just dat Gesetz gemaach hate vum Index, wat jo elo den 1. Oktober 2014 ofleeft.

Mir hu geschwat iwwer Industriebraachen, Industrieterrainen zu Wolz, wou en Industrieterrain wier, dee misst revaloriséiert ginn, fir Aarbechtsplazen ze maachen. Mir hunn dovu geschwat, wéi et mat deenen aneren Terraine vun der Sidérurgie wier. Bei der Sidérurgie, notamment de Site vun Terres Rouges, dee schonn zënter de 70er Joren net méi exploitéiert gëtt.

Mir hu geschwat an der Ried vun 2013 iwwert d'TVA. Elo ass de Landwirtschaftsminister net méi do. De Landwirtschaftsminister huet 2013 an der TVA-Debatt d'Haaptwuert gefouert. Dat kënnt Der noliesen am Rapport vun där Sitzung vum 11. Abrëll 2013 op der Säit 361, dass een eng TVA-Erhéijung net einfach esou kéint maachen, mä dass ee bei enger TVA-Erhéijung fir d'Éischt misst kucken, wat d'Konsequenze wieren op déi jeeweileg Wirtschaftszweiger, wat d'Konsequenze wieren op d'Konsumverhale vun de Leit a wat d'Konsequenze wieren iwwert d'Deierecht, déi déi jeeweileg Leit géife betreffen.

An därselwechter Debatt ass deeselwechten Dag awer vun engem anere Riedner, och haut Member vun der groussherzoglecher Regierung, d'Fro gestallt ginn, ob d'Logistik de richtege Secteur wier, fir dran ze investéieren, ob ee sollt Aarbechtsplazen an der Logistik schafen, ob dat richteg wier, well an der Logistik sech alles esou séier géif änneren, dass et net méi wichteg wier, fir dat... ob dat de richtegen Industriesecteur wier, an deen ee soll ausgläichen. Dat war kee vun der jëtzeger Oppositioun, deen déi Fro gestallt huet, mä e Regierungsmember vun haut.

Et ass geschwat ginn iwwert d'Plans sectoriels, iwwert déi véier Plans sectoriels. Well do gesot ginn ass, si wiere bis den Hierscht - dat war den Hierscht 2013 - do, dass dat awer alles iwwert de Knéi gebrach wier. Dat kënnt Der och noliesen. Dass beim Chômage villes géif ugekënnegt ginn, mä näischt géif gemaach ginn. Och dat war an där Ried.

Et ass nach eng Kéier diskutéiert ginn iwwer e Spuerpak, en zousätzleche Spuerpak, deen deemools heibannen an der Chamber vun den CSV- an LSAP-Fraktioune gemaach gi war. An do hunn ech en Artikel erëmfonnt, och vun engem heutege Regierungsmember, deen huet geheescht: „Was soll das?" An dee stoung am „Tageblatt".

An den Här Kersch ka sech sécherlech nach drun erënneren, wou sech deemools driwwer opgereegt ginn ass, wat dat soll, dass déi Regierung nach eng Kéier probéiert huet, 963 oder 953 Milliounen ze spueren. Dass et jo awer e Witz wier, dass do esou vill Saache géife gemaach ginn, an dass hien d'Gefill net géif lassginn, dass do just verschidde Leit sech hätte wëllen an de Vierdergrond setzen, an dass et net ëm d'Saach gaange wier. Dat waren deemools 953 Milliounen, déi an deem Package

erauskomm sinn. Den Här Kersch huet dat deemools kritiséiert an en huet fonnt, dass dat allerhand wier, fir esou eppes ze maachen an op déi Aart a Weis virzegoen.

Ech hunn an deene Saachen, wéi ech mech da virbereet hunn, a fir all déi Saachen nach eng Kéier ze liesen, erëmfonnt: „Mit weniger Geld bessere Politik machen." Dat war en aneren heutege Regierungsmember. En ass net heibannen, well soss hätt een och deem kënnen d'Fro stellen, wéi et ass. Deen huet och gesot beim Jugendchômage: „Als Gegenleistung schlagen wir vor, zumindest eine Indextranche ausfallen zu lassen, um die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen zu steigern und Mittel frei zu machen für eine aktive und messbare Politik gegen Jugendarbeitslosigkeit." Dat war d'Äntwert vum Här Meisch, deemools, op de Jugendplang, dee vum Nicolas Schmit schonn ugedeit gi war.

Och dat si Saachen, wann een dat emol eng Kéier alles noliest, wat een dann alles erëmfënnt a wat een alles gesäit, an dass dat net méi deem entsprécht, iwwert dat een haut heibannen diskutéiert an debattéiert. Ass dat vläicht, well den Här Schneider säi soziaalt Gewëssen, wat den Här Lux jo am Wahlkampf offiziell esou duergestallt...

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Här Spautz, Dir hutt als Generalsekretär vum LCGB och ganz aner Saache gesot wéi als Minister!

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech war just net esou laang Minister wéi ech Generalsekretär war vum LCGB, Här Schneider.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dofir wahrscheinlech, dofir!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Fir méi Beweiser ze liwweren.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dann ass et drëms gaangen, wéi mer géife mam Spëtzesteiersaz verfueren, well deemools ass an deem Steierpak jo och de Spëtzesteiersaz an d'Luucht gaangen. An dat waren deemools Diskussiounen, déi gefouert gi si vum Här Lux a vum Här Bodry, op der Säit vun der LSAP, vum Här Wolter a vu mir op der Säit vun der CSV, a wou all Kéiers zwee Ministeren derbäi waren. Den Här Schneider war ee vun deenen zwee, déi do ëmmer an deenen Diskussiounen derbäi waren, wou mer dee Package ficeléiert hunn.

Wou mer och gläichzäiteg iwwer aner Moossnamen diskutéiert hunn, notamment iwwert dat, wat ee kéint an der Familljepolitik maachen; notamment iwwert dat, wat ee kéint an der Aarbechtsmaartpolitik maachen; wou all déi Gespréicher gefouert gi sinn. A wann ech dat haut kucken, stellen ech mer d'Fro, ob dat nach ëmmer déiselwecht Leit sinn, déi dat matgemaach hunn, oder ob deenen hir Iddie grondleeënd geännert hunn!

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Här Spautz, ech wëll Iech just warnen am Gudden, am Gudden: Mir hunn nach eng Lëscht vum Här Frieden, mat senge Spueriddien, déi nach net public ass.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma dach, den Här Lux hat se public gemaach, Här Schneider.

M. le Président.- Also, ech wëll dem Här Schneider roden, dass, wann en d'Wuert wëllt, e freet. An ech mengen, den Här Spautz ass meeschtens och do dermat d'accord.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Entschëllegt, Här President, Dir hutt recht.

M. le Président.- Entschëllegung ugeholl.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dann hu mer och an deenen Diskussiounen iwwert de Chômage geschwat. An dat war jo och gëschter en Deel vun deem, wat an der Ried vum Här Bettel komm ass. Ech hunn och do d'Chifferen nach eng Kéier nogekuckt. Den Här Schneider huet nach eng Kéier gutt u meng al Sourcen erënnert.

Am Januar 2000 waren et 5.182 Chômeuren, 1.932 Leit an enger Beschäftegungsmoossnam, dat waren 2,5%. De Januar 2009 waren et der 9.600 am Chômage, 3.318 an enger Beschäftegungsmoossnam, dat ware 4%. An 2014 waren et 19.565 Chômeuren a 4.541 an enger Beschäftegungsmoossnam, ass 7,1%. Ech hat festgestallt, dass déi Donnéeë beim Här Bodry de Moien e bëssen aneschters waren. Ech baséiere mech op déi vun der ADEM vum Januar, aus dem Bulletin vum Januar 2014, net dass herno eng Diskussioun opkënnt, op wat baséiert deen anere sech an op wat baséiert hie sech. Dat ass de Bulletin vun der ADEM vum Januar 2014.

Wat ech awer domadder wëll soen, an den Här Bodry huet haut de Moie gesot: „Et ass net dem Aarbechtsminister seng Schold fir dat, wat am Chômage lass ass." Do sinn ech honnertprozenteg mam Här Bodry d'accord. Ech wëll just drun erënneren, wéi den Här Juncker nach Aarbechtsminister war, a mer also e Chômage hate vun ënner 2,5%, ass geknoutert ginn, et wier dach allerhand, dass mer kee Fulltime-Aarbechtsminister hätten, fir sech ëm de Chômage ze bekëmmeren.

Ech wollt just déi Klammer opmaachen, opgrond vun där Remarque haut de Moie vum Här Bodry, wou ech him honnertprozenteg recht ginn, dass net den Aarbechtsminister dofir do ass. Mä och den Här Juncker war deemools net dorunner schold, dass dee Chômage do war, just fir dat eng Kéier awer ze rappeléieren.

Mä et ass un der Politik, fir d'Rahmebedéngungen ze schafen, dass mer an der Schoul déi Leit ausbilden, déi mer brauche fir op den Aarbechtsmaart. An haut de Moien hunn ech um Radio den Här Bausch héiere vun der SES - net deen, deen heibanne sëtzt, mä den Här Bausch vun der SES -, deen ënnerstrach huet, wéi vill Aarbechtsplaze si bei der SES hätten, déi se net kéinte besetzen, well mer hei zu Lëtzebuerg net déi Leit hu mat där Qualifikatioun an déi bereet sinn, dohinner schaffen ze goen.

Da muss ee sech d'Fro stellen, wann dat an der Schoul esou ass, et ass esou an der Wirtschaft, ob och do net eng Responsabilitéit ass a puncto vun der Wirtschaft. An do mengen ech net als Persoun de Wirtschaftsminister, mä dass et och do wichteg ass, déi Rahmebedéngungen ze setzen, fir dass ee sech kann nidderloossen.

An dann ass et och wichteg, mam Aarbechtsministère, Wirtschaftsministère an Éducationsministère zesumme mat de Betriber eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik ze maachen, fir dass mer et och fäerdegbréngen, déi Leit, déi net esou vill Chance haten an déi net esou gutt waren am Léieren, fir dass déi och erëm eng Kéier eng Chance zréckkréien. An dofir ass et wichteg, Industrieaarbechtsplazen ze schafen.

Dofir ass et awer och wichteg, Terrainen ze hunn, déi een der Industrie kann ubidden. An do, mengen ech, wier et och wichteg, dass een dann déi al Industrieterrainen, déi nach eng grouss Méiglechkeet bidden, fir dann och deementspriechend mat den Industrien ze verhandelen, dass de Stat déi Terraine kritt, dass déi Terraine sanéiert ginn an dass déi och kënnen Industriebetriber zur Verfügung gestallt ginn, fir Aarbechtsplaze kënnen ze schafen.

A wa mer schwätze vu Mesuren, esou wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen dat vun der fréierer Regierung an d'Wee geleete Gesetz vun de Jugendmesuren, dass dat eis honnertprozenteg Zoustëmmung fënnt, an dass et och wichteg ass fir eis - an do ass et eis net séier genuch gaangen, mä och do hate mir net d'Soen -, dat ass beim Reklassement, dass elo endlech och do am Reklassementsgesetz eppes kënnt, well et och wichteg ass, do eppes ze maachen.

An do huet net méi spéit wéi d'lescht Woch de Sozialminister eis nach eng Kéier drun erënnert, dass dat elo kéim, fir dass mer och do Méiglechkeeten hunn, aner Leit a Beschäftegung ze kréien, an dass mer och do mussen eng Diskussioun féieren. An den Här Statsminister huet gëschter och drop opmierksam gemaach, wéi wichteg et ass, och eppes um Handicap ze maachen. Well mer grad feststellen, dass duerch d'Reklassementsgesetz vill Leit op esou Aarbechtsplazen zréckgräifen, déi awer fir aner Leit geduecht waren, déi net déi Chance haten an eiser Gesellschaft, fir kënne gesond ze sinn, fir dass déi och erëm eng Méiglechkeet kréien, op déi Aarbechtsplazen zréckzekommen.

Ech wëll awer och do ënnersträichen, an et ass scho gesot ginn, TVA/Logement - an ech wëll mech elo net mam Wunnengsbau beschäftegen -, mä ech hunn awer d'Gefill, an ech géif dofir och d'Regierung bieden, nach eng Kéier doriwwer nozedenken, dass déi Décisioun, beim zweeten Haus net méi 3% ze ginn, mä op 17% ze goen, dass dat och Aarbechtsplaze kascht! Nämlech Aarbechtsplaze kascht an där Hisiicht, dass verschidde Leit manner wäerten investéieren an de Wunnengsbau.

An dass - wéi dat deemools diskutéiert ginn ass, an do ware jo verschidde Kolleegen heibannen och schonn derbäi - dat och eng vun den Ursaache war vun der Schwaarzaarbecht. Dass grad de Bau an d'Handwierk ee vun deene gréisste Wirtschaftssecteure war, wou d'Schwaarzaarbecht eng Concurrence déloyale duergestallt huet. A wa mer elo do an d'Luucht gi vun 3% op 17%, ob dat net och erëm dozou féiert, dass de Produit vun der Schwaarzaarbecht an deem Secteur erëm unzitt. An dann hu mer d'Betriber zweemol bestrooft a mir hu gläichzäiteg näischt gemaach fir den Aarbechtsmaart.

Dofir géif ech och nach eng Kéier d'Regierung bieden, dat nach eng Kéier gutt ze iwwerleeën. Well domadder géif een de Bau an d'Handwierk net ënnerstëtzen, mä au contraire fäerten ech, dass een dem Bau an dem Handwierk, wat awer nach ëmmer ee vun deene gréisste Wirtschaftsberäicher hei zu Lëtzebuerg ass, déi Leit vun héich qualifizéiert bis net qualifizéiert hunn, domadder och Schwieregkeete mécht, fir nach weider kënnen eng aktiv Personalpolitik ze maachen.

Wa mer schwätze vum Aarbechtsmaart, musse mer och schwätze vum Absentéismus. Dat ass eppes, wat d'lescht Woch grouss an de Vierdergrond gestallt ginn ass. Ech schwätzen net vun Absentéismus, mä ech schwätze vu Krankmeldungen.

De Statsminister huet ënnerstrach, dass mer hei zu Lëtzebuerg en „Plan suicide" bräichten, wa Leit sech géifen ëmbréngen. Et muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Virstuf dovun net och an de Krankeschäiner ze fannen ass. Ob do net och d'Virstuf ass, dass d'Leit sech net méi wuelfillen. Sief et op der Aarbecht, dass se sech ausgeschloss fillen. Ob mer net och do mussen driwwer diskutéieren, wat de Mobbing ubelaangt. Iwwert d'Klima op den Aarbechtsplazen. Ob dat net och mat dozou bäidréit, dass den Absentéismus esou héich ass. A gläichzäiteg och dat herno an der Endphas, wat ni ze hoffen ass - mä awer, wann dee Chiffer esou ass, deen de Statsminister jo gëschter gesot huet -, an engem Suicide endegt, dass et do wichteg ass, dass dee Plang, dee scho vum viregte Gesondheetsminister ausgeschafft ginn ass, dass deen awer och dann erweidert gëtt.

A mir haten d'lescht Woch eng Diskussioun an der Sozialkommissioun, an ech géif dat hei nach eng Kéier soen, dass et wichteg wier, eng Debatt ze féieren an der Chamber doriwwer, souwuel wat den Absentéismus ubelaangt wéi de Stress op der Aarbechtsplaz. Well, wann ee seet, d'Statistik geet an d'Luucht, da muss een awer och vläicht d'Ursaachen analyséieren. An déi misst een analyséieren, souwuel wat den Travail ubelaangt wéi d'Sécurité sociale a wéi d'Santé, déi do gefuerdert sinn, fir ze kucken, wat kann een do ännéren. Well et ass nëmmen iwwert dee Wee, wéi een deem och kann nogoen.

Och den „Plan démence" wëll ech ënnersträichen. Och ass et wichteg, déi Leit, déi de Räichtum geschaf hunn, dee mer hei am Land hunn, an dass mer esou kënne liewen, wéi mer déi lescht Jore gelieft hunn, an hoffentlech et och nach fäerdegbréngen, wirtschaftlech kënnen dovun ze profitéieren, an Zukunft esou ze liewen, dass mer och deene Leit hëllefen. An dofir war den „Plan démence" eng éischt Aktioun, déi gestart ginn ass. Elo soll och nach den „Plan cancer", deen och nach vum fréiere Gesondheetsminister ausgeschafft ginn ass, dass deen och soll kommen, dass et wichteg ass, dass eppes geschitt.

Well ech kann Iech soen aus perséinlecher Erfahrung, wann een dovu betraff ass an et weess een, ëm wat et geet, dass et wichteg ass, dass een déi Hëllef an déi Ënnerstëtzung kritt, déi ee brauch. An all Früherkennung, wat se éischter gemaach gëtt, féiert och éischter zur Heelung. Dass et do wichteg ass, déi Investissementer ze huelen, déi noutwendeg sinn.

A wa mer schwätze vu Gesondheet a wa mer schwätze vum Aarbechtsmaart, do ass ëmmer geschwat gi vun Aarbechtslosen... Ännerungen, déi misste virgeholl ginn. Ech weess, ech hunn et scho virdru gesot, den Här Bodry war bei deenen Diskussiounen och derbäi, wou mer zesummen eng Kéier de Fonds pour l'emploi ënnersicht hunn. Ech huele jo un, dass déi nei Regierung och amgaangen ass, dorop fortzefueren a weiderzediskutéieren, wat een do alles muss maachen.

Dann däerf een och net vergiessen, d'Diskussioun ze féieren iwwert den RMG, dee jo zënter dem Juli 2013, och schonn opgrond vum Avis vun der Sécurité sociale, vum deemolege Sécurité-sociales-Minister, deen déi och schonn aviséiert hat, fäerdeg am Familljeministère läit, dass et dann och net schlecht wier, dass e géif an d'Prozedur kommen. Wann ee wëllt eppes dorun ännéren, dass een dat dann och mécht.

A wa mer schwätze vun deem Sozialen, da muss een och nach eng Kéier schwätze bei der TVA-Erhéijung: Wat geschitt mat deene Leit, déi méi schwaach dru sinn? De Statsminister huet gëschter gesot: „Mir maachen näischt. Mir maachen eréischt eppes méi spéit." Et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat dee richtege Wee ass, ob een net awer elo scho soll kucken, och do Mesuren ze huelen, fir dat ze begleeden. Well dat awer bei verschidde Leit bis zu 500 Euro kann ausmaachen, iwwert d'Joer gekuckt, suivant Source Chambre des Salariés, déi dee Montant gesot huet.

Ob een dann net och misst bei der Allocation de vie chère, fir déi als Beispill ze huelen, dass een do eppes muss maachen an dat direkt soen, an net waarde bis zum Schluss a bis et ze spéit ass. Mä dass een direkt seet, wat fir eng Mesuren dat sinn, déi deene Leit sollen hëllefen. Well et wichteg ass, dass déi Leit awer och gehollef kréien, net nëmmen am Supermarché, si gi jo och vläicht op de Maart. Och um Maart kann een, wann d'TVA an d'Luucht geet, nach ëmmer seng Produite kafe goen.

Ech wëll och nach ënnersträichen, wann ee schwätzt vum Index, d'Gesetz leeft aus. Dofir verstinn ech net, an ech hunn och zwee vun dräi Gewerkschaftspresidenten de Moien am Radio héieren, déi verstinn och net, wat deen Accord global soll sinn. Well déi Prozedur leeft jo aus op den 1. Oktober. Ma wann Der jo alles erëm maacht wéi et war, da braucht Der jo och näischt ze änneren. An dann ass den 1. Oktober erëm alles wéi et war.

Et sief dann, Dir wëllt eppes änneren. Da musst Der d'Sozialpartner ustellen, doriwwer ze verhandelen. Well ech awer den Dossier Index e puermol materlieft hunn op sämtleche Säite vum Dësch, wëll ech Iech soen, dass do d'Meenungen tëschent dem Patronat an de Gewerkschaften awer relativ wäit auserneeginn! An dass ech, bei allem gudde Wëllen - ech géif hinnen et zwar wënschen, dass se en Accord géife fannen am Indexberäich -, mer dat net esou richteg ka virstellen, an dass et jo och schonn d'leschte Kéier esou war, dass, well sech nämlech d'Sozialpartner net eens gi sinn a well mer keen Accord fonnt hunn, d'Politik deemools eng Entscheedung geholl huet 2012, an déi Entscheedung war, dass nach eng Indextranche pro Joer sollt kommen.

Dofir wëll ech vun Iech wëssen: Wat ass deen Accord global? Wat ass an deem Accord global mat dran? Ass do eng Ännerung dran am Index-Wuerekuerf? Well, wann ee jo un d'Fëmmgesetz denkt: Den Tubak ass am Wuerekuerf! Ass do eppes mat dra vum Alkohol? Den Alkohol ass am Wuerekuerf! Et ass eng Fro. Well mat deem Accord global beim Index, ech ka mer et net esou richteg virstellen. Well, wann een einfach seet, mir maachen näischt, dann ass erëm deen ale System do. Da brauch ee jo näischt ze fäerten. Da brauch ee jo och keen Accord global ze maachen. Wann dat de Wee ass, deen d'Regierung wëllt aschloen.

(Interruption)

Gelift? Ech war där Meenung, et misst ee kucken, fir déi Mesure gegebenenfalls vun enger Indextranche pro Joer weiderzefeieren. Mä wann do aner Moyene sinn an aner Méiglechkeeten, déi ech net kennen, well ech net méi un der Quell sëtzen, mä et sëtzen elo aner Leit un der Quell, dass déi eis kënne soen, wat dann do hannendrustécht.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Am Wahlprogramm sot Dir liicht eppes aneschters, wat den Index ugeet.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wat se wëlle maachen. Neen, neen, Här Bodry, Dir verwiesselt do eppes. Neen, neen, dat steet net am Wahlprogramm, Här Bodry. Dat stoung virdrun an Dokumenter, mä et steet net am Wahlprogramm.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An den Här Juncker gehéiert net méi zu Iech, zu der Partei?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir hutt elo grad de Wahlprogramm zitéiert. Dir hutt elo grad gesot, dat stéing am Wahlprogramm. Liest eise Wahlprogramm, do steet eppes aneschters! Mä et ass awer richteg...

(Interruption)

Mir hu vun der Deckelung geschwat, dat streiden ech net of. Mä dat steet net am Wahlprogramm.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat heescht, den Här Juncker vertrëtt net méi d'Positioun vun der CSV.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Och den Här Juncker vertrëtt nach ëmmer d'Positioun vun der CSV.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et geet hei ëm déi nei Regierung. Déi soll soen, wat se mengt.

M. le Président.- Et ass um Här Spautz. Ech géif Iech bieden, him nozelauschteren...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da sinn ech berouegt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här Urbany, fir Är Ënnerstëtzung.

M. le Président.- ...a kee méi hien ze ënnerbriechen. Här Spautz, Dir hutt ganz eleng d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Dann, wa mer bei deene Saache si vu Spueren a vun Ännerungen, da muss ee sech

och d'Fro stellen, deemools an deem Spuerpak ass och diskutéiert ginn iwwert d'Familljemesuren. Et ass driwwer geschwat ginn, wat ee bei de Famillje kéint änneren. Do war awer op den 1.1.2013 eng éischt Moossnam agefouert ginn, déi dozou gefouert huet, dass mer eng Millioun de Mount gespuert hu bei de Chèques-services. Déi Änneruge ware komm.

An doropshin ass nach vun zwee aner Projeten den Dépôt gemaach gi vum Marie-Josée Jacobs. An dat war de Projet iwwert d'Assistance parentale, an et war de Projet iwwert d'Gesetz Jeunesse, genannt ënnert de Chambersnummere 6409 a 6410, wou och festgehale ginn ass, wat ee misst, deemno wat fir eng Revenuen een huet, bezuelen, fir kënnen an der Maison relais ze sinn. Dass do festgehale gi war, dass et kee Wäert méi huet, sech ze entpacsen oder ze scheeden, fir kënne vun enger anerer Moossnam ze profitéieren. Well bis elo ass et theoretesch méiglech, wann Der Iech entpacst oder wann Der lech scheet, dass nëmmen eng Pai berücksichtegt gëtt. Mä do ass drastoe komm, dass et soll den „revenu du ménage" sinn, d'selwecht wéi et am RMG ass.

Dee Projet, ass eis gesot ginn an der Kommissioun, dee Projet wier fir d'Regierung net méi prioritär. Dofir verstinn ech dat net esou richteg. Well mam Projet 6409 a 6410 hätt ee kënnen eng sozial Selektivitéit, déi schonn um Dësch louch, et hätt een déi kënne bei de Chèques-services uwenden an domadder och zu Aspuerunge kommen. Firwat dat net méi prioritär ass, ech weess et net. Mä den Här Hansen kann eis vläicht drop äntwerten, well dat ass vun der Famill eriwwer an d'Éducatioun gaangen. Dat ass net méi am Familljeberäich. Mä dass een och do wéisst, wat an deem Projet gemengt gëtt.

Am Koalitiounsaccord steet jo och vill dran iwwert d'Familljenzoulagen. Et misst een eng kritesch Analys maache vun de Familljenzoulagen. Et misst een alles kucken. D'Regierung hat schonn den 9. Januar villes ugekënnegt, wat géif am Familljeberäich kommen.

Dofir ware mer och e bëssen iwwerrascht, dass weder beim Budget nach elo gëschter eppes komm ass, wat dann elo an de Familljenzoulage géif geschéien. Et ass geschwat gi vun enger Allocation unique pro Kand. Nodeems nach aner Piste géifen zitéiert ginn, dat war den 9. Januar, ass dat an engem Interview gesot ginn. D'Begrënnung wier, dass d'Allocation unique géif bedeiten, dass méi Kanner net onbedéngt méi Käschte géife bedeiten. Do ass sech op eng Schwäizer OECD-Etüd beruff ginn. D'Schwäiz, just fir dat ze soen, wann Der d'OECD-Standarden eng Kéier ukuckt, ass, wat d'OECD ubelaangt, definitiv kee Virbild, well bei bal allem, wat d'OECD-Etüden ubelaangt, an der Schwäiz (veuillez lire: iwwert d'Schwäiz) ganz vill komesch Saachen drastinn. Do ass déi als Modell zitéiert ginn.

Ech muss awer fairnesshalber soen, deen Éischten, dee se zitéiert hat, war dem Alex Bodry säi Virgänger, de Lucien Lux, dee se eng Kéier heibannen zitéiert huet. Mä an der OECD-Etüd aus der Schwäiz steet och dran, wat d'Kanner méi al ginn, wat déi Suen, déi ee kritt, vill méi héich an d'Luucht ginn, dass dat alles altersméisseg berücksichtegt gëtt.

An duerno huet den Här Bettel mer eng Kéier gesot, ech géif ëmmer vun enger Etüd schwätzen an ech hätt ni eng Quell uginn. Bon, ech soe se nach eng Kéier: d'CEPS. Dat ass eppes hei zu Lëtzebuerg. Dat ass hei am Land. Dat si Chercheuren, déi dat hei am Land maachen. Déi sinn zu engem aneren Entschloss (veuillez lire: zu enger anerer Konklusioun) komm. Déi soen nämlech, dass, deemno wéi vill Kanner Der hutt an deemno, wat fir een Alter se hunn, dann de Käschtepunkt ëmmer méi grouss gëtt, an dass dann och nach matspillt, ob se deemselwechte Sexe ugehéieren oder zwee verschidde Sexë sinn, dass dann deementspriechend d'Käschte fir déi Familljen, déi déi Kanner hunn, vill méi grouss an d'Luucht ginn.

An dofir meng Fro: A wat fir eng Richtung wëllt d'Regierung goen an där Familljepolitik? A wat wëllt se do maachen? Oder waart se, fir dat gemeinsam ze maache mat der Steierreform, wat jo richteg wier, mat der Steierreform, mat de Wunnengshëllefen an och nach vläicht mat de Studentebäilagen?

Well, wann ech de Projet richteg verstanen hunn - ech muss zwar éierlechkeetshalber zouginn, ech hunn en nach net gelies -, wann Der dann zwee Kanner hutt, kritt Der elo manner wéi 2010, wéi d'Kannergeld nach bezuelt ginn ass bis zum Alter vu 27 Joer, wa se op d'Uni gaange sinn. Mä wéi gesot, mir kréie jo déi nächst Deeg dat vum zoustännege Minister erkläert. Mä wann ech et richteg verstanen hunn, kritt ee manner wéi ee virun 2010 kritt huet.

Dass een eppes huet missen dru maachen, wëll ech ganz kloer soen, hu mer och selwer als CSV gesot. A meng Kolleegin Martine Hansen hat jo och schonn eng Kéier Änneruge virgeschloen, déi awer net d'Zoustëmmung fonnt hunn. Mä op alle Fall kann et net sinn, dass dat alles zréckféiert, nach méi schlecht gëtt, wéi et virun 2010 war.

Da wëll ech och wëssen, wat d'Regierung wëlles huet, wa mer vun der Familljepolitik schwätzen. Et ass éischtens gesot ginn, dass déi Blo-rout-gréng-Koalitioun sech fir eng Politik ausschwätzt, déi éischter d'Fraen ënnerstëtzt, déi schaffen.

Dat hunn net ech gesot, dat kënnt Der noliesen op dem www.gouvernement.lu. Dat ass eng Ausso vun der Madame Cahen vum 9. Januar 2014. An den Här Gramegna huet gemengt, et misst een eng Familljepolitik, déi engersäits beruffstäteg Elteren ënnerstëtzt an anerersäits Elteren, déi de Choix gemaach hunn, fir doheem ze bleiwen an hir Kanner grousszezéien, dass esou eng Politik ze hannerfroe war a wier.

Da ginn ech also dovun aus, dass, wann zwee liberal Politiker sech doriwwer froen, dass déi eng aner Astellung hu vun der Fräiheet vum Mënsch, fir ze décidéieren, wat fir eng Form vu Liewe si géifen iwwerhuelen. An dat wonnert mech am meeschte grad bei liberale Politiker, well déi Liberal dat jo ëmmer grouss an d'Fënster stellen, dass si all Mënsch wëllen dee Choix loossen, dee si gären hätten, dass dat elo net de Fall ass.

(Interruptions)

Dann ass en anere Punkt, an den Här Gibéryen hat schonn doriwwer geschwat, dann ass et och wichteg: Wat geschitt mat der Mammerent? Wéi geet et virun domadder? Och do wier et wichteg,…

(Interruptions)

…dass een eng Kéier…

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …misst dozou kommen, dass mer och do gesot kréien, wéi et virugeet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President!

M. Marc Spautz *(CSV).*- A wann ee schwätzt vun der Allocation d'éducation, wat jo och esou d'Trommele soen dorëmmer, dass do och verschidden Änneruge géife kommen, da soll een dat riichteraus soen an da soll een och wann ech gelift domadder kommen an eis soen, a wat fir eng Richtung dass et geet.

A wann ee schwätzt vu Geldleeschtungen, an déi Diskussioune sinn och gefouert ginn, an do war den Här Bodry och derbäi, ob een dee Rentrée scolaire zum Beispill net soll a gratis Schoulbicher ëmwandelen. Am Primär kréien d'Kanner d'Material gratis. Am Secondaire net. A wann ee kee Geld méi wëllt ginn, well ee fäert - wéi hat den Här Berger et genannt? Plasmabildschierm -, dass et géif an e Plasmabildschierm ëmgewandelt ginn, da kéint een et jo am Secondaire an d'Bicher setzen, an et géif een décidéieren, de Stat géif d'Bicher ginn. Dann ass et jo sécher net méi am Plasma, mä dann hëlt ee kengem eppes ewech. Mä da seet een, da kritt een d'Bicher direkt vum Stat an et brauch ee se net méi kafen ze goen. Dann ass ee wéi deen anere behandelt an et ass sécher net an de Plasmabildschierm gestach ginn.

Mä all déi Froen, déi ech elo gestallt hunn an der Familljepolitik, do ass et wichteg, dass mer dozou Äntwerte kréien. Well, esou wéi et wichteg ass fir d'Betriber, dass se wëssen, wou et higeet a puncto TVA, a puncto Steieren, ass et och wichteg fir d'Privatleit, ass et och wichteg fir Leit, déi Kanner hunn, a wat fir eng Richtung et geet a wat d'Regierung an deene Saache plangt.

Genausou wichteg sinn, an hei ass dat ënnerstrach ginn, an der Gesellschaftspolitik all déi Reformen, déi kommen. Also, wann ech d'Projeten alleguerte richteg haut de Moie gelies hunn, mä den Här Braz, dee weess dat besser wéi ech, dann droen déi d'Ënnerschrëft nach, déi eng vum Här Biltgen, déi aner vun der Madame Modert, an dass een dat awer och dann eng Kéier muss ervirsträichen an net soen, wéi wann dat elo alles just déi nei Koalitioun wier, mä déi Froe bei der Scheedung, bei dem Mariage vun de gläichgeschlechtleche Koppelen, dass do awer nach déi fréier Regierung déi Projete mat op de Wee bruecht huet, an dass dat näischt ass, wat elo ganz nei ass.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- No eelef Joer.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da wollt ech awer soen, d'Trennung vu Kierch a Stat,…

(Interruption)

…wat jo schliisslech den Dénominateur commun vun dëser Koalitioun ass, do si mer net vill gewuer ginn. Do si mer net vill gewuer ginn, a wat fir eng Richtung et géif goen, ausser dass et wichteg wier, dass jiddweree konstruktiv géif matschaffen, an dass et kengem géif un d'Liewecht goen. Dat ass dat Eenzegt, wat mer héieren hunn.

Ech fannen et op alle Fall komesch, wann een de Reliounsunterrecht an der Grondschoul wëllt ofschafen, an der Grondschoul, wou d'Majoritéit vun den Eltere sech haut derfir décidéiert hunn, e Reliounsunterrecht ze maachen. Ech fannen et komesch. An da wier et och vläicht net schlecht, dass d'Regierung géif soen, wou se hiwëllt, an net d'Leit all Kéiers an enger Grozon léisst, wéini dat da kënnt a wat kënnt, mä dass een engem genau seet, a wat fir eng Richtung dass et geet.

Dass d'Leit esou vill Erwaardungen hunn un d'Regierung, et ass an de Couloire gesot ginn, firwat haut esou vill Froe géife gestallt ginn, et wier näischt Konkretes do an et wier net genuch am Fong. Mä dat muss ech soen: Dat ass, well déi Regierung hei jo ëmmer gesot huet, si wéilt reagéieren, de Mif misst eraus, et misst alles aneschters ginn, et misst alles besser ginn, et misst alles méi kloer ginn. An dofir waarde mer alleguerten drop, wou déi Saachen da sinn.

Ech stelle mer d'Fro, ob d'Regierung sech d'Lat net ze héich geluecht huet, fir net brauchen driwwer ze sprangen, mä ënnendrënner erduerchzelafen. Mä dat wäerte mer, an dat huet den Här Bodry de Moien ënnerstrach, no fënnef Joer gesinn.

(Interruption)

Gi mer emol dovunner aus. Ob d'Lat ze héich war oder och net. Et ass op alle Fall wichteg, dass mer wësse spéitstens awer da beim nächste Budget, a wat fir eng Richtung et soll goen, well soss gëtt et awer ganz schwiereg ze verstoen, a wat fir eng Richtung dës Regierung wëllt goen.

Ech hunn haut de Moien en RTL-Speaker héieren, deen huet vun dem Här Bettel senger éischter Ried gehalen, dee géif héchstwahrscheinlech an d'Annalen agoen als seng éischt, awer och méi net. Do hunn ech emol gekuckt, wat alles esou am Buch steet iwwert den Datum vum Abrëll. Do steet dann dran, den 3. Abrëll 2007 - a lauschtert ganz gutt, Här Berger! -, do ass den TGV mat 574,8 Kilometer an der Stonn déi éischte Kéier e Weltrekord gefuer op der Schinn. Et war een TGV,…

Une voix.- Dir wësst awer Saachen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …an dat war op der Streck Paräis/Stroossbuerg. Dat fannt Der haut alles an de Bicher.

An eppes aneschters, wat ech fonnt hunn, wat och den Abrëll 1865 erauskomm ass. An den Här Bettel hat gesot, e géif heihinner keng Märercher ziele kommen. Ech wëll Iech just soen: Den Abrëll 1865 huet de Wilhelm Busch e Buch geschriwwen: „Eine Bubengeschichte in sieben Streichen". An dat waren de Max und Moritz. A wéi déi gëendegt hunn, dat wësse mer jo nach alleguerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Domat huet d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister, d'Wuert ass un Iech.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen Iech e grousse Merci. Ech wäert och par respect fir verschidde Membere vun der CSV, déi net kënnen do si wéinst engem Begriefnis, net ze laang iwwert déi Leit schwätzen, déi net do sinn. Ech wäert dann iwwert de Max Wiseler an de Moritz Spautz méi laang diskutéieren.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, jo, et ass eng Regierungserklärung, et ass keng Budgetsried. Et ass kee Koalitiounsaccord, deen ee presentéiert. Et ass dat, wat dës Regierung déi nächst zwielef Méint wëllt maachen.

Ech hu fonnt, dass de Fraktiounspresident vun der CSV de Moien och ganz räsonabel a senge Propose war, dass en och gesot huet, dass et no honnert Deeg ganz schwéier wier, kënnen e Bilan ze zéien, dass dat en Usage war, an och den Alex Bodry ass drop agaangen, d'Madame Loschetter an den Här Berger. An ech hat ëmmer gemengt, dass d'CSV do an där Linn vun där konstruktiver, positiver Oppositioun och da géif stoe bleiwen. Ech hunn duerno festgestallt, wéi de Vizepresident an de Vizevizepresident vun hirer Fraktioun méi Schwieregkeeten haten, fir an där Perspektiv hei dann ze schwätzen.

Ech wëll op e puer Punkten agoen, déi mech awer de Moie schockéiert hunn, Dir Dammen an Dir Hären. Deen éischten ass am Fong, wéi d'Politik virdru gemaach ginn ass. An dat hu mer hei elo nach eng Kéier vum Här Spautz héieren, dat hu mer de Moie vum Här Juncker héieren an dat hu mer och vum Här Wiseler héieren. Wann ee weess, dass den E-Commerce ewechfält, an een hätt gären e Fong gemaach, kritt ee gesot, dann hätt ee jo missen nei Scholde maachen. Dat ass de Moien hei gesot ginn. Dat heescht: Spueren, on connaît pas! Wa Suen do sinn, musse mer se ausginn! A wa mer der gären op d'Säit leeën, da musse mer méi grouss Schold maachen.

Neen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat mécht dës Regierung net! Dës Regierung…

(Interruption)

Här Spautz, sot net, et hätt keen dat gesot! Dat huet de Moien den Här Juncker gesot. Dann iwwerliest… Dat huet en de Moie gesot, Här Spautz. An ech brauch net bis op 68 Saachen zréck sichen ze goen, mä just de Moien um Véirel op néng. Et ass wichteg…

(Interruption)

Et ass wichteg ze wëssen, wat ee seet, wat ee wëllt, a wéi eng Richtung ee wëllt goen!

Mir kréien hei de Virworf gemaach wéinst der TVA: Elo muss direkt kompenséiert ginn! Dat ass typesch d'Politik, déi d'CSV zu Lëtzebuerg prônéiert: Wann ee probéiert, iergendzwousch eppes ze spueren, da muss een awer direkt op där anerer Säit dat kompenséieren an et dierf ee virun allem kengem eppes ewechhuelen!

Mir kënnen net, mat där Finanzlag, an där mer sinn, maachen, wéi wann hei am Land näischt wär! Mir kënnen net den nächste Generatioune soen, dat, wat mer riets vläicht huelen, musse mer lech nees lénks kënne ginn. Esou eng Politik wëllt dës Regierung net maachen. Dat ass eng éierlech Politik, dat ass eng zukunftsorientéiert Politik an dat ass eng realistesch Politik!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et muss een awer och d'Kohärenz vun de Politike kucken. Dat eent…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, ech hunn d'Beispill jo de Moie geholl. Sidd Dir der Meenung dann och, Här Wiseler, dass wéinst dem Commerce électronique, wann een d'Sue wëllt op d'Säit leeën, dass een da muss Scholde maachen? Ass dat och Är Meenung?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Meng Meenung ass, wann ee seet, et hätt een déi Sue sollen an de Fonds souverain setzen, da soll een de Fonds souverain maachen, wann een et kann, a se drasetzen. Da maacht dat!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä da mécht ee keng nei Dépensen! Wat hält dann elo vläicht de Vizevizepresident dovun? Wëllt deen och nach vläicht seng Meenung soen? Neen? Bon, ech wëll just soen, dass ech…

M. le Président.- Entschëllegt, Här Statsminister, den Här Gibéryen wëllt Iech wahrscheinlech eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Selbstverständlech!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech ginn dem Här Premier recht, wann e seet, datt déi lescht Regierung keng Reserve geschafen huet, wéi se déi Sue vum E-Commerce erakritt huet an datt se weider Scholde gemaach huet. Ech wollt just den Här Premier froen - déi nei Regierung huet jo och elo e Budget deponéiert -, ob si déi Sue vun dem E-Commerce, déi se dëst Joer erakritt huet, ob si déi an e Reservefong dann elo gesat huet dëst Joer a keng weider Schold gemaach huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Gibéryen, just fir Iech ze äntwerten: Mir si gebonnen un déi Engagementer, déi elo geholl gi sinn.

(Hilarité)

Mir hunn Iech haut annoncéiert, wou mer wëlle spueren. Mir hunn Iech selwer jo gesot: 251 Milliounen hu mer gespuert! Dir schwätzt iwwert déi Rentrée vun 300 Milliounen oder 350 Milliounen TVA. Esou vill wéi dat géif erabréngen, hu mir och schonn op eiser Säit och gespuert. Dat heescht, mir hu bei eis ugefaange mat spueren! Mir hu mat der Regierung ugefaangen, éier mir ugefaangen hunn, aner Mesuren ze huelen. Mir hunn eis Hausaufgabe gemaach, an dräi Méint!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Do schwätze mer awer am Budget nach eng Kéier driwwer, ob Dir d'Hausaufgabe gemaach hutt.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dräi Méint!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …14 Deeg.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll och soen, et ass gesot ginn de Moien, et misst een ëmmer op Bréissel kucken,

wann een d'Budgetsplanung mécht. Dës Regierung fänkt un emol mat Décisiounen, déi vun där viregter Regierung net geholl gi sinn an déi eis haut Sue kaschten!

D'Studentebourssen - kommt, mir sinn eis jo nach eng Kéier eens: Ech weess, dass dat net agréabel ass fir d'CSV, mä dat sollt am Ufank eng Spuermesure sinn! Ech versti spueren an engem anere Kontext wéi wann ee seet, et misst 55 Millioune kaschten, an op eng Kéier 178 Millioune ginn! Wann dat d'Spuermesurë si vun der CSV, dass een 123 Millioune méi ausgëtt! Mir gesinn dat aneschters, Här President, spueren. Mir gesinn dat net, andeems een op eng Kéier bal eng Dépense verdräifacht. Dass mer do net an d'Hänn geklappt kréien...

Den Här Spautz huet gesot: „Do si jo verschidde Schüler, déi kréie vläicht manner wéi virdrun." Mä et ass sozial gestaffelt! Mir wëlle gären eng sozial Selektivitéit bei eise Subside maachen. Mir wëllen eng sozial Selektivitéit maachen, wann de Stat Sue gëtt!

Jo, ze laang ass näischt sozial selektiv gemaach ginn an einfach d'Fënster op an d'Suen zur Fënster erausgehäit! A wann ech soen..., ech kéint och nach weiderfueren, wa mer vun de Studentebourssen, Kläranlagen, et cetera, et cetera schwätzen, wou mer dann a Retarde si bei enger ganzer Rëtsch vun Transpositiounen, och vun Direktiven, wou mer hätte missen eppes maachen!

Ech kréien de Virworf och gemaach, ech hätt net genuch iwwert de Stabilitéitsprogramm gesot; an erlaabt mer, dass ech direkt schonn op déi Motioun vum Här Turpel, vum Här Wiseler, vum Här Urbany a vum Här Gibéryen aginn - eng nei Koalitioun, do déi véier -, déi eis gefrot hunn, fir de Semestre européen ze presentéieren.

Also, den Här Gramegna wäert den 23. Abrëll selbstverständlech bei senger Budgetsried och dorop agoen. De 25. Abrëll ass virgesinn, am Conseil de Gouvernement de Pabeier unzehuelen, d'Positioun unzehuelen, an ech géif Iech da proposéieren, dass een déi Woch drop, méindes den 28., an der Cofibu (veuillez lire: an der Commission des Finances et du Budget) dann och doriwwer kann diskutéieren. An dofir géif ech Iech dann och proposéieren, dës Motioun net unzehuelen. Et gëtt näischt aneschters méiglech, och wéinst dem Timing, an dofir géif ech och proposéieren, se dann net unzehuelen.

Hei gëtt och geschwat vun der TVA am Logement. Ech sinn e bëssen iwwerrascht och vum Här Gibéryen, dee jo ëmmer gären d'Bild gëtt vun där Partei vun de klenge Leit. Jo, mir wëllen, fir dass déi Leit sech eng éischt Wunneng kënne leeschten, en déiwen Taux vun 3% halen! Mir wëllen, dass jonk Famillje sech kënnen den déiwen Taux vun 3% halen. Mir hätte gären, dass jonk Leit och sech kënnen un 3% halen.

(Interruption)

Mä all déi Leit, déi fënnef, sechs, zéng, zwanzeg Wunnengen hunn, ech wéilt...

Dat ass vläicht Är nei Clientèle!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An déi Leit, déi sech keng Wunneng kënne leeschten...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass vläicht Är nei Clientèle!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An déi Leit, déi sech keng Wunneng kënne leeschten, déi musse loune goen, déi mussen e Loyer bezuelen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wësst Der, de Präis vun de Wunnengen ass selon l'offre et la demande!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi mussen...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A wann de Stat...

M. le Président.- Wann ech gelift, Här Gibéryen, Dir sidd jo och net ënnerbrach ginn...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A wann de Stat dat mécht, an dat ass..., an Dir wësst jo ganz genau... Ech ka mech erënneren hei iwwert de Logement - ech weess, dass et e schwéiere Sujet ass! -, ech ka mech erënneren als jonken Deputéierten, wéi ech dohanne souz, wéi den Här Juncker eis hei gesot huet: „Ech wäert de Promoteuren d'Liewe schwéier maachen! Ech wäert Dausenden an Dausenden an Dausende vu Bauplazen op de Marché setzen, fir deene Promoteuren do dee Präis futtizemaachen!" Dat war eng Ausso, déi hei gemaach ginn ass. Dat war net esou einfach, well et huet jo net geklappt!

Dowéinst mengen ech, dass et wichteg ass - mir hunn Iech et och gëschter gesot -, dass mer amgaange sinn, déi verschidde Mesuren och ze huelen. Mä et soll net, mir sollen net d'Affekote vun de Promoteure sinn! Mir sinn der Meenung, dass jonk Leit solle kënne bei deenen 3% bleiwen.

A virdrun huet den Här Spautz...

(Interruption)

...och vu Schwaarzaarbecht geschwat. Ech gleewe kaum, dass...

Oh, Madame Hetto, als fréier Ministesch vun de Classes moyennes hätt ech mer e bëssen do awer Iwwerleeunge vun Iech erwaart, andeem Der vläicht wësst, dass net d'TVA d'Schwaarzaarbecht kontrolléiert, mä d'Kontroll, déi ee soll sur place maachen! An et ass bestëmmt net wéinst enger TVA, dass eng Schwaarzaarbecht an d'Luucht oder erofgeet.

Mir hätte gäre Moyenen,...

(Interruptions)

...fir op de Chantieren ze kontrolléieren. Mir hätte gäre Moyenen, esou wéi den Nicolas Schmit dat och gemaach huet, géint den Dumping social, awer et ass bestëmmt net elo d'Argument ze soen: Well d'TVA an d'Luucht geet, geet d'Schwaarzaarbecht an d'Luucht. Dat ass awer wierklech e bësse simplistesch! An ech hat geduecht, vun enger fréierer Ministesch, déi deen...

Une voix.- Oh!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...Ressort awer hat, awer déi Kloerheet ze fannen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat do ass zwar e wéineg einfach als Ausso! Dir musst de Problem och ganz kucken!

(Interruption)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zum Index: Zum Index sinn hei ganz vill Saache gesot ginn. Jo, Här President, dës Regierung ass net d'Regierung, déi mam Kapp duerch d'Mauer wëllt! Dat schéngt dee gréisste Problem ze si vun dëser Regierung, dass mir net mordicus déi sinn!

Wa mer am Programm drastoen hunn, dass mer géifen analyséieren, wéi et mat den Intérêts notionnels wär, an zur Konklusioun kommen elo, well mer et analyséiert hunn, dass dee belsche System vun Intérêts notionnels, dee contestéiert war, net gutt ass, et dann net maachen, da kréie mer dee Reproche gemaach! Ech verstinn: Wann ee mat enger CSV an der Regierung wär, hätt een et misse maachen!

Et steet am Regierungsaccord - da liest en, well virdrun ass jo vu Parteiprogramm geschwat ginn, elo schwätze mer vun engem Regierungsaccord -, mir géifen dat analyséieren a kucken. A wann d'Konklusioun ass, dass et näischt bréngt, déi Intérêts notionnels à la belge, da maache mir se net! Mir mussen net onbedéngt recht behalen, wa mer schwaarz op wäiss gesot kréien, dass mer net recht hunn! Mir si léierfäeg. Verschidde Leit manner.

Ech wëll hei och nach..., ech sinn e bëssen iwwerrascht, well et si Punkten, iwwert déi näischt gesot ginn ass. Ech verstinn, dass verschidde Parteie Schwieregkeeten hunn. D'SRELs-Gesetz hunn ech gëschter déposéiert. Ech hunn d'Gefill, dass verschidde Leit dat hei net matkritt hunn. D'SRELs-Gesetz ass gëschter hei déposéiert ginn!

An et soll kee mer soen: „Ma d'Virregierung hat eng gutt Aarbecht gemaach", well mat deem, wat mer haten, konnte mer net méi vill ufänken! An dowéinst ass et e ganz neien Text, an ech wëll wierklech hei dem Ministère a wierklech all de Leit, déi dru geschafft hunn, e risege Merci soen. Mir hunn et fäerdegbruecht, a kuerzer Zäit deen Text zesummen ze maachen an e gudden Text ze maachen, wou och Kontroll do ass, wou d'Aarbechten, déi de SREL ka maachen, och kloer definéiert sinn.

Mä et schéngt es, wéi wann dat deen een oder deen aneren net matkritt hätt.

Den Avortement, deen ass och vu kengem CSVs-Member abordéiert ginn.

Plusieurs voix.- Dach, dach. Den Här Statsminister..., de fréieren Här Statsminister...

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Oh, ech hunn awer net matkritt, dass e beim Avortement...

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Ech hunn et awer matkritt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...dass e beim Avortement iwwert déi zweet Consultatioun...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den Här Juncker huet Iech scho bei der Regierungserklärung gesot, dass den Här Juncker mat der zweeter Consultatioun ofschafen d'accord wier am Numm vun der CSV.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sot awer, haut de Moien ass näischt gesot ginn, vun engem CSVs-Vertrieder ass haut näischt gesot ginn, well mer och jo gesot hunn, dass mer och den Text déposéiert hunn. Ech si ganz frou, dass dat och gesot ginn ass.

Ech muss Iech awer soen, dass ech, wann ee vu Mariage schwätzt, an ech sinn och ganz... Ech muss Iech soen, ënnert dem Paul-Henri Meyers oder dem Här Roth selwer an elo d'Madame Loschetter, wéi déi Diskussiounen och komm sinn iwwert den Homomariage...

Well ech muss Iech soen, Här President, dass ech déi extremistesch Positiounen, déi homophob Positiounen, ech menge souguer, dass... ech kann emol net vun... ech fanne keng Wierder, fir esou eppes ze beschreiwen, déi d'Vertrieder vun der ADR am Moment hei zu Lëtzebuerg hunn.

A wa jonk Leit sech d'Liewen huelen - wa jonk Leit sech d'Liewen huelen! -, well se net wëssen, wéi se sollen domadder eens ginn, an ech liesen dann an enger Question parlementaire vum Här Kartheiser: Ginn d'Kanner mam Phenomeen wéi der Homosexualitéit oder der Transsexualitéit am Kader vun deem Unterrecht konfrontéiert an, wa jo, vu wéi engem Alter un? Sollen d'Kanner - wéi dat schonn am Ausland geschitt ass - zur Homosexualitéit encouragéiert ginn?

(Brouhaha général)

Här Kartheiser, jo! Mir hätte gär...

(Interruption)

...awer all Mënsch selbstverständlech.

(Interruption)

Ech schécken Iech als Éischten an de Cours, an da kuckt Der. Esou Proposë sinn inakzeptabel!

(Brouhaha)

Här Gibéryen, ech weess net, ob Dir Iech do...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Bettel, et gëtt keng inakzeptabel Froen an engem Parlament, Här Bettel!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess net, an Ärer Fraktioun, wéi Dir Iech do kënnt erëmfannen.

An ech gesinn awer grad an deeneselwechte Proposen zum Beispill,...

(Interruption)

...well d'ADR huet elo eng Publikatioun gemaach virun e puer Deeg, wou se mam Här Cameron iwwerall drop publizéiert ginn - den Här Cameron mam Här Kartheiser oder mam Här Reding, deen Trésorier ass. Déi hunn et d'lescht Woch opgemaach!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Däerf ech dem Här Statsminister eng Fro stellen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi hunn et d'lescht Woch opgemaach, déi hunn déi Saache gemaach...

(Brouhaha)

Mä et schéngt es, wéi wann an Europa déi eng oder déi aner net där Meenung wieren.

Ech wëll just soen, Här President, dass, wann een hei d'Gefill gëtt, dass eng Regierung iergendengem seng Sexualitéit, seng Relioun wëllt encouragéieren, fannen ech dat inakzeptabel! Inakzeptabel! An akzeptéiert, Här Kartheiser, dass ech an Ärer Fro déi Ënnerstellung, déi Der maacht,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, jo!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...wéi wann et fir dës Regierung eng Prioritéit wier, fir d'Kanner esou ze formëieren, fir hir Sexualitéit an déi eng oder déi aner Richtung ze lenken, gleeft mer et, et ass schonn net einfach, et ass schonn net einfach, dowéinster also...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Däerf ech dem Här Statsminister eng Fro stellen? Dir cumuléiert...

M. le Président.- Eng Sekonn, Här Statsminister. Erlaabt Der, dass den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

Plusieurs voix.- Neen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann de Fait personnel.

M. le Président.- Majo, da frot Der deen herno.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, dee froen ech och. A parole après ministre ass och mäi Recht.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma da stellt Är Fro, Här Kartheiser, ech...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An dat eent schléisst dat anert net aus, well eist Reglement gëtt dat hier.

Ech wëll dem Här Statsminister Verschiddenes da soen a froen, vu datt déi zwou Saachen akut sinn.

Éischtens: An engem Parlament huet all Parlamentarier dat Recht, déi Froen ze stellen, déi hie fir richteg fënnt. Et ass net un der Regierung, Här Statsminister, fir eis als Parlamentarier ze soen, wat mir däerfe froen a wéi mir dat däerfe froen. Dat nennt een demokratesche System, an ech bieden Iech, dat ze respektéieren!

Zweetens: Ech hunn Iech gefrot, well et wichteg ass a well et an Ärem Regierungsprogramm steet, wéi Dir déi Éducation sexuelle an de Structures d'accueil an der Éducatioun do wëllt gestalten. Et steet an Ärem Regierungsprogramm. Ech hat dem Här Meisch an der Kommissioun vun der Éducatioun déi Fro gestallt. En huet mer keng kloer Äntwerte ginn, an ech géif gär wëssen, a wéi engem Alter datt dës Regierung wëllt déi Éducation sexuelle bei de Kanner virstellen, well déi Alterskategorie, an där hei geschwat gëtt, dat ass déi vun de Crèchen an déi vun de Spillschoulen.

Am Ausland sinn esou Saache gemaach ginn, an déi Fro ass valabel. A wéi engem Alter wëllt Dir d'Kanner mat esou Saache konfrontéieren? Gitt Der an d'Autoritéit vun den Elteren eran, well u sech sinn et déi, déi dat Recht hunn, hir Kanner sexual ze erzéien? Wat moosst de Stat sech un? A wat soll de Kanner bäibruecht ginn? Dat si gerechtfertegt Froen, an ech bieden Iech, dat ze soen!

An drëttens ass et net egal, wéi een de Kanner schwätzt vun Heterosexualitéit an Homosexualitéit. Et ass net egal. An ech géif gär vun Iech wëssen,...

(Brouhaha)

...an ech géif gär vun Iech wëssen,...

(Brouhaha)

...Här Statsminister, a vun deenen anere Membere vun der Regierung, wéi Dir déi verschidde Forme vu Sexualitéit wëllt an deem Unterrecht vermëttelen. Domadder maachen ech elo an dëser Fro keng Wäertung. Dir hutt mer eng Wäertung ënnerstallt. Ech hunn elo keng gemaach.

A véiertens, Här Statsminister, wat den Här Gibéryen virdrun...

M. le Président.- Dat war méi wéi eng Fro, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen!

M. le Président.- Ech ginn elo dem Här Statsminister d'Geleeënheet, fir dorop...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da maachen ech déi Fro awer fäerdeg...

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift, Här Kartheiser! Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass ech Iech drop opmierksam gemaach hunn, bei Ärer Question parlementaire,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. le Président.- ...dass an Ärer Question parlementaire esou eppes dran ass wéi eng Ënnerstellung, an Dir mir gesot hutt: Ech wëll déi esou stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wëll déi Questioun och esou stellen.

M. le Président.- Ech wëll...

(Brouhaha général)

...Iech also just drop opmierksam maachen, dass Der vum President vun der Chamber gesot kritt hutt, dass dat do no Ënnerstellung richt.

Une voix.- Voilà! Jo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ärer Meenung no, Här President.

M. le Président.- Wéinst der Wourecht wollt ech Iech dat just soen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fein, Merci, Här President. Ech maachen elo mäi Saz fäerdeg an ech soen nach...

(Brouhaha général)

...dem Här Bettel a menger véierter Bemierkung, datt den Här Gibéryen virdrun däitlech gesot huet, datt d'Positioun...

M. le Président.- Rappel à l'ordre!

(Coups de cloche de la présidence)

Här Kartheiser, déi éischte Kéier Rappel à l'ordre. Ech muss Iech soen, dass, wann Der Iech elo net drun haalt, ech méi wäit muss goen. Wann ech gelift, huelt Iech Plaz an de Statsminister huet d'Wuert a soss keen!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech wollt elo op déi verschidden Interventiounen agoen. Den Här Bodry huet eppes gesot, wat, mengen ech, ganz, ganz wichteg ass, wou ech och de Moie bal e Reproche gemaach kritt hunn, mir hätten déi Froe vum Referendum nach net kloer definéiert.

Jo, well mer déi gären am Dialog mat der Chamber ausschaffen. Hei ass net d'Regierung, déi elo seet, dat dote sinn d'Froen, déi elo d'Chamber ze akzeptéieren huet. Mir hätte gären, esou wéi et och gesot ginn ass de Moie vum Här Bodry, dee largeste Konsensus bei dëse Froen.

Mir wëllen net bei dëse Froen d'Leit splécken, d'Land splécken. Mir wëlle bei dëse Froen dat och net wëssen, well mer just gären eng positiv Äntwert hätten. D'Leit sollen de Choix treffen, mä mir wëllen d'Land och net splécken. An ech mengen, dass et och ganz wichteg ass, e grousse Konsensus hei am Haus op deenen dote Saachen ze fannen.

Et ass virdrun och vu Sozialdialog geschwat ginn. Jo, de Sozialdialog ass méi wéi wichteg. A gleeft mer et, hei ass gesot ginn: Jo, et si Bipartiten. Wann ech mech net iren, woren déi lescht Joren „pas de partites du tout". A fir eis wor et ganz, ganz wichteg, egal wéi et elo heescht.

Elo gëtt gesot vun enger Gewerkschaft, mir bräichte schonn eng Tripartite. Eng Tripartite ass selbstverständlech wichteg, wa schwéier Situatiounen do sinn. A Krisesituatioune soll d'Tripartite do sinn. Mir sinn der Meenung, dass am Moment eng Tripartite net muss sinn an dass et mat Bipartiten duergeet. Mä wann d'Demande do ass vun de verschiddene Partneren, da géife mer dat doten och maachen.

D'Fro zum Index. Et ass gefrot ginn: Wat wëllt dann dës Regierung? Mir sinn der Meenung, dass een am Moment… a kuckt, wéi et an Däitschland ass, haut a muer streikt zum Beispill d'Lufthansa. Kommt, mir kucken, wéi mer hei eng Paix sociale zu Lëtzebuerg hunn! Kommt, mir sollen houfreg sinn iwwert déi Paix sociale, déi mer hunn!

Dat gehéiert och zu där Attraktivitéit vun eisem Land, dass een hei zu Lëtzebuerg net muss fäerten, ob de Fliger fiert, ob den Zuch fiert, ob e Betrib zou ass, ob d'Spidol op ass, ob Proffen do sinn. Dat gëtt et zu Lëtzebuerg que très rarement, a mir sollen houfreg sinn iwwert deen Dialogue social, dee leider déi lescht Jore vläicht net stattfonnt huet, an dass deen nees stattfënnt.

Mir stellen awer och fest am Moment, dass d'Inflatioun ganz niddreg ass, ganz niddreg ass. An all Pronostik, also all Prognosen, déi mer de Moment hunn, soen, dass dat och nach eng Zäitche bleift. Dofir si mer der Meenung, dass een elo net soll direkt eng Modulatioun aféieren. Et soll een zesumme mat de Partner, mat de Partenaires sociaux virun der Summervakanz zesummekommen a soen, soulaang se bleift, soll een net moduléieren.

Mä wann eng Kéier d'Inflatioun nees ausrutscht, wann et zu enger Kris kënnt, musse mir als Regierung eis Verantwortung droen, well mer musse selbstverständlech dann och déi Regelen, déi wichteg si fir eis Ekonomie an och d'Garantie vun deem engen a vun deem aneren, kënne weiderféieren. Mä gleeft mer et, probéieren en Dialogue social ze hunn, probéieren ze évitéieren, Saachen ze maachen, déi net néideg sinn, steet an dëser Regierung selbstverständlech groussgeschriwwen, dass een dat mécht.

Ech kréien hei… och den Här Bodry an den Här Spautz sinn drop agaang, iwwer Kierch a Stat. Hei geet et wierklech net drëms, ee géint deen aneren opzehetzen. Hei geet et just ëm de Finanzement, ëm d'Coursen. An do kréien ech gesot: Wéini ass dat da fäerdeg? Ma wa mer net wéilte mat de Leit diskutéieren, gleeft mer et, dann hätt ech haut schonn e Projet dohinnergesat. Ech hätt mat kengem geschwat, mat kengem, weder mat de Culten nach mat den Enseignanten nach mat de Katechetinnen. Ma mir sinn awer net esou!

Ech hunn et virdru gesot, mir sinn net déi Regierung, déi mam Kapp wëllt duerch d'Mauer goen, ouni mat de Leit ze diskutéieren. An dat hëlt dann eben Zäit. A mir mussen dann dat ausschaffen. Ech hunn och vis-à-vis vun de Communautés religieuses gesot, dass ech virun der Vakanz, virun der grousser Vakanz gären iwwer e Projet mat hinnen diskutéieren, dass ech kann Enn des Joers mat enger konkreter Propositioun och kommen. Mä ech maachen et, nodeems ech mat de Leit schwätzen, den Istzoustand kucken a kucken, wéi et dann och weider ka goen.

Den Här Berger hat och dee Sujet abordéiert, jo. An déi zivil Zeremonie, esou wéi Der drop agaange sidd, ass och wichteg. Mir kënnen - an et soll kee mech falsch verstoen, och net den Arméiminister - net eisen Nationalfeierdag résuméieren op eng Militärparad an op e reliéisen Akt. Dat geet net.

Am Joer 2014 muss et méiglech sinn, dass een, deen net fir d'Arméi ass oder deen net un eng Relioun gleeft, awer Nationalfeierdag matfeiere kann a seng Aktivitéit net just ass, de Virowend owes d'Freedefeier an d'Stad kucken ze kommen. E Feierdag ass och eppes aneschters, en Nationalfeierdag. An dofir menge mer, dass déi zivil Zeremonie och ganz, ganz wichteg ass.

D'Madame Loschetter huet och vum Accord salarial geschwat. Jo, den Accord salarial, dat ass ganz…, et kann ee jo och populistesch sinn, andeems ee seet: „Jo, elo gitt Der deenen engen eppes bäi an deenen aneren huelt Der eppes ewech." Mir ginn net deenen engen eppes bäi, well mer wollten eppes bäiginn, mä pacta sunt servanda. Dat gehéiert zu deenen Dispositiounen, déi vun der viregter Regierung décidéiert gi sinn a vun deene mer net kënnen einfach soen: „Mir maachen et net." Mir hunn nogekuckt, ob et do net eng Méiglechkeet géif ginn, fir ze strecken, wéi, wat a wou. Mir krute gesot, dat doten ass en Engagement vun der Regierung.

A stellt Iech emol vir, mir wieren ugesicht ginn, mir hätten onrecht kritt, wéi ee Klima dat tëschent engem Patron a sengen Dausende vu Leit, mat deenen e schafft, och wier.

Dofir, mir sinn zur Konklusioun komm, dass mer et net kënnen. Mä ech muss awer nach eng Kéier drun erënneren, dass am Koalitiounsaccord drasteet, dass déi nächst fënnef Joer näischt bäikënnt. Et sinn Nullronne fir déi nächst fënnef Joer och virgesinn.

Den Här Gibéryen. Ech stelle mer just eng grouss Fro: Här Gibéryen, wat sot Dir de 26. Mee? Well bis de 25. Abrëll ass Är Ried jo elo färdeg, an ech weess just net, wat Der dann no der grousser Vakanz wäert soen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma, datt ech recht hat.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Iwwert d'Gesellschaftspolitik hunn ech scho geschwat.

Den Här Urbany. Ech muss just dem Här Urbany awer soen, dass een och muss realistesch sinn, Här Urbany. Mir kënnen net eng…, op där enger Säit kréie mer gesot, mir wieren eng betribsfrëndlech Regierung, déi net genuch géif op d'Impositioun vun de Betriber pochen.

Ech muss just eppes soen: Wa mer haut kënnen e Sozialstat sinn, deen d'Leit esou ënnerstëtzt, wéi e se ënnerstëtzt, ass et, well d'Betriber hei zu Lëtzebuerg sinn, ass et, well Suen hei produzéiert ginn.

Mir kéinten déi Leeschtungen, de Chômage, den RMG, d'Sozialwunnengen, mir kéinten d'Schoulen net bauen, wa mer keng Betriber zu Lëtzebuerg hätten. An d'Fiskalitéit gehéiert zu deene Punkten, déi selbstverständlech e Betrib och kuckt, ier e sech entscheet, firwat en op déi eng oder op déi aner Plaz geet. A wa mir hei zu Lëtzebuerg weder eng Prévisibilitéit nach eng Montée vun den Dépensen hätten ouni opzepassen, wier dat selbstverständlech ganz, ganz geféierlech och fir eis alleguerten.

Da wëll ech op d'Plans sectoriels net laang agoen. Ech wëll och kengem e Virworf maachen. Ech kann Iech just soen, dass ech ganz frou sinn, dass d'Madame Nagel, den Här Kersch an den Här Bausch déi Planung, déi virdru virgesi war… An ech soen et nach eng Kéier, well hei gëtt gesot, mat 3% wäerten d'Präisser an d'Luucht goen. Ech kann Iech just soen, wa mer 1.000 ha hei an dësem Land aus dem Bebauungsplang geholl hätten, aus dem Perimeter erausgeholl hätten, da wieren d'Präisser net ëm 3% oder 10% a 15% an d'Luucht gaangen. Dat hätt d'Präisser selbstverständlech vill méi héich gedriwwen.

Dann ass vun der Groussregioun geschwat ginn, mir wieren net an d'Kommissioun komm. Ech sinn ëmmer ganz iwwerrascht, wéi elo dat muss sinn, wéi et virdrun net war.

Mir hu kee Problem, fir bei Iech an eng Kommissioun ze kommen, Här Wiseler, fir mat Iech ze schwätzen. Et wier vläicht och eng Kéier interessant, dass mer iwwert de Bilan vun de leschten zéng Joer vun der Groussregioun géifen eng Kéier diskutéieren iwwer CSV-Ministèren, well da brauche mer keng Sitzung, da kënne mer déi direkt…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hat tatsächlech, Här Statsminister, gesot, Dir wäert net op de Sommet gaangen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …da kënne mer, da brauche mer…

Jo, mä ech soen et just, also wësst Der, an dëser Regierung ass et net eng Hierarchie,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien! Genau!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …wien do ass. Wann an dëser Regierung de Premier net ka goen, ass e Vizepremier do, e Minister oder e Statssekretär. Et gëtt net ee Minister, dee besser ass wéi deen aneren an dëser Regierung. Et ass eng Équipe vun 18 Leit. An déi 18 Leit hunn déiselwecht Flichten, déiselwecht Rechter, déiselwecht Aarbecht an déiselwecht Représentativitéit wéi egal wien, deen an dëser Regierung ass.

(Interruption)

Hei gëtt et net e bessere Minister wéi net ee manner gudde Minister.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just dann nach zur Konklusioun soen, Här President, dass ech och feststellen, dass iwwert d'Familljepolitik ganz vill geschwat ginn ass.

Jo, dës Regierung ass der Meenung, dass et wichteg ass, d'Fraen ze ënnerstëtzen, schaffen ze goen. Mir schummen eis net derfir. Mir schummen eis net derfir, well mer der Meenung sinn, dass mer gesinn, wat dat elo fir Problemer ginn. Mir schwätze scho vu Splitting, wa mer iwwert den Divorce schwätzen.

An ech wëll just soen, hei gëtt gesot, dat sinn alles CSV-Projeten. Also e bëssen Éierlechkeet. Virun eelef Joer huet en CSV-Minister et déposéiert. A firwat ass den Text net duerchgaangen? Dat wësse mer alleguerten: Well se an der CSV-Fraktioun net eens waren! Dowéinst brauch een elo net hei ze maachen, wéi wann et e grousse Progrès wier vun där enger oder vun där anerer Saach. Et soll een éierlech sinn, firwat et och esou blockéiert huet.

Jo, dës Regierung steet zu deem Engagement. Wann Dir gären hätt, ech hätt solle méi Zuele presentéieren, ech erënnere just, dass de Jean-Claude Juncker ëmmer gesot huet, an dat wor d'lescht Joer, wou e gesot huet, hie wier 25 Joer laang Budgets- a Finanzminister, dofir géif en ëmmer vill ze vill Zuele soen, dat wier säin Dada.

An där Logik erkläert sech vläicht, dass ech no 14 Joer laang Deputéierten, sechs Joer laang Sozialschäffen an zwee Joer laang Buergermeeschter, do huet een ebe méi mat deem, wat de Bierger direkt concernéiert, wat en interesséiert a wat e virun allem versteet, ze dinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Hei ech froen nach…

(M. Fernand Kartheiser demande la parole.)

M. le Président.- Här Kartheiser, ech wëll Iech just soen, dass mer an der Prozedur si vun engem Rappel à l'ordre. Ech wëll Iech dat just soen. Dir kënnt zum Schluss vun der Sëtzung, wann Der insistéiert, nach e Wuert zu deem soen, wat hei diskutéiert ginn ass, mä op jidde Fall elo net. Mir sinn net an enger Prozedur Parole après ministre. Ech wollt Iech dat just soen. An ech géif elo direkt dem…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, pardon.

M. le Président.- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- De Rappel à l'ordre hutt Der mer ginn, awer Dir hutt mer d'Wuert net zréckgezunn. Am Reglement steet, datt et just e Rappel à l'ordre ass, mä Dir hutt mer d'Wuert net entzunn. Dat heescht, et ass e ganz…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ma selbstverständlech hunn ech...

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass eng extra Prozedur.

M. le Président.- Här Kartheiser, firwat mengt Der, dass ech Iech de Rappel à l'ordre gemaach hunn? Well Der net opgehalen hutt mat schwätzen! An dofir hunn ech Iech gesot: Dir haalt op mat schwätzen! Mir sinn an der Prozedur vum Rappel à l'ordre, wann Der insistéiert, mat Androen an de Procès-verbal, a wann Der weider insistéiert, kritt Der d'Wuert zum Schluss vun der Réunioun. Mä elo am Moment huet…

Här Gibéryen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wat ass dat hei da fir eng Prozedur?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wëll net elo hei een Débat doriwwer féieren. Mä den Artikel 37 (8) seet awer kloer, datt all Deputéierten am Kader vun engem Débat d'Recht huet, fir Parole après ministre ze froen.

M. le Président.- Ausser deem, deen e Rappel à l'ordre kritt huet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat steet néierens heidran.

M. le Président.- Majo hei…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, non.

M. le Président.- Hei si mer an enger Procédure disciplinaire.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen.

M. le Président.- Wann Der…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen.

M. le Président.- Majo selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt?

M. le Président.- Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Loosst den Här Kartheiser schwätzen!

M. le Président.- Neen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerno spille se d'Victimen, déi net d'Recht hunn, fir eppes ze soen. D'Leit solle wëssen, wéi eng Valeure se prônéieren. Bon, ech verstinn, hiert Géft gëtt hei verbreet.

Ech wollt just nach drop agoen, well den Här Wiseler jo ganz vill Froen och iwwert den Transport gestallt huet, dass den Här Bausch, wann Der erlabe géift, Här President, awer och nach op d'Riednerpult géif kommen, fir dass en op déi vill Saachen, déi den Här Wiseler gesot huet, ka reagéieren.

M. le Président.- Jo, Dir sidd jo net an enger Prozedur wéi den Här…

(Hilarité)

An ech mengen, dass et eng fair Propositioun ass, fir zum Schluss vum Débat dem Här Kartheiser d'Wuert ze ginn. Da kann en och Explikatioune ginn zu där Prozedur vum Rappel à l'ordre. Ech fannen dat u sech méi fair wéi elo Parole après ministre. An elo huet en anere Minister d'Wuert: den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll dann d'Thema nach eng Kéier wiesselen, well eng Rei Saachen hei, Froe gestallt gi sinn un den Nohaltegkeetsminister vum Här Wiseler, an och eng Rei Behaaptungen opgestallt gi sinn, op déi ech awer menge missen ze reagéieren.

Ech fänken u mat där ganzer, ech géif bal soen an Zwëschenzäit leideger Fro vum Stadion, der Polemik ronderëm de Stadion. An ech muss soen, ech sinn immens iwwerrascht iwwert dem Här Wiseler seng Ausso - iwwregens huet den Här Mosar jo och mat him zesummen, mengen ech, eng Question parlementaire gemaach zu deem Thema - iwwert dee ganze Komplex vun där sougenannter „Zone verte interurbaine".

Just zur Prezisioun, fir datt jiddwereen och versteet, ëm wat et geet: Dat ass e Begréff, dee gëtt et nach net an eisem Rechtssystem haut. Dat ass e Begréff, dee just den Här Wiseler natierlech ka kennen, well e mäi Virgänger war a well en natierlech och mat an der Prozedur dra war fir d'Ausschaffung vun de Plans sectoriels. Dat ass en neie Begréff, dee wäert geschafe ginn oder soll geschafe ginn, wann dat um Enn vun der Prozedur esou zréckbehale ginn ass, wann d'Plans sectoriels duerch d'Prozedur gelaf sinn.

An ech muss Iech soen, et mécht mer besonnesch Freed, hei emol endlech kënnen dorobber ze reagéieren. An dat mécht mer och méi Freed, dat mëndlech hei ze maache virun Iech, wéi op eng Question parlementaire, well da kann een dat méi prezis maachen.

Wéi ech an de Ministère komm sinn, dunn hunn ech festgestallt, wéi déi ganz Diskussioun mam Stadion ugaangen ass, datt um Ban de Gasperich op der Cloche d'Or, iwwregens och schonn iwwer e Gesetz, wat den Här Wiseler hei duerch d'Parlament goe gelooss huet, e Boulevard virgesi war, nämlech de Boulevard de Kockelscheier. Dee Boulevard de Kockelscheier geet iwwert d'Autobunn hannert der Cloche d'Or bis op déi aner Säit, mécht e Schlenker a soll (veuillez lire: münt) do op en

neie Rond-point, deen nach sollt gebaut ginn, am Kader vun deem Gesetz, wat d'Chamber scho gestëmmt huet.

An do dertëschent, tëschent där Strooss, tëschent deem Boulevard an der Autobunn, do war virgesinn am Plan sectoriel «Transports», datt e Park & Ride soll gebaut ginn. Du war ech emol schonn net schlecht erstaunt, datt d'Regierung op engem Terrain e Park & Ride virgesinn hat, déi viregt, wou den Terrain hir net gehéiert huet a wou glécklecherweis d'Stad Lëtzebuerg den Terrain dann elo emol endlech kaaft huet. Dat war emol dat Éischt.

Mä nach méi war ech awer iwwerrascht, wéi ech gesinn hunn, datt e Boulevard geplangt war am Plan sectoriel «Transports» mat engem Park & Ride vun där Capacitéit an der Zone verte interurbaine. Dat heescht, datt e Widdersproch bestanen huet tëschent dem Plan sectoriel «Paysage» engersäits an dem Plan sectoriel «Transports». An ech wëll Iech soen, Här Wiseler, dat ass net deen eenzege Widdersproch, dee mer an deene leschten dräi Méint aus deene Plans sectoriels erausgeholl hunn!

An ech géif Iech wierklech opfuerderen, opzepassen an deenen nächste Méint, wéi Der mat deem Thema ëmgitt. Ech kucken net gär an d'Vergaangenheet, well ech kucke gär an d'Zukunft. An ech wollt déi Plans sectoriels hei presentéieren an engem konstruktive Geescht. Sollt dat awer esou weidergoen, da wäert ech mer erlaben, alleguerten déi Widdersprëch, déi mer erausgehäit hunn, déi ganz dramatesch Konsequenzen zum Deel haten, da wäert ech mer erlaben, déi alleguerten hei opzezielen. Da kann emol d'Land gesinn, wat déi viregt Regierung amgaang war ze bastelen am Kader vun de Plans sectoriels!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Den zweete Punkt ass, déi Plaz, déi do ass, ech hunn natierlech du gesot, datt dat jo absurd ass, fir eng Zone verte interurbaine ze definéieren op enger Plaz, wou e Boulevard virgesinn ass, e Park & Ride an iwwregens de Centre de remisage. Zwar war den Tram jo eréischt virgesinn dohinner no 2020, war awer och do virgesinn. Dat heescht, alles dat war do virgesinn.

Do hunn ech natierlech gesot, jo, dat ass jo awer total evident, datt do, wou dat souwisou virgesi war, datt mer do net eng Zone verte interurbaine maachen. Ech hunn natierlech entre-temps dee betreffende Plan sectoriel deementspriechend korrigéiere gelooss. Ech hunn dat am Fong geholl gemaach, wat Dir, Här Wiseler, hätt misse maachen als mäi Virgänger, wann Dir Är Pläng uerdentlech gekuckt hätt!

An duerfir fannen ech et eben, wéi gesot, net gutt, datt op deem do Thema polemiséiert gëtt. Well dat hei ass wierklech Polemik, déi gemaach gëtt. Am Endeffekt hätt ech vill léiwer, ech géif emol vun der CSV endlech gewuer ginn, ob si et net wierklech eng gutt Iddi fannen, datt déi nei Regierung versicht, dat, wat souwisou virgesi war do op där Plaz, ze kombinéiere mat deem Stadion, nämlech well en do vill besser ugebonnen ass un den ëffentlechen Transport, de Park & Ride derbäi ass, wat einfach vill méi Sënn mécht.

A well et der Stad Lëtzebuerg erlaabt, an da kommen ech zum Logement, e risegt Gebitt fräi ze maachen, wou mer mat Sécherheet kënnen e gréissere Plan logement d'envergure schafen, matzen an der Stad, do, wou en higehéiert, wou mer kënnen Honnerte Logementer schafen! Ob dat net besser ass, wéi déi Léisungen, déi virdrun zréckbehale gi waren. Ech mengen, dat op alle Fall dach. An dës Regierung ass dovunner fest iwwerzeegt an dofir ass se och houfreg driwwer, datt se zesumme mat der Stad Lëtzebuerg dat do hikritt huet.

An iwwregens huet entre-temps d'Stad Lëtzebuerg och déi Terrainen dernieft kaaft, déi mer brauche fir de Centre de remisage. Dofir soen ech hinnen och Merci. Well dat erlaabt eis, dee Projet do relativ séier ëmzesetzen.

An da kommen ech...

M. le Président.- Erlaabt Der eng Fro?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hien huet jo eng Fro gestallt, da kritt en och direkt eng Äntwert dorobber. Dir hutt gefrot: Wat ass der CSV hir Positioun dozou, zum Stadion dohinner?

Mir hunn ëmmer kloer an däitlech gesot, datt mir kee Problem hunn, de Stadion dohinner ze maachen. Mä just, mir musse sécher sinn, datt et och klappt. Mir musse sécher sinn, datt et klappt mam Raum, datt et grouss genuch ass tëschent deenen zwou Stroossen. A mir mussen haaptsächlech sécher sinn, datt déi ganz Prozeduren, déi ugefaange sinn, och engem d'Méiglechkeet ginn, an enger Zäit ze endegen, wou et sënnvoll ass, esou ee Stadion ze bauen, well mer d'Urgence dovunner kennen.

Dat hu mer vun Ufank u gesot. Bei där Positioun bleiwe mer och. Mir hunn et just komesch fonnt, datt mer zwee Deeg virdrun hei an der Chamber e Gesetzestext gestëmmt hunn, wou de Contraire gesot ginn ass.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, neen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wou de Contraire gesot ginn ass hei op der Chambertribün, wëll ech Iech just soen. Ech hunn net gesot, „geschriwwen". Ech hu gesot, „gesot ginn ass". Dir braucht nëmmen nozekucken, wat de Sportsminister eis erkläert huet iwwert de Stadion. Mä dat ass elo ofgeschloss, vu mir aus; duerno kënnt Dir dorop äntwerten.

Ech wëll nach zwou Saache soen iwwert déi Zone verte interurbaine. Den Här Bausch seet hei ganz léif, datt mer do Stroosse geplangt hätten an och an de Plan sectoriel «Transports» ageschriwwen hätten, wou d'Terrainen nach net dem Stat...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Och de Park & Ride!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...wou d'Terrainen nach net dem Stat gehéiert hätten, weder der Stad nach dem Stat. Mä justement ginn d'Plans sectoriels jo zu engem groussen Deel gemaach, fir Previsiounen anzeschreiwen. An eng ganz Rei vun deene Stroosseprojeten, eng ganz Rei vun deenen Zuchprojeten, déi an de Plans sectoriels stinn, do gehéiert den Terrain net dem Stat. Mä de Plan sectoriel ass jo précisement gemaach, fir déi Terrainen ze blockéieren.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A fir datt Dir...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, mir si jo elo hei an engem Dialog. Här Wiseler, ech wëll Iech just soen, de Boulevard Kockelscheier steet net am Plan sectoriel «Transports» aus engem ganz gudde Grond, well e scho längstens vun der Chamber gestëmmt ass. An am Plan sectoriel steet, dat wësst Der jo, näischt dran, wat souwisou schonn décidéiert ass. Duerfir ass dat net richteg, wat Der sot. Dir hutt déi Strooss décidéiert a geplangt bis dohinner an Dir hat d'Terrainen nach net. Mä dat ass och net relevant. Dat ass och net relevant!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat geschitt awer bei Honnerte Projeten.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Bei Honnerte Projete geschitt dat awer.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll Iech just soen, datt bei Honnerte Projete kann awer net geschéien, datt dat eent am Widdersproch steet zu deem aneren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä Dir hutt meng Fro nach net beäntwert. Meng Fro, dat war déi, ob dat, wat projetéiert ass, de Stadion op där enger Säit - dat ass eng einfach Fro -, de Stadion op där enger Säit, de Park & Ride op där anerer Säit mat där Zuel Autoen, déi do geet, plus a sech de Remisage vum Tram, ob dat op den Terrain geet oder net. Dat ass eng einfach Fro, wou ech gär eng Äntwert hätt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Do wollt ech nach zum Schluss drop kommen. Et ass einfach, d'Äntwert ass ganz einfach: Jo. Mir hunn natierlech dat genau gekuckt. A mir hunn natierlech déi Surface, déi mer brauchen. A wat jo elo ebe wichteg ass, mir hu souguer schonn d'Terrainen, well d'Stad Lëtzebuerg d'Terrainen alleguerte kaaft huet. An deen Deel lénks, deen hat de Stat, e klengt Stéck kaaft. Mir hunn all déi Terrainen, déi mer brauchen.

Dat Eenzegt, wat eis nach feelt, dat ass fir de Boulevard selwer, dee geplangt war vun Iech, do feelen nach e puer Emprisen an déi Richtung, well d'Strooss ganz liicht verréckelt gëtt ëm 25 Meter par rapport zum urspréngleche Projet. Do feelen eis nach e puer Emprisen, mä do hu mer awer scho Gespréicher am Lafen, déi...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann et esou ass, tant mieux! Ech si just gespaant, d'Pläng ze gesinn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo. Ech hoffen, Här President, datt mer elo ee fir alle Mol déi Fro do gekläert hunn.

Da kommen ech zu der Fro vum Tram. Ech wollt Iech soen, de Projet, wéi en elo vun der Regierung ugeduecht ass, datt dat meng Meenung ass, dat ass guer näischt Neits. An dat weess den Här Wiseler och. Dat war meng Meenung scho mat enger anerer Kap, op enger anerer Plaz, wou ech jo och mat um Dësch souz, fir driwwer ze diskutéieren. Ech hunn ëmmer gesot, et ass e Feeler, datt dee Projet net d'office geplangt gëtt vun der Cloche d'Or bis op de Findel.

A firwat hunn ech dat gesot? Majo, aus engem ganz einfache Grond, well dat am Bezierk Zentrum déi gréissten Entwécklungsgebidder sinn, wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt, déi mer iwwerhaapt am Zentrum hunn, ech géif souguer soen, am Land hunn! Wann Der kuckt, wat alles am Ban de Gasperich, och déi aner Säit Houwald, also Hesper Gemeng, Aktivitéitszon, respektiv op där anerer Säit Findel ronderëm de Logistikzenter, vun Aarbechtsplazen entsteet, dann ass dat eng Evidenz, datt, wa mer net wëllen, éischtens, am Verkéier ënnergoen, an zweetens, wa mer déi Entwécklungsgebidder do uerdentlech wëlle matenee verknäppen, da musse mer deen Tracé esou maachen. Dat war ëmmer meng Meenung.

Duerfir ass et och keng Iwwerraschung, datt, wéi déi nei Regierung komm ass - an ech war och frou, datt mer an där Regierung eis alleguerten domadder total eens waren -, de Projet deementspriechend korrigéiert gouf, an datt mer gesot hunn, neen, mir hätte gär, datt deen Tracé d'office geet Cloche d'Or bis op de Findel. Soit, datt en a Phase gebaut gëtt. Mir kënne jo net... mir musse jo iergendwou ufänke mat bauen. Dat ass net de Punkt. Mä datt dat soll geschéien.

An elo zu Ärer Fro mat de Gespréicher respektiv d'Stad Lëtzebuerg, net d'Stad Lëtzebuerg. Mä et ass jo awer eng Evidenz, eng Évidence même, datt d'Stad Lëtzebuerg just deen Drëttel bezilt vun deem Tracé vum Tram, wou en och op hirem Territoire fiert. D'Stad Lëtzebuerg ka jo awer net... Mir kënnen net d'Stad Lëtzebuerg mat bezuelen doen, wann et op de Findel geet oder op den Territoire vun enger anerer Gemeng geet. Dat ass evident.

Elo sot Der mer, hutt Der scho mat de Gemengen Hesper an Nidderaanwen geschwat. Neen, hunn ech nach net gemaach. Mä ech soen Iech souwisou, mir mussen deen Tracé do realiséieren. An dat ass eben der Regierung hir Meenung, emol onofhängeg vun der Bereetschaft vun anere Gemengen, mat ze finanzéieren. Well et ass e wichtege Bestanddeel an deem Gesamtverkéierskonzept, mat deene Plates-formes multimodales, mat dem Zuchausbau an esou weider, mat de Park & Ride, mat de Stroossen, ech kommen nach dorobber ze schwätzen, déi solle gebaut ginn, och nach an Zukunft, fir datt dat Ganzt iwwerhaapt fonctionnéiert. An dat ass eng wichteg Korrektur, déi dës Regierung virgeholl huet. An dozou sti mer. An Dir wäert gesinn, mir wäerten dat och hikréien.

Ech hu vum Dezember u bis elo intensiv mat menge Leit un deene Projete geschafft. Dat huet och dann dozou gefouert, an da kommen ech zum Stroossebau, datt zum Beispill mir - an dat beäntwert och d'Froe vläicht vun aneren heibannen, déi ëmmer mengen, mir géifen elo keng eng Strooss méi bauen -, éischtens emol sinn der nach e puer am Bau, mä et huet awer dozou gefouert, datt zum Beispill déi Nouvelle N3, déi a Richtung Hesper soll gebaut ginn, datt den nërdlechen Deel, deen am Plan sectoriel «Transports» an der Phas 2 virgesi war, dat heescht no 2020 - no 2020! -, datt mer déi virgezunn hunn, an datt d'Ponts & Chaussées relativ séier weiderkomm ass, an datt mer mat relativ grousser Vitesse wäerte kënnen déi nei Strooss bauen an deenen nächste Joren, bis op den Houwald erop a bis an d'Rue des Scillas.

Une voix.- Dat kënne mer nëmmen ënnerstëtzen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, ech soe Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Da wëll ech just soen zu den anere Stroossebauten. Éischtens ass et jo net ganz fair, datt Der sot hei oder maacht hei, wéi wann ech nach ni ugekënnegt hätt oder ni gesot hätt, wat fir eng Stroossebauprojeten dës Regierung wéilt realiséieren. Ech war nämlech an der Kommissioun. Dir waart zwar, mengen ech, do net do an der Kommissioun.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech si jo net Member vun där Kommissioun.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir sidd net Member an där Kommissioun, mä Är Fraktiounskolleegen, déi do waren, déi wëssen dat awer pertinemment. An duerfir, déi Froe gi jo de Moment gebetsmillenaarteg ëmmer erëm an der Press verbreet. Ech hunn an der Kommissioun all d'Projeten, déi mer wëlle bauen, gesot. An déi, déi Dir opgezielt hutt, déi gehéieren dozou: de Boulevard de Merl, de Boulevard de Cessange.

Firwat sollt ech op eemol als Nohaltegkeetsminister e Stroossebauprojet eraushuelen, deen ech hei selwer als Deputéierte matgestëmmt hunn? Well ech hunn dee matgestëmmt. Meng ganz Fraktioun huet déi mat hei gestëmmt an der Zäit. Kënnt Der mer dat soen? Ech weess et net.

An dann och déi aner Projeten, déi dra sinn, déi Sënn maachen, d'Transversale vu Klierf, d'Voie de délestage vun Iechternach, den Échangeur Accès Fridhaff, déi ginn natierlech gebaut.

Ech wëll awer just emol och eppes hei rappeléieren, well dat mer ufänkt immens op d'Nerven ze goen an der ëffentlecher Diskussioun. Hei gëtt et jo duergestallt, wéi wann déi nei Regierung alles géif verschieben, op déi laang Bänk schieben an alles eréischt géif, ech weess net wéini, wéilt realiséieren am Stroossebau. Da wëll ech Iech emol soen, wat da bei där aler Regierung am Plan sectoriel «Transports» fir e Phasage war bei deenen eenzelne Stroossbauprojeten, déi hei opgezielt gi sinn.

De Contournement Hesper Süd war virgesinn an der Phas 2, dat heescht no 2020. Jo, elo ka jo awer kee vu mir verlaangen, wann déi fréier Regierung et eréischt no 2020 virgesinn hat, datt ech an dräi Méint schonn d'Pläng, alles fäerdeg doleien hätt, déi net a mengem Tirang louchen! Dat ass reng onméiglech! D'Sécurisatioun vun der B7: no 2020. De Contournement vun Housen: no 2020. De Contournement vun Ettelbréck: no 2020.

Dat heescht, alles Projeten, déi eréischt a fënnef, sechs Joer sollten ugefaange ginn. An da verlaangt Der vu mir, datt ech an dräi Méint soll Iech elo hei d'Pläng virleeën, wann Dir d'Aarbecht virdrun net gemaach hutt a selwer der Meenung waart, datt se eréischt sollen no 2020 diskutéiert ginn!

(Interruption)

An da kommen ech bei anerer. De Contournement vun Heiderscheid: no 2030, a 15 Joer! De Contournement vun Dippech: no 2030. Do ass a mengem Tirang emol keng Fatz Pabeier gewiescht vu fäerdege Pläng!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Vun deenen hunn ech net geschwat, Här Bausch, wëll ech just soen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- De Contournement vun Ëlwen: no 2030. Jo, mä ech wëll dat awer eng Kéier hei emol opzielen, fir datt et ee fir alle Mol kloer ass...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech stelle just fest, datt de Statsminister vu kengem geschwat huet. Dofir hunn ech d'Fro gestallt: Wéi ass et dann elo domadder?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä ech wëll Iech just soen, dat Eenzegt, wat dat Kuerzfristegt ubelaangt, wou eis Prioritéit ass am Stroossebau, ass ganz kloer: Éischtens, déi Boulevarden, déi opgezielt gi sinn, gi gebaut wéi virgesinn, well se si wichteg, sinn eleng scho wichteg och fir déi néideg Capacitéit ze schafe fir den ëffentlechen Transport op aneren Tracéën. An natierlech well et och zum Deel Erschléissungsstroosse si fir nei Quartieren, zum Beispill an der Stad oder an anere Gemengen.

Dat Zweet ass, den Autobunnsausbau vun der franséischer Grenz op d'belsch Grenz. Wat mer maache wäerten, dat ass, vu Beetebuerg bis op d'Helfenter Bréck gëtt d'Autobunn op sechs Spuren ausgebaut. Den Échangeur Helfenter Bréck ass e Sécherheetsproblem, dee gëtt ëmgebaut. Wat mer awer gestrach hunn, wat am PST (veuillez lire: Plan sectoriel «Transports») drastoung, dat ass vun der Helfenter Bréck op Sterpenich, well mer der Meenung sinn, datt dat am Moment wierklech net prioritär ass, an déi Suen investéiere mer léiwer dann an den ëffentlechen Transport.

Mir hunn e grousse Capacitéitsproblem tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg an Helfenter Bréck. An an déi aner Richtung ass de Problem... Virun allem léist en eis och guer kee Problem. Mir hu virun allem op där Streck Beetebuerg/Lëtzebuerg e Sécherheetsproblem. A mir hunn e Problem mam Multimodal, iwwert deen ech och nach wäert e Wuert verléieren.

Da kommen ech zum Contournement vu Bascharage. Also ech muss Iech jo soen, ech hunn en éischten Interview ginn, direkt kuerz nodeems ech vereedegt war, datt ech der Meenung wär, wann déi Aktivitéitszon do zu Käerjeng kënnt plus déi Tanken, déi solle gebaut

ginn, da wär ech der Meenung, da bräicht déi Uertschaft e Contournement. Mä ech muss lech awer soen, dat, wat ech virfonnt hu vun Iddie fir de Contournement, war éischtens emol extrem komplizéiert duerch d'Natura 2000, mat Prozeduren, wou ech véier, fënnef, sechs Joer fort sinn. Dat misst Dir och wëssen.

Dir wësst jo och, datt deen dote Contournement, souguer wa mer dee wëlle maachen, extrem komplizéiert ass, an datt mer wahrscheinlech dauernd Asprech kréien. An da sinn ech an enger Situatioun, datt ech an engem juristesche Krich sinn tëschent zwou Gemengen, wou d'Nopeschgemeng, aus hiren Iwwerleeungen eraus, alles wäert maachen, fir awer all Faille auszenotzen, juristesch, déi se hei huet - an där huet se der relativ vill, soen ech Iech -, fir derfir ze suergen, datt dee Contournement soubal nach net wäert gebaut ginn. Mir awer dann elo hei... mech dann hei ze froen: Wéini baut Der de Contournement Bascharage? Bei där Variant! Also ech muss Iech soen, ech hunn e bësse Méi gehat, fir nach roueg um Stull sëtzen ze bleiwen.

Ech wëll Iech awer soen, datt ech entre-temps och do net faul war, mä datt ech versicht hunn, mat deenen zwou Gemengen ze schwätzen, datt mer amgaange sinn ze kucken, ob et net nach aner Variante gëtt, fir ze kucken aus deem Dilemma do erauszekommen.

Duerfir, ech kann Iech just ee gudde Rot ginn, als CSV generell...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Gitt mer en!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech loosse mer gär eppes soen, ech sinn eréischt dräi Méint an der Regierung, ech hu manner Erfahrung an der Regierung an ech loosse mer gär eppes soe vu Leit, déi an der Regierung waren, wéi ee soll regéieren. Ech sinn do ganz lernfäeg an ech hunn och en oppent Ouer.

Mä ech soen Iech awer, ech kann Iech och en Tuyau ginn, well ech war laang an der Oppositioun. Oppositioun besteet net doran, sech permanent als schlechte Verléierer ze gesinn. Ech mengen, dat ass dee Rot, deen ech Iech wëll ginn. A wann Der dee géift eescht huelen, mengen ech, da kéimen och vill Froen, déi Der haut gestallt hutt, hätten déi net dierfen opkommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Sportsminister huet d'Wuert nach gefrot. Här Urbany, ech hunn Iech net vergiess. Dir hutt souwisou nach Riedezäit am Rahme vun Ärer Motioun.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Här President, ech wollt just kuerz drop agoen, awer net ze laang, well ech d'Remarque gemaach krut vum Här Wiseler, datt ech jo zum Stadion eng Ausso gemaach hat am Kader vum 10. Fënnefjoresplang. Ech ginn net drop an, éischtens, well ech engersäits schrëftlech an enger Question parlementaire vum Här Mosar ganz kloer drop geäntwert hunn. An zweetens, well ech och schonn d'urgence an enger Kommissioun, déi zesummegeruff gi war, do war, fir Explikatiounen ze ginn. Explikatiounen, wou eigentlech just de Sënn vun där Commission d'urgence war, de Sportsminister als Ligener dohinnerzestellen. Ech hunn et an där Kommissioun ganz kloer bewisen, an dat Pièces à l'appui, mat Aussoen, mat Datumen, datt dat net de Fall war. An ech wollt och, datt dat zréckbehale gëtt, wat iwwregens och am Rapport steet.

Ech si frou ze héieren, an ech schléissen domat déi Saach of, well ech kee sinn, deen nodroend ass an deene Saachen, datt ech héieren hu vun der CSV, datt och si hannert dem Projet vum Stadion op där neier Plaz stinn. An ech mengen, Dir hutt gëschter d'Aussoe vum Statsminister héieren, datt mer een Avant-projet, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, bis Enn des Joers wäerte presentéieren.

D'Aarbechte lafe gutt un. An ech hoffen, datt mer endlech aus der Polemik géint dëse Stadion erauskommen, an datt mer zesummen als Chamber an als ganz Regierung dëse Projet och virundreiwen. An ech mengen, dann erreeche mer alleguerten dat, wat jo jiddwereen heibannen awer wëllt, wéi ech ëmmer erëm héieren, endlech der FLF en neie Stadion ze ginn.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Sportsminister.

Mir wieren domat um Enn vun der Diskussioun ukomm. Den Här Urbany huet d'Wuert nach gefrot. Hien ass och Auteur vun där Motioun. Ech géif him selbstverständlech d'Wuert ginn. Här Urbany, wann ech gelift.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wollt awer elo, Här President, net zu där Motioun do eng Fro stellen oder intervenéieren. Mä ech wollt eigentlech Parole après ministre nach eng Kéier huelen, fir op zwou Saachen ze reagéieren, déi den Här Bettel jo virdru virbruecht huet. Dat eent ass dat mat der Betribsbesteierung.

Also ech si wuel ganz realistesch an dofir weess ech, dass d'Betriber zu Lëtzebuerg notoresch ënnerbesteiert sinn. An dass dat e Riseproblem ass, an dass 80% vun de Betriber iwwerhaapt keng Steiere bezuelen! Ech weess och, dass d'Kapitalsteieren immens niddreg zu Lëtzebuerg sinn, dass de Räichtum net richteg erfaasst gëtt. A wann ech gläichzäiteg héieren, dass soll am Sozialstat gekierzt gi bei deene verschiddene Prestatiounen, ech ziele se net nach eng Kéier op; wann ech héieren, dass d'TVA soll elo erhéicht ginn, dat heescht bei de Ménagë soll geholl ginn; wann ech och héieren, dass beim Index soll eppes geschéien, dann hunn ech awer do meng grouss Bedenken.

An da mengen ech weiderhin, dass de Problem vun der Betribsbesteierung a vun der Besteierung vum Räichtum zu Lëtzebuerg e wichtege Problem bleift, deen iwwregens och a gewësse Wahlprogrammer Agank fonnt huet, déi sech net erëmfannen am Koalitiounsprogramm a bis elo och net an deem, wat d'Regierung erklärt huet.

Meng Fro, déi ech awer nach eng Kéier wollt stellen un de Premierminister, ass ganz prezis. Ech hu seng Ried nach eng Kéier genau nogelies, wat en iwwert den Index gesot huet. An ech hätt gär eng prezis Äntwert, wann et méiglech ass, dorobber, wat dat heescht, wa gesot gëtt, dass hien oder d'Regierung e globalen Accord virum Summer sicht, fir de Betriber an de Beschäftegten Planungssécherheet ze ginn. An dass, wann et net zu deem Accord kënnt, en da wëllt iwwer Gesetz verfueren.

Also och do, ech sinn natierlech net géint de Sozialdialog, dee muss och mat de Gewerkschafte gefouert ginn, mä grad op deem dote Punkt weess ech awer guer net, ob d'Gewerkschaften interesséiert sinn ze diskutéieren oder zu engem Ofschloss ze kommen. An do ass et awer, mengen ech, legitim, och an dëser Chamber kënnen d'Fro ze stellen: Wat ass gemengt domadder? Op wat wëllt d'Regierung eraus an deenen Diskussioune mat de Gewerkschaften?

M. le Président.- Wëllt den Här Statsminister dorop reagéieren?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ganz kuerz. Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Urbany soen, dass mer mat de Gewerkschaften en Accord sichen. Dir sot, si wieren net interesséiert. Wa mer mat hinnen net driwwer diskutéiert hunn, kënne mer net wëssen, ob se interesséiert sinn oder net.

Fir eis geet et drëms, Mesuren ze maachen, den Dialog nees unzefänken. Dat doten ass eng vun deene Mesuren. Dir wësst jo, wat am Koalitiounsaccord drasteet. Mir sinn der Meenung, et sollt een elo emol diskutéieren, kucken, wéi eng Pisten et gëtt. Et muss een elo net légiféréieren, wann de Besoin net do ass, an et soll ee keng Dier zoumaachen. Dat ass dat, wat dës Regierung wëllt maachen.

Erlaabt mer just, Här President, och nach am Numm vun der Regierung de Gebärdendolmetscher Merci ze soen an der Traduktioun. An ech soen et nach eng Kéier: Et ass fir d'Éischt wou d'Chamber de ganzen Débat a Gebärdesprooch an och iwwersat huet. Ech fannen dat e flott Zeeche vun Ouverture, déi Äre Chambersbureau och décidéiert huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci villmools. Ech mengen, et war effektiv eng ganz gutt Décisioun a fir déi Leit, déi eis gehollef hunn, sécher keng einfach Aufgab. Ech géif dann zur Motioun iwwergoen. Net vergiess, dass nach een Deputéierten zum Schluss vun der Sëtzung d'Wuert kritt.

Zu der Motioun, wëllt do nach ee Positioun bezéien? Den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, Merci fir d'Wuert. Merci och fir d'Dolmetscher. Ech wëll mech gären deem Merci uschléissen. Ech wëll just drop hiweisen, datt mer och solle wierklech eng Kéier haart driwwer nodenken, fir eng franséisch Iwwersetzung ze maachen, well dat betrëfft och vill Leit. Mä do komme mer eng Kéier drop zréck.

M. le Président.- Zur Motioun.

Motion 1

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Zu der Motioun: Wann ech dat richteg verstanen hunn, proposéiert de Statsminister, datt de Finanzminister géif den 23. zu dem Stabilitéitspakt an zu den Donnéeën, déi op Bréissel ginn, Stellung huelen. An de 25. géif de Regierungsrot eng Décisioun huelen an den 28. wier dann den nämlechte Minister bereet, an d'Kommissioun ze kommen, fir dat nach eng Kéier méi am Detail oder anescht ze erklären.

Ech verstinn net, firwat datt de Minister..., de Finanzminister net kann an der Chamber den 23., well Zäit hu mer, wierklech erklären, och Pièces à l'appui, wat d'Regierung do wëllt proposéieren.

Well nom 28., Dir wësst dat och, dat ass eng net ëffentlech Diskussioun - et ass e groussen Ënnerscheed, ob een eng Diskussioun ëffentlech féiert. An an esou enger wichteger Saach wier et awer wichteg, wann ee kéint eng ëffentlech Diskussioun féieren.

Wann dat eenzegt Hindernis dat wier, datt de Regierungsrot nach net seng Décisioun formal geholl huet, dann, mengen ech, géift Der sécherlech do och eng Léisung fannen, aus Rücksicht dorobber, datt e Parlament wierklech kann eng ëffentlech Diskussioun doriwwer féieren, soit den 23. oder de 24., esou wéi den Ordre du jour dat géif zäitlech erlaben.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Reaktiounen dorop?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt. Ganz kuerz.

M. le Président.- Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech hunn erkläert, firwat. Ech bleiwe bei där Meenung. Et sinn elo Deeg, déi op eis duerkommen, wou ganz vill Leit net do sinn. Hei zielt all Dag. Ech géif wierklech... Mir hunn am Regierungsrot de 25. net virgesinn. Den Här Gramegna kënnt och den 28. an d'Kommissioun an der COFIBU. Duerno steet souwéisou d'Press do. Dat heescht, da ka jiddweree scho säi Statement maachen.

M. le Président.- Keng weider Stellungnahm dozou? Ech mengen, et ass eng kloer Haltung vun der Regierung. Domat géif ech dann de Vote lancéieren.

Vote sur la motion 1

Déi, déi fir d'Motioun sinn, stëmme mat Jo. De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. Huet jiddwereen ofgestëmmt? Fin du vote.

Et hu 54 Deputéierte par procuration oder direkt um Vote deelgeholl. Jo: 22 Stëmmen; Neen: 32 Stëmmen. Domat ass d'Motioun verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Diane Adehm), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Virum Enn vun der Sëtzung géif ech dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert ginn zu deem Intermezzo, dee mer virdrun haten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech villmools Merci. Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Häre, vläicht e puer Punkten dozou. Ech hat dat Gefill an der Diskussioun, déi mer virdrun haten, datt menger Partei oder mir perséinlech eng gewëssen Homophobie ënnerstallt gi wär. Dofir wëll ech dozou emol eng kloer Stellung huelen.

Dir fannt an eise Positiounen als ADR näischt, wat an iergendenger Hisiicht als homophob kéint interpretéiert ginn. An ech wiere mech grondsätzlech géint d'Impressioun, datt eng Oppositioun géint e Bestietnis tëschent gläichgeschlechtleche Partner gläich wär wéi eng homophob Astellung. Et gëtt do ganz grondleeënd Ënnerscheeder. Et ass wichteg, fir festzestellen, datt kee Mënsch...

Ech wonnere mech och, Här President, datt den Här Statsminister, dee mech op deem Punkt interpelléiert huet, anscheinend wëlles huet, elo de Sall ze verloossen. Wann ech keen Diskussiouns...

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Kartheiser, Dir hutt eng Fro gestallt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech kommen dorop.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir schwätzt vum Phenomeen vun der Homosexualitéit.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass kee Phenomeen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'Heterosexualitéit ass och e Phenomeen. Also do ass... Dir liest do Saachen eran, déi net dostinn. Jo, si ass phenomenal flott, jo.

Ech wëll also probéieren, dem Här Statsminister eppes ze erklären an eng Äntwert op eng Fro ze ginn. An ech wär dofir frou, wann den Här Statsminister géif bei eis bleiwen, bis en déi Äntwert dann héieren huet.

(Interruption)

Ma neen, ech ginn Iech eng Äntwert op eng Fro, déi Dir mir gestallt hutt, Här Statsminister.

Also, et gëtt e grondsätzlechen Ënnerscheed tëschent enger Positioun, tëschent dem homosexuelle Bestietnis an enger homophober Astellung.

Den Här Gibéryen huet de Moien erkläert, oder de Mëtten, datt déi Ursaachen, déi eis als Partei dozou bréngen, fir eis géint en homosexuellt Bestietnis auszespriechen, den Interessi vun de Kanner ass. Wou mer soen, d'Kanner hunn e Recht, an et huet kee Recht op e Kand. An Dir wësst, datt déi Leit, déi sech fir en homosexuellt Bestietnis asetzen, och der Meenung sinn, datt herno duerch PMA oder duerch Leihmutterschaft déi Koppelen en Usproch op Kanner kënne kréien.

Dat ass net eis Positioun. Mir denken, datt dat Bescht ass fir d'Entwécklung vun engem Kand - do kann een och anerer Meenung sinn -, datt se souwuel dee weibleche wéi dee männleche Pôle an hirer Entwécklung kenneléieren. An dofir si mir do dergéint, datt Kanner an esou Situatiounen, déi ech elo net weider bewäerten, opwuessen.

Dat ass eng legitim politesch Positioun am Interessi vum Kand. Déi Fro, déi ech gestallt hunn, déi bezitt sech op reell Virkommnisser, déi am Ausland geschitt sinn. Am Kader vun esou enger Éducation sexuelle bei ganz klenge Kanner an och bei e bësse méi ale Kanner an der spéider Primärschoul, wou se wierklech encouragéiert goufen, fir homosexuell Verhaltensweisen unzehuelen, wat eppes anescht ass wéi homosexuell Kanner unzehuelen, déi déi Neigung hunn. Do ass e grondleeënden Ënnerscheed, ob een een unhëlt, esou wéi en ass - an dat ass eis Positioun a jiddwerengem seng vun eis -, oder ob ee Leit encouragéiert, bewosst, fir eppes Gewësses auszeprobéieren oder ze maachen.

An ech wëll wëssen, ob an deem, wat hei geplangt ass, an där Éducation sexuelle an de Schoulen och op dee Wee gaange gëtt, wéi et am Ausland eben zum Deel probéiert gouf an duerch de Protest vun den Elteren agestallt gouf, oder ob dat net envisagéiert ass. Och dat ass eng legitim Fro am Kader vun eiser Unterrechtspolitik.

An da wëll ech nach ee leschte Punkt maachen. An dat ass mer och ganz wichteg. Dir schwätzt ëmmer och, am Kader vun der Ofdreiwung, vun de Rechter vun der Fra. Mir sinn eng Partei, déi och un d'Kanner denkt. An, Här Statsminister, fir déi Leit, déi d'Televisioun kucken, en ass amgaangen de Sall ze verloossen.

(Brouhaha)

Ah neen, en dréit sech nees ëm - ech si frou, Här Statsminister, datt Der heibleift.

M. le Président.- Här Kartheiser, wann ech gelift, kommt zum Enn vun Ärem Räsonnement, soss muss ech Iech eng zweete Kéier à l'ordre rappeléieren.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, hei ass eng mauvaise foi.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu fënnef Minutten!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hei gi Saache behaapt...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu fënnef Minutten, fir ze schwätzen.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Loosst e säi Gëft sprëtzen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech maache jo kee Feeler doduerch, datt ech als Parlamentarier am Parlament hei d'Wuert huelen a politesch Positiounen do erklären. Och, wa se vläicht net am Interessi vun der Majoritéit sinn.

(Interruptions)

M. le Président.- Hei geet et net ëm den Inhalt, hei geet et ëm d'Form.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma da loosst mech wann ech gelift schwätzen!

M. le Président.- Da fuert weider!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Meng Form wor héiflech.

M. le Président.- Da fuert weider!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu souguer den Här Statsminister gebieden, heizebleiwen, fir datt e mer kann nolauschteren.

Also, Här Statsminister, mir sinn eng Partei, déi sech konsequent fir d'Rechter vun de Kanner asetzt, inklusiv dem Recht op d'Liewen. Ech ka verstoen, datt Dir bei der Ofdreiwung sot, Dir wëllt d'Souveränitéit vun der Fra voll respektéieren. Mä et geet net nëmmen ëm d'Fra an ëm d'Mamm, et geet och ëm d'Liewe vum Kand. An et ass eng ganz, ganz bedenklech Entwécklung. Wann Dir elo higitt mat Ärer Majoritéit, fir souguer d'Ofdreiwung ze depenaliséieren, dat ass wierklech e Paradigmewiessel an eiser Rechtskultur.

M. le Président.- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Bis elo... Meng fënnef Minutte sinn nach net eriwwer, Här President.

(Brouhaha)

M. le Président.- Jo, mä et deet mer leed, Här Kartheiser, Dir sidd net méi hei an der...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu fënnef Minutten an dësem Parlament, fir meng Positioun duerzeleeën. Et ass näischt am Reglement, wat mer dat verbitt. A wann hei eng Positioun vertrueden ass, déi vläicht eng Majoritéit net arrangéiert, dat heescht awer net, datt dat hei net däerf gesot ginn.

(Interruption)

M. le Président.- Här...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir sinn an engem demokratesche Stat.

M. le Président.- Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wou gëtt et dat?

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir hutt en éischten Appel à l'ordre hannerun Iech gehat. Ech hunn Iech d'Wuert ginn, fir Iech ze explizéieren. Ech hunn Iech d'Wuert net ginn, fir nei Chantieren opzemaachen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma, ma...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, dat do geet dach net.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn e Reglement, an do huet all Deputéierten d'Recht, Parole après ministre...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...ze froen. An en huet fënnef Minutten zegutt. Loosst deen Deputéierte seng fënnef Minutten hei schwätzen, ob dat engem gefält, wat e seet, oder net gefält, dat ass eng aner Saach. Mä et huet jiddwereen dat Recht.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech wëll Iech just nach eng Kéier drun erënneren, Här Gibéryen, dass de Member vun Ärer Fraktioun zur Uerdnung geruff ginn ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maja.

M. le Président.- A beim Rappel à l'ordre si mer an enger anerer Prozedur, an déi Prozedur...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma neen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma neen.

M. le Président.- ...an déi Prozedur leeft. Här Kartheiser, féiert Äre Räsonnement zu Enn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma, Här President, d'Auer ass gelaf, obschonn ech elo net geschwat hunn. Mä ech wëll awer mäi Versteesdemech..., ech wëll net Ärt Versteesdemech interpretéiere vum Reglement, mä mäi Versteesdemech. An no deem Versteesdemech krut ech e Rappel à l'ordre, an deen Ableck, wou Der et ausgeschwat hutt, ouni Inscription de tracé verbal an ouni datt ech d'Wuert entzu kritt hätt. Sou steet et am Reglement. A wann een awer hei an engem Rechtsstat ass, an engem Parlament, wat no Regelen existéiert, da muss d'Reglement applizéiert ginn, an zwar fir jiddwereen, mengen ech.

Ech kommen zum Schluss. Ech wëll elo dem Här Statsminister awer nach dee leschte Saz soen, deen ech him wollt soen. Dat ass, datt e Paradigmewiessel an dësem Stat ze existéiere schéngt, deen d'Doutmaache vun engem Mënsch, och wann en nach net gebuer ass, aus dem Code pénal eraushëlt. Dat bedaueren ech.

Ech soen Iech villmools Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Bodry huet d'Wuert gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, ech wëll, opgrond vun där Interpretatioun, déi hei vun eisem Reglement vun eenzelne Leit gemaach gëtt, awer op eppes hiweisen. D'Parole après ministre setzt viraus, dass ee sech bezitt op eng Ausso, déi de Minister direkt virdru gemaach huet.

M. le Président.- Ganz richteg.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech ka mech net erënneren, dass de Statsminister a senger Äntwert hei - dat war seng lescht Interventioun, wou Dir duerno d'Wuert gefrot hutt - eng Ausso zum Beispill zum Avortement gemaach hätt. An déi Parole après ministre muss sech op eng Direktausso bezéien, déi de Minister gemaach huet. Soss féiert dat zu engem Détournement vun eise Regelen a vun de Riedezäiten.

Well, mat Ärer Interpretatioun kann all Deputéierten no enger Debatt, wann de Minister geschwat huet, erausgoen a während fënnef Minutten egal wat soen.

Une voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat däerf et net ginn. Wann dat doten d'Interpretatioun ass, da musse mer dat an eisem Reglement, Här President, kloerstellen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien.

Merci fir déi gutt Debatt iwwer ganz laang Strecken. Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)

SÉANCE 16

MARDI, 22 AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. 6611 - Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant
1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Sëtzung ass op.

Ech wollt d'Regierung froen, ob se Kommunikatiounen ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Ech wollt der Chamber da folgend Kommunikatioune maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Chambersbüro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung an der Administratioun ukomm sinn, ass un d'Fraktioune gaangen.

3) Op Ufro vun der Regierung ass iwwert den Arrêté grand-ducal de retrait vum 3. Abrëll 2014 de Projet de loi 6379 iwwert d'Disziplin an der Arméi an an der Police an an der Inspection générale de la Police den 10. Abrëll 2014 vum Rôle gestrach ginn.

4) Dann hunn d'Petitiounskommissioun an d'Conférence des Présidents eng nei Serie vu Petitioune fräiginn, déi kënnen um Portail vun der Chamber ënnert dem Kapitel „Pétitions publiques" consultéiert a suivéiert ginn.

Communications du Président - séance publique du 22 avril 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6677** - Projet de loi:*

1) relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de probation et aux peines de substitution et

2) favorisant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.04.2014

***6678** - Projet de loi portant modification du Code du Travail et portant introduction d'un paquet de mesures en matière de politique d'âges*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.04.2014

***6679** - Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 09.04.2014

***6680** - Projet de loi prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale et modifiant la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 10.04.2014

***6681** - Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 17 juin 1992 portant exécution de l'article 102, alinéa 8 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (transferts des plus-values)*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.04.2014

6682 *- Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à des missions d'observations de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) des élections présidentielles et parlementaires en 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.04.2014

6683 *- Projet de loi portant modification:*

1) du Code pénal et

2) de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption volontaire de grossesse

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 16.04.2014

*3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 3 avril 2014 le projet de loi n°**6379** ayant pour objet la discipline dans l'armée, la Police grand-ducale et l'Inspection générale de la Police a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 10 avril 2014.*

4) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 3 avril 2014:

*Pétition publique n°**333** - Géint den Tram a fir d'Ofhale vun engem Referendum*

Dépôt: 21.03.2014 par M. Philipp Bützow

*Pétition publique n°**334** pour la révision de la hauteur des trottoirs et l'ajustement de cette hauteur*

Dépôt: 21.03.2014 par M. Yves Ross

*Pétition publique n°**335** pour l'introduction d'un revenu de base universel pour tous les citoyens du Luxembourg*

Dépôt: 21.03.2014 par M. Alfred Groff

*Pétition publique n°**336** - Étude destinée à l'évaluation des paramètres de la «Fonction d'Utilité» conditionnant le «modal-split» en matière d'utilisation du transport en commun à Luxembourg*

Dépôt: 24.03.2014 par M. Adolphe Faber

*Pétition publique n°**337** - Services multimédias ayant leur siège au Luxembourg*

Dépôt: 25.03.2014 par M. Romain Duhr

*Pétition publique n°**338** - Subvention de la mobilité 100% électrique à deux roues*

Dépôt: 29.03.2014 par M. Luc Bernardin

*Pétition publique n°**339** pour un système d'aides financières compétitif, équitable et socialement juste pour les études supérieures*

Dépôt: 01.04.2014 par M. Christophe Knebeler

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6611 - Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes

Déclaration de recevabilité

Dann hunn an hirer Réunioun vum 3. Abrëll d'Presidenten an der Presidentekommissioun fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi sech ausgeschwat. Et ass d'Proposition de loi N°6611 iwwert d'Égalité salariale vu Mann a Fra, déi vum Här Lucien Lux de 6. Dezember 2013 deponéiert gouf an déi d'Madame Cécile Hemmen de 27. Mäerz 2014 iwwerholl huet.

Schléisst d'Chamber sech dësem Virschlag un?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Zum Ordre du jour brauch ech net an den Detail ze goen, dee fannt Der op Äre Schiermer respektiv um Portail vun der Chamber. Dir wësst, dass mer dës Woch véiermol wäerte siégéieren, haut mat der Presentatioun vum Rapport vun dem Budgetsberichterstatter, muer der Stellungnahm vun der Regierung an iwwermuer moies a mëttes den Debatten.

Domat géife mer dann zum éischten Deel vun de Budgetsdebatten iwwergoen, dat ass d'Presentatioun vum Rapport vun der Finanzkommissioun. An d'Wuert huet elo direkt de Budgetsberichterstatter, den honorabelen Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

5. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här Premierminister, Dir Dammen an Häre vun der Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet 2018 eng Schold vun iwwer 16,3 Milliarden Euro, Tendenz weider steigend, fir net ze soen, d'Schold leeft aus dem Rudder. D'Administration centrale huet 2018 en Defizit vun 1,1 Milliarden Euro.

De Lëtzebuerger Stat muss 2018 iwwer 330 Milliounen opbréngen, eleng fir seng Scholdzënsen ze bezuelen. Mir erfëllen 2018 net méi verschidde Kritäre vun dem europäesche Stabilitéitspakt an eisem Objectif à moyen terme, well mer e Solde structurel vu -1,2% vum PIB hunn.

Och e Wirtschaftswuesstum vun 3,8% ännert 2018 näischt drun, datt eis Statsfinanzen an engem Déséquiliber sinn, déi all Initiativ, all Spillraum fir Politik mëttelfristeg erstécken doen.

Dat sinn e puer Zuelen a Fakten, déi beschreiwen, wéi d'Situatioun an eisem Land 2018 ass, wa mer esou weiderfuere wéi bis elo, wéi de Comité de prévision seet „à politique inchangée". À politique inchangée, wa mer eis Politik net änneren, hu mer Lëtzebuerg spéitstens 2018 an dës ganz schwiereg a bedenklech finanziell Lag eramanövréiert.

Här President, déi Zuelen, déi ech elo opgezielt hunn, sinn awer keng Fatalitéit. Mir kënnen déi genannten Zuelen, mir kënnen dëse Budgetsdéséquiliber verhënneren.

Wéi kënne mer e verhënneren? Wa mer aus der Politique inchangée e Changement de politique maachen. Wa mer also eis Politik änneren an d'sozial Selektivitéit an de Mëttelpunkt stellen. Wa mer eis nei opstellen an der Finanzpolitik a konsequent déi strukturell Reformen uginn, déi noutwendeg sinn. Wa mer déi Erausfuerderungen, déi sech eis stellen, zesummen a solidaresch uginn.

Et läit un eis alleguerten, un der Politik, un der Regierung, un der Chamber, un de Gewerkschaften, un de Forces vives, awer och un all de Biergerinnen a Bierger dobaussen am Land, dës Erausfuerderungen unzegoen an eisem Land nei Chancen ze verschafen.

Här President, no de Wahle vum 20. Oktober hunn déi dräi Koalitiounsparteie bei dem Comité de prévision eng Note gefrot, fir den Iwwerbléck iwwert d'Finanzsituatioun vu Lëtzebuerg ze kréien. Et ass eng evident, eng wichteg Prozedur, wann ee Koalitiounsgespréicher ufänkt a wann eng nei Regierung d'Geschäfter vum Land iwwerhëlt, well et wëllt ee genau wëssen: Wou si mer drun? Wéi steet et ëm d'Land?

De Comité de prévision, deen déi nei Regierung och elo institutionaliséiere wäert, huet der Finanzkommissioun ganz rezent den 9. Abrëll nach eng Kéier eng aktualiséiert Note presentéiert, déi net méi konnt ganz an de schréftleche Rapport erakommen, duerfir wäert ech se dann elo am Mëndleche virhuelen.

En huet also eis do den 9. Abrëll eng Note presentéiert an nach eng Kéier aktualiséiert Zuele vun de leschte Méint, déi konnten nach verfeinert ginn, op de leschte Stand bruecht ginn. Déi Note huet nach eng Kéier kloer opgezeechent, wéi d'Evolutioun vun de Statsfinanzen ass, wa mer zu Lëtzebuerg net nei Weeër an der Finanzpolitik aschloen.

Eng interessant Donnée, déi sech nach net esou kloer ofgezeechent huet am Hierscht, krute mer elo den 9. Abrëll. An zwar ass dat déi vun der Evolutioun vun der Konjunktur. Do ginn et a priori e puer Liichtblécker um Horizont. Fir 2014 sinn 3,1% Wuesstum ugesot, fir 2015 3,2%, dann 3,6% fir 2016 a schliisslech 3,8% fir 2018.

Mä, Här President, och wann déi puer Sonnestrahlen de Réck liicht wiermen, ass dat nach kee Summer, well trotz allem lafen eis, wa mer näischt an eiser Finanzpolitik änneren, d'Käschte vum Zentralstat fort. Trotz dem Unzéie vun der Konjunktur bis 2018, riskéiere mer a fënnef Joer eben déi Schold vun deene 16,3 Milliarden ze hunn, déi ech direkt um Ufank hei genannt hunn an déi aus der Note ebe vum Comité de prévision vum 9. Abrëll stamen.

Domat hätte mer dann och 2018 e Solde structurel vun 1,2% minus. Domadder géife mer also och net de Virgabe vu Bréissel entspriechen, well mir mussen am Kader vun dem Volet préventif vum Pacte de stabilité an och am Sënn vum Objectif à moyen terme op e Solde structurel vu plus 0,5% vum PIB kommen.

Oder an anere Wierder: Mir mussen eis Schold bis 2018 ëm 1,2 Milliarde verkierzen. 1,2 Milliarde spuere bis 2018, dat heescht also an der Moyenne iwwer 300 Milliounen d'Joer all Kéiers zousätzlech, net eng Kéier, an dat Joer och nach eng Kéier, mä mir mussen awer all Kéiers dobäi nach eng Kéier op 300 Milliioune komme par rapport zu deem Joer virdrun. Dat ass eng Virgab, laansicht déi komme mer einfach net.

Wa mer déi Schold net an de Grëff kréien, heescht dat, der nächster Generatioun, den nächste Generatiounen, eise Kanner eng enorm Hypothéik, e Rucksak voller Laascht ze iwwerloossen, mat deem sengem Gewiicht kee méi richteg goe kann a scho guer kee méi ka Spréng maachen.

Här President, an all Stot mécht ee sech seriö Gedanken a ginn d'Alarmsignaler un, wann een dauernd muss Schold ophuelen, Sue léine muss, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, fir déi lafend Käschten, fir d'Iessen, fir de Bensin, fir d'Elektresch an esou weider. Do ass een dann an engem Däiwelskrees dran, aus deem een net méi erauskënnt. Et ass net aneschters beim Stat. Och do geet iergend eng Kéier d'Rechnung vir an hannen net méi op.

Déi Analys vum Zoustand vun de Statsfinanzen, déi Note vum Comité de prévision ass e Message un d'Politik. Mir liewen zu Lëtzebuerg iwwer eis Verhältnisser a mir kënnen net esou weiderfueren.

Déi Previsioune sinn a mengen Aen och e kloren Optrag un déi politesch Verantwortung, déi noutwendeg Schrëtt an Décisiounen ze huelen, déi sech aus där Analys opdrängen. Et geet net nëmmen drëms, se einfach zur Kenntnis ze huelen. An dat ass dee méi schwéieren Deel, awer och dee méi erausfuerderenden Deel vun der Politik.

Politik ze maachen, wann d'Keese voll sinn, wann ee Cadeaue ka verdeelen, ass eigentlech e relativ einfacht Geschäft, mä wann et net méi ronndréit, wann d'Finanze mussen nei opgestallt ginn, da gëtt d'Politik richteg gefuerdert, well dann heescht Politik, Choixen treffen, dann heescht Politik, Courage hunn, Décisiounen ze huelen. Politik maachen an esou Zäiten heescht och, Entscheedungen ze huelen, bei deenen net ëmmer jiddwereen an d'Hänn klappt viru Begeeschterung, mä bei deenen een iwwerzeegt ass, datt et déi richteg Décisioune si fir d'Land.

Eppes ass awer och ganz kloer fir de Budgetsrapporteur: Strukturell Reformen, déi mer mussen ugoen an deenen nächste Joren, dat dierf net heeschen, Austeritéitspolitik maachen, net spueren, fir ze spueren. Neen, dat muss heeschen, d'Land aneschters opstellen, fir nei Chancen ze schafe fir Lëtzebuerg an och fir jiddwer eenzelne Bierger hei am Land.

Här President, hu mer et eis an deene leschte Joren net ze vill an der Inertie, am Stëllstand bequem gemaach? Wann een an der Geschicht zréckbliedert - deen Exercice mécht een och als Budgetsrapporteur, datt ee kuckt, wat aner Budgetsrapporteure geschriwwen a gelies hunn -, da sinn eigentlech säit 2006/2007 d'Budgetsrapporteuren net midd ginn ze widderhuelen, datt mer strukturell Problemer hunn, déi mer mussen an de Grëff kréien.

Bon, d'Sue sinn natierlech déi Joren duerno weider erakomm, haaptsächlech duerch déi nei Recetten aus dem E-Commerce. An de Lëtzebuerger, dee seet sech jo gären, datt um Enn sech iergendwéi dach alles wäert arrangéieren.

Här President, dës Kéier wäert dat net de Fall sinn! De Budgetsrapporteur ass een, deen och gäre Sport mécht; ech wéilt et vläicht aneschters vergläichen: Et ass wéi beim Sport, do kënnt een heiansdo an eng Confort-Zon, esou nennt een dat. Dat ass wann een zum Beispill lafe geet an dann ëmmer erëm déiselwecht Distanz mécht, zéng Kilometer an deemselwechte Rhythmus. An dann ass een der Meenung - wow! -, elo hunn ech eppes gemaach, ech hunn eppes Guddes fir mech gemaach.

Neen, d'Sportler wëssen, an ech gesinn der hei, an der Chamber sinn der jo, déi wénken och elo mam Kapp Neen, da baut ee lues a lues of. Dat ass eigentlech…, mir sinn och e bëssen an där Situatioun.

Wann een also wëllt progresséieren, besser Zäite lafen, méi staark ginn, da muss een aus där Confort-Zon do eraus. Et muss een heiansdo forcéieren, et muss een heiansdo ausser Otem sinn. Heiansdo mussen d'Muskele wéidoen, fir datt een erëm méi staark gëtt.

Also, Lëtzebuerg kéint ee vläicht och heiansdo e bësse mat där Situatioun vergläiche vun där Confort-Zon. Mir mussen also do eraus. Mir musse méi Efforte maachen, fir datt mer eben als Land a fënnef Joer erëm méi fit sinn, datt mer besser Zäiten, besser Budgeten och kënnen a fënnef Joer hunn.

Här President, wann an deenen nächste Méint a Jore musse strukturell Reforme gemaach ginn, wann Efforte vun de Leit verlaangt ginn, da muss déi Ustrengung solidaresch a gerecht verdeelt ginn a vu jiddwerengem gedroe ginn.

Et muss sozial gerecht verdeelt ginn. Dat heescht, déi Ënnescht op der Leeder kënnen net déiselwecht Efforte maache wéi déi uewen op der Leeder. Wann de Budgetsrapporteur elo verschidde Reaktiounen am Land gesäit op déi éischt Mesuren, déi ugekënnegt gi sinn oder déi sollen ëmgesat ginn - ech denken do un d'Studentesubsiden oder verschidden Änneruge vun der TVA -, da stëmmt mech dat nodenklech. Schnell melle sech dann déi eng oder aner zu Wuert. Et sinn der, déi wëlle streiken, anerer gi Petitiounen eran. Anerer kritiséiere ferm a soen: „Net esou mat eis!"

Et ass kloer, et ass legitim, wann ee vun neie Mesuren net direkt begeeschtert oder iwwerzeegt ass, datt een dat och zum Ausdrock ka bréngen. Mä et ass awer wichteg, datt d'Solidaritéit muss spillen, datt jiddwereen e klenge Bäitrag leescht an net ëmmer nëmme verlaangt gëtt, datt bei deenen anere muss gespuert ginn.

Ech kommen herno nach op déi eng oder aner Mesure ze schwätzen. Et wier awer emol gutt, déi Mesuren, déi an deenen nächste Méint wäerte geholl ginn, och an de richtege Kontext ze setzen, a wa se an de Vergläich zum Beispill och mam Ausland géife gesat ginn.

Här President, mir mussen op alle Fall hei zu Lëtzebuerg, wa mer déi Reformen uginn, och den Nimby-Reflex - dat heescht, bei jiddwerengem, nëmmen net bei mir hannen am Gaart -, dee Reflex iwwerwannen, fir datt mer zesumme Lëtzebuerg erëm fit maachen.

Mir all heibannen, ech mengen - tous partis confondus -, ech ka fir all Parteie schwätzen, hu mer virun dem 20. Oktober Wahlversammlunge gemaach, an owes an de Wahlversammlungen huet sécherlech déi eng oder déi aner Partei gesot, datt missten Ustrengunge gemaach ginn an deenen nächste Joren an der Finanzpolitik, datt ee misst de Budget an de Grëff kréien. An da souzen da vill Leit do, mir ass et op alle Fall esou gaangen, déi mam Kapp gewénkt hunn, déi gesot hunn: „Jo, dat musse mer elo maachen."

Elo no de Wahlen, dann ass et un de Politiker, fir hir Engagementer anzeléisen. An da wëllen awer op eemol vill, déi virdru mam Kapp gewénkt hunn, näischt méi dovunner wëssen, oder d'Leit sinn d'accord, mä awer, wéi gesot, et dierf just net bei hinne sinn.

Här President, esou kann d'Rechnung herno net opgoen. Jiddwer Eenzelnen hei am Land muss eng Hand mat upaken, aus senger Confort-Zon eraus. Wat mer brauchen, ass e kollektiven Effort. Nëmmen da kënne mer d'Kéier kréien an eis besser fir d'Zukunft opstellen.

Här President, ech hunn a menger Introduktioun mat enger Rei zum Deel méi perséinleche Bemierkungen d'Enjeue vun deenen nächste Jore skizzéiert, déi iwwert den Exercice vun 2014 erausginn. Ech fannen, datt dëst och zur Aufgab vun engem Budgetsrapporteur gehéiert, zur Démarche vun engem Budgetsrapporteur, fir de Bléck méi wäit no vir ze werfen an d'Enjeux politiques och eng Kéier kuerz duerzestellen.

Wat de Budget 2014 ubelaangt, esou ass dat en Iwwergangsbudget. En ass awer an der Logik, fir de Budget bis 2018 an den Équiliber ze kréien, an éischt Efforte goufen an deem Sënn gemaach. De Stat geet mat guddem Beispill vir a spuert bei sech selwer. Éischt strukturell Reformen am Sënn vun „mat manner Sue méi maachen" ginn op d'Schinne gesat. An d'sozial Selektivitéit steet hei och als „guideline" am Vierdergrond.

Här President, ech kommen dann elo an den Detail vum Rapport vun der Finanz- a Budgetskommissioun vum Budget 2014. Ech wéilt op dëser Plaz de Memberen, all de Membere vun der Cofibu, vun der Commission des Finances et du Budget, Merci soe fir hir konstruktiv Mataarbecht bei der Preparatioun an Zesummestellung vum Rapport.

Merci wéilt ech och alleguerten deenen Institutiounen an Organisme soen, déi an d'Kommissioun komm sinn, fir hir Avisen ofzeginn. Et sinn der och, déi hunn e geschriwwenen Avis ofginn. Ech hat och eng Rei Entrevuen, net an der Chamberskommissioun, mat de Sozialpartner, mat verschiddenen Interesseverbänn, an dat waren op alle Fall ganz opschlossräich Gespréicher. Alleguerten deenen e grousse Merci.

E grousse Merci och de Beamten aus der IGF, déi mat hire Mataarbechter mat Rot an Dot zur Säit stoungen an och déi Grafiken, déi Der an dem Rapport fannt an déi och nach wäerten a gedréckter Versioun méi lieserlech ginn, déi eis déi all zur Verfügung gestallt hunn.

Last but not least och e grousse Merci un d'Madame Guezennec, déi d'Cofibu vun der Chambersadministratioun aus suivéiert huet, a virun allem och dem Jean Lammar, Vizefraktiounssekretär vun der DP, dee mer eng ganz grouss Hëllef bei der Ausaarbechtung vun dësem Rapport war.

Här President, wou si mer drun an der Welt, an Europa, zu Lëtzebuerg? Wat ass den État des lieux?

Eist Land evoluéiert net an engem loftleere Raum. Mir sinn eng kleng Ekonomie, déi staark ofhängeg ass vun deem, wat an der Welt passéiert. 2013 huet weltwäit dat ekonomescht Émfeld eng gewësse Stabilitéit erreecht. Et gëtt vu Reprise geschwat bei wirtschaftsstäerksten Natiounen. Esou geet zum Beispill Rieds vun engem Wirtschaftswuesstum vun 1,6 bis 1,7% fir d'USA - d'Vereenegt Staten - fir 2013.

Wéi gesäit et an der Eurozon aus? De Statec confirméiert och hei d'Reprise vun der Konjunktur. Mä e weist awer och drop hin, datt d'Entwécklung an Europa net ganz homogen ass. D'Perspektiven an d'Entwécklungen an de südeuropäesche Länner sinn anerer, behalen eng Rei Risiken. Besonnesch do muss een d'ëffentlech Verschëldung am A behalen. Et muss een awer soen, och déi rezent Entwécklungen a Griichenland, déi gesi sech éischter positiv un. Mir bewegen eis also an engem positiven internationale Klima. An dat huet natierlech och seng Répercussiounen op d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg.

Här President, am schréftleche Rapport sinn an deem Kontext déi Donnéeë verschafft, déi zum Moment vum Dépôt vum Budget de 5. Mäerz disponibel waren. Ech hunn et schonn e puermol gesot, mëttlerweil hu mer eng Note vum 9. Abrëll vum Comité de prévision, an där déi eng Kéier aktualiséiert gi sinn. Ech huelen déi dann elo a mengem mëndleche Rapport mat erduerch.

D'Tendenz zu Lëtzebuerg, déi läit am internationalen Trend. D'Konjunktur, déi zitt un: 2012 0,2%; 2013 2,2%; 2014 3,1%; 2015 3,2%, fir da bis op 3,8% 2018 ze goen. Wéi gesot, dat si Projektioune vum Comité de prévision.

Nach vläicht een, zwee Detailer, déi net ointeressant sinn: De Statec stellt hei zu Lëtzebuerg eng Hausse vun der Produktioun am industrielle Secteur a vun der Konstruktioun fest, besonnesch fir dat lescht Trimester 2013. Dogéint hunn d'lescht Joer déi finanziell Aktivitéite sech éischter negativ op de Wuesstum ausgezeechent. En Zeechen, datt et also op der Bankeplaz Lëtzebuerg d'lescht Joer nach net esou floréiert huet, wéi mer eis dat wënschen.

Eng interessant Fro ass och déi, wéi sech d'Verbesserung vun der Konjunktur op den Aarbechtsmarché soll auswierken. De Statec geet vun enger Hausse vum Emploi aus: 1,9% fir 2014, a plus/minus 2,5% zwëschent 2015 an 2018.

Déi Zuel, Här President, dierf awer net driwwer ewechtäuschen, datt ënnert dem Stréch d'Zuel vun de Leit, déi keng Aarbecht fannen, och eropgeet. Wann een d'Evolutioun vum Taux de chômage kuckt, deen ass fir 2015 op 7,2% ugesat, fir da lues erofzegoe bis 6,5% op 2018. Dat bleift trotzdeem den héchste Stand vun de leschte Jorzéngten. Vill Persoune si betraff. Iwwer 20.000 Eenzelschicksaler, déi een do hannendru fënnt.

Wat engem och Suerge mécht, dat ass de Jugendchômage. Deen ass besonnesch héich hei zu Lëtzebuerg mat 18%. Déi Situatioun, dat si mënschlech Schicksaler, déi do am Centre d'intérêt stinn, mä och déi Situatioun, dat muss een awer och soen, wann een iwwert d'Finanze schwätzt, belaascht och d'Statsfinanzen. De Fonds pour l'Emploi gëtt 2014 mat bal 700 Milliounen Euro gespeist.

Ee Constat, deen ee mécht beim Chômage an deene leschte Joren, dat ass, dass trotz Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen och awer en Zouhuele vum Chômage ass, datt mer et also fäerdegbréngen, déi Leit op déi Plazen ze kréien, déi fräi sinn, datt een also an der Qualifikatioun, an der Weiderbildung, awer och an deem, wéi mat eiser ADEM mer kucken, de Chômage wëllen an de Grëff ze kréien, datt mer do nach musse weider Efforte maachen.

E Wuert zur Inflatioun. Wéi gesot, ech beruffe mech op d'Note de prévision vum 9. Abrëll. Do gëtt geschwat vun enger Inflation modérée: 1,5% fir 2014 bis maximal 2% fir 2018. Hei ass och d'Hausse, muss ee soen, vun der TVA net mat agerechent. Mä, wéi gesot, d'Liewensdeierecht, fir et emol eng Kéier esou méi salopp ze formuléieren, déi sech jo och hei iergendwéi erëmspigelt, schéngt op alle Fall a Grenzen ze bleiwen.

Dat ass a kuerze Wierder déi ekonomesch Lag vu Lëtzebuerg. Si mer domadder schonns iwwert de Bierg?

Ech hat et schonns am Ufank gesot, datt ee sech dovunner net soll blende loossen, vun deene Chifferen. À politique inchangée hu mer trotz där positiver Evolutioun vun der Konjunktur 2018 déi accumuléiert Schold vun deene 16 Milliarden an erreechen och 2018 net déi europäesch Stabilitéitskritären. An de Chef vun der Lëtzebuerger Zentralbank, deem mer an der Kommissioun och nogelauschtert hunn, huet och gewarnt. En huet gesot, gutt Zäiten, dat ass, wann een e Wuesstum huet an der Moyenne vu 5% oder driwwer. An an deem Zeenario si mer awer nach ëmmer net, wa mer bei eventuell 3% eis wäerte stabiliséieren.

An dann dierf een och net vergiessen, och wann d'Wirtschaft liicht unzitt, mir hunn aner Hypothéiken, déi op eis laaschten: D'Ewechfale vun der TVA aus dem Commerce électronique, op dat ech nach wäert zréckkommen. Och d'Recetten aus dem Tanktourismus. An do hänkt jo eng Rei hannendrun: Den Tubak, dee mat verkaaft gëtt op den Tankstellen, den Alkohol, déi huele lues awer sécher of. Mir hunn déi Chifferen an der Kommissioun presentéiert kritt. Och d'Evolutioun vun der Fleegeversécherung zum Beispill. An der Réunioun mat der IGSS krute mer do och Zuele genannt, déi ech och herno nach eng Kéier wäert hei illustréieren.

An et muss een och ëmmer wëssen: Mir sinn als klengt Lëtzebuerg ofhängeg vum internationale Kontext, op dee Lëtzebuerg wéineg Afloss huet. Zum Beispill: Wéi geet et weider mat der Ukrain-Kris? Kënnt iergendwou eppes, wat een net virausgesinn huet? Deemools, 2007/2008, huet een net virausgesinn, datt eng Immobilieblos, datt eng Finanzkris an den USA géif kommen, déi esou Auswierkungen hätt. Also, wéi gesot, et ass e luese Wuesstum, mä mir mussen op alle Fall virsiichteg bleiwen an och mam Wuesstum komme mer net aus deem Scholdenzeenario eraus.

Mir kommen also net laanscht strukturell Reformen. An déi méi agréabel oder déi puer Sonnestrahlen, déi mer elo hunn, maachen et méi liicht, fir dann iwwert de Bierg eropzeklammen. An et soll een eigentlech och grad déi Zäit notzen, wou een net vir widder an hanne bäi ass, wou een nach e bësse Sputt huet, wéi een esou schéi seet, fir eben dann och Reformen unzegoen.

Fir den État des lieux vun eisen ëffentleche Finanzen unzegoen, ass et och wichteg, den europäesche Kontext ze erläuteren. Wéi mer all wëssen, huet d'EU sech an der Suite vun där internationaler Finanzkris eng Rei Instrumenter ginn, fir d'Budgetspolitik vun deenen eenzelne Memberlänner besser ze koordinéieren an ze iwwerwaachen.

Als Instrumenter sinn do ënner anerem ze nennen: den Traité de stabilité, „Twopack", „Sixpack"; den Traité iwwert d'Koordinatioun an d'Gouvernance vun de Finanzen, wou mer och e Projet de loi - de Projet de loi 6597 - an der Chamber hunn, dee mer an deenen nächste Méint och wäerten hei stëmmen.

Mam Semestre européen hu mer och e Kalenner ze respektéieren, fir déi verschidden Instrumenter ëmzesetzen. Ech ginn net op all déi Detailer an, dat kënnt Der am schréftleche Rapport am Kapitel IV noliesen. Mat deenen neien Instrumenter musse mer och d'OMT, d'Objectifs à moyen terme, an d'national Gesetzgebung aschreiwen. An de Solde structurel vun 0,5% vum PIB pro Joer musse mer do och aschreiwen.

Am Kader vun deenen neien Oplagen, déi duerch d'Finanz- a Wirtschaftskris agefouert goufen, soll all Memberland am Kader vun dem europäesche Semester am Oktober säi Projet de plan budgétaire eraginn. Am November hëlt d'Europäesch Kommissioun da Stellung dozou. An déi éischte Kéier, wou dat gemaach gouf, war de 15. Oktober 2013. Also just virun de Wahlen.

Déi viregt Regierung huet aus deene bekannte Grënn nëmmen e partielle Projet de plan budgétaire kënnen erareechen. Ech wëll dat elo och net weider verdéiwen, mä de Budget, dee vun där aler Regierung eragi gouf, huet verschidden europäesch Virgaben net erfëllt. Och à gouvernement inchangé hätt dee Projet nach eng Kéier iwwerschafft misse ginn.

Déi nei Regierung huet bekanntlech en neie Projet de plan budgétaire ausgeschafft, deen op der Basis vum Budget 2014 opgestallt ginn ass, mat engem Solde structurel vun 0,9% vum PIB fir 2014. Lëtzebuerg hëlt also déi Hürd vun den 0,5% vum PIB. Wat säin Objectif à moyen terme also och ubelaangt, si mer op der richteger Schinn. De President vun dem Eurogroup huet dat dann och den 1. Abrëll bestätegt, datt mer do an de richtegen Norme leien.

Bon, d'Cofibu begréisst natierlech déi Ausso vum Eurogroup-Chef, déi weist, datt mer eis europäesch Hausaufgabe voll erfëllt hunn.

Deem virausgaangen, muss een awer soen, waren eben d'Aarbechte vun der neier Regierung, wat d'Spuerefforten ubelaangt huet. Déi ganz Enveloppe vun den Erspuernisser beleeft sech op 231 Milliounen Euro; ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck.

Déi eng oder aner Memberen an der Finanzkommissioun waren, sinn och nach net mat dëse Spuerefforten d'accord. Si wäerten eis dann den Donneschdeg soen, wou si d'Akzenter wäerte leeën.

Wat ech als Budgetsrapporteur feststellen, dat ass, datt Spuerefforten am neie Budget gemaach gi sinn - si hu misse gemaach ginn - an datt mer doduerjer och eisen europäesche Virgabe gerecht ginn, wat mam Budgetsprojet vum Oktober 2013 net de Fall war.

Här President, no dem wirtschaftlechen an europäesche Kontext kommen ech zum État des lieux vun eisen ëffentleche Finanzen. Ech ginn net op all Detail an, well een dat am schréftleche Rapport kann noliesen, och d'Tableauen. Trotzdeem kommen ech net derlaanscht, fir awer eng Rei Elementer kuerz unzeschwätzen.

Ech géif ufänke mat de Spezialfonge vum Stat. Déi si jo fir eng Rei spezifesch Ausgaben haaptsächlech am Beräich vun Infrastrukture geduecht: Fonds des routes, Fonds gestion de l'eau fir d'Kläranlagen, Fonds du rail fir d'Schinnen an esou weider. An de Programme pluriannuel weist, datt et ab 2009 konstant biergof geet mat dem Total vun den Avoiren um Niveau vun de Spezialfongen. 2009 hate mer nach 1,8 Milliarden Euro; 2010 1,6 Milliarden Euro; 2012 1,5 Milliarden Euro. Da geet et konstant erof: 2013 1,4 Milliarden Euro; 2014 1,2 Milliarden Euro, an, wéi gesot, am Programme pluriannuel 2016 nach 833 Milliounen Euro; 2017 nach 633 Milliounen Euro. D'Tendenz also weider no ënnen.

Derbäi kënnt och, datt iwwert déi lescht Joren ëmmer erëm Emprunte gemaach goufen, fir déi Fongen dann - notamment de Fonds du rail oder de Fonds des routes - nei ze fidderen. De Stat muss also regelméisseg Emprunten ophuelen, net nëmmen, fir säin Defizit bei der Administration centrale ze decken, mä och fir bei de Spezialfongen do nozehëllefen.

An och d'Konklusioun hei ass relativ ernüchternd: D'Fonge sinn zimlech eidel a bei zukünftegen Investissementer vum Stat mussen dann och Prioritéite gesat ginn a genau gekuckt ginn, wat fir Choixen een do trëfft, zum Beispill am Beräich vun de Schoulinfrastrukturen, Logement, Transport an esou weider. Och do wäerte mer an Zukunft net derlaanschtkommen, politesch Choixen ze huelen, politesch Décisiounen ze huelen an dann och zu deenen ze stoen.

Här President, e weidere Punkt vun der Bestandsopnahm betrëfft d'Entwécklung vun der Dette publique zu Lëtzebuerg an der Verschëldung. Ech hunn déi Zuele scho méi wéi eng Kéier genannt am Ufank. Dat heescht, an der Note am November 2013, do war Rieds gaangen, an déi Zuele stinn dann och am Rapport vun der Cofibu, datt fir 2017, à politique inchangée, eng Dette publique vun 12,15 Milliarde wier. An där neier, aktualiséierter Note, also ëmmer à politique inchangée, hätte mer da 16,3 Milliarden Euro an 330 Millioune Charges d'intérêts, déi all Joers zréckzebezuele wieren. An dat wier da ronn 26,6% vum PIB eis Verschëldung, wou mer och relativ no un dat géifen erukommen, wat mer eis als Grenz, déi 30%, ginn hunn.

Ech hat och schonns a menger Einleitung op dës Zuelen higewisen, an eben drop opmierksam gemaach, datt wa mer déi Tendenz net kënne briechen, datt mer also och eisen OMT zum Beispill, Objectif à moyen terme, net kéinte respektéieren. D'Uwuesse vun der Statsschold leeft eis dovun, wann den Defizit vun der Administration centrale weider an d'Luucht geet, well ronn 90% vun der Dette publique sinn dorobber zréckzeféieren. A fir eben deen Defizit auszegläichen, mussen dann och regelméisseg nei Emprunten, nei Schold gemaach ginn.

D'Evolutioun vun der Dette, wéi ech se elo skizzéiert hunn, ass, à politique inchangée, ech wëll dat nach eng Kéier betounen, heescht also ëmgedréint, wa mer eis Schold wëllen an de Grëff kréien, musse mer, muss d'Regierung, muss d'Chamber schnell strukturell Reformen an Ugrëff huelen.

Här President, d'Administration centrale gëtt engem eng ganz opschlossräich Vue vun der Situatioun vun de Statsfinanzen. D'Administration centrale, dat beinhalt nieft dem Budget vun de Recetten an den Dépensen och déi vun de Spezielfongen an den Organismen, déi vum Stat finanzéiert ginn, oder an deenen de Stat majoritär vertrueden ass, den Établissements publics, Fondatiounen, Services de l'État à gestion séparée.

E puer Zuelen zur Administration centrale. Den Defizit bleift héich: 2012 hate mer en Defizit vun 206 Milliounen Euro, 2013 723 Milliounen Euro, 2014 geet en erëm erof op 545 Milliounen Euro, wou dann also déi éischt Spuermoossname vun der neier Regierung sech bemierkbar maachen.

Déi eng an déi aner wäerten och op d'Vue SEC 95 verweisen. Do gëtt dann d'Administration publique gekuckt: dat sinn also d'Administration centrale, d'Sécurité sociale an d'Administrations locales. Do bleift effektiv keen Defizit, mä dat ass awer nëmmen de Fall, well d'Sécurité sociale do nach e groussen Iwwerschoss an deenen dräi Elementer huet. Dat ass och dat, wat an der Kommissioun gesot ginn ass, a wat mer och an eisem Rapport festgehalen hunn.

Den Excédent vun den Administratioune vun der Sécurité sociale, do stellt och d'Cofibu fest, datt dee kontinuéierlech méi kleng gëtt. Also iergend eng Kéier, wa mer näischt änneren, wäert dann och do, an där Vue, bei der Administration publique den Defizit entstoen, well och besonnesch d'Situatioun bei der Assurance dépendance ass amgaang sech ze degradéieren.

Do vläicht dräi, véier Zuelen: 2010 hate mer en Defizit vun 28 Milliounen Euro, 2011 en Defizit vun 43 Milliounen Euro. 2012, mä dat war eng speziell Situatioun, well een do konnt nach eng Kéier Millioune positiv verbuchen, wéinst dem Litige vum „Relibi", mä elo, 2013 an 2014, si mer erëm an den negative Solden.

Och do wëll ech einfach op eng mëndlech Ausso verweisen, déi mer an där leschter Kommissioun haten, wou insgesamt gesot ginn ass, d'Sécurité sociale, dee ganzen Domän bleift stabil méi oder wéineger bis 2017/2018, mä et wëllt ee wierklech keng Aussoen doriwwer eraus soen am Comité de prévision. An, wéi gesot och, datt d'Entwécklung bei der Assurance dépendance wierklech negativ ass.

Ech kommen dann zur Evolutioun vun de Recetten an Dépensë bei der Administration centrale, déi eng besonnesch Charakteristik opweist. Et stellt ee fest, datt ab 2007, 2007/2008 vun Ufank u vun der Kris, d'Dépensë wierklech aus dem Rudder gelaf sinn an eben d'Schéier tëschent de Recetten an Dépensë bei der Administration centrale ëmmer méi ausernee gaang ass. Zum Beispill wuessen 2008/2009 d'Dépensen ëm plus 8% do. Mir hunn awer keng Progressioun méi bei de Recetten!

Ab 2010 dépasséiert also regelméisseg d'Croissance vun den Dépensen déi vun de Recetten. Do ginn et déi eng oder aner Erklärungen. Ech mengen, mir haten do déi international Wirtschafts- a Finanzkris, déi och Lëtzebuerg getraff huet. De Lëtzebuerger Finanzsecteur insbesonnesch ass duerchgerëselt ginn, mir hate manner Recetten do. Mä et muss een awer wëssen, datt eigentlech scho säit 2005 den Taux de couverture vun de Statsausgabe just nach 91,4% war. Mir hunn also ab 2005 lues a sécher iwwer eis Verhältnisser gelieft. An de Rapporteur vum Budget 2007 sot deemools schonn, mir hätten zu Lëtzebuerg kee konjunkturelle Problem, mä e strukturellen.

Sécherlech, an deene Joren duerno sinn eng Rei Consolidatiounsmesuren décidéiert ginn, mä si hunn awer déi Problemer net definitiv geléist. Wat hate mer? Duerch de Boom vun

den TVA-Recetten aus dem Commerce électronique si Problemer zum Deel verdeckt ginn, mä si sinn net geléist ginn! Ab dem 1. Januar 2015 elo kënnt mat dem Changement um Niveau vum Regime beim Commerce électronique dann elo de Moment de vérité.

Déi rezent Note vum Comité de prévision schwätzt vun enger viraussiichtlecher Perte vu 700 Milliounen, déi do ze erwaarden ass, wann déi Recetten aus dem Commerce électronique ewechfalen. Ech gräifen hei vläicht vir op den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires, deen och vun der CGFP gedeelt ginn ass, déi eigentlech enger komplett anerer Meenung op deem do Punkt sinn. D'Cofibu ass net d'accord mat dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires, wou déi Perten eigentlech minimiséiert ginn. Dat hu mer och elo net weider am schréftleche Rapport développéiert, duerfir maachen ech et hei um mëndleche Plang.

Mä mir kruten awer Explikatiounen och den 9. Abrëll ganz prezis dozou, ënner anerem vum Direkter vum Enregistrement. Ech erlabe mer hei awer ze zitéieren, wat do den Direkter gesot huet par rapport zu de Chifferen, déi do avancéiert gi sinn, ënner anerem vun der Chambre des Fonctionnaires, vun der CGFP: „Rien n'est moins vrai!", huet e gesot.

Si hunn e Scénario mécanique, mir hunn deen an der Chamber och mat Zuelen ausgedeelt kritt, ausgehend dovunner, wa mer dëst Joer eng Milliard Recetten hunn, 2014, no hire Chiffere vun der Administration de l'Enregistrement, 2015 am Commerce électronique eng Perte économique vu 627 Milliounen Euro. 2016 eng Perte économique vu 737 Milliounen Euro. 2017 eng Perte économique vun enger Milliard Euro. 2018 1,1 Milliarden Euro als Perte économique!

Souwisou, ab 2019 ass guer keen Avantage méi do, well dann och de Guichet unique riwwer ass. Da wäerten déi Recetten also ewechbriechen. Einfach fir nëmmen ze soen, datt eis do wäerten enorm Recettë feelen, bis zu 9% vun de Gesamtrecettë vum Stat wäerten eis also doduerjer ewechbriechen, well ab nächstem Joer en anere Regime ass bei der TVA am Commerce électronique.

An op där anerer Säit wäert dat natierlech erëm eise Budget belaaschten. Op där enger Säit si se fort, op där anerer Säit musse mer jo awer kucken, fir se méi oder wéineger eranzekréien. Dat sinn déi Problemer, déi strukturell Problemer, mat deene mer konfrontéiert sinn. Also, ëmsou méi si mer do gefuerdert, fir ze reagéieren. An ëmsou méi mussen och d'Leit dobaussen am Land verstoen, datt Reformen noutwendeg sinn.

Duerfir ass och fir d'nächst Joer 2015 eng Augmentatioun vun der TVA décidéiert ginn, fir dat minimal ofzefiederen. D'Hausse vun der TVA ass elo net am Budget 2014, ech wäert och duerfir net dorobber agoen. Ech ka mer awer virstellen, datt en Donneschdeg déi eng oder aner Spriecher dat wäerte maachen. Duerfir wierklech nëmmen ee Wuert vum Budgetsrapporteur. Ech stelle fest, déi Hausse, déi d'nächst Joer soll kommen, bleift weiderhin déi niddregst an Europa a mir wäerte weiderhin eng ganz Rei Taux réduits hunn op 3%, déi eng Rei Saachen amortisséieren.

Wa mer vu Recettë schwätzen, déi wäerten ewechbriechen, musse mer och eben drun denken, datt beim Bensin, beim Tubak, wa mer um europäesche Plang eng Harmoniséierung vun den Accisen op Bensin an Diesel kréien, wäerten déi weider ofhuelen.

A mir musse weiderhin an Zukunft op d'Finanzplaz och bauen. Déi hu mer net ofgeschriwwen. Iwwer 30% vun de Statsrecetten, 40% vum PIB maachen dat aus. An do ass ervirzehiewen, dat Positivt, datt d'Fongenindustrie, datt déi wierklech boomt. Et ass déi zweet Plaz op der Welt. An iwwert d'Taxe d'abonnement kréie mer do mëttlerweil, 2010 hate mer do 595 Milliounen Euro iwwert d'Taxe d'abonnement, 2012 612, mëttlerweil 2013 691 Milliounen Euro, déi mer doriwwer erakréien, iwwert eis Fongenindustrie, an datt also déi och an Zukunft wäert e wichtegt Standbee bleiwen.

Et gouf natierlech och Diskussiounen am Kader vun der Restrukturatioun vun der, ech soen emol vun der Finanzplaz, eben och am Kader vun deenen neien Elementer, am Kader vun der Zënsbesteierungsdirektiv, do ass ee Moment Rieds gaangen - de Statec hat déi Zuele bruecht -, 2.000 Plaze kéinte verluer goen. An der Kommissioun hate mer en Austausch doriwwer, do ass dat awer relativéiert ginn. Dat ass, ech soen, en Zeenario, wann alles géif schifgoen a wa keng nei Produite géifen op de Marché kommen.

Wat einfach erauskomm ass, dat ass awer net nëmmen an där Réunioun, ech hat och Réunioune mat anere Vertrieder aus dem Finanzsecteur, ob dat Gewerkschaften oder Patronatsvertrieder waren, déi soen, et ass einfach, mir hunn e Switch, mir hunn en anere Profil vu Leit, déi gebraucht ginn op der Bankeplaz an op der Finanzplaz Lëtzebuerg, an datt een et also muss fäerdegbréngen, entweder déi Leit, déi do schaffen, ëmzeforméieren, respektiv déi nei Leit, déi do kommen, hunn en anere Profil, wéi mer dat fréier haten. Wat awer ënnert dem Strëch och de Statec an der Kommissioun gesot huet, dat ass wierklech en Zeenario vun deenen 2.000 Plazen, deen en tant que tel net wäert antrieden.

Wann een elo d'Dépensësäit kuckt, ech war elo bei de Recetten, déi ewechfalen zum Deel, anerer, déi bäikommen, d'Dépensësäit vun der Administration centrale, da sinn déi an deene leschte Joren ëmmer erëm an d'Luucht gaangen. A firwat si se an d'Luucht gaangen? Ënner anerem awer och, well mer eng Rei Mesuren oder well eng Rei Mesurë geholl gi sinn, déi eigentlech net hiert Zil erreecht hunn.

Als Beispill dat vun de Studentesubsiden, wat à l'origine als Spuermesure geduecht war, déi awer aus dem Rudder gelaf ass an déi mëttlerweil iwwer 150 Milliounen de Stat all Joers kascht. Et kann ee sech och Gedanke maachen iwwer aner Mesuren, déi geholl gi sinn op der Dépensësäit, et kéint een un d'Chèques-services denken, aner Elementer, d'Mammerent, ob déi wierklech déi Effikassitéit haten, déi op alle Fall de Statsbudget och belaascht hunn.

De Statsbudget gëtt och belaascht duerch Engagementer, déi nach vun där aler Regierung getätegt gi sinn, déi elo déi nei Regierung wäert ëmsetzen. Dat ass den Accord salarial an der Fonction publique. Mir wëssen et, Prime unique vun 0,9% réckwierkend op d'Joer 2014 an eng Punktwäerterhéijung vun 2,2% op den 1. Januar 2015. Et soll een och do net vergiessen, datt dëst och Auswierkungen op de Secteur conventionné wäert hunn. Dat ass nach net chiffréiert. Mä och dat, als Budgetsrapporteur wëll ech nëmme soen, mir behalen dat am Hannerkapp, wat dat kann herno och ausmaachen.

Här President, dat sinn eng Rei vun Elementer, Eckwäerter, ech sinn elo net op se alleguerten explizit agaangen, déi d'Regierung muss berücksichtege fir hir Budgetspolitik an deenen nächste Joren. Fir de Budget 2014 konnten déi Iwwerleeungen a strukturell Reformen nach net zu Enn geduecht ginn. Et ass en Iwwerganksbudget do.

Et si vill Leit, déi gesot hunn, hei an der Chamber: Jo, wou kommen dann déi strukturell Reformen? Dir hutt nach näischt gemaach! Et muss ee soen, datt een Zäit brauch, effektiv Zäit brauch. Déi Zäit muss een der Regierung ginn, fir déi strukturell Reformen a Rou auszeschaffen, fir se richteg duerchzeanalyséieren, richteg vu vir bis hannen duerchzekontrolléieren. An da wäerte mer déi fir deen nächste Budget 2015 hunn.

Et sinn awer trotzdeem am Budget 2014 eng Rei Efforte gemaach ginn op der Dépensësäit: 137 Milliounen Euro bei den Investissementer, 9 Milliounen Euro bei de Personalkäschten. Wéi kënnt een do op de Spuereffet? Mir sinn do ausgaangen, oder d'Regierung ass dovunner ausgaangen, datt een an de leschte Joren eng Moyenne hat vun 250 Neiastellunge beim Stat. Dëst Joer sinn et der 150. Dat mécht also eng Differenz par rapport zum Scénario initial.

49 Millioune si gespuert gi bei de Fonctionnementskäschten. All d'Departementer hunn en Effort gemaach, mat méi oder manner Begeeschterung. Et war awer e solidareschen Effort. Och d'Chamber, d'Uni, de Klerus, den Haff, jiddwereen huet do derzou bäigedroen. An och - dat wäert am Laf vum Joer da seng Wierkung kréien - wann deen neie Projet de loi ëmgesat ass bei de Studentesubsiden, wäerten dann am Laf vum Joer ronn 34 Millioune kënne gespuert ginn. D'nächst Joer, wann dann de System voll spillt, wäerte mer op 80 Millioune bal kommen.

En Total also vun 231 Milliounen, déi dëst Joer am Budget 2014 als Spuereffort opzeweise sinn. Wat d'Spuerefforten ubelaangt bei den Investissementskäschten, ass ze soen, datt keng Investissementer direkt gestrach goufen. Et sinn der an der Zäit versat ginn. Dat sinn ënner anerem 40,5 Millioune beim Fonds du rail, 17,1 Millioune beim Fonds des routes an och 20 Milliounen Euro beim Lycée vu Bouneweg. A sécherlech, do muss een an deenen nächste Jore kucken, en fonction vun den Evolutioune vun de Statsfinanzen an der Nécessitéit vu verschiddene Projeten, ob a wéi se finanzéiert ginn oder ob se eventuell och méi bëlleg kënne gestalt ginn.

Aner Eckwäerter vum Budget 2014, déi ervirzehiewe sinn: D'Dépensë wuesse mat 3,5% am niddregsten - am niddregsten! - säit siwe Joer. D'Recettë wuessen awer ëm 5,1%. An hei hu mer also deen Effet, datt déi éischte Kéier déi Schéier tëschent Recetten an Dépensen erëm zesummegeet. Et ass also déi richteg Richtung.

De Budget vun 2014 gesäit en Defizit vun 172 Millioune vir. Dat ass eng Verbesserung vun 378 Millioune par rapport zu 2013. 2014 ginn och keng nei Scholde fir national Besoine gemaach. Ledeglech 500 Millioune ginn eventuell gezu fir Verflichtungen, europäesch Verflichtungen, ënner anerem am Kader vum Pacte de stabilité, wann een déi misst dann och gebrauchen.

Am Budget 2014 - dat ass dee leschten Eckwäert, op deen ech wëll agoen - am Budget 2014, dat ass och eng éischt strukturell Reform, déi ëmgesat ginn ass, d'Studentesubsiden. D'Dépensë sinn aus dem Rudder gelaf bei de Studentesubsiden. Et war ugeduecht als Spuermoossnam à l'origine. All Joers sollten 30 Millioune gespuert ginn. Mëttlerweil hu mer 178 Milliounen Euro, déi dat eis kascht, ënner anerem och duerch d'Uerteel vum europäesche Geriichtshaff, well och d'Kanner vun de Frontaliere genau datselwecht musse kréien, net dierfen diskriminéiert ginn. A mir hunn do missen handelen, mir hunn do misse reagéieren, fir datt déi Dépensen net weider géifen aus dem Rudder lafen.

Et läit elo eppes um Dësch, dat an der Kommissioun vum Enseignement supérieur wäert an deenen nächste Wochen a Méint bis virum Summer dann diskutéiert ginn. Dee Projet huet jo dräi Aspekter. Een Deel Basis, déi jiddweree kritt, 2.000 Euro. Een Deel fir d'Mobilitéit, wat een och kéint nenne fir de Logement, nach eng Kéier 2.000 Euro. An dann déi lescht Tranche en fonction vum Gehalt vun den Elteren, wat fir eis eng sozial Selektivitéit ass.

Datt dat also dee richtege Wee ass, deen ee wëllt goen, well een hei dat, wat gesot gëtt: „Mat manner Sue méi maachen", kann erreechen. Mir kënne méi deenen hëllefen, deene Studenten, déi et méi brauchen. A manner vläicht deenen, déi et manner brauchen, well se vläicht hei zu Lëtzebuerg studéieren, manner Käschten hunn, well eventuell hir Elteren do kënne méi dozou bäidroen.

Mir hu gelies an den Zeitungen, datt dat net iwwerall op Begeeschterung gestouss ass. Mä et muss een awer och soen, wann een déi Leeschtungen, déi mer nach wäerte weider hunn an den nächste Jore bei de Studentesubsiden, datt déi nach immens héich sinn, wa mer eis mam Ausland vergläichen.

Et geet Iech vläicht wéi dem Budgetsrapporteur och, ech hu Kanner, déi och am Ausland studéieren, wann déi mat hire Kolleegen, net de Lëtzebuerger Kolleegen, mat deenen anere Kolleegen zu Bréissel, wa mäi Bouf zu Bréissel mat sengem Kolleeg vu Virton schwätzt, dee genau datselwecht studéiert, och muss zu Bréissel logéieren an esou weider, dann och mat deenen neie Subside schummt sech mäi Bouf nach, fir deem mussen ze soen, sengem Kolleeg, wat hien hei zu Lëtzebuerg kritt. Mir sollten heiansdo vläicht verschidde Saachen an de Kontext setzen. Muss de Stat Rundumversorger sinn an alles bis op dee leschten Dibbelche bezuelen?

Ech wëll awer och soen, sécherlech, wann et Härtefäll ginn, da wäerte mer an der Kommissioun kucken, fir déi och kënnen ze regelen. Härtefäll musse kënne geregelt ginn. Mir hu jo do also nach d'Méiglechkeet, dat ze maachen. Op alle Fall, hei si mer der Meenung, datt mat manner méi ka gemaach ginn. Ënnert dem Strëch kréien déi Studenten, déi méi brauchen, kréien et. A mir spueren als Stat awer ab nächstem Joer 78 Milliounen Euro.

Och an anere Beräicher, Här President, mussen och an deenen nächste Jore strukturell Reforme kommen, déi, wéi gesot, nach net um Dësch leien, mä déi an den nächste Méint da wäerten ausgeschafft ginn an da presentéiert gi mam Budget 2014 (veuillez lire: mam Budget 2015).

2014 war eigentlech dee leschte Budget, dofir geet en da vläicht an d'Annalen an, dee leschte Budget, wat ech géif nennen, salopp, no der Kontabilitéitslogik. Et ass d'Noutwendegkeet, dat ass net eng nei Erkenntnis, fir de Budget no enger neier Method opzestellen. De Finanzminister hat gesot, de Budget vun enger neier Generatioun. Och scho fréier Rapporteuren, ech denken ënner anerem un de Roger Negri, deen hat dorobber higewisen a sengem Rapport, wou en och dee franséische LOLF-Modell presentéiert hat. Och den Avis vun der Cour des Comptes ass der Meenung, datt muss eng nei Method kommen. Och, muss ee soen, de fréiere Finanzminister, de Luc Frieden, hat schonn ab 2011 Aarbechten an dës Richtung ugeduecht. Leider konnt en déi net bis zum Schluss weiderféieren.

Déi Method, déi Method vun där neier...

(Interruption)

Déi Method vun där neier Budgetsopstellung, mëttlerweil huet jiddwereen dat och matkritt, d'Dépensë screenen, kucken, d'Noutwendegkeet an de Sënn vun deenen engen an aneren Dépensë kucken, de Sënn vun de Subside kucken an esou weider. D'Dépensen eventuell regruppéieren. En einfacht Beispill, fir dat ze illustréieren: Kënne mer net eng gemeinsam Centrale d'achat maachen, amplaz datt jiddwer Verwaltung, jiddwer Ministère seng Saache keeft? Kënne mer dat net regruppéieren, eng Centrale d'achat? Et kann ee Sue spueren an esou weider. Déi Aarbechte sinn amgaang, gemaach ze ginn. D'Chamber wäert do och de Point gemaach kréien an der Kommissioun, fir datt mer och mat abezu ginn.

Här President, ech kommen dann zu den Avise vun de Chambres professionnelles, vun der Cour des Comptes, vum Statsrot. Ech ginn do och net am Detail drop an, déi kënnt Der all noliesen. Vläicht aus der Siicht vum Rapporteur. Et steet awer och esou am Budgetsrapport, wat déi eng oder aner Avise vläicht differenzéiert vun deem, wat am Budgetsrapport steet, oder vun deem, wat do diskutéiert ginn ass.

Eens si sech déi verschidde Gremien, datt et en Iwwerganksbudget ass an datt op alle Fall déi nächst Jore musse strukturell Reforme kommen. Op verschiddene Punkte ginn et Ënnerscheeder. Zum Beispill d'Chambre des Salariés, déi ass der Meenung, datt déi momentan Schwieregkeete vun der Administration publique éischter konjunktureller Natur wieren. Déi ass also net därselwechter Meenung, wéi dat och zum Beispill d'Note vum Comité de prévision ausseet. A si mengen awer, datt d'Investissementer weider géife relativ héich bleiwen. Si maache sech Suerge bei der Reorganisatioun vun de Studentesubsiden, eben ëmmer, wat d'Härtefäll ubelaangt. A si maache sech och Suergen iwwert déi zukünfteg sozial Ausriichtunge bei de strukturelle Reformen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics: Ech hat dat schonn erwähnt, datt si net därselwechter Meenung ass, wat d'Ewechfale vun de Recettë vun der TVA ass (veuillez lire: wat d'Ewechfale vun de Recettë vun der TVA duerch den E-Commerce bedeit). Ech si virdrun dorobber agaangen a wäert dat elo net méi maachen. Si huet och e puer kritesch Remarquen zur Neiastellung vum Personal beim Stat. Si begréisst natierlech den Accord salarial. Voilà.

D'Chambre de Commerce waart och op en neie Budget vun enger neier Generatioun. An déi huet dann och eng Analys gemaach vum chroneschen Defizit bei der Administration centrale an déi mécht sech och Suerge wéinst der Statsschold, déi weider wiisst. Och si, d'Chambre de Commerce, weist drop hin, datt deen Iwwerschoss vun der Sécurité sociale, datt deen op wackelege Féiss steet. Dorop weise se besonnesch hin.

D'Chambre des Métiers geet an déi ähnlech Richtung, an datt si awer och soen: „Passt op, datt Der net ze vill bei den Investissementer zréckschrauft, well dat sech herno eventuell répercutéiert op Opträg, déi Lëtzebuerger Entreprisë kënne kréien."

D'Chambre d'Agriculture, déi mécht sech eng Rei Gedanken iwwer méi spezifesch Problemer, wat d'Agrikultur ubelaangt, a si weist och drop hin, datt de Fonds agraire weiderhi misst mat deenen néidegen Dotatioune gespeist ginn.

D'Cour des Comptes huet higewisen op d'Wichtegkeet vun der Finanzplaz, d'Auswierkunge vum Accord salarial och op de Secteur conventionné an d'Statsfinanzen. Ech hat dat jo virdrun ugeschwat. Si sinn also och déi, déi soen: „Hei passt op, datt dat och Auswierkunge kritt op de Secteur conventionné." Si maache sech Gedanken iwwert d'Fiscalité verte, maachen och e klenge Rappel iwwert d'Konklusioune vum Ëmsetze vum Kyoto-Protokoll, deen an hiren Ae jo net effikass ass, wou vill Sue verdeelt ginn, déi net dat erreechen, wat se sollen. Si soen och, datt een net d'Steiere soll ze vill erhéijen, mä wierklech bei den Dépensë kucken, déi erofzeschrauwen. An och op d'Noutwendegkeet vun enger neier Method vum Budget opstelle gi se des Längeren an. A wat hinnen och wichteg ass, se soen dat och, datt also d'Chamber och natierlech muss mat agebonne ginn, mä awer och aner Gremie mussen a sollen an déi Prozedur fir d'Opstelle vum neie Budget mat agebonne ginn.

De Statsrot: Keng Opposition formelle. Wat beim Statsrot interessant ass, ass, datt se eng Analys maache vun 2007 u mat de Recetten an Dépensen, haaptsächlech fir den Defizit vum Zentralstat, vun deem se soen, datt deen eigentlech an deene Jore vu 60 Milliounen op 545 Millioune geklommen ass. Wat méi spezifesch den Text ugeet, hate mer keng gréisser Suergen am leschte Moment, ech géif soen, datt dat, wat de Statsrot proposéiert huet, an der Kategorie Toilettage du texte war: den Intitulé aneschters schreiwen, Grouss- a Kleng-

schreiwung, verschidden Artikelen ewechloossen, aneschters formuléieren, well Referenze gemaach ginn op aner Gesetzer. A mir hunn och all déi Textpropositioune vum Statsrot gréisstendeels ugeholl.

Eng Differenz hate mer beim Artikel 35, fréieren Artikel 36. Ëm wat geet et do am Fong? Dat ass dee Fonds de financement fir d'Privatschoulen an och déi soziofamiliär Infrastrukturen. De Statsrot hat do eng Textpropos gemaach, mat där se dat Ganzt, géif ech soen, an een Dëppe geheit hunn. Et ginn awer zwou verschidde Legislatiounen. Wann zum Beispill déi Suen, déi een do kritt, ech soen zum Beispill d'Privatschoulen, wann een déi no zéng Joer, wann een d'Sue kritt huet fir Gebaier an déi no zéng Joer zum Beispill géif da fir aner Zwecker benotzen, misst een d'Suen zréckbezuelen. Am soziofamiliäre Beräich sinn et awer 15 Joer. D'Kommissioun hat dunn eng Propos gemaach an dat als Erreur matérielle duergeluecht. De Statsrot war awer net honnertprozenteg mat där Aart a Weis d'accord.

Mir hunn dunn en Zousazrapport nach haut de Moien ofgestëmmt, fir dann am Endeffekt awer déi Formulatioun, mat där de Statsrot ka liewen an déi och konform ass awer zu de Gesetzer, unzehuelen.

Här President, ech hunn d'Aarbechten an der Finanz- a Budgetskommissioun duergeluecht. Ech hunn de Point gemaach vun der europäescher an der nationaler wirtschaftlecher Situatioun, vun der Entwécklung vun de Statsfinanzen, vun der Entwécklung insbesonnesch vun der Statsschold, fir eben opzeweisen, fir nach eng Kéier ze beleeën - ech misst et eigentlech a Steen ameesselen -, datt déi finanziell Situatioun vum Stat an hir Weiderentwécklung bedenklech ass, datt déi verbessert wirtschaftlech Daten net d'Rettung sinn, datt d'Ewechfale vun de Recetten aus dem E-Commerce wäert eng grouss zousätzlech Belaaschtung sinn, datt mer à politique inchangée onauswäichlech op eng ëmmer méi grouss Verschëldung vum Land histeieren, déi déi zukünfteg Generatioune wäert enorm belaaschten a lähmen.

Jiddweree misst spéitstens elo, wann en nogelauschtert huet oder de Budgetsrapport gelies huet, vun der Noutwendegkeet vu strukturelle Reformen an deenen nächste Joren iwwerzeegt sinn.

A gradesou wéilt ech eigentlech och an de Steen ameesselen, fir dobäi ze bleiwen, datt d'strukturell Reformen, datt dat, wat een eventuell spuert an deenen nächste Joren, och eng Chance - eng Chance! - ass fir Lëtzebuerg, fir sech nei a gestäerkt opzestellen.

Här President, ech hu vun Défien a Chancë geschwat. A fir mech als Rapporteur, an dat ass déi perséinlech Note, déi all Budgetsrapporteur a säi Rapport dann erabréngt, fir mech ginn et fir Lëtzebuerg zéng grouss Erausfuerderungen. D'Geneviève Montaigu huet am „Quotidien" vun den „zéng Geboter" geschwat - dofir kéint ech déi also och an de Steen ameesselen -, déi enk, déi ganz enk a mengen Ae mat der Finanzpolitik an dem Budget verbonne sinn an déi mer mussen an deenen nächste Jore resolut ugoen, fir eis besser opzestellen, fir Lëtzebuerg erëm fit ze maachen.

Wat sinn déi zéng Geboter? Ech gi ganz kuerz driwwer. Dat Éischt: e gudde Start an d'Liewen. D'Kanner, dat ass net nëmmen e Sproch, d'Kanner sinn d'Zukunft vun engem Land. An dofir musse mer hinnen déi bescht Startchancë ginn, mat op de Wee ginn. Am Alter vun null bis dräi Joer kann een esou vill bei de Kanner férderen, eleng nëmme wann ech un d'Sprooch denken, an hirer Entwécklung. An dobäi kënnt jo och, datt mer d'Situatioun hunn, datt d'Familljenorganisatioune ganz aneschters sinn, datt och e Besoin do ass zwëschen null an dräi Joer an doriwwer eraus, bis datt d'Kanner an der Grondschoul sinn, datt een do wëllt deementspriechend Strukturen hunn.

D'Fro, déi ee sech also muss stellen: Entspriechen eigentlech déi Suen, déi mer investéieren, iwwert d'Allocations familiales, iwwer Kannergeld, d'Chèques-services, Kannerboni, Forfait d'éducatioun an esou weider, déi Suen, déi mer do investéieren, kommen déi bei de Kanner un? Gi mer de Kanner mat deene Suen déi ideal Startchancen? Oder landen déi Suen awer vläicht enzwousch aneschters bei den Elteren?

An ass et net och esou, datt d'Elteren eigentlech Demandeur si vläicht, fir manner Suen ze hunn, mä datt se froen: „Kréien ech eng Plaz an der Crèche? Kréien ech eng Plaz, wou et den Encadrement vu grousser Qualitéit ass?"

Mir mussen also an deenen nächste Joren eng Analys maache vun den Transferts sociaux am Familljeberäich. Mir mussen ewech vu Finanzleeschtungen an op méi Sachleeschtunge kommen.

Zweet Gebot: D'Schoul muss eng Prioritéit bleiwen. Och d'Schoul ass e Pilier vun deenen Zukunftschancen insgesamt an engem Land. Et muss ee kucken, jiddwerengem déi beschtméiglech Chancen ze ginn, d'Férderung zoukommen ze loossen, datt ee sech als Mënsch entwéckelt, mä awer, datt een och ka säi Wee am Beruffsliewe maachen, datt een och ka seng Roll an der Ekonomie spillen.

Mir brauchen also déi Reformen, déi ustinn, en differenzéierten, individualiséierten Unterrecht. D'Schoul huet eigentlech kee Präis, si kascht awer och eppes. Och Schoul huet eppes mat Budget ze dinn an ass e groussen Deel och vun den Dépensen. A Lëtzebuerg huet en deieren, wann net vläicht deen deierste Schoulsystem op der Welt. Och do musse mer also verschidden Elementer iwwerdenken.

Mir hunn zum Beispill spezifesch Regelungen am Enseignement, wat d'Altersdéchargen ubelaangt. Dat bedeit, ech hunn dat schonn eng Kéier gesot gehat hei, dat bedeit zousätzlecht Personal. Déi Stonnen, déi mussen ersat ginn. Dat bedeit zousätzlecht Personal, 250 bis 260 Leit Personal. Den Éducatiounminister sëtzt do, dee kann dat bestätegen.

Dann ass jo och de Problem net nëmmen eleng, datt een dann dat zousätzlecht Personal muss bezuelen. Vläicht fënnt een och guer net dat zousätzlecht Personal, well een do vläicht net genuch Mathematiker, oder wat weess ech, ka fannen. Dat sinn also Froen, un déi mer och mussen de Courage hunn erunzegoen, bei deenen ee keng A-priorie soll hunn. An ech hoffen, datt mer do am Dialog - am Dialog! - Solutioune fannen, mat deene jiddwereen dann e solidareschen Effort mécht.

Drëtt Gebot: D'Finanzplaz Lëtzebuerg erhalen, weider stäerken. Mir sollen eis Finanzplaz net ofschreiwen. Weiderhi mécht se een Drëttel vun de Statsrecetten aus. Mir musse weider dorobber bauen. Ech hat och virdru gesot, d'Fongenindustrie boomt. Wat och wichteg ass, ass, datt mer eng Strategie hu vum proppere Geld, vun enger propperer Plaz hei zu Lëtzebuerg. D'Transparenz, déi mécht sech do bezuelt. Den Image ass wichteg. A mir hunn eng Rei Atouten, Know-howen op der Bankeplaz. Mir hunn elo d'Standarde vun der OECD an all déi aner, déi mer mussen erfëllen.

A mir mussen natierlech wëssen, datt nei Produite gefrot sinn, datt also vun deem klassesche Banking mer eriwwerkommen zum Beispill bei Familiy offices fir grouss Fortunen an aner Produiten, an datt mer hei also eng grouss Erausfuerderung hunn, ënner anerem, wat d'Personal ubelaangt, datt mer do musse kucken, dat adequat Personal ze fannen - natierlech Luxembourg School for Finance, Uni an esou weider -, datt mer do och an deene Beräicher Efforte maachen.

Véiertens: Lëtzebuerg muss en attraktive Standuert bleiwen, fir d'Finanzplaz, dat ass natierlech kloer, déi ass e wichtegen Acteur hei, awer och fir aner Beräicher: ICT-Beräich, d'Fuerschung, Ekotechnologien.

Wat eigentlech do wichteg ass, obwuel mer dat do praktesch net méi kënne maachen, mä den „first mover" - wéi een dat esou schéin nennt, haut gëtt jo alles op Englesch genannt -, „first mover" sinn, déi Éischt sinn, déi do eppes kënnen ubidden.

Dofir ass et och wichteg, datt mer „nation branding" maachen, datt mer eng concertéiert Aktioun hunn, fir Lëtzebuerg dobaussen ze verkafen. Mir mussen eigentlech kucken, wann een dobaussen zu Hongkong, zu San Francisco, zu Buenos Aires „Lëtzebuerg" seet, datt d'Leit dann net méi soen: „Ah, e Steierparadäis." Neen, datt d'Leit da soen: „Exzellent Bankeplaz!" oder „Digital Donnéeën" oder „Satelliten" - iergend esou eppes. Mä awer, dat ass dat, un deem mer musse schaffen, datt mer awer och Avantagen hunn zu Lëtzebuerg. Mir hu kuerz Weeër hei zu Lëtzebuerg trotzdeem, an datt mer och do mussen d'Simplification administrative weiderdreiwen. Aus dem Omnibusgesetz ass mëttlerweil en „TGVs-Gesetz" ginn. Dat wäert jo da spéitstens am Hierscht gestëmmt ginn. Och do kënne mer also nei Créneauen, nei Recetten, nei Aarbechtsplaze fir Lëtzebuerg kreéieren.

D'Zukunft, fënneftens - ech si bei deem Fënneften: D'Zukunft zu Lëtzebuerg ass och ëmmer méi digital. Mir hunn e Créneau hei zu Lëtzebuerg, an deem mer gutt opgestallt sinn. Mir hunn eng Rei Datazentren, déi wierklech exzellent sinn, déi ee ka weisen. Mir hu gutt Réseauen, ultra-haut débit, mir hunn eng gutt europäesch Connectivitéit. Mir musse weider doran investéieren, dorobber bauen.

D'Experte soen engem, Lëtzebuerg kéint mat deenen Infrastrukturen, déi mer hunn, awer och mat deem Know-how eigentlech e bëssen de Safe gi fir digital Donnéeën. Dat heescht, datt d'Banken, awer och Privatleit, Firmaen, datt déi kéinten heihinnerkommen, fir déi doranner anzespären, wou eigentlech da kee méi drukënnt, datt dat eigentlech och en Zukunftscréneau kéint sinn. An natierlech muss een do dann déi adequat Gesetzgebungen hunn, zum Beispill Archivage électronique an esou weider.

Sechstens: De Chômage ass kee Sens unique. Ech hu virdrun d'Entwécklungen am Chômage opgezielt, déi besuergniserreegend sinn - perséinlech Schicksaler, d'Belaaschtung vun de Statsfinanzen, déi e mat sech bréngt. An och dee Problem, datt mer eben trotz Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen och nach weiderhin en héije Chômage hunn. Et mussen also nei Mesurë geholl ginn. Et ass um richtege Wee mat der Neiopstellung vun der ADEM. D'„Solidarité emploi jeunes" ass an der Maach. Op Weiderbildung muss gesat ginn.

Et muss een awer, dat muss een och kloer an däitlech soen, och op d'Responsabilitéit vun deenen eenzelnen Aarbechtssichende setzen, datt och vun hinnen en Effort verlaangt ass, eventuell och emol eng Plaz unhuelen, déi net déi ideal Virstellung ass, déi engem entsprécht. Awer jiddwereen hei am Sall soll emol vläicht eng Kéier selwer iwwerleeën, wéi et him gaangen ass a senger Jugend. Et huet een och vläicht net direkt déi ideal Plaz fonnt, et huet een déi eng vläicht geholl, déi aner.

Mir ass et esou gaangen. Dir kënnt jo um Chamberscomputer mäi Parcours noliesen. Ech hunn och e puer Joer verschidde Saache gemaach. Ech hat net déi ideal Plaz, déi ech eigentlech wollt: Schoulmeeschter ginn. Ech sinn zwar haut op enger anerer Plaz. Mä dee Parcours, datt een och do awer eppes geléiert huet, datt een herno do e gudde CV hat an datt engem dat awer eppes weidergehollef huet.

Siwente Punkt: Wunnen dierf kee Luxus sinn. D'Entwécklung vun de Präisser belaascht ëmmer méi d'Familljen hei zu Lëtzebuerg oder d'Stéit, d'Leit insgesamt. Et ass och de Vecteur vu sozialen Ongerechtegkeeten. An einfach d'Noutwendegkeet, datt mer d'Offer méi grouss maachen, Plans sectoriels, Baulandverträg sinn hei d'Stéchwierder, déi am Vierdergrond stinn.

Mir mussen d'Subsiden iwwerkucken. Mir gi ganz vill Suen aus am Logement, déi awer net hiert Zil erreechen, soudatt mer also musse kucken, déi ze iwwerschaffen a mat manner Suen do och méi eng effizient Politik maachen. De Sozialwunnengsbau dierfe mer och net aus dem Bléck loossen.

A vläicht e kuerzt Wuert, well dat hei jo och no vir geet: Och dee sozialen oder dee sozial selektiven Taux vun 3% respektiv 17% d'nächst Joer; wann een eng Acquisitioun mécht vun engem neien Immeuble, do ass et jo esou, datt et virgesinn ass, datt, wann ee selwer dra wunnt, een dann den Taux réduit vun 3% behält, a wann een en hëlt als Investissement, datt een da 17% wäert drop bezuelen. A mengen Aen ass dat do och eppes sozial Selektives.

(Interruption)

Ech sinn iwwerzeegt, ech sinn iwwerzeegt... Et ass jo esou: De Lëtzebuerger, wat mécht en? Wann e Suen huet, entweder setzt e se op d'Bank, e geet op d'Bourse spekuléieren oder en investéiert an den Immobilier. Wann e Lëtzebuerger d'Rechnung herno mécht, dee ka Suen investéieren, da kuckt en, wou nach ëmmer am meeschten dobäi erauskënnt. An ech sinn iwwerzeegt, datt och an Zukunft en nach méi eng grouss Rendit huet, dann nach méi Profit huet, wann en an en Immobilier investéiert, wéi wann e seng Suen op iergendenger Bank um Spuerkont stoe léisst.

Aachte Punkt: Ekologie reimt mat Ekonomie. Déi ganz Klimaschutzfroe si verbonne mat Energiefroen an hunn och e groussen Impakt op de Budget, op de Budget vum Stat an och op de Budget vu jiddwerengem Eenzelnen. D'Käschten aus dem Kyoto-Protokoll, déi eis dervulafen, déi eise Budget natierlech belaaschten, awer och deen Eenzelnen, deen de Risiko huet vun der Energieaarmut, dee muss méi héich Energiekäschte bezuelen.

Ech kommen do ëmmer erëm mat deem Potenzial vu Reduktioune vun iwwer engem Drëttel, national Reduktiounen am Beräich vum Hausbau, Assainissement. D'Ëmsetze vun der Klimabank musse mer eis wierklech zu Häerz huelen. Dat ass op där enger Säit eppes fir de Klimaschutz. Et ass och en Ukuerbele vum Handwierk, well do vill Aarbecht fräi gëtt, vill nei Aarbecht entsteet. Mir hunn dann national Mesuren amplaz eis Suen am Klimaschutz iergendwou am Ausland ze investéieren. Mir hunn do nëmme Gewënner: d'Handwierk, de Klimaschutz, de Stat. Och mat der Klimabank kritt deen da seng Suen zréck. An natierlech herno och den eenzelne Bierger, deen an engem Haus wunnt, an deem e manner Energie ze bezuelen huet, deen also och do spuert. Hei dat ass och e flott Beispill, fir ze weisen, datt de Klimaschutz an en général Ekologie an Ekonomie kënnen an normalerweis och zesummen Hand an Hand ginn.

Néngte Punkt: eng effizient Mobilitéit a Landesplanung fir eng performant Wirtschaft. D'Landesplanung an d'Mobilitéit, dat sinn den A an O vun enger gutt fonctionnéierender Wirtschaft. Mir hunn ëmmer méi Leit am Land hei wunnen, schaffen, déi sech bewegen. Mir kennen dat all Dag, wa mer am Stau stinn. Lëtzebuerg brauch also eng nohalteg Landesplanung. D'Plans sectoriels wäerten deemnächst kommen, fir datt mer genau wëssen: Wou kënne mer elo an Zukunft weider schaffen? Wou gëtt geschafft? Wou gëtt gewunnt? An esou virun.

Lëtzebuerg brauch natierlech och performant Infrastrukturen, besonnesch wat d'Mobilitéit ugeet, fir net am Trafic ze erstécken, fir eng performant Wirtschaft ze hunn. Éffentlechen Transport ass wichteg. Hei och d'Stéchwuert Tram. Et ass e wichtegt Element am Mobilitéitskonzept. A mir sollen eigentlech elo ophale mat den Diskussiounen, fir dee Projet ze zerrieden; mir sollen dee Projet ëmsetzen. Mir brauchen en.

An et soll een och emol eng Kéier, wann Diskussioune kommen iwwer Budget, kucken, wat beim Tram bezuelt gëtt, an aner Projeten, zum Beispill d'Verduebelung vum Gleis Lëtzebuerg/Péiteng, woumat ech perséinlech oder anerer och kee Problem hunn, wat déi kascht hunn. Also alles a Relatioun setzen.

Zéngtens: Dat ass eigentlech eppes, wat dat Ganzt chaperonnéiert. Ech hunn et „Tripartite reloaded" genannt, well een haut jo iwwerall iergendwou en engleschen Term brauch.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen!

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Déi Erausfuerderungen, déi ech elo opgezielt hunn, déi néng, déi kënnen natierlech nëmmen ëmgesat ginn, wann d'Politik an déi Richtung zesummegeet, wann d'Bierger an déi Richtung ginn, mä awer och, wa mer dat kënne mat de Sozialpartner uerdentlech diskutéieren, datt mer also musse kucken, de Konsens ze fanne mat de Sozialpartner. D'Noutwendegkeet vun der Relance eben och vun der Tripartite ass fir mech a mengen Ae wichteg, fir datt mer also all déi Geboter och kënnen herno uerdentlech iwwert d'Bühn kréien.

Här President, ech kommen zum Schluss. Dat sinn a mengen Aen zéng wichteg Erausfuerderungen, déi ech elo opgezielt hunn, fir eist Land, fir d'Politik, mä net nëmme fir d'Politik, och fir jiddwer Eenzelnen hei am Land. Mir sinn all concernéiert a mir mussen dofir zesummen un d'Défien erugoen.

Fir déi Erwaardungen, déi Erausfuerderungen ze léisen, brauche mer nei Margen am Budget. Dofir musse mer strukturell Reformen ugoen. Et sinn awer och grouss Chancen, fir eis besser opzestellen, fir op zolidd Féiss ze kommen, fir Lëtzebuerg erëm fit ze maachen.

Jo, dofir musse mer Gewunnechten änneren. Jo, dofir musse mer prett sinn, e klengen Effort ze maachen. Mä all déi kleng Efforten, zesummen, erginn dat grousst Ganzt. Nëmmen all déi Efforten zesumme kënnen aus dëse Chancen och eng Realitéit an domat eng besser Zukunft fir eist Land maachen. Ech sinn iwwerzeegt, mir all zesummen, Lëtzebuerg kann et. Kommt, mir maachen et.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Mëtteg ukomm. Rendezvous muer de Mëtteg um zwou Auer fir d'Presentatioun vum Här Finanzminister.

Ech soen Iech Merci.

Domat ass d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.42 heures)

www.chd.lu

SÉANCE 17

MERCREDI,
23 AVRIL 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant
1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques
- *Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

3. 6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012
- *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6674 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2012
- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Marc Lies*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes
- *Exposé: Mme Diane Adehm*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur
- *Exposé: Mme Diane Adehm*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*
- *M. Justin Turpel (motivation d'abstention)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e schéine gudde Mëtteg. Heimat ass d'Sëtzung op an ech géif d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen.

M. le Président.- Dat ass net de Fall. Merci, Här Statsminister. Da géife mer mat eisen Diskussioune ronderëm de Budget virufueren. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, fir den Exposé vun der Regierung zum Budget 2014 ze presentéieren. Här Gramegna, d'Tribün gehéiert lech.

2. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant
1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)

Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, léif Kolleegen aus der Regierung, säitdeem ech de 5. Mäerz hei op dëser Plaz de Budget 2005 (veuillez lire: 2014) déposéiert hunn, ass natierlech ganz vill driwwer geschwat ginn. An dat ass och ganz gutt esou. Wat an där Period net genuch vläicht ënnerstrach ginn ass, an dofir wëll ech dat als Remarque liminaire hei maachen, dat ass, dass mer dee Budget zwar an der Chamber och haut a muer wäerte stëmmen, Dir wäert e stëmmen, mä dass mer haut vill ënnert der Influenz vun de Bréisseler Regele sinn an dass eben an där Period, säit dem Dépôt um Ufank vum Mount Abrëll, d'Kommissioun an den ECOFIN Stellung zu onsem Budget geholl hunn.

An ech wollt domadder ufänken, well ech och de 5. Mäerz gesot hat, dat heiten ass e responsabele Budget mat engem europäesche Stempel. Deen europäesche Stempel, deen hu mer kritt. An dat ass, mengen ech, net genuch ënnerstrach ginn. An dofir wollt ech domat ufänken an domadder soen, dass mer also dann d'Regele vum Pacte de stabilité et de croissance erfëllen an dass d'Kommissioun gesot huet, dass Lëtzebuerg „fully compliant" ass, dat heescht, dass mir total konform sinn. Doriwwer freeën ech mech ganz vill an d'Regierung, mengen ech, och.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass mer déi gréng Luucht do net kritt hätten, wa mer net den 230-Milliounen-Spuerpak integréiert hätten an eise Budget. An Dank deem Spuereffort si mir konform. Doduerch kënne mer déi Diskussioun hei mat enger gewëssener Serenitéit féieren. An haaptsächlech, mir kënne Serenitéit hunn, fir den 2015er Budget ze preparéieren. An ech soen Iech, do brauche mer Serenitéit, well do musse Strukturreforme gemaach ginn, déi guer net einfach sinn. An dofir sinn ech frou, dass mer déi gréng Luucht vu Bréissel kruten. Ech géif also soen, par rapport zu den internationale Kritären, deene mer ënnerworf sinn, ass et: Mission accomplie!

No dëser liminairer Remarque géif ech gäre fir d'Éischt emol dem Rapporteur, dem Eugène Berger, villmools Merci soe fir säi schréftleche Bericht an haaptsächlech fir seng exzellent Ausféierunge gëschter, déi ech ganz interessant fonnt hunn. A well se esou gutt waren, wollt ech awer e puer Punkte vu sengem Rapport hei ënnersträichen, well se mir an der Regierung awer och ganz no um Häerz leien.

Dat Éischt ass emol, dass en ugefaangen huet mat dem Problem vun der Schold. Dat ass, mengen ech, wierklech de Fil rouge vun deenen nächste fënnef Joer. Mir mussen oppassen, dass mer eis Schold net fortlafe loossen, an dass mer den Triple A behalen. Dat huet den Eugène Berger ganz staark ënnerstrach. An en huet och gesot, zu Recht, dass déi Politik, déi an deene leschte fënnef Joer budgetsméisseg gefuer ginn ass, elo net méi tragbar ass. A mir wäerten och dorobber zréckkommen.

Mir brauchen also méi gesond Finanzen. A mir brauchen net méi gesond Finanzen, fir Bréissel e Pleséier ze maachen. Mir brauche méi gesond Finanzen, well dat déi eenzeg Manéier ass, fir eng Wirtschaft gutt ze leeden. A gesond Finanzen assuréieren dräi Saachen. Se assuréieren emol, dass ee kann e gutt entwéckelt soziaalt Netz hunn. An dat hu mir zu Lëtzebuerg. Et garantéiert, dass d'Ekonomie ka kompetitiv sinn. An drëttens, gesond Finanzen erlaben, d'Infrastrukture vum Land konstant ze moderniséieren. Dofir brauche mer en équilibréierte Budget an dofir wëllt d'Regierung dat maachen.

Wann ech elo op déi nächst Generatioune kucken, déi wëllen och, dass mer e gesonde Budget hunn, fir dass si kënnen hir Zukunft gestalten am Sënn vun Nohaltegkeet a fir dass si sech net musse Suerge maachen, wéi si d'Scholde vun hiren Eltere sollen zréckbezuelen. Alles dat huet den Eugène Berger gutt a sengem Rapport beschriwwen. An hien huet vun zéng Chancë geschwat. An ech fannen, déi zéng Chancen, déi waren esou wichteg, dass ech se awer nach eng Kéier wëll hei opzielen, och fir de Lien ze maache mam Budget, deen ech de 5. Mäerz am Numm vun der Regierung hei déposéiert hunn.

Ech schwätze fir d'Éischt vun engem gudden Départ am Liewen a vun all deene Moyenen, déi de Stat do zur Verfügung stellt, fir deenen ze hëllefen. An e stellt awer och Froen. Erreeche mer déi Objektiver mat deenen Hëllefen, déi mer maachen? Déi Froe musse mer beäntwerten. Musse mer net vläicht méi Prestations en nature maachen? Dat huet hien zur richteger Zäit hei gesot. An dat solle mer eis an deenen nächste Méint iwwerleeën.

„D'Éducation nationale ass eng permanent Prioritéit." - huet den Eugène Berger gesot. Dat ass ganz richteg. D'Regierung gesäit dat esou. Ech wëll do, an deem Kontext soen, dass kee Land pro Student esou vill ausgëtt wéi Lëtzebuerg! Doriwwer solle mer eis freeën. Op där anerer Säit stelle mer awer fest, dass wahrscheinlech d'Resultater vun eise Studenten net proportional sinn zu de finanzielle Moyenen, déi mer an d'Schoul stiechen. Also och dat muss hannerfrot ginn.

Dat Drëtt, wat de Rapporteur évoquéiert hat, war d'Pérennitéit vun eiser Finanzplaz. Do wollt ech ënnersträichen, dass an deem heite Budget 1,2 Milliounen Euro méi fir „Luxembourg for Finance", d'Agence de promotion vun der Finanzplaz, virgesi sinn, wat jo dann an déi Richtung geet. An zweetens soen, dass dës Regierung jo, säitdeem mer den Dépôt vum Budget haten, an dofir wëll ech awer e Wuert driwwer soen, um Sommet zu Bréissel jo hir Positioun geännert huet an en fait den Échange automatique élargi erlaabt huet, dass deen an Europa soll kommen. Wat an anere Wierder heescht, dass de Secret bancaire zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren iwwer Transitiounsphase wäert verschwannen. Och dat war natierlech eng strukturell Décisioun, déi, ech mengen, am richtege Moment vun der Regierung geholl ginn ass a wou mer och, mengen ech, vum Secteur elo net désavouéiert gi sinn, well de Secteur selwer gesinn huet, dass et de richtege Moment war, fir ze handelen.

De véierte Punkt, deen de Rapporteur genannt hat, ass: attraktiv bleiwen. Ech muss soen, ech hunn a menge viregten Aarbechten ëmmer am Intérêt vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg geschafft. Ech hu vill Investisseuren a mengem Liewe begéint. An ech muss Iech soen, mir mussen dat onbedéngt behalen. „Small is beautiful" ass séier gesot, mä Dir musst mat haarde Fakten dat kënnen ënnermolen. Ob dat elo den „nation branding" ass, fir dee mer och Kreditter virgesinn hunn an dësem Budget, ob dat d'Simplification administrative ass, dass een déi Auslänner uerdentlech hei empfänke kann.

Ech ka mech nach erënneren, virun e puer Joer konnt een emol net als Auslänner ganz einfach e Kont zu Lëtzebuerg opmaachen. Wann ech do denken un d'Paix sociale, déi mer hunn. Wann ech do denken un déi informatesch an Telekommunikatiounsméiglechkeeten, déi mer hunn. Alles dat sinn Elementer, déi d'Investisseure kucken an déi wichteg sinn.

De fënnefte Punkt vum Eugène Berger war de Kampf géint de Chômage. Jo, deen ass en filigrane déi ganzen Zäit am Budget dran. Mir wäerten am Laf vun dësem Joer 7,2% Chômage hunn, bal eise Rekord, muss ech soen. Dat ass am Verglach mam Ausland vläicht nach net ze vill e schlecht Resultat, par rapport zu Lëtzebuerg awer kee gutt Resultat. A mir hu jo dee Paradox zu Lëtzebuerg, dass mir nei Aarbechtsplaze schafen, an zwar ëm 2% fir dëst Joer a souguer 2,5% an der Zukunft, an trotzdeem eise Chômage an d'Luucht geet. Ech hunn dat viru laanger Zäit eng Kéier de „Paradoxe luxembourgeois" genannt.

Et bleift e Paradox. Et ass awer net eng Onméiglechkeet, dat ze verstoen. Et heescht just, dass eis Ekonomie amgaang ass sech ze bewegen, ze evoluéieren, an dass déi Leit, déi hir Plaz verléieren, net einfach eng nei fannen. Et ass also e grousse Konversiounseffort, Formatiounseffort, dee muss gemaach ginn. An dat en plus vun deene méi wéi 700 Milliounen, déi mer an de Fonds pour l'Emploi stiechen.

De Logement, do brauch ech net laang driwwer ze schwätzen. Mir wëssen, dass dat fir déi nächst fënnef Joer en Défi gëtt a wou haaptsächlech d'Regierung wëllt op der Offer schaffen.

De siwente Punkt war, Ekologie an Environnement méi no zesummenzeschweessen. Mir gesinn dat all Dag, wéi wichteg dass dat ass.

Deen aachte Punkt war d'Kompetitivitéit. Ech wéilt do just e speziellt Argument erausfëschen, als Finanzminister, deen och zoustänneg ass fir d'Finanzplaz: Kompetitivitéit kritt een och mat gudden Infrastrukturen. An do wëll ech och d'Aarbecht vun der viregter Regierung luewen, well jo immens vill doranner investéiert ginn ass, wouduerch mer Infrastrukturen hunn, déi wierklech hiresgläichen an Europa an an der Welt sichen. An dat hëlleft eis haut, fir an der Finanzwelt an op der Finanzplaz, dat, wat ech e bësse gedeeft hat „FinTech", ze entwéckelen. Haut ass op der Finanzplaz d'Disponibilitéit vu ganz séiere Fiberglaskonnexiounen a grousse Capacitéiten, disponibel zu engem bëllege Präis, e wesentlechen Atout fir Lëtzebuerg.

Den néngte Punkt war d'Mobilitéit. Ech wollt do rappeléieren, dass déi heite Regierung an deem heite Budget 750 Millioune fir d'Mobilité virgesäit, fir d'Fonctionnementer an d'Investis-

sementer zesummen. Dat ass eng Augmentatioun vu 4,5%.

Leschte Punkt war, last but not least, den Dialogue social an den Dialog haaptsächlech an der Tripartite. Ech si frou, dass mer éischt Kontakter mat de Sozialpartner haten. Déi grouss Strukturreformen, déi mer wëllen am Laf vun dësem Joer an an den nächste Joren an dëser Legislaturperiod maachen, kënne jo nëmme gemaach ginn, wa mer e gudden Dialog mat de Sozialpartner hunn. An dofir ass et wichteg, dass dat och an deenen zéng Punkten dra war. Dofir Dir, Eugène, e grousse Merci fir déi zéng Pisten.

Ech géif gären elo dann op meng Presentatioun kommen, déi en fait aus véier Deeler besteet: en éischten Deel, an deem ech wéilt déi grouss Achse vum Budget 2014 beschreiwen; dann en zweeten Deel, an deem ech méi wollt agoen op d'Avise vun de verschiddene Beruffschamberen a vum Conseil d'État; en drëtte Punkt iwwert de Semestre européen, déi ganz europäesch Regelen, an dann e véierte Punkt iwwert de Budget de nouvelle génération.

Zu de groussen Achse vum Budget 2014. Ech wëll Iech elo net hei mat Zifferen iwwerhäufen. Ech hu jo de 5. Dezember, à l'occasion vum Dépôt, alleguerten d'Diagramme gewisen, déi wichteg sinn, an ech hu mech konzentréiert op déi europäesch Dimensioun vum Kontabiliséieren, dat heescht op d'Administration publique an d'Administration centrale.

Loosse mer just d'Eckwäerter rappeléieren. De Budget, dee mer déposéiert hunn, gesäit vir e Solde nominal positif vun 0,2% par rapport zu eisem Räichtum. Dat korrespondéiert zu 100 Milliounen Euro. Dat gesäit jo ganz schéin aus, positiv. Mä mer wësse jo, dass sech do hannendrun en Defizit vun der Administration centrale, vum Zentralstat verstoppt vu minus 550 Milliounen Euro, wat och eisen Haaptproblem ass.

Mir wëssen och, an dat ass dann déi lescht Zifer, déi ech als Eckwäert wéilt soen, dass mer mat deem Sold vun 100 Milliounen dann e Solde structurel ausgerechent hu vun 0,5, vun der Kommissioun ausgerechent, deen also kompatibel ass a kohärent ass, an en fait konform ass zum Objectif moyen terme, dee Lëtzebuerg muss erfëllen. Dat sinn d'Eckwäerter. Ech wollt déi just rappeléieren.

Vill Orateuren iwwert dëse Budget, wahrscheinlech muer och, an op jidde Fall d'Chambres professionnelles an de Conseil d'État hu fir de Budget vun 2014 vun engem Transitiounsbudget geschwat, an da wäert dat och wouer sinn. Wann all Mënsch dat seet, da wäert dat och esou sinn. An ech gesinn dat och net anescht, wéi dass dat en Transitiounsbudget ass.

Mä et si vill Leit, mengen ech, déi verstoppen hannert dem Wuert Transitiounsbudget eppes Negatives. Ech gesinn dat guer net esou. Ech mengen, eng Transitioun ass en Iwwergank vu gëschter op muer, e Passage vun engem ale System op en neie System, eng Bréck tëschent der Welt vu viru Lehman Brothers an der Finanzkris op eng nei Welt, déi multipolaire ass. Bref, eng Transitioun heescht also, nei Weeër sichen a fannen. An dat ass dat, wat dëse Budget hei mécht. Dofir, ech sinn d'accord mat deenen, déi soen, dass dat heiten en Transitiounsbudget ass, just dass ech dat als net negativ emfannen.

Firwat mengen ech, dass et en Transitiounsbudget as? Aus véier Haaptgrënn, déi och ganz oft an den Avise vun de Chambren, vum Conseil d'État, vun der Cour des Comptes erauskommen. Éischtens emol, well mer ganz wéineg Zäit haten, fir de Budget ze preparéieren - dat ass gewosst, ech wëll et awer nach eng Kéier soen -, well ebe virgezunne Wahle waren. Éischte Grond.

Zweete Grond. Dat heiten ass dat lescht Joer, wou mer d'TVA électronique voll kënnen ausschëpfen, wann ech dat emol esou kann ausdrécken. Vum nächste Joer un ass dat jo eriwwer. Dat heescht, mir verléieren tëschent 600 Milliounen an 1,1 Milliarden d'nächst Joer sécher! Dëst Joer si mer nach am Bonheur, déi ze genéissen.

Den drëtte Grond, firwat dass mer an enger Transitiounsphas sinn, an dat wäert sech och iwwert déi nächst Jore répercutéieren, dat ass, dass et mat den Héich-Croissance-Joren eriwwer ass. An dat muss ee sech wierklech emol sérieusement ukucken an an de Kapp schreiwen, well mir haten zu Lëtzebuerg d'Gewunnecht, Croissance ze hunn. Ech schwätze vu virun der Kris a souguer nach an den 90er oder Ufank der 2000er Joren, 5% Croissance. Herno hate mer der 3,5% oder 4%. Mir hunn dat alles ganz normal fonnt. An déi Zäite sinn eriwwer, d'autant plus, dass mer jo op der Finanzplaz awer an enger Phase de transition och do sinn. A mir wëssen, dass d'Bankplaz jo awer ee vun deene wichtegste Motoren ass bei ons. Da muss ee sech däers bewosst sinn, déi grouss Croissance-Joren, déi wäerten net esou liicht erëmkommen.

Déi véiert Explikatioun zum Transitiounsbudget ass eng méi technesch, mä ech wëll se awer kuerz erklären. Dat ass, dass mer 2014 fir d'Lescht mat bal 4.000 Budgetsartikele geschafft hunn. Dat ass esou detailléiert fir all Ministère, et verléiert een d'Iwwersiicht. A mir fänke fir 2015 un, d'Zuel vun deenen Artikelen ze reduzéieren, eng Simplification administrative, wann een esou wëllt, ouni dass dat elo schonn de grousse Worf ass vum Budget par objectifs, wou ee misst légiféréieren. Ech schwätzen net dovun, mä eng Vereinfachung wäerte mer schonn am 2015er Budget kënne maachen.

Aus all deene Grënn, déi explizéieren, firwat mer an der Transitioun sinn, an och aus der Erkenntnis eraus, dass eis Bréissel gesot hat, dass, wa mer géifen e Budget presentéieren à politique inchangée, da keng gréng Luucht géife kréien, hu mer jo natierlech misse Spuermoossnamen huelen.

An ech wëll elo nach eng Kéier kuerz iwwert déi véier Spuermoossname schwätzen, fir se och an de Kontext ze setzen. Déi éischt, déi och zum Deel kritiséiert ginn ass, dat ass, dass mer vill op den Investissementer gespuert hunn. Jo, dat ass richteg, dat ass wouer. A mir hunn och keng Projete gestrach, mir hunn nëmme Projeten décaléiert. Dat ass och richteg, an ech stinn dozou. Mir stinn all dozou an der Regierung. Et wär nämlech net räsonabel gewiescht, an där kuerzer Zäit, déi mer haten, grouss Projeten a Fro ze stellen.

Zweetens muss een unerkennen, déi Décalagen, dat sinn effektiv keng récurrent Aspuerungen. Dat ass wouer, dat huele mer zur Kenntnis. An d'Investissementer stellen 11% vun eisem Budget duer. Et ass also eng wichteg Mass, mä et ass awer och elo net e ganz grousse Batz par rapport zu deenen aneren. Wat ech wëll soen zu den Investissementer, ass, dass dat Wichtegst eréischt um Kommen ass. Net déi 137 Milliounen, déi mer gespuert hunn am Décalage, dat huet eis gehollef, fir elo zu Bréissel gréng Luucht ze kréien, mä wat wichteg ass, dat ass, wéi mer muer Investissementer maachen. Dat ass also eng qualitativ Approche!

An ech wëll do soen, do hu mer vill Aarbecht virun eis. Éischtens emol, eis Projete méi ze standardiséieren. Mir wëssen, dass mer all Joers eng Schoul musse bauen. Firwat mole mer all Kéiers nei Schoulen, anescht, mat ganz flotten Architekten, déi awer annerhallef- bis zweemol esou deier kaschte wéi am Ausland?

Zweete Punkt: de Benchmarking. E Benchmark anzwousch ze huelen, wéi vill e Meter carré Schoul kascht, a soen: Da bauen ech no esou engem Benchmarking. Esou maachen déi aner Länner dat. D'Simplification administrative an deem Kontext natierlech och. An dann, e ganz wichtege Punkt, d'Fonctionnementskäschte vun den Investissementer mat arechnen.

Wann ech bedenken, dass dës Regierung konfrontéiert ass, wat d'Universitéit ubelaangt, dass mer méi wéi 100 Milliounen un Équipementer mussen elo dëst Joer anzwousch siche goen an eise Budgeten, well déi vun 2003 un net virgesi waren. Jo, esou kann een d'Investissementer net plangen! An dofir huet dës Regierung drop verzicht, fir, wéi gesot, strukturell Mesuren ze huelen oder Projeten, Investissementsprojeten a Fro ze stellen. Mä mir wëllen an Zukunft ebe méi mat manner maachen.

Lëtzebuerg bleift, trotz deenen 137 Milliounen, déi do gespuert gi sinn, e ganz groussen Acteur am Investissement par rapport zum Ausland. Mir wäerten 2014 3,5% vum PIB ausgi fir Investissementer. D'Moyenne européenne läit bei 2,4%.

Dat zweet Element vum Spuerpak sinn d'Fonctionnementskäschte beim Stat. Doriwwer ass vill geschwat ginn. Mir hunn do ronn 50 Millioune gespuert. Ech muss Iech soen, dat war e groussen Effort. Ech hunn do mat alle Ministeren an de Bilaterale vill missen, ech géif net soe streiden, mä hin- an hiergoen, fir dass mer dat Zil erreecht hunn.

An interessanterweis sinn do an den Avisen an och an de Kommentaren an der Press entgéintgesate Kommentare komm. Verschiddener hu fonnt, dass dat do ze séier gaangen ass, dass dat mat der Briechstaang gemaach gi wier, déi 50 Milliounen Aspuerungen. Anerer hu fonnt, dass et net genuch ass. Da soen ech mer, majo, wann déi eng fannen, et ass ze vill, an déi aner mengen, et wär ze wéineg, dann hu mer wahrscheinlech d'gëlle Mëtt erreecht.

(Brouhaha)

An ech wëll och nach dozou soen, dass d'Fonctionnementskäschten nëmme 7% vum totale Budget vum Stat duerstellen. An och dat gëtt engem ze denken, dass een also trotzdeem, wann ee bei sech selwer spuert, och do nëmmen, wéi gesot, 7% Impakt huet. Mä ech si frou, de Stat huet bei sech selwer ugefaangen an huet keng nei Steieren agefouert an ass dofir senger Zilrichtung, déi am Regierungsprogramm steet, gerecht ginn.

Ech géif och da gären ënnersträichen, dass dat eng strukturell Mesure ass. Déi Ekonomien do am Fonctionnement vum Stat, déi komme jo all Joers erëm. An ech géif gären de Ministèren, den Établissements publics an den Institutiounen, déi all deen Effort gemaach hunn, Merci soen.

Deen drëtte Punkt, dat sinn d'Studentenhëllefen. Dat ass och e strukturelle Punkt, well déi wäerte jo och récurrent all déi aner Jore sinn. Do kënnt eng Aspuerung vu 34 Milliounen. Do ass och ganz vill driwwer geschwat ginn. An de Statsminister huet dat a sengem État de la nation in extenso erklärt, de Rapporteur och, dofir wëll ech d'Zifferen elo net hei strapazéieren.

Ech wëll awer just insistéieren, dass hei en typescht Beispill ass, wou méi mat manner gemaach gëtt. Well et gëtt eng Sélectivité sociale agefouert, déi Sënn mécht, déi awer och net um ganze Paquet ass. Et ass also eng équilibréiert Mesure, déi hiresgläiche sicht. Well, wa mer vergläichen, wat am Ausland fir d'Studenten ausgi gëtt, dat ass jo a kengem Mooss vergläichbar mat deem, wat Lëtzebuerg mécht. An iwwregens, viru fënnef oder zéng Joer war et jo net esou gënschteg, a Lëtzebuerg ass et awer nach ëmmer gutt gaangen, mir hunn nach ëmmer Studente gehat, enfin, soit. Déi 34 Milliounen, déi mer dëst Joer spueren, an da ginn dat der dann déi Joren duerno nach méi, well et jo nëmme fir d'halleft Joer gräift 2014.

Lescht Mesure vun den Aspuerungen ass de Rekrutement beim Stat, wou nëmmen 150 additionnel Plaze virgesi sinn. Dat ass eng Aspuerung vun ongefeier néng Milliounen. Och do, ähnlech wéi bei de Frais de fonctionnement, Verschiddener fannen, dass dat ze wäit geet, anerer, dass et net wäit genuch geet. D'Dépensen, d'Rémunératioune vun de Fonctionnaires an Employés de l'État sinn iwwer 20% vum Budget. Dat heescht, wann een do ufänkt, méi lues ze trëppelen, well 150 Neiastellunge si jo nach ëmmer additionnell Astellungen, mä wann een do méi lues trëppelt, do kritt ee relativ séier Ekonomien.

An d'Neiastellung war och déi eenzeg Manéier, fir direkt ze handelen. Mä iwwert d'Zäit muss ee jo och kënnen... Wat ka gemaach ginn oder wat soll gemaach ginn, fir de Remplacement vun all deene Leit, déi an d'Pensioun ginn, dat muss een alles ënnert d'Lupp huelen. An do ass och, mengen ech, e Spuerpotenzial. Mä déi Zäit hate mer hei och net. D'Resultat, wéi gesot, vun all deem ass eng Ekonomie vun 230 Milliounen Euro.

Mä deen allerwesentlechste Punkt ass praktesch ganz wéineg ënnerstrach ginn, net an der Press op jidde Fall, mä vu verschiddene Chamberen, an doriwwer wëll ech méi laang schwätzen, dat ass, dass d'Dépensë vum Stat dëst Joer nëmmen 3,5% klammen. Dat ass ënnert dem Seuil, deen d'Union européenne virgesäit fir Lëtzebuerg. Dee läit bei 3,7 oder 3,8. Dat heescht, mir leien ënnert deem. An doduerch kréie mir dëst Joer kee Schéiereffekt, well d'Recettë jo 5,1% wuessen.

Deen, deen dat am allerbeschten illustréiert huet, ass de Conseil d'État. A vu dass Der vläicht net all Zäit hat, deen exzellenten Avis ze liesen, hunn ech mer geduecht, dass ech Iech do en Extrait dovunner géif resuméieren. An zwar huet de Conseil d'État ausgerechent, dass tëschent 2007 an 2014 d'Recettë beim Stat vun 10,1 op 14,2 Milliarden eropgaange sinn. Dat si 4,1 Milliarde méi. D'Dépensen, déi sinn 52% eropgaangen, vun 9,7 Milliarden op 14,7 Milliarden. Dat ass also en Ënnerscheed vu fënnef Milliarden.

Ab deene Joren huet Lëtzebuerg en fait keng Norme budgétaire méi gehat. Dat heescht, d'Norme budgétaire normalerweis gëtt ausgerechent, andeems een den Taux de croissance hélt an d'Inflatioun derbäihélt - Taux de croissance, d'Produktivitéit vum Land - a seet, dat ass de Maximum, deen ech däerf ausginn. Wa mer dat op de leschte fënnef Joer kucken, huet de Conseil d'État ausgerechent, datt 16,5% Inflatioun an deene fënnef Joer war - wou ee sech och ka Suerge maachen, dat ass nämlech relativ héich - an d'Croissance war op fënnef Joer 3,5%. Do kënnt een op ronn 20.

Wann een elo op den Dépensen dee Facteur vun 20% applizéiert hätt, dann hätt een nëmmen als Dépensen 11,7 Milliarde gehat amplaz 14,2. 14,2 Milliarde minus 11,7 Milliarde sinn 2,5 Milliarden, déi een hätt kënne spueren, wann een eng Norme budgétaire applizéiert hätt, also net méi ausginn hätt wéi dat, wat d'Ekonomie hiergëtt.

Wa mer elo nach eng Milliard Euro do ofzéie vun exzeptionelle Recetten, Commerce électronique, an och nach 350 Millioune Fonds pour l'Emploi, well mer jo méi Chômage haten an där Period, da bleift nach ëmmer eng Ekonomie vun iwwer enger Milliard, déi een hätt kënne spueren, ouni elo alles ze blockéieren, andeems ee just nëmmen normal Croissance gehat hätt.

Dat, wat also an deene leschte véier, fënnef Joer gemaach ginn ass - an ech wëll awer araumen, dat ware fënnef exzeptionell Jore mat enger Weltkris! -, mä trotzdeem, dat, wat an deene leschte fënnef Joer gemaach ginn ass, dat war, an dat seet de Conseil d'État, dat war „deficit spending". Dës Regierung mécht eng „spending review".

Une voix.- Dat war de Sozialisten hir Schold, well déi waren an der leschter Regierung!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- „Spending review" maache mir.

M. le Président.- Mir loossen de Finanzminister schwätzen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- D'Absence vun Norme budgétaire hat also dofir dauerhaft Konsequenzen.

Ech si mer bewosst, ech hunn et jo och gesot, et war eng ganz schlëmm Kris an där Period, wéi Lëtzebuerg an d'Welt se laang net méi kannt haten, dofir huet de Conseil d'État och verglach, wéi Lëtzebuerg seng Dépensen a seng Recettë gehandhaabt huet par rapport zu eisen dräi Nopeschlänner. Nun, zu Lëtzebuerg sinn d'Recetten am héchsten an d'Luucht gaangen. Se sinn 19% zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen, bei de Belsch 13%, bei den Däitschen 10%, bei de Fransousen 9%. Also bei eis si se am héchsten an d'Luucht gaangen, d'Recetten.

Bei eis sinn awer och d'Dépensen am héchsten an d'Luucht gaangen, an zwar 30% zu Lëtzebuerg, 20% an der Belsch, 9% an Däitschland, 12% a Frankräich. Den Différentiel, also déi eng Ziffer minus déi aner, zu Lëtzebuerg minus 11%, d'Belsch minus 6%, Frankräich minus 3% an an Däitschland Équiliber! Déi Länner haten déiselwecht Kris wéi mir zu Lëtzebuerg.

Wat seet dat aus? Eh bien, et confirméiert dat, wat schonn an där éischter Analys erauskomm ass, dass mir effektiv eng „spending policy" haten. An déi ass, wéi gesot, net méi tragbar.

Ech wéilt och nach erausträichen, dass, fir e Spuereffort séier ze maachen, et beim Stat ganz schwéier ass, well grosso modo 80% vun den Dépensë sinn automatesch, se sinn op Gesetzer a Règlements grand-ducaux opgebaut. Dir wësst dat alleguerten, Dir stëmmt déi. An do kënnt Der net dat änneren, ouni d'Gesetzer ze änneren. Dofir, déi Marge, déi een huet op e puer Méint, ass ganz limitéiert.

Elo hunn ech mech awer amüséiert, an Dir fannt dat och natierlech am Projet de budget, déi zéng éischt Posten ze kucken an der Augmentatioun. Déi zéng éischt Poste sinn: Prestations sociales 158 Milliounen; Rémunérations agents d'État - zweete Posten - 92 Milliounen; Fonds communal 59; Aides financières études supérieures 56; Prestations sociales, familles, enfants 39. An esou weider, Dir kënnt dat noliesen. Den Total gëtt 484 Millioune vu 535 Milliounen. Dat sinn 90%. Dat heescht, 90% vun den Haaptaugmentatioune beim Budget sinn alleguerten automatesch. An et ass kee Reproche, deen ech do maachen. Et ass einfach een État des lieux, deen ee sech muss bewosst sinn.

D'Konklusioun vun all deem ass: Mir hunn e Spuerpak gemaach, mir hunn nëmmen 3,5% ausginn, manner wéi d'Recetten. An doduerch hu mer en équilibréierte Budget fäerdegbruecht, ouni d'Taxen an d'Luucht ze setzen!

Elo zu de Kommentare vun de Beruffschamberen. Ech hu jo virdru scho gesot, jiddweree fënnt, dass et en Transitiounsbudget ass. An elo sträichen ech e puer Saachen eraus, déi Verschiddener gesot hunn. D'Cour des Comptes ënnersträicht, dass d'Lëtzebuerger Dépensen, d'Dépenses publiques zu Lëtzebuerg par rapport zu eisem Räichtum, 44% vum PIB sinn. Dat ass liicht ënner, mä ganz no bei der Moyenne vun der OCDE. An ech mengen, do leie mer och an der gëllener Mëtt. A mir sollen net als Ambitioun hunn, doriwwer ewechzegoen. D'autant plus, dass mer e ganz héije PIB hunn.

D'Chambre de Commerce weist dorop hin, dass mer multipel Schocken 2015 wäerte kréien a mécht och eng ganz Rëtsch Virschléi, wéi ee kéint spueren, ouni un Effikassitéit ze verléieren oder, anescht ausgedréckt, méi effikass schaffen. D'Chambre des Métiers bedauert, dass d'Investissementer gekierzt gi sinn, mä ënnersträicht awer och, dass eisen Niveau par rapport zu Europa ganz héich ass.

All d'Chamberen erkennen un, dass d'TVA électronique, d'Ewechfalen dovun, e risege Problem ass. Mat Ausnahm vun enger Chamber: D'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics fënnt, dass dat guer kee Problem ass. A si hunn do eng Oprechnung gemaach, dass dee richtege Problem eréischt géif 2019 kommen. Eh bien, do muss ech Iech soen, ech deelen déi Meenung guer net. An ech sinn natierlech bei deenen allen aneren, déi soen, de Gros wäert ewechfale schonn 2015. Op d'mannst, menge mer, 600 Milliounen.

Ech konnt dat elo just op een Trimester nokucken, well ech elo déi Zifferen an de leschten Deeg krut vum éischten Trimester vun 2014. Dat sinn also ganz nei Zifferen. Do sinn d'Recettes brutes vum Stat gewiescht 3.185.000.000 Euro. Dat ass genau 25% vum Budget voté. Dat ass fir alleguerten d'Steieren.

An do sinn déi fir d'Administration des Contributions, déi si liicht an d'Luucht gaangen, ëm 11% par rapport zum Budget voté. Déi bei der Administration des Douanes sinn erofgaangen. Déi vun der Administration de l'Enregistrement stelle 24,5% vum Budget voté duer, eng Augmentatioun vun 38 Milliounen. An, wat ech mengen, wat dat Allerwichtegst an deem heite Kontext ass, dat ass, dass d'TVA am éischten Trimester zu Lëtzebuerg, leider, stabel war.

Dat heescht, dee Räsonnement, deen d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics féiert, ass elo schonn an dem éischten Trimester ganz bestëmmt net bewisen. Ech géif mech freeën, wann et esou wier, dass mer nach méi Rentréeë géife kréien. Mä dat schéngt mer net räsonabel ze sinn, dorobber ze pochen.

Do, wou d'Meenungen och relativ staark auserneeginn, dat ass bei de Konjunkturprognosen. Fir d'Chambre des Salariés waren déi fënnef lescht Joren e Passage à vide conjoncturel. Dat ass jo scho bal, géif ech soen, eng Contradiction dans les mots. Eng Konjunktur, dat ass net fënnef Joer, dat sinn e puer Trimesteren. Mä dat ass eben d'Analys, déi do gemaach gëtt. Ech muss soen, de Gros, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, de Conseil d'État considéréieren, dass d'Konjunktur, d'Konjunkturprognosen elo plutôt op der optimistescher Säit sinn. An esou gesäit dat och Bréissel.

An dofir géif ech elo gären a mengem drëtten Deel dann iwwert déi ganz Prozedur vum Semestre européen schwätzen. Normalerweis muss een am Hierscht säi Projet de plan de budget eraschécken an da kritt ee vun der Kommissioun do eng Meenung. Dat huet déi viregt Regierung och gemaach. Si huet et awer natierlech gemaach an enger ganz spezieller Situatioun vun de Wahlen an huet do e Budget à politique inchangée erageschéckt. Wat och ganz gutt war, dass se dat gemaach huet, well mir mussen eppes eraschécken. An doropshin hat d'Kommissioun gesot: Jo, à politique inchangée hutt Der e Problem. Dat muss een einfach nüchtern zur Kenntnis huelen. An dofir huet déi hei Regierung natierlech eppes misse maachen. Hu mer jo och gemaach, ech hunn dat elo grad erkläert.

De 17. Mäerz 2014 hu mer dann eisen neie Budget erageschéckt. A mir hunn der Kommissioun dee geschéckt an d'Kommissioun war relativ frou, dass mer dat esou séier gemaach hunn. Ech muss soen, par rapport zu Däitschland an Éisträich, déi och Wahlen haten, ware mir vill méi rapid. Dat huet d'Kommissioun begréisst. A mir hunn als Croissance économique an eisen Dokumenter, déi mer op Bréissel geschéckt hunn, déi geholl, déi mer och herno nach wäerte kommentéieren, déi de Comité de prévision gemaach huet. D'Croissance fir dëst Joer ass op 3,1 geschat, fir d'nächst Joer 3,2 an tëschent 2016 an 2018 ëm 3,6 bis 3,8 - also relativ héich.

Ech rappeléieren, dass mer tëschent 1993 an 2003 ëmmer 5% haten an tëschent 2004 an 2008 4,1%. Souguer déi Zifferen, déi mir hei uginn, sinn also awer nach drënner, ënnert deenen historesche Wäerter. Mä, wéi gesot, et si relativ héich Zifferen.

Den Emploi intérieur géif an där Period do 2,5% pro Joer wuessen. An dat ass och vill manner wéi déi historesch Daten. Ech loossen d'Zifferen ewech. D'Inflatioun dëst Joer 1,5 par rapport zu 2,5 fir déi nächst dräi, véier Joer.

D'Kommissioun begréisst ausdrécklech eise Spuerpak mat de véier Mesuren a seet, déi stellen 0,5% vum PIB duer. D'Kommissioun applizéiert hir eege Methoden, fir de Solde nominal an de Solde structurel auszerechnen. Déi vun Iech, déi sech wëllen an déi Tableaue verdéiwen, wäerten dat gesinn. Dat ass och eppes, wat vill Länner stéiert, well dann e Land jo net amstand ass, selwer genau auszerechnen, wat seng Resultater sinn. Mä et ass de Moment eng Phase d'apprentissage an Europa, wéi een dat alles mécht. N'empêche, dass d'Kommissioun och erausfonnt huet, souguer mat hiren eegenen, méi strenge Methoden, dass Lëtzebuerg fir 2013 an 2014 total konform ass, also „fully compliant".

2015 gëtt et also méi schwéier. Do hëllefen eis déi positiv Konjunkturprognosen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn. Mä op deenen Ziffere besteet keng Unanimitéit. Ech hunn d'Kommissioun genannt. Si gesäit fir Lëtzebuerg e Prozentsaz vun 1% manner vir, also 2,2 fir 2015 an och fir 2014 haaptsächlech. Mä eise Statec ass eben eise Statec a mir mussen eiser Autorité de statistique trauen. Ech kann Iech soen, déi aner Länner maachen et genau d'selwecht. An de Statec gëtt och dofir unerkannt, well mer elo en neit Gesetz hunn, wat ganz rezent ass, 2010 oder 2011. Et ass eng onofhängeg Institutioun an déi och d'Kommissioun en tant que tel erkannt hat.

Mir hunn also och keng aner Wiel, wéi d'Ziffere vun dem Statec ze huelen an op där Basis ze schaffen. Wat ech awer wëll soen, dat ass, dass d'Regierung sech bewosst ass, dass déi Zifferen héich sinn, dass - wann een dat op Englesch géif soen - „we don't take them for granted ". Mir mussen also déi Konjunkturzifferen déi ganzen Zäit, déi ganz véier Joer monitoren, well den Exercice zu Bréissel ass jo pluriannuel. Mir mussen dat déi ganz Period monitoren. A mir wësse jo, dass mer net kënne weiderdrifften, ouni Moossnamen ze huelen.

Wat mer elo Enn der Woch an der Regierung mussen décidéieren, dat ass, wat mer op Bréissel schécke fir de Plan de stabilité et de croissance. An do wollt ech Iech den Ausgangspunkt soen, dee mer do op Bréissel wäerte schécken. Dat ass, dass mer ausgi vun engem Defizit vu minus 550 Milliounen Euro fir dëst Joer. Dat ass eng Baisse vun 180 Millioune ronn par rapport zum leschte Joer. Dass, à politique inchangée - à politique inchangée! - den Defizit d'nächst Joer 1,5 Milliarden Euro wär an dass mer domat eisen Objectif de moyen terme net géife respektéieren.

Mir hunn als Impacte TVA minus 700 Milliounen an eist Dokument geschriwwen. Also, trotz där ganz dynamescher Croissance vun 3,6%, déi fir d'nächst Joer virgesinn ass, bleift en Defizit vum Zentralstat iwwert déi ganz Period bis 2018 iwwer eng Milliard! Ech hu schonn 1,5 Milliarde genannt fir 2015, dee geet liicht erof 2016, 2017, 2018, mä bleift déi ganz Period iwwer 1,1 Milliard.

D'Dette publique wäert dann 2018, à politique inchangée, 16 Milliarde sinn a 26,6% vum PIB duerstellen. Mir kënnen also net à politique inchangée weiderfueren. Mir mussen eis Politik changéieren, esou wéi de Rapporteur dat ganz richteg gëschter gesot hat. Well mir mussen natierlech an Zukunft och eisen Objectif de moyen terme respektéieren.

Wéi vill musse mer dann elo spueren, fir dat ze erreechen? Dee ganze Pak Recetten an Dépensen, déi mer mussen 2018 erreechen, ass eng Milliard! Wann d'Konjunktur ëm 1% manner gënschteg wär, da misste mer nach 200 Millioune méi spueren. Dat heescht, dat ass ongeféier d'Fourchette, wann een och dee Räsonnement wëllt eranhuele vun der Konjunktur. Wann d'Prognosen esou positiv sech géifen erweisen an och an der Realitéit géifen antreffen, dann ass den Ordre de grandeur ëm eng Milliard. Dat ass och dat, wat mer op Bréissel wäerte schécken.

Mir wäerten dat op zwou Aart a Weise maachen: Dat Éischt ass jo annoncéiert ginn, dat wësst Der, dat ass, andeems d'TVA an d'Luucht gesat gëtt vum 1. Januar 2015 un, an zwar ëm 2% op allen Tauxen, mat Ausnahm vum Taux super-réduit. Dat misst eis erlaben, e klengen Drëttel vun där Milliard do ofzedecken. Bleiwen also 700 Milliounen.

Just e puer Wuert zu där Augmentatioun vun der TVA, well dat fir d'Éischt ass, wou ech d'Geleeënheet hunn, driwwer ze schwätzen. An ech komme jo natierlech eng Kéier mat deem Gesetzesprojet hei an d'Chamber. Mir bleiwen, wat den Taux vun 3% ubelaangt, nach ëmmer eent vun deene Länner, dat dee breetsten niddregen Taux huet, deen also op ganz vill Saachen applizéiert gëtt. Och wa mer an dësem Gesetzesprojet wëlle verschidden Aménagementer maachen, haaptsächlech wat de Verkaf vum Alkohol a Caféen, Restauranten an Hotellen ubelaangt an och den Taux reservéieren nëmme bei Éischtwunnengen. Trotzdeem bleiwe mir e Land, wou den Taux super-réduit extrem breet gestreet ass.

An dat anert, wat ech wollt iwwert d'TVA soen ass, dat ass, dass mer laang mat den Entreprisen a mat de Federatioune Consultatioune gefouert hunn, an déi och elo eng laang Period hunn, fir sech dorop anzestellen.

Wéi solle mer, wéi kënne mer dee Sold vu 700 Milliounen, fir en elo emol ronn esou auszedrécken, hikréien? Wéi gesot, dat ass de Minimum, dee mer mussen erreechen. Wann d'Konjunktur méi schlecht ass, da musse mer méi maachen. Dat Alleréischt, wat mer mussen am Kapp behalen, ass Folgendes: Et ass net, well d'Konjunktur gutt ass, dass mer kënne mengen, dass d'Konjunktur alles mécht. Au contraire! De Pacte de stabilité et de croissance ass genausou geduecht, dass grad a Phasen, wou Croissance ass, ee ka spueren, méi liicht spueren.

A mir hunn an deem schwéiere Kontext vum Ewechfale vum Commerce électronique d'Chance, dass et an enger Croissance-Period kënnt. Stellt Iech vir, dat wär virun dräi Joer geschitt. Da wär et nach vill méi schwéier gewiescht.

Mä grad well et an eng Period vu Croissance fält, musse mer eis déi richteg Mesuren eraussichen an déi strukturell Reforme maachen. Dat gëtt e kohärente Pak. Den Effort muss gerecht verdeelt ginn an d'Mesurë mussen am Detail ausgeschafft ginn. De Rhythmus vun deenen Efforten iwwert déi véier Joer muss och nach bestëmmt ginn. Alles dat wäert de Regierungsrot am Summer maachen.

Dir verstitt also, dass eise Kalenner, dee vun der Regierung ass fir all déi Prezisiounen zu deem 700-Millioune-Pak, am Summer wäert gemaach ginn a mer dofir op Bréissel elo kee Catalogue détaillé kënne schécken, well mer dee jo nach net décidéiert hunn.

De Kalenner vun der EU ass eben ee Kalenner, dee fir normal Circonstancë gemaach gëtt. Mä mir sinn net an normale Circonstancen. Et ass eng nei Regierung, déi amgaangen ass, all déi Défien opzehuelen, déi mussen opgeholl ginn. A mir wäerte pro forma natierlech all déi Dokumenter ausfëllen, déi Bréissel eis freet. Mä et ass kloer, dass mer net kënne méi an den Detail goe wéi dat, wat mer schonn décidéiert hunn.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Kommissioun dat wäert verstoen. Si hat begréisst, dass mer fir de Budget 2014 ganz rapid waren. A si wäert och verstoen, dass déi heite Mesurë musse gutt duerchduecht sinn, gutt ausgeräift sinn. A mir wäerte se natierlech am Summer, soubal se décidéiert sinn a soubal se och mat de Sozialpartner diskutéiert gi sinn, dann op Bréissel schécken.

Mir brauchen also Zäit, fir dee Pak auszeschaffen. Dat sinn nach dräi Méint. An Zäit brauche mer och, fir de Budget de nouvelle génération ze maachen. An dat wär dann dee leschten a véierten Deel vu menger Presentatioun. Dozou wéilt ech emol soen, dass alleguerten d'Chamberen an och de Conseil d'État de Wëlle vun der Regierung, fir e Budget de nouvelle génération ze maachen, ganz ferm begréisst hunn.

Ech répétéiere kuerz, wat mer wëlle maachen, méi mat manner, andeems all Missiounen hannerfrot ginn, alleguerten d'Objektiver emol kloergestallt ginn. Ass d'Politik am Sënn vum Intérêt public? Kéint se net besser anescht erreecht ginn? Kënne Kofinanzementer gemaach ginn? Bref, sinn aner Weeër méiglech? Dësen Exercice gëtt fir d'Éischt an eiser Geschicht elo an dëse Méint gemaach.

Fir Zäit ze gewannen, hu mir, esou wéi d'Ausland et och oft gemaach huet, e Consultant erugeholl a mat Hëllef vum Finanzministère a vun der IGF am Februar an am Mäerz d'Phase de cadrage gemaach. Déi ass elo eriwwer. An dëser Phas ass d'Methodologie zréckbehale ginn an och den Ausgangspunkt ass ausgerechent gi fir all Ministère.

An dësem Moment ass d'Phas vun der Elaboratioun amgaang. Déi dauert bis Mëtt Juni an et sinn 20 Aarbechtsgruppen amgaangen ze schaffen. 15, déi alleguerten d'Responsabilitéit vun all Minister ofdecken - dat si jo nach méi Ministèren, mä loosse mer soe 15 Ministeren -, wou da Beamten dra sinn, gëtt och presidéiert vun engem Beamte vum jeeweilege Minister a kopresidéiert vun engem Représentant vum Ministère des Finances. Do kënnen Experten derbäikommen, an déi Gruppe sinn heiansdo zu zéng oder 15 oder 20 Leit.

An dann hu mer fënnef horizontal Gruppen, déi folgend Sujete kucken: ee fir eng Centrale d'achat fir de Stat, ee fir d'Investissementer, ee fir d'Personal, ee fir d'Simplification administrative an ee fir alleguerten déi Froen, déi mat Informatik ze dinn hunn, och d'Uschafung vun der Informatik, mä awer och d'Besoine vun der Informatik beim Stat. All dës Gruppe ginn ënnerstëtzt vun engem Secrétariat permanent, deen de Finanzministère organiséiert zesumme mat der IGF.

An déi Aarbechte sollen en fait gemaach ginn, andeems ganz breet geduecht soll ginn. Dat heescht, et sollt net à législation constante geduecht ginn - Punkt 1 -, zweetens solle méi Iddien op den Dësch geluecht gi wéi den Effort budgétaire, dee gefuerdert ass, fir dass d'Regierung jo och kann e Choix maachen tëschent deene verschiddene Saachen, déi proposéiert ginn.

Dee ganzen Exercice touchéiert net nëmmen de Stat au sens strict, mä awer och d'Gemengen an d'Établissements publics. An, last but not least, dat muss an engem Zesummespill geschéie mat alleguerten den Acteuren am Grupp. An dofir géif ech gären alle Beamten an Experten, déi elo hei am Asaz sinn, villmools Merci soen, haaptsächlech de Beamten. Dir musst Iech virstellen, 20 Aarbechtsgruppe beim Stat, Gruppen, déi et virdrun nach net ginn huet, dat ass alles extra Aarbecht, an ech stelle fest, dass awer vill Begeeschterung doruechter ass.

Wann déi Phas do am Juni fäerdeg ass, da kënnt d'Décisiounsphas, vun där ech virdru geschwat hunn, wou d'Regierung muss déi Virschléi iwwerpréifen an dann, en consultation och mat de Sozialpartner, sech eng Meenung maachen an dann décidéieren, wat fir eng se wëllt direkt ëmsetzen, wat fir eng mëttelfristeg a wéi eng iwwerhaapt net.

D'Budgetsstruktur gëtt op verschiddene Plaze vereinfacht, ech hat dat um Ufank vu mengem Discours gesot. Mir wäerte verschidde Budgetsartikelen zesummeschloen, fir dass d'Ministèren an d'Ministere méi Flexibilitéit hunn, fir hir Ziler ze erreechen. Eng komplett Ofännerung vun der Budgetsmethod no Objektiver, esou wéi et zum Beispill a Frankräich an an Éisträich gemaach gëtt, dat kann net a sechs Méint gemaach ginn.

Ech hu mer e bëssen d'Zifferen ugekuckt, wéi dat a Frankräich gemaach ginn ass. Do sinn déi éischt Iwwerleeungen an den 90er Jore gemaach ginn. D'Gesetz ass 2001 gestëmmt ginn a war 2006 komplett operationell. An Éisträich ass d'Gesetz 2007 gestëmmt ginn an an zwou Phase tëschent 2009 an 2013 ëmgesat ginn.

Dofir warnen ech elo virun hâtive Konklusiounen. Och Lëtzebuerg kann dat net a sechs Méint maachen. Mä wat ech awer wëll soen, dat ass, dass mir alles op eis Säit gesat hunn, fir dass mer esou séier wéi méiglech virukommen. Wat mir en fait gemaach hunn, dat ass, dass mer déi éischt Meilesteng vun engem Budget de nouvelle génération elo amgaang sinn ze leeën, an dat koppele mat enger „spending review". Déi kënne mer direkt maachen, esou dass mer och kënnen direkt Resultater verbuchen.

Indépendamment vun der Ofännerung vun der Budgetsmethod, déi eis déi nächst Jore wäert begleeden, wëll ech awer nach hei ervirsträichen, dass mer den Traité budgétaire, och nach „Fiscal compact", an deenen nächste Wochen hei an der Chamber wäerten diskutéieren. Deen hätt scho missen den 1. Januar 2014 ëmgesat ginn. An e wäert och elo nach am éischte Semester hei zur Diskussioun kommen. Dee féiert d'gëlle Regel an, d'gëlle Budgetsregel. E féiert Korrekturmechanismen an, wann e Land aus der Bunn fiert. E grënnt e Conseil national des finances publiques, deen d'Anhale vun de Budgetsregele muss kontrolléieren. An e wäert eng pluriannuel Ausriichtung vun de Recetten an den Dépensë mat sech bréngen.

Firwat gëtt dat alles gemaach? D'Endzil ass, fir progressiv iwwert d'Joren all Ministère esou kloer wéi méiglech Ziler ze setzen an esou den Ëmgang mat de Sue vun de Bierger méi effikass ze maachen. Mir mussen dovunner ewechkommen, vun der Attitüd a vun der Fro, déi ass, wéi verschidde Ministèren hiert Geld ausginn, op eng aner Fro: Firwat gi mer Geld aus, mat welchen Objektiver? Dat ass en fait d'Schlësselfro vun deem ganze Budget de nouvelle génération.

Dofir, déi Budgetsfroen a Kontabilitéitsfroe wäerten eis nach vill an deenen nächste Méint a Jore beschäftegen. An ech zielen op Iech als Chamber, fir ons do bäizestoen. An ech wéilt och d'Cofibu regelméisseg doriwwer briefen, well et ass en essenziellt Element vun eisem Fonctionnéieren als Stat a vun eise Finanzen.

An et ass och nëmmen, wa mir kontinuéierlech op eise Budget oppassen, d'Konjunkturdate vun no suivéieren, dass mir kënnen d'Schold an der Gitt halen, eis Defiziter reduzéieren an doduerch eisen Triple A behalen. Den Triple A ass net nëmmen e fantasteschen Atout fir eist Land no baussen, en ass och extrem wichteg fir d'Dynamik vun eiser Finanzplaz, déi d'Käerstéck vun eiser Ekonomie ass.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. Mir wäerte muer de Moie vun néng Auer un d'Debatten iwwert de Rapport an iwwert d'Stellungnahm vun der Regierung ufänken. An déi geet bis an déi zweet Sëtzung era vum Nomëtteg.

Mir géifen dann elo zu eisem aneren Ordre du jour iwwergoen. An do fänke mer mam Gesetzesprojet 6577 iwwert d'Statskonte vum Exercice 2012 un. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dir kennt de Basismodell,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg, Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

dofir brauch ech net dorop anzegoen. An ech géif direkt der Rapportrice vum Projet de loi, der honorabeler Deputéierten, dem Diane Adehm, d'Wuert ginn. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

3. 6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6577 iwwert d'Statskonte vum Exercice 2012 ass de 6. Juni 2013 an der Chamber déposéiert ginn. Bei der Opstellung vum Budget fir d'Joer 2012 war d'Regierung nach vun engem Wuesstum vun 2,1% vum Bruttoinlandsprodukt ausgaangen. Tatsächlech louche mir awer mat 0,3% wäit drënner an dat, obschonn eis Wirtschaft am véierten Trimester erëm ugezunn huet. D'Inflatioun war mat 2,7% liicht méi héich wéi déi erwaarten 2,4%, mä wesentlech méi niddreg wéi déi 3,4% vun 2011. Um Aarbechtsmaart huet et 2012 och net gutt ausgesinn. De Beschäftegungstaux ass zwar ëm 2,4% geklommen, mä trotzdeem louch de Chômage bei 6,1% respektiv 7,9%, wa mir d'Bénéficiairë vun de Beschäftegungsmoossname mat abezéien.

An dësem schwierege wirtschaftlechen Ëmfeld huet de Kont 2012 mat engem Defizit vun 206 Milliounen Euro ofgeschloss. Dat sinn 189 Milliounen Euro manner wéi am Budget 2012 virgesi waren. Heizou ass awer ze bemierken, dass am Joer 2012 en Emprunt opgeholl gouf vu 546 Milliounen Euro, deen net am Budget virgesi war. Ouni dësen Emprunt hätt den Defizit bei 406 Millioune geleeën, also zéng Millioune méi wéi virgesinn. Wa mir just den ordinäre Budget kucken, da stelle mir fest, dass de Budget an de Kont ganz no beienee leien an dass mir doraus schléisse kënnen, dass de Budget 2012 realistesch opgestallt gouf.

Ouni elo an den Detail vun allen Zuelen ze goen, well déi fannt Dir a mengem schréftleche Rapport, wéilt ech just e puer Posten opzielen, déi vill méi héich ware wéi am Budget 2012 virgesinn. Op der Recettësäit sinn et folgend Posten: D'Lounsteier war 156 Millioune méi héich wéi am Budget virgesinn, d'Recettë vun der TVA waren 266 Milliounen Euro méi héich, an dëst notamment duerch de Commerce électronique. Op der Ausgabesäit sinn et folgend Posten: D'Prise de participation an der BIL waren 73 Milliounen Euro, d'Lëtzebuerger Kontributioun am Kapital vum europäesche Stabilitéitsmechanismus waren 80 Milliounen Euro. An 220 Milliounen Euro sinn zousätzlech an d'Spezialfonge gaangen.

Wa mir d'Zuele vum Kont 2012 no der europäescher Method kucken, der sougenannter SEC-95-Presentatioun, dann huet den Zentralstat fir 2012 en Defizit vun 1.157.000.000 Euro. Dat sinn 2,6% vum Bruttoinlandsprodukt a mir leien domadder ënnert den 3%, déi laut de Maastricht-Kritären erlaabt sinn.

Här President, d'Budgetskontrollkommissioun huet sech och mam Statsrot sengem Avis vum 22. Oktober 2013 auserneegesat. De Statsrot stellt a sengem Avis fest, dass de Budget 2012 realistesch opgestallt gouf. Wat déi finanziell Situatioun vun de Spezialfonge vum Stat ugeet, esou stellt de Statsrot fest, dass dës Fongen hire Charakter als Reserv iwwert déi lescht Jore verluer hunn. An e leschte wichtege Punkt, op deen de Statsrot a sengem Avis hiweist, ass den Déséquiliber tëschent den Einnahmen an den Ausgaben am Budget pour ordre. Dëse Punkt kënnt iwwregens all Joers erëm am Avis vum Statsrot.

Här President, och d'Cour des Comptes weist an hirem Avis zu de Statskonte vun 2012 op den Déséquiliber tëschent den Einnahmen an den Ausgabe vum Budget pour ordre hin. Wat d'Spezialfonge vum Stat ugeet, esou stellt d'Cour des Comptes fest, dass fir verschidde Spezialfongen d'Ausgaben net detailléiert genuch opgefouert ginn.

Des Weideren huet d'Cour des Comptes sech och mat de Rémunératioune vun den Agenten, déi beim Stat schaffen, beschäftegt. Dësen Exercice mécht d'Cour des Comptes all Joers an hirem Avis zum Compte général. Fir d'Joer 2012 huet de Stat 2.054.000.000 u Gehälter bezuelt. D'Cour des Comptes huet en Échantillon vun 2.490 Dossiere vu Fonctionnairen, Employéen, Aarbechter a Studenten am Detail kontrolléiert. Dovunner waren der 566 net komplett. Mä no enger kontradiktorescher Géigeniwwerstellung bloufe just nach 86 Dossieren net komplett. An 117 vun den 2.490 Dossiere sinn Onregelméissegkeete festgestallt ginn. An dësem Zesummenhang huet d'Budgetskontrollkommissioun sech ausdrécklech derfir ausgeschwat, dass d'Cour des Comptes an Zukunft och sollt d'Pensioune kontrolléieren, déi u fréier Agente vum Stat bezuelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent dëser Recommandatioun huet d'Budgetskontrollkommissioun och festgestallt, dass d'Aarbechte fir d'Budgetsreform a Verzuch gerode sinn. Dowéinst fuerdert d'Kommissioun d'Regierung op, dës Aarbechten esou séier wéi méiglech weiderzefféieren. A schlussendlech fuerdert d'Budgetskontrollkommissioun d'Regierung op, déi néideg Schrëtt anzeleeden, fir hir Ausgabe méi strikt ze handhaben.

Ofschléissend soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Statskont vum Exercice 2012.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. Ech hu bis elo just d'Aschreiwung vun der Madame Brasseur, mä ginn dovun aus, dass déi eenzel Fraktiounsvertrieder wëlle Stellung huelen. Dann huet d'Madame Brasseur d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Kommissioun vun der Exécution budgétaire huet d'DP-Fraktioun fir dëse Rapport gestëmmt, well nämlech déi Konten 2012, de Budget vun 2012 technesch korrekt duerchgefouert ginn ass. Ech wëll och soen, dass mer als Budgetskontrollkommissioun - an ech hat do d'Éier, déi während e puer Joer ze presidéieren - festgestallt hunn, dass bei der Exekutioun vum Budget Progrèse gemaach gi sinn. An dofir wëll ech deene verschiddene Ministere félicitéieren an och hire Beamten, well méi Rigueur bei der Exekutioun vum Budget war. Mä dat klappt awer nach net fir all Ministère.

Mir hunn et och als Chamber endlech fäerdegbruecht, dass mer déi Konten hei mat Zäit approuvéieren an an den Délaien. Ech wëll drun erënneren, Här President, dass mer Joren haten, wou mer enorme Retard haten, wou mir ons selwer net un ons eege Prozedur gehalen hunn. Gott sei Dank sinn déi Zäiten eriwwer!

Wa mer déi Konten also hei stëmmen, dann heescht dat awer net, dass mer nodréiglech géifen de Budget vun 2012 approuvéieren. Bien au contraire! An dofir ginn et dräi Haaptgrënn. Deen een, dat ass, dass mer en aussergewéinlecht Uwuesse vun Dépensen haten, och 2012. An am Kont mierkt een, dass et en Accroissement vun Dépensë vu 7,3% war. Dat ass jo wierklech net zoulässeg!

A wann een dann den Defizit kuckt vum Gesamtstat 2012, dee sech op iwwer eng Milliard beleeft, dann heescht dat, dass de Stat weider iwwer seng Moyene gelieft huet. An de Finanzminister ass elo grad dorop agaangen.

En zweete Grond ass deen, dass déi successiv Defiziter dozou gefouert hunn, dass de Stat sech ëmmer méi huet misse verschëllen, wat zulaaschte vun der nächster Generatioun geet. 2012, wéi och déi Jore virdrun, ass verpasst ginn, géigenzesteieren. Wa mer esou weidermaachen, da gesäit de Comité de prévision, dass 2017 d'Statsschold 29,2 (veuillez lire: 29,2%) vum PIB ausmécht. Déi Politik muss also geännert ginn!

Drëttens: Scho säit 2005 huet d'Finanzkommissioun drop higewisen, dass d'Approche zum Statsbudget misst geännert ginn. An och do ass näischt geschitt. An ech si frou, dass den neie Finanzminister elo eescht mécht an - en huet et elo grad och explizéiert - e Budget vun där neier Generatioun fir 2015 wäert presentéieren. Et ass eng vun de Prioritéiten. Dat musse mer och onbedéngt maachen.

Dat sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Haaptkritikpunkten, déi mir um Budget 2012 haten, Kritikpunkten un der vergaangener Budgetspolitik am Allgemengen.

D'Budgetskontrollkommissioun, déi huet an hirem Rapport - an ech wëll der Madame Adehm als Rapporteur an als President vun der Kommissioun dofir félicitéieren -, d'Budgetskontrollkommissioun huet eng Rei Recommandatiounen un d'Regierung gemaach, wéi och déi Jore virdrun. Leider si ganz oft déi Recommandatioune Lettre morte bliwwen. Ech si sécher awer, dass de Finanzminister Pierre Gramegna de Konklusiounen a Recommandatioune vun der Kommissioun bei der Opstellung fir de Budget 2015 wäert Rechnung droen.

Well, Här President, an dat si meng lescht Wierder, mir mussen endlech ophalen, iwwer eis Verhältnisser ze liewen an dat op d'Käschte vun der nächster Generatioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Brasseur. Ech hu keng weider ageschriwwe Riedner, soudass d'Wuert un d'Regierung geet. D'Regierung huet d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- Si seet näischt.

M. le Président.- D'Regierung huet nach ëmmer d'Wuert.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- D'Regierung huet awer näischt dozou ze soen.

(Hilarité)

M. le Président.- Dat heescht, fir d'Regierung ass alles an der Rei?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo.

M. le Président.- Och d'Recommandatioune si bei der Regierung ukomm?

(Interruption)

Voilà, da géif ech Iech Merci soen a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6577 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6577 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss an d'Statskonte vun 2012 sinn ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Nee-Stëmmen. Dat ass kloer.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Eugène Berger), Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Robert Traversini), M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif d'Chamber da just nach froen, ob se bereet ass, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann och erëm eng Kéier mat grousser Majoritéit décidéiert an dat ass dann esou.

Da géife mer zu eise Konten, de Chamberskonte vum Joer 2012, iwwergoen. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell geregelt. Ech hu bis elo keng ageschriwwe Riedner. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Lies.

4. 6674 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2012

Rapport de la Commission des Comptes

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi all Joers goufen och dëst Joer d'Konte vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2012 vun enger Spezialkommissioun kontrolléiert. Den Artikel 165 vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir, an ech zitéieren den éischten Alinéa: «L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des Comptes", assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.» Véierten Alinéa: «La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des Comptes pour être enregistrée.»

D'Firma Deloitte, déi den Audit vun de Konte vun der Chamber fir den Exercice 2012 gemaach huet, kënnt de 6. Mäerz vun dësem Joer an hirem Schreiwen zu folgender Konklusioun: «À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date.»

Elo frot Der Iech vläicht: Firwat ginn dann elo d'Konten eréischt vun 2012 clôturéiert a firwat net déi vun 2013?

Opgrond vun den Neiwahlen d'lescht Joer am Hierscht a well d'Praxis bis elo déi wor, datt d'Konte vun der Chamber am Kader vum Budget presentéiert gi sinn, a fir d'Clôture heivun och net onnéideg erauszezögeren, gëtt dëst elo bei de Budgetsdebatte gemaach. Dëst Joer am Hierscht, virum Vote vum Budget 2015, wäerten dann och d'Konte vun 2013 kënne clôturéiert ginn.

Ech wäert Iech elo e puer Eckdate vum Bilan 2012 am Verglach zum Bilan 2011 an awer och am Verglach zum Budget 2012 mat op de Wee ginn, ouni elo awer wëllen an den Detail ze goen.

Am Kader vum Gesetz vum 16. Dezember 2011 iwwert de Statsbudget fir d'Rechnungsjoer 2012 gouf ee globale Kredit vu ronn 31,2 Millioune fir d'Chamber zougesprach. Op Enn 2012 louchen d'Ausgabe bei ronn 28,6 Milliounen, wat enger Hausse vu 6,19% par rapport zum Rechnungsjoer 2011 entsprach huet, woubäi ee groussen Deel d'Frais de fonctionnement an natierlech d'Salairen ausgemaach hunn. Ee liichten Dérapage ass festzestelle bei de Frais de route et de séjour fir international Réuniounen, déi natierlech a Funktioun si vun der Zuel vun de Participanten, awer och der Plaz, wou dës Réunioune stattfannen.

Hei goufen am Ganze 75.000 Euro weider ausgi wéi am Joer 2011. Bei de Comptes rendus konnten am Verglach zu 2011 par contre 138.000 Euro agespuert ginn. Hëlt een de Crédit voté, esou goufen 2,6 Millioune manner ausgi wéi virgesinn. Dëst entsprécht engem Taux vu minus 8,26%.

À titre d'information: D'Renovatioun vun der Maison Wiltheim wäert ronn 3,7 Milliounen Euro kaschten.

Den dësjährege Budgetsiwwerschoss vun 2,6 Milliounen an d'Excédents budgétaires cumulés vun 2,7 Millioune suergen derfir, datt d'Reserve vun der Chamber sech op Enn 2012 op ee Montant vu 5,3 Millioune belafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun, à l'unanimité, an de Réviseur d'entreprises Deloitte sinn der Meenung, dass d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domat géif ech Iech alleguerte bieden, d'Konte vum Exercice 2012 guttzeheeschen.

Ech wéilt dem Bureau an awer och all de Mataarbechter vun der Chamber ee grousse Merci soe fir hir exemplaresch a prezis Aarbecht. Am Numm vun der CSV-Fraktioun géif ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport ginn. An ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, datselwecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur fir de Rapport. Ech ginn dovun aus, dass d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite mat deem d'accord sinn, wat den Här Rapporteur gesot huet, an da kënne mer, esou wéi den Artikel 165 vun eisem Reglement et virgesäit, iwwert déi Resolutioun ofstëmmen, déi Der verdeelt kritt hutt.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve

les comptes de l'exercice 2012 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

Vote sur la résolution

Ass d'Chamber mat där Prozedur averstanen? Ass se och dermat averstanen, dass mer kënnen à main levée iwwer eis Konten ofstëmmen?

(Assentiment)

Da géif ech Iech bieden, déi, déi derfir sinn, dat mat engem Handzeechen ze weisen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Unanimitéit.

Esou wéi den Artikel 165 et virgesäit, géife mer déi Resolutioun dann och an där Form un d'Cour des Comptes weiderginn.

Da géife mer direkt och zu de Konte vun der Cour des Comptes fir den Exercice 2012 iwwergoen. Och do ass, wann ech dat richteg gesinn, d'Riedezäit nom Basismodell virgesinn. Ech hu keng ageschriwwe Riedner. An dofir huet och direkt d'Rapportrice, d'Madame Diane Adehm, d'Wuert. Madame Adehm, wann ech gelift.

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes

Exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Mir hunn déi Konten an der Budgetskontrollkommissioun ganz genee gekuckt. An ech géif och d'Chamber bieden, déi Konten esou unzehuelen, well mir hate keng Remarquen dozou ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Kann ech dovun ausgoen, dass d'Diskussioun ofgeschloss ass domat?

(Assentiment)

Esou wéi den Artikel 158 vun eisem Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer also iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet an déi verdeelt ginn ass.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que les «comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels[1]»;

vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 3 mars 2014;

approuve

les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes.

(s.) Diane Adehm.

[1] Principes généraux : Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Ass d'Chamber dermat averstanen, dass mer dat à main levée maachen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Da géif ech Iech ëm en Handzeeche bieden.

Géigeprouf: Wien ass net...

D'Regierung ass gebieden, net mat ofzestëmmen!

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mir ginn elo dofir!

M. le Président.- Déi, déi net dermat d'accord wären, bieden ech, dat mat engem Handzeechen ze weisen.

(Interruptions et hilarité)

A wien enthält sech?

Also ass d'Resolutioun unanime ugeholl. A mir ginn déi Resolutioun un d'Cour des Comptes weider.

Da komme mer zu de Konte vum Exercice 2012 vum Médiateur. An och do ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Ech hu keng ageschriwwe Riedner. Dofir huet d'Madame Diane Adehm fir d'Drëtt haut de Mëtten d'Wuert als Rapportrice.

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur

Exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Ech géif dann och bei de Konte vum Médiateur proposéieren, dass d'Chamber se géif unhuelen. Mir hu se an der Budgetskontrollkommissioun gekuckt, mir hunn och keng Kommentaren dozou ze maachen. Et ass esou wäit alles an der Rei gewiescht, wéi mir dat gesinn hunn. Duerfir, wéi gesot, bieden ech d'Chamber, fir se unzehuelen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Wa keng Wuertmeldungen do sinn, géif ech dann, esou wéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 22. August 2003 dat virgesäit, iwwert déi Resolutioun ofstëmme loossen, déi d'Budgetskontrollkommissioun proposéiert huet.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle des recettes et dépenses du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exercice 2012, ainsi que de l'excédent de 89.083,47 euros pour l'exercice clos en 2012, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels»;

vu l'examen des comptes par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire lors de sa réunion du 3 mars 2014;

fait siennes

les recommandations du réviseur des comptes du Médiateur;

approuve

les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

Ass d'Chamber dermat averstanen, fir iwwert d'Konte vum Médiateur à main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Ech gesinn, dass dat de Fall ass.

Vote sur la résolution

An ech géif Iech ëm en Handzeeche bieden.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass, sinn och...

(Interruptions)

Zwou Enthalungen oder zwee dergéint?

Une voix.- Zwou Enthalungen!

M. le Président.- Zwou Enthalungen. Wëllt Der Är Enthalunge motivéieren?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ganz kuerz.

(Hilarité)

Mir huelen hei an där Resolutioun net nëmmen d'Recommandatiounen, also net nëmmen d'Konten un, mä och d'Recommandatioune vum Réviseur, déi, wann ech richteg informéiert sinn, dorop erauslafen, fir ze recommandéieren, fir eng Comptabilité commerciale ze maachen. Do enthale mer eis.

M. le Président.- Ech soe Merci. Mat grousser Majoritéit sinn also och d'Konte vum Médiateur ugeholl. Esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement dat virgesäit, gëtt och dës Resolutioun der Cour des Comptes weidergereecht.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn domat um Enn vun eiser Sëtzung vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Moien um néng Auer fir d'Budgetsdebatten. Ech wënschen Iech an de Leit dobaussen nach e schéine Rescht vum Dag. Villmools Merci!

Domat ass d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.17 heures)

Sommaire des séances publiques nos13, 14, 15, 16 et 17

13e séance

Ouverture de la séance publique p. 145

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 145-151

Dépôt d'un projet de loi p. 151

14e séance

Ouverture de la séance publique p. 152

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 152

Débat sur l'état de la nation p. 152-160

15e séance

Ouverture de la séance publique p. 161

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 161-175

16e séance

Ouverture de la séance publique p. 175

Communications p.175-176

6611 - Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes p. 176

Ordre du jour p. 176

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques p. 176-179

17e séance

Ouverture de la séance publique p. 180

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques p. 180-183

6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012 p. 183

6674 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2012 p. 183-184

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes p. 184

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur p. 184

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013		
2857	Eugène Berger	Maison médicale d'Esch-sur-Alzette
2867	Claudia Dall'Agnol	Construction d'un nouveau Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) à Rumelange
2891	Claude Haagen	Taxe d'habitation
Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014		
0115	Fernand Kartheiser	Activités du Musée national de la Résistance
0124	Justin Turpel	Bilan des services de transport déjà libéralisés
0133	Gast Gibéryen	État de la route nationale N10 entre Bettel et Reisdorf
0147	Marc Lies	Registre de la population
0150	Gilles Baum	Cours d'éducation physique du «Uelzecht Lycée»
0151	Marcel Oberweis, Marco Schank	Énergie éolienne
0153	Françoise Hetto-Gaasch	«Naturschutz Fleesch»
0156	Marc Spautz	Planification et construction du lycée de Differdange
0158	Marc Spautz	Office Luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité (OLAP)
0160	Fernand Kartheiser	Affiliation volontaire auprès de la Caisse Nationale de Santé
0161	Fernand Kartheiser	Communauté domestique
0162	Laurent Mosar	Vente de porte-à-porte
0163	Claude Wiseler	Conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B
0164	Tess Burton	Maison de l'Orientation
0165	Sylvie Andrich-Duval	Organisation de courses de stock-cars
0166	Sylvie Andrich-Duval	Pensions pour animaux
0167	Gilles Baum	Mesures contre les groupes de spectateurs violents lors de matchs de football
0169	Frank Arndt	Compatibilité d'un prix échelonné de l'eau avec la directive 2000/60/CE
0170	Marc Spautz	Taux d'imposition maximal sur le revenu
0171	Eugène Berger	Budget pluriannuel et déménagement de l'Université du Luxembourg
0172	Martine Hansen, Marc Spautz	Adaptation du taux d'intervention de l'État dans le financement de la Mutualité prévu à l'article 56 du Code de la Sécurité sociale
0173	Claude Adam	Maîtrise des gestes de premiers secours en milieu scolaire
0177	Justin Turpel	Qualité de l'air et urgence des actions à entreprendre
0180	Roy Reding	Casier judiciaire
0181	Claudia Dall'Agnol	Participation de l'État aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales
0182	Justin Turpel	Règlement type portant établissement d'une taxe spécifique sur les immeubles bâtis inoccupés
0183	Justin Turpel	Composition de la population pénitentiaire
0184	Justin Turpel	Entretien futur des bâtiments publics du domaine de l'État par du personnel engagé par l'État même
0185	Justin Turpel	Annulation de l'exposition «La Petite Guerre - le Luxembourg entre 1914 - 1919»
0186	Serge Wilmes	Mission de prospection à San Francisco
0187	Laurent Mosar	Chambres de compensation et de règlement pour le yuan
0188	Fernand Kartheiser	Festivités et concours à l'occasion du 150e anniversaire de l'hymne national «Ons Heemecht»
0189	Max Hahn	Administration d'oxygène médical en situations d'état d'urgence
0190	Marc Spautz	Installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux
0193	Roy Reding	Imposition des intérêts de l'épargne
0194	Franz Fayot	Démolition de l'immeuble dit «Dëppefabrik» sis à Echternach, 33, rue Maximilien
0195	Fernand Kartheiser	Éducation sexuelle dans le cadre des modèles d'éducation innovants annoncés au programme gouvernemental
0196	Gilles Baum	Problématique des décharges de gravats
0198	Martine Hansen, Marco Schank	Formation de l'éducateur
0199	Roy Reding	Dédommagement de propriétaires privés en cas de glissement de terrain
0200	Fernand Kartheiser	Dédommagement des commerçants à cause du chantier du «Tram»
0203	Franz Fayot	Mécanisme de résolution unique (SRM) dans le cadre du projet de l'Union bancaire
0204	Franz Fayot	Mécanisme de surveillance unique (SSM) dans le cadre du projet de l'Union bancaire
0205	Serge Wilmes	Départ annoncé du directeur du Trésor et mandats à pourvoir dans un certain nombre de conseils d'administration
0208	Léon Gloden	Enseignants de religion dans l'école fondamentale
0209	Roy Reding	Droits de succession
0211	Fernand Kartheiser	Remboursement de l'allocation complémentaire du revenu minimum garanti
0213	Serge Wilmes	Mesures en faveur de l'emploi
0265 urgente	Fernand Kartheiser	Traitement inégal des partis politiques lors de la campagne électorale pour les élections du Parlement européen

Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013

Question 2857 (29.8.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **maison médicale d'Esch-sur-Alzette:**

Il me revient qu'au sein de la maison médicale d'Esch-sur-Alzette, différents matériels médicaux et ordinateurs défectueux ne peuvent pas être remplacés faute de budget. Ceci peut dans certains cas rendre difficile l'exécution adéquate des tâches médicales.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le financement des maisons médicales, plus particulièrement celle d'Esch-sur-Alzette?

- Quelle est la procédure à suivre afin que cette institution obtienne le remplacement du matériel défectueux?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de l'existence de matériel défectueux au sein de la maison médicale d'Esch-sur-Alzette?

Réponse (18.4.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les maisons médicales, qui ont été créées en 2008 et qui sont implantées dans chacune des trois régions hospitalières du pays à proximité des hôpitaux d'Esch-sur-Alzette, Luxembourg et Ettelbruck, ont pour mission d'assurer le service de remplacement en médecine générale, garantissent la continuité des soins des patients en dehors des heures d'ouverture du cabinet de leur médecin.

Le financement des trois maisons médicales existantes est couvert par un crédit non limitatif et sans distinction d'exercice inscrit au budget de l'État qui prévoit pour l'exercice 2013 un montant total de 3.081.000 €.

La convention du 12 novembre 2008 portant organisation du service de remplacement de nuit, des fins de semaine et des jours fériés des médecins-généralistes, conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Association des médecins et médecins-dentistes, réglemente les différents frais qui sont à charge de l'État.

Par ailleurs, une convention est signée entre l'État et les hôpitaux afin de régler les modalités de remboursement auxdits établissements hospitaliers des frais relatifs à la mise à disposition et à l'entretien des locaux ainsi que du matériel des maisons médicales.

Selo la convention signée entre l'État et les hôpitaux concernés, le matériel défectueux ou périmé est régulièrement remplacé par les services de ces établissements hospitaliers. Les frais de remplacement de ce matériel sont opposables à l'État.

Ainsi, le coût de fonctionnement global des trois maisons médicales pour l'année 2012 s'élevait à un montant global de 3.015.168 € et il se composait des montants suivants:

- indemnité annuelle de coordination allouée à l'AMMD:

32.306 € pour 2012;

- frais de mise à disposition des locaux et du personnel, entretien des locaux et du matériel:

CHEM: 5.640 €/mois, soit 67.680 € par an,

CHdN: 7.500 €/mois, soit 90.000 €par an,

Zitha: 6.000 €/mois, soit 72.000 € par an (montant adapté au 1 janvier 2013).

Total selon décompte annuel: 257.139 € pour 2012;

- frais de mise à disposition d'une voiture d'intervention avec un chauffeur-accompagnateur pour chaque maison médicale:

468.670 € pour 2012 pour les trois maisons médicales;

- frais de mise à disposition d'une permanence de secrétariat pour chaque maison médicale:

268.100 € pour 2012 pour les trois maisons médicales;

- indemnités pour les médecins participant au service de remplacement:

1.919.031 € pour 2012;

- frais d'un contrat d'assurance couvrant les risques décès, incapacité de travail, invalidité et la responsabilité civile des médecins:

56.834 € pour 2012;

- prestations faites par le médecin du service non payées ni par le bénéficiaire de soins, ni par l'organisme de sécurité sociale compétent:

4.220 € pour 2012;

- divers: équipement, mobilier, matériel médical, maintenance logiciel, impression formulaires pour les trois maisons médicales:

8.868 € pour 2012.

En conclusion, je voudrais encore indiquer à l'honorable Député que ni moi, ni mes services n'avons connaissance de l'existence de matériel défectueux au sein de la maison médicale d'Esch-sur-Alzette.

Question 2867 (9.9.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **construction d'un nouveau Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) à Rumelange:**

Différents articles récemment parus dans plusieurs quotidiens ont fait état d'une certaine confusion autour de la construction d'un nouveau Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) à Rumelange. En effet, la classification de certaines maisons comme monuments nationaux respectivement leur inscription sur l'inventaire supplémentaire risquerait de remettre en question le projet de construction en question. Si la classification de la maison «Lahr» ne semble pas être contestée, il en est tout autrement pour les alentours ainsi que les bâtiments avoisinants - lesquels auraient été classés selon une procédure d'urgence et sans que ni la commune, ni le promoteur (en l'occurrence Servior) en auraient été informés en bonne et due forme. Servior pour sa part aurait informé le Ministère de la Culture des implications de la réalisation du projet du nouveau CIPA concernant la destruction de certains de ces bâtiments - sans que Madame la Ministre n'ait pris position dans le délai officiel.

Il en résulte une situation qui est tout sauf claire et qui laisse dans l'incertitude et le promoteur et la commune.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Culture les questions suivantes:

- Madame la Ministre est-elle d'accord pour dire que la situation actuelle telle que décrite ci-dessus est absolument confuse et incertaine? Madame la Ministre est-elle d'accord que cet état des choses est inacceptable?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il y aurait lieu d'informer tant la commune que le promoteur concerné d'une classification ou inscription de bâtiments remettant en question la construction d'un projet d'envergure et d'intérêt public tel un CIPA?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des informations quant aux raisons justifiant la procédure de classement ou d'inscription d'urgence des bâtiments en question?

- Madame la Ministre peut-elle clarifier définitivement la situation quant à la classification des bâtiments en question: lesquels des bâtiments sont classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire? Lesquels de ces bâtiments peuvent ou ne peuvent pas être détruits dans le cadre de la réalisation du projet de construction du nouveau CIPA à Rumelange?

- En général: combien de dossiers de classement de bâtiments ou d'inscription sur l'inventaire supplémentaire sont actuellement en suspens ou restés sans réponse? Quelles sont les implications de cet état des choses?

Dans le même contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Monsieur le Ministre soutient-il toujours la réalisation du projet de construction du nouveau CIPA à Rumelange?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait important dans l'intérêt des habitants de l'ancien CIPA et des personnes âgées en général, que le projet de construction du nouveau CIPA à Rumelange puisse être entamé dans les délais prévus?

- Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il contribuer à clarifier la situation?

Réponse commune (15.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Questions posées à la Ministre de la Culture

- En septembre 2012, les propriétaires de la maison de maître avec dépendances, située 64, rue des Martyrs à Rumelange, qui se trouve à côté des autres maisons inscrites jadis à l'inventaire supplémentaire et aujourd'hui détruites, ont introduit une demande pour voir classer leur maison. Un agent du Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) a alors effectué une visite sur place, ceci en novembre 2012. Lors de cette visite, les propriétaires ont informé le service d'un projet de construction d'une maison de retraite/maison de soins sur les terrains avoisinants, qui, d'après eux pourrait entraîner la démolition des maisons situées 58, 60, et 62, rue des Martyrs et 3, rue Nicolas Pletschette. Le SSMN s'est par la suite renseigné auprès du service technique de la commune de Rumelange qui l'a informé qu'une autorisation pour démolir ces maisons n'était pas accordée. De surcroît, toujours d'après ce service, un projet sur ces terrains n'était pas actuel.

Dans la réunion du 11 décembre 2012, la Commission des Sites et Monuments nationaux (COSIMO) a émis un avis favorable pour un classement de l'immeuble n°64, rue des Martyrs. Des photos de l'entourage de cet immeuble ont été montrées à la commission lors de cette présentation. Les membres de la COSIMO ont alors demandé que, lors d'une prochaine réunion, une présentation des maisons dignes de protection dans le voisinage soit faite. À la réunion du 22 janvier 2013, après que cette présentation a eu lieu, la COSIMO s'est prononcée pour une inscription à l'inventaire supplémentaire des immeubles sis 58, 60, et 62, rue des Martyrs et 3, rue Nicolas Pletschette à Rumelange.

Comme les immeubles sont la propriété de l'État, le Ministre des Finances, en tant que gestionnaire des domaines de l'État, fut saisi en date 24 mai 2013 de l'intention de les protéger.

En date du 6 juin, la ville de Rumelange a délivré une autorisation de démolir pour ces quatre maisons. Dans l'urgence, la procédure de l'inscription à l'inventaire supplémentaire a donc dû être accomplie début juillet 2013.

Il y a lieu de souligner que, avant le 1er juillet 2013, ni le SSMN, ni le Ministère de la Culture n'étaient au courant de l'imminence d'un quelconque projet sur ces terrains, voire de l'existence d'un permis de démolir.

Il découle de ce qui précède que rien n'a pu présager la volonté d'un établissement public, en l'espèce Servior, de faire démolir des maisons d'une grande valeur patrimoniale, ceci dans un contexte urbanistique qui constituait encore un vrai fleuron architectural dans le sud de notre pays. Ce qui a d'ailleurs amené le SSMN et la COSIMO à retenir l'argumentaire suivant pour voir entamer une procédure de protection:

La rue des Martyrs à Rumelange a été urbanisée à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, notamment avec des villas et grandes maisons bourgeoises. Celles-ci ont été et sont toujours les témoins de l'évolution et de la richesse grâce à l'industrialisation et la sidérurgie. Même si certains de ces joyaux architecturaux ont disparu de nos jours, l'identité de la rue est encore préservée. Les maisons sises 58, 60, 62, rue des Martyrs et 3, rue Nicolas Pletschette font partie intégrante de cet ensemble.

Tandis que les façades principales devaient représenter le statut du propriétaire, les façades postérieures des quatre immeubles sont plus modestes, avec moins de décors. La brique, qui était à cette époque le signe du développement technique n'apparaît ainsi qu'en façade principale. Les propriétaires, souvent des propriétaires de mines ou autres personnes ayant fait fortune avec un commerce, se construisaient avec leurs domiciles des identités visuelles.

Même si les maisons se distinguent par la mise en œuvre de leurs styles architecturaux, elles font partie d'un ensemble. Du point de vue de l'architecture cet ensemble est hétérogène, mais du point de vue de l'urbanisme il est homogène. Les maisons font partie de l'histoire de la localité de Rumelange et de la région, puisque ce sont des témoins d'une époque révolue. Ainsi elles méritent d'être protégées pour leur intérêt historique de même que pour leurs qualités architecturales et esthétiques.

La maison sise 58, rue des Martyrs, érigée au tournant du siècle, manifeste un style architectural plutôt sobre, proche du néoclassicisme du XIXe siècle. Sa façade est agencée de manière symétrique, avec moins de décors que les immeubles avoisinants, plus jeunes. Les encadrements des baies sont délardés avec des coins supérieurs arrondis. La partie centrale de la façade est en légère saillie, encadrée par des lésènes et une corniche à modillons. Cette dernière est très travaillée, créant ainsi un contraste intéressant avec la façade un peu plus dépouillée.

La maison sise 60, rue des Martyrs a été construite après les nos58 et 62, au début du XXe siècle. Elle se distingue entre autres par le revêtement de la façade en briques jaunes. On y reconnaît une influence des styles de cette époque comme l'éclectisme ou l'Art nouveau. La composition est asymétrique, avec des points forts comme la petite tourelle sur le coin gauche ou le pignon-lucarne, exhaussant la travée droite. Contrairement à la maison adjacente, la façade est animée par un jeu entre les matériaux et les couleurs tels que la pierre de taille, les briques jaunes et rouges et les carrelages. De même, il y a beaucoup de formes et d'éléments décoratifs, tous caractéristiques pour cette époque de construction.

La maison sise 62, rue des Martyrs, érigée au tournant du siècle, reprend la sobriété du néoclassicisme du XIXe siècle. La composition de la façade est plutôt simple et symétrique, seule la travée droite, par sa légère saillie et son exhaussement par un pignon traversier, crée un certain rythme. Les encadrements des baies présentent des jambages à queues de pierres et des entablements. Des lésènes, des bandeaux et une corniche à petits modillons encadrent la façade principale.

La maison sise 3, rue Nicolas Pletschette, a été construite en 1898, comme l'indique le millésime sur la façade. Celle-ci se distingue par le parement en briques rouges avec des motifs de briques noires et jaunes. Cet effet ainsi que le jeu des matériaux créent un intéressant rythme pour la composition. L'axe central de la façade est mis en évidence par une légère saillie et l'exhaussement par une lucarne-pignon. Les éléments décoratifs historicistes en pierre de taille sont caractéristiques pour cette époque de construction et confèrent, ensemble avec les briques, un aspect très représentatif à la maison.

À l'heure actuelle, plus de 195 dossiers de protection nationale sont ouverts. Depuis le début de l'année 2013, 50 protections ont été achevées. D'ailleurs, depuis 2009, 280 protections nationales ont été mises en place, ce qui constitue plus d'un quart de toutes les protections opérées depuis les années 1930.

Questions posées au Ministre de la Famille

- La réalisation d'un nouveau centre pour personnes âgées à Rumelange bénéficie du soutien du Ministre de la Famille et de l'Intégration.

Cet appui se traduit notamment par le fait qu'en date du 14 novembre 2013, une convention portant sur la participation financière de l'État dans la construction de la nouvelle maison de soins a été signée avec le maître d'ouvrage.

- L'actuel centre n'offre plus le confort demandé (requête clients et normes de la loi ASFT) de sorte qu'une nouvelle construction s'impose avec des infrastructures adaptées et une capacité d'accueil plus importante, passant de 70 lits actuellement à 120 lits, permettant une gestion plus efficiente et économique. Vu la nécessité susmentionnée, il est important que le projet soit entamé dans les délais prévus.

Le projet se trouve actuellement dans la phase de planification PAP (plan d'aménagement particulier).

- Le Ministre de la Famille et de l'Intégration est en étroite discussion avec le Ministre de la Culture, la ville de Rumelange et le maître d'ouvrage en vue de trouver une solution rapide et satisfaisante au bénéfice des personnes âgées.

Il est à mentionner que dans le respect des délais prescrits et des autorisations nécessaires, la démolition des maisons en question a été réalisée.

Question 2891 (27.9.2013) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **taxe d'habitation:**

Depuis des décennies la pénurie de logements est un des principaux fléaux sociaux au Grand-Duché de Luxembourg. Le droit à un logement digne semble néanmoins être un droit fondamental de tout être humain.

Aussi Monsieur le Premier Ministre a déclaré lors de son discours sur l'état de la nation en 2012 qu'un règlement type, élaboré conjointement par le Ministère de l'Intérieur et le Ministère du Logement, sera mis à disposition des communes. Ce règlement type a été transmis aux communes.

En tenant compte qu'il y existe un nombre impressionnant d'unités d'habitations vides au Luxembourg, quatre communes - à savoir Beckerich, Esch-sur-Alzette, Diekirch et Redange - s'étaient déjà prononcées pour l'introduction d'une taxe spécifique sur des unités d'habitations non occupées.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Toutes les délibérations communales relatives à cette taxe spécifique ont-elles été approuvées?

- Quels sont les montants de ces différentes taxes introduites par ces communes?

- Quelles sont les conditions et/ou modalités de majoration ou de diminution de ces taxes approuvées?

- Est-ce que toutes les adaptations de cette taxe ont été approuvées? Si non, quelles en sont les raisons?

- Le règlement type proposé aux communes prévoit une taxation sur des immeubles bâtis inoccupés ou inutilisés. Le Ministre est-il d'avis qu'il s'agit d'une taxe ou d'un impôt?

- Dans le cas d'un impôt, quelle est la valeur juridique des délibérations concernant la taxe spécifique approuvées ainsi que du règlement type de taxe proposé par le Ministère de l'Intérieur?

Dans le même cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Est-ce que le règlement type proposé aux communes est suffisant pour remédier au problème des immeubles bâtis inoccupés ou inutilisés?

- Quels sont les résultats obtenus par l'introduction d'une telle taxe spécifique par les différentes communes?

- Serait-il envisageable d'introduire une telle taxe spécifique obligatoire pour toutes les communes?

Réponse commune (5.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes prévoit la possibilité pour les communes d'introduire une taxe spécifique sur certains immeubles.

Relevons de prime abord que la Constitution et la loi communale prévoient que l'initiative d'établir des taxes communales appartient aux communes. Ces taxes ne doivent cependant pas être contraires aux lois ou à l'intérêt général du pays et elles requièrent une approbation par l'autorité compétente avant de pouvoir entrer en vigueur.

Le terme «taxe» est un terme général qui peut tantôt viser un impôt, tantôt être une taxe purement rémunératoire destinée à compenser les frais d'un service communal spécifique.

L'autorité compétente pour approuver une taxe communale n'est pas la même selon que cette taxe revêt la qualification juridique d'un impôt communal ou bien celle d'une taxe purement rémunératoire.

En effet, selon l'article 107 de la Constitution et l'article 105 de la loi communale, les délibérations des conseils communaux relatives à l'établissement ou la modification d'un impôt communal sont soumises à l'approbation par arrêté grand-ducal. Ces impôts communaux doivent avoir pour objet d'introduire des prélèvements obligatoires censés couvrir les dépenses générales de la commune. Tant la législation que la jurisprudence exigent que les communes souhaitant introduire ou modifier un impôt communal doivent faire valoir un besoin de financement (c'est-à-dire avancer une justification financière).

En revanche, l'article 106, point 7° de la loi communale soumet à l'approbation du Ministre de l'Intérieur les délibérations des conseils communaux portant sur des taxes purement rémunératoires ou des tarifications. Ces taxes sont la contrepartie d'un service spécifique rendu par la commune.

- Les taxes communales sur les logements inoccupés ne constituent pas la contrepartie d'un service spécifique et sont dès lors à ranger dans la catégorie des impositions communales.

Par conséquent, ces taxes communales spécifiques sur les logements inoccupés requièrent une approbation par arrêté grand-ducal.

- Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 22 octobre 2008, cinq communes ont transmis au Ministère de l'Intérieur une délibération de leur conseil communal portant sur l'introduction d'une taxe communale sur les logements inoccupés.

Ces cinq délibérations ont été approuvées.

- Une délibération d'un conseil communal portant sur la taxe spécifique de non-occupation d'un logement a été retournée à la commune sans avoir été approuvée.

En l'espèce, il s'agissait d'une commune qui, alors qu'une délibération précédente portant

sur une taxe communale d'un logement inoccupé avait été approuvée, a pris une nouvelle délibération prévoyant d'augmenter substantiellement cette taxe sans faire valoir un besoin de financement spécifique.

- Les montants des taxes approuvées varient de 500 euros par an et par logement inoccupé jusqu'à 1.000 euros par an et par logement inoccupé.

- La question de savoir si le règlement type est suffisant pour remédier aux immeubles bâtis inoccupés ou inutilisés ne saurait être répondue qu'après une évaluation des résultats procurés par le règlement type.

Il échet de noter que le règlement type a pour finalité d'apporter quelques précisions sur l'application des articles 15 à 28 de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, les communes restant bien entendu libres de le modifier, de le compléter.

- À ce jour, uniquement cinq communes ont adopté un règlement communal introduisant la taxe spécifique sur les immeubles inoccupés (Beckerich, Diekirch, Esch-sur-Alzette, Esch-sur-Sûre et Redange-sur-Attert).

Les communes de Diekirch, d'Esch-sur-Sûre, d'Esch-sur-Alzette et de Redange-sur-Attert ont voté le règlement communal et reçu l'approbation nécessaire du Ministère de l'Intérieur, mais n'ont pas encore commencé avec la procédure de notification.

En 2013, la commune de Diekirch a décidé d'augmenter la taxe spécifique de 500 euros à 1.200 euros au motif que le montant de 500 euros n'incite pas les propriétaires à faire occuper leurs immeubles ou parties d'immeubles. Le Ministère de l'Intérieur a refusé l'approbation nécessaire en invitant la commune de faire valoir un besoin de financement qui n'est pas couvert par les ressources existantes (dotation, impôts, taxes, etc.).

Suite à l'introduction de la taxe en 2012, la commune de Beckerich a constaté sur base du registre de la population l'état d'inoccupation ou d'inutilisation de 39 immeubles. Parmi ces 39 logements, neuf ont été taxés en 2013. En ce qui concerne les autres logements, un enregistrement au registre de la population a eu lieu. À Beckerich, l'assujettissement à cette taxe est même couplé à un encadrement des propriétaires concernant l'utilisation future de leur logement afin de mettre en place un projet d'inclusion sociale basé sur le modèle de l'AIS.

- Rendre la taxe communale obligatoire pour toutes les communes pourrait s'avérer difficile en raison du principe constitutionnel de l'autonomie communale.

En effet, les articles 99, 102 et 107, paragraphes (1), (3) et (6), de la Constitution, consacrent le principe de l'autonomie fiscale de la commune et attribuent à ces dernières l'initiative d'établir des taxes et impositions et de déterminer librement leur assiette, leur montant ainsi que les modalités d'application et d'exemption.

Dans son avis sur le projet de loi «Pacte logement» le Conseil d'État a critiqué les dispositions du projet de loi fixant le cadre de l'impôt et un taux maximal en ce qu'elles violeraient le principe constitutionnel de l'autonomie communale. Il a rappelé les dispositions des articles 99, 102 et 107, paragraphes (1), (3) et (6), de la Constitution et celles des articles 28, alinéa 1er, et 29 de la loi communale relatives au pouvoir fiscal des communes et à l'autonomie communale, ainsi que différents jugements des juridictions administratives pour conclure que: «une disposition légale censée fournir une base légale pour un impôt communal spécifique ou une taxe communale, rémunératoire ou non, est superfétatoire. Dans la mesure où cette disposition a notamment pour objet de tracer le cadre de l'impôt et d'imposer un taux maximal à la taxe, elle viole le principe constitutionnel de l'autonomie communale».

Questions parlementaires posées au cours de la session extraordinaire 2013-2014

Question 0115 (11.2.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **activités du Musée national de la Résistance:**

Virun e puer Deeg huet den nationale Resistenzmusée op de sozialen Netzwierker Biller verbreet mam Text: „Kino: english / TV: deutsch / Radio: lëtzebuergesch / am Buttik: français / alles kee Problem!" respektiv: „Ech schwätze lëtzebuergesch / mais je réponds volontiers en français". Op d'mannst eent vun deene Biller, op deenen och ganz kloer „Musée national de la Résistance" ze liesen ass, kéint ee souguer zu Esch, am Musée selwer, als Autocollant kréien, an zwar gratis.

Op de sozialen Netzwierker gëtt sech och net drop beschränkt, fir zum Beispill op Aktivitéite vum nationale Resistenzmusée opmierksam ze maachen. Et gëtt Contenu mat zum Deel ganz politesche Messagë produzéiert a gedeelt, an dat explizit am Numm vum Musée, wéi zum Beispill „Wënsche mer, dass 2014 roueg bleift, an dass mer bei den Europawahle keng béis Iwwerraschung kréien" (woubäi mat „mer" den nationale Resistenzmusée gemengt ass), oder och nach, am Bezuch zur Situatioun an der Zentralafrikanescher Republik, „Wär net elo de Moment komm, e puer dausend Blohelmer dohin ze schécken?".

An deem Kontext wéilt ech der Madame Kulturministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Pechbiller goufe vum nationale Resistenzmusée drécke gelooss a verdeelt? Wéi vill huet déi Aktioun insgesamt kascht?

2. Wat huet déi Aktioun mam eigentleche Sënn an Zweck vum Musée ze dinn? Ass d'Madame Ministesch der Meenung, datt et de Rôle vun esou engem staatleche Musée ass, sech an d'Debatt iwwert de Gebrauch vun de Sproochen zu Lëtzebuerg anzemëschen?

3. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt esou eng Aktioun vu Säite vum nationale Resistenzmusée kéint déi Leit, déi sech mat Recht fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzen, an en extremistescht Liicht stellen?

4. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt et inakzeptel ass, wann op de sozialen Netzwierker Meenungen zu engem Wahlresultat oder zur Interventioun vun der UN-Friddenstrupp am Numm vun enger staatlecher Institutioun geäussert ginn?

5. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt esou en onverantwortlechen Ëmgang mat de sozialen Netzwierker misst ënnerbonne ginn?

Réponse (15.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

1. Fro: Et sinn eng 10.000 Pechbiller gedréckt ginn an déi meescht sinn och verdeelt ginn. De Käschtepunkt läit bei 650 € a gëtt net vum Stat gedroen.

2. Fro: Fir de generelle Kontext wëll ech den Här Deputéierten doriwwer informéieren, datt d'Gebai an d'Ausstellung vum Resistenzmusée der Stad Esch-Uelzecht gehéieren, déi heifir och e Budget de fonctionnement zur Verfügung stellt. De Musée ass dofir och net am eigentleche Sënn „staatlech". Wéinst senger nationaler Missioun huet de Stat ab 2008 een (ab September 2013 nach en zweeten) Enseignant heihinner détachéiert. Punktuell ginn och verschidde Projete vum Musée finanziell vum Kulturministère ënnerstëtzt.

Den Ursprong vum Resistenzmusée war, all déi Lëtzebuerger ze éieren, déi sech géint den Nazijoch am Zweete Weltkrich gewiert hunn, also géint e Regime, deen d'Fräiheet ënnerdréckt huet a Mënschen agespaart, veruerteelt an ëmbruecht huet, just well se net senger Rassenideologie entsprach hunn. Hir Leeschtung soll net vergiess ginn an e Beispill fir kommend Generatioune sinn, fir ze évitéieren, datt esou eppes nach emol passéiert.

All opgekläerte Bierger sollt sech dofir géint all Form vun Intoleranz, Friemefeindlechkeet a Rassismus wieren, déi mir och haut nach ëmmer vill ze oft begéinen.

Och de Resistenzmusée zu Esch wiert sech géint esou Tendenzen. Dëst ass seng Missioun: Wie mengt, datt dëse Musée sech thematesch just op d'Zäit vun der Lëtzebuerger Resistenz géint d'Oppressioun duerch d'Nazie limitéieren dierft, deen iert sech. All Zäitspan, all Époque kennt seng Geforen a seng Défien, géint déi eng gesond Gesellschaft sech ze wieren huet. Dat Wuert „Resistenz" kann dofir net eleng fir eng bestëmmten Zäit vun onser Geschicht reservéiert sinn. Resistenz géint d'Onrecht war, ass a bleift aktuell.

3. Fro: Dat denken ech net. De Kulturministère selwer setzt sech zanter Jore fir d'Lëtzebuerger Sprooch an, z. B. andeems en en nationale Literaturzenter zu Miersch ënnerhält, wou sech intensiv mat der Luxemburgensia auserneegesat gëtt. Oder de Lëtzebuerger Dictionnaire, deen de Kulturministère scho viru Joren an Optrag ginn huet an deen deemnächst fäerdeg gëtt. Hei kéinten nach vill méi Beispiller opgezielt ginn.

4. Fro: Wéi gesot: d'Institutioun selwer ass net staatlech… De Responsabele vum Resistenzmusée huet et als seng Aufgab ugesinn, zu bestëmmte Froe Stellung ze huelen, déi mat der Thematik vun der Resistenz ze dinn hunn.

5. Fro: Den Ëmgang mat sozialen Netzwierker ass haut eppes ganz Normales a gehéiert zu der deeglecher Aarbecht vun Instituter, déi hir Messagen no baussen droe wëllen.

Question 0124 (20.2.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **bilan des services de transport déjà libéralisés:**

L'accord de coalition retient que le Gouvernement est conscient que le 4e paquet ferroviaire de l'Union européenne présente de nombreux défis pour le secteur ferroviaire luxembourgeois. En ce qui concerne la libéralisation des services de transport, le Gouvernement propose, avant tout progrès en cause et afin de fixer les orientations pour l'avenir, de faire établir un bilan des opérations des services de transport libéralisés d'ores et déjà. Or, le 25 courant, le 4e paquet ferroviaire sera soumis à une première lecture du Parlement européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Développement durable les questions suivantes:

1. Le bilan des opérations des services de transport libéralisés d'ores et déjà est-il déjà disponible?

2. Dans l'affirmative, quels sont les résultats et les conclusions que l'on peut tirer de ce bilan?

3. Au cas où cette étude ne serait pas encore disponible ou effectuée, quelle structure ou institution en a été ou en sera chargée et dans quels délais l'étude sera-t-elle disponible?

4. Quels sont les critères qui pilotent ce bilan? Ces critères ont-ils été discutés ou établis ensemble avec les partenaires sociaux du secteur concerné?

5. Est-ce que le Gouvernement se concertera également avec les partenaires sociaux du secteur concerné pour tirer les conclusions nécessaires de ce bilan?

Réponse (8.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0124 du 20 février 2014, l'honorable Député Justin Turpel souhaite s'informer au sujet du bilan des services de transport déjà libéralisés.

La séparation juridique du gestionnaire de l'infrastructure et d'une entreprise ferroviaire aux fins de la poursuite des objectifs de garantie de l'égalité d'accès à l'infrastructure et de plus grande ouverture des marchés ferroviaires a été jugée inutile par la très récente directive 2012/34/UE du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen dite «refonte du premier paquet ferroviaire». Plus précisément, celle-ci a déterminé soigneusement les éventuelles étapes ultérieures de l'ouverture du marché intérieur du transport ferroviaire de voyageurs, assigné une méthodologie précise à la Commission européenne et mis des limites à l'étendue et à la teneur de ses éventuelles propositions législatives.

Tout d'abord, la Commission européenne doit présenter au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport concernant la mise en œuvre du chapitre II de la directive 2012/34/UE. Celui-ci, consacré au développement des chemins de fer de l'Union, comporte notamment une section 1 relative à l'indépendance de gestion et une section 2 relative à la séparation entre la gestion de l'infrastructure et l'activité de transport et entre les différents types d'activité de transport.

Dans la mesure où les États membres disposent d'un délai expirant le 16 juin 2015 pour transposer la directive, on imagine mal le rapport être présenté avant cette date.

Ce rapport doit aussi porter sur le développement du marché, en ce compris l'état de préparation en vue d'une ouverture supplémentaire du marché ferroviaire.

Il est également assigné à la Commission européenne la mission d'analyser dans ce rapport les différents modèles pour l'organisation de ce marché, ainsi que l'impact de la directive 2012/34/UE sur les contrats de services publics et leur financement.

Sur ce point, le Parlement européen et le Conseil ont précisé la méthodologie à suivre par la Commission européenne. Celle-ci devra tenir compte, d'une part, de la mise en œuvre du règlement (CE) n°1370/2007 et, d'autre part, des différences intrinsèques entre les États membres (densité des réseaux, nombre de passagers, distance moyenne parcourue).

Il est donc fait obligation expresse à la Commission européenne de tenir compte des spécificités et particularismes nationaux.

Après s'être acquittée des missions présentées ci-dessus, celle-ci proposera, si nécessaire, des mesures législatives à l'ouverture du marché intérieur du transport ferroviaire de voyageurs et à la mise en place des conditions nécessaires pour garantir un accès non discriminatoire à l'infrastructure. À cet effet, la Commission européenne devra en outre s'appuyer sur les exigences de séparation existantes entre la gestion de l'infrastructure et l'activité de transport. En outre, elle devra évaluer l'impact de ces mesures.

Le bilan des opérations des services de transport libéralisés dont fait état le programme gouvernemental vise donc le bilan à dresser par la Commission européenne.

Question 0133 (3.3.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**état de la route nationale N10 entre Bettel et Reisdorf:**

D'Nationalstrooss N10 vu Bëttel iwwer Héischdref op Reisduerf befënnt sech an engem lamentablen Zoustand an ass zudeem gefäierlech. Hei dränge sech onweigerlech Renovéierungsaarbechten op.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister riichten:

- Huet de Minister virgesinn, fir dës Strooss ze erneieren? Wa jo, a wat fir engem Zäitraum?

Réponse (29.4.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'Erneierung vun der Nationalstrooss 10 vu Bëttel iwwer Héischdref op Reisduerf gëtt an zwee Louse realiséiert.

Fir dat eent Lous tëscht Reisduerf an Héischdref (P.K. 76,750 - 78,980) stinn nach geologesch Ënnersichungen aus. Wann déi bis virleien, kann de Projet fir déi néideg Aarbechten definitiv ausgeschafft ginn.

Wat dat anert Stéck tëscht Héischdref a Bëttel (P.K. 78,950 - 83,120) ubelaangt, ass d'Soumissioun fir déi geplangten Erneierungsaarbechten den 18. Mäerz 2014 opgaangen, soudatt dee Chantier nach am Fréijoer kann ufänken.

Question 0147 (20.3.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **registre de la population:**

Den Här Statsminister huet an der Äntwert vun der parlamentarescher Fro N°0084 *(cf. compte rendu n°3/2013-2014)* gefrot, wat fir eng konkret Fäll vun Abuse géife virleie respektiv wat d'Ursaach vun dëse Fäll kéint sinn.

Ech wéilt Referenz ginn op de PV vun der Logementskommissioun vum 3. Juni 2013 wou den FNS seet, datt op verschiddene Gemenge beim Aschreiwen an den „Registre de la population" net déi néideg Kontrollen, wat d'Adressen ugeet, gemaach ginn.

«Dans leur exposé, les représentants du Fonds national de solidarité (FNS) rappellent le fonctionnement du système du revenu minimum garanti (RMG). (...)

L'augmentation conséquente des RMG versés à des communautaires est indéniable. (...)

Débat:

Les questions et interventions des parlementaires permettent de préciser les points qui suivent:

(...) Il est précisé que le principal problème de fraude en relation avec le RMG est le versement à des personnes qui ne résident pas ou plus au pays. (...)

Entre-temps, les cafés et hôtels louant des chambres sont systématiquement contrôlés. Il arrive, en effet, qu'une quarantaine de personnes indiquent comme lieu de résidence la même adresse d'un tel établissement qui, toutefois, ne dispose d'à peine d'une demi-douzaine de chambres. (...)

Ainsi, le FNS a acquis une connaissance plus en profondeur de ce marché et dispose d'une centaine d'adresses «suspectes» avec leur nombre maximal de logements. (...)

Dès que ce nombre est dépassé, un contrôle est effectué sur place. Ces contrôles systématiques sont susceptibles d'endiguer efficacement les abus du système social du Luxembourg.

(...) Toutefois, à ce niveau la coopération avec les bureaux de la population des communes et surtout celui de la ville de Luxembourg serait toutefois à améliorer. (...)

- Registres de la population et leur vérification.

Il s'agit surtout de deux grandes communes où des problèmes récurrents de non correspondance du registre de la population avec la réalité sur le terrain existent, en raison notamment du fait que ces communes n'effectuent aucun contrôle des adresses qui sont déclarées lors des inscriptions dans leur bureau de population. (...)

Toutefois, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, le registre communal comporte deux parties: le registre principal et le registre d'attente. Une inscription au registre d'attente ne donne pas droit à un certificat de résidence et donc pas aux prestations sociales afférentes.

Partant, lors d'une inscription au registre principal d'une personne qui ne pourrait légitimement s'y retrouver, la question de la responsabilité de la commune respective est posée. (...)

Par ailleurs, les commissariats de police sont demandeurs pour une collaboration étroite avec le FNS pour réaliser des contrôles systématiques des établissements louant des chambres et rayent d'office ces «locataires» du registre de la population qui touchent indûment des prestations sociales telles que le RMG.»

Dofir wéilt ech gären dës Fro un den Här Statsminister stellen:

- Wier et net sënnvoll, datt d'Gemengen am Kader vun dem neie Gesetz, wat den „Registre de la population" ugeet, iwwert d'Wichtegkeet vum „Contrôle vun den Adressen" sensibiliséiert ginn, an dëst a Relatioun mat dem Gesetz vum 25. Februar 1979 vun der „Aide au Logement", wat d'Sécuritéit, d'Salubritéit an d'Hygiène an de Wunnengen ugeet?

Réponse (6.5.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den honorabelen Deputéierte freet, ob et net sënnvoll wier, datt d'Gemengen am Kader vum neie Gesetz iwwert den „Registre de la population" iwwert d'Wichtegkeet vum „Contrôle vun den Adressen" sensibiliséiert ginn, an dëst a Relatioun mat dem Gesetz vum 25. Februar 1979 vun der „Aide au Logement", wat d'Sécuritéit, d'Salubritéit an d'Hygiène an de Wunnengen ugeet?

D'Regierung deelt dem honorabelen Deputéierte seng Suerg a schwätzt sech kloer en faveur vun esou enger Sensibilisatioun aus.

Question 0150 (14.3.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant les **cours d'éducation physique du «Uelzecht Lycée»:**

Messieurs les Ministres ne sont certainement pas sans savoir que 20 classes du «Uelzecht Lycée» à Dommeldange sont conduits en car à Junglinster pour leurs cours d'éducation physique dans le hall sportif du Centre polyvalent Gaston Stein.

Vu l'ouverture du «Lënster Lycée» pour la prochaine rentrée scolaire en septembre et les synergies créées avec l'administration communale de Junglinster en matière de salles sportives, les élèves du lycée de Dommeldange ne sauront, à moyen terme, plus profiter desdites infrastructures sportives.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) À quel montant se chiffrent les dépenses (transport et location du hall sportif) pour l'organisation des cours d'éducation physique du «Uelzecht Lycée» à Junglinster pendant une année scolaire?

2) Messieurs les Ministres peuvent-il me renseigner si les services compétents ont déjà entamé la recherche d'alternatives pour le moment où le hall sportif à Junglinster ne sera plus disponible?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire s'il est envisagé de faire construire un hall sportif pour les besoins du «Uelzecht Lycée» sur l'ancien site d'ArcelorMittal à Dommeldange?

Réponse commune (9.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance* **et de la Jeunesse, et de M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1)

Pour l'année scolaire 2012/2013, les frais de location des infrastructures sportives au Centre polyvalent à Junglinster s'élèvent à 68.080 €. Les frais de transport vers Junglinster se chiffrent à 26.221 € pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013.

Ad 2)

Pendant l'année scolaire 2014/2015, le Centre polyvalent Gaston Stein pourra être utilisé par le lycée de Junglinster, qui ne débutera ses activités scolaires qu'avec un effectif de classes réduit à la rentrée 2014.

Pour la rentrée 2015/2016 les solutions alternatives suivantes sont en train d'être analysées:

- Depuis la mise en service fin 2013 du nouveau hall sportif avec trois unités au Lycée technique des Arts et Métiers, les plages horaires occupées par les élèves du LTMA à la Coque ont pu être libérées.

- Une étude pour la construction d'un hall sportif supplémentaire au Lycée technique du Centre est en cours.

- Une autre alternative pourrait être le Centre Omnisports Prince Henri à Walferdange, dont l'État est copropriétaire. Par la loi du 21 janvier 2000, l'État a participé financièrement à la construction de ce complexe et de par la convention relative à la gestion de ce site, l'État en possède la jouissance partielle qui est actuellement déléguée à l'Université du Luxembourg et l'Éducation différenciée à Walferdange. Comme l'Université du Luxembourg déménagera prochainement à Belval, il serait envisageable que les infrastructures sportives soient utilisées par l'Uelzecht Lycée.

Ad 3)

L'État n'est pas propriétaire de l'ancien site d'ArcelorMittal à Dommeldange. Le Lycée technique privé Emile Metz envisage de construire un hall sportif sur ce site si les négociations avec l'actuel propriétaire aboutiraient. En cas de réalisation de ce projet, des plages horaires pourraient être mises à disposition des élèves de l'«Uelzecht Lycée».

Question 0151 (17.3.2014) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**énergie éolienne:**

Dans le cadre de la protection du climat et de la promotion conséquente des énergies renouvelables pour endiguer le réchauffement climatique, l'Union européenne encourage la mise sur le marché des technologies énergétiques innovantes, durables et performantes. Ces technologies et les services qui en résultent aideront à réaliser les objectifs ambitieux en matière de politique économique, environnementale et sociale, fixés dans le cadre de la stratégie «Europe 2020». L'utilisation des énergies renouvelables, notamment de l'énergie éolienne, figure parmi les grands objectifs et connaît un accroissement remarquable.

Concernant la consommation de combustibles fossiles, l'Agence Internationale de l'Énergie prévoit une dépendance accrue de l'Union européenne à l'égard des importations de pétrole, qui devrait passer de 80% à plus de 90% d'ici 2035.

De même, la dépendance à l'égard des importations de gaz naturel devrait passer de 60% aujourd'hui à plus de 80% en 2035. La valeur totale au niveau européen des importations de ces deux vecteurs énergétiques s'élève à plus de 400 milliards d'euros en 2012.

Dans ce processus de transition énergétique, le Luxembourg s'est engagé à couvrir 11% de la consommation énergétique nationale par des énergies renouvelables à l'horizon 2020. Sachant que le potentiel de l'énergie éolienne n'est pas encore suffisamment utilisé, il faut choisir les sites appropriés en vue de l'installation de parcs éoliens additionnels. En 2013, 3,1% de la consommation énergétique nationale est recouverte par des énergies renouvelables.

Actuellement, 46 éoliennes sont installées sur le territoire luxembourgeois, développant une puissance de 56,7 MW et produisant une énergie électrique de 80 GWh par an. D'ici 2020, cette production devrait toucher la barre de 240 GWh, soit un triplement du nombre des éoliennes.

Vu que l'utilisation des ressources naturelles de la 1ère génération à des fins énergétiques ne sera plus tolérée et qu'on devra recourir à celles de la 2e, voire de la 3e génération, il faut réorienter la politique des biocarburants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres précités:

- Quelles sont les propositions de mesures du Gouvernement pour atteindre l'objectif de l'emplacement de nouveaux parcs éoliens afin de respecter l'engagement du recouvrement de 11% de la consommation énergétique nationale par de l'énergie renouvelable à l'horizon 2020?

- D'après les objectifs du Gouvernement, quelles seront les parts respectives de l'énergie éolienne et des biocarburants dans les 11% couverts par l'énergie renouvelable d'ici 2020?

- Quelles sont les démarches concrètes envisagées par le Gouvernement concernant l'utilisation des biocarburants?

Réponse commune (13.5.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

La directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (ci-après la «Directive») prévoit pour le Luxembourg un objectif de 11% d'énergies renouvelables de la consommation finale d'énergie nationale en 2020 ainsi qu'un objectif de 10% de carburants renouvelables de sa consommation finale d'énergie dans le secteur des transports en 2020. En application de la Directive, le Gouvernement a adopté en juillet 2010 un plan d'action national en matière d'énergies renouvelables fixant les mesures à adopter en vue de la réalisation de ces objectifs dont notamment une révision de la réglementation concernant les tarifs d'injection pour la fourniture d'énergie électrique produite par des installations à base de sources d'énergie renouvelables. À l'horizon 2020, le programme d'action prévoit pour l'énergie éolienne une production de 239 GWh. Fin 2013, la production d'énergie éolienne au niveau national s'élevait à quelque 82 GWh, tout en considérant que la moyenne annuelle de la vitesse du vent en 2013 était loin de la moyenne des années précédentes.

Les mécanismes de soutien en place au Luxembourg, qui se composent d'une part d'aides à l'investissement et d'autre part de tarifs d'injection, visent à permettre la réalisation des objectifs tels que proposés par le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables. Il appartient aux acteurs économiques concernés de décider sur la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables.

Afin de donner une nouvelle impulsion au développement de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables, le Gouvernement en Conseil a décidé le 10 mai 2013 sur une réforme des tarifs d'injection tels que prévus par le règlement grand-ducal modifié du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables. Cette réforme nécessitant l'autorisation de la Commission européenne, le Gouvernement l'a soumise à la procédure d'autorisation en août 2013. Pour le moment, le Luxembourg attend toujours une réponse finale de la Commission européenne, qui explique les délais par une analyse fondamentale interne de tous les mécanismes nationaux en place. Le Luxembourg a souligné à maintes reprises qu'une décision est absolument nécessaire pour permettre au Luxembourg de réaliser ses objectifs intermédiaires tels que prévus par la Directive.

En ce qui concerne le développement de l'énergie éolienne sur le territoire national à l'horizon 2020, il a été porté à notre connaissance que divers acteurs du secteur sont actuellement en train de finaliser le développement de projets existants et de développer de nouveaux projets. Leur mise en œuvre conjointe nous permettra de nous approcher des potentiels et objectifs nationaux en matière d'énergie éolienne tels qu'inscrits dans le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables.

Les moyens mis en œuvre par le Gouvernement en matière de simplification administrative permettront d'aboutir à une accélération des procédures administratives concernant la protection de la nature, les établissements classés et la protection et la gestion des eaux. Ceci engendrera une accélération de la réalisation sur le terrain des projets d'énergie éolienne tout en garantissant une protection élevée de l'environnement.

Finalement, il est prévu de sensibiliser davantage les communes à s'investir dans la promotion et le soutien de projets de production d'énergie renouvelable et en particulier de l'énergie éolienne sur leur territoire.

Pour ce qui est des parts respectives de l'énergie éolienne et des biocarburants dans l'objectif des 11% à l'horizon 2020, il y a lieu de considérer que la quote-part des biocarburants est strictement liée à l'objectif contraignant de 10% de carburants renouvelables de sa consommation finale d'énergie dans le secteur des transports en 2020. Le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables prévoit ainsi que, sur la base des consommations estimées, dans le secteur des transports, environ 5% de l'objectif global de 11% soient réalisés par les carburants renouvelables et l'électromobilité, tandis que le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables prévoit en 2020 pour l'électricité renouvelable une quote-part de quelque 30,6% issue de la production éolienne correspondant à 4,25% de la quantité d'énergie renouvelable prévue pour 2020, soit 0,47% de l'objectif global de 11%.

Les démarches prévues par le Gouvernement en matière de biocarburants sont en ligne avec les dispositions prévues par la Directive actuelle et visent une quote-part de 10% de carburants renouvelables de la consommation nationale finale d'énergie dans le secteur des transports en 2020. Au niveau européen, le Luxembourg continue cependant à plaider dans les discussions actuelles sur la durabilité des biocarburants pour un cap sur les biocarburants de première génération et un objectif contraignant pour les biocarburants avancés.

Question 0153 (18.3.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **«Naturschutz Fleesch»:**

Le label «Naturschutz Fleesch» est un label de qualité et de contrôle agréé qui identifie la viande bovine issue de méthodes de pâturage extensif permanent réalisées dans le cadre de projets de protection de la nature par l'exploitation. L'utilisation du label est liée à des normes et exigences en matière de protection de la nature et soumise à des critères et contrôles à tous les niveaux de commercialisation, du pâturage au client final. L'article 5 du cahier des charges, énumérant les critères pour la production de la viande «Naturschutz Fleesch», indique l'obligation de prise de mesures de lutte contre les parasites pour garantir le bien-être animal et la qualité de la viande. Une attention toute particulière doit être apportée au pâturage en zone humide ou à humidité variable en raison de l'infestation parasitaire accrue due au système de pâturage permanent.

Selon mes informations, quatre carcasses de bovins des races Galloway et Highlander, des bovins ayant participé au programme «Naturschutz Fleesch» et abattus à l'abattoir de Wecker, ont été saisies à cause d'une affection parasitaire massive et de leur état cachectique, ayant rendu la viande inconsommable.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette affaire?

- Comment juge-t-il l'affaire en question?

- Est-ce que les critères du cahier des charges ont été respectés?

- En cas de non-respect, quelles sont les conséquences pour l'agriculteur responsable en l'espèce et en général?

- Les contrôles sur l'application stricte des critères mentionnés sont-ils effectués de manière régulière et suffisante?

- L'élevage extensif pendant toute l'année est-il adapté à nos contrées et garantit-il le bien-être de l'animal?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'autres affaires semblables?

Réponse commune (2.5.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

L'Administration des Services vétérinaires est périodiquement informée de la part des vétérinaires officiels des abattoirs au sujet des statistiques concernant le nombre d'abattages et de saisies partielles et totales de carcasses.

Dans ce cas précis, l'Administration des Services vétérinaires a été immédiatement informée de la part du vétérinaire officiel de l'Abattoir de Wecker puisqu'une saisie totale de quatre carcasses sur un lot provenant d'un même exploitant constitue un cas exceptionnel. Le motif de saisie était une cachexie (amaigrissement excessif; fonte musculaire) qui est un motif de saisie totale, conformément à la législation en vigueur.

Le cas en question n'est pas à considérer en relation avec le label «Naturschutz Fleesch». En effet, l'exploitant en question n'a pas signé la convention «Naturschutz Fleesch», ni développé un projet de pâturage permanent et ne bénéficie pas d'un contrat de biodiversité en vertu du règlement grand-ducal du 10 sep-

tembre 2012, instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier.

En général, l'élevage extensif sur les pâturages pendant toute l'année est une forme d'élevage acceptable, voire même souhaitable, sous condition que les normes de santé et de bien-être animal soient respectées.

L'élevage extensif permanent, dans le contexte de projets de conservation de la nature, se pratique dans de nombreux pays (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, etc.) présentant des conditions climatiques semblables. Afin de garantir que le bien-être animal soit respecté dans les projets de pâturage extensif au Luxembourg, l'Administration de la Nature et des Forêts a élaboré ensemble avec l'Administration des Services vétérinaires un document de guidage concernant l'affouragement hivernal, document qui est fourni et expliqué à tous les éleveurs participants. Les deux administrations sont également en train d'élaborer des «guidelines» pour l'emploi d'antiparasitaires dans ces projets. Comme ces produits sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs sur l'environnement et la biodiversité des pâturages, des solutions seront cherchées permettant d'adapter l'application des antiparasitaires aux demandes de la conservation de la nature et du bien-être animal. Toutefois il faut remarquer qu'il revient finalement toujours à l'éleveur de veiller au bien-être de son troupeau.

Il faut également insister sur le fait qu'à l'encontre d'une idée parfois répandue à tort, cette forme d'élevage ne nécessite pas toujours moins d'efforts, de surveillance ou de compétence de la part de l'exploitant mais comporte occasionnellement plus de contraintes.

En ce qui concerne le bien-être animal, les normes sont fixées par le règlement grand-ducal du 14 avril 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages qui stipule dans son annexe que les animaux doivent être inspectés au moins une fois par jour et que tout animal, qui paraît malade ou blessé, doit être convenablement soigné sans délai.

En outre, le point 12 mentionne que les animaux non gardés dans les bâtiments sont protégés contre les intempéries, les prédateurs et les risques pour leur santé. Finalement le point 14 stipule que les animaux reçoivent une alimentation saine, adaptée à leur âge et leur espèce et qui leur est fournie en quantité suffisante pour les maintenir en bonne santé et pour satisfaire leurs besoins nutritionnels.

Ces dernières années, deux cas de non-respect des normes de bien-être animal ont été détectés dans le cadre du programme de pâturage extensif. Dans un des cas les bovins, en état de cachexie, sont morts en pâture; dans l'autre cas ils ont été finalement soignés suite à l'intervention répétée de nos services.

Question 0156 (19.3.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant **la planification et construction du lycée de Differdange:**

Je souhaiterais poser une série de questions à Messieurs les Ministres Claude Meisch et François Bausch concernant la planification et la construction du lycée à Differdange.

J'aimerais savoir de Messieurs les Ministres susmentionnés:

1) si le Gouvernement compte toujours réaliser ledit lycée.

2) Dans l'affirmative, si le lycée constitue une priorité pour le Gouvernement et quel est le calendrier prévu pour ladite construction.

Réponse commune (9.5.2014) de **M. Monsieur Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad 1)

Face à l'évolution de la population scolaire dont la tendance est toujours croissante, la création d'un nouveau lycée à Differdange reste toujours absolument nécessaire. Le Gouvernement a déjà entamé les procédures pour la réalisation de ce projet.

Ad 2)

La finalisation de l'avant-projet définitif (APD) est en cours et la présentation du projet à la commission d'analyse critique est prévue au courant du mois de juin de sorte que le projet de loi pourrait être déposé avant le congé d'été.

Sous condition que l'acquisition des terrains soit finalisée et que toutes les autorisations nécessaires aient été accordées en automne 2015, la première soumission pourrait être lancée peu après, ce qui permettrait de démarrer avec les travaux vers la mi-2016, la durée de chantier étant d'environ trois ans.

Question 0158 (19.3.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**Office Luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité (OLAP):**

Selon des informations à ma disposition, et conformément aux statuts de l'OLAP, des représentants de l'État auraient été invités à toutes les réunions du conseil d'administration (CA), de même qu'aux assemblées générales de cette association, à l'exception de la réunion du CA du 27 janvier 2014. Or, il paraît qu'à cette réunion le licenciement du personnel de l'OLAP ait été décidé.

Alors que l'État luxembourgeois soutient financièrement cette association, et que les représentants étatiques y ont toujours joué un rôle consultatif, il est assez surprenant qu'à une réunion cruciale où il est question de l'avenir de l'association aucun représentant étatique n'ait été invité.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres des Finances et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Les Ministres peuvent-ils confirmer que le conseil d'administration de l'OLAP a régulièrement invité ceux-ci ou un de leurs représentants à assister aux réunions du conseil d'administration ou de l'assemblée générale de l'OLAP?

2. Dans l'affirmative, les Ministres ont-ils connaissance des raisons ayant amené le conseil d'administration de l'OLAP à ne pas en faire de même pour la réunion du 27 janvier 2014?

3. Peuvent-ils confirmer que la «plateforme» à laquelle le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se réfère dans sa réponse à ma question parlementaire du 4 février 2014 *(cf. question parlementaire n°0100, compte rendu n°3/2013-2014)* a été créée non seulement en considération des difficultés économiques auxquelles était confrontée l'association, mais également en raison des résultats peu satisfaisants affichés par les formations offertes par les chambres professionnelles?

4. Dans sa réponse à ma question parlementaire précitée, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse indique que «l'OLAP a pu commercialiser les formations offertes (…) sans toutefois devoir supporter les frais y afférents, qui sont supportés par les chambres patronales». D'après mes informations, l'OLAP supporterait toutefois, e. a. les frais de production des catalogues semestriels relatifs aux formations, ainsi que les frais de gestion de la plateforme, qui s'élèveraient à environ 40% du budget en ressources humaines. Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

5. Dans sa réponse à ma question parlementaire du 4 février 2014, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse informe que «(l)'OLAP ne poursuivra à l'avenir plus ses activités dans le domaine de la formation professionnelle continue (…). Les trois chambres professionnelles prévoient de créer une plateforme de concertation surtout dans les domaines de la formation tout au long de la vie, de la formation des tuteurs en entreprise ainsi que des formateurs. À ces fins, les chambres professionnelles concernées considèrent le maintien de la structure juridique de l'OLAP.» D'après mes informations, il serait toutefois envisagé de procéder à la liquidation de celle-ci. Les Ministres peuvent-ils confirmer ces dernières informations?

6. Les Ministres peuvent-ils confirmer que les chambres professionnelles s'étaient engagées à reprendre pour leur compte les quatre salariés de l'OLAP? Dans l'affirmative, pour quelles raisons seule la Chambre des Métiers a tenu ses engagements? Qui des autres chambres professionnelles?

Réponse commune (30.4.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

1. Le conseil d'administration de l'OLAP a régulièrement invité les représentants de l'État à assister aux réunions du conseil d'administration de l'OLAP.

2. Les raisons ayant amené le conseil d'administration à ne pas inviter les représentants de l'État à la réunion du 27 janvier 2014 sont inconnues, mais trouvent leur légitimation dans le fait que l'ordre du jour ne portait pas sur des sujets d'ordre financier.

3. Les résultats de l'OLAP dépendent de la fréquentation des formations offertes laquelle est sujette à des fluctuations dues à la situation économique et pouvaient donc varier fortement d'année en année. Force est de constater que les moyens financiers de l'association s'épuisaient en raison des effets de la crise et entraînaient que l'association n'arrivait pas à combler le déficit avec leurs offres de formations.

4. L'apport financier de l'État était initialement destiné à la prise en charge des rémunérations des employés de l'association. Depuis quelques années, ce subside n'a pas pu être adapté en suivant l'évolution des carrières et salaires des salariés de l'OLAP. Ceci contraint l'association à puiser dans ses réserves financières pour pouvoir combler ce déficit. Les autres moyens financiers de l'association proviennent de la commercialisation des formations offertes et des apports des chambres professionnelles. Le conseil d'administration de l'OLAP est libre de disposer des ressources humaines de l'association pour autant qu'elles répondent aux objectifs énoncés dans les statuts de l'association.

5. D'après les informations à notre disposition, il n'est pas prévu en ce moment de liquider l'association OLAP.

6. Les chambres professionnelles se sont concertées pour reprendre le personnel de l'OLAP. Les informations concernant la reprise du personnel de l'OLAP sont contenues dans la réponse à votre question parlementaire n°0100 du 4 février 2014.

Question 0160 (19.3.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**affiliation volontaire auprès de la Caisse Nationale de Santé:**

D'Gesetzgebung gesäit vir, datt ee sech aus ënnerschiddleche Grënn kann op fräiwëlleger Basis bei der Krankekeess verséchere loossen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hu sech zënter 2010, pro Joer, op fräiwëlleger Basis bei der Krankekeess verséchert?

2. Wéi vill vun dëse Persounen hu sech no Oflaf vun dräi Méint engem chirurgeschen Agräff oder soss enger gréisserer medezinescher Behandlung ënnerzunn, déi en Openthalt am Spidol erfuerdert huet?

3. Wéi eng Opdeelung no Nationalitéiten haten dës Patienten?

4. Wéi héich war de Montant insgesamt pro Joer, deen esou vun der Sozialversécherung iwwerholl ginn ass?

Réponse (29.4.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Sur base de données extraites par la Caisse Nationale de Santé (CNS) en date du 4 avril 2014, les réponses aux différents points de la question parlementaire sous objet se présentent comme suit:

1. Le nombre de personnes affiliées volontairement à l'assurance maladie pour la période de 2010 à 2014 se compose comme suit:

Type Lib	ASS/COA Lib	2010	2011	2012	2013	2014
Assurance volontaire facultative	ASSURE	2.225	2.855	3.631	3.547	2.983
	COASSURE	1.048	1.747	2.570	2.114	1.602
Assurance volontaire continuée	ASSURE	4.706	3.746	3.348	3.543	3.054
	COASSURE	2.712	2.107	1.690	1.730	1.477
Assurance volontaire facultative	Total (distinct)	3.271	4.597	6.200	5.661	4.584
Assurance volontaire continuée	Total (distinct)	7.413	5.848	5.035	5.269	4.531
Total général (distinct)		10.569	10.376	11.187	10.834	9.097

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

D'un point de vue terminologique, il convient de rappeler que l'assurance volontaire continuée vise les situations relatives à la continuation d'une assurance préexistante (article 2 alinéa 1 du Code de la sécurité sociale) alors que l'assurance volontaire facultative implique un stage d'une durée de trois mois (article 2 alinéa 2 du Code de la sécurité sociale).

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que l'année correspond à l'année d'affiliation.

2. La proportion de patients ayant subi une intervention en salle opératoire est la suivante:

	Nombre de patients				Proportion			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Assurance volontaire facultative	169	252	285	287	5,17%	5,48%	4,60%	5,07%
Assurance volontaire continuée	319	286	247	207	4,30%	4,89%	4,91%	3,93%
Total (distinct)	488	538	532	494	4,62%	5,19%	4,76%	4,56%

À noter que les chiffres correspondent à une unité d'œuvre facturée en salle opératoire ou dans le domaine de la chirurgie cardiaque et que l'année se rapporte à celle durant laquelle l'unité d'œuvre a été prestée.

La proportion des personnes affiliées volontairement et pour lesquelles un acte médical presté en milieu hospitalier stationnaire a été facturé s'élève à:

	Nombre de patients				Proportion			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Assurance volontaire facultative	330	443	537	526	10,09%	9,64%	8,66%	9,29%
Assurance volontaire continuée	583	497	416	394	7,86%	8,50%	8,26%	7,48%
Total (distinct)	912	940	951	919	8,63%	9,06%	8,50%	8,48%

3. Il n'existe pas de chiffres directement accessibles relatifs à la répartition suivant la nationalité dans les bases de données administratives, alors que l'attribution d'une prestation n'est aucunement liée à une condition de nationalité.

4. Le montant global net en euros pris en charge et le nombre de patients total par année se compose ainsi:

		2010		2011		2012		2013	
Type Lib	ASS/COA Lib	Nombre patients	Net	Nombre patients	Net	Nombre patients	Net	Nombre patients	Net
Assurance volontaire facultative	ASSURE	1.553	3.032.521,92	1.934	3.779.480,08	2.379	4.183.995,74	2.294	4.247.470,84
	COASSURE	775	909.994,82	1.115	1.092.150,48	1.602	1.549.011,96	1.404	1.620.957,81
Assurance volontaire continuée	ASSURE	3.468	7.281.109,89	2.902	6.815.272,74	2.584	6.648.542,19	2.548	6.228.103,80
	COASSURE	1.821	1.718.116,28	1.485	1.616.242,28	1.213	1.389.563,85	1.172	1.168.385,89
Assurance volontaire facultative	Total	2.327	3.942.516,74	3.048	4.871.630,56	3.981	5.733.007,70	3.698	5.868.428,65
Assurance volontaire continuée	Total	5.285	8.999.226,17	4.385	8.431.515,02	3.796	8.038.106,04	3.716	7.396.489,69
Total général		7.558	12.941.742,91	7.406	13.303.145,58	7.757	13.771.113,74	7.372	13.264.918,34

Question 0161 (19.3.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* **concernant la communauté domestique:**

Hei am Land gëtt et eng Pénurie u bezuelbarem Wunnraum, dat souwuel um fräie Marché wéi och bei de Sozialwunnengen.

Besonnesch fir Persounen, déi den RMG kréien, ass dës Situatioun kritesch. Verschidden Associatiounen, déi sech ëm dës Persoune këmmeren an dës Persounen ënnerbréngen, zum Deel zu e puer an enger Wunneng, si mam Problem konfrontéiert, datt dës Persounen als „Communauté domestique" ugesi ginn an deementspriechend gëtt de Montant vum RMG drastesch reduzéiert. Dëst obschonn et eng Zweckgemeinschaft aus der Wunnengsnout eraus ass.

Um Internetsite vum Ministère de la Sécurité sociale steet ënnert der Definitioun fir d'Determinatioun vun der Communauté domestique: «Les personnes suivantes sont considérées comme formant seules une communauté domestique (...) les personnes recueillies par pitié.»

Am Gesetzestext vum 2. September 2004 steet: «En outre l'organisme compétent peut considérer les personnes majeures recueillies dans une communauté domestique pour laquelle elles créent des charges, comme formant seules une communauté domestique.»

Kéint d'Madame Familljeministesch mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wien décidéiert an esou engem Fall, ob eng Demande am Sënn vun «personnes recueillies par pitié» ugeholl oder refuséiert gëtt?

2. No wéi enge Kritäre gëtt dës Décisioun getraff?

3. Wéi vill Ufroe sinn an de Joren 2011, 2012 an 2013 gestallt ginn? Wéi vill goufen der verworf an aus wéi enge Grënn?

4. Wier et net ubruecht besonnesch deenen Associatiounen, déi sech ëm dës Persoune këmmeren, mä och Privatpersounen, déi am Kader vu chrëschtlecher Nächsteléift handelen, d'Konditioune fir esou e Geste méi kloer ze gestalten an ze vereinfachen, selbstverständlech mat der néideger Kontroll?

Réponse (29.4.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Base légale

Conformément aux dispositions de l'article 19(1) de la loi reprise sous rubrique sont pris en considération, pour la détermination des ressources d'un ayant droit, son revenu brut intégral et sa fortune ainsi que les revenus et la fortune des personnes qui vivent avec lui en communauté domestique.

Aux termes de l'article 4(1) de la même loi, sont présumées faire partie d'une communauté domestique toutes les personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun, dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun et qui ne peuvent fournir les preuves matérielles qu'elles résident ailleurs.

Par dérogation à ce qui précède, le législateur a prévu au niveau de l'article 4 dernier alinéa, que l'organisme compétent peut considérer les personnes majeures, recueillies dans une communauté domestique pour laquelle elles créent des charges, comme formant seules une communauté domestique. Il en est de même des personnes recueillies dans le cadre de leur accompagnement social au sens de l'article 16.

Application pratique des dispositions légales par ordre des questions soulevées:

1. Conformément à l'article 22(1) les décisions d'octroi ou de refus de l'allocation complémentaire sont notifiées au requérant par l'organisme compétent qui peut être soit l'office social soit le Fonds national de solidarité. Les demandes concernant les «personnes recueillies par pitié» sont présentées sans aucune exception à l'approbation du comité directeur du Fonds national de solidarité (FNS), qui, pour éviter une interprétation arbitraire, a retenu une ligne directrice pour les cas d'espèce.

2. La situation de la «personne recueillie par pitié» est individuellement analysée et reste limitée dans le temps (trois à six mois) afin de permettre au demandeur de trouver un autre logement. Le cercle des bénéficiaires comporte entre autres les personnes recouvrant leur liberté après une peine privative de liberté ou les personnes en fin de cure de désintoxication et encore celles ayant mené à terme une cure à l'étranger ou celles en perte de logement suite à un ordre de déguerpissement. Il s'agit surtout de permettre à ces demandeurs de se loger pour une durée déterminée dans le ménage d'un membre de famille, d'une connaissance ou bien dans une structure d'accueil et de pouvoir bénéficier de la prestation RMG sans que les revenus de la communauté domestique soient pris en considération. Néanmoins le bénéficiaire est tenu de se mettre à la recherche d'un logement définitif sous peine de se voir retirer le bénéfice de la prestation.

3. Depuis l'introduction de la loi portant sur le RMG, le FNS est saisi d'environ trois à cinq demandes caractérisées par an, qui pour la plupart sont admises alors qu'elles correspondent aux critères déterminés par le comité directeur du FNS.

4. Les associations œuvrant dans le domaine social sont tout à fait au courant des critères d'éligibilité de l'article 4 dernier alinéa.

Question 0162 (20.3.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **vente de porte-à-porte:**

Le projet de loi 6478 portant principalement modification du Code de la consommation et abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 (concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes) a été adopté le 11 mars 2014 par la Chambre des Députés.

La loi prévoit la possibilité pour le consommateur de manifester son refus d'être démarché soit par l'apposition d'un autocollant, d'une vignette ou de toute autre indication ad hoc sur la porte d'entrée de sa maison, de son appartement ou de l'entrée principale de l'immeuble dans lequel est sis son appartement, soit par l'adhésion sur une liste de consommateurs.

Or, la loi ne donne pas d'indication sur la mise en place de cette liste, ni sur les organismes qui peuvent la tenir, ni sur sa publicité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quand et par qui la liste en question sera-t-elle mise en place?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de déléguer cette charge à une administration ou plutôt à un organisme privé?

- Est-ce que cette liste sera publiée et mise à jour régulièrement?

- Est-ce qu'elle sera librement accessible?

Réponse (29.4.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La loi du 2 avril 2014 dont l'entrée en vigueur est le 26 avril 2014 abroge en effet l'interdiction du colportage tel qu'elle existe actuellement au Luxembourg.

Pour toutefois permettre aux consommateurs qui le souhaitent d'afficher leur refus d'être démarchés, la loi prévoit deux possibilités.

D'une part, ils peuvent manifester leur opposition à ce qu'un professionnel ne vienne sonner à leur porte sans avoir pris rendez-vous antérieurement en apposant à l'entrée de leur maison ou à côté de sa sonnette en cas d'une résidence un autocollant ou une étiquette du genre «Colportage Nee merci», «Pas de colportage» ou «Non au porte-à-porte», «Colporteurs et démarcheurs interdits d'accès» ou «Keine Haustürgeschäfte». Sachant que cette confection risque de s'avérer difficile pour de nombreuses personnes, j'ai décidé de faire réaliser des autocollants qui sont à la disposition gratuite des consommateurs auprès des différentes structures avec lesquelles mon département a collaboré pour informer le grand public et les entreprises des changements législatifs opérés. Ainsi, les intéressés peuvent s'adresser à l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs, au Centre Européen des Consommateurs, aux commissariats de police et aux administrations communales pour y recueillir l'autocollant en question.

D'autre part, la loi prévoit la possibilité d'adhérer à une liste reprenant le nom des consommateurs qui ne souhaitent pas être démarchés. Au moment de la préparation du projet de loi, j'ai tenu à créer une base légale pour une telle liste, sachant qu'à l'étranger, les associations de consommateurs ou les organisations professionnelles gèrent pour des domaines tels les télécommunications les listes qu'on appelle communément des «listes Robinson». Il incombera ainsi aux organes qui souhaiteraient le cas échéant à mettre en œuvre une telle liste d'en fixer les modalités exactes.

Question 0163 (21.3.2014) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B:**

L'article 6 paragraphe 3 point b) de la directive 2006/126/CE du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire donne aux États membres la faculté d'accorder l'équivalence des motocycles de la catégorie A1 sous couvert d'un permis de catégorie B. Le Luxembourg a recouru à cette faculté. Dès lors, le permis de conduire de la catégorie B autorise la conduite de motocycles légers (≤125 cm^3) sous condition d'être titulaire du permis de conduire de la catégorie B depuis au moins deux ans et d'avoir participé à une formation théorique et pratique de sept heures au moins dans une auto-école. La conduite des motocycles légers reste limitée au territoire du Grand-Duché de Luxembourg, alors que certains de nos pays voisins, la Belgique et la France, ont également recouru à cette faculté pour ce qui est de leur territoire national respectif. Une concertation entre ces trois États afin d'abolir cette limitation territoriale et d'autoriser la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B avait été entamée en 2013. Cette mesure profiterait notamment au Luxembourg à cause des passages fréquents de la frontière par les résidents et par les frontaliers et s'inscrirait dans la politique de transition vers des véhicules écologiques améliorés.

- Au vu de ce qui précède, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures si ces concertations ont été poursuivies, quel est l'état actuel des négociations et s'il estime qu'elles pourront, le cas échéant, aboutir dans un délai rapproché.

Réponse (8.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'état d'avancement des négociations entre le Luxembourg, la Belgique et la France dans le contexte d'une éventuelle reconnaissance mutuelle de l'équivalence de la catégorie A1 avec la catégorie B du permis de conduire sur leurs territoires respectifs.

Force est de constater que la reconnaissance mutuelle projetée faciliterait la libre circulation des citoyens dans les pays limitrophes. Il en découle que les autorités compétentes se sont prononcées en faveur de l'examen de la possibilité d'une telle reconnaissance mutuelle.

Dans cet ordre d'idées, la Commission européenne a été saisie en date du 24 janvier 2014 avec la question de la conformité d'une telle reconnaissance mutuelle aux dispositions de la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire.

Actuellement, nous sommes en attente de la prise de position de la Commission européenne.

Question 0164 (24.3.2014) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant la **Maison de l'orientation:**

Le site Internet de la «Maison de l'orientation» énonce dans sa présentation: «Une structure commune pour toutes les administrations et services qui aident les adolescents et adultes à s'orienter dans la vie scolaire, étudiante et active.»

Or, force est de constater que le Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES) n'est pas représenté à la Maison de l'orientation, alors qu'il vise la même population.

Ensuite, l'entreprenariat n'est pas représenté, alors que la création d'entreprise peut être une réelle alternative pour les jeunes qui n'arrivent pas à se décider quant à leur orientation professionnelle.

Finalement, j'estime que les heures d'ouverture (de 8.30 heures à 11.30 heures et de 14.00 heures à 17.00 heures) ne sont pas très pratiques pour les personnes employées ou en formation, qui devraient pouvoir se renseigner pendant leur pause de midi ou après leur travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Pourquoi le CEDIES n'est-il pas représenté à la Maison de l'orientation?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'il serait approprié qu'un conseiller spécialisé dans la création d'entreprises y soit présent afin d'encourager l'esprit d'entreprise auprès des jeunes à la recherche d'un emploi et les conseiller pour la création de leur entreprise?

- Messieurs les Ministres n'envisagent-ils pas d'étendre les heures d'ouverture de ce guichet unique?

Réponse commune (30.4.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En septembre 2012 la Maison de l'orientation (MO) en tant que structure commune des administrations et services étatiques œuvrant dans le domaine de l'information et d'orientation scolaire et professionnelle pour les jeunes et adultes a ouvert ses portes à Luxembourg-ville.

L'idée d'une structure commune repose sur les conclusions du Forum orientation, chargé en 2007 par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'élaborer un concept et une stratégie nationaux de l'information et de l'orientation scolaire et professionnelle tout au long de la vie. Ainsi le Forum a recommandé dans ses conclusions en juillet 2010:

«(…) en ce qui concerne la coordination:

1. de créer, eu égard à la régionalisation actuelle des différents services, une «Maison de l'orientation» centrale qui agira aussi régionalement, tout en ne fournissant qu'au niveau nationale un service complet;

2. de définir une structure reprenant toutes les parties prenantes politiques et professionnelles concernées, dont la mission sera de conseiller et de coordonner les services offerts par la «Maison de l'orientation»;

3. de faire développer conjointement par la «Maison de l'orientation» et cette structure de coordination un service de qualité élémentaire à prester par tous les services régionaux.»

Depuis lors des activités communes ont été mises en place, la coordination de ces activités de la MO est assurée par un groupe de pilotage, qui est composé des services suivants:

- du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE):

- le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS),

- l'Action Locale pour Jeunes (ALJ),

- la Cellule d'accueil scolaire pour nouveaux arrivants (CASNA),

- le Service Nationale de la Jeunesse: unité transition - antenne centre,

- du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- le Service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (OP - ADEM),

- du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- le Centre de documentation et d'information sur les études supérieures (CEDIES).

Le CEDIES n'est pour l'instant pas présent physiquement en tant que service dans la MO. Il participe de façon régulière aux activités communes de la MO, comme les séances d'information dans le cadre des projets d'orientation au sein des différents lycées, aux journées d'emploi et études,…

Par ailleurs le Gouvernement a exprimé sa volonté de créer un cadre légal pour la MO. Pour l'instant les ministères impliqués sont en train d'élaborer un projet de loi, qui entre autre précisera le rôle des différents acteurs impliqués dans l'orientation tout au long de la vie.

En ce qui concerne le volet de la création d'entreprise, il est à préciser que le droit d'établissement est de la compétence des chambres professionnelles patronales et qu'elles ont des services spécialisés en la matière. Néanmoins dans le souci de promouvoir auprès des jeunes l'esprit d'entreprise, un contact régulier entre les différentes associations des jeunes entrepreneurs et la MO est à prévoir. Il en est de même du service employeur de l'ADEM qui possède un savoir en la matière.

Les heures d'ouverture de la MO ont été adaptées depuis décembre 2013 et actuellement les portes sont ouvertes au public de 8.30 heures à 12.00 heures et de 13.00 heures à 17.00 heures. De plus des rendez-vous pour des entretiens individuels peuvent être pris suivant convenance entre 8.00 heures et 18.00 heures. Il reste à noter que des réflexions d'une extension des heures d'ouverture sont menées, mais que la mise en œuvre dépend de la disponibilité de ressources humaines.

Question 0165 (24.3.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**organisation de courses de stock-cars:**

L'organisation de courses de stock-cars pose un certain nombre de problèmes, surtout en termes d'autorisations requises, de sécurité du tracé, de nuisances sonores, d'accès routier ou encore d'emplacement.

La Fédération Luxembourgeoise du Stock-cars (FLSC) vient de recevoir une autorisation en vertu de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles afin d'organiser sur le territoire de la commune de Frisange des courses de stock-cars. Il paraît que la commune n'ait pas été mise au courant de l'affaire, sans parler du fait qu'aucun avis ne lui ait été demandé ou, semble-t-il, n'ait été demandé à l'Administration de la Nature et des Forêts, Or, il est indispensable que les communes soient mises au courant et qu'elles puissent donner leur avis notamment quant à l'emplacement du ou des terrains sur le(s)quel(s) les courses auront lieu. Il importe, en effet, de sécuriser ceux-ci, de prévoir, le cas échéant, des accès auxdit(s) terrain(s) ou encore de définir des emplacements de parkings en nombre suffisant. L'exemple de la commune de Frisange illustre le vague qui entoure l'organisation de telles courses. Or, il est d'intérêt général de disposer de règles et de procédures claires et précises.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais demander à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Si dans le cas précis de la commune de Frisange, les avis de la commune et de l'Administration de la Nature et des Forêts ont été demandés. Si de manière générale, les communes et l'Administration de la Nature et des Forêts sont informées voire si leurs avis sont sollicités. Dans l'affirmative, s'il en est tenu compte.

- Sur base de quels critères les autorisations d'organiser des courses de stock-cars sont-elles données?

- En tout état de cause, le Gouvernement estime-t-il que la législation en vigueur est suffisante ou pense-t-il qu'il faudrait prévoir des règles plus précises et des procédures plus transparentes?

Réponse (29.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Une copie du dossier de demande d'autorisation pour l'organisation de courses de stock-cars sur le territoire de la commune de Frisange a été adressée aux responsables de l'Administration de la Nature et des Forêts pour avis, ce qui est d'ailleurs pratique générale pour tous les dossiers d'autorisations dans le cadre de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ladite loi ne prévoit pas que les responsables des communes soient demandés en leur avis.

L'autorisation pour l'organisation de courses de stock-cars est accordée en vertu de l'article 15 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Pour autant qu'aucun risque ne découle de la manifestation ni pour la qualité de biotopes ou d'habitats d'espèces, ni pour des espèces protégées de la faune et de la flore, une autorisation est accordée moyennant des conditions standardisées.

Le Gouvernement estime que les instruments offerts tant aux membres du Gouvernement qu'aux communes sont suffisants en la matière.

Question 0166 (24.3.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **pensions pour animaux:**

Il me revient que les exploitants des pensions pour animaux ainsi que les personnes ayant l'intention d'offrir de tels services rencontrent des difficultés à la recherche d'un lieu d'implantation adapté à ce type d'activité. Ainsi, l'opportunité de s'installer dans une zone d'habitation ne trouve souvent ni l'accord des communes ni des voisins et cela vaut également pour les zones d'activités économiques communales. En ce qui concerne les zones industrielles, le Ministre de l'Économie est, selon nos informations, d'avis qu'elles ne représentent pas un site approprié pour tel type d'activité. En outre, l'emplacement des pensions pour animaux semble, par la nature de leurs services proposés, être plutôt adapté aux zones vertes, comme le montrent des exemples existants d'asiles pour animaux et de stations d'élevage de menu bétail. Par contre, une démarche respective auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'aboutit pas à une réponse favorable avec comme justification la non-compatibilité de ce genre d'activité avec l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Finalement, une société offrant le type d'activité mentionné ne peut pas se constituer comme association agricole selon l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 septembre 1945 sur l'organisation des associations agricoles. Un cas récent d'une pension pour animaux qui est actuellement implantée dans un quartier d'habitation à Schifflange et qui est à la recherche d'un nouveau site d'exploitation depuis presque quatre ans, illustre parfaitement la problématique. Or, il est d'intérêt général de disposer de règles et de procédures claires et précises.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la problématique de trouver un lieu d'implantation rencontrée par les pensions pour animaux?

- Quelles sont les justifications des réponses défavorables de la part des communes et ministères?

- La situation législative actuelle est-elle adaptée aux besoins du type d'activité offert par les pensions pour animaux?

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres envisagent-ils de prendre des mesures coordonnées pour faire face à cette situation d'insécurité juridique rencontrée par les professionnels des pensions pour animaux?

Réponse commune (5.5.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

Le Gouvernement a connaissance de la problématique généralisée de trouver un lieu d'implantation pour une activité économique, voire même pour l'habitation, et non seulement pour le cas d'une pension pour animaux.

Il est un fait qu'au Luxembourg les terrains destinés à des activités commerciales ont un prix de marché beaucoup plus élevé que dans nos pays voisins. Nous observons d'ailleurs que de plus en plus de personnes ou de sociétés essaient d'obtenir une autorisation pour pouvoir établir un commerce en zone verte, où les prix des terrains sont de loin inférieurs au prix demandés en zones destinées à être urbanisées.

Or, la construction en zone verte est réglée par la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, qui restreint ce droit aux activités agricoles, sylvicoles et jardinières.

Toute activité commerciale est censée s'établir à l'intérieur d'une zone affectée au commerce respectivement aux activités économiques.

Dans ce contexte, il est utile de rappeler que la définition de l'occupation du sol est une matière réservée aux communes, qui, dans le cadre de l'aménagement communal, déterminent l'affectation précise des différentes parties de leur territoire. Dès lors il appartient aux communes de décider de l'opportunité de réserver ou non une partie de leur territoire respectif à l'établissement d'une pension pour animaux.

Ceci dit, nous estimons inadéquate l'affirmation de l'honorable Députée comme quoi il y aurait une insécurité juridique en cette matière. Il s'en suit également qu'il n y a actuellement pas lieu de prendre des mesures de la part du Gouvernement.

Question 0167 (24.3.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **mesures contre les groupes de spectateurs violents lors de matchs de football:**

Messieurs les Ministres ne sont sûrement pas sans savoir que des groupes de spectateurs tendant à la violence font de plus en plus souvent apparition autour des terrains de football, surtout lors de match de division nationale. Ces soi-disant supporters perturbent les matchs et molestent des joueurs et des spectateurs des équipes adverses.

Une défense d'accéder aux stades pour des récidivistes n'est, selon mes informations, pas ancrée dans notre législation.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quels sont les moyens dont disposent les officiels des clubs pour refuser l'accès aux terrains de football et halls sportifs?

- Quelles seraient, selon Messieurs les Ministres, les mesures à prendre sur le plan législatif, afin d'endiguer ce fléau et afin d'assurer la sécurité des spectateurs et supporters paisibles?

Réponse commune (23.4.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Il est vrai qu'une certaine violence dans les stades a fait son entrée au Luxembourg, quoiqu'heureusement ce phénomène soit loin d'avoir atteint la même ampleur que dans d'autres pays européens.

Il importe de souligner à ce sujet que le droit pénal s'applique évidemment aussi lors de manifestations sportives, telle la législation sur les coups et blessures et qu'en cas de besoin il peut être fait recours aux forces de police.

Par ailleurs beaucoup de communes, propriétaires d'infrastructures sportives, ont pris des règlements communaux permettant une interdiction de stade à l'encontre de personnes qui ont causé des troubles.

Un nombre croissant de clubs, en tant que locataires de stades ou de halls sportifs, se sont dotés de règlements d'ordre intérieur permettant d'interdire de stade ou de hall les personnes à l'origine d'incidents ou de troubles à l'ordre public lors de manifestations sportives. À noter que l'article 29 du règlement de jeu de la FLF autorise un club à refuser l'accès au stade à toute personne dont la présence pourrait provoquer des incidents.

La sanction en cas de non-respect de l'interdiction de stade serait une plainte avec, le cas échéant, condamnation à la clef pour violation de domicile, infraction prévue par le Code pénal.

Finalement rappelons que le Luxembourg est partie à la Convention européenne du 19 août 1985 sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football.

Il s'ensuit de ce qui précède qu'à l'heure actuelle une modification de notre législation ne s'impose pas.

Question 0169 (25.3.2014) de **M. Frank Arndt** *(LSAP)* concernant la **compatibilité d'un prix échelonné de l'eau avec la directive 2000/60/CE:**

La loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau a, entre autres, transposé en droit national la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (la «directive-cadre»). Elle consacre, entre autres, le principe de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau («Kostendeckungsprinzip»).

Par ailleurs, la loi relative à l'eau confirme que l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine, l'évacuation et le traitement des eaux urbaines résiduaires relèvent de la responsabilité et de la compétence des communes (ou syndicats de communes).

La commune de Wiltz avait fixé un tarif échelonné pour des raisons d'ordre écologique et en vue de favoriser la réduction de la consommation d'eau - d'un bien naturel très précieux. Cette décision du conseil communal n'avait pas été approuvée par l'autorité tutélaire.

Lors d'une réunion publique en mars 2013 dans les locaux de l'Administration de la Gestion de l'Eau à Belval, le Ministre de l'Intérieur de l'époque, Monsieur Jean-Marie Halsdorf, avait annoncé de transmettre à la Commission européenne la question de la compatibilité d'un prix échelonné avec la «directive-cadre».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un tel avis juridique a été demandé à la Commission européenne?

- Dans l'affirmative, la réponse de la Commission européenne a-t-elle déjà été rendue?

Réponse commune (2.5.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La question parlementaire de l'honorable Député Frank Arndt a pour objet la compatibilité d'un prix échelonné de l'eau avec la directive 2000/60/CE.

L'article 9 de la directive 2000/60/CE prévoit que la tarification des services liés à l'utilisation de l'eau tient compte du principe de la récupération des coûts et du principe du pollueur-payeur. La directive 2000/60/CE prévoit également que la politique de tarification de l'eau incite les usagers à utiliser les ressources de façon efficace et contribue ainsi à la réalisation des objectifs environnementaux permettant aux masses d'eau de surface et souterraines d'atteindre le bon état. Finalement la directive 2000/60/CE prévoit que les différents secteurs économiques, en l'occurrence le secteur industriel, le secteur des ménages et le secteur agricole contribuent de manière appropriée à la récupération des coûts. Ces dispositions relatives à la tarification de l'eau ont été transposées en droit luxembourgeois moyennant les articles 12 à 17 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Dans le contexte de la mise en œuvre des dispositions législatives relatives à la tarification de l'eau, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région avait invité à un atelier-débat en date du 11 mars 2013. Cet atelier avait connu un intérêt très vif avec 120 participants dans les locaux de l'Administration de la Gestion de l'Eau à Belval. Préalablement 47 communes, neuf acteurs de l'eau, deux chambres professionnelles, huit utilisateurs de l'eau ainsi qu'un parti politique avaient communiqué un avis officiel au Ministre (http://www.eau.public.lu/prix_eau/Avis/index.html).

Lors des débats à l'atelier susmentionné, plusieurs intervenants ont soulevé la possibilité de l'introduction d'une tarification échelonnée. Suite à l'atelier, un courrier a été adressé à la Commission européenne lui demandant d'apprécier la compatibilité d'une tarification progressive ou échelonnée des services d'eau destinée à la consommation humaine avec les dispositions de l'article 9 de la directive 2000/60/CE.

En date du 20 décembre 2013, le chef de l'unité «Eau» de la Direction générale Environnement de la Commission européenne a fourni un nombre d'observations aux questions adressées par le Luxembourg. Les observations de la Commission permettent de conclure qu'une tarification progressive est compatible avec la directive 2000/60/CE si les principes de base de l'article 9, notamment la récupération des coûts et la participation adéquate des trois secteurs et si l'on ne procède pas à une subsidiation croisée entre les trois secteurs. La Commission européenne a également pris note du fait que le Luxembourg prévoit d'ores et déjà une tarification avec une partie fixe et une partie variable pour les différents secteurs. Dans le contexte de la tarification de l'eau, il est également fait référence au programme gouvernemental qui stipule que «le Gouvernement poursuivra la démarche d'une harmonisation des prix de l'eau selon le schéma élaboré par l'Administration de la Gestion de l'Eau en prévoyant un prix spécifique pour les ménages, l'industrie et l'agriculture, dans le respect de l'autonomie communale».

Question 0170 (25.3.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **taux d'imposition maximal sur le revenu:**

Monsieur le Président du parti LSAP et Président du groupe politique LSAP vient de relancer le débat sur l'introduction d'un nouveau taux d'imposition maximal, proposition qui n'a pas été retenue dans l'accord de coalition. Il affirme que cette piste n'a pas complètement été abandonnée par le Gouvernement.

Dans ce contexte, il vient d'être cité hier avec les mots suivants: «Cette proposition ne figure effectivement pas dans le programme gouvernemental, mais elle n'a pas non plus été totalement exclue. On ne commencera certainement pas non plus par ce point les discussions concernant une réforme générale de la fiscalité, mais il viendra. Si le Gouvernement veut toucher aux tarifs et s'il veut conserver le niveau actuel des recettes générées par les impôts directs, il devra y avoir une redistribution. On peut naturellement redistribuer du bas vers le haut, mais ce serait évidemment une grave erreur. Et ce Gouvernement ne prendra certainement pas cette voie.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle serait la plus-value de recettes si on transposait la proposition du LSAP telle que formulée dans leur programme électoral qui prévoit l'introduction d'une nouvelle tranche d'impôt de 45% pour les contribuables qui disposent d'un revenu annuel de 200.000 euros en classe 1 et de 400.000 euros en classe 2?

Réponse (14.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il est demandé quelle serait le montant des recettes fiscales que générerait l'augmentation du taux maximum de l'impôt sur le revenu des personnes physiques si ce taux passait à 45% pour les personnes individuelles ayant des revenus supérieurs à 200.000 euros ou 400.000 euros pour un couple.

À ce stade, il n'y a pas lieu de prendre position sur l'une ou l'autre des idées qui alimenteront les discussions en vue de la réforme fiscale qui comportera un paquet équilibré de mesures et qu'il est prévu de présenter pour l'année 2016.

L'augmentation du taux maximal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques n'est pas à l'ordre du jour du Gouvernement actuellement et aucune étude approfondie n'a été menée sur l'impact qu'une telle augmentation aurait sur l'attractivité de notre pays et partant sur l'assiette qui servirait de base de calcul.

Question 0171 (25.3.2014) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **budget pluriannuel et déménagement de l'Université du Luxembourg:**

Selon des informations diffusées par la presse, l'Université du Luxembourg ne disposerait actuellement pas du budget et des fonds nécessaires pour son déplacement vers Belval, et se serait, par conséquent, vu contrainte de reporter d'un an ce déménagement. Dans le cadre de l'élaboration du budget pluriannuel de l'université des moyens financiers suffisants destinés à l'équipement des nouvelles infrastructures à Belval n'auraient pas été prévus.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant à l'élaboration du budget pluriannuel de l'université?

- Est-il exact que les responsables de l'université s'étaient à l'époque adressés au Gouvernement afin de prévoir des moyens supplémentaires pour le budget pluriannuel?

Réponse (6.5.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

La question soulevée par l'honorable Député concerne les moyens financiers destinés à l'équipement des nouvelles infrastructures de l'Université du Luxembourg à Belval.

Il y a lieu de relever que la construction de la Cité des Sciences se fait en parallèle au développement de l'Université du Luxembourg et du secteur de la recherche publique luxembourgeoise. En d'autres termes, au moment de la planification de la Cité des Sciences, les utilisateurs futurs et leurs projets de recherche n'étaient pas encore tout à fait identifiés et il a été retenu que les bâtiments doivent pouvoir s'adapter aux évolutions futures de l'enseignement, de la recherche et de l'innovation. Il en résulte que les équipements mobiles des nouvelles infrastructures n'ont pas été inclus dans les lois d'autorisation afférentes.

En ce qui concerne les moyens financiers destinés à l'équipement des nouvelles infrastructures de l'Université du Luxembourg à Belval, je peux vous affirmer que les budgets nécessaires pour ce premier équipement des nouvelles infrastructures à Belval n'ont pas été prévus par l'ancien Gouvernement. De même, je peux vous affirmer que les budgets nécessaires pour ce premier équipement des nouvelles infrastructures à Belval n'ont pas été prévus dans l'actuel contrat d'établissement 2014-2017 de l'université comme les moyens financiers y prévus sont destinés à financer le fonctionnement de l'Université du Luxembourg.

Le plan quadriennal de l'université soumis au Gouvernement en novembre 2013 chiffre de façon très sommaire les besoins en premier équipement des nouvelles infrastructures à Belval à 200 millions d'euros pour la période 2014-2017. C'est pourquoi le nouveau Gouvernement a décidé en février 2014 de procéder à l'élaboration d'une loi spéciale pour autoriser ces crédits d'équipement conformément à l'article 80 paragraphe (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Actuellement les chiffres détaillés soumis par les différentes institutions d'enseignement, de recherche et d'innovation sont en train de passer par une analyse critique de la part des instances publiques.

Question 0172 (25.3.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**adaptation du taux d'intervention de l'État dans le financement de la Mutualité prévu à l'article 56 du Code de la sécurité sociale:**

La loi du 13 mai 2008 portant introduction du statut unique dispose que le taux d'intervention de l'État dans le financement de la Mutualité prévu à l'article 56 du Code de la sécurité sociale peut être refixé chaque année par la loi budgétaire si le bilan sur les incidences de la généralisation de la continuation de la rémunération en cas de maladie, affiche une augmentation ou une diminution des charges pour l'économie dans son ensemble. Or, le projet de loi de budget pour 2014 ne prévoit pas de modification du taux susmentionné afin d'augmenter la contribution de l'État de 0,3% de la masse cotisable à 0,63%, conformément au taux de participation calculé par l'IGSS à partir de 2013, suite à l'abolition de la surprime.

Bien qu'en date du 13 décembre 2013 le Ministère ait approuvé un budget de 86 millions d'euros, le projet de budget de l'État ne prévoit qu'une enveloppe de 41 millions d'euros.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la situation telle que décrite ci-dessus?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Gouvernement n'entend-il pas adapter l'article 56 du Code de la sécurité sociale, sachant que cette non-adaptation nécessitera un prélèvement de la Mutualité des employeurs sur la réserve légale, qui sera par conséquent presque entièrement consommée?

Réponse (24.4.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique définit en son article 14 les modalités selon lesquelles l'ancien système à surprime des ouvriers bascule au cours des années 2009 à 2013 vers un système à taux de cotisation égal pour tous les salariés et selon lesquelles l'État intervient financièrement dans ce basculement:

«Art. 14. (1) Sans préjudice des articles 29 et 32 du Code de la sécurité sociale les assurés ouvriers supportent une surprime correspondant à 2,1 pour cent de l'assiette cotisable pour les indemnités pécuniaires de maladie. Ce taux se réduit à 1 pour cent à partir du 1er janvier 2012, à 0,5 pour cent à partir du 1er janvier 2013 et à 0 pour cent à partir du 1er janvier 2014.

La surprime est perçue par le Centre commun de la sécurité sociale au profit de la Mutualité des employeurs instituée par l'article 52 du Code de la sécurité sociale, sauf pour les employeurs exemptés en vertu de l'article 53, alinéa 1, sous 1) du même Code.

Sont considérés comme assurés ouvriers au sens de la présente disposition, les assurés qui ne bénéficient pas au 31 décembre 2008 de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération au moins pendant le mois de la survenance de l'incapacité de travail et les trois mois subséquents, ainsi que les salariés autres que ceux qui accomplissent un travail d'une nature, sinon exclusivement, du moins principalement intellectuelle, engagés après cette date.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux employeurs visés par l'article 426, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale.

(2) L'article 56 du Code de la sécurité sociale n'est applicable qu'à partir de l'exercice budgétaire 2014. La loi budgétaire déterminera pour les exercices 2012 et 2013 le taux de la contribution de l'État à la Mutualité des employeurs, compte tenu des dispositions du paragraphe (1), alinéa 1.

Au 1er janvier 2009 l'État mettra à la disposition de la Mutualité des employeurs les ressources nécessaires pour parfaire le fonds de roulement initial prévu à l'article 55, alinéa 1 du Code de la sécurité sociale, compte tenu des autres ressources prévisibles de la Mutualité. Le montant correspondant sera porté en déduction de la participation de l'État au titre de l'article 56 du Code de la sécurité sociale et de l'alinéa qui précède.

Le taux d'intervention de l'État dans le financement de la Mutualité, prévu à l'article 56 du Code de la sécurité sociale peut être refixé par la loi budgétaire, si le bilan sur les incidences de la généralisation de la continuation de la rémunération en cas de maladie, établi annuellement et pour la première fois en 2010 par l'Inspection générale de la sécurité sociale et validé par un comité ad hoc, composé des ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale et le Travail ainsi que des représentants des groupements représentatifs des employeurs et des salariés du secteur privé, constate une augmentation ou une diminution des charges pour l'économie dans son ensemble. (…)»

L'article 32 de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013 modifie l'article 14, paragraphe 1, alinéa 1 de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique comme suit:

«Sans préjudice des articles 29 et 32 du Code de la sécurité sociale les assurés ouvriers supportent une surprime correspondant à 2,1 pour cent de l'assiette cotisable pour les indemnités pécuniaires de maladie. Ce taux se réduit à 1 pour cent à partir du 1er janvier 2012 et à 0 pour cent à partir du 1er janvier 2013.»

Le surcoût pour l'économie dans son ensemble relatif à la généralisation de la continuation de la rémunération (suppression de la surprime acquittée par les salariés de statut ouvrier) est présumé être financé d'un côté par une économie significative au niveau de l'absentéisme et d'un autre côté par une participation supplémentaire de l'État. Or, pour les années 2012 et 2013 l'évaluation de la participation de l'État était essentiellement basée sur le coût complet.

Ainsi, pour les exercices 2012 et 2013, l'État a participé à hauteur du montant de la réduction de la surprime aux frais de la Mutualité des employeurs (MDE). Pour 2012, ce montant correspond à 17,1 millions d'euros et pour 2013 à 79,4 millions d'euros.

Suite à la comptabilisation par la MDE de l'avance de 27,0 millions de l'État en faveur de la MDE pour parfaire le fonds de roulement initial, la participation de l'État se limite à 69,5 (17,1 + 79,4 - 27,0) millions d'euros pour l'année 2013.

L'exercice 2014 par contre est celui où, pour la première fois, le taux de 0,3% de la masse cotisable des salariés tels que définis à l'article 53, alinéa 1er du Code de la sécurité sociale, vient à application pour le calcul de la participation de l'État aux dépenses de la MDE, conformément

à l'article 56 du Code de la sécurité sociale qui est libellé comme suit:

«Art. 56. L'État intervient dans le financement de la Mutualité par un apport correspondant à 0,3 pour cent de la masse cotisable des assurés obligatoires au sens de l'article 53, alinéa 1er.»

Nonobstant le fait que l'article 14, paragraphe (2) de la loi du 13 mai 2008 prévoit que le taux d'intervention peut être adapté en fonction de l'évolution des dépenses de la MDE qui dépendent, d'une part, de l'évolution de l'emploi et, d'autre part, de l'évolution de l'absentéisme des salariés, le Gouvernement en Conseil a décidé lors de ses discussions budgétaires de maintenir pour l'exercice 2014 le taux d'intervention prévu à l'article 56 du Code de la sécurité sociale. Ainsi la participation de l'État sera de 41 millions d'euros en 2014.

Le taux d'intervention calculé par l'IGSS nécessaire pour compenser la moins-value en surprime pour 2014 aurait été de 0,63% (soit une participation de l'État de 86 millions d'euros), donc plus que le double du taux prévu dans le Code de la sécurité sociale.

Dans cette situation, la MDE a deux possibilités pour compenser la moins-value en recettes pour 2014: soit elle procède dès à présent à une augmentation des taux de cotisation des employeurs en vue d'éviter que les dépenses excédentaires ne soient prélevées sur la réserve légale, soit elle procède par prélèvement sur la réserve légale au cours de l'exercice 2014. Dans ce cas, au 1er janvier 2015, une diminution de la réserve légale serait constatée qu'il faudrait éponger avant la fin 2015. À cet effet, la MDE devrait augmenter les taux de cotisation en 2015 pour ramener le niveau de la réserve légale au niveau prévu à l'article 55 du Code de la sécurité sociale avant le 1er janvier 2016.

Question 0173 (26.3.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **maîtrise des gestes de premiers secours en milieu scolaire:**

La présence de personnel maîtrisant les gestes de base des premiers secours est indispensable aussi bien dans nos écoles fondamentales que dans les établissements du secondaire. Il me semble important que les enseignants puissent avoir, le cas échéant, les bons réflexes pour analyser la situation, déclencher la chaîne de secours et effectuer au besoin les premiers soins. Voilà pourquoi les gestes de premiers soins ou de secours en milieu scolaire devraient faire partie aussi bien de la formation initiale que de la formation continue des enseignants.

Par ailleurs, les élèves sont souvent également demandeur de cours pratiques de premiers secours. Plusieurs projets scolaires de formation ou de mise en place de groupes bénévoles «Eischt Hëllef Team» démontrent par ailleurs que les élèves peuvent remplir une fonction très utile dans leurs établissements.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Est-ce que la maîtrise des gestes de premiers secours fait partie de la formation initiale des enseignant-e-s de l'école fondamentale? À défaut, est-ce que le Ministre souhaite l'y intégrer?

2) Combien d'enseignants sont formés annuellement aux gestes de premiers secours dans le cadre de la formation continue?

3) Combien de formations de premiers secours furent organisées depuis trois ans pour les enseignants et autres intervenants de l'école fondamentale par les écoles elles-mêmes?

4) Est-ce que les enseignants de l'enseignement secondaire sont formés aux gestes des premiers secours au cours de leur stage ou d'une formation continue? À défaut, comment remédier à cette carence?

5) Combien d'établissements secondaires offrent eux-mêmes des cours pratiques de premiers secours à leurs élèves et à leur personnel enseignant? Est-ce que le Ministre entend prendre des mesures afin d'étendre cette offre à l'ensemble des établissements?

Réponse (29.4.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1)

Dans le cadre du cursus menant au bachelor professionnel en sciences de l'éducation, diplôme luxembourgeois ouvrant la voie au concours de recrutement d'instituteurs de l'enseignement fondamental au Grand-Duché de Luxembourg, la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg organise actuellement, en collaboration avec la Croix-Rouge, une formation de premiers secours facultative d'une durée de douze heures.

Il y a lieu de remarquer qu'une partie des futurs instituteurs accomplissent leurs études à l'étranger et que les offres en matière de formation de premiers secours des instituts de formation étrangers divergent d'un pays à l'autre, voire d'un institut à l'autre. Ainsi, il me revient que des Hautes Écoles belges intègrent dans leur cursus de base une formation élémentaire de premiers secours.

Quant au fond de la question posée par l'honorable Député, j'estime indispensable que les futurs instituteurs mais également les enseignants de l'enseignement secondaire maîtrisent les gestes élémentaires de premiers secours et je compte prendre, après concertation avec les partenaires scolaires, des dispositions réglementaires y afférentes dans les meilleurs délais.

Ad 2)

L'Institut de Formation continue du SCRIPT propose chaque année des formations en matière de premiers secours. Ces formations constituent une initiation aux gestes de premiers secours visant à rendre les enseignants aptes à donner les premiers soins dans les situations d'accidents scolaires les plus fréquentes à l'école et au lycée. Elles ont une durée de six heures.

Le nombre de formations et de participants sur les quatre dernières années scolaires est repris dans le tableau ci-après:

Année	Nombre de formations	Inscriptions EF	Inscriptions ES/T	Total inscriptions
2010-2011	3	25	22	47
2011-2012	3	17	28	45
2012-2013	6	70	24	94
2013-2014	5	19	39	58
Total:	17	131	113	244

En outre des formations de premiers secours, des séminaires sur le diabète et l'épilepsie sont proposés annuellement par des médecins spécialistes en la matière. Entre 50 et 190 participants y assistent chaque année.

Ad 3)

Les réponses reçues suite à un sondage mené par mon département auprès des présidents d'un comité d'école ont montré que très peu d'écoles fondamentales ont proposé, de leur propre initiative, l'organisation d'une formation de premiers secours au cours des trois dernières années. Par contre, un certain nombre d'enseignants ont participé à une ou plusieurs formations de premiers secours, soit complètes, soit partielles: formations au maniement d'un défibrillateur, formations aux gestes élémentaires de premier secours dans la vie quotidienne, évacuation d'enfants en chaise roulante, maniement d'extincteurs d'incendie.

Ad 4)

La formation pendant le stage des enseignants de l'enseignement secondaire ne comprend pas de cours de premiers secours.

Les enseignants et stagiaires de l'enseignement secondaire peuvent participer au même titre que les enseignants de l'enseignement fondamental aux séances de formation continue portant sur les gestes de premiers secours.

Ad 5)

Les lycées suivants offrent au cours de l'année scolaire 2013/2014 des cours de premiers secours destinés aux élèves et/ou aux enseignants:

- Athénée de Luxembourg: 56 élèves et 7 enseignants (28 heures).

- Lycée classique de Diekirch: 41 élèves et 4 membres du personnel (28 heures).

- Lycée de Garçons Luxembourg: 25 élèves (28 heures).

- Lycée Michel-Rodange: 14 élèves (28 heures).

- Lycée du Nord: 32 élèves (30 heures).

- Lycée Aline-Mayrisch: 60 élèves et 25 enseignants (9 heures).

- Sportlycée: 10 élèves et 9 enseignants (24 heures).

- Atert-Lycée: 8 élèves et 20 membres du personnel (30 heures).

- Lycée technique Agricole: 12 enseignants et tous les membres du personnel technique (8 heures).

- Lycée technique des Arts et Métiers: 18 élèves et 3 enseignants (22 heures).

- Lycée technique Esch-sur-Alzette: 17 élèves (28 heures).

- Lycée technique Mathias Adam: 45 élèves et 2 enseignants (2 cours de 32 heures).

- Schengen-Lycée Perl: 12 élèves et 13 enseignants (16 heures).

- École privée Fieldgen: 22 élèves et 16 enseignants (29 heures).

- Lycée technique privé Emile Metz: 13 élèves et tous les nouveaux enseignants (32 heures).

- École privée Sainte-Anne: 160 élèves (36 heures).

Au Lycée technique pour professions de santé et au Lycée technique pour professions éducatives et sociales, le cours de premiers secours fait partie intégrante des programmes officiels.

Dans le passé, des cours de premiers secours ont eu lieu au Lycée technique de Bonnevoie et au Lycée technique d'Ettelbruck; il est prévu de les réorganiser en cas d'intérêt.

Les lycées suivants sont en train de prévoir l'organisation d'un cours de premiers secours pour l'année scolaire 2014/2015: Nordstad-Lycée, École de la deuxième chance, École privée Marie-Consolatrice.

Le Ministère encourage chaque lycée à s'engager dans l'éducation aux gestes de base de premiers secours, respectivement à poursuivre ses efforts dans ce domaine et ce aussi bien auprès des élèves qu'auprès des enseignants et du personnel technique.

Question 0177 (26.3.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **qualité de l'air et urgence des actions à entreprendre:**

Selon l'Agence européenne pour l'Environnement (AEE), 90% des personnes vivant en milieu urbain de l'Union européenne sont exposées à des polluants dans l'oxygène à des taux de concentration que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qualifie de nocifs. Tant les mesures prises par le CRP Lippmann à la commune de Remich, que celles du Ministère de l'Environnement à Luxembourg-Bonnevoie, ont démontré que les taux en particules fines et en oxydes d'azote dépassent régulièrement les valeurs limites. D'autres mesures sur le territoire de la capitale ne sont pas disponibles. Dans sa fiche technique de 2013, l'AEE souligne que le trafic routier est responsable à 77 % des émissions d'oxydes d'azote.

Dans son accord de coalition, le Gouvernement affirme: «Le Gouvernement optimisera les réseaux de stations de mesurage de la qualité de l'air. Il assurera une information adéquate de la population sur la qualité de l'air. Afin d'améliorer la qualité de l'air à différents endroits du Luxembourg dont plus particulièrement la ville de Luxembourg, en ce qui concerne principalement les oxydes d'azote, le Gouvernement établira et assurera la mise en œuvre d'un plan d'action 'air' qui vise une réduction de la pollution de fonds (émissions de l'industrie, de l'artisanat) ainsi que de celle due à la circulation.»

Voilà pourquoi j'aimerais poser à Madame la Ministre de l'Environnement les questions suivantes:

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer le dépassement des valeurs limites à différents endroits du pays? Quelle est l'envergure des dépassements et à quels endroits?

2) Pourquoi les mesures effectuées par le passé au boulevard Royal à Luxembourg ne sont-elles plus disponibles sur le portail de l'Administration de l'Environnement et quels sont les résultats de ces mesures?

3) Quelle sera l'étendue de l'optimisation des réseaux de stations de mesurage de la qualité de l'air prévue par le Gouvernement?

4) Qu'est-ce qu'une information adéquate de la population sur la qualité de l'air?

5) Est-ce qu'il ne serait pas indiqué d'afficher les résultats sur des grands panneaux électroniques, en temps réel, aux endroits concernés (aux abords des routes ou places publiques), afin de sensibiliser les passants de la situation réelle et actuelle?

6) Quelles sont les actions que le Gouvernement compte entreprendre, y compris sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg pour remédier aux dépassements concernant la qualité de l'air?

7) Quelle sera la portée du plan d'action «air» prévu à l'accord de coalition, comment sera-t-il élaboré et quelle est la date prévue pour sa mise en œuvre?

8) Quelles sont les actions que le Gouvernement compte entreprendre à court terme pour éviter les nuisances pour la population des émissions dépassant actuellement les limites?

Réponse (29.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

1) En ce qui concerne les oxydes d'azote (NO_x), la valeur limite en moyenne annuelle est de 40 µg NO_x/m³ air. Sur base d'une modélisation, l'Administration de l'Environnement a déterminé 24 endroits où il existe un risque de dépassement de cette valeur limite notamment à cause de la topographie du site et du trafic en cet endroit. Durant la période de février 2010 à mars 2011, des analyses des concentrations des NO_x en ces endroits ont été effectuées moyennant la méthode des tubes passifs. À 16 points de mesurage, un dépassement de la valeur limite annuelle a été répertorié. Il s'agit des points suivants:

Localité	Dépassement en % de la valeur limite annuelle (40 µg/m³)
Luxembourg-ville (axe boulevard Royal - avenue de la Liberté)	33% à 115% (53 à 86 µg/m³) à cinq sites de mesure différents.
Remich	75% (70 µg/m³)
Bascharage	45% (58 µg/m³)
Wasserbillig	43% (57 µg/m³)
Diekirch	38% (55 µg/m³)
Niedercorn	30% (52 µg/m³)
Walferdange	28% (51 µg/m³)
Esch-sur-Alzette	15% à 23% (46 à 49 µg/m³) à deux sites de mesure différents.
Pétange	20% (48 µg/m³)
Ettelbruck	15% (46 µg/m³)
Tétange	13% (45 µg/m³)

Des actions pour remédier à ces dépassements seront élaborées dans le cadre d'un plan national de qualité de l'air qui est plus amplement décrit dans la réponse aux questions 6), 7) et 8).

2) et 3) La station de mesure Luxembourg-

centre (boulevard Royal/place Hamilius) a cessé de mesurer la qualité de l'air début janvier 2012 à cause de la fermeture du bâtiment administratif Centre Emile Hamilius qui est destiné à être démoli. Seul le mesurage des poussières fines PM10, à l'extérieur du bâtiment administratif, a pu être continué en 2012 et en 2013. Les valeurs limites des poussières fines PM10 sont respectées.

Suite à l'abandon de la station de mesure en continu à Luxembourg-centre (place Hamilius) de nouveaux emplacements ont été recherchés pour installer des stations sur le territoire de la ville de Luxembourg susceptibles de mesurer l'impact du trafic routier sur la qualité de l'air. Une première station vient d'être installée dans l'avenue de la Liberté. Elle vise surtout le trafic dû aux autobus. Cette station sera prochainement opérationnelle. Une deuxième station sera prochainement installée sur la place Winston Churchill. Elle vise principalement l'impact lié au trafic des voitures à personnes.

En outre, l'optimisation du réseau de mesurage de la qualité de l'air en continu avec les résultats immédiatement disponibles prévoit, selon les moyens budgétaires disponibles, l'une ou l'autre station supplémentaire mais de plus petite taille et mesurant prioritairement le polluant clé NO_2 à des endroits où des dépassements ont été détectés par la méthode des tubes passifs.

Le programme de remplacement des analyseurs vieillissants dans les stations existantes a été terminé en 2013.

4) et 5) Une information adéquate de la population concernant la qualité de l'air comprend deux volets. Un premier est celui de disposer d'une information générale sur la qualité actuelle de l'air. Le deuxième volet consiste à avertir en particulier et prioritairement la population sensible (évaluée à environ 10%) d'une présence excessive de polluants (notamment ozone O_3, dioxyde d'azote NO_2 et poussières fines) dans l'air ambiant.

En ce qui concerne l'information générale, l'Administration de l'Environnement l'assure déjà par le biais du site Internet emwelt.lu où les résultats actuels des stations de mesure en continu sont affichés et où un historique de l'évolution des concentrations peut être affiché. Il est prévu d'étendre cette information par la mise en place d'un indice de la qualité de l'air avec l'objectif de pouvoir réaliser des prévisions sur l'évolution de la qualité de l'air dans les jours à venir et l'annonce de ces prévisions dans les journaux écrits, parlés et télévisés au même titre que la météo. Cette approche permettrait également d'atteindre une grande partie de la population pour la prévenir à l'avance d'une dégradation de la qualité de l'air.

En ce qui concerne le deuxième volet, l'Administration de l'Environnement a été chargée de l'élaboration de plans d'actions à court terme qui visent la gestion des pics de pollution.

En outre, des bulletins d'information sont envoyés à la presse lors des épisodes d'ozone lorsque les niveaux dépassent 160 µg/m³. De tels communiqués seraient également utiles pour les PM10 pour les cas où il y aurait des dépassements de la valeur moyenne journalière de 50 µg/m³.

En complément à ces informations «grand public», le système actuel des informations ciblées est maintenu et amélioré. Ce système consiste à envoyer en cas de situations critiques un message via fax, mail ou SMS, selon le cas, aux institutions en charge de personnes sensibles dont notamment les crèches, les foyers du jour, les hôpitaux, les maisons de retraite, etc.

La mise en place de panneaux électroniques constitue également une possibilité de communication qui vaut d'être étudiée. Le bénéfice de cette méthode de communication doit donc être évalué par rapport aux autres méthodes de communication envisagées.

6), 7) et 8) Le plan de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg, actualisé en décembre 2011 et publié sur le site Internet emwelt.lu, énumère les mesures déjà mises en œuvre et les mesures supplémentaires à mettre en œuvre en vue d'améliorer la qualité de l'air dans la ville de Luxembourg. Il s'agit notamment de la modernisation de la flotte des autobus, la mise en place d'un tramway et l'amélioration des infrastructures ferroviaires.

Par ailleurs, l'Administration de l'Environnement a été chargée d'élaborer un plan national de qualité de l'air pour couvrir le reste du territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Le polluant clé à viser prioritairement est le dioxyde d'azote (NO_2). La pollution en particules fines a une importance secondaire, étant donné que les valeurs limites pour ces polluants ne sont pas dépassées. Mais ces polluants sont à surveiller de près et des efforts sont à entreprendre pour réduire les niveaux actuels en prévision d'une possible introduction de normes de qualité de l'air plus sévères pour les poussières fines.

Dans une première étape, une approche générale pour l'élaboration du plan est élaborée comprenant notamment une synthèse des évaluations de la qualité de l'air déjà réalisées, une analyse des sources d'émissions responsables et une liste générale de mesures envisageables. Le public et les organismes appropriés seront informés en temps utile des résultats de cette première étape.

Dans une deuxième étape, les mesures envisageables seront développées au niveau local en concertation avec les autorités communales et étatiques concernées.

Le projet de plan fera, avant son adoption définitive, l'objet d'une publicité sur support électronique de manière à ce que tous les intéressés peuvent transmettre leurs observations et suggestions.

Finalement, parmi les actions à court terme il y a lieu de mentionner la modernisation accélérée de la flotte des autobus du transport en commun et la mise en vigueur d'une nouvelle réglementation des installations de combustion avec notamment l'introduction des valeurs limites et contrôles périodiques pour les installations de chauffage fonctionnant au bois.

Question 0180 (27.3.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **casier judiciaire:**

Wéi haut bekannt gouf, monéiert d'Ligue des Droits de l'Homme, datt d'Gesetz iwwert de Casier judiciaire Lëtzebuerger Bierger vis-a-vis vun auslännesche Matbierger diskriminéiert.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

- Stëmmt et, datt bei eis, am Géigesaz zu allen aneren EU-Länner, och Condamnatioune vu Lëtzebuerger am Ausland an hire Casier ageschriwwe ginn?

- Wat gëtt alles ageschriwwen a firwat ginn zu Lëtzebuerg och méi harmlos Infraktiounen, z. B. Verkéiersdelikter, ageschriwwen?

- Huet d'Ligue des Droits de l'Homme recht, datt effektiv Lëtzebuerger par rapport zu Auslänner, déi hei wunnen, diskriminéiert ginn a wat gedenkt Dir géint déi Diskriminatioun ze ënnerhuelen?

Réponse (2.5.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

Le détail des inscriptions figurant aux bulletins n°1 et n°2 est repris aux articles 6 et 8 de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne qui se trouve en annexe.

Un projet de loi portant modification de certaines dispositions de cette loi est en voie d'élaboration alors que les résultats obtenus suite aux changements intervenus posent problème.

Le projet de loi sera déposé dans les meilleurs délais.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0181 (28.3.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **participation de l'État aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales:**

Le projet de budget de l'année 2014 prévoit 50.000 € de participation aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales. Il m'est parvenu que les cinémas Kursaal à Rumelange, Kinosch et Ariston à Esch-sur-Alzette et Waasserhaus à Mondorf-les-Bains ne bénéficient pas de cette aide aux frais de fonctionnement, alors qu'ils en auraient besoin pour continuer à subsister.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les salles citées ci-dessus sont exclues des aides étatiques aux frais de fonctionnement?

2) Quels sont les cinémas bénéficiant de cette aide et quels sont les montants qui leur sont attribués?

3) Est-ce qu'une allocation équitable des aides est garantie dans la mesure où ces crédits sont gérés par le Centre national de l'audiovisuel, dont le responsable du département «Film» est également actionnaire principal d'une société d'exploitation cinématographique?

4) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faut soutenir les salles de cinéma régionales?

Réponse (15.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Ad 1)

En effet, les salles citées ne bénéficient pas d'une «participation aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales». En revanche, le Kursaal, l'Ariston et le Waasserhaus ont reçu en 2013 une «aide aux frais d'investissement dans l'intérêt des salles de cinéma régionales non commerciales» à hauteur de 25.000 euros.

Ad 2)

Les salles faisant partie du réseau de Centre de Diffusion et d'Animation Cinématographique (ci-après «CDAC»), à savoir «le Paris» (Bettembourg), Cinémaacher (Grevenmacher), Orion (Troisvierges), Sura (Echternach), Prabbeli (Wiltz) et Scala (Diekirch) profitent d'une «participation de la part de l'État aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales». Les montants de cette aide pour l'année 2014 seront déterminés par le CDAC sur base des budgets prévisionnels et des décomptes introduits par les salles respectives. Bien que ces montants ne soient pas encore connus à cette période de l'année, il s'avère que le subside en question s'est élevé dans le passé en moyenne à quelque 8.300 euros par salle membre.

Ad 3)

Étant donné que les aides concernant la «participation de l'État aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales» sont réservées exclusivement aux membres du réseau CDAC et que ce dernier décide quant à l'acceptation de ses membres, on ne saurait affirmer que le CNA intervienne dans le processus d'allocation de ces aides. Dans ce contexte, le CNA abrite uniquement dans son budget le crédit nécessaire pour allouer les mêmes aides.

Ad 4)

Le Ministère de la Culture ne s'oppose a priori pas au soutien de ces cinémas s'ils apportent une réelle plus-value culturelle et sociale à la région.

Question 0182 (28.3.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **règlement type portant établissement d'une taxe spécifique sur les immeubles bâtis inoccupés:**

Au Luxembourg, des milliers de logements sont inoccupés et il est urgent de mettre ces immeubles à la disposition des ménages. Une des mesures prises par diverses communes pour favoriser la mise sur le marché de logements inoccupés est la soumission de ces logements à une taxe. Dans ce contexte, le Ministre du Logement ensemble avec le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région avait transmis aux communes un règlement type portant établissement d'une taxe sur les immeubles inoccupés (cf. circulaire 3099 du 16 septembre 2013). Ce règlement type - basé sur les articles 15 à 18 de la loi du 22 octobre 2008 portant entre autres promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes - propose une définition d'un logement inoccupé, l'établissement d'une taxe de base différente pour une maison type unifamiliale et un logement collectif et une augmentation de cette taxe pour chaque année consécutive. En plus, le règlement prévoit la possibilité d'exonérations, que chaque commune est libre d'adapter aux besoins. Or, selon des articles de presse, Monsieur le Président du Syvicol vient de déclarer qu'il estime qu'une telle taxe est anticonstitutionnelle, avec l'argument que cette taxe au bénéfice de la commune ne serait associée à aucune contrepartie.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre:

1. Combien de communes ont déjà à ce jour adopté un tel règlement portant établissement d'une taxe sur les immeubles inoccupés et de quelles communes s'agit-il?

2. Êtes-vous d'accord pour affirmer qu'il y a lieu d'œuvrer par tous les moyens disponibles pour qu'un maximum de logements inoccupés soit mis à disposition de personnes à la recherche d'un logement décent et abordable?

3. La taxe proposée dans le règlement type et basée sur les articles 15 à 18 de la loi du 22 octobre 2008 portant entre autres promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, est-elle anticonstitutionnelle, tel que prétendu par Monsieur le Président du Syvicol?

Réponse (2.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

La question de l'honorable Député concerne différents points relatifs aux taxes communales sur les immeubles bâtis inoccupés:

1. À ce jour, uniquement cinq communes ont adopté un règlement communal introduisant la taxe spécifique sur les immeubles inoccupés (Beckerich, Diekirch, Esch-sur-Alzette, Esch-sur-Sûre et Redange-sur-Attert).

Les communes de Diekirch, d'Esch-sur-Sûre, d'Esch-sur-Alzette et de Redange-sur-Attert ont voté le règlement communal et reçu l'approbation nécessaire du Ministère de l'Intérieur, mais n'ont pas encore commencé avec la procédure de notification.

En 2013, la commune de Diekirch a décidé d'augmenter la taxe spécifique de 500 € à 1.200 € au motif que le montant de 500 € n'incite pas les propriétaires à faire occuper leurs immeubles ou parties d'immeubles. Le Ministère de l'Intérieur a refusé l'approbation nécessaire en invitant la commune de faire valoir un besoin de financement qui n'est pas couvert par les ressources existantes (dotation, impôts, taxes, etc.).

Suite à l'introduction de la taxe en 2012, la commune de Beckerich a constaté sur base du registre de la population l'état d'inoccupation ou d'inutilisation de 39 immeubles. Parmi ces 39 logements, neuf ont été taxés en 2013. En ce qui concerne les autres logements, un enregistrement au registre de la population a eu lieu. À Beckerich, l'assujettissement à cette taxe est même couplé à un encadrement des propriétaires concernant l'utilisation future de leur logement afin de mettre en place un projet d'inclusion sociale basé sur le modèle de l'Agence Immobilière Sociale (AIS).

2. Bien entendu, le Gouvernement entend mettre tous les moyens possibles en œuvre pour qu'un maximum de ménages socialement défavorisés puisse accéder à des logements qui demeuraient vacants jusqu'à présent. Outre la taxe spécifique, le Ministère du Logement est en train de travailler sur la base légale de la gestion locative sociale, afin de favoriser le développement d'agences immobilières sociales au niveau régional comme local.

3. La Constitution protège le droit de propriété dans son article 1 et le Code civil luxembourgeois définit dans son article 544 la propriété comme suit: «La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ou qu'on ne cause un trouble excédant les inconvénients normaux du voisinage rompant l'équilibre des droits équivalents.»

Afin de répondre à la question de conformité avec la Constitution il s'agit d'abord d'analyser la nature juridique de cette taxe spécifique.

Le terme «taxe» est un terme général qui peut tantôt viser un impôt, tantôt être une taxe purement rémunératoire destinée à compenser les frais d'un service communal spécifique.

La taxe communale sur les immeubles inoccupés ne constitue pas la contrepartie d'un service spécifique et est dès lors à ranger dans la catégorie des impositions communales.

L'objectif principal d'une taxe ayant le caractère d'un impôt doit être financier, c'est-à-dire consister dans la création de recettes et ne doit viser qu'à titre accessoire des objectifs non financiers d'incitation ou de dissuasion.

Par conséquent, il n'est pas exclu que la taxe spécifique sur les immeubles inoccupés puisse être qualifiée en sanction pécuniaire en ce qu'elle viserait plutôt le propriétaire qui ne réserve pas à l'immeuble la destination voulue par la loi et qui ne respecte pas l'ordre du conseil communal.

Dans la mesure où une telle qualification est susceptible d'être retenue, la taxe spécifique n'est pas sans soulever des problèmes au regard de sa conformité avec le droit de propriété protégé par la Constitution.

Question 0183 (28.3.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **composition de la population pénitentiaire:**

J'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Justice les questions parlementaires suivantes concernant la composition de la population pénitentiaire:

1) Comment est composée la population pénitentiaire par rapport aux types de condamnations ou d'accusations pour les détenus condamnés respectivement pour les détenus préventifs?

2) Comment cette composition a-t-elle évolué au fil des dernières années?

3) Quel pourrait être l'impact d'une réforme des peines sur le nombre et la composition de la population pénitentiaire condamnée ou détenue préventivement?

Réponse (13.5.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les questions de l'honorable Député appellent les observations suivantes:

1. Pour les années 2011 à 2013, la répartition de la population pénitentiaire par rapport aux types d'infractions commises - exprimée en pourcentages (%) et ventilée entre hommes (H) et femmes (F) - se présente comme suit:

types d'infractions	2011		2012		2013	
	H	F	H	F	H	F
1. stupéfiants	32%	23%	27,1%	18%	28%	17%
2. vols avec violences	10%	4%	9,8%	12%	11%	6%
3. autres types de vols	17%	41%	14,1%	12%	16%	17%
4. viols	6%	0%	6,5%	0%	9%	0%
5. autres infractions à caractère sexuel	2%	0%	3,5%	0%	1%	0%
6. homicides volontaires (+ tentatives)	10%	18%	13,6%	24%	14%	28%
7. coups et blessures volontaires	9%	4%	12,2%	24%	10%	11%
8. homicides involontaires	4%	0%	2,4%	0%	2%	0%
9. infractions économiques et financières	4%	5%	2,7%	6%	2%	22%
10. autres types d'infractions (hommes et femmes confondus), dont le détail se présente comme suit:	6%	5%	8,1%	6%	8%	0%
10.1. incendie volontaire	36%		9,7%		17,9%	
10.2. travaux d'intérêt gén. non exécutés	9%		3,2%		0%	
10.3. destruction volontaire de biens	9%		0%		7,1%	
10.4. circulation routière	14%		25,8%		17,9%	
10.5. proxénétisme	9%		0%		3,6%	
10.6. extorsion / chantage	9%		16,1%		7,1%	
10.7. outrage	5%		3,2%		3,6%	
10.8. abandon de famille	4%		9,7%		7,1%	
10.9. infraction à l'arrêté d'expulsion	5%		3,2%		0%	
10.10. armes prohibées	0%		0%		3,6%	
10.11. contrainte par corps	0%		6,5%		3,6%	
10.12. grivèlerie	0%		3,2%		3,6%	
10.13. menaces d'attentat	0%		12,9%		10,7%	
10.14. prises d'otage	0%		0%		3,6%	
10.15. association de malfaiteurs	0%		3,2%		0%	
10.16. détournement d'objets saisis	0%		3,2%		7,1%	
10.17. rébellion	0%		0%		3,6%	

Ce tableau est à lire à la lumière des aspects suivants:

a) Ce tableau ne comporte que les détenus définitivement condamnés, alors que ce genre de statistiques ne serait pas concluant pour les détenus prévenus pour trois raisons: (i) la durée de détention des prévenus est trop irrégulière et en règle générale trop courte pour être prise en compte sans fausser ces statistiques, (ii) la qualification juridique du ou des faits pour lesquels les prévenus sont détenus n'est que provisoire jusqu'à leur condamnation définitive et peut changer dans le cadre du procès quant au fond, et (iii) la prise en compte des détentions provisoires qui ne sont pas suivies d'une condamnation introduirait dans ces statistiques une incertitude quant à la réalité des données de base.

b) Les infractions principales en termes de fréquence (positions 1 à 9 du tableau) sont ventilées entre hommes et femmes alors que leur prise en compte de manière confondue ne tiendrait pas compte des différences d'infractions commises par des hommes ou des femmes et ne permettrait pas de fournir des informations tant soit peu concluantes. En revanche, pour les infractions secondaires (positions 10.1 à 10.17), leur occurrence en chiffres absolus est si réduite qu'une ventilation entre hommes et femmes serait, à son tour, de nature à empêcher toute conclusion tant soit peu pertinente.

c) Des informations supplémentaires par rapport à ces chiffres peuvent être tirées des rapports d'activité des années 2011 à 2013 du Ministère de la Justice.

2. L'évolution de la répartition de la population pénitentiaire par rapport aux types d'infractions commises résulte du tableau sub 1.

3. La question de savoir quel pourrait être l'impact de la réforme pénitentiaire et de l'exécution des peines sur la répartition présentée sub 1 n'est pas vraiment pertinente, alors que cette réforme n'a pas comme objectif de réduire un ou plusieurs types d'infractions déterminées, mais plutôt de limiter les incarcérations fermes et effectives à un minimum nécessaire, utile et inévitable, et cela pour l'ensemble des infractions pénales prévues par la loi.

En ce sens, la réforme pénitentiaire et de l'exécution des peines n'est pas à confondre avec d'autres travaux qui sont également en cours et qui visent à reprendre sur le métier le Code pénal et les lois spéciales comportant des infractions pénales, afin d'analyser si les infractions pénales y prévues sont adaptées à une lutte efficace contre les types de comportements considérés comme étant répréhensibles tant au niveau national qu'au niveau international.

Q62

Question 0184 (28.3.2014) de **M. Justin Turpel** (déi Lénk) concernant l'**entretien futur des bâtiments publics du domaine de l'État par du personnel engagé par l'État même:**

Lors de la présentation du programme gouvernemental concernant les travaux publics, Monsieur le Ministre avait annoncé que le Gouvernement serait en train de réfléchir à la mise en place d'une entité responsable pour la gestion de tous les bâtiments publics du domaine de l'État.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Travaux publics, s'il serait possible de charger cette entité également de l'organisation de l'entretien des bâtiments publics par du personnel engagé par l'État et rémunéré selon la convention collective des ouvriers de l'État, ceci à l'instar de la ville de Luxembourg. En effet, cette dernière a créé son propre service d'entretien et a chargé des hommes/femmes de charges engagés par la ville même et rémunérés selon la convention collective de la ville pour l'entretien courant de ses bâtiments, à l'exception de travaux spécialisés, pour lesquels un recours à des sociétés privées spécialisées s'avère indispensable.

Réponse (29.4.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Justin Turpel concerne l'entretien futur des bâtiments publics du domaine de l'État par du personnel engagé par l'État même.

En règle générale et pour les bâtiments relevant de la responsabilité de l'Administration des Bâtiments publics, l'entretien d'un immeuble domanial fonctionne d'après le principe «propriétaire-locataire», suivant les dispositions de l'article 1754 du Code civil. Plus précisément, il revient à l'Administration des Bâtiments publics de s'occuper de la part «propriétaire» de l'entretien des bâtiments étatiques, tandis que l'entretien dit «locataire» est effectué ou pris en charge par les divers services et administrations de l'État qui occupent les lieux, y compris le nettoyage et tous les frais directement et indirectement en relation avec l'activité.

Comme mentionné dans le programme gouvernemental, le Gouvernement vise à mettre en œuvre une stratégie de réduction des coûts de construction afin de rendre les investissements et la gestion infrastructurelle et immobilière plus économes et efficaces. Dans ce contexte, le Gouvernement envisage d'étudier l'opportunité de la création d'une entité de gestion des immeubles de l'État. Sur base des conclusions de cette analyse l'État décidera des suites éventuelles à donner au projet.

Question 0185 (28.3.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**annulation de l'exposition «La Petite Guerre - le Luxembourg entre 1914 - 1919»:**

Dans sa réponse du 21 janvier 2014 à la question parlementaire n°0003 *(cf. compte rendu n°2/2013-2014)* concernant la commémoration de la Première Guerre mondiale, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État affirma: „Et sinn eng ganz Rei vun Ausstellunge geplangt, déi de Fokus besonnesch op dat alldeeglecht Liewe während dem Krich an op d'soziaalt Emfeld wäerte leeën. Et sinn nach net all Décisioune geholl, mä konkret kann ech dem Députéierten awer soen, datt eng grouss Ausstellung vun der Uni Lëtzebuerg ënnert dem Titel «La Petite Guerre: le Luxembourg entre 1914-1919» wäert op d'Bee gestallt ginn. Aner Ausstellunge wäerte vum Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, vum Musée National d'Histoire et d'Art, vum Musée Dräi Eechelen, oder och vum Musée national d'Histoire Militaire gemaach ginn."

En effet, en 2012 le Ministère de la Culture avait chargé l'Université du Luxembourg de la conception et de la mise en œuvre de l'exposition en question, qui aurait dû se tenir dans la deuxième moitié de l'année 2015 au Musée Dräi Eechelen. Le coût du montage matériel de l'exposition, estimé à 256.000 €, n'était pas compris dans la convention conclue entre le Ministère de la Culture et l'UdL et devait être pris en compte dans une enveloppe budgétaire supplémentaire disponible au moment du lancement du concours pour les bureaux des scénographes.

Le 27 mars 2014, le Ministère de la Culture publiait un communiqué dans lequel il informait que l'«enveloppe budgétaire supplémentaire» ne sera pas mise à disposition, parce que dans sa réunion du 14 mars 2014, le Conseil de Gouvernement «a décidé d'abandonner le projet d'exposition préparé par l'Université du Luxembourg (UdL) intitulé «La Petite Guerre - le Luxembourg entre 1914-1919» en raison de la situation difficile des finances publiques. (…) Si l'exposition matérielle est donc annulée pour l'année 2015, il ne s'agit toutefois pas de perdre le travail de recherche scientifique mené par l'Université du Luxembourg, tout comme le recensement de plus de 1.300 documents effectué à ce sujet par les Archives nationales. Le Ministère de la Culture est en train de vérifier plusieurs pistes pour valoriser ces recherches réalisées, notamment par la tenue de conférences, l'édition de publications scientifiques sur l'époque de la Première Guerre mondiale au Luxembourg et le lancement d'un site Internet 14-18.lu.»

Les experts concernés ne sont pas seulement déçus par le manquement à la parole donnée par Monsieur le Premier Ministre, mais rendent également attentifs au fait qu'une exposition, telle que prévue initialement, pourrait atteindre un tout autre public, plus large, que la tenue de conférences et l'édition d'un livre.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et de Madame la Ministre de la Culture:

1. Est-ce que vous adhérez à la constatation des experts qu'une exposition telle que prévue touche un autre public, plus large, que des conférences et l'édition d'un livre?

2. Estimez-vous que la façon de procéder vis-à-vis de partenaires, de scientifiques et d'hommes et de femmes engagés dans un projet, notamment l'annulation d'engagements étatiques dans un projet en cours, est correcte et correspond à un style adapté au traitement de partenaires?

3. Comprenez-vous la crainte des acteurs, essentiellement dans le monde culturel et le monde de la recherche scientifique, que cette façon de procéder puisse constituer un précédent (en plus il ne s'agit pas du premier) fâcheux et peu motivant pour toute personne engagée dans un projet quelconque pouvant être aboli, arrêté ou annulé par simple décision gouvernementale? Comment voulez-vous réconforter les acteurs et partenaires d'autres projets qui n'ont pas encore été mis sur la sellette?

4. Dans le projet sous rubrique, quel est l'investissement du projet de recherche et d'élaboration du projet de l'exposition réalisé à ce jour? Quelle sera la somme à investir dans l'édition du livre, l'organisation de conférences et autres moyens nécessaires pour conserver et diffuser de façon appropriée les résultats des recherches effectuées par les chercheurs dans le cadre du projet sous rubrique?

5. Est-ce que la dépense prévue pour l'exposition ne serait finalement pas bien investie dans la finalisation de l'exposition prévue?

6. Même au cas où des réductions de dépenses seraient nécessaires, ne serait-il pas plus approprié d'opérer celles-ci dans le domaine de dépenses militaires et guerrières?

Réponse commune (6.5.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture:*

1. Le Gouvernement respecte la liberté du travail des historiens. Ils sont experts ès matière et ainsi responsables de l'orientation de leurs recherches et du contenu de leurs productions et publications.

2. Il ne s'agit nullement d'une annulation d'un engagement de l'État. Bien au contraire, le Gouvernement encourage les chercheurs à mettre en valeur les résultats de leurs recherches qu'ils ont pu entreprendre au cours des derniers mois.

3. La décision de suspendre la poursuite du projet dans sa forme actuelle a été motivée par le fait que son financement n'était pas prévu au niveau du budget de l'État.

4. Le Gouvernement tient à souligner qu'à son initiative un dialogue constructif a été engagé entre les responsables du projet d'exposition au niveau de l'Université du Luxembourg et le Gouvernement, afin d'explorer des alternatives qui tiennent compte des procédures et contraintes budgétaires et s'insèrent dans un cadre commémoratif cohérent.

5. Le Gouvernement est en train de procéder à une analyse détaillée de l'ensemble des commémorations qui vont émailler les années à venir et des coûts afférents.

6. Aux yeux du Gouvernement, la question ne se pose pas dans les termes développés par Monsieur le Député.

Question 0186 (28.3.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **mission de prospection à San Francisco:**

Selon un communiqué officiel du Ministère des Finances, Monsieur le Ministre des Finances a

mené du 24 au 26 mars 2014 une mission de prospection à San Francisco et dans la Silicon Valley pour entre autres «(...) se renseigner auprès d'experts locaux sur les dernières tendances, notamment dans le domaine des monnaies virtuelles».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la position du Gouvernement par rapport aux monnaies virtuelles? En particulier et compte tenu du fait que les avis sur la prolifération des monnaies virtuelles sont mitigés. Monsieur le Ministre estime-t-il que cette prolifération représente plutôt une opportunité pour la place financière de Luxembourg, ou est-ce qu'elle représente plutôt un risque? Est-ce que cette question a été évoquée au Haut Comité de la place financière?

- Est-ce que le Gouvernement a concerté sa position sur les monnaies virtuelles avec la BCL et la CSSF?

- Dans son communiqué de presse sur les monnaies virtuelles du 14 février 2014, la CSSF affirme que les monnaies virtuelles sont de la monnaie. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le traitement fiscal des monnaies virtuelles, par exemple en cas de réalisation de gains spéculatifs? Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il convient de légiférer en la matière?

Réponse (30.4.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Comme toute innovation, les monnaies virtuelles comportent des potentialités positives aussi bien que des risques. Pour la place financière luxembourgeoise, qui a déjà de solides assises dans le domaine des services de paiement ainsi qu'en infrastructure informatique, le développement des monnaies virtuelles constitue une opportunité à saisir. Le grand intérêt montré pour le Luxembourg par nombre d'entreprises actives dans les nouvelles méthodes de paiement, pas seulement en monnaies virtuelles, souligne la nécessité pour les autorités luxembourgeoises de s'informer et de développer leurs connaissances sur les innovations en la matière, qui foisonnent et qui progressent à grande vitesse. La mission d'étude en Californie et le suivi des développements par le directeur du bureau luxembourgeois de commerce et d'investissement à San Francisco sont d'une grande utilité à cet égard.

Pour limiter d'éventuels risques liés aux monnaies virtuelles comme à tout instrument financier, une réglementation appropriée est de mise. Les autorités luxembourgeoises participent de manière active à l'élaboration d'une telle réglementation qui se fait au niveau de l'Union européenne, au sein des autorités européennes de surveillance (EBA et ESMA).

Le Gouvernement luxembourgeois a donc une position ouverte par rapport aux monnaies virtuelles comme par rapport à toute innovation, en ce qu'il est disposé à les étudier, les comprendre et en saisir les chances dans un cadre réglementaire qui permet leur développement ordonné. C'est dans cette optique que le sujet a été évoqué et continuera à être discuté au Haut Comité de la place financière, où le Ministre des Finances se concerte avec les principaux acteurs de la place, dont notamment la BCL et la CSSF. Dans le cadre de ces discussions, il y a également lieu d'analyser les risques de fraude fiscale et de blanchiment de capitaux liés à l'utilisation des monnaies virtuelles.

Dans son communiqué de presse sur les monnaies virtuelles, la CSSF a tenu à rappeler ce qui devraient être des évidences. À savoir d'un côté que les monnaies virtuelles sont de la monnaie puisqu'elles sont acceptées comme moyen de paiement pour des biens et des services par un cercle suffisamment large de personnes, d'un autre côté que nul ne peut s'établir au Luxembourg pour exercer une activité du secteur financier sans être agréé et surveillé. Ces rappels étaient nécessaires au vu des incertitudes sur le caractère des monnaies virtuelles, qui ne sont donc pas de la marchandise, et sur les questions à propos de la nécessité de disposer d'un agrément, non pas pour utiliser des monnaies virtuelles, mais pour créer au Luxembourg un établissement exerçant des activités financières au moyen de monnaies virtuelles.

Quant au traitement fiscal des monnaies virtuelles, l'appréciation économique des opérations d'échange de biens et de services se fait sans distinguer entre le monde réel ou virtuel. Par conséquent, le droit commun s'applique dans toutes les circonstances. Il ne s'avère dès lors pas nécessaire de légiférer plus particulièrement en matière de monnaies virtuelles.

Question 0187 (28.3.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **chambres de compensation et de règlement pour le yuan**:

Selon la presse internationale, le Royaume-Uni et la Chine signeront lundi prochain un accord en vue de la mise en place à Londres d'une chambre de compensation et de règlement en yuan. Un accord du même type serait signé aujourd'hui entre la Bundesbank allemande et son homologue chinois. Enfin, lit-on que la place financière de Paris serait en train de jouer la carte de ses liens historiques avec l'Afrique pour s'attirer les faveurs des acteurs chinois.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Au vu de l'importance que les autres places financières de l'Europe accordent à la mise en place de chambres de compensation et de règlement en yuan, le Ministre des Finances peut-il indiquer si des négociations du même genre sont en cours avec les acteurs chinois?

- Dans l'affirmative, quand le Ministre pense-t-il pouvoir conclure un protocole d'accord à l'instar de ceux signés par les places financières citées plus haut?

- Quelles sont les autres initiatives prises par le Ministre pour faire du Luxembourg le premier centre offshore en Renminbi en Europe ainsi que d'établir le Luxembourg comme première place d'investissement transfrontalière entre l'Europe et la Chine?

Réponse (30.4.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans sa déclaration gouvernementale, le Gouvernement s'est engagé à promouvoir activement la diversification de la place financière tant en termes d'activités qu'en termes géographiques. Le Gouvernement poursuit ses efforts pour attirer les banques chinoises au Luxembourg et renforce les initiatives pour faire du Luxembourg le premier centre international en Europe pour la devise chinoise, appelée le «Renminbi». Cette stratégie de diversification vise en outre à établir le Luxembourg en tant que «hub» pour l'investissement international entre la Chine et l'Europe.

Lors de la mission économique en Chine de décembre 2013, LL.AA.RR. le Grand-Duc héritier et la Grande-Duchesse héritière, accompagnés par le Ministre de l'Économie et la Secrétaire d'État à l'Économie, ont rencontré les principaux acteurs chinois en matière d'internationalisation du Renminbi, à savoir la Banque centrale PBoC et le régulateur CSRC.

Les concertations avec les autorités chinoises seront poursuivies à l'occasion de la mission financière en Asie prévue du 29 juin au 4 juillet 2014.

Au niveau national le Ministre des Finances est en contact régulier avec les représentants diplomatiques de la République populaire de Chine ainsi qu'avec les différents dirigeants des banques chinoises établies au Luxembourg. Par ailleurs, un sous-comité du Haut Comité de la place financière entièrement dédié au Renminbi a récemment été mis en place pour renforcer la collaboration entre les différents acteurs du secteur public et privé du Grand-Duché.

Le Gouvernement poursuit également ses efforts de promotion par rapport aux atouts du Luxembourg en matière de Renminbi auprès de potentiels investisseurs non chinois qui se montrent de plus en plus intéressés par la devise chinoise, comme l'ont confirmé les récentes missions de prospection aux États-Unis à San Francisco et à New York.

La première conférence internationale dédiée à l'internationalisation du Renminbi, organisée en Europe par«Luxembourg For Finance», a permis au Luxembourg ainsi qu'à sa place financière de marquer les esprits des différents acteurs financiers à l'échelle internationale et a suscité l'intérêt des médias internationaux.

Des efforts de promotion et de communication dans le même esprit seront poursuivis par le Gouvernement luxembourgeois à l'avenir.

Question 0188 (31.3.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **festivités et concours à l'occasion du 150e anniversaire de l'hymne national «Ons Heemecht»:**

De CAPe zu Ettelbréck, de Conservatoire du Nord an d'Gemeng Ettelbréck organiséieren eng Rei vu Feierlechkeeten an e Concours zur Geleeënheet vum 150. Gebuertsdag vun onser Nationalhymn „Ons Heemecht". An der offizieller Presentatioun gëtt d'„Heemecht" als „Soundtrack vu Lëtzebuerg" bezeechent. Weider gëtt do behaapt, et géif elo Zäit „fir en neien an aktuellen Text".

Déi „nei" Hymn géif dann den 20. September gesongen a gespillt, an dat a Presenz vum Groussherzog.

An deem Zesummenhank wollt ech dem Här Statsminister an der Madame Kulturminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung där Opfaassung, datt Lëtzebuerg eng nei Nationalhymn brauch? Wa jo, firwat?

2. Wéi eng gesetzlech Dispositioune gëtt et iwwert de Schutz vun an de Respekt virun der Nationalhymn?

3. Kann d'Regierung confirméieren, datt de Groussherzog present ass, wann dat Produkt den 20. September soll opgeféiert ginn?

4. Ass d'Regierung net och där Meenung, datt d'Presenz vum Groussherzog bei der Opféierung vun enger „neier Nationalhymn" dat Produkt opwäert? Wéi e Minister iwwerhëlt d'„Responsabilité ministérielle" fir déi eventuell Presenz vun eisem Statschef bei där Geleeënheet?

5. Ënnerstëtzt d'Regierung finanziell oder op soss eng Manéier den „Workshop" fir eng nei Nationalhymn?

6. Wéi vill finanziell Ënnerstëtzung kréien de CAPe an de Conservatoire du Nord dëst Joer vum Stat? Opgrond vu wéi enge legalen Dispositiounen an zu wéi engen Zwecker genee?

7. Gëtt dee Kënschtler, deen den Atelier fir eng nei Nationalhymn leet, dofir an iergendenger Manéier vu staatlecher Säit finanzéiert oder rémunéréiert?

Réponse commune (6.5.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Déi vum Här Deputéierten ugeschwaten Initiativ reit sech an eng Serie vu Festivitéite ronderëm den 150. Gebuertsdag vun eiser Nationalhymn an. Déi Initiativ invitéiert ons Jugend, sech mat dem Text vun der Nationalhymn auserneenzesetzen. Dorobber soll een och d'Bedeitung vun dësem Projet beschränken an en net an e falsche Kontext setzen. Et ass keng offiziell Kommissioun oder soss Instanz chargéiert ginn, een neien Text vun der Nationalhymn ze schreiwen.

D'Regierung huet keng Bedenken iwwer eng eventuell Presenz vum Grand-Duc bei de Festivitéite vum 20. September.

D'Nationalhymn ass iwwert d'Dispositioune vun dem ofgeännerte Gesetz vum 23. Juni 1972 iwwert déi national Emblèmë geschützt.

Et besteet eng Konventioun tëschent dem CAPe a Stat respektiv Conservatoire du Nord a Stat, déi jeeweils d'Missioun an och de Montant vun der staatlecher Hëllef festleet:

CAPe:

Missioun (Artikel 2 vun der Konventioun):

Obligations de l'association:

L'association s'engage à favoriser la création, la diffusion et la pratique culturelle artistique dans toute la région du Nord du Luxembourg ainsi que de faire découvrir au public de nouvelles formes d'expression artistique.

Plus particulièrement, l'association s'engage à définir et à mettre en œuvre une programmation diversifiée pour le Centre des Arts Pluriels Ed. Juncker à Ettelbruck.

Cette programmation doit contenir un cycle «classique» (1), un cycle «jeunesse» (2), un cycle «musique du monde» (3), et un cycle «découverte» (4).

1. Dans le cadre du cycle «classique», l'association est tenue d'organiser et/ou de faire organiser:

- des concerts d'orchestres symphoniques,

- des concerts de chœurs,

- des concerts de solistes,

- des concerts de musique de chambre,

- des concerts de jazz et de blues,

- des représentations de théâtre, d'opéra et d'opérette,

- des spectacles de danse classique et moderne,

- des expositions d'arts traditionnels et d'arts nouveaux.

2. Dans le cadre du cycle «jeunesse» et en collaboration avec les écoles et lycées de la région Nord, l'association est tenue d'organiser et/ou de faire organiser:

- des représentations de théâtre pour enfants,

- des concerts spéciaux pour adolescents.

3. Dans le cadre du cycle «musique du monde», l'association est tenue d'organiser et/ou de faire organiser des manifestations devant intéresser plus particulièrement la population non luxembourgeoise résidant au Luxembourg.

4. Dans le cadre du cycle «découverte», l'association est tenue d'organiser et/ou de faire organiser:

- des manifestations musicales de tout genre dont notamment des orchestres d'harmonies et des spectacles de nouveaux talents,

- des académies, des séminaires et des conférences ayant pour thème l'histoire de l'art et des problèmes d'actualité et/ou de société.

Outre la mise en place de ces cycles, l'association est tenue d'apporter son aide à des projets pédagogiques et culturels portés e. a. par des établissements scolaires et/ou des associations culturelles locales.

Montant vun der Hëllef (2014): 500.000 €

Conservatoire du Nord:

Missioun (Artikel 2 vun der Konventioun):

D'Konventioun ass mam Syndicat intercommunal des villes de Diekirch et d'Ettelbruck gemaach ginn.

Le syndicat intercommunal s'engage à réaliser dans le conservatoire de musique un programme annuel englobant notamment des concerts et des manifestations ainsi que des projets pédagogiques. Le syndicat déterminera la part des productions, coproductions et autres manifestations, en toute indépendance artistique, en veillant à garantir un niveau qualitatif élevé en accordant une place assez consistante aux artistes résidents et permettant de tirer pleinement profit des nombreuses possibilités qu'offrent les équipements en place. De plus, le syndicat s'engage à participer à la «gratuité jeune» et au «Kulturpass» (Cultur'all a.s.b.l.) tel que définis par les chartes respectives.

Montant vun der Hëllef (2014): 50.000 €

Weder de Kënschtler nach den Atelier gi vum Stat fir dëse Projet finanziell ënnerstëtzt.

Question 0189 (31.3.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**administration d'oxygène médical en situations d'état d'urgence:**

Comme marqué sur la liste des médicaments commercialisés valable au 1er décembre 2013, publiée par la Caisse Nationale de Santé, l'oxygène médical sous forme de gaz est un médicament soumis à prescription médicale. Alors que les professions d'infirmier et d'aide-soignant sont autorisées par voie de règlements grand-ducaux à administrer de l'oxygène, les services de secours ne le sont pas, notamment lors de situations d'état d'urgence.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre est-il conscient de la situation décrite?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre juge-t-il nécessaire de prendre des mesures dans ce domaine?

Réponse (5.5.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à l'administration d'oxygène médical par les membres des services de secours, notamment lors des situations d'état d'urgence.

Le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier et le règlement grand-ducal du 25 juillet 2002 portant sur l'exercice de la profession d'aide-soignant définissent les attributions de ces deux professions ainsi que les actes que les professionnels peuvent exécuter soit de façon autonome et sur initiative propre, soit sur prescription médicale, en présence ou non d'un médecin, respectivement d'autres professionnels de santé ou encore dans une situation d'urgence.

En l'absence d'une réglementation régissant la profession d'agent professionnel des services de secours, une telle liste des attributions et actes fait en effet actuellement défaut pour ce métier. À ce jour, l'administration de l'oxygène médical lors de situations d'urgence par des membres des services de secours formés est pratiquée alors qu'il est communément admis que les bienfaits de l'administration de l'oxygène priment en règle générale largement les méfaits de ne pas donner de l'oxygène.

Dans le cadre des travaux de mise en œuvre de la réforme des services de secours, un profil professionnel a été établi pour le «pompier-ambulancier diplômé» à partir duquel les attributions pourront être définies tant pour les agents professionnels que pour les agents volontaires des services de secours. En ce qui concerne le volet du secours à personne, dont dépend la question de l'administration de l'oxygène médical, des premières discussions ont eu lieu avec le Ministère de la Santé et des consultations avec les acteurs concernés sont prévues dans les prochaines semaines. C'est sur base de ces consultations que les attributions et les actes des d'agents professionnels des services de secours pourront alors être arrêtés dans les meilleurs délais.

Question 0190 (1.4.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux:**

Sous la double pression du changement climatique et de l'envol du prix de chauffage, le patrimoine bâti apparaît comme un parent pauvre de notre civilisation. L'objectif primordial d'optimiser la performance énergétique des bâtiments risque de faire disparaître la substance des immeubles d'habitation donnant une identité à nos villes et villages.

- Dans ce contexte j'aimerais demander à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures si l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux ou inscrits à l'inventaire supplémentaire est autorisée.

Réponse (15.5.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

En principe, une maison historique, située dans une localité ou un quartier plus ou moins intact ne devrait pas être perturbée avec des capteurs d'énergie. Le risque est grand, surtout dans les centres villageois, de voir ces installations détruire l'authenticité des maisons et le cachet du site.

Cependant - et comme chaque principe connaît ses exceptions -, lorsque ni l'immeuble, ni la localité ne pâtissent outre mesure d'une nuisance matérielle et optique due à des capteurs d'énergie, une telle installation peut être possible. Surtout si l'immeuble bénéficie directement de cette énergie et n'est pas seulement considéré comme une carcasse générant de l'électricité pour alimenter un quelconque réseau. L'application de la cybernétique est certes un bon exemple. Ce système met en œuvre des moyens techniques peu considérables (du «low-tech», à l'inverse de la photovoltaïque) pourtant capables de générer beaucoup de chaleur utilisable directement dans le bâtiment qui sert à la capter. De plus, la production et le recyclage de ces systèmes ont un impact moindre sur l'environnement, contrairement à la photovoltaïque.

L'installation de capteurs d'énergie nécessite le respect impératif de quelques critères techniques. Ainsi, les capteurs ne doivent pas être intégrés à la toiture, ce qui signifie qu'ils ne doivent pas être un élément constituant la couverture, mais qu'ils doivent être posés sur une couverture d'ardoises. Pour les capteurs et panneaux solaires, il est encore indiqué qu'ils soient:

- de type «full black», c'est-à-dire sans éléments métalliques scintillants;

- en verre structuré, réfléchissant et décomposant la lumière autrement que le verre plat;

- parallèles à la toiture, donc en aplat par rapport à la couverture;

- d'un relief inférieur à 10 cm par rapport aux ardoises;

- centrés, donc constituer un rectangle harmonieux épousant la toiture, et en aucun cas être installés en escalier;

- être éloignés de 30-40 cm de la gouttière et ne jamais dépasser la toiture elle-même.

À noter encore que le régime de subventions instauré par le règlement grand-ducal du 12 décembre 2012 ne fait pas de différence au niveau des caractéristiques du bâtiment sur lequel une installation photovoltaïque, éligible pour une aide financière, est placée.

Question 0193 (1.4.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**imposition des intérêts de l'épargne:**

Zënserträg vu Spuerer si keen eigentleche Revenu, an awer gi se besteiert.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Finanzminister net der Meenung, datt just Benefisser sollte besteiert ginn, an net Perten?

2. Wa jo, wéi erkläert den Här Finanzminister, datt Zënserträg vu Spuerer besteiert ginn, obwuel se de facto keen eigentleche Revenu sinn, vu datt se emol net duerginn, fir d'Entwäertung vum Kapital duerch d'Inflatioun ze kompenséieren?

3. Dovun ofgesinn, ass den Här Finanzminister net der Meenung, datt an Zäiten, wou all Mënsch zum Spueren opgeruff gëtt, eng Besteierung vum Ertrag vun ugespuertenem Kapital dat falscht Zeechen ass?

4. Vu datt d'Banken ëmmer méi oft an ëmmer méi Eegekapital fuerderen, fir jonke Leit oder Stéit en Immobiliekredit ze ginn, misst de Stat dann net d'Uspuere vu Kapital fërderen, an net bestrofen? Wann neen, wisou?

5. Vu datt duerch der Regierung hiert Noginn zu Bréissel d'Besteierung vun Zënserträg an Zukunft just nach Leit betrëfft, déi hei am Land usässeg sinn, wier dat net an den Ae vum Här Finanzminister eng passend Geleeënheet, fir déi ongerecht a kontraproduktiv Steier ofzeschafen?

Réponse (13.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Déi aktuell Steiergesetzgebung gesäit vir, dass nëmme positiv Nettorevenuen der Akommessteier ënnerworf ginn an dass, iert d'Steier gerechent gëtt, d'Pertë prinzipiell vun de Benefisser ofgezu ginn.

Den Akommessteierflichtigen, deen zu Lëtzebuerg steierlech usässeg ass, gëtt opgrond vu senger steierlecher Leeschtungsfäegkeet besteiert. Kapitalerträg beaflossen am Prinzip dës Leeschtungsfäegkeet, a ginn an der Regel zum normale Mëtteltaux besteiert. Zanter 2006 ginn awer verschidden Zënse vereinfacht duerch eng Quellesteier zu engem Taux vun 10%, déi duerch d'Banken opgehuewe gëtt, besteiert.

Aus Steiergerechtegkeetsgrënn mussen och Erträg vun ugespuertem Kapital der Akommessteier ënnerworf ginn. D'Gesetz gesäit awer och Steierbefreiunge fir déi kleng Spuerer vir. Um Niveau vun der Quellesteier sinn 250 Euro Zënsen op den traditionelle Spuerkonte pro Bank, a pro Steierflichtigem, steierfräi. Am Kader vun der Besteierung «par voie d'assiette» si Kapitalerträg an Héicht vun 1.500 Euro (oder 3.000 Euro am Fall vun enger Koppel, déi zesumme besteiert gëtt) steierfräi. D'Spuere gëtt duerch dës Steierbefreiungen also encouragéiert. Et duerf een och net vergiessen, dass gläichzäiteg mat der Aféierung vun der nationaler Quellesteier, d'Verméigenssteier, och um Erspuertenem, fir d'Privatpersounen ofgeschaaft ginn ass.

Nieft de virgenannten Exemptiounen, fërdert déi aktuell Steiergesetzgebung och nach d'Spuere fir de Finanzement vun engem Eegenheem iwwert de Wee vun der Deduktioun als «Dépenses spéciales» vun de Kotisatiounen am Kader vun engem Bausparvertrag. Och ënnerstëtzt de Stat déi jonk Leit a Stéit duerch aner, net steierlech, Mesuren.

Ab 2016 wäert Lëtzebuerg deenen anere Memberstate vun der Europäescher Unioun matdeelen, wann ee vun hire Bierger zu Lëtzebuerg bei enger Bank no dem 1.1.2015 Zënse krut, fir dass déi Zënsen an dem Heemechtsland vum Spuerer kënne besteiert ginn, esou wéi haut scho Lëtzebuerg matgedeelt kritt, wann een, deen zu Lëtzebuerg wunnt, Zënse bei enger Bank an engem anere Memberstat vun der Europäescher Unioun guttgeschriwwe kritt.

Question 0194 (2.4.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **démolition de l'immeuble dit «Dëppefabrik» sis à Echternach, 33, rue Maximilien:**

Il me revient que peu avant les congés collectifs du bâtiment en 2013, soit vers la fin juillet 2013, sans préjudice quant à la date exacte, l'immeuble dit «Dëppefabrik» sis à Echternach, 33, rue Maximilien a été démoli par le propriétaire.

Il s'agissait d'un immeuble remarquable datant de la fin du 19e siècle, dont la Commission des Sites et Monuments (COSIMO) du Ministère de la Culture avait proposé le classement sur l'inventaire national lors de sa réunion du 4 juin 2013. Sa démolition, fin juillet 2013, est d'autant plus regrettable, et incompréhensible, au vu de la suite des événements.

Il me revient en effet que des photos de la démolition de l'immeuble «Dëppefabrik» avaient été montrées dans le cadre d'une réunion de la COSIMO du 5 août 2013.

Ensuite, début septembre 2013, à nouveau sans préjudice quant à la date exacte, la Ministre de la Culture signa l'acte de classement dudit immeuble, entre-temps rasé.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Pour quelles raisons la recommandation de la COSIMO de classer l'immeuble «Dëppefabrik» dans l'inventaire national, ce qui aurait empêché sa démolition, n'a-t-elle pas été suivie d'effets?

2. Comment est-il possible qu'un immeuble déjà démoli, et dont les responsables du Ministère de la Culture savaient qu'il avait été démoli pour en avoir eu la preuve lors d'une réunion début août, puisse après coup faire l'objet d'un classement sur l'inventaire national?

Réponse (15.5.2014) de **M. Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Il est vrai que l'immeuble appelé «Dëppefabrik» sis à Echternach, 33, rue Maximilien a appartenu au patrimoine local, social et industriel de la ville d'Echternach. Reconnu en tant que tel par le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) dans le cadre d'un inventaire du patrimoine bâti de cette ville, transmis il y a quelques années déjà aux autorités communales afin de voir protéger l'immeuble par la voie du plan d'aménagement communal, les agents du SSMN avaient été impliqués dans un projet de réaménagement du bâtiment en logements, porté par un promoteur privé et la commune.

Or, au mois de mai 2013, informé d'une autorisation de destruction donnée inopportunément par le bourgmestre de la ville d'Echternach, le SSMN a dû lancer la protection nationale de cet édifice afin de garantir sa préservation. Un avis positif pour un classement en tant que monument national a été rendu par la Commission des Sites et Monuments nationaux en date du 4 juin 2013.

Malheureusement, la procédure telle qu'entamée n'a pas été poursuivie en temps utile par la Ministre de la Culture de l'époque: les courriers ministériels annonçant aux propriétaires et à la commune un prochain classement, tous préparés par le SSMN en début de juin 2013, ne furent point signés avant la démolition de la «Dëppefabrik» en juillet 2013, mais seulement en août 2013. Comme ces courriers n'avaient plus de cause, ils n'ont pas été envoyés. Aucune décision de protection n'est donc intervenue en ce dossier.

Question 0195 (2.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**éducation sexuelle dans le cadre des modèles d'éducation innovants annoncés au programme gouvernemental:**

Am Regierungsprogramm gëtt ënnert dem Titel «Des modèles d'éducation innovants» ënner anerem dëst ugekënnegt: «Au niveau du contenu de l'éducation non formelle, l'attention portera également sur l'éducation au développement durable et à l'éducation sexuelle et affective qui sera axée aussi bien sur ses aspects biologiques que sur les aspects émotionnels et relationnels ainsi que sur les questions d'identité sexuelle.»

An der Éducatiounskommissioun hat ech den Här Minister dorop ugeschwat an hien huet gemengt, datt den Inhalt an d'Methode sollten altersgerecht sinn. Adequat Programmer géinge vun Experten ausgeschafft ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. U wéi eng Alterskategorië soll sech dës „éducation sexuelle“ adresséieren?

2. Gëtt déi sougenannten „Gender Theorie“ de Kanner am Kader vun dësem Unterrecht direkt oder indirekt vermëttelt?

3. Ginn d'Kanner mat Phänomena wéi der Homosexualitéit, der Transsexualitéit an esou virun am Kader vun deem Unterrecht konfrontéiert an, wa jo, vu wéi engem Alter un? Wéi ginn esou sexuell Phänomena am Verglach zur Heterosexualitéit presentéiert? Wéi en Unterrechtsmaterial gëtt benotzt? Sollen d'Kanner - wéi dat schonn am Ausland geschitt ass - zur Homosexualitéit encouragéiert ginn?

4. Wéi eng Experte genee gi mat der Ausaarbechtung vun esou Programmer beoptraagt? Soll e sougenannten „Sexkoffer“ am Unterrecht benotzt ginn, wéi dat och am Ausland probéiert gouf? Wa jo, vu wéi engem Alter u sollen d'Kanner mat esou Material konfrontéiert ginn?

5. Ginn Themata wéi z. B. d'Ofdreiwung an esou engem Unterrecht ugeschwat? Gëtt dee Schutz vum Liewen als ieweschte Prinzip respektéiert? Vu wéi engem Alter u soll d'Ofdreiwung eventuell am Unterrecht behandelt ginn an a wéi enger Form?

6. Wie soll déi „éducation sexuelle“ enseignéieren? Wéi eng Qualifikatioune mussen déi Leit hunn, déi dat Fach sollen enseignéieren?

7. Ass den Här Minister bereet, d'Chamber kontinuéierlech a komplett doriwwer ze informéieren, wéi déi „éducation sexuelle“ virbereet gëtt, wéi en Unterrechtsmaterial benotzt gi soll a wat de geneeë Contenu vun deene Coursë si soll?

8. Wéi eng Rechter hunn d'Elteren an deem Zesummenhank? Denkt den Här Minister, datt de Stat sech däerf den Eltere bei der Sexualerzéiung substitutéieren? Kënnen d'Eltere sech esou engem Unterrecht fir hir Kanner opposéieren?

Réponse (8.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Wéi mir an eiser gesellschaftlecher Entwécklung kënne feststellen, limitéiert sech d'Éducation sexuelle et affective net nëmmen op eng bestëmmt Alterskategorie, mä si muss dem Alter vun de Jonken entspriechend ugepasst sinn, souwuel wat d'Form, ewéi och wat de Fong ugeet. Ganz entscheedend ass et och, bei dësen intimen Themen de richtegen Drot tëschent Enseignant a Schüler ze fannen, fir adequat op de Sujet kënnen anzegoen.

Dovun ofgesinn ass d'Éducation sexuelle et affective kee Schoulfach, mä si gëtt op transversal Manéier a verschiddene Fächer enseignéiert. Zu dësem Zweck ass e schouleschen Expert amgaang, didaktescht Material fir en interdisziplinäre Cours an der Éducation sexuelle et affective auszeschaffen.

Des Weidere läit d'Responsabilitéit vun enger mënschegerechter Sexualerzéiung net nëmme bei der Schoul, mä och - a grad a jonke Jore vum Kand - bei den Elteren. Trotzdeem dréit d'Schoul wesentlech un der Entwécklung vum jonken zu engem erwuessenen, responsabele Mënsch bäi, dee mat Toleranz a Respekt senge Matmënschen an hirer Diversitéit an Eegenaart ka begéinen. An dësem Kontext soll Jongen a Meedercher och d'Iddi vun der Gläichberechtegung vun de Geschlechter vermëttelt ginn, déi net ze verwiesselen ass mat der „Gender Theorie“.

Vu datt d'Éducation sexuelle et affective transversal behandelt gëtt, kann ee sech net op ee Fachspezialist limitéieren. Fir den Enseignanten déi beschtméiglech Viraussetzungen ze ginn, besteet d'Méiglechkeet, am Institut fir Formation continue zu Miersch u Formatioune vum Planning Familial, der Aidsberodung/Croix Rouge, vum Cigale (Centre d'Information Gay et Lesbien), infoMann oder der ITGL (Intersex & Transgender Luxembourg) deelzehuelen.

D'Schoulen hu weiderhin d'Méiglechkeet, fir bei der Ëmsetzung vun der Éducation sexuelle et affective op extern Experten (wéi z. B. de Planning Familial oder d'Aidsberodung - Croix Rouge) zréckzegräifen, déi souwuel am Enseignement fondamental, an der Éducation différenciée souwéi am Enseignement secondaire/secondaire technique entspriechend Opklärungsséancë kënnen halen.

D'Unterrechtsmaterial, dat benotzt gëtt, gëtt vun den externen Experten altersgerecht an dem jeeweilegen intellektuelle Verständnis vun de Kanner a Jugendlechen ugepasst.

Zu enger Éducation sexuelle et affective am Enseignement fondamental respektiv an der Éducation différenciée zielen haaptsächlech Informatiounen iwwert d'Léift, Gefiller, Respekt a Pubertéit. Mä zu verschiddenen Themen a Froe gëtt och passend Anschauungsmaterial zesumme mat Fichen an Overhead benotzt.

Am Enseignement secondaire/secondaire technique ginn déi verschidde Verhütungsmëttel gewisen an erkläert. Et gëtt iwwert „déi éischte

Kéier", Respekt, déi sexuell Identitéit a Villfalt (LGBTI), Ofdreiwung a Vermeidung vu Geschlechtskrankheete geschwat. Mä virun allem sinn d'Experten dofir do, fir op all Froe vun de Jonken ze äntwerten.

Am Regierungsprogramm ginn iwwregens nëmmen am Kontext vun der Éducation non formelle Aspekter vun enger Éducation sexuelle et affective opgelëscht. Dofir wäert och d'Chamberskommissioun weiderhin iwwert d'Entwécklungen an der Éducation sexuelle et affective informéiert ginn.

Vu datt de Sujet vun der Éducation sexuelle et affective fir déi verschidde betraffe Fächer an „Horaires et programmes" festgehalen ass, kënnen d'Eltere sech deem net verschléissen. Et ass ze bemierken, datt „Horaires et programmes" e Règlement grand-ducal ass.

Question 0196 (4.4.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **problématique des décharges de gravats:**

Après que la décharge de Mondercange a dû être fermée à cause d'un glissement de terre majeur, la problématique des décharges de gravats a fait la une dans les médias. En effet, le nombre actuel de décharges de gravats ne semble pas répondre à la demande existante.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quand la décharge prévue entre Beidweiler et Biwer («uewent Alpicht») pourra-t-elle commencer à fonctionner?

- Quel sera le tonnage y déchargé par jour et sur combien d'années?

- Selon mes informations, d'autres sites longeant la N11 entre Junglinster et Echternach auraient été envisagés en vue de l'implantation d'une décharge. Madame la Ministre compte-t-elle revoir ces sites afin d'y implanter éventuellement une décharge supplémentaire?

- Existe-t-il d'autres sites à l'est du pays susceptibles d'accueillir une décharge de gravats?

Réponse (5.5.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Suite à la procédure de recherche de nouveaux sites potentiels pour une décharge de déchets inertes dans la région centre nord-est, les conseils communaux des communes de Biwer et Junglinster ont été informés de la décision du choix préférentiel du site de Beidweiler lors d'une réunion en présence de Monsieur le Ministre délégué Marco Schank le 14 juin 2010.

Les propriétaires des terrains de la décharge potentielle ont été informés de la possibilité de l'implantation d'une décharge pour déchets inertes sur leurs terrains et des suites dans le projet lors d'une réunion d'information qui a eu lieu le 1er décembre 2010.

L'Administration de l'Environnement a fait réaliser une étude de faisabilité relative à une future décharge pour déchets inertes entre Beidweiler et Biwer dont les résultats furent connus en décembre 2011.

Une initiative citoyenne contre l'implantation d'une décharge sur le site en question s'est formée.

La réticence des propriétaires des terrains sur le site en question de mettre à disposition leurs terrains n'a actuellement pas permis d'avancer dans la réalisation de la décharge.

L'étude de faisabilité prévoit un apport journalier de 4.000 tonnes de matériaux inertes avec une durée de vie de 11,25 ans.

Les autres sites dont il est question et qui longent la N11 ont été évalués comme étant moins propices à l'installation d'une décharge pour déchets inertes. La procédure d'évaluation des sites potentiels trouvés ne prévoit cependant aucune note «insuffisante».

Le site de Beidweiler se trouve dans la région centre nord-est du plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes». Dans cette région un total de 16 sites ont été soumis à une évaluation. Parmi les trois sites les mieux notés celui de Beidweiler a été retenu comme devant être traité de façon prioritaire.

Question 0198 (7.4.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **formation de l'éducateur:**

Vu l'augmentation spectaculaire du nombre d'inscriptions dans la section de la formation des éducateurs et donc le risque de dépassement des capacités d'accueil du Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) dans les années à venir, le projet de règlement grand-ducal sous rubrique propose:

- de créer une nouvelle section «sciences sociales» (SO), qui se situe dans la suite de la classe de 11e division des professions de santé et des professions sociales, appelées dorénavant 12SO et 13SO;

- de déterminer les classes qui donnent accès à la section nouvellement créée;

- de fixer, pour la formation de l'éducateur, la procédure à suivre au cas où le nombre des demandes d'inscription deviendrait top important.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Le règlement grand-ducal en question est supposé entrer en vigueur le 1er juillet 2014. Ce dernier comprend les critères possibles et la procédure générale valant pour les inscriptions à la formation de l'éducateur. On y retient que chaque année, le Ministre du ressort détermine le nombre d'élèves à admettre en cas de dépassement du nombre maximal de demandes d'inscription ainsi que les différents critères d'admission. Vu qu'on est sur le point d'entamer le troisième et dernier trimestre de l'année scolaire, nous aimerions savoir du Ministre quand le Gouvernement projette d'adopter le règlement en question. Pourrait-il également nous renseigner sur le nombre d'inscriptions possibles pour l'année scolaire 2014/2015? Quels sont les différents critères d'admission qui ont été retenus pour l'année scolaire prochaine?

2. La formation à la section des sciences sociales de la division des professions de santé et des professions sociales du régime technique de l'enseignement secondaire technique est sanctionnée par l'examen de fin d'études secondaires techniques au terme de la classe de 13e. Monsieur le Ministre pourrait-il nous indiquer quelles possibilités en termes de travail et d'études s'offriront aux diplômés de cette section? Serait-il possible pour ces derniers de poursuivre par exemple des études en infirmier gradué et éducateur gradué en Belgique?

3. Monsieur le Ministre dispose-t-il de projections établissant les besoins en éducateurs à court, moyen et long terme?

Réponse (30.4.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1)

Le projet de règlement est finalisé. L'avis du Conseil d'État étant entendu, le projet devrait être signé et publié au Mémorial dans les prochaines semaines. Le nombre d'inscriptions pour 2014/2015 est fixé à 250 élèves. L'admission est réglée selon l'ordre de priorité suivant:

a. les élèves autorisés à redoubler la classe de 12ED;

b. les élèves ayant réussi à cette date une classe de 11e du régime technique de l'enseignement secondaire technique ou de 3e de l'enseignement secondaire;

c. les élèves ajournés qui, en septembre, auront réussi une classe de 11e du régime technique de l'enseignement secondaire technique ou de 3e de l'enseignement secondaire;

d. les élèves qui remplissent les conditions relatives à l'admission conditionnelle fixées par l'article 39 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques.

Si le nombre d'inscriptions devait dépasser le plafond des 250 unités fixées, un classement serait établi à l'intérieur d'une des catégories reprises ci-dessus en se basant sur le score individuel de l'élève qui se compose, d'une part, de la note annuelle en classe de 11e respectivement de 3e et, d'autre part, du résultat obtenu à une épreuve de connaissances générales portant sur un maximum de 20 points et pour laquelle aucune préparation personnelle n'est requise.

Ad 2)

Le diplôme obtenu par les élèves de la section des sciences sociales (SO) leur permettra en principe d'avoir accès à toutes les formations supérieures et universitaires. Il est toutefois évident que cette section se concentrera sur l'enseignement de branches qui orientent vers des études menant à des professions du secteur social.

Il est possible pour les diplômés de la section sociale de s'orienter vers des études en infirmier gradué ou en éducateur gradué. Il faut savoir que l'admission à de telles filières est sujette aux conditions des instances de formation des pays d'accueil. À noter que la section SO ne constitue pas la section idéale pour entamer des études d'infirmier gradué, puisqu'elle fait partie de la famille des sciences sociales et non pas des sciences de la santé telles que les classes de 12e et 13e de la section SH (sciences de la santé) et SI (formation des infirmiers).

Ad 3)

Dresser un état des lieux des postes d'éducateurs et d'éducateurs gradués actuellement disponibles est un exercice difficile vu la grande diversité des institutions et services dépendant d'administrations gouvernementales, conventionnées avec celles-ci ou travaillant sous agrément sans oublier le secteur commercial. Voilà pourquoi les chiffres ci-après sont à considérer avec une certaine prudence.

Éducateurs et éducateurs gradués travaillant dans des services ou institutions dépendant du département de l'Éducation nationale:

Service/Institution	Nbre
Éducateurs-fonctionnaires ou employés de l'État engagés comme 2e intervenant	238
Éducateurs-employés engagés dans des communes	116
Éducateurs gradués affectés aux bureaux régionaux de l'inspectorat	51
SPOS et personnel d'encadrement des carrières de l'éducateur gradué et de l'éducateur	170
Éducateurs et éducateurs gradués à l'enseignement logopédique	11
Total	766

Éducateurs et éducateurs gradués travaillant dans des institutions dépendant du département de l'Enfance et de la Jeunesse:

Institution	Nbre
Maison relais - secteur conventionné	2.126
Crèches commerciales (estimation)	450
Crèches vconventionnées (encadrement)	405
Crèches conventionnées (administration)	64
Aide à l'enfance (secteur conventionné - données 2012)	543
Secteur jeunesse/maison de jeunes... (estimation)	100

La faisabilité d'une étude sur les besoins futurs en éducateurs est actuellement analysée. Nombreux sont les facteurs qui peuvent relativiser une projection objective, notamment:

Le facteur politique: une éventuelle gratuité des services précoces de garde d'enfants changerait de façon massive les besoins en personnel des crèches et des garderies d'enfants. Une telle gratuité serait sujette à l'évolution économique et à la capacité financière du pays qui en découlerait.

Les prestataires: En ce qui concerne le département de l'Enfance et la Jeunesse une certaine projection peut être réalisée au niveau des acteurs publics pour lesquels le ministère dispose de données. L'État ne dispose pas de données détaillées concernant les prestations offertes par des organismes privés dans le domaine de la garde d'enfants, dont la gériatrie.

L'immigration: Il est difficile de faire des prévisions quant à l'évolution de l'accroissement de la population dans les prochaines années. Comme pour le domaine politique, cette donnée dépend de l'évolution économique du pays, des flux migratoires qui en découlent et a fortiori des besoins en personnel social.

Il s'ensuit que les besoins réels sont difficiles à évaluer et que la publication de projections peu fiables peut avoir des conséquences nuisibles pour les élèves voulant entamer des études menant au diplôme d'éducateur.

Question 0199 (7.4.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **dédommagement de propriétaires privés en cas de glissement de terrain:**

Virun e puer Wochen ass et zu Monnerech zu engem Äerdrutsch komm. Duerch Chance ass den Terrain net do gerutscht, wou Haiser an direkter Noperschaft stinn.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Ëmweltministesch an dem Här Innenminister dës Fro stellen:

- Falls Haiser vum Äerdrutsch betraff gewiescht wieren oder falls et an Zukunft zu esou enger Situatioun géif kommen, wier dee Schued dann zu Laaschte vum Stat?

Réponse commune (16.4.2014) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur:*

D'Fro, ob de Schued zu Laaschte vum Stat wier, wann den Äerdrutsch um Tipp vu Monnerech Haiser betraff hätt, kann zum aktuellen Zäitpunkt net beäntwert ginn, well am Moment nach keng Resultater virleien, firwat et zu deem Incident komm ass.

Deemno kann zur Scholdfro, an domat verbonnen zur Fro, wien d'Käschte muss bezéiungsweis misst iwwerhuelen, nach keng Ausso gemaach ginn.

Question 0200 (7.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **dédommagement des commerçants à cause du chantier du «Tram»:**

Et zirkuléiert e Schreiwes, aus deem ervirgeet, datt laut gutt informéierte Quellen e Betrag vun 1,5 Milliounen Euro virgesinn ass, fir Geschäftsleit ze entschiedegen, déi duerch de Chantier vum Tram musse Perten erdroen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Ass e Betrag vun 1,5 Millioune virgesinn, fir d'Geschäftsleit wéinst dem Chantier Tram ze entschiedegen? Wann neen, wéi héich ass de Montant, dee fir dës Entschiedegung festgeluecht ass?

2. No wéi enge Kritäre sollen d'Geschäftsleit entschiedegt ginn? Wéi eng Démarchë musse se dowéinst ënnerhuelen? Wéi ginn d'Geschäftsleit informéiert?

3. No wéi engem Schlëssel ginn d'Käschte fir dës Entschiedegung tëscht dem Stat an der Stad Lëtzebuerg opgedeelt?

Réponse (8.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser wëllt wëssen, ob et am Kader vum Chantier Tram eng eventuell Entschiedegung gëtt fir d'Geschäftsleit, déi duerch de Chantier Perten erdroe mussen.

De Stat an d'Stad Lëtzebuerg si sech der Problematik vun de Geschäftsleit ganz bewosst a se wäerten derfir suergen, datt den negativen Impakt vum Chantier fir den Tram esou geréng wéi méiglech op d'Geschäfter bleift. Esou gëtt alles gemaach, fir datt den Accès fir all Geschäft zu all Moment méiglech ass. Och wäert de Maître d'ouvrage a permanentem Kontakt mat de Geschäftsleit stoen, fir individuell op hir Problemer kënnen ze reagéieren.

Nom Vote vum Finanzéierungsgesetz ginn d'Exekutiounspläng gemaach an do gëtt derfir gesuergt, datt um Tracé, wou Geschäfter si respektiv wou Leit wunnen, de Chantier esou séier wéi méiglech weidergedriwwe gëtt, fir datt d'Nuisancë fir d'Leit esou kleng wéi méiglech sinn.

Et ass richteg, datt am Projet de loi iwwert den Tram an der Fiche financière eng eventuell Entschiedegung virgesinn ass, mä déi wäert nëmmen a ganz exzeptionnelle Fäll spillen, wann zum Beispill d'Nuisancë vum Tramschantier iwwert déi vun engem „normalen" Chantier géingen ewechgoen. De Partage vun deene Fraisen tëscht dem Stat an der Stad ass deeselwechte wéi beim Rescht vum Projet.

Question 0203 (7.4.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **mécanisme de résolution unique (SRM) dans le cadre du projet de l'Union bancaire:**

Le projet d'«Union bancaire» doit reposer sur quatre piliers: un mécanisme de surveillance unique (SSM) et un mécanisme de résolution unique (SRM ou «single resolution mecanism») pour les banques de la zone euro, la directive «redressement et résolution des banques» (DRRB) et un système unique de garantie des dépôts (SDGS).

Le 20 mars 2014 est intervenu un accord politique entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne quant au futur mécanisme de résolution unique (SRM) des banques européennes relevant du mécanisme de supervision unique (SSM).

La proposition concernant le SRM repose sur deux éléments principaux. D'une part, l'institution d'un «single resolution board» comprenant des membres permanents, mais aussi des représentants de la Commission, du Conseil, de la Banque centrale européenne et des autorités nationales, qui pourra décider de la restructuration d'une banque, soit en composition plénière pour des restructurations dépassant cinq milliards d'euro, soit en composition exécutive pour des restructurations en deçà de ce seuil. D'autre part, la création d'un fonds de résolution unique alimenté par les contributions des banques elles-mêmes.

En rapport avec le volet SRM de l'Union bancaire, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que le mode de prise de décisions et de gouvernance menant à la résolution d'une banque défaillante issu de l'accord du 20 mars 2014 est favorable au Luxembourg, étant donné la structure de notre place bancaire et du type de banques présentes au Luxembourg (c'est-à-dire essentiellement des succursales et filiales de banques étrangères)?

- Quel sera le coût pour le secteur bancaire luxembourgeois résultant de la mise en œuvre du SRM au Luxembourg? Quel sera le coût résultant de la constitution du fonds de résolution européen?

- Est-ce que l'existence d'une phase transitoire pendant laquelle le fonds de résolution ne sera pas complètement financé ne constitue pas une menace pour la stabilité du secteur bancaire européen dans son ensemble? Est-ce que, d'autre part, le principe de la mutualisation des dépôts nationaux retenu dans l'accord du 20 mars 2014 ne risque pas de porter préjudice au Luxembourg?

Quant aux volets «SGDS» et «DRRB», j'ai la question suivante:

- Est-ce que le retard pris en rapport avec ces deux piliers de l'Union bancaire ne risque pas de porter préjudice à l'équilibre de l'Union bancaire dans son ensemble? Est-ce que l'Union bancaire ne doit pas impérativement réglementer simultanément avec les volets SSM et SRM, dont ils sont le complément, ces deux autres volets?

Réponse (7.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'accord du 20 mars 2014 sur le mécanisme de résolution unique («MRU» ci-après) constitue une étape importante dans la réalisation de l'Union bancaire. Le MRU apportera une réponse paneuropéenne à la résolution de groupes bancaires à activités transfrontalières. Les mécanismes de gouvernance et de prise de décisions du Conseil de résolution («single resolution board») reflètent cette dimension paneuropéenne. C'est ainsi que les décisions de résolution seront prises par le Conseil de résolution dans sa forme exécutive, qui est composé d'un Président et de quatre membres indépendants disposant du droit de vote ainsi que de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne, qui ont le statut d'observateur et ne disposent pas du droit de vote. Les autorités de résolution nationales ne sont pas membres du Conseil de résolution dans sa forme exécutive, mais seront entendues par le Conseil de résolution pour les décisions les concernant. Ce mode de prise de décision vise à soustraire la prise de décision des influences nationales ou politiques et présente des sauvegardes pour les petits États membres.

Les décisions impliquant un recours au Fonds européen de résolution dépassant certains seuils relèvent de la compétence du Conseil de résolution dans sa forme plénière. Dans cette formation les décisions se prennent selon un mécanisme de double vote: d'une part, chaque autorité de résolution nationale disposera d'une voix et d'autre part, les voix des autorités nationales seront pondérées en fonction de l'importance des contributions versées par le secteur bancaire national. Ce mode de prise de décision présente un juste équilibre entre les intérêts en jeu et offre des sauvegardes à la fois pour les petits et grands États membres.

Le niveau cible du Fonds européen de résolution («Fonds» ci-après) sera de 1% des dépôts garantis (soit environ 55 milliards d'euros d'après les estimations). Le Fonds sera alimenté par des contributions à verser par l'ensemble des établissements agréés dans les États membres participant au mécanisme de surveillance unique. Les contributions à verser par les secteurs bancaires nationaux au Fonds varieront fortement selon la méthode de calcul des contributions et plus particulièrement selon que les contributions seront déterminées sur une base nationale ou sur une base paneuropéenne. Force est de constater que la méthodologie pour calculer les contributions n'est pas connue à ce stade. Elle ne sera définie que par la suite dans des actes délégués et des actes d'exécution de la Commission européenne et du Conseil respectivement. Il ne s'avère dès lors pas possible de fournir des informations chiffrées fiables sur le coût du MRU pour le secteur bancaire luxembourgeois. Toujours est-il que le coût risque d'être substantiellement plus élevé si la méthode de calcul des contributions se fondera sur une approche paneuropéenne. Ceci s'explique au regard de l'importance relative du centre financier luxembourgeois par rapport aux systèmes bancaires des autres États membres participant au mécanisme de surveillance unique. Le coût résultant de la constitution du Fonds est estimé à ce stade à 55 milliards.

Le versement des contributions au Fonds est étalé sur une période maximale de huit ans de manière à répartir le coût à charge des banques dans le temps. Le Fonds sera donc doté progressivement de moyens financiers sur une période de huit ans. Tout recours au Fonds est subordonné à l'application préalable des règles de renflouement interne. Les pertes seront dès lors absorbées dans un premier temps par les actionnaires de la banque en difficulté et, dans certaines limites, par les créanciers. Ainsi bon nombre de résolutions bancaires pourront se faire sans un recours au Fonds. En cas d'insuffisance de moyens financiers à disposition du Fonds, ce qui risque d'être le cas surtout durant les premières années de l'existence du Fonds, il pourra être fait appel à des contributions ex post à verser par les banques. Le montant de ces contributions extraordinaires est limité à trois fois le montant des contributions ex ante annuelles. Le Fonds pourra bénéficier en outre de prêts de la part des banques ou de tiers ou encore des fonds de résolution nationaux des États membres ne participant pas au mécanisme de surveillance unique. Il pourra également se refinancer sur les marchés financiers.

La mutualisation des risques est l'objectif même de l'Union bancaire et plus particulièrement du MRU. Les décisions relatives à la surveillance prudentielle des banques seront dorénavant prises au niveau européen par la Banque centrale européenne. Le corollaire en est que les coûts liés à la résolution d'un groupe bancaire seront également absorbés au niveau européen. Si le MRU implique une participation des établissements luxembourgeois (via les contributions versées au Fonds) aux coûts de résolution d'une banque située dans un autre État membre en cas de recours au Fonds, il implique aussi que les coûts liés à la résolution d'une banque luxembourgeoise seront répartis sur un nombre plus important de contributeurs et pèseront dès lors moins sur les établissements de la place. Étant donné que la grande majorité des établissements luxembourgeois font partie de groupes bancaires internationaux, le principe de la mutualisation des risques à la base du MRU présente un intérêt certain pour la place financière du Luxembourg.

Le règlement (UE) portant création du MRU se fonde sur la directive établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement («Directive» ci-après). La Directive fait l'objet d'un accord entre les co-législateurs européens et sera publiée sous peu dans le Journal officiel de l'UE. Elle sera d'application à partir du 1er janvier 2015, sauf pour ce qui est des dispositions relatives au renflouement interne qui n'entreront en vigueur que le 1er janvier 2016. La Directive s'appliquera donc avant que le MRU ne devienne pleinement opérationnel et quelques semaines après la mise en œuvre du mécanisme de surveillance unique fixée au 4 novembre 2014.

À l'instar de la Directive, la directive relative aux systèmes de garantie des dépôts (refonte) fait également l'objet d'un accord entre co-législateurs et sera publiée sous peu au Journal officiel de l'UE. La date d'application de cette directive dépendra de sa date de publication au Journal officiel de l'UE; elle se situera selon toute vraisemblance vers la mi-2015. La directive révisée sur les systèmes de garantie des dépôts vise une harmonisation maximale des régimes nationaux de protection des dépôts, ce qui a mené la Commission européenne à considérer que l'établissement d'un fonds commun de protection des dépôts ne serait pas indispensable au bon fonctionnement de l'Union bancaire.

Question 0204 (7.4.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **mécanisme de surveillance unique (SSM) dans le cadre du projet de l'Union bancaire:**

Le projet d'«Union bancaire» doit reposer sur quatre piliers: un mécanisme de surveillance unique (SSM) et un mécanisme de résolution unique (SRM) pour les banques de la zone euro, la directive «redressement et résolution des banques» (DRRB) et un système unique de garantie des dépôts (SDGS).

En septembre, le Parlement européen et le Conseil se sont accordés sur la réalisation du SSM. D'ici la fin de l'année, la Banque centrale européenne (BCE) prendra en charge la surveillance des banques de la zone euro, et exercera une autorité directe sur les 130 établissements les plus systémiques, qui disposent à eux seuls de plus de 85% des actifs bancaires.

Concernant le mécanisme de surveillance unique (SSM), la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a estimé dans son rapport annuel 2012 paru le 3 mai 2013, que le projet de règlement européen sur le SSM «prévoit le transfert d'un nombre important de compétences en matière de surveillance prudentielle des autorités nationales vers la BCE, dont l'autorisation et le retrait d'autorisation des banques, l'autorisation des actionnaires qualifiés, le contrôle des dispositions légales en matière de fonds propres, de grands risques et de liquidité, le contrôle de la gouvernance, du contrôle interne et de la gestion des risques, l'autorisation des dirigeants et le processus de revue prudentielle». Il s'agit là des attributions exercées actuellement par la CSSF, qui n'aura, dans le nouveau dispositif, plus qu'un rôle d'assistant local de la BCE.

Seules les banques «de moindre importance» continueront à être surveillées par la CSSF, étant précisé toutefois que 1. même pour ces banques-là, les décisions en matière «d'autorisation, de retrait d'autorisation, de l'autorisation des actionnaires qualifiés et de l'exercice de la surveillance complémentaire pour les conglomérats financiers» seront prises par la BCE et 2. au vu des critères - alternatifs - retenus pour définir les banques de «moindre importance», et notamment le critère de la taille relative, il resterait, selon les estimations de la CSSF, environ 70 banques qui continueraient à être surveillées par l'autorité luxembourgeoise - celles, par contre, dont la somme des bilans dépassera huit milliards d'euro, soit 20% du PIB, seront supervisées par la BCE.

En rapport avec le pilier SSM de l'Union bancaire, j'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles banques tomberaient sous le SSM au Luxembourg à l'heure actuelle?

- Quels seront les pouvoirs de la BCE dans le cadre du SSM?

- Alors que le SSM prévoit le recours à des réviseurs externes et conseillers spéciaux aux niveaux européen et national, qui sont ces réviseurs et conseillers et quels sont les coûts supplémentaires qui en résultent? Qui doit supporter ces coûts? Ces coûts sont-ils justifiés dans le cas des banques luxembourgeoises?

Réponse (7.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La BCE est compétente pour exercer la surveillance prudentielle sur l'ensemble des établissements de crédit établis dans les États membres participant au mécanisme de surveillance unique («MSU» ci-après). Elle exercera directement la surveillance prudentielle à l'égard des banques dites importantes. La BCE peut décider, dans certains cas spécifiques, d'exercer également une surveillance directe à l'égard de banques moins importantes.

Aux fins de déterminer l'échantillon des banques appelées à participer à l'exercice de l'évaluation complète («comprehensive assessment»), la BCE a procédé à une identification liminaire des banques importantes. La liste des banques sujettes à l'évaluation complète a été publiée en octobre 2013 et confirmée par une décision de la BCE du 4 février 2014.

Les quelque 130 groupes et entités figurant sur la liste représentent près de 85% de l'ensemble des actifs bancaires de la zone euro. Figurent sur cette liste six entités luxembourgeoises, à savoir:

- Banque et Caisse d'Epargne de l'État, Luxembourg

- Precision Capital S.A. (Holding de Banque Internationale à Luxembourg S.A. et KBL European Private Bankers S.A.)

- State Street Bank Luxembourg S.A.

- RBC Investor Services Bank S.A.

- Clearstream Banking S.A.

- UBS (Luxembourg) S.A.

En outre, environ 65 banques luxembourgeoises (filiales et succursales) font partie d'un des 130 groupes figurant sur la liste provisoire publiée par la BCE et tomberont également sous la surveillance exercée par la BCE. L'ensemble des banques concernées représentent plus de 80% du total des actifs bancaires de la place financière.

La liste définitive des banques qui seront soumises directement à la surveillance de la BCE est en voie d'élaboration; elle sera établie sur base des données financières au 31 décembre 2013. La BCE informera les banques qui seront soumises à sa surveillance directe au moins deux mois avant la date de mise en œuvre du MSU, en l'occurrence le 4 novembre 2014.

La BCE sera chargée de veiller au fonctionnement efficace et cohérent du MSU au sein duquel la BCE et les autorités nationales sont tenues à un devoir de coopération loyale. Le règlement-cadre relatif au MSU définit en détail les modalités de la coopération entre la BCE, les superviseurs nationaux et les autorités macro-prudentielles nationales.

La BCE sera seule compétente pour accorder et retirer les agréments bancaires et pour autoriser les prises de participations qualifiées, qu'il s'agisse d'une banque importante ou d'une banque moins importante. Les superviseurs nationaux assisteront la BCE dans l'exercice de ces tâches. Les requérants adresseront leurs demandes d'agrément et d'acquisition de participations qualifiées aux superviseurs nationaux, qui les apprécieront au regard du droit national et soumettront un projet/une proposition de décision à la BCE. La décision finale d'accorder l'agrément bancaire ou d'autoriser la prise de participation qualifiée appartiendra à la BCE.

La BCE exercera une surveillance directe sur les banques importantes établies dans les États membres participant au MSU. Les superviseurs nationaux prêteront assistance à la BCE. Ils prépareront des projets de décision et participeront à des missions portant notamment sur la surveillance journalière des exigences légales de fonds propres, de la liquidité ou encore des grands risques, sur la vérification de l'honorabilité et des compétences des membres des directions ou des conseils d'administration. Les superviseurs nationaux participeront aux équipes de surveillance prudentielle conjointes («Joint Supervisory Teams») et assisteront la BCE dans l'exécution des décisions prises.

Les superviseurs nationaux exerceront la surveillance prudentielle à l'égard des banques moins importantes suivant les modalités arrêtées dans le règlement-cadre relatif au MSU. La BCE est habilitée à communiquer aux superviseurs nationaux des règlements, des orientations ou des instructions générales sur la manière dont ils doivent s'acquitter de leur mission de surveillance prudentielle.

Les autorités nationales resteront seules compétentes en matière de protection des consommateurs et de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme.

La surveillance macro-prudentielle restera de la compétence des autorités nationales désignées à cet effet. La BCE pourra néanmoins, si elle le juge nécessaire, imposer aux établissements de crédit des exigences plus strictes que les exigences minimales définies dans le droit de l'Union.

Fin 2013 la BCE a engagé un vaste chantier visant à détecter les risques dans les bilans des banques importantes et, le cas échéant, à obliger les banques à ajuster le niveau de leurs fonds propres aux risques encourus. L'exercice, connu sous la dénomination d'évaluation complète («comprehensive assessment»), a pour objectif d'assurer que les banques importantes seront adéquatement capitalisées à la date d'application du MSU.

La BCE est en charge de l'exercice d'évaluation globale, depuis sa conception jusqu'au suivi de son exécution en passant par les considérations stratégiques et méthodologiques et l'assurance

qualité. La BCE a choisi de recourir aux services du cabinet international de conseil Oliver Wyman pour l'assister dans la coordination et la gestion du projet, ainsi que pour lui fournir des services de conseil financier.

Le suivi de l'exécution du projet se fait en étroite coopération avec les superviseurs nationaux de manière à tirer avantage des connaissances et expertises locales. Dans un souci de garantir la cohérence de l'exercice d'un pays et d'une banque à l'autre, la BCE a offert la possibilité aux superviseurs nationaux de se faire également assister par Oliver Wyman. À l'instar de bon nombre d'autres superviseurs concernés, la CSSF a fait usage de cette possibilité dans le respect du droit national régissant les marchés publics.

L'exécution de l'évaluation complète implique pour les banques luxembourgeoises la mobilisation à brève échéance et pour un intervalle de temps limité d'un nombre important de ressources humaines hautement qualifiées et spécialisées en raison du calendrier très serré de l'exercice et de son ampleur et de la complexité de la méthodologie à appliquer. La CSSF a dès lors décidé de recourir pour l'évaluation des bilans à des sociétés spécialisées dans l'évaluation de portefeuilles de crédit et de marché et les a sélectionnées sur base d'une procédure de marché public négocié avec publication préalable d'avis de marché. À l'issue de la procédure, la CSSF a retenu, sur la base des prix et de la qualité des offres remises et en respectant les exigences de la BCE visant à éviter d'éventuels conflits d'intérêts, les offres de KPMG Luxembourg, PricewaterhouseCoopers, Deloitte Audit, ainsi que Ernst & Young Luxembourg.

Les mandats ont été attribués aux sociétés susvisées sur base de l'article 54, paragraphe 2 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, qui habilite la CSSF à nommer un réviseur d'entreprises agréé pour effectuer un contrôle portant sur un ou plusieurs aspects déterminés de l'activité et du fonctionnement d'un professionnel financier. Conformément à cet article, les coûts déterminés sur base des heures effectivement prestées sont à supporter par les banques concernées.

L'évaluation complète a pour objet d'identifier d'éventuels risques dans les bilans des banques, d'améliorer la transparence au niveau des bilans et de rétablir la situation financière des banques en les obligeant le cas échéant à se procurer de nouveaux capitaux propres sur les marchés financiers. L'objectif ultime est de restaurer la confiance du public dans le secteur bancaire, d'asseoir ce dernier sur une base financière solide en vue de la mise en œuvre de l'Union bancaire, d'assurer la stabilité financière dans l'UE et in fine la stabilité de l'euro. Dans la mesure où l'exercice d'évaluation complète permet d'atteindre cet objectif ultime, les coûts liés à cet exercice paraissent justifiés.

Question 0205 (14.4.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **départ annoncé du directeur du Trésor et mandats à pourvoir dans un certain nombre de conseils d'administration:**

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Monsieur le Ministre des Finances concernant le départ annoncé du directeur du Trésor ainsi que les mandats vacants à pourvoir dans un certain nombre de conseils d'administration.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le directeur du Trésor en poste vient de demander un congé sans solde à partir 1er juin 2014? Dans l'affirmative, est-ce qu'un successeur potentiel au poste de directeur du Trésor a déjà été identifié respectivement sélectionné? Si aucun successeur n'a été identifié ou bien sélectionné jusqu'à présent, quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à la nomination d'un nouveau directeur du Trésor?

- Monsieur le Ministre, n'estime-t-il pas que dans un souci de transparence, principe si cher à la nouvelle coalition gouvernementale et réaffirmé récemment par vous-même dans un entretien accordé à un quotidien luxembourgeois, que la nomination au poste de directeur du Trésor devrait faire au préalable l'objet d'un appel public à candidatures, surtout suite à la polémique accompagnant la désignation du nouveau directeur du CTIE?

- Monsieur le Ministre, quand est-ce que les postes dans les conseils d'administration d'un certain nombre de sociétés commerciales et établissements publics où l'État luxembourgeois détient des participations et laissés vacants suite au départ de hauts fonctionnaires du Ministère des Finances seront-ils de nouveau occupés? En particulier, comment est-ce que les mandats du premier conseiller de Gouvernement au Ministère des Finances et ayant démissionné de ses postes au 1er mars dernier, ont-ils été redistribués, à savoir au sein de la BIL, Bourse et CSSF? Sur la base de quels critères les représentants étatiques sont-ils sélectionnés?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il éviter que désormais les hauts fonctionnaires représentant l'État luxembourgeois dans plusieurs conseils d'administration se voient accusés de conflit d'intérêts? Est-ce qu'il existe à l'heure actuelle des représentants de l'État qui ont un conflit d'intérêts réel ou apparent par le fait de siéger dans plusieurs conseils d'administration? Quels seront dans ce contexte le rôle et les attributions de la nouvelle direction chargée des questions liées à la gouvernance et «compliance», annoncée par le Premier Ministre lors du discours sur l'état de la nation?

Réponse (14.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le directeur du Trésor sera en congé sans solde à partir du 1er juin 2014. La vacance de poste a été publiée le 28 avril 2014 sur les sites Internet du Ministère des Finances et du Ministère de la Fonction publique et un appel à candidatures est ouvert jusqu'au 16 mai 2014. Le nouveau directeur du Trésor sera nommé pour le 1er juin 2014, conformément à la loi du 22 février 1985, à l'issue de la procédure de recrutement entamée par les deux ministères.

Les postes devenus vacants dans les conseils d'administration d'entités dans lesquelles l'État détient des participations sont en cours d'attribution en fonction des compétences professionnelles des fonctionnaires désignés et de leurs attributions et tâches au sein du Ministère. Le Gouvernement veille à ce que ces attributions tiennent compte des champs de responsabilités des fonctionnaires concernés, de façon à éviter tout potentiel conflit d'intérêts.

La nouvelle direction affaires multilatérales, développement et «compliance» est en charge des relations avec les institutions financières internationales dont le Luxembourg est membre et surveille le respect par le Luxembourg des obligations plus particulièrement contractées dans le contexte de la lutte contre le blanchiment, la corruption et le financement du terrorisme ainsi que les initiatives du G20, de l'OCDE, du GAFI et du Forum mondial.

Question 0208 (9.4.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **enseignants de religion dans l'école fondamentale:**

Le Gouvernement a annoncé de remplacer l'enseignement religieux et l'éducation respectivement la formation morale actuellement en vigueur par une «éducation aux valeurs» dans l'école fondamentale et dans les lycées. En outre, il a annoncé de mettre en place un dispositif de réorientation professionnel, élaboré en étroite concertation avec toutes les parties concernées, afin de préparer les titulaires de l'enseignement religieux à l'exercice d'un nouvel emploi. Cependant il semble que les enseignants de religion dans l'école fondamentale ne sont, pour le moment, pas du tout impliqués dans ces négociations. En plus il y a une grande incertitude chez les personnes concernées. En général les enseignants de l'enseignement fondamental doivent être détenteurs du diplôme de fin d'études secondaires ou d'autres diplômes reconnus équivalents, mais une partie importante des titulaires de l'enseignement religieux dans l'école fondamentale ne détient pas de diplôme reconnu équivalent à ce niveau d'études. Selon mes informations, les responsables du Séminaire ont déjà proposé à certains enseignants de religion de s'inscrire à l'Université de Lorraine pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU).

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes:

- Les négociations ont-elles déjà été entamées?

- Dans l'affirmative, les enseignants de religion sont-ils impliqués?

- Quelles mesures les Ministres considèrent-ils prendre quant au niveau général d'études requis pour enseigner le cours «éducation aux valeurs» dans l'enseignement fondamental?

- Est-ce que les Ministres envisagent d'obliger les enseignants de religion, souvent en charge de l'enseignement de religion depuis des décennies, de reprendre les études?

- Les frais d'inscription pour le DAEU devraient-ils être supportés par les participants ou auraient-ils droit aux aides financières pour études supérieures?

- Quelles seraient les conséquences pour les enseignants de religion qui refuseraient de reprendre les études?

Réponse (9.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Au cours du deuxième trimestre de l'année scolaire 2013-2014, des discussions préliminaires ont été menées avec des représentants de l'Archevêché, de l'Association luxembourgeoise d'enseignant(e)s d'éducation religieuse et morale dans l'enseignement fondamental, de l'Association luxembourgeoise des professeurs d'éthique ainsi qu'avec des membres des commissions nationales de programmes concernées. Des discussions entre des représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du Ministère d'État et du Ministère de la Fonction publique ont également eu lieu concernant les volets administratifs et juridiques du dossier.

Un groupe de travail interne a été créé au MENJE pour fixer les grandes lignes de la démarche.

Dans une prochaine étape, des enseignants de religion ainsi que des enseignants de formation morale et sociale seront impliqués dans la discussion concernant les aspects pédagogiques et didactiques du cours commun.

Il va sans dire que tous les partenaires institutionnels et non institutionnels seront impliqués aux moments charnières du processus afin que le programme gouvernemental puisse être mis en œuvre dans un esprit de consensus et de sérénité.

Le niveau général d'études requis pour enseigner à l'école fondamentale est fixé dans la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Le cas échéant des dispositions transitoires seront fixées.

Les enseignants ne seront pas obligés de reprendre leurs études. Le cas échéant, ils se verront proposer une réorientation professionnelle dans un secteur en relation avec l'école.

Dans une stratégie personnelle et/ou professionnelle d'apprentissage tout au long de la vie, chaque enseignant est libre de s'inscrire à des formations, que ce soit dans le cadre de formations continues ou de formations diplômantes.

Le MENJE n'est pas compétent en matière d'aides financières pour études supérieures.

Question 0209 (10.4.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **droits de succession:**

Suite à la crise, plusieurs pays européens ont recours, pour favoriser l'attractivité de leur territoire, à des systèmes fiscaux particuliers pour les nouveaux résidents (tel que le Portugal avec un statut de «résident non habituel») ou des taux d'impositions extrêmement favorables sur certains revenus ou dans certaines situations. Ainsi le Portugal pratique une exonération totale de droits de succession et donations en ligne directe et/ou conjoint tandis que l'Italie p. ex. pratique un taux de seulement 8% sur l'entière valeur de l'héritage ou de la donation pour des transferts à une personne tierce (sans lien de parenté).

1. Monsieur le Ministre des Finances peut-il me dire si le Grand-Duché envisage lui aussi des modifications de son régime fiscal pour garder une certaine attractivité?

2. Notamment en ce qui concerne les droits de succession, est-il vrai qu'actuellement au Luxembourg le conjoint survivant sans enfants communs est imposé sur l'héritage de son mari/de son épouse? Est-il vrai que cela vaut aussi pour un enfant qui reçoit plus que la quotité disponible? Si oui, de combien est cet impôt? Quel impôt est dû au Grand-Duché en cas d'héritage par une tierce personne (sans lien de parenté)?

3. Dans ce même contexte, à quel taux est imposé au Grand-Duché l'héritage d'un enfant adopté? Y a-t-il une différence de traitement entre descendants adoptés suivant une procédure d'adoption plénière et descendants adoptés suivant une procédure d'adoption simple?

4. Si le Luxembourg introduisait les mêmes règles/taux d'imposition des héritages que le Portugal (abolition de toute taxation en ligne directe et/ou au conjoint) respectivement l'Italie (taxation à 8% pour héritiers sans lien de parenté avec le défunt), combien serait le montant global du manque à gagner pour l'État?

Réponse (13.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Ad. 1)

Le Gouvernement luxembourgeois veille continûment à doter le Grand-Duché des outils nécessaires afin de rester attractif au niveau fiscal. Ainsi, il y a lieu de citer notamment la circulaire du Directeur des Contributions directes émise en date du 27 janvier 2014 portant sur l'encadrement fiscal des dépenses et charges en relation avec l'embauchage sur le marché international de salariés ou bien le projet de loi relatif à la fondation patrimoniale qui propose, entre autres, d'introduire le principe dit «step up» selon lequel il sera possible, pour une personne physique non résidente qui établit son domicile fiscal au Luxembourg, de réévaluer le prix d'acquisition de titres faisant partie d'une participation importante de cette personne.

Ad. 2)

En vertu de l'article 10 de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits de succession, les droits de succession et de mutation par décès entre époux sans enfants ni descendants communs sont fixés à un taux de base de 5% avec un abattement de 38.000 euros sur la part nette recueillie par le conjoint survivant. Si donc le conjoint survivant sans enfants communs est effectivement imposé sur l'héritage de son conjoint prédécédé, ce constat vaut aussi pour l'enfant qui reçoit plus que la quotité disponible. En effet, l'article 1er de la loi modifiée du 31 janvier 1921 concernant modification de la majoration dispose: «L'héritier en ligne directe qui, soit par testament, soit par institution contractuelle ou autres dispositions soumises à l'événement du décès, acquiert dans une succession, à titre gratuit ou onéreux, des parts auxquelles il n'aurait pas eu de droit sans ces dispositions, acquittera un droit de 2,50% sur la quotité disponible qui lui est léguée par préciput et hors part, et un droit de 5% sur le surplus, la part héréditaire exceptée, et sans distraction des charges autres que le passif existant au jour du décès, admissible dans les conditions des lois en vigueur.»

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Finalement le taux de base en matière de droits de succession entre personnes non parentes est de 15%.

À noter que tous les taux cités au présent paragraphe se trouvent majorés sur base d'un barème progressif prévu par la loi susvisée du 13 juin 1984. Le taux des droits de succession et de mutation par décès est majoré de la manière ci-après déterminée, pour les parts recueillies par chaque ayant droit d'une valeur nette imposable supérieure à 10.000 euros, àsavoir: (barème de majoration prévu par la loi du 13 juin 1984, modifiée par l'article 25 de la loi du 1er août 2001) lorsque cette part excède:

10.000 €	sans dépasser	20.000 €	1/10
20.000 €	sans dépasser	30.000 €	2/10
30.000 €	sans dépasser	40.000 €	3/10
40.000 €	sans dépasser	50.000 €	4/10
50.000 €	sans dépasser	75.000 €	5/10
75.000 €	sans dépasser	100.000 €	6/10
100.000 €	sans dépasser	150.000 €	7/10
150.000 €	sans dépasser	200.000 €	8/10
200.000 €	sans dépasser	250.000 €	9/10
250.000 €	sans dépasser	380.000 €	12/10
380.000 €	sans dépasser	500.000 €	13/10
500.000 €	sans dépasser	620.000 €	14/12
620.000 €	sans dépasser	750.000 €	15/12
750.000 €	sans dépasser	870.000 €	16/12
870.000 €	sans dépasser	1.000.000 €	17/12
1.000.000 €	sans dépasser	1.250.000 €	18/12
1.250.000 €	sans dépasser	1.500.000 €	19/12
1.500.000 €	sans dépasser	1.750.000 €	20/12
1.750.000 €			22/12

Ad. 3)

Les enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière se trouvent complètement assimilés aux descendants en ligne directe en matière de droits de succession et de mutation par décès: en conséquence, ils sont exempts du payement de tels droits à moins qu'ils ne reçoivent plus que la part héréditaire. La loi modifiée du 13 juillet 1959 sur l'adoption a étendu cette assimilation aux:

a) adoptés issus du premier mariage du conjoint de l'adoptant et leurs descendants ainsi que les enfants naturels adoptés par leur auteur et leurs descendants;

b) adoptés pupilles de la nation ou orphelins de guerre et leurs descendants;

c) adoptés qui, dans leur minorité et pendant six années au moins, auront reçu de l'adoptant des secours et des soins non interrompus et leurs descendants;

d) adoptés dont l'adoption aura été demandée avant qu'ils n'aient atteint l'âge de 16 ans et leurs descendants.

Dans tous les autres cas, l'adopté est assimilé par l'article 1er de la loi modifiée du 31 janvier 1921 aux neveux en matière de droits de succession et de mutation par décès avec application d'un taux de 9% soumis au même barème progressif reproduit ci-dessus.

Ad. 4)

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ne peut pas estimer le montant du manque à gagner pour l'État.

Question 0211 (11.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **remboursement de l'allocation complémentaire du revenu minimum garanti:**

Q68

D'Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'garantéiert Mindestakommes (RMG) gesäit am Artikel 18, 1 a) vir, datt déi zousätzlech Allocatioun (allocation complémentaire) muss zréckbezuelt ginn, wann et dem Bénéficiaire nees besser geet (revenu à meilleure fortune).

D'Gesetz gëtt keng Definitioun vun der „meilleure fortune". An der viregter Versioun vum Gesetz ass op deem Punkt op e groussherzoglecht Reglement higewise ginn. Och de „Règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 fixant les modalités d'application de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti" ass op dësem Punkt net prezis, bestëmmt awer, datt et dem Bénéficiaire esou vill besser muss goen, datt en an der Lag ass, en Deel oder de ganze Betrag zréckzebezuelen.

Et schéngt, datt den nationale Solidaritéitsfong d'Definitioun vun der „meilleure fortune" ganz enk gesäit, esou datt een och schonns opgefuerdert gëtt den RMG zréckzebezuelen, wann een eng relativ niddreg Pai kritt, sief et um éischten Aarbechtsmaart, sief et am Kader vun engem Kontrakt an engem Atelier protégé oder beim Ausbezuele vun enger Invalidérent.

Dëst gëtt bestätegt duerch den Aktivitéitsrapport 2013 vum Familljeministère. Do steet ze liesen, datt am Joer 2013 net manner wéi 7,8 Milliounen Euro als Recettë gebucht sinn, vun deene Leit, déi aus dem RMG erauskomm sinn, dëst fir 623 Dossieren. Dëst war eng Steigerung vu ronn 25% zum Joer virdrun.

Dowéinst wéilt ech der Madame Familljeministesch dës Froe stellen:

1. Wéi sinn déi genee Kritären, déi ugewannt ginn, fir festzestellen, datt et dem Bénéficiaire nees esou vill besser geet, datt en an der Lag ass, en Deel oder de ganze Betrag zréckzebezuelen?

2. A wéi engem Dokument sinn dës Bestëmmunge festgehalen? Wien huet déi Kritäre festgeluecht? No wéi enger Prozedur ginn dës Bestëmmunge revidéiert?

3. Wéi eng Montante gi vun de Bénéficiairë verlaangt, deenen et nees besser geet (klengste Montant, gréisste Montant, Moyenne, dëst all Kéiers fir d'Joer 2013)?

4. Wéi eng Recoursméiglechkeeten hunn d'Bénéficiairë vum RMG, wa se mam Zréckbezuelen net averstane sinn? Wéi vill esou Prozedure sinn ageleet ginn, a mat wéi engem Resultat?

5. Deelt d'Madame Minister d'Usiicht, datt, wann déi Kritären ze streng ugeluecht ginn, dëst d'Bénéficiairë vum RMG net incitéiert sech eng Aarbecht ze sichen, respektiv datt d'Leit, déi an de Misär gerode sinn, iwwer ganz laang Joren do net méi erauskommen?

Réponse (29.4.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Rappel de la base légale:

L'article 28 (1) a) de la loi modifiée du 29 avril 1999 relative au RMG dispose que le Fonds national de solidarité réclame la somme par lui versée à titre d'allocation complémentaire contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune par des circonstances autres que les mesures d'insertion professionnelle prévues à l'article 10 ci-dessus;

L'article 22 du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 portant exécution de la loi dont question prévoit que «Si le bénéficiaire d'une allocation complémentaire revient à meilleure fortune dans une mesure telle qu'il peut restituer tout ou partie des arrérages touchés, il est tenu de le faire».

«En cas de refus de sa part, une action en restitution ne peut cependant être intentée contre lui par le Fonds que pour les arrérages dépassant 2.478,93 €».

Les commentaires des articles du projet de loi de la loi du 29 avril 1999 (document parlementaire 4229) indiquent au dernier alinéa de la page 32 ce qui suit: ad article 27 (…) La première précise que la réintégration professionnelle d'un bénéficiaire ne permet plus de le considérer comme étant revenu à meilleure fortune et de l'obliger à restituer les sommes versées. Il est en effet absurde, dans le présent contexte, de décourager de quelque manière que ce soit la réinsertion professionnelle qui reste une des principales finalités de la loi. La restitution reste toutefois obligatoire si le concerné gagne à la loterie, fait un héritage ou s'enrichit par des activités qui ne sont à considérer comme une occupation professionnelle. (…)

Application pratique par ordre des questions posées:

1. D'une manière générale le Fonds réclame les sommes par lui versées dans le passé lorsque le bénéficiaire se voit attribuer une somme-capital du fait d'un héritage, d'une vente immobilière ou par l'attribution d'une somme-capital qui n'est pas un revenu professionnel.

2. La disposition du «retour à meilleure fortune» a déjà été ancrée dans la loi sur la pension de solidarité, introduite en 1960, et reprise dans la première loi relative au revenu minimum garanti en 1986. Les critères d'application sont plus ou moins restés les mêmes, à part que le Fonds a mis en place depuis quelques années un service «restitution» qui suit les affaires de restitution dans le cadre du retour à meilleure fortune, des donations et des successions, qui procède à ce titre à des inscriptions hypothécaires et vérifie régulièrement si les (anciens) bénéficiaires ont reçu un héritage ou ont vendu un bien immobilier. Ceci explique donc la croissance au niveau des recettes.

La procédure et les conditions dans lesquelles la restitution est à faire ont été approuvées par le comité directeur du FNS.

3. Le Fonds procède à la restitution dans les hypothèses prédécrites nonobstant la hauteur et la nature du capital ou de la fortune reçus. Il est possible que la restitution soit demandée pour des montants qualifiés de modeste, cependant, il faut relever que ni la loi ni le règlement d'exécution ne prévoient aucun montant exonéré et la restitution est obligatoire, aucune dérogation n'étant prévue.

4. Les personnes contre lesquelles le Fonds a réclamé la restitution possèdent un droit de recours devant les juridictions de la sécurité sociale. Au cours de l'année passée, le Conseil arbitral de la Sécurité sociale a rendu dix jugements dans les affaires de restitution. Les personnes ont toutes été déboutées de leur requête. Le Conseil supérieur de la sécurité sociale a vidé une affaire en 2013 et a approuvé la décision de première instance.

5. Il faut souligner que le Fonds ne réclame pas de restitution, et la loi n'en prévoit d'ailleurs pas, si une personne reprend une activité professionnelle ou commence une mesure d'insertion professionnelle. Les restitutions dans le cadre de l'article 28 se dirigent contre les bénéficiaires qui ont dûment touché des prestations et ne sont pas à confondre avec les restitutions des articles 26 et 27 qui concernent des trop-perçus qui sont immédiatement à rembourser, sans montant exonéré, et qui peuvent naître du fait d'une reprise d'une occupation professionnelle ou d'un changement des revenus des membres de la communauté domestique.

Question 0213 (11.4.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **mesures en faveur de l'emploi:**

Il ressort du programme gouvernemental que «(f)ace à une panoplie de mesures en faveur de l'emploi, le Gouvernement mettra en place un monitoring de l'efficacité des mesures par une évaluation systématique».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Ministre peut-il m'informer si ce monitoring est déjà en place? Dans l'affirmative, quels sont les premiers résultats dudit monitoring? À défaut de résultats, quand pourra-t-on s'attendre à ceux-ci?

- Quels sont par ailleurs les critères pris en compte pour mesurer l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi?

Réponse (13.5.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

L'évaluation des mesures en faveur de l'emploi est un exercice important qui permet de veiller au bon fonctionnement des différentes mesures. Cette approche a été mise en place au Luxembourg dès 2006 et des mises à jour régulières des résultats ont été présentées à la Commission du Travail de la Chambre des Députés. Ces évaluations ont été réalisées par un centre de recherche indépendant, le CEPS/Instead.

L'exercice d'évaluation sera continué et renforcé, tel qu'annoncé dans le programme gouvernemental. Les mesures jeunes ont été évaluées et adaptées en conséquence. De même, la garantie pour la jeunesse sera évaluée par une approche quantitative et qualitative, une fois que des données suffisantes seront disponibles.

Pour assurer une bonne qualité des résultats, l'Observatoire de l'emploi (RETEL) est actuellement en train de constituer une base de données permettant d'établir des indicateurs d'évaluations adaptées aux différentes mesures qui existent au Luxembourg. Dans ce contexte une refonte des différentes mesures sera proposée et discutée avec les partenaires sociaux.

Les critères pris en compte pour évaluer l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi sont multiples. À côté de l'impact qu'une mesure peut avoir sur les chances d'insertion sur le marché du travail, il s'agit également et surtout d'évaluer la qualité de l'emploi trouvé (durée de l'emploi, probabilité de récurrence de chômage, salaire proposé).

Question urgente 0265 (7.5.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **traitement inégal des partis politiques lors de la campagne électorale pour les élections du Parlement européen:**

Fir en Donneschdeg, de 15. Mee, also an der Wahlcampagne fir d'Europawahlen, luet den Établissement public „Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe" op eng Table ronde an. Op dës ëffentlech Versammlung sinn nëmme véier vun den néng Parteien agelueden, déi zu Lëtzebuerg fir d'Europawale kandidéieren.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës drängend Fro stellen:

- Hält d'Regierung et fir opportun, datt während der Wahlcampagne en Établissement public, deem säi gréissten Deel vu Recetten aus ëffentleche Mëttele staamt, an deem säi Verwaltungsrot ausschliisslech aus Statsbeamte besteet, verschidde Parteie privilegiéiert an anerer bei enger Table ronde ausschléisst?

Réponse commune (8.5.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

D'Gesetz vum 2. August 2002 garantéiert dem Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe wëssenschaftlech, finanziell an administrativ Autonomie. An deem Kader definéiert de Verwaltungsrot d'Strategie an déi generell Virgoensweis vum Centre a suergt duerfir, dass déi befollegt ginn. Zu enger effizienter Gestioun gehéiert, dass de Verwaltungsrot net mat all Detailfro saiséiert gëtt.

De CVCE huet sech, iwwregens zesumme mat dem Europäesche Geriichtshaff, un der ugesprachener Konferenz bedeelegt, am Bestriewen, de Bierger op d'Wichtegkeet vun den Europawahlen hinzeweisen. Mir krute vun der Säit vun der Zeitung „Le Jeudi" d'Konfirmatioun, dass déi Table ronde vun hinnen organiséiert ginn ass an dass et hire redaktionelle Choix war, déi do Invitéen op déi Table ronde ze ruffen an och just véier. An dem Choix vun den Invitéen huet de CVCE iwwerhaapt keng Roll gespillt a gouf och guer net gefrot oder implizéiert.

Mir wäerten déi Responsabel vum CVCE dorun erënneren, bei hiren Aktioune strikt parteipolitesch Neutralitéit anzehalen, wat awer, no onsen Informatiounen, ëmmer de Fall war.

N°06
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Budget 2014 (débats) p. 185
Réseau national de radiocommunication p. 220
Sommaire des séances publiques nos 18-20 p. 227
Sommaire des questions parlementaires p. Q69
18e séance Jeudi 24 avril 2014
19e séance Jeudi 24 avril 2014
20e séance Mardi 6 mai 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Un premier débat public sur une pétition publique

Le 27 mai dernier a donné lieu à une première dans l'histoire de la Chambre des Députés: deux mois après le lancement du nouveau système des pétitions publiques, un premier débat a eu lieu en présence des pétitionnaires.

En cause: la pétition n°333 s'exprimant contre le projet du tramway et en faveur d'un référendum sur le tram. Ayant été la première pétition à dépasser le seuil de 4.500 signatures sur le site Internet de la Chambre - en tout, 7.105 personnes ont signé la pétition en question -, un débat réunissant mandataires publics et initiateurs de la pétition était donc devenu inéluctable.

Au cours du débat, le pétitionnaire M. Philipp Bützow, accompagné de trois autres signataires de la pétition, a tenu à exposer ses craintes en vue de l'impact du tram sur les finances publiques et sur la circulation au sein de la capitale pendant la phase de construction. À l'aune de celles-ci, Philipp Bützow s'est prononcé en faveur de la tenue d'un référendum afin que le projet de la construction d'un tramway puisse être soumis à l'avis du peuple.

En réponse, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. François Bausch, a rappelé qu'un référendum avait été demandé au sujet du tram à plusieurs reprises, en l'occurrence sous forme d'une motion et d'une proposition de loi déposées à la Chambre.

Aucune initiative en faveur d'un référendum n'a pourtant abouti. Sur sa lancée, cartes et graphiques à l'appui, le ministre a encore une fois exposé les tenants et aboutissants du projet.

La discussion qui s'en est suivie entre députés et pétitionnaires a porté avant tout sur la question de l'opportunité d'organiser un référendum à propos de grands projets d'infrastructure étant donné que la prise de décision dans ce domaine fait partie des multiples tâches dévolues aux élus par les citoyens.

À l'occasion de ce premier débat public suite à la mise en ligne d'une pétition publique ayant reçu un nombre suffisant de signatures, les membres de la Commission des Pétitions, de la Commission du Développement durable compétente pour le projet du tram et de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle chargée de la question du référendum avaient trouvé le chemin de la salle plénière.

À l'issue du débat, les députés se sont réunis à huis clos pour tirer les premières conclusions de l'échange. Par la suite, et devant les représentants de la presse, le président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank, a constaté que seuls les députés de l'ADR étaient enclins à l'idée d'organiser un référendum sur le tram. Un consensus, sur un aspect d'ordre plus général, aurait cependant émergé, à savoir celui d'analyser la question de l'opportunité du recours au référendum.



Débat public sur la pétition publique contre le tramway

Pétitions publiques

Dans le souci d'adapter le droit de pétition aux moyens de communication modernes, la Chambre a mis en place fin mars 2014 un système de pétition publique qui se fait intégralement sur son site Internet. Ce système permet de déposer une pétition et de collecter des signatures en ligne. Après l'aval de la Commission des Pétitions et de la Conférence des Présidents, la pétition est ouverte à signature pendant six semaines. Parallèlement, les internautes peuvent discuter du sujet de la pétition dans un forum y dédié. Jusqu'à ce jour, 43 pétitions publiques ont été déposées sur le site de la Chambre (voir la liste de toutes les pétitions) dont 23 sont actuellement ouvertes à signature. Avec la pétition 329 («Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière»), une deuxième pétition a dépassé le seuil des 4.500 signatures. Un débat public vient d'avoir lieu à ce sujet.

D'autres pétitions viennent de dépasser ou dépasseront sous peu le cap des 4.500 signatures et seront suivies d'un débat afférent.

Projet de tram

Le projet de loi 6626 prévoyant la construction, d'ici l'automne 2017, d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire Internationale à Kirchberg a entre-temps été voté en séance publique du 4 juin. Le début des travaux est programmé pour 2015.

Ces travaux comprennent les travaux d'infrastructures de la ligne à proprement parler, la construction du centre de remisage et de maintenance, l'acquisition des rames de tramway, les études et les mesures compensatoires y relatives. Le montant total des travaux à réaliser est estimé à 230.520.000 euros.

Le financement de la réalisation de cette ligne de tramway se fait à deux tiers pour le compte de l'État et à un tiers pour le compte de la ville de Luxembourg.

Le tram devra s'intégrer dans un concept qui à terme est censé réorganiser intégralement la mobilité au Grand-Duché.

14 nouvelles pétitions publiques ouvertes à signature

Depuis le 30 mai, 14 nouvelles pétitions publiques sont ouvertes à signature.

Il s'agit des pétitions suivantes:

- Économies d'énergie (355)

- Méi Sécherheet op de Stroossen (357)

- Pro neie Stadion! (364)

- Gratuitéit vum secondairen Unterrecht, technesch a klassesch, am Artikel 23 vun der Verfassung verankeren (365)

- Umweltfreundliche Mobilität - Aufbau eines Ethanoltankstellennetzes (E-85, Superethanol) in Luxemburg - Installation d'un réseau de pompes Superéthanole (E-85) au Grand-Duché de Luxembourg (370)

- Non aux radars fixes! Oui à la répression des usagers de la route par une police physiquement présente! Say no to fixed radars and a big yes for more police presence on our roads! (372)

- Reconsidérer l'importance fondamentale des parents dans l'éducation de leurs enfants (373)

- Géint deen neie Stadion (376)

- Fir däitlech méi Personal a besser Ëffnungszäite bei der ADEM - Pour une nette augmentation du personnel et un changement des horaires d'ouverture auprès de l'ADEM (381)

- Géint mobil a fix Radaren! (383)

- D'Hondt-Verfahren abschaffen (384)

- Umweltfreundliche Mobilität - Gegen den Aufbau eines Ethanoltankstellennetzes (E-85, Superethanol) in Luxemburg - Contre l'installation d'un réseau de pompes Superéthanole (E-85) au Grand-Duché de Luxembourg (385)

- Alle Bürger Luxemburgs haben das Recht auf ein pestizidfreies Leben (387)

- Referendum zur Einführung der Bürgergesetzgebung von unten (388)

Le Président et des députés reçus à la Cour de justice de l'UE

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et les députés membres de la Commission juridique se sont déplacés à la mi-mai à la Cour de justice de l'Union européenne (CURIA) dont le siège est établi à Luxembourg.

Depuis sa création en 1952, sa mission consiste à assurer «le respect du droit dans l'interprétation et l'application» des traités, c'est-à-dire à veiller, en collaboration avec les juridictions des États membres, à l'application et à l'interprétation uniforme du droit communautaire.

La Cour de justice de l'Union européenne comprend trois juridictions:

- la Cour de justice,
- le Tribunal (créé en 1988) et
- le Tribunal de la fonction publique (créé en 2004).

À ce jour, environ 28.000 arrêts ont été rendus par ces trois juridictions. Deux tables rondes, présidées par M. Vassilios Skouris, Président de la Cour de justice, respectivement par M. Marc Jaeger, Président du Tribunal, ont permis un large échange de vues entre juges et parlementaires.



Des parlementaires visitent la Cour de justice de l'Union européenne.

Face à un nombre d'affaires toujours croissant, seule une hausse généralisée des effectifs de la Cour de justice serait à même d'assurer le traitement des dossiers dans un délai raisonnable. Dans le même contexte, la question des modalités de la procédure de nomination fut aussi abordée. Finalement, une mise en garde fut lancée à propos d'une rotation trop poussée des membres de la Cour de justice ainsi que du Tribunal, initiative qui pourrait se révéler comme préjudiciable à une connaissance approfondie dans des domaines spécifiques ainsi qu'à la qualité des jugements.

Visite du Président hongrois à la Chambre



M. János Áder accueilli par M. Mars Di Bartolomeo.

Les élections européennes ainsi que les relations entre la Hongrie et l'Union européenne ont dominé les pourparlers lors d'une visite de travail effectuée le 23 mai par M. János Áder, Président de la République de Hongrie à la Chambre des Députés.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et M. Áder ont plaidé pour une défense des valeurs fondamentales européennes face à des tendances populistes et extrémistes qui se dessinent de plus en plus sur le Vieux Continent.

M. Di Bartolomeo s'est dit choqué par la montée de l'extrême droite hongroise (Jobbik) qui a remporté 20% des suffrages lors des élections législatives en avril dernier. Il a également relevé que la tendance de certains responsables politiques d'imputer toutes les évolutions négatives à Bruxelles risque de promouvoir des sentiments antieuropéens.

Finalement, le Président de la Chambre a souligné l'importance du respect de la liberté de la presse et de l'indépendance de la justice qui doivent figurer au premier rang de l'arsenal des pays qui se disent démocratiques et respectueux de l'État de droit. Dans ce contexte, il a tenu à saluer la posture incarnée par M. János Áder qui, en tant que «démocrate fort», a bloqué une dizaine de lois controversées dans son pays. M. Áder a été élu Président de la République de Hongrie en 2012.

La traite des êtres humains, forme la plus abjecte de tous les trafics

La traite des êtres humains est considérée comme l'une des atteintes les plus insupportables aux droits de l'Homme.

Selon des statistiques publiées par les Nations Unies et le Conseil de l'Europe, la traite des êtres humains générerait annuellement environ 32 milliards d'euros de chiffre d'affaires et constituerait la troisième forme de trafic la plus répandue au monde, après celles des drogues et des armes. Chaque année, 2,5 millions de personnes tomberaient sous l'emprise des passeurs et de leurs organisations criminelles.

Toujours selon des statistiques publiées par la Commission européenne en 2013, le nombre de victimes avérées et présumées dans l'Union européenne aurait augmenté de 18% entre 2008 et 2010. Parmi ces victimes, 68% seraient des femmes, 17% des hommes, 12% des filles et 3% des garçons.

Toujours selon le même rapport, la principale forme de traite dans l'UE entre 2008 et 2010 a été la traite à des fins d'exploitation sexuelle (62%), suivie de celle à des fins de travail forcé (25%).

Le pourcentage de victimes avérées ou présumées issues de pays hors Union européenne et identifiées sur le territoire de l'Union serait passé de 12% en 2008 à 37% en 2010.

Les principaux pays à partir desquels ce trafic ignoble, rappelant la sombre période de l'esclavage, s'organise sont la Roumanie et la Bulgarie pour les pays de l'Union, le Nigeria et la Chine en dehors de l'UE. Les pays d'Afrique sub-saharienne, le Vietnam, les Philippines ou encore les pays de l'Europe de l'Est sont également très concernés.

Il convient de noter que ces chiffres sont des estimations, étant donné que la traite est par nature un phénomène interlope et clandestin.

Alors que le nombre de personnes victimes de traite est en nette augmentation, le nombre de condamnations pour trafic d'êtres humains a, quant à lui, baissé de 13% entre 2008 et 2010 sur le territoire de l'Union: preuve, s'il en fallait, que les trafiquants ont de plus en plus tendance à passer entre les mailles du filet.

Sur fond de ces chiffres inquiétants décrivant toute l'ampleur prise par le phénomène, une conférence trilatérale organisée conjointement par l'Assemblée Balte, le Conseil Nordique et le Parlement Benelux vient d'avoir lieu fin avril à Tallinn (Estonie).

La Chambre des Députés y fut représentée par MM. les Députés Marcel Oberweis et Roy Reding.

La traite des êtres humains constitue l'une des formes les plus inacceptables de la criminalité organisée, contrevenant aux valeurs fondamentales des droits de l'Homme et notamment au respect de la dignité humaine. Sous le couvert de la tromperie et de la contrainte, les victimes de ce genre de trafic ignominieux sont privées de leur autonomie, de leur liberté de mouvement et de leur libre arbitre, et soumises à différentes formes de maltraitance physique et psychologique.



M. Marcel Oberweis et M. Roy Reding ont représenté la Chambre des Députés à Tallinn.

À ce trafic classique des êtres humains vient désormais se greffer une autre forme de trafic, tout aussi abjecte: le trafic des migrants. Une fois dans les griffes des passeurs et arrivées à leur destination finale, les personnes qui fuient leur pays pour des raisons de persécution politique ou de pauvreté économique sont ensuite obligées de travailler dans des conditions inhumaines, de se prostituer, de mendier, de commettre des vols, etc., pour racheter leur liberté.

La conférence trilatérale de Tallinn a permis de faire le point sur la situation, de fournir des réponses aux questions soulevées et de procéder à l'échange de bonnes pratiques en matière de lutte contre le trafic des êtres humains.

Au cours de son intervention et en sa qualité de Président du Parlement Benelux, M. Marcel Oberweis a fait référence à l'histoire véridique et tragique de Solomon Northup dont le destin vient de faire l'objet d'un film intitulé «Twelve Years a Slave», produit et réalisé par Steve McQueen, sorti en 2013.

Le film se déroule dans l'Amérique des années 1840 et retrace l'histoire de Northup, un homme libre afro-américain («free negro» en anglais), qui est enlevé et vendu comme esclave dans une plantation de la Louisiane.

Quoique ces faits remontent à plus de 150 ans, beaucoup de personnes, aux dires de M. Oberweis, se retrouveraient encore aujourd'hui dans une situation similaire, condamnées à des conditions de vie inhumaines voire à se prostituer ou à voler pour racheter leur liberté.

Une délégation de députés rend visite au contingent militaire luxembourgeois au Kosovo

La paix au Kosovo demeure fragile. Depuis des siècles, Albanais et Serbes revendiquent une présence ancestrale dans cette région des Balkans. Après les bombardements de l'OTAN en 1999, qui visaient à interdire une répression croissante de la part des forces de sécurité serbes et à mettre fin à une situation de quasi-guerre civile, une force de maintien de la paix de l'OTAN - la KFOR (Kosovo Force) - fut déployée au Kosovo pour y stabiliser la situation en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Comprenant à l'origine quelque 50.000 militaires issus des pays membres ou partenaires de l'OTAN, la KFOR en compte désormais dix fois moins. Un peu plus d'une vingtaine de militaires luxembourgeois - le plus gros contingent grand-ducal mobilisé à l'étranger pour une opération de maintien de la paix (OMP) - grossissent les rangs de la KFOR depuis le déploiement d'un premier peloton au Kosovo au sein d'une unité belge en avril 2000.

Le 28 mai dernier, une délégation de parlementaires luxembourgeois, sous la conduite de S.A.R. le Grand-Duc, du Ministre de la Défense, M. Etienne Schneider, et du chef d'État-major de l'armée luxembourgeoise, M. Mario Daubenfeld, s'est déplacée au Kosovo, baptisé République du Kosovo suite à la proclamation de son indépendance en 2008.

Accueillis dans un premier temps au quartier général de la KFOR à Pristina par son commandant en chef, le major-général Salvatore Farina, les hôtes luxembourgeois se sont entretenus avec le haut responsable militaire italien sur les missions de la force de maintien de la paix de l'OTAN et notamment sur la participation militaire luxembourgeoise ainsi que sur la situation actuelle au Kosovo.

Transférée ensuite par hélicoptère au camp de Novo Selo, à 30 km au nord de Pristina, la délégation luxembourgeoise a pu rencontrer le contingent luxembourgeois y installé depuis septembre 2006. Après avoir été présentés aux autorités du camp, les parlementaires ont assisté à la parade du contingent luxembourgeois KFOR 42, stationné au Kosovo depuis février 2014 et jusqu'en juin de cette année.

Lors d'un déjeuner détendu, connaissance fut faite avec les 22 soldats du détachement luxembourgeois. L'occasion aussi de discuter amplement du rôle de leurs différentes missions, qui sont avant tout la recherche de renseignements, les observations statiques et mobiles ainsi que l'exploitation et la diffusion des informations récoltées à la chaîne de commandement de la KFOR.

Les députés ont pu se rendre compte de l'engagement exemplaire des soldats luxembourgeois, de la qualité et du sérieux de leur travail pour le maintien d'un environnement sûr et sécurisé dans cette partie des Balkans de l'Ouest.

Une impression qui s'est confirmée plus tard lors de la visite du hangar des mécaniciens, où les mandataires publics ont pu découvrir tous les équipements qui fondent l'excellence luxembourgeoise en matière de renseignement: lunettes thermiques, véhicules mobiles de renseignement, blindés, armes de dissuasion, etc.

Alors qu'une nouvelle ère est en train de se dessiner au Kosovo - accord historique conclu entre les responsables serbes et kosovars en avril 2013 où la Serbie, en échange de l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE, a renoncé à sa souveraineté sur sa «province»; la tenue d'élections libres en novembre 2013; transfert de la sécurisation de plusieurs sites religieux sensibles de la KFOR à une police «multiethnique» afin de respecter les différentes sensibilités -, ni l'OTAN, ni a fortiori le Luxembourg n'envisagent de réduire leur présence militaire au Kosovo.

M. le Ministre Etienne Schneider indique que les soldats luxembourgeois resteront jusqu'à ce qu'on leur dise de se retirer. La mission de la KFOR n'est pas prête à changer: seul le niveau de ses forces est ajustable en fonction des besoins, en particulier dans le nord du Kosovo, près de la frontière serbe.



La délégation parlementaire se composait de M. Léon Gloden, Mme Diane Adehm, Mme Nancy Arendt, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Gusty Graas et M. Fernand Kartheiser (de gauche à droite).

L'administration parlementaire se présente

Le Service du Compte rendu



Le rôle principal du service est la publication du compte rendu des séances publiques de la Chambre des Députés.

Comme en témoignent les comptes rendus officiels et intégraux parus depuis 1842 comprenant les séances publiques intégrales, statistiques, table des matières, table des orateurs et autres, le compte rendu connaît une longue tradition. Ces recueils étaient à l'époque réservés aux administrations, historiens ou juristes pour lesquels ils constituaient un outil de travail et de recherche précieux.

Les électeurs pour leur part se sont vu distribuer gratuitement, de 1883 à 1979, une version analytique et synthétique allemande, d'abord au lendemain de chaque séance, plus tard sous forme de publication regroupant plusieurs séances dans un numéro. Les débats étaient recueillis par des sténographes, dont des hommes remarquables tels que les écrivains Nikolaus Hein et Batty Weber.

En 1979, le compte rendu analytique céda la place à une publication mot pour mot des discours enregistrés, transcrits dans la langue des intervenants et corrigés par les membres du service du compte rendu de la Chambre. Dans chaque numéro du compte rendu furent insérés dorénavant des articles et photos documentant les activités parlementaires en dehors des séances publiques, un résumé des nouvelles lois ainsi que les questions parlementaires écrites et les réponses afférentes des ministres.

Le contenu du compte rendu n'a plus changé jusqu'à nos jours, tandis que le format et le mode de distribution ont connu une modification avec l'insertion, depuis la session 2002-2003, du compte rendu sous forme de supplément aux quatre quotidiens luxembourgeois «Luxemburger Wort», «Tageblatt», «Journal» et «Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek».

À ceux qui ne sont pas abonnés à un de ces journaux, le compte rendu est envoyé gratuitement sur demande. Il est en outre disponible sur www.chd.lu sous la rubrique «Travail à la Chambre» - «Séances publiques» - «Comptes rendus des séances publiques».

Le compte rendu des séances publiques est le résultat d'un travail en plusieurs étapes:

Les débats enregistrés sous forme de fichiers mp3 sont transcrits en externe. Commence alors le travail des membres de ce service - dont quatre télétravailleuses - qui se compose de Mme Claire Garçon-Wio, M. Jean-Claude Schroeder, Mme Danièle Hubsch, Mme Françoise Bernard, Mme Thérèse Xue-Lamesch, Mme Juliette Ludwig, Mme Anne-Marie Ziger et Mme Gaby Fischbach.

Avec l'appui des documents de support relatifs à la séance publique - procès-verbal contenant bulletins de vote et documents déposés, notes des orateurs, documents parlementaires -, le texte brut est réécouté, relu et corrigé, le cas échéant en ayant recours à l'enregistrement vidéo, mis en forme et complété par les titres, motions, résolutions ou amendements déposés, résultats de vote, etc.

Après seconde relecture, les discours sont transmis aux orateurs pour validation.

Endéans les deux jours ouvrables suivant l'envoi par e-mail, ceux-ci ont la possibilité d'apporter des corrections rédactionnelles mineures, dues à des problèmes d'acoustique par exemple.

À part le compte rendu des séances publiques, le service assure également la publication des articles concernant les rubriques «Actualité parlementaire» et «Nouvelles lois» ainsi que des questions au Gouvernement.

Il en est de même du compte rendu relié qui est réalisé à la suite de chaque session parlementaire; celui-ci contient entre autres une table des matières et une table des orateurs confectionnées par les soins du service du compte rendu («synthèse des travaux» à consulter sur www.chd.lu).

En tant que praticien majeur de la langue luxembourgeoise, le service entretient des contacts et échanges réguliers avec les membres du LOD (Lëtzebuerger Online Dictionnaire) et contribue à la promotion de la langue luxembourgeoise.



Les discours en séance publique sont enregistrés, transcrits et publiés au compte rendu.

Une retraite bien méritée pour M. Jean-Paul Frébutte

Au cours d'une cérémonie sympathique et détendue, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rendu hommage au travail effectué pendant près de 19 ans par M. Jean-Paul Frébutte au sein de l'administration parlementaire.

Au cours de ses vœux de bonne retraite formulés à l'égard de ce spécialiste de l'informatique, connu pour son humour «belge», M. Di Bartolomeo, en sa qualité d'ancien Ministre de la Santé, l'a encouragé à rester actif et en forme pendant sa retraite.

En présence des membres du Secrétariat général et de ses collègues du Service informatique, Jean-Paul Frébutte s'est dit ému par l'attention portée à son égard avant de trinquer avec ses amis à sa santé et à la «3e mi-temps» de sa vie.



M. Jean-Paul Frébutte part à la retraite.

Énergies renouvelables et mobilité transfrontalière



Les représentants de la Chambre des Députés, la médiateure Mme Lydie Err et le Président du CPI, M. Joachim Mertes, lors de la séance plénière à Metz.

La mobilité transfrontalière, les questions énergétiques, mais aussi l'attractivité économique, la gestion des déchets et la coopération avec le réseau des médiateurs de la Grande Région ont figuré au cœur des débats de la 52e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) à Trèves le 16 mai dernier, à laquelle ont participé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, les députés M. André Bauler, M. Alex Bodry, M. Emile Eicher, Mme Cécile Hemmen, M. Roger Negri, M. Serge Urbany ainsi que le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen. En sa qualité de président de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI, M. Roger Negri a soumis deux propositions de recommandation, l'une portant sur les énergies renouvelables et l'efficience énergétique et l'autre sur la gestion des déchets et, en particulier, le recyclage dans la Grande Région.

Adoptée à l'unanimité, la première recommandation sur les politiques énergétiques découle d'une conférence organisée à Trèves le 4 avril et appelle les exécutifs à approfondir la coopération transfrontalière en matière de production d'énergies renouvelables. Les énergies renouvelables constituent un instrument unique combinant une gestion durable des ressources, la protection de l'environnement, le développement économique, la croissance et la création d'emplois. Pourtant, le potentiel des énergies renouvelables est loin d'être exploité de manière suffisante au sein de la Grande Région et le CPI plaide ainsi pour le renforcement de la coopération transfrontalière en la matière.

La deuxième recommandation présentée par M. Negri et adoptée unanimement par le CPI met avant tout l'accent sur les aspects transfrontaliers de la gestion des déchets et en particulier sur la coopération transfrontalière en matière de recyclage. Ainsi, le CPI propose que la Grande Région exploite encore davantage son potentiel en matière de gestion durable des déchets et de recyclage en favorisant ainsi une utilisation efficace des ressources à travers une plus forte coopération. C'est la raison pour laquelle le CPI a notamment formulé le vœu que les régions, communes et entités territoriales de la Grande Région soient mieux informées et reçoivent un soutien accru pour être en mesure de participer à la mise en œuvre efficace des législations européennes et nationales existantes. En se fondant sur des exemples de meilleures pratiques telles que la SuperDrecksKëscht, la recommandation sur le recyclage exige par ailleurs l'instauration d'une politique de création de centres de recyclage socialement engagés, employant notamment des personnes défavorisées et handicapées.

Enfin, la recommandation formule la demande que le Sommet de la Grande Région mette en œuvre une politique coordonnée à long terme permettant d'atteindre, au niveau de la Grande Région en tant que telle et d'ici 2030, un taux de recyclage global de plus de 60%, afin de transformer la Grande Région en région transfrontalière modèle favorisant l'émergence d'une «société du recyclage», telle que proposée par la Commission européenne.

Pour sa part, Mme Isolde Ries, présidente de la Commission «Transports et Communications» a présenté les résultats de la conférence sur la mobilité dans la Grande Région qui a été organisée à Luxembourg le 9 mai dernier et à laquelle 250 experts, élus et citoyens avaient participé.

Sur l'initiative de la médiateure luxembourgeoise, Mme Lydie Err, et du «Bürgerbeauftragten» de Rhénanie-Palatinat, M. Dieter Burgard, les élus de la Grande Région ont également reçu et écouté ces deux ombudsman qui ont plaidé pour une plus forte coopération entre le CPI et le réseau des médiateurs de la Grande Région en vue d'agir ensemble face aux défis transfrontaliers auxquels les médiateurs sont régulièrement confrontés.

La situation en Ukraine au centre des débats



M. Jean-Marie Halsdorf et M. Marc Angel (à droite)

«La Russie doit mettre fin immédiatement à ses ingérences inacceptables dans les affaires intérieures ukrainiennes ainsi qu'à la concentration de troupes à ses frontières occidentales, et exhorter publiquement les forces prorusses présentes dans le sud-est de l'Ukraine à respecter les accords de Genève du 17 avril!»

Le message que les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont lancé à la Russie lors de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée du 29 mai au 1er juin 2014 à Vilnius, ne pourrait être plus clair.

Dans une déclaration adoptée en séance plénière, les membres ont invité la Fédération de Russie à ouvrir avec le président nouvellement élu et le gouvernement ukrainiens un dialogue direct et sincère en vue de trouver une solution pacifique au conflit et à permettre le retour de la Crimée sous la juridiction et le contrôle de l'Ukraine. La Russie a par ailleurs été exhortée à respecter et à protéger la liberté d'expression et la liberté de la presse et à s'abstenir de diffuser des informations erronées destinées à déformer la compréhension de la situation en Ukraine et des points de vue exprimés par les populations et groupes ethniques majoritaires et minoritaires de la région.

Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, a indiqué dans son intervention en séance plénière que les agissements de la Russie en Ukraine ont fourni une justification «malvenue mais sans ambiguïté» de la nécessité pour l'Alliance de conserver des défenses fortes et d'inverser la tendance de fond à la diminution des dépenses militaires. M. Rasmussen a insisté sur le fait que l'OTAN est résolue à protéger l'ensemble de ses membres contre quelque menace que ce soit, et qu'elle en avait les capacités. «Nous sommes prêts à faire ce qu'il faudra, pendant aussi longtemps que nécessaire», a indiqué M. Rasmussen. «Nous sommes déterminés à assurer la protection de n'importe quelle partie de l'Alliance. L'OTAN ne faiblira donc pas et aucun allié ne sera livré à lui-même.»

Dans le cadre de leurs débats, les membres ont également adopté en séance plénière une déclaration concernant l'élargissement de l'Alliance. Les parlementaires invitent instamment les membres de l'OTAN à réaffirmer leur engagement politique fort en faveur de la politique de la porte ouverte et de la perspective euro-atlantique des pays qui aspirent à rejoindre l'OTAN et à poursuivre la mise en place de politiques visant à promouvoir les partenariats et la coopération avec les pays partenaires.

Les membres estiment qu'il est particulièrement important de reconnaître les progrès réalisés par les pays candidats et d'envisager la poursuite du processus d'élargissement de l'OTAN lors du Sommet de l'OTAN au Pays de Galles, au vu des résultats de l'examen d'ensemble devant être achevé en juin 2014.

L'Assemblée a par conséquent demandé à l'Alliance de donner suite à la décision prise lors du Sommet de Bucarest en 2008 selon laquelle la Géorgie deviendrait membre de l'OTAN, et de faire en sorte que ce pays se rapproche de ce statut en lui accordant un Plan d'action pour l'adhésion. Une nouvelle série de mesures concrètes devrait être adoptée pour aider la Bosnie-Herzégovine à remplir les conditions d'activation du Plan d'action pour l'adhésion. Il serait par ailleurs opportun d'ouvrir la voie à l'adhésion du Monténégro à l'Alliance et d'encourager Skopje et Athènes à redoubler d'efforts pour résoudre ce que l'on appelle le «problème du nom», afin de rendre possible l'adhésion de l'ex-République yougoslave de Macédoine à l'Alliance.

Quant aux travaux au niveau des commissions, ils étaient focalisés entre autres sur les développements politiques en Afghanistan, les implications de la guerre civile en Syrie, la sécurité énergétique et la cyber-sécurité.

M. Marc Angel, le nouveau Trésorier, a par ailleurs présenté en séance plénière les comptes de 2013 de l'Assemblée.

La Chambre des Députés était représentée lors de la session de printemps par M. Jean-Marie Halsdorf, président de la délégation, M. Marc Angel, vice-président, M. Alexander Krieps, M. Henri Kox et M. Fernand Kartheiser, membres.

Lutte contre la toxicomanie

6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Le projet de loi vise à modifier certains articles de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie afin de les mettre en conformité avec la réalité et les nécessités du terrain.

Il est notamment envisagé de doter certains agents des douanes et accises des compétences réservées à l'heure actuelle aux officiers de police judiciaire en matière de lutte contre la toxicomanie et de renforcer la coopération entre la Police grand-ducale et l'Administration des Douanes et Accises.

À cette fin, le juge d'instruction et le procureur d'État pourront désormais charger des équipes communes composées de membres des deux corps d'une instruction ou d'une enquête.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 23.03.2012
Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

20.03.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
26.06.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.02.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2014
Loi du 30 mai 2014
Mémorial A: 2014, n°97, page 1488

Fiscalité

6556 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier certaines dispositions de droit fiscal qui risquent d'être en conflit avec les règles du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. En effet, la Commission européenne avait formulé des reproches à cet égard le 27 septembre 2012 (Infractions n°2012/4014 et n°2012/4015).

Il s'agit plus précisément de la découverte et de l'imposition des plus-values latentes dans le cadre du transfert d'une entreprise ou de biens isolés par un contribuable vers un autre État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE: tous les États membres de l'Union européenne, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège) alors que le contribuable continue à en être propriétaire. La dénomination de l'imposition à la sortie („exit taxation") est aussi utilisé dans ce contexte.

Actuellement, si une entreprise quitte le Luxembourg, l'État luxembourgeois a le droit de déterminer le montant de l'imposition sur les plus-values nées pendant la période de résidence ou de rattachement du contribuable ou pendant que les biens transférés se trouvent sur son territoire. Ce droit n'est pas mis en question en soi. C'est le caractère immédiat du recouvrement de cet impôt qui pose néanmoins problème, car il entrave le principe européen de la liberté d'établissement. En effet, cet impôt est actuellement prélevé au moment du transfert des biens vers l'étranger.

Ces dispositions sont potentiellement incompatibles avec les règles de droit prévues par le Traité CE et contraires à la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne. Il est vrai que lors du transfert de leur entreprise ou de leur établissement stable vers un autre État membre de l'EEE, les contribuables non résidents propriétaires d'une entreprise ou d'un établissement stable sur le territoire luxembourgeois se trouvent pour le moment dans une situation plus défavorable par rapport aux contribuables résidents.

Le présent projet de loi vise alors à accorder au contribuable, sur demande et sans intérêts de retard, un sursis de paiement de la dette fiscale aussi longtemps qu'il reste propriétaire des biens transférés et qu'il est contribuable résident d'un État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen.

De plus, le projet de loi sous rubrique porte sur un élargissement de l'article 54 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu relatif à l'immunisation provisoire des plus-values réalisées sur la cession de certains éléments d'actifs en cas de réemploi du prix de cession. Alors qu'actuellement le réemploi devait se faire dans une entreprise établie au Luxembourg, il est proposé d'étendre le report d'imposition aux biens économiques investis dans un établissement stable situé dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État de l'EEE.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 15.03.2013
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

04.03.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
29.04.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2014
Loi du 26 mai 2014
Mémorial A: 2014, n°93, page 1443

Produits chimiques dangereux

6572 - Projet de loi

a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Le projet de loi vise certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012. Il abroge la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux. Ce dernier est abrogé à compter du 1er mars 2014 et remplacé par le règlement (UE) n°649/2012 précité, qui procède à une refonte du règlement (CE) n°689/2008 à la lumière de l'expérience acquise et à un alignement sur le règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006.

Le projet de loi désigne le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions pour assumer la fonction d'autorité nationale désignée et l'Administration de l'Environnement est chargée de l'exécution des tâches administratives. Le projet de loi prévoit aussi des sanctions pénales applicables aux violations des dispositions prévues.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 02.05.2013
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.05.2013	Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: Henri Kox):

12.02.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
26.02.2014	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
30.04.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2014

Commerce des armes

6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013

Le Traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril 2013 par une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, établit des normes internationales communes, strictes et juridiquement contraignantes pour l'importation, l'exportation et le transfert des armes conventionnelles, des munitions, pièces et autres composants qui s'y rapportent, afin de rendre ce commerce plus responsable et plus transparent.

Considérant que la réglementation du commerce international des armes conventionnelles et la prévention de leur détournement ne devraient pas faire obstacle à la coopération internationale et au commerce licite de matériel, d'équipements et des technologies à des fins pacifiques, le Traité institue des normes pour les transferts d'armes conventionnelles et impose aux États qui y sont parties de prendre les mesures qui s'imposent pour contrôler que les armes et munitions ne seront notamment pas utilisées pour commettre des infractions aux droits de l'Homme, des actes de terrorisme et de violation du droit humanitaire, ou ne seront pas susceptibles d'être détournées à de telles fins. Le Traité impose également aux États parties l'adoption de mesures visant à assurer plus de transparence, notamment par la tenue de registres et l'échange d'informations.

De par les normes qu'il introduit, le Traité contribuera à prévenir et à éliminer le commerce illicite d'armes conventionnelles ou le détournement des armes à l'échelle mondiale. Il devrait non seulement permettre le renforcement des efforts de paix, de stabilité et de sécurité, mais aussi la réduction de la souffrance humaine. Le Traité devrait, enfin, constituer une occasion de promouvoir la coopération, la transparence et l'action responsable des États parties en matière de commerce international des armes conventionnelles, et de bâtir ainsi la confiance entre ces États.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.09.2013
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

03.03.2014	Nomination d'un rapporteur
10.03.2014	Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.05.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2014
Loi du 23 mai 2014
Mémorial A: 2014, n°89, page 1406

«Cristal rouge»

6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix Rouge

Le projet de loi a pour objet de ratifier le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), adopté à Genève le 8 décembre 2005, et de mettre la législation relative à la protection des signes distinctifs en conformité avec les obligations internationales qui incombent au Grand-Duché de Luxembourg.

Par «signe distinctif», il y a lieu d'entendre l'emblème qui est utilisé pour symboliser le secours. Dans le cadre de conflits armés ou de catastrophes naturelles, le signe distinctif sera arboré par les unités et moyens de transport sanitaires de l'Armée et du personnel associé pour se voir conférer le statut de protection internationale. L'emblème doit être considéré par tous comme étant neutre, universel, avec une signification qui lui est propre, sans distinction religieuse, ethnique, raciale, régionale ou politique. Pour remédier à des problèmes de cette nature, un signe distinctif additionnel a été adopté par le troisième Protocole.

L'idée d'un emblème unique a été abandonnée en 1929. Une solution de compromis fut confirmée lors de l'adoption en 1949 des Conventions de Genève. Ainsi, le croissant rouge et le lion-et-soleil rouge ont été reconnus comme signes distinctifs pour les pays qui en faisaient déjà usage (statut d'exception), tandis que l'emblème de la croix rouge s'est vu confirmé en tant que symbole universel du secours. Or, un certain nombre de pays ont refusé d'adopter l'un des emblèmes consacrés par les Conventions de Genève de 1949, au motif qu'ils ne se reconnaissent dans aucun d'entre eux. Reconnaissant ces difficultés et dans le souci d'augmenter la protection des personnes arbo-

rant les signes distinctifs, les parties aux Conventions de Genève n'ont cependant pas voulu opter pour le remplacement des signes distinctifs existants par un emblème unique. Ceci en raison de l'attachement dont la croix rouge et le croissant rouge font l'objet dans les pays où ces symboles sont utilisés. Il a donc été opté pour la solution de mettre à disposition des États qui se voyaient empêchés, en raison de leurs convictions, d'utiliser les emblèmes existants, une option additionnelle, dénuée de toute connotation religieuse, politique ou culturelle. L'emblème choisi est composé d'un cadre rouge, ayant la forme d'un carré posé sur la pointe, sur fond blanc. L'appellation à donner au signe distinctif additionnel est celle du cristal rouge.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

03.03.2014 Désignation d'un rapporteur

17.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

31.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2014

TVA

6642 - Projet de loi

- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la transposition dans la législation nationale de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services.

Cet article de la directive mentionnée, modifie, à partir du 1er janvier 2015, les règles déterminant le lieu des prestations de services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ainsi que des services fournis par voie électronique par des assujettis établis dans l'Union européenne à des personnes non assujetties établies dans Union européenne. Alors que, jusqu'à présent ces prestations de services étaient imposables au lieu d'établissement du prestataire, le texte modifié prévoit que le lieu des prestations de services mentionnées fournies à une personne non assujettie est le lieu où cette personne est établie ou a son domicile ou sa résidence habituelle. Ce changement est en ligne avec les efforts européens d'appliquer le principe de destination lors de l'imposition de services.

Néanmoins, afin de simplifier les obligations qui incombent aux entreprises ayant des activités dans des États membres où elles ne sont pas établies, il convient de mettre en place un système leur permettant de se faire identifier à la TVA et de déposer leurs déclarations périodiques par l'intermédiaire d'un seul point de contact électronique. Ce régime s'inspire de celui déjà prévu en faveur des opérateurs établis en dehors de l'Union européenne et qui permet à ceux-ci de ne s'inscrire que dans un seul État membre pour tous les services électroniques effectués à l'intérieur de l'Union européenne à des personnes non assujetties à la TVA. De plus, les obligations déclaratives en lien avec ce régime particulier sont harmonisées au niveau communautaire. Le projet de loi sous rubrique a donc pour objet de dresser le cadre légal régissant le régime particulier destiné aux assujettis établis dans l'Union européenne, alors que des règlements communautaires, directement applicables, établissent les modalités qui doivent assurer le fonctionnement du régime d'un point de vue pratique.

Vu que certaines de ces modifications concernant le lieu des prestations des services sont susceptibles d'avoir un impact sur le budget des États, le texte de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 prévoit qu'il convient d'étaler ce dernier sur une durée de quatre années. En effet, si une entreprise passe par le guichet unique dans un État membre, en l'occurrence au Luxembourg (appelé «mini one-stop shop» à partir de 2015), alors celui-ci peut garder en 2015 et 2016 30% des recettes TVA générées par les prestations de services fournies aux utilisateurs situés dans un autre pays de l'UE, ensuite 15% en 2017 et 2018, avant de passer à 0% à partir de 2019.

Par ailleurs, le projet de loi sous rubrique a également pour objet de modifier certaines dispositions de la loi TVA aux fins de leur actualisation d'un point de vue technique, ainsi que pour tenir compte d'une recommandation spécifique de la médiateure relative au délai de réclamation.

En effet, en vertu de l'article 76 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, les bulletins de rectification ou de taxation d'office peuvent être attaqués par voie de réclamation, celle-ci devant être impérativement introduite dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du bulletin. Il a cependant été constaté qu'il peut arriver qu'un assujetti se voit forclos d'exercer une telle réclamation, parce qu'il ne l'a pas introduite dans le délai légal, alors qu'il a été, sans faute de sa part, dans l'impossibilité d'agir. C'est cette situation qui a fait l'objet d'une recommandation de la médiateure.

Il est proposé de remédier à la problématique décrite en prévoyant qu'un assujetti se trouvant dans une telle situation peut demander à être relevé de la forclusion, à condition que cette demande soit introduite dans les quinze jours à partir du moment où l'impossibilité d'agir a cessé et au plus tard dans le délai de six mois à compter de l'expiration du délai de réclamation. En cas de rejet de la demande, l'assujetti dispose de la faculté de se pourvoir en justice.

S'agissant d'une mesure exceptionnelle, l'assujetti qui entend en bénéficier doit prouver que le respect du délai lui était impossible. La mesure en question ne saurait en effet conduire à ce qu'elle soit abusivement utilisée comme moyen de contourner le délai légal prévu pour la réclamation. Aussi, les assujettis ne sauraient-ils se retrancher derrière le manque de diligence de leurs représentants pour s'exonérer de toute faute en relation avec la forclusion.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.01.2014

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

22.04.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

29.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2014

Loi du 26 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°93, page 1444

Échange d'informations fiscales

6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et son protocole d'amendement, et d'adapter par conséquent la loi générale des impôts.

Cette Convention a été conjointement élaborée par le Conseil de l'Europe et par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle porte sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales afin de permettre une coopération croissante entre les autorités fiscales. En effet, elle offre un cadre multilatéral à la coopération entre États dans la lutte contre la fraude fiscale internationale. La coopération couvre divers aspects comme l'échange de renseignements, la notification de documents et le recouvrement des créances fiscales étrangères. L'échange peut se faire sur demande, par procédure automatique ou de manière spontanée.

La Convention a été ouverte le 25 janvier 1988 à la signature des États membres du Conseil de l'Europe et des pays membres de l'OCDE. Elle a été révisée en 2010 principalement en vue de l'aligner sur la norme reconnue sur le plan international en matière de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales et de permettre aux États qui ne sont pas membres de l'OCDE ou du Conseil de l'Europe de la signer. Élaborée par les pays membres et non membres de l'OCDE qui travaillent ensemble au sein du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, cette norme est reconnue sur le plan international et est incluse dans l'article 26 du Modèle de Convention fiscale de l'OCDE.

Le Luxembourg a signé la Convention ainsi que son protocole d'amendement en date du 29 mai 2013 à Paris. La Convention donne au Luxembourg entre autres la possibilité de recouvrer des impôts et taxes en dehors de son territoire, élargissant ainsi ses compétences actuelles.

Comme prévu par l'article 30 de la Convention, les États signataires ont la possibilité de formuler des réserves bien définies au moment de la signature ou du dépôt de leur instrument de ratification. Le Luxembourg opte, sur base de cet article, pour n'accorder aucune forme d'assistance pour certaines catégories de renseignements. Les seuls impôts auxquels s'applique la Convention dans le cas du Luxembourg sont l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur le revenu des collectivités, l'impôt sur la fortune et l'impôt commercial communal.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.01.2014

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

22.04.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

29.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2014

Loi du 26 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°93, page 1434

Conseil de l'Ordre des avocats

6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Le projet de loi a pour objet de porter la durée du mandat du Conseil de l'Ordre des avocats d'un à deux ans. Cette modification a été l'objet d'une demande conjointe des Ordres des avocats du Barreau de Luxembourg et de Diekirch. La durée d'un an du mandat des membres du Conseil de l'Ordre, et donc aussi du Bâtonnier, pose problème à plusieurs niveaux.

Premièrement, la limitation de la durée du mandat à un an, jugée trop courte, a fait que des Bâtonniers sortants se sont présentés pour un deuxième mandat, avec comme conséquence que chaque deuxième année le Conseil de l'Ordre ne comprenait pas de Bâtonnier sortant, personne de droit pour aider à garder une certaine mémoire institutionnelle.

Deuxièmement, vu qu'un mandat d'une année est jugé insuffisant pour les membres du Conseil de l'Ordre, il est d'usage qu'ils se présentent pour un deuxième voire troisième mandat.

Troisièmement, il y a lieu d'aligner la durée du mandat des membres du Conseil de l'Ordre à celles des membres du Conseil disciplinaire et administratif et sur celles des membres du Conseil disciplinaire et administratif d'appel.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 17.01.2014

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

19.03.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

02.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2014

Loi du 30 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°98, page 1490

Réseau national de radiocommunication

6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

Actuellement les services de sécurité et de secours luxembourgeois communiquent par le biais du Réseau radio intégré des forces d'intervention (RIFO). Ce réseau date des années 1970 et a recours à la technologie analogique. À l'ère numérique, un tel réseau ne répond plus aux standards internationaux en matière de communication tout court et à plus forte raison en matière de communication au niveau des services de sécurité et de secours. Il ne répond, de ce fait, non plus aux besoins manifestes en matière de sécurité de transmission des communications (cryptage) et d'interopérabilité des réseaux entre pays voisins. Alors qu'une urgence certaine serait donnée rien que par le fait que le Luxembourg n'a pas encore sauté le pas vers les technologies numériques dans ce domaine, il devient impératif de mettre

ce nouveau réseau numérique en place en vue de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au second semestre 2015.

S'agissant de l'interopérabilité avec nos pays voisins, l'État a judicieusement opté pour la technologie en matière de radiocommunication des services de sécurité publique que la Belgique et l'Allemagne ont mis en place. Les systèmes de ces pays sont similaires au réseau que la France a choisi avec TETRAPOL. Ces réseaux fonctionnent sur base de la technologie numérique TETRA (Terrestrial Trunked Radio) qui est une norme harmonisée européenne de l'ETSI (European Telecommunications Standards Institute). Le RENITA luxembourgeois (Réseau national intégré de radiocommunication), bien que son utilisation puisse être étendue à d'autres services, est en premier lieu destiné à l'Administration des Douanes et Accises, l'Administration des Ponts et Chaussées, l'Administration des Services de Secours, y compris les services d'incendie et de sauvetage communaux, l'Armée, le Centre de Communications du Gouvernement, le Haut-commissariat à la Protection nationale, la Police grand-ducale et le Service de Renseignement de l'État.

Le réseau RENITA devra couvrir la totalité du territoire (forêts, tunnels autoroutiers et ferroviaires), ainsi qu'assurer la couverture à l'intérieur de certains immeubles, nécessitant la mise en place de 75 stations de base.

Au niveau de la procédure de marché public, il est relevé qu'il s'agit d'un projet complexe et exceptionnel prévu de s'étendre au moins sur une durée de 15 ans.

Le Gouvernement a décidé de conclure pour le projet RENITA un contrat pour le déploiement du réseau et ensuite son exploitation avec un investisseur privé. Les services à fournir par l'opérateur comprennent la mise en place d'un réseau de radiocommunication destiné à l'usage exclusif du pouvoir adjudicateur et des utilisateurs désignés par lui, et son exploitation sur une durée de quinze ans. L'opérateur demeurant le propriétaire des éléments du réseau RENITA, il lui revient également d'assumer les risques liés à la propriété tant que le pouvoir adjudicateur n'aura pas exercé son option d'achat prévue au contrat. Il a donc été opté, pour des raisons évidentes liées à la complexité de cette technologie et au personnel que l'État serait amené à engager pour assurer la maintenance et l'opérabilité du réseau, pour un tel partenariat public-privé. La nécessité d'assurer à la fois la stabilité et la fiabilité de ce réseau et son amélioration continue plaident également en faveur de cette solution.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.02.2014
Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):
22.04.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
29.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2014
Loi du 20 mai 2014
Mémorial A: 2014, n°85, page 1389

Budget 2014

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques

Le budget de l'État pour l'exercice 2014 est arrêté:

en recettes à la somme de	12.125.334.342 €
soit:	
recettes courantes	12.051.964.945 €
recettes en capital	73.369.397 €
en dépenses à la somme de	12.297.467.197 €
soit:	
dépenses courantes	11.259.354.020 €
dépenses en capital	1.038.113.177 €

Le solde prévu à l'issue des travaux relatifs à l'établissement du budget de l'État 2014 se chiffre au niveau de l'administration centrale à 545 millions d'euros. Ce déficit est moins important qu'initialement prévu. En effet, le nouveau Gouvernement s'est dès son entrée en fonction plié à un exercice d'économies qui s'est soldé par une réduction des dépenses de 230 millions d'euros.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.03.2014
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
20.03.2014 Examen du projet de budget du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):
02.04.2014 Échange de vues avec le Premier Ministre au sujet des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant la commission

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace
(Présidente: Mme Simone Beissel):
17.03.2014 Examen des volets budgétaires de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
31.03.2014 Examen des volets budgétaires des Media et des Communications

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
20.03.2014 Examen du projet de budget du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président: M. Gilles Baum):
26.03.2014 Échange de vues avec la Ministre de la Famille et de l'Intégration au sujet des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant la commission

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):
04.02.2014 Désignation d'un rapporteur
04.03.2014 Présentation d'un calendrier des travaux de la commission
05.03.2014 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances, le Directeur de l'Inspection générale des Finances et des représentants du Trésor
07.03.2014 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines
Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Contributions directes
11.03.2014 Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Douanes et Accises
14.03.2014 Échange de vues avec le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)
25.03.2014 Présentation de l'avis de la Cour des comptes
25.03.2014 Échange de vues avec les représentants du Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD)
28.03.2014 Échange de vues avec des représentants de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)
02.04.2014 Échange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
07.04.2014 Présentation du volet concernant le Ministère des Finances par le Ministre des Finances
Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen des avis des chambres professionnelles
09.04.2014 Échange de vues avec des représentants du Comité de prévision
10.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport
22.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
20.03.2014 Échange de vues avec le Ministre au sujet des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant les deux commissions (Affaires étrangères et Force publique)
31.03.2014 Présentation des volets concernant le Ministère des Affaires étrangères et européennes et le Ministère de l'Immigration et de l'Asile
Présentation du volet concernant le Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire

Travaux de la Commission de la Force publique
(Présidente: Claudia Dall'Agnol):
20.03.2014 Échange de vues avec le Ministre au sujet des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant les deux commissions (Affaires étrangères et Force publique)

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):
26.03.2014 Examen des volets budgétaires concernant l'Éducation nationale, l'Enfance et la Jeunesse

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs
(Président: M. Gusty Graas):
31.03.2014 Présentation des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):
25.03.2014 Présentation et examen du projet de budget du Ministère de la Santé

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):
10.04.2014 Présentation des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant le Ministère de l'Économie

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
(Président: M. Yves Cruchten):
20.03.2014 Examen des volets budgétaires concernant la Fonction publique et la Réforme administrative

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):
02.04.2014 Présentation du volet concernant le Ministère de la Justice

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: Georges Engel):
31.03.2014 Examen du projet de budget du Ministère de la Sécurité sociale

Vote en séance publique: 24.04.2014
Loi du 29 avril 2014
Mémorial A: 2014, n°65, page 685

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. le Président*

2. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)

- *Discussion générale: M. Claude Wiseler (interventions de M. Jean Asselborn, M. Gast Gibéryen, M. Alex Bodry), Mme Joëlle Elvinger, M. Alex Bodry (M. Claude Wiseler intervient)*

3. Ordre du jour

- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Mme Maggy Nagel et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e schéine gudde Moien emol fir d'Éischt. Ech maachen d'Sëtzung heimat op.

Ech froen d'Regierung direkt, ob se Kommunikatiounen ze maachen huet.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Dat ass net de Fall, Här President. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Mir géifen dann haut de Moie weiderfuere mat de Budgetsdebatten, dem eigentlechen Deel vun de Budgetsdebatten, den Interventioune vun deenen eenzelnen Deputéierten.

Dir wësst, datt d'Riedezäit nom Modell 5 festgeluecht ass. Ech wëll just kuerz soen, wat dat heescht: D'CSV huet 165 Minutte Riedezäit, d'LSAP wéi d'DP 115, déi gréng 80, d'ADR 37 an eng hallef, déi Lénk 25 an d'Regierung insgesamt 50 Minutten. Doniewent kommen dann déi Zäiten, déi virgesi si fir d'Motiounen, déi Der och kennt.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Wiseler fir d'CSV, d'Madame Elvinger, den Här Bodry, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen, den Här Turpel, den Här Spautz, den Här Kartheiser, den Här Roth an den Här Mosar. Ech géif dann direkt deem éischte Riedner, dem Fraktiounschef…

Une voix.- Vize!

M. le Président.- ...adjoint vun der CSV, dem Här Claude Wiseler, d'Wuert ginn. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

2. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech fir d'Éischt selbstverständlech dem Rapporteur villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi en trotzdeem a kuerzer Zäit gemaach huet, an och der Kommissioun, fir d'Éischt ënnert der Présidence vum Marc Hansen, dann duerno vum Eugène Berger, fir déi Aarbecht, déi se an e puer Wochen iwwert d'Bühn kritt huet.

Et ass effektiv eng ganz besonnesch Situatioun gewiescht, well mer am Fong exzeptionell ze dinn hu mat am Fong der zweeter Partie vun engem Budget, der zweeter Partie vum Budget 2014, an enger Regierung, déi bal fënnef Méint am Amt ass. A mir sinn eis alleguer bewosst, datt dat net duergeet, fir alles ëmzesetzen, wat ee sech virgeholl huet, an datt een och fënnef Joer Zäit huet an enger Legislaturperiod, fir dee Programm ëmzesetzen. Dat liicht eis jo alles an.

Op där anerer Säit hu mer awer och der Regierung nogelauschtert, a gutt nogelauschtert an deene leschte fënnef Méint. An d'Regierung huet vill gesot an huet och vill Erwaardunge suscitéiert, notamment och Erwaardunge scho fir dëse Budget, dësen zweeten Deel vum Budget 2014.

Dat hei ass e Budget, mat deem sollten déi éischt grouss nei Akzenter gesat ginn. Dat hei war e Budget oder ass ugekënnegt ginn als Budget, dee soll de Beweis bréngen, datt an dësem Land den neie Wand amgaang wär ze blosen, datt eng nei Politik géif ëmgesat ginn, datt déi éischt richteg Schrëtt an déi richteg Richtung géife gesat ginn, déi éischt Spuermoossnamen, déi richtungsweisend fir eng ganz nei Politik wären. Esou ass dat Ganzt während dräi, véier Méint ugekënnegt ginn, an der Regierungserklärung ugekënnegt ginn, duerno am État de la nation, an deem net vill drastoung, mä an deem op de Budget 2014 verwise ginn ass. An do war natierlech d'Spannung ganz grouss.

A wéi de Budgetsminister de Budget hei déposéiert huet, huet e sech selwer en Oscar décernéiert an huet en och ugeholl. Mä do war e wahrscheinlech amgaang mat deem Oscar-Décernement, dee Lëtzebuerg krut, a war ze vill enthusiastesch dee Moien. Duerno huet en och an engem „Wort"-Artikel gesot, e wär ee vun deene fläissegste Ministeren. Gëschter hunn ech gelies, datt e considéréiert, datt déi Aarbecht, déi gemaach gëtt a sengem Ministère, eng herkulesch Aarbecht ass.

Wann een natierlech déi Wierder gebraucht, Här Gramegna, da suscitéiert een natierlech eng grouss Erwaardung an dann ass et verständlech, datt um Ufank sech eng ganz Rei Froe gestallt ginn an datt mir och an deem Dilemma waren, deen Dir gëschter gutt beschriwwen hutt: Ass dat hei dann elo e Budget, wou mer d'Regierung solle beim Wuert huelen, wou mer solle kucken, datt och déi éischt Ufänk vun enger neier Politik gemaach ginn, wou mer hir am Fong solle gleewen, wat se gesot huet, datt hei den neien Ufank, den éischten Deel vun der kopernikanescher Revolutioun géif ëmgesat ginn?

Oder solle mer all déi Wierder net seriö huelen an am Fong dee Budget huele fir dat, wat en nëmmen nécessairement ka sinn, just en Transitiounsbudget, dee vläicht e liichte gréngen, bloen, rouden Ustrach kritt huet, mä net méi an net manner? An ech wëll dat och net kritesch soen: „Transitiounsbudget", mä just et vergläiche mat deene Wierder, déi virdru gebraucht gi sinn, a mat deenen „Hoffnungen" - tëschent Gänsefüßchen -, déi hätte solle suscitéiert ginn.

Ech hu just gëschter festgestallt, datt hei wéi op villen anere Punkten de Finanzminister zréckkomm ass op all déi Ukënnegungen, déi gemaach gi sinn, an datt mer hei mat engem Transitiounsbudget ze dinn hunn, sans plus.

De Budget 2013 - e puer Wuert, ier mer zu deem vun 2014 kommen. Wat ass an deene leschte Jore geschitt? Wat ass virdru geschitt? Wéi déi lescht Regierung ugefaangen huet, do ware mer um Ufank vun enger weltwäiter Wirtschafts- a Finanzkris.

Dir kënnt lech dat erënneren, dat ware Méint, Joren, déi net evident waren, fir kee vun eis evident waren, wou d'Finanzplaz ganz staark touchéiert war, wou Angscht och hei an der Chamber zu Lëtzebuerg war, well et schwiereg war ze gesinn, wéi zu Lëtzebuerg, wéi an Europa dat Ganzt géif weidergoen. Eng grouss Onsécherheet, duerch déi och op där anerer Säit de Konsum erofgaangen ass, well d'Leit veronséchert waren an enger Situatioun, déi jiddwereen als schwiereg emfonnt huet, wou Investissementer méi lues gaange si wéinst där Situatioun, wou d'Regierung huet missen en urgence iwwert d'Weekender alt Aktiounen huelen a couragéiert Décisioune sengerzäit geholl huet, fir de Bankesystem hei zu Lëtzebuerg oprechtzëerhalen, wat duerno och natierlech haut heiansdo kritiséiert gëtt, notamment wa mer iwwert d'Dette publique schwätzen, wou d'Regierung Milliarden investéiert huet, fir de System um Fonctionnéieren ze halen.

Et soll ee sech un déi Situatioun erënneren, wann een iwwert déi lescht Jore schwätzt. An do sinn och enorm wichteg Décisioune geholl ginn. Notamment ass probéiert ginn, op d'Fro ze äntwerten, wéi een déi Kris kéint meeschteren, well dat wousst hei an Europa déizäit kee richteg.

Mir hunn an deene Jore virdrun eng antizyklesch Politik op d'Bee gesat. Mir hunn déi an der Chamber, an ech ka mech gutt drun erënneren, och laang diskutéiert. An déi antizyklesch Politik ass och vu jiddwerengem heibannen akzeptéiert ginn, well gesot ginn ass, datt dat dat Eenzegt wär, wat an deene Joren do ze maache wär, fir am Fong eng Ekonomie, déi touchéiert war duerch d'Erofsetze vum Konsum, a Bewegung ze halen a fir ze assuréieren, datt och eis Betriber, haaptsächlech eis mëttelstännesch Betriber, net ze vill géifen ënnert der Kris leiden an och iwwerhaapt nach géifen existéieren dee Moment, wou et erëm lues géif unzéien. Do war och jiddwereen domat d'accord, wéi déi Politik iwwer eng Rei Jore gemaach ginn ass.

Mir hunn also an anere Wierder sengerzäit e Budgetsdefizit kuerzfristeg oder mëttelfristeg akzeptéiert. Mir hunn eng erhéicht Statsschold gemeinsam heibannen akzeptéiert. Mir hu kommunizéiert doriwwer. Mir hu se genau beschriwwen a mir hu se a Realpolitik ëmgesat.

Wann een dat dann heiansdo haut reprochéiert kritt, well doraus e Budgetsdefizit entstanen ass, da wëll ech just drun erënneren, datt déi, déi et haut reprochéieren, awer sengerzäit déi Politik kloer an däitlech matgedroen hunn.

Duerno ass probéiert ginn och, an déi aner Richtung ze goen. An ech erënneren och drun, datt déi viregt Regierung zwee Konsolidéierungspäck eragereecht huet. Zwar a villen Diskussioune mateneen, ënnerteneen - kann ech mech gutt drun erënneren -, inklusiv zwësche Regierung a Chamber fir de Pak 2013 - kann ech mech och gutt drun erënneren -, well esou Konsolidéierungspäck evidenterweis net einfach sinn, fir keen einfach sinn opzesetzen, well et schwiereg ass heiansdo, déi Spuermoossnamen ze huelen, well et och schwiereg ass, och Steierhaussen ze décidéieren, well och Steierhaussen natierlech erëm eng Implikatioun op d'Ekonomie hunn.

Dat war alles keng einfach Zäit, net nëmme fir d'CSV, mä fir all déi Parteien an och fir d'Majoritéitsparteien am Allgemengen heibannen. Eng Zäit mat groussen Ausenanersetzungen, mä wou mer et awer fäerdegbruecht hunn, gemeimsam - déi fréier Majoritéit - eng Rei Konsolidéierungspäck vu 650 respektiv 950 Millioune sengerzäit op d'Been ze setzen. Net näischt!

De Budget 2013, wann ech en dann elo kucken als Budget en tant que tel, a mir maachen eng einfach Analys vun de Resultater dovunner, ouni an d'Déift vum Budget, well dat elo net de Sujet ass vun haut, ze goen, da stelle mer fest, da stelle mer fest, datt mer op der Administration publique 4,5 Milliounen Euro positiv am Sold sinn, mat plus 0,1% ofschléissen. A gëschter ass och e Communiqué vun Eurostat erauskomm, an et ass awer derwäert, fir en ze liesen. Net well mer 4,5 Millioune positiv am Sold sinn, mä well de Communiqué vun Eurostat seet, datt mat plus 0,1 laut Eurostat mir dat eenzegt europäescht Land sinn - dat eenzegt europäescht Land! -, wat am Positiven ass.

Och bei der Dette publique, fir dat och eng Kéier kloer ze soen, do si mer an der Eurozon op Plaz Nummer 2 vun deene Länner, hanner Estland, op Plaz Nummer 2 vun deene Länner, déi déi klengsten Dette publique hunn. Si ass vläicht nach ëmmer fir jiddwereen ze héich, mä ech wëll se awer just an den europäesche Kontext stellen, fir ze gesinn, wat de Budget an d'Exekutioun vum Budget 2013 an der Realitéit a komparativ matenee bruecht hunn.

Wann een dann alles dat als schlecht dohinner moolt, zeechent, da muss ech awer soen: Déi Resultater, komparativ gesinn an Europa mat all deenen anere Länner, déi loosse sech duerchaus weisen an dorop kann een déi Politik fir de Budget 2014 opsetzen. An dat ass jo och dat, wat gemaach gëtt.

De Rapporteur seet a sengem Rapport, datt déi Konsolidéierungspäck, an e mécht dat als Reproche, net de strukturelle Problem geléist hätten. Dat ass richteg. Si hunn net de strukturelle Problem definitiv geléist. Si haten och ni als Intentioun, de strukturelle Problem definitiv ze léisen, well och sengerzäit gesot ginn ass, datt een dee strukturelle Problem net an engem Budgetsjoer kéint léisen, mä e Wee dohinner misst opzeechnen, bis een erëm an den Équiliber kéim. An all déi Päck waren Etappen op deem Wee zu engem Rééquilibrage vum Budget a soll een och vläicht esou gesinn.

An ech soen: Déi nei Regierung mat hire Spuermoossnamen - an ech hunn dem Finanzminister ganz gutt nogelauschtert -, déi seet och net, datt mat engem grousse Pak fir dëst Joer oder fir d'nächst Joer alles wäert geléist ginn. Mä wann ech lech gutt verstanen hunn, sot Dir och, datt ee misst am August nach décidéieren, a wat fir engem Rhythmus dat Ganzt a ver-

schiddenen Etappe misst gemaach ginn. Et ass och guer näischt anescht méiglech, fir et unzegoen, well mer dat guer net packen an engem Joer a well ee muss e puer Etappe maachen, fir dee Rééquilibrage erëm uerdentlech hinzekréien.

Ech wëll just, datt ee considéréiert, datt mer an deene leschte Jore ganz staark a ganz vill Efforten op deem Wee gemaach hunn. An hätte mer se net gemaach, da wäre mer sécherlech net op Plaz Nummer 2, wat d'Dette publique ugeet, an hätte sécherlech haut am Budget 2013 keen Iwwerschoss an der Administration publique.

Elo kann een natierlech d'Causen och dofir sichen. Ech weess och, datt d'Causen zu engem Deel bei engem Surplus an de Recetten am E-Commerce leien, an ech weess och all déi Problemer, déi och hannendru sinn. Ech wëll och näischt schéimole bei där ganzer Geschicht. Mä ech wollt awer eng Kéier déi Zuelen do rappeléieren a soen: Et kann een net alles an engem Joer maachen. Dir hutt Iech och, als nei Regierung, bis 2018 fënnef Joer Zäit ginn, fir dee plus 0,5 hierzestellen.

D'ailleurs, d'Zilsetzungen, an dat soen ech och gär nach eng Kéier ganz kloer hei, d'Zilsetzunge vun engem Équiliber op plus 0,5 an enger Dette publique, déi manner wéi 30% vum PIB ass, déi Zilsetzungen, déi ënnerschreiwe mir mat zwou Hänn evidenterweis mat, a mir ënnerstëtzen Iech honnertprozenteg, fir dohinner ze kommen. Nach musse mer iwwert de Wee diskutéieren, an dat si mer jo hei amgaang ze maachen.

Déi Budgetsdiskussioune si jo extrem interessant, an haaptsächlech déi Kommissiounssëtzungen, déi een huet, fir dës Diskussioun virzebereeden, well si engem d'Méiglechkeet ginn, mat enger ganzer Rei Leit zesummenzekommen, déi engem Opschloss ginn iwwert d'Analysen, déi se maachen, iwwert de Fortgang vun eisem Land, iwwert de Fortgang vun eisem Land senge Finanzen.

A wat mir extrem interessant geschéngt huet, dat ass déi Analys, déi de Comité de prévision eis viru knapp enger Woch gemaach huet, mat där en am Fong déi neist Zuelen, op déi d'Regierung sech baséiert, fir hire Budget opzestellen, nach eng Kéier genau erkläert huet.

An do ass och eng Beschreiwung vum Contexte macroéconomique dran, déi extrem interessant ass. De reelle Wirtschaftswuesstum gëtt fir 2014 op 3,1% ageschat a fir 2015 op 3,2%, wat relativ héich ass par rapport zu deem, wat mer an deene leschte Jore kannt hunn. Wat awer nach net esou héich ass, wéi bei deene Budgetsaugmentatiounen, déi mer viru fënnef oder zéng Joer kannt hunn, wou mer nach bei ganz aneren Taux-de-croissancë louchen. Mä trotzdeem ass si awer scho positiv par rapport zu deem, wat mer an deene leschte Jore kannt hunn, wou och eng moderéiert Inflatioun vun 1,5% fir 2014 - ouni Hausse vun der TVA, déi dann 2015 kënnt -, eng relativ déif fir 1,5 a sech ageschriwwe gëtt.

Ech soen dofir kloer: Déi nei Regierung kann op am Fong wirtschaftlech méi positiv Viraussetzungen zréckgräifen, wéi dat déi viregt Regierung konnt. Gott sei Dank fir d'Land, soen ech och ganz kloer, ass deen Trend esou!

De Point de départ ass relativ favorabel. Mir hunn e Solde nominal de l'Administration publique, ech hunn et virdru gesot, vu plus 0,1%. Mir hunn en Defizit fir 2014 vun der Administration centrale vu 500 Milliounen Euro. Dat ass op jidde Fall dat, wat vum Comité de prévision virausgesi gëtt.

Mir hunn evidenterweis dee grousse Problem vum Impact négatif, deen iwwert d'Ofschafen oder dat lues a luest Ofschafe vum E-Commerce à partir vun 2015 erakënnt. A mir hunn eng Croissance vun 3,5% vum PIB, déi a sech laut Comité de prévision bis 2018 esou agerechent gëtt, wann ee wëllt de Parcours rechnen, deen dës Regierung muss maachen, fir dann op hir Zilsetzungen ze kommen. Dat gëtt nom Comité de prévision eng Konsolidatioun, déi innerhalb vu fënnef Joer muss gemaach ginn, déi ronn eng Milliard, 1,1 Milliarde bedréit bis 2018.

Dat si jo och Chifferen, déi Dir confirméiert hutt, déi Dir och an Är Rechnung materagedroen hutt, wann Der de Wee beschreift, deen Der musst goen an deenen nächste Joren. Déi Zilsetzung ass och vum Rapporteur confirméiert ginn, och mat der Ausso, déi e wéineg méi prezis war, datt dat géif heeschen nom Comité de prévision, datt een 250 bis 300 Millioune strukturell d'Joer misst aspueren, fir dohinnerzekommen.

De Finanzminister huet sech op der Zäitschinn e wéineg méi virsiichteg ausgedréckt, well e gesot huet: „Mir mussen am August", wann ech mech gutt erënneren, „kucken, wat elo eisen Zäitplang ass, fir dohinnerzekommen." Mä nach, ech mengen, déi grouss Punkten, déi stinn.

250 bis 300 Milliounen d'Joer, dat ass net vill an dat ass vill zur selwechter Zäit. Et ass net vill, wann een et par rapport zum ganze Pak vum Budget kuckt an zu der ganzer Zomm. Et ass natierlech, an dat soen ech och ganz kloer a ganz gär hei, et ass vill, wann een et muss reell spueren. A wann een et muss strukturell spueren a wann een et net muss nëmme strukturell an engem Joer spueren a wann een et all Joers muss strukturell spueren, dann ass et schonn eng ganz zolidd Zomm.

Just, de ganze Problem, deen ech do hannendru gesinn, dat ass, datt ech mengen, datt just als Angab ze ginn: „250 bis 300 Milliounen d'Joer strukturell spueren", datt dat am Fong just de Minimum ass, well et kloer ass, datt déi Zuelen, déi de Comité de prévision hei agesat hat, an de Finanzminister huet datselwecht gëschter gesot, datt déi Zuelen, déi de Comité de prévision fir dëst Joer 2014 a fir déi Joren drop bis 2018 agesat huet, am Fong extrem optimistesch sinn oder, loosse mer emol soen, optimistesch Zuele sinn.

Fir mat 3,5% Croissance während deenen nächste fënnef Joer ze rechnen, an dat ouni datt iergenden Accident oder iergende Problem an der Lëtzebuerger, europäescher oder an der Weltekonomie virkënnt, dat ass natierlech e gewëssen Optimismus.

Den Här Dijsselbloem, deen huet gesot, an dat ass och schonn e puermol hei zitéiert ginn, datt Lëtzebuerg - Dir hutt et op Englesch ausgedréckt, Här Gramegna - „fully compliant" wär, dat heescht, all de Regele géif entspriechen. Dir hutt dat dohinnergestallt, wéi wann dat elo aussergewéinlech wär. Ech fannen et am Fong och aussergewéinlech, mä ech wëll awer just soen, datt de Budget 2013 an déi Budgete virdrun och alleguer „fully compliant" waren. Et ass also näischt Neies. An déi lescht Regierung an hire Finanzminister, déi ganz Regierung huet derfir gesuergt, datt och déi „compliance" an den Triple-A an alles dat an deene leschte Joren ni contestéiert waren zu Lëtzebuerg. An Dir schreift Iech just an d'Suite vun där Politik do an. Ech wollt dat och eng Kéier kloer an däitlech ervirsträichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Dijsselbloem seet awer dat hannendrun, wat ech och gesot hunn: Et muss ee virsiichteg mat deenen Zuelen ëmgoen, well se „slightly", seet hien, „slightly optimistic" sinn - liicht optimistesch. Dat ass diplomatesch ausgedréckt. Si si liicht optimistesch a mir mussen „a little bit careful" hei sinn.

(Hilarité)

Och dat deele mer selbstverständlech ganz. Et ass just nach e Problem doranner, well déi Zuele schwiereg am Fong anzeschätze sinn, well d'Hypothèses de calcul net ganz kloer sinn oder zumindest an deene Pabeieren net kloer erauszefanne sinn.

An de Conseil d'État och a sengem Avis, dee seet, wat fir eng Influenz…, oder e freet sech, wat fir eng Influenz dann d'Kollekt vun den Arriérés d'impôts hat. E freet sech, wat fir eng Influenz de Renforcement vun der Lutte géint d'Fraude fiscale op dee ganze Budget hat. E freet sech, mat wat fir engem Impakt och d'Évolution générale vun der Vitesse économique (veuillez lire: vun der Situation économique) op d'Recettes fiscales hei agesat ginn ass. E freet sech, wat fir en Impakt aner Facteurs techniques haten op de Remboursement vun de Steieren.

Alles dat si kloer Froen, déi de Conseil d'État stellt, wou e seet, ech fanne keng Äntwert an deene ganze Pabeieren, an do zur Konklusioun kënnt, datt en am Fong, well e keng Informatiounen huet, och keng Analyse détaillée dovunner ka maachen.

Aner Facteuren, déi hei an d'Spill kommen, fir am Fong déi Fragilitéit vun deem Équiliber, deen Der opgezeechent hutt, nach eng Kéier duerzestellen: 3,5% Croissance, ech hunn et gesot, dat ass extrem héich, wann een dat iwwer fënnef Joer wëllt esou als Donnée weiderginn. Et geet och am Fong dovunner aus - an dat ass méi mat Fragezeiche besat, loosse mer et emol esou ausdrécken -, datt d'Aféierung vum Échange automatique kee supplementaren negativen Ajustement géif mat sech bréngen, datt se guer keng Influenz hätt op d'Struktur vun eisem Emploi hei zu Lëtzebuerg.

Ech weess net, ob dat esou ass. Ech hoffen, datt dat esou ass! Mä dat musse mer an deenen nächste Méint kucken.

Op jidde Fall, de Budget geet dovunner aus, an déi Previsiounen an deenen nächste Joren och. Si gi vun enger faibler Inflatioun iwwert d'Jore vun 1,5% bis 2% aus. Si gi vun engem Emploi aus, wou de Chômage 2014 an 2015 e Pic vu 7,3% huet an duerno awer erofgeet op 6,5% bis 2018. Dat heescht, all déi Zuelen, déi hei an de Raum gesat ginn, déi rechne mat enger Croissance vum Emploi vun 2,5% d'Joer en moyenne.

Ech soen och, et muss ee jo iergendzwousch Previsiounen huelen. An ech dréie jo och kengem e Stréck draus, datt en déi do oder anerer hëlt. Ech soe just datselwecht wéi den Här Dijsselbloem: Déi hei sinn extrem… oder sinn „slightly", fir et diplomatesch auszedrécken, dat versteet den Här Gramegna gutt, sinn „slightly optimistic".

Wann ech awer da kucken, an ech wëll dat just als Gesellschaftsbeschreiwung maachen, wat déi do Zuelen heesche fir d'Lëtzebuerger Land, wa mer se dann an eis gesellschaftlech Realitéit ëmsetzen - an dat ass, mengen ech, wat mer eis mussen och bewosst sinn, wa mer duerno Budgetspolitik maachen, well de Budget deforméiert jo dann eis Gesellschaft! Wat heeschen déi Zuelen: 3,2% Wuesstum d'Joer, 2,5% Croissance de l'emploi?

No dem Comité de prévision an all deenen Tableauen, déi do gemaach gi sinn, mussen déi Zuelen, wann et da soll klappen, heeschen, datt eis Population résidente hei zu Lëtzebuerg, déi haut op 540.000 an eppes Leit ass - mir hu virun e puer Joer dee 500.000. Lëtzebuerger net gefeiert, mä e festgestallt, loosse mer et emol esou ausdrécken -, datt déi misst um Enn vun dëser Legislaturperiod - um Enn vun dëser Legislaturperiod, dat si véier Joer an en halleft - op 600.000 Leit oder méi sinn!

Si mer net do, sinn déi Zuelen, déi ee budgetär muss beäntwerten, ganz anescht. Mir mussen op engem Emploi total vu 430.000 Leit sinn. Mir sinn haut op engem Emploi total vun 383.500 Leit. Eng Croissance vu 50.000 Leit am Emploi. An dee gëtt agesat an deene Previsioune mat enger Croissance vum Emploi zwee Drëttel besat vu Résidenten, een Drëttel besat vu Frontalieren. Dat sinn d'Zuelen, wéi se elo gewise ginn.

Ech wëll just soen, haut ass et ëmgedréit. Haut hu mer zwee Drëttel Frontalieren, déi op eisen Aarbechtsmaart all Joers kommen, op déi nei Plazen, déi ze besetze sinn, an een Drëttel Résidenten.

Ech wëll zwou Saachen dozou soen: Kënnt Der lech erënneren, am Joer 2000, wéi de fréiere Statsminister déi 700.000-Awunner-Debatt lancéiert huet, um Horizont 2050, do, wou d'Rentemauer géif kommen? Wat war dat e Gejäiz heibannen an an der Gesellschaft, wéi mer iwwert dat Thema geschwat hunn! Wat war dat e Gejäiz sengerzäit! Wat ass en duerch d'Zeitunge geschleeft ginn!

Haut soe mer, mir sinn 2018 bei 600.000 Leit. A mir mussen dat maachen! Mir mussen dat maachen, well soss hu mer keng Chance, datt déi Zuelen hei kéinten - kéinten! - opgoen.

Ech hunn näischt dergéint. Ech wëll just soen, datt haut d'Diskussioun aneschters gefouert gëtt vun deeneselwechte Leit, déi se sengerzäit an engem Toun gefouert hunn, un deen ech net méi wëll erënneren, wann een einfach just déi ekonomesch a gesellschaftlech Realitéiten opgezeechent huet. Haut si mer op deem Wee an an engem méi accéléréierten Tempo wéi dat, wat den déizäitege Statsminister sengerzäit beschriwwen huet.

Da wëll ech awer och soen: Wat heescht dat da fir eist Land? Mä dat heescht, datt d'Entwécklung vum Land natierlech deem muss parallell Rechnung droen. Dat heescht, datt mer mussen am Aménagement du territoire, datt mer mussen an de Mobilitéitsfroen, datt mer mussen an all deene Logementsfroen - schwiereg Sujeten! -, datt mer do musse weiderkommen, ganz schnell weiderkommen, well soss packe mer dat do jo net.

Wat mer awer hei aschreiwen an dëse Budget an och als Previsioun fir déi nächst Budgeten: datt et eng Noutwendegkeet gëtt, fir datt mer eisen Équiliber erëm hikréien. D'Konsequenzen dovunner sinn natierlech, datt ee sech muss bewosst sinn, datt een eng Investissementspolitik muss maachen op deenen dote Punkten, well mer d'Konsequenze vun deem Wuesstum soss net packen. An da kann een net op verschiddene Budgetsartikelen, ech soen dat och ganz kloer, da kann een net op verschiddene Budgetsartikele spueren! Well soss kritt een déi Croissance net! A wann een d'Croissance net kritt, da stëmmen déi Zuelen erëm op där anerer Säit net.

Also ass et eng wesentlech Problematik, déi sech eis wäert stellen. An ech soen dat elo ouni Kritik, ech soen dat just als Deskriptioun vun der Situatioun an als Feststellung vun der Lag, wou mer dra sinn, a vun den Nécessitéiten, déi sech an der Politik an deenen nächste Joren erginn.

An da ginn nach déi Zuelen, da soen ech dat och nach hannendrun, da ginn déi Zuelen, déi hei geschriwwe sinn, nach a sech vun engem Pëtrolspräis aus, deen 108 Dollar de Barrel ass iwwert déi nächst véier, fënnef Joer. Dat heescht, déi ginn dovunner aus, datt am Mëttleren Osten, an all deene Krisenherden, wou der potenziell an deene leschte Jore jo awer ganz vill entstane sinn, näischt geschitt, guer näischt geschitt an datt déi Präisser och stabil bleiwen, schéi propper esou weiderginn.

Dir gitt vun engem Dollar aus, deen tëschent 1,3 an 1,4 an deenen nächste Joren ass. Ech weess net, ob en esou ass. Ech weess awer just, datt d'amerikanesch Ekonomie amgaang ass unzezéien.

Ech gesinn, datt den Här Asselborn seet, de Barrel ass amgaang erofzegoen. Ech weess dat och, Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här Wiseler, ouni Iech ze ënnerbriechen, et ass…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass gutt, eng Kéier ze ënnerbriechen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- …duerch d'Politik vum Fracking, déi mer jo net matdroen, mä et ass doduerch, wou awer och kéint, duerch déi vill Importer, déi kommen aus Kanada, aus Amerika, och aus europäesche Länner, déi dorunner schaffen, dass de Präis vum Pëtrol och kéint an eng Richtung no ënne goen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma dat wär ze hoffen! Ech soe just, datt mer hei Présupposéen iwwer fënnef Joer drastellen, wou weder Dir - ben, Dir vläicht méi wéi ech, well Dir Ausseminister sidd -, mä op jidde Fall ech net weess, wéi dee Präis iwwer fënnef Joer wäert stabiliséiert ginn. Ech maache jo kee Reproche, datt ee muss… et muss ee jo och eng Zuel aschreiwen, et muss ee jo och iergendzwousch Previsioune maachen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Déi viregt Regierung huet et net anescht gemaach.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, déi viregt Regierung huet et net… Et muss een et maachen. Mä just, dat, wat ech jo wëll beschreiwen hei,…

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- …wéi mir zwee an der Regierung waren,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ware schéin Zäiten, Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- …mir sinn alt vun 200 Dollar de Barrel ausgaangen!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo! Neen, mä nach eng Kéier: Ech beschreiwen hei eng Situatioun, wou iwwer véier, fënnef Joer e Wee opgezeechent gëtt, an ech soen, datt all Regierung muss e Wee opzeechnen an datt ee sech muss Suppositioune ginn! Mä just, datt all déi Suppositiounen do: de Pëtrol, de Präis vum Dollar, Emploi, Inflatioun, datt déi alleguer natierlech eng grouss Rei vu Fragezeiche bedeiten an datt mer am Fong geholl guer net wëssen, wéi et geet, an datt mer de Wee opzeechnen.

An dofir huet de Finanzminister jo och gëschter geschwat vun engem Monitoring, dee misst gemaach ginn, an dee wichteg ass an deen am Fong déi ganz Pläng, déi mer hei opzeechnen, kann op… well déi kënnen op d'Kopp gehäit ginn an deenen nächste Joren.

Ech wëll just soen, wann een e schwéiere Wee viru sech huet - an deen ass schwéier, dat niéiert jo och d'Oppositioun net; mir hu gesot, 300 Millioune spueren, an dat ass am Fong eng positiv Versioun, 300 Millioune spueren d'Joer strukturell ass schwéier! - an et ass nach mat enger Rei Fragezeichen hannendrun, da muss een natierlech och seng Politiken astellen op dat, wat ass.

Wann ech da liesen awer, wat am Regierungsprogramm steet, zum Beispill iwwert d'Erausklammen aus dem Tanktourismus, e Steckenpferd, wat an deene leschte Jore vun deene Gréngen, mä awer och vun… ech ka mech un den Här Berger erënneren, datt mer och eng laang Diskussioun mat him schonn driwwer haten. Ech versti jo och, ech war och fréier responsabel fir Ëmweltpolitik, ech versti jo och déi Suergen an déi Diskussioun, déi do gefouert gëtt.

Just, ech soe mer: Wa mer déi do Budgetssituatioun virun eis hunn, wa mer déi Efforten ze maachen hunn an deenen nächste Joren, kënne mer da reell an eng Regierungserklärung aschreiwen, datt mer elo alles probéieren, fir an deenen nächste Joren aus dem Tanktourismus erauszeklammen, wann ee weess - an dat sinn

Zuelen, déi ech elo net erfannen, mä ech hunn déi beim Conseil d'État elo gesinn -, datt zwou Milliarde budgetär Einnahmen dovunner ofhänken? Dat heescht, datt ronn dräi Véirels, 1,5 Milliarde mat den Akzisen, der TVA op Bensin, Alkohol an Tubak, datt déi eis riskéieren dee Moment ewechzefalen!

Kann een dat seriö soen, och wann ee seet, datt et fir CO_2 eis vläicht méi bëlleg géif ginn, wa mer dat géife maachen, respektiv wa mer net esou vill a Stroosse missten investéieren? Mä déi 1,5 Milliarden, déi mer verléieren, déi ginn awer ni, an do kënnt Dir esou vill Etüde maachen, wéi Der wëllt, déi ginn awer ni kompenséiert duerch 20 oder 30 oder 40 Milliounen vläicht, déi mer manner missten an de Stroosseninvestissement d'Joer maache respektiv bei CO_2-Achaten, déi mer misste maachen. Ni kritt Der esou eng Kompensatioun, zumindest finanziell, eraus!

An dofir soen ech: Wann een déi do Efforte viru sech huet an och wëlles huet ze maachen, a mat Zilsetzungen, déi mer ënnerschreiwen, da muss een awer oppassen, wat een a parallelle Politike seet a versprécht an an deenen nächste Jore wëllt exekutéieren!

Ech ka mech erënneren un déi Diskussiounen, déi mer heibannen haten: den Här Bausch, deen hei iwwert den Tanktourismus an der Heure d'actualité 2013, am État de la nation 2013 geschwat huet, den Här Meisch, deen am Budget 2012 den Här Goerens zitéiert huet, deen eis sengerzäit gesot huet, den Här Goerens an duerno den Här Meisch mam Här Berger hannendrun, datt mer sollten e Futurefong maachen - dat ass jo déiselwecht Iddi wéi beim E-Commerce -, e Futurefong och maachen, fir all déi Recetten, déi mer aus dem Tanktourismus elo erauskréien, fir déi an dee Fong ze setzen.

Elo hutt Der d'Méiglechkeet, fir et ze maachen. Ech géif soen: Da maacht et! Mä ech soen awer och hannendrun: Et geet guer net, fir dat elo ze maachen! Gradesou wéi et an deene leschte Joren net gaangen ass. Well Der einfach, wann Der et misst maachen, einfach méi Sue misst léinen, d'Dette méi héich maachen, a well dat Onsënn ass, fir et an dësem Moment esou ze maachen.

Den Här Gira an der Ried, dee war liicht méi räsonabel, deen huet gesot: „Huelt dann nëmmen 30% dovunner a setzt se an e Futurefong", wëssend, datt et sécherlech net géif goen, fir se ganz dranzesetzen. Da soen ech lech do hannendrun: Ma dann huelt 30% a setzt se dran, an och dat geet net! Fir dann eis hei ze zielen, et misst een elo aus dem Tanktourismus lues a lues erausklammen! Et deet mer leed, mä ech kann d'Konsequenz vun där enger an där anerer Politik net matenee gesinn. An de viregte Wirtschaftsminister huet dat a multiplen Diskussiounen, déi mer heibannen haten, och genau d'selwecht gesinn.

Da schwätze mer iwwer Green Budgeting. Ech ginn dovunner aus, datt dat elo nach näischt ass, wat am Budget 2014 hei virkomm ass, an datt dat wahrscheinlech eppes ass, wat Der an Är Steierreform vun 2016 wäert erafléisse loossen.

Wat awer interessant ass, ech wëll dat och gären ënnersträichen, dat ass déi Analys, déi d'Cour des Comptes iwwert de Green Budgeting gemaach huet. An och all déi Efforten, déi se schonn ervirgestrach huet, déi déi viregt Regierung an deem do Kontext gemaach huet! An dann haaptsächlech och all déi Experienzen, déi se beschreift, déi iwwer Green Budgeting am Ausland gemaach gi sinn, wou se a sech eng Rei positiv Punkten, mä awer och eng ganz Rei Problemer domadder unzeechent, notamment déi, déi se a Frankräich haten. A mir kenne jo déi finanziell Situatioun vu Frankräich fir dee Green Budgeting, fir d'Konklusiounen aus dem Grenelle de l'environnement ze zéien, wat net esou einfach war.

Dofir soen ech, wann een dat mécht - an et kann een op dee Wee goen -, da soll een awer gutt oppassen, datt een all déi Feeler, déi an anere Länner gemaach gi sinn, well een ze vill optimistesch war oder ze vill ideologesch war oder wat och ëmmer, datt een déi net nach eng Kéier hei zu Lëtzebuerg répétéiert.

E puer Wuert wëll ech och iwwert déi Spuermoossname soen, déi hei am Budget ugekënnegt gi sinn oder dra sinn. Ech weess, datt an dräi, véier Méint, wéi gesot, net alles dran ass. Ech weess, datt de Budget ausser de Bourssen a Législation constante gemaach ginn ass. An ech wëll awer just nach eng Kéier déi Zitater bréngen, déi all déi Experten, déi eis aviséiere fir dëse Budget, selwer gemaach hunn.

Eng Cour des Comptes seet zum Beispill - méi kloer, wéi eng Oppositioun et kéint soen, dofir zitéieren ech et jo léiwer bei der Cour des Comptes -, si seet, an dësem Budget wäre keng Spuermoossnamen dran. De Comité des prévisions seet, datt ausser de Bourssen an e puer Fonctionnementskreditter, déi gespuert gi sinn, keng strukturell Spuermoossnamen an deem Budget dra wären.

An de Conseil d'État sengersäits, deen huet probéiert et nozevollzéien, dat beschreift en och, mä en huet notamment net erausfonnt, wat dann oder wéi dann déi 50 Millioune Frais de fonctionnement, déi hei ugi wären, aus wat déi sech géife composéieren, well a verschiddene Linne géif eppes aneschters stoe wéi an aneren. An dofir wär et extrem schwéier, dat nozevollzéien.

Dofir schreift en: «Au vu de toutes ces incertitudes méthodologiques, le Conseil d'État se dispense d'une analyse approfondie des efforts faits par le Gouvernement pour limiter la progression des dépenses de l'administration centrale.» E kann et net novollzéien.

Mir hunn eng Rei Pabeiere kritt iwwert déi Spuermoossnamen, déi mer an de Kommissioune gefrot hunn. Wat sinn dann déi 50 Milliounen, déi gespuert gi sinn? Mir hunn e Pabeier kritt, en éischten, virun dräi Wochen, mat deem ech éierlech gesot net vill konnt ufänken. Ech hunn dat gefrot, wéi dat ze verstoe wär. Duerno ass mer erklärt ginn, effektiv, dee Pabeier, dee kann een net verstoen, well en net korrespondéiert mat dem Budget, dee mer doleien hunn, well de Budget de klassesche Budget wär an dee Pabeier, dee mer doleien haten, da Maastricht-compliant, wéi hei an dem offizielle Langage géif gesot ginn, wär. Also waren déi zwee net matenee comparabel, soudatt een näischt konnt erauszéien.

Dofir hu mer virun zwee Deeg - an dat war natierlech! - esou ee Schmöker kritt, fir e ganz duerchzeliesen, wou mer dat dann alles géife verstoen. Ech hu probéiert, e ganz duerchzeliesen, ech hunn och en Deel dovunner verstanen, muss ech soen, mä nach net grad alles. Dofir soen ech, et war wierklech ganz, ganz, ganz schwéier nozevollzéien, wat dann déi 50 Milliounen elo, en fin de compte, wären.

Ech ginn e puer Wuert iwwert déi eenzel Spuermoossnamen. A fir d'Éischt d'Investitiounen, wou Der drop spuert. An ech mengen, et ass scho vill driwwer geschwat ginn, ech ginn net méi op all déi Polemiken an, wou et... Mä e puer Wuert awer. Ech weess nämlech, wéi schwéier et ass, an den Investitiounen ze spueren. Et ass einfach an et ass schwiereg.

Et ass einfach, well eng Mauer net jäizt, wann Der se net baut. A well et vill méi einfach ass, do Suen ewechzehuelen, wéi anzwousch anescht. Et ass awer op där anerer Säit fir en Infrastrukturminister, an dat soen ech och hannendrun, extrem schwéier. An ech kommen duerno nach drop zréck, firwat.

De Problem ass, datt ee sech muss gutt iwwerleeën, wat een an den Investitiounen ewechhëlt. Well wann een déi Zuele vu virdru kuckt - déi mer an deenen nächste Jore wäerte kennen -, wat d'Evolutioun vun eisem Land ugeet, da muss ee sech natierlech froen, ob dat dee richtege Punkt ass fir ze spueren, well mer awer déi Investitiounen an deenen nächste Jore brauchen, fir weiderzekommen an dësem Land. A well et natierlech, wann ee se spuert, eng direkt Influenz op d'Aarbechtsplazen huet.

Ech weess, datt et awer schwiereg ass, ze spueren, well ech weess, ech kennen deen een oder deen anere Finanzminister, dee wahrscheinlech d'selwecht reagéiert hätt wéi Dir, Här Gramegna, an dee gefrot hätt, wa muss gespuert ginn, dann hätte mer et gär fir de Budget 2014, dat heescht, direkt deen, wou mer amgaang sinn ze schaffen. Wat eng normal Reaktioun vun engem Budgetsminister ass.

En Infrastrukturminister op där anerer Säit, deen huet natierlech de Problem, datt a sengem Budget vill Chantieren amgaang sinn ze lafen an datt 90% bis 95% vun de Suen, déi en ausgëtt, engagéiert sinn, also net kënne gebremst ginn. A wann ee se géif bremsen, da géif et wahrscheinlech zum Schluss méi deier ginn, wéi et am Ufank geplangt war. Dofir ass et ganz schwiereg, op deem Punkt vun engem Joer op dat anert ze spueren. An haaptsächlech, well een och nach vun enger ganzer Rei Prozeduren dépendant ass.

Den Infrastrukturminister, den Här Bausch, huet jo och gesot, datt déi 137 Millioune Spuermoossnamen, déi drastinn, a sech keng strukturell, loosse mer et emol esou ausdrécken, Spuermoossname wären, mä am Fong quasiment Aléas de chantiers, well d'Chantiere méi spéit ugefaange gi sinn, no hanne gedréckt gi wären, wéi och ëmmer, an dofir a sech géifen als Dépensen an deenen nächste Joren ufalen.

Effektiv, wann ee kuckt, wat op deene Poste gespuert ginn ass, da gesäit een, datt zum Beispill 4 Milliounen op dem Pont Adolphe gespuert gi sinn, wou awer elo déi blo Bréck opgaangen ass, déi also e Chantier ass, deen elo ufänkt, direkt amgaang ass. Dann op der Liaison Micheville, déi amgaang ass, wou 8,2 Milliounen, um Bypass Helleng, deen elo ufänkt, deen awer muss gemaach ginn esou schnell wéi méiglech, wou 7,1 Millioune gespuert gi sinn. Um Kolléisch, wou 8 Millioune gespuert gi sinn. Wann een awer kuckt, wou de Kolléisch amgaang ass frësch gemaach ze ginn, da gesäit een, datt dee Chantier wierklech amgaang ass ze lafen.

Also einfach Dépensen op kurante Chantieren, déi amgaang sinn, déi musse gemaach ginn an déi an deenen nächste Joren, 2015, 2016 dann einfach an de Budget wäerten zréckkommen. Dat ass och esou gesot ginn. Dofir ass dat och kee Reproche, dat ass kloer, datt et esou ass.

Wann ee wëllt spueren a wann ee wëllt strukturell spueren, esou wéi et hei verlaangt ass, da geet dat nëmmen op verschidden Aart a Weisen. Da geet dat, andeem een eng ganz Rei Projeten entweder einfach ewechléisst...

(Interruption)

Et ass, datt Der et richteg héiert, Madame Nagel, dofir schwätzen ech...

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Ech kann och méi lues schwätzen.

...andeem Der et...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, schwätzt haart, anescht verstinn d'Leit lech net...

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also d'nächst Joer gëtt et nach méi haart, wann Der et net verstanen hutt.

Une voix.- Oh sot, mir sinn net an der Schoul!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Pardon. Also, wat ech wollt soen, dat ass, datt, wann ee wëllt spueren, richteg spueren, strukturell spueren op deene Sujeten do, wann ee wëllt strukturell spueren, da muss een natierlech eng Rei Projeten ewechloossen. Mir hunn an deene leschte Joren eng ganz Rei Projeten - déi viregt Regierung - vum Programm gestrach, richteg gestrach.

Mir hunn zum Beispill déi Escher Zuchlinn ewechgeholl. Mir hunn zum Beispill d'Zuchlinn op de Kierchbierg ewechgeholl. Mir hunn zum Beispill d'Gare zu Zéisseng, mir hunn zum Beispill d'Gare um Kierchbierg, mir hunn eng ganz Rei Stroossen einfach vum Programm gestrach. Definitiv gestrach, aus dem Programm gestrach, déi mer net méi baue wäerten! An dat sinn einfach Suen, déi reell gespuert gi sinn. Reell gespuert gi sinn! An hätte mer déi net 2006, 2007 oder 2008 vum Programm gestrach, hätte mer se net vum Programm gestrach, da géife se haut am Budget stoen. An da géife se haut als Dépense am Budget stoen. Dat heescht, spueren op den Investissementer, dat muss een dräi, véier Joer virdru maachen, wann et soll duerno effikass ginn.

Dann huet den Här Gramegna gëschter eng Rei Saache gesot, wéi en op den Investissementer wëllt spueren. Et kann een nach spueren, andeem ee manner Volume baut. Manner Volume baut, manner grouss baut! Et muss ee just kucken, ob dat, wat ee baut, och deem entsprécht, wat ee brauch. Et kann een och bauen, andeem een aner Methode gebraucht.

Dir hutt vun enger Standardisatioun geschwat. All Schoul misst d'selwecht gebaut ginn, da géife mer ganz vill Architektekäschte spueren an da bräichte mer deelweis net déi deier Architekten, déi op de Projete sinn. Dat ass eng Iddi, déi ech effektiv säit aacht, néng Joer vun der Finanzinspektioun héieren, déi dauernd seet, mir solle ganz zolidd drop agoen. Ech soen lech just, wann Der dat wëllt maachen, wat de reelle Problem ass.

D'Madame Brasseur, wéi se Éducatiounsminister war, huet sengerzäit eng Standardisatioun vun de Schoulgebaier agefouert an deem sougenannte Plan sectoriel «Lycées», wou ganz genau dran opgezielt ass, wéi e Schoulgebai, mat wat et soll équipéiert ginn, wéi vill Meter carré, wéi vill Schüler, ganz prezis. An dat ass och an deene leschte Joren esou exekutéiert ginn.

Just datt, wann Der an der Realitéit duerno sidd, Är Standardisatioun lech et guer net méiglech mécht, fir iwwerall datselwecht Schoulgebai ze bauen, well all Situatioun anescht ass, well Der am périurbane Raum oder am Zentrum vun enger Gemeng, an enger Stad oder op der grénger Wiss ganz anescht musst bauen, well Är Terrainen am Hiwwel sinn, well sech aner ekologesch Froen a Problemer stellen, déi Der musst léisen. Dat heescht, déi Standardisatioun, déi ass duerchgefouert, mä fonctionnéiert awer nëmmen - well d'Realitéit anescht ass! - bis zu engem gewëssenen Niveau. Dofir ass dat kee Wonnerwierk, wat Der domadder kënnt vollbréngen.

An dann op där anerer Säit hutt Der gesot: „Mir brauche manner Architekten. Wa mer manner Architekten an Ingenieure brauchen, da gëtt et méi...". Ech soen lech just, déi Erfahrung, déi ech domadder hunn, dat ass, datt wann ee méi an d'Architekten heiansdo investéiert, da kritt een domat de Chantier besser an de Grëff a kritt een domat seng ganz Gestioun méi schnell, besser, méi effikass gemaach. Dofir hat ech léiwer, datt mer méi an déi Planifikatiounsfraisen heiansdo investéiert hunn, well mer duerno konnte wesentlech méi an de Fraisë vun der Exekutioun spueren. A wat och mat sech bruecht huet, datt mer an deene Joren duerno, an deene leschte Joren am Fong ganz wéineg Problemer vun Dépassementer haten. Dofir: Et soll een oppassen, wann een déi Saachen do mécht.

Ech wëll dann och nach e puer Wuert iwwert d'Frais de fonctionnement soen. D'Frais de fonctionnement, déi hutt Der ugeschwat, an ech hunn lech scho virgelies, wat de Conseil d'État vun de Frais de fonctionnement a vun de Spuermoossnamen hält, déi en net richteg kann analyséieren. Mir hunn op Demande vun der CSV jo eng Rei Informatiounen doriwwer kritt. An ech hunn lech och d'Schwieregkeete gesot, déi mer mat der Analys domadder haten. Mä e puer Zuele kann een awer trotzdeem dobäi erausliesen.

Bei deene 50 Milliounen aspuere vun de Fonctionnementskäschten, wann ech där Oplëschtung gleewen, déi Der eis ginn hutt, da sinn do just 22,5 Milliounen am Budget, selwer am Budget, déi déi eenzel Ministèren an de Fonctionnement vun deenen eenzelne Ministèren an d'Dépensë vun deenen eenzelne Ministërë concernéierenn - wat de Stat also bei sech selwer spuert, dat heescht 45% vun deenen Dépensen.

An de Rescht ass haaptsächlech bei Établissements publics, souguer zum Beispill 6,6 Millioune bei der Uni, 0,4 beim ONT, 0,4 bei der Coque, 0,5 beim CEPS, 3,9 bei de Centres de recherche, 0,8% beim Musée, wat par ailleurs 20% vum Budget ausmécht, 4,7% bei der Philharmonie, wat par ailleurs 40% vum Fonctionnementsbudget ausmécht, 3 Millioune beim LNS, wat par ailleurs 30% vum Fonctionnementsbudget ausmécht.

Alles an allem stellen ech fest, datt beim Stat selwer - à strictement parler - am Ganzen déi 10% net erreecht ginn a bei deene meeschten aneren Établissements publics ronderëm awer wesentlech méi wéi 10% gespuert ginn! An dat zu engem Deel, ech kann et net iwwerall wëssen, mä zu engem Deel, wéi mer an deene leschte Wochen an den Zeitunge gelies hunn, ouni mat den Établissements publics eng Diskussioun gefouert ze hunn, ouni mat hinne geschwat ze hunn, wéi et da sollt gemaach ginn, wou et da sollt gemaach ginn, wat da sënnvoll wär a wat net sënnvoll wär!

Mir contestéieren och net, datt soll gespuert ginn, mä mir contestéieren awer hei d'Aart a Weis, wéi d'Spueren ugepaakt ginn ass!

Här Gramegna, Dir hutt gëschter gesot, datt déi eng géife soen, et géif mat der Briechstaang gespuert ginn, also ze vill gespuert ginn, an déi aner géife soen, et géif net genuch gespuert ginn. Mir soen lech net, datt net genuch géif gespuert ginn. Mir soen lech just, datt d'Aart a Weis, wéi gespuert gëtt - zu engem Deel, ouni mat deene Leit extern ze schwätzen -, fir eis problematesch ass.

An déi Beispiller, déi an deene leschte Wochen an den Zeitunge stoungen, an der Press och opgegraff gi sinn, déi weisen dat. Ech wëll net nach eng Kéier agoen op déi ganz Diskussioun vun der Eischte-Weltkrich-Ausstellung. Den Här Gibéryen huet do en Amendement an der Kommissioun agereecht, deen ass ofgelehnt ginn. Bon, dat ass esou. Mir regrettéieren et...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass schrecklech!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä dat ass déi Aart a Weis. Här Gibéryen, Dir kommt bestëmmt nach eng Kéier, esou wéi ech lech kennen, drop zréck.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass gutt, datt Der mech drun erënnert!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Éischt Beispill. Als zweet Beispill, soen ech, bei de Privatschoulen...

(Interruption)

Zweet Beispill, bei de Privatschoulen: Do gëtt an der Loi budgétaire dovunner profitéiert, fir a sech d'Käschte vum globalen Entretien, déi d'Privatschoulen hunn - wat am Privatschoulsgesetz festgesat war an op 2% vun de Gebaiskäschte festgesat war, dat heescht, wou den

Amortissement op 2% festgesat ginn ass -, fir déi an engem Saz vun 2% op 1% erofzesetzen!

Ouni datt eng Diskussioun au préalable mat iergendengem gefouert ginn ass, ginn hei d'Käschten, déi gesetzlech hinnen zoukomm sinn, mëtten am Joer - mëtten am Joer! - fir datselwecht Joer, ouni mat engem ze schwätzen, ëm 50% erofgesat! 17 Milliounen op 8,5 Milliounen erofgesat! Dorop ginn 8,5 Milliounen, wann ech dat richteg verstanen hunn, mä et ass schwéier am Budget erauszefannen, 8,5 Millioune gespuert. Ouni mat engem ze schwätzen! Ouni ze froen, ob dann elo hei scho Chantieren amgaang waren, ob sech hei géife Problemer stellen oder net, oder wéi d'Situatioun sech géif stellen. Déi ginn einfach ewechgeholl. Definitiv ewechgeholl! D'Privatschoulsgesetz gëtt einfach duerch d'Budgetsgesetz geännert.

An da muss ee wëssen, wann een de System kennt, datt souwisou, wann d'Fraisen erofgi vun den Écoles publiques - an déi ginn och erof, an ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck, déi ginn och erof - souwisou duerch de Calcul vum Coût moyen de l'élève nach eng Kéier dat, wat d'Privatschoule kréien, och nach eng Kéier wäert zousätzlech erofgoen, och ouni datt mat hinne geschwat gëtt. Och ouni, datt e Wuert gesot gëtt! Dat krute mer selwer an der Kommissioun confirméiert. Dat fannen ech wierklech eng Method, déi net geet.

Da kréie mer an der Kommissioun geäntwert: „Mä et gëtt d'selwecht behandelt wéi den Enseignement public." „Jiddweree muss dru gleewen", war am Fong d'Äntwert. Da soen ech awer do zwou Saachen. Éischtens, et ass net d'selwecht wéi am Public! Mir hunn nogekuckt: Am Public gëtt op deene Punkten normalerweis tëschent 10% a 15% vum Budget gespuert. Am Kolléisch 10%, am Nic-Biever 14%, just fir Iech zwee Beispiller ze ginn. Et ass also net datselwecht.

Mä och, soen ech, am Public, d'Aart a Weis, wéi do drunnergaange ginn ass, fannen ech och net akzeptabel, well do eng Circulaire de 7. Mäerz 2014 erageschéckt ginn ass, wou déi eenzel Direktiounen eng Informatioun kruten, datt dat elo esou wär, ouni datt mat hinnen au préalable geschwat ginn ass, ouni datt mat hinnen diskutéiert ginn ass an ouni datt si konnte soen, wat dann hir Suergen, hir Problemer wären a wat dann hir Zukunftspläng wären! An déi eng krute méi ewechgeholl wéi déi aner mat der Begrënnung, datt si jo Reserven hätten an datt een dofir kéint méi ewechhuelen.

Da soen ech hannendrun, de ganze Gestion-Séparées-System, deen agefouert ginn ass vun deene viregte Regierungen, deen huet jo genau doranner bestanen, datt d'Schoulgebaier eng Responsabilitéit hätten an datt se kéinte vun engem Joer op dat anert ewechsetzen, fir e gréissere Projet iergendzwousch eng Kéier ze maachen, dann, wa se genuch an de Jore gespuert hätten, fir sech e gréissere Projet kënnen ze leeschten.

Haut kréien déi Gebaier, déi also eppes op d'Säit gesat hunn, fir sech eppes ze leeschten, gesot: Sou, elo hat Dir Pech, elo kritt Dir manner, well Dir hutt jo eppes op d'Säit gesat, an da kënnt Der domadder kucken, datt Der eens gitt. Och dat fannen ech eng Method, déi net akzeptabel ass. Zumindest hätt missen eng Diskussioun do bestoen.

Datselwecht fir d'Associations culturelles, den Artikel iwwert d'Animation socioculturelle. D'Konventioune mat den Associatioune bleiwen op absolut deemselwechten Niveau wéi 2013: 6,7 Milliounen. Et ass eis an der Kommissioun gesot ginn, datt awer 70%, 60%-70% vun deem Budget aus Personalkäschte géife bestoen. D'Personalkäschten, dat wësse mer jo awer, datt se duerch all déi Automatismen, déi mer kennen, 5% d'Joer mindestens klammen.

Wann also op 70% vun engem Budget eng Augmentation automatique et nécessaire vu 5% ass, da weess een, datt d'Fonctionnementskäschten op där anerer Säit, déi nëmmen 30% vum Budget ausmaachen, mussen erofgoen ab där Gréisstenuerdnung. A well dat eent nëmmen 30% sinn an dat anert 70% waren: méi wéi 5%, mä wahrscheinlech 10%, 12%, ouni mat engem ze schwätzen, ouni datt doriwwer een informéiert gi war!

An dat gëtt nach eng ganz Rei Diskussiounen an deenen nächste Méint, well ech mengen, datt déi meescht nach net wëssen, wat do op se zoukënnt. An ech hoffen, datt zumindest, wann elo déi Konventiounen da gekënnegt ginn den 1. September a sollen alleguer frësch gemaach gi fir den 1. Januar, Madame Nagel, ech hoffe wierklech, wéi Der et versprach hutt, datt dann eng Diskussioun mat deenen Eenzelne ka stattfannen, well awer eng Rei Pläng, eng Rei Besoinen do sinn, déi noutwendeg sinn, an datt et net esou geet wéi mat der Ausstellung vum Éischte Weltkrich, wat ech net korrekt fannen, wéi dat do gelaf ass.

Dann och nach eng Fro, déi ech stellen, well ech dat net richteg situéiert, cernéiert kréien, well mer och vun der Regierung nach keng Äntwert kruten. Dat ass déi Fro iwwert d'Allocation budgétaire zur Mutualitéit vun den Employeuren, wou eis gesot gëtt, datt den Här Schneider en Arrêté geholl hätt, fir 86 Millioune virzegesinn - den Här Romain Schneider an dësem Fall -, an datt am Budget awer nëmmen 41 Millioune géife stoen an datt dat retroaktiv a sans concertation préalable mat deenen zoustännege Leit geschitt wär.

Och do sinn eng Rei Questions parlementaires eran, déi nach net beäntwert gi sinn. Och do géif ech gär einfach eng Äntwert wëssen. Wéi soll dat da goen? Ass dat esou? Ass dat net esou? Firwat ass dat esou? A wéi ginn déi Froen dann, déi sech doraus erginn, wéi ginn déi geléist? Well manifestement, an dat ass e Communiqué vun der UEL vum 23. Abrëll, vu gëschter, manifestement si se nach net informéiert ginn, krute se keng Äntwerten. An d'Froe sinn an dësem Kontext net geléist.

Eng aner Spuermoossnam, dat ass déi vum Personal: minus néng Milliounen. Et gëtt gesot: Mir spueren néng Milliounen, well mer am Fong nëmmen 150 Leit astellen. Ech wëll elo net drop agoen, ob dat da spueren ass oder net spueren ass, mä et ass an der Perspektiv, loosse mer soen, do seet déi hei Regierung, se géif manner ausgi wéi eng Regierung virdrun ausginn hätt. Wann ech Iech richteg verstanen hunn, ass jo dat d'Ausso: Déi Regierung virdrun hätt 300, an der Moyenne, nei Posten agestallt. Dir géift der nëmmen 150 astellen, also géift Der néng Millioune spueren.

Kucke mer awer emol d'Realitéit vun deem, wat ass. Effektiv hat déi lescht Regierung eng Rei Saachen décidéiert, fir op de Poste vun de Fonctionnementskäschten, an notamment vun de Personalkäschten ze spueren. Si hat zum Beispill décidéiert, datt e Report géif geschéie bei all Posten, deen nei géif besat ginn, datt e méi spéit géif besat ginn. An do ass och effektiv drop gespuert ginn: 2,7 Millioune sinn drop gespuert ginn. Si huet och décidéiert gehat, déi viregt Regierung, datt bei all Posten, deen nei besat géif ginn, eng Verifikatioun géif gemaach ginn, ob en dann nach wierklech noutwendeg wär. Och dorop, an dat seet d'Finanzinspektioun virun dräi Deeg, och dorop sinn 1,7 Millioune gespuert ginn. Dat heescht, mir sinn elo scho bei véier Millioune Spuermoossnamen, déi op deem Poste reell geschitt si par rapport zum Budget voté, net par rapport zum Budget prévu.

A wa mer da kucken, vun deenen 320 Posten - vun deenen 320 Posten -, déi 2013 am Budget stoungen, wéi vill der do an der Realitéit da besat gi sinn, a mir haten oft als Regierung - ech ka mech gutt drun erënneren an d'sozialistesch Kolleegen, déi och an der Regierung waren, kënne sech och drun erënneren -, mir haten oft mam deemolege Finanzminister Diskussiounen doriwwer: Mä vun deenen 320 Poste sinn der just 177 besat ginn am Joer 2013. Just 177 besat ginn! An do hu mer och eng Spuermoossnam gemaach. Dat heescht 143 Poste sinn net besat ginn. Dat heescht, datt am Ganzen eng Spuermoossnam vun 11,2 Milliounen op deem Artikel par rapport zum Budget voté gemaach ginn ass.

Wien huet dann elo gespuert? Wien huet elo gespuert op deem Artikel? Dës Regierung oder déi viregt Regierung? Wëssend och nach, an ech soen dat och nach hannendrun, datt déi 143 Posten, déi net besat sinn 2013, elo nach kënne besat ginn. Dat heescht, déi sinn op a budgétiséiert. Dat heescht, wann Der elo d'Realitéit kuckt vun deem, wat ka besat ginn, da sinn et déi 150 nei Poste plus déi 143 en fin de compte, déi op sinn. Wien huet dann elo gespuert an der Realitéit vun de Froen?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech wëll just dann um Enn vum Joer kucken, ob déi Neiastellungen, déi gemaach ginn, dann elo 150 plus 143 sinn, oder ob et der just 150 sinn, wéi et versprach ginn ass. Mä dat gesi mer dann an der Exécution budgétaire vum Budget 2014.

An ech soen awer nach eng Kéier hannendrun, elo emol fir nach eng Kéier de seriöe Punkt opzehuelen, dee mer ganz um Häerz läit: Wann een um Personal spuert, da muss een awer och gutt oppassen, wou ee spuert! Mir hunn an der Kommissioun gefrot: Wou wëllt Der dann elo spueren, wann Der déi Poste manner astellt? Do hu mer nach keng Äntwert kritt, well eis gesot ginn ass, déi Diskussioun ass nach net ofgeschloss. Ech weess net, ob se ofgeschloss ass oder net ofgeschloss ass. Mä ech soe just: Passt op, wou Der se spuert! Wëllt Der se op der Polizei spueren? Da musst Der et soen, well déi Diskussioune si jo amgaang elo. Wëllt Der se op dem Enseignement spueren? Och déi Diskussioune si jo amgaang, fir d'Stonnenzuelen eropzesetze respektiv d'Déchargestonnen erofzesetzen. Ech diskutéiere gär mat iwwer eng Tâchendefinitioun vun den Enseignanten. Mä ech diskutéiere se gär pädagogesch mat, andeem ech kucken an deene Reformen, déi gemaach gi sinn, wat sënnvoll ass an net sënnvoll ass. An da fannt Der bei eis och e Partner, dee matdiskutéiert!

Mä awer elo net an dësem Kontext, esou wéi dat hei gemaach gëtt, wou mer jo gesinn, wat mer an deene leschten Deeg fir Diskussioune kruten a wou den Här Meisch gëschter schonn déi Propositioun iwwert d'Kollektivbewäertung, déi e gesat huet, schonn direkt huet missen zréckzéien, well se näischt war.

Féiert déi Diskussioun uerdentlech a passt op, wéi Der se féiert, well awer verschidde Servicer, wann Der dora spuert, mat där Evolutioun vum Land, dat ech an deene leschte Joren... wat ech virdru beschriwwen hunn a wat an deenen nächste Jore wäert kommen, do ass et awer ganz geféierlech, op verschiddene Poste reell ze spueren. Well mer do och gutt fonctionnéierend Administratioune fir eng Rei Zentralaufgabe vum Stat, richteg Zentralaufgabe vum Stat, brauchen! A wann Der déi auserneenhuelt, wann Der déi net genuch - an Dir hutt gëschter de Polizeidirekter héieren -, wann Der déi net genuch besetzt, dann hutt Der reell Problemer. Net elo, mä an deenen nächste Joren. Passt op, wat Der do maacht a wéi Der et maacht!

E puer Wuert zum Schluss iwwert dem Budgetsrapporteur säi Rapport. Well ech weess - ech war och eng Kéier Budgetsrapporteur -, wéi frustrant et ass, Här Berger, wann ee sech vill Aarbecht gemaach huet an et kritt ee kee Répondant dofir, wëll ech wierklech mat Freed e puer Wuert och iwwer Äre Rapport soen.

Dir hutt a kuerzer Zäit villes gesot an Dir sidd dräi grouss Punkten ugaangen, déi mech interesséieren. Dat Éischt, dat ass de Budget de nouvelle génération. Den Här Gramegna huet dat och gëschter erläutert. Dat Zweet, dat ass dee Slogan: „Mat manner Sue méi maachen" an Är Iddien dozou. An dann Är zéng Geboter. Wann deen ee sech fir den Herkules hält, dann hält deen anere sech fir de Moses. Dir waart alt zumindest um Bierg. Ech weess net, ob Der mat...

(Hilarité et interruption)

...mat de stengene Geboter zréckkomm sidd oder net, Här Berger, mä dat ass eng aner Fro.

Iwwert dee Budget vun der nouvelle Génération, do sot Der e puer Saachen. Och do gebraucht Der Termen, déi zwar... Budget 2.0, kopernikanesch Revolutioun gëtt dat. Viraarbechten, déi schonn amgaang sinn: vum Här Negri, 2006 huet e säin Text déposéiert. Ech mengen 2009, Här Negri, hutt Der en nach eng Kéier déposéiert? Éch hunn en zweemol gesinn als Dépôt. Mä enfin, et ass egal, eng Kéier oder zweemol déposéiert, en ass op jidde Fall déposéiert an der Chamber.

An den Här Frieden hat och Etüde vun der OECD driwwer maache gelooss - just fir ze soen, datt mir net géint esou eng Reform vun de Strukture vum Budget sinn. Au contraire! Just, mir soen, si ass effektiv extrem schwéier hinzekréien.

Mir kruten an där leschter Debatt, ech mengen, et war beim État de la nation, gesot: „Mä Dir hutt net virugemaach! Dir hat dem Här Negri säin Text do leien. Dir hätt e jo nëmme brauchen ze stëmmen, da wär déi Reform scho gemaach."

An ech soen Iech, wann dat esou ass, datt mer dem Här Negri säin Text nëmmen hätte brauchen ze stëmmen, da muss ech den Här Gramegna froen: Firwat hutt Der dann de McKinsey agestallt, wann Der den Här Negri hat? Deen hätt Iech d'Aarbecht gratis gemaach.

(Hilarité générale et interruptions)

Dat war elo e wéineg einfach, dat ginn ech zou.

(Interruptions diverses)

Mä dat Zweet, wat ech wollt dozou soen: Wann dat esou einfach wär, dem Här Negri säi Projet stëmmen, majo, da stëmmt en! Da stëmmt e ganz einfach! Dann ass jo Äre Problem geléist, da braucht Der net all déi Saachen do ze maachen.

Une voix.- Très juste!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä esou einfach ass et jo net. Dat wësse mer - ouni dem Här Negri ze no ze trieden -, dat wësse mer alleguer och.

Dat, wat ech do reprochéieren, dat ass...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...den Avis vum Statsrot nach zu dem Här Negri senge Propositiounen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo. An da géift Der se stëmmen?

(Interruption)

Da géift Der se stëmmen?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Kucke mer emol, wat de Statsrot seet.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bodry, géift Der se da stëmmen? Mir kucken, wat de Statsrot seet. Okay.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mä 2005 an 2014 ass e bëssen eng laang Zäit. Dat...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Majo dann, dat ass ganz...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Néng Joer!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass ganz interessant, dat do,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Néng Joer!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...well elo komme mer vläicht op de Fong vun der Saach. Dat Éischt, dat ass, wann ech dem Här Negri säin Text liesen, éischten Artikel, éischten Artikel vum Här Negri sengem Text: «La procédure budgétaire est fixée par la Chambre des Députés, après consultation du Gouvernement.»

A Frankräich ass eng nei LOLF gemaach ginn. Den éischten Alinéa vum Exposé des motifs an d'Explikatioun dovun, ech liesen Iech dee gär vir: «La nouvelle loi organique sur les lois de finances (LOLF) manifeste d'abord une réaction du Parlement (cette loi organique est d'origine parlementaire) visant à donner une véritable signification à l'examen du budget, en lui permettant de se prononcer sur les crédits demandés en fonction des objectifs des politiques qu'ils sont censés soutenir et des résultats obtenus.» A Frankräich ass deen Text vum Parlament proposéiert ginn, ausgeschafft ginn an diskutéiert ginn. Den Här Negri gesäit et och a sengem éischten Artikel vir.

Hei stellen ech fest, datt dat net de Fall ass. Souguer d'Cour des Comptes versteet déi Aart a Weis net. A wann Der d'Cour des Comptes liest a wann Der an der Kommissioun waart - an Dir waart do -, dann hutt Der héieren, wéi gesot ginn ass, datt et eng absolut Nécessitéit ass, datt d'Parlament direkt géif agebonne ginn, datt et eng absolut Nécessitéit ass, datt d'Parlament an d'Cour des Comptes vun Ufank u kéinte matschwätzen! Well schlussendlech muss d'Parlament duerno de Budget kontrolléieren!

A wa mer eng Reduktioun vun den Artikele maachen a wa mer eng aner Organisatioun vum Budget maachen, da muss déi och vun hanne bis vir mam Parlament duerchgeschwat ginn! Well schlussendlech musse mir et kontrolléieren! Dat ass eng vun eisen éischten Tâchen, déi mer musse maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dofir fannen ech d'Aart a Weis net korrekt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass eng nei Thees.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dofir fannen ech déi Aart a Weis hei net korrekt, wéi hei ëmgaange gëtt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...dem Här Frieden seng Thees, dat do!

(Interruptions diverses)

Et ass eng nei Thees, dat do.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- 2015 soll en place gesat ginn a bis elo ass gesot ginn, datt de Budget 2015 e Budget vun der neier Generatioun wär. E Budget 2.0, e kopernikanesche Budget, géif ech bal soen.

Mä den Här Gramegna huet gëschter awer d'Problemer do opgezielt. Den Här Gramegna huet gëschter och gesot, wéi laang Zäit - Dir hutt vun 2005, 2006 geschwat -, wéi laang Zäit ee brauch, fir richteg - fir richteg! - esou eng Reform hinzekréien.

Dat franséischt Parlament huet an den 90er Joren ugefaangen! 2000 ass e Gesetzesprojet déposéiert ginn. 2001 ass e gestëmmt ginn. 2002 sinn d'Ministèren ugeschwat ginn, fir en ëmzesetzen. 2005 ass fir d'Éischt e Budget, wann ech richteg verstanen hunn, à blanc gemaach ginn, mat engem klassesche Budget nach niewendrun. 2006, nodeem dat Gesetz 2000 déposéiert gi war, 2006 ass deen éischte Budget vun der kopernikanescher Revolutioun en place gesat ginn. All dat, wann een et seriö wëllt maachen, brauch seng Zäit.

Et ass eis hei eppes ugekënnegt ginn a manifestement ass et ganz kloer, datt dat elo net ka geschéien. A gëschter hunn ech och fir d'Éischt

dat richteg verstanen: Dat soll och elo net geschéien, mä och dës Regierung seet - an dat fannen ech dann nach optimistesch -, dës Regierung seet, datt elo emol de Budget 2.0 géif kommen, mä datt de Budget 2.0 awer misst vun engem Budget 3.0 iergendzwousch eng Kéier suivéiert ginn, well et evident ass, datt ee bis de September déi kopernikanesch Revolutioun, déi nei LOLF, déi nei Organisation budgétaire, esou wéi se am Ufank gesot gi war, net hikritt.

Ech verstinn dat ganz gutt. Ech si par ailleurs, muss ech och éierlech soen, frou, datt Der net sot, Dir géift dat elo alles probéieren ze maachen, well Dir hätt keng Chance gehat, fir et bis dee Moment hinzekréien. Et ass vill méi räsonabel, dat wëllen an zwou Etappen ze maachen. Ech si just gespaant, an dat soen ech awer wierklech hannendrun, ech si just gespaant, wat dann elo déi Simplification budgétaire ass, déi Der elo an enger éischter Etapp wëllt aféieren an nach eng zweet Etapp hannendrusetzen, mä an der éischter Etapp emol wëllt maachen.

Well ech soen awer ganz kloer, datt et fir d'Parlament muss enorm wichteg sinn, datt d'Lisibilitéit vun deem Budget awer och garantéiert ass an datt mer och kënne suivéieren, wat par rapport zu engem Joer op dat anert changéiert oder net changéiert a wéi déi Fraisen investéiert ginn. D'Lisibilitéit, d'Traçabilitéit an d'Transparenz vum Budget, dee muss moderniséiert ginn, mä e muss awer wéinst dem Parlament bewaacht sinn (veuillez lire: mä dat muss awer vum Parlament iwwerwaacht ginn). An ech soen nach eng Kéier, ech géif et als noutwendeg an als nécessaire fannen, esou schnell wéi méiglech d'Parlament hei anzebannen. A wann ech „esou schnell wéi méiglech" soen, da mengen ech „direkt"!

Den Här Berger gebraucht dann d'Formel: „Méi mat manner." An d'Regierung seet jo: „Mir musse méi mat manner maachen." D'Beispiller, déi vum Här Berger gebraucht ginn, fir ze beweisen, wéi dat soll goen, ech wëll déi och eng Kéier ervirsträichen.

Dir sot, Här Berger: Mir musse méi sozial Selektivitéit maachen. Sinn ech och absolut domat d'accord. Et muss een awer nach wëssen, wéi een déi sozial Selektivitéit mécht, wéi ee se ugeet, fir se ze maachen. A wann een dat bis weess, wat eng ganz schwéier Geschicht ass, wat vill Diskussioune wäert déclenchéieren, da muss een och nach wëssen, datt ee se esou ka maachen, datt se och administrativ maachbar ass.

Vill vun deene Reforme si jo gescheitert oder waren extrem schwéier, well se d'Mise en place vun engem ganzen administrativen Apparat présupposéiert hunn, deen et onsënneg war en place ze setze fir d'Resultater, déi een erauskritt. Och do si mer ganz gespaant, wat an deenen nächste Jore muss kommen.

Op jidde Fall stelle mer elo fest, datt, wann ech Radiosinterviewe vun deem engen oder deem anere Regierungsmember héieren, deen da seet, et gëtt zum Beispill an der Familljepolitik manner ausginn, mä et ass awer keen, dee manner kritt, da froen ech mech just, wéi dat soll an der nächster Zäit gemaach ginn. Op jidde Fall si mer gespaant op déi Reform dann, wa se bis eng Kéier op den Dësch kënnt.

Wann ech vum System vun de Chèques-services schwätzen an ech soen, an de Chèques-services, oder den Här Berger seet, an de Chèques-services muss gespuert ginn, dat kascht ze vill: Da kascht et jo d'Leit méi deier, wa méi dorobber gespuert gëtt, wa manner Leit et kréien. An et seet een awer hannendrun: Eis Zilsetzung ass d'Gratuitéit vum ganze Service! Ech soen: Dir maacht et fir d'Éischt méi deier, fir et da méi bëlleg ze maachen! Je veux bien, datt een déi do Logik huet.

Wann ech da bei der Éducation nationale kucken, wou d'Tâchen ugehuewe ginn: Och do ass d'Fro „méi mat manner" eng, déi net der Realitéit entsprécht. Dir wëllt hei effektiv, datt méi Schoul gehale gëtt, an Dir wëllt a sech, datt méi geschafft gëtt. An et ass net, datt do méi bezuelt derfir gëtt. Ech mengen, déi Logik, déi Der hei asetzt, „manner ausginn, fir méi erauszekréien", dat ass eng Formel, déi ganz schwiereg ass, wann net onméiglech, an d'Realitéit ëmzesetzen. Ech géif se einfach net gebrauchen, well ech mengen, datt se Sand an d'Ae gestreet ass.

Dir hutt, Här Berger, zéng Chancen opgezielt. An ech muss soen, déi zéng Chancen - d'Kannererzéiung, Éducation nationale, d'Place financière, d'Attraktivitéit, d'Konnektivitéit, Chômage, Logement, Écologie, Mobilitéit a schlussendlech och d'Wichtegkeet vun der Tripartite - ënnerschreiwen ech och. Dir hutt dat richteg gesinn. Dat sinn an deenen nächste Joren déi grouss Erausfuerderungen, déi mer wäerten hunn an un deenen d'Regierung, dëst Parlament, an deenen nächste Jore muss schaffen, fir nei Weeër ze fannen.

Dat, wat Der awer net gitt, dat sinn natierlech déi finanziell Äntwerten, wéi mer dann op deenen do Punkte méi maachen a manner ausginn. Dat sot Der awer net! Well Der et och net kënnt soen. Et ass par ailleurs och net den Objet vun dem Budgetsrapport, fir et ze soen.

Ech soe just, datt, wann Der wëllt an all deene Punkten, déi Der do opgezielt hutt, méi maachen, vill méi maachen - a mir musse vill méi maachen, wann déi Zuelen an der Realitéit antrieden, déi ech virdru genannt hunn, musse mer vill méi maachen -, wann Der vill méi wëllt maachen an Dir wëllt wesentlech manner ausginn, soen ech Iech, esou geet et net. Et musse Choixe gemaach ginn.

An ech mengen, Dir sollt och do de Leit d'Wourecht soen: do manner, wou et net oder net méi noutwendeg ass, wou et net méi gebraucht gëtt, an do méi, an dat muss een och soen, wou d'Gerechtegkeet oder d'Mënschlechkeet et verlaangen oder wou mer d'Zukunft vun eisem Land mussen opbauen.

Mir hunn eis, an dann halen ech op, mir hunn eis laang iwwerluecht an der CSV, ob mer Abstentioun bei dësem Budget solle maachen oder ob mer sollen dergéint stëmmen. Well et en Transitiounsbudget ass, well nach vill vun deem Gesoten a vun deem Geschriwwenen aus der Hand vum viregte Finanzminister staamt, dofir hu mer eis déi Fro an der Realitéit gestallt. Mir sinn zur Konklusioun komm, datt mer géifen dergéint stëmmen, well déi nei Akzenter, déi hei gesat gi sinn, Saache sinn, déi mer sécher net kënnen deelen. An duerch all dat, wat virdru versprach ginn ass a wat am Budget net gehale ginn ass.

Ech hoffen, datt Der déi sechs Méint, virun deenen d'Regierung elo steet, fir en neie Budget, de Budget 2015 ze maachen, wou dann, wéi den Här Berger et a sengem Rapport seet: «Une partie substantielle des gains envisagés portera sur l'exercice 2015», dat heescht, wou e groussen Deel vun de Spuermoossname scho missten dran enthale sinn oder perspektivesch dran enthale sinn, ech hoffen, datt Der déi sechs Méint gutt ausnotzt, fir zu engem Resultat ze kommen. Well wann Der dat wëllt an d'Realitéit setzen, da muss de Budget 2015 e ganz grousse Worf sinn. Deen heite Budget huet op jidde Fall déi gemaache Verspriechen net agehalen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Claude Wiseler. Als nächst Riednerin huet d'Madame Joëlle Elvinger vun der DP d'Wuert. Madame Elvinger, wann ech gelift.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporteur Eugène Berger huet et en Dënschdeg schonns ausféierlech gesot: De Budget fir 2014, dee mir hei virleien hunn, ass en Iwwergangsbudget, dee leschte Budget vun der aler Generatioun. Et ass e Budget, deen déi nei Regierung geierft huet, mä wou si awer dat Bescht erausgeschloen huet.

Eng Reduktioun vun 8,5% bei de Fonctionnementskäschte beim Stat a kierzester Zäit ze realiséieren, verlaangt Respekt, a besonnesch fir déi eenzel Ministèren, déi all Steen ëmgedréit hunn op der Sich no Aspuernisser. Gläichzäiteg sinn d'Investitioune vum Stat trotz engem Décalage vun eenzelne Mesuren op engem ganz héijen Niveau gehale gi mat 1,6 Milliarden Euro am Joer 2014.

Ech wëll awer elo net op déi weider Efforten agoen, déi déi nei Regierung dëst Joer gemaach huet. Si si jo schonns vu menge Kolleeginnen a Kolleegen hei am Haus am Detail kommentéiert ginn.

Et ass awer e Fait, dass dës Efforten net duerginn. Mir mussen dëst Joer en Zant zouleeën. Mir brauchen eng grondleeënd Budgetsreform, e Budget vun enger neier Generatioun fir déi kommend Generatiounen. E Budget, deen déi jonk Leit net hypothekéiert, mä hinnen hir Chancen opstoe léisst an hinnen d'Moyene gëtt, hir eegen Zukunft ze gestalten.

Et muss een et kloer soen: Et ass net bei de Recetten, wou zu Lëtzebuerg d'Kromm an der Heck läit. Mir haten déi lescht Joren e ganz considérabelen Zouwuess u Recettë beim Stat. Si sinn tëschent 2005 an 2014 ëm méi wéi 65% gewuess. Vill Länner an Europa wiere frou, wann et hinnen ähnlech ergaange wier. Mä eis Dépensë sinn nach méi geklommen. Jo, et kann een et soen: D'Dépensë vum Stat lafen eis fort, an d'Recettë kënnen domadder net méi Schrëtt halen.

An de Jore vun der Finanzkris 2008 an 2009 sinn eis Dépensë souguer all Kéiers ëm bal 10% geklommen, obwuel mir en Abroch bei de Recetten haten. D'Resultat dovunner si Scholden, déi déi viregt Regierung gemaach huet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

D'Cour des Comptes huet et an hirem Avis zum Statsbudget kloer formuléiert: Mir kënnen eise Budget nëmmen an de Grëff kréien, wa mir et packen, den Zouwuess un ëffentlechen Ausgaben ofzebremsen. D'TVA-Erhéijung vun 2% wäert e positiven Effet op der Recettësäit brëngen, deen awer net duergeet. Et gëllt och, op der Dépensësäit nozezéien.

De Problem bei eise Statsfinanze läit op der Dépensësäit. D'Dépensë wuessen net nëmmen ze schnell, mä si wuessen och automatesch, also ouni dass deem eng bewosst politesch Décisioun zugronn läit. 80% vun eise Statsausgabe si sougenannten „Automatismen", Ausgaben, déi vu Joer zu Joer klammen, ouni dass mir eis an der Vergaangenheet gefrot hunn, ob dës Dépensen nach justifiéiert sinn an ob mir eis politesch a gesellschaftlech Ziler domadder erreechen.

Meng Fraktioun wëllt, dass dëst Land zu enger aktiver Gestaltung vu senger Zukunft zréckfënnt, dass erëm politesch Choixe getraff ginn an dass eng Politik aus engem Goss gemaach gëtt. D'Dépensë vum Stat ze hannerfroen, ass een Element dovunner.

Et ass mir awer och als nach relativ jonke Mënsch wichteg, hei ze soen, dass mir zënter enger Rei Jore Suen ausginn, déi mir net hunn. Suen, fir déi mir musse Schold maachen. Schold, déi muss zréckbezuelt ginn, wann net haut, da muer, a wann net muer, dann iwwermuer!

Wéini bezuele mir déi Suen zréck? A wie bezilt se zréck? Sinn et déiselwecht Leit, déi elo vun den Dépensë profitéieren? Oder geet et net éischter op d'Käschte vun deenen, déi nokommen?

Ech héieren esou oft de Begréff „spueren" am Kontext vun enger néideger Budgetskonsolidéierung. Mä geet et net a Wierklechkeet drëm opzehalen, Suen auszeginn, déi mir iwwerhaapt net hunn? Eis ëffentlech Schold huet sech an de Joren 2009 bis 2013 verdräifacht. Esou kann et net virugoen an esou wëllt d'DP net virufueren!

Eis Statsfinanzen an de Grëff ze kréien, ass dofir eng vun de groussen Erausfuerderunge fir déi nächst fënnef Joer - dëst am Intérêt vun deene Jonken. Mir mussen derfir suergen, dass mer d'Gestaltungsfäegkeet vun eiser Zukunft net aus den Hänn ginn. D'Erausfuerderunge si sécherlech grouss, awer maachbar.

Mir musse bis Enn 2018 bei de Statsfinanzen e Konsolidéierungseffort vun 1,1 Milliard Euro erreechen, dëst fir eisen Obligatiounen um europäesche Plang nozekommen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Déi nei europäesch Regele suergen derfir, dass de Wuesstum vun den ëffentlechen Ausgaben net méi schnell ass wéi de Wuesstum vum PIB. Dëst ass wichteg, fir sécherzestellen, dass déi dramatesch Finanzkris sech an Europa net widderhëlt.

Mir mussen eis virun Aen halen, dass d'Erfëlle vun dësen Obligatiounen net iergendeen abstrakt Zil ass, mä dass mir eis elo mussen ustrengen, fir an Zukunft erëm e finanzielle Spillraum ze schafen. Mir mussen eis elo nei opstellen, fir deene Jonken déi beschtméiglech Méiglechkeeten a Chancen ze ginn.

D'Regierung huet déi éischt Schrëtt an d'Weeër geleet, fir d'Schéier tëschent de Recetten an Dépensë méi kleng ze maachen. Am Budget 2014 huet si et jo schonns fäerdegbruecht, den Zouwuess un Dépensë mat 3,5% op den niddregste Stand zënter 2008 ze brëngen. Dat ass en Erfolleg! Trotzdeem wäerte mir de Budgetséquiliber wuel net packen. Et mussen also nach eng Rei Schrëtt op dësen éischten nokommen. Mä ech sinn zouversiichtlech, dass dat och passéiere wäert.

Ech héieren deslescht awer och ëmmer erëm vereenzelt Stëmmen dobaussen, déi strukturell Reformen net fir néideg halen, well d'Wirtschaftsprevisioune jo erëm positiv sinn. A si mengen, dass d'Finanzsituatioun beim Stat sech vum selwen erëm arenke wäert.

Jo, de Comité de prévision schätzt, dass eise Wirtschaftswuesstum déi nächst Joren am Schnëtt bei 3,5% wäert leien. Dat ass vill. Et muss een awer derbäisoen, dass d'Europäesch Kommissioun déi Lëtzebuerger Schätzungen ze optimistesch fënnt. Prognose sinn dat, wat se sinn. Si sinn eng gutt Tendenz, wann näischt Aussergewéinleches passéiert. Mä et leet awer keen d'Hand dofir an d'Feier, dass si och genau esou antrieden.

Ech selwer tendéieren zur Virsiicht, well mat der Zukunft vum Land dierf een net spillen. Mä ech wëll och drun erënneren, dass et nach net allze laang hier ass, wou hei am Land esou Wuesstumszuelen als ënnerduerchschnëttlech ugesi gi sinn. Esou schnell kann d'Perspektiv sech änneren. Mir sinn haut an enger anerer Realitéit ukomm an e viraussiichtleche Wuesstum vun 3,5% ass eppes, wou mir haut kënnen houfreg drop sinn.

Et ass awer och eng Realitéit, dass mir an deene leschte 15 Joren ëmmer méi mat externe Schocke konfrontéiert gi sinn: den 11. September 2001, d'Platze vun der New-Economy-Blos, d'Bankekris. Global Krisen, déi mir kaum beaflosse konnten, mä déi och zu Lëtzebuerg net spurlos laanschtgaange sinn. Krisen, op déi mir eis mussen astellen a wéinst deene mir musse Suerg droen, dass mer a wirtschaftlech gudden Zäiten impeccabel opgestallt sinn, fir eis Marge de manœuvre a méi schwieregen Zäiten kënnen oprechtzëerhalen.

Ech wëll awer och drop opmierksam maachen, dass déi viraussiichtlech wirtschaftlech Croissance hei am Land net dozou bäidroe wäert, fir de Chômage ze reduzéieren. Eisen Emploi wiisst dëst Joer ëm 1,9%. Dat ass net schlecht, mä am Laf vum Joer wäert de Chômagetaux dem Statec no op 7,4% weider klammen, an domadder och d'Dépensë vum Fonds pour l'Emploi.

Mir kënnen eis Statsfinanzen nëmmen an de Grëff kréien, wa mir strukturell Mesuren huelen. Strukturell Mesuren heescht, eise Budget nei opzestellen an d'Dépensë systematesch ze hannerfroen. Dëst ass keng nei Erkenntnis vu mir. De Budgetsrapporteur Eugène Berger huet dorobber higewisen, a vill vu senge Virgänger och.

Mat der neier Regierung ass d'Zäit komm ze handelen, amplaz nëmmen ze constatéieren.

De Statsrot huet et och a sengem Avis zum Budget gesot: Mir hu virun allem en Ausgabeproblem bei der Zentraladministratioun. Am Budget 2014 huet d'Zentraladministratioun trotz Spuerefforten en Defizit vu 545 Milliounen Euro.

Déi lescht Jore si méi schlecht wéi gutt iwwerbréckt ginn, an dat obwuel d'TVA-Recetten um elektronesche Commerce spektakulär an d'Luucht gaange sinn. Mä mir wëssen all, dass dëst Gléck net méi vu ganz laanger Dauer ass.

Et hëlleft eis och net, dass eis Pensiouns- a Gesondheetskeesen am Moment nach gutt gefëllt sinn. Net nëmme sinn déi Suen affectéiert, mä d'Berechnunge weisen eis, dass mëttelfristeg d'Situatioun wäert dréien an de staatlechen Apport ëmmer weider wäert klammen.

Et ass ëmmer erëm am Laf vun den Diskussioune gesot ginn: D'Joer 2015 ass e Schlësseljoer fir Lëtzebuerg. D'Experte soen eis, dass mir eng 700 Milliounen un TVA-Recetten um elektronesche Commerce wäerte verléieren. Zum Verglach: Dëst Joer wäert déi elektronesch TVA nach méi wéi eng Milliard zu de Recettë bäidroen. Dës Recettë ginn déi nächst Jore méi kleng, fir mëttelfristeg komplett auszefalen.

D'Regierung huet mam Guichet unique fir d'E-Commerce-Betriber, dem sougenannten „Mini one-stop shop", alles drugesat, fir déi Betriber hei zu Lëtzebuerg ze halen. Aner Atouten, déi mir als Wirtschaftsstanduert hunn, musse mir elo nach méi an d'Vitrine stellen: kuerz, onbürokratesch Weeër, eng zentral Lag an Europa, héich qualifizéiert Aarbechtskräften an, jo och, en attraktiivt Steierëmfeld.

2015 ass awer och e Schlësseljoer wéinst dem Ewechfale vum Bankgeheimnis. Et gëtt dofir kee Grond, nervös ze ginn. Eis Bankeplaz ass staark genuch, sech dorobber anzestellen. Mir mussen eis awer virun dësen Hannergrënn bewosst sinn, dass e wirtschaftlechen Opschwong eis net dovunner dierf ofhalen, d'Erausfuerderungen, déi virun eis stinn, unzegoen. Mir dierfe se och net erauszögeren.

Jo, mir hunn en ekonomesche Kontext, dee sech ophëlt, mä eng Finanzsituatioun vum Stat, déi riskréiert sech weider ze verschlechteren. Ännere mir näischt, riskéiere mir ab 2015 en negative Solde structurel an eng ëffentlech Schold vu 16 Milliarden am Joer 2018.

Eleng dëst Joer hu mir eng Schold vu 7,2 Milliarden. Dofir bezuele mer iwwer 211 Milliounen un Zënsen zréck - d'Joer, wuelverstanen! Mat deene Sue wier dem Stat seng finanziell Participatioun un der éischter Phas vum Tram quasi bezuelt.

Här President, ech hunn elo vill vun Zuele geschwat. Zuele si wichteg, mä nach méi wichteg ass et, ze wëssen, firwat mir Efforte musse maachen. Eng Budgetskonsolidéierung ass kee Selbstzweck an et geet och net drëm, de Finanzminister just glécklech ze maachen.

Budgetsefforte sinn néideg, fir eise Sozialstat wiederfest fir d'Zukunft ze maachen. Et geet drëm ze verhënneren, dass eis Zënslaascht duerch déi Scholden, déi mer maachen, eis Handlungsfäegkeet an der Zukunft aschränkt.

Et geet dorëm, eiser Wirtschaft en zolidd Fundament ze ginn, wat et erlaabt, nei a sécher Aarbechtsplazen ze schafen.

Dëst sinn d'Grënn, firwat strukturell Reformen néideg sinn. Si sinn am Intérêt vun eisem Land, eise Bierger an eiser Wirtschaft.

Meng Fraktioun encouragéiert dofir dës Regierung, e Screening vu sämtlechen Ausgabe fir de Statsbudget 2015 ze maachen an domat all d'Ausgaben op hir Effikassitéit hin ze iwwerpréiwen. All eenzel Ausgab vum Stat muss gekuckt an hannerfrot ginn, ob dës nach hiren Zweck erfëllt. Sozial Selektivitéit a Solidaritéit si bei dësem Exercice wichteg Stéchwierder.

Mir mussen et awer och fäerdegbréngen, Transparenz am Budget ze schafen an Dépensen novollzéibar an iwwerpréifbar ze maachen, virun allem fir de Bierger. Dësen Inventaire vum Budget ass d'Instrument, fir mat manner Geld eng besser Politik ze maachen.

Här President, de Budgetsrapporteur Eugène Berger huet a sengem Rapport zéng Zukunftschancë fir Lëtzebuerg formuléiert. Chancen, déi et gëllt ze notzen, mä déi eis net an de Schouss falen. Mir mussen d'Äerm eropstrëppen an eis ustrengen, fir dës Potenzialer ze entfalen. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass dës Regierung de Courage, d'Energie an d'Loscht huet, fir dës Erausfuerderungen unzegoen. Ech erlabe mer op där heiter Plaz, dräi vun dësen Zukunftschancen erauszepicken an ze développéieren.

Déi éischt ass d'Weiderentwécklung vun eiser Finanzplaz. Dës stoung an deene leschte Jore vill an der internationaler Kritik, an de Wand, deen eis entgéintgeblosen huet, war net ëmmer agreabel. Mir vergiessen iwwert dësen deels polemeschen Diskussioune gären, dass mir kënnen houfreg sinn op déi jorelaang Success Story, déi eis Finanzplaz fir Lëtzebuerg war, ass an och an Zukunft wäert bleiwen. Lëtzebuerg huet et fäerdegbruecht, eng international Plaz iwwer Jorzéngten opzebauen, déi entre-temps an hire Kärdomänen, dem Private Equity an den Investmentsfongen, zur absoluter Weltspëtzt gehéiert.

D'Finanzplaz ass ouni Zweifel de wichtegsten ekonomesche Secteur vum Land an ass och mat knapp 45.000 Aarbechtsplazen eng regelrecht Jobmaschinn. D'Finanzplaz mécht 30% vun de Recettë vum Stat a 40% vum PIB aus.

Géife mer déi Secteuren derbäirechnen, déi indirekt vum Finanzsecteur ofhänken, wieren déi genannte Pourcentagen nach vill méi héich. Eis Finanzplaz ass den zentralen Nervesystem vun eiser nationaler Wirtschaft, och wann et richteg an indispensabel ass, aner Wirtschaftspiliere méi staark ze développéieren.

Och wann den Här Wauquiez aus Frankräich dat net gäre gesäit, mä de Succès vun dëser Finanzplaz ass nëmme méiglech gewiescht duerch eng Europäesch Unioun, duerch d'Opmaache vum Bannemaart an d'Spille vum fräie Wettbewerb. Et ass am ureegenen Intérêt vun Europa, dass mir bannent der EU international kompetitiv Finanzplaze behalen. Dofir brauche mir an Europa eng Finanzgesetzgebung, déi eis net um internationale Marché benodeelegt.

Lëtzebuerg huet missen an der Vergaangenheet dowéinst onbequeem Positiounen an der EU anhuelen. Hätte mir dat net, wier eis Finanzplaz staark benodeelegt gi par rapport zu anere Standuerter, wéi der Schwäiz.

Mir hunn dëst Joer e Befreiungsschlag gemaach, andeems mer dem automateschen Informatiounsaustausch zougestëmmt hunn - mä net ouni sécherzestellen, dass och aner Finanzplazen déiselwecht Obligatioune mussen erfëllen. Et ass wichteg, dass mir elo vun den nächste Méint a Jore profitéieren, fir nei Signaler ze setzen, well eng Finanzplaz ouni Bankgeheimnis mécht eis Dieren op, déi virdrun zou waren. Och dofir war et e ganz wichtege Schrëtt, dass mir vum GAFI am Mäerz als „largement conforme" agestuuft gi si wéinst eise Beméiunge géint de Blanchiment.

Den Ufank vum automateschen Informatiounsaustausch fir den 1. Januar 2015 wäert ouni Zweifel en Effekt op d'Lëtzebuerger Finanzplaz hunn. Et ass e grousse Changement, dee virun der Dier steet, mä Lëtzebuerg ass gewinnt, sech ze adaptéieren an ze innovéieren. Wa mir eis an der Vergaangenheet op Acquisen ausgerout hätten, hätt dës Finanzplaz sech ni esou kënnen entwéckelen.

Eng Restrukturatioun vun eisem Private Banking bleift net aus a si ass scho voll amgaangen. D'administrativ Käschte ginn an d'Luucht, well elo systematesch Informatiounen un auslännesch Steierämter musse geliwwert ginn. Et wäert och en Deel vun den Aktiven d'Plaz verloossen - de Statec rechent do mat enge 5%.

Mir sinn also an enger ganz décisiver Phas vun eiser Finanzplaz. Mä ech sinn zouversiichtlech, dass deen enorme Savoir-faire am Private Banking eis et wäert erlaben, dës Erausfuerderungen ze meeschteren. Et gëllt elo, sech op nei Pisten ze konzentréieren, déi sougenannten „Family Offices", déi spezialiséiert Servicer fir grouss Verméigen ubidden. Mir mussen elo bei neien Opportunitéiten zouschloen, sief et bei der Internationaliséierung vun der chineesescher Währung Renminbi, den islamfrëndleche Finanzproduiten oder bei den alternativen Investmentfongen. Mir mussen eis awer och weider diversifizéieren, nei Kompetenzfelder entwéckelen an och den Assurancësecteur ausbauen.

Meng Fraktioun ënnerstëtzt d'Regierung voll a ganz an hire Beméiungen, déi nächst Méint a Jore proaktiv ze notzen, fir dës nei Opportunitéiten ze développéieren a gestäerkt aus dëser décisiver Etapp ervirzekommen.

Här President, d'Startchancë vun eise Kanner an d'Liewen sinn dat zweet Zukunftsfeld, op dat ech wëll agoen. Grad an der Familljepolitik musse mir eis d'Fro stellen, ob d'Politik hir Ziler erreecht huet oder ob mir net an der Vergaangenheet mat vereelste politesche Mesurë probéiert hunn, enger neier Realitéit ze begéinen.

Meng Fraktioun begréisst et, dass dës Regierung an der Familljepolitik erëm d'Kanner an de Vierdergrond wëllt setzen. D'Etüde vu Statec, CEPS/Instead a Caritas ginn eis e kloert Bild: Mir packen et de Moment net, all eise Kanner déiselwecht Startchancen an d'Liewen ze ginn. Aarmut ass zu Lëtzebuerg verierfbar an d'Kanner aus aarme Stéit hunn net déiselwecht Erfollegschancen an der Schoul wéi Kanner aus bessergestallte Familljen.

Aus deem Grond plädéiert d'DP derfir, eise Fokus op déi Zäit virun der Aschoulung ze leeën, nämlech op déi dräi éischt Liewensjoren, an deene sech schonns ganz vill bei der Entwécklung vun de Kanner deet. Mat engem Taux vun iwwer 40% Auslänner kann et eis och net egal sinn, wa vill Kanner eréischt am Préscolaire mat der lëtzebuergescher Sprooch konfrontéiert ginn.

Mir mussen dofir d'Offer vun enger qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung an den Zentrum vun eise Beméiunge réckelen. D'Kannerbetreiung, sief et an de Crèchen, de Maison-relaisen oder am Précoce, muss Hand an Hand mat der ëffentlecher Schoul goen. Dat wëllt awer selbstverständlech net heeschen, dass mir wëllen de Schoulunterrecht an d'Kannerbetreiung eraverlageren. Wat mir wëllen, ass e luest Aféieren, e luest Eruféiere vun eise Kanner un d'Schoul, fir sécherzestellen, dass, wann et dann am Fondamental lassgeet, eis Kanner déiselwecht Chancen hunn, fir hir Schoullafbunn mat vill Freed an Erfolleg ze gestalten.

Mir halen et awer och fir wichteg, besonnesch d'Fraen ze encouragéieren, op d'mannst nach ee Been an der Aarbechtswelt ze halen, wa si sech fir eng Famill entscheeden. Eisen Taux vun der weiblecher Beschäftegung läit mat ënner 65% nach wäit hannert deem vun de Männer mat knapp 80% zréck. Mir fannen et dofir wichteg, d'Familljentransferte mat Bléck op dës Erausfuerderungen ze iwwerschaffen.

Eng rezent Etüd vun der OECD weist, dass d'Familljeförderung an der Vergaangenheet virun allem mat Steierabattemente gläichgesat ginn ass. Huet eng Koppel zu Lëtzebuerg mat duerchschnëttlechem Verdéngscht zwee Kanner, läit hir Steierlaascht bei 14,3%. Dat ass däitlech manner wéi bei enger Koppel ouni Kanner, déi géif 37% Steiere bezuelen. Bei kengem vun den ënnersichte Länner ass dës Differenz esou drastesch wéi zu Lëtzebuerg. Am Verglach eis Nopeschlänner: A Frankräich géif déiselwecht Famill mat zwee Kanner 41,6%, an der Belsch 41% an an Däitschland 33,8% bäidroen.

D'DP ass der Iwwerzeegung, dass Familljepolitik eppes aneschters ass, wéi Steierabattementen ze verdeelen. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass mir den Eltere virun allem eng héichwäerteg Kannerbetreiung mussen ubidden, eng Plaz, wou d'Eltere sécher kënne sinn, dass hiert Kand a gudden Hänn ass an optimal gefërdert gëtt. E Paradigmewiessel an der Familljepolitik heescht deemno och e kritescht Iwwerkucke vu Finanzleeschtungen, fir eis Moyene verstäerkt um Niveau vun de Sachleeschtungen anzesetzen.

Déi drëtt a lescht Zukunftschance, op déi ech wëll agoen, ass de Logement. Mir stinn hei vläicht virun deem gréisste Versoe vun der Politik an deem leschte Jorzéngt. D'Präisser vun de Bauterrainen an de Käschtepunkt fir Wunnraum hunn d'Entwécklung vu Lëtzebuerg an deene leschte Jore behënnert. Dëst gëllt souwuel fir d'Entreprisen, déi et ëmmer méi schwéier hunn, Terrain a Bürosfläch fir räsonabel Präisser ze fannen, mä virun allem awer och fir d'Privatstéit. Mir sinn deene jonke Leit a Familljen et schëlleg, schnell Remedur ze schafen, fir dass si sech hir eege véier Wänn kënne leeschten.

Verschidden Acteuren hu kritiséiert, dass duerch d'Ofschafe vum vergënschtegten TVA-Saz op Zweetwunnengen Investitiounen um Wunnengsmarché ofgebremst wäerte ginn a Loyerspräisser riskéieren eropzegoen. Ech muss awer de Constat maachen, dass ëmgedréit dës Steiererliichterungen net zu engem Ofbremse bei de Locatiounspräisser gefouert hunn. Mir mussen éierlech sinn: Den Amortissement fir a Wunnengen zu Lëtzebuerg ze investéieren ass immens favorabel, soudass eng Investitioun an de Stee sech zu Lëtzebuerg ëmmer nach wäert lounen.

Meng Fraktioun ass iwwerzeegt, dass dës Mesure vun der niddreger TVA fir Zweetwunnengen d'Situatioun um Wunnengsmarché net verbessert huet. Mir stinn och virum Constat, dass all déi staatlech Subventiounen an der Logementspolitik net de gewënschten Effet erreecht hunn an d'Präisspiral sech ëmmer weider no uewe gedréit huet.

D'Politik muss also nei Weeër aschloen. Mat deem iwwerschaffte Plan sectoriel «Logement», deen am Mee presentéiert wäert ginn, gëtt hei den Ufank gemaach. Eis Bevëlkerung wiisst, a si wiisst rasant: Ongeféier 550.000 Leit wunne fir de Moment am Grand-Duché, an et kommen der all Dag derbäi. Et gëtt kee Wee derlaanscht: Mir mussen d'Offer un Terrainen a Wunnenge vergréisseren, well nëmmen esou kann een e Ventil opdréien, fir bei de Präisser e bëssen Drock ofzebauen.

Une voix.- Dat ass richteg.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Mir ënnerstëtzen d'Regierung op hirem Wee, dass sougenannten „Baulandverträg" an Zukunft sollen derzou bäidroen, dass op engem als Bauterrain ëmklasséierten Terrain och wierklech gebaut gëtt an dësen net fir Spekulatiounszwecker zréckbehale gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- De Stat selwer wäert awer och säint dozou bäidroen, fir d'Wunnengsnout an de Grëff ze kréien, andeems e kuckt, wéi en déi Baulückenterrainen, iwwert déi e verfüügt, sënnvoll ka fir de Wunnengsbau fräiginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Ech sinn zouversiichtlech, dass all déi Mesuren, déi ech opgezielt hunn, wäerten hëllefen, d'Präisser am Logement ze stabiliséieren an dass eng Léisung vun der Wunnengsnout en zentraalt Element ass, fir deene jonke Generatiounen en zolitte Start an d'Eegestännegkeet ze erméiglechen.

Dëst waren déi dräi Zukunftschancen, déi ech erausgepickt hunn aus deenen zéng. Net, well déi aner manner wichteg sinn, mä well ech mengen, dass déi dräi Punkten entscheedend Piliere fir e Lëtzebuerg vu muer erëmspigelen.

Eng staark Finanz- a Wirtschaftsplaz, déi Aarbechtsplaze schaaft an de Wuelstand vu Lëtzebuerg séchert, e staarkt a qualitativt Encadrement vun eise Kanner, dat sécherstellt, dass jiddwer Kand déiselwecht Startchancen an d'Liewen huet, eng Logementssituatioun, déi et deene jonken Erwuessenen erlaabt, sech op hir eege Féiss ze stellen an hiert Liewen no hire Virstellungen ze gestalten, dës grouss Erausfuerderunge verlaangen et, dass mir virgetrëppelt Weeër, déi an d'Sakgaass gefouert hunn, verloossen an nei Weeër opmaachen! Weeër, déi déi nei Regierung schonns zum Deel an deene leschte Méint opgezeechent huet a wou ech zouversiichtlech sinn, dass nach vill weider Piste wäerten nokommen.

Et kann awer net d'Politik eleng sinn, déi dës nei Weeër betrëtt. Mir musse si zesumme mat eise Bierger goen. Och d'Relance vum Dialog tëschent de Sozialpartner ass e wichtegt Element, fir dës Diskussioun ze féieren. Ech sinn iwwerzeegt, dass opgrond vun den Erausfuerderunge kee vun de Partner sech et dierf erlaben, esou en Dialog ouni Konklusiounen ofzebriechen. Dëst setzt viraus, dass festgefruere Positioune mussen opgedeet ginn an dass ee sech openeen zoubeweegt.

Une voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- D'Politik, d'Bierger, d'Zivilgesellschaft an d'Sozialpartner, mir all droen eng gemeinsam Verantwortung fir d'Zukunft vun dësem Land. Et bleift mir deemno nëmmen den Appell, et zesummen unzegoen!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Elvinger. Als nächste Riedner huet d'Wuert den Här Alex Bodry vun der LSAP. Här Bodry wann ech gelift.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt de Merci vun eiser Fraktioun un de Rapporteur vun dësem Budget, den Här Berger, deen ënner méi Zäitdrock, wéi dat normalerweis de Fall ass, et fäerdegbruecht huet, e kompletten an interessante Rapport hei ze maachen. Een, dee selwer zweemol scho Budgetsrapporteur war a senger Carrière hei an der Chamber, weess, mat wéi vill net ëmmer unerkannter Aarbecht esou e Rapport effektiv ze dinn huet. De Fait, dass sech eng Partie Riedner bis elo och op Deeler vun deem Rapport hei bezunn hunn, weist, dass et e gudde Rapport ass.

Budget 2014, jo, et ass elo an Zäit vun e puer Méint eigentlech fir déi zweete Kéier, dass mer iwwert dat Budgetsjoer 2014 hei diskutéieren. No der Diskussioun an dem Vote, déi mer hei am Dezember d'lescht Joer hate fir de Budget fir déi éischt véier Méint, geet et dann elo iwwert déi gesamt Period vun 2014.

An effektiv ass dee Budget, dat soen all d'Commentateuren, e Budget charnière, en Iwwergangsbudget vun enger politescher Mandatsperiod an déi aner, en Iwwergangsbudget vun zwou Wirtschaftsperioden - hoffe mer zumindest: vun enger Period, déi gezeechent war vun enger ganz staarker weltwäiter Kris, Eurokris, déi hir Répercussioune besonnesch och am Finanzland Lëtzebuerg natierlech hat, an, wéi sech dach awer ofzeechent, an do deckt sech awer déi grouss Aschätzung, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, mat där Aschätzung, déi och international Organisme fir de Moment maachen, vun enger Period dach erëm weltwäit och vu wirtschaftlechem Opschwong.

Et wäert sech erausstellen an deenen nächste Joren, ob dat hei och e Budget wäert sinn, deen eng nei Zort vu Budget wäert alaude fir d'Zukunft, also dee leschte Budget wäert sinn eigentlech, deen op eng méi klassesch, traditionell Aart a Weis opgestallt ginn ass an organiséiert ass an also de Wee weist fir Neierungen, déi sech op deem dote Plang maachen.

Dat wär op jidde Fall och dat, wat mir als LSAP géife wënschen, wat mer net midd gi sinn ze froen, am Dezember 2005 iwwert de Roger Negri, Budgetsrapporteur sengerzäit, woumat och all Mënsch natierlech d'accord war. A wéi gesot, 2005, dat si bal néng Joer hier par rapport zu haut. Ech weess, dass mer jo anscheinend d'Land vun de klengen Distanze sinn, mä op jidde Fall vun de ganz laange politeschen Décisiounen!

A well sech net vill gedoen huet, obwuel mer an der Regierung waren, ass den Här Negri dohinnergaangen an huet eng zweet Etapp gemaach: En huet eng Proposition de loi gemaach. Dat huet en awer gemaach, well sech näischt gedoen huet op der Regierungsbänk, well d'Begeeschterung, fir op en neie Wee ze goen an der Budgetspolitik, net do war.

An do ass dann dat gemaach ginn, wat oft gemaach gëtt: Mir hunn dann nach, nodeem mer fënnef Joer gewaart hunn, emol eng Etüd an Optrag ginn. An déi läit elo dann iwwer ee Joer vir. An ech denken, dass déi Etüd zesumme mat der Proposition de loi vum Här Negri dann och wäert vun dëser Regierung opgegraff ginn an datt probéiert wäert ginn, do Neel mat Käpp ze maachen. Och wann de Finanzminister ganz richteg drop opmierksam gemaach huet, dass d'Mise en musique vun neie Regelen net vun haut op muer ka geschéien, mä eréischt iwwer e laange Prozess kann etappeweis gemaach ginn. Do soll een och, mengen ech, d'Erwaardunge vun haut op muer net ze héich schrauwen an de Bléck fir d'Realitéit, och opgrond vun deenen auslännesche Beispiller, behalen.

Ech si frou, dass den éischte Spriecher vun der CSV - et wäerten der jo nach eng ganz Partie nokommen, et ass esou richteg esou e Kléiblat vun CSV-Politiker, déi haut wäerten d'Wuert ergräifen an der Nofolleg oder an der Absenz, ech weess net wéi, vum Här Juncker -, dass e sech hei vill méi nuancéiert ausgedréckt huet, wéi dat bis elo an éischte Reaktiounen an Interviewen emol ze liese war, vun him selwer an nach vun anere Leit, par rapport zum Dépôt vun dësem Budgetsprojet. Do hätt ee gemengt: alles falsch!

Nun ass awer - dat gefält vläicht deene Leit net esou, déi elo an der Regierung sinn a virdrun an der Oppositioun waren -, dat gesinn ech awer zumindest, dee Budget hei, den 2014er Budget, wat en Iwwergangsbudget ass, awer a ganz villem an der Kontinuitéit vun deem, wat d'Budgetspolitik vun deene leschte Jore war.

Déi Budgetspolitik, déi kann ee kritiséieren op deem engen oder anere Punkt, mä wat ech awer och net wëll hei mat deelen, dat ass déi pauschal negativ Duerstellung, déi gemaach ginn ass vun där Budgetspolitik, déi vun 2009 bis 2013 gemaach ginn ass vun der viregter Regierung a vun der viregter Koalitioun.

(Interruption)

Ech wëll drun erënneren, dass mer a villem e Konsensus haten an dass déi Budgetspolitik, déi do gemaach ginn ass an deene leschte Joren, dat reflétéiert an dass dëse Budget dat eigentlech och weider mécht.

Mir haten e Konsensus, net onbedéngt Eestëmmegkeet, mä e breede Konsensus, éischtens, dass mer an der akuter Kris géifen eng antizyklesch Politik maachen.

Et war e Konsens hei am Haus 2009 an 2010, an deemools ware keng aner Stëmmen hei, besonnesch 2009 net virun de Wahlen, fir ze soen: Et ass elo net de Moment, fir mam Routstëft duerch d'Ausgabe vun deem Budget ze fueren, mä et geet éischter drëm, elo an enger schwiereger Zäit - an ech däerf drun erënneren, dass mer awer hei e Réckgang vu 5% vun eisem PIB haten, ee vun de gréisste Réckgäng a ganz Europa! -, et ass drëm gaangen, fir dat emol - an dat hu souguer d'Wirtschaftskreesser sengerzäit als richteg emfonnt, haut wëlle se wahrscheinlech och dovunner näischt méi wëssen! -, fir dat emol effektiv ze kucken, emol ze stabiliséieren, Vertrauen hierzestellen an net duerch zousätzlech Couppen an den Ausgabe vum Stat noutgedrongenerweis dat Ganzt nach ze verschlëmmeren.

Dat huet gegollt 2009, 2010 an duerno natierlech war d'Prioritéit, fir eng Konsolidéierungspolitik vum Budget ze maachen.

Mir waren eis och eens, dass mer ni däerften an déi Situatioun kommen, dass mer d'Fonctionnementskäschte vum Stat missten iwwer Emprunte finanzéieren. Et ka Sënn maachen, souguer an Zäite vun Héichkonjunktur, en Deel vun den Investitiounsausgaben - déi gréisser Projeten - op eng Generatioun ze verdeelen, also och do op Emprunten zréckzegräifen, mä et däerf ni dozou kommen, dass déi normal Fonctionnementskäschte vum Stat iwwer Emprunte misste géigefinanzéiert ginn.

Mir waren eis och ëmmer eens, dass mer d'Statsinvestitiounsquot sollten op engem héijen Niveau halen. Mir waren eis eens, dass mer d'Neiverschëldung sollte strikt begrenzen. A mir waren eis och eens mam mëttelfristegen Zil, wat europäesch Ziler sinn, wou mer eis haut guer net méi kënnen entzéien, dat ass fir Lëtzebuerg - bis op Weideres, mä all dräi Joer gëtt eng Revisioun vun deem „mid-term objective" gemaach - plus 0,5% am strukturelle Saldo vun dem ëffentleche Budget, Statsbudget plus Sécurité sociale plus Gemengesecteur. Dat ass Konsens, an ech denken, dass dat haut eigentlech nach ëmmer Konsens ass, wa mer eis elo an Zukunft e Projet zéien.

An ech mengen, dat musse mer awer och bei där heiter Diskussioun maachen! An dat huet mech e bëssen enttäuscht bei den Interventioune bis elo - mä dat ka sech jo nach ännere bei deenen aneren Interventiounen -, et ass esou e bëssen déi Vergaangenheetsbewältegung, an där mer elo dra sinn haut de Moien, an d'Noutwendegkeet, no vir ze kucken, d'Noutwendegkeet, ze kucken, wéi et weidergeet...

Une voix.- Genau!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- D'Noutwendegkeet, och emol ze kucken: Wat steet an deem Budget 2014 dran?

Wat mech ëmmer erëm frappéiert, ass, dass mer bal all Kommentare fixéieren op déi 230 Milliounen Aspuerungen, déi d'Regierung hei affichéiert huet an deem heite Budget, an dass mer iwwert déi 14 Milliarden, de Rescht, déi 14 Milliarden, wat am Budget steet - mir schwätzen also iwwert dat, wat net am Budget steet -, dass mer ganz wéineg eigentlech eis domadder auserneesetzen, och wann dat eng Weiderféierung ass vun Engagementer, déi mer hunn.

Mä de Fait, dass mer hei zu Lëtzebuerg op deem héijen Niveau nach kënnen déi Investissementer tätegen, dass mer déi dote Qualitéitsservicer am ëffentleche Beräich kënne weider behalen, dat ass awer eng ganz wichteg Fro, mat all deene ville Gelder, déi och a kruzial Zukunftssecteuren investéiert ginn an deem heite Budget. An dat ass fir eis immens wichteg. Dat däerfe mer, bei aller Freed, bei aller Kompetitiioun a Froe vu Spueren a Budgetséquiliber net aus den Ae verléieren. Dat Inhaltlecht, wat an deem heite Budget dran ass, dat däerfe mer och an deenen nächste Joren net vergiessen, wa mer iwwert den 2015er Budget schwätzen an déi Joren, déi duerno kommen.

Dëse Budget beinhalt, dat ass wouer, e Konsolidéierungspak. Et ass eigentlech deen drëtten, wann ech dat an där Zäit post 2008/2009 kucken. En ass méi kleng wéi déi aner, mä méi schwéier ze maache gewiescht wéi déi aner. A virun allem awer, an dat kann ech dëser Koalitioun an dëser Regierung zeguttschreiwen, ass et e Konsolidéierungspak, deen déi viregt Regierung a Koalitioun net virgesinn hat.

Et war ënnert der viregter Koalitioun, dat ass nozeliesen, am 14. Aktualiséierungstext vum Programme de stabilité et de croissance war net méi virgesinn, 2014 e Konsolidéierungspak ze maachen. Deen ass net dran opgefouert. Dee gëtt eréischt fir 2015 an Aussiicht gestallt vun der vergaangener Regierung.

Dës Koalitioun geet méi wäit, wéi déi viregt Koalitioun wollt a konnt goen. An ech mengen, et ass och richteg, dass se et gemaach huet. Obwuel ech elo feststellen, dass praktesch all Moossnam, déi d'Regierung mécht, fir den Équiliber vum Budget ze konsolidéieren, fir eis och e bësse Wach ze schafen, och fir déi nächst Joren, well do sinn och strukturell Elementer an deem Spuerpak hei mat dran, dass alles dat zerpléckt gëtt, zerriet gëtt: Deem enge geet et ze wäit, deem anere geet et net wäit genuch. Deen ee seet: „Net esou!" - et ass ëmmer einfach, sech op d'Form ze konzentréieren, well een um Fong net wëllt Stellung bezéien -, an deen anere seet: „Ah, net elo, eng aner Kéier!"

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Bon, wann dat esou weidergeet, da kréie mer, soen ech Iech awer, d'nächst Joer oder um Enn vum Joer hei spannend Diskussiounen iwwert den 2015er Budget!

An ech muss éierlech soen, ech ka mech nëmme wonneren, wéi schnell enger CSV op eemol d'Iddien ausginn. Ech hätt mer haut erwaart, mä dat kënnt nach alles vläicht haut de Mëtten, ech hätt mer haut erwaart, hei géifen Alternativen op den Dësch kommen.

(Interruption)

Wann een all d'Moossnamen eenzel zerpléckt, wann een all Moossnam, déi dran ass, eenzel zerpléckt...

(Brouhaha général)

Wann een all...

Jo, Dir jäizt, Här Gibéryen. Da kann ech mer virstellen, wat den Inhalt vun Ärer Ried wäert sinn!

(Hilarité générale et interruptions)

Do wäert selbstverständlech och keng nei Iddi dra sinn. Dir wäert selbstverständlech... Et ass natierlech esou einfach, mä net verantwortungsvoll, dat ze maachen! Et ass esou einfach, sech op alles ze..., d'Kritik ze focaliséieren op déi Ännerungen, déi dra sinn, dann awer näischt ze soen, wat dann anescht gemaach gi wär.

Wéi hätt dee Budget..., an elo erwaarden ech mer natierlech, dass do eng ganz Rëtsch vun Amendementen hei komme vun der Oppositioun, déi de Budget...

(Interruption)

Jo, d'CSV huet jo scho gesot, si wäert e mat Sécherheet esou net stëmmen, well en anscheinend esou schrecklech ass. Wat hätte si anescht gemaach? Wat wär inhaltlech an deem Dokument, wat hei zur Ofstëmmung steet, wat wär anescht gewiescht? Hätte si méi gespuert? Hätte se manner gespuert? Hätte se anzwousch anescht gespuert? Hätte se méi Ausgabe gemaach op eenzelne Plazen? Manner Ausgaben op anere Plazen?

Dofir ass jo eigentlech eng Budgetsdiskussioun do! An déi wäerte mer, wa mer se haut net féieren, soen ech Iech awer, déi wäerte mer intensiivst gemeinsam féieren, wann et am Dezember drëm geet, de Budget fir 2015 ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Well do geet et net méi esou einfach wéi elo. Do muss jiddwereen d'Box erofloossen, fir dat emol ganz salopp auszedrécken.

(Brouhaha)

Do muss jiddweree soen... Dat ass net ëmmer e schéinen Ubléck, wahrscheinlech.

(Hilarité générale)

Mä dofir hu mer jo e Riednerpult hei an der Chamber.

(Hilarité)

Une voix.- Et ass héich genuch.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wat wichteg ass, mengen ech, an ech wär frou, wa mer dat stupid Spill, wat zënter Jorzéngten hei net anescht fonctionnéiert, ugesiichts vun där Herkulesaarbecht, an ech hoffen, dass et keng Sisyphusaarbecht gëtt, déi eis bevirsteet, wat déi Konsolidéierung, fest Konsolidéierung mëttelfristeg vun eisem Budgetséquiliber ugeet, dass et dann net geet, da seet déi eng, déi hunn d'Verantwortung, déi solle proposéieren, a mir zerrieden, zerklengeren alles, wat dann esou vu Propose kënnt, bal den Daum erof a meeschtens den Daum ganz kloer no ënnen.

Ech géif mir wënschen, dass mer hei e Concours vun de gudden Iddien hätten an dësem Parlament. Et ass elo fir déi Diskussioun, dee schwierege Budget 2015, dat gëtt dee schwieregste vun där ganzer Period hei, dass jiddweree weess, firwat. An do ka sech, wéinst der Vergaangenheet, och keen aus der Verantwortung hei erausstielen. Well gewosst war, an och déi Zuelen, déi déi lescht Regierung op Bréissel weiderginn huet, déi beweisen dat, a si seet et souguer an hirem Text: Déi nächst Regierung muss do e groussen Effort maachen!

An déi viregt Regierung war souguer nach méi ambitiéis. Si huet gesot, 2016, spéitstens 2017 musse mer bei plus 0,5% am strukturelle Saldo vun den ëffentleche Finanze sinn. Dës Regierung seet, well se, mengen ech, méi realistesch ass, si seet: Dat do probéiere mer ze erreechen um Enn vun dëser Period, Enn 2018.

A well dat doten esou laang gewosst ass, ka kee soen, e wéisst et net, a ka kee soen, e bräicht keng Virschléi hei ze maachen, wéi hie sech et virstellt, wéi dee Budget 2015 oder déi Budgeten duerno ausgesi sollen, fir effektiv dat Lach opgefëllt ze kréien, wat entsteet duerch deen dramateschen Abroch, dee wäert kommen ab dem nächste Joer a méi staark nach déi Joren drop, wat d'Einnahme vun der TVA beim E-Commerce ugeet.

An da geet et net duer, ze soen: net esou, net haut, ze vill, ze mann! Da muss ee soen, wat een alternativ proposéiert, fir dat doten Zil ze erreechen. Well iwwert d'Zil si mer eis alleguerten eens. Da muss jiddweree säi Wee hei deklinéieren an da sollen déi beschten Iddie sech duerchsetzen.

An da soll och, dat soen ech un d'Regierungskoalitioun, kee sech verschléissen, wa gutt Iddien - dat kann emol virkommen! - vun anere kommen, fir déi och matzehuelen, opzehuelen an ze integréieren an e gemeinsamt Konzept, wéi mer dat dote schëlleren an deenen nächste Joren. Dat ass déi Diskussioun, déi mer haut sécherlech net kréien, do maachen ech mer keng Illusiounen, mä déi wäerte mer musse kréien.

Et sinn och emol Zäite ginn, wou d'Oppositiounsparteien alternativ Budgeten ausgeschafft hunn. Alles dat ass et ginn. Dat ass vläicht eng Pist, déi kann dann och an Zukunft vun aneren exploitéiert ginn. Mä ech mengen, et ass op deem dote Punkt, wou mer déi demokratesch Konfrontatioun, am gudde Sënn vum Wuert, brauchen an deenen nächste Méint, fir fir dëst Land de beschte Wee ze fannen, wéi mer déi doten Erausfuerderunge packen.

Mir wëssen alleguerten, et ass de Fait, dass dës Regierung kann en Initialbudget - oder eppes Ähnleches, mir sinn zwar elo schonn am Abrëll ukomm - presentéieren 2014, dee vu vireran eigentlech total konform ass zu den europäesche Regelen, wou mer d'Ennzil eigentlech, dat mëttelfristegt Ennzil schonn erreecht hunn, mindestens 0,5% am Positive leien, wat den ëffentleche Budget ugeet - da soll ee sech doriwwer freeën! Ech weess, dass dat ëmmer eng Ausso war vu fréiere Finanzministeren, déi ëmmer gesot hunn, dass se et net kéinte verstoen, dass eigentlech, wann een esou Zuele géif presentéieren, dann erëmgemäkelt géif ginn un eenzelne Punkten an deem Budget.

Fir d'Éischt, mengen ech, solle mer alleguerten zefridde sinn, dass dat dote méiglech ass. Dat ass e Resultat, wat sech zum Deel ergëtt duerch déi besser wirtschaftlech Entwécklung, och déi besser, kuerzfristeg zumindest, Prognosen, wat déi wirtschaftlech Entwécklung, och hei zu Lëtzebuerg, ugeet, mat hire Répercussiounen natierlech och besonnesch op der Säit vun den Einnahme beim Stat. Mä dat ass awer och d'Resultat vu sukzessive politesche Weichestellungen, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn a wou dës Regierung mat dësem Budget eng zousätzlech Weichestellung an déi dote Richtung mécht.

Remarquabel bleift et - remarquabel bleift et! -, dass mer hei e Budgetsprojet virleien hunn, deen nëmmen eng Ausgabesteigerung virgesäit vun 3,5%, bei Einnahmen, déi iwwer 5% an d'Luucht ginn. An effektiv ass dat déi éischte Kéier, wou esou e Budget ka presentéiert ginn. Dat och, obwuel se vu ville Säite gedrängt ginn ass, och vun der Oppositioun gedrängt ginn ass, fir wa méiglech nach nei Dépensen anzeschreiwen. Et gëtt jo da gesot: Ma Dir hutt dat jo versprach! Firwat maacht Der dat dann net? Dës Regierung huet deem Drock standgehalen. Wat an der Vergaangenheet vläicht net ëmmer esou de Fall war bei aneren Dossieren.

Si huet deem Drock hei standgehalen a si huet gesot: Neen, mir maachen dat doten net. Mir konzentréieren eis scho bei dësem éischte Budget net drop, fir mordicus elo nei Initiativen ze lancéieren, mä fir emol d'Viraussetzungen ze schafen, dass déi richteg Décisiounen an deenen nächste Jore geholl ginn. Mir konzentréieren eis drop, fir wierklech déi Konsolidéierung vum Budget ze maachen an domadder - dorëms geet et eigentlech - méiglechst mann mussen zousätzlech léinen ze goen - et wäert nach weider musse geléint ginn déi nächst Joren -, mä eben dat manner ze maachen, wéi dat de Fall gewiescht wär, wann näischt geschitt wär. A mir konzentréieren eis dorop, op deen dote Punkt.

Et ass och deen éischte Budget vun de leschte Perioden, wou dës Kéier keng Steiererhéijung virgesinn ass. Et muss ee jo soen, dass et sech effektiv an deene leschte Joren, besonnesch wat dee strukturelle Volet vun de Spuermoossnamen ugeet, bal ausschliisslech um Niveau vun den Einnahme beweegt huet, wann een ofgesäit vun enger Rei vun Investitiounsprojeten, déi definitiv fale gelooss goufen.

Mä och do wëll ech awer soen, wann een dat elo haut kritiséiert, wat dës Regierung mécht, ech wëll net esou grausam sinn, dann awer zréckkucken ze goen. An do hu mer eng ganz flott Note nach kritt, ech hat se gefrot, vun der Finanzinspektioun iwwert d'Aschätzung vum leschte Spuerpak vun der viregter Regierung - e grousse Spuerpak; et ass dee gréisste Spuerpak, deen iwwerhaapt gemaach ginn ass.

Herno - wann een dat elo kuckt, de Bilan zitt vun deem Spuerpak vun 2013 - stellt ee fest, dass bäi Wäitem de Gros vum Spuere gemaach ginn ass op den Investissementer. An do mécht net de Gros d'Sträiche vu Projeten aus, mä de Gros vun deem maachen d'Reporte vu Projeten aus. Dat, wat och an dëser Regierung geschitt ass. Also ass dat, wat elo haut kritiséiert ginn ass, eigentlech och net fundamental verschidde vun deem, wat an deene leschte Jore gemaach ginn ass.

Méi krass ass et eigentlech nach, wann een elo déi Kritik lancéiert vu spueren an de Fonctionnementskäschten. Wou kënnt dat eigentlech hier? Ech muss soen, dass hei d'Regierung - an dofir huet et esou wéi gedoen, an dofir kommen d'Reaktiounen natierlech och - et net gemaach huet wéi déi viregt Regierung bei deem leschte Spuerpak. Beim éischte Spuerpak hat se et och anescht gemaach, do ass d'Spueren effektiv gerechent ginn op de gestëmmte Budget vum Joer virdrun.

Mä am leschte Spuerpak, do huet de Finanzminister eng Rechnung virgeluecht, wou en dovunner ausgeet, dass déi Fonctionnementskäschten ëm 6% géifen an d'Luucht goen. An en huet et fäerdegbruecht schlussendlech, eng Méiausgab vun 20 Milliounen als eng Ekonomie vu 35 Milliounen duerzestellen. Also, der Konscht vun de Budgetsministeren si praktesch an dësem Land, gesinn ech, keng Grenze gesat, wann ee kuckt, wat an der Vergaangenheet geschitt ass. Dofir sollt een, mengen ech, e bësse méi indulgent si vu gewëssene Säiten, wat elo d'Beuerteelung vun der Aarbecht vun dëser Regierung ugeet.

Op jidde Fall, déi nei Koalitioun beweist, dass och si kann e Budget opstellen, dass och si kann eng verantwortlech Budgetspolitik maachen. An dofir ass och, mengen ech, d'Zefriddenheet, dass dat, och wat de Statsdefizit ugeet, wat nach ëmmer de wonne Punkt bleift an eisem ganze System, dass dat, och wat de Statsdefizit ugeet, dës Kéier dee Budget ass, deen dee geréngste Statsdefizit opweist par rapport zu all deenen, déi an deene leschte Jore presentéiert gi sinn.

A wann een d'Entwécklung kuckt an der Inflatioun: Wahrscheinlech gëtt déi Indextranche net den 1. Oktober ausbezuelt, mä wahrscheinlech zwee Méint, vläicht souguer dräi Méint méi spéit. Wann een dat eleng berücksichtegt, da wäert et sech wahrscheinlech och, wat de Gesamtéquiliber vum Budget ugeet, éischter nach an der Exekutioun - wann déi néideg Disziplin do ass, an dorunner zweifelen ech net - zum Gudden hi verbesseren, wéi dass sech d'Bild wäert am Laf vum Joer - ausser et brécht eppes vu baussen eran, wat mer net wëssen - verschlechteren.

Ech fannen, wat och wichteg ass, ass déi Transparenz, wat d'Opstellung vun den Eckdate vum Budget ugeet. Dat ass eppes, wat eis zum Deel vun Europa imposéiert gëtt, wou mer scho laang driwwer diskutéiert hunn, wou mer laang, jorelaang hei Diskussiounen, och an de Finanzkommissiounen, haten: Brénge mer et dann net fäerdeg, all déi Leit, déi d'Donnéeën hunn, wat déi wirtschaftlech an d'Finanzentwécklung ugeet, beieneenzebréngen, fir dass se gemeinsam kënne Prognose maachen! Wéi vill Joren hu mer doriwwer diskutéiert!

Et ass zum Schluss vun der leschter Period dann en informelle Comité de prévision an d'Liewe geruff ginn, deen, eng Zäitchen zumindest, nach am stillen Kämmerlein geschafft huet. An elo, voll Transparenz: d'Publikatioun vun deenen Eckdaten, déi déngen, fir dee ganze Budget eigentlech opzestellen.

Och do hunn ech e bësse meng Bedenken, wann ech den Här Wiseler héieren hu virdrun, wou en dann all déi Prognosen eigentlech soft kritiséiert huet, als räichlech optimistesch duergestallt huet - ech deele souguer seng Aschätzung! -, mä ëmmer mat deem Ënnertoun, wéi wann d'Regierung eppes domadder ze dinn hätt! Dat gefält mer net.

Well den Här Wiseler weess, wann dat do sollt seng béis Absicht gewiescht sinn, dass deem net esou ass! Den Här Wiseler weess, dass dat hei e Gremium ass, zesummegesat aus héije Statsbeamten, déi vu sech aus déi dote Prognose gemaach hunn, déi ënner sech dat diskutéiert hunn a se esou der Regierung an der Chamber och virgeluecht hunn.

D'Regierung, mengen ech, däerf keen Afloss huelen - däerf keen Afloss huelen! - op déi dote Chifferen. An dat gëtt elo formaliséiert duerch dat neit Gesetz, duerch déi nei europäesch Bestëmmungen, déi mer wäerten ëmsetzen a wou jo och d'Regierung virgesinn huet, aus deem Comité de prévision eng offiziell Institutioun ze maachen, déi dann deementspriechend fonctionnéiert.

Also fir dat nach eng Kéier just kloerzestellen...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, ech wollt just soen, datt ech keng béis Absichten hat, datt ech déi Ziffere just benotzt hunn, fir d'Konsequenzen ze beweisen, déi am Fong déi budgetär Perspektiven hunn op d'Evolutioun vun eisem Land. Dofir sinn déi Chifferen d'ailleurs do. An ech hu se dofir gebraucht. Ouni béis Absicht, wëll ech Iech just soen. Heiansdo hunn ech der, mä ënnerstellt mer se net, wann ech se net hunn!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Aha, elo wësse mer, dass Der heiansdo béis Absichten hutt!

(Hilarité)

Dat ass gutt fir de Protokoll hei vun der Chamber.

D'viregt Regierung huet et net anescht gemaach. D'viregt Regierung huet allerdéngs, wéi nach dat do net formaliséiert war, heiansdo aner Eckdaten zréckbehale wéi déi, déi de Statec sengerzäit proposéiert huet. Dat ass emol an der Vergaangenheet esou gaangen. Dat konnt emol eng Kéier an déi eng Richtung goen oder an déi aner Richtung goen. Ech mengen, et ass scho gutt awer, dass een eng neutral Instanz huet, déi onofhängeg ass an déi doten Date liwwert. Mä dat wëllt awer net heeschen, dass déi Date richteg sinn!

Doriwwer musse mir eis eens sinn, an ech mengen, méi nach eigentlech d'ëffentlech Meenung muss sech eens sinn, dass dat ëmmer nëmmen eng Momentopnahm ass mat deem Wëssen, wat een haut huet. An dat Wëssen, dat entwéckelt sech natierlech an deenen nächste Méint, an dofir musse jo och ëmmer Upassunge gemaach ginn. An dofir akzeptéiert jo och Bréissel parfaitement, dass all Joers a souguer am Laf vum Joer nei Daten eigentlech geliwwert ginn an doropshin dann och eng Upassung gemaach gëtt vun der Finanzpolitik a vun de Prognosen, wat d'Entwécklung an deenen nächste Joren ugeet.

Et bleift positiv, dass een elo haut kann dovunner ausgoen, dass mer wäerten e Wirtschaftswuesstum kréie vun 3%, souguer iwwer 3% an deenen nächste Joren. Wat och wichteg ass, dat hänkt domadder zesummen - et kann een ëmmer dat negativ gesinn, dass den Emploi an d'Luucht geet an d'Répercussiounen op d'Landesplanung a wat och ëmmer -, mä positiv, nieft der Speisung vu gewësse Sozialkeesen, ass natierlech, dass mer domadder awer och wëssen, dat ass eng Donnée, déi konstant ass zu Lëtzebuerg: Wa mir e Wirtschaftswuesstum vun 3% a méi hunn, geet d'Aarbechtslosegkeet zréck.

An ewell geet och de Comité de prévision dovunner aus, dass, wann déi Entwécklung esou kënnt, wéi gesot ginn ass, dann d'nächst Joer eng Stabiliséierung op héijem Niveau - ganz kloer - vun der Aarbechtslosegkeet wäert kommen, an duerno misst dann d'Aarbechtslosegkeet erstmaleg zënter laangen, laange Joren hei zu Lëtzebuerg erëm eng Kéier zréckgoen.

D'Fro ass - an déi ass kontrovers diskutéiert, och, wa mer eis ëmmer selwer anhämmeren, mir hu strukturell Problemer -, dat do ass mat dem konjunkturellen Ëmfeld net alles ze erklären a mir hu strukturell en Defizit an eisem Budget, och bei héije Wuesstumsraten! Dat gëtt contestéiert. Et brauch een nëmmen d'Avisen ze liesen, engersäits d'Patronatsavisen, déi vläicht weiderhin d'Tendenz hunn, alles ze dramatiséieren, an mir hunn d'Salariatschamberen, ob dat elo d'Chambre des Salariés ass oder ob dat d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass, déi déi doten Thees eigentlech net deelen, woubäi d'Chambre des Fonctionnaires eigentlech nach bal méi wäit geet a souguer mengt, mir hätte praktesch an deenen nächste puer Joren net mat gréisseren Aboussen an den TVA-Einnahmen ze rechnen, wat no Meenung vu ganz villen Experten eng farfelu Thees ass, déi amgaang ass do opgestallt ze ginn.

An ech fäerte ganz, dass mer, wa mer déi reell Zuelen elo d'nächst Joer kréien, dann och wäerten d'Bestätegung vun där gängeger Thees kréien an net vun där minoritärer Thees, déi am Avis och vun der Chambre des Fonctionnaires zu dësem Projet hei festgehale ginn ass.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass déi optimistesch Zuelen optimistesch si par rapport zu deem, wat mer kannt hunn déi lescht Joren. Mä et kéint een och soen, an déi Thees gëtt et, dass se pessimistesch si par rapport zu deem, wat eigentlech an den 80er an an den 90er Joren d'Wuesstumsraten hei zu Lëtzebuerg waren, déi, dat muss een awer soen, gezu si gi praktesch ausschliisslech vun engem Wirtschaftssecteur: dem Finanzsecteur, dee gequollen ass an deenen dote Joren.

Eng total Boom-Situatioun eigentlech, vun där mer genau wëssen, dass den Ausbau vun deem dote Secteur sécherlech tempi passati sinn, dass sécherlech nach Deeler vun deem Secteur wäerte wuessen, wäerte musse wuessen, an déi erkläre jo och déi relativ positiv Prognose fir d'Zukunft, mä dass aner Deeler awer wäerte stagnéieren a wahrscheinlech souguer réckleefeg sinn an deenen nächste Joren.

Dofir ass eis Fraktioun der Meenung, opgrond vun deenen Donnéeën, déi mer haut virleien hunn, dass een net méi kann dovunner ausgoe sécherlech, dass mer an eng Situatioun wäerte kommen, dass mer esou en héije Wuesstum wäerten hunn an deenen nächste Joren, dass mer zum Beispill géifen dräimol méi staark wuesse wéi Däitschland, Däitschland, dat ugesinn gëtt als Lokomotiv vun den europäesche Staten. Well dat misst dee Wuesstum sinn, dee mer bräichten, fir dass praktesch automatesch eis Budgetsproblemer sech géife léisen. Et ass héchst onwahrscheinlech, dass mer dozou kommen.

Et ass och héchst onwahrscheinlech, dass mer an deenen nächste puer Joren erëm zu Aarbechtslosenzuele kommen, wéi mer se emol ufanks den 2000er Joren nach kannt hunn, fir net wäit mussen zréckzegoen. Dat géif praktesch méi wéi eng Halbéierung vun den Zuele vun den Aarbechtslosen hei zu Lëtzebuerg bedeiten. Soudass ee scho muss dovunner ausgoen - et wär alles méi einfach, wann et anescht wär! -, dass sech beschtefalls déi Prognose wäerte bewahrheiten, déi elo der Regierung gedéngt hunn, opgrond vun den Donnéeë vum Comité de prévision, fir déi heite Prognosen ze maachen. An doraus ergëtt sech weiderhin en décke budgetäre Problem fir déi nächst Joren, bei deem ee kann diskutéieren, wéi héich deen ass, mä dass en existéiert, ech mengen, iwwert déi Fro däerft hei eigentlech net méi diskutéiert ginn.

Ech deelen d'Usiicht vun deenen, déi soen, dass eigentlech dëst bessert wirtschaftlecht Ëmfeld a wahrscheinlech also eng gewëssen Décrispatioun awer och um Niveau vun der Aarbechtslosegkeet, dass dat eigentlech de gëeegente Moment ass - vläicht en historesche Moment ass! -, fir eng Rei vu Strukturreformen ze maachen.

Dobäi geet et net drëm, fir alles vun haut op muer ze zerschloen, wat iwwer Jorzéngte gewuess ass hei zu Lëtzebuerg, mä et geet drëm, hei mat klore Prioritéiten de Reformhiewel do unzesetzen, wou munches net esou fonctionnéiert, wéi et soll, fir méi Effizienz ze kréien a fir zum Deel och eng Réorientéierung vun eenzelnen Dépensë vun der ëffentlecher Hand ze kréien. Dat heescht fir munch Kreditter, dass se wäerten erofgoen, dat heescht awer och, dass aner Kreditter wäerte mussen eropgoen an deenen nächste Joren, well mer jo wëllen awer d'Zukunft vun dësem Land preparéieren an net einfach eng administrativ Gestioun vu Lëtzebuerg maachen.

Dofir brauche mer och eng nei Budgetsprozedur. Et ass gesot ginn. An ech sinn der Meenung, dass do d'Chamber emol bei sech sollt ufänken a sech vill méi staark an déi bestehend Budgetsprozedur abréngen.

Wéi vill Joren diskutéiere mer iwwert d'Änderunge vun eisem Chambersreglement, dass mer dat géifen upassen un de Semestre européen?

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wisou ass näischt geschitt? Abee, ech huelen hei en Engagement: Ech setze mech gär mat de Kolleegen zesummen, mir wäerten an deenen nächste Wochen, dans l'état actuel vun der Législatioun, zumindest probéieren, eis aktuell Budgetsprozedur, déi deelweis lettre morte bliwwen ass, unzepassen un den Échéancier, wéi en elo opgrond vum europäesche Kalenner sech ergëtt.

An dozou gehéiert och - ech weess, dass dat dës Kéier opgrond vu Kalennerfroe ganz schwiereg war, ech weess och, dass d'Regierungen ni ganz frou doriwwer sinn, mä et muss awer gemaach ginn, an d'CSV ass jo dann elo éischter op der Säit vum Parlament wéi op der Regierungssäit -, dass natierlech menger Usiicht no et wichteg ass, dat ass d'Meenung och vu menger Fraktioun, dass, wann iwwert de Pacte de stabilité et de croissance diskutéiert gëtt, wa mer déi Donnéeën op Bréissel schécken, dass dann eng Informatioun vun der Finanzkommissioun net duergeet, mä dass eigentlech muss eng ëffentlech Diskussioun och am Parlament gefouert ginn.

Mir wëssen, wéi d'Kalenneren dëst Joer waren, dat war ganz schwéier ze maachen, mä an Zukunft muss dat anescht goen. An dat sollte mer och an déi nei Budgetsprozedur vun eiser Chamber mat aschreiwen, fir dat och kloerzemaachen, datt, wéi an all anerer wichteger Etapp vum europäesche Prozess selbstverständlech och d'nationaalt Parlament - sief et iwwert d'Finanzkommissioun, sief et, wann et wichteg Froe sinn, iwwer eng ëffentlech Debatt hei an der Chamber - muss kënnen Afloss huelen op déi doten Décisiounen, déi geholl ginn.

D'Steierreform ass net fir muer. Och déi muss preparéiert ginn. Mä et ass evident an den Ae vun der LSAP-Fraktioun, dass een déi Efforte fir d'Konsolidéieren net ka lassgeléist gesi vun enger allgemenger Steierreform, déi néideg ass, well munches an deene leschten 20 Joer awer aus dem Rudder gelaf ass an einfach de Moment komm ass, fir eng Bestandsopnahm ze maachen an e Réajustement vun eisem Steiersystem virzehuelen an all senge Komponenten. Am Sënn selbstverständlech vu méi sozialer Gerechtegkeet, am Sënn och vun engem Équiliber, wat d'Besteierung vun dem Revenu, dem Kapital, dem Besëtz op där anerer Säit ugeet - alles dat muss, mengen ech, frësch gekuckt ginn!

Et ass och geschwat gi vun der Scholdefro. Dat hänkt natierlech direkt zesummen, well déi Efforten, déi mer bei der Budgetskonsolidéierung maachen, jo eigentlech awer och als eng vun den Haaptursaachen hunn, dass mer wëlle verhënneren, dass mer an eng Spiral vun ëmmer erëm neier Verschëldung erakommen, aus där mer ni méi wäerten als Land erauskommen.

Et ass keen Drama, wann een héich Investissementer huet an et wëllt een déi deelweis iwwer Emprunte finanzéieren. Mä et gëtt en Drama, an do ware mer no drun, wéi de Budget 2013 opgestallt ginn ass, an dofir d'Reaktioun och sengerzäit vun deenen zwou Regierungsfraktiounen, mir waren no drun, dass mer hätte misse praktesch esou vill Suen ophuelen, wéi déi deemoleg Regierung virgesinn hat, fir direkt an indirekt Investissementer ze maachen. Dat wollte mer sengerzäit net akzeptéieren, an ech mengen, och dës Koalitioun wäert esou eppes net akzeptéieren.

Dofir ass et, mengen ech, immens wichteg, do virzegoen, well mer och als klengt Land manner Spillraum hu wéi grouss Länner. Grouss Länner: Kuckt Frankräich, dat huet eng relativ héich Verschëldung, huet awer kee Problem, sech zu deeneselwechte Konditioune wéi mir eigentlech um internationale Finanzmaart réckzeversécheren.

Kleng Länner si vill méi vulnerabel, wa se eng Kéier do vum Wee vun der Dugend ofwäichen, dofir deele mer dat Zil, fir ze soen: Mir musse kloer ënnert där Marque vun den 30% - wat eng politesch Marque ass, méi net -, 30% vum PIB Gesamtverschëldung vum ëffentleche Secteur bleiwen.

Et ass geschwat gi vun deene 16 Milliarde Schold Enn 2016, woubäi een also och do awer muss éierlechkeetshalber soen, dass do awer nach ëmmer déi zwou Milliarde Schold derbäi sinn, déi de Lëtzebuerger Stat gemaach huet, fir déi Rettungsaktioun bei der Banque Générale kënnen ze finanzéieren. Wann d'Regierung eng Kéier mengt, de Moment wär komm, fir do deen Aktiepak erëm ze verkafen, da sinn natierlech och d'Suen do, fir déi dote Schold erëm eng Kéier zréckzebezuelen. Dat mécht awer ëmmerhi 4,5% vum PIB aus, soudass een awer déi Lektür also och do vun der Scholdesituatioun ëmmer mat där doter Nuance, mengen ech, muss weider gesinn.

Ech hunn et gesot: D'Debatt ass net eriwwer. Wat, mengen ech, awer wichteg ass, dat ass, dass och iwwert de Finanzminister - an dat ergëtt sech eigentlech aus den Zuelen, denken ech och - dat, wat d'Regierung wäert elo iwwert de Weekend op Bréissel weiderginn, wat déi 15. Aktualiséierung da vum Stabilitéitspakt ugeet, ass aus Siicht vun haut dat, wat ze stemmen ass, dat ass ronn eng Milliard Euro, wann ee festhält un deem mëttelfristegen Zil, fir eis Objektiver Enn 2018 ze erreechen, wat den ëffentleche Budget a säin Iwwerschoss ugeet.

Dat ass ze maachen, mä eng Milliard strukturell gëtt net einfach! All déi, déi bei viregte Spuerpäck derbäi waren - an an déi Freed kommen da vill anerer nach dës Kéier mat derbäi -, wäerte gesinn, dass dat awer méi einfach gesot wéi gemaach ass, fir dat och richteg ze maachen, richteg déi Mëschung ze maachen och an deem Konsolidéierungseffort tëschent op där enger Säit der Einnahmesäit an op där anerer Säit der Ausgabesäit.

Mir hunn eis ëmmer als LSAP ausgeschwat fir en „policy mix". Mir musse souwuel eppes maachen op der Säit vu méi Einnahmen, fir stänneg Einnahmen ze garantéieren, op där anerer Säit natierlech awer och strukturell Ausgabekierzungen an -aschränkunge virhuelen.

Dat gëtt déi spannend Diskussioun, déi mer wäerte kréien, besonnesch fir de Budget 2015, well ech der Meenung sinn, dass do eigentlech muss de gréissten Effort gemaach ginn. Mä awer och, leider och déi Joren hannendru wäerten Diskussioune musse kommen, well ech denken net, dass mer e Pak vun enger Milliard strukturell an engem Joer ronnkréien. Et sief effektiv, d'Foire vun de gudden Iddie géif hei an der Chamber ugoen, mä ech bezweifelen dat e bëssen. An dofir mengen ech, dass een also hei dat muss an Etappe maachen, eng gréisser Etapp 2015 an Etappen hannendrun.

Eng Virdécisioun ass geholl. Dat ass d'Erhéijung vun der TVA. Domadder si ronn 30% vun deem ganzen Effort gemaach. Mä wéi gesot, et muss een ofwaarden, d'Regierung huet viru Méint nach geschwat vun engem Effort vun 1,5 Milliarden, dee misst gemaach ginn, well do d'Prognosen eigentlech méi schlecht waren. Also, och déi eng Milliard do ass natierlech ëmmer erëm ze ajustéieren un déi lescht Entwécklung, déi ee vor Ort kann notéieren. Mä dat ass, mengen ech, eng grouss Erausfuerderung, déi sech do fir eis stellt, well dat jo och ëmmer erëm muss verbonne ginn awer och mat neie Politiken.

Mir kënnen net an enger renger Spuer- a Konsolidéierungslogik eigentlech un déi dote Froen erugoen, mä mussen et verbannen natierlech mat enger ganzer Rëtsch vun neie Politiken, déi och an der Regierungserklärung hiren Agang fonnt hunn, wou mer an eenzelne Beräicher och effektiv eis musse Fräiraum schafen, fir méi auszeginn an deenen nächste Joren, soudass also deen Effort do ganz, ganz schwéier gëtt a virun allem awer och sech muss ausriichten no enger ganzer Rëtsch vu Prioritéiten.

Fir eis ass et ganz kloer, dass dee ganze Beräich Schoul, Ausbildung, Héichschoul Prioritéit huet. D'Kannerbetreiung ass immens wichteg, Wunnengsbau - besonnesch soziale Wunnengsbau och -, den ëffentlechen Transport mam Tram, de Gesondheets- an de Fleegeberäich, déi een net däerf vergiessen, well mer jo och der Meenung sinn, dass mer u sech alleguerten näischt ze wannen hunn, wa mer en ausgemergelten, schankege Stat an Zukunft hätten, dee bei näischt méi kéint intervenéieren.

Wat ware mer frou, dass mer u sech e gewësse Speck haten, wéi d'Kris komm ass 2008 an 2009! Dat huet eis awer iwwer eng ganz Rei vu schwierege Momenter ewechgehollef. Wa mer eis vëlleg ausdoen, da kënne mer dat net méi, da kënne mer net méi reagéieren!

An engem klenge Land huet de Stat awer eng wichteg Aufgab, fir reguléierend a lenkend anzegräifen. Mir brauchen och an Zukunft e Stat, dee schützt, och hei zu Lëtzebuerg. A wann de Rapporteur mat Richtegkeet vun enger ganzer Rëtsch vu groussen Défie geschwat huet, wëll ech een zousätzlechen, en eeleften dann - och wann ech mech dann aus der biblescher Geschicht erausbewegen: Dat ass dee vum sozialen Zesummenhalt!

A sozialen Zesummenhalt, dat beschränkt sech net op d'Bekämpfe vun der Aarbechtslosegkeet a beschränkt sech net op d'Fro vum Ukuerbele vum Sozialdialog, dee mer ouni Zweifel brauchen, mä et ass awer och, dass mer an där Zäit elo vun engem, hoffe mer, wirtschaftlechen Opschwong awer d'Schéier tëschent Aarm a Räich net méi grouss gi loossen an dësem Land, dass mer deen Zesummenhalt do behalen, dass mer den Aarmutsrisiko net akzeptéieren. Dass all Sechsten hei zu Lëtzebuerg engem Aarmutsrisiko ausgesetzt ass, dat kann een eigentlech net roueg loossen als Politiker! Dofir brauche mer also och Margen, fir do kënnen ze intervenéieren. An an där ganzer Fro vun Ëmverdeelung a Réorientéierung vun den

Ausgabe muss dat doten och mat eragefouert ginn. Dat ass zumindest d'Meenung vun der LSAP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dës Regierung wäert och, mengen ech, a fënnef Joer net gemooss ginn un der Zomm vun den Aspuerungen a vun de Kreditkierzungen, déi se gemaach huet. Si wäert un de Resultater um Terrain gemooss ginn. Si wäert doru gemooss ginn, ob effektiv d'Aarbechtslosegkeet zréckgaangen ass, ob se en Ëmfeld geschafen, matgehollef huet ze schafen, fir dass och Privatinvestissementer gemaach gi sinn, dass erëm nei, dezent Aarbechtsplaze geschafe gi sinn, dass se gehollef huet och, déi Aarbechtsplaze vläicht méi op d'Résidenten auszeriichten, also och op déi Demande, déi mer hei um Aarbechtsmaart hunn.

Si wäert doru gemooss ginn - dat gëtt vläicht dat Schwéierst och, dofir hunn ech ëmmer déi Lat net ze héich gehalen -, ob se um Wunnengsmaart zumindest eng Stabiliséierung vun de Präisser ronnbruecht huet. Well do si mer eis jo awer eens: Ze mengen, dass mer an zwee, dräi Joer duerch ech weess net war fir eng... - mir wësse jo, wat d'Bauzäite sinn, mir wëssen, wat d'Planungszäite sinn! -, ze mengen, dass mer dann de Problem vun haut op muer geléist hätten, an enger ganz kuerzer Zäit! Neen! Mä mir kënnen awer hëllefen, wa mer all déi gutt Iddie beieneefëieren, zumindest eng Brems ze kréien, zumindest awer eng Stabiliséierung op héijem Niveau vun deem Ganzen ze kréien, fir dann an enger zweeter Phas, wann all déi Moossnamen do dann och gräifen, eng Reduzéierung erëm eng Kéier vun där ganzer Präisexplosioun am Beräich vun de Wunnengen ze kréien.

E puer Wuert wëll ech och soen, well dat awer och an enger Optik, an enger europäescher Optik dozou gehéiert, mir diskutéieren a stëmmen iwwert de Statsbudget of, awer e puer Wuert och iwwert de Gemengesecteur, e puer Wuert och iwwert d'Sécurité sociale, well dat eigentlech awer eng Diskussioun ass, déi mer och, mengen ech, gemeinsam musse féieren, och wann dat vläicht net esou üblech ass bei eis an der Chamber. Dat sinn awer dräi…, zwee Drëttel Volet vun där ganzer Fro, och wann de Statsbudget den décke Batz vun deem ausmécht.

D'Gemengefinanzen, dat gesäit een och hei, stelle momentan kee gréissere Problem duer, wat d'ëffentlech Finanzen an den Équiliber vun den ëffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg ugeet. Déi sinn zënter Jore plus ou moins am Équiliber. E klenge Plus 0,1 - 0,2. Bon, dat gëllt natierlech fir de gesamte Gemengesecteur. Dat gëllt natierlech net fir d'Gemengen eenzel gekuckt.

Dofir begréisse mir ausdrécklech de Wëlle vun dëser Regierung, dat do zu engem gudden Enn ze féieren, wat laang geplangt ginn ass, iwwer laang Joren, mä leider net konnt ofgeschloss ginn. D'Gemengefinanzen, do fuere mer an zwou Etappen: eng provisoresch Léisung, fir déi gréisst Ongereimtheeten an der Opdeelung tëschent de Gemengen auszemerze scho fir 2015, an duerno eng gréisser Gemengefinanzreform, wou eenzel Modeller virleien, déi op jidde Fall eng ganz valabel...

(Interruption)

Mir diskutéieren allerdéngs schonn zéng Joer driwwer.

Et ass eng ganz valabel Viraarbecht do geleescht ginn. Mir wëssen awer och, dass dat doten net ouni Kontroverse geet, soss wär et scho gemaach. A mir wëssen och, dass dat och zu internen Diskussiounen am Gemengesecteur féiert. Nach si mer der Meenung,...

(Interruptions diverses)

...dass dat dote muss a wäert kommen.

En neit Instrument besteet zënter Kuerzem, dëst Joer gëtt et fir d'Éischt exercéiert. Dat ass déi pluriannuell Planung an de Gemengen, wou also och elo méi Donnéeën zesummegefouert ginn, wat d'Situatioun vun deenen eenzelne Gemengen ugeet an insgesamt vum Gemengesecteur, déi de Gemengen et erméiglechen, och fir sech selwer eng besser Planung ze maachen, an der Regierung, och e besseren Iwwerbléck iwwert d'Gesamtsituatioun ze kréien. Och dat, mengen ech, ass also en Instrument, wat sécherlech nëtzlech ass, fir eng Gestioun vun den ëffentleche Finanzen ze maachen.

Wat mer ausdrécklech begréissen, dat soll och ausgedehnt ginn, dat ass de Wëlle vun dëser Regierung an do ass ee mat munchem op Granit gestouss an der vergaangener Period: Transparenz bei der Subventionéierung fir d'Gemengen. Ech weess, dass dat den Dada vun anere Leit hei an der Chamber war. Ech mengen, et soll een net fäerten, fir u sech all déi Subventiounen, déi vun ëffentlecher Hand ausbezuelt ginn, ëffentlech ze maachen.

Nëmme wann een dat mécht, wann een duerch déi Katharsis do geet, kann ee menger Usiicht no och dann eng vläicht méi geziilt Politik an deem dote Beräich maachen. Ech si sécher, dass et zu Réajustementer opgrond vun deenen doten Donnéeë wäert kommen a vläicht och nach zu där enger oder anerer Diskussioun, wat d'Vergaangenheet ugeet.

Volet Sécurité sociale: Do fält op, wann een déi heiten Zuele kuckt, dass d'Sécurité sociale weider, a souguer nach an engem verstäerkte Mooss iwwert déi nächst Joren, wann déi Prognose sech hei als richteg erweisen, wäert dozou bäidroen, dass d'ëffentlech Finanzen am Positive sinn. No deenen heiten Tableauen ass et esou, dass d'Leit vum Comité de prévision dovunner ausginn, dass 2014 an der Sécurité sociale nach en Iwwerschoss wäert si vu 638 Milliounen Euro. An dee géif souguer bis 2018 progressiv liicht uwuessen op 885 Milliounen Euro.

Dat wëllt net heeschen, dass mer, ganz laangfristeg gekuckt, kee Problem mat eiser Finanzéierung vun de Renten hunn. Dat heescht awer, dass a priori déi hei onrecht kréien, mat deenen heiten Zuelen, déi nach virun net allze laanger Zäit net midd gi sinn, hei an der Chamber ze soen, d'Regierung, déi viregt, wär vu farfeluen Hypotheesen ausgaangen, wéi si hir Berechnung gemaach huet, wat den Impakt vun der Rentereform ugeet.

Ech wëll drun erënneren, deemools ass d'Regierung dovunner ausgaangen, dass den Taux d'emploi géif ëm 1,5% am Schnëtt an d'Luucht goen. Den Här Wiseler huet d'Zuelen hei genannt. De Comité de prévision geet elo dovunner aus, dass en ëm 2,5% am Schnëtt wäert an deenen nächste Joren an d'Luucht goen. An dat erkläert natierlech och déi doten Entwécklung.

Et muss een allerdéngs och wëssen, dass, wann ee méi Leit huet, déi cotiséieren, da gëllt och erëm fir d'Zukunft, dass méi Verspriechen do si fir Renten. Dat heescht, mir verschuppen de Problem an der Zäit. En ass manner akut, wéi munch Leit gefaart haten, mä nach ass de Problem do. Et beweist awer och, dass déi Steierreform, déi gemaach ginn ass an der viregter Regierung, dass dat e wichtege Schrëtt war, fir ze hëllefen eigentlech, déi dote Situatioun am Griff ze halen.

D'Fleegeversécherung, do wësse mer, dass den Équiliber kuerzfristeg net méi wäert do sinn, dass muss gehandelt ginn. Den zoustännege Minister Romain Schneider huet jo och der Chamber matgedeelt, dass soll eng Consultatiounsdebatt nach virum Summer hei stattfannen, wou mer déi dote Fro wäerten diskutéieren. A mir wëssen och, dass trotz allen Efforten, déi gemaach si ginn, den Équiliber, wat d'Krankekeesen ugeet oder wat d'Gesondheetskeess ugeet, dass dee ganz prekär ass, dass dat net wäert evident sinn, dee mëttelfristeg ze halen ouni zousätzlech Moossnamen.

Dat wäert also och sécherlech eng Diskussioun ginn, déi mer nach ze féiere kréien, a wahrscheinlech och am Kader vum Spidolsplang, wou mer och dee Spidolsplang als Instrument gesinn, fir awer och déi Käschtenentwécklung am Gesondheetswiese besser kënnen ze steieren, deen dozou soll benotzt ginn.

E leschte Punkt, deen ech wollt ervirhiewen, ass d'Fro vun der ëffentlecher Fonctioun. De Regierungsaccord ass kloer. All Partei kann natierlech hir Meenung behalen, déi se hat. Et ass legitim, dat ze äusseren. De Regierungsprogramm ass kloer. An dës Regierung huet en eigentlech nach eng Kéier bestätegt, well et ass jo eigentlech nach eng Kéier en zousätzlechen Accord elo an der Fonction publique getraff ginn. An als LSAP sti mer zu deem, wat ausgemaach ass.

Bon, ech mengen, et ass eng Fro vu Glafwürdegkeet vu politeschem Handelen op där enger Säit. Op där anerer Säit mengen ech awer och, dass, wann een dat méi laangfristeg kuckt, den Impakt op d'ëffentlech Finanze vun deem Accord, deen an der Fonction publique getraff ginn ass, wat d'Erhéijung vum Punktwäert ugeet, verkraaftbar ass.

Et misst ee vläicht e bësse méi zréckkucken: Déi lescht Erhéijung vum Punktwäert war 2009, dat war ëm 1,5%. Elo kréie mer am Joer 2015 eng Erhéijung vun 2,2%. Dat mécht 3,7%. An d'Regierung seet ganz kloer - dat ass och eis Meenung -, dass sech um Punktwäert och näischt wäert ännere bis Enn vun dëser Period, bis 2018. Da si mer also 2009-2018 an enger Period vun zéng Joer, wou de Punktwäert wäert insgesamt ëm 3,7% an d'Luucht goen.

Kuckt emol no, wéi sech de Punktwäert entwéckelt huet an deene Jorzéngte virdrun. Et ass nach ni - nach ni! - zënter 50 Joer eng Period ginn, wou sech eigentlech esou mann op deem dote Feld gedoen huet. Et gi gutt Ursaachen, fir dass sech esou mann deet. Ech wëll sécherlech keng droptässelen, mä awer einfach, fir nëmmen ze soen, dass een awer och ëmmer erëm muss kucken, wéi sech dat doten entwéckelt huet.

An ech denken, dass och an deene leschten zéng Joer awer och am Privatsecteur net alles no ënne gaangen ass, mä a munche Secteure sech och eppes an engem ähnleche Mooss no uewe beweegt huet. Ech mengen, dass schonn awer hei eng vernünfteg Politik vun der Regierung ageschloe gëtt.

E Wuert och nach zum Index. En Index, dee jo och matspillt bei der Opstellung vum Budget. Ech hunn et scho gesot: wahrscheinlech e puer Aspuernisser fir dëst Joer an dësem Budget, well d'Indextranche héchstwahrscheinlech manner schnell wäert erfalen, wéi dat nach bei der Opstellung vum Budget gemengt ginn ass. An där doter Fro si mer frou, dass sech, wat d'Inflatiounsfront ugeet, d'Saache berouegt hunn. Dat gëtt och d'Méiglechkeet, a méi grousser Serenitéit eigentlech un déi Fro vun der Indexéierung vun de Gehälter an de Pensiounen erunzegoen.

Mir stinn zu där Iddi an eisem Wahlprogramm, am Koalitiounsprogramm, fir ze soen, gutt ass et, dass mindestens zwielef Méint leien tëschent dem Ausbezuele vun zwou Indextranchen. Mä d'Fro stellt sech, an déi Fro huet sech d'Regierung gestallt, ob et néideg ass, ze légiféréieren, also e Gesetz ze maachen, wann dat do eigentlech nëmmen eng reng hypotheetesch Fro ass an all Prognosen drop hiweisen, dass sech deen dote Fall net wäert stellen an deenen nächste Joren.

Et ass kloer, wann et eng aner Entwécklung gëtt, muss d'Politik a muss d'Regierung hei reagéieren. Et muss ee just d'Fro stellen, ob een, wéi gesot, dee Wee vun enger legislativer Änerung geet, wa vläicht och mat de Sozialpartner a Regierung zesummen en aneren Accord ka fonnt ginn.

Ech hunn et scho gesot, de Budgetsminister huet d'Erausfuerderunge skizzéiert. En huet e Budget vun enger neier Generatioun an Aussiicht gestallt, un deem zumindest an enger éischter Phas geschafft gëtt, soufern déi aktuell Texter dat méiglech maachen. Wann ee méi wëllt maachen, muss ee selbstverständlech un d'Kontabilitéitsgesetz goen.

Do wäert net alles méiglech sinn, wat wënschenswäert ass, schnell ze maachen. Mä wichteg ass et, wéi gesot, dass mer do awer konsequent deen dote Wee weiderginn. Dat léist net all eis Problemer. Esou einfach wäert et sécherlech net ginn. Mä et kann eis awer hëllefen, eenzel Problematike besser am An ze behalen an an de Gréff ze kréien, wéi dat an der Vergaangenheet mat deem traditionelle System de Fall war.

Wat dës Koalitioun sécherlech méi auszeechent wéi déi virdrun, ass d'Bereetschaft, munches a Fro ze stellen, wat war. An och an der Ried elo vum Här Wiseler hunn ech eigentlech déi al Reflexer virun allem erëm gespuert: dat Verteidegen, wat war, nëmmen net un eppes erugoen, an alles, wat verännert, ass emol a priori schlecht.

An dat ass, mengen ech, déi fundamental aner Optik, déi déi Dräierkoalitioun hei huet, fir un déi Fro erunzegoen: net Angscht ze hunn, Saachen aus der Vergaangenheet a Fro ze stellen. Herno stellt sech wahrscheinlech eraus, dass munches ka weidergefouert ginn, mä awer op anere Punkte selbstverständlech muss nogebessert ginn. An déi Bereetschaft, mengen ech, muss do sinn. Wann een déi net huet, kann ee menger Ansiicht no keng Strukturreformen an dësem Land maachen.

Déi Bereetschaft muss do sinn an der Politik. Si muss awer och bei de Bierger do sinn. An et ass dat, wat ech mer géif erhoffen: dass mer sollen zesummen, an net an där klassescher, stupider Opdeelung Oppositioun a Koalitioun drun erugoen, well mer jo alleguerte wëssen, dass mer all verléieren, wann dës Regierung échouéiert bei de Strukturreformen! Ech wënschen dann all sukzessiv Regierung bonne Chance, iergendeppes nach an dësem Land zum Gudden ze veränneren! Dat sollte mer bedenken, wa mer déi Diskussioune féieren, an och haut a besonnesch an deenen nächste Méint.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry.

3. Ordre du jour

Eis nächst Riednerin wär d'Madame Loschetter, mä vu dass et mat der Riedezäit ganz wäit a Richtung eng Auer géif goen, géif ech Iech proposéieren, fir d'Sëtzung elo ze ënnerbriechen an direkt de Mëtten um zwou Auer mat der Madame Loschetter unzefänken.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci. Rendez-vous um zwou Auer.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.46 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. le Président*

2. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)

- *Discussion générale (suite): Mme Viviane Loschetter (interventions de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Claude Wiseler), M. Gast Gibéryen (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Alex Bodry), M. Justin Turpel (dépôt de quatre motions), M. Gilles Roth (interventions de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Henri Kox, M. Félix Braz, Ministre de la Justice), M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar (Mme Viviane Loschetter intervient), M. Marc Spautz (interventions de M. Frank Arndt, Mme Viviane Loschetter, M. Félix Braz, M. Alex Bodry et M. Eugène Berger)*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler, M. Marc Spautz et M. Gast Gibéryen)*
- *M. Gast Gibéryen et M. Justin Turpel (parole après ministre)*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Justin Turpel, M. Claude Wiseler, M. Pierre Gramegna*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Motion 3: Mme Martine Hansen*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
- *Motion 4: M. Justin Turpel, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Eugène Berger*
- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Félix Braz, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Eis Sëtzung ass op a mir géife virufuere mat eise Budgetsdiskussiounen. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter vun déi gréng. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

2. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; 3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988; 4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999; 5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; 6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé; 7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation; 8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles; 9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)

Discussion générale (suite)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt erlaabt mer, der Gebäerdesproochdolmetscherin Merci ze soen, datt se ons alleguerten iwwersat huet. An dann den zweeten an drëtte Merci geet fir d'Éischt emol u mäi Kolleeg, den Eugène Berger, net nëmme fir säi ganz flotte Rapport, mä och fir déi ganz flott Zesummenaarbecht, déi hien zum Deel geleet huet, mat alle Memberen aus der Kommissioun. Ech denken, mir hate gutt Diskussiounen an der Kommissioun. An den drëtte Merci geet un de Finanzminister fir seng explizit an, fannen ech, gutt erklärend Ried, déi en notamment och gëschter nach eng Kéier gehalen huet.

Mir stinn an dësem Land, Här President, viru groussen Erausfuerderungen. Muncher dovun huet sech dës Regierung net fräiwëlleg erugedroen, mä si sinn éischter eng Ierfschaft. Eng Ierfschaft, déi mir awer elo als nei Majoritéit net kënnen ignoréieren, eng Ierfschaft, déi dës Majoritéit och zwéngt, méi séier wéi gewënscht ze reagéieren. An dofir musse mer parallell verschidde Moossnamen ergräifen, wat natierlech och net ëmmer glécklech ass. Wann ee verschidde Parameteren nämlech mateneen ännert, dann ass et ëmmer méi schwiereg herno, d'Konsequenzen dovunner anzeschätzen oder ze verfollegen.

Dofir versti mir och zu engem gewëssen Deel deen doten Aspekt vun der Kritik, déi notamment vun der Oppositioun de Moie komm ass, obwuel si dës aktuell Situatioun awer e bëssen iwwerspëtzt formuléiert huet.

Mä de Minister huet et gëschter zimlech gutt beschriwwen. Et gëtt fir 2015 en éischte Meilestee fir deen neie Budget gesat a gläichzäiteg gëtt a muss eng „spending review" ugesot ginn.

(Interruption)

D'Regierung huet eng ganz Rei vu Moossnamen ugekënnegt. Dat ass wichteg an dat ass och richteg, fir à moyen an à long terme ze plangen.

Et ass och wichteg an et ass och...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech géif lech bieden, der Riednerin opmierksam nozelauschteren, esou wéi mer dat de Moien alleguer och gemaach hunn. Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Ech mengen, d'Madame Hetto-Gaasch reegt sech e bëssen op iwwert deen engleschen Term „spending review". Dat heescht...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Ech weess, wat et heescht!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- ...d'Dépensen nach eng Kéier...

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Ech fannen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- ... iwwerdenken.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Dat ass besser. Merci! Dat versteet jiddwereen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Voilà!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- ...dobaussen. Merci.

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Sou, ech mengen, domadder wär d'Harmonie erëm hiergestallt. Also...

(Interruptions)

M. le Président.- Loosst lech net beiren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Wat ech wollt soen, Här President, dat ass, datt och bei der Ukënnegung vun deene verschiddene Moossnamen, déi dës Regierung gemaach huet déi lescht Méint, datt déi wichteg a richteg sinn, fir à moyen an à long terme ze plangen. Dat ass dat eent.

Dat anert ass, datt et och wichteg ass, datt d'Bierger an d'Biergerinne matgedeelt kréien, wat dës Regierung ënnerhuele wëllt, jo, souguer ënnerhuele muss. Datt awer net alles direkt bis an dee leeschten Detail direkt kann ugekënnegt ginn, ass jo awer zimlech kloer, ass och de Moie widderholl, och erkläert ginn. Mä nawell ass et éierlech, wichteg a richteg, d'Bierger an d'Biergerinnen elo schonn ze informéieren, wat dës Regierung an dësem Kontext déi nächst Jore wëllt ënnerhuelen.

Haut stëmme mer iwwert de Budget 2014 of. Jo, dëse Budget 2014 gëtt zu Recht, och onserer Meenung no, „Transitiounsbudget" oder „Iwwergangsbudget" genannt. Mä dëse Budget huet och an onsen Aen net d'Prétentioun, e grousse politeschen Akt duerzestellen. An dat wär och zimlech onseriö gewiescht, eppes iwwert de Knéi ze briechen.

Parallell zu deem Budget sinn awer dräi zousätzlech Reformen amgaang virbereet ze ginn: éischtens eng déif gräifend Reform vun der Methodologie, fir e Statsbudget iwwerhaapt opzestellen an ze verwalten. Jo, dat ass en Challenge, fir dat a knapp zéng Méint ze maachen. Jo, et ass an et war och dofir wichteg, fir Kompetenze vu baussen erunzezéien. Mä et wäert och net aneschters méiglech sinn, wéi datt verschidden extern Partner, dorënner och mir an der Chamber, mat un dëser Reform wäerte bedeelegt ginn.

An neen, dëst Land huet keng fënnef Joer Zäit, fir eng nei Methodologie anzeféieren. Et ass eng batter noutwendeg Aufgab a gouf doweinst och ëmmer an deene leschte Budgetsdebatten ugeschwat, net nëmme vun der deemoleger Oppositioun, mä awer och vun der jëtzeger Oppositioun an och vu verschiddene vun hiren deemolege Budgetsrapporteuren. De Statsbudget soll méi transparent a verständlech ginn, jo, souguer méi éierlech opgestallt ginn an domadder besser der Realitéit entspriechen.

Zweetens, onst Land brauch onbedéngt - an och dat ass scho widderhuelt gesot ginn - eng déif gräifend Steierreform. Net nëmmen eng Steierreform, déi ekologesch a sozial méi gerecht ass, mä virun allem eng Steierreform, déi sech de Gegebenheete vum 21. Jorhonnert upasst, notamment den neie Familljestrukturen, awer och deenen neie Kapitalformen.

Dat eleng wär schonn e Programm fir eng ganz Legislaturperiod. Dofir ass et d'autant méi wichteg, datt sech dofir Zäit geholl gëtt, fir dës Reform ze preparéieren, an datt sech Zäit geholl gëtt, all Acteur matanzebannen, inklusiv d'Sozialpartner. Zwee Joer si kuerz, mä et ass net onméiglech.

Zu der Steierreform gehéiert onserer Meenung no och, datt se notamment eng Rei vu Sozialleeschtunge mat integréiert. Dat ass e Modell, wéi mer en notamment och an de skandinavesche Länner kennen. Et ass en anere Modell fir eng gerecht Ëmverdeelung an e schléisst per se och de bekannte Géisskaneprinzip aus.

Zu der Steierreform gehéiert onserer Meenung no och e lenkende Mechanissem, fir méi ekologesch Handlungen ze promouvéiere respektiv munchmol och ëmweltschiedlech Handlungen ze sanktionéieren.

An dann drëttens: den Defizit an de Grëff kréien. Mir stëmmen haut iwwert de Statsbudget of, mir stëmmen awer och haut iwwert d'Dotatiounen an de verschiddenen Investissementsfongen of. Neen, mir stëmme weder iwwert d'Dépenses réelles vun de Fongen of nach iwwert d'Avoire vun de Fongen. D'Avoire vun de Fonge stellen nämlech an onsen Aen och keng richteg Reserv duer, well dës Suen eigentlech jo och scho verplangt sinn, an et ass éischter eng „simple écriture comptable".

D'Administration publique ass am Équiliber op den éischte Bléck. Mä dësen Équiliber gëtt haaptsächlech gehalen duerch de positive Sold vun de Pensiounen. Pensiounen, wou mer genau wëssen, datt et eng Saach vun der Zäit ass, bis deen Équiliber kippt. Fakt ass awer, datt den Zentralstat en Defizit opweist, en Defizit vun enger hallwer Milliard, trotz dem Spuerpak vun 230 Milliounen. En Déséquiliber, deen dat lescht Jorzéngt net gemeeschtert ginn ass an deen dat nächst Joer ëm iwwer eng hallef Milliard wäert klammen duerch d'Ewechfale vun der TVA am Commerce électronique.

Dofir huet och d'Regierung eng Hausse vun 2% vun der TVA ugekënnegt fir den 1. Januar 2015. Et ass eng Moossnam, fir - et ass och scho gesot ginn - indirekt Steieren eropzesetzen, déi kuerzfristeg kann ëmgesat ginn, déi kuerzfristeg muss ëmgesat ginn! Dëst geet sécher net duer, weder fir den Defizit an de Grëff ze kréien, nach fir d'Schold, déi mer hunn, ofzebauen. Neen, mat dëser Moossnam gëtt en Deel vum E-Commerce-Ausfall opgefaangen.

2015 falen nämlech am beschte Fall mindestens - mindestens! - 30% vun den aktuelle Recetten ewech. Dat sinn am beschte Fall iwwer 600 Milliounen. Dëst ass, wéi den Direkter vum Enregistrement et gutt beschriwwen huet, eng mechanesch an eng mathematesch Tatsaach. Nach wësse mer net, wéi déi Firme wäerte reagéieren, notamment op déi attraktiv Offerten aus den Net-EU-Länner, déi sech bemierkbar maache bei dëse Firmen, an nach wësse mer och net, wéi attraktiv de Guichet unique wäert ukommen.

2019 ass et dann definitiv Schluss mat dëser extraordinärer Einnahm, déi ons, an dat muss een einfach esou soen, dës lescht Joren d'Keesen nawell gutt gefëllt huet an an Zäite vu Kris och eng substanziell Recette duergestallt huet. Den Ausfall vun dëser TVA-Recette wor leider net preparéiert. Et huet haut net méi vill Sënn, laang doriwwer ze schwätzen. Ech denken, d'Fakte schwätzen do fir sech!

Da wollt ech awer nach ganz kuerz op dem Här Wiseler seng Remarque iwwert den Tanktourismus agoen. Jo, et ass richteg, Här Wiseler, an Dir wësst et sécherlech besser wéi ech, et ass schwéier, an Zäiten, wou d'Finanzsituatioun enk ass - wéi haut -, en Zukunftsfong dofir ze schafen. Dat wëllt awer net heeschen, datt et déi lescht Joren net zumindest zum Deel méiglech gewiescht wär, dat ze maachen.

An Dir hutt et gesot, wann ech mech gutt erënneren, huet onse Kolleeg Camille Gira, mengen ech, véiermol eng Resolutioun oder eng Aktioun an deem Sënn hei erabruecht, wou en, wéi Dir richteg gesot hutt, mindestens 30% gefrot huet a gesot huet, ma dann huelt dach en Deel eraus a setzt en an en Zukunftsfong. An dat säit 1997! Vun deem Moment un, wou mir Kyoto-konform waren a wou mer gesinn hunn, datt dat ons ewechgerutscht ass, hätt ee sech missen déi Gedanke maachen, zu deenen Zäiten, wou net nëmmen d'TVA vum elektronesche Commerce an d'Luucht gaangen ass, mä parallell och d'Recettë vum Tanktourismus an d'Luucht gaange sinn!

Mir hunn awer déi Suen ausginn déi lescht Zäiten. Mir hu weder dat eent nach dat anert. An erlaabt mer, eng kleng Parallell ze zéie vum E-Commerce mam Tanktourismus. Déi Suen hu mer ausginn, an zwar op eng kontraktuell Manéier. An dat ass d'Situatioun, wou sech d'Regierung vun haut befënnt.

Elo ginn et verschidde Méiglechkeeten, a vu datt Dir se ernimmt hutt, wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun emol e puer Iddien op den Dësch heihinnerbréngen. Zum Beispill, jo, d'Tanktourismusrecetten - dat hätt Dir kënne soen, Här Wiseler - kéint een elo emol geziilt huelen, fir a Moossnamen ze investéieren zum Beispill, déi zäitlech begrenzt sinn - well et muss een och wëssen, datt och d'Recettë vum Tanktourismus net geséchert sinn! -, zum Beispill an d'Renovatioun vun den Haiser, begrenzten Zäit, dräi bis fënnef Joer, zum Beispill an den Ausbau vun der Mobilité douce, sprech vun de Vëlospisten, déi herno net méi vill wäerte kaschten.

Dat alles si Méiglechkeeten, wéi een elo, well een net direkt an en Zukunftsfong kann investéieren, wéi een elo vläicht déi Recetten anescht ka gebrauchen. Mä einfach hei elo e bësse Schoulmeeschter ze spillen an ons ze soen: „Majo kuckt, Tanktourismus, firwat hutt Der dat dann elo net gemaach?", dat ass onserer Meenung no e bëssen eng simplistesch Manéier.

M. le Président.- Madame Loschetter, erlaabt Der, dass de Claude Wiseler kuerz reagéiert?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Majo sécher!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech wëll just d'Madame Loschetter drop opmierksam maachen, datt déi lescht Regierung - an déi lescht Regierungen - Honnerte Milliounen an d'Investissementsfongen investéiert hunn, genau aus deem dote Grond, genau, well am Fong mer wollten déi Suen op e Fong placéieren, fir kënnen a schlechte Joren déi Investitioune weiderzefiéieren. A genau esou ass et och geschitt. Dat heescht, en Deel vun där Politik ass esou gemaach ginn, wéi Dir se elo beschriwwen hutt, wëllentlech a wëssentlech!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Majo, dann hunn ech mech vläicht schlecht ausgedréckt oder Dir hutt mech net richteg verstanen. Ech kommen herno nach drop ze schwätzen, wéi een an Investissementer kann a soll an Zukunft investéieren.

Hei ass et drëms gaangen, fir entweder en Zukunftsfong ze schafen, fir ze prevenéieren, parallell mam E-Commerce ze prevenéieren, fir wann eng Kéier den Tanktourismus „kippt", soen ech emol, wann déi Différentiellen tëscht Lëtzebuerg-Belsch, Lëtzebuerg-Frankräich oder Lëtzebuerg-Däitschland eng Kéier en anere ginn. Dat engendréiert en Dominoeffekt an da geet dat zimlech séier.

An Dir wäert och gesinn, mir schwätze scho laang dovunner, an iergendwann eng Kéier steet eng Chamber virun esou enger Situatioun. En Zukunftsfong ass weder geschafe ginn nach sinn déi Sue vum Tanktourismus geziilt an temporär geziilt Moossnamen investéiert ginn, déi eppes domadder ze di gehat hätten an déi eventuell och hätte kënnen esou kontraktuell determinéiert ginn, temporär determinéiert ginn, datt mer net herno, wann eppes geschitt, an enger Situatioun wären, wéi mer elo mam E-Commerce sinn.

Mä firwat ech dës Opzielung am Ufank elo gemaach hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass, well mer an enger Situatioun sinn, wou dës Moossnamen, déi ech opzielt hunn, e Ganzt duerstellen. Leider, a vu d'Urgence vum Handlungsbedarf, kënnt d'Regierung net derlaanscht, fir dës Moossnamen an der Zäit ze strecken. Dës Regierung huet e Budget opgestallt, deen en Équiliber hierstellt tëscht dem Spueren - wat néideg a wat méiglech wor - an der Ofsécherung vun onsem Sozialstat an den Investitiounen an Zukunft.

Wéi gesot, huet d'Regierung net all Méiglechkeet. An dräi Méint kann een e Statsbudget net grondsätzlech nei opbauen. Et ginn eng sëllechen Altlasten, ech kommen nach drop zréck, vun där aler Regierung, déi mussen evakuéiert ginn, esou notamment bei engem grousse Posten am Budget wéi eben de Sozialtransferten, wou amgaang ass analyséiert ze ginn, wat Sënn mécht a wou Double-emploie bestinn, wat kann iwwer eng aner Émverdeelungsform méi gerecht verdeelt ginn an ob domadder och déi richteg Incitatioune kreéiert ginn.

Virun allem awer - virun allem awer! - kann ee kuerzfristeg nëmme bei de Fonctionnementskäschte vun de Ministèren an de Verwaltunge spueren. Dat sinn ëmmerhi 50 Milliounen, déi do gespuert gi sinn op engem Ensembel, deen nëmme 7% vum Budget ausmécht. Dat ass net näischt vun der Leeschtung hier!

Vill Ausgabe sinn ebe kontraktuell festgeluecht. Do musse gegebenenfalls d'Gesetzer adaptéiert ginn, nodeems d'Analysen ofgeschloss sinn. An dat brauch Zäit. Strukturell awer dauerhaft an nohalteg Reforme brauchen eben Zäit! A Schnellschëss, déi gi gären no hanne lass, dat huet déi lescht Regierung missen erfueren, beispillsweis bei de Studentesubsiden.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- De Statsrot beschreift déi aktuell Situatioun eigentlech ganz gutt. An ech erlabe mer just eng kleng Zitatioun aus dem Avis vum Statsrot, deen effektiv analyséiert an dee seet, datt 484 Milliounen Euro vun deem Defizit, datt mer effektiv 90% dovunner, also dat, wat mer additionnell ausginn... An e rechent dat och, en énumëréiert dat, e seet, majo, do ginn an d'Paien 91 Milliounen, an de Fonds communal 59 Milliounen, de Fonds pour l'Emploi ass deen déckste Poste mat 157 Milliounen, an da kommen d'Prestations sociales: 39 Milliounen, an d'Studentebourssen ebe mat 55 oder bal 56 Milliounen.

An da seet de Statsrot: «tandis que l'évolution des autres catégories de dépenses...», also e seet, «Les versements au Fonds pour l'Emploi sont le seul poste dont l'augmentation est directement imputable à la crise économique», et ass evident, «tandis que l'évolution des autres catégories de dépenses découle de choix politiques engageant le Gouvernement à financer des dépenses suivant des modalités définies par des lois existantes.»

Dat heescht, datt all déi aner Posten, datt dat einfach Poste sinn, déi e politesche Choix hunn! An dat sinn och déi politesch Choixe vun der viregter Regierung oder vun de viregte Regierungen. Dat mécht bal 90% vun den Dépensen aus. Déi kann déi nei Regierung net einfach esou kippen. Dat brauch eben Zäit, wéi ech gesot hunn. Mä dofir versti mir d'autant manner, firwat dann elo déi gréisst Oppositiounspartei haut dee Budget net stëmmt an emol sech net enthält, mä eigentlech dergéint stëmmt. Mais bon, allez comprendre!

A wat och richteg ass, Här Wiseler, et muss ee Choixe maachen! Et ass genau dat, wat dës Regierung wëllt a wäert maachen. Si ass amgaang Choixen ze treffen ënnert deenen 90% vun Dépensen. Wéi eng huele mer mat virun? Well mir huelen der sécherlech mat virun. Wéi eng schafe mer of? A wéi eng ersetze mer? A wéi eng hu bis elo gefeelt? Voilà!

Här President, ech wëll elo e bësse méi spezifesch op dräi Punkten agoen an do och e bëssen d'Meenung vun der grénger Fraktioun hei matdeelen. Deen éischte Punkt, zum Spueren: Mir denken, datt et jiddwerengem kloer hei an dësem Land ass, datt mer eng Statsschold hunn, déi an deenen nächste Joren net dierf weider wuessen. Mir hunn haut eng ronn 10,5 Milliarde Scholden. A wa mer elo net agräifen, dann hätte mer, an dat ass schonn oft hei gesot ginn, 2017 15 an eppes Milliarde Scholden, an domadder bal déi 30% vum PIB erreecht.

Mir hunn als Gréng kee Problem, datt mer Scholde maachen, wann dat eis hëlleft, nohalteg fir ons Zukunft ons opzestellen. Awer mir mussen och oppassen, datt mer ons net vun dëser Schold erdrécke loossen. Bei 30% vun de Statsscholde gëtt dee Risiko awer ëmmer méi grouss. Mir mussen onse Kanner a Kandskanner e Land mat Perspektiven an Opportunitéiten hannerloossen, e Land, wou d'Liewensqualitéit op d'mannst muer esou gutt ass wéi haut. Et geet also effektiv schlicht drëm, haut d'Weichen ze stelle fir d'Gesellschaft vu muer.

D'Beem wuessen net an den Himmel, och zu Lëtzebuerg net! A mir mussen alleguerte léieren, domadder ëmzegoen. De Budget 2014 ass en Transitiounsbudget mat éischte Spuerrichtlinnen, mä en ass sécher kee Budget a Richtung Austeritéit. Mir sinn zu Lëtzebuerg net an enger Situatioun, wou mer missten, wéi a Spuenien, Irland oder souguer Griichenland, massiv bei Sozialtransferte spueren, Léin kierzen, Budgete sträiche goen an esou weider. Mä et kann net esou weidergoen.

An deen, deen dem Bierger an der Biergerin eppes aneschters erzielt, dee lieft net an der Realitéit! A mir mengen als Gréng, datt Demagogie a bëllege Populismus einfach hei falsch op der Plaz sinn. Wat mir déi nächst Zäit heibanne brauchen - virun allem, mä net nëmmen - a Budgetsdiskussiounen, dat ass eng éierlech Ausenanersetzung, wann ech gelift! Dat ass och en Appell vun ons notamment och un d'Oppositioun, virop un déi Oppositioun, déi d'Erausfuerderunge realpolitesch wuel ganz gutt kennt.

De geschätzte Verloscht vum E-Commerce mécht 2015 ronderëm 600 Milliounen aus, 2016 ronderëm 700 Milliounen aus, a praktesch eng Milliard am Joer 2017. Dat si vill Suen. Déi hu mir all Joers erakritt. Mä mir hu se awer och all Joers ausginn. An Zukunft fält ganz einfach dës Einnahmequell, wuel an e puer Etappen, mä si fält ewech. Ergo kënne mer dës Suen an Zukunft och net méi ausginn. An nei Scholden dofir maachen, dat kënne mer ons och net erlaben. Mir mussen also dee Budget erëm an den Équiliber bréngen, an dat méiglechst ouni nei Scholden.

Lëtzebuerg huet, an dat kënnt nach derbäi, awer och an deenen nächste Joren Échéancieren. En Échéancier mat senge Créancieren. Mir mussen och iergendwann déi Scholden zréckbezuelen. D'lescht Joer hu mer jo fir d'éischte Kéier eng Schold vun zwou Milliarden duerch eng nei Schold refinanzéiert. Dat ass den Emprunt public, dee mer gemaach haten deemools, fir d'Fortis ze retten. An dann nach! Déi zwou Milliarden, mat deene si mer gutt drun, well mer jo héchstwahrscheinlech erëm eng Kéier déi Parte verkaaft kréien an déi Suen dann och am beschte Fall esou erëmkréien. Just fir ze weisen, datt dat alles net esou einfach ass, ze soen, datt et kee Problem gëtt an datt mer am Équiliber sinn.

Här President, dofir: Spueren ass ugesot. Jo, jiddweree muss säi Bäitrag dozou leeschten. An dat si mir hei zu Lëtzebuerg net gewinnt. An dat héiert een och de Moment an der Gesellschaft, e bëssen nom Motto: „Spuere jo, mä net bei mir!" An d'Fro stellt sech, a mir als Gréng stellen ons déi Fro - zu Recht, denke mer -, ob déi Kategorië vu Leit, déi d'Spuermoossnamen net dierfen affectéieren, ob déi sech schonn zu Wuert gemellt hunn. Well genau um Réck vun deene Leit, déi an der Gesellschaft op den ënneschten Träppleke stinn, dat dierf net passéieren! An dofir si mer alleguerten hei gefuerdert, datt déi Wierder vu Solidaritéits- a Gerechtegkeetsprinzip eng Schlësselfunktioun kréien.

Mir erlaben ons och genau an dësem Kontext, e kritesche Bléck als Gréng op d'europäesch Kritären aus dem Stabilitéitspakt ze werfen. An dat bréngt mech op onsen zweete Punkt, nämlech deen, datt mer mussen Inklusioun garantéieren. Wéi wichteg sinn d'EU-Norme vum Stabilitéitspakt? Sécherlech keng helleg Kou! Mä wa mer ons dovunner distanzéieren, féiert dat zu gravéierende Konsequenzen, net nëmme finanziell, mä och politesch. Mir riskéieren dee Moment, Virschréfte vun der Kommissioun ze kréie fir deen nächste Budget, woufir mir ons Suen dierfen ausginn, oder haaptsächlech, woufir mir ons Suen net oder net méi dierfen ausginn.

Genau dat dierf net passéieren. Genau dat ass och elo net passéiert. Mir sinn effektiv „fully compliant". Dofir ass et och wichteg, datt mer ons schonn dëst Joer als Musterschüler vis-à-vis vun de Stabilitéitsnormen - dat wat een nennt „zu Bréissel" -, dat heescht vis-à-vis vun der Kommissioun behuelen, a grad well dat nächst Joer e Joer vu finanziellem Abroch gëtt. A wat mer musse vermeiden, dat sinn Austeritéitsvirschréften.

A wie weess, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ob net no den EU-Wahle sech vläicht eng nei Majoritéit um EU-Niveau bilde wäert, déi endlech déi sozial Normen an der EU weiderentwéckele kann, an datt déi nei Kommissioun hir Politik op deem Punkt endlech iwwerdenke wäert.

Mir denken, datt d'Contrainten am Kontext vum Semestre européen, d'Fro vun der Inklusioun an der Kohäsioun net genuch an de Kritäre mat bewäert gëtt. Mir fannen, d'Bewäertung baséiert sech ze vill eesäiteg op de Wuesstumsprinzip, ouni genuch ze hannerfroen, ob dësen erschafene Wuesstum och sozial gerecht oder ekologesch nohalteg ass, wéi dat zum Beispill an där neier Lissaboner Strategie 2020 gefuerdert gëtt: «Une économie intelligente, durable et inclusive».

Här President, d'Aarbechtsplazen erhalen a qualitativ gutt Aarbechtsplaze schafen - mäi Kolleeg Bodry war och de Moien drop agaangen -, muss e prioritäert Zil vun dëser Regierung sinn. D'Aarbechtslosegkeet féiert an d'Isolatioun an d'Aarbechtslosegkeet féiert an den Ufank vun der Pauvretéit. Nieft dem klassesche PIB, deen eigentlech de Kompass ass vun all Statsbudget, gëtt et och en „PIBien-être", mat deem sech notamment och de Conseil Économique et Social beschäftegt. Zu Recht, denke mir.

A mir denken och, mir sollten ons zu Lëtzebuerg domat beschäftegen, wéi ons Gesellschaft opgestallt ass, wéi se fonctionnéiert. Wat ass de Räichtum vun de Ménagen, vun de Familljen zu Lëtzebuerg? Dee Räichtum, dee sech net eleng un hirem Akommes, un hirer Pai moosse léisst. Et gëtt zu Lëtzebuerg keng Opstellung iwwert d'Verdeelung vum Räichtum par rapport zum Patrimoine, dat heescht alles, wat net direkt finanziell Akommesse sinn, mä wat éischter Kapital oder de Besëtz duerstellt, Besëtz vu Wunnengen, Besëtz vun Terrainen zum Beispill.

An Etüde beweisen, datt et grad déi net direkt finanziell Avoire sinn, déi d'Gesellschaft auserneesplécken. Ech erkläre mech: Et ass grad déi Form vu Räichtum, de Patrimoine, deen d'Chancëgläichheet an enger Gesellschaft wesentlech erschwéiert. D'Differenz vum Besëtz vum Patrimoine, de Gap vum Besëtz vum Patrimoine schaaft méi Inégalitéite wéi d'Differenz, de Gap vum Akommes, dat heescht vun der Pai, a léisst sech iwwregens och net duerch Sozialtransferten équilibréieren.

A wie Patrimoine seet, seet automatesch Logement. Et ass haut sécherlech net de Moment, op d'Logementspolitik anzegoen, mä et gëtt eng kloer Korrelatioun tëscht Aarbecht respektiv Aarbechtslosegkeet a Wunneng. An dee Lien mécht sech zu Lëtzebuerg immens séier. Wie seng Aarbecht verléiert an net séier genuch eng Aarbecht erëm fënnt, verléiert seng Wunneng a rutscht iwwert de Seuil vum Risque de pauvreté eraus direkt an de Statut vun der Pauvreté tout court. An dofir waarde mir och mat Spannung op de Plan sectoriel «Logement».

Doriwwer eraus wëll ech awer nach eng Bemierkung maachen. Doriwwer eraus soll hei nach eemol widderholl ginn, datt dës Regierung sech virgeholl huet, méi Locatiounswunnengen op de Marché ze bréngen, awer ënnert der Regie vun der ëffentlecher Hand, spriech Sozialwunnengen oder erschwéngleche Wunnraum. An do muss ech soen, datt déi Angschtmaacherei oder déi Spekulatioune ronderëm d'Hausse vun der TVA op déi zweet Wunneng vläicht de bonne guerre sinn, mä dach awer e bësse mat den Hoer erbäigezunn, well mer alleguerte wëssen - alleguerte wëssen! -, datt et net déi äermst Leit hei am Land sinn, déi sech kënnen eng zweet, eng drëtt oder eng véiert Wunneng bauen oder kafen!

Dofir brauche mir, Här President, Reformen an dësem Land, déi ons och méi strukturell Investissementer erlaben. Mir brauche strukturell Investissementer, déi eng nohalteg an intelligent, zukunftsorientéiert Politik erlaben, déi an nei Créneauen investéiert. De Finanzminister huet der e puer opgezielt beim Dépôt vum Budget: ICT, Ekotech, Biotech, Logistik an esou weider, ech ginn elo net weider drop an. Et stinn zum Deel och scho Saachen an deene verschiddene Kommunikatioune vun der Regierung.

Éischt Akzenter sinn awer gesat ginn an der Ried zur Lag vun der Natioun. A mir erwaarden ons als Gréng och an deem nächste Budget 2015, oder ab deem nächste Budget 2015 hire budgetären Nidderschlag. De Budget 2015 wäert eigentlech deen éischte richtege Budget sinn, wou sech déi kloer politesch Prioritéite vun dëser Regierung an Zuelen nidderschreiwe wäerten. Strukturell Investissementer sinn de Schlëssel géint d'Austeritéitspolitik. Dat huet ons déi dramatesch Situatioun a Spuenien a virun allem a Griichenland bewisen. Wuesstum jo, mä intelligenten an nohaltege Wuesstum! Wuesstum duerch eng intelligent an nohalteg Investitiounspolitik.

Dat bréngt mech zu onsem drëtte Punkt, den Investissementer. Och hei fanne mer an dësem sougenannten Transitiounsbudget och éischt politesch Akzenter vun der neier Regierung. D'Regierung organiséiert hir Investitiounen zilorientéiert, op d'mannst do, wou se schonn d'Méiglechkeet dëst Joer huet, dat ze maachen. An de Minister huet et och schonn ugekënnegt an eigentlech gutt beschriwwen: net méi eleng kucken, wéi mer d'Suen ausginn, mä firwat mer se ausginn.

A mir erwaarden ons ab deem nächste Budget, datt eng zilorientéiert Budgetsopstellung och den Impakt vun de geplangten Investissementer mat analyséiert. Well ech muss Iech soen,

dat Wuert, wat och de Moien erëm gefall ass, „Investissementer op méi héijem Niveau halen" oder „antizyklesch Investissementspolitik" eleng - eleng! - geet net méi duer, fir eng nohalteg an intelligent Planung ze realiséieren.

Här President, et geet weider an et gëtt weider an d'Schoul an och an d'Beruffsausbildung vun de Jonken investéiert. Duerch déi nei Ministèreopdeelung ass och en neie Fong geschafe ginn, deen et virdrun net gouf an deen aus de bestehende Fongen aus dem fréiere Familljeministère gespeist gëtt. Doduerch gewanne mer un Transparenz. Dëst si Fongen, wou net gespuert gëtt, well et gëtt regelméisseg d'selwecht vill an d'Kanner- a Jugendinfrastruktur investéiert.

D'Reform vum Arbeitsamt gëtt weidergedriwwen. Projeten, déi d'Leit an d'Aarbecht brénge, gi weider ënnerstëtzt a kréien zum Deel och weider Mëttelen, fir ze schaffen. Mir erwaarden ons vill vun där Ëmsetzung vun der neier Jugendgarantie, déi elo soll operationell ginn, obwuel mer keng spezifesch Sue vun der Kommissioun dofir kritt hunn.

Dann den Tram. Den Tram gëtt schlussendlech awer méi séier méi wäit ausgebaut, wéi dat nach virun engem Joer de Fall war. An do wollt ech einfach emol e puer Zuelen aus deem décke Budgetsbuch eraushuelen: Déi éischt Phas Gare-LuxExpo schléit mat 345 Milliounen zu Buch, den Ausbau Findel-Héienhaff 80 Milliounen, den Arrêt Pont-Rouge 95 Milliounen, den Ausbau Cloche d'Or 90 Milliounen. An ech setzen dat deem géigeniwwer, wat mer elo intelligent gespuert hunn, nämlech 1,3 Milliarden, well déi Zuchstreck Findel dann definitiv abandonnéiert ginn ass.

Besser Ubannungen un d'Groussregioun ginn endlech weidergedriwwen. An den ëffentlechen Transport hëlleft onser Meenung no, d'Standuertfacteuren zu Lëtzebuerg weiderzëentwéckelen. Och do, international Projete sinn dofir wichteg a ginn iwwerholl vun där leschter Regierung: den Eurocap-Rail mat 97 Milliounen, divers Projeten, wéi déi duebel Gleisen op Igel, den TGV op Stroossbuerg: 30 Milliounen. An dann eppes, wat net an Zuelen erëmzefannen ass, mä de SMOT mat der Belsch ass mat Sécherheet och eng Plus-value. A grad déi Beispiller vun der Förderung vum ëffentlechen Transport, deen ons Grénge jo awer bekanntlech och wichteg ass, sinn e Beispill, wéi Investissementer ekologesch a sozial Kritäre vu Gerechtegkeet fördere kënnen.

Här President, zum Schluss géife mir ganz gären der Regierung eng allgemeng Suggestioun mat op de Wee ginn. D'Budgetsdiskussiounen, och dëst Joer, sinn allgemeng focaliséiert op d'Règles budgétaires. Dat ass sécher wichteg a richteg, awer dobäi geet de Fong vun den Diskussioune gäre verluer. Mir sollten ons Gedanke maachen, och heibanne vläicht, am Kader vun der Reform vun der Budgetsprozedur, datt och déi inhaltlech Diskussiounen zu deenen eenzelne Politikfelder erëm méi Visibilitéit kréien.

De Budget an d'Budgetsdiskussioune mussen, onser Meenung no, erëm méi benotzerfrëndlech ginn, wann ech mech esou kann ausdrécken: eng Diskussioun iwwert déi reng faktesch a mechanesch Zuelen eraus, déi mer souwisou op Pabeier hunn, déi zwar och fir jiddwereen zougänglech sinn, mä awer och net ëmmer fir jiddweree verständlech sinn. Diskussiounen, déi iwwert d'Finanzkommissioun an deenen anere Kommissiounen och thematiséiert ginn, mä awer och doriwwer eraus.

Och doriwwer eraus, an do denke mer notamment, mä net nëmmen, un esou éischt Versich vu verschidde Gemengen, notamment och der Stad Lëtzebuerg, fir e Budget participatif anzeféieren oder d'Bierger an d'Biergerinne méi matanzebannen, wéi zum Beispill bei der Ausaarbechtung vun engem neie PAG. Un esou Initiative kéinte mir ons inspiréieren, fir de Statsbudget méi no bei d'Leit ze bréngen, besonnesch an Zäiten, wou mer mussen zesummenhalen.

Mir mussen an deenen nächste Joren zesummen ons fir d'Zukunft opstellen! Loosse mer dach dat Wuert „zesummen" generéis an demokratesch revaloriséieren. Mir Gréng denken, datt onst Land dëse frësche Wand brauch.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Loschetter. Als nächste Riedner huet sech den Här Gast Gibéryen vun der ADR ageschriwwen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleeg Eugène Berger als Rapporteur. Och, mengen ech, wann een dëse Rapport net gestëmmt huet an de Budget net wäert stëmmen, muss een dach awer déi Aarbecht unerkennen, déi de Rapporteur, an och bei deene Budgete virdrun, d'Rapporteuren ëmmer gemaach hunn, wat eng Fläissaarbecht ass a wat virun allem och ëmmer e gutt Dokument ass, wou ee Statistesches an Iwwerleeunge kann zréck kucke goen.

Mir befannen eis dëst Joer an enger relativ aussergewéinlecher Prozedur, wat de Budget ubelaangt. A wa mer eis selwer objektiv analyséieren, si mer och amgaangen, e bësse Stréi ze dreschen, well mer véiermol elo scho bal hannerteneen déiselwecht Debatt heibanne féieren: Mir hunn am Dezember d'Regierungserklärung héieren an déi debattéiert, dunn hu mer den Douzième provisoire gestëmmt, dunn hu mer viru 14 Deeg iwwert d'Lag vun der Natioun geschwat, an haut schwätze mer schonn iwwert de Budget 2014. An duerfir, villes, wat mer an deene leschte Wochen an Méint heibanne gesot hunn, dat widderhëlt sech.

Et huet awer net vill geännert un der Ausriichtung vun der Politik vun der Regierung, woubäi d'Erwaardunge vun de Leit am Land un déi nei Gambia-Regierung grouss sinn, well d'Leit Hoffnungen an déi Regierung gesat hunn. A bis elo sinn déi Hoffnungen awer net erfëllt ginn.

Bei der Regierungserklärung hunn ech heibanne gesot, Här President, datt déi nei Regierung am Fong eng gewësse Virlafchance huet, well vill Leit am Land soen, datt et emol gutt wier, datt d'CSV eng Kéier an d'Oppositioun kënnt. An déi zweet Iwwerleeung, déi ee vill am Land héieren huet, ass, datt d'Leit gesot hunn: Méi schlecht wéi d'CSV/LSAP et gemaach hunn, kann d'Gambia et och net maachen. Dat hunn ech, wéi gesot, am Dezember gesot.

A wann ech dann haut, e puer Méint méi spéit, do géif eng éischt Analys maachen, da géif ech soen, datt d'Leit et nach ëmmer gutt fannen, datt d'CSV an der Oppositioun ass, mä bei deem, wou ech gesot hunn: Méi schlecht wéi d'LSAP/CSV-Regierung et gemaach huet…, do hunn ech awer an der Zwëschenzäit meng Bedenke kritt. An ech fäerten, datt et de Sozialiste wäert glécken, vläicht, wa se esou weiderfueren, mat der DP an de Gréngen nach méi eng schlecht Politik ze maachen, wéi d'Sozialiste virdru mat der CSV gemaach hunn. Mä mir sinn eréischt sechs Méint al a si sollen awer nach eng Chance kréien.

(Interruptions)

Ech hunn och ëmmer an deenen Debatte virdru gesot, datt mer virum 25. Mee näischt wäerte gewuer ginn. A wann ech haut soen, datt dat nach ëmmer esou ass, da soen ech näischt Neies. An d'Debatten, déi mer elo dës dräi Deeg hei verfollegen, hunn eis och keen neie Moment bruecht, wat dann alles soll nom 25. Mee geschéien.

Den Här Finanzminister huet gëschter och erëm gesot, datt 20 Gruppen an de Ministèren agesat gi sinn an datt d'Regierung am Summer, also nom 25. Mee, wäert décidéieren, wat da geschitt. An en huet och all deene Beamte félicitéiert, déi an deene verschiddene Ministèrë schaffen: déi géifen eng gutt Aarbecht maachen. An duerfir muss ee sech dann automatesch d'Fro stellen, wann déi Beamten alleguer esou eng gutt Aarbecht maachen, firwat dann d'Regierung huet missen auswäerteg Beroder mat bäihuelen a firwat datt eng Rei vun héije Fonctionnairen hirer Wee gaange sinn a firwat eng aner Rei vun héije Fonctionnairen d'Dier schonn opgemaach hunn, fir erauszegoen.

Duerfir soe mir, datt hei dat net esou ass, wéi dat hei presentéiert gëtt, datt do eng Harmonie bestéing an de Verwaltungen, mä mir mengen éischter, datt do verschidde Leit a Ministeren op engem Konfrontatiounskurs sinn, dee sécherlech net am Interesse vun enger gudder staatlecher Verwaltung ass.

Et ass gëschter gesot ginn, een Drëttel vun deem, wat mer duerch den E-Commerce géife verléieren, dat géif duerch d'TVA-Erhéijung gemaach ginn, an déi aner géifen dann no dem 25. Juni, oder der Summervakanz, gemaach ginn.

Kloer ass awer an dëser Debatt eppes erauskomm bis elo, dat ass d'Strategie, déi d'Regierung fiert. Éischtens wëllt d'Regierung esou maachen, wéi wa si mam gudde Beispill virgaange wier, fir ze spueren, fir Exempelen ze weisen, wéi gespuert gëtt, fir dann dat als Alibi ze huelen, fir ze soen: Ma, elo hu mir als Regierung gespuert an da muss de Rescht vum Land och elo d'accord sinn, fir iergendwéi Sacrificer ze bréngen a Geld ze spueren.

Den Här Finanzminister huet gëschter hei gesot, mir géifen iwwer eis Verhältnisser liewen. Ech mengen, dat misst een e bëssen nuancéieren. Et gëtt sécherlech Leit am Land, déi iwwer hir Verhältnisser liewen! Mä ech ka mer awer net virstellen, datt déi 25.000 Chômeuren iwwer hir Verhältnisser liewen. Ech ka mer och net virstellen, datt déi 50.000 Mindestlounbezéier iwwer hir Verhältnisser liewen oder déi Leit, déi am RMG sinn. Oder déi 15% Leit hei am Land, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen.

Den Här Bodry huet de Moie geschwat: All Sechsten hei am Land ass am Risiko, fir ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen. Déi Leit liewe sécherlech net iwwer hir Verhältnisser. Et soll een also net pauschaliséieren an da soen: Et ass de Stat, deen iwwer seng Verhältnisser lieft. Jo, de Stat ass och responsabel fir d'Politik vis-à-vis vun deenen dote Leit!

An duerfir ass et, mengen ech, immens wichteg, datt mer drop oppassen, och dës Regierung, wa se dann elo de Summer ufänkt, Décisiounen ze huelen, datt mer déi dote Leit ausschléissen aus allen Décisiounen, déi musse geholl ginn, an deene Leit nach déi Moyenen zoukomme loossen, déi se brauchen, fir aus deene prekäre Situatiounen erauszekommen.

Wa gesot gëtt „spueren", an et gëtt virun allem gesot, datt d'Statsfinanzen an dësem Budget besser wieren an datt den Defizit méi kleng gi wier wéi an deene Budgete virdrun - wou mer quasi eng Milliard a méi wéi eng Milliard Defizit haten an dëst Joer op 545 Milliounen, laut dem Budget, zréckginn -, dann ass dat, wa mer éierlech sinn heibannen, Majoritéit wéi Oppositioun, net de Mérite vun der Politik!

Eis Ekonomie huet nun emol eben, Gott sei Dank, ugezunn, a mir hu souwuel um E-Commerce eng staark Progressioun dëst Joer wéi op der Taxe d'abonnement, well am Fong déi zwou Taxe bal eleng maachen déi méi positiv Resultater am Budget dëst Joer aus.

Dat, wat sougenannt als Spuermoossnamen hei ugekënnegt ginn ass, dat bremst am Prinzip d'Progressioun vum Defizit, mä et huet net den Defizit als solchen ofgebaut. Den Defizit als solchen ass ofgebaut gi vun engem Plus u Recetten um E-Commerce an un den Taxes d'abonnement. Ouni déi Progressioun an deenen zwou Steiere wier och den Defizit an dësem Budget nach ëmmer bei enger Milliard bliwwen.

Déi verschidde Spuerprogrammer, déi d'Regierung ugekënnegt huet, wëll ech kuerz duerchsträifen, well se och schonn de Moien an de Mëtteg schonn zum Deel hei beliicht si ginn.

Wa mer iwwert d'Frais de fonctionnement schwätzen a mir wëssen, datt dat 8% vum Statsbudget ausmécht, da wësse mer, datt mer net iwwert dee Punkt eleng d'Statsfinanze kënne sanéieren. Mä mir hunn awer gesot, an dat ass richteg, datt, wann ee wëllt d'Statsfinanze redresséieren, dann däerf et keng Tabuthemae ginn an da muss een déi honnert Prozent ventiléieren. An zu deene gehéieren nun emol eben och déi 8%, wëssend, datt een net ka mat 8% eleng dat maachen an datt mer och all déi aner mussen op de Leescht huelen, ëmmer an der Optik vun deem, wat ech virdru gesot hunn.

Mir stellen awer fest, datt och hei eng gewësse falsch Transparenz vun der Regierung besteet, well wann ee genau kuckt, wou déi Suen an de Frais de fonctionnement agespuert ginn, dann ass e gudden Deel net beim Stat, an et ass de Moien och schonn ugeklongen, mä dat ass am Fong bei den Établissements publics gemaach ginn. A meeschtens, wann een dat haut héiert, sinn déi meescht vun deenen net konsultéiert ginn.

Et huet keen Dialog bestanen, soudatt am Fong d'Regierung dat, wat d'Madame Loschetter elo grad hei just als hiert Schlusswuert gesot huet, datt ee soll „zesummen" déi Problemer ugoen... Op jidde Fall, an den éischte sechs Méint huet d'Regierung bewisen, datt se déi Problemer, déi se wëllt léisen, net zesumme mat deene Concernéierten ugaangen ass. Dat huet een an deene leschte Wochen an Deeg intensiv aus all deene Reien héieren, datt d'Regierung einfach iwwert d'Käpp ewech vun alleguer deenen Établissements publics a vun deene Betraffenen ewech décidéiert huet.

(Interruption)

Och wat d'Investitiounen…

M. le Président.- Jo, Här Gibéryen, erlaabt Der, dass d'Madame Loschetter eng…?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wann ech d'Zäit ugerechent kréien, ganz gär.

M. le Président.- Selbstverständlech! Dir wësst, dass mir ëmmer fair mat Iech sinn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Mengt Dir wierklech am Eescht, Här Gibéryen, datt dës Regierung an dräi Méint schonn all Décisioun geholl huet, nodeems d'Regierung selwer an d'Majoritéit gesot hunn, datt mer elo emol amgaang sinn, en État des lieux ze maachen, an datt mer sécherlech mat alle Partner wäerten zesummen déi Saach ugoen. An da kommt Dir dohinner an Dir sot: Dir hutt alles eleng décidéiert! Mengt Dir dat wierklech am Eescht?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech weess net, Madame Loschetter, wat Der domadder wëllt soen, well ech hunn elo grad gesot, datt Der nach praktesch näischt décidéiert hutt, datt Der dat eréischt no den Europaparlamentswahle maacht.

(Interruption)

Mä dat, wat Der décidéiert hutt, hutt Der mat kengem beschwat! Ech schwätze vun deene Moossnamen, iwwert déi d'Leit, iwwert déi d'Uni an alleguer sech momentan opreegen, an d'Établissements publics sech opreegen, well Der net mat hinne geschwat hutt. Dat heescht, bei deem Weinegen, wat Der décidéiert hutt, hutt Der bewisen, datt Der net mat deene Leit schwätzt. An et ass vun deenen, wou ech schwätzen a wou ech soen: Ännert lech a maacht dat, wat Der virdrun hei gesot hutt, a schwätzt an Zukunft mat de Leit a fuert net esou virun, wéi Der an deene sechs éischte Méint dat elo gemaach hutt.

(Interruptions)

D'Investitiounen, och do ass no bausse gemaach ginn, wéi wann d'Investitioune géife grouss zréckgoen. Neen, et ass keng Investitioun, déi geschnidde ginn ass! Et ass just, well mer haut ebe mam Budget schonn am Mount Abrëll sinn, wou soss de Budget am Joer virdrun am August, September opgesat ginn ass an et ass am Hierscht gestëmmt ginn. Da waren d'Previsiounen, fir Projeten ze realiséieren, selbstverständlech an dem Budget méi grouss.

An haut si mer am Abrëll an d'Verwaltunge stelle fest, datt an enger Rei vu Projeten, wéi dat all Joers de Fall war, dëst Joer d'Suen net alleguer ausgi ginn, déi een am Budget virgesäit. An elo sinn déi einfach op d'Realitéit zesummegeréckelt ginn, zesummegestrach ginn, an dat ass eben dat Aspuernis.

Mä et soll een net kommen a soen, et hätt een do gespuert. Do ass näischt gespuert ginn! Déi Eenzeg, wou reell gespuert ginn ass - ech wëll net weider drop agoen, well mer dat déi leschte Kéier schonn hei gesot hunn -, dat ass bei de Studenten. Ech wëll net méi drop agoen, well ech dat schonn déi leschte Kéier hei gemaach hunn am Kader vun der lafender... Mä dat ass deen eenzege konkrete Punkt, wou ee ka soen: Do huet d'Regierung gespuert.

D'Neiastellungen, do gëtt gesot, mir maachen nëmmen 150 Stéck. An et ass awer och de Moien hei schonn ugeklongen an, ech mengen, jiddweree weess et, datt nach iwwer 140 Plazen hei vum Parlament genehmegt sinn a budgétiséiert sinn, déi nach net agestallt gi sinn.

Dat heescht, d'Regierung kéint am Prinzip, och wa se seet, mir ginn nëmmen am Budget eis d'Autorisatioun fir 150 nei Plazen, si kéint awer, wa se wéilt, wa Besoin do wier, 300 Plazen dëst Joer astellen. Och dat ass also, wéi gesot, eng Presentatioun vun der Situatioun, déi wäit vun der Realitéit ewech ass.

Genausou wéi mer dat bei den Emprunten hunn: Mir hunn an dësem Budget en Emprunt virgesi vu 500 Milliounen. Mä mir wëssen awer, datt nach zwou Milliarden Emprunten autoriséiert si vun dëser Chamber. Dat heescht, d'Regierung kann och nach méi wéi 500 Milliounen Emprunt ophuelen, well déi autoriséiert sinn, quitte datt der nëmmen esou vill, 500 Milliounen, hei dëst Joer am Budget sinn.

Wa gesot gëtt, mir stellen nëmmen 150 Leit an an da spuere mer néng Milliounen, dat ass immens flott. Ech hoffen, datt de Finanzminister net ëmmer esou rechent, wann en 150 Leit astellt an, dass en da seet, mir hätte néng Millioune gespuert! Dat verstinn ech net. Kréien déi Leit keng Pai? Oder bréngе se nach Geld mat? Well wéi spuert en dann, wann en 150 Leit méi huet? Also, 150 Leit kaschten eppes! Da muss een emol fir d'Éischt soen, wat déi 150 Leit weider kaschten, an et kann een net soen, wat een domadder géif spueren.

Dann och d'TVA. Et ass ëmmer gesot ginn - vun alle Parteien, déi haut an der Regierung sinn! -, datt d'TVA eng sozial ongerecht Steier wier, an et ass virun allem vun der DP gesot ginn, datt eng Steiererhéijung iwwerhaapt net a Fro kéim, ier all aner Moossnamen erschöpft sinn. A wat ass dat Alleréischt, wat mer Konkretes vun dëser Regierung héieren hunn? Dat war d'TVA-Erhéijung. Déi war virun de Wahle sozial ongerecht, a si bleift och no de Wahle sozial ongerecht!

An och déi Décisioun, datt do um zweete Logement d'TVA eropgesat gëtt; wéi d'Madame Loschetter elo hei gesot huet, dat wieren net déi Äermst, déi eng zweet oder drëtt Wunneng hätten. Dat mag sinn. Mä et sinn awer déi Äermst, déi an déi Wunnenge musse loune

goen an déi duerch déi heite Moossnam de Loyer an d'Luucht gesat kréien. Et sinn also déi Äermst, déi dat trëfft, well déi, déi investéieren, déi wéckelen dee Plus un Investissement un hir Locatairen of, an da sinn et awer déi Äermst, déi mat Ärer Moossnam hei getraff ginn, an net déi, déi Suen hunn. Déi stinn um laangen Hiewel. Déi kënnen dat kompenséieren.

Dann huet den Här Bodry de Moie gesot, hei wier deen éischte Budget, wou keng Steiererhéijungen dra wieren. Ech wëll awer just froen, wat dann domadder gemengt ass. De Rapporteur kann et och op der Säit 69 vum Rapport kucken, datt d'Akzise gehéicht ginn. D'Akzise gi gehéicht op de Produits énergétiques, op der Elektrizitéit, um Tubak, um Alkohol, an zwar ginn déi vun 3,75 op 4,75 erop.

Et huet mech gewonnert, datt weder de Rapporteur, nach de Finanzminister, nach bei der Presentatioun vum Budget een iergendwéi heibannen ee Wuert verluer huet, datt déi Akzise géifen eropgoen. An ech hätt duerfir, Här President, eng Fro un den Här Finanzminister, wann en een Ableck géif nolauschteren.

(Interruption)

Ech hätt eng Fro un den Här Finanzminister, ob en eis herno géif soen, wat déi Erhéijung vun den Akzise vun 3,75 op 4,75 als Plus u Recetten an d'Statskeess erabréngt, well et ass jo an dësem Budget virgesinn.

Da gëtt permanent vun enger Steierreform geschwat, ouni datt se konkretiséiert gëtt. De Moien huet den Här Bodry hei gesot: Wéi sinn d'Alternativen da vun der Oppositioun? Mä eng Alternativ kann een nëmmen zu eppes maachen, wat besteet! Da musst Der emol fir d'Eischt...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir schwätzen hei iwwert de Budget!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, oh, zum Budget! Dir schwätzt hei vu Steierreformen,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat sinn dann Är Alternativen zum Budget?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wou gesot ginn ass, mir musse kucken, wat néideg ass, a mir musse kucken, wat net néideg ass.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Näischt héiere bis elo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A mir musse kucken, wat dran ass, a mir musse kucken, wat kéint drakommen. Jo, dat ass flott gesot, mä domadder ka keen eppes ufänken.

Da gëtt gesot: Mir mussen de Mëttelstandsbockel ofschafen. Ech hunn dat bei der Regierungserklärung hei erkläert schonn, wéi een dat esou ka maache mat engem Mëttelstandsbockel. Well dat ass e Bockel. An déi virdrun an déi hannendrun, déi verdénge laut deenen, déi mengen, si wieren um Bockel..., déi mengen, déi virdrun an déi hannendrun, déi géifen net Steiere genuch bezuelen, oder si géifen der ze vill bezuelen.

Elo kann een natierlech higoen a soen: Ma da senke mer de Bockel erof. Dann hätten déi Leit manner Steieren ze bezuelen. Ech ka mer awer net virstellen, datt déi Regierung hei Steiererliichterunge mécht. Ech stelle mer éischter vir, datt se déi virdrun an déi hannendrun, datt se déi an d'Luucht hieft. An dat ass jo och an deene leschte Woche kloer erauskomm.

Den Här Bëttel, den Här Premier, huet eng Kéier gesot an der Press no baussen, datt hien der Meenung wier, jiddwereen am Land misst Steiere bezuelen. Bon, mir wëssen awer, datt mer 40% vun de Leit am Land hunn, déi keng Steiere bezuelen. Also ass den Här Statsminister der Meenung, déi 40% misste Steiere bezuelen!

An den Här Bodry huet no e puer Deeg doropshi gekontert an en huet gesot, ma hie wier der Meenung, d'Räichesteier misst méi eropgesat ginn, d'Héchststeier misst méi eropgesat ginn. Et ass also genau dat, wat ech wëll soen: Dir schaaft de Mëttelstandsbockel of, andeem datt Der déi virdrun an déi hannendrun an d'Luucht hieft! Sou, gesitt Der, elo ass kee Bockel méi do! Awer de Leit Hoffnunge maachen, de Mëttelstandsbockel, dat géif Steiererliichterunge bréngen! Dat wäert doudsécher bei dëser Regierung net de Fall sinn.

Da wëll ech nach e puer Wuert verléieren iwwert déi Ausstellung vum Éischte Weltkrich. Ech mengen, do huet d'Regierung och gutt bewisen, wéi et mat hirer Kommunikatioun war: Deen een Dag derfir, deen aneren Dag dergéint, deen Dag drop erëm derfir an dann herno war se erëm dergéint. An da waren op eemol keng Kreditter do.

Mir schwätzen hei vun 250.000 Euro. Mir schwätzen also hei net vun Honnerte vu Milliounen. An eng Regierung, där hir Geschicht emol net esou eng Ausstellung wäert ass, déi brauch sech net ze wonneren, wann d'Leit hir de Virworf maachen, si hätt kee Respekt virun der Geschicht vun dësem Land. Fir do hinzegoen an da mat allen Argumenter ze versichen, firwat datt een dee Kredit net kéint kréien, et wier net budgétisiert gewiescht!

Wann nëmmen an engem Stat dat géif gemaach ginn, wat vun Ufank un ëmmer budgétisiert war! An do komme wéi dacks Ministere bei eis a se soen, hei, fir datt et méi séier geet, an esou virun, kënnt Der net d'accord sinn, datt mer dat doten awer maachen an datt mer dat op dee Kredit iwwerbuchen oder esou. Et ass ëmmer e Wee fonnt ginn.

Also, wann een dat wëllt maachen, wierklech wëllt maachen, da mécht een et. A wann een et net wëllt maachen, da sicht een egal wat fir Argumenter, déi ee wëllt, fir et eben net ze maachen. An dës Regierung wëllt keng Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich maachen, an duerfir huet se och an der Finanzkommissioun deen Amendement, dee mir erabruecht hunn, verworf! Si wëllt keng Ausstellung maachen, an da soll se dat kloer soen a soll hei net mat esou fadenscheinegen Argumenter operéieren.

Wann eng Regierung wëllt wierklech mam gudde Beispill virgoen a si wëllt spueren, da soll se konkret ginn an eppes Beweisbares an Novollzéibares bréngen. Dat huet dës Regierung awer mat deem Spuerprogramm, dee se bis elo virgeluecht huet, net gemaach. Dee kënnt eréischt, wéi gesot, no den Europaparlamentswahlen.

(Interruption)

Fir symbolesch esou e Blödsinn ze maachen, wéi op der Autobunn d'Stroosseluuchten ewechzeseeën, wou d'ganzt Land de Kapp driwwer rëselt, wann dat sollt e symbolesche Geste no bausse sinn, wéi dës Regierung wëllt spueren, da muss ech soen: aarmséileg Regierung! Grad do, wat d'Sécherheet ubelaangt, gi Luuchtemasten ewechgeholl. Wa se se wéinstens ausgemaach hätten. Neen, si hu se symbolesch ewechgeschnidden op ee Meter. Dat Eenzegt, wat positiv un deem Meter ass: D'Leit ginn all Dag, wa se derlaanschtfueren, un dee Blödsinn nei erënnert!

(Hilarité)

Duerfir, loosst se stoe bis d'nächst Wahlen, datt d'Leit ëmmer erëm gesinn, hei, esou blöd muss ee sinn, fir Luuchten op ee Meter vum Buedem ewechzeseeën, fir ze soen, mir spueren dann.

Wann d'Regierung wëllt esou symbolesch eppes maachen: Si war jo elo virun e puer Wochen op Clierf de Weekend verbréngen, wéi se de Regierungsrot do gehalen huet. Mir fannen dat positiv, datt se d'ländlech Géigend ënnerstëtzt an datt d'Hôtelleriesbranche ënnerstëtzt gëtt. Mä dann hätt se sollen do en Exempel maachen a soen: Hei, mir fueren net mat de Regierungsween op Veianen oder op Clierf dorobber, mir fueren zesumme mam Zuch dorobber. A vu datt kee soziale Fall an der Regierung ass, maache mer e Geste a mir bezuelen déi Käschten och alleguer selwer. Dat hätt zwar och de Budget net gerett, mä et wier op d'mannst vun esou vill symboleschem Wäert gewiescht dobaussen, wéi d'Luuchte laanscht d'Strooss ewechzerappen.

(Brouhaha)

Här President, den Tram huet d'Madame Loschetter ugeschnidden. Ech wollt deen och dann nach eng Kéier uschneiden. Ech mengen, déi Leit, déi esou fervent fir den Tram heibannen antrieden - dobausse gëtt et der ëmmer manner -, déi Leit sollten emol higoen…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- 72%!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, neen, neen, neen!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- 72%!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir interpretéiert dat, wéi Dir dat wëllt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Da liest och alles…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, 72% ënnerstëtzen en net. Dat ass net d'Interpretatioun vun där Analys.

Une voix.- Ou!?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen. Wann Der wëllt, hei, da kommt emol heihin a da gitt Der konkret Beispiller, u konkrete Beispiller weist Der, fir wien deen Tram dann e Virdeel bréngt.

Mir hunn hei an der Stad Exercicer gemaach an alle Quartieren, aus deene Leit sech déplacéieren, a mir hunn net een eenzege fonnt, wou et fir e Stater Bierger en Avantage wier, wann den Tram eng Kéier kënnt. Am beschte Fall ass et gläich! Am beschte Fall ass et gläich an an deene meeschte Fäll ass et fir d'Stater Leit eng Verschlechterung. A bei alleguer deenen 150.000 Pendler, déi moies an d'Stad mussen eran- an owes erauskommen, do hu mer kee fonnt, fir deen et e Virdeel war! Do kënnt Der alles opbauen, Schemaen, wouhier d'Leit kommen a wouhi se fueren...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wien?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma Dir! Maacht dat! Dir kënnt net de Contraire…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wien ass „mir"?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma mir, mir als Partei hunn dat gemaach.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ahhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä, Madame Loschetter, Dir kënnt jo heihinnerkommen, Dir kënnt jo heihinnerkommen an unhand vu Beispiller beweisen,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- … Expert Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …datt d'Leit Virdeeler dovunner hunn; een, deen zu Bouneweg wunnt, deen an de Centre Hospitalier fiert, wéi en haut fiert, wéi e muer fiert. Huelt ee vum Kierchbierg, deen op Zéisseng fiert; huelt een, dee vun Thionville op de Lampertsbierg fiert. Dir huelt einfach esou vill Beispiller a bréngt eis Beispiller, wou et fir déi betraffe Leit e Virdeel ass. Ech soen Iech: Dir fannt keen, fir deen et e Virdeel ass. Et ass héchstens gläich, awer fir keen e Virdeel.

An dann déi gréng, déi hunn ëmmer sech dergéint gewiert, datt Parkingen an der Stad solle kommen, datt d'Autoe sollen an d'Stad kommen. Elo baue se awer fir den Tram 5.000 bis 6.000 Parkplaze ronderëm d'Stad bäi, wou d'Leit da sollen an den Tram kommen.

(Interruption)

Richteg.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ronderëm d'Stad ass net an der Stad!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Awer just! Also d'Kockelscheier, de Kierchbierg, dat ass net an der Stad, mä et ass just do, wou den Tram fortgeet.

(Interruption)

Madame Loschetter, Dir sidd vläicht ze vill an der Stad. Dir musst Iech emol moies an owes e bësse ronderëm d'Stad bewegen. Da gesitt Der, datt am Rescht vum Land alles Stau ass! Moies ass alles Stau fir an d'Stad, an owes ass Stau fir aus der Stad. Dat heescht, fir datt dann déi 5.000 bis 6.000 Leit mat hiren Autoen an d'Stad kommen, musse se emol fir d'Éischt am Stau stoen. A wann Dir sot, et kënnen elo 6.000 Autoe weider an d'Stad kommen an Dir huelt an engem Stau en Auto mat siwe Meter, da produzéiert Der mat Ären dräi Parkinge ronderëm d'Stad 40 km Stau ronderëm d'Stad moies an owes weider!

Dat ass d'Realitéit, well déi zousätzlech Autoe stinn emol zousätzlech am Stau. Dat ass Är Konklusioun, an duerfir, déi Regierung hei, wann déi investéiert, dann investéiert se an de Stau. Dat hunn ech déi leschte Kéier gesot, an duerfir soen ech Iech ganz kloer: Dat dote geet net op!

A wann Der dann erëm wëllt mat de Leit all zesummen d'Problemer ugoen, wéi d'Madame Loschetter elo grad hei gesot huet, ma dann hutt dach de Courage a maacht e Referendum. A wa 70% derfir sinn, Madame Loschetter, wéi Der elo grad gesot hutt, da braucht Der dach keng Angscht ze hunn! Da wier ech an Ärer Plaz deen Éischten, déi géif soen: Ma mir maachen e Referendum a mir loossen eis vun de Leit am Land d'Zoustëmmung gi fir dee Projet do. Mä Dir wësst ganz genau, datt déi grouss Majoritéit dergéint ass, an duerfir hutt Der Angscht. Dir hutt Angscht virun der Wourecht. Dir hutt Angscht virun der Meenung vum Bierger. An duerfir frot Der se net. Dir maacht nëmme Referendumen do, wou se lech an de Krom passen! A wann de Risiko besteet, datt d'Leit eng aner Meenung hu wéi Dir, da maacht Der kee Referendum. Duerfir soen ech Iech: Maacht e Referendum, da geet dat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mengem Kolleeg Fernand Kartheiser nach zéng Minutte loossen,...

(Interruptions)

…duerfir wëll ech zum Schluss kommen.

Et si Leit heibannen, déi hunn e schlecht Demokratie-Versteesdemech, déi mengen, just hir Meenung däerft hei virgedroe ginn. Et sinn och nach Leit, déi hunn eng aner Meenung, an an engem Parlament an engem demokratesche Stat huet jiddwereen d'Recht, seng Meenung virzedroen, och wann et deem engen oder aneren net gefält!

Op jidde Fall, dës Regierung huet an deene sechs éischte Méint bewisen, datt se net fir Transparenz ass, datt se net fir Dialog ass. Si huet gewisen, datt se kee Respekt vis-à-vis vun eiser Geschicht huet, eiser Traditioun, eiser Identitéit, eiser Kultur. A si huet och bewisen, datt se kee Respekt virun de kommende Generatiounen huet. A sechs Méint huet se scho villes futtigemaach, wat Generatioune virdrun ënner schwierege Konditiounen erschafft hunn.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions et brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Vill Pathos! Dat passt net bei Iech, dee Pathos do.

M. le Président.- Sou, da gi mer zum nächste Riedner iwwer, an dat ass den Här Justin Turpel vun déi Lénk. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

(M. Justin Turpel dépose 4 motions.)

Merci, dat ass awer fein, dass Der mer eppes matbruecht hutt.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Dat ass ganz gär geschitt! Ech hoffen, Dir appréciéiert et. Et si véier Motiounen, op déi ech dann herno wäert zréckkommen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'annonce de Madame le Ministre de la Culture de résilier l'ensemble des conventions culturelles que l'État entretient actuellement avec les associations et institutions du secteur culturel afin de réorganiser la politique de subvention culturelle de l'État;

- considérant que ces déclarations n'ont pas été accompagnées par des annonces concrètes concernant l'orientation future de ces conventions culturelles qui auraient ainsi au moins permis aux associations et institutions une certaine prévisibilité concernant leurs engagements;

- considérant qu'il existe ainsi une grande incertitude concernant les nouveaux critères à la base des nouvelles conventions;

- considérant que cette incertitude rend impossible toute planification pluriannuelle - outil important pour les associations et institutions culturelles;

invite le Gouvernement

- à s'informer auprès des associations et institutions culturelles sur leurs engagements qu'elles ont d'ores et déjà pris en relation avec leurs projets culturels par rapport à d'autres associations et institutions luxembourgeoises et/ou étrangères;

- à présenter dans les meilleurs délais les critères qui serviront de base pour les nouvelles conventions, critères qui devront s'orienter aux buts, défis et mesures proposés par le Pacte culturel.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement est en train d'élaborer une nouvelle procédure budgétaire dite «budget de nouvelle génération»;

- considérant les incidences de cette nouvelle procédure sur les capacités de l'État d'agir en matière politique;

- considérant la volonté de la Chambre de Députés de s'impliquer dans les différentes étapes de l'élaboration de cette nouvelle procédure;

invite le Gouvernement

- à soumettre les propositions concernant la nouvelle procédure budgétaire le plus rapidement possible à la Chambre des Députés, afin de l'associer aux travaux futurs et de lui permettre d'en discuter en séance plénière.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi 6670 sur la réforme des aides financières de l'État aux étudiants de l'enseignement supérieur et ses implications sur la situation des étudiants;

- considérant que l'allocation de base prévue est inférieure aux montants alloués en matière d'allocations familiales avant la réforme de 2010;

- considérant que les organisations estudiantines et les organisations syndicales craignent que cette réforme ne porte atteinte à l'autonomie de tous les étudiants et à leurs possibilités de poursuivre des études supérieures;

- considérant que les dépenses en matière d'aides pour étudiants ne représentent pas seulement un coût, mais constituent surtout un important investissement dans l'avenir;

invite le Gouvernement

- à se concerter avec les représentants des étudiants et les organisations syndicales dans le but de garantir dans la nouvelle loi la possibilité pour tous les étudiants de poursuivre des études supérieures tout en assurant leur autonomie.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant l'accroissement constant et inquiétant des inégalités de revenus à tous les niveaux (cf. ratios des parts de revenus disponibles - S95/5, S90/10, S80/20, etc.);

invite le Gouvernement

- à soumettre des propositions, y compris en relation avec la procédure budgétaire, afin de réduire ces inégalités à tous les niveaux;

- à présenter pour chaque projet de loi l'impact sur l'évolution des inégalités sociales.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Den Här Gramegna huet eis gëschter mat Stolz erklärt, datt déi lescht Regierung, an där d'LSAP dra war mat der CSV, eng falsch Finanzpolitik gemaach hätt. A mir, sot en, hunn d'Zil erreecht an den Triple-A an d'EU-Norm, dat heescht de Stabilitéitspakt, agehalen. Déi lescht Regierung hätt vu Bréissel keng gréng Luucht kritt fir hire Budget. „Mir", Zitat, „hunn dat fäerdegbruecht."

„Mir", dat ass virun allem d'DP, zesumme mat hire Beroder vun der ABBL. An d'LSAP an déi gréng maache mat. An den „kritesche Bléck", vun deem d'Madame Loschetter elo just geschwat huet, vun der LSAP an och vun deene Gréngen op d'Politik vun der Regierung a vun der DP ännert näischt drun, datt se et matmaachen a letztendlech och rechtfertegen.

(Interruption)

Net d'Erofsetze vun de sozialen Ongläichheeten, déi ëmmer méi grouss ginn, net d'Bekämpfe vun der Aarmut a vum Chômage, déi zouhuelen, neen, d'Oplage vun der EU a virun allem de Ratingagencë sinn d'Mooss vun der Politik. An dobäi bleift et, sot den Här Gramegna, en Iwwergangsbudget, „en Iwwergank vu gëschter op muer, vun engem alen op en neie System an", ech hu gestaunt, wéi ech et héieren hunn, „vu viru Lehman Brothers op eng nei Welt, déi multipolaire ass."

Si mir wierklech „no Lehman Brothers" ukomm? Ech wëll drun erënneren, dat sinn déi, déi 2007 déi gréisste Finanzkris agelaut hunn, déi de Kapitalismus bis haut kannt huet.

Neen, mir sinn net „no Lehman Brothers" ukomm! D'Ursaache vun der Kris si bis haut net duergeluecht ginn an d'Léieren net gezunn. 5.100 Milliarden Euro goufen de Banke fir faul Kreditter zur Verfügung gestallt. En Audit iwwert d'Ursaache vun deene faule Kreditter, wou se loungen a wou déi illegitim Schold vläicht ass, déi een net soll bezuelen, gouf bis haut net gemaach. A ronn 1.000 Milliarde faul Kreditter si weider ënnerwee. An d'Spekulatioun zitt erëm un. Och do goufen déi noutwendeg Léieren net gezunn.

Den zweete Volet vun der Ausso vum Finanzminister: Ass d'Zukunft „multipolaire"? Dat heescht, ginn elo all Acteuren an all Komponente berücksichtegt? Ech mengen net!

Et gëtt just nach ee Pol, an dat ass deen: Gefält onse Budget der Finanzaristokratie, déi d'Muecht an Europa iwwerholl huet? Wat soe Moody's, Standard & Poor's, Fitch an DBRS zum Budget an zu der Regierungspolitik? Dat ass d'Mooss vun den Dénger, vun der Saach.

Fir d'LSAP zielt net méi: Wat soen d'Gewerkschaften? Wat soen d'Vertrieder vun de Leit, déi schaffe ginn? Mä: Wat soen d'Vertrieder vum Kapital a vun de Ratingagenturen? Déiselwecht Ratingagenturen, déi mat schold sinn un der Finanzkris 2007/2008; ech wëll un Enron erënneren. An dat wäert beim Budget vun der neier Generatioun, op deen ech nach zréckkomme wäert, a senge Strukturreformen nach méi zum Droe kommen.

Déi viregt Regierung vun CSV an LSAP huet d'Basis fir déi Politik geluecht. D'DP iwwerhëlt elo mat der ABBL d'Rudder, an ech wëll dann emol den Här Wirtschaftsminister zitéieren, dee seet, dass d'ABBL deen éischten, den „Premier Conseiller de Gouvernement" vun der neier Regierung ass.

D'CSV ass e bësse méi blöd drun, well se déi Politik eigentlech mat ageleet huet, se gréisstendeels och dréit. A si ass och net dergéint, datt gespuert gëtt, seet den Här Wiseler. Si ass just net d'accord mat der Aart a Weis, wéi d'Regierung dat mécht. An ech mengen, d'CSV huet souguer domadder recht, wa se seet, si kéint net d'accord si mat der Aart a Weis, well esou geet een net mat Leit ëm, deenen ee Saachen ewechhëlt an iwwert déi een décidéiert, wéi dës Regierung dat mécht. Mä d'CSV ass awer d'accord mam Inhalt a mam Prinzip vum Spueren.

An ähnlech ass et bei der ADR, déi zwar seet, déi och schwätzt vum Spueren, wat onbedéngt misst gemaach ginn, vun där neier Relioun, déi just seet, et soll een déi Leit, déi wierklech näischt hunn, et soll een déi ausspueren.

An dat schéngt de Problem ze sinn: déi nei Relioun. En ass elo net heibannen. En ass vläicht säi Staf a säin Hutt sichen als gudden Hiert, dee mat sengen zéng Geboter hei vum Bierg erofkomm ass. En huet se wahrscheinlech laang verstoppt gehat, mä en huet eis erkläert, elo, wou de Reliounsunterrecht emol nach net ofgeschaaft ass an deen neie Wäerteunterrecht emol nach net definéiert ass, wat déi nei Wäerter sinn. Déi nei Wäerter...

Une voix.- Den Här Berger huet jo vun zéng Geboter geschwat.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Maja, ganz genee, vun deenen zéng Geboter. Ech weess awer net, mat wiem e se duerchgeschwat huet op deem Bierg do uewen, mat wéi engem Gott. Oder mat sech selwer? Mä en huet se op jidde Fall emol matbruecht an...

(Interruption)

Jo, en huet jo och e Buch driwwer geschriwwen, „Ganz oben", wou en dann awer näischt dovunner ugekënnegt hat.

Une voix.- Kommt zum Budget!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Zum Budget ass et ganz kloer, datt dat déi nei Relioun ass, an dat ass déi nei Regel. D'Prinzipie vun der Humanitéit - de Mënsch, net d'Kapital soll am Mëttelpunkt stoen - gëtt et net méi. Déi nei Regel heescht „spueren, spueren an nach eng Kéier spueren!".

Hu mir iwwer ons Verhältnisser gelieft, wéi den Här Berger dat gesot huet? Den Här Gibéryen huet et och opgeworf. Jo, et gëtt vill Leit, déi iwwer hir Verhältnisser liewen. Ronn 0,1% vun der Bevëlkerung vun dëser Welt, deene gehéieren 81% vun alle Verméigen op dëser Welt! An 99,9%, déi deele sech déi aner 19% vum Verméigen op dëser Welt. Dat sinn e puer Honnertdausend Leit vis-à-vis vu sechs Milliarde Mënschen.

Och zu Lëtzebuerg gëtt et grouss sozial Ongläichheeten, déi zouhuelen. Ech wëll drop hiweisen, fir déi, déi den Avis vun der Chambre des Salariés an och de Sozialalmanach vun der Caritas a vun der Chambre des Salariés opmierksam gelies hunn, datt den Ënnerscheed tëschent deenen ieweschten 10% vun Akommes an deenen ënneschten 10% sech vun 2000, wou schonn den Ënnerscheed 5,5-mol war, wou uewe méi verdéngt gouf wéi ënnen, datt dee sech nach vergréissert huet op 6,4-mol. Mir sinn, wat déi zéng héchst a wat déi 5% héchst Akommessen ugeet, do, wou Däitschland och ass mat senge groussen Ongläichheeten.

An neen, d'Majoritéit vun de Leit lieft net iwwer hir Verhältnisser. Eng Minoritéit vu Räichen a Superräichen doudsécher, mä d'Majoritéit vun de Leit sécher net! An ech brauch d'Chifferen net nach eng Kéier ze widderhuele vum Aarmutsrisiko: 15%; all Sechsten, dee Schwieregkeeten huet, fir um Enn vum Mount iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech soen et och nach eng Kéier, all zweete monoparentale Stot ass an där Situatioun. A wa mer keng Sozialtransferten hätten, da léiche mer bal bei 50% vun eiser Bevëlkerung, déi Schwieregkeeten hätten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, well se ënnert dem Aarmutsniveau leien.

D'Ursaach dovunner, iwwert déi ass net geschwat ginn, d'Ursaach vun deenen Ongläichheeten. Mä et muss een awer doriwwer schwätzen, och wann ee wëllt iwwer Budget schwätzen an iwwert d'Awierke vum Stat op d'Ongläichheeten. D'Ursaach ass déi, datt de geschafene Räichtum zu Lëtzebuerg net gerecht verdeelt gëtt. Vum ganze Räichtum, deen duerch d'Aarbecht geschafe gëtt - well et ass d'Aarbecht, déi Räichtum schaaft, net d'Kapital eleng, an och Maschinnen eleng net, wann ee keng Aarbecht dran investéiert -, kritt d'Kapital, dat heescht d'Shareholderen, zu Lëtzebuerg méi wéi a villen anere Länner.

Ech wëll och dozou e Chiffer ginn, well e wichteg ass, fir ze verstoen, wou eise Problem ass am Budget, an dorëms geet et jo. Zu Lëtzebuerg kréien 2009 - d'Statistike si schonn e bësse méi al -, den Undeel vun der Aarbecht um geschafene Räichtum sinn 52%. Ech wëll do soen: 19 Joer virdru waren et der nach 61%! Mä et sinn 52%, esou ass dat erofgaangen.

An Däitschland ass deen Undeel awer 62%, a Frankräich 63%, an der Belsch 67%. Dat heescht an anere Wierder, datt zu Lëtzebuerg d'Salariat 10% bis 15% manner op der Valeur ajoutée brute ausbezuelt kritt wéi an deene Länner ronderëm. An déi 10% bis 15%, déi manner an d'Aarbecht zréckfléissen zu Lëtzebuerg, dat mécht véier bis sechs Milliarden all Joers aus.

Da kommt, mir vergläichen dat elo emol am Budget an da wësse mer, datt, wann een de Leit déi Sue virenthält als Loun an als direkt Ëmverdeelung, datt een herno iwwert de Budget ganz villes muss rudderen, fir de Leit dat zum Deel ze kompenséieren, wat se brauchen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat ass jo eng vun den Ursaache vun de Sozialtransferten a firwat datt ouni d'Sozialtransferten den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg praktesch d'Halschecht vun der Bevëlkerung géif ëmfaassen.

An trotz dëse Sozialtransferte ginn d'Ongläichheeten zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss. D'Realléin ginn zréck, 2,7% an deene leschte Joren. Déi méi niddreg Léin besonnesch, déi héich och, zwar manner. D'Ausgabe fir d'Majoritéit vun de Leit huelen zou, besonnesch an deenen ënneschten Akommeskategorien huele se verhältnisméisseg staark zou.

D'Konklusioun dovunner ass relativ kloer: Et muss eppes geschéie bei der direkter Verdeelung, bei de Léin! Och do huet de Stat eng Roll ze spillen. Well alles, wat net bei der direkter Verdeelung richteg verdeelt gëtt, muss de Stat herno mat anere Moyene kompenséieren, an dat ass genee jo d'Diskussioun iwwert de Budget an iwwert déi Besoinen, déi de Stat huet.

Dobäi ass et och wichteg ze kucken, wie wéi vill an de Statsbudget abezilt. Ech mengen, d'Chiffere si bekannt, fir déi, déi d'Avisen duerchgelies hunn, mä d'Entwécklung ass awer beonrouegend. Een Drëttel vun de Recettë vum Stat kommen aus direkter Steier an zwee Drëttel aus indirekter Steier. Beispillsweis d'TVA ass eng Entwécklung, déi och virun de Wahlen och vun der LSAP a vun anere kritiséiert ginn ass. Si geet awer am Moment emol esou weider! Och wann d'TVA an d'Luucht gesat gëtt, geet se gradesou weider.

Ech wëll soen, datt déi indirekt Steier, dat ass eng Steier, déi net no Akommes gestaffelt ass, während déi direkt Steier, dat ass eng Steier, déi progressiv ass an déi zouhëlt, wat ee méi Akommes huet. Et sinn d'Stéit an d'normal Leit, déi dee gréissten Deel vun de Recettë vum Stat finanzéieren.

Am mannsten droen d'Betriber dozou bäi. D'Betriber bezuelen 1,5 Milliarde Betribssteier. D'Lounsteier eleng dréit 3,7 Milliarden. Dat heescht, dat Verhältnis, wat mer emol haten, wat kritiséiert ginn ass, datt d'Betriber nëmmen een Drëttel géife bezuelen an d'Steiere vun de Salariéen zwee Drëttel, dat huet sech nach weiderentwéckelt. Elo si mer op engem Véierel an dräi Véierel a mer gi ganz staark a Richtung, datt d'Betriber just nach ee Fënneftel bezuele vun de Steieren an d'Salariéë véier Fënneftel, wat eng Entwécklung ass, déi net kann higeholl ginn.

An dann huet een awer d'Impressioun, wéi wann dat awer esou gewollt wier an der Steierpolitik. Et ass esou gewollt. Ech ginn ee Beispill. De Serge huet et scho gi gehat hei bei der Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun.

Et ass de politesche Wëlle vun der Regierung, datt een op Revenue vum Kapital manner Steiere bezilt wéi wann ee schaffe geet. Een, dee 55.000 Euro d'Joer verdéngt a schaffe geet, bezilt dorobber 13.000 Euro. An als Kapitalbesëtzer bezilt en op deem Revenu 2.232 Euro, dat heescht sechsmol manner wéi deen, dee schaffe geet an deen d'Saach erschafft huet.

Och do gëtt et interessant Chifferen aus der Vergaangenheet. E sëtzt hei, well et ass ee vun deene wéinegen, déi ganz opmierksam déi ganz Zäit bei den Diskussiounen derbäi sinn: De Gilles Roth huet den 30. November 2011 als deemolege Budgetsrapporteur opgeworf an ausgerechent, datt d'OPCe fir ronn 13.800 Euro Aktiva een Euro - een Euro! - Taxe d'abonnement bezuelen. Dat sinn 0,0072%!

Et ass logesch, datt d'Fongenindustrie seet, an et stoung grouss am „Tageblatt" op enger Säit, ech hu se elo net matbruecht, mä Dir hutt et all gelies, datt d'Fongenindustrie seet, fir si wier d'Kris ofgehaakt. Ech gleewen dat! D'Fongenindustrie ass zu Lëtzebuerg gewuess op 2.600 Milliarden Euro, déi aktiv hei agesat ginn. Op deenen 2.600 Milliarden Euro bezuele se als Taxe d'abonnement 691 Milliounen. Et ass manner wéi dat, wat déi Leit, déi an de Banke schaffen, als Lounsteier bezuelen. Et ass manner wéi dat, wat déi Leit, déi beim Stat schaffen, als Lounsteier bezuelen, bei 2.600 Milliarden.

An dann huet d'Chambre des Salariés an hirem Avis och nach eng ganz interessant Donnée ginn iwwert d'Steieren, déi bezuelt ginn, an dat ass zur Industrie non financière. D'Chambre des Salariés seet, datt d'Industrie non financière zu Lëtzebuerg 0,1% Steieren op der Valeur ajoutée brute bezilt. 0,1%! A si kréie parallell 1,1% Subventiounen, déi se reell kréien. Soudatt also d'Industrie non financière, fir d'Finanzen emol erauszeloossen, ënnert dem Stréch - ënnert dem Stréch - 1% erauskritt, amplaz eppes bei de Stat eranzebezuelen! Lëtzebuerg ass also definitiv e Paradies fir Leit mat vill Geld. Lëtzebuerg ass definitiv e Steierparadies fir déi Leit.

Dofir, an trotzdeem, Lëtzebuerg ass méi wéi kompetitiv. De Räichtum, dee geschafe gëtt, ass enorm héich. Ech ginn do net méi op d'Chifferen alleguerten an. Dir wësst, datt zu Lëtzebuerg eng Aarbechtsstonn 1,47-mol méi produktiv ass a méi erabréngt wéi beispillsweis an Amerika. Dir wësst, datt zu Lëtzebuerg d'Steieren an d'Sozialofgaben immens niddreg sinn, datt een op 100 Euro Gewënn zu Lëtzebuerg 21 Euro Steieren a Sozialofgabe bezilt, an am EU-Duerchschnëtt sinn et 42 Euro. An Däitschland sinn et der 48, an der Belsch 57 an a Frankräich 65.

An da seet d'UEL, d'Entrepreneuren, si géife sech wonneren, datt net méi zu Lëtzebuerg géif investéiert ginn. Jo, firwat soll een an Industrie investéieren, wann een als Finanzindustrie bal näischt méi brauch ze bezuelen a just nach praktesch iwwer säi Rendement ka schwätzen?

An et ass déi ongerecht Steierpolitik, déi dës Regierung weiderféiere wëllt. Si huet Signaler gesat an déi Richtung a si ass amgaangen, weider Signaler ze setzen. D'Steiertabell gouf net un d'Inflatioun ugepasst. Et kommen zwar elo keng Intérêts notionnels, mä d'Politik vum „ruling" gëtt weidergefouert. An et wier och emol interessant, fir gewuer ze ginn, wat de „ruling" als Déchet fiscal zu Lëtzebuerg all Joers géif mat sech bréngen. Ech wier frou, wann de Finanzminister mer dozou Renseignementer kéint ginn.

Lëtzebuerg soll ëmmer méi attraktiv ginn, et steet am Regierungsprogramm, fir HNWIen, also „high net worth individuals", an och déi „super high net worth individuals", déi ganz Räich, an och fir d'Multinationalen, inklusiv d'Rüstungsindustrie. Wann ech richteg verstanen hunn, wëlle mer jo souguer engem vun deene gréisste Rüstungsproduzente seng Multinationale op Lëtzebuerg ulackelen. A parallell soll duerch selektiv Sozialpolitik insgesamt manner ëmverdeelt ginn a solle Steiere gespuert ginn.

Och d'Indexmanipulatioun, op déi ech elo net weider méi laang aginn, well och schonn doriwwer geschwat ginn ass, soll weidergefouert ginn. An et ass jo kloer, datt, wann d'Inflatioun ënner 2% oder 2,5% läit, dann ass et einfach, fir ze soen, mir brauchen et net ze manipuléieren, wann ee parallell seet, mä wann et driwwer geet an d'Sozialpartner sinn net d'accord, fir ze manipuléieren, da musse mer légiféréieren.

Mir soen, d'Steierlaascht zu Lëtzebuerg ass net solidaresch a gerecht verdeelt. Mir brauchen eng Ëmverdeelung, méi eng gerecht Verdeelung, souwuel bei de Léin awer och iwwert d'Steieren an de Statsbudget, woubäi d'Sozialtransferten och weiderhin eng wichteg Roll wäerte spillen. De Budget ass insgesamt ënnerfinanzéiert. D'Recetten entspriechen net de Besoinen.

An ech stelle fest, datt mir déi Eenzeg sinn, déi dat hei soen. Jiddweree wëllt bei den Dépensë spueren. An de Constat, datt d'Recetten ze niddreg sinn an datt Moyenen do sinn, fir et aneschters ze maachen, deen ass kee bereet ze maachen. An dat féiert an d'Katastroph.

De Budget ass kee Selbstzweck, och kee Schéinheetsconcours, weder fir e Premier nach fir d'Finanzministeren zu Bréissel. De Budget muss erlaben, datt de Stat seng Aufgabe mécht am Beräich vun ëffentlechen Déngschtleeschtungen, déi ech net alleguerte wëll opzielen, vu Kannerbetreiung iwwer Schoul, Mobilitéit, Gesondheet, Recht op Informatioun, Waasser, Energie an esou weider an esou fort, iwwer Infrastrukture fir jiddwereen - ech kommen nach op d'Infrastrukturen zréck -, och fir d'Betriber, bis hin zu sozialen Ausgläich a Gerechtegkeet schafen a regulativ virgoen. Déi Aufgabe muss de Stat kënne maachen, zesumme mat de Gemengen, an zesumme brauche Stat a Gemengen dofir d'Mëttelen.

Wann dat de Fall de Moment net ass, wann de Stat an d'Gemengen déi Mëttelen net hunn, dann huet dat zwou Ursaachen: Éischtens, et gëtt keng Steiergerechtegkeet. Wa jiddwereen, och d'Kapital, e gerechten Undeel un der Steier géif bezuelen, da géif de Problem net bestoen. An ech hoffen, datt déi, pardon, ech fäerten, datt déi geplangte Steierreform vun 2016 net an d'Richtung wäert goen, fir do méi Steiergerechtegkeet ze schafen, wann ech d'Aussoe ku-

cken, déi bis elo an déi Richtung gemaach gi sinn.

Et gëtt eng zweet Ursaach, firwat datt d'Gemengen an de Stat net iwwert déi Sue verfügen, iwwert déi Recettë verfügen, déi se brauchen, dat ass de Stabilitéits- a Fiskalpakt vun der EU. Mam Europäesche Semester an dem Sixpack, Twopack, makroekonomesch Ongläichgewiichtsparameteren, huet d'EU-Kommissioun eise Budget fest am Grëff. An den Här Gramegna an d'DP si stolz dorobber.

Bei der Ofstëmmung iwwert de Fiskalpakt an der Chamber am Februar 2013, virun engem Joer, hunn déi gréng dergéint gestëmmt, an dat zu Recht. Et ass zwar net ganz kohärent, well si hu fir de Stabilitéitspakt gestëmmt, mä net fir de Fiskalpakt, mä doriwwer kann ee sécher eng Kéier méi am Detail diskutéieren. Mä si hunn dergéint gestëmmt, an dat war och richteg.

Si hu gesot: De Fiskalpakt, dat ass eng Scholdebrems, déi ekonomesch schiedlech ass, sozial ongerecht „...und nicht zur Lösung der Finanz- und Schuldenkrise beiträgt. (...) Wer für den Fiskalpakt eintritt, nimmt eine gefährliche Schwächung der Handlungsfähigkeit der Staaten in Kauf, auf Kosten der wirtschaftlich Schwächeren." An et ass e falschen Usaz fir d'Ofwendung vun der Kris.

Ech ginn elo net weider drop an, fir ze zitéieren aus all deem, wat déizäit gesot ginn ass. An dat, wat d'Madame Loschetter haut ugedeit huet, kritesch an déi Richtung, ännert awer näischt drun, datt alles, wat am Budget ass, matgedroe gëtt an datt alles, wat op Bréissel gaangen ass, vun Iech esou matgedroe gëtt an datt Der net méi bereet sidd, fir déi Politik, déi Der virdrun zum Deel verdeedegt hutt, fir déi och konsequent zum Droen ze bréngen.

(Interruption)

Dach, dat huet eppes mateneen ze dinn!

Och d'CSL warnt an hirem Avis virum „piège de Maastricht".

(Coups de cloche de la présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift, ech géif d'Kolleege bieden, jiddweree Plaz ze huelen. An et si mer e bëssen ze vill där klenger Sëtzungen an der Sëtzung. Wann ech gelift e bësse Respekt virum Riedner! Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President.

Och d'CSL warnt an hirem Avis virum „piège de Maastricht". Ech géif jiddwerengem roden, dat nozeliesen op Säit 27, wou se seet, datt déi gëlle Regel zu Kierzunge vun den Investitioune féiere wäert an datt dat mëttel- a längerfristeg geféierlech a souguer déidlech ass.

Grad fir déi kleng Länner! An ech mengen, den Här Bodry huet de Moien eppes gesot: datt grad déi kleng Länner méi restriktiv an hirer Budgetspolitik misste sinn, an datt mir eis selwer 30% Maximum operluecht hu vun de Scholden, statt 60%, déi am Stabilitéitspakt virgesi sinn.

Mä grad an engem klenge Land ass dat extrem geféierlech! Wann ee sech esou Bremsen operleet, fir net méi déi Investitioune kënnen ze maachen, déi ee muss maachen, dann huet dat Konsequenzen. An domadder, doduerch, datt een dann net méi déi Investitioune ka maachen, préemptéiert een am Fong geholl d'Zukunft vun onse Kanner.

Ech war erstaunt de Moien, wéi d'Madame Elvinger gesot huet, an och de Premier huet et schonn dacks genuch virdru gesot, datt ee misst immens virsiichteg sinn. Esou wéi si et gesot huet, mat de Scholden, leeft et dorobber eraus, datt ee praktesch keng Scholde méi ka maachen, zum Beispill fir eng Wunneng ze bauen. Dach, do mécht ee Scholden! Well dat lount sech.

An d'nämlecht ass et jo beim Stat! D'nämlecht ass et beim Stat. An dee Verglach, deen ëmmer gemaach ginn ass, haaptsächlech vum Premier, tëschent dem Statsbudget an dem Budget vun engem Stot, ass falsch an ierféierend. Aus enger ganz einfacher Ursaach: Well ee Stot, deen huet e fest Akommes, wat e wéineg ka beaflossen. De Stat, deen huet eng regulativ Funktioun a soll déi och ausüben.

An et ass kee Problem, fir bestëmmte Saachen, mir schwätzen net vun Dépenses courantes, fir bestëmmte Saache Scholden ze maachen. Ech ginn d'Beispiller net alleguerten, déi een do kéint uginn. Infrastrukturen, dat ass evident. Duerch Investitiounen an Infrastrukture baut een déi Struktur op, déi ee brauch, fir duerno eng Retombée fiscale ze hunn, fir d'Liewensqualitéit ze erhéijen. En anert Beispill ass d'energetesch Erneierung an d'Energieeffizienz, well dat ganz kloer hëlleft, d'Klima retten, Aarbechtsplaze schafen.

En drëtt Beispill, iwwert dat mer sécherlech deemnächst eng Kéier méi laang mussen diskutéieren, ass de Wunnengsbau. Well duerch massiven ëffentleche Wunnengsbau schaaft ee Wunnraum, schaaft een Aarbechtsplazen, dréckt een d'Präisser, och zum Mëssfale vun de Spekulanten an de Promoteuren. A vläicht ass do ee vun de Couacen an der Regierungspolitik, datt se dat net wëlle maachen. Mä et ass dat, wat misst geschéien.

Zu de Spuermoossnamen, déi fir 2014 virgesi sinn, e puer Wierder, well ech elo net allze vill laang Zäit wëll dofir huelen, well ech nach op d'Motioune wëll agoen. Éischtens bei de Studenten. Also, ech mengen, wann de Minister Meisch seet, hie wier iwwerrascht iwwert d'Reaktioun vun de Studenten, da kann dat mech nëmmen erstaunen. Mir wëssen dach alleguerten, datt d'Studenten hei am Fong geholl bal dat Eenzegt sinn, wou wierklech hei versicht gëtt duerchzegräifen, datt et en Test ass! Datt et en Test ass fir d'Regierung, fir ze kucken, wéi wäit datt ee ka goen.

A mir wënschen - ech ginn net op den Detail an, mir komme sécherlech dorobber zréck -, mir wënschen de Studenten, déi muer manifestéieren, vill Courage an ënnerstëtze se an hirem Asaz fir d'Zukunft vun der Jugend. Well si wäerte beweisen, wat d'Zukunft vun der Jugend ass, an net déi, déi op d'Käschte vun der Jugend wëlle spueren!

En ähnlechen Test, dee vläicht fir d'LSAP gradesou schwiereg ass, dat ass dee vum Chômage, vun deenen neien Zoumuttbarkeetsregelen, -klausele fir Chômeuren, wou d'Gewerkschafte sech jo och scho relativ hefteg zu Wuert gemellt hunn. Ech wéisst gären, ob d'LSAP dann och do erëm déi Spuermoossnamen einfach esou matdréit oder ob se agesäit, datt et einfach net méiglech ass, datt een all Chômeur alles kann zoumudden, wat do an deenen Zoumuttbarkeetsklausele virgesinn ass.

Et muss een och e Wuert verléieren iwwert d'Kultur. D'Kultur, wou d'Konventioune jo gekënnegt ginn an nei, op enger neier Basis solle verhandelt ginn. Wann een esou eppes ukënnegt, ouni ze soen, wat déi nei Basis ass, da schaaft een an engem ganze Secteur, deen immens breet ass an deen zu Lëtzebuerg eng grouss Wichtegkeet huet, eng grouss Onsécherheet.

An et ass genee dat, wat geschitt ass, wat d'Regierung an d'Kulturministesch fäerdegbruecht hunn, doduerch datt se all déi Leit, déi an deem Secteur geschafft hunn, aktiv, an der Breet... An et geet jo net nëmme bei der Kultur ëm déi visibel Kultur, ëm Kultur als Standuertargument, wéi de Premier dat bei der Lag vun der Natioun gesot huet. Bei der Kultur ass et d'nämlecht wéi beim Sport, et geet ëm d'Breet. Et geet ëm dat, wat an den Associatiounen, an de Veräiner, an de Gemengen, an de Regioune geschitt. Wann een do déi Onsécherheet erabréngt par rapport zu deene Projeten, déi déi haten, par rapport zu deenen Engagementer, déi déi haten, da muss ee verstoen, datt déi Leit rose sinn, an zu Recht rose sinn! A mir hoffen, datt dat ganz schnell gekläert gëtt. Mir hunn och eng Motioun an deem Sënn, op déi ech wëll zréckkommen.

D'Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich, do hunn ech nach eng Question parlementaire lafen. Ech hoffen, datt ech do eng Kéier eng Äntwert kréien. Well ech weess net, ob a leschter Instanz do gespuert gëtt, an déi 296 oder 291 Milliounen (veuillez lire: an déi 256.000 Euro), wann ech elo de Chiffer richteg am Kapp hunn, sinn eigentlech Peanuts par rapport zu deem, wat mer virdrun alles opgelëscht hu vun do, wou Suen net erakommen! Net erakommen, well effektiv déi, déi vill Geld hunn, net brauchen ze bezuelen. An et wier wichteg, datt een d'Opaarbechtung mécht vu senger Geschicht, well e Vollek, wat keng Mémoire huet a seng Geschicht net opschafft - si ass och nach opgeschafft ginn, mä mir ginn eis emol net d'Moyenen, fir se ënnert d'Leit ze bréngen! -, dat mécht grouss Feeler.

Vläicht hutt Der Angscht virun deem, wéi den Éischte Weltkrich ausgaangen ass. Well den Éischte Weltkrich an d'Situatioun, an déi d'Leit bruecht gi sinn, huet jo schliisslech dozou gefouert, datt mer 1918 a ganz Europa, am Osten an am Westen, revolutionär Situatiounen haten, iwwert déi mer och dann de Bilan kënne maachen. Mä dat um Rand gesot.

En anere Punkt, deen och einfach wichteg ass opzewerfen, dat ass d'Universitéit.

M. le Président.- Ech wollt Iech just drop hiweisen, Här Turpel, dass Der zwar selbstverständlech op Är Zäit vun de Motiounen däerft zréckgräifen, mä dass déi Zäit awer, esou wéi eist Reglement dat virgesäit, soll genotzt ginn, fir zu de Motiounen...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech schléissen dann...

M. le Président.- ...ze schwätzen an net ze kumuléiere mat der normaler Riedezäit. Ech géif Iech also bieden, déi Zäit och ze notzen, fir Är Motiounen ze presentéieren. Merci.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech kommen dann zum Ofschloss dovunner. Wou mer sécherlech d'Geleeënheet kréien, fir eng Rei Saachen ze diskutéieren, och iwwert d'Schoul, d'Tâche vun den Enseignanten, wou et wierklech ëm pädagogesch Froe geet a wou ech wëll einfach just eppes ze bedenke ginn: Jiddwereen, dee méi al gëtt op senger Aarbecht, ka méi lues schaffen. Den Enseignant kann dat net! Deen huet viru senger Klass déi nämlecht Erausfuerderungen. An en huet just eng Chance, dat ass, datt en e puer Stonne manner schafft, wann e méi al gëtt. Ech géif Iech bieden, dat ze berücksichtegen.

Op d'Fongen, d'Investitioune ginn ech elo net weider an,...

(Brouhaha)

...an zu de Sozialtransferten hunn ech genuch gesot.

(Interruption)

Et gëtt sech hei gewiert géint den NIMBY-Effekt, „Not In My BackYard". Mä mir wieren eis awer och géint den TINA-Effekt, „et gëtt keng Alternativ". Dach, et gëtt Alternativen, an iwwert déi diskutéiere mer!

Och bei der Steierreform wëll ech drop opmierksam maachen, datt d'TVA och eng Steier ass. An ech wëll froen, ob d'Regierung schonn evaluéiert huet, bei deene 17%, déi se op Zweetwunnengen, also ausser der éischter Wunneng, erëm wëllt aféieren, wat dovunner den Impakt ass op de Wunnengsmaart, op d'Präisser an op d'Loyeren. An déi Etüd, déi misst ee wierklech emol gesinn, wat dovunner den Impakt ass, ier ee kann do Konklusiounen zéien.

Op d'„kopernikanesch Revolutioun" beim neie Budget komme mer dann zréck. Ech ginn dann iwwer zu de Motiounen.

Déi éischt Motioun bezitt sech och dorobber. Dat ass déi, datt d'Regierung jo ugekënnegt huet, fir eng nei Procédure budgétaire ze maachen. Ech weess net, ob d'Motiounen elo schonn ausgedeelt sinn oder eréischt ginn.

M. le Président.- Si ginn.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Se ginn.

M. le Président.- Se sinn amgaangen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Do geet et ganz einfach drëm, datt d'Chamber seet, wat och de Minister Wiseler, pardon, den Deputéierte Wiseler de Moie gesot huet, datt d'Chamber wëllt an déi verschidden Etappe matabezu ginn an datt d'Regierung ageluede gëtt, fir déi nei Procédure budgétaire esou schnell wéi méiglech an d'Chamber ze bréngen, fir d'Chamber un der Diskussioun an der Ausaarbechtung..., an der Chamber ze erlaben, fir doriwwer ze diskutéieren.

Déi zweet Motioun, déi bezitt sech grad op d'Fro vun der Kultur, wou eng immens Onsécherheet geschafe ginn ass am Secteur a wou mer och eng Diskussioun haten an der Kulturkommissioun driwwer, ob d'Regierung Informatiounen hätt iwwert d'Engagementer, déi d'Associatioune schonn agaange si fir déi nächst Joren. Wou mer gesot kritt hunn, dat wier de Moment nach net de Fall, wou mer awer versprach kritt hunn, d'Kritäre géifen dann diskutéiert ginn. A mir insistéieren drop, datt d'Associatioune wéi d'Institutiounen an deem Beräich och gefrot ginn, wat hir Projete sinn, déi se scho virgesinn hunn, an datt d'Chamber esou schnell wéi méiglech d'Kritäre presentéiert kritt, no deenen an Zukunft d'Konventioune solle gemaach ginn, an datt een och kann driwwer diskutéieren, iwwert d'Kritären, no deenen d'Konventiounen an nächster Zäit kënne gemaach ginn.

Déi drëtt Motioun bezitt sech op d'Studenteprêten. Et wier jo einfach fir eis, fir hei eng Motioun ze maachen, wou mir eis Propositiounen zu de Studenteprêten, déi mer der Press virgedroen hunn, déi mer gemaach hunn an déi ech elo net hei widderholl hunn, fir déi hei an eng Motioun eranzebréngen. Dat maache mer net. Mir hätten dann e gutt Gewëssen - mat zwou Stëmme géint 58 wahrscheinlech -, datt mir eist hei gesot hunn.

Mir proposéieren eppes aneschters. Mir hätte gären, datt mer géife weiderkommen an deem Dossier. Mir hätte gären, datt d'Uleiesse vun deene Leit seriö geholl ginn! Datt d'Uleiesse vun de Studentenorganisatiounen, vun de Gewerkschaften, déi reell Problemer opgeworf hunn, datt déi seriö geholl ginn. Mir proposéieren hei einfach, datt d'Regierung sech mat de Studentevertrieder a mat de Gewerkschafte soll zesummesetzen, wat se zwar scho gemaach huet, mä zesummesetze mam Zil - mam Zil! -, fir derfir ze suergen, datt d'Autonomie vun de Studente garantéiert ass an deem Sënn, datt jiddweree seng Studie ka weiderféiere respektiv maachen, wéi e wëllt.

An dann dee leschte Punkt - an dann halen ech op - ass deen, fir ze soen, datt, wa mer vu sozialen Ongläichheete schwätzen - an ech si frou, datt den Alex Bodry driwwer geschwat huet, ech si frou, datt d'Viviane Loschetter driwwer geschwat huet -, datt ech fannen, mir mussen dat nach méi seriö ugoen. Et geet net duer, fir dat eng Kéier esou ze erwähnen, mä et muss een och do Konsequenzen zéien. Mir lueden d'Regierung an, Propositiounen ze maachen, inklusiv am Kader vun der Procédure budgétaire, fir ze kucken, wéi déi sozial Ongläichheeten, déi bestinn, kënne reduzéiert ginn a wann ech gelift och derfir ze suergen, datt bei Gesetzesprojeten den Impakt vun deem Gesetzesprojet op d'sozial Ongläichheeten evaluéiert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Dann als nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Tribün fräi fir den Här Roth vun der CSV.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech soen dem Rapporteur Eugène Berger Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. Dat mécht een och als Oppositiounspolitiker, well grad de Budgetsrapport mat ganz vill Aarbecht verbonnen ass. A fir dee Rapport kritt een traditionell hei an der Chamber net ëmmer Eestëmmegkeet.

Wat de Fong awer elo vun dem Rapport ubelaangt, do kann d'CSV eng Rei vu Konklusioune vun dem Rapporteur net deelen. Et ass tëschent den Zeile vun dem Rapport ze liesen, wéi wann déi viregt CSV/LSAP-Regierung déi ëffentlech Finanzen eigentlech net am Grëff gehat hätt. Et misst dofir elo mat Hëllef vun externe Beroder zu engem Paradigmewiessel mat engem Budget vun der neier Generatioun kommen, fir dann elo erëm alles an d'Rei ze bréngen.

An ech muss och soen: En ähnlech düstert Bild vun eisen ëffentleche Finanzen huet och schonn de Statsminister am Numm vun der ganzer Regierung bei dem État de la nation den 2. Abrëll gemoolt. A gëschter waren eigentlech déi stäerkste Wierder vun dem Finanzminister. Mat allem Respekt fir Iech, Här Minister, mä Dir hutt vun enger net tragbarer Budgetspolitik geschwat, déi déi lescht fënnef Joer gemaach gi wier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Duerstellung vun der Aarbecht vun der viregter Regierung ass falsch. An ech sinn och frou, dass de Moien den Här Bodry déi Éierlechkeet hat, fir dat och an dat richtegt Liicht ze stellen. Déi plakeg Zuelen, déi genannt goufe bei der Budgetspresentatioun, déi zweifelen ech sécher net un. Mä et gëtt awer och dofir eng Explikatioun: nämlech an de Krisejore keng Austeritéitspolitik ze maachen, mä Wuesstum ze erhalen an de Statsbudget ze konsolidéieren.

Jo, mir hunn haut eng Statsschold vun eelef Milliarden Euro oder 23% vun dem Bruttoinlandsprodukt. Jo, de Stat huet iwwert déi lescht Jore méi Suen ausginn, wéi en der erakritt huet. Mä et war eng antizyklesch Politik, fir d'Wirtschaft um Liewen ze halen, wéi et schlecht gaangen ass, fir dann elo, an erëm besseren Zäiten, kënnen anzespueren.

Mä ass dat e Spigelbild vun enger schlechter Finanzpolitik iwwert déi lescht Joren? Huet een déi ëffentlech Suen ënnert der viregter CSV/LSAP-Regierung net am Interessi vum Land ausginn? Huet ee schlecht geschafft, wann ee bei de gesamtëffentleche Finanze wäit ënnert dem Defizit an de Scholdebarrièrë vun de Maastricht-Kritäre läit, besser dosteet wéi bal jiddwer aneren europäesche Memberstat? An Eurostat an den Här Frieden hunn de Moien ënnerstrach: Mir sinn dat eenzegt Land, wat 2013 mat engem Plus an de gesamtëffentleche Finanzen ofschléisst.

Jo, als klengt Land mat enger oppener Ekonomie musse mir eis d'Lat heiheem méi héich leeë wéi anerer, eis méi enk Grenze setze wéi anerer. Mä och als klengt Land musse mir zur Kenntnis huelen, dass déi weltwäit Wirtschafts- a Finanzkris och bei eis net spurlos laanschtgaangen ass. Mä ganz am Contraire. 2008 huet d'Regierung, zesummen iwwregens mat der ganzer Chamber, e Konjunkturpak op d'Bee gesat. An do war festgehale ginn, dass d'Investitiounsausgabe vum Stat tëschent 2008 an 2012 vun 1,3 op 1,6 Milliarden Euro jährlech klammen, nämlech vun 3,5% vum Bruttoinlandsprodukt op ganzer 4,2%. An deenen aneren EU-Memberstate waren dat 2,5%.

Dat war eng gewollte Politik, déi iwwregens d'Regierung an der Regierungserklärung vun 2009 ugekënnegt hat. Ouni déi ëffentlech Opträg, ouni deen aussergewéinlechen Investitiounsvolume vun iwwer 4% vum Bruttoinlandsprodukt hätten Zéngdausenden Aarbechtsplazen hei am Land op der Kipp gestanen. 2008, dat kënnt Der Iech nach alleguerten erënneren, och den Här Gramegna, gouf an engem Weekend eng grouss Lëtzebuerger Bank gerett. Wier dat net geschitt ënnert der Fiederféierung vun dem fréiere Finanzminister, dem Luc Frieden, jo, da wier eis ganz Bankeplaz zesummegebrach. Vill Klengspuerer, an net nëmmen där, hätten hiert Hab a Gutt verluer.

Jo, alles dat huet sech och forcément an eiser Statsschold erëmgespigelt. Ouni den Emprunt vun zwou Milliarden Euro, dee jo och haut nach e Géigewäert huet an der Participatioun vum Stat an der Banque Générale - an deen Emprunt kascht de Stat finalement manner wéi déi Dividenden, déi de Stat all Joers kasséiert -, dann hätte mer net 23% gesamtëffentlech Schold, mä 18,7% vum Bruttoinlandsprodukt. A rechent een dann nach eng Kéier - a keen huet sech sengerzäit dergéintgestallt - 500 Milliounen Euro Participatioun am europäesche Rettungsfong ewech, jo, da léich déi ëffentlech Schold bei 17% vun dem Bruttoinlandsprodukt.

Och d'Note d'experts, et gëtt vill iwwert déi geschwat, déi bei der Regierungserklärung 2009 derbäilouch, jo, déi huet deemools, à politique inchangée, wéi et ëmmer esou schéin heescht, de gesamtëffentlechen Defizit fir d'Joer 2013, also fir d'lescht Joer, op 4,3% geschat oder ëmgerechent op 1,9 Milliarden Euro. Dat Ganzt bei engem geschate Wirtschaftswuesstum vun deemools - well se gesot hunn, d'Konjunktur géif zum Enn vun der Legislaturperiod, vun där viregter, erëm an d'Luucht goen -, bei engem geschate Wirtschaftswuesstum fir 2013 vu 4,3%.

Abee, déi lescht Zuelen, déi beleeën, dass mir am Joer 2013, also zum Ofschloss vun deem Budget, fir deen déi viregt Regierung nach verantwortlech war, een Nulldefizit, souguer e liichte Plus hate bei de gesamtëffentleche Finanzen. An dat bei engem Wirtschaftswuesstum, deen net bei 4,3% louch, mä nëmme bei 2,1%.

Här President, ech wëll domat déi finanziell Situatioun vun eisem Land net schéirieden, mä d'Fairness verlaangt awer, dass een dat an dat richtegt Liicht setzt.

Ee Bléck op déi, wéi gesot, plakeg Zuele seet, dass 2008 bis 2013 net alles perfekt an der Gestioun vun de gesamtëffentleche Finanze gelaf ass, mä villes war, duerno betruecht, gutt, souguer ganz gutt. Hätte mir soss zu Lëtzebuerg nach den Triple-A vun den internationale Ratingagencen?

De Konjunkturpak vun 2008 bis 2011, deen huet gegraff. An d'Budgetskonsolidéierung vun 2012 an 2013 - dës eleng am Gesamtwäert, wéi et deemools geschat war, et ass elo e bësse manner gewiescht, vun 952 Milliounen op zwee Joer -, jo, déi huet hir Friichten och gedroen. Et war wuel vläicht no dem Moossstaf vun der neier Regierung, déi sech d'Lat jo vill méi héich leet, kee Paradigmewiessel, mä et war awer och sécherlech keng Politik vun der Strenz. Et ass ville Betriber an de Leit an der Kris hei zu Lëtzebuerg net gutt gaangen. Mä déi mannst sinn awer an där Zäit duerch dat soziaalt Netz gefall! An dat soll een och an aller Objektivitéit der ganzer viregter Regierung zegutthalen.

Här President, 2013 schléissen déi ëffentlech Konten hei am Land of mat engem Nulldefizit. Et war eng responsabel Finanzpolitik, déi gemaach gouf, an dat am Interessi vun enger gesonder Offiederung vun der Kris an am Sënn vun dem sozialen Zesummenhalt. Och deen zielt an engem klenge Land. An dorop léisst sech och fir déi nei Regierung haut opbauen.

Här President, d'Analys vun eise gesamtëffentleche Finanzen iwwert déi lescht Jore léisst eis dofir eng Rei Konklusiounen zéie fir déi zukünfteg Orientatioun vun eiser Budgets- a Finanzpolitik. An dat, wien och ëmmer dofir d'Verantwortung dréit.

Éischtens, entgéint deem, wat ëmmer gemengt gëtt, sinn iwwert déi lescht 20 Joer d'Ausgabe vun dem Zentralstat, also wat mir ënnert dem klassesche Stat verstinn - d'Ministèren, d'Verwaltungen, d'Schoulen, déi staatlech Servicer -, net explosiounsaarteg an d'Luucht gaangen. Si si vill méi zënter '95 an enger Forschett vu 27% bis 31% vun dem Bruttoinlandsprodukt bliwwen. An och d'Personalkäschte beim Stat, ech weess, dass der vill dat net gären héieren heibannen an dobaussen, déi leien zënter 2000 konstant bei ronn 20% vun de staatlechen Ausgaben.

Am Contraire dozou sinn awer d'Einnahme vun dem Zentralstat iwwert déi lescht Krisejoren am Verhältnis zu dem PIB staark gestiegen. D'Erklärung dofir ass den Impakt vun eenzelne Steiermoossnamen, sécher engersäits de Plus un TVA-Einnahmen, mä och d'Upassunge bei den Akommes- an de Betribssteieren aus de Joren 2011 an 2013. Dat ware keng populär Moossnamen, si sinn awer geholl ginn, mä déi spillen och haut nach eng wichteg Roll, grad wéi d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun.

Den Defizit vun eise gesamtëffentleche Finanzen ass an de Krisejoren, och dat soll een nach eng Kéier soen, zum Deel wäit ënner 1% bliwwen. Sécher duerch en Deel Spuermoossnamen, mä virun allem och duerch e Plus un Einnahmen. An d'Steieren op de Léin a Gehälter, déi gi vun 2010 bis op 2014 vun 2,1 Milliarden Euro op iwwer geschaten dräi Milliarden an d'Luucht. Ronn een Drëttel dovunner kënnt aus der Fonction publique an e weidere Véirel dovunner aus dem Finanz- a Bankesecteur.

Dat heescht, dass ouni Upassung vun der Steiertabell an opgrond vun der Lounentwécklung dës Steierrecetten och an Zukunft wäerte weider uwuessen. D'Ursaach ass déi vun enger allgemenger Entwécklung vun der Lounmass. Och a Krisenzäiten, an dat kënnt Der nokucken, ass d'Lounmass an d'Luucht gaangen, well haaptsächlech héichqualifizéiert Leit agestallt goufen, wouduerch och natierlech deementspriechend Steieren ugefall sinn.

De Statsminister, den Här Bettel, deen huet a senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun festgehalen: „Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir zesummen hiwëllen." Dat ass u sech och nëmmen ze begréissen.

An an deem Sënn meng Fro un Iech, Här Finanzminister, am Kontext vun der Akommessteier: Firwat kënnt déi an der Vergaangenheet oft vun der DP gefuerdert global Steierreform, duerch déi de sougenannte Mëttelstandsbockel och soll ofgeflaacht ginn, eréischt zum Enn vun der Legislaturperiod? D'CSV fuerdert, dass dës net bis 2016/2017 ausgesat gëtt.

Déi zweet Fro: Gëtt de Steierausfall, deen duerch d'Offlaache vun dem Mëttelstandsbockel entsteet, dann ausgeglach oder net duerch weider Recetten? Kënnt et bei der neier Regierung zu engem neie Spëtzesteiersaz? A leet an der Zwëschenzäit d'Regierung der Chamber e Gesetzesprojet vir, fir d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen? Heescht an deem Kontext „mat manner méi", dass d'Regierung dervun ofgesäit, vun deenen ze erwaardende Plus-valuen an der Akommessteier ze profitéieren?

An ech erlabe mer, hei nach eng Kéier den Här Claude Meisch ze zitéieren, wat hien op dëser Plaz dann an der Oppositioun gesot huet am Numm vun der DP den 13. Dezember 2012 am Kontext vun dem Projet de loi 6497, dat ass den zweete Pak vu Steierupassungen, déi virgeholl gi waren an déi sollten ab dem Joer 2013 a Kraaft trieden.

Den Här Meisch, dee seet: „An de Spuerpak vun der Regierung respektiv dee vun de Majoritéitsfraktiounen ass jo eigentlech e Steierpak mat ganz ville Steiergranaten", sot den Här Meisch. „Et muss ee se", d'Regierung, „hannerfroen zum Beispill, well an där Duerstellung jo net geschwat ginn ass vun der Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun", wéi gesot, sot den Här Meisch, „wat pro Joer jo nach eng Kéier ronn 130 Millioune méi wäert u Steierlaascht fir d'physesch Persounen hei am Land heeschen."

Abee, Dir Hären, Dir an den Här Meisch, Dir sëtzt elo an der Regierung an et ass elo un Iech ze weisen, ob dat, wat Der an der Oppositioun gefuerdert hutt, ob Der dat dann och wëllt ëmsetzen oder net.

Här President! „D'Politik mat der Strenz gëtt ersat duerch eng selektiv Politik, déi systematesch a kohärent gemeinsam gesellschaftlech a politesch Ziler erreeche wëllt", esou weider de Statsminister a senger Regierungserklärung.

Bezunn op d'Steierpolitik wollt ech am Sënn vun der versprachener Transparenz a Kloerheet, op déi sech vill Famillje sollen hei am Land jo da kënnen astellen, dem Finanzminister weider folgend Froe stellen:

Wéi soll dem Facteur Kanner an der versprachener Steierreform da Rechnung gedroe ginn?

Une voix.- Ah!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo. Gëtt an deem Kontext der Situatioun vun den Divorcen, de Familles monoparentales, vun net bestuetene Koppele méi selektiv Rechnung gedroen?

Wat gedenkt d'Regierung ze maachen um Niveau vun de sougenannte Steiersubventiounen, dat heescht den Abattementen, de Sonderausgabe wéi d'Scholdzënsen, d'Assurancen, d'Bauspuerverträg? Kënnt et hei zu Ännerungen? Well 40% vun de Bierger, nämlech déi net akommessteierflichteg sinn, jo, déi profitéieren dovunner net. Esou bezuelen zum Beispill all déi Leit eng Autosversécherung, mä si kënne se net steierlech ofsetzen.

Zweetens, d'TVA-Einnahmen. D'TVA-Einnahme ginn iwwert déi lescht 15 Joer bei eis am Land, mat Ausnahm vum Joer 2005, permanent an d'Luucht. Zum Vergläich: 2000 louchen déi brutto TVA-Einnahmen - et ass also dat, wat mer am Budget pour ordre hunn - bei 1,2 Milliarden Euro. 1,2 Milliarden Euro. 2010 méi wéi dat Duebelt: 2,5 Milliarden Euro, an 2014 bei geschaten 3,7 Milliarden Euro.

D'TVA ass domat mat Ofstand déi gréisst Einnahmequell fir de Stat, bal een Drëttel vun de gesamte Recetten. D'Ursaach dovunner, dat ass e konstant Uwuesse vun eiser Ekonomie, och bedéngt duerch en Zouwuess vun der Populatioun, an natierlech der TVA op dem elektroneschen Handel. Mä awer net ausschliisslech. Eleng de Verkaf an d'Reparatioun vun den Autoen huet dem Stat am Joer 2013 méi wéi eng Milliard Euro erabruecht.

D'CSV, an dat soe mir kloer, steet zur Erhéijung vun dem Regelsaz vun der TVA vu 15% op 17%. Do ass et nämlech esou: Wann ee sech en deieren Auto wëllt kafen, jo da muss en och bereet sinn, dem Stat eppes dorop weider ofzeginn.

Mä mir hunn de Leit dat virun de Wahle gesot! Anerer hu sech do hannert Schlagwierder wéi „Screening vun den Dépensen", „zero-based budgeting", „bei sech selwer spueren" an esou weider verstoppt. A bei dem Etat de la nation, jo, do gouf elo viru knapp engem Mount d'Kaz aus dem Sak gelooss.

(Interruption)

Jo, jo, et koum een direkt…, et koum een direkt mat dem décken Zouschléier!

(Interruptions diverses)

Well net nëmmen, - elo lauschtert gutt no, well Dir kommt aus dem Osten -, net nëmmen de Regelsaz vun der TVA, dee goung vu 15% op 17% an d'Luucht, mä et kippt een eng Moossnam…

(Interruption diverses)

M. le Président.- Wann ech gelift, den Här Roth huet d'Wuert!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et kippt een eng Moossnam, déi iwwregens zënter 1991, also méi wéi 25 Joer hei am Land Bestand hat: nämlech d'TVA um Logement locatif, also op de Mietwunnengen, déi geet vun 3% elo op 17% an d'Luucht. Dat ass wuel eng einfach Moossnam, fir schnell un d'Geld ze kommen. Well zënter '92 bis 2013 huet de Stat duerch de begënschtegten Tarif op der TVA Logement insgesamt op 4,7 Milliarden Euro Einnahme verzicht. Net alles fält dovunner sécher ënnert de Mietwunnengsbau, mä den Haaptgrond, fir beim superreduzéierten TVA-Saz vun 3% bei dem Wunnengsbau ze bleiwen, war nun eemol d'Schafe vu Wunnengen, an dat och fir Mietwunnengen, well grad där ginn der och vill zu Lëtzebuerg gebraucht.

An dann, de Stat, Madame Loschetter, eleng och mat dem Fonds du Logement an och mat der S.N.H.B.M., dee kann de Besoin u Mietwunnengen hei zu Lëtzebuerg net decken.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat huet kee gesot!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Souguer d'Geriichter, souguer d'Geriichter hunn d'Finalitéit vum TVA-Saz vun 3% fir d'Schafe vu Wunnengen ëmmer unerkannt an dofir a Grenzfäll all dës Steierdispositiounen äusserst large interpretéiert. An elo décidéiert dann déi nei Regierung, no knapps fënnef Méint am Amt, fir bei der Schafung vu Mietwunnengen d'TVA vun 3% op 17% an d'Luucht ze setzen.

Et kann een doraus, fir eis, also nëmme schléissen, dass de Screening an de „zero-based budgeting" bei der Regierung do net vill bruecht hunn, well am Sënn vun der Transparenz hätt een dës Moossnam jo da spéitstens misse bei der Regierungserklärung ukënnegen.

Als CSV si mir der Meenung, dass dës Moossnam kontraproduktiv ass. De Finanzminister soll och herno dem Land a senger Stellungnahm soen, wat dës Moossnam vu Plus u Recetten da bedeit.

A wa mer bei de Steiere sinn, dann erlaabt mer, den Här Fernand Etgen, den deemolege finanzpolitesche Spriecher vun der DP, ze zitéieren, wat hien dann den 2. Dezember 2010 op dëser Plaz gesot huet am Kontext vun dem Gesetzesprojet 6166. Dat war deen éischte Projet de loi, mat deem verschidde Steierupassungen ënnert där viregter CSV/LSAP-Regierung gemaach goufen.

Den Här Etgen, heitege Landwirtschaftsminister, dee seet:…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- „Wann eng Regierung…"

(Interruption)

Jo, jo, et kënnt „très bien"!

„Wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert", wéi gesot, den Här Etgen, „dann ass dat eppes Aussergewéinleches. Wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert, da muss ee genau kucken, firwat datt se dat mécht, viru wat fir engem Hannergrond datt se dat mécht. Da muss een iwwerpréiwen, wie si firwat domadder trëfft. Wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert, da muss si d'Fro beäntwerten, ob et keen anere Wee gouf. A wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert, da muss ee bedenken, wat fir eng Auswierkungen dat op déi ekonomesch Acteuren huet, bezéiungsweis, wat fir eng Signaler een domadder no bausse sent."

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mä wat fir eng Signaler sent dann den Här Etgen un déi geplote Wënzer, wann en och elo do nach d'TVA op dem Wäin an d'Luucht setze geet?!

(Interruption et brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An den Här Kox stëmmt dat mat!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ma dofir hunn ech…

(Hilarité, interruption et brouhaha)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Qualitéitswäi muss deier sinn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Bettel, Här Bettel, ech kommen och nach bei Iech. Da lauschtert elo emol gutt no!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Drénkt Waasser.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den Här Etgen, deen huet deemools weider gesot: „D'Demokratesch Partei"…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- …„ass der Meenung, dass d'Steieren net sollen an d'Luucht goen. D'Steiere sollen ëm 0% an d'Luucht goen! Null Prozent!" Zwëscheruff vum Här Xavier Bettel deemools: „Hutt Der et verstanen? Null!", hat Der gesot.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien! Deen hat deemools och nach recht!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Majo, Här Statsminister, mir hunn et verstanen, an ech mengen, ganz vill Leit dobaussen och: Net 0%, mä 14% TVA op de Mietwunnenge gitt Der.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech mengen, si hunn Iech och verstanen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Si hunn Iech och verstanen, Här Roth!

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President,…

(Hilarité)

…drëttens zu den Akzisen. Déi sinn iwwert déi lescht Joren…, mat dem sougenannten „Tanktourismus" hunn déi eis, an alles, wat domat verbonnen ass, eng Milliard pro Joer Akzise bruecht an zousätzlech och nach eng Kéier 300 Milliounen Euro TVA, wéi gesot, pro Joer.

Une voix.- Plus vill Feinstaub.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dës Einnahm ass stabel, mä wäert an Zukunft och net an d'Luucht goen.

De Fuhrpark hei zu Lëtzebuerg, deen ass zwar net oder dee gëtt net méi kleng, mä d'Autoe vun der neier Generatioun - gesitt Der, do ginn et där och -, déi brauchen ëmmer manner Sprit. Et ass kloer, dass e gudden Deel vun den Akziserecetten duerch den Différentiel mat den Nopeschlänner kënnt, och dat Nopeschland vun der Musel, wann och gläich dëse wäert ëmmer méi kleng ginn.

Une voix.- Très bien, richteg!

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'Vertrieder - Madame Loschetter, do waart Der erféiert - vun der Douanesverwaltung, déi hunn eis an der Finanzkommissioun gesot,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- … keen erféiert…

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...dass déi Relatioun tëschent den Akzisentauxen an den domadder verbonnene Recetten hei am Land ganz fragil ass. Dat Ganzt ass natierlech eng cocasse, fir net ze soen, an dat soen ech och éierlech, eng onmoralesch Situatioun: Well mir hei am Land méi niddreg Akzisentauxen hu wéi d'Nopeschlänner, kréie mir praktesch 10% vun eisem Statsbudget finanzéiert.

Ech soen awer gradesou kloer, dass fir d'CSV ee sollt virsiichteg sinn, fir de Moment ouni Concertatioun mat den Nopeschlänner un der Akziseschrauf hei zu Lëtzebuerg dréien ze goen. Mir gesinn de Moment net direkt, wéi een op déi substanziell Einnahmen, wéi gesot, vun 1,3 Milliounen Euro kéint verzichten.

(Interruption)

A mir géifen an deem Kontext Iech, Här Finanzminister, och froen - wann Der nolauschtert... Ech stellen Iech eng Fro, Här Gramegna! -, wéi Der nämlech zur Propositioun stitt, déi an der Vergaangenheet ënner anerem des Éfteren och vun der Chambre de Commerce gemaach gouf, nämlech fir d'Sue vun dem Tanktourismus an e Reservefong ze setzen. A wa jo, wann Der nach ëmmer zu där Propositioun stitt, ob dës Iddi sech dann och an dësem oder an engem nächste Budget vun där neier Generatioun sollt erëmfannen.

Une voix.- Gutt Fro!

Une autre voix.- Eng gutt Fro.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Véiertens a leschtens: d'Struktur vun eiser Statsschold. Déi eenzel Chambres professionnelles, déi hunn, wéi ganz oft an deene leschte Budgeten, zum Deel ganz fundéiert Analysen zu dem Statsbudget gemaach. D'Chambre des Salariés, déi stellt dobäi fest, dass vun insgesamt eelef Milliarden ëffentlech Schold der ronn 6,2 Milliarden Euro sech op Investissementsprojete bezéien. De Rescht - de Rescht! -, dat ass d'Konterpartie vun der BGL, den europäesche Rettungsfong an och eng Milliard Euro Gemengeschold.

Weider gëtt awer och festgehalen, dass opgrond vun deene Wirtschaftsprognosen de Stat am Joer 2014 654 Milliounen Euro weider Schold kéint maachen, ouni dass sech d'Verhältnis zu dem PIB a Prozenter domat géif änneren.

An dann op den 30. September vum leschte Joer, do hätt de Stat Avoire vun insgesamt 8,2 Milliarden Euro, dovunner der 2,9 Milliarden, also bal dräi Milliarden Euro Liquiditéiten a 4,2 Milliarden Euro staatlech Bedeelegungen, dorënner eleng an der SES eng Bedeelegung vun engem Géigewäert vu 730 Milliounen Euro. Déi staatlech Avoiren, déi hunn zesumme 626 Milliounen Euro am Joer 2012 bruecht. An der Konterpartie war de Käschtepunkt vun der Schold - ech ginn zou, d'Zënsen, déi waren niddreg - bei 209 Milliounen Euro.

Här President, de Sënn vun deene Feststellungen ass net, an ech soen et nach eng Kéier, fir d'Finanz- an d'Scholdesituatioun vun dem Stat schéinzerieden, mä ech wëll se awer virun allem am Numm vu menger Partei an e richtegt Liicht gesat gesinn. Als CSV ënnerstëtze mir natierlech all sënnvollen Effort, fir déi finanziell Situatioun vun eisem Land weider ze verbesseren. Mir hunn dat an der Vergaangenheet mat Regierungsverantwortung gemaach a mir stinn och als Oppositioun dozou.

„Mat manner méi maachen", esou iwwerschreift déi nei Regierung hir nei Finanzpolitik. D'Zilsetzung dovunner, déi ass luewenswäert. Mä am Geescht vum Statsminister senger Ausso bei der Regierungserklärung: „Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt a wou mir zesummen hiwëllen", hätte mir als CSV, a ganz vill Bierger am Land, Här Bettel, dann elo och gären Opschloss a Kloerheet doriwwer: Wat kënnt da vun neie Spuermoossnamen op eis zou? Oder gedenkt d'Regierung, mat enger reportéierter Steierreform à terme virun allem ze liewe vun engem Plus u Steierrecetten an engem Afréiere vun den Investitiounsausgaben?

Här Finanzminister, mir si gespaant op Är Äntwerten. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da wëll ech vläicht spontan do weiderfueren, wou den Här Roth grad opgehalen huet, well et ass natierlech, eng Steierpolitik muss garantéieren, datt och d'Kompetitivitéit vum Land erhale bleift. A wann ech elo hei an deene leschten Debatten, déi mer hei gefeiert hunn, heiansdo héieren, wat d'Regierung seet, da muss ee sech d'Fro stellen: A wéi eng Richtung geet dat?!

Mir haten hei zum Beispill den Här Bodry héieren an enger vun deene leschten Debatten, dee seet, datt de Steiersaz, dee reelle Steiersaz fir d'Entreprisë méi no un deen nominelle soll erukommen. Ech mengen, den Här Gramegna, dee kann eis soen - elo lauschtert en zwar net no, mä e kéint eis soen -, datt an der Aussewerbung vu Lëtzebuerg et wichteg ass, datt een den Entreprisen de reelle Steiersaz hei am Land als Kompetitiounsargument oder als Kompetitivitéitsargument vum Land kann nennen an datt, wa mer dee Steiersaz reell eropsetzen, mer domadder dem Land schuede ginn.

Ech wëll och..., well dat ass esou einfach, wéi déi Lénk et hei presentéieren, fir ze soen, hei mir kéinten d'Recetten, déi kënne mer praktesch onbegrenzt an d'Luucht hiewen. Neen, esou geet dat net! Wat hei wierklech och vun deene lénke Kolleege proposéiert gëtt - eng Finanztransaktiounssteier, dann eng Hausse vun der Taxe d'abonnement an esou weider -, dat schuet der Ekonomie. A wann een der Ekonomie schuet, ass näischt méi ze verdeelen do!

An et geet och net, wéi verschidde Leit soen: „Mir hiewen de Spëtzesteiersaz", oder wéi déi Lénk: „Mir huelen déi héich Gehälter, déi soll ee méi besteieren", wann een net genau seet, wou dat dann ufënkt!

Et muss ee kloer sinn: De Stat, wann deen de Leit Suen ofhëlt, dann hëlt en hinnen eppes duerch gesetzlech Moossnamen, woubäi u sech net bewisen ass, datt d'Leit net vill besser kënne mat hire Suen ëmgoen, wéi mir et kënnen als Stat. An d'Doctrine muss sinn, datt mir de Leit d'Sue loossen an datt mir als Stat dat huelen, fir staatlech Käraufgaben ze erfëllen, an net fir konfiskatoresch de Leit Suen ofzehuelen, fir Aufgaben ze erfëllen, déi net zu de Käraufgabe vun engem Stat gehéieren oder déi vun aneren Acteure kéinte besser erfëllt ginn.

D'Sozialtransferte sinn e wichtegt Element dovunner, awer Steierpolitik ass eng Saach vu Gerechtegkeet a Verantwortung, a mir mussen un éischter Plaz drun denken, fir de Leit hiert Akommes ze loossen.

Eng zweet Bemierkung: An do kommen ech op dem Här Berger säi Rapport, fir deen ech em villmools Merci soen, dee wor interessant. Den Här Berger huet ënner anerem gesot, datt mer 500 Milliounen an dësem Budget u sech gebrauchen, am schrëftleche Rapport steet, fir international Obligatiounen ze erfëllen, mëndlech huet e gesot, datt dat Kontributioune sinn am Kader vun der Eurorettung.

Mä da muss een awer och nach eng Kéier d'Fro opwerfen, fir 500 Milliounen, déi Schold, déi mer vläicht dëst Joer ophuelen, niewent deenen zwou Milliarden, déi autoriséiert waren aus der Vergaangenheet, wa mer déi huele fir d'Eurorettung, da musse mer eis froen: Gëtt et da keng Alternativen an där Währungspolitik?

Och mir si fir den Euro. Mä wa mer gesinn, wat un Eurorettung a leschter Zäit gemaach ginn ass, an deene leschte Joren, wéi eng wirtschaftlech Contrainten dat a verschiddene Länner verursaacht huet, wéi eng sozial Nout et verursaacht huet, wéi eng politesch Spannungen an Europa entstane sinn duerch déi Rettungspolitik, déi mer hei hunn, da musse mer och de Courage hunn, fir eis ze froen: Euro jo, mä ass déi aktuell Europolitik wierklech déi richteg gewiescht, oder musse mer net no Alternative sichen, déi op méi enger grousser wirtschaftlecher Verantwortung an enger politescher Durabilitéit berouen? Mir mengen, datt mer och dat mussen iwwerdenken.

Mä ech wollt eigentlech déi puer Minutten, déi mer bleiwen, elo benotzen, fir iwwer Familljepolitik ze schwätzen, well dat ass jo schlussendlech eent vun den zentralen Themen. Den Här Berger, a senge grousse biblesche Kenntnisser, hat jo déi zéng Geboter zitéiert. En eeleft, dat Är Regierung opgesat huet, ass sécher dat vun der Madame Cahen, déi gesot huet: „keng natalistesch Politik".

Mä ech wëll Iech vläicht un en anert Gebot erënneren, e richtegt déi Kéier, dat véiert, „Du solls däi Papp an deng Mamm éieren". An do si mer da bei der Familljepolitik. Och dat ass e Gebot. An ech wëll Iech einfach unhand vu véier Froen, vu véier Themeberäicher emol froen, wat d'Regierung da wierklech wëlles huet.

Deen éischten Themeberäich, deen ech do wëll vläicht uschneiden, dat ass dee vun der Mammerent. Ech hu gesinn, an dat steet och am schrëftleche Rapport, deen den Här Berger eis presentéiert huet, datt d'Chambre de Commerce, d'Parteizentral vun der Demokratescher Partei, gesot huet, de Forfait d'éducation, dee misst - also d'Mammerent, dat ass de Forfait d'éducation -, dee misst evaluéiert ginn, dee wär contraire zu dësem oder deem politeschen Zil.

Mä ech froe mech, wann ech esou Saache liesen, wéi vill Ressortissantë vun der Chambre de Commerce - do muss jo jiddweree Member sinn - eigentlech esou Aussoe matdroen, wéi vill Geschäftsleit net eng Mamm oder eng Fra doheem hunn, déi vläicht ganz frou sinn, och dee Forfait d'éducation ze kréien no engem laangen a schwierege Beruffsliewen, wou se sech dann och nach ëm d'Kanner an der Famill gekëmmert hunn.

Dat sinn esou Aussoen, déi een esou séier seet, mä wou ech mech froen, ob do net nëmme verschidde grouss Acteuren an der Chambre de Commerce derfir verantwortlech sinn a vill klenger iwwerrannt ginn.

Mä wat ass dat, wann Dir d'Mammerent ofschaaft? Éischtens ass et eng Ofwäertung vun enger wichteger Aufgab, vun der Erzéiungsaarbecht vun de Kanner, vun der Elterenaarbecht. Et ass zweetens eng Ongerechtegkeet, well mir wësse jo, datt déi Fraen, déi selwer geschafft hunn, oder déi Männer, esou wäit et der gëtt, déi selwer geschafft hunn, sech dann awer och nach der Kannererzéiung gewidmet hunn an eegen Usprëch do hunn...

Mä et ass egal..., wichteg ass, datt déi Fraen, déi an hiren eegene Rentenusprëch Babyjoren unerkannt kréien, déi kréien näischt ewechgeholl. An déi aner, déi awer déi eege Rentenusprëch net hunn, déi sollen dat ewechgeholl kréien. Si goufe scho benodeelegt, wéi de Bezuchsalter an der leschter Legislaturperiod vu 60 op 65 Joer eropgesat gouf. Hei stellt sech eng Fro vu Gerechtegkeet tëschent Mammen an tëschent Fraen, wann een op deen dote Wee geet. A mir soen, et kann een net dat maachen, datt déi eng - mat Recht - Babyjoren ugerechent kréien an deenen aneren dann awer d'Mammerent ewechgeholl gëtt!

Duerfir, den Här Berger schreift a sengem Rapport, ech hu mer dat hei opgeschriwwen: «Il faut réajuster les transferts sociaux dans le domaine de la famille.» An d'Fro ass dann natierlech: Majo, wat ass dann domadder gemengt? Wëllt Der d'Mammerent ofschafen? A wann Der dat maacht, wat geschitt da mat de Babyjore vun deene Fraen, déi eege Rentenusprëch hunn?

Zweete Beräich: Déi Iddi vun der Madame Cahen, fir d'Kannergeld ze uniformiséieren. Dat ass natierlech opgrond vun där Schwäizer Etüd do gesot ginn, wou och den Här Spautz an anerer scho gesot hunn, datt déi vun der Lëtzebuerger Realitéit hei scho laang désavouéiert ginn ass, déi Etüd, datt dat einfach net stëmmt an datt een net kann op Prämisse vu falsche Statistiken oder onrealistesche Statistiken, wou vill finanziell Aspekter vun de Familljen iwwerhaapt net considéréiert goufen, dann higoen an einfach u sech de Famillje Geld ewechhuelen.

Et ass einfach, et gëtt natierlech e Problem vun Économie d'échelle an de Familljen, an et ass net falsch, datt ee Verschiddenes kann e puermol benotzen. Mä en ofgenotzte Pullover kann een net x Kanner undoen. An dat Argument vum Auto ass och richteg: Wann Der véier Kanner hutt, da braucht Der nun eemol méi e groussen Auto, wéi Der ee braucht, wann Der der nëmmen zwee hutt.

Dat ass wichteg. An et wär interessant, fir emol ze kucken, virun e puer Joer ass d'Kannergeld jo desindexéiert ginn, ob dann déi Rechnung richteg war schlussendlech fir d'Familljen, fir dat a Sachleeschtungen ze investéieren. Ech géif dat emol gär eng Kéier an enger interessanter an déiwer Analys gesinn.

Dann huet d'Madame Elvinger de Moien eppes ganz Interessantes gesot, wat d'Steierlaascht ugeet vun de Familljen. Dat steet net am Här Berger sengem Rapport, an duerfir sinn ech dankbar fir déi Interventioun, wou d'Madame Elvinger eis erkläert huet, datt eng Koppel mat Kanner hei am Land, also wat ee gängegerweis eng Famill nennt, normalerweis, datt déi wäit manner besteiert gëtt wéi eng Koppel, déi keng Kanner huet, an do missten dann, wat weess ech, ech weess net méi genau de Wuertlaut, mä do misst dat dann ugepasst ginn.

An dat ass dach eng interessant Fro un Iech, Här Minister, well et gëtt jo awer vill Familljen am Land: Wat wëllt Dir maache mat der Besteierung vun de Familljen? Soll dat dann elo eropgesat ginn, sollen d'Famillje mat Kanner an Zukunft méi Steiere bezuelen? Wëllt Der dat kompenséiere mat Sachleeschtungen? Op déi kommen ech gläich. Mä wëllt Der d'Steierlaascht vun de Familljen héijen, niewent all deenen anere Sacrificen, déi Der scho fir déi Leit ugekënnegt hutt, och notamment bei de Wunnkäschten a bei anere Saachen?

Ech fannen och dat Mësstrauen, wat ëmmer erëm an deem Rapport vun der Regierung hei opdaucht, dat Mësstraue géint d'Elteren ass u sech inakzeptabel. Wann Dir sot - an et ass dat éischt Gebot vum Här Berger, et ass net dat zéngt, et ass dat éischt! -, datt Kanner - u sech, déi Logik! -, datt Kanner u sech méi Chancen am Liewen hätten, wa se tëschent null an dräi Joer schonn a Strukture wären.

Et gëtt vläicht Kanner, fir déi dat stëmmt. Et gëtt dysfunktional Familljen, wou d'Kanner vläicht kënne profitéieren, wa se éischter an enger Struktur sinn. Mä déi grouss Majoritéit vun den Elteren hei am Land, déi mécht eng ausgezeechent Erzéiungsaarbecht. A wéi kann een higoen als Regierung an den Elteren hei am Land e Mësstrauen ausschwätzen a soen, ma Är Kanner sinn dach besser an de Strukturen?!

(Interruptions)

A wéi Der dat wëllt erreechen, dat sot Der eis och. Dir wëllt jo den Eltere Geld ewechhuelen, fir se materiell an eng Situatioun ze bréngen, wou se musse schaffe goen. Den Här Berger huet hei bedauernd gesot: Jo, an da lant d'Geld bei den Elteren. Majo sécher soll et do landen, well d'Elteren, déi kënnen domadder ëmgoen!

A wat den Här Berger dann net seet an där Équatioun tëschent deem, wat d'Strukture kaschten, an deem, wat d'Elteren eventuell kréien, den Här Berger seet eis net, wat déi Crèchë kaschten, déi solle geschafe ginn, all déi Plazen. An Däitschland gëtt et eng Schätzung, ech weess se net fir Lëtzebuerg, mä an Däitschland gëtt geschat, datt eng Plaz pro Mount an enger Crèche 1.200 Euro kascht. Wat kascht déi zu Lëtzebuerg?

A wann dat esou deier ass, firwat geet d'Regierung dann dohinner investéieren an hëlt deenen Elteren, déi hir Kanner vläicht wëlle selwer erzéie fir vill manner Geld, déi Méiglechkeet materiell ewech, fir dat eventuell kënnen ze maachen? Do ass keng Logik. Et ass virun allem net liberal!

Ech erënnere mech nach un eng DP fréier - fréier! -, déi och de Choix vun de Leit respektéiert huet, déi vun der Privatsphär geschwat huet, déi den Individuum respektéiert huet. A wat maacht Der haut? Dir danzt no der grénger Päif oder no deene Rouden: kollektiv Kannererzéiung, de Stat kann et besser wéi d'Familljen, de Stat kann et besser wéi d'Leit. Neen! Mä Dir danzt als Blo no där grénger Päif bis Der rout am Gesiicht sidd!

(Brouhaha)

Dir sidd einfach net méi ze differenzéiere vun deenen, all deenen aneren, déi do eppes wëlle maachen.

Mir op jidde Fall, mir vertrauen den Elteren als ADR. An ech wëll vläicht nach eng Fro stellen, dat ass net an der Kompetenz vum Finanzminister - mir bleift nach eng Minutt -, mä d'Fro sief emol an de Raum gestallt: Wat ass eigentlech an den Ae vun dëser Regierung eng Famill? Ech hunn, fir mech ze orientéieren, fir erauszefannen, wat dat ka sinn, Är Wahlprogrammer gekuckt, déi dräi. An ech hunn alles fonnt, mä ech hunn net vill fonnt, wat d'Verantwortung vun Eltere géintiwwer Kanner ugeet.

(Interruption)

D'LSAP schreift: „Solidarität in unterschiedlichen Lebensentwürfen und -phasen", „Menschen verschiedener Generationen übernehmen füreinander Verantwortung." Dat kann eigentlech eng Klinik oder e Fleegeheim oder Gott weess wat sinn, dat fält och scho vläicht dodrënner.

Fir d'DP ass et eng „freie Wahl der Lebensmodelle", wou jiddweree sech kann ausliewen, wéi e wëllt: „Jeder kann seiner Vorstellung von Familie nachgehen und diese ausleben."

Fir déi gréng ass et, muss dat eng „Lebenswelt vielfältiger Familienformen" ginn.

Mä wat ass eigentlech nach déi Famill, iwwert déi mer hei schwätzen? Wat ass dat fir Iech, wat an der Constitutioun steet als Famill a wat mir solle protegéieren an der Politik? Wat ass nach Famill? Wou steet nach d'Verantwortung vun den Eltere géintiwwer Kanner an enger gemeinsamer Liewensverantwortung?

Mir als ADR hunn dat an eisem Programm konkret ausdefinéiert. Mir hunn ausgeschloss, wat mer net wëllen, well mer den Ordre public wëlle respektéieren. Mir hunn definéiert, wat mer wëlle maachen, fir d'Rechter vun de Kanner an eiser Gesellschaft ze schützen. An ech wär frou, wann d'Regierung eis enges Daags géif soen, wat dann nach bei deenen dräi Wahlprogrammer, déi elo hei zesummekomm sinn, wat dann nach eng Famill ass an den Ae vun dëser rout-gréng-bloer Regierung.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Mosar vun der CSV ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a senger Regie-

rungsdeklaratioun vum leschten 11. Dezember hat de Premier Xavier Bettel sech intensiivst mat der Wichtegkeet vun enger nohalteger Wirtschaftspolitik beschäftegt an en hat och an deem Kontext eng Rei vu konkrete Propositioune gemaach. Hien hat ganz besonnesch op d'Noutwendegkeet vun enger effizienter Promotioun vun eisem Wirtschafts- a Finanzstanduert ausserhalb vun eise Grenzen insistéiert a gläichzäiteg eng grouss Offensiv ugekënnegt, fir nei Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg ze zéien.

Wéi ech awer elo souwuel de schréftleche wéi de mëndleche Budgetsrapport vum honorabelen Här Berger ënnert d'Lupp geholl hunn, hunn ech dach misse mat enger gewësser Ernüchterung feststellen, datt d'Wirtschaftspolitik am Rapport vum Här Berger awer trotzdeem e bësse stiefmütterlech behandelt ginn ass.

Dat fannen ech e bësselche schued, well den Här Berger trotzdeem eng substanziell Fläissaarbecht hei geleescht huet, och eng Rei vu ganz interessante Pisten a sengem Budgetsrapport opgezeechent huet, fir deen ech em och wëll Merci soen. Och als fréiere Budgetsrapporteur weess ech, datt déi Aufgab net ëmmer ganz einfach ass, well een och als Rapporteur sech oft mat ganz ville Fuerderungen, ganz besonnesch aus Majoritéitskreesser, konfrontéiert gesäit.

Ech wëll an deenen nächste Minutten, Här President, keen expansiven Exkurs an d'Wirtschaftspolitik maachen, mä mech drop limitéieren, d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft am Allgemengen a vun eiser Finanzplaz am Speziellen e bësselche méi ze duerchliichten.

Aleedend zu dëser Thematik, an dat wäert dem Här Finanzminister gefalen, wëll ech kuerz op den Avis vun der Chambre de Commerce agoen, deen eng Rei vu Klassementer vun internationalen Institutiounen opgelëscht huet, bei deene Lëtzebuerg an deene leschte Joren éischter Plaze verluer wéi gewonnen huet. Dëse Constat deckt sech d'ailleurs regelméisseg mat deenen Avise vun der Chambre de Commerce an deckt sech och mat den Aussoe vum aktuellen a fréiere Wirtschaftsminister, déi net midd gi sinn, op Kompetitivitéitsdefiziter vun eiser Wirtschaft hinzeweisen, dat an hire jeeweilege Foires-Riede wéi awer och hei op der Chamberstribün.

An deem Kontext géif ech Iech och recommandéieren, d'Ried vum alen an neie President vun der Chambre de Commerce, dem Här Michel Wurth, nozeliesen, déi e virun zwee Deeg gehalen huet. Eng Ried, déi, och wann ee mat ganz villem net kann d'accord sinn, dach eng ganz Rei vu Pisten a Propositiounen opzeechent, déi zumindest méritéieren, datt ee sech intensiv domadder beschäftegt.

Da wëll ech awer och op d'Ried vum heitegen a fréiere Wirtschaftsminister Etienne Schneider viru bal engem Joer op dëser Tribün zréckkommen, deen deemools däitlech ënnerstrach huet, datt mer um Niveau vun eiser Kompetitivitéit substanziell Efforten och struktureller Aart misste maachen, wéilte mer dann net den Uschloss un dat europäescht, awer och ausser-europäescht Ëmfeld verléieren.

Ech sinn dann och haaptsächlech iwwerzeegt, datt ech beim aktuelle Finanzminister a fréieren Direkter vun der Chambre de Commerce wäert oppen Dieren arennen, well eng Rei vun deene Propositiounen, op déi ech elo an deenen nächste Minutte wäert agoen, sech ëmmer erëm an den Avise vun der Chambre de Commerce erëmfonnt hunn an déi dem Här Gramegna seng Ënnerschréft gedroen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kontext vun der Kompetitivitéit wëll ech mech haut just mat zwee Punkte beschäftegen: op där enger Säit dee vun der Simplification administrative an op där anerer Säit d'Noutwendegkeet vun engem attraktive steierlechen Ëmfeld.

Fir mat mengem éischte Punkt unzefänken, kommen ech net derlaanscht, op deen an de leschte Wochen a Méint oft zitéierte Bréif vum aktuellen an deemolege Wirtschaftsminister Etienne Schneider un den deemolege Premier Jean-Claude Juncker anzegoen. Dësen op de 27. Mäerz 2013 datéierte Bréif zeechent op eng akribesch Aart a Weis all déi verschidde Punkten op, déi eng Bremsfunktioun a verschiddene Prozeduren duerstellen an déi dozou féieren, datt onnéideg vill Zäit verluer geet, ier een zum Beispill mam Bau vun ëffentlechen Infrastrukture kann ufänken.

Dëse Bréif beschreift awer och millimetergenau, wat déi Defiziter sinn, dat um Niveau vun enger ganzer Rei vu Gesetzestexter, wéi nëmmen deen iwwert den Aménagement communal oder dee vum Gesetz vun 2004 iwwert den Naturschutz, fir hei nëmmen déi wichtegst ze nennen.

Dës Analys vum zoustännege Minister liwwert dann och eng Rei vu ganz konkrete Léisungsusätz, déi noutwendeg sinn, fir dës Bremsfunktiounen esou ze entschäerfen, datt op där enger Säit de Bau vun ëffentlechen Infrastrukturen, mä awer och d'Autorisatiounen a Gewerbezonen zum Beispill méi schnell a méi effektiv kënne virugedriwwe ginn.

Datt dëse Bréif esou eng exzellent Synthees vun alle Problemer duerstellt, ass dann och net weider verwonnerlech, well en a sech d'Resultat vun enger gudder Viraarbecht vun deenen deemools concernéierte Ministeren, den Häre Wiseler a Schank, dat zesumme mat der Madame Modert, duerstellt.

Am Géigesaz zu deem, wat an de leschte Wochen oft dobausse kolportéiert ginn ass, gëtt et also hei eng zolidd Viraarbecht, op déi sech déi aktuell Regierung ka baséieren, fir méiglechst schnell e Gesetzestext op déi legislativ Schinnen ze setzen.

Mir haten, Här President, eigentlech och dofir erwaart, datt de Pabeier vum Här Schneider, deen hie sech jo selwer op säin eegene Fändel hänkt, sech integral géif am Regierungsprogramm erëmfannen an och d'Grondgerüst vun enger Législatioun iwwert d'Simplification administrative géif ginn. Leider hu mer bis elo nach net vill, weder aus dem Mond vum Premier nach aus deem vum Wirtschaftsminister, héieren, ausser datt e puermol op dëser Tribün an och ausserhalb gesot ginn ass, mir géifen elo net méi beim Omnibusgesetz bleiwen, mä mir géifen ëmklammen op en „TGVs-Gesetz".

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir sidd schonn alleguer mat engem normalen Zuch a mat engem TGV gefuer, an do ginn et jo awer eng Rei vun Ënnerscheeder. An ech ginn emol dovun aus, wann d'Regierung hei seet, mir fueren elo net méi mam Omnibus, mä mir fuere mam TGV, da gëtt et e bësselche méi Luxus, et ass och e bësselche méi Contenu, an haaptsächlech geet et vill méi schnell, Dir Dammen an Dir Hären.

Or, bis elo, muss ech Iech soen, hunn ech nach net richteg erausfonnt, op wéi enge Punkten dann déi aktuell Regierung an deen aktuelle Wirtschaftsminister wëlle méi wäit a méi schnell goen. Mir sinn also ganz gespaant, an deenen nächste Wochen ze héieren, wat dann elo esou alles an deem „TGVs-Gesetz" do wäert agepaakt ginn.

Mir sinn op jidde Fall bereet, Här President, esou e Gesetz positiv ze begleeden. A mir wären och scho ganz frou, wann et beim Omnibusgesetz géif bleiwen. Wa mer natierlech mat op den TGV geholl ginn, soe mer net Neen. Mir hoffen allerdéngs, datt et nom Omnibusgesetz an dem „TGVs-Gesetz" net schlussendlech zu engem Postkutschegesetz wäert kommen.

Här President, ech kommen dann op de Punkt vum steierlechen Ëmfeld, an deem eis Wirtschaft sech muss bewegen, an do kommen ech net derlaanscht, nach eng Kéier déi 65 Propositioune vum deemolege Wirtschaftsminister Jeannot Krecké an Erënnerung ze ruffen. Hien hat ganz besonnesch um steierlechen Niveau eng Rei Propositioune gemaach, déi awer, zumindest um Datum vun haut, nach net ganz ëmgesat gi sinn. Dofir wéilt ech vun der Geleeënheet profitéieren, Här Finanzminister, Iech do och eng Rei vu Froen ze stellen.

An deem Pabeier war notamment virgesinn, déi ganz Prozedur vum „ruling" op de Leescht ze huelen an ze optimiséieren, dëst am Sënn vun enger méi grousser Effizienz an Nohaltegkeet am Interessi vun de Betriber. An der Zwëschenzäit, mengen ech, an do sidd Der mat mer d'accord, Här Finanzminister, ass d'Noutwendegkeet vun esou enger detailléierter Analys vum „ruling" nach gewuess duerch den Drock, dee mer vun der Europäescher Kommissioun gemaach kréien. Net nëmme mir, mä och verschiddener vun eisen Nopeschlänner.

An dësem Kontext géif ech vum zoustännege Minister wëllen héieren, wéi d'Regierung an dësem dach sensibelen Dossier wëllt virukommen, wëssend, datt déi Prozedur vum „ruling" eminent wichteg ass, wann een dann och an Zukunft nach wëllt nei Entreprisen op Lëtzebuerg zéien. An e gutt Beispill heifir ass de Fall vun der Société Netflix. Mäi Kolleeg Serge Wilmes an ech selwer hu par ailleurs eng Question parlementaire dozou un de Finanzminister gestallt.

Eng zweet Propositioun, déi bis elo leider Gottes nach ëmmer net realiséiert ginn ass, ass déi vum Artikel 50bis vum Gesetz iwwert d'Propriété intellectuelle, wou virgesinn ass, dës esou ëmzeänneren, datt och d'Autorerechter an d'Logiciels informatiques heirënner géife falen. Ech weess, datt ganz besonnesch de fréiere Finanzminister, de Luc Frieden, sech ëmmer erëm heifir staarkgemaach huet, an ech wär frou ze héieren, wou mer am Moment mat dëser dach wichteger Gesetzesmodifikatioun dru sinn.

Derniewent stellt sech natierlech ëmmer erëm d'Fro iwwer eng Reform vun der Gewerbesteier, dëst am Sënn, fir déi fir Betriber méi attraktiv ze maachen. An deene 65 Propositioune war deemools awer och d'Upassung respektiv d'Ewechfale vun der Verméigenssteier fir Betriber virgeschloe ginn, ass awer an engem gewëssene Moment vun der deemoleger Regierung fale gelooss ginn.

Dofir ass et e bësselchen erstaunlech gewiescht, wéi déi nei an aktuell Regierung de System vun den Intérêts notionnels am Koalitiounsaccord festgeschriwwen huet, e System, dee jo zu engem groussen Deel déiselwecht Objektiver verfollegt wéi eng Upassung respektiv en Ewechfale vun der Verméigenssteier fir Betriber.

Wann ech elo d'Regierung richteg verstanen hunn - mä et ass net ëmmer esou einfach, dës Regierung richteg ze verstoen -, weess ech net, ob dann elo de System vun den Intérêts notionnels definitiv fale gelooss gëtt oder ob nëmmen dee System nom belsche Modell definitiv wäert fale gelooss ginn.

Här President, muncher vun deene Propositiounen, déi vum fréiere Wirtschaftsminister virgeluecht gi waren, sinn also bis dato nach ëmmer net ëmgesat oder zumindest net ganz ëmgesat. An ech vermëssen heizou och eng Rei vu konkreten Aussoe vum Finanzminister. Mä deen huet jo elo d'Geleeënheet, an e puer Minutten op all déi Froen ze äntwerten.

An deemselwechte Kontext an och am Interessi vun enger besserer Promotioun vun eisem Wirtschaftsstanduert, an dat an engem ëmmer méi schwéieren internationalen Ëmfeld, stellt sech ëmmer erëm d'Fro, ob den aktuellen Taux nominal vun e bësselche méi wéi 29% vun eiser Betribssteier net muss op de Leescht geholl ginn. Och wa gewosst ass, datt an der Praxis zwar déi allermannst Betriber dëse Pourcentage bezuelen, ass et dach esou, datt mir domadder an den internationale Klassementer an an den Hitparaden net ëmmer gutt dostinn. An d'Fro, déi ee sech do muss stellen: ob een dee System net ännert.

An ech wëll Iech och nach eng Kéier drun erënneren, datt meng Partei an hirem Wahlprogramm en Optiounssystem virgeschloen hat, deen eiser Meenung no de Besoine vun de Betriber am beschte géif entgéintkommen an awer genau déiselwecht Steierrecettë kéint garantéieren.

De Wirtschaftsminister hat mer an der zoustänneger Kommissioun geäntwert, datt d'Regierung éischter der Meenung wär, den Taux nominal erofzesetzen a gläichzäiteg d'Base d'assiette ze vergréisseren, dëst ouni op de Wee vun engem Optiounssystem ze goen. Leider hunn ech weder am Kader vun der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun nach vun der Budgetspresentatioun iergendwéi eng Ausso heizou wéi och zu anere Punkten héieren.

Mir mengen, datt ee muss dat steierlecht Ëmfeld permanent adaptéieren, wann een da wëllt eng konkurrenzfäeg Wirtschaft behalen. An dës permanent Adaptatioun ass schlussendlech jo och de Schlëssel vum Erfolleg iwwer Jorzéngte vun dësem Land gewiescht. Mir hunn et ëmmer erëm fäerdegbruecht, eis kuerzfristeg esou opzestellen, datt mir konnten duerch en attraktiivt steierlecht Ëmfeld, wou mir eng Rei Nische besat hunn, nei Betriber unzéien. An e gutt Beispill dofir ass de Commerce électronique.

Dofir wär et och, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis kee gutt Zeechen, wa mir an deenen nächsten dräi Joer keng steierlech Incentivë géife setzen an alles op d'Steierreform vun 2016 verschiben. Wie stoe bleift, fält zréck, an dat ganz besonnesch an der Wirtschaft vun engem Land! An dofir invitéiere mir nach eng Kéier d'Regierung, mat deene steierlechen Incentivë fir dWirtschaft net eréischt bis 2016 respektiv 2017 ze waarden, mä dës esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen.

Här President, ech hunn d'Gefill, wann ech esou e bëssen d'Objektiver an d'Ziler vun der Regierung kucken, datt déi a sech an déi richteg Richtung weisen. Leider Gottes hunn ech d'Gefill, datt d'Regierung net ëmmer weess, wéi se dohinnerkënnt. An ech hu ganz oft d'Gefill, datt bei enger ganzer Rei vu Sujeten, notamment an der Wirtschaftspolitik, eng gewëssen Navigation à vue besteet.

An Dir wësst, ech sinn e Frënd vun Zitater, an a menger Zitatekollektioun hunn ech eent fonnt, dat mer ganz gutt gefall huet an dat, fannen ech eigentlech, op dës Regierung exzellent passt. Dat ass vun engem groussen englesche Politiker, dem Winston Churchill. Deen hat dat allerdéngs gesot à l'attention vun de sozialistesche Kolleegen. Dofir erlaabt mer, datt ech elo e bëssen déi Zitatioun paraphraséieren, andeem ech se elo net op d'sozialistesch Partei limitéieren, obschonn ech dat och kéint maachen.

(Interruption)

De Winston Churchill, deen huet also deemools gesot, liicht paraphraséiert: D'Regierung fonctionnéiert wéi de Christoph Kolumbus, deen net wousst, wou e wär, an deen haaptsächlech net wousst, wou en hi wéilt.

(Interruption)

An dat op d'Käschte vun eise Steierzueler. Ech mengen esou fonctionnéiert och e bëssel-chen...

(Brouhaha)

...och e bësselchen eis...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An d'Geschicht ass en agaangen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech mengen,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- En huet Amerika entdeckt!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Domadder, Här President, kommen ech och zu mengem leschte Punkt, nämlech deem vun der Zukunft vun eiser Finanzplaz, iwwert déi ech dach awer wollt e puer Wierder verléieren.

D'Regierung huet also décidéiert, op de Wee vum automateschen Informatiounsaustausch ze goen, ënnert der Konditioun, datt och Drëttlänner wéi d'Schwäiz bis Enn des Joers seriéis Verhandlunge mat der Kommissioun doriwwer géife féieren. Ech wëll hei fir d'Alleréischt vun der Geleeënheet emol profitéieren, d'Méritte vum fréiere Finanzminister, dem Luc Frieden, ze ënnersträichen, ganz besonnesch an dësem Domän, dee sech iwwer Joren ëmmer erëm derfir agesat huet, datt mir de Prinzip vum sougenannten „level playing field" géife respektéieren, oder op gutt Lëtzebuergesch gesot, datt jiddwer Land deeneselwechte Regele beim Informatiounsaustausch misst ënnerluecht ginn.

Mir sinn, Dir Dammen an Dir Hären, am Moment mat verschiddene Standarde konfrontéiert: de FATCA-Standard, den europäeschen an elo dee vun der OCDE. An eisen Informatiounen no schéngt et esou ze sinn, datt d'Schwäizer, déi fir eis esou wichteg sinn, éischter géifen am Moment a Richtung OCDE-Standard goen an datt et och dëse Standard wär, dee sech mëttel- a laangfristeg géif duerchsetzen.

Dofir d'Fro un d'Regierung: Här Finanzminister, wär et net besser, Dir - d'Regierung, de Finanzminister - géift an deenen nächste Méint ganz besonnesch bei där neier Europäescher Kommissioun drop awierken, fir ze kucken, ob een net direkt soll op den OCDE-Standard eriwwergoen, vu datt dat vill méi e komplette Standard ass wéi deen europäeschen, an och wëssend, datt weltwäit ëmmer méi Länner op dee Standard wäerten eriwwergoen?

An déi Fro, déi sech natierlech an deem Kontext stellt, ass, inwiefern deen OCDE-Standard konform ass mat allen europäeschen Direktiven. An do ass natierlech déi Fro, déi ee muss stellen - an de Finanzminister wäert sécherlech eis herno dorobber eng Äntwert wëssen ze ginn -, inwiefern datt mer do kënne laanschteneekommen. Nach schéngt et fir eis ganz wichteg ze sinn, datt mer eis Banken net obligéieren, mëttel- a laangfristeg zwee Standarden ëmzesetzen, wat extrem schwiereg wäert ginn.

En zweete fir mech wesentleche Punkt ass deen, datt eise Finanzsecteur muss nei Produiten a Servicer entwéckelen. A wie sech e bësselche mat dëser Thematik beschäftegt, weess, datt dës Produiten ëmmer méi sophistiquéiert ginn an datt eis Finanzplaz sech an engem extrem haarde konkurrenziellen Ëmfeld muss positionéieren. Et ass dofir extrem wichteg, zesumme mat den Acteure vun der Finanzplaz iwwer nei Produiten nozedenken. A mir begréissen och dofir déi Initiativ vum Finanzminister, fir eng Rei Aarbechtsgruppen en place ze setzen, fir iwwer nei Produiten nozedenken.

Allerdéngs géif et eiser Meenung no Sënn maachen, eis Uni, ganz besonnesch och um Niveau vun der Recherche, méi anzebannen an d'Entwécklung vun esou Produiten a Finanzservicer, wéi dat bis elo de Fall war. Fir eis ass et wesentlech, datt mir an deenen nächste Joren eis Uni an eis Recherche méi no un d'Finanzplaz erufféieren, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war, an domadder d'Finanzplaz och méi profitéiere loosse vum Know-how, dee vun eiser Uni och an deem Secteur soll entwéckelt ginn.

Här President, ech wollt dann och nach kuerz op en anere Punkt agoen, wou och de fréiere Finanzminister Luc Frieden sech mat ganz vill Engagement an Häerzblutt agesat huet: näm-

lech eis Finanzplaz Lëtzebuerg als e sougenannten „Hub" fir chineesescht Kapital ze positionéieren. An et muss een unerkennen, datt dëst eng regelrecht Success Story ginn ass, wann een d'Zuel vun de chineesesche Banke kuckt, déi sech an der Tëschenzäit hei niddergelooss hunn, an och haaptsächlech kuckt, wéivill där Banken am Moment nach an der Pipeline sinn.

Allerdéngs hunn entre-temps, an de Finanzminister, oder déi zwee Finanzministeren, de fréieren an den aktuellen, wëssen dat, hunn och aner Länner entre-temps de Potenzial vu China entdeckt a maachen extrem vill Efforten, fir eng Aart Handelsplaz fir de Renminbi an Europa ze ginn. Ech bleiwe perséinlech dervun iwwerzeegt, datt mir als Lëtzebuerg nach wie vor exzellent positionéiert sinn, a mir musse virufuere mat deenen Efforten, déi vun der viregter Regierung gemaach gi sinn. A mir mussen alles maachen, fir hei den Uschloss net ze verpasse par rapport zu grousse Plaze wéi London, Paräis a Frankfurt.

An deem Kontext, Här Finanzminister, ass et fir eis wesentlech, datt mer och eng Chambre de compensation fir de Renminbi op Lëtzebuerg ze kréien. Ech weess, datt Clearstream schonn an de Startbléck steet, fir esou ee Projet och hei zu Lëtzebuerg mat ëmzesetzen. An ech wär frou, och heizou herno eng Ausso vun Iech ze kréien.

An deem Kontext erlaabt mer eng Remarque, laanscht déi ech net kommen: Ech hunn et perséinlech net glécklech fonnt, datt mir, datt d'Regierung ouni Explikatioun an ouni Virwarnung d'Tournée vum OPL a China einfach esou ofgesot huet. Eisen OPL ass e wichtegen Ambassadeur vun eisem Land an an engem kruziale Moment vun der Entwécklung vun eise bilaterale wirtschaftleche Bezéiunge mat China muss een dach och hei kënne vun enger Regierung e bësse méi Fangerspëtzegefill fuerderen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, e leschte Punkt, wat de Finanzsecteur ubetrëfft, ass d'Promotioun, déi mir an Zukunft vun eiser Plaz maachen. An do si mer eis alleguer eens, datt de Branding eng ëmmer méi wichteg Roll spillt. An an deem Sënn ass et scho richteg, datt d'Zesummenaarbecht zwësche Luxembourg for Finance a Luxembourg for Business verstäerkt gëtt. Allerdéngs stelle mir eis d'Fro, ob et all Sënn mécht, déi zwou Entitéiten total ze fusionéieren, a mir mengen, besser sollt ee se parallell fonctionnéiere loossen, quitte datt d'Zesummenaarbecht méi enk matenee verknäppt gëtt.

Här President, ech kommen domadder zu menger Konklusioun. Fir datt eise Wirtschafts- a Finanzstanduert sech weider ka positiv entwéckelen, ass et wichteg, datt d'Clientë weiderhi Vertrauen an d'Autoritéiten an an d'Institutioune vun dësem Land hunn. Fir datt dëst Vertraue weider bestoe kann a souguer nach ausgebaut gëtt, komme mer net derlaanscht, eng Consolidatioun vun eisen ëffentleche Finanzen hinzekréien.

Mir mussen awer och weider, Här Bodry, un eiser Kompetitivitéit, awer och un eiser Produktivitéit schaffen,...

(Interruption)

...wëssend, datt mir beileiwen am Moment net méi zu deene Beschte vun der Klass gehéieren an datt mir eis erëm mussen ustrengen, fir dohinner ze kommen, wou mer emol eng Kéier waren.

Fir dëst ze erreechen, brauche mer och Reformen am wirtschaftleche Beräich. An déi nei Regierung ass jo ugetruede mat der Ambitioun, d'Fënstere grouss opzemaachen an dës Reformen ëmzesetzen. Allerdéngs waarde mir bis elo nach ëmmer op konkret Propositiounen a mir vermësse ganz besonnesch och an dësem Budget déi Impulser an Initiativen, déi eiser Wirtschaft erëm géifen dee Boost ginn, dee se brauch.

Fir mech ass dës Regierung, Här President, déi vun de grousse Schlagwierder a Superlativen. Hei gëtt geschwat: „méi mat manner", en „TGVs-Gesetz", den „Oscar fir de Budget" - dat ass dee vun Hollywood, net dee vu Saarbrécken -, d'„kopernikanesch Revolutioun" an esou virun an esou weider.

Alles dat erënnert mech e bësselchen un eng Ausso vun engem eminente franséische Politiker, deen awer scho laang dout ass an deen oft vu mengem Kolleeg, dem Här Bodry, schonn emol a Rieden zitéiert ginn ass. Dat ass nämlech de Jean Jaurès. A fir eng Kéier erlaben ech mer dann,…

(Interruption)

… den Här Jaurès ze zitéieren, well den Här Bodry gelungenerweis dëst Zitat bis elo nach ni benotzt huet.

(Interruption)

A wann ech Iech elo d'Zitat virgelies hunn, da mengen ech, da verstitt Der och, firwat datt en dat bis elo nach net gemaach huet.

(Interruption)

Den Här Jaurès huet nämlech a senger grousser Sagesse festgestallt, an ech mengen, dat ass och nach ëmmer richteg fir haut, ganz besonnesch fir dës Regierung: «Quand les hommes politiques ne peuvent changer les choses, ils changent les mots.»

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Mosar. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz vun der CSV.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert. Dir hutt nach 45 Minutten.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- War dat eng Opfuerderung, Här President?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut an engem Mount gi mer wielen. Déi néngte Kéier wiele mer eis Vertrieder an d'Europaparlament. Mir ware bis elo ëmmer gewinnt, dass déi Europawahlen zesumme mat de Chamberwahle wieren. Firwat a wéisou dat elo net esou ass, brauch ech heibannen net ze soen. Mä den Afloss vun Europa op déi national Politik gëtt ëmmer méi grouss, gëtt ëmmer méi wichteg. An och dofir ass et wichteg, gutt Leit op Bréissel a Stroossbuerg ze schécken.

Eng gewëssen Europaverdrossenheet ass bei de Leit do, well mir spieren nach näischt esou Richteges vun engem Wahlkampf a vun europäeschen Themen. An do ass et un eis, no der Eurokris, déi vum deemolege President vum Eurogroup, dem Jean-Claude Juncker, mat deenen néidege Léisunge betreit ginn ass, fir dass mer do erauskomm sinn, elo no enger Ukrain-Kris gëllt et, déi och demokratesch an diplomatesch ze léisen.

Wuel wëssend, wat dës Kris fir déi betraffe Leit, d›Mënschen an der Ukrain bedeit, wuel wëssend, wat esou eng Kris bedeit fir d'Demokratie a fir de Stellewäert vun Europa. Well d'Leit an der Ukrain zielen op Europa. D'Leit an der Ukrain zielen op eis, fir dass mer do Gestë maachen. An do ass et och un eis, dat ze weisen, wat Europa ass, well och Lëtzebuerg ass e Stéck Europa.

Mir hunn an Europa manner Rohstoffer an Energiereserven, wéi all déi aner Länner op anere Kontinenter. D'Finanz-, d'Wirtschafts- an d'Scholdekris hunn zu engem enorme Wirtschaftsabroch an zu vill Chômage gefouert. D'EU-Wirtschaft huet - alles zesumme gekuckt - déi lescht sechs Joer stagnéiert. Am selwechten Zäitraum ass déi indesch Ekonomie ëm en Drëttel an déi chineesesch ëm 70% gewuess.

D'Fro vum 21. Jorhonnert ass déi, wat fir eng Roll Europa an domadder och Lëtzebuerg wäert spille vis-à-vis vun den USA, vis-à-vis vu China a vis-à-vis vu Russland. Gëtt Europa e Bittsteller vis-à-vis vun deenen oder e staarken a verlässleche Partner?

Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg, wéi de Laurent Mosar et scho gesot huet, eng richteg Standuertpolitik. Mir brauche Wirtschaftswuesstum, fir de Chômage an de Grëff ze kréien. Mir brauche Wuesstum, fir d'Finanzsituatioun an de Grëff ze kréien. Mir brauche Wuesstum, fir eise soziale Modell ofzesécheren.

Lëtzebuerg gëtt haut gelueft fir seng Finanzpolitik vun der EU. De Claude Wiseler huet et schonns de Moie gesot an ech zitéieren d'„Wort" vum 24. Abrëll - dat ass vun haut: „solidester Haushalt im Euroraum" fir 2013. An do wëll ech awer och soen, dass een do ka virun allem félicitéieren dem Luc Frieden fir dat, wat en do fäerdegbruecht huet, der fréierer Regierung Juncker/Asselborn an awer och de fréiere Beamte vum Finanzministère, déi mat dozou bäigedroen hunn, dass mer all déi Saachen do kritt hunn. Ech mengen, mir kënne stolz dorop sinn. An do muss ee sech awer och bewosst sinn, dass och do déi Leit alleguerte mat dozou bäigedroen hunn.

Déi lescht Regierung Juncker/Asselborn hat zwee Päck gemaach, dee leschten am Budget 2013, a mir haten och ugefaangen, weider Moossname fir 2014 ze kucken an ze analyséieren.

Ech zitéieren do en Artikel vum 9. November 2012 vum Romain Hilgert vum „Lëtzebuerger Land" - et ass jo net bekannt, dass do iergendwéi sollen enorm Relatioune mat där Partei sinn, vun där ech d'Chance hunn, President ze sinn -, deen nach eng Kéier zitéiert an de Fahrplan festleet, deen deemools d'Regierung gemaach huet fir 2014, 2015, 2016 an och 2017. Nozeliesen, wéi gesot, an der Press vum 9. November 2012, am „Lëtzebuerger Land", wat mer do geschriwwen hunn a wat do gesot ginn ass vun de Regierungsparteien. Well ech haut de Moien esou e bëssen héieren hat, wéi wann do net gewollt gewiescht wier bei der viregter Regierung, verschidden Ännerungen ze maachen!

Et hunn och Gespréicher stattfonnt, fir ze kucken, wéi ee weider kéint spueren. An déi Gespréicher si scho gelaf, wou d'Vertrieder vun de Koalitiounsparteie waren, wou d'Inspection générale des finances derbäi war, wou et drëm gaangen ass, wat een am Familljeberäich a wat een um Aarbechtsmaart an an deenen Domäne kéint maachen. An duerno sollte weiderer un den Tour kommen, zu deem ass et awer net méi komm.

A Freides de 26. Abrëll 2013 si mer an der Budgets- a Finanzkommissioun deemools vum Wirtschafts- a Finanzminister informéiert ginn iwwert de Stabilitéitspak. An am „Wort" vun deemools schreiwe se, wat dann esou alles vum Här Schneider a vum Här Frieden deemools gesot ginn ass. Do steet dran, dass den E-Commerce jo géif ewechbrieche fir 2015 an dass et dofir kloer wier, dass d'TVA misst ugepasst ginn, dat kéint bis 400 Milliounen erabréngen, dass d'Scholdequot vun 2012 op 2016 weider géif eropgoe vun 20,8 op 27,9, dass mer awer do missten oppassen, wéi mer deen Defizit an de Grëff kréiche bis 2017. Et ass nach eng Kéier drun erënnert ginn, wéi bei dem Zentralstat do d'Entwécklunge wieren.

Dat kënnt Der noliesen och am „Lëtzebuerger Wort" vum 27. Abrëll 2013, Säit 4, fir dass och déi Leit sech alleguerten nach eng Kéier erëmfanne bei deene Saachen, déi se deemools gesot hunn. Et ass ee jo ëmmer dann heiansdo iwwerrascht, wann ee liest an héiert, wat een alles esou gesot huet - fir dass déi sech och do erëmfannen.

An do ass mer awer an deem Artikel eppes Enormes opgefall: De Vertrieder vun der liberaler Partei, de Claude Meisch, betount, dass dat awer allerhand wier, dass elo géif vun der TVA-Erhéijung geschwat ginn. Fir d'Éischt misst een emol kucken, wou ee ka spueren, ier een unilateral géif iwwer TVA-Erhéijunge schwätzen.

De François Bausch vun deene Gréngen - deen hat d'Chance, Madame Loschetter, siwen Deputéiert a senger Fraktioun ze hunn -, deen hat eng ëmfaassend Studie verlaangt, an ier een dann eng TVA-Erhéijung géif maachen, misst een och emol eng Kéier analyséieren a kucken, wat fir een Afloss déi TVA-Erhéijung géif mat sech bréngen op d'Konsumenten an op d'Leit.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Haut hu mer der véier an der Regierung!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, awer nach ëmmer nëmme sechs an der Chamber. De Wieler hat eppes aneschters geschwat!

Une voix.- Et sinn der zéng. No menger Rechnung sinn et der zéng!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Den Här Bodry huet haut de Moie gesot, dass zwee Päck gemaach gi si vun der viregter Regierung, an déi nei Regierung hätt elo am Fong en drëtte gemaach, well déi al Regierung hätt dat net wëlles gehat, e Pak ze maachen. Ech wëll do drun erënneren,…

(Interruption)

Wat gelift?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat war net virgesinn!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Net virgesinn.

Ech wëll do drun erënneren, nozeliesen de 27. Abrëll 2013 am „Quotidien", Alex Bodry: «Ce serait arrogant, si le Gouvernement actuel décide des mesures à prendre par le nouveau Gouvernement pour la prochaine législature.» Dofir, just fir drun ze erënneren, firwat keen drëtte Pak virgesi war: Mä den Här Bodry huet et selwer gesot an et ass am „Quotidien" grouss markéiert ginn als Iwwerschrëft, dass een dat net mécht, wann een a Wahlen erageet a wann eng nei Regierung kënnt, dass déi Regierung vu virdrun nach soll en zousätzleche Pak maachen. Just dat als Erënnerung, firwat keen drëtte Pak komm ass.

Mir hunn awer gläichzäiteg weider dru geschafft, wou kënnen Aspuerunge gemaach ginn. Do sinn Ännerunge gemaach ginn an den Allocations familiales. Do sinn zwee Reglementer geholl ginn an an der Finanzkommissioun ass en Dokument ausgedeelt ginn, wou dat och nach eng Kéier rappeléiert ginn ass, wou do och schéi propper drasteet, dass déi zwee Reglementer geholl gi sinn, fir Ännerungen ze maache bei de Chèques services.

Et ass e Projet de loi gemaach ginn, wou et geheescht huet, dass de Chèque service aneschters misst berechent ginn, dass mer de soziale Kritäre misste méi Rechnung droen. Do sinn Amendementer ugeholl ginn, nach dräi Deeg iert d'Chamber opgeléist ginn ass, ouni Géigestëmm, ech kann net soen unanime - et waren der, déi hate sech enthalen -, mä ouni Géigestëmm ugeholl ginn. Déi sinn op de Wee gaange fir bei de Statsrot, fir dass mer duerno schnellstméiglech kéinte virufueren, fir och deene Kritäre Rechnung ze droen.

Wéi déi nei Regierung do war, hu mer dunn erkläert kritt, dass dee Projet fir si keng Prioritéit méi huet. Ech war dofir e bëssen iwwerrascht, wéi d'Madame Elvinger och haut de Moie gesot huet, dass een och net nëmmen dat, mä och d'Familljentransferten iwwer Steierpolitik..., si huet och Beispiller gesot, mat Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner, wéi vill Leit do wat vum steierleche Volet kréien. Wat heescht dat dann elo? „Mir maachen näischt beim Chèque service", wat heescht dat? Maache mer elo alles iwwert de Steierwee? Wat bedeit dat fir d'Familljen a fir d'Monoparentaux? De Gilles Roth huet schonn op déi verschidden Abattementen higewisen. Wat geschitt mat all deene Steierabattementen? A wat bedeit dat konkret?

Ech war dofir e bëssen iwwerrascht, well den Här Berger hat virgëschter gesot: manner Geld a méi Saachleeschtungen. A Saachleeschtunge ware jo awer 2006 ee vun de Punkten, wou mer gesot hunn, mir maachen e Chèque service, well et beim Chèque service ganz kloer ass, dass ee weess, wou déi Sue vun deem Chèque service higinn. Entweder gi se an d'Kannerbetreiung direkt oder et waren d'Musekssschoulen an d'Sportsfederatiounen, déi dovu konnte profitéieren am Intérêt vun de Kanner. War dat kee Wiessel vu Geldleeschtungen op Saachleeschtungen?

Oder bedeit dat, wat den Här Berger ugeschnidden huet, dass d'Rentrée scolaire ofgeschaaft gëtt als Geldleeschtung an et kritt ee Schoulmaterial amplaz? Ass et dat, wann ee seet, mir maache gäre méi Material- a manner Geldleeschtungen, fir sécher ze sinn, dass et ukënnt? Wann et dat ass, kee Problem, da kënne mer driwwer diskutéieren! Mä da muss een eis dat och soen, an net weiderhin ëmmer soen: Mir ännere dat bei de Steieren, mir ännere Geldleeschtunge géint Saachleeschtungen. An d'Leit, d'Elteren, ob dat Familljе sinn am traditionelle Sënn oder Familljе sinn am neie Sënn a Monoparentaux sinn, mä dass déi Leit wëssen, wou se dru sinn! Wat dat fir si fir d'Zukunft bedeit, wat dat bedeit fir d'Rentrée scolaire 2014/2015! Brauche se do d'Bicher net méi ze bestellen? Kréie se se vum Stat, oder wat geschitt?

An dat ass dat, wat ech bedaueren, dass, wann ee seet, dass ee Saache muss ännere... Och déi viregt Regierung huet gesot, mir musse Verschiddenes doran ännere, déi viregt Regierung huet scho Reglementer geännert, déi viregt Regierung huet do Projets de loi déposéiert. Mä do stoung awer konkret dran, wat et ass! An elo heescht et: Dat wëll dës Regierung net maachen. Wat ee kann akzeptéieren, wann een einfach seet, mir hunn aner Iddien do. Mä da soll een déi Iddie soen an net d'Leit an der Ongewëssheet loossen, dass se net wëssen, a wat fir eng Richtung dat geet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- A wa mer schwätze vun der Familljepolitik, da schwätze mer och vun der Jugendpolitik. An der Jugendpolitik - de Moien huet de Claude Wiseler iwwert d'Konventioune vun der Kulturpolitik geschwat -, wat geschitt mat de Konventiounen am Jugendberäich? Wat geschitt mat de Konventioune mat de Jugendhaiser? Do, wou d'Gemenge mat dra sinn. An ech mengen, heibanne sëtzt een, mat deem ech a mengem fréiere Liewen e bëssen domadder ze dinn hat,...

(Interruption)

...an et ass nach net esou laang hier, hien ass haut Buergermeeschter zu Déifferdeng. Mir hunn do laang a vill diskutéiert iwwert d'Subventionnementer vun de Jugendhaiser, iwwert d'Subventionnementer vun de Clubs des jeunes, iwwer all déi Gelder. Wou si mer do drun? Och do stellen d'Leit sech Froen. Wat geschitt mat deene Konventiounen? Ginn déi Konventioune geännert? Ginn déi Konventioune fortgefouert? Kommen aner Schlësselen do dran? Mussen d'Gemenge méi dozou bäidroen oder manner dozou bäidroen? Wat geschitt do?

An do ass d'Ongewëssheet enorm bei deene Jugendorganisatiounen, well se net méi wëssen, wat geschitt. Dat war fréier am Familljeministère, haut ass et an der Éducation nationale. Bekëmmert sech an deem do Volet d'Famill nach drëm oder bekëmmert sech an deem do Fall de Jugendministère drëm, wat elo en Departement ass vun der Éducatioun? Wie bekëmmert sech drëm? An déi Froe mussen eng

Äntwert kréien. Dat ass dat, wat mer eis erwaart haten. Wann een déi Saache wëllt änneren - et kann een ëmmer alles änneren -, mä da muss een och soe wéi an et däerf een net d'Leit einfach hänke loossen!

Mir hunn och de Moie geschwat iwwert d'Wunnengen. Et ass elo scho vill geschwat ginn, et sinn och schonn aner Kolleegen op alles dat agaangen, wat am Wunnengsbau geschitt ass. Ech wëll soen, ech sinn dann elo emol gespaant bei der S.N.H.B.M. a beim Fonds du Logement, wann déi elo iwwerall däerfen... A wou ech dat ënnerstëtzen, wat d'Madame Loschetter gesot huet, dass déi d'Geleeënheet musse kréien, fir méi Mietwunnengen ze bauen.

Ech weess awer, dass do heiansdo op kommunalem Plang d'Begeeschterung net ganz grouss war, wann de Fonds du Logement ugeklappt huet an en huet gesot, ech géif gär e Locatif maachen. Wou et da geheescht huet, jo, wann s de Vente méchs oder och et nach an d'Stee gëss, wat déi lescht Jore komm ass, dann däerfs de kommen, mä dat mam Locatif, dat hu mer net esou gär.

A wann ech hei esou duerch de Sall kucken an all déi Députés-maires gesinn, wou ech weess, wou Demandë virlouche vum Fonds du Logement, wou de Fonds du Logement gäre Projete gemaach hätt, wou och Députés-maires heibanne sinn, déi dat mat Kusshand geholl hunn, mä et sinn der awer och heibannen, déi un allem interesséiert waren, mä ëm Gottes Wëllen net, dass de Fonds du Logement dohinnerkënnt, oder wann e kënnt...

(Interruption)

Gelift? Ech hunn op déi zwou Säite gekuckt.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Da kuckt op déi aner Säit och eng Kéier!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir waart awer een, dee Jo gesot hat, Här Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Kuckt och eng Kéier op déi aner Säit!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Elo wollt ech Iech och nach félicitéieren, well Dir waart ee vun deenen, déi Jo gesot hunn. An elo kritiséiert Der dat schonn, wat ech gesot hunn.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Neen, garantéiert net. Mä kuckt och op déi aner Säit!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat ass deen ee Punkt. Deen anere Punkt...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Spautz. Erlaabt Der, dass d'Madame Loschetter Iech eng Fro stellt?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Selbstverständlech!

M. le Président.- D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech wollt de Kolleeg Spautz froen, ob hie weess, datt am Koalitiounsaccord och steet, datt dës Regierung sech bewosst ass, datt d'Gemenge vill méi Ënnerstëtzung brauchen, fir ebe kënnen och op dee Wee matzegoen, an datt d'Gemengen heiansdo och iwwerfuerdert si mat där Erausfuerderung, déi mir alleguerten hei an dësem Land hunn. An dofir sollen och d'Gemengen an Zukunft pragmatesch Ënnerstëtzung kréien.

Ech wollt just froen, ob de Kolleeg Spautz dat och gelies huet.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Also, Madame Loschetter, ech hunn dat och gelies. Mä ech hat dat zwar e bëssen aneschters verstanen, well ech de Promoteur public Fonds du Logement kennen. An de Promoteur public Fonds du Logement, deen hëlleft, éischtens, och oft Gemengen an och aneren,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Doriwwer...

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...fir do iwwerhaapt ze kucken, wat een nach alles ka mat eranhuelen an a wat fir enger Form ee baut. Dofir hat ech dat do éischter verstanen, wat Der do virgesinn hutt, dass Der wëllt d'Gemengen zousätzlech ënnerstëtzen, fir eegen Initiativen ze huelen an net nëmme fir d'S.N.H.B.M. an de Fonds du Logement, mä dass dat och esou wier, fir dass d'Gemenge selwer eppes maachen, well och där ginn et der - op där Säit an op där Säit -, déi och selwer locative Logement gemaach hunn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ... Gitt de Gemengen eng Chance…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et ass dofir, wou ech elo net wousst, wat Der vun deenen zwou Saache géift mengen.

Et ass op alle Fall net gutt, dat, mat deenen 3% op 17% an d'Luucht ze goen am Bau, an - déi leschte Kéier hunn ech et schonn heibanne gesot - net nëmme wéinst deem vum Locatif, wat gesot ginn ass, mä dat war och deemools - an den Här Gramegna weess dat awer nach, e souz och an där Tripartite -, dass och doriwwer gesot ginn ass, dass dat eng vun de Méiglechkeeten och wier, fir dass mer d'Schwaarzaarbecht kéinte mat an de Gréff kréien, wa mer d'TVA géife bei all deene Renovéierungen op 3% loossen, well dann den Intérêt, fir Schwaarzaarbecht ze maachen, vill méi kleng wier.

An ech si mer elo net méi ganz sécher, ob et dem Här Gramegna seng viregt Chamber war oder déi aner vum Kierchbierg, mä et war eng vun deenen zwou, déi ganz kloer déi Mesure grouss ëmjubelt huet an och déi Mesure gefrot huet, wéi deemools de Statsminister Jean-Claude Juncker an de Finanzminister Luc Frieden dat presentéiert hunn. An dat war e Package, deen an enger Tripartite ofgemaach gi war, wat och deemools, soen ech och ganz kloer, och op d'Zoustëmmung vun all deenen anere Partner getraff ass, well et net nëmmen am Logement eppes kéint bewierken, mä gläichzäiteg och eppes géint d'Schwaarzaarbecht um Bau an am Handwierk virun allem kéint bewierken, wou do oft op déi Saachen zréckgegraff ginn ass. Wann den Intérêt net méi do ass..., bei 3% TVA ass den Intérêt jo och vill méi kleng, fir do op Schwaarzaarbecht ze goen.

A wa mer bei der Jugend sinn - also ech weess, ech war och eng Kéier Rapporteur bei engem Projet, wou d'Jugend op d'Strooss gaangen ass, zesumme mam Romain Schneider, deen huet 5611 geheescht - mä muer, wa mer iwwert de Jugenddialog schwätzen, wa mer iwwert den Dialog schwätzen, dee mat der Jugend soll stattfannen... Ech weess net, ob et stëmmt, mä op engem Internetsite vun engem Mediekonzern vun Esch, do steet drop, 14.500 Schüler géife muer de Moie manifestéiere wéinst deem, wat geschitt an de Bourssen.

Och mir wëssen, dass bei der Bourse hu misse Saache geännert ginn. Mä et muss een et awer fäerdegbréngen am Dialog, an och ze dialogéieren an do mat deene Leit ze schwätzen! An ech kann dem Här Meisch do nëmme félicitéieren: Fir no fënnef Méint 14.500 Leit op d'Strooss ze kréien - wann dee Chiffer stëmmt, deen um Internetsite ass -, esou ass dat eng wonnerbar Leeschtung! An dat weist näischt...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- ...déi ni fäerdegbréngen, Här Spautz.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dat weist näischt vun Intérêt, fir mat de Leit ze diskutéieren an ze dialogéieren.

(Hilarité)

A wa mer an deem Dossier sinn a wa mer beim Éducatiounsministère sinn, muss ech lech och soen, dass een awer och verwonnert war, wa mer e Land sinn, wou et heescht, mir mussen der Jugend eng Chance ginn, wou mer eis all eens sinn, mir mussen eppes maache géint de Chômage, mussen eppes maache fir d'Beruffsausbildung, fir déi ze ënnerstëtzen, dass dann op eemol alleguerten déi Saachen, déi vun der fréierer Éducatiounsministesch gemaach gi sinn, déi duerno och a Fro gestallt gi sinn an deene Berichter, déi een do gelies huet während de Koalitiounsverhandlungen, mä et ass net u mir, dat ze kommentéieren... Mä et ass u mir, dat ze kommentéieren, wat do geschitt ass, wou déi Leit nach waarden, fir nei Moduler ze kréien!

Ech hat selwer eng Question parlementaire un den Här Meisch gestallt an un den Här Bauler, dee mer duerno...

(Panne d'éclairage)

(Brouhaha)

Oh, elo huet d'Handwierk schonn... Elo ass schonn d'Energie fort.

(Brouhaha)

Da brauche mer net méi ofzestëmmen iwwert de Budget.

(Brouhaha)

Jo, mä, mengt Der, den Här Bausch hätt zougeschnidden... Neen?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Den Här Schneider...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Schneider? D'Madame Loschetter sot, et war net den Här Bausch, et war den Här Schneider...

M. le Président.- Mir hunn elo ee Moment schwaarzgesinn.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- De Punkt an der Formation professionnelle ass deen, dass do nach ëmmer Moduler net geholl sinn. Mir hunn e Modul-Unterrecht gemaach, do solle Leit hir Formatioun kënne fortsetzen, do solle Leit hir Exame kënne maachen. Déi Moduler sinn nach ëmmer net do. An do ass d'Äntwert och gewiescht vum Minister, e kéint mer de Moment nach keng detailléiert Äntwert ginn.

An do wier et eng Kéier interessant, Dir kënnt jo haut alleguerte mat Äre Sichmaschinnen nosichen - do war elo eng Kéier en Interview moies vun engem Responsabele vun der Beruffsausbildung vum Lycée vu Bouneweg - an da lauschtert Der emol no, wat dee seet, wat dat fir déi Schüler bedeit, fir d'Zukunft vun deene Schüler, well déi Moduler nach ëmmer net do sinn.

An ech mengen, och dat wier vläicht eng absolut Prioritéit gewiescht fir dat nächst Schouljoer respektiv fir dëst Joer fir den Examen, dass déi Konditiounen erfëllt wieren, fir dass déi Schüler och d'Geleeënheet hätten, hiren Examen en connaissance de cause ze maachen an och domadder duerno hir Zukunft kënnen ze maachen. An dat ass leider net geschitt. Och dat wier eng Prioritéit vläicht gewiescht.

Ech war och de Moien e bëssen iwwerrascht, wéi mer... De Gast Gibéryen huet et zitéiert, dat ass dat, wat an den Akzise geschitt, iwwert den Tubak an iwwert de Bensin. Ech hat am Fong geduecht - Här President, Dir waart ëmmer e grousse Fervent an den Tubaksdiskussiounen -, dass mer den Tubak géifen aus dem Index-Wuerekuerf eraushuelen. Well wa mer soen, d'Fëmmen, mat all deem, wat mer gemaach hunn, wat jo an dësem Haus op alle Bänken, bei deenen enge méi, bei deenen anere manner, ënnerstëtzt ginn ass, fir dass dat mam Fëmme géif geschéien, dann hätt ee jo awer kënnen den Tubak aus dem Wuerekuerf eraushuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dann hätt een och domadder en Akzent gesat an et géif een net nach d'Fëmmen, wou ee seet, et soll een et net maachen, wou ee seet, et soll een net an engem Café fëmmen, fir déi aner net ze stéieren... Do hätt een dann och gläichzäiteg kënne soen: Ma dann huele mer dat och aus dem Wuerekuerf eraus. Dat wier jo och eng Méiglechkeet gewiescht.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...dat da maachen...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat sot Dir elo ganz...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...ass dat déi lescht Konsequenz...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech sinn do e bësse méi liberal,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...nom Wuerekuerf kënnt dat dann...

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...Här Bodry, wéi Dir an deem doten Dossier.

Dann och an der Fonction publique, ass mer de Moien opgefall an deenen Debatten, do hunn ech och net alles verstanen. Den Här Bodry huet hei, vëlleg zu Recht, de Moien erkläert, wat an deene leschten zéng Joer an der Fonction publique geschitt ass. Dem Här Bodry säi Virgänger, den Här Lux, an ech, mir haten, nodeem mer -den Här Biltgen an d'Madame Modert - en Accord fonnt hate mat der CGFP, gesot, dass dat jo alles schéin a gutt wier, mä mir géife mengen, aus Spuermoossname wier et net schlecht, wann deen Accord géif no hanne verréckelt ginn.

An d'Madame Modert an den Här Biltgen sinn do bei déi Gewerkschaft zréckgaangen aus dem ëffentlechen Déngscht a si sinn erëmkomm mat engem Accord, dee méi spéit géif ëmgesat ginn. An dat ass deen Accord, dee jo elo soll ëmgesat ginn! An den Här Bodry huet dat de Moie gutt erkläert, wat d'Fonction publique bäikritt huet. Ech weess awer elo net, wat de Regierungskurs ass oder de Majoritéitskurs ass. Den Här Bodry huet et esou erkläert...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir hunn Iech gesot, dat wär eng...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Berger...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...Majoritéitsdécisioun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Berger huet op enger anerer Plaz gesot, dass hien der Meenung wier, dass deen Accord an der Fonction publique net dierft kommen. Dofir wär et awer och elo do...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, neen, esou huet en et net gesot.

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wéi huet en... Ma da sot et nach eng Kéier, wéi Der et gesot hutt.

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- Question avec débat!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Also ech mengen, dass den Här Berger gesot hat, hie wier am Fong dergéint, mä dass am Fong déi nei Regierung dru gebonne wier, dat ëmzeänneren.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- D'Regierung steet zu deem, wat se am Regierungsaccord huet.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Okay. Aah, dann ass et...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Ech hu preziséiert awer, wat d'Meenung vum Fraktiounschef vun der DP ass.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, et ass net den DP-Wahlprogramm, mä et ass dat, wat d'Regierung virdrun ofgemaach huet. Okay. Dann ass dat och elo kloer.

(Interruption)

Majo dach, wann een eppes net versteet, freet een, Madame Loschetter. Dofir hat ech gefrot. An dofir hunn ech jo elo eng Äntwert kritt. Voilà!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir hunn Zäit!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dann och beim Sozialdialog. De Laurent Mosar huet scho virdrun zitéiert, wat an der Chambre de Commerce an hirer éischter Sitzung lass war, en huet d'Ried vum Här Schneider zitéiert. An ech liesen do: «L'UEL a peur pour le dialogue social». En Artikel haut am „Quotidien", wou se sech dann doriwwer opregen iwwert dat, wat mat der Mutualitéit hire Sue geschitt wier, déi am Fong ofgemaach waren am Statut unique, wat all Kéiers misst bezuelt ginn.

An ech weess och do aus sécherer Quell, dass de Finanzminister mat an där Tripartite derbäisouz, wéi mer de Statut unique agefouert hunn. Dofir wier et awer och elo interessant ze wëssen, wat dann elo do richteg ass: dat, wat d'Regierung seet, oder ob et esou ass, wéi d'UEL seet, dass d'Regierung déi Suen net wéilt bezuelen an domadder net zu deem steet, wat deemools ofgemaach gi war. Well et ass jo awer den Här Wurth, dee jo och scho virdru President war vun der Chambre de Commerce an och scho virvirdrun, deen dee Bréif geschriwwen huet. Et ass jo elo net een, deen nei am Job derbäi ass, mä een, dee scho laang Joren där Beruffschamber virsteet.

A wa mer schwätze vum Dialogue social, musse mer och schwätze vu Chômage. Mir musse schwätze vun deem, wat bei der Jugend geschitt ass. Do ass jo dat, wat vun der viregter Regierung schonn - an et war jo deeselwechten Aarbechtsminister wéi haut -, déi Jugendmesuren, déi schonn an d'Weeër geleet gi sinn, dat ass eng gutt Saach. Et ass wichteg, dass dat gräift.

Mä ech stelle mer awer och d'Fro, en anere Problem, dee sech stellt, ass dee vun eise Leit mat Behënnerung, déi ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, um Aarbechtsmaart ënnerdaach ze kommen. Wéi ass et mat deene Klauselen, déi et do gëtt am ëffentleche Secteur an am private Secteur, wann esou Leit misste mat ënnerstëtzt ginn an um Aarbechtsmaart agestallt ginn?

Misste mer net och do nach eng Kéier en Hoff maache fir och déi Leit - si haten eng Campagne gemaach: „Mir sinn net behënnert, mä mir gi behënnert" -, fir dass mer deenen all hëllefen an och do déi Akzenter setzen, fir dass si och eng Chance hunn um Aarbechtsmaart? Net nëmme bei deene Retarden, déi mer hu bei den Atelieren, wou mer wëssen, dass mer op deenen engen oder anere Reklassementer vun Terrainen houngen, bis mer kënnen déi Atelieren ëmsetzen, déi se brauchen, mä och, fir um fräie Marché hinnen d'Chance ze ginn, fir kënne mat derbäi ze sinn. Och dat ass e wichtege Spektrum.

An dann däerf ee jo och all déi net vergiessen, déi am Gros vun eisem Alter heibanne sinn, déi 45 plus, déi Al vun haut um Aarbechtsmaart, wou jo alleguerten déi, oder dat op alle Fall déi sinn, mat 45 plus, déi Schwieregkeeten hunn um Aarbechtsmaart, mä dass mer och do Akzenter setzen, fir och deene kënnen ze hëllefen, fir eng Aarbecht ze kréien. Well ech gleewen, dass den entscheedende Punkt deen ass, dass Mënschen déi Aarbecht hunn, also déi jonk Generatioun d'Chance huet, an domat och déi Jonk an déi Al an och déi mëttel Generatioun, duerch hir Aarbecht sech kënnen hiert Liewen ze ënnerhalen, dass dat et muss sinn, dat ideaalt Zil, wat mer ustriewen!

Dass jiddweree kann eleng duerch dat, wat e schafft, an duerch dat, wat en do kritt als Loun, als Géigeleeschtung, säi Liewen ënnerhalen, dat muss dat Zil sinn, wat mer uginn. A wann et wichteg ass bei deene Jonken, musse mer dat och maache fir déi 45 plus, fir och deenen

erëm eng Chance an eng Geleeënheet ze ginn, op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- En anere Punkt. Wa mer vun deene schwätzen, déi alles dat mat opgebaut hunn, do ass haut de Moien och scho geschwat ginn: d'Fleegeversécherung. Mir wëssen, dass mer bei der Fleegeversécherung Saache mussen änneren. D'Fleegeversécherung ass finanziell op engem Punkt ukomm, dass mer mussen driwwer nodenken, wéi et weidergeet. Haut de Moien huet e Riedner hei gesot, dat dierft een och am Zesummenhang mam Spidolsplang gesinn. A wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, dat war den Här Bodry.

An da muss ee sech och d'Fro stellen, wéi mer dat maache bei deem Spidolsplang, bei där Fleegeversécherung, bei der Altersversuergung generell. Well et ka jo elo net sinn, dass mer aus engem Dëppen d'Ausgaben an dat anert Dëppe verlageren. Heescht dat, dass eppes geschitt bei de Cotisatiounen? Heescht dat, dass eppes geschitt bei de Prestatiounen, déi de Moment ugebuede ginn? Oder wat fir ee Wee geet dat?

Ech weess, dass de fréiere Gesondheetsminister an de fréiere Familljeminister zesummesouzen, fir genau doriwwer ze schwätzen, dass et net dozou ka féieren, dass déi Leeschtungen, déi net méi kënne vun der Fleegeversécherung bezuelt ginn, dass déi duerno géifen iwwert den Departement aus der Famille falen, nämlech de Fonds national de solidarité, dass deen da misst fir déi Saachen alleguerten opkommen. Well da maache mer, wat dat Finanziellt ubelaangt, maache mer als Stat... Dann ass zwar deen ee Ministère da besser drun, mä de Käschtepunkt, ënnert dem Stréch, fir de Budget, ass net datselwecht. An dat däerf een alles an deenen Diskussiounen ëm d'Fleegeversécherung an de Spidolsplang net vergiessen.

Mä mir sinn deene Leit, déi haut an der Fleeg sinn, mir sinn eisen eelere Leit dat schëlleg! Fir dat, wat si gemaach hu fir eis, fir dass dat Land haut do steet, wou et haut ass, si mir och hinnen et schëlleg, dass si e mënschewierdegt Liewen hunn an dass mer och déi Diskussioun kloer a sachlech féieren an net einfach soen, dat eent gëtt ewechgeholl an dat anert gëtt gemaach.

Dofir geet et net duer, fir Fleegeversécherung a Spidolsplang ze kucken, do muss een och da schwätze vun den Altersheimsbetter an do muss een och schwätze vun deem, wéi d'Subventionnementer gemaach ginn duerno, wat iwwert de Fonds national de solidarité bezuelt gëtt an iwwer alleguerten déi Büroen, déi an de jeeweilege Gemenge sinn. Well soss hu mer eis selwer belunn, an dat wier och net propper! Dann ass et besser, e bësse méi laang ze waarden an esou eng Reform ze maachen, déi sech och gewäsch huet!

A wann ech dat soe vun eiser Vergaangenheet, vun deene Leit, deem Merci, dee mer deene schëlleg sinn, do war ech dach awer och verwonnert: Mir ginn an engem Mount wielen, virun honnert Joer huet e Weltkrich ugefaangen, et war deen Éischte Weltkrich, an do sollt eng Ausstellung kommen. An ech weess, dass eng aner Oppositiounspartei en Amendement proposéiert hat, fir dass mer dat kéinten am Budget awer mat eranhuelen, fir dass déi Ausstellung och kéint stattfannen, an deen Amendement ass vun der Majoritéit ofgelehnt ginn. Ech war do e bëssen iwwerrascht, well ech awer der Meenung war, dass et wichteg wier, dass mer, historesch gesinn, och un dat Evenement vun 1914 erënneren, well dat war den Éischte Weltkrich, an dass et awer scho komesch schéngt, wann an all den Nopeschlänner doriwwer geschwat gëtt a just bei eis soe mer einfach: Mir hunn net déi Suen, fir déi Ausstellung ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, en Amendement louch vir, d'Majoritéit wollt en net. Ech bedaueren dat, ech fannen dat net gutt. Ech mengen, dass et wichteg gewiescht wier, dass mer och um honnertste Joresdag vun deem Evenement doru geduecht hätten. Well mer jo och wëssen, wat duerno geschitt ass 1917. A wa mer elo Russland an d'Ukrain-Kris kucken, wier et och do vläicht historesch gutt gewiescht, wa mer do emol verschidde Leit och un alles dat erënnert hätten, wat dat duerno alles mat sech bruecht huet.

Nëmme wa mer eng vertrauensvoll Politik hunn a Verlässlechkeet hunn, dann ass et och sécher, dass d'Leit an Zukunft zu Lëtzebuerg wäerten investéieren. Dat gëllt fir auslännescht Kapital, dat gëllt fir inlännescht Kapital. An et sinn déi Invester, déi mer brauchen. Dofir, géif ech fannen, wier et besser, wa mer mat méi konkrete Saache géifen heibannen diskutéieren.

Den Här Gibéryen seet ëmmer, nom 25. Mee kéime se. Ech huelen un, dass dat konkret jo awer kënnt, wann deen neie Budget, dee vun der neier Generatioun, do ass, dass mer dann op alle Fall wëssen, konkret, wou et higeet. Well ech hu schonn eng Kéier gesot: Gambia huet sech d'Lat ganz héich geluecht, mä ech hoffen, dass et net ass, fir ënnendrënner erduerchzelafen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Finanzminister wann ech gelift.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, léif Regierungskolleegen, et ass jo traditionell, dass de Minister dann zum Schluss zu deene ganz ville Froen oder Kommentaren, déi gemaach gi sinn, Stellung hélt. Ech muss soen - fir mech ass dat jo déi éischte Kéier, wou ech deen Exercice hei in extenso matmaachen -, dass ech haaptsächlech iwwerrascht sinn, wéi vill Froe gestallt gi sinn. Et si Froen op Froe gewiescht an dann nach Froen, déi hannerfrot hunn. An dat huet mech haaptsächlech bei der Haaptoppositiounspartei iwwerrascht, well déi war jo esou laang un den Affären, dass et mech wonnert, dass se eis déi Froe stellt, well si huet sech och missen déi Froe wahrscheinlech selwer stellen.

Et ass dann och schwéier, fir an den éischte fënnef Méint op all déi Froen ze äntwerten an direkt dee ganze Programm dohinnerzeleeën, wéi een dat am Detail géif maachen. Et ass jo „ein Ding der Unmöglichkeit". Mä ech wäert natierlech op wichteg Saachen, zu deenen Der Froe gestallt hutt, äntwerten.

Ech hunn awer och eng Rëtsch positiv Saache wëllen aus deem Débat hei enthuelen. Dat ass Folgendes: Ech mengen, dass mer e grousse Konsensus ronderëm dës Bänken hunn, fir unzëerkennen, dass mer an enger schwiereger Situatioun sinn an dass musse strukturell Reforme gemaach ginn. Op jidde Fall hunn ech dat beim Här Wiseler ganz kloer erkannt, bei enger Persoun, bei e puer aneren e bësse manner. A beim Här Gibéryen a beim Här Turpel, muss ech soen, hunn ech déi Convergence de vue net gesinn. Mä grosso modo hunn ech se awer bei der CSV gesinn. An doriwwer freeën ech mech, well déi strukturell Reformen, déi mer musse maachen, déi gi schwéier. An d'autant mieux ass et, wa mer eis eens sinn, dass der musse gemaach ginn.

Do wou mer eis och, mengen ech, relativ eens sinn, dat ass, dass d'Verschëldung séier an d'Luucht gaangen ass vum Lëtzebuerger Stat. Jo, richteg, mir sinn eent vun deenen am mannste verschëllte Länner an Europa. Mä ech mengen, mir sinn eis och all eens, dass e klengt Land manner Marge de manœuvre huet wéi e grousst. A mir hunn eis déi Grenz vun 30% als nei Regierung selwer ginn. Ech mengen och, dass d'Haaptoppositiounspartei déi Grenz als eng wichteg och ugesäit. An ech mengen, den Här Wiseler huet dat och kloer gesot, dass déi zwee Ziler sinn, déi mer eis ginn hunn, den Objectif de moyen terme anzehale vun 0,5% bis 2018 an dass mer déi 30% Plaffong net sollen iwwerschreiden. Dat ass eng gutt Saach.

Iwwert d'Konjunktur ass de Moie vill geschwat ginn, de Mëtte vill manner. Och do hunn ech erkannt, dass mer op d'mannst, och wat den Här Wiseler ubelaangt, konvergéiere mat deem, wat d'Regierung en fait seet. Dat ass, dass déi Prognosen, déi am Pacte de stabilité drageschriwwe sinn, dass déi optimistesch sinn. An dat ass nun eemol esou. Gott sei Dank si se ganz positiv a relativ héich. Mä et ass net d'Regierung, déi déi Prognose geschriwwen oder erfonnt huet. Si stame vum Statec. An de Statec ass eng onofhängeg Institutioun. A wann de Statec déi doten Zifferen erausfënnt no Methodologien, déi och vu Bréissel kontrolléiert ginn, da muss ee mat deenen Zifferen eens ginn.

Ech sinn awer och d'accord, an ech hunn dat a menger Ried gëschter gesot: Mir mussen déi Situatioun permanent monitoren! Dat ass och déi eenzeg Äntwert op déi Problematik. Well et huet kee Wäert, dass mer eis een deen anere wëllen iwwerzeegen, ob se ze vill optimistesch oder pessimistesch sinn. Mir monitoren dat, an dat wäerte mer all zesumme maachen op Basis vun Zifferen, géif ech mengen, déi net ze vill a Fro kënne gestallt ginn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Elo kommen ech op mäin zweeten Deel, dat ass, e bëssen iwwert d'Spuermesuren ze schwätzen, déi jo vu villen Orateuren ugeschwat gi sinn, an dann e puer generell Remarquen zum Budget.

Et huet mer e bësse wéigedoen, muss ech soen, dass een Orateur, den Här Gibéryen, fir en ze nennen, onbedéngt wollt dee Saz, dass de Stat bei sech spuert, falsch verstoen an onbedéngt wollt deem e Sënn ginn, deen et net huet. Wann de Stat seet, dass en iwwer seng Moyene lieft, da mengt de Stat sech selwer. Dann ass dat a kenger Hinsicht eng Kritik oder e Jugement iwwert d'Leit, déi am Lëtzebuerger Land liewen. Fir dann d'Parallell ze maachen, dass et vill Chômeuren zu Lëtzebuerg gëtt, fir dann ze soen, dass dee Saz kee Sënn mécht - ech kann dat net novollzéien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An ech fannen et och wierklech schockant, dass een dee Mélange do wëllt an d'Käpp vun de Leit bréngen.

(Interruptions)

Jo, dat fannen ech wierklech net gutt!

(Interruption)

Ech wollt dat als éischt Remarque maachen.

Ech mengen, dës Regierung brauch sech net ze schummen, dass se gesot huet, dass se bei sech selwer géif spueren. Si huet jo och schliisslech den Équilibre budgétaire an d'Objektiver vu Bréissel agehalen, andeem se nëmmen dat gemaach huet. Si huet nëmme bei sech gespuert a si huet keng Taxen an d'Luucht gesat! Ma dat ass e remarquabelt Resultat!

Wéi hu mer da gespuert? Dat ass jo bekannt: Frais de fonctionnement. Do sinn eng Rëtsch Kritiken opkomm, ënner anerem déi iwwert d'Transparenz. Dofir hunn ech Iech dat Dokument matbruecht, fir Iech et ze weisen, wat mer elo der Cofibu virun dräi Deeg ginn hunn. Ech hu mer verséchere gelooss vun der IGF, ob dat da wouer ass, wat ech Iech elo soen: Esou en déckt Dokument ass nach ni verdeelt ginn. Ech sinn awer ganz frou, dass et verdeelt ginn ass, well da kann een op de Millimeter genau kontrolléieren, wou mer dann déi ronn 50 Milliioune Fonctionnementskäschte gespuert hunn.

Ech géif gären och… Et ass vill gesot ginn, dass mer - ech versichen, op d'Froen ze äntwerten, déi gestallt gi sinn -, dass de Spuereffort zwar gemaach gi wier, mä dass e groussen Deel an den Établissements publics gemaach gi wier an anzwousch anescht, an en fait bei de Ministèren e bësse manner.

Ben, ech soen Iech, mir mussen no de Bréisseler Regelen an nom Bon sens alleguerten déi Plazen, wou de Stat d'Soen huet, mat an de Perimeter eranhuelen. Firwat solle mer dann do eng Distinctioun maachen? Firwat soll dann en Établissement public net un de Fonctionnementskäschte spueren, wann de Rescht vum Stat spuert? Ech gesinn do iwwerhaapt kee Problem.

A wann da gesot gëtt, dass déi Institutiounen oder Associatiounen, déi och hu misse matspueren, net genuch consultéiert gi sinn, da soen ech Iech: Wann dat deen eenzege Reproche ass, deen ee wëllt maachen, ma da maacht en!

Mä kommt awer, mir iwwerleeën emol, wat hei geschitt ass: Mir hu keng Prélèvementer bei de Ménagë gemaach. Mir hu keng Taxen an d'Luucht gesat. Mir hu keng Prestation-socialen touchéiert. Mir hunn näischt bei der Protektioun vun de Chômeure gemaach. Mir hunn dach am Fong geholl alles gelooss, wéi et ass, a mir hu bei ons selwer gespuert. An da kréie mer reprochéiert, dass mer net genuch Dialog gemaach hunn. Ech fannen, dat ass net ganz kredibel.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- A well d'Madame Maggy Nagel, d'Ministerin vun der Kultur, déi ganz Zäit nieft mir souz a well gesot ginn ass, mir géifen net genuch Dialog maachen: Si huet mer am Laf vum Mëtteg gesot, si hätt bal 30 Vertrieder vun Associatiounen an Institutioune gesinn, fir justement iwwer all déi Saachen ze schwätzen. Also, ech kann Iech soen: D'Ministere fleegen den Dialog.

Den zweete Punkt: den Investissement. Do ass zu Recht gesot ginn, dass d'Investissementen eng ganz wichteg Saach sinn an dass do am Fong geholl net soll gespuert ginn, well een doduerch natierlech d'Land net weider moderniséiert an d'Land net genuch ukuerbelt an en fait de Géigendeel vun deem erreecht, wat ee wëllt, dat heescht d'Wirtschaft relancéieren.

Nu stellen ech awer fest, dass am Spuerpak, deen déi viregt Regierung gemaach huet, och op den Investissemente gespuert ginn ass, an zwar waren do 30% vum Spuereffort an den Investissementen, mä vu dass den Ajustement bestanen huet a 57% Reduktioun vun Dépensen an 43% Augmentatioun vun den Taxen an de Recetten, wann een dann déi 30% par rapport zu deene 57% kuckt, dann ass och méi wéi d'Halschent vum Spuereffort an de Mesurë vun der viregter Regierung komm vun enger Reduktioun vun Investissementen. Dir hutt also Ähnleches gemaach wéi dat, wat mir gemaach hunn.

Une voix.- Dir maacht jo alles anescht.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, mä ech wëll just soen, dass mer do op Äre Spure waren. Mä dat ass jo och fir 2014, wéi ech a menger Ried och explizéiert hat, mir maache jo och nëmmen Décalagen dës Kéier. Déi prinzipiell Saachen hu mer, wat d'Investissementen ubelaangt, an dëser kuerzer Zäit net wëlle maachen.

An da last but not least zu den Investissementen: D'lescht Joer si vun der viregter Regierung en fait 1,5 Milliarden Euro investéiert ginn, en réalité ass dat manner wéi dat, wat ee sech zum Zil gesat hat. A wa mir eist Zil erreechen, wat ech hoffen, da misste mir jo 1,6 Milliarden 2014 ausginn, dann hu mer also net manner investéiert, mä méi. Mä dat gesi mer dann zum Schluss vum Joer.

Iwwert d'Ressources humaines muss ech soen, dass ech d'Demonstratioun vum Här Wiseler ganz gutt fonnt hunn an dass och déi Zifferen, déi e genannt huet, mech iwwerrascht hunn, well ech se net esou gutt kannt hunn, muss ech soen. An da soen ech mer, dass dann déi viregt Regierung op d'mannst 2013, wat d'Aspuere vum Personal ubelaangt beim Stat, en fait dann de Wee opgemaach huet an dass mir dann an därselwechter Linn 2014 virufueren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, d'Chiffere koume just an deem décke Pak, deen Der virdru gewisen hutt, do sti se dran.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Just, fir Iech zur Informatioun ze soen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Do sti se dran, jo.

(Brouhaha)

Zu de Bourssen ass en fait net ganz vill geschwat ginn haut de Moien, e bësse méi de Mëtten. Ech wëll nach eng Kéier insistéieren, dass dat eng strukturell Method ass. Vu dass awer e puer Orateuren de Mëtten driwwer geschwat hunn, fir ze fannen, dass de Minister Meisch net genuch dialogéiert hätt, fir déi Reformen ze maachen; ech muss soen: Hien huet a kuerzer Zäit do e ganz gudde Projet hikritt, mat deem mer net nëmme spueren, mä och sozial selektiv ginn. Ech weess net, wéi gutt déi viregt Regierung mat de Studenten dialogéiert huet, fir déi Mesuren do ze maachen. Mä ech muss soen, d'Endresultat, wat komm ass, war net selektiv a war net ze bezuelen!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Elo méi generell Punkten. Ech mengen, mir hunn hei ronderëm den Dësch bal e Konsensus - bal e Konsensus -, wat d'Nécessitéit ass, fir d'TVA 2015 an d'Luucht ze setzen. Et war jo och vun der gréisster Partei gesot ginn, virun de Wahlen, dass dat misst geschéien. Déi Erkenntnis ass elo gedeelt, mengen ech, vun deenen dräi Regierungsparteien. Dat heescht, mir gesinn alleguerten an, dass dat doten dee beschte Wee ass, fir dem Ewechfale vum Commerce électronique entgéintzehalen a fir e Package ze hunn, deen équilibréiert ass zwësche Recetten an Dépensen.

Ech mengen och net, dass et räsonabel ass, wat den Här Gibéryen gesot huet, dass dat eng ongerecht Steier ass, well wann dat esou eng ongerecht Steier wier, da géif et déi net iwwerall an Europa ginn an dann hätt een net e Konsensus hei, fir dass ee mat där TVA hei soll schaffen an déi raisonnablement an d'Luucht setzen. A wéi gewosst bleift se jo nach ëmmer déi niddregst an Europa.

Ech wäert och par ailleurs elo net méi iwwert d'TVA schwätzen, well mir kréie jo eng Kéier e Gesetzesprojet iwwert d'TVA, wou mer iwwer alleguerten déi Aspecten, déi sech do stellen, kënnen amplement schwätzen. Dofir wëll ech dat elo net hei maachen, well en fait, déi TVA-Augmentatioun huet null Impakt op de Budget 2014! Dofir brauche mer dat elo net hei ze maachen.

Et ass eng Fro gestallt ginn iwwert d'Akzisen: vun 3,75 op 4,75 erop. Ech mengen, do ass e Compréhensiounsfeeler. Et ass net, dass d'Akzisen do eropginn, et ass de Pourcentage vum Biocarburant, deen eropgeet. Dofir huet dat keen Effet op d'Akzisen.

(Interruptions)

Meng Konklusioun ass also, wat elo déi méi generell Saache vum Budget ubelaangt, dass dës Regierung den Ajustement fäerdegbruecht huet, ouni - ouni! - Taxen an d'Luucht ze setzen. An dat ass e relativ groussen Ënnerscheed mat dem Ajustement, deen déi viregt Regierung 2012 an 2013 gemaach huet!

Nun zu verschiddene Kommentaren, déi gemaach gi sinn. Fir d'Éischt emol hate mer vill Orateure vun der CSV, an zwar véier Stéck. Ech stelle fest, mir hunn do eng Fraktioun, zwee Bezierker a véier Meenungen! Well ech kréien déi Saachen net conciliéiert, déi all do gesot gi sinn.

Zum Éischten den Här Wiseler, fir mat him unzefänken, deen de Moie laang geschwat huet, deen eng relativ, géif ech soen, nüchtern a sober Analys vun der Situatioun gemaach huet an och dee war, deen am meeschten insistéiert huet, dass mer Réformes structurelles solle maachen, wat ech och begréissen.

Op där anerer Säit, wann ech den Här Spautz héieren, da sot en: Well 2013 d'Finanze positiv waren, war alles an der Rei.

Jo, déi zwou Saache sinn net ganz kompatibel!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat hunn ech net gesot!

Une voix.- Dir misst vläicht e bësse méi nuancéieren, Här Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo. Den zweete Punkt…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir däerft de Leit awer och näischt an de Mond leeën, wat se net gesot hunn!

(Interruptions)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Zweete Punkt, den zweete Punkt zu deem: Den Här Roth huet vill Froe gestallt iwwert d'Steierreform. Jo, déi Steierreform, déi steet am Regierungsprogramm - déi kënnt net an deenen nächste fënnef Minutten! Dat ass e ganz schwéieren Exercice. All d'Experte soen engem, dass eng generell Steierreform tëschent 18 a 24 Méint Preparatioun brauch. Dofir wäert ech haut zu all deene Froen, déi Der doriwwer gestallt hutt, net kënnen eng Äntwert ginn. An ech mengen, dass Dir, oder dass Är Partei jo weess, wéi schwéier dat ass, an och dee Chantier net schéngt an Ugréff geholl ze hunn.

Den Här Gibéryen huet en fait alleguerten d'Propositioune vu Spuermesuren, déi am Projet de loi drastinn, all kritiséiert. Et ass net eng stoe bliwwen, déi seng Indulgence kritt hätt. An ech muss soen, ech verstinn net, wéi ee kann en Assainissement vum Budget maachen, andeem ee keng Spuermesure a keng Erhéijung vun de Steieren akzeptéiert. Mir sinn op jidde Fall Är konkret Propositiounen net an d'Ae gestach, mä vläicht verstinn ech déi eng Kéier an der Zukunft.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Liest eise Wahlprogramm!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Voilà.

(Brouhaha et hilarité)

Dem Här Turpel géif ech gären... Deen ass jo esou onzefridden, dass mir zefridde sinn an der Regierung, dass mir d'Bréisseler Kritären anhalen. Ech soen Iech, ech si frou, dass mer se anhalen. Ech wéilt mer d'Liewen net virstellen, wa mer dat net géife maachen. A mir halen déi Kritären an, net, fir Bréissel eng Freed ze maachen, mä mir hale se an, well mer Spillraum fir eis Finances publiques brauchen, fir dass mer kënnen eis Ekonomie entwéckelen, fir dass mer kënnen eist soziaalt Netz finanzéieren a fir dass mer kënnen an eis Infrastrukturen investéieren.

Dem Här Kartheiser wollt ech kuerz soen, dass en eng Rëtsch Problemer - oh, Problemer, Sujeten - abordéiert huet, déi alleguerten iwwerhaapt net am Budget 2014 en Impakt hunn. Dofir kann ech elo net vill drop äntwerten. Et ass awer kloer, dass vläicht déi eng oder déi aner Fro, déi e gestallt huet, en Impakt kéint hunn op Décisiounen, déi d'Regierung am Laf vum Joer hélt an hirem Spuerpak. Mä déi Mesurë si jo och nach net ausgeschafft. Mä mir wäerten dann déi Froen natierlech am Kapp behalen.

Wat dem Här Mosar seng Froen ubelaangt: Perte de compétitivité, huet Lëtzebuerg Kompetitivitéit verluer? Do ass d'Äntwert ganz kloer: Jo! An zwar säit Joren, a ganz vill! An ech wëll do net der viregter Regierung - wéi soll ech soen? - elo e grousse Fanger maachen. Et kéint een dat elo soen, dass et der Regierung hir Schold ass. Mä ech mengen, mir sinn do duerch eng Period gaange vu fënnef Joer, déi extrem schwéier war. An et ass normal, dass, wa mer an deene fënnef Joer vun 2008 bis 2013 keng Croissance haten, dann ass et normal, dass eis Produktivitéit erofgaangen ass.

An och do, ech kucken op den Här Roth, deen huet mer Reprochë gemaach, dass ech net unerkannt hätt, dass déi Period 2008-2013 eng speziell gewiescht wier. Dach, ech hat dat a menger Ried gesot. An ech mengen net, dass ech där Saach net Rechnung gedroen hunn.

Et ass richteg, dass ee muss eng antizyklesch Politik maachen, wann een an enger schwéierer Situatioun ass, wéi dat 2008 an 2009 de Fall war. Do, wou eis Analyse wahrscheinlech divergéieren, dat ass eben iwwert d'Längt vun der Period, wou een eng antizyklesch Politik mécht.

Mä et ass kloer, dass mer e Kompetitivitéitsproblem hunn zu Lëtzebuerg. An dee musse mer ugoen. An dat ass och eng Saach, déi dës Regierung sech zu Häerz hélt.

Zu enger anerer wichteger Fro, déi méi fiskalescher Natur ass, huelen ech Stellung, wat ech soss net gemaach hätt, well et dann och d'actualité ass. Dat ass d'Fro vum Här Mosar iwwert d'Rulingen. Et ass esou, dass mer an där Diskussioun iwwert d'Rulingen, dass do säit Jore gemauschelt gëtt, dass mer wëssen, dass do den Drock ëmmer méi grouss gëtt. Ech hunn och, säitdeem ech Minister sinn, Instruktioune ginn, fir dass mer déi Rulingen e bësse besser kategoriséieren. An dat ass och geschitt. Mä et ass also eng intern Aarbecht. Ech wëll Iech dat awer just soen, dass mer dat gemaach hunn.

An Dir wësst, dass mer virun engem Mount eng Injonctioun vun der Kommissioun kruten, fir masseg Informatiounen an deem Domän op Bréissel ze schécken. An d'Lëtzebuerger Regierung huet décidéiert, déi Injonctiounen unzefechten. Dat ass haut geschitt, virun e puer Stonnen. De Communiqué kënnt elo an dëse Stonnen eraus oder ass an dëse Minutten eraus.

Ech fannen, dat ass eng gutt Geleeënheet, fir esou e wichtege Sujet awer hei an der Chamber ze évoquéieren. Mir hunn eis dat laang iwwerluecht als Regierung a mir hu fonnt, dass d'Kommissioun eis éischtens emol net gerecht behandelt par rapport zu aneren États membres, Punkt Nummer eent, an zweetens, dass mer Informatioune gefrot ginn, déi extrem breet sinn an extrem generell. Am Jargon vu Bréissel gëtt dat eng „fishing expedition" genannt.

Mäi Virgänger, de Luc Frieden, hat oft mat deenen „fishing expeditions" ze dinn, net nëmmen am Kontext „ruling", och mat den Échanges d'informations sur demande an esou weider. Et ass also e Sujet, dee regelméisseg erëmkënnt. An d'Regierung huet fonnt, dass een hei misst résistéieren, well mer mengen, dass mer den Droit op eiser Säit hunn. D'Kommissioun kann net an engem Domän, deen Aide d'État ass - mir sinn hei an engem spezifesche Raum - generell Informatioune froen.

Wat sech och dohannert verstoppt, an dat ass Iech bestëmmt och alleguerte wichteg, dat ass, dass fiskalesch Froe jo wierklech de Kär si vun de Kompetenze vun de Staten. Dofir ass och an deem Domän ëmmer Unanimitéit gefrot. A wa mer hei déi Injonctioun net ugefecht hätten, mengen ech, hätte mer deene Rechter, déi mer hunn am Domän vun der Fiskalitéit, wahrscheinlech net Rechnung gedroen.

Bon, aus all deene Grënn hu mer déi Injonctioun dann haut ugefecht an e Recours en annulation gemaach fir den „ruling" an och en fait fir déi Injonctiounen an der Propriété intellectuelle, et ware jo zwou verschiddener, esou dass dat eng Äntwert ass op Är Fro.

Eng aner Fro vum Deputéierte Mosar war iwwert den Échange d'informations an de Lien mat dem Échange automatique an déi verschidde Standarden. Mir verteidegen zu Bréissel ganz kloer, a mir hunn dat och an de Konklusioune vum Conseil vum Mäerz aktéiert kritt, dass et am Intérêt ass vun all Mënsch, dat heescht: am Intérêt vun der EU, vun den États membres, vun den Institutions européennes, vun de Banken a vun de Clienten, dass net eng Multiplikatioun vun de Standarde soll existéieren.

De Premierminister huet sech wierklech geschloe fir dat, dass dat soll an d'Konklusioune kommen. Ech hat datselwecht iwwregens am ECOFIN gemaach. An déi Diskussioun, déi geet elo monter weider a si evoluéiert och relativ séier, well vill États membres jo déiselwecht Problemer hu wéi mir an net wëllen, dass ee muss zweemol investéieren an Informatik, esou dass ech mengen, dass mer hei eng relativ kohärent Positioun hunn zu Lëtzebuerg vun alle Stakeholderen, ob dat elo Majoritéit, Oppositioun ass oder ob dat elo d'Acteure vun der Finanzplaz sinn.

Et ass och d'Positioun évidemment vun der Schwäiz a vun Éisträich, mä awer och vun enger Rëtsch anere Länner an der EU.

Voilà, ech mengen, dat wieren e bësse méi prezis Kommentaren zu deene Froen, déi gestallt gi sinn oder zu de Reaktiounen. Ech géif gären ofschléissen, andeem ech an d'Zukunft kucken, iwwert de Budget de nouvelle génération, iwwert deen och ganz vill geschwat ginn ass. Ech muss soen, et mécht mer vill Freed, dass ech konnt feststellen, dass e Wëllen do ass bei alle Parteien, fir dee grousse Chantier unzegoen. Et ass mat Humor drop higewise ginn, dass et eng Herkulesaarbecht ass. Ech hunn net gesot, dass ech den Herkules sinn. Ech hu gesot, dass d'Aarbecht eng herkulesaarteg ass. An ech si frou, wann alleguerten d'Parteie wëllen déi Reform mat begleeden. An et ass en fait d'Missioun vum Parlament, fir déi Missioun mat ze begleeden.

Richtegerweis ass ënnerstrach ginn, wéi ech dat och a menger Ried gëschter gesot hat, dass dat an anere Länner, déi dat ëmgesat hunn, ganz vill Jore gedauert huet. Ech hoffen an ech mengen, ech sinn och iwwerzeegt, dass mir dat zu Lëtzebuerg e bësse méi séier kënne maachen, mä et ass eng Aarbecht, déi iwwer Jore sech streckt.

An doduerch, dass mer dat maachen, mengen ech, leeschte mer deenen neie Generatiounen e gudden Déngscht. An och do konnt ech mam Här Gibéryen senger Ofschlossremarque net gutt liewen, wou e gesot huet, dass mer net wéilten..., dass eigentlech dëse Budget, den 2014er, an dann déi, déi kommen, net fir déi nächst Generatioune gutt wieren. Ech mengen, dass et besser ass, dass ee gesond Statsfinanzen huet, fir dass déi nächst Generatioun och kann hir Zukunft plangen, wéi dass ee seng aktuell Ressourcë verplangt an ausgëtt, esou dass déi nächst Generatioun keng Sue méi huet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech hunn och festgestallt, dass mer op engem Sujet, dee mir ganz no um Häerz läit, e richtege Konsensus hei hunn. An ech hoffen, mir kënnen dat elo relativ séier exploitéieren. Dat ass de Sujet vum Fonds souverain, wou vun alle Säiten d'Iddi guttgeheescht ginn ass, dass ee misst déi Recetten, déi provisoresch sinn, vun deenen ee weess, dass se à terme verschwannen oder méi kleng ginn, dass een en Deel vun deene Ressourcen an e Fong soll setzen. Elo kann een dee Fonds souverain nennen, et kann een en anescht nennen, mä vill Orateure vun den dräi Regierungsparteien, awer och vun der CSV hunn dat ënnerstrach. Ech muss soen, ech huelen dat mat heem als eng exzellent Noriicht, als eng vun den Iddien, déi mer mussen an de Budget de nouvelle génération mat eranhuelen.

An dës lescht Iddi ass en fait vläicht en Ustousspunkt oder exemplaresch fir dat, wat mer vläicht méi oft kënnen hei an der Chamber zesumme maachen, dat ass, wierklech Iddie mateneen austauschen, well déi Réformes structurelles, déi mer mussen iwwert déi nächst véier Joer maachen, fir den Objectif de moyen terme anzehalen, dat gëtt schwéier Décisiounen. Mir ginn eis bestëmmt net ëmmer eens iwwert den „Wéi", mä mir kéinten eis awer vläicht eens ginn, wou mer den Unhaltspunkt wëllen huelen a wat fir eng vun all deene Mesurë vläicht déi sinn, bei deene mer am mannste wäit vuneneen ewech sinn.

Also, ech soen Iech dat, wéi ech et spieren: Wa mer dat dote fäerdegbrénge, dann hätte mer eisem Land vill gedéngt. Well, wéi den Alex Bodry dat gutt gesot huet a senge Schlussremarquen: Den Intérêt, fir d'Statsfinanzen ze sanéieren a fir déi Strukturreformen ze maachen, dat ass net den Intérêt vun dëser Regierung, dat ass den Intérêt vum ganze Land!

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Finanzminister, dem Pierre Gramegna. Ech hunn zwou Wuertmeldungen. Vläicht fir ze preziséieren, ëm wat dass et geet, Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Parole après ministre.

M. le Président.- Parole après ministre. An den Här Turpel och. Dann huet den Här Gibéryen als Éischten d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll mech ganz kuerzfaasse bei der Parole après ministre, fir e puer Saachen, déi den Här Finanzminister elo gesot huet, awer vu menger Säit aus kloerzestellen.

Dat Éischt war dat, wat ech gesot hunn: Wa mer iwwer eis Verhältnisser liewen - wat d'Regierung gëschter hei gesot huet -, dozou hunn ech hei de Mëtte gesot, ech hu vun deene 25.000 Chômeure geschwat, ech hu vun deene Leit um Mindestloun geschwat, vun den RMG-Bezéier a vun deene Leit, déi no un der Aarmutsgrenz oder ënnert der Aarmutsgrenz leien. An ech hu gesot: Wann d'Regierung dat gesot huet, datt dat d'Meenung wier, datt d'Regierung iwwer hir Verhältnisser oder de Stat iwwer seng Verhältnisser gelieft huet.

Dat hunn ech de Mëtten…

(Interruption)

Dat hunn ech hei gesot. An ech hu gesot, datt ech hoffen, datt, wann déi Strukturreforme kommen, datt dann déi Leit, déi ech virdru genannt hunn, datt déi dann net vun deene Moossname géife getraff ginn. Dat war dat, wat ech de Mëtten hei gesot hunn.

Zweetens, d'TVA: Do huet den Här Minister gesot, „ongerecht" hätt ech gesot. Ech hu vun enger „onsozialer" Steier geschwat. An ech hu gesot, datt déi dräi Regierungsparteie virun de Wahle vun enger TVA-Erhéijung geschwat hunn, datt dat eng onsozial Steier wier - virun allem d'DP an déi gréng. An ech hu gesot, datt d'DP an hirem Wahlprogramm stoen huet, datt eng Steiererhéijung fir si eréischt géif a Fro kommen no allen anere Moossnamen, wann déi geholl gi wieren, an datt dat elo déi éischt Steier wier, déi géif gehéicht ginn, an déi éischt konkret Ausso vun der Regierung wier.

Drëttens, Dir hutt gesot vun „gesonde Statsfinanzen", ech sinn haut net am Detail op gesond Statsfinanzen agaangen. Mä déi Kolleegen, déi an der Vergaangenheet heibanne waren, wëssen, datt ech permanent ëmmer d'Statsfinanzen analyséiert hunn an ëmmer gesot hunn: „Mir brauchen net Bréissel, déi eis soen, datt mer musse gesond Statsfinanzen hunn!" Mir hunn an eisem ureegenen Interessi en Intérêt drun, datt mer gesond Statsfinanzen hunn, opgrond vun de kommende Generatiounen.

An ech hunn och ëmmer drop higewisen, wa mer Scholde maachen am Land, datt mer déi iergendwann eng Kéier mussen zréckbezuelen an datt mer elo an deen Zyklus erakommen. An der leschter Legislaturperiod hate mer dat schonn d'lescht Joer mat deenen zwou Milliarden. An ech mengen, vun 2016 u kënnt praktesch all Joers een Emprunt à échéance, deen da muss remboursëiert ginn.

Ech hunn ëmmer drop higewisen a mir hunn och als Partei kloer gesot, datt mer net Bréissel brauchen, déi soen, mir missten eng Scholdespär an eis Verfassung setzen oder an e Gesetz maachen, mä datt et an eisem ureegenen Interessi ass, datt mer keng Statsverschëldung maachen. An dat ass elo net nei vun dëser Regierung, och an der leschter Legislaturperiod bestoung heibannen e Konsens ënnert de Parteien, datt et fir e Land wéi Lëtzebuerg wichteg wier, datt mer net géifen iwwert déi 30% Statsverschëldung erausgoen.

Dir hutt gesot, ech hätt keng Spuervirschléi gemaach vun eiser Säit. Ech hu gesot: „Ech verweisen do op eise Wahlprogramm." Wann awer gären ee se direkt hätt, ech hu se bei mer. Et si fënnef Säiten, mä ech erspueren Iech, déi elo am Detail virzedroen.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Dann huet d'Wuert den Här Justin Turpel.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Weist se emol eng Kéier kuerz heihinner.

(Interruptions)

M. le Président.- Da gitt mir se vläicht, Här Gibéryen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et ass awer déck geschriwwen. Et ass déck geschriwwen, sot!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bodry, et si se effektiv.

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Den Här Turpel huet d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci. Ech maachen et vun hei aus, well ech maachen et kuerz. Ech hat dem Minister zwou Froe gestallt, déi ech vläicht nach eng Kéier wëll preziséieren, fir ze kucken, wéi hien déi ka beäntwerten. Déi éischt, dat war déi beim Logement, datt just déi éischt Wunneng soll e bëllegen Zënssaz hunn an déi aner sollen op 17% gesat ginn, wouriwwer vill Diskussiounen dobausse sinn, well een dat net richteg ze pake kritt, ob dat elo eng Moossnam ass, déi just am Fong geholl soll déi, déi méi Haiser hunn, belaaschten, oder ob et eng Auswierkung huet op de Wunnengsmaart.

Dofir war meng Fro déi, ob d'Regierung eng Etüd huet oder bereet wier, eng Etüd ze maachen, déi géif klären, wéi eng Konsequenzen dat hätt fir de Loyer vun deene Wunnengen, wéi eng Konsequenzen dat hätt fir den Akafspräis vun deene Wunnengen a wéi ee kéint d'Auswierkungen, datt grad déi Leit, déi eng Wunneng brauchen, méi deier Wunnenge misste bezuelen, wéi een déi kéint évitéieren.

Ouni elo Positioun ze huelen derfir oder dergéint, mä ob d'Regierung bereet wier, fir esou eng Etüd maachen ze loosse respektiv gemaach hätt.

An déi zweet Fro, déi huet sech op den „ruling"bezunn, wou ech gefrot hunn, ob ee kéint gewuer ginn, wat d'Déchets fiscaux si vum „ruling". Dat heescht, et misst ee wëssen: Wéi vill Betriber sinn do ongeféier betraff all Joers? Wéi een Typ vu Betriber ass dat? A wat ass dat, wat doduerjer vu Steieren ewechfält? Ob d'Regierung - dat muss net haut sinn -, am Prinzip bereet wier, fir eis do als Chamber - mir sinn net Bréissel, mir sinn d'Chamber - zousätzlech Renseignementer ze ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci. Och nach eng Reaktioun vun der Regierung op déi Froen? Ech soen Iech Merci. Keng aner Wuertmeldunge vun der Regierung? Merci. Da géife mer elo no ofgeschlossenen…

(Brouhaha)

Den Här Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also, ech wëll just ganz kloer soen: Et ass net, dass ech dem Här Turpel net wëll äntwerten. Ech hu gesot op der Tribün, dass ech op d'TVA-Froen net wéilt agoen, well mer do e Gesetz maachen, an da kréie mer d'Geleeënheet, fir doriwwer hei an der Chamber ze schwätzen. Ech hu fonnt, dass ech domat op all TVA-Froe geäntwert hunn. An ech wëll elo net laang op déi Fro do agoen, well da maache mer e ganzen Débat hei. Ech hunn d'Argumenter all prett, wa mer wëllen driwwer schwätzen. An ech muss lech soen, d'Regierung ass grouss an al genuch, si brauch net laang Etüden ze maachen, fir ze wëssen, wéi se op déi dote Froe muss äntwerten.

(Brouhaha)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Mir hätten awer gären d'Äntwerten! Mir hätten awer gären d'Äntwerten.

M. le Président.- Merci der Regierung.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An dann déi zweet?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- An déi zweet?

M. le Président.- Ech stelle fest, dass d'Regierung hei eng Positioun huet. Ech stellen och fest, dass den honorabelen Deputéierten net domat zefridden ass. Mä domat, mengen ech, ass awer alles gesot.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Déi zweet Fro ass awer net beäntwert.

M. le Président.- A vu dass mer… Ech wëll just feststellen, dass vun der Regierung gesot gëtt, dass déi Fro an engem anere Kader géif beäntwert ginn.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Neen, déi zweet Fro, déi zweet Fro!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Turpel, ech hunn der och nach eng Rei, déi net beäntwert sinn, wëll ech just soen.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ben, ech mengen…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass eben esou bei dëser Regierung.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions)

Une voix.- Bëlleg. Oh, wéi bëlleg!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Et geet ëm den „ruling" an den Déchet fiscal, deen eng grouss Importenz huet.

M. le Président.- Sou, d'Diskussiounen…

(Interruptions)

Ah, Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech äntwerten dem Här Turpel dann, wat d'Rulingen ubelaangt,…

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- …wann en d'Äntwert direkt wëllt hunn. D'Rulinge sinn net en Déchet fiscal. Dat ass schonn direkt eng falsch Presentatioun! Den „ruling" ass eng Demande de confirmation, wat fir ee Gesetz applicabel ass a wéi dat Gesetz spillt. Also ass et par définition keen Déchet fiscal.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm, déi, wéi ech feststellen, an engem ganz positiven, gudde Geescht gefouert gi sinn. An ech mengen, mir sollen eis net dem Risiko aussetzen, dass an deene leschte Minutten déi gutt Diskussiounen nach entgleisen.

Dofir géif ech Iech bieden, zum Schluss zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6666 ze kommen. Den Text steet am Document parlementaire 6666[6], wou deene leschten Änneren gen an deem leschten Avis vum Conseil d'État Rechnung gedroe ginn ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6666 et dispense du second vote constitutionnel

Ech lancéieren de Vote iwwert den Ensembel vum Budget fir 2014. De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Et hunn un der Ofstëmmung 60 Deputéiert deelgeholl - 58 direkt an 2 iwwer Procuratioun. De Projet de budget ass ugeholl mat 32 Stëmme géint 28 Stëmmen a keng Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da winnt lech drun, dat dauert nach fënnef Joer!

M. le Président.- Jo, ech mengen, Här Bodry, eng Bal-Enthalung muss een net motivéieren.

(Hilarité)

Dofir géif ech dann zum Schluss d'Fro stellen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Interruptions)

Ech ginn dervun aus, dass d'Relatioun... Dir insistéiert jo net op en...

Une voix.- E Vote électronique, neen.

(Hilarité)

M. le Président.- Voilà.

(Assentiment)

Da Merci villmools. Domat wär also de Budget fir 2014 ugeholl.

Mir sinn dann nach saiséiert mat véier Motiounen. Wëllt d'Regierung Stellung zu de Motioune bezéien? Ech ginn dervun aus, dass d'Auteure vun der Motioun an hirer Interventioun dozou Stellung bezunn hunn. Wëllt d'Regierung Stellung bezéien?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert déi eenzel Motiounen iwwergoen.

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun N°1.

Vote sur la motion 1

Ech lancéieren de Vote.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Mäi geet net.

M. le Président.- Jo, mir droen deem Rechnung, Här Krieps.

D'Procuratiounen. De Vote zu der Motioun N°1 ass ofgeschloss.

60 Participatiounen um Vote. Jo 29, Neen 31. Ech ginn also dervun aus, dass eng Correction de vote...

(Brouhaha)

Gutt, mir kucken de Vote nach eng Kéier am Detail a mir droen deem da Rechnung.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 32 voix contre 28 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Motion 2

D'Motioun N°2.

Vote sur la motion 2

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Erëm eng Kéier 60 Participatiounen um Vote: 28 Jo, 32 Neen. Domat ass déi zweet Motioun ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Motion 3

D'Motioun N°3, do hunn ech d'Wuertmeldung vun der Madame Martine Hansen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. D'CSV ass héchstwahrscheinlech a ville Punkte vum Projet de loi iwwert d'Studentebäihëllefen, wa mer déi géifen am Detail diskutéieren, net därselwechter Meenung wéi den Här Turpel an den Här Urbany. Mä d'CSV hält éischtens weider um Prinzip vun der Autonomie vum Student fest a fënnt zweetens d'Kommunikatioun a Concertatioun mat de Concernéierten immens wichteg. Duerfir ënnerstëtze mer och d'Motioun hei vum Här Urbany (veuillez lire: vum Här Turpel).

A puncto Kommunikatioun wëll ech dem Här Minister Gramegna nach op seng Fro äntwerten, wéi dacks datt mir mat de Studenten eis concertéiert hätten. Éischtens wëll ech Iech soen: Dir hat bis elo fënnef Méint Zäit. Ech hat vun do un, wou d'Uerteel do war, bis datt d'Wahle waren, véier Méint Zäit. Mir hunn eis net nëmmen eemol mat alle concernéierte Studentevereenegunge getraff, och net nëmmen zweemol. Mir hunn dat regelméisseg gemaach. Mir hunn dat och regelméisseg mat alle Gewerkschafte gemaach.

An da wëll ech och nach zousätzlech soen, datt d'CSV haut an der Kommissioun gefrot hat, fir kënnen iwwert dëse Projet an der Kommissioun ze schwätzen. An och do krute mer keng Satisfaktioun. Mir krute gesot, mir misste waarden, bis datt den Avis vum Conseil d'État do wier. Dat fannen ech net an der Rei an dat fannen ech och de Géigendeel vun Transparenz a Kommunikatioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Hansen. Keng weider Wuertmeldunge méi zu der Motioun? Da gi mer zur Ofstëmmung iwwer.

Vote sur la motion 3

De Vote huet ugefaangen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss. D'Motioun ass bei 60 Deputéierten, déi um Vote participéiert hunn, mat 32 Nee bei 28 Jo ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Motion 4

Da géife mer zur leschter Motioun kommen. Gëtt et dozou Wuertmeldungen?

Den Här Turpel, wann ech gelift.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo. Also, ech wëll eppes soen zu där Motioun, well déi Motioun u sech, mengen ech, eigentlech awer regruppéiert, wat hei mindestens zwou vun de Regierungsparteien och gesot hunn.

Mech erstaunt et souwéisou och bei deenen anere Motiounen, datt am Fong geholl ee weess, datt bei deene Parteie Leit d'accord sinn an eigentlech och der Meenung sinn, datt een déi Budgetsprozedur zum Beispill hei soll diskutéieren, an dann aus iergendengem Grond, ouni et emol iwwerhaapt ze motivéieren an ouni iwwerhaapt driwwer ze diskutéieren, einfach dergéint stëmmen. Dat ass wierklech de Géigendeel vun Transparenz a vun Demokratie an enger Debatt, wéi ee sech dat virstellt.

An ech hätt gären éierlech, wann een der Meenung ass, datt een dat heiten net soll stëmmen, da soll en et wann ech gelift argumentéieren an e soll wann ech gelift erklären, firwat datt d'Zouhuele vu sozialen Ongläichheeten him op déi Aart a Weis egal ass, datt en einfach hei dergéint stëmmt.

Ech géif hoffen, datt mer et op där doter Motioun géife fäerdegbréngen, e Konsens ze fannen, datt een déi Debatt do soll esou féieren, wéi dat hei proposéiert ass. Well alleguerten déi Motioune sinn esou gehalen, datt net d'Motioun souwéi mir just eis Positioun erabrëngen, all déi Motioune sinn esou gehalen, datt se konsensfäeg sinn zwëschen deenen, déi wierklech wëllen, datt um Fong eppes geschitt. An ech mengen, doweinst sinn déi Motiounen hei bruecht ginn.

Well wa mir just Motioune wëlle bréngen, fir Motiounen ze bréngen, da brénge mer anerer!

Hei geet et ëm Motiounen, wou et ëm Inhalter geet a wou et drëm geet, fir zesumme weiderzekommen. An och déi do Motioun ass ee Beispill, an do kéint ee wierklech elo emol dokumentéieren, datt dat an där Chamber hei vläicht méiglech a gewollt ass. An ech géif Iech elo schonn dofir Merci soen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Mir géifen dann, esou wéi ech dat verstanen hunn, zur Ofstëmmung...

Den Här Wiseler, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll just fir d'Éischt soen, datt ech dem Här Turpel säi Räsonnement deelen, fir ze soen, datt een, wann een dergéint stëmmt, géint esou Motiounen, awer d'Argumentatioun gär gehéiert hätt. Well hei sinn dräi Motioune gestëmmt ginn, déi awer net ze vill gefrot hunn, vun deenen ech fonnt hunn, datt se ganz logesch waren. Wann

ee freet, datt soll mat kulturellen Associatiounen diskutéiert ginn, wann ee seet, datt ee soll mat Studenten diskutéieren, wann ee seet, datt een haaptsächlech mat der Chamber soll diskutéieren: Wann een dergéint stëmmt, wäre mir awer frou gewiescht, eng Argumentatioun ze héieren.

Ech argumentéieren, firwat mir déi lescht hei net stëmmen. Mir stëmmen déi lescht hei net, well mer fannen, datt se wesentlech ze generell am Ausdrock ass. A wann ech de Prinzip dovunner och ka verstoen, vun deem, wat hei gewënscht ass, mengen ech, datt ee keng esou generell Motioun ka stëmmen an datt een do wesentlech méi prezis muss an den Detail goe vun deem, wat gemengt ass.

Also, mir kënnen déi hei net matstëmmen. Déi aner dräi hu mer matgestëmmt.

M. le Président.- Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President, ech wollt och vun eiser Säit aus soen, datt mir dës Motioun net wäerte matstëmmen. Et gëtt sécherlech Inegalitéiten tëschent Räich an Aarm, mä fir et ze pauschaliséieren an ze soen, et wier integral esou, dat kënne mer net matdroen. An duerfir wäerte mer och géint dës Motioun stëmmen.

M. le Président.- Merci och dem Här Gibéryen.

Den Här Berger, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Jo, Här President, just kuerz zu deenen anere Motiounen, zu deene Motioune virdrun. Déi sinn an eisen Ae superfétatoire, well déi Saachen, déi gefrot gi sinn - fir awer nodréiglech nach op dem Här Turpel seng Remarque ze äntwerten -, déi si fir eis superfétatoire, well déi Saachen amgaange si gemaach ze ginn.

(Interruptions)

M. le Président.- Wann ech gelift, loosst den Här Berger säi Räsonnement zum Schluss bréngen.

Also, wann ech dat richteg, vu dass dertëschentgeschwat ginn ass, wann ech dat richteg verstanen hunn, ass dem Här Berger seng Argumentatioun, dass d'Motioune superfétatoire wären, zum gréissten Deel, well d'Regierung geäntwert hätt, dass se eng Rei vu Saache géif maachen.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Jo.

(Interruptions)

M. le Président.- Ass dat esou? Hunn ech dat richteg verstanen?

(Assentiment)

Merci. Da géife mer zum Vote iwwert déi lescht Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 4

De Vote ass lancéiert. De Vote ass ofgeschloss. D'Motioun ass mat 58 Nee-Stëmme bei 2 Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Domat si mer um Enn ukomm. Ech wollt Iech just informéieren, dass d'Presidentekonferenz den nächste Mëttwoch wäert zesummekommen, fir den Ordre du jour vun deenen nächsten ëffentleche Sëtzunge festzeleeën.

Ech wollt Iech nach eng Kéier Merci soe fir den Oflaf vun den Debatten, a kommt gutt heem.

D'Sëtzung ass ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 18.02 heures)

SÉANCE 20

MARDI,
6 MAI 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. 6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Claude Wiseler (M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures intervient), M. Gast Gibéryen, M. Eugène Berger (interventions de M. Michel Wolter et M. Claude Wiseler), M. Justin Turpel, M. Alex Bodry, M. Michel Wolter, M. Eugène Berger*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Claude Wiseler), M. Michel Wolter, M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *M. le Président, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Eugène Berger, M. Gilles Roth, M. Michel Wolter*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ordre du jour modifié (adopté)*
- *M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter (M. Eugène Berger intervient)*
- *M. le Président, Mme Octavie Modert, M. Claude Wiseler, M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *M. le Président, M. Claude Wiseler, M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n°26 du 6 mai 2014 de M. Guy Arendt relative à la prolongation du permis de conduire, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Guy Arendt - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Claude Wiseler intervient)*

Question n°27 du 6 mai 2014 de Mme Martine Hansen relative à la formation professionnelle, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse
- *Mme Martine Hansen - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse*

Question n°28 du 6 mai 2014 de M. Roger Negri relative aux nuisances sonores provoquées par la circulation automobile sur le pont provisoire dit «blo Bréck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°29 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative aux aides pour les écrivains et traducteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture
- *M. Fernand Kartheiser - Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*

Question n°30 du 4 mai 2014 de M. Claude Adam relative à la gare de Mersch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Claude Adam - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°31 du 6 mai 2014 de Mme Nancy Arendt relative à l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- *Mme Nancy Arendt - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse*

Question n°32 du 5 mai 2014 de M. Justin Turpel relative aux bourses d'études et aides financières de l'État pour les étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- *M. Justin Turpel - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *M. Justin Turpel (fait personnel)*

Question n°33 du 6 mai 2014 de M. Serge Wilmes relative à la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
- *M. Serge Wilmes - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

Question n°34 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au droit d'exclusivité et de priorité des volontaires de l'armée dans la Fonction publique, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Défense
- *M. Fernand Kartheiser - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Défense*

6. Question écrite n°163 du 21 mars 2014 de M. Claude Wiseler relative à la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B
- *M. Claude Wiseler - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

7. Question écrite n°176 du 26 mars 2014 de M. Félix Eischen relative aux importations de gaz russe
- *M. Félix Eischen - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

8. Question écrite n°179 du 27 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la société Enovos
- *M. Marc Spautz - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

9. Question écrite n°157 du 19 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la mauvaise transposition d'une directive européenne
- *M. Marc Spautz - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

10. Question écrite n°190 du 1er avril 2014 de M. Marc Spautz relative à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux
- *M. Marc Spautz - Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*

11. 6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie
- *Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: Mme Simone Beissel, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président*

13. 6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel, Mme Joëlle Elvinger*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. 6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

- *Rapport de la Commission juridique: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Serge Urbany (Mme Simone Beissel intervient), M. Guy Arendt*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

15. 6572 - Projet de loi

a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

16. 6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix-Rouge

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (M. Gusty Graas intervient), M. Justin Turpel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Romain Schneider, Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch et Carole Dieschbourg, Ministres; Mme Francine Closener et M. Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Ech maachen heimat d'Chamberssëtzung op.

Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e schéine gudde Mëtteg!

Éischt Fro un d'Regierung: Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, dat ass also net de Fall.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Éischtens läit d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei um Büro.

2) Folgend Projete si säit där leschter Sëtzung an der Chambersadministratioun deponéiert ginn:

- de 24. Abrëll vum Minister fir Nohaltegkeet an Infrastrukturen de Projet de loi 6684 iwwert d'Zuchinfrastrukturen;

- de 5. Mee huet de Wirtschaftsminister de Projet de loi 6685 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen deponéiert.

3) An der Zwëschenzäit op Propositioun vun der Petitiounskommissioun a mam Accord vun der Conférence des Présidents si sechs nei Pétitions publiques fräigeschalt ginn.

Communications du Président - séance publique du 6 mai 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6684** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.04.2014

***6685** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 05.05.2014

3) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 30 avril 2014:

*Pétition publique n°**331** - Méi ee strengt Déierenschutzgesetz*

Dépôt: M. Eric Henn, le 20.03.2014

*Pétition publique n°**332** - Berücksichtigung der Mehrsprachigkeit bei etat.lu*

Dépôt: M. Christophe Schott, le 20.03.2014

*Pétition publique n°**341** - Élections nationales*

Dépôt: Mme Nora Schleich, le 07.04.2014

*Pétition publique n°**343** - Mariage homosexuel - Demande d'abandon, dans l'intérêt de l'enfant, des projets de loi n^{os}6172 et 6568 ouvrant le mariage, l'adoption et la pma aux couples de même sexe, ou, sinon, d'organisation d'un référendum constitutionnel populaire*

Dépôt: M. Jean-Jacques Lorang au nom de Initiativ Schutz fir d'Kand, le 07.04.2014

*Pétition publique n°**345** - Ausnahmegenehmigung für medizinisch begleitete und betreute Selbsttherapie mit den Cannabisprodukten Bedrocan, Bediol, Bedrobinol und Bedica nach dem deutschen Modell*

Dépôt: M. Jean Colombera, le 16.04.2014

*Pétition publique n°**346** - Pour le droit de vote des étrangers au Luxembourg*

Dépôt: M. Pierre da Silva, le 17.04.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre

Déclaration de recevabilité

Da wollt ech d'Regierung informéieren, dass an hirer Réunioun vum 30. Abrëll d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6605 iwwert d'Émbenenne vun der Gemeng Ierpeldeng an Ierpeldeng-Sauer ausgeschwat huet. Déi Proposition de loi gouf den 8. August vum Här André Bauler deponéiert.

Ass d'Chamber dermat d'accord, wat d'Presidentekonferenz hir proposéiert huet?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

De Mëtteg ass eng Froestonn un d'Regierung virgesinn. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President, ech wollt d'Wuert zum Ordre du jour froen.

M. le Président.- Ah, selbstverständlech. Den Här Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, Här President, ech wëll zum Ordre du jour an haaptsächlech zum Punkt vun der Heure de questions awer e puer Remarquë maachen. Ech stelle fest, datt mir säit leschte Freideg fënnef Versioune kritt hu vun de Präsenze vun de Ministeren an der Heure de questions. Dat war e Freideg, fënnef Ministeren, déi sollte präsent sinn. Duerno waren et dräi Ministeren, déi sollte präsent sinn. Dat ass dann op fënnef vu 15 fir haut eropgaangen, plus zwee Statssekretären. Ech muss éischtens soen, datt mer mat deem Hin an Hier a mat där Desorganisatioun awer fannen, datt et extrem schwéier ass, uerdentlech Aarbecht hei an der Chamber ze maachen.

Zweetens stellen ech fest, datt eng Präsenz vu fënnef Ministeren op 15 ech als net seriö considéréieren. Eng Präsenz hu mer an där leschter Legislatur an deene Legislature virdrun ëmmer esou gehalen, datt d'„question time" an hei d'Aarbecht an der Chamber sollte prioritär behandelt ginn, an datt just international Obligatioune respektiv Obligatiounen hei zu Lëtzebuerg mat internationale Gäscht eng Excuse wäre fir d'Regierungsmemberen, fir net hei un der „question time" deelzehuelen.

An ech mengen, d'Ministere solle sech deem Exercice hei prêtéieren a solle sech net fernhale vun deem Exercice hei. D'autant plus, datt mer an der Presidentekonferenz jo eng Diskussioun féieren iwwert den Ordre du jour, an der Präsenz vum Minister vun de Relations avec le Parlement. A wann eng Kéier gréisser Problemer wären, mengen ech, datt de Minister respektiv seng Servicer dat missten zum Ausdrock bréngen, an net eng „question time" organiséiere loossen, wann d'Resultat do ass, datt ee groussen Deel vun de Regierungsmemberen net kënnen do sinn oder musse gezwonge ginn, an enger zweeter Etapp do ze sinn.

Da stellen ech och nach fest, datt mer haut fir den Ordre du jour gefrot haten, datt Der u sech sollt déi Question élargie vun dem Här Marc Lies iwwert de Logement op den Ordre du jour huelen. Et ass eis gesot ginn, dat wär net méiglech, well d'Madame Nagel net kéint do sinn. Ech stellen awer elo zu menger grousser Freed fest, datt d'Madame Nagel do ass, soudatt ech mengen, datt mer déi Fro op den Ordre du jour scho kéinten huelen, well de Grond, datt se net um Ordre du jour war, deen ass momentan net méi do, a mir si prett och, fir déi Fro hei kënnen haut de Mëtten ze stellen an duerchzehuelen.

Da wëll ech och nach soen, datt et esou ass, datt eng Rei Questions parlementaires, déi schonn iwwerfälleg sinn, déi säit enger ganzer Rei Zäit gestallt gi sinn, nach net beäntwert goufen. An et ass och op Basis vum Artikel 80 (5) vun der CSV-Fraktioun den Untrag, fir kënnen, esou wéi d'Reglement dat virgesäit, eng Rei Questions parlementaires dann haut op den Ordre du jour ze huelen, fir se kënnen oralement ze beäntwerten.

Dat sinn elo vun deene Ministeren, déi präsent sinn, déi Question 156 vum Här Spautz iwwert de Lycée Déifferdeng un d'Éducation nationale, d'Question 157 vum Här Spautz un den Travail, den Emploi an d'Économie sociale et solidaire iwwert d'Transpositioun vun enger Direktiv, dann eng Fro 163 vu mir selwer un den Här Bausch iwwert...

(Interruption)

Ah, mir hunn déi nach net an der ganzer Transmissioun an dem...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech kann lech just soen, ech hu se beäntwert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn dann eng Fro un d'Affaires étrangères an un de Ministre de l'Économie iwwert d'Importatioun vu russeschem Gas an eng Fro vum Marc Spautz och un den Ekonomiesminister iwwert d'Société Enovos, wou mir froen, fir se kënnen oralement ze stellen.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. le Président.- Merci och dem Här Wiseler. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Gast Gibéryen a vum Här Eugène Berger direkt duerno.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Et ass och Parole zum Ordre du jour. Ech wëll mech deem uschléissen, wat d'Heure de questions ubelaangt, wat de Kolleeg Claude Wiseler elo grad hei gesot huet. Ech mengen, et ass eng schlecht Prozedur, wann e Parlament hei praktesch fënnef verschidde Versioune kritt, wéi d'Regierung haut hei präsent ass. Souguer eng Versioun war derbäi, wou just zwee Membere vun der Regierung zur Zäit hei gewiescht wieren.

Ech mengen, mir hate scho laang keng esou grouss Regierung méi hei an dësem Land wéi dës Kéier. A mir haten och scho laang net méi esou wéineg Präsenz vu Ministeren an den Heures de questions, wéi dat an dësem Fall ass.

Et kann natierlech sinn, well mir donneschdes an der Presidentekonferenz dat décidéieren, datt eng Rei vu Ministeren Engagementer hunn. Dat soll ee wëssen, an ech mengen, dat versteet een och. Duerfir géif ech proposéieren, datt d'Presidentekonferenz sech sollt mat deem Problem befaassen.

A vu datt mer wëssen, wéi iwwert d'ganzt Joer mer als Chamber tagen, wat fir eng Wochen, datt ee vläicht déi Heures de questions géif méi laang am Viraus fixéieren a soen: Hei, an deem Mount ass op deem Dënschdeg eng Heure de questions. Da kéinten d'Regierungsmembere sech och besser dorobber astellen. An ech mengen, da wiere se sécherlech och zu méi hei an dat géif sécherlech zur Opwäertung vun deem ganzen Débat da bäidroen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Eugène Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Een, zwee Kommentaren zu deem, wat den Här Wiseler, de Vizefraktiounschef vun der CSV, gesot huet. Mir wieren och frou, wann heiansdo vläicht de Fraktiounschef vun der CSV hei wier, fir dat och kënnen ze soen,...

(Brouhaha)

...wann e keng international Obligatiounen hätt.

(Brouhaha général)

Fir einfach deen éischte Punkt... Ech kommen, Här Gibéryen, ech kommen dozou.

Et ass haut näischt aneschters wéi dat, wat mer an deene leschte fënnef oder zéng Joer haten, datt en Deel...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Da sidd elo roueg!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dir braucht guer net ze diskutéieren, Dir waart virun zéng Joer net hei!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Wann ech gelift, wann ech gelift, mir loossen den Här Berger ausschwätzen! A wann da Wuertmeldunge sinn...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Et ass haut näischt aneschters wéi dat, wat mer an deenen anere Joren haten. Et sinn eng Rei Ministeren, déi kënnen hei sinn, eng Rei anerer, eng Rei Ministeren, déi net kënnen hei sinn, well se effektiv Obligatiounen hunn, international Obligatiounen, déi fir d'Land a respektiv fir d'Chamber eventuell do sinn. Ënner anerem ass haut eng Cabinetssitzung mat der Regierung aus Rheinland-Pfalz zu Tréier, wou en Deel vun der Regierung do ass.

Ech huelen ee Beispill, ech kéint der elo 50 oder vläicht méi eraushuelen. Ee Beispill: Den 30. Januar 2013 war eng Heure de questions. Do ware vu 15 Ministeren der siwen net do. 40%. Wann ech haut zielen an dat ëmrechnen, ass et haut prozentméisseg genau datselwecht. Deemools ware vun néng CSV-Ministere siwen CSV-Ministeren net do.

(Brouhaha)

Also einfach nëmme fir ze illustréieren, datt dat an deenen anere Jore gang und gäbe war, well eben d'Ministeren déi eng oder aner Verflichtungen haten, fir net kënnen hei ze sinn. Dat ass also näischt Neies.

Ech wëll op där anerer Säit awer drop hiweisen, datt also och hei 40% vun der Regierung do sinn, datt herno nach wäert de Premierminister kommen an dann och wäert kënne Ried an Äntwert stoen, wann do Froe sinn.

Ech stellen einfach nëmme fest, datt dat do awer eng relativ - wéi soll ech soen? - simplistesch Oppositiounspolitik ass, datt ech mer éischter géif Saachen, Débaten au fond erwaarden, wéi dat Geplänkels do, dat Hin an Hier.

Nach eng Kéier, Här President, dat hei ass elo guer näischt Aussergewéinleches. Et ass eng normal Situatioun. An ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, datt hei e gudden Deel awer vun der Regierung do ass an datt och all déi Froe kënne gestallt ginn, déi hei um Ordre du jour sinn.

Sécherlech kënne mer och kucken, datt mer vläicht an Zukunft nach méi laang am Viraus eng prezis Lëscht kënnen hu vun de Ministe-

ren, déi kënnen do sinn. Mä och deemools, wann ech elo op den 30. Januar 2013 kommen, war dat och deemools déi drëtt verbessert Versioun vun der Präsenz vun de Ministeren, déi mer deen Dag haten, wou och also vu freides bis dënschdes dräi verschidde Versiounen do waren. Also, wann ech gelift e bësse Verständnis an, voilà, net hei aus enger Méck en Elefant maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sidd gutt virbereet. Dat heescht schonn, datt Der e schlecht Gewëssen hat, wéi Der heihinnerkomm sidd, wéint deene Versiounen, déi komm sinn.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci dem Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Wiseler, et war, fir lech de Spigel virzehalen!

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, dat ass Spillschoul, dat do, voilà!

M. le Président.- Als Nächsten huet den Här Justin Turpel d'Wuert an duerno den Här Alex Bodry.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech hat proposéiert, datt mer dee Problem do géifen an der Conférence des Présidents uschwätzen, well et ee seriöe Problem ass. Ech fannen, datt et wierklech eng Saach ass vu Méiglechkeet vum Contrôle parlementaire un der Regierung, datt d'Präsenz vun der Regierung garantéiert ass.

Wéi mir déi éischt Lëscht kritt hu mat zwou Präsenzen, hunn ech mer Suerge gemaach. Ech hu geduecht: Wat ass lass? Ass eng Epidemie? Ass e Virus ausgebrach? Ass d'ganz Regierung krank? Gëtt d'Land iwwerhaapt nach regéiert? Also, esou seriö war dat.

An et ass eigentlech nëmmen dem Sekretariat vun der Chamber an der Présidence ze verdanken, datt et no e puermolegem Nohaken da mat enger éischter, zweeter, drëtter bis fënnefter Lëscht am Fong geholl fäerdegbruecht ginn ass, datt elo een Drëttel vun der Regierung hei präsent ass.

Ech sinn absolut iwwerzeegt, datt de Contrôle parlementaire verlaangt, datt d'Regierung disponibel ass fir d'Chamber fir bestëmmte Plagen. Wann do een een europäesche Ministerrot huet oder soss eng international Verflichtung, ass e bien entendu entschëllegt. Mä all déi aner Rendez-vouse solle wann ech gelift esou geluecht ginn, datt et méiglech ass, fir dat hei ze maachen!

An deem Zesummenhang wëll ech och drop hiweisen, datt ech et net korrekt fannen, datt, wann hei iwwert de Budget diskutéiert gëtt, vun der Regierung bal keen do ass. Et sinn der e puer, déi kommen heiansdo eran. Et waren der zwee, déi hu versicht, dee ganze Mëtteg do ze sinn. Och de Respekt virun der Chamber bei der Diskussioun iwwert dat wichtegst Gesetz, wat et gëtt am Joer, verlaangt, datt d'Regierung, ausser déi, déi wierklech eng valabel Excuse hunn, präsent ass.

An ech géif wierklech proposéieren, datt mer géifen an der Conférence des Pésidents driwwer diskutéieren, wéi mer d'Relatioun vun der Chamber zu der Regierung esou geregelt kréien, datt et méiglech ass, uerdentlech ze schaffen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, ech muss soen, ech hunn och zu deene gehéiert, déi awer erstaunt waren, wéi se déi éischt Lëscht vun der Präsenz vun de Regierungsmembere matgedeelt kritt hunn. Ech fannen allerdéngs, dass haut d'Präsenz vun der Regierung déi ass, déi och an der Vergaangenheet an der Moyenne als Präsenz do war. Dat ass an der Rei.

Nach mengen ech, dass et besser gewiescht wär, et hätt een deen Hin an Hier vermidden an et wär vun Ufank un déi néideg Suergfalt gefouert ginn op eng angemesse Präsenz vun de Regierungsmemberen dënschdes hei an der Chamber, wat traditionell effektiv dee Moment ass um Ufank vun der Sitzung, wou d'Heure de questions stattfënnt, déi jo nëmme ka fonctionnéieren - soss musse mer se ofschafen -, wann een natierlech der Regierung och ka Froe stellen. Ech mengen, dat muss eis gemeinsam Suerg sinn.

Och an der Vergaangenheet huet dat net ëmmer geklappt. An der Vergaangenheet huet déi jeeweileg Oppositioun dat dote kritiséiert. Ech mengen, et soll een dat doten als Warnung eigentlech huelen a kucken, dass mer déi Aarbechte besser organiséieren. Dat geet bei der Regierung un, déi muss och hire Plang maachen. An dat geet da weider bis an d'Conférence des Présidents, wou déi heite Fro eigentlech higehéiert, wou mer dann och mussen natierlech, wa mer donneschdes zesummekommen, am Besëtz vun allen Informatioune sinn, déi mir och als Konferenz brauchen, fir den Ordre du jour hei vun der Chamberssitzung festzehalen.

Also géif ech Iech bieden, hei elo net an eng onnéideg Polemik eranzekommen, mä déi Fro hei sachlech weiderzebehandelen an effektiv dat seriö mat deenen néidege Konklusiounen och an eiser nächster Conférence des Présidents festzehalen, déi dann awer vläicht kéint schonn dësen Donneschdeg stattfannen.

M. le Président.- Merci. Den Här Michel Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt och kuerz d'Wuert froen no der Diskussioun, well ech dem Här Bodry wëll Merci soen - hien hat d'Chance, a sengem Liewen op deenen zwou Säiten ze sinn - iwwert déi Aart a Weis, wéi e geäntwert huet, déi, muss ech soen, agréablement détonnéiert huet vun där Aart a Weis, wéi den Här Berger op d'Fro geäntwert huet. Den Här Bodry kennt d'Problemer an den Här Berger kennt se net.

Toujours est-il, datt ech derbäi war, a Verschiddener heibannen och, wéi d'Heure de questions agefouert ginn ass, an dass deemools gesot ginn ass dat, wat den Här Bodry och elo nach eng Kéier méritoirement widderholl huet, dass dee ganzen Exercice nëmmen e Sënn mécht, wann och den Interlocuteur präsent ass. An et versteet een och, dass net ëmmer alles méiglech ass. Mä Dir musst awer zouginn, Här President, dass déi Aart a Weis, wéi dat vun e Freideg bis haut gelaf ass, tëschent zwee a fënnef, dass dat eng Ausnahm soll bleiwen.

An ech hu mer d'Wuert gefrot, well ech d'Madame Minister Corinne Cahen héieren hunn, derdeeg sech opreegen driwwer, dass mäi Fraktiounskolleeg, de Marc Spautz, se an eng Chamberskommissioun geruff huet iwwer eng Rumeur - wat awer net nëmmen eng Rumeur war, mä déi an de Medie kolportéiert ginn ass -, dass d'Regierung mam Gedanke géif spillen, fir d'Kannergeld ze limitéieren op 2.500 Euro pro Kand pro Joer.

Ech wëll drun erënneren, dass an der viregter Legislatur d'Ministeren all Kéiers ugetratt sinn, wann e Politiker vun der Oppositioun, opgrond vun enger Neiegkeet, déi an de Medien, oder enger Informatioun oder enger Meenung, déi an de Medien erauskomm ass, duerno gefrot huet, ob d'Regierung dozou eppes géif soen.

Si huet eigentlech quasi texto gesot, datt si géif dru gehënnert ginn, hir Aarbecht ze maachen doduerch, datt se vun Oppositiounsdeputéierte géif an d'Chamberskommissioun gefrot ginn, fir zu Saachen, déi net aus der Loft gegraff gi sinn, mä déi an de Medie widderholl gi sinn, fir déi ze bréngen.

A se huet am selwechte Moment gemengt, si misst och nach den Deputéierte Wolter, dee sech erkéngt hat, erdreist hat quasi, virun engem Mount eng Question parlementaire ze stellen iwwer Aussoen, déi se gemaach huet am Kader vum Tram, dee soll zu Lëtzebuerg kommen, wou ech se gefrot hunn, ob Aussoen, déi se manifestement gemaach huet an engem méi klenge Krees, ob déi richteg wieren, dorobber nach eng Kéier geäntwert, fir ze soen, et wär eigentlech e bësse penibel, dass d'Chamber permanent amgaang wär, der Regierung op d'Hänn ze klappen.

Ech wëll der Madame Cahen, déi haut net derbäi ass, an all deenen anere Kolleegen, besonnesch deene Kolleegen, déi heibanne sëtzen, déi an der Regierung an der leschter Period waren an déi d'Regierung permanent a pausenlos op Medieberichter attackéiert hunn, interpelléiert hunn, se a Chamberskommissioune gefrot hunn, soen, dass mir als Oppositioun, egal wien et ass, eis net wäerten de Mond verbidde loossen, wann et drëm geet, fir d'Kontroll vum Parlament iwwert d'Lëtzebuerger Regierung ze maachen.

Une voix.- Voilà!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- An deem Kontext ass dat, wat mäi Fraktiounspresident - Vizepresident, wéi Dir sot,...

(Hilarité)

...jo, och dat kann een op eng Aart a Weis soen, wéi een et ebe seet -, den Här Wiseler, och am Numm vun eiser Fraktioun...

(Interruptions diverses)

Här President, et ass fir eis extrem wichteg. Et ass fir eis extrem wichteg, wann Heures de questions sinn un d'Regierung, dass d'Regierung do ass, ausser deenen, déi wierklech eng Obligatioun hunn a fir déi mir Respekt hunn. Mir wëssen, dass net ëmmer jiddweree kann do sinn. Mä déi, déi kënnen do sinn, déi sollen do sinn, fir dass mer net an d'Situatioun kommen, dass iergendwann eng Kéier gemengt gëtt, dass verschidde Leit sech dem Contrôle vun der Chamber wëllen entzéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Wolter. Den Här Berger freet d'Wuert nach eng Kéier fir eng Prezisioun.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Här President, ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, datt mir och Demandeur sinn, datt een déi Prozedur vläicht nach eng Kéier méi cibléiert, datt ee wierklech effektiv spéitstens freides genau weess, wat fir ee Regierungsmember kann do sinn. Dogéint huet guer keen eppes.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt et heiansdo Momenter ginn, an dat ass et och fréier ginn - ech hunn et un engem Beispill gewisen, et hätt ee kënnen en anert huelen -, datt et och fréier Situatioune gi sinn, wou net d'ganz Regierung konnt hei sinn, datt déi awer ëmmer bereet sinn, wou se kënnen, fir Ried an Äntwert ze stoen. An haut sinn, wéi gesot, 40% vun der Regierung hei, wéi dat oft zu anere Momenter de Fall war, an datt natierlech déi Regierungsmemberen all prett sinn, fir Ried an Äntwert ze stoen.

Ech wëll hei awer net am Raum stoe loossen, datt d'Regierung net prett wier, fir, wa se kann hei sinn, Äntwerten ze liwweren, an datt se awer och, dat muss een awer haut och verstoen, datt se do international respektiv regional Obligatiounen huet. Si ass zesummen, dat ass och an der Vergaangenheet de Fall gewiescht, datt do Austausche sinn tëschent der Regierung a Parlament respektiv Regierungen aus den Nopeschbundeslänner, datt dat awer eng valabel Excuse an eisen Aen ass.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Den Här Félix Braz huet fir d'Regierung d'Wuert gefrot. Här Braz, wann ech gelift.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech wëll mech och kuerzfaassen, fir dass mer kënnen zum Ordre du jour iwwergoen. Ech hunn e bëssen d'Gefill, dass et hei esou ass, wéi an der Kierch: Déi, déi do sinn, gi vernannt.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wouhier wësst Dir dat dann?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dem Här Wiseler... Ech hu mer dat soe gelooss, duerfir hunn ech och esou ugefaangen.

(Hilarité)

Dem Här Wiseler wëll ech awer soen, bei all Verständnis fir de Fong vun deem, wat e wëllt soen, well selbstverständlech huet den Här Wiseler an den Ae vun der Regierung recht, wann e seet, et wier gutt, wa méiglechst vill oder souguer all Ministere bei der Heure de questions präsent wieren.

Dat gëllt fir d'Ministeren, dat gëllt och fir d'Deputéierten, wann Der mer déi Remarque, Här Wiseler, erlaabt.

Dir hutt hei eppes bemängelt, wou ech awer och fannen, den Här Wolter huet sech um Toun gestouss vum Här Berger, ech kéint Iech datselwecht e bëssen och äntwerten, Här Wiseler.

(Interruption)

M. le Président.- Wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Parlament kontrolléiert d'Regierung, Här Minister!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech kéint datselwecht soen, Här Wiseler, well fairerweis, wa mer déi lescht Joren awer zréckkucken, also déi Duerstellung, déi Dir elo gemaach hutt, dass dës Regierung net vill Leit haut hei am Sall hätt, an dat géif also, vu dass Der et bemängelt, détonnéiere mat deem, wat mer an deene leschten zéng Joer haten, dat ass net richteg!

Dat hei ass eng ganz normal Präsenz vun der Regierung bei der Heure de questions, esou wéi mer et ëmmer, och bei CSV/LSAP-Regierungen, kannt hunn. Et gëtt iwwerhaapt keen Ennerscheed.

Wou ech Iech par contre recht ginn, dat ass, wann Der sot, et wär besser, wann dat esou organiséiert ass, dass ee méi fréi weess, wie schlussendlech do ass.

Allerdéngs, och do, Här Wiseler, d'Regierung huet et elo déi lescht zwee Deeg probéiert, gutt ze maachen, a gëtt elo dofir vun Iech kritiséiert. Et waren der effektiv nëmmen zwee virgesinn. A vläicht wier et besser gewiescht, si wier dobäi bliwwen. Si hätt gesot, et sinn der zwee an et bleift bei zwee. Dat huet och e Grond, well der ganz vill vun der Regierung zu Tréier sinn, bei enger Réunioun mat der Ministerpresidentin vu Rheinland-Pfalz, dem Malu Dreyer. An et hunn eng Rei, notamment den Här Bausch...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä da wär et awer besser, Dir géift dat an der Presidentekonferenz soe virdrun.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Notamment den Här Bausch, deen haut hei ass, deen och virgesi war zu Tréier. Deen ebe just, well och d'Regierung fonnt huet, dass zwee net vill wier, hu mer probéiert alleguerten, ëmzedisposéieren, fir nach zu enger méi, mengen ech, normaler Representatioun haut hei an der Chamber ze kommen.

Elo kréie mer dorauser e Stréck gedréit. Mir hätten dat vun zwee op dräi op fënnef op siwe gemaach. Bon, beim Versuch, et gutt ze maachen, gi mer elo dofir kritiséiert. Nodréiglech, soen ech, wier et fir d'Regierung méi einfach, datt et nach besser gewiescht wier, déi do Kritik net gemaach ze kréien. Mir wiere bei deenen zwee bliwwen, da wären der haut - ech weess net wéi eng - zwee hei gewiescht an dann hätte mer déi do Remarque net gemaach kritt. Ausser déi, da berechtegt, dass et der net vill wieren, an do géif ech Iech och recht ginn. Zwee hätt ech perséinlech och net richteg an zefriddestellend fonnt.

Dofir, ech ginn Iech komplett recht, Här Wiseler, um Punkt, wann Der sot, kommt, mir probéieren no Méiglechkeeten, esou fréi wéi méiglech déi definitiv Lëscht ze arrêtéieren, do hutt Der komplett recht. Dat, fannen ech, ass och d'Chamber parfaitement en droit, vun der Regierung ze verlaangen. Mir hunn et probéiert, gutt ze maachen, kréien elo dofir e bëssen hei e Virworf gemaach. Ech mengen, deen ass net ganz justifiéiert.

Zu der Madame Cahen, déi net hei ass, fir dem Här Wolter ze äntwerten, da wëll ech dat awer an hirer Plaz maachen. Fir d'Madame Cahen gëllt dat, wat fir jiddwer Member vun der Regierung gëllt. D'Regierung steet permanent an integral der Chamber zur Verfügung. Dorunner besteet keen Zweifel. An dat huet och d'Madame Cahen net wëlle soen.

D'Madame Cahen huet eng Remarque gemaach, déi wollt soen: Wa mer natierlech elo bei all Int, déi eng Zeitung an d'Welt setzt, d'Regierung an d'Chamberskommissioun aberuffen, ob dat dee beschte Wee ass, dat ass awer eng Fro, déi dierf ee stellen. Mä wann d'Chamber rifft, kënnt d'Regierung selbstverständlech. An do entzitt kee sech. Dat ass net d'Fro. D'Chamber, wéi den Här Gibéryen virdrun zu Recht gesot huet, ass do, fir d'Regierung ze kontrolléieren. A wann d'Chamber rifft, da kënnt d'Regierung, egal wéi ee Member vun der Regierung geruff ass.

Dann ass och nach gesot ginn un d'Adress vun der Madame Nagel, ob dann elo net awer déi Question élargie haut kéint evakuéiert ginn. D'Regierung ass der Meenung, et soll ee beim Ordre du jour bleiwen. Deen ass elo arrêtéiert ginn. D'Madame Nagel ass virgesi fir de 14. Mee. A mir sinn der Meenung, dass mer och deen Ordre du jour esou solle respektéieren. Da ka jiddweree sech organiséieren an de beschten Termen.

An als leschte Saz, Här President, erlaabt mer deen: Ech war frou, festzestellen, dass den Här Turpel sech Suerge gemaach huet beim blousse Gedanken, dass dëst Land net kéint vun dëser Regierung regéiert ginn.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Den Här Michel Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här Chamberpresident, ech fannen, datt dat, wat den Här Braz elo gesot huet am Numm vun der Regierung, nun definitiv e Schlag an d'Gesiicht ass vun der Chamber.

Plusieurs voix.- Oohhh!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Hei kënnt e Minister hin an e seet: Eigentlech wär et besser gewiescht, mir wären nëmmen zu zwee komm. Eigentlech wär et besser gewiescht, mir wären zu zwee vun 18 Membere vun der Regierung komm, fir eis dem Contrôle parlementaire vun der Chamber ze stellen.

Ech froen den Här Braz: Wéini ass déi Réunioun mat der Regierung vu Rheinland-Pfalz fixéiert ginn? Doudsécher virun dem leschten Donneschdeg. Da muss een also an d'Chamberskommissioun kommen, an d'Conférence des Présidents, ech war och eng Zäitche Member vun deem Gremium, an da muss ee soen: Den nächsten Dënschdeg, et deet eis leed, do hu

mer eng Réunioun, déi ass scho säit dräi Méint festgeluecht mat Rheinland-Pfalz. Do sinn aacht oder néng Ministeren, déi sinn do präsent. Mir kënne keng Heure de question maachen. An da géif, Här Berger, eise Vize, dee géif dat dann agesinn.

Mä wann een dat net gesot kritt an da kritt ee gesot, et kommen der zwee, an da kritt een eigentlech gesot elo, datt se hätte sollen zu zwee kommen. Ech muss soen, dass et eng Aart a Weis ass, fir d'Parlament ze considéréieren, déi mech nëmmen nach sproochlos léisst.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Jo. Dozou nach eng Kéier de Regierungsvertrieder, den Här Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här Wolter, wann Der mech zitéiert, dann hätt Der misse bis zum Schluss nolauschteren. Ech hu kuerz hannendru gesot, selbstverständlech an der Hypothees, dass der nëmmen zwee komm wieren, hätt ech dat net genuch fonnt. Selbstverständlech ass et d'Verflichtung vun der Regierung, zu esou vill wéi méiglech ze kommen. Dann hätt Der solle bis zum Schluss nolauschteren. Dann hätt Der d'Äntwert op Är Remarque kritt.

Wat ech domadder wollt soen, ass: Op de Virworf vum Här Wiseler, dass aus enger Lëscht vun zwee der dräi ginn an da ginn et der fënef an da ginn et der siwen, dass den Här Wiseler bemängelt, firwat dass do musse véier verschidde Lëschte kommen, ech dem Här Wiseler da geäntwert hunn déi Efforten, déi mer gemaach hunn, well mer och fannen, dass zwee net duerginn. Do si mer eis jo eens, Här Wolter, natierlech geet dat net duer. D'Regierung huet, no Méiglechkeet, hei vollzieleg kënne präsent ze sinn, dofir hu mer eis beméit, der méi draus ze maachen. An dofir sinn da véier Lëschten entstanen, am Beméien, dann haut zu siwe kënnen hei ze sinn.

A meng Remarque huet sech dorop bezunn, dass Der eis de Virworf maacht, dass mer probéiert hunn, aus zwee der siwen ze maachen, dee fannen ech net fair an net richteg. Well et ass ebe just aus Respekt vun der Chamber, dass mer probéiert hunn, op siwe Regierungsmemberen eropzekommen, déi haut hei präsent sinn.

Ech bieden Iech, dat just zur Kenntnis ze huelen. An ech ginn Iech awer och ganz recht, an och dem Här Wiseler: Et soll ee selbstverständlech dat esou organiséieren, dass méi fréi déi definitiv Lëscht vun de Présencen hei feststeet. Mä ech bleiwen derbäi: Dass Der eis elo e Virworf draus maacht, dass mer wierklech probéiert hunn, herno zu siwen hei ze sinn, fannen ech net ganz fair. An esou war et gemengt an net anescht. An haalt op, Ënnerstellungen ze konstruéieren, wou keng musse gemaach ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech mengen, dass alles gesot wär an dass mer kënne Konklusiounen doraus zéien. Ech huele mat op de Wee, dass mer alles maachen, fir eis am Rahme vun der Conférence des Présidents esou gutt wéi méiglech kënne mat der Regierung ze concertéieren. Dee Moment muss dann och de Regierungsvertrieder eis déi Informatioune ginn, iwwert déi e verfüügt, wou mir selbstverständlech dann alles maachen, fir kënnen iwwereneen ze kommen. Wann dann eben déi Woch drop Heure de questions ass, mengen ech, ass dat fir keen e Problem.

Ech wëll just soen, dass hei am Generalsekretariat vun der Chamber an och bei der Présidence déiselwecht Reaktioun war wéi bei de Kolleegen. Wéi d'Liste de présence vun zwee Ministere komm ass, hu mir eis concertéiert mat der Regierung a mir hunn d'Regierung staark invitéiert, fir déi Lëscht esou komplett wéi méiglech ze maachen. Ech mengen, et gesäit een, dass eng Reaktioun do war. Ech mengen, dat ass eis Missioun, fir eis als Institutioun och deementspriechend ze artikuléieren.

Mir wäerten dann och an der Conférence des Présidents déi Suggestiounen iwwerhuelen, déi vu verschiddene Bänke gemaach gi sinn, fir kënnen am Viraus, souwäit wéi dat méiglech ass, Heures de questions ze fixéieren. Wat der Regierung dann och eng Orientatioun gëtt, wéi si sech kann arrangéieren an eis dann och kann Informatioune ginn, wann eng Heure de questions net geet.

Ech kommen dann awer zum Eigentlechen zréck, dem Ordre du jour vun haut de Mëtten, wou mer d'Froestonn jo virgesinn hunn. Op Ärem Schierm gesitt Der déi Projeten, déi mer sollen evakuéieren. An dann hunn ech d'Demande kritt, fir déi Question élargie ze behandelen.

Do wëll ech d'Regierung froen, ob se zum jëtzegen Zäitpunkt dat maache kann. D'Regierung seet, si ass limitéiert an der Zäit, jiddefalls dee Regierungsvertrieder fir d'Froestonn.

Ech géif dann d'Chamber froen, ob se mat där Erklärung d'accord ass, dass mer dat op déi nächst Woch géifen huelen, well och déi zoustänneg Ministesch - Här Wiseler, ech wollt dat zur Vollstännegkeet soen - de Moie gefrot huet, fir hir Fro kënnen direkt virzebehandelen, well se spéitstens no enger hallwer Stonn misst anere Verflichtungen nogoen.

Dofir meng Fro un d'Chamber: Ass déi Propositioun akzeptabel, fir et d'nächst Woch ze maachen? Soss musse mer ofstëmmen.

An ech ginn dem Här Wiseler direkt och d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, mir sinn der Meenung, datt een déi och kéint virhuelen als éischte Punkt vum Ordre du jour.

M. le Président.- Jo. Da stellen ech d'Fro un d'Chamber...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat fir eng Fro?

M. le Président.- D'Fro, ob mer déi Fro haut sollen huelen oder ob mer, wéi d'Regierung dat proposéiert, se sollen déi nächst Woch op den Ordre du jour huelen.

Plusieurs voix.- D'nächst Woch!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President.

M. le Président.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech weess net, ob d'Chamber doriwwer kann ofstëmmen. Wann ech eist Reglement…

M. le Président.- Dach, mä si…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …gutt kennen, dann ass et e Recht vun deem, deen déi gemaach huet, fir, wann déi net beäntwert ass an deem Délai…

M. le Président.- Neen, neen, entschëllegt, Dir schwätzt vun engem aneren…, Dir schwätzt…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Entschëllegt, Här President.

(Interruption)

M. le Président.- Dir sidd ausnahmsweis an deem falsche Film.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech war menger Zäit viraus wahrscheinlech.

M. le Président.- Also, hei geet et ëm d'Question élargie,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah.

M. le Président.- …an net ëm déi Froen, déi net beäntwert sinn. Do hutt Der selbstverständlech recht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. le Président.- Mä ech wollt fir d'Éischt froen: D'Question élargie, huele mer déi, wéi d'Regierung et proposéiert huet, déi nächst Woch oder, wéi den Här Wiseler et proposéiert huet, op den Ordre du jour vun haut?

Wuel wëssend, dass déi zoustänneg Ministesch gebieden hat, fir se um Ufank vum Ordre du jour, vun deem mer elo schonn an der Zwëschenzäit e bëssen ewech sinn, ze huelen, géif ech d'Chamber froen: Wien der Meenung ass, dass mer déi haut sollen huelen, géif Jo soen, respektiv déi, déi der Meenung sinn, dass se d'nächst Woch soll kommen, soen Neen.

(Interruptions)

Sidd Der d'accord mat engem Vote à main levée oder insistéiert Der op en élektronesche Vote?

À main levée?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, neen, Vote électronique.

M. le Président.- Also, wien derfir ass…

(Interruptions)

Jo.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, mir kënnen et och aneschters formuléieren. Mir hunn en Ordre du jour, op där déi Question élargie net steet, well mer dat an der Conférence des Présidents esou décidéiert haten, aus deenen Ursaachen, déi Dir och erkläert hutt, well d'Ministesch net ka bis zum Schluss bleiwen.

Et ass einfach: Si mer fir den Ordre du jour vun haut oder si mer net fir deen Ordre du jour?

M. le Président.- Jo, et ass just e bësse méi komplizéiert, Här Berger, well mer eisen Ordre du jour musse souwéisou ergänzen doduerch, dass d'Fro gestallt ginn ass, fir och eng Rei vun net beäntwerte Froen hei kënnen ze stellen. An dat ass, ech mengen, dat, dat ass d'Recht vun all Deputéierten. Also, ausser…

(Interruptions et brouhaha)

Entschëllegt, entschëllegt, ech wollt… Jo?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech wollt froen…

M. le Président.- Zum Ordre du jour.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo. Här President, Dir hutt virdru gesot, dass d'Ministesch hätt sollen no enger hallwer Stonn erëm wéinst enger anerer Verflichtung goen. Si soll der Chamber soen, wouran déi Verflichtung dann auswäerts géif bestoen.

Plusieurs voix.- Oh!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo! Jo! Jo!

(Brouhaha général)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, mir froen dat.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Si ass manifestement net zu Tréier.

(Hilarité et brouhaha)

Si ass net zu Tréier.

M. le Président.- Also, e Regierungsvertrieder dozou.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech géif awer wierklech d'Chamber elo invitéieren, dass mer kënnen zu deene Saache kommen, déi eis haut préoccupéieren. Mir hunn an der Conférence des Présidents en Ordre du jour festgehale mat all de Remarquen, déi gemaach gi sinn. Do ass virgesinn, dass fir déi nächst Woch de 14. Mee d'Madame Nagel zu där Question élargie Stellung hélt.

D'Regierung proposéiert, dass mer zu deem, wat ofgemaach ass, solle stoen. D'Madame Nagel huet sech extra beméit, aus deene Grënn, déi Dir benannt hutt. Och do gëtt, aus deem affichéierte gudde Wëllen, mat engem strenge Kalenner, dee si huet, gëtt hir elo e Stréck erëm gedréit, datt se de gudde Wëllen hat, nawell heihinnerzekommen.

Ech fannen, dat kann net d'Aart a Weis sinn, wéi mer matenee schaffen. Ech géif lech also dofir bieden, och am Intérêt vun der Planbarkeet och vun der Regierungsaarbecht, zum Ordre du jour ze stoen, wéi mer en zesummen diskutéiert hunn.

M. le Président.- Merci dem Här Félix Braz. Ech géif och d'Kolleegen an d'Kolleeginne bieden, bei deenen Ëmgangsformen ze bleiwen, déi hei an der Chamber üblech sinn, an net hei ze iwwerreagéiere vun där enger wéi vun där anerer Säit.

An ech géif Iech dofir bieden, elo iwwert den urspréngleche Ordre du jour ofzestëmmen, mat Ausnahm vun deene Froen, déi net beäntwert sinn an op déi mer herno nach zréckkommen, fir ze kucken, wie vun de Ministeren disponibel ass.

Vote sur l'ordre du jour modifié

Ass d'Chamber domat d'accord, dass mer…

Plusieurs voix.- Vote électronique!

M. le Président.- D'accord. Wie mam Ordre du jour d'accord ass, wéi en urspréngleche festgeluecht war, stëmmt mat Jo. Wien net mat deem Ordre du jour d'accord ass, stëmmt mat Neen. De Vote ass lancéiert.

(Brouhaha)

Une voix.- Oui fir den Ordre du jour. Oui fir den Ordre du jour.

M. le Président.- Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. Fir den urspréngleche Ordre du jour hu gestëmmt 32 Deputéiert, bei 26 Neen. Domat bleiwe mer beim urspréngleche Ordre du jour.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

M. Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech wollt awer der Vollstännegkeet halber froen, wien haut de Mëtten disponibel ass, fir déi Froen, déi net beäntwert sinn, kënnen ze beäntwerten. Dat sinn déi normal schréftlech Froen, déi net am Délai beäntwert gi sinn. De Statsminister kënnt méi spéit am Nomëtten. Da klamere mer déi aus. Déi nächst Fro ass déi vum Här Spautz, d'Fro N°156 un den Éducatiounsminister betreffend d'Planifikatioun vum Lycée Déifferdeng.

Jo?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, wann Der erlaabt, dozou kann ech eppes soen. Dat ass eng, déi ass geschriwwe ginn un den Éducatiounsminister an och u mech als Bauteminister,…

M. le Président.- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …also Infrastrukturminister. An d'Äntwert ass schréftlech vu menger Säit aus fäerdeg, mä déi ass un den Éducatiounsministère geschéckt ginn, well déi hire Volet nach musse beäntwerten, deen doranner beinhalt ass.

An dofir géif ech do ëm Verständnis bieden. Wann et un zwee Ministere geet, kann et emol eng Kéier kuerz iwwert den Délai goen, well dat dann heiansdo dauert, well déi Fro vun deem engen zu deem aneren hin- an hiergeet.

Also, ech kann de Mëtteg ouni Problem deen Deel beäntwerten um Schluss vun der Froestonn, dee mech betrëfft, awer natierlech net deen, deen d'Éducatioun betrëfft. Deen ass nach ënnerwee. Oder déi aner Méiglechkeet ass, dat ass, datt bannent deenen nächsten Deeg d'Äntwert schréftlech kënnt. Wann d'Kolleegen domadder d'accord sinn, géif ech dat esou proposéieren.

M. le Président.- Den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, bei där heiter Fro, well mer de Prinzip haten, wann zwee Ministere betraff sinn a well ech mengen, datt och eng Ufro ass, fir den Délai ze verlängeren, si mer mat där doter d'accord. Déi aner hätte mer awer gäre beäntwert.

M. le Président.- Merci. Dat heescht, mir géifen do déi zwou schréftlech Äntwerten ofwaarden. Dann eng nächst Fro vum Marc Spautz, d'Fro N°157 un den Aarbechtsminister. An do geet et ëm d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv. Den Aarbechtsminister ass hei.

Ass dat méiglech, fir dorop ze äntwerten no der Froestonn?

(Assentiment)

Merci. Da gëtt dat esou gemaach.

Dann hate mer eng schréftlech Fro vum Här Claude Wiseler un den Nohaltegkeetsminister, wat d'Conduite transfrontalière, d'grenziwwerschreidend Fuere vun engem…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Motorrad!

M. le Président.- …liichte Motorrad ugeet. Do ass d'Fro heibannen…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, se misst hei sinn, well ech hunn d'Äntwert. Déi ass gemaach, Här President.

M. le Président.- D'Äntwert ass heibanne mat Ënnerschréft. Wann den…

Une voix.- Ouni Ënnerschréft, provisoresch.

M. le Président.- Ouni Ënnerschréft. Ah!

(Interruption et hilarité)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech kann déi awer och mëndlech beäntwerten herno um Schluss oder se schréftlech herno ofginn. Dat ass, wéi Der wëllt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, mir halen déi bäi. D'Äntwert ass jo relativ, wann ech richteg verstanen hunn, schnell ginn. Wann ech den Här Bausch richteg verstanen hunn, kënne mer dat an engems maachen.

M. le Président.- Jo, da kënne mer dat an engems maachen. An dann hu mer eng lescht Fro vum Marc Spautz, déi datéiert ass vum 1. Abrëll un den Nohaltegkeetsminister. Do geet et ëm d'Installatioun vu Solaranlagen op Gebaier, déi - net ënner Naturschutz - ënner Denkmalschutz stinn.

(Brouhaha)

Déi feelt och, do ass de Minister am Moment net do.

Jo, dann ass nach eng Fro N°179 vum Marc Spautz un den Ekonomiesminister, betreffend…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, just zu där virdrun. Ech wëll awer do nach eng Remarque maachen zu där virdrun, déi anscheinend net beäntwert ass. Déi ass u mech gestallt ginn, mä ech sinn net deen, deen zoustänneg ass, fir dorop ze äntwerten. Se ass un zwee Ministere gestallt ginn an der Fro: u mech an un d'Madame Nagel als Kulturminister.

M. le Président.- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Or, ech sinn déi falsch Adress, well un d'Madame Dieschbourg hätt déi missen adresséiert ginn. Dofir hunn ech déi och un d'Madame Dieschbourg weiderginn.

M. le Président.- Ah, okay.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat huet wahrscheinlech zur Konsequenz, datt natierlech e bëssen Zäit scho verluer gaangen ass. An dat Zweet ass, d'Madame Nagel ass zoustänneg fir dee ganze Beräich vun den Daten, vum Denkmalschutz, pardon. Also, ech mengen, den Délai kënnt wahrscheinlech, well den Här Spautz huet se u mech adresséiert a si hätt missen un d'Madame Dieschbourg adresséiert ginn. Et war dee falschen Adressat.

(Brouhaha)

M. le Président.- Dat heescht, déi richteg Adressatin wär d'Madame Dieschbourg gewiescht.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo. D'Madame Dieschbourg ass zoustänneg fir dee ganze Beräich, also nohalteg Energie, also alternativ Energien. Net ech.

M. le Président.- Déi de Mëtten…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. le Président.- …excuséiert ass. Här Wiseler, géift Der dann deementspriechend Rechnung droen? Entweder kënnt se dann an deenen nächsten Deeg oder si géif an där nächster…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also…

M. le Président.- …an där nächster Sëtzung gestallt ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech stelle just fest, dass d'Madame Nagel hei ass, fir op d'Fro ze äntwerten.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Voilà.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Si kann zumindest deen Deel maachen, dee si concernéiert.

Une voix.- Dat ass jo penibel dat do!

M. le Président.- Dat heescht, d'Madame Nagel seet, dass si net an der Lag ass, fir dorop ze äntwerten.

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, d'Reglement ass ganz kloer, soubal eng Fro net beäntwert ass, da muss se beäntwert ginn.

M. le Président.- Jo, mä si ass awer vum zoustännege Minister…

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Keng Négociatioun. Et ass e Regierungsmember hei. Et ass elo deen zweete Fall innerhalb vu fënnef Minutten. Hei sëtzt e Regierungsmember, dee kritt eng Question élargie gestallt an dee seet: Ech beäntwerten déi net, obschonn ech hei sëtzen. Elo si mer scho méi laang amgaangen ze diskutéieren driwwer, wéi wann d'Madame Nagel opgestane wier…

M. le Président.- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …a si hätt d'Fro beäntwert.

Une voix.- Dat kann net sinn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Elo kommt Der heihinner an Dir fänkt un ze négociéieren driwwer, ob e Minister äntwert. D'Reglement ass kloer: No engem Mount,…

(Interruption)

…no engem Mount ass d'Fro ze beäntwerten. Mir hätte gären, dass all déi Froen, déi iwwer ee Mount elo en suspens sinn,…

M. Eugène Berger *(DP).*- Wann Der soss näischt ze bidden hutt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …am Laf vun de Mëtte beäntwert ginn, wann ech gelift.

Et ass wierklech den elementare Contrôle, Här Berger,…

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …soen ech Iech wierklech nach eng Kéier,…

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech kéint Iech nach esou eng Lëscht weise vun deenen,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- …den elementare Contrôle,…

M. Eugène Berger *(DP).*-…déi Der an zéng Joer während Méint net beäntwert hutt.

(Interruptions diverses)

M. Michel Wolter *(CSV).*- …den elementare Contrôle vun der Chamber…

Une voix.- Dat do ass nach ni geschitt.

Une autre voix.- Dat do hate mer nach ni.

M. Eugène Berger *(DP).*- Et leien der nach do vun der leschter Regierung, déi den Här Wiseler nach misst beäntweren, där leien der nach do.

Une voix.- Awer net, wann en do steet. Net wann en an der Regierungsbänk ass.

M. le Président.- Also…

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Wann ech hei gefrot gi sinn, hunn ech ëmmer meng Froe beäntwert. Ech war eng Kéier…

M. le Président.- Zum Här Wolter, den Här Wolter huet recht, dass, wann déi zoustänneg Ministesch hei ass, dass drop geäntwert soll ginn. Ech kréien awer vun der Regierung gesot, dass hei d'Madame Dieschbourg drop äntwert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ma, dat kann dach net sinn.

M. le Président.- Jo, bon…

(Brouhaha général)

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Et ass eng Fro, déi si betrëfft.

M. le Président.- Also, ech mengen,…

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Le Gouvernement est un.

M. le Président.- Ech mengen zwar, Här Wolter, bei allem Respekt virun de Prerogative vun der Chamber, wann d'Regierung eis seet, dass et eng Ministesch X ass, déi drop ze äntwerten huet, dass een dat awer ka sécher gutthalen.

Une voix.- Bon, ech mengen net.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat ass dann eng nei Verfahrensaart a -weis vis-à-vis vu virdrun.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass eng nei Interpretatioun vum Chambersreglement, déi Dir maacht, Här President.

M. le Président.- Neen, ech kréie vun der Regierung gesot, dass et eng zoustänneg Ministesch ass, déi dorop äntwert, dann…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, déi aner ass do. Et deet mer leed.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir stelle fest, dass u sech d'Regierung momentan net wëllt äntwerten…

Une voix.- Loosse mer driwwer ofstëmmen!

Une autre voix.- Voilà!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …op déi do Fro. Contrairement zum Reglement.

Une voix.- Loosse mer driwwer ofstëmmen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Loosse mer driwwer ofstëmmen, da kucke mer, ob se nach eng Kéier…

Plusieurs voix.- Loosse mer driwwer ofstëmmen!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här President! Här President!

M. le Président.- Jo.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Och do mat allem Respekt fir d'Chamber, et wär awer gutt, wann déi Regelen, déi mer hunn, och géife respektéiert ginn.

Une voix.- Nawell.

(Brouhaha général)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Den Här Wolter, den Här Wolter…

M. le Président.- Wann ech gelift, kommt, loosst eis dem Regierungsvertrieder nolauschteren.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir wäert jo net am Eescht mengen, dass ech amgaange sinn, Iech recht ze ginn, mat mengem éischte Saz. Wa mer Regelen hunn, wa mer Regelen hunn, da solle mer se wann ech gelift och respektéieren. Wann eng Fro un zwee Ministeren adresséiert gëtt, da war dat net de Choix vun der Regierung. Deen Deputéierten, deen d'Fro stellt, huet de Choix geholl, eng Fro ze stellen un zwee Ministeren. An et war nach ëmmer esou, dass déi Fro dann och vun zwee Ministere beäntwert ginn ass, och schréftlech.

(Interruption)

Wann an deem heite Fall, wann an deem heite Fall den Adressat falsch war, da war dat och net de Choix vun der Regierung, dass déi Fro un dee falsche geschéckt gëtt. Wann also hei e falschen Adressat,…

(Brouhaha général)

…e falschen Adressat ausgesicht gëtt vum Auteur vun der Questioun, da loosst wann ech gelift der Regierung och Zäit, fir déi Fro bei dee richtegen Adressat ze kréien.

Dir kënnt net soen, dat Eenzegt, wat gëllt, ass den Délai vun engem Mount, egal wéi vill par ailleurs falsch war an der Démarche. Deen Délai ass och gebonnen un de Respekt vum Resht vun der Démarche. An d'Regierung géif gären, wéi den Auteur vun der Fro et gewënscht huet, zu zwee drop äntwerten, sou wéi d'Fro et och gären hätt. Dofir kommt, mir bleiwe bei deem Prinzip: Wann eng Fro un zwee Ministere geet, dann äntwerten déi zwee Ministeren.

Ech kenne kee Fall, Här President, dass dann eng Fro gespléckt gi wier, dass deen een Deel haut beäntwert gëtt, deen aneren Deel an zwou Wochen. Kommt, mir fänken dat net un. Dat ass dann awer och en Ëmgang mam Reglement, vun deem ech mengen, dass deen eis alle béid an der Zukunft nëmme wäert Problemer schafen.

M. le Président.- Also, mir wannen heiansdo drun, wa mer bei esou Diskussiounen eist Chambersreglement zur Hëllef huelen. An eisem Artikel 80 Paragraph 5 steet: «À défaut de réponse du Ministre à une question dans le délai d'un mois, cette question pourra être posée oralement lors de la première séance publique de la semaine suivant l'expiration du délai de réponse accordé au Gouvernement par le Président de la Chambre.»

Bon, d'Chamber huet d'Fro den 1.4.2014 kritt. De Mount war den 1. Mee ofgelaf. Dat war d'lescht Woch. Déi Woch, déi duerno kënnt, ass déi hei.

(Interruption)

Méi steet am Reglement net. Dat heescht, wann déi Demande vun enger Fraktioun respektiv engem Deputéierte kënnt, adresséiert sech déi Demande un d'Regierung, net un en eenzelne Member.

(Interruption)

Dann…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, mir stelle fest, datt bei där heiter Fro mer op Basis vum Artikel 80 (5) mer deene Kritären entspriechen a mir géife gär déi Fro stellen. Mir gesinn och, datt vu Regierungsmemberen der dach eng Rei hei sinn, déi vläicht d'Fro net ganz kënne beäntwerten, mä déi en Deel dovunner kënne beäntwerten.

Ech mengen, datt mer bei all deene Froen, fir déi d'Regierungsmemberen haut ofgemellt waren, net insistéieren, fir déi beäntwert ze kréien. De toute façon hunn ech dat um Ufank net gefrot. Bei deenen, déi ugemellt waren, hu mer et gefrot. An déi géife mer gäre stellen, Här President.

M. le Président.- Jo, den Här Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- D'Regierung respektéiert natierlech den Entscheed vun der Chamber, mam Nodeel, dass déi Fro, déi un zwee Ministere gaangen ass, elo nëmmen zu engem Deel beäntwert gëtt.

Plusieurs voix.- Jo!

M. le Président.- Dat, mengen ech, ass eng räsonabel Propositioun. An et ass och näischt aneschters, mengen ech, vun der Chamber gefrot ginn. Déi Elementer, déi feelen, ginn dann deementspriechend nogeliwwert.

Voilà, da géif ech elo…

Ah, ech hunn nach en Hiweis kritt op eng Fro, déi net beäntwert ass. Dat ass déi iwwer Enovos.

Ass do d'Regierung an der Lag, fir drop ze äntwerten?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- E bësse méi spéit.

M. le Président.- Kee Problem. Also, souwéisou komme mer elo un d'Heure de questions. An da kënne mer bei deene Froen, déi gestallt ginn, d'Ranguerdnung ouni Weideres beaflossen.

Ech géif Iech also froen, ob no deenen Diskussiounen, déi mer elo gefouert hunn, d'Regierung mam Ordre du jour d'accord ass. Ech mengen, dat war kloer, soudass mer elo zu der Heure de questions kënnen iwwergoen an no der Heure de questions op d'Äntwert zu deenen ausstoende Froe kënnen iwwergoen.

Déi éischt Fro - dat ass d'Fro N°26 vum 6. Mee, also vun haut - vum Här Guy Arendt betrëfft d'Verlängerung vum Führerschäin a si riicht sech un den Nohaltegkeetsminister. Den Här Guy Arendt huet d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°26 du 6 mai 2014 de M. Guy Arendt relative à la prolongation du permis de conduire, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn also d'Chance, dass den Här Minister do ass, fir mer meng Fro ze beäntwerten. Ech wëll op dëser Plaz eng Fro un den Här Nohaltegkeetsminister stellen, oder besser eng Erklärung froen, wat d'Verlängere vum Führerschäin ugeet.

Mat 50 Joer muss ee jo de Führerschäi verlängeren. Dat ass elo déi éischte Kéier. Natierlech zielt déi ganz Argumentatioun och fir spéider Verlängerungen. Am beschte géif ech Iech e Beispill gi mat Datumen, fir de Problem besser kënnen ze erklären.

Ech huelen un, dass eng Persoun, déi den 1. Juni 2014 hir 50 Joer kritt, also en neie Permis ausgestallt muss kréien. Hiren neie Permis gëtt dann, huelen ech un, den 29. Abrëll vun dësem Joer, ausgestallt. Et steet dann um Recto, ënnert dem Punkt 4A, Ausstellungsdatum den 29. Abrëll 2014. Ënnert dem Punkt 4B vum Führerschäin steet: Auslafdatum den 29. Abrëll 2024. Dann, wann ech op der Récksäit vun der Käertchen, wat neierdéngs jo dann elo de Permis ass, kucken, do steet ënnert dem Punkt 11 jusqu'au, also dat heescht bis den, den Datum vum 1. Juni ´24 fir déi verschidde Kategorien, fir déi de Permis ausgestallt ginn ass. Dat heescht, dat ass an deem Sënn de Gebuertsdatum vun deemjéinegen, deen de Permis huet.

Dee méigleche Problem ass, datt, wann déi Persoun nom 29. Abrëll 2024 ugehale gëtt an enger Kontroll an hiren neie Permis nach net huet, ass et onkloer, ob hire Permis zu deem Datum gülteg ass oder net.

Menge Fro also: Wat fir een Datum op de Permisen ass ausschlaggebend, fir ze wëssen, ob e Permis valabel ass oder net?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Arendt. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Erlaabt mer vläicht aganks awer eng kleng Remarque ze maachen. Ech wëll d'Chamber ganz sécher net kritiséieren, mä ech fannen et net ganz gutt, ech krut nämlech de 17. Abrëll vun der Madame Sylvie Andrich-Duval eng Question parlementaire gestallt, schréftlech, déi integral dat nämlecht erëmgëtt wéi dat, wat elo mëndlech hei gefrot gëtt.

An ech géif wierklech d'Chamber bieden, datt mer eis eng Kéier zesummen hei eens ginn, wéi mer dat uginn. Ech hunn zwar kee Problem, ech si bereet, se schréftlech ze maachen an nach eng Kéier mëndlech an duerno nach eng Kéier schréftlech. Dat ass mer egal. Mä ech mengen, dat ass net am Intérêt vun der Saach an och net am Respekt vun den Deputéierten, déi Froe gestallt hunn. Et misst een iergendee System fannen, datt awer hei e Filter agebaut gëtt, datt, wann eng Fro schréftlech kënnt, a mir sinn amgaang déi ze beäntwerten, datt se dann net zwou Wochen duerno nach eng Kéier mëndlech gestallt gëtt. Ech mengen, dat ass elo kee Reproche u keen. Mä ech mengen, et ass net ganz gutt, wa mer esou virginn.

Ech wëll dofir dann och hei profitéieren, dem Här Arendt ze äntwerten an der Madame Andrich an engems, wa se erlaabt. Si kritt awer selbstverständlech och gär vu mir nach d'Fro schréftlech beäntwert.

Ech mengen, déi dote Problematik, déi ass scho vill an der ëffentlecher Diskussioun gewiescht. A mir sinn och amgaangen, also meng Servicer sinn amgaangen, dat doten ze analyséieren, fir ze kucken, ob mer net kéinten haaptsächlech déi Eejoresperiod ab deem ganz héijen Alter do e bëssen allégéieren. Dat ass allerdéngs net esou einfach, well do stelle sech e puer Problemer.

Éischtens musse mer kucken, datt mer e Bilan emol fir d'Éischt zéien iwwert d'Stroossen, iwwert d'Accidenter op der Strooss. Well, wann dat gemaach gëtt, déi méi kuerz Délaien ab engem gewëssenen Alter, fir mussen de Führerschäin ze erneieren, dann huet dat jo och e Grond. Mir maachen et jo net, well eis näischt méi Gescheites afält, mä et ass jo awer och, well mer eis, zu Recht, Suerge maachen, datt - an ech mengen, dat betrëfft jiddweree vun eis ab engem gewëssenen Alter - awer d'Reflexer manner gutt ginn an esou weider. An ob et dann net awer ubruecht ass, och verschidde Krankheetsbiller kënne sech erginn, fir méi oft ze kontrolléieren. Dat heescht, mir musse kucken, ob wierklech d'Stroossenaccidenter, awéifern déi mat esou Fäll zesummenhänken. Mir mussen och d'Commission médicale froen. Mir mussen eng Kéier kucken, wéi d'Experienze sinn.

An dat, wat nach méi wichteg ass, mir mussen och kucken, wat an deenen anere Memberstaten an der Europäescher Unioun existéiert. Well et huet jo kee Wäert, datt mir hei zu Lëtzebuerg elo géife soen, mir maachen eng méi allégéiert Situatioun, an da géif dat zu Schwieregkeete féieren am Ausland.

A selbstverständlech, an dat hat d'Madame Andrich och gefrot, ob een do d'Amiperas net kéint abannen an déi ganz Consultatiounen, selbstverständlech wëlle mer dat maachen. Dat heescht, mir sinn amgaang doriwwer nozedenken. Mä ech mengen, dat brauch e bëssen Zäit. An dann hoffen ech, datt mer eng Léisung fannen, déi deem Problem kéint entgéintkommen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch, deem ech ganz recht ginn, wat déi schréftlech an d'Froen an der Froestonn ugeet. Ech muss allerdéngs soen, dass déi Froen, déi eraginn an der Froestonn, heiansdo esou libelléiert sinn, dass een dee Parallelismus net onbedéngt ka feststellen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Hei war et awer zimlech kloer.

M. le Président.- Jo, mä hei steet, an engem Saz: „au sujet de la prolongation du permis de conduire".

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. le Président.- Dat ass da ganz schwéier nozevollzéien. Et ass bal onméiglech. Aus där Experienz vu virdrun hunn ech bei esou Froen ëmmer nogefrot, wat genee gemengt ass, esou dass et awer vläicht net géif schueden, wann ee liicht méi géif spezifiéiere wéi zwee Wierder iwwer eng Fro; dat géif der Regierung d'Aarbecht e bësse méi einfach maachen. Eis och an der Selektioun, wat d'Recevabilitéit ugeet, wa scho schréftlech Froe virleien, och wann déi nach net beäntwert sollte sinn. Also mat Bitte ëm Versteesdemech fir d'Situatioun vun deene verschiddene Säiten.

Voilà, dat gesot, géif ech zur nächster Fro...

Jo, den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt just d'Remarque maachen, datt am Prinzip, wann ech mech gutt erënneren, et esou gehandhabt ginn ass, wann d'Recevabilitéit vun enger Question orale geholl ginn ass an et war schonn eng Question écrite similaire parallèle do, déi bal d'selwecht war, datt bei där Fro probéiert gouf ze regruppéieren. An d'selwecht, datt den Auteur vun der Question écrite och d'Méiglechkeet hat, seng Fro dann hei ze stellen, wa se parallell war.

M. le Président.- Jo.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President...

M. le Président.- Den Här Bausch an da vläicht och eng Prezisioun...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll awer just dozou soen: Ech hu kee Problem domadder, mä et muss een awer och bedenken, datt jo awer och am Ministère Aarbecht hannendrustécht. An et huet awer och kee Wäert, datt mer d'Aarbecht duebel maachen. Dat heescht, datt d'Beamten opgehale gi mat enger Aarbecht, fir eppes schréftlech ze beäntwerten op där enger Säit, wat ech dann hei amgaange sinn, zur gläicher Zäit hei mëndlech ze beäntwerten.

Dofir wär ech frou, wann d'Chamber géif eng Solutioun fannen, déi eis alleguerte géif d'Saach méi kloer maachen, an datt mer net duebel awer Aarbecht maachen.

M. le Président.- Merci. Dozou sief och gesot, dass et net schuet, wa mer et signaléiert kréien. Da géife mer se eventuell nach virun hallwer dräi vum Ordre du jour erofhuelen, esou dass mer do vläicht sollte probéieren, mat e bësse guddem Wëlle vun all de Säiten, esou Iwwerschneidungen ze évitéieren.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Martine Hansen an et geet ëm d'Formation professionnelle. Déi Fro riicht sech un den Éducatiounsminister respektiv un de Statssekretär aus dem Éducatiounsministère. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°27 du 6 mai 2014 de Mme Martine Hansen relative à la formation professionnelle, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 11. Mäerz hat ech dem Här Minister Meisch op dëser Plaz eng Rei vu Froen zur Formation professionnelle a speziell zu de Rattrapagen an de Remédiatioune gestallt. Déi Instruktioun, déi elo un d'Schoule verschéckt ginn ass, sollt Kloerheet an dës Problematik bréngen.

Här Statssekretär, vun deene fënnef Punkten, déi an der Instruktioun opgezielt ginn, ass just ee richteg nei. Well ech mengen, et ass allen Direktioune bekannt, datt si bei engem Refus de travail vum Schüler kënnen eng Mesure disciplinaire ergräifen. Et ass och bekannt, datt eng Remédiatioun mat Épreuve kann ee Rattrapage ersetzen. An et ass och bekannt, datt d'Évaluatioun vun de Moduler soll de façon continue sinn.

Mä deen ee richteg neie Punkt werft eemol méi vill Froen op. Hei geet et ëm d'Schüler op der 12e Technicien oder der 11e DAP plein temps, déi riskéieren, falls si normal an dat nächst Schouljoer kéimen, net all Moduler während hirer Schoulzäit nohuelen ze kënnen.

Wann de Régent dat feststellt, kann hien, laut Ärer Instruktioun, um Enn vum Schouljoer dem Conseil de classe eng Mesure individuelle de rattrapage proposéieren. Dës Mesure individuelle besteet doranner, datt de Student fir dat nächst Schouljoer op senger aler Klass, der 12e Technicien oder der 11e DAP, ageschriwwe bleift, datt hie während deem Schouljoer een Horaire vum Direkter gemaach kritt, wou op där enger Säit Moduler ugebuede ginn, déi nach nozehuele sinn, op där anerer Säit och schonn eventuell Moduler vun der nofolgender Klass kënne beluecht ginn.

Dat héiert sech vläicht ganz gutt un, mä d'Studenten hu jo net nëmmen d'Moduler vun der 11e, wou si dann ageschriwwe bleiwen, wann ech elo emol beim DAP bleiwen, nozehuelen, mä eventuell och nach eng ganz Partie vun der 10e.

Dann hu leider och net all Schüler déiselwecht Moduler nozehuelen. Déi verschidde Moduler hunn och nach ganz ënnerschiddlech Wochestonnenzuelen. Den Direkter muss also Stonnepläng à la carte organiséiere fir déi eenzel Schüler vu Moduler vun der 10e, der 11e an eventuell, wann dann nach Plaz an deenen eenzelne Schwäizer-Kéis-Stonnepläng bleift, ech nenne se elo emol esou, probéieren, d'Lächer am Stonneplang opzefëlle mat Moduler vun der 12e. Dës Moduler missten dann awer och nach zoufälleg an dës Lächer vum Horaire erapassen an och nach stonneméisseg de fräie Plagen entspriechen.

Dofir meng Froen:

Éischtens, wéi mengt Der, datt dës Mesures individuelles vun de Schoulen ze organiséiere sinn? Zweetens, stellt Der de Schoulen déi noutwendeg Moyenen, Déchargen zur Verfügung, fir dëst ze maachen? Dir schwätzt vill vun Déchargëkierzungen. Ech mengen, hei misste se éischter erhéicht ginn. Drëttens, firwat kréien d'Concomitanceklassen net och eng zousätzlech Chance ugebueden?

Hei schwätzt Der just vun engem Appui facultatif, dee kéint zousätzlech zum Rattrapage ugebuede ginn, ausserhalb vun de Schaffstonne vum Léierjong oder -meedchen. Ass dat konform zum Aarbechtsrecht?

Véiertens, dem Gesetz no dierf de Student am Regelfall just een zousätzlecht Joer maachen, oder hie muss säin Ofschloss am Lifelong-learning maachen.

M. le Président.- Madame Hansen, Dir sidd elo...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech hu just nach eng Fro. Dann nach séier...

M. le Président.- Dir sidd elo eng Minutt 30 iwwer Är Zäit. Et ass d'Äntwert, déi véier Minutten huet, an net d'Fro.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Zielt dëst zousätzlecht Joer zu deene véier Joren? A wéini hutt Der wëlles, d'Gesetzestexter respektiv de Gesetzestext an d'Reglementer ze änneren?

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Marc Hansen, Statssekretär am Éducatiounsministère.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dann, a véier Minutten Äntwerten op d'Froen ze ginn, déi och esou laang gedauert hunn. Dat gëtt wahrscheinlech schwéier, fir se alleguerten direkt ze beäntwerten. Ech probéieren awer, e Koup un Elementer mat op de Wee ze ginn, déi Iech dann déi Äntwerte ginn op déi Froen, déi Der gestallt hutt.

Ee Constat muss ee maachen: Den 19. Dezember 2008 ass dat dote Gesetz iwwert d'Formation professionnelle jo hei an der Chamber gestëmmt ginn. An ee Constat, deen déi nei Regierung gemaach huet, dat ass natierlech, wann ech alleguerten déi Punkten elo géif opzielen, mat deenen et Problemer gëtt, och an der Organisatioun, da wär ech och scho vill méi laang amgaang wéi déi véier Minutten, déi ech zur Verfügung hunn. Et ass eng Urgence gewiescht, wéi déi nei Regierung do ugetrueden ass, fir an deem dote Kontext eppes ze maachen.

An ech mengen, d'Problemer, déi si bekannt gewiescht. Et ass awer virdrun ni eppes gemaach ginn, esou dass déi heite Regierung sech elo an der Flicht gesinn huet, fir ze probéieren, e Koup un Hëllef ze liwweren, fir dat doten eenegermoossen ze arrangéieren, an dat am Sënn vun de Schüler. Well Dir hutt et ganz kloer gesot, do sinn e ganze Koup u Modulen, déi amgaang sinn opzelafen.

Do riskéieren Honnerte Schüler, déi a verschiddene Formatiounen de Wee gemaach hunn, herno net erauszekommen, keng Qualifikatioun ze kréien an dowéinst dann op engem Aarbechtsmaart ze stoen an net kënnen ënnerdaach ze kommen. Dat ass e reelle Problem. An do gouf elo mat där Circulaire...

(Interruption)

Mat där Circulaire, déi de 24. Abrëll elo erausgaangen ass un d'Ministeren, un déi verschidde Lycéeën...

(Interruption)

M. le Président.- Wann ech gelift, just den Här Hansen huet d'Wuert. Wa mer streng sinn, da si mer och zu alle Säite streng, Här Wolter.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse.*- Ech soen Iech Merci, Här President. Et gouf ee Punkt, deen Der ernimmt hutt, deen natierlech mat ganz vill organisatoreschen Oplage verbonnen ass, déi och alleguerten elo ze léise sinn. A wann dat doten net geschitt wär, da wär déi Problematik entstanen, déi ech kuerz ëmrass hat.

Wéi ass et zu där do Circulaire komm? An dat ass, mengen ech, dat, wat wichteg ass. An dem Gesetz vun 2008 gëtt et e Comité de pilotage. Do ass, nieft dem Vertrieder vun dem Ministère, de Service de la formation professionnelle mat dran. Dann ass d'CSL mat dran, d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce, de Collège des Directeurs si mat dran. Et sinn och nach zwee Coordinateuren, wat zwee Enseignantë sinn, an deem Comité de pilotage mat dran. An alleguerten déi dote Leit sinn an där Zäit, an där kuerzer Zäit, mat un den Dësch gesat ginn, fir eng Léisung ze sichen. Dat heescht, déi ware sech alleguerten där doter Problematik bewosst. A si hunn op déi dote Problematik probéiert, eng kuerz an eng kuerzfristeg Léisung an där éischter Phas ze fannen, déi Der och vläicht am Communiqué gelies hutt, fir kënnen deem doten entgéintzewierken.

Dat heescht, souwuel - wéi Dir elo d'Fro gestallt hutt: Wéi ass et mat den Direkteren, wéi ass et mat den Enseignanten? - déi waren an deem Comité de pilotage mat dem Projet mat befaasst vun där Circulaire ministérielle, déi erausgaangen ass. An déi hunn deem alleguerten zougestëmmt. Dat war eng unanime Décisioun, déi geholl ginn ass vun deem Comité de pilotage. An do war och de Collège des Directeurs vertrueden. Dat heescht och hannendrun d'Direkteren, déi dat och presentéiert kritt hunn, konnten alleguerte mat där dote Léisung liewen. Wat sécher eng Iwwergangsmesure ass, mä déi huet awer missen elo geholl ginn, fir dass mer net e Problem kréien an herno keng Qualifikatioun méi hu fir déi Leit, an dass se zum Schluss vun hirer Formatioun vun eenzelne Moduler déi Rattrapagen net kéinte maachen. Dat heescht, dat ass am Accord mat deene gemaach ginn, an déi si sech där Saach bewosst a wäerten dat dann och deementspriechend ëmsetzen.

Dann, am Communiqué hutt Der och vläicht gelies, dass dat doten deen éischte Wee ass, déi Circulaire, fir kuerzfristeg Léisungen ze proposéieren. An enger zweeter Etapp kommen d'Amendementer dann zu dem Gesetz a Règlements grand-ducaux, fir dat doten ze adaptéieren. Déi ginn am Moment mat deemselwechte Comité de pilotage ausgeschafft, fir ze probéieren, och do esou séier wéi méiglech nach méi déifgrënneg un déi Reform erunzegoen a fir déi Reform vun 2008, fir déi do ze ajustéieren, wou se net d'Schinn hält. Et ginn e ganze Koup vu Problemer, déi wäerten elo ajustéiert ginn. An an där Phas ass de Ministère amgaang dann ze schaffen, fir dann och do hannendru méi déifgrënneg kënnen hannendrun ze goen.

Ech soen Iech Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

M. le Président.- Merci och dem Här Marc Hansen. Déi nächst Fro kënnt vum Här Roger Negri an et geet iwwert de Kaméidi oder den angebleche Kaméidi, dee vun der neier bloer Bréck beim Verkéier ausgeléist gëtt. An d'Fro riicht sech un den Här Nohaltegkeetsminister a Bauteminister. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°28 du 6 mai 2014 de M. Roger Negri relative aux nuisances sonores provoquées par la circulation automobile sur le pont provisoire dit «blo Bréck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op der provisorescher Bréck, niewent dem Pont Adolphe, ginn et jo akustesch Problemer, déi, wéi mer héieren hunn, och a kierzester Zäit, wahrscheinlech nach dës Woch, solle behuewe ginn. Do wär et interessant ze wëssen, wéi dat geschitt. Iwwer Amortisseuren oder Ënnerleeungen? Well do Stol op Stol reift oder iergendwéi aus welchem Grond.

Déi Fro, déi sech awer stellt, dat ass, ech mengen, et ass vun Ufank un, virum Bau, versprach ginn, dass deenen akustesche Problemer géif Rechnung gedroe ginn. An déi Fro, déi sech elo einfach stellt, ob et sech elo hei ëm en Imprévu handelt duerch de Bau. Dat géif mech interpelléieren, well schliisslech geet et hei ëm mechanesch an dynamesch Kräften, grouss Kräften, déi do vun der Bréck erof wierken, wou een och da sech d'Fro kéint stellen, ob dat eppes mat der Stabilitéit ze dinn huet. Dofir wär ech do ganz frou, wann den Här Minister mer dorop géif eng Äntwert ginn.

An dann eng aner Suggestioun vläicht. Wann déi akustesch Problemer net géifen oder kéinte behuewe ginn, ob et net géif Sënn maachen, eng Geschwindegkeetsbegrenzung op der Bréck, zum Beispill vun 30 Kilometer an der Stonn, ze maachen?

Ech soen dem Här Minister Merci am Viraus fir seng Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. An d'Wuert huet den zoustännege Minister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wollt dem Här Negri och Merci soe fir déi Fro. Bon, ech mengen, dat ass en Imprévu, deen do virkomm ass bei där Bréck. Dat ass awer keen dramateschen. Ech kann Iech direkt berouegen. D'Fro huet sech gestallt haaptsächlech bei Poids lourds, déi driwwer gefuer sinn, dat heescht Bussen oder Camionen. An et ass esou, datt et ze dinn huet mat Schrauwen oder Boulonen vill méi, déi agedréit sinn - ech hunn och eng schéi Foto hei, fir déi, déi interesséiert sinn, kann ech se herno weisen -, déi effektiv op d'Eise reiwen an doduerjer dat Gequiitschs do entstanen ass.

Dat ass awer elo genau analyséiert ginn. An déi Plaze ginn deementspriechend ausgebessert, dat heescht, déi Boulonen do ginn ersat duerch anerer, wou dann och nach eng Kautschukschutzfolie ronderëm ass, déi wäert maachen, datt dat Gequiitschs dann do ophéiert.

Déi Aarbechte sinn och amgaange scho vum 30. Abrëll un. Et ass och schonn e gutt Stéck besser ginn. An déi wäerten an deenen nächsten Deeg, bis Enn der Woch och ofgeschloss sinn an da misst dee Problem behuewe sinn. Ech wëll am Numm vun der Regierung mech dofir formell entschëllege bei deene Leit, déi puer, déi ënnendrënner wunnen, déi vun den Nuisancë betraff waren. Dat sinn ebe Saachen, déi kënnen emol einfach virkommen. Mä ech mengen, et ass séier behuewe ginn a spéitstens ab e Sonndeg wäert d'Gequiitschs opgehéiert hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem François Bausch. Déi nächst Fro kënnt vum Här Fernand Kartheiser, riicht sech un d'Madame Kulturminister a geet ëm d'Ënnerstëtzung fir Lëtzebuerger Schréftsteller an Iwwersetzer. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°29 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative aux aides pour les écrivains et traducteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Madame Minister, am Kulturministère ass all Joers eng kleng Zomm, also eng relativ modest Zomm vu manner wéi 40.000 Euro virgesi fir materiell Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerger Auteuren, woubäi awer opfält, datt elo déi Lëtzebuerger Iwwersetzer net extra ënnerstëtzt ginn, wat awer vläicht ganz wichteg wär. Et ass eigentlech onbestridden, datt eng gutt Iwwersetzung eng eege Literaturform ass. A mir hunn och an deene leschte Joren eng ganz Rei vu qualitativ héichwäertegen Iwwersetzungen op Lëtzebuergesch vun auslännesche Wierker gehat.

Elo ass et awer esou, datt am Kulturministère zwar d'Iwwersetzung vu lëtzebuergesche Wierker op aner Sproochen ënnerstëtzt gëtt. Do sinn zum Beispill Saachen ënnerstëtzt gi wéi d'Iwwersetzung vun engem norwegesche Buch op Englesch oder d'Iwwersetzung vun engem Lëtzebuerger Auteur vun engem italieneschen Text op Franséisch, mä wat e bësse feelt, dat ass d'Iwwersetzung oder d'Hëllef fir Iwwersetzunge vun auslänneschen Texter op Lëtzebuergesch, well do sinn heiansdo ganz héich Droits d'auteur ze bezuelen. A well hei zu Lëtzebuerg d'Oploe vu Bicher op e puer Honnert Exemplairen, wann et héich kënnt op dausend oder liicht méi sinn, dann ass dat net rentabel an et behënnert d'Iwwersetzung vun auslännesche Wierker op Lëtzebuergesch.

Dofir wär et eng Suggestioun, an ech wollt froen, ob d'Madame Minister do d'accord wär, fir an hirem Budget och dofir Sue virzegesinn, ëmsou méi well mer jo och gesinn hunn, datt am Ausland bei anere Sproochen, déi vun net ville geschwat ginn, wéi zum Beispill Islännesch, déi konsequent a systematesch Iwwersetzung vun auslännesche literaresche Wierker an hir eege Sprooch ganz vill zur Entwécklung vun där Sprooch bäigedroen huet.

Dohier meng Fro un d'Madame Minister: Wier Dir bereet, och esou Iwwersetzunge vun auslännesche literaresche Wierker op Lëtzebuergesch an deem Sënn ze ënnerstëtzen, datt déi Leit, déi dat wéilte maachen, notamment d'Droits d'auteur kéinte bezuelt kréien?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo d'Madame Kulturminister Maggy Nagel.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Här President, honorabel Deputéiert, wéi gesäit et mat der Promotioun vun de Lëtzebuerger Schrëftsteller an den Traducteure vum Kulturministère, wéi gesäit dat do aus?

Et ass selbstverständlech eng Villfalt vun Hëllefen a Subventiounen, déi am Joer ausbezuelt ginn. De Ministère huet nach ëmmer déi Productions littéraires ënnerstëtzt, engersäits duerch eng jährlech Organisatioun vun engem Concours littéraire national, dee säit ´78 besteet fir all Leit wunnhaft a Lëtzebuerg, déi an deem Fall sinn, och gutt sinn. D'Dotatioun an de Sujet vum Concours, déi ginn duerch de Conseil national vun der Literatur fixéiert. An do ass och e Montant vu 6.750 Euro am Budget dran. Wat d'Attributioun ugeet all dräi Joer vum Prix Batty Weber - ´87 ass deen an d'Welt geruff ginn -, deen ass, fir eben e Gesamtwierk vun engem Lëtzebuerger heitege Schrëftsteller ze honoréieren, an dat duerch eng Dotatioun vun 10.000 Euro.

Dann hu mer d'Primes à la publication. Do geet et ëm d'Primen, déi d'Auteure kréie fir all nei Publikatioun a Création littéraire, d'Belles-Lettres, op Demande vum Auteur an déi gi fixéiert duerch e Comité des primes à la publication. Do sinn 29 Auteuren 2013 priméiert gi mat engem Montant vu 16.900 Euro (veuillez lire: 16.550 Euro).

Dann hu mer d'Bourse d'aide à la création, eng Aide financière, déi kann accordéiert ginn op méi Méint. Se soll exceptionnel Projeten ënnerstëtzen a se soll och dem Artist d'Méiglechkeet ginn, fir en Deel vu senge Käschten ze decken. 2.500 sinn 2013 ausbezuelt ginn.

Da gi Frais de voyages à charge geholl vun Auteuren, déi invitéiert ginn op e Festival littéraire étranger, 8.400 Euro (veuillez lire: 8.401).

Dann ënnerstëtze mer Résidences d'auteur. Zu Lëtzebuerg hu mer de „Struwwelpippi kommt zur Springprozession", e Projet d'échange finanzéiert vum Kulturministère a Kollaboratioun mat der Iechternacher Gemeng: 13.000 Euro. Eng Résidence du Pont d'Oye an der Belsch, wou de Ministère de la Culture och d'Frais de séjour en charge hëlt: 2.250 Euro. Do hate mer 2013 kee Kandidat.

Dann d'Résidence d'auteur an der Türkei „Turquie poésie francophone", wou de Ministère de la Culture och d'Frais de séjour à charge hëlt.

Da ginn Aiden un A.s.b.l.en an Établissements publics. Fir nëmmen der e puer ze soen: Freed um Liewen, um Liesen - och um Liewen -, 15.000 Euro; Printemps des Poètes, 10.000 Euro; de Radio socioculturel 100,7, dee vum Ministère finanzéiert ass, dat ass awer elo alles eriwwergaange bei den Etat, hu mer jo héieren am Budget.

A säit 2010 hu mer och d'Méiglechkeet duerch d'Gesetz, déi ëffentlech Bibliothéiken ze ënnerstëtzen. E Montant 2013 vun 350.000 Euro (veuillez lire: 351.373 Euro).

Kulturell Instituter vun dem Kulturministère selwer, d'Nationalbibliothéik zu Lëtzebuerg, d'Promotioun vu Lëtzebuerger Artisten, do geet et 2013 ëm 3.475.000 an 2014 ëm 3.325.000 Euro (veuillez lire: 3.325.082 Euro).

De Centre national de littérature, en Institut culturel vum Ministère de la Culture, e Centre de recherche documentaire fir d'Lëtzebuerger Literatur, e Centre d'animation socioculturelle, alles ronderëm d'Buch an d'Lektür, mat 2013 a 2014 deeselwechte Montant 268.500.

Da ginn et Aides aux éditeurs, Aides à la traduction. Dës Hëllefe concernéieren d'Traduction vu wichtege Wierker fir de Patrimoine vun eisem Land a si gefrot vun de Maisons d'édition étrangères, déi interesséiert sinn duerch d'Publikatioun, wat eis Sprooch ugeet vun eisem Land, oder wat d'Wierker vun eise Lëtzebuerger Auteuren ugeet, dat mat 38.155 Euro am 2013er Budget.

Eng Konventioun hu mer mat de Lëtzebuerger Bicherédituren, eng Dotatioun vu 60.000 Euro a 54.000 Euro (veuillez lire: eng Dotatioun vu 54.000 Euro). Plus supplementar ënnerstëtze mer Lëtzebuerg, e Gaaschtland zu Karlsruhe op der Foire vun dem Buch am November, mat 15.000 Euro. En Avenant, deen zu där Konventioun och gemaach ginn ass.

Dann eng Aide financière fir d'Éditeurs luxembourgeois a op de Salons internationaux du livre. De Kulturministère bezilt do e Stand, deen zwar dee bëllegsten ass, mä awer si mer präsent.

Dann ënnerstëtze mer Revues culturelles, wéi zum Beispill: Nos Cahiers, Cliärrwer Kanton, Galerie, Forum, Transkrit an esou weider. D'Promotioun vum Lëtzebuerger Buch konkretiséiert sech schlussendlech am Laf vum Joer duerch regelméisseg Akeef vu Bicher bei den Éditeuren. Mir schécken och déi Bicher dann un d'Ambassaden an un d'Bibliothéiken.

Dat anert alles, wat Der gesot hutt vun Traductiounen, kann ech Iech soen…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ah, Dir kommt elo zur Fro!

Une voix.- Ma ja!

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Jo, Är Fro hat awer och dat do gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat hat ech net gefrot. Dir hutt mer bis elo de Rapport annuel virgelies.

M. le Président.- Jo, wann ech gelift, loosst d'Madame Nagel schwätzen, well si ass schonn amgaangen, hir Zäit ganz seriö ze dépasséieren…

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Dat mécht näischt. Ech soen nach just…

M. le Président.- …, mä vu dass se eng Kéier op der Oppositiounssäit bei den Deputéierten iwwerschratt ginn ass, géif ech et och eng Kéier bei der Regierung duerchgoe loossen…

(Hilarité et interruptions)

…an awer déi nächst bieden, sech strikt drun ze halen am Sënn vum Équiliber. Madame Nagel, Dir hutt nach e puer Sekonnen.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här President.

Wat d'Hëllefe bei der Traductioun ugeet, d'Subventioun, déi accordéiert gëtt, fir d'Traductioune vun Ouvragen, littéraire Ouvragen, déi scho publizéiert gi si vun engem Lëtzebuerger Auteur oder engem Auteur, deen zu Lëtzebuerg wunnt, oder eng Traductioun vun engem auslänneschen Ouvrage, déi e reelle kulturellen Interesse fir de Patrimoine vum Grand-Duché hunn, do gëtt et e spezielle Comité. Dee spezielle Comité décidéiert, ob d'Opportunitéit do ass, fir esou ee Wierk ze iwwersetzen, an och iwwert d'Subventioun. Dee Comité ass mat fënnef Membere besat, an 2013 sinn, wéi Der effektiv gesot hutt, eng ganz Rei Traductioune gemaach ginn an der Héicht vun 38.155 Euro. An do si verschidde Wierker a verschidde Sproochen ëmgesat ginn. Do ass e Buch an d'Serbescht iwwersat ginn, a Rumänesch an Englesch a Spuenesch an Italienesch a Bulgaresch an op Franséisch. An do ass et och an Zukunft esou virgesinn, datt mer och Aiden do wëlle fräiginn, fir Bicher op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

Här Kartheiser, Här President, ech hoffen, datt den Här Kartheiser dann elo schlussendlech da seng Äntwert kritt huet. Mä ech wollt awer komplett sinn, well en huet ugefaangen, datt nëmme ganz wéineg Kreditter am Budget stinn. Mä dat do ass awer en décken Deel, wat d'Aiden an d'Subventioune vum Stat, wat d'Promotioun vun de Lëtzebuerger Schrëftsteller an Traducteuren ugeet, virgesinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Nagel. Ech wëll hir just soen, dass se bei siwe Minutten ukomm ass. Dat ass am Verhältnis zu deenen zwou Minutte vu virdru proportionell gerechent. Ech wëll och jiddwer Kolleege soen, dass ech ab sofort d'Auer strikt wäert handhaben.

Den Här Adam, dee fir seng Kierzt bekannt ass, ass dann deen Éischten, deen dat wäert erliewen.

(Hilarité et interruptions)

Et geet a senger Fro un den Här Nohaltegkeetsminister ëm de Lancement vun engem Projet Bike & Ride op der Gare Miersch.

- Question n°30 du 4 mai 2014 de M. Claude Adam relative à la gare de Mersch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech stellen dem Här Minister Bausch eng Fro iwwert d'Situatioun vum Vëlo zu Miersch op der Gare. An ech wëll mech och kuerzfaassen, erlaabt mer awer trotzdeem, datt ech meng Fro e bëssen encadréieren.

Dir wësst, datt d'Mierscher Gare eng Pilotgare ass. Dat huet eng ganz Rei Avantagë fir déi Leit, déi zu Miersch mam ëffentlechen Transport fueren. Ënner anerem gesäit een owes, a wéi enger Gare datt een ass, et ass e Lift do fir bei der Unterführung, an et si bausse Panneauen. Et ass alles flott. Et ass awer esou, datt eigentlech ëmmer den Aspekt Vëlo gefeelt huet op där Gare. Et war näischt Extraes virgesinn, fir déi Leit, déi mam Vëlo op d'Gare géife kommen.

Net méi spéit wéi virun zéng Deeg - wann ech mengem Buergermeeschter däerf gleewen - am breetste Souterrain, do ass ee Graffiti ageweit ginn, deen zesumme mat Schoule gemaach ginn ass, an do huet dann den Direkter vun der Eisebunn gesot, et wier och eppes um Kommen, wat d'Vëlosinfrastruktur op der Mierscher Gare géif betreffen. An dat huet mech natierlech interesséiert.

An dofir stellen ech dann dem Minister d'Fro, wat dann elo genau virgesinn ass op der Mierscher Gare an eventuell och ob dat och a Pilotform ass an ob dat den Ufank vun enger Entwécklung am Uelzechtdall ass.

Merci.

M. le Président.- Merci villmools och dem Här Adam. An d'Wuert huet den Här François Bausch, den Nohaltegkeetsminister, deen an dem Dauerbetrib ass.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech soen dem Här Adam och Merci an och fir seng Begeeschterung fir Miersch a seng Gare. An ech kann him soen, datt den Direkter vun der Eisebunn do eppes ugekënnegt huet, wat richteg ass a wat och fir geschwënn ass.

Dir wësst jo, datt mer elo viru Kuerzem de Parc, pardon, de Ride & Bike op der Gare Lëtzebuerg - deen éischten - ageweit hunn, an do kënnt och nach ee bäi op e Quai vun der Gare Lëtzebuerg an datt et souwéisou an der Philosophie läit vun dem MoDu-Konzept, an donc och vun der Eisebunn, fir ze versichen, méiglechst vill Garen ze kombinéieren, sief et mat Bus, mat Auto, awer och natierlech mam Vëlo. An Vëlosinfrastruktur huet vill gefeelt op de Garen.

An duerfir ass Miersch erausgesicht ginn, well Miersch och schonn effektiv e bëssen e Pilotprojet war an der Erneierung vun de Garen en général, fir een éischte méi gréissere Projet ze maachen, deen dann och soll awer ausgedehnt ginn op zimlech all gréisser Garen am Land respektiv op méi kleng Garen, do kommen natierlech méi kleng Infrastrukturen. An duerfir wäert tëschent dem 12. an dem 16. Mee, also an där Woch, deen éischte Système modulaire vun esou engem Vëlosparking op der Gare Miersch installéiert ginn. Dat ass e Modul, wou am Fong insgesamt 40 Vëloen draginn. Dat gëtt op zwou Etagen, esou e System mat esou enger Maschinn, déi ee kann erauszéien, also ofgespaart, soudatt jiddweree säi Vëlo kann, wann en den Zuch wëllt huelen, sécher do ofstellen an och erëm sécher mat ewechhuelen.

De Käschtepunkt vun deem System do zu Miersch ass 50.000 Euro. An, bon, wéi gesot, et si 40 Vëloen, déi dra Plaz hunn. An dat ass net onwesentlech, well de Vëlo kann haaptsächlech fir déi Leit, déi am Mierscher Raum selwer direkt wunnen, e ganz wichtegen Zoubrénger zum Zuch sinn, an et ass dann net nëmmen e Virdeel, fir datt mer den „modal split" verbessert kréien, insgesamt zugonschte vum ëffentlechen Transport an der Mobilité douce, mä et bréngt der Eisebunn och zousätzlech Clienten.

Mir hunn do zu Lëtzebuerg e groussen Nachholbedarf. Wann Der kuckt a Länner wéi an der Belsch oder an Däitschland, vun Holland guer net ze schwätzen, wat eis Nopeschlänner e bësselche sinn, do ass dat scho längstens eng grouss Traditioun, mat engem enorme Succès. An duerfir wäerte mer dat do och weiderentwéckelen.

Ech denken och drun, an der Gare Ettelbréck, wou de Gesetzesprojet elo relativ a kuerzer Zäit wäert fäerdeg sinn, och do esou eppes ze installéieren. Souguer eventuell e Schrack méi wäit ze goen, och nach vläicht eng Reparaturwierkstat kombinéiert mat engem soziale Projet ze installéieren zu Ettelbréck.

Also, Miersch wäert schonn e bësselchen do eng Virreiderroll spillen, well se als Éischt sinn, déi elo deen neie Modul do kréien, mä, wéi gesot, d'Zilsetzung ass awer, fir datt mer dat doten dann op d'ganzt Land ausdehnen.

M. le Président.- Merci dem Nohaltegkeetsminister. Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Nancy Arendt, riicht sech un den Éducatiounsminister respektiv de Statssekretär aus dem Éducatiounsministère a geet ëm d'Organisatioun vun de Schwammcoursen am Primaire.

- Question n°31 du 6 mai 2014 de Mme Nancy Arendt relative à l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Här Statsminister - entschëllegt, Här Statssekretär, selbstverständlech -, an der Circulaire ministérielle fir d'Gemengen iwwert d'Schoulorganisatioun fir d'Rentrée 2014/2015 kënne mer liesen, dass ab dem nächste Schouljoer d'Schwammcoursë vum Titulaire de classe oder sengem Remplaçant gehale wäerte ginn. Wann een dat gleeft, wat gëschter am „Lëtzebuerger Wort" stoung, esou ass d'Basisformatioun vum Schoulmeeschter fir de Schoulsport am Schwamme vun 20 op 40 Stonnen eropgaangen, wou haaptsächlech d'Theorie enseignéiert gëtt. Fir eis Fraktioun ass et immens wichteg, datt d'Enseignanten eng gutt Formatioun an e Sécherheetsgefill vermëttelt kréien, wa se um Bord vum Baseng stinn.

An dësem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Statssekretär fir d'Éducatioun riichten: Wat ass genee an deene 40 Stonne Schwammformatioun fir d'Schoulmeeschtere virgesinn? Wéi gesäit déi praktesch Ausbildung aus? Dës Formatioun gëtt jo vun der Uni gemaach, gëtt se do vu Sportsproffe gemaach? Oder sinn hei nach aner extern Acteure mat erugezu ginn? Wat ass d'Konzept hannendrun? Wat sollen d'Kanner kënnen, wa se mat der Grondschoul fäerdeg sinn? Geet et duer, wa se sech am Waasser beschäftege kënnen oder datt se sech iwwer Waasser halen, oder gëtt eventuell gekuckt, datt se déi véier Stilaarten eventuell einegermoosse beherrsche kënnen?

Dat schéngt eis en ugemoossent Zil ze sinn. Et geet jo hei net drëm, fir kleng Schwëmmer ze zillen, mä datt se richteg schwamme geléiert ginn.

An da last but not least, ech mengen, dat ass déi wichtegst Fro: Wéi ass et hei mat de Chargés de cours? Déi hu jo keng esou eng Grondausbildung kritt - ass fir déi dann eng Formation continue virgesinn, wa se Titulaire de classe sinn?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Arendt. An d'Wuert huet de Statssekretär am Éducatiounsministère.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass gëschter effektiv en Artikel gewiescht, oder virgëschter, iwwert d'Schwammmeeschteren, déi sech Suerge gemaach hunn. Ech mengen, et ass net nëmmen Ärer Fraktioun, mä alleguerten deene Leit, déi Kanner hunn, natierlech wichteg, dass d'Kanner vill Sport maachen,

dass se motoresch sech gutt entwéckelen, an dozou gehéiert natierlech och d'Schwammen.

Dir wësst et, dass an deene Cyclen, bis den drëtte Cycle et dräi Stonnen Turne respektiv Schwamme sinn, déi och do nach integréiert pro Woch sinn. An dann an dem leschte Cycle, do sinn et nach zwou där Stonnen. Dat heescht, et gëtt och dann vu Gemeng zu Gemeng a vu Schoul zu Schoul esou organiséiert, wéi dat deenen dann an hirem fräie Kader méiglech ass, d'Schwamme respektiv d'Turnen ze organiséieren.

Et ass ugeschwat ginn, dass d'Schwammmeeschtere sech do Gedanke maachen. Et kann een awer soen, dass am Fong duerch d'Gesetz vun 2013 d'Schwammmeeschtere emol iwwerhaapt eréischt opgetaucht sinn als Assistanten an der Hëllef, fir d'Personal ze begleeden, fir hinnen ze hëllefen. Et geet natierlech och drëms, dass d'Léierpersonal assistéiert gëtt vun de Schwammmeeschteren an de Piscinnen. An dat ass de Sécherheetspunkt, deen och thematiséiert gouf, elo net vun Iech an Ärer Fro hei, mä an där ganzer Diskussioun ass dat awer ee vun de Punkten, déi eis awer och wichteg sinn, fir dass d'Sécherheet ëmmer garantéiert ass.

Elo ass d'Fro gestallt ginn iwwert d'Formatioun respektiv iwwert d'Chargés de cours, déi akommen. Dee ganze Plang vun dem Léierpersonal, deen an dem Schoulbetrib agesat gëtt, deen deit natierlech an Zukunft ëmmer méi drop hin, an am Moment och schonn, dass esou vill wéi méiglech brevetéiert Leit an den Asaz kommen, déi dann och eng Formatioun gemaach hunn an eng Ausbildung, eben d'Léierpersonal. Do geet et drëm, fir déi ze forméieren.

Dir hutt d'Fro gestallt iwwer UNI.lu, an ech ginn elo net ze vill awer an den Detail a vun deene Formatiounen, well mer jo net nëmmen Enseignanten hei zu Lëtzebuerg hunn, déi vun der UNI.lu kommen, mä et sinn natierlech och e ganze Koup un Enseignanten, déi iwwer aner Filièren an de Lëtzebuerger Schoulsystem kommen, sief et iwwert d'Belsch, Frankräich, Däitschland oder vu wou se eben alleguerten an de System kommen.

An deem Kontext gëtt et och vun eis ëmmer an deene verschiddene Formatiounen, wat d'Chargéen ugeet, un d'Häerz geluecht, dass déi Leit natierlech och ausgebilt sinn, fir dat doten ze maachen, an dass d'Sécherheet vum Kand op jidde Fall zu kengem Moment a Gefor gestallt ass. Dat ass, mengen ech, emol dee wichtegste Punkt.

Wat d'Kanner solle geléiert hunn, ass Är Fro. De Socle de compétences um Enn vum véierte Cycle, dee seet, dass se solle fräigeschwomme sinn am beschte Fall. Dat ass de Socle de compétences, wéi en do virgesinn ass. An dat ass dat Zil, wat se alleguerte sollen erreechen. An dorunner schaffen natierlech och déi verschidde Leit an d'Pädagogen an d'Léierpersonal an deem Kader vun deene Stonnen, déi se zur Verfügung hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Statssekretär aus dem Éducatiounsministère. Déi nächst Fro kënnt vum Här Justin Turpel, riicht sech un de Minister respektiv de Statssekretär aus dem Éducatiounsministère a betrëfft en eventuellen Débat public nom Schülerstreik.

- Question n°32 du 5 mai 2014 de M. Justin Turpel relative aux bourses d'études et aides financières de l'État pour les étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 25. Abrëll huet de Streikcomité 6670 15.000 bis 17.000 Studenten a Schüler op d'Strooss bruecht, déi sech Suerge maachen ëm hir Zukunft an d'Méiglechkeet, fir hir Studien, Héichschoulstudie kënnen ze maachen. Parallell huet de Comité, de Streikcomité Propositioune gemaach, wéi een de Gesetzesprojet 6670 aneschters kéint gestalten. Béides, souwuel d'Mobiliséierung wéi d'Propositioune vum Streikcomité, mengen ech, verdénge Respekt an Unerkennung fir dat Engagement.

Et muss een och wëssen, datt de Streikcomité 6670 eng Aktioun ass vun enger ganzer Rei vun Organisatiounen, déi sech zesummegesat hunn, fir an där Saach do e gemeinsamt Uleies ze vertrieden. Zënter dem Streik huet de Comité sech ëmgenannt an Aktiounscomité 6670.

An den Aktiounscomité 6670 proposéiert dem Héichschoulminister eng ëffentlech Debatt iwwert d'Ausriichtung vun deene Studiebäihëllefen. An duerfir meng Fro: Éischtens, ass den Héichschoulminister, wéi en dat de Moien awer schonn, mengen ech, iwwert d'Press bestätegt huet, d'accord, fir esou eng ëffentlech Debatt mam Aktiounscomité ze féieren? Ëffentlech Debatt an deem Sënn, datt se ëffentlech iwwer Video iwwerdroe ka ginn? A wa jo - wann ech dat jo richteg verstanen hunn, ass en domadder d'accord -, wéini kéint esou eng Debatt stattfannen? A wie soll se am beschten organiséieren? Ass dat de Ministère, dee bereet wier, déi Organisatioun ze iwwerhuelen? Soll den Aktiounscomité dat maachen? Oder wier et gutt, wann eng aner Instanz dat géif maachen?

An dann, meng zweet Fro ass déi: Ob d'Regierung disposéiert ass, fir déi noutwendeg Amendementer, well dovunner geet jo jiddwereen aus, datt Amendementer solle gemaach ginn, fir déi esou séier wéi méiglech virzeleeën, dat heescht ouni den Avis vum Statsrot ofzewaarden, well deemno wéi laang datt dat dauert, komme mer net weider an deem Projet. An et wier wierklech wichteg, datt déi Amendementer esou schnell wéi méiglech géife virleien, fir datt se wa méiglech och esou schnell wéi méiglech kënne vum Statsrot mat aviséiert ginn. An ech soen dem Statssekretär Merci, datt en Zäit huet, fir heihinner ze kommen an op déi Froen ze äntwerten.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Här Marc Hansen, Statssekretär am Éducatiounsministère.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif e klenge Constat maachen, fir op d'Fro ze äntwerte vum Här Turpel. An deem dote Kontext ware virun dem Streik e ganze Koup vun Entrevuë mat verschiddenen Organisatiounen, déi sech an deem dote Kontext zu Wuert gemellt haten.

Et gouf dann och déi Deeg duerno vun dem Minister ëmmer d'Ausso, dass d'Dier géif opbleiwen, an do gouf et e ganze Koup vun Associatiounen, déi vun där Geleeënheet profitéiert hunn, fir an de Ministère ze kommen a fir hir Argumenter virzedroen a fir déi verschidde Saachen zesumme mat dem Minister ze analyséieren.

De Streik gouf dunn och vun dem Claude Meisch op der Pressekonferenz nom Regierungsrot als grousse Succès bezeechent, wat een natierlech och esou muss soen, an et war jo och eng gutt Saach, dass déi Jonk hir Meenung konnten artikuléieren. Zanter deem Streik gouf et gëschter Owend eng Réunioun vun dem Streikcomité, mä vun de Säite vun den Organisateuren nach keng Approche, fir eng Kéier mat dem Minister Meisch ze schwätzen.

Et goufen Entrevuë mat aneren Organisatiounen. Soudass ech Iech awer haut ka soen, dass de Moien de Minister Meisch de Streikcomité ugeruff huet, fir mat hinnen e Rendez-vous ze fixéieren, vu senger Säit aus, fir se ze gesinn an awer eng Entrevue am Ministère ze hunn. Au contraire zu deem, wat déi Leit gesot haten, dass se dat net wéilten, kënnt et dann awer zu esou enger Réunioun an zu engem Échange de vues, fir doriwwer ze diskutéieren. An eiser Vue ass et och eng ganz gutt Saach gewiescht bis elo, dass déi Jonk hir Meenung esou artikuléiert hunn, wéi dat eben de Fall war.

Ech muss awer dann e bësse mäin Erstaune feststellen, wann ech de Moie wort.lu liesen iwwert d'Réunioun vu gëschter Owend, wou dann dosteet, dass Dir Iech an de Sall geschlach hutt, Här Turpel, „und immer wieder griff der Abgeordnete von déi Lénk in die Diskussion ein und gab den Jugendlichen Tipps, wie sie sich verhalten sollten...".

(Brouhaha)

Do wéilte mir awer soen, dass d'Tentatioun fir all Partei wahrscheinlech grouss gewiescht wier, fir sech op déi doten Diskussioun anzeloossen a fir dat doten ze instrumentaliséieren. A bis elo huet keen dat gemaach gehat, ausser elo déi Lénk. An dat fanne mer natierlech net gutt, dass elo eng Partei dat doten an de Grapp hëlt, fir déi doten e bësse matzebewegen. An dat, mengen ech, hätt jiddweree kënne maachen, huet kee gemaach an ech fannen, dass dat awer net d'Meenung vun de Jonke respektéiert ass, wann hei eng Partei higeet an déi dote Saach vu gëschter Owend mécht - wat jo awer notamment de Fall schéngt gewiescht ze sinn.

(Interruptions)

Ech géif op där anerer Säit dann awer och ee Wuert zur Fro wëllen op där heiter Plaz soen. Natierlech, den Här Meisch huet et gesot, ass e prett, fir en Débat ze maachen, wou och d'Press do ass a kritesch Froe gestallt ginn, dat huet den Här Meisch scho gemaach. E war bei RTL, wou d'Leit konnte vu baussen erantelefonéieren. Do ware kritesch Froen, déi gestallt gi sinn. Also, do huet en absolut kee Problem, fir dat ze maachen - wann dat natierlech fair an équilibréiert ass. Mä dat soll awer net, wéi dat elo gefuerdert ginn ass, och wéi ech dat liesen an deem Artikel, eng ëffentlech Verhandlungsronn sinn. Verhandelt, mengen ech, gëtt nach ëmmer bei der Regierung an dem Ministère. Dofir stinn d'Dieren op, fir iwwer alles ze schwätzen. Den Débat, domadder huet guer keen e Problem.

An ech hat et éinescht gesot, dat ass dann déi zweet Fro, déi Der gestallt hutt: Wéi ass et mat Amendementer? Wéi gi mer vir? Gëtt do nach gewaart op den Avis vun dem Conseil d'État? Et ass nun emol esou, dass mer déi nächst Deeg ebe probéieren, déi Réuniounen ze kréie mat deene verschidden Organisateuren, fir deen Dialog, iwwert dee mer geschwat hunn, dann och esou duerchzezéien. D'Diere stinn op. Déi Leit kommen. Et gëtt mat hinne geschwat. An deemno wat do erauskënnt an deemno wat fir Argumenter nach kënnen an d'Diskussioun erakommen, wäerte mer natierlech opbleiwe fir all méiglech Diskussiounen. An da fir eventuell och ze kucken, wéini mer da reagéieren. Mä fir d'Éischt deen Dialog, dee soll dës Woch stattfannen, an da kucke mer weider, wéi mer an deem Dossier virufueren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Minister.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Fait personnel.

(Brouhaha)

Jo, et ass awer evident. Do war awer evident de Fait personnel.

(Assentiment)

M. le Président.- Fait personnel. Dat kann ech dem Deputéierten net refuséieren.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech kréien hei virgeworf, mat menger Partei zesummen, eng Bewegung ze instrumentaliséieren, an ech fannen, dat ass ee Reproche, deen net haltbar ass. Ech war mam Serge Urbany op der Manifestatioun präsent. Ech hunn do soss keen Deputéierte fonnt. Ech wëll awer kengem dat reprochéieren, well jiddweree soll seng Meenung hunn.

Ech hu meng Meenung an där Saach do an ech weess, wou ech higinn, wann et drop ukënnt. Ech war agelueden, wéi aner Leit och, op de Streikcomité. Ech sinn dohinnerkomm. Ech hu mech net erageschlach, wéi dat fälschlecherweis anzwousch steet a wéi dat elo hei zitéiert ginn ass.

Ech hu mech presentéiert. Ech hu gefrot, ob et wierklech gewënscht ass, dass ech deelhuelen. Ech krut dat gesot. Ech hunn awer net méi wéi eng hallef Stonn deelgeholl, fir datt eben deen Androck do net soll opkommen. Ech hunn op eng Rei technesch Froe geäntwert. An domadder huet et sech.

An ech wäert och an Zukunft wëssen, op wéi enger Säit datt ech ze stoen hunn. An ech hoffen, datt jiddwereen heibannen dat och wäert esou maachen. An da komme mer och an deem doten Dossier ganz schnell weider a kommen zu anere Resultater wéi déi, déi de Moment am 6670 stinn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Déi nächst Fro riicht sech un den Här Aarbechtsminister. Si geet ëm d'Garantie jeunes a kënnt vum Serge Wilmes.

- Question n°33 du 6 mai 2014 de M. Serge Wilmes relative à la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Leschten Zuele vun der ADEM no waren am Mäerz 2014 ronn 2.300 Jonker bis 25 Joer ouni Aarbecht. Dat wär also all zéngte Chômeur, deen e Jonken ass. A mir kennen déi Zuele jo alleguerte ganz gutt. An eng vun de Mesures phares, déi jo schonn déi lescht Regierung wollt huelen an déi dës Regierung wëllt ëmsetzen, ass jo d'Jobgarantie. An an deem dote Kontext fir d'Ëmsetzung vun der Jobgarantie, oder net vun der Jobgarantie, mä vun där Garantie, fir eben deene Jonke kënnen entweder e Stage oder fir awer soss eng Beschäftegungsmesure, am beschte Fall eben och e Beruff kënnen zouzeschousteren, wéilt ech gär déi heite Froe stellen.

Wéi gedenkt Der, déi Garantie ebe konkret ëmzesetzen? An zwar: Wéi denkt de Minister, déi verschidde Jugendorganisatiounen aus dem Land bei der Ëmsetzung vun där Jobgarantie oder vun där Garantie ebe mat anzebannen? Kann den Här Minister eis d'Roll vun dësen eenzelnen Organisatiounen erklären, déi do solle spillen? Wéi soll de Schoulministère intervenéieren? Wéi geschitt och d'Zesummenaarbecht tëschent dem Schoul- an dem Aarbechtsministère? A wéi géif dee genauen Timing ausgesi fir d'Ëmsetzung dovunner?

Dat wären déi Froen, déi ech un den Aarbechtsminister hätt.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, Här Deputéierten, erlaabt mer, Iech haut och vun dëser Tribün e schéine Gebuertsdag ze wënschen, wann ech dat richteg verstanen hunn.

Plusieurs voix.- Aahhh!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Voilà.

Ech mengen, Dir hutt véier Froe gestallt. Ech muss leider nach eemol rappeléieren, datt et sech hei ëm eng Garantie pour la jeunesse handelt, déi net eng Jobgarantie en tant que telle ass. Dat heescht, et ass net esou, Här Wilmes, datt jiddwer Jonken eng Garantie kritt: Hei, mir fannen Dir en Job. Och wa keen do ass, deen op Dech passt; mir fannen Der en Job.

Hei geet et drëm, bannent véier Méint all Jonken eng Perspektiv opzemaachen, wou et hoffentlech vill Jonker gëtt, déi en Job ganz schnell fannen, gehollef kréien, deen ze fannen. D'Méiglechkeet besteet och, datt Jonker erëm zréck an d'Schoul ginn, well mir wëssen, ganz vill Schoulofbriecher, dat sinn déi, déi am verluerenste sinn an déi déi gréisste Problemer um Aarbechtsmaart hunn an hiert ganzt Liewe wäerten hunn. An duerfir muss een also och probéieren, déi erëm an d'Schoul ze kréien, oder an en Apprentissage, eng Formatioun oder e Stage.

Bon, mir hu jo eng ganz Rei Mesurë scho geholl, déi sinn en place, fir déi Garantie pour la jeunesse do ëmzesetzen. An ech géif Iech soen, och dem President vun der Commission du Travail, datt mer Enn dëses Mounts kéinte vläicht eemol eng Sëtzung vun der Kommissioun organiséieren, wou mer genau am Detail soen, wéi elo déi Garantie pour la jeunesse ëmgesat gëtt.

Dir hutt mer dräi, véier Froe gestallt. Éischtens, déi Jugendorganisatiounen, déi si jo schonn zu Wuert komm. Ech mengen, Dir selwer waart hei, hei an der Chamber hate mer d'Jugendparlament, wou eng ganz Rei Jugendlech zu Wuert komm sinn, hir Suggestioune gemaach hunn. Ech krut och vun enger ganzer Rei vu Jugendorganisatioune schréftlech Propositiounen, déi eben hir Vuen zur Garantie pour la jeunesse presentéieren. Deen Débat geet weider. A mir hunn Enn des Mounts mam Jugenddësch e weideren Échange, well de Jugenddësch huet missen deemools déplacéiert ginn, aus deene bekannte Grënn. Mer wäerten awer deen Dialog mat de Jugendorganisatioune weider féieren. Wat och e Bestanddeel vun der Garantie pour la jeunesse ass - den Dialog mat deene Jugendlechen ze féieren.

Zweetens, de Schoulministère huet natierlech en extrem wichtege Rôle an där Garantie pour la jeunesse, well eng Branche vun där Garantie pour la jeunesse jo de Retour ass an d'Schoul respektiv en Apprentissage. A mir schaffen also ganz enk zesummen. A mir hunn d'ailleurs déi Jugendgarantie an zwou Branchë gegliddert. Déi eng ass méi achséiert op d'ADEM an den Aarbechtsministère. An déi aner ass méi achséiert op de Schoulministère respektiv och de Service National de la Jeunesse, well déi hu jo och eng Offer ze maachen, an déi Offer besteet jo haaptsächlech am Service volontaire.

Also, d'Kollaboratioun zwëschent deene verschiddenen Instanzen, ob dat elo ADEM ass, ob dat ALJ ass, ob dat de Service National de la Jeunesse ass, déi fonctionnéiert. Mir hunn also e Comité. Mir brauchen elo nach een Instrument, an dat musse mer awer kréien iwwer e Gesetz - an esou e Projet wäert och kommen -, fir kënnen Échangen ze maache vun Donnéeën, datt déi eng wëssen, wou dee Jonken drun ass. Et ass also net, fir iwwert deem Jonke säi Privatliewen eppes gewuer ze ginn, mä just, datt dee Jonken net vun enger Stell op déi aner geschubst gëtt, mä datt et ëmmer weidergeet, datt en zu engem Zil kënnt. Dat ass also déi Kollaboratioun, déi wäert fonctionnéieren.

Véierte Punkt: Natierlech, déi Jugendgarantie ass amgaang ëmgesat ze ginn. Mir haten ons schonn an där leschter Regierung - Dir hutt recht, wou ech jo och Aarbechtsminister war, wann ech mech gutt erënneren - deen Datum vum 1. Juni fixéiert gehat, fir wierklech déi Ëmsetzung komplett stoen ze hunn. Dat wäerte mer och kënne maachen.

Wahrscheinlech wäert et schwiereg ginn, fir honnert Prozent vun alle Jugendlechen ze couvréieren, well et besonnesch schwiereg ass, eng ganz Rei Jugendlech ze fannen. Déi, déi net an der ADEM ageschriwwe sinn, déi, déi net bei engem SPOS signaléiert ginn, déi, déi d'Schoul ofgebrach hunn an iergendwou an der Natur sinn, déi muss een natierlech virdru fannen. Mä mir wäerten awer grad ebe mat dem Éducatiounsministère all Efforte maachen, fir un déi Jugendlech erunzekommen, fir se iwwer hir Rechter ze informéieren a fir hinnen och eng seriö Offre de qualité, wéi dat an der Recommandatioun steet, ze maachen.

M. le Président.- Merci och dem Här Aarbechtsminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Fernand Kartheiser a riicht sech un d'Statssekretärin am Verdeedegungsministère iwwert d'Exklusivitéit an d'Prioritéit op gewësse Posten am ëffentlechen Déngscht fir Leit, déi d'Arméi gemaach hunn. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

- Question n°34 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au droit d'exclusivité et de priorité des volontaires de l'armée dans la Fonction publique, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Défense

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Madame Statssekretärin, wann ech mech net iren, mengen ech, Dir sidd déi éischte Kéier an der Chamber, ausser ech géif mech iren. Häerzlech wëllkomm!

(Interruptions et hilarité)

Et ass schéin hei!

Meng Fro riicht sech un déi Perspektiven, déi déi jonk Leit hunn, déi sech an d'Arméi mellen. Ech mengen, Lëtzebuerg huet eng ganz Rei vun internationalen Obligatiounen. Mir hunn d'nächst Joer eis Participatioun an dem Battlegroup. Et ass ganz wichteg, datt genuch jonk Leit sech fir eng Carrière an der Arméi interesséieren. A wichteg fir de Rekrutement ass natierlech d'Perspektiv, d'Beruffsperspektiv vun deenen Zaldoten, d'Rekonversioun um Enn vun hirer Carrière an hir berufflech Perspektiven. D'Gesetz gesäit gewësse Méiglechkeete vir, eben en Droit d'exclusivité a verschiddene Beräicher, Prioritéiten an anere Beräicher.

Elo ass et awer esou, datt déi Projets de loi, déi d'Regierung am Ableck do am Beräich vun der Fonction publique hei an der Chamber mat diskutéiert, virgesinn, datt den Droit d'exclusivité a verschiddene Beräicher soll ofgeschaf ginn. Dat ass notamment de Fall bei de Giischtercher, also bei der Administration pénitentiaire, an och bei de Préposéë vun der Administratioun vun den Douanes et Accises. Dat ass natierlech, dat suergt fir eng gewëssen Onrou, à plus d'un titre.

Éischtens ass emol eng Fro: Gëtt et eng Période de transition? Mir haten, wou mer d'Polizeigesetz 1999 reforméiert hunn, do wossten awer déi Zaldoten, déi du schonn an der Arméi waren, datt hire Rechtsstatut oder hir Rechtsusprécher net géifen tangéiert ginn duerch déi Modifikatiounen, déi geplangt waren.

An zum Zweeten ass d'Fro: Wéi wëllt d'Regierung dann iwwerhaapt d'Attraktivitéit vun der Arméi garantéieren an Zukunft, wa Schrëtt fir Schrëtt déi Rechter, déi d'Zaldoten elo hunn, ofgebaut ginn? Ech mengen, do stellt sech da wierklech eng Fro - mir mussen eis international Obligatiounen erfëllen -: Wéi wëllt Der dee Rekrutement assuréieren?

An da muss een och kucken: Gëtt et eng kohärent Regierungspositioun, engersäits déi Reformpropositiounen, déi Der an der Fonction publique probéiert ze promouvéieren, an anersäits awer dee Problem am Beräich vun der Défense, wéi wëllt Der dat ënner een Hutt bréngen?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. D'Wuert huet d'Madame Statssekretärin aus dem Verdeedegungsministère, d'Madame Francine Closener.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à la Défense*.- Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech si ganz frou, fir hei Stellung ze huelen, well d'Débouchéë vun de Volontairë vun der Arméi ass eppes, wat mir perséinlech och ganz wichteg ass. Den Artikel 25 vum Militärgesetz, deen definéiert jo d'Carrièren, déi exklusiv an déi prioritär, déi en Zaldot kann no sengem aktive Fräiwëllegendéngscht aschloen.

Déi exklusiv Carrièren, dat ass de Kaperol, den Ënneroffizéier bei der Arméi, de Brigadier bei der Police, de Giischtchen an, wéi Dir scho gesot hutt, de Préposé bei der Douane. A fir déi ënnescht Carrièrë bei Stat a Gemengen hunn d'Zaldote prinzipiell en Droit de priorité.

Elo ass et richteg, datt d'Tendenz besteet, datt et Carrièrë beim Stat ginn, déi méi opgi fir Leit aus dem Privatsecteur. Zum Beispill, an dat steet jo och esou am Regierungsprogramm, déi vum Giischtchen. Dat huet sécher seng Avantagen, datt do an de Prisongen och Leit schaffe mat ënnerschiddleche Profiler.

Et ass och esou, datt d'Exklusivitéit fir déi ënnescht Carrièrë beim Stat gëllt. Wann et esou ass, datt an Zukunft um Niveau vun de Carrières moyennes rekrutéiert gëtt, da stellt sech effektiv d'Fro vun der Exklusivitéit. Dat musse mer da mat alle Concernéierten diskutéieren. Dat heescht jo awer op kee Fall, datt dee Moment net méi géif iwwert den Härebierg rekrutéiert ginn, mä eben net méi exklusiv. Mä wéi gesot, esou wäit ass et nach net. A mir diskutéieren dat mat alle Concernéierten.

Net méi spéit wéi gëschter hate mer eng Réunion de concertation souwuel mam Chef d'état-major wéi och mat de Gewerkschaften APOL a SPAL. An och do ass iwwert den Droit de priorité an en Droit d'exclusivité Rieds gaangen. Et war iwwregens eng ganz konstruktiv Réunioun. A mir gesinn eis bannent engem Mount erëm, wou mer nach eng Kéier déi Froen do alleguerte wëllen op de Leescht huelen.

Ech mengen awer och, datt et wichteg ass, fir ze soen, datt de Minister an ech op enger Rei anere Punkte schaffen. Dir hutt ganz recht, fir ze soen, dat do, déi berufflech Perspektiven, dat ass den Attrait vun der Arméi. Et ass genau dat, firwat déi jonk Leit jo awer gären an d'Arméi ginn. An dat wëlle mir natierlech och absolut ënnerstëtzen.

Wat mer elo amgaang sinn ze maachen, dat ass, mir kucken, wéi an och wéini d'Examensconcours vun deene verschiddene Verwaltungen organiséiert ginn. Et muss och séchergestallt ginn, datt den Niveau vun den Examensfroen an deenen Examens-concours op de Programm an och op den Niveau vum jeeweilegen Enseignement ofgestëmmt ass. Dat kucke mer zesumme mat der Éducation nationale. Dat concernéiert iwwregens all Kandidaten, déi an esou een Exame ginn.

Voilà. Da suerge mer och nach derfir, datt d'Kandidaten, déi zum Beispill bei engem Interview, also scho virum eigentleche schréftlechen Examen eliminéiert ginn, datt déi Kandidate méi prezis wéi haut gesot kréien, firwat se eigentlech net zréckbehale goufen. Dat ass haut net ëmmer de Fall. An dat ass awer ganz wichteg, fir datt d'Kandidate sech déi nächste Kéier besser kënnen dorobber preparéieren.

An deem Kontext, an ech mengen, dat ass awer ganz wichteg, muss een de Service vun der Rekonversioun awer ernimme vun der Arméi. Dee Service krut 2007 eng legal Basis. An d'Rekonversioun, déi am Prinzip ee Joer dauert, déi suergt jo derfir, datt d'Zaldoten ee bessere schoulesche Bagage kréien. Se kënnen an engem Semester e ganzt Schouljoer nohuelen.

An an deem Sënn huet d'Regierung jo och de Projet de loi vum Militärlycée op den Instanzewee geschéckt, fir eben den Zaldoten ze garantéieren, datt se eng gutt Ausbildung kréien, fir datt se eng Aarbechtsplaz fannen. Am léifsten natierlech an der Fonction publique, dat ass evident, mä eben awer och am Privatsecteur.

An ech war selwer virun e puer Woche mer an de Lycée technique op Ettelbréck e Bild maachen, well do gi schonn esou Coursë jo gehalen. An ech géif soen, déi Zaldoten, déi do amgaang sinn, fir déi Rekonversioun ze maachen, déi sinn extrem motivéiert. An d'Enseignanten, déi gi mir och nëmme positiv Echoen an deem Kontext. Soudatt ech mengen, datt de Militärlycée wierklech genau dat ass, wat der Arméi an deem Sënn kann hëllefen.

De Sujet, wéi gesot, vun der Rekonversioun war gëschter och en Thema. A bannent véier Woche gesi mer den État-major an d'Syndikater erëm. An da kommen ech ganz gär zréck, fir lech ze soen, wat dobäi erauskomm ass.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Closener.

Domat wäre mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Mir hunn der nach zwou, déi opstinn. Déi sinn dann automatesch zréckbehale fir déi nächst Heure de questions. Et deet mer leed, mä mer hunn entre-temps nach e chargéierten Ordre du jour kritt. A mir hunn nach eng Rei vu Gesetzesprojeten, déi awer och musse verofschit ginn. Also, domat wär eis Froestonn ofgeschloss.

Esou wéi dat vun enger Rei vun Deputéierten, laut Reglement zu Recht, gefrot ginn ass, komme mer elo zu enger Rei vu schréftleche Froen, déi net an den Délaie beäntwert gi sinn an déi elo kënne vun deene jeeweilegen Deputéierten un d'Regierungsmembere gestallt ginn.

Déi éischt Fro riicht sech un den Nohaltegkeetsminister a kënnt vum Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

6. Question écrite n°163 du 21 mars 2014 de M. Claude Wiseler relative à la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. A kuerze Wierder, déi Fro, et geet u sech ëm d'Applikatioun vun der neier Gesetzgebung iwwert d'Führerschäiner, déi d'Direktiv 2006/126/CE ëmsetzt. Do geet et ëm e ganz besonnesche Passage, deen am Fong als Méiglechkeet drastoung, an zwar d'Méiglechkeet, fir den A1-Führerschäin, dat heescht de Führerschäi vun den 125 ccm ze kréien, net mat där normaler Prozedur, wéi mer se bis elo ëmmer haten, mä mat enger spezifescher Prozedur, déi doranner besteet, datt ee kann no zwee Joer B-Führerschäin, Autosführerschäin a mat enger Rei Coursen, vu sechs oder siwe Coursë kann dee Führerschäi kréien, respektiv d'Recht, op engem 125 ccm ze fueren.

D'Statistike weisen, datt effektiv ganz vill Leit dat haut och benotzen. Mir wëssen, datt mer och eng ganz Rei Frontalieren hunn, déi all Dag an d'Land erakommen. Dat do, dat ass eng national Méiglechkeet. Lëtzebuerg huet décidéiert, op Basis vun der Direktiv, fir déi national Méiglechkeet a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen. Aner Länner hunn dat och décidéiert. D'Belsch huet et décidéiert, Frankräich huet et décidéiert. Däitschland huet et net décidéiert.

Et ass eng national Reconnaissance. Dat heescht, déi Leit, déi dee Führerschäin iwwert dee Wee kritt hunn, kënnen en nëmmen zu Lëtzebuerg benotzen, à moins datt Ofkomme gemaach gi mat anere Länner, déi déiselwecht Méiglechkeet geholl haten, an zwar d'Belsch a Frankräich, fir d'Equivalenze respektiv d'Reconnaissancë vun deene Führerschäiner an der Belsch, a Frankräich, a Lëtzebuerg respektiv dann hir Führerschäiner och zesummen anzeféieren.

Ech wollt am Fong den Nohaltegkeets- oder den Transportminister an dësem Fall froen, ob Diskussioune géife lafe respektiv wéi wäit déi Diskussioune wären.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. D'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, Här President, ech wollt dem honorabelen Här Wiseler Merci soe fir déi Fro. Ech wollt mech och entschëllegen. Ech weess net, déi muss iergendwéi bei mir leie bliwwe sinn, well se ass am Fong séier beäntwert.

An duerfir verstinn ech och net, firwat ech se nach net beäntwert hunn, well de 24. Januar hunn ech e Bréif geschriwwen un d'Kommissioun, wou ech déi Fro vun der Conformité do opgeworf hunn, a virun allem vun der Reconnaissance mutuelle, ëm déi et jo hei geet an deem dote Fall, an ech hunn nach keng Äntwert dorobber kritt. Mä mir schaffen dorunner, an ech ginn dovun aus, datt dee Problem sech an deenen nächste Méint wäert léisen.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Déi zweet Fro vum Här Félix Eischen, an dann eréischt den Här Spautz. Déi vum Här Félix Eischen riicht sech un de Wirtschaftsminister respektiv un d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère a geet iwwert d'Importatioune vu russeschem Äerdgas. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

7. Question écrite n°176 du 26 mars 2014 de M. Félix Eischen relative aux importations de gaz russe

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Här President. Um Datum vum 4. Abrëll hat ech dem Wirtschaftsminister Etienne Schneider an och dem Ausseminister Jean Asselborn eng parlamentaresch Ufro gestallt, wat méiglech Liwwerschwieregkeete vu russeschem Gas ugeet.

Wann ee gesäit, wat den Ament an der Ukrain lass ass, da soll ee sech doriwwer seng Gedanke maachen, ëmsou méi, wann ee weess, dass de Grand-Duché säi Gas duerch en interkonnektéierten europäesche Réseau kritt, dee mir eis ënner anerem mat Frankräich, Däitschland an der Belsch deelen. Russland ass ee vun den Haaptaspeiser an dëst Netz. An enger rezenter Analys vum däitsche Büro EnergyComment kënnt 24% vum ganze lëtzebuergesche Gasimport aus Russland. Ee Véirel also ass russesche Gas.

Elo kann een, elo muss ee sech d'Fro stellen, wéi et am Fall vu Sanktioune géint Russland mat deenen hiren Exporter Richtung Weste weidergeet. Russland ass nämlech schonn amgaangen, nei Keefer am asiatesche Raum ze sichen an och ze fannen. An anere Wierder, de Verkaf an de Westen ass net esou liewenswichteg fir d'Russen, wéi mir dat alleguerte vläicht mengen.

Sollt Russland elo opgrond vu Sanktiounen ee Boykott géint de Westen décidéieren, hätte mir e Problem, wëssend, dass an deem Fall aner Fournisseure wéi Norwegen hir Liwwercapacitéite fir eis net substanziell kéinten eropsetzen. Wann een dann och weess, dass eis Lagercapacitéite limitéiert sinn, kéint sech also fir de Grand-Duché e reelle Problem stellen.

Deemno wéilt ech un déi politesch Responsabel folgend Froe stellen:

1. Kéint Dir mir déi Zuele vum Undeel u russeschem Gas an eis Réseaue confirméieren?

2. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung wat méiglech ekonomesch Sanktioune géint Russland ugeet?

3. Wat ass de reelle Risiko fir de Grand-Duché, wa Russland net méi liwwert?

4. Wann et zu Sanktioune mat engem Boykott an an der Suite zu Liwwerenkpäss kéim, wat gedenkt de Ministère do ze maachen, fir ze kompenséieren? Sprech, wat fir Alternative sinn zu wat fir engem Prozentsaz méiglech?

Ech soe scho Merci fir d'Äntwert am Viraus.

M. le Président.- Merci och dem Här Eischen. D'Wuert huet d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère. Madame Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Merci, Här President. Wéi gesot, déi Question parlementaire ass jo un zwee Ministere gestallt ginn. Ech äntweren dann elo hei am Numm vum Wirtschaftsminister.

D'Versuergung vum Lëtzebuerger Territoire mat Äerdgas gëtt duerch Interconnexioune vun eisem Gasnetz mat de Gasnetzer vun Däitschland, der Belsch an an engem méi gerénge Mooss mat dem Gasnetz vu Frankräich garantéiert. Dës Netzer si weider mat den Haaptnetzer vun aneren europäesche Länner verbonnen. D'Versuergungssécherheet vun eisem Land kann aus deem Grond nëmmen am Kontext vun der Versuergungssécherheet an deenen aneren europäesche Länner appréciéiert ginn.

Duerch déi zentral Lag vu Lëtzebuerg an Europa an duerch d'Liberaliséierung vun den europäesche Gasmäert gëtt eng Diversitéit vun der Versuergung garantéiert an et gëtt domadder keng direkt Ofhängegkeet vis-à-vis vun engem Land, wat produzéiert.

D'Fournisseuren hunn domadder d'Méiglechkeet, sech bei Grousshändler an op der Bourse mat Gas ze versuergen. Laut de Statistike vun der Internationaler Energie-Agence gëtt ongefeier ee Véirel vum Gas an Europa vu Russland geliwwert. Déiselwecht Statistike ginn dovun aus, datt vum Gasverbrauch zu Lëtzebuerg zirka 24% aus Russland kommen.

No den Ënnerbriechunge vun de Gasliwwerungen aus Russland am Joer 2009 si bekannterweis Simulatiounen am transeuropäesche Réseau realiséiert ginn, déi an eenzelnen Zeenarien Ënnerbriechunge vun de Liwwerungen, déi Wäissrussland an d'Ukrain transitéieren, zur Grondlag hunn. Et huet sech, an dat ass dat Wichtegst bei deene Simulatiounen, gewisen, datt d'Länner an Zentral- an a Westeuropa tendenziell keng Problemer dierften an hirer Versuergung kréien.

Zousätzlech muss ee berücksichtegen, datt säit 2009 nei Investissementer an der europäescher Gasinfrastruktur realiséiert goufen, déi zu enger Verbesserung vun der Versuergungssécherheet gefouert hunn.

An deem Kontext goufen och nei Terminalen a Betrib geholl, déi et méiglech maachen, verflëssegten Äerdgas an déi europäesch Netzer anzespeisen, beispillsweis aus dem Katar, Trinidad, Tobago oder och nach aus Kanada. Dës Aktioune reie sech an an déi allgemeng Initiative vun der Europäescher Unioun, fir d'Gasversuergung ze diversifiéieren.

Bei längeren Ënnerbriechunge vun de Liwwerungen aus Russland bestinn nach d'Méiglechkeeten, fir iwwert den transeuropäesche Réseau Gas aus Norwegen oder aus Algerien ze importéieren. Doriwwer eraus sollt och berücksichtegt ginn, datt d'Gasspäicher an Europa, laut Informatioune vun der Europäescher Kommissioun, am Moment gutt gefëllt sinn duerch deen éischter mëlle Wanter.

Aus deene virgenannte Grënn rechent d'EU duerfir och net mat Versuergungsproblemer an

den nächste Méint. Et muss een allerdéngs berücksichtegen, datt länger Liwwerausfäll aus Russland a verschiddene Länner kéinten zum Enkpass féieren.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Statssekretärin.

Déi nächst Fro riicht sech erëm un d'Madame Statssekretärin, also et war déi éischte Kéier direkt suivéiert vu méi Kéieren. Den Här Spautz huet d'Wuert, fir eng Fro iwwert d'Zukunft vun der Enovos ze stellen.

8. Question écrite n°179 du 27 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la société Enovos

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Här President, Madame Statssekretärin, ech hat de 26. Mäerz d'Fro gestallt, dass bei der Presentatioun vum Bilan vun der Enovos ënnerstrach gi wier, dass si och an Zukunft géifen de Leit komplett Packagen ugi fir de Conseil an d'Installatioun vu Gasheizungen. Ech wollt do wëssen, ob d'Regierung dat och esou gesäit, dass dat eng gutt Aktioun ass.

Mécht d'Enovos dat selwer? Mécht si dat an Zesummenaarbecht mam Lëtzebuerger Handwierk? A falls dat net de Fall sollt sinn an Zesummenaarbecht mam Lëtzebuerger Handwierk, géif dat keng Situatioun vun déloyaler Konkurrenz ginn, well Enovos ëmmer e Virdeel huet, als Distributeur vun der Energie dat am Virfeld ze maachen?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet d'Madame Closener.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Här President, als Äntwert op d'Ufro vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz iwwert d'Aktivitéite vun Enovos wollt ech Iech dat heite matdeelen. Déi europäesch Energieeffizienzdirektiv, déi setzt de Kader, fir datt d'Memberstaten duerch konkret Mesuren Energie aspuere sollen. An där Direktiv gëtt och d'Méiglechkeet geschafen, fir ënner anerem d'Stroum- an d'Gasliwweranten ze verflichten, Energie anzespueren.

Op Nofro hin huet d'Entreprise Enovos eis matgedeelt, datt se sech am Moment domadder beschäftegt, fir adequat op dës méiglech Obligatiounen ze reagéieren, déi hir an Zukunft sollen operluecht ginn.

Eng vu ville Mesuren, déi Enovos envisagéiert ze maachen, ass, fir de Remplacement vun alen Heizungen duerch méi effizient Heizunge virunzedreiwen, fir esou eben d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren an Energie ze spueren. D'Zil vun der Enovos ass et dobäi, d'Energieberodung an déi méi effizient Léisungen an deem Kontext mat de professionelle Partner aus dem Secteur ze realiséieren, also net e Konkurrent ze ginn.

Enovos deelt weiderhi mat, datt déi Aktivitéiten nach an der Analys sinn an déi definitiv Décisioun eréischt da geholl gëtt, wann de Kader fir d'Obligatioun an der Énergieeffizienz fir de Secteur méi kloer definéiert ass.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Merci och.

M. le Président.- Merci och der Madame Closener.

Déi nächst Fro kënnt nach eng Kéier vum Här Spautz. Si riicht sech un den Aarbechtsminister a betrëfft d'Transpositioun oder d'Nettranspositioun vun enger Direktiv. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

9. Question écrite n°157 du 19 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la mauvaise transposition d'une directive européenne

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, mir haten och elo Diskussioune mat den CDDs-Verträg. Lëtzebuerg huet d'Direktiv 1999/70/CE, wou et ëmmer ëm d'Verlängerung gaangen ass vun den CDDen, hat Lëtzebuerg eng Ausnahmebestëmmung geholl, virun allem, well mer e Secteur hate wéi dee vun der Recherche, wou et oft och am Intérêt war vun deene Betraffenen, dass se konnten de Vertrag méi oft wéi 24-mol verlängeren.

D'Europäesch Kommissioun huet eis elo ugekënnegt, laut engem Communiqué, dass se Lëtzebuerg wéilt usichen. Ech wollt do d'Fro stellen un d'Lëtzebuerger Regierung, wéi si et gesäit, fir dorobber kënnen ze reagéieren. Ass d'Gefor do, dass mer do eng Strof kréie vun der Europäescher Kommissioun? A wat wier de Plang B, well mer jo wuel wëssen, dass d'Cheruren, wann déi eng Kéier mussen e Contrat définitif maachen, dass dann de Standuert Lëtzebuerg fir d'Chercheure méi oninteressant gëtt?

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Spautz. D'Wuert huet direkt den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, et gëtt zwou Saachen an deem, wat d'Kommissioun ons matgedeelt huet: Éischtens hu se ons an enger éischter Phas kritiséiert op alles, wat déi Métieren ubelaangt, déi sougenannten „Métiers du spectacle". An do kritiséiert se, datt mir kënnen eben iwwert deen Artikel am Code du Travail d'CDDe relativ oft répétéieren an erneieren.

Dat Zweet ass dat, wat Dir elo gesot hutt iwwert d'Chercheuren an d'Enseignanten, gewëssen Enseignanten op der Uni Lëtzebuerg. Wat dee Punkt ubelaangt, huet d'Kommissioun ons, ass se zefridde mat där Explikatioun, déi mir hir ginn hunn. Ech soe just, d'Kommissioun hätt ons och do net kënnen, si muss jo emol nach fir d'Éischt op d'Geriicht goen, an da muss d'Geriicht mat der Kommissioun d'accord sinn, ier mer kënne vu Strofe schwätzen. Do ware mer also nach net. Dee Punkt schéngt mer definitiv écartéiert. D'Kommissioun ass do mat onsen Explikatiounen d'accord.

Bleift also de Problem vun deene Leit, déi an de Métiers du spectacle schaffen. An do kann ech mech eigentlech nëmme wonneren, datt d'Kommissioun onse Regime do attackéiert. Well onse Regime ass e Regime, deen, wann ech mech gutt erënneren, iwwregens vun engem gemaach ginn ass, dee souwuel Kulturminister war wéi och Aarbechtsminister, deen eigentlech deene Leit méi Protektioun gëtt, wéi dat an deene meeschte Länner de Fall ass.

A Frankräich kann een x-mol ëmmer erëm en neie Kontrakt maachen, vun engem Dag, vun e puer Stonnen, e puer Deeg. An Däitschland mécht iwwerhaapt keen en direkten Aarbechtsvertrag, well do ass, sinn alleguerten déi Métieren, déi schaffen op enger Base libérale. Dat sinn also fräischaffend Leit, déi hunn also iwwerhaapt kee Contrat de travail.

Mir hu gemengt, andeems mer deene Leit e Contrat à durée déterminée ginn, deen zwar méi oft kann erneiert ginn, besonnesch, well een net ëmmer genau weess, wat d'Durée ass vun deenen Interventiounen, déi déi Leit musse maachen, hätten déi Leit méi Sécherheet, méi Planungssécherheet, fir hir Aarbecht ze organiséieren.

Mir wäerten der Kommissioun dat nach eemol explizéieren. Mir hunn dat scho gemaach. D'Kommissioun ass do e bëssen hartnäckeg. Ech soe ganz offen: Et wonnert mech, datt d'Kommissioun grad op deem dote soziale Punkt elo esou pingeleg ass, wou et esou vill aner sozial Froen an Europa gëtt, wou d'Kommissioun eigentlech relativ schnell an ouni Problem driwwer ewechgaangen ass. Mä ech gesi momentan nach keng Gefor, datt mer op deem do Punkt kéinte veruerteelt ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Aarbechtsminister. An, Travail à la chaîne, den Här Spautz ass erëm dru mat der Fro un de Minister fir Nohaltegkeet an un d'Madame Kulturminister, wat d'Solarzellen op, net natur-, mä denkmalgeschützte Gebaier ugeet. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

10. Question écrite n°190 du 1er avril 2014 de M. Marc Spautz relative à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Meng Fro ass gaangen un d'Lëtzebuerger Regierung an ech sinn dofir och frou, dass d'Kulturministesch, nodeem se nëmmen hätt kënnen eng hallef Stonn bleiwen, awer gewaart huet, fir mer op meng Fro kënnen ze äntwerten.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Gesitt Der emol!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ëmmer méi, an d'Madame Closener huet et elo ënnerstrach, Energieeffizienz gëtt gemaach. Et geet drëms, fir CO_2 kënnen anzespueren an et ginn ëmmer méi Fotovoltaiksanlagen opgestallt.

Meng Fro ass: Ass d'Méiglechkeet, gëtt et eng Ausnahmebestëmmung vum Kulturministère, fir och a Gebaier, déi op der Lëscht sti respektiv déi schonn denkmalgeschützt sinn, fir och do kënne Fotovoltaiksanlagen opzeriichten? Oder ass dat eng Méiglechkeet, déi komplett exclue ass, dass esou Gebaier och kënnen an déi Berücksichtegung mat erakommen, well festgestallt gëtt, dass et jo oft schwiereg ass, déi géeegent Gebaier ze fannen, fir déi Fotovoltaiksanlagen an enger grousser Zuel kënnen ze installéieren?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet d'Madame Kulturministesch Maggy Nagel.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wat d'Äntwert op déi Question parlementaire do ugeet, hu mer am Kulturministère eis Aarbecht gemaach. Déi läit prett do fir eraus, en attendant, datt se vun deem anere Ministère nach beäntwert gëtt, a se dréit d'Iwwerschréft: „Eis gebautent Ierwen an d'erneierbar Energien".

Wéi den 21. Mäerz „my energy days" waren, hu mer op engem Stand als Sites et Monuments méi wéi scho gewisen, wéi oppe mer sinn, fir iwwert d'Panneaux solaires photovoltaïques op den Diech vun de klasséierte Gebaier, déi awer am Inventaire supplémentaire stinn, nozedenken. A mer hunn och schonn engersäits gutt Beispiller an anerersäits manner gutt Beispiller, déi mer no där Ausstellung och op dem Internetsite vu Sites et Monuments drop hunn. E gutt Beispill zitéieren ech: zu Useldeng d'Kierch. Ech zitéieren e schlecht Beispill: d'Kierch zu Greiweldeng.

Et ass awer esou am Prinzip, datt en historescht Haus an eng méi oder manner intakt Uertschaft oder e Stadvéirel net duerch Energiekollektere sollt gestéiert ginn an doduerjer och d'Authentizitéit an de Cachet vum Haus oder vun der Plaz net méi gären herno garantéiert ass. Als Ausnahm zum Prinzip: Wa weder d'Gebai nach d'Uertschaft e grousse materiellen an optesche Schued erleiden duerch d'Installatioun vu Kollekteren, da soll et méiglech sinn, Fotovoltaiks- oder aner Capteuren och op historesch Haiser ze installéieren. Dat virun allem, wann d'Haiser selwer eppes vun där Energie hunn an net nëmmen als Këscht benotzt ginn, fir Stroum ze maachen, deen an de Réseau fléisst.

E gutt Beispill, wéi ech scho gesot hunn, ass och sécher d'Uwendung vum kybernetesche Prinzip, wou mat wéineg techneschem Opwand, dat heescht Low-tech also am Géigesaz zu Fotovoltaik, vill Hëtzt kann direkt duerch déi Gebailechkeete gewonnen a genotzt ginn.

Wat d'Installatioun vun Energiekollekteren ugeet, mussen zwar eng Rei technesch Kritären op alle Fall respektéiert ginn. An enger Réunioun mat Sites et Monuments hu mer schonn iwwert déi Kritäre geschwat. A mir hunn och schonn doriwwer geschwat, wéi d'Oploe musse si fir d'Ausféierung virun allem vun de Sonnekollekteren, déi mer wëllen akzeptéieren, fir op e Gebai ze installéieren.

Et ass also esou, datt mer op sinn an datt mer och wëllen an déi Richtung do matdenken. Natierlech muss een oppassen, datt ee kuckt, a wat fir engem Kontext dat do gefrot gëtt. Et muss een och kucken, wéi mer dann déi Subventiounen, déi Sites et Monuments de Leit gëtt, wa se eng Restauratioun maachen, wéi déi dann herno sollen ausgesinn, ob dat soll an der Kultur nëmmen eleng bleiwen oder ob dat soll och bei d'Madame Dieschbourg an de Ministère goen.

Et sinn all déi geschützte Gebaier, bis elo ass nach keent, wat op dee Wee do gaangen ass. Mä an anere Gebaier, wéi ech elo gesot hunn, wéi déi Kierchen do, do fannt Der dat awer schonn erëm.

Voilà, ech mengen, dat ass emol deen Deel, wat ech als Kulturminister zu deem sollt soen oder wëll soen. An deen aneren Deel wäert Der jo da spéider vun der Madame Dieschbourg, wou ech se um Tëlefon hat a wou se mer gesot huet, si hu bis elo nach näischt am Ministère erëmfonnt, och da wäert äntwerten.

Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Nagel.

Mir wären domat um Enn vun engem net alldeeglechen Exercice, deen zwar ganz gutt elo ofgelaf ass, wat awer net soll eng Invitatioun sinn, fir dat esou oft wéi méiglech ze widderhuelen. Also mäin Appell, sech un d'Délaie fir d'Äntwerten ze halen, an d'Äntwert ass als Äntwert akzeptéiert, wann och d'Énnerschréft vum Minister drënner ass.

Selbstverständlech bei méi komplexe Froen, déi och méi technescher Natur sinn, ass ëmmer d'Méiglechkeet, fir eng Verlängerung vum Délai ze froen. Mä do mussen awer gutt Grënn virleien. Et ass net, dass systematesch verlängert gëtt. Also d'Konklusioun dozou, ech mengen, mir hunn haut e bësse bäigeléiert. Villmools Merci.

Mir géifen dann zu dem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi Nummer 6415 betreffend d'Vente vu médicamenteusë Substanzen an d'Lutte géint d'Toxicomanie. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Léon Gloden.

11. 6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Rapport de la Commission juridique

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, um Menu steet elo de Projet de loi 6415 portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie. Ech wëll, fir unzefänken, kuerz op d'Prozedur agoen, well et jo awer e bësse méi ongewéinlech ass, datt een aus der Oppositioun Rapporteur vun engem Gesetzesprojet ass.

Dëse Gesetzesprojet gouf vum fréiere Justizminister François Biltgen den 23. Mäerz 2012 an der Chamber deponéiert. Den 22. Januar 2013 goung den Avis vum Statsrot hei am Haus an. A senger Sëtzung vum 20. Mäerz 2013 huet déi zoustänneg Chamberskommissioun mech zum Rapporteur vun dëser Gesetzesvirlag genannt. Dës Nominatioun gouf och no de Chamberswahle confirméiert. Mir hunn den 20. Mäerz 2013 de Projet de loi duerch en Amendement ofgeännert gehat. Dësen ass dunn de 26. Juni 2013 vum Statsrot aviséiert ginn.

De virleiende Gesetzestext schreift sech an d'Regierungserklärung vun 2009 vun deemools an, wou et geheescht huet: „Le Gouvernement va poursuivre sa politique de lutte contre la drogue et les maladies de dépendance par un vaste programme d'actions et de campagnes de sensibilisation ciblées sur les jeunes."

An deem Kontext war et d'Suerg vun der Regierung, d'Strofverfolgung vun den Infraktiounen, déi am Gesetz vum 19. Februar 1973 iwwert de Verkaf vu medikamentéise Substanzen an d'Bekämpfung vun der Drogenofhängegkeet opgelëscht sinn, ze verstäerken, andeems den Drogenhandel, wëll heeschen d'Dealen, verstäerkt an d'Viséier geholl gëtt. Et goung drëm, déi repressiv Aktiounen an d'Interventioune méi effikass ze gestalten.

Wat gëtt also duerch dëse Projet de loi elo verbessert? Bis elo konnt d'Douane am Kader vun der Drogebekämpfung just en cas de flagrant délit intervenéieren. Elo ginn d'Agente vun der Douane vum Grad vum Brigadier principal un an déi nominativ vum Justizminister genannt ginn, Officier de police judiciaire. Esou kréien dës Agente méi grouss Kompetenzen am Kader vun der Drogebekämpfung. Dat heescht, dës Agente kënne selwer verschidden Infraktioune recherchéieren a constatéieren.

Ech ënnersträichen, datt dës Agenten eng Spezialformatioun kréien. D'Kommissioun hat och den Avant-projet vum Règlement grand-ducal betreffend d'Formation professionnelle virgeluecht kritt.

Zweetens, d'Méiglechkeet fir de Procureur oder den Untersuchungsriichter, gemeinsam Équipen tëschent der Police an der Douane mat Enquêten oder Ënnersichungen am Kader vun der Drogebekämpfung ze befaassen.

Drëtte Punkt. Eng nei Infraktioun gëtt agefouert. Persounen, déi Produiten, Substanzen, Objeten oder aner Moyenen, déi dozou déngen, Bluttprouwen oder medezinesch Ënnersichungen ze verfälschen oder ze influencéieren, ze verkafen, ze offréieren, benotzen oder importéiert hunn, kënne bis zu dräi Joer an de Prisong kommen, mat engem Minimum vun dräi Méint, a riskéieren eng Amende tëschent 251 an 10.000 Euro oder eng vu béide Strofen.

Am Fachjargon schwätzt een hei vun enger „Clear machine" oder dem „Clear urin". Dat éischt ass e Pudder, deen den Dépistage vu psychotrope Substanzen am Urin verschleiert. Am zweete Fall handelt et sech ëm synthetesche Urin.

Véierte Punkt. D'Verjährungsfrist vun zéng Joer fir verschidden Infraktiounen am Zesummenhang mat Droge gëtt uniformiséiert. Dëst gëtt och vum Statsrot begréisst. A sengem Avis vum 22. Januar 2013 seet sech de Statsrot awer iwwerrascht doriwwer, dass der Douane ëmmer méi Kompetenzen zougeschoustert géife ginn, an dat ausserhalb vun hirem eigentlechen Aufgabeberäich.

Déi Héich Kierperschaft bedauert weider, dass déi lescht zwee Jorzéngten, dat heescht zënter

dem Ofschafe vun de Grenzkontrollen innerhalb vun der EU, net dozou genotzt goufen, fir sämtlech Kompetenzen am strofrechtleche Beräich der Police zouzeschreiwen. De Statsrot erënnert drun, dass d'Policegesetz vun 1999 justement zum Zweck hat, fir déi verschidde Corpsen, déi am strofrechtleche Beräich täteg waren, an engem ze eenegen.

D'juristesch Kommissioun huet de prinzipielle Bedenke vum Statsrot, wat eng Extensioun vun de Kompetenze vun der Douane ubelaangt, net Rechnung gedroen. Wat d'Membere vun der Kommissioun awer zréckbehalen hunn, dat sinn d'Bedingungen, déi de Statsrot un dës Ausdehnung geknäppt huet: Nëmme vun engem bestëmmte Grad un, an déi Leit mussen eng speziell Formatioun kréien. A sengem zweeten Avis seet sech dann de Statsrot mat der Propositioun vun der Kommissioun averstanen.

Den initiale Projet de loi hat Strofreduktioune virgesi fir Beschëllegter, déi gehollef hunn, d'Infraktiounen opzeklären. Hei huet sech de Statsrot vehement opposéiert mam Argument, dass d'Kohärenz vum Strofrecht a Fro gestallt gëtt. Wann een nämlech an engem Deelberäich vum Strofrecht esou eppes afeiert an op verschidden aner Beräicher ausdehnt, da riskéiert een ähnlech gelagert Situatiounen, déi awer net berücksichtegt goufen, anescht ze behandelen. Deem konnt de Statsrot seng Zoustëmmung net ginn.

No dëser Opposition formelle vum Statsrot zu den neie Bestëmmungen a Saache Strofreduktioun, hu sech d'Membere vun der Commission juridique domat averstane gewisen, déi Ofännerung aus dem Gesetzesprojet ze sträichen.

Et sief dann och hei drun erënnert, datt sech den deemolege Justizminister dozou engagéiert hat, de Sujet vun de Strofreduktioune vu Krounzeie méi generell an engem Gesetzesprojet ze behandelen.

Zum Schluss ginn ech nach den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem honorabele Rapporteur. Ech hu bis elo als ageschriwwe Riedner: d'Madame Simone Beissel, den Här Alex Bodry, d'Madame Viviane Loschetter, den Här Roy Reding an den Här Serge Urbany. Als éischt Riednerin huet d'Madame Simone Beissel d'Wuert.

Discussion générale

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop och mäin häerzleche Merci un de Rapporteur Léon Gloden fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

D'Drogekriminalitéit mat all hire Facetten ze bekämpfen, dat ass jo ee vun de Leitmotiver vun all de Regierungsdeklaratioune säit de 70er Joren. Wann een de Fazit 2014 zitt, da kann ee just constatéieren, et gëtt net besser. Au contraire! D'Mondialisatioun, illiciten Trafic vun Drogen, déi kriminell Energie, déi verwannt gëtt, fir ëmmer erëm nei sophistiquéiert chemesch Drogen op de Marché ze bréngen, do mécht et Sënn, dass alles gemaach gëtt, fir d'Effikassitéit vun den Interventioune vun den zoustännege Corpsen ze verstäerken, dat op dem Basisgesetz vum 19. Februar 1973, wat de Secteur regléiert a wat de Rapporteur jo ugeschnidden huet.

An dësem Sënn elo zwou Serie vun Iwwerleeungen. Éischt Serie, consacréiert dëse Gesetzesprojet e Paradigmewiessel, dat heescht vun engem Auserneendriften 1994 an 2001 vun der Lëtzebuerger Douane an och 1999 vun der Police grand-ducale zu engem Réalignement zu enger Coopération renforcée tëschent Police an Douane. D'1994er Gesetz, modifizéiert 2001, iwwert d'Douane, huet d'Kompetenze vun den Douanieren, an dat trotz Fale vun de Binnegrenzen, legal verankert a konstant erweidert.

1994 krut d'Douane, trotz Resistenz vum Statsrot, an den Här Gloden hat et scho gesot, Police-générale-Missiounen. Am Artikel 2 ass nämlech virgesi ginn, dass, ech zitéieren: En cas de nécessité kënnen d'Douanieren, an dat ouni Spezifikatioun vun iergendengem Grad, réquisitionnéiert ginn, fir Personalkontrollen am Inland duerchzeféieren, wat u sech géint d'Ratione materiae vun hire Basiskompetenze geet. Duerno krute se och nach Kompetenzen a Saache vu flagrant délit.

De Projet de loi 6415, dee geet méi wäit, geet et dach hei drëm, fir ze erméiglechen, dass héich Fonctionnairë vun der Douane OPJ-Attributioune kréien an dass, op Uerder vum Staatsanwalt oder vum Instruktiounsriichter, d'Police grand-ducale zesumme mat der Douane Actions communes, Joint-Ventures a Saachen Enquête respektiv Instruktioun vun engem Fall kënne maachen. Nees eng Kéier seet de Statsrot „oui, mais". Mir kennen dem Statsrot seng Bedenken. Säit 1993 dreemt de Statsrot dovun, fir dass hei zu Lëtzebuerg ee Corps unique zoustänneg wier fir de Maintien de l'ordre national. Elo si mer amgaang awer erëm méi dat ze verhënneren, well och en zweete Corps, niewent der Police grand-ducale, elo OPJ-Kompetenze kritt, wat jo ëmmer d'Chasse gardée war vun der Police.

Et muss een awer begréissen, an de Léon Gloden huet dat och scho gesot, dass déi Héich Kierperschaft trotz hire Retizenzen hei eng konstruktiv Approche huet. Si seet eigentlech, mit einem lachenden und einem weinenden Auge, mir sinn zwar net happy, mä op där anerer Hisiicht, mat de Konditiounen, déi mer setzen, wann Der déi erfëllt, da si mer d'accord.

D'Konditioune sinn duebel an déi maachen och Sënn. Éischtens mussen et héich Fonctionnairë sinn, dat heescht et geet vum Brigadier principal un, nëmmen déi kënnen OPJ-Attributioune kréien, an zweetens musse se eng spezifesch professionell Formatioun kréien, wat och Sënn mécht am Intérêt vun der Saach.

Ech mengen, dës Mesuren, an dee Moment och d'Attitüd vum Statsrot, déi déi zoustänneg Kommissioun iwwerholl huet, fërdert d'Unicitéit an d'Koordinatioun tëschent deenen zwee Corpsmemberen, ménagéiert d'Sensibilitéiten a verhitt nei Berührungsängschten, déi weess Gott an de leschte Joren, haaptsächlech an den éischte Joren, bestanen hunn tëschent der Douane an der Police. Et ass ganz gutt, dass déi Saachen elo ofgeschaaft ginn, oder op d'mannst op e Minimum erofgeschränkt ginn. Dat gëtt eng operationell effikass Interventiounsméiglechkeet, fir d'Drogekriminalitéit méi valabel ze bekämpfen.

Zweet Serie vu kuerze Remarquen, déi ech nach wollt dozoufügen. Eis Fraktioun begréisst et och, dass virun allem nei Infraktiounen an e Spezialgesetz agesat ginn, fir déi ze strofen, déi kriminell Energie dozou verwenden, fir Spezialprodukter hierzestellen, déi ebe just Drogen oder Dopingsprodukter an Analoges, déi sougenannte Produits précurseurs, solle maskéieren an deelweis och pervertéieren. Et ass ganz wichteg, dass hei eng Base légale geschafe gëtt fir esou nei Delikter. Dat ass e ganz wichtege Schrëtt!

Zum Schluss, mir kréien ëmmer gesot „bien légiférer" vu Bréissel oder „mieux légiférer". Fir eis ass et och ganz wichteg, am Intérêt vum „mieux légiférer", dass mer endlech no laange Joren, wou dat gefuerdert ginn ass, eng Unicitéit kréien an de Saache vun der Verjährung, dass sämtlech Friste vun der Verjährung an deem spezielle Secteur hei vun der Drogekriminalitéit verschäerft ginn op zéng Joer. Dat mécht Sënn, dat ass dissuasiv an et mécht och de l'ordre dans la boutique an dësem Spezialgesetz, wat u sech d'Basisgesetz ass vun deem ganze Secteur.

Opgrond vun dëse Remarquen zu dësem Gesetz wollt ech och nach den Accord vu menger Fraktioun bréngen, déi dëst Gesetz ausdrécklech begréisst.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Beissel. An elo huet d'Wuert den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci, Här President, dass ech d'Wuert kréien. Ech wéilt och am Numm vun der sozialistescher Fraktioun den Accord zu deem heiten Text abréngen, deen en Text ass, deen eigentlech, et ass richteg och, iwwert den Avis vum Conseil d'État eraus eng Rei vu prinzipielle Froen opwerft, déi mer schonn e puermol am Laf vun deene leschten, jo bal Jorzéngten hei diskutéiert hunn.

Et ass wouer, dass an deem Moment, wéi d'Diskussioun ronderëm Fusioun vu Gendarmerie a Police gefouert ginn ass, och ee Moment diskutéiert ginn ass, awéiwäit een och kéint d'Douane mat eranhuelen. Dat huet sech aus techneschen, aus politeschen Ursaachen als net méiglech erwisen. Technesch war et schwéier, well d'Carrièren awer an der Douane anescht organiséiert waren, an och haut sinn, wéi dat an der Gendarmerie an an der Police de Fall war; ganz schwiereg also, déi Leit ze integréieren an een eenheetleche Corps.

An zweetens muss ech och soen, dass normalerweis och déi fir d'Douane zoustänneg Ministeren eigentlech léiwer beim Status quo bliwwe sinn, wat jo sécherlech och méi bequem ass, wéi eppes ze reformëieren, esou dass mer an där Situatioun eigentlech weiderliewen, wéi se och schonn Enn den 90er Jore gewollt war.

Gutt ass et allerdéngs, dass een iwwert deen heite Wee ënner anerem et jo och méiglech mécht, dass awer d'Kooperatioun ka renforcéiert ginn ënnert der Égide vum Parquet respektiv vum Untersuchungsriichter, dee jo hei d'Méiglechkeete kritt, fir gemeinsam Équipen - Police an Douane - zesummenzestellen.

Wat ee muss sécherlech och nach am A behalen, dat ass de Fait, dass mer hei eigentlech eng Etapp weiderginn an enger Entwécklung, déi mer eigentlech, och d'Chamber bis elo ni schrecklech positiv gesinn huet, well se och riskéiert awer op d'laang Weil ze dérapéieren. Dat ass d'Zuel vun deenen Agente beim Stat, déi a verschiddene Verwaltungen éparpilléiert sinn, an déi nieft hirer eigentlecher Funktioun an där Verwaltung och Pouvoir kréien iwwer e Spezialgesetz, wéi an dësem Fall, fir eigentlech an engem bestëmmte Beräich als Officier de police judiciaire kënnen ze handelen, also mat all deene Pouvoiren, déi domadder zesummenhänken. Mam Fait och, dass se dann och, wat hir hierarchesch Ënneruerdnung ugeet, net méi eigentlech hirem direkte Ressortminister ënnerstallt sinn, mä eigentlech och dem Parquet ënnerstallt ginn, soubal se als Officier de police judiciaire täteg ginn. Dat kann am Eenzelfall zu ganz quokelege Situatioune féieren an dat mécht d'Iwwersiicht sécherlech net méi einfach.

Duerfir ass jo schonn an der viregter Mandatsperiod och vun der Commission juridique ënner anerem d'Demande gaangen un d'Regierung, fir eng Lëscht ze erstelle vu sämtlechen Agente beim Stat, déi iwwer iergendwelch legislativ Texter speziell Befugnisser kréien, déi engem Officier de police judiciaire gläichzesetze sinn. An et wär wichteg, mengen ech och, dass déi dote Lëscht regelméisseg géif à jour gehale ginn, fir awer do net d'Kontroll iwwert déi dote Situatioun gläich ze verléieren.

Well de Fait, dass et praktesch méintelaang gedauert huet, bis d'Regierung déi dote Lëscht zesummegestallt hat, dat war nach déi viregt Regierung, beweist wéi wäit schonn déi Entwécklung iwwert déi lescht Jorzéngte praktesch gaangen ass, an et besteet praktesch, et vergeet kee Joer, wou net erëm an iergendengem Text deen een oder anere Beamte soll speziell Befugnisser kréien. Dat ass eigentlech net déi glécklechst Léisung, déi ee sech ka virstellen. Mä et ass awer eng pragmatesch Léisung an duerfir wäert eis Fraktioun och deen heiten Text stëmmen, wat deen dote Volet ugeet.

Deen anere Volet ass och scho vum Rapporteur, deem ech och Merci soe fir seng Aarbecht, respektiv vun der Virriednerin duergeluecht ginn. Wat jo ëmmer interessant ass, dat ass, wéi eigentlech de Législateur hanner enger Entwécklung muss hannendru lafen, wéi e muss reagéieren. De Fait, dass mer eng nei Infraktioun hei schafen, beweist, dass opgrond vun der Aféierung vum Dépistage vun Drogen et nei Feelverhale ginn, doduerjer, dass eben eng Rei vun Outilen zur Verfügung gestallt ginn, fir kënnen deen Dépistage do onméiglech ze maachen oder respektiv ze verfälschen. Wat dann erëm eng Kéier de Législateur muss dozou bréngen, fir en neit Strofdelikt an eise Code pénal anzeféieren.

Et gesäit een also, dass mer ëmmer eigentlech an deem Wiesselspill praktesch sinn, dass mer opgrond vu gewësse Feelverhale mussen als Législateur noreagéieren. Dat do war u sech eppes, wat ee vläicht a priori net konnt virausgesinn a wou mer elo musse praktesch eisen Arsenal législatif an deem dote Beräich norüsten. Et ass sécherlech gutt gemaach, an dofir wäerte mer also och deen dote Volet vun deem Text hei stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech géif mech einfach beschränken drop, éischtens, dem Rapporteur Merci ze soen, an och Merci fir seng Gedold. En huet eng Zäitche misse waarden, bis en da konnt säi Rapport hei virbréngen, well mer an der Organisatioun e puer Tëschefäll haten, an duerfir haut hien da säi Rapport hei konnt virbréngen a mir dat Gesetz och haut kënne stëmmen.

A fir de Rescht, mengen ech, datt et trotz deene Schwieregkeeten, déi och notamment vum Statsrot ernimmt gi sinn, et awer e gutt Gesetz ass, wat mer haut stëmmen. An dofir wäerte mir als Gréng dat Gesetz mat ënnerstëtzen.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, dat heiten ass e Gesetz, wat eis d'Geleeënheet gëtt, e puer méi fundamental Wierder zur Drogeproblematik ze soen.

Dir wësst, datt mer Unhänger sinn dervun, datt de Stat sech soll op d'Kärkompetenze konzentréieren an dat immens gutt maachen. An dozou gehéiert ënner anerem de Schutz vu senge Bierger; de Schutz vun Drogesüchtegen, déi éischter an eng Therapie gehéiere wéi an e Prisong, mä awer och de Schutz vum Bierger als Affer vu Beschafungskriminalitéit. An dat ass e Volet, wou d'Regierung vläicht gutt géif drun doen, fir emol eng Kéier an déi Richtung ze iwwerleeën, ob een net dee Problem ka virrangeg traitéieren, andeem een e System aféiert vu staatlecher Ofgab vun Drogen an Ersatzstoffer, an zwar systematesch, u Süchteger - natierlech gesetzlech reglementéiert an natierlech medezinesch kontrolléiert. Einfach, fir deem Sumpf vum Drogenhandel déi ekonomesch Basis ze entzéien.

Natierlech lafe mer dann nees Gefor, wéi ëmmer, datt et och do kann zu Mëssbräich kommen. En Drogentourismus kann ee sech virstellen, wou EU-Bierger dann op Lëtzebuerg plënneren, well se hei kënne vun deem System profitéieren. Trotzdeem denken ech, datt dat e Gedanke wier, wou et derwäert wier, an déi Richtung ze iwwerleeën.

Fir de Rescht, wéi de Léon Gloden a sengem exzellente Rapport dat richteg gesot huet, ass dat hei ee ganz, ganz wichtegen Text. Mir schléissen eis där Saach un a wäerten als Fraktioun och dat Gesetz stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir hunn hei e Gesetz virleien, wat nach vum Här Biltgen als Justizminister virgeluecht ginn ass, wat haut vun engem grénge Justizminister eis hei virgeluecht a verteidegt gëtt.

Dat Gesetz huet am Fong geholl zwou Konsequenzen: Dat Éischt, dat ass, dass d'Douane nei repressiv Befugnisser kritt, wat ech awer net esou séier ugesinn als eng einfach administrativ Fro, mä am Fong geholl als eng Fro, déi och mam Inhalt ze dinn huet vun där Drogepolitik, déi mer maachen.

Zweetens ass virgesinn, eng nei Infraktioun ze schafen, fir déi bis zu dräi Joer Prisong sollen agefouert ginn, a Fäll, wou ee Substanzen, déi u sech guer net illegal sinn, benotzt bei enger Analys, fir dass do d'Resultater vun där Analys verfälscht ginn.

Mä dat Ganzt ass ze gesinn natierlech am Kader vun enger repressiver Drogepolitik. An domadder setzt am Fong geholl dës Koalitioun kritiklos déi Politik vu virdru weider. Et ass och en CSV-Rapporteur, deen dat hei presentéiert huet. Dat ass och guer kee Problem, well et ass einfach d'Fortsetzung vun enger Politik vu virdrun.

An dobäi waren et awer grad, muss ech soen, Här President, déi gréng, déi ëmmer stounge fir eng Depenaliséierung an der Drogepolitik. Et louchen zwou Proposition-de-loien hei vir vum Renée Wagener, déi sinn 2009 zréckgezu ginn, déi fréier Deputéiert vun déi gréng. Och Deeler vun der LSAP hu sech och emol bei Geleeënheeten ausgeschwat fir eng Depenaliséierung vun den Drogen. Hei maache mer eng Verschäerfung am Fong geholl vun der Drogepolitik. Dobäi ass grad um internationale Plang amgaang eng Wend sech ofzezeechnen, eng nei Approche zu där Politik sech ofzezeechnen.

Ech wëll hiweisen op e Rapport, deen 2011 erauskomm ass vun der Commission mondiale pour la politique des drogues, an där ganz eminent Leit vertratt sinn, déi eng Rei Kritike gemaach hunn. Éischtens emol hu se gesot, dass dee Weltkrich géint d'Drogen, deen am Fong geholl amgaangen ass, en Échec ass, dass ëmmer nei Drogen agefouert ginn - iwwregens ass déi eng Infraktioun, déi mer hei aféieren, e Resultat dovunner -, an zweetens, dass déi ëffentlech Ausgabe fir déi Repressioun an déi Verfollegung vun deenen Delikter an d'Ënnersichung dovunner, déi mer all Joers ausginn, Milliioune kaschten a gläichzäiteg méi schlecht maache ganz dacks wéi se gutt maachen, andeems se ganz dacks och d'Liewe vu jonke Leit zerstéieren, déi jorelaang an de Prisong ginn, an och hir Familljen dobäi an de Misär stierzen, dass dat eng falsch Politik am Fong geholl ass, déi iwwerhaapt eigentlech näischt bäidréit zur Verbesserung vun der Situatioun vis-à-vis vun der Drogesucht, déi, wéi och mäi Virriedner gesot huet, éischter e Suchtproblem ass, e Krankheetsproblem ass, wéi dass déi Leit

sollen an de Prisong kommen. Dat gëtt awer hei kengesfalls ofgeschaaft. Dat gëtt hei confirméiert, déi Politik.

Ech hunn emol Zuelen héieren, wéi wann d'Halschent vun deene Leit, déi emprisonnéiert sinn zu Schraasseg, Drogenofhängeger wieren, déi an iergendenger Aart a Weis ze dinn hätte mat der Drogekriminalitéit. De Justin Turpel huet och eng Fro un de Minister Braz gestallt, wou e gär déi Chifferen do hätt. An dat huet och vill ze dinn zum Beispill, mer schwätze vum Käschtepunkt dovunner. Deen neie Prisong, dee soll kommen, dee gëtt am Fong geholl noutwendeg gemaach doduerch, dass mer esou eng repressiv Drogepolitik nach weiderféieren, soss stéing de Prisong zu Schraasseg wahrscheinlech eidel, huelen ech emol un, oder hallef eidel, a mer hätte gutt Plaz nach a mir bräichte keen neien Untersuchungsprisong ze bauen, esou wéi dat virgesinn ass.

Déi Commission mondiale pour la politique des drogues mécht och eng Rei vu Propositiounen. Si schléit de Regierungen an de Parlamenter vir, fir der Kriminaliséierung vun den Drogen en Enn ze bereeden. Si rifft d'Regierungen dozou op, Modeller vu legaler Regulatioun vun den Drogen ze entwéckelen an anzeféieren an esou och d'Muecht vun de Karteller vun der organiséierter Kriminalitéit anzeschränken. A si weist och op positiv Resultater hin, do, wou eng aner Drogepolitik gemaach gëtt, an zwar an engem Land, wat guer net esou wäit vun eis ewech ass: Portugal, wou et eng Depenaliséierung vun de liichten Drogen, wann ech gutt informéiert sinn, gëtt zënter enger Zäit respektiv, mengen ech, eng Dekriminaliséierung vum Besëtz vun Drogen, vun allen Zorte vun Drogen.

Dat heescht, dat Gesetz hei féiert am Fong geholl déi schlecht Politik weider, déi och grad déi, déi elo an der Regierung sinn, déi vun engem neie Wand schwätzen a gesellschaftleche Froen, ëmmer kritiséiert hunn, heftegst kritiséiert hunn, a féiert hei net zu engem Emdenken an där Politik. Si gëtt souguer verschäerft.

An dofir kënne mir a kengem Fall domadder d'accord sinn a mir wäerte géint dee Projet hei stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domat wäre mer um Enn vun der Riednerlëscht ukomm an d'Regierung huet d'Wuert: den Här Justizminister Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Merci als Alleréischt un de Rapporteur, den Här Gloden, an och un déi ganz Kommissioun, souwuel fir dee schréftleche wéi och dee mëndleche Rapport. Merci awer och un de Statsrot an deem heite Fall, well, ech mengen, och duerch den Avis vum Statsrot sinn, par rapport zum initiale Projet de loi, e puer Ännerungen an den Text komm, déi awer wichteg sinn, déi a mengen Aen och noutwendeg waren an déi maachen, dass mer en Text elo hunn, deen en Text ass, dee ganz no un der Praxis ass vun der Polizeiaarbecht, awer och vun der Aarbecht vun der Douane.

Et ass keen Text, deen eppes groussaarteg Neies mécht, mä en hélt an deem bestehende Kader, dee mer hunn, e puer Optiounen, déi maachen, dass mer kënnen um Terrain besser schaffen, an en orientéiert sech also an der Haaptsaach hei un der Praxis.

Den Alex Bodry huet, wéi anerer och, op d'Fro vun den OPJe verwisen. Déi Zuel, déi mir zur Verfügung steet, ass eng aus dem Joer 2009. Déi Zäit ware ronn 1.700 Leit hei am Land, queesch duerch d'Verwaltung, also laang net nëmme bei der Police, dat ass a praktesch all de Verwaltungen, déi als OPJ gëllen. Dat sinn der effektiv immens vill. An dat muss een zu engem kriteschen Emgang domadder bewegen. Ech ka mech do dem Alex Bodry nëmmen uschléissen, wat awer net deen heite Projet elo falsch mécht.

Hei wäerten nach eng zéng bis zwielef, schätzungsweis, dobäikommen, woubäi awer och d'Natur vun där Aarbecht, déi se maachen, mengen ech, den Titel vum OPJ sécherlech justifiéiert, vläicht méi wéi op enger ganzer Rei vun aner Plazen, wat een eng Kéier misst mat engem kriteschen An duerchforste beim Stat. Dat ass oft gesot ginn. Wann een éierlech ass, ass et nach ni wierklech gemaach ginn.

Et ass och eng Aufgab fir dës Regierung. Ech hoffen, dass mer eis Aufgab wäerten unhuelen. Mä et weess een, dass et ganz komplizéiert ass, well do och um legislative Plang immens vill misst gemaach ginn. Wann ee wéilt no der Duerchforstung d'Zuel vun den OPJe reduzéieren, da misst een och a ganz ville Gesetzer Saachen ännere goen. An dat ass, ech wëll net soen, eng Herkulesaufgab, mä net wäit dovun. An et ass och vläicht dat, wat och viregt Regierunge schlussendlech dovun ofgehalen huet, hir gutt Intentiounen op deem heite Punkt an d'Realitéit ëmzesetzen, well et der wierklech ganz vill beim Stat gëtt, déi an deem dote Fall sinn.

Mir wäerten och, soubal dëse Projet gestëmmt ass, e Règlement grand-ducal op de Wee schécken, wëllen hei virumaachen. Do geet et notamment ëm d'Formatioun vun deenen neien OPJen, déi wäert assuréiert ginn. De Reglement ass och scho geschriwwen. Deen ass prett, dee kann an den nächsten Deeg op den Instanzewee geschéckt ginn. D'Formatioun, déi wäert assuréiert gi vun den Autorités judiciaires, vun der Police grand-ducale an awer och vun der Administratioun vun der Douane a vun den Akzisen. Déi Formatioun, déi kritt och um Enn e schréftleche Contrôle. Et ass also net just eng kuerz theoretesch Formatioun, mä do gëtt wierklech eng seriö Formatioun gemaach, dass déi Leit, wa se da bis OPJ sinn, wierklech en parfaite connaissance de cause hir Aarbecht kënnen ophuelen.

D'Iddi vun den Équipes communes ass och eng, déi scho laang tëschent Polizei an Douane am Gespréich ass, huet scho laang eigentlech Sënn gemaach, gëtt elo an d'Realitéit ëmgesat. An dat ass indéniablement eng praktesch Plusvalue.

Iwwert déi nei Incriminatioun hunn och verschidde Virriedner sech scho geäussert. Et ass e Fait, dass do d'Législatioun ëmmer e bëssen hannendru leeft, dat ass och an der ganzer Matière vum Doping de Fall. Dat weess een. Déi, déi fuddelen, sinn ëmmer e Schrack vir. D'Aufgab vun deenen, déi gären éierlech a fair Konditiounen hätten, ass ëmmer déi, déi vir sinn, ze entlarven. Do gëtt et och en technesche Fortschrëtt. An do muss een och an der Législatioun dat heiansdo upassen.

Dat ass net ëmmer zefriddestellend, wann een hannendru leeft. Mä nach manner zefriddestellend wier et mat Sécherheet, wann ee géif kapituléieren a soen: Bon, da si se eben ëmmer vir, mir akzeptéieren dat, loossen dat lafen. Dat wär en Incitatif, fir vill Leit och op deen dote falsch Wee ze goen, mat villen negativen Elementer, déi mer net sollen akzeptéieren. Et kann do kee gëllene Wee gi fir d'Fuddeler. Och wann et heiansdo frustrant ass hannendrun ze lafen, deen Effort muss ee maachen. Et ass net akzeptabel ze kapituléieren an deem dote Beräich.

Et ass och geschwat gi vum Délai de prescription, deen ugepasst gëtt. Do ass, éierlech gesot, keng ganz grouss Iwwerleeung hannert dem Projet de loi gewiescht. Et ass en fait, fir méi e Méssel an der bestehender Drogegesetzgebung aus der Welt ze schafen. Et waren an engem Artikel an zwee verschidden Alinéaen zwou verschidde Prescriptiounen. Dat ass net ganz glécklech. Dat huet och kee richteg verstanen. Dat hu mer elo alignéiert op zéng Joer, wat heimadder gemaach ass. An ech mengen, dass dat och gutt gemaach ass.

De Statsrot huet, zu Recht a mengen Aen, dem Text vun der viregter Regierung eng Opposition formelle gemaach bei der Fro vun den „repentis". D'Kommissioun huet sech deem ugeschloss, wat d'Regierung ausdrécklech begréisst. Dat wär déi falsch Démarche!

Dann zu den zwou méi allgemenge Reflexioune vum honorabelen Här Reding a vum Här Urbany iwwert d'Drogepolitik am Allgemengen. Dee Constat, dee souwuel den Här Reding gemaach huet wéi den Här Urbany, fënnt sech an der Beäntwertung net an de Wahlprogrammer vun de Koalitiounsparteien. D'Beäntwertung vun Árem Constat fënnt sech am Regierungsaccord. Dee Contstat, deen dir gemaach hutt, d'Feststellung, dass eng repressiv Politik iwwer Jorzéngte mëttlerweil net déi Resultater bruecht huet, déi ee sech wënscht, dee Constat steet am Koalitiounsaccord. Fir déi, déi dat vergiess haten, Här Urbany.

D'Regierung selwer huet dee Constat gemaach, dass eng reng repressiv Politik net zielführend eleng ka sinn. Den Drogekonsum klëmmt an all de westleche Länner, obwuel déi repressiv Moyenen och klammen. Do klappt eppes net.

An den Här Reding huet a mengen Ae recht, wann en op de kommerzielle Volet verweist. Soulaang domadder Sue verdéngt sinn, ass déi Dynamik ongebrach. An dofir huet och d'Regierung am Koalitiounsaccord gesot, si wéilt an engem breede Sënn all d'Piste verfollegen, doriwwer nodenken, sech d'Moyene ginn, fir mat all de Moyenen, an net just mat deene repressiven, well mer do dee Constat deelen, dass dat eis net virubruecht huet an deem Mooss, wou mer wollten, dass mer do wëllen all Piste goen, déi et erlaben, den Drogekonsum ze reduzéieren.

Dir sot, Här Urbany, d'Halschent vun de Leit am Prisong wieren Drogekonsumenten. Ech mengen, do verwiesselt Der eppes. Et sinn effektiv ganz vill Leit...

(Interruption)

Ech kommen direkt. Do sinn effektiv ganz vill Leit, déi opgrond vun Drogendelikter am Prisong sinn. Dat huet awer net mam Konsum ze dinn, mä mat Handel. Dat stëmmt, dass et vill Leit am Prisong gëtt, déi a Konflikt gerode si mat der Drogegesetzgebung. Mä Konsumenten, déi fir en eegene Verbrauch consomméieren, sinn hei zu Lëtzebuerg an der Regel herno net virun engem Riichter. Wat natierlech poursuivéiert gëtt, dat ass den Handel domadder, well do Leit Geld verdénge mam Misär vun aneren. An ech ka mer net virstellen, dass Dir et géift richteg fannen, dass een deene seet: Kee Problem, maach du dat roueg.

Mir mussen also op zwee Niveauen agéieren. Mir musse preventiv do agéieren, wou consomméiert gëtt. Deene Leit ass mat Aspäre mat Sécherheet net an all de Fäll gehollef, an dat weess een. Do, wou domadder Sue verdéngt ginn, entsteet eng Kriminalitéit, déi mer par contre net musse wëllen. Do, wou also gehandelt gëtt a mam Misär vun anere Leit Sue verdéngt ginn, brauch d'Gesellschaft net permissiv ze sinn. Do, wou awer d'Repressioun beim Konsum d'Leit net virubréngt, da muss een dat och agesinn a seng Politik ëmstellen. Dat ass de Sënn vun deem Passus aus dem Koalitiounsaccord, an dee wäerte mer selbstverständlech ëmsetzen.

Hei, an dësem ganzen Text, an dofir ass do kee Widdersproch an eisen Aen, Här Urbany, schwätze mer net vu Konsumenten, mä hei schwätze mer éischter vun all deenen, déi heimadder wëlle Sue verdéngen an handelen. Dofir hu mer och kee Problem mat deem ofgeännerten Text, esou wéi d'Kommissioun an de Statsrot en ofgeännert hunn, hu mir als Regierung kee Problem, deen Text haut hei zum Vote ze stellen. An an eiser Drogepolitik wäerte mer déi nächste Jore probéiere selbstverständlech de Misär ze reduzéieren, ouni awer permissiv mat deenen ze sinn, déi mam Misär vun anere Geld verdéngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Parole après ministre.

M. le Président.- Merci och dem Här Justizminister. Ech hunn eng Demande de parole après ministre vum Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Dir hutt elo gesot, Dir hätt dat am Regierungsprogramm drastoen. Dat hei geet awer elo an eng aner Richtung. Hei schwätze mer just vu Repressioun. Hei schwätze mer net vun neie Pisten. Ech si selbstverständlech gespaant, wat dobäi erauskënnt. An Dir wäert och an eis déi fannen, déi wäerten dat beobachten a positiv begleeden, wann dat positiv begleedenswäert ass. Am Sënn vun deene Kritiken, déi vu ganz ville Leit ëmmer virbruecht gi sinn, dass eng Penaliséierung an eng Kriminaliséierung vum Drogekonsum keng richteg Léisung ass. A wann een den Drogekonsum penaliséiert léisst, da schaaft een natierlech automatesch mat déi ganz Kriminalitéit, déi domadder zesummenhänkt.

Dir sot och, hei geet et net ëm de Konsum, mä ëm d'Kriminalitéit. Da muss ech awer soen, wann ech den Text kucke vun Árem Gesetz, wou et ëm déi nei Substanzen do geet, déi dissimuléiere gewëssen Effete vun Drogen, dat kënnen och ganz harmlos Droge sinn, wou ee Cannabis geholl huet an duerno eppes anhëlt, fir dass een dat net soll kënne feststellen, steet hei „qui ont utilisé ces produits". Dat heescht, dat Wuert „utilisation" kënnt ganz kloer hei dranner vir. Oder et sief dann, Dir gitt mer eng aner Erklärung dofir, wat dat heescht. Dat heescht, och d'Utilisateure vun esou Produiten, déi ginn hei mat kriminaliséiert, well et steet eng Strof drop vun dräi Méint bis dräi Joer.

Ech wëll nach soen, ech si bestëmmt dee Leschten, dee wéilt den Drogekonsum u sech verherrlechen oder verharmlosen. Ech si perséinlech iwwerhaapt kee Frënd dovunner. Mä ech si just der Meenung, eng Penaliséierung vum Drogekonsum, dat ass eppes, woumat mer der Jugend e Bierendéngscht leeschten. Dat ass eng Kriminaliséierung vu Leit, déi eigentlech guer net an de Prisong gehéieren. Mä ech si gespaant op déi Äntwert, déi Der gitt zu deem Text hei.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Vläicht allgemeng eng Kéier widderholl, dass et ubruecht ass, dass den Deputéierte sech un d'Chamber riicht, idem fir d'Regierungsmemberen, dass mer net den Dialog ënner Persoune maachen, mä dass mer eis entweder un d'Chamber oder un de President riichten. Just eng Kéier, well dat an der Lescht e bësse méi oft virkomm ass. An da ginn ech dem Justizminister direkt d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Just ganz kuerz, well ech eigentlech d'Gefill hunn, ech hätt virdrun a menger Interventioun déi Saache scho gesot, déi dem Här Urbany seng Fro beäntweren.

Mir sinn hei am bestehende Kader. Wann Dir op deen doten Artikel vum Gesetz verweist, soen ech Iech nach eng Kéier, mir hunn zu Lëtzebuerg eng Praxis, wéi eng Konsumenten iwwerhaapt mat de Geriichter a Kontakt geroden. Alles dat hei setzt dat net ausser Kraaft. Et ass also heiranner keng nei Orientatioun an der Drogepolitik ze gesinn. Et ass eng am bestehende Kader praxisorientéiert Approche, wou den Text, an eisen Aen, no den Interventioune vum Statsrot a vun der Kommissioun, och an der Rei ass.

An eng nei Approche zu der Drogepolitik, wou ech d'Gefill hunn, dass mer eigentlech e Konsens an der Chamber hunn, dass mer wëllen den Drogekonsum reduzéieren am Land, dass mer eis wëlle beméien, dass den Drogekonsum zréckgeet, dass mer wëllen déi, déi domadder Sue verdéngen, déi wëlle mer aus dem Circuit kréien. Well an deenen allermeeschte Fäll selbstverständlech eng Prisongsstrof fir déi dote Leit keng Solutioun ass.

Ech mengen, wa mer eis do eens sinn, an ech hunn d'Gefill, wéi wann dat och beim Här Urbany de Fall ass, da wäerte mer eis och an den Diskussiounen an den nächste Joren an där heiter Matière hoffentlech séier kënnen op eng gemeinsam Politik verstännegen.

Dat hei ass e Schratt an deem bestehende Kader. Mä nach eng Kéier, och déi Substanzen, wou de Verbrauch dovunner an d'Benotzung dovunner strofbar gemaach ginn, ännert näischt dorunner, dass déi, déi haut schonn net mat de Geriichter a Kontakt kommen, och an Zukunft weiderhin net mat de Geriichter wäerten a Kontakt kommen.

Et kommen also duerch dat heite bei deene Konsum-Limiten, déi grosso modo vun de Geriichter applizéiert ginn, wäerten also och duerch dëst Gesetz keng aner Leit, keng Leit weider virun d'Geriichter kommen. Ech mengen, dat misst elo kloer sinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Gestrooft wéinst der Utilisatioun vun deene Produiten.

M. le Président.- Merci dem Justizminister. An domat wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mer kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6415.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6415 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

12. Ordre du jour (suite)

Ech hunn d'Demande vum Här Statsminister, fir de leschte Projet virzezéien, well en eng offiziell Visite direkt anschliessend huet. Ass d'Chamber domat d'accord, fir deem Projet Prioritéit ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci an ech géif direkt der honorabeler Rapportrice, der Ma-

dame Joëlle Elvinger, d'Wuert gi fir de Rapport vum Projet de loi 6651 fir en neie Radiokommunikatiounssystem fir d'Services de sécurité.

13. 6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 6651 betreffend de Finanzement vum Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois, kuerz gesot RENITA, ass de 6. Februar 2014 vum Premier- a Statsminister Xavier Bettel déposéiert ginn.

Um Text vum Projet de loi war en Exposé des motifs, e Commentaire des articles an eng Fiche financière annexéiert. Den 22. Abrëll 2014 gouf ech als Rapporteur an der Finanz- a Budgetskommissioun genannt an den 29. Abrëll huet d'Kommissioun de Rapport ugeholl.

De RENITA ersetzt den heitege RIFO. De RIFO baséiert op fënnef Antennen uechtert d'Land, déi zu Diddeleng, um Waldhaff, Pfaffenberg-Osweiler, Heiderscheid an Housen stinn. E baséiert op analoger Technologie. An dëse Réseau besteet säit de 70er Joren an ass Enn der 90er Jore moderniséiert ginn. Mä e séchere Cryptage vun de Kommunikatiounen ass net méiglech. De RIFO entsprécht och net méi den internationale Kommunikatiounsstandarden an d'Interopérabilitéit mat de Réseaue vun eisen Nopeschlänner ass net méi garantéiert. De Réseau vum RIFO ass also op sengem Liewensenn ukomm an et ginn och nach kaum Ersatzdeeler fir dëse Réseau.

An eisem digitalen Zäitalter ass et wichteg, dass deen neie Réseau agefouert gëtt, en digitale Réseau also, fir dass eis Rettungsdéngschter an d'Servicer, déi fir d'Sécherheet am Land zoustänneg sinn, méi optimal, effikass a sécher funktionéiere kënnen. An natierlech och en vue vun der Présidence vum EU-Conseil am zweete Semester 2015.

Den aktuellen analoge Réseau gëtt also duerch en digitale Réseau ersat. De RENITA wäert op Basis vun der Technologie TETRA funktionéieren. TETRA steet fir „Terrestrial Trunked Radio" an ass eng harmoniséiert europäesch Norm. D'Réseaue vun eisen Nopeschlänner Däitschland, Frankräich a Belsch funktionéieren och op Basis vun där Technologie TETRA. De RENITA ass an éischter Linn geduecht, fir d'Servicer vun der Douane, de Ponts & Chaussées, d'Rettungsdéngschter, Pompjeeën a Protection civile, d'Arméi, d'Centres de communication vun der Regierung, den Haut Commissariat de la protection nationale, d'Police an de SREL. An insgesamt wäerten eng 11.500 Benotzer den neie Réseau benotzen.

De RENITA deckt de gesamten Territoire vun eisem Land of a funktionéiert och a Bëscher an Autobunnstunnelen, an Eisebunnstunnelen a wäert och bannen an de Gebaier funktionéieren. Ongeféier 75 Basisstatioune wäerten néideg si fir de Fonctionnement vum RENITA. An d'TETRA-Technologie erlaabt et och, eng Kommunikatioun innerhalb vun nëmmen 0,3 Sekonnen opzestellen. Dat ass extrem séier an ass méi séier wéi eng GSM-Kommunikatioun. TETRA funktionéiert mat engem „Push to talk", dat heescht, dass eng Kommunikatioun ka mat engem eenzege Knäppchendrock hiergestallt ginn. D'Benotzer kënne sougenannte Groupes d'appels organiséieren. A wann een Terminal net funktionéiert, kann en aneren Terminal als Relais geholl ginn.

De Cryptage vun de Kommunikatiounen ass och ganz sophistiquéiert. An et ass och méiglech, SMSen iwwert de RENITA ze verschécken. De RENITA iwwerdréit Donnéeë vu Persounen, notamment wat d'Géolocalisatioun vu Persounen ugeet. An dëse Réseau versprécht eng héich Frequenz, déi et erlaabt, dass de Réseau net bei enger technescher Pann zesummebrécht. Den neien digitale Réseau RENITA ass en aussergewéinlechen a komplexe Projet. An dofir ass bei der Ausschreiwungsprozedur virgesinn, dass de Projet sech op en Zäitraum vu 15 Joer, vu mindestens 15 Joer ausdehne soll.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech wëll och hei drop hiweisen, dass am schréftleche Rapport, deen an der Kommissioun vum 29. Abrëll ugeholl ginn ass, eng kleng Erreur matérielle virkomm ass, an zwar am zweete Paragraph vum Artikel 1, do steet, dass de Kontrakt bis den 30. Juni 2013 leeft, anstatt bis den 30. Juni 2030. Dëse klenge Feeler ass awer schonn an deem Rapport, dee gedréckt ginn ass, verbessert ginn.

De Stat huet och keng richteg Erfahrung, wat d'Ausschreiwunge fir esou grouss Projeten oder Projete vun deem Typ vum RENITA ugeet, an dofir war et och schwéier anzeschätze fir d'Regierung, wéi eng vun deene verschiddenen technesche Léisungen déi richtegst an adaptéierste wär.

De 24. Abrëll 2012 huet d'Chamber eng Motioun adoptéiert, an där se d'Regierung invitéiert huet, d'Ausschreiwungsprozedur ze lancéieren, fir d'ekonomesch Acteuren ze invitéieren, fir hir Offeren ze maache fir d'Conceptioun, d'Installatioun an d'Maintenance vum neien digitale Réseau.

Duerch en Arrêté ministériel vum 20. November 2013 ass de Marché public un de Groupe Connectcom an d'Post vergi ginn. Et ass allerdéngs eng express Reserv virgesinn, dass de Kontrakt eréischt kann ënnerschriwwe ginn, wann d'Finanzéierungsgesetz vun der Chamber gestëmmt ass.

D'Regierung huet décidéiert de Kontrakt fir den Déploiement an d'Exploitatioun vum neie Radiokommunikatiounsréseau mat engem privaten Investisseur anzegoen, ënnert der Form vun engem sougenannte Private Public Partnership, engem PPP also. De PPP huet eng ganz Rei vu Virdeeler, well d'Technologie immens komplex ass. Wat eleng d'Personal ugeet, wären 33 Posten an Eegeregie néideg, fir d'Iwwerwaachung vum Réseau an eng Assistance 7 Deeg op 7 a 24 Stonnen op 24, fir all d'Benotzer vum neien digitale Réseau ze garantéieren. Am Kader vum PPP riicht den Opérateur de Réseau op an de Réseau gëtt exklusiv vum Pouvoir adjudicateur, also vum Stat benotzt a vun deene Benotzer, déi vum Stat bestëmmt ginn.

D'Exploitatioun vum Réseau ass, wéi gesot, fir 15 Joer virgesinn. An den Opérateur bleift och Propriétaire vum Réseau an assuméiert domat all d'Risiken an d'Responsabilitéit, déi un d'Propriétéit gebonne sinn. De Stat huet awer eng Option d'achat op de Réseau. An duerch de PPP ass d'Stabilitéit an d'Zouverlässegkeet vum Réseau, wat immens wichteg an dësem Domän ass, garantéiert. Et ass och eng kontinuéierlech Verbesserung vum Réseau virgesinn.

De 4. Abrëll 2014 huet de Statsrot säin Avis zu dësem Projet de loi ofginn an huet do zwou Oppositions formelles formuléiert. Déi Éischt betrëfft d'Attributioun vum Marché public. Hei huet de Statsrot virgeschloen, den Numm vun der Entreprise, déi de Marché attribuéiert krut, aus dem Gesetzestext erauszehuelen an d'Finanzkommissioun huet dës Propos och ugeholl.

Déi zweet Opposition formelle huet d'Finanzéierung vum RENITA betraff. Hei huet de Statsrot virgeschloen, de Punkt c) vum drëtte Paragraph am éischten Artikel vum Gesetzesprojet ze sträichen, fir dass de Projet de loi konform soll sinn zum Artikel 99 vun eiser Verfassung. Och dëser Propos ass d'Cofibu gefollegt.

De Stat iwwerhëlt och d'Käschte fir déi éischt Formatioun vun alle Benotzer vum RENITA.

Als Ofschloss géif ech dann och nach den Accord vun der DP-Fraktioun ginn zu dësem Gesetzesprojet an nach eemol betounen, dass d'DP et ausdrécklech begréisst, dass dëse Projet soll virun der Présidence agefouert ginn, och wann dat bis dohin aus Zäitgrënn, wat evident ass, just an enger liichter Versioun kann de Fall sinn.

Et ass immens wichteg, dass och de Stat mam technesche Fortschrëtt virugeet an dass d'Sécherheet an d'Zouverlässegkeet virun allem an dësem Domän vun de Sécherheets- a Rettungsdéngschter garantéiert bleift.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci der Madame Elvinger fir hire breetgefächerte Rapport an dësem ganz interessanten an zukunftsträchtege Secteur. Als éischten ageschriwwene Riedner ruffen ech elo hei op d'Tribün den Här Deputéierte Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Ech soe fir d'Éischt der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, dat Wichtegst virop, d'CSV wäert dëse Projet stëmmen. E geet och zum groussen Deel op déi fréier Regierung zréck. An d'Chamber - muss ee soen - war och schonn 2012 mat agebonnen, nämlech krute mer de Projet an der Finanzkommissioun, deemools presidéiert vum Här Wolter, virgestallt. A mir hunn och eng Motioun gestëmmt, wou d'Regierung eigentlech formell den Optrag kritt huet, fir en Appel d'offres an dësem Dossier ze maachen.

D'CSV steet vum Fong hier zu deem Projet, well en ass am Interessi vun der Sécherheet vun de Bierger a vun eisem Stat. An zweetens - d'Madame Rapportrice huet et och ënnerstrach - soll dee System operationell si fir d'EU-Présidence dat zweet Semester 2015, an dobäi geet et och ëm d'Image de marque vun eisem Land, dass mer dee System kënnen hunn.

Et ass, wéi gesot ginn ass, de sougenannte RIFO-System, dee gëtt no laange Joren op eng nei Technik adaptéiert an dofir féiere mer dëse RENITA-System an, deen net nëmmen déi staatlech Servicer concernéiert vun der Police, Douane, iwwert de SREL, d'Arméi, mä och déi gemengendirekt oder -indirekt raccordéiert Servicer, notamment d'Pompjeeën an d'Protex, concernéiert.

De Gesamtkäschtepunkt - ech mengen, dat soll een och ënnersträichen -, dat sinn net nëmmen déi 37 Milliounen Euro, wat déi éischt Investitioun ass, mä do kommen och nach d'Fonctionnementskäschten derbäi. A wann een d'Fiche financière vun dem Gesetzesprojet kuckt, da komme mer um Enn vun der Lafzäit an dësem Projet, deen 2030 soll zu Enn goen, op e Gesamtchiffer vu ronn 120 Milliounen Euro.

Mir stellen och dee Chiffer net a Fro. Et muss een awer soen, dass eng ganz Rei rechtlech Problemer opgetaucht sinn a wou de Statsrot, mengen ech, an engem pingelechen Avis, mä zu Recht, eng Rei vu Froen opgeworf huet, wou och d'Finanzkommissioun sech dermat beschäftegt huet.

Et geet éischtens emol ëm eng relativ strikt Liesaart, déi de Conseil d'État huet vum Artikel 99 vun der Verfassung, well de Statsrot huet gesot: Dir braucht e Spezialgesetz, net nëmme fir de Projet selwer, well et e sougenannte Projet de grande envergure ass, deen iwwer 40 Milliounen Investissement erausgeet, mä Dir braucht och nach ee Spezialgesetz, well d'Lafzäit vun dem Projet sech op méi Exercice-budgétairen ausdehnt an dofir och dat finanziellt Engagement vun dem Projet eng Loi spéciale am Sënn vum Artikel 99 brauch.

An, ech mengen, den Artikel 99, ënnert dem Contrôle hei vun dem fréiere President an dem jëtzege President vun der Institutiounskommissioun, dee wäert op deene Punkten och do net ëmgeännert ginn an enger eventueller neier Verfassung. An dofir ass och déi Remarque vun dem Statsrot op deem Punkt gedeelt ginn.

Zweetens, an dat ass méi eng fundamental Remarque vun dem Statsrot, dat ass Folgendes: 2012 huet d'Chamber eng Motioun gestëmmt, fir dass d'Regierung kéint en Appel d'offres maachen, fir dee Réseau éischtens a Plaz ze setzen an och an enger zweeter Phas ze géréieren.

2013 ass deen Appel d'offres gemaach ginn. An ënner verschiddenen Offren, déi als recevabel ugesi gi sinn, ass dann déi vun, loosse mer soen, dem Postkonsortium zréckbehale ginn. Dat war vläicht net déi performantsten Offer, déi ofgi ginn ass, wéi een aus engem Uerteel vun dem Verwaltungsgeriicht erausliest, mä et war awer déi ekonomesch gënschtegst an, op gutt Lëtzebuergesch gesot, déi bëllegsten Offer.

An doropshin ass d'Regierung higaangen an huet dat heite Finanzéierungsgesetz ausgeschafft mat deenen entspriechende Montanten aus der Offer vun dem Postkonsortium an huet och, esou wéi dat an der Soumissioun virgesi war, an dësem Finanzéierungsgesetz geschriwwen, dass d'Chamber d'Regierung autoriséiert, mat dem Postkonsortium e Kontrakt ofzeschléissen.

A grad do hat de Conseil d'État - net zu Onrecht - seng Problemer, well de Conseil d'État gesot huet: Majo, wann Dir an dem Artikel 1 vun dësem Finanzéierungsgesetz de Postkonsortium formell ernimmt, dann erlaabt dat jo engem eventuell zweete Submittent, also deen och eng Offer ofginn huet, iwwerhaapt kee Recours méi ze maache géint d'Soumissioun.

A grad dat ass geschitt. Well mir hunn - do läit d'Kromm an der Heck - de Moment e Recours, deen usässeg ass, vun engem Soumissionnaire, deem seng Offer net zréckbehale gouf, well se net ekonomesch déi gënschtegst war, an deen dann eigentlech en dueble Recours beim Verwaltungsgeriicht gemaach huet. Engersäits e Référé, e sougenanntent Schnellverfahren, an anerersäits awer och e Recours um Fong.

Dat Schnellverfahren gouf - muss ech soen, Gott sei Dank, am Interessi vun dem Lëtzebuerger Stat - als net zoulässeg zréckgewisen. Mä mir hunn awer nach ëmmer e Recours au fond, deen unhängeg ass, wou een net weess, wéi en ausgeet, mä wat spillt ass virun allem den Zäitdélai. Well mir sinn an enger éischter Instanz an et kann och nach e Recours um Fong gemaach ginn op der Cour administrative, also en Appel. A wat et zäitlech net méi géif erlaben, wann déi Soumissioun géif annuléiert ginn, fir de System da fristgerecht fir den 1. Juli 2015 operationell ze maachen.

Dofir wëll ech och am Numm vu menger Fraktioun soen, dass e Risiko besteet - dat muss een einfach soen -, dass déi Soumissioun, wou d'Post dann oder de Postkonsortium als éischten erausgaangen ass, ënner Ëmstänn kéint op dem Verwaltungsgeriicht annuléiert ginn. Wat natierlech da kéint dozou féieren, dass déi Offer, déi écartéiert gouf, kéint op zivilrechtlechem Plang géint de Lëtzebuerger Stat virgoen. Mä mir kënnen net waarden, well soss de System net operationell ass.

An ech wëll am Numm vun der CSV-Fraktioun hei ganz kloer soen, dass onofhängeg vun deem Risque, dee besteet, an ech mengen, wou mer och dozou stinn, dat Gesetz haut hei sollt gestëmmt ginn, fir dass engersäits deen neie System kann operationell sinn, och fristgerecht fir den 1. Juli 2015.

Sollt, par impossible, d'Post oder déi Soumissioun annuléiert ginn, da géife sech nämlech eng ganz Rei aner Froe stellen, notamment déi vun deene Chifferen, déi mer hei an dem Finanzéierungsgesetz stoen hunn, well déi Chifferen, déi bezéie sech eigentlech exklusiv op dat, wat de Postkonsortium ofginn huet. An da wier an deem Fall, wann een dat bis zu Enn denkt, eigentlech och dat Finanzéierungsgesetz ouni Wäert. Well da misst da jo en neit kommen, wat op deen neie Submittent ausgeluecht wier. An aus all deene Problemer soe mir, dass d'Regierung hei sollt autoriséiert sinn, fir dee Kontrakt dann definitiv ze ënnerschreiwen.

En drëtte Punkt ass deen, dass och ënnerstrach gouf, dass hei niewent den Investissementskäschten, niewent de Käschte vun der Gestioun vun dem Réseau, sech och déi sougenannte Frais de formation initiale stellen. Dat ass en net onerhebleche Montant. Firwat? Mä well - wéi d'Madame Elvinger dat virdru gesot huet - eng ronn 10.000 eenzel Opérateuren, Leit, déi dee System wäerte bedéngen, dovunner der ronn d'Halschent, dat heescht bal ronn 5.000 Leit, aus dem sougenannten erweiderte kommunale Secteur kommen. Dat sinn alleguerten déi, wéi d'Pompjeeën, respektiv dann och d'Rettungsdéngschter, dat heescht d'Protex, déi dann och eenzel Terminaler kréien. An do hu mer mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, dass, esou wéi den Text formuléiert ass, déi Käschte vun der Formation initiale exclusiv vun dem Lëtzebuerger Stat wäerte gedroe ginn.

Här President, oder Madame Presidentin - entschëllegt! -, véierten a leschte Punkt, dat ass dee vun der Formulatioun vun dem Gesetzestext, esou wéi en elo der Chamber virläit. D'Madame Elvinger huet, mengen ech, zu Recht drop higewisen, dass eigentlech an dem Text coordonné en Iertum dran ass. Nämlech, dass beim Artikel 1 Alinéa 2 steet, dass: «…la durée du contrat de marché visé à l'alinéa 1er s'étend de la date de sa prise de vigueur», dat wier am Prinzip den 1. Juli 2015, «jusqu'au 30 juin 2013». Dat kann eigentlech net sinn. Do misst den 30. Juni 2030 stoen. Dat trëfft fir den Artikel 1 zou. Mä et trëfft menger Usiicht no och nach eng Kéier am Artikel 3 zou, well och do steet: «Les frais mensuels à charge de l'État au titre des frais d'exploitation du réseau au cours de la période courant à partir de la mise en exploitation du réseau jusqu'au 30 juin 2013», an dat misst den 30 juin 2030 sinn, menger Meenung no, «ne peuvent pas dépasser le montant de 390.000 euros.»

A sous réserve vun dëser Observatioun, wat den Text ubelaangt, wou et awer elo ubruecht wier, dass mer am Texte coordonné, deen d'Chamber zur Ofstëmmung huet, dat richteg aschreiwen, géif ech dann och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme le Président.- Merci dem Här Roth fir seng konstruktiv Interventioun. Et ass elo ageschriwwen: den Här Deputéierten a President Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin, fir deen Titel President, deen ech hei kritt hu bei dëser Geleeënheet. Eis Fraktioun wäert deen heite Projet de loi stëmmen, wat e Projet de loi ass, deen effektiv ënnert dëser Regierung vum aktuelle Statsminister deponéiert ginn ass, mä deen natierlech awer eng ganz Rëtsch vu Preparatiounen hat a mat deem och d'Chamber schonn, sief et an der zoustänneger Kommissioun, Finanzen, sief et awer och hei am Plenum, befaasst war.

Et ass effektiv eng Initiativ gewiescht, déi op d'Joer 2011 zréckgeet, wou e Comité de pilotage agesat ginn ass, wou déi eenzel concernéiert Verwaltungen a Ministèrë sech getraff hunn, fir deen heite Projet opzebauen, fir eng

Lacune ze behiewen, déi eigentlech zënter enger Rëtsch vu Jore scho bekannt ass, an déi eben eng Schwächt festgestallt hunn, wat eisen aktuelle System vun der Radiokommunikatioun vun de Sécherheetsdéngschter hei zu Lëtzebuerg ugeet, de RIFO, deen eng leschte Kéier Enn der 90er Joren opgemotzt ginn ass, moderniséiert ginn ass.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech ka mech nach vaguement un d'Diskussiounen erënneren, déi mer deemools am Regierungsrot haten, wou schonn deemools de Käschtepunkt dozou gefouert huet, dass deen Invest eigentlech an der Zäit ëmmer erëm no hanne verschubt ginn ass. A schlussendlech ass deemools d'Optioun geholl ginn, fir méi eng bëlleg Léisung ze huelen, also den aktuelle System eigentlech ze moderniséieren an net schonn direkt op eng ganz nei Technologie ze goen, also aus der analoger Technik erauszegoen.

Dëse Schratt gëtt dann dës Kéier gemaach. En ass sécherlech iwwerfälleg, well, mengen ech, e souveräne Stat sech et net ka leeschten, dass a sengem Radiokommunikatiounssystem, wat d'Sécherheet vum Land ugeet, Faillë sinn, dass deen net fiabel wär respektiv net komplett ofgeséchert ass. An dofir mengen ech, dass et normal ass, dass mer deen heite Schrëtt maachen. Ech géif wéi gesot soen, also, et kënnt sécherlech net ze frëi, mä éischter mat engem gewësse Retard par rapport zu deem, wat noutwendeg ass. Als Zil gëtt hei geholl, mä et hätt een u sech awer dat Zil eigentlech net gebraucht, déi nächst Presidentschaft vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun am zweeten Hallefjoer 2015; also den 1. Juli am Joer 2015 soll deen neie System stoen.

Dat huet also mat sech bruecht, dass prozedural eigentlech onorthodox gefuer ginn ass. Dat war eng Initiativ vun der leschter Regierung nach, awer mat der Schützenhëllef hei vun der Chamber, fir eigentlech schonn e Marché public ze lancéieren, dach an engem Domän, dee ganz vill ëffentlech Gelder mat implizéiert, ouni eigentlech den direkten Accord vun der Chamber ze hunn. Mä et ass awer och kloergestallt gi bei deem Marché public an och bei deem Akt, iwwert deen d'Regierung den Zouschlag ginn huet bei deem Marché public, dass dat sous réserve natierlech ass, dass d'Chamber iwwer e Gesetz hiren Accord zu deem dote finanzielle Volet vum Projet gëtt. Dat soll also heimadder geschéien.

Et ass scho gesot ginn: Eng 11.500 Benotzer soll deen heite System hunn. Eng ganz Rei vu staatleche Verwaltungen, an éischter Linn natierlech eis Police, mä och aner Organer si mat direkt hei concernéiert vun deem neie Radiosystem, op deen also muss elo eng relativ rapid Émstellung kommen, fir deen och schnell musse Formatioune gemaach ginn, fir deen déi néideg Terminaux mussen installéiert ginn a Gefierer respektiv fix Terminaux installéiert ginn. Also, do ass e groussen Aarbechtsopwand, dee kënnt net nëmmen un déi direkt Responsabel, mä awer un all déi, déi herno wäerte mat deem heiten neie System ab Mëtt 2015 ze schaffe kréien.

Et ass scho gesot ginn, dass de gesamte Käschtepunkt héich ass vun deem heite System, well niewent deem éischten Invest, dee muss gemaach ginn - en Invest vu wäit iwwer 50 Milliounen -, kënnt awer praktesch pro Joer nach e fixe Käschtepunkt vu knapps fënnef Milliounen Euro d'Joer derbäi iwwer eng Lafzäit vu 15 Joer. Dat Ganzt ass also och finanziell e ganz staarkt Engagement, wat de Lëtzebuerger Stat iwwert deen neie Projet RENITA hei hëlt.

Et ass schonn ugeschwat ginn: U sech profitéieren haaptsächlech staatlech Servicer vun deem heiten neie Kommunikatiounssystem. Et ass awer eng Verwaltung, eng Entitéit dobäi, déi ënnert déi direkt Responsabilitéit vun de Gemenge fält. Dat sinn d'Pompjeeën, déi drënnerfalen. An do ass virgesinn, dass u sech d'Gemengen, wéinst hirer direkter Responsabilitéit fir d'Pompjeeswiesen, sollen d'Fraisen, wat d'Terminaux ugeet, iwwerhuelen. Mä, wéi gesot, de Rescht, d'initial Formatioun vun de Leit, déi domadder schaffen, och vun de Pompjeeën, respektiv herno d'Fonctionnement vum ganze System, do gesäit d'Regierung keng Participatioun vun de Gemenge vir, déi also hir Part eigentlech wäerten ausschliisslech bei der Mise en place vun den Terminaux respektiv dem eventuellen Ersetze vun deenen doten Installatiounen ze droe kréien.

E wichtege Punkt, mengen ech, deen en direkten Afloss hat op déi definitiv Formulatioun vun deem heiten Text, war dat Geriichtsverfahren, wat momentan unhängeg ass beim Lëtzebuerger Verwaltungsgeriicht, bei deem zweete Gruppement, dee matgemaach huet bei der ëffentlecher Ausschreiwung, déi d'Chamber - pardon -, déi d'Regierung hei lancéiert hat iwwer e Marché public. An eng Analys allerdéngs, déi ee konnt maache vun deem Uerteel, schéngt drop hinzeweisen, dass den Dossier vun der Regierung relativ zolidd ass. Op jidde Fall ass de Référésriichter relativ wäit gaangen, am Kader vun engem Référé, wat d'Analys an d'Ofweiung vun deenen eenzelne Moyenen ugeet, déi d'Contestatairen eigentlech virbruecht hunn an deem dote Prozess. E geet se der Rei no praktesch duerch, e léisst keen aus, an e kënnt eigentlech all Kéiers zum Schluss, dass an enger, noutwendegerweis, sommairer Préiwung vun der Stéchhaltegkeet vun den Argumenter d'Geriicht zur Iwwerzeegung komm ass, dass dee Moyen net seriö wär. Op jidde Fall net seriö genuch wär, fir dass de Riichter elo e Sursis à exécution géif prononcéieren op d'Demande vun de Reklamanten.

Ech mengen, dat kann ee berouegen, well hei, wéi gesot, net reng op d'Formalitéiten de Référésriichter eng Décisioun geholl huet, fir eigentlech déi Prozeduren net ze ënnerbriechen, mä weider lafen ze loossen, mä en huet dat wierklech gemaach, andeem en awer scho relativ wäit op de Fong kucke gaangen ass.

De Risiko ass natierlech net null, dass, wann d'Geriicht um Fong dat nach eng Kéier kuckt, dat ass jo en anert Geriicht, eng aner Zesummesetzung am Regelfall, déi dat nach eng Kéier kucken, déi kënnen natierlech zu enger anerer Appréciatioun vun den eenzelne Moyene kommen nach. Et kann een dovunner ausgoen, dass d'Chance op jidde Fall méi grouss ass, dass et zu enger Confirmatioun kënnt vun där éischter Analys vum Référésriichter, wéi dass et zu enger contrairer Décisioun kënnt.

Et bleift awer an den Ae vun der sozialistescher Fraktioun, dass doduerjer, dass mer dat Gesetz hei stëmmen, wat e rengt Autorisatiounsgesetz ass fir d'Regierung, fir dee Marché ofzeschléisse respektiv fir déi finanziell Engagementer ze huelen, dass d'Endappréciatioun nach ëmmer bei der Exekutiv bleift, dass nach wie vor d'Zouschloe vun engem Marché net d'Chamber mécht. D'Zouschloe vun engem Marché mécht d'Exekutiv, mécht d'Regierung. Si huet méi en déiwen Abléck an den Dossier am Detail, wéi mir e kënnen als Deputéierten hunn. An, wéi gesot, wa mer déi Autorisatioun hei ginn, dispenséiert déi eigentlech d'Regierung net, fir nach eng Kéier den Dossier am Detail ze kucken, ier se en definitiven Zouschlag hei mécht.

Wat ass de Risiko vun deem Ganzen? Ech gleewen net, dass, wéi gesot, déi Probabilitéit ass net déi héchst, déi ass awer net auszeschléissen, wann et sollt um Fong zu enger anerer Décisioun komme wéi där, déi eigentlech de Référésriichter mat senger Décisioun ugedeit huet, dass dat jo net muer geschitt, mä dass dat natierlech beschtefalls an engem gudde Joer geschitt, wann een e bëssen d'Prozedure kuckt, dat riskéiert jo och dann an eng zweet Instanz eventuell ze goen, an dass da sécherlech awer dat net heescht, dass de Projet domadder gestoppt wier. Mä dass an esou engem Fall normalerweis déi dote Froe sech regelen am Kader vun engem Schuedensersatz, wou Manque à gagner da muss festgehale gi vum Geriicht, soudass also, egal wéi et ausgeet, e Reschtrisiko besteet vun engem méigleche Schuedensersatz, wa sollt d'Geriicht anescht décidéieren, wéi dat elo ausgesäit, mä doduerjer de Projet u sech awer kann normal weiderlafen, wann d'Regierung dann opgrond vun deem Autorisatiounsgesetz hei déi nächst Schrëtter mécht.

Voilà, dat waren déi Ausféierungen, déi ech nach eng Kéier zum Schluss wollt am Numm vun eiser Fraktioun maachen, déi deen heiten Text wäert stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, ech wollt der Rapportrice, der Madame Elvinger, Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport an am Numm vun der grénger Fraktioun och den Accord fir dëse Projet ginn.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. An als nächsten ageschriwwene Riedner huet den Här Gast Gibéryen d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dee Projet, dee mer haut hei stëmmen, dat ass e wichtege Projet, dee mer als moderne Stat brauchen. Am Verglach zu der internationaler Communautéit, mengen ech, leie mer als Lëtzebuerg hannen, wat dee Réseau, wat d'Sécherheet hei am Land ugeet, ubelaangt. Wa mer elo op deen neie System RENITA iwwerginn, deen de RIFO ersetzt, dann ass dat am Fong e System, dee schonn an eisen Nopeschlänner besteet an deen op europäeschen harmoniséierte Moossnamen oder Norme berout.

E gëtt vu ville Leit gebraucht, benotzt. Dat geet vun de Rettungsdéngschter, de Pompjeeën, der Protex iwwert d'Police bis hin zum SREL, gëtt am Fong jiddwereen, dee vun deem Réseau hei benotzt gëtt (veuillez lire: wou dee Réseau am Fong vu jiddwerengem hei benotzt gëtt), soudatt een also gesäit, wéi grouss d'Envergure vun deem Ganzen ass. Et gi 75 Basisstatiounen duerch d'Land gebraucht, fir datt de Réseau fonctionnéiert. Et ginn 33 Poste geschafen, an de Käschtepunkt ass 36,6 Milliounen als Uschafungspräis a spéiderhin 390.000 Euro pro Joer Fonctionnementskäschten.

Dat Ganzt soll fäerdeg sinn am Prinzip fir d'Présidence déi zweet Halschent am Joer 2015. Mir hunn dat an der Kommissioun duerchdiskutéiert, wou sécherlech och Zweifel opkomm sinn, ob et realistesch ass, fir ze mengen, bis d'zweet Halschent vun 2015 wier dat fäerdeg. Et ass och elo gesot ginn, datt zumindest deen Deel operationell wier, dee mer bräichte fir d'Présidence, och wann nach de ganze Réseau eventuell net operationell wier.

Mir wäerten dëse Projet selbstverständlech stëmmen. Mir hunn och deemools d'Motioun gestëmmt.

Mä et sinn awer zwou Froen, déi een, mengen ech, muss an deen Débat hei mat erabréngen. Déi eng Fro, dat ass déi vun deem Recours, deen unhänkt. Mir wëssen alleguer, datt d'Regierung am éischte Projet am Fong d'Post an d'Gesetz ageschriwwen huet, wougéint de Statsrot seng Opposition formelle gemaach huet; et ass erausgeholl.

Mir wëssen awer, datt d'Regierung wëllt mat der Post dee Marché maachen an datt mer do e Recours hunn, dee mer beim Référé elo un éischter Stell gewonnen hunn. Mä, ech mengen, eis Kolleege Juriste Gilles Roth an Alex Bodry hunn déi Prozedur elo grad hei erkläert, wat alles do nach méiglech ass. A mir kënnen nëmmen hoffen, datt de Stat recht behält an datt et esou ausgeet, wéi de Référésriichter dat an éischter Instanz décidéiert huet. Soss kéint eventuell Schuedensersatz op de Stat duerkommen.

De Projet selwer u sech, mengen ech, wann ech dat richteg verstanen hunn, gëtt duerch déi Recoursen net no hanne gesat, mä de Projet kann esou zäitlech realiséiert ginn, wéi e geplangt ass. Et kann natierlech sinn, wa mer Pech hätten a mer kréichen herno op der Cour administrative onrecht, da kéint eng zivil Klo kommen un de Stat, fir Schuedensersatz ze kréien.

Ee Punkt awer, deen nach net ugeschwat ginn ass hei, dat ass d'Fro, wat d'Strahlen ubelaangt. Ech mengen, wann een e bësse méi an d'international Press, an d'Fachpress kucke geet, da gesäit een, datt dee System hei och am Ausland awer op vill Kritik gestouss ass an och Recourse mat sech bruecht huet, well ebe Leit bei sech, wat d'Bestrahlung ubelaangt, do ze vill héich Wäerter festgestallt hunn.

Wann ee weess, datt am Verglach zu deem ale System, zum Analogfunk, deen heite System permanent strahlt, par contre deen aneren, deen ale System, dee strahlt nëmmen deen Abléck, wou e benotzt gëtt, dann ass et also hei vun enger Dauerbestrahlung, datt mer schwätzen, an et ass dofir, datt am Ausland vill Recoursen dogéint gemaach gi sinn.

Ech hat am Fong geduecht, datt eis gréng Kolleegen, déi an der Vergaangenheet ëmmer ganz wachsam waren, wat déi Bestrahlung ubelaangt, datt déi géifen e Wuert dozou verléieren, mä dat schéngt der Vergaangenheet unzegehéieren.

Duerfir wollt ech dat awer hei elo mat erabréngen an un d'Regierung d'Fro stellen, well mer dat och net an der Kommissioun, muss ech fairerweis soen, behandelt haten, ob d'Regierung eis kann och matdeelen, wat fir Wäerter do vun der Bestrahlung ausginn an ob se eis kann d'Garantie ginn, datt d'Wäerter vun de Bestrahlungen, déi, wéi gesot, permanent hei sinn an déi a priori, wann een d'Fachpress liest, déi Leit betreffen, déi permanent domat ze dinn hunn, wéi wäit datt d'Garantien do kënne gi sinn, datt déi Suergen, déi, wéi gesot, am Ausland dacks héich Welle geschloen hunn, onberechtegt sinn.

Ech mengen, dat ass ee Problem, dee e mer ganz dacks ugeschnidden hunn. Mir wëssen alleguer, wéi mer déi Antennen duerch d'Land opgeriicht hunn, fir eis normal Kommunikatiounsmëttele wéi Handyen an esou ze benotzen, wéi vill Diskussiounen a Kaméidi dat um Niveau vun dem Land op de Gemenge waren. Dat heiten ass laut der Fachpress méi eng staark Bestrahlung a se ass permanent, an duerfir wier et gutt, wann den Här Statsminister herno a senger Interventioun eis kéint do soen, wéi déi Wäerter wieren an ob esou Kritiken oder d'Besuergnisser vun de Leit berechtegt sinn.

An dann och wollt ech awer nach eng Fro stellen, ob mer hei mussen och eng Prozedur lafe loossen. Kréien d'Bierger hei d'Méiglechkeet, eventuell géint esou e Réseau och individuell ze kloen?

Mir si mat enger Klo befaasst vun enger Entreprise, wéi gesot, déi am Kader vun der Soumissiounsprozedur hire Recours gemaach huet, mä huet och deen eenzelne Bierger d'Méiglechkeet, zum Beispill wéinst de Strahlen, fir dogéint e Recours ze maachen?

Wéi gesot, dat si Froen, déi mer stellen, mä insgesamt, menge mer, ass et wichteg, datt mer als Land dëse Projet kréien, an duerfir wäerte mir dëse Projet och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Gibéryen. An als leschten agedroene Riedner huet den Här Justin Turpel d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt et héich Zäit gëtt, fir en analoge Funksystem, wéi de RIFO e war, ze ersetzen duerch een digitale System, deen en plus nach ganz vill aner Virdeeler huet, wéi dee vun der Interoperabilitéit, dee vun der Vitesse,… Bon, déi och alleguerten am Exposé des motifs opgezielt sinn.

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen, ass, firwat datt dat net éischter geschitt ass. Mir sinn eent vun deene leschte Länner, déi vum analogen op en digitale Funksystem ëmschalten, an ech mengen, datt eis Sécherheetskräften, d'Police, d'Protection civile, d'Pompjeeën an esou weider - also de SREL interesséiert mech net an deem Zesummenhang, obschonn e jo och betraff ass -, datt déi scho laang verdéngt hätten, mat méi engem séchere System do ze schaffen.

An dat ass dat, wat een och erstaunt bei der Argumentatioun vun der Dréinglechkeet. D'Dréinglechkeet misst eigentlech déi sinn an hätt scho laang missen déi sinn, dat ass, datt d'Kommunikatioun vun eise Sécherheetsdéngschter am Interessi vun de Bierger an och am Interessi vun deene Leit, déi do an deene Sécherheetsdéngschter schaffen, scho laang hätt missen ersat ginn. Neen, d'Urgence gëtt motivéiert duerch d'Présidence an der zweeter Halschent 2015. An ech fannen dat awer e bëssen traureg, datt hei elo d'Présidence muss hierhalen, fir dréngend eppes ze maachen, wat eigentlech Dausende vu Leit, déi zu Lëtzebuerg am Sécherheetsberäich aktiv sinn, scho laang verdéngt hätten.

Déi zweet Saach, déi eis ze bedenke gëtt, an déi gëtt hei weider bis elo net diskutéiert, dat ass déi, datt et sech ëm e PPP handelt. Et ass deen zweete PPP nom Miercher Lycée an et steet och esou am Exposé des motifs.

Ech ka mech erënneren, datt mer an der Commission du Développement durable mam Minister ofgemaach haten, mir kriten emol e Bilan vun deem PPP vu Miersch, wat dat wierklech bruecht hätt Niveau Präis, Niveau Qualitéit. Dee Bilan krute mer versprach, mir hunn en awer nach net. Also ech hunn en op jidde Fall bis elo net kritt. An zwar e Bilan, deen op alleguerten déi Aspekter do emol misst agoen. Well am Ausland festgestallt ginn ass, datt d'PPPe mehr Schein als Sein ass ganz dacks an am Fong geholl weder um Niveau vum Präis a scho guer net um Niveau vun der Qualitéit dee Plus erreecht gëtt, dee vill Leit sech erwaarden.

An et ass jo logesch, an engem PPP ass eng privat Gesellschaft, déi e Benefiss wëllt maachen. A wa se dee wëllt maachen, da mécht se en op d'Käschte vu wat? Majo entweder op d'Käschte vun de Paie vum Personal oder op d'Käschte vun der Qualitéit.

Eng Saach, déi zum Beispill ganz dacks an de PPPen - an dann halen ech op mat deem Punkt - festgestallt ginn ass, dat ass den Entretien vun esou Gebaier, déi a PPPe gebaut ginn. Dat misst een um Beispill vum Lycée Miersch kucken, ob ech en Entretien curatif maachen oder en Entretien préventif; préventif, wou d'Gebai iwwer 30 Joer eng ganz aner Substanz behält, wéi wann ech just en Entretien maachen, ass qualitativ e groussen Ënnerscheed.

An ech géif wierklech emol gären de Bilan vun deem PPP zu Miersch gesinn. Ech wëll just drop hiweisen, datt de grénge Buergermeeschter vu Freiburg all seng PPPen an deem Sënn ofgeschaf huet, well e gesot huet, et gëtt schlussendlech méi deier, wéi wa mer et selwer maachen.

Elo gëtt erëm ee PPP hei gemaach, ee Public Private Partnership, ouni datt dee Bilan virläit. An zwar ass d'Ursaach, an dat steet am Exposé des motifs jo ganz kloer dran, net de Präis. Et

gëtt net gesot, et gëtt méi bëlleg. Et pour cause, et gëtt och net méi bëlleg! D'Ursaach, déi genannt gëtt, dat ass déi vun der Astellung vum Personal, wat net bräicht gemaach ze ginn. An et gëtt gerechent, datt ee ronn 33 Leit misst astellen, fir dee System do ze betätegen. Ech ginn dovun aus, datt dat net lauter nei, zousätzlech Leit sinn, mä datt dat Leit sinn inklusiv déi, déi hierkommen aus dem RIFO-System, déi do ersat ginn. Mä datt een 33 Leit bräicht an een dat esou kuerzfristeg net kéint maachen.

Ech fäerten awer och, datt mer hei eng Budgetsmakulatur maachen, déi net richteg ass, op déi ech higewisen hat, wéi mer d'Budgetsdiskussioun haten, nämlech déi, datt mer soen, mer spueren um Personal, mä mer ginn awer op där anerer Säit Suen aus, fir iwwer Verträg Leit ze bezuelen, déi dann awer déi Aarbecht musse maachen, awer zu méi schlechte Konditiounen.

Well wann een dat ausrechent, wat den Entretien all Joers kascht mat deem Personal, wat duerfir gebraucht gëtt, dann ass et evident - evident! -, datt mer hei ee Genre Sozialdumping maachen, well mer hei Leit beschäftegen, also ustellen, fir den Entretien vun deem Réseau ze maachen, d'Maintenance vun deem Réseau ze maachen zu méi schlechte Konditiounen, wéi dat de Fall wier, wa se beim Stat géife schaffen.

Plus, datt mer den Know-how net intern hunn. Dat heescht, d'Konsequenz ass déi, datt eng vun deene wichtegste Sécherheetsstrukturen, déi de Stat huet, ausgelagert gëtt. Statt datt mer selwer d'Infrastruktur géréiere fir d'Sécherheet vum Land, vun de Leit a vum Personal vun de Sécherheetsdéngschter, ginn hei 120 Milliounen investéiert, fir dat vun engem Privaten exploitéieren ze loossen.

Et steet zwar am Exposé des motifs dran, an ech muss éierlech soen, ech hunn et net verstanen, mä de Premier wäert eis et herno erklären, datt de Stat eng Optioun huet fir d'Propriétéit ze kréien. Ass dat eng Optioun telle quelle à frais nuls? Oder muss do dann erëm eng Kéier bezuelt ginn? A wat misst dann do bezuelt ginn, fir datt de Stat bis spéitstens no 15 oder 17 Joer da Propriétaire gëtt vun eppes, wat dee Moment awer natierlech dann total vereelst ass?

Drëtte Punkt, deen ech wollt opwerfen, dat sinn eng Rei Froen a Bedenken zur Technik an zu der Gesondheet. Ech ginn elo net an op déi Rechtsonsécherheet, déi hei besteet an deem Ganzen, mä zur Technik selwer. Déi Technik do fonctionnéiert an enger Rei anere Länner schonn aacht bis zéng Joer an déi hat natierlech och Kannerkrankheeten an deenen anere Länner. D'Fro, déi sech awer stellt, ass, ob d'Technik, mindestens esou, wéi se elo op Lëtzebuerg iwwerdroe gëtt, net zum Deel vereelst ass. Ech erkläre mech.

Et steet am Exposé des motifs dran, de Paging, dat heescht d'Upiipse vu Leit, géif net iwwert de System lafen. Do behale mer dann nach ee parallelle System, obschonn den TETRA oder den TETRAPOL an den TETRA 2000 dat absolut erlaben, esou wéi den TETRA als System et och erlaabt, fir Bild a Videoen ze iwwerdroen. Ass dat dann elo virgesinn? Oder ass dat net virgesinn? A firwat gëtt de Paging do net abezunn? Do muss ee sech eng Rei Froe stellen.

An d'Gesondheetsrisiken, op déi mäi Virriedner schonn agaangen ass, déi hunn näischt mat Kannerkrankheeten ze dinn, déi hunn eppes ze di mat där Technik. Déi hunn eppes domadder ze dinn, datt do Sender sinn, déi an engem Beräich wéi GSM permanent esou senden, wéi wann dee wierklech op Héchstleeschtung wier, an dat och am Passivmodus.

An dat féiert dozou, datt d'intern Recommandatiounen dorobber erauslafen, fir ze soen, et soll een en net am Auto gebrauchen, am Auto soll en aus sinn. Wat ee Problem ass. Haut ginn d'Autoen ëmgebaut an Däitschland, fir datt ee se am Auto ka gebrauchen, fir datt net ze vill Reflete si fir d'Gesondheet vun deene Leit, déi an deenen Autoe sëtzen, sief dat d'Pompjeeën, sief dat Polizisten. Datt Polizisten oder Pompjeeë mat Häerzschrëttmacher se net solle gebrauchen an och net Leit mat engem Häerzschrëttmacher ze vill no solle kommen an datt a Spideeler de System net däerft aktivéiert sinn.

Ech mengen, an Däitschland ass et esou wäit gaangen, datt d'Polizeigewerkschaften - ech weess net, ob ech elo de Schwéierpunkt op d'Polizei oder op d'Gewerkschafte soll leeën, et ass egal -, datt d'Polizeigewerkschafte gefrot hunn, fir de System erëm ofzeschafen, wat natierlech net méiglech ass, wann een esou een Invest gemaach huet. An ech soe ganz kloer, dat huet näischt mat Kannerkrankheeten ze dinn, dat huet eppes mat der Technologie ze dinn.

An aus all deenen Ursaachen do wäerte mir eis bei deem Projet hei enthalen. Mir wëssen och net, awéiwäit datt d'Alternative seriö gekuckt gi sinn.

Ech wëll op e leschte Punkt agoen, dat ass déi Saach vun deem Feeler am Document parlementaire. Ech war do extra nach eng Kéier kucken, well d'Rapportrice gesot huet, am gedréckten Dokument wär dat verbessert. Am Artikel 1 steet nach ëmmer dran, datt dat bis den 30. Juni 2013 ass amplaz '30, Juni 2030. An de Gilles Roth huet schonn drop higewisen, datt dat net nëmmen e Problem ass vum Artikel 1, mä och vum Artikel 3, wou erëm esou eng Échéance drasteet. Dat heescht, mir sollen awer elo hei kloer wëssen an och d'Dokumenter virleien hunn, wou mer wëssen, iwwer wat datt mer stëmmen.

Als Konklusioun ass et kloer, hei geet et ëm eng vun deene wichtegsten Infrastrukturen, déi de Stat huet, fir d'Sécherheet vum Land, vun de Leit ze wahren. A fir esou eng wichteg Infrastruktur net selwer an eegener Hand ze géréieren, mä déi auszelageren un eng Privatfirma, ass fir eis eng onzoulässeg Saach. Mir gesinn d'Drénglechkeet an, mä net op déi do Aart a Weis. Duerfir enthale mer eis.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. D'Rapportrice, d'Madame Elvinger, huet nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Här President, et ass effektiv wéi den Här Roth mat Recht gesot huet, et ass 2013 duerch 2030 ze ersetzen, souwuel am Artikel 1 wéi och am Artikel 3. Dat ass awer anscheinend an deenen zwee Artikelen esou schonn am gedréchtene Rapport verbessert ginn, deen an d'Imprimerie gaangen ass.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Elvinger. An domat huet de Statsminister, den Här Xavier Bettel, d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt, dass ech der Rapportrice an all de Riedner e grousse Merci soe fir déi konstruktiv, déi berechtegt Froen, déi hei gestallt gi sinn. Ech wëll net op den Historique agoen. Ech mengen, dass verschidde Leit et scho gemaach hunn.

Mir hunn net vill Choix. Et ass net, dass et de gaieté de cœur ass, dass d'Regierung seet, mir maachen elo dat doten, einfach, well et eis gefält a well et och esou deier kascht. Neen, dat heiten ass eppes, wat mer brauchen. An ech soen et och nach eng Kéier: Den Här Wolter hat deemools 2012 am Abrëll och eng Motioun hei déposéiert, déi unanime ugeholl ginn ass, fir justement an déi Richtung och ze schaffen.

Jo, Här Bodry, jo, Här Roth, ech kann Iech net soen, an Här Gibéryen, ech kann Iech net soen, wat d'Riichter décidéieren. Dat wier éischtens contraire zur Séparatioun vun de Pouvoiren, wann ech Iech hei géif soen, wat d'Geriichter ze soen hätten, an zweetens ass et un de Geriichter, dat ze décidéieren, an net un der Regierung, do en Avis juridique ofzeginn, wéi d'Uerteel duerno aus sollt goen oder net.

Et muss ee wëssen, dass de Projet vun deem Zweeten, dee matgemaach huet, deen net zréckbehale ginn ass an eis ugesicht huet, bal dat Duebelt kascht huet - bal dat Duebelt kascht huet! - vun deem Projet, deen zréckbehale ginn ass. De Référé deit eng Richtung un, déi eis éischter Freed mécht. Mä, wéi gesot, ech kann Iech elo net soen, wat duerno um Tribunal an duerno op der Cour erauskënnt. Mä ech hoffe selbstverständlech, dass et do an déi Richtung geet, dass mer net e Schuedensersatz mussen un déi aner Firma bezuelen.

De Projet ass méi wéi néideg, esou wéi scho gesot ginn ass. Et sinn 11.500 Utilisateuren, déi dovu Gebrauch wäerte maachen. D'Madame Elvinger huet et gesot, et si Stécker, déi emol net méi fonnt gi beim RIFO, dat heescht, déi emol net méi ersat kënne ginn. Et geet ëm d'Sécherheet. Ech wëll net soen, Feind hört mit, mä ganz vill Leit wëssen, wéi een op de RIFO kënnt, wou een als Amateur vun doheem aus de RIFO kann nolauschteren. Dat geet net! Dat geet net, wann do Recherchë mussen organiséiert ginn, wann do d'Sécherheet vun engem Land soll garantéiert ginn, dass een do och vun doheem aus roueg kann nolauschteren, wat beim RIFO geschitt.

Et sinn eng Rëtsch vu Froe gestallt ginn. Erlaabt mer, dass ech dann direkt op d'Froen aginn.

Et ass gefrot ginn, ob d'Leit e Recours kënne maachen. Et gëtt e Kommodo gemaach, jo, Kommodo Klass 3 gëtt gemaach als Site, wou dann och Recoursméiglechkeeten do sinn. An engem Rechtsstat ass dat och esou.

Et ass geschwat gi vu Privatwirtschaft, ob do e PPP déi richteg Form wier oder net, ob een net dat sollt als Stat maachen. Ech gehéieren zu deene Leit, Här President, deen och der Privatwirtschaft Vertraue schenkt an der Meenung ass, dass een net alles muss verstaatlechen an all Initiativ muss vum Stat organiséiert an dirigéiert ginn an dass een och an deem heite Fall zesummen an engem PPP e Partner fonnt huet, wou ee sech driwwer freet selbstverständlech, dass een och ee fonnt huet, op deen een ziele kann an deen e vertrauensvolle Partner ass, wou ech iwwerzeegt sinn, dass och dee Lien de confiance, deen néideg ass bei esou engem Projet, do ass.

An ech gehéieren zu deenen, Här President, deen net einfach ka soen, dass alles muss veröffentlecht sinn. Et muss och, wéi gesot, tëschent dem Stat an tëschent der Privatwirtschaft e Vertraue bestoen, an hei ass och Vertraue mat deem Betrib. Ech vertrauen der Post.

D'Piipserte bleiwen, mä et ass fir kleng Messagen. Mir wëllen elo net all Piipsert ëmstellen, dat ass elo net direkt an der éischter Phas virgesinn.

Dir hutt virun allem vu Gesondheetspunkten a vu Strahlebelaaschtunge geschwat. Et muss ee wëssen, dass d'TETRA-Geräter mat wesentlech manner Leeschtung wéi Analoggeräter fonctionnéieren. Dat soen déi Etüden, an d'Regierung huet net gezéckt, och kucken ze goen, wat et lénks a riets och nach gëtt.

Vu Kannerkrankheeten ass hei virdru geschwat ginn, vun Technologie ass geschwat ginn. Et si keng 100.000 Méiglechkeeten. Wann ee wëllt e Funksystem maachen, gëtt gefunkt. Et ass een net méi an der Zäit, wou ee mat Tamtam oder mat Pigeon-voyageure ka schaffen. Mir sinn an enger Zäit, wou Funken och an enger moderner Gesellschaft, wou ee rapid muss kënnen äntwerten, a wou dann och dat gebraucht gëtt. Et ass bal all europäescht Land, wat den TETRA-System och benotzt, an d'Handfunkgeräter kënnen och duerch Mikroe beim Senden um Rimm gedroe ginn, an net direkt beim Kapp.

Et sinn Etüde gekuckt ginn, all Studie si vun der International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection gemaach ginn. Déi schafft zum Beispill och mat der WHO, der ILO an der International Radiation Protection Association (veuillez lire: International Radioprotection Association) zesummen. Keng vun den Etüden, och déi, déi de Bund für Strahlenschutz an Optrag ginn huet, konnt en negativen Effekt och vun TETRA weisen. D'Charité vu Berlin kënnt och zur selwechter Konklusioun, an och eng Etüd an Éisträich.

Dann ass eng Téleesreportage komm, déi gesot huet, dat wier net gutt, dat wier geféierlech. An am Fong ass festgehale ginn, fir dass et wierklech nocif sollt sinn, muss een dann d'Gerät op Dauersende stellen, sech mam Kapp géint den Daach oder géint eng mobil grouss Metallfläch leeën, d'Antenn widdert dem Kapp hunn, iwwer 4,5 Minutte laang konstant Daten a Sprooch schécken. A mir gleewen, dass dat net de Fall wäert sinn. Ech gleewe kaum, dass d'Leit am Auto mam Kapp widdert dem Daach wëlle fueren.

Bon, wann Der mer elo sot, wann d'Leit ganz grouss sinn, ob se da widderkommen oder net...

(Interruption)

Ech kann Iech just soen, Här President, dass déi Etüden och beweisen, dass dat net de Fall wäert sinn.

Ech soen op jidde Fall hei Merci fir déi grouss Zoustëmmung fir deen dote Projet. D'Leit, déi deen dote Réseau och brauchen, soen och Merci. Ech soen et nach eng Kéier, an dat ass och vum Här Roth ganz kloer gesot ginn: Hei ass eng Urgence! Den Här Bodry huet och drop insistéiert, dass d'Urgence hei wierklech ass, fir dass mer sollen agéieren. Mir kéinte waarden, an ech war och ganz frou, Här President, dass ech an der Finanzkommissioun de Réck gestäipt kritt hunn. Well dat war meng Fro.

Ech hat an der Finanzkommissioun d'Fro gestallt, Här President, ech kann och waarden, bis d'Uerteel do ass, mä dann hu mer keen TETRA fir déi nächst zwee oder dräi oder véier Joer lancéiert. An do hunn ech wierklech vun de Fraktiounen alleguerte gesot kritt: Neen, maacht, fuert do weider! An duerfir sinn ech och frou, dass mer esou séier konnten deen heite Projet op den Ordre du jour bréngen a soen och Merci fir déi grouss Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussiounen a mer kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6651.

Wéi d'Rapportrice schonns erkläert huet, sinn zwou Erreurs matérielles an der provisorescher Versioun vum Rapport entstanen, déi awer an der leschter offiziell gedrécktener Versioun redresséiert gi sinn. Et ass am leschte Saz vum Artikel 1 ze liesen: „jusqu'au 30 juin 2030" an net 2013, an am Artikel 3 ass och ze liesen, „jusqu'au 30 juin 2030" an net 2013. Mir stëmmen also elo iwwert déi lescht offiziell Versioun of, déi am gedréchtenen Document parlementaire 6651[2] wäert stoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6651 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung, nodeem och d'Procuratiounen era sinn, ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6651 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Enthalungen, déi scho motivéiert sinn, adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar de Projet 6647 iwwert d'Professioun vum Affekot. Ageschriwwe sinn: d'Madame Octavie Modert, d'Madame Viviane Loschetter, den Här Serge Urbany an den Här Roy Reding. An de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Guy Arendt, huet direkt d'Wuert. Här Arendt, wann ech gelift.

14. 6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Rapport de la Commission juridique

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleegen, mir sinn hei mat engem relativ techneschen Text befaasst, deen d'Ofännerunge vun den Artikele 15 (2) a 16 (2) aus dem Gesetz vum 10. August 1991 iwwert den Affekotebe-ruff betrëfft.

Dëse Projet de loi ass de 17. Januar 2014 vum Justizminister bei der Chamber déposéiert ginn. Ech sinn an der Kommissiounssëtzung vum 19. Mäerz zum Rapporteur genannt ginn. De Conseil d'Etat huet säin Avis den 11. Mäerz ofginn, an déi respektiv Barreaue vun Dikrech a Lëtzebuerg hunn hiren Avis den 20. Januar respektiv den 11. Februar ofginn. D'Commission juridique huet hire Rapport den 2. Abrëll ugeholl.

An dësem Projet geet et drëm haaptsächlech, fir de Mandat vum Bâtonnier an de Mandat vun de Membere vum Conseil de l'Ordre vun engem Joer op zwee Joer eropzesetzen. De Moment ass d'Mandat vum Bâtonnier op engem Joer festgeluecht, grad wéi déi vun de Membere vum Conseil de l'Ordre. Si sinn allerdéngs erëmwielbar.

Et muss ee wëssen, datt virun der Reform vun 1991 d'Bâtonnieren e Mandat vun zwee Joer gemaach hunn. Aus Grënn, déi zu där Zäit ugepasst woren - et sollte méi Affekoten zu der Éier vum Bâtonnat kommen -, ass nëmme méi ee Mandat vun engem Joer gemaach ginn. Déi Grënn bestinn haut net méi, soudatt et richteg ass, dee bestehenden Text ze änneren.

Aus Erfahrung kann ech soen, datt ee Joer fir de Bâtonnier net duergeet, fir all seng Iddien a Reformen ëm- oder duerchzesetzen. E fréiere Bâtonnier huet zwar gesot, datt, wann ee säi Programm net an engem Joer duerchgesat kritt, kritt een en och net an zwee Joer duerch. Ech erlabe mer awer, deem Affekot ze widderspriechen. D'Chargë vum Bâtonnier a vum Conseil de l'Ordre als Ganzt sinn haut ganz anerer wéi viru 25 Joer. D'Zuel vun de Barreausmemberen ass an de leschte Joren enorm gewuess. Mir hunn haut 2.093 Affekoten um Barreau vu Lëtzebuerg a 35 um Barreau vun Dikrech.

Wann ech dann d'Zuele vun der Assistance judiciaire huelen, déi konstant klammen, vun de Perquisitiounen an den Étuden, wou de Bâtonnier oder säi Vertrieder muss derbäi sinn, déi international Engagementer vum Barreau, d'Avisen zu Projet-de-loien, d'Arbitragen ënner Affekoten, d'Intermédiatioun mat Clientë vun Affekoten, fir nëmmen déi Punkten ze nennen, sinn eng enorm Charge fir de Bâtonnier, déi hien zousätzlech zu senger Aarbecht an der Étude maache muss.

Derbäi kënnt, datt d'Mandat vum Bâtonnier a vum ganze Conseil de l'Ordre Mëtt September ufänkt, ee jo awer e puer Woche brauch, bis ee sech ganz ageschafft huet, an dann ass et schnell Juli, wou d'Neiwahle scho stattfannen. Dat geet net duer, fir all dat, wat ee sech virgeholl huet, ëmzesetzen.

D'Praxis huet dunn erginn, datt säit 2007 d'Bâtonniere sech fir en zweet Mandat opgesat hunn, wat allerdéngs als Konsequenz hat, datt dat zweet Joer kee sougenannte Bâtonnier sortant méi hat. Et muss een awer wëssen, datt d'Gesetz virgesäit, datt ee Bâtonnier, deem säi Mandat zu Enn geet, d'office nach ee Joer als Bâtonnier sortant am Conseil de l'Ordre bleift. Dobäi kënnt fir d'Membere vum Conseil de l'Ordre, datt eng gewësse Kontinuitéit muss bestoen. Aus där Iwwerleeung huet d'Praxis erginn, datt am Prinzip d'Membere vum Conseil de l'Ordre sech en zweet Joer der Wahl gestallt hunn, fir esou eng gewësse Kontinuitéit an den Décisioune vum Conseil de l'Ordre ze behalen.

Et ass aus all deenen Iwwerleeungen, wou déi zwee Barreauen de Wonsch ausgedréckt hunn, fir d'Mandat vum Bâtonnier a vun de Membere vum Conseil de l'Ordre op zwee Joer gesetzlech festzehalen.

D'Avisen zu dësem Projet de loi sinn all positiv. De Conseil d'État ënnersträicht, datt dëse Projet dozou bäidréit, praktesch Organisatiounsschwieregkeeten ze léisen. Dës Gesetzesännerung huet och den Avantage, datt d'Dauer vum Mandat vum Conseil de l'Ordre mat deem vum Conseil disciplinaire et administratif gläichgestallt gëtt. Déi zwee Barreauen, déi eigentlech Demandeur vun dëser Reform waren, aviséiere selbstverständlech de Projet de loi och positiv.

Et ass kloer, datt dës Reform vum Affekotegesetz e klengen Ufank ass an datt dat ganzt Gesetz eng Kéier muss nei op de Leescht geholl ginn. Do läit natierlech d'Initiativ bei de Barreauen an haaptsächlech beim Justizminister.

Perséinlech stellen ech mer do zum Beispill d'Fro, ob mer an eisem Zäitalter nach zwee Barreaue brauchen. An deem Zesummenhang muss ee sech d'Fro stellen, ob mer nach zwee Arrondissements judiciaires brauchen. Woubäi ech awer ënnersträiche wëll, datt et an där Fro net drëm geet, d'Geriichter zu Dikrech an Esch ofzeschafen! Et gëtt nach aner Punkten, wou ee sech muss iwwerleeën, ob eisen Text nach zäitgeméiss ass. Mä dat ass haut am Kontext vum aktuelle Projet de loi hors sujet.

Ech ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi, géif begréissen, wann Der dëse Projet géift unhuelen a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Rapporteur. Als éischt Riednerin huet d'Madame Octavie Modert d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur. Ech bréngen zu dësem Gesetz den Accord vun der CSV-Fraktioun, an dat net just, well ech dësen Text nach der viregter Regierung ënnerbreet hat, déi en och ugeholl hat - de Projet de loi ass du vum neie Justizminister am Januar vun dësem Joer hei an der Chamber déposéiert ginn -, mä och well dëse Gesetzesprojet d'Aarbecht vum Conseil de l'Ordre vereinfacht. En ass dofir am Interessi vun der Professioun an dofir geet en och zréck op eng Demande vum Conseil de l'Ordre.

Déi méi grouss Kontinuitéit vum Mandat vum Bâtonnier a vu senge Missioune vis-à-vis vum gesamte Conseil de l'Ordre ginn dem Fonctionnement vun där Beruffsorganisatioun méi eng grouss Stabilitéit. Dat hei ass sécherlech eng punktuell Ännerung vun engem Gesetz, wou ee kann driwwer iwwerleeën, wat een nach kann an Zukunft doranner abréngen. Do waren och schonn e puer Gedanken do.

Mä et ass e kuerzen Text mat enger grousser Wierkung also, well den Ordre heimadder verbessert Konditiounen, fir seng wichteg Roll auszeüben, kritt. Dat hat mäi Verständnis als fréier Justizministesch a fënnt haut nach grad esou d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Modert. Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, ech géif och gären dem ancien Bâtonnier a Rapporteur Guy Arendt Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Als fréiere Member vum Conseil de l'Ordre weess ech, dass eng gewësse Kontinuitéit an deem Gremium eng gutt Saach ass, esou dass een dee Prolongement op zwee Joer vun deem Mandat am Fong nëmme ka begréissen.

Et gëllt och dozou ze soen, dass hei u sech e bëssen aus enger Nout eng Tugend gemaach gëtt, well d'Experienz weist, dass ëmmer manner Kandidaten do sinn, fir Bâtonnier ze ginn, esou dass een en fait op deen ale System elo zréckgeet, deen ëmmer do war. Dat heescht, dass d'Bâtonniere fir zwee Joer am Amt waren, ass u sech och vun deem Point de vue éischter eng gutt Saach.

Soudass aus all deene Grënn ech och da fir eis Fraktioun den Accord zu dësem Projet ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Dann huet d'Wuert d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och mir als Gréng soen dem Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Déi Froen, déi e gestallt huet, déi fanne mir och ganz pertinent. Natierlech ass dat elo net de Sujet vun haut, mä et ass souwuel an der Commission juridique eng Prioritéit, fir weider un der Profession d'avocat ze schaffen, an ech denken, datt et och eng Prioritéit vum Minister ass, fir net nëmmen de Beruff, mä virun allem d'Organisatioun, wéi se schaffen, ze adaptéieren an ze moderniséieren an engem Land, dat och op deem Plang reformbedürfteg ass.

Wat mer elo haut ofstëmmen, nämlech déi Verlängerung op zwee Joer vun de Mandater, mengen ech, wäert awer, keng Unanimitéit vläicht, mä op jidde Fall e groussen Zousproch fannen. Well esou wéi mir et awer och matkritt hunn, ass awer de Gros vun de Leit, déi do an deem Beruff schaffen, déi deem heite kënnen zoustëmmen.

Dofir, och mir ginn den Accord a mir wäerten dëse Projet esou stëmmen.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany ageschriwwen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dee Projet de loi hei gëtt gerechtfäerdegt mat gewëssen Argumenter, déi ganz lakonesch am Text opgezielt sinn a mat deenen een net muss onbedéngt d'accord sinn.

Éischtens gëtt gesot, den aktuelle Mandat vun engem Joer, dee jo e Bâtonnier huet, wann e sech vun der Generalversammlung vun den Affekoten am Juni wiele léisst, dee géif net duergoen, dee wier ze kuerz. An et wier déi lescht Zäit d'Gewunnecht, fir dass dee Bâtonnier sortant sech géif melle fir en zweet Mandat. Den aktuelle Bâtonnier, den Här René Diederich, huet am „Paperjam" virun enger Zäit en Interview ginn, wou e gesot huet, dass an den 80er Joren eng Kéier en Affekot do war, deen zwee Mandater ausgeübt huet. An dass dann nach eng Kéier en zweete Fall an e leschte Fall do war, tëschent 2009 an 2011, vun engem aneren Affekot, deen och en zweet Mandat ausgeübt huet an dee schonn eng Partie Jore virdrun eng Kéier ee Mandat ausgefëllt huet.

Et kann een also wierklech net vun Usage hei schwätzen. Ech mengen, dass dat eng falsch Informatioun ass. Zënter 1980 sinn et 29 Bâtonniere ginn, ouni dass dat iergendee Problem, mengem Wëssen no, opgeworf huet.

Da gëtt gesot, et wier net gutt, wann no deem zweete Joer Mandat, an deem zweete Joer Mandat ee Bâtonnier, dee sech nach eng Kéier zur Wahl stellt, da wier kee Bâtonnier sortant méi dran, well jo deen ale Bâtonnier dann als Bâtonnier sortant nach eng Kéier am Conseil de l'Ordre figuréiert. Mä an dësem Fall ass et jo deen neie Kandidat, dee virdru Bâtonnier war, deen nach eng Kéier Bâtonnier gewielt gëtt, dat ass jo den ale Bâtonnier! An ech gesinn net an, firwat do geschwat gëtt an Ärem Text vu Mémoire institutionnelle, déi absolut noutwendeg wier, fir do ze behalen am Conseil de l'Ordre, doduerch dass de Bâtonnier sortant dann nach eng Kéier als Bâtonnier sortant am Conseil de l'Ordre figuréiert.

Et gëtt och geschwat, et géif drëm goen, fir de Lien mat der Aarbecht méi einfach ze maachen, well et jo effektiv zäitopwendeg ass, an et wier gutt, wann do e Lien mat der Aarbecht géif weiderhi bestoen, dee staark genuch ass. An et gëtt gesot, besonnesch kleng Etuden hätten et schwéier, fir niewent hirer Aarbecht och nach Bâtonnier ze spillen.

Do, éischtens muss ee sech emol d'Fro stellen: Wat ass dann den Ënnerscheed? Den Ënnerscheed ass jo just, dass, well ee sech jo kann zwee- oder och souguer dräimol mellen, ass den Ënnerscheed hei just, dass eng Wahl ausfält. Soss näischt! Et ännert soss näischt um Aarbechtsopwand vum Bâtonnier. Wann e Bâtonnier sech wëllt fir d'zweet Joer mellen, kann e sech mellen. Dat huet guer näischt mam Aarbechtsopwand ze dinn. Ech fäerte souguer, au contraire, dass et grad fir Affekoten aus klengen Étudë vill méi schwéier ass, fir direkt e Mandat vun zwee Joer anzegoen, wéi dass se emol ee Joer gewielt ginn an da kucken, ob se sech nach eng Kéier eng zweet oder eng drëtt Kéier presentéieren.

Ech mengen also, dass déi hei Argumentatioun, déi gebraucht gëtt, fir dat hei duerchzekréien, eng relativ fadenscheineg Argumentatioun ass, déi ech net kann novollzéien.

Ech stelle mer och eng Rei vun anere Froen. Et gëtt jo elo am Juni, wann d'Assemblée générale vun den Affekoten ass, en neien Ordre des Avocats da gewielt, en neie Bâtonnier gewielt. Dann ass jo dat Gesetz schonn a Kraaft. An ech stelle mer d'Fro: Ass dann d'Assemblée générale vun den Affekoten ëm hiren Avis gefrot ginn? Well et si jo am Fong geholl déi, déi hiren Avis hei ginn hunn, déi sech selwer am Fong geholl en Avis ginn hunn, dass se der Meenung sinn, dass et gutt wier, wann de Conseil de l'Ordre géif fir zwee Joer gewielt ginn. Ech géif mech awer och emol dofir interesséieren, wat d'Assemblée générale vun allen Affekoten, déi eemol am Joer zesummekommen, dovun halen.

Ëmsou méi, wann ee weess, dass och nach dee Bâtonnier, deen elo gewielt gëtt, fir véier Joer gewielt gëtt, doduerch dass en als Bâtonnier sortant nach eng Kéier kann untriede während zwee Joer. An ech fanne keen esou een Avis. Et gëtt vläicht deen Avis, en ass vläicht geholl ginn. Dat géif mech dann awer emol interesséieren, dat ze wëssen, ob och esou d'Assemblée générale vun den...

M. le Président.- Här Urbany, wann Der erlaabt, d'Madame Beissel wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, d'Madame Beissel ka mer herno déi Fro stellen. Ech sinn direkt fäerdeg.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Eng Prezisioun.

M. le Président.- Neen, keng Fro, si wëllt eng Prezisioun ginn, well et schéngt, dass Der op enger falscher Pist sidd.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Urbany soen, iergendwéi huet e sech net richteg dokumentéiert. D'Regel war ëmmer, dass de Bâtonnat zwee Joer war. An ech wëll him just soen, dass meng Mamm eng vun den éischte weiblechen Affekotinne vum...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

Mme Simone Beissel *(DP).*- ...Barreau - dräimol e Mandat vun zwee Joer -, Bâtonnier war. D'Regel war ëmmer bis...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, dat war virun 1980. Ech hunn hei...

Mme Simone Beissel *(DP).*- Ma neen, mä...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn hei Zuele genannt vun 1980.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Ech wëll Iech just soen, et war ëmmer d'Regel an et ass just, well eng Panoplie vun Affekoten op eemol an deene selwechte Jore komm ass, fir d'Méiglechkeet ze gi fir méi Affekoten, dass se Bâtonnier géife ginn.

De Schwieregkeetsgrad vun deem Mandat ass awer esou, et ass elo erausfonnt ginn, dass een emol net an zwee Joer meeschtens säi Programm gemaach kritt. An an engem Joer scho guer net! An et ass just d'Voix de la raison, dass mer elo erëm dat maachen, wat jorelaang seng Preuve gemaach huet a wat dat eenzeg Richtegt ass. Et deet mer leed, Dir hätt Iech sollen dokumentéieren, well dat, wat Dir sot, dat ass net richteg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass...

M. le Président.- Merci. Den Här Rapporteur kann herno d'Wuert kréien. Ech géif och dem Här Urbany soen, dass e selbstverständlech déi 30 Sekonnen ugerechent kritt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi Zuelen, déi ech hei genannt hunn, sinn éischtens no 1980. Ech weess net, ob d'Mamm vun der honorabeler Madame Beissel do nach Bâtonnier war. An déi Zuele stame vum aktuelle Bâtonnier, dem Här René Diederich. An ech hunn am Fong geholl keng Ursaach, fir dat an Zweifel ze zéien.

Ech stellen och fest, dass dat esou duerch d'Commission juridique gaangen ass. Éischtens emol ginn déi, déi betraff sinn, sech selwer en Avis. An da geet et och nach duerch d'Commission juridique, déi awer zesummegesat ass - ech wëll net opzielen hei, vu wéi vill Affekote vu wat fir engen Étuden -, mä déi awer och zimlech do belaascht ass, wat d'Interesselag ugeet, fir esou ee Gesetz hei ouni Problem ze stëmmen.

Ech weess och iwwregens net - souguer wann d'Assemblée générale vun den Affekote géif soen, dass et gutt wier, fir dat esou ze maachen, dat ka jo sinn -, weess ech awer net, ob et demokratesch ass an ob et richteg ass an ob et net besser ass, alleguerten déi, déi déi Aarbecht maachen, wat eng wäertvoll Aarbecht ass, wat keen a Fro stellt, loosse sech op der Assemblée générale, déi souwéisou all Joers eng Kéier ass, loosse sech och nach eng Kéier hiert Mandat bestätegen. Dat huet näischt ze di mat der Aarbecht, déi se musse leeschte während där Zäit, wou se am Amt sinn.

Dofir, aus deenen Ursaachen, wäerte mir dat hei Gesetz net stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An de Rapporteur, den Här Arendt, huet sech nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Dir hutt d'Wuert, Här Arendt.

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Här President, ech wollt am Fong just zwou Saache bäifléicken. Engersäits, den aktuelle Bâtonnier stellt sech net méi zur Wahl, also ass e keng véier Joer Bâtonnier. Dat wëll ech emol gesot hunn. An ech si frou, dass mer an der Commission juridique vill Affekoten hunn, well déi kenne wéinstens eppes vum Beruff.

M. le Président.- Sou.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wat en Thema.

M. le Président.- Domat wär d'Riednerlëscht op en Enn komm an den Här Justizminister huet d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wäert keng Ausféierunge maachen, déi op eng Generalversammlung vun Affekote gehéieren, mä just ganz kuerz hei Stellung huelen, fir dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci ze soen.

Ech hunn e Projet déposéiert de 17. Januar. Elo si mer manner wéi véier Méint duerno hei scho beim Vote. Dat geet heiansdo zu Lëtzebuerg, wann e Projet vun engem groussen nationalen Intérêt ass, da kënne mer dat ganz séier. Ech wëll net soen, dass dat heite kee groussen nationalen Intérêt ass, mä heiansdo geet et och, well de Projet relativ einfach a relativ limpide ass a senger Argumentatioun. Mir hunn eng Demande kritt vun den zwee Barreauen, déi se mat hiren Argumenter étayéiert hunn.

Mir hu weder an der Commission juridique, nach an der Regierung, an och net an der viregter e Grond fonnt, fir ze fannen, dass e Mandat vun zwee Joer ze laang wier, besonnesch wou mir alleguerten heibanne Mandater hu vu fënnef Joer, mengen ech, kënne mer eis wéineg dru stéieren, wann e Mandat zwee Joer huet.

D'Demande kënnt vun de Barreauen, si ass argumentéiert. Mir hunn dat zur Kenntnis geholl an hunn dofir och dee Projet gär esou déposéiert. Ech si frou, dass mer deen haut kënne stëmmen a soen Iech am Viraus Merci fir en hoffentlech eestëmmege Vote.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Minister. Domat géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6647 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6647 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratioun. An de Vote ass elo ofgeschloss an de Projet ass mat 58 Stëmme bei zwou Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Luc Frie-

den, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

D'Abstentiounen, mengen ech, si motivéiert ginn.

An ech wollt d'Chamber nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

Mir géifen dann zum Projet de loi 6572 iwwergoen, wou och nom Basismodell d'Diskussioune geregelt sinn a wou den honorabelen Här Rapporteur Roger Negri direkt d'Wuert huet. Ageschriwwe sinn: d'Häre Marcel Oberweis, Max Hahn, Henri Kox, Fernand Kartheiser a Justin Turpel. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

15. 6572 - Projet de loi

a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Prozeduren iwwert den Import an Export vu geféierleche chemesche Produkter ënnert de Länner sinn iwwert déi sougenannte Konventioun vu Rotterdam geregelt mam Zil, d'Mënschen an d'Emwelt virun dëse geféierleche Substanzen ze schützen. Hei gëllt de Prinzip, dass geféierlech chemesch Produiten nëmme vun engem Land an dat anert transportéiert dierfe ginn, wann dat Land, wat esou Stoffer unhëlt, och virdrun informéiert gouf a seng ausdrécklech Genehmegung dozou ginn huet.

D'Konventioun vu Rotterdam vum 11. September 1998 baséiert um PIC-Prinzip, „Prior Informed Consent", a wéi et am Gesetz steet „consentement préalable en connaissance de cause". De Prinzip ass deemno déi préalabel Genehmegung, wou all d'Wëssen iwwert d'Geféierlechkeet vu chemesche Stoffer an aller Transparenz iwwermëttelt gëtt.

D'PIC-Prozedur gesäit genau Dispositioune vir, wéi d'Informatioune weidergeleet musse ginn am Intérêt vun der Gesondheet vu Mënsch an Emwelt. D'Konventioun applizéiert sech op déi verbuede chemesch Produkter an op extrem geféierlech Pestizide wéi d'Schädlingsbekämpfungsmëttel am Agrarberäich.

Dat éischt Gesetz dozou gouf den 28. Mee 2009 a Lëtzebuerger Recht émgesat. Opgrond vun den Erfahrungen, déi entre-temps op europäeschem Niveau gemaach gi sinn, koum et zur Refonte vun engem neie Reglement mat der Nummer 649/2012, dat vum 1. Mäerz 2012 - 2014, pardon! - un en vigueur ass.

Hei muss een dräi Kategorien an deem neie Reglement ënnerscheeden:

Éischtens, de Moment ënnerleien eng ronn 150 geféierlech chemesch Produkter der PIC-Prozedur, déi an der Annex I vum Reglement 649 stinn.

Zweetens: Verschidde Produiten ënnerleien allerdéngs net der PIC-Prozedur, well se duerch aner Reglementer géréiert ginn, an zwar d'Betäubungsmëttelen an d'Psychotropen, radioaktiv Materialer, d'Offäll, d'pharmazeutesch Produiten, d'chemesch Waffen, d'Ernährungsmëttel an d'Additive vun den Ernährungsmëttel, d'OGMen, wéi gesot d'Organismes génétiquement modifiés, an zum Schluss d'Produiten, déi a ganz klenge Quantitéiten an der Recherche agesat ginn, awer dat just bis zu zéng Kilo pro Joer a pro Importer.

An dann déi drëtt a lescht Kategorie si chemesch Produiten, déi wéinst hirer Geféierlechkeet ganz einfach guer net exportéiert dierfe ginn. Déi stinn deemno an der Annex V vum Reglement 649.

Här President, no der Konventioun vu Rotterdam muss all Land seng responsabel kompetent Autoritéit bestëmmen. Zu Lëtzebuerg ass dat den Emweltminister, elo eis Emweltministesch, déi d'Autorité nationale huet an zoustänneg ass fir d'Emsetze vun der Konventioun vu Rotterdam. Mat abezu ginn awer hei am Land d'Kompetenze vun den Aarbechts-, Gesondheets-, Agrar- a Finanzministeren. Den Emweltminister kann den Export oder den Import vun engem geféierleche chemesche Produkt verbidde respektiv de Retrait vun engem solche Produkt imposéieren.

En internationalt Sekretariat assuréiert d'Koordinatioun an déi administrativ Tâchen zesumme mat der europäescher Agence, déi am Kader vum REACH kreéiert ginn ass. Iwwer REACH hu mir hei an der Chamber scho vill diskutéiert an CE-Reglementer transposéiert. Dat aktuellt Gesetz dozou en vigueur ass dat vum 16. Dezember 2011. REACH ass jo d'Ofkierzung vu Registration, Evaluation, Authorization and Restriction of Chemicals a betrëfft d'Registréierung an esou weider, wéi ech elo gesot hunn op Englesch, vun alle chemesche Stoffer. De Moment sinn et där méi wéi 30.000.

Am Gesetz vun haut geet et jo zur Ënnerscheedung ëm den Import an den Export vun extra geféierleche chemesche Produkter. An der weiderer Prozedur vum PIC informéieren d'Länner d'europäesch Agence iwwer all reglementaresch Mesuren, déi se op hirem Territoire geholl hu fir déi verschidde chemesch Stoffer. Dat neit europäescht CE-Reglement 629 (veuillez lire: 649) tabléiert weiderhin op enger Datebank an engem Kodéierungssystem, fir d'Déclaration d'exportation besser ze organiséieren.

All Land muss duerno preziséieren, ob et säin Accord gëtt oder och net, fir dass dat respektiivt chemescht Produkt op säin Territoire dierf importéiert ginn. Hei kënnen och Restriktioune verlaangt ginn, mä zugläich och Ausnahmen applizéiert ginn, wéi zum Beispill den Import an OECD-Länner, awer ënner ganz prezisen Oplagen, wann e Land einfach keng Äntwert gëtt an ee bestëmmte Produit awer erwisenermoossen néideg ass, fir op der Plaz do ze hëllefen.

Des Weidere kann ee Land an enger Ufangsphas och just nëmmen eng provisoresch Importgenehmegung ginn. Fir extrem geféierlech phytopharmazeutesch Produkter, wéi Pestiziden, besteet eng ganz speziell Direktiv, déi de Moment jo och an eiser parlamentarescher Agrarkommissioun behandelt gëtt.

Um internationale Plang bei de Pestiziden dréit d'europäesch Agence virun allem de reduzéierte Moyene vun den Entwécklungs- a Schwellelänner Rechnung, déi d'Hëllef an d'Wësse vun den industrialiséierte Länner an Usproch huele kënnen, fir e chemescht Produkt op déi respektiv Lëscht ze kréien. De Comité mécht duerno eng Recommandatioun an d'Konferenz vun de Länner hëlt dann duerno eng definitiv Décisioun.

Ech wëll ënnersträichen, dass, trotz deenen elo grad gemaachte Bemierkungen, d'Notification d'exportation fir all Länner vun der Drëtter Welt géllt, ob dës d'Rotterdamer Konventioun ënnerschriwwen hunn oder net. Dat ass ganz wichteg, well just an dësem Domän, wéi gesot, bei den Drëttweltlänner déi gréissten Abuse stattfannen. Dofir ginn och hei ganz detailléiert Informatiounen iwwert déi entspriechend Liewensdauer bei adequater Handhabung gefuerdert.

Här President, all Land, wat e geféierlecht chemescht Produkt exportéiert, muss selbstverständlech d'Décisiounen an d'Konditioune vum Importland respektéieren. Den Export vun engem chemesche Produkt an e Land, wat keng oder nëmmen eng provisoresch Äntwert fir dat Produkt ginn huet, ass deemno ganz einfach verbueden an zitt Sanktiounen no sech fir de Produzent.

D'Gesetz vun haut erhéicht virun allem d'Sanktioune vis-à-vis vum Gesetz vun 2009, déi deemools niewent enger Prisongsstrof tëschent aacht Deeg an engem Mount louchen a bis zu 50.000 Euro plafonnéiert waren. D'Form vun der Erhéijung vun de Sanktiounen ass op eng Opposition formelle vum Statsrot gestouss, dee verlaangt huet, dass d'Strofe proportionéiert musse ginn, konform zur Charta vun den Droits fondamentaux vun der EU.

D'Emweltkommissioun huet an hirem Amendement proposéiert, de Strofregëster deemno an zwou Kategorien anzedeelen, an déi Propos huet och d'Zoustëmmung vum Statsrot a sengem Avis complémentaire fonnt, an d'Sanktioune ginn elo folgendermoossen ënnerdeelt: éischt Kategorie mat Prisongsstrofen tëschent aacht Deeg bis zu engem Mount an Amendë vun 251 bis 50.000 Euro fir zéng Fäll, fir zéng prezis Fäll. Als Fallbeispill zitéieren ech een, wann en Importeur, Importateur, pardon, net déi richteg Quantitéiten ugëtt, déi en an d'EU-Länner agefouert huet.

Dann déi zweet Kategorie, do geet et ëm Prisongsstrofen tëschent engem Mount bis zu engem Joer an Amendë vu 50.001 Euro bis zu 500.000 Euro bei sechs prezise Fäll, zum Beispill beim Export vu chemesche Stoffer, ouni dass den Accord vum Importland do ass oder den Export vun net konforme Pestiziden.

Här President, d'Kontrollen dovunner, ob d'Anhale vun dëse chemesche Stoffer respektéiert ginn, gi weiderhin och wéi en normaalt Gesetz vun de Fonctionnairë vun der Douane a vun der Emweltverwaltung gemaach a wann néideg och vun de Membere vun der Police grand-ducale, wou de Contrôle an den Accès och proportionéiert zum Delikt gemaach gëtt. Hei ass ënner anerem de Kodéierungssystem vu grousser Hëllef, deen an der Déclaration d'exportation direkt op d'Konformitéit oder och net schléisse léisst. Deen entspriechende Règlement grand-ducal iwwert d'Formatioun vun dëse Fonctionnairen, déi dee Contrôle maachen, hu mer gesot kritt vun der Regierung, ass och an Ausaarbechtung.

Des Weidere gëtt och den agréémierten Emweltorganisatioune weiderhin hiert Klorecht viru Geriicht bäibehalen. Weider dozou kënnt awer elo, dass d'Emweltorganisatiounen och zousätzlech e Recoursrecht virum Verwaltungsgeriicht kréien an dat innerhalb vun enger Frist vu 40 Deeg.

De Statsrot, deen hätt do léiwer gesinn, wann d'Klorecht weiderhin nom Prinzip vum Droit commun gehandhabt géif ginn, wéi bis elo, nom 1996er Gesetz, wou et der Appréciatioun vum Riichter operluecht ass, den Emweltorganisatiounen d'Klorecht zouzëerkennen an innerhalb vun dräi Méint e Recours en annulation ustriewen ze kënnen.

De Statsrot huet sech hei a sengem Avis och baséiert op säin Avis vun deem neien Naturschutzgesetz. An ech mengen, et ass dofir scho ganz wichteg, wéi heirop reagéiert gëtt, andeems dass engersäits hei d'Regierung ganz einfach op d'Applikatioun vun der Aarhus-Konventioun verwisen huet.

Jo, ech kucken den Här Oberweis. Säit 2005 hu mer hei an eiser Chamber vill Gesetzer iwwert d'Aarhus-Konventioun gestëmmt. Dat heescht, d'Participatioun an d'Informatioun vum Public un den Décisiounen, wou den Emweltorganisatiounen, wéi dat hei genannt gëtt, en Intérêt suffisant zousteet vis-à-vis vu partikular Aktivitéiten a wou och den Tribunal administratif 2008 an 2010 schonn an deem Sënn sech ausgedréckt huet.

D'Emweltkommissioun huet natierlech dës Approche vivement ënnerstëtzt, dass mer am Zäitalter vun enger participativer Gesellschaft den Emweltorganisatiounen de Recours administratif am Kader vum Respekt vun der europäescher Aarhus-Konventioun zouerkennen, esou wéi et och initial am Projet de loi vun der Regierung virgesi war an dat och an engem Délai de recours vu 40 Deeg.

Dat gesot, Här President, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Rapporteur. Als éischten ageschriwwene Riedner huet de Marcel Oberweis d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, erlaabt mer, um Ufank dem Roger Negri Merci ze soe fir de mëndlechen a schréftleche Rapport, deen esou extensiv war, datt ech mech ganz kuerz kann hei faassen.

Awer kuerz gesot: Et geet hei ëm e weidert europäescht Reglement, dat sech mat dem Import an Export vu geféierlechen an och gëftege Produkter beschäftegt. Et ass gesot ginn, et gëtt e rezent Gesetz vum Mee 2009 abrogéiert, wat deemools d'Konventioun vu Rotterdam ëmgesat huet. An dës Konventioun hat sech zum Zil gesat, d'Responsabilitéit an d'Kooperatioun tëschent den Acteuren am internationalen Handel vun dëse geféierlechen a gëftege Produkter ze regelen.

Et ass ganz kloer, et ass e weidere Gesetzesprojet, dee sech mat der Gesondheet vun de Mënschen an der Protektioun vun der Emwelt beschäftegt an doriwwer eraus och där ekologescher Notzung vun de geféierleche Produkter.

D'Konventioun, kuerz nach gesot, sollt och den Échange vun Informatiounen iwwert d'Eegenschafte vun dëse Produkter erliichteren, an et sollt en nationalen Décisiounssystem geschafe ginn, mat deem dann den Import an Export geregelt sollt ginn.

Dräi Punkten hiewen ech gären eraus: éischtens emol d'Kontroll a Sanktiounen, déi elo erwähnt si ginn, de Roger Negri huet se breet erkläert. Et ass eis just opgefall, an ech mengen, dat wäert och ee Problem gi fir d'Geriicht: Mir hunn zweeërlee Kategorien, eng bis 50.000 an eng vu 50.001 Euro bis 500.000 Euro plus Prisongsstrofen. Ech hu mech zwar gefrot gehat beim Liese vun deem ganzen Text, wéi een dat soll maache bei sechs Strofen, wéi een dann do erauskënnt. Well nämlech, wann ee kuckt, hu mer eent bis zéng, an deem Verhältnis, da muss een emol erausfannen, wat da grave oder manner grave oder méi grave soll sinn. Do ass eng grouss Spannwäit fir d'Geriicht dragetässelt.

Deen zweete Punkt, deen awer och interessant ass, dat ass de REACH hei. Mir hunn eis viru Jore mat där Saach beschäftegt, engem wichtegen Element, dat bei der Agence zu Helsinki festgehale ginn ass, wou mer probéieren op alle Fall, dass an Europa all geféierlech Stoffer, déi de Mënsch oder d'Emwelt kéinte belaaschten oder geféierlech ginn, registréiert ginn. Ech mengen, dat muss een och eng Kéier hei soen. De REACH ass ee System, op deen ee soll houfreg sinn. Oft gëtt ëmmer gesot: Europa bréngt näischt Konkretes - bei ville Béierdëschgespréicher. Au contraire! Esou Saache wéi REACH sinn Elementer, mat deene mer beweisen an der Europa-Unioun, dass mer dem Mënsch an der Emwelt de richtege Stellewäert ginn.

Dee leschte Punkt awer, et ass och um Rand ugedeit ginn, an dat gefält mer an deem heiten Text och ganz gutt: Et muss ee jo Angscht hunn deelweis, dass mer an Europa hei ganz, ganz fein wëlle sinn an, et kann ee bal soen, d'Ham an der Mëllech wëlle kachen, awer da vergiesse mer, dass d'Produkter hei an Europa net méi gehandelt ginn, mä kéinten iwwert d'Grenze goen, net bei Schwellelänner, well do passe se gutt op, mä an Entwécklungslänner. An ech fannen, et ass ganz gutt hei, dass een dorop oppasst, dass een, wann een zum Beispill wëllt Stoffer exportéieren an Drëttweltlänner, wou vläicht manner Kontrolle sinn, well et manner gutt ausgebilte Mënsche sinn oder well et vläicht méi rabiat zougeet do, mat deene Leit, déi eppes erabrénge wëllen, dass mir op alle Fall oppassen, dass déi Exporteuren de Leit do musse matdeelen, ënner wat fir Konditiounen, an dass se Informatioune ginn, dass awer dann och déi Leit, wa se Stoffer kréien aus der Europäescher Unioun, net domadder belaascht ginn.

Mir wëssen alleguerten, wann Der eng Kéier Blumme kuckt, gell: Et ass festgestallt ginn, dass mer erëm DDT an Europa erakréien. Wou kënnt dat iwwerhaapt hier? Mir hunn iwwerhaapt keen am Asaz hei. Ma dat kënnt ganz einfach, well DDT gesprëtzt ginn ass op riseg Flächen, vu wou mir awer eis Blummen importéieren, an domadder kréie mir erëm eng Kéier DDT an eis Stuffen eran. Et ass u sech verréckt, dass mer net éierlech sinn doranner, dass mer dat net wëlle maachen.

Ech mengen, dat gesot, Madame Ministesch, léif Kolleegen, Här President, bréngen ech den Accord era vun der CSV a soe Merci wéi ëmmer fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och Iech, Här Oberweis. Nächsten ageschriwwene Riedner ass de Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, wann alles gesot ass, ass alles gesot.

(Hilarité)

Dass alles gesot ass, ass sécherlech de Verdéngscht vum Rapporteur, deem ech dann am Numm vun der demokratescher Fraktioun e grousse Merci wëll soe fir säi ganz gudde schréftlechen an och mëndleche Rapport. An ech géif dann och heimat den Accord gi vun der Demokratescher Partei, vun der DP.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg, Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hahn. Deen nächste Riedner, den Här Kox, wénkt duerch. Dat ass dann esou. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, den Här Hahn, obschonn en deen Enthusiasmus hei am Sall suscitéiert huet, provozéiert huet, huet awer net ganz recht. Et ass net alles gesot zu dësem Sujet, well ech wëll mech op eppes bezéien, wat eng Parteikolleegin vun him virdru gesot huet, dat ass „mieux légiférer". An et ass net ënnert dem Aspekt vun der Technicitéit vun dësem Projet, datt ech wëll d'Wuert huelen. Ech mengen, do kann een dem Här Negri nëmme Merci soe fir e ganz detailléierten an ausgezeechente Rapport, mä et ass vun engem strikt legale Standpunkt, datt ech awer hei wëll Bemierkungen am Numm vun der ADR soen.

Eigentlech misst den Titel vun dësem Gesetzesprojet eis schonn interpelléieren, well mir schwätzen hei iwwer Modalités d'application vun engem Reglement, vun engem europäesche Reglement. Dat verkennt, wat en europäescht Reglement eigentlech ass. Wann een den Artikel 288 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne liest, da weess een, datt en europäescht Reglement eigentlech eng Norm, eng prezis Norm ass, déi ass d'application directe, an zwar erga omnes vum Datum vun der Publikatioun un. U sech bedarf et dann also kenger Ëmsetzung méi duerch en nationalt Parlament, well jo e Reglement alles soll soen, wat ze soen ass.

Wa mer also hei soen: Mir mussen nach légiféréieren, fir e Reglement ëmzesetzen – dann, muss ee soen, ass dat keng propper Technique législative vun den europäeschen Institutiounen. Well, wann een eppes muss ëmsetzen als nationalt Parlament, ass d'Rechtsinstrument d'Direktiv an net d'Reglement.

An dofir soe mer als éischt Konklusioun vun enger Analys iwwert de legalen Apparat, deen eis hei presentéiert gëtt, datt een net kann, wann een europäesch denkt, einfach e Rechtsinstrument sichen, wat engem méi einfach ze huele schéngt um Niveau vum Fonctionnement vun den Institutiounen, mä datt, wa Rechter vu Memberstaten tangéiert sinn, oder si intervenéiere mussen, datt da muss eng Direktiv geholl ginn.

An dat ass aus zwee Grënn hei souguer onerlässlech, an zwar aus constitutionnelle Grënn. Et muss een emol kucken, wat hei an deem Reglement, an deem, wat mer hei sollen dann ëmsetzen - obschonn e Reglement net ëmsetzbar ass -, wat eis dann hei gesot gëtt vusäite vun engem europäesche Rechtsakt, an da muss een dat vergläiche mat deem, wat hei d'Constitutioun seet.

Dat Éischt ass, am Artikel 8 seet d'europäescht Reglement, datt mir däerfen als Land eng Redevance administrative huelen, fir dat hei ze maachen. Mir maachen et zwar net, mä am Reglement gi mir autoriséiert, dat ze maachen.

Et ass awer net un engem europäesche Rechtsinstrument, fir eis ze autoriséieren, Steieren ze erhiewen oder net, well eis Constitutioun seet am Artikel 99: «Aucun impôt au profit de l'État ne peut être établi que par une loi.» Dat heescht, et ass eng Prerogativ vun der Chamber, fir en Impôt ze erhiewen. Et ass net, datt mir eng Autorisatioun vun iergendengem brauchen, fir dat ze maachen. A well eis Constitutioun seet, datt mer mussen e Gesetz maachen, kann et net opgrond vun engem europäesche Reglement gemaach ginn, mä ëmmer nëmmen iwwert de Wee vun der Direktiv, wat eis dann d'Fakultéit léisst, e Gesetz hei ze huelen an domadder déi Constitutioun hei vun dësem Land ze respektéieren.

En zweete Punkt, wou mer en ähnleche Räsonnement musse féieren, ass, datt mer hei vu Gnode engem europäesche Rechtsinstrument, vun engem Reglement am Artikel 28 gesot kréien, datt mer sollen determinéieren als Stat e Régime de sanctions. Dat heescht, mir kréien hei virgeschriwwen am Kader vun engem europäesche Reglement, datt mir hei musse Sanktiounen determinéieren am Fall, wou d'Dispositioune vum Reglement net géife respektéiert ginn, wat mer jo och, wéi den Här Negri et exposéiert huet, gemaach hunn.

Mä och hei seet déi Lëtzebuerger Verfassung am Artikel 14: «Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.» Mir mussen also alt erëm eng Kéier iwwert de Wee vum Gesetz an net iwwer eng einfach Publikatioun vun engem europäesche Reglement, dat directement applicable ass, mä hei, doduerch, datt mir e Gesetz huelen, bestëmmen, wéi eng Peinen applicabel sinn.

Dofir ass dat Rechtsinstrument, wat hei gewielt gouf vun der Säit vun der europäescher Institutioun, einfach e falscht, well et d'Souveränitéit vun de Memberstaten, op jidde Fall hei vu Lëtzebuerg, an zwou wichtege constitutionnellen Dispositiounen net respektéiert.

Dofir, d'Konklusioun vun eiser Säit aus: Et muss och op europäeschem Niveau propper légiféréiert ginn, besser légiféréiert ginn, an deem Sënn, datt een net aus Bequemlechkeet op de Wee, dee méi einfach a méi séier schéngt vun engem Reglement, geet, wann dee richtege Wee dee vun enger Direktiv ass!

Mir op jidde Fall wäerten eis wiere géint Dériven um europäesche Plang. A mir insistéieren, datt déi constitutionnelle Obligatiounen, déi mir hei hunn och als Gesetzgeber zu Lëtzebuerg, respektéiert ginn, well nëmmen esou kënne mer d'Interesse vun de Bierger vun eisem Land schützen an eis Rechtsstaatlechkeet als integrale Wäert erhalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech ginn elo net an op dat, wat den Här Kartheiser gesot huet, well ech mengen, datt e sech do iert. Eng Direktiv muss ëmgesat ginn. Ee Reglement kann ëmgesat ginn. D'autant plus, wou hei steet, certaines modalités d'application vum Reglement, a wou et ëm Sanktioune geet, déi jo awer sollen an de Gesetzer festgeluecht ginn. Et geet en plus net ëm eng Steier, mä eng Redevance. Mä ech ginn net op all déi Saachen an.

Mir stëmme fir dat Gesetz aus deem einfache Grond, well mer eis och am Europaparlament als lénks Fraktioun fir d'Konventioun vu Rotterdam agesat hunn. Well mer och do derfir gestëmmt hunn. A mir stëmme fir dat Gesetz notamment méi, wou hei och virgesinn ass, datt am Géigesaz zu deem, wat de Statsrot am Fong geholl recommandéiert huet, d'Ëmweltorganisatiounen en Asprochrecht kréien oder behalen, datt d'Konventioun vun Aarhus ëmgesat gëtt an datt de Wonsch vun der Chambre de Commerce, wat wahrscheinlech en ähnlechen ass, wéi dee vum Här Kartheiser, fir am Fong geholl net ëmmer esou Delikter, wéi am Ëmweltberäich, esou staark ze strofen, wou deem hei net Rechnung gedroe gëtt.

Ech hoffe just - an ech bedaueren, datt mer déi Debatt net kréie méi elo an nächster Zäit, datt déi verschoben ass op ech weess net..., ech mengen nom 25. Mee -, datt déi Gesetzer hei dem Fräihandelsofkommes mat Amerika standhalen. An dofir hätt ech nawell gäre ganz offen iwwer TAFTA an TTIP diskutéiert, well duerch esou Ofkommesse sinn esou Gesetzer wéi déi, déi mer hei stëmmen, a Fro gestallt.

Mä ech hoffen, datt mer déi Debatt esou schnell wéi méiglech kréien an datt dat Stoppchesspill, wat de Moment mam TAFTA geschitt, net weidergeet.

En attendant stëmme mir fir dat Gesetz hei, wat eng positiv Ëmsetzung ass vun engem Reglement.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Domat huet d'Madame Ëmweltminister Carole Dieschbourg d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol e ganz grousse Merci dem Rapporteur, dem Roger Negri, fir säin exzellente Rapport, wou u sech quasi alles gesot war. Ech wëll dës Saach och net onnéideg verlängeren hei. Ech si frou iwwert déi ganz breet Zoustëmmung a soen Iech Merci dofir.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 6572.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6572 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung huet ugefaangen. D'Procuratiounen. De Vote ass elo ofgeschloss. 59 Leit hu sech um Vote bedeelegt, soit direkt oder iwwert d'Procuratioun: 56-mol Jo an 3 Abstentiounen, wou ech dervun ausginn, dass déi motivéiert sinn. Domat ass de Projet de loi adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

A mir géifen dann zum leschte Projet vun den Owend iwwergoen. Dat ass de Projet 6636, d'Ratifikatioun vun der Genfer Konventioun iwwert de Signe distinctif vum Roude Kräiz.

D'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol.

16. 6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix-Rouge

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6636 gouf den 20. Dezember d'lescht Joer vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, déposéiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéini war dat?

(Hilarité)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Den 20. Dezember d'lescht Joer.

De Statsrot huet säin Avis dozou de 4. Februar dëst Joer ginn - de 4. Februar dëst Joer, Här Gibéryen - an doropshin huet d'aussepolitesch Kommissioun mech den 3. Mäerz 2014 als Rapportrice bestëmmt.

De Projet de loi an den Avis vum Conseil d'État goufen de 17. Mäerz dëst Joer an der Kommissioun diskutéiert a mäi Rapport, deen ech Iech dann elo mëndlech wäert virstellen, den 31. Mäerz ugeholl.

Ëm wat geet et am Projet de loi? Ma mir solle mat deem Vote, dee mer den Owend huelen, den Zousazprotokoll vum 8. Dezember 2005 zu de Genfer Konventioune vun 1949 guttheeschen. Méi genau solle mer e weidert Symbolschutzzeeche vum Roude Kräiz domat unerkennen, nämlech d'Zeeche vum drëtte Protokoll, de roude Kristall.

E puer Erklärungen zu dësem dach ganz interessante Projet de loi, dee genau dann zum Vote kënnt wou eist lëtzebuergescht Rout Kräiz, d'Croix-Rouge, hiren honnertste Gebuertsdag feiere kann.

Dir wësst alleguerten, datt et nieft dem Symbol vum Roude Kräiz och nach aner unerkannte Symboler ginn: De rouden Hallefmound, an dann och nach de roude Léiw. Net dem Här Wolter säi roude Léiw, mä de roude Léiw mat der rouder Sonn, deen haut awer net méi benotzt gëtt. Wéi 1863 zu Genf d'Symbol vum roude Kräiz kreéiert gouf, huet ee sech deemools um Fändel vun der Schwäiz inspiréiert an deen einfach faarflech ëmgedréint.

Et ass sech also orientéiert ginn un der Schwäiz an hirer strikter permanenter Neutralitéit. An näischt huet eigentlech drop higedeit, datt an dëse Fändel eng reliéis Symbolik sollt mat erafléissen. Dat huet awer net jiddwereen esou gesinn an esou hu verschidde Staten - deemools nach d'ottomanescht Räich, Persien, Siam a Joren duerno och Ägypten - d'Unerkennung vun aneren Emblèmë gefrot.

Op enger Konferenz vun 1929 ass festgehale ginn, dass déi Länner, déi de rouden Hallefmound oder de roude Léiw mat der rouder Sonn scho benotzen, dat och weiderhi kéinte maachen. An de folgende Jorzéngte sinn et awer ëmmer erëm Diskussiounen ëm den Emblème ginn, dat well trotzdeem nach ëmmer eenzel State sech a kengem vun deene virdrun opgezieltenen Emblèmen erëmfonnt hunn a sech deemno och geweigert hunn, se unzehuelen.

An da si mer scho beim eigentleche But vum Projet de loi, nämlech d'Schutzzeeche vum Roude Kräiz, déi ech virdrun opgezielt hunn, ëm e weidert Zeechen ze erweideren, an zwar eben de roude Kristall.

Dëse Kristall soll dann elo eng dauerhaft Léisung si fir d'Emblèmefro, well dee Kristall - e rout op engem Eck stoend Quadrat op wäissem Hannergrond - ass fräi vun all reliéis, politesch an och aner Konnotatioun a sollt domadder dann och fir jiddereen akzeptabel sinn.

Bei der diplomatescher Konferenz, den 8. Dezember 2005, zu Genf ass deen Zousazprotokoll adoptéiert ginn. 27 national Delegatiounen, dorënner och déi Lëtzebuergesch, hunn deen direkt ënnerschriwwen an an der Tëschenzäit hu 66 Staten deen drëtte Protokoll ratifizéiert an domadder der Aféierung vun deem neie Symbol, dem roude Kristall, also zougestëmmt.

De Protokoll schwätzt nëmme vum „Emblème du troisième protocole". Säin Numm, deen ech elo déi ganzen Zäit genannt hunn, roude Kristall also, krut dësen Emblème eréischt e puer Méint no der Adoptioun vum Protokoll, nämlech bei der 29. internationaler Konferenz vum Roude Kräiz a vum Rouden Hallefmound am Juni 2006, och zu Genf.

De roude Kristall ass also en zousätzlecht Symbol. Et ass also net esou, dass en déi aner Zeeche soll ersetzen. An iwwregens hunn och all déi Zeechen deeselwechte Statut an et gëtt also och keng Hierarchie.

D'Konditiounen, fir de roude Kristall ze benotzen, sinn dann och déiselwecht wéi bei all deenen anere Schutzzeechen.

E kann als Schutz bei bewaffnete Konflikter benotzt gi vu Sanitäter, vu medezineschem Perso-

nal, awer och fir d'Material an d'Transportmëttel.

Alles dat steet am Detail an de Genfer Konventiounen, déi déi Benotzung vun dëse Symboler streng reglementéieren.

Zréck also zum drëtte Protokoll. Dee bréngt méi Flexibilitéit bei der Benotzung vun deenen eenzelnen Zeechen. Deemno kann d'medezinescht Personal vun de Forces armées vun engem Vertragsstat och en anert Schutzzeeche benotze wéi dat, wat e gewéinlech benotzt, an zwar dann, wann dovunner ausgaange ka ginn, dass hire Schutz bei der Benotzung vun dësem Zeeche verstäerkt gëtt.

An dat war ebe bis elo net méiglech.

Et ass dann awer och wesentlech, géint d'Abuse vun dëse Schutzzeeche virzegoen. An de Protokoll schreift an deem Zesummenhang vir, dass d'Vertragsstaten dofir déi néideg Mesuren huelen. Duerfir ännert dann dëse Projet de loi och d'Gesetz vum 18. Dezember 1914 iwwert d'Protectioun vun den Emblèmë vum Roude Kräiz.

Ech erspueren Iech awer dann, dat zur fortgeschrattener Stonn opzezielen,…

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.-* … well Dir fannt alles am Exposé des motifs an natierlech och a mengem schréftleche Rapport erëm.

Nach e puer Wuert zum Statsrot awer. Dee weist op eng ganz Rei legistesch Problemer am Text vum Projet de loi hin an opposéiert sech dann och formell, wat den drëtten a véierten Artikel vum Projet de loi ubelaangt, dass de Gesetzgeber, wéi dat am Projet de loi proposéiert gëtt, d'Modifikatioun vun Arrêtés grand-ducaux virhëlt.

D'aussepolitesch Kommissioun war mat all deene Bemierkunge vum Statsrot d'accord an huet hinnen also och Rechnung gedroen. An domat hoffen ech, datt ech Iech alleguerten elo konnt vun dësem Projet de loi iwwerzeegen.

(Hilarité)

Op alle Fall konnt ech meng Fraktioun schonn dovun iwwerzeegen, an dofir kann ech dann och den Accord vun de Sozialisten…

Une voix.- Dat ass en Déjà-vu.

(Brouhaha général)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.-*…fir dëse Projet de loi ginn. An ech soen Iech alleguerte Merci fir dat méi oder manner attentiivt Nolauschteren.

Merci.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem ganz iwwerzeegende Rapport vun der Madame Rapportrice. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).-* Här President, Merci fir d'Wuert. Ech wëll awer trotzdeem, mer hunn elo gutt gelaacht doriwwer, mä ech fannen awer, nodeem datt mer all déi Diskussioune virdrun haten, datt elo kee méi vun der Regierung hei ass fir déi Texter, fannen ech awer inakzeptabel an net seriö.

Ech wëll dat just gesot hunn, an ech gi mäin Accord zu dësem Gesetzestext.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. Den Accord ass gi vun der Madame Dall'Agnol.

(Interruptions)

Den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt och de Merci un d'Madame Dall'Agnol fir deen interessante Rapport. Do kéint een natierlech nach eng Rei historesch Daten derbäisetzen, besonnesch dee vun der Krim, vum Krimkrich vun 1854-1856, well mer jo leider d'Krim elo an enger méi negativer Aktualitéit och hunn. Mä do war u sech deen éischten Asaz vun der Croix-Rouge.

Ech mengen, et soll ee vläicht vun der Geleeënheet profitéieren, awer och der Croix-Rouge, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, nach e grousse Merci auszespriechen, ëmsou méi well mer jo um Enn si vum Mois du Don, an och do muss een awer soen, dass ganz vill Leit um Niveau vum Bénévolat an all deene leschte Woche ganz vill gemaach hunn. An ech hunn emol eng Kéier nogekuckt. D'lescht Joer sinn zum Beispill bei där Quête 875.421 Euro erakomm. Och dat ass e ganz wesentlechen Effort, dee gemaach gëtt, net nëmme fir Problemer um Niveau vun internationale Katastrophen, mä och fir hei zu Lëtzebuerg, sief dat um Niveau vun der Santé, sief dat um Niveau fir jonk Leit.

Jiddefalls ofschléissend vläicht awer nach eng Remarque: Et ass awer ze bedaueren, datt d'international Communautéit et net fäerdegbréngt, sech op een Emblème ze eenegen, an datt dat och nach bedéngt ass duerch reliéis Ursaachen. Och doriwwer kann een natierlech diskutéieren, mä onofhängeg dovunner steet d'Demokratesch Partei awer hannert deem Projet de loi, an ech ginn an deem Sënn och den Accord.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Graas. Den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).-* Merci, Här President. Ech wëll och dovu profitéieren, fir der Madame Rapportrice Merci ze soe fir hire Rapport, an och nach eng Kéier drop hiweisen, datt besonnesch och dee schréftleche Rapport a senger Ausféierlechkeet wierklech ganz interessant ass, an ech hunn dee mat Freed och gelies.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi aner Kolleege froen ech mech, firwat d'Regierung bei esou enger Diskussioun net hei ass. Mä vläicht ass d'Ursaach, datt mer dat Gesetz iwwert de Schutz vum Roude Kräiz am Éischte Weltkrich geholl hunn. An alles, wat d'Geschicht vum Éischte Weltkrich ugeet, dat schéngt d'Regierung jo e bëssen ze stéieren, soudatt ech unhuelen, datt do d'Ursaach ze sichen ass, firwat datt d'Regierung elo net hei ass.

Dovunner ofgesinn, mengen ech, sinn awer e puer wichteg Saachen zu dësem Sujet ze soen, an zwar, datt et ganz gutt ass, datt d'Perfidie endlech an eisem Gesetz verbuede gëtt, fir den Usage abusif vun deene Schutzsymboler do ze huelen. Ech soe bei där Geleeënheet och der Rapportrice Merci fir déi gutt Presentatioun vun deenen Aspekter vum Gesetz.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Mä, wat och wichteg ass, dat ass ze soen, datt an deenen Arrêtés grand-ducaux, déi elo nach musse modifizéiert ginn iwwert den Diplom vun enger Infirmière respektiv iwwert d'Véhicules vun den Armées, datt déi Ännerungen, déi kënne gemaach ginn, fir de roude Kristall zum Beispill op eis Véhicules militaires ze maachen, also Militärambulanzen an esou weider, just temporär kënne sinn. Et ass wichteg, wa mer elo an en Asazgebitt ginn, wou effektiv d'rout Kräiz net dee Schutz géif ginn oder net esou unerkannt wär, wéi et néideg wär, fir d'Protektioun vun de Persounen, déi Schutz brauchen, ze garantéieren, da kann effektiv och eis Arméi während enger gewësser Zäit dann de roude Kristall als Zeechen huelen, fir eben d'Véhicules sanitaires an anerer dann ze markéieren.

Mä wat wichteg ass, dat ass deen Term „temporaire". Et gouf eng Diskussioun zu Genève bei der Diskussioun ëm dëst Gesetz, ëm dës nei Konventioun, ob dann elo dee roude Kristall soll remplacéieren oder net. An et ass kloer gesot ginn, datt kee Kulturkrees sech sollt, an déi si jo och elo als gläichwäerteg an der Konventioun unerkannt ginn, kee Kulturkrees ass domadder opgefuerdert, op säi Symbol ze verzichten. An och hei soll dat rout Kräiz erhale bleiwen.

Ech notéiere mat Suerg, datt hei de Vertrieder vun der Demokratescher Partei bal suggéréiert, datt et jo schued ass, datt mer dann net op en eenheetleche Symbol eriwwerginn, an domadder praktesch eng Dier opmécht, fir d'rout Kräiz duerch e roude Kristall ze ersetzen.

D'rout Kräiz huet vläicht eng Connotation religieuse kritt duerch d'Reaktioun vun anere Kulturkreesser, mä dann ass et awer eng, déi dat Schéint an dat Positivt un der Relioun weist, nämlech d'Dimensioun vun der Nächsteléift, wou anerer versot hunn. An et ass…

(Interruption)

Mir hunn eng Traditioun vum roude Kräiz hei am Land.

M. Gusty Graas *(DP).*- Nächsteléift kann een och hunn, ouni gleeweg ze sinn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An ech mengen, et ass wichteg, vun all Considératioun ofzegesinn…

M. le Président.- Wann ech gelift, den Här Kartheiser huet d'Wuert a soss keen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President.

…vun all Considératioun ofzegesinn, ob weltlech oder netweltlech, mä op jidde Fall hu mer eng Traditioun vum roude Kräiz hei, en Houfert, dee mer kënnen all hunn, an deen Dir och zu Recht ernimmt hutt, Här Graas, op dat, wat d'Rout Kräiz geleescht huet, eng Traditioun, déi mer solle viruféieren an zu där mir op jidde Fall stinn.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci. Ech loossen net zou, datt een Deputéierten d'Aktivitéite vum Roude Kräiz hei esou eesäiteg duerstellt a seet, datt am Fong geholl d'Kooperatioun vun den Hëllefsdéngschter op internationaler Ebene a Krichsgebitter, datt dat eng Ofso wier un d'Traditioun vum Roude Kräiz.

Dat an enger Klammer bemierkt, wollt ech eisen Accord ginn zu deem drëtte Protokoll, wat dat gemeinsamt Zeechen do festhält.

Ech schléisse mech awer deem un an ech wollt dat och ervirsträichen, datt ee leider keng Fro un d'Regierung ka stellen zu deem Thema do, an ech hoffen, datt mer et wierklech fäerdegbréngen, fir Konklusiounen ze zéien aus deene Virfäll vun haut, an datt d'Regierung et fäerdegbréngt, fir dem Parlament dann awer an nächster Zäit dee Respekt ze ginn, deen déi Institutioun brauch.

Merci.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mer mussen d'Regierung vergréisseren.

(Hilarité générale et interruptions)

M. le Président.- Ech géif et mam Här Hahn halen: Et ass alles gesot. An dofir géife mer, wann Der näischt dergéint hutt, zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6636 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6636 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. De Projet 6636 ass mat 58 Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6636 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Gilles Roth), Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Sidd Der domat d'accord, fir e vum zweete Vote constitutionnel ze entbannen?

(Assentiment)

Merci, dat ass dann esou.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

Eis nächst Sëtzung ass den 13. Mee, also deen nächsten Dënschdeg. Ech wënschen Iech e schéinen Owend, Iech an deene Leit, déi eis nogekuckt hunn.

D'Sëtzung ass ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 19.21 heures)

Sommaire des séances publiques nos 18, 19 et 20

18e séance

Ouverture de la séance publique p. 185

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite) p. 185-193

Ordre du jour p. 193

19e séance

Ouverture de la séance publique p. 194

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite) p. 194-208

20e séance

Ouverture de la séance publique p. 209

Communications p. 209

6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre p. 209

Ordre du jour p. 209-212

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°26 du 6 mai 2014 de M. Guy Arendt relative à la prolongation du permis de conduire, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 212-213

- Question n°27 du 6 mai 2014 de Mme Martine Hansen relative à la formation professionnelle, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse p. 213

- Question n°28 du 6 mai 2014 de M. Roger Negri relative aux nuisances sonores provoquées par la circulation automobile sur le pont provisoire dit «blo Bréck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 213

- Question n°29 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative aux aides pour les écrivains et traducteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 214

- Question n°30 du 4 mai 2014 de M. Claude Adam relative à la gare de Mersch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 214

- Question n°31 du 6 mai 2014 de Mme Nancy Arendt relative à l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 214-215

- Question n°32 du 5 mai 2014 de M. Justin Turpel relative aux bourses d'études et aides financières de l'État pour les étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 215

- Question n°33 du 6 mai 2014 de M. Serge Wilmes relative à la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 215-216

- Question n°34 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au droit d'exclusivité et de priorité des volontaires de l'armée dans la Fonction publique, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Défense p. 216

- Question écrite n°163 du 21 mars 2014 de M. Claude Wiseler relative à la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B p. 216

- Question écrite n°176 du 26 mars 2014 de M. Félix Eischen relative aux importations de gaz russe p. 216-217

- Question écrite n°179 du 27 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la société Enovos p. 217

- Question écrite n°157 du 19 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la mauvaise transposition d'une directive européenne p. 217

- Question écrite n°190 du 1er avril 2014 de M. Marc Spautz relative à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux p. 217

6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie p. 217-219

Ordre du jour (suite) p. 219-220

6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois p. 220-222

6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat p. 222-224

6572 - Projet de loi

a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux p. 224-225

6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix-Rouge p. 225-227

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°6** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Question parlementaire évacuée au cours de la session ordinaire 2012-2013		
2806	Serge Urbany	Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010 - 2014
Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013-2014		
0168	Roy Reding	Avions AERO L39 ALBATROS
0201	Gilles Roth	Démontage des candélabres le long de l'autoroute A6
0202	Roy Reding	Droit de préemption dans le cadre du Pacte logement
0206	Max Hahn	Contournement de Dippach
0207	Roy Reding	Négociations avec des pays tiers dans le cadre de l'échange automatique d'informations
0212	Roy Reding	Imposition des frontaliers belges
0214	Frank Arndt	Actionnariat de la société Enovos International
0215	Félix Eischen	Secteur de la logistique
0216	Gusty Graas	Politique énergétique
0217	Guy Arendt	Vote par correspondance
0218	Serge Wilmes	Commission de suivi instituée par l'article L. 621-4 du Code du Travail
0219	Roy Reding	Répercussions du projet «Royal Hamilius» sur les transports publics par autobus
0220	Serge Wilmes	Anciens salariés d'Objectif Plein Emploi (OPE)
0221	Fernand Kartheiser	Organisation scolaire
0222	Fernand Kartheiser	Effectifs des classes de l'enseignement secondaire
0223	Fernand Kartheiser	Réforme du divorce
0224	Octavie Modert	Réformes de la police et de la Fonction publique
0225	Sylvie Andrich-Duval	Validité du permis de conduire
0226	Josée Lorsché	Protection de la jeunesse
0228	Fernand Kartheiser	Alimentation électrique du tramway
0229	Lex Delles, Eugène Berger	Centre d'éducation différenciée d'Esch-sur-Alzette
0230	Fernand Kartheiser	Décisions du tribunal de famille non respectées après un divorce
0231	Fernand Kartheiser	Rapport d'activité de la Police grand-ducale
0232	Roger Negri	Système de contrôle de trafic aérien harmonisé «ciel unique»
0233	Roger Negri	Rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN)
0234	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Société américaine Netflix
0235	Taina Bofferding	Cours d'appui
0236	Marc Spautz	Refus d'autorisation du vol entre Luxembourg et Zhengzhou
0237	Serge Wilmes	Manifestation d'élèves contre la réforme des bourses scolaires
0238	Josée Lorsché	Information des concernés en cas de symptômes d'une maladie contagieuse dans l'enseignement fondamental
0239	Henri Kox	Révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques
0240	Claude Adam	Accueil de réfugiés syriens au Luxembourg
0241	Serge Wilmes	Grève des élèves et étudiants
0242	Fernand Kartheiser	Préparation des référendums
0243	Serge Wilmes, Laurent Mosar	«Crowdfunding»
0244	Nancy Arendt	Hausse des extorsions
0245	Diane Adehm, Gilles Roth	Frais d'études supérieures
0246	Martine Hansen, Marco Schank	Structure Sichem de la Fondation Maison de la Porte ouverte
0248	Martine Hansen, Marco Schank	Route nationale N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund
0249	Marc Spautz	Intégration des salariés handicapés sur le marché du travail
0250	André Bauler	Bus à haut niveau de service
0251	Gilles Roth	Implication de consultants externes dans la deuxième phase d'élaboration du budget pour l'année 2015
0252	Gilles Roth	Impôts directs de l'État
0253	Taina Bofferding	Instruction ministérielle concernant l'intervention à l'école de personnalités du monde politique
0254	Max Hahn	Rapidité des secours médicalisés
0255	Gusty Graas	Inhumation et incinération des dépouilles mortelles
0257	Françoise Hetto-Gaasch	Laboratoire National de Santé
0259	Nancy Arendt	Encadrement des évènements sportifs par la Police grand-ducale

Question parlementaire évacuée au cours de la session ordinaire 2012-2013

Question 2806 (8.7.2013) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant le **Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010 - 2014:**

En 2010, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration présentait le «Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010-2014». Ce plan présentait onze principes directeurs de la politique d'intégration dont un ciblant notamment «l'emploi». En matière de discrimination dans l'emploi j'aimerais poser les questions suivantes aux trois Ministres:

1. Combien de cas de discrimination dans l'emploi ont été soumis en 2012 et 2013 à l'Inspection du Travail et des Mines?

2. Combien de cas ont donné lieu à des enquêtes, combien à des plaintes?

3. Combien de cas de discrimination dans l'emploi ont été traités en 2012 et 2013 par les juridictions du travail?

4. Combien de cas de discrimination dans l'emploi ont été traités en 2012 et 2013 par des juridictions civiles?

5. Combien de cas de discrimination dans l'emploi ont été traités en 2012 et 2013 par le CET?

6. Combien de cas de discrimination dans l'emploi ont été traités en 2012 et 2013 par l'OLAI?

Le «Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010-2014» prévoyait concernant l'emploi les aspects précis que voici:

- valorisation des compétences professionnelles et techniques acquises à l'étranger;

- promotion de l'employabilité des groupes cibles;

- élargissement de l'ouverture de la fonction publique aux citoyens de l'Union européenne;

- promotion de la création d'entreprises par les étrangers;

- formation à la diversité dans le secteur privé;

- promotion du principe de l'égalité de traitement dans les entreprises;

- encourager la participation sociale des étrangers dans l'emploi;

- promotion de l'égalité dans l'emploi.

- Quels ont été pour chacun des aspects évoqués ci-dessus les actions entreprises, les moyens y affectés, les personnes touchées et l'évaluation faite?

Réponse commune (27.5.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Articles L. 251-1 et L. 241-1 du Code du Travail

Quant à la 1ère question:

En 2012, huit administrés se sont adressés par téléphone aux services de l'ITM et six administrés ont notifié un courriel à l'ITM pour obtenir des renseignements sur le harcèlement discriminatoire.

En 2013 (jusqu'au 15 septembre 2013), six administrés ont demandé des renseignements sur le harcèlement discriminatoire par téléphone et cinq administrés ont adressé un courriel à l'ITM.

Quant à la 2e question:

Pour tous les cas précités, à l'exception d'un, il s'est avéré qu'il ne s'agissait pas de cas de discrimination directe ou indirecte fondée sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnie qui est interdite conformément à l'article L. 251-1 du Code du Travail. Il s'est également avéré qu'il ne s'agissait pas de cas de discrimination fondée sur le sexe, soit directement, soit indirectement par référence, notamment, à l'état matrimonial ou familial qui est interdite conformément à l'article L. 241-1 du Code du Travail.

Un administré s'est plaint par courriel être la victime de racisme de la part de son supérieur hiérarchique.

Cette personne n'a cependant jamais réservé de suites à notre demande de complément d'informations en vue d'une enquête au sein de l'entreprise.

Selon les informations du parquet général il y a eu quatre plaintes auprès des parquets. Deux de ces plaintes ont été classées. Une troisième se trouve dans la procédure de renvoi et la quatrième va être fixée prochainement.

Article L. 245-3 du Code du Travail

Quant à la 1ère question:

En 2012, sept administrés ont demandé des renseignements sur le harcèlement sexuel par téléphone et un administré a adressé un courriel à l'ITM.

En 2013 (jusqu'au 15 septembre 2013), quatre administrés ont demandé des renseignements sur le harcèlement sexuel par téléphone à l'ITM.

Quant à la 2e question:

Pour tous les cas précités, il s'est avéré qu'il ne s'agissait pas de cas de harcèlement sexuel à l'occasion des relations de travail, qui est à considérer comme contraire au principe d'égalité de traitement conformément à l'article L. 245-3 du Code du Travail.

Quant à la 3e question:

Le parquet général a été saisi de cinq affaires en matière de droit du travail relatives à des questions de discrimination.

Quant à la 4e question:

Aucune affaire en matière civile n'a été enregistrée.

Quant à la 5e question:

En 2012, le CET a été saisi de 109 affaires, dont 22 cas de discrimination dans l'emploi.

En 2013, il a été saisi de 87 affaires, dont 23 cas de discrimination dans l'emploi.

Quant à la 6e question:

L'OLAI n'a pas été saisi d'un tel cas de discrimination.

Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013-2014

Question 0168 (24.3.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **avions AERO L39 ALBATROS:**

Wéi ech gewuer gi sinn, wier décidéiert ginn, datt all AERO L39 ALBATROS-Fligeren, déi um Lëtzebuerger Register agedroe sinn, „gegrounded" sinn, dat heescht net dierften zurzäit fléien.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Informatioun bestätegen an hir Ursaach erklären?

2. Wei vill där Apparater sinn am Lëtzebuerger Register agedroen?

3. Wéini kann een dermat rechnen, datt déi Apparater nees normal kënnen de Betrib opfhuelen?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Am Moment si fënnef Fligere vum Typ L39 am Lëtzebuerger Register immatrikuléiert an zwar op Basis vum «Règlement grand-ducal du 19 avril 2006 précisant les exigences de navigabilité des aéronefs» a vum «Règlement grand-ducal du 27 juillet 1961 concernant les transports aériens, l'immatriculation et l'identité des aéronefs».

Déi Apparater waren awer nach ni zu Lëtzebuerg normal am Betrib.

Och wa mer eng national legal Basis hu fir d'Immatrikulatioun, feelt eng legal Basis, fir de Pilote kënnen zu Lëtzebuerg eng Lizenz ze ginn, deen Typ vu Fliger iwwerhaapt ze fléien.

Effektiv geet et hei ëm ee Militärfliger, fir deen d'EASA (Agence européenne pour la Sécurité aérienne) keng Konzeptiounsnorme festgehalen huet, an da missten déi betraffe Memberstaten déi Fligere selwer anuerdnen, wa se wëllen hire Pilote Lizenze ginn, déi Fligeren ze fléien. Dat Ganzt géing also mat sech bréngen, datt misst fir fënnef Fligeren zu Lëtzebuerg eng nei Reglementatioun geschriwwe ginn, wat zurzäit net envisagéiert gëtt.

Question 0201 (7.4.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **démontage des candélabres le long de l'autoroute A6:**

Comme annoncé par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures en mars 2014, les travaux de démontage des candélabres sont actuellement en cours. Il paraît toutefois que les candélabres ne sont pas à proprement parler démontés, mais coupés à l'aide de meuleuses d'angle.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, peut-il me renseigner sur le coût global engendré par le démontage des candélabres sur l'ensemble du réseau autoroutier luxembourgeois?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur le démontage des candélabres le long de l'autoroute A6.

Les candélabres sont coupés à une hauteur de 1,3 m du sol, au-dessus du coffret de raccordement, afin de pouvoir garantir la continuité du câblage, vu que d'autres équipements électromécaniques sont raccordés à ces câbles. Le bout restant sera fermé par un capuchon en PVC.

L'enlèvement complet du candélabre avec sa fondation aurait été beaucoup plus onéreux et les travaux auraient perturbé davantage le trafic. Le risque d'endommagement, voire de coupures des câbles aurait été grand.

Il y a lieu de préciser qu'au vu de la vétusté avancée des candélabres et des problèmes d'instabilité, le remplacement des seuls candélabres énumérés ci-dessous aurait dû intervenir à très court terme et a été estimé à un montant d'environ 700.000 €.

À noter que les candélabres ne sont pas démontés sur l'ensemble du réseau autoroutier luxembourgeois, mais uniquement sur les tronçons suivants:

- A6 - entre le poste frontalier de Sterpenich et l'échangeur de Bridel (406),

- A13 - entre l'échangeur de Schifflange et la Croix de Bettembourg (168),

- A1 - en aval de l'échangeur de Munsbach en direction de Trèves (16),

- A7 - près de Schieren (7).

Le coût de l'opération est chiffré à 49.822,28 € HTC pour l'autoroute A6, à 22.173,91 € HTC pour l'autoroute A13, à 2.000 € HTC pour l'autoroute A1 et à 2.000 € pour l'autoroute A7.

En guise de conclusion, il convient de comparer les frais de démontage cités ci-avant d'un montant global de 76.000 € avec l'investissement qu'aurait signifié un remplacement des candélabres vétustes revenant à 700.000 €. Il s'y ajoute des économies de 100.000 € par an en consommation d'électricité.

Question 0202 (7.4.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **droit de préemption dans le cadre du Pacte logement:**

Am Pacte logement gouf e Virkafsrecht (droit de préemption) ënner anerem fir d'Gemengen agefouert.

Kann den Här Innenminister mir an deem Zesummenhang op dës Froen äntweren:

1) Wéi eng Gemeng(en) hunn dëst Recht bis dato exercéiert? Am Detail, kënnt Der mer pro Préemptioun soen, wéi vill Land (an Ar) zu wat fir engem Präis kaaft goufen?

2) Op wéi vill vun deenen Terrainen, déi der privater Hand entzu goufen, gouf bis haut gebaut? Wéi vill Wunnenge sinn entstanen?

3) Op wéi vill vun deenen Terrainen ass nach kee Bauprojet en cours respektiv leie brooch?

Réponse commune (4.6.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

La question de l'honorable Député concerne le droit de préemption des communes en cas d'aliénation de certains terrains définis à l'article 3 de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes.

Les biens soumis au droit de préemption au profit des communes se limitent actuellement aux seuls terrains situés, d'après le plan ou projet d'aménagement général en vigueur, en zone d'aménagement différé ou en zone verte et adjacentes au périmètre d'agglomération.

Il convient de relever de prime abord que le droit de préemption dont bénéficient les communes n'est soumis à l'approbation ministérielle que si la valeur du bien immobilier dépasse un certain montant.

En effet, en application de l'article 106, numéro 1 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, seules les acquisitions d'immeubles ou de droits immobiliers dont la valeur dépasse 250.000 euros sont soumises à l'approbation du Ministère de l'Intérieur.

Le Ministère de l'Intérieur ne peut donc fournir le nombre d'acquisitions immobilières faisant suite à l'exercice du droit de préemption par une commune et tombant sous le champ d'application de l'article précité.

En 2011 le Ministère du Logement a réalisé un «monitoring» auprès des 98 communes ayant signé une convention «pacte logement» avec l'État. Il en résulte que jusqu'en 2011 seulement deux communes, pour des terrains de 19,5 ares respectivement 20,5 ares ont réellement profité du droit de préemption résultant de l'application de la loi précitée. Au moment du «monitoring» des affaires judiciaires étaient en cours concernant l'exercice du droit de préemption par des communes dans deux dossiers différents. Un deuxième «monitoring» va être lancé dans les prochains mois auprès des communes ayant signé la convention.

Question 0206 (8.4.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **contournement de Dippach:**

Selon des informations diffusées par la presse, les travaux pour réaliser le contournement de Dippach-Gare devraient commencer en 2015, ceci dans le cadre des travaux de construction au passage à niveau à côté de la gare.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Monsieur le Ministre peut-il aussi donner des précisions quant à l'état d'avancement de la planification, au délai de construction et aux travaux à exécuter dans le cadre du projet de contournement de Dippach?

Réponse (23.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Max Hahn, concerne la suppression du passage à niveau à Dippach-Gare et le projet de contournement de Dippach.

Le début des travaux pour la suppression du passage à niveau de Dippach est largement tributaire de la mise en possession des terrains nécessaires pour la réalisation du projet précité. La procédure de déclaration d'utilité publique a été entamée en août 2013 avec un avis au public publié par les collèges des bourgmestre et échevins des communes de Dippach et de Reckange-sur-Mess.

Suite à cette publication, tous les dossiers d'acquisition, à l'exception d'un seul, ont pu être évacués.

Concernant le projet de contournement, il y a lieu de constater qu'il est inscrit depuis des années aux différents projets du plan directeur sectoriel «Transports» (PST) en phase 3, qui constitue une phase ultérieure retenant les projets dont la réalisation est programmée au-delà de l'horizon 2030. Sous le Gouvernement actuel, cette classification est restée inchangée.

Question 0207 (9.4.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **négociations avec des pays tiers dans le cadre de l'échange automatique d'informations:**

Am Kader vum automateschen Informatiounsaustausch gouf gesot, d'Kommissioun géif mat Drëttlänner, déi als „Steierparadäis" kënnen ugesi ginn, Verhandlunge féieren, fir och do en automateschen Austausch oder „equivalent Mesuren" duerchzesetzen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

- Ginn esou Verhandlungen och mam Delaware respektiv den USA gefouert, vu datt jo grad deen US-amerikanesche Stat eng Hällewull vun Offshore-Gesellschaften hébergéiert, déi absolut keng Steiere musse bezuelen op Benefisser, déi ausserhalb vun den USA realiséiert ginn?

Réponse (28.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Déi europäesch Länner, inklusiv Lëtzebuerg a mat Ausnahm vu Griichenland, sinn amgaang e bilateralt FATCA-Ofkommes mat den USA ofzeschléissen oder hu schonn eent ofgeschloss. Dës Ofkomme gesinn den automateschen Austausch vu Finanzinformatiounen op enger géigesäiteger Basis vir.

Eng amerikanesch Finanzinstitutioun muss deemno Informatioune weiderginn iwwer Persounen oder Entitéiten, déi an deene betraffenen europäesche Länner wunnen an déi bei hinnen e Finanzkonto hunn.

Am Moment gesäit déi Europäesch Kommissioun duerfir keng Verhandlunge vir mat Delaware respektiv den USA. Verhandlunge sinn allerdéngs virgesinn, am Kader vun der Zënsbesteierungsdirektiv, mat Andorra, Liechtenstein, Monaco, San Marino an der Schwäiz.

Donieft ass ze bemierken, dass déi nei erweidert Zënsbesteierungsdirektiv och virgesäit, dass am Fall, wou Zënsen u bestëmmt Offshore-Entitéiten, z. B. eng Société à responsabilité limitée am Delaware, ausbezuelt ginn, den Agent payeur d'Notznéisser vun dëser Entitéit muss identifizéieren.

Question 0212 (11.4.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**imposition des frontaliers belges:**

D'après un article paru aujourd'hui au «paperJam», les travailleurs frontaliers belges font l'objet d'un véritable harcèlement de la part des autorités fiscales belges qui appliquent sans tolérance aucune une disposition suivant laquelle le résident belge frontalier est redevable de l'impôt en Belgique pour chaque jour presté hors du territoire luxembourgeois (que ce soit en Belgique ou dans un autre pays).

Certains employeurs vous auraient contacté afin d'assurer une renégociation de la convention fiscale, afin d'introduire une tolérance, tel que cela a été le cas avec l'Allemagne en mai 2011.

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est au courant de ces faits et s'il a l'intention d'entrer d'urgence en négociations avec la Belgique dans le sens des travailleurs frontaliers?

2. Si un tel arrangement s'avérait impossible, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'impôt déjà payé au Luxembourg serait remboursé en cas de taxation en Belgique et est-ce que Monsieur le Ministre peut déjà chiffrer l'impôt qui serait ainsi perdu pour le Grand-Duché?

Réponse (28.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député Roy Reding se réfère à un article paru au «paperJam» concernant l'imposition en Belgique des revenus d'une occupation salariée touchés par des contribuables résidents belges de leurs employeurs luxembourgeois.

Il est vrai que l'application des dispositions de l'article 15 concernant les professions dépendantes de la Convention entre le Luxembourg et la Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 17 septembre 1970 a récemment fait l'objet de contestations de la part de personnes qui sont des contribuables résidents de la Belgique et exerçant une activité salariée pour le compte d'employeurs luxembourgeois.

Selon la législation fiscale belge, le contribuable résident de la Belgique est imposable en Belgique sur l'ensemble de ses revenus mondiaux, y compris ceux d'origine étrangère. Le contribuable peut se prévaloir des dispositions d'une Convention pour revendiquer une exemption. Le contribuable supporte la charge de la preuve lorsqu'il revendique une exemption. À défaut d'éléments probants, l'exemption n'est pas accordée. Les autorités fiscales belges ont récemment adopté une approche plus rigoureuse en la matière.

Dans ce contexte, il semble utile de rappeler que la Belgique dispose, conformément aux dispositions de l'article 15, en tant qu'État de résidence des contribuables concernés du droit d'imposition pour les activités salariées exercées pour un employeur luxembourgeois en dehors du Luxembourg.

Le sujet de l'imposition des professions dépendantes a fait l'objet de discussions entre les autorités belges et luxembourgeoises sans qu'une solution n'ait toutefois pu être trouvée pour l'instant. Les discussions sont actuellement en train d'être poursuivies et intensifiées en vue de trouver rapidement une solution à cette problématique malvenue.

Par ailleurs, il y a lieu de relever que les dispositions de l'article 25 de la Convention précitée permettent aux résidents belges d'adresser une demande écrite et motivée de révision à l'autorité compétente belge lorsqu'ils estiment que les mesures prises par un des États entraîneront une double imposition non conforme à la Convention.

L'Administration des Contributions directes est, en principe, disposée à éliminer la double imposition et ne s'oppose pas de façon générale à procéder à un remboursement d'impôt trop perçu après une analyse au cas de la situation de la personne concernée. Actuellement il est impossible de quantifier un éventuel déchet budgétaire.

Question 0214 (11.4.2014) de **M. Frank Arndt** *(LSAP)* concernant l'**actionnariat de la société Enovos International:**

Après la cession en 2012 par ArcelorMittal de ses parts dans le capital social d'Enovos International à un fonds d'infrastructure du groupe Axa, l'information circulait à l'époque que d'autres actionnaires d'Enovos International étaient sur le point de vouloir se séparer eux aussi de leurs participations dans Enovos International. Alors que durant un certain temps aucune évolution apparente dans ce dossier ne semble s'être faite, il apparaît maintenant que cette question redevienne d'actualité.

J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie s'il peut confirmer que deux actionnaires actuels d'Enovos International - à savoir RWE et E.ON - entendent se séparer de leurs participations. Si tel était le cas, j'aimerais savoir s'il existe un droit de préemption pour les autres actionnaires et notamment pour l'État et si, partant, l'État songe à profiter de ce droit en vue d'acquérir une majorité dans le capital d'Enovos International pour réconforter ainsi la position de l'actionnaire public dans un groupe d'importance régionale et nationale pour l'approvisionnement énergétique.

Réponse (13.5.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Frank Arndt concernant l'actionnariat de la société Enovos International, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Pour rappel, Enovos International S.A. a été créée en 2009 à l'issue de la fusion de Cegedel, Saar Ferngas et SOTEG. Les actionnaires initiaux étaient l'État luxembourgeois, la SNCI, ArcelorMittal, RWE, E.ON et Electrabel.

Après qu'en juillet 2012, Axa Private Equity (aujourd'hui sous la nouvelle dénomination «ARDIAN») ait repris la participation d'ArcelorMittal dans Enovos International, l'actionnariat actuel d'Enovos International S.A. se compose comme suit:

État luxembourgeois	25,44%
SNCI	10,01%
Ville de Luxembourg	8,00%
ARDIAN (anc. Axa Private Equity)	23,48%
RWE	18,36%
E.ON	10,00%
GDF Suez (Electrabel)	4,71%

Début mars 2014 l'État a été informé individuellement par E.ON et RWE que ces deux actionnaires considéraient vouloir éventuellement aliéner leurs participations dans l'actionnariat d'Enovos International S.A. dans le cadre des stratégies globales / des programmes de désinvestissement des groupes respectifs.

Les statuts de la société Enovos International S.A. prévoient un droit de préemption aux actionnaires restants dans le cas de la vente de la participation d'un actionnaire sortant. Dans le scénario présent il apparaît évident que ni E.ON, ni RWE ne voudraient profiter de ce droit sur la vente d'actions de l'autre. Il en naîtrait donc un droit de préemption cumulé à hauteur de 28,36% pour les actionnaires restant qui sont l'État luxembourgeois, ARDIAN, GDF Suez, la SNCI et la ville de Luxembourg. Selon les textes statutaires ce droit de préemption est exerçable sur les tranches individuelles qui seraient mises sur le marché, à savoir 10,00% et 18,36%.

Dans une telle hypothèse il est de l'intention commune de l'État, de la SNCI et de la ville de Luxembourg d'analyser en détail l'option de profiter de leur droit de préemption respectif afin d'acquérir ensemble une majorité dans l'actionnariat d'Enovos International S.A. Même si les actions qui seraient mises sur le marché par E.ON et RWE permettent d'acquérir une plus grande majorité, la majorité recherchée sera celle de 50% plus une action. À côté des actionnaires publics, il reste important que l'actionnariat d'Enovos International S.A. continue à se composer d'autres actionnaires privés, qu'ils soient du secteur financier ou industriel, et qui sont tous intéressés à apporter leur expérience et leurs connaissances en vue du développement durable de l'entreprise.

L'assurance de la sécurité d'approvisionnement, le développement des énergies renouvelables et le maintien d'un prix de l'énergie compétitif sont des éléments importants de la politique énergétique nationale, que ce soit pour le consommateur domestique, professionnel ou industriel.

Dans ce contexte, le groupe Enovos peut aujourd'hui être considéré comme un groupe d'importance nationale et régionale en ce qui concerne l'approvisionnement énergétique et il doit continuer à jouer un rôle certain dans le paysage énergétique.

Une majorité dans l'actionnariat permettrait aux acteurs du secteur public de soutenir davantage la stratégie d'entreprise du groupe Enovos qui consiste à assurer la sécurité de l'acheminement et de l'approvisionnement énergétique, à renforcer les investissements dans les énergies renouvelables et dans l'offre de services et à offrir l'énergie à des prix compétitifs aux consommateurs, tout en s'attendant à la distribution de dividendes en ligne avec la stratégie d'entreprise.

L'acquisition d'une majorité dans le capital d'Enovos International S.A. revêtirait donc d'une importance stratégique pour le pays: un approvisionnement énergétique moderne, compétitif et de qualité est un attrait incontournable pour le site économique luxembourgeois dans le but d'attirer de nouveaux investisseurs et de garantir la pérennité de la sécurité d'approvisionnement.

Question 0215 (11.4.2014) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **secteur de la logistique:**

Alors que selon le «Logistics Performance Index» élaboré par la Banque mondiale le Luxembourg figure parmi les dix meilleurs pays au monde dans le domaine de la logistique, deux des trois pays voisins devancent le Grand-Duché dans ce classement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de l'Économie:

- Il est un fait que la logistique ne s'arrête pas aux frontières. Comment les Ministres entendent-ils mettre à profit le savoir-faire étranger pour insuffler un nouvel élan aux entreprises locales du secteur?

- Des synergies se sont-elles déjà créées? À quel niveau?

- Les Ministres peuvent-ils me renseigner sur l'évolution annuelle de l'emploi dans ce secteur depuis 2009? Combien de demandeurs d'emploi d'un niveau de formation inférieur ont pu être embauchés par des entreprises actives dans ce secteur depuis 2009? Quid des autres demandeurs d'emploi?

Réponse commune (13.5.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le «Logistics Performance Index» de la Banque mondiale confirme le bon développement du secteur logistique luxembourgeois. En effet, dans le classement 2014 le Luxembourg fait une belle avancée et se positionne en huitième position sur 160 pays étudiés (en progression de sept places). Par ailleurs, le Luxembourg s'y classe en première position des pays n'ayant pas un accès direct à la mer. Le Luxembourg se classe même en première position et mieux que l'Allemagne et la Belgique pour les critères «International shipments» et «Timeliness».

Étant un des secteurs prioritaires de la politique économique du Gouvernement, un plan d'action national «Logistique et Transport» a été défini dont l'objectif premier est de positionner le Luxembourg comme plateforme logistique intercontinentale et multimodale en Europe, notamment dans le domaine de la logistique à haute valeur ajoutée. Le développement des compétences au sein du secteur est également un des axes prioritaires du plan d'action national. Dans ce contexte, de nombreux projets ont été réalisés ou sont en cours afin de renforcer la compétitivité du secteur que ce soit en se basant sur le savoir-faire des entreprises établies au Luxembourg ou bien en partenariat avec des entreprises ou associations établies de l'autre côté de nos frontières.

Des synergies ont déjà été créées que ce soit entre les acteurs établis au Luxembourg ou avec des partenaires européens dont des belges et des allemands. Quelques exemples de résultats concrets sont repris ci-dessous:

- Tout d'abord, afin de valoriser l'expertise des acteurs logistiques impliqués dans l'acheminement des produits pharmaceutiques au Luxembourg, un projet de certification a été mis en œuvre avec succès et faisant du Luxembourg la première plateforme logistique au monde à réussir à certifier l'ensemble de sa «supply chain» pour l'acheminement des produits pharmaceutiques.

- Ensuite, le «Cluster for Logistics» luxembourgeois est devenu membre de la fédération allemande de la logistique: la «Bundesvereinigung Logistik» (BVL). La BVL rassemble quelque 10.000 membres (entreprises et experts de l'industrie logistique) afin d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques.

- Le CRP Henri Tudor participe avec divers partenaires européens (dont des belges et des allemands) dans plusieurs projets européens Interreg (e.g. Weastflows, LaMiLo, Ecologistics).

- L'entreprise CFL Multimodal a établi des connexions ferroviaires multimodales (rail/route) avec divers ports européens dont le port belge d'Anvers et le port allemand de Lübeck.

- Finalement, CFL cargo participe à l'Alliance européenne Xrail pour le transport de wagons isolés. Xrail regroupe sept sociétés de fret ferroviaire, à savoir: CD Cargo (République Tchèque), CFL cargo (Luxembourg), DB Schenker Rail (Allemagne), Green Cargo (Suède), Rail Cargo Austria (Autriche), SBB Cargo (Suisse) et SNCB Logistics (Belgique).

Nous n'avons des chiffres relatifs à l'emploi dans le secteur «Transport et Logistique» que jusque 2012. Entre 2009 et 2012, l'emploi est resté relativement stable avec près de 13.000 emplois directs. Il faut toutefois noter que l'effet des investissements en cours (e.g. FreePort, Transalliance, S.O.L.E.I.L.) sur l'emploi ne sont pas reflétés dans ces chiffres.

Les entreprises cherchant de nouveaux employés dans le domaine de la logistique ont l'habitude d'informer l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) de leur vacance de poste(s). Le nombre d'offres d'emploi déclarées auprès de l'ADEM par des entreprises du secteur «Transports et Entreposage» sont passées de 320 offres en 2009 à 425 offres en 2013. En 2013, 2.771 assignations ont été faites par l'ADEM pour les 425 postes déclarés. Ces 2.771 assignations ont porté sur 2.080 demandeurs d'emploi distincts.

Sur la période 2009-2014 (avril), les 8.584 assignations faites par l'ADEM concernent, avec 39%, surtout les demandeurs d'emploi du «niveau moyen supérieur» (12e à 14e de l'enseignement secondaire technique + 2e et 1ère enseignement secondaire), suivi du «niveau inférieur» (scolarité obligatoire, soit neuf années d'études) (26%). Les assignations pour des demandeurs d'emploi avec un niveau d'éducation correspondant à l'enseignement postsecondaire s'élèvent à 20%.

Sur la période 2009-2014 (avril), une analyse du devenir professionnel des demandeurs d'emploi concernés par une action de placement fait ressortir que, sur les 8.584 demandeurs d'emploi assignés, 1.403 personnes ont été affiliées par un employeur du secteur «Transports et Entreposage» endéans les trois mois suivants la suspension ou la clôture de leur dossier à l'ADEM.

Par ailleurs, il y a lieu de noter qu'une formation professionnelle continue vient d'être mise en place afin d'aider les demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM désirant orienter leur carrière vers le domaine de la logistique et du transport. Il s'agit de mieux identifier les formations requises par le secteur et de les mettre en place ou de les renforcer y compris au niveau de l'apprentissage.

Question 0216 (14.4.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **politique énergétique:**

Le 9 avril 2014, la Commission européenne a adopté de nouvelles règles sur les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie. Ces lignes directrices, d'application à partir du 1er juillet 2014, fournissent un cadre qui permet aux pouvoirs nationaux d'introduire des mesures d'aide dans le domaine des énergies renouvelables notamment.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils me renseigner sur l'impact de ces nouvelles règles sur la politique énergétique nationale?

- Peuvent-ils, à la lumière de ces nouvelles règles, me donner des indications concernant l'orientation future de la promotion des énergies renouvelables au Luxembourg?

Réponse commune (20.5.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Gusty Graas en relation avec la politique énergétique, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

Tout d'abord nous aimerions rappeler que l'Union européenne s'est fixée des objectifs ambitieux en matière de lutte contre le changement climatique et de développement durable de l'énergie dans le cadre de sa stratégie de l'UE 2020. De nouveaux objectifs ambitieux pour la période 2020 à 2030 sont actuellement en discussion à Bruxelles.

Les nouvelles lignes directrices reprenant les règles sur les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie qui s'appliquent à la période allant jusqu'en 2020 doivent non seulement soutenir la réalisation des objectifs «20-20-20» mais également préparer le terrain pour atteindre les objectifs qui seront fixés pour 2030. Ainsi, ces lignes doivent notamment intégrer à la fois la nécessité de soutien au développement des énergies renouvelables et l'exigence d'un marché intérieur de l'électricité sûr et concurrentiel.

Après différents échanges avec les États membres, la version des lignes directrices adoptée le 9 avril 2014 par la Commission européenne semble dans l'ensemble compatible avec ces objectifs. Les lignes directrices prévoient un certain nombre de nouvelles règles pour la promotion de la production d'énergies renouvelables et pour le traitement des mesures d'efficacité énergétique. Les aspects les plus importants à l'égard de la promotion des énergies renouvelables peuvent se résumer comme suit:

- En ce qui concerne les nouvelles installations de production d'électricité renouvelables: l'introduction progressive de mécanismes de soutien fondés sur le marché en vue de la meilleure intégration dans le marché et de l'amélioration du rapport coût/efficacité. Les nouvelles lignes directrices prévoient notamment l'introduction progressive de procédures de mise en concurrence et le remplacement progressif des prix fixes de rachat (tarifs de rémunération

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op

www.chd.lu

fixes) par des primes de rachat. À côté de la prime que les producteurs toucheront, ils seront obligés à vendre l'énergie sur le marché de l'électricité et seront soumis à un certain nombre d'obligations accessoires afin d'intégrer l'énergie produite dans le marché.

- Les mécanismes qui répartissent les coûts de la production des énergies renouvelables entre les consommateurs d'électricité doivent répondre à un certain nombre de critères, notamment au cas où des réductions/exemptions sont prévues pour les entreprises de certains secteurs respectivement pour certaines branches de l'industrie.

Pour ce qui est des biocarburants à base d'aliments dits «de première génération», la Commission a jugé que les aides aux investissements dans les capacités nouvelles et existantes ne se justifiaient plus. Nous nous réjouissons spécialement du fait que les lignes directrices encouragent le développement des biocarburants avancés et plus respectueux de l'environnement.

Comme tous les autres États membres, le Luxembourg devra se conformer à l'avenir à ces nouvelles lignes directrices. La date de leur mise en vigueur a été fixée au 1er juillet 2014, des dispositions transitoires ont cependant été prévues jusqu'au 1er janvier 2016.

Les enjeux sont de taille: assurer le développement et la croissance des énergies renouvelables sur le territoire national avec la nécessité de réformer à court terme les mécanismes de soutien classiques.

En ce qui concerne l'introduction des nouvelles rémunérations pour l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables qui ont été décidées par le Gouvernement mi-2013, il y a lieu de considérer que la Commission européenne n'a jusqu'à présent pas encore donné son aval sur les tarifs en question. Au regard des nouvelles règles prévues au niveau des lignes directrices, il est actuellement incertain quelle position la Commission européenne prendra sur ce dossier. Nous aimerions souligner que les responsables du Ministère de l'Économie ont à plusieurs fois rappelé l'importance d'autoriser les nouveaux tarifs projetés afin de ne pas compromettre le développement des énergies renouvelables au niveau national et en vue de permettre au Luxembourg d'atteindre les objectifs à l'horizon 2020.

Nous estimons qu'il est en fait indispensable de pouvoir donner à court terme de nouvelles impulsions au développement des énergies renouvelables sur le territoire national en tenant compte des mécanismes de soutien actuellement en place. Il s'agira d'adapter dans les meilleurs délais possibles les mécanismes de soutien en vue de les rendre conformes aux nouvelles lignes directrices.

Question 0217 (14.4.2014) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant le **vote par correspondance:**

Dans le cadre de l'organisation des élections européennes, les communes se voient confrontées à une incertitude d'interprétation. Il s'agit en l'occurrence de l'interprétation de l'article 328 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 portant sur les conditions d'admission au vote par correspondance lors des élections. Le texte est d'ailleurs identique pour les élections législatives (article 168 (2) a)) et pour les élections communales (article 262 (2)).

Il s'avère que les communes interprètent cet article de façon divergente. En effet, bien que le texte précise que les raisons invoquées par le requérant doivent être «dûment justifiées», certaines communes insistent pour obtenir un document attestant que l'électeur est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote, tandis que d'autres se satisfont d'une simple déclaration alors que d'autres encore font même abstraction de tout document ou de motivation.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre entend-il donner des recommandations aux communes relatives à l'interprétation des termes «dûment justifiées»?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun une modification des articles afférents de la loi électorale afin d'enlever toute ambiguïté sur leur interprétation?

Q72

Réponse (5.5.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La question de l'honorable Député a pour objet la justification des demandes de vote par correspondance lors des élections législatives, européennes et communales.

Rappelons que la loi électorale modifiée du 18 février 2003 prévoit qu'une demande pour le vote par correspondance doit parvenir au collège des bourgmestre et échevins au plus tôt dix semaines et au plus tard trente jours avant le jour du scrutin.

Il appartient ensuite au collège échevinal de vérifier si les conditions pour l'admission au vote par correspondance sont remplies.

Concernant les élections européennes, l'article 328 de la loi électorale dispose comme suit:

«(1) Sont admis au vote par correspondance lors des élections européennes les électeurs âgés de plus de 75 ans.

(2) Peuvent être admis au vote par correspondance lors des élections européennes:

1. les électeurs qui, pour des raisons professionnelles ou personnelles dûment justifiées, se trouvent dans l'impossibilité de se présenter en personne devant le bureau de vote auquel ils sont affectés;

2. les Luxembourgeois et les Luxembourgeoises domiciliés à l'étranger.»

L'honorable Député soulève dans sa question parlementaire l'interprétation des termes «dûment justifiées».

Je tiens en premier lieu à préciser que cette disposition relative à la justification de la demande pour le vote par correspondance a la même teneur pour les élections législatives, européennes et communales. Cette disposition a été introduite en 2003 et depuis lors mes services n'ont pas été sollicités pour invoquer des difficultés d'application majeures concernant ce point.

En outre, un formulaire pour la demande de vote par correspondance a été mis à disposition des administrations communales par le biais de ma circulaire n°3143 du 7 mars 2014.

Il ressort des développements ci-dessus que je n'entends pas prendre d'initiative dans l'immédiat. Cependant, j'estime utile d'aborder après les élections européennes des discussions avec le secteur communal afin de recueillir d'éventuelles critiques concernant tous les aspects des opérations électorales en général et du régime du vote par correspondance en particulier. En fonction des résultats de cette consultation, le Gouvernement décidera ensuite s'il y a lieu de proposer des modifications législatives, voire de formuler des recommandations au secteur communal par rapport aux critiques soulevées.

Question 0218 (15.4.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **commission de suivi instituée par l'article L. 621-4 du Code du Travail:**

À l'occasion du débat d'orientation relatif à la politique en matière d'emploi du 15 mai 2013, notre groupe politique s'est enquis sur les activités de la commission de suivi susmentionnée.

Il se trouve par ailleurs que la Chambre des Salariés a récemment déploré l'absence de saisine de la commission de suivi dans le cadre de l'élaboration du projet de règlement grand-ducal définissant les critères de l'emploi approprié. Elle va jusqu'à se demander «(à) quoi bon instaurer une telle commission, si elle n'est même pas consultée pour un sujet tellement important et sensible?».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre d'avis que la commission de suivi prévue à l'article L.621-4 du Code du Travail a rendu depuis sa création en 2012? Combien d'avis ont été rendus à la demande du Ministre du Travail?

- Sur quels sujets les avis ont-ils porté? Serait-il possible de recevoir copie de ces avis? Le Ministre serait-il également à même de fournir les rapports annuels de cette commission en ce qui concerne les années 2012 et 2013?

- Est-ce que la commission de suivi a à ce jour formulé proprio motu des propositions et recommandations sur les actions nécessaires à entreprendre pour assurer la mise en œuvre des missions et attributions par l'Agence pour le développement de l'emploi? Dans l'affirmative, quelles ont été ces propositions et recommandations?

- Le Ministre peut-il finalement me renseigner sur d'éventuels avis de la commission consultative prévue à l'article L. 622-11 du Code du Travail quant à l'organisation, la gestion et l'évaluation de formations à l'attention des demandeurs d'emploi? Le Ministre peut-il délivrer copie de ses avis ou les rendre autrement publics?

Réponse (14.5.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La commission de suivi a été créée par la loi du 18 janvier 2012 portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). La commission est «(…) chargée d'assister le Ministre dans l'accompagnement et l'évaluation de l'accomplissement des missions et attributions de l'Agence pour le développement de l'emploi» (art. L. 621-4. du Code du Travail).

Il découle de cet article que la commission supervise l'ADEM dans l'accomplissement des missions lui attribuées par la législation et non la supervision de la politique en faveur de l'emploi. Les mesures, actions et programmes qui découlent de cette politique font l'objet d'échanges au sein des instances prévues, notamment la Chambre des Députés, y compris les commissions parlementaires.

Afin d'accomplir les missions lui confiées, la commission, dont la première réunion a eu lieu le 18 décembre 2012, s'est entre-temps réunie à onze reprises afin d'assimiler le fonctionnement complexe du marché de l'emploi, les vastes missions de l'ADEM, l'interopérabilité avec les autres administrations et services ainsi que le suivi des recommandations formulées par la commission elle-même en 2013.

À ce jour, les réunions ont donné lieu à deux rapports. Sur initiative des membres de la commission, ces rapports se veulent des plus concis et comportent en conséquence des constats clairs et des recommandations ciblées sur le fonctionnement de l'ADEM.

Le premier rapport date du 13 juin 2013 et comporte les conclusions finales suivantes:

- «de nombreuses déficiences de fonctionnement de l'ADEM ont été constatées;

- d'importants efforts de redressement ont récemment été entrepris;

- recommande à l'ADEM de persévérer dans cette voie;

- recommande aux responsables politiques de doter l'ADEM des outils opérationnels et humains appropriés à la mission lui confiée».

Tous les détails liés à ces conclusions sont repris dans ce premier rapport qui a été transmis aux honorables Députés le 22 juillet 2013.

De même, le deuxième rapport, qui date du 27 mars 2014, a été transmis le 14 mai 2014 aux honorables Députés. Celui-ci comporte les conclusions suivantes: «Au-delà des recommandations formulées dans les paragraphes précédents, la commission note avec satisfaction que de nombreux chantiers ont été lancés, et que l'ADEM évolue dans la bonne direction.»

Il est en outre précisé que la Cour des Comptes a procédé à des échanges avec le secrétariat de la commission dans le cadre du suivi et de la mise à jour de son rapport spécial portant sur certaines mesures prises dans le cadre de la lutte contre le chômage. De ce fait, la Cour des Comptes a eu accès à tous les rapports et comptes rendus disponibles au moment des échanges.

Question 0219 (15.4.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **répercussions du projet «Royal Hamilius» sur les transports publics par autobus:**

Am spéiden Hiersch oder am Wanter sollen d'Aarbechte ronderëm de Centre Hamilius ufänken. Domadder falen eng ganz Rei Quaie fir d'Autobussen ewech. Laut de Pläng vun der Stad Lëtzebuerg kënne manner wéi 60 Bussen d'Stonn d'Haaptachs Gare - Hamilius benotzen. Fir d'Stad Lëtzebuerg soll de Busverkéier op dëser Achs ëm d'Halschent reduzéiert ginn.

Dës Aschränkung trëfft och d'Autobussen, déi ënnert den RGTR-Regime falen, genee wéi d'Linnen, déi aus der Groussregioun kommen.

Doweinst wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Reorganisatioun vum RGTR-Réseau aus, nodeems d'Quaien um Hamilius ewechfalen?

2. Wéi vill RGTR-Bussen, déi am Ament tëschent der Gare an dem Hamilius fueren, fale ganz ewech oder gi mat engem AVL-Bus kombinéiert?

3. Wéi eng Répercussioune kritt dës Reorganisatioun op d'Personal vun de betraffenen Entreprisen?

4. Wéi gesäit d'Reorganisatioun fir d'Linnen aus der Groussregioun aus? Wou kréien dës Linnen hiren Terminus? Mussen d'Reesender aus der Groussregioun méi oft ëmklammen, fir hir Destinatioun an der Stad ze erreechen?

5. A wéi engem Mooss geet d'Gesamtcapacitéit vun den Autobussen op der Achs Gare - Hamilius erof, a geet d'Reschtcapacitéit an de Spëtzestonnen nach duer, fir all Reesender ënner akzeptabele Konditiounen ze transportéieren?

6. Wéi, vu wéini un a vu wiem ginn d'Reesender informéiert? Wéi héich ass de Käschtepunkt fir dës Informatiounscampagne? Wéi ginn d'Fraisen tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg gedeelt?

Réponse (4.6.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorabelen Deputéierte stellt sech Froen iwwert den Impakt vum Chantier Hamilius op den RGTR-Busréseau.

1. Den RGTR-Réseau ass an der Ofstëmmung mat der AVL reorganiséiert ginn. Et ginn haaptsächlech 2 Voleten.

a. Déi Linnen, déi entweder op der Gare Centrale oder Charly's Gare hiren neien Terminus hunn an esou de kritesche Beräich tëschent dem Boulevard Royal an der Gare net méi wäerte belaaschten.

b. Déi RGTR-Linnen, déi och städtesch Aufgaben iwwerhuelen. Dat betrëfft virun allem d'Coordonnées-Linnen, d'Eurobus-Linnen an héich vertakten RGTR-Linnen aus der Regioun. Op dëse Linne ginn am Kader vum Chantiersfuerplang grouss Capacitéiten agesat, fir de Passagéier aus de gekappte Linnen eng Méiglechkeet ze bidden, op hir Destinatioun ze kommen.

2. Et fuere keng RGTR-Linne méi tëschent dem Hamilius an der Gare, ausser déi ënnert dem Punkt 1.b. genannten. Et kënne pro Stonn just nach 60 Bussen an der Haltestell Hamilius ofgewéckelt ginn.

3. Et gi fir d'RGTR-Betriber keng Répercussiounen op d'Personal. Am Prinzip gëtt um Service näischt geännert, ausser dass verschidde Linnen en Deelstéck vun 2 Kilometer net méi fueren. Dat ass fir eng regional Buslinn zwar een Zäitfacteur, awer net eng Kierzung, déi et mat sech géif bréngen, dass Fuerpersonal ewechfält.

4. Am Prinzip ass d'Konzept esou opgebaut, dass et zu engem Ëmsteige kënnt, jee nodeems wou een an der Stad säin Zil huet. Soss wäerten am RGTR-Netz an och op de grenziwwerschreidende Linne keng grouss Ännerunge fir de Client kommen. Et besteet eng vill méi staark Vernetzung mat dem Busservice vun der Stad Lëtzebuerg, fir d'Ëmklammen esou attraktiv ewéi méiglech ze maachen.

5. Den RGTR mécht jo, bis op den Eurobus an de Coordonnéeën, keen interne Verkéier an der Stad. Esou geet duerch d'Ofkappe vu Linnen de Clientë vun der Stad keng Capacitéit verluer. Déi Léit, déi vu baussen erakommen, mussen eemol méi ëmsteigen (jee no Destinatioun), dofir muss op den RGTR-Coordonnéesan Eurobus-Linnen d'Capacitéit verännert ginn. D'Konzept ass esou opgebaut, dass op der Streck Gare - Uewerstad just Gelenkbussen an Duebelgelenkbussen agesat ginn.

6. Wat Informatiounscampagnen ugeet, verweise mir op d'Stad Lëtzebuerg.

Question 0220 (15.4.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **anciens salariés d'Objectif Plein Emploi (OPE):**

Il me revient par voie de presse que les anciens salariés d'OPE, actuellement en liquidation judiciaire, n'ont pu bénéficier de l'intervention du Fonds pour l'Emploi, alors même que leurs salaires et autres indemnités sont restés impayés.

Or, il paraît que le Fonds pour l'Emploi refuse le paiement en prenant appui sur l'article L.126-1 (1) du Code du Travail qui dispose qu'«en cas de faillite de l'employeur, le Fonds pour l'Emploi garantit les créances résultant du contrat de travail (…)». Autrement dit, dès lors que les associations ne sauraient tomber en «faillite» au sens juridique du terme, le Fonds pour l'Emploi ne pourrait pas leur venir en aide.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire et sociale:

- Le Ministre peut-il confirmer que le Fonds pour l'Emploi refuse de payer aux anciens salariés d'OPE les arriérés de salaires et autres indemnités qu'il garantit d'ordinaire en cas d'insolvabilité de l'employeur? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- À considérer que le refus du Fonds pour l'Emploi tienne à une lecture stricte de la notion de faillite à laquelle se réfère l'article L.126-1 du Code du Travail, le Ministre considère-t-il que cette interprétation est conforme au droit européen?

- Dans la négative, le Ministre n'entend-il pas enjoindre au Fonds pour l'Emploi de régler les montants réclamés par les anciens salariés d'OPE?

- Le Ministre entend-il légiférer afin d'éviter que des problèmes similaires se posent à l'avenir?

Réponse (2.6.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Par sa question parlementaire n°0220 l'honorable Député Serge Wilmes a demandé des renseignements en relation avec l'intervention du Fonds pour l'Emploi en relation avec la liquidation judiciaire de l'a.s.b.l. Objectif Plein Emploi (OPE).

Voici la réponse aux questions posées:

1) L'intervention du Fonds pour l'Emploi

Tous les salariés d'OPE semblent avoir été payés jusqu'au moment où l'a.s.b.l. OPE a cessé définitivement ses activités. Aussi longtemps qu'une liquidation judiciaire n'avait pas encore été ordonnée, une bonne partie des salariés était encore en période de préavis. En fait, un liquidateur n'a été nommé qu'en date du 13 novembre 2013.

OPE a été constitué sous forme d'une a.s.b.l. et n'a donc pas pu être déclaré en état de faillite. De ce fait et sur base de la législation actuelle, les salariés d'OPE n'ont pas pu bénéficier de la garantie de créance du Fonds pour l'Emploi pour les indemnités de préavis restant dues jusqu'à concurrence d'un plafond de 11.245,14 €. Jusqu'à l'expiration de la période de préavis, il a cependant été décidé de leur accorder tout de suite les indemnités de chômage de la part du Fonds pour l'Emploi ou des autorités compétentes des pays limitrophes pour les frontaliers.

La liquidation judiciaire a été ordonnée en date du 13 novembre 2013, donc bien après l'arrêt des activités.

Pour éviter que les salariés OPE ne soient privés de tous revenus pendant plusieurs mois, les intéressés ont pu bénéficier tout de suite des indemnités de chômage dès le jour de l'arrêt des activités d'OPE. Ce n'est pas le cas quand il s'agit d'une faillite. Les salariés d'OPE ont d'ailleurs demandé de bénéficier tout de suite de l'indemnisation, ce qui leur a été accordé.

Au moment où fut ordonnée la liquidation judiciaire d'OPE, les anciens salariés bénéficiaient tous des indemnités de chômage de sorte que la garantie de créance qui n'aurait pu jouer qu'à partir du 13 novembre 2013 n'était plus de mise, les salariés ayant obtenu des indemnités de chômage.

2) La conformité de la législation luxembourgeoise à la législation communautaire en matière de garantie de créance

Au moment de l'insolvabilité d'OPE, il a été constaté que la législation nationale est plus stricte que la directive communautaire 2002/74/CE du 23 septembre 2002. En effet, la législation nationale parle de faillite de l'employeur tandis que la directive communautaire se réfère à l'insolvabilité de l'employeur, incluant ainsi des associations comme OPE.

Pour éviter à l'avenir de tels problèmes, le paragraphe (1) de l'article L.126-1 du Code du Travail sera complété par un alinéa 2 qui reprend le texte de la directive, à savoir:

«Il en est de même lorsque le tribunal compétent soit a décidé l'ouverture de la procédure collective fondée sur l'insolvabilité de l'employeur, soit a constaté la fermeture définitive de l'entreprise ou de l'établissement de l'employeur, ainsi que l'insuffisance de l'actif disponible pour justifier l'ouverture de la procédure collective fondée sur l'insolvabilité de l'employeur.»

Question 0221 (16.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**organisation scolaire:**

D'Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vun der Grondschoul an de groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010 gesi vir, datt fir all Gemeng e Kontingent vu Stonne festgeluecht gëtt. Iwwert dëse Kontingent ginn dann, iwwert d'Schoulorganisatioun an de respektive Gemengen, d'Zuel vun den Enseignantë respektiv d'Zuel vun de Schoulklasse festgesat.

Gewësse Gemengen, dorënner och d'Stad Lëtzebuerg, hu Schwieregkeeten, fir bei der Schoulorganisatioun hir Klassen esou ze organiséieren, datt d'Effektiver pro Klass net ze grouss ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Éducatiounsminister dës Froe stellen:

1. Ass den Avis iwwert d'Implementatioun vum Kontingent, wéi en am Artikel 9 vum groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010 festgehale ginn ass, ausgestallt ginn? Wa jo, wat sinn d'Konklusioune vun der Expertskommissioun, a kann den Här Minister dësen Avis virun der Chamberskommissioun virdroen a kommentéieren? Wann neen, wéini gëtt dësen Avis publizéiert?

2. Ass den Här Minister net der Meenung, datt e Moratoire op eng weider Reduktioun vun de Schoulstonne muss geluecht ginn, wou dach allgemeng festgestallt gëtt, datt d'Schwieregkeeten an der Grondschoul vu Joer zu Joer méi grouss ginn?

3. Wann esou e Moratoire net ugewannt gëtt, wéi vill Stonne ginn am Schouljoer 2014/2015 par rapport zum Schouljoer 2013/2014 verluer?

Réponse (15.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1)

Den Avis iwwert d'Implementatioun vum Kontingent, wéi den Artikel 9 vum «règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental» et virgesäit, ass ausgestallt ginn.

D'Expertskommissioun huet der deemools zoustänneger Ministesch folgenden Avis an deem Kontext zoukomme gelooss:

«Conformément à l'article 9 du règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental, la commission d'experts instituée par arrêté ministériel du 14 décembre 2012 a analysé la mise en œuvre du contingent.

Le contingent de leçons d'enseignement direct attribuées aux communes et syndicats scolaires comprend la totalité des leçons mises en œuvre pour assurer l'enseignement fondamental et se compose, le cas échéant, des éléments suivants attribués directement aux communes et syndicats:

- le contingent de base (1,625 leçon hebdomadaire par élève),

- l'élément «indice social» qui ne peut dépasser 1/5 du contingent de base et qui est calculé sur base de l'indice socio-économique établi par le CEPS,

- un élément «adaptation» résultant de la mise en œuvre progressive sur dix ans du contingent,

- un élément «accueil» pour la prise en charge d'enfants ne maîtrisant aucune des trois langues officielles,

- un élément «enseignement moral et social EMS» à raison de deux leçons par classe des cycles 2 à 4,

- un élément «plan de réussite scolaire PRS» pour répondre aux besoins engendrés par le plan de réussite scolaire,

- un élément «supplément» accordé sur demande motivée par le Ministre conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal susmentionné.

S'y ajoutent encore, au niveau national, les leçons d'enseignement direct prestées dans le cadre des équipes multiprofessionnelles pour constituer la totalité des leçons hebdomadaires d'enseignement direct.

Les rapports de planification successifs prévoient un volume total de leçons hebdomadaires d'enseignement direct assez stable sur les cinq prochaines années avec un nombre d'élèves légèrement en hausse.

En 2009, 84 communes/syndicats présentaient un encadrement de base dépassant le coefficient de 1,625 (34.886 enfants concernés) et 19 communes/syndicats restaient en dessous du coefficient prévu (11.455 enfants concernés).

Les représentants des syndicats d'instituteurs mettent en cause l'attribution d'un volume de leçons par commune/syndicat qui mènerait à une organisation rigide et ne tiendrait pas compte des besoins réels des élèves, dont certains nécessitent une prise en charge particulière, notamment dans les cas de troubles du comportement qui sont en hausse constante et qui rendent souvent difficile le travail en classe collectif. L'appui pour les élèves présentant des lacunes ponctuelles dans l'une au l'autre branche ferait de plus en plus défaut. Une attribution régionale de certains éléments du volume de leçons pourrait apporter une amélioration de la situation en permettant une réaction rapide sur le plan local.

Cependant les habitudes de la grande majorité des enseignants qui insistent sur leur affectation à une commune/un syndicat précis et qui ne sont pas disposés à assumer une certaine mobilité rendent obstacle à cette proposition, tel qu'il est remarqué par le représentant du Syvicol, idée confirmée par les nombreuses demandes de la part d'instituteurs anxieux de perdre leur affectation à une commune, voire à une tâche précise.

De la part d'un représentant d'un syndicat d'instituteur, il est encore proposé:

- de relever le taux d'encadrement de base de 1,625 à 2 unités (+23%),

- de prévoir un moratoire pour quelques années avant de poursuivre la mise en œuvre du contingent.

Les représentants du Migra (Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région) et du Statec préconisent une répartition efficace des moyens existants et posent la question si l'indice social constitue le bon instrument pour procéder à la répartition des ressources dépassant l'encadrement de base. Comme le nombre d'élèves présentant des troubles du comportement ne cesse d'augmenter, il faudrait tenir compte des exigences de leur encadrement lors de l'attribution de moyens.

En conclusion, la commission propose:

- de garder constant l'effectif moyen de 16 élèves par classe (sept voix contre deux voix),

- de réfléchir à élaborer une alternative visant une répartition plus pertinente des moyens dépassant l'encadrement de base en vue de mieux encadrer les enfants présentant des troubles de comportement.»

Ad 2)

D'Moyenen, déi de Gemengen an interkommunale Schoulsyndikater vum Stat fir d'Organisatioun vum Grondschoulunterrecht zur Verfügung gestallt ginn, begräifen eng Rëtsch Elementer, déi de Basiskontingent, esou wéi en am Artikel 38 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vun der Grondschoul festgeluecht ass, ergänzen. Esou sinn zum Beispill fir d'Schouljoer 2013/2014 2.079 Wochestonne fir Cours d'accueil zur Verfügung gestallt ginn. Doriwwer eraus huet meng Virgängerin de Grondschoule fir dat nämlecht Schouljoer zousätzlech zum Basiskontingent e Surplus vun 846 Schoulwochestonnen accordéiert.

Ausserdeem hält all Léierin oder Schoulmeeschter säit 2009 pro Joer 54 Stonnen «Cours d'appui» fir méi schwaach Schüler ze förderen oder méi staark Schüler ze fuerderen. Mëttlerweil sinn och eng Rëtsch vun Éducateurs gradués un d'Regionalbüroe vun den Inspekteren affektéiert ginn, fir an de Schoule bei spezifesche Problemer punktuell ze hëllefen, genausou wéi d'Ressourcë vum Service de l'Éducation différenciée an den Équipes multiprofessionnelles opgestockt gi sinn.

Parallell ginn d'Grondschoule mat ëmmer neien Erausfuerderunge konfrontéiert, notamment um Niveau vum Behuele vun de Kanner, déi mech zu folgenden Iwwerleeunge bréngen:

- Aus- a Weiderbildung vum Schoulpersonal muss prioritär deenen zitéierte Veränneruge Rechnung droen. Einfach méi Leit astellen, ouni den uewen erwähnte Begebenheete Rechnung ze droen, ergëtt kee Sënn. Ech wëll mech vun der quantitativer Logik lassléisen, fir an eng qualitativ Diskussioun ze kommen, déi d'Kand als Ganzt ëmfaasst an och ganzheetlech Léisunge viséiert.

- Parallell dozou wëll ech préiwen awéiwäit méi spezialiséiert Personal, notamment wat den Émgang mat verhalensschwierege Kanner ubelaangt, an de Grondschoule schaffe kann, engersäits, fir d'Schoulpersonal ze beroden an anerersäits, fir esou Kanner zäitweis ze betreien.

Aus all dësen Iwwerleeungen ergëtt sech, dass e Moratoire sécherlech net déi adequat Äntwert wär op déi komplex Situatioun an de Grondschoulen, mä dass muss probéiert ginn, op där enger Säit, déi Moyenen, déi do sinn, esou optimal ewéi méiglech anzesetzen an, op där anerer Säit, iwwer Aus- a Weiderbildung vum Schoulpersonal, respektiv iwwert den Asaz vu spezialiséierte Kräften, d'Schoulen ze stäerken, fir déi aktuell an zukünfteg Erausfuerderungen ze meeschteren.

Ad 3)

Well de Minister zousätzlech Stonnen accordéiere ka fir d'Schouljoer 2014/2015, fir eventuelle schwierege Situatiounen entgéintzewierke bei der Applicatioun vum Kontingent, déi sech virun allem bei Grondschoulen a klenge Gemenge stellen, ass dës Fro zu dësem Zäitpunkt net exakt ze beäntwerten.

Question 0222 (13.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **effectifs des classes de l'enseignement secondaire:**

Aus engem Artikel aus enger Dageszeitung geet ervir, datt d'Direktere vun de Lycéeën d'Instruktioun kruten, d'Effektiver an de Klassen op 29 Schüler eropzesetzen, an dëst ganz besonnesch op de Septièmen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Éducatiounsminister dës Froe stellen:

1. Ass déi Behaaptung, déi an der Zeitung opgestallt gouf, korrekt ? Wann neen, wéi eng Instruktioune sinn un d'Lycéeë gaangen, wat d'Effektiver vun de Klasse fir d'Schoulrentrée betrëfft?

2. Wéi héich waren d'Effektiver pro Klass an de Lycéeë bei der Rentrée 2013/2014 (Moyenne, héchsten Effektiv, kléngsten Effektiv)?

3. Wéi sinn d'Previsiounen, fir dës Zuelen, fir d'Rentrée 2014/2015?

Réponse (13.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'Effektiver an de Klasse ginn duerch d'Instruction ministérielle du 12 juillet 2010 concernant l'organisation scolaire des lycées et lycées techniques geregelt.

Dës Instruktioun schreift am 1. Kapitel dat heite vir:

1.3. - Constitution des classes

1. Les effectifs suivants constituent des minima pour la constitution des classes:

7e S (secondaire), 7e ST (secondaire technique) et 7e STP	18 élèves
6e S et 8e théorique, 5e S et 9e théorique	18 élèves
8e Polyvalente, 9e Polyvalente	16 élèves
9e Pratique, IPDM et classes du régime préparatoire	12 élèves
4e - 1ère de l'enseignement secondaire, classes du régime technique et de la formation de technicien	18 élèves

Des classes à effectif inférieur à ces minima sont soumises à l'autorisation préalable de la Ministre même si le contingent en permettait l'organisation.

2. Le contingent définit les nombres suivants comme effectifs normaux des classes respectives.

Classes de l'enseignement secondaire, du régime technique et de la formation de technicien, y compris les classes ALLET, RLS, les classes internationales préparant au Bac International, les classes de 8e théorique et de 9e théorique	25 élèves
Les classes de 7e ST, 7e STP, 8e STP, 9e STP, 8e polyvalente, 9e polyvalente, les classes d'insertion du cycle inférieur	23 élèves
9e pratique	17 élèves
IPDM et classes du régime préparatoire, classe d'insertion du régime préparatoire, classe d'accueil	15 élèves
Classes du régime professionnel et classes concomitantes	23 élèves

Lorsque le seuil de dédoublement n'est que légèrement dépassé, des effectifs supérieurs aux maxima indiqués sont à envisager. Toutefois, il

est indiqué de ne pas dépasser 25 élèves pour les classes de 7e ST et 29 élèves pour les classes de 7e S - 1ère S, 8e théorique, 9e théorique, 10e - 14e régime technique et formation de technicien. Chaque fois que la répartition des élèves aboutit à un effectif supérieur aux maxima cidessus, une autorisation préalable est requise.

Ad 1)

Et ass an deene leschte Joren näischt un de Wäerter vun den Effektive geännert ginn. Et sinn och keng aner Instruktiounen un d'Lycéeë gaangen, déi méi héich Effektiver wéi an dëser Instruktioun géife fuerderen.

Ad 2)

Deen heiten Tableau gëtt d'Effektiver op 7e an deene verschiddene Lycéeë fir d'Schouljoer 2013/2014 erëm.

Lycée	7e Klassen	klengsten Effektiv	Moyenne	héchsten Effektiv
AL	7	24	25,6	27
ALR	10	12	19,4	22
LAML	11	14	22,0	26
LBV	7	12	17,0	23
LCD	20	9	19,9	24
LCE	9	19	23,0	26
LEM	7	15	21,7	25
LGE	6	24	26,3	28
LGL	6	25	26,2	28
LHCE	4	23	26,0	28
LJBM	9	9	18,0	22
LMRL	9	23	24,9	27
LN	14	12	17,6	24
LNB	15	15	20,1	25
LRSL	5	22	23,6	25
LTA	2	15	15,0	15
LTAM	4	22	22,8	23
LTB	7	16	20,6	24
LTC	9	5	17,0	24
LTE	12	14	18,9	24
LTETT	6	12	15,2	19
LTJB	9	11	15,8	20
LTL	11	21	22,1	25
LTMA	20	9	16,6	22
LTML	6	21	22,2	23
NOSL	10	11	14,9	19
SLL	3	24	24,7	25
UELL	9	15	17,2	19
Landeswäit	278	5	19,9	28

Ad 3)

D'Previsioune fir d'nächst Joer kënnen eréischt Mëtt Juli gemaach ginn, wann d'Aschreiwungen op 7e ofgeschloss sinn. Fir de Rescht kann ee sech nëmmen op d'Wäerter vun dësem Schouljoer baséieren.

Question 0223 (16.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réforme du divorce:**

Zënter Laangem gëtt un enger Reform vum Scheedungsrecht geschafft, bis elo leider ouni Resultat. Un de Problemer vun de Leit a Scheedungssituatiounen huet sech dowéinst och bis elo näischt geännert, obwuel se dacks gravéierend sinn.

Virun allem d'Problemer beim Suergerecht fir d'Kanner (Garde) a beim Besuchsrecht (droit de visite et d'hébergement) verursaachen ëmmer nees dramatesch Situatiounen, déi den Eltere wéi de Kanner wéidinn a laangfristeg schueden. Phenomeener wéi d'Entfriemung (aliénation parentale), déi heefeg duerch d'Verweigerung vum Besuchsrecht entstinn, sinn dobäi besonnesch ervirzehiewen.

Dowéinst wollt ech den Här Minister vun der Justiz froen:

1. Wëllt d'Regierung a Scheedungs- an Trennungssituatiounen dat gedeelte Suergerecht an dat gläich an alternéierend Besuchs- a Wunnrecht zur allgemenger an obligatorescher Regel maachen, souwäit déi konkret Ëmstänn dat zouloossen?

2. Wéi wëllt d'Regierung géint den Elterendeel virgoen, deen d'Besuchsrecht vun deem aneren Elterendeel net respektéiert (non-représentation d'enfant)?

3. Wëllt d'Regierung déi zivil Uerteeler iwwert d'Garde an d'Besuchsrecht an deem Sënn polizeilech ausféierbar (exécutoire) maachen, datt d'Police direkt kann agräifen, wann et keng aner Méiglechkeet gëtt, fir déi geriichtlech décidéiert Dispositiounen iwwert d'Suergerecht oder d'Besuchsrecht duerchzesetzen?

4. Wéi eng Moossname wëllt d'Regierung géint en Elterendeel huelen, dee sech geriichtlech décidéierten Dispositiounen, wéi z. B. enger Mediatioun oder Elteren-Kand Kontakter an enger Struktur systematesch widdersetzt? Wär et do net néideg, kloer Regelen ze schafen, och mam Zil, fir esou Prozeduren zäitlech ze kierzen?

Réponse (15.5.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

1) Esou wéi ugekënnegt am Regierungsprogramm, wäert am Scheedungsrecht, wéi och an aneren Trennungssituatiounen, dat gemeinsamt Suergerecht vun den Eltere fir hir Kanner zur allgemenger Regel ginn, ausser an deene Fäll, wou dat absolut net am Interessi vum Kand wär oder och soss net méiglech wär, wéi zum Beispill bei Virgeschicht vu Gewalt an der Famill.

2) An deene Fäll, wou och elo schonn d'Besuchsrecht net respektéiert gëtt, ass eng Méiglechkeet iwwer eng Strof, nämlech déi, wéi se am Artikel 371-1 am Strofrecht steet, (non-représentation d'enfant) virzegoen am Fall, wou regelméisseg een Elterendeel sech net un d'Besuchsrecht hält.

3) + 4) Et ass net am Sënn vun der Regierung hiren Iwwerleeungen, zivil Uerteeler iwwert d'Suergerecht an d'Besuchsrecht polizeilech ausféierbar ze maachen. Do denkt d'Regierung éischter drun, iwwert de Wee vun de familliäre Mediatiounen an Therapien, Familljen esou wäit wéi nëmme méiglech un eng friddlech Léisung erun ze bréngen, ouni mussen op polizeilech Moossnamen zréckzegräifen.

Eng Interventioun vun der Police, wou ee Kand per Force aus sengem Doheem oder z. B. aus der Schoul erausgezerrt gëtt, ass eng Konfliktsituatioun, déi zu engem Trauma fir d'Kand ka féieren.

Wann e Besuchsrecht net respektéiert gëtt, huet den Elterendeel, deen d'Kand net gesäit, ëmmer d'Méiglechkeet, ee Jugendriichter mat der Situation vum Kand ze befaassen, oder fir eng Ännerung vum Suergerecht respektiv vum Besuchsrecht ze froen. Bei all deene Geriichtsuerteeler muss ëmmer den "Intérêt supérieur de l'enfant" zielen. Et däerf een och net vergiessen, dass all Situation ënnerschiddlech ass, an dofir däerf et an där Matière keen Automatismus ginn, mä et muss ëmmer au cas par cas an am Intérêt vum Kand décideiert ginn.

Sollt et net méiglech sinn iwwert den "friddlechen" Wee, da bleift laut dem Gesetz ëmmer nach d'Méiglechkeet en neit Uerteel ze kréien iwwert d'Suergerecht, wou dat engem Elterendeel eleng muss zougesprach ginn, an deen aneren Elterendeel souguer d'Besuchsrecht kéint ofgesprach kréien. Eng Suppression vum Besuchsrecht ass extrem rar, et gëtt éischter emol eng Suspensioun oder eng Reduktioun vum Besuchsrecht gesprach, am Intérêt vum Kand.

Question 0224 (17.4.2014) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **réformes de la police et de la Fonction publique:**

Dans une interview à la radio le 16 avril 2014 dans le cadre des avant-projets concernant les réformes de la Police grand-ducale, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a déclaré que les nominations des trois Directeurs respectivement de la Police grand-ducale, de l'Armée et du Service de Renseignement de l'État doivent relever du pouvoir de décision du Ministre compétent respectif et que ce dernier doit également avoir le pouvoir de les révoquer du moment que les hauts fonctionnaires visés ne remplissent pas leurs tâches de manière adéquate. Il rajoute qu'il insiste que cette même disposition reste inscrite dans les projets de loi portant réforme de la Fonction publique.

Or, dans le contexte de l'analyse des projets de loi dédiés aux réformes dans la Fonction publique, il s'avère que Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a proposé à la commission parlementaire de supprimer les dispositions qui, justement, prévoient un tel mode de révocation pour les postes de directeurs susmentionnés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante aux Ministres précités:

- Quelle est la position officielle du Gouvernement en la matière, face aux déclarations diamétralement opposées des deux membres du Gouvernement compétents?

Réponse (19.5.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°0224 du 17 avril 2014, Madame la Députée Octavie Modert désire connaître la position officielle du Gouvernement dans le cadre des réformes dans la Fonction publique en ce qui concerne la révocation des agents nommés aux fonctions de chef d'état-major de l'Armée, de Directeur général de la police et de Directeur du Service de Renseignement. L'article 65 du projet de loi n°6457 prévoit d'ajouter un nouvel alinéa 5 à l'article 1er de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État, selon lequel «les agents nommés aux fonctions de chef d'état-major, de Directeur général de la Police ou de directeur du Service de Renseignement, peuvent être révoqués de leurs fonctions avec effet immédiat et sans autre forme de procédure. Les décisions prises au sens du présent alinéa sont sans recours devant les juridictions administratives».

En réponse à la question, je voudrais fournir les informations suivantes:

Tout d'abord il y a lieu de préciser que la question soulevée par l'honorable Députée se dégage de l'opportunité, voire de l'obligation de rediscuter les textes des projets de loi présentés par l'ancien Gouvernement concernant la réforme de la Fonction publique à la lumière de l'avalanche d'oppositions formelles, dépassant largement le nombre de la centaine, exprimées par le Conseil d'État.

En effet, le Conseil d'État a noté dans son avis du 21 janvier 2014 au sujet de la disposition dont question, qu'en refusant les garanties procédurales et le recours juridictionnel, cette disposition soumettait certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes à un régime de révocation différent de celui applicable aux titulaires d'autres fonctions dirigeantes. À défaut de justifier que cette différence de traitement procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but, le Conseil d'État estime que cette disposition instaure a priori une inégalité de traitement qui risque d'être contraire à l'article 10bis de la Constitution.

Le Gouvernement partage dans son principe le souci des initiateurs du texte de garantir un maximum de flexibilité au niveau des possibilités de révocation de titulaires de postes à responsabilité aussi prononcée que ceux sous examen. Il n'est cependant pas moins sensible aux observations du Conseil d'État qui met en garde contre un risque de rupture du principe d'égalité de traitement au niveau de la loi.

Soucieux de respecter les principes élémentaires de notre État de droit, j'avais expressément soulevé ce dernier point de vue au sein de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative de la Chambre des Députés, actuellement saisie des textes de réformes en question. Parmi les possibilités pour éviter une opposition formelle de la part du Conseil d'État figurait bien évidemment celle qui consisterait à renoncer purement et simplement à une différenciation au niveau du régime de révocation dans le chef des fonctions du chef d'état-major de l'Armée, du Directeur général de la Police et du Directeur du Service de Renseignement.

Entre-temps le Ministre de la Sécurité intérieure a clairement exprimé sa volonté politique de maintenir la disposition afférente dans sa version initiale dans le projet de loi. Dans cette hypothèse il reste à développer une motivation à la base de la différenciation de traitement initialement envisagée par les auteurs du texte pour combler le défaut de justification objective épinglé par le Conseil d'État.

Dans la mesure où le texte en question est à ce stade entre les mains de la commission parlementaire compétente, il revient à celle-ci de se positionner en définitive par rapport aux observations du Conseil d'État. Le Gouvernement restera ouvert à toute proposition de maintien du texte initial, sous condition que les objections et craintes du Conseil d'État par rapport à la constitutionnalité de la disposition afférente soient dissuadées par un argumentaire sans faille, argumentaire qui, de toute évidence, n'a malheureusement pas été présenté par l'ancien Gouvernement.

Question 0225 (17.4.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **validité du permis de conduire:**

In Luxemburg ist die Gültigkeitsdauer des Führerscheins zeitlich begrenzt und muss demnach regelmäßig verlängert werden. Ab dem Alter von 70 Jahren werden die Führerscheine nur noch für eine Höchstdauer von drei Jahren verlängert, wobei die Gültigkeitsdauer nicht über das 79. Lebensjahr des Besitzers hinausgehen darf. Ab dem Alter von 79 Jahren wird der Führerschein nur noch von Jahr zu Jahr verlängert. Außerdem sehen die Modalitäten für die Verlängerung des Führerscheins vor, dass die betroffenen Personen immer eine ärztliche Bescheinigung (der Arztbesuch wird nicht von der Gesundheitskasse erstattet) vorlegen müssen, welche belegt, dass der Antragsteller körperlich und geistig zum Führen eines Fahrzeugs geeignet ist.

Im Vergleich zu unseren Nachbarländern ist diese Regelung der Führerscheinverlängerung für ältere Fahrzeuglenker sehr restriktiv und man kann hinterfragen, ob die Gültigkeitsdauer des Führerscheins von nur einem Jahr ab dem Alter von 79 Jahren nicht zu kurz bemessen ist. Es ist nämlich eine Tatsache, dass die Lebenserwartung des Menschen in den vergangenen Jahrzehnten gestiegen ist. Ausgewogene Ernährung, bessere hygienische Bedingungen und wirksame ärztliche Betreuung machen es möglich, dass die Menschen nicht nur älter werden, sondern dass sie im Alter auch länger fit und leistungsfähig bleiben.

Der Gesamtanteil des 3. Alters (65 Jahre und mehr) an der Gesamtbevölkerung liegt heute schon bei 14% und wird in den nächsten Jahren und Jahrzehnten rasant ansteigen. Auch die Lebenserwartungen von Frauen und Männer steigen stetig an. Sie liegen heute bei 84,3 respektive 79,5 Jahren.

Aufgrund der vorigen Erläuterungen und der soziodemographischen Entwicklung der Bevölkerung möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nqachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Teilt der Herr Minister meine Meinung, dass die Modalitäten zur Verlängerung der Gültigkeitsdauer des Führerscheins zu streng geregelt sind?

- Teilt der Herr Minister meine Meinung, dass die Gültigkeitsdauer des Führerscheins ab dem 80. Lebensjahr zu gering ist?

- Wenn ja, könnte man die Gültigkeitsdauer des Führerscheins auf drei Jahre erweitern bis zum 85. Lebensjahr?

- Wenn nein, was würde gegen eine Verlängerung der Gültigkeitsdauer sprechen?

Réponse (8.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Conformément à l'article 87 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), la durée de validité du permis de conduire est réglée comme suit: «Sans préjudice des dispositions de l'article 83 relatives à la durée de validité du permis de conduire pendant la période de stage, la durée de validité des permis de conduire des catégories A, A1, A2, AM, B, BE et F est de dix ans, sans dépasser l'âge de 70 ans des titulaires. À partir de l'âge de 70 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que pour une durée maximum de trois ans, sans que la durée de validité dépasse l'âge de 79 ans des titulaires. À partir de l'âge de 79 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que d'année en année…».

Vu la longévité accrue de la population et vu l'amélioration générale de la santé des personnes âgées, mes services sont en train d'analyser l'opportunité d'alléger la périodicité du renouvellement du permis de conduire des personnes âgées, tout en tenant compte en particulier du bilan des accidents de la route, de l'expérience de la commission médicale instituée en vertu de l'article 90 du Code de la Route, et des limites d'âge réglementaires prévues dans les autres États membres de l'Union européenne. Il va de soi que toute modification ne sera envisagée qu'après concertation avec l'association représentant les intérêts des personnes âgées (Ämiperas).

Question 0226 (17.4.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **protection de la jeunesse:**

Fin janvier 2014, une note intitulée «Le signalement», établie par les parquets de Luxembourg et de Diekirch en collaboration avec les inspecteurs d'arrondissement de l'école fondamentale, a été transmise aux enseignants de l'école fondamentale.

Cette note traite de l'interprétation à donner à certaines dispositions de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, à l'article 23 du Code d'instruction criminelle (obligation faite aux fonctionnaires et autres de renseigner le procureur d'État sur diverses infractions dont ils auraient connaissance), à l'article 410-1 du Code pénal (non-assistance à personne en danger) et à l'article 140 du Code pénal (entrave à la justice) et assiste les enseignantes et enseignants confrontés à une situation susceptible de relever de ces articles de loi.

Selon mes informations, certains enseignants se sentent néanmoins insuffisamment ou mal informés par cette note et ont, le cas échéant, des doutes sur l'attitude à adopter dans l'intérêt des enfants concernés voire dans leur propre intérêt.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ces informations de première importance aussi bien pour les élèves qui seraient malheureusement concernés, que pour les enseignants de ces élèves doivent être claires et permettre le moins d'interprétation possible?

- Envisagez-vous de compléter les informations véhiculées dans la note «Le signalement» par d'autres moyens? Si oui, lesquels et dans quels délais?

Réponse (2.5.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Début 2013, les parquets de Luxembourg et de Diekirch ont élaboré ensemble avec des représentants des inspecteurs d'arrondissement de l'école fondamentale une note sur la procédure à suivre en cas de suspicion de maltraitance d'enfants intitulée «Le signalement». La finalité de cette note était de rappeler la notion de l'enfant en danger au sens de l'article 7 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse[1] et de permettre ainsi la détection la plus précoce possible des enfants en danger afin de leur apporter l'aide dont ils ont besoin. L'autre finalité de la note était d'établir un contact direct entre les enseignants et les membres des parquets afin d'encourager les enseignants, en cas de doute, de se concerter avec les substituts en charge de la protection de la jeunesse sur les enfants à signaler et de leur permettre ainsi de se mettre, autant que possible, à l'abri de poursuites judiciaires à titre personnel au regard des dispositions diverses du Code pénal (non-assistance à personne en danger, entrave à la justice).

Il semblait important pour tous les intervenants de rappeler les textes légaux applicables, de donner des informations aussi précises que possibles sur des situations dans lesquelles un signalement s'impose ainsi que de fournir les coordonnées des personnes de contact notamment au niveau des parquets compétents en la matière. Cette note explique concrètement quelles données doivent comporter un signalement et relate la suite de la procédure tant au niveau de la Police grand-ducale qu'au niveau du parquet voire du Tribunal de la Jeunesse. À cette fin, la note sur le signalement était accompagnée par une note explicative sur le fonctionnement et les missions tant du parquet - protection de la jeunesse que du Tribunal de la Jeunesse.

Cette note a été présentée le 9 juillet 2013 par des représentants tant du parquet de Luxembourg que du procureur de Diekirch au sein du collège des inspecteurs d'arrondissement de l'école fondamentale, réunissant ainsi tous les inspecteurs du pays.

À la demande de ces inspecteurs, cette note a ensuite été expliquée en détail lors de plusieurs réunions entre des représentants du parquet - protection de la jeunesse et des présidents d'écoles en présence de leur inspecteur respectif. L'objectif était de mettre les présidents d'écoles en mesure de jouer un rôle de multiplicateur et de former par la suite les enseignants sur le terrain.

Une grande importance a été accordée au dialogue et les différents membres des parquets ont insisté sur la possibilité de les contacter personnellement en cas de question supplémentaire. Par conséquent, une liste comportant les noms, numéros de téléphone directs et adresses email de tous les membres des parquets qui s'occupent de la protection de la jeunesse ainsi que les numéros de téléphone des unités de la Police grand-ducale compétentes en la matière sont énumérés à la fin de la note.

À la suite de ces réunions, bon nombre d'enseignants ont d'ailleurs profité de la possibilité de contacter directement un substitut compétent en la matière.

Une nouvelle réunion entre les deux parquets ainsi que le collège des inspecteurs d'arrondissement de l'école fondamentale est prévue avant la fin de l'année scolaire 2013/2014 afin de faire le point sur les problèmes et/ou questions éventuelles qui auraient surgi en matière de signalement de mineurs en danger suite à la communication de la note.

Quant à la première question posée par Madame la Députée Josée Lorsché, il y a lieu de rappeler que cette note est uniquement destinée aux enseignants et aux adultes encadrant des mineurs dans le secteur éducatif.

La note intitulée «Le signalement» n'est qu'un rappel des textes législatif applicables et fournit un mode d'emploi concret quant aux modalités pratiques en vue d'un signalement aux autorités judiciaires.

La note fournit certes un certain nombre d'informations mais il est évidemment impossible de prévoir des instructions précises pour chaque hypothèse envisageable, le cas de chaque enfant étant unique. C'est précisément la raison pour laquelle les membres des parquets ont insisté sur la possibilité de les contacter directement afin de permettre aux enseignants de se concerter avec un magistrat compétent sur la marche à suivre dans une situation concrète.

Quant à la deuxième question, il y a lieu de soulever que cette note a été établie par les deux parquets ainsi que plusieurs inspecteurs d'arrondissement de l'école fondamentale. Le Ministère de la Justice n'est pas intervenu dans l'élaboration de cette note et ne peut par conséquent pas la compléter.

Par contre, un groupe de travail interministériel avec la participation de l'Alupse a.s.b.l., l'ORK - Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand et les deux parquets a été créé et s'est réuni pour la première fois le 30 avril 2014, afin de revoir une brochure éditée il y a plusieurs années par le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse intitulée «Les abus sexuels à enfants, Note d'informations n°1 du comité ad hoc 'Droits de l'enfant' - le signalement d'un doute d'abus sexuel sur un mineur à destination des professionnels des secteurs de l'éducation et de l'assistance sociale». Ce groupe s'est notamment donné comme mission d'établir des procédures applicables non seulement aux professionnels qui encadrent des mineurs mais à tout citoyen confronté à des mineurs victimes de maltraitance. La prochaine réunion de ce groupe de travail aura lieu le 19 mai 2014.

[1] Les mineurs qui «se soustraient habituellement à l'obligation scolaire, qui se livrent à la débauche, qui cherchent leurs ressources dans le jeu, dans les trafics, dans des occupations qui les exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité ou dont la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social ou moral se trouvent compromis»

Question 0228 (18.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**alimentation électrique du tramway:**

D'Madame Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg huet an engem Interview matgedeelt, datt den Tram géif ouni Caténaire gebaut ginn. Dës Décisioun hätt den Accord vum Ministère fir Infrastrukturen.

Doweinst wéilt ech dem Här Minister fir Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, datt den Tram soll ouni Caténairë gebaut ginn? Gëllt dëst fir de gesamte Projet oder nëmme fir en Deel vun der geplangter Streck?

2. Wéi vill Firme sinn am Ament um Marché, déi esou Gefierer an Infrastrukturen ubidden?

3. Ass d'Sécherheet vun de Foussgänger a Cyclistë garantéiert, wann dës esou Schinne kräizen?

4. Wéi ass et mat der Zouverlässegkeet vun esou Infrastrukturen, zum Beispill am Wanter oder bei vill Reen?

5. Ëm wéi vill géif duerch dës Décisioun den Tram méi deier? Wéi verdeele sech d'Méikäschten op d'Infrastrukture respektiv op d'Gefierer?

6. Wéi eng Auswierkungen hätt dës Décisioun op d'Dauer vum Chantier?

Réponse (4.6.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum 18. Abrëll 2014 vum honorabelen Deputéierten, Här Fernand Kartheiser, kann ech folgend Renseignementer ginn:

1. De Projet de loi vum Oktober 2013 gesäit eng Méiglechkeet vir, datt en Tram ouni Caténairë gebaut kéint ginn. Urspréinglech sollten d'Caténairen nëmmen op der Neier Bréck ewechgelooss ginn. Fir eng besser Integratioun an der Stad, an ënner Rücksicht op de Patrimoine historique, ass décidéiert ginn, den Tram op den 3,6 km tëschent der Gare an der Haltestell „Pont Rouge" ouni Caténairë fueren ze loossen.

2. Am Ament proposéiert eng Majoritéit vun den Hiersteller vun Tramsgefierer alternativ Léisungen, déi et erméiglechen, ouni Uewerleitungen ze fueren. Zwou Technike gi momentan dacks genotzt:

- Stroumaspeisung iwwer eng drëtt Schinn am Buedem

Déi drëtt Schinn läit tëschent deenen zwou Fuerschinnen an ass a Sektiounen ënnerdeelt, déi vuneneen isoléiert fonctionnéieren. Dëst sinn entweder Kontaktschinnen oder Induktiounsspullen.

Am éischte Fall ginn déi verschidde Schinnesektiounen automatesch eng no der anerer un- an ofgeschalt, wann den Tram driwwerfiert. Am zweete Fall erlaben d'Induktiounsspullen een direkten Energietransfert tëschent der drëtter Schinn an dem Gefier.

Momentan bidde méi Hiersteller dës zwou Alimentatiounsmethoden un.

- Stroumaspeisung aus Batterien am Tram

Dës Technologie erméiglecht et, déi fir de Fonctionnement vum Tram néideg Energie a Superkondensatoren um Daach vum Gefier ze späicheren.

Den Tram gëtt all Kéiers erëm opgelueden, wann en op den Haltestelle stoe bleift. Dëst geschitt am Laf vun 20 Sekonnen a gëtt „Biberonnage" genannt.

Déi gespäichert Energie erlaabt et, bis zu 1.500 Meter ze fueren ouni iergendeng Alimentatioun vu baussen. D'Majoritéit vun den Hiersteller kann hir Gefierer mat esou enger Technologie équipéieren.

Dës technesch Léisungen, déi ouni Uewerleitunge fonctionnéieren, si virun allem interessant, well si eng harmonesch Integratioun vum Tram an d'historescht Stadbild erlaben, ouni datt Poteauen an Uewerleitungen de Bléck verschampeléieren.

3. D'Sécherheet vun de Foussgänger a Cyclisten ass garantéiert, egal fir wéi eng technesch Léisung sech entscheet gëtt. Bei der Stroumaspeisung iwwer eng drëtt Schinn am Buedem, ass de System nëmmen aktiv, wa grad een Tram driwwerfiert. D'Luede vun der Energie geschitt ënnert dem Gefier an ass duerfir fir keen accessibel. Beim „Biberonnage" ass et ähnlech, well do gëtt nëmmen op den Haltestelle selwer gelueden.

4. Bei extreme Wiederkonditioune si fir all dës Systemer extra Prozedure virgesinn. Dës betreffe souwuel d'Organisatioun vum Wanterdéngscht ewéi d'Wiel vun den Entäisungsmëttel, déi benotzt kënne ginn. Dës Moossname si bei engem Tram ëmmer néideg, egal ob e mat Uewerleitung fiert oder net.

5. Bis elo ass de Liwwerant vun de Gefierer nach net bekannt, well d'Ausschreiwungsprozedur eréischt ufänkt, nodeems d'Finanzéierungsgesetz gestëmmt ass. Dofir sinn d'Käschten och nach net definéiert. Am Projet de loi, deen de 4. Oktober 2013 déposéiert ginn ass, gouf eng Zomm chiffréiert, fir d'Gefierer entspriechend auszerüsten an déi néideg Infrastrukturen ze realiséieren. Dës Zuel fousst op aneren europäesche Projeten.

Mat esou engem System kënne souguer Aspuerungen erwaart ginn, well manner Versuergungsleitungen an der Strooss ëmverluecht musse ginn a well keng Poteauen a keng Uewerleitunge gebraucht ginn.

6. Mat der Entscheedung fir esou ee System, géife verschidden Aarbechte manner laang daueren. Si wieren och méi einfach ze realiséieren, besonnesch wat d'Ëmverleeë vun de Versuergungsleitunge betrëfft. Duerfir géif et duerch de Schantje manner Problemer a Gefore ginn, absënns op de kriddelechen Abschnitter vun der Tramslinn.

Question 0229 (22.4.2014) de **MM. Lex Delles** et **Eugène Berger** *(DP)* concernant le **Centre d'éducation différenciée d'Esch-sur-Alzette:**

Suite au glissement de terre entre Esch-sur-Alzette et Mondercange, le Centre d'éducation différenciée d'Esch-sur-Alzette a dû être fermé. Le fonctionnement de l'éducation différenciée est actuellement assuré dans les locaux de l'école fondamentale de Lallange.

Partant nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Est-ce que le fonctionnement des ateliers pédagogiques sera assuré pour l'année scolaire 2014/2015? Quelle solution le ministère envisage-t-il pour le Centre d'éducation différenciée en question à court et à moyen terme?

Réponse (15.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Selon l'avis d'experts dont je dispose, les infrastructures du Centre d'éducation différenciée d'Esch-sur-Alzette n'ont pas été endommagées par le glissement de terrain et restent stables.

Actuellement les services compétents du Ministère du Développement durable et des Infrastructures procèdent à une remise en état de l'accès et des alentours du bâtiment.

Sauf imprévus majeurs, il est fort probable qu'à la rentrée 2014/2015, les cours reprendront au Centre d'éducation différenciée.

Question 0230 (23.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **décisions du tribunal de famille non respectées après un divorce:**

Bei Scheedunge kann et passéieren, datt d'Rechter vun de Kanner oder vun engem Elterendeel, esou wéi se vum Familljegeriicht festgehale goufen, net respektéiert ginn.

Doweinst wéilt ech dem Justizminister dës Froe stellen:

1. Zanter 2010, wéi vill Plaintë goufe pro Joer déposéiert wéinst der Verletzung vum Besuchsrecht (Non-représentation d'enfants)? Wéi eng Suitë, statistesch gesinn, haten dës Plainten?

2. Zanter 2010, wéi vill Plaintë goufe pro Joer déposéiert, well Kanner oder Famillje verlooss gi sinn (Abandon d'enfants ou de famille)? Wéi eng Suitë, statistesch gesinn, haten dës Plainten?

Réponse (23.5.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

1) Wat d'Verletzung vum Beruchsrecht (Non-représentation d'enfants) ugeet:

D'Zuele vum Parquet Lëtzebuerg:

Année judiciaire	Zuel vun den Dossieren	Uerteeler
2009-2010	127	3
2010-2011	210	6
2011-2012	262	5
2012-2013	309	2
2013-2014 (au 1.5)	211	0
Total:	1.119	16

Déi meescht Plaintë wéinst der Verletzung vum Besuchsrecht ginn an den éischte Méint vun der Trennung vun den Elteren déposéiert, dat heescht an enger Phas, an där d'Elteren oft nach a Konflikt sinn a Schwieregkeeten hunn, sech mat der Trennung an de Konsequenzen dovun ofzefannen.

Dat féiert dozou dass:

- an enger kuerzer Zäitspan déiselwecht Eltere vill Plaintë kënnen déposéieren,

- oft Plainten déposéiert ginn, well deen een Elterendeel d'Kanner ze spéit ofliwwert oder well d'Uerteeler falsch interpretéiert ginn an esou Mëssverständnisser entstinn.

D'Plaintë ginn den Elteren an dem Sujet no regroupéiert, soudass e regelméissege Suivi vum Werdegang vun der Situatioun vun der Koppel ka gemaach ginn.

Vu dass esou Affären och nach vun aneren Instanze behandelt ginn, wéi zum Beispill dem Scheedungsriichter oder dem Vormundschaftsriichter, an den Eltere Méiglechkeete vun enger sozialer Betreiung (Service Treff-Punkt, Mediatioun) zur Verfügung gestallt ginn, ass et meeschtens net néideg, op eng strofrechtlech Interventioun zréckzegräifen. Déi meescht Eltere fannen no enger éischter konfliktueller Phas e Modus Vivendi, deen awer weiderhi vun de Geriichter a vum Parquet suivéiert gëtt.

Falls eng Situatioun ausaarte sollt an d'kierperlech oder d'geeschteg Gesondheet vum Kand um Spill steet, da geet den Dossier un de Jugendriichter, deen, wann et muss sinn, nach aner Mesurë kann huelen (Suivi éducatif, Plazéierung vum Kand etc.).

D'Zuele vum Parquet Dikrech:

D'Zuel vun den enregistréierten Affären an dëser Matière beleeft sech op 113 Affaires de non-représentation d'enfants déi säit 2010 vum Parquet Dikrech enregistréiert goufen.

86 dovunner goufe sans suite klasséiert, well d'Infraktioun net genügend festgestallt gouf oder well eng Strofverfolgung ugesiichts vun den Emstänn vun der Affär net ubruecht war. Sechs Affäre sinn net an de Kompetenzberäich vum Parquet Dikrech gefall, zéng Uerteeler goufe gesprach an eelef Affäre sinn nach an der Untersuchungsphas.

2) Wat d'Affäre betrëfft, wou Kanner oder Familje verlooss gi sinn, wéi den honorabelen Här Deputéierten dat benennt (Abandon de famille, Infraktioun, déi am Artikel 392 bis vum Code pénal virgesinn ass):

D'Zuele vum Parquet Lëtzebuerg:

Année judiciaire	Zuel vun den Dossieren	Uerteeler
2009-2010	64	9
2010-2011	69	27
2011-2012	60	4
2012-2013	61	5
2013-2014 (au 1.5)	61	0
Total:	315	45

D'Plaintë fir Abandon de famille gi meeschtens eréischt dann déposéiert, wann zivilrechtlech Recoursen (z. B. Saisie op der Pai) näischt bruecht hunn.

An deene meeschte Fäll geet awer eng Interpellatioun vun der Police oder eng Verwarnung vum Parquet duer, fir dass d'Pension alimentaire bezuelt gëtt an d'Elteren en Arrangement fannen.

D'Zuele vum Parquet Dikrech:

Säit Ufank 2010 si 55 Affären enregistréiert ginn.

27 Affäre goufe sans suite klasséiert, siwen Uerteeler si gesprach ginn, a véier Affären ass den Domizil respektiv d'Résidence vum Auteur onbekannt, dräi Affäre sinn net an de Kompetenzberäich vum Parquet Dikrech gefall, aacht Affäre sinn an der Untersuchungsphas a sechs Affäre sinn unhängeg viru Geriicht.

Q76

Question 0231 (24.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rapport d'activité de la Police grand-ducale:**

Bei der Presentatioun vum Aktivitéitsrapport vun der Police ginn déi wichtegst Donnéeën a Form vun eng Powerpoint-Presentatioun resuméiert. En Dokument, wat och duerno public gemaach gëtt.

Et fält op, datt an der Presentatioun vum Joer 2012, op der Säit 7, déi identifizéiert Auteuren ënner anerem der Nationalitéit no (Lëtzebuerger, Netlëtzebuerger) an dem Wunnsëtz no (Résidenten an Netrésidenten) opgeschlësselt sinn. Dëst Diapositiv feelt an der Presentatioun vum Joer 2013.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wisou feelt d'Opdeelung no Nationalitéit a Wunnsëtz bei der Presentatioun vum Aktivitéitsrapport vun der Police fir d'Joer 2013?

2. Geet dëst op eng politesch Décisioun zréck?

Réponse (27.5.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

D'Pressekonferenz iwwert d'Statistiken 2013 ass op Invitatioun vum Policedirekter gehale ginn. D'Police huet bei der Presentatioun hir Standardmasken, déi am meeschte representativ sinn, publizéiert.

Déi Jore virdrun huet de Minister dës Pressekonferenze gemaach an d'Zuele si méi détailléiert publizéiert ginn. Et gëtt also keng politesch, mä eng reng technesch Erklärung fir d'Publikatioun 2013.

Question 0232 (24.4.2014) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **système de contrôle de trafic aérien harmonisé «ciel unique»:**

La Commission européenne prévoit d'instaurer un système de contrôle de trafic aérien harmonisé et coordonné à l'échelle européenne, le «ciel unique». Deux paquets législatifs ont déjà été votés dans la dernière décennie, qui ont notamment abouti à créer neuf blocs d'espace aérien, où les autorités nationales de contrôle aérien sont censées travailler ensemble. Le Luxembourg fait ainsi partie d'une zone où figurent l'Allemagne, la France, la Belgique et les Pays-Bas. La date limite pour la mise en œuvre de ces blocs avait été fixée au 4 décembre 2012. Or, ces blocs restent pour le moment très largement inopérants.

Une mise en demeure a ainsi été adressée récemment par la Commission au Luxembourg, mais aussi à la France, à la Belgique, à l'Allemagne et aux Pays-Bas. Le Gouvernement luxembourgeois dispose à présent de deux mois pour répondre. S'il n'est pas satisfait par la réponse, l'exécutif européen pourra décider de poursuivre la procédure d'infraction, qui pourrait in fine aboutir à de lourdes amendes infligées par la Cour de justice de l'UE.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelle est l'état d'avancement de la mise en œuvre du bloc d'espace aérien dont le Luxembourg fait partie?

- Quelles sont les mesures entreprises par les pays concernés et notamment le Gouvernement luxembourgeois afin de répondre aux exigences de la Commission européenne?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse aux questions de l'honorable Député Roger Negri, il y a lieu de préciser que les informations, dont il fait état, ne sauraient pas simplement trouver ma confirmation.

S'il est certes vrai que la Commission européenne vient de lancer une procédure d'infraction contre cinq des six États membres du FABEC (Functional Airspace Block Europe Central), la Suisse ne pouvant pas être soumise à cette procédure, le Gouvernement est d'avis qu'on ne saurait parler d'une absence totale de mise en place du FABEC.

La Commission européenne insiste sur une mise en place rapide des FABs alors que la réglementation à la base de leur création est lacunaire, sujette à interprétations et ignore certaines réalités sociales et économiques. De nombreux États membres se sont rapidement vus confrontés à des discussions d'ordre social paralysant toute discussion dans le dossier. À l'heure actuelle, les discussions autour de la mise en place effective du FABEC continuent, mais il ne saurait être question de bâcler les discussions alors que des emplois dans les autres États membres sont en jeu.

Il est cependant important de relever que l'État luxembourgeois n'a pas de reproches à se faire, +ment de son espace aérien endéans des frontières nationales et qu'il est un modèle de coopération transfrontalière en matière de navigation aérienne.

Question 0233 (24.4.2014) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN):**

D'après le rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), il y a eu sept incidents du niveau 1 à la centrale nucléaire de Cattenom en 2013. Dans son rapport, l'ASN évoque également des problèmes au niveau de la maintenance du site et des faiblesses en matière de protection du personnel de la centrale nucléaire, notamment au niveau de la protection antiatomique.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur et Mesdames les Ministres:

1) Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été informé des résultats par les autorités françaises?

2) Suite à la publication du rapport de l'ASN, une concertation avec les responsables politiques de la Grande Région est-elle prévue?

3) Quelles autres démarches le Gouvernement luxembourgeois compte-t-il prendre en la matière?

Réponse commune (16.5.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La question parlementaire de l'honorable Député Roger Negri a pour objet le rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et les conclusions que le Luxembourg compte en tirer.

Ad 1)

Depuis sa création en 2006, l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) transmet chaque année son rapport annuel à ses homologues luxembourgeois en tant qu'autorité indépendante. Le rapport de l'ASN sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2013 a été présenté en France le 15 avril 2014. Il est intégralement accessible sur le site Internet de l'ASN (www.asn.fr).

Les détails de ce rapport en ce qui concerne la centrale de Cattenom, font tous les ans l'objet de discussions et d'échanges dans le cadre des réunions de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire. Lors de la dernière rencontre, le 15 janvier 2014 à Paris, l'ASN a présenté les principaux événements survenus durant l'année 2013, dont la fuite d'acide chlorhydrique en juillet 2013 et l'extraction inappropriée de grappes de commande en septembre 2013.

D'une façon générale, les rapports annuels donnent un bon aperçu sur les sujets d'actualité lié à la sûreté et la radioprotection des centrales. Les rencontres bilatérales et les lettres d'inspections, qui elles aussi sont publiques en France, permettent à rentrer davantage dans les détails techniques.

Le constat du rapport annuel, qui se lit comme suit: «Le site de Cattenom reste, en 2013, en retrait par rapport au reste du parc nucléaire d'EDF en matière de radioprotection», concerne des écarts récurrents concernant les activités réalisées par les prestataires en radioprotection et une absence de mise en œuvre de la fonction de contrôle global des règles de prévention des risques au niveau de la centrale. Est visée par cette critique de l'ASN la protection des travailleurs sur le site de Cattenom. Des écarts ont par exemple été constatés en matière de la signalisation adaptée de certains «points chauds» et de certaines zones à risque de contamination, ainsi qu'au principe ALARA (aussi bas que raisonnablement possible) dans la préparation et la réalisation des interventions.

Au vu de ces constats, l'ASN a imposé à EDF un plan d'action visant, d'une part, à corriger durablement les écarts relevés et, d'autre part, à améliorer significativement dans un délai d'un ans, la radioprotection des travailleurs et la maîtrise de la propreté radiologique des locaux, ainsi qu'à maintenir ce niveau durablement.

Ad 2)

Le 20 avril 2011 s'est tenu à Metz un sommet extraordinaire des chefs des exécutifs de la Grande Région sur la sécurité des centrales nucléaires de la Grande Région en général et des installations de Cattenom en particulier. Le Premier Ministre et le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ont assisté aux travaux du sommet.

Lors de la 3e réunion de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière le 19 mars 2013, celle-ci a salué la tenue régulière de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire (la dernière s'est tenue le 15 janvier 2014) ainsi que les «Exercices nucléaires 3 en 1» à l'échelle de la Grande Région qui permettent une optimisation de la coopération entre les cellules de crise, une amélioration des mesures d'urgence et un perfectionnement de la gestion commune des crises.

Le Gouvernement luxembourgeois a remercié le partenaire français concernant l'adhésion effective des entités partenaires de la Grande Région en tant qu'observateurs à la Commission locale d'information (CLI) dans le cadre des activités de la centrale électronucléaire de Cattenom. Pour rappel, le Luxembourg y est représenté par le Haut-Commissaire à la Protection nationale et par le Syvicol.

À cette occasion, le Luxembourg a fait part de sa préoccupation concernant une éventuelle prolongation de la durée d'exploitation de la centrale au-delà de 40 ans, du fait de la proximité de Cattenom avec la frontière luxembourgeoise. Cette préoccupation ayant par ailleurs été également officiellement exprimée lors de l'entrevue avec la Ministre française de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, le 6 mars 2013 à Paris, à laquelle ont participé le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de la Santé et le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures ainsi que des députés luxembourgeois et des membres du Comité d'action contre Cattenom, représentant la société civile.

La Partie française s'est engagée à associer étroitement la Partie luxembourgeoise aux différentes inspections et réunions d'experts relatives à la sûreté de Cattenom et que toute information touchant la sûreté de la centrale continue à être communiquée en temps réel.

Le 17 mars 2014 s'est tenue à Trèves, en présence du Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, une réunion sectorielle concernant le domaine de l'énergie dans la Grande Région. À cette occasion, le Gouvernement luxembourgeois a insisté sur la proximité immédiate du CNPE de Cattenom de la frontière franco-luxembourgeoise et des conséquences existentielles pour l'État luxembourgeois que pourrait entraîner un accident grave sur le site du Centre nucléaire de Cattenom.

La question relative à Cattenom demeure à l'ordre du jour du Sommet de la Grande Région, notamment sous la présidence actuelle du Land de Rhénanie-Palatinat.

Ad 3)

Au cours des trois années qui ont suivi l'accident nucléaire au Japon, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé dans une multitude d'actions visant la fermeture de Cattenom et a pointé la nécessité d'améliorer la sûreté de cette dernière. Comme mentionné ci-dessus, les concertations dans la Grande Région avec notamment la Rhénanie-Palatinat et la Sarre sont fréquentes.

Par ailleurs, le Gouvernement luxembourgeois continue d'une part à insister pour être associé aux décisions prises en relation avec la centrale de Cattenom et d'autre part à contribuer à un changement des principes du droit nucléaire.

Concernant le premier point, il y a lieu de citer l'invitation de l'ASN à l'adresse de la Division de la radioprotection du Ministère de la Santé à participer à des inspections à Cattenom comme observateur et la nomination probable en 2014 d'un expert luxembourgeois au groupe d'experts qui consultent l'ASN dans les questions technique et scientifique de sûreté des réacteurs nucléaires.

En ce qui concerne le deuxième point, et malgré les réticences qui existent dans de nombreux pays contre toute initiative visant à réduire la souveraineté nationale en la matière, un certain progrès concernant un droit de regard élargi a pu être noté. Ainsi, il y a lieu de citer dans ce contexte le travail de la délégation luxembourgeoise dans le cadre de la Convention sur la sûreté nucléaire qui permet au

Luxembourg de participer à des revues des programmes nationaux de sûreté nucléaire. En 2013, un groupe de travail, présidé par le Luxembourg, a élaboré des propositions afin de renforcer les mécanismes de revue de la Convention. Ces propositions ont été adoptées par les 76 parties contractantes en début avril 2014 à Vienne.

En Europe, les négociations sur des amendements de la directive sur la sûreté nucléaire sont en cours. La délégation luxembourgeoise s'y engage pour un système solide de revues thématiques entre les pays et de concertations transfrontalières obligatoires en la matière.

Finalement, le Gouvernement maintient les arguments avancés lors de la rencontre précitée du 6 mars 2013 entre la mission diplomatique luxembourgeoise et la Ministre française de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

Le Luxembourg poursuivra les démarches auprès des autorités françaises dans le but de la fermeture de la centrale de Cattenom.

Les Ministres ont salué les échanges constructifs avec les autorités françaises pour toutes les questions liées à la sûreté nucléaire. Elles ont néanmoins suggéré d'améliorer, voire de renforcer la communication dans les domaines des impacts environnementaux, en l'occurrence, les rejets non radioactifs dans l'eau, les rejets thermiques et les rejets atmosphériques et proposé une entrevue au Ministre afin de s'échanger bilatéralement sur la problématique.

Question 0234 (23.4.2014) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **société américaine Netflix:**

Le groupe américain de vidéo en ligne Netflix, en plein essor économique, détient son siège européen au Luxembourg depuis 2011. Dans le cadre des nouvelles réglementations dans le commerce électronique attendues pour l'année 2015, le journal «paperJam» estimait récemment que la société pourrait quitter le Luxembourg pour des raisons de surcharges fiscales. La presse française nous apprend actuellement que la société américaine aurait décidé de se lancer en France via le Luxembourg en raison d'une réglementation française trop contraignante.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement peut-il nous renseigner sur l'état officiel en ce qui concerne l'avenir de la société Netflix au Luxembourg?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au maintien du siège de la société Netflix sur le territoire luxembourgeois et à un lancement de ses activités au Luxembourg?

- Le cas échéant, quelle stratégie le Gouvernement entend-il mettre en œuvre afin de maintenir le siège européen de la société Netflix au Luxembourg et d'y promouvoir également son lancement?

- De manière générale, par quels moyens le Gouvernement envisage-t-il encourager à l'avenir des entreprises actives dans le secteur des TIC à s'établir au Luxembourg?

Réponse commune (20.5.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Netflix, entreprise américaine de vidéo en ligne, s'est établie au Luxembourg en juillet 2011, afin d'entamer le développement de ses activités en Europe. Elle tombe, en vertu de la directive «Services de médias audiovisuels», sous compétence luxembourgeoise en ce qui concerne le respect des règles imposées par le cadre réglementaire audiovisuel, notamment les règles relatives à la protection des mineurs et à la promotion des œuvres européennes, et ceci aussi longtemps que Netflix a son siège européen au Luxembourg. À ce titre, les autorités luxembourgeoises sont en discussions régulières avec Netflix pour l'encourager à œuvrer davantage en faveur de la promotion d'œuvres européennes.

Netflix a commencé par offrir ses services au Royaume-Uni et en Irlande (janvier 2012), pour les étendre ensuite aux pays scandinaves (octobre 2012) et aux Pays-Bas (septembre 2013), poursuivant ainsi une stratégie consistant à procéder par étapes, pays par pays, dans l'expansion de ses activités européennes.

Le développement géographique et la priorisation des marchés ciblés fait partie des décisions opérationnelles stratégiques d'une entreprise. La question d'un lancement du service Netflix au Luxembourg a été soulevée par le Gouvernement et discutée avec la société. S'il appartient à la société de communiquer en temps voulu sur les prochains marchés éventuels qu'elle vise et le calendrier y relatif, le Gouvernement est néanmoins confiant que le Luxembourg devrait figurer parmi les prochains pays de lancement de l'offre Netflix.

Quant à l'avenir du siège européen de la société Netflix au Luxembourg, le Gouvernement a été informé par la société de son intention de transférer ses quartiers généraux aux Pays-Bas pour la prochaine phase de son expansion en Europe, avec un calendrier prévisionnel pour le transfert fixé au début de l'année 2015.

Dans tous les contacts réguliers que le Gouvernement a, ou a eus, avec les entreprises du commerce électronique, tant dans la phase se situant avant leur établissement (si de tels contacts ont eu lieu) qu'une fois l'établissement au Luxembourg réalisé, le Gouvernement souligne toujours l'importance d'établir au pays une présence opérationnelle stable et n'a de cesse de mettre en avant les avantages que le Luxembourg peut faire valoir face à ces entreprises, notamment les atouts du pays en matière d'infrastructure technologique, le cadre réglementaire adapté à la société de l'information, les compétences pointues en matière d'innovation technologique dans certains domaines spécifiques, etc., qui ont été développés au cours des dernières années pour créer un cadre attrayant et propice au développement de sociétés innovantes du commerce électronique. Pour certaines de ces entreprises, ces arguments sont convaincants et elles développent activement leurs activités ou certains pans de leurs activités au pays. D'autres, que ce soit en fonction de leur modèle d'affaires, de la nature des services qu'elles offrent, des compétences humaines dont elles ont besoin, ou même parfois pour des raisons de préférences personnelles, décident de ne pas se développer davantage au pays. Pour celles d'entre elles qui ont opté pour le Luxembourg principalement pour des raisons de fiscalité indirecte et qui n'ont pas voulu explorer d'autres opportunités, l'horizon 2015 devrait logiquement les mener à reconsidérer à terme leur établissement au Luxembourg. Ceci est un fait connu du Gouvernement depuis le début du développement du secteur.

Le Gouvernement s'attèle à soutenir les entreprises qui croient au Luxembourg et qui veulent y développer leurs activités, qu'elles soient nationales ou étrangères. Il appartient à chaque entreprise d'évaluer, pour son compte, si le choix du Grand-Duché lui convient ou non, et de communiquer, en cas de changement de stratégie, son choix.

Question 0235 (25.4.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **cours d'appui:**

Le plan d'encadrement périscolaire (PEP), dont le règlement grand-ducal a été publié le 28 mars 2012, a pour objectif d'inciter la coopération entre les communes, les écoles et les structures assurant l'accueil socio-éducatif afin d'offrir un cadre éducatif cohérent.

L'article 3 du règlement grand-ducal du 12 mars 2012 relatif (…) à l'encadrement périscolaire énumère, parmi les prestations indispensables, «l'aide aux devoirs à domicile». Il précise plus loin que «cette aide aux devoirs à domicile relève du champ d'application de l'enseignement fondamental et peut être prestée sous forme d'appui pédagogique».

Il semblerait que certaines communes aient des difficultés à interpréter cet article et à mettre en œuvre cette disposition.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Les cours d'appui doivent-ils avoir lieu en dehors des heures de classe obligatoires?

- Les cours d'appui font-ils partie de la tâche des instituteurs?

- La commune peut-elle exiger des instituteurs d'assurer ces cours d'appui en dehors des heures de cours obligatoires?

Réponse (15.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée au sujet de l'aide aux devoirs à domicile dans le cadre du plan d'encadrement périscolaire, je souhaite apporter les précisions suivantes quant à l'interprétation de l'article 3 du règlement grand-ducal du 16 mars 2012 relatif à l'organisation du plan d'encadrement périscolaire:

Le règlement grand-ducal du 16 mars 2012 relatif (…) a, entre autres, pour objectif de clarifier les rôles respectifs de l'école et des structures d'éducation et d'accueil, les missions des enseignants et du personnel des structures d'éducation et d'accueil dans le contexte des devoirs à domicile qui sont l'interface («Schnittstelle») «par excellence» entre l'école et les structures d'éducation et d'accueil.

L'article 3 (points 3 et 4) dudit règlement définit ce que sont les études surveillées et ce qu'est une aide aux devoirs à domicile, car il y a lieu de faire la distinction entre les devoirs que les enfants sont à même de réaliser de manière autonome et les devoirs que les enfants ne sont pas à même d'exécuter sans le soutien d'autrui ou d'une intervention pédagogique ou didactique ciblée en cas de difficultés spécifiques.

L'article 3 précise:

- Les études surveillées consistent à offrir aux enfants un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal.

- L'aide aux devoirs à domicile consiste à soutenir un enfant qui ne réussit pas à faire ses devoirs de façon autonome. Cette aide aux devoirs à domicile relève du champ d'application de l'enseignement fondamental et peut être prestée sous forme d'appui pédagogique.

Dans le cadre de l'organisation du PEP, il y a lieu d'analyser ensemble les besoins de tous les partenaires impliqués et surtout des besoins des enfants et des familles.

Il s'agit de voir ensemble si le cadre est donné pour permettre aux enfants de faire leurs devoirs à domicile dans un environnement calme, où ils peuvent recourir à la documentation nécessaire (dictionnaires, atlas, accès Internet, bibliothèque,…) et où un adulte est disponible pour les encadrer le cas échéant.

Il s'agit également d'assurer que les mesures spécifiques de soutien pour les enfants qui ont un besoin de remédiation dans une matière particulière ou qui présentent un retard dans le développement de certaines compétences, soient organisées dans le cadre de l'appui pédagogique et de manière à respecter les horaires et les besoins des enfants et des familles.

En ce qui concerne les questions relatives à l'appui pédagogique:

Les cours d'appui pédagogique sont prévus dans la tâche de l'enseignant (article 4, chapitre III de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental) et sont de 54 heures par an ou d'1,5 heure par semaine. Ces heures peuvent être réparties de manière flexible sur l'année scolaire, elles peuvent avoir lieu durant les horaires scolaires ou en dehors.

C'est l'équipe pédagogique du cycle qui organise les horaires, qui décide quels élèves font partie du groupe d'apprentissage, quels objectifs sont déterminés et quelle sera la nature des activités proposées.

Question 0236 (25.4.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **refus d'autorisation du vol entre Luxembourg et Zhengzhou:**

Comme le relate la presse écrite de ce jour, le premier vol depuis le début du partenariat entre Cargolux et HNCA aurait dû partir hier soir du Findel en direction de l'aéroport international de Zhengzhou. En rachetant les parts de Cargolux de l'État luxembourgeois, la compagnie chinoise est devenue actionnaire à hauteur de 35%. Afin de célébrer l'événement d'inauguration du partenariat entre les deux compagnies aériennes de fret, une délégation du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le directeur général de Cargolux ainsi que la presse ont été dépêchés en Chine. Or, quelques heures avant le décollage, Cargolux ne s'est pas vue octroyer l'autorisation de vol par son homologue chinois.

Selon une source de radio, la raison de l'annulation relève du fait que le droit de vol n'était pas disponible. En effet, pour les vols via la Chine, une demande d'autorisation doit être déposée au moins 25 jours au préalable. La Direction luxembourgeoise de l'Aviation civile aurait décidé début avril de demander sept autorisations de vol régulier au lieu de deux initialement prévues. Les experts auraient par ailleurs averti les autorités luxembourgeoises d'un délai trop serré pour pouvoir faire cette nouvelle demande. L'autorisation de vol de hier soir n'étant pas disponible en ce début de semaine, une demande d'urgence aurait été faite. Cette procédure nécessiterait cependant sept jours de délai selon les experts.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Ministre peut-il m'expliquer pour quelles raisons cette demande d'autorisation n'a pas été réalisée conformément aux réglementations en place et contrôlée au préalable et de manière adéquate par le Ministère compétent, alors qu'une délégation de ce dernier a déjà été envoyée en Chine?

- Quel impact financier cette annulation aura-t-elle sur le budget de l'État et qui couvrira les coûts engendrés?

Réponse (8.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Marc Spautz concerne le refus d'autorisation du vol inaugural Cargolux entre Luxembourg et Zhengzhou.

1. Sur base des arrangements bilatéraux en place entre la Chine et le Luxembourg (Operational Provisions - Memorandum of Understanding d'octobre 2012) il incombe à l'opérateur désigné i. e. Cargolux de faire la demande de pouvoir ajouter des destinations supplémentaires dans le cadre des fréquences/droits de trafic existants. Il importe de mentionner que le Memorandum of Understanding prévoit que deux destinations supplémentaires en Chine (hormis Beijing, Shanghai, Xiamen et Chongqing) peuvent être choisies librement par l'opérateur désigné («at the discretion of the Luxembourg side») avec un maximum de sept vols par semaine. La Direction de l'Aviation civile a, tel qu'il est d'usage avec la Chine, confirmé son approbation et son soutien de ce choix de Cargolux en envoyant une lettre de soutien à l'aviation civile chinoise.

La première lettre de soutien a été envoyée par la Direction de l'Aviation civile le 27 mars 2014, pour une opération de deux vols par semaine suite à une demande effectuée par Cargolux le 21 mars 2014.

Vu le fait, selon Cargolux, qu'il semble exister un délai de plus ou moins quatre semaines pour avoir une telle autorisation, la demande initiale de Cargolux, soutenue par la Direction de l'Aviation civile, a été faite dans un délai raisonnable.

Puis Cargolux a procédé à une modification de cette demande auprès des autorités chinoises le 1er avril 2014 pour une opération de sept vols par semaine pour laquelle, à la demande de Cargolux, la Direction de l'Aviation civile a également envoyé par la suite un courrier de soutien tenant compte de cette modification le 7 avril 2014.

Par conséquent les services concernés du Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'ont enfreint aucune réglementation leur applicable en la matière.

2. Il résulte de ce qui précède que cette annulation n'aura aucun impact financier sur le budget de l'État.

Question 0237 (25.4.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **manifestation d'élèves contre la réforme des bourses scolaires:**

L'édition online du quotidien «Luxemburger Wort» relate ce matin dans un article que certains élèves qui ont voulu participer à la grève auraient fait l'objet de tentatives de chantage de la part de leurs régents de classe, voire de leur direction d'établissement scolaire. Ainsi, des professeurs auraient tenté de dissuader des élèves de participer à la manifestation. On cite notamment dans cet article «l'Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg luxembourgeois» (UNEL) qui affirme que «des élèves ainsi que des parents nous ont fait part du fait que dans plusieurs établissements, les directions ainsi que des régents de classe ont souligné que toute participation à la grève serait sanctionnée par une absence non excusée» et que «dans d'autres cas, des élèves, surtout dans les classes des cycles inférieurs, ont été qualifiés de suiveurs ignorants en voulant participer à une grève dont ils ignorent le contenu politique». De plus, dans certains lycées, les élèves n'auraient pas du tout été informés de la possibilité de s'inscrire sur les listes pour être excusés ou bien les listes n'étaient accessibles que pour quelques heures seulement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Ces allégations relatées dans la presse d'aujourd'hui correspondent-elles à la réalité?

- Le cas échéant, de quelle manière le Ministre envisage-t-il réagir à de telles «tentatives de chantage» qui correspondent à une violation flagrante de la liberté d'expression?

Réponse (23.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Il n'a jamais été dans mon intention d'interdire aux élèves des lycées d'assister à la manifestation respectivement de chicaner ceux désirant y participer. Mon souci était que les élèves soient bien conscients du motif de la manifestation, c'est pourquoi j'ai fait un appel aux lycées pour qu'ils en informent leurs élèves.

De par son sujet, la manifestation s'est adressée plutôt aux élèves des cycles supérieurs. Sous cet aspect, les lycées ont essayé de limiter les absences dans le cycle inférieur afin de pouvoir assurer un déroulement normal des cours, et ce dans l'intérêt de ces élèves.

Il faut noter que les élèves du cycle inférieur sont des mineurs et qu'une demande de congé pour pouvoir participer à cette manifestation doit émaner des parents ou du tuteur de l'enfant. L'école ne peut pas assumer la responsabilité pour une manifestation qui se déroule en dehors de son enceinte.

Aucune plainte qu'un élève majeur ou un élève mineur, muni de l'accord des parents, ait été sanctionné par une absence non excusée ne m'est parvenue. Les représentants de l'UNEL ont parlé de «plusieurs cas préoccupants de répression et de tentatives d'intimidation contre des lycéens et lycéennes». J'ai demandé à l'UNEL de concrétiser ces reproches en m'indiquant au moins les lycées concernés; jusqu'à présent je n'ai pas eu de réponse.

Les élèves des lycées se sentaient libres de participer à la manifestation et la gestion y afférente s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans le respect des droits et devoirs des personnes concernées.

Question 0238 (25.4.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**information des concernés en cas de symptômes d'une maladie contagieuse dans l'enseignement fondamental:**

Dans le contexte de l'apparition de certains cas de gale dans des classes de l'école fondamentale du Grand-Duché de Luxembourg, les responsables de la médecine scolaire étaient tenus de limiter les informations concernant les premiers symptômes de la maladie, les mesures à prendre en cas d'apparition de ces symptômes ainsi que les mesures à prendre au niveau de l'hygiène et du traitement médical aux seuls parents d'élèves de la classe dans laquelle un ou plusieurs élèves étaient atteints de ladite maladie.

Compte tenu du fait que les élèves d'un même cycle sont souvent regroupés de façon variable selon leurs compétences, intérêts et besoins spécifiques, la fréquentation d'une seule classe est devenue l'exception. En outre, les élèves de différentes classes peuvent être en contact régulier, entre autres lors des cours d'éducation physique, des récréations ou des excursions scolaires.

Considérant cette réalité, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'en général les informations relatives à une maladie contagieuse et à déclaration obligatoire devraient être transmises à tous les parents d'élèves et enseignants du bâtiment scolaire concerné?

2. Les mêmes informations ne devraient-elles pas être transmises aux parents dont l'enfant fréquente une maison relais ou une autre structure périscolaire ainsi qu'au personnel éducatif au cas où une telle maladie a été détectée auprès d'un ou de plusieurs enfants y inscrits?

Réponse (27.5.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La gale ne constitue pas une maladie infectieuse à déclaration obligatoire suivant le règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 portant désignation des maladies infectieuses ou transmissibles sujettes à déclaration obligatoire.

Il existe néanmoins pour toute maladie infectieuse pouvant affecter les enfants respectivement les collectivités de leurs milieux de vie, des recommandations de mesures de lutte et de prévention contre leur propagation, élaborées par des autorités sanitaires internationales. Ces recommandations se basent sur les caractéristiques biologiques et infectieuses de l'agent pathogène et, par conséquent, sont différentes d'une maladie à une autre.

En ce qui concerne la gale, les recommandations en application dans notre pays sont celles propagées notamment par le «Center of Disease Control» (CDC), États-Unis d'Amérique, le Robert Koch-Institut (RKI), Allemagne, et le Haut Conseil de la santé publique, France. En cas de survenance de gale dans une collectivité accueillant des enfants ou des adolescents, ces recommandations sont implémentées de manière concertée et en étroite collaboration entre les services respectivement compétents de la Direction de la Santé, à savoir l'Inspection sanitaire et la Division de la Médecine scolaire, et plus particulièrement les équipes médico-scolaires affectées aux écoles et lycées concernés.

La gale étant une parasitose cutanée, la transmission est strictement interhumaine par étroit contact de «peau à peau». Les facteurs qui favorisent la transmission sont les contacts physiques rapprochés et prolongés. Dans certaines collectivités, telles que maisons de soins ou crèches, les personnes qui transmettent le parasite sont souvent les soignants qui s'occupent des soins corporels des personnes qui leur sont confiées. Par contre, les transmissions par voie «indirecte», telles que l'usage du même lit, de serviettes de bains, sont possibles, mais selon les évidences scientifiques pourtant assez rares, sauf dans les cas de gales profuses. En cas de gale, il est impératif de traiter toutes les personnes d'une même famille, ainsi que toutes les personnes ayant eu des contacts corporels.

L'entourage d'un enfant infecté, qui est à traiter, respectivement à surveiller, est identifié également sur cette base; à savoir l'enfant et sa famille, notamment sa fratrie et ses ami(e)s, ainsi que toutes les personnes ayant pu avoir un contact étroit.

Les milieux de vie qui sont avertis sont les suivants: l'enseignant/e de la classe concernée respectivement des classes que l'enfant infecté fréquente, les responsables de son infrastructure d'accueil et, au besoin, ceux en charge d'activités de loisirs ou de sport. Les parents de la classe concernée sont avertis, alors que dans le cas de la gale, il n'est pas nécessaire d'informer l'ensemble du personnel du bâtiment scolaire, ni d'ailleurs tous les parents d'élèves fréquentant ce bâtiment.

Les experts constatent depuis quelques années une certaine recrudescence de la gale. Toutefois, l'évidence est que la gale est ubiquitaire. Elle est présente partout dans le monde, ne se transmet que d'une manière interhumaine et a survécu depuis l'ère des temps.

La gale, comme les poux par ailleurs, sont des parasitoses désagréables qui peuvent toucher tout le monde. Même si ces parasitoses ne causent pas de maladies graves, elles constituent toutefois un grand pouvoir de stigmatisation.

Question 0239 (25.4.2014) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques:**

Selon mes informations, Enovos et Creos auraient revu à la baisse la rémunération des producteurs d'électricité privés ayant recours à des installations photovoltaïques. Après avoir constaté une erreur d'interprétation de la réglementation sur l'énergie solaire, les deux entreprises Enovos et Creos auraient adressé à une centaine de producteurs d'énergie une lettre recommandée pour les informer d'une baisse de la rémunération de leurs mini centrales photovoltaïques à hauteur de 4 cents par kWh, ceci avec effet au 31 mars 2014.

Il est évident qu'un tel changement a de lourdes conséquences sur le calcul de la rentabilité de ces installations.

Vu que l'État est directement ou indirectement actionnaire dans les sociétés en question, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame, Monsieur les Ministres:

- Madame, Monsieur les Ministres, en quoi consiste exactement l'erreur d'interprétation invoquée par Creos et Enovos pour justifier cette révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques?

- Est-ce que cette façon de procéder est légale, vu qu'entre producteurs et les sociétés en question un contrat garantit un prix stable et fixe pour l'électricité produite?

Réponse commune (3.6.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant la révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

Les responsables de Creos Luxembourg s.a. (ci-après «Creos») nous ont informés d'avoir établi des contrats non conformes à certaines dispositions du règlement grand-ducal modifié du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables (ci-après «Règlement de 2008»). Selon les informations de Creos, les contrats concernent majoritairement des installations visant des extensions de centrales photovoltaïques existantes qui ont été classées dans de fausses catégories de tarification et ont ainsi bénéficié de rémunérations injustifiées.

Cette classification erronée résulte principalement du fait que chaque installation a été considérée individuellement par Creos, tandis que le Règlement de 2008 prévoit que l'ensemble des installations raccordées à un même point de raccordement sont à considérer comme une seule et même centrale. Le tarif d'injection aurait donc dû s'apprécier par rapport à la puissance totale de la centrale et non pas par installation. À noter que bon nombre de centrales ont été volontairement scindées en plusieurs centrales inférieures ou égales à 30 kW pour pouvoir bénéficier du tarif d'injection plus élevé.

Avec la suppression depuis début 2013 de la rémunération des installations dépassant une puissance installée de 30 kW, la question sur l'application correcte dans le temps du Règlement de 2008 s'est posée. L'Institut luxembourgeois de régulation, dans son rôle de gestionnaire du mécanisme de compensation, s'est vu contraint de veiller à une application cohérente de la réglementation par tous les gestionnaires de réseau. De ce fait, en mars 2013, une note interprétative a été élaborée en concertation avec les services responsables du Ministère de l'Économie.

Sur base des informations recueillies auprès de Creos, cette note interprétative a mené Creos à revoir les contrats conclus sur base du Règlement de 2008. Une analyse détaillée des différents dossiers concernés a mis en évidence un certain nombre d'incohérences parmi les contrats conclus, incohérences auxquelles Creos a remédié moyennant des avenants. Suite à une nouvelle analyse des différents cas de figure concernés par les avenants, Creos a confirmé qu'un certain nombre de contrats ne sont effectivement pas conformes au Règlement de 2008 et à ladite note interprétative alors que d'autres contrats, qui n'étaient pas explicitement visés par ladite note interprétative, avaient indûment fait l'objet d'un courrier de rectification. Ces derniers cas concernent des installations raccordées à des points de raccordement auxquels des installations photovoltaïques étaient déjà raccordées avant le 1er janvier 2008, date de l'entrée en vigueur du Règlement de 2008. De telles installations ne sont ni visées par le Règlement de 2008, ni par la note interprétative. Afin de clarifier la situation de ces centrales, il a été procédé à un ajout à la note interprétative prémentionnée.

Sur base de cet ajout, Creos nous a informés que sur le nombre total des 173 installations concernées, 64 dossiers ne seront plus concernés par les courriers de rectification et qu'ils en seront informés par Creos à courte échéance. Pour ce qui est des autres dossiers, nous estimons que Creos a correctement adressé des courriers de rectification dans le respect du Règlement de 2008 et de la note interprétative.

Finalement, il y a lieu de considérer que Creos nous a informés que ses analyses juridiques ont conclu que la rectification de contrats non conformes à la réglementation est légalement possible et que ces contrats devront être modifiés comme indiqué dans le courrier de rectification adressé aux personnes concernées. Creos est soumis à un cadre légal et réglementaire ne lui permettant pas d'agir librement sur le marché de l'électricité et dans ce contexte, son rôle se limite à l'exécution d'obligations de service public qui sont strictement encadrées. Creos ne pouvant pas dévier de cet encadrement, toute déviation dans les contrats est à rectifier, notamment afin de garantir le principe de non-discrimination et le respect de l'encadrement européen en matière d'aides d'État. À cet égard, et comme soulevé déjà ci-avant, il y a lieu de mentionner qu'il s'agit de différents cas de figure qui nécessitent une rectification: des extensions d'installations existantes mais également des morcellements de grandes centrales photovoltaïques en plusieurs petites centrales afin de bénéficier des tarifs élevés prévus pour les petites centrales. Certains des derniers cas de figure sont clairement contraires à la réglementation et sont même susceptibles de contenir des éléments de fraude et appellent ainsi des rectifications.

Question 0240 (25.4.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**accueil de réfugiés syriens au Luxembourg:**

Récemment, une vingtaine de réfugiés syriens ont été accueillis au Luxembourg dans le cadre d'un projet de «resettlement» de personnes ayant pu fuir en Jordanie, dont neuf adultes et 17 enfants. Par ailleurs, beaucoup de ces familles ont été désunies lors de leur fuite d'un ou de plusieurs membres de leur famille ayant fuit vers d'autres pays de l'UE. Souvent, les réfugiés n'ont aucune perspective de regrouper les membres de leur famille ce qui pèse d'autant plus sur leur situation sociopsychologique.

Dans ce contexte et considérant la situation de vie parfois dramatique des personnes concernées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de permettre aux personnes réfugiées de la Syrie de pouvoir regrouper le cas échéant au Luxembourg les membres de leur famille ayant fuit vers d'autres pays de l'UE et de prendre contact à cet effet avec les responsables des Nations Unies, respectivement des pays de l'UE concernés?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage une procédure accélérée de reconnaissance du droit d'asile pour ces personnes, étant donné leur situation particulière?

3. Quels sont actuellement les lieux et foyers d'accueil dans lesquels sont logés les réfugiés? Ces localités sont-elles appropriées pour l'accueil des familles regroupées?

Réponse commune (5.6.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Aux différents aspects que comprend la question parlementaire, les membres du Gouvernement sollicités répondent comme suit.

- Concernant un éventuel regroupement avec d'autres membres de famille, il y a lieu de préciser que selon les informations obtenues de la part des personnes réinstallées, aucun membre de famille ne se trouve dans un autre État membre de l'UE. Toutefois, si une telle situation devait se présenter, les familles concernées pourraient entamer les démarches nécessaires pour déposer une ou plusieurs demandes de regroupement familial auprès de la Direction de l'Immigration. Ces demandes seraient traitées au cas par cas.

Il convient aussi de remarquer que si selon l'article 9 du Règlement (UE) n°604/2013 du 26 juin 2013 (Règlement Dublin III), des membres de famille ont été admis à résider en tant que bénéficiaires d'une protection internationale dans un État membre, cet État membre est responsable de l'examen de la demande de protection internationale, à condition que les intéressés en aient exprimé le souhait par écrit.

Si les membres de famille se trouvent dans une procédure d'asile dans un autre État de l'UE, l'article 17, paragraphe 2 du même règlement dispose que: «L'État membre dans lequel une demande de protection internationale est présentée et qui procède à la détermination de l'État membre responsable, ou l'État membre responsable, peut à tout moment, avant qu'une première décision soit prise sur le fond, demander à un autre État membre de prendre un demandeur en charge pour rapprocher tout parent pour des raisons humanitaires fondées, notamment, sur des motifs familiaux ou culturels, même si cet autre État membre n'est pas responsable au titre des critères définis aux articles 8 à 11 et 16. Les personnes concernées doivent exprimer leur consentement par écrit.»

La requête aux fins de prise en charge comporte tous les éléments dont dispose l'État membre requérant pour permettre à l'État membre requis d'apprécier la situation. L'État membre requis procède aux vérifications nécessaires pour examiner les raisons humanitaires invoquées sur le réseau de communication électronique «DubliNet» établi conformément à l'article 18 du Règlement (CE) n°1560/2003, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la requête. La réponse refusant une requête doit être motivée. Si l'État membre requis accède à la requête, la

responsabilité de l'examen de la demande lui est transférée.

- Les 28 ressortissants syriens réinstallés ont obtenu le statut de réfugié une semaine après leur arrivée sur le territoire luxembourgeois.

- Actuellement, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) héberge les demandeurs de protection internationale dans 59 structures, dont sept sont gérées par la Croix-Rouge ou Caritas. Géographiquement, ces structures, qui sont éparpillées à travers tout le pays, se répartissent comme suit:

Régions Centre et Est: Luxembourg-ville, Hesperange, Sandweiler, Angelsberg, Marienthal, Trintange, Useldange, Keispelt, Beaufort, Berg/Betzdorf, Roodt/Syre, Bous, Niederdonven, Wormeldange, Wecker, Mertert, Bollendorf-Pont, Rippig, Echternach, Weilerbach, Ellange;

Régions Nord et Ouest: Diekirch, Wiltz, Heiderscheid, Bigonville, Insenborn, Tarchamps, Bourscheid, Marnach, Neunhausen, Tadler, Vianden, Esch/Sûre, Michelau, Tandel, Wahl, Binsfeld, Doncols, Rambrouch, Redange/Attert;

Région Sud: Esch/Alzette, Differdange, Sanem, Mondercange, Schifflange, Livange, Rodange, Sanem, Foetz, Reckange/Mess, Hobscheid, Steinfort.

La plupart de ces structures permettent la prise en compte tant de l'unité familiale que de l'intérêt supérieur de l'enfant, nonobstant les contraintes liées à l'enseignement fondamental des enfants de DPI dans les différentes communes et aux exigences et attentes des autorités locales.

Le foyer Héliar, où sont logés les réfugiés syriens, est parfaitement adapté à accueillir, pour une période transitoire, ces familles avec enfants dans la mesure où il assure notamment un encadrement socio-éducatif continu avec la mise en place, dès 1999, de six classes d'accueil organisées par le Ministère de l'Éducation nationale pour enfants primo-arrivants.

Toutefois, eu égard au vécu des familles réinstallées, leur séjour dans le foyer de premier accueil ne devrait être que de courte durée.

À moyen terme le passage d'un logement collectif à un logement individuel permettra aux réfugiés de mener une vie plus autonome et de s'intégrer progressivement dans la société d'accueil.

Question 0241 (25.4.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **grève des élèves et étudiants:**

D'après des informations relayées par voie de presse, les élèves ayant participé à la grève de ce matin avaient la possibilité de s'inscrire au préalable sur une liste officielle afin d'éviter que leur absence des cours ne soit sanctionnée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Ministre peut-il m'indiquer ce qui adviendra des données contenues sur cette liste une fois la grève terminée?

- Les données seront-elles conservées? Dans l'affirmative, pour quelle durée et à quelles fins?

Réponse (23.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'article 13 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2004 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées et lycées techniques stipule:

«Le régent ou le directeur peuvent accorder à un élève, sur demande écrite et dans des cas exceptionnels, un congé motivé ne dépassant pas une journée.»

Pour faciliter cette démarche aux élèves lors de la manifestation du 25 avril 2014 et afin de gérer les absences y afférentes, j'ai demandé aux directions des écoles de dresser une liste des élèves concernés.

Les données reprises sur ces listes servent uniquement à la gestion des absences pour le 3e trimestre et seront conservées aux lycées, comme les autres excuses des élèves, jusqu'à la clôture de l'année scolaire 2013/2014.

Question 0242 (28.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **préparation des référendums:**

An enger Zeitung stoung haut, datt d'Regierung géing plangen, fir den Auslänner, déi sech an d'Wahllëschten androen, et ze erlabe bei de Referenden, déi 2016 solle stattfannen, mat ofzestëmmen. Am Regierungsrot vum 25. Abrëll gouf eng Modifikatioun vum groussherzogleche Reglement vum «18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988» zréckbehalen.

An deem Kontext wollt ech déi Häre Ministere froen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt déi Referenden, déi fir d'Virbereedung vun der Verfassungsrevisioun sollen organiséiert ginn, am Joer 2016 ofgehale ginn?

2. Plangt d'Regierung et den Auslänner, déi sech op de Wahllëschten androen, ze erlabe bei deene Referenden, déi konstitutionell Sujete betreffen, wéi z. B. d'Auslännerwahlrecht, mat ofzestëmmen?

3. Goufen am Regierungsrot vum 25. Abrëll 2014 iergendwellech Dispositioune getraff oder verbal Décisiounen an deem Sënn geholl?

Réponse commune (26.5.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

De geéierten Här Deputéierte berifft sech a senger Fro op een net weider definéierten Zeitungsartikel.

Dat groussherzoglecht Reglement, dat den Deputéierten uschwätzt an dat effektiv am Regierungsrot vum 25. Abrëll 2014 modifizéiert ginn ass, huet als legal Basis den Artikel 35 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, deen d'Gemengereferende betrëfft. D'Modalitéite vun de kommunale Referende ginn an dësem groussherzogleche Reglement vum 18. Oktober 1989 festgehalen, woubäi och Dispositioune vum Wahlgesetz betreffend den obligatoresche Vote applicabel sinn.

Wat d'Ofännerung vum groussherzogleche Reglement betreffend d'Gemengereferenden ubelaangt, esou sinn hei just déi bestehend Dispositiounen un dat ugepasst ginn, wat am Wahlgesetz schonns laang besteet, an zwar, datt bei de Referenden um kommunale Plang all déi Leit wahlberechtegt sinn, déi och d'Wahlrecht bei de kommunale Wahlen hunn.

Zu de konkrete Froen, hei der Regierung hir Äntwerten:

1. Bei der Fro zu den nationale Referenden zum Thema Verfassungsrevisioun gëtt et keen neie Moment.

2. D'Äntwert zu Punkt 2 ass neen.

3. D'Äntwert zu Punkt 3 ass ebenfalls neen.

Question 0243 (29.4.2014) de **MM. Serge Wilmes** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«crowdfunding»:**

Dans un article paru le 25 avril 2014 dans le journal d'«Lëtzeburger Land», le «crowdfunding» est décrit comme un nouveau mode de financement qui permet à un initiateur de récolter des fonds accumulés à l'aide de plateformes en ligne afin de lancer un projet ou une activité commerciale. Ce mode de financement participatif connaît un grand succès notamment en Europe et couvre aujourd'hui presque tous les secteurs d'activités. L'article de presse cite entre autres le cofondateur et Président de l'«European Crowdfunding Network» qui explique que certains pays seraient en train de définir un cadre légal afin d'attirer des plateformes pour ce modèle économique novateur.

Une question (n°2263 du 30 août 2012 de Serge Wilmes*; cf. compte rendu n°3/2011-2012*) à ce propos a été posée à l'ancien Ministre des Finances. Dans sa réponse, le Ministre évoquait que cette forme de financement collectif est née aux États-Unis dans les années 2000 et destinée à relancer l'économie américaine. Il remarquait également une multiplication des projets de «crowdfunding» notamment en France et en Belgique et que le Luxembourg en revanche n'a pas connu la même évolution. La CSSF (Commission de Surveillance du Secteur Financier) n'a pas encore reçu de projet concret dans ce domaine à ce moment-là et aucune intervention de sa part n'aurait donc été utile.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que la CSSF a reçu des projets de «crowdfunding» entre-temps?

- Dans l'affirmative, combien de projets sont concernés et quels sont les projets en question?

- Comment le Ministre se positionne-t-il par rapport au «crowdfunding»?

- Le cas échéant, le Ministre envisage-t-il de proposer un cadre légal spécifique afin de promouvoir davantage ce mode de financement?

- Dans l'affirmative, comment le Ministre entend-il modeler ce cadre légal et dans quels délais?

Réponse (30.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Depuis la question parlementaire n°2263 du 30 août 2012 *(cf. compte rendu n°3/2011-2012)* posée par le Député Serge Wilmes, des initiatives de «crowdfunding» sont apparues au Luxembourg.

Dans le cadre de sa mission de surveillance prudentielle des professionnels du secteur financier, de contrôle des marchés financiers et de protection des consommateurs financiers, la CSSF a ainsi été informée de plusieurs projets de plateformes de «crowdfunding». Ces projets ont été portés à sa connaissance par les promoteurs du projet qui voulaient s'assurer qu'ils n'enfreignent pas le cadre légal. Les quelques plateformes de «crowdfunding» qui ont été créées depuis au Luxembourg ont recouru à des modes de financement, notamment par voie de dons, qui ne tombent pas sous les différentes réglementations financières applicables, de sorte que la CSSF n'a pas eu à les traiter concrètement.

La CSSF est actuellement saisie plus particulièrement d'un projet de «crowdfunding» dont le modèle d'affaires est susceptible de rentrer dans le champ d'application de la législation financière, en particulier la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier. En effet, le mode de financement envisagé est le «crowdequity», c.-à-d. qu'il s'agit d'une plateforme d'investissement en capital et que les services offerts par l'opérateur de la plateforme sont de nature à constituer, le cas échéant, des services d'investissement.

Bien que le «crowdfunding» offre une véritable opportunité pour permettre de financer des projets, notamment entrepreneuriaux, il ne faut pas oublier que ce nouveau système de financement participatif n'est pas dénué de risques. Les investisseurs participant à des activités de «crowdfunding» courent notamment un risque d'échec du projet, de faillite de l'opérateur de la plateforme, de titres non liquides ou d'informations peu transparentes. Outre leur devoir de protection des investisseurs, les pouvoirs publics sont préoccupés par deux autres risques: celui lié au blanchiment et celui lié au risque de fraude. Si des projets de «crowdfunding» se concrétisaient, la question se poserait s'il ne serait pas opportun d'émettre une communication précisant dans quelle mesure les différentes législations financières sont applicables aux opérations de «crowdfunding» et d'attirer l'attention des consommateurs sur les règles en vigueur et les risques potentiels qu'ils courent en investissant dans de tels projets, à l'instar de ce qu'ont fait les régulateurs belge et français. Ce serait une voie à suivre en attendant qu'une décision soit prise sur l'opportunité de créer un cadre réglementaire spécifique au «crowdfunding» et en attendant le résultat des travaux menés à ce sujet au niveau européen.

Concernant l'élaboration éventuelle d'un cadre légal spécifique au «crowdfunding», il faut prendre en considération que ce dernier est aujourd'hui déjà assujetti de par la nature de ses opérations à la réglementation financière. Il est vrai que cette réglementation a été essentiellement établie à une époque où les réseaux sociaux et le financement participatif n'existaient pas, de sorte que la réglementation actuelle risque de faire peser sur le «crowdfunding» des contraintes et des coûts disproportionnés par rapport à l'activité exercée. Le «crowdfunding» repose sur un nouveau métier, celui d'intermédiaire en financement, pour lequel il faut apprécier s'il est opportun de lui offrir un statut adapté pour ne pas freiner le développement de ces activités. Ainsi, encadrer la plateforme de «crowdfunding» en soumettant son opérateur à un cadre adapté et allégé, pourrait être un moyen pour favoriser son développement au Luxembourg.

Dans ce contexte, le Haut Comité de la place financière a mis en place un groupe de réflexion sur le «crowdfunding», dont les travaux devraient permettre de guider le Gouvernement dans son approche.

Question 0244 (29.4.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **hausse des extorsions:**

Dans son rapport d'activité le plus récent, la Police grand-ducale constate qu'en 2013 le Luxembourg a connu une évolution de la délinquance comparable à celle de l'année précédente.

Une analyse plus détaillée de l'évolution de la délinquance montre cependant une hausse très importante des extorsions (chantage), passant de 74 en 2012 à 158 en 2013, ce qui représente une majoration de 113,5%.

Sans avoir donné plus de précisions dans ce rapport sur ce chiffre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice.

- Est-ce que cette hausse s'explique par l'abus de données personnelles ou l'arnaque à la webcam, où les victimes sont piégées par des escrocs et menacées par une publication de données compromettantes, phénomènes récents mais de plus en plus fréquents?

- Dans l'affirmative, combien de cas d'extorsions (chantage) sont dus à la cybercriminalité et plus précisément à l'escroquerie à la webcam?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils réagir pour faire face à cette forme de délinquance?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour la hausse importante des extorsions (chantage)?

Réponse commune (4.6.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Il est vrai qu'une nouvelle forme de délinquance a fait son apparition ces dernières années. Celle-ci est liée à l'usage abusif de photos et/ou films enregistrés à l'insu de la victime au cours d'une conversation par ordinateur.

Entre janvier 2013 et mai 2014 une quarantaine de faits ont été portés à la connaissance du parquet de Diekirch. Le nombre d'infractions dans ce domaine est certainement plus important étant donné que certaines victimes préfèrent ne pas porter plainte de peur de s'exposer au ridicule.

La Police grand-ducale a enregistré 80 plaintes en 2013.

Le mode opératoire type peut être décrit comme suit: une personne, le plus souvent de sexe masculin, accède à un des multiples sites de rencontres en ligne et engage un contact avec une personne du sexe opposé. Après un échange de quelques messages écrits, le correspondant de la future victime invite cette dernière à continuer le contact sur une plateforme de télécommunication visuelle par internet du type Skype, FaceTime ou autres. C'est alors que la conversation s'oriente peu à peu vers un terrain plus intime, et à un certain moment, il est proposé à la victime de se dénuder devant sa webcam, comportement que son correspondant enregistre à son insu. Peu après, la victime est harcelée par des messages la menaçant que, faute de paiement d'une certaine somme d'argent, des photos ou extraits de films enregistrés seront diffusés sur un des sites sociaux.

Il est très difficile de lutter efficacement contre ce genre de criminalité pour les raisons suivantes:

- les auteurs n'agissent pas depuis le Luxembourg, mais sont le plus souvent établis à l'étranger;

- il n'est pas évident d'obtenir, de la part des autorités judiciaires de pays limitrophes, les données relatives à l'identification des utilisateurs d'une adresse IP puisque, par exemple en Allemagne, la législation nationale ne permet plus aucune sauvegarde des données de connexion (Vorratsdatenspeicherung). L'information ne peut partant être obtenue qu'à condition de se montrer extrêmement rapide et d'agir dans les 7 à dix jours à partir de la connaissance des faits, c'est-à-dire endéans le délai au cours duquel l'opérateur stocke les données en vue de la facturation du service à son client;

- il faut noter que les délinquants informatiques ne font que très rarement usage de leur propre accès internet, mais opèrent souvent à partir de structures comme les «cyber-cafés», sinon utilisent un accès internet par un téléphone mobile qui, pour des raisons techniques, ne permet pas une identification par une adresse IP individualisable;

- le paiement de la rançon dans ce genre de criminalité se fait généralement par la voie de Western Union, service offert par la Poste qui permet un transfert extrêmement rapide de sommes d'argent d'une façon tout à fait anonyme à travers le monde entier. Retrouver dans ce cas de figure le bénéficiaire relève du pur hasard.

En admettant enfin qu'un délinquant établi à l'étranger puisse être identifié, traduire celui-ci devant les juridictions luxembourgeoises pose encore un autre problème procédural. En effet, en cas de refus de celui-ci de se présenter devant le juge d'instruction sur mandat de comparution, toute inculpation s'avère difficile, voire impossible et la procédure reste bloquée à ce stade, à moins de délivrer un mandat d'arrêt européen, sinon international, ce qui est toutefois le plus souvent disproportionné au vu de l'envergure de l'affaire.

Les poursuites s'avèrent dès lors difficiles en cette matière, mais il faut espérer que les gens soient entre-temps informés de cette pratique et des risques qu'elle comporte.

Les textes légaux existants, dont l'article 470 du Code pénal ainsi que les dispositions de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée, sont suffisants pour réprimer cette nouvelle sorte de comportement délictuel, à condition de pouvoir identifier l'auteur et de le faire comparaître utilement devant les juridictions nationales.

Il faut souligner également que la Chambre des Députés va voter prochainement le projet de loi n°6514 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001 et portant modification de différents textes. Ce projet de loi complète notre arsenal législatif en matière de lutte contre la cybercriminalité sur plusieurs points.

Finalement, il faut souligner l'importance d'une sensibilisation adéquate du public afin de le rendre conscient des dangers de telles pratiques et de la possibilité d'un enregistrement à tout moment.

Question 0245 (30.4.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **frais d'études supérieures:**

Dans le cadre d'un récent débat télévisé, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a évoqué la possibilité de faire fiscalement valoir les frais d'études supportés par les parents d'étudiants poursuivant des études supérieures.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre précité:

- À quel titre les parents d'étudiants pourront-ils déduire les frais qu'ils supportent en relation avec les études de leurs enfants?

- Quelle est la nature des frais qui peuvent être mis en compte?

- Le Ministre peut-il nous fournir des informations sur le plafond maximal des frais à déduire?

Réponse (30.5.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

D'emblée je tiens à souligner que la question parlementaire m'attribue des propos que je n'ai pas tenus de la forme lors du débat visé.

Concernant les déductions dont question, il y a lieu de noter que les frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle d'un enfant peuvent, dans le chef de son ou de ses parents, uniquement donner lieu à une modération d'impôt pour enfant au cas où celui-ci fait partie du ménage de son ou ses parents, ou à un abattement de revenu imposable lorsque l'enfant ne fait pas partie du ménage. Toute autre déduction ou prise en compte fiscale des frais d'études est exclue.

En ce qui concerne les étudiants qui touchent une aide financière pour études supérieures, la loi concernant l'impôt sur le revenu dispose que la modération d'impôt pour enfant est réputée avoir été accordée au parent dans le ménage duquel l'enfant vit. Les parents d'étudiants ne touchant pas ou plus d'aide financière pour études supérieures ont droit à la modération d'impôt sous forme de dégrèvement à condition que les enfants soient à considérer comme faisant partie de leur ménage au sens de la loi fiscale. La modération d'impôt s'élève à 922,50 euros par année d'imposition et par enfant. Par ailleurs, les parents d'étudiants faisant fiscalement partie du ménage de leurs parents ont droit à la majoration de certains plafonds en matière de déduction de dépenses spéciales ou encore d'intérêts débiteurs en relation avec l'habitation personnelle.

Les parents dont les enfants ne font pas partie de leur ménage ont en principe droit à un abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires spécifique de maximum 3.480 euros par année d'imposition et par enfant lorsque les frais d'entretien et les dépenses relatives aux études de l'étudiant ont été principalement à leur charge.

Question 0246 (30.4.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **structure Sichem de la Fondation Maison de la Porte ouverte:**

Le Foyer Sichem à Walferdange est une structure qui vient en aide aux personnes se trouvant dans des situations de détresse, en particulier des femmes et des enfants. D'importantes rénovations effectuées au sein du bâtiment principal de la structure ont été achevées à la fin de l'année 2013. L'équipe pédagogique qui prend en charge les personnes en détresse est engagée depuis décembre 2013.

Depuis cette date, le Foyer attend d'ouvrir ses portes. Jusqu'à l'heure actuelle, le Ministère de l'Égalité des Chances n'a toujours pas délivré l'agrément en question à la Fondation Maison de la Porte ouverte, gestionnaire de la structure. En date du 17 mars 2014, la nouvelle Ministre de l'Égalité des Chances a inauguré la nouvelle structure, mais l'activité n'a toujours pas pu démarrer.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Égalité des Chances:

- Quelle est la raison pour ce retard de délivrance de l'agrément alors que les travaux de rénovation sont achevés et réceptionnés, et que les normes sont, à nos connaissances, respectées?

- Quand le Foyer Sichem pourra-t-il enfin démarrer son activité?

- Quel est l'impact budgétaire inhérent à ce démarrage tardif pour le contribuable?

- Qu'est-ce que Madame le Ministre fera-t-elle afin d'éviter à l'avenir un tel décalage entre l'engagement du personnel et le début de l'activité?

Réponse (16.5.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des Chances:*

Les honorables Députés posent un certain nombre de questions relatives à la nouvelle structure Sichem de la Fondation Maison de la Porte ouverte (FMPO), gestionnaire conventionné avec le Ministère de l'Égalité des Chances (MEGA).

D'après les responsables de la FMPO, le démarrage des activités au nouveau Foyer Sichem était en effet prévu le 1er janvier 2014. Suite aux retards qu'ont pris les travaux de rénovation, l'inauguration de la nouvelle structure Sichem se faisait le 17 mars 2014 au moment où les derniers travaux n'étaient toujours pas encore achevés. La fixation d'une telle heure solennelle tombe dans la seule compétence du gestionnaire. C'est lui qui doit juger si la date choisie correspond à peu près à la date du démarrage des activités, compte tenu de l'état d'avancement des travaux et de la mise en conformité par rapport à la procédure d'attribution de l'agrément. Le respect des normes peut en effet entraîner certains délais.

Le Ministère de l'Égalité des Chances n'est pas responsable des retards encourus par la FMPO au regard des éléments suivants:

L'attribution des agréments par le Ministère aux gestionnaires pour exploiter un centre d'accueil, un centre de consultation ou autres doit se faire selon des procédures rigoureuses se greffant sur les dispositions de la loi dite «ASFT» et impliquant non seulement le MEGA, mais également d'autres acteurs tels que l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) dans l'intérêt de la sécurité des usagers et usagères encadrés dans ces structures, ou encore le Service technique du Ministère de la Famille et de l'Intégration (MIFA), en ce qui concerne la qualité de l'infrastructure et sa conformité aux besoins de la population cible.

Dans ce contexte, je tiens à rappeler l'incident tragique du 2 octobre 2006 survenu suite à l'effondrement d'une armoire mal fixée qui a causé la mort d'un enfant de six ans dans une école de l'enseignement fondamental à Steinsel. Voilà pourquoi le respect des procédures en question doit se faire avec la plus grande rigueur afin de maximiser la sécurité dans les structures. Il est hors question que le Ministère attribue un agrément, même à durée déterminée, si les normes de sécurité ne sont pas intégralement remplies par le gestionnaire.

Dans un rapport de contrôle n°46252-SU-002 daté au 17 mars 2014, les responsables de la société Vinçotte Luxembourg, chargée par la FMPO d'effectuer un certain nombre de contrôles, ont retenu que «suite aux contrôles réalisés, nous pouvons considérer que le bâtiment et ses installations sont en bon état de sécurité de manière générale. Une suite aux observations formulées dans les différents rapports de réceptions est à donner dans les plus brefs délais, au plus tard dans le délai indiqué. Un nouveau contrôle est exigé après remise en état». Ce rapport a énuméré plusieurs observations, dont celle de la «présence d'armoires non fixées dans les bureaux du RDC». Le délai de remise en état a été fixé à 90 jours.

Ledit rapport a été avisé par l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) et envoyé par le responsable technique auprès de la FMPO au MEGA. En date du 3 avril 2014, le Service technique du MIFA a effectué une visite d'agrément à la structure Sichem.

Ce service émet un avis quant à la conformité de la structure par rapport au règlement grand-ducal du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour filles, femmes et femmes avec enfants. Cet avis est basé sur la visite des lieux effectuée par ledit service et sur le rapport de synthèse du bureau de contrôle avisé par l'ITM concernant la sécurité du bâtiment.

L'avis du service technique du MIFA est parvenu au MEGA le 29 avril 2014. Après confirmation le 5 mai 2014 par les responsables de la FMPO que l'armoire en cause correspond dorénavant aux normes de sécurité, l'agrément ministériel a été attribué avec effet au 5 mai 2014.

La question de l'opportunité d'un agrément à durée déterminée respectivement d'un délai de mise en conformité sera à discuter dans le cadre de la réforme de la législation dite «ASFT» réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. En effet, la question de la responsabilité en cas d'incident éventuel se produisant durant ces périodes mérite une attention particulière.

En ce qui concerne le personnel engagé pour la nouvelle structure, le gestionnaire nous a confirmé que les employés en question ont été affectés à d'autres services en attendant l'attribution de l'agrément.

Question 0248 (30.4.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **route nationale N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund:**

En 2010, la N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund était lieu de plusieurs accidents occasionnés par un revêtement de sol extrêmement lisse sur une partie de la chaussée. En réaction à cette situation, il a été procédé en novembre 2010 à un micro-fraisage de la chaussée afin d'en augmenter l'adhérence. En tant que solution définitive, un revêtement antidérapant a été prévu. En octobre 2013 le «Binder» a été installé et la vitesse sur la N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund a été limitée à 70 km/h et il y a interdiction de dépassement sur tout le tronçon. À l'heure actuelle il manque toujours le renouvellement du tapis.

Il reste cependant un problème de sécurité routière causé par un mauvais marquage provisoire qui a déjà du être refait à plusieurs reprises ainsi que le tracé de la route incitant à une conduite dangereuse.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Dans quels délais les travaux du revêtement final débuteront-ils?

- Quand est-ce qu'ils seront finalisés?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Députée Madame Martine Hansen et de l'honorable Député Monsieur Marco Schank concerne le renouvellement du tapis sur la route N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund.

Le tapis définitif sur la route N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund n'ayant plus pu être mis en œuvre à la fin de l'année 2013 pour des raisons climatiques, les travaux afférents ont dû être reportés en 2014 pour pouvoir être exécutés en bonne saison.

En attendant, le marquage en place a été réalisé en couleur jaune pour indiquer que ce tronçon de route se trouve toujours en chantier. Dès lors les automobilistes responsables devraient adapter leur façon de conduire. Sur les 4 km de Heiderscheid à Heiderscheidergrund la vitesse est limitée à 70 km/h et le dépassement des véhicules est interdit.

La commande à l'entreprise adjudicataire pour l'exécution des travaux devrait être passée dans les prochaines semaines en tenant compte des procédures prescrites par la législation sur les marchés publics.

En tenant compte de la programmation des divers tronçons à munir d'un nouveau tapis, l'application du revêtement final sur la route N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund devrait normalement avoir lieu endéans les deux prochains mois.

Quant à la durée des travaux mentionnés ci-avant sur la route N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund, elle est estimée à deux à trois jours.

Question 0249 (2.5.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**intégration des salariés handicapés sur le marché du travail:**

Le 28 avril 2014 a eu lieu la première journée de sensibilisation «Emplois et Handicaps» au Centre Culturel Tramsschapp. En effet, selon l'Administration pour le développement de l'Emploi, quelque 4.112 personnes étaient inscrites en mars 2014 auprès de ses services en tant que demandeurs d'emploi résidants disponibles de la catégorie des salariés handicapés et/ou à capacité de travail réduite, i.e. plus de 22% de la totalité des demandeurs d'emploi.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- D'après l'article L.562-3 du Code du Travail, les employeurs du secteur privé occupant au moins vingt-cinq salariés sont tenus d'employer un minimum de salariés reconnus comme «salariés handicapés». À cet égard ils sont tenus de déclarer à l'ADEM les postes devenus vacants et les emplois à occuper par des personnes handicapées. Le Ministre peut-il dès lors renseigner combien d'employeurs sur la totalité des employeurs soumis aux obligations d'occupation de salariés handicapés respectent les quotas prévus par la loi? Peut-il fournir des statistiques (i) par catégorie d'employeurs, i.e. ceux occupant entre 25 et 49 salariés, entre 50 et 299 salariés, voire 300 salariés et plus, et (ii) par an sur les 5 dernières années?

- Qu'en est-il du respect des obligations légales en cette matière par l'État, les communes, les établissements publics et la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois?

- Quelles sont les mesures envisagées par le Ministre pour augmenter l'employabilité de ces personnes?

Réponse (3.6.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant l'insertion des salariés sur le marché du travail, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les renseignements ci-dessous.

1. L'Article L.562-3 du Code du Travail dit que les employeurs du secteur privé occupant au moins vingt-cinq salariés sont tenus d'employer un minimum de salariés reconnus comme «salariés handicapés». Ainsi ils sont tenus de déclarer à l'ADEM les postes vacants et les emplois à occuper par des personnes handicapées.

Suivant la catégorie d'employeurs différenciés par nombre de salariés, les chiffres sont:

Nombre d'employeurs du secteur privé occupant au moins 25 salariés:

Effectif	25-49 salariés	50-299 salariés	>= 300 salariés
Respect du quota	47	87	0
Non-respect du quota	818	748	126
Total	865	835	126

Source: Inspection Générale de la Sécurité Sociale
Service des Salariés Handicapés

Concernant le respect des obligations légales par l'État, les communes, les établissements publics et la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, il y a lieu de constater:

- Parmi les 96 communes qui sont soumises à l'obligation légale, 32 respectent le quota.

- Il ressort des statistiques fournies par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative que l'État emploie des salariés

handicapés dans la proportion de 2,95% de l'effectif total de son personnel.

- Le taux s'élève à 0,67% auprès de la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois.

- En ce qui concerne les établissements publics soumis à l'obligation légale, on note que 41 des 43 dérogent à la disposition légale relative au quota.

Le Gouvernement s'efforce d'encourager de manière positive les entreprises à engager des personnes en situation de handicap en utilisant de façon dynamique les instruments de politique du travail en matière de handicap.

Ainsi la 1ère Journée «Emplois et Handicaps» du 28 avril 2014 a eu comme objectif de sensibiliser les entreprises en présentant des «best practices» ainsi que les différentes aides et incitations financières.

Le Gouvernement n'épouse pas l'idée que des mesures répressives telles que les taxes de compensation en cas de non-respect du quota soient une réponse appropriée au retard constaté au niveau de l'inclusion professionnelle de personnes ayant le statut de salarié handicapé. D'autant plus que l'Agence pour le développement de l'emploi ne se trouve pas toujours saisie de demandes d'emploi émanant de salariés handicapés qui répondent à l'aptitude requise pour les postes déclarés vacants dans l'entreprise.

Par contre, il y a donc lieu de maintenir les efforts pour augmenter l'employabilité des personnes inscrites à l'ADEM.

2. En ce qui concerne les mesures pour augmenter l'employabilité des salariés handicapés, il convient de définir préalablement ce concept.

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'employabilité est «l'aptitude de chacun à trouver et conserver un emploi, à progresser au travail et à s'adapter au changement tout au long de la vie professionnelle».

Il est incontestable qu'une bonne formation est la voie royale afin d'augmenter les chances de trouver et de conserver son emploi. Sans formation solide et sans qualification, l'inclusion à long terme dans le monde du travail s'avère utopique.

Ainsi le Gouvernement veille à réunir tous les prérequis nécessaires pour favoriser le développement des personnes en situation de handicap et leur offrir des perspectives intéressantes sur le marché de l'emploi.

Or, vu que maintes personnes à la recherche d'un emploi souffrant d'un handicap (inné) n'ont pas pu achever leur formation professionnelle et partant ne disposent d'aucun diplôme qualifiant reconnu, le Gouvernement encourage et finance les formations professionnelles au Grand-Duché de Luxembourg et auprès des centres spécialisés à l'étranger.

En 2013, 431 mesures de réinsertion professionnelle afin d'augmenter l'employabilité ont été proposées aux salariés handicapés à la recherche d'un emploi.

Question 0250 (5.5.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **bus à haut niveau de service:**

Dans une interview donnée à la télévision luxembourgeoise, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a précisé qu'un «bus à haut niveau de service» (BHNS), tel le Mettis, pourrait être envisagé non seulement pour les lignes périphériques à Luxembourg-ville, mais également sur le territoire de la région Nordstad.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le concept d'un «bus à haut niveau de service» en mettant en évidence les potentialités et les faiblesses d'un tel système?

- Selon quelle démarche et dans quel laps de temps le système BHNS pourrait-il être mis en œuvre sur le territoire de la Nordstad afin d'y accroître à moyen terme l'attractivité des transports collectifs?

- Quelles seraient les éventuelles mesures infrastructurelles à réaliser pour assurer le fonctionnement d'un BHNS dans la région Diekirch-Ettelbruck?

Réponse (4.6.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député Monsieur André Bauler porte sur le système de transport BHNS (Bus à haut niveau de service) et sur une mise en place éventuelle d'un tel système dans la Nordstad.

Le terme BHNS caractérise un système de transport dont le véhicule est un bus ou un véhicule similaire souvent de grande longueur (jusqu'à 24 m) et qui offre un niveau de service supérieur aux réseaux bus conventionnels du fait que la circulation dans l'espace public s'effectue sur un site propre intégral et avec une organisation de transport spécifique (priorité absolue du système aux carrefours, stations analogues à des stations de tram en termes de configuration,...). La propulsion de ces bus est thermique, électrique ou hybride.

Il est à noter que certains des éléments qui caractérisent un BHNS sont déjà aujourd'hui mis en œuvre au Luxembourg à l'instar du boulevard J.F. Kennedy au Kirchberg (site propre intégral avec priorisation des bus aux carrefours) sur les lignes 16 (bus bi-articulés de 24 m de haute capacité) et en ce qui concerne les informations en temps réel pour les usagers bus ou les nouveaux équipements des arrêts bus.

En ce qui concerne les conditions de réalisation d'un BHNS, il y a lieu de noter que celui-ci fait face à des problématiques comparables à celles d'un tram du point de vue impact, envergure du chantier et calendrier.

En effet, lors de l'insertion urbaine d'un BHNS, celui-ci requiert un site propre similaire au tram, qui est même plus large en raison des rayons de giration des bus. Une telle mise en place devrait donc aussi être accompagnée par une restructuration du réseau routier suite à une réduction des voies affectées au trafic individuel motorisé. En effet, les expériences en France montrent qu'il est essentiel de faire dévier systématiquement, similairement au tram, les réseaux sous le site propre afin d'éviter tout risque de perturbation lors d'interventions ultérieures.

L'envergure et la durée d'un chantier pour un BHNS sont donc analogues à ceux d'un tram, sauf en ce qui concerne la mise en place des rails, respectivement de l'alimentation pour le tram. Or, ceci ne génère normalement pas d'allongement significatif du calendrier.

L'argument des coûts cité souvent dans la presse, déclarant que le BHNS est moins cher au kilomètre qu'un tram, est certainement vrai si les frais ne sont pas comparés au regard de la durée de vie du matériel roulant, des frais annexes ainsi que de la capacité des deux systèmes. Par exemple, en comparant le projet «Mettis» à Metz et le projet du tram au Luxembourg en ce qui concerne les coûts rapportés au nombre de voyageurs à transporter par jour, le Mettis est deux fois plus cher que le tram (sachant que toutes les déviations de réseau sont prises en compte dans le budget du tram de Luxembourg tandis que seulement une fraction très limitée des coûts liés à la déviation des réseaux est pris en compte dans les coûts du projet de BHNS à Metz).

Finalement, au niveau de l'exploitation, le BHNS présente une capacité maximale de 3.000 voyageurs par heure.

En ce qui concerne la qualité de l'offre (cadence, ponctualité, confort, accessibilité des stations, correspondances, vitesse commerciale et régularité), un BHNS qui dispose de sa propre plateforme et de la priorité absolue aux feux nécessite l'insertion urbaine d'un site propre et son chantier pour sa mise en place.

Ainsi, tandis que le BHNS n'est pas en mesure, contrairement au tram, de répondre adéquatement à la demande de transport nécessaire sur l'axe central dans la ville de Luxembourg, il peut se légitimer sous certaines conditions sur d'autres axes structurants dans les Centres de développement et d'attraction d'ordre supérieur/moyen. En effet, il ressort du concept de mobilité Nordstad élaboré conjointement par le MDDI et les communes de la Nordstad, qu'un BHNS serait le mieux adapté pour l'axe central reliant les pôles Ettelbruck et Diekirch. L'étude a démontré que le BHNS peut sensiblement augmenter l'attractivité des transports en commun sur cette liaison.

Quoi qu'il en soit et indépendamment des résultats de cette étude, le service des transports en commun sur route connaît de fortes perturbations et les bus accumulent des retards conséquents dans la Nordstad. C'est pourquoi un des objectifs du concept de mobilité Nordstad est également de trouver des solutions pour améliorer les transports en commun à court et moyen terme, alors que la voie ferrée est en place.

Dans cette logique il est prévu d'une part de procéder à un réaménagement complet du pôle multimodal de la Gare d'Ettelbruck qui comprend le réaménagement des quais trains et des accès y relatifs, de la gare routière pour les bus, la réalisation d'un nouveau P&R et des installations et accès pour la mobilité douce ainsi que la délocalisation des flux de transit du trafic individuel dans une tranchée couverte délestant les alentours de la gare d'Ettelbruck de ces flux importants. Je procéderai prochainement au dépôt d'un projet de loi relatif à ce projet.

D'autre part, j'ai instruit en janvier 2014 mes services d'étudier des mesures de priorisation pour bus dans la Nordstad, surtout sur l'axe central entre Diekirch et Ettelbruck. Dans un premier temps, il est ainsi proposé de prévoir des voies bus bidirectionnelles entre la Gare de Diekirch et le giratoire près de l'échangeur Erpeldange. Ces aménagements seront desservis par une offre de bus similaire à l'offre d'aujourd'hui à la différence que la vitesse commerciale et la ponctualité des services seront améliorées.

Question 0251 (5.5.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**implication de consultants externes dans la deuxième phase d'élaboration du budget pour l'année 2015:**

Le Ministre d'État a mandaté pour un montant de 384.000 € (HTVA) le cabinet McKinsey pour assister le Gouvernement dans la phase de cadrage du budget nouvelle génération.

Il me revient maintenant que la commission des soumissions a émis en février 2014 son avis au sujet d'un appel d'offres visant à permettre aux administrations de se faire assister par un consultant externe dans la deuxième phase d'élaboration du budget pour l'année 2015.

Je voudrais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- En cas de réponse affirmative à la première question, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le montant estimatif du marché sur lequel s'est prononcée la commission des soumissions?

- En cas de réponse affirmative à la première question, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la date à laquelle la commission des soumissions a adopté son avis?

- Combien de consultants externes ont répondu à l'appel d'offres pour la deuxième phase d'élaboration du budget pour l'année 2015? Quand le candidat ayant remporté le marché sera-t-il désigné? Le Ministre entend-il divulguer le nom de l'entreprise retenue?

Réponse (3.6.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il y a lieu de rappeler que le projet de modernisation des dépenses publiques, par l'ampleur de l'objectif de consolidation à atteindre (1,5 milliards) pour assurer un solde structurel de 0,5% du PIB, nécessite une approche nouvelle et sans pareille jusqu'à présent. Cette approche se déroule en trois phases: phase de cadrage, phase d'élaboration d'initiatives et phase de mise en œuvre. À cet effet le Gouvernement a décidé de soutenir ponctuellement ses propres services par des consultants à des degrés divers suivant la phase.

En raison des délais très serrés qui justifient l'urgence et vu les compétences techniques du cabinet McKinsey pour s'attaquer à des problèmes de grande ampleur dans des organisations complexes et dans le secteur public, le Ministère d'État, pour compte du Gouvernement, a mandaté ledit cabinet pour la phase de cadrage du budget de nouvelle génération (384.000 euros HTVA). Fin mars 2014 la mission de McKinsey a pris fin.

Dans le cadre de la phase d'élaboration des initiatives, des consultants peuvent être mis à disposition suivant les besoins exprimés par les groupes de travail constitués pour les différents départements ou pour des sujets communs.

Le Gouvernement a lancé deux appels d'offres dans le cadre d'une procédure restreinte pour des missions portant respectivement sur:

- Assistance à la coordination de groupes de travail dans le domaine des finances publiques.

- Assistance dans le contexte d'analyses financières.

Chacun de ces appels d'offres a été lancé auprès de cinq prestataires (Deloitte, Ernst&Young, KPMG, McKinsey, PriceWaterhouseCoopers) qui ont chacun soumis des offres.

Après consultation des 15 groupes de travail au niveau des départements et des cinq groupes transversaux, les besoins de consultance ont pu être précisés; ainsi quatre groupes ont présenté des besoins de support par un consultant pour certaines analyses spécifiques.

À l'issue de cette procédure, le Conseil de Gouvernement a décidé le 5 mai 2014 d'attribuer la mission relative à l'assistance à la coordination de groupes de travail dans le domaine des finances publiques à Ernst&Young pour un montant de 103.400 euros HTVA et la mission relative à l'assistance dans le contexte d'analyses financières à PriceWaterhouseCoopers pour un montant de 99.750 euros HTVA.

Il est à noter qu'en date du 26 février 2014 la Commission de soumission avait donné son aval pour l'accompagnement global du projet de budget de nouvelle génération avec un plafond maximal de 1.851.500 euros. À l'issue de la phase de cadrage et de la phase d'élaboration d'initiatives, les frais de consultance pourront être limités à 587.950 euros HTVA, soit très en dessous du plafond maximal prévu et également inférieur aux dépenses de consultance des années précédentes.

Question 0252 (5.5.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **impôts directs de l'État:**

La presse autrichienne vient de rapporter qu'un résident luxembourgeois aurait payé entre 890 millions et 1,7 milliards d'euros d'impôt à l'État luxembourgeois durant la seule année 2012.

Si ces informations devaient s'avérer exactes, ce contribuable aurait généré à lui seul plus d'un cinquième de l'ensemble des impôts directs de l'État.

L'évolution des différentes catégories d'impôts directs laisse pourtant présumer que les informations diffusées ne devraient pas correspondre à la réalité.

Je voudrais dans ce contexte poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement peut réfuter les informations relatées ci-avant et qui ont été récemment reprises par certains organes de la presse luxembourgeoise?

Réponse (30.5.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député demande au Ministre des Finances de réfuter des informations dans la presse autrichienne au sujet d'une certaine cote d'impôt qui aurait été payée par un résident luxembourgeois au titre de l'exercice 2012.

Or, il est notoire que la divulgation de telles informations est contraire au secret fiscal dont l'existence et l'ancrage dans notre législation sont fort bien connus.

Question 0253 (5.5.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant l'**instruction ministérielle concernant l'intervention à l'école de personnalités du monde politique:**

Nous constatons que des personnalités du monde politique ont parfois l'occasion de s'exprimer dans les écoles. En principe, nous estimons que ces initiatives doivent être encouragées afin que les élèves puissent forger leur propre opinion sur les sujets d'actualité et se familiariser avec les principes de la démocratie.

Cependant, ces interventions ne sont pas réglées par la législation. Or, afin que ces rencontres entre femmes et hommes politiques et élèves se déroulent dans de bonnes conditions et que le principe de neutralité de l'école publique soit préservé, il serait nécessaire qu'une ligne directrice, contenant certains principes de base, soit élaborée.

Suite à une question parlementaire y afférente, la précédente Ministre de l'Éducation nationale avait soumis pour avis à la commission parlementaire le 29 novembre 2012 deux ébauches d'«Instructions ministérielles concernant l'intervention à l'école de personnalités du monde politique», l'une concernant l'enseignement fondamental, l'autre concernant l'enseignement secondaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Ces instructions ministérielles sont-elles entretemps entrées en vigueur?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles elles n'ont pas encore été appliquées?

- Serait-il envisageable d'étendre les instructions ministérielles afin d'y inclure également l'intervention de représentants syndicaux?

Réponse (2.6.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée au sujet de la présence des

personnalités du monde politique dans les écoles et lycées, je vous informe que je partage le point de vue que ces initiatives méritent d'être encouragées afin que les élèves puissent se forger leur propre opinion sur des sujets d'actualité et se familiariser avec les grands principes de fonctionnement de la démocratie.

Les instructions ministérielles, que je vous joins en copie en annexe, entreront en vigueur le 2 juin 2014.

Lors de la réunion de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports du 29 novembre 2012, les députés présents ont procédé à un large échange de vues. La finalisation des instructions tient compte dans la mesure du possible des propositions qui ont été adoptées. Elles mettent l'accent à la fois sur le cadre normatif que sur l'effet incitatif. Le champ d'application du terme «politique» dans l'instruction comprend la civilité au sens large du terme.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0254 (5.5.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **rapidité des secours médicalisés:**

La presse quotidienne s'est fait l'écho de plusieurs accidents, pour lesquels le SAMU a dû se rendre sur les lieux d'incidents respectifs. En terme de moyen de transport, le médecin de service peut soit opter pour une voiture spécialisée mise à sa disposition, soit pour l'hélicoptère de la «Luxembourg Air Rescue» (LAR), stationné par exemple au Centre Hospitalier du Nord.

Faisant suite à la question n°2772 du 10 juin 2013 de Monsieur Carlo Wagner *(cf. compte rendu n°12/2012-2013)* et la question n°2882 du 20 septembre de Monsieur Fernand Etgen, cette dernière n'ayant pas encore obtenu de réponse, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Pour assurer l'utilisation du moyen de transport le plus adapté à la situation, Madame la Ministre envisage-t-elle de procéder à une adaptation des règles régissant l'engagement du SAMU hélicoptère au Luxembourg afin de ne plus dépendre de la perception d'un individu, mais plutôt d'un système organisé répondant à des critères stricts et définis («Einsatzleitrechner»)?

- Madame la Ministre est-elle d'avis que le centraliste du 112, qui décide déjà à l'heure actuelle s'il y a nécessité de recourir aux services du SAMU ou non, pourrait aussi se charger du choix du moyen de transport le plus approprié?

Réponse (2.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Dans sa question, l'honorable Député aborde la question de la décision de l'envoi du SAMU héliporté. Actuellement, seul le médecin-anesthésiste de garde au SAMU décide du moyen de transport adapté en vue de se déplacer vers le lieu de l'intervention, soit en voiture, soit en hélicoptère; ceci après avoir alerté le Central de secours d'urgence 112.

L'Administration des Services de Secours, en étroite collaboration avec les médecins coordinateurs du SAMU et la «Luxembourg Air Rescue», analyse actuellement les possibilités pour optimiser la prise de décision dans le futur. L'Administration des Services de Secours procédera en 2014/2015 à l'acquisition d'un nouvel outil de décision informatique au Central de secours d'urgence permettant la mise en place de critères stricts et définis («Einsatzleitrechner»). La mise en place du nouveau système informatique devrait garantir une aide dans la prise de décision du moyen de secours adapté, tout en sachant que due à la complexité, la décision finale de l'envoi du SAMU héliporté ne saura se faire exclusivement via les systèmes informatiques, mais devra toujours tenir compte de l'expérience humaine aussi bien du préposé du service d'urgence au 112, du médecin-anesthésiste de garde ainsi que du pilote de l'hélicoptère.

Question 0255 (5.5.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**inhumation et incinération des dépouilles mortelles:**

Q82

La Shoura, l'Assemblée de la Communauté Musulmane du Grand-Duché de Luxembourg, s'est adressée au Centre pour l'égalité de traitement (CET) au sujet de l'inhumation et l'incinération des dépouilles mortelles en accord avec la loi du 1er août 1972.

Dans ce contexte, la Shoura estime que les cultes chrétien et israélite, voire les personnes laïques, voient leurs droits plus facilement respectés que les citoyens de confession musulmane. Le CET a constaté que la formulation de la loi en question ne garantit pas le respect et la non-discrimination de toutes les croyances ou convictions des défunts et de leurs familles, puisque son interprétation et son exécution sont tributaires de la volonté politique de responsables communaux.

Par conséquent, le CET a adressé une recommandation aux Ministres des Cultes et de l'Intérieur, leur proposant de revoir la loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles afin d'assurer un traitement égal quelle que soit la conviction.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que Messieurs les Ministres envisagent de donner suite aux recommandations du CET de revoir la législation en vigueur d'une part et de créer un groupe de travail avec les acteurs impliqués pour trouver une solution commune d'autre part?

Réponse commune (2.6.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à sa question, nous voudrions tout d'abord informer Monsieur le Député qu'une révision de la loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles est envisagée en vue notamment d'adapter le cadre légal à l'évolution des sociétés et aux besoins nouveaux. Nous notons au passage que cette démarche correspond à une revendication des autorités communales que celles-ci ont fait valoir dès 2007.

Le Conseil de Gouvernement vient par ailleurs de charger le Ministre de l'Intérieur de rechercher, en concertation avec le Syvicol et d'autres acteurs locaux, une solution nationale, voire régionale en vue de la mise en place d'un cimetière interconfessionnel.

Question 0257 (6.5.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **Laboratoire National de Santé:**

Suivant mes informations il s'avère que le Laboratoire National de Santé n'est pas à la hauteur des exigences de la médecine, en ce qui concerne son fonctionnement et ses prestations. S'agissant de dysfonctionnements graves, ayant une influence directe sur le bien-être, voire la santé des patients, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que le laboratoire dispose de personnel suffisant pour être à la hauteur des besoins croissants en biopsies régulières et aussi en biopsies extemporanées? Ces dernières nécessitent notamment un stand-by permanent pour répondre immédiatement à la question s'il s'agit d'une biopsie maligne ou bénigne. Il faut savoir que pendant toute cette période le patient est encore en anesthésie générale. Le fait que le délai de réponse a nettement augmenté par rapport au passé, où le LNS se trouvait au centre du pays, présente un risque réel pour le patient.

- Est ce que le personnel médical jouit de formations régulières, nécessaires pour interpréter avec fiabilité toutes les biopsies exigées?

- Comment Madame la Ministre explique-t-elle qu'un nombre croissant de médecins se plaignent de faux diagnostics anatomopathologiques, établis par le LNS, par exemple pour des tumeurs gynécologiques (biopsies du sein) ou des tumeurs urologiques (biopsies de la prostate)?

- Madame la Ministre ne juge-t-elle pas que la fiabilité du diagnostic soit primordiale pour un traitement cancérologique adéquat aussi bien opératoire, que chimiothérapeutique ou radiothérapeutique?

- Comment explique-t-elle que des interprétations de biopsies régulières, qui précédemment ont pu être réalisées en une semaine, prennent aujourd'hui jusqu'à trois fois plus longtemps?

- Juge-t-elle normal le fait que les médecins doivent eux-mêmes insister pour obtenir les résultats, étant donné que le laboratoire a ou bien oublié de les leur envoyer ou bien s'est trompé d'adresse?

- Est-il normal que le rapport et les conclusions relatifs à une même analyse sont parfois contradictoires?

- Ne pense-t-elle pas qu'il faut munir le LNS de personnel suffisant aussi bien en médecins anatomopathologiques qu'en assistants sachant que leur travail est primordial dans le suivi cancérologique du malade?

- Au vu de ce qui précède, Madame la Ministre est-elle d'avis que les ressources humaines du LNS sont suffisantes pour assurer un travail optimal dans l'intérêt du patient?

- Madame la Ministre estime-t-elle que le LNS est suffisamment équipé pour suivre la demande accrue en biopsies ou ne lui semble-t-il pas plutôt indiqué de recourir à une forme d'outsourcing vers des laboratoires privés, ou de créer carrément des laboratoires anatomopathologiques dans l'enceinte même des hôpitaux pour répondre le plus rapidement et le plus fiablement aux demandes des chirurgiens?

Réponse (22.5.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Avant de répondre aux questions spécifiques de l'honorable Députée, je tiens à rappeler quelques faits qui permettent d'appréhender le contexte de l'anatomopathologie en général et du LNS en particulier.

Il existe depuis de nombreuses années une pénurie de médecins spécialistes en anatomie pathologique, tant au Luxembourg qu'au niveau européen, voire mondial. En outre, le niveau de rémunération offert par le LNS en tant que service de l'État n'était pas de nature à faciliter le recrutement de spécialistes hautement convoités par ailleurs. Le changement de statut du LNS, devenu établissement public le 1er janvier 2013, a permis que cette grille salariale soit adaptée à la réalité du terrain.

Ceci étant précisé, les questions spécifiques de l'honorable Députée appellent les réponses suivantes:

- À l'instar d'autres institutions, il y a pénurie de médecins spécialistes en anatomie pathologique au LNS qu'il est en train de résorber, grâce à une vaste campagne de recrutement lancée au niveau international mi-2013. Cette campagne a permis l'engagement d'un pathologiste en date du 15 mars 2014 et d'un autre pathologiste qui prendra ses fonctions le 1er octobre 2014.

Par ailleurs, le LNS a eu recours à un cabinet international de chasseurs de tête pour recruter un chef du service d'anatomopathologie assumant également la fonction de chef du département médical. Le candidat retenu, actuellement professeur à l'Université de Toronto, prendra ses fonctions au cours du deuxième semestre de cette année.

Des pourparlers avec deux autres pathologistes sont en cours, et la situation devrait se normaliser d'ici la fin de cette année.

Pour pallier au manque chronique de personnel et à certains congés de maladie, le LNS a recours à des laboratoires d'instituts universitaires limitrophes pour remplir ses obligations. Il s'agit des universités d'Hombourg et Cologne. Un projet de convention avec l'Université de Bonn est en cours d'élaboration.

- Les médecins spécialistes en anatomopathologie, dont la durée de formation varie entre dix et douze ans selon les pays, bénéficient d'un droit à formation continue de cinq jours par an, financée par les moyens budgétaires du LNS. Les pathologues engagés sous le nouveau statut du LNS disposent de dix jours de formation par jour.

- Suivant des renseignements fournis par la direction le LNS, celle-ci n'a pas connaissance de l'existence de telles plaintes.

- Il va sans dire que la fiabilité du diagnostic est primordiale pour le traitement optimal d'un cancer. Cela vaut également pour toute autre forme de maladie grave.

- Il convient de rappeler que le recrutement de personnel supplémentaire en interne est en cours. L'obligation d'avoir recours aux services de laboratoires d'instituts universitaires dans les pays limitrophes peut être de nature à rallonger les délais de réponse.

En effet, certains cas complexes nécessitent de solliciter un deuxième, voire un troisième avis de la part d'un expert étranger, ce qui signifie généralement une durée du rendu de résultat plus longue.

- Le conseil d'administration du LNS est appelé à soumettre l'organisation interne du service d'anatomopathologie à un examen approfondi et à charger le nouveau chef de service de son optimisation dès son entrée en fonction.

- D'après des renseignements fournis par la direction du LNS, celle-ci n'a pas connaissance de cas de discordance entre «rapport» et «conclusions».

- Je renvoie aux informations décrites ci-dessus sur les campagnes de recrutement en cours.

- Comme indiqué précédemment, le nombre de postes occupés actuellement ne permet pas au LNS d'assumer en interne l'intégralité de sa charge de travail dans cette spécialité. Le recours aux services d'instituts universitaires limitrophes permet toutefois de remédier de manière temporaire à cette situation.

- Le Ministère de la Santé, en étroite collaboration avec le Ministère de la Sécurité sociale, est en train d'analyser les besoins actuels en matière de laboratoires anatomopathologiques.

Question 0259 (6.5.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**encadrement des évènements sportifs par la Police grand-ducale:**

Depuis quelque temps, les actes de violence, voire les affrontements de camps adverses à l'occasion d'évènements sportifs, ont tendance à se multiplier. La rencontre, il y a une dizaine de jours, entre l'équipe de football du CS Grevenmacher et celle de Jeunesse Esch n'en est qu'une illustration. Ceci amène inéluctablement à une intensification de la présence policière lors de tels évènements.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Force publique et à Monsieur le Ministre des Sports, de l'Action humanitaire et de la Sécurité sociale:

- Les Ministres peuvent-ils me fournir des estimations quant aux coûts engendrés par l'encadrement par la Police grand-ducale de ces évènements «à risque»? Les Ministres peuvent-ils plus particulièrement fournir des informations quant à l'évolution de ces coûts sur les cinq dernières années?

- Combien de policiers (en termes d'heures de travail) ont dû être mobilisés en 2013 pour l'encadrement de tels évènements?

- Combien d'évènements sont classés par la Police grand-ducale comme étant «à risque»?

- Quelles sont les mesures préconisées par les Ministres pour empêcher des débordements à l'avenir?

- Les Ministres peuvent-ils indiquer si et comment les «hooligans» sont fichés au Luxembourg?

- Les personnes ayant subi des interdictions de stade à l'étranger se voient-elles également exclues des stades au Luxembourg? Est-ce que les organisateurs de manifestations sportives ont la possibilité de procéder à des contrôles d'identité à l'entrée? À défaut, comment ces personnes sont-elles dans les faits tenues à l'écart des évènements?

- Ne serait-il pas utile de faire supporter les frais occasionnés par la présence policière lors de ces évènements par les malfrats eux-mêmes?

Réponse commune (5.6.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

À l'heure actuelle, la Police grand-ducale ne fait pas d'analyse de coûts des manifestations sportives. Cependant, la police nous confirme que le nombre d'évènements sportifs «à risque» est en hausse et a donc une incidence directe sur la prestation du service journalier.

Au courant de 2013, 719 fonctionnaires au total ont été chargés de l'encadrement de dix matchs nationaux considérés à risque (156 fonctionnaires - 811 heures de travail prestées) et de sept matchs internationaux (563 fonctionnaires - 3.725 heures de travail prestées).

Les classements «à risque» sont faits après échange d'informations avec les organisateurs de l'évènement. Par ailleurs, les expériences de rencontres antérieures sont considérées.

Aucune base légale ne prévoit la création d'une banque de données particulière permettant de répertorier lesdits «hooligans». Toutes les mesures policières prises sont faites dans le cadre légal donné.

Par ailleurs, nous nous permettons également de renvoyer à la réponse commune des Ministres des Sports et de la Justice donnée en date du 24 avril 2014 à la question parlementaire n°0167 *(cf. compte rendu n°5/2013-2014)* du 24 mars 2014 de Monsieur le Député Gilles Baum concernant notamment les interdictions de stade.

À l'heure actuelle les interventions de la police à l'occasion d'évènements sportifs ou culturels ne sont pas comptabilisées.

N°07
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Construction du tram	p. 250	Sommaire des séances publiques nos 21-23	p. 277	21e séance	Mardi 13 mai 2014
Conventions fiscales	p. 274	Sommaire des questions parlementaires	p. Q83	22e séance	Mercredi 4 juin 2014
Pacte logement	p. 243			23e séance	Jeudi 5 juin 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Visite officielle du Président de la Chambre à Paris

C'est dans une ambiance constructive et très chaleureuse que s'est déroulée l'entrevue du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, avec son homologue français, M. Claude Bartolone, dans le cadre de sa visite officielle à l'Assemblée nationale à Paris.

M. Di Bartolomeo était accompagné de M. Claude Wiseler, membre du Bureau, et de M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés, ainsi que de S. E. M. Paul Dühr, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg en France.

Les deux Présidents de parlement ont fait le tour des développements récents sur le plan européen en insistant notamment sur la nécessité d'un plus grand pouvoir d'influence des parlements nationaux sur le processus décisionnel. «Un suivi des dossiers européens à un stade précoce est indispensable», a estimé M. Di Bartolomeo.

Le sujet d'actualité de la présidence à la Commission européenne fut également abordé. À côté de la question sur la personne, le contenu du programme a également été évoqué. Les interlocuteurs ont souligné l'importance d'une Europe soucieuse du volet social et du chômage en particulier.



M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Bartolone

En ce qui concerne les relations bilatérales, M. Di Bartolomeo et M. Bartolone les ont qualifiées d'excellentes. Ils ont exprimé leur volonté de travailler ensemble sur des projets transfrontaliers. Grâce à une bonne collaboration, plus de 80.000 frontaliers de France viennent travailler au Grand-Duché chaque jour.

Le Président du Parlement luxembourgeois a également abordé le sujet de la centrale nucléaire de Cattenom: «Un incident majeur pourrait remettre en cause l'intégrité territoriale luxembourgeoise.»

À l'avenir, les contacts seront intensifiés et systématisés tant entre les deux Présidents qu'au niveau de leurs assemblées, ceci notamment dans le but d'adopter des positions communes dans certains dossiers européens.

Lors de la visite officielle, la délégation luxembourgeoise a également rencontré M. Michel Liebgott, président du groupe d'amitié France-Luxembourg de l'Assemblée nationale.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Mme Anne Brasseur a accueilli le nouveau Président de l'Ukraine

La Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Mme Anne Brasseur, a réaffirmé son soutien aux autorités ukrainiennes lors de son discours d'ouverture de la session d'été de l'APCE qui s'est déroulée du 23 au 27 juin 2014 à Strasbourg.

Accueillant à la même occasion le nouveau Président ukrainien, M. Petro Porochenko, elle a salué les propositions présentées par ce dernier, notamment l'instauration d'un cessez-le-feu, d'une amnistie et d'une réforme constitutionnelle, comme «porteuses d'espoir».

«Je suis profondément convaincue que nous disposons d'une opportunité réelle d'amorcer un processus de normalisation en Ukraine ainsi qu'entre la Russie et l'Ukraine», a déclaré Mme Brasseur.

«Il est donc essentiel de procéder à la mise en œuvre des initiatives du Président de l'Ukraine Petro Porochenko le plus rapidement possible, y compris dans le domaine des réformes politiques et institutionnelles», a-t-elle souligné, avant d'ajouter que «les autorités ukrainiennes pourront compter sur le soutien de l'APCE».

Mme Anne Brasseur a également rappelé l'importance du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale «comme l'un des principes fondamentaux du droit international».



M. Petro Porochenko et Mme Anne Brasseur

La pétition publique et ordinaire: deux outils différents

Suite aux critiques de l'initiative «Schutz fir d'Kand» concernant les pétitions publiques, les membres de la Commission des Pétitions ont tenu à préciser la différence entre les pétitions publiques et ordinaires dans le cadre d'une réunion.

«Les règles ne changent pas en cours de route et restent les mêmes pour tout pétitionnaire», a souligné le président de la commission, M. Marco Schank. Les pétitionnaires de l'Initiative «Schutz fir d'Kand» avaient demandé d'additionner le nombre de signatures récoltées en ligne par l'intermédiaire d'une pétition publique et sur papier par l'intermédiaire d'une pétition ordinaire.

Il s'agit pourtant de deux outils distincts, la pétition publique prévoyant des conditions plus strictes par rapport à la pétition ordinaire, à savoir:

- un seuil de 4.500 signatures à atteindre pour obtenir un débat public;

- un délai de la période de signature fixé à six semaines;

- l'obligation pour les pétitionnaires d'être âgés de 15 ans au minimum et de disposer d'un numéro de matricule luxembourgeois;

- le contrôle et la validation des signatures.

Selon la procédure, la pétition publique n°343, qui avait récolté 3.187 signatures et n'a donc pas atteint le seuil nécessaire des 4.500 signatures, est reclassée en pétition ordinaire. Les députés ont décidé à l'unanimité d'informer le Gouvernement sur la requête des pétitionnaires qui s'opposent à la réforme du mariage consacrée par le vote en séance publique du projet de loi 6172A le 18 juin.

L'outil de la pétition publique, qui se fait uniquement en ligne par l'intermédiaire du site de la Chambre, a été introduit à la mi-mars. Plus d'une soixantaine de requêtes ont été faites depuis lors. En automne, les membres de la Commission des Pétitions ont prévu de dresser le bilan des premières expériences faites avec ce nouvel outil; ils examineront notamment des questions techniques et procédurales.

Visite monténégrine à la Chambre des Députés



Les membres des délégations parlementaires luxembourgeoise et monténégrine

Les efforts du Monténégro de rejoindre l'OTAN et l'Union européenne ainsi que la politique envers les émigrés ont dominé les discussions lors d'une entrevue à la Chambre des Députés, le jeudi 26 juin 2014, entre le Président et des membres de la Chambre des Députés, d'un côté, et des députés monténégrins, de l'autre.

En sa qualité de président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel a accueilli la délégation parlementaire de la Commission des Relations internationales et des Émigrés de la Skupština du Monténégro.

Après la signature du Livre d'or, les députés ont échangé leurs points de vues sur plusieurs sujets concernant les relations bilatérales et les aspirations du Monténégro à intégrer l'Alliance transatlantique et l'Union européenne, à développer davantage l'indépendance de son système judiciaire et à faire avancer la démocratie.

La question de la double nationalité a également été évoquée, le Monténégro ne disposant pas de cet instrument.

Actuellement, plus de 5.000 Monténégrins vivent au Luxembourg.

Pour une meilleure mobilité du travail au Benelux

La mobilité du travail et une meilleure coopération concernant le renforcement de la cybersécurité ou encore la lutte contre des pratiques commerciales trompeuses étaient à l'ordre du jour du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux qui a siégé à la Chambre des Députés le vendredi 20 et le samedi matin 21 juin 2014.

Les députés luxembourgeois, belges et néerlandais ont adopté plusieurs recommandations qui s'adressent à leurs gouvernements respectifs. Les textes visent à

- favoriser la reconnaissance des diplômes,

- limiter l'usage de matières écotoxiques dans la pêche,

- développer concrètement la cybersécurité et lever les entraves à la coopération internationale et

- élargir la protection aux entreprises concernant les pratiques commerciales trompeuses.

Les députés ont également reçu le M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs. Les réunions étaient présidées par M. Marcel Oberweis, membre de la délégation luxembourgeoise et Président du Parlement Benelux.

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux a pour mission d'adresser des recommandations aux gouvernements des trois pays sur des sujets liés à la réalisation et au fonctionnement de l'Union économique. Il s'intéresse également au rapprochement culturel et à la coopération en matière de politique extérieure, ainsi qu'à l'unification du droit entre les pays membres du Benelux.

Enfin, il peut poser des questions et formuler des recommandations sur des sujets d'intérêt général ou être consulté par les gouvernements.



Les membres de la délégation luxembourgeoise

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Élections européennes et chômage des jeunes

Les membres de la Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC) se sont réunis du 15 au 17 juin 2014 à Athènes pour la traditionnelle réunion plénière bisannuelle de la conférence et avaient inscrit à l'ordre du jour les résultats des élections européennes et les mesures prises pour endiguer le chômage des jeunes.

La COSAC regroupe des représentants des commissions des affaires européennes des parlements nationaux de l'Union européenne, des pays candidats à l'adhésion ainsi que des membres du Parlement européen. La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, et M. Gast Gibéryen.

Dans son message audiovisuel, M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, a conclu que le résultat des élections européennes est parfaitement clair: les citoyens demandent de la croissance et des emplois, de l'équité sociale et une meilleure qualité de vie - pour aujourd'hui et pour l'avenir. L'année 2015 marquera l'examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020 pour la croissance et l'emploi. La Commission européenne a lancé à cet effet une consultation publique qui sera terminée en octobre.

Les membres de la COSAC ont exprimé leur préoccupation face au faible taux de participation aux élections européennes dans certains États membres et à la montée de l'euroscepticisme, de l'extrémisme et de la xénophobie. Ils ont instamment invité les gouvernements concernés, les partis politiques ainsi que les institutions européennes à réfléchir sur leur part de responsabilité en matière de ces phénomènes et à agir sans délai pour les éliminer.

La COSAC a par ailleurs réaffirmé la volonté des Parlements nationaux de se lancer dans un dialogue public sur l'architecture des institutions européennes dans le contexte des traités existants. La COSAC est fermement convaincue qu'il faut explorer de nouvelles manières pour démocratiser le processus décisionnel sans mettre en question la méthode communautaire et estime que le Parlement européen doit pleinement exercer certains pouvoirs qui lui sont accordés par les traités et développer sa coopération avec les parlements nationaux.



M. Gast Gibéryen et M. Marc Angel

De surcroît, les parlementaires sont vivement préoccupés par le niveau extrêmement élevé du chômage des jeunes dans plusieurs pays de l'Union, la persistance croissante du chômage et la détérioration de la qualité de l'emploi (p. ex. emplois précaires ou à temps partiel).

La COSAC a salué dans ce contexte les initiatives de l'Union européenne par rapport au chômage des jeunes - paquet emploi des jeunes, garantie pour la jeunesse, initiative sur l'emploi des jeunes -, tout en mettant en garde contre une tendance inquiétante, à savoir les hauts taux de chômage chez les jeunes adultes de 25-34 ans. Les membres ont invité instamment la Commission européenne à augmenter les efforts pour accroître les opportunités d'emploi des jeunes Européens.

La conférence a encouragé la participation active des parlements de l'UE aux efforts visant à résoudre le problème du chômage des jeunes en contribuant à la désignation et à l'implémentation des plans nationaux pour la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse. À cet égard, elle a invité instamment les Parlements à se lancer dans le dialogue interparlementaire entre eux-mêmes et avec les institutions européennes.

Sauvegarder l'équilibre de la Méditerranée et produire de l'eau potable



Mme Simone Beissel a représenté le Parlement luxembourgeois.

La Commission Énergie, Environnement et Eaux de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée s'est penchée récemment à Barcelone sur la qualité de l'eau de mer dans le bassin méditerranéen et les efforts nécessaires pour parer tant aux résultats du changement climatique qu'à ceux résultant des actions irréfléchies et souvent dévastatrices de l'homme lui-même. Le Parlement luxembourgeois y fut représenté par Mme Simone Beissel.

Les différents parlementaires et experts présents ont présenté tour à tour leurs projets spécifiques visant à nettoyer la Méditerranée des tonnes de produits et dérivés en plastique qu'on retrouve entre-temps même dans les entrailles des poissons pêchés à tous les niveaux de profondeur.

Répondant aux cris d'alarme des États riverains, des aires maritimes côtières de protection viennent d'être instaurées le long des rives de la plupart des pays sauf de ceux se trouvant actuellement en conflits ouverts. En même temps, l'organisation transfrontalière «Let's Do It! Méditerranée» fait effectuer régulièrement, et essentiellement à l'aide de jeunes gens mobilisés dans les pays côtiers, des actions systématiques de «grand nettoyage» des plages et des bas-fonds maritimes, avec des résultats remarquables, sans négliger le côté éducatif de telles entreprises.

La pénurie d'eau potable dans divers pays membres, notamment arabes, et plus particulièrement en Jordanie, Palestine et Égypte, a enclenché une longue discussion sur le besoin pharamineux en électricité nécessité par les installations industrielles de désalinisation.

Remise de décorations à des membres de la Chambre des Députés

À l'occasion de la fête nationale, le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, a remis des distinctions honorifiques à une trentaine d'actuels et anciens membres de la Chambre des Députés. Le plus haut grade, celui de Grand-Officier de l'ordre de la Couronne de Chêne a été décerné au Président sortant, M. Laurent Mosar, et à M. Ben Fayot, Député honoraire.

Le plus haut grade, celui de Grand-Officier de l'ordre de la Couronne de Chêne a été décerné au Président sortant, M. Laurent Mosar, et à M. Ben Fayot, Député honoraire, ainsi qu'aux anciens ministres Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marco Schank.

Autres distinctions remises:

- Grand-Officier - Mérite: M. Gast Gibéryen (excusé), M. Jacques-Yves Henckes, Mme Lydia Mutsch

- Commandeur - Couronne de Chêne: M. Lucien Clement, M. Camille Gira, M. Jean-Pierre Klein

- Commandeur - Mérite: Mme Nancy Arendt, Mme Marie-Josée Frank, M. Claude Meisch

- Officier - Couronne de Chêne: M. Claude Adam, M. Marc Angel (excusé), M. Félix Braz (excusé), M. Jean Colombera (excusé), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Aly Kaes, M. Henri Kox, Mme Viviane Loschetter, Mme Martine Mergen (excusée), M. Jean-Paul Schaaf

- Officier - Mérite: M. Emile Eicher, M. Félix Eischen, M. Léon Gloden, M. Marc Lies (excusé), M. Ben Scheuer (excusé)

En tant qu'anciens ministres furent décorés:

- Grand-Officier - Mérite: Mme Martine Hansen, M. Marc Spautz

Furent également décorés les membres suivants de l'Administration parlementaire:

- Officier - Mérite: Mme Isabelle Barra (excusée)

- Chevalier - Mérite: Mme Lisi Haas, Mme Claire Garçon-Wio

- Médaille en Argent: M. Alain Knepper



Une trentaine d'actuels et anciens membres de la Chambre des Députés ainsi que des membres de l'administration parlementaire décorés

Une retraite bien méritée pour M. Alain Bosseler



M. Alain Bosseler entouré de M. Mars Di Bartolomeo, des membres de la direction de la Chambre et de ses collègues de service.

Le personnel de l'administration parlementaire s'est réuni le 27 juin pour dire au revoir au chef du Service logistique et technique, M. Alain Bosseler, qui, après 40 ans de service à la Chambre des Députés, se retire de la vie professionnelle.

Lors de ses vœux de bonne retraite, le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, a non seulement souligné l'implication professionnelle du futur retraité et son engagement au sein de la délégation du personnel, il a également insisté sur les qualités de M. Bosseler en tant que collègue apprécié.

L'administration parlementaire se présente

Le Service des Relations internationales

Le Service des Relations internationales remplit cinq missions principales, à savoir l'organisation des déplacements des députés à l'étranger, le protocole lors de visites officielles, la gestion et la distribution de l'information sur les dossiers européens, le secrétariat des délégations auprès des différentes Assemblées parlementaires dont la Chambre des Députés fait partie ainsi que le secrétariat de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les députés rencontrent régulièrement leurs homologues d'autres parlements dans le contexte de réunions organisées à l'étranger pour la plupart par le parlement dont le pays assure la présidence du Conseil de l'Union européenne, par le Parlement européen ou encore par des assemblées parlementaires.

Ces déplacements sont organisés par des membres du service, qui s'occupent notamment de la constitution des dossiers respectifs. Ainsi, à titre d'exemple, en 2012, 145 déplacements ont été réalisés, auxquels s'ajoutent également plusieurs rencontres bilatérales à l'étranger.

La Chambre des Députés accueille un nombre croissant de délégations parlementaires, de délégations gouvernementales et de représentants d'organisations internationales. Le protocole du Service des Relations internationales est en charge de l'organisation des visites de ces hauts dignitaires auprès du Parlement luxembourgeois.

En octobre 2006, la Commission européenne a pris l'initiative de transmettre aux parlements nationaux non seulement les documents de consultation tels que les livres verts, les livres blancs et les communications, mais aussi toutes les propositions législatives.

La Chambre des Députés a élaboré une procédure pour l'examen des dossiers européens, commençant par un tri des documents jugés importants pour le Luxembourg.

La «cellule européenne» du service fait une proposition, la décision finale du tri étant prise par les membres de la Commission des Affaires étrangères. Les dossiers retenus pour un examen plus approfondi sont renvoyés par le Président de la Chambre des Députés aux commissions parlementaires compétentes, qui peuvent préparer des avis motivés concluant au non-respect du principe de subsidiarité respectivement des avis politiques. Ces avis sont adoptés lors d'une séance publique.

À relever aussi que la Chambre des Députés dispose d'un représentant auprès des institutions européennes, qui dispose d'un bureau dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles et qui est notamment chargé de collecter des informations et d'encadrer les délégations parlementaires qui assistent à des réunions au Parlement européen.

Le service assure par ailleurs le secrétariat des délégations de la Chambre des Députés auprès des onze assemblées parlementaires suivantes: l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN), le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, le Conseil parlementaire interrégional (CPI), l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP-OSCE), l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), l'Union interparlementaire (UIP), l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), la Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune et la politique de sécurité et de défense commune ainsi que la Conférence intergouvernementale sur la gouvernance économique et financière (dite «Conférence article 13» en référence au traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans lequel la conférence trouve son origine).

Enfin, le secrétariat de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration est également assuré par des membres du Service des Relations internationales.

Le Service des Relations internationales est composé de douze membres: Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe et responsable du service, Mme Rita Brors, Mme Tania Tennina, M. Yves Carl, M. Frédéric Bohler (représentant de la Chambre des Députés auprès des institutions européennes), M. Laurent Scheeck, M. Yauheni Kryzhanouski (assistant de Mme Anne Brasseur en sa qualité de Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe), Mme Toiny Thommes-Gerbec, Mme Pia Bisenius, M. Tun Figueiredo, Mme Ines Luna et M. Cédric Scarpellini.



Les membres du Service des Relations internationales

Fête nationale 2014 – Cérémonie officielle

Cette année, la journée de célébration publique de l'anniversaire de S.A.R. le Grand-Duc a débuté pour la première fois par une cérémonie officielle.

Pour cet événement au Grand Théâtre de la ville de Luxembourg, les membres de la Famille grand-ducale, les membres de la Chambre des Députés et du Gouvernement, ainsi que les représentants du collège échevinal de la ville de Luxembourg, du Conseil d'État, de la magistrature et du corps diplomatique accrédité auprès du chef d'État luxembourgeois, ainsi que des représentants des administrations de l'État étaient invités. Un certain nombre de places étaient réservées à la population.

Lors de cette cérémonie, S.A.R. le Grand-Duc, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, ont prononcé des discours. Ils ont également procédé à la remise de distinctions honorifiques à des personnalités du monde civil.

Au programme de la journée du 23 juin figuraient ensuite la prise d'armes dans l'avenue de la Liberté et le Te Deum solennel en la Cathédrale Notre-Dame.

* * *

Discours de S.A.R. le Grand-Duc lors de la cérémonie officielle

Här President vun der Chamber,

Här Statsminister,

Exzellenzen,

léif Matbierger alleguer,

et ass grad e puer Wochen hier, dass mir den 175. Gebuertsdag vun eiser Onofhängegkeet zesumme gefeiert hunn. Deemools ass et eis alleguer opgefall, wéi vill Upassung erfuerdert war, fir aus dem Lëtzebuerger Land e vollwäertegen Acteur op der europäescher an internationaler Bühn ze maachen. An all Period vu senger Geschicht huet de Grand-Duché sech nei erfonnt, an huet dat och misse maachen.

Et schummt ee sech bal, esou e „lieu commun" ze formuléieren, mä hautdesdaags changéiert d'Welt mat enger Vitesse, déi ee schwindeleg mécht. Ech hu bei der Feier vum 29. Abrëll ausgeféiert, wéi staark d'Europäesch Unioun sech am leschte Véierelsjorhonnert transforméiert huet. A wat Lëtzebuerg ubelaangt, dréint d'Rad vun der Geschicht nach e Krack méi séier. Ech jiddefalls kenne kee Stat an der westlecher Welt, dee sech esou spektakulär entwéckelt huet ewéi eist Lëtzebuerger Land.

Well se sou vill aussoen, wëll ech e puer Zuelen nennen, och an dësem ganz feierleche Moment: Bannent 25 Joer ass eis Populatioun vun 375.000 op 550.000 Awunner geklommen. D'Zuel vun den Auslänner, déi bei eis liewen, louch am Joer 1989 bei ongeféier 100.000; et sinn der haut 250.000. An därselwechter Zäit hunn d'Aarbechtsplazen heiheem sech verduebelt an d'Zuel vun de Frontalieren, déi all Dag bei eis schaffe kommen, ass mat sechs multiplizéiert ginn. De formidabele Wuesstem vun der Wirtschaft wier ouni den extraordinäre Bäitrag vun all deenen ni méiglech gewiescht.

Et kann een also nëmme beandrockt si vun dëser demografescher an ekonomescher Entwécklung, déi hiresgläiche sicht. Mä dës Entwécklung werft och fundamental Froen op, wat mat eisem klenge Stat soll ginn, wéi d'Leit mat deenen diversen Originen hei nach besser zesummeliewe kënnen a wéi d'Citoyennetéit ze gestalten ass.

All dëst si politesch Debatten, am nobelste Sënn vum Wuert „politesch", a si hunn och eng philosophesch Komponent. Si stellen d'Fro, wat mir an noer Zukunft wëlle sinn, u wat fir eng Gesellschaftsuerdnung an u wat fir en „contrat social" mir eis wëllen halen. Dës Debatte musse selbstverständlech an der Serenitéit an ouni Polemik gefouert ginn.

Déi éischter ethnesch orientéiert Konzeptioun vun der Natioun ass zanter Laangem vun de Realitéiten dementéiert ginn. An engem Land ewéi eisem, wou praktesch zur Halschent Netlëtzebuerger wunnen a wou se zwee Drëttel vun der aktiver Populatioun ausmaachen, ergëtt dat kee Sënn méi. Amplaz hu sech vill méi offe Konzeptioune vun der Natioun imposéiert.

Anerersäits - an dat weist eis d'Aktualitéit all Dag op en Neits - ass d'Citoyennetéit eng subtil Mëschung vu Rechter a vu Flichten, vu kollektiver Unerkennung a vun individuellem Bekenntnis. Et ass een net als Bierger gebuer, mä et gëtt een et.

D'Zesummeliewen am Respekt an d'Integratioun vun den Auslänner si vu vitalem Interessi fir eis Gesellschaft, an dat net nëmmen aus der Siicht vun der Ekonomie. Grad hei läit de Schlëssel fir eng glécklech Entwécklung vum Lëtzebuerg vu mar.

Sécher: Déi, déi empfänken an also doheem sinn, an déi, déi sech wëllen integréieren, musse gewëllt sinn, openeen zouzegoen. Dobäi muss all Säit d'Basisregele vun eiser Gesellschaft, eis demokratesch Idealer, eis Liewensaart an eise kulturelle Pluralismus bereet sinn ze respektéieren. Ouni dat geet et net.

Op dësem Nationalfeierdag, dee virun allem d'Eenheet vum Land zelebréiert, gesinn ech vill positiv Zeechen, déi mech optimistesch stëmmen.

Déi Zéngdausende vu Leit, Lëtzebuerger ewéi Netlëtzebuerger, Résidenten ewéi Netrésidenten, déi mat deemselwechten Enthusiasmus zesumme mat der Grande-Duchesse an eise Kanner den 23. Juni feieren, erliewen eng enk Verbonnenheet. An dat ass sécher eppes anescht, ewéi einfach bei engem Volleksfest matfeieren, dat esou flott op de Summerufank dank der Grande-Duchesse Charlotte geluecht ginn ass. Wa mir zesumme feieren, gesi mir, wéi all déi Verschiddenheete verschmëlzen.

Och am Alldag, wou et méi prosaesch zougeet, gesi mer Ursaachen, fir eis ze freeën. Den Zement, deen all d'Leit hei am Land zesummebënnt, huet sech bis elo als ganz zolidd erwisen. Och déi demografesch a soziologesch Entwécklunge vun de leschte Joren hunn et net fäerdegbruecht, an dësen Zement Rëss ze maachen.

Loosse mer alles drusetzen, fir dës Kohäsioun och an Zukunft ze garantéieren, well e klengt Land, dat sech net am Wesentlechen eens ass, dat condamnéiert sech selwer. Loosse mer och erkennen, datt grad d'Verschiddenheet e Räichtum duerstellt. Ech drécken dofir alle Lëtzebuerger wéi Netlëtzebuerger meng gréissten Unerkennung aus fir den ekonomeschen, sozialen oder kulturelle Bäitrag un eis plural Gesellschaft.

Ouni dëse gemeinsamen Undeel wiere mir net, wat mer haut sinn!

Ech hunn och all Vertrauen an d'moralesch Stäerkt vun eiser Populatioun, datt se sech weider opmécht ouni ze vergiessen, wat si ass a wat si bleiwe wëllt. Dat kann dat „Lëtzebuerger Exempel" ginn.

Léif Matbierger, de Lëtzebuerger Nationalfeierdag ass e privilegéierte Moment, dee mir mat engem Gefill vu Freed an Eenegkeet feieren. Am Geescht vun enger oppener Natioun heeschen ech all déi wëllkomm, déi wëlle matmaachen.

Vive eist Lëtzebuerger Land!



LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que les membres de la Famille grand-ducale reçus par M. Xavier Bettel, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Lydie Polfer.

Photo Copyright SIP Charles Caratini

* * *

Discours de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

Altesses Royales,

Exzellenzen,

Dir Dammen an Dir Hären,

wéi ech nach e Schoulbouf war, huet Groussherzoginsgebuertsdag fir mech en Dag ouni Schoul bedeit. Also eppes ganz Schéines.

Duerno hunn ech d'Virfeiere mam Freedefeier an der Stad kennegeléiert. Och dat war e flott Erliefnes, e weidert Element vun Nationalfeierdag.

Als jonke Gemengeconseiller hunn ech dunn a menger Heemechtsstad Diddeleng aner Facettë vun eisem Nationalfeierdag kennegeléiert: de lokale Cortège - wou ech matgaange sinn -, an de feierlechen Te Deum - vum Héieresoen.

Als Buergermeeschter a spéider als Regierungsmember sinn ech dunn an den Te Deum gaangen, an ech gi gär zou, datt mär bei der

Sonnerie Nationale ëmmer d'Héngerhaut ausgaangen ass, well dat ass ganz schéin.

E fräien Dag, de Gebuertsdag vun eisem Statschef, Freedefeieren, Cortègen, Te Deum an aner Zeremonië vun deene verschiddene Glawensgemeinschaften: alles Elementer vun eisem Nationalfeierdag, wou een dobäi ass - oder och net.

Mä war dat et? Ass dat alles? Ass dat eisen Nationalfeierdag? Ech mengen net!

Eisen nationale Feierdag ass méi: Et ass den Dag vun der Lëtzebuerger Gemeinschaft, vun all de Leit, déi hei wunnen - an dat si méi wéi 170 Nationalitéiten -, Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen, an - firwat net? - och vun deene Leit, déi heihinner schaffe kommen.

An dofir ass et gutt, datt mär eis haut, eng éischte Kéier, niewent deene ville wäertvolle Puzzledeeler vun eisem Dag en zentralen, en offizielle Rendez-vous ginn, fir dovun e Gesamtbild ze kréien. Zesumme fir dat Gemeinsamt, an net géint een oder géint Traditiounen, déi och ouni staatleche Charakter hir Feierlechkeet behalen.

Dir Dammen an Dir Hären, haut feiere mär eist Land a setzen eis mat deem auserneen, fir wat mär stinn. Muncher schwätze vun nationaler Identitéit. Identitéit gëtt am Larousse als eppes beschriwwen, wat e permanenten a fundamentale Charakter huet. Ech fannen déi Definitioun vill zevill reduktiv, well Identitéit ass net eppes Statesches, eppes Festgefuerenes.

Eng Identitéit ass eppes, wat sech permanent verännert, staark vun eiser Partnerschaft an der EU beaflosst gëtt, sech ëmmer erëm weiderentwéckelt an och heiansdo Widderspréch a sech dréit. Sou ass eis Lëtzebuerger Sprooch e staarken Identifikatiounsfacteur, eis Villsproochegkeet awer gradesou.

Eis Identitéit ass haut staark vun eiser Diversitéit, vun eiser Villsäitegkeet gepréägt. An déi Diversitéit ass eng vun eisen Trëmp.

Lëtzebuerg steet doniewent wéi kaum en anert Land fir d'Solidaritéit - no bannen, awer och no baussen. Déi Solidaritéit spigelt sech an enger Rei vu Pakten erëm, deen tëscht de Generatiounen, dee mär och fir mar mussen ofsécheren, deen tëscht Aarm a Räich, deen tëscht Gesond a Krank, deen tëscht Lëtzebuerger an Netlëtzebueger, a schliisslech eis Solidaritéit mat deenen anere Regiounen op der Welt duerch eng exemplaresch Entwécklungszesummenaarbecht.

Monseigneur, Madame, viru 14 Deeg hu mär, zesumme mam Grand-Duc Jean, deen an deenen éischten Deeg an der Normandie gelant war, a mat Vertrieder vu ville Länner, déi op europäeschem Buedem Krich gefouert hunn, den Débarquement vun den Alliéierten op de Plagë vun der Normandie viru 70 Joer kommemoréiert.

Dat war en ergräifende Moment. A wann ee sech fir e puer Stonnen an déi Zäit vun 1939 bis 1945 zréckversat gefillt huet, dann ass ee sech bewosst ginn, wat déi siwe Jorzéngte Fridden, an deene mär liewen, fir eppes Grousses sinn.

Wann ee weess, wéi vill jonk Leit hiert Liewe geaffert hunn, fir eis vun Diktatur a Rietsextremismus ze befreien an eis Fridden an Demokratie erëmzeginn, dann ass dat eng Verflichtung, fir bedingungslos fir de Respekt vun deene Wäerter anzetrieden.

Hei kann eist Land Beispillfunktioun iwwerhuelen. Mär hu Rietsextreme konsequent déi rout Kaart gewisen a si schockéiert iwwert déi Well vun Neofaschismus, déi iwwer eng Rei vu Partnerlänner gerullt ass.

Sécher, mär sinn net ouni Feeler an heiansdo sinn och Kritiken, déi vu bausse kommen, verständlech, a mär mussen eis domat ausenanersetzen an och handelen, wann et richteg ass.

Mär sinn en oppent Land fir déi Leit, déi vu bausse kommen, awer och fir nei Entwécklungen, an dofir si mär och interessant fir

- *déi Leit, déi bei eis schaffe kommen;*
- *déi Investitiounen, déi aus dem Ausland kommen;*
- *déi Déngschtleeschtungen a Produkter, déi mär exportéieren;*
- *déi vill Touristen, déi bei eis Vakanz maachen;*
- *déi Studenten un eiser opstriewender Uni;*
- *déi international unerkannte Chercheuren;*
- *déi international Filmprojeten, déi et bis zum Oscar bréngen.*

Géife mär eis zoumaachen oder géife mär stoebleiwen - an dat musse mer verhënneren -, hätte mär all vill ze verléieren.

Wann ee Lëtzebuerg seet, kënnt ee sécher net laanscht déi successiv ekonomesch Success-Storyen, eis politesch Visibilitéit an Europa an an der Welt an eis Dialog- an Upassungsfäegkeet.

Monseigneur, Madame,

Dir Dammen an Dir Hären,

Dir gesitt, wéi vill Facetten eisen Nationalfeierdag, eis Natioun, eis Identitéit hunn.

Villes ass op den éischte Bléck widderspréchlech, an dach passt am Endeffekt alles zesummen, sou wéi déi vill Elementer vun engem komplexe Puzzle.

A fir et op de Punkt ze bréngen: Jo, mär wëlle bleiwe wéi mer sinn, mä mär freeën eis och op dat, wat mer zesumme kënne ginn.

Vive de Grand-Duc!

Vive déi groussherzoglech Famill
a vive eist Land!

* * *

Discours de M. Xavier Bettel,
Premier Ministre, Ministre d'État

Monseigneur,

Här Chamberspresident,

Dir Dammen an Hären Deputéiert,

léif Regierungskolleegen,

Dir Dammen an Dir Hären,

mir sinn haut den 23. Juni, mir feiere Groussherzogsgebuertsdag, eisen Nationalfeierdag. Et ass deen Dag am Joer, wou mir d'Geleeënheet hunn, fir iwwer eis selwer nozedenken, iwwer eis Geschicht, iwwer eis Identitéit an iwwer eis Zukunft.

Et ass en Ament vun der Rou, wou mer eis freeën iwwert d'Liewensqualitéit an eisem Land, iwwer Fridden a Sécherheet an iwwert d'Fräiheet, déi mer genéissen.

Mir hunn dëst Joer och 175 Joer Onofhängegkeet gefeiert. Den 19. Abrëll 1839 gouf de Grondstee geluecht fir dat, wat mer haut sinn: e souveräne Stat, integréiert an d'europäesch Famill, respektéiert vun eisen Noperen, international unerkannt, ekonomesch a sozial erfollegräich - an eenzegaarteg op der Welt. Dës privilegéiert Situatioun hat hire Präis an der Geschicht.

Zanter dem Traité vu London 1839 war d'Souveränitéit vu Lëtzebuerg méi wéi eng Kéier menacéiert an huet misse verdeedegt ginn. Et ass de Verdéngscht vu ville Leit, déi sech déi lescht 175 Joer engagéiert hunn, dass mer haut dat sinn, wat mer sinn - dass mer iwwerhaapt kënnen „bleiwen, wat mer sinn" -, an dass mer eis Zukunft kënnen an däerfe selwer gestalten.

Jonk Männer a Fraen, Kanner, Mammen, Pappen a Grousselteren hunn zu engem Ament vun hirem Liewen décidéiert, dass se misste Verantwortung iwwerhuelen a sech engagéieren, fir sech selwer a virun allem och fir anerer. Si hu bewosst dee méi schwéiere Wee gewielt a fundamental Wäerter virun eegen Intérête gestallt. Et sinn zum Deel kuerz Amenter am Liewe vun dëse Mënschen, mä et si Pilieren an der Geschicht vun eisem Land.

Esou denke mer haut op Nationalfeierdag un dës staark Perséinlechkeeten, déi d'Fräiheet, déi mer haut genéissen, iwwerhaapt méiglech gemaach hunn.

Altesses Royales, Dir Dammen an Dir Hären, an eiser Haaptstad ginn et vill bedeitend Plazen a wichteg Monumenter. Et gëtt eng Plaz, déi mäi Wee all Dag kräizt an déi op mech perséinlech ganz staark wierkt: d'Place Clairefontaine. Am Häerz vun der Stad geleeën, um hallwe Wee tëscht der Chamber an dem Statsministère ass et eng Plaz, wou ee Leit begéint, wou een e puer Wuert matenee schwätzt an den Dialog fleegt.

Et ass och hei, wou vill Touriste sech kräizen, wou ee sech een Ament an d'Mëtt vun der Plaz op ee vun den Träppleke setzt, fir ze raschten an d'Gebaier ronderëm op sech wierken ze loossen.

An et ass d'Plaz, wou regelméisseg Manifestatioune sinn, wou d'Bierger demonstréieren a sech op dat fundamentaalt Recht an der Demokratie baséieren, hir Meenung ze soen.

Fir mech steet d'Clairefontainesplaz a villen Hisiichte fir dat, wat Lëtzebuerg ausmécht: e Land, wou Leit aus der ganzer Welt sech begéinen, eng modern Demokratie, wou matenee geschwat gëtt a wou ee seng Meenung ka soen.

Dominéiert gëtt d'Place Clairefontaine awer natierlech vun där bronze Figur vun der Grande-Duchesse Charlotte. Et ass d'Erënnerung un eng Statschefin, déi an der däischtchterster Zäit vun eiser Geschicht d'Fräiheet an d'Onofhängegkeet vun eisem Land representéiert huet. Duerch hir Radiomessagen aus dem Exil gouf d'Grande-Duchesse zu der Leetfigur vun der Resistenz an domadder och zu engem Symbol fir eng Natioun an hiren Engagement.

An de Krichsjoren hunn d'Lëtzebuerger sech kloer positionéiert a gewisen, dass Solidaritéit an Zivilcourage och zu eiser DNA gehéieren. Wa mer haut um 23. Juni traditionell de Gebuertsdag vun eisem Statschef feieren, dann ass dat och en Éierendag fir all déi Leit, déi sech fir anerer, fir déi méi Schwaach a fir eist Land agesat an dat dacks och mam Liewe bezuelt hunn.

De Reflex, sech ze engagéieren, säi Liewen an den Déngscht vun aneren ze stellen, ass och an eiser Zäit fundamental wichteg fir de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft.

Esou hu mer haut d'Éier op Nationalfeierdag, och Mënschen ze wierdegen, déi net ewechkucken, wann et kriddeleg gëtt, déi sech responsabel fillen an upaken, wou eng Upak dréngend néideg ass. Wann haut hei am Kader vun dëser Zeremonie an och soss uechter d'Land Leit fir hiren Asaz ausgezeechent ginn, dann ass dat méi ewéi e symboleschen Akt. Et ass eng Unerkennung fir dës Leit selwer, mä si stinn och symbolesch fir jiddereen, deen Aussergewéinleches leescht - sief et an der Famill, an engem Veräin oder op eegen Initiativ.

Dës Mënsche si Virbiller a mir brauche Virbiller - fir eis ze orientéieren a fir eis op dat ze besënnen, wat wierklech wichteg ass.

Vive eise Grand-Duc!

Vive déi groussherzoglech Famill!



M. Gerd Klestadt, un survivant du camp de concentration de Bergen-Belsen, a reçu la décoration de l'Officier de l'Ordre national de la Couronne de Chêne de la part de S.A.R. le Grand-Duc pour son engagement pédagogique et la transmission de la mémoire liée à la Deuxième Guerre mondiale à de nombreux étudiants.

Photo Copyright SIP Jean-Christophe Verhaegen

SÉANCE 21

MARDI,
13 MAI 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. le Président*

2. Communications

- *M. le Président*

3. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Justin Turpel, M. Laurent Mosar, M. Alex Bodry, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, M. Xavier Bettel, M. le Président*

4. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

- *Exposé: M. Laurent Mosar*

5. Mots de bienvenue aux membres du Comité des Présidents de l'APCE

- *M. le Président*

6. Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien au Gouvernement nigérian dans la résolution de crimes détestables et dans la poursuite de ses efforts de respect des obligations découlant du droit international, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram»

- *Discussion générale: M. Marc Angel, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

7. Ordre du jour (suite)

- *M. le Président, M. Justin Turpel, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. le Président*

8. Question écrite n°261 du 7 mai 2014 de M. Laurent Mosar relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question écrite n°263 du 7 mai 2014 de M. Justin Turpel relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Laurent Mosar - M. Justin Turpel - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

9. 6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel (dépôt d'une motion)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Marc Angel, M. Justin Turpel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

10. 6556 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6642 - Projet de loi

- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry (M. Claude Wiseler intervient), Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, M. Justin Turpel (dépôt d'une motion)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Motion 1: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Justin Turpel, M. Claude Wiseler*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

12. 6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. Question élargie n°1 de M. Marc Lies sur le nombre de logements achevés dans le cadre du Pacte Logement

- *M. Marc Lies - Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement - M. Marc Lies (question complémentaire)*
- *Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Jean Asselborn, François Bausch, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Eis Sëtzung ass op. E schéine gudde Mëtteg!

Éischt Fro un d'Regierung: Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir wënschen Iech och e schéine Mëtteg, mä soss hu mer keng Kommunikatioun ze maachen.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Da géife mer zu de Kommunikatiounen iwwergoen.

2. Communications

1) Ech hunn d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten an der Ofännerung vum Chambersreglement, déi säit der leschter Sëtzung an der Administration parlementaire deposéiert goufen, sinn un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) Op Empfehlung vun der Commission des Pétitions huet d'Conférence des Présidents eng nei Serie vun ëffentleche Petitioune fräiginn. Déi kënnt Der um Site vun der Chamber konsultéieren.

Communications du Président - séance publique du 13 mai 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6686** - Projet de loi modifiant l'article 6, paragraphe 1 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 06.05.2014

***6687** - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 08.05.2014

***6689** - Projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides; b) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 09.05.2014

***6690** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'introduction d'un système de pétition publique*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Député, M. Marco Schank, Député, le 12.05.2014

3) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 8 et du 9 mai 2014:

*Pétition publique n°**340** - contre l'élevage et l'utilisation des animaux au cirque*

Dépôt: 05.04.2014

*Pétition publique n°**342** - contre l'ouverture du droit de vote aux non-Luxembourgeois*

Dépôt: 07.04.2014

*Pétition publique n°**347** - Fir den Tram an esou schnell wéi méiglech*

Dépôt: 17.04.2014

*Pétition publique n°**350** - Géint d'Nationalbibliothéik a fir d'Ofhale vun engem Referendum*

Dépôt: 23.04.2014

*Pétition publique n°**351** - Géint d'Fräihandelsofkommes TTIP tëschent den USA an der EU mat Auswierkungen op Lëtzebuerg*

Dépôt: 24.04.2014

*Pétition publique n°**353** - Fir eng Reform vum Déiereschutzgesetz an d'Ofschafe vun der Rasselëscht am Hondsgesetz*

Dépôt: 29.04.2014

*Pétition publique n°**354** - Sanctionner sévèrement les bourreaux d'animaux!*

Dépôt: 30.04.2014

*Pétition publique n°**358** - Création d'une Chambre des retraités sur base élective afin de garantir une représentation de tous les retraités par des délégués élus par les retraités eux-mêmes*

Dépôt: 03.05.2014

*Pétition publique n°**359** - Introduction d'un salaire social minimum pour diplômes d'études supérieures*

Dépôt: 03.05.2014

*Pétition publique n°**363** - Opfuerderung un d'Lëtzebuerger Regierung, fir alles an d'Weeër ze leede fir d'Unerkennung vun der Lëtzebuerger Sprooch an Europa an hir Aschreiwung an d'Lëscht vun den europäesch unerkannte Sproochen*

Dépôt: 06.05.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da schléit d'Presidentekonferenz deen Ordre du jour vir, deen Der op Äre Schiermer kënnt consultéieren.

Ech wollt da froen, ob d'Chamber d'accord ass mam Ordre du jour.

(Interruption)

Ech hunn eng mobil Wuertmeldung vum Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech géif gären, esou wéi den Artikel 38 vun eisem Reglement dat virgesäit, eng Question préalable stellen zum Ordre du jour, an zwar a Form vun enger Propositioun, fir e Punkt op den Ordre du jour bäizesetzen. An dee Punkt géif heeschen: «Explication de M. le Ministre du Développement durable ou bien du Gouvernement…», dat heescht, et kann och een anere Vertrieder sinn, «…sur l'évolution récente dans le secteur de l'aviation.» Dat heescht, den Accord de partenariat Cargolux an HNCA respektiv d'Ënnerschrëft vun engem Accord tëschent dem Flughafe vu Zhengzhou mat engem Konkurrenzflughafe vun eis.

Ech géif mer erlaben, fir ganz kuerz déi Demande ze motivéieren, an zwar doduerjer, datt mer de 7. Mee an der Press, am „Tageblatt" an dësem Fall, gewuer gi sinn, datt esou e Kooperatiounsaccord tëschent Zhengzhou an Hahn ënnerschriwwe ginn ass. Dat huet fir munch Iwwerraschung zu Lëtzebuerg gesuergt, sou-

wuel beim Personal wéi bei de Gewerkschaften, mä awer och an der Politik, bis eran an de Verwaltungsrot vun der Cargolux, wou de President vun dem Verwaltungsrot sech ganz iwwerrascht doriwwer geäussert huet.

A mir wiere gär informéiert iwwert deen Accord vun der Regierung, d'autant méi, wou ee Verwaltungsrotsmember vun der Cargolux deen Accord zu Hahn mat ënnerschriwwen huet. Mir wiere gär informéiert iwwert d'Konsequenzen, an och firwat datt Lëtzebuerg net selwer iwwer lux-Airport esou ee Vertrag mat dem Flughafe vu Zhengzhou ënnerschriwwen huet.

D'lescht Woch huet de Minister, den zoustännege Minister iwwert d'Press, an dësem Fall RTL, gesot, hie géif der Press keng Informatioune ginn dozou, well zwou Question-parlementairen ënnerwee wieren a well en do prioritär wéilt den Deputéierten dorobber äntwerten.

Mir sinn haut aus der Press gewuer ginn, datt d'Gewerkschaften informéiert gi sinn, wat fir mech och okay ass, datt d'Press gëschter informéiert ginn ass, wat fir mech och okay ass. Mä datt d'Chamber nach ëmmer net informéiert ass an datt d'Deputéierten nach ëmmer waarden op d'Äntwert respektiv Renseignementer, déi se do hunn, duerfir géif ech froen, fir den zoustännege Minister ze froen, ob e kéint heihinnerkommen, respektiv soss ee Vertrieder vun der Regierung, an um entspriechende Punkt um Ordre du jour eis kéint do Informatioune ginn. A wa mer dat op den Ordre du jour setzen, géif ech herno dann déi Froe preziséieren.

Hei géif et drëm goen, fir et op den Ordre du jour ze setzen. Ech géif Iech duerfir Merci soen.

M. le Président.- Jo, den Här Mosar huet d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President. Och dozou, wéi den Här Turpel, hat ech selwer och eng Question parlementaire zu deemselwechte Sujet d'lescht Woch gestallt, an ech sinn da komm mat deem, wat den Här Turpel gesot huet. Mir wäerten eis och als Fraktioun senger Demande uschléissen. Mir fannen et net normal, datt hei d'Chamber weder eng Äntwert op hir Questions parlementaires kritt huet nach eng zoustänneg Kommissioun informéiert ginn ass.

Mir hunn och guer kee Problem domat, datt de Minister a Réunioune mat de Gewerkschaften iwwert dee Sujet Erklärunge gëtt, och nach der Press Erklärunge gëtt. Mä mir fannen et net normal, datt bis elo de Mëtten um hallwer dräi keng vun deenen zwou Froen, weder déi vum Här Turpel nach meng, beäntwert ass.

M. le Président.- Bon, den Här Turpel berifft sech op eist Chambersreglement, den Artikel 38 (1). Dat géif eng Ännerung vum Ordre du jour bedéngen. Dir wësst, dass d'Presidentekonferenz den heitegen Ordre du jour festgeluecht huet, soudass ech fir d'Éischt d'Fro géif un d'Presidentekonferenz stellen, oder un d'Fraktiounspresidenten, wat se vun där Propositioun halen.

Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Well den zoustännege Minister elo net hei an der Chamber ass, duerfir hänkt et jo awer dovunner of, ob mer dee Punkt kënnen drophuelen, ob de Minister à même ass, fir haut dorobber ze äntwerten. Wa jo, dann hunn ech kee Problem, dass mer dat dote géifen haut maachen, en fin d'ordre du jour, aus Respekt virun deenen Aarbechten, déi soss an de Kommissioune gemaach gi sinn. Mä et hänkt natierlech dovun of, ob de Minister kann haut dozou äntwerten.

An ech muss soen, hei ass jo keng Urgence absolue. Ech wär frou, wann esou Saache géifen - soss brauche mer keng Conférence des Présidents méi ze maachen - awer wa méiglech am Virfeld vläicht do diskutéiert ginn, an deem Gremium, wat eigentlech zoustänneg ass fir d'Propositioun vum Ordre du jour. Da wär dat vläicht méi einfach.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Den Här Berger, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen,...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, wann ech gelift.

M. le Président.- Jo. Wann eis Fraktiounschefen, déi sech zu Wuert gemellt hunn, domat d'accord sinn, selbstverständlech.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wann Der erlaabt, Här President, fir d'Éischt, hei gëtt gesot, et wiere Froe gestallt ginn an déi hätten elo keng Äntwert kritt. Mir hunn eng Prozedur bei de Questions parlementaires: Wann et eng Urgence ass, déi och unerkannt gëtt vum President, sinn Délaien do, a soss ass e Mount do. Dass elo en Deputéierte seet, dass de Minister eng nei Prozedur sollt kréien, dass eppes tëschent der urgente oder net urgente ass, ass dann eben eppes Neies. Normalerweis hätt de Minister jo ee Mount Zäit, wann d'Urgence net unerkannt ginn ass, fir drop ze äntwerten.

Ech géif Iech awer just proposéieren, well ech kennen den Agenda vum Här Bausch haut net, ech mengen, dës Woch huet nach e puer Deeg, dass mer kucken, fir muer oder iwwermuer eng Transportkommissioun ze organiséieren, wou den Här Bausch dann och kéint kommen an dann och all déi Erklärunge kéint ginn. Ech weess net, wou den Här Bausch elo ass, an ech kann Iech net garantéieren, dass en haut, wann en aner Obligatiounen huet, iwwerhaapt am Land ass.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Ech géif dann trotzdeem den Tour vun de Fraktiounspresidente maachen. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech kann eigentlech nëmmen dat bestätegen, wat de Premierminister elo gesot huet. Zum engen ass et esou, datt verschidde Question-parlementairen effektiv gestallt gi sinn, déi elo net de Caractère d'urgence haten oder unerkannt kruten. Dat heescht, datt do also eng gewëssen Zäit bleift, fir déi ze beäntwerten.

Zum Zweeten hu mer einfach och de Problem, datt den zoustännege Minister haut de Mëtten op alle Fall elo net am Parlament ass a mer och net wëssen, ob en eventuell am Laf vum Mëtteg erakënnt. An ech géif eigentlech do fir déi Propositioun vum Premier och plädéieren, datt ee géif kucken, a beschtméiglecher Zäit eng Kommissioun vum Développement durable anzeberuffen, wou een dat da kéint och op den Ordre du jour setzen.

Normalerweis ass bei eise Plage-fixen et jo esou, datt mëttwochs normalerweis eng Développement-durables-Kommissioun ass. Vläicht léisst et sech arrangéieren, datt dat da muer nach als Punkt do op den Ordre du jour ka bäigefléckt ginn. Da kann een et dann dee Moment traitéieren.

Ech géif op alle Fall proposéieren, vu datt mer an der Conférence des Présidents deen heiten Ordre du jour festgeluecht haten, datt mer eis géifen awer dann un deen halen.

M. le Président.- Merci. D'Madame Loschetter, duerno den Här Gibéryen an dann den Här Wiseler. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, ech ginn onsem Premierminister komplett recht an deem, wat e gesot huet. Néanmoins wéilt ech Iech hei matdeelen, datt den zoustännege Minister bereet ass, heihinnerzekommen, gudde Wëlle wëllt weisen, keng Polemik wëllt opkomme loossen a selbstverständlech näischt ze verstoppen huet, an duerfir schonn ënnerwee ass, fir Iech Ried an Äntwert ze stoen.

Allerdéngs wär e frou, well en huet en Agenda, an dat hei war net geplangt, wann en ukënnt, datt mer en och kënnen da wa méiglech net waarde loossen.

Merci.

Une voix.- Wéini ass en do?

Une autre voix.- Donc très bien!

M. le Président.- Ech géif mengen, dass mer domat... Här Gibéryen, selbstverständlech kritt Dir d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Bon, ech mengen, d'Madame Loschetter huet hei eis elo, géif ech soen, eng positiv Noriicht ginn. Dat ass och flott. Ech fannen, datt dat e gudde Gebrauch ass, wann e Minister kann heihinnerkommen, datt en dann och soll heihinnerkommen.

D'lescht Woch hate mer en aneren Zeenario. Do war de Minister oder d'Ministesch hei a se wollt souguer net äntwerten, obscho se hei war. Elo den Här Bausch beweist dann awer, datt e fir d'Parlament zur Verfügung steet an direkt heihinnerkënnt, fir déi Froen ze beäntwerten, un déi ech mech mat menge Virriedner souwuel vun déi Lénk wéi vun der CSV hei wëll uschléissen. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer de Sujet hei awer och an enger ëffentlecher Sitzung abordéieren an datt et net onbedéngt an enger Kommissiounssëtzung ass.

Déi aner Saache sinn op der Place publique gemaach ginn. Ech mengen, dann huet d'Effentlechkeet och e Recht, fir gewuer ze ginn, wat den Débat hei an der Chamber ass. D'autant plus, mengen Informatiounen no, déi Informatioun vun deem Accord, deen do getraff ginn ass, scho virun e puer Wochen ugekënnegt ginn ass an enger däitscher Grenzzeitung, enger Dageszeitung, déi schonn deen Accord matgedeelt huet. Woubäi een dann am Fong iwwerrascht ass, datt mir elo hei am Land alleguer esou maachen, wéi wa mer dat eréischt d'lescht Woch gewuer gi wieren.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Dann den Här Wiseler, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, ech soe just och am Fong Merci fir déi Disponibilitéit, déi den Här Bausch weist. Et ass effektiv ganz flott, wann en de Mëtteg ka kommen an direkt Ried an Äntwert stoen.

Ech wëll awer just preziséieren, datt et hei op jidde Fall vum Här Mosar aus, mä ech denke vum Här Turpel d'selwecht, net eng Fro war, datt se net wëssen, datt e Mount Délai do ass, well déi Questioun ass effektiv net en urgence gestallt ginn. Mä de Problem an d'Fro waren déi, datt d'Äntwert awer schonn an deene leschten Deeg iwwert d'Medie gelaf ass, respektiv och mat anere Gremien, notamment mat de Gewerkschaften diskutéiert ginn ass, an datt virdru gesot ginn ass, datt keng Äntwert géif kommen, well jo Questions parlementaires ënnerwee wären, an eréischt dat d'Äntwert public géif maachen, wann d'Questions parlementaires beäntwert wären.

A well dat e wéineg gedréit huet a Gewulls war, hunn op jidde Fall deen ee respektiv wahrscheinlech och deen aneren Deputéierten du gefrot, et wär gutt, wann et géif hei am Plenum diskutéiert ginn. An d'Wichtegkeet vum Sujet an d'Disponibilitéit vum Här Bausch, fir dat ze maachen, erfreet eis.

M. le Président.- Bon, ech géif elo proposéieren, à moins dass nach en neit Element derbäikënnt...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hat elo just den Här Bausch um Tëlefon, Här President, dee mer ugeruff huet. En ass a fënnef Minutten do. E freet just, well en awer aner Obligatiounen huet, fir dass dee Punkt dann, wann en hei ass, ka prioritär behandelt ginn, net dass en de ganzen Nomëtteg muss waarden an als leschte Punkt um Ordre du jour kënnt.

(Brouhaha)

M. le Président.- D'Motioun fir d'Éischt, jo. Ech ginn dovun aus, dass mer den Tour gemaach hunn an dass der Demande vum Här Deputéierten Turpel domat Rechnung gedroen ass an dass mer net nach eng Kéier mussen elo en neien Tour opmaachen.

Mir géifen also festhalen, dass mer den Ordre du jour an där modifizéierter Form, wann ech dat richteg interpretéieren, unhuelen.

Esou wéi meng Antenne mer gesot hunn, soll nach eppes Zousätzleches op den Ordre du jour kommen, dat heescht den Dépôt respektiv d'Presentatioun vun enger Motioun. Mir géifen dann deen esou modifizéierten Ordre du jour unhuelen.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Da géif ech dem Här Mosar d'Wuert ginn, fir d'Motioun ze presentéieren. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

4. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif effektiv hei wëllen eng Motioun déposéieren, dat am Numm vun alle Fraktiounen, déi hei am Parlament vertruede sinn, och vun de Sensibilitéiten, ausser der Sensibilitéit vun deene Lénken, déi dës Motioun net wollte matdroen. Ech wëll och direkt Merci soe fir dat grousst Verständnis vun alle Fraktiounen. Och e ganz besonnesche Merci un de President vun der zoustänneger Kommissioun, de Marc Angel, dee mat engem ganz groussen Engagement an enger grousser Kompetenz och gehollef huet, dës Motioun ze rédigéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- vu la situation révoltante de l'enlèvement de masse sans précédent de plus de 200 lycéennes, jeunes filles âgées entre 12 et 17 ans, le 14 avril 2014 de leur établissement scolaire de Chibok, dans l'État de Borno au nord-est du Nigeria;

- considérant un nouvel enlèvement de onze autres adolescentes, âgées de 12 à 15 ans, le 4 mai 2014, à Warabe et Wale, toujours dans l'État de Borno au nord-est du Nigeria;

- considérant le massacre récent dans la nuit du 5 au 6 mai 2014 à Gamboru Ngala, ville proche de la frontière camerounaise dans l'État de Borno, au cours duquel des centaines de personnes ont été tuées;

- considérant que tous ces rapts et attaques ont été perpétrés par l'organisation terroriste «Boko Haram», dont le nom signifie «l'éducation occidentale est un péché» en langue haoussa, responsable, depuis l'année 2009, de la mort de milliers de personnes au cours d'attaques visant des écoles, des églises, des mosquées et des symboles de l'État et des forces de l'ordre (plus de 1.500 depuis début 2014);

- considérant qu'après quatre semaines, il n'a pas encore été possible de libérer les lycéennes enlevées;

- considérant la déclaration à la presse du Conseil de sécurité des Nations Unies du 9 mai sur les attaques au Nigeria et les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 12 mai sur les enlèvements de jeunes filles au Nigeria;

invite le Gouvernement

- à exprimer son soutien au gouvernement nigérian dans la résolution de ces crimes détestables;

- à encourager les autorités du pays à coopérer pleinement avec les équipes d'experts étrangers, composées de militaires et policiers, envoyés sur place pour aider les autorités nigérianes à rechercher les captives;

- à intervenir auprès du gouvernement nigérian pour qu'il poursuive ses efforts, dans le respect de ses obligations découlant du droit international, en particulier du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire, pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram» qui est une menace à la stabilité de l'Afrique de l'Ouest et Centrale;

- à continuer à traiter de manière prioritaire le sujet également au niveau des organisations internationales telles l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies.

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Eugène Berger, Fernand Kartheiser.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst alleguerten, ëm wat et geet. Et geet hei ëm d'Entféierung vun deenen 200 jonke Meedercher am Nigeria tëschent 12 a 17 Joer, déi elo säit praktesch engem Mount festgehale ginn, a wou leider Gottes déi nigerianesch Regierung net richteg virukënnt an hirer Sich no deene Meedercher.

Wat awer hei ganz besonnesch schlëmm ass, dat ass, datt déi Terroristenorganisatioun Boko Haram u sech deene Meedercher zwou Saache reprochéiert. Fir d'Alleréischt, datt et Meedercher sinn, an zweetens, datt déi Meedercher an d'Schoul ginn, wou ee jo och gesäit, wat fir eng Philosophie hannert där Organisatioun do stécht. An ech mengen, wat jiddweree misst wierklech och mobiliséieren, well, wann am 21. Jorhonnert Meedercher sanctionnéiert ginn, nëmme well se wëllen an d'Schoul goen, ass dat dach äusserst grav.

Wat awer elo déi Problematik nach méi dramatesch mécht, ass, datt entre-temps déi Meedercher anscheinend gezwonge gi sinn, sech zum Islam ze konvertéieren, a gedroht gëtt vun där Terroristenorganisatioun, datt se als Sklave kéinten utiliséiert ginn, respektiv souguer op ëffentleche Mäert verkaaft ginn. Do gi mer wierklech erëm zréck an d'17. respektiv d'18. Jorhonnert. An dat ass absolut inakzeptabel!

Fir eis alleguerten, mengen ech, ass et wichteg, datt d'Regierung hei déi international Efforten, déi am Moment souwisou gemaach ginn, sief dat um Niveau vun der nigerianescher Regierung, awer och um Niveau vun internationalen Institutiounen, natierlech ënnerstëtzt. A mir wëssen, connaissant eisen Ausseminister, datt deen dat souwisou och mat vollem Engagement mécht.

Fir eis ass et wichteg, datt iwwerhaapt dee Sujet do thematiséiert gëtt iwwerall, well mir kënnen eis erënneren, datt virun 20 Joer am Ruanda 800.000 Tutsien ëmbruecht gi sinn op eng brutal Aart a Weis, viru 15 Joer an Afghanistan an a Pakistan och Schoulen ofgebrannt gi sinn, och jonk Meedercher massakréiert gi sinn, an dat, ouni datt d'Weltgemeinschaft iwwerhaapt reagéiert huet. Duerfir si mer hei awer schonn e bësselche méi wäit, well sech hei elo international mobiliséiert gëtt, fir déi Meedercher fräizekréien.

Duerfir ass et fir eis wichteg, an ech soen duerfir nach eng Kéier e grousse Merci all deene Kolleegen, déi déi Motioun hei ënnerstëtzt hunn, datt mir eis och als lëtzebuergescht Parlament solidaresch weise mat deene Meedercher, och mat deenen Efforten, déi do gemaach ginn. Well et kann net sinn, datt mer hei erëm e Réckfall an d'18. Jorhonnert wäerten hunn. An duerfir och schonn am Viraus e grousse Merci un den Ausseminister.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Mosar.

5. Mots de bienvenue aux membres du Comité des Présidents de l'APCE

Ier ech dem honorabele Marc Angel d'Wuert ginn, wollt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir an eiser Chamber d'Presidente vun deenen eenzelne Fraktiounen aus der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe häerzlech wëllkomm ze heeschen, déi eis op Lëtzebuerg bruecht gi si vun eiser Presidentin vun där Assemblée parlementaire, der Madame Anne Brasseur.

Messieurs, soyez les bienvenus au Parlement luxembourgeois et soyez sûrs que nous estimons votre précieux travail à sa juste valeur. Merci beaucoup.

(Applaudissements)

Sou, ech géif elo direkt dem honorabele Marc Angel d'Wuert weiderginn, fir Stellung zu der Motioun ze huelen. Ech hunn eng Rei vu weidere Wuertmeldungen, ier ech dann dem Ausseminister d'Wuert ginn.

6. Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien au Gouvernement nigérian dans la résolution de crimes détestables et dans la poursuite de ses efforts de respect des obligations découlant du droit international, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram»

Discussion générale

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, chers invités d'honneur, ech wollt dem Här Mosar Merci soen als urspréinglechem Auteur vun där Motioun, an dass en och d'Vertrauen hat a mech, dass ech konnt e puer Änneruge maachen, a seng Toleranz, dass en dat mat akzeptéiert huet. An och ee Merci un déi aner Kolleegen, déi heirunner matgeschafft hunn. An ech muss mech beim Här Adam entschëllegen, en hat mer nach eng Suggestioun ginn, déi hien herno wäert nach presentéieren. Et ass e klengen Detail, mä ech mengen awer e wichtegen Detail.

Fir d'LSAP ass dat hei eng wichteg Motioun. Mir wëssen all, dass déi Entféierung vun deenen nigerianesche Meedercher aus hirem Lycée schonn de 14. Abrëll war, an am Ufank war leider wéineg Reaktioun, well do dee malaysesche Fliger d'Effentlechkeet méi beschäftegt huet, an et ass duerch déi effikass Internetcampagne „Bring back our girls", dass am Fong op dat Schicksal vun deene Meedercher opmierksam gemaach ginn ass.

Esou eng grouss Internetmobiliséierung ass ganz positiv, well se d'international Communautéit op dee Problem vun där grausamer Sekt oder Terroristeband opmierksam gemaach huet an och séier zu Reaktioune gefouert huet. D'Internetcampagne huet och an der Effentlechkeet zu enger reeller Prise de conscience vun der Gefor vu Boko Haram, déi säit Jore responsabel si fir Gräueltaten, gefouert, an och drop opmierksam gemaach, dass déi Géigend vu Borno am Nigeria eng vun deenen äermste Géigenden ass, an dat obschonn den Nigeria am Fong eent vun deene räichste Länner vun Afrika ass.

Mir als LSAP hoffen natierlech, dass déi international Hëllef a Form vun Experten an héich sophistiquéiertem Material dozou bäidroe wäert, fir dass déi Meedercher erëmfonnt ginn an och fräikommen. Mä de Grondproblem wäert bleiwen. Obwuel Boko Haram duerch hir Grausamkeet vläicht net méi op vill Ennerstëtzung an der Bevëlkerung wäert kënnen zielen, bleift awer déi Sekt oder déi Terroristeband do geféierlech an eng Gefor vu Biergerkrich kéint fir déi 170 Milliounen Awunner vun deem Land méi no réckelen.

E leschten Aspekt. Dës Entféierung huet och nach en aneren Aspekt ganz kloergemaach, nämlech dee vun der sexueller Gewalt, déi am Kader vu regionale Konflikter oder Biergerkricher ëmmer méi ausgeübt gëtt. An dofir begréissen ech et ausdrécklech, dass gëschter an de Konklusioune vum Conseil des Affaires vun de Ministeren, europäesche Ministeren, Ausseministeren och op deen doten Aspekt higewise ginn ass, well dës Gewalt bei deene betraffenen Affer déif Narben hannerléisst an ëmmer méi oft a Konfliktsituatiounen genotzt gëtt.

All Vergewaltigung, all sexuell Gewalt als Krichsinstrument muss dofir och vun der internationaler Communautéit veruerteelt ginn. An ech maachen den Appell un all d'Acteuren, déi an deem Konflikt hei am Nigeria implizéiert sinn, mä och an all deenen anere Konflikter, dass deen Aspekt vun der sexueller Gewalt als Krichswaff net aus den Ae verluer geet an dass sech dofir engagéiert gëtt, dat ze verhënneren, an och do, wou et optaucht, ganz staark ze veruerteelen.

Ech soen Iech Merci, an ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dëser Motioun.

Merci.

Plusieurs voix.-Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Angel. Als Nächsten huet d'Wuert den honorabelen Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Och mir begréissen d'Initiativ vun där Motioun hei an der Chamber. Ech mengen, déi Entwécklungen am Nigeria si wierklech besuergniserregend. Et ass esou, datt mer dat alleguerte wëssen iwwert d'Biller an dem Fernseh, iwwert d'Medien, all Dag liese mer dat do iwwer en terroristesche Grupp, deen eng ganz Rei Aktiounen an deene leschte Wochen a Méint geholl huet, iwwert dee Grupp, Boko Haram, heescht e jo, deen do Leit, ganz vill - haaptsächlech onschëlleg Leit - mat eranzitt an e Konflikt, deen déi Leit net wëllen.

De Moment ass et esou, datt natierlech déi Aktioun vun deene Meedercher, déi entfouert gi sinn, vun deene mer och nach gëschter Biller gesinn hunn um Fernseh, wéi se dann do sëtzen, wéi se sech hu missen aneschters undoen, wéi se sech hu mussen zu enger Relioun bekennen, wat awer wahrscheinlech net wierklech an hirem For intérieur de Fall ass, dann och virgefouert gëtt.

Dat sinn déi Aktiounen, déi eis am meeschten erschütteren de Moment, mä et si sécherlech ganz vill aner Aktioune vun deem Terroristegrupp scho gemaach an der Vergaangenheet, Leit sinn ëmbruecht ginn an esou weider, un déi een och soll erënneren. Soudatt wierklech och mir op d'Schäerfst all déi Aktioune veruerteelen a mer och drun interesséiert sinn, respektiv och all Initiativ, all politesch Initiativ ze ënnerstëtzen, fir datt do schnell kënne Solutioune fonnt ginn, Solutiounen och wa méiglech friddlecher Natur.

Ech wëll net op de ganze Background vun deem Konflikt agoen, mä ënnert dem Strëch musse mer kucken, datt mer souwuel als Lëtzebuerg, wann dat méiglech ass, Demarchë maachen, wéi dat och hei an der Motioun gefrot ginn ass, fir zum Beispill bei der Regierung vum Nigeria ze intervenéieren, mä mir wëssen, mir sinn do e klengt Land op engem grousse Planéit, soudatt mer virun allem och solle kucken, datt mer am Verbond mat der Europäescher Unioun respektiv am Verbond mat der UNO, wou mer jo och en net permanente Sëtz am Weltsécherheetsrot hunn, do alles sollen a Bewegung bréngen, fir kënnen, éischtens, esou schnell wéi méiglech déi entfouert onschëlleg Meedercher fräizekréien, an op där anerer Säit datt mer och aner Solutioune méi globaler Natur do solle fannen. An deem Sënn ënnerstëtze mer natierlech déi Motioun, déi mer och ënnerschriwwen hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als Nächsten huet den Här Claude Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech soen dem Auteur vun der Motioun Merci fir d'Initiativ an dem President vun eiser Kommissioun fir seng Erläuterungen, déi en hei gemaach huet. Et ass effektiv wouer, dat Verbriechen ass scho méi laang geschitt an et huet wierklech laang gedauert, bis datt och dann d'Politik reagéiert huet.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, datt all terroristeschen Akt ze verdamen ass, mä et gëtt der souguer, et ass schwéier ze soen, mä déi sinn och nach ze steigeren. An dat hei ass där ee vun där extremster Zort. Et geet ëm Meedercher, et geet ëm Mineuren, et geet ëm eng Situatioun, déi och ugekënnegt war an déi dann eben agetratt ass.

An ech fannen et absolut wichteg, datt d'international Gemeinschaft een Opruff mécht. Wann een och déi Videoe gesinn huet, déi zirkuléieren iwwert déi Saach, da mengen ech - mer schwätzen haut nach iwwer e Gesetz iwwert de Waffenhandel, dat ofgeschloss ginn ass zu New York 2013, wat mer haut a Lëtzebuerger Gesetz och ëmsetzen -, datt een och gesäit, datt et Zesummenhäng gëtt, well ouni Waffe wier dat do net méiglech.

De President vun eiser Kommissioun huet och gesot, datt ech eng ganz, ganz kleng Ännerung nach wéilt ubréngen un der Motioun, an zwar bei den Tireten, wou mer schreiwen „invite le Gouvernement" beim zweeten Tiret „à encourager les autorités du pays à coopérer pleinement avec des équipes d'experts étrangers composées", do hätt ech gären „entre autres de militaires et policiers envoyés sur place" dran, well ech sinn der Meenung, soss kéint een dat hei e bëssen als exklusiv gesinn.

Ech kéint mer virstellen, datt et och interessant wier, wann och do d'zivil Hëllefsdéngschter kéinten hëllefe goen, ebe fir déi Meedercher méiglechst séier erëmzefannen an ze befreien. Ech wier frou, wann Der… Wat seet den Auteur? E wénkt. E schéngt domat d'accord ze sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Den Här Kartheiser an dann nach den Här Urbany.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, villmools Merci. Och mir wollten eis uschléissen, fir dem Här Mosar fir dës Initiativ Merci ze soen. Ech mengen, wat de Contenu ugeet, ass scho ganz vill gesot ginn. Mä et wär vläicht ganz interessant, fir nach drop opmierksam ze maachen, datt déi Problematik vun deene Meedercher hei vläicht och en Encouragement ass fir eis Diplomatie am Kader vum Sécherheetsrot, fir sech am Allgemengen och ëm de Problem vun de Kannerzaldoten ze këmmeren.

Mir hu jo do en Aarbechtsgrupp ze presidéieren an et ass sécher gutt, datt dat am Ableck vu Lëtzebuerg gemaach gëtt, well deen Engagement, deen och dëst Parlament hei ausdréckt, ka virubruecht ginn iwwert den Ausseminister an e Gremium am Sécherheetsrot, wou Lëtzebuerg selwer eng aktiv an dynamesch Roll ka spillen.

Dat heiten ass eng Motioun, déi mir vu ganzem Häerz ënnerstëtzen, selbstverständlech, vu d'Dramatik vun der Situatioun. Ob elo en „entre autres" drasteet, dat wäert wuel den Här Mosar eis kënnen erklären, ob wierklech um Terrain elo och aner Persoune sinn, mä mat „entre autres" oder ouni „entre autres", mir sti mat vollem Häerz hannert dësem Text a mir droen e gäre mat.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, och déi Lénk schwätzen hir onageschränkte Solidaritéit aus mat deene Meedercher, déi do entfouert gi sinn. Mir condamnéieren absolut dat, wat do geschitt ass. Mir veruerteelen déi Entféierung.

Am Fong geholl si mer d'accord mat där Motioun, déi d'UNO erausginn huet - et ass keng Motioun, et ass eng Deklaratioun vun der UNO -, wou zwou Saachen dra festgehale ginn.

D'UNO fuerdert d'Fräiloossung vun de Geiselen, dat ass evident. Si fuerdert och d'Bestrofung duerch d'Justiz vun deene Geiselnahmen an iwwerhaapt vun der Gewalt am Nigeria. A si fuerdert eng international Kooperatioun derbäi bei der Verfolgung vun deene Strofdoten, wou se och seet, dass verschiddener dovunner kéinte Crimes contre l'humanité sinn, eng Bestrofung dovunner duerch d'Justiz, duerch d'Geriichter. Dat ass eng Nuance zu eiser Resolutioun oder Motioun hei.

D'UNO schwätzt net vun enger militärescher a polizeilecher Ennerstëtzung op der Plaz duerch Experten. Dorop, wien déi Experte sinn, kommen ech nach herno kuerz zréck.

D'UNO schwätzt net vun enger Gefor fir d'Stabilitéit vun Afrika, déi duerch deen terroristesche Grupp do géif ausgoen, a si mécht och keen Appell un d'Regierung vum Nigeria „pour venir à bout de l'insurrection", wéi dat heescht an eisem Text.

Wat kann dat heeschen „venir à bout de l'insurrection"? Laut Amnesty International huet d'Arméi vum Nigeria 600 onbewaffnet Krichsgefaangener viru ganz kuerzer Zäit ausseregriichtlech higeriicht op enger Plaz. Op enger anerer Plaz huet se dat gemaach mat 190 Prisonnéier. Bal d'Halschent vun deene 1.500 Doudeger vun deene leschte Wochen, vun deenen am Communiqué zu Recht geschwat gëtt, ginn op de Konto vun der Regierung vum Nigeria a vu senger Arméi a vu senge bewaffnete Kräften op der Plaz.

Amnesty International freet iwwregens och dowéinst eng international Enquête iwwert d'Verbrieche vun de Sécherheetskräften op der Plaz.

Ech mengen och, Här President, et muss een de politeschen Hannergrond am Nigeria gesinn. Et muss ee gesinn, wat fir Interessen domat verbonne sinn. Interesse virun allem vun den USA, vu Groussbritannien - Shell, Nigeria ass en Uelechland, Shell ass do ganz präsent. D'Amerikaner hunn direkt Kontroll iwwert déi Truppen do vun deene Länner op der Plaz iwwer Africom. Si hunn e Standuert vun Drohnen ganz an där Géigend do.

Dat ass de militäreschen a Sécherheetszeenario, op deem sengem Hannergrond sech dat Ganzt ofspillt.

An et muss een natierlech och wëssen, dass den Nigeria en extrem aarmt Land ass, besonnesch am Norde vum Land, wou ebe grad déi islamesch Bevëlkerung wunnt a wou och déi terroristesch Organisatioun ugesiedelt ass. Obschonn, wéi och schonn hei gesot ginn ass, den Nigeria eigentlech, duerch säi Pëtrolsräichtum, e ganz räicht Land kéint sinn, wann e säi Räichtum géif gläich iwwerall verdeelen, esou awer ass en Duerchschnëttsakommes vu manner wéi engem Dollar den Dag an deem Land festzestellen.

Déi englesch Zeitung „The Guardian" huet de 6. Mee geschriwwen: Déi schrecklech Situatioun vun deene Geiselen, virun deem Hannergrond do, deen ech elo geschildert hunn, gëtt net besser duerch westlech Waffen an Arméien um Buedem oder an der Loft. Se schwätzt sech zimlech däitlech géint all militäresch Interventioun op der Plaz aus. An ech menge souguer, au contraire, eng militäresch Operatioun, an da muss dat (veuillez lire: da muss dat net) eng Operatioun vun enger ganzer Arméi sinn, dat kann eng Operatioun si mat Loftiwwerwaachungen, mat Drohnenasätz, bréngt am Fong geholl d'Liewe vun deene Geiselen do vill méi a Gefor, wéi et a Gefor wier, wann dat net de Fall ass.

Et gëtt, zu Recht, vill vu Fraerechter geschwat. Absolut. Mä wann een iwwerleet, dass awer an Afghanistan, iwwregens vun alle Besetzer, engem no deem aneren, déi do défiléiert sinn, grad d'Fraerechter als eent vun de wesentlechen Argumenter gebraucht gi sinn, fir do anzegräifen, grad an Afghanistan ass et (veuillez lire: ass et haut) fir eng Fra wuel déi geféierlechst Plaz op der Welt, fir ze liewen.

An ech froe mech, Här President, mat wat fir engem Recht mer sollen hei als Chamber schreiwen, dass Kanner vun anere Leit missten „sans conditions" befreit ginn. Sans conditions, dat heescht keng Verhandlungen, mat militäresch Gewalt. An ech froe mech: Géif se dat och schreiwen, net nëmmen, wann eis eege Kanner a Gefor wieren…

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech komme ganz séier zum Schluss.

Géif se dat…, géif se dat och…

(Interruptions diverses)

Mä wann ech dauernd ënnerbrach ginn, Här President, kann ech net zum Schluss kommen.

M. le Président.- Dir sidd bis elo net ënnerbrach ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Géif eis Chamber dat och schreiwen, net nëmmen, wann eis eege Kanner betraff wieren, mä och, wann zum Beispill europäesch Pëtrolsexperten a Geiselhaft wieren? Wéi dat iwwregens och de Fall scho war! Et brauch een nëmme bis an Algerien ze goen.

M. le Président.- Här Urbany…

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Wat do geschitt ass.

M. le Président.- Här Urbany, kommt zur Konklusioun wann ech gelift.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech kommen zur Konklusioun. Mir mengen, dass déi Motioun - mat deem humanistesche Gehalt, deen ech den Ufank zitéiert hunn, kënne mir absolut d'accord sinn -, dass déi Motioun hei schlecht informéiert ass, dass se souguer geféierlech ka sinn, dass se eesäiteg ass. An et kann ee mam beschte Wëllen net hei derfir stëmmen, och wa mer, wéi ech am Ufank ganz kloer gesot hunn, all Gewaltdoten do, vu wiem se och ëmmer ausgeübt ginn, radikal oflehnen!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Urbany. Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass Der Är Riedezäit ëm eng an eng hallef Minutt iwwerzunn hutt an ech Iech an Zukunft schonn éischter wäert ënnerbriechen. Merci fir Aert Versteesdemech. An d'Wuert huet elo den Här Ausseminister, de Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir déi Initiativ vum Här Mosar a vun dem Här Angel, vun der

Kommissioun, fir dass mer och hei an der Chamber spontan an direkt iwwert deen Drama an Nigeria kënne schwätzen.

Boko Haram, wann een dat e wéineg ëmschreift, heescht dat: „keng westlech Bildung". A wann een, mengen ech, op de Punkt geet, da kann een „westlech" duerch „keng Bildung fir d'Fraen" ersetzen. Dat huet näischt méi ze di mat Kulturkampf, dat ass Barbarei géint d'Zivilisatioun. An ob dat an Afghanistan ass, am Nigeria, am Uganda, iwwerall, Här President, musse mer dat condamnéieren. An dat Wichtegst ass jo, dass mer och alles maachen, fir dass déi Kanner, déi jonk Leit fräikommen.

Mir hu gëschter zu Bréissel selbstverständlech ënnert den Ausseministeren iwwert dat geschwat, wat viru Woche geschitt ass am Nigeria. Ech kann Iech och hei berouegen. Ech mengen, dat Wuert „militäresch" oder „policier" kann ee vläicht ersetzen, op jidde Fall ass et dat, woufir verschidde State schonn antrieden, nämlech virun allem Frankräich an England aus der Europäescher Unioun, mä och Amerika, déi och gefrot gi sinn, no engem gewëssen Zögeren, vun den Nigerianer, mä et si virun allem Sécherheetsexperten an Experte vum Renseignement, déi probéiere mat deene spärlechen Donnéeën, déi et gëtt, fir d'Plaz ze fannen, wou déi jonk Leit gefaange sinn. An dat ass dat Allerallerwichtegst, dass een dat fäerdegbréngt, fir kënnen déi Leit ze befreien.

Ech wollt och soen, am Conseil de sécurité, et ass ugeschwat ginn, ass ee Presse-Statement erausgaangen de leschte Freideg schonn. Mir hunn aktiv dorunner matgehollef a mir wäerten och am Conseil de sécurité ganz staark engagéiert bleiwen, fir alles ze maachen, fir dass déi jonk Leit fräikommen.

Ech wollt och soen hei, dass gëschter, op Initiativ vum belschen Ausseminister Didier Reynders, eng spontan Offer vun de Belsch komm ass, wéi mer an der Benelux-Koordinatioun zesumme waren als Ausseministeren. D'Belsch si bereet an hu schonn alles gemaach, fir medezinesch Hëllef, wann et noutwendeg ass, sur place kënnen ze garantéieren. Den hollänneschen Ausseminister (veuillez lire: Den hollänneschen Ausseminister ënnerstëtzt dat), an och ech als lëtzebuergeschen Ausseminister hu fir eist Land spontan meng Zouso do ginn.

Ech wollt och soen, dass am Text, an domadder halen ech op, Här President, net zënter 2009 Boko Haram agéiert, mä schonn zënter 2001. Ech mengen, et wier vläicht net schlecht, wa mer dat och do géife richtegstellen, wann Der domadder d'accord wäert. An ansonsten ass d'Regierung selbstverständlech mat där Motioun hei, souwuel wat de Sënn ugeet, souwuel mat deem, wat drasteet, d'accord.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Ech kréien Zeechen, dass den Auteur a seng Coauteure mat deene Suggestioune vum Ausseminister d'accord sinn, esou dass ech d'Fro géif stellen, ob d'Chamber mat der Motioun averstanen ass a froen, ob mer dat mat Main levée kënne maachen.

(Assentiment)

D'accord.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- vu la situation révoltante de l'enlèvement de masse sans précédent de plus de 200 lycéennes, jeunes filles âgées entre 12 et 17 ans, le 14 avril 2014 de leur établissement scolaire de Chibok, dans l'État de Borno au nord-est du Nigeria;

- considérant un nouvel enlèvement de onze autres adolescentes, âgées de 12 à 15 ans, le 4 mai 2014, à Warabe et Wale, toujours dans l'État de Borno au nord-est du Nigeria;

- considérant le massacre récent dans la nuit du 5 au 6 mai 2014 à Gamboru Ngala, ville proche de la frontière camerounaise dans l'État de Borno, au cours duquel des centaines de personnes ont été tuées;

- considérant que tous ces rapts et attaques ont été perpétrés par l'organisation terroriste «Boko Haram», dont le nom signifie «l'éducation occidentale est un péché» en langue haoussa, responsable, depuis l'année 2001, de la mort de milliers de personnes au cours d'attaques visant des écoles, des églises, des mosquées et des symboles de l'État et des forces de l'ordre (plus de 1.500 depuis début 2014);

- considérant qu'après quatre semaines, il n'a pas encore été possible de libérer les lycéennes enlevées;

- considérant la déclaration à la presse du Conseil de sécurité des Nations Unies du 9 mai sur les attaques au Nigeria et les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 12 mai sur les enlèvements de jeunes filles au Nigeria;

invite le Gouvernement

- à exprimer son soutien au gouvernement nigérian dans la résolution de ces crimes détestables;

- à encourager les autorités du pays à coopérer pleinement avec les équipes d'experts étrangers, composées de spécialistes en renseignement et en sécurité envoyés sur place pour aider les autorités nigérianes à rechercher les captives;

- à intervenir auprès du gouvernement nigérian pour qu'il poursuive ses efforts, dans le respect de ses obligations découlant du droit international, en particulier du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire, pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram» qui est une menace à la stabilité de l'Afrique de l'Ouest et Centrale;

- à continuer à traiter de manière prioritaire le sujet également au niveau des organisations internationales telles l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies.

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Eugène Berger, Fernand Kartheiser.

Vote sur la motion modifiée

Ech stelle fest, dass eng ganz grouss Majoritéit vun der Chamber déi Motioun dréit.

Merci.

7. Ordre du jour (suite)

An ech géif dann, wéi ofgemaach, elo direkt dem Här Nohaltegkeetsminister d'Wuert ginn, fir op déi Froen iwwert d'Cargolux ze äntwerten.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, mä et ass jo awer e Punkt um Ordre du jour. Ech mengen, mir géifen awer gäre preziséieren, wat mer gäre wéissten. Et geet jo ëm Explications du Gouvernement zu eppes, wat mir elo hei froen. Dofir misste mer dat awer kënnen hei froen, och wa mer et kuerz maachen.

M. le Président.- Jo, ech sinn natierlech à la disposition de la Chambre, mä hei sinn zwou schréftlech Froen erakomm vun den Auteuren Turpel a Mosar, zu deenen ech vollständegkeetshalber wëll soen, dass d'Äntwerten op déi Froen an enger provisorescher Versioun kuerz viru Mëtteg an d'Chamber erakomm sinn. Wa mer et am Délai fäerdegbréngen, an Zukunft och gläichzäiteg déi offiziell Versioune mat der Ënnerschréft an d'Chamber eranzekréien, da kréie mer vläicht esou Situatiounen, wéi mer se de Mëtteg haten, net méi. Ech ginn a mengem jugendleche Leichtsinn dovun aus, dass d'Froen alleguer gestallt sinn, an dass de Wonsch vun den Auteure war, Äntwerten op hir Froen ze kréien. Wa se do dermat d'accord wären, géif ech dem...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Här President.

M. le Président.- Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Et ass esou, datt déi Froe gestallt gi sinn de 7. Mee. Do sinn eng Rei Saachen dertëschent geschitt. An ech mengen, dat hei ass jo elo net eng Äntwert op d'Froen, mä et ass eng Demande d'explications par rapport zur Situatioun, wéi se sech haut stellt. An ech hat awer geduecht, et hätt een dann awer d'Recht, wann een esou ee Punkt op den Ordre du jour setzt, fir dat kuerz ze maachen.

(Interruptions diverses)

Neen, neen. Ech hu jo gesot, wéi ech et op den Ordre du jour gesat hunn, ech géif dat preziséieren, wa mer op de Punkt kéimen. Ech fannen, dat Recht misst een dann awer hunn. Et ass jo dat, wat den normalen Ordre du jour virgesäit.

M. le Président.- Ech hunn d'Wuertmeldung vun der Madame Loschetter an da vum Här Gibéryen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, ech denken, datt mir déi Modifikatioun vum Ordre du jour ugeholl hunn, well mer verstanen hunn, datt déi Froen, déi gestallt gi sinn, obwuel se am Délai beäntwert gi sinn, datt déi awer eng gewëssen Aktualitéit hunn, an obwuel d'Urgence net unerkannt ass, et awer sënnvoll wär, well jo och natierlech dobaussen doriwwer geschwat gëtt, datt mer dat hei thematiséieren.

En plus huet den zoustännege Minister sech bereet erkläert, säin eegenen Agenda e bëssen ze verréckelen, fir genau heihinner ze kommen an ze weisen, datt et wichteg ass, esou wéi Dir et gesot hutt, datt d'Chamber informéiert ass a fir komplett Transparenz am Dossier ze maachen.

Mir hätten awer elo net déi Modifikatioun vum Ordre du jour gestëmmt, wann elo e ganz aneren Zeenario sollt optrieden. Dofir si mir der Meenung, datt mer vun dem Minister seng Zäit net sollen ze vill abuséieren. En ass hei, e wäert eis ausféierlech Erklärunge ginn. An domadder solle mer ons fir haut zefriddestellen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, déi lescht Woch ware mer am Kader vun eisem Reglement am Ordre du jour e bëssen duerjernee geroden. An do hate mer eis d'lescht Woch an der Chamber, an der Presidentekonferenz eens gemaach, datt mer esou eng Diskussioun géife féieren, datt mer dann all Kéiers soen, opgrond vu wat fir engem Artikel an eisem Chambersreglement mer géifen den Ordre du jour oflafe loossen. An elo si mer erëm an esou enger Situatioun, wou mer net genau wëssen, wou mer an eisem Reglement dru sinn.

Hei ass gefrot ginn, datt d'Regierung soll Stellung bezéien. Dann hu mer den Artikel 91 (1) vun eisem Reglement, wou da steet, wann e Member vun der Regierung eng Deklaratioun an der Chamber mécht, zwar opgrond vum Artikel 80, wann een also gären d'Wuert hätt, mä hei hätt d'Chamber gären, datt mer sollen d'Wuert huelen (veuillez lire: datt mer sollen dem Minister d'Wuert ginn), da géif d'Chamber en Temps de parole festleeën, wéi laang déi eenzel Gruppen no der Deklaratioun vum Minister Zäit hätten, fir driwwer ze diskutéieren.

Well, wann elo de Minister, wann elo keng Fro virdru kënnt, dann hu jo d'Deputéierten d'Recht opgrond vum Artikel 38 (7), fir Parole après ministre ze froen. Dat heescht, da si mer awer an enger Situatioun, esou datt ech géif mengen, et sollt een entweder higoen, den Auteur seng Froe stelle loossen an da soen, dann et als eng Fro unzegesinn. Dann hätt just den Auteur d'Recht, fir d'Fro ze stellen an de Minister géif äntwerten.

Oder de Minister mécht eng Deklaratioun. Dann huet jiddwereen entweder d'Recht, Parole après ministre ze froen, der mir soen am Artikel 91 (1), et ass eng Deklaratioun op deen Artikel, da musse mer en Temps de parole festleeën, deen all Partei no der Deklaratioun vum Minister huet. Mir missten also ons eens ginn, wou mer eis elo am Reglement hei befannen. Dat Einfachst wier, wa mer et géifen als eng Questioun maachen, wou den Auteur géif d'Fro stellen an de Minister géif äntwerten. Da wier et déi kierzten Debatt.

M. le Président.- Ech hunn d'Wuertmeldung nach vum Här Claude Wiseler an da kritt den Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, datt mer eis hei néierens am Reglement nach befannen. Ech fannen et ganz gentil, datt de Minister haut komm ass an d'Chamber. Ech fannen et awer och normal, datt, wann en op eng Fro äntwert, d'Fro ka ganz kuerz gestallt ginn. Dofir wär ech einfach dofir, datt déi, déi déi d'Fro wëlle stellen, ganz kuerz Zäit kréien, fir dat ze développéieren, an dann de Minister drop äntwert. Et wär scho gemaach, wa mer net géifen...

M. le Président.- Jo, den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, wann Der erlaabt, wëll ech awer och soen, wat meng Positioun oder déi vun der Regierung ass. Also, ech sinn net Demandeur, fir eng Deklaratioun hei de Mëtteg ze maachen. Ech wëll Iech och soen, déi Froe sinn de 7. Mee gestallt ginn. E Mount Zäit. Ech hätt nach souguer bis de 7. Juni Zäit gehat, fir se ze beäntwerten. Ech hu se awer scho beäntwert. Si si wahrscheinlech nach net ukomm bei de Kolleegen.

Dat Zweet ass, déi Debatt an der Ëffentlechkeet, bon, ech mengen, ech kréien elo Zäit, wann d'Fro gestallt gëtt, eppes dozou ze soen. Ech wëll awer och soen, datt, wann an Zukunft d'Deputéierte Froe stellen zu eppes, wat ech verstinn, dat jo, wann eppes esou brisant kléngt, iergendwou opkënnt, da sinn eenzel Deputéierten, déi wëllen natierlech direkt och kommunikativ matspillen an da gëtt eng Question urgente geschéckt. De Chamberspresident huet déi net unerkannt, déi Urgence dovunner. A wann ech da muss feststellen als Minister, datt ech fir d'Éischt emol op „L'essentiel Online" d'Fro muss selwer liesen, ier ech se selwer kréien, dat heescht, schonn déi ganz Press voll ass...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou ass et mir och ëmmer gaangen, Här Bausch, wëll ech just soen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech weess dat, Här Wiseler. Ech wëll just soen, ech wëll dat awer zur Erläuterung erklären. Wa Leit...

(Interruption)

Et ass mer zu Ouere komm, datt Leit sech opgereegt hunn, datt dat eng ganz Diskussioun dobausse wär a just d'Deputéierten nach näischt dovu gewosst hätten. Esou ass et net grad gewiescht. Et ass och schonn e bësselchen hei esou en Zeenario jo opgebaut ginn. Mais n'empêche, loosst déi zwee Deputéierten d'Froe stellen. Ech hunn hinne se zwar scho schréftlech beäntwert, wéi gesot, nach eng Kéier, am Délai, ouni datt eng Urgence war. Ech si bereet, hinne se och nach eng Kéier de Mëtteg hei ze erklären, well d'Chamber mer esou wichteg ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Nohaltegkeetsminister. Ech géif mengen, dass dat och déi einfachste Prozedur ass. Mir géifen dann deenen zwee Deputéierten d'Wuert ginn, fir kuerz, vu dass dee schréftlechen Deel jo virläit, hir Froen ze presentéieren. Ech mengen, den Här Mosar war deen Éischten, dee seng Fro abruecht hat. An dofir géif ech dem Här Mosar och als Éischtem d'Wuert ginn.

8. Question écrite n°261 du 7 mai 2014 de M. Laurent Mosar relative à l'accord de coopération conclu par l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question écrite n°263 du 7 mai 2014 de M. Justin Turpel relative à l'accord de coopération conclu par l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. Och Merci dem zoustännege Minister, datt en disponibel ass, fir op d'Froen ze äntwerten. Ech wëll ganz kuerz nach eng Kéier résuméieren, wat ech a menger schréftlecher Fro opgeworf hunn.

Fir d'Alleréischt wollt ech eigentlech am Kontext vun all deenen Zeitungsartikelen do vum Minister wëssen, wéi mat der HNCA an der Cargolux verhandelt ginn ass iwwert deen Accord de coopération, ob do och iwwer een Accord de coopération tëschent Zhengzhou a Frankfurt-Hahn, ob dat iergendwéi eng Kéier am Kader vun den Diskussiounen opgeworf ginn ass. Wann dat net de Fall war, géif et mech interesséieren, wéi eigentlech de Minister informéiert ginn ass, datt tëschent Zhengzhou a Frankfurt-Hahn an och nach anere Stied wéi Leipzig esou Accords de coopération amgaange wären ofgeschloss ze ginn.

Dann deen zweete Volet vu Froen ass deen, fir ze wëssen, ob déi doten Accords de coopération tëschent de Flughäfe riskéieren iergendwelch Konsequenzen op de privilégiéierten Accès vun der Cargolux op de Flughafen Zhengzhou ze kréien.

An an deem Kontext wollt ech eng Fro drunhänken, déi ech awer elo net a menger schréftlecher Fro mat dran hunn, déi awer aktualitéitsgebonnen ass. Ech hunn héieren, datt de Minister gesot huet an der Press oder zu der Press, datt nach ëmmer Problemer wären, wat déi Accords d'atterrissage zu Zhengzhou géif ubetreffen. Dofir wäre mer vläicht och frou, vum Minister gewuer ze ginn, wat dann do reell d'Problemer sinn a wat en do gedenkt ze maachen, datt awer endlech déi Volen och kënne fonctionnéieren.

Ech soen dem Minister Merci fir seng Äntwerten.

M. le Président.- Merci och dem Här Mosar. An den Auteur vun där zweeter Fro, den Här Justin Turpel, huet elo d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech soen der Chamber Merci, datt mer de Punkt konnten op den Ordre du jour setzen, dee jo awer eng gewëssen Aktualitéit huet. Ech soen och dem Minister François Bausch Merci, datt e sech extra fir dee Punkt heihinner beméit huet.

Ech wëll awer kloerstellen, datt meng Fro, oder datt ech de Punkt op den Ordre du jour gesat hunn, net well eng Question parlementaire normale net behandelt ginn ass - ech mengen, do hu mer, am Reglement ass dat gekläert, dat ass ee Mount Zäit, fir dat ze maachen - mä wéinst der Wichtegkeet, fir d'Chamber ze informéieren. Och an der Vergaangenheet huet d'Chamber ëmmer erëm d'Regierung gefrot, fir Explikatiounen ze ginn zu aktuelle Punkten.

Ech wëll och drop hiweisen, den Här Bausch huet et elo gesot, dofir wëll ech och dorobber agoen, datt ech d'Urgence évoquéiert hat. De President vun der Chamber huet déi refuséiert. Dat ass seng Prerogativ. Ech hu keng Méiglechkeet, fir do dergéint Asproch anzeleeën. Hie kann dat eleng décidéieren. Mä vu d'Entwécklung vum Dossier entre-temps, war ech der Meenung, datt et wichteg wier, datt mer haut géifen iwwert de Punkt diskutéieren, fir datt d'Chamber vum Minister kéint opgekläert ginn. Ech krut och elo just d'Äntwert vum Minister, fir déi ech ëm och wëll Merci soen. Ech fannen et gutt, datt de Minister selwer der Chamber hei an ëffentlecher Sitzung seet, wou mer an deem Dossier do dru sinn.

Dat Éischt, wat ech wëll wëssen, dat ass dat, wat den honorabele Laurent Mosar och elo gefrot huet, nämlech ob d'Regierung an de Minister informéiert waren iwwert dat Ofkommes, wat do mam Flughafe vun Hahn gemaach ginn ass a mam Flughafe vu Zhengzhou, ob mer och wëssen, wat an deem Ofkommes do dran ass.

Et ass och déi lescht Zäit an der Press gesot ginn, mir géifen do Äppel mat Bire verwiesselen. Ech wëll awer kloerstellen, datt mir schonn en Ënnerscheed wëssen, wou den Ënnerscheed ass tëschent der Cargolux an dem Flughafe lux-Airport hei zu Lëtzebuerg, datt mer och wëssen den Ënnerscheed tëschent der HNCA an dem Flughafe vu Zhengzhou.

Wann ech mer däerf erlaben, fir de Minister Bausch ze zitéieren, da wësse mer och, wéi enk datt grad a China déi Verbindunge sinn. An dofir hunn ech a menger Question parlementaire zum Beispill vun Autoritéite geschwat an net vun Institutiounen, déi mer parfaitement kënnen auserneenhalen.

Wann d'Regierung net doriwwer informéiert war, da fannen ech dat awer eng relativ krass Saach, esou wéi de President vum Verwaltungsrot dat och formuléiert huet. Wann ech bedenken, datt den Direkter vum Flughafe vu Zhengzhou, wat jo erëm eng Kéier déi Personaleenheet do beweist, datt dee mat ënnerschriwwen huet deen Accord mat Hahn. An den Direkter vum Flughafe vu Zhengzhou ass Member vum Verwaltungsrot vun der Cargolux an huet déi Verhandlunge matgefouert, déi mat der Cargolux gefouert gi sinn.

Déi zweet Fro bezitt sech op d'Konsequenzen dovunner, ob dann nach alles, wat vu Lëtzebuerg aus soll an op Lëtzebuerg geflu ginn, géif geschéien, wéi eng Influenzen datt dat op d'Cargoflich op Lëtzebuerg hätt, notamment an där Strategie vun „dual hub", déi mat de Chineesen ausgehandelt gi war, wou de Flughafe vu Lëtzebuerg sollt am Fong geholl de Pendant si vum Flughafe vu Zhengzhou.

D'Fro, déi sech fir eis stellt oder déi vill Leit sech stellen, ass domadder: Déi „double-hub"-Strategie, awéiwäit ass déi domadder a Fro gestallt, respektiv wat misst ee maachen, fir déi ze stäerken? Ass et net méiglech, datt Lëtzebuerg selwer esou Accorden och ënnerschreift iwwer lux-Airport mat dem Flughafe vu Zhengzhou, fir déi „double-hub"-Strategie do ze ënnermaueren?

An déi aner Fro, déi ech nach gestallt hat, dat ass déi, déi den honorabele Laurent Mosar och elo nach eng Kéier zum Schluss derbäigefügt huet, ob dat stëmmt, datt déi Landerechter a China - nodeems datt dat jo schonn eng Kéier schifgaange war, fir den 29. sollen déi Flich jo ugoe vu Lëtzebuerg op Zhengzhou - nach ëmmer net bestinn, an datt wéi d'Press gesot huet, et wahrscheinlech ass, datt dat den 29. och nach net ugeet, mat der Feststellung ënnert dem Stréch, datt d'Flich zwëschen Hahn a Zhengzhou fonctionnéieren an déi vu Lëtzebuerg mat Zhengzhou nach net?

Ech soen dem Minister Merci fir d'Zäit, déi e sech hëlt, fir hei ëffentlech doriwwer ze informéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Merci nach eng Kéier fir déi Froen.

Als Éischt wollt ech emol eng Feststellung maachen. Et erfreet mech, datt am Fong entretemps net nëmmen international, mä och national jiddwereen op eemol d'Bedeitung unerkennt vun der Entwécklung vum Flughafe vu Zhengzhou. Ech ka mech erënneren, viru véier, fënnef Méint hunn ech nach misse wierklech kämpfe wéi den Don Quichotte géint d'Wandmillen, wéi ech jiddwerengem wollt erklären, datt dat e Flughafe wär, deen an opstriewender Zäit géif liewen an datt do e Potenzial wär fir d'Cargolux. An do krut ech Theorien erkläert, ënner anerem och souguer déck Avise vun der Chambre des Salariés, dat wär alles totalen…, dat stéing op ganz wacklege Féiss an do wär guer kee Potenzial do an esou weider. An ech stellen elo fest, datt, éischtens, da jo jiddweree sech awer Suerge mécht, datt d'Cargolux méiglechst séier dohinner flitt, an zweetens stellen ech och fest, datt international nawell zimlech groussen Interessen ass, fir a Kontakt ze komme mat där Regioun a mat deem Flughafen.

Zu de Froe muss ech soen, wat ech nach eng Kéier wëll hei betounen, dat ass, datt den Aktionär, dee bei der Cargolux ageklommen ass, net de Flughafen ass, mä d'HNCA. Dat heescht, d'HNCA ass eng chineesesch Investitiounsgesellschaft, déi gehéiert zwar zu honnert Prozent der Provënz Henan, also et ass eng staatlech oder ëffentlech-rechtlech, wéi een et wëllt huelen, mä et ass awer en Ënnerscheed.

Et gëtt en Ënnerscheed ganz sécher tëschent den Interesse vun der Investitiounsgesellschaft an dem Flughafe vu Zhengzhou selwer. An et gëtt en Ënnerscheed an deem Sënn, datt dee Flughafen dohannen - deen zu engem Drëttel eréischt gebaut ass, an zwee Drëttel ginn nach gebaut, dat e risege Flughafe wäert ginn - natierlech wëllt an och en Interessen drun huet, mat méiglechst ville Flughäfen op der Welt Kontakter ze kréien, respektiv Verknäppungen ze kréien, sougutt am Passagéier- wéi am Frachtverkéier.

An et ass och esou, datt de Fait, datt mir elo HNCA am Actionnariat hunn an d'Cargolux dann elo dohinner flitt mat… An dat wëll ech schonn emol betounen, dat ass och schonn emol den Ënnerscheed zwëschen deem, wat op anere Flughäfe bis elo stattfonnt huet. Linnevolen an net Chartervole vun Hahn a Leipzig oder Léck, do geet et ëm d'Chartervolen, do gëtt et eng grouss Differenz, dat si Volen, déi geleeëntlech stattfannen, jee nodeems ob e Client genuch Fracht huet an eppes zesummebruecht huet, fir dat da sporadesch ze fléien. Den Accord vun der Cargolux gesäit vir, datt d'Cargolux véiermol d'Woch kuerz- oder mëttelfristeg soll regelméisseg dohinner fléien.

Mä, wéi gesot, den Ënnerscheed ass, hei ass HNCA de Partner vun der Cargolux an de Flughafen dohanne wëllt natierlech niewent der Cargolux och nach méiglechst aner Fluggesellschaften unzéien, och Frachtfluggesellschaften, vu Gott weess wou aus der Welt, well deenen ass dat egal, wéi se hir Wueren hin- an hierkréien oder wéi d'chineesesch Wueren doruechter kommen, wann och nach aner Interessente sinn, huele se déi och un.

Dat ass iwwregens näischt aneschters, wéi dat, wat mir och op eisem Flughafe maachen. Mir hu jo net nëmmen exklusiv Cargolux hei, déi Fracht hei um Flughafen hin- an hiertransportéiert. Mir hunn zum Beispill AirBridgeCargo, dat ass ee vun de grousse Konkurrente vun der Cargolux, dee lant hei um Flughafen. Qatar Airways lant de Moment nach mat Fracht um Lëtzebuerger Flughafen. An et gëtt der nach eng Rei anerer. An et ass net esou, datt mir hei um lux-Airport en Exklusivvertrag hu mat der Cargolux. Dat dierfte mer och guer net maachen. Et géif wéinst EU-Bestëmmungen emol iwwerhaapt net goen.

Dofir ass deen Accord oder wat et…, et ass jo evident, et ass jo emol keen Accord, et ass e Memorandum of understanding. An ech hu missen e bësse schmunzelen, et war jo an enger Dageszeitung relativ grouss donneschdes oder freides op der Online-Websäit driwwer geschriwwe ginn: „Wat bedeit dat do? Frachtverloscht a Katastroph!" An do ass - an doriwwer sinn ech frou - ee Journalist dohinnergaangen, op déi Pressekonferenz e Samschdeg, an e konnt sech op der Plaz informéieren, wat et bedeit. Mä nämlech net schrecklech vill, ausser enger Fatz Pabeier, wou drop steet: Mir, Hahn, si frou, mir wiere frou, wa Fligere vu Zhengzhou heihinner op Hahn geflu kéimen.

Mä esou ee Flughafen, dee besëtzt keen ee Fliger, dee besëtzt per se och keng Tonn Fracht, dofir brauch ee Forwarder, dat heescht Logistiker, déi och da bereet sinn, d'Fracht bei d'Fligeren ze bréngen. An et brauch ee Fluggesellschaften, déi och dat Ganzt hin- an hiertransportéieren. A wann een e Memorandum of understanding huet mat iergendengem Flughafen, dann huet een nach keng Tonn Fracht op sengem Flughafen. An dat ass schonn emol wichteg festzestellen.

Dofir, datt e Flughafe wéi Hahn, dee mam Réck zur Wand steet, dee komplett an de rouden Zuele läit de Moment, deen an extreemsten ekonomesche Schwieregkeeten ass, natierlech alles an d'Fënster de Moment stellt, wat erëm e bëssen d'Impressioun gëtt, dass et kéint biergop goen, majo dat ass de bonne guerre, mir géifen dat och maachen. Mä musse mir dann onbedéngt dorop erafalen an dann hei zu Lëtzebuerg aus alle Wolleke falen, wa mer esou eppes liesen, an da mengen, elo géif bei eis hei direkt d'Welt ënnergoen an da wier muer ech weess net wéi vill Tonne Fracht vu Lëtzebuerg zu Hahn. Esou einfach ass dat jo an der Praxis wierklech net.

An da wëll ech Iech soen, wat d'Exklusivitéit ubelaangt mam Flughafe vu Zhengzhou, dat war an der Diskussioun, wéi den Accord mat Cargolux ofgeschloss ginn ass, mä d'Cargolux wollt dat net - an aus ganz gudde Grënn. Well, wat wollte mer maache mat deem Accord mat Zhengzhou? Mir wollte jo net aner Destinatiounen ewechfale loossen. Mir wollte jo, datt d'Cargolux och nach hir aner Flughäfen a China, zum Beispill Peking, zum Beispill Shanghai soll ufléien, datt dat normaalt Geschäft, wat haut fonctionnéiert, kéint weiderlafen an datt dat do sollt uewendrop kommen. Mir wollte jo näischt ewechfale loossen an dat hei domadder ersetzen, mä mir wollten eppes Zousätzleches derbäikréien. An dofir war d'Cargolux ëmmer strictement dergéint - an ech verstinn och d'Ursaachen absolut firwat -, fir ze soen: Mir maachen eng Exklusivitéit just mat deem do Flughafen. Well dat wär jo guer net am Interesse gewiescht vun der Gesellschaft, fir dat ze maachen.

An dann, wat d'Flugrechter ubelaangt, fir do emol nach eng Kéier all Konfusioun aus dem Wee ze raumen: Mir hunn ausräichend Flugrechter fir a China. Et ass e Memorandum of understanding vu mengem Virgänger a mam Ausseministère zesumme virun zwee Joer gemaach ginn. Do huet Lëtzebuerg an d'Cargolux, also Lëtzebuerg, net d'Cargolux, mä Lëtzebuerg huet kënne 24 Destinatiounen ufléien a China. Mir hunn der nach zéng iwwreg de Moment. Dat heescht, souguer wa mer siwemol d'Woch op Zhengzhou fléien, hu mer der nach iwwreg. Et geet also net ëm d'Flugrechter - an dofir wëll ech dat nach eng Kéier betounen, dat huet och guer näischt domat ze dinn, datt de Ministère do hätt vill kënne maachen -, mä et geet hei ëm déi Etapp duerno, ëm d'Landerechter. An do muss jo beschriwwe ginn an de Formulären, déi spezifesch virgesi sinn, wat fir en Typ vun de Fligeren et ass an esou weider an esou fort. Et geet ëm deen Detail. An do sinn eng Rei Feeler gemaach ginn an der Prozedur. An déi hu gemaach, datt d'Situatioun sech zimlech verfuer huet.

Bon, elo kann ee vill doriwwer diskutéieren, ob dat… Wéi soll ech soen? Dat ass jo eng aner Ebene, déi dat kuckt a China. Et ass jo net, dat ass… A China ass et déi staatlech Ebene, déi kuckt, ob d'Dokumenter all an der Rei si vun der Fluggesellschaft. Där ass dat zimlech egal, wien do Aktionär wor, wie lénks a riets ass. Do gëtt reng nom Buschtaf gekuckt an da gëtt sech dorobber referéiert. Bon, an d'Cargolux ass amgaangen, selwer natierlech elo alles ze maachen, fir dat erëm an d'Rei ze kréien.

Bon, an et weess ee jo och, wann eng Rei Saache schiflafen, da lafe se meeschtens an de Gespréicher zolitt schif. Dann op eemol fënnt deen een, well et war jo hei fir d'Éischt zweemol ugefrot ginn, du war siwemol, dunn erëm…, an dunn ass Panik komm, do ass gesot ginn um Schluss: Merde, mir hunn ëmmer net deen néidege Formul, elo froe mer séier nach en Charter un. An du war natierlech alles blockéiert. An da gëtt gesot vun där Säit: Jo, wat ass dat do iwwerhaapt? Déi wësse jo net, wat se wëllen. An esou weider.

Also, ech mengen, ech brauch jo kengem ze beschreiwen, wéi dat ka goen. Mä dat ass der Cargolux hiren Job, fir dat doten an d'Rei ze bréngen. An déi sinn amgaangen, dorunner ze schaffen. Dat ass net der Regierung an och net dem Ministère säi Rôle, well d'Regierung huet hir Aarbecht längstens gemaach, wat d'Flugrechter a China ubelaangt. Där gëtt et masseg genuch. Doru feelt et wierklech net, do läit wierklech net de Problem.

Da wollt ech awer och e puer Saache soen zu den Autoritéite selwer. Et gëtt gesot, ech misst jo och wëssen, datt a China bal alles dat nämlecht wär. Mä ech wëll awer soen, esou ass et och net grad.

Et gëtt den zentrale politeschen Niveau, et gëtt de regionale politeschen Niveau, de lokale politeschen Niveau an da gëtt et nach d'CAAC, dat ass, wat bei eis d'DAC ass. Dat heescht, dat ass och nach eng Entitéit, eng ëffentlech rechtlech Entitéit, déi matzeschwätzen huet.

An da gëtt et natierlech d'Investitiounsgesellschaft. An et ass esou, datt mäi Rôle op alle Fall, esou gesinn ech dat, an der Regierung hire Rôle huet opgehalen zu deem Moment, wéi déi 35% verkaaft gi sinn, dat heescht, wéi mir net méi..., also ausser natierlech déi 8,3%, déi mer nach hunn als Aktionär, mä de Rôle, dee mir hate virdrun, fir de Portage zu engem Enn ze bréngen, dat heescht, fir en neien Aktionär ze sichen, huet opgehalen zu deem Dag, wou mer ënnerschriwwen hunn a wou mer och d'Suen iwwerwise kritt hunn.

An elo ass der Regierung hire Rôle emol virrangeg, fir ze kucken, natierlech gutt Bezéiungen ze hunn zu dem politeschen Niveau, lokal oder regional a wa méiglech natierlech och national, a fir ze kucken, wou ee kann do hëllefen. Mä de Rescht, wéi gesot de kommerzielle Volet vun der ganzer Operatioun, dat ass elo der Cargolux hiren Job.

An duerfir ass d'Cargolux jo och nei opgestallt ginn. Si huet en neien CEO kritt. Si huet elo eng Kapitalsprëtz kritt an engems mat deem Ofkommes, mat deenen neien Aktionären, well et dierf ee jo net..., dat vläicht zur Erënnerung, wa mer net déi Operatioun gemaach hätten, da wären net déi 175 Milliounen Dollar Kapitalsprëtz do komm an da wär d'Cargolux elo a ganz schlechten Dicher. Well dat war jo eng essenziell Konditioun, fir datt déi Gesellschaft iwerhaapt konnt weiderliewen. An ech mengen, do huet d'Regierung voll hir Aufgab gemaach, fir datt dat alles konnt an d'Rei goen. An elo ass et, wann ech gelift, un der Gesellschaft selwer, fir mat deenen neie Viraussetzungen dat Bescht dorauser ze maachen.

Ech muss Iech och soen, wat mech méi besuergt wéi déi Aktioun elo vum Flughafe vun Hahn oder vu Leipzig. Iwwregens, wahrscheinlech gëtt och nach een ofgeschloss mat Chicago, mat Taipeh. Also där ginn et nach wahrscheinlech, där do wäerten nach eng Dose kommen. Et kann een driwwer diskutéieren, ob et..., mä bon, ech mengen, dat ass net u mir ze jugéieren, dat muss d'Cargolux an hirem Verwaltungsrot ënner sech ausmaachen. Et kann een driwwer diskutéieren, ob et net, loosse mer soen, méi gescheit gewiescht wär, wann d'Vertrieder vun der HNCA, mä wahrscheinlech hunn déi sech emol näischt dobäi geduecht, am Verwaltungsrot deenen anere Membere gesot hätten: Hei, lauschtert emol, d'nächst Woch geet den Här An op Hahn als Direkter vum Flughafen. Mir wollten Iech dat just soen. Dat wär eng Informatioun gewiescht. Mä, bon, wéi gesot, dat muss d'Cargolux an hirem Board ofmaachen. Do halen ech mech draus eraus.

Mä wat mech méi besuergt, soen ech Iech ganz éierlech, wéi déi dote Geschicht, déi mech eigentlech am Fong net besuergt, dat ass, datt mer zwar bei der Cargolux elo emol - wéi soll ech soen? - e wichtege Schratt gemaach hunn, well mer se rekapitaliséiert hunn, well mer en neien CEO do en place bruecht hunn. Dat heescht, d'Strukturen ufänken erëm versichen ze festegen. Dat ass, datt mer trotz deem, wat mer an der Press konnte liesen, ech hu verschidden Artikele gelies: „Cargolux fliegt wieder in schwarze Zahlen". D'Realitéit ass e bëssen eng aner: Cargolux ist wieder in schwarzen Zahlen, mä net dohinnergeflunn!

Et waren zwou, dräi Zeitungen, déi opmierksam natierlech de Bilan gelies hunn, déi hunn och erausfonnt, datt déi schwaarz Zuelen net komm sinn duerch d'operatiivt Geschäft, mä duerch extraordinär Recetten 2013. An dat trotzdeem (veuillez lire: obwuel) datt 2013, vum Frachtvolumen hier, vill méi geflu ginn ass, wéi dat Joer virdrun.

An ech wëll Iech just domadder soen, datt de Problem an dem Fluch, an der Aviatioun de Moment ass, a virun allem am Frachtverkéier, datt, och wa vill geflu gëtt, d'Margen immens kleng sinn an datt ganz wéineg dru verdéngt gëtt. An dat ass de Problem.

Dat ass natierlech desto méi de Problem bei enger Gesellschaft, déi zwar qualitéitsméisseg ganz gutt ass a ganz gutt fonctionnéiert, mä déi eng Käschtestruktur huet, déi natierlech nach méi intensiv ass, wéi wahrscheinlech an anere Länner.

Dat ass eng Realitéit. An dat si Saachen, déi mir méi Suerge maachen, soen ech Iech ganz éierlech, wéi de Flughafen. Well wa mer net et fäerdegbréngen, wann déi Gesellschaft et net fäerdegbréngt - ech soen: mir -, mä wann déi Gesellschaft et net fäerdegbréngt, an deenen nächste Joren erëm eng Kéier méi Margen ze kréien, dat heescht, hiert operatiivt Geschäft positiv ofzeschléissen, dann, soen ech Iech, huet natierlech och déi Kapitalerhéijung eis net alles dat bruecht, wat se hätt misse bréngen, well dann ass déi séier opgebraucht.

An duerfir hoffen ech, datt ënnert deenen neie Viraussetzungen, déi déi Gesellschaft elo huet, sech dorobber konzentréiert gëtt, dat, wat mer brauchen, nämlech, datt se elo kucken, hir Aarbecht ze maachen, ze fueren, an datt mer erëm eng Kéier an déi Situatioun kommen, datt mer déi Gesellschaft vu vir bis hanne positiv kënne beobachten.

Ech mengen, dat géif mir guttdi wéinst deene villen Aarbechtsplazen, déi direkt domadder verbonne sinn, a selbstverständlech, vu datt et

e wichtegen ekonomesche Secteur ass fir d'Land, ass et och wichteg fir déi ganz Logistik a fir d'ganzt Land insgesamt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister, dee fir de Secteur Transport zoustänneg ass.

Mir hätten domat deen heite Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss an ech géif iwwergoen zum éischte Gesetzesprojet, dee mer um Ordre du jour hunn. Dat ass de Projet 6608, en Traité iwwert de Waffenhandel. An den honorabelen Här Rapporteur, den Här Marc Angel, ass prett. D'Tribün ass Är, Här Angel.

9. 6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, dëse Projet de loi 6608 iwwert den Traité sur le commerce des armes gouf de 4. September 2013 déposéiert. An elo, manner wéi ee Joer duerno, kënne mer hei dee Projet wielen. An ech mengen, et ass e Projet, deen och dem Minister ganz besonnesch um Häerz läit.

Den Objet vun dësem Projet de loi ass, wéi gesot, d'Approbatioun vun deem Traité iwwert de Commerce vu Waffen, TCA genannt, deen den 2. Abrëll 2013 duerch eng Resolutioun bei de Vereenten Natiounen ugeholl ginn ass.

Den Traité schreift gemeinsam international streng a juristesch contraignant Norme fest fir den Import, fir den Export an och fir den Transfert vu konventionelle Waffen, Munitioun, Stécker an Deeler, déi zu deene Waffe gehéieren. Den Handel mat klassesche Waffe soll also duerch dësen Traité méi responsabel an och méi transparent ginn.

Ech erlabe mer, aus dem Traité ze zitéieren den Artikel 2, „champs d'application", wat iwwerhaapt ënner klassesche Waffe verstane gëtt. An ech zitéieren, ech ziele se op op Franséisch, well ech hätt net fir all Waff e lëtzebuergeschen Ausdrock.

Éischtens sinn et Chars de combat; zweetens Véhicules blindés de combat; drëttens Systèmes d'artillerie de gros calibre; véiertens Avions de combat; fënneftens Hélicoptères de combat; sechstens Navires de guerre; siwentens Missiles et lanceurs de missiles an aachtens Armes légères et armes de petits calibres. Et sinn also déi Zort Waffen, ëm déi et sech handelt.

Den Traité imposéiert also de Staten, dass se Moossname mussen huelen, fir ze kontrolléieren, dass déi Waffen, mat deene se handelen, net gebraucht gi fir Verbrieche géint Mënscherechter, net fir terroristesch Akten oder Verstéiss géint den Droit humanitaire oder och nach fir esou Zwecker kënnen détournéiert ginn. Méi Transparenz soll entstoen duerch e Regëster an och duerch e besseren Échange vun Informatiounen.

Vun deenen 30 Exportlänner vu Waffe sinn der siwen, déi 90% vum Welthandel do dominéieren. Dat sinn: d'USA, Russland, d'Vereenegt Kinnekräich, Frankräich, Däitschland, Italien an Israel. Haaptimportlänner op dëser Welt, wat de Waffenhandel ubelaangt, sinn: Indien, Pakistan, Japan, Saudi-Arabien. Ech hunn och am Rapport geschriwwen, dass d'Militärausgaben an Asien sech doubléiert hunn an deene leschte Jorzéngten, an och a Russland an de leschten zéng Joer ëm 113% gestiege sinn.

Duerch dësen Traité soll et also méi einfach ginn, géint deen illiciten Handel an och den Détournement vu konventionelle Waffe virzegoen an och dësen illiciten Handel à long terme, à moyen terme hoffentlech ze eliminéieren. Dësen Traité soll dozou bäidroen, d'Efforte fir méi Fridden, fir méi Stabilitéit an och fir méi Sécherheet op onser Welt ze stäerken an esou och d'mënschlecht Leiden ze minderen.

Dësen Traité soll awer och eng Occasioun si fir d'Promotioun vun der Zesummenaarbecht, der Transparenz an der verantwortlecher Aktioun vun deene Parteien, déi Deel vun dësem Traité sinn, an och doduerch zu méi Vertrauen tëschent de State féieren.

Et handelt sech hei also ëm e wichtegen Text. An de Rapporteur zu dësem Text vun der Commission du Commerce international am Europaparlament, den David Martin, dee sot, dass dësen Traité net onbedéngt zur Reduktioun vun der Produktioun vu Waffe bäidréit, mä en hëlleft ze verhënneren, dass déi Waffen an d'Hänn vun Terroriste gelaangen oder a ganz onstabel Zonen op onser Welt. A mir wëssen, dass et där onstabeler Zone leider nach vill ze vill gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dësen Traité hat eng laang Entstehungsgeschicht. E grousse Mérite huet awer och d'Zivilgesellschaft an insbesonders déi grouss international ONGen.

1987 huet den deemolege Friddensnobelpräisträger Óscar Arias Sánchez seng aner Kolleegen, déi e Friddensnobelpräis haten, zesummegeruff an e Code de conduite international sur le transfert d'armes proposéiert. Dës Initiativ huet Gehéier fonnt an ass iwwerholl gi vun enger Koalitioun vun 62 ONGen, ënner anerem Amnesty International, Oxfam, Roud Kräiz an esou weider.

An natierlech sinn dës Messagen och bei de Vereenten Natiounen ukomm. An ab 2006 ass bei der UNO diskutéiert ginn, wéi een dee Vide juridique, déi Netreglementéierung vum weltwäiten Handel mat Waffen, wéi een dee combléiere kéint. An an de Joren 2007 bis 2009 ass vill Preparatiounsaarbecht geleescht ginn, fir dass konnt eng éischt international Konferenz zum Thema Waffenhandel ofgehale ginn. Déi war am Juli 2012 zu New York an huet dräi Woche gedauert. Et koum awer leider do net zu engem Accord, mä et gouf awer ee Projet de texte scho redigéiert.

An den 20. Mäerz, an am Mäerz 2013 gouf dunn dëse Projet op enger zweeter Konferenz diskutéiert. Et koum och do zu intensiven Négociatiounen. Trotz den intensive Verhandlunge bei dëser zweeter Konferenz koum et leider net zu engem Konsens.

Den Traité ass awer dunn duerch d'Vereenten Natiounen duerch d'Generalversammlung komm mat enger qualifizéierter Majoritéit an ass also ugeholl ginn. 155 Staten hu fir den Text gestëmmt, 22 Staten hu sech enthalen, dorënner China, Indien a Russland, an dräi Staten hunn dergéint gestëmmt. Dat waren: Iran, Nordkorea a Syrien.

Den 8. Mee 2013, also e ganz symboleschen Datum, huet och d'Europäesch Kommissioun eng Décisioun vum Conseil presentéiert, déi den deemools 27 Memberstaten et erlaabt huet, och deen Traité ze ënnerschreiwen. Dës Prozedur war néideg, well den Traité eben och Domäner touchéiert, déi an der Kompetenz vun der Unioun sinn.

D'EU kann dësen Traité net ënnerschreiwen, well eben am Traité keng Dispositioune virgeschloe si fir international oder regional Organisatiounen. D'Kommissioun huet awer, well se e Mandat hat vum Conseil, verschidden Aspekter vun dësem Traité mat verhandelt. A laut Artikel 20 soll dësen Traité en vigueur sinn 90 Deeg, nodeems 50 Länner ratifizéiert hunn.

D'EU-Memberstaten hu sech virgeholl, esou séier wéi méiglech dat ze maachen. Dofir maache mir dat jo och haut. An am Abrëll 2014, also leschte Mount, do ware schonn 31 Länner, déi ratifizéiert haten. An et gëtt virgeschloen, dass Lëtzebuerg den 2. Juni onst Instrument (veuillez lire: onst Instrument de ratification) nidderleet, mat nach aneren EU-Länner, an dass een dann op déi 50 Länner kënnt, fir dass 90 Deeg duerno den Traité en vigueur ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et gëtt schonn um europäesche Plang nach eppes Ähnleches, dat ass déi sougenannten „Position commune" vum 8. Dezember 2008, déi definéiert d'Regelen, d'„Règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires". Lëtzebuerg als EU-Member huet dës Regele vun dëser Position commune konsequent ugewannt. An et ass wichteg, ze soen, an dat schreiwen ech och am Rapport a soen et hei, dass an deem Kontext et wichteg ass, ze ënnersträichen, dass déi zwee Texter, déi Position commune an dësen Traité, keng kontradiktoresch Dispositiounen enthalen.

E leschten Detail nach zum Historique: De 25. September 2013, also dräi Wochen nom Dépôt, huet d'Regierung nach en Amendement nogereecht mam But, fir de Partage vun de Kompetenzen tëschent dem Justizministère an dem Office des Licences ze klarifizéieren.

Mir haten den 10. Mäerz an der aussepolitescher Kommissioun eng interessant Diskussioun mat Vertrieder an Experten aus dem Ministère. An do si mer gewuer ginn, dass China, wat sech jo enthalen huet, elo éischter eng favorabel Positioun huet an eventuell ënnerschreiwe wäert, wat eng gutt Nouvelle ass. Russland huet net ënnerschriwwen, well et net duerchkomm ass, fir de Volet vun den Acteurs non étatiques mat anzebauen.

An der Kommissioun hu mer och natierlech drun erënnert, dass et nach aner Traitéë gëtt, dee fir d'Armes chimiques an dee vun de Mines antipersonnel. D'Armes chimiques, do läit och schonn e Projet de loi vir, dee mer och deemnächst hei wäerten dann diskutéieren an unhuelen.

Den TCA exigéiert och, dass d'Länner eng Autoritéit uginn, déi zoustänneg ass. Fir Lëtzebuerg ass dat den Office des Licences an de Ministère de la Justice. Eng Kreatioun vun enger Autorité nationale, déi ass beim TCA hei net virgesinn, mä an der Transpositioun vun der Convention d'interdiction d'armes chimiques wäert dat da kommen.

De Conseil d'État hat keng weider Bedenken hei mat deem Projet. En hat just eng kleng Textännerung, wat den Intitulé ubelaangt, déi mer da respektéiert hunn.

Als Konklusioun wëll ech soen, dass dësen Traité den Handel mat de Waffen, mat konventionelle Waffe méi transparent a méi responsabel mécht. A mir kruten e Courrier vun Handicap International an d'Chamber erageschéckt den 1. Abrëll, deen ons drun erënnert huet, dass - an dat wär interessant, emol och d'Zuelen ze gesinn -, an deem Courrier, do si mer erënnert ginn, dass duerch den irresponsabelen Handel vu Waffen Dausende vun Zivilpersoune stierwen. Anerer gi schwéier verletzt. Vill ginn duerch d'Menace mat Waffe vergewaltegt an aus hiren Haiser verdriwwen.

A laut Déclaration vu Genève sinn all Joers 740.000 Männer, Fraen a Kanner Affer vu Waffen a verléieren doduerch hiert Liewen. An interessant ass, 500.000 vun deene 740.000 Affer ginn a Länner gezielt, wou keng Kricher sinn a wou keng Conflits armés sinn. Dat soll ee sech duerch de Kapp goe loossen! An dofir, mengen ech, ass dëse Projet, mat deem mer deen Traité ratifizéieren, e wichtege Projet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn an engems och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Angel. Als éischten ageschriwwene Riedner schwätzt den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Rapporteur villmools Merci soen. Säi Bericht, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen, war inhaltlech, juristesch, technesch komplett. Duerfir ass net méi vill derbäizesoen.

Deen Traité, dee mer haut stëmmen, respektiv d'Gesetz, wat mer haut stëmmen, geet ëm en Traité, wat an der Assemblée générale vun den Nations Unies ofgestëmmt, décidéiert ginn ass a wou d'Aarbechte scho säit 2006 lafen. An et geet haaptsächlech drëms, fir de Commerce vu Waffen, de Waffenhandel méi transparent a méi responsabel ze maachen. Haaptsächlech och, fir d'Norme festzesetze fir de Waffentransfert.

An déi haaptsächlech Obligatiounen, wéi den Här Angel dat richteg gesot huet, déi heimadder agefouert ginn, dat sinn déi vun der Transparenz. Éischtens, déi vun der Obligatioun, fir Regësteren ze halen, déi vun den Échanges d'informations an haaptsächlech, fir Garantien ze ginn, datt déi Waffen net fir terroristesch Zwecker benotzt ginn, net géint d'Causë vun de Mënscherechter benotzt ginn an haaptsächlech och net kënnen détournéiert ginn, wéi dat alt ze vill oft de Fall ass.

Et geet hei net ëm en Traité iwwert d'Reduktioun vu Waffen, leider net! Mä et geet awer trotzdeem, den Traité, dee soll de falsche Gebrauch vu Waffe limitéieren. An aus deem Grond, well et op där enger Säit eng Kontributioun ass zu engem Effort de sécurité an de stabilité a schlussendlech dee Moment och en Effort vu Fridden, an op där anerer Säit, well en och net kontradiktoresch ass mat den Texter, déi haut souwéisou schonn an der EU gebraucht ginn, ass et selbstverständlech, datt d'CSV och dësen Text wäert ënnerstëtzen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Wiseler. Als Nächsten huet den Här Eugène Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Och ech wëllt dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. Vläicht zwou, dräi Remarquen nach zousätzlech vu menger Säit.

Ech mengen, hei an deem Traité, do geet et ëm déi sougenannten „konventionell" Waffen. Et ass erstaunlech, wann een da liest, datt och dodrënner zum Beispill Fligeren, Helikopteren, Booter an esou weider falen, well dat, wat ee sech eigentlech gewéinlech drënner virstellt, wann een u Waffen denkt, denkt een natierlech un déi méi sougenannten „kleng" Waffen, déi konventionell Waffen, wat am englesche Sproochgebrauch „small arms and light weapons" heescht. An datt een awer och muss wëssen, datt weltwäit nach haaptsächlech duerch déi Waffen déi meeschten Doudesaffer ze bekloe sinn, sief dat, datt dat am Krich oder a Konflikter ass, sief dat, datt dat duerch Kriminalitéit ass an esou weider.

An d'Geschäft mat deene sougenannten „klenge" Waffen ass risegrouss op der Welt. Et gëtt iwwer dausend Fabriken, hunn ech mer nosiche gelooss, déi an iwwer honnert Länner esou Waffe produzéieren. Et muss een och wëssen, ronn 30 Länner an Europa produzéieren där kleng Waffen. Ënner anerem Länner wéi Frankräich, England, Italien gehéiere mat zu deene gréisste Produzenten ebe vun deene ganz déidleche Waffen. Et gëtt och geschat, datt am Joer ronn aacht Milliarden Ëmsaz gemaach gëtt un Dollar. Aacht Milliarden Dollar Ëmsaz bei deene klenge Waffen a Munitioun.

Fir nach e puer Zuele vläicht hei ze bréngen, déi net oninteressant sinn: Pro Dag stierwe ronn 1.500 Leit op der Welt duerch déi kleng Waffen, sief dat a bewaffnete Konflikter - mir hate virdrun an der Motioun iwwer Nigeria Rieds, oder op aner Plazen -, sief dat awer och, wéi gesot, am Kader vun der Kriminalitéit. Vill anerer ginn doduerjer och verletzt.

Am Moment sinn esou vill Waffen a Munitioun am Ëmlaf, datt et géif duergoen, fir datt all Mënsch op der Äerd eigentlech zweemol kéint erschoss ginn, wann ee géif eng Kugel gebrauchen. Ech mengen, et ass och esou, déi kleng Waffen, déi si méi einfach ze manipuléieren, si méi einfach och ze transportéieren, si méi einfach, fir mat deenen eben och illegalen Handel ze bedreiwen. Et ass méi schwéier, wann ee muss e Boot oder e Panzer op eng aner Plaz bréngen. Datt dat also och do méi eng einfach Aart a Weis ass, fir déi Waffen eben dann och ze schmuggelen.

Ech mengen, duerfir ass et immens wichteg, all dat Leed, dat duerch esou Waffen op der Welt entsteet, datt een onbedéngt, och wann een d'Produktioun, dat ass virdrun och grad gesot ginn, datt heiduerjer net d'Produktioun reduzéiert gëtt, mä datt een awer op alle Fall den Handel mat deene Waffe strikt kontrolléiert, fir eben iwwerall op der Welt d'Liewen ze schützen.

D'DP begréisst natierlech ausdrécklech dësen Traité. Ech wëll och soen, datt mer an der Vergaangenheet als Fraktioun, oder eng Rei Memberen aus eiser Fraktioun net ontäteg waren an och emol déi eng oder déi aner parlamentaresch Initiativ geholl hunn. Ënner anerem hat schonn, an ech mengen, dat war am Joer 2004 oder 2005, de Charles Goerens och nach eng Kéier eng Motioun am Numm vun eiser Fraktioun erabruecht hat, ënner anerem géint d'Streebommen.

Ech mengen, wat kloer ass, dat ass och scho gesot ginn, hei kommen elo transparent Regelen, transparent Prozeduren eran, fir datt ee soll évitéieren, datt eben all déi Waffen, déi an der Circulatioun sinn, datt se net iwwer Détournementer op de Schwaarzmarché kommen an dann eben op déi Plaze kommen, wou mer se net wëllen hunn.

Och mir hei zu Lëtzebuerg si concernéiert duerch deen Traité. Mir mussen eng national Ulafstell op d'Bee kréien. Et ass awer kloer, mir wëssen alleguer, hei zu Lëtzebuerg gi keng Waffe produzéiert. Mir kënnen awer emol als Transitland och a Fro kommen. Ech mengen, egal wéi, et ass ze begréissen, datt mer endlech deen Traité hunn. Et huet vill ze laang gedauert.

Op där anerer Säit wëll ech awer och, an dat ass mäi Schlusswuert, soen, datt et awer och utopesch ass, fir ze mengen, datt duerch deen Traité all Problemer geléist sinn. Mir begréissen awer och, datt mer als Lëtzebuerg mat bei deenen éischte Länner sinn, déi dee ratifizéieren. Mir mussen eis awer bewosst sinn, datt och weiderhin den illegalen Handel net aus der Welt geschaf wäert sinn, datt mer also och an Zukunft nach weider aner Aktiounen, nach weider aner Traitéë wahrscheinlech mussen op d'Bee bréngen, fir datt dat iergendeng Kéier hoffentlech definitiv dann och kann effizient kontrolléiert ginn.

Déi puer Remarquë gemaach, géif ech och den Accord natierlech vu menger Fraktioun heizou abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner huet den Här Claude Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem honorabele

Rapporteur Merci soen, dem Marc Angel, fir säin ausféierleche schréftlechen an och säi ganz ausféierleche mëndleche Rapport. Ech hunn awer d'Gefill, wéi wann ech der grénger Partei, der grénger Fraktioun a menger eegener Biografie et schëlleg wier, fir och selwer eng Analys vun deem Gesetz hei ze maachen.

All Minutt stierft e Mënsch duerch Waffegewalt. Dat sinn eng hallef Millioun Mënschen all Joer. Honnertdausende gi mat Waffe bedroht, ënnerdréckt, verletzt. Et gëtt kloer international Regelen, wat den Handel mat Banannen, Kotteng an Autoen ugeet, mä et gëtt keng, bis elo nach keng, iwwert d'Liwwerung vu Maschinnepistoulen, Panzeren an aner konventionell Rüstungsgidder.

Duerfir sinn ech natierlech frou, och am Numm vun der grénger Fraktioun, datt mer dann dat Ofkommes éischtens hate vun der UNO an datt mir dat dann haut och kënnen an eis Législatioun aschreiwen.

Dat Ofkommes hat bei der UNO eng laang Virlafzäit, dat huet de Rapporteur-President och richteg gesot. Schonn am Dezember 2006 huet d'UNO-Generalversammlung beschloss, d'Machbarkeet, den Ëmfang an d'Regele vun engem Ofkommen iwwert den internationalen Handel mat konventionelle Waffen ze ënnersichen. Den 2. Abrëll 2013 haten d'UNO-State mat enger iwwerwältegender Majoritéit esou ee Waffenhandelsofkommes verabschit. An deem Ofkommes gi Waffeliwwerunge verbueden, wann déi fir de Vëlkermord, Verbrieche géint d'Mënschlechkeet oder Krichsverbrieche solle benotzt ginn an dozou bäidroen.

Dat war een historesche Moment, an deen historesche Moment, wéi gesot, hat e laange Wee. An dee sollt och nach am leschte Moment verhënnert gi vu State wéi Iran, Nordkorea a Syrien. Déi haten nach probéiert, dat Ofkommes ze torpedéieren. Trotzdeem, den ausgehandelte Vertragstext ass an d'UNO-Generalversammlung komm, wou en net méi huet missen eestëmmeg beschloss ginn, mä eben, wéi gesot, mat enger grousser Majoritéit.

Beim Waffenhandel sinn natierlech, wéi bei all anerem Geschäft, och vill ekonomesch Interessen, an dat ass och ëmmer e Machtspill vun de Waffeproduzenten. Duerfir ass den Ofschloss e groussen Erfolleg vun der Zivilgesellschaft, déi jorelaang fir dat Ofkommes gekämpft huet, an och vun deene Regierungen, déi dat Ofkommes ënnerstëtzt hunn. Dat ass wierklech e grousse Succès.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, et gëtt Beispiller genuch iwwert de Mëssbrauch vu Waffen. Wat zum Beispill 2012 am Mali geschitt ass, dat huet eis och däitlech virun Ae gefouert, wéi eng Gefore bei der onkontrolléierter Proliferatioun vu Kleng- a Liichtwaffe leien. Nom Stuerz vum libysche Regime konnten déi deemoleg Söldner vum Gaddafi ongehënnert héichmodern Waffen an déi fragil Nopeschlänner exportéieren. Et gi weltwäit Millioune Maschinnegewierer a -pistoule produzéiert an an Ëmlaf bruecht, an net ëmsoss ginn och dës Waffen als d'Massevernichtungswaffe vum 21. Jorhonnert bezeechent.

Virun dësem Hannergrond ass et e groussen Erfolleg, datt och kleng Waffen a liicht Waffen an dësen Traité opgeholl gi sinn. Dat war och net ëmmer einfach. Ënner anerem d'USA haten dat net fuerchtbar gär. Déi eenzel Formuléierungen am Vertrag si leider net ganz prezis, si sinn e bësselche vag. De Wuertlaut entsprécht éischter engem politeschen Dokument, wéi engem verbindleche Vertragstext.

Mä mir mengen, dat ass de Präis, dee muss bezuelt ginn, wann ee gäre méiglechst vill an och méiglechst déi wichteg Staten, déi een ebe brauch, fir datt esou ee Vertrag och Sënn mécht, fir datt een déi mat an d'Boot kritt.

Natierlech wier et och schéi gewiescht, wann een den Uwendungsberäich vun dësem Ofkommes och op de Waffenhandel mat de Privaten ausgedehnt kritt hätt - Mexiko hat do eng Initiativ ënnerholl -, dann hätt een e prinzipiellt Verbuet fir de Waffenhandel kënnen ausschwätzen. Déi Fuerderung wier wahrscheinlech zu gudder Lescht ënner anerem och vun den USA net ënnerstëtzt ginn.

Trotzdeem, deen Handel, dee mer hei hunn, ass en Erfolleg. Et ass e groussen Erfolleg och, datt d'Mënscherechter implementéiert sinn als entscheedende Kritär, fir iwwert d'Legitimitéit vu Waffenhandel ze décidéieren. Eleng d'Tatsaach, datt dëse Vertrag zustane komm ass an datt d'Staten unerkannt hunn, datt et eng Wiesselwierkung tëschent Waffenhandel a Fridde gëtt, ass e wichtege Schratt an déi richteg Richtung.

Datt dee Vertrag mat enger grousser Majoritéit ugeholl ginn ass, ass zu gudder Lescht, an ech sinn och frou, datt de Rapporteur dat och ernimmt huet, ee Verdéngscht vun den ONGen, vun enger ganzer Unzuel vun engagéierte Leit an Aktiounsbündnisser, déi méi wéi zéng Joer laang sech fir dee Vertrag agesat hunn.

Schlussendlech war den ëffentlechen Drock fir esou en Ofkommes grouss genuch, datt och eben déi Länner, déi duerch deen Handel och haut nach ëmmer profitéieren - Russland, China, USA -, dee Vertrag net méi konnten oder wollte boykottéieren. An, wéi gesot, et ass jo elo an Aussiicht gestallt, datt och mat Hëllef vu Lëtzebuerg mer geschwë bei deene 50 State sinn, déi dann och maachen, datt de Vertrag a Kraaft trëtt.

Ech soen Iech Merci an ech bréngen d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als Nächsten huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och vun eiser Säit e grousse Merci un den Här Angel fir de Rapport. Mir freeën eis selbstverständlech, mengen ech, wéi jiddwereen heibannen, iwwert dësen Accord a mir stëmmen dee ganz gär mat.

Mä an deene Kommentaren, déi meng Virriedner gemaach hunn, sinn e puer Elementer, déi ganz sécher och eng Diskussioun verdéngen.

Den Här Angel hat et gesot, anerer och, datt d'ONGen eng grouss Roll gespillt hunn an dëser Verhandlung duerch d'Initiatioun an och hu se dee begleet am Laf vun de Verhandlungen. Et kann ee sech elo d'Fro stellen: Wéi eng Lektioune kënne mir zéien op d'Qualitéit, op d'Fonctionnéiere vun der Diplomatie duerch eng grouss Participatioun vun där sougenannter „Zivilgesellschaft"?

Sécher, se hunn en initiéiert. Op där anerer Säit musse mer awer och feststellen, datt mer a verschidde Beräicher ëmmer méi Traitéen hunn, déi eigentlech net déi State bannen, déi haaptsächlech concernéiert sinn. Mir hunn elo an dësem Traité, dee mer haut hei ratifizéieren, zum Beispill net Russland derbäi, mir hu bis elo net China derbäi, mir hunn net Indien derbäi, wat awer grouss Acteure sinn. Mir hunn an aneren Traitéen, wéi de Kyoto-Protokoll, grouss Acteuren net derbäi. Mir hunn an der Ottawa-Konventioun iwwert d'Landminnen d'USA net derbäi.

Dat heescht, mir musse kucken, datt mer awer eis froen: Maache mer Traitéë fir eist gutt Gewëssen? Maache mer Traitéë fir de Westen? Maache mer Traitéen, fir Lobbyen ze befriddegen? Oder probéiere mer, an der Form vun enger effikasser Diplomatie déi Kompromësser, déi Formuléierungen ze sichen, déi eng gréisstméiglech Zuel vu Staten awer mat u Bord huelen, fir d'Effikassitéit vum Traité ze garantéieren?

Dat ass also eng grondsätzlech Fro, wou mer och net wëssen elo zum Beispill, ob d'USA dësen Traité wäerte ratifizéieren oder net. D'Republikaner si skeptesch. Et gëtt an den USA och grouss Resistenzen. Mir mussen also kucken, wat d'Zukunft vun dësem Traité ass.

Eng zweet Fro, déi ee sech muss stellen: Niewent dem Fonctionnéiere vun der Diplomatie bei esou Saachen, ass d'Implikatioun vun den ONGe gutt fir d'Qualitéit vun de Formulatiounen an engem Traité? Och do muss een oppassen, datt een net Lobbye bedéngt, datt een net ze vill spezifesch gëtt, mä datt een och grondsätzlech Rechtsprinzipie respektéiert, fir d'Qualitéit vun engem Vertragstext héichzehalen.

Zum Beispill net eenzel Kategorie géintiwwer anere privilegéieren. Et gëtt jo e Rechtsprinzip, dee seet „expressio unius est exclusio alterius", a wann een dat net respektéiert, huet ee ganz séier eng Situatioun, wou Verschiddener sech an hire Rechter géintiwwer aneren diskriminéiert fillen. An zu Recht.

Och muss ee kucken, datt, wann ee spezifesch, wann een ze vill spezifesch gëtt an engem Traité, een net a Kontradiktioun mat aneren internationale Rechtsinstrumenter geréit, wéi zum Beispill dem „ius in bello", deen hei am konkrete Fall duerch d'Genfer Konventioune beréiert gëtt.

Vläicht nach e Wuert iwwert d'national Ëmsetzung. Mir musse kucken, datt mer och hei eng Einfachheet hunn, eng Simplification administrative. Mir hunn ëmmer méi „arms control instruments". Am wäiteste Sënn gehéiert och dësen Text dozou. A mir musse kucken, datt mer eng Plaz am Land hunn, un déi déi Leit, déi Exportlizenzen, Transfertlizenzen, wat och ëmmer brauchen, sech adresséieren, ob dat elo fir Komponente vu ballistesche Missilen ass am nukleare Beräich, biologesch, bakteriologesch, konventionell Waffen, wat och ëmmer. Mä mir brauchen eng Plaz, déi gutt outilléiert ass, mat kompetente Leit, an net verschidden Ulafplazen, wou een herno dann net méi weess, als méiglechen Exportateur oder anere concernéierten Agent, wou ee sech soll hin adresséieren.

Vläicht nach e lescht Wuert iwwert d'Kompetenze vun der Unioun. Mir hunn an dësem Text jo gesinn, datt d'Unioun, zum Deel wéinstens wor dat hir Rechtsinterpretatioun, beréiert ginn ass duerch exklusiv Kompetenzen am Beräich vum Handelsrecht. D'Fro stellt sech awer, notamment wann ee kuckt, datt d'Unioun jo och eng eegen Identitéit am Beräich vun der Verdeedegung wëllt weiderentwéckelen, wou genau d'Kompetenze vun der Unioun leien a wou nach déi vun de Memberstate bleiwen.

Sécher ass, datt hei muss eng grouss Rechtssécherheet bestoen, notamment an engem Beräich vu strategescher Wichtegkeet, an datt d'Unioun sech net ka Kompetenzen arrogéieren, déi den Nationalstate gehéieren, an datt et och ganz zweifelhaft ass, datt do an dëse Beräicher eng Décisioun um Conseil eng Ratifikatioun muss autoriséieren a Beräicher, wou d'Unioun u sech keng eege Kompetenzen huet.

Also, et si ganz schwiereg rechtlech Froen, déi sech do stellen. Mir plädéiere fir d'Entwécklung vun enger europäescher Dimensioun an der Verdeedegung, och an der Verdeedegung als europäesche Pilier an der NATO. Mä dat Ganzt muss sech ëmmer op engem groussen Terrain vu Rechtssécherheet bewegen an och d'Prärogative vun de Memberstaten an deem Beräich musse respektéiert bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- „Entweder mir schafen d'Rüstung of, oder d'Rüstung schaaft eis of", dat sot den Helmut Gollwitzer, een evangeleschen Theolog a Sozialist aus Bayern. Eigentlech ass et net méiglech, a Wierder ze beschreiwen, wat mat Waffen, Krich a Rüstung vu Leed an Onrecht an dëser Welt geschafe gëtt. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, ze handelen, esou wéi Millioune vu Leit a Friddensaktivisten dat zënter engem Jorhonnert maachen.

Ech däerf drun erënneren, datt Fridden, Brout a Fräiheet d'Basis war vun der Grënnung vun de fräie Gewerkschaften um Ufank vum leschte Jorhonnert. An hir Fuerderung no Fridden, Brout a Fräiheet ass haut nach ëmmer richteg a méi aktuell ewéi jee.

Am 20. Jorhonnert goufen 100 bis 185 Millioune Mënschen duerch Waffen a Krich ëmbruecht. 2013 war dat Joer, wou et op der Welt am meeschte Kricher gi sinn. Ronn 34, net nëmme Kricher vu Länner géint Länner am mannsten, mä Kricher, vill Kricher hu stattfonnt, fir Waffen ze verkafen, ze benotzen an neier ze produzéieren. An ech erlabe mer dann nach den Einstein ze zitéieren, dee gesot huet: „Ech sinn net sécher, mat wéi enge Waffen datt den Drëtte Weltkrich wäert stattfannen. Mä am Véierte Weltkrich wäerte mer mat Steng a Knëppelen openee lassgoen."

De Rapporteur huet et gesot, an duerno och eng Rei Intervenanten, datt de Versuch fir déi Konventioun hei schonn 2006 ugaangen ass, an enger éischter Phas gescheitert ass an eréischt 2013, op Drock vun der Friddensbewegung, notamment vun Amnesty International an Oxfam, endlech konnt ënnerschriwwe ginn.

Déi Konventioun, déi gesäit net d'Ofschafung vun der Rüstungsindustrie a vun der Krichsindustrie vir. Déi Konventioun ass just e klengen, méi längst noutwendege Schrëtt op engem grousse Wee, dee weist, datt den Drock vun der internationaler Gemeinschaft sech lount an datt déi international Gemeinschaft eppes ka maachen, wa se wëllt. Duerfir ënnerstëtze mir och déi Konventioun.

Mir sinn awer och der Meenung, datt een net do ka stoe bleiwen. Mir hunn zum Deel Gesetzer zu Lëtzebuerg, déi méi wäit gi wéi dat, wat an där Konventioun hei virgesinn ass. Ech wëll drun erënneren, datt 2011 déi Lénk, den Hoffmanns Änder op dëser Plaz drop higewisen huet, datt d'Pensiounsfongen, de Fonds de compensation géif versichen, Zënsen an de Streebommen ze kréien. Dat huet zu enger gewëssener Entrüstung gefouert an ass och geännert ginn.

Eis Entrüstung an déi dobausse war gradesou grouss, wéi mir am Januar 2014 gelies hunn, datt d'Regierung wëlles hätt, der CASIC - ee vun deene gréisste Rüstungskonzerner, déi et op der Welt gëtt - hir europäesch Zentral op Lëtzebuerg ze kréien, aus renge Steiergrënn.

Mir kenne CASIC aus zwou Ursaachen. Éischtens, well eng vun hiren Ënnerfirmaen Aktionär ginn ass vun der IEE, déi elektronesch Sensoren hierstellen zu Iechternach. Mä zweetens ass d'CASIC virun allem een Zesummeschloss vu Rüstungskonzerner a China, ee vun deene gréisste Waffeproduzenten, ee vun deene gréisste Produzente vu Massevernichtungswaffen op der Welt, vu Cruise-Missiles, Buedem-Buedem-Rakéiten an all anere Waffen, déi virdrun hei opgezielt gi sinn.

A mir mengen, datt ee muss minimal kohärent sinn a senger Politik. An d'Kohärenz vun der Politik erlaabt et net, fir verbal a konkret géint Waffenhandel, esou wéi mer dat an dëser Konventioun maachen an an anere Gesetzer maachen, virzegoen, an da wëllen esou ee Rüstungskonzern op Lëtzebuerg ze kréien.

Dowéinst stëmme mir net nëmme fir déi Motioun (veuillez lire: Konventioun), mä fir och e Schrack no vir ze goen, brénge mir eng Motioun eran, déi, ech mengen, an Zwëschenzäit verdeelt ginn ass.

Motion 1

Vu la nécessité d'amplifier l'engagement contre la prolifération d'armes et surtout d'armes de destruction massive et d'œuvrer pour leur réduction,

la Chambre des Députés

invite le Gouvernement de mettre un terme à tous les efforts visant à héberger au Grand-Duché de Luxembourg les quartiers généraux européens du consortium chinois CASIC (China Aerospace Science and Industry Corporation), essentiellement actif dans l'industrie militaire.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Déi seet ganz einfach, datt d'Regierung keng weider Efforte soll maachen, fir d'europäesch Zentral vu CASIC op Lëtzebuerg aus Steiergrënn unzesiedelen. Mir mengen net, datt een d'IEE sollt zoumaachen, fir déi Diskussioun direkt virewechzehuelen, well déi jo net an der Waffeproduktioun aktiv sinn, mä mir mengen, datt dee Versuch, fir dee Rüstungskonzern op Lëtzebuerg ze kréien, dat falscht Symbol ass. A mir sollen zesummen dat richtegt Symbol setzen, wann néideg mam Accord vun der Regierung, fir déi Efforten opzeginn, fir esou Saachen zu Lëtzebuerg unzesiedelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zwielef Milliarden, dat ass d'Zuel vun de Kugelen a vun der Munitioun, déi all Joer produzéiert gëtt. Dat geet duer, dass all Mënsch op dëser Welt zweemol ëmbruecht gëtt. Aacht Milliounen, déi Zuel ass gefall, ass d'Zuel vun de Klengkaliberwaffen a vun de liichte Waffen, déi all Joer produzéiert ginn, an 2.000 ass déi duerchschnëttlech Zuel vun Doudegen, déi all Dag - all Dag - uechtert d'Welt duerch dës Waffen ëmkommen.

Et kann ee soen, dass déi Klengkaliber- a liicht Waffen déi modern Massevernichtungswaffe sinn.

De weltwäite Waffenhandel blitt haut onkontrolléiert an hëlt op ville Plaze ronderëm d'Welt irresponsabel Formen un. Den Handel vu konventionelle Waffen, dat wësse mer all, verlängert d'Konflikter, verschlëmmert d'Gewalt an huet och dacks als Konsequenz, dass massiv Déplacementer vun Ziviliste stattfannen. Virun allem sinn et Fraen a Kanner, déi ënnert de Konsequenze vun dësem onverantwortlechen Handel leiden. A ganz ville Fäll gëtt och d'Krichsrecht, oder, fir et méi positiv ze soen, den Droit humanitaire net respektéiert.

Nun, Här President, d'Zuele vun Amnesty beleeën, dass ongefäier dräi Véirel vun de Waffenexportatiounen op d'Kap vun den USA, Russland, Däitschland, dem Vereenegte Kinnekräich, China a Frankräich ginn. Mir mussen eis virstellen, dass de Revenu vun den dräi Topländer USA, Russland an Däitschland net manner wéi 600 Milliarden US-Dollare sinn am Joer.

Här President, no 20 Joer, déi vu globale Campagnë gezeechent waren, huet, wéi Der wësst, d'Assemblée générale vun den Nations Unies den 2. Abrëll 2013 mat ganz grousser Majoritéit - 154 Länner waren derfir, dräi dergéint an 23 hu sech enthalen - ee Vertrag gestëmmt, fir den internationale Waffenhandel ze reguléieren. Dëst ass am Fong en immens grousse Succès, an et ass e puermol hei gesot ginn, do muss ee soe Chapeau, well ganz vill ONGe sech immens fir dëse Projet mobiliséiert hunn.

D'Konferenz huet Enn Mäerz 2013 stattfonnt, an do ass et gelongen, e Vertrag auszehandelen, dee souguer bal deemools mat Konsens hätt kënnen adoptéiert ginn. Mir hunn eis staarkgemaach als Lëtzebuerg fir deen Traité. Et

ware leider dräi Länner, déi dee Konsens gebrach hunn; Dir kennt se: Nordkorea, Syrien an den Iran.

Zënterhier hunn 118 Staten den Traité ënnerschriwwen an 32 hunn e bis elo scho ratifizéiert. Japan huet den 9. Mee 2014 als leschte Stat seng Ratifikatiounsinstrumenter zu New York ofginn.

Mir musse versichen, de Momentum vun dëse Ratifikatiounen oprechtzëerhalen, soudass den Traité méiglechst séier a Kraaft triede kann, an dozou si 50 Ratifikatiounen noutwendeg. Mir si mat enger ganzer Rei vun anere Länner ënnerwee, fir den 3. Juni 2014, elo dem éischten Anniversaire vun der Ouverture fir d'Signature, zu New York eist Instrument ofzeginn a mat e bësse Chance, dass mir mat 18 anere State kéinten also dozou bäidroen, dass da fréiestens den 3. September 2014 déi Konventioun a Kraaft wier.

Nun, Här President, d'Ratifikatiounsaarbechte schleefen an Amerika, dat stëmmt, wat hei gesot ginn ass, mä et ass awer e Liichtbléck do a China. A China schéngt lues a lues en Ëmdenken ze kommen an eng Signature vum Traité gëtt seriö a Betruecht geholl.

Natierlech geet dat elo net honnertprozenteg duer. Et bleiwen Zweifelen, Interpretatiounsdifferenze wäerten et ginn. Mä mir musse wëssen, Här President, dass Konflikter an Onstabilitéit gelidden hunn, wou staatlech Strukture schwaach waren, wou déi opgestallt ginn. Duerfir kënnt eng besonnesch Responsabilitéit op déi Staten duer, déi iwwer staark sougenannt „Exportkontrollmechanismen" verfügen, dass si hiert Kënnen, hire Wëllen awer och an hiert Wëssen op deem Domän un déi méi schwaach State kënne weiderginn an dat mat deene partagéieren.

D'Europäesch Unioun an hir Memberstate sinn duerfir amgaang, ee Programm auszeschaffen, fir méi schwaache Staten ze hëllefen, hir staatlech Autoritéiten ze stäerken, soudass si an Zukunft de Waffenhandel vill besser kënnen an de Grëff kréien. A genau aus deem Grond ass et och wichteg, dass den Traité vun esou vill wéi méiglech Staten adequat ëmgesat gëtt.

Ech rappeléieren op dëser Plaz, dass dëst, wéi et och schonn hei erwähnt ginn ass, keen Ofrëschtungsvertrag ass, mä e Vertrag, deen den Handel vu konventionelle Waffe wéinstens soll reguléieren. Et kënnt also drop un, dass esou vill wéi méiglech Acteuren den Traité applizéieren an de Waffenhandel also vill méi streng kontrolléieren, soudass deen illegalen Handel mindestens ka gestoppt ginn.

Wat versteet een eigentlech ënner konventionelle Waffen? Dat si weder biologesch Waffen nach chemesch Waffen nach selbstverständlech nuklear Waffen oder radioaktiv Waffen, déi jeeweils an engem internationale Vertrag reguléiert sinn. Mä konventionell Waffe sinn net nëmme Klengkaliber. Konventionell Waffe si Panzeren, si militäresch Ween, sinn Artilleriesystemer, si Fligeren, sinn Helikopteren, si Schëffer, si Rakéiten, sinn och Rakéitesystemer, also, an da kleng Waffen a liicht Waffen.

Et ass ervirzeträichen, dass de Vertrag iwwert de Waffenhandel och d'Munitioun, an dat ass ganz wichteg, couvréiert, och e grousse Succès vun där Konferenz, an dass trotz laanger, onerbittlecher Oppositioun virun allem vun Amerika sech awer do konnt duerchgesat ginn.

Nun, zu deenen nationale Mesuren, déi och hei ugeschnidde gi sinn. Wat bedeit dësen Traité elo fir eis, fir Lëtzebuerg? Mir wësse jo alleguerten, dass mir weder eng Militärmuecht sinn nach wäerten eng ginn a mir stellen och weder Panzeren hier nach Kampfjetten. An trotzdeem gesäit dee Projet hei eng Rei Verflichtungen och fir eis vir.

Den Transfert, dat ass gesot ginn, muss refuséiert ginn aus verschiddene Grënn. Éischtens emol, wann dësen Transfert eng Décisioun vum UNO-Sécherheetsrot oder enger anerer internationaler Verflichtung am Kontext vum Contrôle an der Reguléierung vun de Waffe géif violéieren.

Wann an dësem Transfert ee substanzielle Risiko besteet, dass de Fridden an d'Sécherheet vum Destinatiounsland menacéiert ass oder seng Instabilitéit géif provozéieren.

Wann et d'Crainte och gëtt, dass dësen Transfert zu Mënscherechts- oder Krichsverletzunge kéint bäidroen oder zu engem Génocide kéint féieren.

An och, wann et d'Crainte gëtt, dass dës Waffe géifen a falsch Hänn geroden.

En vue vun enger adequater Ëmsetzung vun den Dispositioune vum Traité wäerte mir also elo um Niveau vu Lëtzebuerg hei eng nei Gesetzgebung musse schafen, fir eis Kontroll vun den Exportatioune virun allem an och vun den Transite vu konventionelle Waffen ze stäerken. Dës Gesetzgebung wäert an den nächste Wochen hei an der Chamber dann och déposéiert ginn a wäert souwuel d'Dispositioune vum Vertrag iwwert de Waffenhandel wéi och vun der europäescher Législatioun iwwert d'Biens à double usage op nationalem Plang ëmsetzen.

Allerdéngs, déi sougenannten „Biens à double usage", déi also fir zivil a militäresch Zwecker benotzt kënne ginn a vun deenen eng Rei hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, falen net ënnert d'Dispositiounen direkt vum Traité, mä eis nei Gesetzgebung wäert dës Produkter trotzdeem couvréieren, fir ze verhënneren, dass dës mëssbraucht gëtt.

Dës Gesetzgebung wäert des Weideren een interministeriellen Aarbechtsgrupp schafen, dee wäert responsabel sinn, fir d'Exporter aus an och d'Transiten duerch Lëtzebuerg vu konventionelle Waffen ze evaluéieren, notamment fir esou fréi wéi méiglech kënnen erauszefannen, wou dës Waffe sollen higoen a wiem se solle geliwwert ginn a wouzou se dann och gebraucht ginn. An dësem Aarbechtsgrupp wäerte Vertrieder vum Ausseministère, vun der Douane, vum Office des Licences, vun dem Justizministère och sinn a wäerten och kënnen op extern Expertisen zréckgräifen. Dir kënnt Iech virstellen, dass et selbstverständlech eng ganz komplex Matière ass.

Nun, als Konklusioun, Här President, géif ech soen, op onsem Planéit, an dat ass och an enger Form hei ugeklongen, gëtt et jo verschiddenaartegst Marchandisen. Si si geregelt, an och Gidder, Banannen, an och Dinosauriersschanken, schonn zënter Jorzéngten, ausser de konventionelle Waffen, wat ech elo grad explizéiert hunn. Dëst war, déi konventionell Waffen an den Handel, ëmmer d'Spillwiss vun de Groussmuechten an dëser Welt, déi mat ville Moyene sech dat souveränt Recht virbehalen hunn, dës Waffen ze handelen, wuelwëssend, wat d'Konsequenzen dovunner sinn.

Zënter Abrëll 2013 läit also dëse Vertrag um Dësch, deen dëse grave Mëssstand endlech kéint behiewen an de Waffenhandel kéint responsabiliséieren doduerch, dass mer juristesch contraignant Regelen ausschaffen.

Nach ass dëse Vertrag net a Kraaft getrueden. Och no enger Entrée en vigueur muss derfir gesuergt ginn, dass méiglechst vill Länner d'Dispositioune vum Vertrag méiglechst prezis ëmsetzen, soudass den Traité gräift a mir dëse Fléau ee fir alle Mol mindestens an de Grëff kréien.

Et ass ee gudden Traité, an ech sinn och stolz drop, houfreg drop, dass Lëtzebuerg bei de Verhandlunge konnt säin Deel dozou bäidroen. Et ass och esou, dass ech iwwerzeegt sinn, Här President, dass d'Chamber wäert dat Gesetz hei stëmmen an dass mir e klengt Stéck haut de Mëtteg gemaach hu fir eng méi friddlech Welt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Asselborn.

Domat si mir um Enn vun eiser Diskussioun a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6608 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6608 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci villmools.

Motion 1

Da si mir nach saiséiert mat enger Motioun, déi vum honorabelen Här Turpel deponéiert ginn ass. Ech mengen, den Här Turpel huet d'Motioun motivéiert.

Wëllt d'Regierung dozou Stellung bezéien?

Den Här Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, also, Här President, ech fanne mech net an der Lag, mä d'Chamber ass natierlech souverän doranner, fir hei an enger Motioun, déi spontan op den Dësch kënnt, eng chineesesch Firma, déi am Aérospatial täteg ass, vu vireran ze stempelen, wéi wann et eng Firma wier, déi géint déi Konventioun hei géif verstoussen oder am Kader vun dëser Konventioun hei dat géif maachen.

Ech wëll just drun erënneren, dass mir jo och an Europa een Aérospatial hunn, dee sech weise léisst, an deem mir och als Lëtzebuerg eis elo engagéiert hunn. Also, ech géif op jidde Fall d'Chamber bieden, dat heiten net ze stëmmen.

Wann et géif Problemer gi mat enger Firma, egal vu wat fir enger Nationalitéit, da solle mir dat ënner Spezialiste kucken a selbstverständlech dann och eis Meenung doriwwer bilden, mä mir kënnen net hei einfach d'Schwäert erofloossen iwwer eng Firma, déi mir heihinner geluecht kréien an déi am Aérospatial täteg ass.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Asselborn. Den Här Angel huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, ech ka mech de Wierder vum Här Minister nëmmen uschléissen, well ech och fannen, dass et e bëssen och ënnerschwelleg kléngt, wéi wann elo all Firma, déi am Aérospatial täteg ass, haaptsächlech militäresch täteg wier.

Mir hunn och virdrun iwwert d'Biens à double usage geschwat. Mir kréie jo do nach eng Diskussioun och hei am Haus doriwwer an engem anere Kontext. An och dofir fannen ech, solle mir déi Motioun hei net stëmmen, well mir och wëssen, grad an Europa ass déi Industrie aérospatiale ee vun de Standbeener vun der europäescher Industriepolitik. An dofir, well dat hei esou ënnerschwelleg duerchkléngt, wollt ech mech och géint déi Motioun hei ausschwätzen.

M. le Président.- Weider Wuertmeldungen ausser dem Auteur?

Dat ass net de Fall, da géif ech dem Auteur d'Wuert nach ginn.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Zwou Kloerstellungen. Déi éischt, dat ass déi, d'Motioun seet net, déi Firma géif d'Konventioun net respektéieren. Ech hu virdrun erklärt, et géif drëm goen, et muss een och méi wäit goen, well mir hu jo och zu Lëtzebuerg aner Gesetzer, an hei geet et ganz kloer, fir déi, déi de Site eng Kéier gekuckt hunn, wéi déi Diskussioun opkomm ass am Januar, datt dee Konglomerat hei géif ugesiedelt ginn, hei geet et net einfach ëm Aérospatial, hei geet et wierklech ëm eng héichtechnologesch Waffenindustrie. An een, deen de Site kuckt, déi zéng éischt Biller si Cruise-Missiles an eng ganz Rei aner Waffesystemer, onbemannten Drohnen an esou weider an esou fort. Also, ech ginn elo do net an den Detail eran.

Wann elo Zweifelen hei solle sinn, wat déi Firma wierklech ass, da géif ech proposéieren, an ech géif hoffen, Dir wiert domadder d'accord, datt mir d'Motioun fir d'Éischt géifen an déi zoustänneg Kommissioun ginn, fir datt déi factuel Lag kéint gekläert ginn. A wann déi factuel Lag da gekläert ass, da kann een en connaissance de cause dat maachen. Jiddwereen, dee sech domadder ofginn huet, kennt d'Cause. Ech mengen, déi Meescht vun Iech och. An ech fannen, par rapport zu esou Rüstungskonzerner solle mir wierklech eng kloer Positioun hunn. Et geet jo emol net ëm de Verbuet vun deenen hiren Aktivitéiten. Et geet just drëm, datt mir déi net op Lëtzebuerg fir en Headquarter huelen aus steierlechen Nischenursaachen.

M. le Président.- Ech mengen, et ass alles gesot. Ech géif zum Vote iwwergoen iwwert d'Motioun.

Vote sur la motion 1

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. Enn vum Vote.

Et hu 57 Deputéierten um Vote deelgeholl: 54-mol Neen an dräimol Jo.

Domadder ass d'Motioun mat grousser Majoritéit ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 55 voix contre et 2 voix pour.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass de Projet de loi 6556 betreffend eng Rei vu Modifikatiounen un eisem Steiergesetz. D'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madame Joëlle Elvinger. Madame Elvinger.

10. 6556 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert deen ech Iech hei de Mëtteg de Rapport maachen, ass de 15. Mäerz 2013 vum deemolege Finanzminister déposéiert ginn. De 4. Mäerz vun dësem Joer huet d'Finanz- a Budgetskommissioun sech mam Gesetzesprojet a mam Avis vum Statsrot befaasst an deeselwechten Dag sinn ech och Rapporteur genannt ginn. De schréftleche Rapport ass den 29. Abrëll an der Finanzkommissioun ugeholl ginn.

Här President, et geet bei dësem Gesetzesprojet ëm Ännerunge vu verschiddenen Dispositiounen an eisem Steierrecht, déi net konform zu de Regele vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun sinn. Duerch dëse Gesetzesprojet gëtt d'Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert den Impôt sur le revenu ofgeännert, esou wéi och déi ofgeännert Loi générale des impôts vum 22. Mee 1931, also d'Abgabenordnung.

Et geet hei ëm d'Imposition à la sortie, déi sougenannten „exit taxation". Am Fall, wou eng Entreprise hire Sëtz oder den Établissement stable vu Lëtzebuerg an en anert Land vum europäeschen Handelsraum verleet an de Steierzueler Propriétaire dovu bleift, huet de Lëtzebuerger Stat d'Recht, als Pays de sortie, de Montant vun der Besteierung vun de latente Plus-valuë festzesetzen. Et handelt sech hei ëm d'Opdecken an d'Besteierung vu latente Plusvaluen, déi während der Period, wou de Betrib zu Lëtzebuerg usässeg war, ugefall sinn, am Kader vum Transfert vun der Entreprise, dem Établissement stable oder vun isoléierten Aktiven an en anert Land, dat och Member vum Accord iwwert den europäeschen Handelsraum ass a wou de Steierzueler d'Propriétéit net ofgëtt.

Bei de Memberlänner vum europäeschen Handelsraum handelt et sech ëm alleguer d'EU-State plus Island, Liechtenstein an Norwegen. D'Steier erfält am Moment vum Transfert vun der Entreprise an dat anert Land, a wat d'Erhiewe vun der Steier betrëfft, besteet am Fall vun engem Transfert an en anert Land vum europäeschen Handelsraum d'Optioun, déi Steier direkt opzehiewen oder e Sursis de paie-

ment vun der Créance, déi duerch d'Besteierung vun der latenter Plus-value entstanen ass, ze accordéieren. De Sursis ass awer momentan nach u verschidde Kritären a Garantië gebonnen an ënnerläit soumat der Appréciatioun vun der Steierverwaltung.

De Problem, un deem sech d'Europäesch Kommissioun stéisst, läit bei de Kritären, un déi de Sursis gebonnen ass, an also um Zäitpunkt vum Erhiewe vun de fällege Steieren. D'Europäesch Kommissioun huet och schonn de 27. September 2012 eng Mise en demeure u Lëtzebuerg gemaach. Den europäesche Prinzip vun der Liberté d'établissement erfuerdert nämlech, dass d'Netrésidenten an d'Résidentë gläichbehandelt ginn, wann hir Entreprise oder den Établissement stable an en anert Land vum europäeschen Handelsraum transferéiert gëtt.

Här President, fir dëser Situatioun en Enn ze setzen, gesäit de Gesetzesprojet zwou Mesurë vir. Éischtens, de Steierzueler, deem seng Entreprise transferéiert gëtt, kann eng Demande maachen, fir e Sursis vum Recouvrement ze froe vun de fällege Steieren. Sou gëtt d'Méiglechkeet geschafen, fir d'Steieren op der Plus-value vum Betrib eréischt nom Transfert ze bezuelen, an net direkt am Moment, wou d'Entreprise an d'Ausland transferéiert gëtt an eist Land verléisst. De Steierzueler ka soulaang vun deem Sursis bénéficiéieren, wéi e Propriétaire vun den transferéierte Biene bleift a Résident vun engem Memberstat vum Espace économique européen bleift.

Sou ass eis Steierlégislatioun kompatibel mat de Regele vum Traité vun der EU an net méi am Konflikt mat der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff, déi eng Gläichbehandlung vun allen EU-Bierger fuerderen. Et erfalen am Fall vum Sursis och keng Intérêts de retard.

Zweetens gesäit dëse Gesetzestext och nach eng Erweiderung vum Artikel 54 vum modifiéierte Gesetz vum 4. Dezember 1967 vir. Mir sinn hei am Fall, wou eng Plus-value realiséiert gëtt duerch de Verkaf vun enger Immobilisatioun, entweder engem Gebai oder engem Aktiv, deen net amortissable ass. Dës Plus-value kann dann op aner Immobilisatiounen, déi ee mam Verkafspräis vun der viregter Sessioun kaaft huet, iwwerdroe ginn. D'Plus-value gëtt esou net direkt besteiert, mä gëtt eréischt besteiert, wann déi nei Immobilisatioun cédéiert gëtt oder wann d'Entreprise verkaaft gëtt.

Dëse Report ass awer momentan nëmme méiglech, wann d'Plus-value an eng Immobilisatioun investéiert gëtt vun enger Entreprise, déi hiren Établissement stable zu Lëtzebuerg huet. Wann dëse Réemploi sech bis elo huet missen op eng Entreprise bezéien, déi zu Lëtzebuerg établéiert ass, gesäit dëse Projet de loi 6556 elo vir, de Report vun der Besteierung op Investissementer ze erweideren, déi sech op Entreprisë bezéien, déi sech an engem Land vun der EU oder vum europäeschen Handelsraum befannen.

Wat d'Avise vun de Chambres professionnelles betrëfft, huet d'Salariatskummer hiren Avis de 16. Mee 2013 erausginn. Den Avis vun der Statsbeamtekummer ass vum 17. Mee, dee vun der Chambre de Commerce vum 28. August 2013, den Avis vun der Handwierkerkummer datéiert vum 30. Januar 2014. Dës Avise waren all duerchaus favorabel, an de Statsrot huet säin Avis den 22. Oktober 2013 erausginn.

De Statsrot deelt den Avis och vun der Chambre des Salariés, wat de Risiko vun enger eventueller Évasion fiscale ugeet, an hei gëllt et, de Suivi vun den Transferts d'actifs ze garantéieren, fir eng eventuell Steierévasioun ze vermeiden. De Statsrot mécht och nach Referenz op en Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff vum 24. Abrëll 2013 betreffend d'„exit taxation" am Kader vum Transfert vum Gesellschaftssëtz tëschent zwee Memberstaten. E mécht och nach Referenz op zwee aner Arrêteë vun der Cour de Justice de l'Union européenne. Dat eent ass en Arrêt vum 6. September 2012 iwwert den Impôt sur la fortune an den zweeten Arrêt vum 22. September 2010 iwwert d'Bonification d'impôt. Zu dësen zwee Arrêten huet d'Steierverwaltung awer schonns Circulairen erausgi mat Textinterpretatiounen, a fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, dëse Gesetzesprojet, dee mer de Mëtteg hei diskutéieren, stellt sécher, dass eis Gesetzgebung konform ass mat den Dispositioune vum EU-Traité a konform zur europäescher Jurisprudenz.

Dat gesot, a mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir voll Zoustëmmung schenkt, bréngen ech och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Gesetzestext.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Rapporteur. Als éischten ageschriwwene Riedner huet den Här Gilles Roth d'Wuert. Här Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soe fir d'Éischt der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. Mir wäerten als CSV dëse Gesetzesprojet stëmmen, well e geet op eng Initiativ vum fréiere Finanzminister Luc Frieden zréck.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

Une voix.- Dofir ass en esou gutt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- An der Wäitsiichtegkeet vum Här Frieden ass et och richteg, dass mer eis Gesetzgebung un d'europäesch Législatioun upassen, well et sech effektiv erausstellt, dass eng Situatioun, déi an der Praxis oft virkënnt, wann een en Deel vun enger Entreprise an d'Ausland transferéiert, dass dann de Propriétaire dovunner eigentlech de Moment besser ewechkënnt, wann e säi Wunnsëtz zu Lëtzebuerg huet, wéi wann dat am Ausland de Fall wier.

D'Plus-valuen, déi ginn zu Lëtzebuerg opgedeckt, wann d'Entreprise oder en Deel dovun an d'Ausland verkaaft gëtt. D'Plus-valuen, déi ginn de Moment aneschters traitéiert, wann eng Entreprise oder en Deel dovunner verierft gëtt, jee nodeems ob den Ierwen hei am Land wunnt oder net. A virun allem ass et esou, dass, wann en Deel vun enger Entreprise geholl gëtt, fir am Ausland e Réinvestissement ze maachen, dann ass dat steierlech de Moment méi schlecht traitéiert, wéi wann dat Réinvestissement hei zu Lëtzebuerg géif gemaach ginn.

Déi politesch Fro, déi eigentlech bei dem Projet hannendrusteet, dat ass déi, déi vun de Chambres professionnelles opgeworf gouf, nämlech ob et heimadder, wou mer eis Gesetzgebung konform zu dem EU-Recht maachen, zu enger méi einfacher Auslagerung vun Entreprisen oder Deeler vun Entreprisen an d'Ausland kënnt.

Déi Fro, déi kann een haut net definitiv beäntwerten. Wichteg ass awer ze soen, dass een déi Gesetzgebung och muss als Chance ugesinn, fir eist Land méi kompetitiv ze maachen. An net méi spéit wéi de Moien hu mer am Kontext vun där sougenannter Verméigungsstëftung gesinn, dass och kann dat Ganzt à rebours spillen, dat heescht, dass et en Avantage kéint sinn, wann een Netlëtzebuerger aus dem Ausland säi Verméigen op Lëtzebuerg transferéiert an domadder zu Lëtzebuerg net direkt Plus-valuen opgedeckt ginn.

Wichteg schéngt fir d'CSV ze sinn, dass mer engersäits musse konform zu dem EU-Recht sinn, anerersäits musse mer awer och déi Atouten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, fir d'Auslagerung vun Entreprisen ze vermeiden, nämlech, dass mer niddreg Lounniwekäschten hunn, dass mer déi weiderhi musse behalen.

A mat där Observatioun, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner huet den Här Alex Bodry d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, anescht vläicht wéi de Virriedner mécht d'sozialistesch Fraktioun hiren Accord net ofhängeg dovunner, wat fir eng Parteifaarf e Minister hat, deen e Projet de loi agereecht huet.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech fannen dat relativ déplorabel, muss ech soen, wann een esou Argumenter muss als Haaptargument hei ufëieren, well da kéint een och soen, dass de viregte Minister vläicht seng Aarbecht net allze gutt gemaach huet, well et huet missen eng Interventioun si vun der Europäescher Kommissioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung dozou bruecht huet, iwwerhaapt hir Gesetzgebung hei ze änneren. Eng einfach Verfolgung vun der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff hätt all Finanzminister eigentlech schonn direkt missen dozou féieren, esou eng Dispositioun ze huelen.

Duerfir huet et also näischt domat ze dinn, wien hei de Minister war, deen den Text ënnerschriwwen huet, mä et ass d'Situatioun, déi rechtlech Situatioun, déi et noutwendeg gemaach huet, fir hei ze handelen, wann een net wëllt hunn, dass Lëtzebuerg soll veruerteelt ginn, well eng Infraktiounsprozedur hei ageleet ginn ass géint Lëtzebuerg. Et ass also net aus grousser Wäitsiicht, mä ënner engem gewëssenen Drock, das déi heiten Initiativ huet misse geholl ginn, fir en elementare Prinzip eigentlech ëmzesetzen, deen doranner besteet, dass een u sech net ka Résidenten an Netrésidenten an deem heite Kontext anescht behandelen. Et ass genau dat, wat eis Gesetzgebung bis elo gemaach huet. Duerfir, mengen ech, ass et eigentlech och nëmmen normal, dass mer deen heite Punkt ëmänneren, an dass mer u sech eis domadder och konform setzen zu europäesche Regelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als Nächst huet d'Madame Viviane Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, ech wollt just den Accord vu menger Fraktioun ginn an der Madame Elvinger Merci soe fir hire schréftlechen a virun allem fir hire mëndleche Rapport.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt méi op den zweete Volet vun dësem Gesetzesprojet agoen, dat heescht net de Volet vun der „exit taxation", mä méi dee vum Report vun der Impositioun vu Plus-valuen.

Mir hunn héieren am exzellente Rapport vun der Kolleegin Elvinger, datt et am Moment zu engem Report ka kommen, wann eng Firma, e Betrib, en Immeubel oder een aneren net amortissablen Asset verkeeft, wa se dee réinvestéiert. Mir kennen en ähnleche System haut hei am Land bei Privatleit, déi en Immeubel verkafen, an deen ass am Moment geregelt duerch de groussherzogleche Reglement vum 17. Juni 1992.

Wourëmmer geet et hei? Mir schwätzen net vun der Vente vun engem Immeubel, deen den Domicile conjugal ass, well do ass souwisou d'Plus-value immuniséiert, do brauch ee keng Steieren drop ze bezuelen.

Mä wann ech zum Beispill en Haus oder en Appartement verkafen, wat ech geschenkt krut vu mengen Elteren, menge Grousselteren, oder deen ech geierft hunn, an ech maachen op deem Immeubel eng Plus-value, da kann ech déi Besteierung repousséieren, doduerch datt ech déi Suen, déi ech do kréien, réinvestéieren. Et muss sech ëm neigebautene Wunnraum handelen. Dat heescht, d'Besteierung vun där Plus-value gëtt da repousséiert bis dee Moment, wou ech deen neien Immeubel, an deen ech réinvestéiert hunn, verkafen.

Et ass also eng Analogie mat deem, wat an dësem Gesetzesprojet 6556 geschitt. An hei huet déi al Regierung, hu mer héieren, den Här Frieden, de Choix geholl, fir ze soen: Ma, da maache mer dee Report eben och méiglech, net nëmmen hei am Land, mä iwwert d'Landesgrenzen eraus am ganzen Europäesche Wirtschaftsraum, dat heescht der Europäescher Unioun, Liechtenstein, Island an Norwegen.

Elo krut, laut mengen Informatiounen, Lëtzebuerg eng Procédure d'infraction gemaach, wéinst deem, wat ech elo grad erkläert hunn, nämlech dem Report fir Privatleit nom Règlement grand-ducal vum 17. Juni 1992.

An duerfir elo meng Gretchefro un d'Regierung: Wéi reagéiert d'Regierung gären op dës nei Amëschung vun der Kommissioun an eis souverän Steiergesetzer?

Wëllt se an d'Richtung goen, wéi den Här Frieden deemools, a soen: Ma, da maache mer dat op fir e Report a Wunnraum och ausserhalb vu Lëtzebuerg, wann dat muss esou sinn? Oder awer schafe mer déi Disposition fiscale, vun deenen d'Privatleit haut profitéiere fir de Report vu Plus-values immobilières, schafe mer dat einfach of?

An net méi spéit wéi haut hunn ech an deem Sënn dem Här Gramegna eng Question parlementaire gestallt. Mä ech wëll se awer hei widderhuelen, well fir eis als ADR ass et nämlech e wesentleche Punkt, ob mer dëse Projet hei stëmmen oder net stëmmen. Mir kënnen net d'accord sinn, datt fir Privatleit déi wichteg steierlech Dispositioun géif ofgeschaaft ginn, déi mer elo hei fir Betriber erhalen an op den Europäesche Wirtschaftsraum ausdehnen.

Duerfir, à moins, datt mer e formellt Engagement kréiche vun der Regierung, datt dat steierlech bei de Privatpersounen an deenen hire Plus-valuen net géif passéieren, wiere mer net d'accord.

Effektiv, wa mer, net déi Immunisatioun, mä dee Report vu Besteierung vu Plus-valuë bei Immeublen ofschafen, ass dat eng weider Attack op de Wunnraum! Et feelt u Wunnraum hei am Land, dat wësse mer. Wa manner investéiert gëtt a Wunnraum, da ginn d'Loyeren erop an dorënner leiden d'Bierger. An duerfir ass et extrem wichteg an eisen Aen, datt dee Report vun der Plus-value immobilière erhale bleift, an duerfir maache mer eis Zoustëmmung zu dësem Text ofhängeg vun der Äntwert vun der Regierung, wat de Règlement grand-ducal vun '92 ugeet iwwert de Report vu Plus-values immobilières fir Privatleit.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Reding. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'Steierofrechnung fir Betriber, déi delokaliséieren, ass eent vun de Mëttelen, fir ausstehend Steieren anzezéien. Et ënnerbënnt keng Delokaliséierung, mä et seet mindestens, datt d'Delokaliséierung fir Netrésidentë keng normal Saach ass.

D'Konsequenz, déi sech heiraus ergëtt vun deem, wat d'EU-Kommissioun vun eis verlaangt, ass déi, datt d'Delokaliséierung vereinfacht gëtt. D'CSL weist an hirem Avis dorobber hin.

Delokaliséierung, musse mer wëssen, ass haaptsächlech e Mëttel, fir manner Steieren ze bezuelen. Ech géif soen, zur Steierhannerzéiung. Steierhannerzéiung an deem Sënn, datt d'Betriber net do, wou se produzéieren, déi Steiere bezuelen, déi do fälleg sinn, mä dohinner ginn, wou se der am mannste musse bezuelen. Dee Steierdumping ass zur Regel ginn an Europa an dee Steierdumping stellt grouss Problemer.

Et gëtt grouss Gesellschaften, ech wëll zum Beispill déi aus dem IT-Beräich opzielen, Microsoft, Google, eBay, Facebook, déi bal keng Steiere bezuelen, well se dee System vu Steierdumping total ausreizen. Ech wëll drop hiweisen, datt op déi do Aart a Weis, duerch Steierdumping an der EU all Joers eng Billioun Euro verluer ginn. Eng Billioun Euro, déi de State verluer ginn! De Staten, déi se bräichten, fir Aarmut ze bekämpfen, sozial Ongläichheeten ze bekämpfen, Infrastrukturen ze bauen a géint de Chômage virzegoen.

Dat, wat all Joers duerch Steierdumping ausfält, mécht méi aus wéi de pluriannuellen EU-Budget vun 2014 bis 2020, deen 959.000 Milliounen Euro ausmécht, mécht also méi aus, wéi de Budget vun der EU vu fënnef Joer.

Et hätt ee sech kënnen erwaarden, datt als Reaktioun op esou eng Situatioun d'EU géif higoen a méi Steiergerechtegkeet géif an d'Wee leeden. Neen, dat ass net de Wonsch vun der EU. De Wonsch vun der EU-Kommissioun ass deen, fir Delokaliséierung zur Regel ze maachen, fir Steierwettbewerb, Steierdumping zur Regel ze maachen. Dozou gëtt et keng Noutwendegkeet. Dat ass een ideologesche Choix, dee gemaach gëtt fir ee System, wou ee grad am Europa vun haut sech eppes aneschters kéint a misst erwaarden.

Statt datt mer eng Mindeststeier aféiere géifen an all EU-Staten, statt datt mer Steiergerechtegkeet géife schafen, gëtt mat deem Projet hei d'Delokaliséierung erliichtert. An duerfir wäerte mir och do dergéint stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun. An d'Wuert huet d'Regierung, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech géif Iech gäre fir d'Éischt emol soen, dass ech der Rapportrice Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Bericht, dee ganz komplett war.

An en fait insistéieren, dass mer jo wierklech en fait zwee Elementer an dësem Text hunn. An zwar deen éischten, dee sech op déi „exit tax" konzentréiert, wou mer jo d'Distinctioun zwëschen Résidenten an Netrésidentë wëllen ofschafen a mussen ofschafen, well d'Cour de Justice des Communautés européennes jo décidéiert huet, dass dat contraire zum EU-Recht ass, an d'Kommissioun jo dann och eng Prozedur lancéiert huet fir Lëtzebuerg, fir dat ze maachen. Et ass also gutt, dass mer dat elo endlech iwwert d'Bühn kréien.

Deen zweeten Aspekt ass dee vun de Reports d'imposition vun der Plus-value, dass een dat net direkt mécht, wann déi Plus-value stattfënnt an iwwert d'Grenz geet, an dass een dat reportéiert, soulaang dat an der EU oder am Espace européen geschitt. Och dat musse mer maachen, fir konform ze sinn zum europäesche Recht.

An ech hu jo mat Freed festgestallt, dass all, bal alleguerten d'Fraktiounen déi zwee Elementer guttgeheescht hunn.

Ech krut allerdéngs eng Fro vum Deputéierte Reding, dee mech gefrot huet, ob mer da bei de Privatpersoune géifen datselwecht maachen. Neen, bei de Privatpersoune maache mer net datselwecht. Dat war haut an der Commission des Finances et du Budget, an der Cofibu, an et ass awer och eestëmmeg ugeholl ginn, dass dat bei de Privatpersounen net soll gemaach ginn. An dofir wollt ech Iech dat communiquéieren.

Ech hoffen, dass mer e grousse Support kréie fir dës Mesure, déi eis en conformité mam europäesche Recht setzt.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Gramegna.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6556 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6556 ass mat 55 Jo- a 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Ech si vum Här Finanzminister gefrot ginn, deen opgrond vun der Verschiebung am Ordre du jour an Zäitnout geréit, well en e wichtege Rendez-vous zu London den Owend nach huet, ob mer kéinten dee leschte Projet virzéien. An ech hu gemellt kritt, wéi wann dat méiglech wär.

Ech géif dann direkt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Guy Arendt, d'Wuert ginn iwwert de Projet 6642, wou et ëm d'Besteierung haaptsächlech och vum elektronesche Commerce am Land, wou et délivréiert gëtt, an net méi onbedéngt an deem Land, wou d'Résidence ass vun deene jeeweilege Firmen, geet. Den Här Arendt huet d'Wuert.

11. 6642 - Projet de loi

- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, dëse Projet de loi, iwwert dee mer de Mëtteg schwätzen, ass de 6. Januar vun dësem Joer vum aktuelle Finanzminister déposéiert ginn. Et geet dobäi ëm d'Émsetzen an déi national Législatioun vum Artikel 5 vun der Direktiv 2008/8/CE vum Conseil vum 12. Februar 2008, déi d'Direktiv 2006/112/CE iwwert d'Plaz vun der Leeschtung vun Déngschter - „lieu des prestations de services" - modifizéiert.

Mir schwätzen also hei iwwert de sougenannten „Lieu des prestations de services" a folglech iwwert d'TVA, déi op verschiddene vun dëse Servicer ufält. D'Aarbechterkummer huet hiren Avis zum Gesetzesprojet de 6. Februar 2014 erausginn. Dem Statsrot säin Avis datéiert vum 25. Mäerz 2014. Den 22. Abrëll huet d'Cofibu dësen Avis analyséiert, ier se den 29. Abrëll de schréftleche Rapport ugeholl huet.

Här President, ech wëll op dëser Plaz fir d'Éischt den Objet vum Gesetzesprojet erklären. Dës Explikatioune sinn zwar zum Deel technescher Natur, mä sinn onerlässlech, fir dësem Projet a senge Répercussiounen op eist Land Rechnung ze droen.

Den Artikel 5 vun der europäescher Direktiv modifizéiert ab dem 1. Januar 2015 d'Regelen, wat d'Plaz vun der Leeschtung vun Déngschter an der Telekommunikatioun, an der Radiodiffusioun a vu Servicer, déi iwwert den elektronesche Wee ofgewéckelt ginn, ugeet. Et handelt sech hei ëm d'Regele vun der Besteierung vu Servicer vu steierflichtegen Entitéiten, déi an der Europäescher Unioun etabléiert sinn, déi un net steierflichteg Persounen, déi ebenfalls an der Europäescher Unioun etabléiert sinn, ginn.

D'Fro, déi sech stellt, ass fir ze wëssen, wou dës Servicer besteierbar sinn, ob dat an deem Land ass, wou den Ubidder vum Service etabléiert ass, oder an deem Land, wou den Empfänger vum Service etabléiert ass.

Fir op de Punkt ze kommen: Et geet haut de Mëtteg hei ëm déi faméis Recetten aus der TVA vum Commerce électronique, och nach E-Commerce genannt. Eben déi Steierrecetten, déi eisem Stat zeguttkommen, wa Firmen, déi hei am Land etabléiert sinn, Servicer ofwéckelen, vun deene Konsumenten an anere Länner profitéieren. Bis elo waren dës Servicer an deem Land besteierbar, wou den Ubidder sech niddergelooss huet. An anere Wierder: De Service war imposabel um sougenannten „Lieu d'établissement" vum Prestataire.

De modifizéierten Text gesäit elo vir, dass d'Plaz, wou esou Servicer getätegt ginn, also och besteierbar sinn, déi Plaz ass, wou déi net steierflichteg Persoun, also den Endkonsument, entweder etabléiert ass oder wou se hire Wunnsëtz huet oder wou se geméinlech wunnt. D'TVA ass also op där Plaz oder an deem Land fälleg, wou den Empfänger, dat heescht den Endclient säi Sëtz huet oder wunnt.

Fir Iech e Beispill ze ginn: Loosse mer e spuenesche Bierger huelen, deen och a Spuenien wunnt, deen nom 1. Januar 2015 eng Commande bei engem E-Commerce-Händler, deen zu Lëtzebuerg etabléiert ass, opgëtt, fir Servicer ze kafen oder fir Objeten ze kafen, da gëtt dëse Service net méi hei zu Lëtzebuerg besteiert, mä dee Moment zum gréissten Deel a Spuenien. Wat och bedeit, dass een Deel vun den TVA-Recetten, déi de Lëtzebuerger Stat bis elo agezunn huet, an Zukunft ewechfale wäert. An dësem Sënn schwätzen ech elo geschwënn iwwert déi faméis Perte vun de Recetten am Kader vun der TVA aus dem Commerce électronique.

Ier ech awer dorop kommen, muss ech nach op eng aner Thematik ze schwätze kommen, déi d'Betriber ugeet, déi esou Servicer ofwéckelen. Ab 2015 kënnt nämlech och nach eng Änerung fir d'Betriber, déi a verschiddene Memberstaten Aktivitéiten hunn, ouni awer do etabléiert ze sinn. Dës Betriber hunn elo d'Méiglechkeet, fir sech an engem bestëmmte Land identifizéieren ze loossen, an deem se dann och besteiert ginn. Si hunn dann een eenzege Kontaktpunkt, wou si hir periodesch Deklaratiounen an där Hisiicht ofginn. Dëse Regime lehnt sech un deen un, deen elo scho fir Betriber virgesinn ass, déi sech ausserhalb der EU etabléiert hunn an awer Aktivitéiten a verschiddene Memberstaten iwwert den elektronesche Wee ofwéckelen.

Dobäi kënnt och, dass de Regime vun der Flichtdeklaratioun ofzeleeën EU-wäit harmoniséiert gëtt. An anere Wierder: De Gesetzesprojet vun haut de Mëtteg huet och zum Zil, den allgemenge legale Kader ze setzen, wat déi steierflichteg Etablissementer ugeet. Et sinn dann d'EU-Reglementer, déi de Fonctionnement vun dësem Regime a praktescher Hisiicht assuréieren. Well déi genannten Änerungen awer e groussen Impakt op d'Statsfinanze vu verschiddene Länner hunn, huet d'Direktiv déi finanziell Auswierkunge vun dësem Gesetzesprojet op véier Joer étaléiert.

Wann eng Entreprise sech elo an engem EU-Land identifizéiert an dann iwwert de Guichet unique fiert, deen zu Lëtzebuerg och nach „mini one-stop shop" genannt gëtt, da kann dëst Land d'Steierrecetten aus dem Commerce électronique 2015 an 2016 zu 30% behalen, an de Joren 2017 an 2018 nach 15%, ier dësen Undeel 2019 dann op null erofgeet. Dofir muss een och ëmmer dës véier Joer a Betruecht zéien, wann een de Steierausfall vun dësem Gesetzesprojet bemoosse wëllt.

Fir op mäi Beispill zréckzekomme vum Spuenier, deen Achate gemaach huet, dee gëtt dann no dem 1. Januar 2015 nach zu 30% zu Lëtzebuerg besteiert. Dat heescht, 30% vun de Recettë bleiwen hei, soudass déi Perte vun der TVA fir eise Stat net direkt op null fält, mä an Etappen iwwer véier Joer verdeelt ass. An da wäre mer scho beim sprangende Punkt: eise Budget. Dësen Text bréngt grouss Auswierkungen op déi finanziell Situatioun vun eisem Stat mat sech.

Ech wëll an deem Kontext drop hiweisen, dass d'Administration de l'Enregistrement et des Domaines den 9. Abrëll am Kader vun den Diskussiounen zum Budgetsgesetz vun 2014 der Kommissioun eng Note presentéiert huet. An där Note ginn déi aktuellsten Zeenarien ermëttelt, wat d'Ewechfale vun de Steierrecetten duerch den elektronesche Commerce ugeet.

Opgrond vun dëse Berechnunge wäert déi Änerung, déi ech Iech elo grad erkläert hunn, zu enger Perte bei de Statsrecettë féieren, déi sech op 628 Milliounen Euro fir 2015, 737 Milliounen Euro fir 2016, 1 Milliard 8 Millioune fir 2017 an 1.153 Millioune fir d'Joer 2018 belafen.

Fir dës Zuelen elo an de Verglach mat de Budgetszuelen ze setzen, kommen ech kuerz op de Budgetsrapport fir d'Joer 2014 zréck. D'Previsioune vum Solde an der Administration centrale belafe sech do op minus 723,7 Millioune fir 2013. De Budget fir d'Joer 2013, deen hei am Haus gestëmmt ginn ass, huet en Defizit vu minus 1 Milliard 41 Millioune virgesinn. D'Plusvalue u Recetten an der Héicht vu 423 Milliounen Euro ass d'Ursaach fir dës Verbesserung vun 317,6 Milliounen Euro, mä dës Verbesserung ass bal exklusiv op déi héich Recettë vun der TVA um Commerce électronique zréckzeféieren.

D'Cofibu huet nach an hirem Budgetsrapport notéiert, dass d'Recettë vun der TVA um Commerce électronique op eng Manéier explodéiert sinn zu engem Zäitpunkt, wou aner Recettë stabil bliwwen oder souguer zréckgaange sinn. Och ass do ze liesen, dass ee sech misst virun Aen halen, dass eis Aart a Weis, fir mat de Statsfinanzen déi lescht Joren ëmzegoen, fundamental geännert muss ginn, wann ee sech d'Changementer, wat d'TVA um Commerce électronique ugeet, ukuckt a wann ee weess, dass d'Steierrecetten um Bensin an um Tubak wahrscheinlech net eropgoe wäerten.

Aus der leschter Note vum Comité de prévision fir d'Joren 2014 bis 2018, déi den 9. Abrëll an der Kommissioun virgestallt gouf, geet dat och nach eng Kéier ervir. Et gëtt virgerechent, dass, wa sech näischt ännert, eis Bruttostatsschold bei 16 Milliarden 344 Milliounen Euro am Joer 2018 läit. Dat sinn ongeféier 26,6% vun eisem PIB. D'Intérêten, déi der Administration publique doduerch ufalen, belafe sech dann op ëm déi 330 Milliounen Euro.

Et ass richteg, dass et net einfach ass, genau virauszegesinn, wéi grouss elo d'Recetten aus dem Commerce électronique iwwert déi nächst Jore si wäerten. Och well dat dovunner ofhänkt, wéi vill Entreprisen, déi elo zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, iwwert de Guichet unique zu Lëtzebuerg fuere wäerten a wéi vill sech der an aner Länner identifizéiere ginn. Wat een awer soe kann, ass, dass dës Direktiv, iwwert déi mer de Mëtteg schwätzen, schonn den 20. Februar 2008 publizéiert gouf an een dat vu Lëtzebuerger Säit net ganz proaktiv ugaangen ass.

Et gëtt awer och nach en aneren Aspekt bei dësem Gesetzesprojet, well verschidden technesch Dispositiounen am TVA-Gesetz ugepasst ginn. Et geet dobäi och ëm eng Recommandatioun vun der Médiateure zum Reklamatiounsdélai. Laut Artikel 76 vum kodifizéierten TVA-Gesetz vum 12. Februar 1979 kënne Berichtegungsbulletinen oder Berichter zur Taxation d'office iwwert de Wee vun der Reklamatioun attackéiert ginn. Eng Reklamatioun muss an deem Fall awer onbedéngt bannent dräi Méint ab dem Datum vun der Bekanntmaachung vum Bulletin eragereecht ginn. Et kann awer virkommen, dass en Assujetti ze spéit drun ass, ouni dass dat säi Feeler wier, an dass en net méi déi Méiglechkeet hätt, fir eng Reklamatioun anzereechen.

Et ass esou ee Fall, deen d'Médiateure dozou gefouert huet, eng Recommandatioun ze maachen. Et ass virgeschloe ginn, fir dëser Situatioun entgéintzewierken, dass d'Onméiglechkeet, fir eng Reklamatioun eranzereechen, op Nofro opgehuewe gëtt, ënnert de Bedéngungen, dass dës Demande bannent 15 Deeg vun deem Moment un, wou den Assujetti erëm vu sech selwer an der Lag ass, eng Reklamatioun ze maachen, gestallt gëtt an dass dës Demande net méi spéit wéi sechs Méint nom Oflafe vum initiale Reklamatiounsdélai gemaach gëtt.

Well dëst eng aussergewéinlech Moossnam ass, muss den Assujetti beweisen, dass et him onméiglech war, den initialen Délai ze respektéieren. Dës Prozedur kann nämlech net dozou féieren, dass se mëssbraucht gëtt, fir de Reklamatiounsdélai ze ëmgoen. Et soll och vermidde ginn, dass den Assujetti sech hannert senge Vertrieder verstoppt.

Här President, ech mengen, mir sinn eis heibannen all bewosst, wat fir gewalteg finanziell Répercussiounen duerch dëse Gesetzestext op eis duerkommen. An ech mengen och, dass mer eis all eens sinn, dass mer esou en externe Schock wéi dësen nëmmen offiedere kënnen, wann eist Land déi néideg strukturell Reformen an Ugréff hëlt.

Ech wéilt op dëser Plaz nach dem Finanzminister Merci soe fir déi gutt a schnell Zesummenaarbecht mat der Chamber. An, dat gesot, mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung ausschwätzt, bréngen ech heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Arendt. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth vun der CSV.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen dann och vun dëser Plaz aus dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci fir säi gudden an och prezise schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech kann och den Här Bodry berouegen, dëse Gesetzesprojet, deen ass agereecht gi vun dem neie Finanzminister, dem Här Gramegna, an d'CSV - dat Wichtegst virop - wäert dëse Gesetzesprojet stëmmen. Well mir maache selbstverständlech eist Ofstëmmungsverhalen net ofhängeg vu wat fir enger Regierung de Projet de loi kënnt, mä mir maachen dat ofhängeg vun dem Inhalt.

(Interruptions)

An de Rapporteur, Här Bodry, deen huet dat och schonns duergestallt: Dëse Projet de loi ass, vun der Schreifweis hier, ee ganz techneschen Gesetzesprojet. Well et ass eigentlech d'Émsetzung vun enger Direktiv, déi effektiv schonn op d'Joer 2008 zréckgeet. Mä et si virun allem déi finanziell Implikatiounen, déi dëse Projet huet fir eist Land, déi, mengen ech, haut och mussen den Objet vun eisen Diskussioune sinn.

Mir haten d'Chance eigentlech zu Lëtzebuerg, dass bis elo am Kontext vum sougenannten „elektroneschen" Handel d'TVA konnt erhuewe ginn an deem Land, wou de Prestataire de service, dat heescht deejéinegen, deen déi Internetleeschtungen ugebueden huet, wou deen etabléiert war, dat war an der Regel hei zu Lëtzebuerg. An dat onofhängeg vun dem Land, wou d'Clientë gewunnt hunn. Elo wäert awer mat dëser Direktiv dee System ëmgedréit ginn. Nämlech wäert net d'TVA mussen erhuewe ginn an deem Land, wou den Ubidder säi Sëtz huet, mä do, wou den Ennclient wunnt.

Mir hunn awer eng Chance, dat ass nämlech déi, dass an der Regel déi Ubidder am elektroneschen Handel a ganz villen Häre Länner operationell sinn, an dat besonnesch och an eenzelnen europäesche Memberstaten. An am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung besteet duerfir d'Méiglechkeet, fir e sougenannten „Guichet unique" opzestellen, wou dann den Internetubidder usässeg ass. Dee kollektéiert zwar d'TVA vun de Länner mat deem Taux, wou hir Clientë sëtzen, mä mir hunn d'Chance, dass mer kënne während de Joren 2015 an 2016 dovunner 30% zu Lëtzebuerg halen. 2017 an 2018 kënne mer dovunner nach 15% halen.

De Guy Arendt huet higewisen op, mengen ech, d'Fiche financière, déi an dem Gesetzesprojet bäigeluecht ass a wou och d'Vertrieder vun der Enregistrementsadministratioun eis erkläert hunn, dass, jee nodeem, wéi vill Ubidder hei zu Lëtzebuerg wäerten hire Guichet unique behalen, de Steierausfall um Niveau vun der TVA sech wäert bewegen zwësche 600 Milliounen Euro, wann all d'Ubidder, déi de Moment hei etabléiert sinn, hire Guichet unique zu Lëtzebuerg opstellen, bis zu enger Milliard, wann, par impossible, géifen alleguerten dës Ubidder d'Land verloossen.

D'Realitéit wäert zimlech no bei deene 600 bis 700 Milliounen Euro sinn, well déi Ubidder awer niewent dem steierlechen Émfeld och virun allem déi Kommunikatiounsinfrastrukturen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn an déi iwwert déi lescht Joren opgeluecht goufen, wäerten dervu profitéieren.

Wat ass dann elo de Steierausfall? Mä zënter 2003 huet eist Land iwwert de Wee vun dem Commerce électronique, also dem elektroneschen Handel, ronn 4,3 Milliarden TVA-Einnahme kritt. Dës Suen, déi sinn eigentlech direkt oder indirekt iwwert déi lescht zéng Joer an eis Ekonomie agefloss. An eleng tëschent 2011 an 2013 hu sech déi TVA-Einnahme verduebelt, nämlech 2011 louche se nach bei 569 Milliounen, 2013 bei 952 Milliounen. Fir dëst Joer, wann d'Schätzunge vun der Enregistrementsverwaltung sech als richteg erweisen, wäerte mer de Kapp vun enger Milliard Euro TVA-Einnahmen dépasséieren.

Et muss ee sech eigentlech an de Verglach setzen zu den Ausgaben, déi de Stat bewerkstellegt. Mir kéinte mat där Milliard Euro, déi iwwert den elektroneschen Handel erakënnt, sämtlech Familljenzoulagen, déi an engem Joer ufalen - sämtlech Familljenzoulagen, net nëmmen d'Kannergeld -, finanzéieren. Mir kéinten och mat dem elektroneschen Handel ronn zwee Drëttel vun den Investitiounsausgaben, déi de Stat an de leschte Jore gemaach huet, direkt finanzéieren.

An ech soen och hei nach eng Kéier ganz kloer an däitlech, dass déi Fro, déi diskutéiert war, nämlech: Hätt d'Regierung net missen déi Suen, déi aus dem elektroneschen Handel iwwert déi lescht Joren opgelaf sinn, an e Reservefong setzen?

Do soen ech nach eng Kéier, dass d'CSV zu där Politik steet, dass an de Krisejoren, 2008 bis 2013, déi ronn 3,3 Milliarden, déi während där Zäit um Niveau vun dem elektroneschen Handel als TVAs-Einnahmen opgehuewe goufen, dass déi net ewechgestallt goufen, mä dass déi an d'Ekonomie agefloss sinn. Domadder hunn nämlech ganz vill Betriber am Handel an am Handwierk direkt oder indirekt Opträg kritt. Et sinn och Aarbechtsplazen doduerch erhale ginn.

An déi antizyklesch Politik, déi huet och hir Friichte gedroen. Well trotz deem Konjunkturpak an deene Spuermoossnamen, mengen ech, muss een awer där fréierer CSV/LSAP-Regierung zegutthalen, dass, ouni dass et zu sozialen Onroue komm ass, een Null-Defizit op den 31. Dezember 2013 bei de gesamtëffentleche Finanzen erauskomm ass.

Nu soe mer als CSV och ganz kloer, dass dee geschate Steierausfall, dee sech jo net nëmmen op 2015, mä 2016 an doriwwer eraus wäert erweisen, duerch déi Perte un den TVAs-Einnahmen an dem elektroneschen Handel, dass ee sech net soll der Illusioun präisginn, dass een déi eleng duerch Aspuermoossnamen, duerch „zero-based budgeting" oder aner Konsumausgaben aspuere kann, decke kann. An duerfir soe mer och als CSV, dass een net derlaanscht kënnt, fir dee Steierausfall och duerch Steiererhéijungen auszegläichen.

A mir widderhuelen nach eng Kéier, Här Finanzminister, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'CSV och an der Oppositioun zu där Propos, déi se virun de Wahle gemaach huet, nämlech, fir de Regelsaz vun der TVA vu 15 op 17% an d'Luucht ze setzen, dass mir dozou stinn. Well dëst eleng däerft zu Mehreinnahmen um Niveau vun der TVA, also d'Erhéijung vun dem Regelsaz vu 15 op 17% vu geschaten 320 Milliounen Euro pro Joer féieren.

Mir soen awer gradesou däitlech, dass mer déi annoncéiert Erhéijung vun der TVA um Logement locatif, also an dem Mietwunnengsberäich, dass mer déi kontraproduktiv fannen, fir de Steierausfall auszegläichen. Well dës Moossnam, an den Här Reding huet dat virdrun am Kontext vun deem anere Projet de loi gesot, déi wäert derzou féieren, dass d'Offer u Mietwunnengen, dass déi net wäert der Demande, déi stets steigend ass, entgéintwierken. An et wäerte virun allem Familljе mat mëttlerem a mat niddregem Akommes, Elengerzéier sinn, déi hei vill méi Schwieregkeete wäerte kréien, fir sech op dem Mietwunnengsbau eng Wunnecht kënnen ze leeschten.

An et si jo eng ganz Rei vu Kommunalpolitiker, géif ech soen och zerguttst an der Chamber, mä d'Baubranche, déi huet dee Message, dee vun der Regierung komm ass, scho längst opgeholl. A wann Der gesitt, dass an der Regel bis elo eigentlech déi Wunnechten, déi traditionell vu Privatleit dem Mietwunnengsbau zougefouert goufen - wat war dat? oder wat ass dat? -, mä dat sinn Appartementer vun enger Gréisst vun 80 bis 85 Meter carré.

Et ass awer elo esou, dass d'Baubranche a virun allem d'Promoteure fir déi Projeten, déi nach net ganz duerch d'Prozedur sinn, an dat soe si och, dass déi eigentlech vun deenen traditionelle Standardappartementer ofrécken, fir op méi grouss Appartementer ze goen, mat enger Contenance vun 110 bis 120 Meter carré, déi dann net méi dem Mietwunnengsbau zougefouert ginn, mä als Eegewunnengen am Kontext vun Appartementer solle geschaf ginn.

Elo ass et awer esou, dass bei engem Metercarrés-Präis, dee bei 5.000 bis opwäerts ronderëm d'Stad ass, an der Stad vill méi héich ass, dass do ganz vill Familljе sech iwwerhaapt keng Eegewunneng an där Gréisst a mat deem Präis kënne leeschten. An duerfir soen ech hei ganz kloer am Numm vun der CSV-Fraktioun, dass mir d'Regierung opfuerderen, déi annoncéiert Hausse vun 3% op 17% an der TVA Logement locatif, fir déi net virzehuelen.

En zweete Punkt, Här President, ass och deen, dass mir eigentlech ëmmer gesinn, dass déi ugekënnegt TVA-Hausse, ob se sech elo op de Regelsaz beschränkt, an nach méi, wa se sech och an de Logement locatif beweegt, dass déi muss ausgeglach ginn duerch eng sozial Offiederung um Niveau vun der allgemenger Steiertabell. Well et wäert nämlech soss d'Mëttelschicht sinn, déi d'Mëllechkou gëtt vun dëser Regierung, fir déi dote Finanzpolitik ze finanzéieren.

Madame Loschetter, ech ginn Iech och e konkret Beispill. Bis elo ass et esou, an dat beleeën OCDE-Studien, dass e Stot mat zwee Kanner bei eis am Land mat engem Akommes vu ronn 40.000 Euro, déi hunn... 99% vun hirem Bruttoakommes ass gläich Nettoakommes. Firwat? Well se zwar Sozialofgabe ginn, well se och Steiere bezuelen, net an engem héije Mooss, mä well se dat ausgeglach kréien duerch Sozialtransferten, notamment um Niveau vun dem Kannergeld an aner Vergënschtegungen, wat also mécht, dass mat engem Bruttoakommes vun engem Stot mat zwee Kanner vu 40.000 Euro, dass déi praktesch datselwecht als Netto hunn.

Wann een awer elo d'Akommes vun enger Famill kuckt mat dem faméise Saz vu ronn 83.600 Euro, wat eng normal gutt situéiert Famill ass, déi awer nach net räich ass, mat zwee Kanner, déi hunn awer de Problem, dass déi da scho bei enger Steierlaascht leie vun 39%. Rechent een do nach dozou d'Solidaritéitssteier, dann ass fir déi Famill mat all 1.000 Euro, déi déi weider verdéngen, dat ass nach keng räich Famill, ginn déi ronn 430 Euro d'Joer um Niveau vu Steieren un de Stat of.

A mir sinn als CSV der Meenung, dass een deem Pheenomen och vun der Mëttelschicht muss an enger Upassung vun der Steiertabell Rechnung droen. An duerfir, Här Finanzminister, froe mer Iech eigentlech och, dass Der parallell zu där ugeduechter TVA-Erhéijung, déi jo zum Deel och dozou gefouert huet, nämlech fir den Ausfall vun der TVA um elektroneschen Handel, dass Der déi an eng Offlaachung vun dem Mëttelstandsbockel vun der allgemenger Steiertabell afléisse loosst.

Ech wëll och do konkret soen, dass an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun, déi am Abrëll 2013 gemaach gouf ënnert där fréierer Regierung, scho recommandéiert gouf, am Numm iwwregens vun där ganzer Regierung, fir ab dem 1. Januar 2015, recommandéiert gouf, well normalerweis d'Wahle jo a 14 Deeg gewiescht wieren, mä och do ass preziséiert ginn, dass een dat sollt abetten an eng sozial Offiederung notamment vun deene Mëttelverdénger aus eiser Gesellschaft.

Här President, ech wéilt awer dann och am Numm vu menger Fraktioun nach eng Kéier insistéieren, dass d'CSV sécherlech net verlaangt, dass de Finanzminister eis haut oder an deenen nächsten zwee Méint Detailer iwwer eng sougenannten „Steierreform" gëtt. Dat kann een net verlaangen, nodeems Der sechs Méint am Amt sidd.

Ech soen awer gradesou däitlech, Här Minister, dass mer vun Iech verlaangen, och am Sënn vun deem, wat oft ugekënnegt gëtt, nämlech - Wat wëlle mer? Wou wëlle mer higoen? Mir wëllen de Leit soen, wat op se duerkënnt! -, dass Der awer zumindest eng Äntwert misst kënne ginn op elementar Froen, nämlech: Gëtt bei Iech de Spëtzesteiersaz erhéicht? Jo oder neen? Mat wat fir enge Mëttele gedenkt Der de Mëttelstandsbockel ofzeflaachen? A wat sinn zumindest déi Mehreinnahmen, déi Der Iech erwaart duerch eng Erhéijung vun der TVA op dem sougenannten „Logement locatif"?

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech wëll awer nach zu deenen zwee Punkte kuerz Stellung huelen, wat reng prozedural Moossname sinn a wou de Guy Arendt och dovu Mentioun gemaach huet. Dat ass nämlech dee sougenannten „Relevé de forclusion" oder „Relevé de déchéance".

Mir sinn als CSV d'accord, dass deen an dësem Gesetzesprojet säin Néierschlag fënnt, fir dass eng Persoun, déi an der Regel dräi Méint Zäit huet, fir géint en TVA-Bescheed ze reklaméieren, wann déi duerch Ëmstänn, déi onofhängeg si vun hirem Wëllen, zum Beispill wa se krank ass, oder se huet hire Steierbescheed, aus welche Grënn och ëmmer, net direkt kritt, dass se da ka froen, fir vun där Déchéance, dat heescht, fir dass se entbonne ka ginn, fir an där Frist vun dräi Méint ze reklaméieren. Domadder si mer als CSV ausdrécklech d'accord.

Mir hunn awer eis Schwieregkeete mat där Recommandatioun, déi d'Médiateure gemaach huet am Kontext vun hirem Bericht, nämlech déi vun der sougenannter „Remise gracieuse". Ëm wat geet et?

Bei den direkte Steieren, do huet een d'Méiglechkeet, wann eng Steier eigentlech aus objektive Grënn inéquitabel wier, oder subjektiv Elementer, zum Beispill wann eng Persoun praktesch keng Sue méi huet, fir Steieren ze bezuelen, da ka se bei dem Steierdirekter eng sougenannten „Remise gracieuse" froen, a géint dee Bescheed vun dem Steierdirekter par rapport zu där Reklamatioun ass souguer e Recours beim Verwaltungsgeriicht méiglech.

Mir sinn awer als CSV der Meenung, dass dës Prozedur de Remise gracieuse, déi dëst Recht, an Däitschland gëtt et dat, dass déi net ubruecht ass um Niveau vun der TVA. An dat aus engem ganz einfache Grond, well et en Ënnerscheed gëtt tëschent der TVA, wat eng Konsumsteier ass, déi eigentlech de Commerçant ab initio kollektéiert, net fir sech selwer, mä fir de Stat, an enger direkter Steier, déi opgrond vun engem erwirtschaftete Gehalt oder engem erwirtschaftete Benefiss befaasst (veuillez lire: erfält).

Aus deene Grënn, Här President, si mer als CSV à ce stade net d'accord, fir eng sougenannten „Remise gracieuse" um Niveau vun der TVA anzeféieren. Net als Härtefall géintiwwer de Leit, déi Schwieregkeeten hätten, fir d'TVA ofzeféieren, mä ganz einfach opgrond vun der spezifescher Natur vun der TVA als Konsumsteier.

Dat gesot, Här President, an no deem e bësse méi laangen Exkurs, ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. Als Nächsten huet den Eugène Berger vun der DP d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. Hien huet och schonn den Accord vu menger Fraktioun ginn. Ech wëll mech op e puer Remarquë beschränken.

Effektiv kéint ee soen, datt et hei einfach ëm eng Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv geet vun 2008 am Beräich vun der TVA, mä ech mengen, mir sinn eis jo all bewosst, datt hei awer an där Ëmsetzung vun där Direktiv en enorme politesche Sprengstoff dran ass, deen eis Budgetspolitik an der Vergaangenheet, mä och an Zukunft wäert nach nohalteg markéieren.

Virun allem ass et jo esou, datt d'Ëmsetze vun där Direktiv d'Ewechfale vu ganz grousse Recettë bedeit. Ech hat dat och scho beim Budget erläutert. Et ware Kontroversen zu den Zuelen, wéi vill géif ewechfalen, ënner anerem d'Chambre des Fonctionnaires publics an och d'CGFP huet gemengt, dat wier alles net esou schlëmm. Mä an der Finanzkommissioun hate mer awer d'Zuelen nach eng Kéier kritt, detailléiert Informatioune vum Direkter vun der Enregistrementsverwaltung, dee jo och, ech wëll dat nach eng Kéier zitéieren, gesot huet zu den Zuele vun der CGFP: „rien n'est moins vrai". Fir einfach ze soen, datt dat Zuele sinn, déi net Kapp a Fouss hunn.

Vläicht ganz kuerz, fir se nach eng Kéier ze widderhuelen, se si scho gesot ginn. Wann elo, an engem Scénario moyen hate mer dat, ech huelen hei einfach déi Zuelen, déi ech am Budgetsrapport hat, wat do genannt ginn ass „un scénario méchanique", wou een dovun ausgeet, datt, wann elo net déi Direktiv komm wier, mer an der Moyenne eng Milliard Recetten hätten, da verléiere mer 2015, hu mer eng Perte économique vu 627 Milliounen, dann dat Joer drop 737 Milliounen Euro, 2017 eng Milliard Euro, 2018 1,1 Milliarden Euro als Perte économique, fir einfach ze ënnersträichen, wat fir eng Zommen eis do wäerten am Budget an den nächste Jore feelen.

Wat ech wëll soen, dat ass, datt et awer laang gewosst war - déi Direktiv ass vun 2008 -, datt dat hei eng Kéier géif op d'Land zoukommen, datt mer eng Kéier domadder konfrontéiert géife ginn. An datt awer an all deene Jore keen Zeenario ausgeschafft ginn ass, kee Plang B, keng Alternativ ausgeschafft ginn ass, fir deem entgéintzewierke bis praktesch op dat Joer, wou et da kënnt, wou een da mat der Nues virun der Mauer steet.

Et ass net eréischt säit 2008, mä ech hunn dat nach eng Kéier nogekuckt, den Här Roth hat als Budgetsrapporteur 2011 och drop higewisen. 2011, dat sinn also och scho bal dräi Joer, iwwer dräi Joer hier, wou och den Här Roth, e kann et selwer eng Kéier noliesen, gesot huet, opmierksam gemaach huet, passt op, mer musse kucken, datt mer hei eng, ech soen emol eng Sortie de secours wéinstens fannen, oder datt mer eis mat Zäit iwwerleeën, wéi mer där Perte vun deenen enorme Recettë kéinten entgéintwierken. An deene Joren 2012, 2013 respektiv och 2011 schonn ass awer do näischt geschitt. An dat ass jo ee vun deene groussen Défien, déi dann déi nei Majoritéit huet, fir mussen ze kucken, fir mat där Situatioun dann eens ze ginn.

Den Här Roth huet virdrun erkläert, datt awer effektiv déi Sue benotzt gi sinn, fir antizyklesch Krisepolitik ze maachen. Dat stëmmt net an deem Mooss, Här President, muss ech awer trotzdeem dem Här Roth soen. An ech wéilt och verweisen op eng Rei Avisen, déi och beim Budgetsrapport zitéiert gi sinn.

Zum Beispill de Statsrot, dee gesot huet, et ass jo net nëmmen, datt ee versicht huet, do d'Effete vun der Kris domadder ofzefiederen, fir weider ze investéieren, fir dat den Entreprisen zeguttkommen ze loossen, mä et sinn ëmmer méi nei zousätzlech Dépensë kreéiert ginn - Stéchwuert Studentesubsiden, Chèques-services an esou weider -, wou also mat deene Suen, wou mer woussten, se géifen eng Kéier ewechfalen, eigentlech awer nei Dépensen domadder ofgedeckt gi sinn.

Mir hunn eigentlech lafend Dépensë mat deem, ech nennen et emol einfach Jackpot do, wou mer woussten, dass deen eng Kéier géif auslafen, hu mer domadder bezuelt, amplaz vläicht sech méi frëi Gedanken ze maachen, wéi kënne mer déi Suen, net alleguerten, mä en Deel wéinstens, op d'Säit leeën - „Fonds souverain" ass dat Stéchwuert, dat ëmmer erëmkomm ass -, fir datt mer deem hätte kënnen entgéintwierken. Wéi gesot, et ass net mat Zäit reagéiert ginn, an duerfir hu mer also elo déi grouss Erausfuerderunge fir déi nei Majoritéit, fir deem entgéintzewierken.

Effektiv eng vun de Solutiounen, et ass awer net déi, déi alles kann ofdecken, dat ass déi vun der TVA-Erhéijung, déi wäert d'nächst Joer kommen. Nach muss een erklären, oder ëmmer erëm rappeléieren, datt mer den niddregsten Taux an Europa wäerten hunn.

An dann awer och e Wuert zu der TVA-Erhéijung, den Taux réduit bei den Zweet-, Drëtt-, Véiert- Fënneftwunnengen. Et ass esou, datt elo dobausse gesot gëtt, datt dat géif bedeiten, datt dann och insgesamt hei zu Lëtzebuerg géifen am Wunnengsbau Problemer kommen, well dann ënner anerem d'Loyere géifen an d'Luucht goen. Mir sinn der Meenung, datt dat net de Fall wäert sinn.

Well et kéint ee jo och ëmgedréit froen: Deemools, wéi deen Taux réduit agefouert ginn ass, sinn dann deemools doduerjer, datt een deen Taux vun 3% agefouert huet, d'Loyeren zum Beispill erofgaang? Neen, guer net! Och deemools, mat deenen 3%, sinn d'Loyere monter weidergaang. Wat mer brauchen, dat si méi Sozialwunnengen. Dat ass einfach méi eng grouss Offer um Marché, déi mer brauchen. Dat ass dat, wou ee muss usetzen.

An och si mer der Meenung, datt, wann een elo deen Taux réduit vun 3% aféiert, dat muss een awer och betounen, deen Taux vun 3% bleift fir déi Leit, déi selwer an hiert Haus wunne ginn. Datt mir also dat och als eng sozial selektiv Mesure gesinn, wou jo ganz vill ëmmer an deene vergaangene Joren dovunner geschwat ginn ass. Et sinn awer ganz selten, fir net ze soe bal ni Politike gemaach ginn, wou wierklech déi sozial Selektivitéit och ëmgesat ginn ass. Hei ass een Element, wou mer dat wäerte maachen.

An nach wie vor, wann ee kuckt, wéi de Lëtzebuerger ass, wann en e puer Sou huet, e puer Euro gespuert huet, huet e grosso modo dräi Méiglechkeeten. Entweder e setzt se op eng Bank, wou awer net ganz vill Zënsen dobäi erauskommen. E geet eventuell, ech soen emol, e spekuléiert mat Aktien. Oder déi drëtt Méiglechkeet, wat de Lëtzebuerger nach ëmmer mécht, dat ass, datt en dann an Immobilier investéiert. Effektiv déi Leit, déi dann eventuell en Appartement kafen, fir dann dat ze verlounen, fir doduerjer e klengen zousätzlechen Invest ze hunn, herno eventuell och eppes fir hir Kanner ze hunn.

Ech sinn nach wie vor iwwerzeegt, datt, och, wann elo do den Taux vun 3% op 17% geet, weiderhin d'Lëtzebuerger wäerten och an den Immobilier investéieren, well se nach ëmmer wëssen, do kréien ech méi Suen, wéi wann ech d'Suen op der Bank loossen, och wann herno vläicht déi Marge bénéficiaire net méi gradesou héich ass, an datt doduerch och net mussen d'Loyeren an d'Luucht goen. An, en plus, hunn

ech och herno eng Valeur immobilière, déi och eppes wäert ass.

Duerfir géif ech soen, datt dat awer ënnert dem Strëch eng Reform ass, déi sozial selektiv ass an déi net wäert mat sech bréngen, datt doduerjer alles an de Koup fält um Marché immobilier. Au contraire, mir musse kucken, datt mer méi Sozialwunnenge kréien, datt mer méi eng grouss Offer wäerten hunn.

E Wuert och zu deem, wat den Här Roth gefrot huet, d'Steierreform. Wat jo och ëmmer do interessant ass, wann elo eng Rei Froe gestallt gi fir eng Steierreform, och do muss ech soen, datt den Här Roth - an d'CSV huet jo iwwer Joren, Jorzéngten de Finanzminister gestallt -, datt se do an der Vergaangenheet also schonn d'Chance gehat hätten, fir all déi Froen, déi se elo stellen, deemools selwer ze beäntwerten a selwer eng Steierreform op de Wee ze bréngen.

Déi Regierung hei, déi huet sech virgeholl, fir op alle Fall an deenen nächsten zwee Joer dat auszeschaffen, fir all déi Froen dann och kucken ze beäntwerten, an datt een dann also do wierklech och e Package kritt, wou net nëmmen de Mëttelstandsbockel, mä wou insgesamt eng sozial selektiv Steierreform op d'Bee kënnt, wou jiddweree gerecht behandelt gëtt.

Vläicht nach zwou Remarquen zum Ofschloss, Här President. Déi Fro, déi ee sech och hei muss stellen, dat ass: Wéi geet et weider mat deene verschiddene Gesellschaften, déi am E-Commerce täteg sinn? Dat kann een haut nach net beäntwerten, mä dat wäerte mer da spéitstens de Januar 2015 gesinn.

Et wier ze hoffen, datt do net ze vill Betriber da géifen hir Wallisse paken. Sécherlech hu se jo och nach eng Iwwergangszäit. Mä och do muss ee wëssen, datt also vläicht am Virfeld net genuch gemaach ginn ass, fir do och schonn, ech soen net Sorties de secours, mä aner Méiglechkeeten oder aner Produiten deenen Entreprisen unzebidden, fir datt se vläicht méi laang géifen hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

Dat weist awer och méi generell drop hin, datt et ëmmer - wéi soll ech soen? -, ëmmer schwiereg ass, oder datt et net gesond ass, wann een op spezifesch Nische setzt zu Lëtzebuerg, déi à durée déterminée sinn, wou ee weess, wou eng Rei Joren d'Suen erakommen an dann op eemol fort sinn. Dat ass eigentlech am Endeffekt keng nohalteg Politik.

Datt een also muss kucken, an Zukunft - dat sinn d'Léieren, déi een och da muss zéien -, an Zukunft méi ze diversifizéieren. Datt also och d'Regierung dat sech an hire Koalitiounsaccord geschriwwen huet, datt een also net méi an Zukunft soll op spezifesch Nischen, déi nëmmen zäitlech begrenzt sinn, dorobber setzen, domadder versicht, e puer Joer iwwert d'Ronnen ze kommen, an dann duerno virun engem Koup Schierbelen oder engem risege Bierg vu Scholde steet, mä datt een also muss kucken, iwwert d'Diversifikatioun och eis Recettë-Landschaft méi ze diversifizéieren. Wann also emol een Acteur oder eng Recette ewechfält, datt een dann awer nach genuch anerer huet, déi do kënnen asprangen, also de Cocktail oder de Mix do muss richteg sinn.

Voilà, Här President, dat gesot, nach e puer Remarquen zu deem Projet, dee wéi gesot, natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun fënnt. Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry vun der LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech mengen, wann een dat hei ganz dréche kuckt, da kann ee soen, hei geet et ëm eng weider Emsetzung vun enger europäescher Direktiv. Mä ech mengen, de Rapporteur, de Guy Arendt, huet scho bei senger kompletter Presentatioun hei kloergemaach, dass et hei ëm eng Direktiv geet, déi en immensen Impakt wäert, an nohaltegen Impakt hunn op d'Lëtzebuerger Finanzsituatioun. Sou wéi eigentlech déi Texter virdrun, am ëmgekéierte Sënn, e formidabelen Impakt op eis Finanz- an eis budgetär Situatioun, besonnesch och vum Stat haten a par ricochet och op d'Gemengen, well u sech d'Gemenge jo och deelweis mat 10% un den TVA-Einnahme vum Stat drunhänken.

Déi Welt, déi sech lues a lues gemaach huet vun 2004 un, bis haut nach, déi wäert eng komplett aner ginn. Et wäert eng Emkéierung ginn eigentlech vun engem Prinzip vum Steierrecht, dee bis elo an deem dote spezielle Beräich vum E-Commerce gegollt huet, wat d'TVA ugeet, a progressiv also komme mer an e ganz anere System eran. An dat, wat vun Honnerte Milliounen Euro iwwert déi lescht Joren an d'Statskeesen eragespullt ginn ass iwwer eenzel Betriber, déi sech wéinst där doter steierlecher Landschaft hei zu Lëtzebuerg etabléiert hunn, dat wäert zu engem gudden Deel feelen an deenen nächste Joren.

Wann ech déi geschätzten Einnahme fir 2014 mat anzielen, déi jo bei eppes méi wéi enger Milliard Euro landen, TVA vum E-Commerce hei zu Lëtzebuerg, da kënnt een, wann een dat ab 2003 rechent, kënnt een op en Total vu ronn 5,4 Milliarden Euro, déi eleng also déi Branche vum E-Commerce iwwert d'TVA eigentlech an de Statsbudget bruecht huet.

Dat war sécherlech bis dato en Erfolleg vun enger gewëssener Nischepolitik, déi hei gemaach ginn ass. Et wäert sech elo erausstellen, ob dat och zu enger Nischekompetenz gefouert huet. Dat heescht, ob u sech déi Acteuren, déi sech eleng eigentlech wéinst der TVA-Landschaft an dem Besteierungssystem hei zu Lëtzebuerg etabléiert hu vun 2003 u bis haut, ob déi och weiderhin hir Aktivitéite vu Lëtzebuerg aus wäerte steieren, och wann elo de Berechnungsmodus vun der TVA an Europa fundamental wäert änneren.

Wéi gesot, et ass keng Iwwerraschung, dass deen heiten Text kënnt. Mech iwwerrascht e bëssen, dass et eigentlech esou laang gedauert huet, bis dass d'Regierung deen heite Projet deponéiert huet. Well dat war déi nei Regierung, déi deen heite Projet an der Chamber am Januar dëst Joer deponéiert huet. D'Direktiv geet ëmmerhin op de Februar 2008 zréck. Dat sinn also, wann ech mech net iren, trotzdeem praktesch sechs Joer, déi et gedauert huet, bis en Emsetzungstext vun der Regierung an der Chamber hei deponéiert ginn ass.

Mä egal wéi elo d'Regierung ausgesinn hätt zu deem Zäitpunkt, keng wär derlaanscht komm, matzäiten - virum 1. Januar 2015, wou déi nei Texter hei a Kraaft trieden -, fir deen heiten Text ze presentéieren, och wann en natierlech net esou angenehm ass wéi vläicht aner Texter, déi ee kann an der Chamber virbréngen.

Et ass evident, dass et zënter 2008 gewosst ass, dass mat der Échéance vum 1. Januar 2015 wäert op ee Schlag e gudden Deel vun TVA-Einnahmen dem Lëtzebuerger Stat feelen an dass dat sech wäert nach weiderentwéckelen iwwer en Zäitraum vu véier Joer, träppchersweis mat Paliere vun zwee Joer, bis da schlussendlech net méi ganz vill wäert iwwreg bleiwe vun deem Kuch, dee sech gemaach huet an opgeblose ginn ass iwwert déi lescht Joren.

Et muss een och wëssen, dass et eng ganz kleng Zuel ass vu Betriber, déi eigentlech d'majeure Partie vun där doter TVA-Einnahm ausmaachen. Et sinn haaptsächlech véier ganz grousser, déi sech hei zu Lëtzebuerg implantéiert hunn, déi de Gros vun deenen doten TVA-Einnahme bis elo eragespillt hunn.

A wann een nëmmen d'Zuelen elo vun 2014 kuckt, wat jo dann nach Schätzunge sinn, wou mir haut awer an der Finanzkommissioun gewuer si ginn, dass déi zoustänneg Steierverwaltung dovunner ausgeet, dass plus ou moins kéinten awer och déi Einnahmen um Enn vum Joer effektiv erakommen, sou musse mer op där enger Säit déi geschätzten Einnahmen hu vun enger Milliard a 50 Milliounen Euro, an op där anerer d'brutto TVA-Recetten, déi geschat si ginn op 4,8 Milliarden Euro.

Also méi wéi ee Fënneftel, ee gudde Fënneftel vun eisen TVA-Recetten insgesamt gëtt am Joer 2014 duergestallt eleng nëmmen duerch dee relativ klenge Beräich, wat d'Zuel vun de Betriber an d'Zuel vun den Aarbechtsplazen ugeet vum E-Commerce, deen an e puer Joer hei opgebaut ginn ass a sech hei lues a lues installéiert huet.

Nun huet sech hei nach eng Kéier e bëssen déi Debatt widderholl, déi mir scho beim Budget haten. Wéi prévoyant ass déi viregt Regierung mat där doter Situatioun ëmgaangen? Ech mengen, et ass e bëssen esou, d'Wourecht - wéi esou oft - läit e bëssen tëschent deenen zwee.

Et ass evident, dass an den Zäite vun der akuter Kris, notamment an de Joren 2009, 2010 an 2011, et sécherlech net de Moment war, fir ze soen: Elo huele mir nach eng Rei vun Honnerte Milliounen, déi mir ofzweigen, fir se iergendwéi op d'Säit ze leeën. Dat hätt bedeit, dass een eigentlech hätt misse bei enger ganz fragiler ökonomescher Situatioun a prekärer Finanzsituatioun an eng richteg Austeritéitspolitik oder an eng méi staark Verschëldung eragoe vum Lëtzebuerger Stat, wat sengerzäit kee wollt maachen.

Ech muss awer zougestoen - an do sinn et ëmmer Stëmme ginn an alle Parteien, déi awer do virdru gewarnt hunn -, et hätt ee sécherlech kënnen drun denken, méi virsiichteg ze sinn an de Joren 2012 an 2013, wou awer u sech net méi déi Krisesituatioun an deem Mooss do war, fir do schonn en Apel fir den Duuscht probéieren op d'Säit ze leeën.

D'viregt Regierung hat eng Rei vu Sanéierungspäck fir d'éffentlech Finanze geschnüürt. Si wollt net doriwwer erausgoen. Déi Aarbecht huet awer elo dës Regierung. Dat ass ganz evident. Dat ass eigentlech, géif ech soen, bal dat Schwéierst, wat ze stemmen ass, well mir et hei jo och mat engem strukturelle Réckgang vun Einnahmen ze dinn hunn, also muss dës Regierung och mat strukturelle Moossnamen äntwerten op dee strukturelle Réckgang, deen hei geschitt.

Wat mech bis elo an der Debatt hei enttäuscht huet, dat ass eigentlech, dass och vusäite vun der gréisster Oppositiounspartei, der CSV, elo hei erëm gefuer gëtt, wéi dat och scho bei de Budgetsdebatte war. Mir gi gewuer, wat se net wëllen. Also zimlech alles, wat net grad scho viru Jore vun hinne mat ënnerschriwwe ginn ass, dat fanne si iergendwéi schlecht. Mir ginn awer net gewuer - dat bleift e Geheimnis, wat se wohl hüten, ech weess net, bis wéini, vläicht bis zu den nächste Wahlen oder duerno ,- wat si dann eigentlech wëllen.

Mä ech sinn awer elo ganz optimistesch ginn - ech hu jo héieren elo an deem regelméissege Kontakt mat der Press, dee se opgebaut hunn, dass se haaptsächlech wëllen op Alternative setzen, och wann d'Alternativen haut nach net vläicht do sinn -, dass mir awer sécherlech gewuer ginn an nächster Zäit - a wahrscheinlech esou schnell, wéi d'Regierung mat hiren Aarbechte kënnt -, wat dann hir Alternative sinn,…

(Interruption)

…fir dat gemeinsamt Zil ze erreechen, wou mir gesot hunn: Wa mir wëllen u sech eist mëttelfristegt Objektiv bei der Finanzplanung Enn vun dëser Period erreechen, da wësse mir, dass mir strukturell mussen den Équiliber vun eise Statsfinanze besonnesch ëm Honnerte Millioune verbesseren, sief et duerch Spuermoossnamen, sief et duerch Méieinnahmen.

An dann hätt ech gären déi Debatt Alternativ géint Alternativ, Projet géint Projet. Dat ass dat, mengen ech, wat och d'Leit dobausse verlaangen. Et geet net drëm, ëmmer nëmmen neen ze soen, et muss een och wierklech soen, duerch wat een dat wëllt ersetzen. A bis elo sinn éischter nëmme Virschléi komm vusäite vun der Oppositioun - a besonnesch och vun der CSV -, fir manner Suen ze spueren a respektiv also och den Équiliber éischter nach méi an den Déséquiliber ze drécken, wéi eng Verbesserung vun der Gesamtsituatioun vun den éffentleche Finanzen ze kréien.

Mä wat haut net komm ass…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Fir fir d'Éischt eppes kënnen ze ersetzen, muss emol eng Propositioun um Dësch leien.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ah, Dir denkt net eegestänneg. Dir reagéiert just op Propositiounen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Eng Alternativ, Här Bodry, wéi Dir gesot hutt, ass eppes wat ee mécht, wann een eng Propositioun um Dësch leien huet. Et ass normal, datt d'Regierung Propositioune fir d'Éischt mécht.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma elo leie jo zum Beispill zur TVA Propositiounen um Dësch. Bis elo hunn ech awer nëmmen héieren, wat net soll gemaach gi vun deem, wat proposéiert ass.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt virdru vum Budget geschwat.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An dann ass et, mengen ech, och gutt, dass mer dann nach vun der CSV héieren, wat si da bei der TVA amplaz géif maachen, fir en ähnlecht finanziellt Zil ze kréien. Dat ass, mengen ech, déi spannend Diskussioun,…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …déi mir sécherlech nach wäerte kréie bei der Diskussioun ronderëm de Budget vun 2015. Ech mengen, do ka kee sech méi verstoppen, weder eng Regierung nach eng Oppositioun, an da kucke mir, wat dann do vu Konkretem bei där Diskussioun erauskënnt.

Ech mengen, mir sollten och hei net am Virfeld elo eng Diskussioun féieren iwwer eng Erhéijung vun der TVA; déi ass net Bestanddeel eigentlech vun deem heite Projet de loi. Selbstverständlech, mengen ech, huet d'Regierung do hir Verantwortung iwwerholl. Déi ass an de gréissere Linnen och net verschidde vun deem, wat ënnert der viregter Regierungskonstellatioun och diskutéiert ginn ass an ugedeit ginn ass, zumindest och a Pabeieren, déi op Bréissel geschéckt si ginn am Kader vum „Programme de stabilité et de croissance". Mä et bleift, dass een déi Detaildiskussioun nach muss féieren.

Mir als LSAP-Fraktioun sinn net der Meenung, dass de Stat muss do sinn, fir privat Rendite bei Mietwunnengen ze finanzéieren. Dat ass e bëssen dee System, deen aner Leit schéngt virzeschwiewen. Dat gesi mir net als ideal Situatioun un.

(Brouhaha)

Et bleift awer, dass een deen dote Punkt muss kucken. Notamment kann ech mir virstellen, dass déi Leit, déi sech elo zum Beispill engagéiert hunn an d'Décisioun geholl hunn, fir zum Beispill eng Wunneng ze kafen opgrond vun den alen TVA-Sätz, elo awer - well déi Projeten zwee, dräi Joer daueren, bis se ëmgesat ginn - dann en cours de route déi nächst Tranchë géife mat engem méi héijen TVA-Saz beluecht kréien.

Dat si jo zum Beispill Froen, déi ee muss diskutéieren, wann een iwwert déi nei TVA-Regelunge schwätzt. Ech mengen, do soll een net zou si fir esou Diskussiounen. Mä nach menge mir, dass eigentlech dat, wat bäi Wäitem an deene meeschten europäesche Länner üblech ass, dass reduzéiert TVA-Tauxe bei Wunnengen eigentlech nëmme fir soziale Wunnengsbau gëllen, och net ka komplett falsch sinn hei zu Lëtzebuerg, et sief dann, hei géifen d'Auere ganz anescht ticke wéi an all deenen aneren europäesche Länner.

Ech wollt nach op eng Fro kommen, wat eigentlech deen zweeten Deel vun deem heite Gesetzestext ugeet. Dat ass net elo europäesch gemaach, mä dat ergëtt sech duerch eng Recommandatioun, déi eigentlech d'Médiateure gemaach huet. An do, mengen ech, si mir eis eens. Wann een den Här Roth hei héieren huet, well e mat gewëssener Fermetéit hei eng Positioun vun der CSV vertratt huet, hätt ee gemengt, do wären Divergenzen an der Finanzkommissioun gewiescht. Neen. D'Regierung an d'Finanzkommissioun hu gesot, dat, wat d'TVA ugeet, dass mer net wëllen op de System vun enger Remise gracieuse goen.

Dat ass also net eng Positioun eleng vun der CSV, mä déi - an dat ass aktenkundeg; et brauch een nëmmen de Rapport ze liesen - ass eng gemeinsam gedeelte Positioun. Wéi mer eis awer gemeinsam och gëeenegt hunn, dass dee System vun der Déchéance, wéi en haut besteet en matière de TVA, dass deen an eenzelne Fäll kann zu relativ dramatesche Situatioune féieren, wou een dann net méi eigentlech do erauskënnt, opgrond vun aktuellen Texter, an duerfir d'accord waren, wéi d'Médiateure et och proposéiert huet, fir e Relevé des déchéances och hei bei där TVA-Regelung anzeféieren.

Dat gesot, wäert d'LSAP-Fraktioun deen heiten Text stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter vun deene Gréngen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt emol Merci un de Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass haut scho ganz vill gesot ginn. Duerfir wäert ech net nach eng Kéier alles widderhuelen. Doriwwer eraus ass dat heiten e Projet de loi, wou net nëmmen haut scho vill driwwer geschwat ginn ass, mä ech denken, et war kaum an deene leschte Joren e Projet de loi, bei der Ëmsetzung vun enger Direktiv, wou schonn esou vill diskutéiert ginn ass, wéi bei dësem, dee mer haut stëmmen. An duerfir erlaabt just e puer kleng kéng oder pertinent oder vläicht souguer kritesch Remarquë vun onser Säit zu där ganzer Situatioun, déi mer och elo verloossen.

Éischtens: Mir hunn zolidd Recettë gemaach déi lescht Jore mat deem heite Phenomeen. Mir wëllen awer soen, datt et och einfach verdéngten, eigentlech keng erschaffte Sue waren. Si waren einfach do a si si spéitstens Enn 2018 alleguerten net méi do. An dat si ronn eng Milliard Euro, dat sinn ongeféier 7% vum Budget. Dat ass net näischt. An dat wäerte mer och ganz zolidd spieren, an et wäert och net einfach ginn, déi ze kompenséieren.

Zweete Punkt: Dës elo gläich al TVA-Regel, vun där mir zu Lëtzebuerg ebe profitéiert hunn, ass keng Steiernisch gewiescht, déi Lëtzebuerg sech iergendwéi erschlach hätt, mä et ass eigentlech d'Resultat vun enger awer dach net allze glorräicher Steierkonkurrenz, wou nach ëmmer ee Land probéiert, dat anert auszestiechen, notamment och an der EU. A vläicht gouf et och deemools esou geregelt, well déi grouss Länner vläicht gehofft haten, dovunner ze profitéieren.

Mir Gréng waren nach ëmmer éischter skeptesch zu esou Regelungen a sinn der Meenung, datt esou ee System vu Steierkonkurrenz an der EU muss a Fro gestallt ginn. De Gros vun de State kënnen duerch esou Steierkonkurrenzen

nëmmen derbäi verléieren, ergo virun allem och hir Bierger.

Eng kleng Remarque wëll ech nach zum zweete Punkt maachen. Et muss ee jo och soen, d'TVA ass jo eng Form vu Steier, déi de Konsument bezilt an déi de Betrib duerchreecht un de Stat. Et ass also och keng richteg Betribsbesteierung.

An obwuel mir sécherlech vill Suen aus deem elektroneschen Handel akasséiert hunn, esou sinn et dach awer oft genau déi Betriber aus dem elektroneschen Handel gewiescht, déi séier wéineg Betribsbesteierung bezuelen, well si et fäerdegbréngen, iwwer verschidde Weeër, op legalem Wee - ech ënnersträichen, op legalem!; awer vläicht net ëmmer grad ethesch korrekt Manéier -, hir Steierlaascht op e Maximum ze reduzéieren. Wa mer also wéilten esou enger Form vu Steierdumping tëschent de Länner en Enn setzen, da kéint dat hei elo e gudden Usaz sinn.

Drëtte Punkt: Et ass zënter 2008, a wa mer ganz éierlech sinn, ass et jo schonn zënter 2006 gewosst, datt dës Recetten à terme wieren. Et ass du schonns gewosst gewiescht, datt mer am Joer 2015/2016 70% vun deem Akommes wäerte verléieren, an dann 2017, Enn 2018 zu 85% dovunner verléieren. An duerno ass alles fort. 2015 gëtt also e schwieregt Joer fir ons all.

D'Recettë sinn all déi Joren net am Budget neutraliséiert ginn. Et ass och keen Zukunftsfong geschafe ginn. Et ass souguer net am Budget selwer u kloer Dépensë gekoppelt ginn, déi an der Zäit begrenzt gi wieren. An duerfir fannen ech et awer, an ech muss dat och am Numm vun der gréinger Fraktioun soen, e bëssen einfach, fir stolz hei opzetrieden an ze soen, an duerfir hate mer den 31.12.2013 keen Defizit. Ech muss lech soen, Här Roth, déi do Regierung, déi huet elo déi fënnef Joer déi Charge, fir genau deen dote Mëssel erëm an de Gréff ze kréien.

Véierten a leschte Punkt: Mir erkenne souwuel dem Finanzministère wéi och der Steierverwaltung hire groussen Asaz un, fir deen „mini one-stop shop" esou attraktiv wéi méiglech ze maachen an esou vill wéi méiglech dës grouss elektronesch Handelsrisen zu Lëtzebuerg ze halen. Dat ass sécherlech keng einfach Missioun. A mir wëssen och net, ob dat hinnen och nach esou wäert geléngen. Op alle Fall wënsche mir hinnen eng glécklech Hand dobäi a mir wäerte selbstverständlech dëse Projet matstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen vun der ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Guy Arendt Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport iwwert dëse Projet, wat eng Transpositioun ass vun enger Direktiv aus dem Joer 2008 iwwer eng Ännerung vun de Bestëmmungen am Zesummenhang vun der TVA, méi bekannt ënnert dem Begréff „E-Commerce".

Et ass dëst e wichtege Projet, wéi d'Madame Loschetter elo scho grad gesot huet, wou mer am Fong schonn iwwer Méint a Joren driwwer diskutéieren, och iwwert d'Konsequenze vun där Direktiv, wat d'Lëtzebuerger Statsfinanze betrëfft, diskutéieren. An haut soll dann eben elo dëse Projet oder dës Direktiv ëmgesat ginn.

Mir befannen eis hei an europäeschem Recht, mir befannen eis an de Steierfroen, an do ass laut den europäesche Verträg d'Eestëmmegkeet verlaangt zu Bréissel am ECOFIN, fir datt esou eng Direktiv kann ëmgesat ginn.

Lëtzebuerg huet och vu sengem Vetorecht an dësem Dossier ëmmer Gebrauch gemaach, an zwar bis zum 4. Januar 2008, wou den deemolege Stats- a Finanzminister, den Här Jean-Claude Juncker, a Begleedung vum Wirtschaftsminister, dem Här Jeannot Krecké, noginn huet.

Dräi Wochen do virdrun, den 12. an den 13. November 2007, huet d'Lëtzebuerger Regierung nach am ECOFIN nee gesot zu där Direktiv, an ech zitéieren, wat den Här Juncker, wéi gesot, den 12. an 13. November 2007 am ECOFIN gesot huet: «Aucun ministre des finances ne renoncerait à 1% de son PIB pour faire plaisir aux autres», a déclaré Jean-Claude Juncker lors de la réunion du Conseil. «Le Luxembourg s'oppose à cette réforme parce que les recettes de TVA liées aux activités dans ce secteur nous rapportent l'équivalent d'1% de son PIB.»

Dat, wéi gesot, war den 13. November am ECOFIN. An dräi Wochen duerno huet den Här Juncker am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung zougestëmmt. En huet zougestëmmt, fir datt déi Direktiv, obschonn näischt geännert huet, obschonn nach ëmmer deen 1% vum PIB, haut sinn et der méi, obschonn deen nach ëmmer verloschteg war fir eis Ekonomie, an en huet gesot, well mer e Kompromëss fonnt hunn, eng Iwwergangsregelung iwwer véier Joer, wou mer net esou haart getraff ginn, wéi dat an Aussiicht gestallt ginn ass.

Mä wann een dee Kompromëss kuckt, dann ass dat e ganz bëllege Kompromëss fir déi aner Länner, awer en deiere Kompromëss fir Lëtzebuerg. Well wann déi Direktiv elo a Kraaft trëtt den 1. Januar, da verléiere mer direkt vum éischte Joer un op d'mannst 70% scho vun deem E-Commerce, dee mer erakritt hunn, an iwwert déi véier Joer duerno geet dat op 15 respektiv op 0% erof.

Et ass hei virdru scho genannt ginn, ech wëll déi Chifferen nach eng Kéier duerfir soen, déi eis vun der Direktioun vum Enregistrement am Kader vun de Budgetsdebatte virgeluecht gi sinn: 2015 verléiere mer 627 Milliounen, 2016 737, 2017 geet et iwwer eng Milliard an 2018 geet et op 1,2 Milliarden. Dann ass alles fort.

Mir mussen also wëssen, wa mer dee Projet haut hei stëmmen - Här President, d'ADR wäert en net stëmmen -, wa mer dëse Projet stëmmen, ass dat deen deierste Projet, deen dëst Parlament jeemools gestëmmt huet.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dee Projet hei kascht de Lëtzebuerger Budget all Joers, net nëmmen eng Kéier, mä all Joers eng Milliard an der Zukunft. Et ass also deen deierste Projet, dee mir mat Ofstand jeemools hei am Parlament gestëmmt hunn, well de Verloscht vun de Steieren op iwwer eng Milliard am Joer 2018 eropgeet an all Joers duerno erëmkënnt.

An dann diskutéiere mir hei net, ob eis Regierung do wierklech hir Roll gespillt huet deemools zu Bréissel an ob se do wierklech d'Interesse vu Lëtzebuerg vertratt huet, oder ob net vläicht Leit, déi gären an Europa gutt Posten haten a gutt Poste wëlle kréien, ech schwätzen hei vum Här Juncker, ob dat doten net vläicht de Präis ass fir dat. Wann een an Europa wëllt Mister Euro sinn, wann ee wëllt Kommissiounspresident ginn oder vum Conseil President ginn, dat gëtt een doudsécher net an Europa, wann een d'national Interesse virun déi europäesch Interesse setzt.

Déi lescht Regierung huet déi europäesch Interesse virun déi national Interesse gesat, an duerfir kritt en dann och vläicht als Merci e Posten elo an der Europäescher Kommissioun als President.

Et huet nach ni e Land missen esou vill bezuelen, fir datt ee vun hire Leit e wichtege Posten zu Bréissel kritt huet, wéi dat hei d'Lëtzebuerger Land muss maachen. Dat hei kascht, de Poste vum Här Juncker zu Bréissel, dat kascht de Lëtzebuerger Steierzueler an deenen nächste Jore Joer fir Joer eng Milliard, déi elo d'Leit musse bréngen, sief et iwwert d'TVA-Erhéijung, sief et iwwer sozialen Ofbau, sief et beim Kannergeld, bei de Pensiounen, bei de Chèque-servicen oder egal wou. Alles dat kënnt op eis elo zou, well mer déi eng Milliard pro Joer verléieren.

An do kënne mer eisem Ex-Premier, dem Här Juncker, villmools Merci soen, datt hien dat hei fir dëst Land gemaach huet an datt d'Lëtzebuerger Regierung net higaangen ass a se hätt vun hirem Vetorecht... - well dat hei war keng Steiernisch, hei ass kee Schwaarzgeld an näischt gemaach ginn.

Hei war einfach en europäescht Recht, wat mer applizéiert hunn a wat gang und gäbe och nach an deenen aneren Domäner vun der TVA applizéiert gëtt. Et si jo elo just den E-Commerce an déi, wat dorunner hänkt, déi mer elo an der TVA-Bestëmmung ëmdréien. Mä all de Rescht bleift nach alles ënnert der aler Réglementatioun bestoen. Et ass just an deem Domän, wou mir als Lëtzebuerger Geld verdéngt hunn, wou elo déi europäesch Direktiv, op Drock vun deene grousse Länner, huet misse geännert ginn a wou d'Lëtzebuerger Regierung da kapituléiert huet an net vun hirem Vetorecht Gebrauch gemaach hat, wou se hätt kënnen, da wier déi Direktiv hei ni zustane komm.

Duerfir muss ee wëssen, wann een haut dëser Direktiv zoustëmmt, da muss ee wëssen, datt do dermat dem Lëtzebuerger Stat iwwer eng Milliard d'Joer verluer geet, an et muss een och wëssen, datt dat d'Lëtzebuerger Bierger Joer fir Joer an der Zukunft musse bezuelen.

Mä et muss ee sech och d'Fro stellen: Wat huet nach eng national Souveränitéit fir e Recht? Wann e Statsminister, e Finanzminister zu Bréissel enger Direktiv zoustëmmt, an da gëtt gesot: Elo kritt Der déi Direktiv an elo musst Der déi ëmsetzen!, wat fir eng Roll spillt d'Parlament dann nach hei?

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Firwat? Well mer mengen, dat wier net richteg, dat werft eis Statsfinanze wierklech op d'Kopp. Ma da kommt, mer stëmme se net! Mir loossen et drop ukommen. Mir soen, mir sinn e souveränt Land, mir sinn e souveränt Parlament, an och, wann de Statsminister elo zougestëmmt huet, mir stëmmen déi Direktiv net!

Ech weess, datt een Obligatiounen huet, datt ee se da muss stëmmen.

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der, dass den Här Roth...?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech géif gär meng zéng Minutte fäerdeg maachen, well déi leschte Kéier hunn ech och Froen zougelooss, herno hunn ech zéng Sekonnen duerfir bäikritt. Den Här Roth ka jo, en huet nach Zäit Rescht, e ka jo nach herno eropkommen.

Op jidde Fall, hei soe mir ganz kloer, an ech si jo net eleng, oder mir als ADR si jo net eleng, déi géint déi Direktiv hei stëmmen. Déi eminent Politikerin vun der CSV, déi net méi op d'Europalëscht komm ass, d'Madame Lulling, déi huet am Europaparlament géint déi Direktiv hei gestëmmt.

Une voix.- Bravo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A se huet geschriwwen - se huet hiren Nee schréftlech motivéiert; dat kann een am Europaparlament maachen -: «La prise en compte du lieu de consommation va à l'encontre des principes qui régissaient jusqu'à une date récente le système de TVA applicable au niveau communautaire. Après l'épisode peu glorieux de la directive sur les services, la nouvelle remise en cause du principe du pays d'origine concernant cette fois la TVA applicable aux prestations de services serait un pas supplémentaire dans la mauvaise direction. J'ai donc voté contre.»

Dat heescht, d'Madame Lulling huet de Courage gehat, fir dergéint ze stëmmen, wou den Här Juncker zougestëmmt huet. An duerfir ass d'Madame Lulling och vläicht net op der Lëscht vun der CSV fir d'Europawahlen an den Här Juncker ass Spëtzekandidat fir de Poste vun der EU.

(Brouhaha)

Dat heescht also, een, deen d'national Interesse vertrëtt, dee gëtt écartéiert, an deen d'Lëtzebuerger Interessen zugonschte vun europäeschen Interessen, vun Interesse vun anere grousse State vertrëtt, dee gëtt gelueft.

Mir wëllen also domadder ganz kloer soen, datt mir als ADR dëser Direktiv net wäerten zoustëmmen. Mir gi prinzipiell keng Souveränitéitsrechter of. Hei hate mer d'Recht, fir e Vetorecht ze gebrauchen. Déi lescht Regierung huet hei net déi national Interesse verdeedegt, mä fir en héijere perséinlechen Interessi huet se dëst akzeptéiert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Wiseler wéinst...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll just an engem Saz awer eng Remarque drop maachen iwwert déi inakzeptabel a populistisch Aart a Weis, wéi hei ugefaange gëtt Propaganda ze maachen iwwer e Sujet.

(Interruptions et hilarité)

Den Här Juncker huet, an dat hu mer oft hei am Parlament diskutéiert, deen do Dossier op eng Aart a Weis traitéiert, déi am beschte fir d'Land war. An duerfir wëll ech net an d'Detailer agoen. Mä ech fannen dat do einfach an dëser Zäit extrem populistesch, wéi hei geschwat gëtt, Här Gibéryen.

M. le Président.- Ech hu mer erlaabt, dem Här Wiseler d'Wuert ze ginn, well deejéinegen, deen en cause war, net präsent war, fir kënnen de Fait personnel ze invoquéieren.

(Hilarité)

An engem Saz huet den Här Wiseler dat gemaach. D'CSV hat iwwregens nach Riedezäit. Ech géif elo d'Wuert un deen nächste Riedner weiderginn, den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. An deem Dossier hei geet et eigentlech ëm zwou Saachen. Et geet ëm de Fong an et geet ëm d'Konsequenzen.

Wat de Fong ugeet, mengen ech, ass et richteg, datt eng Konsumentesteier do erhuewe gëtt, wou konsuméiert gëtt. Dat nämlecht misst eigentlech och geschéie bei den direkte Steieren, déi do missten erhuewe ginn, wou de Mehrwäert produzéiert gëtt. Mä hei ass emol ee Schrack, an ech hoffen, datt deen aneren och eng Kéier kënnt.

D'Konsequenz dovunner ass awer déi, déi hei elo des Laangen an des Breede beschriwwe ginn ass, nämlech déi vum Ausfall vun de Recetten. An ech soe ganz kloer, de Stat brauch déi Recetten. De Stat, fir seng Aufgaben ze erfëlle vun ëffentlecher Déngschtleeschtung, vun Infrastrukturen a vu sozialem Ausgläich, brauch déi Suen, fir kënnen ze fonctionnéieren, an am Intérêt och vun deene Leit, déi net esou vill hunn a sech net alles selwer kënne leeschten, ze fonctionnéieren.

A wann hei gesot ginn ass vun engem vun de Virriedner, d'Regierung hätt kee Plang B gehat, esou ass dat wahrscheinlech och richteg. Et ass sécher och richteg. Mä de Plang A vun där neier Regierung, deen huet awer wäitgehend an déif Konsequenze fir d'Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, an net déi, déi am Ausland konsuméieren. Wa mer déi 1,1 Milliarde géifen ausgläichen duerch d'TVA-Erhéijung, wat d'Regierung net wëllt, da misst all Stot zu Lëtzebuerg all Joers 5.500 Euro méi bezuelen.

Wann och nëmmen, an dat ass jo éischter schonn dat, wat d'Regierung wëlles huet, 700.000 Euro géife missen ausgeglach ginn, kompenséiert ginn, da kascht dat all Stot zu Lëtzebuerg all Joers an der Moyenne 3.500 Euro.

An dat, wat mech besonnesch schockéiert huet an där Diskussioun, wéi mer hei beim Budget driwwer geschwat hunn, och bei der Lag vun der Natioun, ass dat, datt de Premier gesot huet, en Ausgläich fir Familljen, déi Schwieregkeeten hätte mat wéinegem Akommes, kéim net a Fro. Ech fannen dat d'autant méi schockant, wou hei geschwat gëtt iwwert déi, déi elo scho Schwieregkeeten hunn, fir um Enn vum Mount d'Enne beieneen ze kréien, an ech fannen et gradesou schockant, datt LSAP a Gréng bis elo net dorobber reagéiert hunn.

Well de President mech awer gefrot huet, fir meng Interventioun an zwee ze deelen, well de Finanzminister wierklech muss säi Fliger huelen, wat ech och respektéieren, wëll ech just elo op d'Motioun agoen, op déi aner Froen dann duerno zréckkommen, esou wéi ech dat proposéiert kritt hunn.

An eiser Motioun steet dran, datt d'Konsequenze vun der TVA-Erhéijung net kënnen net kompenséiert ginn, an ech mengen an ech hoffen, datt mir eis heibannen eens sinn, datt mindestens partiellement oder zu engem gréisseren Deel mussen nei Recettë gesicht gi fir de Stat.

Mir invitéieren awer d'Regierung, fir zesumme mat de Sozialpartner no Alternativen ze sichen zu enger Erhéijung vun der TVA, a mir hätte gären, datt, egal wéi d'Léisung ausgesäit, se sozial gerecht soll gestalt ginn.

Ech géif dann opgrond vun der Propositioun vum President, nodeem datt de Minister konnt Positioun huelen, duerno op déi aner Aspekter zréckkommen.

Motion 1

Vu les pertes pour l'État luxembourgeois résultant des conséquences de la transposition en droit luxembourgeois de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant la T.V.A.;

vu la nécessité de compenser celles-ci, au moins partiellement, par d'autres recettes au bénéfice de l'État à partir du 1.1.2015;

la Chambre des Députés

invite le Gouvernement

à se concerter avec les partenaires sociaux sur des solutions alternatives à une augmentation des taux de la T.V.A.;

à assurer le caractère socialement juste de toute alternative.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. An ech ginn dann direkt d'Wuert dem Finanzminister, fir op d'Debatt ze äntwerten an et nach fäerdegzebréngen, fir de Fliger en vol ze kréien.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Merci, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, dass mir den Débat ganz e bësse konnten accéléréieren; ech muss effektiv a véierzeg Minutten e Fliger fir London huelen.

Ech soen lech alleguerte Merci fir den Débat, an ech soen dem Guy Arendt fir d'Éischt gär Merci als Rapporteur fir déi Aarbechten, déi hie sech gemaach huet, an och fir säi Rapport haut hei.

Ech wëll dee Sujet hei guer net polemesch ugoen. De Sujet ass grav a schlëmm genuch a wäert eis alleguerten déi nächst Jore beschäftegen. Wéi richteg gesot ginn ass: Déi Pertë vun der TVA, déi sinn durabel, déi kréie mir net erëm, an déi Sue si fort. Mir mussen ëmdenken. Dat ass eng Nisch, déi verschwënnt, an dat kascht ganz vill Geld.

Mir wëssen, dass de Minimum, dee mir verléieren 2015, wäert ëm 600 Millioune leien, mä

dat ass net ganz sécher, well et hänkt jo dovunner of, ob déi puer grouss Firmaen heibleiwen an der Période transitoire, a mir wëssen, dass mir zum Schluss 1,1 Milliarde wäerte verléieren. Also egal wéi et geet, d'Perte wäert considérabel sinn.

Ech wollt just der Chamber hei soen, dass ech déi lescht Méint vill Kontakt hat mat deene Firmaen, fir se ze berouegen, fir alles ze maachen, fir dass se solle wéinstens an der Période transitoire heibleiwen. Ech war och duerfir am Mäerz zum Deel verschiddener vun deenen Entreprisen a Kalifornien besichen, an, loosse mer soen, ech sinn net ze vill pessimistesch, dass e gudden Deel vun deene wäert bleiwen, mä ob si déi ganzen Zäit bleiwen, wësse mer net.

Ech géif och gären ënnersträichen, dass dat heiten effektiv den Élément déclencheur ass, firwat mer mussen e Budget de nouvelle génération maachen, well d'Enjeuen, déi mir hei hunn, esou grouss sinn, an et geet net duer mat spueren; et geet net duer mat traditionelle Mesuren. Et muss een eben de Budget nei oprullen an et ass och duerfir, dass d'Regierung dat wëllt maachen.

Mir hunn als gréisst Mesure bei der Recettësäit ugemellt, dass mir jo géifen d'TVA erhéijen, an de Rescht oder de Gros vum Rescht gëtt mat enger Reduktioun vun Depensë gemaach.

Ee Wuert awer dann zu der Augmentation de TVA vun 2%. Dat gëtt jo gemaach op allen Tauxen, mat Ausnahm vum Taux super-réduit, dee bei 3% bleift. Ech hu festgestallt, dass déi gréissten Oppositiounspartei dat jo och begréisst, well se dat och selwer virgeschloen hat, déi Augmentation de TVA. An ech fannen et och gutt, dass d'CSV deen heite Projet de loi wäert matstëmmen.

Ech wëll elo net an d'Detailer goe vun der Problematik vun deene verschiddenen Aspekter vun der Augmentation de TVA, ënner anerem deen iwwert de Logement locatif, well mir kréie Geleeënheet, wann d'Gesetz bis déposéiert gëtt, fir do d'Argumenter alleguerten ze échangéieren.

Ech sinn och gefrot ginn, wéi vill dass dat géif abréngen, déi zweet Residenz, wann déi net méi dem Taux vun 3% ënnerluecht wier. Dat hänkt ganz vum Perimeter of, deen ee sech do gëtt. Wann een zum Beispill sozial Wunnengen an aner Wunnengen eraushëlt, da changéiert déi Ziffer. Le moment venu, wa mer de Gesetzestext wäerten déposéieren, da wäerte mer natierlech de Chiffrage maachen.

Et sinn och Froe gestallt ginn iwwert d'Réforme fiscale, déi wéi gesot jo eréischt an e puer Joer wäert kommen. Mir fänken elo eréischt un, drop ze schaffen. Dat Eenzegt, wat ech Iech elo ka soen, wat d'Réforme fiscale ubelaangt, dat ass, dass et eng breet gëtt, dass se équilibréiert wäert sinn, dass se wäert Solidaritéitssënn hunn an dass se dann eben net nëmmen op verschidde Mesurë ka gekuckt ginn. Dat gëtt och e globale Paquet.

Dat wär, wat ech wéilt zum Projet soen, zum éischte Volet.

Zum zweete Volet, deem vun dem Délai vun dräi Méint fir d'Bezuelen oder fir d'Contestéiere vun der TVA. Ech mengen, do hu mir och e gewëssene Konsensus, dass mir do net sollen e Recours gracieux erlaben, well d'TVA eng aner Steier ass wéi d'direkt Steieren. An duerfir hu mir jo als Kompromëss proposéiert, dass nëmmen an Härtefäll deen Délai kéint verlängert ginn. Dat schéngt mir eng équilibréiert Solutioun.

Als Konklusioun zu dësem Débat wëll ech soen, dass et e bëssen e Lancement ass vun der ganzer Iwwerleeung vun der Augmentatioun vun der TVA, déi an e puer Woche wäert hei déposéiert ginn, an do wäerte mir d'Geleeënheet kréien, fir all d'Argumenter ze échangéieren.

Ech soen Iech alleguerte Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Pierre Gramegna. Ech ginn dovun aus, dass hien och zu der Motioun Stellung geholl huet. Ech géif dann d'Chamber bieden ëm Versteesdemech, wann de Finanzminister eis verléisst, mä ech géif den Här Turpel bieden, dann den zweeten Deel vu senger Interventioun virzedroen.

Jo?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Entschëllegt. Wann Dir wëllt, Här President, kann ech e Wuert zur Motioun soen.

M. le Président.- Wann Der esou léif wëllt sinn.

Motion 1

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Entschëllegt, ech hat mat der Madame Maggy Nagel ausgemaach, dass si et kéint soen, mä ech kann dat awer och elo schonn am Viraus soen, dat ass vläicht méi korrekt par rapport zum Här Turpel.

M. le Président.- Dat mengen ech och.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Et ass an der Rei, da maachen ech dat vun hei aus. Ech huelen d'Propositioun zur Kenntnis, mä an den Ae vun der Regierung gëtt et keng Alternativ zur Erhéijung vun der TVA. De Problem läit grad an der TVA. Et ass do, wou mir d'Perte hunn, a mir kompenséieren doduerch, dass mer d'Augmentation de TVA ëm 2 % maachen, kompenséiere mir et nëmmen zu engem Drëttel oder zu engem Véirel. Also, dat ass, mengen ech, nach ganz räsonabel. A mir versichen, de Rescht jo iwwer Réductions de dépenses ze maachen, gréisstendeels. Duerfir gesinn ech keng Alternativ.

Wat de Punkt ubelaangt vun der Concertatioun mat de Partenaires sociaux, do sinn ech ganz d'accord, dass dat soll gemaach ginn, an d'Partenaires sociaux, dat huet d'Regierung an de Premierminister och gesot, wäerte consultéiert ginn an deem ganzen Exercice, dee mir amgaang sinn, an der Regierung ze maachen, wou mir jo e ganze Paquet wäerte schnüren, deen op de Budget de nouvelle génération débouchéiert. Dat wäert am Summer geschéien an do wäerten d'Partenaires sociaux consultéiert ginn.

An där Hisiicht kann ech den honorabelen Deputéierte rassuréieren, dass do Concertatioun wäert sinn. Voilà.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister, an den Här Turpel huet d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci. Do, wou ech virdrun opgehalen hunn, dat war, fir kloerzestellen, wat dat, wat d'Regierung wëlles huet mat der TVA-Erhéijung, ob dat elo ee Véirel ass oder een Drëttel vum Ausfall, wat dat all Familljen zu Lëtzebuerg kascht. Ech hunn Iech ausgerechent: Bei 700.000 Euro, déi géife kompenséiert ginn, wieren dat 3.500 Euro, déi all Stot all Joers misst bäileeën.

Wou ech haaptsächlech wollt Wäert drop leeën, dat ass eben dat, fir ze soen, datt et Alternative gëtt! Dat soen net nëmme mir, mä dat soe grad d'Sozialpartner. Grad d'Gewerkschaften an hiren Avisen hunn drop higewisen - an ech mengen, datt d'LSAP an déi gréng deem och solle Rechnung droen an hire Stellungnahmen -, hunn drop higewisen, datt et wierklech Alternative gëtt zu enger TVA-Erhéijung, déi eben als Erhéijung vun enger indirekter Steier déi ongerechtste Steier ass, déi ee ka maachen.

Ech wëll op zwee Elementer hiweisen. Dat éischt Element, op wat ech wëll hiweisen, ass dat, wat ech Iech scho gesot hat bei de Budgetsdiskussiounen: Zu Lëtzebuerg ass den Undeel vun deene Leit, déi schaffe ginn, vun de Salariéen um geschafene Mehrwäert an der Moyenne zéng bis 15% méi niddreg wéi an deene Länner ronderëm. Eleng dat, wann de Loun zu Lëtzebuerg méi gerecht wier, hätten d'Salariéen doduerjer all Joers véier bis sechs Milliarde méi zur Verfügung a géifen dorobber hir Steiere bezuelen, déi méi héich sinn - an dat ass deen zweete Volet -, wéi d'Steieren um Kapital.

Déi véier bis sechs Milliarden, déi d'Salariéen net kréien, déi bei d'Kapital ginn, déi ginn do relativ niddreg besteiert. An dat ass deen zweeten Aspekt vun Alternativen, dat ass deen, datt d'Steierongerechtegkeet tëschent deene Leit, déi schaffe ginn a Steiere bezuelen, an de Kapitalbesëtzer, datt déi konstant zougeholl huet. Konstant zougeholl huet!

A wann een do nach eppes ännert, dat sinn d'Méiglechkeeten, dat sinn d'Alternativen, op déi d'Gewerkschaften hiweisen, déi sech opdinn zu enger ongerechter Erhéijung vun der indirekter TVA, esou wéi se hei geplangt ass.

Ech wëll elo net weider op aner Punkten agoen. Aus där Ursaach misst eigentlech, mat deem Zousaz, deen de Minister gesot huet, misst eigentlech jiddwereen hei kënne fir déi Motioun stëmmen, déi mer virgeluecht hunn.

Ech wëll awer nach op een zweete Punkt agoen. Dat ass dat, wat virdrun hei ugedeit ginn ass iwwer Europa. Ech mengen net, datt et just d'Saach ass vu Posten an Europa, firwat datt et zu Lëtzebuerg de Leit schlecht geet. Ech mengen, et geet de Leit zu Lëtzebuerg gradesou schlecht, wéi a villen anere Länner, an d'Politik, déi zu Lëtzebuerg gemaach gëtt an där Hisiicht, ass déi nämlecht Politik wéi déi, déi an Europa gemaach gëtt. An dat ass eng Politik, déi dee falsche Wee ass.

Dat ass eng Politik, grad déi Politik huet dozou gefouert, datt, net nëmme wat d'Krisebewältegung ugeet, mä och wat aner Mechanismen ugeet, et zu enger Ëmverdeelung komm ass a ganz Europa, déi mat sech bruecht huet, an ech mengen, Dir misst d'Chiffere bal kennen, datt déi, déi wierklech Suen hunn, ëmmer méi Sue kréien, an déi, déi manner hunn, ëmmer manner kréien.

Egal ob mer déi iewescht 5% vergläiche mat deenen ënneschte 5% oder ob mer déi iewescht 10% vergläiche mat den ënneschten 10%, déi iewescht 30% mat deenen ënneschten 30%, déi Ënnerscheeder si gewuess - ech hunn d'Chifferen och eng Kéier hei gesot gehat -, souguer méi staark gewuess wéi an de Länner ronderëm, mä generell an Europa gewuess.

An dorunner schold, d'Ursaach dovunner, d'Ursaach dovunner, déi ass faassbar, dat ass de Lobbyismus vu grousse Multien a Finanzgesellschaften, déi an Europa gräift. Dat huet vläicht eppes mat Posten ze dinn, mä dat huet haaptsächlech mat Politik a mat Lobbyismus ze dinn. Dat huet eppes ze di mat Muecht.

Wien übt d'Muecht an Europa aus? Dat ass, wie bestëmmt, wat an Europa geschitt.

An dorunner ännere mer näischt doduerch, datt mer eis op national Grenzen zréckzéien an erëm nei Grenzen opriichten. Dorunner ännert sech eppes doduerch, datt mer eng aner europäesch Politik maachen! An net duerch een Zréckzuch, duerch e Réckzuch op eis eege Grenzen. Duerch eng aner Europapolitik, mat där mer et fäerdegbréngen, eng europäesch Mindestbesteierung, eng Mindeststeier an Europa anzeféieren, mat där mer et fäerdegbréngen, d'Benefisser emol korrekt ze erfaassen a wie se hëlt, mat där mer Mindestléin an Europa kënne maachen.

Dat brénge mer fäerdeg mat méi Matsproocherecht fir d'Bierger, fir d'Zivilgesellschaft, mat méi Matsproocherecht fir d'Europaparlament, mat méi Matsproocherecht fir déi national Parlamenter.

An dat ass eng Aufgab, an domadder halen ech op, déi och op d'national Parlamenter wäert zoukommen, ganz anescht wéi bis elo, déi ganz aneschters wéi bis elo muss wouergeholl ginn, nämlech am Virfeld vun den europäeschen Diskussioune matschwätzen, fir der Regierung, ier se op Bréissel geet,…

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

…der Regierung, ier se op Bréissel geet, mat driwwer ze diskutéieren, wat hire Mandat ass, an do op eng demokratesch Aart a Weis eng Décisioun ze huelen. Awer och herno, wa mer consultéiert gi bei der Ëmsetzung, ech fannen dat eng relativ Katastroph, wéi iwwerflächlech dat an dëser Chamber geschitt.

An ech mengen, déi Chamber hei muss Efforte maachen an nächster Zäit, fir op eng ganz aner Aart a Weis déi europäesch Dossieren ze behandelen. Dat betrëfft d'Chamber en tant que tel, dat betrëfft déi politesch Gruppen an et betrëfft natierlech och d'Ressourcen, déi mer brauchen, fir dat iwwerhaapt kënnen ze maachen. Well ouni uerdentlech Ressourcë wäerte mer dat net fäerdegbréngen. Mä dat ass d'Aufgab, déi op eis zoukënnt, an net just, sech an eist Schleekenhaischen an national Grenzen zréckzezéien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Domat wär eis Diskussioun ofgeschloss a mer géifen zum Vote iwwert den…

(Interruption)

Ah, den Här Claude Wiseler freet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, ech wollt just awer kuerz motivéieren, firwat mer déi hei Motioun net stëmmen. Aus deem ganz einfache Grond, well et ganz kloer ass, datt déi Augmentatioun vun der TVA vun eiser Partei och virun de Wahlen ugekënnegt ginn ass an datt mer och do hannendrustinn, ausser deem Deel, deen d'Augmentatioun vun der zweeter Wunneng ugeet. Wann natierlech hei gefrot gëtt, datt muss diskutéiert gi mat de Sozialpartner, fënnt dat och eis Zoustëmmung. Mir kënnen awer evidenterweis dës Motioun net stëmmen.

M. le Président.- Den Här Wiseler war senger Zäit viraus. Mir wollten elo just iwwert den Ensemble vum Projet ofstëmmen. Et ass awer kee Problem; wat gemaach ass, ass gemaach. Mir géifen also zu der Ofstëmmung

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6642 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6642 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6642 ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

Une voix.- Neen!

(Assentiment)

M. le Président.- Et ass eng iwwerzeegend Majoritéit,…

(Hilarité)

Une voix.- Iwwerzeegend net!

M. le Président.- …déi Jo seet.

Mir géifen dann zur Motioun iwwergoen, déi ech als genügend motivéiert ugesinn. D'Regierung huet och Stellung bezunn.

Wëllt nach eng vun de Fraktiounen dat maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer zum Vote iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

De Vote ass ofgeschloss an d'Motioun ass ofgelehnt mat 54 Nee-Stëmmen, géint 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Voilà, da géife mer zum nächste Projet oder zum viregte Projet, wéi et besser géif heeschen, iwwergoen. Dat ass de Projet 6643, eng Konventioun iwwer eng géigesäiteg administrativ Hëllef am Fiskalberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An den Här Guy Arendt, den honorabele Rapporteur, huet d'Wuert.

12. 6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, dëse Projet de loi ass de 6. Januar vun dësem Joer vum aktuelle Finanzminister déposéiert ginn. Et geet dobäi ëm d'Approuvéiere vun, éischtens, enger Konventioun iwwert déi géigesäiteg Verwaltungshëllef am Steierberäich an zweetens vum zousätzlechen Ännerungsprotokoll, déi alle béid den 29. Mee 2013 zu Paräis vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe goufen an Ännerungen um allgemenge Steiergesetz virgesinn.

D'Beruffskummer huet hiren Avis den 30. Januar 2014 eraginn, an d'Aarbechterkummer de 6. Februar 2014. De 25. Mäerz huet de Statsrot sech de Gesetzesprojet ugekuckt a säin Avis dozou ofginn. An den 22. Abrëll huet d'Cofibu sech mam Gesetzestext ausenanergesat an den Avis vum Statsrot diskutéiert. De schréftleche Rapport ass den 29. Abrëll an der Kommissioun ugeholl ginn.

Här President, ech gi kuerz op déi Konventioun an den Ännerungsprotokoll an, déi duerch dëse Gesetzesprojet approuvéiert solle ginn. D'Konventioun ass souwuel vum Conseil de l'Europe an der Organisatioun fir déi wirtschaftlech Kooperatioun an Entwécklung - OCDE - ausgeschafft ginn. Et geet heibäi ëm d'Transparenz an ëm den Informatiounsaustausch, wat d'Steieren ugeet, mat dem Zil, eng gréisser Zesummenaarbecht tëschent den Autoritéite vun de betraffene Länner ze erméiglechen.

Dës Konventioun setzt e multilaterale Kader, deen et de Länner erlaabt, géint den internationale Steierbedruch virzegoen, andeems eng ganz Rei vu Froen am Zesummenhang mam Informatiounsaustausch am Beräich vun de Steiere festgeluecht ginn. Et handelt sech heibäi ënner anerem ëm d'Zoustellung vun de respektiven Dokumenter an dem Recouvrement vun auslännescher Steierschold. Den Informatiounsaustausch ka sech entweder per Ufro oder duerch eng automatesch Prozedur oder op eng spontan Manéier maachen.

Ech wëll elo hei net weider op déi technesch Detailer agoen, mä dës Konventioun ass 1988 fir d'Länner vun dësen zwou Organisatiounen, dem Conseil de l'Europe an der OCDE, opgemaach ginn. 2010 ass se dunn duerch deen ernannten Ännerungsprotokoll ofgeännert ginn, an zwar éischtens, fir hire Contenu op eng international unerkannten Norm unzepassen, an zweetens, fir se fir Länner opzemaachen, déi weder an der OCDE nach am Conseil de l'Europe representéiert sinn. Dës adaptéiert Norm ass souwuel vun OCDE-Länner wéi och Net-OCDE-Länner ausgeschafft ginn, déi sech am Kader vum Weltforum zur Transparenz an dem steierlechen Informatiounsaustausch gesinn hunn. Si ass soumat international unerkannt a steet och am Artikel 26 vum Modell vun der OCDE-Steier-Konventioun.

Här President, Lëtzebuerg huet dës Konventioun an den Ännerungsprotokoll den 29. Mee 2013 zu Paräis ënnerschriwwen. Dës Instrumenter ginn eisem Land ënner anerem d'Méiglechkeet, fir Steieren (Impôts) an Abgaben (Taxen) ausserhalb vun eisem Territoire ze recouvréieren an domadder eis aktuell Kompetenzen ze erweideren.

Da wëll ech och nach kuerz méi speziell op den Artikel 30 vun der Konventioun agoen, well dëse fir eist Land vu Wichtegkeet ass. Dësen Artikel erlaabt et de Signatairen, prezis definéiert Reserven ze formuléieren. An dësem Kader entscheet Lëtzebuerg sech, eng Rei vun Ausnahme virzegesinn, wat den Informatiounsaustausch bei Steieren ugeet. Domadder ass d'Unzuel vun de Steierkategorien, déi duerch dës Konventioun betraff sinn, limitéiert op folgend Steieren: den Impôt sur le revenu des personnes physiques, den Impôt sur le revenu des collectivités, den Impôt sur la fortune an den Impôt commercial communal.

Souwuel d'Handwierkerkummer wéi d'Aarbechterkummer an de Statsrot begréissen dëse Gesetzesprojet. Sou wéi dat och am Koalitiounsaccord ze liesen ass, setzt Lëtzebuerg sech fir d'Transparenz a Steierfroen a géint den internationale Steierbedruch an a schafft dofir mat anere Länner zesummen, sief dat an der EU oder an der OCDE.

Dës Konventioun ass vu ganz ville Länner ënnerschriwwe ginn, ënner anerem vun all de G20-Staten an de BRICS-Länner, déi sech elo ëmmer méi entwéckelen. Dëse Gesetzesprojet verankert eist Land an enger internationaler Communautéit, déi op Transparenz bei Steierfroe setzt.

Här President, ech wëll op dëser Plaz dann nach dem Finanzminister Merci soe fir déi gutt a schnell Zesummenaarbecht mat der Chamber. An dat gesot a mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung ausschwätzt, bréngen ech heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun zu deem virleienden Text.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Arendt. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ganz kuerz, ech wëll dem Guy Arendt Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Hien huet ënnerstrach, dass dat hei e wichtege Projet de loi ass fir de Ruff vun eisem Land a besonnesch vun eiser Finanz- a Bankeplaz. An ech wëll och soen, dass mir als CSV zu enger propperer Bankeplaz Lëtzebuerg stinn an dass fir eis och Steierflucht a Steierbedruch keng Kavaléiersdelikter sinn.

Wat eigentlech dës Konventioun als Ursprong huet, ass dee faméise G20-Sommet zu London vun 2009, wou eist Land praktesch iwwer Nuecht op eng sougenannten „gro Lëscht" vun deenen net kooperatiounswëllege Steierparadäiser gesat gouf. An do huet de fréiere Finanzminister zesumme mat de Beamten aus de Ministèrë gekuckt, fir esou schnell wéi méiglech eng ganz Rei vun Duebelbesteierungsofkommessen ofzeschléissen, déi och schonn déi heite Kooperatiounsstandarden zur Basis haten.

Kuerz e Wuert zu deem, wat den Inhalt vun dëser Konventioun ass, nämlech, éischtens, kann eng Notifizéierung vun engem Steierbescheed vun enger Lëtzebuerger Steierverwaltung direkt an engem vun deene 60 Signataireslänner gemaach ginn. Dat ass eng wesentlech administrativ Vereinfachung. Et setzt natierlech viraus, dass déi Länner och akzeptéieren, dass esou eng vereinfacht Notifikatioun gemaach gëtt.

Zweetens spillt dës Konventioun och fir d'Andreiwe vun enger Steierschold. An do wëll ech nach eng Kéier dran ënnersträichen, dass mir et begréissen als CSV, dass och mat dëser Konventioun op engem internationale Plang dee sougenannten „information fishing" net méiglech ass. Et geet also net, dass einfach eng Steierverwaltung aus engem vun deenen anere Signataireslänner op Lëtzebuerg eng Notifizéierung mécht a seet: Maacht Dir eng Saisie toutes banques! Ech mengen, wann eng Steierschold am Ausland ufält an déi Steierverwaltung aus dem Ausland der Meenung ass, dass zu Lëtzebuerg Sue sinn, déi misste saiséiert ginn, da ka se dat maachen, mä si muss ganz kloer soen, op wat fir enger domat genannter Bank dës Saisie sollt gemaach ginn.

Datselwecht zielt fir den Informatiounsaustausch. Dee kann nëmme geschéien no eisen interne Prozeduren, wéi se an engem Gesetz vun 2010 stinn, vun deem dee leider verstuerwenen Här Thiel, de Lucien Thiel, deemools Rapporteur war, wou déi genee Prozedur virgesinn ass, no wat fir enge Kritären eng Steierverwaltung kann Informatioune bei enger Bank anhuelen. An do ass och fir dee Betraffenen eng Recoursméiglechkeet ginn.

Eng lescht Saach ass déi, dass, och wann dat hei ganz héich Kooperatiounsstandarde sinn, fir d'Lëtzebuerger an déi Leit, déi hei residéieren, selbstverständlech d'Bankgeheimnis wäert bestoe bleiwen. Et soll een och dat eng Kéier kloer ënnersträichen, an zu deem sti mir och als CSV, well fir eis d'Bankgeheimnis och en Deel Schutz vun der Privatsphär vun deem Eenzelnen ass.

Eng lescht Remarque ass déi: De Guy Arendt huet preziséiert, dass dës Konventioun sech applizéiert fir Lëtzebuerg mat deene Reserven, déi déi fréier Regierung gemaach huet, mä ech mengen, déi breet gedeelt ginn, nämlech sech ausschliisslech op d'Persounebesteierung, d'Betribsbesteierung, d'Gewerbesteier an d'Vermégenssteier applizéiert. Net dovunner betraff si wéi gesot d'Grondsteier a virun allem och d'Ierfschaftssteier.

Mat deenen Observatioune ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, fir och den Accord vun eiser Fraktioun hei eranzebréngen, wat déi heite Konventioun ugeet, bei där een e bëssen awer, wann een d'Geschicht kuckt vun där Konventioun an d'Assumatioun vu Lëtzebuerg zu där Konventioun, gesäit, dass et ënnert dem Drock vun Evenementer zu engem liichte Paradigmewiessel komm ass an der Lëtzebuerger Politik.

Et ass jo awer frappant, dass d'Grondkonventioun schonn zënter dem 25. Januar 1988 besteet an dass et gedauert huet bis 2013, also genau 25 Joer, bis Lëtzebuerg d'Konventioun selwer an dann och en Amendement, deen 2010 gemaach ginn ass, eigentlech ënnerschriwwen huet. Dat beweist, dass während laange Jorzéngten eigentlech Lëtzebuerg hei wéineg Interessi hat un deenen heite Regelen, och wa mäi Virriedner déi elo als ganz positiv duergestallt huet.

Op jidde Fall muss ee feststellen, dass déi successiv Lëtzebuerger Regierungen, soubal et ëm d'Fro vun enger Kollaboratioun tëschent Steierverwaltunge gaangen ass, egal fir wat fir eng Steieren, eigentlech éischter d'Tendenz haten, fir ewechzekucken, wéi fir déi doten Texter ze ënnerschreiwen.

Mir wëssen, dass sech do d'Welt an deene leschte Jore geännert huet, dass mer ënnert dem Drock vun all méiglechen internationalen Organismen, GAFI an ähnlechen, eng ganz Rëtsch vun Efforte gemaach hunn, fir eis konform ze setzen zu ëmmer méi contraignanten internationale Regelen.

An ech mengen eigentlech, dass dat do dee richtege Wee ass, dee mer do ginn, och wa mer als Lëtzebuerger Land deen dote Wee net ganz fräiwëlleg ginn, dat wësse mer alleguerten heibäi. Ech mengen, et ass awer richteg, dass mer deen Accord hei esou och guttheeschen an dass mer och déi Reserven do als Lëtzebuerg mat agebaut hunn.

Ënnert deene Virbemierkungen, wéi gesot, den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem heite Projet de loi.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Just, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Dann ass nächste Riedner den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass awer wichteg, drop hinzeweisen, datt dat heiten eng Konventioun ass, déi net nëmme vun der EU, mä och vun der OECD an och vum Conseil de l'Europe gedroe gëtt. Ech mengen, et ass eng Konventioun, déi vun ´88 un usteet, wéi den Alex Bodry dat elo richteg gesot huet, an déi wierklech laang gebraucht huet, fir ëmgesat ze ginn. Déi am Fong geholl ee Bäitrag soll sinn zur Transparenz a Steierfroen; dat heescht, ee wesentleche Bäitrag, fir Steierhannerzéiung ze verhënneren.

An do sinn dräi Outile virgesinn, dräi Moyene virgesinn: Dat eent, dat ass Informatiounsaustausch, dat Zweet ass d'Zoustellung vun Dokumenter, prezisen Dokumenter, an dat Drëtt, dat ass d'Anzéie vu Steierscholden. Lëtzebuerg ass elo praktesch op dee leschte Wagon gespronge vum leschten Zuch, fir do nach derbäi ze sinn, zesumme mat enger ganzer Rei anere Länner, a fir domadder am Fong geholl ze évitéieren, datt Lëtzebuerg erëm op déi gro Lëscht kënnt vum Forum mondial, wat d'Transparenz géint Steierhannerzéiung ugeet.

Wat awer wesentlech ass an där Konventioun, déi mer elo hei virleien hunn, haaptsächlech net an der Konventioun, mä am Projet de loi, dee mer hei virleien hunn, dat sinn d'Reserven, déi Lëtzebuerg umellt. Lëtzebuerg seet, si géife keng Hëllef bidden, iwwerhaapt keng Assistenz bei beispillsweis engem ganze Beräich, bei engem ganzen Deel vu Steieren, zum Beispill bei Sozialversécherungen, Successiounen, Donatiounen, Propriétés immobilières, TVA an esou weider an esou fort, déi do opgezielt sinn.

Elo kann ee soen, datt an der EU aner Instrumenter besti fir deen Informatiounsaustausch. Awer nëmmen an der EU! Mat der Schwäiz, mat Liechtenstein an esou weider verzichte mer also op eng Assistance en matière de transparence vun de Steieren. Mir verzichten also do, aktiv eis un der Steierhannerzéiung ze bedeelegen (veuillez lire: aktiv eis un der Bekämpfung vun der Steierhannerzéiung ze bedeelegen).

An da gëtt et een zweete Volet, wou iwwerhaapt keng..., pardon, wou et eng ageschränkten Hëllef gëtt, nämlech déi, fir bestëmmten Dokumenter auszeliwweren a Steierscholden anzedreiwen. Dat ass déi op de Revenuen, op den Impôts sur revenu a Benefiss, „en gain en capital" an „en actif net", awer nëmmen, wa se

vu State kommen. Wann et sech ëm departemental, politesch Departementer handelt, wéi Länner an Däitschland oder Departementer a Frankräich, da maache mer erëm keng Hëllef. A wann et sech ëm d'Collectivité locale handelt, maache mer och keng Hëllef. A mir maachen och keen Échange d'informations, mä mir beschränken eis drop, wa Steierscholde gefrot si ginn, fir déi anzezéien a fir ganz prezis Dokumenter auszestellen.

Dat Ganzt ass also esou minimalistesch, wéi een et nëmme ka maachen. Esou minimalistesch, wéi een et nëmme ka maachen! Dat Ganzt ass ee Schwäizer Kéis. Awer ee mat esou grousse Lächer, datt eigentlech näischt méi iwwreg bleift vum Kéis.

Ech froen d'Regierung: Wéi wëllt...

(Interruption et hilarité)

Wéi wëllt ee mat enger Passette engem Duuschtrege Waasser ginn? Esou ass dee Projet hei. An eigentlech ass dat kee reelle Bäitrag vu Lëtzebuerg géint Steierhannerzéiung. Mat där do Aart a Weis, fir géint Steierhannerzéiung virzegoen oder net virzegoen, géif Lëtzebuerg eigentlech weider op déi gro Lëscht vum Forum mondial gehéieren.

Merci.

M. le Président.- Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun. D'Wuert huet d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech schléisse mech de Wierder un a soen dem Guy Arendt Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Den Här Gramegna huet mer d'Wuert ginn. An ech ginn et och eriwwer, datt d'Regierung näischt méi dozou ze soen huet a sech uschléisst un déi breet Majoritéit, déi dann elo wahrscheinlech heibäi erauskënnt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Nagel. A mir géifen dann iwwert de Projet 6643 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6643 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Et hu 56 Deputéiert un der Ofstëmmung direkt oder indirekt deelgeholl. 54-mol Jo an zweemol Neen. Domat ass de Projet 6643 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6643 est adopté par 55 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel (par M. Franz Fayot), Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Eugène Berger), Mme Simone Beissel (par M. Lex Delles), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Christiane Wickler;

MM. Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer d'Question avec débat n°1 (veuillez lire: Question élargie n°1) vum Här Marc Lies iwwert d'Unzuel vu Wunnengen, déi am Kader vum Pacte Logement gebaut gi sinn. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet duerno zéng Minutten zur Verfügung. D'Wuert huet den Här Marc Lies.

13. Question élargie n°1 de M. Marc Lies sur le nombre de logements achevés dans le cadre du Pacte Logement

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Minister, déi mer och de Mëtten da ganz häerzlech hei begréissen, wäert jo elo sécher haut, no dräi Méint gedëllegem Waarden an nodeems d'Madame Minister dann effektiv virun enger Woch eis net op dës - vun där mer awer mengen - einfach Fro konnt oder wollt äntwerten, datt mer haut eng detailléiert a fundéiert Äntwert kënne kréien...

(Interruption)

...op dat, wat dann...

Här Berger, huet een Iech eppes gefrot?

(Brouhaha général)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Marc Lies *(CSV).*- ...déi ominéis Zuel vu 7.300...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Wann ech gelift! Mir loossen de Riedner schwätzen. An den Här Riedner adresséiert sech un d'Chamber an u soss keen.

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President.

M. Eugène Berger *(DP).*- An dat op eng manéierlech Aart a Weis.

M. Marc Lies *(CSV).*- Formidabel.

(Brouhaha)

M. le Président.- Sou, an elo ënnerbrieche mer de Riedner net méi.

M. Marc Lies *(CSV).*- ...eng detailléiert a fundéiert Äntwert kënne ginn op déi ominéis Zuel vu 7.300 Wunnengen, déi zënter Ufank vum Pacte Logement nëmme solle gebaut gi sinn.

De Wunnengsbau, ech mengen, dat wësse mer alleguerten hei am Land, ass eng Haaptprioritéit, net nëmme vun dëser Regierung, mä, ech mengen, eng Préoccupatioun vun alleguerten de Leit hei am Land.

An dësem Kontext soll och de Pacte Logement op seng Effikassitéit hin iwwerpréift a wann néideg ugepasst ginn. An deene leschte Jore koum et hei zu Lëtzebuerg zu enger richteger Explosioun, wat d'Populatioun ugeet, dëst sécherlech bedéngt duerch dat favorabelt wirtschaftlecht Émfeld vun eisem Land, sécherlech awer och bedéngt duerch d'Scholdekris hei an Europa, ënnert där notamment eng Rei südeuropäesch Länner extrem leiden.

Zënterdeem datt de Pacte Logement a Kraaft getrueden ass, goufe knapp iwwer 200 Milliounen un d'Gemengen ausbezuelt. Suen, mat deenen nei Schoulen, Maisons relais, ëffentlech Équipementer a Sozialwunnenge konnte finanzéiert ginn. Suen, déi an d'Weiderentwécklung vun eisem Land gefloss sinn. Suen, déi och eiser Wirtschaft während Krisenzäiten zeguttkomm sinn.

D'Madame Minister stellt de Pacte Logement a Fro, well am Zäitraum 2008 bis 2013 nëmmen eng 7.300 Wunnenge realiséiert gi wieren. Eng Zuel, déi der Realitéit net entsprécht. Op Nofro hin an der zoustänneger Chamberskommissioun, wéi d'Madame Minister un déi Zuel géif kommen, bleift si eis bis haut eng konkret a fundéiert Äntwert schëlleg.

Mir als CSV-Fraktioun kënnen eis net domadder zefridde ginn, datt dëse Pressebriefing vum 7. Februar iwwert de Pacte Logement nëmme sollt als Muntermacher respektiv als Bashing un de Gemengen an un der viregter Regierung déngen.

Ech wéilt hei rappeléieren, datt de Minister Schank an de Joren 2010 an 2012 e Pèlerinage duerch d'Gemengen, oder, wéi d'Madame Minister et seet, säi Piedchen duerch d'Gemenge getrëppelt huet an hei eng ronn honnert Prozent vun de Gemenge konnt sensibiliséieren, datt se méi aktiv sollen an de Wunnengsbau investéieren.

Mir sinn iwwerzeegt, datt de Pacte Logement een effikasst Instrument ass a verweisen dofir op d'Zuele vum Statec. De Statec seet nämlech, datt am Zäitraum vun 2007 bis 2011 insgesamt 16.193 Wunnengen entstane sinn. An de Joren 2012 an 2013 goufe 5.724 Baugenehmegungen an de Gemengen ausgestallt.

Also, an deem Zäitraum, wou de Pacte Logement bis elo leeft, an awer ouni déi retroaktiv Gemengen, déi virun 2007 bäigetruede si respektiv dem Pacte Logement unhänken, ze considéréieren, sinn 21.917 nei Logementer fäerdeggestallt respektiv amgaange fäerdeggestallt ze ginn. Dat wieren der dräimol méi, wéi d'Madame Minister behaapt huet, an et wier een domadder och nach bal där reeller Demande u Wunnenge gerecht ginn.

Fir datt mir an dësem Beräich an Zukunft déi richteg Konklusioune kënnen zéien, wëll ech der Madame Minister folgend Froe stellen:

Stellt d'Madame Minister déi offiziell publizéiert Zuele vum Statec iwwert déi fäerdeggestallte Wunnengen a Fro? Jo oder neen?

Wou kënnt d'Madame Minister un déi Zuele vu 7.300 Wunnengen? Wéi goufen déi Zuelen erhuewen an op wat fir eng Source gouf sech hei baséiert?

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Lies. Domat huet d'Wunnengsbauministesch, d'Madame Maggy Nagel, d'Wuert.

Mme Maggy Nagel, *Ministre du Logement.*- Här President, honorabelen Här Deputéierte Marc Lies, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn am Fong allen zwee recht, bei deem, wat mer gesot hunn, deem, wat Dir elo gesot hutt, an deem, wat ech déi lescht Zäit gesot hunn. An et misst jo awer keen anere besser wéi Är Partei wëssen, wéi dee Pacte Logement entstanen ass, wéi en ugepaakt ginn ass a wou mer do stinn. Et deet mer just leed, datt elo mäi Virgänger, de Marco Schank, net méi am Sall ass, well deen hätt mer missen elo hei recht ginn an och mam Kapp Jo wénken.

Zu Ärer Fro, zu Ärer Question élargie. Am Kader vun engem realistesche Calcul vun der Zuel vun de Wunnengen, déi fäerdeggestallt gi si säit dem Akraafttriede vum Gesetz Pacte Logement vum 22. Oktober 2008 muss een an däerf een net vergiessen, datt déi eenzeg Obligatioun vun deenen 98 Gemengen, déi d'Konventioun ënnerschriwwen hunn, oder déi an der Maach wore respektiv déi nach sollte realiséiert ginn, déi Wunnengsbauprojete waren a sinn nach ëmmer purement à titre indicatif.

Wouer ass, datt eent vun den Haaptziler vum Pacte Logement war an och nach ass, d'Offer vun de Wunnengen ze erhéijen an esou d'Präisser um Wunnengsmaart no ënnen ze impaktéieren. Dofir ass et och legitim, d'Zuel vun de Wunnengen ze determinéieren, déi effektiv bis elo gebaut gi sinn am Kader vum Pacte Logement.

Engersäits hu mer d'Zuele vun enger Statec, anerersäits hu mer d'Zuelen aus dem Ministère, déi virleien. An dat sinn déi Zuelen, déi fir mech maassgebend sinn. D'Zuel vu 7.300 fäerdeggestallte Wunnengen, déi ech während dem Pressebriefing vum 7. Februar an der Logementskommissioun vum 26. Mäerz genannt hunn, ass eng Statistik, déi baséiert op de Listinge vun de Wunnengsbauprojeten, déi d'Gemengen eis an de Ministère erageréecht hunn an déi en principe am Kader vum Monitoring 2011 aktualiséiert goufen.

Or, déi Listinge sinn 2011/2012 ni iwwerpréift ginn, wat meng Leit mer am Ministère gesot hunn, wat d'Exactitude vun de Projeten ubelaangt.

Une voix.- Aha!

Mme Maggy Nagel, *Ministre du Logement.*- D'Utilitéit vun den Angabe wor haaptsächlech, fir kënnen ze moossen an ze estiméieren, ob déi jeeweileg Gemenge capabel waren, an där Period vun zéng Joer de Wuesstum vu 15% ze erreechen. D'Chifferen an d'Projeten, déi d'Gemengen also uginn hunn, mussen also mat grousser Virsiicht gekuckt ginn, vu datt se ni réellement iwwerpréift gi sinn.

Am Kader vum Monitoring 2014, deen elo Enn dëst Joer virgestallt gëtt, wäert eng Analys an e Contrôle vun de realiséierte Projete gemaach ginn, an dat duerch engersäits dem Checke vun den Angabe vun de Gemengen, wat d'PAP-Projeten ubelaangt, déi opgelëscht ginn, an anerersäits duerch d'Kräize vun de Loftbiller 2013 mat de Kaarte vun 2007 an 2010, fir esou erauszefannen, op wéi eng eidel Parzellen eppes gebaut ginn ass, sief dat Haiser oder Résidencen.

En plus, dank deenen detailléierte Populatiounsfichieren, déi d'Gemengen am Kader vum Monitoring 2014 mussen eraginn, wäert et dann eréischt méiglech sinn, zimlech genee erauszefannen, wéi vill Leit an deene realiséierte Wunnengen effektiv wunnen. Dës ganz Aarbecht vu Recoupage vun de Kaarte respektiv d'Ausrechnungen, wéi vill Leit do wunnen, gëtt vum Observatoire de l'Habitat och gemaach.

Dës Woch gëtt de Courrier fir de Monitoring preparéiert an da geet e bei den Intérieur pour avis a spéitstens Enn nächster Woch kann e fortgeschéckt ginn. D'Gemenge kréien zwee Méint Zäit, fir ze äntwerten, soudatt mer ab dem Summer d'Donnéeën am Ministère kréien an dann eréischt kënnen ufänken ze schaffen an, wéi ech uganks gesot hunn, Enn des Joers déi definitiv Chiffere kënne presentéieren.

Richteg ass et, datt mer intensiv un deem schaffen, wat ech och schonn e puermol gesot hunn, dat heescht: Mir hunn de Pacte Logement a Fro gestallt. Mir hunn en Avis juridique gefrot. Et gëtt en Aarbechtsgrupp vum Syvicol, a mer sinn amgaangen, eng ganz Rei Pisten opzezeechnen, wéi mer dee Pacte Logement kënnen der aktueller Situatioun upassen.

Wat de Statec elo seet, ass déi eng Saach. Ech hale mech als Minister vum Logement un déi Chifferen, déi ech virleien hunn. A wann Der e bësselche Gedold hutt, ech mengen, no deem Monitoring 2014 Enn des Joers, da si mer eis alleguerten eens, an da gesi mer déi richteg Chifferen. An da sinn ech erëm ganz gäre prett, fir heihinnerzekommen a fir eng Diskussioun mat Iech ze féieren.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Minister. Den Deputéierten, den Här Marc Lies, huet d'Recht, eng Zousazfro ze maachen.

M. Marc Lies *(CSV).*- Madame Minister, ech mengen, Dir sot eis elo, datt souwuel deen ee wéi deen anere recht huet. Gutt, ech mengen opgrond vun engem Dokument, dat och am Ministère erstallt ginn ass, wat ufanks Februar der Press zoukomme gelooss ginn ass, do steet ganz kloer dran, wat d'Autorisations de bâtir woren, wat d'Logements achevés woren. An ech mengen, Dir sot och, datt dat, wat de Statec erhieft, dat ass jo awer opgrond vun den Akten, déi effektiv vun Notairë kommen, soudatt do awer kloer festgeschriwwen ass, wat da wierklech u Wunnenge gebaut ginn ass, respektiv wat fir eng en état d'achèvement sinn, déi dann och fest bei den Notairen aktéiert sinn, sou misst dat jo awer da réellement deene Wunnengen entspriechen, déi och gebaut gi sinn.

Eng aner Fro, déi ech nach hätt, dat wär déi: Déi Suen, déi am Kader vum Pacte Logement investéiert gi sinn, déi 200 Milliounen, op déi ech virdrun och verwisen hunn, an ech mengen, dat hutt Der och eng Kéier gesot gehat, datt déi Suen, datt déi à la fin du compte awer gutt investéiert wären. Ech wollt dat just nach eng Kéier confirméiert hunn, ob déi Suen dann dee Moment awer och gutt an de Gemengen investéiert gi sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci. D'Madame Minister huet d'Wuert, fir ze äntwerten.

Mme Maggy Nagel, *Ministre du Logement.*- Här President, ech wëll nach eng Kéier dem Här Lies soen, datt ech mech un déi Chifferen halen am Kader vum Pacte Logement, déi virleie bei eis am Ministère. De Minister virdrun huet sech och dorunner gehalen. A wann dat elo sech esou erausstellt, wat d'Statec fir Chifferen erausginn huet a wat fir Baugenehmegungen dora sinn, tant mieux, da kënne mer um Enn vum Joer en anere Constat maachen, mir kënnen eng aner Diskussioun féieren, wéi mer dee Pacte Logement wëllen ëmänneren.

An da muss ech soen, nach eng Kéier, da si mer awer nach wäit vun deem ewech, fir wat d'Gemenge sech engagéiert hunn. Dat heescht, wéi se de Pakt ënnerschriwwen hunn, du war virgesinn, fir 52.000 Wunnengen ze bauen. Wa mer elo an der Halschent do ukomm sinn, ass et scho ganz gutt, mä et kéint nach besser ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Eis nächst Sëtzungswoch ass déi vum 3., 4. a 5. Juni. An der Zwëschenzäit gëtt vill an de Kommissioune geschafft, fir dass mer esou vill wéi méiglech um Ordre du jour hunn.

Dat gesot ass eis Sëtzung ofgeschloss.

Ech soen Iech Merci.

(Fin de la séance publique à 18.49 heures)

SÉANCE 22

MERCREDI,
4 JUIN 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Changements de composition de commissions parlementaires
- *M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote*

5. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel
- *Exposé: M. Justin Turpel*

6. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président*

7. 6514 - Projet de loi portant:

1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,

2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,

3) modification du Code pénal,

4) modification du Code d'instruction criminelle,

5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques
- *Rapport de la Commission juridique: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Serge Urbany*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg

et

6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
- *Rapports de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Roger Negri (dépôt d'une motion), Mme Viviane Loschetter (dépôt d'une motion), M. Gusty Graas, M. Roy Reding, M. Justin Turpel, M. Franz Fayot, Mme Lydie Polfer*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6626 et dispense du second vote constitutionnel*
- *M. Aly Kaes (motivation d'abstention), M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Serge Urbany, M. François Bausch*
- *M. Claude Wiseler (parole après ministre), M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Claude Wiseler*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6684 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Claude Wiseler, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2: M. Claude Wiseler, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

9. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président, M. Justin Turpel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, François Bausch, Mmes Lydia Mutsch et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.06 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Ech maachen heimat d'Sëtzung op a wëll direkt d'Regierung froen, déi an décken Diskussiounen ass,…

(Interruptions)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Entschëllegt, Här President, ech war nach mat engem honorabelen Deputéierten am Gespréich.

M. le Président.- Jo, ech hat festgestallt, Dir waart nach an animéierten Diskussiounen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- D'Regierung huet keng Kommunikatiounen ze maachen.

M. le Président.- Keng Kommunikatiounen. Villmools Merci dem Justizminister.

2. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte läit hei um Dësch.

Den Ofännerungsvirschlag vun eisem Chambersreglement 6691 iwwert de Code de conduite vun den Deputéierten ass den 30. Mee vun der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle deponéiert ginn.

Deeselwechten Dag gouf de Projet de loi 6692 iwwert de Compte général vum Joer 2013 heibannen deponéiert.

Den 3. Juni huet de Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6693 iwwert d'Energieeffizienz vun de Gebaier hei deponéiert.

An op Ufro vun der Regierung ass iwwert den Arrêté grand-ducal de retrait vum 24. Mäerz 2014 de Projet de loi 5068 iwwert d'Organisatioun vun der Direktioun vun der Santé vum Rôle gestrach ginn.

Eng Lëscht mat de Petitiounen, déi den 28. Mee als recevabel erkläert gi sinn, souwuel vun der Petitiounskommissioun wéi och vun der Conférence des Présidents, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

An dann, esou wéi den Artikel 168.-(5) vun eisem Reglement et virgesäit, huet d'Presidentekonferenz sech eestëmmeg ausgeschwat fir d'Verschécken un déi zoustänneg europäesch Instanz vun engem Avis motivé zum Dokument COM(2014)180 iwwert d'Produktioun an den Étiquetage vu biologesche Produkter.

Communications du Président - séance publique du 4 juin 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi, la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6691** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts*

Dépôt: Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, le 30.05.2014

***6692** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2013*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 30.05.2014

***6693** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 03.06.2014

*3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 24 mars 2014, le projet de loi n°**5068** modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés.*

4) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 28 mai 2014:

*Pétition publique n°**355** - Économies d'énergie*

Dépôt: 30.04.2014

*Pétition publique n°**357** - Méi Sécherheet op de Stroossen*

Dépôt: 02.05.2014

*Pétition publique n°**364** - Pro neie Stadion!*

Dépôt: 07.05.2014

*Pétition publique n°**365** - Gratuitéit vum secondairen Unterrecht, technesch a klassesch, am Artikel 23 vun der Verfassung verankeren*

Dépôt: 08.05.2014

*Pétition publique n°**370** - Umweltfreundliche Mobilität - Aufbau eines Ethanoltankstellennetzes (E-85, Superethanol) in Luxemburg - Installation d'un réseau des pompes supéréthanol (E-85) au Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt: 14.05.2014

*Pétition publique n°**372** - Non aux radars fixes! Oui à la répression des usagers de la route par une police physiquement présente! Say no to fixed radars and a big yes for more police presence on our roads!*

Dépôt: 15.05.2014

*Pétition publique n°**373** - Reconsidérer l'importance fondamentale des parents dans l'éducation de leurs enfants*

Dépôt: 16.05.2014

5) Conformément à l'article 168.- (5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, a décidé à l'unanimité de l'envoi d'un avis motivé sur le document COM(2014)180 relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, modifiant le règlement (UE) n°XXX/XXX du Parlement européen et du Conseil [règlement sur les contrôles officiels] et abrogeant le règlement (CE) n°834/2007 du Conseil.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changements de composition de commissions parlementaires

Dann hunn ech vun de Fraktioune matgedeelt kritt, dass eng Rei vu Changementer an de Kommissioune solle geschéien.

D'LSAP huet folgend Ännerung virgeschloen, wat d'Zesummesetzung vun der Commission de l'Économie ugeet: den Här Frank Arndt ersetzt d'Madame Tess Burton fir de Volet Énergie.

D'DP-Fraktioun huet eis folgend Ännerunge virgeschloen: An der Gesondheets-, Égalité des chances- a Sportskommissioun ersetzt den Här Eugène Berger den Här Gusty Graas fir de Volet Sports, an den Här Gilles Baum ersetzt den Här Edy Mertens fir deeselwechte Volet.

An der Kommissioun vun der Ëmwelt ersetzt den Här Gusty Graas den Här Eugène Berger fir de Volet Waasser.

Ass d'Chamber mat deenen Ofännerungen d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet sech op deen Ordre du jour gëeenegt, deen Der op Äre Schiermer virfannt an ech wollt deen net nach eng Kéier am Detail opzielen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

Ech gesinn zwou Wuertmeldungen, déi vum Här Fernand Kartheiser an déi vum Här Justin Turpel. Ech géif dann dem Här Fernand Kartheiser fir d'Eischt d'Wuert ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech wollt am Numm vun der ADR proposéieren, datt mer de Projet de loi 6626 iwwert den Tram, deen haut um Ordre du jour steet, vum Ordre du jour erofhuelen.

Et gëtt zwou Ursaache fir dës Propositiouns: Déi éischt ass, datt eng Proposition de loi vum Kolleeg, dem Här Roy Reding, agereecht gouf viru Kuerzem am Mäerz, den 12. Mäerz. Déi ass den 1. Abrëll recevabel erkläert ginn an un d'Institutiounskommissioun weidergeleet ginn.

Et ass eng iwwerschaffte Versioun vun där Proposition de loi, déi den Här Jacques-Yves Henckes hei scho proposéiert hat. An den Här Reding huet a senger Proposition de loi deene Kommentaren, déi notamment vum Statsrot formuléiert goufen, Rechnung gedroen.

Et ass eis Iwwerzeegung, datt mer sollte fir d'Éischt eis Aarbecht als Parlament honoréieren, eng Proposition de loi vun engem Kolleeg, dee sech justement ëm déi Problematik Tram këmmert, och hei traitéieren, esou wéi et virgesinn ass. An dann eréischt, wa mer déi Décisioun iwwert déi Proposition de loi geholl hunn, ob et soll e Referendum ginn oder net, zweetens dann iwwert den Tram décidéieren.

Eis zweet Motivatioun fir déi Demande, fir haut iwwert den Tram net ze schwätzen, hänkt mat der direkter Demokratie zesummen. Zënter 2005, an nach virdrun, gëtt de Leit hei am Land Appetit gemaach op méi direkt Demokratie. Mir haten och eng nei Prozedur ënner Ärer Presidentschaft hei agefouert, déi och d'Méiglechkeet vu Petitiounen opgemaach huet.

Elo hate mer eng Petitioun, wou méi wéi 7.000 Leit ënnerschriwwen hunn, déi den Titel „Géint den Tram a fir e Referendum" gedroen huet. Mir denken, datt den Dialog mat de Pétitionnairen net an enger zefriddestellender Form gefouert gouf. A virun allem, datt och domadder de Leit e falscht Signal gesat gouf, wat d'Méiglechkeet vun der direkter Demokratie hei am Land ugeet.

Verschidde Parteien, och vun der Regierungskoalitioun, hunn an hire Wahlprogrammer op direkt Demokratie insistéiert. déi gréng zum Beispill hu geschriwwen, et sollt een: „demokratische Beteiligung im Alltag von Kindesbeinen an erlebbar machen".

An eng aner Regierungspartei huet geschriwwen: „Für" - fir se net ze nennen - „die DP darf die Politik die Menschen nicht bevormunden

und Ihnen von Oben herab diktieren, was am Besten für sie ist. Die DP steht vielmehr für einen neuen Politikstil, der auf die Bürger zugeht und sie partizipieren lässt. Die DP ist deshalb die Stimme derjenigen Bürger, die in einen konstruktiven Dialog und Austausch mit der Politik treten wollen. (…) Wir wollen, dass jeder aktiv am öffentlichen Leben partizipieren kann und sich aktiv in unsere Gesellschaft einbringen kann."

Här President, dat doten ass net dat, wat mer an deene leschte Wochen erlieft hunn. Mir denken, datt déi Petitiounsprozedur, déi mir ënnerstëtzen, misst méi eescht geholl ginn an datt mer och aus deem Grond sollten iwwer e Referendum diskutéieren, esou wéi den Här Reding et virgeschloen huet, ier mer op d'Diskussioun vum Tram elo kommen.

Et ass schued, datt mer an den Diskussiounen heibannen an op anere Plazen héieren, datt elo déi Petitiounsprozedur, déi jo awer vill Succès kennt, duerch déi Zuel vu Petitiounen an déi Zuel vu Leit, déi sech engagéieren duerch hir Ënnerschrëft, eventuell soll reforméiert ginn an eng Richtung, fir de Seuil vun Ënnerschrëften nach méi héich ze leeën oder de Champ d'application anzeschränken. Esou Diskussioune gëtt et. Déi zwou Entwécklunge géife mir refuséieren, well et schonn nees eng Aschränkung vu genee där Participatioun ass, déi awer vill Leit heibanne wëllen.

Eis Propositioun dofir, Här President, ass, haut den Tram vum Ordre du jour erofzehuelen a fir d'Éischt iwwert dem Här Reding seng Proposition de loi ze diskutéieren. Mir hate Präzedenzfäll an der Chamber, wou dat och schonn de Fall war, wou mer Saachen, déi zesummegehéieren, och zesummen diskutéiert hunn. Dat wor zum Beispill de Fall wou mer iwwert d'Euthanasie geschwat haten, wou mer och dann iwwert d'Palliativmedezin gläichzäiteg geschwat hunn, well dat zesummegehéiert. Hei denke mir, mir kënnen net déi Diskussioun iwwert den Tram onofhängeg gesi vun där Diskussioun iwwert d'partizipativ Demokratie an de Referendum.

Ee lescht Wuert: Et gëtt Leit, déi mengen, mir kéinten iwwert d'Bauprojete keng Referenden halen. Mir soen, e Bauprojet, deen iwwer eng Milliard kascht, deen dat ganzt Land finanziell belaascht an deen eise Verkéiersproblem net léist, mä verschlëmmert, och dee gehéiert an eng Referendumsprozedur.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Ech hunn e kloren Antrag zu der Dagesuerdung. Ass gewënscht, fir dozou Stellung ze huelen?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, géife mer direkt zum Vote iwwergoen. Ass de Vote électronique gefrot oder kënne mer dat mat Handophiewe maachen?

Vote sur la proposition de modification de l'ordre du jour

Wien dermat d'accord ass, fir den Ordre du jour ze änneren, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien dergéint ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Ech mengen, dat Ofstëmmungsergebnis ass kloer. Da géif ech deen doten Antrag als ofgelehnt ugesinn an den Ordre du jour bleift - jiddefalls op deem dote Punkt - esou wéi e virgesi war.

Ech hunn eng aner Wuertmeldung zum Ordre du jour, dat ass déi vum Här Justin Turpel. Dir hutt d'Wuert, Här Turpel.

5. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel

Exposé

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt proposéieren, eng Motioun kënnen ze diskutéieren, déi ech um Chambersbüro ofginn hunn an déi sécherlech dann nach ka verdeelt ginn.

Et geet ganz einfach dorëms, datt vu leschte Sonndeg un zu Lëtzebuerg eng „Marche pour la Liberté" ukomm ass. Déi Marche pour la Liberté setzt sech zesummen aus Flüchtlingen aus dem ganze Mëttelmierraum.

Déi Marche pour la Liberté ass den 18. Juni (veuillez lire: den 18. Mee) zu Kehl un der Grenz fortgaangen, bei Stroossbuerg, an déi Leit, déi ginn ze Fouss op Bréissel en vue vum Sommet vum 26. a 27. Juni zu Bréissel, fir de Sommet ze interpelléieren par rapport zu der Immigratiounspolitik, iwwert déi a leschter Zäit eng ganz Rei Diskussioune waren, och am Europaparlament an och op anere Plazen.

Et geet ganz einfach dorëms, datt eng Immigratiounspolitik, also eng Flüchtlingspolitik, esou wéi se de Moment applizéiert gëtt an Europa, ronderëm verschidden Ausleeunge vu Schengen, vu Frontex, datt déi onmënschlech ass an datt déi Leit wierklech déi Problemer genee opwerfen, déi sech fir Milliounen oder Honnertdausende vu Flüchtlingen, Millioune vu Flüchtlinge stellen.

Si si leschte Sonndeg zu Schengen iwwert d'Grenz komm op de lëtzebuergeschen Territoire; Schengen och aus evidente symbolesche Grënn, well Schengen déi duebel Connotatioun huet: fir vill Leit ee Raum vu fräier Zirkulatioun a vu Fräiheet an Europa, a fir vill aner Leit, an dozou gehéiere si och evidenterweis, eng Festung, déi ville Leit net erlaabt, fir sech kënnen an Europa eranzebewegen, mat der Konsequenz, datt d'Politik vun der „Festung Europa" bis elo scho fäerdegbruecht huet, datt 17.000 Flüchtlingen am Mier einfach erbäermlech ersoff sinn, amplaz datt se gehollef konnte kréien.

De Sënn vun der Motioun, déi Der verdeelt kritt, ass deen, fir datt mer eis Regierung géifen interpelléiere ronderëm déi Problematik, fir bei dem Sommet vum 26., 27. Juni zu Bréissel där Problematik Rechnung ze droen. Dee Sommet gëtt sech of mat der Programmation législative et opérationnelle dans l'espace de liberté, de sécurité et justice vun deenen nächste fënnef Joer. An et ass net fir näischt, dass si dohinner ze Fouss ginn. Se si bis de Freideg hei am Land. An ech géif et gutt fannen, wann dës Chamber hir Präsenz zu Lëtzebuerg géif notzen, fir do e symboleschen, awer och e reellen Appell ze maachen un eis Regierung, fir am Conseil européen de 26. a 27. Juni fir d'Verstäerkung vun de Mënscherechter och vun de Migranten a Flüchtlingen anzetrieden.

Dofir géif ech proposéieren, wann Der d'accord sidd, dee Punkt op den Ordre du jour ze huelen. D'Motioun géif verdeelt ginn. Wa mer se diskutéieren, musse mer kucken, wa se esou okay ass, kéinte mer se dann unhuelen. Wann do Saachen ze ännere wieren, wier ech och d'accord, datt mer se dee Moment, wa jiddweree se konnt kucken, eventuell an déi zoustänneg Kommissioun géife verweisen. Mä an dësem Punkt geet et jo elo emol drëms, datt mer et iwwerhaapt op den Ordre du jour setzen.

An ech géif Iech Merci soen och am Intérêt vu ville Leit, déi d'Méiglechkeet net hunn, fir fir sech selwer ze schwätzen, fir dat unzehuelen.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la «Marche pour la Liberté 2014» qui passe actuellement par le Luxembourg et regroupe une centaine de réfugiés réclamant une révision de la politique migratoire répressive de l'Union européenne;

- considérant que cette marche se dirige vers le Conseil européen qui se tiendra à Bruxelles, le 26 et 27 juin, afin d'interpeller les dirigeants européens par rapport à la crise humanitaire qui s'accentue depuis des années aux larges de la Méditerranée et qui a coûté la vie à des milliers de réfugiés et de migrants tentant le passage hautement dangereux vers l'Europe en espérant y trouver de l'aide et de la protection;

- considérant l'arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 23 février 2012 condamnant la pratique du refoulement de réfugiés interceptés sur haute mer par les autorités d'un pays membre de l'UE vers des pays tiers;

- considérant que le Conseil européen du 26 et 27 juin à Bruxelles définira la programmation législative et opérationnelle dans l'espace de liberté, de sécurité et justice et qui établira un nouveau cadre stratégique notamment en matière de politique de réfugiés remplaçant le programme de Stockholm;

invite le Gouvernement

- à intervenir lors du Conseil européen du 26 et 27 juin aux fins de renforcer les droits fondamentaux des réfugiés et migrants.

(s.) Justin Turpel.

6. Ordre du jour (suite)

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Ech wollt vläicht proposéieren, dass d'Chamber déi Motioun ausgedeelt kritt an dass mer dann, wa jiddwereen à même ass, sech doriwwer auszeschwätzen, géifen décidéieren, wéini dass mer drop zréckkommen. Ech mengen, et muss een awer jiddwerengem d'Geleeënheet ginn, fir et ze liesen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- D'accord. Merci.

M. le Président.- Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci.

M. le Président.- Da wollt ech just zum Ordre du jour nach eng Prezisioun ginn. Ech wollt d'Chamber drop hiweisen, dass no Récksprooch mat de Fraktiounspresidente beim Projet iwwert den Tram, wat en fait zwee Projete sinn, eis Presidenten dermat d'accord waren, fir der Madame Rapporteur eng gewësse Flexibilitéit ze ginn. Ech wëll soen, dass déi Flexibilitéit sech da selbstverständlech och bei deenen anere Kolleegen erëmfënnt, wa bei deenen engen oder aneren déi eng oder déi aner Minutt géif feelen.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum éischte Projet vun eisem Ordre du jour kommen. Den Ordre du jour ass jo esou akzeptéiert, wéi en elo ass?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum Projet de loi 6514 iwwergoen, wou et ëm d'Cyberkriminalitéit geet. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht a bis elo hu sech ageschriwwen: déi Häre Gilles Roth, Franz Fayot, d'Madame Viviane Loschetter, déi Häre Fernand Kartheiser a Serge Urbany. D'Wuert huet elo direkt den honorabele Rapporteur, den Här Guy Arendt.

7. 6514 - Projet de loi portant:

1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,

2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,

3) modification du Code pénal,

4) modification du Code d'instruction criminelle,

5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

Rapport de la Commission juridique

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, de Projet de loi, zu deem ech haut de Mëtten de Rapport maachen, ass den 12. Dezember 2012 vum deemolege Justizminister déposéiert ginn. Et geet dobäi ëm d'Approuvéieren, éischtens, vun enger Konventioun van der OCDE zur sougenannter Cyberkriminalitéit, déi den 23. November 2001 zu Budapest ënnerschriwwe ginn ass, an, zweetens, vun engem Protokoll zu dëser Konventioun zu rassisteschen an auslännerfeindlechen Akten, déi iwwert déi informatesch Systemer stattfannen, deen den 28. Januar 2003 zu Stroossbuerg ënnerschriwwe gouf.

Dir gesitt, datt mer net déi Fläissegst woren, fir dës zwee Dokumenter a Lëtzebuerger Recht anzeféieren. A wann ech mer eng Klammer dierf erlaben: D'Presidentin vun dem Conseil de l'Europe huet mer un d'Häerz geluecht, dass nach eng ganz Partie Konventiounen net ratifizéiert wären, an de President hätt eng Lëscht dovunner. Ech géif mengen, dass mer déi da géifen an nächster Zäit ënnert d'Lupp huelen, fir dann dee Moment déi Konventiounen ze ratifizéieren. Mir sinn och iwwregens fir eise Retard vum Conseil de l'Europe, der EU an der UNO ënner Drock gesat ginn, fir dës Texter endlech ëmzesetzen.

An anere Wierder: Op dëser Plaz diskutéiere mer iwwert d'Verstäerkung vum Kampf géint kriminell Akten, déi iwwert den Internet exekutéiert ginn. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis zum Gesetzesprojet de 27. Februar 2013 eraginn. Dem Statsrot säin Avis datéiert vum 16. Abrëll 2013. D'Commission juridique huet an hirer Sëtzung vum 17. Abrëll vum leschte Joer den Här Gilles Roth zum Rapporteur ernannt an de Gesetzesprojet zousätzlech den 8. an de 15. Mee examinéiert. De 5. Juni 2013 sinn eng Rei Amendementer an der Kommissioun ugeholl ginn. Den 12. November 2013 huet de Statsrot du säi complémentairen Avis zum Gesetzesprojet eragereecht.

No de virgezunnene Wahle vum 20. Oktober 2013 ass d'Kommissioun de 5. Dezember 2013 nei besat ginn. Den 22. Januar 2014 huet dës Kommissioun mech zum Rapporteur nominéiert. De 26. Februar vun dësem Joer huet d'Commission juridique den Avis complémentaire vum Statsrot analyséiert, ier se den 19. Mee nei Amendementer guttgeheescht huet. Den zweeten Avis complémentaire ass de 4. Abrëll vum Statsrot ugeholl ginn a gouf den 23. Abrëll 2014 an der Kommissioun examinéiert. De schréftleche Rapport gouf dunn den 28. Mee an der Kommissioun unanime ugeholl.

Här President, den Internet an déi sozial Netzwierker hunn an de leschte Joren zu enger Entwécklung gefouert, déi eis Gesellschaft zu engem gudden Deel verännert huet. Haut lafen d'Relatiounen tëschent de Leit net nëmmen of, andeems sech Mënschen an engem Face-à-face gesinn, andeems se mateneen telefonéieren oder sech Bréiwer schreiwen, mä haut verstännege sech d'Leit ëmmer méi per E-Mail, SMS, iwwer extra Programmer op hirem Handy an iwwer Messagen, déi se an de sozialen Netzwierker posten an deelen.

Et ass dësen Deel vun eise gesellschaftleche Relatiounen, deen ee mam Wuert „cyber" a Verbindung bréngt. Wann dës relativ nei Technologië vill Virdeeler hunn an d'Leit nach méi no beienee bréngen kënnen, esou bidde sech awer och nei Méiglechkeete fir kriminell Aktivitéiten, déi eiser Virstellung vun engem normalen a friddlechen Zesummeliewe sécher net entspriechen an och net eise Prinzipie vun Dateschutz a vu Persouneschutz.

Et ass definitiv eng nei Form vu Kriminalitéit entstanen. Et geet haut de Mëtten drëms sécherzestellen, dass och dës Forme vu Kriminalitéit erkannt a bestrooft ginn, well och si sinn net ze vereinbare mat enger Gesellschaft, wou d'Rechter vum Eenzelne geschützt ginn. Leider ass et awer esou, dass d'Technik de Gesetzer ëmmer e Stéck viraus ass. Mir mussen also als Législateur vill méi prompt op déi Evolutioune reagéieren.

Ënnert dem Term „Cyberkriminalitéit" versteet een all déi kriminell Aktivitéiten, déi am Computerberäich geschéien. Dat kënnen ënner anerem Praktike sinn, duerch déi ee versicht, sech en illegalen Accès op informatesch Donnéeën ze verschafen, wou d'Täter esou Donnéeën interceptéiere wëllen zu deem Moment, wou ee Benotzer seng Korrespondenze weiderschéckt.

Dat bescht Beispill ass, wann Der Äert Passwuert beim Onlinebanking agitt an Der dat da geklaut kritt. En anere Fall vu Cyberkriminalitéit ass d'Praktik, ze versichen, Donnéeën ze läschen, andeems ee sech an en informatesche System eranhackt oder aneschters gesot illegal an e Computer eraschläicht.

Et geet awer hei och ëm Kannerpornografie, déi iwwert den Internet verbreet ka ginn; intellektuell Propriétéit, déi net berücksichtegt gëtt, wat zum Beispill beim Problem vum illegalen Downloade vu Musek a Filmer de Fall ass; dem Benotze vu falschen Identifianten, wat bei sozialen Netzwierker dozou féiere kann, dass et net kloer ass, wien, wat kommunizéiert huet.

E klassescht Beispill sinn déi Leit, déi rassistesch Commentairen op engem sozialen Netzwierk maachen, an et kann net sinn, dass déi Persoune sech hanner engem falschen Numm verstoppen, fir net bestrooft ze ginn. Leider awer ass d'Usurpatioun vun enger Identitéit extrem heefeg. Ouni op dëser Plaz weider an Detailer ze goen, mengen ech, gesi mer all, wéi eng nei Zort vu Kriminalitéit déi nei Technologien erlaben.

Ech wëll awer nach kuerz op de Phenomeen vum sougenannten „Phishing" agoen. Et handelt sech dobäi ëm en Akt, woubäi ee Kriminelle sech perséinlech Donnéeë verschaaft, wéi zum Beispill e Passwuert oder eng Kreditkaartennummer, an déi da benotzt, fir sech eng nei Identitéit ze ginn an Är Identitéit ze usurpéieren. Dir mengt, mat engem richtege Korrespondent ze communiquéieren, mä et ass a Wierklechkeet e Kriminellen, deen Är Donnéeën zu kriminellen Zwecker notzt. Dat wär ënner anerem de Fall, wann d'Passwuert vun Ären E-Maile matgelies géif ginn an de Kriminellen doropshin an Ären E-Maile kéint liesen an neier verschécke kéint. Dat gëtt och d'Méiglechkeet, fir Virussen oder Trojaner ze verschécken an domat Ären an Äre Korrespondenten hire Computer unzestiechen.

Et muss een och nach bemierken, dass dës Form vu Kriminalitéit guer keng Grenze kennt, wat also déi international Kollaboratioun extrem wichteg mécht. D'Problematik vun der Criminalité informatique méi generell, och am Beräich vu méi schnelle Prozeduren an Iwwerwaachungsmechanismen, gëtt nach net an dësem Projet behandelt.

Här President, an dësem Kontext geet et de Mëtten drëms, wéi scho gesot, d'Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert d'Cyberkriminalitéit ze approuvéieren, genausou wéi den zousätzleche Protokoll zu der genannter Konventioun, déi sech mat rassisteschen a friemefeindlechen Akte beschäftegt.

Et kann een hei nach bemierken, datt eng Direktiv amgaang ass, ausgeschafft ze ginn, déi d'Texter vun der Konventioun mat den europäeschen Texter soll harmoniséieren. An eisem Gesetzesprojet ass do scho virgegraff ginn, andeems de Projet de directive schonn an eisen Text mat agefloss ass, a mir wäerten da wierklech um leschte Stand sinn.

D'Adoptioun vun deenen zwee Texter bréngt mat sech, datt verschidden Dispositiounen an eiser nationaler Législatioun mussen ugepasst ginn, fir sécherzestellen, dass eis Valeuren och am Cyberberäich respektéiert ginn an dass och do de Schutz vun de Leit garantéiert ass. Dëse Gesetzesprojet soll et den Autoritéiten um Terrain méi einfach maachen, d'Täter ze identifizéieren an doropshin ze bestrofen.

Déi genannte Konventioun huet véier Kapitelen, eent zu der Terminologie, eent iwwert d'Mesuren, déi op nationalem Niveau ze huele sinn, eent iwwert déi grenziwwergräifend Kooperatioun a schliisslech nach eent zu de sougenannte Clauses finales. An deene Kapitele gëtt eng gemeinsam Terminologie vun den techneschen Terme festgehalen, grad wéi d'Strofrecht, d'Strofprozedur an d'Froen an der Entraide an der Extraditioun.

Wat de Protokoll vu Stroossbuerg ugeet, kënne mer festhalen, dass d'Bestriewungen, fir géint de Rassismus an d'Xenophobie virzegoen, groussgeschriwwe ginn. Fir Lëtzebuerg kann een notéieren, datt mir schonn eng Partie Artikelen am Code pénal hunn, déi Infraktiounen am Informatikberäich bestrofen, inklusiv déi de Rassismus betreffend. Mir brauchen also näischt un eisen Texter diesbezüglech ze änneren.

Hei zu Lëtzebuerg huet sech ufanks 2012 e Groupe de travail zesummegesat aus Magistrate vum Parquet général, vum Parquet, aus dem Cabinet d'instruction, genausou wéi Leit vun der Police an aus dem Justizministère. D'Leit vum Terrain hu virgeschloen, dass een an enger éischter Phas eis Gesetzestexter op déi genannte Konventiounen ofstëmmt, andeems ee verschidde Punkten aus dem Code pénal respektiv aus dem Code d'instruction criminelle an e puer anere Gesetzer do verännert, wou et néideg ass.

An deem Kontext huet de Statsrot a sengem Avis vum 16. Abrëll 2013 virgeschloen, dëse Gesetzestext an zwee ze deelen, op där enger Säit ee fir d'Approbatioun vun der Konventioun a sengem Protokoll, an een aneren, deen d'Dispositioune vun den Artikelen 3 bis 5 vum initiale Gesetzestext, dat heescht d'Ofännere vu verschiddenen Texter, wéi virdrun erwähnt, regruppéiere géif. Op dës Recommandatioun ass d'Kommissioun awer net agaangen.

Fir elo op de Contenu vum Projet de loi méi prezis anzegoen, ass ze soen, dass de Gesetzestext, wéi en elo proposéiert gëtt, déi klassesch Form huet, wou den éischten Artikel d'Konventioun zu der Cyberkriminalitéit iwwerdréit an den zweeten den zousätzleche Protokoll transposéiert. Den Artikel 3 modifizéiert verschidden Dispositiounen aus dem Code pénal. Den Artikel 4 hëlt verschidden Änneurungen am Code d'instruction criminelle vir. An den Artikel 5 bezitt sech op d'Loi modifiée vum 30. Mee 2005 zum Schutz vun der Privatsphär am Beräich vun der elektronescher Kommunikatioun.

An der Haaptsaach diskutéiere mer de Mëtteg iwwer zéng Änneurungen an eiser Législatioun:

1) D'Usurpation d'identité, zum Beispill beim Phishing, gëtt zu enger autonomer Infraktioun.

2) Verschidde Strofschwelle vun Infraktiounen am Beräich vun der Cyberkriminalitéit ginn adaptéiert.

3) De Phishing gëtt an der Gesetzgebung festgehalen.

4) Infraktiounen am informatesche Beräich ginn als Infraction primaire en matière de blanchiment definéiert.

5) D'Interception illégale de données informatiques gëtt als Infraktioun agefouert.

6) Genausou wéi den Abus de dispositifs informatiques.

7) De Prinzip vum „aut dedere aut judicare" - dat heescht, datt eng Partei zu der Konventioun e Kriminellen entweder ausliwwert oder viru säin nationaalt Geriicht zitéiert - gëtt agefouert fir Infraktiounen am Beräich vun der internationaler Cyberkriminalitéit.

8) Donnéeën, déi an engem informatesche System stockéiert, traitéiert oder verschéckt ginn, ginn an d'Dispositioune vum Code d'instruction criminelle iwwert d'Perquisitiounen an d'Saisien erabruecht.

9) Informatesch Infraktioune ginn agefouert, wa se als Infiltratioun erkannt kënne ginn.

10) D'Konzept vun der schneller Datesécherung gëtt och am Code d'instruction criminelle festgehalen.

Esou gëtt duerch dësen Text ënner anerem an e puer Artikelen, déi traditionell Infraktioune betreffen, den Term „clef informatique" bäigefügt, zum Beispill wat den Abus de confiance oder d'Escroquerie ubetrëfft. Eng nei Infraktioun gouf bäigesat, an zwar d'Usurpation de nom ou d'identifiant. Des Weidere goufe verschidde Strofen harmoniséiert.

An dem Code d'instruction criminelle ginn nei Dispositioune virgesinn, fir virun oder am Kader vun enger Enquête wéinst Infraktiounen am Informatikberäich méi schnell kënne Saisien oder Perquisitiounen ze maachen.

Am Kontext vun dësem Gesetzesprojet wëll ech awer och nach op zwou topaktuell Thematiken ze schwätze kommen, déi mam Internet ze dinn hunn. Fir d'Éischt huet d'Cour de justice vun der Europäescher Unioun an hirem Arrêt vum 8. Abrëll 2014 festgehalen, dass d'Direktiv iwwert d'Conservation des données vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 15. Mäerz 2006 null und nichtig ass, well se zwee Grondgesetzer net respektéiert. Dëst sinn d'Recht op de Respekt vun der Privatsphär an d'Recht op de Schutz vu perséinlechen Donnéeën. D'Invaliditéit vun dëser Direktiv gëllt prinzipiell réckwierkend ab dem Datum vun hirem Akraafttrieden.

An anere Wierder gesot: Eist Gesetz, dat dës Direktiv ëmgesat huet, muss esou schnell wéi méiglech ofgeännert ginn - wou an a wat fir engem Mooss muss nach analyséiert ginn. Dee Sujet ass och schonn an der Commission juridique ugeschwat ginn, an eng Sitzung mam Minister a mam President vun der CNPD, der nationaler Dateschutzkommissioun, ass an Aussiicht gestallt ginn.

Da wëll ech awer och nach op de sougenannten Droit à l'oubli agoen, wou sech an de leschten Deeg och nach esou munches gedoen huet. An hirem Arrêt vum 13. Mee 2014 huet déiselwecht Cour de justice décidéiert, dass d'Leit ee Recht hunn, fir dass e Moteur de recherche, dat heescht, dat Instrument, wat also noutwendeg ass, fir bestëmmten Informatiounen um Internet ze sichen an ze fannen, perséinlech Donnéeën net méi uweist.

Och hei geet et erëm ëm de Schutz vun der Privatsphär. Et kann nämlech net sinn, dass esou e Moteur de recherche et jiddwerengem erlaabt, eng strukturéiert Lëscht mat perséinlechen Donnéeë vun enger beliebeger Persoun ouni hiert Averständnis ze erstellen.

Net méi spéit wéi leschte Freideg huet Google als Reaktioun op den Arrêt e Formulaire online gesat, mat deem een d'Demande ka maachen, dat engem seng perséinlech Donnéeë souzesoen „vergiess", dat heescht, an anere Wierder, geläscht ginn.

Informatiounen no gefält deen Arrêt an Amerika guer net. Mä ech fannen deen Arrêt ass gutt, esou wéi en ass. Ech mengen, och dës Mesure weist, dass mer virsiichteg mat den neien Technologien ëmgoe mussen, andeems mer den Individuum a seng Privatsphär ëmmer méi schützen.

Här President, eis Gesellschaft entwéckelt sech all Dag weider, an dat ass och gutt esou. Och d'Politik muss mat der Zäit goen. D'Thematik, iwwert déi mer de Mëtte schwätzen, ass e gutt Beispill, wéi de Législateur eis bestehend Gesetzestexter upasse muss, fir dass se de Bierger esou schützen, wéi mer dat no eise Wäerter als richteg a fair emfannen.

Déi Änneurungen, déi ech Iech beschriwwen hunn, sinn néideg, fir nei Forme vu Kriminalitéit klengzehalen a sécherzestellen, dass eis Législatioun mat de gesellschaftlechen Entwécklunge schratthält.

Ech wëll zum Schluss op dëser Plaz dem Justizminister an all deenen, déi aktiv un dësem Text matgeschafft hunn, Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Kommissioun.

Dat gesot, a mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung ausschwätzt, bréngen ech heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Arendt. Als éischten ageschriwwene Riedner huet den Här Gilles Roth vun der CSV d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. En huet et virdrun ugedeit, dat hei ass e wichtege Gesetzesprojet, deen eigentlech wäit iwwer eng reell Upassung vu verschiddene Bestëmmungen aus eisem Droit pénal erausgeet.

Ech soen och ganz kloer: Als CSV soe mir jo zur Informatiounsgesellschaft. Déi huet eisem Land iwwert déi lescht 20, 25 Joer ganz vill bruecht. Dat ass souwuel de Fall gewiescht fir d'Banken an d'Finanzplaz, dat zielt och fir d'Wirtschaft, mä dat zielt virun allem och fir den eenzelne Bierger.

Et soll een awer och unerkennen, dass dat Ganzt net vum selwe gaangen ass. Dat ass ugaangen duerch e fulguranten Développement vun eiser SES-Satellitegesellschaft. De Relais dervun ass komm duerch d'Datebanken, duerch performant Réseauen. Et ass weidergaange mat enger ugemoossener Steiergesetzgebung bis hin zum leschte Joer, wou mer eng Upassung vum Artikel 567 aus dem Code de commerce gemaach hunn, fir eigentlech de sougenannte Cloud-Computing bei eis am Land attraktiv ze maachen.

De Rapporteur huet virdru gesot: Den eenzelne Bierger ass dagdeeglech eigentlech mat der Informatiounsgesellschaft konfrontéiert. Fir hie bedeit dat Fräiheet. Et huet een e Recht op Informatiounen. Et kann een och Informatiounen deelen, mä den Internet ouni Grenzen ass awer fir en Deel vun de Bierger och eng Zone de non-droit. An et ass eigentlech do, wou dëse Gesetzesprojet complémentaire zu deem, wat de Moment scho vu Législatioun besteet, soll gräifen.

D'Erausfuerderung un d'Politik ass eigentlech déi, fir ee gesonden Équiliber ze schafen zwëschent engersäits Recht op Meenungsäusserung, Recht op Informatiounen, an awer anerersäits och dem Schutz vun der Privatsphär. A mir gesinn als CSV, dass dëse Projet complémentaire zu deem, wat existéiert, e weidert Puzzlesteck ass an der Schafung vun dësem Équiliber. Dass dësen Équiliber noutwendeg ass, weist eigentlech dagdeeglech dat, wat a sougenannten Onlinefore geschitt. Do gi Leit, muss een op gutt Lëtzebuergesch soen, systematesch duerch den Dreck gezu vun aneren, ënnert dem Deckmantel vun der Anonymitéit.

An ech wëll och ganz kloer soen, Här President, dass d'CSV hannert deene Wierder steet, déi Dir bei Ärer Untrëttsried - déi gëtt et och fir e Chamberspresident - de 5. Dezember hei op dëser Plaz gesot hutt. Dir hutt Iech nämlech als fréiere Journalist, dat si mir net, mä fir staark Medien ausgedréckt. Dir hutt och gesot, dass staark Medie keng Aschränkung vun der Meenungsfräiheet toleréieren, mä Dir hutt gradesou däitlech gesot, dass een, dee seng fräi Meenung äussert, soll och de Courage hunn, seng Ënnerschrëft dorënner ze setzen, amplaz ënnert dem Deckmantel vun der Anonymitéit oder zeg Pseudonymen an der elektronescher Blogsphär säi Gëft ze verspreeën.

M. le Président.- Korrekt.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An dëse Gesetzesprojet, deen - den Här Bodry ass elo net hei, mä ech erlabe mer, awer nach eng Kéier drun ze erënneren - vum fréiere Justizminister, dem François Biltgen, agereecht gouf, deen ass eigentlech drop achséiert, fir am Endeffekt Abuse vun der Informatiounsgesellschaft entgéintzewierken.

Et sinn eng Rei vun neien Infraktiounen, déi an eist Strofrecht agefouert ginn. Mir soen awer als CSV och gradesou kloer, dass dës Infraktiounen nëmme sollten a leschter Instanz zum Droe kommen. Fir eis ass déi éischt Prioritéit, d'Cybersécherheet, d'Cybersécuritéit ze assuréieren, well dat och en Deel am Kampf géint d'Cyberkriminalitéit ass. An et haten eenzel Membere vun der Chamber d'Méiglechkeet, leschte Méindeg un enger Konferenz zu Den Haag zu deem Sujet och deelzehuelen.

Dat, wat wichteg ass, dat ass, dass fir d'Éischt eng Sensibilisatioun ass, dass d'Leit eigentlech vun där jonker grad wéi vun där eelerer Generatioun responsabiliséiert ginn, mat gesondem Mënscheverstand sech an der Informatiounsgesellschaft ze bewegen, well et gesäit een och, dass Affer vu sougenannte Mobbingattacken, déi iwwert de Wee vum Facebook oder anere soziale Medie kommen, dass déi et oft ganz schwiereg hunn, sech dergéint ze verteidegen. Dofir si souwuel d'Eltere wéi och d'Schoule responsabiliséiert, fir déi Sensibilisatioun virzehuelen.

Mir soen awer als CSV och gradesou däitlech, dass déi Responsabilisatioun net nëmmen den eenzelne Bierger betrëfft, mä och d'Entreprisen. An ech erlabe mer, och aus Aktualitéitsgrënn, nach eng Kéier zréckzegoen op d'Gesetz vun 2002 iwwert den Dateschutz, well och dat Gesetz schonn eng Rei vu Strofbestëmmunge virgesäit, wann ee sech net zu de generelle Prinzipie vum Dateschutzgesetz vun 2002 conforméiert. An dobäi ass eng Entreprise, am wäiteste Sënn vum Wuert, eigentlech och gehalen, wa se e Fichier vu Clienten huet, dass se dee responsabel behandelt an dass och déi néideg Sécherheet derfir gewährleescht ass, dass déi Clientsdaten net einfach sech op der Place publique erëmfannen.

Fir eis ass et dofir wichteg, Här Justizminister, dass der nationaler Dateschutzkommissioun, der CNPD, eigentlech all déi Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn, personeller an anerer, fir hirer Missioun kënne gerecht ze ginn. An et beweist eigentlech och déi rezent Affär vun eBay, wou iwwer 145 Milliounen Daten eigentlech geklaut goufen an déi och hir Ramifikatiounen op Lëtzebuerg huet, aus deem ganz einfache Grond, well eBay hei säi Sëtz huet, dass mer dat sollen eescht kucken, well eng Attack géint eisen Dateschutz, dat ass och eng Attack géint den ICT-Beräich an dat ass och eng Attack géint en Deel vun eiser Wirtschaft, an domat natierlech ass och den Image vun eisem Land a Fro gestallt.

De Rapporteur ass virdrun op zwee rezent Arrête vun dem Europäesche Geriichtshaff vum Kierchbierg zréckgaangen. Deen éischten Arrêt, dee concernéiert, wann een dat vereinfacht seet, well et ass méi komplex wéi dat, de sougenannten Droit à l'oubli. Eigentlech si Suchmaschinnebedreiwer wéi Google oder anerer gehalen, an Zukunft Linken ze läschen, wann eng Persoun, déi an deem Link dran ass, sech an hire Grondrechter beanträchtegt fillt. Dat ass ee sensibelen Arrêt vun der Cour de justice européenne, deen eigentlech wäit geet an deen am Zweifelsfall de Schutz vun der Privatsphär virun d'Recht op Informatioune vun anere Leit stellt. Ech wëll och soen, dass mir als CSV déi Approche vun dem Europäesche Geriichtshaff deelen.

En zweeten Arrêt, deen d'Cour de justice vum Kierchbierg kierzlech ginn huet, dat ass dee vun der sougenannter Vorratsdatenspeicherung, mat deem cocasserweis d'Cour de justice vum Kierchbierg eng europäesch Direktiv a Fro stellt, op déi awer och en Deel vun eiser nationaler Gesetzgebung aus dem Joer 2010, also ënnert där fréierer Regierung, opgebaut ass.

An de Justizminister huet, wéi deen Arrêt komm ass, gesot - zu Recht -, dass e sech wéilt an enger Detailanalys mat der Lëtzebuerger Gesetzgebung ausenanersetzen. De Rapporteur huet virdru gesot: Et ass eng Sëtzung ubëraumt. Ech mengen, moies de 5. oder de 7. Juli, also an der éischter Juliwoch. Dat ënnerstëtze mer och ausdrécklech als CSV.

Mir sinn awer der Meenung, Här Justizminister, Dir sollt d'Geleeënheet notzen, haut um Uschloss vun dëser Debatt, fir kuerz vläicht éischt Preziséiounen ze ginn, wéi Dir gesitt, mat eiser Lëtzebuerger nationaler Législatioun an deem Beräich ëmzegoen.

Fir eis als CSV verhält dat sech eigentlech esou wéi mat engem Uerteel, wat d'Verfassungsgeriicht erlooss huet, dat nationaalt, a wou et zur Konklusioun komm ass, dass eng Législatioun bei eis verfassungswiddreg ass. Mir ginn also dervun aus, dass an deem Fall keng Verwaltung an och virun allem kee Geriicht déi stritteg Punkte vun esou enger Gesetzgebung nach applizéiert, soudass mer och mengen, dass hei déiselwecht Approche sollt gewielt ginn, nämlech, dass mer kaum dervun ausginn, dass eng Verwaltung oder e Geriicht déi stritteg Punkte vun deem Gesetz iwwert d'Vorratsdatenspeicherung nach applizéieren.

Mir sinn dofir der Meenung, dass een dat sollt a Rou kucken, dass ee waarde sollt, wat um europäesche Plang geschitt mat der Adaptatioun vun där betreffender EU-Direktiv, an dass mer da sollten hei an engem Schoss déi national Gesetzgebung upassen, fir dass mer net mussen e puermol deen Exercice maachen.

Dëse Gesetzesprojet, deen agéiert, wéi gesot, géint d'Internetdelinquenz. De Rapporteur huet virdrun zéng Punkten opgezielt, déi souwuel nei Infraktioune considéréiere wéi och nei Moossnamen um Niveau vun onser Strofprozessuerdnung, a mir kommen eigentlech hei derzou, dass mer eis ofwenden zum Deel vun engem Prinzip, deen iwwer 200 Joer am Code d'instruction criminelle stoung, nämlech dass en Untersuchungsriichter „saisine in rem" ass. Dat heescht, dass, wann e mat enger Affär concernéiert ass, en eenzel Moossnamen ëmmer am Kontext vun der gesamter Affär kuckt. Abee, hei erlaabt d'Gesetz an Zukunft - dat war net ouni Contestatioune vun dem Statsrot -, fir dass a spezifesche Fäll en Untersuchungsriichter onofhängeg vun dem Fong vun der Affär ka schonn Date saiséieren, wat mir als CSV opgrond vun der spezifescher Natur vun deenen Infraktiounen och kënnen ënnerstëtzen.

Zum Ofschloss, Här President: Den Internet kennt keng geographesch Grenzen, a fir dass d'Leit, deen eenzelne Bierger, och an Zukunft

kënnen onbeschwéiert an dem Netz surfen, de Facebook huelen, Twitter, wat Eenzelner an der Chamber maachen, Onlinebanking, Onlineshopping benotzen, brauche se och dat néidegt Vertrauen. An hei zielt fir eis, wéi esou oft, méi Sécherheet bedeit och an deene meeschte Fäll méi Fräiheet fir deen eenzelne Bierger.

A mat deem Prinzip wëll ech ofschléissen, Här President, an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot vun der LSAP. Här Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt emol e grousse Merci un de Rapporteur, un de Guy Arendt, fir säi ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport zu dësem wichtege Projet de loi.

De Guy Arendt sot et: Dëse Projet de loi, deen e jo och am Detail beschriwwen huet, approuvéiert d'Budapester Konventioun iwwert d'Cyberkriminalitéit vum 23. November 2001 a féiert an eist Strofrecht an och an eis Strofrechtprozedur deen Arsenal juridique an, deen dora virgesinn ass. Dëse Projet de loi setzt fir d'Éischt emol déi spezifesch Infraktiounen ëm, déi d'Konventioun virgesäit, Phenomeener wéi d'Unhuele vu falschen Identitéiten, de Phishing, d'Interceptioun vun informateschen Donnéeën an den Abus de dispositifs. De Guy Arendt huet se jo ausféierlech beschriwwen.

Dat sinn alles nei Forme vu Kriminalitéit, déi bis elo ënnert dem Code pénal net strofbar waren, oder wou et op d'mannst net sécher war, dass se erfaasst wären. Et gëtt en Arrêt vun der Cour d'appel vum 14. Juni 2010, deen zréckgehalen hat, dass et net méiglech wär zum Beispill, fir de Phishing als Bedruch, Escroquerie ze qualifiéieren, aus deem Grond, well d'Passwuert, wat beim Pishing jo viséiert gëtt, kee Meuble ass am Sënn vum Artikel 496 vum Code pénal.

Säit engem rezenten Arrêt vun der Cour de cassation vum 3. Abrëll dëst Joer ass et kloer, dass och elektronesch Date kënne geklaut ginn. Dat ass en Arrêt dee komm ass am Kontext vun engem Vol vun Donnéeë vun engem Bankemployé bei enger Lëtzebuerger Bank. An do ass zréckgehale ginn, dass also och elektronesch Date kéinte geklaut ginn, also och kéinten den Objet vun engem Bedruch sinn an also och kéinte saiséiert ginn.

Et ass nawell gutt, trotz dëser juristescher Clarificatioun duerch en Arrêt vun der Cour de cassation, dass am Sënn vun der Rechtssécherheet elo explizit festgehale gëtt an dësem Gesetz, dass all déi Infraktiounen do och explizit kënne bestrooft ginn.

De Code pénal huet missen opgefrëscht ginn, dat gëtt och gemaach duerch dëse Projet de loi, fir eben eist Land an den Zäitalter och vun der Cyberkriminalitéit eranzeleeden. Mä och déi prozedural Instrumenter, fir dogéint virzegoen, wéi och d'Volete vun internationaler Kooperatioun an internationaler Kompetenz, wann et ëm Cyberkriminalitéit geet, gi verstäerkt duerch dëst Gesetz.

D'Gesetz setzt ausserdeem de Protokoll zu där Konventioun vun 2003 ëm, déi vu rassisteschen an auslännerfeindlechen Akten handelt, déi informatesch ausgefouert ginn an och diffuséiert ginn. A wann ee wéi muncher heibannen e bëssen ënnerwee ass op Internet an op soziale Foren, da weess een, dass dat net vu Muttwëll ass, och zu Lëtzebuerg net, wou esou Phenomeener wäit verbreet sinn a munche Kreesser.

Doduerch, dass d'Mëttel vun der internationaler Kooperatioun hei méi effikass ginn - d'Infraktioune vu Rassismus an Auslännerfeindlechkeet si jo scho virgesinn an eisem Code pénal -, misst et an Zukunft méi einfach sinn, esou Comportementer op Internet ze erfaassen, ze ënnerbannen, an och dann, wa se aus dem Ausland kommen.

A wéi wichteg et ass, insbesonnesch fir e Land wéi eist, wat kleng ass, dofir direkt an engem internationale Kontext sech esou eng Législatioun ze ginn, weisen eleng e puer rezent Beispiller; si si schonn ugeschwat gi vum Gilles Roth. Et ass engersäits d'Fraude, vun där eBay d'Zil war, mä awer och eng Attack op verschidde Lëtzebuerger Banken, déi d'lescht Woch den Objet waren, vu Phishing, dat heescht, wou Gauner probéiert hunn, Clienten hir Passwierder iwwer E-Mail ze kréien, fir dann an hire Kont eranzekommen.

De Gilles Roth huet d'Beispill eBay mentionnéiert. Dat ass eng Entreprise, déi bei eis am Land usässeg ass, déi d'Affer also war vun deem informatesche Piratage. An effektiv, ech ginn och do dem Gilles Roth recht, do stellt sech dann d'Fro vun der Wichtegkeet vun der CNPD an deem Kontext. D'CNPD als zoustänneg Behörde fir eBay fir Europa muss hei eng Enquête maachen, an et gëtt aner rezent Beispiller, wou d'CNPD huet missen aktiv ginn, oder wou se gefrot ginn ass, aktiv ze ginn, notamment bei Skype.

Et kënnt also ëmmer méi oft vir, dass d'CNPD och international muss aktiv ginn a muss Enquêtë maachen. An do, mengen ech, stellt sech effektiv d'Fro, ob déi Behörde bei eis am Land genuch outilléiert ass, fir all déi Saachen do ze maachen, ob se genuch Personal huet, ob se gutt genuch och technesch équipéiert ass, fir all déi Phenomeener do ze erfaassen a fir och richteg domadder ëmzegoen.

Rezent ass de Rapport vun der CNPD presentéiert gi fir d'Joer 2013, an do huet de President vun där Behörde justement dat och bemängelt, dass se just 13 Leit huet, wat net duergeet, an dass do och au vu vun all där Masse vun Demanden, vu Plainten, vun Enquêtë misst am Fong opgestockt ginn, an dass se misst méi Moyene kréien. Ech mengen, doriwwer misst een och seriö nodenken.

Mä ech mengen d'Fro, déi sech stellt am Bezuch mat der Cyberkriminalitéit, ass och, ob eis Police judiciaire gutt genuch ausgerüst ass fir déi nei Form vu Kriminalitéit, fir sech dorëm ze bekëmmeren. An den 80er Joren huet sech eng ähnlech Fro gestallt, deemools mat der Place financière. Dat war deemools de Justizminister Robert Krieps, deen do probéiert huet, dorobber opmierksam ze maachen. An ech mengen, haut stellt sech eng ähnlech Fro mat dëser neier Form vu Kriminalitéit am Secteur vun den ICT. Well mer kleng sinn, mä och well mer esou staark an deem Beräich vun den TICen investéieren, ass et och esou wichteg, fir décisiv an effikass géint d'Cyberkriminalitéit virzegoen. Mä awer och, well infekt Phenomeener wéi Pädopornografie oft iwwer Internet diffuséiert ginn, ass et gutt, déi juristesch Mëttelen ze hunn, fir dogéint unzekämpfen.

Op ee Punkt, dee schonn erwähnt ginn ass vu menge Virriedner, wëll ech awer och nach hei eng Kéier agoen, an dat ass dee vun där rezenter Affär vum Europäesche Geriichtshaff vum 8. Abrëll 2014 an der Affär „Digital Rights". Dat ass déi faméis Jurisprudenz iwwert d'Vorratsdatenspeicherung, déi jo u sech déi Direktiv do annuléiert huet vun 2006, déi déi Vorratsdatenspeicherung virgesäit.

Elo ass et awer esou, dass déi Budapester Konventioun, déi mer elo hei approuvéieren, de Signataires, also de Länner, déi se adoptéiert hunn, virschreift an hirem Titre 2, fir eng Conservation rapide de données informatiques stockées ze maachen, an an hirem Titre 5 och e Kapitel iwwert d'Collecte en temps réel de données informatiques huet. Hei kréien also d'Staten d'Obligatioun, just dat ze maachen, dat heescht erëm eng Kéier Vorratsdatenspeicherung virzehuelen an d'Opérateuren dozou am Fong ze incitéieren oder ze obligéieren, fir esou Späicherunge virzehuelen.

An ech mengen, et misst ee justement an deem Kontext, wou mer elo sinn, ënnert där Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff, an an deem Exercice, dee mer elo wäerte geschwënn eng Kéier maachen an der juristescher Kommissioun, an deen och elo amgaangen ass gemaach ze ginn am Ministère de la Justice, misst ee sech seriö Froe stellen och iwwert d'Konformitéit elo scho vun dëser Konventioun an deenen Dispositiounen, déi ech elo just erwähnt hunn, par rapport zu där Jurisprudenz, par rapport zu eisem Gesetz vun 2010, wat déi Direktiv deemools ëmgesat huet. An ech mengen, et misst ee sech wierklech froen, ob een do konform ass a wéi ee gäre mat deem Problem do ëmgeet.

Zum Schluss wéilt ech och nach op e puer europäesch Aspekter agoen am Kampf géint d'Cyberkriminalitéit. De Guy Arendt huet déi puer Konventiounen erwähnt vum Conseil de l'Europe, déi mer nach net ëmgesat hunn. Et gëtt awer och Initiativen um europäesche Plang, déi scho lafen. Esou zum Beispill ass am Januar 2013 den EC3, den „European Cybercrime Center" am Kader vun Europol an d'Liewe geruff ginn. Et handelt sech hei ëm eng Ënnerorganisatioun vun Europol, déi am Kader vun der Stratégie de sécurité intérieure vun der EU eng Roll spille soll an déi en fait fir eng besser Koordinatioun vum Kampf géint schwéier Forme vu Cyberkriminalitéit am europäesche Raum, insbesonnesch organiséiert Verbrieche wéi „Online fraud", mä och sexuell Exploitatioun vu Kanner iwwer Internet a Cyberattacken op wichteg IT-Infrastrukturen awierke soll.

Well dëst Gesetz eis op d'mannst d'Instrumenter wäert ginn, fir géint esou uerg Phenomeener wéi Kannerpornografie, Auslännerhaass an divers Forme vun Internetfraude virzegoen, kann d'LSAP dësen Text nëmme begréissen. Wéi déi Instrumenter duerno um Terrain fonctionnéiere wäerten, dat muss gekuckt ginn.

Mat deene Wierder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Text an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Fayot. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter vun déi gréng ageschriwwen. Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, dës Konventioun vu Budapest vum Conseil de l'Europe aus dem Joer 2001 an och den additionnelle Protokoll aus dem Joer 2003 huet op alle Fall emol de Mérite, den éischten internationalen Traité ze sinn, mat deem versicht gouf, déi rechtlech national Mesurë betreffend déi informatesch Crimen an notamment och d'Crimen op Internet, respektiv, wéi et hei an der Konventioun heescht, de Beräich vun der Cyberkriminalitéit international ze harmoniséieren. Dozou gehéieren notamment och d'Definitioune vun de Mëttelen, fir déi technesch Enquêtë kënnen ze realiséieren. An och d'Mëttelen, déi déi betraffe Länner sech ginn, fir zesummen ze kooperéieren.

Dës Initiativ via Konventioun begréisse mir a priori. De Gesetzesprojet ass och scho vu mengem Virriedner a virun allem vum Rapporteur a sengem mëndlechen an expliziten an detailléierte schréftleche Rapport erkläert ginn - Merci, Här Arendt, och dofir -, esou datt ech hei éischter op e puer Punkten zum allgemenge Phenomeen vun der informatescher Welt a senger rechtlecher Organisatioun wëll agoen.

Mat der Ratifikatioun vun dëser Konventioun a mam Vote vun dësem Projet de loi adaptéiere mir effektiv eng Rei Artikelen, fir d'Éischt emol aus dem Code pénal an aus dem Code d'instruction criminelle. Dëse Projet de loi definéiert a verfeinert eis national Gesetzgebung an engem Beräich, dee permanent der technologescher Entwécklung hannendru leeft. An dat ass och de Problem.

Effektiv hu sech déi nei Méiglechkeeten, fir elektronesch ze kommunizéiere respektiv informatesch per PC, per Laptop, per Tablet oder souguer mam Handy ze schaffen, esou séier entwéckelt, datt selbstverständlech och nei Méiglechkeete vu Mëssbrauch respektiv Gesetzesverstéiss oder Strofdoten entstane sinn oder sech weiderentwéckelt hunn. D'Mise en place vu rechtleche Mesuren, fir géint dës Infraktioune virzegoen, ass selbstverständlech onëmgänglech.

Eng Rei vu rechtleche Moossname goufen a ginn um europäeschen Niveau ausgeschafft, an dat ass och richteg esou. Effektiv sinn déi sougenannten nei Kommunikatiounsmedien ouni Grenzen. A virun allem de Protocole additionnel, dee knapp zwee Joer no der Ouverture vun der Signature vun der Konventioun nogeschoss ginn ass, weist op dat grousst Potenzial vu kriminellen Akten hin. Déi rassistesch a xenophob Akte sollen op kee Fall ënnerschat ginn. An dat, wat een esou munchmol online an de Sozialnetzer erliewe kann, schëpft sécherlech dat kriminellt Potenzial bei Wäitem net aus. Leider!

D'Definitioun vum Term „Cyberkriminalitéit" geet awer natierlech vill méi wäit wéi de rengen Opruff zu Haass, zu Gewalt a Xenophobie am Internet. Et ass u sech einfach eng nei Form vu Kriminalitéit a vun Delinquenz, déi sech ofhieft vun traditionelle bekannte Forme vu Crimen, an déi online an engem virtuellen Espace stattfënnt. An iwwerhaapt, den Term „virtuellen Espace" ass och eng nei Komponent fir d'Justiz, an dat op verschidden Niveauen. Wat bedeit zum Beispill e sougenannten „espace virtuel" als „lieu du crime" fir national oder territorial Gesetzer, zum Beispill am Droit pénal? Oder déi Fro vun der Definitioun vun engem Bien corporel, oder déi uschléissend Diskussioun, ob e Bien incorporel och ka geklaut ginn.

Déi lescht Fro ass duerch den Arrêt vum Cassatiounsgeriicht kloer mat jo beäntwert ginn. Wat natierlech, engersäits, eng kloer Äntwert ass notamment och op d'Fro, déi sech de Statsrot gestallt huet. Mä et ass awer anerersäits och e Beweis, datt ons Gesetzgebung am Kontext vun den neie Medien an der Informatik, respektiv wéi et elo gesetzlech heescht, de Système de traitement ou de transmission automatisée des données, datt ons Gesetzgebung a speziell och den Droit pénal sech definitiv nach schwéierdoe mat enger informatescher Evolutioun, déi méi séier ass wéi de Législateur, an dee Moment dann och eben duerch Jurisprudenze geregelt gëtt. An dat ass net glécklech an dat ass och net gutt!

An de Statsrot huet och d'Fro opgeworf, ob de Législateur net besser gehat hätt, déi nei EU-Direktiv ofzewaarden, fir onst nationalt Recht ze adaptéieren, anstatt sech hei mat enger Konventioun, mat engem Protocole additionnel ze befannen, an da bannent kuerzer Zäit, mä an engem eben da separate Projet, sech mat der EU-Direktiv ze befannen, mam Risiko, datt déi munchmol net méi openeen ofgestëmmt sinn.

Mir hunn eis dann awer och an där zoustänneger Kommissioun dozou ënnerhalen. A mir denken, zu Recht, mir hunn ons entscheet elo direkt an dëser wichteger Matière ze handelen, well mer bal all Dag mierken, datt et hei däitlech rechtlech Lacunë gëtt. Quitte datt mer ons keng Aarbecht erspueren, wa mer deemnächst nach eng Kéier mussen an dësem Beräich légiféréieren. Et huet ons wichteg geschéngt, ons elo schonn déi noutwendeg juristesch Méiglechkeeten ze ginn.

Mir hunn elo an onsem Code pénal an am Code d'instruction criminelle den Term „clef informatique" ancréiert. Och dat ass en neien Term, dee weider Begréffer wéi notamment de Mot de passe oder de Code mat integréiert. A mir hunn och elo eng kloer Definitioun vun engem Vol, vun enger Usurpatioun, vun enger Infraktioun par rapport zu dëser Clef informatique.

Dëst sinn absolut wichteg Definitiounen, déi net nëmme jiddweree virun der Verantwortung vu sengen eegenen Akte virun engem Computer setzt, mä et schützt och den Utilisateur, deen eng potenziell Victime ka ginn. Effektiv ass de Législateur an duerno och d'Justiz de Garant dofir, datt den Utilisateur sech méiglechst sécher kann an dësem Espace virtuel bewegen. An op alle Fall rechtlech geschützt ass, wann him e Schued entsteet, respektiv wann hien an dësem Espace virtuel en Opfer vun engem kriminellen Akt géif ginn.

Den Utilisateur huet e Recht op Schutz vu senge privaten Donnéeën, vu senger Privatsphär. Do och d'Stéchwuert ebe vum Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff vum 13. Mee géint Google Spain. Dofir gëtt mat dësem Projet de loi hei d'Gesetz vun 2005 iwwert d'Protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques och adaptéiert. An d'Fro, déi gestallt gëtt - net zu Onrecht, onser grénger Meenung no -, ass déi, ob mat de Mëttelen, déi d'Justiz kritt, fir engem Crime am Espace virtuel nozegoen, ob net grad och do d'Gefor besteet, datt de Schutz vun der Privatsphär verletzt ka ginn. Et ass eng pertinent Fro an onsen Aen, wëssend, datt d'Cour européenne des Droits de l'Homme zu Stroossburg d'Direktiv iwwert d'Vorratsdatenspeicherung virun e puer Méint annuléiert huet.

De Justizminister huet zu dësem Zäitpunkt an och am Numm vum Statsminister d'Positioun vun der Regierung annoncéiert. Entre-temps ass an deenen zoustännege Ministèren d'Analys vum Impakt op eis Législatioun gemaach ginn. An effektiv, wéi schonn hei richteg gesot ginn ass, wäerte mir ons an der Justizkommissioun ufanks Juli, den Datum steet, zesumme mat der Kommissioun fir Héichschoul a Medien zesummesetzen an de Point maache mat de Ministere Braz a Bettel a mat der Commission nationale pour la protection des données, fir ze kucken, wéi mer do weider virginn.

Sécherlech hate mir an der leschter Legislaturperiod dës Direktiv iwwert de Vorratsdatenschutz (veuillez lire: d'Vorratsdatenspeicherung) méi restriktiv applizéiert, notamment, wéi verschidden aner EU-Länner. Nawell wäerten e puer legislativ Adaptatiounen net ausbleiwen.

Am Kontext vun der Budapester Konventioun hu mir an dësem Projet de loi op alle Fall fir e maximale Schutz vun der Privatsphär gesuergt. Keng Daten dierfen ouni den Accord vum Untersuchungsriichter gebraucht ginn an et gëtt och eng formell Informatioun un de Procureur. Dës Daten dierfe maximal 90 Deeg gebraucht ginn. Déi concernéiert Persoun oder Persoune musse bannent zwielef Méint iwwert de Gebrauch vun hiren Daten informéiert ginn. A falls et no enger Enquête net zu enger Uklo kënnt, ginn dës Donnéeën nees aus dem Dossier geläscht.

Dat gëtt onser Meenung no den noutwendegen Equiliber tëschent Schutz vun der Privatsphär, engersäits, an der Strofverfolgung mat hiren noutwendegen Derogatiounen dozou, anerersäits, an deenen néidege Kritären, fir dëse Schutz kënnen ze garantéieren.

Mir wären och frou, wann de Minister ons kéint eng Rei preliminär Informatioune ginn zu där schonn ugefaangener Aarbecht a béide Ministèren zu där Annulatioun vun der Direktiv duerch deen Arrêt. A vläicht och e puer Informatiounen, datt mer wierklech duerch de Schutz vum Utilisateur, datt mer, fir deen ze schützen, net effektiv d'Privatsphär, wa mer virginn, fir eng Strofdot ze erkennen, datt mer d'Prinzipie vun der Privatsphär eigentlech net genuch berücksichtegen. Dat ass effektiv onst Uleies.

An dëst gesot, ginn ech den Accord vun onser Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Loschetter. Als nächste Riedner huet den Här Fernand Kartheiser vun der ADR d'Wuert. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Ech soen och dem Här Arendt direkt Merci fir e ganz interessanten a komplette Rapport. Ech wëll elo net d'Wuert huelen, fir nach eng Kéier ze paraphraséieren, wat meng Virriedner gesot hunn.

Ech mengen, mir kënnen eis souwisou nëmmen driwwer freeën, datt mer a bal allem hei e grousse Konsens an dëser Fro hunn. Ech wonnere mech zwar heiansdo, wann ech déi gréng Kolleegen héieren, déi de Rôle vun der interner Oppositioun an der Regierung iwwerhuelen. Ech sinn net ëmmer sécher. Wat wëllt Der dann elo, Madame Loschetter? Hätt d'Regierung, zu där Dir jo och stitt als déi gréng Partei, dann elo solle waarden op déi nei EU-Direktiv? Oder firwat hutt Der elo dat Gesetz hei virleien, wat Der jo awer mat ofstëmmt? Do sinn heiansdo esou komesch Kontradiktiounen an Äre Stellungnahmen, déi fir en Aussenstehende schwéier novollzéibar sinn. Mä sief et, et ass Äre Problem.

Wann ech awer elo hei d'Wuert huelen, dann ass et, fir op eng aner Gefor opmierksam ze maachen am Beräich vun der Internetdelinquenz. An zwar, mengen ech, sollte mer och eng Kéier beliichten dat Spannungsverhältnis, wat mer elo hunn tëschent deem, wat mer jo alleguer och wëllen, nämlech Opruff zum Haass an esou weider am Internet ze verhënneren, datt et kann zu enger Radikaliséierung kommen. All déi Phenomeener, déi mer a leschter Zäit kannt haten, doduerch datt d'Leit och a Kricher gaange sinn an esou weider. Mir hu jo eng ganz Rei Ursaachen, fir eis Suergen ze maachen iwwert dat, wat am Internet geschitt.

Mä op där anerer Säit stinn awer d'Grondrechter, déi mer absolut eescht mussen huelen. Mir hunn d'Recht op Fräiheet vun der Ried, d'Recht op Fräiheet vun der wëssenschaftlecher Fuerschung, d'Recht op fräi Diskussioun an engem demokratesche Stat. An et ass dat Spannungsverhältnis, wat awer och ëmmer erëm muss beliicht ginn. An et geet net duer, wéi an deem Protokoll, dat och haut hei virläit an dat mer och solle mat ratifizéieren, fir ze soen, fir dat Gläichgewiicht ass gesuergt. Mir brauchen eis keng Suergen ze maachen. Wa mer awer gläichzäiteg gesinn, datt dat Gläichgewiicht ëmmer méi a Richtung Verbuet beaflosst gëtt.

Ech hunn, fir déi Interventioun haut hei ze maachen, just ee Beispill matbruecht. An ech mengen, dat illustréiert dat. An dat ass dat, wat am Beräich vun der Europäescher Unioun am Ableck do diskutéiert gëtt a geschitt. D'Madame Malmström, dat ass déi schwedesch Bannekommissärin, déi hat elo zu Vilnius am November eng Ried gehalen iwwert dat, wat si nennt „Hate crimes", Haassverbriechen. Dorobberhin ass dann zu Thessaloniki e Seminar organiséiert gi viru Kuerzem.

Elo soll en Aarbechtsgrupp geschafe ginn, ënner italienescher Presidentschaft, deen zu Roum zesummentrëtt, wou Lëtzebuerg... Et ass vläicht eng Fro un lech, Här Minister, fir ze soen, wéi mer do vertruede sinn a wéi eng Positioune Lëtzebuerg do soll vertrieden.

Mä et ass interessant fir ze gesinn, a wéi eng Richtung dat geet. Wat ass haut en Haassverbriechen? An d'Terminologie eleng ass jo schonn zimlech staark. Mir schwätzen hei net méi vun Delinquenz, mir schwätzen net vun zivilrechtleche Froe bei Insulten oder esou, mä mir kategoriséieren elo alles ënnert dee Begréff „Haassverbriechen", deen extrem streng ass an dee ganz wäit geet.

Ech hunn, fir dat einfach emol ze illustréieren, aus den EU-Texter, déi zu Thessaloniki oder ënner italienescher Présidence diskutéiert ginn, oder am Europaparlament schonn aktiv diskutéiert ginn, just déi Begréffer erausgeholl, déi elo legislativ solle behandelt ginn an déi dann dat complétéieren, wou mer jo och all d'accord sinn, fir Akte vu Xenophobie, Rassismus an esou weider, datt dat näischt Guddes an näischt Schéines an näischt ass, wat mer sollen toleréieren. Mä déi Lëscht gëtt ëmmer méi laang elo. An et ass dat, wat interessant ass, well mer awer soen, mir liewen an enger fräier Gesellschaft mat enger fräier Diskussiounskultur.

Ech hunn déi Termen opgeschriwwen, déi elo an der Diskussioun sinn, wou ech also elo näischt derbäisetzen, wat nach an anere Gremien, an der Wëssenschaft oder esou diskutéiert gëtt, mä nëmmen aus den EU-Texter, wat eventuell soll verbuede ginn an dann als Haassverbriechen och soll bestrooft ginn. Dozou gehéieren: Homophobie an Transphobie, Islamophobie, Xenophobie a Rassismus hu mer schonn, Gender, Anti-Immigratiounsrhetorik an Negationismus. Negationismus ass bezunn op den 2. Weltkrich, also Auschwitz an esou weider.

Mä wat heescht dat dann elo konkret? Ass een homophob, wann ee géint d'Homosexuellebestietnis ass? Ass een islamophob, wann ee géint Internetsäiten optrëtt, déi wëlle Leit rekrutéieren, fir an e Krich iergendwou ze goen? Ass ee xenophob, wann ee géint d'Auslännerwahlrecht ass? Ass ee géint Gender, wann een op dat biologescht Geschlecht an deem seng Bedeitung insistéiert? Ass ee géint Anti-Immigratioun, huet een eng Anti-Immigratiounsrhetorik, wann een zum Beispill op Integratioun hält? An esou weider.

Alles dat si Froen, wou ech just wëll opweisen, wéi dat Spannungsverhältnis sech entwéckelt. An datt mer eben e Problem hunn, wa mer fir Fräiheet a fräi Ried antrieden, fir déi do Prozesser einfach ze gesinn, ouni se kritiklos ze begleeden, ouni se wëlle mat Kritik ze begleeden, well do wierklech eis Grondwäerter a Fro sinn.

Mir haten an deene leschte Joren ëmmer erëm Incidenten, datt an der Wëssenschaft Leit hu misse vun hire Posten démissionéieren, einfach well se Theorien diskutéiere wollten, déi am Ablack net als politesch korrekt ugesi ginn. Mir hunn ëmmer erëm, datt an der politescher Diskussioun Leit marginaliséiert ginn, ganz einfach well eben déi sougenannte politesch korrekt Konzepter net jidderengem passen.

A mir hunn déi Entwécklung ëmsou méi schlëmm, well mer och hei, souguer wann et Insultë sinn, an deenen Texter steet, datt et net nëmmen elo Verbrieche sinn, dat heescht konkret Haasselementer wéi Mord oder Verbriechen, mä souguer Insulten, Beleidegunge kënnen an déi Richtung interpretéiert ginn! An d'Madame Malmström huet souguer offréiert, fir Eurojust an Europol mat ze bedeelege fir esou wat si nennt eben „Hate crimes" - mä dat kënnen, wéi gesot, och Insultë sinn -, also ganz einfach banal Saachen eigentlech an der Graduatioun vun eise rechtleche Vergehen, Verstéiss géint eis legal Uerdnung, fir déi kënnen do anzeschalten.

Alles dat mécht eis Suergen. Wéi gesot, mir sinn net déi, déi an iergendengem vun deene Beräicher elo do géifen de Bien-fondé fundamental a Fro stellen. Wien ass schonn ausländerfeindlech? Wien ass schonn islamophob oder wie wär am Prinzip géint Immigratioun? Hei am Land ass dat Gott sei Dank eng ganz marginal Erscheinung. Mä wat awer net marginal ass, dat ass déi grondsätzlech Remise en question vun den demokratesche Fräiheeten, vun de Grondrechter op fräi Ried, op fräi Wëssenschaft, mat där mer awer konfrontéiert sinn.

Ech ka just hei soen, datt fir mäin Deel, an ech mengen och do kënne fir meng Partei ze schwätzen, datt mir net stëmmen an net akzeptéieren, wa weider Aschränkunge vun der Fräiheet vun der Ried kommen. Ganz einfach, well mer mussen ofweien, wat méi geféierlech ass. Ob mer selwer ëmmer déi Grondfräiheete méi wäit aschränken, déi awer d'Essenz vun eiser demokratescher Kultur ausmaachen.

An datt mer awer och de Wëlle behalen, eis mat esou Phenomeener aneschters auserneenzesetze wéi op déi penal Manéier. Mä ganz einfach duerch déi politesch Diskussioun, duerch déi oppen Diskussioun, duerch Iwwerzeegung, duerch Argumenter, an net duerch Strofe wëllen eng Kultur vun der Meenungsonfräiheet an eisem Westen duerchsetzen. Well dann hu mer dat verluer, wat wierklech eis Gesellschaft am meeschte markéiert, nämlech déi Fräiheet, zu där mer wëlle stoen an un déi mer halen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany vun der neier Lénker.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn net prinzipiell dergéint, wann d'Strofrecht oder och d'Strofverfolgungsrecht un nei Forme vu Kriminalitéit ugepasst ginn, déi sech weisen iwwer Elektronik oder iwwer Internet. Zum Beispill wann am Code pénal festgehale gëtt, dass d'Klaue vun engem Passwuert e Vol ass oder eng Escroquerie ka sinn, wann et iwwert d'Method vum Phishing vun Date geschitt, domat hu mer kee Problem.

Et kann een och prinzipiell diskutéieren iwwert d'Bestrofung vun enger Uneegnung vun net ëffentlechen Donnéeën iwwer Internet, wann dat aus net legitime Grënn geschitt. Zu legitime Grënn rechnen ech awer zum Beispill den „Whistleblowing". Ass et net legitim, wann iwwert de Wee vum „Whistleblowing" Informatiounen iwwer Daten, wéi dat haut geschitt iwwert de Snowden, bekannt ginn a Géigestand vun ëffentlecher Diskussioun ginn? Well se och ze dinn hu mam Géigestand vun ëffentlecher Diskussioun, nämlech der Praxis vu grousse Geheimdéngschter.

Et kann een och d'accord sinn, dass d'Geriichter nei Moyene kréien, fir mat deenen neie Methoden eens ze ginn, fir se ze ënnersichen, fir se ze ënnerbannen, wou et noutwendeg ass.

Ech mengen trotzdeem, dass déi prinzipiell Haltung eng Rei vu Froen awer opwerft. An och mengen ech, dass een eng Rei vu Froe muss opwerfen, wat dat heite Gesetz ugeet.

Et stellt sech emol éischtens d'Fro vun der Glafwierdegkeet iwwerhaapt am Strofrecht. Bestrofe mer alles och gläich? Wierklech? A bestrofe mer alles, wat eigentlech misst bestrooft ginn?

Zum Beispill, et sollen elo hei verstäerkt Strofen agefouert ginn, wann ee Blanchiment mécht am Kader vun der Cyberkriminalitéit. Dat heescht, wa Leit hëllefen derbäi, fir dat wäisszewäschen, wat do geschitt, wann een awer zum Beispill de Blanchiment bei der Infraction fiscale - déi et net gëtt, wëll ech derbäi betounen - an eisem Code pénal net gläichzäiteg aféiert. Et gëtt keng Infraktioun vun Escroquerie fiscale zum Beispill. An dat ass an engem Land wéi Lëtzebuerg awer net anodin, wann een dat seet.

Et gëtt zum Beispill, hunn ech nogekuckt, am Code pénal eng Infraktioun, wann een eng falsch Deklaratioun mécht, fir iergendeng Subventioun vum Stat ze kréien; et gëtt awer keng Penalitéit, wann een eng falsch Deklaratioun bei de Steiere mécht. Dat ass also emol eng éischt Fro, déi ech wëll opwerfen hei vun der Gläichheet vun de Bierger vis-à-vis vum Strofrecht.

Zweetens, domat verbonnen ass och d'Glafwierdegkeet: Wa mer hei d'Cyberkriminalitéit wëlle méi staark bestrofen, wéi ass et da mat der Gläichheet zum Beispill vun auslännesche Geheimdéngschter wéi der NSA par rapport zur Cyberkriminalitéit? Wie sinn dann déi gréisste Cyberkrimineller an der Welt, wann net déi grouss Servicer wéi d'NSA zum Beispill aus den USA, déi am grousse Moossstaf Date klaue vun enger grousser Mass vu Leit, wann net souguer vun der Generalitéit vun de Leit? Dat sinn awer och Froen, mengen ech, déi een an deem Kontext muss opwerfen.

Ëmsou méi si mer skeptesch, wann an deem Gesetz hei Rechter solle vum Parquet gestäerkt ginn, wat déi sougenannt „Mini-Écouten" oder „Mini-Instruktiounen" ugeet. Dat heescht, Lokaliséierung vun Télefonsgespréicher, déi kënnen ugeuerdnet ginn op Demande vum Parquet, vum Juge d'instruction, ouni dass muss eng Enquête préliminaire virdru lancéiert ginn an ouni dass dee Juge d'instruction iwwerhaapt mam Fall am Fong beschäftegt ass.

A wann ee weess, dass déi Lokaliséierung vun Télefonsgespréicher, déi sougenannt „Mini-Écouten", kënne gemaach ginn an alle Fäll, wou eng Infraktioun vermutt gëtt, wou méi wéi ee Joer maximal Prisong dropstinn. Dat heescht, an der quasi Generalitéit vun den Infraktioune kann dat geschéien a ka féieren och zu enger Aschränkung vun de Rechter vun deene Betraffenen, ouni dass iwwerhaapt geklärt ass, wat herno mat deenen Date geschitt, wa se net Géigestand herno vun enger Enquête pénale ginn.

An ech muss soen, mat där neier Infraktioun, déi hei geschafe gëtt vun der sougenannter „Ruhestörung" am Internet ënner enger falscher Identitéit, dat heescht, wann een ënner enger falscher Identitéit optrëtt do, ech liesen den Text hei: „dans le but de troubler la tranquillité d'un tiers ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération", da stellen ech mer d'Fro: Wat heescht dat? An zu wat kann dat féieren? Wat ass dat iwwerhaapt fir e penale Begréff, dee vun der „Tranquillité"? Dat hei ass eng Strof, do steet net wéineg Prisong drop: Dräi Méint bis zwee Joer kann ee kréien, wann een anonym dann am Internet d'Tranquillitéit vun engem anere verletzt huet, ouni dass kloer ass, wat iwwerhaapt domat gemengt ass.

Zum Beispill beim Harcèlement obsessionnel, deem sougenannten „Stalking" am Code pénal, do ass virgesinn, dass et eng „Atteinte grave et répétée" muss sinn. Dat fält hei ewech, obschonn hei méi héich Strofen dropsti wéi beim Stalking! Et gëtt och méi héich gestrooft wéi zum Beispill déi Infraktioun, déi an deem Artikel virdru steet, an zwar wann een e falschen Numm ëffentlech benotzt. Do stinn, an dësem Fall, vill méi staark Strofen drop.

Et gëtt sech beruff op „Comportement dans les réseaux sociaux". Et gëtt net erkläert, wourëms et sech hei handelt. An ech hunn och d'Gefill, wéi wann dat hei net richteg diskutéiert gi wier mat engem Deel vun deene betraffene Leit, wéi zum Beispill der Associatioun vun de Strofjuristen, mat der Ligue des droits de l'Homme oder och emol en Avis ze froe bei de Geriichter oder beim Conseil de l'Ordre vun den Affekoten, déi awer vill domadder ze dinn hunn.

A wann hei vu Rassismus geschwat gëtt, da muss ech awer soen, de Rassismus ass elo schonn eng Strofdot. Déi steet elo schonn am Code pénal. Do brauch een déi Konventioun guer net ëmzesetzen. D'Ëmsetzung vun där Konventioun, déi mir hei maachen, huet iwwerhaapt näischt mat der Infraktioun vum Rassismus ze dinn.

A wann een ënner engem anonymen, ënner Couvert vun der Anonymitéit am Internet, op Forumen an esou weider rassistesch Terme benotzt, dann ass et elo scho méiglech, dass e Riichter d'Anonymitéit ophieft. Well d'Redaktioune kennen déi Leit, déi hannendrustinn. Et ass also méiglech, wann een eng Infraktioun am Internet mécht, elo schonn, dass d'Anonymitéit opgehuewe gëtt.

Hei féiere mer eng nei Infraktioun an, déi zimlech verschwomme Konturen huet, wou een net genau weess, wat et ass, wou och eemoleg Faiten, déi guer net esou grav sinn, kënne bestrooft ginn an héich bestrooft ginn, obscho mer eigentlech d'Moyenen hätten, aner Moyenen hätten am Code pénal, fir déi Froen do ze léisen.

Dat Gesetz hei geet nämlech wäit iwwert déi Konventiounen eraus, déi mer hei sollen unhuelen. Et verschäerft op eng gewësse Manéier d'Strofrecht. Et harmoniséiert d'Strofen no uewen, dat steet ganz däitlech dran. A gläichzäiteg léist et aner Problemer net, déi sech an dësem Kontext stellen, déi och schonn hei opgeworf gi sinn, wéi zum Beispill eng Léisung fir de Problem vun der Vorratsdatenspeicherung, wou op spéider verwise gëtt. A wéi och eng Rei vu Rechter vun deene Betraffenen, zum Beispill bei esou Écouten, déi hei kënne gemaach ginn.

Dat heescht, dat Gesetz hei ass eiser Meenung no anzereien an eng Verstäerkung vu repressive Mëttelen, déi heiansdo noutwendeg sinn, mä op eng Aart a Weis, déi zimlech wäit, fanne mir, iwwert d'Zil erausschéisst. An duerfir kënne mer dat Gesetz hei net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Urbany. Domat wäre mer um Enn vun der Riednerlëscht ukomm. Als Nächsten huet d'Wuert de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt direkt e ganz grousse Merci un de Rapporteur, de Guy Arendt, awer och un den éischte Rapporteur, de Gilles Roth, fir dee wierklech ganz komplette Rapport op all de Punkten, net nëmmen um Historique, mä och um Contenu vum Projet de loi. An ech wäert och duerfir méi probéieren, op d'Reaktioune vun den eenzelne Virriedner anzegoen, an net och nach eng Kéier selwer elo d'Oplëschtung ze maache vun den Neierungen, déi mer duerch dëst Gesetz kréien.

Ech widderhuele just nach eng Kéier, den Objet vum Projet de loi war et, déi sougenannten, oder ass et, déi sougenannten „Budapester Konventioun" an de Protocole additionnel a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen. Mir hunn eng gewëssen Urgence, fir dat ze maachen. Mir hunn an de leschte Jore ganz vill Länner, déi allermeeschte Länner, déi Member si vum Conseil de l'Europe, gesinn, déi Konventioun ëmsetzen. Zu Lëtzebuerg ass dat net de Fall gewiescht. D'Konventioun ass vun 2001, mir sinn also schonn 13 Joer heimadder ënnerwee.

An et gouf an der Vergaangenheet, och zu Lëtzebuerg, méi wéi eng Kéier och d'Demande, fir dës Konventioun ze ënnerzeechnen. An de Protokoll zum Beispill vun enger Associatioun wéi der ASTI, déi sech aus enger Rei vu verständleche Grënn staark derfir gemaach huet, dës Konventioun ze ënnerstëtzen. Hei geet et och net nëmmen ëm Poursuiten an Definitioun vun Infraktiounen, mä hei geet et och gläichzäiteg ëm de Schutz vu Rechter, déi an de leschte Joren net ëmmer respektéiert gi sinn.

Et ass also net nëmmen, wéi et elo vum leschte Riedner duergestallt ginn ass, eng Konventioun, déi reng repressive Charakter huet. Déi Instrumenter, déi mer eis hei ginn an déi nei Infraktiounen am Code pénal sinn och gläichzäiteg e Schutz fir déi, déi an de leschte Joren, well mer dës Konventioun net ëmgesat hunn, och Nodeeler haten.

De Phenomeen vun der organiséierter en fait ganz oft Kriminalitéit iwwer Internet ass en internationale Phenomeen, dee wäit iwwert d'Lëtzebuerger Grenzen, an deenen allermeeschte Fäll, erausgeet. Mä d'Escroquerie

iwwer Internet oder d'Cyberkriminalitéit huet mëttlerweil e Coût, dee méi héich ass wéi den Trafic vu verschidden Drogen, sief dat Kokain, Heroin oder Marihuana zesummegezielt. Dat ass eng Ausso, déi de Chef vun Interpol virun zwee Joer gemaach huet. Et ass also kee Randphenomeen am Beräich vun der Kriminalitéit, et ass en enorme Phenomeen. D'Cyberkriminalitéit betrëfft all d'Länner - all d'Länner! -, an zwar op eng massiv Aart a Weis.

An duerfir widderhuelen ech nach eng Kéier, mengen ech, dass et absolut ubruecht ass, dass mer déi Konventioun hei ënnerzeechnen an hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen duerch dëst Gesetz, well mer eis net virun engem Phenomeen erëmfannen, dee Lëtzebuerg nëmmen um Rand géif betreffen, net méi iwwert de Volet vun der organiséierter Kriminalitéit ze diskutéieren.

De Projet ass déposéiert gi vum François Biltgen, ass weidergefouert gi vun der Madame Modert. An ech soen der Chamber Merci, dass mer dee Projet haut kënne stëmmen. Ech wëll nieft de Mercien un de Rapporteur an och un den Här Roth, dee jo deen éischte Rapporteur war, awer och ausdrécklech de Gilles Herrmann vum Parquet Lëtzebuerg aschléissen, deen der Commission juridique wierklech mat ganz vill Kompetenz an Disponibilitéit zur Verfügung stoung. An ech wëll em och duerfir vun dëser Säit aus Merci soen.

D'Informatiounsgesellschaft ass all Dag, mir liewen all haut an der Informatiounsgesellschaft a si bréngt eis ganz vill Avantagen. Si produzéiert awer och Victimen. An et ass duerfir, wou mer eis haut mat dësem Text beschäftegen. D'Informatiounsgesellschaft ass net nëmmen d'Gesellschaft vun der Fräiheet, d'Gesellschaft vun der Rapiditéit, vun der Informatioun, vun der fräier Meenungsäusserung; d'Informatiounsgesellschaft huet, wéi alles, och hir negativ Säiten. An ech mengen, dass et duerfir net exzessiv ass, au contraire, wa mer dëst Gesetz haut stëmmen.

Zu de Victimen, déi d'Informatiounsgesellschaft produzéiert, gehéiere ganz oft déiselwecht, déi och an der Netinformatiounsgesellschaft, mä am alldeegleche Liewen zu Victimë kënne ginn. Dat si ganz, ganz oft déiselwecht. D'Kannerpornografie, verschidde Forme vu Volen, d'Usurpatioun vun der Identitéit, e ganz seriöe Phenomeen. E ganz seriöe Problem! An et schwätzen nëmmen déi liichtfankeg driwwer, déi nach ni am Fall waren. Wann dat engem geschitt um Internet, dass engem seng Identitéit geklaut gëtt an domadder Unfug gemaach gëtt, mat deenen enorme Moyenen an Effets multiplicateurs, déi den Internet huet, dat ass verheerend fir deen, deen et trëfft.

De Phenomeen vum Phishing, vum Hameçonnage, aner Infraktiounen - den Här Kartheiser huet se virdrun a sengem Plädoyer, ech kommen herno nach drop zréck, och opgeworf -, Révisionnismen, Négationnismen, Xenophobie, Rassismus, dat si Phenomeener, déi mer net nëmmen am Alldeeglechen, an der reeller Welt, fir se emol esou ze nennen, kennen, mä déi gëtt et och um Internet. An d'Victimen dovun, déi maachen den Ennerscheed net. Wann der dovunner Victime sidd, dat emfannt der, dat spiert der an domadder musst der da liewen. Déi maachen net den Ennerscheed.

Duerfir ass et net méi wéi richteg, dass mer probéieren, wa mer dee Phenomeen jo falsch fannen an e scho méi laang incriminéiert hunn, a sech nach ni een dergéint gewiert huet, dass mer dat incriminéieren. Ech hunn an der Chamber nach ni eng flammend Ried dergéint gehat, déi doten Infraktiounen aus eisem Code pénal erauszehuelen. Duerfir wonnert et mech e bësschen, dass mer ähnlech lautend Plädoyeren e bëssen de Mëtten hei héieren hunn, well mer se elo wëllen an der virtueller Welt, déi awer fir déi Leit ganz reell Konsequenzen huet, op eemol a Fro stellen. Do gëtt et e gedankleche Lien, dee mir entgeet, muss ech zouginn.

E puer Iwwerleeungen zu der Anonymitéit. Ech schléisse mech och deem un, wat de Chamberspresident bei senger Untrëttsried oder quasi Untrëttsried - ech weess net méi genee, ech mengen, et war déi - gesot huet, dass mer an eiser Gesellschaft d'Anonymitéit mussen zum Deel a Fro stellen. Ech soe bewosst, zum Deel. D'Anonymitéit ass vläicht e Manktum u Courage, kann awer och heiansdo en Tribut sinn un d'Realitéit.

Virdrun ass d'Stéchwuert gefall, ech mengen, et war den Här Urbany, deen dovunner geschwat huet, d'Stéchwuert „Whistleblowing", wou mer jo schonn zu Lëtzebuerg eng Gesetzgebung awer hunn. An ech wëll déi Remarque och elo maachen: Dëst Gesetz steet jo net iwwer anere Gesetzer. Déi aner Gesetzer, déi mer schonn hunn, zum Beispill beim „Whistleblowing", gëlle weiderhin.

Dir hutt d'Fro gestallt no den Daten, wat mat deene geschitt. Mir hunn en Dateschutzgesetz. A bien entendu setzt dëst Gesetz eist Dateschutzgesetz net ausser Kraaft. Déi allgemeng Regele vun deem Gesetz bleiwe weiderhin d'application.

Mä et ass richteg, an ech ënnerstëtzen dee Plädoyer, wa gesot gëtt, mir sollen de Courage hu vun eisen Opiniounen a mir sollen an enger ëffentlecher Debatt op d'Anonymitéit verzichten. Och wann een ebe ka Verständnis duerfir hunn, a bestëmmte Kontexter. Dat sinn déi Fäll, déi am „Whistleblowing"-Gesetz geregelt sinn, dass een do ka Verständnis fir bestëmmten Attitüden hunn, well d'Konsequenze fir déi betraffe Persoun kënne ganz grouss sinn. Mä an enger normaler demokratescher Ausenanersetzung gëtt et och a mengen Ae wéineg Grënn fir Anonymitéit.

Déi Pseudonymen, déi gebraucht ginn, dat ass jo net onbedéngt datselwecht wéi Anonymitéit. Pseudonymitéit um Internet, an dat soll een och differenzéieren, dat ass net ëmmer datselwecht. An et kann ee séier erausfannen, och technesch - net ëmmer; déi, déi wierklech wëssen, wéi ee sech ka verstoppen, deene geléngt dat och nach haut relativ gutt -, mä et kann ee relativ liicht, bei Leit, déi net esou bewandert sinn am Techneschen, hannert dem Pseudonym, wann et e Grond géif derfir ginn, an dat muss ee gewiichtege Grond sinn, deen also mam Strofgesetzbuch ze dinn huet, an nëmmen an deene Fäll, ass et relativ liicht haut, hannert der Pseudonymitéit d'Anonymitéit opzehiewen. Dat ass also net datselwecht. An ech fanne weiderhin, a mir hate jo och eng parlamentaresch Ufro vum Michel Wolter beäntwert an deem dote Sënn, dass ee soll do virsiichteg sinn an net iwwerdreiwen, well et kann duerchaus en onproblemateschen Émgang och gi mat der Pseudonymitéit.

Allerdéngs do, wou Anonymitéit oder Pseudonymitéit Victimë produzéieren, do gëtt et e Problem. Do, wou d'Meenungsfräiheet an d'Recht sech hanner engem Pseudonym aus wat fir Grënn och ëmmer verstoppen, wou dat Recht dozou féiert, dass en aneren a senge Rechter blesséiert gëtt, wou also d'Anonymitéit an d'Pseudonymitéit eng Victime produzéieren, jo, do muss d'Gesellschaft sech ëm déi Victime këmmeren. Da kënne mer net soen: An dëser Gesellschaft héieren d'Rechter beim Recht op fräi Meenungsäusserung op. Dat ass e Grondrecht, mä et gëtt där Grondrechter nach. Notamment de Schutz, wann een eng Victime ass vun enger Infraktioun, vum Stat respektéiert ze ginn a sengem ongefroten an ongewollte Statut vun der Victime, an dass een där Victime zu hire Rechter verhëlleft. An dofir ass dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, an den Ae vun der Regierung e ganz wichtegt.

An natierlech, an dat ass och virdru gesot ginn, musse mer generell am Kontext vun der Informatiounsgesellschaft eis ëmmer nees mat der Fro beschäftege vun der Sensibiliséierung. Dat betrëfft déi Mannerjähreg. Dat betrëfft all déi Erwuessen. Et betrëfft eis an engem professionellen Émfeld. Mir brauchen eng Kultur zu Lëtzebuerg vum Émgang mat informateschen Donnéeën. D'Technik ass rasant, an ze mengen, et kéint een eleng mat Gesetzer dem Phenomeen an den Abuse vum Phenomeen bäikommen, mengen ech, ass eng Illusioun. Mir brauchen eng Kultur zu Lëtzebuerg vum Émgang mat der Informatiounsgesellschaft am Alldag an op all den Niveauen, privat wéi berufflech. Dat hëlleft eis mindestens esou vill wéi e Gesetz, wéi Gesetzer, och wann dëst, wat mer haut stëmmen, a mengen Ae komplett berechtegt ass.

Da sinn nach e puer Froen a Remarquen och gemaach ginn zu deenen Arrêten, deene rezenten Arrête vun der Cour de justice, dee vum 8. Abrëll 2014 iwwert d'Rétention de données, d'„data retention", an awer och dee méi rezenten iwwer Google Spain am Mee 2014.

D'Lëtzebuerger Regierung huet am Abrëll op den Arrêt vun der Cour de justice iwwert d'Rétention des données als éischt Regierung an Europa, an der Europäescher Unioun reagéiert. Et hunn der vill bis haut nach iwwerhaapt drop ze reagéieren. D'Lëtzebuerger Regierung huet den Dag selwer op den Arrêt reagéiert. An ech mengen och, dass dat richteg war, well deen Arrêt ze begréissen ass. An d'Lëtzebuerger Regierung huet den Arrêt wëllen den Dag selwer begréissen, well den Arrêt ganz kloer an onmëssverständlech gemaach huet, dass et an der Europäescher Unioun och do net nëmmen ee Recht gëtt.

Esou wéi et bei der Diskussioun virdrun net nëmmen d'Recht gëtt op fräi Meenungsäusserung, mä och aner Grondrechter, gëtt et och hei an Europa net nëmmen e Recht op Sécherheet, et gëtt och e Recht op Schutz vun der Privatsphär. An deen Arrêt vum 8. Abrëll 2014 huet ganz kloergemaach, dass d'Recht op Sécherheet, esou fundamental et och ass, ëmmer muss zesumme gelies a verstanen an interpretéiert ginn, zesumme mat anere Grondrechter, notamment dem Recht op Privatsphär. An ze laang, vill ze laang, huet sech d'Europäesch Unioun nom 9/11-Schock, ënnert dem Androck vun deem Schock an och dem Drock, deem verständlechen Drock vläicht vun den Amerikaner, zu enger sécuritairer Linn verleede gelooss, aus enger Rei vun och akzeptabelen a richtege Grënn, déi awer mat Momenter aner Grondrecht tangéiert hunn a souguer a Fro gestallt hunn.

Dësen Arrêt huet an den Ae vun der Lëtzebuerger Regierung dat riichtgebéit an den Équiliber nees probéiert hierzestellen; deen noutwendegen Équiliber, déi noutwendeg Ofweiung, déi muss gemaach ginn. An dofir hu mer den Dag selwer vum Arrêt den Arrêt begréisst. Mir hunn och den Dag selwer vum Arrêt ugefaangen, eis mat der Fro ze beschäftegen: Ass dann elo eist Gesetz, an dat ass vum Här Roth virdru gesot ginn, d'Gesetz vun 2010, wat op där Direktiv, déi annuléiert ginn ass, berout, awer net nëmmen, nach gülteg?

Eis aktuell Gesetzgebung berout och zu grousse Deeler op der Direktiv vun 2002. Dat éischt Gesetz, wat mer gemaach hunn, war 2005, opgrond vun där Direktiv vun 2002. An d'Analys, déi mir natierlech hu misse maachen, ass déi: Ass eis Gesetzgebung elo nach do, no där Annulatioun vun der Direktiv?

Formell ass d'Äntwert jo. Den Arrêt huet d'Lëtzebuerger Gesetzgebung formell net annuléiert. Si steet do. Mä si steet do op eng Aart a Weis, déi net ganz stabil ass. Well all eenzel Dispositioun vun deem Gesetz, wat mer hunn, awer vun engem Affekot, vun all Affekot virun engem Riichter kann invoquéiert ginn. An de Riichter huet natierlech eng Tendenz, fir sech awer op déi international Rechtslag ze beruffen an ze soen: Majo, do gëtt et awer en Arrêt, dee kloer seet, dass dat doten eigentlech net geet, déi dote Mesure d'instruction. Also kënne mer dat, wat do derbäi erauskomm ass, d'Resultat vun enger Écoute zum Beispill, net berücksichtegen.

Mir hunn also eng juristesch schwiereg Situatioun. An dofir, an ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck, musse mer eis relativ séier mat där Fro do beschäftegen.

Et ass och erwähnt ginn, dass an der Konventioun, déi mer haut ëmsetze vu Budapest, och där Conservatiounselementer dra sinn. A mir haten effektiv de Choix, den Här Urbany hat dat opgeworf, mir hunn de Choix, vu dass där Elementer och hei dra sinn, déi opgrond vun deem Arrêt contestabel schéngen, an ech mengen, dass dat net falsch ass, d'Emsetzung haut ze stoppen, ze waarden, bis et eng Kéier eng nei europäesch Initiativ gëtt, oder weiderzefueren, wëssend, dass dës Dispositioun, wéi anerer eben och, am Lëtzebuerger Recht am Moment da contestabel wieren a se um Enn enger gemeinsamer Léisung kënnen zouzeféieren.

D'Regierung ass ausdrécklech frou doriwwer, dass d'Chamberskommissioun op dee Wee gaangen ass, dee mer haut hei guttheeschen, nämlech all déi wichteg an noutwendeg Elementer aus der Konventioun haut schonn an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung eranzehuelen, wëssend, dass een Element dovu problematesch ass, esou wéi anerer och, opgrond vun deem Arrêt, an dass mer dann um Enn all déi Dispositiounen iwwer Vorratsdatenspeicherung enger kohärenter Léisung hei zu Lëtzebuerg wäerten zouféieren, mä en attendant mer awer scho kënnen déi Konventioun ëmsetzen, well do ganz vill Richteges drasteet, a ganz besonnesch, ech widderhuelen et, aus den Ae vun deene Leit, déi Victime gi vun Infraktiounen, déi iwwert den elektronesche Wee geschéien a multiplizéiert ginn.

An dofir nach eng Kéier Merci un d'Kommissioun, dass mer deen dote Wee gaange sinn. Mir gesinn do kee Widdersproch, mä mir gesinn do e Fortschrëtt. A mir wäerten um Enn och eng gemeinsam a verstänneg Léisung hunn.

Zum Ofschloss, Här President, mir wäerten eis natierlech an der Commission juridique domat beschäftegen. Muer an iwwermuer ass e JAI-Conseil zu Lëtzebuerg, wou genee dat do um Ordre du jour steet, deen Arrêt. Mir hunn eis intern Reflexioune scho ganz wäit virubruecht. Muer de Moien ass nach eng lescht Réunioun, déi ech hunn, ier dee JAI-Conseil ass.

Den 20. Juni wäerte mer am Regierungsrot probéieren, éischt Konklusiounen ze zéien, ier mer dann direkt hannendrun ufanks Juli an déi jointe Kommissioune kommen, fir ze kucken, wéi mer zu Lëtzebuerg weiderginn, ob mer - an dat sinn am Fong déi zwou Optiounen, déi mer hunn, et gëtt der nëmmen zwou - elo direkt e Gesetz maachen, wat eis Lëtzebuerger Gesetzgebung arrêt-konform mécht, ob mer dat direkt solle maachen, Optioun 1, oder Optioun 2, an den Här Roth huet sech fir d'CSV éischter fir déi ausgeschwat, ze waarden, dass och um europäesche Plang eng Initiativ komm ass an d'Fro europäesch kläert, ier mer dann d'Upassung vun der Lëtzebuerger Législatioun maachen.

D'Regierung huet sech nach net festgeluecht. Mir waarden och dofir op d'Informatioune vum nächste JAI-Conseil, ier mer kënnen eng Konklusioun zéien. Mä dat sinn déi zwou Optiounen. Méi gëtt et der net. Mir brauchen et och net méi komplizéiert ze maache wéi dat doten.

Just ee Wuert nach zu der CNPD an dem Piratage, dee bei eBay stattfonnt huet. D'CNPD spillt eng ganz grouss Roll fir de Bierger hei vu Lëtzebuerg, awer och am Ausbau vun engem Secteur, dee mer wëllen zu Lëtzebuerg weider virubréngen. An et ass kloer, dass d'Effikassitéit, d'Kompetenz an de Professionalismus vun der CNPD do eng kruzial Roll spillt. Nach eng Kéier: Net nëmme fir de Secteur, och fir d'Bierger vu Lëtzebuerg, mä natierlech och fir de Secteur.

An dofir ass fir d'Regierung och kloer, dass mer déi Diskussioun ronderëm den Développement vun deem Secteur ëmmer musse considéréiere mat engem Bléck op d'Qualitéit vun der Aarbecht vun der CNPD, déi ganz gutt ass, mä wou d'Erausfuerderungen an d'Luucht ginn. An natierlech muss d'CNPD do kënne mathalen, soss kréie mer relativ séier e Kredibilitéitsproblem an Europa. An dat kënne mer eis net erlaben. Dat ass fir d'Regierung ganz kloer. Wat dat elo genee heescht an de Moyenen, dat musse mer au cas par cas kucken en fonction vun der Evolutioun och vum Secteur an Europa.

Eng allerlescht Remarque, wann Der erlaabt, Här President, just nach…

Jo?

M. le Président.- Jo. Awer wierklech eng allerlescht.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Just eng allerlescht fir den Här Kartheiser a fir den Här Urbany. Ech fannen, den Här Kartheiser huet eng iwwerzeegte Grondsazried gehalen iwwert d'Meenungsfräiheet. Seng Meenung gëtt an Amerika gedeelt. Do däerf ee wesentlech méi wäit goe wéi an Europa an och en anere méi op de Kapp stoussen. An Europa, besonnesch zu Lëtzebuerg, hu mer do eng aner Traditioun, déi ech ausdrécklech ënnerstëtzen: Jiddwerengem seng perséinlech Fräiheet hält do op, wou deem anere seng ufänkt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Mir géifen dann…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wollt Parole après ministre froen, Här President. Ech wollt nach eppes soen zu deem,…

M. le Président.- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …wat, besonnesch zum Schluss, de Justizminister elo gesot huet. Et kann ee verschidde Meenungen hunn zu deene Saachen, déi am Internet esou ënnert dem Couvert vun der Anonymitéit geschriwwe ginn. Mä hei geet et drëm, fir eng Strofdot, eng Infraktioun anzeféieren, a wann ech an de Code pénal eng Strofdot aféieren, da muss deen, deen dogéint susceptibel ass ze verstoussen, genau wëssen, wéini dass en dogéint verstéisst.

An dat ass dat, wat ech hei kritiséieren, wann hei einfach nëmme vun enger Atteinte à la tranquillité d'une tierce personne Rieds geet, ouni dass dat qualifizéiert muss sinn, während zum Beispill beim Stalking, wann ech enger Persoun nostellen, do steet, dat ass nëmmen de Fall, wann et de façon répétée ass a wann ech genau wosst oder hätt misse wëssen, dass déi Persoun an hirer Tranquillitéit gestéiert gëtt.

Hei ass dat net esou! Hei ass einfach de façon générale de Begrëff vun der Tranquillité. Wat heescht dat konkret?

Strofrecht, ech sinn zwar kee Strofrechtler, mä Strofrecht muss ëmmer konkret sinn, well schliisslech op deene Bestëmmungen hei, déi esou vag gehale sinn, wëll ech awer dem Här Minister soen, kann ee bis zu zwee Joer an de Prisong geschéckt ginn. Et ass also net, fir déi elo esou vag ze formuléieren, an eleng dass esou vag formuléiert gëtt, ass fir eis Ursaach genuch, fir dat Gesetz hei net ze stëmmen.

M. le Président.- Jo, eng Reaktioun vum Här Minister, wou ech awer wëll drop hiweisen, dass den Här Urbany genee datselwecht och scho virdru gesot hat.

(Brouhaha général)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Jo, just an zéng Sekonnen. Et muss een dat net falsch fannen, wat den Här Urbany gesot huet. Natierlech gëtt et do eng gewëssen Imprezisioun.

Mä mir féieren hei eng Rei nei Infraktiounen an de Code pénal an, an et opläit de Geriichter, iwwer hir Jurisprudenz dat do ze definéieren, an d'Chamber ass ëmmer fräi, wa se géif fannen, dass bei der Interpretatioun, déi d'Geriichter maachen, an den Ae vum Parlament dat géif ze wäit goen, dann ass d'Chamber ëmmer fräi, d'Gesetz nees ofzeänneren an d'Gesetz ze preziséieren.

Mä à ce stade wou mer haut sinn, Här Urbany, kréie mer nei Infraktiounen, an d'Geriichter sollen awer och e bëssen eist Vertrauen hunn, dass déi dat esou wäerten interpretéieren an hirer Jurisprudenz, dass et zu engem Schutz vun de Rechter vun deene Schwaachen heiduerch kënnt, an net duerch déi Exzesser, déi den Här Urbany beschreift, wou ech mengen, dass se net wäerte geschéien. Mä d'Chamber bleift, wéi gesot, ëmmer fräi, d'Gesetz och nodréiglech ze änneren, wa se der Meenung wier, dass d'Geriichter net géife gutt schaffen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- De Législateur soll eng propper Aarbecht ofliwwere vun Ufank un.

M. le Président.- Ech mengen, et ass alles gesot, a mir géifen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6514 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6514 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss. Resultat: 57-mol Jo, zweemol Neen. Domat ass de Projet 6514 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6514 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir dem Projet d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Jo, dat schéngt kloer ze sinn. Merci.

Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, der Presentatioun an der Diskussioun iwwert d'Projete 6626 a 6684, dat heescht de Bau vun engem Tram an de Bau vun enger Gare bei der Rouder Bréck. D'Wuert huet déi honorabel Rapportrice, d'Madame Josée Lorsché.

8. 6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg

et

6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable sur le projet de loi n°6626

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Rapportrice vun engem Projet de loi, deen eng laang a beweegte Virgeschicht huet, wéilt ech mat engem Merci ufänken. Ech wéilt deene Leit Merci soen, déi sech scho viru Jorzéngte fir eng besser Mobilitéit zu Lëtzebuerg agesat hunn an oft géint de Stroum geschwomme sinn.

Ee vun hinne war den honorabele Willy Bourg, deen am Joer 2003 verscheed ass, Vizepresident vun der Chamber war an engagéierte Verfechter vum Tram. Fir hie géif haut en Dram an Erfëllung goen, natierlech am Fall, wou de Projet och gestëmmt gëtt.

En aneren, un deen ech wéilt erënneren, ass den honorabele Marc Zanussi, deen eis am Juni 2004, also viru genee zéng Joer verlooss huet, op de Mount, an dëse Moment leider net méi kann erliewen. Den 20. November 1996 stoung de Marc Zanussi als President vun der deemoleger Transportkommissioun op dëser Plaz an huet mat engem Rapport en éischten Débat d'orientation iwwer en Tram zu Lëtzebuerg ageleet. Domat war de politesche Grondstee fir déi folgend Jore geluecht. Duerfir hinnen e besonnesche Merci.

Et sollt awer 18 Joer daueren, bis de Projet de loi 6626, deen de Bau vum Tram erméiglecht, op dëser Plaz ukomm ass. Dat ass schonn e besonnesche Moment, net nëmme fir mech als Rapportrice, mä ech menge fir Iech alleguer, besonnesch fir déi Leit, déi d'Virgänger kannt hunn an dëser Geschicht.

Domat kommen ech bei mäi Rapport a bei déi wichtegst Daten.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De 4. Oktober 2013 ass de Projet de loi 6626 vum fréieren Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister Claude Wiseler déposéiert ginn. Den 21. Januar 2014 huet de Statsrot säin Avis ofginn. D'Avise vun der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers datéiere jeeweils vum 6. Februar, 19. Februar an 1. Abrëll 2014.

Den 29. Januar 2014 hunn d'Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun mech als Rapportrice designéiert. An de Sëtzunge vum 5. Februar, 30. Abrëll a 14. Mee 2014 huet d'Kommissioun sech souwuel mam Gesetzesentworf wéi och mam Avis vum Statsrot befaasst.

De 27. Mee 2014 huet d'Nohaltegkeetskommissioun gemeinsam mat der Petitiounskommissioun a mat der Kommissioun vun den Institutiounen un enger ëffentlecher Debatt mat véier Pétitionnaren deelgeholl, déi d'Petitioun mam Numm „Géint den Tram a fir d'Ofhale vun engem Referendum" als Objet hat. Duerno hunn déi dräi Kommissiounen hir Konklusiounen aus dem Austausch gezunn. Den 28. Mee 2014 huet d'Nohaltegkeetskommissioun mäi Projet de rapport majoritär ugeholl.

Wéi Dir konnt feststellen, jiddefalls déi, déi de Rapport gelies hunn, sinn ech am éischten Deel op d'Entstehung an op d'Geschicht vum Tram agaangen. Dozou just e kuerze mëndleche Résumé.

Nodeems den Tram am Joer 1832 an Amerika erfonnt gi war, sech an der zweeter Halschent vum 19. Jorhonnert och an Europa verbreet huet, ass déi éischt Linn zu Lëtzebuerg den 22. Februar 1875 ageweit ginn. Dës Linn huet d'Gare mat der Uewerstad verbonnen an ass duerno bis op de Lampertsbierg ausgedehnt ginn. Si hat eng Längt vu ganz genee 10 km.

Am Joer 1908 ass den Tram, dee bis dohi vu Päerd gezu gi war, duerch en elektreschen Tram ersat ginn, an dëse moderne Modell huet sech tëschent zwee Weltkricher zu engem vun de beléifteste Verkéiersmëttel entwéckelt.

Am Kanton vun Esch/Uelzecht, dee mer hei net solle vergiessen, ass en éischten interkommunalen Tram ageweit ginn. Dat war am Joer 1927. En huet d'Südgemenge matenee verbonnen a war souzesoen e Virleefer vum heitegen TICE.

No sengem éischte Boom huet den Tram nom Zweete Weltkrich awer lues a lues u Beléiftheet verluer. Dat ass komm opgrond vun der rasanter Entwécklung vun der Automobilindustrie, vun der Kommerzialiséierung vum Privatauto, deen an de 50er a 60er Joren ëmmer méi zu engem Statussymbol ginn ass. En ass ugesi ginn als Symbol vu perséinlecher Fräiheet a vun Identitéit.

D'Resultat war natierlech, datt ëmmer méi Stroosse gebaut gi sinn an datt d'Réseaue vum Tram lues a lues suppriméiert gi sinn. Den Triumph vum Privatauto, et war souguer eng Marque, déi deen Numm gedroen huet, war trotz sengem Prestigewäert net vu laanger Dauer. Jiddefalls net an de grousse Stied. Schonn an de 70er Joren huet nees en Ëmdenken zugonschte vum ëffentlechen Transport stattfonnt. Domat huet den Tram, wéi et oft genannt gëtt, eng Wiedergebuert erlieft an huet et fäerdegbruecht, sech nieft anere Systemer wéi dem Metro a ville Stied géint de Privatauto duerchzesetzen.

De Grond vun deem Revirement louch natierlech am massiven Zouwuess vum Individualverkéier mat allen negative Konsequenzen, déi mer haut ganz gutt kennen. Net ze vergiessen huet och d'Pëtrolskris an de 70er Joren zu engem Ëmdenken a puncto Ressourcëverbrauch misse féieren. D'Gesellschaft, d'Politik an d'Technik stoungen domat virun neien Erausfuerderungen. Weltwäit sinn nei a performant Tram- a Metrosystemer entwéckelt ginn, déi och zu Lëtzebuerg fir Begeeschterung gesuergt hunn, an dat net nëmmen an deene méi marginale Kreesser, ënner anerem och bei deene Gréngen.

De 7. Mäerz 1991 hunn eng Rei couragéiert Biergerinnen a Bierger, déi kenger politescher Partei ugehéiert hunn, sech zesummegedoen an hunn d'„Tram A.s.b.l." gegrënnt, mam Zil, d'Iddi vun engem Tram zu Lëtzebuerg populär ze maachen an ze konkretiséieren. Zesumme mam Mouvement écologique an der Fondation Oekofonds huet d'Tram A.s.b.l. eng Etüd mam Numm „E modernen Tram fir Lëtzebuerg" an Optrag ginn Ufank den 90er Joren. Se ass vun der Technescher Universitéit vu Wien duerchgefouert ginn. D'Resultater vun där Etüd sinn den 21. Februar 1992 am Théâtre municipal vun der Stad Lëtzebuerg vum Ingenieur a Professer Dokter Hermann Knoflacher virgestallt ginn.

Domat louchen déi éischt konkret Pläng um Dësch. Si hu virgesinn, datt den zukünftegen Tram un de Réseau vun der Eisebunn géif ugeschloss ginn an, grad wéi de Projet vun haut, vun der Gare bis op de Kierchbierg géif gezu ginn. Nodeems d'Chamber an d'Regierung sech bis dohin am Hannergrond gehalen haten, sech net weider agemëscht haten, si se bei der Virstellung vun där Etüd erwächt, mam Resultat, datt duerno ganzer véier Legislaturperioden, also ganzer 20 Joer, am Zeeche vum Tram stoungen. Op déi wéilt ech kuerz agoen.

Déi éischt Regierung, déi sech intensiv mam Tram beschäftegt huet, war d'CSV/LSAP-Koalitioun aus de Jore ´94 bis ´99 mat - um Ufank - dem Jacques Santer als Premierminister an duerno, no sengem Départ op Bréissel, mam Här Jean-Claude Juncker. D'Transportministesch war d'Madame Delvaux-Stehres, déi zesumme mat der Stad Lëtzebuerg d'Etüd Luxtraffic an Optrag ginn huet, fir ze analyséieren, wéi ee Modell vun Tram sech fir d'Haaptstad an d'Regioun ronderëm am beschte géif eegnen.

D'Konklusioun vun där Etüd war déi, datt e modernen Tram kombinéiert mam Bus a mat der Bunn vill Virdeeler hätt an déi beschte Léisung fir Lëtzebuerg géif duerstellen. D'Regierung huet doropshin décidéiert, de Projet ëmzesetzen. No engem Hearing, un deem 16 Organisatiounen an aner Acteuren deelgeholl hunn, koum et an der Chamber zu engem éischten Débat d'orientation, bei deem den éierewäerte Marc Zanussi wéi gesot Rapporteur war.

An deem Kontext ass d'Regierung den 9. Dezember 1997 iwwer eng Motioun opgefuerdert ginn, de Projet BTB ze beschleunegen, fir datt en am Joer 2002 kéint a Betrib goen. Dat heescht, wann dat agetruede wär, wäre mer haut mam Tram hei. D'Motioun war vun der grénger Fraktioun déposéiert ginn an à main levée vun der Chamber ugeholl ginn. Am Mäerz 1999 huet d'Madame Delvaux-Stehres awer missen deklaréieren, datt d'Viraarbechten net wäit genuch fortgeschratt waren an datt de Projet net kéint op d'Schinn gesat ginn. Bis zu de Wahlen am Juni 1999 war et hir net méiglech, en deementspriechende Projet de loi ze déposéieren.

Du sinn d'Wahle komm, d'Wahle vum 13. Juni ´99. D'CSV/DP-Koalitioun huet sech och virgeholl, de Projet BTB ëmzesetzen. Den Transportminister Henri Grethen huet en neit Mobilitéitskonzept ausgeschafft mam Numm mobilitéit.lu a wollt domat méi eng nohalteg Mobilitéit zu Lëtzebuerg an d'Wee leeden. Bei der Presentatioun vu sengem Konzept huet de Minister Grethen deklaréiert, datt de Kierchbierg duerch en Train-tram mat der Stater Gare géif verbonne ginn, an dat a Kombinatioun mam Bus. En deementspriechende Projet de loi ass den 11. November 2003 vun der Chamber gestëmmt ginn, huet awer keng Suite méi kritt.

Déi nächst Regierung. No de Wahle vum 13. Juni 2004 ass de Projet BTB vun der folgender Regierung opgegraff ginn. Am Regierungsprogramm huet déi nei gebilten CSV/LSAP-Koalitioun mam Transportminister Lucien Lux sech souwuel op d'Etüd Luxtraffic, déi mëttlerweil schonn zéng Joer um Bockel hat, gradesou wéi och op d'Mobilitéitskonzept vum Minister Grethen beruff an huet d'Kreatioun vun engem komplette Réseau Train-tram ugekënnegt.

Mat dësem Projet wollt dës Regierung méi wäit goe wéi hir Virgänger. Nieft deem scho geplangte Réseau hat den Transportminister Lucien Lux nämlech wëlles, nach zousätzlech Quartieren un den Tram unzeschléissen. Dat ass awer net esou komm, well Mëtt November 2005 koum et zu engem monumentale Revirement, wéi d'Vertrieder vun der CFL dem BTB e Gnadestouss versat hunn. D'CFL huet deklaréiert, datt de Projet Train-tram virun allem aus Sécherheets- a Capacitéitsgrënn net realiséierbar wier an datt den Ëmbau vun der CFL-Infrastruktur op d'mannst zéng Joer, wann net méi, géif daueren.

D'Regierung huet awer net kapituléiert. Si huet en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, deen als Missioun hat, alternativ Systemer zum BTB ze analyséieren. Schonn am Mäerz 2006 louchen d'Resultater vir. Si hunn ausgesot, datt déi optimal Léisung géif am Tram léger leien.

Fir dëse Projet ze konkretiséieren, huet d'Regierung zesumme mat der Stad Lëtzebuerg den 21. Juni 2007 de Groupement d'Intérêt Économique Luxtram gegrënnt, dee mer haut nach hunn. Dëse GIE, wéi e genannt gëtt, hat als Optrag, e Projet de loi auszeschaffen, deen all Aspekter vum Projet Tram géif erfaassen, vu sengem Finanzement bis hin zu senger Realisatioun a senger Exploitatioun. D'Objektiv war, am Joer 2014 mat der Konstruktioun vum Tram unzefänken an am Joer 2017 fäerdeg ze ginn. D'Broschür „Mobile 2020 - Mobilitéit, déi beweegt", hat Der all an de Boîten, se ass an all Haushalt verdeelt ginn, mat der Informatioun vum Transportminister Lucien Lux, datt den Tram léger géif gebaut ginn.

Duerno sinn nees Wahle komm. Et war déi véiert a lescht Legislaturperiod virun de Wahle vum 21. Oktober 2013, an et war um Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister Claude Wiseler, fir d'Relève vum Projet ze iwwerhuelen. Ënnert dem Numm MoDu huet de Minister e Mobilitéitskonzept ausgeschafft, wat op eng interaktiv Approche an op d'Komplementaritéit vun den eenzelne Verkéierssystemer gesat huet. Och him dofir e grousse Merci am Numm vun der Rapportrice.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Domat hat de fréieren Nohaltegkeetsminister de Referenzkader fir d'Mobilitéitspolitik vun de folgende Jore gesat an de Grondsteen fir dëse Projet de loi geluecht.

De 4. Oktober 2013 huet den Här Wiseler de Projet de loi 6626, wéi ufanks gesot, déposéiert, mam Zil, de Bau vun enger Tramslinn tëschent der Gare an dem Kierchbierg definitiv ëmzesetzen.

De Regierungsprogramm vun der aktueller DP/LSAP/déi-gréng-Regierung, -Koalitioun och genannt, huet de Bau vun dëser Linn bestätegt. Awer net nëmmen: De Regierungsprogramm vun 2013-2018 gesäit och vir, datt déi zweet Phas, an zwar den Ausbau a Richtung Findel an Héienhaff op där enger Säit, an Houwald, Gaasperech, Cloche d'Or op där anerer Säit, beschleunegt soll ginn. An et ass do, wou mer haut stinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat war mäi Réckbléck op déi lescht 20 Joer Mobilitéitspolitik zu Lëtzebuerg. E war vläicht e bëssen extensiv, mä 20 Joer sinn 20 Joer. Et ass mir drëms gaangen, ze weisen, wéi vill politesch Energie schonn an de Projet Tram investéiert ginn ass, ier e fuere kann.

Ech kéim dann zum Objet vum Gesetzesprojet, wou ech fir den technesche Volet op d'Pläng an op d'Grafike wéilt verweisen, déi un de Gesetzestext attachéiert sinn.

Kuerz gesot, dëst Gesetz erlaabt der Regierung, sech mat der Zomm vun 230,520 Milliounen Euro u folgende Realisatiounen ze bedeelegen:

1) um Bau vum éischten Tronçon vum Tram, deen d'Stater Gare mam Kierchbierg verbënnt;

2) um Bau vum Centre de remisage et de maintenance;

3) un der Acquisitioun vun de sougenannten „Rames", déi d'Passagéier befërderen;

4) un der Ëmsetzung vun de Kompensatiounsmoossnamen;

5) un den deementspriechenden Etüden.

Dëse Montant gëtt zweemol am Joer un de Präisindex ugepasst an entsprécht der Part vun zwee Drëttel, déi vum Stat gedroe ginn, während de leschten Drëttel un d'Stad Lëtzebuerg fält. D'Aarbechte ginn als Utilité publique deklaréiert, inklusiv dem Bau vum Centre de remisage et de maintenance.

De geplangten Tronçon huet eng Längt vu 7,5 km a begräift folgend Elementer: Plattformen, op deenen den Tram en site propre circuléiert mat 15 Statiounen, déi an der Moyenne 500 Meter vuneneen ewech leien; dernieft fënnef Multimodalstatiounen, déi d'Kombinatioun vum Tram mam Zuch, Bus, Auto a Vëlo wäerten erméiglechen. Den Tableau a mengem Rapport informéiert am Detail iwwert déi verschidde Kombinatiounen, jee no Statioun.

Déi zweet Realisatioun ass wéi gesot de Centre de remisage et de maintenance, deen dräi Mis-

sioune soll erfëllen: éischtens den Ënnerhalt vun de Rammen, zweetens d'Maintenance vun de festen Installatiounen an drëttens d'Administratioun mam sougenannten zentraliséierten „Poste de commande", deen d'Exploitatioun vum Réseau géréiert.

Well den CRM am Ganzen 3 ha fir Gebailechkeeten an 3,5 ha am Ausseberäich wäert anhuelen an an eng sougenannten „Zone spéciale de conservation" um Bord vum Gréngewald implantéiert gëtt, muss dëse Bau vu Kompensatiounsmoossname begleet ginn. Dat opgrond vun der Habitats-Direktiv, déi geziilt Etüde virschreift a puncto Impakt vun der Konstruktioun op d'Fauna, d'Flora an Habitat.

Dernieft ass och eng Evaluatioun vun den Inzidenzen op déi mënschlech an natierlech Ëmwelt verlaangt. Dës Etüde sinn erfollegt an hunn erginn, datt op deem Terrain eng Rei Déiercher ënnerwee sinn: d'wëll Kaz, d'Fliedermaus an d'Hieselmaus.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

D'Kompensatiounsmoossname sinn der zoustänneger Kommissioun de 14. Mee 2014 virgestallt ginn. Se bestinn aus der Acquisitioun vun 2 ha Terrain, wou geziilt Beplanzungen a Moossname wäerten ergraff ginn, an dernieft aus der Suppressioun vum CR119, deen duerch de Gréngewald fiert.

Doriwwer eraus sinn och speziell Moossname virgesinn, fir d'Grondwaasser virun enger eventueller Pollutioun ze schütze während den Aarbechten um Chantier, haaptsächlech am Beräich vum Centre de remisage et de maintenance.

Sou vill zum sougenannten „Centre", deen eben derfir do ass, fir den Ënnerhalt ze garantéieren. De Fachleit no hätt dee Centre de remisage et de maintenance net kënne bei der Infrastruktur um Houwald gebaut ginn, wou schonn eng entsteet, well dee Site ze kleng ass an d'Infrastruktur sech net dozou eegent, quitte datt aus ëmweltpolitescher Siicht dee Site bestëmmt méi sënnvoll gewiescht wär.

Ech komme bei deen drëtten Deel vum Finanzement. Dee besteet aus der Acquisitioun vun de Rammen, fir de Persounentransport ze garantéieren, mat jeeweils enger Längt vu 45 m, enger Breet vun 2,5 m an enger Capacitéit vu jee 300 Passagéier. Zu Spëtzestonnen ass eng Frequenz vun dräi Minutte virgesinn, woubäi ze bemierken ass, datt dëse System ausbaufäeg ass. D'Vitesse läit an der Moyenne bei 20 km/h an iwwersteigt déi vun de städtesche Bussen an der Moyenne ëm 5 km/h.

Hei bleift ze soen, datt d'Alimentatioun tëschent der Gare an dem Arrêt Pont-Rouge net iwwert déi klassesch Caténairen ofgeséchert gëtt, mä iwwert déi méi innovativ Method vum sougenanntenen „Biberonnage", enger Aart Alimentatioun iwwer Batterie, déi d'Stadbild net wäert veränneren. Schutzmoossname si virgesinn am Beräich vum Kaméidi a vun de Vibratiounen, déi den Tram op d'Ëmgéigend kéint hunn.

E Wuert nach zu der Exploitatioun vum Tram. Et ass zréckbehale ginn, datt de Groupement d'Intérêt Économique Luxtram an eng Gesellschaft evaluéiere soll, där hiert Kapital a Form vun Actionnariat ausschliisslech aus ëffentlecheGelder besteet, an zwar zu zwee Drëttel aus staatleche Gelder an zu engem Drëttel aus dem Kapital vun der Stad Lëtzebuerg. Déi gebrauchten Terraine si gréisstendeels am Besëtz vum Stat an zum Deel am Besëtz vun der Stad Lëtzebuerg a wäerten dat och bleiwen. D'Infrastrukturen an de Fuhrpark ginn an de Besëtz iwwer vun der Gesellschaft Luxtram.

Wat déi berechtegt Suerg vun der Geschäftswelt ugeet a puncto Nuisancen an eventuelle kommerziellen Defiziter, ass d'Kommissioun informéiert ginn, datt den Nohaltegkeetsministère zesumme mat der Stad Lëtzebuerg an de Geschäftsleit e Comité de suivi op d'Bee gestallt huet an datt am gemeinsamen Averständnis mat alle Partner Léisungen ausgeschafft ginn, déi dee gefaarten negativen Impakt op d'Geschäftswelt a Grenze wäerten halen. Sou vill zum Tronçon, deen iwwert dëse Projet soll finanzéiert ginn an deen de Previsiounen no am Joer 2017 soll fäerdeggestallt ginn.

An der Kommissioun ware mir eis eens, datt et mat dësem Tronçon net duergeet, fir d'Verkéiersproblematik an der Stad a ronderëm d'Stad an de Grëff ze kréien. Mir waren eis eens, datt d'Extensioun vum Réseau a Richtung Peripherie doweinst esou séier wéi méiglech soll stattfannen, éischtens a Richtung Findel an Héienhaff, wou e Park & Ride mat 4.000 Emplacementer soll gebaut ginn; zweetens a Richtung Cloche d'Or, wou e Park & Ride mat 1.500 Emplacementer soll entstoen, an drëttens a Richtung Houwald, wou d'Kombinatioun mat Zuch a Bus wäert méiglech ginn. Dat, well déi allgemeng ekonomesch Entwécklung an deenen Aktivitéitszonen a méi speziell och d'Entwécklung vum Logistiksecteur an anere Servicer um Findel d'Besoine vum ëffentleche Persounentransport wäerte massiv erhéijen.

Dernieft ass an der Kommissioun och un déi héich Schülerzuel erënnert ginn, déi Dag fir Dag op de Campus Geesseknäppche fiert an op ëffentlech Transportmëttel ugewisen ass.

Des Weideren ass an der Kommissioun iwwer eenzel Projete geschwat ginn, déi enk mam Projet Tram zesummenhänken. Och hei war d'Kommissioun sech eens, datt den Handlungsbedarf grouss ass. Beispillsweis beim Projet vun der neier N3, wou och de Buergermeeschter vun Hesper heibanne ganz interesséiert war mat den dräi Modulen Nord, Sud a Centre, déi d'Gemeng Hesper entlaaschte sollen an am Joer 2020 entaméiert wäerte ginn, wann d'Etüden zur Zäit ofgeschloss ginn.

Oder awer beim Bau vun der Eisebunnslinn Beetebuerg-Lëtzebuerg oder beim Contournement vun Zéisseng respektiv beim Boulevard vu Märel. An natierlech och beim Bau vu weidere Park & Riden an der Grenzregioun, well et geet jo schliisslech och ëm d'Pendler. Dat als Ausbléck op d'Joren, déi virun eis leien. Et leien der scho vill hanner eis.

Ech kommen dann zum Avis vum Statsrot. A sengem Avis vum 21. Januar 2014 ënnersträicht de Statsrot, datt de Bau vun engem éischten Tronçon net duergeet, fir d'Verkéiersproblematik ze léisen, an datt de Bau vum Tram a Richtung Peripherie dréngend noutwendeg wier. Mir waren eis also eens.

Déi héich Kierperschaft huet sech och am Kontext vu Kompensatiounsmoossnamen zu Wuert gemellt an huet fonnt, datt déi Moossname virum Vote missten definéiert ginn an der Chamber virgestallt ginn. De Gesetzestext sollt dem Statsrot no och kloerstellen, datt d'Kompensatiounsmoossnamen iwwert dëst Gesetz matfinanzéiert ginn. An e war schlussendlech der Meenung, datt am Intitulé vum Gesetz net den Numm vun enger Gesellschaft sollt figuréieren, mä datt eng Referenz op déi geografesch Lag oder eben op de Kadaster sollt gemaach ginn.

D'Chambre des Salariés hirersäits begréisst de Projet Tram vum Prinzip hier a betount d'Wichtegkeet vu senger Extensioun. D'CSL warnt awer virun all Privatiséierungsversuch, wat d'Servicer vum ëffentlechen Transport ugeet. Se berifft sech dobäi op eng ganz Rei vun europäeschen Direktiven a Reglementer an ënnersträicht, datt den ëffentlechen Transport e staatlech finanzéierte Service muss sinn, deen alle Biergerinnen a Bierger gläichermoossen an zu sozialen Tariffer soll accessibel sinn.

An deem Kontext dréckt d'CSL d'Suerg aus, datt de Groupement d'Intérêt Économique Luxtram an eng Société anonyme kéint verwandelt ginn, a fäert, datt de Stat seng Parten u Privatinvestisseure kéint verkafen. Ofschléissend verlaangt d'CSL, datt d'Exploitatioun vum Tram an déi ëffentlech Hand transferéiert soll ginn.

D'Chambre des Métiers dréckt hirersäits e ganz kompletten Désaccord zum gesamte Projet aus an ass der Meenung, datt et dem Tram u Flexibilitéit feelt. Och stellt si sech Froen iwwert de Finanzement vun de folgende Phasen an iwwert d'Entschiedegung vun der Geschäftswelt. Schlussendlech invitéiert d'Chambre des Métiers d'Regierung, iwwer Alternativen nozedenken, nom Typ Busway-Metz, Téléphérique a Funiculaire.

D'Chambre de Commerce läit dertëschent mat hirem Avis, weist sech d'accord mat der Strategie vun der Regierung inklusiv dem Tram, werft awer eenzel Froen op, wat d'Etappe vun der Ëmsetzung a vum Finanzement ugeet. An deem Kontext verweist d'Chambre de Commerce op de Regierungsprogramm an op eng méiglech Zesummenaarbecht mat der BEI, der Banque européenne d'investissement. Dernieft weist d'Chambre de Commerce op d'Nuisancen hin, déi op d'Geschäftswelt kënnen zoukommen, an invitéiert déi politesch Autoritéiten, den negativen Impakt mat alle Mëttelen esou minim wéi méiglech ze halen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift nach ze soen, datt d'Kommissioun folgend Recommandatioune vum Statsrot ugeholl huet: Si huet den Intitulé geännert an deem Sënn, datt an der Bezeechnung vum Gesetz net méi den Numm „Foire internationale" benotzt gëtt, mä d'Bezeechnung „Circuit de la Foire internationale", well dat e Stroossennumm ass an net den Numm vun enger Gesellschaft.

Se huet d'Kompensatiounsmoossnamen an d'Finanzéierung integréiert an drop gehalen, déi Moossnamen am Detail virgestallt ze kréien. Dat hunn d'Mataarbechter vum Nohaltegkeetsministère an déi Responsabel vun der Sociétéit LuxTram an der Sëtzung vum 14. Mee ausféierlech a kompetent gemaach. Dofir hinnen e grousse Merci.

D'Kommissioun huet och dem Statsrot seng Aschätzung gedeelt, datt eng Extensioun dréngend noutwendeg wier, a war frou ze héieren, datt d'Regierung déi zweet Phas wëllt beschleunegen.

Nieft der Analys vum Statsrot sengem Avis huet d'Kommissioun sech mat weideren Theme befaasst, och Froen opgeworf, déi enk mat dësem Projet verbonne sinn. Ech ka se net all opzielen, well et waren der vill. De Résumé vum wäitgefächerten Austausch tëschent de Membere vun der Kommissioun an dem Här Minister respektiv senge Mataarbechter a Mataarbechterinne fannt Der a mengem schréftleche Rapport.

De Mataarbechter a Mataarbechterinne vum Ministère, déi eis an de Sëtzungen zur Säit stoungen, wéilt ech am Numm vun der ganzer Kommissioun e grousse Merci ausdrécken an dernieft och eiser Sekretärin, der Madame Rachel Moris, gradesou wéi de Mataarbechter vun der gréinger Fraktioun.

Domat sinn ech schonn um Schluss vu mengem zimlech extensive Rapport a soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis heihi villmools Merci fir d'Nolauschteren. Ech sinn awer nach net fäerdeg, well ech haut zwee Projete gläichzäiteg virstelle wäert.

Rapport de la Commission du Développement durable sur le projet de loi n°6684

Domat kommen ech schonn zum nächste Projet, deen enk mam Tram verbonnen ass. Dat ass de Projet de loi 6684. Et geet ëm d'Modifikatioun vum Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur a méi speziell ëm den Aménagement vun enger zousätzlecher Haltestell op der Zuchlinn Lëtzebuerg/Elwen.

Dës mëttlerweil néngt Modifikatioun vum Gesetz ass néideg, fir de Point d'arrêt Pont-Rouge an d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur ze integréieren. Grad wéi de Projet Tram ass och dëse Projet e Bestanddeel vum Mobilitéitskonzept MoDu, wat vum viregten Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister Claude Wiseler ausgeschafft ginn ass a wat vun der aktueller Regierung iwwerholl ginn ass.

De Projet de loi 6684 ass de 24. Abrëll 2014 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch déposéiert ginn. Den Text vum Gesetz gëtt ergänzt vun engem Exposé des motifs mat den techneschen Aspekter vum Projet, dernieft engem Kommentar vun den Artikelen, enger detailléierter Fiche financière, enger Impaktstudie, déi ënnert der Responsabilitéit vun der Commission d'analyse des projets d'infrastructure ferroviaire realiséiert ginn ass.

De Statsrot huet säin Avis de 6. Mee 2014 ofginn. De 7. Mee 2014 huet déi zoustänneg Chamberskommissioun mech als Rapportrice designéiert. An därselwechter Sëtzung an an der Sëtzung vum 14. Mee 2014 huet d'Kommissioun sech mam Projet de loi a mam Avis vum Statsrot befaasst. An der Sëtzung vum 28. Mee 2014 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Dëse Projet erlaabt d'Realisatioun vun enger ganzer Rei Aarbechten, déi ech just kuerz wéilt beschreiwen. De Point d'arrêt Pont-Rouge situéiert sech op der Eisebunnsstreck Lëtzebuerg/Elwen, méi genee gesot um Fouss vun der Bréck Grande-Duchesse Charlotte, och Rout Bréck genannt an och ënnert deem Numm besser bekannt.

D'Infrastruktur vun der Gare gëtt ergänzt duerch zwee Funiculairen, déi d'Gare respektiv de Pafendall mat der Rouder Bréck solle verbannen. Den Accès zu de Funiculairë gëtt iwwer insgesamt dräi Lifter, Trapen a Rulltrapen ofgeséchert. Zwee Lifter ginn um Niveau vun der Gare installéiert, deen drëtten an der Rue Saint-Mathieu am Pafendall.

D'Infrastruktur vun der Gare gëtt op der bestehender Eisebunnslinn am Hiwwel ënnert der Rouder Bréck gebaut a situéiert sech deemno tëschent der Stater an der Dummeldenger Gare. Dësen Halt, an dat ass interessant, féiert zu enger Entlaaschtung vun der Stater Gare, well eng zousätzlech Méiglechkeet geschafe gëtt, fir an d'Stad mam Zuch eranzekommen.

An deem Kontext ass virgesinn, datt sechs Zich an der Stonn den Arrêt Pont-Rouge bedéngen. D'Passagéier, déi aus dem Osten, Süden oder Westen op de Kierchbierg kommen, kënne mat engem Zäitgewënn vun insgesamt zéng Minutte rechnen, well se net méi an der Stater Gare mussen erausklammen. Fir d'Leit, déi mam Zuch aus dem Norde kommen, ass den Zäitgewënn nach méi grouss; do läit e bei enger Véirelstonn, well hinnen den Ëmwee iwwert d'Stater Gare wäert erspuert bleiwen.

Doriwwer eraus gëtt awer och eng Verbindung zum Pafendall geschafen, eben ënnen an d'Rue Saint-Mathieu. Op där Plaz gëtt e Parking fir de Vëlo installéiert, e Bike & Ride, wéi een et kann nennen, e Parking fir de Vëlo, mat deem ee ka rechnen, wann een ënne fiert an uewe wëllt weiderfueren, dann hëlt ee säi Vëlo ganz einfach mat. Beim Lift an der Rue Saint-Mathieu gëtt zousätzlech och eng Statioun fir de Vëlosystem vun der Stad Lëtzebuerg installéiert, soudatt insgesamt zwee Vëlosparkinge wäerten do entstoen. An der gesamter Infrastruktur huet de Vëlo fräien Accès, inklusiv och an de Liften an am Funiculaire.

Den ënneschten Halt vun de Funiculairë läit direkt iwwert der Gare. Op de Pläng ass et méi einfach ze verstoe wéi am mëndleche Rapport. Den ieweschten Halt vum Funiculaire situéiert sech um Boulevard John F. Kennedy an der Géigend vun der Place de l'Europe a läit an direkter Proximitéit zu der Banque européenne d'investissement, der BEI. Dësen Halt ass direkt un den Tram ugebonnen an integréiert sech an den ëffentleche Verkéiersréseau vun der Stad Lëtzebuerg.

D'Benotze vum Funiculaire bedeit fir d'Passagéier vum ëffentlechen Transport keen zousätzleche Käschtepunkt. Fir déi Leit, déi weder Tram nach Zuch fueren, ass den Trajet gratis. Dat ass ofgemaach gi mam Här Minister. Den Tracé leeft op 67 m ënnerierdesch, e reit sech harmonesch an d'Landschaft an a respektéiert déi bestehend Trëppelweeër, déi schonn do installéiert sinn, gradesou wéi d'Vegetatioun.

Déi gesamt Längt vum Tracé läit bei 200 m, d'Zäit vum Parcours bei 63 Sekonnen an den Temps d'arrêt jeeweils bei 105 Sekonnen.

Ee Wuert nach zu der Capacitéit. D'Gare ass esou dimensionéiert, datt se ënnerhalb vun zéng Minutten evakuéiert ka ginn, woubäi mat maximal 600 Reesender pro Zuch gerechent gëtt. Bei der gläichzäiteger Arrivée vun zwee Zich kënnen also 1.200 Leit ënnerhalb vun zéng Minutte befërdert ginn. An enger Stonn sinn dat maximal 7.200 Passagéier.

D'Experte ginn allerdéngs dervun aus, datt dës Zuel net erreecht ka ginn, an net emol zu Spëtzestonnen et zu där massiver Zuel vu Passagéier wäert kommen. Si setzen och e Modell en place zu de sougenannten „Heures creuses", deene rouege Stonnen, fir datt do just ee Funiculaire a Betrib ass, fir iwwerflëssegFahrten ze erspueren. D'Capacitéit vum Funiculaire läit bei 140 Persoune pro Wagon.

Fir den Impakt op d'Ëmwelt ze analyséieren, ass am Joer 2012 en detailléierte Screening realiséiert ginn. Et ass festgehale ginn, datt den Terrain nees a säin urspréngleche Zoustand muss zréckbruecht ginn, notamment duerch eng nei Beplanzung vun deenen zerstéierte Plazen. Well den Terrain weder zum Patrimoine vun der Unesco nach zu der Pufferzon gehéiert, stellt sech kee Problem, wat den Impakt op wäertvoll Kulturierwen ugeet.

Den estiméierte Käschtepunkt fir de Bau vun der gesamter Infrastruktur a fir d'Uschafung vu Material läit bei 96,29 Milliounen Euro. D'Exploitatiounskäschte leien net grad bei 666.000 Euro am Joer.

De Chantier soll an dräi Phase verlafen an ass esou organiséiert, datt den Zuchbetrib net wäert weider beanträchtegt ginn. Aus deem Grond gëtt mat virgefäerdegten Elementer geschafft, déi net um Site, mä op enger anerer Plaz wäerte fabrizéiert ginn. D'Bauzäit läit am Ganze bei dräi Joer, mam Zil, datt den Tram vum Kierchbierg bis an d'Stad, zesumme mat de Funiculairen, Enn 2017 a Betrib ka goen.

A sengem Avis vum 6. Mee 2014, natierlech, werft de Statsrot d'Fro op, ob et net opportun wier, d'Prioritéite festzesetzen, wat d'Infrastrukturarbechten um Eisebunnsréseau ugeet, a weist drop hin, datt et sech bei dëser Modifikatioun schonn ëm déi néngt Modifikatioun vum Gesetz handelt. De Statsrot kritiséiert dann och, datt kee prezise Kalenner opgestallt ginn ass, wat déi eenzel Phase vun der Ëmsetzung ugeet.

Zum Article unique, deen d'Modifikatioun vum Gesetz erlaabt, huet de Statsrot keng Objektioun gemaach. Et war eigentlech e bësse flott festzestellen, wéi gewëssenhaft e schafft. En huet just en iwwerflëssege Strëch am Text fonnt.

An der Réuniouun vum 7. Mee 2014 huet den Austausch vun der Kommissioun mat de Vertrieder vum Nohaltegkeetsministère stattfonnt. An där Sëtzung si ganz vill Diskussioune gefouert ginn, wou ech just e puer Punkte wéilt ervirhiewen.

D'Notzungspotenzial vun enger méiglecher Fotovoltaikanlag um Daach vun der Infrastruktur wäert nach eng Kéier iwwerpréift ginn. Woubäi awer och déi prinzipiell Fro opgeworf ginn ass, ob de Stat net soll mam gudde Beispill virgoen, wann et sech ëm ëffentlech Bau-

projeten handelt, an net nëmme just no Rentabilitéit soll kucken.

Et ass och iwwer eng elektresch Noutversuergung geschwat ginn. Déi ass séchergestallt.

Et ass och kloer, datt kleng Commercë kënnen entstoen um Site vun der Gare, déi awer nach net definéiert sinn.

Et ass och iwwert den touristesche Volet geschwat ginn, dee fir munchereen interessant geschéngt huet, wou de Ministère awer drop verwisen huet, datt den Tourismus an aner Kompetenze fält an datt hei och d'Stad Lëtzebuerg misst agebonne ginn.

An et ass festgehale ginn, datt véier Persoune fir d'Maintenance an d'Routinekontrollen um Site beschäftegt ginn. Woubäi déi Zuel awer nach kann erhéicht ginn, wann et sech als noutwendeg erweist - haaptsächlech a Spëtzestonnen an och aus Sécherheetsgrënn.

Eng Rentabilitéitsetüd ass net duerchgefouert ginn, well allgemeng d'Kommissioun och der Meenung war, grad wéi den Här Minister, datt ee bei ëffentleche Servicer net soll iwwer Rentabilitéit schwätzen.

Well d'Lifter de Flux vun de Passagéier effikass géréieren, esou wéi et elo virgesinn ass, ass et och net méiglech, ee vun den dräi Lifter ze supprimëieren, och wann de Projet doduerch géif méi bëlleg ginn. Et ass och wichteg, datt de Flux vun de Passagéier richteg organiséiert ass.

Dëse Projet gehéiert an de Kader vun den Équipementer, déi vun ëffentlechem Intérêt sinn. Dowéinst muss keng Modifikatioun vum PAG vun der Stad Lëtzebuerg erfollegen.

A schlussendlech huet d'Kommissioun zur Kenntnis geholl, datt d'Trape laanscht de Site just fir Noutfäll geduecht sinn an net zu Bewegungszwecker. Dat heescht, se sinn net geduecht fir do erop- an erofzelafen an der Fräizäit. Ëmsou méi, well d'Spadséierweeër duerch d'Natur erhale wäerte bleiwen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir weider Detailer verweisen ech op d'Dokument vum Gesetz, wat sämtlech Pläng, Grafiken, technesch a finanziell Detailer vum Projet enthält. Domat hätt ech meng Aarbecht als Rapportrice vun direkt zwee Gesetzesprojete schonn ofgeschloss a soen Iech Merci, datt Der ganz interesséiert nogelauschtert hutt - jiddefalls déi, déi heibanne waren.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. An dann hätt direkt d'Wuert den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Claude Wiseler vun der CSV.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Den Tram, dat ass jo eng laang Geschicht. D'Madame Lorsché huet se elo beschriwwen an ech soen hir och Merci fir de Rapport vun deenen zwee Gesetzer, och fir den Exposé hei. Ech woen elo net, iergendee Komma un där Geschicht do ze änneren a se nach eng Kéier ze widderhuelen. Déi Zäit wëll ech effektiv probéieren, fir iwwert déi ganz Problematik vun der Mobilitéit, vum Verkéier a vun deene Schwieregkeeten, déi mer hunn, ze schwätzen.

Den Tram ass jo och e besonnesche Sujet, en fin de compte, ëmmer an deene leschten zéng, 20 Joer gewiescht. A jiddwereen huet am Fong, wann een iwwert den Tram schwätzt, esou seng Geschichtchen dozou ze erzielen. Déi eng, déi iergere sech, wa se sech un d'Zäit erënneren, wou se mam Vëlo op de Schinnen hänke bliwwe sinn an ëmgefall sinn. Déi aner, déi erklären an erzielen der aus hirer Studentenzäit, wou dat flott war, mam Tram ze fueren.

Déi aner, déi erzielen, wéi et awer an de 50er, 60er Jore modern war, fir den Tram ofzerappen, well en am Fong guer net méi an d'Zäitbild nach an d'Stad gepasst huet. An déi aner ziele mat enger gewëssener Nostalgie, wéi se als Kanner mam Tram duerch d'Stad gefuer sinn, d'Bomi besichen oder wien och ëmmer.

Jiddwereen huet seng Geschicht ze soen, mä haaptsächlech wat ee feststellt, dat ass, datt keen am Fong keng Relatioun zu deem Sujet huet. Ob et eng negativ oder eng positiv ass, se beréiert iergendwéi jiddwereen. An et beréiert een, datt een ëmmer eng Diskussioun, wann een iwwert den Tram schwätzt, kritt, wat eng Diskussioun mat Gefiller ass. Se ass ni ganz neutral. A well et eng ass mat Gefiller, ass et ganz oft eng irrationnell Aart a Weis, fir driwwer ze schwätzen.

Selte gëtt vun den Zuele geschwat. Selte gëtt vun de Folge geschwat. An déi Aussoen, déi ee kritt, déi si ganz schwiereg unzepaken, well se eben haaptsächlech aus enger Gefillswelt stamen, well se haaptsächlech aus dem Bauch kommen a well se net rationnell sinn. An duerfir prêtéiert sech dee Sujet och esou gutt en fin de compte zur Polemik. Well en alles zouléisst. Well e mat de Gefiller spillt am Fong, andeem ee sech ganz oft op dat Rationnellt misst zréckzéien, fir ze soen: Wat ass dann elo d'Wierklechkeet, wat hu mer draus a wat hu mer net draus?

Ech hat, wéi ech deen Dossier iwwerholl hu virun enger Rei Joren, ni am Fong e staarke Bezuch zum Tram. Ech soen dat och ganz kloer a ganz däitlech hei. Ech war keen „Tramsfetischist", an anere Wierder. Ech muss souguer éierlech soen, datt ech ufanks vun de Joren 2000, déi Zäit, wéi ech an der Stad Lëtzebuerg Schäffe war, och zu engem Skeptiker deelweis gehéiert hunn, dee räsonéiert huet mat en fin de compte Argumenter, déi engem ganz oft, och haut nach, de bon sens schéngen.

Fir ze soen, mä dat do ass awer e schrecklech deiert Investissement. Ass et jo och. Fir ze soen, datt et en fin de compte extrem onflexibel ass. Hätte mer net besser e Bus ze maachen? Well wann s de bis Schinnen am Buedem leien hues an du wëlls duerno eng aner Spur maachen, jo, da kriss de se jo net méi ëmgebaut, dann hues de esou vill investéiert, du muss erëm esou vill ewechrappen. Dat si jo och Argumenter.

Ech ka mech erënneren, datt ech esou geduecht hunn. Et sinn och Argumenter, déi jo haut nach oft gebraucht ginn an déi och en fin de compte verständlech sinn. Well et jo eng Fro ass, déi ee sech muss stellen.

Et ass och ëmmer d'Fro, déi ee sech gestallt huet: Ass den Tram a senger Onflexibilitéit, an der Aart a Weis, wéi e muss gebaut ginn, an enger Festungsstad wéi d'Stad Lëtzebuerg dann dat richtegt Bewegmëttel? Si mer net agëenkt an där Stad, wou mer sinn, mat..., mir hunn net méi Raum, mir hunn e grousst Lach an der Mëtt vun der Stad, dat déi zwee Deeler vun der Stad trennt - ass et dat Richtegt, fir just mat esou engem am Fong onflexibele Mëttel dohinner ze fueren?

Sinn déi Aarbechten, déi mer maachen, fir den Tram hinzekréien, mat all deene Problemer, déi se am Trafic stellen, dann ze bewältegen? Gi mer eis do net enorm Problemer sichen? Hu mer net duerch all déi Schwächten, déi mer duerch de Fait, datt mer kee BTB konnte baue sengerzäit, Décisioun 2004 oder 2005 - Dir hutt et virdru gesot -, hu mer do net iergenden Zuch verpasst? An hu mer net nëmmen e Projet hei mat ganz ville Schwächte kritt?

Ech soen, ech hunn déi Froe jo vill misse sengerzäit stellen, kréie se och haut nach gestallt. Duerfir verstinn ech, datt een déi Froe stellt. Mä ech mengen awer, datt ee se muss op eng rationnell Aart a Weis ugoen.

Wéi ech da spéider d'Responsabilitéit vum Transportdepartement iwwerholl hunn, hunn ech probéiert, mer am Fong net d'Fro méi esou ze stellen - net d'Fro méi ze stellen, sinn ech fir oder géint den Tram? -, well ech en fin de compte fonnt hunn, datt déi do vereinfacht Fro, fir oder dergéint sinn, am Fong guer net déi richteg Fro ass, déi ee sech sollt stellen. Well dat net d'Fro ass, déi ee muss beäntwerten.

D'Fro, déi ee muss beäntwerten - an dat war dat, wat ech och sengerzäit als Optrag vum déizäitege Statsminister krut -, dat ass déi: Mir hunn e Verkéiersproblem hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn e seriöe Verkéiersproblem zu Lëtzebuerg. Vläicht net onbedéngt an der Stad. Duerch eng ganz Rei Phenomeener verlagert e sech ronderëm d'Stad. Mä mir hunn e seriöe Verkéiersproblem am Land. Zwar net iwwert de ganzen Dag, mä moies an owes. An do hu mer awer e seriöe Verkéiersproblem. An d'Fro, déi ee sech huet misse stellen, dat ass net déi fir oder géint den Tram, mä dat ass déi Fro: Wéi ginn ech dee Verkéiersproblem un? A wat setzen ech en place, fir déi Schwieregkeet, déi mer wierklech hunn, ze léisen?

An dat ass keng kleng Schwieregkeet. Quitte datt ech muss soen, wann ech eis vergläiche mat anere Stied, mat anere gréissere Stied, eis Problemer nach relativ ze kucke sinn, mä trotzdeem si se do. A si hunn en Afloss op eis Liewensqualitéit evidenterweis a si hunn evidenterweis och en ekonomeschen Afloss op eis Kompetitivitéit. Brauchs de eng hallef Stonn, eng Stonn, fir op deng Aarbechtsplaz ze kommen an duerno erëm heemzekommen, da bass de wesentlech manner attraktiv, wéi wann dat op eng bëlleg, schnell Aart a Weis ka geschéien.

D'ailleurs, déi Zäit war genau dee Ministère, deen elo haut weiderexistéiert, vum Développement durable zesummegestallt ginn, an där Form, déi en elo huet, well en d'Méiglechkeet huet, fir déi do Fro an all hire Facetten ze stellen a fir ze probéieren, eng gesamt Äntwert an engem Konzept ze kréien, wou all Elementer géifen zesummegefouert ginn.

D'ailleurs huet ee sech och missen d'Fro stellen, fir dee Problem ze beäntwerten, déi doranner bestanen huet, fir sech emol ze froen: Wéi ass dee Problem dann iwwerhaapt entstanen, dee mer konnten hunn?

An d'Äntwert dorop war relativ kloer: Mir hunn an deene Joren, an den 90er Joren, an de Joren 2000, eng enorm Croissance gehat. Mir sinn haut zu 540.000 Awunner. Ech ka mech nach un déi Zäit erënneren, wéi ech méi jonk war, wou Lëtzebuerg aus 350.000, 360.000 Awunner eng laang Zäit bestoung. An dee Rhythmus, wéi dat an deene leschten zéng, 20 Joer an d'Luucht gaangen ass, ass jo trotzdeem awer enorm gewiescht.

Plus 6.700 Awunner d'Joer an deene leschten zéng, 15 Joer an der Moyenne, ass jo eng enorm Croissance. En Emploi vun 10.000 ronn d'Joer méi, während zéng, 15 Joer, ass jo awer en enorme Wuesstum. An dat huet sech zesummegestallt aus engem Drëttel Résidenten an zwee Drëttel Frontalieren.

A wann ech elo der neier Regierung hir Zuele kucken, déi se am Budget ausgedréckt huet, wat d'Perspectives financières sinn, da soen ech, datt am Fong de ganze Modell, deen och vun där neier Regierung elo als Perspektiv gestallt gëtt fir dës Legislaturperiod bis '18, genau déiselwecht Croissance weiderféiert.

Dat bréngt mech just zur Konklusioun, datt en fin de compte déi Perspektiven, notamment, déi s de an der Mobilitéit ze léisen hues, déi Froen, déi s de der ze stellen hues an ze léisen hues, an deemselwechte Rhythmus weider wäerte goen.

Dee Wuesstum, et ass geplangt, wann ech déi Zuele richteg gelies hunn, datt mer 2018 en fin de compte mat quasiment 600.000 Awunner hei am Land rechnen, wann déi Croissance esou sollt weiderlafen, wéi déi Zuelen et am Budget weisen. Jo, da musse mer natierlech och dee Mobilitéitsmodell esou virgesinn, datt dat, wat mer brauchen, fir eise Budgetséquiliber, eis Sozialsystemer oprechtzëerhalen, fir dat och mobil ze halen. Maache mer dat net, hu mer natierlech e Riseproblem.

Wou ass dann d'Realitéit gewiescht? Mä d'Realitéit, dat ass déi, datt mer haaptsächlech all Dag rise Frontaliersstréim hunn, déi an d'Land erakommen an déi op d'Stad Lëtzebuerg konvergéieren, op där enger Säit, an op där anerer Säit, datt mer eng diffus Urbanisatioun hei zu Lëtzebuerg hunn, déi och dorobber ziilt, alles moies op d'Stad Lëtzebuerg konvergéieren ze loossen an owes erauszefëieren, zentral an d'Stad also.

A wann een da seet, wéi et oft an den 90er Joren oder an de Joren 2000 gesot ginn ass: Mä et ass dach einfach, mir mussen den ëffentlechen Transport méi promouvéieren, dann halen d'Leit op, mam Auto ze fueren an dann huele se endlech de Bus oder den Zuch, da sinn eis Problemer geléist; dat kléngt jo gutt, awer nëmmen déi éischt 30 Sekonne kléngt et gutt.

Well wann een dat wéilt maachen, haaptsächlech moies oder owes, dann ass et natierlech total onméiglech, well eisen ëffentlechen Transport zu deeneselwechten Zäite wéi eis Autobunnen an eis Stroosse strubbelvoll ass. A wéi do näischt méi weidergeet, ass den ëffentlechen Transport, ob dat elo Bus ass oder ob dat Zuch ass, och iwwerfëllt, rammelvoll an et kënnt kee méi dran an et kann net méi gebraucht ginn.

Also ass et evident, datt, wann een dat wëllt erreechen, een enorm Efforte muss maachen ausserhalb vun der Stad - an dat huet emol näischt mam Tram direkt ze dinn! -, ausserhalb vun der Stad, fir en ëffentlechen Transport kompetitiv ze kréien. Déi Programmer sinn am Mobilitédurables-Kontext entwéckelt ginn. Déi nei Regierung huet dat och tel quel iwwerholl. An déi Budgetspropositiounen, déi fir d'Joer 2015, an de Pluriannuel, dee fir déi Joren duerno virläit, spigelt dat och zréck.

Déi grouss Strecke wéi Klengbetten op Bréissel, déi grouss Strecke wéi Péiteng an d'Zweegleisegkeet, déi eng Verdueblung vun den Zich an der Utilisatioun och mat sech bruecht huet, déi Strecke wéi Däitschland op Waasserbëlleg, wou och elo d'Zweegleisegkeet ugefaangen huet, wou mer souguer d'accord waren, fir op Igel an Däitschland d'Zweegleisegkeet ze bezuelen, well mer just dee Problem do wollten an de Gréff kréien, och déi Beetebuerger Streck, wou jo elo, wann ech mech gutt erënneren, de Gesetzesprojet déposéiert ass, fir se weiderzebauen, sinn a sech Beispiller an de Bewäis derfir, datt jiddwereen d'accord ass, datt déi Mobilitéit, déi ëffentlech Mobilitéit duerch d'ganzt Land, an haaptsächlech op deenen do Strecken, muss ausgebaut ginn. An derbäi kënnt dann natierlech dee ganze System vu Busspuren, déi Reorganisatioun vun de Bussystemer, déi ugeplangt ass, déi soll gemaach ginn.

A mir hunn och festgestallt, datt all Kéiers dann, wann een am ëffentlechen Transport eng Capacitéit bäisetzt, dat net nëmmen eng Capacitéit ass, déi einfach bäigesat gëtt an dann dosteet, ouni datt se gebraucht gëtt, mä datt den Effekt immédiat ass. Esou sinn an deene Jore virdrun, wann ech elo d'Zich kucken, am Internen Augmentatioune geschitt vun der Capacitéit, Zich bäigesat ginn, an direkt sinn d'Zuele vun de Leit, déi e gebraucht hunn, ëm 23% gestiegen, a bei de Frontaliere souguer ëm 37% innerhalb vu fënnef Joer. Datselwecht gesäit ee bei de Bussen, wou innerhalb vu fënnef Joer den RGTR mat der Augmentatioun vun der Offer direkt d'Demande nokomm ass an zu 37% méi Leit transportéiert.

E Bewäis also, datt, wann een en effikassen ëffentlechen Transport dohinnersetzt, dee qualitativ gutt ass, dee fonctionnéiert, da gëtt en och gebraucht. Da gëtt en och gebraucht an d'Leit huelen en, well se e wëllen. Mä e muss natierlech da qualitativ gutt sinn an en däerf net och am Stau stoe respektiv mat Panne belaascht sinn. Well kënnt dat vir, da gëtt en net gebraucht.

An natierlech ass et och esou, datt déi nei Garë mussen duerfir gebaut ginn, ob dat elo Belval, Ettelbréck, Zens, Arrêt Pont-Rouge, multimodal ass. Multimodal Garë mussen iwwerall hikommen, fir dee System do fonctionnéieren ze loossen.

An ech soen awer gradesou gutt hannendrun, datt dat och fir eis heescht, datt de ganze Stroossesystem an dat ganzt Netz vu Stroossen och muss ausgebaut ginn. Well och wa mer ganz vill Leit op den ëffentlechen Transport kréien, da brauche mer nach den Ausbau vun engem Stroossennetz, ob dat elo eng Zweemol-dräi-Autobunn vun der A3/A6 ass, ob dat de Boulevard de Merl ass, ob dat de Contournement vun Zéisseng ass, ob dat déi Stroosse sinn, déi am Norde ronderëm d'Nordstad, ronderëm Ettelbréck respektiv eng Zwee-mol-zwee-Spuregkeet vun der B7 an dann och en préparative vun deem, wat hannendru bei der N7 kënnt, dat awer à longue perspective..., datt dat awer och wichteg Elementer sinn am grousse Ganzen, fir e Mobilitéitskonzept an Zukunft ze gestalten.

Déi Fro, déi sech da gestallt huet, dat ass, datt natierlech dat nëmme kann an e Konzept gesat ginn. An ech hunn elo dat laang développéiert. Dir kënnt soen, elo huet en net iwwert den Tram geschwat. Mä ech wëll awer kloer an däitlech soen, datt fir eis dat ganzt Konzept, och d'Mobilitéit an der Stad Lëtzebuerg, an engem Ensemble muss gemaach ginn an datt eng Mobilitéit an der Stad Lëtzebuerg, ob se mat Tram oder iergendeppes aneschters gemaach gëtt, strictement kee Sënn huet, wa mer et net fäerdegbréngen, déi grouss Stréim, déi mer brauchen an déi all Dag an d'Stad kommen, ze kanaliséieren an ze organiséieren.

Mä déi Stréim hunn awer natierlech och guer kee Wäert, wa se un der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg ophalen a wa mer dann net wëssen, wéi mer d'Feinverdeelung an der Stad solle maachen.

An dat Ganzt geet nëmmen zesummen. Kréie mer dat Konzept net iwwert d'ganzt Land an deelweis souguer iwwert d'Grenzen eraus, huet en Tram oder iergendeppes anescht strictement kee Sënn. A setze mer en Tram oder en Héichcapacitéitsbus dohinner an d'Stad a maache mer dat anert ronderëm net, also, ça ne sert à rien. Et ass nëmmen den Ensemble, et ass nëmmen d'Mobilitéitskonzept a sengem Ensemble an an all senge Facetten, wat zielt.

Wann een dann elo kuckt d'Fro vun der Mobilitéit an der Stad Lëtzebuerg an et gesäit een, wéi déi haut organiséiert ass, a mat allem gudde Wëlle vun deene Leit, déi se sengerzäit virun zéng, 20 Joer organiséiert hunn an déi och e Konzept entwéckelt hunn, wat sengerzäit net falsch war, mä wann een haut kuckt, wat fir Belaaschtungen an d'Stad Lëtzebuerg lafen, dat stäreférmegt Zesummefëiere vun de Bussystemer, wou quasiment alles duerch d'Nei Avenue oder duerch de Boulevard Royal féiert, wou mer effektiv ze vill eidel Busse momentan fueren hunn, mä et ass net de Leit an et ass net de Bussen hir Schold, et ass dem Konzept seng Schold, wat elo en fin de compte awer eng ganz Rei Bussen eidel fuere léisst, well wa se iergendwou Leit hibréngen, musse se och zréckfueren, soss mécht dat Ganzt jo kee Sënn.

Mir hunn elo eng ganz Rei Stauen, och well mer eben déi Zentralitéit do hunn, well alles iwwert d'Gare och leeft a well och eis zentral Gare, wat déi eenzeg grouss Statioun ass hei an der Stad, fir eran an eraus op den Zuch ze klammen, well déi, och wa mer se nei gebaut hunn, och wa vill Capacitéit derbäikomm ass, och wa se vill méi schéi ginn ass, awer vun der Gréisst net genügend grouss ass, fir am Fong

deene Besoinen ze entspriechen, déi déi vun haut sinn.

Dat bedeit, datt evidenterweis méi wéi eng Gare muss an d'Stad kommen. Ob dat elo Hollerech ass, ob dat Zens ass, ob dat Houwald ass, ob dat den Arrêt Pont-Rouge ass oder ob dat d'Gare centrale ass, mir brauchen der eng ganz Rei a mir mussen d'Verdeelung vun der Verdeelung maachen.

Mir musse kucken, dat ass mer och evident, esou mann wéi méiglech Bussen, déi näischt an der Stad verluer hunn an haaptsächlech net op der zentraler Achs eppes verluer hunn, guer net an d'Stad méi eranzebréngen. Duerfir mengen ech, datt mer den RGTR effektiv mussen, esou wäit et méiglech ass, un der Peripherie vun der Gare stoppen.

Evidenterweis musse mer eng Rei Opfangparkingen hunn a se stinn am Gesetzesprojet respektiv am Rapport nach eng Kéier opgezielt. Mir mussen eben déi noutwendeg Capacitéit op deene richtege Strecke schafen.

Duerfir war evidenterweis sengerzäit, wéi déi Décisioune geholl goufen, och fir mech d'Fro: Jo, wat fir eng Mëttel setze mer dann elo an? A wat ass de Besoin vun der Stad Lëtzebuerg? An do muss een och ënnerscheeden, well ech hunn och déi Etüde vun der ADR eng Kéier gekuckt, wéi si d'Analys maachen, wéi ee vun engem Quartier an deen anere Quartier kënnt. A mengen Ae kann een net alles matenee verwiesselen.

Et ginn zwee Systemer, déi mir an der Stad brauchen: Mir brauchen evidenterweis och nach an Zukunft fir jiddwereen hei e System vun der Stad Lëtzebuerg selwer, deen d'Mobilitéit tëschent de Quartieren ausmécht. Dat ass och zu engem groussen Deel der Stad Lëtzebuerg hir Responsabilitéit, fir dat ze maachen.

An dann niewendru brauch een awer och e System, wéi en dann och ëmmer ass - wéi en dann och ëmmer ass! -, e System mat enger grousser Capacitéit, deen all déi Pendler kann duerch d'Stad verdeelen, eng Feinverdeelung an der Stad ka maachen. An déi zwee Systemer mussen niewentenee lafen, well se ganz anere Besoinen, ganz aneren Demanden entspriechen.

Déi Rechnungen, an ech maachen elo hei keng Calculen, well ech si sécher, datt den Infrastrukturminister eis déi Zuelen nach eng Kéier wäert am Detail nennen, mä et ass kloer sengerzäit an de Calcule gewiescht, datt den aktuelle Bus an de Capacitéiten net süffisant war, an datt och e Grousscapacitéitsbus, esou wéi en dann zu Metz ass respektiv an anere Stied, einfach, wann een de Calcul mécht vun de Capacitéiten, net duergeet fir déi Besoinen, déi mer haut hunn.

Well du kanns jo net all fënnef Sekonnen ee fuere loossen! An an enger Sécherheet vun enger Exploitatioun vun engem Bussystem ass dräi Minutten oder zwou Minutten de Maximum. Wann s de dat rechens, huet en nëmmen d'Halschent vun der Capacitéit vun deem, wat en Tram huet.

An da gesinn ech awer verschidde vun deene Leit, déi sech als Expert elo bezeechnen a Bréiwer schreiwen, déi soen: Majo, et ass jo kee Problem, mir hunn absolut genügend Capacitéit, wann s de en Zweegelenkbus all 30 Sekonne fuere léiss. Also kuckt eng Kéier, wat dat gëtt, all 30 Sekonnen en Zweegelenkbus fueren ze loossen! Mir kommen net weider an d'ganz Stad ass sécherlech blockéiert. Duerfir sinn ech, en fin de compte, zu där Konklusioun komm, datt déi eenzeg Capacitéit déi vun engem schinnegebonnene Mëttel ass.

An dann d'Fro vun der Flexibilitéit, déi eng berechtegt Fro ass an déi jo och aliicht, well et ass manner flexibel, en Tram, et ass evidenterweis manner flexibel. Mä d'Fro war ëmmer: Wou brauche mer da Flexibilitéit? A brauche mer déi Flexibilitéit? Well wat musse mer mat deem Tram maachen? Mir mussen en fin de compte d'Leit dohinner bréngen, wou se schaffen.

Se schaffen um Kierchbierg, se schaffen um Findel, se schaffen op der Gare, se schaffen an der Haaptstad a se schaffe schlussendlech och nach um Ban de Gasperich. Do schaffe se, do musse mer d'Leit hikréien. A mir huelen net de Kierchbierg a mer setzen en op eng aner Plaz. Mir brauchen also een Deel vun där Flexibilitéit sécherlech net, well mer ganz genau wëssen, wou d'Aarbechtsplaze sinn. An an deenen nächsten 20, 30 Joer wäerten d'Aarbechtsplazen do sinn an néierens anescht.

An dann och déi Diskussioun, déi mer haten iwwert dat Ënnerierdescht, wëll ech net méi drop zréckkommen. Dat ass sécherlech eng Fro vum Präis an och vun der Exploitatioun, déi fir esou eng Stad net sënnvoll erschéngt.

Ech mengen, déi Diskussioun vum Mettis zum Beispill ass awer eng ganz interessant Diskussioun, déi awer ze féieren ass. An dat ass och a mengen Aen en extrem sënnvollt Transportmëttel. Mä do agesat, wou et de Capacitéiten entsprécht an enger Peripherie vun der Stad, wou mer en eventuell kënne brauchen, do entsprécht en de Capacitéiten, déi een effektiv kann huelen. An do muss ee sech iwwerleeën, ob een net esou e Mëttel asetzt.

A wann een elo kuckt, wat déi Mobilitéit en fin de compte als Käschtepunkt huet. Et gëtt jo och gesot: Den Tram ass deier! En ass och deier, en ass wierklech deier. Sou! Elo soen ech, wann ech awer dat vergläiche mat all deem Käschtepunkt, deen déi Mobilitéit brauch an deenen nächste Joren, mat all deenen Investissementer, déi musse gemaach ginn, ass et awer nëmmen - ech wëll net soen, e klengen Deel, well do géif ech iwwerdreiwen -, mä ass et awer nëmmen een Deel dovunner.

Mä e kann awer och nëmme verstane ginn an deem ganze Komplex. An datt och haut gläichzäiteg den Arrêt Pont-Rouge gestëmmt gëtt, fannen ech a sech eng positiv Saach, well dat Ganzt ergëtt an engem Ensemble Sënn.

Sou, doraus ergëtt sech, datt d'CSV-Fraktioun dee Projet wäert stëmmen, souwuel deen ee wéi deen aneren. Mä ech sinn awer nach net fäerdeg mat menger Ried, well ech hunn nach eng ganz Rei Saachen trotzdeem do hannendrun ze soen.

(Interruption)

Bis elo war et gutt, jo, fir déi gréng.

Neen, fir elo, ech wëll probéieren awer och wierklech déi Froen, déi mer hunn an déi mer eis stellen, och nach eng Kéier hannendrun ze soen. Mir hu virun e puer Deeg, et stoung an der Zeitung, d'Dier geklaakt vun enger Kommissiounssëtzung. Déizäit ass eis gesot ginn, virun e puer Deeg: Et ass jo net seriö, hei gëtt Zickzackkurs gemaach, et gëtt eis reprochéiert, fadenscheineg Grënn ze sichen, fir géint den Tram ze sinn, mir sinn onverständlech a kontradiktoresch. D'Madame Lorsché huet gesot, et wär total kontradiktoresch, deen ee Projet ënnert der Rouder Bréck ze stëmmen an dann eventuell géint den Tram ze sinn.

Ech soen Iech just: Mir hunn Iech elo gesot, wat eis Attitüd zu deem engen an zu deem anere Projet ass. Mä esou Argumenter ze gebrauchen, en Arrêt Pont-Rouge ass gradesou sënnvoll an huet och säi Sënn, wann den Tram net uewe fiert. Well fir d'Leit do op enger Gare unzehalen an dann eropzehuelen an an e Bus ze huelen, mécht och absolut Sënn. Ech wëll just soen, et muss een also oppassen, wéi een d'Argumenter gebraucht.

Déizäit ass eis da reprochéiert ginn, mir wären dergéint. Ech hunn Iech elo eis Meenung gesot. Mä ech hätt just gär, wa mer eppes soen, datt och dat, wat mer soen, eis gegleeft gëtt. Mir hu gesot: Mir wëllen net un deem Vote do deelhuelen, net, well mer géint de Projet sinn - an ech widderhuelen et nach eng Kéier -, mä well mer einfach mat der Method, déi sengerzäit gefuer ginn ass par rapport zu de Pétitionnairen, net d'accord waren.

Mir hu virun där Diskussioun mat de Pétitionnairë gesot: Mir hätte gär e puer Deeg Zäit, well mer et logesch fannen, datt mer an eis Fraktiounen zréckginn, fir dat ze diskutéieren, well et e Respekt virun de Pétitionnairë war. Mir hunn dat während der Sessioun gesot heibannen, mir hunn et während der Kommissiounssëtzung gesot, datt mer et einfach normal fannen, datt, wann een esou eng Prozedur erfënnt, fir d'Leit schwätzen ze loossen, fir d'Leit hir Meenung ausdrécken ze loossen, et léisst een d'Leit an d'Chamber kommen, dann ass et net normal, datt ee schonn deen Dag duerno op dem Ordre du jour stoen huet e Projet, wou een direkt seet, e gëtt ofgestëmmt a mer fuere mam Bulldozer derduerch.

(Interruption)

Vläicht wär d'Resultat datselwecht gewiescht, Madame Lorsché. Mä ech fanne just, datt mer hätte misse Respekt hu par rapport zu deene Leit.

An ech soen Iech genau datselwecht, wann elo zwee aner Projete kommen, wann elo de Projet iwwert d'Bourgsse kënnt, wou och eng Petitioun amgaangen ass, wann elo de Projet iwwert de Mariage kënnt, wou och eng Petitioun amgaangen ass. Ech weess net, ob déi alleguer genuch Ënnerschréfte kréien, mä ech soen Iech, wa se genuch Ënnerschréfte kréien, mengen ech, datt et de Minimum wär, datt mer géifen deenen eenzelne Fraktiounen d'Méiglechkeet ginn, doriwwer ze schwätzen, déi Argumenter sech eng Kéier unzekucken an dann nach déi Meenung ze huelen, déi hir ass. Dat ass jo eng ganz aner Fro. Mä sech dann awer auszedrécken an zumindest déi Prozedur seriö ze huelen, schéngt mer de Minimum ze sinn.

Mir hunn och gefrot, datt mer gär hätten eng Ausso vun der neier Majoritéit iwwert d'Aart a Weis, wéi se mam Referendum virgeet. Ech fänken déi Diskussioun elo net nach eng Kéier un, well déi hate mer schonn de Moien an der Kommissioun an do si mer jo e Stéck weiderkomm, soudatt ech net wëll nach eng Kéier dat do soen.

Dat zum Prinzip.

Da bleiwen awer och nach eng ganz Rei Froen op zu dem Projet selwer, déi ech hei wëll am Numm vun der CSV an aller Däitlechkeet stellen a froen.

Dat Éischt, dat ass eng Décisioun vun der Regierung, déi d'Regierung ugekënnegt huet an der Regierungserklärung a wou, wann ech mech net iren, och haut eng Motioun an d'Chamber wäert erabruecht ginn, wat am Prinzip jo och an der Kommissioun schonn duerchgeschwat ginn ass, déi doranner besteet, datt méi schnell déi nächst Etappe solle gemaach ginn.

An ech muss jo soen, an der éischter Approche kann ee jo net dergéint sinn, wa méi schnell e Projet zum Enn soll bruecht ginn, deen eis a priori sënnvoll schéngt. Mir wëllen awer dozou wëssen, an dat ass d'Fro vun der Finanzéierung. Wann een nämlech kuckt, wéi dee ganze Mobilitéitskonzept, wat dat elo a sengen eenzelnen Deeler, indépendant vum Tram, an deenen nächste Jore wäert kaschten, a wann een et da seriö an all sengen Deeler wëllt ëmsetzen, dann, soen ech, ass dat en enorme Batz.

Den Tram eleng, esou wéi en drasteet, wann ech de Budget richteg gelies hunn, da wäert deen 2015 op 87 Millioune kommen, 2016 op 132 an 2017 op 162. Do mussen dann awer déi Deeler ewechgerechent ginn, ginn ech dovunner aus, déi vun der Stad Lëtzebuerg ze bezuele sinn. Op jidde Fall steet et esou an dem Volume II vum Budgetsprogramm.

D'Beetebuerger Streck, déi wäert 2016 30 Milliounen, 2017 70 Millioune kaschten. De Centre multimodal zu Beetebuerg, dee wäert 88 Milliounen 2015, 2016 53 Millioune kaschten. Den Eurocap-Rail 30 Milliounen, d'Sandweiler Streck 20 Milliounen, den Arrêt Pont-Rouge 2016 38, 2017 34 Milliounen.

Wann ee kuckt, wat am Fonds du rail 2013 ausgi gouf, da sinn dat 137 Milliounen Euro. 2014 sinn der 164 virgesinn. A mir ginn am Joer 2015 vun 164 Milliounen op 296 Millioune Previsioun erop. Ech weess, datt déi och net alleguer wäerten ausgi ginn, mä ech soen awer, dee Sprong do ass héich: 2016, 285; 2017, 318. Dee muss de emol nach packen!

An da soen ech, wann een déi do Projeten all wëllt maachen - an ech fannen et noutwendeg, datt mer se all maachen, well se gehéieren all zum Mobilitéitskonzept -, da froen ech mech awer, ob een da soll higoen a probéieren alles esou zesummenzedrängen. Wou hu mer déi Capacitéit, fir dat alles gemeinsam an deeneselwechte Joren ze finanzéieren?

An da soen ech, déi Rapiditéit, mat där elo geschafft gëtt, an do hate mer och schonn eng méi hefteg Diskussioun jo mateneen, ech weess net, ob se haut nach eng Kéier hefteg gëtt, dat gesi mer dann, mä dat ass déi vun der Diskussioun mat de Gemengen.

Ech fannen, datt, wann een déi Planifikatioun mécht vun der zweeter a vun der drëtter Etapp, da fannen ech et logesch, da fannen ech et normal, datt ee mat deene Gemengen, net nëmmen der Stad Lëtzebuerg, mä och déi aner, déi concernéiert sinn, awer eng Diskussioun ufänkt. Datt ee se mat un d'Planifikatioun bedeelegen deet, datt ee mat déi ganz Froe vun den Terrainen a vun den Autorisatiounen au préalable vun Ufank u scho mat hinnen duerchdiskutéiert.

Dat ass awer elo, esou wéi vill Gemenge mer soen, net geschitt.

Mir hunn ëmmer probéiert an deene Jore virdrun, am Kader vu LuxTram, wou d'Stad Lëtzebuerg mat 50% vertruede war, all déi eenzel Froen, all Detailer gemeinsam ze maachen. Ech fannen, datt dat och mat deene Gemenge misst gemaach ginn, déi concernéiert si vun der zweeter an drëtter Etapp, haaptsächlech wann een et wëllt méi schnell maachen.

A schlussendlech, och zu deemselwechte Sujet gehéierend, soen ech, déi Décisioun, déi einfach geholl ginn ass, fir ze soen, datt bei der zweeter an der drëtter Etapp d'Stad Lëtzebuerg haaptsächlech, aner Gemengen och deelweis net brauche mat ze finanzéieren, ass awer fir eis eng Fro, fragwürdeg. Wéisou ass et logesch, datt een Drëttel, zwee Drëttel opgedeelt gëtt bei där éischter Etapp? A wéisou gëllt dat net méi, ass dat onlogesch fir déi zweet oder drëtt Etapp?

Wann da gesot gëtt, mä mat där zweeter an där drëtter Etapp huet d'Stad Lëtzebuerg näischt méi domat ze dinn an ass net direkt concernéiert, da soen ech awer, wann ech kucken am Ban de Gasperich, e grousst Entwécklungsgebitt vun der Stad Lëtzebuerg, wou dee ganze Quartier vu Bouneweg, mam Bouneweger Lycée, de Lycée Vauban, de Park & Ride, eventuell de Stadion, wann en dohinner kënnt, ech weess et net, wou déi awer mat desservéiert sinn, soen ech mer, datt d'Stad Lëtzebuerg awer eminent concernéiert ass.

An datt déi Décisioun, fir hei als Stat alles direkt ze iwwerhuelen, ouni eng Diskussioun mat der Stad Lëtzebuerg a mat deenen anere Gemengen ze féieren, awer fir eis e grousst Fragezeiche stellt a mer domat - ausser Dir bréngt eis elo Argumenter, firwat dat esou ass -, mat där doter Opdeelung net kënnen d'accord sinn.

Mir hätte gär, datt déi Froen au préalable och propper geklärt wären. Bis elo hu mer keng Argumenter héieren, déi eis zu deemselwechten Entschloss bréngen, wéi d'Regierung komm ass.

Wann ech mat de Gemenge mer d'Froe stellen, da froen ech mech: Wéi sinn déi Tracéen, déi elo schonn an der zweeter an drëtter Etapp gemaach ginn, wou ee schonn éischt Pläng huet, wéi sinn déi festgeluecht ginn? Sinn d'Terraine scho kaaft ginn? Mussen déi reklasséiert ginn?

An, mä ech schwätzen awer net gären ze vill iwwert de Fussballstadion, mä trotzdeem, wann ech do d'Pläng gesinn, da gesinn ech awer, an haaptsächlech mat enger Note, déi eis vun engem Bureau d'étude geschéckt ginn ass, obwuel de Minister gesot hat, datt deen Terrain largement géif duergoen a kee Problem hätt, fir sämtlech Installatiounen op deen Terrain ze kréien, stellen ech awer an där Note fest, déi mer vun Iech selwer kritt hunn, datt do déi verschidden Administratioune recommandéieren, d'Stroossen ze réckelen, fir den Terrain e gutt Stéck méi grouss ze maachen.

Ech weess net: Ass dat elo esou? Ass dat net esou? Ech weess jo heiansdo, datt a Rapporte vun Administratiounen a vu Büroe Saache stinn, déi net der Realitéit entspriechen, mä zumindest, wann ech dee Rapport liesen an ech kucken e mat der Ausso vum Minister, ass dat kontradiktoresch. Duerfir ass et fir eis wichteg, och déi do Äntwerten ze kréien.

Dann zréck zum Projet selwer. Et gëtt gesot, et wär elo eng Décisioun geholl ginn tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Infrastrukturminister, fir de System vum Biberonnage ze huelen, aus enger ganzer Rei vu Grënn, well s de da keng..., well d'Elektresch da sech manner gesäit. Du brauchs keng Caténairen opzestellen an dat changéiert d'Bild net vun der Stad.

Ech wëll hei keng technesch Diskussioun, mat kengem vun Iech, féieren, well ech mengen, datt mer alleguer net Techniker sinn, déi elo den Detail kennen. Ech ka mech just erënneren, datt bei all deenen Diskussioune mir konstant gesot gouf, datt déi Technologien do e Fiabilitéitsproblem nach hätten. A wa mer sécher wären, wa mer sécher wëlle sinn, den Tram och esou hinzekréien, datt e fiabel ass, an datt esou mann wéi méiglech Risquen do sinn, datt en en panne fält, da solle mer zréckgräifen op déi Technologien, déi scho jorelaang erprouft gi sinn a wou sech déi Problemer an déi Froen net stellen.

An duerfir war och eng Diskussioun dovunner ausgaangen, datt ee sollt eng aner Technologie huelen, datt een déi ganz sensibel Gebidder vun der Stad wéi d'Bréck zum Beispill, datt een do sollt mat engem Akku-System fueren, fir ze évitéieren, dorobber Caténairen ze stellen, mä fir de Rescht vun den Tracéen der awer ze maachen.

Ech wëll och kee Reliounskrich dorauser maachen. Ech wëll just soen: Sidd Der sécher, datt dat do fiabel ass? Sidd Der sécher, datt dat do kee Problem stellt? Well wann ech déi Décisiounen do ze huelen hätt, dann, muss ech soen, géif ech nu wierklech eng Décisioun huelen, wou ech sécher wär, datt d'Fiabilitéit vun esou engem System och assuréiert wär, a wou mer net, wéi dat a ville Stied, net a villen, mä an enger Rei Stied passéiert ass, déi notamment d'Elektresch duerch de Buedem bruecht hunn, wou déi éischt een, zwee Joer Riseproblemer waren, déi se zwar duerno an de Gréff kruten, mä déi awer do waren an déi d'Kredibilitéit vum Tram sengerzäit a Fro gestallt hunn.

Ech warnen also, Experienzen domadder ze maachen. Ech wëll dat och op eng onpolemesch Aart a Weis maachen, mä trotzdeem, déi do Fro ass eng Fro, déi ee sech muss stellen. Ech weess, datt d'Stadbild vläicht méi schéin ass, wann een et net mécht. Ech wär awer wierklech frou, wa mer och d'Fro vun der Fiabilitéit kloer an däitlech geklärt hätten. Net datt mer a fënnef, sechs Joer, vläicht net méi mir, mä anerer awer dostinn a soen: Hätte mer gewosst, dann hätte mer dat ganz aneschters ugepaakt! Op jidde Fall, dat ass fir eis och e Problem.

Dann deen nächste Punkt, deen ech wollt ugoen, dat ass dee vun der Ausso, déi ech awer elo weider net méi gelies hunn, mä wou ech awer trotzdeem eng Rei Froe wéilt driwwer stellen, vun dem Infrastrukturminister, dee seet, datt - elo stëmme mer jo deen éischte Projet, dat ass de Projet tëschent der Luxexpo oder dem Circuit de la Foire an der Gare -, dee seet, hie géif wëllen 2017 vun deem Projet déi éischt Etapp schonn a Betrib setzen. Do wëll ech just wëssen, wéi en op déi Iddi kënnt a firwat en dat wëllt maachen.

Well dat ass net virgesinn, kloer an däitlech net virgesinn am Gesetzesprojet. An ech si sécher, datt et e Käschtepunkt huet. Well et ass jo net einfach esou, datt s de dann d'Schinne weiderfuere léiss an den Tram dann eemol d'Handbrems zitt an dann erëm zréckfiert. Do musse jo eng ganz Rei Installatioune gemaach ginn, déi erlaben, deen Tram haaptsächlech an enger éischter Etapp emol op enger Zwëschestreck fueren ze loossen. Wou ginn déi gemaach? Wéi ginn déi gemaach? Wat kaschten déi?

An ass dat sënnvoll, fir dat an enger Zwëscheneetapp ze maachen, well et méi deier kascht? An haaptsächlech, well ech elo emol net direkt agesinn, wou dann do den direkten Intérêt ass, well jo en fin de compte den Tram jo haaptsächlech säi Sënn huet, wann en d'Leit do ewechhëlt, wou se ukommen, dat heescht, op der Zentralgare oder um Aldringen oder op der Place de l'Étoile. Do, wou mer am Fong potenziell Ëmsteigeplazen hunn.

A wann een den Tram einfach esou baut dohinner an der éischter Etapp an et huet een net déi Ëmsteigeplazen, jo dann huet en natierlech och net deen Effet. An ech froe mech wierklech, ob dat sënnvoll ass, fir et ze maachen.

Elo kann een natierlech soen, wann den Arrêt Pont-Rouge fäerdeg ass, dann hu mer eng Plaz, wou dropgeklomme gëtt. Mä ech muss awer soen, an der Proportioun vun deem, wat sollt benotzt sinn, wat d'Exploitatioun ass a wat d'Käschte sinn, mä ech kenne se net, fir eventuell dat do a Fonctioun ze setzen, stellt dat eis awer eng ganz Rei Froen. A stelle mer eis d'Fro, ob dat do sënnvoll ass, fir elo haaptsächlech da wëllen 2017 schonn deen Tram do fueren ze hunn. Ech hätt léiwer, e géif ganz fueren an e wär sënnvoll a senger ganzer Exploitatioun.

Eng aner Fro, déi mer eis stellen, dat ass déi vun der Indemnisatioun, déi gemaach gëtt respektiv déi ugekënnegt gëtt bei den eenzelne Commerçanten. Do wollt ech am Fong froen, ob do schonn Detailer bekannt sinn, wéi esou eng Indemnisatioun soll gemaach gi vun dem Stat, vun der Stad Lëtzebuerg.

Mir stellen eis och d'Fro, wéi et soll juristesch ugepaakt ginn. Ass dat schonn diskutéiert ginn? Gëtt dat just eng Indemnisatioun, déi valabel ass fir dëse Projet, oder gëtt et, wat eis juristesch géif sënnvoll a logesch schéngen, wann een et wëllt maachen, en allgemengt Gesetz, wat da fir all Chantieren zielt?

Déi Fro soll gestallt sinn. An do wäre mer och gespaant, fir eng Äntwert ze kréien, wéi wäit schonn d'Reflexioune vun der Regierung an deem do Kontext gaange sinn. Well dat, wann ee mat de Commerçanten hei an der Stad schwätzt, da maachen déi sech all méiglech Zorte vun Hoffnunge respektiv interpretéieren d'Aussoen op eng Aart a Weis, wou vläicht d'Regierung se net wëllt interpretéieren. Mä dat weess ech net. An duerfir wär ech frou, wann ech wéisst, wéi déi Interpretatioun vun der Regierung, respektiv vun der Gemeng, mä dat muss d'Gemeng am Gemengerot maachen, wär.

Schlussendlech stellt sech och d'Fro vum Exploitant, déi fir mech och eng ass, déi muss geléist ginn. Et ass evident, datt muss de GIE LuxTram iergendzwousch eng Kéier an eng SA ëmgewandelt ginn, fir och hir Fonctioune vun dem Exploitant kënnen ze maachen. Mä d'Fro, déi sech awer hannendru stellt, wann de GIE LuxTram eng SA LuxTram ass: Wéi gëtt dann déi Gestioun gemaach? Wie mécht se? Gëtt se ausgeschriwwen? Muss se net ausgeschriwwe ginn?

Do ass eng juristesch Fro, déi sech nach ëmmer stellt. Ech stelle fest, wann ech elo héieren hunn, datt d'Juristen elo enger anerer Meenung sinn, wéi se sengerzäit waren, well ëmmer, esou wäit meng Souvenire reechen, mir gesot ginn ass, datt eng Ausschreiwung noutwendeg wär bei engem Tram. Wann dat elo anescht ass, da géif ech just gär wëssen, op wat fir Argumenter an op wat fir enger Interpretatioun dat berout. An, ech mengen, dat ass awer nach eng Diskussioun, déi wierklech an allem Detail muss gefouert ginn, wien an zu wat fir Konditiounen déi Exploitatioun muss gemaach ginn.

Voilà, ech wollt net méi soen. Ech wollt nach eng Kéier kloer soen, wat eis Positioun ass, datt mer déi zwee Texter stëmmen. Ech wëll awer och hannendru soen, datt mat all deenen Aussoen, déi hannendru gemaach gi sinn, wat déi zweet, déi drëtt Etapp ugeet, respektiv déi gemaach gi sinn, wat d'Exploitatioun ugeet oder d'Aart a Weis, fir et en exploitation ze setzen, meng Fraktioun eng ganz Rei Froen, eng ganz Rei Problemer huet, déi mer hoffen nach kënnen an dëser Enceinte unzeschwätzen an och am Detail duerchzegoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri vun der LSAP.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech der Présidente-rapportrice Josée Lorsché e grousse Merci soe fir hir exzellent Rapporten, déi schréftlech a mëndlech. Ech mengen, déi waren esou komplett, dass ech eng ganz Partie Saachen elo emol wäert ewechloossen, fir mech net permanent ze widderhuelen. An dem Här Wiseler wëll ech, Claude Wiseler, och Merci soen, virun allem fir deen éischten Deel vu sengem Exposé, wou e ganz gutt d'Situatioun hei am Land vun der Mobilitéit reflétéiert huet.

An ech wëll och hei direkt soen, dass mir als LSAP déi zwee Projete vun haut wäerte voll ënnerstëtzen a selbstverständlech och herno matstëmme wäerten.

1992 huet de Mouvement écologique - e puer Saachen dierf ech awer widderhuelen - ...

(Hilarité)

...mat Oekofonds an Tram Asbl eng Etüd ënnert dem Numm „E modernen Tram fir Lëtzebuerg" initiéiert beim Professer Dokter Knoflacher vun der Technescher Universitéit Wien. An ech ka mech nach ganz gutt erënneren, wéi dem Professer Knoflacher säi jonken Assistent, de Lëtzebuerger Ingenieur an heitegen Dokter Romain Molitor, am Neien Theater ufanks '92 hei an der Stad virum volle Sall dës Etüd virgestallt huet.

Dat war déi Zäit net mat Powerpoint an et war net esou evident, mä, wéi gesot, dee Mérite huet déi Etüd gehat, an dat soll een hinnen och zoukomme loossen. An engem gläiche Kontext wëll ech, wéi eis Rapportrice och, eisem fréiere vill ze fréi verstuerwene Kolleeg Marc Zanussi Merci soen, posthum, dass hien hei an der Chamber d'Diskussioun iwwert den Tram initiéiert huet.

Duerno goufe vu staatlecher Säit mat aneren Acteure vill Dokumenter opgestallt, wéi d'Madame Rapportrice dat scho gesot huet, dofir ganz kuerz: Et war LuxTraffic, et war d'BTB 2002, Mobilitéit.lu, Mobil 2020 an dann zum Schluss de MoDu ënnert der Tutelle vun deene jeeweilege Ministere Robert Goebbels, Mady Delvaux-Stehres, Henri Grethen, Lucien Lux an och, wéi gesot, dann zum Schluss dem Här Claude Wiseler, wou den Dossier an all deene Legislaturperioden ëmmer evoluéiert huet.

An et war och ënnert der viregter Regierung vun der CSV/LSAP, wou de fréiere Minister Claude Wiseler dee leschte 4. Oktober 2014 de Projet Tram hei an der Chamber déposéiert huet an iwwert dee mer haut ofstëmmen, an zwar ouni Ëmännerung, trotz senge ville Froen, déi en elo zum Schluss gestallt huet. Mä dass mer e genau esou stëmme wäerten, wéi den Här Claude Wiseler dat an der Chamber abruecht huet, an dat virun allem och am Konsens mat der Stad Lëtzebuerg.

An elo ass et natierlech un eisem neien Nohaltegkeetsminister François Bausch, zesumme mat eiser Stater Buergermeeschtesch, der Madame Lydie Polfer, dee Projet vum Tram an deenen nächste Joren ëmzesetzen. A mir sinn och dervun iwwerzeegt, dass dat, am Zesummespill mat allen Acteuren, hinnen och gelénge wäert.

Här President, dass et vun der Iddi bis zur Ëmsetzung vum Tram 20 Joer gedauert huet, ass, am Réckspigel gesinn, fir eis keen Nodeel, well dee Projet, deen eis haut virläit, e gudde Kompromiss ass tëschent villen ugeduechtene Léisungen. Dofir soll ee sech och elo net bekloen, dass all déi Etüden do kascht hu bis zur Realisatioun, well, ech mengen, bei esou enger Problematik, do gëtt et keng Solution magique.

Als Fallbeispill wëll ech wierklech och nëmmen zitéieren - bon, den Här Wiseler huet dat elo e bësse méi kritesch gesinn, ech gesinn dat e bësse méi positiv - d'Diskussioun iwwert d'Stroumoberleitungen. Mat hire Poteauen duerch d'Stad hu mer elo eng Technik, déi einfach méi flott ass, a wann ee keng Poteauen duerch d'Stad brauch, da soll ee se och net bauen, well dat verbessert d'Stadbild net, fir net ze soen, et verschampeléiert et. Also, ech menge schonn, dass een do soll wierklech an deem Dossier do virufueren, an ech mengen, dass dat eng gutt Saach wär.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Bau vun engem modernen Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg ass an der Lëtzebuerger Verkéierspolitik ganz sécher e Paradigmewiessel, wou niewent Zuch a Bus och elo en Tram zum Asaz kënnt. Dobäi ass awer de modernen Tram vun haut net méi ze vergläiche mam Tram vu fréier, deen 1964 definitiv ausser Betrib geholl ginn ass, well e ganz einfach iwwerall gehënnert huet an net an d'Verkéiersproblematik vun där Zäit méi gepasst huet.

De modernen Tram vun haut, fir effikass virunzekommen, muss op senger eegener Pist fueren, „en site propre", wéi d'Fransousen dat soen, an dat och ganz einfach aus Sécherheetsgrënn vis-à-vis vun deenen anere Verkéierspartner, notamment der Mobilité douce, de Vëlosfuerer an de Foussgänger.

Mä dat neit Gefier ass soss näischt anescht wéi en Tram, an ech wëll dat ganz nüchtern soen: E modernen Tram, wéi en hautdesdaags a ville Stied erëm e Renouveau kritt, virun allem wann een a Frankräich kuckt, wou an deene leschte Joren a méi wéi 20 Stied den Tram erëm agefouert ginn ass - dat einfachst an dat beschte Beispill an dat nooste Beispill ass nach ëmmer Stroossbuerg.

A beim modernen Tram geet et och ëm d'Kreatioun vun engem neie Stadbild. Den Tram gëtt, wéi d'Fransousen dat soen, zu engem „outil d'aménagement urbain", wou eng nei Liewensqualitéit entsteet duerch en neien Aménagement vum Stadbild, e bësse vergläichbar, wéi dat sengerzäit mat dem Schafe vun de Foussgängerzone war.

Dass vum initiale Projet, deen och den Eisebunnsréseau benotze sollt, elo op der Gare Lëtzebuerg de Passagéier ëmsteigt, muss och net zum Nodeel sinn, wann de Wiessel vun Zuch op Tram gutt koordinéiert an zügeg vollzu gëtt. An dass dobäi d'Eisebunn méi Infrastrukturcapacitéite brauch - ech mengen, den Här Wiseler huet och elo déi Chiffere genannt vun de Frontalieren; et sinn der elo bal schonn iwwer 170.000, déi all Dag an eist Land kommen -, ass et och kloer, dass déi Problematik vun der zousätzlecher Infrastruktur fir d'Eisebunn erkannt ginn ass an deelweis och schonn ëmgesat ginn ass vun deene viregte Regierunge wéi, ech zitéieren, d'Duebelgleisegkeet vun der Streck vu Péiteng an d'Stad, d'Verdueblung vun de Capacitéiten op der Nordsäit vun der Gare Lëtzebuerg duerch eng zweet parallell Bréck op der Polvermillen. An da virun allem och déi nei Streck, déi och d'Madame Rapportrice..., de Moien hu mer dat an der Kommissioun duerchgeholl a wäerten dat och da wahrscheinlech elo virun der Vakanz stëmmen.

An da wëll ech och nach zum Schluss op e Projet agoen, dee jo elo am Secteur..., an de Plans sectoriels, pardon, ënnerstrach ginn ass: op der Nordstreck d'Verdueblung vun der Streck tëschent Ëlwen a Clierf.

Dass den aktuellen Deel vum Tram vun der Stater Gare duerch d'Stad Richtung Kierchbierg bis op d'Luxexpo net eleng duergeet, huet LuxTram den 30. Abrëll vun dësem Joer, ënnert der Tutelle vum Ministère an der Stad Lëtzebuerg, an hirer Broschür „Eng nei Visioun vum Tram" dokumentéiert. Fir och all déi Haaptquartiere vun der Stad, wou déi meeschte Leit schaffen, soll den Tram spéider iwwert d'Gare bis op d'Cloche d'Or an iwwert d'Luxexpo eraus vum Kierchbierg bis op de Flughafe verlängert ginn. A spéider souguer, wéi dosteet, bis op Leideleng a bis eventuell an déi zweet Europaschoul Richtung Bartreng/Mamer an de Mamer Lycée.

Här President, de Projet vun haut begräift jo d'Finanzéierung zum Bau vum Tram duerch d'Stad vun der Gare bis op de Kierchbierg bis zur Luxexpo op enger Distanz vu ronn 7,5 Kilometer mat 15 Ëmklammstatiounen. Et geet elo drëm, dass mer ukommen, dass deen éischten Deel vum Projet ëmgesat gëtt.

Heibäi ass et eis wichteg ze soen, dass dee Projet vun der Gare op d'Luxexpo u sech selwer scho voll funktionell ass, an dat an allen Hisiichten, déi un den ëffentlechen Transport gestallt ginn. Kéim et zum Beispill méi spéit oder guer net zu den elo grad ugesprachenen Erweiderungen, zum Beispill duerch finanziell Enkpäss - wat mer net hoffen, mä wéi mer all wëssen, kann dat ganz séier goen oder vill méi séier an eiser globaliséierter Welt, wéi eis dat léif ass, a mir wësse jo alleguer, dass mer dat vun hei aus, vu Lëtzebuerg aus net eleng kënne steieren -, an deem Fall wär de Projet trotzdeem absolut onofhängeg vun den ugesprachenen Extensiounen. Well wann dee Projet net onofhängeg kéint gebaut ginn, wär et net responsabel, esou ee Projet haut hei an der Chamber ze stëmmen an iwwerhaapt unzefänke mat bauen.

De Projet mécht also en soi-même Sënn an ass och zugläich d'Kärstéck, den „maillon essentiel" de la stratégie nationale de mobilité durable, wéi et an der Broschür vu LuxTram steet.

An et ass och gradesou kloer, dass de Projet vum Tram duerch d'Stad e ganz schwierege Chantier gëtt. Do brauche mer eis elo guer näischt virzemaachen. An dat soll een och net verharmlosen.

De Bau en site propre fir den Tram, mat Ausnahm jo vun der Neier Bréck bis op den Hamilius, bedéngt un éischter Stell déi komplett Erneierung vun allen ënnerierdeschen Infrastrukturen. Mir wëssen alleguerten, wéi schwiereg dat ass a wéi schnell a wéi vill dat wierklech indisponéiert.

Hei kënnt et also wierklech op vill gudde Wëllen un, eng exzellent Planung, koordinéiert zügegt Schaffen an och natierlech, wéi et scho gesot ginn ass, eng ganz gutt Kommunikatioun mat alle Partner. Ech denken natierlech do un éischter Stell un d'Geschäftsleit, fir déi et ënner Ëmstänn ganz haart gëtt. Mä ouni Chantiere kann een näischt veränneren. Dofir ass hei wierklech vill gudde Wëlle vun alle Säite verlaangt. Ech halen elo domadder op, well mäi Kolleeg Franz Fayot geet spéider nach eng Kéier op déi ganz Implikatioune vum Tram duerch d'Stad an.

Dowéinst, Här President, wëll ech elo kuerz zu de Käschte vum Projet vum Tram kommen.

De Stat leet bekanntlech zwee Drëttel zum Tram duerch d'Stad bäi an d'Stad Lëtzebuerg een Drëttel. Bei engem Gesamtkäschtepunkt vun 346 Milliounen, ouni TVA, dat sinn der 231 fir de Lëtzebuerger Stat an 115 fir d'Gemeng Lëtzebuerg. Wann een elo d'TVA derbäirechent, kënnt een, wann ech mech net verrechent hunn, op 405 Milliounen. Op déi 7,5 km Tracé gerechent, mécht dat dann e Kilometerpräis vu 54 Milliounen, oder 54.000 Euro pro lafende Meter.

Dobäi sinn natierlech abegraff de Kaf vun 20 Tramsvoituren, de Bau vun de 15 Ëmklammstatiounen an de Bau vun dem Centre de maintenance, also dem Atelier, fir d'Trammen ze ënnerhalen. Dës Chifferen - ech hunn dat e bëssen nogekuckt, virun allem mat de franséische Konstruktiounen - passen duerchaus an de Käschtevergläich mat anere Stied.

Mä trotzdeem sinn dat, an ech mengen, den Här Wiseler hat dat och scho gesot, wierklech héich Käschten. A fir dass et hei zu kengem Déroutage kënnt, wéi mer dat scho bei esou Projeten erlieft hunn, an och wéi een d'lescht Woch dat konnt aus der Press liesen zu Edinburgh, obschonn et do deelweis och vläicht widderspréchlech Informatioune ginn, ech hu versicht mech do e bëssen ze renseignéieren, gëtt geschwat vu Käschte vun 950 Milliounen op 14 Kilometer, dat wären 68.000 Euro op de Meter. Et ass awer hei geschwat gi vun 80.000.

Mä bref, et gesäit een, dass op jidde Fall do de Chantier, wéi seet een, bal duebel esou laang gedauert huet. An aus Erfahrung kann ech och soen, da kascht en och oft duebel esou deier.

Dofir soll een do, mengen ech, och wierklech zügeg dru schaffen. A virun allem géif ech den Här Minister bieden, eis Chamber, sprécher d'Budgets- a Kontrollkommissioun, d'Comexbu, vun Ufank un do mat an de Käschtesuivi méi fest anzebannen an eis och méi en detailléierte Käschtesuivi ze erlaben, wéi dat soss de Fall ass, well dee Projet vun haut jo awer, géif ech mengen, dee gréissten Investitiounsprojet vun deenen nächste Jore fir de Lëtzebuerger Stat gëtt.

Wat elo d'Exploitatioun vum Tram selwer ugeet, ass et jo esou, dass de Groupement d'Intérêt Économique - GIE - vun der LuxTram an eng Société de droit privé transforméiert gëtt an alimentéiert mat ëffentlechem Actionnariat opgedeelt, zu zwee Drëttel vum Stat och dann an een Drëttel vun der Gemeng Lëtzebuerg, an dat soll och fir d'Exploitatioun vum Tram gëllen.

Den Transport public gëtt jo hei am Land vun der ëffentlecher Hand bezuelt, dat am Intérêt général a fir all Mënsch zougänglech, an ass och konform zur europäescher Direktiv 2014, pardon, 2004/17/CE iwwert d'Prozedur vun de Passatioune vun de Commanden am Secteur vu Waasser, Energie, Transport a Postservicer, a wou no Artikel 5.1 den Tram och ënnert de Sercive de transport public gehéiert.

Dat gesot, Här President, wëll ech Iech eng Motioun iwwerreechen..., pardon, Madame Presidentin.

Mme le Président.- Merci.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Et war net gär geschitt. Wéi gesot, Madame Presidentin, wëll ech Iech déi Motioun iwwerreechen, déi vun de Fraktioune vun der DP, déi gréng an och vun eis, der LSAP, ënnerschriwwen ass an d'Regierung heimat invitéiert, de GIE LuxTram an

eng Société de droit privé mat zu 100% ëffentlechem Actionnariat ze transforméieren an d'LuxTram mat der Exploitatioun a mat der Gestioun vun den Infrastrukturen ze beoptragen.

Dat am Sënn vun der Promotioun vum ëffentlechen Transport am Intérêt vun de Clienten, souwuel um Niveau vun der Tarificatioun wéi och dem sougenannten „barrierefräien" Accès fir Leit mat reduzéierter Mobilitéit. Dat Ganzt an aller Transparenz an der Zesummesetzung vun der Sociétéit, an hirem Fonctionnement an an den Décisiounen, déi vun hinne geholl ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance du projet tram, tel que prévu dans la stratégie MoDu, dans le plan sectoriel transport et par le projet de loi 6626, pour le transport en commun au Luxembourg;

- considérant que pour la construction, la gestion de l'infrastructure et de l'exploitation du tram, le projet de loi note que l'État et la Ville de Luxembourg ont prévu de faire évoluer la structure actuelle vers une société de droit privé disposant d'un capital dans le cadre d'un actionnariat public;

- considérant que la société en charge de l'exploitation du tram devra répondre essentiellement aux impératifs d'un service public d'intérêt général de haute qualité et accessible à toutes et à tous;

- considérant que la directive 2004/17/CE relative aux procédures de passation de marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux, inclut dans son article 5.1 le service public dans le domaine du transport par tramway dans son champ d'application;

- considérant que le règlement européen 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs garantit la liberté de choix quant à la façon d'organiser les services publics au niveau national, régional et local;

invite le Gouvernement

- à transformer le Groupement d'Intérêt Économique (GIE) «LuxTram» en société de droit privé disposant d'un capital sous forme d'un actionnariat à 100% public et de confier à cette société l'exploitation du tram ainsi que la gestion de ses infrastructures;

- à garantir la promotion des intérêts des utilisateurs tant au niveau de la tarification qu'au niveau de l'égalité de l'accès pour personnes à mobilité réduite ainsi que la transparence quant à la composition de la société, à son fonctionnement et aux décisions prises par elle.

(s.) Roger Negri, Josée Lorsché, Lydie Polfer.

Madame Presidentin, ech muss soen, e bësse Bauchwéi hunn ech, wann ech drun denken, dass den Atelier vun den Trammen, de Centre de remisage et de maintenance, den CRM, am Gréngewald um Kierchbierg gebaut gëtt an dobäi 4,4 Hektar vum Gréngewald ofgeholzt ginn. A besonnesch, wann ech drun denken, dass d'CFL zu Bouneweg amgaang ass, e fuschneien, deen nach net a Betrib ass, och CRM, also Atelier ze bauen.

Do stellt sech, wann ech dat dierf soen, fir mäin Eisebunnerhäerz awer trotzdeem d'Fro, ob et net méiglech gewiescht wier, dass et zu enger Aart Joint Venture mat den CFL a Saachen Entretien vum Rollmaterial, sprech den Trammen, hätt kënne kommen. Zemools, wann een drun denkt, dass op der spéiderer Extensioun Richtung Houwald via Bouneweg den Tram parallell op e puer Meter laanscht deen neien CFLs-Atelier fuere wäert.

Mä ech weess, Här Minister, Dir hutt mer dat schonn e puermol erkläert, an ech stellen Iech d'Fro zwar elo haut nach eemol, mä Dir braucht mer awer net méi drop ze äntwerten, well...

(Hilarité et interruption)

Jo, neen... Well mir si jo awer kompromissfäeg an dann huele mer dat esou un.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech maache mäi Bescht!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci. Allerdéngs wär ech awer frou, Här Minister, wann Der eis e bësse méi Explikatioune kéint ginn zu de Mesures de compensation am Gréngewald. Ech mengen, Dir hutt eis dat och an der Kommissioun eng Kéier duergestallt, mä et wär wichteg, wann een nach eng Kéier géif dovunner schwätzen. Dir hutt gesot, dass den CR119 duerch de Gréngewald zougemaach gëtt fir den Autosverkéier an awer zousätzlech zwee Hektar nei ugeplanzt ginn. Mä do wär et effektiv gutt an, ech mengen, sënnvoll, wann Der eis do wierklech kéint e bësse méi Detailer ginn.

En anere Punkt, dee mer als LSAP nach wëllen ënnersträichen, ass, dass et zwar fir eis och de Moment evident ass, dass de Projet vun der direkter Zuchverbindung iwwer Lëtzebuerg vun Hamm bis an de Souterrain vun der neier Aérogare um Flughafen net gebaut gëtt aus Käschtegrënn - ech mengen, dat ass ganz kloer -, mä et ass fir eis awer och ganz kloer, dass déi virgenannten Extensiounen elo solle Virrang hunn.

Dat ass kee Problem. Trotzdeem wëlle mer déi Iddi vum direkten Anschluss vun Hamm op de Flughafen à l'horizon 2030 net direkt opginn, well mer trotzdeem der Meenung bleiwen - an, ech mengen, den Här Wiseler hat dat och scho virdrun e bëssen ugedeit -, wann eis Mobilitéitsbedürfnisser hei am Land nach weider steigen, a mir wëssen, dass mer de Moment Riseproblemer hunn, dass dat trotzdeem eng Méiglechkeet wär, fir d'Leit ouni ëmzeklammen op de Plateau vum Findel respektiv Kierchbierg ze bréngen.

An, ech mengen, do soll een och net vergiessen, op der Kalchesbréck an esou weider sinn amgaang vill Aarbechtsplazen niewent dem Findel mat ze entstoen, soudass een am Fong och deen..., hu mer kee Problem dermat, wann de Souterrain vun der Aérogare eventuell elo entre-temps anescht genotzt gëtt, mä mir sollen awer trotzdeem dës Méiglechkeet och do am Souterrain vun der Aérogare net hypothekéieren.

An domat, Madame Presidentin, mat där leschter Bemierkung ronderëm de Plateau vum Kierchbierg a Findel, wëll ech versichen den Iwwergang ze maachen zu dem zweete Projet de loi vun haut, dem Bau, wéi et esou schéin heescht, vun der „Gare Pont-Rouge", dee virgesäit, op der Eisebunnsstreck tëschent Dummeldeng an der Gare Lëtzebuerg en Arrêt ze bauen a vun do aus per Funiculaire d'Voyageuren op de Plateau vum Kierchbierg ze bréngen a vun do aus viru mam Tram, dee jo da wahrscheinlech och a Betrib ass, respektiv Bus op hir Aarbechtsplazen ze bréngen. Och dësem Projet wäerte mir herno selbstverständlech eis Zoustëmmung ginn.

Wann Der erlaabt, wëll ech awer vläicht perséinlech do soen, dass ech 1996 an Zesummenaarbecht mat dem Eisebunner Landesverband, dem FNCTTFEL, eng Broschür ausgeschafft hunn am Kader vun der Analys vu LuxTraffic, wou mer proposéiert haten, genau op där Plaz, ënnert der Rouder Bréck, en Arrêt ze bauen.

An ech dierf Iech vläicht just vun der Säit 2 kuerz zitéieren, wat mer 1996 dozou geschriwwen hunn: „Für die Personen, die auf dem Kirchberg arbeiten, schlagen wir eine Haltestelle von Norden und Süden bedienbar im Dommeldinger Berg..." - also op där Plaz - „... vor. Etwa unter der «Roten Brücke». Dort würde... - hu mer dat déi Zäit genannt - „...ein Großraumlift, wie zum Beispiel auf dem Plateau du Kirchberg (veuillez lire: Plateau du Saint-Esprit), oder eine moderne Zahnradbahn, wie in Paris zum Montmartre, die Verbindung mit dem projektierten Stadtbahnnetz auf dem Boulevard urbain des Kirchberg herstellen, wobei die unmittelbare Nähe der neu entstehenden Museen (Pei und Fort Thüngen) auf «Drei Eicheln» und das Projekt der neu anzulegenden Place de l'Europe mit Konzertsaal und so weiter, nach den Plänen des spanischen Architekten Ricardo Bofill, nicht zu verachten ist. Übrigens könnte man diesen Lift nach unten ins Ortsteil «Pafendall» verlängern und somit einen zusätzlichen Anziehungspunkt für die Stadt Luxemburg schaffen."

Ech mengen, dat war 1996. Dir hutt mer erlaabt, dass ech dat virliesen. Dofir wëll ech wierklech nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Verbindung vun der Nordstreck op de Kierchbierg Sënn mécht. Well se erlaabt, d'Leit direkt aus dem Norden, vun Ëlwen, vun Ettelbréck, aus dem Süden, vun Esch, Beetebuerg, aus dem Südwesten, vun der Eisebunn vu Péiteng, an aus dem Westen, vu Klengbetten, Mamer, Bartreng, an eventuell aus dem Osten, vu Waasserbëlleg via dat virdrun ugesprachent Alzenger Dräieck mëttels dem Pont Arrêt (veuillez lire: mëttels dem Arrêt Pont-Rouge) op de Kierchbierg ze bréngen.

Dee Projet ka jo och, wa mer dat richteg verstanen hunn, relativ schnell gebaut ginn, ouni awer och hei ze ënnerschätzen, dass et e ganz komplizéierte Chantier gëtt, well e keen direkten Accès huet.

Natierlech dreift och hei déi sougenannten „Funiculairesléisung" d'Käschten an d'Luucht. Mä e Projet, dee 6.000 Leit pro Stonn transportéiere kann, justifiéiert deen dach héije Präis, muss ee soen, vu 96 Milliounen Euro.

Mir sinn och dervun iwwerzeegt, dass de Projet vum Arrêt ënnert der Rouder Bréck zu engem Point d'attraction fir d'Stad Lëtzebuerg gëtt, zemools och, wéi gesot, d'Verbindung no ënnen an de Pafendall weidergeet.

Madame Presidentin, als Konklusioun, a fir esou lues zum Schluss ze kommen, geet et bei den zwee Projets de loi vun haut drëms, d'Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren, an zwar nohalteg. Mir striewen hei am Land en „modal split" u vu 75/25. Dat heescht, wann ee Mënsch mam ëffentlechen Transport - Bus, Tram, Bunn - fiert, da fueren nach ëmmer dräi Leit mam Auto.

Dofir geet et och hei net drëms, dass ee Verkéiersmëttel géint dat anert ausgespillt gëtt. De Moment läit den Undeel vum ëffentlechen Transport hei am Land nach ëmmer ënner 15%. Wéi gesot, mir wëllen op 25% kommen. A mir wëssen alleguerte ganz genau, dass mer eis Mobilitéit verbessere mussen, besonnesch an de Stied. Dofir muss den Undeel vum ëffentlechen Transport och do méi héich ginn; ech mengen, hei gi 40% respektiv 50% ugestrieft.

Wa mer dat erreechen, erhéicht dat eis Liewensqualitéit a setzt am Endeffekt och eis Kompetitivitéit als Standuert vun der Stad Lëtzebuerg respektiv vum ganze Land erop. An dofir brauche mir dat gëeegent Verkéiersmëttel fir eng Stad vun eiser Gréisst, déi als Festungsstad sengerzäit gebaut ginn ass, mat deene villen Héichtenënnerscheeder. An do ass d'Léisung ganz einfach den Tram, de modernen Tram, wéi en a ville Stied an de leschte Jore gebaut ginn ass; net méi an net manner.

Mir hunn och all Respekt fir déi vill aner Proposen. An ech wëll dat an aller Sachlechkeet soen, engersäits de Métro, dee proposéiert ginn ass, deen awer virun allem op d'Fro vun den Héichtenënnerscheeder keng zefriddestellend Äntwert liwwert, well en dat net fäerdegbréngt, zum Beispill iwwert den Dall vun der Neier Bréck vun der Gare respektiv an d'Uewerstad do och un Héicht ze gewannen an dann iwwer ganz héich Rolltrapen an esou weider misst fueren, an och, wéi et Richtung Norde géif virugoen, ass relativ onkloer.

Mä, wéi gesot, all Respekt och fir déi Projeten. Datselwecht gëllt e bësse fir Mettis, deen ee wierklech net an der Uewerstad an der Haaptagglomeratioun kann asetzen. An och déi artikuléiert Bussen hunn einfach net déi Capacitéitsméiglechkeeten an den Heures de pointe, fir déi gefuerdert 6.000 Leit pro Stonn ze transportéieren. Dat packt ebe just den Tram als schinnegebonnent Fuerwierk. Do geet et och ëm d'Sécherheet. Dass e Convoi mat 350 Leit exakt um Tracé bleift, geet eben nun emol nëmme mat engem Guidage vu Schinnen.

En dräifach artikuléierte Bus oder e Bus mat Unhänger voll besat, wéi se bis elo duerch d'Stad fueren, ass op senger Limite, an dat a villen Hisiichten. Och fir de Chauffeur, deen d'Responsabilitéit fir déi honnert Leit hannendran, déi en transportéiert, droe muss.

An och déi elo erëm an d'Spill bruechte Seelbunn ass u sech keng schlecht Iddi als Attraktioun fir d'Stad. Se ass „nice to have", eventuell, bon, mä si ass awer keng eescht ze huelend Alternativ, fir d'Mobilitéitsproblemer vun der Stad ze léisen; et geet nämlech net ëm Sightseeing.

Madame Presidentin, zum Schluss gëtt et, wéi ëmmer an der Politik, eng Zäit, fir ze plangen, et gëtt eng Zäit, fir nozelauschteren an ze diskutéieren, an et gëtt eng Zäit, fir ze décidéieren. An deen Dag ass haut komm, no 20 Joer, fir ze décidéieren, en Tram duerch d'Stad ze bauen, fir eis Haaptstad nach méi schéin ze maachen an och gär do ze schaffen an ze wunnen.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Projets de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Villmools Merci, Här Negri, fir déi konstruktiv Interventioun. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen d'Fraktiounspresidentin vun deene Gréngen, d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Alleréischt emol e ganz grousse Merci u meng Kolleegin Josée Lorsché fir hire ganz interessanten a komplette schréftleche Rapport, mä awer och fir hiren exzellente mëndleche Rapport, well et ass sécherlech net einfach gewiescht, fir en Dossier an e Rapport ze formuléiere vun engem Projet, deen dëst Joer seng 20 Joer feiert, vill verschidde Facetten huet an eng impressionnant Biografie.

Et ass awer sécherlech, denken ech, motivant gewiescht, dës Recherchen ze ënnerhuelen, fir den Historique ze tracéieren, wann ee selwer där Partei zougehéiert, déi säit 20 Joer mam Projet Tram identifizéiert gëtt.

Mat villen, an zum Deel ganz kreativen Aktiounen huet déi gréng Partei op d'Noutwendegkeet an d'Plus-value vum Tram opmierksam gemaach, an dat säit 1992. Als onrealistesch, als total iwwerflësseg, als „nice to have", als Verschlechterung vun der Liewensqualitéit, als Autogéigner an nach villes méi goufen dës Aktiounen an hir Iddi betitelt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir hunn als gréng Partei awer konsequent dëse Kampf fir den Tram duerchgezunn, well mir iwwerzeegt woren, schonns gëschter a virgëschter, gradesou wéi och haut, datt dëse Projet net nëmmen eng Verbesserung fir d'Mobilitéit duerstellt, mä och eng Noutwendegkeet fir munch aner wichteg Facteuren.

Do, wou mer an d'Verantwortung komm sinn, sief et op kommunalem Niveau oder wéi elo och op nationalem Niveau, huet de Mobilitéitsprojet mam Tram ëmmer zu onse Knackpunkten an de Verhandlunge gehéiert.

Haut gi mer zou, datt mer méi wéi zefridde sinn, datt esou een ambitiéise Projet zesumme mat allen anere Parteien, bis op eng kleng Sensibilitéit, souwuel op kommunalem wéi och op nationalem Niveau konnt finaliséiert ginn an haut an d'Ëmsetzungsphas geet. An dat ass och gutt esou. Et ass net méi eng gréng Visioun vun engem Mobilitéitsprojet. Et ass haut en duerchduechtene Mobilitéitsprojet vun nationaler, jo souguer vu regionaler Envergure iwwer ons Grenzen eraus.

Mir alleguerten heibannen, bis op dräi Stëmmen, fannen dëse Projet net nëmme sënnvoll, mä absolut noutwendeg. Déiselwecht Ënnerstëtzung fënnt dëse Projet och bei de Stater politesch Verantwortlechen am Stater Gemengerot mat 26 vu 27 méigleche Stëmmen. Déiselwecht Ënnerstëtzung ënnersträicht eng rezent a representativ ILReS-Ëmfro, wou 73% vun de Befrote sech fir dëse Mobilitéitsprojet geäussert hunn.

An dann, an et ass och scho gesot ginn, e Stater Geschäftsverband, dee sech wënscht, de Projet wier léiwer haut wéi muer fäerdeg ëmgesat, net zulescht och, well d'Commerçanten duerch déi méi komplex Phas vum Chantier musse goen. Séier weineg Infrastrukturprojeten hunn esou laang Zäit gebraucht, fir endlech realiséiert ze ginn, mä gradesou wéineg Projete vun esou enger Envergure hu schlussendlech esou eng breet Zoustëmmung kritt.

Dat ass sécherlech och de Mérite vun deenen dräi leschte Buergermeeschteren a Buergermeeschtesch aus der Stad Lëtzebuerg an dem leschten an dësem Nohaltegkeetsminister. Si hunn notamment derfir gesuergt, datt dëse Projet a senger ganzer Komplexitéit, well mir schwätze jo hei bäi Wäitem net nëmme vun engem Tram, mä mir schwätze vun engem komplexe multimodale Mobilitéitsprojet, si hunn derfir gesuergt, datt dëse Projet un all Bierger an un all Biergerin presentéiert ginn ass an erkläert ginn ass. Si hunn onermiddlech all Froe beäntwert an all Suggestiounen analyséiert. Dës breet organiséiert Treffe mat de Bierger a mat de Biergerinnen hu mat Sécherheet derzou bäigedroen, datt de Projet verstane ginn ass an ergo och akzeptéiert konnt ginn. An deen eenzege Regret, dee mir hunn, datt et esou laang gedauert huet, gëtt duerch dës breet Akzeptanz mat Sécherheet och kompenséiert.

Iwwert de Constat si mer ons alleguerte säit enger Zäit eens, iwwert d'Zil plus ou moins och. Et ass de Wee fir dohinner, d'Léisungen zum Problem, déi fir vill Diskussioune gesuergt hunn. Et si vill Optioune presentéiert, analyséiert an duerchgerechent ginn. Et huet och vill Lobby matgespillt.

Et wor munchmol schwéier, eng Léisung ze proposéieren, bei där net onbedéngt den Auto dat Mëttel fir alles wor a wou net onbedéngt ëmmer nëmmen den Auto déi beschte Méiglechkeet wor. Et ass sech och, well mer jo net op enger Insel liewen, am Ausland u verschiddene Modeller vu Mobilitéitsgestaltung inspiréiert ginn. Schlussendlech ass e Modell entworf ginn, deen op déi spezifesch Situatioun hei am Land an an der Groussregioun passt.

Eng breet Akzeptanz, déi sécherlech och doduerch ze erklären ass, well et haut, leider fir bal jiddwereen, evident ass, datt mir am Stau erstécken, datt de Verkéier kollabéiert. Mir sinn haut op engem Punkt ukomm, wou onst Land riskéiert, duerch seng Immobilitéit all positive Standuertfacteur ze vernichten. D'Mobilitéit an engem Land, an enger Regioun, déi sech wëllt wirtschaftlech entwéckelen, en général, an nohalteg wirtschaftlech entwéckelen, en particulier, brauch eng effikass an effizient Offer u Mobilitéit. Dat ass dee wichtegste Punkt vun enger ganzer Rei vu Standuertfacteuren.

Eng Regioun, déi am Stau steet, ka sech net entwéckelen. Eng Regioun, déi haut am 21.

Jorhonnert kee perfomanten ëffentlechen Transport offréiert, ka sech net nëmmen net entwéckelen, mä verléiert carrément all hir Attraktivitéit.

A mir stinn am Stau, Dir Dammen an Dir Häre, 31 Stonnen am Joer sti mir zu Lëtzebuerg an der Moyenne am Auto am Stau. Dat ass bal eng ganz Schaffwoch. Domadder si mer am „top five" vun de Länner, déi am Stau stinn.

Et gëtt eng TomTom-Staustudie vun der Stad Lëtzebuerg, eng zimlech aktuell, déi och beschreift, beweist, datt e Pendler, deen 30 Minutte fiert, all Dag zu de Spëtzestonnen am Ganzen 80 Stonnen am Joer am Stau steet, pro Dag 32 Minutten.

Eng rezent Fuerschungsetüd, déi sech notamment op Verkéiersstéierunge baséiert, déi duerch Navigatiounssystmer gemellt gi sinn, huet ganz interessant Konklusioune virbruecht. Et gëtt nämlech eng kloer Korrelatioun tëschent engersäits Wirtschaftswuesstum an anersäits Verkéiersstau. Mä et gëtt och ee Punkt, wou déi Korrelatioun kippt. Dat heescht, de Wirtschaftswuesstum geet an d'Luucht, de Stau geet an d'Luucht, mä op iergendengem Moment kippt dat, dat heescht, de Stau geet eleng weider an d'Luucht an de Wirtschaftswuesstum stagnéiert.

An, Dir Dammen an Dir Hären, mir si praktesch op deem dote Punkt ukomm! De Stau-Index huet zu Lëtzebuerg am Joer 2013 par rapport zum Joer virdru sech ëm 22% gesteigert.

Do si mir bäi Wäitem déi Éischt am negative Rekord virun Irland mat engem Plus vun 9% an der Schwäiz mat engem Plus vu 7%, woubäi aner Länner wéi zum Beispill Däitschland oder wéi Éisträich, déi och e Wirtschaftswuesstum kënnen opweisen, mä déi sech organiséiert hunn, éier d'Immobilitéit komm ass, mat engem Minus fir Däitschland vun 9% vun 2012 op 2013 a fir Éisträich souguer mat engem Minus um Stau-Index vu 26% verzeechent sinn.

Datt et e Besoin gëtt un enger effikasser Mobilitéit a gläichzäiteg och un engem effizienten ëffentlechen Transport, huet d'Stad Lëtzebuerg dës lescht Jore missen erliewen. E sëlleche Betriber, dorënner och EU-Institutiounen, hu positiv op d'Offer vun engem Mobilitéitspass reagéiert. Dat wor an dat ass och nach haut en fait déi eenzeg sënnvoll Méiglechkeet, déi deene Betriber bleift, fir ze garantéieren, datt hir Salariéen an hir Fonctionnairë gutt a pünktlech op d'Schaff kommen an och gradesou gutt erëm do fortkommen. Dovunner sinn nieft der Uewerstad an der Gare haaptsächlech déi zwee Ballungszentre Cloche d'Or a Kierchbierg betraff.

An deeselwechte Phenomeen huet déiselwecht Stad Lëtzebuerg registréiert bei der Aféierung vum Konzept „Vel'oh!". Mat dësem Konzept huet de Vëlo als déi wichtegst Komponent vun der Mobilité douce eng regelrecht Renaissance erlieft. Dat si knapps eng hallef Dose Joer hier. An obwuel dëse Projet direkt e Risesuccès wor an haut souguer iwwert d'Gemengegrenzen erausgewuess ass, esou wor dee Projet och net onëmstridden am Ufank. Och do sinn zum Deel déiselwecht Argumenter ervirbruecht ginn, déi mer fréier och beim Tram haten: ze deier fir dat, wat et wäert bréngen, onnëtz a stéierend Infrastruktur, Aschränkung vum Auto op der Strooss an nach villes méi.

Trotzdeem huet dës Mobilitéitsoffer direkt gegraff a gëtt vun de Salariéen aus dem Secteur tertiaire an den europäeschen Institutiounen um Kierchbierg massiv genotzt. Moies fir vun der Gare erop an d'Stad a weider op de Kierchbierg an owes fir erëm zréck ass d'Offer vum Vel'oh! ëmmer erëm ze knapp.

Eng rezent Etüd huet och der Stad Lëtzebuerg bewisen, datt fir eng nei Iddi erëm vun zousätzlecher Offer u Mobilitéit, de Carsharing, och e Besoin do ass, an och dat wäert elo erëm geschwënn eng zousätzlech Offer ginn, déi d'Stad Lëtzebuerg an all hiren Offere wäert gläich offréieren.

Vun de Bussen als Offer un ëffentlechem Transport brauche mer hei net méi allze vill ze schwätzen. Ech mengen, entre-temps muss jiddwerengem kloer sinn, datt d'Buscapacitéit méi wéi ausgelaascht ass an d'Bussen oft mat am Stau stinn, och wa si deelweis vu Busspure profitéieren, net nëmme moies an owes, mä oft de ganzen Dag. An de Spëtzenzäiten ass et zimlech désagréabel am Bus. Méi wéi eng Persoun kënnt zu dësen Zäiten net méi an de Bus um Centre Hamilius oder op der Gare centrale eran a muss op deen nächsten oder souguer deen iwwernächste waarden.

Dës kuerz Beispiller aus der Stad Lëtzebuerg, fir ze beschreiwen, wann et dann nach néideg wier, datt, obwuel d'Haaptstad hir Verantwortung zu allen Zäite geholl huet, sech ëmmer erëm de Besoinen u Mobilitéit gestallt huet, si och eng Haaptstad ass, déi elo um Enn vun hire Méiglechkeeten ukomm ass. An domadder och implizit déi verschidde Randgemenge ronderëm ons Haaptstad. Ons wirtschaftlech Aktivitéiten, déi sech praktesch zu 80% an a ronderëm d'Stad befannen, sinn domadder enger substanzieller Verschlechterung vun hirer Aktivitéitsméiglechkeet ausgesat.

An nieft dem Secteur tertiaire, deen ech elo grad beschriwwen hunn, gehéieren zu de Wirtschaftsaktivitéite sécherlech och d'Commercen an d'Handwierk, déi Plazen, wou produzéiert a wou verkaaft gëtt. Do spillt et ëmmer manner eng Roll, datt een direkt virun der Dier eng Parkplaz fënnt, mä ëmmer méi eng Roll, datt een an enger verstänneger Zäit iwwerhaapt emol dohinnerkënnt. De Supermarché op der grénger Wiss muss mëttlerweil och mat dëse Krankheete kämpfen: Stau och um Samschdeg, iwwerfëllt Parkplazen, Parkingen an esou weider. Datselwecht zielt natierlech och fir d'Commercen an der Stad.

Dann nach 200.000 Frontalieren, déi all Dag un dëser Produktioun matschaffen, e puer Dausend Schüler a Schülerinnen, dat ass e groussen Impakt, dee sech net nëmmen an der Stad, mä an der ganzer Zentrumsregioun an doriwwer eraus bemierkbar mécht.

Dozou musse mer nach d'Touriste rechnen, déi och zum Wuelstand vun onsem Land bäidroen. Och fir d'Touristen ass eng gutt an eng flott Mobilitéit e wichtege Standuertfacteur. Wann Dir Iech an d'Haut vun engem Tourist versetzt, verstitt Der direkt, op wat hie wäert opmierksam si beim Choix vu senger Destinatioun.

An dann als Stater Biergerin a Gemengeresponsabel kommen ech net derlaanscht, och hei op d'Ëmweltfacteuren a virun allem op d'Gesondheetsfacteuren anzegoen. Well dee ganze Mobilitéitsprojet huet sécherlech eppes mat Mobilitéit ze dinn, huet sécherlech och eppes mat der Wirtschaftsentwécklung ze dinn, mä en huet och mat Gesondheet a mat Ëmwelt ze dinn. An och dat, grad wéi den Här Wiseler et gesot huet, dat sinn d'Zuelen, dat sinn d'Fakten, an dofir ass et ons wichteg, Iech déi och hei ze ernimmen: Wéi gesäit et aus an der Stad mat der Loftqualitéit? Wat fir eng Impakter huet déi op ons Gesondheet?

Et gëtt eng EU-Direktiv vun 2008, déi definéiert maximal Grenzwäerter fir Stickstoffmonoxid oder NO a Stickstoffdioxid oder NO_2. Ganz einfach duerch d'Verbrennung vu Bensin bilde sech jo fir d'Éischt Monoxiden an duerno Dioxiden, déi bäi Wäitem - bäi Wäitem! - méi geféierlech fir d'Gesondheet sinn. Wann ee regelméisseg héije Konzentratioune vun Dioxiden ausgesat ass, ginn et seriö Risike fir d'Longen an d'Otemweeër, zum Beispill Otemweeinfektiounen a chronesch Bronchiten.

D'Direktiv gëtt als Grenzwäert eng Joresmoyenne u vu maximal 40 Mikrogramm pro Kubikmeter. Mir haten awer an der Stad am Joer 2009 nach eng Joresmoyenne vun iwwer 60 Mikrogramm pro Kubikmeter um Centre Hamilius. A mir haten am Joer 2013 eng Joresmoyenne vun 52. Dat ass wuel manner wéi 60, mä dat ass nach ëmmer vill ze vill par rapport zu der Grenzlimite, déi 40 ass.

Dës kleng Verbesserung ass haaptsächlech op zwee Facteuren - dat sinn d'Zuelen! -, op zwee Facteuren zréckzeféieren: éischtens, datt d'Stad Lëtzebuerg hir Busflott praktesch ganz erneiert huet an op déi beschtméiglech EVV-Normen (veuillez lire: EEV-Normen) eriwwergaangen ass, an zweetens, datt deelweis eng Busspur um Boulevard Royal ewechgefall ass, do, déi Busspur, wou iwwregens nieft de städtesche Bussen och déi gesamt Flott vun RGTR-Bussen defiléiert.

Zu Bouneweg an op der Place Dargent zu Eech, wou d'Stad och regelméisseg Miessunge mécht, sinn d'Resultater net vill besser. An da gëtt et eng Achs, d'Achs Boulevard Royal - Centre Hamilius - Avenue de la Liberté - Place de la Gare, et ass u sech den Tracé, en Deel vum Tracé vum Tram, do leie praktesch d'Wäerter permanent iwwer 50 Mikrogramm pro Kubikmeter, also wäit iwwert där ieweschter Grenz.

De Stroosseverkéier produzéiert duebel esou vill NO_xe wéi de Flugverkéier a wéi d'Industrien. Dat soll och eng Kéier hei gesot ginn. Et sinn net ëmmer d'Fligeren an et sinn net ëmmer d'Industrien. Et si sécherlech déi och, mä de Stroosseverkéier, dee produzéiert duebel esou vill!

Déiselwecht Direktiv gesäit och zimlech streng maximal jährlech Moyennë fir de Feinstaub vir, och PM10 genannt. Och do eng Joresmoyenne vu 40 Mikrogramm pro Kubikmeter. Ën zu Recht, an zu Recht! Well dëse Feinstaub, dat si ganz kleng Partikele mat engem Duerchmiesser ebe vun zéng Mikrometer, an dës kleng Stëbspartikele kënne sech an de Longe festsetzen, Häerz-Kreeslaf- an Otemwee-Erkrankunge mat sech bréngen, bis zu Longekriibs, wëssenschaftlech bewisen!

An der Stad leie mer permanent - nach - liicht drënner. Am Abrëll 2011 huet déi deemoleg Regierung e Règlement grand-ducal ugeholl, fir d'Emsetzung vun dëser Direktiv ze organiséieren. An dozou gehéiert en „Luftreinhalteplan", also e Plang, fir d'Loft propper ze halen. Zoustänneg fir d'Ausaarbechtung vun dësem Plang sinn den Ëmwelt- an Nohaltegkeetsministère, awer och de Gesondheetsministère ebe fir de Volet vun der Loftverschmotzung.

Éischt Aufgab war en État des lieux vun de Miessungen, oder Diagnos genannt, opzeechnen. Dat ass gemaach. Déi Miessunge si gemaach. An d'Miessungen hunn och déi schlecht Loftqualitéit beschriwwen. Ech hunn Iech elo grad e puer Beispiller aus der Stad genannt. Déi zweet Aufgab ass logescherweis e Moossnamekatalog, fir dëse Miessungen entgéintzewierken. Säit 2008 schafft d'Stad Lëtzebuerg zesumme mam Stat un dësem Moossnamekatalog.

Et war vun Ufank u kloer, datt nëmmen eng Multitude vu verschiddenaartegste Moossnamen en nohaltege positiven Impakt op dës schlecht Loftwäerter kéinten hunn. D'Erneierung vun de Bussen, vun der Busflott, vun de städtesche Busse war eng dovunner. D'Promotioun vun der Mobilité douce an dem Vëlo war och eng. Awer och manner Verkéier a manner Duerchfahrt duerch d'Stad vun Autoen a Bussen am Stadkär ass als Moossnam zréckbehale ginn. An den Tram léger ass och eng wichteg Komponent an dësem „Luftreinhalteplan". Den Tram fonctionnéiert nämlech emissiounsfräi!

Am Allgemenge gëtt eng Reduktioun vum Autosverkéier ugepeilt, well ouni déi Reduktioun erreeche mer ni akzeptabel Grenzwäerter. Awer dat kënne mer am Fong geholl nëmmen erreechen, wa mer eng substanziell Verbesserung vum ëffentlechen Transport och kënnen offréieren. Duerch dës zréckbehale Moossnamen erreeche mer eng Reduktioun effektiv vun de Grenzwäerter.

An do nach eng Kéier, vläicht net gradesou emotional, mä dofir awer mat sachlechen Zuelen, hei e puer Beispiller, fir den Impakt vun de Moossnamen ze illustréieren: eng Reduktioun vu minus 30 NOx, dat heescht minus 2% Dioxid-Emissiounen duerch den Tram tëschent der Gare an dem Zentrum. Dat heescht also, méi Tram a manner Autosverkéier. An eng Reduktioun vu minus 27% NOxen, dat heescht minus 7% Dioxid-Emissiounen doduerch, datt mer déi multimodal Plattforme schafen, wat automatesch och manner Autoen a manner Bussen duerch de Stadzentrum bedeit.

Déi ausgeschaffte Kartografie vun der Prognos 2020 rechent, datt mir fir 2020 déi maximal Joresmoyenne wäerten ënnerschreiten an datt mer ab 2020, duerch all déi Moossnamen, endlech emol fir d'Éischt an der Joresmoyenne ënnert dëse Grenzwäerter wäerte leien.

Déi drëtt Aufgab war d'Iwwerzeegungsaarbecht bei der Kommissioun zu Bréissel, opgrond vun onse katastrophale Resultater an der Diagnos, an déi awer bis dohinner séier wéineg ëmgesate Moossnamen, fir deem entgéintzewierken. Lëtzebuerg huet dann och eng Verlängerung vun der Europäescher Kommissioun accordéiert kritt fir d'Emsetzung vun hirem „Luftreinhalteplan". Dat heescht, bis mer ënnert dëse Grenzwäerter leien, awer nëmmen, well mer dësen ambitiéise Moossnamekatalog erageschéckt hunn. Dat heescht, Obligatioune wéi Maut fir an d'Stad an aner Verschlechterunge vun der Liewensqualitéit bleiwen ons also bis dato erspuert.

An déiselwecht Fro ass gestallt gi fir de Kaméidi duerch de Verkéier. Wat fir en Impakt huet dat op ons Gesondheet? De Kaméidi ass virun allem e Stressfacteur. En ass verantwortlech fir Mangel u Konzentratioun iwwer Schlofstéierung bis zu cardiovasculairë Krankheeten an Héierdefizit.

Och do, Dir Dammen an Dir Hären, si mer mat enger Direktiv befaasst aus dem Joer 2002, déi mer am Joer 2006 an nationalt Gesetz ëmgesat hunn. Do sinn dräi Etappe virgesinn. Déi éischt, dat war eng Info un de Bierger. Dozou gehéieren och d'Miessunge vum Kaméidi sur place. Déi zweet Etapp war d'Opstelle vun enger „Cartographie stratégique du bruit". An déi drëtt Moossnam ass natierlech dann en „Plan d'action de lutte contre le bruit", dee sech aus där Kartografie ergëtt.

D'Kartografie vum Verkéierskaméidi, dat heescht d'Strooss an d'Bunn, ass 2012/2013 finaliséiert ginn. D'Moossname sinn amgaangen, an de Ministèren an deelweis och an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg fir den Territoire vun der Stad Lëtzebuerg opgestallt ze ginn. An och do spillt den Tram eng wichteg Komponent. Et ass gerechent ginn, datt op dem Tracé vum Tram de Kaméidi bis zu minus zwiefel Dezibel permanent ka reduzéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net den Tram eleng, deen eng besser Mobilitéit garantéiert. An et ass och net den Tram eleng, dee wäert eng besser Liewensqualitéit garantéieren. An et ass och net den Tram eleng, deen eng besser Loftqualitéit a manner Kaméidi wäert bréngen. An et ass och net den Tram eleng, deen ons Wirtschaftsstanduerter wäert verbesseren. Et ass dee ganze Projet, deen d'Vernetzung vun de verschiddene Fortbewegungsmëttelen erméiglecht, deen eng qualitativ Verbesserung wäert erlaben.

Den Tram ass en Deel dovunner. Just en Deel, mä en ass awer d'Réckgrat, en ass d'Wirbelsail vun dësem Projet. Mir stëmmen haut an hei d'Méiglechkeet, eng intelligent Mobilitéit ze schafen, eng Multitude un Offer duerch e multimodale Projet. Mir schafen domadder d'Méiglechkeet, fir fléissend vun enger Fortbewegungsoffer op déi aner ze wiesselen. Mir schafen d'Méiglechkeet, déi optimalst Offer un ëffentlechem Transport op der richteger Plaz ze garantéieren, jee no Plaz eng diversifiéiert Offer.

Déi éischt an déi zweet Etapp vu 16 Kilometer Tram vun der Cloche d'Or duerch d'Stad iwwert de Kierchbierg bis op de Findel, gekoppelt un néng Plates-formes d'échanges mat Bus an/oder Zuch a selbstverständlech och mat Mobilité douce. Dofir ass et definitiv falsch, dëse Projet op en Tram-Projet ze reduzéieren. An et kann ee franchement - franchement! - net méi fir oder géint den Tram sinn, well dorëms geet et scho längst net méi!

An den Arrêt Pont-Rouge ass eigentlech dat beschte Beispill vun der Ambitioun, e multimodale Mobilitéitsprojet anzeféiere mat nationalem Charakter. D'Gare Arrêt Pont-Rouge an déi zwee Funiculairë vernetzen Zuch an Tram. Et muss ee sech virstellen, déi Funiculairen, déi huelen en amont vun der Gare centrale ongeféier bis zu 1.500 Leit all Dag aus dem Zuch an offréieren hinnen, nom Prinzip vun de kuerze Weeër, eng direkt Verbindung erop op de Kierchbierg voire an d'Uewerstad. Sechs Zich pro Stonn bleiwen do stoen. A bis zu 140 Leit kënne mateneen op de Kierchbierg eropbruecht ginn.

Mir sinn als Gréng souguer iwwerzeegt, datt dëse Projet vum Arrêt Pont-Rouge all enttäuschten Hoffnung vun der Fäerdegstellung vun der Nordstrooss wäert opfänken. Well, Dir Dammen an Dir Hären, d'Nordstrooss wäert de Problem vum Beruffsverkéier erof an déi verschidden ekonomesch Ballungszentren net léise kënnen. Dësen Arrêt-Pont-Rouge-Projet, vernetzt mam Tram, awer mat Sécherheet!

Hei ass, denken ech, och de Moment, fir e puer Remarquen zum Zil vum „modal split" ze soen, dat Zil, wat d'Regierung mat dësem Projet ustrieft. National striewe mer minimum en „modal split" vu 25/75% un. Mä grad dofir brauche mer am urbane Milieu en „modal split", deen dat opfänkt, wat mer am ländleche Raum net kënnen, oder besser gesot, vläicht nach net kënnen esou einfach ëmsetzen. Mir mussen dofir och ronderëm dëse Mobilitéitsprojet en „modal split" vu mindestens 40/60 ustriewen. Well mir wëssen, datt den Autostrafic nach weider wäert wuessen, an datt mer weiderhin och nach mussen an de Stroossebau investéieren.

Dat heescht awer och, datt mer mussen en Équiliber tëschent Stroosseraum a Raum fir den ëffentlechen Transport erëm hierstellen. Den ëffentlechen Transport ass bei ons zu Lëtzebuerg net konsequent gefërdert ginn. Éischter ass béides gemaach ginn: Den Autosverkéier an den ëffentlechen Transport si béid gefërdert ginn. Dat hat sécherlech och domadder ze dinn, datt, soulaang Suen an der Statskeess waren, jiddweree konnt zefriddegestallt ginn. Vläicht den Auto e bësse méi. Haut kënne mer ons dëst net nëmmen aus finanzielle Grënn net méi leeschten, mä och ganz einfach aus wirtschaftlechen, aus ëmweltpoliteschen an aus Gesondheetsgrënn net méi leeschten.

De politesche Wëllen, fir den ëffentlechen Transport ze förderen, ouni awer den Autostrafic ze vernoléissegen, ass siichtbar gi bei der Presentatioun vun den „grands projets d'infrastructures" virun e puer Méint. Fir awer méi Leit op den ëffentlechen Transport oder op d'Mobilité douce ze bewegen, muss dëse vill méi performant ginn, an zwar méi performant wéi den Individualverkéier.

Den ëffentlechen Transport gëtt hei grad duerch seng Multifonctionnalitéit interessant. An zwar interessant fir jiddwereen, och fir déi, déi vu méi wäit kommen, respektiv déi iwwer ons Grenzen eraus all Dag bei ons kommen. Opfangparkinge si keen Tabu an dësem Gesamtkonzept, an dat ass och scho vun der Rapportrice kloer beschriwwe ginn. Si kommen all Kéiers dohinner, déi Opfangparkingen, wou de multimodale Projet ufänkt, nämlech op eng vun de Plattformen.

Déi zweet Phas, déi elo méi séier virgesinn ass, realiséiert ze ginn, gehéiert onser Meenung no zum Succès vun dësem Gesamtprojet. D'Extensioun vun dem Tracé op d'Cloche d'Or via Midfield an Houwald mat der Gare périphérique an op de Findel bis op de Park & Ride Héienhaff sinn haut schonns méi wéi néideg, wëssend, datt um Ban de Gasperich e gréissere Schaff- a Wunnprojet amgaang ass ze entstoen.

Mir begréissen och dofir ausdrécklech, datt dës Regierung dës zweet Phas zur absoluter Prioritéit gesat huet, an datt mer mat der Fäerdegstellung vun dëser Phas scho kënnen an den 20er Jore rechnen an net méi, wéi initialement virgesi war, an den 30er Joren.

An an deem Sënn, Här President, déposéieren ech eng Motioun, wou d'Majoritéitsparteien a wou och déi Lénk am Fong geholl nach dës zweet Phas, de Wëllen, dës zweet Phas zur Prioritéit weider ze pushen, och nach eng Kéier ausdrécklech ënnerstëtzen.

Motion 2

La Chambre des Députés

considérant:

- que le Grand-Duché de Luxembourg est en face du défi de répondre aux besoins croissants en mobilité résultant de la forte évolution démographique et socio-économique du Grand-Duché de Luxembourg des trente dernières années et prévisible pour les années à venir;

- que le projet de loi 6626 adhère à la volonté politique d'augmenter sensiblement la part modale des transports en commun et s'inscrit dans la continuité de la stratégie globale pour une mobilité durable appelée «MoDu». Servant de base à l'approche intégrative visée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures depuis 2012, cette stratégie placera le tram comme épine dorsale au centre d'une chaîne de mobilité efficace permettant d'interconnecter différents modes de transport;

- que le Gouvernement sera autorisé par le projet de loi 6626 à participer pour un montant de 230.520.000 € (hors TVA) - à savoir 2/3 du montant du projet - à la réalisation du premier tronçon de tramway reliant la Gare centrale de la Ville de Luxembourg via centre-ville et Limpertsberg au quartier du Kirchberg, à la construction du centre de remisage et de maintenance, à l'acquisition des rames de tramway et à la mise en œuvre des mesures compensatoires ainsi qu'aux études y relatives et que le dernier tiers sera à charge de la Ville de Luxembourg;

- que le tronçon défini par ce projet de loi desservira quatre pôles importants de la capitale sur lesquels se concentrent déjà aujourd'hui les plus fortes demandes de déplacements, en l'occurrence la Gare centrale, le centre-ville, le Limpertsberg et le quartier du Kirchberg;

- que la Ville de Luxembourg connaît dans sa périphérie un développement très important, comme p.ex. dans le Ban de Gasperich, Cloche d'Or et Howald pour lequel une part modale de 40% pour les transports en commun a été retenue tout en soulignant qu'une part modale située aux environs de 60% doit être l'objectif d'une politique de mobilité durable dans les agglomérations et qu'il y a par conséquent lieu de prévoir un transport en commun avec une capacité élevée capable d'assurer la mobilité y compris dans ces zones de développement;

- que l'offre des transports en public destinés aux élèves et au personnel des lycées situés au campus scolaire «Geesseknäppchen» doit également être renforcée de manière considérable;

- que le fort développement du secteur de la logistique et d'autres secteurs de service va augmenter les besoins en mobilité au niveau des transports en commun des personnes, notamment aux heures de pointe, et que la création de la plate-forme multimodale avec P&R au lieu dit «Héienhaff» nécessite une extension rapide du tram vers Findel afin de compléter le réseau des transports en commun à la périphérie de la Ville de Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à accélérer les phases suivantes de la mise en œuvre du projet tram que sont les extensions à réaliser vers la périphérie, notamment vers l'aérogare du Findel respectivement vers les pôles de développement de Howald, du Ban de Gasperich et de la Cloche d'Or;

- à déposer dans les meilleurs délais des projets de loi en fonction de l'avancement des études et de la réalisation des dossiers EIE (étude d'impact environnementale) pour les différentes extensions du tram.

(s.) Viviane Loschetter, Gusty Graas, Josée Lorsché, Roger Negri, Justin Turpel.

M. le Président.- Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mat Sécherheet wäert och dëse multimodale Projet sech expandéieren an aner Gemengen, wéi et och notamment eben an deene Phasen duerno, no där zweeter, virgesinn ass. Wat mer haut nach net wëssen, mä wou mir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwerzeegt sinn, ass, datt d'Nofro dofir esou grouss wäert sinn, datt et de Leit net méi séier genuch wäert goen.

Et ass ons och wichteg, an dofir wëll ech dat am Numm vun der gréinger Fraktioun ënnersträichen, datt sämtlech Kompensatiounsmesurë fir de Site vum Centre de remisage et de maintenance méiglechst séier an an aller Transparenz ëmgesat ginn.

Mir sinn ons och bewosst, datt, bis d'Stad Lëtzebuerg dës Plus-value u Mobilitéitsoffer ka genéissen, virdrun eng schwiereg Period vu Chantier op si duerkënnt. Dat ass an anere Stied, wou en Tram komm ass, och esou gewiescht. Mir denken, datt souwuel d'Gemengepolitiker a -politikerinne wéi virun allem den Nohaltegkeetsminister derfir suerge mussen, an engem permanente Kontakt mat de Bierger a mat de Biergerinnen ze sinn.

An dëst zielt besonnesch, ech hunn et scho gesot, fir d'Commerçanten. Bis elo huet de regelméissegen Austausch an Informatiounsfloss sech positiv bemierkbar gemaach, an dat soll och an deenen nächste Joren esou bleiwen. Wann ee weess, wéini wat ufänkt a wéini wat fäerdeg ass, ass d'Akzeptanz vun deem désagréablen Deel eng ganz aner. An et huet een d'Méiglechkeet, oder eng besser Méiglechkeet, sech ze organiséieren, fir méiglechst wéineg vun den Nuisancë matzekréien.

Schlussendlech gesäit et och esou aus, an den Här Negri huet jo och dozou eng Motioun déposéiert, wéi wann eng zefriddestellend Léisung konnt fonnt gi fir d'Bedreiwung vum Tram. Eng zefriddestellend Léisung, well et och fir ons net onwichteg ass, datt esou eng Offre publique och vun der ëffentlecher Hand bedriwwe ka ginn. De Stat, a virun allem d'Stad Lëtzebuerg, sinn interesséiert, datt dës Offer un de Bierger an un d'Biergerin op dem Stater Territoire och kann ofgestëmmt gi mat der complémentairer Gemengenoffer un ëffentlechem Transport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir Gréng si frou an net wéineg stolz, muss ech zouginn, fir haut dës zwee Projeten ze stëmmen. Dës zwee Projete wäerte mat Sécherheet d'Bild vun der Stad an doriwwer eraus vum Land zum Positive veränneren. Si wäerten nei Opportunitéite schafen am ekonomeschen, sozialen a kulturelle Beräich. Et wäert een an Zukunft mam Tram kënnen op e Fussballsmatch fueren, an e Kino oder op e Concert. Et wäert ee mam Tram an d'Schoul fueren, akafe fueren an natierlech op d'Schaff fueren. An dat einfach a séier, méi einfach a méi séier, wéi mam Individualverkéier!

Den ëffentlechen Transport gëtt erëm e Fortbewegungsmëttel fir jiddwereen, esou wéi et dat schonns an anere Méttel- a Groussstied ass. Mir mussen haut ufänken, fir datt muer ons Stad an onst Land attraktiv bleiwen, a fir datt ons Liewensqualitéit a Saache Mobilitéit sech erëm verbessert. Dat net nëmmen eleng fir ons, mä och fir déi nächst Generatiounen.

Ech wollt Iech zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng kleng Anekdot virliesen, well ech mech déi lescht Wochen e bësse mat deem Thema Tram beschäftegt hunn an och an den Archive vun der Stad Lëtzebuerg aus dem Joer 1950 eng flott Anekdot fonnt hunn, an zwar op engem Dag aus dem Joer 250 (veuillez lire: 1950) am Summer, wou den Tour de France duerch Lëtzebuerg, duerch d'Stad gedréint huet, e bësse wéi haut eben den Tour de Luxembourg elo duerch d'Stad dréint, an natierlech och den Tram gefuer ass. Den Tram ass weidergefuer an den Tour de France ass och gefuer.

An et gouf esou eng Sportszeitung aus Frankräich, déi sech beklot huet, well den Tram gefuer ass, wou och den Tour de France gefuer ass. Si hu sech net gestéiert, mä dat war a Frankräich eben duerch aner Reglementer anescht organiséiert. An do huet den Oberpolizeibrigadier vun der Stad Lëtzebuerg, dat war den Eugène Bertrand, Rapport gemaach un de Buergermeeschter a geschriwwen: „Dass die Straßenbahn, das Auto des kleinen Mannes, eine unbedingte Notwendigkeit ist, dass die Schulkinder, die Hausfrauen, die Arbeiter, die Bürobeamten, überhaupt alle Fußgänger weder auf dieselbe verzichten wollen noch können, ist eine längst bekannte Tatsache. Sie bietet der Allgemeinheit viele Vorteile."

Ech wënsche mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt, wa mer déi nächste Kéier en Tour de Luxembourg oder en Tour de France hei dréinen hunn, mer do och erëm en Tram duerch d'Stad fueren hunn, an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas vun der DP ageschriwwen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Term „historesch" soll een zwar ganz virsiichteg ëmgoen, mä ech mengen awer, trotzdeem kann een deen Term haut gebrauchen, well mer jo awer e gewëssenen historesche Moment an der Transportpolitik erliewen, well den Tram nees erëm op d'Schinn gesat gëtt.

Ech ginn awer ganz gären zou, datt meng Partei, d'DP, an deene leschte Jore munchmol och gewësse Reserve gewisen huet vis-à-vis vum Projet Tram - dat hat och seng Ursaachen -, datt awer Gott sei Dank de Projet Tram ganz positiv evoluéiert huet, an datt mer haut dee Projet och mat ganz aneren Ae gesinn, well en och eng ganz nei Dimensioun kritt huet.

Ech wëll direkt hei virausschécken, datt meng Fraktiounskolleegin a Stater Buergermeeschtesch Lydie Polfer, déi wahrscheinlech wéi keen Zweeten heibannen intensiv mat deem Projet, zënter Jorzéngte kann ee soen, verwuess ass, selbstverständlech wäert och herno nach Positioun huelen an och méi op d'Inzidenze vun dësem Projet op d'Stad Lëtzebuerg agoen. Ech wëll mech duerfir méi limitéieren op den Impakt vun deem Projet hei op déi gesamt national Transportpolitik.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass kloer, datt de materielle Wuelstand och seng Schietsäite kennt. Mir hei zu Lëtzebuerg spieren dat virun allem un der Entwécklung vum Stroosseverkéier. Besonnesch jo an de Spëtzestonnen ass virun allem hei an der Stad, mä och an der Peripherie ganz vill Gedold erfuerdert, wann ee mam Auto ënnerwee ass. Déi rasant ekonomesch Entwécklung brëngt et selbstverständlech mat sech, datt och nei Aarbechtsplaze geschafe ginn an datt ergo de Verkéier zouhëlt.

Virun zéng Joer ass eng Etüd gemaach gi vun der Lëtzebuerger Gesellschaft LeasePlan, an déi koum zur Konklusioun, datt een hei zu Lëtzebuerg deemools am Duerchschnëtt eng Stonn an zwielef Minutte gebraucht huet, fir op seng Aarbechtsplaz ze kommen. An ouni am Besëtz ze si vun enger neier Etüd, haut, sinn ech awer iwwerzeegt, datt déi Zäit doudsécher net méi kuerz ginn ass!

Mir haten 1995 hei zu Lëtzebuerg en Emploi intérieur vun 215.000 Aarbechtsplazen. 2012 waren et der schonn 378.000. An deem kuerzen Zäitraum also e Plus vu 75%. 2003 hate mer all Dag 105.000 Leit, déi an eist Land aus den Nopeschlänner schaffe komm sinn. Haut läit déi Zuel bei plus ou moins 160.000, Tendenz staark steigend. Och dat erkläert, wéi sech dat Land hei rasant entwéckelt huet.

An dat erkläert u sech och munches, wann een déi Prognosen emol eng Kéier analyséiert, déi viru Joren, Jorzéngte gemaach goufen. Sou zum Beispill d'Etüd LuxTraffic, déi jo haut de Mëtteg schonn e puermol hei erwähnt ginn ass, huet 1994 an hirer héijer Prognos mat enger Awunnerzuel fir d'Joer 2020 vu 553.000 Awunner gerechent. Jo, mä haut si mer scho bal zu 540.000 an am Joer 2020 wäerte mer scho wäit dee Chiffer vu 553.000 iwwerschratt hunn.

Duerfir, déi eigentlech Fro, déi an där ganzer Diskussioun hei u sech muss gestallt ginn, dat ass déi: Wat wëlle mer aus deem Land hei maachen? Wou soll dat Land sech hei hinentwéckelen? Solle mer de Wuesstum ofbremsen oder loosse mer alles säi Wee goen? Béid Léisungen dierfte mat Sécherheet net déi richteg sinn, mä trotzdeem spiert een, datt e gewëssenen Zenit sech awer ëmmer méi bemierkbar mécht.

Eppes ass jiddefalls kloer: Mir mussen et fäerdegbréngen, an Zukunft e Maximum vu Passagéier vum Autosverkéier op den ëffentlechen Transport ze kréien. A gutt Usätz si jo ouni Zweifel ze erkennen.

Falsch wier et awer och, wa mer an Zukunft eng verstäerkte Konzentratioun vun deenen Aarbechtsplazen an der Stad an an der Peripherie vun der Stad weider géifen dreiwen. D'Revitaliséierung vun de Friches industrielles op Esch-Belval ass jiddefalls e ganz gutt Beispill, datt een och dezentral ka virgoen. An ouni Zweifel wäert sech dat an deenen nächste Joren och positiv fir d'Verkéierssituatioun hei zu Lëtzebuerg bemierkbar maachen.

Et ass kloer, mir kënnen net alles steieren a munch Developpementer wäerte mer och net bremse kënnen. Op där anerer Säit ass et awer wichteg, datt mer eis Instrumenter ginn, fir awer eng kloer, eng geziilten Entwécklung vun dësem Land esou wäit wéi méiglech an d'Wee ze leeden. An dowéinst muss een och direkt op déi véier Plans sectoriels ze sprieche kommen, déi jo elo kierzlech hei presentéiert goufen a gëschter Moie jo och de lokalen Autoritéiten. An ech mengen, just déi ginn eis e wesentlecht Instrument, fir awer gewëssen Entwécklungen an der Zukunft ze steieren.

Eppes ass kloer: Den Erfolleg vum ëffentlechen Transport hänkt ganz kloer un zwee Faktoren. Deen éischte Faktor ass seng Frequenz an deen zweete Faktor ass de Komfort. Wann dës zwee Faktoren net stëmmen, gëtt et jiddefalls schwéier, d'Leit ze mobiliséieren - a besonnesch an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat soll ee ganz éierlech soen -, op den ëffentlechen Transport ëmzeklammen.

Dann huet den ëffentlechen Transport och nach heiansdo de Bäigeschmaach vum „Arme-Leute-Image". Deen Term staamt net vu mir, dee staamt vum Dokter Brändli, e Schwäizer Spezialist. Deen Numm wäert ganz ville Leit heibanne geleefeg sinn, well dee jo och an der Entwécklung vun dësem Dossier iwwert déi Joren eng gewësse Roll gespillt huet. An duerfir ass et och wichteg, wéi gesot, datt d'Zich, d'Bussen an d'Trammen héijen Usprëch gerecht ginn.

Ech wëll op dëser Plaz awer och betounen, datt virun allem d'Eisebunn an deene leschte Joren awer ganz wichteg a ganz grouss Efforte gemaach huet, an datt een och ka pauschal soen, datt de Komfort an den Zich wesentlech besser ginn ass. A wann och emol en Zuch eng Kéier Verspéidung huet, dann ass dat net ëmmer déi ganz grouss Katastroph.

Den Tram sengersäits huet de Virdeel, datt e regelméisseg ka fueren an och e gewëssene Komfort ouni Zweifel bitt an am Stadbild, contrairement zu deem, wat oft behaapt gëtt, net onbedéngt stéiert, wann e gutt urbanistesch integréiert gëtt. Do muss een natierlech op d'Hëllef vu spezialiséierten Urbanisten zréckgräifen, fir dat Zil och ze erreechen.

Ech sinn elo schonn iwwerzeegt, datt den Tram net nëmme wäert en effikasst Transportmëttel duerstellen, mä datt den Tram och eng nei, eng zousätzlech Attraktioun fir d'Stad wäert ginn. An ech verweisen hei zum Beispill op Stroossbuerg. Stroossbuerg, wat zwar u sech eng ganz flott, attraktiv Stad ass, mä ouni Zweifel nach en Image-Gewënn kritt huet eben duerch den Tram, deen zënter enger kuerzer Zäitchen elo och duerch d'Stad do fiert.

De Projet hei, an dat ass de Mëtteg schonn e puermol betount ginn, muss een natierlech an engem globale Konzept gesinn, am Konzept vum MoDu. Et geet also drëms, fir den Tram als e wesentlecht Instrument vu villen Transportméiglechkeeten duerzestellen. Mir wëssen natierlech, an esou naiv kann een och net sinn, datt déi 230 Milliounen, déi mer haut stëmmen, natierlech net wäerten de Problem vum Verkéier hei an der Stad a ronderëm d'Stad léisen. Mä et ass e wichtegt éischt Element, fir déi Gesamtstrategie kënnen ze erreechen.

Duerfir ass och déi Motioun, déi hei virgeluecht ginn ass, am Numm vun der Madame Loschetter, natierlech och vun eiser Säit ze ënnerstëtzen. Allerdéngs, an dat wëll ech och nach eng Kéier hei ënnersträichen, mir däerfen natierlech elo net bei deem Projet hei stoe bleiwen. Et si jo eng Rei, ouni elo an den Detail ze goen, eng Rei Moossname fir d'Zukunft scho geplangt.

Erlaabt mer awer, iwwert de Projet Tram eraus, och nach op e puer eenzel wichteg Projeten anzegoen, déi an deem ganze Réseau eng wichteg Roll wäerte spillen. Ech schwätzen hei emol an éischter Linn natierlech vun der Achs Süden/Stad.

Et ass déi Achs, déi enorm iwwerlaascht ass. Et brauch ee jo nëmmen d'Autobunn ze kucken, déi engem jo gutt bekannt ass. De Minister huet ugekënnegt, datt do en Ausbau vun zwou op dräi Spure géif virgeholl gi vun der A3. Sécher ass eis jo bekannt, datt besonnesch op der Aire de Berchem Réckstau entsteet, ebe well do vun dräi Spuren op zwou Spure gewiesselt gëtt, wat dann all Dag och zu deene bekannte Problemer féiert, soudatt de Verkéier (veuillez lire: soudatt de Verkéier duerch den Ausbau) kann ouni Zweifel op der Autobunn do méi fluid geleet ginn.

Dann, d'Nordachs wäert ouni Zweifel duerch d'Ouverture vun der Nordstrooss eng aner Nues kréien. Mä och do muss een awer realistesch sinn. Och do muss ee wëssen, datt sech awer nei Problemer wäerten astellen, besonnesch um Niveau vum Kierchbierg, well et do jo awer zu enger Konzentratioun vu ganz villen Autoe wäert virun allem moies kommen.

Dowéinst ass et och richteg a wichteg, datt direkt och e Park & Ride-System do mat iwwer 4.000 Plazen aménagéiert gëtt. Ech mengen, d'Gewënner vun der Nordstrooss wäerten an enger éischter Phas, an ech wënschen hinnen et och an enger zweeter an an enger drëtter Phas, d'Gemengen aus dem Uelzechtdall sinn, déi laang genuch hu missen dee Verkéier er-

droen. Awer, wéi gesot, nach eng Kéier: Och d'Nordstrooss wäert eng Rei Problemer net léisen.

Dann aus Richtung Oste respektiv aus Richtung Weste mussen och zousätzlech Moossname geholl ginn, ouni och hei ze vill an den Detail ze goen. Ech mengen, de Boulevard vu Märel oder déi nei Nationalstrooss am Raum Hesper wäerten do schonn déi néideg Verbesserunge mat sech bréngen.

Wat allerdéngs an deem ganze Konzept ouni Zweifel vu Wichtegkeet ass, dat ass, datt déi Émsteigpôlen tëschent Bus, Zuch an Tram optimal openeen ofgestëmmt sinn.

Wa mer da schonn hei vun Infrastrukturen oder vun zukünftegen Infrastrukturprojete schwätzen, da wëll ech awer nach kuerz och op e Projet zréckkommen, deen och schonn eng ganz, ganz laang Nues huet, an zwar scho virun honnert Joer ass vun deem geschwat ginn: Dat ass vun enger Zuchstreck vun der Stad Richtung Esch.

An ech verweisen hei emol op eng Question parlementaire, déi den 3. Oktober 2005 vum deemolegen Deputéierte Claude Meisch gestallt ginn ass. Do huet den deemolegen Transportminister Lucien Lux den 31. Oktober 2000 (veuillez lire: 2005) Folgendes geäntwert: «Le dossier de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette est actuellement soumis aux différentes procédures prévues par le projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne 97/11/CE.»

Ech sinn allerdéngs net méi spéit wéi gëschter aus der Press gewuer ginn, datt de Minister Bausch jo awer deem Projet net positiv gesënnt ass an datt en och gesot huet, e géif kee Sënn maachen. Ech ginn och dovun aus, datt dat elo esou eng definitiv Positioun ass. Vläicht kann de Minister herno eng Kéier kuerz nach drop zréckkommen, ob dann dee Projet domat definitiv och elo begruewe wier, an datt een net méi da muss drop zréckkommen.

Ech erënneren drun, viru Jore war en, zumools ënnert dem Transportminister Henri Grethen, erëm eng Kéier vill méi akut ginn. An do ware wéi gesot dann och eng Rei Initiative geholl ginn, fir gegebenenfalls esou ee Projet an d'Realitéit émzesetzen. Wéi gesot, och de Minister Lux, wann ech seng Äntwert hei richteg verstanen hunn an e richteg interpretéiert hunn, huet jo duerchblécke gelooss, datt un deem Projet nach géif geschafft ginn.

Nach eng Kéier: Wa mer hei iwwert de Projet Tram schwätzen, da kënne mer dat net isoléiert gesinn, da musse mer och ëmmer vun enger gesamter Vernetzung schwätzen. Hei si schonn eng Rei Elementer opgezielt ginn.

Ee wichtegt Element an deem Ganzen ass och de Vëlo. De Vëlo, deen ouni Zweifel ëmmer méi u Bedeitung als Mobilitéitselement gewënnt. An och do, muss ech allerdéngs soen, däerfe mer awer eis Iwwerleeung elo net nëmmen hei eleng op d'Stad Lëtzebuerg limitéieren, mä de Vëlo muss a soll och an allen Uertschafte wa méiglech besser zur Geltung kommen, wat och géif dozou bäidroen, datt d'Leit éischter mam Vëlo vläicht och op déi nächst Gare géife fueren.

Allerdéngs, Här Minister, erlaabt mer awer déi Remarque ze maachen: Do musse mer awer gewësse festgefueren Iddien opginn. De Raum, dee mer zur Verfügung hunn, virun allem an den Uertschaften, kann net méi grouss gemaach ginn. De Gabarit vun de Stroosse kann net vergréissert ginn. Mir kënnen den Trottoir net suppriméieren. Mir kënnen net d'Parkplaze suppriméieren. Ech maachen also e ganz kloren Appell hei, datt an Zukunft de Vëlo och muss zousätzlech Couloire kréien. Sief dat zum Beispill, datt d'Trottoiren exklusiv fir e Vëlo géife reservéiert ginn an de Piéton eben op där anerer Säit géif goen.

Mir mussen also do méi flexibel ginn, well soss, dat soen ech ganz éierlech, an ech kann och do aus menger Erfahrung als Mobilitéitsschäffe vun net grad enger klenger Gemeng schwätzen, dann ass d'Motivatioun net do, fir innerhalb vun den Uertschaften zousätzlech Réseaue fir Vëloen unzeleeën, wann ee wéi gesot raimlech gekuckt keng Méiglechkeeten huet. Doweinst hoffen ech, datt mer awer do e gewësst verkrust Denke vläicht an Zukunft opginn an do manner restriktiv denken.

Wa mer iwwer gewëssen zukünfteg Infrastrukturprojeten hei schwätzen, da kann een och ganz séier iwwerleeden zu dem Projet de loi 6684, wat den Arrêt Pont-Rouge ubelaangt, deen ouni Zweifel zwee grouss Virdeeler wäert matbréngen an e ganz interessante Projet, en innovative Projet ass, sonner Zweifel.

Ech mengen, déi Leit, déi um Kierchbierg schaffen, déi brauchen u sech net méi op der Gare centrale ëmzeklammen, sief dat, wa se aus dem Süde kommen, sief dat, wa se aus dem Norde kommen. Dat ass e wesentlechen Zäitgewënn. Dat ass hei scho méi detailléiert opgelëscht ginn. An och dat ass wéi gesot an deem Sënn an deem gesamte Konzept ze begréissen.

Dat Zweet ass, datt natierlech vun dëser Gare aus och vill aner Déplacementer méiglech sinn, wann een zum Beispill um Niveau vum Kierchbierg schafft, sief dat iwwert den Tram, sief dat mam Bus oder sief dat wéi gesot och mam Vëlo.

Wat d'Notze vum Funiculaire ubelaangt, sou ass dat natierlech och eng interessant Neierung. An do muss een natierlech emol seng Erfahrunge sammelen. Ech mengen, mir sinn do Land, wat natierlech total Neiland betrëtt. Ech hu mer och soe gelooss, datt mer eis mat Schwäizer Fachleit ëmginn hunn.

A wa mer pour la petite histoire erlaabt ass, dat hei ze soen, ech gleewe kaum, datt d'Fachleit och vläicht mat de Bedreiwer vum Funiculaire vu Fribourg an der Schwäiz Récksprooch geholl hunn, well déi hunn eng ganz interessant Manéier, fir déi Funiculairen do ze bedreiwen. Dat kascht u sech guer näischt. An dat geet nämlech, entschëllegt, mä et ass nun eben esou, dat geet mat Fäkalien.

Une voix.- Oh!

M. Gusty Graas *(DP).*- Do ginn déi Funiculairen…

Jo, Dir sot: „Oh!" Mä et ass awer Tatsaach. Et ass Tatsaach. Ech wëll awer doweinst elo net onbedéngt e Plädoyer halen, datt mer dat och sollen hei zu Lëtzebuerg maachen, well et huet och seng Nodeeler, hunn ech mer awer soe gelooss.

Une voix.- Et sténkt!

M. Gusty Graas *(DP).*- Voilà, Dir sot et.

Wat an deem Projet awer och wichteg ass, an ech mengen, et ass hei och schonn ënnerstrach ginn, ass, datt natierlech d'Notze vun deene Funiculairë gratis ass. Dat soll och esou sinn, well dat géif den Trafic retardéieren, wa mer op eemol och nach géifen ufänken, do Kontrollen ze maachen, d'Leit missten hiren Ticket entwäerten. An ech denke virun allem och un déi Leit, déi am Pafendall wunnen, wann déi och nach misste bezuelen, fir déi 63 Sekonnen do eropzefueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn dann elo u sech d'Alternativen zum Tram? Ech mengen, och déi Fro muss hei an där ganzer Diskussioun gestallt ginn.

Natierlech un éischter Linn de Metro. Jo, de Metro ass ouni Zweifel e ganz interessante Moyen, fir Passagéier ze transportéieren. Allerdéngs muss een och do realistesch sinn. Ech mengen, wann een u grouss Metropolen denkt wéi Paräis, wéi London, ass de Metro net méi ewechzedenken. Wann een dann awer d'Geomorphologie vun eiser Stad hëlt, dann huet een allerdéngs Problemer, sech virzestellen, fir e Metro hei op eisem Gebitt ze installéieren. An och hei wëll ech nach eng Kéier den Här Brändli zitéieren, dee sengerzäit gesot huet: „Eine reine Metro ist zu groß für eine Stadt wie Luxemburg und wäre…", hien huet dat gesot, „…saumäßig teuer."

Och de Projet vum Här Schummer, dee jo éischter hei vum Kolleeg vun der ADR mordicus verdeedegt gëtt, dee jo och Richtung vun engem Metro geet, och dee wäert technesch net realiséierbar sinn. An dann d'Iddi vun der Seelbunn, dat kléngt ganz flott, ganz interessant, mä och do, mengen ech, muss een awer mat de Féiss um Buedem bleiwen a wëssen, datt dat an der Realitéit wahrscheinlech net wäert deem Zil entgéintkommen, wat mer eis da virstellen.

Vläicht ee kuerzt Wuert nach zum Centre de remisage. Ech muss éierlech soen, et war een natierlech net ganz frou, wat de Site ubelaangt, besonnesch well dat eben och op d'Käschte geet vun engem gudden Deel vun engem wichtegen Habitat. Och do wéi gesot mussen natierlech all Moossname geholl ginn, fir datt d'Kompensatiounsméiglechkeeten deementspriechend wäerten ausfalen.

Déi Projeten hei treffen, an ech maachen déi zwee Projeten dann elo aneneen, op eng ganz grouss Zoustëmmung.

An ech muss allerdéngs soen, Här Wiseler, ech sinn awer e bëssen erstaunt gewiescht iwwer Är Interventioun hei de Mëtten. Als fréieren Transportminister hutt Der eng Rei Froe gestallt, déi ee sech selwer ka beäntwerten, dat wëll ech elo net verdéiwen. Wat mech awer nach méi erstaunt, ass, datt Der op eemol awer hei de Referendum an d'Spill bruecht hutt a mengt, datt d'Majoritéit hei hätt am Fong geholl missen dee Projet retardéieren.

Dozou wëll ech elo emol eppes ganz kloer an däitlech soen.

Éischtens, an Dir wësst dat jo awer och, déi nei Formule vun den e-Petitiounen, déi eben eng gewësse Prozedur virgesäit, déi ass à la lettre respektéiert ginn.

Zweetens, e Referendum huet quasi stattfonnt schonn. An zwar den 20. Oktober, den 20. Oktober, wou all Partei heibannen, mat Ausnahm vun enger, sech ganz kloer an däitlech fir den Tram ausgeschwat hat.

Wann also wierklech eng grouss Majoritéit hei am Land géint deen Tram gewiescht wier, mengen ech, hätt dat jo awer och vläicht eng gewëssen Inzidenz gehat…

(Interruption)

…eng gewëssen Inzidenz gehat. Dowéinst, wéi gesot, fannen ech et awer gewot, wann een awer dat do als Element hëlt, als Ursaach hëlt, fir elo der Majoritéit hei virzewerfen, de Projet…

(Interruption)

…ze retardéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir fanne just, datt Der d'Leit sollt respektéieren, déi sech d'Méi maachen, eng Petitioun ze erstellen,…

M. Gusty Graas *(DP).*- Majo, Här Wiseler…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …an Der sollt hinnen d'Chance ginn, datt doriwwer diskutéiert gëtt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Majo, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Méi hu mer net gesot. An dat hu mer awer gesot.

M. Gusty Graas *(DP).*- Neen, neen, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat emol nach eng Kéier kloer an däitlech.

M. Gusty Graas *(DP).*- Neen, neen, Här Wiseler, pour que les choses soient claires: Déi Leit hunn déi Petitioun eraginn, wuel wëssend, wéi d'Situatioun war, wuel wëssend, datt de Projet praktesch all Instanzen duerchlaf hat.

A mir, an elo schwätzen ech erëm am Numm oder als Member vun der Petitiounskommissioun, hunn eis Aarbecht och en bonne et due forme gemaach. An déi Sitzung war schonn aberuff, och ier déi aner Sitzung hei stattfonnt huet. Et kann een also elo net hei nodréiglech kommen an der Majoritéit hei virwerfen, si hätt u sech net de Respekt gewise fir d'Leit, déi d'Petitioun eraginn haten.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fannen et normal, datt eng…

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech fannen dat dote gewot, gewot, gewot, fir déi doten Ausso ze maachen. De Respekt ass ganz kloer an däitlech vis-à-vis vun de Pétitionnairë gewise ginn.

(Interruption)

Dach, ganz kloer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass Är Interpretatioun vum Respekt. Dat ass net eis.

M. le Président.- Sou, ech géif elo de Riedner bieden, sech erëm un d'Chamber ze adresséieren!

(Interruption)

An déi aner Kolleege géif ech da bieden, erëm nozelauschteren!

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, ech komme selbstverständlech Ärer Opfuerderung no a wëll och nach eng Kéier hei betounen, datt dee Projet awer hei op eng ganz grouss Majoritéit net nëmmen heibanne fält, mä och dobaussen.

Da wëll ech och emol de Mouvement écologique hei zitéieren, dee jo net onbedéngt bekannt derfir ass,…

(Brouhaha)

…fir, egal wéi eng Regierung et ass, ëmmer nëmme bonnes Notes auszedeelen. De Mouvement écologique huet de 26. Mee elo eng Stellungnahm erausginn an do schreift en ënner anerem: „Der Mouvement écologique begrüßt, dass das Finanzierungsgesetz der Stadtbahn nun kurzfristig von der Abgeordnetenkammer angenommen werden soll und die Arbeiten an dem zukunftstragenden Projekt schnellstmöglich beginnen." Bon, dat huele mer natierlech och zur Kenntnis.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, dat ass awer elo näischt Neies.

M. Gusty Graas *(DP).*- Als Résumé kann ee soen, jiddefalls deen Tram, dee Projet hei vum Tram steet ouni Zweifel fir nei Zukunftschancen, steet fir Wäitbléck, steet fir nei wirtschaftlech Méiglechkeeten.

An da wëll ech awer och nach meng eege Partei hei aus dem Wahlprogramm zitéiere vun Oktober 2013: „Die DP begrüßt in diesem Zusammenhang den Bau einer Trambahn mit den notwendigen Peripheriebahnhöfen, die sich notwendigerweise aus dem hohen Mobilitäts- und Kapazitätsbedarf vor allem der in der Stadt Luxemburg arbeitenden Menschen ergibt. Wir wollen die Tram deshalb zügig verwirklichen." Ech mengen, méi kloer kann een net zu senge Wahlversprieche stoen.

An deem Sënn wäert meng Partei ganz kloer dee Projet och hei stëmmen. Wéi gesot, d'Madame Polfer wäert nach méi am Detail a mat sécher ganz vill Kompetenz op de Projet agoen.

Ech wëll awer zum Schluss och nach der Rapportrice Merci soen, soss ginn ech d'nächst Kéier am Schäfferot vernannt,…

(Hilarité)

…fir dee flotte mëndlechen an och schréftleche Rapport. A besonnesch huet mer deen historeschen Aspekt gefall.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Zumools dee leschte Saz.

M. le Président.- Merci dem Här Graas. Als nächsten ageschriwwene Riedner huet den Här Roy Reding vun der ADR d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut de Mëtten hei ganz vill richteg Constaten héieren a ganz vill richteg Froen, déi gestallt gi sinn, virun allem och vum Här Wiseler. Mä leider Gottes, an eisen Aen, ëmmer déi falsch Äntwerten héieren. An ech wëll mech einfach elo konzentréieren an där kuerzer Zäit, déi ech hunn, op déi Argumenter, firwat datt den Tram déi falsch Äntwert ass, an eisen Aen.

Et ass wouer, alles geet u mat der Pendlerproblematik. Et ass wouer, de Pendler, deen an d'Stad moies kënnt, dee steet. E steet mat sengem Auto am Stau oder e steet am Zuch. D'Capacitéite vum Zuch sinn erschëpft. Et kënnen also am Moment net méi Leit an d'Stad komme mam Zuch wéi bis elo, ob mat oder ouni Tram. Net méi spéit wéi gëschter sot de Romain Meyer, de Spriecher vun der CFL: „Von 80.000 französischen Pendlern kommen zehn Prozent…" - mir schwätzen also vun 8.000 Leit - „…mit dem Zug zum Job. Die Politik würde diesen Anteil gerne steigern, doch mit den derzeitigen Kapazitäten ist derzeit nicht viel mehr drin." Méi gutt hätt een dat net kënnen op de Punkt bréngen.

Fir vill Leit méi schnell vun der Gare op de Kierchbierg, well jo ëmmer ugeschwat gëtt, datt do déi meeschten nei Aarbechtsplazen entstinn, ze bréngen, soen ech, brauch ee kee Meter Schinn ze leeën. Haut scho fiert de Sales-Lentz mat Héichcapacitéitsbussen. An, Här Claude Wiseler, ech muss Iech do korrigéieren: Déi fueren an engem Minuttentakt, also an engem vill méi groussen Takt, wéi den Tram jeemools ka fueren, an dat mat wéineg Opwand. Mat enger besserer Rout-Luucht-Schaltung zum Beispill kéint een dat nach optimiséieren.

Dee gréissten Nodeel vum Tram ass d'Ëmklammen. Haut fiert een an der Stad vun egal wat fir engem Punkt op egal wat fir een anere Punkt mam Bus mat eemol ëmklammen. Haut fiert ee mam Bus, wann een op de Kierchbierg fiert, do fiert ee Bus op de Boulevard Frieden, et fiert ee Bus op de Boulevard Kennedy, et fiert een anere Bus bei d'Spidol oder de Rehazenter. Dat heescht, jiddwereen hëlt deen Zuch (veuillez lire: Bus), deen e brauch.

Muer féiert den Tram mech nëmmen op de Boulevard Kennedy. Muer muss den Diddelenger, dee bei RTL schafft, wann en da wëllt op seng Schaff kommen, den Zuch huelen zu Diddeleng an op Beetebuerg fueren. Do klëmmt en ëm, hëlt den Zuch an d'Stad. Do klëmmt en ëm, hëlt den Tram bis d'Luxexpo a vun do aus geet en dann ze Fouss.

De Schüler vu Leideleng, deen haut doheem e Bus kritt zu Leideleng, deen e bei säi Lycée bréngt op de Lampertsbierg, dee muss muer op de Pôle d'échanges Gare oder spéider eng Kéier Cloche d'Or fueren, dann den Tram huele bis op de Glacis an dann do eng Navette bis bei seng Schoul.

Bref, d'Konklusioun ass ganz kloer: Kaum e Pendler profitéiert wierklech vun deem System, deen hei agefouert gëtt. A mir kréie keen eenzege Pendler méi op den ëffentlechen Transport.

Da schwätzen ech vun deene Stater Leit. Och mir Stater gi geplot duerch den Tram, net nëmmen, well en eis Stad verschampeléiert. Wéi gesot, haut kommen ech als Stater mat mengem Bus mat maximal eng Kéier ëmklamme vu quasi all Punkt op quasi all anere Punkt. Muer gëtt d'Ëmklamme Volleksport.

Ech ginn Iech en einfacht Beispill: Eng eeler Damm wunnt an der Rue Anatole France - fir déi, déi sech an der Stad net auskennen, dat ass zu Bouneweg - a si muss an de Centre hospitalier uewen op der Areler Strooss an d'Blutt-analys. Haut kritt se e Bus zu Bouneweg, fiert mat deem bis op d'Place de Paris, klëmmt do ëm op en anere Bus, an dee bréngt se bis zum Centre hospitalier.

Muer hëlt se de Bus an der Rue Anatole France, fiert da bei d'Coopérative zu Bouneweg, muss do erausklammen, muss iwwert déi Trap do goen op d'Gare bis zur Statioun vum Tram. Da fiert se mam Tram op d'Place de l'Étoile an op der Place de l'Étoile muss se dann nees ze Fouss goen an d'Route d'Arlon an do e Bus huelen, fir dann an de Centre hospitalier ze kommen. Dat ass Fakt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat ass jo lächerlech!

M. Roy Reding *(ADR).*- Neen, Här Bausch, dat ass net lächerlech, dat ass Fakt.

Dann d'Autofuerer. Also d'Pendler profitéieren net, d'Stater profitéieren net. Profitéieren d'Autofuerer? Ganz bestëmmt net!

Et gëtt eng Etüd, vun där hei nach kee Mënsch geschwat huet, a mat vollem Fug a Recht, well se géif nämlech déi Saach do e bësselche versalzen. An dat ass d'Etüd vu Schroeder & Associés wat d'Kräizungen ugeet. Schroeder & Associés huet an där Etüd, déi oplouch leider Gottes während enger Vakanz, a leider Gottes hu vill ze wéineg Leit se gekuckt, duergeluecht, datt et eng hallef Dose Kräizunge gëtt, déi en Infarkt musse fäerte fir den Autosverkéier.

Eng Kräizung hu se allerdéngs vergiess an dat ass d'Place de l'Étoile. An och do ganz konkret. Deen Tram, deen Der elo hei wëllt stëmmen, dee kënnt ënnen duerch d'Avenue Emile Reuter an d'Rue Jean-Pierre Probst, dat ass do tëschent dem Castel an der orthodoxer Kierch, all dräi Minutten. All dräi Minutten! All dräi Minutte kënnt do elo eng Ramm vu 70 Meter, déi déi Place de l'Étoile muss iwwerqueren. A si kënnt aus deenen zwou Richtungen. Si kënnt aus der Emile Reuter, mä si kënnt awer och ëmgekéiert vum Glacis fort an déi aner Richtung. Wa se also elo net grad zäitgläich kommen, riskéiere mer, datt all annerhallef Minutt eng kënnt.

An déi fuere jo net do mat voller Vitesse. Déi komme jo aus där Emile Reuter eraus a mussen do lues fueren. Firwat? Ma et geet ëm d'Kéier an en plus steiere se eng Haltestell un. Dat heescht, déi Place de l'Étoile riskéiert, wann een als Autofuerer vum Boulevard de la Foire fort kënnt, den totalen Infarkt.

Da schwätze mer nach guer net dervun, datt op der Route d'Arlon jo och nach e Pôle d'échanges ass, datt do och nach en Terminus ass vu Bussen. A wivill Leit dann dorëmmer lafen, dat gesi mer jo haut um Aldringer, wivill Leit dann do ronderëmlafen. Also déi Kräizung do, déi ass zum Doud veruerteelt.

Mir sinn also eigentlech tous perdants, d'Autofuerer, d'Pendler an déi Stater.

Da freet ee sech: Firwat gëtt mordicus op deem Tram bestanen? À qui profite ce crime? Ma et geet drëms, d'Autoen eraus aus der Stad ze kréien!

Säit de 60er Jore gouf et just zwou wesentlech Verbesserunge fir den Autosverkéier an der Stad. Se ginn allen zwee, esou wäit ech weess, op de Kont vum Schlechtech Marcel. An dat war d'Rocade de Bonnevoie an dat war den Helleg-Geescht-Tunnel. Vill méi kann een um Strooseraum net wesentlech erweideren a wesentlech verbesseren.

Wann een awer elo den Auto wëllt endgülteg aus der Stad eraus hunn, gutt, da kéint een entweder Vignetten afëiere wéi zu London, mä dat wier onpopulär; et kann een d'Parkingen immens deier maachen, dat gëtt zum Deel jo scho gemaach, oder eben et blockéiert een d'Stroossen. A wéi kéint een d'Strooss besser blockéiere wéi mat där Schikan, déi den Tram duerstellt? Dat ass an eisen Aen dat ideologescht Zil. Dat ass den Autosverkéier eraus aus der Stad ze kréien. Dat a soss guer näischt!

Mä d'Leit ginn net nëmmen am Onklore gelooss, wat dat wierklecht Motiv vum Tram ass. Si ginn och un der Nues erëmgefouert, wat déi wierklech Käschte vum Tram sinn. Haut de Moien huet een op RTL héieren, haut de Mëtte gëtt an der Chamber e Projet gestëmmt vun 230 Milliounen an da fuere mer 2020 vun der Cloche d'Or op de Findel. Dat ass jo ganz einfach falsch!

Éischtens emol sinn et net 230 Milliounen, do kënnt jo nach d'Participatioun vun der Stad Lëtzebuerg derbäi. An da fir den Ausbau Cloche d'Or-Findel komme jo nach eng Kéier etlech Honnerte Milliounen derbäi. Mä wéi e roude Fuedem zitt sech, mir hu jo d'Geschicht héiere vum Tram, zitt sech déi Sous-estimatioun vun de Käschten duerch dësen Dossier. Si gouf ëmmer erofgespillt.

Ech kann Iech d'Rechnung ganz genau maachen. Zu Edinburgh gouf gëschter, mengen ech, den Tram ageweit. Deen ass 14 Kilometer laang an deen huet 776 Millioune Pond kascht. Dat sinn 953 Milliounen Euro fir 14 Kilometer. Mir maachen hei gären 19 Kilometer. Dat kascht also 1.294.000.000 Euro. Et kann een d'Rechnung och nach a ganz anere Richtunge maachen, mä ech hunn net Zäit genuch derfir. Jiddefalls soe mir haut, an ech si frou, datt dat am analytesche Bericht festgehale gëtt, déi Tramsgeschicht hei kascht wäit iwwer eng Milliard. An et ass d'Feelinvestitioun vum Jorhonnert.

Wann een de Problem, wou mer jo eens si mam Constat, wierklech wëllt léisen, da gëtt et eng Léisung, an et ass schonn ugeschwat ginn, dat ass de Projet vum Ingenieur Schummer, deem säin eenzege Feeler ass, datt e Lëtzebuerger ass!

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Roy Reding *(ADR).*- Wann et e grénge Schwäizer wier, dann hätte mer deen dote Projet vläicht schonn hei leien. Aus allen Himmelsrichtunge kéinten d'Zich ënnert - an et ass kee Metro, et sinn Zich! -, kéinten d'Zich ënnert der Stad erduerchfueren an op verschiddenen Haltestellen d'Passagéier erausloossen.

(Interruption)

Här Braz, wëllt Der mer eng Fro stellen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Neen.

M. le Président.- Wann ech gelift, et gëllt och fir dëse Riedner: Adresséiert Iech un d'Chamber!

M. Roy Reding *(ADR).*- Léif Kolleegen, de City-Tunnel hätt nëmme Virdeeler. E géif bedeiten: manner Verkéier duerch d'Stad, manner Bussen, keen Zoubaue vum Strooseraum, keng Verschampeléierung vun eiser Stad, keen onméigleche Chantier fir d'Geschäftsleit, manner ëmsteigen, vill méi héich Capacitéiten, e wier méi schnell an e géif héchstwahrscheinlech keen Cent méi deier kaschte wéi de Projet Tram.

Den Här Graas huet virdrun ugeschwat an den Här Berger huet dat scho gesot, wa jo all déi Leit, déi géint den Tram wieren, d'ADR gewielt hätten, dann hätte mer méi kritt, méi Prozenter kritt wéi bei deene leschte Wahlen. Här Berger, ech soen Iech, dat ass eng falsch Rechnung. Ech soen Iech, maacht hei e geheime Vote an dann ass hei an dëser Chamber eng Majoritéit géint de Projet Tram!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Awer sécher. Da maacht emol!

Den Här Mosar hat déi ganz gutt Iddi, praktesch opzeruffen zu engem kommunale Referendum. Dat schéngt mer effektiv nach eng Méiglechkeet ze sinn, déi ee misst kucken.

(Interruptions)

Mä och aner Leit hu sech gutt ausgedréckt. De Fränz Colling, de Virsëtzende vun der CSV-Fraktioun vu '84 bis '95, huet gëschter geschriwwen, alt nees am „Wort": „Nur der gesunde Menschenverstand kann die sich anbahnende finanzielle und städtebauliche Katastrophe noch verhindern." Ech hu seelen engem CSV-Mann esou vill Recht ginn!

Dann hunn ech hei nach en aneren Text, dee wëll ech Iech och net virenthalen, deen ass och ganz gutt: „Statsrot a Beruffschambere kritiséieren den Tram an nawell giedelech. A mengen Ae vëlleg zu Recht. Well den Tram léist kee Problem, net een, mä e schaaft neier an dat iwwer ganz laang Zäit. Potenziell souguer op irréversibel Manéier, nodeems eleng den iwwerierdesche Schantje soll esou laang daueren.

Ech versti bis haut net, wéi ee kann op d'Iddi kommen, an enger aler Festungsstad, déi op engem Fiels läit, wëllen en Tram ze bauen. Ech versti bis haut net, wéi een Tram, deen e rengt innerstädtescht Transportmëttel ass, iergendeppes soll un der Transportsituatioun vun de Pendler verbesseren, déi dorop gradesou mussen ëmklamme wéi op d'Bussen. Ech versti bis haut net, woufir mer sollen eng hallef bis dräivéirels Milliard." - do huet de Schreiwer sech geiert, et gëtt méi deier - „fir esou en onsënnegen Tram hunn, awer net annerhallef Milliard fir ënnerierdesch Zuchverbindungen, déi tatsächlech d'Problemer géife léisen.

Den Tram ass e Projet vu virgëschter. En ass an de 60er Joren ofgeschaf ginn, well an der Stad vun deemools keng Plaz fir hien an aner Transportmëttelen zesumme war. Wann e muer erëmkënnt, passéiert virun allem eppes: Autofueren an der Stad an an d'Stad eran an nees eraus gëtt quasi onméiglech. An ech fäerten, genee dat ass et, wat dës Regierung wëllt!"

Deen Text ass vum Frank Engel an dee Mann ass Europadeputéierte gewielt ginn. Elo weess ech net, huet hie vläicht d'ADR gewielt? Dat ka jo sinn, well mir géint den Tram sinn, laut der Logik vum Här Berger.

Vill méi wollt ech eigentlech elo zum Tramsprojet net soen, mä ech wollt op déi Hearingsgeschicht och nach zréckkommen. Ech fannen effektiv d'Virgoen, fir haut dee Projet hei ze stëmmen, an ech mengen, mäi Frënd, de Fernand Kartheiser huet et scho gesot, wou mäi Projet de loi jo recevabel erklärt ass an nach an der Prozedur ass, hätt dee misse mat dësem Projet zesummegeluecht ginn. Dir hätt e jo kënne mat Ärer Majoritéit néierstëmmen. Mä et ass einfach net richteg, datt deen elo zu engem Moment kënnt, wou et praktesch Moutarde après dîner ass, wann dee Projet hei duerch ass.

Dir hutt souwuel der parlamentarescher wéi och der direkter Demokratie e Bärendéngscht geleescht, wat déi Unhéierung vun de Pétitionnaires hei an der Chamber ugeet. D'Regierung huet déi Unhéierung mëssbraucht, fir eng Werbesendung fir den Tram ze maachen. Et war eng lamentabel Masquerade vun Demokratie. Et war keen Dialog mam Bierger. Et war net emol e seriöt Unhéiere vum Bierger. Et kann ee soen: Les pétitionnaires ont été entendus, mais pas écoutés.

Och eis Chamberskommissioun huet a mengen Ae versot. Si hätt einfach net däerfen zouloossen, datt d'Regierung hei optrëtt mat Roll-upen a fir hir Saach Werbung mécht. Et sollt eng Unhéierung an am beschte Fall eng wierklech Diskussioun sinn tëschent Parlamentarier a Pétitionnaires.

Schonn haut soe vill Leit: Firwat soll ech nach eng Petitioun ënnerschreiwen, wann dat doten dat Eenzegt ass, wat derbäi erauskënnt? War et dat, wat mer bezweckt hunn, wéi mer déi doten e-Petitiounen agefouert hunn?

Mä eppes Guddes hat déi Unhéierung, nämlech mir verdanken där Unhéierung, an da kommen ech schonn zum Schluss, en Zitat vum Här Bausch, wat a mengen Ae wäert an d'Geschichtsbicher an an déi kollektiv Erënnerung vun eisem Vollek agoen. Den Här Bausch sot, e stoung do: „Dat hei ass kee monumentale Projet mat senge 570 Milliounen."

Ech muss soen, dach, dat heiten ass e monumentale Projet. E Monument fir dat, wat ideologesch Verklärung kann uriichten. E Monument géint de gesonde Mënscheverstand. An ee Monument, wat d'Leit wäerten all Dag gesinn a wou se sech all Dag kënnen drun erënneren, Här Bausch, wien et verbrach huet.

Ech sinn houfreg, datt meng Partei op jidde Fall déi monumental Topegkeet do vun Ufank u bekämpft huet. A mir stëmme selbstverständlech géint déi Projeten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Domat hätt deen nächste Riedner, den Här Justin Turpel vun der neier Lénker, d'Wuert. Här Turpel, wann ech gelift.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt just soen, déi nei Lénk huet zéng Joer gefeiert a baut op eng laang Traditioun op, op déi ech elo hei net wëll agoen. Ech wëll...

M. le Président.- Entschëllegt, dann déi al Lénk.

(Hilarité générale)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Sou al si se och alt erëm net. Et si ganz vill Jonker derbäi, déi dat da wäerte weiderféieren, wat déi Al dann net méi kënne maachen.

Ech wollt all deene Merci soen, déi sech a leschter Zäit, an deene leschte Joren, Jorzéngten, während engem ganze Jorhonnert agesat hu fir den Ausbau vum ëffentlechen Transport a fir méi Liewensqualitéit fir d'Bierger. Dat si ganz vill Mënschen, Organisatiounen, Bewegungen, Gewerkschaften, Parteien. An och där grénger Partei kënnt doudsécher ee Bäitrag derbäi zou, deen ee sollt honoréieren, och wa se sécherlech net déi eenzeg ass.

Och déi Bewegungen an déi Partei, an där ech aktiv war, huet ëmmer bis elo do eng wichteg Roll gespillt, och wann anerer, ech wëll just d'DP an d'CSV nennen, sech net onbedéngt ëmmer mat Ruhm bekleckert hunn an där ganzer Diskussioun.

Ech wëll op siwe Punkten agoen. Deen éischte Punkt betrëfft d'Referendumsdiskussioun, well et awer wichteg ass, fir eppes doriwwer ze soen. Deen zweete Punkt: Brauche mer een Tram? Drëttens: Kënne mer eis en Tram leeschten? Véiertens d'Kritiken um Projet. Fënneftens d'Form vun der Exploitatiounsgesellschaft. Sechstens d'Verkéiersimpaktetüden a siwentens ee Wuert iwwert d'Plans sectoriels. A well Motioune virleien, huelen ech och direkt Positioun dozou a wäert déi Zäit, déi ech dofir hunn, och notzen, fir hei Positioun ze huelen.

Zum Referendum: Well jo awer hei eng Verbindung gemaach gëtt iwwert déi Petitioun, déi gelaf ass, der Fro vum Referendum géint den Tram an de Referenden allgemeng. Jo, mir brauche méi direkt Demokratie. Jo, mir brauchen eng verstäerkt Bedeelegung vum Bierger um Gesetzgebungsprozess, deen ausgebaut soll ginn. Jo, mir brauche Referenden zu wichtege Froen.

Neen, mir hu keng Angscht viru Referenden an deenen Diskussiounen, déi do ronderëm stattfannen. Neen, mir sinn net averstane mat der CSV, déi d'Referenden eigentlech wëllt aschränken.

Mir sinn der Meenung, datt Referenden e wichtegt Stéck si vun engem Meenungsbildungsprozess, deen een onbedéngt soll férderen. Mir brauchen eng Diskussioun driwwer, wat iwwer Referende soll décidéiert ginn, wien dorunner deelhëlt a wéi den Entscheedungsprozess stattfënnt. Dat ass eng wichteg Diskussioun, déi ëffentlech sollt gefouert ginn.

A mir sinn der Meenung, datt een déi Diskussioun kloer elo soll féieren. Datt d'Chamber déi Diskussioun soll organiséieren. Datt am Juli all Fraktiounen an enger ëffentlecher Diskussioun hei hir Meenung dozou soen. Datt d'ONGen, d'Gewerkschafte sollen an déi Diskussioun abezu ginn, sollen invitéiert ginn, fir hir Meenung dozou ze soen, grad wéi d'Bierger och. An datt mer Enn Oktober, uganks November an där Chamber hei solle Konklusiounen dorauser zéien.

Dat verhënnert net, datt parallell dozou déi Froen, wéi vill a wéi eng iwwert d'Verfassungsreform kënne gekläert ginn. Mä esou laang wëlle mir net waarden, fir de Projet Tram op d'Schinnen ze setzen, dee laang a breet diskutéiert ginn ass. A mir mengen, et gëtt héich Zäit, fir haut eng Décisioun ze huelen. Dat ass net Onrespekt vis-à-vis vun de Pétitionnaires, déi en connaissance de cause, an dat muss ee respektéieren, hir Petitioun erabruecht hunn. Et ass och net e Mépris par rapport zu de Froe vun de Referenden, wou ech elo gesot hunn, wéi mir eis déi virstellen, mä et ass eng absolut Noutwendegkeet.

Mir hunn ee Problem a mir brauchen eng Äntwert. Mir hunn een aktuelle Problem a mir hunn ee Problem, deen nach méi grouss gëtt an der Zukunft. An dee Problem, deen ass dee vun engem Verkéiersinfarkt, deen elo scho besteet. Et ass ee Problem vu Liewensqualitéit an der Stad. Et ass och ee Problem vu Liewensqualitéit a vu Respekt vis-à-vis vu Frontalieren, déi heihinner schaffe kommen an an de Stauen hänken.

An dee Problem, dee gëtt net méi kleng, dee Problem gëtt méi grouss. Wa mir deem Problem wëlle begéinen, mengen ech, da si mer eis eens hei, an et huet keen eppes aneschters gesot, datt den ëffentlechen Transport, d'Capacitéit vum ëffentlechen Transport sech an Zukunft muss verduebelen. Parallell dozou, datt souguer den Individualtransport nach wäert zouhuelen; 15% an der Moyenne, wann een d'Chiffere kuckt, déi bekannt sinn. Och wann dat um Niveau vun der Stad net méiglech ass, heescht dat um Niveau vun der Stad a vun de Ballungsgebidder, datt den ëffentlechen Transport nach méi muss ausgebaut ginn.

Mir hunn also e Verkéiersproblem, och an der Stad, am Géigesaz zu deem, wat den Här Wiseler gesot huet. An deen Tram, dee mer hei wëlle bauen, ass net méi dee vu viru '64, mä et ass ee modernt ëffentlecht Verkéiersmëttel.

D'Fro, déi sech stellt, ass déi vun den Alternativen. Et sinn der eng ganz Rei diskutéiert ginn, Beispill Train-Tram, wou d'CFL schonn 1996 gesot huet op enger Stellungnahm fir den Hearing, wou d'Josée Lorsché hei dovunner geschwat huet, datt se Problemer hätt mat engem Réseau an enger Infrastruktur, déi 130 Joer al wär. Datt se net d'Méiglechkeeten hätt, fir an der Spëtzenzäit méi ze transportéieren. Datt se ee Problem hätt op der Gare Lëtzebuerg, wat d'Verdeelung ugeet. Datt se géif proposéieren, eng gutt Verbindung ze maachen tëschent Zuch a Bus an datt se bereet wier, fir e Pilotprojet vun Diddeleng an d'Stad, wat den Train-Tram ugeet, op d'Been ze setzen, zu deem et awer net komm ass, an d'CFL 2005 definitiv gesot huet, mir packen dat do net.

Jo, et gëtt héich Zäit fir ee qualitativen Ausbau am ëffentlechen Transport, besonnesch souwuel an de Ballungsgebidder wéi op der Zou-

fahrt iwwert d'Grenzen eraus. An et hu vill Leit sech derfir agesat, datt dat soll geschéien: eenzel Leit, d'Tram A.s.b.l., d'Gewerkschaften, notamment d'FNCTTFEL, awer och den OGB-L, de Mouvement écologique. Ech weess, dat si lauter Organisatiounen, mat deenen d'ADR net frou ass, mä si hunn hire Match gemaach an et gëtt Zäit, datt eppes an déi Richtung geschitt.

Ee modernen Tram ass och ee Choix, net nëmme fir méi ëffentlechen Transport, mä och fir méi Liewensqualitéit, fir manner Loftverschmotzung. Ech hunn net d'Zäit hei, fir op den Detail anzegoen. Ech mengen, d'Viviane Loschetter huet ganz vill Donnéeën dozou gesot, déi een einfach muss berücksichtegen. Och wann den Tram nëmmen een éischten Deel ass vun der Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Leit, mä et ass awer ee wichtegen Deel.

Esou ee grousse Projet wéi de Bau vun engem Tram um Gebitt vun der Stad begéint ëmmer Schwieregkeeten, huet Géigner, dat ass kloer. An et ass net fir näischt, mä et ass net gutt, datt 20 Joer driwwer diskutéiert ginn ass. Et kann och méi schnell goen.

1876, wéi d'Décisioun geholl ginn ass, fir een Tram an der Stad ze maachen - dat war deemools e Päerdstram, dat war net deen elektreschen Tram -, waren och ganz vill Widderstänn do. Et waren Diskussiounen am Gemengerot, déi, wann ee se noliest, zimlech ähnlech ware wéi déi hei. Iwwert d'Finanzen, iwwert d'Ausdehnung, missten net awer zousätzlech Strecken derbäikommen, iwwert d'technologesch Entwécklung, ass déi scho räif an esou weider.

Et gëtt just een Ënnerscheed: Deemools war et méiglech, fir d'Schinnen an Zäit vu Méint, véier Méint ze leeën, wat haut net méiglech ass. Ebe well een ee modernen Tram an net ee Päerdstram wëllt bauen.

Och am Minette ass virgëschter honnert Joer Tram gefeiert ginn. Mä dat war just d'Grënnung vun der Gesellschaft. Och do ass den Tram eréischt 1927 realiséiert ginn.

Mir wëssen och alleguer, an ech mengen, doriwwer si mer eis eens, datt mam Tram eleng et net gemaach ass, besonnesch mat deem esou wéi en an der éischter Phas gebaut ass, geplangt ass. Mir brauchen en Ausbau vum Tram iwwert d'Stad eraus an d'Peripherie.

Ech hat dat gefrot den 3. Juni 2012 am Gemengerot, wou mer driwwer diskutéiert hunn. Deemools ass nee gesot ginn, dat geet net direkt. Duerfir sinn ech frou, datt et elo een Accord gëtt tëschent praktesch alle Fraktiounen an enger gemeinsamer Motioun, fir sech derfir anzesetzen, datt deen Ausbau vun der zweeter Phas soll beschleunegt ginn.

Mir brauchen Austauschplattformen, Gares périphériques, déi mer net bräichten, wa mer et fäerdegbruecht hätten, honnert Joer laang an d'Zuchinfrastruktur dat ze investéieren, wat een hätt missen investéieren, fir datt den Zuch kéint iwwert d'Schinn esou vill Leit transportéiere wéi et noutwendeg ass; dann hätte mer nämlech den Train-Tram kënne realiséieren. Dat war net méiglech. Mir kënnen net waarden, bis datt dee Retard opgeholl ass. Duerfir brauche mer elo eng Léisung. An dozou gehéieren och d'Gares périphériques, modern Garen, Austauschgaren.

Mir brauchen och Busverbindungen, souwuel Zoubréngerdéngschter wéi och Querverbindungen an der Stad. An et gëtt iwwerhaapt keng Ursaach, wann een Tram an der Stad besteet, fir dann d'Querverbindungen tëschent de Quartieren integral ofzeschafen an da mat esou Horrorvisioune fir eeler Leit hei ze kommen, wéi dat virdru vun der ADR gemaach ginn ass.

Mir brauchen och ee weideren Ausbau vum Eisebunnsréseau, wesentlech méi konsequent nach, wéi dat an där leschter Zäit geschitt ass. An ech si frou, datt do effektiv eng Kéier geholl ginn ass, fir d'Infrastrukture vun der Eisebunn auszebauen. A mir wäerten an der nächster Zäit nach vill Geleeënheeten hunn, dorobber zréckzekommen.

Mir brauchen och eng Mobilitéitsplattform an der Nordstad. Duerfir ass et och onsënneg, fir do den ëffentlechen Transport zréckzebauen an d'Schinnen ze benotzen, fir aner Saachen dohinner ze bauen.

Mir brauchen eng Mobilitéit am Minette. An ech sinn iwwerzeegt, datt fréier oder spéider och fir de Minette een Tram eng absolut Noutwendegkeet ass, fir déi verschidden Zentre mateneen ze verbannen, och wann de Minister mengt, an enger éischter Phas, fir verschidde Gemidder ze berouegen, géif dat mam Mettis duergoen.

Dozou gehéiert och den Halt an de Funiculaire op der Rouder Bréck, deen e Stéck ass vun deem Ganzen an dee mir an deem Sënn ënnerstëtzen.

Den Haaptproblem ass deen, datt déi grouss Illusioun bestanen huet, et kéint een alles mam Auto a mam Individualtransport léisen an datt d'Investitiounen an den ëffentlechen Transport sträflechst vernoléissegt gi sinn. Et wier besser gewiescht, et hätt een op d'Gewerkschaften an d'Émweltorganisatioune gelauschtert wéi op déi, déi den Tout-voiture an déi Lobbyen, déi den Auto eleng wollte förderen.

Dee Verkéiersproblem, dee mer haut hunn, ass net entstanen, mä en ass geschafe ginn duerch falsch Optiounen a falsch politesch Décisiounen. Et gëtt héich Zäit, datt mer eng grouss Kéier huelen, déi net zulescht awer och eppes dermat ze dinn huet mat deene Mobiliséierungen, déi d'Gewerkschafte gemaach hunn.

Ech wëll drun erënneren, datt d'Streck Esch-Péiteng vun der Eisebunn, datt Arcelor, pardon, datt d'ARBED virgeschloen hat, déi ganz zouzemaache fir de Persouneverkéier; de Stat soll déi op hiren Territoire bauen, fir datt si hir Transporter kéinte maachen. Gott sei Dank hunn d'Gewerkschafte sech do dergéint gewiert souwéi se sech och géint d'Schléisse vun der Nordstreck gewiert hunn. Och wann et ze bedaueren ass, datt ganz vill Schinnen am Land, déi haut gebraucht ginn, erausgerappt gi sinn.

Drëtte Punkt: Kënne mir eis een Tram leeschten? De Stat huet eng Daseinsfürsorgeflicht. Zu der Daseinsfürsorge gehéiert och d'Mobilitéit. An déi ass net ze maache mam individuellen Transport. A mir fannen et falsch, fir hei déi eng géint déi aner auszespillen. Et ass net zoulässeg, datt ee seet: Sot eis, wou mer solle spueren, bei der Bildung, bei de Studenten oder bei der Uni oder bei der Kultur? Investitiounen an Infrastrukture si grad wéi Investitiounen an d'Bildung Investitiounen an d'Zukunft. Et ass wichteg, datt de Stat seng Besoinen definéiert, wat seng Daseinsfürsorge ugeet, an da kuckt, datt en déi Recettë kritt, déi e brauch, fir souwuel Infrastrukturen, Bildung, Kultur an esou weider ze maachen.

Dat ass méiglech iwwer eng Steiergerechtegkeet, wou emol och déi Räich déi Steiere bezuelen, déi se eigentlech misste bezuelen, a wou et da méiglech ass, déi Suen ze hunn, déi ee brauch, fir net musse 40 Milliioune bei de Studenten ze spueren oder beim Équipement vun der Uni oder d'TVA eropzesetzen, wou ee kéint de Mëttelstandsbockel ofschafen an och fir mannerbemëttelt Leit Erliichterunge maachen. Mä dat ass sécherlech eng Diskussioun, op déi mer zréckkommen.

Et muss een déi ëmgedréite Fro stellen. D'Fro ass net: Kënne mir eis en Tram leeschten? D'Fro ass déi: Kënne mer eis keen Tram leeschten? Well keen Tram leeschte kascht nämlech och: wat d'Liewensqualitéit ugeet, wat d'Loftverschmotzung ugeet, d'Gesondheet, op déi hei higewise ginn ass, d'Stauen, déi och hire Präis hunn, d'Accidenter, déi hire Präis hunn, bis hin zu der Erneierung, der Noutwendegkeet vun der Erneierung vu Stroossen a Bréicken am Grenzgebitt, déi wahrscheinlech vill méi schnell mussen erneiert ginn, wéi jee ee sech dat konnt virstellen, well se eng Iwwerlaaschtung hunn, déi wäit iwwert dat erausgeet, fir wat se geduecht waren. Dat sinn och Saachen, op déi mer mussen zréckkommen. Mir brauchen also e Quantesprong am ëffentlechen Transport.

Dat verhënnert net, datt mer eng Rei Kritiken ubrénge mussen um Projet, esou wéi en elo virläit. Eng Rei Saache si schonn ugeschnidde ginn, duerfir maachen ech och dat kuerz.

Déi feelend Zesummenaarbecht mat der Eisebunn ass absolut ze bedaueren. Den Desinteressi vun der Eisebunn während laange Joren um Gesamtkonzept vum ëffentlechen Transport ass net gutt. Dat ass amgaang, sech ze änneren. Ech hu mindestens déi Impressioun. D'Eisebunn weist Interessi, och wann dat sech bis elo nach net konkretiséiert huet duerch eng direkt Participatioun um Projet. Leider ass dat och de Fall fir de Centre de remisage, wou et sécherlech wichteg gewiescht wier, fir eppes gemeinsam mat der Eisebunn ze maachen an net am Bësch um Kierchbierg!

Dat stëmmt och fir den Uschloss vum Findel, wou sécherlech och den Uschloss vum Findel iwwert d'Eisebunn op de Kierchbierg, iwwert de Findel op de Kierchbierg eng Optioun gewiescht wier, déi, wa se méi fréi ugaange wier, scho laang realiséiert wier an haut vill Problemer géif léisen. Méiglecherweis inklusiv déi vum Fret vum Findel, vun der Verbindung Gütertransport Findel - Beetebuerg Logistikzentren, wou mer nach net genee wëssen, wat op eis zoukënnt. Mä trotz deene Kritiken do ass den Tram e Quantesprong, deen einfach immens wichteg an dréngend ass.

E puer Wuert zu der Fro vun der Gesellschaft, déi den Tram soll bedreiwen, déi d'Exploitatioun soll maachen. D'Roll vum ëffentlechen Transport ass déi vun enger ëffentlecher Déngschtleeschtung, vum Recht op Mobilitéit. Ëffentlechen Transport ass keng Wuer, ass kee Secteur marchand mat engem kommerzielle But. A ganz Europa hunn d'Gewerkschaften, déi Lénk, d'Aarbechterbewegung sech gewiert dergéint, datt den ëffentleche Persounentransport einfach soll zu engem kommerziellen Objet ginn.

Si hunn duerchgesat an hirer Mobiliséierung - bei där se och ënnerstëtzt gi si vun där leschter Regierung, bei där se ënnerstëtzt gi si vum Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg, dat muss ee soen -, datt beim ëffentlechen Transport, Persounentransport et net noutwendeg ass, obligatoresch ass, fir eng Ausschreiwung ze maachen, an dësem Fall eng europawäit, mä datt een dat och inhouse oder direkt ka verginn. Eppes, wat am véierte Paquet ferroviaire, deen elo muer oder iwwermuer um Kierchbierg diskutéiert gëtt, erëm soll a Fro gestallt ginn a wou, mengen ech, och d'Regierung erëm eng Kéier affirméiert huet, datt se net domadder d'accord ass.

Am Projet de loi war virgesinn eng europawäit Ausschreiwung souwuel fir de Bau wéi fir d'Exploitatioun vum Tram. D'Gewerkschaften, d'Chambre des Salariés, mir hunn dat ëmmer kritiséiert, well dat effektiv eng éischt Privatiséierung gewiescht wier vun engem ëffentlechen Transportmëttel zu Lëtzebuerg, déi e ganz geféierleche Präzedenzfall gewiescht wier. Duerfir si mer frou, datt duerch den Drock vun de Gewerkschaften, vun de Chamberen, vun deene Parteien, déi do derfir waren, datt déi sech elo duerchgesat hunn, fir ze soen: Kommt, mir kucken, datt deen Tram an ëffentlecher Hand bleift an net europawäit ausgeschriwwe muss ginn!

Ee Souci, dee mer behalen, ass dee vum Personal, well hei geschwat gëtt vun enger privatrechtlecher Gesellschaft an ëffentlecher Hand, wou een iwwert déi genee Form eigentlech nach misst diskutéieren, och wäert diskutéieren, well dat wäert jo och eng Kéier an d'Chamber zréckkommen.

An der Initiativ, déi mer geholl haten, fir eng Motioun ze maachen, war virgesinn, do vun enger ëffentlecher Gesellschaft ze schwätzen. D'Majoritéitsparteien halen op déi privatrechtlech Gesellschaft. Mir hate proposéiert, dee Moment awer derbäizesetzen, datt soll d'Personal, d'Aarbechtskonditiounen an d'Lounbedéngunge vum Personal un den ëffentleche Secteur, un dat, wat do besteet, ugelehnt ginn. Dat hunn d'Majoritéitsparteien, zwar divergent, mä leider net ugeholl, soudatt mir eis bei där Motioun enthalen.

Sechste Punkt: d'Verkéiersimpaktetüd, ganz kuerz, well mer de Moien an der Kommissioun nach eng Kéier doriwwer geschwat haten. Et ass wichteg ze wëssen, wat op een zoukënnt. Och am ëffentlechen Transport muss ee wëssen: Wat ass den Impakt vun der Entwécklung op deene verschiddene Plaze fir de Verkéier a wéi fänkt een dat dann op, mat wéi engen Optiounen? An dat ass dat, wat d'Verkéiersimpaktetüde sinn.

Ech ginn elo net méi op déi traureg Geschicht a bei der Stad Lëtzebuerg, wou mer zënter dem November 2011 versprach kréien, d'Verkéiersimpaktetüd ronderëm de Ban de Gasperich ze kréien - net nëmme mir, mä d'Bierger -, a wou dat bis haut net geschitt ass. Duerfir sinn ech frou iwwert d'Zouso vum Minister an der Kommissioun an och iwwert déi kloer Haltung vun der Kommissioun de Moien, datt mer gären déi Verkéiersimpaktetüde vum Zentrum, vun deene verschiddene prolifèren Entwécklungszentren, vum Findel, vum Süd-Hub, datt mer déi gäre virgeluecht kréichen an datt de Minister och bereet ass, an d'Kommissioun ze kommen, fir eis déi ze erklären.

Mäi leschte Punkt: Plan sectoriel. Den Tram, MoDu ass e Stéck vum Plan sectoriel «Transports». D'Plans sectoriels bauen op op Hypotheesen, op Optiounen. Mä déi falen net vum Himmel. Dat sinn Optiounen, déi ee ka beaflossen. An zwar: Wat wëlle mer? Wéi een - et ass vill geschwat ginn hei vun Aarbechtsplazen, vu Wuesstum an esou weider, iergendwa muss een eng Kéier driwwer diskutéieren -, wéi ee Wuesstum wëlle mer?

An do ass et net, wéi de Minister Schneider gesot huet, entweder null - oder esou - oder absolute Wuesstum. Net all Wuesstum ass positiv: Zum Beispill gehéieren Accidenter zum Wuesstum, well se zum BIP bäidroen. Also net alles - ech brauch dat net weider duerzeleeën -, net all Wuesstum ass positiv. Mir brauchen e qualitative Wuesstum.

Mir mussen eis och eng Kéier eens ginn, wou mer Betriber wëllen usiedelen, ob mer alles an der Stad konzentréieren. Wéi vill Individualverkéier wëlle mer? Wéi ee Gütertransport, Strooss oder Schinn, wëlle mer? Dat si strategesch Optiounen, déi iwwert de Plan sectoriel mat geléist ginn, déi implizit bei de Plans sectoriels diskutéiert ginn. Mä mir fäerten, datt se net ausdrécklech wäerten diskutéiert ginn an där Prozedur, wou mer elo dra sinn, déi doranner besteet, datt d'Gemengen d'Plans sectoriels kréien, och den «Transports», datt se da mat de Bierger driwwer diskutéieren an datt d'Gemengen dann d'Konklusiounen zéien, déi se der Regierung ginn. An d'Regierung wëllt dann d'Chamber nach eng Kéier domadder befaassen.

Dat, wat do wäert ënnergoen, dat sinn ebe grad déi grondsätzlech Froen, déi strategesch Froen. A mir géifen et wichteg fannen, wann d'Chamber selwer géif d'Initiativ huelen, fir mat den ONGen a mat de Gewerkschaften iwwert déi strategesch Optiounen, déi sech hannert de Plans sectoriels verstoppen, ze diskutéieren.

Dat kéint ee maachen a Form vun engem Hearing, deen hei an der Chamber kéint stattfanne parallell zu deem Diskussiounsprozess, deen de Moment iwwert d'Gemenge wäert ulafen. Mir riichten en Appell un déi aner Fraktiounen, fir deem zouzestëmmen, fir datt mer deemnächst eng Kéier kéinten dorobber zréckkommen.

Dat gesot, géif ech dann zwou Minutte behalen, fir eventuell nach weider op d'Motiounen anzegoen - wann dat richteg ass.

Mir stëmmen dee Projet do, aus all deenen Ursaachen, déi ech gesot hunn. Mir stëmmen natierlech och déi Motioun, déi mer matgedroen hunn, iwwert d'Beschleunegung vun der zweeter Phas. A mir enthalen eis - bedauerlech, ech muss dat bedaueren -, well d'Fro vum Personal net gekläert ass, bei der Fro vun der Gesellschaft, déi jo elo endlech soll an ëffentlecher Hand sinn, wat positiv ass. Mä mir hätten dat gäre mat gekläert gehat, wat leider net méiglech war.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Nächsten agedroene Riedner ass den Här Franz Fayot vun der LSAP.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech géif dann och ufänke mat engem Merci un d'Josée Lorsché fir säi ganz flotte Rapport, deen haaptsächlech gewisen huet, dass mer elo effektiv schonn 20 Joer ënnerwee si mat deem Projet Tram, an deen och, mengen ech, de Mérite weist vun där Tram A.s.b.l. an och vum Mouvement écologique an där Initiativ fir dee Projet.

Mäi Kolleeg Roger Negri huet scho fir eis Fraktioun zum Projet geschwat, dofir wäert ech mech kuerzfaassen. Ech géif gär haaptsächlech e puer Saache soen aus der Wart vun engem Stater Sozialist, deen och frou ass, dass dëse Projet elo endlech gewielt gëtt, wéi d'Majoritéit vun de Kolleegen heibannen an der Chamber, an dass mer haut endlech kënnen iwwert deen Tram an der Stad décidéieren.

Et ass also laang a vill diskutéiert ginn iwwert dëse Projet Tram an der Stad. Et sinn ëffentlech Diskussioune gemaach ginn iwwert déi lescht zwee Jorzéngten, och an deene leschte Joren ass vill gemaach ginn. Och de Claude Wiseler huet jo nach als Minister Presentatioune gemaach an der Gemeng op diverse Plazen, och an der Ëffentlechkeet, fir dee Projet do ze presentéieren. Mir hunn och nach d'lescht Woch hei an der Chamber mat de Pétitionnairë geschwat, déi jo e Referendum wollten zum Projet Tram.

Ech muss soen, dass d'Konklusioun vun där Diskussioun fir mech eendeiteg war. Do war e breede Konsens tëschent all de Parteien - mat der Exceptioun vun enger -, dass et keng Suite sollt ginn zu där Petitioun. An dofir fannen ech et effektiv och e bësse surprenant, dass da gesot gëtt, hei vun der Säit vun der CSV, dass een domat nach hätt missen zréck an d'Fraktioun goen. Dat war eng ganz eendeiteg Décisioun an et war keen Objet fir esou eng Mesure dilatoire.

Bei der Diskussioun ëm den Tram ass engem opgefall, dass d'Leit aus dem ganze Land matgeschwat hunn, an net nëmmen d'Leit aus der Stad. Dat ass gutt an dat ass demokratesch, well d'Leit aus dem ganze Land si concernéiert. D'Leit kommen all an d'Stad a sinn och concernéiert vun der Mobilitéit an der Stad.

Et ass engem och opgefall an ëffentlechen Diskussiounen, dass oft Leit hiert Bedaueren an hire Regret ausgedréckt hunn, dass deen Tram ëmmer nach net realiséiert ass.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- D'Leit verstinn net, firwat dat do 20 Joer gedauert huet. An d'Leit gesinn deen Tram als eng Nécessitéit. Dat ass och e Gefill, wat ee kritt, wann een déi ëffentlech Diskussioun do verfollegt. An ech mengen, dat reflektéiert sech och an deene

Meenungsëmfroen, déi een a leschter Zäit gesinn huet. Déi rezentst vun Enn 2013/Ufank 2014 weist jo, dass ongeféier 70% vun de Lëtzebuerger mat deem Projet do d'accord sinn. Et ass also eng staark positiv Meenung fir dee Projet. Ech mengen, dass d'Leit och eng Attente hätten, dass dat elo gestëmmt gëtt.

D'Stater selwer hu sech och zu Wuert gemellt. D'Geschäftswelt huet hir Ängschten deklaréiert. Si fäert d'Incidencë vun deem Chantier op hir Geschäfter. Et gëtt och Awunner aus de Quartieren, déi fäerten. An ech mengen, et muss een all déi Ängscht do eescht huelen an et muss een a Kontakt bleiwe mat de Bierger während der ganzer Dauer vun deenen Travauxen.

Ech mengen, d'Viviane Loschetter huet dat jo och, als Schäffin vun der Stad Lëtzebuerg, u sech gesot hei, dass dat géif stattfannen. An ech begréissen dat.

Et muss een d'Leit an de Quartieren opklären, dass de Stater Busservice net ofgebaut gëtt. Ech mengen, dat ass och eng Angscht vun der Mobilitéit. Et muss een hinnen au contraire soen, dass deen Tram wäert dozou féieren, dass d'Busse sech kënne méi konzentréieren, fir an d'Quartieren eranzefueren, an net méi mussen op deenen Achsen do fueren, wou bis elo dee grousse Bustrafic fiert.

Et muss een och kucken, dass déi eenzel Deeler vum Chantier méiglechst schnell ofgeschloss ginn. Dass dat méiglech ass, dat gesäit een an enger Stad wéi Stroossbuerg, wou den Tram a fënnef Joer realiséiert ginn ass. Dat heescht, dat ass méiglech, dat ka schnell goen, a wann dat gutt organiséiert ass, da geet dat och.

Ech war awer e bësse verwonnert, dass sech wéineg Awunner aus de Quartieren zu Wuert gemellt hunn, déi als alleréischt vum Tram betraff sinn. Ech schwätzen hei och e bëssen an eegener Saach, an der Haaptsaach vun de Stater, déi an der Uewerstad an op der Gare wunnen. An ech mengen, dass et besonnesch och fir déi Leit vun Intérêt ass, dass hir Liewensqualitéit erhale bleift, an ech mengen, dass och justement do den Tram vill wäert brëngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Liewensqualitéit gëtt haut besonnesch an deenen zentrale Quartieren duerch de massive Beruffsverkéier geschiedegt. De Claude Wiseler sot elo d'éinescht, dass hie géif mengen, dass et an der Stad net vill… am Fong kee Verkéiersproblem gëtt, dass deen éischter bausse ronderëm ass. Eh ben, als een, dee wierklech am Fong haaptsächlech an der Stad zirkuléiert, mengen ech, ass dat net ganz richteg.

D'Verkéiersopkommen, wat jo massiv ass an elo en fait vun der Eisebunn an duerch eng Armada vu städteschen an RGTR-Busse vehikuléiert gëtt, ass effektiv massiv. An derbäi kënnt natierlech de Beruffsverkéier, de Privatverkéier, deen och nach duerch déi vill Parkhaiser, déi jo an der Stad präsent sinn an déi am Laf vun der Zäit ugeluecht goufen, u sech méi grouss gemaach gëtt.

D'Bussen: Et ass vill iwwert d'Busse geschwat ginn. Ech mengen, et muss een net méi schrecklech laang dorobber agoen, mä mir sinn op engem Punkt ukomm, wou de Bustrafic op engem Point d'engorgement absolu ass. Méi geet net. D'Stad erstéckt littéralement am Bustrafic. Besonnesch an de Spëtzestonnen zitt sech eng eenzeg laang Schlaang vu Bussen tëschent Gare an Uewerstad, mä och a Richtung Areler Strooss, a Richtung Lampertsbierg a Kierchbierg. Och d'Nei Avenue, d'Rue Aldringen, d'Biedergaass mëtten an der Stad si regelméisseg mat Busse verstoppt.

Mir brauchen - mir schwätzen heiansdo vum Mettis -, mengen ech, keng Busse méi uneneen unzeketten, si fuere souwisou wéi un enger Ketten zu Spëtzestonnen. Dat ass schonn impressionnant, wann een déi gesäit iwwert déi blo Bréck fueren. Dat ass effektiv eng laang Blechschlaang.

An och déi katastrophal Wäerter vun der Loftqualitéit op munche Plazen - déi extensiv ugeschwat gi si vum Viviane Loschetter - sinn net gutt a mussen, a ginn a mengen Ae sécher och verbessert duerch de Projet Tram.

Dernieft probéiert dann den Individualverkéier nieft de Busse sech duerchzeschlängelen, an zwar meeschtens mat grousser Vitesse an Aggressivitéit, Moies, wann d'Leit op d'Aarbecht ginn, owes, wa se presséiert si fir heem, meeschtens genervt, meeschtens ze schnell duerch d'Quartieren, respektéiere keng Vitessen, wat mënschlech ass, mä wat natierlech net bäidréit zu der Liewensqualitéit an der Stad.

Dertëschent mussen dann nach iergendwéi d'Vëlosfuerer an d'Foussgänger kucken, fir ze iwwerliewen. Och als een, dee vill Vëlo fiert an der Stad, muss ech soen, dass dat net ëmmer ongeféierlech ass. An dat wëssen och all déi aner Kolleegen, déi ähnlech Experienze maachen.

Aus all deene Grënn, fir deem ze remédiéieren, brauche mer elo endlech deen Tram.

Et kann ee bedaueren, dass dat esou laang gedauert huet. Et ass erënnert ginn un de Projet BTB, dee schonn 1998 prett war. Deemools ass deen aus verschiddene politesche Manöveren - ech mengen, et soll een elo net méi weider dorobber agoen - ofgeschoss ginn. Bon, ech mengen, et ass elo keng Zäit méi fir Scholdzouweisungen, mä dat ass awer trotzdeem en rétrospective nach ze bedaueren.

D'Stad Lëtzebuerg ass säit längerer Zäit amgaang, sech an eng polyzentresch Stad ze entwéckelen, déi aus verschiddene Ballungsgebidder besteet. Nieft der Uewerstad, der Gare an dem Kierchbierg wäerte muer ëmmer méi och de Ban de Gasperich an d'Porte de Hollerich urban Zentre vun der Stad Lëtzebuerg ginn. Mir fueren trotzdeem haut nach an der Stad mat engem Buskonzept aus den 80er Joren, dat d'Bussen duerch d'ganz Stad iwwert d'Gare no alle Säiten hi verdeelt. An nach ëmmer fueren d'RGTR-Bussen - déi eigentlech näischt an der Stad verluer hunn - duerch d'ganz Stad. Et gëtt Zäit, all déi Achsen duerch e performanten ëffentlechen Transport, wéi dem Tram, ze verbannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat den Tram brëngt, dat kann een elo schonn a ville groussen a manner groussen europäesche Stied feststellen. Ech verweisen op Stroossbuerg, ech verweisen op Bordeaux, op Reims, op aner Stied an Däitschland oder an Holland oder am Norde vun Europa.

Zesumme mam Tram kënnt och eng urbanistesch Transformatioun - déi ass och schonn ugeschwat ginn -, déi d'Liewen an deene Stied, wou en Tram do ass, méi agréabel mécht fir jiddwereen, deen do lieft.

Den Tram brëngt fir d'Éischt emol eng Berouegung an den Haaptverkéiersachse vun der Stad.

Den Tram, a sengem eegene Site, urbanistesch gutt ugeluecht, ass eng Sträif vu Sécherheet a Confort fir d'Passagéier op hirem Wee duerch d'Stad.

Den Tram erlaabt grouss Zuele vu Leit zesumme confortabel an ouni Gedrécks ze transportéieren. Doduerch entfält op der Haaptstreck vum Tram e gudden Deel vum städtesche wéi vum RGTR-Busverkéier. De städtesche Busservice kann an de Quartieren ausgebaut ginn an als Zoubrénger fir den Tram optimal fonctionnéieren.

Dobäi ass ausdrécklech ze begréissen, dass den Tram net nëmme vun der Gare aus fiert, mä och bis op den Houwald an op Zéisseng weidergefouert gëtt, well do d'Agglomeratioun sech an de leschte Jore massiv erweidert huet.

Aus all deenen Ursaache fannen ech d'Investitioun an den Tram absolut noutwendeg fir d'Zukunft vun der Stad Lëtzebuerg. Domat gëtt et méiglech, de Verkéier, deen an den nächste Joren duerch wirtschaftleche Wuesstum an urbanistesch Initiativen an der Stad a ronderëm der Stad entstoe wäert, op eng intelligent Manéier opzefänken, amplaz ëmmer méi Bussen anzesetzen.

Ech hoffen dofir, dass den Tram schnell gebaut gëtt an domat d'Stad méi schéin a méi mobil gëtt. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Fayot. D'Wuert huet elo déi lescht ageschriwwe Riednerin, d'Madame Lydie Polfer vun der DP.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen! Mir wäerten haut à la quasi-unanimité - ech soen „quasi-unanimité" - e Projet stëmmen, deen d'Bild vun der Stad wäert prägen, jo, veränneren an, dovu ginn ech aus an dat hoffen ech, d'Liewensqualitéit wäert verbesseren.

Jo, et ass e Projet, dee laang gedauert huet. Mä ech si mam Här Negri eens: Dat huet net wierklech geschuet, well an all deene Joren ass vill a vu villen - a vu ganz villen - un deem Projet geschafft ginn! An dee Projet, dee mer haut hei virleien hunn, dat ass wierklech e bessere Projet, méi e kompletten.

Dofir kann ech och elo direkt scho soen, datt ech deem wäert zoustëmmen, an net nëmmen ech, mä meng ganz Fraktioun, esou wéi den Här Gusty Graas et scho gesot huet.

Ech wëll awer och direkt der Madame Lorsché Merci soe fir dee ganz komplette Rapport, dee si gemaach huet, wou si den Historique gemaach huet. Mä erlaabt mer vläicht, ganz e bëssen dann awer nach méi op den Historique anzegoen, wann ech soen „verbesseren", an en - an ech mengen, dat erwaart Der och vu mir - e bëssen an d'Bild ebe vun der Stad och ze setzen.

Et sinn elo just 50 Joer hier, datt eben den Tram, dee leschten Tram gefuer ass: '64, haut si mer 2014. Firwat ass en dee Moment ofgeschaaft ginn? Et ass gesot ginn: E war dee Moment net méi op der technescher Héicht an déi nei Zäit vun der Mobilitéit duerch den Auto huet sech ugebahnt. Déi ass komm an d'Mobilitéit ass ganz staark duerch den Auto gepräägt ginn.

Mä dat war nach net de Problem u sech. Wéini huet de Problem sech ugebahnt? Wann ech soen „Problem", dann ass et wéi ëmmer: Engersäits ass et e Problem an anerersäits ass et eppes formidabel Positives. Dat formidabel Positivt ass, wéi op eemol an den Enn 70er, ufanks 80er Joren d'Stad Lëtzebuerg sech zu deem entwéckelt huet, wat sech elo an deene leschten 30 Joer nach vill méi entwéckelt huet: zu enger vun den Europahaaptstied als Finanzzentrum, déi en enormen Développement an eng enorm Attraktivitéit hat.

Wéi gesot, dat war fir ons alleguerten! A mir liewen haut - a mir liewe gär a mir liewe gutt! - vun där formidabeler Attraktivitéit an deem Développement. Mä gewëss hu mer awer och alleguer relativ schnell gesinn, datt dat och seng Grenzen hat an datt huet misse géigegesteiert ginn. An Dir hutt et kuerz ugeschwat, jo, schonn an de 70er, an den Enn 70er Jore sinn an der Stad Lëtzebuerg déi éischt Foussgängerzone gemaach ginn, fir deen autofräie Raum ze schafen, deen d'Leit och gefrot hunn.

Ech muss mech allerdéngs erënneren och, an dofir, fir d'Bild komplett ze maachen, muss ech dat awer och ënnersträichen: D'Stad Lëtzebuerg huet an all deene Joren a besonnesch och an deenen 80er Joren, wou ech kann en connaissance de cause schwätzen, alles gemaach, fir deene méi negativen Tendenze vun där Entwécklung vun onser Stad entgéintzewierken. An dat ass no baussen an no bannen.

Wann ech „no baussen" schwätzen, dann denken ech do virun allem un d'Schafe vun dem Contournement, vun dem Contournement nom Ostdeel vun der Stad, dat, wat et bis an d'90er Joren net ginn ass! An ech ka mech haut nach ganz gutt erënneren, wien derfir war a wien dergéint war. Ech wëll mer net virstellen, wa mer haut dee Contournement net hätten! Ech ka mech nach ganz gutt erënneren, wéi iwwert d'Place de l'Étoile de ganzen Transitverkéier, deen aus der Belsch komm ass an dee wollt an Däitschland fueren, wéi deen iwwert d'Place de l'Étoile huet misse fueren. Dat war bis an d'90er Joren. An och dat hu mer als Stad Lëtzebuerg missen duerchboxen!

An ech kann haut nach nëmmen dem Minister Schlechter wierklech Merci soen, fir gehollef ze hunn, déizäit mat der CSV an der Regierung, mä wou hie sech zum Deel géint seng eege Leit huet missen duerchsetzen, fir datt dee Contournement an nach anerer - an nach anerer! -, fir datt dee Contournement gemaach ginn ass.

Dat nämlecht gëllt fir d'Rocade de Bonnevoie, déi erlaabt huet, datt mer och deen Transitverkéier aus der Stad erausgeholl hunn. Ech wëll net mer virstellen, wa mer deen net haut hätten, an do wëll ech nodréiglech nach eng Kéier dem Minister Goebbels Merci soen, deen dat - dee Moment ass et du scho méi einfach gaangen -, deen dat duerchgezunn huet.

An ech wéilt mer och ons Stad net virstellen, wa mer net den Tunnel ënnert der Stad hätten! Ech wéilt mer net virstellen, wéi dann d'Verkéierssituatioun an der Stad wier. An do wëll ech dann nodréiglech dem Minister Kohnen Merci soen, dee sech dofir wierklech staarkgemaach huet. Dat nëmmen, fir e puer Moossnamen ze soen, déi mer no bausse geholl hunn.

Mä domat hu mer net opgehalen. Mir hunn och no bannen, an der Stad déi Moossname geholl, fir eben deen Trafic, deen effektiv... An ech kéint elo mat den Zuelen hei operéieren, mä Dir hutt der scho vill héieren, ech wëll Iech net doutmaachen, ech soen der nëmmen e puer. Huele mer d'Autoen: 1972 waren - am ganze Land elo, ech hunn déi vum ganze Land - 140.000 Autoen ugemellt, 1982 waren et der schonn 170.000, 1992 waren et der 290.000 an haut sinn et der 370.000, nëmme wat d'Privatautoen ubelaangt, an nach vill méi, 480.000, wann een all d'Gefierer hélt. Nëmme fir ze soen, mat wéi enge Situatioune mer befaasst waren!

A mir hunn also intern - an ech schwätzen ënnert dem Contrôle vun der Madame Brasseur, déi och no dem Här Bourg Verkéiersschäffen eng ganz Zäit war, an dem Här Meyers, deen als Alleréischte Verkéiersschäffe war -, mir hunn intern déi Moossname geholl zesummen, fir eben de Verkéier effektiv, wéi soll ech et soen, ze „bändegen" an an de Grëff ze kréien, sief dat duerch Opfangparkingen, déi mer natierlech nach net esou wäit aus der Stad, mä awer relativ schonn um Rand vun der Stad gemaach hunn, sief dat duerch d'Route d'Arlon.

Oder eng éischt Moossnam - enfin, eng éischt Moossnam -, eng Moossnam, déi fir d'éischte Kéier d'Masse beweegt huet: wéi mer de Glacis payant gemaach hunn. Ech ka mech un zwee dee Moment jonk an dynamesch sozialistesch Conseilleren nach gutt erënneren,...

(Interruption)

...déi zwee Nimm gi mat „K" un -, déi demonstréiert hunn, wat mir ons géifen erlaben, de Parking Glacis payant ze maachen, dat wier dach wierklech allerhand.

Dat war '83, wou mer, wéi gesot, ëmmer an deem nämlechten Trend virgaange sinn,...

(Interruptions)

...fir d'Autoen aus der Stad méi a méi erauszehalen: Opfangparkingen, de Parking résidentiel, dee mer an den 90er Joren - an d'Madame Brasseur ka sech gutt erënneren -, dee mer an den 90er Jore schonn ugefaangen hu vum Zentrum hier. An elo sinn ech an den 90er Joren.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Pst!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Ech hunn dat hei misse soen, fir wéi gesot deen Historique e bësse komplett ze maachen a fir ze weisen, datt d'Responsabel aus der Stad Lëtzebuerg sech scho ganz laang ganz vill Suerge gemaach hunn a permanent Initiative geholl hunn, fir eben deen ëmmer méi grousse Verkéier vun där ëmmer méi grousser Attraktivitéit vun där ëmmer méi wichteger Finanzplaz iergendwéi anzedämmen.

An Enn den 80er Joren ass souguer vun engem „Minimetro" geschwat ginn. Déi Diskussioun war awer du relativ schnell eriwwer. An du koum ufanks den 90er Joren dat, wat d'Madame Lorsché jo och seet, du koum den Tram, koum d'A.s.b.l., e modernen Tram fir d'Stad Lëtzebuerg.

Mä wéi gesot, domat ass et net ugaangen. Laang virdru war et schonn ugaangen. A mir als Stad Lëtzebuerg, mir hu permanent mat der Regierung geschafft, fir déi beschtméiglech Léisungen ze fannen, fir deem ëmmer méi grousse Verkéiersopkommen, wat eben, ech ënnersträichen et, déi positiv Säiten awer vun der Entwécklung begleet huet, fir deem Meeschter ze ginn.

An da kommen ech, do komme mer op d'Lux-Traffic-Etüd, déi '93 gemaach ginn ass. Déi vun der Stad Lëtzebuerg gedroe ginn ass! Et ass net, datt dat eppes gewiescht wier, wat ausser der Stad Lëtzebuerg gewiescht wier. Déi hu mir mat gedroen, déi hu mir mat bezuelt! An do koumen, do si Saache proposéiert ginn, déi effektiv vun deem Moment un op..., wéi soll ech soen, wou ee sech awer Gedanke gemaach huet. An ech war ganz frou, wéi virdrun den Här Wiseler gesot huet: „Ech war keen...". Wéi hat Der gesot? Ech war kee Fetischist?

(Interruption)

„Ech war kee Fetischist vun dem Tram."

Ech ka mech erënneren, de Xavier Bettel, deen huet virun zwee Joer hei gesot, hie wier kee Fanatiker vun dem Tram gewiescht. Mä, an ech mengen, dat éiert een och, wann een iwwer eng wichteg Problematik nodenkt, datt een all d'Facettë vun enger Medail kuckt, déi positiv an och déi, déi emol kéinte méi komplizéiert sinn.

A wat war, an da kommen ech op déi wierklech essenziell Mériten, déi d'Stad Lëtzebuerg huet, wat war eng vun deene Suergen, déi mer haten? Mir haten nämlech ugefaang an den 90er Joren, ganz am Ufank hu mer eng komplett Reform vun eisem Busservice gemaach, genannt d'Brändli-Reform. Eng komplett Reform vun eisem Busservice, déi gemaach huet, datt dee Busservice vu Joer zu Joer méi attraktiv ginn ass an och méi produktiv. Och do kéint ech Iech mat Zifferen déngen.

Wa mer 1989 11 Millioune Leit transportéiert hunn, dann hu mer der 1990 schonn 13 Milliounen transportéiert. 1991 waren et der 15 Milliounen. An haut, lauschtert gutt no, haut sinn et der 37 Millioune Leit, déi mir am Joer mat de städtesche Bussen, an elo schwätzen ech nëmme vun de städtesche Bussen, transportéieren. Ech brauch Iech jo net ze soen, datt dat e Coût huet. Ech brauch Iech jo net ze soen, datt dat e Coût huet! Eise Busservice, dee kascht d'Stad Lëtzebuerg iwwer 70 Milliounen d'Joer.

An da kommen ech, wann ech kann äntwerten dem Här Wiseler, wou Der gesot hutt - ech sprangen elo e bëssen, mä ech bleiwen awer beim Fuedem -, wou Der gesot hutt, wéi ass et da méiglech, datt den Här Minister Bausch

konnt soen, fir déi zweet an déi drëtt Etapp, do wieren elo d'Gemengen net direkt an d'Stad Lëtzebuerg net direkt derbäi. Also fir déi zweet schéngt et mer jo evident, well déi zweet Etapp, dat ass jo déi, déi op den Héienhaff geet. Dat ass jo guer net méi, dat ass jo net méi op dem Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Déi, déi op d'Cloche d'Or geet, déi ass zum Deel, déi ass zwar 80% op eisem Gebitt.

Mä, ech mengen, déi Grondiddi, déi de Minister Bausch wollt domat ausdrécken, war, fir ze soen, hei ass awer elo wierklech eng Gemeng, an déi, déi bäi Wäitem am meeschten investéiert an den ëffentlechen Transport, an an den ëffentlechen Transport net nëmme vun hire Bierger, mä vun der nationaler Communautéit! An dat ass jo dat, wat an dësem Projet esou positiv ass.

An un dësem Projet huet den Här Wiseler, an dat wëll ech wierklech awer soen, e ganz grousse Mérite. Hien huet an deene leschte Jore ganz vill pädagogesch gewierkt an en huet vill explizéiert, an den Här Bausch, muss ech soen, huet en awer nach verbessert...

(Hilarité)

Mä wat un dësem... Ech mengen, et muss een d'Kanner beim Numm nennen.

(Interruptions diverses)

Mä, wéi gesot, dem Här Wiseler säi Mérite ass ganz grouss an dësem Dossier. Mä wat den Här Bausch wollt soen, dat ass, datt en einfach unerkennt, datt et hei eng Gemeng gëtt, quitte datt et d'Haaptstad ass, déi en enormen Effort iwwer Joren, iwwer Jorzéngte gemaach huet fir den ëffentlechen Transport. An datt dat do e Punkt ass, deen een an der nationaler Diskussioun awer muss vläicht abréngen. Esou hunn ech et op alle Fall verstanen. An an deem Sënn hunn ech et och ganz guttgeheescht.

Ech kommen awer elo drop zréck, wat eng vun eisen Haaptsuerge war. An herno kommen ech op de BTB zréck. Firwat, wat hu mir gefaart? Oder wat... Net gefaart, mä wat war eng vun eise Froen?

Dir musst wëssen, datt mir an der Stad Lëtzebuerg haut schonn - haut schonn! - en „modal split" hu vun tëschent 32 an 33%, eleng iwwert den ëffentlechen Transport! Wann een dann derbäihëlt, obscho mer do keng genau Zuelen hunn, mä ech ginn awer elo emol dovun aus, 3 bis 4% mat dem Vëlo, da si mer hei an der Stad Lëtzebuerg haut scho bei engem „modal split" tëschent 35 a 36%. Dee Service ass opgebaut - an et ass de Mëtteg e puermol duergeluecht ginn - op effektiv en extrem performante Service fir d'Awunner aus onser Stad.

An eng vun eise Froe war vun Ufank un: Wéi gi mer domat eens, fir datt - an ech mengen, dat ass jo awer ons Responsabilitéit - d'Bierger vun der Stad net op eemol e manner gudde Service kréien an doduerch den „modal split", dee mer op nationalem Plang bei 25/75 upeilen, datt deen erofgeet? Well dann hätte mer net vill geschafft. Dofir eis Froen, an déi kënnt Der - an ech ziele se awer elo net méi op, well et ass awer scho spéit -, déi sinn an all deene Motiounen, déi mer am Gemengerot an all deene Jore geholl hunn, opgezielt ginn.

Natierlech, an den Här Wiseler huet et och gesot, natierlech ass de Käschtepunkt, dat war och ee Punkt. Mä de Service, dee mer eise Bierger, eise Bierger an all deenen, déi ons net nëmmen d'Freed an d'Éier maachen, mä déi ons alleguerten, der nationaler Communautéit d'Freed an d'Éier maachen, heihinner schaffen ze kommen, wéi kënne mer dee Service garantéieren?

Ech hunn elo ee Wuert gesot vun dem Service, dee mer ginn. Dee Service gi mir, dee Service gëtt och den RGTR. A wéi esou oft am Liewen, d'Saache ginn a se ginn, op eemol si se esou gutt, datt se op eemol awer vun deem Gudde kuerz un der Schwell sinn, fir ze vill ze sinn. A genau op deem Punkt si mer mat de Bussen.

Mat de Bussen zum Beispill an der Aler Avenue. Kënnt Dir Iech virstellen, datt moies oder owes, mä ech huelen elo emol moies, an de Stousstonnen, an enger Stonn 145 Bussen tëschent der Gare iwwert d'Avenue de la Liberté an den Zentrum fueren? Dat ass all 25 Sekonnen ee Bus! Dat mécht, datt d'Loft do effektiv, an d'Madame Loschetter huet d'Zuelen all ganz gutt gesot am Detail, datt d'Loft, datt mer do all Wäerter iwwerschratt hunn.

Net nëmmen, datt mer d'Wäerter iwwerschratt hunn, mä och d'Organisatioun vun deem ëffentlechen Transport kënne mer net méi esou organiséieren, wéi e modernen, effizienten ëffentlechen Transport dat fuerdert. Den Tram zum Beispill, mat all dräi Minutten, gëtt méi Wach, fir op deene Kräizungen, wou dann eben och den Auto nach duerchfiert, fir dat ze organiséieren. Ofgesinn dovun, datt d'Capacitéit natierlech vun enger Rame ganz, ganz aneschters ass.

Ech kommen elo nees zréck op de BTB. Wat war beim BTB net gutt? A firwat ass en och net duerchkomm? D'Madame Lorsché hat ee Moment gesot, hätte mer - wat war et? - 1996 oder 1997 et gestëmmt, da géife mer haut hei net sëtzen. Entschëllegt, mä dat ass net wierklech wouer, well de BTB hätt weder da geklappt, en hätt net kënne goen. En hätt net kënne goen!

An en ass net nëmme gekillt gi vun der CFL, en ass gekillt ginn, an dat steet schwaarz op wäiss an dem Rapport vun den Ingenieuren - ech wëll elo den Numm net soen, well ech kengem wëll onbedéngt schueden -, mä et ass awer relativ cocasse, datt et deen nämlechte Büro war, deen d'Etüde gemaach huet fir de BTB, deen 2005 an där Etüd, déi nees eng Kéier vum deemolegen Transportminister, dem Här Lux, an der Stad Lëtzebuerg an Optrag ginn ass, déi mer duerno nennen, déi duerno den Ulass war fir dee Projet, dee mer haut hunn, et ass an där Etüd, wou kloer gesot ginn ass, datt de BTB net hätt kënne fonctionnéieren, souwuel aus technesche wéi aus Sécuritéitsmoossnamen. Dat muss een awer einfach fairerweis soen, an dat steet schwaarz op wäiss do.

Dofir hat ech virdrun erkläert, mir hunn Zäit gebraucht, mä de BTB wier och dee Moment... Well, wa mer et esou gemaach hätten, ofgesinn dovun - an dat konnt e Laie schonn dee Moment agesinn, datt dat jo net konnt goen -, dee war jo drop aus, datt en Zuch vun der Schinn an dem Takt mat dem internationalen Trafic op eemol duerch d'Stad géif fueren an op där anerer Säit nees op d'Schinnen an am internationalen Takt misst matfueren.

Entschëllegt, mä wéi gesot, ech sinn net Ingenieur an ech kann och net zu allen technesche Froe Ried an Äntwert stoen, mä dat do war awer och fir mech evident, datt dat do ganz schwéier ze erreeche wier, wëssend, datt an der Stad en och nach hätt misse stoppe fir eng Fra, déi mat der Kannerkutsch iwwert d'Schinne geet oder fir Leit, déi iwwert d'Schinne ginn.

Dofir: Klammer ronderëm de BTB. D'Iddi war gutt gemengt. Mir hu se jo matbezuelt, fir se op d'Blat ze kréien. Mä en hat ebe Schéinheetsfeeler, déi gemaach hunn, datt och d'Madame Delvaux, déi dee Moment Transportminister war, kee Projet de loi déposéiert huet. Dofir, et muss ee scho mat Virsiicht déi Saache kucken.

2006 ass et dunn - an ech maachen et kuerz, Dir hutt schonn alles gesot -, 2006 ass du wierklech zesummen dru geschafft ginn. De Minister Wiseler huet d'lescht Joer am Oktober de Projet presentéiert. De Minister Bausch huet am Januar dee Projet an deem Sënn, an da soen ech dat, verbessert, datt e méi kloer gesot huet - quitte datt déi Etappen och bei Iech virgesi waren, Dir hutt ons dat op alle Fall ëmmer versprach -, datt déi Etappen och kéimen, déi op den Héienhaff, déi fir mech essenziell ass, wann ee bedenkt, datt d'Nordstrooss awer och elo d'nächst Joer soll fäerdeg ginn. Déi Strooss ass jo net gebaut ginn, ginn ech emol dovunner aus, datt keen driwwerfiert.

A mat allem Respekt an hoffentlech, datt der vill den Zuch huelen an op dem Pont-Rouge erausklammen, an net mam Auto kommen. Mä wa se 2015 opgeet, da wäerten awer och eng Rei Leit op där Strooss an d'Stad kommen. An dofir wier et essenziell an ass et essenziell, datt esou schnell wéi méiglech déi zweet Etapp op den Héienhaff gemaach gëtt. Dofir verstitt Der, datt mir nëmme kënne begréissen, wéi de Minister Bausch gesot huet, dat wier vun der Regierung hier och eng éischt Prioritéit.

An dann déi aner Etapp, déi aner op d'Cloche d'Or. Ech mengen, och do brauch ech net vill ze soen, datt dat fir eis essenziell ass, an datt dat do ee vun deene Punkten ass, mat dem Kierchbierg, wou an deenen nächste Joren déi meeschten Aarbechtsplaze wäerte kommen.

Mir hunn eben eng Stad, a mir kënnen eis nëmmen driwwer freeën, déi ganz attraktiv ass. Déi, souwuel wat d'Populatioun ubelaangt, wierklech an deene leschte 15 Joer enorm sech développéiert huet, vun 80.000 op haut 104.000 Aarbechtsplazen, déi enorm an d'Luucht gaange sinn. Déi brauch ech Iech net ze soen. National hu mer 380.000, 385.000 Aarbechtsplazen. Eleng dovun ass bal d'Halschent hei an der Stad! Datt dat eng enorm Konzentratioun ass, weess jiddwereen.

An datt mer dofir en zesummenhängend Mobilitéitskonzept hunn, dat sech net op d'Stad beschränkt - an do sinn ech d'accord mat all deenen, déi dat hei gesot hunn, et ass eng Evidenz -, dat ka sech net op d'Stad begrenzen, dat muss vun allen Ecken aus dem Stat esou koordinéiert sinn, datt déi meeschte Leit méiglechst kënnen en effizienten ëffentlechen Transport huelen. Eleng esou kënne mer garantéieren, datt et muer sech och an dëser Stad nach gutt ootme léisst, datt een eng gutt Mobilitéit huet, fir eben déi Attraktivitéit ze hunn, déi mer jo wëllen, net nëmme fir d'Stad, mä fir dëst Land ebe garantéieren.

Sou, ech mengen, ech hätt elo zu deene meeschte Punkten eis Positioun kloergemaach. Dir kënnt sécher sinn, datt mir alles wäerte maache fir déi Punkten, déi nach opstinn... Well ech mengen, de Wëllen ass kloer, an ech si frou an ech freeë mech, an d'Madame Loschetter huet et och scho gesot, ech freeë mech, datt dat esou eng grouss Ënnerstëtzung fënnt. Mä natierlech sinn nach Punkten ze beschwätzen.

Ech mengen, mir hunn ons engagéiert zu engem Drëttel fir déi Zommen, déi hei genannt sinn. Bei 345 Milliounen, 230 fir de Stat, 115 fir d'Gemeng. Do gëtt effektiv vu Mesures compensatoires dra geschwat. Wéi genau se sinn, wéi importent déi wäerte sinn, ech mengen, dat muss een nach kucken. Mä ech ginn dovun aus, datt mer heibäi, wéi och bei all deenen aneren Devisen, déi mer elo wäerte kréien, alles wäerte maachen, datt mer déi Devisen an déi Zommen do wäerten anhalen.

Mir sinn och eis ganz kloer, datt aus dem GIE LuxTram eng LuxTram S.A. gëtt, déi awer honnertprozenteg an ëffentlecher Hand ass. A wie seet „ëffentlech Hand", dee weess och, datt mer dem Public musse Rechenschaft ofleeën. Dat ass fir eis evident.

Mä nach wäerte mer awer versichen, dat esou effikass an esou gutt ze organiséiere wéi nëmme méiglech. D'Fonctionnementskäschten, op d'mannst wat deen éischte Volet ubelaangt, do si mer eis och eens. Wéi et da weidergeet, wann déi zweet an déi drëtt Etapp derbäi sinn, ech mengen, do si mer jo dann do, fir och dat kloerzestellen. Op alle Fall, eis Kollaboratioun ass do assuréiert.

Ech wollt nach vläicht op ee Punkt agoen, deen den Här Wiseler gesot hat. Ah jo, mam Finanzement, do hunn ech Iech scho gesot, et schéngt mer evident, datt deen Ausbau do, wou et net an der Gemeng Lëtzebuerg ass, datt mir och do net musse sinn.

Et ass dann d'Fro gestallt gi vum Biberonnage, ob dat fiabel wier. Also erwaart net vu mir, datt ech Iech elo hei déi technesch Äntwerte ginn. Just, wann ech gesinn, datt et op enger ganzer Rei Plaze fonctionnéiert - Saragossa schéngt e super Succès ze sinn, e wonnerbart Beispill -, da ginn ech emol dovunner aus, datt déi Technik wierklech sech bewährt huet. A mir wäerten natierlech all Suerg drëms droen, datt dat och bei ons esou ass. Ech mengen, kee vun eis wëllt do eppes maachen, wat iergendwéi e Geforepunkt fir eis Bierger géif duerstellen.

D'Indemnisatiounen. Mat de Commerçanten, do wäerte mer eis zesummesetzen. Ech mengen, dat Wichtegst ass do, et geet elo net, datt hei onbedéngt Sue musse fléissen. Well do weess een, wou een ufänkt, mä et weess een net, wou een ophält. Mä et geet drëms, alles ze maachen, datt déi Leit, déi laanscht eben de Chantier sinn, genau wëssen, wéini de Chantier bei hinnen ass, datt dee Chantier och esou laang dauert wéi gesot. Datt se sech also an hire Wueren, déi se kafen, kënnen dorop ariichten. An ech mengen, da misste mer dat kënnen iwwert d'Bühn kréien. Op d'mannst esou gutt wéi mer eng Rei Chantieren och an deene vergaangene Joren hei an der Stad haten.

Voilà! Dat fir e puer Prezisiounen nach dozou ze bréngen. Mir wäerten op alle Fall vun der Stad Lëtzebuerg alles maachen, datt de Service, dee mer och eise Bierger ginn... Vläicht nach ee Wuert zum Busservice. Jo, de Busservice ass fir ons a bleift fir ons en elementaart, e wichtegt Element vun deem Service, dee mer eise Bierger wëlle ginn. A mir wäerten deen, mir mussen, net nëmme wäerten, mä mir mussen en nei organiséieren.

Awer mir wäerte versichen, et souguer nach besser ze maachen, an deem Sënn, datt mer eppes maachen, wat vun eise Bierger oft scho verlaangt ginn ass, dat heescht net nëmmen all Quartiere mat dem Zentrum an der Gare verbannen, mä och ënner sech: vu Gaasperech och op Belair, vu Belair an den CHL. Jee, déi transversal Linnen, alles dat steet op eisem Programm. An, wéi gesot, ech freeë mech, dorunner mat Iech déi nächst Joren an deem Sënn weiderzeschaffen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Député-Maire vun der Stad Lëtzebuerg. An domat huet den Här Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt ufänken a fir d'Éischt der Rapportrice, der Madame Lorsché, en décke Merci soe fir déi zwee gutt Rapporten, déi se hei geschriwwen huet an och virgedroen huet.

Ech wollt awer och mengem Virgänger, dem Här Wiseler, Merci soen, mat deem ech jo, mat enger anerer Kap, vill un deem Projet zesummegeschafft hu virdrun. Ech mengen, mir hunn déi Jore virdrun, ech als Schäffen, als Mobilitéitsschäffen an der Stad Lëtzebuerg an hien dann als Nohaltegkeetsminister, un deem Projet hei vill geschafft a vill Iwwerzeegungsaarbecht geleescht. Duerfir ass et jo eigentlech net esou erstaunlech, datt dee Projet esou eng grouss Zoustëmmung an der Chamber hei wäert fannen.

Ech freeë mech och doriwwer, also ech sinn och frou gewiescht driwwer, datt déi Diskussioun insgesamt, bis op eng Ausnahm, extrem sachlech war a sech un dat gehale ginn ass, wat d'Wourecht ass.

Ech wëll och vun hei aus awer mengen engagéierte Beamten alleguerte Merci soen, well ouni déi... Ech hu se, ech weess, datt ech heiansdo... Si hunn heiansdo vill Gedold mat menger Ongedold, well ech sinn een, dee mengt, d'Projete missten alleguerten iwwer Nuecht goen, an ech sinn ëmmer derhannert. An duerfir hetzen ech vill. An duerfir wollt ech Merci soe fir dat Verständnis an deen immensen Engagement. A selbstverständlech och allen anere Riedner heibannen, déi hei geschwat hunn, fir keen ze vergiessen.

Här President, ech wollt fir d'Éischt op véier essenziell Punkten agoen. An deene Punkte wäert ech och e puer Froen direkt mat beäntwerten, déi gestallt gi sinn. Mä dat sinn déi véier essenziell Punkten, ech mengen, déi wichteg sinn, fir dee Projet ze erklären.

De Mëtteg huet de Claude Wiseler hei gesot, wann et ëm den Tram geet oder ëm esou een Infrastrukturprojet geet, da gi sech vill Froe gestallt, do spille vill Emotioune mat. Dat ass richteg. An dat ass och normal, an ech géif och souguer soen, dat ass och gutt esou. Sou grouss Projeten, déi sollen och roueg emotional diskutéiert ginn. Et solle sech vill Froe gestallt ginn.

Dat Eenzegt, wat ech just bedaueren heiansdo, dat ass, datt déi vill berechtegt Froen, déi sech an der Gesellschaft vun de Biergerinnen a Bierger gestallt ginn, datt déi vu verschidde Leit opgeholl ginn, fir hir politesch Spillercher ze maachen. Dat, mengen ech, ass net esou ganz gutt. Mä fir de Rescht muss ech awer soen, datt e ganze Koup Froen, déi gestallt gi sinn an deene leschte Joren zu deem Projet, ganz berechtegt waren. An ech mengen, do huet een och ganz kloer positiv Äntwerten dorobber.

Deen éischte Punkt, firwat datt dee Projet do wichteg ass, do wëll ech nach eng Kéier zréckkommen op déi Tableauen, déi ech matbruecht hat am Kader vum Hearing, dat ass dee vun de Fluxen, wéi mer se am Land kannt hunn, a vun der Entwécklung och virun allem vum, wat ech nennen, „den ekonomeschen Nerv" vun eisem Land, deen, an dat ass nun eemol leider esou, zu engem groussen Deel am Zentrum sech de Moment befënnt.

Dat soen ech elo net, well ech aus dem Zentrum oder aus der Stad sinn oder well ech mengen, do wären d'Leit besonnesch oder besser wéi anerer, mä et ass eng Realitéit, déi muss een einfach esou gesinn. Jiddwereen, deen an enger Gemeng eng Responsabilitéit hat, dee weess ganz genau, wou déi meeschte Gewerbesteier akasséiert gëtt, a wien dozou bäidréit, datt dat Dëppe vun der Gewerbesteier, wat national verdeelt gëtt, am meeschten, vu wou et am meeschte gespeist a gefëllt gëtt. Dat ass aus der Regioun Zentrum, well do d'Aarbechtsplazen nun emol sinn.

An et ass och esou, datt déi Fluxen duerfir, déi mer vum Verkéier hunn, datt déi alleguer a Richtung Zentrum, dat heescht Stad a Randgemenge ginn. An et ass och esou, datt deen enorme Wuesstum, dee mer haten an deene leschten 20 Joer, sech natierlech och do konzentréiert huet.

Mir hunn haut, ongeféier 70% vun den Aarbechtsplaze vum Land sinn an deem Beräich. An och, wa mer vill Wëllen hunn an och alleguerten hoffen an alles dru wäerte setzen zesummen, fir datt och aner Regioune sech entwéckelen, a mussen entwéckelen, haaptsächlech am Süden, Esch/Belval mat der Uni oder d'Nordstad, Ettelbréck, Dikrech, dee Raum, dann ass et awer nach esou, datt et nach eng länger Zäit wäert daueren, bis do déi Diversifikatioun esou geschitt ass, datt net méi alles konzentréiert ass op den Zentrum.

Den Déngschtleeschtungsservice wäert haaptsächlech nach do wuessen. Dat soen alleguerten d'Zuelen an dat beleeën och souwisou alleguerten d'Statistike vun deene leschten zéng,

15 Joer. Ech brauch net wäit an d'Vergaangenheet ze goen. Kuckt Iech nëmmen un, wann der d'Studie vu LuxTraffic huelt, da kuckt emol déi Zuelen, déi do als Zeenario haut prognostizéiert gi sinn, déi ware schonn, virum Joer 2000 waren déi schonn erreecht! Dat waren Zuelen, wou gemengt ginn ass deemools, déi géife mer 2010, 2015 erreechen. Déi ware schonn am Joer 2000 erreecht!

Kuckt Iech d'Zuelen u vum IVL, wou am Fong 2003 gesot ginn ass, d'Land muss sech décidéieren op zwee Zeenarioen, en Awunnerzeenario oder e Pendlerzeenario. An deemools ass gemengt ginn an der Politik, ma da maache mer éischter nach den Awunnerzeenario, well d'Pendler, déi jo natierlech andauernd zu Dausenden eriwwerkommen, déi brénge jo nach en zousätzleche Problem. A wat hu mer erreecht? Mir hunn haut net nëmme schonn den Einwohnerzeenario erreecht, mir hunn déi zwee erreecht. A längstens schonn dépasséiert! Dat heescht, d'Zuele sinn onheemlech an d'Luucht gaangen.

A wann Der kuckt, wouhinner ginn déi Leit alleguerte schaffen, da gesäit een, dat ass einfach en Entwécklungsgebitt, dat geet haut vu Leideleng iwwert d'Cloche d'Or, Gare, Uewerstad, Kierchbierg, Findel mat, lénker Hand, nach da Bartreng, Stroossen, muss een och dozouzielen, also déi ganz Bourmicht-Aktivitéitszon, do si wierklech Zéngdausenden Aarbechtsplazen entstanen an et wäerten der nach Zéngdausenden an deenen nächste Joren entstoen.

Dat heescht, mir hunn Zouwuessrate prognostizéiert um Findel plus 120%, Kierchbierg plus 62%, Hollerech, en neie Quartier, dee ganz wäert entwéckelt ginn, wou et scho Masterpläng gëtt, plus 78%, Leideleng plus 156%, Gaasperech/Houwald plus 70% vun Aarbechtsplaze par rapport zu deem, wat haut besteet. An et ass relativ kloer, wa mer duerfir näischt ënnerhuelen, da wäerte mer riskéieren, wierklech seriö Problemer ze kréien.

An do kënnt och schonn d'Essenz vum Projet. Déi ganz Aktivitéiten, déi ganz Aarbechtsplaze ware bis an d'90er Jore konzentréiert zu engem groussen Deel op der Gare an an der Uewerstad vun der Stad Lëtzebuerg. An déi aner Aktivitéitszone sinn no an no, an den 90er Joren an tëschent 2000 an 2010 hunn déi sech entwéckelt. Dat heescht, mir hunn eng polyzentresch Entwécklung gehat um Gebitt vun der Stad a ronderëm.

An eigentlech ass de Projet, dee mer haut wäerte stëmmen, den Ufank vun enger Vernetzung vun all deenen ekonomeschen Zentre mateneen, mat all deene Pôles d'échanges, et sinn der néng insgesamt, déi dorobber leien, wou den Échange gemaach gëtt tëschent Zuch an Tram, Bus an Tram oder Auto an Tram, wat et och ëmmer ass. An dat ass wichteg.

A wann da gesot gëtt de Mëtteg hei vum Här Reding, en zitéiert de Romain Meyer hei, de Pressespriecher vun der CFL, jo mir kënnen eis hei enger Illusioun higinn, den Här Meyer hätt gesot, d'Eisebunn hätt keng Capacitéite méi. Jo, richteg. Dat ass ganz richteg. Mä well dat esou ass - an do hätt Der awer vläicht missen den Här Meyer och bis zum Schluss zitéieren -, well dat esou ass, huet d'Regierung, déi lescht, schonn eng Rei Saache gemaach, zum Beispill d'Péitenger Streck op zwee Gleiser ausgebaut, Richtung Waasserbëlleg ass amgaangen op zwee Gleiser ausgebaut ze ginn, d'Klengbettener Streck gëtt komplett moderniséiert.

Ech hu virun zwee Méint, annerhallwem Mount hunn ech d'Beetebuerger Streck, de Gesetzesprojet déposéiert, fir déi op véier Gleiser auszebauen. Den Arrêt Pont-Rouge gehéiert do derzou. Et gëtt e fënneften a sechste Quai an der Gare Lëtzebuerg gebaut an esou weider.

Dat heescht, mir baue jo och duerfir d'Capacitéit um Eisebunnsnetz kolossal aus par rapport zu deem, wat et haut ass. An dat si Projeten, déi geschéie parallell zum Tram. Déi Beetebuerger Streck, do ass de Bau virgesi bis 2020. Dat heescht bis 2020, parallell zum Tram, steigere mer d'Capacitéit op der Beetebuerger Streck fir Richtung Süden, wou déi meeschte Fluxe sinn, och a Richtung franséisch Grenz, fir da kënnen nach mat vill méi grousse Capacitéiten och mam Zuch, och aus Frankräich erof, ze kommen.

Dat si Projeten, wéi gesot, déi si schonn zum gréissten Deel déposéiert an eng Rei anerer wäerten déposéiert ginn. D'Gare Ettelbréck wäert ech an deenen nächste Wochen déposéieren. Dee Projet ass fäerdeg. Et kommen nach eng Rei anerer derbäi.

An alles dat zesummen, an dat ass jo dat, wat esou wichteg ass bei deem Projet hei, et ass esou einfach ze polemiséiere géint een eenzelt Stéck vun deem gesamte MoDu-Konzept, an deem hei Fall ass et dann den Tram, mä et muss een dat am Zesummenhang gesi mat deem gesamten Investitiounspak an da versteet een eréischt, wat d'Philosophie hannendrun ass, wat Sënn an Zweck vun deem Ganzen ass.

Da kommen ech zu e puer Saachen, wat mech wierklech ëmmer erëm verdrësslech mécht. Et kann een honnertmol dat nämlecht zielen, mä bon, et sinn och Leit, déi wëlle jo souwisou näischt aneschters gesinn, well déi hunn einfach eng virgefaasste Meenung. Ech schwätzen do net vu Leit dobaussen, mä éischter am politesche Raum.

Wann da gesot gëtt, dee Präis, deen elo, wann Der alles rechent, déi dräi Phasen - also dat heescht, dee ganzen Tracé rechent, da komme mer op ronn 540 Milliounen Euro Käschtepunkt -, dat wär lächerlech, dat wär ënnerdriwwen, et géif eng Milliard kaschten an esou weider. A fir Iech ze beleeën, mat Projeten, déi realiséiert gi sinn, an net virun 20 Joer, mä elo kierzlech, hunn ech en Tableau ufäerdege gelooss.

Do sinn insgesamt néng Projeten drop, dovu sinn der siwe scho realiséiert. Een a Spuenien, de Rescht alles a Frankräich, an deelweis Projeten, déi ganz hei ronderëm sinn, dat heescht, dat si Projeten zu Reims, zu Dijon, zu Tours, zu Brest, zu Angers, zu Saragossa, zu Besançon an Aubange, déi kommen eréischt. Déi eng Projete si realiséiert ginn 2011, 2012, 2013 an 2012. A wann Der hei d'Käschtepunkte kuckt - et si Strecken, total vergläichbar mat deem, wat mir bauen - 11,2 Kilometer, 18,9 Kilometer, 14,8 Kilometer, 14,3 Kilometer, d'Käschtepunkten ënnendrënner 366 Milliounen, 428 Milliounen, 433 Milliounen, 361 Milliounen. An dat wëll ech Iech dobäi soen, total am Timing ëmgesat, bannent 30 a 35 Méint alles. Alles genau am Timing an am Devis ëmgesat. Duerfir haalt op, Saachen ze zielen, déi einfach net richteg sinn!

Här President, ech wëll deen Tableau och domadder hei déposéieren, da kann all Deputéierten dee kopéiert kréien, da ka jiddweree sech deen emol eng Kéier ukucken.

(M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

M. le Président.- Merci.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An da wëll ech an engems soen, bei deene Projeten, do sinn der véier derbäi entre-temps, déi ouni Oberleitung bei engem Deel fonctionnéiere schonn. An et gëtt eng Rei Techniken zënter e puer Joer, fir ouni Oberleitung ze fonctionnéieren.

An déi Technik vun deem sougenannten „Biberonnage", déi gëtt et och schonn zënter e puer Joer. Zum Beispill de Projet vu Saragossa ass an e puer Phase gebaut ginn, dee fonctionnéiert op engem ganz grousse Stéck, deen ass 2011 ugaangen an deen ass a Betrib mam Biberonnage. Et gëtt entre-temps och mindestens eng hallef Dose Firmen, déi sech doranner spezialiséiert hunn, déi déi Systemer do bauen.

Et gëtt déi sämtlech Systemer entre-temps, wëll ech Iech och soen, entre-temps och scho bei de Bussen. Zu Genève gëtt et jo en Trolleybus-System an do hutt Der déi nämlecht Diskussioune wéi iwwerall an de Stied, d'Leit wëllen déi Oberleitungen ewechkréien. Duerfir ass entre-temps en Trolleybus-System, deen domadder fonctionnéiert. Do gëtt et eng éischt Linn, déi scho gebaut ginn ass. Ouni Problem fonctionnéiert déi.

Elo kann een natierlech ni soen, bei näischt, datt een net vläicht iergendwann eng Kéier kann e Problem kréien. Mä et kann een net hei behaapten - et huet jo och elo keen dat direkt gesot, mä et si Froe gestallt ginn -, datt déi Technik do net géif fonctionnéieren oder esou Hiobsbotschaften duerch d'Landschaft schécken, wéi der déi lescht zwee Deeg geschéckt gi sinn, dat wär geféierlech, do géifen Trafoen explodéieren. Also dat ass einfach net seriö, well déi Projeten, déi Techniken, déi gëtt et schonn an déi fonctionnéieren eigentlech och ganz gutt.

Da wëll ech Iech soen zum Finanzement och nach, mir hu jo elo hei e Gesetzesprojet virleie fir deen éischten Deel. Et wäerten zwee Projeten nach nokommen. Deen éischten, dat wäert dee si vun der Streck vun der Gare op d'Cloche d'Or. Firwat grad dat Stéck?

Majo, dat ass wahrscheinlech dat, wou de Projet am séierste kann déposéiert ginn, well déi ganz EIE-Prozedur, déi jo muss gemaach gi bei engem Tram, dat ass déi Prozedur, wou d'Nuisancë gekuckt ginn, ëmweltméisseg, Kaméidi an esou weider, déi ass och gemaach gi bei deem éischten Tronçon hei, déi ass méi opwendeg bei deem Tracé vun der Luxexpo op de Findel wéi Richtung Cloche d'Or.

Mir ginn dovun aus, datt mer do d'EIE-Prozedur méi schnell derduerchkréien. An ech dierf awer de Gesetzesprojet eréischt déposéieren, wann déi Prozedur ofgeschloss ass. Mä ech ginn awer dovun aus, datt déi zwee Finanzéierungsgesetzer, déi wäerten nokommen, allen zwee ufanks bis Mëtt d'nächst Joer an der Chamber wäerte spéitstens déposéiert sinn an dann och hei kënnen diskutéiert an hoffentlech ofgestëmmt ginn.

Ech kommen dann zu enger Rei Froen, déi gestallt gi sinn am Zesummenhang mam Tram.

Bon, dat Éischt war emol, et ass gesot gi Park & Riden. Ech wëll Iech soen, bon, et gëtt jo souwisou am MoDu e ganze Park & Ride-Konzept. Dat gëtt natierlech ëmgesat, wéi et am MoDu virgesinn ass. Ech wëll och hei nach eng Kéier rappeléieren, datt dat MoDu-Konzept an där leschter Legislaturperiod an där Chamber hei wierklech an engem grousse Konsens diskutéiert ginn ass, ëmmer. An datt eigentlech, mat Ausnahm effektiv vun enger Fraktioun, all déi aner Fraktiounen do ëmmer derhannert stoungen. Duerfir ass dat jo och net erstaunlech, datt dës Regierung dat dote Konzept weiderféiert an och déi Park & Ridë wëllt bauen.

Dat Eenzegt, wat ech versicht hunn ze maachen an deene leschte Méint, dat ass, fir ze kucken, nach méi Park & Ridë vläicht ze kréien a Grenzgebidder, souguer op där anerer Säit vun der Grenz. An ech hunn eng Rei Appeller gemaach, an ech soen och duerfir der Press Merci, haaptsächlech där francophoner Press, déi huet déi eriwwertransportéiert.

An ech kann Iech soen, ech kréie mech... Ech wëll net soen, ech ka mech de Moment net méi rette mat Télefonen oder Bréiwer, déi ech kréie vu Buergermeeschtere respektiv Leit, déi soen, ma mir wären interesséiert do ze kucken zesummenzeschaffen. Mä d'Demande, also den Intérêt ass ganz grouss, kann ech Iech just soen.

An ech hunn eng Rei Rendez-vousen an deenen nächste Wochen. A vläicht ergëtt sech do deen een oder anere ganz interessante Projet wierklech direkt am Grenzgebitt, well, wat mer natierlech bei de Park & Ridë méi wäit ewech schonn d'Leit opfänken, wat et besser ass, well wat mer se méi wäit opfänken, wat se éischtens manner Individualverkéier provozéieren an eisen Uertschaften, an et ass och natierlech ëmweltméisseg gesi ganz sécher och besser.

Dann ass natierlech déi ganz Fro, déi opgeworf ginn ass vum Här Wiseler vum Finanzement vun den Extensiounen. Éischtens d'Fro: Jo, wéi maacht Der dat? Wéi wëllt Der dat finanzéieren? An zweetens: Firwat net d'Gemenge mat abezéien?

Ech wëll Iech just soen, datt, wann Der déi Extensioune kuckt, da geet vun der Gare op d'Cloche d'Or am Fong de Gros vun dem Tracé op den Territoire nach vun der Stad, e klengen Deel op den Territoire vun der Gemeng Hesper. Et kommen och zwee Arrêten op den Territoire vun der Gemeng Hesper, wouriwwer déi natierlech och frou sinn, well se kënnen dervu profitéieren.

Op där anerer Säit, vun der Luxexpo op de Findel ass et esou, datt den Territoire vun der Gemeng Nidderaanwen betraff ass. Allerdéngs fuere mer net duerch Nidderaanwen selwer. Et ass just d'Gemeng Nidderaanwen. An et sinn eigentlech nëmmen zwee Arrête virgesinn, dat ass deen een um Findel selwer an deen aneren um Parking um Pôle d'échanges Héienhaff.

Ech wëll Iech just soen: Mir geet et drëms, déi Extensioune ganz séier ze maachen an net elo mat de Gemengen doriwwer ze diskutéieren, well ech der Meenung sinn, datt dee ganzen Tracé eng national Bedeitung huet, déi absolut immanent ass, aus deem Grond och well grad do, bei den Extensiounen, déi meeschten Aarbechtsplaze wäerten entstoen. Soudatt ech duerfir der Meenung sinn, datt et wierklech um Stat ass, hei elo derfir ze suergen, datt de Finanzement emol ofgeséchert ass an datt déi Extensioune solle gebaut ginn, well et ass en nationale Projet.

Et sinn och eng Rei Leit, déi gesot hunn dauernd: Den Tram an der Stad, ech si frou iwwert den Tram an der Stad. Et geet hei net ëm den Tram an der Stad. Et geet ëm e wichtege Maillon vun der Cloche d'Or bis op de Findel an engem nationale Verkéierskonzept, deen och vun der ekonomescher Bedeitung hier extrem grouss ass. An ech mengen duerfir, datt de Stat hei muss seng Responsabilitéit iwwerhuelen an, wann e wëllt gär hunn, datt mer wirtschaftlech nach solle wuessen, eis weiderentwéckelen, dann dee Projet elo emol bauen.

Déi ganz Finanzéierungsfro vum ëffentlechen Transport, do sinn ech der Meenung, datt déi muss generell mat de Gemengen diskutéiert ginn am Kader vun der Gemengefinanzreform, déi jo och an dem nächste Joer usteet. Well ech soen Iech: Do geet et net nëmmen ëm den Tram, mä do geet et och ëm de Bussystem.

De Moment kascht den RGTRs-Bus de Stat 180 Milliounen Euro d'Joer. An et kann net sinn, datt mer an engem Land bei de Missioune vun de Gemengen net doriwwer diskutéieren, wat fir eng Gemenge Missioune missten hunn an Zukunft, fir och ëffentlechen Transport ze finanzéieren. Et gëtt der, déi maachen dat. D'Stad Lëtzebuerg ass eng dovunner. An et gëtt och am Süde Gemengen, déi dat maachen am Kader vum TICE.

Ech mengen, mir mussen eng generell Diskussioun féieren iwwert de Finanzement vum ëffentlechen Transport. An da muss gekuckt ginn, net fir all Gemeng, mir fänken net un, all Gemeng un alles ze bedeelegen, mä ech mengen, et muss een awer eng éierlech an eng seriö Diskussioun féieren: Wat sinn déi Gemengen, déi och, souguer ekonomesch gesinn, am meeschten dovu profitéieren, vun deem gesamten ëffentlechen Transport? Wat fir eng sinn dat? Wou ginn d'Fluxen hin? Vu wou komme se? An da musse mer do eng aner Opdeelung kréie wéi haut.

Mä ech wëll keng Zäit verléieren, soen ech lech, beim Bau vun deenen Extensiounen, well ech der Meenung sinn, datt dat national extrem wichteg ass, déi ze bauen, aus all deene Grënn, déi ech genannt hunn. An duerfir sinn ech der Meenung, datt de Stat dat soll iwwerhuelen.

Et ass och esou, datt um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, wat elo deen Deel uewen ubelaangt, da kommen ech och op déi Fro „Stadion" vläicht kuerz ze schwätzen, d'Stad Lëtzebuerg huet jo e ganze Koup Terrainen opkaaft, net nëmmen den Terrain vum Stadion, mä se huet och den Terrain kaaft, deen eis erlaabt, de Park & Ride dropzesetzen, inklusiv dem Remisage, dee soll do gemaach gi vum Tram an Zukunft. Wann d'Stad Lëtzebuerg déi Terrainen net kaaft hätt uewen, dann hätte mer vill méi Schwieregkeeten.

Dat Eenzegt, wat mer musse maachen, dat ass effektiv, datt mer d'Strooss liicht réckelen. Mä dat hunn ech awer och deemools gesot, wéi mer iwwert de Projet diskutéiert hunn. An do sinn och scho Gespréicher gefouert ginn. Dat ass och duerchweegs machbar. Dat heescht, déi Strooss, déi virgesi war, gëtt wierklech ëm 25 oder 30 m, 40 m geréckelt par rapport zu haut. An dat ass awer duerchweegs am Projet machbar. Mä ech mengen, fir de Rescht ass et wichteg gewiescht, datt mer déi Terrainen do kritt hunn an zum richtegen Zäitpunkt kritt hunn, fir kënnen all déi Projeten do ze realiséieren.

Dann ass d'Fro gestallt ginn: Firwat 2017? Wou kënnt déi Iddi hier, fir 2017 en éischten Deel a Betrib ze huelen?

Majo, et ass ganz einfach. Den Arrêt Pont-Rouge soll 2017 fäerdeg sinn. An den Tracé vum Tram ass bis 2017 ganz sécher fäerdeg bis op d'Rout Bréck. Vläicht och souguer méi wäit. Ech mengen do, dat muss een elo gesinn. An et mécht awer dann duerchweegs Sënn, wa mer zwee Pôles d'échanges awer dann hunn, nämlech de Pont-Rouge an och dee vun der Luxexpo.

Well ech wëll awer drun erënneren, 2015, d'nächst Joer, geet d'Nordstrooss op! A mir baue jo nach en zousätzleche Park & Ride och uewen, wou d'Nordstrooss erauskënnt, mat enger Capacitéit vu 500 Plazen. Haut hu mer der do nëmmen 300. Dat heescht, dee gëtt ëm 200 erweidert. Dat geet natierlech largement net duer. Duerfir kënnt jo och herno nach den Héienhaff bäi.

Mä dee Pôle d'échanges Luxexpo och mat de Bussen dohinner, dee fonctionnéiert awer schonn. An et mécht duerchweegs Sënn an et ass och duerchweegs technesch machbar, duerfir deen éischten Deel vum Tracé vum Tram schonn do fueren ze loossen op deem Deelsteck.

Ech kann Iech och soen, dat ass ofgeschwat mat dem neien Direkter a senger Équipe vu LuxTram. Dir wësst, mir hu jo den neien Direkter agestallt, den Här von der Marck, deen ass och, war op alle Fall dee ganze Mëtteg hei op der Tribün, fir nozelauschteren, an dee Mann huet vill Erfahrung an de Projeten. Deen huet de Stroossbuerger Tram ganz gebaut. Hien huet zu Nice gebaut. E war do och laang Zäit Direkter. An dat ass genau studéiert ginn, dat ass technech duerchweegs machbar, datt een dat fuere léisst.

Mir fänke jo och souwisou un um Kierchbierg mat bauen, well dat Éischt, wat muss gebaut ginn, ass de Centre de remisage uewen um Kierchbierg, well dat um Ufank vun där éischter Linn ass. An da gëtt vum Kierchbierg erof ebe gebaut.

An da wëll ech Iech soen: Um Kierchbierg ass den Tracé ze bauen net ganz komplizéiert, well do ass d'Infrastruktur esou gemaach ginn. An do wëll ech iwwregens och nach engem anere Minister Merci soen, nämlech dem Här Grethen, deen deemools, in weiser Viraussiicht, wéi en de Kierchbierg do ëmgebaut huet déizäit als Bauten- an Transportminister, derfir gesuergt huet, datt den Tracé um Kierchbierg esou gebaut gëtt, datt ënnendrënner d'Leitunge scho verluecht waren oder esou geluecht waren, datt se herno spéiderhin en Tram net géifen hënneren. Soudatt do de Chantier ze maache relativ einfach ass an et duerfir och, wéi gesot, Sënn mécht, mindestens dat unzestriewen.

Ech mengen, dat ass eng Optioun, déi dran ass. Mä d'Haaptzil ass awer net elo, fir sech just dorobber ze focaliséieren. Ech wëll Iech soen: Mir kucken, esou schnell wéi méiglech weiderzekommen insgesamt mam Bau. Dat hänkt bei den Extensioune jo och vill dovunner of, wéini déi aner Gesetzer kënne gestëmmt ginn, wéi schnell mer dat hikréien.

Dann nach d'Fro vun der Indemnisatioun um Commerce. Ech mengen, d'Madame Polfer huet zu Recht gesot, datt, wann een un Indemnisatioun denkt, dann heescht dat net ëmmer Geld. An ech muss Iech soen: Ech hunn zwou Réunioune scho gehat zesumme mat der CLC, mat der Confédération du commerce, a mat dem Stater Geschäftsverband, zwou ganz gutt Réuniounen. An iwwregens wëll ech soen, datt vun deenen hirer Säit hier, déi sinn absolut Demandeur, datt de Projet elo zügeg ëmgesat gëtt. Déi sinn en faveur vum Projet.

A mir hunn och décidéiert, gemeinsam, et gëtt en Ad-hoc-Aarbechtsgrupp agesat nëmme fir d'Commerçanten, déi regelméisseg sech gesinn. Dat heescht, si kréien e speziellen Uspriechpartner, och bei LuxTram, well et ass jo evident, haaptsächlech op engem Deel vum Tracé sinn d'Commerçanten natierlech dovu betraff.

A wat si mer awer och gesot hunn an deene Sëtzungen, dat ass, natierlech muss een och kucken, iwwer eng Indemnisatioun ze diskutéieren, an ech mengen, an do wëll ech dem Här Wiseler ganz kloer soen, d'Regierung geet éischter de Wee, fir eng Exceptiounsgeschicht ze maachen, net bei alle gréissere Chantieren. Dat hei ass jo e Chantier vun enger extra Envergure, fir deen een natierlech muss och extra Mechanisme virgesinn, wéi et iwwregens och an allen anere Stied de Fall war.

Mä, wat se mer awer och gesot hunn, dat ass, wat si brauchen, dat ass net onbedéngt ëmmer Geld, mä éischter zum Beispill och Sachleeschtungen. An do hu se mer e Beispill ginn: Wann den Tracé an der Avenue de la Liberté zum Beispill gebaut gëtt an doduerjer während där Bauphas do d'Accessibilitéit zum Beispill zu verschiddene Stroossen net esou gutt ass, ob een dann net, während där Zäit, verschidde Parkhaiser ronderëm op der Gare kéint zum Beispill gratis maachen, fir hinnen entgéintzekommen, während där Phas, wou do geschafft gëtt, während deene puer Méint, wou do an deene Stroosse geschafft gëtt.

Dat heescht, dat kënnen duerchweegs och Saache sinn, déi einfach just dozou féieren, datt eigentlech d'Commerçantë gehollef kréien an der Stad, fir datt am Kader vun deem Chantier och awer hiert Geschäft uerdentlech ka fonctionnéieren.

Déi Fro vun der LuxTram S.A. an der Exploitatioun: Firwat si mer op dee Wee gaangen? Mä mir hu relativ vill doriwwer diskutéiert. Mir hunn och all d'Varianten duerchdiskutéiert. Mä mir sinn awer zur Konklusioun komm, relativ séier, datt aus villfacher Hisiicht et Sënn mécht, op dee Wee ze goen, well éischtens, do gëtt et de Moment eng Équipe mam Här von der Marck un der Spëtzt als Direkter, dat si Fachleit. Firwat soll een déi net dat iwwerhuele loossen?

Dat Zweet ass: Mir hunn ons gesot, et ass wichteg, datt hei d'ëffentlech Hand eng Mainmise dauernd op deem Projet behält, och fir d'Zukunft, virun allem och wéinst der Bedeitung, déi en huet, esou wéi ech se virdru beschriwwen hunn. A juristesch ass et och méiglech, dat ze maachen. Mir kënne LuxTram an eng privatrechtlech Gesellschaft ëmwandelen. Dat gëtt dann eppes Ähnleches wéi lux-Airport, just fir den Tram. Ech mengen, lux-Airport ass jo och eng SA, déi zwar zu honnert Prozent der ëffentlecher Hand gehéiert, déi awer privatrechtlech fonctionnéiert, an déi kann duerchweegs herno och de System exploitéieren.

Da wollt ech nach eppes soen zu de Kompenséierungsmesuren an zu dem Centre de remisage. Déi Geschicht mat der Kollaboratioun mat der Eisebunn respektiv Bouneweg.

Bon, éischtens muss ee wëssen, datt de Centre de remisage, wann een deen éischten Tracé wëllt fuere loossen, um Kapp muss si vun der Linn, entweder déi eng oder déi aner Säit. Bon, logescherweis, déi éischt Linn geet vun der Luxexpo op d'Gare. Dat heescht, op der Gare selwer ass jo wierklech keng Plaz, fir en ze maachen. Donc huet ee missen op déi aner Säit goen. Et sinn awer och nach eng Rei aner Sitë gekuckt ginn. Et ass och gekuckt ginn, ob ee méi lénks vum Kierchbierg nach kéint Sitë fannen. Also, et si véier oder fënnef Siten ënnersicht ginn.

Dat huet een och souwisou misse maachen, well do, wou en elo hikënnt, dat ass jo en Natura-2000-Gebitt, an do huet jo zu Bréissel misse gekuckt ginn, datt deen Deel erausgeholl gëtt aus dem Natura-2000-Gebitt. A wann een dat wëllt maachen, da muss ee beweisen, datt een alles studéiert huet an datt et guer keng aner Léisung gëtt an natierlech och, datt ee kompenséiert, an déi Kompenséierungsmesurë sinn och virgesinn.

Eng wichteg dovunner ass, datt den CR119 tëschent dem Stafelter an der Route d'Echternach herno zougemaach gëtt. Wéini gëtt en zougemaach? Mä d'nächst Joer, wann d'Nordstrooss opgeet, well dann ass dat souwisou eng Strooss, déi net méi gebraucht gëtt. Haut ass vill Schläichverkéier do, an et ass relativ evident, wann d'Nordstrooss bis gebaut gëtt, da kënnt dee Verkéier jo ganz anescht eran. An eleng de Réckbau respektiv erëm dat Zoumaache vun där Strooss do - et gëtt jo mat Punkte geschafft bei de Kompenséierungsmesuren -, well dat matzen am Gréngewald natierlech läit, ass eng ganz wichteg Kompenséierungsmesure, déi gemaach gëtt.

Bon, dat ass op engem Tracé vun 1,6 km. Ech mengen, dat ass scho substanziell, wat do geschitt. Da sinn e ganze Koup aner Mesurë virgesinn, ech wëll déi net all am Detail hei opzielen. Dat geet vun extra Mesurë fir d'Fliedermais bis d'wëll Kaz. Also, ech mengen, och Opforstung gëtt nach gemaach um Rand. Also, et ass e ganze Pak virgesinn. Dat war an der Kommissioun iwwregens am Detail virgestallt ginn, an Dir kënnt Iech jo virstellen, datt mer hei besonnesch opgepasst hunn, datt mer déi Mesurë genau bestëmmt hunn.

An dat ass och den Ënnerscheed, et ass oft gesot ginn: Jo, bei der Nordstrooss deemools, do ass och gesot ginn, et géif kompenséiert ginn, et ass ni gemaach ginn. Jo! Éischtens ass et deemools nach keng gesetzlech zwéngend Basis ginn, datt een et muss maachen, an zweetens ass ni genau, ausser am Uelzechtdall, richteg definéiert ginn, wou et soll hikommen. Mä hei ass ganz prezis an enger Etüd, déi gemaach ginn ass, definéiert ginn, wou se solle gemaach ginn.

An iwwregens wëll ech och soen, datt op dem Site luxtram.lu, do fannt Der elo sämtlech Etüden, déi am Zesummenhang mam Tram gemaach gi sinn, dat heescht, esou gutt déi dote wéi och der je, alles ass agescannt ginn a kënnt Der Iech do downloaden. Dat sinn natierlech zimlech Zuelen, kann ech Iech soen. Fir déi, déi interesséiert sinn, déi kënne sech dat do alles eroflueden, alles liesen. Dat heescht, et soll och kee mer méi ziele kommen: Et gëtt Etüden, déi fënnt een néierens erëm. Déi fënnt een op deem Site erëm. Jiddwereen, deen dat wëllt noliesen, kann dat och dann do noliesen.

Da wollt ech just nach ee Wuert soen zum Stroossebau. Natierlech, an och do huet de Claude Wiseler recht, ass et wichteg, datt eng ganz Rei Stroossen hei och parallell gebaut ginn: de Boulevard de Merl, de Boulevard de Kockelscheuer, also alles dat, wat um Ban de Gasperich gebaut gëtt. Mä awer net nëmmen do.

Och den Ausbau vun der Autobunn tëschent Diddeleng an dem Gaasperecher Kräiz op sechs Spure gëtt gemaach. Dat ass och aus Sécherheetsgrënn wichteg. Ech mengen, den Här Graas huet virdru geschwat doriwwer vu Réckstauen, déi et gëtt, haaptsächlech, an och gefëierlech Punkten op deem Deel. Dat huet och mam Multimodal ze dinn, dee mer do bauen zu Beetebuerg, dee jo och soll derzou féieren, datt mer d'Camione vun der Strooss op d'Schinn kréien. Also, alles dat si parallell Projeten, déi geschéien.

A wann hei gesot gëtt: Hei den Tram gëtt just aus ideologesche Grënn gemaach. Ech mengen, datt dat net de Fall ass, hunn ech mat den Zuelen, mat de Beschreiwunge genuch beluecht.

Ma wann da gesot gëtt: Et geet drëms, den Auto aus der Stad ze drängen. Da wëll ech Iech soen, Här Reding: Jo, selbstverständlech wëlle mer en Deel Autosverkéier aus der Stad erauskréien. An do si mer hoffentlech awer alleguer Demandeur. Well et mécht kee Sënn, datt mer onnëtz den Transitverkéier duerch d'Stad fueren hunn, an et mécht och kee Sënn, datt, wann een op de Kierchbierg wëllt, en dann ëmmer duerch déi ganz Stad kutschéiert, doduerjer d'Stad blockéiert a guer näischt an der Stad wëllt maachen, weder akafen nach do schaffen, datt mer déi erauskréien.

Et mécht kee Sënn, datt mer onnëtze Verkéier an der Stad hunn. Mä selbstverständlech wäert d'Stad total accessibel bleiwe fir den Auto, mä dann awer wierklech fir deen Autosverkéier, dee Sënn mécht an der Stad, an net fir deen, dee kee Sënn mécht. An ech mengen, mir sollen alleguer frou doriwwer sinn.

Op alle Fall soen ech Iech, alle Wunnquartieren an der Stad ginn ech awer d'Garantie, datt, wann dee ganze Schläichverkéier, wa mer et fäerdegbréngen, do e gudde Pak erauszehuelen, déi Leit an der Stad Lëtzebuerg wäerten alleguerten opootmen an de Politiker dankbar sinn, datt se Léisunge fonnt hunn, fir deen erauszekréien.

A wann Der sot: Ma, da maacht eng Maut, da strooft Der se alleguerten. Mä entschëllegt, éischtens emol sinn ech éischter derfir, fir positiv virzegoen an eng Offer unzebidden, datt d'Leit kënne Choixen hunn, fir op aneres ëmzeklammen.

Mä wann ech de Leit kee Choix ginn, wat géif dat dann notzen, wann ech géif muer eng Maut aféieren oder e Péage? Wat géifen d'Leit da maachen? Da géife se just méi deier bezuelen, fir eranzekommen. Ech ka jo net vun hinne verlaangen, si sollen den Auto op engem Park & Ride stoe loossen, deen et net gëtt, an een Tram huelen, deen et net gëtt, oder e Bus huelen, deen et net gëtt.

Duerfir musse mer deen Invest hei maachen, datt ebe kënnen d'Autoe baussen op de Park & Riden opgefaange ginn an dann d'Leit do an d'Stad erabruecht ginn. An et ass och net richteg, datt d'Leit musse 27-mol ëmsteigen. An dat Beispill, wat Der ginn hutt, dat ass jo wierklech cocasse. Dir sot, hei, vun Diddeleng, wann een an d'Stad kënnt, da misst een an Zukunft vun Diddeleng op Beetebuerg fueren, do ëmsteigen an an der Stad an den Tram.

Mä wat ass dann haut de Fall, wann ee vun Diddeleng mam Zuch kënnt? Ma wann Der mam Zuch haut vun Diddeleng kommt, Dir wëllt op de Kierchbierg kommen, da klammt Der och op der Gare ëm. An ech wëll Iech iwwregens och soen, datt haut am städtesche Bus an de Spëtzestonne 60% vun de Leit, déi am Stater Trafic fueren, Émsteiger sinn. Dat si Leit, déi komme vum Zuch oder vum Auto iwwert de Park & Ride, dat sinn also haut och Émsteiger, dat heescht, do ännert sech fir déi Leit guer näischt.

Dat Eenzegt, wat sech natierlech fir se ännert, ass, si kréien eng vill méi héichwäerteg qualitativ Offer, wéi se haut hunn, an dat ass d'Zil, firwat mer dat Ganzt hei maachen. A wéi gesot, fir hei ze zielen, d'Leit missten herno méi ëmsteigen, dat ass net richteg.

Dat Eenzegt, wat richteg ass, déi ganz Iwwerlandbusse ginn ëmorganiséiert. An duerch déi Pôles d'échanges, déi mer haut hunn, si vläicht Leit, déi haut, ech soen emol vum Weste vum Land, loosse mer soe vu Réiden, an d'Stad kommen, déi elo e Bus hunn, deen duerch d'ganz Stad, d'Charly's Gare op d'Gare fiert. Dat wäert an Zukunft net méi de Fall sinn. Déi kommen nach bis an d'Stad un e Pôle d'échanges a kënnen do awer ganz bequem ëmklammen. Si hunn all dräi Minutten an de Spëtzestonnen eng Verbindung, mat där se dann awer vill méi séier weiderkommen.

Well déi meescht, déi och vu Réiden oder wou komm sinn an op d'Charly's Gare gefuer sinn, déi si jo net do stoe bliwwen, well op der Charly's Gare schafft keen. Déi si vun do mat engem Bus erëm weidergefuer. Et verdeelt sech just. Déi Punkten, wou d'Verdeelunge sinn haut, sinn an Zukunft dann aneschters, mä mam grousse Virdeel, datt d'Leit vill méi rapid a vill besser Verbindungen hunn, wéi se dat haut hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn der Iwwerzeegung, datt dee Projet hei als ee wichtege Bestanddeel vun engem Gesamtkonzept e ganz wichtegen ass. E ganz wichtegen ass, fir datt eis Liewensqualitéit sech verbessert an eise Stied an an den Uertschaften, e ganz wichtegen ass fir eis Ekonomie, fir datt eis Ekonomie net den Houscht kritt, well d'Mobilitéit besser an Zukunft fonctionnéiert.

Ech sinn iwwerzeegt, wann de Projet bis eng Kéier realiséiert ass a véier, fënnef Joer, da wäerten d'Leit eis dankbar sinn, op jidde Fall deenen dankbar sinn, datt dat haut hei gestëmmt ginn ass. Ech sinn och duerfir frou, datt mer esou eng grouss Zoustëmmung hei kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Minister. Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert déi zwee Projeten. An ech géif Iech proposéieren, dann noeneen iwwert déi zwee Projet-de-loien ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6626 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt de Vote iwwert de Projet 6626. D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

Plusieurs voix.- Et geet net.

M. le Président.- Jo, da kucke mir dat. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6626 ass ugeholl. D'Resultat ass 56-mol Jo, 3-mol Neen an 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

S'est abstenu: M. Aly Kaes.

Ech hat gesot kritt, de Wonsch wier do, fir eng Motivatioun vun der Enthalung ze ginn.

(Brouhaha général)

D'Wuert huet den Här Aly Kaes, dee wahrscheinlech dann den Auteur vun der Enthalung ass.

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Euphorie, déi elo vun enger ganzer Rei vu Riedner, natierlech och vum Här Minister, a puncto Tram un den Dag geluecht ginn ass, hält sech bei mir a bei enger ganzer Rei vu Bierger aus dësem Land extrem a Grenzen.

Wann dann den Tram esou wichteg ass fir d'Stad Lëtzebuerg, wéi den Här Minister an anerer dat ëmmer erëm gesot hunn an och elo de Mëtteg nach eng Kéier an allen Detailer explizéiert hunn, da wëll ech ganz einfach Iech alleguerte soen, datt den Ausbau vun der N7…

Plusieurs voix.- Aaaahhh!

M. Aly Kaes *(CSV)*.- …fir den Norde vun dësem Land mindestens esou wichteg ass wéi den Tram fir d'Stad Lëtzebuerg. Dat ass eben esou, och wann der vläicht manner dat gutt fannen, well der manner vun douewe kommen.

Ben, dat schéngt awer dës Regierung iwwerhaapt net ze interesséieren, well déi Ouvertüren, déi a sech déi al Regierung gemaach huet a puncto Ausbau op véier Spure vun der N7 am Plan sectoriel «Transports», och wann dat vläicht schwiereg Diskussiounen an der Vergaangenheet waren, goufe ganz einfach vun dëser Regierung gestrach. Ech muss Iech soen, dat ass eng riicht an d'Gesiicht vun de Bierger aus dem Norde vun dësem Land!

Mir brauchen eng N7, déi op véier Spuren ausgebaut gëtt, eng N7, déi eng gutt Ubannung un dat europäescht Autobunnsnetz a sech muss duerstellen.

(Interruption)

Meng Enthalung ass och virun allem en Zeeche vu Protest, Roserei an Enttäuschung, wéi den Norde vun dësem Land vun dëser Regierung behandelt gëtt an négligéiert gëtt.

Ech wëll och ganz kloer soen, datt déi Leit, déi elo de Mëtteg iwwer Stau, iwwer vill zousätzlech Aarbechtsplazen an der Stad Lëtzebuerg, ronderëm d'Stad Lëtzebuerg geschwat hunn, a souguer, datt jo virun allem d'Keese vun de Gemenge vum ganze Land jo géifen doduerch gefëllt ginn, do muss ech ganz einfach soen: Ma autoriséiert wann ech gelift déi Aarbechtsplazen, déi an anere Regioune geplangt sinn, autoriséiert déi! Da brauchen eng ganz Rei Leit net an de Stau ze fueren, mä da fanne se ganz no bei hirem Wunnuert - eppes, wat net méi spéit wéi gëschter den Här Camille Gira nach

gesot huet am Kader vun der Virstellung vun de Plans sectoriels -, mä da fannen déi Leit ganz no bei hire Wunnengen eng Aarbechtsplaz!

An ech kann Iech soen, d'Flebour, déi Der gestrach hutt, ma moies geet genau op där Plaz, moies geet genau…

M. le Président.- Ech géif de Riedner bieden,…

Une voix.- Wat huet dat mam Tram ze dinn, Här President?

M. Aly Kaes *(CSV).*- Wann Der erlaabt, Här President, ech sinn direkt fäerdeg!

D'Flebour, déi Der gestrach hutt,…

(Interruption)

…genau do geet de Stau moies un. Wieren do Aarbechtsplazen, kéinte schonn eng ganz Rei Leit vläicht do, jo, net an de Stau fueren, mä direkt op hir Aarbechtsplaz fueren. Dir gesitt also, et kéint ee vill Problemer léisen, wann een och e bësse Verständnis fir den Norde vun dësem Land hätt.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Den…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President!

M. le Président.- …Här Nohaltegkeetsminister...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Debatt ass eriwwer. D'Debatt ass eriwwer! Dat war eng Explication de vote. Ech gesinn net an, firwat d'Regierung elo nach eng Kéier wëllt d'Wuert kréien. „Parole après député", dat geet net!

(Brouhaha)

M. le Président.- Also ech wëll dem Här Urbany…

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Chamber ass souverän!

M. le Président.- Ech wëll…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Net d'Regierung!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll dem Här Urbany soen, dann invoquéieren ech den Artikel vun der Verfassung, dee mer d'Recht gëtt, an der Chamber zu all Moment d'Wuert ze huelen.

M. le Président.- Jo. Entschëllegt, Här…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Awer net bei enger Explication de vote!

M. le Président.- …Här Nohaltegkeetsminister, ech wollt just soen, dass et net nëmmen eleng eng Motivatioun vum Vote war, mä dass och eng Rei vu Saachen an de Raum gestallt gi sinn, wou ech mengen, dass et awer normal ass, dass een der Regierung géif d'Geleeënheet ginn, fir dorop ze reagéieren.

(Interruptions)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech soen Iech Merci duerfir. Ech wëll just nach eng Kéier...

(Interruption)

Ech wëll just nach eng Kéier dem Här Kaes soen, datt - dat hunn ech och schonn eng Kéier op der Chamberstribün hei geäntwert -,…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Si mengen ëmmer, si missten dat lescht Wuert hunn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …datt, wat seng N7 ubelaangt - et geet jo ëm d'N7 vun Ettelbréck bis uewechen aus an d'Éislek -, datt d'N7, dee Projet, deen ech de Moment virleien hunn a mengem Ministère, dat ass copie conforme - zu honnert Prozent - de Projet vu mengem Virgänger Claude Wiseler.

An ech wëll Iech och soen, Här Kaes, nach eng Kéier: Am Plan sectoriel «Transports» stoung nimools den Ausbau vun der N7 op véier Spuren, wéi Dir dat verlaangt, dran. Wat a mengem Ministère louch bis elo, wat a mengem Ministère louch, wéi ech dohinnerkomm sinn, dat si sécherheetsméisseg Ausbaustécker,…

(Interruption)

...deelweis Contournemente vun Uertschaften.

M. le Président.- Wann ech gelift, nach e puer Minutte Gedold. Loosst den Här Minister ausschwätzen!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da wär ech frou, wa mer géifen ophalen, hei Saachen ze soen, déi einfach net stëmmen! An dat huet och guer näischt mam Norden oder net Norden ze dinn. Mir bauen net Stroosse respektiv Aktivitéitszonen a Fonctioun vun Norden, Süden oder Osten. Ech wär frou, an dat ass jo awer de Message, dee mer och mat der Landesplanung wëlle ginn, datt mir eis bewosst géife ginn, datt mer nëmmen e klengt Land hunn, e klengen Territoire hunn an datt mer all zesummen...

(Interruption)

...insgesamt an deem Land sollen zesummeschaffen an net no Norden, Osten a Süden oder Weste kucken.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Ech hunn eng Wuertmeldung, Parole après ministre, vum Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou ass et, Parole après ministre.

Ech wëll just awer zur Kloerheet soen, wa gesot gëtt, et wär näischt virgesi gewiescht an dem Plan sectoriel, datt an der leschter Versioun, déi den Här Schank an ech fäerdeg gemaach haten an déi prett war, fir an de Conseil ze goen, déi mer aus deene bekannte Grënn nach net an de Conseil gesat hunn, zwou Planchen - op de Säite 87 an 88 - drastoungen, wou fir d'Éischt natierlech, wéi den Här Bausch et richteg gesot huet, drastoung, datt eng Sécurisatioun vun der N7 op all deene Punkten, déi sensibel sinn, gemaach gëtt, an do stoung dann awer och hannendru ganz kloer: «Il est prévu à terme…», an ech zitéieren, «…de faire évoluer la N7 vers un deux fois deux voies. Le projet d'optimisation-sécurisation est ainsi compatible avec une mise à deux fois deux voies de la N7. Les projets de contournement 5-4 et 5-5…», dat sinn déi vun Housen a vun Hengescht, «…seront d'office construits au gabarit 2+2.»

Just fir et kloer ze soen, wat mer dragesat hätten, mat enger laangfristeger Perspektiv fir d'N7. Elo kann een d'accord sinn domadder oder net,...

(Interruption)

...mä ech wëll just soen, datt den Här Kaes dat net erfonnt huet an datt dat an deem Projet drasteet.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wëll awer just soen, eng laangfristeg Perspektiv, an dat weess den Här Wiseler och, och de Contournement vun Dikrech, laangfristeg Perspektiv ass no 2030! Do ass emol kee Couloir virgesinn am Plan sectoriel «Transports».

An entschëllegt, wat elo ass, fir elo ze décidéieren, wat no 2030 ass, also dat ass awer..., wann een do seet, dat wier eppes gemaach fir den Norden, wann een de Leit an Aussiicht stellt, no 2030 géif eventuell op véier Spure gebaut ginn, dat bezweifelen ech awer ganz staark!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Laangfristeg Perspektiv, mä mat all Bau, deen elo gemaach gëtt, kompatibel ze maachen, wa méiglech.

(Interruptions)

M. le Président.- Voilà. Ech géif Iech proposéieren, da bei enger anerer Geleeënheet déi Nuancen nach ze klären.

Ech géif feststellen, dass mer bei deem heite Projet um Enn ukomm sinn. An ech wollt Iech just nach froen, ob d'Chamber domat d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vote vun dësem Projet ze ginn.

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci a mir géifen zum Vote iwwert deen nächste Projet iwwergoen, de 6684.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6684 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass direkt lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6684 ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir hunn dann nach zwou Motiounen virleien.

(Interruption)

Ah jo, entschëllegt, och hei d'Fro: Sidd Der d'accord mat der Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

Komme mer zu de Motiounen.

Motion 1

D'Motioun N°1: Kann ech dovun ausgoen, dass se motivéiert ass vun den Auteuren?

(Assentiment)

Da géif ech froen, wien dozou nach wëllt schwätzen.

Fir d'Éischt den Här Claude Wiseler, dann den Här Fernand Kartheiser. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Zur éischter Motioun, wou et drëm geet, a sech de GIE LuxTram ze verwandelen an eng SA LuxTram an duerno d'Exploitatioun respektiv och d'Gestioun vun den Infrastrukturen hir unzevertrauen, wëll ech dat hei soen:

Dat Éischt, dat ass, datt et mer logesch schéngt, datt een de GIE LuxTram an eng SA LuxTram ëmwandelt an engem Moment, wou et net méi ëm d'Planifikatioun geet, mä wou et drëm geet, fir a sech elo e Bau unzefänken. Dat schéngt mer logesch ze sinn.

Ech wëll awer trotzdeem soen, datt mer hei e gutt Stéck méi wäit gi wéi deen dote Schrëtt, well mer hei direkt soen, datt déi ganz Exploitatioun vun dem Tram respektiv d'Gestioun vun den Infrastrukturen, mä haaptsächlech d'Exploitatioun vum Tram, well mer hei schonn definitiv soen, datt LuxTram déi soll maachen.

D'Fro stellt sech, ob et net besser wär, eng Ausschreiwung ze maachen, oder net, respektiv, ob een net awer, éier een esou eng Ausso mécht, eng Kéier eng Diskussioun sollt féieren, wat dann elo déi sënnvollst Aart a Weis wär, fir den Tram an Zukunft ze exploitéieren, wéi een dat soll maachen, mat wiem een et soll maachen an ënner wat fir enger Form een et soll maachen.

Fir dat elo ouni Diskussioun, ouni Iwwerleeung, ouni Argumentatioun pour et contre einfach niewebäi innerhalb vun 30 Sekonnen an enger Motioun hei ze décidéieren, schéngt mir awer net déi richteg Aart a Weis ze sinn. Duerfir stëmme mir dës Motioun net.

M. le Président.- Den Här Fernand Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, eis Considératiounen, déi betreffen éischter déi allgemeng Orientéierung vun dësem Projet. Ech mengen, mir hu kloergemaach, datt d'ADR géint de Projet Tram ass. Logescherweis ass dat heiten och eppes, wat net mat eisen Iwwerzeegungen, wéi den Transport soll geregelt ginn, iwwereneestëmmt. Mir kënnen dës Motioun also doweinst och net matdroen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser.

Si soss nach Wuertmeldungen zu der Motioun?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Wëllt d'Regierung nach Stellung bezéien?

(Négation)

Dat ass och net de Fall. Da géife mer zum Vote iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass mat 32 Jo-Stëmmen, 26 Nee-Stëmmen, bei 2 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun motivéieren?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géife mer zu der zweeter Motioun iwwergoen.

Motion 2

Ass nach en Auteur, dee wëllt dozou Stellung bezéien?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Wuertmeldungen dozou?

Den Här Wiseler an den Här Kartheiser. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Heizou wëll ech a sech just dat soen, wat ech an dem kuerzen Exposé virdru scho gesot hunn, datt mir der Meenung sinn, datt eng Accélératioun an dësem Moment net sënnvoll ass, an datt mer grad esou gär hätten, et géif sech elo op deen éischte Projet konzentréiert ginn an datt mer déi éischt Schinnen emol leeën an duerno an d'Exploitatioun trieden.

Dat haaptsächlech och aus deene Froen, déi mer évoquéiert hunn, wat de Finanzement vum ganze Mobilitéitskonzept ugeet, wou enorm Dépensen iwwert den Tram eraus op ganz villen anere Projeten op eis zoukommen an ech et net als sënnvoll emfannen oder net als méiglech emfannen, dat alles gemeinsam ze finanzéieren, a mer och net ka virstellen, datt elo aner Projete kéinten ewechgelooss ginn an deem ganze Finanzvolume, dee muss fir dat Mobilitéitskonzept an deenen nächste Joren opbruecht ginn.

Aus deem Grond mengen ech, datt mer déi hei Motioun net kënne stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech mengen, ech iwwerraschen Iech net, wann ech nach eng Kéier widderhuelen, wat ech gesot hunn. Mir kënne kaum domat d'accord sinn, fir «accélérer les phases suivantes de la mise en œuvre du projet tram», wa mer dee ganze Projet refuséieren.

Dat Eenzegt, wat eis natierlech interesséiert drun, dat ass, wat den Här Bausch och als Zäithorizont uginn huet, datt en a fënnef Joer wëllt vill gebaut hunn. A fënnef Joer si Wahlen, da kënne mer alles dat kontrolléieren, wat en eis ausgedeelt huet, wat de Käschtepunkt an aner Saachen ugeet. Mir freeën eis op dee Rendez-vous a fënnef Joer, an da gesi mer jo, wou mer dru sinn.

Eng kleng Randnotiz: Wéi ech déi Motioun hei gelies hunn, hunn ech geduecht, et ass awer heiansdo interessant ze gesinn, wat déi wierklech Koalitioun am Land ass, un den Énnerschréften, déi mer hei drënner hunn.

Merci.

(Hilarité)

Une voix.- Et voilà!

M. le Président.- Voilà! Da si mer prett fir ofzestëmmen.

Vote sur la motion 2

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 2 ass mat 34 Jo-Stëmmen, bei 26 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Boffer-

ding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth);

MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

9. Ordre du jour (suite)

Ech wollt Iech just nach soen, dass opgrond vun de Gespréicher mat de Fraktiounspresidenten d'Motioun, déi de Mëtte vum honorabelen Här Justin Turpel abruecht ginn ass, esou wéi hien et och als akzeptabel ugesinn huet, an d'Kommissioun iwwerwise gëtt. Da kënnt se jo duerno erëm.

Den Här Turpel dozou.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Zum Ordre du jour: Ech huele Kenntnis dovunner, ech akzeptéieren dat dann och. Dat heescht, mir brauchen da kee Vote ze maachen. An ech gesinn awer trotzdeem och déi Efforten, déi gemaach gi sinn, zum Beispill vum President, dee bereet war, fir déi betraffe Leit ze empfänken, soit datt dat schifgaangen ass, och vun de Gemengen, déi se hébergéiert hunn.

Dat gesinn ech als encourageant Zeechen, datt e Wëllen do ass, fir deene Leit hir Problemer ze verstoen. A wa mer et da fäerdegbréngen an der Kommissioun, dee Message mat op Bréissel ze ginn, dee sech an dësem Fall einfach opdrängt, fir deene Leit hir Grondrechter ze wahren, duerfir géif ech Iech Merci soen.

(La motion de M. Justin Turpel est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och. Domat wäre mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Mir gesinn eis muer de Mëtten um zwou Auer erëm. Ech wënschen Iech, dass Der gutt heemkommt a soe Merci fir déi grouss Disziplin.

Merci.

(Fin de la séance publique à 20.40 heures)

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. le Président*

2. Heure de questions au Gouvernement

Question n°37 du 3 juin 2014 de M. Eugène Berger relative au renouvellement des contrats avec l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- *M. Eugène Berger - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*

Question n°38 du 5 juin 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

- *Mme Martine Hansen - M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°39 du 5 juin 2014 de M. Marc Angel relative à la stratégie gouvernementale en matière de développement et de diversification économiques en relation avec la lutte contre le chômage au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

- *M. Marc Angel - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

Question n°40 du 4 juin 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la loi électorale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *M. Fernand Kartheiser - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°41 du 4 juin 2014 de M. Henri Kox relative au programme de recherche Bee-First, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- *M. Henri Kox - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°42 du 5 juin 2014 de M. Marco Schank relative à la propagation de la peste porcine africaine en Europe, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- *M. Marco Schank - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°43 du 4 juin 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'actualisation des tests néonataux, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- *M. Alexander Krieps - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

Question n°44 du 5 juin 2014 de M. Justin Turpel relative aux incidences sur le budget de l'État du report en mars 2015 de la tranche indiciaire prévue en octobre 2014, adressée à M. le Ministre des Finances

- *M. Justin Turpel - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

Question n°45 du 4 juin 2014 de M. Max Hahn relative au modèle de financement retenu pour la construction d'une nouvelle caserne pour les services de secours au Ban de Gasperich, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *M. Max Hahn - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°46 du 5 juin 2014 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la stratégie de prévention du Gouvernement dans la lutte contre les phénomènes de la société, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- *Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*

3. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications

- *M. le Président*
- *Vote secret*

4. 6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Gusty Graas (M. Serge Urbany pose une question)*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany (questions de M. Marc Angel et Mme Claudia Dall'Agnol)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6633 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry (M. Luc Frieden intervient), M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Claude Adam*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Simone Beissel, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Nicolas Schmit, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Camille Gira, Mme Francine Closener et M. Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.06 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Ech maachen heimat d'Sëtzung offiziell op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da soen ech der Regierung Merci a mir géifen direkt zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, eiser Froestonn un d'Regierung.

Wéi Der wësst, laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze développéieren, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Wéi mer dat déi leschte Kéier ofgemaach hunn, wäert ech och genee oppassen, dass déi Limiten agehale ginn. Mir wiesselen d'Froen tëschent Majoritéits- an Oppositiounsdeputéierten of. An als éischt Fro um Ordre du jour ass déi vum honorabelen Här Eugène Berger, betreffend d'Erneierung vun de Verträg mat der Uni an de Centres de recherche publics, eng Fro, déi sech un den Här Héichschoulminister riicht. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

2. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°37 du 3 juin 2014 de M. Eugène Berger relative au renouvellement des contrats avec l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Wann Der erlaabt, géif ech d'Fro un de Statssekretär fir d'Héichschoulwiese riichten, de Marc Hansen, well et ass esou, ech hunn d'lescht Woch an der Press gesinn, datt nei Konventiounen ënnerschriwwe gi si mat der Universitéit an och mat deene verschiddene Centres de recherche. Et war eng Foto an e klengen Text an der Zeitung. An ech wéilt eigentlech Opschloss kréien, wann dat méiglech ass, e klengen Opschloss, éischtens, wéi vill Suen elo do da fir déi nei Konventiounen an d'Spill kommen, respektiv och wat nei ass an deene Konventiounen, déi jo normalerweis, wann ech richteg am Bild sinn, op déi nächst véier Joer wäerte lafen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. D'Wuert huet den Här Statssekretär am Héichschoulministère, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch hu mer effektiv déi Kontrakter mat deene meeschte Centres de recherche ënnerschriwwen an och mat der Uni Lëtzebuerg.

Ech kann Iech den totale Montant nennen. Dat ass eng ganz Zomm gewiescht vun 854 Milliounen Euro, déi d'lescht Woch ënnerschriwwe ginn ass. Déi Suen, déi sinn opgedeelt: 565 Milliounen Euro, déi bei d'Uni ginn. Dann hu mer bei dem Centre de recherche Tudor 22 Milliounen Euro fir ee Joer a bei dem Centre de recherche Lippmann 15 Millioune fir ee Joer. Da fusionéieren déi, wann dat Gesetz dann hei gestëmmt gëtt, wat dann en neie grousse Centre de recherche gëtt. Déi kréie fir déi dräi Joer dann duerno nach eng Kéier 117 Euro (veuillez lire: 117 Milliounen Euro). De CRP-Santé kritt 93,5 Milliounen Euro iwwert déi nächst véier Joer, an de CEPS, dee kritt 41,9 Milliounen Euro. Dat sinn 854,4 Milliounen Euro, déi do ënnerschriwwe gi sinn. Bei der Uni ass et e Contrat d'établissement, bei de Centres de recherche sinn et Contrats de performance, déi si fir véier Joer ënnerschriwwe ginn.

Derbäi kënnt dann nach eng Signature, déi mer deen Dag net gemaach hunn, déi mer elo an dräi Woche maachen, dat ass déi mam Fonds National de la Recherche, wou dann och nach eng Kéier ronn 230 Milliounen Euro ënnerschriwwe ginn. Dat mécht also iwwert déi nächst véier Joer fir d'Recherche an d'Héichschoulwiesen hei am Land ronn 1,08 Milliarden Euro, déi do engagéiert gi sinn.

„Wat ass nei?", hutt Der gefrot. Et kann ee vläicht e puer Saachen ënnersträichen, déi do nei sinn. Et si Contrats de performance respektiv Contrats d'établissement, déi déi Kéier iwwer véier Joer ginn. Soss an der Zäit ware se alt emol dräi Joer. Domadder kréien déi verschidden Instituter méi eng Planungssécherheet. An déi Zommen, déi do engagéiert sinn, dat geet och ëm hir Planungssécherheet, wat an deem dote Kontext natierlech wichteg ass a wat d'Acteuren och alleguerten appréciéieren.

Par rapport zu deene Kontrakter virdru kënnt och mat derbäi, dass d'Valorisatioun vun deene verschiddene Breveten, deene verschiddene Publikatiounen als Missioun ageschriwwe gëtt an hir verschidde Kontrakter an dass se och méi Geld extern musse siche goen, sief et an de Privatsecteur, sief et awer och an europäesche Kontexter, sou zum Beispill hei an de Programm 2020 vun der Europäescher Unioun.

Et steet an deene Kontrakter awer och nach mat derbäi, dass se mussen e ganze Koup vu verschiddene Leeschtungsindicateure bréngen, dofir och den Numm vum Contrat de performance. Wat d'Indicateurs scientifiques ugeet, sinn dat Publikatiounen, déi an deene verschiddene wëssenschaftlechen Zeitunge sinn. Dann natierlech gëtt och doniewent gekuckt, wéi vill Theesen an deenen doten Zäite geschriwwe goufen, an donieft awer och déi ekonomesch Resultater, déi gemooss ginn un den Zuele vun de Breveten, déi déposéiert goufen, a mat de Spin-offen, déi och an de verschiddenen Entitéite kreéiert goufen.

Et ass awer och nach en anere wichtege Punkt, deen ee kann ervirsträichen, deen nei ass. Déi verschidden Acteuren, souwuel d'CRPe wéi de CEPS an d'Uni Lëtzebuerg, hunn och drageschriwwe kritt, dass se a véier prioritären Domänen, wat do sinn d'Material op där enger Säit, den Développement durable, d'Technologies de l'information mat High Performance Computing an d'Biomedizin, dat sinn d'prioritär Domänen, dass se sech do solle nach méi concertéieren an zesummeschaffen, fir dann och zesumme bis 2016 e Plan stratégique opzestellen, fir dass se do nach méi kënnen zesummeschaffen.

An de Motiv ass dee Moment, dass se sech keng Konkurrenz hei am Land maachen - et gëtt Konkurrenz natierlech vun den aneren Entitéiten am Ausland - an dass se nach méi complémentaire zesummeschaffen. An dat ass ee vun de wichtege Voleten, dee se och alleguerten an d'Missioun kritt hunn, fir esou e Plan stratégique iwwert déi nächst zéng Joer auszeschaffen, deen da virun 2016 soll presentéiert ginn.

Dat ass also dat, wat an deene Kontrakter stoung, e bëssen Zuelen, e bëssen déi nei Momenter, an domadder géif ech dann nach just drop opmierksam maachen, dass dann nach deen nächsten nokënnt, dat ass dee mam Fonds National de la Recherche, wat och e wichtegen Acteur ass. An do sinn och vill vun deenen 230 Milliounen, déi dann och erëm indirekt un déi aner Centres de recherche respektiv un d'Universitéit fléissen, als Pilier och net méi ewechzedenken.

M. le Président.- Merci dem Här Hansen. Mir bleiwe bei dem Numm Hansen, an d'Martine Hansen dës Kéier huet d'Wuert, fir eng Fro un de Statssekretär am Infrastrukturministère ze stellen iwwert de Bau vum Lycée technique agricole zu Gilsdref. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°38 du 5 juin 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Schonn den 18. Dezember hat ech den Häre Ministere Bausch a Meisch eng Question parlementaire iwwert dee geplangten Neibau vun der Akerbauschoul gestallt. Den Häre Ministere war eng Verlängerung bis den 18. Februar accordéiert ginn, fir kënnen op d'Fro ze äntwerten. Am Januar konnte mer dunn awer schonns an der Lëtzebuerger Press liesen, datt den Här Minister Etgen sot, de Standuert Gilsdref wär a Fro gestallt respektiv kéim guer net méi a Fro.

Doropshin hunn ech déi Woch duerno an der Heure de questions den Här Minister Bausch gefrot, ob hie kéint dem Här Minister Etgen seng Ausso confirméieren, ob hie kéint bestätegen, datt d'Regierung dëse Site, wou d'Terraine schonns kaaft sinn, wou d'Pläng schonns fäerdeg sinn, wou schonns zirka eelef Milliounen investéiert sinn, erëm géif a Fro stellen.

Den Här Minister Bausch sot dunn ënner anerem, ech zitéieren: „An et gëtt och vläicht eventuell, an dat wëll ech Iech soen, besser Léisungen. Wann ech soen, vläicht eventuell, dann heescht dat natierlech net, datt mer décidéiert hunn, definitiv dat, wat déi viregt Regierung elo emol festgehalen huet, guer net ze maachen." Hie sot och nach, ech zitéieren: „An dann den 18. Februar kritt Der selbstverständlech, wéi dat sech gehéiert, vu mir och schréftlech déi néideg Äntwerten. Sollt d'Regierung décidéieren, op een anere Wee ze goen, da wëll ech Iech elo scho soen, datt déi dräi Ministeren direkt deen Dag duerno an d'Chamberskommissioun wäerte kommen, fir Iech ze presentéieren, a wéi eng Richtung et eventuell da geet."

Ech krut dunn de 7. Februar och eng schréftlech Äntwert, an där den Här Bausch mer dunn erëm sot, datt awer nach keng Décisioun geholl gi wär, d'Décisioun géif spéitstens am Juni falen. Well den Här Minister Bausch awer schonns de 5. Februar no engem Treffe mat den Häre Ministere Meisch an Etgen an der Press sot an um Radio ze héiere war, datt d'Regierung sech Zäit ginn hätt, fir bis Enn Mee eng definitiv Entscheedung iwwert de Standuert vun der neier Akerbauschoul ze huelen - dësen Timing kruten och d'Enseignanten an d'Direktioun vun der Akerbauschoul matgedeelt -, a well et awer elo méi spéit wéi Enn Mee ass, wëll ech gären dem Här Statssekretär Gira - den Här Minister Bausch ass jo haut net hei - folgend Froen erëm eemol stellen:

Wéi eng Iwwerleeungen hutt Der bis elo gemaach? Wéi eng Décisioune si geholl ginn? Wou kënnt déi nei Akerbauschoul hin?

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Hansen. An direkt huet d'Wuert den Här Statssekretär am Nohaltegkeetsministère. Här Camille Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madame Hansen richteg gesot huet, krut se an der schëftlecher Äntwert gesot, mir géife probéieren, bis Enn Juni 2014 zu enger Léisung ze kommen. Wann ech richteg informéiert sinn, ass jo haut de 5. Juni, dann hu mer jo nach e bëssen Zäit an der Regierung, fir nozedenken, wéi déi definitiv Léisung dann ass.

(Brouhaha)

Ech sinn awer ganz frou iwwert der Madame Hansen hir Fro. Dat erlaabt mer dann awer, en Tëschebilan, de Point hei an deem däregen Dossier, dee mer da vun der viregter Regierung hei geierft hunn, ze maachen.

Ech wëll am Ufank vläicht emol kloerstellen, dass all déi Leit, déi wëlle gleewen dinn, dass, wann dës Regierung net wier, zu Gilsdref och längst géife Baggere fueren, d'Effentlechkeet net richteg informéieren.

Dozou zwee Punkten: Déi Zon, wou de Lycée soll hikommen, ass nach net definitiv ëmklasséiert am PAG vun der Gemeng Bettenduerf. Den zweete Vote ass wuel geholl. Ech kann Iech awer soen, dass den Innenminister Recourse vun den Noperen do leien huet an dass déi ganz Prozedur eventuell riskéiert, um Tribunal administratif ze landen. Souwäit zu der Zon an der Gemeng Bettenduerf.

Dann ass et esou, dass d'Gemeng Dikrech e rechtskräftege Moratoire dekretéiert huet, dee gülteg ass bis op d'mannst Enn Februar 2015. Et muss ee wëssen, dass dee Lycée do matzen an enger Drénkwaasserschutzzon geplangt ass an dass d'Gemeng Dikrech amgaang ass, an doriwwer si mir als Ëmweltministère ganz frou, hir Drénkwaasserschutzzonen auszeschaffen. Do sinn Etüden nach amgaang an esou laang huet d'Gemeng Dikrech, mengen ech, mat vollem Recht d'Méiglechkeet, e Moratoire ze dekretéieren. Dat ass deen allerfréisten Termin, wou dann iwwerhaapt zu Gilsdref eppes kéint geschéien.

A well mir dat doten entdeckt hunn an deem doten Dossier, hu mir eis gesot: Da kommt, mir huelen dat Joer - wann ech emol esou ka soen - eis Zäit, fir nozedenken.

An ech wëll och preziséieren, d'Regierung ass net nëmmen amgaang nozedenken, ob eventuell en alternative Site fir de Lycée technique agricole a Fro soll kommen, mä mir probéieren, e Konzept um Enn vun eisem Reflexiounsprozess ze hu fir déi ganz Lycées- a Schoulinfrastruktur vun der ganzer Nordstad.

Ech mengen, dass d'Madame Hansen ganz gutt weess, dass nieft dem Lycée technique agricole onbedéngt musse Méiglechkeete geschafe ginn, fir de Lycée technique Ettelbréck méi grouss ze maachen. Mir schwätzen iwwer e CNFPC, deen net méi zäitgemëiss ass. Mir schwätzen iwwer eng Arméisschoul, a schlussendlech gëtt et och nach de Besoin, fir en definitive Site vun engem Nordstad-Lycée ze fannen.

Et ass elo 10 bis 15 Joer doriwwer nogeduecht ginn. Ech mengen, et geet elo wierklech, besonnesch wa mir op deem anere Punkt blockéiert sinn, net op e puer Méint un. Mir wëllen déi puer Méint notzen, fir zumindest dann e Konzept fir all déi Schoulen ze hunn.

Eis Verwaltungen hunn an deene puer Méint, déi mir do sinn, intensiv op deem Dossier geschafft. Mir hunn och intensiv Consultatioune gefouert, souwuel mat deene concernéierte Gemenge wéi och virun allem mat der Direktioun vum Lycée technique agricole, an ech kann Iech soen, do sinn eng ganz Rei interessant Pisten dobäi erauskomm an et gesäit een, wann ee sech an deen Dossier eraknéit, méi wéi evident, dass et wierklech fir de Lycée technique agricole eng ganz Rei Piste ginn, déi sécherlech an enger ganzer Rei Kritäre wesentlech besser si wéi dee Site, deen do erausgewielt gi war vun der fréierer Regierung.

Ech hunn net d'Zäit, an den Detail ze goen, mä do si ganz kloer Siten, déi a priori och fir e Lycée technique - a grad fir e Lycée technique - besser wieren. Déi Siten hunn dann awer eventuell aner Contrainten, notamment déi vun der Zäitschinn, well dat kann ech der Madame Hansen haut kloer an däitlech soen: Déi Léisung, déi mir wëlle festhalen, wäert sécherlech eng sinn, déi de Projet Lycée technique agricole net erëm Joren hannendragehäit.

An ech wëll och ganz kloer an däitlech soen, dass och de Moment nach ëmmer net de Site Gilsdref definitiv eliminéiert ass. Mir stellen awer fest, dass mir nach eng Rei Informatioune brauchen an och eng Rei Négociatiounen. Mir haten effektiv fir Enn Mee eng Réunioun mat de Gemenge festgehalen, well mer nach…

M. le Président.- Här Statssekretär, Dir sidd…

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- … wollt ech soen, dass mer déi ofgesot hunn. Gitt eis nach Zäit bis d'grouss Vakanz an dann, wann Der déi Fro da fir d'Drëtt stellt, kritt Der dann eng definitiv Äntwert.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Statssekretär. Déi nächst Fro kënnt vum Marc Angel a betrëfft d'Initiativ vun der Regierung a Saachen ekonomesch Diversifikatioun, méi speziell am Déngscht vum Emploi. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°39 du 5 juin 2014 de M. Marc Angel relative à la stratégie gouvernementale en matière de développement et de diversification économiques en relation avec la lutte contre le chômage au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir hutt ganz gutt résuméiert, ëm wat meng Fro geet. Madame Statssekretärin Closener, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de leschte Méindeg, de 26. Mee, (veuillez lire: de virleschte Méindeg, de 26. Mee,) huet d'ADEM hire Rapport annuel fir d'Joer 2013 bekannt ginn, e ganz interessante Rapport. Ech kann de Kolleeginnen a Kolleegen nëmme recommandéieren, sech deen unzekucken, an ech wëll och hei dem Minister Schmit an all senge Mat-

aarbechter vun der ADEM Merci soe fir dee Rapport, awer och fir déi vill Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, fir d'ADEM ze reforméieren.

Niewent dem Chômagetaux, dee bei eppes iwwer 6% läit, weist dëse Rapport kloer op e Lëtzebuerger Paradox hin, esou wéi dat och am „PaperJam" an der Onlineausgab vum 27. Juni (veuillez lire: 27. Mee) titréiert ginn ass: «Le chômage - un paradoxe luxembourgeois».

Esou sinn tëschent 2010 an 2013 eng ronn 24.500 Aarbechtsplaze geschafe ginn. Eleng am Joer 2013 waren dat 6.207 - plus 1,7% - nei Posten. Och dem Statec seng rezent Previsiounen iwwert de wirtschaftleche Wuesstum hei zu Lëtzebuerg sinn éischter positiv, an dat freet eis all, a se leien tëschent 3% bis 3,5% fir déi Joren 2014 an 2015 an deiten also domadder kloer op eng Reprise hin, an och dat freet eis alleguer.

De Wirtschaftsministère, an dat wësse mir och, huet an deene leschte Joren enorm Efforte gemaach a puncto Diversifizéierung vun onser Ekonomie an och e puer Clusteren entwéckelt, wéi zum Beispill am Beräich Logistik, ICT, Bio an Ekotechnologien. A mir wëssen och, dass an deene leschte Joren am Ministère vun de Classes moyennes an och elo am Ekonomieministère dat weidergeet, ganz vill Efforte gemaach gi sinn a weider gemaach gi fir d'Entwécklung vum Handel a vun de mëttelstännesche Betriber.

Fir d'LSAP ass et also ganz wichteg, dass an dësem Kader déi Efforten, déi um wirtschaftleche Plang gemaach ginn,…

M. le Président.- Här Angel, Dir misst elo zur Fro kommen.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- D'Fro kënnt.

(Brouhaha général et hilarité)

…dass déi Efforten, déi um wirtschaftleche Plang gemaach ginn, och deene Leit zegutt kommen hei am Land, déi keng Aarbecht fannen, qualifizéierter a manner qualifizéierter.

An elo kënnt d'Fro, Här President.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Dofir, well ech elo e bëssen eng Erklärung hu misse ginn, wëll ech d'Statssekretärin vum Wirtschaftsministère froen, inwiefern respektiv a wéi enge Moossen déi wirtschaftlech Entwécklungsziler mat der Bekämpfung vum Chômage koordinéiert ginn.

Villmools Merci, Här President.

M. le Président.- Merci och dem Här Angel. Déi nächste Kéier fält… Dir wësst, wat ech mengen.

(Interruptions)

An elo huet d'Wuert d'Madame Statssekretärin aus der Ekonomie, fir déi den Här Angel den Terrain scho gutt virbereet huet.

(Hilarité et interruptions)

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Här President, erlaabt mer, ier ech am Detail op dem honorabelen Deputéierte Marc Angel seng Fro aginn, just kuerz e puer Wuert zum Kontext ze soen. Dës Regierung huet sech jo dräi Prioritéite ginn, sech eng ganz Rei vu Prioritéite ginn, mä dräi dovunner kommen hei zum Droen: éischtens méi Wirtschaftswuesstum schafen, zweetens Chômage bekämpfen an drëttens als Ministèren och ressortiwwergräifend schaffen.

Dat ass de Kader, an deem dem Wirtschaftsministère seng Efforten dorobber konzentréiert sinn, fir engersäits nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien an anerersäits deene Betriber, déi schonn hei sinn, dobäi ze hëllefen, fir nohalteg ze wuessen, dat alles natierlech och an der Optik net nëmmen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen, mä och, fir deene Leit, déi bei der ADEM agedroe sinn, berufflech Perspektiven ze bidden.

De Chômagetaux louch am Abrëll bei 7%. 18.000 Leit sinn als Demandeur d'emploi ageschriwwen, mä gläichzäiteg goufen iwwert déi lescht zwielef Méint net manner wéi 9.200 Aarbechtsplaze geschafen. An déi lescht Zuele weisen och, datt et a puncto Création d'emplois queesch duerch all Branchë biergop geet. Eis Wirtschaft wiisst also, mä trotzdeem geet de Chômage net zréck, nach net zréck. Dee Paradox, vun deem den Här Angel geschwat huet, bleift nach leider bestoen.

Ech wéilt duerfir kuerz op déi verschidden Aktiounen agoen, wéi mer Ekonomie an ADEM matenee verbannen, wat scho gemaach gouf a wat mer am Moment nach amgaang sinn ze maachen, wat mer kënne besser maachen.

Déi éischt Handhab, déi de Wirtschaftsministère huet an déi jo scho jorelaang applizéiert ass, dat sinn d'Subsiden, déi d'Betriber vum Stat kënne kréien, wa se investéieren. All Betrib, deen esou eng finanziell Hëllef kritt, ënnerschreift eng Konventioun, wou drasteet, datt hie mat der ADEM muss zesummeschaffen. An där Kommissioun, déi iwwert d'Subsiden décidéiert, sëtzt ee Vertrieder vun der ADEM, deen also weess, wat fir eng Betriber Hëllefe kréien an also och fir d'ADEM kënnen interessant sinn.

Domadder ass et awer net gedoen. Et muss een nämlech d'Betriber méi aktiv démarchéieren. Et ass genee dat, wat mer elo maachen. Mir maachen dat elo systematesch: Bei de Kontakter, déi mer mat den Entreprisen hunn, déi wëllen ausbauen oder sech iwwerhaapt emol nidderloossen, verweise mir si beim Rekrutement vun de Leit systematesch an ëmmer erëm op d'ADEM, déi jo geziilt Leit fir bestëmmt Poste formëiert, sur mesure, a se dann un de Betrib vermëttelt.

Et ginn eng ganz Rei Entreprisen, déi dobäi matmaachen, och grousser, Euro-Composites zum Beispill, de Pall Center, Burger King, International Can, Ampacet. Do geet et schlussendlech ëm Honnerte vun Aarbechtsplazen.

Dann hu mer awer och zënter Mäerz vun dësem Joer d'ADEM an eng aner Kommissioun agebonnen, an déi sougenannt „Commission grandes surfaces". Och do ass elo ëmmer ee Vertrieder vun der ADEM derbäi, deen also iwwert dee Wee fréizäiteg gewuer gëtt, wéi eng grande Surfaces sech wou a wéini installéieren. Et ass mir ganz besonnesch wichteg, datt déi Informatiounen do fléissen, well dat jo och e Beräich ass, am Commerce, wou ganz vill manner qualifizéiert Leit agestallt ginn, an der Vente, an de Keesen, am Lager an esou virun.

D'lescht Woch krut zum Beispill e grousse Commerce zu Iechternach, de Bau- a Geschäftszenter, d'Autorisatioun, op knapp 10.000 m² auszebauen. Do sollen ëm déi 250 nei Aarbechtsplazen entstoen. Dat ass eng Geleeënheet, déi et op alle Fall gëllt ze notzen.

Eng aner Initiativ vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit a vu mir leeft direkt no der Péngschtvakanz un. Mir maachen zesumme mat de Consultantë vun der ADEM de Point, wéi eng Secteuren de Wirtschaftsministère développéiert a wéi eng Zort Plazen do entstinn. Dir hutt et ugeschwat, e gutt Beispill ass natierlech d'Logistik. Mir erwaarden eis à moyen terme tëschent 3.000 a 5.000 nei Aarbechtsplazen. Eleng um fréiere Site vun der WSA sollen eng dausend Aarbechtsplazen entstoen, wann d'Gebaier da bis all fäerdeg sinn.

Mä och Eko- a Biotech musse besser vernetzt ginn, genee wéi den ICT-Secteur, wou den Ament 4% vun de Salariéë schaffen. Mä do ass awer nach ganz, ganz vill Potenzial. Dat ass ganz evident. Leider feelt et u qualifizéierte Leit. An duerfir ass et och esou wichteg, datt och d'Zesummenaarbecht tëschent eis an dem Éducatiounsministère leeft, fir datt déi jonk Leit incitéiert ginn, fir déi Beruffer ze studéieren, wou sech d'Zukunft ofspillt, datt se dohinner och orientéiert ginn.

Dat ass och sécher am Handwierk de Fall. Och do läit e grousse Potenzial scho laang, a weiderhi gëtt et e ganz groussen, een immense Besoin u Leit. Och dat ass e Secteur, dee mer am Wirtschaftsministère wëlle pushen. Do spillt natierlech d'Formation professionnelle eng kruzial Roll an do lafen och Gespréicher mam Éducatiounsminister Claude Meisch.

Ofschléissend, Här President: Wirtschaftswuesstum ass sécher kee Selbstzweck. Ee vu sengen Ziler ass d'Erofsetze vum Chômage. D'Reforme vum Aarbechtsminister sinn um allerbeschte Wee. Si droe scho Friichten. Mat him a mam Éducatiounsminister schaffe mir am Wirtschaftsministère all Dag un deem Zil.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Closener. Déi nächst Fro kënnt vum Här Fernand Kartheiser a betrëfft d'Wahlgesetz, méi prezis de Respekt vum Artikel 8 Paragraph (3) c) a vum Artikel 9. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

- Question n°40 du 4 juin 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la loi électorale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Elo hutt Der mer schonn e gudden Deel vun der Fro ofgeholl.

M. le Président.- Ma, da kënnt Der jo elo méi kuerz sinn.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Elo kann ech meng zwou Minutte voll ausnotzen. Ech wollt den Här Minister da froen, well mer a verschiddene Länner, notamment an Däitschland, eng Diskussioun haten iwwert déi korrekt Applikatioun vum Wahlgesetz, fir datt keen zweemol ka wielen a verschiddene Länner bei den Europawahlen, wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass.

Et gëtt natierlech verschidde Cas de figure. Et gëtt och eng Prozedur, déi an deem Artikel 9 virgesinn ass, dat heescht, datt d'Buergermeeschtere vun deene verschiddene Gemengen normalerweis eng Lëscht vun deene Persounen, déi betraff sinn, also déi Auslänner, déi sech ageschriwwen hunn, un den Ausseministère schécken, deen dat da soll ofgläiche mat anere Länner.

Wéi fonctionnéiert dat an der Praxis? Ass dat eng effikass Prozedur? Kann doduerch verhënnert ginn, kommen och Äntwerte vum Ausland, datt Leit zweemol wielen?

Et gëtt natierlech och nach aner Kategorien. Et gëtt zum engen déi Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen a vläicht do wielen. Et gëtt dann déi Leit, déi Auslänner, déi hei wiele wëllen a sech hei ageschriwwen hunn op de Wahllëschten; ebe fir ze kucken, datt déi net zweemol kënne wielen, hei an an hirem Pays d'origine, vun deem se jo d'Nationalitéit hunn, also och am Prinzip wahlberechtegt wären.

An da gëtt et och nach de Fall vun der duebeler Nationalitéit. Elo ass et natierlech esou bei der duebeler Nationalitéit, huelen ech un, datt d'Gemengen dann net kucken, ob déi nach eng aner Nationalitéit hunn, fir dann ze iwwerpréiwen, ob déi och an engem anere Land wielen, oder wéi gëtt dat an der Praxis gehandhabt?

U sech ass dann d'Fro ganz einfach, Här Minister: Déi Prozeduren, déi mir elo hunn, éischtens, fonctionnéiere se? Zweetens, si se effikass? Dat heescht, gëtt et wierklech Leit, déi eventuell dann net méi kënnen hei wiele goen? An drëttens: Mengt Der net, datt à la lumière awer och vun deem, wat am Ausland verschiddentlech geschitt ass, déi Prozeduren oder den Ofgläich mat anere Länner misste besser geregelt ginn oder méi staark geregelt ginn, fir en eventuelle Mëssbrauch vum Wahlgesetz an deem Sënn ze verhënneren, datt Leit op verschiddene Plaze kënnen eng Stëmm ofginn an doduerch géigeniwwer aneren da bevirdeelegt wären?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Innenminister, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol muss ech soen, dass déi Fro, déi hei gestallt ginn ass, eng ganz pertinent Fro ass. Iwwregens huet den Deputéierte Serge Urbany eng ähnlech Fro gestallt, déi an déi nämlecht Richtung ziilt. Ech wollt dat awer fairerweis hei och nach eng Kéier ervirsträichen, a selbstverständlech kritt hien och en due forme eng Äntwert op seng Fro, souwäit wéi eis dat méiglech ass.

D'Fro ass un den Innenminister gestallt. Si kéint och un de Ministre des Affaires étrangères gestallt sinn oder och un de Statsminister, well et jo awer hei eng kompetenziwwerschreidend (veuillez lire: eng kompetenziwwergräifend) Responsabilitéit gëtt.

Ech wollt awer soen, dass mer virun allem am Moment net kënnen notracéieren, wéi vill Leit effektiv vun der Problematik hei betraff wären. Dofir brauche mer e bëssen Zäit. Mir brauchen eng Analys, déi mer bei de Gemenge wäerte maachen. Dat ass jo och dat, wat den Här Urbany a senger Fro méi konkret a méi prezis och gefrot huet. Do probéiere mer, esou gutt wéi méiglech drop ze äntwerten.

Den Här Kartheiser huet et gesot, effektiv gëtt et dräi Kategorien, déi een esou kann heimat zesummefaassen: engersäits d'EU-Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen, awer och Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, an drëttens déi Leit mat der duebeler Nationalitéit.

An ech wéilt vläicht eng ganz kloer Äntwert ginn op seng lescht Fro: Neen, et gëtt keng konkret Prozeduren, an et gëtt och keng Sécherheet virun allem an deene Prozeduren, déi mer am Moment hunn, fir ze verhënneren (veuillez lire: fir sécherzestellen), dass dat, wat u sech vum Gesetz verlaangt ass, dass d'Leit nëmmen eemol dierfe wielen, dass dat och ka ganz konkret kontrolléiert ginn.

Et ass also néideg, dass dat nach eng Kéier ganz iwwerkuckt gëtt. An et ass och néideg, dass mer dat am Kader och vun der Kommissioun nach eng Kéier uschwätzen. Ech mengen, mir sinn net dat eenzegt Land, wat mat dëser Problematik hei befaasst ass. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer och hei dat doten a méi engem grousse Kader nach eng Kéier wäerten nei diskutéieren.

Ech kann awer hei soen, dass selbstverständlech probéiert ginn ass, esou wäit wéi méiglech dem Gesetz Genüge ze doen. Dat heescht, esou séier wéi mer Informatioune kritt hunn aus anere Länner, déi iwwert d'Affaires extérieures da selbstverständlech erakomm si bei eis, sinn déi Informatiounen dann och weidergi ginn un d'Gemengen. Allerdéngs waren déi Délaien, dat muss een zouginn, immens kuerz. An do hate mer Problemer mat Leit, déi dovun ausgaange sinn, dass se kéinte wielen, an déi dann awer net konnten zougelooss ginn eben duerch déi Problematik, déi mer hei elo schonn ugeschwat hunn.

Ech wëll och soen, dass mer och nach detektéiert hunn, dass et eng Rei Leit gëtt, déi virun 20, 25 Joer op enger Uni waren, sech deemools agedroen haten an de Wahllëschten am Ausland an déi ni d'Prozedure gemaach hunn, fir sech dann erëm ofzemellen am Ausland. An déi natierlech falen ënnert déi Incapabilitéit, esou dass se dann net dierften hei zu Lëtzebuerg wielen. Déi woussten dat zum Deel guer net vun där Problematik a sinn dann nach ganz kuerzfristeg domadder befaasst ginn. Dat ass problematesch. Do musse mer wierklech kucken, dass mer nei Léisunge fannen. An deem Sënn ass déi Fro vum Deputéierte Kartheiser hei och méi wéi berechtegt gewiescht.

Méi kann ech zu dësem Moment net soen. Mir sinn amgaangen, dat mat de Gemengen zesummen, well et si jo déi, déi d'Wahllëschte féieren, ze kucken, wéi mer dat kënne besser regléieren an Zukunft. De Problem ass erkannt, mä d'Léisung ass nach net parat.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Henri Kox, betrëfft de Programm „BeeFirst" a riicht sech un de Landwirtschaftsminister. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°41 du 4 juin 2014 de M. Henri Kox relative au programme de recherche BeeFirst, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, Merci. Dann direkt zu der Erklärung. „BeeFirst", do gëtt ëmmer gefrot, den englesche Begréff ass hei geholl ginn: Wat ass dat? Dat ass soss näischt aneschters wéi „d'Beie fir d'Éischt". Et ass eng Studie, déi am Optrag vun dem Agrarministère gemaach gëtt. An et ass de Gabriel Lippmann, deen déi duerchféiert.

Wat huet déi Studie zum Objet? D'Interaktioun tëschent de landwirtschaftleche Strukturen an der Gesondheet vun de Beien.

Dir wësst alleguerten, dass d'Beien net grad e flott Liewe momentan hunn, dass vill Vëlker an de leschte Jore gestuerwe sinn. An ech brauch och net onbedéngt iwwert d'Wichtegkeet vun de Beien ze schwätzen - ech mengen, et sinn der e puer heibannen, déi och mat Uebst schaffen -, an dass se eng ganz wichteg Roll hu bei der Bestäubung. An dofir ass et ganz wichteg, dass mer déi och schützen.

Ech wollt Iech dofir véier konkret Froe stellen: Wéi ee Bilan zitt Der aus där dräijähreger Etüd elo? Wann dee Bilan positiv oder och nach negativ ass, wëllt Der dee Projet weiderféieren? Wa jo, wéi vill Moyene stellt Der zur Verfügung, fir dee Projet weiderzeféieren?

An dann awer eng véiert Fro, déi awer pertinent ass fir mech, an net nëmme fir mech: An där Opstellung, déi momentan gemaach gëtt, do ginn d'Réckstänn net esou nogekuckt. D'Pestizide ginn net an deem Mooss kontrolléiert, esou dass, wann een déi Etüd elo wëllt weiderféieren, dass een awer och dann e Bilan zitt, inwiefern ee Pestizideréckstänn an deem ganze Monitoring, der Kontrolléierung vun de Beiestäck respektiv hire Produkter, dem Hunneg, da fënnt.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kox. An ech gesinn, dass de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen, um Wee ass fir op d'Tribün. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Merci, Här President. Merci dem Kolleeg Henri Kox fir déi interessant Fro. De Fuerschungsprojet „BeeFirst" huet dräi grouss Deeler: éischtens d'Analys vum Effekt vun den imkerleche Praktiken op d'Iwwerliewe vun de Beien. Do gëtt all Joers mat dem Formulaire fir d'Umelle vun de Beien an der Deklaratioun vun de Wanterverloschter bei der Veterinärsverwaltung e Questionnaire mat technesche Froen zur Beienhaltung an zu de Varroabehandlungen erausgeschéckt.

Hei gëtt zum Beispill analyséiert, ob et en Zesummenhang gëtt tëschent de verschiddene Varroabehandlungsmethode an dem Iwwerliewe vun de Beien iwwert de Wanter. Well eis

Imker dee Questionnaire ganz gewëssenhaft ausfëllen, hu mer do zu Lëtzebuerg eng exzeptionell gutt Vue iwwert d'Aarbechte vun de Beieleit an den Effekt op d'Iwwerliewe vun de Beievëlker. Dat gëtt et wahrscheinlech a soss kengem europäesche Land, wou normalerweis de Retour vun de Questionnairë vill manner gutt ass.

D'Resultater vun dësen Analyse ginn a goufen de Beieleit regelméisseg virgestallt an och an der Beienzeitung publizéiert. D'Analysen iwwert d'Joren 2011 an 2012 goufen och an enger wëssenschaftlecher Zeitung, dem „Journal of Apicultural Research", publizéiert. Op länger Zäit dierft dat hëllefen, fir sougenannt „best practices" erauszefannen.

Deen zweeten Deel vun der Etüd waren d'Krankheeten an d'Parasiten. Hei goufe Beien aus fënnef verschiddene Beiestänn ënnersicht, fir ze kucken, ob si mat verschiddene Vire belaascht wären. Éischt Resultater goufen an der Beienzeitung virgestallt. Un enger Publikatioun an enger wëssenschaftlecher Zäitschrëft gëtt momentan vum CRP Gabriel Lippmann geschafft.

Drëtten Deel vun der Etüd war d'Landnotzung. Hei gëtt gekuckt, ob et en Zesummenhang tëschent der Landnotzung an dem Iwwerliewe vun de Beie gëtt. Dëst soll zum engen dem Imker hëllefen, fir seng Beien op d'Plazen ze setzen, wou d'Iwwerliewenschancen am beschte sinn. Zum anere soll gepréift ginn, ob verschidde landwirtschaftlech Kulturen oder soss Landschaftselementer wéi Bëscher etc. e positiven oder en negativen Afloss op d'Wanterverloschter bei de Beien hunn.

Och hei hunn d'Fuerscher vum CRP Gabriel Lippmann eng exzeptionell gutt Situatioun fir hir Analys. Zum engen hu si prezis Zuelen iwwert d'Beieverloschter op den eenzelne Beiestänn, vun deene si och genee geografesch Donnéeën hunn. Zum anere krute si Donnéeën iwwer all déi Kulturen, déi op de landwirtschaftleche Parzelle vun de Baueren iwwer hir Flächenerträg gemellt gi sinn. Béid - wuelverstanen anonymiséiert - Informatioune konnten du relativ einfach an engem geografeschen Informatiounssystem zesummegestallt an analyséiert ginn. Informatiounen aus anere Quellen, wéi déi net landwirtschaftlech Flächen, sinn och hei mat verschafft ginn.

Bei der Analys, déi d'lescht Joer am Hierscht ugelaf ass, sinn elo interessant a spannend Korrelatiounen erausfonnt ginn, déi awer nach mussen iwwerpréift ginn. Et ass dofir nach ze fréi, fir hei weider Detailer ze ginn. Bei esou Korrelatiounen ass natierlech ëmmer d'Fro, ob et do wierklech e kausalen Zesummenhang gëtt. Oder ass et vläicht d'Klima oder soss eppes, wat en Afloss op d'Kulturen an op d'Beie kann hunn?

D'Dauer vum Projet ass bis elo vum Mee 2011 bis Enn 2014. De Gesamtkäschtepunkt vum Projet beleeft sech op 346.000 Euro ouni TVA. Et ass de Moment ugeduecht, fir de Projet nach eng Kéier ëm dräi Joer ze verlängeren. Déi genee Fuerschungsaarbechte fir déi nächst dräi Joer wäerten awer eréischt genee festgeluecht ginn, nodeems de CRP säi Bericht heizou agereecht huet, wat viraussiichtlech Mëtt dëses Joers wäert geschéien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Etgen. Déi nächst Fro kënnt vum Här Marco Schank a betrëfft d'Verbreedung vun der afrikanescher Schwéngspescht an Europa. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°42 du 5 juin 2014 de M. Marco Schank relative à la propagation de la peste porcine africaine en Europe, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'afrikanesch Schwéngspescht ass eng Virusinfektioun, déi als ganz geféierlech Kränkt fir Haus- a Wëllschwäi gëllt a géint déi et keen Impfstoff gëtt. Bei héich virulente Virestämm ass d'Mortalitéit no bei 100%.

Am Januar respektiv Februar dëst Joer goufen déi éischt Ausbréch fir dës Zort Schwéngspescht a Litauen an och a Pole festgestallt an domat ass dës héich ustiechend Déierekränkt an der Europäescher Unioun ukomm. Enn Januar hunn och Russland an deelweis och d'Schwäiz dowéinst den Import vu Schwéngefleesch aus der EU gestoppt, wat dem Secteur natierlech och wéideet. D'Baueren, déi bei eis Schwäin halen, fäerten, datt déi Kränkt kéint ageschleeft ginn. An och wann dat am Moment vläicht net esou akut schéngt, kann et op eemol zum Beispill duerch Tourismus ganz séier goen.

Mir gëtt gesot, datt en Defizit bei der Sensibiliséierung an Informatioun vusäite vum Stat géif bestoen. An ëmmer erëm gëtt och vun de Baueren déi Problematik vun de Véitransporter ernimmt an ebe vun dem Transport a respektiv aus osteuropäesche Länner, an datt zum Beispill d'Kontrolle missten intensivéiert ginn.

Meng Froen deemno un den Här Landwirtschaftsminister: Éischtens, wat mécht d'EU, fir d'Aschleefung vun der afrikanescher Schwéngspescht verstäerkt an Europa ze verhënneren, an déi aner Memberlänner, och Lëtzebuerg, mat selbstverständlech katastrophalen ekonomeschen Auswierkunge fir de Secteur?

Zweetens, wat mécht Lëtzebuerg, fir d'Baueren, awer och d'Jeeër fir déi Problematik ze sensibiliséiere via Informatiounsfichen, Réunioune respektiv Sensibiliséierung fir d'Anhale vun den Hygienevirschrëfte bei der Schwéngshaltung?

Drëttens huet den Direkter vun der Natur- a Bëschverwaltung de leschte Sonndeg um Kongress vun de Jeeër gesot, et misste verstäerkt Schwäin och geschoss ginn, fir d'Wëlddicht erofzesetzen, an an deem Kontext wieren d'Centres de ramassage ze renovéieren, do géifen awer Sue feelen.

Dofir meng Fro insgesamt: Ass d'Regierung amgaange respektiv wëllt se entspriechend preventiv Moossnamen ergräifen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet erëm de Landwirtschaftsminister.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Merci och dem Kolleeg Marco Schank fir déi Fro iwwert déi afrikanesch Schwéngspescht, déi en fait esou heescht, mä awer en fait aus Osteuropa kënnt.

Ufanks vun dësem Joer sinn effektiv véier Fäll vun der afrikanescher Schwéngspescht an Europa detektéiert ginn, zwee a Litauen an zwee a Polen, also no un der Grenz mat Wäissrussland. Déi zwee Länner hunn doropshin hir Surveillance verstäerkt. Ech mengen, et ass och eng Fro, déi op engem europäesche Conseil diskutéiert ginn ass. Ech mengen, trotz dëser verstäerkter Surveillance ass awer keen neie Fall entdeckt ginn, bis déi lescht Woch, wou nees zwee Fäll a Polen detektéiert gi sinn. An nees eng Kéier ganz no bei der Grenz vu Wäissrussland.

Dat deit drop hin, datt sech d'Krankheet awer haaptsächlech a Wäissrussland verbreet huet an nëmme geleeëntlech iwwert d'Grenz a Polen erakënnt. Souwuel Polen wéi och Litauen hunn entspriechend Mesurë getraff, fir ze verhënneren, datt sech de Virus weiderverbreet. Ech mengen, och wann de Moment keng aktuell Gefor hei zu Lëtzebuerg besteet, esou huet eis Veterinärverwaltung d'Situatioun am A, fir kënne schnell ze reagéieren, wann d'Epidemie sech géif ausbreeden. Ech mengen, eis Servicer vun der Veterinärverwaltung sinn natierlech och a ganz enkem Kontakt mat der Naturschutzverwaltung, fir eben einfach ze kucken, datt d'Wëllschwäibestänn, wéi de Froesteller et richteg gesot huet, grad zu dësem Moment solle kleng gehale ginn.

Zum Schluss sief och nach betount, datt de Virus eenzeg an eleng beim Wëll- a beim Hausschwäin aktiv ka ginn an datt dëse Virus keng Gefor fir de Mënsch bedeit.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Fernand Etgen. Déi nächst Fro kënnt vum Här Alexander Krieps, betrëfft d'Aktualiséierung vun den Tester bei Neigebuerenen a riicht sech un d'Madame Gesondheetsminister. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°43 du 4 juin 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'actualisation des tests néonataux, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt Iech fir d'Éischt nach den Original vu menger Fro eraginn, well meng Fraktioun huet esou eng Sudokusfro eraginn, déi mat Carréë besat ass, déi net ze liese sinn. Dat gesot…

(M. Alexander Krieps dépose un document.)

M. le Président.- Ech gesinn, Här Krieps, si huet Iech och „Alexandre" vernannt.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech si gutt organisiert, jo, ech si gutt organiséiert. Merci, Här President.

Meng Fro betrëfft am Fong net e Problem vun Eugénismus, dat heescht, dass mer d'Mënsche solle verbesseren, net dass herno, wéi de Rostand virum Krich scho gesot huet, d'Schwäin méi gescheit si wéi d'Mënschen. Dat ass net de Fong vun der Fro. De Fong vun der Fro ass: Mir hu perinatal Tester, déi entweder bei der Gebuert oder virun der Gebuert oder virun der Implantatioun virgeholl ginn - dat ass e largë Sujet, dat wär eng Kéier en Débat hei an der Chamber wäert - duerch déi modern Techniken.

Mir hunn haut an der Genetik - meeschtens sinn et genetesch Problemer - extrem performant Tester. Net all Labo ass natierlech capabel, déi ze maachen. An Amerika ginn 29 Konditiounen dépistéiert am neonatale Beräich. Mir hu momentan, laut deene leschten Donnéeë vun dem Ministère vun der Santé, déi ech konnt opdreiwen, véier Konditiounen, déi dépistéiert ginn. Mir hunn och e Conseil national vun der Genetik, vum Screening néonatal. Also, dat besteet alles.

Mä meng Fro ass: Ons Populatioun ännert, mir hunn ëmmer méi Leit, déi aus Afrika kommen, anere Länner, déi aner Krankheeten, genetescher, hunn. Bescht Beispill ass d'„sickle cell disease", also d'Hämoglobin S, an dann aner Konditiounen, op déi ech zréckkommen.

De Mann, deen den DNA entschlësselt huet, den James Watson, dee krut vu senge Schüler e CD mat sengem Genom. Haut kascht e Genom 1.000 Dollar, fir dat ze bestëmmen. Deen hat véier genetesch Krankheeten, dovunner zwou, déi en net hätt missen iwwerliewen. De Mann ass haut 85 oder 86 Joer al. An e krut den Nobelpräis. Mä ech mengen, mir hunn 3% bis 4% vun all de Grossessen, déi Komplikatiounen hunn an där Hisiicht. Hei geet et drëm, fir en Dépistage ze maachen, ier d'Kanner symptomatesch ginn, wat e Virdeel ass.

Dat stellt natierlech, wéi gesot, ethesch, legal, sozial Konditiounen, well nämlech och d'genetesch Tester, egal wéini se virgeholl ginn, Konsequenze kënnen hunn op d'Bestietnis oder Kanner-hunn oder Grossessë virun…

M. le Président.- Här Krieps,…

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo?

M. le Président.- …ech fäerten, d'Zäit leeft lech fort!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Neen, d'Zäit leeft mer fort, mä ech wollt der Madame Gesondheetsministerin d'Fro stellen, ob mer an onser Lëscht net solle bäisetzen d'Drépanocytose, d'Mucoviscidose an d'Bêta-thalassémie.

Dat ass am Fong de Sënn vu menger Fro gewiescht. De Rescht soen ech eng aner Kéier.

Merci villmools.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Elo hat Der Chance, dass ech Iech drop higewisen hunn, Här Krieps, soss hätt Der d'Fro net kënne stellen.

(Interruption)

D'Madame Gesondheetsminister huet d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir hat zum richtege Moment opgehalen. Bon, ech wollt och dem honorabelen Här Krieps Merci fir seng Fro soen, déi mer als Éischt emol d'Méiglechkeet gëtt, fir hei op dëser Plaz ze soen, dass mir schonn zënter 1968 en nationale Programme de dépistage néonatal hunn. Dat ass, wéi Der Iech kënnt virstellen, nach laang net an all Land esou. A mir sinn och dofir ganz stolz dorop, dass mer dat hunn.

Den Här Krieps huet ganz kuerz hei de Screening ugeschwat, wat net elo den Haaptobjet vu senger Fro ass, mä et sollt een awer och hei rappeléieren, dass dee Screening bei allen Nouveau-néen hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, fir eng ganz précoce Identifikatioun ze maache vu bestëmmte Pathologien, déi kënne grav Suitë fir d'Gesondheet vum Puppelchen hunn. Et ginn also Prélèvementer bei deene Klenge gemaach, an et gëtt och e Suivi gemaach vun de Kanner an och vun hire Familljen.

À la base ginn déi Tester emol just gemaach - oder „just" tëschent Guillemeten -, fir d'Déficience auditive a fir véier Maladies métaboliques rares ze detektéieren. Dat sinn elo keng genetesch Tester, iwwert déi den Här Krieps sech jo wëllt informéieren, mä et sinn eigentlech spezifesch audiometresch Tester an och biochemesch Tester, déi déi Pathologië kënnen detektéieren. An dat ass och ganz, ganz wichteg, well dee Screening bestëmmt awer doriwwer, ob ganz fréi kënne Précautioune geholl ginn, fir dass déi Detektioun kann dozou féieren, dass déi Krankheete keen esou schwéiere Verlaf hunn.

Dee Screening gëtt iwwregens organiséiert vum Ministère de la Santé an Zesummenaarbecht mam LNS, awer an enker Zesummenaarbecht mat de Maternitéen, mat de Pädiateren, no ganz strikte Kritären, an déi si festgeluecht vun der OMS zënter 1968, vun do un hu mir och dee Programm, a se si reviséiert ginn 2007.

Wat déi genetesch Tester ubelaangt, esou ginn déi am Fong gemaach schonn ier d'Symptomatiken optauchen, wann d'Diagnostik esou ass, dass wierklech d'Gefor besteet, dass mussen zousätzlech Analyse gemaach ginn, fir dass déi physesch a mental Entwécklung vum Puppelchen net an déi falsch Bunne geréit. An do ass et méiglech, nodréiglech Tester ze maachen, genetesch Tester, fir zousätzlech zu deene Pathologien, déi ech genannt hunn, metabolesch Krankheeten ze detektéieren, Kriibskrankheeten, Muskelkrankheeten, neurologesch a Bluttkrankheeten.

An do wëll ech och soen, un d'Adress vun deenen Elteren, déi da vläicht direkt soen: Oh Mamm, oh Mamm, esou sophistiquéiert Saache kënne mir jo guer net maache loossen, well mir kéinten eis dat guer net leeschten; majo, bei engem ganz groussen Deel vun deenen zousätzleche geneteschen Tester, déi gemaach ginn zousätzlech zu deem Screening, deen ech d'éinescht hei ausgefouert hunn, gëtt et speziell Ofkommesse mat der CNS, déi eng zum gréissten Deel honnertprozenteg Prise en charge dovunner mécht.

Derbäi kommen och nach genetesch Tester, déi zum Beispill kënnen um ADN virgeholl ginn, wann et zum Beispill drëms geet, fir eng Recherche de paternité ze maachen. Dat ass awer eng Ordonnance vum Geriicht, déi muss kommen, well da kann een zousätzlech Informatioune kréien iwwert d'Originë vum Puppelchen. An déi genetesch Tester kënnen och ganz wichteg sinn, fir e spéidere Krankheetsverlaf ze antizipéieren.

Ech hoffen elo, dass déi dräi Krankheeten, déi den Här Krieps zum Schluss genannt huet, ënner ee vun deenen Departementer falen, déi ech elo hei genannt hunn, soss muss ech do awer nach zousätzlech Enquêtë maache goe mat menge Servicer.

Ech wollt awer och ofschléissend nach soen, dass souwuel wat de Screening ugeet wéi och wat d'Poursuite diagnostique ubelaangt, wann déi Tester positiv sinn, dass déi nëmme méiglech ginn, well mer eng ganz, ganz gutt Zesummenaarbecht hunn an e ganz groussen Engagement vun de Pädiateren, vun den Obstetriker, Hiewammen, Infirmieren oder och eng ganz gutt Kollaboratioun mat der Division de biochimie am LNS, wou eng ganz motivéiert, engagéiert an disponibel Équipe ass.

Bon, wat den ethesche Volet ugeet,…

M. le Président.- Madame Minister, Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Wat den ethesche Volet ugeet, esou ginn ech dem Här Krieps komplett recht, do musse mer dauernd d'Protection des données an de Schutz vum Bierger am Hannerkapp behalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Mutsch. Déi nächst Fro kënnt vum Här Justin Turpel a betrëfft den Impakt op de Budget vun där méi spéit erfalender Indextranche, well d'Inflatioun méi niddreg ass. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°44 du 5 juin 2014 de M. Justin Turpel relative aux incidences sur le budget de l'État du report en mars 2015 de la tranche indiciaire prévue en octobre 2014, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir hutt d'Fro scho bal ganz gestallt. D'Fro ass kuerz an einfach. Mir gouf gëschter vum Wirtschaftsminister bestätegt, datt mat allergréisster Wahrscheinlechkeet dëst Joer ebe keng Indextranche méi erfält; méiglecherweis am Mäerz d'nächst Joer.

An ech wéisst gär vum Finanzminister, wéi eng Incidencen datt dat op d'Recettë respektiv op d'Dépensen huet. Dat heescht: Wat sinn déi Artikelen, wou mer da manner mussen ausginn? A wat sinn déi Artikelen, wou mer doduerjer dëst Joer manner erakréien? A wat mécht dat insgesamt aus? Ech wier frou, wa mer dat kéinte gewuer ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. D'Wuert huet de Finanzminister, den Här Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, dat ass effektiv eng interessant a wichteg Fro, déi den Deputéierten Turpel hei stellt.

Et ass esou, dass mer effektiv an enger Phas sinn, wou d'Inflatioun ganz staark erofgeet, an enger Mooss, déi mer och säit ganz laanger Zäit net kannt hunn. Dat ass fir Lëtzebuerg u sech eng relativ gutt Noriicht, well mer an de

leschten zéng bis zwielef Joer leider eng Inflatioun haten zu Lëtzebuerg, déi méi héich war wéi d'Moyenne vun der EU a méi héich wéi an der Eurozon, wat natierlech och d'Indexproblematik nach méi verschäerft huet.

Doduerch, dass d'Inflatioun elo staark erofgeet, an zwar ënnert den 2%-Seuil, deen d'Europäesch Zentralbank sech gesat huet, komme mer op eng prolongéiert Aart a Weis an eng nei Situatioun eran.

Dir wësst och, dass haut sech d'Europäesch Zentralbank doriwwer zesummefënnt, well déi Situatioun vun enger relativ niddreger Inflatioun riskéiert, eng gewëssen Zäit ze daueren, esou dass also den Impakt vun enger niddreger Inflatioun effektiv kéint a kann a soll am Budget gemooss ginn. Mir hunn elo préliminaire Calcule gemaach op Basis vun Ärer Fro, an ech maachen elo hei natierlech eng approximativ Äntwert, well dat ass, loosse mer soen, esou eng Moyenne, déi mer ausrechnen.

Also, den Impakt op d'Dépensë vum Stat wäert sinn, wann alles elo antrëfft wéi virgesinn, dass mer ongeféier 35 Milliounen Euro manner wäerten am Joer 2014 ausginn. A wat d'Recetten ubelaangt, do huet dat natierlech och en Impakt, an zwar wäerten d'Recetten ongeféier an dësem Joer ëm 20 Milliounen erofgoen. Mä déi 20 Millioune sinn nëmme gerechent op der Lounmass. Op deenen anere Saachen ass dat vill méi schwéier auszerechnen. An och op der Lounmass hu mer do net den Impakt vum Barème gerechent, well dat och ganz schwéier auszerechnen ass.

Dat heescht, mat deene provisoreschen Zifferen, déi ech Iech elo kann hei soen, ass den Impakt vun enger Reduktioun vun den Dépensë vum Stat 35 Milliounen an d'Reduktioun vun de Recetten 20 Milliounen, woubäi ee wéi gesot muss an Erënnerung behalen, dass do den Impakt vum Barème net matagerechent ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Max Hahn, betrëfft d'Variant vum Finanzement fir déi nei Kasär vun de Services de secours a riicht sech un den Innenminister. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°45 du 4 juin 2014 de M. Max Hahn relative au modèle de financement retenu pour la construction d'une nouvelle caserne pour les services de secours au Ban de Gasperich, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Och Merci, dass Der meng Fro net ganz scho virbruecht hutt, sou dass ech dat selwer ka maachen.

(Hilarité générale)

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Dat ass awer net schlecht, dat do!

M. Max Hahn *(DP)*.- Dir Dammen…

M. le Président.- Et war didaktesch gemengt, fir ze weisen, wéi kuerz een eng Fro ka formuléieren, Här Hahn.

(Hilarité générale)

M. Max Hahn *(DP)*.- Exzellent! Exzellent! Dir Dammen an Dir Häre, gëschter hu mir hei am Haus no bal 20 Joer Diskussioune fir de Projet Tram gestëmmt. Genausou laang gëtt schonn iwwer en anere Projet diskutéiert: iwwert de Projet vum Centre national d'intervention et de secours, also déi nei Kasär um Rond-point Gluck.

Ech brauch heibannen, mengen ech, kengem ze soen, dass de Bau vun där neier Kasär e wichtege Bestanddeel ass vun der Reform vum Rettungswiesen.

An deem Zesummenhang hunn ech dräi Froen un eisen Innenminister: Éischtens a wuel wëssend, dass de Stat net Bauhär ass, wollt ech de Minister froen, wou mir mat dem Projet dru sin, also wéini mer endlech ufänken, an, vill méi wichteg, wéini mer dann endlech mat deem Bau fäerdeg wäerte sinn.

Zweetens wollt ech de Minister froen, ob schonn e Finanzéierungsmodell mat der Stad Lëtzebuerg a mam Stat festgehale gouf.

An drëttens wollt ech froen, wou mer allgemeng mat der Reform vum Rettungswiesen dru wieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet den Innenminister, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci dem Här Hahn och fir dës Fro, déi mengen ech wierklech d'ganzt Land interesséiert. Ech wëll net hei am Detail agoen op déi Noutstandssituatiounen, déi mer an eenzelnen Deeler vum Land hunn, wat d'Rettungswiesen ugeet. Ech wollt awer d'Geleeënheet benotzen, fir hei eng Kéier ganz haart ze soen, dass d'Regierung décidéiert huet, dass trotz Spuerprogramm dee Programme d'embauche vu professionellen Ambulancieren ebe wéinst där Noutsituatioun wäert weidergoen, dass also do keng Leit deem Spuerzwang do, keng Astellungen deem Spuerzwang géifen ënnerfalen.

Zur konkreter Situatioun vum Centre national d'intervention et de secours Rond-point Gluck - ech mengen, et ass richteg gesot ginn, et ass vill diskutéiert ginn hei am Land, den Architekteconcours geet op d'Joer 2004 zréck - wollt ech just zwou Saache soen. En deelt sech u sech an zwee Deeler: eng Zon 1 mat der Kasär vun de Beruffspompjeeën, der Direktioun vun der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter, der Schoul vun de Rettungsdéngschter mat engem Internat, dann d'national Leitstell vum 112, net onwichteg. An dann déi Zon 2 mat den Trainingsanlagen an enger Übungshal, dem Brandhaus an aneren techneschen Installatiounen, fir allméiglech Zorte vun Accidenter kënnen ze simuléieren.

Am Joer 2010 scho gouf eng Konventioun zur Finanzéierung gemaach tëschent dem Stat an der Gemeng Lëtzebuerg, woubäi kloergestallt ginn ass, dass d'Gemeng Lëtzebuerg de Bauhär ass, esou wéi den Här Hahn dat och virdrun hei scho gesot huet. An et war festgehale ginn, dass d'Käschten zu 43% fir de Stat wären an zu 57% fir d'Stad Lëtzebuerg, wat d'Zon 1 ugeet, an dass fir d'Zon 2 100% vum Stat sollten iwwerholl ginn.

Am Dezember 2013 war en Avant-projet détaillé ofgeschloss ginn an de Käschtepunkt louch bei 139 Milliounen. Dovunner kommen 120 Millioune ronn op d'Zon 1 an 19,1 Milliounen op d'Zon 2.

Viru Kuerzem hat ech eng Entrevue mat der Stad Lëtzebuerg, mat der Buergermeeschtesch, der Madame Polfer, mat der zoustänneger Schäffin, der Madame Beissel, a mir sinn eis do, mengen ech, relativ séier eens ginn, dass et elo kee Wäert méi huet, nach laang iwwer Subsiden oder weider Subside vum Stat ze diskutéieren an ze streiden, mä dass et wichteg ass, dass mer de Projet weiderdreiwen, och am Hibléck drop, dass dat dote jo ee vun den Häerzpunkten oder Kärpunkten ass vun der ganzer Reform vun der Administration des Services de Secours an dass et selbstverständlech esou wäert sinn, dass déi finanziell Apporten, déi d'Stad Lëtzebuerg elo beim CNIS mécht, natierlech och herno ugerechent ginn, wa mer an d'Phas komme vun engem Établissement public, wat d'Organisatioun vun de Services de secours géif ugoen.

An da si mer da beim zweeten Deel vun der Fro vum Här Hahn. Selbstverständlech hu mer weidergeschafft opgrond vun där Viraarbecht, déi geleescht ginn ass vum viregten Innenminister, an där, mengen ech, eng ganz Rei vun interessante Pisten detektéiert sinn, wéi een esou eng Reform kéint ugoen. D'Kärpunkten och dovunner sinn, mengen ech, zréckbehale ginn a fannen och allgemenge Konsens. Dat heescht also, éischtens, eng Fusioun vu Pompjees- a Rettungswiesen allgemeng um nationalen Niveau an, zweetens, och mëttelfristeg eng Professionaliséierung oder Semiprofessionaliséierung ustriewen, fir lues a lues d'Qualitéit vun dem Rettungswiesen insgesamt ze verbesseren.

Den Usproch sollt dee sinn, an ech wëll dat eng Kéier kloer hei soen, fir déi Qualitéit landeswäit kënnen unzebidden, déi mer och an der Stad Lëtzebuerg elo schonn opgrond vun der Professionaliséierung vun de Rettungsdéngschter hunn, fir déi kënnen unzebidden. Ech wëll awer och genausou kloer soen: Wann een esou eppes ustrieft, da weess een, dass esou eppes net wäert zum Null-Käschtepunkt ze kréie sinn. Wann een dat wëllt realiséieren, da weess een, dass ee Sue brauch, well dat soss net ze maachen ass.

Bis dohinner ware mer eis, mengen ech, alleguerten eens. An elo geet et drëms, d'Detailfroen ze klären, déi am Moment nach net geklärt sinn. Dat heescht nämlech: Wéi wäert d'Finanzéierung vun esou engem zukünftegen Établissement public ausgesinn? Wien ass mat wéi vill Prozent bedeelegt, engersäits de Stat, anerersäits d'Gemengen? Eng éischt Ébauche an eng éischt Virstellung ginn dohin, fir dat selbstverständlech zu engem wierklech équitabele Prozentsaz ze maachen, also 50/50. Dat setzt natierlech dann och viraus, dass et och, wat d'Décisiounsprozeduren ugeet, do esou wäert sinn, dass de Stat fir 50% do Matsproocherecht an och d'Gemengen zu 50% Matsproocherecht wäerte kréien.

An et muss natierlech nach eng aner Fro gekläert ginn, dat ass déi vun de Responsabilitéiten um Terrain. Wéi ass d'Responsabilitéit vum Buergermeeschter engagéiert? A virun allem och: Wien huet während engem Asaz dann d'Befehlsgewalt iwwert den Asaz?

Alles dat si Froen, déi mer nach musse mat allen Acteuren zesumme klären. A wann ech soen „all Acteuren", da mengen ech se wierklech och alleguerten.

M. le Président.- Här Minister, Dir sidd largement iwwert d'Zäit.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech sinn esou gutt wéi fäerdeg. Ech wollt just nach soen, dass mer nach wäerte mam Syvicol, mat der Pompjeesfederatioun, mam Ministère de la Santé, dem Comité des sages, der ASS, der LAR an de Gewerkschaften doriwwer diskutéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Hetto-Gaasch a betrëfft d'Preventioun vu gesellschaftleche Phenomeener wéi dem Burnout.

- Question n°46 du 5 juin 2014 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la stratégie de prévention du Gouvernement dans la lutte contre les phénomènes de la société, adressée à Mme la Ministre de la Santé

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Häre, am Regierungsaccord steet am Kader vum Volet Santé, dass d'Preventioun soll verstäerkt ginn. Dëst ass wierklech ausdrécklech ze begréissen. Nieft der Preventioun vu Krankheete wéi Kriibs, wou mer jo ganz gutt Programmer fir den Dépistage vu Broschtkriibs oder och vun Daarmkriibs hunn, geet et awer och ëm d'Preventioun vun de sougenannten „Vollekskränkten" wéi dem Burn-out, dem negative Stress, Depressiounen oder och Häerz- a Kreeslafkrankheeten, fir elo nëmmen dës ze nennen.

Alles dat ass jo ganz dacks eng Reaktioun op Problemer, op Suergen aus dem Alldag, ganz dacks Problemer oder Suergen op der Aarbechtsplaz. An ech denken do un de Mobbing, de Leeschtungsdrock, d'Angscht, seng Plaz ze verléieren oder och effektiv souguer d'Plaz verluer ze hunn. Dat heescht, dat si grouss psychesch Belaaschtungen.

D'Äntwerten, déi een dorobber ka ginn, déi kënne wierklech verschiddenaarteger Natur sinn. Bei eisen däitschen Nopere gi verschidden Aktivitéiten a Mesuren, déi preventiv wierken, wéi zum Beispill de Yoga, och unerkannt an zum Deel souguer rembourséiert.

Iwwregens, Madame Minister, ech erlabe mir elo just eng kleng Parenthèse opzemaachen. Dir hutt mir an Ärer Äntwert op meng Question parlementaire zum Yoga gesot, dass et keng wëssenschaftlech Etüde géife ginn, déi déi positiv Wierkung vum Yoga géife confirméieren. Abee, deem ass net esou!

Et gëtt eleng eng ganz Partie Etüde vum Professer Dr. Michalsen vun der Charité vu Berlin. Ech hunn Iech se matbruecht an ech loossen Iech déi och hei.

(Mme Françoise Hetto-Gaasch dépose une documentation.)

Awer elo zréck bei meng Fro. Ech wéisst gär vun der Regierung, wéi dann elo hir konkret Strategie ausgesäit a Saache Preventioun vu Gesellschaftskränkte wéi negative Stress, Depressiounen, Burn-out oder och nach kardiovaskulär Krankheeten.

Wéi eng Methode wëll se unerkennen? A géif dat eventuell och e Remboursement vu Käschte mat sech bréngen, wëssend, dass ee ganz vill Sue ka spueren, wann ee preventiv agéiert, sech dat och wierklech eppes kaschte léisst, amplaz masseg Zommen an d'Traitementer oder awer och a Krankeschäiner ze investéieren?

Ech soen Iech Merci. An ech loossen de Classeur hei leien, Madame Minister.

M. le Président.- Merci och der Madame Hetto-Gaasch. D'Wuert huet d'Gesondheetsministesch, d'Madame Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Déi honorabel Madame Hetto huet recht, de Burn-out haut als e Bestanddeel vun engem Phenomeen ze nennen, zu deem ech och géif den Harcèlement moral oder d'Violence op der Aarbecht oder och den Harcèlement sexuel oder discriminatoire ziele mat alle Risiken um psychosoziale Plang, déi do drunnerhänken.

Et gëtt eng ganz Rëtsch vun Etüden. Ech wéilt vläicht eng hei ervirsträichen, déi nach relativ rezent gemaach ginn ass vum CEPS a vun der TNS ILReS, wou ënner anerem Informatiounen opgeschafft ginn, déi ausweisen, dass den Absentéisme de longue durée, also méi wéi dräi Wochen, virun allem - ëm déi 23% - bedéngt ass duerch beruffsbedéngte Stress an Depressiounen, déi dorauser entstinn. Wat dozou gehéiert, an et ass hei kuerz ugeschwat ginn: kompletten Épuisement physique, emotionnel, mental, heiansdo wierklech de kompletten Épuisement, dass iwwerhaapt näischt méi geet, da schwätze mer vu Burn-out. An der Etüd gëtt gesot, dass dat virun allem am Enseignement, am Secteur social a médical, awer och am Beräich vum Nettoyage, Gardiennage besonnesch ausgeprägt ass.

Bon, ech wollt Iech awer fir d'Éischt nach op de Yoga äntwerten. Madame Hetto, ech hunn Iech net geäntwert, dass de Yoga keng kierperlech Verbesserunge géif bréngen. Ech hu just gesot, dass et keng wëssenschaftlech Beweiser gëtt fir medezinesch pathologesch Verbesserungen.

(Interruption)

An dat ass schonn eng grouss Nuance tëscht deenen zwou Saachen.

(Interruption)

Ech kéim dann zu de Strategien. Do behale mir natierlech déi am A um europäesche Plang. Do hu mir zënter 2004 en Accord do leien iwwert de Stress au travail, mat deem d'Memberstaten opgefuerdert sinn, aktiv ze ginn. Dat ass bei eis virun allem de Comité Économique et Social, deen do Strategien développéiert huet, déi ech awer elo net all hei ausféieren, well dat ze wäit géif goen.

2007 ass et en Accord iwwert den Harcèlement an d'Violence op der Aarbechtsplaz, och op europäeschem Niveau. Do hu mir zu Lëtzebuerg eng Konventioun gemaach mat de Sozialpartner, déi och an engem Règlement grand-ducal 2009 ficeléiert ginn ass. Insgesamt: Obligatioune fir d'Patronen, fir eng Preventioun ze maachen a fir eng Interventioun ze maachen, wa se erausfannen, dass moraleschen Harcèlement oder Violence op der Aarbechtsplaz geschitt. 2004: e Gesetz iwwert d'Kollektivvertrëg, wou virgeschriwwe gëtt, dass all Patron muss Modalitéiten aschreiwen, déi och mat Sanktioune belaangt kënne ginn.

Ech wëll elo net hei och nach oplëschten, wat am Code du Travail ass, wat am Code pénal ass, well Är Froe dréien haaptsächlech drëm, wéi mir elo als nei Regierung domat wëllen ëmgoen.

Bon, virun allem wëll ech hei ervirsträichen, dass de Médecins du travail eng besonnesch Bedeitung zoukënnt, well et eis wierklech drëm geet, dass schonn zu engem fréie Moment eng Detektioun vun deene spezifesche Pathologië ronderëm de Burn-out ka stattfannen an dann och eng richteg Orientéierung ka kommen.

Mir wëllen elo deen europäeschen Accord a virun allem déi Modalitéiten, déi mer op Lëtzebuerger Plang ëmgesat hunn zënter 2007, déi wëlle mer evaluéieren. Dozou gehéiert och d'Evaluatioun vun der Konventioun mat de Sozialpartner, an ech denken, dass et net wäert goen, ouni eng spezifesch Législatioun ze maache géint den Harcèlement moral au travail, fir deen och verstäerkt matafléissen ze loossen. An da stinn natierlech all déi Pourparlers un, ënner anerem och mat der CNS, fir de Remboursement vun deenen Traitementer ronderëm déi detektéiert Besoinen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Gesondheetsministesch.

Mir sinn elo dräi Minutten iwwert d'Froestonn eraus, an esou, wéi dat virgesinn ass, géife mer domat ophalen a mir ginn zu deenen nächste Punkte vum Ordre du jour iwwer. Et deet mer leed, et ass eng Froestonn an et sinn der nach dräi, déi programméiert sinn. Ech wëll hei net eng Selektioun maachen zwëschen dräi Froen.

Nach eng Kéier den Appell un d'Froesteller an och un déi, déi äntwerten: Wat jiddweree méi disziplinéiert ass, wat mer méi Froen duerchkréien. Dir waart alleguer d'accord och an der Presidentekonferenz, dass mir dat sollen esou uwenden, wéi eist Reglement dat virgesäit.

Ech soen Iech Merci fir Äert Versteesdemech. Mir géifen dann zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen.

3. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications

Mir kommen zur Nominatioun vun engem Réviseur d'entreprises fir d'Post, esou wéi den Artikel 22 Paragraph 3 vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Post dat virgesäit. De Verwaltungsrot vun der Post huet d'Firma Ernst & Young als Réviseur fir d'Joren 2014, '15

a '16 virgeschloen. Wéi üblech maache mir déi Ofstëmmung iwwert de Vote secret mat eisem Système de vote électronique.

Ech erënneren Iech drun, dass de Vote par procuration hei net zougelooss ass. Mir géifen dann zum Vote iwwergoen. Wie fir déi virgeschloe Betribspréiwerfirma ass, Ernst & Young, ass gebieden, mat Jo ze stëmmen, wien dergéint ass, mat Neen.

Vote secret

Ech lancéieren dann de Vote, wat e geheime Vote ass. Vu Procuratioune brauch ech also hei net ze schwätzen.

De Vote ass ofgeschloss an et hu 54 Deputéiert um Vote deelgeholl, 50-mol Jo, zweemol Neen an zwou Abstentiounen. An ech brauch jo wuel net ze froen, ob ee seng Abstentioun wëllt motivéieren.

Ech wëll domadder also feststellen, dass fir dräi Joer Ernst & Young als Betribspréiwer bei der Post designéiert ass.

Ech soen Iech Merci a mir ginn zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwer. Et handelt sech ëm de Projet de loi 6567 an et geet dobäi ëm eng Konventioun iwwert d'Limitatioun vun der Responsabilitéit an der Bannennavigatioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Kartheiser, an dat gesi mir dann direkt duerno.

An direkt huet den Här Gusty Graas, de Rapporteur, d'Wuert.

4. 6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et effektiv mat engem Projet de loi ze dinn, wéi de President scho gesot huet, iwwert d'Banneschëfffahrt. A well den Transport vu Wueren iwwert d'Waasser jo ëmmer méi attraktiv gëtt, well et ouni Zweifel nach eng vun deene séchersten a bëllegsten Transportmethoden ass, hëlt de Schëffsverkéier natierlech op eise Flëss an op eise Séien zou. Duerfir ass et eben och wichteg, datt gesetzlech Dispositioune getraff ginn, fir deen Trafic mat all senge Konsequenzen ze regelen.

An enger Konventioun vum 19. November 1976 zu London gouf schonn eng Begrenzung vun der Responsabilitéit bei Créancen am maritime Beräich festgeluecht. De 4. November 1988 gouf dunn eng ähnlech Konventioun fir d'Banneschëfffahrt vun Däitschland, der Belsch, Frankräich, Holland, der Schwäiz a Lëtzebuerg ënnerschriwwen, déi eist Land dunn duerch d'Gesetz vum 24. Abrëll 1993 ratifizéiert hat. Dës Konventioun ass den 1. Juni 1997 a Kraaft getrueden. Duerch d'Konventioun iwwert d'Kanalisatioun vun der Musel vum 27. Oktober 1956 ass eist Land direkt an dëser Matière concernéiert. An net méi spéit wéi déi lescht Deeg hu mer jo och de Cinquantenaire vun der Kanalisatioun vun der Musel gefeiert.

Mat deem Projet de loi vun haut approuvéiere mer d'Konventioun vu Stroossbuerg aus dem Joer 2012 iwwert d'Limitatioun vun der Responsabilitéit an der Banneschëfffahrt, déi d'Konventioun vum 4. November 1988 adaptéiert. 2007 war iwwregens décidéiert ginn, fir dës Konventioun och ze adaptéieren.

De Projet de loi gouf den 23. Abrëll 2013 vum Här Ausseminister déposéiert. De 4. Februar 2014 respektiv och de 4. Abrëll vun dësem Joer krute mer d'Avise vum Conseil d'État, an an der Sëtzung vun der Aussepolitikskommissioun den 3. Mäerz 2014 gouf ech als Rapporteur genannt. De leschten 10. Mäerz hu mir dunn d'Amendementer vum Conseil d'État ugeholl.

An dësem Gesetzestext geet et also méi spezifesch ëm d'Limitatioun vun der Responsabilitéit am Fall vun engem Accident oder bei anere Schied, déi duerch Feeler beim Transport vu Wueren entstane sinn, zum Beispill duerch Retarden oder Zerstéierung vun der Wuer. Selbstverständlech däerfen awer esou Virfäll net bewosst geschitt sinn, soss spillt natierlech d'Begrenzung vun der Responsabilitéit net.

Et gëtt awer och eng Rei vu Fäll, déi elo net ënnert dës Konventioun falen, wéi zum Beispill bei Schëffer, déi nuklear gedriwwe ginn oder wou eng aner Gesetzgebung eben eng Begrenzung vun der Responsabilitéit ausschléisst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet also hei drëms, fir datt déi Leit, déi d'Schëfffahrt kommerziell bedreiwen - an ech ënnersträichen dat hei, et geet reng ëm déi kommerziell Schëfffahrt - an e schwéieren Accident hunn, net direkt un d'Kette geluecht ginn. Si kënnen also theoretesch weiderfueren, wann dat natierlech och technesch méiglech ass. Et gëtt och doduerch verhënnert, datt se onnéideg zum Beispill géifen an eng Faillite falen. D'Garantie gëtt och geschafen, datt d'Affer vun engem Accident kënnen indemniséiert ginn.

Dës Konventioun huet u sech dräi nei Haaptpunkte par rapport zu der Konventioun vun 1988.

Éischtens, d'Minimalseuile ginn ëm 100% eropgesat. Allerdéngs gëtt et zwou Ausnahmen. Engersäits ginn d'Seuile fir d'Passagéierschëffer just ëm 66% eropgesat an anerersäits gëtt eng nei Kategorie agefouert, an zwar fir den Transport vu geféierleche Gidder, wou nach méi eng contraignant Mesure gëllt. Dat ass iwwregens och d'Resultat vun engem schwéieren Accident vun dem Schëff „Waldhof" am Joer 2011 um Rhäin bei St. Goarshausen, wou e Schued vun iwwer 100 Milliounen Euro entstane war.

Zweetens, et kommen elo nei Länner derbäi, an zwar Éisträich, Bulgarien, Polen, Serbien an d'Slowakei. Dës Konventioun gewënnt also ouni Zweifel u Bedeitung a kritt och elo nach méi eng grouss international Dimensioun.

Dann drëttens, et gëtt och eng méi grouss Harmoniséierung vun de verschiddene Regimer ugestrieft. D'Konventioun begrenzt sech net nëmme méi op d'Musel an op de Rhäin, mä op all navigabel Waasserleef vun deenen eenzelne Länner inklusiv och d'Séien. Allerdéngs hunn déi eenzel Memberstaten och d'Recht, eenzel Waasserstroossen aus dëser Konventioun auszeschléissen.

Donieft gëtt dann och d'Revisiounsprozedur vereinfacht. All fënnef Joer ginn d'Montante vum Dépositaire, dat ass d'Zentralkommissioun fir d'Rhäinschëfffahrt, op Basis vun der Entwécklung vun der Inflatioun festgeluecht. Déi Adaptatioun ass automatesch, wann d'Inflatioun iwwer 10% läit. Wann zënter der leschter Revisioun dësen Taux 5% bedréit, da kann eng Revisioun op Demande vun engem Drëttel vun de Memberstaten ugefrot ginn.

Déi Fongen - dat si Fongen ad hoc - gi beim zoustännegen Tribunal oder bei allen aneren Autoritéite vun deem Memberstat geschafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Créancen hei ginn no sougenannten „unités de compte" verrechent. Dat ass allerdéngs esou komplex an dat wëll ech och elo hei net am Detail ënnerbreeden, well dat géif och ze vill wäit féieren. An den Artikele 6 bis 9 vun där betreffender Konventioun…

(Interruption)

Ja?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Entschëllegt, ech hätt, wann de President d'accord ass, eng Fro.

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Dat ass zwar elo…

M. le Président.- Wann den Här Graas d'accord ass, sinn ech d'accord.

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Zum Rapport hei?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo. Dir schwätzt hei vu Beträg, vu Sockelen,…

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …„unités de compte" steet an der Konventioun. Et stinn awer keng Zuelen do. An et ass schwéier, sech virzestellen, ëm wat fir Montanten et sech dann hei dréit. Wann hei zum Beispill e Betrag vun zéng Milliounen Unités de compte steet, wou d'Responsabilitéit limitéiert ass, wéi kann een dat an Euroen ausdrécken?

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Ma do kann ech Iech am Fong geholl direkt déi Äntwert ginn, an deem Sënn, datt all Land zum Beispill och seng eege Währung ka festhalen. Wat d'Beträg u sech ubelaangt, dat ass och schwéier am Virfeld elo ze soen, well déi Fonge gi jo ad hoc geschafen. Wann en Accident geschitt, da gëtt dee Fong am Fong eréischt geschafen an emol kreéiert. An duerfir sinn déi Unités de compte geschafe ginn, an dat hänkt natierlech och vun der Gréisst vum Schëff of an dat hänkt dovun of, wéi ee Schëff datt et ass.

Ech kann Iech dat natierlech nach vill méi hei am Detail erklären, mä, ech mengen, den Här President géif mech dann ënnerbriechen, well ech jo awer och nëmmen zéng Minutten zur Verfügung hunn.

Här Urbany, also Är Fro ass ganz pertinent, mä, wéi gesot, am Rapport respektiv an dem Exposé des motifs ass et jo ganz detailléiert erklärt mat den Unités de compte, wou et och spezifesch, wéi gesot, op déi eenzel Kategorië vu Schëffer ukënnt.

Méi kann ech Iech zwar zu dësem Punkt elo net hei soen. Och wat d'Previsiounen ubelaangt vun de Montanten, dat ass awer schwéier am Virfeld elo ze soen, wéi vill datt dat kann ausmaachen. Dat hänkt natierlech och vun der Gréisst vum Accident of. Et hänkt dovun of: War et Kierperschued oder net? Soudatt dat awer net esou kann hei praktesch am Virfeld gesot ginn, wat u sech d'Montanten ausmaachen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä et ginn awer Limiten.

M. le Président.- Sou, mir géifen elo de Rapporteur ausschwätze loossen, wann ech gelift.

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Bon, wéi gesot, fir dann nach eng Kéier drop zréckzekommen, Dir hutt jo elo d'Stéchwuert „Euro" hei gesot, awer déi eenzel Memberstate kënnen dat natierlech och an hirer eegener Währung opstellen.

Et besteet natierlech och d'Méiglechkeet, verschidden Embarcatiounen op de Flëssleef auszeschléissen, déi elo manner wéi 20 Meter laang sinn. Op der Musel kéint also deen een oder deen anere Ponton do a Fro kommen.

Ech wëll dann awer och nach op den Artikel 2 hiweisen, wou Lëtzebuerg u sech eng gewëssen Derogatioun ugefrot huet, an zwar wat d'Schold fir Schied un der physescher, chemescher a biologescher Qualitéit vum Waasser ausschléisst. Dann deklaréiert Lëtzebuerg an deemselwechten Artikel och nach, datt fir si just d'Musel an déi navigabel Partie vun der Sauer a Fro kënnt, woubäi ee sech natierlech d'Fro ka stellen: Wat ass déi navigabel Partie vun der Sauer? Offiziell geet dat zwar vu Waasserbëlleg erof bis op Ettelbréck, mä, ech mengen, een, dee sech e bësselche mat Schëffer auskennt, dee weess jo, datt héchstens op der Spatz zu Waasserbëlleg e Schëff ka 50 bis 100 Meter erafueren, an dann ass Schluss.

Ech wëll an deem Kontext och nach drop hiweisen, datt op der Musel am Joer 2012 iwwregens dräi Incidente mat Schëffer stattfonnt hunn - Gott sei Dank ouni Blesséierter. Dat waren der awer iwwregens zwee manner wéi 2011.

Nach bis de 26. September vun dësem Joer, wéi gesot, kann dës Konventioun zu Stroossbuerg ënnerschriwwe ginn. Si trëtt a Kraaft ee Joer nodeem véier State se ratifizéiert hunn. De Moment hu sechs State se ënnerzeechent, a Serbien - wat jo iwwregens en neit Land ass - huet d'Ratifikatiounsprozedur allerdéngs schonn am Juni 2013 ofgeschloss. Dës Konventioun kann och selbstverständlech dénoncéiert ginn, an dat zu all Moment, allerdéngs eréischt ee Joer, nodeems datt se a Kraaft getrueden ass.

Vläicht och nach e Wuert zum Statsrot. Opgrond vu senger Demande huet d'Kommissioun am Artikel 3 dragesat, datt d'Créances bei Doudesfall oder Kierperschued natierlech priméieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer dann ofschléissend op en nach ganz wichtegen a wesentlechen Aspekt vun dësem Gesetzesprojet hiweisen, an duerfir ass et och gutt, wann ech hei duerch d'Reie kucken, datt mer jo bal all komplett sinn, well mer nämlech duerch dëse Gesetzesprojet Souveränitéitsrechter oftrieden un d'Zentralkommissioun fir d'Schëfffahrt um Rhäin. Dat heescht also am Kloertext, datt dat Gesetz hei muss am Kader vum Artikel 114 Ofsaz 2 vun eiser Verfassung gestëmmt ginn. An ech brauch Iech jo wuel net ze erklären, wat dat heescht. Mir brauchen also, wéi gesot, eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel.

Och wann et sech, wéi gesot, hei ëm e ganz techneschen Dossier handelt, ass en awer virun allem wichteg fir d'Banneschëfffahrt, virun allem och fir de Flosslaf Musel, wat eist Land elo ubetrëfft. An, wéi gesot, wann ech och net kann hei op all eenzel technesch Detailer agoen - duerfir ass jo de schréftleche Rapport respektiv den Exposé des motifs vum Gesetz do -, géif ech Iech awer bieden, deem Gesetz hei zouzestëmmen, an ech bréngen och gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gusty Graas. Nächste Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Just ganz kuerz, fir dem Rapporteur villmools Merci ze soe fir säin detailléierte Bericht, schréftlech a mëndlech. En huet all déi Detailer opgezeechent, déi et am Fong gëllt, hei an der Erneierung vun där Konventioun opzezeechnen, déi souwuel d'Limites générales vun der Responsabilitéit wéi d'Seuils minima vun der Responsabilitéit respektiv déi nei Catégories de créance aféiert op där enger Säit, déi d'Zuel vun de Länner och méi grouss mécht anerersäits, an déi, drëttens, och vun de Voies navigables, déi ënnert d'Konventioun falen, eng Extensioun mécht.

An déi schlussendlech dann eng vereinfacht Prozedur mécht, fir d'Festleeung vun de Limiten zu verschiddenen Datumen dann erëm frësch ze maachen. Domat ass am Fong de ganze Résumé gemaach. Eng Konventioun, déi mer selbstverständlech wäerte mat stëmmen an do och zu där noutwendeger Majoritéit da bäidroe wäerten.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Wiseler. Soss keng Wuertmeldungen an der Ronn? Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert an duerno den Här Serge Urbany.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus en häerzleche Merci un de Rapporteur fir e ganz komplette Rapport. Et ass, ech mengen, wat den Inhalt vun der Konventioun ugeet, näischt derbäizefügen zu all deem, wat erkläert ginn ass a wat nach vläicht, wann den Här Urbany geschwat huet, nach weider verdéift gëtt.

Et ass net do, wou eis Suerge leien, eise Problem. Eis als ADR interesséiert deen Aspekt vun der Puissance souveraine, déi mer hei nees delegéieren un eng international Organisatioun. Als Ursaach gëtt uginn, datt dat gemaach gëtt, fir eng laboriéis intergouvernemental Konferenz ze verhënneren.

Elo muss een awer wëssen, datt dee Punkt, dee mer hei sollen a Souveränitéitsrechter ofginn, u sech eng Klengegkeet ass. Et geet drëm, fir d'Limitatiounen an der Responsabilitéit un d'Taux d'inflation unzepassen, eppes wat ee ka mat deenen Ambassadeuren, déi concernéiert sinn, ganz bequem an e puer Stonne maachen. Also, et ass schwéier anzegesinn, wou do dee laboriéise Charakter vun enger Konferenz soll leien. Et ass u sech eng Klengegkeet.

Mä wat eis interesséiert, ass de Prinzip. Mir sollen hei souverän Rechter oftrieden un eng Organisatioun, an där Lëtzebuerg net emol Member ass! Member an der Commission Centrale pour la Navigation du Rhin sinn Däitschland, d'Belsch, Frankräich, Holland an d'Schwäiz. Lëtzebuerg ass do ee vu villen États observateurs, mä net État membre.

Ënnert deene Konditiounen denke mir als ADR, datt mer och keng souverän Rechter kënnen ofginn un eng Organisatioun, an där mir net vertruede sinn. An aus deem Grond, Här President, obscho mer mam Contenu vun deem Gesetz ganz d'accord sinn an et och begréissen, mä aus Prinzipiegrënn - datt mer net Rechter un eng Organisatioun ofginn, an där Lëtzebuerg net Member an net vertrueden ass - kënne mer dëst Gesetz net stëmmen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Als Nächsten huet den Här Urbany d'Wuert. Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, mir hunn u sech mam Prinzip vun där Konventioun hei elo kee Problem. Et geet jo drëm, fir d'Plaffongen ze hiewe bei der Binnenschifffahrt, wat d'Responsabilitéit ugeet vun deene Firmen, deenen déi Schëffer gehéieren. Dat heescht, et ass u sech schonn eng positiv Saach, datt déi Montanten, déi d'Leit kréien, wa se en Accident hunn duerch esou Schëffer, oder de Stat, wann eng Bréck zum Beispill beschiedegt gëtt, datt déi Montanten an d'Luucht gesat ginn.

Mä ech mengen awer, am Intérêt vun enger korrekter Aarbecht vun der Chamber wier et awer noutwendeg gewiescht ze wëssen, ëm wat fir Limitë vu Montanten, déi dann herno nach musse bezuelt ginn, et sech hei dréint. Do liese mer Limiten dran, et sinn natierlech verschidde Limiten, jee nodeem, ob et geféierlech Saache sinn oder net, ginn et verschidde Limiten. Mä déi Limitë sinn awer am Gesetz festgesat, an zwar a Form vun zum Beispill 10 Milliounen Unités de compte, an et gëtt eis och erkläert, dat géif gerechent ginn opgrond vun den Tirages spéciaux beim Fonds Monétaire International. Dat ass natierlech eng Rechnung, déi keen elo am Kapp huet. Duerfir wier et noutwendeg gewiescht, hei ze erklären, ëm wat fir Begrenzunge vu Responsabilitéit vu Firmen et sech hei handelt.

Den Här Rapporteur huet och dovu geschwat, datt do géife vun deene Firme Fongen ugeluecht ginn an datt, jee nodeem, wéi de Schued ass, natierlech eppes aneschters dobäi erauskënnt. Mä et steet awer och dran, datt déi Fonge musse limitéiert sinn, opgrond vun deene Limiten, déi ech elo virdrun erwähnt hunn. A mir wëssen net, wéi dat chiffréiert ass. An ech fannen, et wier awer gutt gewiescht, wann een dat gewosst hätt.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domat huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gären dem Rapporteur, dem Här Gusty Graas, Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Hien ass jo Spezialist vun Transport a vu Schëfffahrt, an dat huet een och ganz gutt gesinn.

M. Gusty Graas *(DP)*.- A vum Fëschen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- A vum Fëschen och, jo. Dat heite Gesetz ass en net onwichtegt Gesetz. Et gëtt eis méi Garantië fir d'Schëfffahrt, an doriwwer solle mer eis freeën. De Rapporteur an och d'Intervenanten hunn déi Haaptelementer erausgeschielt. Dat ass, datt d'Seuils adaptéiert ginn, datt also d'Garantien elo méi héich sinn. Dat ass, datt additionnel Länner bäikommen, déi elo vun där Konventioun couvréiert ginn, an drëttens, datt d'Harmonisatioun méi weidergedriwwe gëtt an net nëmme sech op d'Musel an de Rhäin beschränkt, mä och op d'Zouflëss. An ech mengen, alles dat ass a Richtung vu méi Sécuritéit a méi Garantie an ass eng ganz gutt Saach.

Wéi richteg ervirgestrach, ass hei en - tëschent Guillemeten - gewëssenen „Abandon" vu Souveraineté virgesinn. Duerfir brauche mer eng Zweedrëttelmajoritéit, an duerfir freeën ech mech, datt och d'Oppositioun, d'Haaptoppositiounspartei sech hei uschléisst, fir déi Konventioun hei ze stëmmen an ze ratifizéieren.

Ech wéilt e Wuert zur Unité de compte soen. Déi Unité de compte ass kee Geheimnis. Dat sinn d'Droits de tirage spéciaux vum FMI. Déi ginn all Sekund an all Minutt ausgerechent. Dat kann een op der Website nokucken. Et ass net, datt dat eng geheim Monnaie ass, wou kee Mënsch weess, wat se ass. Do ass e Prozentsaz vun Dollaren dran, e Prozentsaz vun Euroen, esou datt een elo net soll hei d'Impressioun ginn, datt een net wéisst, wat ee stëmmt. Dat ass eng Notioun, déi an der Welt bekannt ass an déi eng Referenz ass an déi a ganz villen internationale Konventiounen zréckbehale gëtt.

Aus deene Grënn alleguerte freeën ech mech, datt also esou vill Vertrieder vun der Chambre des Députés dat heite wëlle positiv mat begleeden.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. Mir géifen dann zum Vote iwwert de Projet iwwergoen. Wéi den Här Finanzminister richteg gesot huet, brauche mer eng Zweedrëttelmajoritéit an et si keng Procuratiounen erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6567 et dispense du second vote constitutionnel

Ech lancéieren de Vote. De Vote ass ofgeschloss. 52 Deputéiert hu mat Jo gestëmmt, 2 mat Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Projet, dat ass de Projet de loi 6607, en Accord tëschent Lëtzebuerg an Norwegen iwwert den Austausch vu klassifizéierten Informatiounen. D'Wuert huet d'Rapportrice vum Projet, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

5. 6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et, wéi de President richteg sot, ëm en Accord tëschent eisem Land an Norwegen iwwert den Échange an d'Protektioun vu klassifizéierten, also geheimen Informatiounen.

Dësen Accord, dee mer dann herno wäerten zum Vote stellen, dee schaaft e rechtleche Kader, deen den Austausch an awer och de Schutz vu klassifizéiertem Material vun den zwou Vertragsparteien, deemno dës Kéier Lëtzebuerg an Norwegen, also regelt.

Fréier, ech géif soe bis zum Enn vum Kale Krich, gouf d'Notioun vun „protection des informations classifiées" éischter an engem méi militäreschen Zesummenhang gebraucht. Haut ass dat e bësse méi differenzéiert, och well mer méi verstäerkt mat neien, oft vläicht manner visibele Menacë konfrontéiert sinn.

Éischtens zum Beispill, d'Menacen am Beräich vun der Sécherheet: Terrorismus, d'Verbreedung vu Massevernichtungswaffen, regional Konflikter an der Welt oder awer och d'organiséiert Kriminalitéit.

Den zweeten Typ vu Menacen, dat sinn déi, wou et ëm eise Patrimoine économique, financier a scientifique geet. An do handelt et sech ëm déi sougenannt Industrie- oder Technologiespionage. Mir wëssen och an deem Zesummenhang, datt mer haut um europäeschen Niveau vill Programmer am Beräich vun der Haute technologie hunn. An all déi Programmer sinn natierlech och mat ville sensibelen Informatioune verbonnen. Wann een als Land also wëllt un esou Programmer deelhuelen, da muss een de Partnerlänner kënne garantéieren, datt hir sensibel Informatiounen zu Lëtzebuerg genausou gutt protegéiert sinn, wéi dat an hirem eegene Land de Fall ass.

D'Basis vun dësem bilateralen Accord ass geluecht ginn duerch d'Gesetz vum 15. Juni 2004 «relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité». Duerch dëst Gesetz huet Lëtzebuerg deemools sech e juristesche Kader gi fir d'Klassifizéierung vu sensibelen Informatiounen. Wéini muss en Dokument klassifizéiert ginn, wéi eng Geheimhaltungsstufe ginn et, wien däerf eng Klassifizéierung virhuelen a wien huet Zougréff op d'Material?

Et ass vläicht och nach wichteg ze bemierken, datt et net nëmme bilateral Ofkommesse fir de Schutz an den Échange vu klassifizéierte Piècen an Informatioune gëtt, mä et gëtt och multilateral Protektiounsregimer, zum Beispill am Kader vun der NATO oder awer och vun der Europäescher Unioun. Méi dozou wäert Dir herno vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Marc Angel, beim nächste Projet de loi um Ordre du jour, dem 6635, gewuer ginn.

Wat elo awer déi bilateral Ofkommessen ubelaangt, esou sief weider erwähnt, datt mir schonns eng ganz Rei vun esou Accorde mat Drëttstaten ofgeschloss hunn, zum Beispill mat eisen Noperen, Länner wéi Frankräich an Däitschland also, mä och mat Lettland, Portugal a Spuenien. An iwwert déi lescht grouss Vague vun esou Accorden, dat waren Accorde mat der Tschechescher Republik, Schweden, der Slowakei, Finnland, der Belsch, Slowenien, Estland a Georgien, hu mir den 9. Abrëll 2013 an dësem héijen Haus ofgestëmmt. Dës Accorden hunn och praktesch ëmmer deeselwechten Opbau an duerfir ginn ech och elo net op all eenzelen Detail dovunner an.

Wesentlech ass bei deenen Accorden, datt all Vertragsstat déi néideg Mesuren hëlt, fir d'Protektioun vun de klassifizéierten Informatiounen, déi eben échangéiert ginn, ze garantéieren. Eng klassifizéiert Informatioun, déi ee vun engem anere Stat kritt an déi engem bestëmmten Niveau de sécurité entsprécht, kritt deeselwechte Protektiounsniveau wéi déi eege klassifizéiert Informatioun an deem bestëmmten Niveau de sécurité. Fir datt dat an der Praxis och esou geschéie kann, enthält den Accord och en Tableau d'équivalence vun deene véier Niveaux de sécurité, nämlech „très secret", „secret", „confidentiel" an „restreint".

De Statsrot huet a sengem Avis vum 20. Dezember souwuel de Fong wéi och d'Form vum Projet de loi approuvéiert.

Den 20. Januar dunn, genau eng Woch nodeems ech zur Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt gouf, gouf mäi schréftleche Rapport vun der aussepolitescher Kommissioun ugeholl. An därselwechter Réunioun vum 20. Januar awer sinn nach eng ganz Rei Froen opkomm, déi dunn den 3. Mäerz 2014 an der Kommissioun diskutéiert goufen an och spéider Géigestand vu mengem Rapport complémentaire waren, deen dunn den 12. Mee dëst Joer ugeholl gouf.

Éischtens ass et bei deene Froen ëm den Accès vu Privatpersounen u klassifizéiert Informatioune gaangen, déi si selwer betreffen. Wat elo d'Donnéeë vum SREL ubelaangt, ass esou en Accès méiglech, zwar indirekt, duerch eng Demande un d'Autorité de contrôle, wéi dat am Artikel 17 vum Dateschutzgesetz virgesinn ass. Dat Recht, an dat wësst Dir, dat ass allerdéngs net absolut. Dat heescht, et kann a verschiddene Fäll limitéiert ginn oder den Accès ka souguer ganz refuséiert ginn, zum Beispill, wann de Risiko besteet, datt klassifizéiert Informatiounen no bausse verbreet kéinte ginn.

En anere Volet betrëfft den Accès op klassifizéiert Informatiounen am Kader vu Geriichtsprozeduren. Am Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert d'Classification des pièces ass dat net genau definéiert. Et ass awer esou, datt Lëtzebuerger Piècë kënnen, ënner gewësse Konditiounen natierlech, abruecht ginn. D'Piècë vun auslänneschen Autoritéiten awer net! Dat gouf och an engem Arrêt vum 25. Oktober 2013 vun der Cour constitutionnelle bestätegt. An deem Arrêt bemierkt d'Cour och, datt eng Kontroll néideg ass, wann de SREL Informatiounen zréckbehält mam Argument, et géif sech ëm Informatiounen aus dem Ausland handelen.

Am Projet de loi iwwert d'Organisatioun vum SREL - den Dossier parlementaire mat der Nummer 6675 -, deen eise Premierminister, de Xavier Bettel, viru Kuerzem an dësem Haus hei déposéiert huet, gëtt deem Arrêt vun der Cour constitutionnelle Rechnung gedroen an d'Froe betreffend den Accès zu den Informatioune gi méi detailléiert geregelt. An ech mengen, am Kader vun där Prozedur zu deem Projet de loi bitt sech dann nach eng Kéier d'Geleeënheet, fir all dës Froe weider ze verdéiwen a se dann och fir an Zukunft ze regelen.

Eng lescht Fro war, mat wat fir Länner Lëtzebuerg nach esou Accords de sécurité ofgeschloss huet bezéiungsweis mat wat fir Länner am Moment nach géif verhandelt ginn. Or, ähnlech Accords de sécurité goufe bis elo mat 13 Staten ofgeschloss an ech hunn déi virdrun och schonns alleguerten opgezielt gehat. Weider Accorde wäerte geschwënn ënnerschriwwe ginn, an zwar mam Vereenegte Kinnekräich, mat Kroatien a mat Holland.

Da sinn nach eng Rei Accorden, déi nach an der Négociatiounsphas sinn, déi betreffen d'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement, ofgekierzt OCCAR, mat Polen, Litauen, Griichenland, Brasilien, Israel an Éisträich.

Voilà! Dat gesot, soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren an ech profitéieren dovunner, fir och direkt den Accord vun de Sozialisten zu dësem Projet de loi ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Rapportrice. Éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Just fir ze soen, datt d'Madame Dall'Agnol dat elo esou perfekt gemaach huet, datt wierklech kee Wuert do zouzefügen ass an datt mir selbstverständlech dee Projet hei wäerte stëmmen.

M. le Président.- Dann den honorabelen Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech schléisse mech deene Wierder u vu mengem Virriedner. An ech wollt och der Madame Rapportrice Merci soe fir deen ausféierleche Bericht. Vläicht eng Remarque, datt een effektiv do verschidde Froen, déi opgeworf gi sinn, datt een déi wahrscheinlech am Kontext vun dem Projet de loi iwwert d'Neiorganisatioun an d'Kontroll vum Lëtzebuerger Geheimdéngscht, datt een déi do vläicht nach ka verdéiwen.

Dat gesot, géife mir och den Accord zu deem Projet hei abréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, villmools Merci, Här President, an och Merci un d'Rapportrice fir e ganz komplette Rapport. Mir hate wierklech an der zoustänneger Kommissioun ganz déif a ganz interessant Diskussiounen iwwert dëse Sujet.

E Kommentar vun eiser Säit ass awer, datt mer dëst Gesetz selbstverständlech gär mat stëmmen, mä awer och däitlech soen, datt et wichteg ass, datt Lëtzebuerg an dësem Beräich seng international Kredibilitéit an Zouverlässegkeet behält, soss kréie mir keng Informatioune méi aus dem Ausland, déi mer awer batter néideg brauchen, fir och eis Sécherheet hei kënne mat ze garantéieren an d'Sécherheet vun deene Leit, déi an dësem Land wunnen.

Et gëtt ëmmer erëm Tendenzen an der Gesellschaft, déi soen, datt mer och auslännesch Quelle missten oppeleeën aus deem oder deem Grond. Dat ass selbstverständlech net méiglech, fir eben déi Kredibilitéit net ze verléieren. A mir freeën eis, datt och deen Arrêt vun der Cour constitutionnelle dee Prinzip nach eng Kéier bestätegt huet. Mir hoffe just, datt jiddwereen am Land och de Bien-fondé vun där doter Linn agesäit an och bereet ass, sech drun ze halen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. An domat huet... Entschëllegt, Dir sidd esou däischter ugedoen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech sinn zwar vläicht däischter ugedoen, mä ech wëll e bëssche Kloerheet an déi Debatt hei erabréngen.

Plusieurs voix.- Ooh! Aah!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat sinn net déi beschte Viraussetzungen!

M. le Président.- Dir hutt d'Lat héich gehaangen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Mir musse jo wëssen, Här President, a mir haten d'Geleeënheet hei, zu enger Zäit, wou Dir nach net President waart, fir laang a breet ze diskutéieren iwwert d'Resultater vun enger Enquêtëkommissioun iwwert déi Institutioun, ëm déi et hei geet, dat heescht, de Lëtzebuerger Geheimdéngscht, de SREL. Dat ass déi Autoritéit, déi hei betraff ass, et geet ëm Informatiounen tëschent Geheimdéngschter.

Wat den Zweck heivunner ass, dat ass géigesäiteg Ofschiermung vun Informatiounen. Dat heescht, Informatiounen, déi d'Lëtzebuerger Regierung kritt vun engem auslännesche Geheimdéngscht, déi bleiwen och geheim! Déi bleiwe geheim vis-à-vis vun de Leit, déi eventuell Géigestand vun esou Untersuchunge sinn. An déi bleiwe geheim vis-à-vis vu Geriichter, déi eventuell iwwer Saachen ze befannen hunn, déi mat esou Informatiounen ze dinn hunn.

Deen Arrêt ass virdru genannt gi vun der Cour constitutionnelle am Kader vum Bommeleeërprozess. A grad am Bommeleeërprozess, wou jo d'ganzt Land dréngend Kloerheet bräicht iwwert dat, wat geschitt ass, ginn zum Beispill, dat ass prinzipiell an deem Arrêt festgehale ginn, gi prinzipiell Informatiounen, wa se bestinn, absolut geschützt virun der Éffentlechkeet. Zum Beispill virun der Éffentlechkeet am Kader vun engem Prozess, wou et jo awer ëm ganz vill wichteg Saache geet!

Et muss ee jo wëssen, wéi och esou Geheimdéngschter funktionéieren. Dat hu mer jo bei der Enquête gesinn. Si funktionéieren opgrond vun Informatiounen, déi géigesäiteg ausgetosch ginn ënnert deenen dote Bedéngungen. Do sinn och Geheimdéngschter dran, déi net aus esou Länner wéi Norwegen kommen, mä och aus anere Länner kommen.

Mir haten de Fall vun engem tunesesche Ressortissant, deen hei zu Lëtzebuerg gewunnt huet, deen opgrond vu Geheimdéngschtinformatiounen ausgewise ginn ass an Tunesien. An deemools war Tunesien net demokratesch wéi haut, deemools war Tunesien ënnert dem Diktator Ben Ali. Dee Mann ass jorelaang gefoltert ginn an ass haut e gebrachene Mënsch. En ass awer ausgeliwwert ginn opgrond vun esou Informatiounen, déi mir hei schütze wëllen.

Déi ganz Geheimdéngschtsphär operéiert ganz kloer an engem wäitgehend rechtsfräie Raum.

Och wa mer e Geheimdéngschtgesetz hunn, esou Informatioune brauche sech net ze halen un eist Geheimdéngschtgesetz. Loosse mer emol unhuelen, eist Geheimdéngschtgesetz wier e gutt Gesetz an et wier ganz restriktiv a géif d'Leit schützen, wat jo iwwregens bei esou engem Gesetz jo guer net méiglech ass, mä loosse mer unhuelen, et wier esou: Duerch esou eng Kooperatioun mat anere Länner kommen déi Methoden an déi gesetzlech Basis vun deene Länner, wat Beobachtungen ugeet, automatesch mat eran. An do ass kee geschützt do virdrun.

M. le Président.- Entschëllegt, Här Urbany. Erlaabt Der, dass den Här Angel Iech eng Fro stellt?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Selbstverständlech.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt den Här Urbany froen, ob en d'accord wär, déi nächste Kéier, wa mer esou e Projet an der Kommissioun behandelen,…

(Interruption)

…an d'Kommissioun ze kommen. Well d'Madame Dall'Agnol hat nämlech dem Här Urbany seng Ried an der Kommissioun virgedroen, déi en am Summer nach gehalen hat bei engem ähnleche Projet. An doropshin hu mer décidéiert, dass mer den Direkter vum Geheimdéngscht an d'Kommissioun invitéieren an de Chef vum Département Autorité nationale de Sécurité.

Leider war kee vun de Vertrieder vun deene Lénken an där Kommissioun. Dir hutt do keen, mä Dir kéint ee schécken, als Observateur. Do hu mer all déi Froen do nach eng Kéier diskutéiert, an ech géif den Här Urbany froen, ob en an Zukunft dann an d'Kommissioun kënnt, wann dat um Ordre du jour steet. An ech géif em recommandéieren, de Procès-verbal vun der Réunioun vum 3. Mäerz eng Kéier duerchzeliesen. Do sti schonn eng ganz Rëtsch vun Äntwerten dran op déi Froen, déi en all Kéiers, wa mer esou e Projet hei hunn, hei nees opwërft.

Villmools Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gutt. Ech wëll dem Här Angel just soen…

M. le Président.- Jo, Madame Rapportrice.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Jo, mäin Numm ass elo nach eng Kéier genannt ginn hei. Merci dem President vun der Kommissioun. Ech kann deem just zoustëmmen. Mä ech wëll awer och derbäisoen, datt ech och an deem Rapport, deen ech hei mëndlech a schréftlech virgedroen hunn, op all déi Froen, déi hei elo nach eng Kéier kommen, eng Äntwert ginn hunn, datt mer extra e Rapport complémentaire ugeholl hunn, just fir datt all déi dote Froe géife beäntwert ginn, well mer ganz genau woussten, datt soss déi Froen hei erëm eng Kéier géife gestallt ginn.

Meng Fro ass déi: Ass dee Rapport dann och wierklech gelies ginn? An ass dee Rapport complémentaire och wierklech vum Här Urbany gelies ginn?

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gutt, obschonn ech jo der Madame Dall'Agnol hei keng Rechenschaft schëlleg sinn iwwert dat, wat ech liesen, kann ech hir awer versécheren, dass ech selbstverständlech dee Rapport gelies hunn.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Da wësst Der d'Äntwert op d'Froen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn och selbstverständlech…

M. le Président.- Wann ech gelift, mir loossen elo den Här Urbany schwätzen, a selbstverständlech kritt en och déi Zäit ugerechent fir d'Zwëscheriff.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn och selbstverständlech gelies, wat an där Réunioun do vum Här Heck gesot ginn ass. Ech weess jo, wat den Här Heck seet. Ech hat jo d'Geleeënheet, a ville Réunioune mam Här Heck iwwert déi dote Froen ze schwätzen. Ech hunn him e ganze Katalog vu Froen ënnerbreet, déi ech hat. Ech hunn och Äntwerten deelweis dorobber kritt. An déi Äntwerten, déi stelle mech awer net zefridden.

Déi Äntwerte bestätegen absolut dat, wat ech elo just gesot hunn: Esou ass de Funktionement vun de Geheimdéngschter. An déi zousätzlech Informatiounen, déi Der do kritt hutt, iwwert dat Uerteel an iwwert d'Handhabung duerch d'Geriichter vun esou Informatiounen, dat ass absolut dat, wat connu ass fir déi Leit, déi sech zënter enger Zäit mat deene Froen do beschäftegt hunn. An ech muss Iech soen, et ass keng grouss Freed, fir sech mat deene Froen do ze beschäftegen. Mir hunn et awer musse maachen am Kader vun där Enquête, déi awer eng ganz Rei vu Froen opgeworf huet, déi ganz pertinent a ganz wichteg sinn an déi hei absolut net dra geléist ginn.

Gëtt dann hei dra geléist, wat d'Intérête vun de Leit ugeet vis-à-vis vun deenen Informatiounen, wéi se déi Intérête kënne geltend maachen? Kënne se déi Informatioune kréien, déi se gären hätten, wa se iwwerwaacht gi sinn?

Dir hutt elo just selwer gesot an Ärem Rapport… oder, Här President, d'Madame Rapportrice huet elo just selwer an hirem Rapport gesot, dass déi Informatiounen a gewësse Fäll refuséiert ginn erauszegi vum Direkter vum Geheimdéngscht. Mir haten och esou Fäll an der Kommissioun.

Duerfir, mir hu jo elo net d'Zäit, fir op déi ganz Problematik Geheimdéngscht zréckzekommen. Mir wäerten awer nach d'Geleeënheet kréien, dat ze maachen. Mä dat hei Gesetz bestätegt déi aktuell Praxis.

Ech liese souguer Saachen dran, déi stinn emol net am Geheimdéngschtgesetz. Zum Beispill „conflits régionaux", hei géif et ëm Conflits régionaux goen. Dat ass eng Notioun, déi gëtt et guer net an eisem Geheimdéngschtgesetz. Ech froe mech, wat dat iwwerhaapt heescht, wat dat hei mat der Geheimhaltung ze dinn huet. Et gëtt vun „déliquescence des États" geschwat. Alles dat si Begréffer, déi sinn zum Beispill nei. Déi ginn awer guer net erklärt an deem heite Gesetz. Do schéngen nei Notiounen agefouert ze ginn, déi äusserst geféierlech sinn.

Ech kann nëmme warne virdrun, dat Gesetz hei unzehuelen.

Merci.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Urbany. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet fir d'Regierung den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Remplacement vum Ausseminister. Voilà, ech wëll fir d'Éischt och emol mech uschléissen un déi Félicitatioune fir d'Rapportrice. Ech mengen, déi huet effektiv eng komplett Analys gemaach vun deem Accord.

Ech mengen, hei handelt et sech ëm en Accord bilatéral zwësche Lëtzebuerg an Norwegen, esou wéi mer och mat anere Länner schonn esou Accorde concluéiert hunn an esou wéi eigentlech an enger zweeter Phas en Accord approuvéiert soll ginn, deen en Accord ass am Kader vun der Union européenne. An et wier eigentlech méi logesch gewiescht, dee vir ze huelen an dann deen heiten hannendrun ze huelen. Just fir ze soen, datt et sech hei ëm eng komplett Situatioun handelt.

Den Här Urbany huet vun „conflits régionaux" geschwat, déi couvréiert sinn. Effektiv, Europa huet eng Politique étrangère et de sécurité commune. A mir schaffen och mat anere Länner, déi zwar net Member si vun der Europäescher Unioun, zesummen. Norwegen ass zum Beispill een esou e Land. An et ass ganz sécher, datt déi Échangen, déi mer mat deene Länner hunn, déi Konfliktsituatiounen eventuell betreffe vu Länner, vu wou effektiv Problemer ausginn - ech denken un eent, Somalia, vu datt dee Problem ugeschwat ginn ass -, net kënnen op der Place publique einfach diskutéiert ginn an datt do och musse Garantië bestoen, datt déi Informatioune protegéiert sinn. A wa Lëtzebuerg déi natierlech net protegéiert, dann ass et jo ganz einfach, da kréie mer keng.

Ech géif och soen, dat hei ass d'Contrepartie zur Transparenz, déi besteet an der Europäescher Unioun, wou eng ganz Rei Dokumenter offe sinn, an déi kënnen, musse souguer transparent de Bierger oder den europäesche Bierger accessibel ginn. Mä et kann ebe par Definitioun net alles transparent gemaach ginn, an duerfir muss et kloer Regele ginn, wat eben iwwert d'Sécuritéit protegéiert ass.

An dat hei ass en Accord, deen déi Situatioun zwësche Lëtzebuerg an Norwegen regelt, esou wéi mer elo iwwer en Accord schwätzen, deen d'Informatiounen, déi vun europäeschen Institutioune kommen, regelt.

Ech mengen, mir hunn eng Politique étrangère commune, mir hunn awer och eng Coopération judiciaire et policière. A mir wëssen alleguerten, datt och an der Unioun Situatiounen diskutéiert ginn, an ech mengen, dat Beispill zu Bréissel virun e puer Deeg illustréiert dat extrem gutt, wat fir eng Geforen do ausginn, datt et ganz sécher ass, datt déi Informatiounen net kënnen einfach esou divulguéiert ginn.

Duerfir ass dat einfach e Bestanddeel vun enger Rei vu Politiken, gemeinsame Politiken, wat d'Sécherheet vu Lëtzebuerg, mä allgemeng och d'Sécherheet vun de State vun der Europäescher Unioun, vun der Europäescher Unioun selwer an och vun onse Partner ubelaangt.

Duerfir fannen ech, datt déi Analys, déi hei gemaach ginn ass vum Här Urbany, net zoutrëfft. Ech soen nach derbäi, datt et natierlech ëmmer Méiglechkeete gëtt, iwwer Geriichter ze froen, fir un Informatiounen, déi ee selwer betreffen, ze kommen. An et ass dann un de Geriichter ze jugéieren, dat ze maachen.

Ech géif zum Beispill drun erënneren, datt déi Lëscht, wou d'terroristesch Organisatiounen drop sinn, datt mer do e Geriichtsuerteel haten, wou d'Geriicht gesot huet: Déi Organisatioun, déi op där Lëscht ass, huet d'Recht, fir Informatiounen ze kréien, firwat se op déi Lëscht komm ass.

Also, ech mengen, datt et net esou ass, datt d'Bierger respektiv Organisatioune komplett hëlleflos géigeniwwer vun deene Regelen, déi d'Protektioun an d'Sécuritéit organiséieren, dostinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Aarbechtsminister a Vertriedung vum Här Ausseminister. Domat wär d'Diskussioun eriwwer an ech géif zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6607 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Mat Jo hu 57 Deputéiert gestëmmt, mat Neen zwee. Domat ass de Projet 6607 adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6607 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Ech soen Iech Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Projet, dem Projet 6635, och en Accord tëschent den EU-Staten iwwert de Schutz vu klassifizéierten Informatiounen. D'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Marc Angel.

6. 6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Sënn an Zweck vun dësem Accord ass am Fong deeselwechte wéi am Fall vun deene sëlleche bilateralen Accorden, déi d'Madame Dall'Agnol elo grad bei hirem Rapport opgezielt huet, an et geet och hei bei dësem Rapport drëms, e Kader ze schafe fir d'Protektioun vu klassifizéierten Informatiounen, déi ausgetosch ginn.

Déi verschidde Parteien engagéiere sech also domadder, Informatiounen, déi klassifizéiert sinn, déi se vun anere kréien, genausou gutt ze protegéieren, wéi se hir eege protegéieren.

Déi grouss Differenz allerdéngs bei dësem Projet de loi ass, dass et sech hei ëm e multilateralen Accord handelt, deen all d'Memberstaten an der Europäescher Unioun bënnt.

Dës multilateral Accorde beréieren natierlech net d'Recht vun deenen eenzelne Staten, Memberstaten, weiderhi bilateral Verträg, déi gewéinlech och e bësse méi an den Detail ginn, ofzeschléissen. Dat natierlech virausgesat, dass déi bilateral Accorden net am Widdersproch zu dëse multilateralen Accorde stinn.

De Champ d'application ass am éischten Artikel vun dësem Accord definéiert. An do gi mer déi verschidden Type vu klassifizéierten Informatioune gewuer, déi duerch dësen Accord protegéiert solle ginn.

Dat sinn, éischtens, Informatioune vun den europäeschen Institutiounen oder vun deene sëllechen Agencë vun der Europäescher Unioun, Organer oder Organismen, déi un d'États membres transferéiert ginn oder tëschent hinnen échangéiert ginn.

Zweetens, ëmgedréit dann déi Informatioune vun den États membres, déi un d'Unioun ginn. Drëttens, Informatioune vun de Memberstaten, déi tëschent dëse Memberstaten échangéiert ginn am Intérêt vun der Unioun an déi gekennzeechent sinn, fir ze weisen, dass se ënnert dësen Accord falen. An da véiertens, Informatiounen, déi d'Unioun vun Drëttstaten oder vun internationalen Organisatioune kritt an déi se un hir États membres weidergëtt.

Den Accord ass och wesentlech, fir dass den Échange vun Informatiounen an der Praxis iwwerhaapt fonctionnéiere kann. E gëtt och virun allem de Partenairen dat néidegt Vertrauen, besser nach och d'Garantien, dass eege klassifizéiert Informatioune bei deenen anere Partenairë genausou gutt protegéiert gi wéi bei hinnen. E Stat, deen aneren net déi néideg Garantie ka bidden, riskéiert, guer keng klassifizéiert Informatioune méi ze kréien.

Ech sinn och frou, dass de Minister Schmit elo grad bei deem viregte Projet och agaangen ass op den europäesche Kontext vun der europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik an dovunner geschwat huet, wou sécher vill Dokumenter an deem Kontext sinn.

Wat den europäesche Kontext ugeet, ass eng Menace besonnesch wichteg, an d'Madame Dall'Agnol hat se och schonn ugeschwat, dat ass den Espionnage industriel et technologique. Et gi ganz vill europäesch Programmer vun héijer Technologie an all déi Programmer konkretiséiere sech am Alldag duerch dagdeeglech Échangë vun Informatiounen. An an dësem Kontext ass dëse Projet, mengen ech, besonnesch wichteg, an och am Sënn vun der Preventioun.

Ech hu virdrun eng kleng Interventioun gemaach, wou ech un den 3. Mäerz erënnert hunn, wou mer eben déi Kommissiounssitzung haten, wou mer den Direkter, den Här Heck, vum Service de Renseignement hei haten, an den Här Mreches, deen de Chef vum Département vun der Autorité nationale, vun der Sécherheetsautoritéit ass. Si hunn eis am Fong erkläert, wéi dës Accorde mat Liewe gefëllt ginn, wéi dat an der Praxis ofleeft. An ech mengen, dat war eng interessant Sitzung. Domadder waren och schonn déi sëlleche Froen, déi ëmmer am Kader vun dësen Accorde gestallt si ginn, ganz gutt beäntwert.

Dat gesot, soen ech Iech hei villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. An ech wär frou, wa mer den Accord vun all deenen anere Fraktiounen och géife kréien.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Rapporteur. An den Här Wiseler huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, d'selwecht wéi virdru soen ech dem Rapporteur, dem Här Angel, villmools Merci fir déi gutt Aarbecht, déi e gemaach huet, a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text.

M. le Président.- Merci. Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Den Här Angel an d'Madame Dall'Agnol konkurréieren an der Exzellenz vun hire gudde Rapporten.

(Brouhaha général)

Dofir ass deem näischt bäizefügen. An ech géif och den Accord vu menger Fraktioun abréngen.

M. le Président.- Merci. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus e Merci un den Här Angel fir seng Fläissaarbecht, déi e wéi ëmmer ganz gutt gemaach huet.

Mir wollten awer vläicht hei op e puer Ënnerscheeder opmierksam maachen, déi tëschent bilateralen Accorde bestinn an engem Accord wéi deem heiten, deen der Europäescher Unioun awer Kompetenze gëtt, déi se natierlech zum Deel muss hunn, mä déi awer vergläichbar si mat deenen, wéi se zum Beispill an der NATO existéieren, an da kann ee sech froen: Wéi wäit ass dee Parallelismus hei richteg, dee mer hierstellen, wéi wäit gëtt e gebraucht?

En ass sécher néideg, an dofir stëmme mer dëst Gesetz och gär mat, well an der Europäescher Unioun probéiere mer jo och, eng Baussen- a Sécherheetspolitik ze kreéieren oder ze verstäerken.

Mir hunn, wéi de Minister Schmit och virdru gesot huet, déi Dimensioun vun der Polizeizesummenaarbecht oder vu juristesche Saachen, wou mer och confidentiel Informatiounen hunn. Mä et muss een awer, fir komplett ze sinn, och soen: Et ass awer e bëssen och e federalen Dram derbäi, fir déi Europäesch Unioun eigentlech zu engem Geheimnisträger ze maachen, deen hir Natur am Ableck net onbedéngt justifiéiert.

Et ass zwar gutt, datt hei och déi neutral State mat dra sinn, déi Member an der Europäescher Unioun sinn, déi an deenen NATO-Strukturen net esou vertruede sinn, obscho se enk zesummeschaffen, mä hei gëtt awer e Schratt méi wäit gemaach.

Firwat? Ma éischtens, déi klassifizéiert Informatiounen, déi d'Europäesch Unioun huet, déi komme bal all vun de Memberstaten. An et sinn u sech klassifizéiert Dokumenter vun de Memberstaten, déi eben och kéinten - mat Ausnahm vun den neutrale Staten - an NATO-Strukturen échangéieren oder an anere Gremien, mä hei gëtt dee federalen Dram, wéi ech gesot hunn, erabruecht.

An ech wëll als Beispill zweemol d'CSV zitéieren. Den Här Wiseler wor zwar ganz modest a senger Interventioun a ganz séier, mä ech fannen, et ass ganz interessant, d'Positioune vun der CSV hei ze zitéieren, fir ze weisen, a wéi eng Richtung den Zuch an den Ae vu Verschiddene soll goen.

An déi Informatiounen, déi d'Europäesch Unioun huet, kommen zum gréissten Deel vun den Ausseministèrë vun de Memberstaten. D'Federalisten hätte gär, wéi et och am CSV-Wahlprogramm elo gesot gouf: «…un véritable Ministère européen des affaires étrangères, dont l'action ne pourra être minée par des intérêts nationaux parfois divergents.»

Da gëtt also de Memberstaten, wann déi hir Interesse verfollegen, nach ënnerstallt, géint Uniounsinteresse virzegoen, a gewënscht gëtt een europäeschen Ausseministère, an deem also déi national Diplomatië solle fusionéiert ginn oder dran opgoen.

Dat ass natierlech en Dram, deen absolut net realistesch ass a wäit, wäit ewech, hoffentlech fir ëmmer ewech. Mä op jidde Fall ass dat awer och ze gesinn an där Tentative, fir hei eben eng Geheimhaltungskompetenz op den Niveau vun der Unioun ze leeën, well eben domadder verbonnen ass an den Ae vu verschiddene Leit, fir déi national Diplomatië verschwannen ze doen.

En zweet Element, dat ass d'Kreatioun vun engem europäesche Geheimdéngscht. Mir hunn an Europa keen europäesche Geheimdéngscht, och wa mer eng Geheimdéngschtzesummenaarbecht hunn. Mä ech zitéieren hei eng Ried vun der Madame Viviane Reding vum 6. November 2013, déi als Reaktioun op d'NSA-Affär proposéiert huet, en europäesche Geheimdéngscht ze schafen. Wat natierlech erëm eng Kéier e federale Schratt wär, deen am Ableck komplett onrealistesch ass, mä och justifiéiert, fir d'Geheimhaltungskompetenz direkt um Niveau vun der Unioun dann opzehänken. Dat sinn also Saachen, déi ee muss mat considéréieren, wann een dat heite kuckt.

Eng zweet Bemierkung ass, ob d'Unioun iwwerhaapt soll berechtegt sinn, Informatiounen ze hunn, déi d'Memberstaten net sollen hunn. Dat wär e Schratt och erëm an eng Richtung vun engem federale Stat, vun enger supranationaler Organisatioun, déi eigentlech da méi héich unzegliddere wär wéi d'Memberstaten.

Eis Äntwert dorobber ass Neen. Eng Informatioun, déi d'Europäesch Unioun huet, muss och gläichzäiteg eng Informatioun sinn, déi alle Memberstate gläichrangeg gehéiert. Soss ass d'Europäesch Unioun net méi eng Unioun vu Staten, mä eng supranational Organisatioun, wat eben de Wonsch vu Verschiddenen ass, awer bestëmmt net eisen!

Dann, dat nächst Element ass: Wann dat dann esou sollt sinn, wann d'Unioun geheim Informatiounen huet, wie kontrolléiert da wien? Well déi Informatioune komme jo aus de Memberstaten.

Am Rapport liese mer an engem vun deenen Dokumenter, déi mer kritt hunn a fir déi mer dankbar sinn, datt elo d'Europäesch Unioun ähnlech wéi d'NATO soll kënnen d'Memberstate kontrolléieren.

Ech zitéieren: «Des organismes comme l'Union européenne ou l'OTAN peuvent effectuer des contrôles sur la protection des informations classifiées», an zwar an de Memberstaten. Hei ass d'Fro natierlech: Wie soll da wie kontrolléieren? Wann d'Memberstaten der Europäescher Unioun hir Informatioune ginn, sinn et dann net och d'Memberstaten, déi sollte kontrolléieren, wéi d'Europäesch Unioun mat deenen Informatiounen ëmgeet, déi si vun de Memberstate kritt?

A wann dann Indiskretiounen um Niveau vun der Europäescher Unioun wären, wéi eng Sanktiounsméiglechkeete bestinn dann an den Organer vun der Unioun géigeniwwer deenen, déi an der Unioun matschaffen, wa se klassifizéiert Informatiounen, déi aus de Memberstate komm sinn, sollte verroden hunn oder duerch Fahrlässegkeet verroden hunn?

Also, dat sinn déi Froen, déi ee sech an dësem Zesummenhang wierklech muss stellen, wann een déi politesch Analys mécht vun dësem Dokument. Dat gesot an aus deene Grënn, déi mer virdru genannt hunn, kënne mir awer heimadder d'accord sinn, well och eisen Interessi an engem méi grousse Mooss mat esou engem Accord respektéiert gëtt, wéi wann et en net géif ginn.

Dofir villmools Merci. Mir stëmmen dat mat.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, ech froe mech, wou een iwwerhaapt hei ka schwätze vun „eisen Interessen" an „Interesse vun deenen aneren". Mir maachen dauernd international Accorde mat anere Länner, net nëmmen europäescher, Länner aus der ganzer Welt, an dorënner där, déi emol net demokratesch funktionéieren.

De Problem ass heibäi: D'Europäesch Unioun selwer kritt ëmmer méi eng Sécherheetsstruktur. D'Europäesch Unioun gesäit sech ëmmer méi op deene verschiddenste Gebidder als zoustänneg, fir Geheimniskrämerei ze maachen.

Et ass geschwat ginn elo just vun de Bestriewungen, fir en europäesche Geheimdéngscht ze maachen. Et gëtt iwwregens schonn eng Agence an Europa, déi deelweis esou Funktiounen erfëllt. Mir hunn et erlieft bei engem Handelsaccord, wéi der TTIP, wou op eemol Négociatiounen, déi d'zukünfteg wirtschaftlech Bezéiungen zwëschen Europa an den USA betreffen, op eemol insgesamt als geheim agestuuft ginn. Déi Pabeieren hu bestëmmt e Stempel drop, do steet „top secret" drop.

An do geet et net méi ëm Problemer vu Länner vis-à-vis vun anere Länner oder vis-à-vis vun der Europäescher Unioun, do geet et ganz einfach ëm d'Interesse vun de Leit, déi hei an de Länner wunnen, déi an Europa wunnen, déi ëmmer méi regéiert gi vu staatleche Strukturen, déi ëmmer méi de Charakter vu Geheimstrukture kréien, déi sech ëmmer méi no esou Sécherheetsinteressen orientéieren.

An dat ass deen eenzege Problem bei deem heiten. An dat erkläert och, firwat mir wäerte géint deen Text hei stëmmen.

Une voix.- Ganz richteg!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun an d'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister a Vertriedung vum Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, Merci, Här President. Am Numm vum Ausseminister an natierlech och am Numm vun der Regierung géif ech lech gäre Merci soe fir dës Debatt a fir d'Éischt dem Rapporteur félicitéiere fir seng mëndlech Ausféierungen, déi ganz kloer waren, an och fir säi Bericht.

Ech freeë mech, dass dëse Projet esou eng breet Zoustëmmung hei ka kréien. En ass effektiv méi breet, wéi deen, dee mer just virdrun diskutéiert hu mat Norwegen, an en deckt den Échange d'informations tëschent den États membres of, tëschent den États membres an der Unioun an och tëschent den États tiers an der Unioun an den États membres. A mir hunn aus der Debatt eraushéieren, dass mer esou en Accord brauchen, fir d'Confiance mat eise Partner opzebauen an esou selwer jo och Informatioune kënnen ze kréien an iwwerhaapt Accès dozou ze hunn.

Ech géif och gären ënnersträichen, dass den Échange d'informations net nëmmen aus militäreschen oder taktesche Grënn utile ass, mä och fir d'Protektioun vun eisen Industrien an Technologien, wéi de Rapporteur Angel dat ganz richteg ënnerstrach huet. An aus deene Grënn sinn ech frou, dass esou eng breet Zoustëmmung zu dësem Projet ka sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. Mir kéinten dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6635 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6635 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Prokuratiounen. D'Ofstëmmung ass fäerdeg.

De Projet 6635 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6633 iwwert d'Duebelbesteierungsofkommesse mat verschiddene Länner. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgesat. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Guy Arendt.

7. 6633 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op dëser Plaz maachen ech Iech de Rapport zum Gesetzesprojet, deen de 17. Dezember 2013 vum aktuelle Finanzminister déposéiert ginn ass. Et geet dobäi ëm d'Unhuele vu verschiddene Steierkonventiounen, déi eng Duebelbesteierung ze vermeiden hëllefen. D'Diskussioun haut de Mëtteg setzt sech also och an de Kontext vun den Efforten, déi eist Land schonn zënter Laangem am Kader vun der Lutte géint de Steierbedruch mécht.

D'Chambre des Salariés huet hiren Avis zum Gesetzesprojet de 25. Oktober 2013 eraginn. Den Avis vun der Chambre de Commerce ass vum 23. Dezember an dee vun der Chambre des Métiers vum 27. Januar 2014. Dem Statsrot säin Avis datéiert vum 29. Abrëll 2014 an an der Réunioun vum 13. Mee 2014 huet d'Commission des Finances et du Budget mech als Rapporteur designéiert. Op dësem Datum huet d'Kommissioun och den Avis vum Statsrot ënnersicht. Dee schréftleche Rapport gouf dunn de 27. Mee 2014 an der Kommissioun ugeholl.

Här President, den Objet vun deem virleiende Gesetzesprojet ass d'Unhuele vun enger Rei vun neie Steierkonventiounen tëschent eisem Land a verschiddenen anere Länner oder Entitéiten. Et handelt sech heibäi ëm Konventioune mat Saudi-Arabien, Guernsey, Jersey, der Isle of Man an der Tschechescher Republik. Da geet et awer och nach ëm d'Unhuele vum Protokoll, deen déi bestehend Konventioun mat Dänemark vun 1980 modifizéiert, a vum Protokoll, deen d'Konventioun mat Slowenien vun 2001 upasst.

Dir gesitt, dëse Gesetzestext weist, wéi eescht eist Land et mam Kampf géint de Steierbedruch hélt. All dës Konventioune bauen op de Modell vun der OECD op, wat den Informatiounsaustausch ugeet, esou dass et fir d'Administratioune méi einfach gëtt, esou Échangen an der Praxis virzehuelen. Domadder adaptéiere mer och eis Konventioune géint d'Duebelbesteierung un déi international Standarden am Beräich vum Informatiounsaustausch op Ufro hin.

Dann nach e puer Wuert zur Prozedur, wéi dës Informatiounen dann am Fall échangéiert ginn: Do verweist dëse Gesetzestext op d'Prozedu-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

ren, déi an den Artikelen 2 bis 6 vum Gesetz vum 31. Mäerz 2010 festgehale goufen, engem Gesetz, wat sech och mat Steierkonventiounen an der duebler Besteierung befaasst.

Ech wëll op dëser Plaz dem Finanzminister Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Kommissioun, dem Finanzminister, deen net méi spéit wéi de leschten Dënschdeg nach e Protokoll mat sengem Homolog ënnerschriwwen huet, fir eis Steierkonventioun mat Irland unzepassen.

Heimadder hoffen ech, dass eis Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung ausschwätze wäert, a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner huet den Här Gilles Roth d'Wuert. Här Roth, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen dem Guy Arendt wéi gëschter och Merci fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. En huet mat Recht gesot, dass et hei eigentlech drëms geet, fir de Réseau vun Duebelbesteierungsofkommessen ofzeschléissen. Dat Engagement hat déi fréier Regierung geholl, well mer 2009 op déi sougenannt „gro Lëscht" vun de Steierparadäiser gesat goufen a mat vill Engagement an där Zäit gekuckt gouf, fir dass mer vun där Lëscht erofkommen. Och mir stinn als CSV fir eng propper Banken- a Finanzplaz mat gudde Produkter a Servicer, a selbstverständlech ass fir eis och de Steierbedruch kee Kavaléiersdelikt.

Wéi de Rapporteur et richteg gesot huet, ass de Prinzip vun dem Informatiounsaustausch an der Konventioun festgeschriwwen. Déi intern Prozedur gëtt eigentlech nach ëmmer, wéi an deenen aneren Duebelbesteierungsofkommessen, gefouert nom Gesetz vum 31. Mäerz 2010, dat eng genau Prozedur virgesäit.

Et muss een awer och, mengen ech, kloer an däitlech soen, dass an deene Fäll, wou den Informatiounsaustausch hei gi gëtt, d'Bankgeheimnis zum Deel ausser Kraaft gesat gëtt. An déi Avisen, déi komm sinn, waren alleguerte positiv, mat Ausnahm vun engem, nämlech deem vun der Chambre de Commerce, déi, mengen ech, zu Recht eng Rei vu praktesche Froen opgeworf huet, déi se regelméisseg am Kontext vun deenen Duebelbesteierungsofkommesse gestallt huet.

Dat sinn eigentlech dräi praktesch Hypotheesen, nämlech déi: Wat geschitt mat Informatiounen, wann zum Beispill eng belsch Steierverwaltung géif par rapport zu engem Lëtzebuerger Informatioune froen, wou dann d'Lëtzebuerger Steierverwaltung misst déi Informatiounen eranhuele bei enger Bank, déi hei op der Plaz usässeg ass? D'Fro, déi sech dohannert stellt, ass déi: Kënnen déi Informatiounen, déi aus deem spezifesche Fall iwwert déi Konventioun gefrot ginn, fir d'Besteierung vun dem Lëtzebuerger zu Lëtzebuerg genotzt ginn? Ech mengen, dat ass eng praktesch Fro, déi zu Recht hei vun der Chambre de Commerce - d'ailleurs schonn iwwert déi lescht zwee Joer - opgeworf gouf.

Deen zweete Fall ass deen: Wat geschitt, wann zum Beispill eng belsch Steierverwaltung géif Informatioune betreffend e Résident - ob dat e Lëtzebuerger oder een aneren ass, deen zu Lëtzebuerg usässeg ass - anhuele loossen an et géif parallell dozou oder duerno och eng franséisch Steierverwaltung betreffend deeselwechte Résident Informatioune froen? Kann dann an dësem Fall déi Lëtzebuerger Steierverwaltung déi Informatiounen, déi se de Belsch ginn huet, och automatesch de Fransousen iwwerreechen oder muss dofir eng speziell Prozedur mat gegebenenfalls Recoursen am Kontext vun dem Gesetz vun 2010 gemaach ginn?

An en drëtte Fall, deen och d'Chambre de Commerce opgeworf huet, ass deen, wann zum Beispill eng auslännesch Steierverwaltung géif Informatioune froe bei engem Affekot, deen zugläich Domiciliataire wier. Spillt do d'Obligatioun, fir déi Informatiounen ze ginn oder priméiert an dësem Fall d'Steiergeheimnis an och de Secret professionnel vum Affekot am Kontext vum Artikel 458 vun dem Code pénal?

Et ass eigentlech e bësse cocasse, Här President, dass mer elo e Finanzminister, den Här Gramegna, hei hunn, deen eigentlech där Organisatioun, déi fréier déi Froen opgeworf huet, virstoung.

Här Gramegna, entweder gitt Der eis déi Preziséiounen zu deene Froen elo, mä mir kéinten eis awer och als CSV dermat averstanen erklären, wa mer déi Froen do eng Kéier zesumme mat de Vertrieder vun der Steierverwaltung an enger vun deenen nächste Finanzkommissioune géife kucken. Well dann hätte mer ee fir alle Mol eng kloer Äntwert, mengen ech, souwuel vun der Verwaltung wéi och vun der Politik zu deene Froen, déi d'Chambre de Commerce an hiren Avisen opgeworf huet, an déi net ouni Pertinenz wieren.

Dat gesot, steet d'CSV selbstverständlech zu dësem Gesetzesprojet an ech ginn och am Numm vun der CSV-Fraktioun dofir d'Zoustëmmung a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. Als nächste Riedner huet den Här Alex Bodry d'Wuert. Här Bodry, wann ech gelift.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci soe fir säi Rapport zu deem heite Projet. Bon, et ass keen Neiland fir d'Lëtzebuerger Parlament. Ech mengen, et sinn an etleche Sitzungen… Iwwert déi lescht laang Joren hu mer ähnlech Konventiounen hei guttgeheescht, déi ëmmer fälschlecherweis bezeechent ginn als Duebelbesteierungskonventiounen, wou se jo awer den Zweck eigentlech hunn, just de Contraire ze erreechen: dass et net soll zu enger duebeler Besteierung kommen.

Dat bedeit natierlech, wann een dat Zil wëllt erreechen, dass eng Kooperatioun do ass, dass en Informatiounsaustausch do ass tëschent de Vertragsparteien. An dat ass jo de wesentleche Punkt eigentlech bei deenen heite Konventiounen, wou effektiv, géif ech soen, déi lescht Joren den Turbo ugekéiert ginn ass, fir eng ganz Rëtsch där Konventioun, nei Konventioune géint d'Duebelbesteierung esou schnell wéi méiglech kënnen ofzeschléissen an och hei ze ratifizéieren, well mer, wéi gesot, ënnert der Menace stoungen, international e bëssen als Paria an deem heite Beräich dohigestallt ze ginn.

Wat interessant ass an der Lëscht vun deene Konventiounen, déi hei ofgeschloss ginn: Do si sécherlech och eng Rei Länner oder Entitéiten derbäi, wéi gesot ginn ass, déi ënner engem ähnlechen Drock stoungen. Wann ech do liesen, dass Isle of Man derbäi ass, dass d'Kanalinselen derbäi sinn, Guernsey an Jersey. Déi waren op ähnleche Lëschten, wann net nach méi donkel gefierft wéi déi vu Lëtzebuerg, ze fannen, an dat erkläert sécherlech och hir Bereetschaft, esou Konventiounen ofzeschléissen. Dat verbessert eise Bilan, dat huet awer och parallell hire Bilan eigentlech verbessert an där doter Hisiicht.

Mir brénge selbstverständlech hei och eisen Accord zu deenen heiten Texter eran. Den Här Roth huet virdrun eng Uspillung gemaach op déi fréier Responsabilitéiten, déi de Finanzminister hat. Ech kéint och soen, de Finanzminister kéint sech et jo och einfach maachen an e géif einfach soen, ma déi heite Verhandlunge si gefouert ginn ënnert der Responsabilitéit vu mengem Virgänger, an da kéint dee jo och déiselwecht Äntwerten hei ginn, déi e wahrscheinlech déi Jore virdru ginn huet op déi Froen, déi do schonn d'Chambre de Commerce gestallt huet.

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry.

M. Luc Frieden *(CSV)*.- D'Chambre de Commerce huet och fréier gutt Avise geschriwwen.

M. le Président.- Dann hätt d'Wuert den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Mir schléissen eis och selbstverständlech dem Merci un den Här Arendt un, dee wierklech e ganz gudde Rapport hei gemaach huet an enger komplizéierter Matière.

Hei geet et ëm en Échange d'informations sur demande. An natierlech muss een awer och do feststellen, datt et an der internationaler Entwécklung e bësschen „Moutarde après dîner" ass, well den Trend geet jo awer hin op den automateschen Informatiounsaustausch, dee jo soll probéiert ginn dann als Weltstandard anzeféieren.

Trotzdeem, fir eis ass dat heite gutt, fir dat ze maachen, well mir jo och als ADR eis ëmmer géint de Steierbedruch ausgeschwat hunn, well mer och frou sinn, datt esou Territoirë wéi Guernsey, Isle of Man, Jersey do derbäi sinn an och hoffen, datt mat aneren ähnlechen Territoiren an der Welt esou Ofkommesse kënnen ofgeschloss ginn.

A mir schléissen eis och un deene Froen un, déi den Här Roth hei gestallt huet, déi vun der Chambre de Commerce schonn an e puer Avisen - an dräi verschiddenen Avisen - gefrot goufen.

Wat awer interessant ass an eisen Aen, dat ass eigentlech eng Kontradiktioun bei där Liichtegkeet, mat där mer d'Privatliewen opginn hu bei der Fro Bankgeheimnis par rapport zum Beispill zu deene justifiéierten Efforten, déi mer maachen, fir d'Privatliewen ze schützen am Beräich Internet.

Ech mengen, et geet ëmmer erëm ëm d'Privatliewe vun de Persounen. Ee wichtege Mataarbechter, de President vun enger grousser Affekotefirma hei am Land, huet nach iwwert d'Opgi vum Bankgeheimnis viru Kuerzem gesot: «La vie privée est absolument passée à l'attrape.» Effektiv, well mer do e Schratt a Richtung transparente Bierger maachen, wat natierlech jorelaang bekämpft gouf.

Den Här Gramegna, a senger Capacitéit (veuillez lire: a senger Qualitéit??) als fréieren Diplomat, erënnert sech nach bestëmmt un déi Zäiten, wou mer fir d'Bankgeheimnis mat gudden Argumenter gekämpft hunn. An dat huet och mat der Protektioun vun der Privatsphär ze di gehat.

Interessant ass awer och, wéi mer elo all déi Accorden hei ëmsetzen. Mir hunn eng relativ kleng Verwaltung, e klenge Finanzministère, eng kleng Steierverwaltung, an et gëtt eng ganz Rei vun Défien. Mir hunn zum Beispill elo all déi Accords de non double imposition ëmzesetzen, gläichzäiteg musse mer FATCA ëmsetzen, wat och en Échange d'informations direct praktesch mat den USA ass a wou d'ABBL sech nach beklot huet an hirem leschte Joresrapport, datt, anescht wéi op anere Finanzplazen, de Lëtzebuerger Finanzministère nach kee Guide ausgeschafft huet, wéi dann déi Ëmsetzung soll an der Praxis geschéien.

Gläichzäiteg hu mer am Kader vun der OECD en „Common Reporting Standard" ëmzesetzen, deen alt nees e bëssche verschidden ass vun deem, wat mer bei FATCA hunn. Gläichzäiteg hu mer eng Direktiv an der Europäescher Unioun iwwer Coopération administrative, déi da wahrscheinlech ratione materiae erëm eng Kéier geschwë geännert gëtt.

Wéi solle mer dat doten um rengen Ëmsetzungsniveau alles kënne géréieren? A wéi eng Efforte mécht dann elo Lëtzebuerg, fir och déi verschidde Rechtsinstrumenter oder Rechtsusätz am Beräich vum Bankgeheimnis oder vun deenen Informatiounsaustauschen ze harmoniséieren, souwuel um politesche wéi och um reng administrativ-personelle Plang?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Ech mengen, et si keng weider Wuertmeldungen do. Dann huet den Här Finanzminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech wollt awer da bis op d'Pult kommen, well e puer méi fundamental Froe gestallt gi sinn iwwert dëse Projet de loi, dee jo siwen international Konventiounen oder Protokoller dann elo hei soll adoptéieren.

Et ass richteg, dass mer eng gewësse Course hu misse maache vun 2009 un, fir där Netduebelbesteierungsofkommessen ze ënnerschreiwen, well dat eng Konditioun war, déi gesat ginn ass, fir Lëtzebuerg vun enger groer Lëscht erofzekréien. An u sech war dat en éischt Alarmsignal, dass mer misste relativ séier erëm handelen am Intérêt vun der Reputatioun vun eiser Plaz an och am Intérêt vum Image vun eisem Land.

A mäi Virgänger, deen och haut hei sëtzt, den Här Frieden, huet dat ganz séier an d'Weeër geleet, an dat war och ganz gutt. An dofir sinn ech och frou, dass mer deen Effort hei weidermaachen.

Ech muss soen, dass déi Experienz, déi vun där groer Lëscht do, schonn eng ganz schwiereg war. An ech muss soen, dass mer leider net genuch draus geléiert hunn, well mer, wéi Der jo alleguerte wësst, elo am „Global Forum" ähnlech Problemer kritt hunn, wou mer net konform sinn an do, obwuel dat do net „gro" oder „schwaarz Lëscht" heescht, als non conforme, „non compliant" agestuuft gi sinn.

An et ass och dofir wou ech mat deem Punkt hei wëll ufänken a soen, dass dës Regierung wëllt proaktiv sinn an all deenen Domäner, fir ze évitéieren, dass mer op eng schwaarz oder eng gro Lëscht kommen, fir ze évitéieren, dass mer non conforme sinn. An ech mengen, mir mussen dat vun der Vergaangenheet léieren. Well: Wann ee bis op esou enger Lëscht ass, da kann een zwar esou vill Efforte maache wéi ee wëllt, den Dommage ass gemaach, d'Reputatioun ass ugëeckt. An dat Eenzegt wat ee kann, dat ass just nach, d'Dommagë limitéieren.

An ech kann Iech soen, dass ech Instruktioune ginn hunn a mengem Haus - mä en fait, an der ganzer Regierung hu mer doriwwer geschwat -, dass mer alles musse maachen, fir proaktiv ze sinn an all deenen Domäner, fir ze évitéieren, dass mer op schwaarz Lëschte kommen. An dat heescht och, verschidde Mentalitéiten ze änneren, an zwar eis net nëmmen domat ze begnügen, dass mer soen, mir mussen eng Gesetzgebung hunn, déi formell an der Rei ass. Mir mussen eng Gesetzgebung hunn, déi gräift. Well mir gi gemooss herno, no baussen, wéi oft se da gespillt huet, déi Gesetzgebung. Mir gi gemooss an et gëtt gekuckt, wéi mer dat applizéiert hunn. Also, mir mussen dat ganz seriö huelen.

Zu dësem Gesetzesprojet wëll ech ënnersträichen, dass déi Accords de non double imposition natierlech gemaach ginn, fir den Échange sur demande hei anzeféieren, dee jo vun der OECD definéiert ginn ass. Déi Accords de non double imposition si souwisou och gutt, fir déi véier Libertéiten aus der EU gutt ausspillen ze kënnen, fir dat ze encouragéieren. An dat Ganzt gëtt gemaach op engem OECD-Modell.

Déi verschidde Konventioune sinn awer e bëssen anescht, ech wëll dat hei ënnersträichen. Déi mat Saudi-Arabien, dat ass eng Konventioun, déi mer elo mat engem G20-Land hei ofschléissen. Domat huet Lëtzebuerg mat bal alle G20-Länner eng Convention de non double imposition. Dat eenzegt Land, wat nach feelt, ass Australien. An do sinn elo Pourparlers amgaangen, fir dat ze starten. Dat Land war ëmmer ganz retizent, fir mat Lëtzebuerg eppes ze maachen. Ech hoffen, dass dat elo besser geet.

Mat deenen dräi Territoirë Jersey, Guernsey an Isle of Man sinn dat nei Konventiounen, wou den Échange sur demande natierlech mat dran ass.

Mat der Tschechescher Republik ass d'Situatioun e bësse speziell, well mer do en Accord hate mat der Tschechoslowakei, an dat gëtt elo en Accord mat Tschechien eleng. A mir hunn natierlech dann och do den Échange sur demande matafléisse gelooss.

Mat Dänemark ass et nëmmen e Protokoll, well do hate mer scho laang eng Konventioun. An do geet et net souvill ëm den Échange d'informations, mä ëm Pensiounsbesteierungen, déi do virgesi ginn.

An da mat Slowenien ass et en Avenant, och fir en Échange de renseignements sur demande ze maachen.

Ech géif also gären dem Rapporteur Guy Arendt villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht, dee ganz gutt war, an da

mat zwou Saachen ofschléissen: Dat Éischt fir ze soen, dass Lëtzebuerg hautdesdaags 70 bilateral Conventions de non double imposition huet, dass mer der siwen an der Pipeline hunn, dass mer der schonn och nach eng Rei signéiert hunn, déi och gläich fäerdeg ginn. An ech hunn effektiv an deene leschten zwou Wochen der zwou signéiert, eng mat Irland an eng dës Woch mat Andorra.

Ofschléissend géif ech nach gär zu de Froe vum Här Roth Stellung huelen, oder partiell Stellung huelen zur éischter Fro, déi Der gestallt hutt, Här Roth: Do kann ech Iech soen, dass d'Äntwert ganz einfach ass, well de Secret bancaire zu Lëtzebuerg par rapport zu de Résidenten nach ëmmer wäert spillen. An domat ass, mengen ech, déi éischt Hypothees ganz kloer beäntwert. Déi aner zwou Froe sinn e bësse méi quokeleg a méritéieren, dass ee se verdéift. A mir wäerten dann zesumme mat Iech, géif ech mengen, a mat der Cofibu kënnen dat jo verdéiwen an Iech dann do eng Äntwert ginn, déi, ech mengen, och all Contribuabel d'Recht huet ze kennen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. Mir wären domat um Enn vun den Diskussiounen zu dësem Projet a mir géifen zum Vote iwwert den Ensembel vum Projet 6633 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6633 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

58 Deputéiert hunn derfir gestëmmt, 2 dergéint. Domat ass de Projet mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, eise leschte Projet, de Projet 6658 iwwert d'Formatioun vun Infirmieren an Hiewammen, an hei huet d'Wuert den Här Rapporteur, den Här Claude Adam.

8. 6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. Claude Adam *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6658 ass e Gesetz, wat aus engem eenzegen Artikel besteet. Et ass en éischter technescht Gesetz an ass inhaltlech eigentlech och en onkomplizéiert Gesetz.

Den Dépôt war de 17. Februar 2014. Mir setzen heimadder d'Dispositioune vun der Direktiv 2013/25 vun der Europäescher Unioun a Lëtzebuerger Recht ëm.

Dës Direktiv bréngt e puer Adaptatioune mat sech, wat den Droit d'établissement an den Droit de la libre prestation de services betrëfft. Si bezitt sech op den Artikel 49 vun der modifizéierter Direktiv 2005/36/CE vum 7. September 2005 wat d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen an de spezifesche Rechter vun den Architekte betrëfft.

Dës Upassung ass noutwendeg, well Kroatien elo Member vun der Europäescher Unioun ass an dofir och wéi all déi aner Länner -, wéi all déi aner EU-Länner, pardon! - an de Genoss vun deeneselwechte Rechter vu géigesäiteger Unerkennung vu beruffleche Qualifikatioune soll kommen.

Dës géigesäiteg Unerkennung betrëfft engersäits verschidde medezinesch Beruffer: Dokteren, Zänndokteren, Veterinärmedeziner, Apdikter, Infirmieren an Hiewammen. Hei ass d'Unerkennung automatesch de Fall, wann déi Diplomer, déi am Spill sinn, an der Annex vun der Direktiv 2006/36/CE ageschriwwe sinn. Do ass da keng zousätzlech Reglementatioun noutwendeg.

Anerersäits betrëfft dat och déi spezifesch Rechter vun den Architekten, och vun deenen, déi aus Kroatien kommen. An hei musse mer eist Gesetz änneren. Mir mussen den Artikel 6 Paragraph 2 vum Gesetz vum 26. Juli 2010 iwwert d'Organisatioun vun der Formatioun vum Infirmier responsable de soins généraux, vun der Formatioun vun der Hiewam a vun der Unerkennung vum Titel vu verschiddene reglementéierte Beruffer änneren. An dat maache mer mat dësem Gesetz, dat, wéi gesot, jo och just een Artikel huet.

Den Avis vum Statsrot ass op de 14. Abrëll 2014 datéiert. De Statsrot hat e puer formell Remarquë gemaach. Esou ass zum Beispill den Intitulé vum Gesetz gekierzt ginn. De Statsrot hat och kee Problem dermat, datt d'Dispositioune vum Gesetz solle retroaktiv gëllen. Schliisslech ass Kroatien schonn den 1. Juli 2013 EU-Member ginn an eigentlech war den Délai, fir sech konform ze setzen, ee Mount. Mir hunn also net just ee Mount gebraucht, mä knapps ee Joer, fir eis konform zu der Direktiv ze setzen.

D'Chambre des Métiers huet hiren Avis de 14. Abrëll ginn an deeselwechte materiellen Iertum wéi de Statsrot festgestallt, hat awer soss näischt um Gesetz auszesetzen.

Och d'Chambre de Commerce approuvéiert de Projet de loi, bedauert awer, datt et esou laang gedauert huet, bis mer eis konform zu der Direktiv gesat hunn. Och dofir hu mer Versteesdemech. Mir konnten awer leider net den Avis vun der Chamber am Rapport berücksichtegen, well hien ass och ze spéit komm, en ass eréischt den 23. Mee an d'Chamber komm, an de Rapport ass awer schonn den 12. Mee 2014 an der Chamberskommissioun ugeholl ginn.

Et war an der Chamberskommissioun och nach d'Fro opgeworf gi vum honorabele Marcel Oberweis, wéi et dann an deenen anere Länner mat der Emsetzung vun der Direktiv wier. Ech ka leider Gottes keng Äntwert dorobber ginn. Ech hat dat nogefrot, Här Oberweis, an ech hunn awer och gesot, si sollen net ganz Aarbechtsdeeg verwende mat enger Äntwert dorobber. Dir wësst, datt d'Législatiounen an deene Länner ënnerschiddlech sinn. Mir haten dat kuerz ugeschwat. Ech ginn awer dervun aus, datt mir do scho relativ spéit dru sinn, well déi Leit, déi betraff sinn, déi Concernéiert, déi leide jo awer drënner, wann esou eppes net ëmgesat ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech brénge selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Ageschriwwen ass d'Madame Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi succincten, schnelle Rapport.

Eigentlech ass dat hei eng Matière, déi ganz dacks Diskussiounen opwërft, besonnesch an dem Secteur Medezin - et kann ee sech dofir vläicht wonneren, datt d'Kammere weider näischt opgeworf hunn -, well ganz dacks verwiesselt gëtt, wat libre Circulation ass, wat libre Établissement ass, wat Unerkennung vun Diplomer ass a wat Transkriptioun vun Titren ass.

Hei awer si mir an der Logik vun deem Kontext, dee mer ëmmer ageholl hunn, nämlech fir eng automatesch Unerkennung vun deenen do Diplomer an den EU-Länner ze hunn an domadder och besser ze erméiglechen, datt

- souwuel eis Studenten, a Leit déi en Ofschloss hunn, mat esou engem Diplom kënnen an aner EU-Länner goen,

- wéi ëmgedréint, datt déi aus anere Länner kënnen heihinner kommen.

Dofir gëtt d'CSV-Fraktioun och hiren Accord zu dësem Gesetz.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Modert. D'Madame Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Merci och vun ons dem Rapporteur Claude Adam fir säi flotten, kuerze schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir sinn an enger Situatioun, wou mer eis Gesetzgebung regulariséieren, wéi ëmmer, wann en zousätzlecht Land Member gëtt vun der EU. Mir maachen hei eis Flicht.

Ech mengen, de Rapport, deen ass komplett. D'Madame Modert huet nach e puer zousätzlech Erläuterunge ginn. Ech wäert mech hei begnügen, fir den Accord vun eiser DP-Fraktioun ze ginn.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Beissel. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grousse Merci fir de Rapport.

Mir sinn hei just an enger Situatioun, déi e bësse méi komplex ass, wéi et schéngt. Natierlech hu mir och näischt als ADR dergéint, fir de Kroaten déiselwecht Rechter ze ginn - respektiv eise Leit a Kroatien -, wéi et och aneren an der EU zoukënnt.

Mä mir sinn awer hei och am Beräich vun de medezinesche Beruffer, an ech erënneren un d'Direktiv 2005/36/UE, déi eis hei och schonn e puermol Suerge gemaach huet am Parlament a wou mer de 15. September 2011 eng Resolutioun hei an der Plénière geholl hu mat engem Avis, dee mer u Bréissel geschéckt hunn. An ech zitéieren aus deem Avis: «A cet égard, les commissions soulignent l'importance de la question des langues traitée dans le Livre Vert à la Question 13. Elle est particulièrement sensible pour les professionnels de la santé.» An da geet et ëm déi dräi Sproochen, a mir soen: «Une certaine flexibilité en matière de langues du chef des professionnels est donc dans l'intérêt primordial des patients sans qu'elle puisse pour autant servir à élever des barrières linguistiques infranchissables. Il est donc utile de clarifier le Code de conduite en la matière.»

Mir hu gesot och hei, datt déi Leit, déi am Gesondheetssecteur musse schaffen, sollten an enger vun deenen usuelle Sproochen hei am Land kënne schaffen. Mir als ADR soen, et ass ganz wichteg, datt am Gesondheets- an am Fleegesecteur déi Leit, déi hei am Land schaffen, Lëtzebuergesch schwätzen.

Dat ass hei leider net garantéiert. Mir hunn näischt dergéint, fir déi automatesch Unerkennung vun Diplomer virzehuelen, mä mir soen, wien hei am Land wëllt am Gesondheets- an am Fleegesecteur schaffen, dee muss Lëtzebuergesch kënnen.

Mir hätten eis gewënscht, datt mer d'Gesetz op dësem Punkt och esou adaptéiert hätten, fir dat méiglech ze maachen, konform och mam Geescht vun deem Avis, dee mir selwer hei am September 2011 an der Chamber geholl hunn.

Aus deene Grënn kënne mir dëst Gesetz net matstëmmen. Mir wäerten eis enthalen.

Merci.

M. le Président.- Domat si mer um Enn vun der Diskussioun an d'Wuert huet d'Regierung, den Här Statssekretär, de Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, villmools Merci fir d'Wuert. An ech géif och dem Rapporteur Merci soe fir dat, wat en eis hei explizéiert huet.

Ech géif nach ee Punkt mat derbäisetzen, deen an dësem Kontext besonnesch wichteg ass, an

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

dofir wär ech och frou, wann dat elo kéint mat grousser Zoustëmmung eben och duerchgeholl ginn, dat Gesetz, well mer wierklech an enger Urgence sinn. Net nëmmen, dass mer praktesch méi wéi ee Joer am Retard sinn, mä mir hunn och eng Procédure d'infraction vun der Kommissioun ageleet kritt an en Avis motivé kritt, fir eben eis drunzeginn, fir dat doten ëmzesetzen. An déi Délaie si wierklech amgaang ofzelafen. Et wär nach eng Saach vun enger Woch gewiescht, wou mer et hätte misse maachen, ier mer eventuell hätte kënne vun der Kommissioun virun der Cour de justice ugesicht ginn an dann och eventuell Strofen hätte kënne kréien.

Dofir ass et scho wichteg, dass mer dat doten haut maachen. An ech wär frou, dass mer dat haut géife maachen, a mat grousser Zoustëmmung vun alle Fraktiounen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Hansen. Domat hätte mer eis Diskussioun ofgeschloss a mir kéinten zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6658 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6658 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

57 Deputéiert hu mat Jo gestëmmt, 3 Enthalungen. Ech ginn dervun aus, dass déi begrënnt sinn, scho motivéiert gi sinn. An domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech géif Iech froen, ob Der dem Projet d'Dispens vum zweete Vote gitt.

(Assentiment)

Villmools Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn elo um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst ëffentlech Sëtzunge si fir d'Woch vum 17., 18. an 19. Juni virgesinn an en attendant ginn d'Aarbechten op Héichtouren an de Kommissioune weider.

Merci villmools a bis deemnächst.

D'Sëtzung ass ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 16.43 heures)

Sommaire des séances publiques nos 21, 22 et 23

21e séance

Ouverture de la séance publique p. 228

Communications p. 228

Ordre du jour p. 228-229

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 229

Mots de bienvenue aux membres du Comité des Présidents de l'APCE p. 230

Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien au Gouvernement nigérian dans la résolution de crimes détestables et dans la poursuite de ses efforts de respect des obligations découlant du droit international, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram» p. 230-231

Ordre du jour (suite) p. 231

Question écrite n°261 du 7 mai 2014 de M. Laurent Mosar relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question écrite n°263 du 7 mai 2014 de M. Justin Turpel relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 231-233

6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013 p. 233-235

6556 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung») p. 235-237

6642 - Projet de loi

- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 237-242

6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts p. 242-243

Question élargie n°1 de M. Marc Lies sur le nombre de logements achevés dans le cadre du Pacte Logement p. 243

22e séance

Ouverture de la séance publique p. 244

Communications p. 244

Changements de composition de commissions parlementaires p. 244

Ordre du jour p. 244-245

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel p. 245

Ordre du jour (suite) p. 245

6514 - Projet de loi portant:

1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,

2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,

3) modification du Code pénal,

4) modification du Code d'instruction criminelle,

5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques p. 245-250

6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg

et

6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 250-266

Ordre du jour (suite) p. 266

23e séance

Ouverture de la séance publique p. 267

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°37 du 3 juin 2014 de M. Eugène Berger relative au renouvellement des contrats avec l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 267

- Question n°38 du 5 juin 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures p. 267

- Question n°39 du 5 juin 2014 de M. Marc Angel relative à la stratégie gouvernementale en matière de développement et de diversification économiques en relation avec la lutte contre le chômage au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 267-268

- Question n°40 du 4 juin 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la loi électorale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 268

- Question n°41 du 4 juin 2014 de M. Henri Kox relative au programme de recherche BeeFirst, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 268-269

- Question n°42 du 5 juin 2014 de M. Marco Schank relative à la propagation de la peste porcine africaine en Europe, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 269

- Question n°43 du 4 juin 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'actualisation des tests néonataux, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 269

- Question n°44 du 5 juin 2014 de M. Justin Turpel relative aux incidences sur le budget de l'État du report en mars 2015 de la tranche indiciaire prévue en octobre 2014, adressée à M. le Ministre des Finances p. 269-270

- Question n°45 du 4 juin 2014 de M. Max Hahn relative au modèle de financement retenu pour la construction d'une nouvelle caserne pour les services de secours au Ban de Gasperich, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 270

- Question n°46 du 5 juin 2014 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la stratégie de prévention du Gouvernement dans la lutte contre les phénomènes de la société, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 270

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications p. 270-271

6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012 p. 271-272

6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013 p. 272-273

6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011 p. 273-274

6633 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 274-276

6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées p. 276-277

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°7** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0187	Laurent Mosar	Chambres de compensation et de règlement en yuan
0210	Marcel Oberweis	Scories radioactives sur les sites de la société CASA à Beggen et Esch/Lallange
0227	Franz Fayot	Conséquences de l'arrêt «Digital Rights Ireland» de la Cour de justice de l'Union européenne
0247	Franz Fayot	Démolition du 2e hangar de l'entreprise Paul Wurth dans la rue de l'Aciérie
0256	Gast Gibéryen	Accouchements dans les maternités luxembourgeoises
0258	Léon Gloden	Participations communales à l'amortissement des investissements contractés par les syndicats de communes
0260	Laurent Mosar	Taxe sur les transactions financières (TTF)
0261	Laurent Mosar	Accord de coopération conclu entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn
0262	Gilles Baum	Publicité des vacances de postes dans les communes
0263	Justin Turpel	Accord de coopération conclu entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn
0264	Françoise Hetto-Gaasch	Convention d'Istanbul
0267	Henri Kox	Sécurité des centrales nucléaires belges «Doel 3» et «Tihange 2»
0268	Claude Wiseler	Implantation d'un simulateur de chute libre au Luxembourg
0269	Marc Spautz	Réunion de l'Association des Sénats d'Europe du 29 au 31 mai 2014 à Saint-Pétersbourg
0270	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Prise en charge des enfants présentant de graves troubles du comportement
0271	Marc Spautz	«Compte chèque postal» pour le personnel de la fonction publique
0272	Justin Turpel	Composition de la délégation du Luxembourg lors de la visite d'État en Pologne du 7 au 9 mai 2014
0274	Justin Turpel	Représentants de l'État dans les conseils d'administration
0275	Claudia Dall'Agnol	Véhicules immatriculés en France roulant au Luxembourg sans assurance
0276	Claudia Dall'Agnol	Archives nationales
0277	Marcel Oberweis	Fumier de bovins potentiellement dangereux pour l'homme
0278	Félix Eischen, Marc Spautz	Taux de TVA
0279	Fernand Kartheiser	Identification des chats
0280	Félix Eischen, Laurent Mosar	Société Nationale de Crédit et d'Investissement
0282	Roy Reding	Imposition des plus-values provenant de la vente d'un immeuble prévu pour la location
0283	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Formation des cadres de santé
0342 urgente	Marc Spautz	Réduction du nombre de représentants au Conseil Économique et Social et au Comité des régions de l'Union européenne

Question 0187 (28.3.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **chambres de compensation et de règlement en yuan:**

Selon la presse internationale, le Royaume-Uni et la Chine signeront lundi prochain un accord en vue de la mise en place à Londres d'une chambre de compensation et de règlement en yuan. Un accord du même type serait signé aujourd'hui entre la Bundesbank allemande et son homologue chinois. Enfin, lit-on que la place financière de Paris serait en train de jouer la carte de ses liens historiques avec l'Afrique pour s'attirer les faveurs des acteurs chinois.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Au vu de l'importance que les autres places financières de l'Europe accordent à la mise en place de chambres de compensation et de règlement en yuan, le Ministre des Finances peut-il indiquer si des négociations du même genre sont en cours avec les acteurs chinois?

- Dans l'affirmative, quand le Ministre pense-t-il pouvoir conclure un protocole d'accord à l'instar de ceux signés par les places financières citées plus haut?

- Quelles sont les autres initiatives prises par le Ministre pour faire du Luxembourg le premier centre offshore en Renminbi en Europe ainsi que d'établir le Luxembourg comme première place d'investissement transfrontalière entre l'Europe et la Chine?

Réponse (16.6.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

Les efforts des autorités luxembourgeoises en vue de renforcer les relations économiques et financières avec la République populaire de Chine se poursuivent, comme en témoigne notamment la mission financière que je mènerai du 29 juin au 4 juillet 2014 en Asie. La mise en place d'une chambre de compensation et de règlement en yuan a été identifiée comme l'une des pistes susceptibles de consolider les liens qui unissent la Chine et le Luxembourg.

Question 0210 (10.4.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **scories radioactives sur les sites de la société CASA à Beggen et Esch/Lallange:**

Selon un communiqué du Gouvernement du 18 mars 2014, entre 1975 et 1987, des quantités non négligeables de scories de ferro-niobium contenant des quantités significatives de métaux lourds et d'éléments radioactifs des familles de l'uranium et du thorium naturel ont été mis au rebut entre autres sur les sites de la société CASA à Beggen et Esch/Lallange. L'unique moyen d'isolation de ces scories consistait en un enfouissement profond dans une décharge définitive et contrôlée.

Dans le contexte de la décharge de déchets inertes de Mondercange, qui a particulièrement retenu l'attention de la part des autorités depuis le glissement de terrain qui s'y est produit récemment, j'aimerais revenir sur ma question parlementaire n°1256 du 29 août 2006 *(cf. compte rendu n°2/2005-2006)*.

D'après la réponse à la question précitée, la responsabilité du suivi technique appartient à l'exploitant de l'ancienne décharge ou de son successeur, soit à la société MecanARBED respectivement ArcelorMittal Dommeldange S.à r.l. En outre, le Ministre compétent avait noté qu'au plus tard cinq ans après l'achèvement des travaux d'assainissement et d'aménagement final de la décharge, l'exploitant devra présenter une étude d'évaluation des charges polluantes se basant sur les résultats des analyses effectuées. Sur base des résultats de cette étude, l'Administration de l'Environnement pourra procéder à une réévaluation des normes de rejet et des paramètres de surveillance.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quand la mise en dépotoir définitive sur les sites de Beggen et d'Esch/Lallange a-t-elle été autorisée et quelles en étaient les justifications?

2) Quels sont les résultats de l'étude d'évaluation?

3) Y a-t-il eu des incidents lors de l'évacuation des eaux de drainage?

4) Les valeurs limites «oEL» ont-elles été dépassées dans le courant de ces dernières années?

5) Quelles sont les mesures récentes de radioactivité prises sur les sites de Beggen et d'Esch/Lallange?

6) Mesdames les Ministres peuvent-elles exclure un risque radiologique pour la population et pour l'environnement?

Réponse commune (11.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1)

Suite à l'activité industrielle de la société Continental Alloys S.A. (CASA) à Dommeldange, des scories de ferro-niobium contenant des quantités significatives d'éléments radioactifs des familles de l'uranium et du thorium naturel ont été mis à rebut au cours de la période de 1975 à 1987.

Si ces stocks de scories ne présentaient pas de danger radiologique, toujours est-il que la façon de leur stockage n'était pas entièrement satisfaisante du point de vue sanitaire. D'une part, il n'existait pas de contrôle efficace quant au devenir de ces scories et, d'autre part, il fallait éviter que ces scories soient utilisées comme matériaux de construction.

Le seul moyen d'isoler ces scories consistait en un enfouissement profond en une décharge définitive et contrôlée. Une partie de ces déchets faiblement radioactifs, concentrés en trois endroits différents, a été transférée au début de l'année 1995 au crassier de Mondercange.

La mise en dépotoir définitive des scories sur ce site fut autorisée, d'une part, par le Ministre de la Santé (11 septembre 1991) et, d'autre part, par les Ministres de l'Environnement (27 juin 1994) et du Travail (4 juillet 1994) conformément aux prescriptions de la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

L'aménagement final de la décharge de la S.A. Continental Alloys à Dommeldange a été couvert par l'autorisation n°1/02/0228 du 22 mars 2005. Cette autorisation couvrait l'aménagement définitif de la décharge et l'utilisation de déblais provenant des halls de Continental Alloys S.A. pour la stabilisation des boues rouges entreposées sur le site de la décharge.

Toutefois, après transfert des scories à faible rayonnement radioactif naturel vers le dépôt définitif de Mondercange, il subsistait le risque que des résidus de ces scories soient demeurés éparpillés sur la décharge CASA à Dommeldange. Dans le cadre de l'aménagement définitif de cette décharge, le Ministre de la Santé avait autorisé le 5 avril 2005 la gestion de ces résidus.

Ad 2)

Un système de rigoles et de drainage capte l'ensemble des eaux superficielles (eaux pluviales, eaux de source, etc.) et souterraines (eaux de drainages) qui ne passent pas par le corps de la décharge, et qui dès lors n'entrent pas en contact avec les déchets déposés. Ces eaux non contaminées sont rejetées directement dans le cours d'eau de l'Alzette.

Les eaux en provenance de l'intérieur du corps de la décharge, ainsi que toutes les eaux polluées ou entrées en contact avec des déchets, sont recueillies dans le réservoir se situant au pied de la décharge.

Les eaux recueillies dans ce réservoir sont ensuite acheminées par un transporteur agréé vers la station de traitement des eaux de percolation existante se situant sur le site de l'ancienne usine CASA pour y être traitées. Le traitement doit assurer le respect des valeurs limites «oEL» avant évacuation des eaux dans l'effluent.

L'arrêté ministériel 1/02/0228 du 22 mars 2005 exige à la condition 9) du chapitre IV) C) qu'au plus tard cinq ans après l'achèvement des travaux d'assainissement de la décharge, une étude d'évaluation des charges polluantes se basant sur les résultats d'analyses effectuées doit être présentée, ceci en vue de la réévaluation des normes de rejet dans la canalisation et des paramètres de surveillance.

Une étude d'évaluation proprement dite n'a pas été réalisée. Cependant, un dossier de demande pour l'aménagement et l'exploitation d'une nouvelle station de traitement des eaux de percolation a été introduit le 29 mars 2011. En date du 25 janvier 2013 le dossier a été considéré comme étant complet et a été transmis à l'administration communale pour enquête publique. En date du 7 mars 2013, le dossier a été retourné à l'Administration de l'Environnement avec avis favorable de la commune et sans remarques de la part de la population.

Toutefois, suite à l'évolution technique, une modification du procédé de traitement tel que prévu est envisagée. L'Administration de l'Environnement est actuellement en attente du dossier de demande de modification.

Ad 3)

L'Administration de l'Environnement n'est pas au courant d'incidents lors de l'évacuation des eaux de percolation.

Ad 4)

Il résulte des informations dont dispose l'Administration de l'Environnement que les valeurs «oEL» sont dépassées pour certains paramètres lors de l'évacuation des effluents de l'installation de traitement des eaux de percolation. Il s'agit notamment des sulfates, des nitrates et du molybdène.

Il faut rappeler que l'installation de traitement des eaux de percolation est encore l'ancienne installation qui existait au moment du fonctionnement de l'usine et que son dimensionnement a été fait pour les besoins de l'usine et non pas pour ceux du traitement des eaux de la décharge. Cet état des choses est à l'origine du dossier de demande susmentionné visant à ériger une nouvelle installation de traitement adaptée aux besoins actuels.

Ad 5)

Pendant les aménagements de la décharge CASA de Dommeldange au premier semestre 2006, la division de la radioprotection veillait au bon déroulement des opérations du point de vue de la radioprotection de la population et

des travailleurs. Notamment le personnel effectuant les travaux était porteur durant son travail d'un dosimètre mis à disposition par la division de la radioprotection. Les agents de la division de la radioprotection ont également effectué des mesures radiologiques avant, pendant et après la finalisation des travaux. En l'occurrence, une cartographie radiologique détaillée avait été établie en novembre 2003 sur 84 points. Des inspections ont été réalisées en mars 2006 et en mars 2007, donc après le recouvrement d'une couche d'argile et de terre arable.

Concernant le site de Mondercange, la division de la radioprotection a réalisé en juillet 2003 un état des lieux exhaustif de la situation radiologique comprenant 44 points de mesure individuels. Depuis, la division de la radioprotection a réalisé des inspections visuelles, comprenant des mesures ponctuelles à des intervalles irréguliers.

Ad 6)

Les inspections réalisées sur les deux sites n'ont jamais donné lieu à des observations particulières. Le rayonnement mesuré ne dépasse pas le bruit de fond du rayonnement naturel. Les mesures réalisées après le glissement de terrain sur le site de Mondercange ont également confirmé ce même constat.

Sur base des études préalables réalisées dans le cadre de la procédure d'autorisation et en tenant compte et des différentes mesures prises par la division de la radioprotection et du fait qu'aucun changement des résultats n'a été constaté dans le temps, l'on peut ainsi conclure que le confinement des matières radioactives est assuré. Dans ces conditions, un risque radiologique pour la population et pour l'environnement peut en effet être exclu.

Question 0227 (18.4.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **conséquences de l'arrêt «Digital Rights Ireland» de la Cour de justice de l'Union européenne:**

L'arrêt «Digital Rights Ireland» rendu dans les affaires jointes C-293/12 et C-594/12 de la Cour de justice de l'Union européenne le 8 avril 2014 a invalidé la directive 2006/24/CE sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications.

La CJUE a notamment jugé dans cet arrêt que «(…) la directive 2006/24 ne prévoit pas de règles claires et précises régissant la portée de l'ingérence dans les droits fondamentaux consacrés aux articles 7 et 8 de la Charte. Force est donc de constater que cette directive comporte une ingérence dans ces droits fondamentaux d'une vaste ampleur et d'une gravité particulière dans l'ordre juridique de l'Union sans qu'une telle ingérence soit précisément encadrée par des dispositions permettant de garantir qu'elle est effectivement limitée au strict nécessaire».

Par son arrêt, la CJUE a donc invalidé le texte européen sur base duquel avait été adoptée la loi du 24 juillet 2010 modifiant notamment la loi du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques.

Le Ministre de la Justice a déclaré dans un communiqué le 8 avril 2014 que: «Afin de pouvoir décider de la validité de notre loi par rapport aux exigences de la CJUE, un examen détaillé de l'arrêt et de ses conséquences sur notre législation nationale est actuellement en cours, impliquant l'ensemble des acteurs concernés par le sujet.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Le Ministre de la Justice compte-t-il également faire examiner les conséquences de la rétroactivité de l'invalidation de la directive 2006/24/CE au jour de son adoption?

2. Quel sort sera réservé aux traitements de données effectués au Luxembourg sous l'empire de la loi du 30 mai 2005 telle qu'elle a été modifiée par la loi du 24 juillet 2010? Quelles conséquences juridiques, notamment en termes de responsabilité pour l'État, sont à attendre?

3. Qu'en est-il de l'utilisation de ces informations dans le cadre de procédures judiciaires en cours ou déjà clôturées?

Q84

Réponse commune (18.6.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias:*

L'honorable Député s'enquiert des conséquences susceptibles de découler au niveau national de l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne («CJUE») en date du 8 avril 2014, dit «Digital Rights» (affaires jointes C-293/12 et C-594/12), par lequel la Cour a invalidé la directive 2006/24/CE du 15 mars 2006 relative à la conservation de données à caractère personnel à des fins de prévention, de recherche, de détection et de poursuite des infractions graves.

Les consultations annoncées dans le communiqué de Monsieur le Ministre de la Justice du 8 avril 2014 ont été entamées immédiatement, mais il va de soi que la complexité de la matière ainsi que les conséquences potentielles importantes de cet arrêt sur notre législation nationale ne permettent pas de tirer des conclusions définitives dans le laps de temps imparti pour répondre à la question parlementaire de l'honorable Député.

Toutefois, deux constats s'imposent dès à présent:

- D'une part, la loi par laquelle la directive 2006/24 a été transposée en droit luxembourgeois, à savoir la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle, a une existence propre et distincte par rapport à la directive transposée et invalidée par la Cour, de sorte qu'elle continue à s'appliquer. Les consultations actuellement en cours ont cependant précisément pour objectif de vérifier si cette loi répond aux exigences posées par la CJUE et tirées de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui, elle, est également applicable au Luxembourg eu égard à son caractère de norme supranationale à respecter par le législateur et les juridictions nationaux.

- Toute modification éventuelle de la loi nationale concernée, et cela malgré son existence propre et indépendante par rapport à la directive invalidée, sera conditionnée par les initiatives éventuellement à prendre et les travaux menés au sein de l'Union européenne, dont notamment (i) la question de savoir si la Commission européenne prendra l'initiative de proposer une nouvelle directive en vue de remplacer la directive 2006/24 invalidée, et (ii) les négociations actuellement en cours en vue de l'adoption d'un règlement (régime général) et d'une directive (concernant les volets pénal et policier) en matière de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Dans ce contexte, il ne faut pas perdre de vue qu'une nouvelle loi adoptée au Luxembourg avant l'adoption d'une nouvelle directive respectivement de l'aboutissement des négociations susvisées relatives au règlement et/ou à la directive précités risque de rencontrer deux difficultés parfaitement contradictoires, alors qu'elle pourrait être considérée soit trop large, soit trop restrictive, ce qui ne manquerait pas de poser d'autres problèmes importants.

Pour le surplus, les questions de l'honorable Député appellent les observations suivantes:

1. La question de l'effet de l'invalidation de la directive 2006/24 ab initio, c.-à-d. rétroactivement à partir de son adoption en 2006, fait bien entendu partie intégrante des consultations et réflexions en cours. Dans ce contexte, il s'impose cependant de ne pas confondre, d'une part, l'invalidation rétroactive de la directe 2006/24 et, d'autre part, la rétroactivité ou non-rétroactivité d'une éventuelle modification de la loi précitée du 30 mai 2005 ayant transposé cette directive.

2. En principe, les traitements de données effectués sous l'empire d'une loi déterminée - et effectués conformément à cette loi - restent valables et légaux jusqu'à la modification ou l'abrogation de cette loi. Avant une modification ou une abrogation de cette loi, la validité d'un traitement de données spécifique ne saurait être considérée qu'au cas par cas et par une juridiction saisie dans un dossier déterminé. Par conséquent, il est à l'heure actuelle impossible de faire des pronostics en termes de responsabilité pour l'État alors que l'issue d'une telle procédure dépend des initiatives éventuelles des parties au procès et des différents éléments et circonstances de chaque cas d'espèce.

3. Tel qu'il a été indiqué ci-dessus, la loi précitée du 30 mai 2005 a une existence juridique propre et distincte par rapport à la directive 2006/24 invalidée par la CJUE et continue à exister dans l'ordonnancement juridique luxembourgeois même après l'invalidation de la directive en raison de laquelle la loi nationale a été adoptée. De façon générale, il en découle que les informations de communication concernées ont été traitées légalement dans le cadre d'une procédure judiciaire, alors que ce traitement a reposé, et repose actuellement encore, sur une base juridique valable. Pour le surplus, il appartient aux parties d'une procédure judiciaire d'apprécier si elles entendent faire usage des moyens et recours prévus par la loi.

Question 0247 (30.4.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **démolition du 2e hangar de l'entreprise Paul Wurth dans la rue de l'Aciérie:**

Il me revient que des travaux de démolition du 2e hangar (hall 2) de l'entreprise Paul Wurth dans la rue de l'Aciérie auraient débuté. Il s'agit dans le cas de cet immeuble d'un bel exemple d'architecture industrielle dans le quartier de la Gare/Hollerich, qu'il serait intéressant de préserver et d'affecter le cas échéant à un autre usage.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Est-ce que Madame la Ministre est informée de la destruction de ce hangar?

2. Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis que ce hangar, qui fait partie d'un ensemble industriel remarquable, mériterait d'être classé?

Réponse (18.6.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Ad 1)

Le Service des Sites et Monuments Nationaux a été informé de la destruction du hall 2.

Ad 2)

En mai 2012, la Commission des Sites et Monuments Nationaux a été saisie d'une demande de classement en vue de la protection de l'ancien bâtiment de direction et des halls 1 et 2 de la société Paul Wurth sis rue de l'Aciérie à Hollerich. En vertu de l'intérêt historique, architectural, industriel et esthétique de ces halls et immeubles, un classement fut retenu.

Alors que l'ancien bâtiment de direction et le hall 1 se trouvent dans un bon état général, il n'en était pas de même du hall 2.

En effet, une pollution importante du sol et de la substance bâtie avait été constatée. Des sondages réalisés avaient démontré l'existence d'hydrocarbures jusqu'à une profondeur de quatre mètres. La peinture anticorrosion de la structure rivetée était contaminée. Aussi, un sablage s'avérera peu efficace.

De surcroît, en raison de l'absence d'une séparation bâtie entre les halls 2 et 3, le premier se voyait dépourvu de pignon en cas de démolition du hall 3.

Enfin, des parties de la façade du hall 2 (quatre baies du côté ouest donnant sur la rue de l'Aciérie) s'étaient déjà effondrées et étaient recouvertes d'un bardage provisoire. L'humidité ascendante dans les murs avait provoqué une décomposition progressive de la pierre naturelle.

En raison des contraintes environnementales et statiques énumérées ci-dessus, une sauvegarde seule de la façade principale du hall 2 s'avéra techniquement ainsi qu'économiquement non raisonnable.

Au vu de ces constats et analyses, une procédure de classement national ne fut entamée en avril 2013 que pour le seul hall 1 ainsi que pour l'ancien bâtiment de direction du site des «Anciennes Aciéries de Hollerich».

Question 0256 (3.5.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **accouchements dans les maternités luxembourgeoises:**

Mengen Informatiounen no komme vill Mammen aus der Groussregioun op Lëtzebuerg, fir hire Puppelchen an enger vun eise Maternitéen op d'Welt ze setzen. Dëst kéint mat Amenter d'Capacitéiten an eise Maternitéen iwwerfuerderen, an hätt esou och Konsequenze fir Familljen, déi zu Lëtzebuerg wunnen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1) Wéi vill Accouchementer ginn zu Lëtzebuerg praktizéiert, wou d'Mamm an der Groussregioun respektiv am Ausland wunnt? Wéi huet dës Zuel zënter 2010 evoluéiert?

2) Aus wéi engen Ursaache komme Mammen aus dem Ausland, a besonnesch aus der Groussregioun, op Lëtzebuerg, fir ze accouchéieren?

3) Wéi vill Puppelcher kënnen zu Lëtzebuerg zu engem gewëssenen Zäitpunkt betreit ginn, a wéi oft gëtt dës Spëtzecapacitéit erreecht?

4) Ass et scho virkomm, datt eng Mamm, déi zu Lëtzebuerg wunnt, an d'Ausland huet missen iwwerwise ginn, well an de Lëtzebuerger Maternitéë keng fräi Capacitéite méi bestanen hunn?

5) Misst net garantéiert sinn, datt ëmmer Plaze fräi sinn, fir schwiereg oder/an dringend Fäll opzehuelen?

Réponse (12.6.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1)

Ob Basis vun den Donnéeë vun der Gesondheetskeess vum 19. Mee 2014, huet d'Zuel vun den Accouchementer zu Lëtzebuerg vu Fraen, déi net am Grand-Duché wunnen, sech zënter 2010 wéi follegt entwéckelt:

Joer	Kategorie vu Patientinnen, déi net zu Lëtzebuerg wunnen	Zuel vu Patientinnen
2010	Grenzgängerinnen	437
	Netgrenzgängerinnen	52
2011	Grenzgängerinnen	458
	Netgrenzgängerinnen	50
2012	Grenzgängerinnen	439
	Netgrenzgängerinnen	41
2013	Grenzgängerinnen	463
	Netgrenzgängerinnen	26
2014	Grenzgängerinnen	67
	Netgrenzgängerinnen	3

Hei sinn déi Accouchementer considéréiert ginn (d'Akten 6A11, 6A12, 6A13, 6A21, 6A22 oder 6A13, ofhängeg vun der Zuel vun de Kanner respektiv der Auer/dem Dag), déi zu Lëtzebuerg stattfonnt hunn a rembourséiert gi sinn.

D'Grenzgängerinne sinn déi Fraen, déi net am Grand-Duché wunnen an zur iwwert de Lëtzebuerger Krankekeesesystem ofgesécherter Populatioun gehéieren.

Ad 2)

Et kann een dovunner ausgoen, dass d'Fraen aus der Groussregioun haaptsächlech aus Prakteschkeetsgrënn op Lëtzebuerg kommen, fir ze accouchéieren. Aus Grënn vun Accessibilitéit vun de Medeziner zitt eng schwanger Fra et wahrscheinlech vir, de Suivi vun hirer Schwangerschaft engem Dokter unzevertrauen, dée seng Praxis no bei hirer Aarbechtsplaz huet, an dann accouchéiert se och an enger Lëtzebuerger Maternité.

Zugläich geet aus der Carte sanitaire vun 2012 ervir, dass d'Augmentatioun vun der Zuel vu Grenzgängerinnen, déi zu Lëtzebuerg accouchéieren, direkt domadder ze dinn huet, dass an den Nopeschlänner Maternitéen zougemaach gi sinn.

Ad 3) - 5)

Am Service national de soins intensifs néonataux (an der Kannerklinik vum Centre Hospitalier de Luxembourg) sti 14 Plazen zur Verfügung; et ass awer net rar, dass bis zu 17 bis 18 Neigebuerten do en charge geholl ginn, well d'Gegebenheeten dat erlaben. Am Kierchbiergspidol si siwe Plaze fir Kanner, déi eng Surveillance intensive brauchen, ouni dass eng intensiv Behandlung néideg ass.

De Ministère vun der Santé ass amgaang, genau Statistiken iwwert d'Beleeung ze kréien; si stinn awer zum Zäitpunkt, wou dës Fro muss beäntwert ginn, leider nach net zur Verfügung.

D'Besoine schwanken am Laf vun der Zäit, soudass et virkënnt, dass eng Mamm an d'Ausland fir d'Accouchement iwwerwise muss ginn, wa keng Plaz am Service national de soins intensifs néonataux fräi ass.

Question 0258 (6.5.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **participations communales à l'amortissement des investissements contractés par les syndicats de communes:**

La participation à l'amortissement des investissements et emprunts contractés par les syndicats communaux appartient aux dépenses or-

dinaires des communes. Toutefois, en des temps où les coupures de budget sont à l'ordre du jour, et cela notamment au niveau communal, il convient d'utiliser à bon escient le peu de moyens disponibles et de s'interroger sur la nécessité de ces charges pour les communes n'ayant pas d'utilité directe.

- Dans ce contexte, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de l'Intérieur s'il estime que ces obligations pour les communes sont utiles ou s'il y a des solutions plus flexibles dans l'intérêt des communes et plus adaptées à la réalité économique des syndicats de communes.

Réponse (11.6.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député Léon Gloden au sujet de la participation des communes à l'amortissement des investissements et emprunts contractés par les syndicats de communes, il y a lieu de préciser que tous les syndicats de communes produisant des biens et/ou prestant des services dans le cadre des activités leurs confiées en matière d'approvisionnement en eau potable, d'évacuation des eaux usées ou d'élimination des déchets, ainsi qu'éventuellement en d'autres matières similaires, réglées par des lois ou des directives européennes exigeant une facturation au prix de revient qui comporte aussi bien l'usure (fonds d'amortissement) que le renchérissement dans le temps (fonds de renouvellement) des biens et équipements, sont obligés d'intégrer les dotations y relatives (charges) dans les participations à demander à leurs communes membres.

De plus, tous les syndicats de communes qui tiennent une comptabilité selon les principes de la comptabilité générale dite comptabilité commerciale sont tenus de procéder à l'amortissement des biens actifs amortissables leur évitant par ailleurs de revendiquer auprès des communes membres un financement des grosses réparations par le biais d'une demande d'apport en capital. Au cas où ces revendications dépassaient de 20% les engagements en capital des communes membres il faudra alors même passer par une modification des statuts par délibération concordante pour garantir le financement des grosses réparations et la pérennité du syndicat.

En ce qui concerne la participation des communes à l'amortissement financier des emprunts contractés par un syndicat de communes tel que défini à l'article 23 de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes, il faut préciser que dans la mesure où un syndicat de communes fait appel à des capitaux pour financer des investissements nouveaux ou de remplacement, chaque commune a la liberté de fournir immédiatement soit l'intégralité du capital demandé, soit au moins 35%. Si donc le syndicat n'obtient pas l'intégralité du capital demandé, dont il a besoin pour investir, il doit préfinancer par la voie d'un emprunt le capital non libéré par les différentes communes tout en leur demandant de libérer progressivement les moyens financiers au courant des exercices à venir. Il est évident que ces moyens financiers servent au remboursement de l'emprunt contracté antérieurement pour le compte de la commune.

Les intérêts débiteurs résultant du préfinancement par la banque du capital demandé, mais non libéré, sont intégralement à charge des communes concernées, comme si la commune avait elle-même contracté l'emprunt.

Nonobstant ces développements, je suis cependant ouvert à toute discussion en vue d'une plus grande flexibilité, nécessitant le cas échéant, une modification du cadre légal.

Question 0260 (7.5.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **taxe sur les transactions financières (TTF):**

Lors du Conseil des Ministres des Finances du 6 mai 2014, les Ministres des Finances de dix pays européens ont corroboré leur intention d'implémenter la TTF sur leur territoire, tout en précisant vouloir limiter dans une première phase son application sur un nombre limité d'instruments financiers.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Eu égard aux derniers développements en la matière, le Ministre des Finances peut-il m'indiquer si le Gouvernement luxembourgeois reste opposé à la TTF ou si le Luxembourg compte rejoindre le groupe des pays participant à ladite coopération renforcée?

- Alors que la Commission européenne est en train de mener une analyse approfondie sur les effets extraterritoriaux de la TTF, le Ministre des Finances peut-il m'indiquer s'il dispose d'études sur l'implication de l'introduction de la TTF sur le secteur financier luxembourgeois? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces études?

- Le Ministre partage-t-il les critiques de l'ALFI quant à la mise en place de la TTF?

- Le Ministre britannique, George Osborne, aurait indiqué hier le lancement d'un nouveau recours contre la mise en place de la TTF. Si tel était le cas, le Gouvernement luxembourgeois n'estime-t-il pas opportun de s'adjoindre à ce recours?

Réponse (6.6.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En ce qui concerne la première question de l'honorable Député, il y a lieu de relever que la position du Gouvernement luxembourgeois n'a pas changé quant à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières.

À ce stade, le Gouvernement n'a pas lancé d'étude spécifique pour déterminer l'impact de l'introduction dans le cadre de la coopération renforcée de la taxe sur les transactions financières dans les onze États membres participant, étant donné que le champ d'application de la future taxe n'a pas encore été définitivement fixé et que la déclaration faite par dix de ces onze États membres lors du dernier Conseil ECOFIN début mai est restée très vague à ce sujet comme sur d'autres points essentiels.

Pour ce qui a trait à la troisième question, il convient de signaler que le Gouvernement partage l'avis de l'ALFI qu'une mise en place non coordonnée sur un plan mondial d'une taxe sur les transactions financières aura des effets nuisibles pour le marché européen des fonds d'investissement et pour la place financière luxembourgeoise où l'industrie des fonds d'investissement joue un rôle primordial.

En ce qui concerne un éventuel nouveau recours du Gouvernement britannique contre la mise en place de la taxe sur les transactions financières, le Gouvernement luxembourgeois jugera le moment venu de l'opportunité de se joindre ou non à un tel recours.

Question 0261 (7.5.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accord de coopération conclu entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn:**

D'après des informations relayées par voie de presse, l'aéroport de Zhengzhou signerait vendredi prochain un accord de coopération avec l'Aéroport de Francfort-Hahn. Cet accord servirait à la distribution, à travers l'Europe, de fret en provenance de Chine. Cet accord de coopération ne serait par ailleurs que le début, puisque d'autres accords avec la Russie et les États-Unis suivraient.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Le Ministre peut-il m'indiquer si dans le cadre de l'entrée en capital de HNCA dans Cargolux, l'accord de coopération entre Zhengzhou et Francfort-Hahn a été évoqué? Le Ministre a-t-il autrement été mis au courant d'un tel accord?

2. Cet accord de coopération aura-t-il des conséquences sur l'accès privilégié de Cargolux à l'Aéroport de Zhengzhou? Le Ministre estime-t-il que cet accord aura des répercussions sur le développement de la distribution du fret en provenance de Chine par Cargolux?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Laurent Mosar, concerne l'accord de coopération signé entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Hahn et les conséquences pour Cargolux et l'Aéroport de Luxembourg.

1. Dans le cadre de l'entrée en capital de HNCA dans Cargolux un tel accord de coopération n'a pas été évoqué et Monsieur le Ministre n'a pas autrement été mis au courant.

2. Étant donné que l'actionnaire entrant dans le capital de Cargolux se trouve être HNCA et non l'Aéroport de Zhengzhou, Cargolux ne dispose pas d'un accès privilégié à cet aéroport et il n'y a aucune incidence sur l'accord commercial avec l'investisseur chinois. N'étant pas une des parties signataires de l'accord de coopération conclu entre les aéroports de Zhengzhou et de Francfort-Hahn, le Gouvernement ne dispose pas d'informations supplémentaires concernant son contenu que celles disponibles dans la presse ou sur Internet. D'après les informations actuellement disponibles, le Gouvernement estime qu'il n'a pas de répercussions directes sur Cargolux et sur le secteur logistique luxembourgeois.

Question 0262 (7.5.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **publicité des vacances de postes dans les communes:**

Le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux dispose que:

«Avant d'être pourvue d'un titulaire, toute vacance de poste doit obligatoirement être portée à la connaissance des intéressés par la voie appropriée. Il y a lieu de préciser à chaque fois si la vacance de poste doit être pourvue par voie de recrutement externe ou par voie de recrutement interne.»

Selon mes informations, les administrations communales interprètent de manière divergente la notion de «voie appropriée».

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre entend-il reformuler le paragraphe 2 l'article 2 de la loi en question afin de clarifier la notion de «voie appropriée»?

- Monsieur le Ministre compte-t-il miser davantage sur les nouvelles technologies, éventuellement un site Internet, pour faire connaître au grand public les postes vacants auprès des administrations communales?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il rendre les administrations communales attentives à utiliser plusieurs moyens de communication?

Réponse (3.6.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La publication des postes vacants des fonctionnaires communaux relève de la compétence du collège des bourgmestre et échevins en tant qu'organe exécutif d'une commune. La matière en question est réglée par l'article 2, paragraphe 2 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, qui prévoit que toute vacance de poste doit être portée à la connaissance des intéressés par la voie appropriée. La disposition visée confie au collège des bourgmestre et échevins le choix du moyen de publication approprié, étant évident que celui-ci doit permettre à l'autorité communale de s'adresser en cas d'un recrutement externe à des candidats externes à l'administration intéressée et remplissant les conditions légales ou réglementaires prévues pour l'accès au poste vacant et que la publication en question doit comporter un délai raisonnable. Dans la mesure où la loi n'impose pas un moyen précis de publication aux autorités communales, il découle de l'essence même de la disposition légale visée que les autorités communales ont au choix différents moyens de publication en fonction du profil du poste à occuper et de la population cible visée.

Dans la pratique, les administrations communales procèdent à la publication des emplois vacants soit dans la presse indigène, soit sur des sites Internet, soit par voie d'affiche, les différents moyens de publication étant souvent utilisés cumulativement.

Le Ministère de l'Intérieur n'a connaissance ni d'éventuelles contestations ni de recours contentieux émanant de candidats intéressés suite à une publication de poste par une entité communale, de sorte qu'il n'existe à l'heure actuelle aucune raison justifiant une modification de la disposition légale prémentionnée, modification qui serait de nature à réduire la flexibilité accordée actuellement aux autorités communales compétentes.

En ce qui concerne l'installation d'un site Internet regroupant tous les postes vacants au sein du secteur communal, invoquée par Monsieur le Député Gilles Baum, il y a lieu de constater que dans la mesure où la publication des postes visés relève de la compétence exclusive des autorités communales, une telle initiative, aussi intéressante qu'elle puisse être, ne saurait être prise par le Gouvernement, qui n'a pas de compétence en la matière.

Étant donné qu'il s'avère que dans la pratique les communes appliquent à l'heure actuelle en général plusieurs moyens de publication cumulativement et que le nombre important de candidats aux emplois communaux, constaté au niveau des examens d'admissibilité, témoigne d'une bonne efficacité des mesures de publication opérées par les communes, le Ministre de l'Intérieur estime qu'il n'y a pas lieu d'inciter les autorités communales à prendre des mesures renforcées en la matière.

Question 0263 (7.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**accord de coopération conclu entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn:**

Suivant des articles de presse («Tageblatt online» et «L'essentiel online» du 6 mai 2014), un accord de coopération a été signé entre l'Aéroport de Hahn et celui de Zhengzhou.

J'aimerais rappeler qu'un accord commercial fut également signé en date du 14 janvier 2014 entre Cargolux et HNCA («Henan Civil Aviation Development and Investment Co., Ltd») et que, par un acte de vente signé en date du 23 avril 2014 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la société HNCA, l'État luxembourgeois a vendu à la société HNCA 35% des actions de Cargolux, détenues par l'État luxembourgeois.

L'accord commercial signé entre Cargolux et HNCA prévoit quatre vols par semaine entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Luxembourg. Il est prévu d'étendre cette coopération et de garantir sept vols par semaine. Sachant qu'un Boeing 747-800F de Cargolux pourra charger 140 tonnes de marchandises, le volume à transporter variera entre 58.000 t/an et 101.900 t/an. Suite à l'accord de coopération signé entre l'Aéroport de Hahn et celui de Zhengzhou, ce tonnage, transporté par des avions mis à disposition par Cargolux, risque de ne plus transiter via l'Aéroport de Luxembourg, qui risque une perte pouvant aller jusqu'à 11-15% du volume actuel (673.500 t en 2013).

Dans ce contexte, j'aimerais obtenir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que les partenaires ou autorités chinoises respectivement vos experts en la matière vous avaient informé de l'intention de signer un tel accord de coopération entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Hahn?

2. Que prévoit cet accord?

3. Est-il prévu que des vols Cargolux soient opérés entre Zhengzhou et Hahn, au détriment de l'Aéroport de Luxembourg?

4. Quelles répercussions l'accord conclu entre les aéroports de Zhengzhou et Hahn pourrait-il avoir sur le Cargo Center de Luxembourg et sur le secteur logistique en général?

5. Pourquoi un tel accord n'a-t-il pas été conclu entre l'Aéroport de Luxembourg et celui de Zhengzhou, tout en sachant que l'accord commercial signé entre HNCA et Cargolux prévoit explicitement une stratégie «dual hub» qui définit les Aéroports de Luxembourg et de Zhengzhou comme aéroports-clés?

6. Est-il vrai que Cargolux ne dispose toujours pas des droits d'atterrissage pour pouvoir desservir l'Aéroport de Zhengzhou à partir du 29 mai 2014? Dans l'affirmative, quelle est la date prévue pour commencer les vols de fret prévus entre les aéroports de Luxembourg et Zhengzhou?

7. Tous ces tracas et tiraillements ne risquent-ils pas de nuire durablement aux intérêts et à l'image de la société Cargolux, de l'Aéroport de Luxemburg et du pays en général?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Justin Turpel, concerne l'accord de coopération signé entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Hahn et les conséquences pour Cargolux et l'Aéroport de Luxembourg.

1. Monsieur le Ministre n'a pas été informé au préalable d'une telle intention.

2. N'étant pas une des parties signataires de cet accord, le Gouvernement ne dispose pas d'informations supplémentaires concernant son contenu que celles disponibles dans la presse ou sur Internet.

3. Non.

4. D'après les informations actuellement disponibles en ce qui concerne le contenu de cet accord, le Gouvernement estime qu'il n'a pas de répercussions sur le Cargo Center de Luxembourg et sur le secteur logistique en général.

5. Au vu de l'accord commercial signé entre HNCA et Cargolux, il semble difficilement concevable de voir une quelconque valeur ajoutée dans la conclusion d'un tel accord.

6. En matière de droits de trafic, Monsieur le Ministre renvoie à la réponse à la question parlementaire n°0236 de l'honorable Député, Monsieur Marc Spautz *(voir ci-dessus)*. En ce qui concerne la date prévue pour commencer les vols de fret entre les aéroports de Luxembourg et de Zhengzhou, il appartient à la société Cargolux de la communiquer.

7. La simple communication et la signature d'une déclaration d'intention de coopération entre un aéroport concurrent de lux-Airport et CGO, n'ayant aucune répercussion directe sur notre aéroport, a provoqué une large couverture et de nombreux commentaires au Luxembourg. Je laisse à l'appréciation de l'honorable Député de juger en la matière.

Question 0264 (7.5.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **Convention d'Istanbul:**

La Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique («Convention d'Istanbul») a été adoptée par le Conseil de l'Europe le 11 mai 2011 à Istanbul, soit presque trois ans en arrière.

Il s'agit d'un document permettant la pénalisation de la violence faite contre les femmes et la violence domestique, qui ne relèveront plus de la sphère privée. Rappelons que près d'un quart des femmes ont subi au moins une fois dans leur vie une forme de violence physique et que plus de 10% ont été victimes de violences sexuelles.

Jusqu'à présent, sur les 34 pays signataires de la Convention d'Istanbul, onze ont procédé à la ratification, phase nécessaire pour sa mise en vigueur dans l'État respectif. Le traité a été signé par le Grand-Duché le 20 septembre 2012. Afin d'être transposée en droit luxembourgeois, la Convention devra donc encore être ratifiée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Monsieur le Ministre entend-il procéder à la ratification de la Convention d'Istanbul, signée par le Luxembourg le 20 septembre 2012?

2. Dans l'affirmative, quand est-ce que le Ministre envisage-t-il de déposer un projet de loi auprès de la Chambre des Députés?

Réponse (30.5.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

1. La procédure de ratification a été relancée par les services du Ministère des Affaires étrangères le 24 avril 2014.

2. Le projet de loi sera déposé pour approbation à la Chambre des Députés dès réception de l'exposé des motifs qui est en élaboration par le Ministère de l'Égalité des chances en coopération avec le Ministère de la Justice.

Question 0267 (8.5.2014) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **sécurité des centrales nucléaires belges «Doel 3» et «Tihange 2»:**

En août 2012, plusieurs milliers de microfissures étaient découvertes dans la paroi de la cuve des réacteurs de Tihange 2 et Doel 3. Vu que la cuve d'un réacteur doit confiner la radioactivité et qu'elle est soumise à des pressions et des températures élevées, son intégrité est donc fondamentale pour la sécurité de toute installation nucléaire.

Bien qu'une majorité des experts consultés estimait qu'il s'agissait «vraisemblablement» d'un défaut de construction passé inaperçu depuis la mise en service en 1983, d'autres experts n'excluaient pas la possibilité que ces fissures soient liées au fonctionnement et poseraient donc un risque encore plus grave. L'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) avait notamment jugé que «les informations et analyses disponibles ne permettraient en tout cas pas le redémarrage des réacteurs en France», point de vue également partagé par la Commission allemande pour la sûreté nucléaire. L'ASN pointait surtout le nombre de microfissures, leur densité, leur proximité et donc la possibilité qu'elles interagissent.

Or, malgré ces doutes, le Gouvernement belge avalisa en mai 2013, à peine trois jours après une visite de travail au Luxembourg où la sécurité nucléaire et notamment Tihange furent un sujet, le redémarrage des réacteurs Tihange 2 et Doel 3.

Plus tard, la Ministre de l'Intérieur belge affirma en commission parlementaire belge que «L'analyse s'est terminée sur la base d'un rapport de l'AFCN on ne peut plus détaillé et dans lequel aucun aspect n'a été omis - qu'il s'agisse de l'examen des échantillons, de l'échelle des tests, etc.» Mais vu que le 25 mars 2014, l'opérateur du parc nucléaire belge, la société Electrabel, devait de nouveau arrêter les deux réacteurs en catastrophe, nous devons désormais mettre fortement en doute cette justification.

Electrabel expliqua l'arrêt comme suit: «Par mesure de précaution, Electrabel a décidé d'anticiper les arrêts programmés des deux réacteurs dès aujourd'hui, dans l'attente de résultats complémentaires. (…) Sur l'ensemble des tests réalisés, l'un d'entre eux portant sur la résistance mécanique d'un échantillon analogue à la composition de cuves concernées ne donne pas de résultats conformes aux attentes des experts». On peut donc en déduire que les autorités belges n'ont pas suffisamment respecté ni le principe de précaution, ni celui de la minimisation du risque nucléaire en autorisant en mai 2013 un redémarrage en l'absence d'informations définitives.

La sécurité maximale des installations nucléaires est non seulement essentielle pour les 840.000 personnes qui habitent dans un rayon de 30 km autour de Tihange, respectivement 1,5 millions autour de Doel, mais aussi pour le Luxembourg qui se situe à environ 63 km de Tihange.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Mesdames et Monsieur les Ministres:

1. L'ancien Gouvernement a signé en mai 2013, lors de la visite de travail susmentionnée, un accord belgo-luxembourgeois sur l'échange d'informations dans le domaine nucléaire. Est-ce que cet accord est déjà opérationnel?

2. Est-ce que les autorités belges ont communiqué des informations détaillées sur les causes du nouvel arrêt des deux réacteurs?

3. Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux défauts découverts dans les cuves des réacteurs Tihange 2 et Doel 3, par rapport aux nouveaux arrêts et par rapport à un éventuel redémarrage? Est-ce qu'il ne faudrait pas arrêter ces réacteurs tant que l'ensemble des questions relatives à la sûreté des cuves n'aient pas trouvé de réponses concrètes, voire les arrêter définitivement vu l'impossibilité de remplacer une cuve de réacteur défectueuse?

4. Est-ce que le Gouvernement a déjà communiqué sa position au Gouvernement belge?

5. Le Premier Ministre Di Rupo a signé début mars une convention confidentielle avec la société GDF-Suez en vue de prolonger la durée de vie du réacteur Tihange 1 de dix ans. Est-ce que le Gouvernement a été informé de cette nouvelle étape visant à repousser la fermeture définitive du réacteur le plus vieux de Tihange à 2025, au lieu de 2015? Quelle est la position luxembourgeoise face à la prolongation de la durée de vie du parc nucléaire belge?

Réponse commune (6.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

1. Lors de la 7e réunion conjointe des gouvernements belge et luxembourgeois du 14 mai 2013 (réunion «Gäichel»), la Ministre de l'Intérieur Joëlle Milquet et le Ministre de la Santé Mars Di Bartolomeo, avaient signé un accord relatif à l'organisation de la coopération bilatérale en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection. L'accord prévoit la mise en place d'une commission belgo-luxembourgeoise qui traitera notamment des questions ayant trait à l'opération et à la sûreté de la centrale nucléaire de Tihange, à la surveillance de la radioactivité dans l'environnement et à l'examen de toute autre question d'intérêt commun liée à la sûreté nucléaire ou à la protection radiologique.

La première réunion de la commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection a eu lieu le 19 décembre 2013 à Bruxelles. Durant cette réunion, les délégations des deux pays ont échangé sur les récents développements ayant trait à l'exploitation de la centrale nucléaire de Tihange: le suivi des stress tests, la gestion du dossier des indications de défauts détectées sur la cuve du réacteur 2 et les exercices du plan d'urgence. La réunion a posé les bases pour un meilleur échange d'information bilatéral en matière de sécurité nucléaire.

2. Des agents de la division de la radioprotection luxembourgeoise ont participé le 26 mars 2014 à la réunion de la convention internationale sur la sureté nucléaire, à laquelle ont également participé des membres de l'agence fédérale du contrôle nucléaire belge (AFCN). C'est à ce moment que l'AFCN a fourni au service de la radioprotection luxembourgeois les informations disponibles au sujet de l'arrêt des deux réacteurs. Depuis cette réunion, des échanges directs ont continué, notamment en marge de réunions internationales. Au-delà de ces contacts directs, il faut mentionner que le site Internet de l'AFCN informe le public de façon assez détaillée.

3. Lors d'une inspection en septembre 2012, quelques milliers de défauts (d'un diamètre allant de 4 à 14 mm) ont été détectés dans la cuve du réacteur de Tihange 2. Le réacteur Doel 3 est dans la même situation. Suite à cette découverte, l'opérateur Electrabel a conduit des analyses intensives pour évaluer l'impact potentiel de ces anomalies. L'AFCN a invité des experts étrangers (notamment français et américains) à participer à ces analyses en se fondant sur des expériences similaires, pour tirer des conclusions responsables. De ces analyses a résulté qu'il est fort probable que ces anomalies existent depuis la date de fabrication: en effet, les tests réalisés ont mené à penser que les anomalies sont restées inchangées depuis le début des opérations.

Après environ 18 mois d'arrêt, l'AFCN a donné, en mai 2013, le feu vert pour le redémarrage provisoire des deux réacteurs concernés. Tout au long de ces démarches, les autorités belges ont été coopératives pour informer les pays voisins et notamment le Luxembourg de l'évolution de l'étude.

Le dossier contenait en effet de bonnes indications permettant de juger que le fonctionnement du réacteur ne présentait pas de risque. Or, tous les doutes n'ont pas complètement pu être levés. Parallèlement au redémarrage des réacteurs, des vérifications supplémentaires ont été demandées à Electrabel.

Parmi ces analyses supplémentaires figure l'étude des propriétés mécaniques d'un matériau irradié présentant des défauts. Fin mars, un test mené dans ce cadre par le centre belge de l'énergie nucléaire à Mol a révélé des résultats non conformes aux attentes des experts. Vu ces résultats et par mesure de précaution, Electrabel a tout de suite décidé d'arrêter les réacteurs de Doel 3 et Tihange 2. Des analyses complémentaires seront nécessaires pour pouvoir interpréter et évaluer ces résultats. Ces analyses sont actuellement en cours et dureront environ trois mois.

4. Lors de la réunion de la Commission administrative belgo-luxembourgeoise (CABL) du 20 mai 2014, le représentant du Gouvernement luxembourgeois a transmis les préoccupations du Luxembourg concernant la centrale de Tihange.

5. L'extinction graduelle de l'utilisation d'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité sur le territoire belge est réglée par la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité. Le scénario d'extinction prévu par cette loi part d'une durée d'exploitation des réacteurs nucléaires belges de quarante ans. Or, la loi contient dans son article 9[1] une clause qui prévoit qu'en cas de force majeure (comme insuffisance d'électricité), un simple arrêté royal peut prolonger la durée d'opération au-delà des 40 ans. Récemment, le 18 décembre 2013, la Belgique a en effet déployé ce mécanisme pour prolonger la durée d'exploitation de Tihange 1 jusqu'au 1er octobre 2025.

La loi du 18 décembre 2013, modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, précise le calendrier des fermetures définitives des réacteurs électronucléaires belges comme suit:

- Doel 1:	15 février 2015;
- Doel 2:	1er décembre 2015;
- Doel 3:	1er octobre 2022;
- Tihange 2:	1er février 2023;
- Doel 4:	1er juillet 2025;
- Tihange 3:	1er septembre 2025;
- Tihange 1:	1er octobre 2025.

[1] Art. 9. En cas de menace pour la sécurité d'approvisionnement en matière d'électricité, le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après avis de la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz, prendre les mesures nécessaires, sans préjudice des articles 3 à 7 de cette loi, sauf en cas de force majeure. Cet avis portera notamment sur l'incidence de l'évolution des prix de production sur la sécurité d'approvisionnement.

Si la loi prolonge la durée du permis d'exploitation de Tihange 1 de dix ans, elle confirme la désactivation de toutes les centrales nucléaires belges en 2025. En supprimant la possibilité contenue dans l'article 9 de la loi de 2003 de revoir le calendrier par simple arrêté royal, la loi modifiée du 18 décembre 2013 confirme et renforce la volonté belge de sortir définitivement du nucléaire.

La sortie définitive du nucléaire belge semble donc pour l'instant garantie pour la période législative en cours. Il est toutefois légitime de penser que l'approvisionnement en énergie restera une priorité pour le Gouvernement belge. Dans ce contexte, il faut tenir compte de du fait que le prolongement de Tihange 1 de dix ans compliquera la sortie du nucléaire dans la mesure où cinq réacteurs sont prévus de fermer entre 2022 et 2025. Sans réels efforts pour remplacer la production d'électricité nucléaire par d'autres technologies, les futurs gouvernements belges sont susceptibles de remettre en cause le calendrier de la sortie du nucléaire.

La centrale de Tihange se trouve à environ 65 km de la frontière luxembourgeoise avec un vent prédominant vers le Luxembourg. Tihange dispose de trois réacteurs du type «eau pressurisée» (comme Cattenom, mais légèrement plus faible en puissance) qui ont commencé à opérer en 1975, respectivement 1983 et 1985. Conscient de ces faits, le Gouvernement luxembourgeois a exprimé au Gouvernement belge sa préoccupation liée à Tihange et son souhait que la centrale ferme le plus tôt possible.

Compte tenu des considérations d'approvisionnement énergétique, il est important que le Gouvernement luxembourgeois maintienne la pression sur le Gouvernement belge pour que la sortie du nucléaire soit maintenue et, parallèlement, soutienne le pays voisin dans ses efforts pour développer des sources d'énergie renouvelables non nucléaires.

Question 0268 (8.5.2014) de **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**implantation d'un simulateur de chute libre au Luxembourg:**

Il ressort d'un commentaire diffusé sur «RTL Radio Lëtzebuerg» qu'une société américaine proposant l'installation au Grand-Duché d'un simulateur de chute libre chercherait à s'implanter à Luxembourg-ville, et plus précisément au Ban de Gasperich. Or, le Ministère lui aurait fait savoir via téléphone que sur le terrain projeté, il était prévu de construire un bassin de rétention. Une autre administration étatique aurait quant à elle indiqué à l'initiateur de ce projet qu'il était prévu d'y construire un stade de football.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quand la société a-t-elle officiellement formulé sa demande?

- Le Ministre peut-il confirmer ne pas avoir fourni de réponse écrite à la demande de la société susvisée? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Le Ministre peut-il m'indiquer si le terrain visé par la société a entre-temps été réservé à la construction du stade de football ou d'un bassin de rétention?

- Dans sa réponse à la question parlementaire n°0079 *(cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014),* Monsieur le Ministre de l'Économie avait fait savoir qu'il resterait disposé à continuer d'accompagner le projet, notamment dans la mise en contact avec les promoteurs immobiliers privés. Le Ministre peut-il m'indiquer si ces engagements ont eu des suites? Lesquelles?

Réponse (16.6.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En premier lieu, il importe de noter que le commentaire diffusé sur «RTL Radio Lëtzebuerg», auquel il est fait référence dans la question de l'honorable Député Claude Wiseler, ne reflétait pas de façon tout à fait objective, précise et chronologique les échanges qui ont eu lieu entre les administrations publiques et la société américaine SkyVenture. Le Minis-

tère de l'Économie a été contacté pour la première fois en février 2013 par la société SkyVenture concernant l'implantation d'un simulateur de chute libre au Luxembourg.

Dans la mesure où le projet ne s'est pas qualifié pour une implantation dans une des zones d'activités économiques gérées par le Ministère de l'Économie, le porteur du projet a été mis en relation avec le service «Domaines» du Ministère des Finances. Entre juillet et septembre 2013, SkyVenture a été en contact avec le Ministère des Finances au sujet de deux terrains domaniaux sis au Ban de Gasperich que le porteur du projet avait identifié lui-même comme emplacement préféré pour son projet. Le Ministère des Finances lui a communiqué par e-mail ainsi que par téléphone la non-disponibilité de ces deux terrains pour les raisons suivantes:

- le premier terrain était classé «zone agricole» (terrain 1);

- le deuxième terrain était réservé à la construction du boulevard de Kockelscheuer et d'un bassin de rétention (terrain 2).

À remarquer que SkyVenture n'a jamais introduit une demande écrite officielle auprès du Ministère des Finances concernant sa recherche de terrain pour le projet de simulateur de chute libre.

En mai 2014, ayant pris connaissance du projet de construction du nouveau stade de football à Kockelscheuer, SkyVenture a contacté cette fois-ci le Ministère du Développement durable et des Infrastructures pour s'informer à nouveau sur la disponibilité du terrain 2. En ligne avec les informations communiquées antérieurement à SkyVenture, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a confirmé l'utilisation du terrain en question pour les besoins propres de l'État.

En effet, la parcelle identifiée est destinée à accueillir les accès et une partie des parkings du nouveau stade, ainsi que les bâtiments et hangars du Service des sports de la ville de Luxembourg.

SkyVenture a toujours été informée clairement et de façon cohérente par les différentes administrations responsables, quant aux raisons de l'indisponibilité des terrains publics que la société avait identifiés elle-même pour l'implantation de son projet.

Il n'en reste pas moins que le projet du simulateur de chute libre a toujours été considéré comme un projet intéressant par le Ministre de l'Économie surtout du point de vue de son attractivité touristique, intérêt qu'il a manifesté à plusieurs occasions dans la presse et dans la réponse à la question parlementaire n°0079 de l'honorable Député Roy Reding.

Il reste finalement à relever que SkyVenture a également été en négociation avec des promoteurs immobiliers privés, négociations qui toutefois n'ont pas non plus mené aux résultats escomptés.

Question 0269 (9.5.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réunion de l'Association des Sénats d'Europe du 29 au 31 mai 2014 à Saint-Pétersbourg:**

Il me revient que la prochaine réunion de l'Association des Sénats d'Europe se déroulera à Saint-Pétersbourg en Russie entre le 29 et 31 mai 2014.

Au sein de cette association le Luxembourg est représenté par l'intermédiaire du Conseil d'État qui, au vu de son statut, est admis à titre d'observateur.

L'association a pour objectif le développement des relations entre ses membres, la promotion du bicamérisme dans le cadre de la démocratie parlementaire et le renforcement de l'identité et de la conscience européennes.

Il ne m'appartient nullement de vouloir mettre en cause le rôle qu'endosse le Conseil d'État dans cette association, qui œuvre à des objectifs et des contacts indispensables.

Or, il s'avère que la réunion est organisée par le Conseil de la Fédération de Russie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Est-il exact que le Conseil d'État du Grand-Duché de Luxembourg sera représenté à Saint-Pétersbourg lors de la réunion annuelle?

2. Dans l'affirmative, le Gouvernement ne partage-t-il pas l'opinion que justement en cette période de crise internationale, due à l'intervention des autorités russes en Ukraine, il y aurait lieu de renoncer à une participation à la réunion organisée précisément en Russie?

3. Si d'autres pays-hôtes renonçaient à la participation à la réunion en Russie, le Gouvernement n'estime-t-il pas que le Conseil d'État devrait suivre cette approche?

Réponse commune (16.5.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Monsieur le Député soulève un certain nombre de questions en relation avec la participation du Conseil d'État à une réunion de l'Association des Sénats d'Europe à Saint-Pétersbourg du 29 au 31 mai 2014.

Nous nous permettons tout d'abord de noter que le Conseil d'État décide librement de ses contacts au niveau international et qu'il n'appartient pas au Gouvernement de s'immiscer dans son fonctionnement.

Ceci dit, le Conseil d'État nous a fait savoir qu'il avait effectivement envisagé de participer à la réunion à Saint-Pétersbourg et que cette décision fut prise en étroite coordination et concertation avec les instances des pays Benelux qui sont représentées au sein de l'association.

Nous voudrions enfin informer Monsieur le Député qu'entre-temps la réunion de Saint-Pétersbourg a été reportée sine die.

Question 0270 (9.5.2014) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **prise en charge des enfants présentant de graves troubles du comportement:**

L'encadrement à moyen et long terme des enfants voire des adolescents présentant de graves troubles du comportement ne semble pas garanti au Luxembourg. Bien que nous disposions de différentes solutions passagères pour accueillir ces enfants et adolescents comme les différents services de pédopsychiatrie et de psychiatrie juvénile ou les centres d'accueil urgent pour enfants et adolescents en situation de crise psychosociale aiguë, une prise en charge durable à vocation psychologique, pédagogique et scolaire de ces enfants se révèle problématique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement pourrait-il nous informer avec quels pays le Luxembourg a conclu des conventions concernant le placement d'enfants et d'adolescents présentant de graves troubles du comportement et sur base de quels critères ces pays ont été retenus?

- Quels organismes intermédiaires nationaux ou étrangers sont impliqués dans la recherche d'un placement durable des enfants et adolescents présentant de graves troubles du comportement? Le Gouvernement pourrait-il nous informer sur les critères de sélection les concernant?

- Le Gouvernement pourrait-il également nous fournir de plus amples informations sur les critères de sélection s'appliquant aux centres d'accueil et aux familles d'accueil qui finalement accueillent les jeunes en question? Est-ce que ces derniers disposent d'un agrément? Si oui, qui est en charge du contrôle de cet agrément?

- Le Gouvernement dispose-t-il de données concernant les enfants et adolescents concernés chaque année par un tel placement (nombre par pays de placement, durée de placement, éventuellement troubles constatés, coût financier des placements à l'étranger)?

- Vu le nombre croissant des enfants et adolescents présentant des troubles du comportement, le Gouvernement ne voit-il pas la nécessité absolue de procéder à l'établissement en nombre suffisant de structures à caractère psychiatrique, pédagogique et scolaire au Luxembourg susceptibles de fournir un encadrement adéquat à ces enfants et jeunes présentant des troubles du comportement graves avec comme but ultime leur réintégration dans la société?

- Le Gouvernement dispose-t-il d'un plan d'action pour prévenir l'aggravation des troubles du comportement chez les enfants et les jeunes? Le Gouvernement ne juge-t-il pas opportun que le personnel en charge de ces enfants ait la possibilité de suivre des formations spécialisées en la matière et ce à échéance régulière pour pouvoir réagir de façon adéquate dans des situations de crise?

Réponse commune (11.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'étiologie des troubles graves du comportement varie selon les cas. Les origines peuvent être d'ordre médical, psychologique, éducatif et social, voire multifactorielles.

1) Il n'existe pas de conventions conclues avec d'autres pays concernant le placement d'enfants et d'adolescents présentant de graves troubles du comportement.

2) L'implication d'organismes intermédiaires dépend de l'étiologie des troubles mentionnés et de la spécificité des mesures proposées ou ordonnées.

Les instances nationales impliquées dans la recherche de placements durables sont: le service national de la psychiatrie juvénile de l'Hôpital du Kirchberg; le service national de pédopsychiatrie du Centre Hospitalier de Luxembourg; l'unité d'adolescents du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) à Ettelbruck; la Kannerklinik avec la pédiatrie sociale; la Commission médico-psycho-pédagogique nationale (CMPPN); l'Office national de l'enfance (ONE); les juges de la jeunesse et leurs substituts; le Centre socio-éducatif de l'État de Dreiborn (CSSE).

Le lieu du placement dépend du volet prépondérant de la problématique à prendre en charge, c'est-à-dire de sa spécificité et de l'interdisciplinarité nécessaire à la prise en charge du trouble du comportement présenté par l'enfant ou l'adolescent concerné.

Le placement judiciaire des mineurs est réglé par la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse et par la loi du 10 décembre 2009 relative au placement de personnes souffrant de troubles mentaux.

Les chiffres de placements judiciaires d'enfants ou d'adolescents présentant ou non un trouble psychiatrique/psychopathologique sont tout confondus. Ainsi, 25 enfants ont été placés par la justice dans le service de pédopsychiatrie depuis son ouverture il y a cinq ans. La durée du placement en milieu hospitalier varie entre quelques semaines et quelques mois pour les enfants et peut aller jusqu'à un an et plus pour les adolescents.

La CMPPN, instaurée dans le cadre de la loi de l'éducation différenciée de 1973, intervient dans le cadre de l'orientation scolaire d'élèves à besoins éducatifs spécifiques. Les classifications internationales des élèves à besoins éducatifs spécifiques incluent également ceux à troubles graves du comportement. Dans ces cas, il s'agit d'abord de mesures scolaires et à titre subsidiaire de séjours en internat spécialisé.

La loi du 16 décembre 2008 sur l'aide à l'enfance et à la famille se centre sur les familles à risque ou en détresse sociale ou financière. L'ONE, instauré dans le cadre de la loi susmentionnée, est chargé du placement d'enfants en détresse et pour lesquels le séjour dans leur famille ne paraît plus approprié.

Même si elles sont nécessairement liées l'une à l'autre, on peut distinguer deux grandes catégories dans lesquelles la mesure de placement pourra être prise, celle de la santé ou du développement social ou moral compromis et celle du mineur délinquant.

La notion de santé physique ou mentale, d'éducation ou de développement social ou moral compromis, n'est pas autrement définie par la loi et présente un caractère relativement vague et assez flou qui ne permet pas un contrôle de l'égalité des conditions dans lesquelles le tribunal de la jeunesse va ou non prononcer la mesure de placement.

Le tribunal de la jeunesse est juge du «danger» auquel le mineur est éventuellement exposé. Le choix du lieu du placement (e. a. hospitalier ou non) par le magistrat est effectué selon la qualité du danger imminent auquel le mineur se trouve exposé. Le magistrat a, conformément au droit commun, l'obligation de motiver sa décision.

Le tribunal apprécie de façon discrétionnaire si bien que certaines décisions peuvent être influencées par la vision du monde de celui qui statue et son expérience personnelle.

3) Les critères pour le choix des pays et des institutions à l'étranger sont l'étiologie et la spécificité des troubles, le degré de collaboration nécessaire ou non de l'institution avec les parents de l'enfant ou de l'adolescent concerné, la spécialisation des structures d'accueil, la proximité, la langue parlée, l'avis des parents, les contacts avec des professionnels du terrain, basés sur les expériences faites dans le cadre de mesures précédentes.

Le placement d'enfants dans un autre État membre de l'UE est régi par le règlement (CE) n°2201/2003 du «Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale» et plus particulièrement son article 56 (http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ.do?uri=CELEX:32003R2201:FR:HTML).

Les instances nationales n'orientent pas directement vers des familles d'accueil à l'étranger. Le cas échéant, ces placements, de même que les mesures individualisées («individualpädagogische Maßnahmen») sont organisés par des gestionnaires privés étrangers. Le contrôle est fait sur base de rapports adressés à l'ONE et de bilans pédagogiques et scolaires vérifiés par la CMPPN.

En ce qui concerne les propositions d'orientation de la CMPPN, le suivi de l'enfant et du jeune est assuré par une personne de référence désignée par l'organisme en question. Celle-ci doit se rendre régulièrement sur place, maintenir le contact avec le jeune et sa famille et préparer le retour au Luxembourg.

Des placements à l'étranger en institution spécialisée médicalisée ou en hôpital sont pris en charge par la Caisse Nationale de Santé ou le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

4) Désormais le regroupement de l'éducation nationale et des services de l'enfance et de la jeunesse sous une même tutelle permettra une meilleure coordination des démarches en question. En effet il y a lieu d'assurer la cohérence des mesures entamées et d'aboutir à un meilleur contrôle et à une plus grande transparence en matière financière.

Le coût d'un placement familial ou institutionnel varie de 6.000 à 8.000 euros par mois.

Le placement judiciaire en milieu hospitalier engendre des coûts supérieurs à celui d'un placement familial ou institutionnel, vu la présence d'une équipe pluridisciplinaire englobant les prestations de soins, et peut dépasser les 12.000 euros par mois.

Il n'existe pas de registre national répertoriant les mesures de placement d'enfants et d'adolescents à troubles graves du comportement. Nous entendons procéder cependant à une mise en commun des données.

5) Actuellement, le plan hospitalier ne prévoit pas l'augmentation du nombre de lits en psychiatrie infanto-juvénile prévu actuellement. Un centre thérapeutique de long séjour (réhabilitation) pour «adolescents» («Projet Putscheid») est prévu dans le cadre de la filière adolescents du CHNP.

6) La masse critique restreinte et les différents tableaux cliniques ne permettront guère d'offrir des solutions adéquates à chaque problématique à un niveau national.

Le service de la médecine scolaire du Ministère de la Santé se met en réseau avec les instances compétentes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse afin d'entamer une démarche commune.

Le personnel spécialisé des équipes multiprofessionnelles et le Centre de psychologie et d'orientation scolaires fournissent un apport précieux dans le domaine de la prévention des troubles graves du comportement et de la prise en charge psychopédagogique des enfants et des adolescents concernés.

Des structures spécialisées telles que le «Kannerhaus Jean», la Passerelle du «Kannerschlass Suesem» et le Foyer Andalé accueillent des enfants et des jeunes à troubles du comportement.

Le «Izigerstee», le Centre d'observation et d'intégration scolaire de l'Éducation différenciée et le «Päerdsatelier a.s.b.l.» assurent la prise en charge scolaire et l'insertion sociale des élèves en question.

7) Toutefois, il ne suffira guère de prévoir des structures spécialisées en nombre important, mais il faudra promouvoir les mesures préventives. Différents projets pédagogiques communaux et régionaux ont été instaurés à l'attention d'enfants à comportement inadéquat afin d'éviter leur désintégration. Au sein des lycées, les classes relais ou mosaïques poursuivent le même but.

Il est évident que le manque de repères fixes, un encadrement peu structuré et l'absence de perspectives professionnelles peuvent déstabiliser les jeunes et provoquer des comportements inadaptés. Des conditions sociales défavorables (pauvreté, violence de la part de proches, logements inadéquats) peuvent engendrer également des troubles du comportement.

Il y a lieu d'en tenir compte dans le cadre des réformes relatives à l'enseignement, à la lutte contre le chômage des jeunes, aux offres péri et parascolaires et aux mesures sociales. La prévention voire la prise en charge d'enfants et d'adolescents à troubles graves du comportement est effectivement un défi national et dé-

passe le cadre des responsabilités des ministères invoqués.

Chaque professionnel qui travaille en contact direct avec des enfants ou jeunes doit disposer d'une formation pédagogique adéquate. Il est évident que la prise en charge d'enfants et de jeunes reconnus comme difficiles requiert des connaissances supplémentaires de la part des enseignants et du personnel qui les accompagne. Les professionnels confrontés au quotidien à des enfants présentant des troubles du comportement sont demandés à adapter continuellement les pratiques de prise en charge.

Les offres afférentes de l'Institut de Formation continue (IFC) sont multiples, et comprennent aussi bien des modules de sensibilisation que des formations d'envergure.

Les professionnels ont besoin d'être soutenus dans cette démarche par la définition de projets clairs et cohérents, un encadrement en termes de formation, mais également de supervision et d'analyse des pratiques ainsi que par l'échange de savoirs et de diffusion autour de référentiels de bonnes pratiques professionnelles recommandés dans le domaine de la prise en charge des troubles du comportement, quelle que soit au départ son origine.

Il faut toutefois rester conscient du fait que la perception de troubles du comportement peut être influencée par le seuil de tolérance de ceux qui les constatent. La psychologie du développement nous apprend que des attitudes oppositionnelles et d'autres comportements jugés inadéquats marquent certaines phases de la vie de l'enfant ou du jeune et s'inscrivent néanmoins dans des biographies tout à fait normales. Et tout placement devrait avoir nécessairement comme objectif, dans la mesure du possible, d'envisager dès le départ la préparation du retour dans le milieu d'origine ou éventuellement, la préparation à l'autonomie. La Cour européenne des droits de l'Homme a précisé que la mesure de placement devrait être une décision temporaire, à suspendre dès que les circonstances s'y prêtent, le but ultime étant de réunir à nouveau la famille. La position de la Cour s'appuie sur le respect de la vie familiale, garantie notamment par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Question 0271 (13.5.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **«compte chèque postal» pour le personnel de la fonction publique:**

Au Luxembourg, tous les traitements et les salaires des fonctionnaires et employés de l'État sont versés exclusivement sur compte courant postal (CCP) de l'Entreprise des Postes et Télécommunications. Ainsi, le fonctionnaire n'est pas libre de pouvoir choisir lui-même son institut bancaire où doivent être versés ses traitements mais il est obligé de garder un compte chèque postal auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications.

Sachant que le modèle économique actuel du CCP touche à ses limites et que l'Entreprise des Postes des Télécommunications est en train d'évaluer un éventuel rapprochement ou une coopération avec d'autres acteurs de la place financière pour identifier des opportunités ou rechercher des synergies au niveau de son activité des services financiers postaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances.

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le fonctionnaire voire l'employé devrait avoir la liberté de choix de l'institut bancaire au lieu de lui prescrire un certain établissement?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il en conséquence d'adapter les textes en vigueur?

Réponse (6.6.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Au Luxembourg, les traitements et salaires des fonctionnaires et employés de l'État sont obligatoirement virés sur des comptes chèques postaux (CCP) de l'Entreprise des Postes et Télécommunications. Les raisons de ce mode opératoire ont d'ores et déjà été fournies dans le cadre des questions parlementaires n°0263 du 19 novembre 2009 de M. Gast Gibéryen *(cf. compte rendu n°7/2009-2010)*, n°1082 du 14 décembre 2010 de M. Claude Adam *(cf. compte rendu n°8/2010-2011)* et n°1189 du 24 janvier 2011 de Madame Lydia Mutsch *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)* portant sur le même sujet.

Le Gouvernement tient à rappeler que conformément à l'article 31 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux ainsi que de l'article 36 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État que l'État gère ses liquidités et ses paiements de façon centralisée à partir des CCP.

Il y a lieu de souligner que l'approche actuelle permet de limiter les coûts liés (i) à la gestion administrative de la base de données des 35.000 fonctionnaires et employés de l'État et (ii) au transfert des salaires, pensions, traitements et d'en assurer le même délai de paiement, ce qui ne serait pas le cas si les montants devaient être virés vers des instituts bancaires nationaux et internationaux.

Finalement, il y a lieu de rappeler que selon la loi, l'ouverture et la tenue d'un CCP est sans frais pour le titulaire du compte. Par ailleurs, les ordres permanents exécutés depuis un CCP vers une autre banque sont gratuits, ce qui permet aux personnes qui le souhaitent de transférer régulièrement et sans frais tout ou partie de leurs salaires, traitements ou pensions vers un compte bancaire auprès d'une autre institution financière. Il n'y a ainsi aux yeux du Gouvernement aucune restriction dans la liberté de choix de l'institut bancaire auprès duquel les fonctionnaires et employés de l'État gèrent leurs avoirs.

À l'heure actuelle le Gouvernement n'a par conséquent pas prévu de changer le fonctionnement actuel de gestion des liquidités de l'État.

Question 0272 (9.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **composition de la délégation du Luxembourg lors de la visite d'État en Pologne du 7 au 9 mai 2014:**

Sur invitation du Président de la République de Pologne, Bronisław Komorowski, LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse se sont rendus pour une visite d'État en Pologne du 7 au 9 mai 2014. Selon les informations publiées sur le site du Gouvernement «participent également à cette visite le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie, Etienne Schneider, le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Jean Asselborn, et le Ministre des Finances, Pierre Gramegna».

Le site Internet du Gouvernement note également que «dans le cadre de cette visite d'État, une importante délégation économique accompagne le couple grand-ducal. Les secteurs des services financiers, de la logistique, des technologies de l'espace, des écotechnologies et la coopération scientifique dans le domaine de la sécurité des télécommunications sont au centre de cette mission économique». Selon d'autres informations publiées dans la presse de ce jour, il s'agit de plus de 70 représentants du monde économique du Luxembourg.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il me renseigner sur la composition exacte de la délégation du Luxembourg lors de cette visite d'État?

- Par qui et selon quels critères la délégation a-t-elle été composée?

- Quels sont les accords conclus lors de cette visite officielle?

- Des représentants du monde associatif et culturel ont-ils fait partie de la délégation luxembourgeoise? Si non, ne serait-il pas utile de les inclure systématiquement dans les délégations des visites futures?

- Ne serait-il pas approprié, dans un souci de transparence cher à nous tous, de publier chaque fois, sans autre demande, la composition des délégations luxembourgeoises lors de visites d'État?

Réponse (4.6.2014) de **M. Xavier Bettel, Premier Ministre,** *Ministre d'État:*

Lors de la visite d'État, Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse étaient accompagnées, comme cela est le cas lors de toutes les visites d'État, par une Suite et par une délégation officielle.

La Suite de Leurs Altesses Royales est traditionnellement composée selon le même schéma, à savoir de ministres, du Maréchal de la Cour et de la dame d'honneur, de l'ambassadeur (et de son conjoint), du chef du protocole du Gouvernement et des aides de camp de Leurs Altesses Royales.

La décision concernant les ministres qui seront appelés à accompagner Leurs Altesses Royales est prise par le Gouvernement en fonction du programme de la visite.

La délégation officielle est composée de fonctionnaires et de membres de la Cour grand-ducale. Il appartient aux ministères dont les ministres font partie de la Suite de désigner les fonctionnaires qui participeront à la visite d'État.

Au niveau du Ministère des Affaires étrangères, il s'agit en général de représentants du Secrétariat général, de la direction des Affaires politiques, de la direction des Relations économiques internationales et des Affaires européennes et de la direction du Protocole et de la Chancellerie.

La Cour grand-ducale désigne de son côté les personnes dont elle juge la présence utile et qui, selon leur fonction, feront partie de la délégation officielle ou technique.

En fonction du programme de la visite d'État, la délégation officielle peut comporter d'autres types de délégations. Ainsi, lorsque la visite d'État s'accompagne d'une mission économique, il peut être décidé de former une délégation économique officielle composée de quelques représentants du monde des affaires luxembourgeois. De même, lorsque la visite d'État comporte des éléments de programme relevant plus spécialement des domaines scientifique ou culturel, une délégation académique officielle regroupera les représentants de ces domaines. Tel a été le cas pour la visite d'État en Pologne. Au vu des explications que je viens de lui fournir, Monsieur le Député notera qu'il ne saurait être question d'inclure de façon systématique, comme il le suggère, une délégation académique dans la délégation officielle, alors que de façon générale la délégation officielle doit être configurée en fonction des objectifs et du programme de la visite d'État.

Enfin, la délégation officielle est complétée par une délégation médias.

La composition finale de la délégation officielle, dont Monsieur le Député trouvera le détail en annexe, est le résultat d'échanges entre la Cour grand-ducale, les ministères et l'ambassade du Luxembourg dans le pays hôte, le Ministère des Affaires étrangères assurant la coordination à ce niveau.

En ce qui concerne la mission économique qui s'est déroulée en marge de la visite d'État, la définition de la liste des participants relève de la compétence de la Chambre de Commerce. Deux accords ont été signés dans le cadre de la visite d'État, à savoir un accord de coopération entre la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg et la Chambre de Commerce de Pologne, ainsi qu'un «Memorandum of Understanding between the Chamber of Commerce of the Grand Duchy of Luxembourg and The Polish Information and Foreign Investment Agency».

Pour être complet sur ce point, je voudrais encore informer Monsieur le Député qu'à côté de la délégation officielle, une délégation technique, du personnel de sécurité, des artistes, une représentante du monde gastronomique, des journalistes et des photographes ont accompagné la visite d'État en Pologne.

Enfin, rien ne devrait s'opposer à la publication à l'avenir de la composition de la délégation officielle luxembourgeoise lors de visites d'État.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0274 (14.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **représentants de l'État dans les conseils d'administration:**

Par ma question parlementaire n°0130 du 27 février 2014 *(cf. compte rendu n°4/session extraordinaire 2013-2014)*, je vous avais demandé, dans un souci de transparence nécessaire à une société démocratique, de me renseigner sur l'identité des fonctionnaires et autres personnes qui représentent l'État dans les conseils d'administration, sur les indemnités que ces personnes touchent, sous quelque forme que ce soit, et sur la partie continuée par elles au Trésor de l'État.

Par courrier du 3 mars 2014, vous êtes intervenu auprès de Monsieur le Président de la Chambre des Députés afin de demander une prolongation du délai de réponse. Cette demande était motivée par le fait que la question concernerait tous les départements ministériels, ce qui nécessiterait un travail de concertation entre les départements.

1) Dans votre réponse du 7 avril 2014 vous m'informiez que depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations et que le détail des sociétés dans lesquelles l'État tient des participations et est représenté par un ou plusieurs membres dans le conseil d'administration est publiquement consultable sur le site Internet de la Trésorerie de l'État: http://www.te.public.lu/participations/index.html, exercice auquel je me suis volontiers plié depuis.

En ce qui concerne ma demande de savoir qui sont les fonctionnaires de l'État et autres personnes qui représentent l'État dans quels conseils d'administration, vous m'avez informé que les représentants de l'État au sein des conseils d'administration sont nommés par le Gouvernement en Conseil, sur proposition du Ministre compétent, et comme la législation sur le droit des sociétés imposerait à chaque société d'actualiser la liste de ses administrateurs via dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés, cette liste serait publiquement consultable au Mémorial C.

2) Or, lors de la consultation du Mémorial C pour voir qui est représenté dans quel conseil d'administration, conformément à votre demande, j'ai dû constater qu'il faut consulter pour chaque conseil d'administration concerné une multitude de publications datant de plusieurs années, exercice fastidieux auquel vous m'invitez à me plier. En plus, j'ai dû constater que les listes des administrateurs publiées au Mémorial ne renseignent généralement pas sur l'origine étatique de la nomination.

- Partant, Monsieur le Ministre d'État peut-il me remettre un relevé complet des fonctionnaires et autres personnes représentant l'État dans un conseil d'administration, tout en indiquant pour chaque personne la date depuis laquelle cette représentation est effective?

- Ne serait-il pas indiqué, dans un souci de simplification administrative, de tenir à jour ce relevé?

- Ne serait-il pas utile, dans un souci de transparence, que ce relevé soit publiquement consultable sur le site Internet du Gouvernement?

3) Ensuite vous m'informez qu'il appartient au Gouvernement d'arrêter au cas par cas les indemnités à allouer à ses administrateurs et que le Gouvernement estimerait, de façon générale et sans exception aucune, que les indemnités touchées par les administrateurs correspondent à leur surcharge de travail effective et que le Gouvernement ne leur demanderait aucun remboursement.

- Dois-je en conclure qu'aucune de ces charges n'est assumée pendant le temps de travail rémunéré sur base du chapitre 8 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État?

4) Enfin, vous estimez que le Gouvernement ne peut pas publier le montant des indemnités touchées par les fonctionnaires-administrateurs, ceci afin d'éviter d'exposer la situation individuelle des membres des conseils d'administration concernant les rémunérations leur allouées, et de ce fait celle des autres collègues administrateurs n'ayant aucun lien avec le secteur public. Vous justifiez ceci avec la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et notamment la lecture combinée de ses articles 64, alinéa 2 et 65, paragraphe 1, point 12 et paragraphe 3. Le paragraphe en question prévoit une dispense de publication d'office au Mémorial C du montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes de gestion et de surveillance à raison de leurs fonction ainsi que des engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres d'un tel organe.

Là encore, je croix qu'il y a malentendu sur ce que j'avais demandé. Je n'avais nullement demandé de publier au Mémorial les indemnités des gestionnaires de société, mais de me fournir un relevé des indemnités touchées par les représentants officiels de l'État, représentant l'intérêt public, dans des organismes qui ne sont pas des administrations de l'État. Cette demande est motivée aussi bien par la transparence prévue en matière de rémunération de toute fonction publique, que par la mission de contrôle parlementaire du Gouvernement, que par la transparence annoncée dans le programme gouvernemental.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il me renseigner sur la part ainsi allouée à des représentants de l'État (et non remboursée à l'État), séparément pour les conseils d'administration

- des sociétés de droit privé cotées en bourse,
- des sociétés de droit privé non cotées en bourse,
- des établissements publics, et
- des institutions financières internationales?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il me renseigner, conformément au rai-

sonnement développé ci-dessus, sur le montant total alloué, dans sa fonction de représentant de l'État dans les différents conseils d'administration, à chacun des administrateurs nommés par l'État?

Réponse (13.6.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député pose une nouvelle fois diverses questions concernant l'identité et la rémunération des représentants de l'État ainsi que le volume de travail assumé par les agents en question dans les conseils d'administration de sociétés de droit privé, d'établissements publics et d'institutions financières internationales.

Je peux tout d'abord confirmer à Monsieur le Député que les charges afférentes, même si les réunions de conseils d'administration peuvent coïncider avec les heures de travail normales des agents concernés, se situent précisément dans bien des cas en dehors des heures de travail normales et comportent par ailleurs un travail de préparation conséquent qui lui aussi allonge d'autant les horaires de travail des hauts fonctionnaires concernés. Les charges afférentes s'ajoutent ainsi à celles correspondant à leurs fonctions principales. Dans tous les cas, la rémunération supplémentaire allouée correspond dès lors au volume de travail effectivement assumé.

Pour ce qui est de l'identité et de la rémunération des représentants de l'État dans les conseils d'administration, je me permets de renvoyer encore une fois Monsieur le Député aux dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales. La législation afférente impose à chaque société d'actualiser la liste de ses administrateurs via dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés, liste qui est ensuite publiée au Mémorial C. Pour ce qui est plus précisément des rémunérations des représentants de l'État dans les conseils d'administration, Monsieur le Député cite une des dispositions de la loi afférente à laquelle j'ai fait référence dans ma réponse à sa première question du 27 février 2014, en l'occurrence le paragraphe 3 de l'article 65. Monsieur le Député en notant que le paragraphe en question prévoit une dispense de publication d'office au Mémorial C du montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes de gestion et de surveillance à raison de leurs fonctions, ne cite toutefois que de façon incomplète le texte en question. Si en effet l'article 65, paragraphe 1, instaure en son point 12 la publication de façon globale des rémunérations allouées aux membres des organes de gestion et de surveillance, l'omission de ces indications prévue au paragraphe 3 de l'article 65 joue précisément lorsque ces indications permettraient d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes. C'est dans cette optique tracée par le législateur qu'il convient de voir la réponse du Gouvernement à la question du 27 février 2014. La législation sur le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises organise un régime de publicité complet concernant les rémunérations allouées aux membres des organes de gestion et de surveillance et garantit une transparence totale concernant cet aspect du fonctionnement des entreprises. Ce régime de publicité combiné aux indications que bon nombre d'entreprises et d'établissements visés par la question de Monsieur le Député fournissent dans leurs rapports annuels suffit aux yeux du Gouvernement pour garantir la nécessaire transparence dans le domaine sous revue. Le Gouvernement n'entend dès lors pas se départir du cadre ainsi créé par le législateur pour fournir des indications qui n'ajouteraient rien au niveau de l'information des milieux directement concernés et du public.

Question 0275 (12.5.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **véhicules immatriculés en France roulant au Luxembourg sans assurance:**

D'après un article de presse publié récemment dans un quotidien luxembourgeois, le nombre de Français circulant sans police d'assurance valide aurait augmenté de 28% ces cinq dernières années. Par conséquent, le nombre d'accidents impliquant des personnes dont le véhicule n'était pas assuré à augmenté de 8,5%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le nombre d'automobilistes dont le véhicule n'est pas assuré au Luxembourg?

- Un registre central permettant à la police de vérifier en amont si un automobiliste est assuré, tel qu'il existe en Allemagne, pourrait-il constituer une solution à ce problème?

Réponse (19.6.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La Police grand-ducale n'est pas en mesure de chiffrer le nombre de véhicules immatriculés en France qui ne sont pas couverts par une police d'assurance. Par ailleurs, les statistiques de la police ne reprennent pas particulièrement l'infraction de non-assurance.

La Police grand-ducale, en cas de non-présentation d'un certificat d'assurance, doit faire ses recherches en s'appuyant sur les informations des compagnies d'assurance. En dehors des heures de bureau, ce contrôle devient impossible de manière à ce que le véhicule en question est généralement immobilisé. Dans un souci d'efficience et de service public, la mise en place d'un registre central autorisé faciliterait certainement le travail de recherche de la police sans cependant endiguer le phénomène de non-assurance en général.

Question 0276 (12.5.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **Archives nationales:**

Suite à l'adoption en séance plénière le 21 mars 2013 du projet de loi concernant la construction d'un nouveau bâtiment pour la Bibliothèque nationale de Luxembourg, les travaux de construction sur le site «Bricherhaff» sont sur le point d'être entamés.

Or, je tiens à rappeler qu'une autre institution culturelle, à savoir les Archives nationales, se trouve également dans une situation assez précaire. En effet, suite au début des travaux de rénovation du bâtiment des Archives nationales sur le plateau du St Esprit, les Archives nationales ont été provisoirement transférées dans un bâtiment adjacent aux ateliers de l'Administration des Bâtiments publics à Bertrange/Bourmicht.

Il est évident que cette situation provisoire ne doit pas s'éterniser. D'ailleurs le programme gouvernemental stipule clairement: «Les Archives doivent déménager dans de nouveaux locaux modernes pour assumer pleinement leur rôle d'acteur national dans ce domaine (protection de l'héritage et du patrimoine culturel national).»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que des réflexions ont d'ores et déjà été menées concernant un nouveau bâtiment pour les Archives nationales?

- Quel est l'avenir du projet de construction de nouvelles Archives nationales à Esch/Belval?

Réponse commune (18.6.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Actuellement la situation des Archives nationales se présente comme suit:

Bâtiment principal au plateau du St Esprit

- salles de lecture au rez-de-chaussée

- bureaux et ateliers au rez-de-chaussée et partiellement au niveau -1 et au grenier

- dépôts au grenier et aux niveaux -1 et -2 (environ 5 km linéaires de documents)

Depuis le début du mois de janvier 2014, l'Administration des Bâtiments publics effectue d'importants travaux de mise en conformité au bâtiment principal des Archives nationales (notamment: renouvellement des installations électriques, des installations d'alarme, travaux de compartimentage et d'installation de portes coupe-feu, etc.). Les travaux de mise en conformité s'étendront probablement jusqu'au mois de septembre 2014.

Les ANLux doivent fermer leurs portes au public de janvier à août 2014 et mettent pendant cette durée à disposition du public deux salles de lecture provisoires (documents et microfilms) au Centre Hermès, 7, rue des Mérovingiens, à Bertrange.

Parking du St Esprit

- dépôts sur une partie des niveaux -4 et -5 (10 km linéaires de documents)

Le stockage de documents dans le parking du St Esprit avait été envisagé comme solution provisoire et continue de poser de graves problèmes tant au niveau de la sécurité qu'au niveau des conditions de conservation et de l'accès. En cas de déclenchement erroné du système de sprinklage installé sur toute la surface du parking, les documents d'archives seraient inondés et abîmés, sinon détruits. Les conditions les plus élémentaires à la bonne conservation des archives, à savoir l'existence de locaux propres, secs et étanches, ne sont pas remplies.

Afin de parer aux problèmes évoqués, les ANLux sont obligées de retirer 20% des documents stockés qui seront déplacés dans les dépôts provisoires au Centre Hermès à Bertrange.

Dépôts Centre Hermès (7, rue des Mérovingiens - z. i. Bertrange)

- quatre caves du bloc B avec une surface totale au sol de 600m^2

Ces dépôts sont occupés par les ANLux depuis le début de l'année 2012 pour parer aux besoins d'espace les plus urgents.

Actuellement ces dépôts sont remplis à 30%.

Bâtiment des PTT à Luxembourg-gare

- bureaux et ateliers de microfilmage à l'étage 4

- dépôts sur une partie des sous-sols -3 et -4 (quelque 22 km linéaires de documents)

L'échéance de démolition de ce bâtiment étant fixée à 2014/2015, les ANLux déménageront dès juillet 2014.

Annexe Bourmicht

Lors de la réunion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du 9 janvier 2012, les députés ont autorisé le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à entamer la planification d'une extension des ateliers centraux de l'Administration des Bâtiments publics installée depuis 2010 à Bertrange/Bourmicht. Cette mesure s'impose suite à la décision des PTT de démolir le bâtiment des Postes à la gare.

La construction de surfaces de stockage temporaires pour les besoins des Archives nationales à Bourmicht est actuellement achevée. Le début du déménagement des dépôts PTT gare est prévu pour le mois de juillet.

Évolution de la situation à moyen terme:

Fin 2014, à l'achèvement des travaux de mise en conformité, de déménagement des dépôts PTT/gare, de réorganisation des dépôts au Parking du St Esprit, les ANLux n'auront pas vraiment à leur disposition d'espace supplémentaire de stockage. Le nouveau bâtiment construit à Bourmicht offrira une réserve de quelque 3 à 5 km d'archivage.

En considérant un volume de versement moyen de 2.000 m linéaires par an, on peut estimer que les capacités de stockage des ANLux seront à nouveau épuisées fin 2016.

En vertu de l'avant-projet de loi sur l'archivage élaboré par les responsables du Ministère de la Culture et des Archives nationales, tous les producteurs d'archives seront obligés à verser leurs archives publiques aux ANLux ne présentant plus d'utilité administrative après un délai de dix ans. Une fois le projet de loi voté, il engendrera des versements massifs d'archives de la part des administrations publiques que les capacités de stockage actuelles des Archives nationales ne suffiront pas à couvrir.

Il s'avère dès lors nécessaire de prévoir des locaux adéquats pour les Archives nationales à moyen et à long terme et de remettre la construction d'un nouveau bâtiment à l'ordre du jour.

Le budget pluriannuel des dépenses du Fonds Belval ne prévoit actuellement aucune dépense pour la réalisation de nouvelles Archives nationales à Esch/Belval. Dans le cadre de l'élaboration du budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 le Gouvernement décidera en fonction de la programmation pluriannuelle 2015-2018 et des moyens budgétaires disponibles de l'ordre de priorité des projets à réaliser au site Belval.

Le Ministère de la Culture est pleinement conscient de la gravité de la situation et a engagé les réflexions autour de la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales. Les premières démarches dans ce sens ont été entamées.

Question 0277 (13.5.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **fumier de bovins potentiellement dangereux pour l'homme:**

Une étude récente de la Société américaine de microbiologie (ACM) laisse entendre que le fumier des vaches, couramment utilisé comme engrais, est une source potentielle de nouveaux types de gènes de résistance aux antibiotiques qui se transfèrent aux bactéries du sol où des légumes sont cultivés.

Le fumier provenant de l'intestin des vaches laitières pourrait devenir dangereux pour l'homme.

Ces gènes peuvent entrer l'écosystème humain par deux voies, soit les bactéries qui les contiennent colonisent l'homme soit les gènes sont transférés par un processus appelé transfert horizontal de gènes à d'autres bactéries qui colonisent l'homme.

La recherche a cependant déjà montré que les bactéries sont transférées des animaux d'élevage aux éleveurs. Les scientifiques ont découvert une nouvelle famille complète de gênes qui confèrent une résistance à l'un des quatre types d'antibiotiques: le chloramphénicol, utilisé pour traiter des infections respiratoires du bétail.

Certaines bactéries du fumier peuvent être pathogènes pour l'homme. Si tel est le cas, elles acquièrent une résistance aux antibiotiques et peuvent poser un problème.

En outre, les bactéries bénignes dans le fumier peuvent transférer des gènes de résistance aux pathogènes en tout point le long du parcours entre autres dans le fumier, le sol, les aliments ou l'homme.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres:

- Les Ministres sont-ils au courant de cette étude?

- Est-ce que ces résultats sont également valables au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les premières conclusions à tirer en vue de protéger au mieux les consommateurs?

- Le Gouvernement peut-il me donner des informations sur l'utilisation d'antibiotiques dans l'agriculture luxembourgeoise?

Réponse commune (10.6.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

- Les services et administrations impliqués dans le contrôle et la surveillance de la chaîne alimentaire et de l'antibiorésistance se tiennent au courant des nouvelles études et résultats de la recherche dans ces domaines.

En effet, la lutte contre l'antibiorésistance est un sujet de grande actualité. Ainsi, la Commission européenne a invité les États membres à initier des plans d'action contre l'antibiorésistance, et, au niveau national, les administrations compétentes ont décidé dans un groupe de travail de l'Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne Alimentaire (OSQCA), en 2013, que la lutte contre l'antibiorésistance constitue une priorité nationale. Avant de pouvoir prendre des mesures concrètes, notamment des restrictions d'utilisation, il faut néanmoins disposer de plus d'informations sur les quantités d'antibiotiques utilisées et les voies de transmission des résistances des animaux aux humains, ainsi que sur le rôle des denrées alimentaires, des eaux de surface, des effluents d'élevage et/ou de l'air.

Afin de connaître les quantités d'antibiotiques utilisées dans les élevages porcins au Luxembourg, l'Administration des Services vétérinaires et la Division de la Pharmacie et des Médicaments de la direction de la Santé, ont développé une base de données dans laquelle les médecins vétérinaires doivent enregistrer les types et quantités d'antibiotiques utilisés dans les différentes porcheries. Après que la pertinence de cette base de données ait été démontrée en pratique, elle pourrait également servir pour la collecte de données d'antibiotiques utilisés dans les autres espèces d'animaux de rente et même de compagnie.

L'Administration des Services techniques de l'Agriculture contrôle en outre l'absence de contamination croisée et d'utilisation interdite d'antibiotiques dans les aliments pour animaux et les eaux d'abreuvement au Luxembourg.

Une conférence sur le sujet de l'antibiorésistance auprès des animaux et humains a d'ailleurs été organisée le 17 mai 2014 avec des conférenciers experts.

- Tout d'abord, il faut se rappeler que les bactéries naturelles du sol constituent un réservoir inépuisable de gènes de résistance contre les antibiotiques à cause de la diversité phénotypique existante. Plein de gènes de résistance y existent, mais pas nécessairement à fréquence élevée en absence de pression de sélection. Les gènes de résistance sont facilement transférables d'une bactérie à l'autre comme tous les gènes dans le monde microbien.

Dans l'environnement, il ne devrait pas y avoir de pression de sélection des bactéries, vu qu'il

n'y a aucune utilisation directe d'antibiotiques dans l'environnement. Par contre, l'utilisation d'antibiotiques chez les humains et les animaux exerce une sélection des bactéries résistantes aux antibiotiques en tuant les bactéries non résistantes. La fréquence d'utilisation des antibiotiques détermine ainsi la proportion des bactéries résistantes dans les humains et les animaux et, en conséquence, aussi la déjection de bactéries résistantes dans l'environnement et leur proportion dans l'environnement.

Comme les eaux d'égouts, les eaux/boues d'épuration, les eaux de surface, l'air d'échappement et les poussières des étables, les effluents d'élevage, les denrées alimentaires, les plantes, les insectes, les animaux de compagnie, les animaux de rente et les humains peuvent transporter des microorganismes, ils peuvent aussi transporter des microorganismes résistants aux antibiotiques si l'utilisation d'antibiotiques à un stade a exercé une pression de sélection en ce sens. La proportion de microorganismes résistants transportés ou hébergés dépend de la fréquence d'utilisation des antibiotiques. Seulement si les bactéries résistantes arrivent à remplacer les bactéries ordinaires existant dans un milieu/organisme, la résistance aux antibiotiques y sera maintenue.

Des recherches sont réalisées pour étudier les facteurs qui peuvent influencer le développement et le transfert de gènes et bactéries de résistance aux antibiotiques d'un organisme/milieu à l'autre et les moyens pour éviter ce phénomène.

L'étude mentionnée de la Société américaine de microbiologie (ACM), à laquelle le député fait référence, a seulement étudié la présence de bactéries résistantes aux antibiotiques dans le fumier de bovins, sans toutefois étudier l'impact de ces bactéries sur les bactéries du sol ou sur les végétaux y cultivés lorsque le fumier est utilisé comme engrais organique. Cette étude émet l'hypothèse que le fumier de bovins pourrait être dangereux pour l'homme sans connaître le devenir et le développement des bactéries résistantes aux antibiotiques présentes dans le fumier après son épandage sur les sols de culture.

La présence de bactéries résistantes aux antibiotiques dans le fumier de bovins est très probablement beaucoup plus faible en Europe qu'aux États-Unis; ceci étant dû à l'interdiction en Europe, inexistante aux États-Unis, de l'utilisation des antibiotiques à faible dose comme facteur de croissance dans l'alimentation animale. Le risque de transfert de gènes de résistance aux antibiotiques aux bactéries de l'homme est donc plus faible aussi.

Il existe cependant une autre étude sur l'impact de la fertilisation par fumier sur l'abondance de bactéries résistantes aux antibiotiques et sur la fréquence de détection de gènes des résistances aux antibiotiques dans le sol et sur les végétaux au moment de la récolte. (Impact of Manure Fertilization on the Abundance of Antibiotic-Resistant Bacteria and Frequency of Detection of Antibiotic Resistance Genes in Soil and on Vegetables at Harvest). Cette étude a été réalisée en 2011 et 2012 au Canada.

Les conclusions de cette étude sont:

- Le sol recevant du fumier est enrichi en bactéries résistantes aux antibiotiques, sans savoir si ces bactéries proviennent directement des bactéries présentes dans le fumier ou si le fumier fait proliférer les bactéries résistantes présentes naturellement dans le sol.

- Il n'y a pas d'augmentation correspondante dans l'abondance des bactéries résistantes aux antibiotiques sur les plantes cultivées dans des sols fertilisés au fumier.

- De nombreux gènes de résistance aux antibiotiques ont été détectés dans des plantes cultivées dans des sols n'ayant pas reçu de fumier.

- Un petit nombre de gènes de résistance aux antibiotiques étaient détectés sur des plantes cultivées dans des sols fertilisés avec du fumier, mais pas dans des sols n'ayant pas reçu de fumier.

- En général, la consommation de végétaux crus représente une voie d'exposition humaine aux bactéries résistantes aux antibiotiques et aux gènes de résistance naturellement présents dans le sol.

- La détection de quelques gènes de résistance aux antibiotiques dans des plantes cultivées dans des sols ayant récemment été fertilisés avec du fumier renforce le besoin de repenser l'opportunité du prétraitement du fumier par compostage ou autre processus, ou d'élargir le temps entre la fertilisation organique et la récolte de végétaux pour la consommation humaine/animale.

Cette étude a ainsi montré que toutes les plantes cultivées peuvent contenir des gènes de résistance aux antibiotiques issus du sol, pas seulement celles cultivées sur du sol fertilisé avec du fumier. Il incombe ensuite aux autorités compétentes d'évaluer les risques de l'utilisation des engrais organiques en agriculture et en horticulture.

- Les conclusions de l'étude américaine mentionnée par l'honorable Député que le fumier pourrait devenir dangereux pour l'homme, ne sont pas valables telles quelles sans suivi de la recherche dans ce domaine.

Il est cependant important de continuer la lutte contre l'antibiorésistance au Luxembourg et en Europe et de comprendre les transferts et développements de bactéries et gènes résistants aux antibiotiques pour pouvoir décider des mesures efficaces contre le développement de l'antibiorésistance.

- La surveillance des ventes d'antibiotiques est l'une des sources d'informations importante utilisée pour l'évaluation et la gestion des risques liés à l'antibiorésistance. Le Luxembourg fait partie du projet ESVAC (European Surveillance of Veterinary Antimicrobial Consumption) mené par la Commission européenne, en coopération avec l'Agence européenne des médicaments EMA (European Medicines Agency) visant à recueillir selon un protocole standardisé les données de ventes des agents antibiotiques parmi tous les États membres de l'Union européenne. En 2013, le Luxembourg était en mesure de soumettre pour la première fois ses données de ventes en médecine vétérinaire et de participer à l'analyse comparative qui sera publiée en octobre 2014 par l'EMA dans le quatrième rapport ESVAC-Sales of veterinary antimicrobial agents in 26 EU/EEA countries in 2012.

En 2012, le volume total de ventes des médicaments antibiotiques en médicine vétérinaire au Luxembourg s'élève à 2,2 tonnes. Trois familles d'antibiotiques (Tétracyclines, Sulfonamides associées à la triméthoprim et Pénicillines) représentent à peu près 70% de la quantité pondérale des ventes. La famille des Tétracyclines représente à elle seule 35% de la quantité des ventes. Les préparations sous forme de combinaisons d'antibiotiques prennent une part de 10% des ventes. Les antibiotiques critiques (Céphalosporines de dernière génération et Fluoroquinolones) représentent 3,2% de la quantité pondérale vendue de matière active.

Pour connaître les quantités des différents antibiotiques utilisés dans l'élevage porcin au Luxembourg, la banque de données pour l'enregistrement des antibiotiques utilisés par les vétérinaires a été créée par l'Administration des Services vétérinaires et est opérationnelle depuis 2013. Cette banque de données pourra à l'avenir être élargie aux autres espèces animales.

Question 0278 (13.5.2014) de **MM. Félix Eischen** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **taux de TVA:**

Am Kader vun der Ouverture vun der Fréijoersfoire huet d'Madame Statssekretärin folgend Ausso gemaach zum TVA-Saz um Neibau vu Locatiouswunnengen:

„D'EU-Kommissioun huet d'Memberstaten nun emol opgefuerdert, déi super reduzéiert TVA-Sätz EU-wäit nëmmen nach fir «des biens de première nécessité» bestoen ze loossen."

Dofir wéilte mir gären dës Froen un d'Madame Statssekretärin stellen:

- Wat genee huet d'EU-Kommissioun vu Lëtzebuerg gefuerdert?

- Handelt et sech heibäi ëm nei Fuerderungen?

- Huet d'Regierung en Dokument, op dat si sech berifft?

Réponse commune (17.6.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Um Conseil européen vum 27. bis den 28. Juni 2013 sinn am Kader vum Semestre européen lännerspezifesch Recommandatioune vun de Stats- a Regierungschefen ugeholl ginn. Dës Recommandatiounen, déi sech op Lëtzebuerg bezéien, sinn am Journal officiel vun der Europäescher Unioun vum 30. Juli 2013 C 217/55 publizéiert.

Lëtzebuerg krut deemools fir d'Joren 2013 an 2014 sechs Recommandatioune gemaach.

D'Recommandatioun 2 stipuléiert: «(...) le Luxembourg s'attache, au cours de la période 2013-2014: (…) 2. à prendre des mesures pour corriger le biais de la fiscalité des entreprises en faveur de l'endettement et pour étendre l'application du taux normal de TVA (...).»

Weiderhin huet déi Europäesch Kommissioun den 2. Juni 2014 am Kader vum Semestre européen 2014-2015 nach emol dës Recommandatioun am Punkt 1 opgegraff, wou si seet: «(...) le Luxembourg s'attache, au cours de la période 2014-2015: 1. (...) à élargir encore davantage l'assiette fiscale, notamment sur la consommation (...).»

Question 0279 (13.5.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**identification des chats:**

Vill Leit am Land engagéiere sech fräiwëlleg am Déiereschutz an investéieren dofir vill Zäit a Suen. Hire bénévolen Engagement kann ee ganz sécher als eng wichteg Aarbecht am ëffentlechen Interessi ugesinn, ëmsou méi, well si et dacks erméiglechen, datt de Stat oder d'Gemenge sech net musse selwer ëm verschidden Aufgaben an deem Beräich këmmeren.

Zu deenen Aufgabe gehéiert d'Fänke vu Kazen, déi wëll rondrëm laafen. Si gi gefiddert a kastréiert oder steriliséiert. Géing dat net gemaach ginn, géing d'Zuel vun de wëll liewende Kaze séier an d'Luucht goen.

An deem Zesummenhank stelle sech awer eng Rei vu rechtleche Froen, well net ëmmer kloer ass, wéi eng Kaz wierklech wëll lieft a wéi eng eventuell am private Besëtz ass.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Hält d'Regierung et fir sënnvoll, datt Kazen am private Besëtz och en Chip oder eng Tätowéierung kréien? Sollten op esou engem Chip eventuell Informatiounen iwwer hire Besëtzer a gesondheetsrelevant Informatiounen iwwert d'Déier erfaasst ginn?

2. Wéi eng Rechter a Flichten hunn déi Organisatiounen an hir Mataarbechter, déi wëll liewend Kaze fänken a si medezinesch behandelen? Ass d'Regierung der Meenung, datt déi Fro misst gesetzlech geregelt ginn?

Réponse (12.6.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

Le règlement (UE) n°576/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relatif aux mouvements non commerciaux d'animaux de compagnie et abrogeant le règlement (CE) n°998/2003 prévoit une identification par puce électronique des chiens, chats et furets qui sont soumis aux mouvements non commerciaux, à savoir qui accompagnent leur propriétaire lors des voyages à travers les différents pays.

La loi modifiée du 9 mai 2008 relative aux chiens prévoit l'identification électronique obligatoire pour tous les chiens détenus sur le territoire national. Toutefois aucune législation nationale ne prévoit une telle obligation pour les chats. Néanmoins, un certain nombre de chats, surtout ceux qui voyagent avec leur propriétaire, sont identifiés par puce électronique. Par contre une majorité de chats ne sont pas identifiés, ceci probablement pour des raisons financières, car l'identification électronique, qui doit être effectuée par un vétérinaire, présente un certain coût (+/- 50 €).

Cette puce électronique contient un numéro d'identification unique qui est enregistré dans une base de données dont la consultation permet de retrouver le nom et l'adresse du propriétaire. Il est difficilement envisageable d'enregistrer d'autres données sur le chip électronique. Concernant le tatouage, il faut remarquer qu'il est de moins en moins utilisé comme moyen d'identification puisqu'il devient rapidement illisible et ne permet plus une identification correcte.

Ainsi, vu l'existence d'une multitude de chats sur le territoire national et vu le coût élevé de l'identification électronique, il n'est pas envisagé de rendre obligatoire l'identification électronique pour les chats au Luxembourg. Seuls les chats qui quittent le territoire national doivent être obligatoirement identifiés selon les dispositions prévues au règlement (UE) n°576/2013 précité.

Quant à la responsabilité des associations de protection animale, celles-ci ne peuvent évidemment pas soumettre à des traitements vétérinaires un chat appartenant à un propriétaire sans l'accord de ce dernier. C'est pourquoi il est important que le vétérinaire contrôle le chat quant à la présence d'une éventuelle identification (tatouage ou puce électronique) avant de prodiguer des traitements chirurgicaux (castration ou stérilisation). Certains propriétaires d'animaux s'opposent à de tels traitements pour des raisons éthiques et peuvent ainsi se retourner contre les associations de protection animale après des traitements non accordés.

En conclusion, il n'est pas nécessaire de légiférer dans ce domaine, car le droit commun est applicable. En effet, un non propriétaire d'un animal, à savoir une association de protection animale n'est pas habilitée à procéder à une castration ou une stérilisation d'un chat sans l'accord de son propriétaire.

Question 0280 (13.5.2014) de **MM. Félix Eischen** *(CSV)* et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **Société Nationale de Crédit et d'Investissement:**

La SNCI est un établissement bancaire de droit public spécialisé dans le financement à moyen et à long terme des entreprises luxembourgeoises. Elle accorde des prêts à l'investissement, à l'innovation ainsi que des crédits à l'exportation. Avec ses instruments de financement, la SNCI est en concurrence directe avec les banques commerciales qui, selon nos informations, offrent souvent des prêts à des taux d'intérêts plus favorables que la SNCI. Il nous revient également que la SNCI aurait accumulé plusieurs centaines de millions d'euros de réserves qui ne seraient pas mis à disposition des entreprises.

Sachant que la SNCI a décidé le 17 mars 2014 de réduire, pour les nouveaux contrats à signer, les taux de tous ses produits pour montrer sa volonté de soutenir le développement économique du pays et d'encourager les entreprises à s'engager dans des projets d'investissement, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la SNCI a-t-elle accumulé autant de réserves?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cet argent devrait être mis à disposition des entreprises luxembourgeoises?

- Combien d'entreprises ont contracté l'année dernière des prêts auprès de la SNCI?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les produits offerts par la SNCI correspondent aux besoins réels des entreprises?

- Ne devrait-on pas élargir la palette des produits?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les taux d'intérêts de la SNCI sont concurrentiels par rapport aux banques commerciales?

Réponse commune (17.6.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) est une banque de développement ayant une mission publique de contribuer au financement à moyen et à long terme des entreprises luxembourgeoises. Partant, elle ne peut être qu'un acteur complémentaire aux banques commerciales. Elle contribue au développement diversifié et durable de l'économie luxembourgeoise depuis son existence et elle a cofinancé des projets de nombreuses entreprises luxembourgeoises.

Depuis sa création, elle a décidé des interventions financières dépassant largement les trois milliards d'euros. Il faut également souligner que dans le cadre de la crise économique et financière, la SNCI n'a pas eu de cesse d'œuvrer dans le sens du développement économique, non seulement dans le cadre de l'analyse de nouveaux projets, mais encore dans le suivi de ses engagements existants.

Tout au long de son existence, elle a pu accroître ses réserves afin de pouvoir continuer à servir l'économie luxembourgeoise sans être dépendante du budget de l'État. Les réserves de la SNCI servent à accompagner les entreprises luxembourgeoises dans toute la diversité de leurs projets de création, de développement et d'innovation. Ces fonds ont toujours été et resteront à la disposition des entreprises luxembourgeoises qui présentent un projet éligible à la SNCI.

Force est de constater que les projets d'investissement des entreprises luxembourgeoises, et par conséquent les demandes de financement de la part de ces entreprises, ont été en baisse significative en ce qui concerne tous les produits de la SNCI en 2013.

Ce phénomène est non seulement observé par l'ensemble des banques de la place actives dans le financement des entreprises, mais est également confirmé par tous les autres acteurs actifs dans ce domaine sur le plan national. Tous s'accordent à dire qu'une hésitation certaine s'est faite ressentir de la part des entreprises qui n'osent pas investir en raison des incertitudes relatives à la situation et l'évolution de l'économie.

Il est à espérer que la reprise conjoncturelle avec une croissance du PIB proche de 3% en 2014, tirée notamment par l'industrie, la construction et les services aux entreprises, coïncidera avec une reprise des investissements et aura pour conséquence un accroissement des prêts accordés aux entreprises.

En 2013, le conseil d'administration de la SNCI a décidé des financements pour un montant de 42 millions d'euros. 4,6 millions d'euros de crédits d'équipement ont ainsi été alloués à 17 petites et moyennes entreprises, tout comme près de 6 millions de prêts à moyen et à long terme, 0,3 million d'euros de prêts de création/transmission et 3,3 millions de prêts participatifs à 13 entreprises luxembourgeoises, accompagnant ainsi leurs projets de développement, de diversification ou encore de création/transmission.

Des décisions de financement de 27,9 millions d'euros ont été prises dans le cadre des participations de la SNCI. Une grande partie de ce montant a été investie en faveur d'une grande entreprise de transport de fret aérien.

Pour ce qui est de l'année 2014, à fin mai, des financements pour un montant de 28,3 millions d'euros ont d'ores et déjà été décidés par le conseil d'administration de la SNCI qui se répartissent en 14,6 millions de prêts et 13,7 millions de participations.

La SNCI dispose actuellement d'une panoplie de produits qu'elle a créée, adaptée et développée d'une façon régulière au cours des dernières décennies.

Toutefois, consciente que le monde économique est en constante évolution, la SNCI a récemment revu ses instruments avec comme objectif de les compléter afin de mieux encore adresser les besoins en évolution permanente des entreprises.

Je peux donc dans le cadre de cette question parlementaire annoncer que trois nouveaux produits destinés au financement de projets innovants et au développement des entreprises seront très prochainement présentés par la SNCI. Ces nouveaux instruments devraient davantage faciliter aux entreprises, et notamment aux PME, l'accès aux prêts nécessaires et partant garantir leur développement économique. Les produits existants et nouveaux de la SNCI seront présentés lors de réunions régionales.

En ce qui concerne les taux d'intérêts appliqués par la SNCI, je tiens à confirmer ce que les honorables Députés ont rappelé dans leur introduction. En effet, la SNCI a pris, en début d'année, la décision de réduire, pour les nouveaux contrats à signer, les taux de tous ses produits de 0,5%.

Cette nouvelle baisse des taux de la SNCI, après celle intervenue au 1er juillet 2013, reflète la volonté de la SNCI de soutenir le développement économique du pays et d'encourager les entreprises à s'engager dans des projets d'investissement.

Il est rappelé que les taux de la SNCI sont difficilement comparables aux taux des banques commerciales étant donné qu'il s'agit de taux fixes, ne comportant ni frais, ni commissions et cela bien que les prêts puissent être anticipativement remboursés pendant toute la durée du prêt sans pénalités. Contrairement aux taux offerts par les banques commerciales où le client assume entièrement le risque du taux, c'est donc la SNCI qui assume pour ces financements le risque du taux d'intérêt tout en offrant une parfaite prévisibilité en matière de coûts de financement combinée à une flexibilité totale à l'entreprise luxembourgeoise. Ceci est notamment possible grâce au niveau renforcé de fonds propres et réserves dans le bilan de la SNCI.

Les taux applicables aux nouveaux prêts sont donc actuellement:

Prêt de création/transmission	4,50% p.a.
Prêt à moyen terme (cinq ans) (taux de base)	2,50% p.a.
Prêt à long terme (dix ans) (taux de base)	3,00% p.a.
Crédit d'équipement	2,00% p.a.

Enfin, les honorables Députés ne sont pas sans ignorer que les instruments de la SNCI doivent respecter la réglementation européenne et nationale en matière d'aides d'État.

Question 0282 (13.5.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**Imposition des plus-values provenant de la vente d'un immeuble prévu pour la location:**

Un contribuable résident qui vend un immeuble avec plus-value peut reporter l'imposition de cette plus-value à condition d'acquérir «en remploi» un immeuble destiné au logement nouvellement construit au Grand-Duché. Cette règle est notamment destinée à promouvoir l'investissement dans des logements locatifs dans le pays.

- Est-il vrai que la Commission européenne a engagé une procédure d'infraction contre notre pays, estimant que cette règle était une entrave à la libre circulation dans le sens que l'immeuble acquis «en remploi» doit être situé au Grand-Duché?

Pour un problème analogue, à savoir le report de l'imposition de sociétés ou commerçants de la plus-value de cession de leur immeuble, lorsque un autre immeuble est acquis «en remploi», la Commission européenne a également «formulé des critiques», ce qui a amené votre prédécesseur à déposer le projet de loi 6556 qui permet le réinvestissement dans tout État de l'Espace économique européen, donc l'Union européenne ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.

- Est ce que le nouveau Gouvernement envisage d'élargir par analogie la faculté de remploi à des acquisitions d'immeubles locatifs dans l'Espace économique européen et un amendement en ce sens du règlement grand-ducal du 17 juin 1992?

- Si non, de quelle autre matière le nouveau Gouvernement entend-il soit s'opposer soit se conformer aux critiques de la Commission européenne?

Réponse (13.6.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans le cadre de la procédure d'infraction n°2011/4104 engagée envers le Grand-Duché, la Commission européenne lui a adressé un avis motivé en date du 20 février 2014 en matière de transfert de plus-values immobilières visé à l'article 102, alinéa 8 L.I.R. au titre de l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en raison du refus d'accorder l'imposition reportée des plus-values résultant de la cession par un contribuable d'un immeuble situé au Luxembourg lorsque le prix de cession est réinvesti dans un immeuble de remploi situé à l'étranger. Afin de se conformer aux exigences du traité sur le fonctionnement de l'UE et de celles de l'Accord EEE, le Gouvernement a prévu d'abroger d'une façon générale la possibilité du transfert des plus-values sur un immeuble de remplacement.

Le 14 avril 2014 un projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 17 juin 1992 portant exécution de l'article 102, alinéa 8 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (transfert des plus-values), avec exposé des motifs et commentaire des articles, a été déposé à la Chambre des Députés pour examen par sa Conférence des Présidents.

En date du 13 mai 2014, la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés (COFIBU) a recommandé à l'unanimité à la Conférence des Présidents de donner son assentiment au texte proposé par le Gouvernement. Ladite Conférence des Présidents a fait sienne la recommandation de la COFIBU en date du 28 mai 2014.

Pour ce qui est de la référence faite par l'honorable Député au projet de loi 6556 - qui vient d'ailleurs d'être adopté (loi du 26 mai 2014 portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)) -, il y a lieu de souligner que le report visé à l'article 54 L.I.R. est limité aux entreprises luxembourgeoises sous des conditions très restrictives et que le poste de passif du bilan de l'établissement stable indigène doit refléter la plus-value transférée aussi longtemps que le bien de remploi à l'étranger n'a pas été réalisé.

Question 0283 (13.5.2014) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **formation des cadres de santé:**

Suite à un changement des conditions d'admission pour la formation de cadre de santé au Centre de formation pour les secteurs d'infirmier et de santé (CPSI), une haute école belge pour infirmiers, uniquement les bacheliers en soins infirmiers, donc les personnes détenant d'un diplôme bac +3, ont accès à cette formation. Les titulaires du diplôme d'infirmier luxembourgeois sont désormais exclus de cette formation parce que ce diplôme n'équivaut plus au niveau requis.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent fournir des informations concernant le nombre de personnes ayant poursuivi une formation de cadre de santé?

- Les établissements hospitaliers ou organismes employant des infirmiers restent-ils intéressés à engager du personnel disposant de ce type de formation?

- En outre, quel est le nombre d'infirmiers de formation luxembourgeoise détenant un diplôme sanctionnant une formation de cadre de santé et quel est leur pourcentage face aux infirmiers de formation non luxembourgeoise et détenant ce même diplôme?

- Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre afin d'éviter un désavantage des infirmiers de formation luxembourgeoise sur le marché de travail?

Réponse commune (4.6.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

À titre de remarque introductive, il convient de noter que la profession de «cadre de santé» n'est pas une profession de santé réglementée au sens de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

À la lecture de la question des honorables Députées, l'on peut toutefois conclure que les interrogations émises par ces dernières ont trait à la profession de santé réglementée d'infirmier gradué.

Ainsi, et à la lumière du constat établi à l'alinéa qui précède, il y a lieu de soulever que, dans un premier temps, au Luxembourg il n'y a pas d'établissement d'enseignement supérieur décernant une formation d'infirmier gradué. Ainsi, les personnes désirant acquérir des qualifications professionnelles leur permettant d'accéder à cette profession doivent faire leurs études à l'étranger.

Par conséquent, un relevé du nombre de personnes ayant suivi une telle formation au Luxembourg ne saurait être établi.

En ce qui concerne les prérequis pour accéder à cette formation, les établissements d'enseignement supérieur sont libres de fixer leurs conditions d'admission, étant donné que l'infirmier gradué n'est pas une profession harmonisée au niveau communautaire.

Ceci explique également pourquoi le Centre de formation pour les secteurs d'infirmier et de santé peut délibérément exiger un Bachelor en soins infirmiers comme condition d'admission.

Dans ce contexte, il y a lieu de réfuter l'allégation tendant à vouloir dire que les détenteurs d'un diplôme d'infirmier luxembourgeois seraient pénalisés par rapport aux détenteurs de diplômes étrangers d'infirmier. En effet, la formation luxembourgeoise d'infirmier est conforme aux règles établies par la directive modifiée 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (texte réglementant au niveau communautaire la durée minimale de formation de la profession d'infirmier).

De surcroît, il convient de soulever que l'Allemagne dispose d'un système similaire au modèle luxembourgeois et que les infirmiers «allemands» ne suivent en règle générale également pas de formation du type bac +3.

Sans entrer dans les détails des conditions d'admission des différents établissements d'enseignement allemands, l'on peut dès lors raisonnablement déduire que les infirmiers luxembourgeois peuvent accéder à des formations d'infirmier gradué dans ce pays.

Par ailleurs, il faut signaler que cette profession reste convoitée comme le montrent les chiffres constants du tableau ci-dessous.

Nombre d'infirmiers gradués autorisés à exercer au Luxembourg														
2011					2012					2013				
Nationalité					Nationalité					Nationalité				
L	B	D	F	Total	L	B	D	F	Total	L	B	D	F	Total
119	24	4	19	168	119	26	5	20	171	116	27	4	20	168

Ce tableau renseigne également que, par rapport à leurs homologues étrangers, la proportion d'infirmiers gradués luxembourgeois - dont la grande majorité a également suivi des études d'infirmier au Luxembourg - est beaucoup plus importante que pour les autres professions de santé.

Question 0342 urgente (12.6.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réduction du nombre de représentants au Conseil Économique et Social et au Comité des régions de l'Union européenne:**

Suite à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne et pour des raisons de conformité avec le traité de Lisbonne, la Commission européenne souhaite réduire d'une unité le nombre de représentants au Conseil Économique et Social ainsi qu'au Comité des régions de l'Union européenne des petits États membres, à savoir le Luxembourg, Chypre et l'Estonie.

Selon le journal «Le Quotidien» de ce jour, si le Luxembourg ne se retrouvait plus qu'à cinq représentants au lieu des six actuels, ceci serait également contraire au traité de Lisbonne qui prévoit un nombre minimal de six représentants par pays. La décision finale, devant être prise à l'unanimité, revient toutefois au Conseil européen et par conséquent aux chefs de Gouvernement ou d'État de l'ensemble des pays membres de l'Union européenne.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet de la réduction du nombre de représentants luxembourgeois au sein du Conseil Économique et Social et au Comité des régions de l'Union européenne?

2) Monsieur le Ministre compte-t-il s'opposer à cette diminution lors de la prise de décision finale au sein du Conseil européen?

Réponse (13.6.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député se montre préoccupé par les propositions de la Commission européenne concernant la composition du Conseil Économique et Social et du Comité des régions de l'Union européenne alors que ces propositions aboutiraient à la réduction d'une unité du nombre de représentants des petits États membres, à savoir le Luxembourg, Chypre et l'Estonie, dans ces enceintes.

S'il est effectivement vrai qu'aux termes des propositions de la Commission européenne le nombre de représentants du Luxembourg passera de six à cinq dans les deux enceintes, je voudrais toutefois attirer l'attention de Monsieur le Député sur le fait qu'en elle-même cette proposition ne se heurte pas aux dispositions du traité de Lisbonne. Contrairement à ce que Monsieur le Député semble penser, le traité ne prévoit pas un nombre minimal de six représentants par pays au niveau du Conseil Économique et Social ni au Comité des régions.

Ceci dit, le Ministre des Affaires étrangères s'opposera avec détermination à l'adoption de ces propositions lors du prochain Conseil «Affaires générales».

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

N°08
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°8 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Réforme du mariage p. 293
«Patienterechter» p. 280
Fonds National de la Recherche p. 324
Réorganisation de l'ILNAS p. 314

Sommaire des séances publiques nos 24-27 p. 330

24e séance Mardi 17 juin 2014
25e séance Mercredi 18 juin 2014
26e séance Jeudi 19 juin 2014
27e séance Mercredi 2 juillet 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Droits de l'Homme: visite du Président de la CEDH

Début juillet, le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH), M. Dean Spielmann, a effectué une visite officielle à Luxembourg. Reçu dans la matinée par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, M. Spielmann a rencontré au courant de l'après-midi une délégation élargie, composée des députés membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, de la Commission juridique et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Lors des échanges de vues, M. Spielmann a salué la célérité avec laquelle le Grand-Duché a l'habitude de réagir aux arrêts de la Cour qui le concernent directement, tout comme son réflexe d'adapter en permanence la législation luxembourgeoise en fonction d'arrêts rendus contre d'autres pays, en allant souvent au-delà des standards fixés par les juges.

La Cour est actuellement saisie de 15 requêtes luxembourgeoises: un nombre «dérisoire» aux dires de M. Spielmann, eu égard au nombre d'habitants peuplant le Grand-Duché et comparé au nombre de requêtes beaucoup plus volumineux en provenance d'autres pays européens.

Il est d'ailleurs prévisible qu'une grande partie des requêtes ne réponde pas aux critères de recevabilité, comme c'est d'ailleurs le cas pour 95% des affaires dont la Cour est saisie. Dans ses interventions, M. Spielmann a finalement insisté sur la nécessité d'accorder une plus grande importance à l'éducation aux droits de l'Homme afin d'y sensibiliser les étudiants dès leur plus jeune âge.



M. Dean Spielmann, Président de la CEDH, entouré de M. Mars Di Bartolomeo, Président, et de Mme Simone Beissel, Vice-Présidente de la Chambre.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Deux députés luxembourgeois chargés avec des rapports



(de gauche à droite) M. Claude Adam, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Yves Cruchten, M. Marcel Oberweis, Mme Anne Brasseur, M. Marc Spautz et Mme Toiny Thommes-Gerbec

Sous la présidence de Mme Anne Brasseur, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est réunie pour sa 3e partie de session à Strasbourg entre le 23 et le 27 juin 2014. Les moments forts de cette session furent certainement le discours très attendu du Président de l'Ukraine, M. Petro Porochenko, sur la situation dramatique dans son pays et la réélection du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Thorbjørn Jagland, qui s'est imposé contre Mme Leutheusser-Schnarrenberger.

La délégation luxembourgeoise, composée de M. Marc Spautz, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Yves Cruchten, M. Claude Adam et M. Marcel Oberweis a participé activement aux débats en séance plénière et dans les différentes commissions. L'assiduité au travail des députés luxembourgeois est largement reconnue par l'Assemblée parlementaire et a été récompensée par la nomination de deux rapporteurs sur des rapports en cours de préparation.

En effet, Mme Françoise Hetto-Gaasch a été désignée pour préparer un rapport important au sujet de «L'égalité et la coresponsabilité parentale: les droits des pères». «C'est un sujet qui me tient particulièrement à cœur et je suis fière d'avoir été chargée avec ce dossier», a-t-elle conclu.

À M. Yves Cruchten revient l'honneur de préparer le rapport très attendu sur les difficultés des ONG (organisations non gouvernementales) à exercer librement leurs activités dans certains pays membres du Conseil de l'Europe, ce qui pose évidemment de graves interrogations sur la situation démocratique et les droits de l'Homme.

Parmi les nombreux rapports, résolutions et recommandations adoptés lors de cette 3e partie de session, on peut également relever le débat sur la situation des services publics et de l'administration en Europe.

En séance plénière, M. Cruchten a tenu un plaidoyer fort contre les tendances actuelles de libéralisation et de privatisation des services publics: «La dérégulation et la privatisation sont souvent accompagnées par une détérioration de la qualité des services pour les citoyens et par une dégradation des conditions de travail et de salaire. La politique ne devrait donc pas se laisser tenter par des gains faciles et rapides à court terme, mais au contraire, elle devrait viser le long terme, assurer des services publics de qualité répondant aux besoins et aux attentes des citoyens, les protéger contre les abus des marchés et du capitalisme à outrance et finalement préserver des emplois durables et décents.»

Suite en page 2

Suite de la page 1

Qu'est-ce que le Conseil de l'Europe?

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'Homme du continent européen. Il comprend 47 États membres, dont les 28 membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'Homme, un traité visant à protéger les droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit.

Droits de l'Homme, démocratie, État de droit

Le Conseil de l'Europe préconise la liberté d'expression et la liberté des media, la liberté de réunion, l'égalité et la protection des minorités. Il a lancé des campagnes sur des thèmes tels que la protection des enfants, le discours de haine sur Internet et les droits des Roms, la minorité la plus importante en Europe. Le Conseil de l'Europe aide les États membres à lutter contre la corruption et le terrorisme et à mener les réformes judiciaires nécessaires. Son groupe d'experts constitutionnels, connu sous le nom de Commission de Venise, donne des conseils juridiques à des pays du monde entier.

Le Conseil de l'Europe défend les droits de l'Homme par le biais de conventions internationales, comme la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et la Convention sur la cybercriminalité. Il suit les avancées des États membres dans ces domaines et fait des recommandations à travers des organes de suivi spécialisés et indépendants. Les États membres du Conseil de l'Europe n'appliquent plus la peine de mort.

L'Assemblée parlementaire

L'Assemblée parlementaire réunit 318 parlementaires des 47 États membres; elle élit le Secrétaire général, le Commissaire aux droits de l'Homme et les juges à la Cour européenne des droits de l'Homme; elle offre un forum démocratique de débats et observe les élections; ses commissions jouent un rôle important dans l'examen des questions d'actualité. Les députés adoptent des résolutions et font des recommandations au Comité des ministres qui devront se pencher sur les questions abordées par les parlementaires et, le cas échéant, veiller à transposer ces recommandations dans les législations nationales respectives.

Autres organes

À côté de la Cour européenne des droits de l'Homme et de l'Assemblée parlementaire, le Conseil de l'Europe héberge également le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, le porte-parole de plus de 200.000 régions et municipalités.

Personnalités

Présidente de l'Assemblée parlementaire: Mme Anne Brasseur (Luxembourg)

Secrétaire général du Conseil de l'Europe: M. Thorbjørn Jagland (Norvège)

Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme: M. Dean Spielmann (Luxembourg)

Membres de la délégation luxembourgeoise de l'Assemblée parlementaire: Mme Anne Brasseur (DP), Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV), M. Yves Cruchten (LSAP), membres effectifs, et MM. Marc Spautz (CSV), Claude Adam (déi gréng) et Marcel Oberweis (CSV), membres suppléants.

Suivez les débats et l'actualité du Conseil de l'Europe sous: www.coe.int et www.assembly.coe.int.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE



La Chambre des Députés était représentée à Bakou par Mme Josée Lorsché, M. Claude Haagen (1re rangée), M. Eugène Berger, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Gusty Graas (2e rangée).

La Déclaration de Bakou, adoptée lors de la 23e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, reprend les résolutions qui ont été adoptées par les trois commissions en charge respectivement

- des affaires politiques et de la sécurité,

- des affaires économiques, des sciences, des technologies et de l'environnement et

- de la démocratie, des droits de l'Homme et des questions humanitaires.

La crise en Ukraine, débattue lors d'une séance spéciale consacrée à ce sujet, est un des thèmes principaux de la déclaration. En effet, l'AP-OSCE y exprime son inquiétude face à la situation en Ukraine et met en avant le rôle de l'OSCE dans la mise en place d'un dialogue constructif dans le but de prévenir une escalade du conflit et d'activer les réseaux diplomatiques. La déclaration appelle également la Russie à renoncer à l'annexion de la Crimée tout en déplorant l'intervention armée des forces russes dans la région. L'AP-OSCE réitère son soutien à la souveraineté et à l'indépendance politique, ainsi qu'à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

La déclaration encourage aussi les États membres à réglementer la politique d'immigration de façon à en tirer le meilleur profit et à en réduire les effets néfastes. Dans ce contexte, le document déplore les crimes de haine contre les travailleurs migrants et appelle les États à renforcer la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Le texte critique notamment le recours de certains pays membres de l'OSCE, dont l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Fédération de Russie, à des pratiques d'intimidation, voire à la détention de nombreux défenseurs des droits de l'Homme.

D'autres sujets de la déclaration sont la traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle, la sécurité alimentaire, les ressources limitées en eau, l'élaboration d'un accord universel sur le climat, la mise en place de règles pour éviter d'autres crises financières, le droit de propriété des femmes et la prévention contre les cyberattaques.

Finalement, les membres de l'AP-OSCE ont élu un nouveau Président dans la personne de M. Ilkka Kanerva, ancien Ministre des Affaires étrangères finlandais. Il présidera l'Assemblée parlementaire composée de 57 États membres pendant un an, jusqu'à la prochaine session annuelle en 2015 qui aura lieu à Helsinki.

Réunion des Présidents de la COSAC

Perspectives de l'UE et fonds structurels et d'investissement

«Le vrai défi de l'Union européenne (UE) est de retrouver son âme.»

C'est avec ces mots que le Président du Sénat de la République italienne, M. Pietro Grasso, s'est adressé aux présidents des délégations de la COSAC (Conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires de l'Union des Parlements de l'Union européenne) réunis à Rome du 17 au 18 juillet. Et d'ajouter que les parlements nationaux sont un pilier important pour redonner une identité profonde et une nouvelle vitalité à une UE au visage terne et fatigué.

«Un nouveau départ pour l'UE» est aussi le mot d'ordre de la présidence italienne de l'UE dont les priorités ont été présentées par le Sous-secrétaire d'État aux Affaires européennes, M. Sandro Gozi.

Tout d'abord, l'accent sera mis sur la croissance et l'emploi. Une croissance générée par un renforcement de la politique d'investissement et de soutien aux PME et à l'industrie à travers une extension des ressources financières, qui devra engendrer une augmentation de l'emploi, en particulier celui des jeunes.

Ensuite, il sera question de mieux coordonner la politique d'immigration et d'asile au niveau européen et de renforcer la politique étrangère pour conférer plus de poids à l'UE sur la scène politique internationale. Selon M. Gozi la dimension parlementaire de l'UE doit être davantage développée afin de renforcer le contrôle démocratique. Ceci se fera entre autres à travers une évaluation de l'application du traité de Lisbonne.

«Plus de transparence et de démocratie» ont été les mots clés de l'intervention de M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne et Commissaire européen en charge des relations interinstitutionnelles et de l'administration, qui a annoncé une extension de la garantie jeunes jusqu'à trente ans, ainsi que sa pérennisation dans la période de programmation 2014 à 2020.

La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel qui, dans son intervention sur les fonds structurels et d'investissement de l'UE, a souligné l'importance de la collaboration entre les autorités nationales, régionales et locales, d'un côté, et les employeurs, les syndicats, les ONG et d'autres organismes favorisant l'inclusion sociale, de l'autre, afin que cette politique ait un impact maximal.

Il a également salué la démarche du Parlement européen qui est parvenu à atténuer les conséquences d'un mécanisme qui doit désormais prendre en compte les circonstances sociales et économiques d'un État membre concerné et garantir que toute suspension soit proportionnelle à ces critères.

C'est la recherche de cet équilibre entre contrôle et autonomie que le Commissaire européen en charge de la politique régionale, M. Johannes Hahn, a mise en avant dans son intervention.

À la lumière des événements tragiques liés à la catastrophe aérienne en Ukraine, les participants à la réunion ont réitéré leur volonté de discuter de la politique de voisinage de l'UE lors de la prochaine réunion plénière de la COSAC et ont observé une minute de silence en hommage aux victimes.



M. Marc Angel a représenté le Parlement luxembourgeois à Rome.

Le Président de la Chambre exprime ses condoléances

Choqué par l'effroyable drame du vol MH 17, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rendu hommage aux victimes à l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas le mardi 22 juillet 2014. Le Président de la Chambre a laissé un message dans le livre de condoléances et a exprimé en personne sa compassion à l'Ambassadeur S.E. M. Peter W. Kok.

«Nous devons nous montrer solidaires. Devant l'insupportable douleur de nombreuses familles ayant perdu un proche, c'est avec un sentiment de très forte émotion que je me permets d'exprimer les plus sincères condoléances en mon nom propre et au nom de la Chambre des Députés. Mes pensées vont à toutes les personnes éprouvées par cette tragédie», a-t-il dit.

La grande majorité des 298 victimes sont de nationalité néerlandaise.

Une famille entière - les parents et ses deux fils -, résidant dans la commune de Roeser, y a également laissé sa vie.

M. Di Bartolomeo a plaidé pour que les circonstances du crash en Ukraine soient entièrement élucidées. «Les auteurs de ce drame sont redevables envers la communauté internationale pour ce qu'ils ont fait. Leur acte odieux ne doit pas rester impuni», a souligné le Président de la Chambre des Députés.



M. Mars Di Bartolomeo signe le livre de condoléances en présence de l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas, S.E. M. Peter W. Kok.

Visite de travail d'une délégation du Sénat français

L'entrevue entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France, Belgique et Luxembourg du Sénat français fut non seulement l'occasion de faire le point des relations - très bonnes - entre les deux institutions, mais également d'avoir un échange de vues intéressant sur les politiques luxembourgeoise, française et européenne.

Le Président du groupe d'amitié, le sénateur Philippe Leroy, a insisté sur le fait que le Luxembourg et la France sont très proches. «L'amitié entre les deux pays est très solide et la convergence de vues sur l'Europe nous rapproche davantage», a expliqué le sénateur français.

M. Leroy a ensuite montré son intérêt pour les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne lors de la deuxième moitié de 2015. Quant à M. Mars Di Bartolomeo, il a insisté sur l'importance de se retrouver autour de valeurs communes, aussi bien au Grand-Duché que dans l'Union européenne toute entière. «Les valeurs qui étaient à l'origine de l'Union européenne doivent être remises en son centre. L'Europe de demain devra chercher un équilibre entre les domaines économique et financier et la solidarité sociale. Au cours de sa prochaine Présidence du Conseil, le Luxembourg essaiera de redonner un autre visage - un visage plus humain - à l'Europe», a notamment souligné M. Di Bartolomeo.



Une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France, Belgique et Luxembourg du Sénat français reçue à la Chambre.

Comme il l'avait déjà fait à plusieurs reprises et encore récemment à l'occasion de sa visite à l'Assemblée nationale à Paris, le Président de la Chambre des Députés a abordé le sujet de la centrale nucléaire de Cattenom en insistant sur le fait qu'un incident majeur pourrait remettre en cause l'intégrité territoriale luxembourgeoise.

La délégation française s'est également intéressée au système luxembourgeois des retraites, au budget national et à la collaboration régionale, où le Président de la Chambre, tout en insistant sur le potentiel énorme de coopération dans la Grande Région, a su satisfaire ses interlocuteurs par les réponses et explications fournies.

Outre le Président du groupe interparlementaire d'amitié, M. Philippe Leroy, la délégation du Sénat fut composée de Mmes Muguette Dini, Présidente déléguée pour le Luxembourg, Gisèle Printz, Vice-Présidente, Leila Aïchi et M. Charles Revet.



L'administration parlementaire se présente

Le Service juridique

Au début de l'année 2008, la Chambre des Députés a décidé de se doter d'un service chargé exclusivement des questions juridiques. Cette tâche est assurée depuis lors par deux fonctionnaires: M. Max Agnes en est le chef de service et Mme Katja Hientgen est en charge du secrétariat.

Les attributions du Service juridique de la Chambre des Députés sont multiples et diverses. L'on peut dire qu'il traite de toutes les affaires et questions juridiques qui découlent des activités du Parlement luxembourgeois.

Ainsi, le Service juridique agit pour prévenir tout engagement éventuel de la responsabilité de la Chambre des Députés à l'occasion des contentieux de tous ordres de juridiction. Il ne participe pas activement aux travaux législatifs, mais agit plutôt comme un service de support, ce qui engendre une collaboration constante avec les divers services de la Chambre.

Parmi les multiples domaines d'intervention du Service juridique, il y a notamment la matière contractuelle. À ce titre, le Service juridique assure l'élaboration voire l'analyse des conventions et accords conclus avec des parties tierces.

En collaboration avec les services concernés, le Service juridique assure l'élaboration des conditions générales des cahiers des charges dans le cadre de l'organisation de marchés publics et prête assistance aux services concernés de l'administration parlementaire dans l'élaboration de la partie des conditions spécifiques des cahiers des charges.

Par ailleurs le Service juridique prépare les dossiers au cas où la Chambre serait amenée à se présenter devant les autorités judiciaires et représente la Chambre devant les juridictions où le ministère d'un avocat n'est pas requis. Il centralise et exploite également les plaintes éventuelles adressées à l'administration parlementaire.

Une autre tâche qui incombe au Service juridique est la tenue et la mise à jour du Code parlementaire. Le service gère également les contrats d'assurances conclus par la Chambre des Députés et s'occupe de la déclaration et de la gestion des sinistres.

Bien évidemment, le Service juridique procède à des recherches à propos de tout sujet s'avérant nécessaire au bon fonctionnement de l'administration parlementaire voire de la Chambre.

Réforme du mariage

6172A - Projet de loi portant

a) réforme du Titre II.- du Livre Ier du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;

b) réforme du Titre V.- du Livre Ier du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;

c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1er, 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;

d) modification de l'article 66 du Code de commerce;

e) modification des articles 265 alinéa 1er, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;

f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;

g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre Ier du Code pénal;

h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et

i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage

I. Remarques préliminaires

La décision de la Commission juridique de scinder le projet de loi n°6172 en deux est entérinée en date du 16 mai 2012. Dans le cadre des amendements le même jour, la commission propose de n'aborder que le seul volet relatif à la réforme du mariage dans le cadre d'un projet de loi n°6172A. Cette réforme du mariage ne doit toutefois pas se limiter à ouvrir le mariage aux couples de même sexe, mais vise une réforme globale du Titre V. du Livre 1er du Code civil, intitulé «Du mariage» en intégrant les dispositions modificatives et abrogatoires contenues dans les projets de loi n°5908 et n°5914. Y figurent également les modifications proposées sous l'article Ier, point 1) du projet de loi n°6039. Il est par ailleurs retenu de continuer l'examen du volet se rapportant à la réforme de l'adoption dans un projet de loi n°6172B. La commission juridique propose cependant d'inclure les modifications d'ordre terminologique nécessaires en vue de la réforme de la filiation à réaliser dans le cadre du projet de loi n°6172B.

Dans ce même contexte, il est retenu de regrouper les projets de loi n°5908[1], n°5914[2] et n°6172A dans un même projet de loi, y compris les modifications ponctuelles proposées dans le cadre d'une relecture proposée du Titre II «Des actes de l'état civil» du Livre 1er du Code civil. C'est dans cet ordre d'idées que certaines modifications inclues dans le projet de loi n°6039[3] sont intégrées dans le projet de loi n°6172A.

À la suite du premier avis du Conseil d'État, la commission juridique réitère sa volonté d'instruire les deux projets de loi n°6172A et n°6172B séparément. Elle regrette que l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi n°6172B ne soit pas encore disponible et indique vouloir tenir compte de l'approche fondamentale adoptée par le Gouvernement en ce qui concerne l'exclusion de l'adoption plénière dans le chef des conjoints de même sexe, ce à quoi s'est opposé le Conseil d'État.

II. Les principales réformes contenues dans le projet de loi n°6172A

1. De l'ouverture du mariage aux couples de même sexe

1.1. La première étape de reconnaissance et de protection des communautés de vie entre couples de même sexe

Le Luxembourg a en 2004 décidé d'accorder aux personnes vivant ensemble sans être mariées le droit d'officialiser leur communauté de vie à travers l'introduction en droit luxembourgeois du partenariat. Il suivait pour ainsi dire un mouvement de reconnaissance et de protection des communautés de vie qui s'observait dans d'autres pays de l'Union européenne. Selon certains, l'«introduction des nouveaux statuts a été une première occasion pour étudier la place faite à l'homosexualité en Europe occidentale.»[4]

Le Luxembourg n'était à ce moment ni précurseur, ni retardataire en la matière.[5]

Or, la consécration du partenariat en droit luxembourgeois a amené le tribunal administratif dans un jugement du 3 octobre 2005 d'arriver à la conclusion suivante en matière de droit de séjour du conjoint, de nationalité malgache, d'un ressortissant belge, établi au Luxembourg:

«Dans la mesure où le Grand-Duché de Luxembourg a, par la loi précitée du 9 juillet 2004, décidé de reconnaître et de protéger juridiquement les communautés de vie de personnes autres que le mariage en permettant à des couples de sexe différent ou de même sexe de faire une déclaration de partenariat, il ne saurait refuser le séjour au conjoint d'un ressortissant belge, établi au Luxembourg et ayant des attaches personnelles, professionnelles et sociales étroites au pays pour y séjourner et travailler depuis une dizaine d'années, fussent-ils de même sexe, sous peine de se contredire soi-même et de porter atteinte de façon disproportionnée et injustifiée au droit du demandeur au respect de sa vie privée et familiale au sens de l'article 8 [de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales].»[6,7]

Dans son jugement, le tribunal administratif n'impose pas l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. Il n'appartient en effet pas au juge d'interpeller le législateur sur des points de politique juridique.

Le tribunal administratif ne fait rien d'autre que pointer du doigt des évolutions qui se font à l'étranger et auxquelles le Luxembourg ne saurait se soustraire, d'autant plus qu'un premier pas dans cette direction a été franchi.

1.2. Les récentes évolutions dans les autres pays de l'Union européenne

Il est intéressant de noter d'emblée que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dispose dans son article 9:

«Le droit de se marier et le droit de fonder une famille sont garantis selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.»

À la différence de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales qui réserve le droit de se marier et de fonder une famille à l'homme et la femme à partir de l'âge nubile, la Charte ne pose pas de telles conditions de sexe. Ce faisant, elle rend compte d'une réalité déjà consacrée dans plusieurs États membres de l'Union européenne, d'autres étant en train de se diriger dans une direction similaire.

L'analyse de la cartographie des pays d'Europe occidentale ayant ouvert le mariage aux couples de même sexe nous permet de dresser le tableau[8] suivant:

- dix pays européens reconnaissent le mariage homosexuel. Il s'agit des Pays-Bas (2001), de la Belgique (2003), de l'Espagne (2005), de la Suède (2009), de la Norvège (2009), du Portugal (2010), de l'Islande (2010), du Danemark (2012), de la France et de la Grande Bretagne (2013).

- neuf pays européens reconnaissent une forme d'union civile aux couples de même sexe: l'Allemagne (2001), la Finlande (2002), le Luxembourg (2004), la Slovénie (2006), la République tchèque (2006), la Hongrie (2009), l'Irlande (2010), l'Autriche (2010) et la Croatie (2010).

En d'autres termes, non seulement les pays scandinaves, à l'exception de la Finlande, mais de plus en plus de pays limitrophes du Grand-Duché permettent aux couples de personnes de même sexe de contracter mariage.

1.3. L'introduction du mariage homosexuel en droit luxembourgeois

1.3.1. L'initiative gouvernementale

À l'occasion de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental[9] du 29 juillet 2009, ce dernier se prononce comme suit au sujet du mariage homosexuel:

«[D]'Politik huet och d'Flicht, sech iwwert dat Wirtschaftlecht, Finanziellt a Soziaalt eraus mat deene Liewensfroen ze beschäftegen, déi d'Leit am Land ëmdreiwen. Si muss vun Zäit zu Zäit der Gesellschaft d'Temperatur huelen. Si muss spieren, wéini ronderëm bestëmmt gesellschaftspolitesch Froe genuch Konsenselementer erugeräift sinn, déi hir et erlaben, fir kënne behäerzt ze légiféréieren. Wa se e Konsens feststellt, deen um Wuessen ass, ouni schonn integral ze sinn, muss se kënnen den integrale Konsens, deen et jo eigentlech ni wäert ginn, antizipéieren. Och wann net jiddwereen oder nach net jiddweree sech deem Quasikonsens kann uschléissen. Mä d'Politik muss mat der Gesellschaft harmonéieren. Si däerf hir net ëmmer nëmmen nolafen.

Dofir féiere mer d'Bestietnis fir Homosexueller an. Gläichgeschlechtlech Partner solle sech kënne bestueden. Gléck léisst sech net exklusiv iwwer klassesch Strukturen an Ariichtungen definéieren. Et bestëmmt sech aus sech selwer eraus. Och dowéinst solle mer de gläichgeschlechtleche Partner e Recht ginn, d'Kanner vun hirem Partner ze adoptéieren. Et gëtt kee Recht op d'Kand. Et gëtt wuel awer Rechter vum Kand. Déi Léisung, déi mer virschloen, respektéiert genau dës Rechter.»

Ces considérations ont d'ailleurs motivé les auteurs du projet de loi initial d'indiquer que:

«Cette institution [i.e. le mariage] évolue dans la même mesure que notre société évolue. Cette évolution s'observe surtout dans les pays occidentaux comme la conséquence d'une volonté de garantir une cohabitation démocratique conforme à un ordre économique, juridique et social juste et d'établir une société avancée, ouverte à l'égalité de traitement et de chances des individus et des groupes.»[10]

Et plus loin:

«La vie de famille présente aujourd'hui d'autres facettes qu'il y a trente ans et les réformes entamées en sont une démonstration continue. […] Le partenariat enregistré a constitué une première étape dans la reconnaissance des couples de même sexe en leur permettant d'officialiser leur union, leur engagement l'un envers l'autre et d'obtenir de ce fait l'accès à certains régimes légaux.»[11]

Ou encore:

«L'ouverture du mariage aux couples de même sexe répond à une demande sociale qui fait partie d'un mouvement de renforcement du principe d'égalité, dont la mise en œuvre passe à la fois par la lutte contre les discriminations, le renforcement des droits existants et la création de nouveaux droits.»[12]

1.3.2. Consensus au sein de la Commission juridique

Dans le cadre de l'instruction du projet de loi n°6172 dans sa version initiale, il appert qu'il existe un consensus au sein des groupes et sensibilités politiques représentés au sein de la commission juridique quant à l'accès des unions de même sexe au mariage.[13]

1.3.3. Points de vue partagés du Conseil d'État

Avis du Conseil d'État

Il ressort de l'avis du Conseil d'État du 27 novembre 2012 qu'il est conscient de la tâche qui lui incombe face à ce projet de loi. Ainsi, il rappelle qu'«il est du devoir du Conseil d'État d'analyser chaque projet de loi soumis à son avis avec toute la rigueur juridique et l'acuité intellectuelle requises, en faisant abstraction de considérations politiciennes ou trop contingentes. Cela est encore plus vrai pour des projets de loi ayant un impact haut en conséquences sur la vie quotidienne d'un nombre potentiellement considérable de citoyens, voire sur les orientations sociologiques de notre collectivité. Dans cette tâche exigeante, le Conseil d'État se doit de respecter la neutralité, l'objectivité, les intérêts justifiés de toutes les parties en cause, tout en établissant un équilibre entre le rôle régulateur que joue le droit dans une société, et sa fonction de donner à chaque individu une sphère de protection favorisant son épanouissement personnel, voire son bonheur. Un projet du genre de celui sous avis pose des défis particulièrement élevés sous cet angle de vue, alors qu'il s'agit de trouver un juste équilibre entre les intérêts légitimes de la société en tant que telle, et de personnes adultes de même sexe souhaitant se marier.»[14]

La Haute Corporation estime que «le volet du texte sous avis ayant trait au mariage homosexuel apporte sans doute la réforme la plus fondamentale au mariage depuis son instauration en 1804 en tant qu'institution de droit civil par le Code civil.»[15]

Après avoir dressé l'historique du mariage, le Conseil d'État constate que «dans la conception du mariage la plus universellement reconnue à l'heure actuelle, […] l'altérité des sexes n'est pas une condition nécessaire au mariage, que le mariage non religieux est une invention très récente, et que les raisons pour se marier valablement reconnues, tant en religion qu'au civil, sont si multiples et variées que la conclusion de la diversité de sexe entre partenaires n'est pas un élément nécessaire et péremptoire pour une union juridique labellisée «mariage».»[16]

Elle relève ensuite que «si le droit civil a sans doute un rôle stabilisateur et modérateur dans les sociétés, et se caractérise par conséquent nécessairement par certains traits conservateurs plutôt qu'avant-gardistes ou précurseurs, il faut cependant veiller à ce qu'il ne s'installe pas un déphasage entre la réalité sociologique, sociale et humaine d'une société et les normes civiles appelées à les régir.»[17]

Tout en rappelant les principes devant guider le législateur, le Conseil d'État ne se prononce pas expressis verbis en faveur de l'ouverture du mariage aux couples homosexuels. Dans son commentaire de l'article ménageant cette ouverture, il se limite à indiquer que «ces modifications n'appellent pas d'observation du Conseil d'État.»[18]

Avis séparé du Conseil d'État[19]

Dans un avis séparé, il est relevé que «le principe de précaution, si haut en cours en d'autres domaines, exige qu'au préalable de toute initiative du législateur, une mûre réflexion et un large débat de société soient menés sur toutes les conséquences20 pouvant résulter du changement projeté des paradigmes du mariage.»[21]

L'approche de la Commission juridique qui consiste à scinder le projet de loi n°6172 en deux, pour évacuer d'abord celui relatif au mariage, pour ensuite débattre de ses conséquences, n'est pas approuvé dans cet avis séparé. Les questions relatives à l'adoption devraient, selon la teneur de l'avis séparé, être traitées en premier lieu, et ce dans l'intérêt supérieur de l'enfant, «pour lequel la lisibilité de sa filiation et l'inscription dans une histoire et une lignée sont essentielles pour la construction de son identité.»[22]

Pour ces raisons, et celles plus amplement développées dans ses considérations générales, l'avis séparé énonce son opposition à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

1.4. Questions de droit international privé

Le droit au mariage pour un couple de même sexe soulève quelques questions de droit international privé. En effet, comme le notent les auteurs du projet de loi n°6172, «[d]ans une Europe où la libre circulation des personnes avec une divergence de législation fondamentale entre États concernant le mariage entre deux personnes de même sexe, il faudra néanmoins se préoccuper des conditions de fond qu'un couple de même sexe, dont l'un aurait la nationalité luxembourgeoise et l'autre une nationalité étrangère, doit remplir afin de pouvoir se marier.»[23]

1. À travers le dépôt dudit projet, le Gouvernement souhaitait activement lutter contre les mariages dits «simulés» qui d'après l'exposé des motifs constitueraientt un phénomène régulier. (Projet de loi n°5908, exposé des motifs, p. 6)
2. Ce projet vise à tenir compte de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, approuvée par une loi du 15 décembre 1988, et ceci notamment dans le domaine du mariage.
3. Ce texte en projet propose entre autres des adaptations à l'état civil, y compris aux mentions à inscrire sur l'acte de mariage.
4. Maks Banens, «Mariage et partenariat de même sexe en Europe – Vingt ans d'expérience», Politiques sociales et familiales, Comparaisons internationales, n°99, mars 2010, p. 73
5. Selon Maks Banens, le Luxembourg faisait alors partie de la deuxième vague.
6. TA, 3 octobre 2005, n°19509 du rôle
7. Reflets – Informations rapides sur les développements juridiques présentant un intérêt communautaire, n°1/2006, p. 23: les auteurs de cette publication qualifient le jugement d'expéditif et le rapprochent d'une décision du Verwaltungsgericht du 9 septembre 2004 qui aboutit au résultat opposé.
8. http://www.touteleurope.eu/actualite/le-mariage-homosexuel-en-europe.html
9. Programme gouvernemental 2009, p. 108: Le Gouvernement entend ouvrir le mariage aux couples homosexuels. Le Code civil disposera que «deux personnes de sexe différent ou de même sexe peuvent contracter mariage».
10. Projet de loi n°6172, exposé des motifs, p. 15
11. Idem, p. 16
12. Idem, p. 16
13. À noter que le représentant de la sensibilité politique ADR déclare donner son accord personnel à ce sujet. (cf. Procès-verbal de la réunion de la commission juridique du 11 janvier 2012, p. 6)
14. Projet de loi n°6172A[2], Avis du Conseil d'État, p. 6
15. Idem, p. 3
16. Idem, p. 5
17. Ibidem
18. Projet de loi n°6172A[2], Avis du Conseil d'État, p. 8
19. La pratique de l'avis séparé du Conseil d'État est consacrée à l'article 28 alinéa 2 du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'État qui dispose que «Chaque membre [du Conseil d'État] a encore le droit de proposer un avis séparé qui peut être appuyé par un ou plusieurs autres membres du Conseil d'État. Cet avis est communiqué à tous les membres ou distribué au plus tard avant la discussion en séance plénière.»
20. Ils citent les questions ayant trait à l'aide médicale à la procréation, à la gestation pour autrui, aux dons anonymes de gamètes, aux manipulations génétiques, à l'adoption d'enfants.
21. Projet de loi n°6172A[2,] Avis séparé du Conseil d'État, p. 18
22. Idem, p. 19
23. Projet de loi n°6172, exposé des motifs, p. 16

Ainsi, selon les auteurs du projet de loi, la rédaction du Code civil[24] s'oppose à ce qu'un ressortissant d'un État qui interdit le mariage homosexuel puisse se marier avec une personne de même sexe. Les auteurs du projet de loi considèrent que les conditions inscrites à l'article 171 du Code civil étaient cumulatives[25].

Rosa Lëtzebuerg ne partage pas ce point de vue. L'association rappelle que l'article 171 du Code civil a été introduit en droit luxembourgeois dans le sillage de la ratification de la Convention de la Haye du 14 mars 1978 sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages[26]. L'article 3 de cette convention se lisant comme suit:

«Le mariage doit être célébré:

1. lorsque les futurs époux répondent aux conditions de fond prévues par la loi interne de l'État de la célébration, et que l'un d'eux a la nationalité de cet État ou y réside habituellement; ou[27]

2. lorsque chacun des futurs époux répond aux conditions de fond prévues par la loi interne désignée par les règles de conflit de lois de l'État de la célébration.»

Les autorités luxembourgeoises ne sauront refuser le mariage aux couples homosexuels sur la seule base que la loi nationale d'un des deux futurs époux interdirait un tel mariage. Y voir des conditions cumulatives, quod non, conduirait à établir une nouvelle discrimination fondée sur la nationalité.

La Commission juridique a dans le cadre de l'instruction du présent projet de loi tenu compte de cette observation en faisant clairement ressortir le caractère alternatif des deux règles de droit international privé inscrit à l'article 171 du Code civil, ce qui trouve d'ailleurs l'accord du Conseil d'État[28].

2. De l'adoption

2.1. Le projet initial

Les auteurs du projet de loi initial ont opté pour l'ouverture de l'adoption simple aux couples mariés de même sexe[29]. Cette approche est privilégiée alors que, d'une part, l'adoption simple laisse subsister les liens avec les parents biologiques et, d'autre part, l'enfant ainsi adopté garde une personne de référence de chaque sexe, c'est-à-dire son parent biologique ou ses parents biologiques et a le bénéfice d'un couple «supplémentaire» de parents, ses parents adoptifs.

Dans son avis du 15 octobre 2010, l'ORK indique que «l'évolution rapide des mœurs dans la société luxembourgeoise permettra d'exclure un jour, toute stigmatisation préjudiciable d'un enfant du seul fait d'avoir été adopté ou de séjourner auprès de deux parents de même sexe.»[30]

Pourtant, il semble partagé sur le point de savoir s'il faut à ce stade ouvrir l'adoption plénière aux couples de même sexe. D'une part, l'ORK estime que, d'un point de vue légal, l'exclusion systématique des couples homosexuels du régime d'adoption plénière n'est plus justifiée. L'aptitude pour un couple homosexuel, comme pour tout autre couple, d'accueillir un enfant devrait en effet être appréciée dans le cadre de l'enquête sociale à laquelle il sera procédé avant toute adoption plénière. D'autre part, «l'ORK rappelle qu'à ses yeux, l'adoption simple doit néanmoins en toutes circonstances être privilégiée par rapport à l'adoption plénière alors qu'elle permet le maintien des relations avec la famille d'origine (comprenant un père et une mère).»

L'ORK continue en évoquant l'importance des enquêtes sociales et qui permettraient «de scruter la situation sociale et les motivations des futurs parents adoptants». Les rapports établis par la suite devraient de l'avis de l'ORK se concentrer sur la capacité et la responsabilité des personnes à devenir parent et non pas sur leur destin ou choix de vie.

Les enquêtes sociales sont par ailleurs jugées déterminantes par le Guide de Bonne Pratique pour l'application de la Convention de la Haye pour une meilleure réalisation/exécution des adoptions internationales. L'autorité centrale du pays d'origine devra, en effet, déterminer, si le placement envisagé est dans l'intérêt supérieur de l'enfant. La décision de placement implique d'identifier, parmi les parents jugés qualifiés et aptes à adopter, ceux qui pourraient le mieux répondre aux besoins de l'enfant.

Le CET adopte une position moins nuancée face au choix des auteurs du projet de loi de n'ouvrir que l'adoption simple aux couples de même sexe. «Par la différence maintenue entre adoption simple et adoption plénière, cette égalité de traitement et de chances n'est pas donnée.»[31]

Le CET va même plus loin en récusant à l'adoption plénière toute raison d'être, alors qu'elle enlève à l'enfant adopté tout droit de connaître ses parents biologiques, droit expressément consacré par la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU du 20 novembre 1989 et auquel adhère le Gouvernement dans l'exposé des motifs au projet de loi initial. Si, pour quelque raison, le Gouvernement souhaiterait maintenir les deux types d'adoption, le CET estime que la seule ouverture de l'adoption simple aux couples mariés de même sexe, tandis que les couples mariés hétérosexuels pourront toujours procéder à une adoption plénière crée une nouvelle discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

En résumé, le CET se félicite de la réforme du mariage. Pour ce qui est de la réforme de l'adoption, le CET considère que «du moment que l'intérêt supérieur de l'enfant est garanti et ceci au moyen d'une enquête sociale digne de ce nom, l'orientation sexuelle ou l'état civil d'une personne ne devraient plus être décisifs.»[32]

2.2. La position gouvernementale suivie par la Commission juridique

Dans le contexte de la scission du projet de loi n°6172, la Commission juridique n'a pas examiné dans ses amendements du 16 mai 2012 la partie du projet se rapportant à l'adoption. Dans son avis du 27 novembre 2012, le Conseil d'État attire l'attention des auteurs des amendements parlementaires sur le fait qu'à ce stade le projet de loi a pour effet d'étendre aux époux homosexuels tous les droits que le Code civil reconnaît aux époux hétérosexuels, donc également ceux en matière d'adoption.

En réponse à cette observation du Conseil d'État, la Commission juridique, en tenant compte de la position gouvernementale en la matière, propose d'insérer dans le projet de loi un article 367-4 nouveau:

«L'adoption plénière prévue aux articles 367 et 367-1 ne peut pas être demandée par des conjoints de même sexe.»

2.3. L'opposition du Conseil d'État

Dans son avis complémentaire du 4 juin 2013, le Conseil d'État déclare être dans l'impossibilité d'accorder la dispense du second vote constitutionnel en ce qui concerne la disposition visant à interdire l'adoption plénière aux conjoints de même sexe à défaut pour les auteurs de fournir un autre argument susceptible de justifier la disparité envisagée au regard de l'article 10bis de la Constitution et de l'article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Pour étayer sa position, le Conseil d'État renvoie à un arrêt du 19 février 2013 de la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'Homme (X et autres c. Autriche, requête n°19010/07) qui observe que «les différences [de traitement] fondées sur l'orientation sexuelle doivent, tout comme les différences fondées sur le sexe, être fondées sur des raisons particulièrement solides et convaincantes et que «le principe de proportionnalité exige dès lors non seulement que la mesure soit normalement de nature à permettre la réalisation du but recherché, mais il oblige également qu'il est nécessaire pour atteindre ce but (en l'espèce la protection de l'enfant) d'exclure certaines personnes (en l'espèce les personnes vivant dans une relation homosexuelle) du champ d'application de la mesure dont il s'agit». La Cour a ainsi précisément reproché au Gouvernement autrichien de ne pas avoir établi l'affirmation que seules les familles composées de parents de sexes opposés soient capables d'élever convenablement un enfant.[33]

Cela ne signifierait pas pour autant que le droit de l'adoption évolue dans le sens d'accorder aux conjoints, indépendamment de leur orientation sexuelle, un droit à l'enfant.

Le Conseil d'État soulève enfin un sujet discuté en France, dans le contexte de l'ouverture du mariage aux couples de même sexe et des possibilités d'adoption, et ayant trait au droit des adoptés de connaître leurs origines biologiques. Le Conseil propose ainsi de mettre en place un dispositif permettant à l'adopté de lever le secret sur ses origines, quel que soit le type d'adoption. Ici encore la Cour européenne des droits de l'Homme aurait jugé que la loi doit donner à l'enfant adopté la possibilité de demander soit l'accès à des informations non identifiantes sur ses origines, soit la réversibilité du secret sur l'identité des parents biologiques.[34,35]

2.4. La solution retenue

Suite à l'avis complémentaire du Conseil d'État, la commission a longuement débattu de la démarche à suivre. Il est finalement retenu de procéder à une étude de droit comparé des régimes en vigueur dans nos pays voisins dont on peut retenir ce qui suit:

- En France, la loi, entrée en vigueur le 18 mai 2013, autorise tout à la fois le mariage entre couples homosexuels et toute forme d'adoption par ces couples, alors qu'en France il existe la différenciation entre adoption plénière et simple.

- En Belgique, le mariage entre couples homosexuels a été introduit en 2003, mais l'adoption leur a seulement été ouverte en 2006.

- Aux Pays-Bas, dès 2001, les couples homosexuels ont obtenu le droit de se marier et d'adopter sur le plan national et international. Or, face aux refus de certains pays d'autoriser que des enfants y ressortissants puissent ainsi être adoptés, l'adoption a dû être réformée. Désormais l'adoption internationale est fermée aux couples homosexuels alors qu'ils continuent de pouvoir accéder à l'adoption nationale.

Face au constat que le réforme amorcée en France était trop récente pour en tirer des conclusions et que le régime néerlandais de 2001 a dû faire l'objet d'ajustements, il est finalement décidé de se concentrer sur l'exemple belge.

Le modèle belge connaît, comme le Luxembourg, les deux régimes d'adoption. Et lors de l'introduction du mariage homosexuel en 2003, le législateur belge a ouvert l'adoption (simple et plénière), nationale et internationale, aux couples homosexuels, qu'ils soient mariés ou non.

Malgré cette ouverture formelle, on constate qu'en pratique les adoptions par des couples homosexuels ne sont presque exclusivement que des adoptions nationales. Or, de telles adoptions sont très rares.

Pour ce qui est des adoptions internationales, il convient de rappeler que le pays d'origine de l'enfant adopté doit accepter ce type d'adoption, alors que l'adoption doit être prononcée dans le pays de l'adopté qui applique sa propre loi. Beaucoup de pays originaires d'enfants adoptés sont toutefois de plus en plus réticents d'accorder des adoptions en faveur d'adoptants de pays tiers. Une baisse est en effet constatée depuis plusieurs années. Celle-ci concerne tous les pays du monde et ce pour plusieurs raisons. La principale en est que de plus en plus de pays d'origine ont ratifié la Convention de La Haye, qui dispose notamment que les enfants doivent être en priorité élevés dans leur famille ou adoptés dans leur propre pays. D'autre part, «le développement socio-économique des États d'origine des enfants a pour conséquence une diminution du nombre d'enfants abandonnés et une augmentation des adoptions nationales. La politique de certains gouvernements des États d'origine favorise les adoptions nationales et exprime un besoin en adoption internationale concernant de plus en plus des enfants dits à besoins spécifiques, c'est-à-dire des enfants plus âgés, des enfants en fratrie ou encore des enfants porteurs de maladies ou de handicaps.»[36]

3. Autres changements concernant le mariage et l'état civil

3.1. Lutte contre les mariages simulés

Reprenant en partie le texte du projet de loi n°5908, la Commission juridique souscrit aux objectifs de lutte contre les mariages simulés, i. e. de protéger les victimes contre des manœuvres frauduleuses et de rendre à l'institution du mariage sa valeur et sa crédibilité qui se trouvent altérées par les détournements que constituent les mariages simulés.[37]

Les auteurs dudit projet de loi n°5908 expliquent que la notion de mariages simulés vise deux phénomènes, qui peuvent des fois se recouper:

1) le mariage de complaisance, encore appelé mariage blanc ou fictif, qui a été exclusivement contracté soit à des fins migratoires, soit pour obtenir un avantage professionnel, social, fiscal ou successoral;

2) le mariage forcé dans lequel le conjoint se trouve privé soit de la liberté de se marier ou de rester célibataire, soit de choisir son conjoint.[38]

Plusieurs moyens sont envisagés pour endiguer le développement de ces deux phénomènes.

D'un point de vue préventif, les auteurs du projet de loi n°5908 envisagent tout d'abord la possibilité pour les officiers de l'état civil de procéder à des auditions des futurs conjoints. En plus, le procureur d'État pourra prononcer le sursis à la célébration du mariage, voire former opposition contre le mariage, ces décisions pouvant cependant faire l'objet d'une procédure de mainlevée judiciaire qui sera mise en place par le présent projet de loi.

Sur le plan «répressif», le procureur d'État aura premièrement la possibilité de demander l'annulation du mariage. Il est également proposé de créer de nouvelles infractions pénales.

Dans le cadre de l'examen des propositions gouvernementales en la matière, la Commission juridique a décidé de ne pas consacrer la faculté d'une audition préalable des futurs conjoints par l'officier de l'état civil.

En effet, outre des interrogations comme celle relative à la qualification professionnelle de l'officier de l'état civil quant à la tenue d'une audition des futurs conjoints, les membres de la Commission juridique ne sont pas convaincus d'une application cohérente et uniforme par les services de l'état civil des actuelles 106 communes luxembourgeoises. Partant, et à défaut d'avoir l'assurance d'une application strictement uniforme parmi lesdits services de l'état civil, il existe le risque de provoquer une sorte de «forum shopping» concernant le lieu de célébration du mariage.

De plus, des interrogations subsistent sur la valeur juridique et le caractère contraignant de l'entretien préalable des futurs conjoints effectué par l'officier de l'état civil.

Selon les membres de la Commission juridique, le pouvoir décisionnel dont sera investi le Ministère public permettra une application cohérente et uniforme des dispositions afférentes, et ce dans un souci de sécurité juridique. Par contre, l'officier de l'état civil aura en tout cas la faculté de saisir le procureur d'État en fonction du caractère certain et pertinent des indices sérieux laissant présumer que le mariage envisagé constitue un mariage susceptible d'être vicié.

Dans son avis du 27 novembre 2012, le Conseil d'État se demande si les arguments avancés par la Commission juridique et ayant trait à la compétence des officiers de l'état civil de procéder à l'audition et à l'efficacité de cette procédure, ne pourraient pas être transposées aux moyens d'actions mis à disposition des officiers de l'état civil suivant les amendements parlementaires. En effet, la commission parlementaire supprime l'audition préalable des futurs époux au motif qu'elle a des interrogations quant à la qualification professionnelle de l'officier de l'état civil et quant à l'application uniforme et cohérente du dispositif prévoyant l'audition par les services de l'état civil des différentes communes.

La commission parlementaire décide de passer outre l'observation du Conseil d'État et maintient la notion d'«indices sérieux» sur lesquels l'officier de l'état civil peut se baser pour surseoir à célébrer le mariage.

Toujours dans le cadre de lutte ex ante contre les mariages simulés, la Commission juridique propose de requérir à titre de condition de fond la présence physique des deux personnes qui veulent contracter mariage devant l'officier de l'état civil. Cette condition régira toutes les situations de mariage susceptibles de tomber sous le champ d'application de la loi luxembourgeoise et ce indifféremment de la condition de nationalité du ou des deux futurs époux. La possibilité de pouvoir obtenir au préalable une dérogation à cette condition de présence n'a finalement pas été retenue, alors que le Conseil d'État a demandé la suppression de celle-ci.

24. Et plus particulièrement l'article 171 du Code civil qui dispose que «Le mariage doit être célébré:

1° dans le cas où un des futurs conjoints est de nationalité luxembourgeoise ou réside habituellement au Luxembourg, lorsque les deux futurs époux satisfont aux conditions de fond de la loi luxembourgeoise;

2° lorsque chacun des futurs époux remplit les conditions de fond exigées par la loi applicable à son statut personnel.»

25. Selon les auteurs du projet de loi initial, la position luxembourgeoise différera sur ce point de celle des Pays-Bas, de la Belgique ou de l'Espagne.

26. Notons finalement que même si la Convention de la Haye susmentionnée fut signée par 6 pays (en plus des trois pays mentionnés ci-après, l'Egypte, la Finlande et le Portugal), seuls trois États contractants l'ont ratifiée à ce jour: le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Australie.

27. La conjonction "ou" a été omise au moment de la rédaction de l'article 171 du Code civil. Elle doit pourtant être sous-entendue.

28. Projet de loi n°6172A[2], Avis du Conseil d'État, p. 11

29. Il est en même temps envisagé d'autoriser l'adoption simple par les partenaires au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 (peu importe leur orientation sexuelle)

30. Projet de loi n°6172[3], Avis de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, p. 4

31. Projet de loi n°6172[5], Avis du Centre pour l'égalité de traitement, p. 1

32. Idem, p. 3

33. Projet de loi n°6172A[5], Avis complémentaire du Conseil d'État, p. 3

34. Pour plus de détails, il est renvoyé au document parlementaire n°6172A[5]

35. Notons que le droit de l'enfant de connaître ses origines biologiques sera traité dans le projet de loi n°6568 portant réforme du droit de la filiation.

36. Rapport d'activité 2013, Ministère de la Famille, p. 108

37. Projet de loi n°5908, exposé des motifs, p. 6

38. Ibidem

Sur le plan répressif, la Commission juridique va au-delà des propositions gouvernementales en introduisant de nouvelles causes de nullité. Ainsi, il est décidé de suivre le législateur belge qui, en plus de l'absence de consentement, a consacré un article spécifique au mariage de complaisance. Il s'ensuit qu'«il n'y aura [dès l'entrée en vigueur de ce projet de loi] pas de mariage, lorsque, bien que les consentements formels aient été donnés en vue de celui-ci, il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'un au moins des conjoints n'est manifestement pas la création d'une communauté de vie durable, mais vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut de conjoint». Il sera dès lors possible d'obtenir l'annulation du mariage sans devoir faire le détour de la théorie du défaut de consentement.

La nullité du mariage pourra également résulter de ce que l'un des conjoints se trouve sous l'empire d'une violence ou d'une menace, voire d'une contrainte, y compris la crainte révérencielle envers un ascendant. Il s'agit en l'espèce de deux fondements spécifiques pour les demandes d'annulation de mariages forcés.

Il échet de noter que les prérogatives du ministère public sont par ailleurs étendues alors qu'il pourra désormais former opposition pour les cas où il pourra légalement demander la nullité du mariage. Ce faisant, un parallélisme est établi entre les procédures d'opposition et d'annulation, d'autant plus que le rôle du procureur d'État est bel et bien d'assurer l'ordre public.

Le procureur d'État a à l'avenir la possibilité de demander la nullité du mariage, dans le cas où le consentement d'un conjoint a été vicié, compétence dont il ne dispose pas actuellement. D'un point de vue procédural, l'opposition du procureur d'État reste valable aussi longtemps qu'une mainlevée judiciaire n'aura été prononcée, à la différence des oppositions formées par un membre de la famille des futurs conjoints qui deviennent, sauf renouvellement, caduques après l'écoulement d'un délai de six mois.

3.2. Âge légal du mariage

Le Code Napoléon avait fixé à l'époque l'âge légal du mariage pour la femme à 15 ans et pour l'homme à 18 ans.

Ce n'est qu'en 1992 que cet âge légal du mariage a fait l'objet d'adaptations. Aux termes d'amendements gouvernementaux au projet de loi n°2557 relatif à la protection de la jeunesse, l'âge de nubilité pour la femme a été relevé à 16 ans.

Nous nous trouvons aujourd'hui en face d'une nouvelle approche. En effet, selon les auteurs du projet de loi n°5914, «l'âge légal du mariage pour les femmes fixé à 16 ans ne répond plus aux exigences et à la réalité d'une société moderne, ni au statut que les femmes ont acquis aujourd'hui. […] À l'âge de 16 ans, la personne est considérée comme étant un enfant au regard de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Fixer l'âge légal du mariage pour les jeunes femmes à 16 ans revient à permettre le mariage d'enfants, ce qui contrevient également aux lois portant sur les enfants en ce qui concerne leur protection contre les discriminations, ainsi que la protection et le développement de leur intérêt supérieur et de leur bien-être.»[39]

L'alignement de l'âge légal du mariage des femmes sur celui des hommes[40] permettrait ainsi de rétablir l'égalité des sexes et de lutter contre les mariages d'enfants, surtout dans les cas où ceux-ci sont arrangés ou forcés.

Quoiqu'il en soit, les auteurs du projet de loi restent attachés au régime dérogatoire inscrit dans le Code civil. Il est ainsi prévu de permettre, à titre exceptionnel, dans des circonstances graves et justifiées, le mariage de personnes âgées de moins de 18 ans.

À la différence de la position gouvernementale, la Commission juridique estime, en suivant en cela l'avis du Conseil d'État[41], qu'il serait opportun d'accorder compétence au juge des tutelles pour lever la prohibition ayant trait à l'âge des futurs conjoints, et ce pour des motifs graves. Par rapport à la situation actuelle, le juge des tutelles sera ainsi amené à statuer dans une seule et même procédure judiciaire sur le volet relatif (i) à la dispense d'âge et celui relatif (ii) au consentement des parents. De même, l'articulation du texte proposé permet au juge saisi, dans son appréciation du dossier, de tenir compte de l'intérêt de l'enfant.

Le juge des tutelles pourra également être saisi dans les cas d'un refus des parents à consentir au mariage de leur enfant mineur.

Notons enfin qu'il appartient désormais à une autorité judiciaire, i. e. le procureur d'État territorialement compétent de lever les prohibitions du mariage entre l'oncle et la nièce ou le neveu, la tante et le neveu ou la nièce. La loi du 23 avril 1827 pourra de ce fait être abrogée.

3.3. Examen prénuptial

Dans leur réunion du 7 mars 2012, les membres de la Commission juridique sont informés, par l'intermédiaire de M. le Ministre de la Justice, de la demande de M. le Ministre de la Santé de supprimer l'exigence d'un certificat médical comme condition préalable à la célébration du mariage.

À cet égard, il est relevé qu'en France l'examen médical prénuptial a été abrogé avec effet au 1er janvier 2008 par la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification de droit, article 8-I.

Un avis daté au 2 juin 2010 du Conseil supérieur de l'hygiène transmis au Ministre de la Santé a conclu que «l'examen prénuptial, dans sa forme actuelle, peut être aboli sans risque sanitaire pour la population résidante».

Ledit Conseil supérieur de l'hygiène constate que:

«- L'objectif de cet examen était à l'origine de détecter les affections susceptibles de constituer un risque pour la descendance du jeune couple. Cependant, depuis 1972, la proportion d'enfants nés hors mariage a considérablement augmenté, l'examen prénuptial ne permet donc plus de couvrir adéquatement les jeunes adultes avant leur accession au statut de parent.

- D'après les données de la Direction de la Santé, 2 cas de tuberculose maladie ont été détectés à la suite de 10.784 examens prénuptiaux durant la période 2007-2009. Pour les autres maladies faisant l'objet d'un dépistage (rubéole, syphilis, toxoplasmose), la proportion de dépistages ayant abouti à une action (vaccination, traitement ou recommandations préventives) n'est pas connue (durant la période 2007-2009), mais la fréquence des femmes en âge de procréer qui sont séronégatives pour la rubéole est infime.»

Le Ministre de la Santé conclut que «L'instauration du médecin référent dont les missions sont définies à l'article 19bis du Code des assurances sociales permettra également de mieux cibler les efforts de prévention et de promotion de la santé.»

Sans attendre le dépôt d'un projet de loi du Ministre de la Santé, les membres de la Commission juridique proposent de supprimer l'exigence du certificat médical tel qu'actuellement prévu.

Ainsi, la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage et modification des articles 63, 75 et 169 du Code civil, inspirée de l'ordonnance n°45-2720 du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile (qui rendait obligatoire le certificat d'examen médical avant mariage), sera abrogée.

Nonobstant ce qui précède, il est toujours loisible aux futurs conjoints de procéder, de leur propre volonté, aux examens médicaux qu'ils estiment utiles. Cependant, l'officier de l'état civil ne pourra en tout cas plus subordonner la célébration du mariage à la production d'un certificat médical.

3.4. Délai de viduité

Dans le cadre du projet de loi n°5155 portant réforme du divorce, le Gouvernement avait déclaré vouloir supprimer le délai de viduité en cas de divorce:

«Chacun des époux divorcés pourra se remarier dès que la décision de divorce aura force de chose jugée. La présomption de paternité du précédent mari de la mère n'est plus applicable dans le cas de remariage de la femme après divorce. Le délai de viduité [au contraire] est maintenu en cas de décès du mari, afin de protéger les droits des enfants à naître et surtout leurs droits successoraux.»[42]

Par la suite, et alors que l'instruction dudit projet de loi se trouvait dans une impasse, le Gouvernement déposait le projet de loi n°5914, qui par souci de cohérence juridique reprenait les modifications envisagées dans le cadre du projet de loi n°5155, tout en les complétant à travers la suppression du délai de viduité imposé dans le chef de la femme veuve dont le mariage est dissout suite au décès du conjoint.

Ces changements ont, sur proposition de la commission juridique, trouvé leur entrée dans le projet de loi n°6172A.

3.5. Réforme de l'état civil

À côté de quelques modifications terminologiques, telles que le remplacement de la notion d'époux par celle de conjoint, le projet de loi prévoit quelques changements des actes de l'état civil dont notamment:

a) Dans le cadre du projet de loi n°6039, les auteurs du projet de loi proposent de supprimer parmi les mentions à figurer sur les actes de l'état civil des indications sur les professions des personnes concernées.

«En effet, la mention de la profession au niveau des actes de l'état civil ne présente plus de valeur ajoutée. Originairement, la profession servait à faire la distinction entre les habitants d'un village qui portaient les mêmes noms. Aujourd'hui, il y a d'autres procédés pour faire cette distinction. Par ailleurs, la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé a mis fin à la distinction entre ouvriers et employés. Enfin, la profession, qui peut changer d'un jour à l'autre, donne souvent lieu à des contestations de la part de déclarants qui se voient refuser par l'officier de l'état civil une désignation particulière, comme par exemple l'indication d'un grade académique ou toute autre indication portant sur une position hiérarchique.»[43]

La Commission juridique décide d'intégrer ces modifications, qui ont par ailleurs trouvé l'accord du Conseil d'État, dans le projet de loi n°6172A.

b) Un autre changement déjà amorcé dans le cadre du projet de loi n°5908 concerne la force probante des actes de l'état civil étranger.

Les auteurs dudit projet de loi écrivaient que cette modification viserait à offrir la possibilité à tout destinataire d'un acte de l'état civil étranger d'en décider le rejet pour irrégularité, falsification ou mensonge, après avoir, le cas échéant, procédé à toutes les vérifications utiles. Autrement dit, la valeur probante de ces actes étrangers ne sera plus absolue dans la mesure où il sera désormais possible d'opposer des doutes au sujet de l'authenticité ou la véracité de ces actes.[44]

Alors que cette modification avait déjà reçu l'aval du Conseil d'État[45], lequel soulignait par ailleurs que «cette modification devra permettre à lutter contre la fraude en matière d'actes de l'état civil étrangers»[46], la Commission juridique décide de l'intégrer dans le projet de loi n°6172A. Elle juge toutefois utile d'apporter certaines précisions quant à la procédure de vérification des actes de l'état civil étranger en s'inspirant du libellé de l'article 22-1 de la loi française n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations telle que modifiée. Ainsi, il incomberait à l'officier de l'état civil d'informer, en cas de doute sur l'authenticité ou l'exactitude de l'état civil étranger, le procureur d'État qui pour sa part procédera ou fera procéder aux vérifications utiles.

Dans son avis du 27 novembre 2012, le Conseil d'État s'oppose formellement à la proposition parlementaire en ce qu'il ne résulterait pas clairement de celle-ci qui prend la décision de surseoir à la transcription d'un acte civil étranger, le procureur d'État ou l'officier de l'état civil. Il recommande aux membres de la commission juridique de s'inspirer plutôt de la nouvelle procédure de lutte contre les mariages simulés (nouvel article 175-2 du Code civil), ce à quoi fait droit la Commission juridique.

39. Projet de loi n°5914, exposé des motifs, p. 5
40. Cette décision trouve également l'accord de la Chambre des Salariés. (cf. Projet de loi n°6172[4], Avis de la Chambre des Salariés, p. 2)
41. Projet de loi n°5914[6], Avis du Conseil d'État, p. 3
42. Projet de loi n°5155, commentaire des articles, p. 23
43. Projet de loi n°6039, exposé des motifs, p. 3
44. Projet de loi n°5908, commentaire des articles, p. 8
45. Projet de loi n°5908[3], Avis du Conseil d'État, p. 5
46. Ibidem

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 16.05.2012

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

06.02.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État
20.02.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État
06.03.2013	Présentation et adoption d'une série d'amendements
05.06.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État; Échange de vues
12.06.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
19.06.2013	Continuation de l'examen du projet de loi
26.06.2013	Continuation de l'examen des projets de loi
29.01.2014	Continuation de l'examen du projet de loi
05.02.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
12.02.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
19.03.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
21.05.2014	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
28.05.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.06.2014

ILNAS

6315 - Projet de loi

- portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant

*** la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,**

*** la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,**

*** la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,**

*** la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,**

*** la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,**

*** la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et**

*** la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables,**

- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

L'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (désigné par son acronyme «ILNAS») est une administration placée sous l'autorité du ministre ayant l'Économie dans ses attributions et a été créé par la loi du 20 mai 2008. Cette loi sera abrogée et remplacée par le présent projet de loi.

Tel qu'amendé, ce projet de loi a comme objectif principal:

- d'adapter le fonctionnement de l'ILNAS à la législation européenne et aux normes européennes et internationales en vigueur;

- de renforcer le cadre général de la surveillance du marché des produits fabriqués;

- de transférer l'ensemble des directives «Nouvelle approche» qui sont dans la compétence de l'Inspection du travail et des mines vers l'ILNAS, et

- de créer un Bureau national de métrologie.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.08.2011
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

12.07.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
24.01.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État
31.01.2013	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
07.02.2013	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
28.02.2013	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
26.09.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Économie (Président: M. Franz Fayot):

16.01.2014	Confirmation du rapporteur
16.01.2014	Présentation du projet de loi
23.01.2014	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
10.04.2014	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
08.05.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport
22.05.2014	Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 19.06.2014

Fonds national de la recherche publique

6420 - Projet de loi

- modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public;

- modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg

Le projet de loi a pour objet d'adapter la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public (ci-après: «FNR») au développement qu'a connu le système national de la recherche publique au cours de la dernière décennie, avec notamment la création de l'Université du Luxembourg et l'introduction de conventions pluriannuelles dites «contrats de performance» avec les centres de recherche.

1. Mise à jour des missions du FNR

Le projet de loi clarifie les missions actuelles du FNR en précisant la nature et les objectifs de l'action du fonds qui s'inscrit dans le cadre général de la politique nationale définie par le Gouvernement et en mettant en exergue le rôle du fonds comme instrument principal de la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans le domaine de la recherche. Les activités de soutien du FNR en faveur de la recherche et des chercheurs seront complétées à l'avenir par des initiatives et des approches de valorisation des résultats en vue de maximiser les effets économiques, sociaux ou culturels des activités de recherche.

L'activité principale du FNR consiste à financer la recherche par l'intermédiaire de programmes pluriannuels en sélectionnant les meilleurs projets d'un point de vue scientifique, tout en tenant compte de leur potentiel économique, social ou culturel.

Dans le temps, les activités de financement du FNR se limitaient prioritairement à la recherche dans une optique de développement et de consolidation des compétences scientifiques de ses bénéficiaires. Vu que les activités du FNR ont une importance pour le développement socio-économique du pays, le projet de loi introduit également la notion de valorisation des résultats de la recherche publique au niveau des missions du Fonds.

2. Redéfinition du cadre des organismes éligibles pour une intervention du FNR

Au fil des dernières années, un certain nombre d'établissements, d'administrations ou d'organismes publics ont entrepris des activités de recherche en vue de l'accomplissement de leurs missions. Ces activités sont toutefois exclues du financement par le FNR.

Afin de permettre à ces organismes de bénéficier du financement du FNR, le cercle des bénéficiaires sera défini comme suit:

a) les établissements publics ayant la recherche inscrite comme mission principale dans leur base légale;

b) les organismes, services et établissements publics qui entreprennent dans les domaines qui les concernent des activités de recherche;

c) les associations et les fondations sans but lucratif régies par les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif entreprenant, dans les domaines qui les concernent, des activités de recherche.

3. Convention pluriannuelle entre l'État et le FNR

Afin de renforcer l'autonomie du FNR, le projet de loi prévoit que les relations entre le FNR et l'État seront régies, d'une part, par une convention pluriannuelle portant sur la politique générale du FNR, ses choix stratégiques, ses activités ainsi que sur les objectifs à atteindre et, d'autre part, sur les moyens mis à sa disposition par l'État selon les procédures budgétaires en vigueur. Les conventions pluriannuelles font référence aux contrats de performance conclus avec les centres de recherche publics.

4. Clarification de la gouvernance du FNR

Le FNR se compose de deux organes, le conseil d'administration et le conseil scientifique. Dans une perspective de renforcement de l'autonomie du FNR, les rôles respectifs des organes en question sont redéfinis.

Désormais, le conseil d'administration sera composé uniquement de personnalités externes au FNR. Les membres du conseil sont choisis en fonction de leur compétence et de leur expertise en matière de recherche et de gestion de programmes et de projets scientifiques ainsi que de valorisation de la recherche. Le nombre de ses membres sera réduit de douze à neuf. Les représentations d'office de différents ministères au sein du conseil d'administration sont abolies. En contrepartie, le législateur introduit la fonction de commissaire du Gouvernement. Le commissaire participe aux séances du conseil d'administration avec voix consultative. À préciser que le conseil d'administration n'est plus appelé à prendre toutes les décisions en relation avec la gestion du FNR. Il définit la politique générale et la stratégie du FNR dans le cadre des objectifs définis par une convention pluriannuelle. À rappeler que le nombre des membres du conseil d'administration est fixé à neuf. Ils sont nommés et révoqués par arrêté grand-ducal sur proposition du Gouvernement en Conseil.

Le secrétaire général, qui est le chef de l'exécutif, dirige le FNR tout en lui conférant et la cohérence et l'unité obligatoires. Il met en œuvre la stratégie définie par le conseil d'administration et prend toutes les décisions en relation avec la gestion journalière du FNR. Ainsi, le présent projet de loi renforce le rôle conféré au secrétaire général, dans la mesure où la loi de 1999 lui conférait un caractère essentiellement administratif.

Quant au conseil scientifique, il convient de noter qu'à l'avenir, les bénéficiaires du FNR ne feront plus partie des membres de ce conseil. Il va sans dire que ce changement au niveau de la composition du conseil scientifique, conseillé par des spécialistes externes en 2006 lors de l'évaluation réalisée par l'OCDE, s'explique par la nécessité de veiller à ce que les décisions soient prises en toute transparence et neutralité. Comme la composition du conseil scientifique est modifiée de manière à recruter des experts indépendants qui ne sont pas engagés dans une entité éligible auprès du FNR, l'article 18 du projet de loi supprime le paragraphe 7 de l'article 13 de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, qui prévoit deux représentants de l'Université du Luxembourg au conseil scientifique du FNR.

5. Introduction d'aides à la formation-recherche dites «collectives»

Le dispositif des aides à la formation-recherche (AFR) est modifié de façon à introduire la possibilité de contribuer au financement d'écoles doctorales ou écoles de recherche par l'intermédiaire des AFR. À noter que les critères d'évaluation pour les subventions collectives d'aide à la formation-recherche s'appliquent non pas au projet individuel mais au programme pluriannuel de l'école doctorale à financer. Les écoles doctorales, qui apportent aux doctorants une culture pluridisciplinaire dans le cadre d'un projet scientifique cohérent, organisent la formation des futurs docteurs tout en préparant leur insertion dans la vie professionnelle.

Dans le cas des AFR individuelles, le chercheur adresse sa demande de subvention au FNR. Pour les AFR de type collectif, c'est l'établissement d'accueil qui formule la demande. Celle-ci se fait sur base d'un programme pluriannuel de recherche et de formation qui décrit en détail les objectifs et l'envergure de l'école doctorale en termes de chercheurs pour une durée de trois à quatre ans. Le but majeur du programme est d'améliorer les conditions générales de travail et de perspectives de carrière des chercheurs en donnant aux chercheurs l'accès aux contrats de travail et des possibilités de formation complémentaire.

6. Fonctionnarisation des agents actuellement engagés en tant qu'employés de l'État

Outre les modifications apportées à la loi du FNR, le projet de loi procède à la fonctionnarisation des employés de l'État du département Recherche et Innovation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. En raison de l'absence d'un cadre effectif prévu par la loi, les renforcements en personnel se sont faits par la voie de recrutements d'agents de la carrière de l'employé de l'État. Comme ces agents assument des tâches relatives à l'exécution de missions souveraines de l'État, assurées en principe par un fonctionnaire, le projet de loi sous rubrique redresse cette situation en faisant bénéficier les agents du département Recherche et Innovation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du statut de fonctionnaire d'État.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 03.04.2012
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace (Présidente: Mme Simone Beissel):

19.04.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
10.12.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.01.2013	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
14.03.2013	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
06.06.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03.02.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation des amendements gouvernementaux du 20 novembre 2013
	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
24.02.2014	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.04.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
12.05.2014	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
30.06.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2014

«Patienterechter»

6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;

- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

- le Code civil

Le projet de loi a comme but l'instauration légale d'un corps de droits et d'obligations réglant la relation entre le patient et les prestataires de soins. Celle-ci constituait une priorité du programme gouvernemental 2009-2014 et fut confirmée par le Gouvernement issu des élections anticipées du 20 octobre 2013.

En effet, dans son accord de coalition, le nouveau Gouvernement s'est engagé à finaliser le présent projet de loi et à clarifier les questions relatives à la mise en place d'«un fonds d'indemnisation fixant aussi les conditions de prise en charge de l'aléa thérapeutique (…) créé et géré en synergie avec les systèmes en place dans les pays voisins.»

Il convient de noter que le présent projet de loi s'inspire dans une large mesure des dispositions en vigueur en Belgique et, dans une moindre mesure, de celles en vigueur en France.

Pour le Luxembourg, la formalisation des droits du patient représente un pas important afin de garantir une meilleure visibilité, un meilleur respect et un équilibre judicieux des droits et obligations des patients ainsi que des droits et obligations des prestataires de soins.

La meilleure qualité possible des soins et l'accès universel à ces soins dans un système basé sur la solidarité constitue le droit primordial des patients. À cela s'ajoutent des droits et obligations découlant de principes généralement reconnus: le libre choix du prestataire, le droit à une information adéquate, le consentement éclairé au traitement, les droits et obligations relatifs au dossier du patient, le droit à la confidentialité et au respect de la vie privée.

Le projet de loi n'entend donc nullement réinventer les droits et obligations des patients. Par contre, il vise à les confirmer en aspirant toutefois à les rendre plus lisibles et transparents, tant pour les patients que pour les prestataires de soins de santé, en rassemblant dans un seul texte de loi les dispositions applicables en la matière et actuellement éparpillées dans différents textes (loi hospitalière, Code de déontologie, jurisprudence).

Cette façon de procéder n'entend en aucun cas encourager les conflits entre patient et prestataire de soins de santé. Au contraire, le but principal consiste à rééquilibrer ces relations en mettant en place une approche fondée sur le partenariat entre le patient et le prestataire de soins de santé, basée sur la confiance et le respect mutuel des deux parties. Pour

cette raison, il est prévu d'instaurer un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé avec pour objectif premier de favoriser le dialogue et de prévenir dans la mesure du possible une résolution conflictuelle du litige.

Le service national d'information et de médiation aura l'avantage de pouvoir offrir aux parties une solution plus rapide et moins onéreuse qu'une procédure judiciaire qui souvent s'avère particulièrement douloureuse au regard du volet émotionnel entourant les enjeux de santé.

Le nouveau service national n'aura pas compétence pour les questions de remboursement de prestations aux assurés; pour ce genre de questions un point focal sera créé au sein de la Caisse Nationale de Santé dans le cadre de la transposition de la directive sur les soins transfrontaliers (voir projet de loi 6554).

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 21.08.2012
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

10.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi par M. le Ministre de la Santé
	Échange de vues général
07.02.2013	Entrevue avec une délégation de la Patientevertriedung
07.03.2013	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.03.2013	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.04.2013	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.05.2013	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.05.2013	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.06.2013	Continuation et clôture de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.06.2013	Examen et adoption des amendements parlementaires et d'un nouveau texte coordonné

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

21.01.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.01.2014	Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.02.2014	Entrevue avec une délégation de l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD)
	Entrevue avec une délégation de la Patientevertriedung
	Conclusions
18.03.2014	Continuation de l'examen du projet de loi à la suite des entrevues avec l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD) et la Patientevertriedung
13.05.2014	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
27.05.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.06.2014

Cybercriminalité

6514 - Projet de loi portant:

1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,

2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,

3) modification du Code pénal,

4) modification du Code d'instruction criminelle,

5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

Le projet de loi sous rubrique a comme objet d'approuver la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001 ainsi que le Protocole additionnel à cette Convention, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003. Par conséquent, une série de dispositions légales, notamment de droit pénal et de procédure pénale, doivent être adaptées. Dans ce sens, le présent projet de loi vise à renforcer la lutte contre la cybercriminalité de manière générale et également en ce qui concerne les actes de racisme et de xénophobie commis par le biais de systèmes informatiques.

Ainsi, la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité est un instrument juridique exhaustif qui couvre tous les aspects importants de la lutte contre la cybercriminalité en établissant une terminologie, en harmonisant les éléments d'infractions prévus par le droit pénal matériel, en fournissant au droit procédural les moyens nécessaires à la poursuite des infractions et en mettant en place un régime rapide de coopération internationale.

Suite à de profonds changements engendrés par la numérisation, la convergence et la mondialisation permanente des réseaux informatiques, la raison d'être du Protocole additionnel s'explique par la nécessité de combattre sur un plan international les actes de racisme et de xénophobie commis par le biais de systèmes informatiques. Les réseaux informatiques et l'information électronique sont de plus en plus utilisés pour commettre des infractions pénales.

L'approbation des deux instruments internationaux prémentionnés facilite la détection, l'investigation et la poursuite d'infractions tant au plan national qu'au niveau international et prévoit des dispositions matérielles en vue d'une coopération internationale rapide et fiable.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.12.2012
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

17.04.2013	Désignation d'un rapporteur
24.04.2013	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.05.2013	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
15.05.2013	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.06.2013	Examen d'une série d'amendements gouvernementaux
22.01.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
26.02.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.03.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
23.04.2014	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
28.05.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.06.2014

Soins de santé transfrontaliers

6554 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;

2) modification du Code de la sécurité sociale;

3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire;

4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

6) modification de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;

7) modification de la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux

Le projet de loi vise la transposition en droit national de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

Les soins de santé transfrontaliers, qui sont définis par la directive comme étant des soins dispensés ou prescrits au profit d'un patient dans un État membre autre que celui où il est affilié, ne constituent pas des services comme les autres, notamment en raison de l'intervention de l'État comme troisième partie dans le cadre de leur prestation. Ils ne peuvent donc pas être assimilés aux autres services marchands et, partant, ont été exclus de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, communément appelée «Directive Services».

La directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers a pour but de mettre en place un cadre communautaire spécifique visant à faciliter l'accès à des soins de santé transfrontaliers sûrs, efficaces et d'excellente qualité et à garantir la mobilité des patients. Elle poursuit donc un objectif distinct de celui des règlements communautaires de coordination des régimes de Sécurité sociale permettant de déterminer l'institution compétente en cas de soins transfrontaliers, c'est-à-dire celle qui supporte la charge des soins de santé (ci-après «les règlements de coordination»).

L'article 20 nouveau du Code de la Sécurité sociale comporte les règles concernant la prise en charge des soins dans un État membre de l'Union européenne, en Suisse ou dans un pays de l'EEE, pour les personnes affiliées au Luxembourg.

<u>Le principe du remboursement sans autorisation préalable</u>

Le remboursement des soins transfrontaliers pourra se faire en principe sans autorisation préalable et la prise en charge se fait en vertu du Code de la Sécurité sociale. L'autorisation préalable devient ainsi l'exception et se limite à ce qui est nécessaire et proportionné à l'objectif poursuivi par l'autorisation.

<u>Les exceptions</u>

L'exigence d'une autorisation préalable de la Caisse Nationale de Santé (CNS) est maintenue lorsque les soins de santé transfrontaliers

- impliquent le séjour du patient à l'hôpital pour au moins une nuit,

- impliquent le recours à des infrastructures ou des équipements médicaux hautement spécialisés et coûteux soumis à planification.

Dans ces hypothèses, la prise en charge par la sécurité sociale est soumise à l'obtention d'une autorisation préalable de la CNS, sur avis motivé du Contrôle médical de la Sécurité sociale. À noter cependant que l'application du nouvel article 20 CSS se fera sans préjudice de l'application d'autres instruments de droit international d'application directe, en particulier du règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Tout comme la directive, le projet prévoit deux hypothèses dans lesquelles une autorisation préalable ne peut être refusée:

- si la demande porte sur des prestations qui, bien que disponibles sur le territoire national, ne sont pas accessibles dans un délai acceptable sur le plan médical;

- si la demande porte sur des soins de santé qui ne sont pas prévus par la législation luxembourgeoise, mais sont indispensables sur le plan médical.

<u>Les soins de santé à l'étranger ne tombant pas dans le champ d'application de la directive</u>

Un article 20bis nouveau introduit dans le CSS vise la prise en charge de prestations de soins de santé à l'étranger qui ne tombent pas dans le champ d'application de la directive 2011/24/UE, c'est-à-dire celles dispensées dans un pays qui n'est pas un État membre de l'Union européenne, la Suisse ou un pays de l'EEE et délivrées en dehors de l'application d'une convention bilatérale en matière d'assurance maladie liant le Luxembourg. Ce texte comporte pratiquement le statu quo actuel, c'est-à-dire que la prise en charge est effectuée en cas d'urgence ou dans l'hypothèse où les prestations sont autorisées par la CNS, sur avis motivé du Contrôle médical de la Sécurité sociale.

<u>La mise en place de points de contact nationaux</u>

Un volet important de la directive concerne la mise en place de points de contact nationaux dont la mission consiste à offrir aux citoyens européens une information de qualité quant à leurs droits en matière de soins de santé transfrontaliers.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, le 14.03.2013
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

13.06.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: Georges Engel):

04.03.2014	Présentation du projet de loi
	Échange de vues d'ordre général
17.03.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

31.03.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Adoption définitive des amendements parlementaires
12.05.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):
04.03.2014 Présentation du projet de loi
Échange de vues d'ordre général

Vote en séance publique: 17.06.2014
Loi du 1er juillet 2014
Mémorial A: 2014, n°115, page 1738

Navigation intérieure

6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure. La convention concerne la navigation commerciale et crée une limitation de la responsabilité par rapport au régime commun. Son objectif est triple. Elle augmentera les limites fixées par une convention similaire datant de 1988, elle élargira le champ d'application à un plus grand nombre de pays et elle visera à harmoniser tant que possible les régimes applicables en la matière.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.04.2013
Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
03.03.2014 Nomination d'un rapporteur
10.03.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.06.2014

Accord de sécurité Luxembourg-Norvège

6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013

Traditionnellement les notions de protection des informations classifiées étaient mises en relation avec des situations de guerre et d'opérations militaires, avec des menaces directement palpables et des ennemis clairement définis. Mais de nos jours, les menaces sont devenues plus diffuses et variées, moins visibles et prévisibles. Ces nouvelles menaces ne sont pas purement militaires et ont trait notamment au terrorisme international, à la prolifération des armes de destruction massive, à la criminalité organisée ou encore à l'espionnage industriel et technologique. Le Luxembourg ne peut y faire face sans le concours de partenaires avec lesquels l'échange d'informations n'est possible que moyennant des accords tel que celui soumis à approbation. L'appartenance du Luxembourg à l'Union européenne ou à des organisations internationales telles que l'OTAN l'oblige à assurer un degré minimal de sécurité en matière d'informations classifiées.

C'est dans ce cadre que la Chambre des Députés a adopté la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, permettant d'organiser la classification de certaines informations sensibles et de déterminer les conditions dans lesquelles des habilitations de sécurité peuvent être délivrées. Ce faisant, le Luxembourg n'a pas seulement assumé ses responsabilités internationales, mais a créé le cadre nécessaire à l'échange de documents, matériaux ou renseignements classifiés avec d'autres pays. Avec l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, le Luxembourg dispose du dispositif nécessaire pour la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers.

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées. L'accord sous rubrique vise à créer le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'échange d'informations et de matériels classifiés, notions d'ailleurs clairement définies dans l'article introductif. Il se limite généralement à énoncer quelques principes de base qui ont traditionnellement cours en la matière ainsi que quelques règles d'ordre procédural, et renvoie expressément aux législations nationales respectives des États parties relatives à la protection des informations classifiées. Jusqu'à présent, le Luxembourg a conclu des accords bilatéraux similaires avec la France, l'Allemagne, la Lettonie, le Portugal et l'Espagne, ainsi que récemment avec la Belgique, la République tchèque, la Suède, la Slovaquie, la Finlande, la Slovénie, l'Estonie et la Géorgie.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.09.2013
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
13.01.2014 Désignation d'un rapporteur
20.01.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport
03.03.2014 Explications sur les effets de la mise en œuvre de l'Accord
12.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 05.06.2014

Tram

6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à participer aux travaux de réalisation d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare Centrale et LuxExpo au Kirchberg. Ces travaux comprennent les travaux d'infrastructures de la ligne à proprement parler, la construction du centre de remisage et de maintenance, l'acquisition des rames de tramway, les études et les mesures compensatoires y relatives. Le montant total des travaux à réaliser est estimé à 230.520.000 euros.

À noter que le financement de la réalisation de cette ligne de tramway se fait à deux tiers pour le compte de l'État et à un tiers pour le compte de la Ville de Luxembourg.

L'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que ce montant dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu à cet effet par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2013
Rapporteur: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
29.01.2014 Désignation d'un rapporteur
05.02.2014 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14.05.2014 Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
28.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.06.2014

Conventions fiscales

6633 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation des conventions fiscales nouvellement conclues entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et un certain nombre de pays ou entités territoriales. L'approbation porte plus précisément sur des conventions avec l'Arabie Saoudite, Guernesey, Jersey, l'Île de Man et la République tchèque. Le projet de loi porte également approbation des Protocoles modifiant les conventions fiscales conclues en 1980 avec le Danemark et en 2001 avec la Slovénie.

L'objectif poursuivi par ces conventions fiscales consiste dans l'élimination de la double imposition et s'inscrit dans les efforts de lutte contre la fraude fiscale. Toutes ces conventions reprennent à leur compte l'approche adoptée par le modèle de convention fiscale de l'OCDE en matière d'échange de renseignements permettant aux administrations et législations nationales de procéder dans la pratique à des échanges de renseignements. Le projet de loi poursuit ainsi la politique visant à négocier et à modifier des conventions de non double imposition pour les rendre conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière de l'échange d'informations sur demande.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente: Mme Diane Adehm):
13.05.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):
13.05.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
27.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.06.2014

Protection des informations classifiées

6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne.

L'accord comble un vide juridique pour les informations classifiées émanant des institutions de l'Union européenne, de ses États membres et d'États tiers ou organisations internationales dans l'intérêt de l'Union européenne. Il est ainsi complémentaire aux accords bilatéraux classiques concernant l'usage et la protection réciproques des informations classifiées que le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg a conclus jusqu'à présent avec la France, l'Allemagne, la Lettonie, le Portugal, l'Espagne,

la Belgique, la République tchèque, la Suède, la Slovaquie, la Finlande, la Slovénie, l'Estonie et la Géorgie.

Selon les auteurs du projet de loi, le critère mis en exergue par le présent accord, pour indiquer que les informations classifiées échangées sont soumises à l'accord, est notamment celui de „l'intérêt de l'Union européenne". À cet effet, l'accord vise à assurer la protection par les parties:

- des informations classifiées échangées entre les institutions européennes (ou les agences, organes ou organismes institués par l'Union européenne) et les parties;

- des informations classifiées communiquées par les parties entre elles dans l'intérêt de l'Union européenne;

- des informations classifiées reçues d'États tiers et échangées entre les institutions de l'Union européenne et les parties.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes,
le 20.12.2013
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
20.01.2014 Désignation d'un rapporteur
03.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.06.2014

Union internationale des télécommunications

6637 - Projet de loi portant approbation

- des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;

- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara

Antécédents et travaux parlementaires

Dépôt le 20 décembre 2013 par le Ministre des Affaires étrangères et européennes. Les avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce datent respectivement des 25 novembre 2013 et 5 décembre 2013. Le Conseil d'État a émis son avis le 6 mai 2014.

Le 7 mai 2014, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a désigné M. Claude Adam comme rapporteur. La Commission parlementaire a analysé le projet de loi et l'avis du Conseil d'État au cours de sa réunion du 26 mai 2014. Elle a examiné et adopté le présent rapport au cours de sa réunion du 30 juin 2014.

Objet du projet de loi

Le projet de loi porte approbation d'amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010 à la Constitution et la Convention de l'Union internationale des télécommunications (UIT) dans leur versions amendées depuis leur signature. Le projet concerne aussi les réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de 2006 et de 2010.

La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'Union. Les Conférences ont lieu tous les quatre ans. Elle adopte notamment les plans stratégique et financier et apporte, si nécessaire, des modifications aux textes de base et de régulation.

Les principales modifications apportées aux actes de l'UIT

L'Union a notamment décidé de s'ouvrir davantage à la société civile, au secteur privé et au monde académique.

Une autre modification touche le système des contributions en vue de le rendre plus flexible en faveur des États membres et les membres des secteurs participant aux travaux de l'UIT.

Les amendements apportés aux instruments fondamentaux reflètent les objectifs clés de l'Union qui consistent à optimiser les travaux de l'Union et à l'ouvrir davantage au secteur privé et à la société civile. Pour faire face au rythme accéléré de l'évolution technologique, l'Union tend à mettre en place un cadre adéquat qui permettra au secteur des technologies de l'information et de la communication d'intégrer toutes les évolutions et tendances nouvelles pour répondre ainsi aux besoins du public et des consommateurs.

Parmi les amendements les plus importants, il y a ceux liés à la réduction de la durée des Conférences de plénipotentiaires, l'introduction d'une définition plus large de la notion d'„observateur", la participation des établissements universitaires aux travaux de l'Union, la révision de l'échelle des classes de contribution en vue de plus de flexibilité pour les États membres et les membres des secteurs de participer aux travaux de l'Union.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013
Rapporteur: M. Claude Adam

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace
(Présidente: Mme Simone Beissel):
07.05.2014 Désignation d'un rapporteur
26.05.2014 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
30.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2014

Sécurité sociale: accord Luxembourg-Serbie

6639 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013.

L'objectif principal de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Serbie signée à Luxembourg le 7 juin 2013 est de remplacer l'ancienne Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade le 27 octobre 2003 qui est actuellement applicable.

La nouvelle convention bilatérale est surtout une adaptation formelle devenue nécessaire suite à l'indépendance du Monténégro. À noter qu'avec ce pays, nous avons une convention bilatérale particulière qui s'applique depuis le 1er mai 2009.

La nouvelle convention avec la Serbie garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans les règlements communautaires (CE) 1408/71 et 883/2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale en Europe.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes,
le 20.12.2013
Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: Georges Engel):
12.05.2014 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.06.2014

Union Postale Universelle

6640 - Projet de loi portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,

- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

I. Antécédents

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 20 décembre 2013 par le Ministre des Affaires étrangères et européennes. Les avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce datent respectivement des 25 novembre 2013 et 5 décembre 2013. Le Conseil d'État a émis son avis le 6 mai 2014.

Le 7 mai 2014, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a désigné Mme Tess Burton comme rapportrice. La Commission parlementaire a analysé le projet de loi et l'avis du Conseil d'État au cours de sa réunion du 26 mai 2014. Elle a examiné et adopté le présent rapport au cours de sa réunion du 30 juin 2014.

II. Objet du projet de loi

Au cours du 24e Congrès de l'Union Postale Universelle (ci-après: «UPU») ont été signés des documents concernant l'avenir des services postaux. Lors de la signature des Actes, le Luxembourg s'est joint à la déclaration faite par les États membres de l'Union européenne d'appliquer les Actes adoptés par le Congrès de Genève dans le respect du Traité établissant l'Union européenne et des règles de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'Arrangement concernant les services postaux de paiement n'a pas été modifié par le Congrès de Genève. Le Luxembourg a signé cet arrangement lors du Congrès de Genève et exprime ainsi sa volonté de rester lié par l'arrangement en question.

Principales modifications

- Sur le plan stratégique

Le 24e Congrès s'est résolument tourné vers l'avenir en se fixant comme objectif de développer davantage les services postaux par le biais des nouvelles technologies.

Le Congrès a en outre décidé de moderniser la poste et les services postaux électroniques et d'élargir l'EMS (express mail service) par de nouveaux services. D'autres décisions importantes concernent la mise en place d'un système de frais terminaux basé sur des tarifs s'orientant aux coûts.

- Parmi les décisions d'ordre financier

Le 24e Congrès a adopté un modèle plus flexible de financement futur de l'Union qui permet aux pays membres d'opter pour une classe de contribution supérieure à la leur au cours de la période entre deux Congrès (les Congrès ont lieu tous les quatre ans). Cette flexibilité devrait servir à l'avenir à combler certains déficits budgétaires qui risquent de compromettre la mise en oeuvre de certaines décisions et de projets ambitieux de l'Union.

- Sur le plan législatif

La définition du «pays membre» a été remplacée, à différents endroits des actes du Congrès, par la définition de «l'opérateur désigné» ceci pour tenir compte de la libéralisation dans le secteur postal. Les régimes de responsabilité et de réclamation ont également été adaptés à la pratique actuelle.

- Sur le plan organisationnel

Le Congrès a élu un nouveau conseil d'administration et un nouveau conseil d'exploitation postale. Le Luxembourg n'a pas posé de candidature pour ces deux organes.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace
(Présidente: Mme Simone Beissel):
07.05.2014 Désignation d'un rapporteur
26.05.2014 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
30.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2014

Centre pénitentiaire Uerschterhaff

6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'un nouveau centre pénitentiaire à Uerschterhaff près de Sanem. Ce nouveau centre permettra de décongestionner le Centre pénitentiaire de Schrassig, qui est sujet depuis un certain nombre d'années à une surpopulation constante.

Étant donné que la construction de la maison d'incarcération se chiffre à une dépense de 155.650.000 euros, l'intervention du législateur s'impose, ceci conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État qui dispose qu'une dépense dépassant la limite des 40 millions d'euros doit être autorisée par voie législative.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2014
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
26.03.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Échange de vues
23.04.2014 Examen de l'avis du Conseil d'État
04.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):
26.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Échange de vues

Vote en séance publique: 19.06.2014

Reconnaissance de qualifications professionnelles

6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit luxembourgeois les dispositions de la directive 2013/25/UE portant adaptation de certaines directives dans le domaine du droit d'établissement et de la libre prestation de services, du fait de l'adhésion de la République de Croatie. La directive visée modifie l'article 49 de la directive modifiée précitée 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour ce qui est des droits acquis spécifiques aux architectes et la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles, ainsi que les annexes V et VI pour ce qui est de la nomenclature des titres de qualifications professionnelles relevant du système de la reconnaissance automatique. Suite à cette directive européenne, la République de Croatie bénéficie de la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles pour ce qui est notamment des droits acquis spécifiques aux architectes et de la reconnaissance sur la base de la coordination des conditions minimales de formation de la profession de médecin.

En ce qui concerne les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien, d'infirmier responsable de soins généraux et de sage-femme, la reconnaissance automatique, pour les ressortissants de la République de Croatie, est d'application pour autant que les diplômes pour lesquels la reconnaissance des qualifications professionnelles est demandée soient inscrits dans les annexes afférentes de la directive modifiée 2005/36/CE. Cette inscription implique la reconnaissance automatique par les autorités compétentes luxembourgeoises, sans qu'une réglementation supplémentaire soit nécessaire.

Par contre, pour faire bénéficier les ressortissants de la République de Croatie des droits acquis spécifiques aux architectes, une modification du dispositif législatif luxembourgeois s'impose. Plus précisément, il convient de compléter en conséquence l'article 6, paragraphe 2 de la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées.

Par ailleurs, l'article 6, paragraphe 1er de la loi précitée du 26 juillet 2010 ne fait pas de renvoi à l'annexe VI de la directive modifiée 2005/36/CE, annexe qui règle les droits acquis. Or, ce renvoi est nécessaire.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17.02.2014
Rapporteur: M. Claude Adam

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace
(Présidente: Mme Simone Beissel):
24.02.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
12.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.06.2014

«Directive retour»

6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Suite à une évaluation de la transposition de la directive 2008/115/CE du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (dite), les services de la Commission européenne ont conclu à la non-conformité de la législation nationale du Grand-Duché en trois points. Le présent projet de loi, en modifiant trois dispositions de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, est destiné à répondre aux observations de la Commission européenne et à éviter l'ouverture d'une procédure d'infraction telle que prévue à l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Une première modification concerne l'article 111(2) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration qui ne reprend pas les exemples cités par l'article 7(2) de la directive 2008/115/CE pour lesquelles une extension de la période de départ volontaire serait possible. Le texte du projet de loi reprend ces exemples non limitatifs, à savoir la durée du séjour, l'existence d'enfants scolarisés et d'autres liens familiaux et sociaux.

Ensuite, selon la Commission européenne, la transposition correcte de l'article 3(6) de la directive requiert que la législation nationale prévoit expressément que l'interdiction d'entrée concerne l'ensemble du territoire des États membres ou du moins que l'étranger à l'encontre duquel a été prise une interdiction d'entrée sur le territoire est informé qu'il fait l'objet d'un signalement aux fins de non-admission dans le système d'information Schengen (SIS).

Finalement, la Commission européenne a retenu que la législation luxembourgeoise ne serait pas conforme avec l'interprétation que la Cour de justice de l'Union européenne a donnée de la directive 2008/115/CE dans l'arrêt Achughbabian (CJUE, 6 décembre 2011, affaire C-329/11) au sujet de la criminalisation du séjour irrégulier. La modification proposée vise à adapter l'article 140 en vue de sa conformité à la directive et prévoit une sanction pénale à l'encontre d'un ressortissant de pays tiers auquel la procédure de retour a été appliquée et qui continue à séjourner irrégulièrement sur le territoire sans avoir un motif justifié de non-retour, notamment s'il ne bénéficie ni d'un report, ni d'un sursis à l'éloignement.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 31.03.2014
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

05.05.2014 Désignation d'un rapporteur
12.05.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2014
Loi du 26 juin 2014
Mémorial A: 2014, n°113, page 1731

Arrêt Pont-Rouge

6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet a pour objet la construction d'une nouvelle gare ferroviaire dénommée Arrêt Pont-Rouge sur la ligne du Nord, à hauteur du Pont Grande-Duchesse Charlotte, avec ses accès et deux funiculaires. Le montant total des travaux à réaliser est estimé à 96.297.629 euros. L'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que ce montant dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu à cet effet par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.04.2014
Rapporteur: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):
07.05.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
14.05.2014 Examen de l'avis du Conseil d'État
28.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.06.2014

Identification des personnes physiques

6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Le projet de loi entend apporter à la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques deux modifications ponctuelles et urgentes.

D'une part, le projet de loi prévoit de décaler l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux registres communaux des personnes physiques du 1er juillet 2014 au 1er janvier 2016. Le maintien de la date d'entrée en vigueur initiale engendrerait pour les communes des problèmes au niveau du registre d'attente et de l'historique des informations connues.

Le décalage de l'entrée en vigueur ne modifie pas le fonctionnement actuel des registres de la population et du registre national des personnes physiques.

D'autre part, deux dispositions «inadaptées» concernant les cartes d'identité électroniques délivrées à partir du 1er juillet 2014 sont redressées.

À l'article 12(1), alinéa 1er de la loi précitée du 19 juin 2013, il est précisé que ces cartes d'identité sont délivrées aux Luxembourgeois inscrits sur le registre national des personnes physiques, au lieu d'un registre communal, comme le dispose le texte actuel. Le paragraphe 2 de l'article 12 dispose en effet que la carte d'identité «est établie sur base des données inscrites sur le registre national et sur le registre des cartes d'identité».

À l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 12, les termes «et, à défaut» sont remplacés par le terme «ou». De cette façon, les Luxembourgeois résidant à l'étranger «pourront choisir le lieu de leur demande et de la délivrance d'une carte d'identité». Cette délivrance pourra désormais avoir lieu par l'intermédiaire, soit d'une mission diplomatique ou consulaire à l'étranger, soit du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). Ainsi, un Luxembourgeois qui réside dans la région frontalière du Grand-Duché ne doit pas se déplacer à la capitale de son pays de résidence.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 08.05.2014
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

22.05.2014 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.06.2014
Loi du 25 juin 2014
Mémorial A: 2014, n°109, page 1712

SÉANCE 24

MARDI,
17 JUIN 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. le Président*

2. Communications

- *M. le Président*

3. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger, M. Justin Turpel, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote*

4. Dépôt de deux propositions de loi par M. Fernand Kartheiser

- *Exposé: M. Fernand Kartheiser*

5. Validation des élections européennes

- *M. le Président*
- *Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections au Parlement européen du 25 mai 2014*
- *Interruption de la séance publique de 14.56 à 15.08 heures*
- *M. le Président*
- *Mme Martine Hansen*
- *Rapport de la Commission de vérification des élections au Parlement européen du 25 mai 2014: Mme Cécile Hemmen*
- *Vote*

6. 6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;
- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
- le Code civil

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Alexander Krieps, Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion), M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Serge Urbany, M. Fernand Kartheiser, Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

7. 6554 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;

2) modification du Code de la Sécurité sociale;

3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire;

4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

6) modification de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;

7) modification de la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6639 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Frank Arndt*
- *Discussion générale: Mme Viviane Loschetter, M. Edy Mertens, M. Gilles Roth, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *M. Serge Urbany (motivation d'abstention), M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Romain Schneider et Mme Lydia Mutsch, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- E schéine gudde Mëtten. Ech maachen heimat d'Sëtzung offiziell op a froen d'Regierung, ob se Kommunikatiounen ze maachen huet.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci der Madame Gesondheetsminister.

2. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerte läit um Büro vun der Chamber.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun erakomm sinn, ass un d'Fraktioune weiderverdeelt ginn.

3) Eng Lëscht mat de Petitiounen, déi vun der Petitiounskommissioun respektiv vun der Conférence des Présidents als recevabel erkläert gi sinn, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 17 juin 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6694** - Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 05.06.2014

***6695** - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar; modifiant la loi du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation; modifiant la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.06.2014

***6696** - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.06.2014

***6697** - Projet de loi relatif à l'équipement des bâtiments de la première phase de construction de la Cité des Sciences à Belval*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.06.2014

3) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 5 juin 2014:

*Pétition publique n°**371** - Vote obligatoire pour résidents depuis plus de 5 ans au Grand-Duché*

Dépôt: 14.05.2014

*Pétition publique n°**376** - Géint deen neie Stadion*

Dépôt: 20.05.2014

*Pétition publique n°**381** - Fir däitlech méi Personal a besser Éffnungszäite bei der ADEM - Pour une nette augmentation du personnel et un changement des horaires d'ouverture auprès de l'ADEM*

Dépôt: 27.05.2014

*Pétition publique n°**383** - Géint mobil a fix Radaren!*

Dépôt: 02.06.2014

*Pétition publique n°**384** - D'Hondt-Verfahren abschaffen*

Dépôt: 02.06.2014

*Pétition publique n°**385** - Umweltfreundliche Mobilität - Gegen einen Aufbau eines Ethanoltankstellennetzes (E-85, Superethanol) in Luxemburg - Contre une installation d'un réseau des pompes Supéréthanol (E-85) au Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt: 02.06.2014

*Pétition publique n°**387** - Alle Bürger Luxemburgs haben das Recht auf ein pestizidfreies Leben*

Dépôt: 03.06.2014

*Pétition publique n°**388** - Referendum zur Einführung der Bürgergesetzgebung von unten*

Dépôt: 04.06.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour modifié hutt Der virleien. Gëtt et zum Ordre du jour Wuertmeldungen?

Den Här Kartheiser wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, villmools Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eng Propositioun maachen, fir dat Gesetz iwwert d'Homobestietnis, wat muer de Mëtten um Ordre du jour ass, vum Ordre du jour erofzehuelen.

Ech wéilt ufänken, fir ze soen, datt mer déiwe Respekt hu fir d'Initiativ „Schutz fir d'Kand", déi sech ganz vill Méi gemaach huet an engem schwierege gesellschaftlechen Émfeld, fir fir hiert Uleies Énnerschréften ze sammelen, fir d'Petitioun N°343, déi hei an der Chamber am Abrëll, de 7. Abrëll, déposéiert gouf a bis de 14. Juni 2014 fir d'Énnerschréft op war.

Si hu gesammelt 4.751 Énnerschréften, dovunner 3.188 online a 1.563 um Pabeier. Elo ass et esou, datt si opgrond vun deem Resultat net an der Prozedur vun der ëffentlecher Petitioun an engem ëffentlechen Débat hei empfaange gi sinn, mä just haut an der Petitiounskommissioun konnte sech äusseren, wat also eng net ëffentlech Sëtzung war.

Fir eis als ADR ass dat net korrekt. Mir wëlle feststellen a mengen, datt mer mussen eng aner Kultur vun der direkter Demokratie hei entwéckelen an datt mer si hätte missen unhuelen als Partner an enger ëffentlecher Diskussioun opgrond vun deem Resultat vu 4.700 Énnerschréften, wat se gemaach hunn.

Eis Argumenter sinn déi hei: Éischtens, all Bierger sinn d'selwecht virum Gesetz, wéi et och den Artikel 10bis vun eiser Verfassung esou wënscht. Énnerschréft ass Énnerschréft! A mir stelle fest, datt déi Énnerschréften demokratesch legitiméiert a juristesch valabel sinn. Mir behalen eis och d'Recht opgrond vun dëser konstitutioneller Dispositioun vir, eventuell juristesch Considératiounen ze huelen, déi dann dem Recht vun deene géifen entspriechen, déi sech net iwwer Internet un där Petitioun bedeelegt hunn, mä iwwer Pabeier, fir sécherzestellen, datt och vun eise Juridictioune ka festgestallt ginn, datt déi Énnerschréfte geneesou valabel si wéi déi aner.

Et ass gesot ginn hei, datt déi normal Prozedur misst respektéiert ginn, datt d'Chamber net kéint d'Regelen änneren, mä mir stelle fest, an eisem Reglement gëtt et guer keng Regelen. Eist Chambersreglement huet bis elo just e Projet 6690 (veuillez lire: eng Propositioun 6690) virleien. Et gëtt keng Regel hei am Parlament, déi géif disposéieren, wéi ee Genre vun Énnerschréfte legitim ass a wéi een net. Et gëtt keng rechtlech Basis fir esou eng Positioun. A souguer an där Propositioun fir d'Änderung vum Chambersreglement steet net explizit dran, datt Pabeierënnerschréften net géifen akzeptéiert ginn. Dat ass nozeliesen am proposéierten Artikel 155bis vun der Propositioun 6690.

Mir wieren eis dergéint, datt Leit, déi aus Altersgrënn, Aarmutsgrënn oder aus aneren Ursaachen net um Internet wëlle präsent sinn oder kënne präsent sinn, vun esou Petitiounslëschten ausgeschloss wären. D'Initiativ „Schutz fir d'Kand" hat d'Chamber de 24. Abrëll an de 26. Mee doriwwer informéiert a si krut eréischt eng Reaktioun den 10. Juni. Mir wëllen also heimadder ganz kloer soen, datt mer eis dem Statsrot uschléissen, deen och nach viru Kuerzem gesot hat a regrettéiert huet, datt souwuel d'Regierung wéi d'Chamber en ëffentlechen Débat an dëser Fro schéngen ze esquivéieren, an datt mer eis och deenen uschléissen, déi eng breet ëffentlech Debatt iwwert d'Méritten oder d'Netméritte vun deem proposéierten Homobestietnis wëlle féieren.

Aus all deene Grënn, Här President, proposéiere mir also, datt mer fir d'Éischt eng ëffentlech Debatt hu mat deene Petitionnairen, esou wéi déi Prozedur et jo versprach huet u sech,

well genuch Ënnerschréften do sinn. An zweetens hätte mer gär, datt déi Diskussioun iwwert d'Suiten eréischt da gefouert géif ginn, wa mer wierklech konnten ënner eis kloer sinn, wéi mer déi schréftlech Ënnerschréften an esou engem Kader féieren, dann eng ëffentlech Debatt hunn, déi deen Numm verdéngt, an dann op dee Projet de loi zréckkommen, deen hei de Mëttwoch soll votéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Wëllt just...?

Den Här Wiseler, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech wëll just dozou soen, datt mir och der Meenung sinn, datt mer selbstverständlech am Respekt vun all deenen, déi hir Meenung wëllen zum Ausdrock bréngen, hei handelen, mä awer och derbäisoen - esou wéi dat de Moien an der Petitiounskommissioun geschitt ass -, datt d'Chamber sech eng Rei Regele ginn huet, eng Rei Regele gesat huet an datt och an deem hei Fall déi Petitioun behandelt ginn ass no den aktuelle Regele vun der Chamber an eisen Aen. Dat heescht, wéi eng ordinär Petitioun, datt all déi Leit empfaange gi sinn, datt se och hir Argumenter konnten auserneeleeën an der Petitiounskommissioun an datt all d'Membere vun der Kommissioun, all Fraktioun sech konnt e Bild iwwert d'Argumentatioun maachen.

Dat ass also an eisen Ae geschitt no deem, wéi d'Chamber a sech sollt dat behandelen. Dofir si mer der Meenung, datt den Ordre du jour bäibehale soll ginn. Mir sinn awer par contre - an dat wëll ech hannendru soen; all déi Froestellungen, déi gestallt gi si par rapport zu den elektronesche Petitiounen op där enger Säit an dem Fait, datt ee kann, soll schréftlech kënnen eraginn, wou kloer d'Positioun vun der Chamber déi ass, déi mer alleguer kennen - der Meenung, esou wéi de President vun der Chamberskommissioun unanime mat sämtleche Fraktiounen dat an der Petitiounskommissioun schonn ugeschwat hat, datt ee soll am September eng Kéier déi ganz Organisatioun vun de Petitiounen iwwerkucken, fir ze gesinn, ob do Schwächten dra sinn, fir ze gesinn, ob mer kënnen d'Organisatioun vun deene Petitiounen, déi hei an d'Chamber erakomm sinn, ob mer dat kënnen anescht, ob mer dat kënne besser gestalten.

Ech mengen, do si mir als Fraktioun, mä ech mengen, déi aner Fraktiounen och, Demandeur, fir dat eng Kéier ze iwwerkucken.

Haut, an der Situatioun, wou mer haut sinn, menge mer, solle mer eis un déi Regelen halen, déi mer eis alleguer gemeinsam gesat hunn.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech deelen déi doten Aschätzung. Ech mengen och, dass et falsch ass, hei den Androck ze ginn, wéi wa keng ëffentlech Debatt iwwert déi dote Froe stattfonnt hätt a méiglech gewiescht wär. Ech wëll drun erënneren, dass dée Projet de loi am Joer 2010 deponéiert ginn ass an dass zënterhier a sëlleche Sitzungen hei am Parlament an och an der Ëffentlechkeet iwwert den Inhalt vun deem dote Projet de loi diskutéiert ginn ass an dass, wat déi Fro vun der Volladoptioun ugeet, och do zënter dem Summer d'lescht Joer d'Positiounen, d'Majoritéitspositiounen hei an dëser Chamber ganz kloer sinn.

Elo wëllen hei den Androck ze ginn, wéi wann dat eng Iwwerraschung wär praktesch, dass dee Projet géif haut à la va-vite hei diskutéiert ginn an der Chamber, dat kann ech net akzeptéieren. Jorelaang huet déi Prozedur gedauert. Iwwer ee Joer ass praktesch de vollen Text vum Gesetz bekannt, a senger ganzer Envergure. Et war also d'Méiglechkeet do, des Laangen an des Breeden iwwer all déi inhaltlech Froen ze diskutéieren. Dat wäerte mer haut jo och nach maachen hei an der Debatt an der Chamber. Esou dass ech mengen, dass mer u sech hei prett sinn, fir déi doten Diskussioun ze féieren. An duerfir ass eis Fraktioun och derfir, dass mer beim Ordre du jour bleiwen, esou wéi e proposéiert ass.

Zweete Punkt, deen ech trotzdeem wéilt opwerfen: Den Här Kartheiser huet hei et vermidden, fir eis Verfassung ze zitéieren, déi effektiv ganz droleg formuléiert ass. Den Artikel 67 - ech wëll Iech en eigentlech och hei virliesen -, dee seet, dee wéineg schwätzt vum Recht op Petitioun, dat muss ee praktesch indirekt draus erausliesen, mä deen awer par contre eng Interdictioun virgesäit, an déi ass wéi folgt formuléiert: «Il est interdit de présenter en personne des pétitions à la Chambre.» Ech géif dee Saz do zur Meditatioun hei vun der Chamber ginn an d'Fro stellen, ob mer déi Regelen, déi mer eis elo provisoresch ginn hunn, iwwerhaapt kënnen definitiv festschreiwen, wa mer bei deem dote Verfassungstext bleiwen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry. D'Madame Loschetter, wann ech gelift.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, et ass bal alles gesot gi vu menge Virriedner. Dofir wëll ech net nach eng Kéier dat widderhuelen. Mä ech wëll Iech awer soen, datt déi gréng Fraktioun sech deenen Aussoe kann honnertprozenteg ralliéieren. An dofir denke mir och, datt den Ordre du jour, esou wéi en elo presentéiert ass, och soll oflafen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, Merci, Här President. Ech sinn och nach an där Rei vun deenen, déi elo grad scho gesot hunn, datt mer Geleeënheet hate säit Jore praktesch, fir iwwert dee Projet hei ze diskutéieren, iwwer all d'Facetten op alle méigleche Plazen, datt also hei dat net eng Iwwerraschung ass, datt dat also een Débat ass, dee gutt preparéiert ass an deen och kontrovers a kontradiktoresch an der Vergaangenheet och an der Ëffentlechkeet diskutéiert ginn ass, datt mer also sollen haut de Mëtten och eisen Ordre du jour bäibehalen an dann och dee Projet diskutéieren an dann och hoffentlech ofstëmmen.

Eng zweet Remarque ass awer och déi: Ech kann och mat op de Wee vun deem goen, wat de Vizefraktiounschef vun der CSV gesot huet, suggéréiert huet: Datt mer sollen elo, no éischten Erfahrunge mat der elektronescher Petitioun, wou awer, mengen ech, souwuel bei eis heibanne wéi awer och dobaussen am grand Public déi eng oder aner Mëssverständnisser vläicht sinn oder Onprezisioune sinn, datt mer do sollen en temps utile net ze laang waarden, fir spéitstens am September, am Hierscht e Bilan ze maachen an ze kucken, do vläicht e puer Kurskorrekture virzehuelen, fir datt mer dat Instrument dann och kënne valabel an am Verständnis an an der Transparenz vu jiddwerengem benotzen.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Den Här Turpel, wann ech gelift.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir sinn der Meenung, datt dee Gesetzesprojet iwwert d'Netdiskriminéierung vu gläichgeschlechtleche Koppele muer soll gestëmmt ginn, datt dee soll zur Diskussioun muer stoen a gestëmmt ginn.

(Interruption)

Nee muer!

(Interruption)

Muer, muer. Ech hoffen!

(Hilarité)

...datt dee muer soll gestëmmt ginn, an dat obschonn elo kuerzfristeg eng Pétition ordinaire presentéiert ginn ass. Ech sinn d'accord mam Alex Bodry, dee seet, datt déi Pétition ordinaire do scho vill méi laang hätt kënne presentéiert ginn.

Wat d'Pétition publique ugeet, ass dat eng Saach. Ech mengen, do si mer an enger neier Prozedur dran. Mir sinn och absolut der Meenung, an dowéinst sinn ech och frou, datt d'Petitiounskommissioun sech doriwwer eens ass, datt een d'Zesummespill vu Pétion ordinaire/Pétition publique no éischten Erfahrunge muss bilanzéieren an da kucken, ob een do eventuell verschidde Regelen ännert. Zum Beispill, datt een e Contrôle aféiert iwwert d'Pétion ordinaire, deen et de Moment net gëtt - wat et och dowéinst onméiglech mécht, fir déi iwwerhaapt kënnen..., déi Ënnerschréfte kënnen ze cumuléieren -, ob mer en Online-Contrôle direkt aféiere bei der Pétition en ligne an esou weider.

Ech mengen, dat sinn alles Iwwerleeungen, déi solle gemaach ginn. A mir hunn eis och an der Petitiounskommissioun d'Wuert ginn, fir scho praktesch an der nächster Sëtzung unzefänken, de Relevé duerchzehuelen, déi Lee duerchzehuelen, déi mer opgestallt hu vun all deene Saachen, déi do opgestallt gi sinn. Dat verhënnert net, datt, wat dee Projet hei ugeet, een awer elo d'Impressioun hat, wéi wann am leschte Moment géif versicht ginn, eng Debatt, déi schonn trotzdeem eng Rei Jore leeft an der ganzer Gesellschaft, fir déi elo mat engem Trick do erauszezögeren. Well soss wier esou eng Pétition ordinaire nämlech scho vill éischter komm.

An ech schléisse mech deenen un, déi scho virdrun an der Entrevue, déi mer hate mat de Petitionnairen, gesot hunn, datt, wa se net iwwerzeegt gewiescht wieren, datt een dee Projet de loi muer soll stëmmen, da wiere se et elo, nodeem datt se d'Petitionnairen héieren hätten, well mer do - a mir komme sécherlech muer drop zréck - héieren hunn, datt eng ganz Rei berechtegt Froen, déi elo iwwerhaapt näischt mam Thema hei ze dinn hunn, ausser wann et ëm d'Diskriminéierung vu gläichgeschlechtleche Partner geet, déi iwwerhaapt näischt mam Thema ze dinn hunn, souwisou missten diskutéiert ginn, esou datt et héich Zäit gëtt, fir déi gläichgeschlechtlech Rechter hei endlech ze arrêtéieren, fir datt endlech och déi falsch ëffentlech Diskussioun doriwwer ophéiert a mer emol erëm zu deene richtege Problemer kënne kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Ech mengen, domat ass alles gesot a mir kéinten zur Décisioun iwwert den Ordre du jour iwwergoen, wéi e vun der Presidentekonferenz...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech froen de Vote électronique, Här President.

M. le Président.- Ah? Jo, ech war nach net fäerdeg, mä bon!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dir waart esou gutt lancéiert!

M. le Président.- Also, wie mam vun der Presidentekonferenz proposéierten Ordre du jour d'accord ass, ass gebieden, mat Jo ze stëmmen, wien net domat d'accord ass, mat Neen. Den elektronesche Vote ass gefuerdert ginn. Da maache mer dat esou.

Vote

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Brouhaha)

Wie mam Ordre du jour, wéi en...

(Interruptions diverses)

Wien also mat der Proposition principale, dat ass den Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen ass, d'accord ass, stëmmt mat Jo, dee wëllt eng Ännerung hunn, mat Neen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Et sinn nach eng Rei Apparater, déi net ginn, well dann nach deen zweeten, drëtte Code do muss all Kéiers agi ginn. Vläicht wann ech gelift dat respektéieren, datt d'Leit dann eng Chance hunn, hire Code erëmzefannen, fir dann och kënnen hei...

M. le Président.- Jo. Bei mir ass guer näischt méi um Schierm.

(Hilarité et brouhaha)

Sou, also ech géif Iech proposéieren, mir maachen de Vote nach eng Kéier, fir dass alles kloer ass. D'Froestellung ass jo och elo kloer.

De Vote ass lancéiert. Voilà, déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. Ech ginn dovun aus, dass de Vote elo ofgeschloss ass.

57 Deputéiert si mam virgeschloenen Ordre du jour d'accord, bei 3 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marcel Oberweis), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Guy Arendt), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Also bleiwe mer bei eisem proposéierten Ordre du jour.

Ech hunn eng Wuertmeldung fir den Dépôt vu Propositions de loi. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

4. Dépôt de deux propositions de loi par M. Fernand Kartheiser

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt hei am Numm vu menger Partei zwou Propositions de loi haut deponéieren.

Déi éischt betrëfft d'Schafung vu Classes d'accueil am Enseignement fondamental. Mir wëllen do de Gemengen och d'Méiglechkeet ginn, esou Klassen anzeféieren. Bis elo ass dat just eng Décisioun, déi de Stat kann huelen. Et ass déi éischt Propositioun, ech däerf Iech déi iwwerreechen.

6698 *- Proposition de loi*

1. modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays

Déi zweet Proposition de loi, déi betrëfft d'Propositioun fir en nationale Referendum iwwert d'„Ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe". Mir sinn der Meenung, datt, wéi ech et och scho virdru konnt soen, mer mussen eng breet ëffentlech Debatt iwwer all déi Froen hunn, déi sech an dësem Zesummenhang stellen. Dat ass bis elo an eiser Analys net de Fall gewiescht. Dofir wëlle mer der Bevëlkerung folgend Froe stellen: Sidd Dir souwuel fir d'Aféierung vum Bestietnis vu gläichgeschlechtleche Koppele wéi och fir d'Adoptioun duerch gläichgeschlechtlech Koppelen? An dat iwwert de Wee vun engem nationale Referendum.

Dës Regierung huet sech jo engagéiert, fir där direkter Demokratie méi Raum ze ginn an d'Leit méi participéieren ze loossen. Dat hei ass eng kruzial Fro vun eisem gesellschaftlechen Zesummeliewen an dofir wéilte mir proposéieren, datt eis Leit hei am Land sech kënnen iwwert d'Voie vum Referendum doriwwer ausspriechen.

6699 *- Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe*

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci fir den Dépôt. Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Et ass d'Validatioun vun den Europawahlen.

5. Validation des élections européennes

No de Wahle fir d'Europaparlament vum 25. Mee 2014 ass et un der Chamber, fir d'Wahlen ze validéieren. D'Texter vum Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 iwwert d'Europawahle soe Folgendes, den Artikel 282: «La Chambre des Députés se prononce seule sur la validité des opérations électorales qui sont régies par la loi nationale. Toute réclamation contre ces opérations doit être formulée, sous peine de forclusion, par écrit et introduite dans les dix jours de l'élection auprès du Secrétaire général de la Chambre des Députés.»

Den Artikel 283 seet: «Le Parlement européen vérifie les pouvoirs des représentants et statue sur les contestations qui pourraient éventuellement être soulevées sur la base des dispositions de l'Acte portant élection des représentants au Parlement au suffrage universel direct.

Toutefois, les contestations qui sont relatives à des dispositions nationales auxquelles cet Acte renvoie sont vidées par la Chambre des Députés.

Le Président de la Chambre des Députés adresse au Président du Parlement européen les documents nécessaires à la vérification des pouvoirs des représentants du Grand-Duché de Luxembourg.»

Ech wéilt d'Chamber nach drop opmierksam maachen, dass keng Reklamatiounen iwwert d'Europawahlen eragaange sinn. An dofir louse mer elo, esou wéi dat virgesinn ass, déi siwe Membere vun där Kommissioun aus, déi nokontrolléiere soll, ob alles uerdnungsgeméiss bei de Wahle verlaf ass.

Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections au Parlement européen du 25 mai 2014

Déi Kommissioun setzt sech zesummen aus: der Madame Hansen, dem Här Fayot, der Madame Hemmen, dem Här Marc Spautz, dem

Här Adam,…

(Brouhaha général et interruptions)

Okay.

Dem Här Eischen, dem Här Lies…

Plusieurs voix.- Deen ass net do.

M. le Président.- Oh là là, dat gëtt méi eng schwéier Saach. Den Här Arndt an d'Madame Elvinger.

Plusieurs voix.- Si ass net do.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Den Här Fayot ass ze remplacéieren, wéinst dem Cathy Fayot.

M. le Président.- Ah. Den Här Schank, an dann, fir sécher ze sinn, och nach een, fir den Här Fayot ze ersetzen, wéinst familiäre Banden. Den Här Haagen.

Plusieurs voix.- Ah!

Une voix.- Ech weess net, ob mer dat stëmmen.

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Also, d'Kommissioun setzt sech zesummen aus: den Häre Marco Schank, Félix Eischen, Frank Arndt, Claude Haagen, Marc Spautz, an den Dammen Hansen an Hemmen. D'Missioun vun där Kommissioun besteet doran, fir d'Resultater vun den Europawahle vum 25. Mee aus deem eenzege Wahlbezierk ze iwwerpréiwen an ze validéieren. A fir der Kommissioun d'Aarbecht ze erméiglechen, ënnerbriechen ech d'Sëtzung.

(La séance publique est suspendue à 14.56 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.08 heures.)

D'Kommissioun huet hir Aarbechten ofgeschloss, an domat fuere mer mat eiser ëffentlecher Sëtzung weider. D'Wuert huet d'Presidentin vun der Kommissioun, d'Madame Martine Hansen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. D'Kommissioun, déi duerch Lous zesummegesat gouf, setzt sech aus folgende Memberen zesummen: D'Madame Martine Hansen - ech selwer -, d'Madame Cécile Hemmen, den Här Marc Spautz, den Här Félix Eischen, den Här Frank Arndt, den Här Marco Schank an den Här Claude Haagen. D'Madame Cécile Hemmen gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden Iech deemno, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

M. le Président.- Merci, Madame Presidentin. Dat maachen ech dann och direkt. D'Madame Cécile Hemmen huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification des élections au Parlement européen du 25 mai 2014

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Donc, je vous présente le rapport de la vérification de la Commission de vérification.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les résultats de l'examen auquel a procédé la commission que vous avez désignée en vue de la validation des élections au Parlement européen du 25 mai 2014 sont les suivants:

Résultats de la circonscription unique:

Bulletins trouvés dans les urnes:	226.218
Bulletins blancs:	12.728
Bulletins nuls:	9.718
Bulletins valables:	203.772
Nombre total des suffrages valables de toutes les listes:	1.172.614
Nombre électoral:	167.517

Les différentes listes ont obtenu les suffrages suivants:

Liste 1 (LSAP - d'Sozialisten):	137.504
Liste 2 (DP - Demokratesch Partei):	173.255
Liste 3 (CSV - Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei):	441.578
Liste 4 (ADR - Alternativ Demokratesch Reformpartei):	88.298
Liste 5 (déi gréng):	176.073
Liste 6 (KPL - d'Kommunisten):	17.506
Liste 7 (déi Lénk):	67.544
Liste 8 (PID - Partei fir Integral Demokratie):	21.303
Liste 9 (Piratepartei):	49.553

Sont élus sur les différentes listes:

Liste 1 (LSAP - d'Sozialisten): 1 élu, à savoir Mme Mady Delvaux-Stehres

Liste 2 (DP - Demokratesch Partei): 1 élu, à savoir M. Charles Goerens

Liste 3 (CSV - Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei): 3 élus, à savoir Mme Viviane Reding, M. Georges Bach, M. Frank Engel

Liste 4 (ADR - Alternativ Demokratesch Reformpartei): aucun élu

Liste 5 (déi gréng): 1 élu, à savoir M. Claude Turmes

Liste 6 (KPL - d'Kommunisten): aucun élu

Liste 7 (déi Lénk): aucun élu

Liste 8 (PID - Partei fir Integral Demokratie): aucun élu

Liste 9 (Piratepartei): aucun élu

Vu le procès-verbal de la circonscription unique et en l'absence de réclamations, la Commission propose à la Chambre de valider les élections européennes du 25 mai 2014.

Merci pour votre attention.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Hemmen.

Vote

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen an ass se bereet deemno, d'Europawahle vum 25. Mee ze validéieren? Ech bieden Iech ëm en Handzeechen, wien dofir ass. Wien ass dogéint? Wien enthält sech?

Also huet d'Chamber d'Resultat vun den Europawahlen eestëmmeg validéiert. Ech wäert de President vum Europaparlament an deem Sënn informéieren a soen Iech Merci.

Mir ginn zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer a kommen zum Projet de loi 6469. Et geet ëm de Projet de loi iwwert d'Patientenrechter an d'Médiatioun am Gesondheetssecteur. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Jean-Marie Halsdorf, Alexander Krieps, d'Madame Josée Lorsché, déi Häre Fernand Kartheiser a Serge Urbany. An d'Wuert huet elo direkt den honorabelen Här Rapporteur, de Georges Engel. Här Engel, wann ech gelift.

6. 6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;

- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

- le Code civil

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- „Jeder denkende Patient ist für den Arzt ein Enfant terrible." Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir dass deem net esou ass, hu mer haut d'Geleeënheet, hei e Gesetz ze stëmme fir kloer Rechter a Flichte fir de Patient a fir de Prestataire de soins. Et ass keng Revolutioun, et ass eng Kloerstellung, eng Vereinfachung an eng Zesummeleeung vun enger Rei vun Artikelen a verschiddene Gesetzestexter, ënner anerem der Loi hospitalière, dem Code de déontologie an enger Rei vu Jurisprudenzen, déi sech all mat der Relatioun tëschent Patient a Prestataire de soins beschäftegen.

De Projet de loi 6469 ass den 21. August 2012 deponéiert gi vum deemolege Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo. Ee Projet also vun der viregter Regierung, deen also den Appui vun alle Parteien aus dëser Regierung hat an och dunn deponéiert gouf. Avise si vum Collège médical, vum Conseil Supérieur de Certaines Professions de Santé, vun der Patientevertriedung, der Entente des hôpitaux luxembourgeois, der AMMD, vun der Commission nationale pour la protection des données, vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Salariés, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a vun der Association de la médiation et des médiateurs agréés erakomm. D'AMMD an de Conseil scientifique dans le domaine de la santé hunn och nach Positioun zum amendéierte Projet geholl. Et ass also eng ganz, ganz breet Consultatioun beim Ausschaffe vum Gesetzestext gefouert ginn, an eng ganz Partie vu Kritiken a Propose goufen esou schonns am Virfeld berücksichtegt.

No de Wahle vum 20. Oktober ass der neier Kommissioun de Projet virgestallt ginn. D'AMMD an d'Patientevertriedung sinn nach eemol gehéiert ginn. An et hat een d'Impressioun, dass de Projet no de Wahlen en anere gi wier, wéi virun de Wahlen. Op alle Fall ass aus enger vun de Majoritéitsparteien, déi de Projet virun de Wahle gedroen huet, eng Oppositiounspartei ginn, déi de Projet op eemol net méi gedroen huet, obwuel et absolut datselwecht Gesetz ass.

De 27. Mee ass de Rapport an der Kommissioun majoritär ugeholl ginn. Dëst Gesetz huet als Zil wéi gesot, de legale Kader vu Rechter a Flichten, deen d'Relatioun tëschent Patient a Prestataire de soins regelt, anzesetzen. Et war dëst eng Prioritéit vun der viregter Regierung, an et ass och eng Prioritéit vun dëser Regierung.

Dës Regierung huet sech och anere Froen ugeholl an huet an hirem Koalitiounsprogramm Folgendes stoen: «La mise en place d'un fonds d'indemnisation fixant aussi les conditions de prise en charge de l'aléa thérapeutique créé et géré en synergie avec les systèmes en place dans les pays voisins.»

À l'instar vu Frankräich an nach méi vun der Belsch gëtt sech hei un hirem Gesetz inspiréiert an et goufen zwee belsch Experten ëm Rot gefrot, den Här Professer Dr. Herman Nys an d'Madame Professer Dr. Geneviève Schamps.

Dëst war och eng Kritik vun den Dokteren, déi ëmmer erëm komm ass, nämlech d'Fuerderung no engem formellen Engagement vun der Regierung, fir e Fong anzeriichten. Et handelt sech hei effektiv ëm e grave Problem, notamment dee vum Aléa thérapeutique, dat heescht Schied a gesondheetlech Problemer, déi no enger Behandlung optrieden, déi awer net op e Behandlungsfeeler zréckzeféiere sinn.

D'AMMD huet an deem Zesummenhang d'Ariichte vun eben esou engem solidaresch finanzéierten Indemnisatiounsfong gefuerdert. Och de Conseil d'État hält esou een Indemnisëierungsregime basé sur la solidarité nationale als onbedéngt noutwendeg, dat am Zesummenhang mat engem Uerteel iwwert d'Infection nosocomiale, bei deem d'Prestataires de soins eng Obligation de sécurité de résultat zougesprach kruten.

Wat dee Punkt ugeet, huet sech, wéi gesot, déi aktuell Regierung schonn an hirem Programm formell engagéiert, fir bannent engem Joer e Projet virzeleeën iwwert d'Kreatioun vun esou engem Fong, an Zesummenaarbecht mat Experten aus dem Ausland, wou et ebe schonn esou Systemer gëtt. Dëser Kritik vun der AMMD gouf also Rechnung gedroen.

Dëst Gesetz setzt dann och d'Konventioun vun Oviedo zum Deel ëm, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet awer nach net ratifizéiert huet. An am Uschloss vun dësem Gesetz gëtt och d'Direktiv 2011/24 iwwert déi grenziwwerschreidend Versuergung vun de Patienten an en nationaalt Gesetz ëmgesat, déi den Zougang zur Fleeg an zur Betreiung tëschent Lëtzebuerg an anere Versécherungsmemberstate regelt.

Dëst Gesetz ass ee wichtege Schratt an d'Richtung vu méi Visibilitéit, vun engem bessere Respekt an engem méi gläichen Équiliber tëschent de Rechter a Flichte vun de Patienten an de Rechter a Flichte vun de Prestataires de soins.

Eis Suerg an eiser Aarbecht an der Kommissioun war ëmmer, och wann een et heiansdo huet misse rappeléieren, déi beschtméiglech Qualitéit u Soins an engem solidaresche Gesondheetssystem mat engem universellen Zougang zu qualitativ héichwäerteger Fleeg ze sécheren.

Eng Rei vu Rechter sinn elo an dësem Gesetz verankert: d'Recht, sech säi Prestataire de soins fräi eraussichen ze kënnen; d'Recht op eng adequat Informatioun iwwer säi Gesondheetszoustand; d'Recht, iwwert d'Risiken an d'Virdeeler vun de verschiddenste Behandlungsmethoden informéiert ze ginn; an d'Recht, och net informéiert ze ginn, sinn an dësem Gesetz verankert. Gradesou wéi d'Recht an d'Verflichtung, wat de Patientendossier ubetrëfft. D'Recht op Vertraulechkeet, de Respekt vun der Privatsphär a schlussendlech och d'Recht, sech vun där Persoun, déi ee wëllt, bei den Dokter begleeden ze loossen.

Et ass also keen Neierfanne vun de Patientenrechter, mä et geet virun allem dorëms, dës Rechter ze confirméieren, méi lieserlech a méi transparent ze maachen a se an engem Gesetz anzeschreiwen.

An hei ass d'Kritik vun der AMMD och relativ onverständlech, well schonn elo ass eng adequat Informatioun vum Dokter par rapport zum Patient absolut Flicht. An et muss ee sech d'Fro stellen, firwat elo d'Fuerderung kënnt, fir dës Flicht, déi wéi gesot elo scho besteet, nach extra rémunéréiert ze kréien.

Et geet hei net drëms, Konflikter tëschent Patient a Prestatairen ze encouragéieren, mä au contraire, et geet drëms, d'Relatioun tëschent deenen zwee ze rééquilibréieren, e Partenariat ze schafen, deen op Vertrauen a Respekt berout.

Et gëllt also hei och, vun där fréierer paternalistescher Relatioun ewechzekommen tëschent dem allmächtegen Dokter, dem „Gott a Wäiss", deen d'Décisiounen eleng hëlt vis-à-vis vu sengem Patient, deen déi Autoritéit an d'Décisioun ouni Fro dann och akzeptéiert huet.

Dofir ass och een Élément clé vun dësem Gesetz d'Schafe vun der Médiatiounsstell, déi den Dialog favoriséiere soll an och preventiv schaffe wäert an, wa méiglech, och Konflikter, déi soss virum Geriicht ausgedroe misste ginn, verhënnere soll. Domadder wäerten dann och déi dezentral Strukturen an de Spideeler vum Dësch sinn. Déi Roll gëtt elo vun dëser nationaler Struktur iwwerholl, déi deemno och indépendant an onparteiesch ass. Et ass awer kloer, dass de Mechanismus fir den Traitement vun de Plainten an deenen eenzelne Strukture bestoe bleift. Dat am Sënn vum Artikel 64 vum Spidolsgesetz.

Ech wëll hei awer och kloerstellen, dass absolut déi meescht Relatiounen tëschent Prestataires de soins a Patient ganz gutt verlafen. Et sief gesot, dass d'Zuel vun de Plaintë vu Patienten net extrem héich ass, soudass een dovunner ausgoe kann, dass et kee generelle Malaise an der Relatioun tëschent Patient a Prestataires de soins gëtt. Dëse Service soll dofir hëllefen, deenen zwou Parteien zur Säit ze stoen, fir eng méi séier a manner deier Solutioun fir hire Problem ze fannen an d'Geriichtsprozedur, déi oft mat vill Emotioun, Leed an Ierger verbonnen ass, ze verhënneren.

Et gëtt dëst awer kee Service, deen iwwert de Remboursement informéiert. Dëst gëtt dann an deem nächste Projet de loi behandelt, dee mer um Ordre du jour hei hunn, wou dëse Point de contact dann och agesat gëtt.

D'Kommissioun huet zwou Serië vun Amendementer ugeholl, fir op formell Oppositiounen a Bemierkunge vum Conseil d'État an och nach weider aner Kritiken anzegoen.

Woubäi een anere grousse Punkt d'Informatioun vum Patient war: Niewent der Fro, a wéi enger Sprooch dass déi Informatioun soll geschéien - mir hunn eis hei op déi gängeg Sproochen aus dem Land gëeenegt -, ass d'Fro, wéi eng adequat Informatioun ze definéieren ass. Déi ass dunn diskutéiert ginn, a wat och muss respektéiert ginn a wéi den Dokter oder en anere Prestataire de soins beweise kann oder soll, dass en där Obligatioun vun der Informatioun och tatsächlech nokomm ass.

Hei gouf et eng länger Diskussioun iwwert d'Charge vun der preuve, dass d'Informatioun och richteg geschitt ass. An dësem Projet de loi ass et kloer, dass hei déi aktuell Situatioun net changéiert. Elo scho läit et beim Prestataire de soins, fir d'Preuvë vu senger adequater Informatioun ze bréngen. An dëse Projet de loi konsolidéiert dës Positioun vun der Cour de cassation.

Ausserdeem gouf et länger Diskussiounen iwwert de Référentiel, dee vum Conseil scientifique sollt ausgeschafft ginn. D'Kommissioun huet zréckbehalen, dass et keng Obligatioun gëtt, fir e Référentiel national fir all Interventioun mussen auszeschaffen - iwwregens gëtt et dat och a kengem anere Land, esou ee Référentiel national -, an dat aus Grënn vu Manque de ressources souwuel beim Ministère wéi och beim Conseil scientifique an awer och wéint der Fro, wat d'Responsabilité juridique ugeet, mä dass de Conseil scientifique Recommandations de bonnes pratiques sollt ausschaffen, esou wéi en dat och selwer proposéiert huet, a fakultativ Référentielle kann ausschaffen oder sech uschafen a se dann och diffuséiere kann.

Ech erspueren Iech hei den Detail vun all deenen Diskussiounen an Ännerungen, well bei deenen Dispositioune läit den Däiwel ganz dacks am Detail. Noliese kënnt Dir dat alles am ganz detailléierte schréftleche Rapport vun der Kommissioun.

Merci dofir op dëser Plaz och der wäertvoller a ganz rigouréiser Aarbecht vum Martin Bisenius vum Service des Commissions, vun de responsabele Mataarbechter aus dem Ministère, dem Här Schwebag, an natierlech och de Mataarbechter aus menger Fraktioun, dem Nadine Entringer.

Et sief nach gesot, dass um Enn vun der Prozedur, wou mer an de Kommissiounen diskutéiert hunn, nach eng Kéier déi prinzipiell Diskussioun iwwert d'Fro, ob et net besser wier, amplaz vun enger Médiatiounsstell éischter eng Conciliatiounsstell anzeriichten, opkomm ass. Dës Diskussioun ass net nei a war och schonn am Virfeld vum Dépôt vum Projet de loi gefouert ginn, ouni dass et awer finalement Eenegkeet iwwert d'Ausriichtung vun dëser Stell gi wär.

Well dunn awer d'Instruktioune vum Projet esou wäit fortgeschratt waren a kuerz virum Ofschloss stoungen, huet d'Majoritéit vun der Kommissioun fonnt, et wier elo un der Zäit, fir mat dësem Projet endlech ganz konkret am Sënn vum Respekt vun de Patienterechter Neel mat Käpp ze maachen an dëse Projet zum Ofschloss ze bréngen.

Ech wëll hei och op den Avis vun der Madame Médiateure Lydie Err ze schwätze kommen, déi och op d'Fro vun der Formatioun vum Médiateur ageet. Am Gesetz steet dran, dass de Médiateur eng Expérience dans un domaine utile à l'exercice de sa fonction muss hunn. Mir kommen also hei am Gesetz och de Bedenke vun der Madame Err entgéint.

Dat soll d'Chamber awer net drun hënneren, hei an dräi Joer op dëse Projet nach eng Kéier zréckzekommen an nozefroen, wéi eng Konklusiounen een aus dëser Médiatiounsstell zéie kann a wou een d'Schrauwen usetze soll, fir de Service dann, le cas échéant, ze optimiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëst ass e gutt Gesetz fir d'Patienten a bréngt och méi Struktur fir d'Prestataires de soins. Et ass e Schratt an déi richteg Richtung fir méi Vertrauen vun deem enge géigeniwwer deem aneren.

Ech bréngen heimat den Accord vun der LSAP a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Als éischten ageschriwwene Riedner huet d'Wuert den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt wollt ech dem Rapporteur Merci soe fir säi wierklech ausféierleche schréftleche Rapport an och säin haut méi kuerze mëndleche Rapport.

Dëse Projet de loi ass elo e puer Joer ënnerwee an e gëtt elo nach virun der Summerpaus hei evakuéiert, well en eben och Elementer vun enger EU-Direktiv iwwert d'Soins transfrontaliers ëmsetzt. Duerfir hu mer elo missen, et gëtt emol esou argumentéiert, méi séier schaffen.

An et muss ee feststellen, dass dat elo an zwou Kommissioune geschitt ass an dëser Legislaturperiod, während et an där leschter an enger geschitt war. Ech wëll just déi Klamer opmaachen, dass ech am Fong geholl léiwer gehat hätt, et hätt een dat kënnen an enger maachen, well elo sinn et zwou Zorten, oder et sinn déi eng Deputéierten, déi diskutéieren de Volet „Sécurité sociale", an déi aner diskutéieren de Volet „Santé". Ech hätt léiwer gehat, dat wären déiselwecht Leit gewiescht. Dat hätt vläicht zu méi Transparenz bäigedroen.

Mä wat ee muss soen, ass, dat Gesetz, dat bleift dem Lëtzebuerger Gesondheetsmodell trei. Dat heescht, d'Fräiheet, fir en Dokter erauszewielen, oder d'Patiente kréie weider héichwäerteg Leeschtungen, dat muss ee soen.

De Projet de loi, dee stellt jo da generell Regelen op an e preziséiert d'Rechter an d'Flichte vun de Patienten. D'Gesetz regelt zum Beispill, dass d'Privatsphär muss respektéiert ginn, dass keng Diskriminatiounen däerfen entstoen, dass de Patient muss obligatoresch informéiert ginn, dass en Accès kritt op den Dossier médical. Dat gëtt heimat geregelt.

Et sollen transparent Prozeduren an esou weider kommen, also e ganze Koup Virgaben, wou awer eng fir mech bei där Aufgabestellung ganz wichteg ass, dat ass déi adequat Informatioun vum Patient op allen Niveauen. Dat ass fir mech d'Schlësselstellung.

An ech muss soen, ech sinn der Iwwerzeegung, dass am Fong geholl dëse Volet „Informatioun vum Patient op allen Niveauen net optimal geléist gëtt mat dësem Gesetz. Et geet och net ëmmer ganz einfach, dat muss ech éierlech soen, well d'Situatioun komplex ass.

E gutt Beispill, fir dat ze illustréieren, dat huet de Rapporteur jo ugeschwat, dat ass d'Sprooch. Laut Gesetz muss d'Informatioun vum Patient an dräi offizielle Sprooche vum Land geschéien. Mir hunn awer, an dat wëssen alleguerten déi Leit, déi heibanne sinn, ee grousst multikulturellt Emfeld, soudass leider net jiddwereen eng vun deenen dräi Sprooche beherrscht. Do kann eng drëtt Persoun da geholl ginn, e sougenannten Accompagnateur, deen da fir de Patient d'Iwwersetzung mécht an déi net offiziell Sprooch, an deen iwwersetzt da vun där net offizieller Sprooch an eng vun deenen dräi offizielle Sproochen. Gutt. Hei ass eng pragmatesch Léisung gewielt ginn, well déi (veuillez lire: déi Problematik) léisst sech net ganz legal cadréieren. Mä wat dat elo genau heescht am Kontext Rechter a Flichte vu Patienten, dat wäerte mer eréischt an e puer Joer gesinn.

A klappt dat da wierklech esou, wéi et am Gesetz steet? Well do gëtt gesot: De Patient muss kloer verständlech Informatioune kréien. An ech mengen, do ass et wichteg, dass dann, wann de Patient mam Dokter zesummen déi Décisioun hëlt, am Partenariat, wéi et am Gesetz steet, da muss een do kucken: Wéi ass et do mat der Responsabilitéit, zum Beispill beim Choix thérapeutique? Ass et do de Patient? Beim Acte médical, ass et do den Dokter? Ech mengen, d'Zukunft wäert eis hei weisen, wéi dee Modell, deen hei zréckbehale ginn ass, an Zukunft fonctionnéiert.

Mä en anert Element, op dat ech och wollt agoen, wou am Fong geholl eng falsch Optioun geholl ginn ass a mengen Aen, an déi ass och elo eréischt kuerzfristeg geholl ginn, dat ass déi, fir ee Référentiel nëmme fakultativ anzeféieren. Well e Référentiel ass och wichteg, well wa mer de Patient informéieren, da muss en den Duerchbléck kréien, e muss verstoen, e muss am Fong geholl wierklech gesinn, wat op en zoukënnt. E Référentiel mécht Sënn, dat weess jiddwereen heibannen, fir eben all Typ vun Interventioun an d'Risiken opzeféieren, dat ass eng Plus-value. An de Conseil scientifique sollt jo dat och maachen.

Bon, do sinn Dokteren dann, déi soen: Mir packen dat net, mir hu keng Moyenen. Dat kann een novollzéien. Mä d'Resultat ass elo eben dat, an domat si mir net d'accord, fir eben e Référentiel fakultativ ze maachen, deen also nëmmen heiansdo iwwert d'Niewewierkungen an d'Risiken informéiert.

Ech huelen un, ech ginn dervun aus, dass dat zur Konfusioun wäert féieren, well et weess een net. Wann een e richtege Référentiel hätt, deen obligatoresch wär, dann hätt een Transparenz an e an alle Beräicher. Elo gëtt et awer verschidde Beräicher, wou et keng Referenze wäert ginn, an anere wäerten et der ginn. De Statsrot huet dat hei opgeworf an huet gesot, dat wär eng Onsécherheet an och eng Insécurité juridique. An ech ka mer virstellen, dass de Patient an d'Prestatairen an d'Dokteren am Fong geholl hei et net esou einfach kréien.

Gutt, am Rapport steet dann, an deem ausféierleche Rapport, de Ministère an och de Conseil scientifique géifen eng Responsabilitéit kréien, wa se d'Moyenen net hätten an trotzdeem missten en obligatoreschen nationale Référentiel opstellen. Dat ass richteg. Mä wann et awer elo esou kënnt, wéi Dir et hei virschreift, dat heescht, dass dee Conseil scientifique soll Référentiellen diffuséieren, déi éischtens emol net obligatoresch sinn an déi dann och nach vun anere Quellen aus dem Ausland opgestallt ginn, also ënnert deenen hirer Responsabilitéit, da gëtt dat a mengen Aen e schéinen Duerjerneen.

D'Zukunft wäert eis et weisen, well mir hunn Dokteren hei zu Lëtzebuerg, déi hu studéiert an Däitschland, a Frankräich, a Belgien, an Éisträich, an England, an den USA an esou weider. An da kann ee sech wierklech d'Fro stellen: Wéi eng Référentiellen aus wéi engem Land priméieren dann elo?

A wa se net obligatoresch sinn, wou gëtt dann deen ee geholl a wou gëtt deen anere geholl? Ech mengen, dat do ass eng Virlag fir geriichtlech Prozesser. An an deem Sënn, mengen ech, kréie mer eng verwurrelt Situatioun. An ech hätt léiwer gehat, am Fong geholl, wa mer do eng kloer Linn kritt hätten.

Am Rapport gëtt och geschwat iwwert d'national Référentiellen an engem Droit comparé mat de Belsch, de Fransousen an den Däitschen. Et ass richteg, kee vun deenen dräi huet eng aner Situatioun, mä d'Situatioun ass ëmmer kloer. An ob se hei zu Lëtzebuerg kloer ass, dat wäert d'Zukunft eis weisen.

Wat ech weess, dat ass, dass an deene Länner exklusiv national rekrutéiert gëtt. Dat heescht an Däitschland, Frankräich an a Belgien huet déi grouss Majoritéit vun de Medeziner studéiert an deem Land, kennt dee System. Hei a Lëtzebuerg komme se aus allen Himmelsrichtungen an, ech mengen, dat gehéiert sécherlech zum Räichtum vum medezinesche Wësse vun eisem Land, mä, ech mengen, en Opstelle vu klore Richtlinne misst am Fong geholl ageféiert ginn. Dat geschitt hei net an dat bedauere mer.

An duerfir mengen ech, dass hei à titre principal de Patient an à titre subsidiaire och den Dokter sech kaum wäerten erëmfannen, wa se keng kloer Referenzen hunn. Duerfir plädéiere mir Richtung Statsrot. An duerfir hat ech och proposéiert, no enger Institutioun ze siche respektiv sech Moyenen ze ginn, fir esou e Référentiel opzestellen. An do hate mer jo gesot: Kommt, mer kucken, et ass jo eng Démarche vun der Regierung, an engem Joer e Gesetz ze maachen iwwert den Aléa thérapeutique. Do hätte mer och léiwer gehat, dat wier elo komm. Bon, dat kënnt dann an engem Joer. Do hätt ee kënne ganz gutt an enger Démarche deen do Volet vun dem Référentiel mat abauen, an dann hätt een dat gemaach, wat de Statsrot a sengem rezenten Avis - deen Avis ass eréischt dräi Méint al - mécht. An dat huet d'Majoritéit net gemaach, an duerfir, do si mer net op därselwechter Wellelängt mat der Majoritéit.

De Conseil scientifique soll och Recommandatiounen a Bonne-pratiquen ausschaffen. Dat ass eng gutt Saach, e Kader maache fir dat Ganzt, dat ass gutt. Well um Terrain si verschidden Intervenanten, wéi gesot de Conseil scientifique, de Conseil supérieur des maladies infectieuses, de Groupe National de Guidance en matière de Prévention de l'Infection Nosocomiale an esou weider. Dat ass gutt. Do muss och - wéi soll ech soen? - en Dénominateur commun fonnt ginn. Dee wäert och fonnt ginn. Mä do musse mer onbedéngt an Zukunft dann et och fäerdegbréngen, hei zu Lëtzebuerg d'Formation continue obligatoresch ze maachen. Dat ass de Corollaire zu där Démarche, wa mer hei wëllen eng kloer Linn hunn.

En anere Volet, deen ech wollt uschwätzen, deen och wichteg ass, dat ass deen, dass d'Spideeler laut rezenter Jurisprudenz eng Obligation de résultat hunn am Beräich vun nosokomialen Infektiounen. A mat dësem Gesetz gëtt déi Obligation de résultat och fir d'Medeziner formaliséiert. Et ass et scho virdru ginn duerch Geriichtsuerteeler, mä elo gëtt se formaliséiert. Dat heescht also da ganz kloer, dass zum Beispill, wann elo eng Komplikatioun kënnt, den Dokter muss bezuelen, wann zum Beispill eng nosokomial Infektioun optrëtt.

Dat ass awer an deem Sënn net optimal, loosse mer dat emol esou formuléieren, well hei kann et sinn, dass eng Responsabilitéit am Spill steet, ouni dass awer e Feeler gemaach ginn ass.

An duerfir mengen ech, et misst eng Struktur do sinn, déi op d'Solidaritéit baut. An déi hu mer eben net. An ech hoffen, dass mer do séierstens weiderkommen, fir eis un deem Modell, deem franséische Modell vun der ONIAM ze orientéieren, fir dem Patient, dann, wann en ee reelle Schued huet, do eng Ulafstell ze schafen, wéi et se a Frankräich gëtt; an d'Finanzéierung kéint sech och un deem Modell orientéieren.

Mir bedaueren, dass dat net elo direkt mat dësem Gesetz verabschit gëtt an dass dat eréischt an engem Joer kënnt. An dat hätt missen an hätt sollen an dësem Gesetz gemaach ginn. Dat ass an deem Sënn eng falsch Optioun.

Eng aner falsch Optioun, déi hutt Der och ugeschwat, dat ass déi vun der Plaintëbeaarbechtung. Haut ass et jo esou, wann de Patient eng Plainte wëllt maachen, da kann en déi beim Minister maachen, e kann déi am Spidol maachen, beim Collège médical, bei der AMMD, an haut ass et och esou, dass d'Gestioun vun de Plainten an de Spideeler och gemaach gëtt. Dat ass sécherlech net onofhängeg an och net objektiv.

Duerfir ass et also sënnvoll, an dat muss ee soen, wann een a Richtung Médiatioun geet. Et ass sënnvoll, well dat neit Instrument, dat fonctionnéiert generell. Et ass eenzegaarteg, et ass onofhängeg.

Wat och gutt ass, ass déi Décisioun, fir keng spezifesch Ulafstell fir de Spidolssecteur ze maachen. Dat ass eng richteg Décisioun. An et ass och richteg, fir ze soen, e Patient, dee muss fir d'Éischt bei den Dokter goen, deen e behandelt, ier en dann, wann dat net klappt, bei d'Spidolsdirektioun geet, bei de Plaintëservice, wann en eng Plainte huet. An eréischt da kann en d'Médiatiounsstell domat befaassen. Dat ass och gutt esou, déi Hierarchie. Well, ech mengen, wann dat esou geschitt, kënne verschidden Onzefriddenheeten eventuell schonn ofgebaut ginn, ier de Konflikt als solchen da kënnt.

Fir d'Médiatioun am Spidol ze maachen, am Netspidolssecteur an an der Laangzäitbehandlung ouni Hôtellerieplainten, dat ass och richteg gestach ginn am Gesetz; dat ass also positiv. Mä, bei der Médiatioun, wou et jo dann drëm geet, d'Vuë méi no beieneen ze kréien, dat ass eng gutt Saach, mä déi huet keng Moyenen. An do läit d'Kromm an der Heck!

A wann een och nach weess, dass d'Médiatiounsinstrumenter, Dir wäert dat gesinn, dat ass dat, wat am visibelsten ass fir de Bierger, dat heescht fir de Patient dobaussen, dann ass et ganz kloer, dass d'Leit do legitim Erwaardungen un dëst Instrument hunn, fir global Léisungen ze schafen, an eng Médiatiounsstell, dat ass meng Iwwerzeegung, déi huet déi (veuillez lire: déi Moyenen) net.

An duerfir plädéiere mir derfir, éischter an d'Richtung vun enger Conciliatioun ze goen, well déi huet e Pouvoir décisionnel à caractère obligatoire. An do kann een, wéi de Rapporteur och scho gesot huet, Neel mat Käpp maachen.

An ech soen et nach eng Kéier, an Dir wësst et, dass an där leschter Réunioun virun e puer Méint d'AMMD gradesou gutt wéi d'Patientevertriedung an der Chamberskommissioun gesot hunn, dass si prinzipiell favorabel sinn zu enger Conciliatiounsstruktur, déi méi effizient kéint fonctionnéieren. Well et ass iwwert d'Effizienz vum Fonctionnement geschwat ginn. Dat misst natierlech nach am Detail gekuckt ginn.

Duerfir verstinn ech net, dass mer guer net op dee Wee gaange sinn, dass mer einfach gesot hunn, et gëtt awer elo eng Médiatioun gemaach. Hei gi vill Erwaardungen am Fong geholl..., hei erwaarde sech d'Leit ganz vill a mir wäerten hei Fäll kréien, déi net kënne geléist ginn. An ech sinn iwwerzeegt, dass souguer mat deem heite System eise Gesondheetssystem hei zu Lëtzebuerg wäert méi deier ginn.

Am Rapport hutt Der geschriwwen, et wär laang diskutéiert ginn iwwer eng Conciliatiounsstell, mä et wär kee Konsens ginn. Ech muss soen, dat mag vläicht esou sinn, mä dee Kompromëss, deen heiten, ass a mengen Ae keng gutt Léisung, et ass éischter eng schlecht Léisung. An ech sinn och gespaant dann, wa mer an e puer Joer kucken - Dir wëllt jo elo an dräi Joer en éischte Bilan maachen -, wéi et da weidergeet.

Eng aner Fro, déi och am Rapport opgeworf gëtt, déi sënnvoll gewiescht wär, dat ass déi, fir vläicht nëmmen eng Ulafstell am Sënn vun der Direktiv 2011/24 ze maachen, déi mer jo och hei ëmsetzen, an zwar fir all déi Missiounen, déi dës Direktiv virgesäit, fir dat op eng Plaz, eng Ulafstell ze maachen. Dat heescht, d'Informatiounen iwwert déi eenzel Anbieter vu medezinesche Leeschtungen an och d'Informatiounen iwwer Qualitéits- a Sécherheetsnormen, déi hei zu Lëtzebuerg gëllen. Mä och dat geschitt net, wat fir de Bierger wierklech net optimal ass, well hie muss elo kucken, wou e wat nofroe kann an nofroe muss.

Doriwwer eraus huet dëse Service national och keng Kompetenz am Fong geholl fir d'Zréckbezuele vu Prestatiounen. An och do, mengen ech, ginn et falsch Erwaardungen, déi wäerten entstoen, esou dass ech léiwer gehat hätt, et hätt een dat och méi zentraliséiert, wéi mer dat elo gemaach hunn.

E weidere Problem, deen och nach ugeschwat gouf, dat war dee vun der Responsabilitéit, d'Assurance vun de Prestatairen. Hei misst ee Kohärenz kréien. D'Assurance vun de Medeziner misst a mengen Aen obligatoresch ginn a si misst Garantie sinn, dass och Beruffer mat héije Risiken, wéi zum Beispill Gynekologen, eng Assurance kënne kréien, och wann dat méi schwiereg ass. Hei misst zu honnert Prozent jiddwereen assuréiert sinn. Do misste mer eis Moyene ginn, fir den Assurancëgesellschaften ze imposéieren, dass d'Dokteren och da sech assuréiere kënnen. Do misst een am Fong geholl sech d'Moyene ginn, dass jiddwereen assuréiert ass.

Do dernieft misst dann e Fonds de garantie geschafe ginn, deen am Fong geholl op der professioneller Solidaritéit géif baséieren an dann déi Fäll opfänkt, wou den Assurancendélai oder den Assurancëplaffong driwwerläit. Dat ass och e wichtege Punkt, deen ass net ugeschwat ginn. Mä ech mengen, do muss och d'Regierung sech eppes afale loossen, well de System, wann e wëllt anstänneg fonctionnéieren, da muss en als Ganzt fonctionnéieren.

Schliisslech ass nach en anere Volet, deen ech wollt uschwätzen, deen ass vun der AMMD opgeworf ginn. Déi seet, duerch dës nei Approche kréie mer eng Surcharge administrative bei de Prestataires de soins, well zousätzlech Obligatiounen entsti fir de Corps médical. An dat kann zu engem méi deiere Gesondheetssystem féieren, well den Dokter muss de Patient méi oft gesinn, fir eng Behandlung wéi virdrun ze maachen. Dat heescht, e brauch méi laang Zäit an dat ka méi deier kaschten.

Do derzou gehéiert natierlech och, wann ech vun administrativen Oplage schwätzen, wéi laang en Dossier muss gehale ginn. An hei hate mer jo och grouss Diskussiounen, well en Dossier halen ass och e groussen administrativen Opwand. A wann ech dat soen, da schwätze mer och iwwert d'Prescriptiounszäit, wou et an dësem Gesetz eng Inkohärenz gëtt. An do muss ech och kloer soen, dass d'Tatsaach, dass d'Prescriptioun am Zivilrecht bei 30 Joer läit, an déi gesetzlech Obligatioun, fir de medezinesche Dossier ze halen, nëmme bei zéng Joer läit, esou wéi et am Gesetz steet, dass dat problematesch ass. Et hätt ee ganz gutt kënnen, mengen ech, spezifesch déi medezinesch Responsabilitéit op zéng Joer erofféieren. Dat wär

a mengen Ae méi kohärent gewiescht, well wann den Dossier no zéng Joer zerstéiert gëtt, dann huet de Medeziner kee Beweismëttel méi.

A wann de Ministère schreift am Rapport, bis elo hätte mer keng Kenntnis vun engem Fall, wou dës Dispositioun eng virrangeg Roll gespillt hätt, da kann dat an Zukunft awer méi oft kommen, well d'Patiente besser informéiert ginn, a wann nëmmen ee Fall sech presentéiert, dann ass dee schonn ze vill. Duerfir hätt ech mer erwaart, dass de Justizminister hei elo tranchéiert hätt an net gewaart hätt, wéi en eis geschriwwen huet, fir eng generell Revisioun ze maache vun den Délais de prescription. Dat ass a mengen Aen déi falsch Optioun.

Gutt, d'Qualitéit vun engem Gesetz, déi moosst een un der Praktikabilitéit vum Gesetz. Dat heescht, et kuckt een: Wéi ginn déi bestehend Situatioune geléist? Entstinn nei Situatiounen? Wéi ginn déi nei Situatioune geléist? Ass d'Situatioun mam Gesetz besser, méi transparent gi wéi virdrun? Dat kann een elo nach net soen. Mä ech ginn dervun aus, dass mer mat dësem Gesetz nei Rechtsonsécherheete wäerte kréien. An ech fäerten, dass eis Geriichter nieft hirer viller Aarbecht nach Aarbecht wäerten derbäikréien.

D'Praktikabilitéit vun dësem Gesetz wäert wuel éischter Mëttelmooss sinn. Do wou Verbesserunge fir de Patient an d'Medeziner kommen, wäerten och Verschlechterunge kommen. An den nächste Jore kréie mer nach genuch Geleeënheet, fir doriwwer ze diskutéieren, well am Prinzip sollt e Gesetz Fäll léisen, an net nees neier schafen.

Mat dësem Gesetz kréie mer e legale Kader - de Rapporteur huet dat och gesot - fir Rechter an Obligatiounen an der Relatioun Dokter/Patient. Jo, dëst war och eng Prioritéit vun der viregter an ass eng vun dëser Regierung. De Projet de loi, deen ass och begréissenswäert, mä et stinn nach vill Froen op, well d'Regierung och net gewëllt ass, méi konsequent am Sënn vum Patient virzegoen. Duerfir ass de Fazit vun der CSV deen, dass si sech beim Vote vun dësem Projet de loi enthält.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als nächste Riedner huet d'Wuert den Här Alex Krieps.

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Bonjour, Här President, a Merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si ganz frou, dass dat hei Gesetz elo haut an de Chambersplenum kënnt. A jiddweree seet, et wär eng Prioritéit vun de viregte Regierunge gewiescht a vun dëser. En éischte schréftleche Bewäis, dass heiriwwer sollt geschwat ginn, datéiert vum 4. Abrëll 1996 an engem Bréif vum Här Lahure un den Här Reimen. Wann een dat wëllt akucken, da kann en dat gesinn.

D'OMS huet déi Prioritéit schonn 19...

M. le Président.- Här Krieps...

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Ja, wat mengt Der?

(Interruption)

M. le Président.- Ech wär Iech ganz dankbar...

(M. Alexander Krieps dépose une documentation.)

Merci, Merci.

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Dir kritt nach e puer Blieder, maacht Iech keng Suergen.

M. le Président.- Dat ass ganz schéin, dass ech och emol eng Kéier eppes kréien.

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Et muss een ëmmer dokumentéiert sinn, mä Dir kënnt dat jo beweisen, dass dat do drasteet.

Et ass eng Saach, och wat mech elo haut e bëssen hei erstaunt, dat ass vun onsem Kolleeg, dem Minister (veuillez lire: fréiere Minister) Halsdorf, deen elo seet, dass d'CSV géint dat Gesetz hei ass oder sech enthält oder hei an do. A bis den 20. Oktober 2013 ware si ni dergéint! Also, ech weess net, ech sinn doriwwer verwonnert. Also...

(Interruption)

Neen, ech hunn... Jo dach, ech lauschteren ëmmer gutt no!

An dann, dat Gesetz hei geet also iwwert d'Rechter vun de Patienten; d'Flichten, déi sinn esou hallef an hallef, ech kommen herno nach dorobber zréck. D'Schafung vum nationale Médiatiounssystem fannen ech eng ganz gutt Saach an engem éischte Volet.

Déi hei Gesetzgebunge bestinn am Ausland säit Joer an Dag. Dat geet op mindestens 15, 20 Joer zréck. A wat ech nach wollt heizou soen, et ass virdrun ugeriet ginn, d'Konventioun vun Oviedo, dat schéngt och keng Prioritéit ze sinn, well déi datéiert vum 4. Abrëll '97! Also dofir, kommt, mir ginn elo net hei an d'Prioritéiten eran! Wann dat all Kéiers 18 Joer dauert, bis et heihinnerkënnt, da schéngt dat mer schwiereg ze sinn.

Dat hei Gesetz befaasst sech natierlech primär mat der Onzefriddenheet vum Patient, an haaptsächlech vis-à-vis vun de Soignanten, net nëmmen den Dokteren, all de Gesondheetsberuffer, mat deenen de Patient a Kontakt war. Also wéi Der kënnt gesinn, ass dem Patient säi Frust berechtegt oder net, deen dréit sech haaptsächlech géint d'Soignanten. Well en huet kee Recours géint de Gesondheetsminister, géint allméiglech Kommissiounen, Direktioune vu Spideeler, d'Gesondheetskeess. An dat hei wäert näischt u senger Situatioun änneren, wann e muss véier Méint waarden, fir eng IRM oder fir eng Mammographie ze kréien.

An ech si ganz verwonnert och gewiescht, dass d'Patientevertriedungen - ech wëll keng Nimm nennen hei natierlech -, dass déi net d'Initiatioun vun enger privater IRM hei am Land fuerdere wëllen. Dir gitt op Tréier oder op Sankt Vith, da kritt Der eng IRM a siwen Deeg! An och am nationale System, dat heescht net an engem System, wou Der musst Privatpatient sinn.

An Zukunft wäert de Patient vum Chirurg..., engem Kolleeg säi Brudder, dee wäert elo missen erklären, wann en eng Titaniumsprothees asetzt bei engem Patient, eng Hëftprothees... En hätt besser, e géif emol eng Virgeschicht zielen, dass den Titanium vun engem Lëtzebuerger Ingenieur Kroll entwéckelt ginn ass, deen 1945 ausgewandert ass an Amerika, dass säi Patent haut nach ëmmer geholl gëtt, fir dat ze produzéieren. Dir kënnt op Wikipedia elo kucke goen. An da kritt en dann erklärt, wéi den Titanium ausgesäit, e kritt och vläicht erklärt, dass an der Flëssegkeet géint d'Moseier an där enger méi Salz ass oder manner. Dat ka wichteg sinn, wann en héije Bluttdrock huet. D'Informatioun wäert also iwwer alles goen!

Ech gesinn hei zwar e puer Problemer kommen, an zwar déi, dass den Dokter éischtens e puer Poterstonnen do mat dem Patient mécht, a moies fréi kritt de Patient amplaz den Thermometer eng Lëscht Ziedelen dohinnergeluecht, déi en ënnerschreiwe muss, fir do d'Zäit erëmzekréien. Dat gëtt am Fong eng Autogrammstonn fir de Patient.

D'Zuele vun de Plaignante géint d'Soignanten hei am Land si mir net bekannt. Mir krute se och net an der Kommissioun gezielt, mir krute keng Zuele vum Ministère, mir krute keng Zuele vun der Direktioun vun der Santé, mir krute keng vum Collège médical. De Kolleeg Halsdorf huet gesot, d'Patiente kéinte sech bekloe bei der AMMD. Mä ech mengen, d'Association des médecins wär net frou, wann ee sech bei hir beklot. Et wär besser, si géife beim Collège médical sech mellen.

An dann hu mer och keng Zuele kritt vun der Patientevertriedung. Dat heescht, hei si mer am Niwwel! An dem Rapport vum respektéierte Georges Engel steet, et wären e puer Honnert Fäll. Sinn dat der 200, sinn dat der 900? Ech hu keng Ahnung. Ech kommen awer op d'Schwäizer Zuelen zréck herno.

Also, dat ass eng Saach, d'Plainten, dat ass eng gutt Saach. D'Flichte vun de Patienten hunn ech an dësem Gesetz wierklech ganz wéineg erëmfonnt. Mir ginn net an den Detail. Dir hutt auslännesch Publikatiounen, déi och schonn e Joer an en Dag al sinn, do steet alles dran. Éischtens, d'Sprooch ass ugeschwat ginn. Do gëtt gesot, dass Dir misst souguer a Gebäerdesprooch deenen dat erkläre kënnen, dass de Patient d'Recht huet op eng fair Rechnung an eng transparent Rechnung. Wou gëtt et dat dann hei an de Spideeler? Ech ka mech dat net erënneren, säit den Tiers payant agefouert ginn ass.

An dann, de psychiatresche Patient gëtt an dësem Gesetz net spezifesch protegéiert. Zwangsjacken, Restraints, also dat ass e Problem. Dat kann een..., ech hunn nach eng aner Lëscht, ech ginn herno dem President dat alles.

D'Flichte vun de Patienten, do sinn der och heiansdo drënner, déi schreiwen, dass de Patient d'Recht (veuillez lire: d'Flicht) huet, seng Rechnungen ze bezuelen. Dat gëtt et jo och heiansdo.

D'Informatiounsflicht steet also iwwer allem. Wat ech mengen: An dësem Fall ass jo vun der Regierung akzeptéiert ginn, dass mer innerhalb vun engem Joer dee Fonds d'indemnisation fir d'Aléas thérapeutiques bréngen. Dat ass eng Prozedur, déi leeft bei de Fransousen och scho 50 Joer bei deenen obligatoreschen Impfungen, wann do Séquellë waren - mir hu keng obligatoresch Impfungen hei -, mä da sinn d'Leit entschiedegt ginn, wa se krank gi sinn.

Aner Saachen, d'Patiente wëllen och hautdesdaags iwwer hir Behandlungsoptiounen informéiert ginn an associéiert ginn. Dat ass eng Realitéit, déi besteet. D'Internetaccèsen, déi si jo ganz respektabel. An als DP, mir respektéieren an dësem Gesetz - och déi kollektiv an individuell Fräiheet, déi mir vertrieden, seet ons -, dass e Patient, deen net wëllt behandelt ginn, dass mer dee musse respektéieren. Well dat ass eng individuell Fräiheet, déi muss een absolut respektéieren, speziell bei schwéier kranke Patienten, déi d'Flemm hunn no engem gewëssene Moment.

Dir musst och wëssen, an Etüden - vun doudkranke Patienten hu se eng Etüd publizéiert -, do sinn 30.000 Mann am leschte Joer wéinst hirer Krankheet operéiert ginn an do war et am Fong nëmmen ubruecht bei 3.000. Dir musst dat kucken, déi Proportiounen. Am Spidol interesséiert mech och ze wëssen, ob do de Patron vum Service oder den „junior doctor" d'Patienten informéiert iwwer hir Zukunft oder hir Operatiounen oder Behandlungsméiglechkeeten.

Richteg huet de Kolleeg Halsdorf gesot, dass d'Formation continue an dësem Gesetz festgeschriwwe gëtt. An dat ass e Projet, dee misst och relativ séier kommen, fir all Prestatairen natierlech, net nëmme Medeziner.

An dësem Gesetz ass och festgehalen de Libre choix vum Patient, fir säin Dokter erauszewielen. Dat ass eng schwéier Problematik, wann en hospitaliséiert ass. Et ass méi einfach am ambulante Secteur. Mä et steet awer och an dësem Gesetz, dass den Dokter säi Patient auswiele kann, behandele kann oder net. Wann en et net wëllt maachen, da muss en d'Continuité des soins garantéieren. Interessant ass och mat der Aféierung vum Médecin référent, wat do déi éischt Bilane sinn, well do ass jo de Patient kontraktuell mat sengem Référent gebonnen. Do géif ech och eng Kéier gären héieren, wat d'Resultater sinn.

Een Aspect, dee mech natierlech ëmmer stéiert, dat ass déi Levée vum Secret médical. Mir hunn an dësem Gesetz stoe souguer, dass de Partner, wien ëmmer deen ass, Accès zu Ärem Dossier huet, och wann Der scho gestuerwe sidd, e Partner, dee guer kee Lien mat Iech huet! Wësst Der, d'Nopesch, déi iwwert de Gaart Iech Moie seet, geet Ären Dossier froen. Dat steet esou hei am Gesetz! Dat gëtt et awer och nëmme bei ons an deem Gesetz. Dat gëtt et néierens anescht.

De Référentiel ass ugeschwat ginn, de Référentiel national. Ech gleewen, mir hunn net déi kritesch Mass, fir esou eppes opzestellen, an och net d'Moyenen.

Den Accès un den Dossier ass an der Schwäiz extrem reduzéiert. An Dir musst, wann Der dout sidd, musst Der eng extra Autorisatioun hunn, fir en Accès un den Dossier ze kréien. Déi perséinlech Notë vun...

(Interruption)

Jo dach! Also de Succ..., d'Wittfra, mir verstinn ons!

(Hilarité)

Et ass zwar gewéinlech ëmgedréit. Also, d'Liewenserwaardung gläicht sech elo aus, passt op! Et ass net ëmmer un Iech.

(Hilarité générale)

Dat gesot, d'perséinlech Donnéeë vun den Dokteren, d'perséinlech Notë sinn an der Schwäiz net accessibel fir iergendeen. Dat ass eng Saach.

An dann hu mer jo bei der Levée vum Secret médical: Wat maacht Der mat deene Krankheeten à déclaration obligatoire? Mir hunn där der jo nach. Gi mer déi da präis? Soe mer dem Conjoint oder dem Partner, dass de Josy eng iwwerdrobar Krankheet huet? Wéi maache mer et mat onsem Führerschäin? Do fëlle mir zwou Säiten aus, ob de Patient dëst oder dat hat, ob e fuere kann, net fuere kann. Do misst een och eng kleng Revisioun ubanen. Wéi maache mer et mat den Deklaratioune vun de Maltraitancë bei de Kanner oder bei deenen eelere Patienten?

De President war virdrun e bëssen opgereegt, elo kritt e gläich nach e puer Ziedelen, well ech sinn net mat deenen Aussoen d'accord, wéi wann d'Medezin duerch dat hei Gesetz géif méi bëlleg ginn. Well nämlech: Time is money! An dat zielt och bei ons am Beruff. An do fäerten ech, dass dat hei en Impakt op d'Honorairen huet. An ech hunn extra dem President en Dossier matbruecht vun e puer Rechnunge vu menge Patienten, déi am Wantersport an der Schwäiz waren. Also Dir hutt besser, Dir iwwerleet Iech d'nächst Joer, ob Der effektiv an d'Schwäiz zréckgitt, well dat do war méi deier wéi d'Woch am Hotel! An ofgesinn dovun: fir en ëmgedréinte Fanger oder eng Mogripp! Also, do sinn der e puer drënner.

Also ech gleewen, dass dat hei Gesetz en Impakt huet, well wou méi Zäit gebraucht gëtt... An da geet et wéi an der Schwäiz, all fënnef Minutten... Da kritt Der eng Schachauer op den Dësch, deen een dréckt se, deen aneren dréckt se. Dat gëtt nach ganz lëschteg! Ech soen Iech, dass et doriwwer erausgeet!

An deem Gesetz hei hätt ee kënnen e Consentement tacite implizéiere vum Patient, wann et eng net komplizéiert Prozedur ass, oder en diagnostesche Wee, amplaz dass een e Consentement exprès hei virschléit. Well dat schéngt mer iergendwéi awer och zäitlech enk ze ginn. An ech fäerten, déi Zäit vum Informéiere gëtt herno op der klinescher Zäit geholl, wann de Patient soll ënnersicht ginn an hei an do, a wa soll nogeduecht ginn.

An dann hu mer nach aner Problemer, déi opkommen. Am Ausland, an deene Regelen hei - ech hunn Iech natierlech dat éischt Spidol an der Welt matbruecht, den Johns Hopkins zu Baltimore -, do däerf d'Spidol och keng Dénger enregistréieren, keng Examen oder esou. Ech war als Medezinstudent an den Enn 60er Joren an engem Psychiatrieservice, do sinn déi Patiente gefilmt an opgeholl ginn a mir niewendrun hunn ons vrecktgelaacht am Sall niewendrun. Mä ech kann Iech just soen, do ass och eng gewësse Confidentialitéit. An ëmgedréit stellt sech elo..., mir gesinn elo Patiente kommen, déi wëllen d'Konversatioun mat ons enregistréieren. Dat gëtt eng Situatioun, déi menger Ansicht no schwiereg ze bändegen ass.

D'Obligatiounen, do kann ee méi wäit goen. Wat mer och gefrot haten - an d'Madame Ministesch weess dat - an de Koalitiounsgespréicher: D'Demokratesch Partei hätt gären d'Zuel vun den Akten, déi prestéiert gi vun de Prestataires de soins, an d'Qualitéit vun deenen Akten. Well dat ass extrem wichteg, wann ee wëllt d'Ausgaben an der Gesondheet kontrolléiert kréien. An ons gréng Kolleege sinn Zeien, dass dat gefuerdert ginn ass.

Den Droit à la santé, dat sinn déi psychologesch, philosophesch Konzepter, dat ass e kollektiivt Recht. Dat ass net en individuellt Recht, dass ee Recht op gutt Gesondheet huet, an dat integréiert scho guer net d'Altere vun de Persounen, incurabel Krankheeten oder den Doud an esou virun. Mä wat sécher muss gestallt ginn, ass den Droit à l'accès des soins. Dat ass extrem wichteg!

(Interruption)

Ech hunn net méi fir laang. Maacht Iech keng Suergen!

Ech wollt Iech e puer Wuert awer iwwert d'Médiatioun hei soen. D'Médiatioun. Wat ass d'Definitioun vun engem Médiateur? An onser Gesetzgebung ass dee Médiateur, dee schéngt mir iergendwéi missen aus der Fonction publique ze kommen, wann ech déi Passagë liesen. Ech wär frou, wann dee Médiateur sech och mat Experte kéint ëmginn, awer Experten, déi en au cas par cas kann erbäizéien. Dat wär wichteg. A wat e bësse feelt bei där Médiatioun, dat ass en Délai. Hei muss iergendwéi, ech weess net iwwer wéi ee Wee, awer en Délai kommen, net dass dat sech Méint a Joren hischleeft.

An Norwegen hu se d'Médiatioun scho ganz laang, déi och zentraliséiert ass neierdéngs. Do hu se e Mann oder eng Fra mat enger Formation juridique, awer ouni spezifesch Formatioun vun der Médiatioun. Dat muss ee wëssen. Si hu 5.000 Fäll d'Joer an Norwegen, e Land, wat 5 Milliounen Awunner huet. 19% weise Feeler no vun de Fleegekräften an 12% gi kompenséiert. Awer d'Partieën, wéi ech virdru gesot hunn, déi begéine sech net. Dat schéngt mer... A 25% vun de Plaignantë sinn onzefridden!

An der Belsch hutt Der eng Médiation médicale an Dir hutt eng federal Kommissioun fir den Extra-hospitalier. An de Regiounen hutt Der och eng fir d'Spideeler. Dat ass eng Saach, déi muss sech diskutéiere loossen a weisen. An der Belsch natierlech huet ee bei der Médiatioun e Phenomeen, deen ass ganz speziell fir d'Belsch, déi hunn eng Dimension vum Contrôle social.

An der Belsch hate se 60.000 Plainten an engem Joer an 19 Sproochen! D'kulturell Adaptatioun spillt hei natierlech och. An et ass e Contrôle social, et ass keng Défense vun de Rechter vun de Patienten. Dat nämlecht hutt Der an der Toskana an Italien. D'Belsch hunn zwar déi „no fault compensation", also den Aléa thérapeutique, déi hunn deen.

An der Schwäiz, wéi ech gesot hunn, do kann den Dossier médical nëmme vum Patient selwer konsultéiert ginn. D'Notes personnelles gehéieren him net. An den Dossier ass eben net accessibel.

Ech mengen trotzdeem, dass am grousse Ganzen dat hei Gesetz e Fortschrëtt ass. Et sinn nach verschidde Saachen, déi ëmrummt musse ginn.

Ech wollt och zum Schluss mengem Kolleeg Georges Engel fir säin exzellente schréftleche

Rapport an och säi mëndleche Rapport Merci soe vun hei. An ech wollt och all de Kolleegen an der Chamberskommissioun a Kolleeginne Merci soen, well dat war eng ganz flott Kommissioun, déi gutt geschafft huet a se haten all Asaz zu dësem Gesetz.

Mir wäerten an der Zukunft nach eng Kéier dozou opgeruff ginn, fir dat Gesetz vläicht ze verbesseren, op alle Fall ze complétéieren. Dat steet jo am Regierungsprogramm. An natierlech bréngen ech am Numm vu menge Kolleeginnen a Kolleege vun der Demokratescher Partei, DP, dass Der et wësst, Lëscht 2,...

(Hilarité)

...den Accord zu dëser Gesetzesvirlag a mir stëmmen och déi Motioun, déi ënnerwee ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Krieps. An als nächst Riednerin huet d'Josée Lorsché d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert de Lëtzebuerger Gesondheetssystem gëtt jo ganz vill geschwat a vill geschriwwen, awer haaptsächlech, wann et drëms geet, sech ze bekloen. Déi wéinegst vun eis a vun de Leit dobausse si sech bewosst, datt an de leschten zwielef Joer iwwer 700 Milliounen Euro eleng an d'Infrastrukture vum Gesondheetssecteur gefloss sinn, an datt ganzer 760.000 Leit am Fall vu Krankheet vum Lëtzebuerger Sozialsystem geschützt sinn. Och dat muss eng Kéier gesot ginn.

Eise Gesondheetssystem ass esou opgebaut, datt den universellen Zougank zur Medezin fir all Mënsch garantéiert ass, onofhängeg vu senger finanzieller Situatioun, onofhängeg vu senger nationaler a kultureller Identitéit an onofhängeg dovun, ob et sech ëm en ëffentlechen oder private Prestataire handelt. Jiddweree gëtt hei gläichbehandelt. Och d'Recht op de fräie Choix vum Dokter, d'Recht op d'Confidentialitéit, op Informatioun oder Netinformatioun, op Selbstbestëmmung an op d'Ënnerstëtzung duerch eng Vertrauenspersoun ginn an eisem Gesondheetssystem längst als Normalitéit ugesinn.

Trotz all dësen Errungenschafte mussen natierlech permanent Efforte gemaach ginn, fir de System weiderhin ze verbesseren an eng ganz Rei vu Chantieren, déi nach opstinn, fäerdegzestellen. Een dovun ass eben de Projet de loi vun haut, deen d'Rechter an d'Obligatioune vun de Patiente regelt, zum Deel och déi vun den Dokteren. En ass viru bal zwee Joer vum fréiere Gesondheetsminister déposéiert ginn. An no laangen Diskussiounen a Consultatioune läit en haut um Dësch, nodeems en eng Virgeschicht hat, déi nach vill méi laang war, wou ech frou sinn, datt den Alexander Krieps esou gutt recherchéiert huet. Hei gëtt een nach Saache gewuer, déi een net wousst!

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Bei dësem Gesetzesprojet geet et net drëms, d'Rad nei ze erfannen, dat huet och de Rapporteur scho betount. Et geet éischter drëms, déi scho bestoend Rechter an d'Obligatiounen am gesamte Gesondheetssecteur kloer ze definéieren a se duerch weider Dispositiounen ze ergänzen. Dat Ganzt natierlech mam Zil, grad wéi eis Nopeschlänner, endlech eng eenheetlech an transparent Gesetzgebung ze hunn, wat d'Patienterechter betrëfft.

Ech wéilt awer och eppes zu der Oviedo-Konventioun soen. Et geet drëms, datt Lëtzebuerg um internationale Plang glafwierdeg bleift. Dës Konventioun, och Biomedezin- oder Bioethik-Konventioun genannt, huet Lëtzebuerg viru ganzer 17 Joer ënnerschriwwen - dem Här Krieps war dat och opgefall -, se ass awer ni ratifizéiert an ëmgesat ginn! Dat ass bedauerlech, well hiren Objet grad dora besteet, déi europäesch Mënscherechter am Beräich vum Gesondheetssecteur ze konkretiséieren a weiderzëentwéckelen.

Iewescht Zil ass et, bei all Uwendung vu Medezin a Biologie, d'Würd vum Mënsch an d'Identitéit vum Mënsch ze schützen a Mindeststandarde fir dee Schutz sécherzestellen. Et ass erfreelech, datt de Projet de loi vun haut der Ëmsetzung vun där Konventioun scho Rechnung dréit am Virfeld. E gudden Deel dovun ass scho Bestanddeel vun dësem Gesetz. An et ass och erfreelech, datt d'Chamber deemnächst mam Projet de loi 5528 befaasst wäert ginn, deen d'Oviedo-Konventioun definitiv zu Lëtzebuerg wäert approuvéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech ass et egal, ëm wéi ee Gesetz et sech handelt, de Schutz vum Patient a senger Würd muss am Mëttelpunkt stoe bei all medezinescher Aktivitéit, bei all Behandlung, bei all Interventioun. E gëtt nëmmen erreecht, wann d'Relatiounen tëschent dem Patient an dem Dokter optimal funktionéieren.

Déi klassesch Definitioun vun där Relatioun, déi baséiert eigentlech op dräi zentrale Begréffer oder, besser gesot, op dräi zentrale Wäerter: éischtens der Fräiwëllegkeet, zweetens dem Vertrauen an drëttens der Verantwortung. Et sinn och dës dräi Wäerter, déi sech transversal duerch dee ganze Gesetzesprojet zéien.

De Georges Engel als Rapporteur ass ausféierlech op déi eenzel Bestëmmungen agaangen a verdéngt e grousse Merci, net nëmme fir säin detailléierte Rapport, mä och fir d'Ausdauer, déi en an dësem komplexen Dossier un den Dag geluecht huet, well mer hate jo ganzer 17 Kommissiounssëtzunge mat dësem Projet. An dat war e laange Wee!

Als Vertriederin vun der grénger Fraktioun wëll ech net op alles agoen, wat diskutéiert ginn ass, mä virun allem op déi Punkten, déi méi kontrovers diskutéiert gi sinn. Ee vun den Haaptpunkten, deen net nëmmen zu internen Diskussioune gefouert huet, mä och vun externen Uspriechpartner méi kritesch begutacht ginn ass, ass deen, dee schonn ugeschwat ginn ass, d'Aféierung vum zentralen Informatiouns-a Médiatiounssystem, dee speziell fir de Gesondheetssecteur soll agefouert ginn.

An deem Kontext ass et net onwichteg drop hinzeweisen, dat huet de Rapporteur och scho gemaach, datt d'Aféierung vun der villsäits gefuerderter Conciliatiounsinstanz no laangen an zéie Verhandlungen tëschent dem Gesondheetsministère an den Acteuren aus dem Secteur scho virun de Wahle gescheitert war. Am Fall vu Behandlungsfeeler hätt d'Conciliatioun et natierlech erlaabt, Expertisen ze maachen, während d'Médiatioun déi Befugnisser net huet.

Well awer kee Konsens tëschent den implizéierten Acteuren zustane konnt kommen, ass d'Iddi vun der Conciliatioun bei der Virbereedung vun dësem Projet de loi fale gelooss ginn. Ech sinn der Meenung, datt een iergendwou de Punkt muss maachen. Et muss een de Punkt setzen a mir hunn e gesat. Ech denken, datt d'CSV nach bereet wär, weider zéng Joer an deem Krees ze dréinen. Mir net!

D'Alternativ läit, wéi gesot, an der Aféierung vun enger Informatiouns- a Médiatiounsstell, mat där am Gesondheetswiesen Neiland betratt gëtt. D'Grondiddi dovun ass déi, datt d'Patienten an d'Prestatairen, déi a Konflikt gerode sinn, selwer am beschte wëssen, wéi se hire Konflikt léise kënnen an en och fräiwëlleg wëlle léisen. Si musse just wéi erwuesse Persoune matenee schwätzen a matenee verhandelen, mat der Hëllef vum Médiateur. Hie spillt d'Roll vum Intermédiaire, als neutrale Beroder, bis datt déi zwou Parteie mat Genugtuung aus der Médiatioun erausginn.

Och wann et sech dobäi net ëm en Ermëttlungsprozess handelt, esou mussen trotzdeem verschidde Konditiounen erfëllt ginn, virun allem d'Confidentialitéit, déi een net muss hei am Gesetz grouss ervirhiewen, well se scho längst iwwer eng EU-Direktiv vun 2012 an d'Lëtzebuerger Jurisprudenz agefloss ass. Wichteg ass och, datt de Médiateur kompetent, onparteiesch an onofhängeg ass, wat säin Aarbechtsverhältnis zum Prestataire ugeet. Et wier net vertrietbar, wann d'Spidolsdirektiounen oder eenzel Dokteren d'Recht hätten, déi Persoun iwwer en Aarbechtskontrakt anzestellen an duerno hire Patron ze spillen.

Laut der Dispositioun, déi festgehale ginn ass, soll dës Onofhängegkeet doduerch entstoen, datt de Médiateur net vun de Prestatairen, mä vun der Gesondheetsministesch nominéiert gëtt. Doriwwer eraus soll eng zentral Informatiouns- a Médiatiounsstell geschafe ginn, déi a kengerlee Relatioun zu de Prestatairen oder enger Patientevertriedung steet, mä ënnert der neutraler Autoritéit vum Gesondheetsministère.

Wat d'Formatioun ubelaangt, déi ass jo och schonn ugeschwat ginn, si mir net wéi d'Ombudsfra der Meenung, datt et sech ëm eng Persoun soll handele mat spezifesche medezineschen Erfahrungen a Kompetenzen. An eisen Aen ass et net dat medezinescht Wëssen, wat hei zielt, mä aner Qualitéiten, wéi beispillsweis Diskretioun, Verhandlungsfäegkeet, sozial Kompetenzen, Fangerspëtzegefill am Emgang mat de Leit, an natierlech och muss se Erfahrung hunn op deem Gebitt.

Wat déi medezinesch Fachausbildung ubelaangt, wéilt ech och ze bedenke ginn, datt d'Objektivitéit schnell a Gefor geréit, wann en Dokter tëschent engem Confrère an engem Patient muss verhandelen (veuillez lire: vermëttelen), am Fall wou de Médiateur en Dokter ass. De Risiko, datt zwee Leit aus dem Gesondheetssecteur sech bewosst oder onbewosst matenee verbannen, schonn eleng well se eng gemeinsam Beruffserfahrung hunn oder gemeinsam studéiert hunn, muss vu vireran ausgeschloss ginn, och wann deen een duerno eng aner Roll huet wéi deen aneren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, alles an allem kënne mer d'Veronsécherungen um Terrain verstoen, wann et ëm d'Aféierung vun dësem neie Service geet. Ëmsou méi, well et en neit Instrument ass, wat nach net erprouft ass. De Prinzip vun der Médiatioun ënnerstëtze mir awer voll a ganz a fannen et och wichteg, dësem Instrument eng Chance ze ginn. Wann d'Médiatioun et fäerdegbréngt, eng Rei Konflikter vu vireran ze verhënneren an zu méi engem équilibréierte Verhältnis tëschent de Patienten a Prestatairë bäizedroen, dann huet se schonn eleng hiren Zweck erfëllt.

Ebe grad well mer mat dësem Instrument Neiland betrieden, si mir der Meenung, datt no dräi Joer eng Evaluatioun soll stattfannen, an datt e Bilan soll gezu ginn, wat seng praktesch Ëmsetzung um Terrain ugeet. An deem Sënn wéilt ech Iech, Här President, eng Motioun iwwerreechen.

M. le Président.- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi 6469 relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé;

- considérant que le but principal dudit projet de loi consiste à rééquilibrer les relations entre le patient et le prestataire de soins de santé en mettant en place une approche fondée sur le partenariat, basée sur la confiance et le respect mutuel des deux parties;

- considérant que l'objectif premier de la structure de médiation dans le domaine de la santé instaurée par le projet de loi 6469 est de favoriser le dialogue et de prévenir dans la mesure du possible une résolution conflictuelle du litige;

- considérant que la médiation dans le domaine de la santé constitue un instrument nouveau ne pouvant se prévaloir d'aucune expérience comparable;

- considérant qu'il y a lieu d'assurer un suivi adéquat de ce nouveau service;

invite le Gouvernement

- à dresser, d'ici 2017, une évaluation approfondie du fonctionnement et des activités du service national d'information et de médiation mis en place en fonction de l'objectif poursuivi;

- à fournir, le cas échéant, des recommandations quant aux résultats et difficultés rencontrés et quant à l'évolution future de ce service afin de décider d'éventuelles adaptations dans un esprit de qualité et d'amélioration continue.

(s.) Josée Lorsché, Georges Engel, Alexander Krieps.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Se ass ënnerschriwwe vun dräi Fraktiounen, mat jeeweils engem Vertrieder, d'Fraktioun vun der LSAP, der DP an déi gréng, an invitéiert d'Regierung, an dräi Joer eng déif gräifend Evaluatioun vun der Médiatioun ze maachen, ze analyséieren, ob dës Médiatioun hire Missioune gerecht gëtt an, de Fall gesat, déi néideg Adaptatioune virzehuelen.

Mir sinn eis bewosst, datt net all Konflikt am gemeinsamen Averständnis ka geregelt ginn, och net dann, wann d'Médiatioun wierklech ganz perfekt funktionéiert. Et ginn och grav Härtefäll. An an deene Fäll mussen aner Weeër ageschloe ginn. Et ass awer net, wéi wa mer do keng Léisung ausgeschafft hätten. Deen een ass natierlech de Wee op d'Geriicht, wat tranchéiere kann, am Fall wou de Schued kloer identifizéierbar ass an d'Rechtméissegkeet vum Patient senger Klo unerkannt ass. Grad bei gesondheetleche Schied ass et awer net ëmmer méiglech, e Schëllegen oder e Feelverhalen ze identifizéieren, well d'Ursaache sinn einfach oft esou diffus, datt dat net geet. A se kënnen och net ëmmer op eng Feelbehandlung zréckgefouert ginn.

Aus deem Grond ass scho bei de Koalitiounsverhandlungen - den Här Krieps huet drop higewisen - no enger Léisung gesicht ginn, fir souwuel dem Patient wéi och dem Medeziner belaaschtend a penibel Geriichtsprozesser ze erspueren. D'Léisung besteet, wéi gesot, an der Aféierung vum Fonds d'indemnisation, deen um Solidaritéitsprinzip berout. Ech betoune Solidaritéitsprinzip, well all Patient an all Dokter onverschélt an eng Konfliktsituatioun gerode kann, wat d'Resultat vun enger Behandlung oder enger Interventioun ugeet.

Als Gréng hate mir déi Form schonn am Wahlprogramm gefuerdert a mir si wierklech frou, datt d'Koalitiounspartner mat op deeselwechte Wee wollte goen. A mir begréissen et ganz besonnesch, datt d'Käpp am Gesondheetsministère schonn dämpen, fir d'Modalitéite vum Fong auszeschaffen. Et wäert net méi laang dauere bis en en place ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en anere vill diskutéierte Punkt war dee vun der Informatiounspolitik vun den Dokteren oder vun der Informatiounsflicht an der gläichberechtegter Bedeelegung vum Patient un Entscheedungen, déi bei enger Behandlung getraff musse ginn. Wann e Patient Beschwerden huet, déi en Dokter net kennt, a wann den Dokter Erklärunge gëtt, déi de Patient net versteet, da si mer just do, wou mer net wëllen hikommen, nämlech bei engem Dialogue de sourds.

Leider ass dës Zort vun Dialog keng Ausnahm. International Etüde konnte beweisen, datt eng Konsultatioun bei engem Generalist an der Moyenne net méi wéi 15 Minutten dauert, an datt d'Patienten an der Moyenne schonn no 18 Sekonne vun hirem Dokter ënnerbrach ginn, wa se him vun hire Leiden erzielen. Well d'Patienten dem Dokter an deem Fall net alles erziele kënnen, wat se ze erzielen hunn, gi wichteg Elementer vun der Virgeschicht vun der Krankheet, wat Anamnese genannt gëtt, ënnert den Dësch gekiert. D'Resultat si ganz oft Feeldiagnosen a Feelbehandlungen!

Den Impakt vun der Zäit, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi en Dokter sech fir Patientegespréicher reservéiert, soll also kengesfalls ënnerschätzt ginn. Et gëtt net oft dervu geschwat. Dem Gesetzgeber ass et leider net méiglech, e festen Zäitkader fir all Zort vu Konsultatioun virzeschreiwen. Et kann een hei net mat der Stoppauer virgoen. Ech fäerte ganz, esou laang wéi d'Operatiounen am beschte bezuelt ginn, gëtt d'Zäit grad do agespuert, wou se am néidegsten ass, beim Patientegespréich!

Déi zweet Ursaach vun engem mangelhaften Informatiounsaustausch tëschent dem Medeziner a sengem Patient läit natierlech och an der Villsproochegkeet vun eisem Land an och vu villen anere Länner. Engersäits si mer jo frou, datt mer se hunn. D'Villsproochegkeet mécht de Räichtum vun eisem Land aus, den intellektuellen a kulturelle Räichtum. An dee Räichtum soll gefërdert ginn. Anerersäits muss am Gesondheetssecteur alles gemaach ginn, fir datt d'Dokteren an d'Patienten op Aenhéicht kënne matenee schwätzen. An duerfir brauche se eng gemeinsam Sprooch.

Dat ass natierlech net einfach an engem Land wéi Lëtzebuerg. De Gesetzesprojet berifft sech dofir op de Lëtzebuerger Sproocheregime, deen dräi Sproochen offiziell unerkennt. Ech denken, dat ass eng ganz pragmatesch Léisung, déi doudsécher net perfekt ass. Mir schloen zousätzlech Efforte vir a wäre frou, wa se kéimen.

Déi Moossnamen, déi mir eis ausgeduecht hunn, déi stinn och deelweis am Gesetz. Dat ass, éischtens, de Réckgréff op international oder interkulturell Interpreten oder Vertrauenspersounen. Anerersäits awer och d'Förderung vu Sproochecoursen am Gesondheetssecteur, net nëmme fir d'Dokteren, mä fir dat gesamt Fleegepersonal, wat och do schafft.

Ech wéilt awer soen, datt an deem Beräich scho ganz vill Efforte gemaach ginn. Mä et ginn ni Efforte genuch gemaach.

Eng aner Kommunikatiounspist ass déi, déi an Däitschland ganz oft am Asaz ass. Hei kënne speziell informatesch Aarbechtsinstrumenter agesat ginn a ville Sproochen an deelweis och an Zeechesprooch. Se hu sech op ville Plaze bewäert. Bei eis gëtt et se nach selten oder guer net. Se sinn net nëmme sënnvoll am Ëmgang mat friemsproochege Patienten, mä och am Ëmgang mat héiergeschiedegte Leit. Vun deenen ass och am Gesetz net ganz vill gesot ginn.

Ee Wuert nach zum sougenannte Référentiel, deen och schonn zur Sprooch komm ass. Et ass e weidert Mëttel, fir d'Patienten iwwert déi wichtegst Elementer vun der Behandlung an iwwer hir Risiken ze informéieren. An der Santéskommissioun ass majoritär - ouni d'CSV - festgehale ginn, datt de Medeziner dem Patient en nationalen oder en auslännesche Référentiel fir all Typ vun Interventioun kann zur Verfügung stellen. D'Diffusioun vun engem Référentiel soll also net obligatoresch sinn.

An dës Dispositioun ënnerstëtze mir.

Éischtens, well et extrem rar a komplex Krankheete ginn, déi jee no hirer Evolutioun, hire Symptomer oder hirer Gravitéit musse behandelt ginn an net an e fest Schema vun engem Référentiel erapassen.

Zweetens ass d'Medezin eng Wëssenschaft, déi schnell evoluéiert. Dowéinst mussen d'Medeziner eng gewësse Fräiheet behalen. Se mussen d'Recht behalen, flexibel op Entwécklungen anzegoen an dorop ze reagéieren an deemno och wéi bei Interventioune kuerzfristeg Änneruge virzehuelen. D'Heelung ass net nëmmen eng Wëssenschaft. D'Heelung ass och eng Konscht an eng Konscht brauch Kreativitéit.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Anerefalls verléiert se hire gesellschaftleche Stellewäert.

E festgefruerene Référentiel géif dës Kreativitéit an dës Flexibilitéit bei enger schwiereger Behandlung ewechhuelen oder zumindest aschränken an de Medeziner e wichtegen Deel vun hirem wichtegen Handlungsspillraum huelen.

Deen ass ëmsou méi grouss, wat d'Ausbildung vun den Doktere méi grouss ass, an net, wat de Référentiel besser ass. D'Plus-value fir e Patient läit eiser Meenung no dofir net an der Aushändegung vun engem Référentiel, mä villméi an der regelméisseger a geziilter Weiderbildung vun den Dokteren…

Une autre voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- …an an der Zäit, déi d'Doktere sech fir d'Patienten huelen oder huelen däerfen, fir Mëssverständnisser a Feelbehandlungen auszeschléissen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wéilt ech nach just e puer méi allgemeng Remarquë maachen, déi an d'Zukunft geriicht sinn, well déi kënnt och nach. Mir halen haut net op mat schaffen. Wann dëst Gesetz bis a Kraaft ass, da sollte mer net stoe bleiwen. Mir sollte weider Schrëtt aleeden, fir d'Rechter vun de Patienten ze stäerken.

Mir géifen et zum Beispill begréissen, wann déi gëllend Regelen aus dësem Gesetz deemnächst iwwersiichtlech zesummegefaasst, a méiglechst vill Sproochen iwwersat an um Terrain géifen diffuséiert ginn, beispillsweis a Form vu Patientecharten oder engem Patientebréif, wéi se am Ausland oft ze fanne sinn. Dat éischt Recht vun all de Biergerinnen a Bierger muss nämlech sinn, hir eege Rechter fir d'Éischt emol ze kennen.

Mir sinn och frou, datt d'Regierung de Contrôle médical méi genee wëllt ënnert d'Lupp huelen an all Hiewelen a Bewegung wëllt setzen, fir déi schwaarz Schof am System ze detektéieren, well och si sinn eng Gefor fir de Patient. Mir sollen all Feelentwécklunge vermeiden.

Beispillsweis muss all Mënsch, dee bei den Dokter geet,…

(Coups de cloche de la présidence.)

…virun iwwerflëssegen Ordonnancen an domat virun engem iwwerdriwwene Konsum vu Medikamenter geschützt ginn. Net méi spéit wéi d'lescht Woch war nach an der Press Rieds vun der grousser Unzuel vu Psychopharmaka, déi hei am Land geschléckt ginn. Mam Recht vu psyschech kranke Leit op eng mënschewürdeg Therapie hu chemesch Keulen, wéi de Moien an der Kommissioun gesot ginn ass,…

M. le Président.- Madame Lorsché, Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hunn nach 20 Sekonnen.

(Brouhaha)

M. le Président.- Neen, Dir hutt keng 20 Sekonne méi. Dir hutt schonn…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Fir d'Motioun.

M. le Président.- Jo, mä d'Motiounszäit däerf leider, laut Reglement, net kumuléiert gi mat der normaler Riedezäit. Dat ass nun emol esou virgesinn. Im Zweifel für den Angeklagten. Mä, Madame Lorsché,…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Entschëllegt, Här President. Ech hat dat esou erklärt kritt. Dann hunn ech dat déi nächste Kéier…

M. le Président.- Jo, duerfir hunn ech et elo eng Kéier esou kloer gesot,…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci.

M. le Président.- …dass keng Équivoque méi kann opkommen do derbäi. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert erëm, fir zur Konklusioun ze kommen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat ass eng Interpretatiounsdivergenz.

M. le Président.- Et ass keng Interpretatioun vum Reglement; dat ass ganz kloer an däitlech. Ech wëll et dann och eng Kéier virliesen: «Le temps de parole relatif aux motions ou aux résolutions ne peut être cumulé avec celui des rapporteur, interpellateur, auteur…» an esou weider an esou fort.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Neen, neen. Mä och,...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hunn et elo verstanen. Mä virdru wousst ech dat net.

M. le Président.- ...datt et dann an allen Hinsichte kloer ass fir jiddwereen. Fir d'Deputéierten dann ze informéieren: Dat ass net nëmme fir de Rapporteur, mä et ass fir den Interpellateur an de Riedner.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hunn de Message verstanen, Här President,...

M. le Président.- Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...a soen Iech villmools Merci. Ech sinn haut méi gescheit ginn.

Doriwwer eraus wéilt ech dann nach just eppes soen, nämlech datt déi beschte Patienterechter fir eis nach ëmmer déi sinn, déi net an Usproch geholl musse ginn. An deem Sënn wéilt ech der Regierung an haaptsächlech der Madame Ministesch félicitéiere fir all Initiativ, déi op Preventioun setzt a vill Krankheete verhënnere kann.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci, datt Der mer nach déi Minutte vergonnt hutt, a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Lorsché a Merci de Kolleege fir d'Versteesdemech. Ech wäert dat dann och bei dëser Geleeënheet bei jiddwerengem esou interpretéieren. Mä et ass heiansdo wichteg, wann een erëm op säi Reglement zréckfënnt. Merci villmools!

Deen nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Ech probéieren, mech dann och ganz streng un d'Zäit ze halen. An dem Här Engel, wëll ech direkt emol ufänken, mat engem grousse Merci fir säi Rapport.

Mir hunn eis awer gewonnert, firwat mer eigentlech dat Gesetz haut virgeluecht kréien. Et ass hallef fäerdeg an et ginn eng ganz Rei vu wichtege Froen an dësem Gesetz net ugeschwat.

Firwat soe mer, et ass hallef fäerdeg? Ma aus véier Punkten.

Dat Éischt ass déi Konventioun d'Oviedo, déi an engem Sënnzesummenhang heimadder steet - iwwert déi ass jo haut schonn zweemol geschwat ginn - an déi nach ëmmer net ëmgesat ass. Dobäi ass eng Ethikskonventioun, eng Bioethiksfro extrem wichteg!

Et ass net ze verstoen, firwat dat esou laang dauert, an et ass nach manner ze verstoen, wou mer elo iwwert direkt Implikatiounen an eiser Gesellschaft diskutéieren, wéi zum Beispill eng Procréation médicalement assistée oder eng Gestation pour autrui, wat eminent bioethesch Froen opwerft a wou eng Diskussioun ronderëm eng Oviedo-Konventioun eis géif erlabe vläicht, an deem Beräich Kloerheet ze kréien.

Et ass och ganz komesch, datt ausgerechent déi gréng Kolleegen hei soen, datt d'Dignitéit an d'Identitéit vum Mënsch missten all Kéiers do respektéiert ginn, well et si genau si, déi et jo an hire politeschen Optiounen, wéi elo zum Beispill dem Homosexuellebestietnis, net respektéieren.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat Zweet ass: Firwat soe mer, dat Gesetz hei wier net fäerdeg? Majo wéinst deem Widdersproch zwëschent der Prescription trentenaire am Zivilrecht an zéng Joer Dokumenter fir d'Dokteren. Do ass eng evident Kontradiktioun. Mir verstinn och net, wéi schonn d'Kolleege vun der CSV et virdru gesot hunn, wéisou d'Justice dat étudiéiert a firwat mer net direkt do zu enger Léisung komm sinn.

Drëttens, mir bekennen eis als ADR och kloer zu enger Responsabilité sans faute am Beräich vun der Medezin, an et misst sinn, datt Accidents médicaux, wou keng direkt Responsabilitéit kann identifizéiert ginn, iwwert d'Solidarité nationale gekläert kéinte ginn. Et ass eis gesot ginn, dat soll elo an engem Joer kommen. Mir froen eis: Firwat solle mer dann d'Gesetz elo huelen, wa mer et schonn an engem Joer da musse complétéieren oder nobesseren?

Genausou wéi déi Instance de conciliation, déi mer jo gär hätten, oder déi op jidde Fall d'AMMD an d'Patientevertriedung gär hätten. Och déi soll an engem Joer eréischt kommen. Firwat musse mer dann elo e Gesetz huelen, wou den Aléa thérapeutique dann erëm eng Kéier no enger gewëssener Zäit iwwerschafft gëtt?

Et ass komesch, datt mer also e Gesetz hei kréien, wat a wichtege Punkten net fäerdeg ass a wou Froen opbleiwen.

Da kënnt nach derbäi, datt dat eigentlech, wat déi meeschte Leit interesséiert, a wat fir vill Leit déi wichtegst Patienterechter sinn, an dësem Gesetz zum Deel iwwerhaapt net ugeschwat gëtt oder ëm Ecken ugeschwat gëtt.

Dat Éischt ass d'Sprooch. Et ass fir vill Lëtzebuerger eng richteg Préoccupatioun, datt se am Gesondheets- an am Fleegesecteur hir eege Sprooch net kënne schwätzen, datt se hir Péng, hir Suerge mussen op Franséisch oder op aner Sproochen ausdrécken, déi se dacks net gutt kënnen, an zemools net gutt kënnen, wann et hinne richteg schlecht geet.

Mir als ADR fuerderen zënter Joren, a mir maachen et konsequent, datt am gesamte Gesondheets- a Fleegesecteur muss Lëtzebuergesch geschwat ginn. A mir soen, datt eng Haftung muss bestoen, wann opgrond vu mangelhafte Lëtzebuergeschkenntnisser Mëssverständnisser bestinn.

déi gréng soen, mir brauchen interkulturell Interpreten an esou weider. Mä et geet hei am Land dach emol haaptsächlech drëm, datt déi Leit, déi hei am Land wunnen, dat ass nach ëmmer eng Majoritéit vu Lëtzebuerger, an dem Gesondheetssecteur hei am Land kënnen hir Sprooch schwätzen. Dat ass eigentlech déi gréissten Erausfuerderung haut. Firwat gëtt dat an dësem Gesetz net kloer berücksichtegt an ëmgesat, datt dat och méiglech ass?

Da gëtt et eng ganz Rei vu Suergen, déi och de Leit als Éischt afalen, wa vun hire Rechter geschwat gëtt am Gesondheetssecteur: d'Urgencen an de Kliniken, chronesch Péng. Wéi gëtt chronesch Péng behandelt? Wéi kënne mer d'Klinike barrièrefräi maache fir behënnert Leit? Wéi ass et mat Begleetpersounen? Datt déi zum Beispill kënnen och stationär opgeholl ginn, wa se mat engem Schwéierbehënnerten an d'Klinik ginn. A lauter esou Froe leien de Leit uewen, méi vläicht wéi de Référentiel oder aner Saachen, déi hir Wichtegkeet hunn, awer déi direkt Realitéit vun de Patienten am Land wesentlech manner beréieren.

Dann hu mer déi Fro vun där enger Ulafstell, fir Informatiounen ze ginn. Wa mer herno iwwert d'Emsetzung vun enger EU-Direktiv schwätzen, komme mer dorobber. Et wär effektiv eng gutt Geleeënheet gewiescht, fir eng eenzeg Informatiouns-, Konsultatiounsstell hei am Land ze schafen. A mir hoffen, datt mer dat kënnen nohuelen.

Mir brauche genuch a gutt ausgebilte Personal a mir mussen iwwerall am Gesondheetssecteur, zemools och bei deenen Demenzkranken an der Geriatrie, derfir suergen, datt d'Dignitéit vun de Mënschen ëmmer respektéiert gëtt. Dat si Saachen, déi vill Leit un éischter Plaz interesséieren.

Mä d'Dokteren, virun allem si hunn eng ganz Rei vu Saachen ugeschwat, déi mer och mussen opgräifen, wa mer wëllen eeschtlech iwwer eise Gesondheetssecteur nodenken.

Dat Éischt ass zum Beispill déi Fro vun den Accompagnateuren. Si hu mat Recht drop higewisen, datt et do en Duerjernee gëtt an der Definitioun vun engem Accompagnateur, zum Beispill, wann d'Dispositions de fin de vie oder esou am Spill sinn.

A mir hunn eng Erscheinung hei am Land, wéi och op anere Plazen, mä déi mer net däerfen négligéieren, dat ass dat vun Accompagnateuren, déi Frae begleeden an och bei der Ennersichung wëlle begleeden. A fir ganz konkret de Problem ze benennen: Et gëtt hei eng Grupp, eng méi radikal Grupp an eiser islamescher Populatioun, virun deenen d'Dokteren och zum Deel géintiwwer eis Angschtgefiller ausgeschwat hunn, wou se eng Fra emol net méi kënnen ënnersichen, well een derbäisteet, deen dat net akzeptéiert. A wou déi Leit natierlech deene Fraen hir elementar Rechter als Patientinnen deen Ableck net kënne respektéieren.

Dat geet net hei am Land! A mir mussen dach de Courage fannen, als Politik eng Léisung ze fanne fir esou Situatiounen, fir och deene Frae kënnen ze garantéieren, datt se all Ennersichung, all Behandlung kënne kréien, déi hinnen zousteet, a wou mer eis net aschüchtere loossen duerch Accompagnateuren, déi aus hire reliéisen oder aneren Iwwerzeegungen dat wëlle verhënneren. Dat geet hei am Land net. Op jidde Fall net an der Opfaassung vun der ADR.

Da wëlle mer och de Secret médical kloer verdeedegen. Mir hunn hei am Land esou eng Kultur entwéckelt vum Antigeheimnis. Fir d'Éischt gi mer d'Bankgeheimnis op, elo fänke mer un, d'Dokteschgeheimnis ze sacrifiéieren, ouni richteg gutt Argumenter do ze hunn. Mir hunn en Drock vun der Säit vum Ombudsman zënter enger gewëssener Zäit géint de Secret médical. Mir hunn awer och do Entwécklungen, déi mir op jidde Fall net kënnen akzeptéieren.

Zum Beispill, wann den Ombudsman iwwer Gesetz d'Méiglechkeet krut, fir Kontrollfonctiounen an den Établissements de surveillance auszeféieren, dann heescht dat net, datt dat an der Psychiatrie geet! Mir kënnen net engem Ombudsman - an dëser Situatioun ass et jo eng Damm -, mä „Ombudsman" ass e schwedescht Wuert, dat heescht „Mënsch", dat ass also geschlechtsneutral. Mä mir kënnen net dem Ombudsman d'Méiglechkeet ginn, medezinesch Dokteren an der Psychiatrie ze kucken, well eng psychiatresch Instanz ass keen Établissement de surveillance, dat ënnert d'Folterkonventioun oder ënner aner Instrumenter géif falen, wou do muss kënne kontrolléiert ginn.

Mir mussen also ganz gutt oppassen. Ech sinn d'accord mat all deenen, déi soen, mir mussen d'Rechter vun de Patienten an der Psychiatrie stäerken. Mä eent vun deene Rechter, wat muss gestäerkt ginn, ass op jidde Fall och d'Protektioun vun hirer Privatsphär a vun hirem Secret médical.

D'Autorité parentale ass och esou eng Saach. Mir hunn hei am Land en Duerjerneen a leschter Zäit, wat mer mat där Autorité parentale maachen. Mir schwäche se eigentlech permanent a verschiddene Saachen, well mer d'Émancipation du mineur gär hätten. Mä ech froe mech: Awéiwäit kann ee bei engem Mineur vun engem Consentement éclairé iwwerhaapt schwätzen?

Et ass eng Tendenz am Ableck, och bei dëser Regierung, beim Wahlrecht, elo beim Patienteschutz, bei der Ofdreiwung, fir de Mineuren ëmmer méi Rechter ze ginn. Mä et ass eng ganz geféierlech Entwécklung och. Mir gesinn zum Beispill an der Belsch bei der Euthanasie fir Mannerjähreger, datt do och déi Tendenz besteet. Wat awer heescht, datt mer eigentlech Leit, déi iwwerhaapt nach net déi Maturitéit hunn, fir extrem schwéier Décisioune kënnen ze huelen, datt mer déi awer wëllen an esou Situatioune setzen, an datt se da ganz liicht kënnen ënner Drock gesat ginn.

Et geet drëm, fir och déi Leit ënner 18 Joer effikass ze schützen, an dat heescht och, datt mer d'Autorité parentale net däerfe sacrifiéieren an och derfir suergen, datt, wa mer vun Autorité parentale schwätzen, déi zwee Elterendeeler ëmmer déiselwecht Rechter sollen hunn.

Bei den Honorairen hu mir als ADR Versteesdemech fir d'Dokteren, wann déi soen, wa se méi Zäit investéieren, da solle se och bezuelt ginn. Mir soen awer och, datt mer am Interessi vun de Patiente gewësse Praktike musse méi transparent gestalten. Zum Beispill déi Fro vun de Sonderhonorare CP an aner Saachen, dat soll esou geregelt ginn, datt d'Dokteren dat musse mam Patient am Viraus ofmaachen, fir datt do och de Patient weess, wat e muss bezuele bei deene Prestatiounen. Virun allem bei deene Prestatiounen, déi eben net vun enger Krankekeess iwwerholl ginn.

Genausou wéi bei de Locatioune vu verschidden Apparaten, wou eng Rei vu Spezialiste wierklech ganz grouss Geldfuerderunge stellen un hir Patienten an ëmmer erëm an iterativ. Ob mer do net musse Méiglechkeete fannen, fir am Diskurs an am Dialog mat den Dokteren awer Léisungen ze fannen, déi géifen zu groussen Erspuernisser féieren.

Da gi mer den Dokteren och recht, wa se soen, et muss eng Obligation d'assurer ginn. Dat ass och e Rôle vum Stat, fir déi kënnen ze schützen. De Renversement de la charge de la preuve ass eppes, wat d'ADR prinzipiell oflehnt, well mer se net als rechtsstaatlech considéréieren.

Mir wëllen och, datt de Patient, datt dat net eng Onméiglechkeet gëtt fir den Dokter, fir derfir ze suergen, datt de Patient muss alles verstoen. An nach eng Kéier: Wa mer iwwer Sproochen hei am Land schwätzen, dann ass eist éischt Uleies, op jidde Fall als ADR, datt mer musse Lëtzebuergesch wierdegen a Lëtzebuergesch duerchsetzen.

Nach ee lescht Wuert zur Médiatioun, an do schléissen ech mech ganz kloer deem un, wat een anere Virriedner hei gesot huet. Mir mussen an der Médiatioun op jidde Fall Délaien hunn a mir mussen d'Méiglechkeet hunn, fir Experten erunzezéien, bis mer dann endlech op eng Conciliatioun kënne kommen.

Ech soen Iech Merci. Derbäi, an ech mengen, dat hutt Der verstanen, bei all deene Reserven, déi mir hunn, wäerte mir dëst Gesetz net stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner huet den Här Urbany vun déi Lénk d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci. Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei geet jo op eng europäesch Direktiv zréck iwwer Patientenrechter. Et soll een dat och emol kloer an däitlech soen, wa vu Méritte geschwat gëtt, wie fir dat Gesetz hei zoustänneg ass, fir dass et heihinnerkënnt.

Dat Gesetz regruppéiert a systematiséiert och eng Rei vu Rechter, déi et elo schonn deelweis gëtt. Am Gesetz sinn, dat wëll ech hei ganz kloer soen, eng Rei vu positive Punkten. Et sinn awer och Hallefhäerzegkeeten dran a souguer Onsécherheeten, déi fir de Patient hei geschafe ginn.

Positiv erëm eng Kéier ass, dass dat Ganzt konnt eingehend diskutéiert ginn an der Kommissioun. Positiv ass och, dass e ganz detailléierten, e wierklech ganz detailléierte schréftleche Bericht virläit, deen och d'Funktioun huet, fir d'Gesetz ze interpretéieren.

Déi wichtegst Punkten hei, déi fir de Vote ausschlaggebend sinn, sinn an eisen Aen éischtens d'Recht op Informatioun vun de Patienten. Et gëtt eng obligatoresch Informatiounsflicht agefouert fir de Gesondheetspraktiker, fir iwwer wesentlech Ziler vu senger Interventioun ze informéieren: iwwert d'Konsequenzen, déi se kann hunn, iwwert d'Benefisser, déi se eventuell huet fir de Patient, iwwert d'Drénglechkeet oder d'Netdrénglechkeet, iwwer Risiken an iwwer heefeg Suiten, déi mat esou Type vun Interventioune verbonne sinn, eventuell schlëmm Suiten, déi kënnen dermat verbonne sinn, iwwer Alternativen oder och iwwert d'Konsequenzen, wann näischt geschitt.

Woubäi de Medeziner d'Interventioun an d'Risike vun der Interventioun muss kënnen aschätzen an och erklären opgrond vum allgemenge Gesondheetszoustand vun deem eenzelne Patient.

Informatiounen iwwer Risike sinn zousätzlech méiglech laut deem Gesetz hei mat Hëllef vu sougenannte Referenzpublikatiounen, iwwert déi hei scho geschwat ginn ass. Déi solle vum Conseil scientifique vun der Santé ausgeschafft ginn, wat eng staatlech Organisatioun ass. Ob et sënnvoll ass an net iwwerduerchschnëttlech bürokratesch, derniewent nach obligatoresch national Referenzen a Recommandatioune fir Medeziner ze schafen, dat wëll ech einfach emol dohigestallt loossen. Ech mengen éischter, dass dat net sënnvoll ass, well, ech si kee Medeziner, mä ech ka mir en Operéieren oder en Therapéiere no engem Kachbuch net virstellen, an d'Madame „Lorgé" huet hei ganz kloer gesot, dass am Medezinberuff, grad wéi an anere Beruffer och, eng Portioun Kreativitéit a Konscht erfuerdert ass, soudass ech net d'accord si mat deene Kritiken, déi hei vun der CSV an där Hinsicht un deem Gesetz hei virbruecht ginn.

Nei ass an deem Gesetz, dass de Patient selwer kann zousätzlech Informatiounen nach froen iwwert déi berufflech Praxis vun deem jeeweilege Medeziner, wéi d'Zuel vun Akten ass, déi e gemaach huet, de Komplikatiounsgrad vun deenen Akten, ob en eng Assurance huet - ganz wichteg - an esou weider.

Den Dokter huet also eng ganz Rei vun Informatiounsflichten, déi en hei kritt, an en huet och Bewäisflicht, dass en där Informatiounsflicht nokomm ass. Dat war virdru schonn an der Jurisprudenz esou, mä elo ass et och am Gesetz dran. Dat Gesetz - muss ee souguer soen awer, kritesch gesinn - kënnt éischter den Dokteren hei entgéint bei där Informatiounsflicht a beim Bewäis dovunner, andeem se kënnen hiren eegene regelméisseg gefouerten Dossier, also hir eege Pièces als Bewäis brénge vun deenen Informatiounen, déi se dem Patient matgedeelt hunn. An dann ass et erëm eng Kéier um Patient, fir de Contraire ze beweisen, dass dat net esou war.

Zweetens sinn hei eng Rei Saachen dran, an dat hänkt och mateneen zesummen, iwwert d'Matbestëmmung vun de Patienten, déi informéiert Patienten also. Si kënne sech, fir besser informéiert ze ginn, accompagnéiere loosse vun enger Persoun. De Patient muss, steet elo am Gesetz, och wann et an der Praxis vläicht virdru schonn esou war, ausdrécklech den Accord gi fir déi Behandlung. Deen Accord ka sech aus sengem Verhalen och einfach erginn, e muss net expressément erfolgen, mä op jidde Fall muss de Medeziner sech vergewësseren, dass den Accord do ass an och dass de Patient alles verstanen huet. E kann awer och dat iwwer säin Dossier beweisen, an ech gesi wierklech do e bëssen awer de Problem vun de Preuves préconstituées bei esou Dossieren, wou een emol esou Dossieren an deem Sënn uleet, an dann ass d'Bewäislaascht ëmgedréit, an da muss de Patient beweisen, dass en a Wierklechkeet guer net informéiert ginn ass.

An dat ass awer wichteg, well de Patient hëlt jo, an dat steet elo ausdrécklech am Gesetz dran, zesumme mat de medezineschen Acteuren d'Décisiounen iwwer seng Gesondheet. An dat huet erëm eng Kéier Auswierkung op d'Responsabilitéit vun de Medeziner. Et steet däitlech am Commentaire des articles dran, dass de Patient mat verantwortlech gëtt fir d'Konsequenze vun deem ageschloenen therapeutesche Wee. E gëtt en Acteur de Santé selwer, steet do dran, deen och sengersäits iwwregens Informatiounsflichten huet iwwer seng Gesondheetsgeschicht an esou weider, wat awer problematesch ka ginn an der Praxis, well et muss ee jo eiser Meenung no ausgoe vun enger ongläicher Situatioun tëschent Patienten a Medeziner.

Eleng verantwortlech fir Feeler bei deem konkrete medezineschen Akt bleift zwar am Prinzip de Medeziner, dat steet awer och net hei am Gesetz, mä dat sinn déi allgemeng Regele vun der Responsabilité civile, an de Patient huet och ëmmer nach do d'Bewäisflicht, dass den Dokter Feeler gemaach huet, woubäi, dat muss een awer dann op där anerer Säit erëm soen, et natierlech en Avantage fir hien duerstellt, dass en och den Dossier ka consultéieren zu jidder Zäit an och zu enger Zäit, wou nach kee Prozess leeft.

Nei a positiv ass, eiser Meenung no, och d'Virschalte vun enger gratis staatlecher Médiatiounsstell, spezifesch fir de Gesondheetssecteur, déi och Transaktioune kann ofschléissen, allerdéngs nëmmen, wann déi zwou Parteien d'accord sinn, an och, wat awer net onwichteg ass, wann d'Assurance domat d'accord ass.

A positiv fanne mer och, dass déi Plaintëstellen, déi bis elo an de Spideeler bestanen hunn, wou d'Leit sech konnte beschwéieren, dass déi elo vum Dësch schéngen ze sinn, well et ass jo ganz kloer, dass een net Juge et partie ka sinn: Dat sinn Ugestallte vun de Spideeler gewiescht, déi do d'Plainten entgéintgeholl hunn.

Wichteg wier et iwwregens, wann deeselwechte Prinzip géif agefouert gi bei der Médecine du travail, wou och déiselwecht Problemer bestinn.

Déi obligatoresch Conciliatioun ass ugeschwat ginn, wann eng Médiatioun gescheitert ass oder guer keng zustane komm ass. Ob dat elo engem Geriichtsverfahre virzezéien ass, eng Conciliatioun mat obligatoreschen Effete fir déi zwou Parteien, dat wëll ech wierklech emol dohigestallt loossen. Dat muss een nach weider diskutéieren.

Ech sinn och do net d'accord mat deene Kritiken, déi ervirbruecht gi sinn, well ech mengen, souwuel bei Geriichtsverfahre wéi bei Conciliatioune stellt sech virun allem d'Fro vum Käschtepunkt vun deene Verfahren a vun der Demokratiséierung eventuell vun der Justizhëllef.

An et stellt sech d'Fro vun der Assurance vun den Dokteren. Hei misst d'Konsequenz op jidde Fall sinn, wann een Dokter keng Assurance huet, da soll e seng Zouloossung entzu kréien. Déi Konsequenz gëtt awer vun den Auteure vum Gesetz hei net a Betrib geholl.

Et geet och net dovunner Rieds an deem Sënn, wéi et erwënscht wier an deem Gesetzestext, dee mer herno nach stëmme wäerten iwwert d'Sécurité sociale. Et ass ugekënnegt ginn, do géif e Projet de loi kommen iwwert dee Garantiefong. An der Deklaratioun vun der Regierung steet kloer dran, dass se et wéilten an engem Joer maachen. D'Madame „Lorgé" huet eis hei gesot, et wier quasi fäerdeg, et misst…, et géif elo relativ séier kommen; wou een nëmme ka soen, wat éischter, wat besser. Mä mir menge virun allem, dass all déi Froen, déi ech elo opgeworf hunn, och mussen dobäi gekläert ginn, a feststeet awer och, dass se an deem Text hei net erkläert sinn.

Ech kann elo net méi op verschidde Problematiken agoen, déi ganz schwerwiegend, delikat an heiansdo peinlech sinn. Dat ass, wann et ëm Zoustëmmung geet vu Patienten, déi keng Zoustëmmung méi kënne selwer ginn. Ech mengen, dass do d'Doktere virun eng grouss Verantwortung gestallt sinn, déi een och net am leschten Detail iwwer esou e Gesetz ka léisen.

Dat kann de Fall si während Operatiounen natierlech, et kann och de Fall si bei gewëssenen Onzourechnungsfäegkeeten oder bei där sougenannter Exception thérapeutique, déi hei agefouert gëtt, fir ze soen, wann de Patient eng gewëssen Informatioun net verdréit a sengem Gesondheetszoustand, da soll een him se net ginn, da muss een him se net ginn.

Ech weess och net, ob déi Designatioun vun enger Personne de confiance, déi soll am medezineschen Interesse vum Patient handelen, wann dee säi Wëllen net méi selwer äussere kann, ob déi all Problemer léist oder op net nei Problemer doduerch geschafe ginn. An ech froe mech, ob zum Beispill d'Vermëschung mat Liewenstestamenter eng gutt Léisung ass, déi hei geschitt. Esou kann zum Beispill, an esou interpretéieren ech deen Text hei, aus enger Personne de confiance, déi do ass, fir an engem senger Plaz Gesondheetsdécisiounen ze huelen, kann op eemol eng Persoun ginn, déi eng Décisioun ze huelen huet iwwert d'Enn vum Liewen oder vice versa, ausser et gëtt ausdrécklech an deem Text vum Patient festgehalen, dass en dat net wëllt.

Aus all deenen Ursaachen, déi ech elo opgezielt hunn - op verschiddener kann ech net méi agoen, et gëtt positiv Punkten, et gëtt och negativ Punkten, et gëtt ongekläerte Froen -, wäerte mer eis op jidde Fall enthalen hei, an ech muss soen, no deene vehemente Kritike vum honorabelen Här Alexander Krieps kann ee jo als Oppositioun deen Text hei eigentlech guer net méi stëmmen. Mir wäerten eis duerfir enthalen.

Merci.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Alexander Krieps *(DP).*- D'Haaptsaach ass, ech stëmmen en, Här Urbany!

M. le Président.- Merci och dem Här Urbany. Dir hutt gesinn, ech schaffen u menger Aussprooch bei dem Numm vun Ärer Partei. Ech wollt dem Här Urbany och soen, dass d'Madame „Lorgé" eigentlech „Lorsché" heescht. Merci.

An domat huet d'Regierung d'Wuert, d'Gesondheetsministesch Madame Lydia Mutsch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Sozialminister, fir d'Éischt emol Merci fir dee flotten Débat, dee mer hei haten. Ech mengen, et ass och de Mérite vum Rapporteur, deen eis net nëmmen e ganz gudden an ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport gemaach huet, mä dee virun allem iwwer säi Rapport déi Diskussiounen erëmgespigelt huet vun deene leschte Méint oder Joren, kann ee scho bal soen, an der Kommissioun, déi och ganz interessant waren a bei deenen ech de Pleséier hat an der viregter Legislaturperiod als Presidentin mat dobäi ze sinn, an ech wëll och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir mengem Virgänger Merci ze soen, ënnert deem senger Tutelle jo awer ëmmerhin deen heite Projet déposéiert ginn ass an deen och dohannertstoung an deen och mat dozou bäigedroen huet, dass an der vergaangener Legislaturperiod deen awer ganz komplexe Sujet op eng flott Aart a Weis an der Kommissioun konnt diskutéiert ginn.

Ech wollt och nach eng Kéier hei opwerfen, an dat ass scho vun enger Rei vu Membere gesot ginn, déi d'Chance haten och, an der leschter Legislaturperiod schonn dobäi ze sinn, dat ass, dass schonn eng ganz Rëtsch Ronne gedréit gi sinn, an zwar mat Représentanten aus dem gesamte Gesondheetssecteur, an dat ass och gutt esou.

Ech wëll als Beispill drun erënneren, dass souwuel virum Dépôt wéi och an der Chamberskommissioun selwer, an zwar virun dëser Legislaturperiod wéi och an dëser Legislaturperiod op den Avis vun der AMMD zréckkomm ginn ass oder och op d'Patientevertriedung, et ass op si gelauschtert ginn. Hir Avise sinn am Detail examinéiert ginn, an et sinn och eng ganz Rëtsch vu Reflexiounen agefloss an dat heite Gesetz. An eigentlech muss et jo och esou sinn.

An dat gëtt mer och eng Geleeënheet, fir hei ervirzesträichen, dass déi, déi ech elo grad genannt hunn, stellvertriedend fir all déi, déi am Gesondheetssecteur matwierken, wierklech mat hiren Avisen a mat hirem Input a mat hiren Diskussiounen, déi si mat eis zesumme gefouert hunn, wierklech e wichtegen Acteur an eisem Gesondheetswiese sinn, ouni déi mir och déi ganz Diskussiounen net esou kéinte féieren, wéi mer se tatsächlech gefouert hunn.

Als Resultat, an dorobber freeën ech mech haut, hu mer elo hei an der Chamber e Gesetz, wat wierklech de Patient an de Mëttelpunkt vun eisem Gesondheetssystem stellt an d'Rechter vun ebe grad deem Patient stäerkt a weider ausbaut. Dat ass net all Dag um Ordre du jour vun enger Chamber, an dofir sollt een dat och esou ervirsträichen.

An direkt eng grondsätzlech Ausso: Dem Patient säin alleréischt Recht ass dat, fir seng Rechter a Flichten iwwerhaapt emol kloer ze kennen. An dofir ass et ze begréissen, als Alleréischt, dass dat heite Gesetz an engem modernen a kohärenten Text dem Patient seng Rechter a Flichten alleguerten iwwerhaapt emol zesummefaasst, an an enger Form, déi een duerchaus a verschiddene Sproochen a Formen herno och soll no baussen droen. Dat ass eng ganz flott Propositioun, déi hei komm ass. Dat ass emol ee vun deenen allergréisste Méritten, an dat war bis elo an där doter Form net de Fall.

Dat heite Gesetz stäerkt och virun allem dem Patient säi Rôle als mündegen a gläichberechtegten Acteur vu senger eegener Gesondheet. Dat ass nach laang net an alle Länner de Fall, an duerfir huet dat Gesetz och dee grousse Mérite, fir déi doten Approche anzekloen an dat och an engem kohärenten Text ze dokumentéieren.

D'Informatioun an d'Abezéie vum Patient si ganz wichteg Elementer, fir dass de Patient, an dat ass och oft hei ervirgestrach ginn, an zu Recht ervirgestrach ginn, a senger Prise en charge kann iwwerhaapt emol aktiv matwierken a sech fir d'Behale vu senger Gesondheet selwer abrénge kann. Och dat ass an der Praxis nach laang net ëmmer an net iwwerall eng Selbstverständlechkeet.

An duerfir nach eng Kéier, dat heite Gesetz gesäit an deem Sënn eng ganz Rei vu Mesurë vir, déi ech ganz résuméiert nach eng Kéier wëll ervirsträichen: E Recht vum Patient, iwwer säi Gesondheetszoustand informéiert ze ginn. Den Dokter muss dem Patient déi néideg Informatiounen iwwermëttelen, ënner anerem iwwer seng Gesondheet, iwwert d'Behandlungsméiglechkeeten an d'Risiken, fir sech zesumme mam Dokter fir déi eng oder déi aner Behandlungsméiglechkeet oder deen een oder aneren Traitement kënnen en connaissance de cause ze décidéieren.

De Patient kann zu all Moment säin Dossier froen an e muss och eng Kopie kréien innerhalb vun engem Maximum vu 14 Deeg, an en huet e Recht, fir sech deen Dossier in extenso erklären ze loossen, wat am Moment esou net de Fall ass. Duerfir e groussen Novum an och eng grouss Bedeitung an deem heite Gesetz.

Vun der AMMD - an och dat ass hei e puermol ervirgestrach ginn an deem doten Zesummenhang, awer och an aneren Zesummenhäng - ass an der Lescht verstäerkt op deem dote Punkt Kritik opkomm. Ech stellen awer fest, datt d'Vertriedung vun den Dokteren hei net de Prinzip contestéiert, fir de Patienten déi dote Rechter ze ginn, mä dass domadder virun allem bei hinnen tarifär Fuerderunge verbonne sinn, well si der Meenung sinn, dass doduerjer, dass dem Patient eng verstäerkten Informatioun zoukomme muss, och e verstäerkten Zäitopwand kënnt an dorunner och déi Fuerderunge geknäppt sinn, fir deem verstäerkt an der Nomenclature Rechnung ze droen.

Ech iwwerloossen elo jiddwerengem Eenzelnen ze jugéieren, ob en dat als justifiéiert gesäit oder net. Mä virun allem iwwerloossen ech et awer och de Kolleege vun der Sécurité sociale, déi dat natierlech och mat ze tranchéieren hunn an duerfir och d'Tutelle hunn. Mä ech wëll awer ganz fairnesshalber hei soen, dass bei alle Kritiken, an zum Deel och gerechtfertegte Kritiken, vun enger Dokteschvereenegung an zum Deel och vun anere Vertriedungen, dat doten awer den Haaptusaz war an net de Prinzip, fir dem Patient méi Rechter ze ginn, an ech mengen, dat éiert och déi eenzel Intervenanten.

Bon, vill Patiente sinn och frou, an och dat ass zu Recht hei ervirgestrach ginn, fir am Beräich vun der Gesondheet op Hëllef vun enger Persoun kënnen zréckzegräifen, sief et well se sech selwer net à l'aise spieren, fir déi Décisiounen eleng ze huelen, sief et well se mengen, dass se net à même dozou sinn. An duerfir gesäit d'Gesetz e Recht op en Accompagnement vir, en Accompagnateur, deen déi Persoun dann ebe kann ënnerstëtzen. An dëse Begleeder, dee gëtt fräi vum Patient gewielt. Et konnt een heiansdo hei bei enger Rei vun Interventioune mengen, et géif een een imposéiert kréien. Dat ass jo absolut net de Fall. Dee Begleeder gëtt fräi gewielt. A fir de Fall, dass ee mengt, dat net méi selwer kënnen ze décidéieren oder am Virfeld d'Angscht huet, dass ee vläicht an eng Situatioun kënnt, an där een net méi ka selwer décidéieren, kann de Patient och eng Vertrauenspersoun schréftlech designéieren, déi dann a sengem Numm an a sengem Intérêt kann handelen. An och déi Mesuren ënnerstëtzen a begleeden de Patient, virun allem déi Patienten, déi méi fragil sinn, a wéi enger Hinsicht och ëmmer, an och dat ass e verbréift Recht fir d'Patienten. An ech mengen, do wäerten och an Zukunft, ob jonk oder al, ob schwéier krank oder manner schwéier krank, vill Patienten op dat Recht zréckgräifen. An och dat ass eng Méiglechkeet, déi dat heite Gesetz schaaft an déi een net sollt ënnerschätzen.

Ech wëll och nach eng Kéier kuerz op déi vill diskutéiert Informatiouns- a Médiatiounsstruktur zréckkommen, déi iwwert dat heite Gesetz fir de

gesamte Gesondheetssecteur geschafe gëtt an déi a mengen Aen eng grouss Errungenschaft ass. Et ass eng nei geschafe Struktur a se ass do fir de Patient, awer se ass och do fir de Prestataire. Natierlech, mir schafen haut e Patienterechtsgesetz, mä et sollt een awer och hei drop insistéieren, dass de Prestataire geneesou viséiert ass, well déi heiten nei Instanz soll jo neutral an onofhängeg am Gesondheetssecteur an am Gesondheetsberäich informéieren, wéi eng Gesondheetsdéngschter et ginn, u wee sech de Patient hei zu Lëtzebuerg ka wenden, Patienten a Prestatairen iwwer hir Rechter a Flichten informéieren, iwwert d'Médiatioun respektiv iwwert déi aner Schrëtt, wéi zum Beispill och d'Geriichter, dat ass jo awer eng Méiglechkeet, informéieren.

Ech wëll och eng kleng Ausso vum Här Krieps nuancéieren, an deem Sënn, dass nom Doud e Partner wuel Accès zum Dossier vun der verstuerwener Persoun kann hunn, ausser déi hätt am Virfeld geäussert, dass se domadder net d'accord ass. Mä soulaang de Patient lieft, muss e säin Accord ginn, fir ween och ëmmer soll oder kann en Accès zu deem Dossier kréien.

Bon, am Fall vun engem Konflikt kann déi Instanz mam Accord vun de Betraffenen als Médiateur dem Patient a Prestataire hëllefen, e Konflikt bäizeleeën. An ech huele mer dat ganz zu Häerz, wat hei gesot ginn ass - ech mengen, et war och vum honorabelen Här Krieps -, dass een hei och nach iwwert d'Notioun vun der Durée soll nodenken, fir dass een awer net an d'Onendlecht „eramédiatéiert" oder Conciliatiounsgespréicher wëllt féieren. Ech mengen, déi Notioun soll ee roueg eranhuelen.

Stéchwuert Référentiel, dat war jo een Thema, deen den Haaptoppositiounssprecher hei zimlech in extenso behandelt huet. Ech wëll hei awer trotzdeem en Appell maachen, fir der Saach eng Chance ze ginn.

Ech wëll och rappeléieren, dass hei de Conseil scientifique, dee mer jo och wëlle valoriséieren - dat hu mer am Regierungsprogramm extra drageschriwwen -, dat ass e wichtegt Instrument, dat mer do hunn, an dee Conseil scientifique, dee soll elo d'Méiglechkeet hunn, fir en Dokument zur Verfügung ze stellen, do, wou et Virgaben am In- oder Ausland gëtt, an den Dokter kann dat dann utiliséieren. E kann awer och selwer e Référentiel ausschaffen.

Allerdéngs soll sech d'Opklärung net op Formulairë beschränken. Do sollte mer awer och hei wierklech en Appell maachen, well all Opklärungsdokument soll virun allem ënnerstëtzend agesat ginn. Et ass e gudden Outil, mä am Vierdergrond soll awer d'Gespréich stoe mam Patient. An dat ass och hei ënner anerem vun der Madame Lorsché, awer och vum Rapporteur e puermol ervirgestrach ginn.

Duerfir nach eng Kéier: De Schwéierpunkt läit bei der Vermëttlung a bei der Kommunikatioun. An et ass och dat, wat dat heite Gesetz wëllt an de Mëttelpunkt stellen, fir de Parteien eben ze hëllefen, eng aussergeriichtlech Léisung ze fannen. Ech sinn am Contraire zum Här Urbany der Meenung, dass dat ëmmer eng méi nohalteg Léisung ass, wann et engem geléngt, iwwert d'Mediatioun en Accord ze fannen. Et ass ganz niewebäi och méi eng bëlleg Formule, wann een net muss op d'Geriicht goen oder op e Geriichtsprozess zréckgräifen.

Ëmmerhi geet et awer och - an duerfir gebrauchen ech hei dat Wuert „nohalteg" - drëms, fir d'Vertrauen tëscht dem Patient an dem Prestataire am ideale Fall nees hierzestellen. Dat wëlle mer jo awer domadder erreechen. A wann dat eis geléngt, dann hu mer awer vill geschafft.

Dofir ass et och wichteg, hei eng neutral Stell ze schafen, net d'Spidol, net de Collège médical, net d'Patientevertriedung, déi alleguerten an hirem Rôle ganz wichteg Acteure sinn, awer eben net fir dat heiten.

Eng wichteg Fuerderung, an dat ass dee leschte Punkt, op deen ech wëll agoen, wou net nëmmen d'AMMD an och d'Patientevertriedung, mä virun allem och d'Membere vun der Kommissioun drop insistéiert hunn, ass d'Schafen ebe vun engem Fonds d'indemnisation vum Aléa thérapeutique, deen am Regierungsprogramm verankert ass an deen elo net Partie intégrante vun deem heite Gesetz ass, well soss hätte mer nämlech dat wichtegt Instrument haut net kënne schafen. Dat ass a mengen Aen eng absolut berechtegt Fuerderung.

Esou wéi och de Premier dat a senger Ried zur Lag vun der Natioun schonn ervirgestrach huet, ass sech d'Regierung eens, dass dëst Gesetz net deen eenzegen Effort ass, mat deem dës Regierung d'Patienterechter wëllt stäerken. Do gehéiert ënner anerem dee Fonds d'indemnisation derbäi. An do hu mer jo d'Aussoe gemaach, dass mer wëlle probéieren, innerhalb vun engem Joer no der Publikatioun vun dësem Projet de loi op deen dote Wee ze goen.

Dir hutt ganz richteg gesot, an deem Sënn dämpen och schonn d'Käpp bei eis am Ministère. Ech mengen, do wäert nach déi eng oder déi aner schloflos Nuecht kommen, mä op alle Fall ginn d'Aarbechten zu deem Fonds d'indemnisation intensivéiert, fir deen Zäitplang kënnen anzehalen a fir domat och Schied vum Patient ofzehalen an iwwert d'Schafe vun engem Fonds d'indemnisation vum Aléa thérapeutique d'Rechter vum Patient zousätzlech ze stäerken, awer och de Prestatairen e Stéck Sécherheet ze ginn, dat si haut an där Form net hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, dass mer dat Gesetz haut kënne stëmmen. Et ass a mengen Aen e ganz wichtegt Gesetz am Intérêt vun de Patienten. Ech géif ofschléissend dovunner profitéieren, fir alle Membere vun der Kommissioun an hire jeeweilege Rôlen nach eng Kéier e grousse Merci ze soen. Et war flott, fir mat Iech zesummenzeschaffen, an ech freeë mech op déi nächst Projeten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Minister. Mir sinn dann um Enn vun eisen Diskussiounen zum Projet iwwert d'Bündelung an d'Prezisioun vun de Patienterechter. Mir géifen iwwert de Projet de loi ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6469 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

Une voix.- Här President, beim honorabelen Här Max Hahn geet et net.

(Brouhaha)

Une autre voix.- Dee geet.

M. le Président.- Geet en nach ëmmer net?

Ech mengen, et misst zwar elo geklappt hunn, well ech hu 60 Stëmmen.

Voilà, da géife mer de Vote ofschléissen.

De Projet de loi 6469 ass mat 34 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6469 est adopté par 32 voix pour, 3 voix contre et 25 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par Mme Joëlle Elvinger), Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Motion 1

Mir hunn d'Motioun am Zesummenhang mam Projet virleien. Ech ginn dervun aus, dass d'Motioun motivéiert ass.

(Assentiment)

Jo. Ech géif da froen, ween zu der Motioun nach wëllt Stellung bezéien.

Ech hunn d'Wuertmeldung vum Här Halsdorf selbstverständlech, och vun der Madame Gesondheetsminister, déi herno drop wäert reagéieren. Här Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. D'CSV wëllt sech, grad eweí beim Gesetzestext, och hei enthalen, well mer déi Démarche vun der Majoritéit hei net deelen. A Richtung vu Médiatioun brauche mer Effizienzstruktur, dass herno d'Patienten, déi domat befaasst ginn, net musse légiférëieren oder net musse virun d'Geriichter goen. An duerfir, mengen ech, gëtt sech hei enthalen. Dat wollt ech Iech just matdeelen.

M. le Président.- Jo, den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, ech wëll soen, dass mer d'Motioun hei unhuelen, och wa mer net mat alle Considéranten elo am Detail esou d'accord sinn, wéi et hei ausgedréckt ass. Mä de Sënn dervun, fir dass soll eng Evaluatioun gemaach gi vun deem Fonctionnement vun deem Service, dat Uleies deele mer.

M. le Président.- Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Aus deeneselwechte Grënn u sech wéi d'Kolleege vun der CSV wäerte mir och eis hei bei dësem Text enthalen. Et ass just gesot ginn och, datt mer sollte bannent engem Joer u sech eng Conciliatiounsprozedur proposéiert kréien. An hei gëtt jo gesot, no dräi Joer maache mer eng Médiatiounsrevisioun. Dat ass schonn...

(Interruption)

Oh, dat ass vläicht Är Iddi, awer mir gesinn dat anescht, Här Engel. Op jidde Fall aus deem Grond, datt mir eis éischter fir eng Conciliatiounsprozedur ausspriechen a mengen, datt mer hei op dee falsche Wee ginn, wäerte mir eis och bei dësem Text enthalen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Vu dass et jo d'Roll heiansdo vum President ass, och fir Froen ze klären, effektiv sinn dat zwee verschidde Puer Schong, Médiatioun an de Fonds d'indemnisation.

(Interruption)

Neen, neen, neen, de Fonds d'indemnisation, deen an engem Joer soll geschafe ginn. Also, ech wollt déi Prezisioun just dozou ginn.

Keng weider Wuertmeldungen? Da géif ech der Madame Gesondheetsminister d'Wuert ginn.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé*.- Ech mengen, Här President, déi heite Motioun ass eng logesch Suite vun den Diskussiounen, wéi se an der Kommissioun gefouert gi sinn. Am Projet de loi selwer steet dran, dass déi national Informatiouns- a Médiatiounsstell all Joer e Rapport presentéiert dem Gesondheetsminister. Dee géif sech dann engagéieren, fir deen och mat an d'Kommissioun ze huelen.

Doriwwer eraus ass et interessant, no dräi Joer eng Bilanzéierung ze maachen a Form vun enger Evaluatioun. Ech mengen, dat wier eng logesch an eng flott Démarche, an d'Regierung kann déi Propositioun unhuelen.

M. le Président.- Merci der Madame Gesondheetsminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

Ass e Vote électronique gefuerdert?

(Négation)

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Da géif ech déi Kolleege bieden, déi dermat d'accord sinn, d'Hand ze hiewen.

Dergéint? Enthalungen?

Dat schéngt mer kloer ze sinn. Domat ass d'Motioun ugeholl.

Ech wëll jo dann net dem Kolleeg Halsdorf soen, wat de fréiere Gesondheetsminister mer an d'Ouer geflüstert huet.

Voilà, da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi iwwert d'Soins de santé transfrontaliers, d'grenziwwerschreidend Soine fir d'Patienten an d'Patienterechter. De Modell vun der Riedezäit ass nom Modell 1 virgeschloen. An den Här Rapporteur, den honorabelen Här Georges Engel, huet d'Wuert. Här Engel.

7. 6554 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;

2) modification du Code de la Sécurité sociale;

3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire;

4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

6) modification de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;

7) modification de la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, nodeems mer elo d'Gesetz iwwert d'Patienterechter gestëmmt hunn, komme mer elo zu engem Projet iwwert d'Patienterechter a Saache Soins transfrontaliers. Et geet hei ëm d'Emsetzung vun der Direktiv 2011/24, op déi ech scho beim viregte Projet Allusioun gemaach hunn. Den Text, dee mer elo hei virleien hunn, suivéiert den Text vun dëser Direktiv.

Et geet hei ëm Obligatiounen, déi variéieren, deemno ob Lëtzebuerg den État membre d'affiliation oder den État membre de traitement ass. Et geet hei also och ëm Gesondheetsleeschtungen, déi ee Patient kritt an engem anere Land wéi an deem, wou e versécher ass.

Hei ass et wichteg, ervirzehiewen, dass Gesondheetsleeschtunge keng Servicer wéi anerer sinn, well déi medezinesch Versuergung en Intérêt général huet an de Stat och hei seng Roll ze spillen huet. Aus deem Grond goufen d'Gesondheetsleeschtungen aus der sougenannter „Direktiv «services»" och erausgeklamert.

D'Zil vun der Direktiv ass et, fir de Patienten den Zougang zu grenziwwerschreidende Gesondheetsleeschtungen ze garantéieren. Déi solle sécher, effikass a qualitativ héichwäerteg sinn. D'Zil ass domadder en anert wéi dat vun de sougenannte Règlements de coordination de sécurité sociale, déi solle regelen, wéi eng Institutioun d'Käschte vun de Gesondheetsleeschtungen droe soll.

D'Direktiv gesäit verschidden Obligatioune fir d'Memberstate vir, jee nodeems, ob se den État d'affiliation oder den État de traitement sinn. Deemno gëtt d'Direktiv fir Lëtzebuerg net nëmme vun deem Projet de loi 6554 iwwert d'Soins transfrontaliers ëmgesat, mä een Deel dovunner och vun dem Projet, dee mer elo grad gestëmmt hunn, de 6469 iwwert d'Patienterechter. Dat, wa Lëtzebuerg den État de traitement ass, wou also Patienten aus anere Länner sech hei zu Lëtzebuerg medezinesch behandele loossen.

Erlaabt mer e klengen historesche Réckbléck. Säit 1925 gesäit de Code des Assurances sociales d'Méiglechkeet vir, dass Leit, déi zu Lëtzebuerg assuréiert sinn, d'Méiglechkeet hu vun engem Traitement am Ausland.

1951 an 1954 koumen dunn am Gesetz iwwert d'Assurance-maladie vun de Fonctionnairen an den Employéen an am Code des Assurances sociales liicht Ännerungen an der Aart a Weis, wéi d'Autorisatioune fir en Traitement am Ausland eranzehuele sinn.

Bei der Gesetzesännerung vun 1974 ass folgenden Text am Code des Assurances sociales iwerholl ginn: «Les assurés ne pourront se faire traiter à l'étranger que du consentement de leur caisse de maladie, à moins qu'il ne s'agisse des premiers soins en cas d'accident ou de maladie survenus à l'étranger.» Dës Zoustëmmung kann net refuséiert ginn, wann den Traitement vum behandelnden Dokter a vum Kontrolldokter vum Assuré recommandéiert gëtt oder wann deen noutwendegen Traitement am Grand-Duché net méiglech ass. Wann den Traitement also zu Lëtzebuerg net méiglech ass, muss en och am Ausland autoriséiert ginn.

1972 (veuillez lire: 1992) du sinn dës Behandlungsmethoden am Ausland dann am Artikel 20 vum Code des Assurances sociales ageschriwwe ginn. Dës Formulatioun ass nach ëmmer en vigueur, dréit awer der Evolutioun am

europäesche Recht net méi Rechnung säit der Jurisprudenz aus dem Joer 1998 vun der Cour de Justice européenne, säit dem Uerteel an der Affär Decker/Kohll.

An der Deklaratioun vum Juni 2006 ass dunn, well glécklecherweis - glécklecherweis! - keng Eenegung konnt fonnt ginn tëschent dem Europäesche Parlament, dem Conseil an der Kommissioun, deenen hir Vuen, wat d'Gesondheetsleeschtungen uginn, zimlech auserneelouchen, décidéiert ginn, d'Gesondheetsleeschtungen definitiv aus der Direktiv 2006/123 iwwert d'Libre circulation des services erauszehuelen.

An den 2. Juli 2008 huet d'Europäesch Kommissioun eng Propositioun vun enger Direktiv vum Parlament a vum Conseil presentéiert, déi d'Applikatioun vun de Patienterechter, wat d'Soins de santé transfrontaliers ubelaangt, regele soll.

Et goufe laang Diskussiounen iwwert dës Direktivpropositioun a si gouf och ganz vill amendéiert. Fir déi eng Länner huet d'Propositioun dem Principe de subsidiarité net genuch Rechnung gedroen, deen de Länner eng grouss Autonomie reservéiert a sech duerch eng grouss Diversitéit an de verschiddene Regimer charakteriséiert. Fir anerer, notamment och fir Lëtzebuerg, huet d'Propositioun net genuch de Spezifissitéite vun de Gesondheetsservicer par rapport zu anere Servicer Rechnung gedroen, an et gouf gefaart, dass hei d'Dier opgemaach géif gi fir eng Zwouklassemedezin, wou déi Räich, déi sech Zousazassurancë kënne leeschten a besser Informatiounen hätten, Virdeeler hätte par rapport zu Mannerbemëttelten.

D'Memberstaten hu sech schlussendlech zu dësem Kompromisstext, dee mer haut virleien hunn, décidéiert, deen den 9. Mäerz 2011 ugeholl ginn ass.

Dës Direktiv, déi berout op dräi Pilieren: éischtens, de Patienten et ze erméiglechen, hir Rechter auszeüben; zweetens, den Zougang zu héich qualitative Soinen assuréieren a Kloerheet ze verschafen, wat d'Responsabilitéit vun de verschiddenen Acteuren ugeet, an drëttens, d'Kooperatioun tëschent de Gesondheetssystemer an der Unioun ze ënnerstëtzen.

Verschidden Dispositiounen am Text sinn agebaut ginn, fir ebe keng Zwouklassemedezin ze erméiglechen, esou zum Beispill déi Kontaktplazen an deenen eenzelne Länner, déi d'Missioun hunn, dem Bierger déi richteg qualitativ Informatiounen iwwer hir Rechter bei grenziwwerschreidender Fleeg ze ginn.

Ee weidert Schlëssele lement am Kader vun der Transpositioun vun dëser Direktiv ass d'Aschreiwen an nationaalt Recht vum Recht op e Remboursement an der Héicht vun de Käschten an no de Konditiounen, déi applizéiert gi wären, wann d'Soinen am eegene Land, also am État d'affiliation, gemaach gi wären. Duerfir brauchen d'Länner awer en transparente Mechanismus, wat d'Käschteberechnung ugeet a wat d'Autorisatioune betrëfft, déi ee brauch, fir dës Soinen ze kréien.

Wat sinn dann elo déi ganz nei a grouss Changementer par rapport zur bestehender Situatioun?

Et gëtt de Prinzip vum Remboursement vun de Soins transfrontaliers fir all Patienten, déi zu Lëtzebuerg affiliéiert sinn, agefouert, an dat ouni Autorisation préalable. Dat ass de Prinzip.

Ausnahmen dozou ginn et awer a folgende Fäll: D'Autorisation préalable vun der CNS, op Avis motivé vum Contrôle médical vun der Sécurité sociale, bleift, éischtens, wann de Patient op d'mannst eng Nuecht hospitaliséiert muss ginn, an zweetens, wa fir déi medezinesch Behandlung héich spezialiséiert an deier Infrastrukturen oder Équipementer gebraucht ginn.

D'Autorisation préalable kann net refuséiert ginn, wann et ëm Leeschtunge geet, déi zu Lëtzebuerg guer net oder net an engem akzeptabelen Zäitraum disponibel oder zougänglech sinn. Urgent Traitementer oder am Virfeld autoriséiert Traitementer ausserhalb vun der EU, der Schwäiz oder dem europäesche Wirtschaftsraum ginn natierlech, wa se urgent sinn, weider rembourséiert.

Eng weider Neierung sinn, wéi schonns virdrun ugeschwat, déi national Kontaktpunkter, déi solle geschafe ginn, wou dann op der Gesondheetskeess ee sech ka melle fir Informatiounen iwwert de Remboursement fir de Fall, wou Lëtzebuerg den État d'affiliation ass. An, dat hu mer am Gesetzesprojet virdru gestëmmt, de Service national d'information et de médiation fir de Fall, wou Lëtzebuerg den État de traitement ass. Et sinn dës zwou wichteg Neierungen am Intérêt vum Patient, deen esou méi Sécherheet a méi Transparenz kritt, wat seng Behandlung ugeet.

Derbäi kommen eng Rei aner Adaptatioune vu Gesetzer, déi duerch d'Direktiv néideg sinn, notamment wat den Exercice vum Dokter, vum Zänndokter a vum Vétérinaire ubelaangt, wou hei eng Obligation d'assurance virgesinn ass. An duerfir, dat wollt ech dem Här Halsdorf och nach eng Kéier soen, bei eis hei zu Lëtzebuerg, do gëtt et ee Gesetz, d'Gesetz vum 14. Juli 2010, wat eng Obligatioun fir eng Assurance scho festleet.

Weider ginn hei och d'Konditiounen adaptéiert, fir de Beruff vum Apdikter ze exercéieren. Ausserdeem kommen nach zwee parlamentaresch Amendementer derbäi, déi d'Unerkenne vum Verschreiwe vu Medikamenter regelen.

Et sief gesot, datt de Conseil d'État, grad wéi och d'Chambre des Salariés, et net ganz glécklech fonnt huet, datt hei zwou Informatiounsplazen, de Point de contact an dee Service national d'information et de médiation ageriicht ginn, eemol beim viregte Gesetz, wéi gesot, an eemol hei.

D'Kommissioun war awer der Meenung, datt dat absolut Sënn mécht, well se zwee ganz verschidde Beräicher betreffen a bei der Opdeelung, wéi et elo virgesinn ass, och déi jeeweileg Fachkompetenz garantéiert ass. De Statsrot huet och verschidden Oppositions formelles ausgeschwat, déi awer ouni gréisser Problemer konnten aus dem Wee geraumt ginn.

Eigentlech war den Délai de transposition vun dëser Direktiv de 25. Oktober 2013. Dësen Délai ass elo largement dépasséiert an duerfir hu mer och scho vun der Kommissioun de béise Fanger gewise kritt. Mä dëst Gesetz, dat elo haut da gestëmmt gëtt, trëtt dann deen éischten Dag am Mount no der Publikatioun am Mémorial a Kraaft.

Merci wollt ech soen de Leit aus der Kommissioun, dem Sekretär aus der Kommissioun vun der Sécurité sociale, de Mataarbechter vum Ministère vun der Sécurité sociale an och de Mataarbechter aus der Fraktioun, déi hei bei dësem Projet de rapport gehollef hunn, vill gehollef hunn, ganz vill gehollef hunn!

E weidert Gesetz also, wat mer haut hei stëmmen, wat am Sënn vum Patient ass, wat méi Sécherheet a méi Transparenz bréngt. Ech bréngen heimat den Accord vun der LSAP an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Serge Wilmes vun der CSV.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe fir d'Éischt dem Georges Engel villmools Merci, well de Rapport, deen Der gemaach hutt, ass ganz komplett. Dir hutt gewisen, ëm wat et hei geet. Dat erspuert mer dann och eng Kéier, nees alles erëm eng Kéier ze widderhuelen, an anere Wierder dann zwar, mä d'Detailer vun dësem Gesetzesprojet sinn domadder kloer.

Et ass e wichtege Gesetzesprojet. Et ass, wéi Der virdrun hei erkläert hutt, d'Émsetzung vun enger Direktiv, déi an zwee Deeler eben elo ëmgesat ginn ass. Mat engem éischte Projet de loi virdrun an elo mat dësem Projet de loi, wou et ëm déi Affiliéiert geet an dee Moment de Volet Sécurité sociale ebe betrëfft.

Et ass virun allem awer och e Projet de loi, dee weist, mat deem virdrun, dat ganzt Spannungsverhältnis, wat och existéiert um europäeschen Niveau an den europäesche Gesetzgebungen, a mam Wëllen eben, fir aus Europa e gemeinsame Maart jo ze maachen, e gemeinsame Bannemaart ze maachen, wou et verschidde Rechter gëtt, déi respektéiert musse ginn, sech kënne fräi ze bewegen, och d'Servicer kënne fräi zirkuléieren, wou dann zwar d'Gesondheetsprestatiounen net considéréiert gi wéi déi normal Servicer, mä wou da versicht gëtt, eben e spezifeschen Encadrement dofir ze fannen.

Dir hutt och elo den Historique gemaach gehat, deen och ganz kloer weist, wéi schwéier et awer war an och nach ass, fir do e kompletten, harmoniséierten an och norméierten europäesche System ze fannen. Well awer déi verschidden europäesch Länner ganz verschidde Kulturen a verschidde Gesondheets- a Sécurité-sociales-Systemer hunn an dat net esou einfach ass, fir déi zesummenzeféieren.

Do ass also, wéi Der gesot hutt, och e Kompromësstext dobäi entstanen, fir ze soen, okay, mir kucken, datt den europäesche Bierger kann zwar och an der Europäescher Unioun sech behandele loossen. E gëtt dann och integréiert, wann en an engem anere Land sech behandele léisst, an dee Gesondheetssystem, an dee System vun der Sécurité sociale. E kritt also e Recht op déiselwecht Prestatiounen, déiselwecht Soine wéi an deem Land, mä et ass awer säi Land, wou en affiliéiert ass, wat dann déi Prestatiounen, déi Käschte dovunner eben zréckbezilt an dann an deem Moment iwwerhëlt. Dat ass dee Kompromëss, dee fonnt ginn ass, fir ebe kënnen dee System awer besser mateneen ze koordinéieren, ouni e komplett ze integréieren an domadder komplett ze harmoniséieren.

Et ass, wéi gesot, déi Direktiv weist ganz gutt dat Spannungsverhältnis, wat nach ëmmer do besteet a wat och net bei alle Beräicher, déi d'Europäesch Unioun, wou jo de Wëllen ass, fir méi eng koordinéiert..., fir méi eng Zesummenaarbecht an Europa ze förderen, wäert komplett kënnen erreechen.

Mir hunn also, wéi gesot, mat dësem Gesetzesprojet elo déi lescht Elementer oder déi, déi nach iwwreg bliwwe sinn, well mir hu jo schonn eng ganz Partie Saachen en cours de route ëmgesat, déi sech notamment och speisen aus der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff, wou Der gesot hutt, bei Decker/Kohll, fir ebe kënnen an d'lëtzebuergesch Gesetzgebung ëmzesetzen, datt keng Diskriminatioun och besteet, wann ee sech am Ausland als lëtzebuergeschen Affiliéierte behandele loosse wëllt. Mir hunn dat schonn an de leschte Joren no an no ëmgesat. Dat hei ass elo e weideren Deel dovunner, fir dat ze garantéieren.

Dir hutt gesot, ëm wat et do alles geet. Ech wéilt dat also, wéi gesot, net nach eng Kéier widderhuelen, mä just op een, zwee Punkten nach eng Kéier agoen. Et ass ee Punkt, deen d'Chambre de Commerce an hirem Avis gesot huet, an zwar, datt et bei der Informatioun vum Patient, wann e gär sech wëll am Ausland behandele loossen, datt et do wichteg ass, datt en och ganz genau weess, wat sinn déi Rechter an och herno déi Remboursementer, déi ech ka kréien, an déi Behandlung, déi ech ka kréien, déi erausginn, déi sech speisen aus dem europäesche Reglement, dat jo eng ganz Partie Rechter schonns accordéiert huet.

A wat sinn déi Soins, déi Prestatiounen, déi sech speisen aus der europäescher Direktiv, déi elo mat dësem Gesetzesprojet an deem anere virdrun ëmgesat ginn. Datt et also wichteg ass, datt de Patient ganz genau weess, wat ass an engem gewësse Fall méi avantagéis an, wann e sech behandele léisst, op wat e sech do baséiert, wat fir eng Rechter aus wat fir engem Gesetzestext an aus wat fir enge juristesche Quellen erauskommen. Et ass ebe wichteg, datt en do déi Informatiounen dee Moment kritt, fir datt en eben och kann, esou opgekläert wéi méiglech, eng Décisioun dann do huelen.

An dann ass en anere Punkt, deen de Collège médical zitéiert huet, op deen en higewisen huet, dat ass dee vun der Nomenclature. D'Nomenclature, déi jo muss respektéiert gi vun den Dokteren hei zu Lëtzebuerg, well mer jo de System hunn, datt mer konventionéiert sinn, währendeems dat am Ausland awer éischter de Géigendeel ass, éischter d'Ausnahm ass.

An do weist eben de Collège médical drop hin, datt u sech déi Nomenclature endlech misst ugepasst ginn och un d'Realitéit virun allem vun enger Medezin, déi eben och an hire Prestatiounen, an hirer Behandlung vill méi differenzéiert hautdesdaags virgeet. A wou et jo och Fallbeispiller am Ausland gëtt, an anere Länner, wou eng Nomenclature besteet, déi awer vill méi differenzéiert ass wéi déi Lëtzebuergesch.

Am Regierungsprogramm ass jo virgesinn, datt déi Nomenclature soll op de Leescht geholl ginn. Mir si jiddefalls derfir, datt dat dann och endlech, no laangen Diskussiounen, nodeems mer schonn zéng Joer laang amgaang sinn, driwwer ze diskutéieren, datt se misst eng Kéier op de Leescht geholl ginn, datt mer dat och maachen.

Dat sinn déi zwee Punkten, déi ech u sech wollt am Numm vun der CSV-Fraktioun nach eng Kéier soen. An dann och am Numm vun der CSV-Fraktioun den Accord bréngen fir dëse Gesetzesprojet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Edy Mertens vun der DP. Här Mertens, Dir hutt d'Wuert.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber huet haut d'Resultater vun den Europawahle validéiert. Elo kéint een natierlech froen, wat huet dat do dann elo..., wat huet dee Schrëtt elo ze di mat dem virleienden Text a mam Vote vun deem virleienden Text iwwer grenziwwerschreidend medezinesch Versuergung? Mä ech muss soen, och wann et nëmmen en Zoufall ass am Kalenner, dass dës zwee Punkten deeselwechten Dag um Ordre du jour stinn, esou ass et awer esou, dass dee Projet de loi, iwwert dee mer haut hei diskutéieren, ganz vill mat Europa ze dinn huet.

Dacks genuch gëtt jo dobausse gesot, dass d'Europäesch Unioun ze wäit ewech vum Bierger wier, dass een d'Virdeeler net wierklech géif spieren an d'Leit an hirem Alldag éischter géif behënneren, wéi hinnen hëllefen. Dat läit awer och dorun, dass mer dës Virdeeler, wéi mer se kennen zum Beispill bei der Reesfräiheet oder de fräie Choix vun der Aarbechtsplaz, der Studieplaz, dacks als ganz selbstverständlech unhuelen. Grad wéi och d'Tatsaach, dass ee sech am Fall vun enger Krankheet am Ausland ka behandele loossen.

Ech wëll a menger Interventioun net op déi laang an deelweis immens komplizéiert Virgeschicht vum Remboursement vu Behandlungen am Ausland agoen; dëst géif sécherlech eng Éiwegkeet daueren! Emmerhi gesäit eise Code vun der Assurance sociale, wéi elo grad gesot, well säit 1925 d'Méiglechkeet vun dem Remboursement vun engem Traitement am Ausland vir. Bis et zur Direktiv koum, iwwert déi mer haut ofstëmmen, war et, wéi well gesot, ee ganz laange Wee mat ville juristeschen Auseneinandersetzungen a mat villen Uerteeler vum Europäesche Geriichtshaff.

Dass et esou wäit huet musse kommen, louch oder läit och nach zum Deel dorunner, dass eng Rei vun de Memberstaten d'Rechtssprechung vum Europäesche Geriichtshaff nëmme lückenhaft oder guer net ëmgesat huet. Vun dohier huet dréngenden Handlungsbedarf bestanen.

Et ass an eisen Aen net zoumuttbar, dass de Patient seng Rechter muss akloen! Wëssend, wéi laang sech esou Prozedure kënnen hinzéien, stellt dat grad fir e schwéierkranke Patient natierlech absolut keng Alternativ duer, dass deen domat op d'Geriicht geet. Well, wéi esou dacks, kéint et emol passéieren, dass dee Patient gestuerwen ass, ier en an de Genoss vun deem Uerteel ka kommen!

Här President, ervirzesträichen ass an dësem Kontext, dass d'Direktiv net zu engem Ënnergruewe vun den nationale Kompetenzen am Gesondheetsberäich wäert féieren. An deenen éischte Virlage wollt d'Europäesch Kommissioun hir Kompetenzen op dësem Feld jo ausdehnen. Lëtzebuerg wollt a wëllt dat net!

Eise Gesondheetssystem, an dat muss een och emol eng Kéier soen, ass ee vun deene performantsten op der Welt, ganz besonnesch och wat d'Prise en charge ugeet. An dat wëssen der nach ganz vill net. Dofir wëlle mer net, dass et op dësem Gebitt zu enger Vergemeinschaftung vun de Kompetenze kënnt. Dëse Schratt géif nämlech wahrscheinlech zu enger Ofsenkung vun eisen heitege Standarde féieren. Dëst kann net an eisem Interessi sinn, weder am Interessi vum Assuré a Patient, nach am Interessi vun de Prestatairen.

Dacks ass am Zesummenhang mat dëser Direktiv dat Gespenst vun der Zwouklassemedezin ervirgeruff ginn an un d'Wand gemoolt ginn. Dofir gëtt et awer, eiser Iwwerzeegung no, keng wierklech Unhaltspunkten. Au contraire! D'Direktiv féiert zu enger Stäerkung vun de Rechter vun alle Patienten an der grenziwwerschreidender Versuergung, onofhängeg vun hirer privater finanzieller Situatioun, well där Direktiv no soll déi grenziwwerschreidend Versuergung deene Patienten zegutt kommen, déi drop ugewise sinn, an net just deenen, déi iwwert déi entspriechend Moyene verfügen.

Här President, d'Haaptzil vun der Direktiv besteet, wéi gesot, doranner, fir den Zougank zu medezineschen Traitementer am Ausland méi einfach ze maachen. Dat ass an eisen Aen och eng Noutwendegkeet. Speziell an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat opgrond vu senger Gréisst a senger Awunnerzuel net all Form vu Behandlung senge Leit kann ubidden.

Ganz praktesch bedeit dat aus der Siicht vum Patient, fir Leit, déi vläicht op enger laanger Waardelëscht stinn, ka sech d'Zäit bis zur Behandlung oder bis zur Diagnos wesentlech verkierzen. Och kënne Patienten, déi am Grenzgebitt zu engem anere Land wunnen, oder si aus private Grënn, well zum Beispill een Deel vun hirer Famill an deem jeeweilege Land wunnt, méi einfach an dësem Land behandelt ginn. A ganz besonnesch virdeelhaft ass dës Direktiv fir Patienten, déi un enger seltener Krankheet leiden, déi eng héich spezialiséiert Behandlung brauchen, déi awer net an all Land kann ugebuede ginn.

Als Dokter weess ech aus menger laangjähreger Beruffserfahrung nëmme vill ze gutt, wéi d'Praxis bei eis ausgesäit. Als Beispill wëll ech hei nëmmen drun erënneren un deen Zodi, wann een no enger IRM freet. Dat ass eppes, wat natierlech och säin Nidderschlag an de Käschten an eisem Gesondheetswiesen huet. Et ass esou, dass ee laang muss waarden hei am Land, dat ass eben esou. Et kéint een natierlech och soen: Ma da verschreift der net esou vill! Muss da fir all Hännes do eng IRM

opgeschriwwe ginn? Muss all Knéi - mäi lénksen deet am Ablack och wéi -, muss do direkt eng IRM gemaach ginn oder kann den Dokter net mengen hei an do?

Mir mussen awer wëssen, dass ech déi Kolleege Spezialiste ganz gutt ka verstoen, dass se wëllen eng Sécherung an hirem Diagnostic hunn. An déi kritt ee leider nëmme mat enger gudder Technik. An do ass d'IRM am Ablëck nach ëmmer dat Bescht, géif ech soen. Et ass esou, an d'Spezialiste soen engem dat, dat kann een och liesen, dass och net do eng honnertprozenteg Garantie ass, dass de Miniskus wierklech futti ass, dass d'Kräizband eppes huet oder dass soss éierens eppes am Bauch ënnerwee ass, mä et muss een awer wéinstens all Moyenen ausschëpfen.

Well, an elo kënnt et, wann ech nämlech higinn als Chirurg an ech froen zum Beispill eng Arthroskopie, fir e Knéigelenk ze nennen, net ze schwätzen, wat dat géif bedeiten, ech géif eng Laparoskopie maachen - ech muss dofir de Patient an eng Narkos leeën - an et kéim zu engem Zwëschefall bei der Narkos. Dat musst Der lech virstellen, dat hu mer alles erlieft, wann dann do ee 16-jährege Fussballspiller läit, jo, do muss onbedéngt eng Arthroskopie gemaach ginn, do ass hei an do. An da kuckt een eran an et kënnt zu engem fatalen Zwëschefall, fir deen net onbedéngt den Anästhesist muss Schold hunn, an da froen ech mech, wéi de Chirurg herno do steet. Also, dat ass eben haut esou, dass dee sech ofséchere wëllt an dass en eng IRM freet.

Ech weess awer, well ech jo am Grenzgebitt schaffen, dass et méiglech ass, eng IRM ze froen zum Beispill a menger Géigend zu Sankt Vith; et gouf elo grad genannt. Do kënnt Dir an d'IRM goe spéitstens, ech mengen, dee leschten Termin, deen ech elo fir e Patient krut, ass a véier Wochen. Do ass et dann esou, ech hat bis elo nach keng grouss Schwieregkeeten do, mä ech hat awer och well zu Patiente gesot, iwwerlee Der et ganz gutt, wann ech eppes hunn, ginn ech och op Sankt Vith, well dann drénke mer eben de Weekend e puer Meter Béier manner, da bezuele mer d'IRM. Dat ass och esou, Här Minister, esou kann een eventuell spueren.

(Hilarité)

Dat ass méiglech. Do kritt een eng.

Mä, wéi gesot...

(Interruption)

Ma neen, et ass esou, dass einfach d'Zäit verkierzt gëtt, an ech brauch lech net ze soen, wat dat bedeit fir den Aarbechtsmaart. Wann Der Patienten hutt, déi op eng Schëller-IRM zwee Méint musse waarden, dann heescht dat zwee Méint net schaffe goen. A wann et dann esou ass, wéi ech et elo just an der Praxis erliewen, dass de Patient dann awer e chirurgeschen Agréff gemaach muss kréien, dann hänkt Der nach eng Kéier véier Méint bei enger Schëllerinterventioun do hannendrun. Dann ass praktesch en halleft Joer fort! Dat kann et jo net sinn. Dat schéngt jo och mat där heiter Direktiv dann awer wesentlech méi einfach ze ginn.

Ech wëll awer och nach op eppes anescht ze schwätze kommen, dat ass dat, wann een... Dass een onbedéngt awer och dobausse bei de Patiente muss Opklärung bedreiwen, dass déi Patiente wëssen, dass se net elo eng Kaart an de Grapp kréien, well se kruten elo just déi nei Sécurité-sociales-Kaart, an dass se mat där do grenziwwerschreidend Dokteschvisitë kënne maachen. Well Dir wësst jo, d'Tendenz zu Lëtzebuerg ass, wéi iwwerall, si séchere sech of mat Visitë vun dräi Aendokteren an engem Dag oder vun dräi Orthopäden. Neen, dat ass et net! Et ass wierklech fir déi Leit, déi et brauchen, déi an Nout sinn am Ausland. Do soll dat gutt funktionéieren.

Da muss een awer och d'Patienten drop hiweisen, dass se sollen oppassen. Wa se dat richteg uwennen am Ausland, funktionéiert dat. Dat erliewen ech och ëmmer erëm. Dir gitt mat Ärer Kaart op déi jeeweils, wéi an Däitschland, Éisträich, Gebietskrankenkasse, da gëtt dat validéiert an da bezuelt Der guer näischt, dann ass dat esou.

Et kann awer sinn, dass Der keng Erfahrung dran hutt, dass Der an e Spidol ageliwwert gitt, well der ebe Bauchwéi hutt oder soss iergendeppes, an dir lant an där ganzer Maschinerie. An et kënnt ee bei d'Bett, da seet deen, kanns de mer dat wann ech gelift ënnerschreiwen, da sidd Der plëtzlech gekréint ginn zu engem Klassepatient. A wann der ee Klassepatient sidd, da wësst Der, wat dat heescht.

Also zu Frankfurt hat e Gehierchirurg engem Patient dat dohinner geluecht an d'Sekretärin hat dunn dem Patient deen Dag virun der Operatioun erkläert, haalt lech un, Klassepatient heescht zwielefmol den Tarif! Zwielefmol krut dee Professer den Operatiounstarif, fir datselwecht ze operéieren, wat ee wahrscheinlech, ech weess net, hei hätt kënne maachen.

Dat si Saachen, dat si Falen, an dann hutt Der de Patient do sëtzen an da kommen d'Tréine gelaf. An den Dokter Krieps hat et just zitéiert, an der Schwäiz, do gesi mer fir eng einfach Consultatioun Bronchite, hat ech elo des Lescht och nach eng Patientin: 780 Schwäizer Frang! Du sot ech: Wat huet deen Dokter da mat Der gemaach?

Also, et heescht virsiichteg sinn! An net, dass d'Leit elo mengen, elo kréie se déi Kaart, an da funktionéiert dat. Neen! Am Ausland, a verschiddene Länner jiddefalls, an Däitschland, an Éisträich kann engem dat och passéieren, also do, wann een do am Schigebitt den Aarm auskugelt, da kann et emol liicht passéieren, dass een eng Rechnung vu 6.000 Euro, 4.000 bis 6.000 Euro herno aus der eegener Täsch muss bezuelen! An dat kann et net sinn. Dorop muss een hiweisen.

Dofir fannen ech grad, Här Rapporteur, dass et ganz wichteg ass, déi Centres d'information, déi et do gëtt, oder déi Points d'information, wou de Patient opgeklärt gëtt, ëm wat et sech wierklech hei handelt. Net dass dat zu enger Aart Tourismus féiert. Well esou ass et effektiv jo nach net, well een nach ëmmer den Accord vum Contrôle médical fir verschidde Saache muss hunn.

Ech géif einfach hei plädéieren an deem Sënn och derfir, dass de Contrôle médical bei verschiddenen Akten, bei verschiddene Saachen, oder wann ee gesäit, dat do dauert wierklech elo esou laang... Mir haten ee Fall, do war de Patient hospitaliséiert, d'IRM gouf am Ausland ugefrot - well dat steet jo och am Text hei dran, wann den Délai net kann agehale ginn, et war wierklech wichteg; ass et e Kriibs, ass et keen, dat am Ënnerleif?, bei engem Verdacht op en Ovarialkarzinom, dann heescht et och virumaachen -, da kann ech net bis Enn September, wann et elo Juni ass, waarden, ier dat gemaach gëtt. Ech mengen, da gëtt hannert dem Réck vum Patient hin an hier gemaach, gëtt de Kontrolldokter d'Autorisatioun oder net. Do géif ech en Appel maachen och un den Här Minister, drun ze erënneren, och un de Contrôle médical, dat däerf wierklech net hannert dem Patient passéieren, well et geet hei wierklech ëm ganz wichteg Saachen. Also dat ass keen Unfug, dat ass eng Noutwendegkeet!

Da wëll ech soen, dass, och wa meng Fraktioun dee virleienden Text wäert stëmmen, esou gëtt et dach e puer Punkten, déi ech awer nach wëll opwerfen. Fir d'Éischt emol, wéi esou dacks, hu mer et net fäerdegkritt, déi Direktiv hei am Délai vun 30 Méint ëmzesetzen. Dat ass virun allem bedauerlech, well mat dëser Direktiv d'Rechter vum Patient och gestäerkt ginn.

Zweetens. Den Impakt vun der Ëmsetzung vun der Direktiv op de Budget vun eiser Gesondheetskeess ass bis haut, zumindest mengen Informatiounen no, net wierklech bekannt. An anere Länner goufen am Virfeld vun der Ëmsetzung vun der Direktiv Etüde gemaach, esou zum Beispill a Frankräich, wou de Senat eng entspriechend Etüd an Optrag ginn huet.

Déi viregt Regierung, ënnert där den Text op den Instanzewee bruecht ginn ass, ass beim Dépôt vum Projet de loi dovunner ausgaangen, dass de Projet keen Impakt op de Budget vun der CNS hätt, well jo keng nei Rechter fir de Patient géifen entstoen. Dat ass richteg. Allerdéngs stellt sech d'Fro, wéi héich mëttlerweil deen Deel vun auslännesche Behandlungen am Budget vun der CNS wierklech ass. Dëst si schliisslech Suen, déi net hei zu Lëtzebuerg ausgi ginn. An ech wier frou, wann déi zoustänneg Ministeren eis hei kéinten déi entsprechend Chifferen awer noliwweren.

Här President, zum Schluss wëll ech nach eng Kéier betounen, dass déi virleiend Direktiv de Patienten, awer och de medezinesche Prestatairen an der Europäescher Unioun Rechtssécherheet gëtt, wat natierlech och eng Viraussetzung fir déi grenziwwerschreidend Versuergung ass.

Als Vertrieder vun enger liberaler Medezin, wou de fräie Choix vum Dokter a vun der Behandlung fir de Patient eng wichteg Roll spillt, wéi et an deem viregte Gesetz jo och gesot gouf, begréisst d'Demokratesch Partei absolut dat Recht, wat déi Patiente solle kréien.

Dëst gesot wëll ech dem Rapporteur, dem honorabele Kolleeg Georges Engel, Merci soe fir säi gudde schréftlechen a prezise mëndleche Rapport. An domadder ginn ech dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem virleiende Projet de loi.

Merci villmools fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Mertens. An déi nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi steet jo haut de Patient eng zweete Kéier am Mëttelpunkt. Dat geschitt net oft an der Chamber. Mir si frou, dass et esou ass. E steet net am Mëttelpunkt vun der Lëtzebuerger Gesondheetspolitik, mä am Mëttelpunkt vun der europäescher Gesondheetspolitik. D'Direktiv, déi haut ëmgesat gëtt, regelt d'Mobilitéit vun de Patienten am europäesche Raum an ass, wéi gesot, d'Resultat vu villen Etappen, déi deelweis laang gedauert hunn. Se ginn zréck op d'Joer 1925.

(Interruption)

Wat gelift? Ah, ech hat geduecht, et hätt een…

M. le Président.- Neen, neen, neen, kee Problem.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- D'Schlussetapp huet 1998 ugefaange mam Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff an der Affär Decker/Kohll, déi ass dee Moment lassgetrëppelt ginn, wéi et ëm e Brëll gaangen ass. Dëst Uerteel huet de Grondsteen zu dëser Direktiv geluecht. Am Uerteel ass festgehale ginn, dass déi passiv Déngschtleeschtungsfräiheet prinzipiell och op de Gesondheetssecteur unzewenden ass an dass d'Patienten domat e Recht op medezinesch Behandlungen am Ausland hätten.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Grondgedanken, dee sech hannert dëser Direktiv verstoppt, ass eng besser Zesummenaarbecht tëschent den europäesche Länner am Beräich vun der Prise en charge vun de Patienten, wat och scho vum Rapporteur gesot ginn ass. Se gëtt éischtens de Patienten d'Méiglechkeet, hir Rechter a vollem Ëmfang an a voller Transparenz wouerzehuelen. Zweetens garantéiert se den Accès zu qualitativ héichwäertege Soinen a kläert d'Responsabilitéit vun deenen eenzelnen Acteuren. An drëttens stäerkt dës Direktiv d'Gesondheetssystemer vun den eenzelne Länner duerch d'Synergien, déi ënnerenee geschafe kënne ginn.

D'Virdeeler fir de Gesondheetssystem an all Land si grouss, mä d'Virdeeler fir d'Patiente sinn nach méi grouss. Well an de leschte Jore vill Konfusioun bestanen huet a keen esou richteg wosst, wéi eng Rechter een als Patient am Ausland an Usproch kéint huelen, ass et natierlech richteg a wichteg, dass dës Rechter an Zukunft kloer geregelt sinn. De Virdeel wäert an Zukunft dora bestoen, dass d'Recht vun enger Auslandsbehandlung am Konfliktfall net méi vum Europäesche Geriichtshaff geregelt muss ginn, mä dass vu vireran d'Patienten, wa se gutt informéiert sinn, dovu kënne profitéieren.

Aus der Siicht vum individuelle Patient kléngt et ganz positiv. E ka sech fräi eraussichen, a wéi engem Land e behandelt wëllt ginn a vu wem. Wéi vill Mënschen awer tatsächlech vun dëser Méiglechkeet Gebrauch maachen, dat bleift ofzewaarden. Kulturell a sproochlech Hürden oder d'Reeskäschten an d'Tatsaach, dass d'Behandlungskäschte virgestreckt musse ginn, wäerten och an Zukunft eng grouss Roll spille fir de Patient.

Déi europäesch Bank fir Sozialwirtschaft, déi dës Iwwerleeungen an engem Monitoring opgestallt huet, geet dovun aus, dass virun allem gebilt a relativ gesond Mënschen en Traitement am Ausland wäerten notzen. Ëmsou méi wichteg ass et dofir, dass d'Informatioun an d'Sensibilisatioun, déi sech op dës nei Regelung bezéien, all d'Schichte vun der Gesellschaft erreechen, an net nëmme privilégiéierter.

D'Mise en place vum sougenannten „Point de contact national" ass dowéinst wierklech eng wichteg a gutt Saach. Am Fall, wou en Assuré sech am Ausland behandele wëllt loossen, soll an deem Service iwwert d'Konditioune vum Remboursement, d'Qualitéit vun de Leeschtungen, d'Beschwerdeverfahren an d'Haftungsfroen informéiert ginn. Dësen nationale Kontaktpunkt ass un d'Gesondheetskeess an domat un de Ministère vun der Sécurité sociale ugebonnen, well et bei dësem Gesetz eigentlech méi ëm de finanziellen Aspekt vun der Behandlung geet an net esou ëm déi medezinesch Finesse vun der Behandlung. Dowéinst läit d'Kompetenz wierklech bei der Sécurité sociale.

Et gëtt awer och eng Suerg, déi mer wéilten hei betounen. Mir riskéieren e bëssen, bei allen Informatiounsstellen, déi geschafe ginn, vu lauter Beem de Bësch net méi ze gesinn. Et ass keng Stonn hier, do hu mer de Service d'information et de médiation an d'Liewe geruff, a gläich duerno kënnt et zu der Schafung vun enger zweeter Informatiounsinstanz, déi éischt ënnert der Tutelle vun der Santé, déi aner ënnert der Tutelle vun der Sécurité sociale, mat de Patienten an der Mëtt. Fir Konfusiounen ze vermeiden a Kloerheet ze schafen, ass d'Kommunikatioun no baussen och bei der Ëmsetzung vun dësem Gesetz en iewescht Gebot.

D'Biergerinnen an d'Bierger musse konsequent informéiert ginn, a wéi engem Fall se sech un de sougenannte Point de contact national vun der Sécurité sociale solle wenden an a wéi engem anere Fall dann eben un de Service d'information et de médiation vum Gesondheetsministère. Fir eis ass et kloer, well mer eis vill domat beschäftegen, fir déi Leit dobaussen ass dat do eng vag Iwwerleeung.

Doriwwer eraus si mir, grad wéi virdru beim Projet de loi iwwert d'Patienterechter, der Meenung, dass och hei déi Dispositiounen aus dem Gesetz missten iwwersat ginn. Et geet jo schliisslech ëm Europa an net nëmmen ëm Lëtzebuerg. Se sollen a vill Sproochen iwwersat ginn, dass och auslännesch Leit, déi d'Lëtzebuerger Sprooch nach net beherrschen, och hei am Land liewe kënnen, wëssen, wat hir Rechter sinn. A se sollen duerno esou wäit wéi méiglech diffuséiert ginn.

Et ass gutt, dass dës Direktiv no laanger Zäit endlech ëmgesat gëtt, och e bësse mat Verspéidung, mä se gëtt ëmgesat. Besser ass et natierlech, wann all Versécherten och weess, wat drasteet a woura seng konkret Rechter leien, wann et ëm grenziwwerschreidend Prestatioune geet, respektiv woura seng Rechter och net leien.

Et wier och wichteg ze wëssen, wéi et mat deene Prestatioune steet, déi an eisem Land e Rekord briechen, wann et ëm d'Waardelëschte geet. Den Här Mertens huet et ugeschnidden - Stéchwuert IRM: Kann e Patient ee vum Dokter ordonnéierten IRM d'office am Ausland duerchféiere loossen, well et do keng Waardelëschte ginn a well d'Resultat do méi séier virläit, oder muss en an deem Fall en zousätzlechen Accord kréien?

Ëmgedréit kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, ob d'Waardelëschte fir eenzel Traitementer hei am Land nach méi laang ginn, am Fall, wou eis auslännesch Frënn et virzéien, sech léiwer zu Lëtzebuerg behandelen ze loossen an a Kaf huelen, dass et hei ebe méi laang dauert. Och déi Fro muss eng Kéier kloer sinn.

Et wäerte vill Leit sech se stellen a se sollen eng Äntwert kréien. Besser nach: Se sollen am Virfeld informéiert ginn. Ebe just, well d'Käschte vun enger Auslandsbehandlung vum Patient musse bezuelt ginn a just zu deem Montant wäerte rembourséiert ginn, deen zu Lëtzebuerg zielt, muss de Käschtepunkt am Virfeld bekannt sinn, inklusiv de Verwaltungskäschten, déi net rembourséiert wäerte ginn, fir ze vermeiden, dass d'Patiente béis Iwwerraschungen erliewen, während auslännesch Prestatairë sech bei deene Leit d'Hänn reiwen.

Eng aner Suerg, déi mer hunn, ass déi vun der Nomenclature. Mir sinn net déi Eenzeg, déi déi Suerg hunn. Déi viregt Regierung hat déi Suerg och schonn.

D'Nomenclature ass zu Lëtzebuerg nach net eenheetlech geregelt. Et läit kee konkret Zuelematerial vir an eis Nomenclature ass net an alle Fäll mam Ausland vergläichbar. Hei geet et drëms, méi prezis an transparent Daten opzestelle wat d'Zäit vun der Behandlung, d'Form vun der Behandlung, d'Resultat vun der Behandlung an natierlech och de Präis vun all Behandlung betrëfft.

Eng besser a méi transparent Dokumentatioun vun den Akten an Interventioune géif donieft och zu enger besserer a méi transparenter Käschtesteierung am Gesondheetssecteur féieren an domat zu engem bessere Management vun der Qualitéit. Dat sinn d'Aussoen, déi eis heiteg Gesondheetsministesch a fréier Deputéiert, d'Madame Lydia Mutsch, virun engem Joer op dëser Plaz gemaach huet. Deemools huet si de Gesondheetsminister gefrot, wéi et mat der Ëmsetzung vun där Zilsetzung wär. D'Äntwert vum Minister war, wéi ëmmer, ganz léif a berouegend.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Den aktuelle Regierungsprogramm gëtt e bësse méi kloer a seet ganz genee, dass déi Nomenclature iwwerschafft wäert ginn an an engem Joer wäert virleien. Et gëtt net méi vun engem Travail de longue haleine geschwat, wéi de Gesondheetsminister deemools geäntwert huet. De Regierungsprogramm schwätzt vun der kuerzfristeger Iwweraarbechtung vun der Nomenclature ënnerhalb vun engem eenzege Joer. Dës Aarbecht ass wichteg a muss och wierklech dréngend gemaach ginn.

Eng Fro, déi ech gestallt kritt hunn an dowéinst wëllt erwähnen, ass déi, ob dës Richtlinn dozou féiert, dass d'Patiente géint hire Wëllen an d'Ausland geschéckt kënne ginn. Dat heescht schonn, dass Leit sech Froe stellen, déi eigentlech iwwerhaapt net gefrot solle ginn oder musse ginn. Mä se gi gestallt. An et ass, fir direkt

ze soen, dass näischt géint de Wëlle vun engem Patient däerf geschéien an dass Lëtzebuerg, wéi all aneren europäesche Stat, fir d'Versuergung vu senge Versécherten zoustänneg muss sinn. Well eist Land awer ze kleng ass an net déi néideg Mëttelen huet, fir all Zort vu Behandlung unzebidden, hunn d'Dokteren awer nun emol keen anere Choix, wéi de Patient an d'Ausland ze schécken, fir behandelt ze ginn, natierlech am Fall, wou de Patient och bereet ass, dat ze maachen, a säin Accord gëtt. Dat war nach ëmmer esou an dat wäert och esou bleiwe mat der Direktiv.

Wat eis an deem Kontext awer um Häerz läit, ass, dass de Patient mat där Décisioun net eleng dosteet. Och hei zielt et, de Patient ze informéieren. E muss vergläiche kënnen, wéi eng Leeschtungen am Ausland ugebuede ginn a wat se kaschten. An dofir ass de Point de contact national zoustänneg, ausser den Dokter hëlt sech Zäit oder huet Zäit, fir de Patient ze informéieren. Et ass déi éischt Konditioun, fir dass e säi Choix autonom kann huelen a gutt informéiert kann treffen an, grad wéi am Projet de loi iwwert d'Patienterechter, als mündege Patient kann ugesi ginn.

Erlaabt mer zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng Remarque iwwert déi international Kooperatioun am Spidolssecteur, déi nach net ugeschnidde ginn ass. Och déi ass virun engem Joer an der Debatt hei iwwert de Plan hospitalier diskutéiert ginn. Besonnesch, wat de Spidolssecteur ugeet, musse mir eis dem Fortschrëtt upassen an op Qualitéit setzen. Mir mussen Netzwierker opbauen, déi sech queesch duerch Europa a virun allem an der Regioun Stéck fir Stéck weiderentwéckelen.

Firwat? Well éischtens de Secteur ganz käschtenintensiv ass a fir 50% vun den Dépensen an der Santé responsabel ass. Mir brauche Synergien, well d'Synergië spuere Geld, se erhéijen d'Qualitéit, well d'Kompetenze gebündelt ginn.

Zweetens ass d'Zesummenaarbecht awer och wichteg, wann et sech ëm Noutfäll handelt. Do hu mer de Moment e grave Problem. D'Grenze vun dräi aneren EU-Länner sinn net wäit ewech oder, besser gesot, déi Grenzen däerft et guer net méi ginn. Mir sollten d'Ouverture no baussen, déi duerch dës Direktiv gefërdert gëtt an déi allen Assuréen zeguttkënnt, als Chance ugesinn. Och hei verweisen ech op den Débat iwwert de Plan hospitalier virun engem Joer, wou d'Thematik vun de Régions hospitalières opgeworf ginn ass.

Eiser Meenung no maachen d'Spidolsregiounen nëmmen da Sënn, wa se sech net op Lëtzebuerg beschränken. Se mussen eigentlech a gemeinsamen Ofkommesse mat den Nopeschlänner definéiert ginn, mat der Groussregioun. An där Kooperatioun huet Lëtzebuerg gutt Kaarten, well eise Gesondheetssystem vun héijer Qualitéit ass, an awer och, well eis Mentalitéit oder zumindest d'Mentalitéit vun deene meeschte Leit vu grousser Oppenheet geprägt ass. Déi Chance sollte mir notzen a resolut a Richtung vun enger verstäerkter Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner, den Nopeschregiounen an den Nopeschgemenge goen.

Et kann net sinn, dass eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg an akut Nout geréit, net vun de Servicer ka profitéieren, déi direkt op där anerer Säit vun der Grenz leien. Esou ee Fall ass et an der leschter Zäit ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir et fäerdegbréngen, d'Grenzposten op der Autobunn ofzerappen…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An d'Luuchten och!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- …- an d'Luuchten och, fir dass se lech net op de Kapp falen! -…

(Hilarité)

…an domat e fräit an oppent Europa symboliséieren, da musse mer et och fäerdegbréngen, am Noutfall mam SAMU iwwert déi Grenzen ze fueren, fir engem Mënsch d'Liewen ze retten. Och dora läit de Sënn vun dëser Direktiv.

Domat sinn ech schonn um Schluss a wënsche mir, dass méiglechst vill Patiente vun dëser Direktiv profitéiere kënne respektiv vun dësem neie Gesetz am Sënn vun hire Rechter an am Sënn vun engem Europa ouni Grenzen.

Iech, léif Kolleegen, soen ech villmools Merci fir d'Nolauschteren, an dem Georges Engel als Rapporteur en zweete Merci fir säin zweete Rapport vun haut a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Lorsché. Als nächstem ageschriwwene Riedner ass et elo um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madame President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert déi medezinesch Froen ass scho ganz vill gesot ginn, dofir vun eiser Säit aus just e puer zousätzlech Kommentaren.

Mir wäerten dëst Gesetz stëmmen. En häerzleche Merci och un de Rapporteur, deen eis elo scho fir d'Zweet haut vill Erklärunge ginn huet. Et dréit zur Fräiheet bäi, eiser Meenung no dréit et och éischter zum Ofbau vun enger Zwouklassemedezin bäi, déi awer am Ableck existéiert, wou een awer kann, wann ee besser Mëttelen huet, awer méi liicht an d'Ausland goen, fir sech behandelen ze loossen, wéi aner Leit.

Mä e puer Punkte wëlle mer besonnesch erwäerkräichen. Et ass iwwert de positive Rôle vun der Europäescher Unioun elo vill geschwat ginn. D'Madame Lorsché huet sech gefreet, datt d'Grenzhaisercher ofgebaut ginn an aner Saache méi. Et muss ee wëssen, datt mer hei an engem Beräich sinn, deen absolut och intergouvernemental ka geregelt ginn a laang intergouvernemental geregelt ginn ass, ier et eng Europäesch Unioun iwwerhaapt gouf.

Et ass net esou, datt mer dat onbedéngt der Europäescher Unioun verdanken. Et ass einfach eppes, wat d'State brauchen. Et ass am Interessi vun de Bierger, also gëtt et gemaach. D'Rechtsform ass fräi ze wielen an dat geet och mat anere Méiglechkeeten.

Mir si souwéisou an dem Beräich vun de Kompetenze vun der Europäescher Unioun net am Beräich vun enger Eegekompetenz vun der Unioun, héchstens am Beräich vun enger Compétence partagée, an dann nach! Da muss een nach wëssen, datt dat hei u sech e bëssen eng Iwwerinterpretatioun vun de Kompetenze vun der Unioun ass. Déi awer, well se am Interessi elo vun de Leit ass an d'Fräiheet vun de Leit erhéicht, eis elo net hei spezifesch stéiert.

Et muss een awer wëssen, datt d'Reglementer, wa Koordinatiounsfroe vu soziale Systemer iwwert de Wee vun europäesche Reglementer geregelt ginn, u sech an d'Kompetenze vun den Nationalstaten onzoulässeg agräifen, well et budgetär Inzidenzen huet. U sech si mir als Chamber an deem Sënn an eiser budgetärer Autoritéit léséiert. Déi Reglementer, déi hei och zitéiert ginn, den 883 an den 987, hätte sollen an deem Sënn eigentlech Direktive sinn.

Gradesou ass festzestellen, datt net vun ongefeier déi Fro hei aus der „Direktive «services»" ausgeklamert gouf, eben och aus Kompetenzgrënn, well d'Europäesch Unioun u sech d'Kompetenz net huet, fir déi heite Saachen ze regelen. An dann ass e bal klassesche Prozedere an der Entwécklung vum europäesche Recht och hei festzestellen, nämlech datt iwwert de Wee vun Uerteeler vum Europäesche Geriichtshaff dann op deem Sënn federalistesch an Integratiounselementer erbäigefouert ginn, déi an den Traitéen esou net gewënscht waren. Dat ass sécher de Fall gewiescht beim Arrêt Decker/Kohll.

Mä, wéi gesot, mir als ADR kënnen dat hei matstëmmen, well et am Interessi vun de Leit och hei am Land ass, mat e puer Remarquen. Och mir wiere ganz interesséiert, fir ze wëssen, wat déi finanziell Inzidenze sinn.

Et steet an Ärem Rapport, Här Engel, wann ech mech gutt erënneren, datt dat vum Budget vun der Sécurité sociale assuméiert gëtt. Mä och deen ass fir eis relevant, och wann net direkt elo d'Konsequenze budgétisiéert ginn, mä och de Budget vun der Sécurité sociale fléisst an a gesamtstaatlech Considératiounen, Defizitkritären an anerer. Dat heescht, och wann dat elo reng Dépensë sinn, déi elo net direkt budgétiséiert sinn, si se fir eis nationalstaatlech relevant a mir musse se am A behalen.

Dofir och vun eis déi Fro: Wéi vill Leit profitéieren dovunner? Wéi eng finanziell Konsequenze sinn heimadder verbonnen?

Dat Zweet ass ganz kloer och, datt mer net zwou Informatiounsstrukture brauchen. D'Madame Lorsché hat och dorobber opmierksam gemaach. Mir hunn der elo zwou, déi eng, déi mer bei der Sécurité sociale hunn, déi aner, déi mer virdrun agefouert hunn. Dat soll eng sinn! Mir musse kucken, wéi mer trotz deene verschiddenen administrative Froen dat kënnen zesummeféieren, an net nëmme fir déi Ausländer, déi sech wëllen hei am Land behandele loossen, mä och fir déi Lëtzebuerger, déi wëllen déi Informatiounen hunn, déi hinnen zoustinn - mir hate virdru bei de Patienterechter doriwwer geschwat, datt déi eng Plaz hunn, wou se sech kënnen adresséieren, an net zwou.

Eng Regierung, déi och seet, se wéilt eng Simplification administrative erbäifeieren, huet do ganz sécher e Beräich, wou ouni vill Méi esou eng Simplification administrative ze realiséieren ass. Also kommt, mir ginn net op de Wee vun zwou verschiddene Strukturen, mä mir kucken, dat zesummenzefeieren!

Dat gesot, ginn ech och ganz gär den Accord vun der ADR fir dëst Gesetz.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Kartheiser. Dann, ech weess net, vun déi Lénk, ech hunn hei keen ageschriwwen. Ass keen, dee wëllt intervenéieren?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Neen, mir wäerten de Projet stëmmen.

Mme la Présidente.- Ah, très bien!

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Bon, da ginn ech mat Freed d'Wuert un d'Regierung, den Här Minister Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt géif ech och vun dëser Plaz aus dem Rapporteur e grousse Merci soe fir engersäits dee schréftlechen a virun allem och dee mëndleche Rapport.

Derniewent virun allem awer och, och wéi hien et ugedeit huet, der gesamter Kommissioun e grousse Merci fir déi Aarbecht, déi geleescht gouf an déi konstruktiv geleescht gouf.

Well och, wann dëse Projet sech einfach ugesäit, hate mer dach ze dinn, virun allem opgrond vun enger Rei Remarquen, och vum Conseil d'État mat zwou Oppositions formelles derbäi, déi et a sech haten. An ech mengen, hei virun allem déi aktiv Roll och vun där ganzer Kommissioun, fir ze kucken, eng Léisung ze fannen a virun allem och eise lëtzebuergesche soziale System ze erhalen, de Fonctionnement, wéi en de Moment fonctionnéiert, mat engersäits Cotisatioune säitens vum Stat, vun den Assuréen a säitens vum Patronat, an dann natierlech och an der CNS d'Gestioun vun dëse Fonge respektiv d'Ausbezuele vun de Prestatiounen, vun den Indemnitéiten, d'Prise en charge eigentlech vun deenen eenzelnen Traitementer och viru kënnen esou ze regelen, war eng wichteg Roll a war eng wichteg Entscheedung.

Dofir och, mengen ech, hu mer ganz flott Formulë fonnt, déi och herno den Accord säitens vum Statsrot fonnt hunn, fir ze kucken, och viru kënnen am Code de la Sécurité sociale respektiv da méi spezifesch an de Statute verschidde Saachen ze regelen. E grousse Merci un d'Membere vun der Kommissioun ënnert der Leedung vum President fir déi Aarbecht, déi geleescht gouf!

Et gouf richtegerweis gesot, datt d'Ëmsetze vun dëser Direktiv zwee Voleten huet. Deen éischte Volet hutt Der hei gestëmmt, den zweete Volet ass deen, dee mer de Moment amgaange sinn ze diskutéieren a wou mer, mengen ech, ganz kloer drop higewisen hunn, datt et hei drëms geet, datt Lëtzebuerg als Stat souzesoen d'Affiliatioun vun den Assuréé considéréiert an do natierlech eng Rei vun Obligatiounen huet, an dann an deem dote Kader och d'Obligatioun huet, dës Direktiv ëmzesetzen.

Och wa richtegerweis gesot ginn ass, datt mer an engem gewëssenen Drock sinn, datt mer verspéit sinn, fir dës Direktiv ëmzesetzen, mengen ech, geet et ebe grad dorëms och, datt mer dës zwee Projet-de-loien zesummen hei diskutéiert hunn, well se effektiv aneneefléissen, op där enger Säit den Traitement vun de Patienten, op där anerer Säit de Remboursement vun den Assuréé vun deenen eenzelne Beräicher.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et gouf virun allem och drop higewisen, datt een op där enger Säit elo ka ganz einfach sech an d'Ausland beginn, fir e Remboursement ze kréien, an dat virun allem an Ambulatoiren, an datt virun allem déi Autorisations préalables bestoe bleiwen an deenen eenzelnen Ausnahmen, sief et bei Urgencen, sief et virun allem och bei engem Séjour an enger Klinik nach mat op d'mannst enger Nuecht, wou also all Kéiers nach d'Autorisation préalable muss gefrot ginn.

An ech mengen, d'office kann ech och direkt soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg - an ech wëll dat och nach eng Kéier betounen; et gouf och vu jiddwerengem eigentlech hei gesot - een exzellente Gesondheetsversuergungssystem hunn, datt mer exzellent Spideeler hunn, datt mer exzellent Dokteren hunn, déi engersäits am Extra-hospitalier respektiv am Hospitalier intervenéieren, fir de Bierger hei zu Lëtzebuerg respektiv den Assuréen alleguerten, déi hei zu Lëtzebuerg assuréiert sinn, och déi Soinen ze ginn, déi wichteg an noutwendeg sinn.

Dofir, datt ech och mengen, datt mer an Zukunft och kënnen op dës exzellent Aarbecht zréckgräife vun eisem ganze Gesondheetsapparat an datt dofir dës Prise-en-chargen, déi mer maachen, dës Traitementer, dës Consultatiounen, déi am Ausland, am noen Ausland gemaach ginn, och sech wäerten, wéi an der Vergaangenheet, limitéieren an dofir och kënnen d'Ausnahm sinn an deene Fäll, déi genau hei beschriwwe goufen.

Et muss een och soen, datt dës Direktiv, déi mer iwwert déi Gesetzer ëmsetzen, a virun allem dat heiten, eng ganz Rei vu Saache scho bei eis am nationale Gesetzesrecht respektiv iwwert de Code de la Sécurité sociale geregelt sinn an iwwert d'Statuten. Mir hunn also just missen eng Rei vu konkreten Adaptatioune maachen, dat virun allem, wat d'Artikele vum Code de la Sécurité sociale 20 an 21 ubetrëfft, wou déi ganz Prise-en-chargë geregelt ginn. Dat hu mer elo gemaach, soudatt och hei Kloerheet doranner besteet.

Och ass hei richtegerweis ugeschnidde ginn, datt ee muss ganz kloer den Ënnerscheed maachen engersäits zwëschent dem Règlement de coordination, deen nach ëmmer besteet an dee wierklech och déi eenzel Systemer vun der Sécurité sociale an deenen eenzelnen europäesche Länner respektiv derniewent och an der Schwäiz an an deem ganzen Espace économique regelt, do, wou d'Koordinatioun also zwëschent de Systemer gemaach gëtt. An datt mer hei spezifesch elo ganz genau regelen, wat déi eenzel genau Modalitéite si bei der Affiliatioun vun der Persoun respektiv vum Remboursement, dem direkte Remboursement respektiv dee mat enger Autorisation préalable, déi hannendrusteet.

D'Direktiv ass eng, déi effektiv entstanen ass opgrond och vun enger Rei vu Jurisprudenzen. D'Jurisprudenze vun der Cour européenne, déi jo virun allem déi zwee Fäll betrëfft, déi mer kennen: den Arrêt Decker, dee mat de Brëller, an da virun allem den Arrêt Kohll, deen d'Soins dentaires ubetrëfft. Hei ass am Prinzip eng logesch Folleg dovun, fir ze kucken, och am nationale Recht dës Direktiv ëmzesetzen, déi also kloermécht, wat d'Rechter si bei der Affiliatioun, déi eenzel Hypotheesen, déi ee kann hei gesinn.

A virun allem awer och, an dofir ass et jo och esou wichteg, datt een hei drop hiweist an och eng Kéier suivéiert, an dat gouf och hei ganz kloer gesot, datt d'Emsetzung vun dëser Direktiv an d'nationaalt Recht selbstverständlech an alle State muss einhergoen. An dofir ass et jo an deem Moment och déi ganz Fro vun den Nomenclaturen, déi mer gestallt hunn am Ausland, déi mussen erfëllt ginn, och bei eis selbstverständlech, d'Nomenclature, wou ech direkt vläicht elo drop wäert agoen - déi Fro gouf hei gestallt: Wou si mer an der neier Nomenclature drun?

Mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen. Mir sinn amgaangen, zesummen och virun allem mat der AMMD, awer och virun allem mat eiser Commission de nomenclature, an déi eenzel, an déi lescht Zich ze kommen, fir ze kucken, wat fir ee System huele mer elo. An ech mengen, mir orientéieren eis de Moment hin op de franséische System, de CCRM, deen, mengen ech, eng Rei vu vergläichbare Méiglechkeete weist, wéi mer an Zukunft eis Nomenclature kënnen abannen op déi nei Nomenclature. Een einfachen Iwwergank, mat och neie Pathologien, déi selbstverständlech mat dra sinn, mat neien Agréffer, déi virun allem och méi am Fong spezifizéiert ginn.

Alles dat ass um Lafen. Mir probéieren, dee sportlechen Zäitraum, dee virgi war am Regierungsprogramm, och anzehalen, och wann ech mengen, datt mer virun allem de Schluss vläicht kënnen oder musse wahrscheinlech e bëssen ausweiten, well mer awer elo schonn de Moment bei bal néng Méint si vun dësem Délai. Soudatt een hei muss selbstverständlech, mengen ech, Zäit hunn.

Dat soll een och éierbar maachen, well esou eng Nomenclature mécht een net all Joer nei. Déi mécht ee fir eng gewëssen Zäit. Do muss ee Planungssécherheet hu fir jiddwereen, souwuel fir de Prestataire wéi natierlech och fir d'CNS, déi hannendrun ass an déi eenzel Beräicher muss rembourséieren an och ëmsetzen.

Ganz wichteg och, mengen ech, vun dëser Plaz gouf hei nach eng Kéier drop higewisen, datt mer duerch dat heite Gesetz, duerch d'Emsetzung vun der Direktiv keng Zwouklassegesellschaft schafen. Neen, au contraire! Ech mengen, et ass esou, datt mer hei de Libre choix virun allem méi breet maachen, datt mer jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn, och d'Remboursementer kënnen ze kréien, an derniewent och déi néideg Méiglechkeeten ze hunn, sech medezinesch kënnen ze versuergen. Och wann ech nach eng Kéier betounen, datt ech mengen, datt mer déi meescht Gesondheetsversuergung hei zu

Lëtzebuerg selwer kënne fannen a wierklech nëmmen a konkrete Spezialisatioune mussen am Ausland dës kënnen huelen.

D'Fro gouf och opgehäit, mengen ech, vun der Informatioun vu jiddwerengem. Selbstverständlech ass eng Informatioun ganz wichteg an dësem Beräich. An ech mengen, d'CNS huet sech jo och ganz kloer hei agestallt op dräi Punkten: engersäits ee Guichet unique anzeriichte fir den Assuré, fir sech mat Zäiten ze informéieren, wat déi eenzel Traitementer a Prise-en-chargë virun allem bedeiten. Dann derniewent virun allem och an Déplianten, wou se elo schonn an deene meeschten Déplianten op véier, op fënnef Sproochen higinn.

Och dat, mengen ech, ass ganz wichteg, datt een niewent dem Lëtzebuergesche virun allem och Däitsch, Franséisch, Englesch an och déi gängeg Sprooche wéi Portugisesch an och vläicht Bosnesch derbäihëlt; déi Sproochen, déi mer hei zu Lëtzebuerg schwätzen. Dat leeft an enger Rei vun anere Secteuren. An ech hunn och d'CNS gebieden, virun allem an anere Beräicher och méi aktiv Informatioun ze maachen un d'Assuréen, un déi spéider Patienten, fir mat Zäite kënnen dee richtege Conseil ze kréien. Fir eben net drop hinzestoussen, datt mer zum Schluss herno musse Prozesser hu respektiv Onzefriddenheeten hunn op béide Säiten.

Ech mengen, et gouf och ugeschwat hei, datt iergendwéi géif riskéiert ginn, datt een d'Patiente géif drécken, iergendwou hinzegoen. Ech mengen, datt hei nach ëmmer d'Regel gëllt vun der Liberté du choix, Liberté du médecin, déi och grad hei verstäerkt gëtt an eigentlech net zréckgefouert gëtt.

Wat de Käschtepunkt ubetrëfft, mengen ech, ass et esou, datt mer och schonn elo eng ganz Rei vun dëse Saachen erfëllen. Ech muss lech déi genau Zuelen nach eng Kéier noliwweren, déi hunn ech effektiv net am Kapp. Erlaabt mer, dass ech an där nächster Kommissiounssëtzung vun der Sécurité sociale déi Zuele vun der CNS selbstverständlech - dat ass jo net de Statsbudget, deen hei spillt, mä dee vun der CNS - noliwweren, wat déi eenzel Beräicher waren, fir esou enge Prise-en-chargen am Ausland nozegoen.

Mat Sécherheet muss ee kucken, wéi d'Evolutioun ass. Mir kënne jo net eigentlech kucken, wat geschitt an deenen nächste Joren. Mir wëssen eigentlech net, wat fir eng Evolutioun wäerte mer hunn, soudatt ech géif proposéieren, datt een eng Kéier d'Zuele seet, wéi et bis elo war, an datt een da vläicht an zwee Joer eng Kéier e Bilan mécht an da kuckt, wéi ass déi Evolutioun hei gewiescht an deenen nächste Joren.

Bon, ech mengen, wichteg ass virun allem, datt mer, wéi gesot, de Mëtteg dës zwee Gesetzer kënnen zesumme votéieren. Et sinn zwee Gesetzer, déi eis erlaben, dës Direktiv konkret ëmzesetzen.

Selbstverständlech muss d'CNS, a virun allem mécht se dat och am Laf vun deenen nächste Wochen, och virun allem de Code de la Sécurité sociale adaptéieren, och hir Statute selbstverständlech dorop adaptéieren, fir och hei an dësem Beräich dann ebe konform ze sinn, fir ganz einfach och hei dës Direktiv op Lëtzebuerger Recht, mä virun allem och an eise System vum Code de la Sécurité sociale a vun de Statuten ze adaptéieren.

Bon, zum Schluss géif ech Iech alleguerte Merci soe fir d'Ënnerstëtzung vu sämtleche Fraktiounen zu dësem Projet. E Projet, deen, wéi gesot, zu deem éischte Projet gehéiert. Mat deene Votë vun deenen zwee Projeten hei kréie mer dës Direktiv an nationaalt Gesetz ëmgesat.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Sozialminister.

Vu dass mer um Enn vun eiser Diskussioun sinn, géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6554 iwwergoen, an ech géif de Vote lancéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6554 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6554 ass unanime ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci!

Da géife mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Konventioun mat Serbien a Saache Sécurité sociale. An den Här Rapporteur, den Här Frank Arndt, huet d'Wuert.

8. 6639 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wëll wierklech och sportlech weiderfueren. Et si verschidde Leit, déi hunn nach ee Rendez-vous den Owend.

Duerch dëse Gesetzesprojet 6639 gëtt eng Konventioun ëmgesat, déi Lëtzebuerg gemaach huet am Beräich vun der Sécurité sociale mat Serbien. Dës Konventioun mat Serbien moderniséiert an adaptéiert déi, déi mir mat Serbien-Montenegro haten, eng Konventioun, déi de 27. Oktober 2003 zu Belgrad ënnerschriwwe ginn ass an och elo nach Bestand huet.

Dës Adaptatioun ass virun allem néideg ginn no der Onofhängegkeet vu Montenegro. Montenegro, mat deem Lëtzebuerg zënter dem 1. Mee 2009 eng eege Konventioun huet. All Konventioune baséieren natierlech op de communautairë Reglementer, dem 1408/71 an dem 883/2004 iwwert déi international Koordinatioun vun de verschiddene Systemer vun der Sécurité sociale.

Déi dräi grouss Prinzipien, op deenen dës Konventioun baséiert, sinn d'Égalité de traitement, d'Exportatioun vun de Prestatiounen an d'Totalisatioun vun den eenzelne Versécherungsperioden. Dës Koordinatioun garantéiert am Beräich vun der sozialer Sécherheet deene Leit bestëmmte Rechter, déi successiv oder alternativ der Législatioun vun deenen ënnerzeechnete Länner ënnerstallt waren.

Se beinhalt geregelt Rechter a Prinzipien an de Beräicher vun der Assurance maladie-maternité, Assurance accidents du travail et maladies professionnelles, Alters- an Invalidepensioun souwéi d'Hannerbliwwenepensioun, awer och Chômage a Familljeprestatiounen.

Ausgeschloss dovu sinn d'Assistance sociale a Prestatioune fir Krichsaffer souwéi d'Assurance dépendance.

Bei de Familljenzoulagen hält dës Konventioun fest, dass den Usproch op Leeschtungen un d'Condition de résidence vun de Kanner gebonnen ass. Fir déi Kanner, fir déi Leeschtungen den Ament schonn exportéiert ginn, gelten extra Iwwergangsbestëmmungen, soudass si dës erweidert kënne kréien, wéi ënnert där aler Konventioun.

Fir de Rescht erspueren ech Iech ee laangen an techneschen Exposée iwwert déi eenzel Dispositioune vun den Artikelen. Dësen Exercice hu mir an der Kommissioun gemaach. Ech soen der Kommissioun ee grousse Merci och dofir, fir déi konstruktiv Mataarbecht an dëse Sëtzungen. Den Detail fannt Dir an dem schréftleche Rapport vum Projet de loi.

De Statsrot huet awer zwou pertinent Remarquë gemaach, wat d'Ausnahmeregelung betrëfft an am Zesummenhang mat administrativen Arrangementer. D'Kommissioun huet déi Bemierkungen zur Kenntnis geholl an ass der Meenung, dass dës och sollte bei neie Konventioune berücksichtegt ginn. Och dozou gi mir detailléiert Explikatiounen am schréftleche Rapport.

Ofschléissend géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an am Numm vun eiser Fraktioun och gréng Luucht ginn, fir dee Projet hei ze stëmmen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Arndt. Als ageschriwwene Riedner hunn ech als Éischt d'Madame Viviane Loschetter.

Discussion générale

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Mir wollte just eis Zoustëmmung zu dëser Konventioun, zu dësem Projet de loi matdeelen. Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Dann hunn ech den Här Kartheiser nach, deen ageschriwwen ass.

(Interruptions diverses)

Ah, entschëllegt, jo! Ah, den Här Edy Mertens. Ech hat Iech net hei stoen.

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur, dem Här Frank Arndt, villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an den Accord vun der Demokratescher Partei ginn dozou, vun der Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Dann hunn ech och nach den Här Roth, deen zwar net op der Lëscht ass, mä deen awer ganz gär d'Wuert kritt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, vu datt mer den Tour maachen, Här President, soen ech och dem Rapporteur, dem Här Arndt, Merci, deen nach bal hei gefall war, esou schnell hat en dat hannert sech bruecht. An ech ginn och duerfir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. An dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hu jo elo vill méi Zäit, fir ze schwätzen, well ech mengen, déi aner Fraktioune gi mer dann hir.

(Hilarité)

Also, op jidde Fall just eng Bemierkung vun eiser Säit.

Also déi éischt, dat ass natierlech de Merci un de Rapporteur, deen dat wierklech impressionnant séier gemaach huet.

Déi zweet ass déi Observatioun vum Statsrot. Ech profitéieren, datt den Här Minister hei ass, dee sech jo och mat der Entwécklungshëllef e bësse besser auskennt wéi den Duerchschnëtt vun de Leit. An do ass déi Bemierkung vum Statsrot iwwert d'Noutwendegkeet vun der Ratifizéierung vum techneschen Ofkommes äusserst interessant.

De Statsrot huet gesot, an dat huet d'Kommissioun jo zur Note also geholl an och approuvéiert: «Le Conseil d'État a retenu qu'„En effet, dès qu'ils ont vocation à engager internationalement le Luxembourg, les arrangements administratifs, convenus entre un ministre et son homologue étranger et qui concernent en règle générale l'exécution ou l'interprétation d'un traité préexistant, ne peuvent pas se dispenser de l'approbation parlementaire."» Dat ass dat, wat mir ëmmer gesot hunn, wat de Statsrot elo nach eng Kéier rappeléiert a wat virun allem och gëllt fir dee Programme indicatif de coopération, wou mir als ADR ëmmer soen, déi musse ratifizéiert ginn!

Et sinn Engagementer, wou Lëtzebuerg, och wann dat e Programm ass, an d'Cour constitutionnelle hat schonn e puermol gesot, et ass egal, wéi esou een internationalen Accord heescht, ob dat e Bréif ass, e Memorandum, wat och ëmmer. Et ass vun der Natur aus en internationalen Accord an e muss ratifizéiert ginn.

An och hei huet de Conseil d'État dat elo nach eng Kéier vollkommen zu Recht rappeléiert. A mir soen als ADR: Wat hei richteg ass a wat vun der Kommissioun och ugeholl gouf an als richteg befonnt ginn ass, muss och gëllen am Beräich vun der Entwécklungshëllef, wa mer iwwert de Programme indicatif de coopération schwätzen.

Eng zweet Bemierkung ass, mir solle jo, dat steet, mengen ech, och am Text, wann ech mech elo gutt erënneren, datt mer eng Konventioun mat Montenegro jo hunn. Déi hei ersetzt jo déi, déi mer mat Serbien-Montenegro haten. Mir hunn awer elo um Internet gekuckt a keng separat Konventioun mat Montenegro fonnt op der Internetsäit vum Ministère de la Sécurité sociale. Dat ass elo mat Datum vum 13. Juni.

Duerfir wollte mer den Här Minister froen: Hu mer dann elo eng Konventioun mat Montenegro oder hu mer keng? A wann, da misste mer vläicht de Site vum Ministère de la Sécurité sociale awer an deem Sënn aktualiséieren.

An dann nach eng drëtt Fro. Mir hunn elo hei gesinn, datt déi Arrangementer mat Serbien generéis sinn. Dat steet souguer am Text selwer. Si sinn och méi generéis, wéi déi fréier Konventioun mat Serbien a Montenegro. Da stellt sech selbstverständlech och d'Fro vun der budgetärer Relevanz, gradesou wéi virdrun. Och do gëllt, datt se vun der Sécurité sociale gedroe ginn, déi Ausgaben, mä fir eis awer wichteg sinn. An da sinn eng ganz Rei technesch Froen, wou ech muss soen, datt mer heiansdo d'Qualifikatioun feelt, fir am Detail déi do Dispositiounen nozevollzéien.

Mä notamment wollt ech den Här Minister froe mat de Babyjoren. Wann ech den Text richteg interpretéieren, da ginn och déi Babyjore bei der Lëtzebuerger Sécurité sociale fälleg, wéi Gebuerten a Serbien. A wann dat da wierklech de Fall ass, da freet ee sech natierlech och: Gëllt dat och fir de Forfait d'éducation, dat heescht, fir d'Mammerent, fir Gebuerten, déi a Serbien geschitt sinn? An do wär et vläicht interessant, fir e Wuert vun Erklärung ze héieren.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an den Här Sozialminister, de Romain Schneider, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President - dës Kéier: Här President -, Dir Dammen an Dir Häre, Merci och fir dem Rapporteur säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Hien trëtt do e bëssen an d'Foussstapfe vun aneren, déi an der Sécurité sociale ëmmer déi Rapporten do presentéiert hunn. Dat ass ëmmer eng flott Entrée en matière, fir sech an d'Sécurité sociale anzeschaffen, well een do effektiv och ëmmer Konventioune bilateral gesäit, wat jo eigentlech och d'Basis ass vun deenen anere Konventiounen.

Bon, ech mengen, mir setzen de Mëtteg hei eng Konventioun ëm, déi ënnerschriwwe gouf, eng nei Konventioun mat Serbien, déi eis virdru liéiert huet an enger Konventioun, déi mir hate mat Montenegro-Serbien, déi jo an deem Moment no hirer Onofhängegkeet zwou Konventioune gouf.

An dat ass och direkt d'Äntwert op eng Fro vum Här Kartheiser, ob eng Konventioun mat Montenegro besteet. Jo, et besteet eng. Et ass eng ënnerschriwwe ginn den 19. Februar 2008, déi 2009 hei an der Chamber ugeholl gouf. Ech mengen, ech war deemools selwer Rapporteur dervun, well ech ëmmer déi dote Volete gemaach hunn, an ech kucken awer um Site no, well dat misst natierlech dropstoen. Wann et net dropsteet, dann ass dat e Lapsus, da muss een dat korrigéieren. Op jidde Fall, mir hunn elo de Moment dann eng Konventioun mat Montenegro an op där anerer Säit kréie mer och eng mat Serbien, wann dëse Projet de loi guttgeheescht gëtt.

All déi aner Modalitéiten, déi an där Konventioun stinn, och mat de Babyjoren, ginn esou gehandhabt wéi selbstverständlech all déi aner Konventiounen och, déi mer hu mat all deenen anere Länner, wat d'Prise en charge vun de Babyjoren hei ubetrëfft hei am Land. An ech mengen net, an ech misst dat awer nach eng Kéier genau nofroen, mä ech gleewen net, datt de Moment op der Säit, dass déi Prise en charge ass, wéi Dir se zitéiert huet, wann d'Kanner ebe gebuer ginn an Montenegro. Hei handelt et sech effektiv ëm dat, wat hei zu Lëtzebuerg bei der Affiliatioun eben de Fall ass, respektiv bei der Präsenz hei de Fall ass.

Wat awer Är Äntwert um éischte Volet ubetrëfft, déi vun der Ratifikatioun vu Konventiounen, mengen ech, hate mer déi doten Diskussioun schonn eng Kéier gehat an der zoustänneger Kommissioun vun den Affaires étrangères, wou ech eben als Kooperatiounsminister déi eenzel Bilanen a Partenariater virgestallt hunn, déi mer all Kéiers hunn, an ech mengen, meng Äntwert war deemools kloer, datt ech der Meenung sinn, datt mer déi dote Programmes indicatifs de coopération net brauche vun der Chamber ratifizéieren ze loossen. Dat ass d'Haltung vun der viregter Regierung gewiescht, dat ass och déi vun der jëtzeger Regierung.

Ech hu mech awer och ganz kloer bereet erkläert, an Dir hutt gesinn an de Convoca-

tiounen, datt ech den 30. Juni erëm eng Kéier bei Iech kommen, fir och déi véier Commissions de partenariat, déi ech elo hat, engersäits an El Salvador, an Nicaragua, och elo am Senegal an am Mali, Iech ze presentéieren, wéi d'Resultater do leien, well genau wéi Iech a virun allem där ganzer Chamber läit et mer drun, datt déi Suen, déi mer investéieren hei an déi ëmmerhin generell, net alleguerten, an de Programme indicatif de coopération, mä generell an d'Kooperatioun, wat awer ee Prozent vun eisem PIB sinn, datt déi richteg ugewannt ginn, datt déi op der Plaz richteg agesat ginn, an dofir soll een op der Plaz och effektiv déi Commissions de partenariat maachen, fir mat de Partner op der Plaz kloerzestellen, datt déi Sue richteg investéiert ginn an een och wierklech gesäit, wou d'Infrastrukture sinn an datt d'Infrastruktur virun allem och funktionéieren. Dofir, mengen ech, ass dat de Wee, deen ech och an deenen nächste Jore wëll goen, op deen ech all Kéiers wëll zréckkommen.

An ech hunn och kee Problem, wa mer effektiv dës Konventiounen élaboréieren, fir déi am Virfeld an der zoustänneger Kommissioun eng Kéier ze weisen, eng Kéier ze diskutéieren, fir ze kucken, wou een hei kann och effektiv Modifikatioune maachen.

Bon dat, mengen ech, zu de Remarquen, déi koumen. Deenen anere Fraktioune soen ech Merci fir deen Accord, dee se dësem Projet ginn, an ech géif dann och mengen, datt mer esou lues ufänken, all déi Konventiounen, déi unhänken, wat d'Ex-Yougoslavie ubetrëfft, ëmgesat ze kréien. Ech mengen, et steet nach eng op vum Kosovo, déi mer nach mussen ëmsetzen, déi am Moment nach an der Maach ass, an da wäerte mer déi meescht gemaach hunn, an da kënne mer iwwer bilateral Konventiounen och déi Voleten ofdecken.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Sozialminister. Mir géifen dann direkt zum Vote iwwert de Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6639 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer. Mir hu 57 Deputéierten, déi um Vote deelgeholl hunn, 55-mol Jo, zwou Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6639 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Michel Wolter), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Paul-Henri Meyers), Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Gilles Roth), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn dervun aus, dass d'Abstentiounen nach motivéiert ginn. Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wëll eis Abstentiounen domat begrënnen, dass de Prinzip, wou d'Kannergeld ausbezuelt gëtt, hei geännert gëtt par rapport zu där Konventioun vu virdrun. Dat heescht, den Uert, wou et elo ausbezuelt gëtt, ass do, wou d'Kanner wunnen, während et virdrun den Uert war, wou d'Eltere geschafft hunn. Dat ass dee Prinzip, deen och an der Europäescher Communautéit gëllt, an deem berühmte Reglement 883.

Lëtzebuerg hat versicht, dat och ze änneren do, ass net duerchkomm domadder, an elo gëtt iwwert déi Konventiounen do dee Prinzip dann agefouert. Dat heescht, deen ale Prinzip, dee méi favorabel war fir d'Leit, déi hei schaffen, gëtt elo geännert. Dat ass e klore Réckschrëtt awer vun där Konventioun hei, déi mer net esou kënne matdroen.

M. le Président.- Merci. D'Fro nach un d'Chamber…

Här Minister?

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also, ech verstinn déi Enthalung do. Ech mengen zwar, datt dat net esou ass. Ech mengen, da musse mer den Text am Fong eng Kéier duerchhuelen, mä ech mengen net, datt do eng Ännerung par rapport zur viregter Konventioun ass, wéi se war.

M. le Président.- Merci dem Här Minister.

Dann nach just d'Fro un d'Chamber: Gëtt se d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Villmools Merci.

Domat ass d'Sëtzung eriwwer. Rendez-vous muer um zwou Auer.

Merci.

(Fin de la séance publique à 18.24 heures)

SÉANCE 25 MERCREDI, 18 JUIN 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président*

3. 6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Guy Arendt, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6172A - Projet de loi portant

a) réforme du Titre II.- du Livre Ier du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;

b) réforme du Titre V.- du Livre Ier du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;

c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1er, 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;

d) modification de l'article 66 du Code de commerce;

e) modification des articles 265 alinéa 1er, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;

f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;

g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre Ier du Code pénal;

h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et

i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage
- *Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers (M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre intervient)*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden (dépôt d'une motion), M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding (M. Marc Angel intervient), M. Justin Turpel (M. Claude Haagen, M. Marc Angel et Mme Claudia Dall'Agnol interviennent), M. Marc Angel, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (M. Gast Gibéryen et M. Jean-Claude Juncker interviennent)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Justin Turpel, M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Claude Wiseler*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- D'Sëtzung ass op. An ech géif direkt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da soen ech Iech Merci.

2. Ordre du jour

Op Ufro vum Här Ausseminister Jean Asselborn wollt ech froen, ob d'Chamber dermat d'accord ass, fir eisen Ordre du jour vu muer liicht ze änneren an dee Projet de loi N°6673, deen urspréinglech fir en Dënschdeg geplangt war, um Schluss vum Ordre du jour nach matzehuelen, well e misst am Mémorial virum 1. Juli publizéiert sinn. Also als leschte Punkt vum Ordre du jour vu muer, vun deem ech net mengen, dass e surchargéiert wär. Ech hat mer och erlaabt, mat den eenzelne Kolleegen aus der Conférence des Présidents ze schwätzen.

Sidd Der dermat d'accord, dass mer dem Här Ausseminister entgéintkommen?

(Interruption)

Dat ass de 6673.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert a mir géifen dee Projet zum Schluss vum Ordre du jour huelen.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet 6687. Do geet et ëm eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Identifikatioun vun de Persounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwe si bis elo: déi Häre Emile Eicher, Guy Arendt, Roberto Traversini a Fernand Kartheiser. Et ass also nach Zäit, fir sech anzeschreiwen.

D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, wann ech gelift.

3. 6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet de loi 6687, deen d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun de physesche Persoune concernéiert, ass den 8. Mee vun dësem Joer vum zoustännegen Innenminister hei an der Chamber déposéiert ginn.

Dat aktuellt Gesetz betrëfft d'Gemengepopulatiounsregëster souwéi den nationale Persounenregëster, deen dorauser entstanen ass. Et geet also hei ënner anerem ëm d'Umeldungs- an d'Ofmeldungsprozedure bei de Ge-

mengen an déi domat verbonnen Obligatiounen a Rechter vun de Bierger.

D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 29. Abrëll, d'Chambre des Métiers den 23. Mee an de Statsrot den 20. Mee vun dësem Joer ofginn. D'Kommissioun huet sech och nach mat enger Remarque vum Conseil vun der Chambre des Huissiers de Justice befaasst.

Den 22. Mee huet déi zoustänneg Kommissioun mech als Rapporteur designéiert an d'Intérieurskommissioun huet de schréftleche Rapport iwwert dëse Gesetzestext de 5. Juni 2014 unanime ugeholl.

Dat bestehend Gesetz iwwert d'Identifikatioun vun de physesche Persounen ass d'lescht Joer, an zwar den 19. Juni 2013, hei an der Chamber gestëmmt ginn. An elo kann ee sech scho froen, firwat dëse Projet de loi elo muss ëmgeännert ginn.

Déi verschidden Ëmännerunge betreffen haaptsächlech den Artikel 12 vum aktuellen, bestehende Gesetz, wéi gesot vum Juni 2013. Dëse Projet de loi wäert haaptsächlech zwou punktuell Modifikatiounen, wou eng Urgence virläit, am bestehende Gesetz virhuelen.

Dat aktuellt Gesetz besteet aus véier essentielle Voleten: verschidden Dispositiounen, déi de Registre national des personnes physiques betreffen, déi den 1. Juli 2013 a Kraaft getruede sinn; Dispositiounen, wou d'Identifikatiounsnummer vun de Persounen ëmgeännert gëtt - et ginn zousätzlech Zuelen an der Matricule derbäigesat an d'Entrée en vigueur ass fir den 1. Juli vun dësem Joer virgesinn -; an Dispositiounen iwwert déi nei elektronesch, mat Chip ausgestallten Identitéitskaarten, déi och den 1. Juli a Kraaft trieden; Dispositioune weiderhin iwwert déi kommunal Regëstere vun de physesche Persounen, wou dëse Projet de loi virgesäit, fir dës Entrée en vigueur vum 1. Juli 2014 op den 1. Januar 2016 ze verréckelen.

Déi nei elektronesch Identitéitskaarten, déi un d'Lëtzebuerger, déi a Lëtzebuerg wunnen, ausgestallt ginn, déi Lëtzebuerger also mussen am Registre national des personnes physiques agedroe sinn. Am bestehende Gesetz berifft sech awer dee virgenannten Artikel op de Registre communal.

Dës Dispositiounen am bestehende Gesetz, déi virgesi sinn, hätte vill Problemer op villen Niveaue mat sech bruecht, dëst besonnesch, wat de Registre d'attente ubelaangt.

Dëse Regëster, wou Persounen agedroe ginn, deenen hiren Dossier nach net komplett ass, hätt riskéiert, datt no der bestehender Gesetzgebung, laut dem Artikel 27 Persounen, deenen hiren Dossier net komplett wier, well Dokumenter feelen oder well se net begrënnt sinn, enger Radiation automatique, also enger automatescher Sträichung aus dem Regëster innerhalb vun engem Joer ënnerleien, wou den Dossier net komplett gewiescht wier.

An deem Kontext ass den Artikel 34 vum bestehende Gesetz vum 19. Juni 2013 ze gesinn, wou d'Gemengen den Historique aus dem kommunale Populatiounsregëster musse supprimëieren, fir datt just den nationale Regëster vun de Persounen dës Donnéeën, dës historesch Donnéeën ausweise kann. Dëst war aus organisatoreschen, zäitlechen souwéi Grënn vun der Protection des données fir d'Gemengen net ze maachen.

Déi detailléiert Argumentatioun heizou fannt Der am Exposé des motifs souwéi am Commentaire des articles souwéi a mengem zoustännege schréftleche Rapport.

Eng massiv automatesch Sträichung aus dem Populatiounsregëster wier also fir vill Leit ze fäerte gewiescht. Dëst hätt vill Problemer fir déi concernéiert Bierger um administrativen, sozialen an domadder och um finanziellen Ëmfeld fir déi betraffe Bierger mat sech bruecht. Aus dëse Grënn gesäit dëse Projet de loi also de Report vun der Entrée en vigueur vun den Dispositioune vum Registre communal op den 1. Januar 2016 vir.

Och ass et virgesinn, fir d'Definitioun vum Registre d'attente, déi verschidden Aschreiwungsregelen a -konditiounen, d'Radiatiounen, déi dat géif mat sech bréngen, souwéi d'Integratioun an den nationale Regëster vum Historique vun den Donnéeën an de Populatiounsregëster ze änneren.

An der zoustänneger Intérieurskommissioun hunn d'Membere sech och mat der Problematik vum Umelle vu Stéit a Gebaier, déi no illegalen Transformatiounen - dat heescht ouni Baugenehmegung - dann net konform zum Baureglement vun där Gemeng gewiescht wieren, befaasst. An deem Kontext ass och iwwert d'Uwendung vum Cadastre vertical diskutéiert ginn.

All dës virgenannt Iwwerleeungen an hir Propositioune wäerte mat alle concernéierten Acteuren - d'Gemengen, de Syvicol - diskutéiert ginn, éier eng nei Modifikatioun vum bestehende Gesetz an déi legislativ Procédure wäert goen.

En anert Beispill, wat d'Dispositioun vum Artikel 19 vum Gesetz ugeet, war d'Fro - an déi Fro muss erlaabt sinn -, ob den zoustännege Fonctionnaire communal op d'mannst muss, als Beispill, 25 Joer hunn.

Als Konklusioun kann ee Folgendes soen: Dëse Projet de loi bréngt also keng Ëmännerung fir d'Gemenge vum aktuelle Fonctionnement vum nationale Regëster vun de Personnes physiques souwéi vum kommunale Populatiounsregëster mat sech, ausser datt den Délai changéiert gëtt.

Här President, en aneren Objectif vun dësem Projet de loi ass fir déi Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen. Si kréie mat dësem Projet de loi d'Méiglechkeet, hir Carte d'identité beim CTIE, also beim Centre des Technologies et de l'Information de l'État, unzefroen. Dëst natierlech ënnert der Responsabilitéit vun deem zoustännege Minister, esou datt de CTIE nëmmen den Intermédiaire vun der Zoustellung an der Ausstellung vun der Identitéitskaart ass.

De concernéierte Lëtzebuerger Bierger, deen also am Ausland lieft, brauch sech also net méi op déi zoustänneg lëtzebuergesch Botschaft, déi normalerweis an den Haaptstied vun deene Länner ass, ze déplacéieren. A bal all Land ass dëst natierlech, wat d'Distanzen ubelaangt, eng Erliichterung vun der Demande, jo, och vun der Procédure. E Lëtzebuerger, deen zum Beispill an Däitschland bei Tréier wunnt, brauch also net méi op Berlin ze fueren.

Dëst gesot a vu d'Urgence vun dësem Projet de loi, mat den Erklärungen, déi ech elo grad ginn hunn, géif ech Iech bieden, dëse Projet de loi ze stëmmen. Ech op jidde Fall bréngen den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haagen. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Emile Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Entrée en vigueur vun eenzelnen Dispositioune betreffend d'Registres communaux des personnes physiques op den 1. Januar 2016 zréckgesat gëtt, huet seng gutt Grënn. Mir hu se virauser schonn héieren.

Et huet sech nämlech erausgestallt, datt et och bei der Consolidatioun vun den Donnéeë vum Registre national des personnes physiques an de bestehende Registres communaux eng horrend grouss Zuel vun Inkohärenze gëtt. Si sinn an néng Pilotgemengen, déi verschidden Datesätz, matenee verglach ginn. Et huet sech dobäi erausgestallt, datt et wierklech eng Onmass vun inkompletten Informatiounen op där enger oder anerer Säit gëtt, ob dat elo de Code vum Land, de Code vun der Gemeng ass, ob et Nimm sinn, déi a verschiddener Schreifweis geschriwwe gi sinn, inkorrekt Adressen an esou virun.

Als Beispill kann ech Iech meng Gemeng nennen, well déi wor do derbäi. Mir haten 29.500 Inkohärenze bei manner wéi 5.000 Leit. An da kënnt Der Iech virstellen, wat dat do bedeit. D'Spezialisten hunn deemno gemengt, mir wieren do bei mindestens dräi Milliounen Inkohärenze landeswäit. Dat heescht, et ass Bedarf an et ass eng Urgence, datt mer hei agéieren.

Déi Synchronisatiounsmesuren, déi tëschent dem SIGI, dem Gemengesyndikat, deen d'Gestioun vun der Informatik fir honnert Gemenge mécht, an der Stad Lëtzebuerg - do war et de CTIE - ëmgesat goufen, konnte ronn 75% vun de Problemer, déi se detektéiert hunn, och léisen. Ëmmerhi bestinn nach 25%, déi se net direkt ouni zousätzlech Recherchë kënnen an Ugréff huelen.

Wa mir also dëst Gesetz elo net géife stëmmen, da missten all déi do concernéiert Leit op de Registre d'attente gesat ginn an da misste mer bannent engem Joer déi a Conformitéit setzen. De Claude Haagen huet et virauser scho gesot. Mä dat Schlëmmst ass, datt wann dat net geschitt, da géife se automatesch vun dem Regëster gestrach ginn, och mat deene Konsequenzen, op déi ech elo net méi aginn, déi hien och schonn hei des Laangen an des Breeden erkläert huet.

Dir verstitt also, datt eis Verwaltungen Zäit brauchen, fir dës Inkohärenzen aus dem Wee ze raumen. Och muss een d'Kritären, déi de Registre d'attente de Moment beschreiwen oder Viraussetzung dovunner sinn, nei definéieren. D'Regierung hat dat jo och wëlles an nächster Zukunft ze maachen.

Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Bäibehale vun dem Historique, dee mir an eise Gemengen hunn an dee riskéiert gehat hätt, wa mer elo keng Ännerung géife maachen, datt e ganz géif verluer goen. An do hu mer awer interessant Informatiounen drop.

Selbstverständlech begréisst d'CSV och d'Méiglechkeet fir eis Grenzgänger, datt se hei an der Ënneschtgaass beim CTIE kënnen eng Demande maachen, fir e Pass (veuillez lire: fir eng Carte d'identité) ze kréien. Dat ass eng ganz grouss Erliichterung fir déi Leit, an et gëtt der jo ëmmer méi, déi an dat not Ausland wunne ginn, dat heescht, déi dee Moment net méi bräichten op Berlin, Paräis oder Bréissel ze pilgeren, fir do hir Demande eranzeginn.

Et ass jo kloer, datt déi bestehend Populatiounsregëster bis den 1. Januar 2016 a Kraaft bleiwen. Dëst gesot, mengen ech, verstitt Der d'Urgence vun deem Gesetz, a selbstverständlech ënnerstëtzt d'CSV och dat hei Gesetz mat hirem Vote.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Eicher. Den nächste Riedner ass den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, als Éischt géif ech wëllen dem Claude Haagen Merci soe fir säin explizite Rapport, souwuel schréftlech wéi och mëndlech. Et ass u sech och alles gesot ginn.

Och ee Punkt, dee wichteg ass, dat ass, dass mer d'Chambre des Huissiers berouegt kréien, wat d'Froen ubetrëfft, ob si elo nach Accès zu den Donnéeë kréien oder net, well do eng gewëssen Diskrepanz ass tëschent eng Kéier Registre communal, eng Kéier Registre national. Ech mengen, do soll d'Chambre des Huissiers, do ware mer eis an der Kommissioun och eens, dass déi selbstverständlech kënnen Zougank op déi Donnéeë kréien, egal wéi de Regëster elo heescht. Well si mussen dat hunn, fir hir Akte kënnen zouzestellen.

De Rescht ass alles gesot ginn, komplett. Dofir géif ech just nach wëllen hei den Accord vun der DP-Fraktioun brénge fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Arendt. Den nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Grazie Presidente.

(Hilarité)

Ech mengen, Merci un de Rapporteur. Merci un den Emile Eicher, dee mat engem Beispill, wou Gemenge konkret mat deem heite Gesetz betraff waren, d'Problemer ganz kloer gewisen huet.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt een dat iwwerschafft. Et ass wichteg, datt d'Gemengen et méi einfach gemaach kréien. Ech mengen, datt et och gutt ass, datt et bis den 1. Januar 2016 reportéiert gëtt. An ech ginn natierlech heimadder den Accord vun där grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Traversini. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser, dee scho prett ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ëmmer, Här President. Villmools Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, zwee Kommentare vun eiser Säit, nodeem mer dem Här Haagen häerzlech Merci gesot hu fir säi Rapport.

Deen éischte Kommentar betrëfft déi Méiglechkeet vun eise Lëtzebuerger Matbierger, déi am Ausland wunnen, fir sech net méi un eng Lëtzebuerger Ambassade ze adresséieren, fir hir Carte d'identité ze kréien. Dat ass selbstverständlech eng praktesch Erliichterung, déi mer begréissen.

Et muss een awer och bedenken, datt d'Ambassaden am Ausland aus villerlee Grënn awer och mussen, oder et wier gutt, wa se géife wëssen, wéi vill Lëtzebuerger an deem Land wunnen, wou se sinn. Well déi Communautéiten, déi mer am Ausland hunn, déi ginn automatesch mat Problemer konfrontéiert an deem Land, wou se residéieren, sief dat am schoulesche Beräich, am steierleche Beräich oder an anere Beräicher, wou d'Ambassade eventuell muss déi Problemer kennen, fir déi Interessen ze vertrieden a fir bei de Communautéite kënnen ze intervenéieren.

Wa mer elo awer an eng Situatioun erakommen, wou d'Ambassadë manner wësse wéi virdru bis guer net méi wëssen, wéi vill Lëtzebuerger oder wéi eng Lëtzebuerger wou wunnen, dat huet praktesch Nodeeler fir déi Concernéiert. Mir hu bis elo keng Obligatioun, fir sech bei enger Ambassade anzeschreiwen, an op jidde Fall zu menger Zäit am Ausseministère hate mer och ni Lëschte vun deene Lëtzebuerger, déi an deene verschiddene Länner gewunnt hunn. Dat ass net praktesch fir d'Ambassaden a virun allem kann et en Nodeel si fir déi Lëtzebuerger, déi an deene Länner wunnen.

Eis Suggestioun wär also, datt déi Lëtzebuerger Ambassaden an deene verschiddene Länner kéinten informéiert sinn, wéi eng Lëtzebuerger do wunnen, fir datt se en Iwwerbléck hunn iwwert déi Communautéiten, deenen hir Interesse se eventuell och musse géintiwwer der Gaaschtregierung vertrieden.

Deen zweete Punkt ass déi Radiatioun vun de Lëschten an de Gemengen. Mir woren ëmmer der Meenung, datt mer dat ganz genee musse kucken, insbesondere och an der Familljekommissioun, wéinst all deene Problemer, déi sech mat deene Radiatioune kënne verbannen, wann et zum Beispill Sans-domicile-fixë gëtt duerch esou Radiatiounen.

Mir haten hei eng Interpellatioun gemaach virun enger gewësser Zäit, wou mer op déi Problematik opmierksam gemaach hunn, ënner wéi enge Konditiounen e Mënsch ka radiéiert gi vun deenen Awunnerlëschten, well dat effektiv ka ganz dramatesch Konsequenzen hunn, an datt dat e wichtege Facteur och ass, fir an eng Obdachlosegkeet erofzerutschen. Dat heescht, mir wären nach ëmmer interesséiert als ADR, fir déi do Problematik kënnen och eng Kéier am Kontext vun der Familljekommissioun ze beliichten, gär zesumme mam Intérieur, mä datt mer an deem do spezifeschen Aspekt kéinten e Modus Vivendi fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Kéier ass jo dat Gesetz hei gestëmmt ginn am Juni 2013, dat war eng ganz grouss Diskussioun hei an der Chamber. D'ganz deemoleg Oppositioun huet do dergéint gestëmmt, aus verschiddene ganz pertinenten Ursaachen. Eng vun deenen Ursaache war déi, déi mer elo haut riichtbéien. Dat heescht, dass et, wa mer näischt elo geännert hätten um Gesetz, deemnächst ganz grouss praktesch Schwieregkeete gi wiere mat deem Registre de la population an de Gemengen, wou ganz Donnéeë verluer gaange wieren an de Gemengen, wou Leit einfach vun der Lëscht gestrach gi wieren. Dat gëtt elo riichtgebéit a selbstverständlech stëmme mer och déi Korrektur vun deem Gesetz hei.

Et sinn awer och nach aner Kritiken deemools virbruecht ginn. Et ass gesot ginn, dass et e Problem géif gi bei der Vernetzung vun den Donnéeën, dass sech do en Dateschutzproblem géif stelle bei der Vernetzung vun deenen Donnéeën, déi do geschafe ginn, beim Accès och zu deenen Donnéeën an der Fonction publique, vu verschiddene Ministèren, vu verschiddene Statsbeamten, wou net kloer ass, wien wouzou Accès kritt.

Dat ass och elo nach net gekläert. Et ass gesot ginn, wann et esou ass, wéi et am Gesetz steet, dann ass et den zoustännege Minister. Dee leet fest, wien Accès dozou huet. An dat ass och elo nach esou, a wann een dee Règlement grand-ducal kuckt, deen do am Dezember erauskomm ass, dann ass dat och effektiv esou, dass et den zoustännege Minister ass, deen den Accès vun de Beamten accordéiert. Si mussen zwar hiren Intérêt beweisen, fir dorunnerzekommen, un déi Donnéeën, mä et ass awer eleng de Minister, deen dat ka jugéieren, eventuell ënnert der Kontroll vun enger Kommissioun duerno. An deem Zesummenhang huet den Här Etgen zum Beispill geschwat vun der Gefor vum gliesene Bierger.

Et sinn och hefteg Kritike ginn, besonnesch vun eise grénge Kolleegen, un deem elektroneschen Chip, deen do agefouert sollt ginn. Den Här Félix Braz huet deemools gesot, et wier net kloer, wat de sécherheetstechnesche Gewënn vun esou enger Moossnam wier, an en huet grad wéi mir och deemools drop higewisen, dass och souguer eng Gefor besteet, dass Leit, déi einfach en Dispositif um Internet kënnen eroflueden, an der Lag wieren, op Distanz enger Persoun hir Carte d'identité auszeliesen, déi einfach nëmmen e puer Meter vun hinnen ewech steet, an dass do eng Garantie op d'mannst misst geschafe ginn, dass dat net méiglech ass.

Hien huet deemools geschwat, den Här Braz, vun enger Bringschuld vun der Regierung. D'Regierung hätt eng Bringschuld, fir eis kloerzemaachen, dass déi technesch Problemer, déi

hie selwer opgeworf huet, déi sécherheetstechnesch Problemer fir déi betraffe Leit, déi e selwer opgeworf huet am Kontext mam Ofliesen duerch egal wie vun esou Carte-d'identitéen, dass do misst d'Garantie sinn, dass dat net méiglech wier.

Elo soll déi Carte d'identité den 1. Juli kommen. Ech hunn elo nach eng Recherche virdru gemaach, ob dee Règlement grand-ducal, deen dat sollt regelen, da schonn do wier. Ech hunn en net fonnt, ech hu mer och elo soe gelooss, dass en och nach net do ass, mä dass en an deenen nächsten Deeg soll an de Mémorial kommen. An ech wier nawell frou, wann d'Regierung eis hei kéint soen, wat dann elo anescht ass par rapport zu deene Befierchtungen, déi eenzel Membere vun der Regierung deemools an der Chamber heizou geäussert hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Urbany. Domat wär eis Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet den Innenminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Ech wéilt fir d'Éischt emol der Kommissioun Merci soe fir déi exzellent Aarbecht, déi mer hei konnte leeschten. Ech mengen, et war eng grouss Eestëmmegkeet, an dat huet een och aus de meeschte Bäiträg vun de Kolleege vun de Fraktiounen héieren, fir dëst Gesetz zesummen ze stëmmen.

Ech géif soen, et ass e klengt Gesetz, mä et ass e Gesetz, wat de Gemenge ganz grouss Erliichterunge wäert verschafen, well jo awer eng gewëssen Onrou am Gemengesecteur ze verspiere war, wann dat Gesetz elo, esou wéi et geplangt war, op den 1. Juli 2014, wat de Registre communal des personnes physiques ugeet, hätt missen ëmgesat ginn.

Mir hunn elo ronn annerhalleft Joer Zäit, fir déi vill Problemer, déi, mengen ech, och vun deenen eenzele Riedner ugeschwat gi sinn, elo nach eng Kéier op de Leescht ze huelen a se da vläicht am Geescht vun dem Avis vum Syvicol vum 10. Februar 2012 nach eng Kéier ze beliichten an da Léisungen ze sichen, déi och am Intérêt vun de Gemenge sinn, awer selbstverständlech och vun deene Leit, déi an deem Regëster gefouert ginn. Ech mengen, et ass elo virdru schonn am Detail ugeschwat ginn, mat wéi enge Problemer dass mir géife konfrontéiert ginn, wa mir hei net reagéiert hätten.

Ech wéilt nach vläicht op zwou Saachen agoen, eng, déi den Här Kartheiser elo hei ugeschwat huet. Eben doduerch, dass mer elo d'Méiglechkeet schafen, dass d'Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen, och kënnen eng Carte d'identité kréien, déi da vun der Regierung, vum zoustännegen Innenminister ausgestallt gëtt, kréie mer emol iwwerhaapt d'Donnéeë vun all deene Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen, wou soss keng Obligatioun war, fir sech iergendwou ze mellen. Dat ass dat eent.

Dat anert ass dat, dass mer deene Leit mat deem Gesetz hei elo nach eng Vereinfachung maachen, esou wéi dat och virdru schonn erkläert ginn ass, dass si net musse wierklech an eng Haaptstad rennen, fir da kënnen eng Carte d'identité unzefroen, mä dass se dat och kënnen hei zu Lëtzebuerg maache beim CTIE. Ech mengen, dass dat eng Simplification administrative fir déi Betraffen ass, déi wierklech scho sech ka weise loossen.

D'Demande vum Här Urbany. Ech mengen, Här Urbany, dat, wat Dir elo hei ugeschwat hutt, ass eng Diskussioun, déi effektiv schonn d'leschte Kéiers hei gefouert ginn ass. Si ass esou e bëssen um Thema verbäi, an deem Sënn, dass dat Gesetz sech hei mat där doter Problematik iwwerhaapt net méi befaasst.

Ech ginn Iech awer ganz gären eng Äntwert op dat, wat Der sot: Den Chip, dee kann op jidde Fall net op Distanz ofgelies ginn. Ech mengen, dat ass ganz kloer. Déi Leit, déi eng Carte d'identité hu mat deem elektroneschen Chip, déi mussen hiert Averständnis ginn, fir dass den Chip iwwerhaapt ofgelies ka ginn.

Wat ass op deem Chip drop? Och dat ass kee Geheimnis. Et ass engersäits d'Foto drop, an zwar ouni déi biometresch Daten, déi ginn no zwee Méint geläscht aus der Datebank. Da kënnt och nach derbäi, dass selbstverständlech och d'Adress vun deem Jeeweilegen drop ass, wat an deem Sënn en neie Moment ass. Dat heescht, dass also Leit, déi och ënnerhalb vun enger Gemeng plënneren, an Zukunft mussen eng nei Carte d'identité ufroen. Ech mengen, dat bréngt op där enger Säit awer och Kloerheet mat sech, souwuel fir de Bierger wéi och op deene Plazen, wou ee sech muss ausweisen.

Ech wéilt just nach vläicht ofschléissend der Kommissioun nach eng Kéier Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht. Dat heiten ass iwwert de Ministère gelaf, zesumme mat der Kommissioun, mä ech mengen, déi, déi am dankbarste si fir dat, wat mer haut de Mëtten hei maachen, dat sinn d'Gemengen an d'Bierger dobaussen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Innenminister. Mir géifen da kënnen zum Vote iwwert d'Gesetz iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6687 et dispense du second vote constitutionnel

Ech lancéieren de Vote. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruptions)

Jo, mir hunn awer 60 Stëmmen.

Une voix.- Et huet een zweemol gedréckt!

(Hilarité)

M. le Président.- Et huet vläicht ee fir Iech mat gedréckt. Da kucke mer emol no. De Projet 6687 ass unanime ugeholl, also ziele mer Iech mat.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Et bleift nach just d'Fro ze stellen, ob Dir domat d'accord sidd, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn. Dann ass dat esou décidéiert. Villmools Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6172A, wou et ënner anerem drëm geet, fir d'Gesetzgebung iwwert d'Bestietnis ofzeänneren. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht, a bis elo sinn ageschriwwen: déi Damme Loschetter a Beissel an déi Häre Gloden, Bodry, Reding an Angel. Et ass also nach Zäit, fir Iech anzeschreiwen. Den Här Kartheiser nach.

An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

4. 6172A - Projet de loi portant

a) réforme du Titre II.- du Livre Ier du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;

b) réforme du Titre V.- du Livre Ier du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;

c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1er, 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;

d) modification de l'article 66 du Code de commerce;

e) modification des articles 265 alinéa 1er, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;

f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;

g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre Ier du Code pénal;

h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et

i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage

Rapport de la Commission juridique

M. Paul-Henri Meyers *(CSV) rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Gesellschaft, an där mir liewen, stellt d'Bestietnis nach ëmmer eng grouss Bedeitung duer. Déi Bedeitung fanne mir erëm an deene verschiddenste Sparte vun eiser Gesetzgebung: am Zivilrecht, am Sozialrecht, am Aarbechtsrecht, an der Steiergesetzgebung. Iwwerall fanne mer do en Hiwäis op d'Bestietnis.

Et ass dofir net verwonnerlech, dass och déi Reform vum Bestietnis, wéi mir se elo hei virleien hunn, direkt Konsequenzen op déi verschiddenst Beräicher vun eiser Gesetzgebung huet, a virun allem op eis Zivil- a Sozialgesetzgebung.

D'Commission juridique war sech och där Komplexitéit vun der Matière bewosst. Si wousst, dass, wann d'Bestietnis géif geännert ginn, dat besonnesch och am Zivilrecht wesentlech Konsequenze kéint mat sech brénge fir aner Kapitele vum Code civil.

Dofir huet och d'Commission juridique ganz um Ufank vun hiren Aarbechten eng dräifach Décisioun geholl. Déi éischt war déi, dass aus deene véier Gesetzesprojeten, déi d'Regierung am Zesummenhang mat dem Bestietnis an der Chamber deponéiert hat, vun deenen der zwee scho vum Conseil d'État aviséiert waren, dass d'Kommissioun décidéiert huet, fir aus deene véier Texter een Text ze maachen, dee kohärent wär, deen déi ganz Matière géif ëmfaassen. An dofir ass och aus deene véier Texter en neit Dokument entstanen, d'Chambersdokument 6172, wat iwwregens haut als Dokument der Chamber zum Vote virläit.

Déi véier Projete vun der Regierung, déi d'Bestietnis betreffen, sinn tëschent dem 29. August 2008 an dem 21. September 2010 an der Chamber deponéiert ginn. Si droen d'Nummere 5908, 5914, 6039 a 6172. Déi véier Projeten, déi zum Deel aus verschiddene Ministèrë komm sinn, hu verschidden a wichteg Deelaspekter vun dem Bestietnis reforméiert.

Duerch déi Deelreformen ass et awer dozou komm, dass déi verschidde Projete sech zum Deel iwwerschnidden hunn an, wéi de Conseil d'État gesot huet, sech och zum Deel widdersprach hunn. Dofir huet och de Conseil d'État a sengem Avis derfir plädéiert, fir déi Texter ze iwwerschaffen an aus deem Ganzen een neien, zesummenhängenden Text ze maachen. D'Kommissioun ass an där Fro dem Wonsch, wann ech esou ka soen, vum Conseil d'État nokomm.

Eng zweet Entscheedung, dat war, dass d'Kommissioun décidéiert huet, fir sech ze orientéieren no der belscher Gesetzgebung. Déi Texter, déi virlouchen, hunn zum Deel Dispositiounen, Bestëmmungen aus franséischen Texter iwwerholl an doduerch ass d'Kohärenz vun deenen Texter net méi grouss ginn. De belschen Text, dee méi kloer war a fir deen och iwwregens de Conseil d'État plädéiert huet, fir sech do ze orientéieren, huet a ville Froe vun der Reform vum Bestietnis méi Kloerheet bruecht wéi franséisch Texter.

Eng drëtt Décisioun, déi d'Commission juridique geholl huet am Zesummenhang mat der Reform vum Bestietnis, war déi, fir déi Reform net zesummen ze maache mat aneren Ofännerunge vu Kapitelen aus dem Code civil, notamment mat enger Reform vum Adoptiounsrecht, vun der Filiatioun, vun der Autorité parentale oder vum Scheedungsrecht. Domat ass natierlech och deen Deel aus dem Regierungsprojet N°6172, deen d'Adoptioun betraff huet, aus dem Gesetzprojet iwwert d'Bestietnis erausgeholl ginn, en ass ofgetrennt ginn. En huet och eng aner Nummer kritt: 6172B. D'Commission juridique huet awer ausdrécklech betount, dass se gären hätt, dass de Conseil d'État d'Analys vun deem Projet géif weiderféieren an och en Avis iwwert dee Projet géif virbréngen, wat awer bis haut nach net geschitt ass.

D'Entscheedung, fir mat der Reform vum Bestietnis keng aner zivilrechtlech Reform ze verbannen, huet natierlech dozou bäigedroen, dass d'Aarbechte méi einfach gi sinn. Ouni awer ganz einfach ze sinn, dat wäerte mer och nach gesinn. Mä et huet mat sech bruecht, dass mer méi rapid konnten un där Reform schaffen an dass et méiglech war, déi Aarbechten an der Zäit vum Januar bis Abrëll 2012 ofzeschléissen, esou dass schonn de Projet, esou wéi d'Commission juridique e festgehalen huet, de 16. Mee 2012 un de Statsrot konnt weidergoen.

A sengem Avis vum 27. November 2012 huet de Statsrot am Allgemenge sech mat deenen Texter, wéi d'Commission juridique se proposéiert hat, d'accord erkläert. Hien huet awer eng Rei wesentlech Froe gestallt, op déi ech net alleguer wëll agoen.

Ech wëll just eng vun deene Froen erausgräifen, an dat ass déi, dass de Conseil d'État gemengt huet, ier een déi Reform iwwert d'Bestietnis géif ofschléissen, sollt ee sech awer ausschwätzen iwwert d'Konsequenz, esou wéi d'Commission juridique d'Bestietnis virgestallt huet, iwwert d'Konsequenz dovun op d'Volladoptioun. En huet ausdrécklech déi Fro gestallt, well e gesot huet: Doduerch dass Der d'Adoptioun, esou wéi d'Regierung se presentéiert hat am Projet de loi, ausgeklammert hutt, ass also an Zukunft eng Volladoptioun méiglech och fir gläichgeschlechtlech Partner.

Déi Fro, déi eigentlech net behandelt war, hätt de Conseil d'État gär gekläert gehat. D'Kommissioun huet net gezéckt a si huet am Sënn vum Regierungsprojet en Amendement gemaach zum Artikel 367 vum Code civil, wou d'Kommissioun ausdrécklech dat, wat d'Regierung proposéiert hat, iwwerholl huet a gesot huet, dass se der Meenung wär, a si huet dat an deem Artikel festgehalen, dass also gläichgeschlechtlech Koppele vun der Volladoptioun ausgeschloss wären.

Deen Amendement ass un de Conseil d'État gaangen. An de Conseil d'État huet a sengem Avis vum 4. Juni 2013 zu deem Amendement kloer an engem ausféierlechen Avis Stellung bezunn, a säin Avis ass gëendegt oder huet concluéiert mat enger Opposition formelle. Deen Amendement géif, esou huet de Conseil d'État och argumentéiert, géint de Gläichheetsprinzip vum Artikel 10bis vun der Verfassung a géint den Artikel 14 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun verstoussen.

D'Commission juridique huet sech doropshin am Juni 2012 (veuillez lire: Juni 2013) laang mat där Matière nach eng Kéier beschäftegt a si ass an hirer Sitzung vum 26. Juni zur Konklusioun komm, dass deen Amendement, dee se proposéiert hat zum Artikel 367 Code civil, net kéint oprechterhale ginn, well d'Chamber hätt sech et net kënne leeschten, en Text ze stëmmen, deen duerno bei der Cour constitutionnelle als contraire zu der Verfassung an och contraire zu Mënscherechtskonventioune considéréiert gi wär.

Mir hunn also deen Artikel an deen Amendement fale gelooss. Dat huet natierlech bedeit, dass domat de Mariage, d'Bestietnis, all Koppele vum Bestietnis an och déi gläichgeschlechtlech Koppelen net méi vun enger Volladoptioun ausgeschloss wären, dass et also fir all Koppelen, fir all bestuete Koppelen d'Méiglechkeet vun enger Volladoptioun géif ginn. Juristesch gesi war keng aner Léisung an där Hisiicht méiglech!

Den Detail vun deenen Avisen, op déi ech hei net kann agoen, besonnesch och déi Avise vum Conseil d'État, kënnt Der a mengem schréftleche Rapport noliesen. Dir fannt och d'Avise vun allen aneren Instanzen, wou et mer leed deet, dass ech natierlech net kann, wéinst der Kloerheet och vun der Iwwersiicht, op all déi Detailer do agoen. Ech wëll mech nämlech hei, fir Kloerheet ze schafen, op dat Wesentlecht beschränken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Sënn vu méi Kloerheet wäert ech och versichen, de Gesetzesprojet 6172 esou ze analyséieren, dass ee gesäit, wou déi wichteg Elementer vun deem Projet sinn. Ech wëll net an d'Detailer goen, mä ech wëll déi wichteg Elementer ervirhiewen. Ech hunn dofir och versicht, op eng einfach Aart a Weis déi wesentlech Zich vun der Reform duerzeleeën, déi een eigentlech an zwee groussen Ziler ka festhalen.

En éischte Volet, an net en onwesentlechen, dat sinn all Moossnamen, déi an Zukunft solle sougenannt Schäinbestietnisser oder forcéiert Bestietnisser verhënneren. Ënnert deen zweeten Deel, déi zweet Zilrichtung vum Projet kann een eigentlech all déi Moossnamen aklasséieren, déi am Bestietnis eng besser Gläichbehandlung vun de Partner, och am Hibléck op den Accès zum Bestietnis selwer, oder eng Gläichstellung vun de Partner wëllen erreechen, oder awer all déi Mesuren, déi versichen, diskriminatoresch Bestëmmungen ofzeschafen.

Ech wëll dann elo déi zwee Deeler e bësse méi ausféierlech behandelen an zum Schluss déi eng oder aner Moossnam nach ervirhiewen, déi ech eigentlech weder an déi eng nach an déi aner Zilrichtung kann aklasséieren.

Fir d'Éischt emol d'Moossname géint d'Schäinbestietnisser oder och géint forcéiert Bestietnisser. Déi Moossnamen, déi ganz wäit ginn, gesi vir, dass eenzel Mesurë kënne geholl gi virum Bestietnis. Et sinn och Bedingungen am Zesummenhang mam Bestietnis selwer, an et sinn aner Moossnamen, déi nom Ofschloss vum Bestietnis geholl ginn, notamment am Zesummenhang mat der Annullatioun vum Bestietnis.

Fir d'Éischt emol d'Moossname virum Bestietnis. Déi Bestëmmunge betreffen haaptsächlech d'Kapitel iwwert den État civil, notamment den Artikel 70, wou virgesinn ass, dass een, wann ee sech wëllt bestueden, rezent Pabeiere bäibrénge muss, rezent Pièçë bäibrénge muss, ënner anerem eng integral Kopie vum Gebuertsschäin, déi net méi wéi sechs Méint däerf al sinn. Dat ass eng Neierung.

Zweet wichteg Neierung: Contrairement zu de jëtzege Bestëmmungen, déi de Lëtzebuerger Autoritéiten net erlaben, auslännesch Akte vum État civil ze contestéieren, gesäit elo den Text vir, dass d'Lëtzebuerger Autoritéiten, déi Zweifel un der Richtegkeet vun auslänneschen Akten hunn, de Procureur kënnen domat saiséieren, deen dann déi néideg Enquêtë mécht, dee sech och der Transkriptioun vun deenen Akten am Lëtzebuerger État civil bei där respektiver Gemeng kann opposéieren.

Selbstverständlech ass dat eng déif gräifend Décisioun, déi de Procureur kann huelen, an do ass och, wéi dat an engem Rechtsstat üblech ass, e Recours virgesinn. Ech wëll do keng Detailer ginn. Déi Recourse géint esou eng Oppositioun vum Procureur d'État ginn nei geregelt an den Artikelen 1007-1 bis 1007-3 vum neie Code de procédure civile.

Zweet Mesure: Wann de Buergermeeschter, deen d'Bestietnis soll virhuelen, der Meenung ass, dass eventuell d'Bedingungen, dass d'Bestietnis och fräi zustane kënnt, net erfëllt wären, wann en Zweifel huet och iwwert d'Richtegkeet vu Piècen an esou virun, da kann de Buergermeeschter de Procureur d'État domat saiséieren, e kann en informéieren.

An de Procureur d'État kann dann entscheeden. Wann e mengt, dass déi Bedenke vum Buergermeeschter richteg wären, dass eppes do derhannert wär, kann de Procureur d'État sech deem Bestietnis opposéieren. Hie kann et aussetzen, hie kann awer och soen, dass en der Meenung ass, dass et net däerf stattfannen. E muss dat natierlech och dee Moment motivéieren.

Déi nei Artikelen 175-1 an 175-2 regelen d'Pouvoire vum Procureur d'État, déi hei ganz wäit ginn an déi och natierlech déi Recourse virgesinn, vun deenen ech scho virdru geschwat hunn am neie Code de procédure civile.

Déi zweet Kategorie vu Mesurë sinn am Zesummenhang mam Bestietnis selwer. D'Bestietnis, dat menge mir haut, misst op der Gemeng stattfannen. A mir mengen och, et kann ee sech net par procuration bestueden. Dat ass awer am Code civil net esou kloer.

Déi Fro gëtt gekläert doduerch, dass elo virgeschriwwen ass, dass d'Bestietnis muss op der Gemeng an aller Ëffentlechkeet stattfannen, a Präsenz vun deene Leit, déi sech wëlle bestueden. Ee Bestietnis par procuration ass net méiglech.

Wann een natierlech net ka kommen aus valabele Grënn, kann de Procureur erlaben, dass och d'Bestietnis doheem stattfënnt. An a ganz dréngende Fäll kann de Buergermeeschter sech och déplacéieren op den Domicile, de Wunnsëtz vun deene Leit, déi eben net méi kënnen aus dréngende Grënn op d'Gemeng kommen. Mä d'Regel ass awer déi, an déi gëtt och an den Text ageschriwwen, dass d'Bestietnis op der Gemeng an der Ëffentlechkeet stattfënnt an net duerch Procuratioun.

Déi perséinlech Präsenz soll och garantéieren, dass déi zwee Leit, déi sech wëlle bestueden, hir Entscheedung an aller Fräiheet huelen. Déi fräi Entscheedung vun deenen zwee Partner gëtt dann och an zwee neien Artikelen, dem 146-1 an dem 146-2, preziséiert. Ech maachen hei drop opmierksam, dass dat zwéin Artikele sinn, déi mer aus der belscher Gesetzgebung iwwerholl hunn an déi ganz kloer eenzel Fäll viséieren, wou gegebenenfalls dee Consentement net ginn ass.

D'Fransousen hunn dat méi allgemeng beschriwwen. An deene belschen Texter ass do am 146-1 ganz kloer gesot, dass, wa sech aus den Émstänn vum Bestietnis ergëtt, dass wéinstens ee vun de Partner sech net wollt bestueden, dat heescht, eng dauerhaft Bindung, eng dauerhaft Liewensgemeinschaft mat deem anere Partner agoen, mä dass säin Zil eigentlech war, en aneren Avantage am Zesummenhang notamment mam Openthalt zu Lëtzebuerg ze erreechen, dann ass opgrond vun deem Artikel keng Awëllegung do an da kann och de Mariage annulléiert ginn.

En zweeten Artikel, den 146-2, gesäit vir, dass, wann ee Partner sech bestit, deen dozou forcéiert ginn ass oder deem gedroht ginn ass oder dee Menacë kritt huet, fir sech ze bestueden, och dee Mariage net gülteg ass. Och do ass kee Consentement do, a wa kee Consentement do ass, ass de Mariage net gülteg. Hei geet den Text esou wäit, dass souguer de Respekt virun den Eltere kann als Drohung oder als Menace considéréiert ginn. Dat heescht, déi sougenannt „crainte révérencielle" gëtt am Artikel 180 considéréiert als eng Méiglechkeet, fir de Mariage ze annulléieren, wat bis elo net de Fall war.

Wann een also noweise kann, dass déi fräi Entscheedung no deenen Dispositiounen, déi ech elo kuerz exposéiert hunn, net ginn ass, da kann de Mariage, da kann d'Bestietnis vum Geriicht annulléiert ginn.

No deene bestehenden Texter kann déi Nullitéit haaptsächlech gefrot gi vun deene bestuete Leit selwer oder vun anere Familljememberen. No deem neien Text kann och de Procureur d'État déi Annullatioun vun dem Bestietnis froen. E kritt also hei nei Pouvoiren an e kritt se am Intérêt vum Ordre public, well de Procureur och de Verteideger vum Ordre public soll sinn.

Am Zesummenhang mat de Schäinbestietnisser oder dem forcéierte Bestietnis verweisen ech och op d'Strofbestëmmungen, déi nei agefouert ginn an den Artikelen 387 bis 389 vum Code pénal. Prisongsstrofen a Geldbousse bis zu 20.000 Euro si virgesinn am Fall, wann zum Beispill een e Bestietnis agaangen ass, wou en eigentlech sech net wollt bestueden, mä en aneren Avantage, notamment eng Openthaltsgenehmegung zu Lëtzebuerg, wollt kréien, zweetens, wann ee Geld kritt huet, fir esou e Mariage ze arrangéieren, oder wann een duerch Gewalt oder Drohung eng aner Persoun zu engem Bestietnis gedrängt huet.

Ech hunn nach bäizefügen, dass déi Bestëmmungen hei iwwert déi sougenannt Schäinbestietnisser oder forcéiert Bestietnisser an anere Länner, notamment an der Belsch an och a Frankräich, scho viru Jore geholl si ginn an dass Lëtzebuerg hei eigentlech nëmmen an där doter Matière nozitt an, wéi gesot, sech orientéiert un där belscher Gesetzgebung.

Déi zweet Zilsetzung vun dem neie Gesetz iwwert d'Bestietnis betrëfft, wéi ech dat genannt hunn, eng besser Gläichstellung tëschent Mann a Fra oder eng Gläichstellung vu Persounen ouni Berücksichtegung vun hirem Geschlecht. Ech gesinn an deem Kapitel véier verschidde Moossnamen: fir d'Éischt emol d'Opmaache vum Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Partner; zweetens, d'nei Festsetzung vum Alter, fir sech kënnen ze bestueden; drëttens, d'Ofschafung vum Délai de viduité; a véiertens, d'Ofschafe vum Artikel 1595 vum Code civil.

Déi éischt Neierung, déi een also areie kann an déi Kategorie vun deene Moossname vun enger besserer Gläichstellung tëschent de Persounen am Hibléck op d'Bestietnis, ass d'Opmaache vum Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Partner.

Deen neien Artikel 143 gesäit vir, dass zwou Persoune vu verschiddenem Geschlecht oder gläichem Geschlecht sech bestuede kënnen. U sech hätt een eigentlech kënnen an deem Artikel soen: D'Bestietnis ka stattfannen tëschent zwou Persounen ouni Considératioun vun hirer geschlechtlecher Beschafenheet. Dat heescht, eigentlech hätt de Sexe oder däerf de Sexe an där Hisiicht kee Rôle méi spillen.

D'Bedingungen, fir sech ze bestueden, sinn déiselwecht, ganz egal, ob et eng Koppel vu verschiddenem oder gläichem Geschlecht ass. An d'Konsequenze sinn och déiselwecht. D'Rechter an d'Flichte sinn déiselwecht. Et gëtt do keen Ënnerscheed an et kann och keen en Ënnerscheed siche goen, weder am zivile Recht nach an anere Sparte vun eiser sozialer oder anescht geuerdneter Gesetzgebung. D'Konsequenze sinn also och déiselwecht bei alle juristesche Méiglechkeeten, déi ee sech ka virstellen, notamment am Code civil.

Ech mengen, méi ass doriwwer net ze soen. Well wann ee seet, et gëtt nëmmen ee Mariage, et gëtt nëmmen eng Form, da kann een och net do nach en Ënnerscheed tëschent deem engen oder deem anere maachen.

Zweete Punkt, den Alter, fir sech kënnen ze bestueden, gëtt fir Mann a Fra oder fir Fra a Mann op 18 Joer festgesat. Deen Alter ass elo 16 Joer fir d'Fra an 18 Joer fir de Mann. Firwat dat esou war, dorop wëll ech net agoen, mä dat ass eng al Regel, déi datéiert net nëmme vum Napoleon, mä schonn aus dem Mëttelalter, wéi um Ufank versicht ginn ass, iwwerhaapt de Mariage ze regelen. D'Fra hat ëmmer d'Recht, sech méi fréi ze bestuede wéi de Mann.

Allerdéngs, wa mer soen, et muss een 18 Joer hunn, fir sech däerfen ze bestueden, wëllt dat net soen, dass ee virun 18 Joer kee Mariage däerf agoen. Et kann ee sech och virun 18 Joer bestueden, allerdéngs mat enger duebler Bedingung: Dee Partner, dee manner wéi 18 Joer huet, brauch, fir sech ze bestueden, eng Dispens vum Juge des tutelles. No der jëtzeger Gesetzgebung gëtt déi Dispens accordéiert vum Grand-Duc.

Mir hu gemengt, well mer an engem Rechtsstat sinn, wou och de Refus... Dat ka jo virkommen, déi Dispens ka refuséiert ginn, a well mer an engem Rechtsstat sinn, muss ee kënnen och e Recours maache géint e Refus vun esou enger Dispens. An dofir ass et méi richteg, dass een déi Pouvoiren enger anerer Verwaltung gëtt, an net dem Statschef. Et gëtt awer nach eng aner Ursaach, do kommen ech nach drop.

Zweetens muss de Mannerjähregen den Accord hu vu sengen Elteren oder vun engem vun den Elteren, wann nëmmen een Elterendeel do wär. Wann d'Elteren de Mariage refuséieren, huet de Mannerjähregen oder déi Persoun, déi en Intérêt huet, mä och de Mannerjähregen, d'Méiglechkeet, fir e Recours ze maachen, erëm eng Kéier beim selwechte Riichter, dat heescht beim Juge des tutelles. De Juge des tutelles muss also bei alle Mannerjähregen éischtens emol d'Dispens ginn an e muss ënnersichen, ob déi Autorisatioun vun den Elteren do ass, fir sech däerfen ze bestueden.

Dat ass eng Simplificatioun, wat d'Geriichtsbarkeet ugeet. An och aus där Ursaach hu mer gemengt, wär et wichteg, dass d'Dispens déplacéiert géif gi vum Grand-Duc bei de Juge des tutelles. Wann de Juge des tutelles dat refuséiert, kann natierlech e Recours géint déi Décisioun gemaach ginn. D'Konzentratioun vun deenen Décisioune vun de Bestietnisser vu Mannerjährege beim Juge des tutelles stellt also, wéi ech gesot hunn, eng Vereinfachung duer a gëtt och dem Mannerjährege fir seng Défense eng ganz grouss Garantie.

Eng drëtt Ännerung betrëfft den Délai de viduité. Do sinn natierlech vill Leit, déi froe sech: Wat ass dat? Ech hu kee Lëtzebuerger Ausdrock fir den Délai de viduité. Ech kann et nëmmen ëmschreiwen: Dat ass dee längsten Délai - dat ass en Délai vun 300 Deeg -, deen eng Wittfra muss ofwaarden nom Doud vun hirem Mann, ier se sech erëm däerf bestueden. Et huet eng Persoun, déi mech ugesprach huet, gemengt, dat wär dee längsten Délai, wou se misst traueren.

(Hilarité)

Ech hunn hir missen an där Opfaassung widderspriechen. Dat ass dee längsten Délai - a se enttäuschen! -, dat ass dee längsten Délai, wou aus deem éischte Mariage nach e Kand kéint op d'Welt kommen. A well et zur Zäit vum Napoleon schwéier war ze beweisen, wëssenschaftlech ze beweisen, wien dann de Papp vum Kand kéint sinn - ech verweisen hei op den Artikel 312: de Papp ass deen, dee mat der Fra bestuet ass, a wann en dout ass, bleift en awer de Papp,…

(Interruption)

…och wann duerno e Kand op d'Welt kënnt -, mä dat huet mat sech bruecht, dass d'Fra hei aneschters behandelt gëtt wéi de Mann, well de Mann ka sech nom Doud vun der Fra direkt bestueden. Et ginn haut aner Mëttelen, fir ze beweisen, wie Papp vun engem Kand ass. Dofir ass och déi Dispositioun, déi eigentlech diskriminatoresch ass, net méi ubruecht. An dofir hu mer och proposéiert, déi do Dispositioun ofzeschafen.

E véierten Artikel, deen ofgeschaaft gëtt, ass den Artikel 1595. Deen Artikel gesäit vir, dass tëschent bestuete Partner kee Verkaf däerf stattfannen. Et ass d'Prohibitioun vun der Vente tëschent bestuete Partner.

M. le Président.- Lauschtert wann ech gelift dem Rapporteur no.

(Interruption)

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- D'Regierung ass net betraff heivun.

M. le Président.- Ech wär ganz frou, wann d'Regierung dem Rapporteur géif nolauschteren.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Mir hunn eis beroden. Mir lauschteren no.

M. le Président.- Merci.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Iwwert deen Délai beroden.

(Hilarité)

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Et ass also verbueden, tëschent bestuete Partner sech eppes ze verkafen, dat ass d'Prohibitioun vun der Vente. Do gëtt et een Arrêt vun der Cour constitutionnelle vum 8. Januar 2010, dee festhält, dass deen Artikel géint de Gläichheetsprinzip vum Artikel 10bis vun der Verfassung verstéisst. Mir hu laang driwwer diskutéiert, wat mer mat deem Artikel solle maachen, ob mer e solle reforméieren. An d'Commission juridique huet sech dunn entscheet, esou wéi a Frankräich deen Artikel einfach ofzeschafen. Mat där Propositioun war och de Statsrot d'accord.

Här President, ech kommen nach op e leschten Deel vu mengem schréftleche Rapport. Dat si Mesuren, déi ech eigentlech net konnt areien, weder an déi eng Zilrichtung nach an eng aner, weder an déi vun de Schäinbestietnisser nach an déi vun der Gläichstellung vun de Partner.

Dat ass fir d'Éischt emol an dem État civil deen Text, dee virgesäit, dass an Zukunft kee Beruff méi brauch am État civil agedroen ze ginn. Et si vill Leit, déi de Beruff änneren, soudass dann déi Androung am État civil souwéisou falsch ass. Dofir gëtt elo d'Noutwendegkeet, fir säi Beruff unzeginn, gestrach.

Zweet Ännerung: Mir hu misse queesch duerch de Code civil d'Ausdréck „époux/épouse" ersetzen duerch „conjoint", notamment wéinst de gläichgeschlechtleche Partner. Mir hunn och d'Ausdréck „père et mère" ersat duerch „parents", esou wéi de Conseil d'État dat virgesinn oder proposéiert hat. Dat war séier gesot, mä dat huet e groussen Deel vun der Aarbecht ageholl.

Da wëll ech awer nach op eng aner Neierung hiweisen, an dat ass d'Ofschafung vum Gesetz vum 19. Dezember 1972. Dat Gesetz huet virgesinn, dass, wann ee sech wollt bestueden, een e Certificat médical op der Gemeng huet missen ofginn, dass een en vue, am Hibléck vum Mariage vun engem Dokter ënnersicht gi war.

De Gesondheetsministère huet gemengt, well haut e grousse Prozentsaz vun de Leit sech net méi bestueden, kéint d'Zil vun deem Gesetz souwéisou net erreecht ginn, an doniewent wär et och esou, dass déi meescht Leit haut hiren eegenen Dokter hätten an dass se virum Bestietnis scho méi wéi eng Kéier beim Dokter waren, dass den Dokter se géif kennen an dass se iwwert den Dokter, notamment iwwert de Referenzdokter, hiren eegene Gesondheetszoustand haut besser géife kennen - wat ze beweise wär - wéi 1972.

Ganz egal, wat och d'Ursaache sinn, d'Kommissioun huet sech dem Virschlag vum Gesondheetsministère ugeschloss an d'Gesetz vum 19. Dezember 1972 ofgeschaaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menger kuerzer Konklusioun.

Ech soe fir d'Éischt emol Merci all deenen, déi matgeholl hunn un där Reform: déi verschiddenst Ministeren; d'Beamten aus dem Ministère, déi vill Gedold hu missen hunn, och mat der Commission juridique a mam Rapporteur; d'Regierungs-, déi zoustänneg Sekretäre vun der juristescher Kommissioun, déi eis duerch déi Tableauen, déi se gemaach hunn, d'Recherchen, déi se gemaach hunn, ganz vill geholl hunn; déi juristesch Kommissioun selwer, déi vun der leschter Legislaturperiod a vun där heiter; an zum Schluss och meng Mataarbechter aus der CSV-Fraktioun.

D'Gesetz 6172A, wat d'Bestëmmunge vum Bestietnis reforméiert, setzt wierklech nei Akzenter, op ville Punkten. Ech hunn elo a groben Zich eenzel Linnen hei skizzéiert, mä et

si vill Nuancen dran, déi een an engem vereinfachte Rapport, deen ee mécht, net kann erëmginn. Déi Nuancë sinn e wéineg verluer gaangen, ech ginn dat zou, mä dat ass awer net dran, wann ee wëllt en Exposé méi einfach maachen.

All déi, déi sech do fir d'Matière interesséieren, kënnen dat an deem ausféierleche Rapport an am Text selwer noliesen. An ech mengen, et sinn der och vill, vill Leit am Land, déi direkt betraff si vun deem Text hei, soudass et vläicht och wichteg wär, dass déi zoustänneg Ministèrë souwuel de Gemengen, mä och de Leit déi Reformen iwwer verständlech Texter méi no kéinte bréngen.

Ech mengen, dass Lëtzebuerg sech heimat, duerch déi Reform vum Bestietnis, e modernen Text gëtt, en Text, deen eis och erlaabt, aner Reformen elo unzegoen, notamment déi vun der Adoptioun, vun der Filiatioun an och vum Scheedungsrecht. Hei ass en éischte Steen an déi do Richtung. An dofir kann ech nëmmen dat, wat an dem schrëftleche Rapport zum Schluss steet, Iech recommandéieren, Dir Dammen an Dir Hären: deen Text hei ze stëmmen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Ier ech deem nächste Riedner d'Wuert ginn, erlaabt Der mer vläicht, dann och dem honorabele Rapporteur en häerzleche Merci ze soe fir säin trotzdeem ganz nuancéierte Rapport. An ech géif dann d'Wuert weiderginn un den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net alldeeglech, datt een an dësem héijen Haus iwwer e gesellschaftspoliteschen Dossier debattéiert an zum Schluss och ofstëmmt, duerch deen een eng iwwer 200 Joer al zivilrechtlech Institutioun wëllt reformëieren. An nodeems esou en alen Hues wéi de Paul-Henri Meyers geschwat huet, ass et och fir...

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha)

M. le Président.- Mä jonk am Geescht!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Cela ne me dérange pas.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dat war guer net pejorativ gemengt. De Rapporteur huet verstanen, wéi ech dat wollt soen.

...ass et besonnesch fir e méi jonken Deputéierten, deen net déi Erfahrungswäerter huet wéi de Rapporteur, en Challenge, zu esou engem gesellschaftspoliteschen Dossier ze schwätzen.

De Projet geet zréck op den deemolege Justizminister François Biltgen. An dëse Projet gouf virugefouert vun der leschter CSV-Justizministerin Octavie Modert.

De Rapporteur ass op d'Diskussiounen an der Kommissioun agaangen, an et huet ee wierklech och an där Kommissioun gespuert, datt mer en net alldeegleche Projet de loi géifen do traitéieren. Ech wéilt och op dëser Plaz dem Rapporteur e grousse Merci soen, datt e mat deem néidege Fangerspëtzegefill a mat dem néidegen Know-how eis alleguer duerch déi dach komplex Matière vum Mariage am Code civil gefouert huet.

D'CSV ass sech, wéi ëmmer, hire Responsabilitéite bewosst. Mat eis kann een iwwer alles schwätzen, och iwwer gesellschaftspolitesch Themen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Léon Gloden *(CSV).*- Mir blockéieren net per se, mä mir huelen Décisiounen op Basis vun Texter, vun Argumenter an opgrond vun eisem Grondsazprogramm.

Här President,...

M. le Président.- Hei!

M. Léon Gloden *(CSV).*- ...wann ech als Buergermeeschter Leit bestueden zu Gréiwemaacher op der Gemeng, dann halen ech ëmmer eng kleng Usprooch. Eng Usprooch iwwert d'Léift. D'Léift!

Une voix.- Richteg!

M. Léon Gloden *(CSV).*- D'Léift ass jo dat héchst positivt Gefill, wat zwee Mënsche kënne fir deen aneren empfänken an emfannen.

Une autre voix.- Zwee Mënsche fir en aneren.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Wann zwee Leit sech bestueden, also d'Unioun virum Officier vum Ëat civil aginn, da ginn zwee Individuen, zwee eenzegaarteg Mënschen zesummegefouert an duerch de Mariage forméiere se à nouveau eng eenzegaarteg Koppel, well keng Koppel ass d'selwecht wéi déi aner.

An dat ass hei d'Fro an dësem Projet de loi: Wéi wäit däerf een Drëtten - an dësem Fall de Législateur - sech an eng éierlech Léift tëschent zwou Persounen amëschen? Wéi wäit däerf ee sech do amëschen? Dat heescht, wat fir eng Limiten däerf de Législateur der éierlech emfonntener, der éierlech gemengter Léift tëschent zwou Persoune setzen?

An et ass kloer, wann een, an ech hunn et virdru gesot, eng Institutioun wéi de Mariage reforméiert, déi op mënschleche Gefiller baséiert, an dësem Fall op der héchster positiver Emotioun, datt esou e Projet de loi Emotiounen an der Gesellschaft ervirrifft. Där enger an där anerer.

Woubäi ech awer op dëser Plaz kloer wëll ënnersträichen, datt een déi Leit, déi, ouni datt déi Leit Haass schüre wëllen, eng Rei duerchaus berechtegt Froen opwerfen, stellen a probéieren, eng Antwert dorobber ze fannen, net als reaktionär duerstelle soll, mä och fir déi Leit Versteesdemech opbrénge soll. D'Politik muss à la fin du jour eng Décisioun huelen.

Datt dës Reform net einfach ass, datt dës Reform komplex ass, och juristesch ganz komplex, beweist eleng d'Tatsaach, datt de Statsrot eng Rei Avis séparés zu dësem Projet geholl huet. An de Rapporteur huet dat och kuerz ugedeit.

Ech wéilt op dëser Plaz fir d'Éischt emol ënnersträichen, et geet ëm d'Réforme globale vun der Institutioun vum Mariage. De Mariage homosexuel, dee Punkt, dee jo ganz vill dobaussen an der Effentlechkeet diskutéiert ginn ass, ass ee vu ville Punkten, jo, e wichtege Punkt, awer net deen eenzege Punkt an dëser Reform.

Duerch dëse Projet de loi gëtt eng Modernisatioun, eng generell Modernisatioun vun der Institutioun Mariage ervirgeruff. A mir wäerten déi Limiten, déi bis elo bestanen hunn, fir datt eng éierlech gemengte Léift net konnt zustane kommen oder méi schwéier zustane kommen, ofschafen. Zum Beispill de Contrôle médical gëtt ofgeschaaft, den Délai de viduité - de Rapporteur huet Iech erkläert, ëm wat et hei geet.

Och eng Reform, och e Punkt, dee wichteg ass: Mir schafen of, datt de Beruff an der Publikatioun muss publizéiert ginn. Well - eng kleng Klammer op - et bestit ee sech jo net, well de Partner déi eng oder aner Funktioun oder deen een oder anere Beruff huet, mä et bestit ee sech jo exklusiv aus Léift. Klammer zou.

Une voix.- Exklusiv!

(Brouhaha)

M. Léon Gloden *(CSV).*- En anere wichtege Punkt, an de Rapporteur huet et och ugedeit, ass d'Gläichstellung vu Mann a Fra an dësem Projet de loi. Jiddwereen däerf sech bestueden, wann en 18 Joer huet. Et ginn eng Rei Exceptiounen, ech ginn net méi dorop an. Mä well de Mariage déi ultime Form vum Zesummeliewen ass, baséierend exklusiv op der Léift, musse méi streng Kontrollen agefouert ginn, fir géint d'Mariages blancs a Mariages simulés virzegoen. Och dat geschitt duerch dëse Projet de loi.

Här President, komme mer dann zum Mariage homosexuel, e wichtege Punkt an dësem Projet de loi. Erlaabt mer, hei meng perséinlech Gedankenevolutioun zu dësem Punkt Iech matzedeelen.

Jo, ech hu mech och perséinlech am Ufank ganz schwéier mam Mariage homosexuel gedoen, well et ass eppes - entre guillemets - „Friemes", eppes Ongewinntes, wat mir bis heihinner net kannt hunn. Wéi ech dës éischt Iwwerleeunge gemaach hunn, hunn ech mer gesot: Sief elo net stur, setz dech mat deenen aneren Argumenter och auserneen!

An ech hunn och eng Kéier den CSV-Grondsazprogramm duerchgelies,...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Léon Gloden *(CSV).*- ...wou drasteet, datt d'CSV eng Volkspartei ass, wou de Respekt virum eenzelne Mënsch ancréiert ass, eng Partei, déi op d'Solidaritéit setzt, déi och op de Respekt vum Rechtsstat setzt.

Erlaabt mer, hei och kuerz en Auszuch aus der Regierungserklärung vum 29. Juli 2009 vum deemolege Premier ze liesen, well och déi hunn ech nach eng Kéier am Detail gelies.

Deemools sot de Jean-Claude Juncker: „D'Politik huet och d'Flicht, sech iwwert dat Wirtschaftlecht, Finanziellt a Soziaalt eraus mat deene Liewensfroen ze beschäftegen, déi d'Leit am Land ëmdreiwen. Si muss vun Zäit zu Zäit der Gesellschaft d'Temperatur huelen. Si muss spieren, wéini ronderëm bestëmmte gesellschaftspolitesch Froe genuch Konsensele-menter erugeräift sinn, déi hir et erlaben, fir kënne behäerzt ze légiféréieren. Wa se e Konsens feststellt, deen um Wuessen ass, ouni schonn integral ze sinn, muss se kënnen den integrale Konsens - deen et eigentlech ni ganz gëtt - antizipéieren. Och dann, wann net jiddwereen oder nach net jiddweree sech deem Quasikonsens kann uschléissen. Mä d'Politik muss mat der Gesellschaft harmonéieren, si däerf hir net ëmmer nëmmen nolafen.

Dofir féiere mer d'Bestietnis fir Homosexueller an. Gläichgeschlechtlech Partner solle sech kënne bestueden. Gléck léisst sech net exklusiv iwwer klassesch Strukturen an Ariichtungen definéieren. Et bestëmmt sech aus sech selwer eraus. Och dowéinst solle mer de gläichgeschlechtleche Partner e Recht ginn, d'Kanner vun hirem Partner ze adoptéieren. Et gëtt kee Recht op d'Kand. Et gëtt wuel awer Rechter vum Kand. Déi Léisung, déi mer virschloen, respektéiert genau dës Rechter." Fin vun der Citatioun.

Léif Leit, ech hu mer dunn och déi perséinlech Fro gestallt: Mat wéi engem Recht kann ech engem anere refuséieren dat Recht, wat ech fir mech selwer beusprochen a wat ech a mengem perséinleche Fall och selwer virun eelef Joer exercéiert hunn? Hunn ech och mat Concernéierte geschwat? Well wann ee ronderëm kuckt, dann huet jiddwereen, kennt jiddweree Leit, déi doduerch betraff sinn. An deene Leit geet et net drëms, ze schockéieren dobaussen, déi Leit wëlle just datselwecht Recht kréie wéi d'Heterokoppelen och.

Well de Mariage ass keng Halligalli-Institutioun. A well mer haut de Mariage hei reforméieren, beweist dat, datt de Mariage seng Daseinsberechtegung huet. An et ass jo och eng Demande do, fir sech kënnen ze bestueden. Well och an engem Débat wéi dësem sollt ervirgestrach ginn, datt de Mariage eng fest Bindung ass, eng Bindung bis zum Enn vum Liewen, wou net nëmme Rechter entstinn, mä och Flichten.

An ech erënnere mech, an de Rapporteur erënnert sech och dorun, datt mer och en Débat haten an der Kommissioun iwwert déi Termen: Fidélité, Assistance a Secours mutuel, an datt mer eis eens waren alleguer an der Kommissioun, datt dat d'Quintessenz vum Mariage ass an datt mer un deenen Termen näischt solle réckelen.

An da muss een och d'Realitéit an d'Ae kucken. Ech moosse mer wierklech hei net un, e Jugement ofzeginn, mä ech stelle just fest, datt haut bei den Heterokoppelen, déi bestuet sinn, d'Halschent, iwwert d'Halschent an d'Bréch ginn: 50,4% no deene Chifferen, déi mir virleien. Och dat beweist, datt déi sakrosankt Institutioun, wann ech dat esou däerf soen, vum Mariage awer och duerch Heterokoppele Rëss kritt. D'ailleurs, wann dat hei agefouert ass, sinn och d'Homokoppelen net géint d'Scheedung gefeit. Wann et net méi geet, da muss een och kënnen aus enger Institutioun wéi dem Mariage dignement austrieden.

Ech wéilt och hei op dëser Plaz ënnersträichen, datt eng ganz Rei Länner de Mariage homosexuel hunn. Mir erfanne jo hei näischt, keen Deus ex machina, mä et geet duer, wann ee ronderëm kuckt. Erlaabt mer just ervirzehiewen, datt an der Unioun bis haut zéng Memberstaten de Mariage homosexuel hunn: wéi d'Hollänner, wéi d'Belsch, wéi Dänemark, Spuenien, Portugal a Frankräich, fir just déi ze zitéieren.

Et sinn och eng Rei südlännesch Länner, déi et hunn: wéi Argentinien, Brasilien, Mexiko. Souguer an Amerika sinn no mengen Informatiounen 18 vu 50 Memberstaten, déi de Mariage homosexuel hunn. An et ass amgaangen, iwwert den Homomariage légiféréiert ze ginn a Länner wéi Taiwan, Thailand, Vietnam, Chile an och nach an villen anere Memberstate vun de Vereenegte State vun Amerika.

Firwat - firwat -, léif Leit, an déi Fro muss ee sech stellen, hunn dann esou vill Länner de Mariage homosexuel unerkannt? An de Statsrot gëtt am Fong indirekt eng Äntwert a sengem Avis vum 27. November 2012.

Ech zitéieren: «Dans la conception du mariage, la plus universellement répandue de nos jours, l'altérité des sexes n'est pas une condition nécessaire au mariage et les raisons pour se marier sont si multiples et variées que la diversité de sexe entre partenaires n'est pas perçue comme un élément nécessaire et péremptoire.

Mariage et procréation sont de moins en moins perçus comme étant nécessairement liés. Pour les personnes qui décident de se marier, les facteurs déterminants ne sont plus des motivations d'ordre économique ou de statut, ni la volonté de fonder une famille, mais l'affection personnelle, la solidarité émotionnelle, l'échange avec l'autre et la compréhension réciproque. Il en résulte que le mariage ne saurait plus être perçu comme l'apanage exclusif de deux personnes de sexe différent.»

De Statsrot fiert virun: «Le droit civil a un rôle stabilisateur et modérateur dans les sociétés, et se caractérise par conséquent nécessairement par certains traits conservateurs plutôt qu'avant-gardistes ou précurseurs. Il faut cependant veiller à ce qu'il ne s'installe pas un déphasage entre la réalité sociologique, sociale et humaine d'une société et les normes civiles appelées à la régir. Ces considérations plaident en faveur de modifications fondamentales, surtout en matière du droit des personnes.». Fin de citation.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sinn all dës Iwwerleeungen, déi d'CSV-Fraktioun dozou gefouert hunn, fir de Mariage homosexuel ze sinn.

Mä domadder ass de Projet de loi nach net fäerdeg. An de Rapporteur ass op déi verschidden Aspekter agaangen, déi d'Introduktioun vun der Reform vum Mariage wäert mat sech bréngen. An doduerch, datt mer duerch dëse Projet de loi de Mariage homosexuel aféieren, hu sech natierlech och eng ganz Rei juristesch Froen als Konsequenz gestallt, notamment d'Adoptioun. D'Adoptioun ass e sensibele Sujet. Vläicht nach méi sensibel - vläicht nach méi sensibel -, wéi d'Fro vum Bestietnis vun Homokoppelen.

An déi Leit, déi domadder Schwieregkeeten hunn, datt Homokoppele kënne Kanner adoptéieren, sollen net an de rietsen Eck gedréckt ginn. Et gi Fakten, wou ee ka soen, jo, vläicht kritt dat Kand et am Ufank e bësse méi schwéier. Net duerch d'Koppel - net duerch d'Koppel! -, mä mir wëssen alleguer, datt d'Kanner kënnen an enger Schoul grausam sinn an datt Kanner do gehänselt ginn. Si ginn elo heiansdo gehänselt duerch deen een oder deen anere sozialen Ëmstand. An dat ka geschéien. Mä ass dat en Argument, fir ze soen, mir wëllen d'Adoptioun net opmaachen?

Ech erënneren och un d'Diskussiounen an der Kommissioun. De Rapporteur huet et erkläert. Am Ufank war jo net, den Objet vun deem Projet de loi war jo net d'Adoptioun, et war de Mariage. An doduerch, datt mer de Mariage opgemaach hunn, si mer och, an ech kommen herno nach drop zréck, si mer op de Wee gaangen, fir net nëmmen d'Adoption simple, mä och d'Adoption plénière fir d'Institutioun Mariage ze generaliséieren, wann ech dat esou ka soen.

Et gëtt vill geschriwwen am Kader vun der Adoptioun iwwert den Droit naturel. Ech wëll elo hei keen Débat juridico-philosophique lasstrieden, mä et gëtt en Ënnerscheed tëschent „le droit naturel" an „les droits naturels". Den Droit naturel ass eppes, wat am Fong net soll evoluéieren, wann Der déi grouss Philosophen noliest. Mä „les droits naturels" am Pluriel, dat sinn Droits subjectifs, déi evoluéiere mat der Zäit. A ganz oft ginn als „les droits naturels" d'Droits de l'Homme zitéiert, a mir wëssen alleguer, datt d'Droits de l'Homme och kënnen evoluéiere mat der Zäit.

A wann ech mat villen Homokoppele geschwat hunn, deene geet et guer net un éischter Stell och ëm d'Adoptioun, a scho guer net ëm d'Adoption plénière, mä si wëllen un éischter Stell vun der Institutioun Mariage profitéieren. A wéi mir an der Kommissioun just d'Adoption simple wollte bäibehalen, dunn huet de Statsrot gesot, baséierend op der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff, datt dat net géif goen. An ech mengen, et ass wichteg, och eng Kéier hei am Plenum déi relevant Passagen ze zitéieren:

«La Cour...», also d'Cour vu Stroossbuerg, «...a conclu à la violation de l'article 14, combiné à l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, en constatant que la différence de traitement opérée en matière d'adoption avait été fondée sur l'orientation sexuelle des requérantes. La Cour a encore observé que le principe de proportionnalité exige dès lors non seulement que la mesure soit normalement de nature à permettre la réalisation du but recherché, mais oblige également de démontrer qu'il était nécessaire pour atteindre ce but, en l'espèce la protection de l'enfant, d'exclure certaines personnes, en l'espèce des personnes vivant dans une relation homosexuelle, du champ d'application de la mesure dont il s'agit.

Dans cette affaire, la Cour a plus précisément reproché au gouvernement autrichien de ne pas avoir établi le caractère préjudiciable pour un enfant d'être élevé par un couple homosexuel et de pas avoir établi l'affirmation que

seules les familles composées de parents de sexes opposés soient capables d'élever convenablement un enfant.»

An enger anerer Affär huet den Europäesche Geriichtshaff den 28. Februar 2010 décidéiert: «La Cour a constaté que la communauté scien tifique et plus particulièrement les spécialistes de l'enfance, les psychiatres et les psychologues, est divisée sur les conséquences éventuelles de l'accueil de l'enfant par un enfant ou des parents (veuillez lire: par un ou des parents) homosexuels. Il n'est partant pas prouvé à l'heure actuelle que l'adoption d'un enfant par une personne homosexuelle ou par un couple de même sexe soit toujours dans l'intérêt supérieur de l'enfant.Il n'est cependant pas non plus prouvé qu'une telle adoption soit contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant.» Fin de citation.

An, Här President, mir liewe jo net an engem rechtsfräie Raum. Mir hunn international, europäesch Traitéë ratifizéiert, ënner anerem d'Mënscherechtskonventioun, ënner anerem d'Unerkennung vun der Juridictioun vum Mënscherechtsgeriichtshaff zu Stroossbuerg. Wa mer soen, mir wëllen déi Reform vum Mariage, wéi se hei exposéiert ginn ass, an et stelle sech déi juristesch Konsequenzen opgrond vu rechtskräftegen Uerteeler, déi mer unerkennen, da muss een och zur Konklusioun kommen, datt an dem Fall vun dem Mariage homosexuel d'Adoptiounsrechter déiselwecht si wéi am Kader vun engem Mariage hétérosexuel.

Souguer den ORK huet a sengem Avis gesot, datt vum Point de vue juridique d'Exklusioun vun den Homokoppele fir Adoption plénière net justifizéiert ass, mä, an ech mengen, do si mer eis alleguer eens heibannen, datt den Intérêt supérieur vum Kand an eleng den Intérêt supérieur vum Kand muss zielen.

Ech wéilt och eng Kéier, ech wëll dat elo hei net zitéieren, fir lech net ze langweilen, mä et ass och eng Kéier wichteg, d'Artikelen 351 et suivants aus dem Code civil nozeliesen, well am Kader vun enger Adoption simple oder an enger Adoption plénière vu Kanner hei zu Lëtzebuerg mussen nach ëmmer d'Elteren, déi leiblech Elteren, hiren Accord gi fir esou eng Adoptioun. Wann ee vun de leiblechen Eltere gestuerwen ass, da geet den Accord vun dem iwwerliewenden Elterendeel duer. Mä och dat ass eng Informatioun, déi ech wollt hei awer och nach eng Kéier ënnersträichen, well déi Informatioun, hunn ech fonnt, ass e bëssen an den Debatten dobaussen ënnergaangen.

Jo, mir sinn eis eens, et geet ëm d'Recht vum Kand an net ëm d'Recht op d'Kand. Dëse Prinzip gëllt fir all Mariage. Jo, «l'enfant n'est pas un objet de droit, mais un sujet de droit». An et ass eleng dee Sujet de droit, den Intérêt supérieur vum Kand, dee muss an der Enquête sociale gekuckt ginn, fir ze décidéieren - egal, wat fir eng sexuell Orientéierung d'Koppel huet vun de Requéranten -, ob e Kand zur Adoptioun fräigi gëtt oder net.

An an deem Sënn, Här President, déposéieren ech lech och hei eng Motioun, wou mer als CSV nach eng Kéier drop hiweisen, datt fir eis den Intérêt supérieur de l'enfant maassgebend ass.

M. le Président.- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant qu'il n'existe pas de droit à l'enfant, mais uniquement des droits de l'enfant;

- considérant que le fait de refuser l'adoption aux personnes et couples de même sexe revient à traiter de manière différente les personnes et les couples homosexuels et hétérosexuels;

- considérant que si des différences de traitement sont possibles, elles doivent se fonder sur des raisons objectives, rationnellement justifiées, adéquates et proportionnées à leur but;

- considérant que pour la Cour européenne des droits de l'Homme, une différence de traitement opérée en matière d'adoption fondée uniquement sur l'orientation sexuelle constitue une violation des articles 14 (interdiction de la discrimination) et 8 (droit au respect de la vie familiale) de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales;

- considérant encore que pour la Cour européenne des droits de l'Homme le principe de proportionnalité exige non seulement que la mesure soit normalement de nature à permettre la réalisation du but recherché, mais oblige aussi de démontrer qu'il était nécessaire pour atteindre ce but d'exclure certaines personnes du champ d'application de la mesure visée;

- soulignant également que la Cour européenne des droits de l'Homme a clairement reconnu la protection de l'intérêt de l'enfant comme un but légitime;

- considérant que cet intérêt doit impérativement guider toutes les décisions en matière d'adoption quelle que soit d'ailleurs l'orientation sexuelle des adoptants;

- considérant dès lors que le caractère préjudiciable d'une adoption pour un enfant ne dépend pas de l'orientation sexuelle de son ou de ses parent(s) adoptif(s);

- considérant dès lors que la procédure d'adoption, et plus particulièrement l'enquête sociale préalable à la décision d'adoption, revêtent une importance fondamentale;

- relevant à cet égard que l'article 10 de la Convention européenne en matière d'adoption des enfants (révisée) dispose que:

«L'autorité compétente ne prononce une adoption qu'après la réalisation des enquêtes appropriées concernant l'adoptant, l'enfant et sa famille. Au cours de ces enquêtes et par la suite, les données ne peuvent être collectées, traitées et communiquées que dans le respect des règles relatives au secret professionnel et à la protection des données à caractère personnel. Les enquêtes, dans la mesure appropriée à chaque cas, portent autant que possible et entre autres sur les éléments suivants:

a. la personnalité, la santé et l'environnement social de l'adoptant, sa vie de famille et l'installation de son foyer, son aptitude à élever un enfant;

b. les motifs pour lesquels l'adoptant souhaite adopter un enfant;

c. les motifs pour lesquels, lorsque seulement l'un des deux époux ou partenaires enregistré(e)s demande à adopter l'enfant, l'autre ne s'associe pas à la demande;

d. l'adaptation réciproque de l'enfant et de l'adoptant, et la période pendant laquelle l'enfant a été confié à ses soins;

e. la personnalité, la santé et l'environnement social, ainsi que, sous réserve de restrictions légales, le milieu familial et l'état civil de l'enfant;

f. les origines ethnique, religieuse et culturelle de l'adoptant et de l'enfant.»;

- rappelant qu'il n'existe pas de droit à l'enfant et considérant partant que l'intérêt de l'enfant ainsi que la sécurité juridique imposent une réglementation claire et rigoureuse des différentes méthodes de procréation et techniques médicales de procréation existantes;

invite le Gouvernement

- à évaluer le fonctionnement de la procédure d'adoption actuelle et à procéder aux adaptations qui s'avéreraient nécessaires pour renforcer la protection de l'intérêt de l'enfant en tenant compte de l'article 10 de la Convention européenne en matière d'adoption des enfants précitée;

- à soumettre les enquêtes sociales préalables à l'adoption à une évaluation;

- à faire en sorte que toute adoption, peu importe l'orientation sexuelle des adoptants, se fasse toujours en considération de l'intérêt supérieur de l'enfant;

- à considérer la signature de la Convention européenne en matière d'adoption des enfants (révisée) du 27 novembre 2008;

- à encadrer strictement les méthodes de procréation et techniques médicales de procréation voire à légiférer à ce niveau, notamment en tenant compte des dispositions y relatives contenues dans le projet de loi 6568 portant réforme du droit de la filiation.

(s.) Léon Gloden, Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octave Modert, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Mir maache jo och keng Gesetzer, fir just Gesetzer ze maachen. Mir maache Gesetzer, well eng gewësse Realitéit dobausse sech erausschielt. An d'Realitéit am Kader vun der Adoptioun ass och, datt ëmmer manner Kanner adoptéiert ginn. Dat huet éischtens domadder ze dinn, datt manner Kanner aus dem Ausland fräigi ginn, fir adoptéiert ze ginn, well déi Länner, déi d'Convention de La Haye iwwert d'Adoptioun ratifizéiert hunn, ëmmer méi versichen, och an hirem Land, wéi et do steet, d'Kanner ënnerzekréien, oder probéieren, datt d'Kanner an hirer originärer Famill kënne bleiwen.

Et ass och eng Tatsaach, datt, wa mer dëse Projet de loi stëmmen, eng Rei Länner net méi wäerte fir Lëtzebuerg Kanner fräiginn zur Adoptioun wéinst dem Homomariage. Mä dat ka keen Argument sinn, fir géint den Homomariage ze sinn.

Léif Leit, opgrond vun all dësen Iwwerleeunge ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Gloden. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zéng Joer nodeem mer hei an der Chamber d'Aféierung vun deem éischten Entworf vun der ziviler Partnerschaft décidéiert hunn, d'zivil Partnerschaft, déi souwuel op ass fir béidgeschlechtlech wéi gläichgeschlechtlech Koppelen, steet elo d'Chamber virun enger weiderer Reform, enger Revolutioun sécherlech am Lëtzebuerger Familljerecht. Et geet ëm d'Aféierung vum Bestietnis och fir gläichgeschlechtlech Koppelen.

Dëse Gesetzesprojet stellt ouni Zweifel, dat ass scho gesot ginn, déi fundamentaalst Reform vum Bestietnis duer, déi mer hei zu Lëtzebuerg zënter dem Code Napoléon duerchzefëieren hunn. Et ass awer och an eisen Aen déi lescht Etapp vun enger jorzéngtelaanger Entwécklung, wat d'Bestietnis ugeet, enger Entwécklung, déi sech an zwou Richtunge beweegt huet: eng Entwécklung haaptsächlech, wat d'Ëmsetze vum Gläichheetsprinzip am Familljerecht a besonnesch am Bestietnis betrëfft, wou et drëm geet, dëse Prinzip ze stäerken an integral ëmzesetzen.

Haut schloe mer dat Kapitel definitiv zou. Mat dëser Reform hu mer de Gläichheetsprinzip an allen Elementer vum Bestietnisrecht zu Lëtzebuerg ëmgesat an domadder och dem Artikel 11 vun eiser Verfassung Rechnung gedroen.

Et ass awer och eng jorzéngtelaang Entwécklung, déi sech och am Berstietnis elo erëmspigelt, fir enger Form vun Diskriminéierung vu Mënschen opgrond vun hirer sexueller Orientéierung en Enn ze setzen. An duebeler Hisiicht also, a puncto Gläichheetsprinzip an a puncto Netdiskriminéierung, setze mer haut, esou denken ech, e Meilesteen duerch de Vote vun dësem Gesetzesprojet.

Fir all déi Politiker, fir all déi Parteien, déi sech net zënter Kuerzem, mä déi sech zënter laange Jore fir Mënscherechter, fir Netdiskriminéierung a fir eng Moderniséierung vum Familljerecht asetzen, ass et sécherlech e Moment vu grousser Satisfaktioun: d'Satisfaktioun, iwwer steten Asaz enger Iddi zum definitiven Duerchbroch verhollef ze hunn.

Als LSAP hate mer d'Homobestietnis fir d'Éischt 1999 an engem Wahlprogramm; aner Parteie schonn e puer Joer éischter. Zënter '99 triede mer also mam Wieler kloer mat eisen Absichte vir a mir setzen eis an, dass mer d'Bestietnis opmaachen och fir gläichgeschlechtlech Koppelen.

Zënter 2004 soe mer och kloer an eisem Wahlprogramm, dass mer och fir d'Méiglechkeet vun alle Forme fir Adoptioun bei gläichgeschlechtleche Koppele sinn. Déi zwou Iddie ginn hei an dësem Gesetzesprojet ëmgesat, esou wéi et aus den Aarbechte vun der juristescher Kommissioun ervirgeet.

Et ass e laange Wee gewiescht, e laange Wee, deen net einfach war a wou net ëmmer hei eng Majoritéit an der Chamber war! De mandatéierte Spriecher vun der CSV huet gesot, mat der CSV wär ëmmer iwwer Gesellschaftsfroen ze diskutéieren. Jo, et konnt ee mat hinnen diskutéieren! Et wär och nach, géif ech soen, echt, wann een net méi kéint ënner demokratesche Parteien iwwer politesch Themen, déi d'Gesellschaft betreffen, diskutéieren. Mä et war net ëmmer einfach, mat der CSV sech eens ze setzen op deem dote Punkt.

An ech wëll awer net esou grausam sinn, hei Zitater unzeféieren aus den Debatten, déi mer hei virun zéng Joer haten,…

(Interruptions diverses)

…am Mee 2004, wou mer iwwert d'Gesetz iwwert d'zivil Partnerschaften ofgestëmmt hunn, mä wou awer och ofgestëmmt an debattéiert ginn ass an därselwechter Debatt ronderëm eng Proposition de loi vum Renée Wagener, déi mer als LSAP mat ënnerstëtzt hunn, fir de Mariage pour tous hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Dat war virun zéng Joer!

An an zéng Joer huet sech eigentlech un de juristeschen Argumenter näischt geännert, huet sech och un der Notioun vun der Léift, déi hei héichgehale gëtt, näischt geännert. Huet sech, mengen ech souguer, um Grondsazprogramm vun der CSV am Wesentlechen näischt geännert. An dach sinn ech frou festzestellen, dass d'CSV haut zu enger anerer Konklusioun kënnt wéi virun zéng Joer.

Mam Ënnerscheed, dass eis zéng Joer verluer gaange sinn, fir déi Vollreform vum Bestietnis ze maachen, enger Diskriminéierung, déi bestanen huet, en Enn ze setzen. Dat ass schued, dass et esou laang gedauert huet. Mä et ass ze begréissen, dass et haut méiglech war, an an engem breede Konsensus méiglech ass. Dat hunn ech nach wie vor léiwer wéi knapp Ofstëmmungen hei an dësem Parlament, wann ee besonnesch gesellschaftlech Reforme kann op e bësse méi breet Féiss stellen. Dat brauch heiansdo Zäit.

Vläicht huet et sech gelount, op déi Zäit ze waarden, well ee jo och muss feststellen, dass allgemeng - allgemeng - d'Diskussioun dobausse roueg gefouert ginn ass. Et ass emol deen een oder aneren Dérapage ginn, déi eng oder aner Lieserbréiwer oder aner Aussoen an de Sozialnetzer, déi sécherlech iwwert d'Zil erausgeschoss sinn an déi och emol konnte blessant sinn. Mä ech muss awer soen, dass souwuel hei tëschent de politesche Parteien wéi och an der Gesellschaft dobaussen, fannen ech perséinlech, awer d'Limitë vun enger haarder Diskussioun an der Saach net dépasséiert gi sinn.

Dat muss een ervirhiewen, wéi ech och wëll ervirhiewen, dass déi Reform hei, dat ass eng Particularitéit vun der Geschicht, rapportéiert gëtt duerch en CSV-Deputéierten,…

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …d'CSV, déi éischter Bremser an där ganzer Geschicht iwwer laang Joren zumindest war an déi elo iwwert de Rapporteur…, deem ech wëll félicitéiere fir seng engagéiert Aarbecht, virun allem och an der Kommissioun, wéi en un déi komplex an delikat politesch Matière erugaangen ass. En huet et fäerdegbruecht, dozou bäizedroen, och do d'Debatten e bëssen ze entkrampfen, ze versachlechen, an dat huet sech, mengen ech, och sécherlech op déi ëffentlech Diskussioun ausgewierkt. Also dem Paul-Henri Meyers en décke Merci!

Wéi mer alleguerten eigentlech, mengen ech, an der juristescher Kommissioun iwwert déi lescht Joren - mir hu jo haaptsächlech 2012 fir d'Éischt ugefaangen, intensiivst iwwert déi Texter ze diskutéieren -, wéi et méiglech war, alleguerten zesummen, an do war och den aktuelle Juristizminister aktiv mat derbäi bei deenen Aarbechten, dee beschtméiglechen Text ze hunn. A wou mer eigentlech och ëmmer d'Sich no Kompromisser am Sënn haten, fir ze verhënneren, dass et zu engem Broch an der Gesellschaft op deem dote Punkt géif kommen.

Ech wëll och belobegend ervirhiewen - dat kënnt mer net oft vir! - d'Haltung vun der kathoulescher Kierch hei zu Lëtzebuerg, déi näischt gemaach huet, zumindest vun offizieller Säit, fir hei Uelech op d'Feier ze géissen. Dat hei wär eng Matière gewiescht, wou een dat hätt kënne maachen. An aner Kierchen hunn dat an anere Länner gemaach. Et brauch een nëmmen ze kucken, wéi d'Diskussioun a Spuenien verlaf ass. Spuenien, wat virun enger Rei vu Jore schonn déi heite Reform an enger sozialistescher Regierung gemaach huet, wéi do déi Geeschtlech mat op d'Strooss gaange sinn, wou se zu Honnertdausenden demonstréiert hunn, fir dat dote Gesetz ze verhënneren.

Ech ka mech och un Aussoen erënneren, déi net den heitege Poopst, mä säi Virgänger, de Benedikt, gemaach huet, dee virulentst bal - bon - Menacen ausgeschwat huet fir déi Länner, déi wéilten an déi dote Richtung vun engem Opmaache vum Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Koppele goen.

Den Toun awer, besonnesch och an deem Communiqué, dee virun e puer Deeg publizéiert ginn ass vun der kathoulescher Kierch, weist, dass do awer an deem heite Punkt, zumindest hei zu Lëtzebuerg, méi en offenen Esprit ass. An dat huet sécherlech och gehollef, dass mer déi Diskussioun hei kënnen an enger gewëssener Serenitéit féieren. Dat géif ech mer och fir zukünfteg Diskussioune bei ähnlech heikelen Theme wënschen - där wäerten der jo nach hei op dës Chamber zoukommen -, dass mer dann déiselwecht Serenitéit an Objektivitéit an de Respekt virun deem anere géife behalen.

D'Resultat vun all deenen Aarbechte fënnt déi onageschränkt Zoustëmmung vun der sozialistescher Fraktioun, well se och e bëssen awer den Usproch huet, dass se net ganz onschëlleg ass, dass et iwwerhaapt zu deem Projet de loi komm ass. Dat huet ze di mat de Koalitiounsverhandlunge vun 2009, wou konform och zu deem, wat mir an eisem eegene Wahlprogramm stoen haten, et mat der CSV no Diskussioune méiglech war, déi Reform vum Bestietnis mat eranzeféieren, zwar do an där Variant nach, dass d'Volladoptioun net sollt méiglech sinn. Duerfir sollt et jo eigentlech zu enger Reform vun der Adoptioun kommen, wou eigentlech sollt d'Volladoptioun an Zukunft allgemeng net méi méiglech sinn, fir also laanscht déi Diskriminéierungsfro do ewechzekommen.

Schlussendlech war et awer méiglech, opgrond vun deene percutanten Argumenter vum Conseil d'État, dee sech beruff huet op europäesch Jurisprudenz, déi ganz kloer war bei

deem dote Punkt, fir also d'Adoptiounsrecht och hei ouni Diskriminatiouun spillen ze loossen, awer natierlech no deenen normale Regelen, wéi Adoptiounen ze handhabe sinn. Ech kommen nach méi spéit am Detail op déi dote Fro zréck, déi och dobaussen awer hefteg diskutéiert gëtt.

Eis Positioun, wéi gesot, an där doter Fro, huet net variéiert am Laf vun de Joren. Si ass zénter 1999 kloer bliwwen. Si ass also net geprägt duerch iergendwellech moudesch Trends, deenen ee wéilt nogoen, wat emol e Virworf war, deen emol en CSV-Deputéierten an enger viregter Diskussioun der LSAP an anere Parteie gemaach huet: wann ee fir d'Homobestietnis wär, da wéilt een iergendengem Trend nolafen. Ech mengen net, dass dat en Trend ass, ëm deen et hei geet, mä hei geet et ëm eng fest ënnerlech Iwwerzeegung, déi een an deenen dote Punkten ze hunn huet an déi mer och ëmmer haten.

Déi Argumenter also, déi ech haut hei virbrénge fir deen heite Projet, déi hu mer scho plädéiert a viregten Debatten, déi mer an dësem Haus zu deenen dote Froen haten. Ech hunn d'Debatt vum Mee 2004 schonn ervirgehuewen, och am Joer 2010 war eng Interpellatioun vum deemolegen Deputéierte Xavier Bettel zu deenen dote Froen. Ech brauch also hei keng Pirouette ze dréinen, mä kann dat widderhuelen, wat mer als Partei - ech selwer an aner Spriecher - an der Vergaangenheet zu deenen dote Punkte gesot hunn. Ech wëll och hei d'Lydie Err ervirhiewen, wat sécherlech och zu de Virreider eigentlech gehéiert vun all deene gesellschaftspolitesche Reformen, wou mer elo eng weider wichteg Etapp hei duerchzéien.

Ausgangspunkt fir d'LSAP-Fraktioun ass, dat schéngt mer normal ze sinn an engem Rechtsstat, d'gesellschaftlech Realitéit. D'gesellschaftlech Realitéit, déi sécherlech net méi déi ass haut wéi viru 50 Joer. D'Realitéit besonnesch awer och vun der Famill ass eng ganz aner, wéi wann een nëmmen eng oder zwou Generatiounen no hanne kuckt. Et ass d'Realitéit vun enger enormer Villfalt, vun enger staarker Evolutioun, a wou een eigentlech net weess, wou eigentlech déi Entwécklung do wierklech wäert ophalen.

An et ass esou, dass dat traditionellt Bild vun der Famill, wat oft nach elo vun de Géigner vun där Reform an deene leschten Deeg ëmmer erëm an de Vierdergrond gestallt gëtt, dat traditionellt, verankert Bild vun der Famill - oft als Ideal, als eenzeg méiglechen Idealfall duergestallt vu Mamm, Papp a Kand -, dat muss een elo einfach soen, a ganz ville Fäll, vläicht souguer an der Majoritéit vun de Fäll, net méi der Wierklechkeet um Terrain entsprécht, der soziologescher Realitéit, wéi se hei zu Lëtzebuerg och festzestellen ass.

Loosse mer eis näischt virmaachen: Praktesch all zweet Bestietnis gëtt duerch Scheedung gebrach. Elengerzéiend Mamme mat Kand, getrennten Elteren, déi mat neie Partner an hire Kanner zesummeliewen, Grousselteren oder aner Familljememberen, déi sech ëm d'Kanner bekëmmeren, Geschwëster, déi a verschiddene Familljen opwuessen, allméiglech Konstellatioune ginn et haut a sinn denkbar. An a priori kann een net soen, dass déi eng oder déi aner vu virera schlecht fir d'Kand ass oder déi eng nëmme ka gutt fir d'Kand sinn. Dat ass d'Realitéit, wéi mer se haut fannen. An et hänkt vum Eenzelfall of, wéi am Endeffekt d'Situatioun vum Kand ass.

Fir eis ass et awer och gradesou kloer, an dat ergëtt sech eigentlech aus där Villfalt, dass am Mëttelpunkt vum Familljeprojet, egal wéi en ausgesäit, soll a wäert och weiderhin d'Kand stoen. Dat kann net anescht sinn! Wat also den Ausschlag gëtt, dat sinn dem Kand seng Bedierfnesser an Interessen, säi Gläichgewiicht a säi Gléck.

An eisen Aen huet dat näischt mat der sexueller Orientéierung vun deenen ze dinn, déi sech ëm d'Kanner këmmeren. Wat eenzeg an eleng zielt, dat ass d'Capacitéit vun deene Leit, fir d'Kanner ze erzéien, hinnen alles ze ginn, wat se brauchen: Léift, Wäerter, Respekt viru sech selwer, virun aneren, d'Bewosstsinn, zu enger Kollektivitéit ze gehéieren.

Duerfir wäerte mer och net d'accord sinn, a ware mer eigentlech net d'accord, fir engem vu vireran d'Recht ze verweigeren, eng Famill ze grënnen, eng Geschicht, Wäerter weiderzeginn. Esou e fantastesche Liewensprojet muss jiddwerengem zougänglech sinn, ouni Diskriminatioun!

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Duerfir si mer fir d'Bestietnis fir jiddwereen.

Dass mer domadder eng jorhonnertelaang Traditioun a Fro stellen, däers si mer eis bewosst. Mä dat muss een a Kaf huelen, wann et net soll zu engem definitive Broch vun der Realitéit um Terrain an de Rechtsnorme kommen. Et gëtt näischt méi Geféierleches an engem Rechtsstat, wéi wann op eemol d'Regelen, déi édictéiert gi sinn, net méi passen op déi sozial Realitéit, déi een um Terrain feststellt.

Mir sinn awer der Meenung, dass och d'Famill, esou villfälteg wéi se haut ausgesäit, esou divers wéi se ass, Regele brauch. Dat sinn op där enger Säit allgemeng Regelen, déi allgemeng Gültegkeet hunn, Normen, mä awer och spezifesch Regelen, wéi Texter iwwert d'Partnerschaft, wéi Texter iwwert d'Bestietnis.

D'Bestietnis als Institutioun, als besonnesch Partnerschaft, vum Gesetz geregelt a geschützt, dat Bestietnis bleift bestoen. Jo, an eisen Ae gëtt et eigentlech och gestäerkt duerch deen heite Gesetzestext, well mer jo d'Bestietnis opmaachen, fir zousätzlech Partnerschaften a Koppele kënnen opzehuelen. Dëst Gesetz bedeit och kengesfalls, wéi et oft duergestallt gëtt vun de Géigner dobaussen, en Doudesstouss fir d'Bestietnis a fir d'Famill, mä et ass eng Stäerkung vun all Partnerschaft, déi op Dauer ausgeriicht ass.

Zënter der Aféierung vum zivile Bestietnis ënnert dem Napoleon huet d'Institutioun munch Entwécklung matgemaach. De Mariage, wéi mer en haut kennen, ass net méi dee Mariage, wéi e virun 200 Joer a méi agefouert ginn ass hei zu Lëtzebuerg. An och do wëll ech nach eng Kéier op déi eenzel grouss Etappen agoe vun där Entwécklung, déi d'Institutioun vum Bestietnis, wa mer dee Begréff wëlle bäibehalen, hei zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner och - zu Lëtzebuerg ëmmer e bësse mat Verspéidung zu enger Rei vun eisen Nopeschlänner - da matgemaach huet.

Ech hunn et scho gesot, déi éischt wichteg Etapp war d'Gläichstellung vu Mann a Fra an deem Bestietnis. D'bestuete Fra war während laangen, laange Jorzéngten, bis an den Ufank vun de 70er Joren era mannerjähreg. Wa se e Kont wollt opmaachen, huet se missen d'Ënnerschréft vum Mann hunn. Wa se wollt schaffe goen, nëmmen déi bestuete Fra, net déi net bestueten, wa se wollt schaffe goen, huet se missen d'Autorisatioun vum Mann hunn. Alles dat, wat engem haut als aberrant erschéngt, huet laang gedauert, bis et a Fro gestallt ginn ass an ëmgeännert ginn ass. An och dat waren deemools heftegst Diskussiounen! Och deemools ass gerüttelt ginn un Traditiounen an un agefuerene Regelen. Dat war déi éischt grouss Reform.

Déi zweet grouss Reform, déi e bësse méi spéit gemaach ginn ass, déi sech och méi an Etappe gemaach huet, ass och d'Gläichstellung gewiescht vun de Kanner, wou mer haut souguer nach an eisem Text hei, dee mer hei stëmmen, och opgrond vun engem Uerteel, wat eis Cour de Cassation geholl huet, och eng Diskriminatioun weider aus dem Text, aus dem Code civil eraushuelen, also d'Gläichstellung vun deene Kanner, déi am Bestietnis gebuer sinn, ausserhalb vum Bestietnis gebuer sinn, legitim oder onehelech Kanner. Et ass wichteg, mengen ech, dass een dee Gläichheetsgedanken och do bis un d'Enn denkt.

An haut dann, wéi gesot, sti mer virun der drëtter, a wéi ech mengen, leschter Etapp, fir d'Iddi, de Prinzip vun der Gläichheet, wéi en an eiser Verfassung verankert ass, och am Bestietnis ëmzesetzen: dass d'Bestietnis net eleng also engem Mann an enger Fra reservéiert, mä och fir zwou Fraen oder zwee Männer méiglech ass.

Ech muss éierlech soen als een, deen och scho méi laang derbäi ass: Viru 25 Joer, wéi ech ugefaangen hu mat der Politik, hätt ech mer eigentlech ni virgestallt, well et kaum deemools an der Diskussioun war, dass eng Kéier d'Bestietnis kéint eppes aneschters si wéi en Zesummeschloss vu Mann a Fra. Dat war deemools net an der Diskussioun. Dat war éischter eng ganz marginal Diskussioun, déi zaghaftst ugefaangen huet an deem dote Punkt.

Mä et ass eng Iddi, déi hire Wee gemaach huet, déi och, wéi Emfroe weisen, schéngt gedroen ze si vu grousse Majoritéiten an den eenzelne Länner. E Wee, dat ass scho gesot ginn, deen eng ganz Partie Länner och viru Lëtzebuerg gemaach hunn.

Mat Ausnahm vun Däitschland sinn all eis Nopeschlänner entre-temps deen dote Wee gaangen. Net nëmmen déi skandinavesch Länner, déi och e bësse Précurseur an deene Beräicher sinn, hunn deen dote Wee gemaach, mä och esou Länner, konservativ Länner wéi Groussbritannien hu viru Kuerzem deen dote Schratt gemaach. Och Südlänner, déi och an deenen dote Froen net onbedéngt zu den „front runner" gehéieren, hu virun e puer Joer schonn deen dote Schratt gemaach.

Ech hunn och gesot, et ass net nëmmen de Gläichheetsprinzip, deen heimadder héichgehale gëtt. Et ass och géint d'Diskriminéierung vun den Homosexuellen, mengen ech, wou mer haut e kloert Zeechen no bausse setzen. An och do huet Lëtzebuerg eng Geschicht, an net déi rühmlechst.

Wann een e bëssen do zréckbliedert, ech ka mech un déi Diskussioun nach an den 80er Joren erënneren. Dunn hate mir esou en drolechen Artikel bei eis am Code pénal stoen, den Artikel 372bis. Deen ass eréischt '71 agefouert ginn iwwert d'Jugendschutzgesetz. Dat war dann och deen hehre Gedanken, deen hannendrustoung.

An et huet iwwer 20 Joer gedauert, '92, bis en dann ofgeschaaft ginn ass, och no heftegsten a laangen Diskussiounen an Oppositiounen - Dir kënnt Iech denken, och hei am Haus, vu wiem -, fir dat doten erëm a Fro ze stellen, well do u sech am Code pénal virgesi war, dass et kee Problem wier, wann e 70-Jährege mat engem 50-jährege (veuillez lire: mat engem 15-jährege) Meedche géif schlofen, dat huet de Gesetzgeber net interesséiert; mä wann ee vun 19 Joer mat engem vu 17 Joer schléift, dann ass et strofbar an dann huet ee sech Geldstrofen a Prisongsstrofen ausgesat.

Dat war en Text, deen, wéi gesot, 20 Joer hei zu Lëtzebuerg Bestand hat, deen och nach vu ganz bekannten, héichgestallten haaptsächlech CSV-Politiker bis zum Schluss ganz heftegst verteidegt ginn ass. Leit, déi herno sech staark involvéiert hunn am Asaz fir d'Mënscherechter, och op europäeschem Plang, zum Beispill. Da kënnt Der Iech denken, vu wiem oder vu wat fir enger Politikerin dass ech schwätzen.

Wat d'Bestietnis ausmécht, dat ass och scho virdru gesot ginn, dat ass d'Léift, awer net nëmmen d'Léift. Dat ass de gemeinsamen Engagement an de Wëllen, e Projet virunzedreiwen a seng Famill ze schützen. An déi Méiglechkeet, dat menge mir, sollen all Koppelen hunn, ob et Heterokoppele sinn oder Homokoppele sinn. An dëst Gesetz mécht dat ganz einfach méiglech.

Zu ville Kontroversen huet et gefouert - an dat war och d'Argumentatioun, firwat d'CSV virun zéng Joer net bereet war, deen dote Schratt ze maachen -, well se gesot hunn: Do hänkt d'Filiatioun drun, do hänkt d'Adoptioun drun, a mir mengen - dat war deemools déi Positioun -, dass awer do dat klassescht Familljebild eigentlech dat richtegt ass, Papp, Mamm an d'Kand, an duerfir kënne mir eigentlech och net fir d'Opmaache vum Bestietnis sinn, well mer déi aner Konsequenzen eigentlech als Partei net wëllen akzeptéieren.

Haut gesäit d'CSV dat méi nuancéiert. Dat ass gutt esou, mä nach mengen ech, dass dat Argument, wat do virbruecht gëtt, net richteg ass an dass ee sech muss awer mat deem Argument auserneesetzen. Duerfir si mir jo haut hei, fir dat ze maachen.

Ech mengen, et däerf een déi Kritiken net ignoréieren. Déi kann een hunn als éischt Reaktioun, well och normalerweis vill Leit jo déi eigentlech Adoptiounsprozedur guer net kennen. Wéi vill Leit hu scho konkret direkt mat Adoptiounen ze dinn? Si héieren dovunner an da gëtt och gesot: Majo, elo féiere se nach d'Recht op och e Kand an, stellt Iech dat vir, wéi schrecklech! An da bräicht een nëmmen „schnipps" ze soen, wéi wann dat am Katalog wär, „da gi mir eis do e Kand sichen an da kënnt dat dann an eis gläichgeschlechtlech Koppel", an dann, wie weess dann, wat mat deem Kand do geschitt!

Well et soll ee sech jo näischt virmaachen: Hannert där ganzer Géigenargumentatioun do, do verstoppt sech, net nëmmen, mä awer zu engem gudden Deel, natierlech och eng Angscht virun der Homosexualitéit, eng Onkenntnis vun der Homosexualitéit a bei eenzele Leit sécherlech och eng Homophobie. Dat mierkt een tëschent den Zeile méi wéi dass dat kloer ausgedréckt ass.

A wann ech vu ganz intelligente Leit muss liesen, déi ech och emol kannt hunn aus der Studentenzäit, dass se schreiwen, hei géif eppes gemaach ginn, wat géif widdert d'Naturgesetz goen… „Widdernatierlech", eleng dee Begréff, dee revoltéiert mech eigentlech schonn e bëssen, wéi dat ëmmer esou duergestallt gëtt, an dat erënnert mech awer un Zäite viru laange Jorzéngten, vun deenen ech gemengt hunn, dass déi definitiv eriwwer wären. Ech hat gehofft eigentlech, dass mer, wat déi Argumentatioun do ugeet, do schonn haut zu Lëtzebuerg awer am 21. Jorhonnert e bësse méi stabil mat eisen Argumenter a méi sachlech géifen dostoen.

Mä et soll een, mengen ech, zur Kenntnis huelen, dass nach eng Rëtsch vu Klischeeë bestinn, dass et eng Rëtsch vu Viruerteeler och zu Lëtzebuerg nach gëtt, an et muss ee sech also, mengen ech, och ustrengen, fir deene Viruerteeler an deene Klischeeën do esou wäit wéi méiglech mat allen Argumenter och entgéintzetrieden an ze probéieren, se och ewechzekréien.

Dat Allerhéchst an eisen Aen, dat ass jo eigentlech, dass deem adoptéierte Kand seng Rechter respektéiert ginn, dass dat adoptéiert Kand Avantage zitt aus der Adoptioun. Dat ass e Prinzip iwwregens, dee fest verankert ass. Duerfir brauch een net ëmmer nach ze ënnersträichen: Mir mussen nach eng Kéier elo soen, dass et hei ëm d'Interessi vum Kand geet!

An eisem Code civil, am Artikel 343 vum Code civil steet dran, ech liesen, dat ass den Haaptartikel vun der Adoptioun: «L'adoption ne peut avoir lieu que s'il y a de justes motifs et si elle présente des avantages pour l'adopté.» Et ass also ganz kloer: Eng vun de Konditiounen ass den Intérêt de l'enfant. D'adoptéiert Kand muss Avantage aus där Adoptioun kréien.

Dat ass jo och den Zweck vun der Enquête sociale, déi duerchgefouert gëtt, déi bei jiddwerengem duerchgefouert gëtt, wou eng Adoptioun stattfënnt, egal wien dat ass, ob dat eng Koppel ass, ob dat eng eenzel Persoun ass. Déi huet ze kucken, ob déi gesetzlech Bedéngungen, gesetzlech Konditiounen erfëllt sinn: „justes motifs", net verstoppte Motiver, anerer, déi net legitim wären, an d'Avantagen, déi den Adopté aus deem Ganze kann erauszéien.

An eis Jurisprudenz zënter den 1980er Jore seet ganz kloer: «L'intérêt de l'enfant est une condition distincte et autonome de l'adoption de l'enfant.» Méi kloer, mengen ech, kann et net sinn. Da brauche mir, mengen ech, zu deem Thema net grouss Motiounen hei an der Chamber ze stëmmen. Wann e Gesetzestext kloer ass, d'Konditioune festleet, ech mengen, dann hu mir dat als Chamber, déi och déi Gesetzer jo gestëmmt huet, zur Kenntnis ze huelen, well mer jo eigentlech mat där doter Approche zu honnert Prozent d'accord sinn. An dorunner wäert sech och näischt, keen Dibbelchen änneren, wa mer dat heite Gesetz hei stëmmen.

Dat Allerwichtegst also fir d'adoptéiert Kand ass an eisen Aen, dass et mat Léift a Gebuergenheet opwiisst, dass em keng physesch a keng psychesch Gewalt widderfiert an dass et och keng sozial Nout erleit. Dat ass jo dat, wat eigentlech zielt.

An duerfir fannen ech et och dann awer an engem gewëssene Mooss hypocrite, déi ganz Adoptiounsfro - dat ass d'Argumentatioun, wéi se vun de Géigner jo ëmmer erëm gebetsmühlenaarteg ervirgehuewe gëtt -, déi ganz Adoptiounsfro ze reduzéieren op d'Existenz vun enger männlecher oder weiblecher Referenzpersoun.

Dat ass een Element vu villen, sécherlech! Mä awer och an der Wëssenschaft ass déi dote Fro contestéiert, gëtt et där enger Theesen a gëtt et där aner Theesen. Mä wann een dat doten awer zur elengeger Fro mécht, wou nëmmen déi däerf eigentlech ausschlaggebend sinn - dovunner hänkt et of, ob dat Kand sech gutt oder schlecht entwéckelt -, dann ass dat fir mech e Schlag an d'Gesiicht fir all déi Mammen, déi sech ploen Dag an, Dag aus, oft eleng, fir hiert Kand oder hir Kanner ze erzéien, oder all déi Kanner, déi haut schonn a gläichgeschlechtleche Koppelen opwuessen.

Et brauch jo keen ze mengen, dat géif et zu Lëtzebuerg net ginn. Et gi keng Zuelen hei zu Lëtzebuerg. A Frankräich hu se dëslescht Zuelen erausginn. Et ass eigentlech ganz erstaunlech, wéi vill zegdausend, Zéngdausende Koppelen et a Frankräich gëtt, zu 80% sinn et weiblech Koppelen, déi haut scho Kanner erzéien. Och dat gëtt et zu Lëtzebuerg. An a priori ass mer keng Erkenntnis bekannt, dass et deene Kanner do géif méi schlecht goen an hir Entwécklung méi schwiereg wär oder méi gestéiert wär wéi déi a gläichgeschlechtleche Koppelen (veuillez lire: an net gläichgeschlechtleche Koppelen).

Duerfir solle mer also net maachen, wéi wa mer hei géife bei null ufänken, wéi wann hei eng ganz nei Epoch vun Ongewëssheet géif ugoen. Déi dote Faite gëtt et an der Realitéit an et soll een d'Realitéit dann och voll berücksichtegen.

An ech brauch hei net ze soen, wéi vill schlecht behandelt, wéi vill vernoléissegt Kanner et a sougenannten „normalen" Famillje ginn. A wéi vill Kanner leiden a Familljeverhältnisser, déi zerrüttet sinn! Där ginn et der och zegdausend hei zu Lëtzebuerg, wou méintelaang, jorelaang Dag fir Dag gestridde gëtt, geschloe gëtt.

Wéi frou sinn déi Kanner an deenen dote schéinen heterosexuelle Koppelen, wéi se dem traditionelle Familljebild zu Lëtzebuerg hei - an de Käpp vun eenzelne Leit zumindest - entspriechen?

Duerfir, mengen ech, muss een déi dote Fro vill méi breet kucken, vill méi nuancéiert kucken, wéi dat an där sloganaarteger Diskussioun oft de Fall ass, déi mer deelweis amgaang sinn, an deene leschte Wochen hei zu Lëtzebuerg och ze féieren.

Ech hunn et gesot, et ass falsch ze schwätzen, dass iergendwéi hei géif e Recht op e Kand entstoen. Net ee Buschtaf vun deem heiten Text léisst esou eng Interpretatioun zou. De Code civil ass kloer. International Konventioune sinn och kloer. D'Praxis och hei zu Lëtzebuerg ass kloer an där doter Hisiicht: Adoptioune ginn no Enquête sociale duerchgefouert. An et ass selbstverständlech, dass do all dat ganzt Emfeld muss gekuckt ginn, wou dat adoptéiert Kand soll erakommen, an dass een net ausschliisslech elo d'sexuell Orientéierung do ze kucken huet. Déi eleng däerf eigentlech guer net spillen, ausser wa se natierlech zu engem Verhale géif féieren, wat dem Kand net zoudréiglech wär.

Et ginn dann nach ganz vill Froe gestallt zu iergendwellechen hypothetesche Fäll, déi sech kënne stellen, „wann". Déi Leit, déi haut RTL gelauschtert hunn, hunn héieren, wéi vill Adoptiounen dass mer zu Lëtzebuerg hunn. Et sinn der häerzlech wéineg, manner wéi 20 aus dem Ausland. Déi eenzeg, déi nach duerchgefouert ginn, dat sinn eigentlech inlännesch, haaptsächlech nach inlännesch Adoptiounen.

Et muss ee sech eigentlech virstellen, wéi vill praktesch Fäll mer an deenen hypothetesche Fäll hätten, déi elo esou hefteg dobaussen diskutéiert ginn. „Wann dann een aus dem Ausland géif kommen, dee mat enger Leihmutter...", an esou virun an esou weider. Dat si jo déi Diskussiounen, déi momentan gefouert ginn, wéi wann dat géif de Regelfall gi muer. Dat do bleift déi absolut, absolut Ausnahm, a wann esou e Fall sech presentéiert, dann ass et am Noutfall un de Geriichter, fir dat ze tranchéieren. A wann et néideg ass, kann och de Législateur dann agräifen.

Mä ech soen ëmmer, d'Gesetzer sinn do, fir den Normalfall, de Regelfall ze regelen! Och hei gëllt dat an dat kann och net anescht sinn. D'Gesetz kann net perfekt sinn an d'Gesetz muss ausgeriicht sinn, fir eigentlech den allgemengen Intérêt, dat ass de Regelfall, propper, richteg a gerecht ze regelen. An dat mécht och deen heiten Text.

All Koppele brauchen also Ënnerstëtzung, wa se hir Kanner erzéien, a mir sinn och als Politiker gehalen, derfir ze suergen, dass d'Gesellschaft sech och hei zu Lëtzebuerg weider esou entwéckelt, dass sech Kanner kënnen hei zu Lëtzebuerg voll entfalen. Dat ass eng Responsabilitéit, déi also och bei der Kollektivitéit läit.

Dës Regelung vun der Adoptioun ass zu honnert Prozent konform mat nationalen an europäesche Jurisprudenzen.

Dësen Text geet awer méi wäit, an de Rapporteur, den Här Meyers, huet et ugeschnidden, wéi nëmmen déi Fro. Dat ass natierlech den zentrale Punkt, dat ass dee kontroverse Punkt, fir d'Bestietnis opzemaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen, mat alle Konsequenzen, ouni Diskriminéierung, déi dat dann herno och bedeit, wat d'Filiatioun an haaptsächlech dann d'Adoptioun betrëfft.

Mä dëst Gesetz geet jo méi wäit, andeem och eigentlech eng Stäerkung vum Bestietnis kënnt doduerjer, dass preventiv a repressiv eigentlech nei Moossnamen an eist Gesetz mat agebaut ginn, fir forcéierte Mariagen a simuléierte Bestietnisser eigentlech entgéintzewierken, wou eng nei Responsabilitéit zousätzlech op den Officier d'état civil duerkënnt. Dee muss, wann e seriö Indizie fënnt, dass esou e Mariage simulé kéint sech maachen, dat melle beim Parquet, deen dann zousätzlech Méiglechkeete kritt, fir sech ze opposéieren, fir fir d'Éischt e Sursis ze froen, an deen och herno spéiderhin, wann et sollt awer dozou kommen, och méi Annullatiounsméiglechkeeten huet, wéi dat haut de Fall ass.

Da ginn esou Saachen ofgeschaaft, déi bei eisen Nopere schonn ofgeschaaft sinn. Mir brauchen, wéi gesot, ëmmer meeschtens e bësse méi laang wéi anerer. Dat ass den Délai de viduité. Do gesäit een, wéi schéin déi franséisch Sprooch ass: Et hëlt een en Term, dee kee versteet, a wou déi Däitsch da musse laang Sätz maachen, fir datselwecht dann ze erklären.

De Certificat médical verschwënnt. De gesetzleche Mindestalter fir d'Bestietnis gëtt gläichgesat tëschent Mann a Fra op 18 Joer, mat Exceptiounsméiglechkeeten. Alles dat sinn, mengen ech, ganz nëtzlech Bestëmmungen, déi mer eis hei ginn an déi effektiv aus eiser Législatioun sécherlech eng vun deene modernsten an Europa maachen, wann d'Chambre deem heiten Text zoustëmmt.

Här President, ech sinn um Schluss vu mengen Ausféierungen ukomm. Ech mengen, mir sinn um Punkt hei, eng wichteg Reform ze stëmmen, déi vu ville Leit erwaart gëtt, déi och weiderhi vun enger Rei vu Leit wäert contestéiert ginn. Ech mengen, dass d'Diskussioun an der Gesellschaft doriwwer sécherlech net mat der Debatt an dëser Chamber hei wäert zu Enn sinn.

Fir d'LSAP ass dës Reform vum Bestietnis, déi sech erëmspigelt am Artikel 143: «deux personnes de sexe différent ou de même sexe peuvent contracter mariage», den Ofschloss vun enger jorzéngtelaanger gesellschaftlecher a gesetzlecher Entwécklung. Ech mengen, mir sollte keng Angscht hunn, fir dee Schratt ze maachen. Dee Schratt ass einfach fälleg, a villen Ae vläicht souguer iwwerfälleg.

Virun allem weisen awer och déi Experienzen, déi am Ausland gemaach gi sinn, eenzel Länner hunn deen dote Schratt jo scho viru knapp 15 Joer gemaach, dass all déi Befierchtungen, déi och haut elo un d'Wand gemoolt ginn, a kengem vun deene Länner komm sinn. A kengem vun deene Länner ass et zu deene Feelentwécklunge komm, déi haut eropbeschwuer gi vun de Géigner vun deem heiten Text! D'Abendland ass net ënnergaangen an Dänemark, a Portugal, a Spuenien, an all deene Länner, déi déi dote Reform gemaach hunn. An ech mengen och, dass de Gros vun de Lëtzebuerger prett ass, fir deen dote Schratt matzemaachen.

Well ech soen et nach eng Kéier: Dat ass fir eis wichteg, an dat soll och dobausse gewosst sinn, dass mat där heiter Reform, mat all deem Ëmgeréits vun zousätzleche Moossnamen, déi an de Code civil hei integréiert ginn, dass dës Reform net wäert dozou féieren, fir d'Famill an d'Bestietnis ze schwächen, mä am Géigendeel, si wäert d'Famill an d'Bestietnis stäerken a gläichzäiteg och eng bestehend Diskriminatioun ausschalten.

D'Bestietnis gëtt opgemaach fir Männerkoppelen, fir Fraekoppelen. Falsch Bestietnisser gi méi staark kontrolléiert. D'Rechter vun de Kanner bleiwe garantéiert.

Mir sinn der Meenung, dass dat heiten e gudden Dag fir Lëtzebuerg ass. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun wäert mat Freed dëse Projet de loi stëmmen, well de Mariage pour tous ass eng Fuerderung vun der grénger Partei, säit et se gëtt. De Mariage an d'Adoptioun fir all Koppele stoungen nach ëmmer an onse Wahlprogrammer. Mä et ass och fir mech perséinlech, muss ech och hei zouginn, e ganz emotionelle Moment, fir kënnen dës Positioun, dës gréng Positioun ze vertrieden.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Net zulescht, well d'Aféiere vun dëser Gläichheet respektiv d'Ofschafe vun dëser insoutenabeler Diskriminéierung vun zwou Léiften tëschent zwou Persoune fir mech perséinlech ëmmer e grousst Uleies wor.

Et ass e wichtege Moment fir all déi Koppelen, fir déi dës Richtegstellung an onser Gesetzgebung wichteg ass, fir datt si och elo endlech kënnen de Wee an d'Gemeng fannen, net nëmme fir e Pacs ofzeschléissen, mä grad wéi jiddwereen an onser Gesellschaft sech och kënnen ze bestueden.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och, wann net virun allem, e grousse Moment fir déi ganz Gesellschaft, fir ons alleguerten, well et ass e Changement fir ons Gesellschaft, e Changement, wéi d'Gesellschaft mat Diversitéit ëmgeet. Eng Gesellschaft iwwregens, déi scho méi laang prett dofir ass an déi op Politiker a Politikerinne gewaart huet, déi op de Législateur gewaart huet.

An et ass och vu Bedeitung, datt dëse Projet de loi mat enger gréisstméiglecher Majoritéit gestëmmt gëtt, well esou e wichtegt Gesetz verdéngt e grousse Konsens.

Zwee Ministeren, zwee Kommissiounspresidenten, mä een eenzege Rapporteur: De Rapporteur verdéngt net nëmmen Unerkennung, well hien e perfekte mëndlechen a schréftleche Rapport presentéiert huet, mä virun allem, well et vill him ze verdanken ass, datt all Parteien, bis op eng kleng Sensibilitéit, dësem Projet wäerten zoustëmmen.

An dofir am Numm vun der ganzer grénger Fraktioun, Här Paul-Henri Meyers, en häerzleche Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech wëll hei net op déi verschidden Avisen agoen, well déi schonns ebe vum Rapporteur explizit presentéiert an och erkläert gi sinn. Vill méi wëll ech op e puer essenziell Punkte vun dësem Projet de loi agoen.

An Europa ginn et mëttlerweil zéng Länner, déi de Mariage homosexuel agefouert hunn, an et ginn zousätzlech néng Länner, dorënner och Lëtzebuerg, déi de Moment e Pacs fir all Koppel agefouert hunn. 2001, dat war d'Joer, wou fir d'Éischt souwuel de Mariage fir homosexuell Koppelen eng éischte Kéier agefouert ginn ass, dat an Holland, an och de Pacs fir homosexuell Koppelen agefouert ginn ass, dat war an Däitschland.

Dës gesellschaftspolitesch Ännerunge sinn d'Resultat vu laangjähregen Debatten an Diskussiounen, souwuel an der Gesellschaft, a wëssenschaftleche Kreesser, a philosophesche Kreesser wéi och méi spezifesch an der Politik.

Oder muss ech vläicht soen „Errongenschaft"? Well, wéi vill gesellschaftspolitesch Themen huet och den Homomariage sech misse mat enger Rei vun Ofwier, Ängschten oder Zweifelen ausenanersetzen. Nach virun enger Generatioun wor Homosexualitéit en Tabu. An de viregte Generatioune war Homosexualitéit fir déi eng eng Krankheet, déi huet misse behandelt ginn, a fir verschidden anerer eng Doudsënn, fir net ze soen e Verbriechen.

An obwuel ech dem Här Bodry recht ginn, datt d'Kierch hei zu Lëtzebuerg sech eenegermoosse roueg verhalen huet, ass et awer esou, datt d'Kierch ëmmer repressiv mat der Homosexualitéit ëmgaangen ass. A wann ee weess, wat fir eng Muecht d'Kierch nach iwwert déi viregt Generatiounen hat, Muecht iwwert d'Leit, well se d'Ängschte vun de Leit méssbraucht huet, da kann ee verstoen, datt et vill Zäit gebraucht huet a vill Opklärung, fir dëser Angscht Sachlechkeet entgéintzesetzen.

Duerch all dës Zäite woren déi concernéiert Persounen enger klorer Diskriminatioun ausgesat, enger Diskriminatioun, déi verhënnert huet, unzëerkennen, datt homosexuell sinn e Recht ass. Et huet also vill Iwwerzeegungs- an och Opklärungsaarbecht kascht, eng ganz Generatioun laang, fir kënnen an der Gesellschaft d'Rechter vun homosexuelle Mënsche gläichzestellen. An et huet och vill Zivilcourage kascht vun homosexuelle Mënschen a Koppelen, fir sech ze outen a fir hir an deenen aneren hir Rechter ze kämpfen. Ech denken, datt et haut och dofir richteg ass, hinnen all ons Unerkennung dofir auszeriichten.

An dofir ass et och falsch, wann ee seet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt keng Debatt an der Gesellschaft stattfonnt huet... - Madame Presidentin, pardon! Dofir ass et och falsch ze soen, datt keng Debatt hei an der Gesellschaft gefouert ginn ass. Déi lescht Jorzéngten hu regelméisseg Debatten an der Gesellschaft stattfonnt iwwert d'Thema „gläich Rechter a gläich Flichte fir homosexuell Mënschen" en général a fir homosexuell Koppelen eben an dësem Fall, an dëst op allen Niveaue vum gesellschaftleche Liewen.

A säit véier Joer, wou dëse Projet de loi déposéiert ginn ass, gëtt och eng politesch Debatt gefouert, hei am Haus, mä och an der Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg. An trotzdeem, an et ass och schonn hei gesot ginn, trotzdeem muss d'Opklärungsaarbecht an Zukunft weider en Thema bleiwen, well eng Rei vu Mënschen zu Lëtzebuerg kënne sech nach ëmmer net richteg virstellen, wat dës Ännerunge vun haut mat sech bréngen, a virun allem, wat se net mat sech bréngen.

Neen, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi geheie mir net all Wäerter iwwer Bord a mir loossen och net all Chaos zou am Kader vun der Erzéiung vun onse Kanner a mir institutionaliséieren och net nei pervers Forme vu Sexualitéit.

Mä jo, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi institutionaliséiere mir gläich Rechter a gläich Flichte fir gläich Léiften. Mir erkennen offiziell eng nei Form vu Relatioun endlech un, déi et ëmmer ginn ass, mä déi bis nach viru Kuerzem net toleréiert war an déi munchmol och fir vill Misär a Malheur gesuergt huet.

Dofir eng éischt wichteg Konklusioun fir ons: Homosexuell Koppele kënne grad wéi heterosexuell Koppele vun enger wichteger Institutioun Gebrauch maachen, wa si dat wëllen. Domadder kritt en Deel vun der Bevëlkerung Accès op e fundamentaalt Recht.

E wichtegt Thema an dem Mariage vu gläichgeschlechtleche Koppelen ass d'Adoptioun. Déi viregt Kommissioun, de Rapporteur huet et erkläert, déi viregt Commission juridique hatt décidéiert, den initiale Projet de loi an zwee opzedeele respektiv d'Reform vun der Adoptioun an der Filiatioun onofhängeg vun der Reform vum Mariage ze considéréieren. Dat war eng gutt Entscheedung, well mir esou déi wichteg Reform vun der Adoptioun an enger nächster Phas mat der néideger Rou a lassgeléist vum Mariage kënnen ugoen.

Datt dëst eng Prioritéit net nëmme vun der Kommissioun ass, mä och vum Minister, beweist de Fait, datt mir ons an onsem Planning virgeholl hunn, dës legislativ Aarbechte ronderëm d'Adoptioun an d'Filiatioun nach dëst Joer an der Commission juridique unzegoen.

Am Kader awer vum Adoptiounsrecht fir gläichgeschlechtlech Koppelen ass vill iwwert d'Adoptioun geschwat ginn. Mir begréissen ausdrécklech, datt schonns déi viregt Justizkommissioun op dee Wee gaangen ass, sous peine d'opposition formelle, fir sech um belsche Modell ze inspiréieren, nämlech keng Diskriminatioun fir d'Adoptioun ze maachen a fir gläichgeschlechtlech Koppelen déi zwou Adoptiounsforme gelten ze loossen.

D'Kanner an de Famillje sinn och en Thema bei den Initiateure vun der Pétition publique „Schutz vum Kand" gewiescht. Déi gréng Fraktioun huet eng Delegatioun vun dëse Pétitionnairen op hir Demande hin empfaangen, nom Prinzip, datt mir un all Austausch am Kader vun engem Projet de loi interesséiert sinn an d'Diskussiounen net scheien, och wa mir net enger Meenung sinn.

An eng Rei vu Bedenken deele mir och. Fir d'Éischt emol hu mir alle béid de Prinzip vum ORK gedeelt, datt et kee Recht op e Kand, mä nëmmen e Recht vum Kand ka ginn. Dëst zielt fir all Koppel, déi wëllt adoptéieren. Fir all Koppel! Dann deele mir och eng laangjähreg Fuerderung vum ORK, datt et muss méiglech sinn, datt e Kand seng biologesch Eltere ka kenneléieren. Och dat zielt fir all Koppel, déi wëllt adoptéieren.

D'Erkenntnis, datt et fir d'Kanner munchmol komplizéiert ka ginn am Fall vun engem Divorce oder am Fall vun enger Famille recomposée, kënne mir och deelen, mä dëst, nach eemol, zielt fir all Koppel, déi sech bestit an déi sech duerno trennt - wa se Kanner huet - respektiv eng nei Relatioun ageet. Bis elo hu sech just heterosexuell Koppele gescheet. Datt d'Jugendgeriicht munchmol traureg Biografië vu Kanner begéint, däers si mir ons och bewosst, mä nach erëm eng Kéier zielt och dës Erkenntnis fir all Koppel mat Kanner.

D'Diskussioun iwwert d'Adoptioun u sech wäerte mer sécherlech nach féieren, wa mer iwwert d'Reform vun der Adoptioun schwätzen. Dofir wollt ech hei och just e puer Reflexioune gemaach hunn, fir kloerzemaachen, datt et och fir d'Kand keng Diskriminatioun ass, e Kand vun enger homosexueller Koppel ze sinn. Et kann héchstens eng Stigmatiséierung sinn, a fir eng Stigmatiséierung ass eng Gesellschaft verantwortlech an net d'Elteren. Dat, iwwregens, gesi mir och am Avis vum ORK.

Eng lescht Remarque zu dësem Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well et mech dach awer interpelléiert huet, wéi eng Argumenter munchmol ze héiere woren dës lescht Wochen am Kontext vum Kand en général a vum Schutz vum Kand am Milieu familial en particulier:

All dës traureg Beispiller vu Kanner a Jugendlechen, déi sech doheem an der Famill net erëmfannen, deenen an der Famill Schued ugedoe ginn ass, sinn traureg Tatsaachen. Dës Beispiller awer grad elo a Relatioun ze setze mam Mariage homosexuel an dem Recht op Adoptioun ass en Affront! An et ass schlicht net der Realitéit entspriechend. Gewalt, Méssbrauch, Alkohol, Vernoléissegunge sinn e puer Ursaachen, déi vill Misär an de Famillje bréngen - et ass schonn hei gesot ginn - an e Kand och hënneren, fir sech ze entfalen. Dofir, wa mir iwwer Kannerrechter an de Schutz vun de Kanner schwätzen, da kommt, mir nennen déi richteg Ursaachen an déi richteg Auteure vun dësen Dramen!

Dofir ass fir ons déi zweetwichtegst Konklusioun: D'Wuelsi vun engem adoptéierte Kand an enger Famill hänkt vum éierleche Verhale vun de Familljememberen of a virun allem vum éierleche Verhale vun den Elteren. D'psychesch Gesondheet vun engem adoptéierte Kand hänkt dovunner of, datt dat Kand an der Wourecht opwiisst, an net dovun, ob d'Elteren homosexuell oder heterosexuell sinn.

Une voix.- Richteg.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Des Weideren ass och richtegzestellen, datt, wa manner Kanner aus dem Ausland zur Adoptioun fräigi ginn, dëst a kenger Hisiicht eppes mat de verschiddenen Ziler vun dësem Projet de loi ze dinn huet, notamment dem Fait, datt mir de Mariage an d'Adoptioun fir d'homosexuell Koppelen opmaachen. Eng Rei vu Länner hu mëttlerweil d'Convention de La Haye ratifizéiert, an dozou gehéiert och, datt d'Kanner prioritär am eegene Land solle bleiwen. Dat ass an onsen Aen och richteg an och gutt esou. Et gëllen also keng nei Regelen an déi, déi be-

stinn, hei oder am Herkunftsland, si fir jiddwereen déiselwecht.

An dofir fir ons déi drëtt wichteg Konklusioun: Et besteet also keen Amalgam tëschent Mariage homosexuel a manner Kanner fir d'Adoptioun.

Sécherlech ass de Mariage pour tous, deen elo agefouert gëtt, ee vun deene wichtegste Punkten aus dem Gesetz. An trotzdeem sinn déi aner Ännerungen net onbedeitend, loin de là! Zum Beispill, den initiale Projet de loi 5908, deen elo an dësem Projet de loi mat integréiert gëtt, regelt méi strikt de Mariage simulé, de Mariage blanc oder Mariage de complaisance, deen e Mëssbrauch vun der Institutioun Mariage ass, fir vun Avantagen duerch de Mariage ze profitéieren. Mä virun allem regelt en och méi strikt de Mariage forcé.

D'Prozeduren, déi zréckbehale gi sinn, sief et vum Officier de l'état civil iwwert de Buergermeeschter bis bei de Procureur, dee méi Pouvoir kritt, grad wéi déi nei penal Mesuren ënnerstëtze mir Gréng ausdrécklech.

De Mëssbrauch vum Mariage, fir vun engem Avantage ze profitéieren, an de Gebrauch vu Gewalt, vun Drohung oder vun Drock, fir e Mariage ze vollzéien, si souwuel strofbar wéi och Sujet fir eng Annullatioun.

E weidere wichtege Punkt fir ons ass d'Gläichstellung vu Mann a Fra, wat den Âge légal vum Mariage ubelaangt. En principe muss och elo eng jonk Fra groussjähreg sinn, dat heescht 18 Joer hunn, fir sech ze bestueden, grad wéi e jonke Mann. An dëst ass fir ons grad wichteg, well et oft eng Parallell gëtt tëschent dem Mariage forcé an der Mannerjähregkeet vun der Fra.

Mat dësen zwou neie Mesurë ginn d'Rechter vun der Fra besser considéréiert, voire an dësem Fall souguer protegéiert. Et gi wuel Derogatiounen dozou, mä och dës ginn, wéi et vum Rapporteur erkläert ginn ass, méi strikt reglementéiert. Et ass elo um Juge des tutelles, a mir denken, datt dat och déi richteg Persoun ass, fir d'Motifs graves ze definéieren an der jonker, mannerjähreger Fra gegebenenfalls och eng gewëssen Autonomie vis-à-vis vun hiren Elteren ze garantéieren. Mir begréissen dës nei Prozeduren, grad wéi datt se iwwert de Biais vum Juge des tutelles ofgewéckelt ginn.

Dofir, déi véiertwichtegst Konklusioun fir ons: D'Institutioun vum Mariage gëtt esou reforméiert, datt en Abus vum Gebrauch vun dëser Institutioun engersäits méi schwiereg gëtt an anerersäits méi strikt bestrooft gëtt, an d'Kontrollmechanismen dofir gi verstäerkt.

Fënneft Konklusioun fir ons ass, datt d'Rechter vun der Fra an de Schutz vun der mannerjähreger Fra renforcéiert ginn, doduerch eben, datt den Âge légal fir eng jonk Fra och endlech op 18 Joer gehuewe gëtt.

Déi zousätzlech Adaptatiounen, déi an d'21. Jorhonnert gehéieren, wéi zum Beispill, datt eng gescheete Persoun oder Wittfra net méi muss waarden, fir sech erëm dierfen ze bestueden, datt deen Examen prénuptial net méi obligatoresch ass, oder eben, wat schonn oft hei genannt ginn ass, datt de Beruff vun de Conjointen net méi am Acte de mariage steet, kënne mir nëmme begréissen. Et beweist jo och, wéi néideg déi Reform och op deem Niveau war.

Schlussendlech muss och ervirgehuewe ginn, datt dës Reform eng riseg Erausfuerderung wor, fir déi verschidde bestehend Texter ze adaptéieren an de bestehende Gesetzer, am Code civil, am Code du commerce, am Nouveau Code de procédure civile, an der Deuxième partie du Nouveau Code de procédure civile an am Code pénal. Do hunn net nëmmen d'Membere vun der Kommissioun, dorënner och oder virun allem de Rapporteur, fläisseg mat dru geschafft, mä och déi zoustänneg „FunktionärInnen" aus dem Justizministère an déi Sekretäre vun der Commission juridique. Hinnen all e ganz grousse Merci fir dës enorm Aarbecht!

An dann als jëtzeg Presidentin vun der Commission juridique wëll ech zum Schluss alle Membere vun der Commission juridique mäin häerzleche Merci och ausriichte fir déi äusserst positiv a konstruktiv Diskussiounen, déi mir während deene leschten Aarbechte vun dësem Projet de loi haten, well et ass extrem wichteg, an engem gesellschaftspoliteschen Dossier deen néidege Respekt vis-à-vis vum Aneschtdenkenden ze behalen. De Respekt virum Aneschtdenkende wëlle mir iwwregens och als Gréng behalen, sief et fir d'Pétitionnairen, déi net déi néideg Zoustëmmung an der Bevëlkerung fonnt hunn, sief et och fir den Avis minoritaire vum Statsrot, dee vun zwee vu senge Memberen ënnerschriwwe ginn ass.

Selbstverständlech - a vläicht gradesou gutt - kann ee bei gesellschaftspolitesche Sujeten net, kann ee wahrscheinlech ni déi ganz Gesellschaft rassembléieren, mä et ass gradesou wichteg, datt déi politesch Responsabel et net verpassen, d'Gesetzer de Besoine vun der Gesellschaft matzäiten ze adaptéieren.

Wat de Statsrot „réalité sociologique" nennt oder den ORK eng „évolution rapide des mœurs", dat sinn e puer Beschreiwungen, déi ons, wann et dann nach néideg wär, irrémédiablement beweisen, datt mer net méi kënnen ons Gesellschaft no engem Code Napoléon aus dem Joer 1804 organiséieren.

An de Fait, datt mir haut praktesch à l'unanimité dëse Projet de loi stëmmen, ass, menge mir, e risegen, e risege gemeinsame Schrëtt no vir an der Gesellschaftspolitik vun dësem Land!

Selbstverständlech stëmme mir dee Projet, ech hunn dat schonn agangs gesot, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Loschetter, fir déi ganz flott Interventioun. Am Prinzip ass et elo u mir, mä vu dass de President net do ass, géif ech vläicht soen, dass den Här Kartheiser virdru schwätzt.

(Brouhaha général)

Wien ass nach...?

(Interruption)

Ah, et ass gutt.

E kënnt, e kënnt.

(Hilarité)

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

M. le Président.- Sou, Merci villmools fir d'Madame Presidentin. Madame Presidentin, ech ginn Iech dann elo d'Wuert als Riednerin vun Ärer Fraktioun. D'Madame Simone Beissel huet d'Wuert. Merci.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, onse Statsminister Xavier Bettel sot a senger Regierungserklärung den 10. Dezember 2013: „Vertraue setze mir och an d'Mënsche selwer. Mir mengen, dass si selwer fir sech - an net anerer fir si - déi beschten Entscheedungen treffen. An et ass net un eis an u kengem soss, fir iwwert déi Décisiounen ze jugéieren. E modernt Land brauch en oppenen an toleranten Ëmgang mat deene Froen. E modernt Land garantéiert de Mënschen, dass si selbstbestëmmt a fräi décidéieren a liewe kënnen. An dofir wëlle mir och eng Politik vun der Ouverture am Beräich vun der Gesellschaftspolitik maachen. Mir wëllen den Droit de la famille moderniséieren, de Mariage opmaache fir gläichgeschlechtlech Partnerschaften an hinnen och d'Méiglechkeet ginn, fir kënne Kanner ze adoptéieren."

En ass nach virugefuer mat de Reformen, déi solle kommen, dat heescht a Saache Scheedungsrecht, Accouchement anonyme an Interruption volontaire de grossesse, déi Saachen, déi schonn initiéiert sinn an déi sollen an dëser Legislatur duerchgesat ginn.

De Projet de loi iwwert d'Reform vum Mariage ass also den Ufank vun enger ganzer Bandbreet vu Gesellschaftsreformen, déi dës Regierung an Ugréff wëllt huelen. Eng Partie, an dat ass scho bei de Virriedner ugeklongen, an ech soen hinnen och Merci, ass vun der viregter Regierung initiéiert ginn. An et ass elo un dëser Majoritéit, fir déi Reformen, déi ech elo grad opgezielt hunn, dann och duerchzesetzen an dëser Mandature.

Dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers, dee fir säi wuelbekannten Asaz wierklech scho seng Reputatioun huet, scho säit Laangem, wëll ech e ganz ausdréckleche Merci soen, well, wéi et scho gesot ginn ass, hien och ganz vill dozou bäigedroen huet, dass d'Diskussiounen ëm dëst dach wichtegt, mä sensibelt Thema an der Kommissioun ganz roueg a sachlech gefouert gi sinn. Ech wollt him och Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, aus deem jo erausgeet, dass mir haut nëmmen den Deel vum Mariage beliichten an och wäerte stëmmen.

Den initiale Projet hat jo nach eng aner Approche, well et ass sougutt ëm de Mariage wéi ëm d'Adoptiounsrecht gaangen, mä 2012 ass dunn op Wonsch vun dem viregte Justizminister gesot ginn, et wär besser, en an déi zwee Projeten ze splécken: dee vun haut, dee mer elo prett hunn, dee mer haut elo amgaang sinn ze diskutéieren a wäerte stëmmen, an dee vun der Adoptioun, wat jo och e ganz sensibelen ass a wou bestëmmt nach Debatten iwwert de Fong wäerte gefouert ginn.

Well dat esou ass, hunn awer déi bestëmmten Instanzen, déi intervenéiert sinn, an och ganz vill Associatiounen, déi de Projet de loi iwwert d'Reform vum Mariage aviséiert hunn, d'Adoptiounsfro trotzdeem an hire Gedanke bäibehalen an och aviséiert. Dat ass awer och legitim. Well ech mengen, wa mer eis d'Fro stellen, fir de Mariage opzemaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen, dann ass et ganz legitim, dass sech duerno direkt d'Fro gestallt gëtt: Jo, wéi geet dat da mat der Adoptioun? Well mir wëssen, dass klassesch, säit dem Code Napoléon vun 1804 ëmmer deen, dee bestuet war, och d'Recht hat, fir ze adoptéieren. An dofir sinn alleguerten déi Froestellungen, déi vu menge Virriedner an och haaptsächlech vum Rapporteur scho beliicht gi sinn, ze verstoen a mussen och mat dem ganze Seriö behandelt ginn.

Während den Aarbechte vun der Kommissioun an och am Intérêt vun enger gudder Légistique sinn also an dem Kader vun dem Projet vum Mariage och déi aner Dispositiounen - an ech wëll dat nach ënnersträichen, well dat mécht ganz vill Sënn an enger Optik vu gudder legislativer Aarbecht -, de Projet iwwer Schäinehen, de Projet iwwert de legalen Alter vum Bestietnis an engem Projet de loi 6172A vereent ginn.

Am Kader vun den Aarbechten zu der Reform vum Divorce huet d'Commission juridique och décidéiert, iwwert de Projet den Délai de viduité ofzeschafen, wat mer elo haut zréckbehalen hunn. Den État civil, dat ass schonn ugekënnegt ginn, gëtt och moderniséiert, andeem eben d'Beruffer vun de concernéierte Leit net méi opgelëscht ginn. Dann ass nach gesot ginn, wat och Sënn mécht, dass de Certificat médical prénuptial net méi eng Obligatioun ass, wann ee sech wëllt bestueden. Op déi Saache wéilt ech net méi agoen, well meng Virriedner hu se schonn zur Genüge beliicht.

Här President, wann een d'Texter liest, déi an de leschte Méint, an ech géif souguer soe Joren, an net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä haaptsächlech och an deenen anere Länner produzéiert gi sinn iwwer gläichgeschlechtlech Koppelen, déi sech wëlle bestueden, da muss ee sech ëmmer d'Fro stellen, an dat geet aus den Texter eraus: Wéi ass et iwwerhaapt mat der Natur vun dem Mariage? Wéi ass et mat der Konzeptioun vun dem Mariage an der Evolutioun vun eiser Gesellschaft?

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass d'Bestietnis ëmmer nach e Fundament vun eiser Gesellschaft ass. Et ass ëmmer traditionell gesot ginn, dass de Fortbestand vun därselwechter doduerch assuréiert gëtt, dass e Mariage tëschent enger Fra an engem Mann och Kanner ervirbréngt.

Op där anerer Säit si mer eis all bewosst, dass mer elo mussen der Evolutioun vun der heiteger Zäit Rechnung droen a mir als Legislativ gefuerdert sinn, fir Regelwierker ze maachen, déi ebe just der Evolutioun vun haut gerecht ginn. Dat alles trëfft selbstverständlech zou an dem Kader vun der heiteger Debatt.

Mir wëssen, dass mat der Evolutioun sech esou vill geännert huet. Mir hunn esou vill elengerzéiend Elteren, Deelelteren, et gëtt ëmmer méi Patchworkfamilljen. Dat heescht, net nëmmen huet déi ganz Gesellschaft sech geännert, mä u sech ass d'Institutioun vum Mariage iwwerhaapt net méi déi, déi mer nach virun aller Zäit, ech géif soen, op d'mannst nom Krich, kannt hunn, a bis op d'mannst an d'70er Joren.

Wat mir e bësselche feelt an eiser Diskussioun, et ass zwar schonn ugeschwat gi vun där enger oder där anerer Säit, ass d'Notioun vun der Gläichberechtegung. An ech géif emol dofir ufänken, dass mer géife schwätzen iwwert d'Gläichberechtegung zwësche Fra a Mann. Déi huet besonnesch wat de Mariage ubelaangt, an de leschte Jorhonnerte jo eng enorm Evolutioun fonnt. D'Plaz vun der Fra an engem Mariage ass haut, ech géif soe glécklecherweis, net méi déiselwecht wéi fréier.

D'Institutioun selwer huet och eng grouss Evolutioun fonnt duerch d'Aféierung vum Mariage civil, do ass jo schonn de Mariage ganz demokratiséiert ginn. Well vergiesse mer net, an elo ginn ech wierklech an d'Geschicht, dass beim Konzil vun Trient am 16. Jorhonnert zwou grouss Komponente vun deem Mariage souguer an de Steen agemeesselt gi sinn: Op där enger Säit war et d'Notioun vum Kontrakt, dat heescht wierklech d'Relation juridique tëschent de bestuetene Leit, an op där anerer Säit war et d'Notioun vum Sakrament. Déi sinn a Stengtafelen agehummert ginn, an dann als Begleiterscheinung, awer net als Komponent, war et d'Indissolubilité vun dem Mariage: „…bis dass der Tod euch scheidet, auf immer und ewig."

Alleguerten déi Leit, déi déizäit net zu der réimesch-kathoulescher Kierch gehéiert hunn, duerfte sech iwwerhaapt net bestueden. Déi aner, déi sech bestuet hunn, ware fir ëmmer an éiweg gebonnen. Et huet mussen déi franséisch Revolutioun komme mat der Introductioun vum Mariage civil den 20. September 1792, dunn ass de Mariage säkulariséiert ginn. All Notioun vu Sakrament ass ofgeschaaft ginn an dee Moment ass och den Divorce agefouert ginn.

Mir hunn also de Gläichberechtegungsgedanken an de Fräiheetsgedanke scho vun der franséischer Revolutioun un, op d'mannst a sengem Ufanksstadium. An dat ass esou gemaach ginn, dass net d'Relioun ze vill konnt Afloss dorop huelen. An trotzdeem, wa mer éierlech sinn a mir kucken, wou mer haut stinn, a mir kucken, wat fir e wäite Wee mir gemaach hunn an der Gesellschaft, mä och an dem ganze Familljerecht säit 1804 - well d'Plaz vun der Fra jo haut awer glécklecherweis eng ganz aner ass!

De Jean-Marc Sauvé, de Vizepresident vum franséische Conseil d'État, seet, de Mariage wär, esou wéi dat sech historesch duerstellt, opgebaut op d'Spigelbild oder als Spigelbild vun enger gewësser Konzeptioun vum Ordre social, deen op enger reng patriarchalescher Organisatioun opbaut. Doraus ergëtt sech d'Legitimitéit vun der Unioun an eng ganz hierarchesch Opdeelung vun de Rechter a Flichte vun de Membere vun der Famill. Den Artikel 213 - dee mir jo och an eisem Lëtzebuerger Code hunn - vum Code civil vun 1804 seet dann och: «Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari». Klassesch Regelen, déi mir alleguerten als Juriste geléiert hunn a wou mer kucken, wéi d'Gesellschaft dann evoluéiert.

Da gëtt et nach besser, de Jean-Marc Sauvé interpretéiert de britesche Riichter an duerno Deputéierte William Blackstone, hie seet, an ech schwätzen dat awer am Kader vun der Konzeptioun vum Mariage: «Blackstone l'a également souligné, mais non sans un certain humour, en écrivant que», haalt Iech un, «par le mariage, l'homme et la femme ne forment qu'un seul corps, celui de l'homme.»

(Hilarité et interruption)

Eisen aktuelle Code civil gesäit a sengem Artikel 213 vir, dat ass jo deen, dee mer och ëmmer liesen, wa mer d'Leit bestueden: «Les époux concourent dans l'intérêt de la famille à en assurer la direction morale et matérielle, à pourvoir à son entretien, à élever les enfants et à préparer leur établissement.» Dat ass jo ëmmer déi klassesch Formel, déi elo u sech wäert ëmgeännert ginn, wou haaptsächlech den Term vun „époux" duerch „conjoints" wäert ersat ginn. Dësen Artikel ass praktesch deckungsgläich mat dem Artikel vum heitege franséische Code civil.

E laange Wee vun 1804 bis zum Projet de loi vun haut, an e Wee, dee vläicht wichteg war, mä et ass gutt, dass mer haut déi Ännerunge virhuelen, déi eiser heiteger Gesellschaft entspriechen.

An der Konzeptioun vun haut wëll ech nach ëmmer, nach eng Kéier, d'Valeur supérieure fir mech ënnersträiche vun der Gläichberechtegung vun de Leit, déi an enger Koppel bestuet ginn. An dem Wee vun de Frae vun 1804 bis haut, wou ech jo gesot hunn, de Mariage ass scho moderniséiert ginn, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, an den Alex Bodry huet et scho gesot: E Meilesteen ass gesat ginn an de 70er Joren:

1972, wou de Chef de ménage ofgeschaaft ginn ass an d'Fraen endlech mündeg gi sinn, wou se net nëmmen „assistées" an „autorisées" méi ware fir all Zorte vun Akten. Mä och ganz wichteg: 1974, wéi mer d'Reform vun de Régimes matrimoniaux duerchgezunn hunn, déi notamment am Intérêt vun der bestueter Fra war, déi net geschafft huet, fir dass hir patrimonial Interesse konnten ofgeséchert ginn, notamment am Fall vun enger Scheedung. Dat ware ganz wichteg Meilesteng, wat d'Institutioun vum Mariage betrëfft, ier mer zu där vun haut kommen.

Mat deem Projet de loi, dee mer haut wäerte majoritär stëmmen, maache mer u sech näischt aneschters, wéi erëm eng weider Etapp um Wee vun der Gläichberechtegung a vun dem Principe de l'égalité virunzekommen. A mir bezéie gläichgeschlechtlech Koppelen hei mat eran an eis Iwwerleeungen, fir hinnen de Wee opzemaachen zum Bestietnis.

Et ass oft vu Leit gesot ginn, déi d'Valeur vun dësem Projet de loi ugeprangert hunn: Majo, brauche mer dat dann iwwerhaapt? Mir hu jo säit 2004 d'Partenariatsgesetz, do kënne jo scho gläichgeschlechtlech Koppele sech esou gutt organiséieren, dass et praktesch parallell ass zum Mariage.

Neen, et ass net d'selwecht! Well, wat déi ganz Differenz mécht vum Mariage zu dem Partena riat, dat ass ebe just den Akt selwer. D'Wichtegkeet, d'Formalitéit vun dem Akt, deen duerch de Mariage gesat gëtt a wou eis Gesellschaft dee Moment offiziell weist, dass mer wëllen de gläichgeschlechtleche Koppelen deeselwechte Stellewäert ginn an dem Mariage wéi den heterosexuelle Koppelen, wat e ganz grousse Sprong no vir ass an eiser Législatioun.

Här President, ech hunn am Ufank gesot, d'Fro vun der Adoptioun ass esou enk mat der Reform vum Mariage verbonnen, dass een dëse Sujet och an der Debatt vun haut kann uschwätzen, ouni dass mer awer nach en Débat de fond wäerten haut hei féieren, deen an enger spéiderer Etapp op alle Fall nach muss gemaach ginn, well et extrem wichteg ass.

Adoption simple, Adoption plénière, et ass scho vill elo haut dovunner gesot ginn. Ech wäert net méi weider op all Detailer agoen. D'Diskussioun war: Déi gläichgeschlechtlech Koppel, wat ka se? Am Ufank ass jo d'Regierung an och d'Commisson juridique expressis verbis op eng Adoption simple agaangen, well ëmmer d'Iddi war, fir dass nach e Lien biologique mat egal wéi där enger oder där anerer Säit vun dem Kand kéint gehale ginn.

Dunn ass e Paradigmewiessel komm, wou de Statsrot gesot huet: Halt, stopp, dat geet géint de Principe de l'égalité vum Artikel 10bis vun eiser Verfassung, a wa mer A soen, da musse mer och B soen. Wa mer de Mariage opmaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen, musse mer hinnen all Rechter ginn an dee Moment eis net op d'Adoption simple limitéieren. Si mussen d'Recht hunn, fir d'Adoption plénière ze kréien. D'Commission juridique huet dee Paradigmewiessel matgemaach an ass dunn och op de Wee gaangen, fir d'Adoption plénière also guttzeheeschen am Kader vun dësem Projet.

A kengem Zeenario - an ech wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen, well et ass extrem wichteg an et ass jo och vu menge Virriedner ugesprach ginn - geet et hei drëm, enger bestueter, an hei elo gläichgeschlechtlecher Koppel en Droit à l'enfant ze garantéieren. Et geet ëmmer nëmmen ëm d'Droits de l'enfant. An et ass duerch laangjähreg Jurisprudenz, dass ëmmer geschwat gëtt vum „intérêt supérieur de l'enfant". An aus allen Zeile vun dësem Projet de loi kënnt en och eraus.

Et ass vum Conseil d'État an och op anere Plazen opgeworf ginn, wéi et sech da mat de Rechter vum Kand am Fall vun enger Adoption plénière an Zukunft verhale wäert. Notamment wann e Kand - an dat kënnt ganz oft, wann e Kand e bestëmmten Alter huet - dann ufänkt, Froen ze stellen, wéi et sech mat senge biologeschen Originë verhält. Dat ass eng ganz sensibel a ganz wichteg Matière.

Ech mengen, mir kommen net do ronderëm, fir nach eng Kéier en Débat de fond iwwert déi Fro ze setzen, well fir de Moment hu mer do keng Recette miracle, fir ze kucken, a wat fir eng Richtung mer ginn. Mä dat ass eppes ganz Wichteges. Do ass och scho ganz vill Tënt gefloss an all de Länner ronderëm, bis do versicht ginn ass... Well do war et a Frankräich, do ass et an déi eng Richtung gaangen, do huet dat kee gutt Resultat bruecht. Do si se erëm amgaangen zréckzeschrauwen. Mir musse kucken, a wat fir eng Richtung mir elo selwer ginn.

An dann nach eppes Wichteges: All Mënsch, all Koppel, wa se e Kannerwonsch huet an deem engen oder deem anere Moment vun hirem Liewen, muss sech jo d'Fro stellen, firwat se e Kand wëllen hunn. Dat ass bei deenen engen, déi e Kand wëllen iwwert den natierleche Wee kréien, eng grouss Fro, gradesou wéi bei deenen, déi e Kand wëllen adoptéieren. E Kand kréien, egal a wat fir engem Zeenario, ass ëmmer eng ganz grouss Responsabilitéit, an déi besteet bis zum leschten Otemzuch. Alleguerten heibannen an déi baussent dëser Chamber, déi Eltere sinn, wëssen dat ganz gutt.

Ech mengen, dass e Mënsch oder eng Koppel, déi wëllt e Kand adoptéieren, wat jo och en extrem wichtege Schrëtt ass, sech déi Fro - eng ganz déif Prise de conscience - mat aller Seriositéit muss stellen, well, wéi gesot, et ass eng Saach vu Responsabilitéit, mä et ass och eng Saach vu Liewensastellung, fir sech de Kannerwonsch ze erfëllen.

An ech sinn och sécher, wann ech kucken, wéi dobaussen dat geet mat den Adoptiounen an deenen anere Länner, dass sech déi richteg Froe vun deene Leit gestallt ginn. An dat ass och richteg esou, fir dass alles bei senger Uerdnung bleift an dee Moment och am Intérêt vum Kand seng ganz Sécuritéit an de fräien Développement vu senger Personalitéit kënne garantéiert ginn.

Wann een also de Pour an de Contre, an dat si jo haaptsächlech d'Géigner vun de ganzen Adoptiounsméiglechkeete vu gläichgeschlechtleche Koppelen, wann een déi elo op d'Wo leet, wéi gesot, kënnt een net do ronderëm, dass mer eis nach eng Kéier de Kapp zerbriechen, wéi mer dat wëllen ugoen, wann d'Kand wëllt seng biologesch Eltere kennen, an d'Eltere selwer musse wëssen, wéi se sech dee Moment solle verhalen.

Ech ginn net méi op aner Dispositiounen an, déi nach am Mariage hei geännert ginn, déi extrem wichteg sinn, wou mer déi ganz Texter moderniséieren. Ech begréissen et awer ausdrécklech, well dat ass eppes, wat mech ëmmer gestéiert huet, dass d'Fra sech konnt mat 16 Joer bestueden an de jonke Mann mat 18. Hei gëtt elo eng Uniformisatioun gemaach vun den Alteren. Dat ass och eng Saach fir d'Gläichberechtegung vu Mann a Fra an iwwerhaapt och bei gläichgeschlechtleche Koppelen, et soll all Mënsch déiselwecht Konditioune gestallt kréien.

Ech mengen, et ass och wichteg, well et gëtt eis ouni Problem d'Méiglechkeet, fir dee grousse Fléau - dee leider och zu Lëtzebuerg mat Momenter säin Onwiese gedriwwen huet - vun de forcéierte Mariagë kënne valablement ze bekämpfen, well elo eben haaptsächlech d'Meedercher groussjähreg sinn an do aner Méiglechkeete sinn, fir deem dann entgéintzewierken.

Mir setzen also haut, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir setzen haut ee ganz wichtegen Akt. Mir maachen dat am Bewosstsinn, dass mir als Gesellschaft ons formell, offiziell a fräi dozou bekennen, dass all Mënsch déiselwecht Rechter a Flichten huet an dat elementaart Recht huet, gläichberechtegt behandelt ze ginn.

Am Grondsazprogramm vun der Demokratescher Partei vun 2003 steet: „Wir glauben daran, dass, neben dem Individuum und der Gesellschaft, die Ehe und Familie schützenswerte Lebenszellen sind. Eine zeitgemäße Definition der Begriffe Ehe und Familie darf nicht allein von einer heterosexuellen Partnerschaft ausgehen. Ehe verstehen wir auch als eine vom Gesetz geschützte Lebensgemeinschaft, die unabhängig von dem Geschlecht der Partner existieren kann." Dat war 2003.

Konform zu dëser Approche, konform och zu dëser Regierungserklärung vun 2013, mat där ech ugefaangen hunn, finaliséiere mir haut eng weider Etapp um Wee vun der Gläichberechtegung, um Wee, wéi eng Konzeptioun mir dem Mariage ginn, also och, wéi eng Konzeptioun mir vum Zesummeliewen an onser Gesellschaft hunn.

Ech mengen, mir kënnen als Gesellschaft dëse wichtegen Akt, dee mir haut wäerte stëmmen, nëmmen ausdrécklech begréissen. An an deem Kontext - an nach eng Kéier Merci un all déi, déi matgeschafft hunn un dësem wichtege Projet, deen extrem breet gefächert ass - bréngen ech mat Freed den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Beissel. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et gëtt Momenter fir Sachlechkeet an et gëtt Momenter fir Polemik. An ech versprieche lech, mat grousser Sachlechkeet lech eis Analys vun der Definitioun, dem Sënn an dem Zweck vum Bestietnis ze presentéieren an duerzeleeën, firwat datt mir de Mariage fir homosexuell Koppelen an dat domat verbonnent Adoptiounsrecht oflehnen.

Mä fir d'Éischt gestatt Der mer ee Moment vu Polemik, nämlech vu Polemik doriwwer, wéi hei am Haus ëmgaange gëtt mat Pétitionnairen. Et geet ëm d'Virgäng vun deene leschten Deeg betreffend déi Leit, déi d'Petitioun zum Recht vum Kand virgeluecht hunn.

Ech muss feststellen: Hei an der Chamber gëtt et ëmmer besser! No den Ukënnegungen duerch d'Gambia-Majoritéit vu méi Transparenz...

(Interruption)

...vu méi Transparenz, méi Demokratie a méi Biergerbedeelegung hate mer eng éischt Unhéierung hei an der Chamber vun de Pétitionnairen iwwert de Projet Tram. Woubäi „Unhéierung" e falscht Wuert ass, well déi Leit goufen net ugehéiert, mä se goufen als Publikum méssbraucht vum Minister Bausch fir seng Pro-Tram-Priedegt. Den Dag drop gouf de Projet an der Kommissioun duerchgebaatscht an déi Woch drop hei no Bulldozermanéier duerchgestëmmt.

De Pétitionnairë géint dat heite Gesetz blouf dat erspuert, well schréftlech Ënnerschréften net als equivalent zu elektroneschen Ënnerschréften ugesi ginn. Ausgerechent bei engem Projet, deen an der Fënster als Antidiskriminéierungsprojet argumentéiert gëtt, gëtt diskriminéiert! Et ass fir mech eng kloer Altersdiskriminatioun, wa Leit, déi ebe kee Computer hunn oder net esou gutt mat Internet kënnen ëmgoen, sech net un enger Petitioun hei an der Chamber däerfe bedeelegen an net däerfen hir Meenung zum Ausdrock bréngen.

Jo, d'Saache verbessere sech hei an der Chamber, well deene Bierger ass erspuert bliwwen, wat deenen anere geschitt ass, nämlech hei als Statiste vun enger Pseudobiergerbedeelegung op gutt Lëtzebuergesch gesot „veraascht" ze ginn!

No der Ruinéierung vun der Biergerbedeelegung gëtt dann elo déi wichtegst Institutioun vun eiser Gesellschaft, de Mariage, ruinéiert. Den Term „Mariage" gëtt usurpéiert, fir wiesensfriem politesch Fuerderungen duerchzesetzen. D'Wuert an d'Saach ginn hires Inhalts beraubt!

An elo kënnt d'sachlech Analys. Wat ass de Mariage? De Mariage, d'Bestietnis gëtt et säit Urzäiten a gouf et scho laang, éier et eis parlamentaresch Demokratie gouf. Duerfir, Här Gloden, ass en och vill méi al wéi 200 Joer, de Code civil. An Urzäiten huet de Mënsch festgestallt, datt de Mariage déi richteg Grondzell vum mënschlechen Zesummeliewen ass. De Mariage, d'Famill, huet e friddlecht Zesummeliewe vun de Mënsche garantéiert an d'Erhalen an d'Entwécklung vum Mënsch an enger Zivilisatioun erméiglecht. D'Wuert selwer kënnt vum latäineschen „Mater", Mamm. Dat däitscht Wuert „Ehe" kënnt vun dem alhéichdäitschen „ēwa", den „befriedete Raum" an enger Gesellschaft.

De Mariage ass eng Institutioun, an net, wéi den Här Rapporteur gemengt huet, e simpele Vertrag. Et ass eng Institutioun, déi d'Keimzell ass vun eiser Gesellschaft. Si soll dem Intérêt général déngen an net engem Intérêt particulier. Ëmmer goung et drëm, Kanner d'Liewen ze schenken, se grouss ze zillen, kuerz, eng Famill ze grënnen.

Den Anthropolog Claude Lévi-Strauss huet de Mariage beschriwwen als den «socle pratiquement universel de la famille; la famille fondée sur l'union socialement approuvée de deux individus de sexes différents, qui fondent un ménage, procréent des enfants, phénomène pratiquement universel présent dans tous les types de sociétés. Les époux sont des individus de sexes différents et la relation entre les sexes n'est jamais symétrique.»

Mäin zweete Punkt: Firwat ass de Mariage och haut nach wichteg an eiser Gesellschaft? D'Famill, déi dem Mariage entspréngt, ass d'Verbindung tëschent de Generatiounen. Ouni si géif et just méi jonk a méi al Individue ginn. Mat hir gëtt et Elteren, Grousselteren, Urgrousselteren, Monnien, Tattaen, Kosengen a Cousinen.

De Mariage ass gekennzeechent vu géigesäitege Flichten, wéi sech géigesäiteg ze hëllefen a bäizestoen, mä och a virun allem dem Verspriechen, beieneenzebleiwen a sech trei ze sinn a gudde wéi a schlechten Zäiten. D'Bestietnis ass virun allem och dat: eng Institutioun, déi op Fidélitéit opgebaut ass, eng Flicht, déi och eise Code civil a sengem Artikel 212 festhält. An och dat heite Gesetz geet un deen Artikel net fréckelen. Mä et ass bezeechnend, datt ee Member vun der juristescher Kommissioun gemengt huet, dat misst een de Bräiterchersleit beim Bestietnis awer elo net wierklech virliesen.

Jo, Dir hutt recht, et ass hei gesot ginn, vill Famillje scheiteren, vill Mariagë scheiteren. An eng vun deenen heefegsten Ursaache vun deem Scheiteren ass ebe just de Broch vun dësem Treiegelöbnis. Anstatt also klenge Kanner schonn am Virschoul- oder Primärschoulalter Sexualunterrecht ze ginn an hinne bäizebréngen, hiert Geschlecht wier dobäi zweetrangeg, muss een eiser Meenung no nees Wäerter vermëttelen: Wäerter vu Responsabilitéit, vu Verantwortung, Treiheet a vun der Freed, déi eng intakt Famill bedeit fir d'Partner, fir d'Kanner a fir d'Kandskanner. Duerfir muss an eisen Aen de Stat, musse mir heibannen nei Gesetzesinitiativen huelen, déi déi Famill schützen a férderen, an dat grad a méi schnellen a leider och méi belibegen Zäiten.

Eiser Meenung no gëtt haut hei genau de Contraire gemaach. Datt eis nei Regierung eng Aart Antifamilljeregierung ass, huet se schonn ugekënnegt, vum Ofschafe vun der Mammerent iwwer d'Kierzung vu Familljenzoulage bis hin zu där a mengen Aen onsäglecher Ausso vun der Antifamilljeministesch, mir bräichte keng natalistesch Politik méi, mir hätte jo genuch Zouwanderung. Domadder widdersprécht dës Regierung der Evidenz, datt eis Bevëlkerung vereelst a mir eng Alterspyramid hunn, déi um Kapp steet.

Erlaabt engem Riedner vun der gudder aler Rentnerpartei, sech seriö Gedanken ze maachen doriwwer, wien eng Kéier all deene Leit hir Rente soll bezuelen, déi haut cotiséieren, wa mer keng natalistesch Politik méi wëlle maachen. An dat Ehe-Ofschafungsgesetz vum heitegen Dag setzt deem Ganzen a mengen Aen d'Kroun op.

Woumat mer bei déi méi kruzial Fro kommen, drëtte Punkt: Firwat sollte gläichgeschlechtlech Koppele sech net bestueden däerfen? Eng Institutioun, déi als erkläertent Zil huet, fir Kanner ze procrééieren, firwat soll déi ugewannt ginn op Leit, déi per definitionem keng Kanner procrééiere kënnen? Ech fannen dat absurd an onerkläerlech! Wéi kënnt e Mënsch op déi Iddi? Et gëtt argumentéiert mat Diskriminatioun, mä ech denken, dee wierkleche Motivatiounsfacteur ass d'Ideologie vum Gender mainstreaming. Gender, dat sougenanntent „soziaalt Geschlecht", am Géigesaz zum biologeschen.

Dëse politesche Wëllen huet sech international zur Aufgab gemaach: eng verflichtend statistesch Gläichheet tëschent Mann a Fra an alle Beräicher, mütterlech an elterlech Erzéiung ofwäerten an de Kanner duerch staatlech Erzéiung méiglechst fréi arieden, si hätte kee Sexe am Sënn vu männlech a weiblech, an jiddwereen, deen de Contraire seet, schwätzt vu Geschlechterstereotypen. D'Kanner gi gegendert! A fir déi Ideologie ass dat faktescht Ofschafe vum Bestietnis duerch eng Ëmdeitung - an näischt aneschters geschitt hei - e weidere Schrëtt an eng gegendert, gemainstreamt Gesellschaft.

Mä Dir hutt recht, dat plakatiivt a virgeschobent Argument fir den homosexuelle Mariage ass net den Gender mainstreaming, mä eng behaapt Diskriminatioun vu Schwulen a Lesbe par rapport zu Heterosexuellen. Oder eng Fro vu Respekt, oder eng Fro vu „Léift unerkennen". A mengen Aen ass dat e falscht Argument. Et däerf een homosexuell sinn an eiser Gesellschaft, et däerf een zesummeliewen, an déi Partnerschaft ass och haut scho gesetzlech geregelt, wann een dat da wëllt. Et gëtt fir mech kee juristesche Grond, d'Institutioun Mariage opzemaachen.

A genau dat huet och den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter a sengem Uerteel vum 24. Juli 2010 festgehalen. Näischt aneschters! Den homosexuelle Mariage ze refuséieren, heescht kengesweegs géint homosexuell Leit ze sinn, hir Léift wëllen ze verbidden oder kee Respekt ze hu virun där Léift. Si emfanne bestëmmt eng echt Léift fir hir Partner. Mä de Stat ass net Riichter iwwer Gefiller! Hien organiséiert d'Zesummeliewen no objektive Kritären, an net nom Zeitgeist oder no der jeeweileger Gefillslag an der Gesellschaft.

Ech weess och net, ob de Mariage wierklech déi Institutioun ass, déi eng Majoritéit vun Homosexuellen iwwerhaapt wëllt. Ech hu ganz vill schwul Frënn. An déi sote mer, déi allermeescht vun hinnen, si géifen net wëllen en Treueschwur ofginn, deen zum Mariage gehéiert.

(Brouhaha)

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo, och Heteroen...

M. Roy Reding *(ADR)*.- Ech hu mer geduecht, datt ech hei géif ënnerbrach ginn. De Volker Beck, parlamentaresche Geschäftsführer...

M. le Président.- Neen, neen, Dir gitt net ënnerbrach. Ganz sécher net!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci. Merci, Här President!

M. le Président.- Voilà.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci. De Volker Beck, 2011 parlamentaresche Geschäftsführer vun deene Gréngen, sot an enger Publikatioun: „Wenn man darauf hofft, die Schwulen zu treuen Ehepartnern zu machen, muss und wird die schwule Beziehungsrealität den Gesetzgeber enttäuschen."

Mä et geet jo bei Wäitem net nëmmen ëm déi bestuete Leit, et geet och ëm d'Kanner, woumat mer beim véierte Punkt wieren: d'Roll vum Kand an deem Ganzen. Duerch dëst Gesetz gëtt elo gläichgeschlechtleche Koppelen erlaabt, e staatlech unerkannt Bestietnis anzegoen, mat alle Konsequenzen, inklusiv engem vollen Adoptiounsrecht. Et kann ee soen, mir erlaben homosexuelle Koppelen d'Adoptioun, also kënne se elo eng Famill grënnen. An dobäi geet et net nëmmen ëm d'Stéifkanneradoptioun, déi oft an d'Feld gefouert gëtt. Neen, et muss en Adoptiounsrecht si pour tous, e Recht op e Kand am Géigesaz zum Recht vum Kand!

An a mengen Aen huet e Kand d'Recht op e Papp an eng Mamm, se ze hunn a mat hinnen opzewuessen. Déi bescht Plaz, wou e Kand kann opwuessen, ass seng natierlech, biologesch Famill. À défaut bei Adoptivelteren. E Kand an eng homosexuell Koppel ze ginn, heescht fir mech näischt aneschters, wéi vermeintlech Rechter vun enger erwuessener Minoritéit op e Kand iwwert d'Wuel vum Kand ze stellen. Dat ass meng Iwwerzeegung!

Et ass och meng Iwwerzeegung, datt dat heiten net dee leschten Akt ass vun Attack op eis Famill als Grondstee vun eiser Gesellschaft.

Souguer déi éierlechst Verfechter vum homosexuelle Bestietnis ginn zou, datt op laang Siicht och fir aner sexuell Virléiften de Mariage nécessairement opgemaach gëtt: Polygamie, Polyandrie, Polyamorie.

Effektiv, wa mer de Mariage, d'Famill net méi definéieren als e Bond tëschent Mann a Fra an der Perspektiv, Kanner ze kréien, mä als eng staatlech Unerkennung vu sexuelle Virléiften, dann däerften och zwou Frae mat engem Mann oder zwee Männer mat enger Fra e Bestietnis agoen. Emsou méi, wa mer de Prinzip vun der Treiheet verschwanne loossen. Och gesetzlech reglementéiert an domat unerkannt Praktike wéi Leihmutterschaft, Fremdbefruchtung, et ass haut jo scho genuch driwwer geschwat ginn, sinn d'Konsequenze vun esou enger Politik.

Ech komme schonn zum Schluss, ech erléisen lech, mä ech wollt awer net schléissen, ouni eng faszinant Ëmfro vun der britescher Zeitung „Telegraph" ze zitéieren.

(Interruptions)

Här Bodry, lauschtert no, elo léiert Der eppes.

Une voix.- Dat ass awer keng Referenz.

(Interruptions et hilarités)

M. Roy Reding *(ADR).*- Déi britesch Zeitung „Telegraph" huet 1.600 Kanner ënner zéng Joer gefrot, wat si géifen änneren un der Politik, wa si Kinnek oder Kinnigin wieren a si däerften ee Gesetz erloossen. A wat mengt Der, wat d'Majoritéit vun deene 1.600 Kanner ënner zéng Joer gesot huet?

(Interruption)

„Ban divorce, ban divorce", verbitt d'Scheedungen. Kéinte Kanner hiert Leed an hir Angscht, awer och hir Freed, an enger richteger an intakter Famill ze liewen, besser erausjäizen? Duerfir seet meng Partei klipp a kloer a geschlossen: Mir brauchen „Family mainstreaming" an net „Gender mainstreaming"! Mir wëlle Gesetzer fir d'Famill an net géint d'Famill! An duerfir lehne mir dat hei Gesetz of.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Näischt verstanen!

M. le Président.- Merci. Deen nächste Riedner ass den Här Justin Turpel, deen um Wee ass. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'Geschicht vun alle Gesellschaften, Här Bodry, ass d'Geschicht vu Klassekämpf. Dat hu gesot, Dir wësst et, Marx an Engels 1874 als Aféierung zu deem, wat nach haut bekannt ass ënnert dem „Kommunistesche Manifest". A mat Klassekämpf menge se d'Ausenanersetzung zwëschen Ënnerdréckten an Ënnerdrécker. Och haut hu mer nach eng Gesellschaft vu soziale Klassen, an d'Ongläichheeten huele souguer ëmmer méi zou!

Mä wourop wëll ech eraus? Och haut ass de gesellschaftleche Fortschrëtt e Resultat vu sozialen Ausenanersetzungen, Mobiliséierunge vun Ënnerdréckten, Konflikter, Oplehnung a Kämpf, an net, wéi dacks gemengt gëtt, virun allem vu schlaue Leit, mä vu soziale Mobiliséierungen. Och d'Gläichstellung vun Homosexuelle bei Bestietnis an Adoptioun ass e Resultat vun deene Mobiliséierungen.

Iwwerhaapt bleift de Kampf fir gläich Rechter eng vun deene wichtegsten Ausenanersetzunge vun der heiteger Zäit, an zwar esou laang, wéi et där sozialer Ongläichheete gëtt. Et bleift e permanente Kampf. Wat haut unerkannt ass, war et gëschter nach laang net. Et kéint ee vill Zitater fannen, wou mer erkläert kréien, firwat datt Frae kee Führerschäi solle maachen, well se net Auto kéinte fueren. Et kéint ee vill Zitater fannen, wou Gesetzer motivéiert gi sinn domadder, datt Frae kee Bankkonto däerften opmaachen a firwat, oder keng Lounaarbecht unhuelen, wann de Mann hinnen dat net erlaabt. An där Beispiller kéint een eng ganz Rei soen.

Mä och am Fall vun der Gläichstellung vun Homosexuelle bei Bestietnis an Adoptioun ass et esou, datt mer nodréiglech am Fong geholl d'Gesetzer upassen un dat, wat déi gesellschaftlech Entwécklung scho laang mat sech bruecht huet. Mir consacréieren am Fong geholl am Gesetz, wat scho laang eng Realitéit ass. An ech muss awer soen, dee Prozess ass awer nach laang net ofgeschloss!

D'Gläichbehandlung vu Mann a Fra ass net realiséiert. Déi ass net ofgeschloss, weder an der Erzéiung nach am Beruffsliewen nach an der Gesellschaft. D'Diskriminéierung vun homosexuelle Koppelen ass net ofgeschaaft. Mir brauchen nëmmen ze kucken, wat et vun Homophobie gëtt, vu Stigmatiséierung vu Kanner vun homosexuelle Koppelen, an all déi Argumenter, déi an déi Richtung kommen.

An och d'Diskriminéierung vun Homosexuellen iwwerhaapt ass net ofgeschaaft. An dobäi sinn aner Froen, déi mer iwwerhaapt emol nach net gebührend behandelt hunn, wéi déi vun den Transsexuellen, déi och diskriminéiert sinn, an och d'Recht hunn, datt d'Gesetzer ugepasst ginn u gesellschaftlech Realitéiten.

Dozou gehéiert och d'Roll vum Sexe am État civil, deen e Stellewäert huet, dee vill ze vill grouss ass an deen ee muss carrément a Fro stellen. Esou wéi mer bereet sinn, de Beruff vum Conjoint a Fro ze stellen, musse mer och bereet sinn, de Stellewäert vum Sexe am État civil a Fro ze stellen. Esou wéi mer iwwerhaapt d'Roll vun der Famill als eenzeg unerkannt Liewensgemeinschaft vill méi staark mussen a Fro stellen an aner Forme vun Zesummeliewen och gesetzlech weider stäerken an ausbauen.

Ech weess, an den Här Reding huet eis et jo virdrun dokumentéiert, et gëtt ëmmer erëm Leit, déi all Fortschrëtt wëlle bremsen an deenen hiert Wielerkapital souguer d'Bremse vum gesellschaftleche Fortschrëtt ass, mä dat wäert de Fortschrëtt net ophalen, an déi Ausenanersetzungen och net, déi dozou nach wäerten an Zukunft néideg sinn.

Ech hunn och der Initiativ „Schutz fir d'Kand", wéi se sech nennen, d'Fro gestallt, wéi mer gëschter mat hinnen zesumme waren, wéi vill Kanner da reng statistesch gesinn zu Lëtzebuerg mat hire biologeschen Elteren opwuessen a wéi vill datt der dat net maachen. A virun allem, ob déi da méi eng schlecht Erzéiung hunn, déi net mat hire biologeschen Elteren zesummen opwuessen, wéi déi aner. Ech hat gehofft, ech krit eng Äntwert dorobber. Ech hu se awer net kritt.

Domadder wëll ech zu mengem zweete Punkt kommen, nämlech zu de Rechter vum Kand. Als Basis zu deem, wat ech soen, déngt fir mech en exzellenten Artikel, deen Der vläicht konnt d'lescht Woch liesen an der „woxx", vum Psycholog, Familljentherapeut a Formateur Gilbert Pregno, dee leider nëmme gekierzt an der „woxx" ofgedréckt war, mä awer trotzdeem liesenswäert ass an deen ech mer a senger integraler Fassung besuergt hunn, well et wierklech derwäert ass.

Et gëtt keng, seet de Gilbert Pregno, pertinent Etüden, déi schlussfolgeren, datt homosexuell Koppele manner amstand wiere fir Kanner ze erzéie wéi anerer. D'Zesummesetzung vun der Koppel ass nëmmen eng Donnée vu villen, déi d'Erzéiung beaflossen. D'Erzéiung ass villméi ee komplexe Phenomeen, dee sech net op eng Variabel reduzéiere léisst. E Kand brauch stabel a kohärent Relatiounen, kloer Bezuchspersounen, déi et halen, begleeden, stäipen. An et ass näischt wat seet, datt homosexuell Koppelen dat net kéinte maachen.

Am Géigendeel, wat e Kand net brauch, si Ligen. An et gëtt vill Ligen an der traditioneller Erzéiung, och an den heterosexuelle Familljen. E Kand soll nimools gesot kréien, et hätt zwou biologesch Mammen a kee biologesche Papp oder zwee biologesch Pappen a keng biologesch Mamm. Esou Lige brauch een eise Kanner net ze erzielen, an dat ass awer dat, wat ënnerstallt ginn ass an enger Rei Lieserbréiwer, déi mer a leschter Zäit konnten am Kontext vun dem gläichgeschlechtleche Bestietnis an der Adoptioun liesen.

Iwwregens stëmmt dat och, datt e Kand keng Lige brauch an der Adoptioun. D'Gebuertselteren an d'Erzéiungseltere si meeschtens déi nämlecht. An der Adoptioun net. Wichteg ass, datt d'Kand Zougang - a virdrun ass et och ugeschnidde ginn - kritt zu senger eegener Geschicht. Wichteg ass, datt d'Erzéiungselteren him ee Moment d'Wourecht soen iwwert d'Hierkunft vu senge Gebuertselteren. An och do gëtt et keng Differenz zwëschen heterosexuellen Elteren an homosexuellen Erzéiungselteren, fir se elo emol esou ze nennen.

Mir wëssen och, et gëtt net nëmmen een eenzege Modell vun Erzéiungsgemeinschaft; net nëmmen eng heterosexuell Koppel ass fäeg, Kanner zu mündege Bierger ze erzéien. Haut geschitt dat a villen anere Formen. A schockéiert war ech, wéi mer vun der Initiativ „Schutz fir d'Kand" gesot kritt hu gëschter, ech zitéieren: „Wéi soll e Kand mat biologescher Mamm a Partnerin, déi net seng biologesch Mamm ass, zesummen ee Kader gi fir eng gesond Erzéiung vun engem Kand, wat do net déi noutwendeg Bezuchspunkte fanne kann?" An domadder sollte mer kloergemaach kréien, datt eng heterosexuell Koppel iwwerhaapt net ka Kanner korrekt erzéien.

(Interruption)

Homosexuell! Pardon. Natierlech! ...datt eng homosexuell Koppel iwwerhaapt net Kanner ka korrekt erzéien.

Wéi ech d'Fro gestallt hunn, wéi dat da wier bei enger monoparentaler Famill, hunn ech keng Äntwert kritt. Well do stellt d'Fro sech d'nämlecht. An och monoparental Eltere si capabel, Kanner gradesou korrekt ze erzéie wéi heterosexuell oder homosexuell Koppelen.

Gradesou schockéiert war ech gëschter, wéi ech héieren hunn: Wat ass dann, wann eng lesbesch Koppel décidéiert, mat enger homosexueller Koppel zesumme Kanner ze maachen? Dann hunn déi Kanner véier Elteren an aacht Grousselteren. Oh Schreck! Zitat: „Et féiert zu enger Situatioun, wou eng Sau hir Fierkelen net méi erëmfënnt." Zitat fäerdeg!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Majo, da maache se aachtmol d'Kommioun.

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Aachtmol Kleeschen!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Mä ech wëll eppes aneschters soen. Ech mengen, elo scho gëtt et Familljen, wou Kanner no Scheedung a Recompositioun sechs oder aacht Grousselteren hunn. Meng eegen Enkelkanner, an ech si stolz dorobber, hu sechs Grousselteren, an dat ass och gutt esou.

(Interruptions)

Dat ass op jidde Fall besser...

(Interruptions)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Dat gëtt Sträit...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Neen, dat gëtt kee Sträit bei de Grousselteren, well et e Recht ass vun...

M. le Président.- Loosst lech net ënnerbriechen.

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- ...well et e Recht ass vun Eltere vu gescheete Leit - vun de Grousselteren -, fir de Lien mam Kand ze halen. Och dat misste mer emol eng Kéier an eiser Législatioun consacréieren. Esou wéi et e Recht ass vun deenen neie Partner, déi Relatiounen ze hunn, déi wichteg si fir déi Kanner. An dat ass och gutt esou an op jidde Fall vill besser, wéi wa Koppelen zesummebleiwen, well se mengen, si missten zesummebleiwen, och wann d'Léift an d'Zesummenhalen an der gemeinsamer Erzéiung vun de Kanner keng Roll méi spillen.

À propos „gär hunn": Mir krute vun der Initiativ „Schutz fir d'Kand" gesot, oder si mengen, d'Interesse vum Kand wier net eng Saach vu Léift, mä vu biologescher Ofstamung. Si hunn eis souguer gesot - an do fänkt et wierklech un, d'Mooss vun Homophobie ze iwwerschreiden, déi absolut net tolerabel ass -, datt fir si ganz kloer wier, datt et an homosexuelle Koppele méi Fäll vu Mësshandlung vu Kanner géif gi wéi bei heterosexuellen Elteren. Dat sinn Affirmatiounen, déi muss ee ganz décidéiert zréckwerfen, déi op iwwerhaapt kenge Fakte baséieren, mä déi wierklech, an ech gebrauchen et net gären: einfach wierklech platt rassistesch Homophobie duerstellen!

Ech wëll nach op zwéin Aspekter agoen, déi sech an deem heiten Zesummenhang stellen, déi awer onbedéngt missten diskutéiert ginn. Dat eent ass dee vun der PMA, vun der kënschtlecher Befruchtung, fir et op Lëtzebuergesch ze soen. Den Erfinder vun der kënschtlecher Befruchtung, de Jacques Testart, dee mécht haut, oder an engem Artikel elo am „Monde diplomatique" de leschte Mount, opmierksam op zwou Saachen: éischtens, datt duerch d'kënschtlech Befruchtung an den industrialiséierte Länner an der Zwëschenzäit ronn fënnef Millioune Kanner op d'Welt komm sinn, déi soss net hätte kënnen op d'Welt kommen. An och ënnersträicht en d'Berechtegung vun der kënschtlecher Befruchtung.

E weist awer och op d'Geforen hin. D'Geforen, déi mer schonn aus der Geschicht kennen, déi awer haut an enger industrialiséierter Gesellschaft méi grouss sinn, déi vu Selektioun, vu Verbesserung vun der Mënschheet, vun der Rass. An den Testart seet, mir solle ganz gutt oppassen, fir den Ënnerscheed ze maache bei der kënschtlecher Befruchtung zwësche medezinescher Noutwendegkeet a gentechneschen Tricken, fir gesellschaftlech Produktivkräften anescht entwéckelen ze loossen, dat an enger neoliberaler Gesellschaft, wou een alles fir Sue soll kënne kréien a wou do grouss Gefore bestinn.

Ech ginn net an op d'Vergläicher mat der Déirewelt, well se mer einfach zewidder sinn, mä déi awer weisen, wat op där Ebene alles bei de mënschleche Wiese méiglech ass.

Mä ech wëll awer drop hiweisen - a firwat soen ech dat hei? -, ech wëll drop hiweisen, datt dat dote kee spezifiesche Problem ass vun heterosexuelle Koppelen! Dat ass een allgemenge Problem! Dee stellt sech souwuel fir heterosexuell wéi fir homosexuell Koppelen. An dofir ass et wichteg, datt mer grad am Kader vun dëser Diskussioun keng falsch Diskussioune féieren.

D'nämlecht ass et iwwerhaapt mat den neie Reproduktiounstechnologien an enger globaliséierter Gesellschaft, wou ee sech allméiglech Zeenarie ka virstellen. Vläicht hunn eng Rei Leit deen israelesch-indesche Film „Global Baby", pardon, „Google Baby" gesinn, vun 2009. An d'Realitéit ass déi, datt mer haut Industrien hunn, wou Frae wéi Sklave behandelt ginn, och hormonell behandelt ginn, fir während zwee, dräi Joer Kanner auszedroen, fir duerno hiren eegene Kanner mat deene Suen, déi se dofir verdéngen, iwwerhaapt en normaalt Liewen ze erlaben.

Mir hunn haut a Spuenien méi wéi 200 esou Kliniken. Mir hu Kliniken haut, net nëmmen a Russland an an der Ukrain, Zentre fir „mënschlech Produktioun". A mir solle ganz gutt oppassen, et ass net nëmmen eng Fro vu Moral, mä och eng Fro vun Dignitéit vum Mënsch! An déi Froe solle gekläert ginn.

Mä wichteg ass et, datt déi Froe musse gekläert ginn onofhängeg vun der Diskussioun iwwer homosexuell Bestietnisser an Adoptiounen. Dat si Froen, déi op jidde Fall musse gekläert ginn.

D'nämlecht ass et mat deem, wat virdru gesot ginn ass: d'Recht, seng Filiatioun ze kennen, seng biologesch Elteren ze kennen, och an der Adoptioun. Dat si Froen, déi musse gekläert ginn! Déi musse mer diskutéieren. D'Rechter musse verankert ginn. Mir mussen doriwwer légiféréieren, mä wann ech gelift net déi Diskussiounen an engem Kader féieren, mat deem se iwwerhaapt näischt ze dinn hunn.

Mir stëmmen dat Gesetz hei, well et e weidere wichtege Schrack ass zu der Ofschafung vun Diskriminéierungen.

Mir félicitéieren all deenen, déi sech an deene leschte Joren a Jorzéngten derfir mobiliséiert hunn, fir esou Diskriminéierungen ofzeschafen. A mir sinn eis bewosst, datt dee Kampf do muss weidergoen.

Ech si genee op 15 Minutten an ech huele mer Zäit, fir zu der Motioun ze schwätzen herno, well ech nämlech net d'accord sinn, datt déi Motioun haut an dësem Kader soll gestëmmt ginn, egal wéi berechtegt se ass, well genee déi Relatioun gemaach gëtt, déi mer net solle maachen, mat gläichgeschlechtleche Bestietnisser. Mä dat erklären ech lech herno.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Nächste Riedner ass den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, léif Regierungsvertrieder, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als zweeten LSAP-Spriecher schléissen ech mech natierlech de Wierder vu mengem Fraktiounspresident Alex Bodry un. Ech wëll och virun allem dem Rapporteur, dem Paul-Henri Meyers, Merci soe fir déi Gedold, déi e mat eis hat an der Kommissioun all déi Joren, an och fir säi gudde schréftlechen an och ganz gudden, nuancéierte mëndleche Rapport. Awer och all deenen anere Kolleeginnen a Kolleegen an der Kommissioun, wou mer laang a gutt hei un deem Projet geschafft hunn. An och deene ville Leit, déi Avise geschriwwen hunn. Mir hunn eng ganz Rëtsch vun Avisen, wou ech herno nach op eenzelner wäert zréckkommen.

Een Ënnerscheed zwësche mir a mengen anere männleche Virriedner hei um Pult ass, dass ech net bestuet sinn oder och ni bestuet war. Firwat ass dat esou? Dat ass net, well ech e Vœux de chasteté oder de célibat ofgeluecht hunn. D'Ursaach ass och net, dass ech ni eng seriö Partnerschaft agaange sinn, wou Léift, Respekt, Vertrauen a besonnesch och Loyautéit groussgeschriwwe sinn. Mä d'Ursaach ass einfach déi, dass ech, wann ech mech hätt wëlle bestueden, opgrond vu menger sexueller Orientéierung dat net hätt dierfen. An duerfir freeën ech mech, dass mer haut och hei zu Lëtzebuerg e Gesetz stëmmen, wat ënner anerem och enger grousser Inegalitéit an Diskriminatioun en Ënn setzt.

Ech fanne perséinlech, dass dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, gradesou wichteg, ganz wichteg ass fir mech an och fir meng Partei, well et am Fong eng Selbstverständlechkeet ass, dass all Mënsche gläich Rechter a gläich Flichte sollen hunn.

Wann een eng gesellschaftlech Institutioun, eng Institutioun wéi de Mariage, déi fir d'Gesellschaft esou wichteg ass, wann een déi reformiéiert an opmécht fir homosexuell Koppelen, dann heescht dat och, dass een niewent dem Ophiewe vun enger Diskirminatioun och eng Unerkennung an eng Akzeptanz vun der Homosexualitéit ausdréckt an dass een och d'Léift zwëschen zwee Männer an zwou Fraen unerkennt.

Duerch dësen Text gi mer och e Message un all déi schwul Männer an all déi lesbesch Fraen, dass si Matbierger a Matbiergerinne si wéi all déi aner. Mir schützen also och Kanner a Jugendlecher mat dësem Projet, all déi Kanner, déi an homoparentale Familllje grouss ginn, an deene soe mer: Dir sidd Kanner wéi all déi aner Kanner. An doduerch schütze mer se och a ginn hinnen e Message mat op de Wee. A mir schützen och all déi jugendlech Jongen a Meedercher, déi mierken, dass se homosexuell sinn; a mir wëssen, dass d'Suiciderat bei homosexuelle Jugendleche vill méi héich ass wéi bei heterosexuellen, an och dofir schütze mer jonk Leit mam Vote vun dësem Gesetz. An och hinne gi mer de Message mat: Dir sidd genausou Matbierger an dëser Gesellschaft wéi all déi aner.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll alle Virriedner hei Merci soen, vun der CSV, vun der LSAP, vun der DP a vun deene Gréngen. Si hu vill Argumenter bruecht, firwat d'Opmaache vum Mariage a vun der Adoptioun fir lesbesch a schwul Koppele richteg ass. An domat, mat deem, wat se gesot hunn, hu si och sämtlech Awänn géint d'Homo-Ehe, déi vum ADR-Spriecher komm sinn, awer och vun aneren, déi mer héieren hunn, hu si déi Argumenter gutt gekontert. An ech gleewen och, dass all Argumenter géint d'Eherecht an och d'Adoptiounsrecht vu gläichgeschlechtleche Koppelen am Kär dach ëmmer déi Weltuschauung erëmspigelen, dass d'Liewe vun Homosexuellen an dass d'Léift zwëschen zwee Männer an zwëschen zwou Frae géigeniwwer vun den heterosexuelle Mënsche manner-wäerteg ass.

Dofir fannen ech, dass de Rejet vum Mariage homosexuel och iergendwéi Ausdrock ass vun Homophobie. Et geet dobäi nämlech drëms, d'Gläichheet vun allen ze refuséieren an domat homosexuell Mënschen als Bierger zweeter Klass ofzestempelen. Dës Leit, déi géint de Mariage homosexuel sinn, déi hunn oft déi Konzeptioun vun enger hierarchiséierender Léift a vun enger hierarchiséierender sexueller Orientéierung, andeems se d'Heterosexualitéit als dat Bessert an dat Richtegt ugesinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e puer Reflexiounen och zur Adoptioun an zum Schutz vum Kand. Et ass eng Tatsaach, a mir hunn et oft haut gesot, dass et kee Recht gëtt op e Kand, mä dass et virun allem d'Rechter vun de Kanner gëtt. An ech mengen, den Alex Bodry huet et och ganz gutt a senger Interventioun bruecht, dass déi Prinzipie ganz fest schonn an eise Gesetzer verankert sinn.

Ech wëll och begréissen, dass eis Press ganz nuancéiert dës Thematik ugaangen ass an net einfach gesot huet, geschriwwen huet, elo kann all homosexuell Koppel e Kand adoptéieren, mä dass se genau gesot huet, et geet drëm, d'Recht ze kréien, eng Demande ze maachen op d'Adoptioun. An ech mengen, dat war ganz wichteg.

Wat d'Adoptioun ubelaangt, hu mer Gesetzer a mir hunn och exzellent Servicer, déi vum Ministère de la Famille ofhänken, déi hir Aarbecht an deene leschte Jorzéngten exzellent gemaach hunn a wou ech iwwerzeegt sinn, dass se och nom Vote vun dësem Gesetz hir Aarbecht genausou gutt weider wäerte maachen.

Wichteg ass et bei dësem Projet, wat d'Adoptioun ubelaangt, dass mer virun allem deene ville Kanner, déi et scho ginn, an et ass och scho vu Virriedner gesot ginn, déi et scho ginn, déi an homoparentale Famillje liewen, dass mer dëse Kanner an och hiren Elteren eng Rechtssécherheet ginn. Mir schützen also dës Kanner, wéi ech dat schonn ufanks gesot hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach e puer Argumenter wollt ech uschwätzen, déi ëmmer erëm vu Géigner vum Mariage homosexuel ugefouert ginn. Et gëtt oft gesot, déi Kanner hunn et schwéier, déi gi gemobbt. Mir wëssen, leider ass Mobbing eng Tatsaach haut zwësche Kanner, mä et gëtt allméiglech Ursaache fir Mobbing. An et ass un eis an der Politik an et ass un den Erwuessenen, fir ze kucken, géint de Mobbing virzegoen an et däerf ee sech deem Mobbing net ënneruerdnen.

D'Kanner sollen a mussen esou erzu ginn, mat dem selbstverständleche Wëssen, dass et ebe verschidde Familljeforme ginn an dass d'Kanner aus homosexuelle Partnerschafte genausou wéineg ugefeint solle gi wéi Kanner, déi aus Koppele komme mat engem aneren ethneschen Hannergrond zum Beispill.

An da gëtt et en Argument och, an den Här Reding huet et jo och ugeschnidden, et gëtt ëmmer en Argument bruecht vun de Géigner vum Opmaache vun dem Mariage, dass hei eng Minoritéit der Majoritéit esou een Nischenthema géif diktéieren, oder et gëtt vun der Homolobby geschwat. Hei wëll ech soen, dat ass falsch, well ech mengen, hei geet et einfach drëm, dass eng Majoritéit unerkennt, dass se näischt ze verléieren huet, wa se enger Minoritéit méi Rechter zougesteet. Et ass net méi an net manner wéi dat, wat mer haut hei maachen.

Ech muss och soen, an deem Kontext kann ee soen, et muss ee jo och net en Auslänner sinn, fir géint Xenophobie ze sinn. Et muss een net eng donkel Hautfaarf hunn, fir géint Rassismus ze sinn. An et muss een och net homosexuell sinn, fir géint Homophobie ze sinn.

An dann dat Argument mat der Mamm a mam Papp. D'Kanner brauche virun allem Léift, Zouwendung a Vertrauen an hir Elteren, an et gi ganz vill Studien, och eng ganz wichteg amerikanesch Studie, déi iwwer 30 Joer gemaach ginn ass, déi beweist, dass et Kanner aus schwulen a lesbesche Koppelen un näischt feelt, dass se eng gesond Entwécklung haten, genausou wéi aner Kaner aus heterosexuelle Bezéiungen.

Deen eenzege Problem, deen do festgestallt ginn ass, ass déi rechtlech Onsécherheet an deene Familljen, déi do als Stressfaktor ugesi ginn ass, dass se net déiselwecht Rechter hunn. Dat war de Stress an dat ass deen eenzege Problem, deen an esou Familljen opgetaucht ass. A mat esou engem Projet wéi deem heite setze mer jo deem Stressfaktor och en Enn.

Ech wëll och drun erënneren, dass et einfach wichteg ass fir d'Entwécklung vun de Kanner, dass et net onbedéngt wichteg ass, wéi d'Struktur vun der Famill ass, mä dass d'Qualitéit vun deenen innerfamiliäre Bezéiungen enorm wichteg ass. D'Qualitéit vun de Bezéiungen, wéi se matenee schwätzen, wéi d'Leit mateneen ëmginn, dat ass, mengen ech, dat Allerwichtegst fir d'Kanner.

Ech hunn ufanks gesot, ech géif op e puer Rapporten agoen. Ech wollt do op dräi Avisen zréckkommen, éischtens den Avis vun „Rosa Lëtzebuerg". Ech wëll „Rosa Lëtzebuerg", hirer Presidentin an hire Vertrieder, déi haut hei uewe sinn, villmools Merci soe fir déi laangjähreg Aarbecht, déi se gemaach hunn, fir sech fir d'Rechter vun homosexuelle Fraen a Männer anzesetzen.

Ech ka mech erënneren, wéi „Rosa Lëtzebuerg" gegrënnt ginn ass, den Etienne Schneider, deen heibanne war, war ee vun de Grënnungsmemberen deemools. Et waren niewent homosexuellen och ganz vill heterosexuell Männer a Fraen, déi do matgeschafft hunn. An et ass och haut nach esou, an ech fannen dat ganz gutt.

Ech wollt soen, ech freeë mech iwwregens, muer op déi Generalversammlung ze komme vun „Rosa Lëtzebuerg", da kann dëse Projet gefeiert ginn, well do si mer all Joers interpelléiert ginn, firwat et esou laang géif daueren, bis dëse Projet gewielt géif ginn. Muer ass et dann esou wäit, da kënne mer do aner Rieden halen.

„Rosa Lëtzebuerg" huet an hirem Avis den Artikel 171 ugeschwat. Ech wëll elo net an den Detail eragoen, mä do goung et drëm, do war d'Befierchtung, dass, wéi den Text ursprünglech libelléiert war, een, dee Résident hei zu Lëtzebuerg wär, sech net däerft bestuede mat engem Résident - wa se gläichgeschlechtlech sinn - aus engem Land, wou de Mariage homosexuel net unerkannt wär.

Do hate mer ganz laang Diskussiounen driwwer an do hu mer awer festgestallt an och preziséiert - an de Rapporteur huet dat ganz gutt a sengem Rapport erkläert, dofir brauch ech hei elo net drop anzegoen -, dass mer déi zwou Konditiounen net als kumulativ ugesinn hunn, mä als alternativ. An ech mengen, dat war wichteg, dass „Rosa Lëtzebuerg" an hirem Rapport dat gemaach huet an dass mir dat als Kommissioun clarifiéiert hunn. Mir hunn eis do ganz kloer och um belsche Gesetz orientéiert. An d'Belsch hunn do ëmmer eng ganz gutt Philosophie gehat, si hu gesot: «C'est notre loi, ce sont nos résidents et c'est notre ordre public qui prévaut.»

Den Avis vum Centre pour l'égalité de traitement ass och e ganz interessanten Avis. Dësen Avis begréisst natierlech och d'Abolitioun vun enger direkter Diskriminatioun, déi op sexueller Orientéierung fondéiert. Hie mécht awer och opmierksam op e wichtegen Aspekt, deen nach net ugeschwat ginn ass haut. Dat ass, dass een och opmierksam muss ginn op d'Transgender-Persounen an transsexuell Persounen, déi sech bis elo ëmmer hu misse scheede loossen, Zwangsscheedung, wa se mat deem Partner, mat deem se bestuet waren, wollten zesummebleiwen an zesummeliewen, wann do déi zwee dermat d'accord waren. Dat war net méiglech, well eben de Mariage vum selwechte Geschlecht net unerkannt war. Dat ass en Aspekt, mengen ech, deen och wichteg ass.

De Centre pour l'égalité erënnert awer och drun, an ech mengen, dat ass och wichteg, dat ze soen, dass de Kampf géint all Forme vun Diskriminatiounen an och besonnesch hei déi Diskriminatioun, déi op der sexueller Orientéierung baséiert, dass dee Kampf och weidergeféiert muss ginn um Terrain. An och an de Schoule muss a Richtung Eliminatioun vu Préjugéë geschafft ginn.

Den Avis vum Ordre des Avocats vum Barreau hei vu Lëtzebuerg, ech mengen, dat ass och e ganz positiven Avis. Mä en erënnert un eppes, wat, mengen ech, wichteg ass, an e seet, dass mer am Droit de la famille, wéi en am Code civil codifiéiert ass, eng global an eng fundamental Reform musse maachen, besonnesch wat d'Filiatioun ubelaangt, d'Autorité oder d'Responsabilité parentale, an och den Divorce.

Ech mengen, d'Madame Loschetter, d'Presidentin vun der Commission juridique, huet mat Recht gesot, dass déi Projete virleien an dass dodru geschafft gëtt. Mir mussen déi eng oder déi aner Artikele vläicht iwwerschaffen, mä ech weess, dass de Wëllen do ass, dat ze maachen. An ech mengen, et war wichteg, dass mer dat och hei rappeléiert hunn.

Dann ass och scho gesot ginn: Dëse Projet ass net nëmmen e Projet fir méi Egalitéit zwëschen homosexuellen an heterosexuelle Mënschen, mä och zwësche Männer a Fraen, well mer eben do den Alter elo ugeglach hunn op 18 Joer; den Artikel 144.

Domadder gi mer och der Kannerrechtskonventioun gerecht, déi de Mariage vu Mineurë verbitt, a mir schützen also och d'Kand. A mir ginn och der CEDAW-Konventioun hei gerecht - d'Konventioun iwwert d'Eliminatioun vun all Forme vun Diskriminéierung. An déi Mesure, dass mer den Alter vu 16 op 18 eropsetzen, wat d'Fraen ubelaangt, ass och eng ganz wichteg Mesure, mengen ech, am Hibléck op de Phenomeen vum Mariage forcé.

An onsem Nopeschland Frankräich ass d'lescht Joer mam Vote fir de Mariage pour tous eng hefteg a leider oft vill ze fanatesch politesch a gesellschaftlech Diskussioun zu Enn gaangen. Mir als LSAP freeën ons, dass dës Diskussioun iwwert d'Homo-Ehe hei am Haus, awer och hei zu Lëtzebuerg sachlech, fondéiert a gréisstendeels ganz fair geféiert ginn ass.

Fir ons Sozialiste sinn d'Gläichheet vun alle Biergerinnen a Bierger virum Gesetz souwéi d'Ophiewe vun allen Zorte vun Diskriminatioun iewescht politescht Gebot. Dofir war et och wichteg, mengen ech - an den Här Bodry huet et gemaach -, drun ze erënneren, dass et d'LSAP war, déi sech 2009 an de Koalitiounsverhandlunge bei enger Rei gesellschaftspolitesche Themen duerchsetze konnt.

Et ass fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg wichteg, dass all Fraktiounen d'Zeeche vun der Zäit erkannt hunn an zesummen an der Commission juridique vun der Chamber an déi richteg Richtung gaange sinn.

Dëst Gesetz bréngt eis e grousse Fortschrëtt an dofir ass et och gutt, dass mer no laangem Diskutéieren a Schaffen an der Kommissioun, elo wou d'Texter all fäerdeg waren, wou d'Avisen all do waren, dat Gesetz zügeg stëmmen an ëmsetzen.

Et wär e fatale Feeler gewiescht, wa mer elo nach Froe wéi künstlech Befruchtung an d'Leihmutterschaft un de Projet de loi iwwert de Mariage gekoppelt hätten. Wat déi sougenannte Procréation médicalement assistée, PMA, an och d'Gestation par autrui, GPA, ugeet, do muss hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, an Zukunft eng breet Diskussioun ugestouss ginn. Et handelt sech hei ëm äusserst komplex Froe mat, besonnesch wat d'GPA ugeet, gewësse Risiken. An dofir sinn d'Zivilgesellschaft an d'Parteien hei gefuerdert, sech ze positionéieren, wat sécher net einfach gëtt.

Ech sinn awer iwwerzeegt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer och déi Diskussioun hei zu Lëtzebuerg am géigesäitege Respekt an och sachlech wäerten diskutéiere kënnen. Da fanne mer och do an deene komplizéierten Theme mat Sécherheet, wéi och hei am Dossier „Reform vum Mariage", gutt a richteg Léisungen.

Als allerleschte Punkt wëll ech nach ënnersträichen, dass mam Opmaache vum Mariage fir homosexuell Koppelen net nëmmen déi Homosexuell sech freeën an homosexuell Famillje sech freeën, mä besonnesch déi heterosexuell Familljen, an och déi heterosexuell Familljen, déi Familljememberen hunn, déi schwul oder lesbesch sinn, dass hire Fils, hir Duechter, dass hire Brudder, hir Schwëster, dass hire Frënd, hir Frëndin, dass hire Cousin, hir Cousine, dass hiren Noper, hir Nopesch, dass hiren Aarbechtskolleeg, hir Aarbechtskolleegin elo net méi diskriminéiert gëtt.

Den Här Roy Reding hat ugeschwat den Ëmgang mat de Pétitionnaren: Ech wollt just drun erënneren, dass säit 2009 no der Regierungserklärung vun där viregter Regierung gewosst war, dass zu Lëtzebuerg géif de Mariage homosexuel ageféiert ginn. 2010 ass e Projet de loi déposéiert ginn, dat si véier bis fënnef Joer Zäit. Do hat ee laang Zäit, fir och mat Pabeier Ënnerschrëfte sammelen ze goen. Also maacht elo net, wéi wa mir hei déi allerleschten Netdemokrate wären!

Léif alleguer, de Mariage ass a bleift eng wichteg Institutioun. Entscheedend beim Mariage, léif Frënn, ass, dass zwee Mënsche sech gär hunn a bereet sinn, Verantwortung ee fir deen aneren ze iwwerhuelen. Ob dës zwee Mënschen eng Fra an e Mann sinn, zwou Fraen oder zwee Männer, dat ass zweetrangeg.

Dat gesot, freeën ech mech, dass mer, wéi gesot, hei eng flott Diskussioun haten, a soen lech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Marc Angel. An deen nächsten ageschriwwene Riedner an, mengen ech, och dee leschten ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech schléisse mech natierlech mengem Virriedner vun der ADR, dem Här Reding, un an allem, wat e gesot huet, an ech wollt just nach op e puer Argumenter agoen, déi elo an der Diskussioun opkomm sinn.

Dat Éischt ass: Ass dat do wierklech eis Prioritéit? Wa mer och ëmmer, wéi mer vun alle Säiten héieren hunn, iwwert de Schutz vum Kand an d'Rechter vum Kand schwätzen, da soen ech: Neen! Mir hätte sollen emol d'Scheedungsgesetz op de Leescht huelen, well mir hunn hei am Land reell Problemer, déi Dausende vu Kanner concernéieren an och Eltere concernéieren, wéi d'Garde, d'Garde commune, d'Autorité parentale commune, den Hébergement alterné, de Problem vun der Non-représentation d'enfant. Dat si Problemer, déi Dausende vu Kanner a vun Elteren hei am Land betreffen, an dat hätte mer sollen als éischt Prioritéit gesinn.

Zweetens, d'Fro ass gestallt ginn: Däerf de Législateur sech amëschen? E muss sech amëschen, an zwar richteg! E mëscht sech jo net an eng Léift an, den Här Reding huet dat erkläert. Mir si jo net als Stat do, fir eng Léift ze habilitéieren. An déi Leit, déi soen, ma mir sinn diskriminéiert, well eis Léift net unerkannt gëtt: Mä déi vun den Heterosexuelle gëtt och net unerkannt - och wann den Här Gloden Rieden iwwert d'Léift hält -, et ass net den Objet vum Mariage!

Mä de Stat muss sech amëschen, fir d'Kanner ze schützen, wann et zum Beispill ëm bioethesch Froe geet. Et geet hei net nëmmen ëm d'Adoptioun. Et geet an engem grousse Mooss och ëm GPA a PMA. A fir lech dat emol ze illustréieren, liesen ech lech just ee Saz vir aus dem Rapport vum ORK, an dee seet fir sech, op wéi eng Entwécklung mer eis musse virbereeden. Den ORK, deen ass u sech eng Institutioun, déi sollt fir de Schutz vun de Kanner antrieden, wat en awer hei net mécht!

Dee seet: «Le recours à la PMA (procréation médicalement assistée) devrait être possible pour tous les couples, hétérosexuels, homosexuels, mariés, pacsés ou non.» Do gi mer also nach eng Kéier méi wäit. An dat ass den Avis vun enger Kannerschutzorganisatioun, déi a mengen Aen an dësem Avis versot huet, well hir Prioritéit war net de Schutz vun de Kanner, soss hätt se dat net geschriwwen.

Eng aner Saach ass d'Diskriminéierung, jo, déi elengerzéiend Mammen. Den Här Bodry, mengen ech, huet dovu geschwat. Majo, bei deenen elengerzéiende Mammen ass d'Situatioun eng ganz aner. Déi Kanner, déi bei hinnen oder elengerzéiende Pappen opwuessen, déi hunn eng Filiation cohérente a complète, déi wëssen am Prinzip, wien de Papp ass. Si kënnen en och gesinn duerch den Droit de visite, wann deen dann exercéiert gëtt. Déi Kanner, déi hunn eng Foto, och wann de Papp gestuerwen ass oder esou, déi hunn eng Foto do, déi wëssen, wien de Papp ass. Wann e gescheet ass, wësse se, wien en ass, si gesinn en.

Mä dat ass eng aner Situatioun wéi bei deenen, déi duerch eng GPA oder eng PMA eventuell an eng Situatioun kommen, wou se iwwerhaapt net wëssen, wou se hierkommen, wou se eng Filiatioun hunn, déi se net kennen. An et ass eppes ganz Schlëmmes fir e Kand, wann et net weess, wann et einfach ni ka wëssen, wou et hierkënnt. An dat riskéiert ze kommen, loosse mer eis dach näischt virmaachen!

Et geet net nëmmen ëm d'Adoptioun. Do sinn och Problemer, an et ass gesot ginn: Gutt, do gëtt et Kontrollen. Mä an engem Fall vun

enger GPA zum Beispill gëtt et iwwerhaapt keng Kontroll! Mir musse légiféréieren an deem do Beräich an der Bioethik, an zwar an engem strenge Mooss, well wat mer maachen, dat ass: Mir maachen e Commerce op hei fir Kannerfabrikatioun, fir et ganz kloer ze soen, et ass dat, wat mer maachen! Mir hunn hei am Land keng Législatioun doriwwer, a wat geschitt, dat ass aus dem Land…

(Interruption)

Gelift? Dach, dach, natierlech, do gëtt et en Zesummenhang! Mä ënnerbriecht mech net, ech hunn nëmmen e puer Minutten, wann ech gelift, Här Bodry!

Une voix.- Jo, mat deem Gestreits!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dir hat eng Stonn!

Da wollt ech…

Une autre voix.- Dir braucht jo net drop ze reagéieren!

M. le Président.- Wann ech gelift! Et huet just den Här Kartheiser d'Wuert!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dann d'selwecht mat deenen dysfunktionalen heterosexuelle Koppelen. Natierlech gëtt et déi! Leider gëtt et déi! Mä et gëtt och dysfunktional homosexuell Koppelen,…

Une voix.- Natierlech!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- …wou Leit drénken, Kanner schloen. Dat heescht, et kann een net elo soen, mir huelen déi gutt homosexuell Koppelen an déi béis heterosexuell Koppelen, a wéivillmol besser wär et engem Kand an enger homosexueller Koppel. Et kann een nëmme vergläichen, wat vergläichbar ass. An et muss een zouginn, datt op deenen zwou Forme vu Koppele ganz einfach Dysfunktioune bestinn. An eis Aufgab ass och do, fir d'Kanner ze schützen.

Dann, d'CSV huet hei juristesch Argumenter ugeféiert, et deet mer leed, déi kann ech net novollzéien! Wann Dir elo dat Uerteel kuckt, wat och vum Här Gloden zitéiert ginn ass, da seet den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter kloer an deem Uerteel: La Cour «n'est pas appelée à se prononcer sur la question de l'adoption coparentale par des couples homosexuels en elle-même et encore moins sur celle de l'adoption par des couples homosexuels en général.»

Wéi konnt et heizou kommen? Ma Éisträich, wat hei ugeklot war, hat de Fall in concreto argumentéiert. Et wor de Fall vun enger lesbescher Mamm, déi mat hirer Frëndin wollt eng Koadoptioun vun der Frëndin do (veuillez lire: eng Koadoptioun vun hirem Jong maachen). An Éisträich huet dee konkrete Fall argumentéiert. An dat ass ëmgedréit ginn an der Argumentatioun, wéi et och e bësse méi spéit war bei dem Fall vun de Sukzessivadoptioune virum däitsche Bundesverfassungsgeriicht, well do ganz massiv „gelobbyt" ginn ass - ech benotzen dat Wuert -, fir dorauser eng Diskriminatiounsaffär ze maachen. An esou ass dat Uerteel entstanen, well dunn d'Geriicht gesot huet: Ma Éisträich huet net eppes bewisen - wat u sech am Ufank iwwerhaapt net den Objet vum Prozess war.

Dat muss een einfach emol gesinn, a wéi engem Zesummenhang dat doten entstanen ass. An da si mer scho bei deem Thema vun den Etüden, well dat ass och hei gesot ginn: Et géife keng Etüde ginn! Ma sécher gëtt et Etüden, et muss ee se just wëllen zur Kenntnis huelen!

Et gëtt zum Beispill och eng, eis Commission nationale d'éthique huet sech op d'Etüd Hayez, déi am belsche Parlament virläit an ëmmer do erëm zitéiert gouf, beruff. Mit hunn d'Etüd vum Dr. Maurice Berger, eng transversal Etüd, déi eigentlech iwwer 311 Etüden an deem Beräich genau analyséiert huet, wat se wäert sinn, wéi d'wëssenschaftlech Kohärenz dovunner ass. Extrem interessant ze liesen!

Mir hu Laangzäitstudien an den USA, wou et där Fäll gëtt, d'Etüd Regnerus - dat ass alles um Internet ze fannen, ganz bekannt Literatur an deem do Beräich -, déi all beweisen, datt d'Kanner, déi an homosexuelle Relatioune sinn, däitlech méi schlecht dru si wéi déi, déi an heterosexuelle Koppelen opwuessen, well mer eng Diskriminatioun hei schafen!

Dir kuckt ëmmer déi Erwuessen, déi erwuesse Koppelen, mä mir schafen eng Diskriminatioun tëschent Kanner, déi an enger heterosexueller Koppel opwuessen an déi sech domadder kënnen an hirer Identifikatioun un deenen zwee sexuelle Pole moossen, un hinne wuessen, sech kënnen identifizéieren oder och an der Pubertéit se rejettéieren, wéi och ëmmer, an deenen, déi déi Méiglechkeet net hunn, well se einfach déi sexuell Altéritéit net kenneléieren an hirem Opwuessen.

An da gëtt et natierlech och déi Etüden, déi vun den Homosexuelleverbänn ëmmer erëm ganz gär zitéiert ginn, mä ech wëll och doriwwer e Wuert soen. Déi beweisen nämlech strictement näischt! Och net déi, déi beim däitsche Bundesverfassungsgeriicht vun zéng verschiddenen Organisatioune virgeluecht goufen a wou et u sech ëmmer déiselwecht war.

Dat ass eng reng subjektiv Befroung vu Leit, homosexuelle Koppelen, meeschtens lesbesch Mammen, déi sollen eng Eegenevaluatioun ginn, déi gefrot goufen: „Ma wéi sidd Dir dann als Elteren?" An dann natierlech soen déi: „Ma mir si gutt Elteren, wéi déi aner och." Ech mengen, wie seet schonn, wann e gefrot gëtt: „Majo, wéi sidd Dir da mat de Kanner?", „Ma ech si ganz schrecklech!"? Als Elteren, wie seet dat? Kee Mënsch! Oder bal kee Mënsch. Mä hei ass dat eng Etüd, wou einfach „1.059 Eltern in gleichgeschlechtlichen Lebensgemeinschaften zu vielfältigen Aspekten ihres Regenbogenfamilienalltags befragt" goufen. 29 Kanner si gefrot ginn. Wat dat fir e Wäert huet - dat huet guer kee Wäert wëssenschaftlech!

An awer gëtt déi hei Etüd ëmmer erëm geholl. Si ass dem Bundesverfassungsgeriicht op d'mannst zéngmol virgeluecht ginn. Si ass an där oder anere Formen dem Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter vun x Organisatioune virgeluecht ginn, wat herno dozou gefouert huet, datt en anere Prozess geféiert gouf do wéi deen, deen eigentlech bezweckt war.

Dann ass gesot ginn: Ma mir hunn näischt ze verléieren als heterosexuell Koppelen oder als Gesellschaft, wa mer elo den homosexuelle Koppelen och dat Recht ginn, fir sech ze bestueden. Dat ass net wouer! Dat ass net wouer!

Éischtens fannen ech et net egal, datt mer d'Notioune vun „Mamm" an „Papp" aus dem Code civil eraushuelen. Ech hänken un deenen Notiounen. Ech si wahrscheinlech net deen Eenzegen hei am Land, dee seet, datt et schéin ass, Mamm oder Papp ze sinn. Ech sinn net Parent un oder Parent deux! Dat ass e groussen Ënnerscheed.

Et ass sécher, datt mer manner Adoptiounen aus dem Ausland kënne kréien. Et ass praktesch nëmme Südafrika, wat dat am Ableck nach zouléisst, oder och… Bon, op jidde Fall si vill Länner do, déi keng Kanner vermëttelen a Länner, déi den homosexuelle Mariage erlaben.

Mir kréie ganz sécher eng méi héich Zuel vu psychologesch belaaschte Kanner, wéinst deene Problemer, déi och „Schutz fir d'Kand" mat Recht opgezielt huet. An dat sinn der, déi sinn intelligent, contrairement zu de verschiddenen Argumenter, déi hei am Land - bon, hei am „Land" net, mä hei am „Sall", wollt ech soen - virbruecht ginn haut, well do eng ganz Rei ganz konkret Problemer sech stelle mat der Identifikatioun an der psychologescher Entwécklung vum Kand.

An dann ass natierlech déi grouss Fro hannendrun: Wat geschitt da mat deene Kanner an homosexuelle Koppelen a Scheedungssituatiounen? An och dat wär en Argument gewiescht, fir emol fir d'Éischt no der Scheedung ze kucken, ier mer nom Mariage kucken, well wat geschitt mat deenen?

Ass et net esou, datt, wa mer op eng Parenté d'intention kommen, wou et dann duergeet, fir ze soen: „Ech wëll e Kand", fir dat och kënnen iwwer technesch Prozederen ze kréien, ass et dann net esou, datt herno och vläicht a verschiddenen heterosexuelle Koppelen eng ähnlech Evolutioun asetzt a gesot gëtt: „Ech wëll dat Kand", oder: „Ech wëll dat Kand net méi"? Well ech mengen, dat ass dann eng Diskriminatioun géintiwwer Heterosexuellen, wann homosexuell Koppelen iwwer eng Intentioun eng Eltereschaft kënne kréien an déi aner un hir awer liewenslänglech gebonne sinn.

Dir wäert gesinn, bei deene Progrèsen - an op dat Wuert kommen ech als lescht Bemierkung zréck -, déi mir hunn, wäerte mer gesinn, datt eng ganz Rei Entwécklunge kommen, déi de Kanner schueden. An si mir als ADR, well mer de Kanner net schueden an nimools wëlle schueden, och mat deem Gesetz hei net d'accord.

An dann dat lescht Wuert iwwert de Progrès: Wat ass haut alles hei erzielt ginn, vum Klassekampf bis zum Fortschrëtt bis zum Progrès, Gott weess wat?! Ma et ass net alles gutt, wat an der Gesellschaft geschitt! Et ass net, well mer ech weess net wéi eng Entwécklungen an der Gesellschaft hunn, datt mer déi musse legaliséieren, datt mer musse légiféréieren, fir gesellschaftlech Entwécklungen ze rechtfertegen, ze institutionaliséieren, déi awer evident Nodeeler hunn, déi mer ethesch net kënne vertrieden. Well als Gesetzgeber hu mer en normativen an etheschen Optrag. Mir kënnen dach net einfach soen: „Mir mussen den Entwécklunge vun der Gesellschaft Rechnung droen"! Här Juncker, ech däerf Iech zitéieren.

Mä neen, dat ass falsch! Mir mussen als Gesetzgeber kucken, ob déi Entwécklungen, déi an der Gesellschaft sinn, deenen etheschen a moraleschen Usprëch entspriechen, déi de Wäerter vun eiser Gesellschaft entspriechen. A wa mer deen Test gemaach hunn, dann däerfe mer…

(Coups de cloche de la présidence)

Jo, Här President, ech weess, ech kommen zum Enn.

…dann däerfe mer eis soe mat guddem Gewëssen: „Mir hunn e gutt Gesetz gemaach." Wat haut geschitt, dat ass e schlecht Gesetz!

An en hallwe Saz nach, Här President: Den Här Bodry huet gesot, haut wier de leschten Akt.

(Brouhaha)

Ech soen Iech, haut ass net de leschten Akt, well schonn den Här Angel an den Här Turpel hunn haut geschwat iwwer Transsexueller, Transidenter, an et wäert net laang daueren, bis mer hei erëm doriwwer schwätzen!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an ech géif d'Wuert direkt weiderginn un de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. D'Chamber mécht haut déi fundamentaalst Reform vum Mariage zënter senger Aféierung am Code civil am Joer 1804, virun also méi wéi 200 Joer. Am meeschten op dës Reform hu gewaart eis Matbierger, Fraen a Männer, déi zu gläichgeschlechtleche Partner higezu sinn an déi et als eng Diskriminéierung emfannen, hu missen emfannen, dass hir Léift vun der Allgemengheet net déiselwecht Unerkennung huet an och net déiselwecht Protektioun kritt wéi deenen aneren hir.

Fir si all an och ganz besonnesch fir hir Interessevertriedung vun „Rosa Lëtzebuerg" ass haut als Éischt e ganz besonneschen Dag. A wann et dëse Schrëtt, dee mer haut maachen, gebraucht hätt, dann ass en haut gemaach. Haut si mer alleguerten e Stéck méi no beieneegerëckelt an därselwechter Gesellschaft, an dat ass net iwwerall an Europa de Fall, zum Beispill a Russland. Et ass och net iwwerall an der Europäescher Unioun de Fall, zum Beispill an Ungarn. Mir sinn also net derduerch mat deem dote Problem. Mir mussen also weider opmierksam bleiwen an do reagéieren an agéieren, wou et richteg ass am Intérêt vun all de Bierger, déi eis Gesellschaft bilden.

Et ass awer och e schéinen Dag fir vill Parteien: déi, déi et scho ganz laang am Wahlprogramm haten; déi, déi et e bësse manner laang am Wahlprogramm haten; déi, déi et nach ni am Wahlprogramm haten an déi et haut awer stëmmen. Merci fir all Jo, deen dëse Projet haut an der Lëtzebuerger Chamber kritt. An dee Merci riichten ech am Numm vun der ganzer Regierung aus, awer och ganz gären a mengem perséinlechen Numm.

Merci awer och fir eng sachlech Debatt, déi et hei zu Lëtzebuerg ginn ass, hei an der Chamber, vu ganz wéinegen, klengen Ausrutscher - kommt, mir nenne se emol esou - ofgesinn, awer och an der Populatioun dobaussen. Et ass jo net, contrairement zu deem, wat Verschiddener behaapten, dass et zu Lëtzebuerg keng Diskussioun ginn hätt. Et ass duerchaus diskutéiert ginn, an och scho méi laang diskutéiert ginn iwwert dëse Projet, mä et trëfft sech, dass déi allermeeschte Leit hei zu Lëtzebuerg zu Recht dësem Projet oppe géintiwwerstinn.

Dat erkläert och, firwat dass déi Initiativ, déi de Mëtteg schonn e puermol genannt ginn ass, déi déi Petitioun, déi elektronesch, lancéiert huet, en fait ganz wéineg Succès hat. Dat läit einfach dorunner, dass déi meescht Leit dat esou net gesinn, wéi si! Si hunn do eng aner Meenung a stinn zu hirer. Méi schwéier, mengen ech, ass et net.

E Merci awer och un d'Commission juridique, déi aktuell, déi viregt, fir déi Aarbecht, déi do gemaach ginn ass. Merci natierlech un de Rapporteur, deen de Rapporteur bliwwen ass, och nom Majoritéitswiessel, nom Regierungswiessel. E ganz ausdréckleche Merci un de Paul-Henri Meyers, ech mengen, dee wierklech dozou bäigedroen huet, dass mer konnten an engem ganz breede Konsens schlussendlech haut dee Rapport unhuelen.

Merci och mengen zwee Virgänger am Amt, der Madame Modert, déi haut hei ass, dem Här Biltgen awer och, déi alle béid dee Projet virubruecht hunn a wou et mir haut iwwerlooss ass, dee Projet zu engem Ofschloss kënnen ze brëngen. Ech maachen dat ganz gären, an dofir och hinnen dee Merci, deen hinnen zousteet!

An e leschte Merci, den Här Bodry hat et och scho gesot, der Kierch zu Lëtzebuerg. Ech mengen och, wéi den Här Bodry, dass d'Kierch hiren Avis, dee meng Meenung net erëmgëtt - mä et ass hiert gutt Recht -, mä den Avis op eng Aart a Weis formuléiert huet a besonnesch och zu engem Zäitpunkt an d'Diskussioun erabruecht huet, deen et erlaabt huet, dass et eng sachlech Diskussioun bliwwen ass. Dat war net iwwerall de Fall. Dat ass net all de Kierchen an Europa gelongen, déi sech mat esou Themen ausenanerzesetzen haten. An ech fannen, dat soll een an däerf een och duerchaus esou soen.

Ech wäert duerno nach op d'Aspekter vum Mariage a vun der Adoptioun agoen. Ech wëll awer virdrun och nach op e puer aner Aspekter vun dësem Gesetz agoen. Dëst Gesetz huet nach eng Rei aner ganz wesentlech a wichteg Aspekter, déi elo beim Mariage kommen.

Dat Éischt ass d'Lutte géint de sougenannten „Mariage simulé". Dat war eng Haaptsuerg vun den Auteure vum Projet a si hu vill Wäert drop geluecht, an deem heite Projet do eng Rei Preziséierungen ze maachen. Dat betrëfft souwuel de Mariage de complaisance, dee sougenannten „Mariage blanc", wou ee sech en Avantage dovunner erhofft, ob dat e professionellen ass, e sozialen, e steierlechen, e successoralen, oder awer och de Mariage forcé, wou een zumindest vun de béide Conjointen eigentlech a senger Meenung net fräi ass.

Mir ginn elo dem Beamte vum État civil d'Méiglechkeet, de Procureur d'État ze saiséieren, wann en Zweifel huet opgrond vu seriöen Indicen. Dat ass a mengen Ae richteg, dass mer dat esou maachen.

An et ass och richteg, dass eng Rei Causë vun Nullitéit elo kënnen derbäikommen. Doduerch, dass mer an dësem Gesetz op dem Punkt vun de Mariages blancs och méi konkret ginn, méi schaarf och ginn, mengen ech - an do bauen ech eng kleng Bréck zum Gesetz iwwert d'Nationalitéit -, misst dat eis et och an deem Gesetz erlaben, eng Dispositioun, déi mer virun e puer Joer geännert hunn aus der Suerg vun der Lutte géint de Mariage blanc, nämlech déi, dass de Conjoint vun engem Lëtzebuerger net automatesch och Lëtzebuerger ginn ass, a Fro ze stellen. Déi Dispositioun, denken ech, misst een a Fro stellen.

Mir hu jo och bei der Debatt iwwert de Projet de loi Biltgen eis hei geäussert, an déi allermeescht waren där Meenung, dass een op deen dote Wee soll goen, dass een eventuell soll erëm zréckkommen op déi Regel, déi mer haten, well mer en fait mat där do Regelung, fir deene puer Prozent Mariages blancs, déi et mat Sécherheet gëtt, bäizekommen, d'Liewe vun all de Lëtzebuerger zolidd behënnere während enger éischter Phas. Dat ass net richteg.

Mir kënnen net eng ganz Gesellschaft a Geiselhaft huele wéinst deene puer Prozent, déi mer wëlle bekämpfen. A well mer haut an dësem Gesetz bei de Mariages blancs eis anstänneg Dispositioune ginn, mengen ech, wär et ubruecht, dass mer am Kader vum Nationalitéitegesetz op dat zréckkommen an erëm de Conjointë vu Lëtzebuerger op eng ganz liicht Aart a Weis den Zougang zu der Nationalitéit erlaben.

Vu dass och elo gläichgeschlechtlech Koppele sech dierfe bestueden, ass och dann déi Diskriminatioun, déi et fréier gouf, dass déi eng et hunn dierfen hirem Coinjoint weiderginn an déi aner eben net, aus der Welt geschafen. Dat gëtt eis an der Zomm eng wesentlech besser Gesetzgebung wéi dat, wat mer haut hunn.

Den Âge légal vum Mariage passe mer fir béid un op 18 Joer. Et ass virdru scho genuch erklärt ginn. Dat ass eng wichteg Dispositioun, well och déi huet mat Gläichheet tëschent Mann a Fra ze dinn, a mir realiséieren hei e Stéck Gläichheet, dat ass gutt esou.

Den Examen prénuptial - d'Gesondheetsministesch ass och am Sall derbäi -, dee gëtt ofgeschaaft. Dat geet zréck op eng Demande vum heitege Chamberspresident an deemolege Gesondheetsminister aus dem Joer 2002 (veuillez lire: aus dem Joer 2012), dee gefrot huet, dass zu Lëtzebuerg, wéi a Frankräich am Joer 2008, den Examen prénuptial sollt ofgeschaaft ginn, deen et zënter 1972 gëtt.

Dat ass och doduerch ubruecht, well d'Unzuel vu Kanner, déi ausserhalb vum Mariage op d'Welt kommen, ganz staark geklommen ass. Dat ass haut net wäit vun der Halschent vun de Kanner. Dofir mécht déi doten Dispositioun, déi och extrem wéineg Fäll dépistéiert huet, eigentlech haut effektiv kee Sënn méi, an ech mengen, dass et och dofir gutt ass, dass mer dëst Gesetz genotzt hunn, fir déi doten Dispositioun ofzeschafen.

Iwwert den Délai de viduité ass och scho geschwat ginn. De Rapporteur huet d'Beispill genannt vun der Wittfra. Et geet awer och ëm ge-

scheete Leit, net nëmmen am Stierffall. Et betrëfft och de Fall vun de gescheete Koppelen, och do huet den Délai de viduité gespillt. Dee gëtt ofgeschaaft. Mir fannen, dat zu Recht. Och dat huet mat Gläichheet tëschent Mann a Fra ze dinn, och dofir ass déi doten Dispositioun an eisen Ae richteg.

Am État civil geschitt och eng Reform, notamment duerch de Remplacement vun der Notioun vun den Epouxen duerch déi vu Conjointen. Dat ass inhärent zu dëser Reform, dass een dat dote misst mat réaliseiren, dat ass och net vergiess ginn. Dofir geschitt dat elo mat deem heiten Projet.

Da gëtt och de Beruff bei deene Mentiounen, déi um Akt de l'État civil musse stoen, d'Indikatioun vum Beruff vun de Leit, déi sech bestueden, gestrach. De Rapporteur huet dat och schonn erkläert. E Kolleeg hei aus der Chamber, deen ech elo net wëll mam Numm zitéieren, huet gesot: „Jo, och dat mam Beruff, dat war fréier nach méi einfach, do huet een einfach gesot: Véier Hektar plus véier Hektar ginn aacht Hektar", an dat war wuel esou richteg.

Lescht Modifikatioun, déi duerch dëst Gesetz geschitt, dat ass…, enfin, net Modifikatioun, mä noutwendeg Prezisiounen, déi ech wëll maachen, fir dass och dobaussen d'Gesetz elo richteg verstane gëtt a senger Portée: Dëst Gesetz wäert mat engem Délai vu sechs Méint no der Publikatioun am Mémorial a Kraaft trieden.

Dat heescht am Kloertext, dass, wann dëst Gesetz elo fäerdeg ass, nach eng Rei Aarbechte musse gemaach ginn um Niveau haaptsächlech vun den État-civilen, um informateschen Niveau - dat ass eng Aufgab, déi dem SIGI obläit -, awer och um Niveau vun de Formatiounen. Elo hätt ee kënnen optimistesch en Délai vun dräi oder vläicht vu véier Méint drasetzen, dat wär awer riskant gewiescht, well dann hätte mer riskéiert, wann och nëmmen dat Geréngst géif schiflafen, dass mer beim A-Kraaft-Triede vum Gesetz en zolitte Couac hätten.

Mä grad bei dësem Gesetz wëll ech dat net. Ech huele léiwer deen Délai a Kaf, deen zwee Méint méi laang ass, a mir si sécher, dass d'Aarbechte kënne gemaach ginn, fir dass dëst Gesetz ka reibungslos a Kraaft trieden. Ech mengen, mir waarden alleguerten, oder déi meescht vun eis, esou laang op dat Gesetz, dass et op déi zwee Méint net ukënnt, wa mer nëmme sécher sinn, dass et wäert vum éischten Dag u richteg applizéiert sinn a fir jiddwereen, deen drop waart, do eng Sécherheet besteet.

Wéi et ausgesäit, wäert de Statsrot de 24. Juni zesummekommen. Do kéinte mir eventuell da schonn d'Dispens vum zweete Vote kréien, wat géif erlaben, dass d'Gesetz fir den 1. Juli am Mémorial géif publizéiert ginn. An dat géif weider heeschen, dass d'Gesetz op eng praktesch Aart a Weis den 1. Januar 2015 géif a Kraaft trieden. Dat ass en Datum, deen ee liicht verhält, a mir schaffen drun, fir dass dat op den 1. Januar och wäert kënnen a Kraaft trieden.

Eng lescht Remarque: Mir maache mat dësem Gesetz och eng Emsetzung vun engem Arrêt vun der Cour constitutionnel. Mir hunn der jo eng Partie, där Arrête vun der Cour constitutionnel, déi nach keng Äntwert kritt hu vum Législateur, a mir diskutéiere jo och an der zoustänneger Institutiounskommissioun am Kader vun der Verfassungsrevisioun, wéi mer generell solle mat deenen Arrête vun der Cour constitutionnel ëmgoen, déi e Gesetz oder an der Regel en Artikel, eng Dispositioun vun engem Gesetz fir antikonstitutionell erklären.

Ech si frou als Justizminister, dass mer haut mat dësem Text och ee vun deenen Arrêten elo ëmsetzen an domadder fir Rechtssécherheet zu Lëtzebuerg suergen, nämlech den Arrêt vum Januar 2010, an deem d'Cour constitutionnel gesot huet, dass d'Prohibitioun vun de Venten entre époux eigentlech antikonstitutionell wär a géint den Artikel 10bis vun eiser Verfassung géif verstoussen. Dat gëtt mat dësem Gesetz och aus der Welt geschafen, déi Dispositioun, woumadder zumindest deem Arrêt vun der Cour hei elo eng Folleg geleescht wär.

Zu der Adoptioun, iwwert déi de Mëtteg vill geschwat ginn ass, an och am Virfeld. Ech wëll einfach, fir dass een och weess, vu wat ee schwätzt, vläicht just e puer Zuelen, e puer Fakten och nach eng Kéier rappeléieren. Dir kennt se, mä ech wëll se rappeléieren.

Fir d'Éischt emol déi Länner, aus deene Kanner op Lëtzebuerg kommen, déi fir d'Adoptioun fräi ginn. Dat sinn der net vill. Wann een déi lescht véier Joer hëlt, waren dat e Grapp voll Länner. Dat waren: Südafrika, Bulgarien, de Cambodge, de Cap-Vert, Kolumbien, Südkorea, Haïti, Indien, Peru an d'Ukrain. Do sinn der derbäi, do war et nëmmen ee Kand an deene véier Joer. Ech hunn elo emol just all d'Länner wëllen oplëschten.

Do si Länner, déi falen ënnert d'Konventioun vu La Haye, also no deene Regelen, méi strikte Regele vun der Konventioun vu La Haye. An iwwert déi Länner, déi iwwert d'Convention de La Haye lafen, hu mer och prezis Zuelen. Et gëtt awer och Länner, déi nieft der Convention de La Haye lafen, do hu mer manner prezis Zuelen. Dat ass och e Manktum a mengen Aen, deen ee muss behiewen, do gëtt et keng esou prezis Zuele wéi an deem anere Fall.

Wann een d'Moyenne vun de leschte sechs Joer - déi hunn ech do geholl - zitt, da fënnt een eraus, dass den Total vun den Adoptiounen aus de Länner, déi Partenaire si vun der Convention de La Haye, dass mer do an der Moyenne néng Kanner pro Joer haten. Néng!

Aus de Länner, déi net Partner sinn an der Convention de La Haye, hu mer d'Zuelen net all. Si si mat Sécherheet méi héich, wéi vill méi héich, dat wësse mer awer net. Mä déi Zuelen, déi mir hunn, do leie mer bei 19 bis 20 Kanner pro Joer an der Moyenne. A bei den nationalen Adoptiounen, do leie mer bei zwee bis dräi Kanner an der Moyenne.

Dat heescht, mir schwätzen hei vun engem Phenomeen, der Adoptioun, dee plus/ minus bei ëm déi 30 Kanner pro Joer läit. Wahrscheinlech méi héich, well mir d'Zuelen net all hunn, mä méi grouss ass dee Phenomeen och net. Och dat muss een einfach sech eng Kéier virun Ae féieren, fir dass een och méi genee weess, vu wat dass mer eigentlech schwätzen.

Da kommen nach derbäi eng Rei Kanner, déi iwwer en Transfert vun der Autorité parentale op Lëtzebuerg kommen. Dat sinn auslännesch Décision-judiciairen, déi iwwert d'Exequatur hei ëmgesat ginn, déi lafen och nach eng Kéier parallell do derzou. Zum Beispill tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert gëtt et där alt e bësse méi oft.

Den Här Gloden huet am Numm vun der CSV virdru gesot an dat ass och duerno nach eng Kéier iwwerholl ginn, dass mir géife riskéieren, keng Kanner méi ze kréien aus bestëmmte Länner, well mer als Land elo dëst Gesetz géife stëmmen. Dat ass eng Suerg, déi kann een hunn, mä, wann een an déi Länner kucke geet, déi dat heite scho méi laang hunn, ass déi Suerg net bestätegt.

Déi Informatiounen, déi mer hunn, soen éischter, dass déi Länner soen: Mir sinn d'accord, weider Kanner an d'Ausland ze ginn, mir si just net d'accord, dass eng gläichgeschlechtlech Koppel se géif kréien. Mir sinn awer d'accord, dass weiderhin heterosexuell Koppele kënnen adoptéieren aus deem Land.

Mir ënnerwerfen eis deene Länner net. Wa mir géife soen: „Jo, da maache mir dofir dëst Gesetz net", da géife mir jo déi dote Gesetzer iwwerhuelen, an déi fanne mir awer falsch! Dofir maache mir dëst Gesetz haut, well mir et richteg fannen. A mir hoffen natierlech och, dass weiderhi Kanner aus deene Länner op Lëtzebuerg kënne kommen.

D'Zuel vun de Kanner, déi fir d'Adoptioun fräigi ginn, geet allerdéngs zréck. An dat ass kee schlechten Indicateur. Dat heescht an deene meeschte Fäll, dass an deene Länner d'Situatioun sech verbessert an dass déi net méi drop ugewise sinn, Kanner an d'Ausland ze ginn, dass déi d'Kanner kënne bannen am Land halen. Et ass also net nëmmen eng schlecht an eng negativ Entwécklung, wa manner Kanner do si fir d'Adoptioun. Dat heescht an den allermeeschte Fäll an de Pays d'origine, dass sech d'Situatioun verbessert huet.

Och nach e puer Fakten zu der legaler Situatioun haut zu Lëtzebuerg, well gemaach gëtt, wéi wann haut alles géif änneren, dat ass net richteg. Zu Lëtzebuerg kënnen haut scho bestuete Koppelen - dat sinn ëmmer heterosexuell Koppelen -, awer och Jonggesellen adoptéieren. A wann e Jonggesell adoptéiert, da freet keen, ob en dës oder déi sexuell Orientatioun huet, soudass haut mat Sécherheet Jonggesellen, homosexuell Jonggeselle scho Kanner zu Lëtzebuerg adoptéiert hunn. Dat gëtt et also schonn zu Lëtzebuerg, dat ass näischt komplett Neies.

Dat gëtt et och schonn haut Koppelen, wou een adoptéiert huet an duerno e Partner kritt, wou also eng homosexuell Koppel e Kand gemeinsam zillt, wat awer nëmmen deen een adoptéiert huet. Trotzdeem ass dat eng homosexuell Koppel, déi en adoptéiert Kand zillt. Och dat gëtt et schonn zu Lëtzebuerg an et ass ganz legal.

Oder de Fall, wou een aus enger viregter Hochzäit e Kand hat, gescheet gëtt, seng eigentlech sexuell Orientatioun spéit entdeckt oder assuméiert a säin eegent Kand da mat sengem neie Partner an enger homosexueller Koppel grousszitt. Och dat gëtt et schonn. Dat ass ganz normal zu Lëtzebuerg.

Wat mir haut maachen, dat ass d'Aféiere vum Recht, eng Adoptioun unzefroen, och fir bestuete gläichgeschlechtlech Koppelen. Et ass dat, wat bäikënnt, dat anert gëtt et schonn. Mir sinn zu Lëtzebuerg net bei null op deem dote Punkt, an dat ass och, mengen ech, gutt esou.

Wat mer haut maachen, dat ass en fait e Kader elo ze schafen, e gemeinsame Kader fir all déi Fäll, déi et kann an dëser Matière ginn. Dat ass dat, wat mir maachen. E gemeinsamen, inklusive Kader fir all d'Fäll, déi et gëtt schonn elo, an déi Fäll, déi an Zukunft wäerten derbäikommen.

Ech wëll och nach eng Kéier preziséieren, well dat ass schonn e puermol gesot ginn, vu jiddwerengem iwwregens, vun deenen, déi fir dësen Text sinn, an och deenen, déi géint dësen Text sinn: Et gëtt kee Recht op e Kand. Et gëtt och kee Recht op e Kand fir heterosexuell Koppelen, dat muss een net extra preziséieren, wann et ëm de Mariage fir gläichgeschlechtlech Leit geet.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Et gëtt selbstverständlech kee Recht op e Kand, fir keng Zort vu Koppelen, net fir déi heterosexuell an net fir déi homosexuell. Et gëtt effektiv hei nëmme Rechter vun de Kanner, an et gëtt zolidd national Texter, international Texter, zolidd national an international Jurisprudenzen, déi dat dote beleeën, an dorunner wäert näischt änneren! Strictement näischt wäert dorunner änneren.

Wa gläichgeschlechtlech Koppelen, déi bestuet sinn, an Zukunft eng Demande stellen, da gëtt am Kader vun der Enquête sociale gepréift, ob déi Leit kompetent sinn, sech eegnen, fir e Kand kënnen ze adoptéieren. An dat gëtt d'selwecht gekuckt an net anescht gekuckt wéi bei den heterosexuelle Koppelen: genausou kritesch, genausou virsiichteg, well et eben ëm d'Kand geet.

Mä dat ass näischt Neies an do ännert och näischt. Do hu mer masseg Texter a Jurisprudenzen, déi dat beleeën. Well wat brauch e Kand? E Kand brauch Elteren, déi fir Gebuergenheet suergen, mat Verstand, mat Léift, mat Éierlechkeet a virun allem mat Zouverlässegkeet. Dat ass dat, wat d'Kanner brauchen.

Dofir, déi Kritiken, dass gläichgeschlechtlech Koppelen dat eventuell net kéinten oder dass déi Leit, déi hiert Kand eleng zillen, dat manner gutt géife maachen, well se dann eleng wären an net méi e Papp an eng Mamm, déi Kritiken, et ass wierklech eng op de Bak fir déi Leit, déi Kanner eleng erzéien. Wierklech eng op de Bak fir déi Leit!

An ech mengen, och déi Suerg, déi ausgedréckt gëtt bei deene Kritiken, wa gesot gëtt, déi Kanner, deene kann et herno net esou gutt goen, wa se an enger gläichgeschlechtlecher Koppel opgezu ginn: Et gëtt ëmmer gesot, fir déi Kanner ass et schwéier, well se an enger gläichgeschlechtlecher Koppel opwuessen. Net, well et an der Koppel problematesch wär, mä herno dobaussen, d'Akzeptanz vun der Gesellschaft.

Ech mengen, dass déi Leit, déi dat soen, hire Fall projezéieren op d'ganz Gesellschaft!

Une voix.- Genau!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass e klassesche Phenomeen an der Psychologie. Dir ënnerstellt der Gesellschaft, gradesou réckstänneg ze si wéi Dir selwer. Mä si ass et net!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Si ass et net. D'Gesellschaft wäert net esou reagéieren, wéi Dir dat duerstellt, well si ass net an hirer grousser Majoritéit esou réckstänneg op deem dote Punkt. D'Gesellschaft, mengen ech, ass iwwregens a gesellschaftspolitesche Froe bal ëmmer - bal ëmmer! - virun der Politik. D'Politik ass meeschtens hannendran a gesellschaftspolitesche Froen.

(Interruption)

An ech mengen och... Jo, dat mam Referendum, dozou kënne mer eng Kéier ganz gäre seriö diskutéieren!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, da kommt!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Well ech entdecken nämlech, dass ëmmer de Wonsch nom Referendum waakreg gëtt, wann ee mierkt, dass een an der parlamentarescher Debatt keng Zoustëmmung fënnt. Da gëtt op eemol de Referendum entdeckt.

(Brouhaha général)

Ech hunn Iech nach ni, ech hunn Iech nach ni héieren, Här Kartheiser, antrieden...

(Interruptions diverses)

Ech hunn Iech nach ni, ech hunn Iech nach ni héieren antrieden, Här Kartheiser, dass dat, wat d'ADR fir richteg fënnt, engem Referendum ënnerstallt gëtt.

Une voix.- Dach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kee Problem!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wëll Iech awer soen, Här Kartheiser,...

M. le Président.- Sou, wann ech gelift, ech géif bieden, de Minister ausschwätzen ze loossen, an de Minister bieden, sech un d'Chamber ze adresséieren!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Selbstverständlech!

Mä et gëtt Referenden, déi fannen all fënnef Joer statt an déi heesche Wahlen!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Fir d'ADR huet dat geheescht an deene leschten 20 Joer: vu siwe Sëtz op fënnef, vu fënnef Sëtz op véier, vu véier Sëtz op dräi. A wann Der esou weidermaacht, sidd Der déi aner Kéier zu zwee an da sidd Dir och eng, wann Der net gutt oppasst, eng...

(Brouhaha)

...da sidd Dir och eng dysfonctionnel Koppel, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt déi lescht Wahlen déi Richtung och ageschloen, Här Braz!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- ...da sidd Dir eng dysfonctionnel Koppel, Här Gibéryen, mat Ärer Partei. A wann...

M. le Président.- Sou. Also keng Zwiegespréicher méi, wann ech gelift! Här Minister, fuert elo weider!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Selbstverständlech!

M. Jean-Claude Juncker *(CSV).*- Da wësst Der jo, dass d'Wahle Wahle sinn an dass ee sech un d'Resultater dovu soll halen...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Selbstverständlech!

(Brouhaha)

A wann eng Majoritéit, déi et virdrun net gouf, eng Majoritéit kritt, dann ass et dann déi nei Majoritéit, do hutt Der ganz recht!

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Weider esou!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Da gëtt iwwert d'Etüde geschwat, déi bruecht ginn. Dat kennt ee jo och aus der Debatt a Frankräich. Wat do net alles mat Etüde ronderëmhantéiert ginn ass!

Fakt ass, dass déi Etüden, déi erausfannen, dass et fir d'Kanner problematesch ka ginn, wa se an enger gläichgeschlechtlecher Koppel opwuessen, ëmmer ganz rapid konnten entlarvt ginn, wat d'Origine vun deenen Etüde betrëfft. En fait beleeën déi Etüde just d'Meenung, déi déi Leit wollten affichéieren.

Elo kann een och deenen, déi de Contraire beleeën, och deelweis vläicht dee Reproche maachen, dat mag sinn! Déi Leit, déi sech awer seriö domat beschäftegen op engem universitären Niveau, Unien, déi net gefierft si vu virun, déi fannen dat doten net eraus.

Dir hutt vun Amerika geschwat. Ech wëll Iech just op eng Etüd verweisen aus Amerika, dat ass den „Official journal of the American Academy of Pediatrics", eng ganz seriö Institutioun, déi sech mat där doter Fro och beschäftegt huet. Déi widderleeën déi doten Thees. Déi widderleeën déi doten Thees! An Dir kënnt awer wierklech net den Amerikaner op där doter Fro ënnerstellen, si wären elo terribel, terribel progressistesch! Do leeft, och op där heiter Fro, ganz villes an der Diskussioun mat.

Ech wëll Iech op déi heiten Etüd verweisen, déi kloer beleet, dass dat net de Fall ass. Ënnert dem Strëch résuméiert et sech dann awer op dat, wat ee fir richteg oder fir falsch hält a wéi oppen oder net oppen ee bestëmmte Leit an eiser Gesellschaft géintiwwersteet. Dat seet méi aus wéi vill Etüden, besonnesch déi, déi sech wëlle beméien ze widderleeën, dass et deene Kanner gutt ka goen. Dat ass net esou.

Ech wëll och preziséieren, dass mat dësem Gesetz jo keen eppes ewechgeholl kritt. Et gëtt jo gemaach wéi wann hei esou eng Zort Émverdeelungskampf amgaange wär. Mä dat stëmmt dach ganz einfach net! Mir ännere jo näischt op deene wesentleche Froen, déi sech an deem dote Beräich stellen.

An dësem Gesetz ännert jo strictement näischt un eiser Législatioun iwwert de Lien biologique, dat, wat Dir esou héichhaalt. Wou ännert dann hei iergende Komma un engem Gesetz, wat de Lien biologique betrëfft? Deen natierlech eent vun de Fundamenter ass vun der Gesellschaft. Mä net dat eenzegt. Mä eent dovunner.

Wou ännert hei an dësem Gesetz iergendeppes un der Présomption de paternité? Wou ännert iergendeppes un deem doten absolute Grondprinzip? D'Présomption simple, nach ëmmer gewiescht, wëll ech och preziséieren. Mä do ännert och näischt. Dat sinn „fundamentals" an dat ännert hei net.

De Mariage civil huet dach eigentlech d'Empreinte vun der Gläichheet a sech. Déi Konzeptioun vum Mariage civil, wéi mer se haut kennen, dréckt dach en fait nëmmen eng Fräiheet aus, déi d'Bierger an eisem Land hunn, sou wéi se och am Artikel 146 vum Code civil formuléiert ass a vun der Origine un net geännert huet. Nämlech den Artikel, dee seet, dass et kee Mariage ka ginn ouni Consentement.

An deen Artikel seet och, dass dee Consentement an der „pleine liberté" muss ausgedréckt ginn. Et ass e Recht, wat een huet, eng Fräiheet, déi een huet, déi auszedrécken. An dee Grondgedanke vun der Fräiheet, deen iwwerdroe mer iwwregens haut op de Mariage fir all d'Membere vun eiser Gesellschaft. An zu där Fräiheet gehéiert jo dann och - dat muss ee vläicht eng Kéier rappeléieren - d'Fräiheet, sech net ze bestueden. Wa mer haut de Mariage aféieren, dann ass dat keng Flicht, déi mer aféieren. Jiddweree bleift fräi, sech ze bestueden, wann e mengt, en hätt dee Richtegen oder dat Richtegt fonnt. A wann net, kann een och al a glécklech ginn, wann een net bestuet war.

Et gëtt och gesot, mir hätten net genuch diskutéiert iwwert déi heite Matière. Dat ass net richteg. An et sinn och vill Avisen erakomm, a scho méi laang erakomm, zënter 2010, vun der Commission nationale pour la protection des données - fir nëmmen der e puer ze nennen, net all -, dem Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, wat eng ganz seriö Institutioun ass. Den Här Kartheiser huet se a Fro gestallt. Ech deelen déi Afrostellung net, au contraire, déi maachen eng exzellent Aarbecht, och wa se an hire Konklusiounen dann net Är Meenung ënnerstëtzen.

De Centre pour l'égalité de traitement, de Barreau vu Lëtzebuerg, „Rosa Lëtzebuerg", Transgender Lëtzebuerg an d'Avise vum Statsrot, dat sinn der awer vill, déi sech ganz seriö mat dëser Matière auserneegesat hunn, an doriwwer eraus och d'Commisson juridique.

Mir wäerten eis och an deenen nächste Joren nach mat e puer anere Projeten hei an der Chamber ofginn, déi och mat de Kanner ze dinn hunn. Net nëmmen, mä och mat de Kanner ze dinn hunn.

Een ass genannt ginn, dat ass den Divorce. Ech hoffen, dass mer den Divorce elo séier wäerten an der Chamber kënne virubréngen. Mir musse probéieren natierlech, déi Fro vum Splitting vun de Pensiounsrechter ze klären. Wa mer déi net séier genuch geklärt kréien, mengen ech, muss een de Projet awer kënne maachen. Den Divorce muss virugoen. D'Belsch huet sech och net éiweg ophale gelooss duerch déi Diskussiounen do. Ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, zesumme mam Kolleeg Romain Schneider - mir schaffe schonn drun -, dat dote gemeinsam ze léisen, dat wär besser. Wann net, mengen ech, muss de Projet iwwert den Divorce definitiv virukommen, well do geet et effektiv och ëm vill Rechter vun de Kanner.

Dann en anere Projet: deen iwwert d'Filiatioun, deen och schonn an der Chamber ass. Och dat ass e wichtege Projet. Och do gi Saachen dra behandelt, déi am Intérêt vum Kand sinn. Zum Beispill den Accès vun de Grousselteren - also, dat ass elo e Beispill, dat nach net am Text ass, wou ech awer driwwer nodenken, ob mer dat net och an den Text sollten eranhuelen -, den Accès vun de Grousselteren an aneren, wéi et a Frankräich virgesinn ass, och am Kader vun der Filiatioun, dann dass mer wëllen d'Differenz ofschafen tëschent Enfants légitimes an Enfants naturels. Ma wat méi séier, wat besser! Och dat wäerte mer maachen.

Mir wäerten awer och Dispositiounen aféieren - an déi sti schonn am Projet de loi, de Chamberspresident weess dat - iwwert d'Procréation médicalement assistée, déi sougenannten „PMA".

Mir wäerten awer och bei der GPA musse virukommen. Och do steet schonn an engem Projet de loi, dass een déi soll formell verbidden. Dat ass och meng Meenung. Et ass eng Saach, déi aus enger Rei vu Grënn méi wéi contestabel ass. Schonn eleng dowéinst, well nach ni eng räich Fra enger aarmer Fra hire Bauch zur Verfügung gestallt huet. Dee Fall ass et an de GPAen nach net ginn. Dat eleng ass e Grond, fir äusserst kritesch deem géintiwwerzestoen.

Allerdéngs muss een awer och drun denken, dass et Kanner gëtt, déi entstinn aus GPAen, vläicht souguer och aus illegale GPAen, a mat där Fro musse mer eis och beschäftegen. Beim Verbuet vun de GPAe kënne mer net blann an daf si fir d'Schicksal vun deene Kanner, déi net gefrot an net gewollt aus enger oft illegaler GPA entstane sinn. Mir kënnen net nëmme mam Verbuet all Froe beäntwerten. Mir musse méi wäit denke wéi dat, am Intérêt vun de Kanner. Schwiereg Fro! Mä mir mussen eis mat där Fro beschäftegen.

Dat si just e puer Beispiller, Här President, an ech kommen zum Schluss vun de Projeten, déi hei scho leien. E leschte Projet ass dee vun der Responsabilité parentale, deen déi Responsabilité commune zu Lëtzebuerg soll endlech aféieren. D'Geriichter applizéieren dat schonn oft - net ëmmer, mä schonn oft. Et wär gutt, wa mer et séier och zu Lëtzebuerg an engem Text hätten. Dorunner schaffe mer.

Dat wären, Här President, déi Remarquen, déi ech am Numm vun der Regierung wollt maachen. Ech wëll als Ofschloss wierklech nach eng Kéier all deene Merci soen, déi sech un der Diskussioun bedeelegt hunn. Ech mengen, Lëtzebuerg gëtt mat deem Vote, dee mer elo an e puer Minutten oder an e puer Sekonne wäerten huelen, e méi solidarescht, méi gerecht Land, an dat ass gutt esou.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Justizminister.

Domat si mer um Enn vun enger Diskussioun ukomm, déi sachlech an digne gefouert ginn ass, woufir ech Merci soen. A mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6172A kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6172A et dispense du second vote constitutionnel

De Vote geet un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6172A ass mat 56 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: M. Aly Kaes;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Et bleift nach d'Fro, ob d'Chamber d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

Mir sinn dann nach a Präsenz vun enger Motioun, déi abruecht ginn ass vun de Kolleege vun der CSV, déi, mengen ech, motivéiert ass. Sinn dozou Wuertmeldunge respektiv eng Stellungnahm vun der Regierung?

Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, déi Motioun do iwwerrascht e bëssen. Ech muss soen, ech hunn e bëssen den Androck, dass et eng Alibimotioun ass, déi hei vun der CSV proposéiert gëtt, well se eigentlech sech haaptsächlech doduerch kennzeechent, dass se oppen Dieren arennt.

Si freet zum Beispill, elo freet se dat - et freet ee sech, firwat dass elo déi Fro hei gestallt gëtt; mir schwätze jo hei net iwwer eng Reform vum Adoptiounsrecht, mä et geet ëm de Mariage -, stellt se d'Fro vun den Enquêtes sociales. Mä ech weess dach, de Ministère de la Famille ass nach haut ëmmer u sech deen, deen déi Associatiounen agrééiert, déi déi Enquêtes sociales do maachen. Wéisou gëtt elo gefrot bei dëser Geleeënheet, zoufälleg an deem Moment, wou d'Adoptioun opgeet och fir gläichgeschlechtlech bestuete Koppelen, dass elo soll eng Evaluatioun gemaach gi vun den Enquêtes sociales?

Huet d'CSV Indicen, dass déi Enquêtes sociales an der Vergaangenheet net uerdentlech gemaach gi wären? Wa se der huet, stellt sech d'Fro, wéisou se näischt ënnerholl huet, well se jo d'politesch Responsabilitéit an deem doten Domän während 25 Joer ouni Interruptioun exercéiert huet.

Datselwecht, hei gëtt nach eng Kéier déi Thees iergendwéi ënnerschwelleg iwwerholl, wéi wann eventuell d'Interesse vum Kand net am Mëttelpunkt géife stoe vun der Adoptioun. Ech muss dann nach eng Kéier hei den Text selwer vum Code civil erunzéien. Den Artikel 343, dee seet: «L'adoption ne peut avoir lieu que s'il y a de justes motifs», dat ass déi éischt Konditioun, «et si elle présente des avantages pour l'adopté.»

Et gëtt eng fest Jurisprudenz vun eise Geriichter, déi ganz kloer festgestallt huet, dass den Intérêt de l'enfant eng vun de fundamentalen, autonome Konditiounen ass zu Lëtzebuerg, fir dass iwwerhaapt eng Adoptioun ka gesprach ginn.

D'Adoptiounen hei zu Lëtzebuerg gi vun de Geriichter gesprach. Ech gesinn also schwéierlech, wéi de Gouvernement - am Sënn vun enger Séparation des pouvoirs -, wéi d'CSV dat hei drolecherweis fuerdert, misst derfir suergen, dass u sech déi Adoptiounen, déi geschwat ginn, hei gewësse Kritären entspriechen an ëmmer mussen den Intérêt supérieur de l'enfant garantéieren. Ech weess net, wéi d'Regierung soll esou eppes maachen. Dat ka jo héchstens dann, wann eppes schifgeet, iwwert d'Gesetz goen, dat mer da missten änneren, wann d'Gesetz misst geännert ginn.

Erstaunlech ass och d'Fro, dass d'CSV elo hei fuerdert, d'Regierung soll considéréieren, fir déi europäesch Konventioun iwwert d'Adoptioun vun de Kanner vun 2008 ze ënnerschreiwen. Ech stelle just d'Fro: Wéisou ass bis elo dat doten net considéréiert ginn? Wéisou huet de Ministère de la Famille, dee jo do eng direkt Responsabilitéit huet, respektiv de Ministère de la Justice an déi respektiv Ministeren, wéisou hu si dat vun 2008 bis Dezember 2013 net gemaach, wann hei u sech dat hei elo gefrot gëtt?

Also, ech hunn e bësse Problemer. Bon, ech verstinn, firwat dass déi Motioun kënnt. Mä ech hu wierklech Problemer, déi doten Operatioun, déi d'CSV hei wëllt maachen, matzemaachen. An duerfir wäert natierlech och meng Fraktioun déi heite Motioun net stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President, an och Merci un d'Kolleege vun der CSV fir déi Motioun hei. D'ADR wäert se net matstëmmen, aus dräi Grënn.

Éischtens, déi juristesch Argumentatioun, déi d'CSV zu dësem Text inspiréiert huet, ass eng, déi mir net deelen. Ech hat d'Geleeënheet virdrun op der Tribün, dat ze erklären.

Zweetens steet op zwou Plazen an dësem Text, datt den «caractère préjudiciable d'une adoption pour un enfant ne dépend pas de l'orientation sexuelle de son ou de ses parent(s) adoptif(s)». Mir deelen déi Meenung ganz kloer net, well mer der Meenung sinn, datt e Kand fir seng Entwécklung en zweegeschlechtlecht Elterepuer brauch.

An ausserdeem hunn ech jo och kënnen opmierksam maachen op all déi Problemer, déi sech besonnesch bei enger Scheedung vun homosexuelle Koppele wäerte stellen, déi nach vill méi schlëmm sinn a vill méi komplizéiert si wéi déi, déi bei enger heterosexueller Koppel wäerten entstoen.

Aus deene Grënn, Här President, kann d'ADR dësen Text net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Den Här Wiseler huet d'Wuert an dann den Här Turpel.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, just ganz kuerz,...

M. le Président.- An dann den Här Berger.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...fir ze soen, ech wëll och nach eng Kéier soen, datt ech fannen, datt déi Diskussioun hei op eng gutt Aart a Weis an digne gefouert ginn ass. Dat war net de Fall an all de Länner.

Ech wëll awer och elo zum Schluss nach eng Kéier kloer soen - net datt hei d'Impressioun duerch dës Motioun entsteet, datt d'CSV hei am Fong net dat géif mengen, wat se géif maachen -, mir hunn dësen Text kloer an däitlech déposéiert, en ass vun engem CSV-Minister weidergefouert ginn, vun engem CSV-Rapporteur ausgeschafft ginn, an déi Fraktioun hei huet den Text och gestëmmt. Eis Meenung ass also kloer an däitlech.

Mir héieren awer och, wat dobausse fir eng Diskussioun ass. An dofir ass et fir eis wichteg, datt erkläert gëtt an datt d'Akzeptanz och vun der Chamber hei ausgeet fir deen Text, dee mer total droen, fir datt deen Text och dobaussen op Akzeptanz stéisst.

Dat, wat mer hei an där Motioun froen, ass am Fong dat, wat a multiplen Diskussiounen, inklusiv an der Chamberskommissioun, duerchdiskutéiert ginn ass an och do a sech à l'unanimité ugeholl ginn ass, wat par ailleurs och an dem Commentaire des articles vun dem Text steet an einfach freet, datt d'Recht vum Kand virgeet an net d'Recht op d'Kand, ob dat elo fir hetero- oder fir homosexuell Koppelen ass, genau identesch, genau d'selwecht.

An dat wollte mer nach eng Kéier ganz einfach...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et steet an den Texter vun haut.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Genau, mä mir wollten dat, mir wollten et nach eng Kéier ganz kloer an däitlech einfach ënnersträichen, fir datt et och jiddwerengem kloer ass. C'est tout. An ech wëll net, datt deen Exercice anescht verstane gëtt. An dat ass awer fir eis wichteg, fir et nach eng Kéier ze ënnersträichen. Ech wollt déi Erklärunge ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler.

Ech hunn nach d'Wuertmeldunge vun der Madame Loschetter an dem Här Berger. Här Berger. An dann d'Madame Loschetter. An dann den Här Turpel. Jo, kommt, mir ginn dem normalen Tour no!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt eigentlech do weiderfueren oder mech uschléissen un dat, wat de Kolleeg Alex Bodry gesot huet. Et sinn hei eng Rei Elementer, wou d'Regierung invitéiert gëtt, verschidde Saachen ze maachen, wou ee sech effektiv ka froen, firwat dat net an der Vergaangenheet scho gemaach ginn ass, ob dat d'Evaluatioun ass vun den Enquêtes sociales, ob dat d'Signature ass vun der Convention européenne.

A wat en zweet Argument ass fir meng Fraktioun, fir déi Motioun hei net ze stëmmen, dat ass och, datt am leschten Tiret da Rieds geet vun dem Kader vun den «méthodes de procréation et techniques médicales de procréation». Sécherlech ass dat derwäert, och driwwer ze diskutéieren. An Zukunft wäerte mer dat sécherlech maachen. Mä dat war awer net de Kader hei haut de Mëtteg, wou mer spezifesch driwwer diskutéiert hunn, sou datt dat an engem anere Kontext da ka gemaach ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Mir wäerten déi heite Motioun och net matdroen, an dat aus dräi Grënn. Dat Éischt ass, well effektiv an den „Inviten" verschidden Instanzen ugeschriwwe sinn, op déi mir tatsächlech keen Impakt hunn an op déi mir och keen Impakt dierfen a sollen hunn.

Dat Zweet ass, well verschidde Saachen an den „Inviten" drastinn, wou mer souwéisou schonn e Konsens, en Ordre du jour an e Planning hunn, notamment an der Commission juridique. An Dir wësst alleguerten och, datt déi Saachen elo um Ordre du jour stinn.

An dat Drëtt ass d'Argument vun dem Sprecher vun der CSV. Ech denken, wa mer wëllen d'Thema, wat dobaussen d'Leit opreegt, berouegen, da brauche mer keng Motioun, mä dann ass et virun allem d'Serenitéit an onsen Diskussiounen an an onsen Debatten, wat dëst ubelaangt, déi de Calme dobausse wäert erëm hierstellen oder wäert festegen. Well, wann e puer Wellen héichgeschloen hu genau an deenen Ursaachen, dann ass et, well duerch falsch Argumentatioun an duerch net richteg

Informatiounen eng gewëssen Onrou opkomm ass. Dofir denken ech, datt mer mat där néideger Serenitéit keng Motioun brauchen an datt och dat, wat d'Leit elo de Moment op eemol am Kader vun dësem Projet de loi beschäftegt, wierklech keng Motioun brauch, fir datt erëm Rou hiergestallt gëtt.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Den Här Turpel huet d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt dräi Saache soen. Ech hat et jo scho virdrun ugekënnegt. Éischtens, datt am Kader vun där heiten Diskussioun wéi och a villen aneren Diskussiounen eng ganz Rei Froen an Themaen ugeschnidde gi sinn, déi doudsécher berechtegt sinn, fir diskutéiert ze ginn a behandelt ze ginn. Et soll awer ganz kloer sinn, datt eng Rei vun deenen Themae sech net stellen duerch d'Tatsaach, datt mer hei eng Gläichstellung maache vu gläichgeschlechtleche Koppelen am Bestietnis a bei der Adoptioun.

An esou wéi déi Motioun (veuillez lire: déi Motioun vun der CSV) hei formuléiert ass, praktesch vun Ufank un, gi grad alleguerten déi Argumenter, déi vun deenen, déi géint d'Gläichstellung waren, virbruecht gi sinn, hei iergendwéi opgegraff. Vun «droit à l'enfant» iwwer «adoption aux personnes et couples de même sexe» an esou weider bis hin zu «renforcer la protection de l'enfant» sinn dat alles an dësem Kader falsch Messagen. Déi stellen eng Konvergenz hier zwëschen deem, wat hei gefuerdert gëtt, an deene falschen Argumenter, déi dobaussen zirkuléieren iwwert déi gläich Rechter vu gläichgeschlechtleche Koppele par rapport zu heterosexuelle Koppelen.

Ech fannen, mir hate wierklech eng gutt Debatt, mir insgesamt, wat de Minister och ënnerstrach huet, och hei an der Chamber. Ech fannen, mir sinn och an engem Diskussiounsprozess, wou eng Rei aner Saache musse gekläert ginn.

An ech géif wierklech hei en Appell maachen un d'CSV, fir déi Motioun haut hei net zur Ofstëmmung ze stellen, well, esou berechtegt wéi eng Rei Froe sinn: Si gehéieren net an dëse Kader. An ech mengen, et wier gradesou gutt, wa mer déi berechtegt Froen an där nächster Woch, an där nächster Chamberswoch, och no Ofstëmmung mat deenen anere Fraktiounen, kéinten an eng Motioun faassen, fir datt mer dat haut net an een Zesummehang stellen, dee falsch wier.

Dofir mäin Appell ganz kloer un d'CSV: Maacht wann ech gelift haut net déi Konvergenz, déi Der jo eigentlech wollt évitéieren an hei awer ënnerschwelleg erëm eng Kéier maacht mat falschen Argumenter am Kontext vun dëser Diskussioun! Et huet näischt mat dëser Diskussioun ze dinn. Et dierf näischt mat dëser Diskussioun direkt ze dinn hunn. An da komme mer an zwou Woche bei der nächster Chamberssitzung dorobber zréck.

Si ass d'ailleurs net komplett. Zum Beispill d'Recht op d'Filiatioun, ze wëssen, wien déi biologesch Eltere sinn, ass net dran ugeschnidden. Dat ass och ee Punkt, dee wichteg ass, an deen ass net am Text mat dran.

Dofir mengen ech: Zitt se wann ech gelift zréck! Dann hu mer haut eng kloer Haltung, wat d'Gläichstellung ugeet, an op all déi aner Froe komme mer zréck. Wann d'CSV se awer net zréckzitt, da stëmme mir an dësem Zesummenhang op jidde Fall dergéint.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Den Här Justizminister huet d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här President, d'Regierung schléisst sech den Argumenter vun de Majoritéitsvertrieder an och vum Här Turpel un. Mir sinn och der Meenung, dass déi Motioun an där Form net kann ugeholl ginn.

M. le Président.- Merci. Da bleift mer näischt aneschters iwwreg, wéi zur Ofstëmmung iwwerzegoen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, mir froen de Vote électronique, Här President.

Vote sur la motion 1

M. le Président.- Selbstverständlech. Merci. De Vote ass lancéiert. Wie mat der Motioun d'accord ass, stëmmt Jo, a wien net mat der Motioun d'accord ass, stëmmt mat Neen.

(Interruption et hilarité)

De Vote ass lancéiert.

(Interruptions)

Ech hunn awer 60 Stëmmen.

(Hilarité)

Also, mir hunn eng ganz intelligent Maschinn hei. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 37 Nee-Stëmmen, bei 23 Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Domat wäre mer um Enn vun der Sëtzung vun de Mëtteg respektiv den Owend ukomm. Mir gesinn eis erëm muer de Mëtteg um zwou Auer. Kommt gutt heem!

Merci, d'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.39 heures)

SÉANCE 26 JEUDI, 19 JUIN 2014

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. 6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (M. Serge Urbany intervient), M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures (M. Claude Wiseler pose une question)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Retrait du rôle des affaires
- *M. Michel Wolter*

4. Question élargie n°2 de M. Claude Adam sur la promotion du secteur du jeu vidéo
- *M. Claude Adam - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

5. 6315 - Projet de loi

- portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant

* la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,

* la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,

* la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,

* la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,

* la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,

* la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et

* la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables,

- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services
- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, Mme Joëlle Elvinger, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn et Félix Braz, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- D'Sëtzung ass op.

Ech wollt d'Regierung froen, ob se Kommunikatiounen ze maachen huet?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Ech soen dem Justizminister Merci.

Da kënne mer direkt zum Ordre du jour iwwergoen. Als éischte Punkt hu mer um Ordre du jour de Projet 6655 iwwert de Bau vun engem Établissement pénitentiaire um Uerschterhaff. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ech hu bis elo Aschreiwunge vun der Madame Andrich, der Madame Lorsché, den Häre Gusty Graas, Gast Gibéryen a Serge Urbany. Et ass nach ëmmer Zäit, fir sech ze mellen.

An ech ginn elo direkt d'Wuert dem Rapporteur, dem honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass schonn e spezielle Moment hei fir mech, haut virun Iech hei ze stoen als Rapporteur vum Projet de loi 6655, deen de Bau vun enger Maison d'arrêt um Uerschterhaff zu Suessem als Objet huet. An dat, well et an engem Land mat der Gréisst vu Lëtzebuerg net esou oft virkënnt, dass een eng Untersuchungshaftanstalt baut an et duerfir schonn e groussen a wichtege Projet mat gesellschaftlechem Impakt ass, dee mer haut hei wäerte stëmmen.

Den Dépôt vun dësem Projet ass den 12. Februar 2014 gemaach ginn. De 26. Mäerz gouf ech als Rapporteur genannt. Den 23. Abrëll huet d'Kommissioun den Avis vum Statsrot - deen Avis, deen awer schonn den 20. Dezember 2013 erakomm ass - analyséiert. An de 4. Juni huet d'Kommissioun du mäi Rapport approuvéiert.

Ech hu meng Interventioun vun haut an dräi Deeler opgedeelt, éischtens den aktuelle Kontext, deen zum Projet gefouert huet, zweetens

de Bau selwer an drëttens verschiddentlech Remarquen.

Zur aktueller Situatioun a firwat mer dëse Bau brauchen: Säit méi wéi zéng Joer geet d'Zuel vun de Prisonnéier zu Lëtzebuerg stänneg an d'Luucht. De Centre pénitentiaire Lëtzebuerg, den CPL, de Prisong vu Schraasseg also, deen 1984 opgoung an 2002 ausgebaut gouf, huet eng maximal Capacitéit vu 600 Prisonnéier. An de Joren 2006 an 2007 waren et der awer bal 700, déi do waren. D'Zuele goungen awer elo an deene leschte Jore liicht erof, kënnen awer vun engem Moment op deen aneren nach ëmmer variéieren, och no uewen.

D'Evolutioun vun der Unzuel u Prisonnéier ass schlecht virauszegesinn, e Phenomeen, deen een a ganz Europa kennt. Dowéinst a well de Prisong zu Schraasseg ëmmer ganz héich beluecht ass, an ausserdeem, well condamnéiert Prisonnéier a Prisonnéier an Untersuchungshaft hei zesummen ënnerbruecht sinn - fir 2013 waren et 598 Prisonnéier, also zwee ënnert der normaler maximaler Capacitéit, an dovunner waren 284 an U-Haft -, huet d'Regierung dunn 2005 décidéiert, niewent Schraasseg a Giwenech en drëtte Centre pénitentiaire ze bauen.

Dësen Zenter gëtt gebaut als Maison d'arrêt an ass ausschliisslech geduecht fir Untersuchungshäftlingen. Just bei verschiddenen Ausnahmen, notamment wann et ëm d'Intégrité physique et morale, ëm d'Gesondheet, ëm d'Formatioun oder d'Aarbecht vum Prisonnéier geet, kann een do eng Derogatioun maachen.

Dozou kënnt och nach, dass an engem iwwerfëllten oder bis op déi leschte Plaz gefëllte Prisong, deen also ëmmer bis op dem kriteschen Niveau vum Beluechtsinn ass, d'Aarbecht mat de Prisonnéier, déi op eng gutt Réinsertion sociale achséiert ass, schwiereg ass an och d'Sécherheet, och déi vum Personal, an d'Uerdnung an d'Disziplin net genuch assuréiert sinn.

An dësem Kader kéint een elo och eng grouss Diskussioun iwwert de Strofvollzuch féieren, iwwer Sënn an Onsënn vun Haftstrofen, iwwert de Choix vun enger Politique expansionniste, gläichgesat mat méi a längere Strofen a méi Infrastrukturen, fir méi Leit anzespären, oder enger Politique réductionniste, wou de Prisong als lescht Solutioun ugesi gëtt, wou „front-door solutions" - also ier een d'Leit aspäert - gesicht ginn a wou „back-door solutions" virgezu ginn, nämlech déi fréizäiteg Entloossung aus dem Prisong.

Och wann dës Maison d'arrêt no enger bestëmmter Aart a Weis gebaut gëtt, déi virausblécke léisst, a wéi eng Richtung de Strofvollzuch zu Lëtzebuerg an Zukunft wäert goen, well dëst huet och Auswierkungen op d'Infrastruktur, ass et menger Meenung no net haut de Moment, fir iwwert d'Reform vun der Administration pénitentiaire an d'Reform vun der Exécution des peines ze schwätzen.

Dëst gëtt am Kader vun de Projets de loi 6381 an 6382 gemaach. Dëst hunn ech och an der Kommissioun bei der Presentatioun vu mengem Rapport bemierkt. An am Unhang vu mengem Rapport hutt Der och e Bréif vum Justizminister Félix Braz vum 6. Februar 2014 gehat, dee kloer ausseet, dass dës Diskussioun dann och an där Reform do virgesinn ass.

Wichteg war, dass mer eng Réunion jointe tëschent der Commission du Développement durable an der Commission juridique gemaach hunn, wou kloergestallt gouf, dass de Bau vun dem CPU, dem Centre pénitentiaire Uerschterhaff, der Reform vum Strofvollzuch, esou wéi se bis elo geplangt an diskutéiert gouf, och entsprécht.

Zum Bau, dat urbanistescht Konzept: De Centre pénitentiaire Uerschterhaff kënnt an de Südweste vum Land, an d'Gemeng Suessem, niewent d'WSA, op de Lieu-dit „Uerschterhaff". Dat, nodeems déi deemoleg Regierung schonn eng laang Zäit no engem gëeegente Standuert fir eng Maison d'arrêt gesicht huet a sech keng Gemeng fonnt huet, fir dës Institutioun opzehuelen.

D'Gesamtgréisst vum staatlechen Terrain - wat iwwregens e grousse Virdeel ass vun dësem Projet, dass de Stat eng ganz Rei vun Terrainen do am Besëtz huet - ass 40 Hektar, woubäi der ongeféier 8 Hektar dann hei duerch d'Konstruktioun genotzt ginn.

D'Accessibilitéit gëtt assuréiert duerch d'Konstruktioun vun enger neier Strooss, déi den CR110 an d'Rue de Limpach matenee verbënnt. Déi Strooss muss dann awer nach gebaut ginn. An den CPU wäert natierlech herno och un de Busréseau aus dem Süden, den ëffentlechen Transport, dann ugebonne sinn.

D'Gebai ass an enger hexagonaler Form, integréiert sech esou gutt wéi méiglech an d'Landschaft an hëlt den Dénivelé, deen et hei gëtt, als positiv Eegenschaft mat an de Projet eran. Déi maximal Capacitéit läit bei 400 Prisonnéier. De Gesamtkäschtepunkt läit bei 155,650 Milliounen Euro. D'Consommatiouns-, d'Entretiens- an d'Fonctionnementskäschte leie bei ronn 26 Milliounen am Joer.

D'Bauzäit läit bei dräi Joer. Den Terrain, fir kënnen drop ze bauen, ass derbäi, iwwer eng Modification ponctuelle vum PAG vun der Suessemer Gemeng ëmklasséiert ze ginn. Als optimistesch géif ech emol den Datum vun 2017, deen an engem Rapport aus der Kommissioun esou ervirgeet, bezeechnen, als ganz optimistesch, dass dann déi Maison d'arrêt sollt funktiounsfäeg sinn.

Dann zur Exploitatioun an zur Konstruktioun: De Centre pénitentiaire Uerschterhaff gëtt gebaut no de Règles pénitentiaires européennes. Dës Regele sinn den Outil de référence fir d'Administratiounen, wou mat 108 Regelen, déi souwuel déi elementar Rechter vu Gefaangenen, de Strofvollzuch, d'Gesondheet, d'Sécherheet, d'Inspektioun an d'Kontroll an de Prisonge betreffen, d'Liewen an engem Prisong geregelt gëtt.

Den CPU gëtt no deem neiste Sécherheetskonzept gebaut, garantéiert d'Sécherheet vun de Prisonnéier, vum Personal, vun de Visiteuren an natierlech och vun der Populatioun ronderëm, do wou de Prisong dann och gebaut gëtt. Dëst Sécherheetskonzept soll natierlech och all Invasioun an all Evasioun verhënneren. D'Gebaier sinn esou, dass d'Déplacementer mat de Prisonnéier esou effizient wéi méiglech gehale sinn.

D'Gebai besteet aus autonomen a modulären Unitéite fir d'Ënnerbréngung, fir d'Versuergung, fir verschidden Aktivitéiten, fir Spadséiergäng - natierlech Spadséiergäng an der Enceinte vum Gebai, dat versteet sech vum selwen.

D'Konstruktioun ass esou, dass d'Aarbechtskonditioune fir d'Personal an d'Liewenskonditioune vun de Prisonnéier den aktuellen Standarden entspriechen.

D'Zellen an déi verschidde Pavillone sinn esou configuréiert, dass d'Eenzelënnerbréngung vun de Prisonnéier op en absolute Minimum reduzéiert gëtt, dee fir de korrekte Fonctionnement vum Etablissement onëmgänglech ass.

An deem Sënn sollen d'Prisonnéier a sougenannten „Gemeinschaftsregimer" ënnerbruecht ginn. Dat heescht, d'Prisonnéier verbréngen déi meescht Zäit, Fräizäit, am Grupp a si just fir d'Nuetsrou eleng an hirer Zell. Dëse Regime ass ëmsou méi wichteg fir e Prisong wéi dee vum Uerschterhaff, wou d'Prisonnéier jo alleguer an Détention préventive sinn a bis zu hirer Veruerteelung jo och als onschëlleg gëllen.

D'Ënnerbréngung gëtt a véier Pavillone vu 36 Wunngruppen op engem Total vu véiermol dräi Stäck gemaach. All Wunngrupp, modulär opgebaut, huet Zelle fir ee bis zwee Prisonnéier, e Raum fir verschidden Aktivitéiten an e Wunnraum, deen och als Iessraum zielt.

D'Gebai ass a Stäreform geplangt, wat eng Rei vu Virdeeler huet: eng grouss Sécherheet wéinst der Visibilitéit, et kann ee mat enger reduzéierter Zuel vu Personal schaffen, si optimiséiert d'Kommunikatioun a suergt fir eng effikass Organisatioun.

Am Ganze ginn et dräi Type vun Zellen, ech hu gesot: Eenzelzellen, Duebelzellen an och Zelle fir Personnes à mobilité réduite, esou wéi dat och an de Règles pénitentiaires européennes festgehalen ass. 1% vun de Käschte vum Gebai ginn investéiert an Énergies renouvelables. Virun der Dier ass e Parking vun 301 Plaze virgesinn.

Dat alles zum Bau an zur Exploitatioun. Erlaabt mer awer elo nach, den drëtte Punkt unzegoen, dat si verschiddentlech Remarquen zu vereenzelte Punkten.

Zu de Visiten: No der Kontroll ginn d'Visiteuren an de Parloir mat och enger gewëssener Unzuel vun individuelle Kabinnen. D'Visitë sinn iwwerwaacht, mä et ass virgesinn, wéi dat och schonn an aneren EU-Länner de Fall ass, fir d'sozio-familiär Bindungen net ze zerstéieren, ënner gewëssene Bedéngungen net iwwerwaacht Visiten och ze erméiglechen.

Wat de Service médical ubelaangt: Déi geleefegst medezinesch Interventioune sollen hei an der Maison d'arrêt Uerschterhaff duerchgefouert ginn. Wann awer e speziellen Traitement néideg ass, kann dee betraffene Prisonnéier och op Schraasseg bruecht ginn, oder wann e komplizéierten oder laangwieregen Traitement ze maachen ass, kann en och an e Spidol bruecht ginn.

Wat sécuriséiert Unitéiten ugeet fir Prisonnéier, déi eng Gefor fir sech selwer oder fir anerer duerstellen, bezéiungsweis aus physeschen oder disziplinaresche Grënn, esou kënnen dës a speziell aménagéierten Zellen ënnerbruecht ginn, wou si da 24 op 24 Stonnen iwwerwaacht ginn.

Eppes ganz Wichteges ass d'Formatioun an de Sport, well déi meescht Prisonnéier wäerte jonk Erwuessener sinn. Virgesi si verschidde Klassenzëmmer, eng Bibliothéik, eng Sportshal an och e Sportsterrain. Déi geséchert Häff fir den Ausgang, déi sinn um Daach vun all Pavillon virgesinn.

Och wann et eng Untersuchungshaftanstalt ass, wou d'Prisonnéier manner laang agespaart sinn, sinn esou Infrastrukture wéi déi heiten extrem wichteg. Virun allem geet et jo drëms, dass déi Leit, déi elo an der Maison d'arrêt sinn, erëm - wa se erëm dobausse sinn - eens ginn am Liewen. An d'Resozialiséierung ass ëmmer iewescht Zil vun esou engem Openthalt.

Zu den Auditiounen: Fir d'Auditioune vun den Untersuchungsjuridictioune si speziell Büroe virgesinn, wou och Videokonferenze méiglech sinn. Dës Videokonferenze sollen hir Base légale am Projet de loi 6381 iwwert d'Reform vum Strofvollzuch kréien. Dës Mesurë si geduecht, fir d'Transporter vun de Prisonnéier an d'Stad ze reduzéieren, wat manner Risiko, manner Trafic an och manner Käschte bedeit.

Et sief och notéiert, dass de Justizminister duerch de Prinzip vun der Séparation des pouvoirs d'Magistraten natierlech net zwénge kann, dës Interrogatoiren oder Videokonferenzen am CPU ze maachen. Mä hei si se awer elo emol infrastrukturell virgesinn, déi Méiglechkeete bestinn also am CPU Uerschterhaff.

Zum Institut de formation pénitentiaire: Wann een eng nei Struktur mécht, da brauch een och méi Personal. An et ass och wichteg, dass een dat Personal, wat een huet, och gutt weiderbilt. Duerfir sinn déi équipéiert Klassesäll virgesinn. Dës Klassesäll sinn extrem wichteg fir dat zousätzlecht Personal, wat gebraucht gëtt, a wou da schonn an der Ausbildung déi Leit, déi dohinner wëllen dee Beruff erléiere kommen, sech kënnen dann do scho familiariséiere mat deene reellen an de realistesche Konditiounen an esou enger Institutioun.

All Büroe vun der Administratioun ginn am zentrale Gebai op haaptsächlech zwee Stäck regruppéiert, wou sech dann och d'Kantin fir d'Personal befënnt.

D'Sécherheet ass assuréiert duerch e Konzept mat Mauere ronderëm, déi eng Héicht vu sechs Meter hunn, duerch Obstacles méchaniques an en Dispositif de détection, Videokameraen an thermesch Kamerae bannen a baussen, en integréierte System fir d'Commande vun den Dieren an de Sasen, en Alarmsystem fir d'Personal, e System fir d'Detektioun vu GSMen. A wat sinn d'Risikoe bei esou engem Gebai? Natierlech d'Aggressioun am Gebai, Evasiounen, verbuede Waffen, Kontakter mat anere Leit, déi een net soll hunn, Handyen, Sabotage an och natierlech d'Attack vu baussen.

Och fir deem zousätzlech entgéintzewierken, ass eng Unité de garde et de réserve mobile hei installéiert, e Gebai fir maximal 60 Polizisten, responsabel haaptsächlech dann och fir den Transport vun de Prisonnéier. Dës Unitéit ass ausserhalb vum CPU ugesiedelt, an noer Proximitéit awer vum CPU, wat och eng Partie Trajete wäert reduzéieren an de Sécherheetsdispositif ronderëm déi Maison d'arrêt dann och natierlech wäert renforcéieren.

Wann all dës Aarbechte gemaach sinn an den CPU dann och fonctionnéiert, bitt dat eis dann och d'Geleeënheet, de Prisong zu Schraasseg aus- respektiv ëmzebauen. An och do kënnen dann déi Aarbechtskonditioune geschafe ginn, déi néideg sinn, fir e moderne Strofvollzuch kënnen ze assuréieren.

Wéi Der am Rapport vum 26. Mäerz och konnt liesen, huet d'Suessemer Gemeng finanziell Kompensatioune kritt, dat ënner Form vun erhéichte staatleche Subventioune fir d'Konstruktioun vun ëffentleche Gebaier an engem Droit de superficie fir en Terrain. Dës Kompensatioune goufe vun der viregter Regierung ausgehandelt a sinn och du vun der jëtzeger Regierung iwwerholl ginn.

Zum Avis vum Statsrot: En huet eng Rei vu Recommandatiounen, eng Recommandatioun, fir eng Spezialisatioun vun deenen eenzelne Prisonge per Gesetz ze definéieren an ze regelen, ginn. De Statsrot bedauert, dass dëst net geschitt ass am Projet de loi vum Fonctionnement vun de Centres pénitentiaires a vum Uerschterhaff. De Statsrot freet dann d'Auteure vun deenen zwee Projet-de-loien, dës Projets de loi ënnert dësem Gesiichtspunkt och ze réexaminéieren. A wéi scho virdru bemierkt, gëtt dëse Remarquë vum Statsrot dann och Rechnung gedroen, wa mer de Projet de loi 6381 an och 6382 mat der Reform vum Strofvollzuch an der Reform iwwert d'Administration pénitentiaire hei behandelen.

Ech kommen zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Merci all de Mataarbechter, déi gehollef hunn, dëse Projet auszeschaffen an elo hei zu engem Vote kommen ze loossen. D'Gebai steet nach net, mä de Wee, dee bis dohinner geholl gouf, dat ass dee Wee, deen an déi richteg Richtung geet.

Heimadder ginn ech dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Sylvie Andrich-Duval, déi matzäit ukomm ass, trotz Stau.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, just e Gebai, kéint ee soen, fir dat mer haut gréng Luucht ginn. Mä, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass kee Gebai wéi déi aner, well et handelt sech ëm e Prisong, an e Prisong baut een net all Dag.

De Rapporteur Georges Engel, deen als Député-Maire vun der Gemeng Suessem jo haut eigentlech zwou Kapen ophuet, huet eis dee wichtege Projet op eng detailléiert Aart a Weis virgestallt. Duerfir soen ech him Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wäert mech och dofir op e puer Kommentare beschränken, dat engt op de Kontext vum Projet an déi aner op de Bauprojet selwer.

Zum Kontext: Dëse Bauprojet ass jo agebett an eng global Reform vum Strofvollzuch a vun der Prisongsverwaltung, déi ënnert der viregter Regierung, méi genee ënnert der Fiederféierung vum deemolege Justizminister François Biltgen, op den Instanzewee bruecht gouf a vu senger Nofolgerin, der Madame Octavie Modert, virugedriwwe gouf. Dës Reform gëtt mat dësem Bauprojet deelweis ëmgesat.

De But vun dëser Reform ass engersäits e méi humanen an effiziente Strofvollzuch, deen am Aklang ass mat den internationale Rechtsvirgaben, ënner anerem der Europäescher Mënscherechtskonventioun an de Recommandatioune vum Conseil de l'Europe, anerersäits, d'Integratiounschancë vun den „hors-la-loi" an eiser Gesellschaft ze verbesseren.

Déi inhaltlech Diskussioune leie selbstverständlech an der Kompetenz vun der Justizkommissioun vun der Chamber. Jiddefalls ass déi konstant Iwwerbeleeung vum Prisong zu Schraasseg schwéier mat deenen do genanntene Prinzipien ze vereenbaren a stellt ausserdeem net ze leugnend Sécherheetsproblemer, schwiereg Aarbechtsbedéngunge fir d'Personal, déi trotz alldeem musse fir Uerdnung an Disziplin suergen.

Dofir ass et dréngend, dass mer deem virleiende Gesetzesprojet haut gréng Luucht ginn, an ech ënnersträichen, dass et d'CSV-Fraktioun war, déi insistéiert hat, dass en op den Ordre du jour koum vun der zoustänneger Kommissioun, wou en dann och zesumme mat de Membere vun der Justizkommissioun analyséiert gouf.

Zum Bauprojet selwer: De Bau vun engem neie Prisong fir Häftlingen an Ënnersichungshaft erlaabt et éischtmoleg zu Lëtzebuerg, veruerteelt Prisonnéier vu Prévenuen, also déi nach net condamnéiert sinn a fir déi folglech nach d'Onscholdsvermutung gëllt, ze trennen. Domat wäert de Prisong Uerschterhaff d'Capacitéit vum aktuelle Prisong vu Schraasseg a vun der Anstalt vu Giwenech ëm 400 Plazen erweideren, fir op eng global Capacitéit vun zirka 900 fir Erwuessener ze kommen.

De Prisong vu Schraasseg wäert domat ëm praktesch d'Halschecht vu senge Prisonnéier erliichtert ginn. A vum gesamte Personalbestand, dee bei ronn 800 läit, sinn der erëm ëm déi 300 fir den Uerschterhaff virgesinn, nieft natierlech deene 60 Poliziste vun der Unité de garde et de réserve mobile, UGRM genannt, déi an engem Niewegebai affectéiert sinn an déi jo mam Transport vun de Prisonnéier beoptraagt sinn.

D'Fonctionnalitéite vum virleiende Bauprojet, fir deen ech de viregten Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister Claude Wiseler a seng Mataarbechter félicitéieren, ginn dem héijen Usproch vun engem moderne Prisongswiese gerecht. Si erfëllen net nëmmen déi néideg Sécherheetsbedéngunge bannen a bausse vun der Enceinte, mä erméiglechen et och, dass engersäits d'Liewen an d'Behandlung vun de Prévenuë während hirem wann och éischter méi kuerzen Openthalt ënner mënschewürdege Konditiounen oflafen an an engem gudde Klima stattfannen.

Esou gëtt zum Beispill derfir gesuergt, dass gutt formeiert Personal keng Waffen dréit, dass souwuel d'Gemeinschaftsraim wéi d'Zëmmeren eng confortabel Gréisst hunn an och behënnertegerecht sinn, dass d'Prisonnéier kënnen Aktivitéiten hunn an dass d'Visitë vun der Famill an de Kanner a würdege Verhältnisser méiglech sinn. Anerersäits ass et awer och méiglech, eng optimal Virbereedung vun der Entloossung vun de Prisonnéier hei ze garantéieren.

Et ass kloer, dass de Bau deemno fir Prisonnéier an Ënnersichungshaft konzipéiert ass a just an Ausnahmefäll fir veruerteelt Prisonnéier soll benotzt ginn oder, wéi schonn ugedeit, och als Iwwergangsléisung während den Embauaarbechte vum Prisong zu Schraasseg, wat eng besonnesch Erausfuerderung wäert gi fir de Justizminister.

Bleift natierlech e Wuert ze soen zum Site vum Uerschterhaff, nieft der WSA, dee bekanntlech wéi all Site seng Virgeschicht huet. An dofir ass d'Realisatioun vun deem Projet och u gewësse Konditioune gebonnen. Deemools huet d'Demande vun der Regierung am Joer 2007, fir dee Prisong do an der Gemeng Suessem ze realiséieren, fir grouss Opreegung bei de Suessemer Bierger gesuergt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An doropshin huet jo mengen Informatiounen no och de Gemengerot an enger parteiiwwergräifender Delegatioun dee Projet do enger geneeër Analys ënnerzunn an all Aspekter vun deem Dossier gekuckt, och alternativ Siten.

An de Suessemer Gemengerot huet dunn an enger unanimer Motioun den 28. Abrëll 2008 dem Projet säi prinzipiellen Accord ginn, opgrond vun der Zouso vun der Regierung, dass esou mann wéi méiglech Mouvementer géife stattfannen am Zesummenhang mat de Gefaangenentransporter, an awer och nach aner Konditioune gestallt: éischtens, dass de Projet an deenen ugekënnegten Dimensioune gebaut gëtt an dass dat deen eenzege staatleche Projet ass, deen op deem Site soll realiséiert ginn; zweetens, dass de Buergermeeschter dann eréischt d'Baugenehmegung soll ginn, wann engersäits d'Machbarkeetsstudie vum Projet an d'Virstudie vum Bau ofgeschloss wieren an och den Accord vum Gemengerot kréischen; an anerersäits, wéinst deem héijen Traficopkommes, d'Upassungsaarbechte vum Stroossennetz mat engem neien Accès zum Site scho fäerdeg, ugefaangen oder an der Planung verbindlech wäit fortgeschratt wieren.

An e weidere Punkt: dass d'Architektur vum Gebai sech ästhetesch an den Terrain sollt afügen. E véierte Punkt, eng Rei Kompensatiounen - den Här Rapporteur huet et scho gesot - vum Stat un d'Gemeng Suessem, déi si sollen entschiedegen, fir d'Nuisancen ze kompenséieren, déi duerch dee Projet hei entstinn. An dass e Vertrieder vun der Gemeng kéint de Suivi vun dësem Projet begleeden.

Wat déi Virgabe vun der Dimensioun an der Architektur ubelaangt, mengen ech, ass et kloer, dass dee Projet dat alles respektéiert. A fir d'CSV ass et och korrekt, dass eng Gemeng, déi bereet ass, an engem Solidaritéitsgeescht en nationale Projet opzehuelen, dee gewëssen Onannehmlechkeete mat sech bréngt, eng Rei Kompensatioune kritt. Dat war och scho bei anere Projeten an der Vergaangenheet de Fall.

Den Här Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister huet jo och dann an der zoustänneger Chamberskommissioun bestätegt, dass déi nei Regierung d'Engagementer vun der viregter Regierung och géif anhalen. An den Här Rapporteur huet et gesot, dass verschidden ëffentlech Gebaier solle mat méi engem héije staatlechen Taux subventionéiert ginn, gradesou wéi dass en Droit de superficie vun dräi Hektar fir d'Implantatioun vun engem Logistikzenter fir de Centre Hospitalier Emile Mayrisch an d'Zithaklinik soll kënne méiglech sinn.

Domat wieren och déi Konditiounen erfëllt, wat d'CSV begréisst. Wat allerdéngs d'Konditiounen ubelaangt, déi mat der Baugenehmegung vum Buergermeeschter zesummenhänken, besteet nach Klärungsbedarf. Dofir meng Froen un den Här Minister, oder déi Häre Ministeren op der Regierungsbänk: Wéi verleeft et elo konkret mat deenen diversen Etüden? Wat gëtt wéini gemaach?

A meng zweet Fro ass gebonnen un d'Fro vun dem Trafic. Déi 300 Leit Personal mat der Police plus d'Visiteure fir 400 Prisonnéier brénge ganz vill Verkéier op de Site, an d'Gefaangenentransporter, déi realistescherweis net ausbleiwen, déi bedéngen nieft de Sécherheetsproblemer an dem héije Käschtepunkt och vill Va-et-vient.

Dofir meng Froen, déi do drunhänken: Wéi gesäit et elo mam Planing an Timing vun de Ponts & Chaussées aus, wat d'Strooseninfrastrukturen an de Bau vun enger neier Verbindungsstrooss ubelaangt, déi jo soll eng Verlängerung si vun der Pénétrante vum Échangeur Gadderscheier erfort iwwert den CR110 bis an d'Lampecher Strooss zu Zolwer, zousätzlech zu engem Busarrêt natierlech? An dës Onkäschte si jo och en plus net an dem virleiende Gesetzesprojet virgesinn.

Déi Fro, déi nach drunhänkt: Huet den Här Minister sech verséchert, dass en d'Baugenehmegung vum Buergermeeschter kritt onofhängeg dovun, ob Gefaangenentransporter musse gemaach ginn oder ob d'Auditioune vun de Prisonnéier vun den Untersuchungsriichteren op der Plaz gemaach ginn oder via Videokonferenzen, wéi d'Gebai et och erméiglecht, oder och, ob d'Chambre du conseil op der Plaz ka siégéieren oder net? D'Séparation des pouvoirs, hu mer héieren, déi bedéngt jo nämlech, dass een de Magistraten do keng Virgaben däerf imposéieren.

D'Baugenehmegung ass awer net déi eenzeg administrativ a prozedural Hürd, déi muss geholl ginn, mä d'Ëmklasséierung vum Terrain, deen am Moment eng Gréngzon ass, kann eréischt nom Vote vun haut virgeholl ginn. An den Här Minister hat virgeschloen, dass dat net sollt iwwert de Wee vun engem POS, also engem Plan d'occupation du sol staatlechersäits geschéien, mä dass, vu den Accord de principe vun der Gemeng Suessem, et dem Gemengerot Suessem ze iwwerloosse wier, fir déi punktuell Ännerung vun dem allgemenge Bebauungsplang, vum PAG vun der Gemeng ebe virzebereeden.

Dofir eng weider Fro un den Här Minister: Hutt Der Iech do verséchert, a wéi engem Délai dat do ka stattfannen?

Doriwwer eraus sinn awer och nach aner Prozeduren hifälleg, esou d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur an och d'Permission de voirie. Kann do den Accord vum Ëmweltministère och an engem räsonabelen Délai virleien?

Et läit an Ärer Verantwortung, an der Verantwortung vun der Regierung, fir alles dëst op eng koordinéiert Aart a Weis ze maachen, fir dass dat esou ofleeft, fir dass de Prisong ouni Verzögerunge ka gebaut ginn. Dofir meng lescht Fro un Iech: Wéini am Fong gedenkt Der, mam eigentleche Bau kënnen unzefänken? Sinn an där geschater dräijähreger Bauzäit déi Genehmegungsprozeduren, déi Délaien, sinn déi do matagerechent oder net?

Egal wéi, fir d'CSV ass et jiddefalls wichteg a richteg, dass, wann eng Gemeng hei parteiiwwergräifend en Zeeche setzt, dass de Prinzip vun der Solidaritéit spillt, wann et drëms geet, Verantwortung ze iwwerhuele fir en nationale Problem - an dat ass jo nach laang net iwwerall de Fall an och net an all Dossier -, wann dat esou ass, da sollen d'Awunner aus der Gemeng och esou mann wéi méiglech Schued hunn an och esou mann wéi méiglech Onannehmlechkeeten.

Här President, déi ronn 155 Milliounen Euro an déi net onerhieflech Folgekäschten sinn néidegt a gutt investéiert Geld, fir e seriöse Gesellschaftsproblem esou gutt wéi méiglech a besser ze géréieren. An dofir ginn ech och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem an hiren Aen dréngende Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Andrich, fir déi konstruktiv Interventioun. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché vun déi gréng. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech denken, den Numm John Lennon ass jiddwerengem heibannen e Begréff, zumindest deene Leit, déi scho méi laang op dëser Welt ënnerwee sinn. Et war en engagéierte Sänger, dee vu Fridden a Gewaltlosegkeet op der ganzer Welt gedreemt huet. En huet 1971 dat schéint Lidd geschriwwen „Imagine". Néng Joer drop ass e selwer d'Opfer gi vun engem kriminellen Akt vu Gewalt.

Wat ech domat wëll soen, ass eigentlech just: Mir kënne vun enger Welt dreemen ouni Gewalt, mir kënne se imaginéieren, wéi am Lidd, mä d'Realitéit beweist, dass et se net gëtt. Déi héich Zuel vu Persounen, déi an eisem Land zu enger Prisongsstrof condamnéiert sinn oder an Untersuchungshaft sëtzen, seet genuch.

Am Juli 2013 louch déi Zuel zu Schraasseg bei iwwer 700; dat war fir d'Eischt, wou d'700-Grenz iwwerschratt ginn ass. Donieft muss een och un déi hallef oppe Struktur zu Giwenech denken, wou och nach eng 70 Leit ënnerbruecht waren. Et ass kloer, dass déi Zuele vu Joer zu Joer variéieren, mä et ännert näischt drun, dass d'Moyenne ëmmer ze héich läit, scho jorelaang. D'Limite vun der verträglecher Capacitéit ass längst erreecht, respektiv se ass iwwerschratt.

Trotzdeem kritt een ëmmer erëm d'Fro gestallt, ob mir dëse Prisong iwwerhaapt brauchen. Mir hunn der jo schonn zwee. Déi Fro hätt een eigentlech scho virun 20 Joer kënne stellen a schonn deemools hätt ee se misse mat Jo beäntwerten. A mir brauchen en och nach haut, well ouni de Bau vum Uerschterhaff huet de moderne Strofvollzuch zu Lëtzebuerg keng Zukunft.

Och wann de Gedanken un e Prisong éischter e Gefill vu Beklemmung ervirrifft oder un e gesellschaftlechen Échec denke léisst, kann ee bei dësem Projet eigentlech just erliichtert sinn, well et endlech zum Bau kënnt. Den akute Plazmangel gëtt mat dësem Projet behuewen a Schraasseg kann entlaascht ginn.

Allerdéngs geet et net just ëm Plaz, et geet ëm vill méi. Et geet drëm, dass endlech déi néideg Kaderbedéngunge geschafe ginn, fir de moderne Strofvollzuch zu Lëtzebuerg zur Realitéit ze maachen.

Natierlech handelt et sech ëm e Bauprojet, deen an d'Kompetenze vum Infrastrukturminister fält, mä awer muss ee soen, dass och juristesch Voleten an dësem Projet erëmzefanne sinn. Och de Georges Engel huet drop higewisen, dass mer am Hierscht Enn des Jores eng Diskussioun wäerte féieren iwwer zwee weider Gesetzesprojeten, déi mer haut dann net wäerte weider verdéiwen a well mer virun allem där Diskussioun och net virgräife wëllen.

Well awer juristesch Volete bei dësem Projet determinant waren, musse mer awer liicht drop agoen. Et ass jo schliisslech esou, dass d'Architektur vun engem Gebai zoustänneg ass fir dat, wat herno am Gebai kann oflafen. An et ass och esou, dass d'Architektur vun engem Gebai zoustänneg ass fir d'Wuelbefanne vun de Leit. Dat ass net nëmmen am Prisong esou, dat zielt fir all Gebaier.

Op de moderne Strofvollzuch bezunn heescht dat, dass souwuel de Bannen- wéi och de Bausseberäich vum Prisong de Grondrechter vun de Prisonnéier muss Rechnung droen. Dës Grondrechter sinn, wéi gesot, vum Conseil de l'Europe definéiert ginn a sinn och duerch ganzer 107 konkret Recommandatiounen ergänzt ginn.

Ee vun de wichtegste Prinzipie besteet ebe just doran, dass d'Untersuchungshäftlinge vun definitiv condamnéierte Prisonnéier getrennt musse ginn. Dës Konditioun ass iwwregens och am Artikel 10 vum Pacte civil vun de Vereenten Natioune festgehale ginn, dee seet: Beschëllegter sinn, ofgesi vun aussergewéinleche Situatiounen, vu Veruerteelte getrennt ënnerzebréngen an esou ze behandelen, wéi et hirer Positioun als Netveruerteelten entsprécht. Dat heescht an anere Wierder, dass d'Untersuchungshäftlingen esou behandelt musse ginn, dass net den Androck entsteet, se géifen zur Verbéissung vun enger Strof festgehale ginn. Se hu keng Strof kritt, da kënne se och keng Strof verbéissen.

Well d'Untersuchungshäftlingen zu Lëtzebuerg säit jeehier zesumme waren an därselwechter Anstalt wéi déi Condamnéiert, gëtt eist Land regelméisseg vun internationalen an nationalen Organisatioune kritiséiert, wéi ënner anerem och der Ligue des Droits de l'Homme. Dat ass bedauerlech fir e Land, wat sech gäre mat humanitäre Wäerter schmückt an et ass keng gutt Zensur fir Lëtzebuerg. Ëmsou méi erfreelech ass et dann awer, wann ee weess, dass ebe just de Projet vum Uerschterhaff dës miserabel Situatioun wäert berengegen, andeems eng Struktur geschafe gëtt, déi eenzeg an eleng den Untersuchungshäftlingen zeguttkënnt.

Domat gëtt de Prisong vu Schraasseg zu 40 Prozent entlaascht. Dat ass vill, well ganz genee 40 Prozent vun de Prisonnéier zu Schraasseg sinn an Untersuchungshaft. Grad dësen Aspekt ass an eiser Meenung determinant a wichteg gewiescht fir d'Planung vun dësem Gebai.

D'Resultat, wat dobäi erauskomm ass, léisst sech weisen: Souwuel am Wunnberäich wéi och am Bausseberäich ginn déi sozial Kontakter, d'Autonomie an d'Bewegungsfräiheet vun den Inhaftéierte gefërdert, während et nëmmen a gewëssen Noutfäll zur Isolatioun soll kommen.

Ech wéilt och eppes soen zu der Begleedung duerch den SPSE, de Service psycho-socio-éducatif, deen eng ganz grouss Roll an de Prisonge spillt. Mir hoffen, dass déi Aarbecht elo wäert verstäerkt ginn, fir individuell op all Prisonnéier kënnen anzegoen, jee no senger Situatioun a jee no sengem Bedürfnis. D'Aarbecht vun dësem Service gëtt méi wéi jee gebraucht a féiert hoffentlech dozou, dass d'Prisonnéier nees Perspektive viru sech hunn an net nach just an e schwaarzt Lach kucken an dass domat och déi héich Zuel vu Suiciden an de Prisonge wäert erofgoen. Och dofir ass Lëtzebuerg bekannt an och dat ass keng gutt Zensur fir eist aktuellt Prisongswiesen!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, gutt Aarbecht kann dee Service nëmme leeschten, wann déi néideg an déi richteg Plaz dofir geschafe gëtt, emol onofhängeg dovun, dass dee Service eiser Meenung no och personalméisseg misst opgestockt ginn, um Uerschterhaff an zu Schraasseg.

Wichteg sinn awer och d'Raimlechkeete fir d'Formatioun a fir manuell Aktivitéiten oder och fir de Sport. D'Formatioun vum Personal ass dat eent, d'Formatioun vun de Prisonnéier dat anert, och déi soll net vergiess ginn. Ech hu gesinn, dass och Bibliothéiken do sollen agerііcht ginn, wat eng gutt Saach ass. Bei verschiddene Prisonnéier muss et drëms goen, den Uschloss zu der Schoul net ze verpassen, vu dass et meeschtens jonk Leit sinn, oder eben eng feelend Ausbildung nozehuelen, wann d'Zäit et erlaabt.

A bei aneren, muss ee soen, do muss et drëms goen, se zum Schaffen ze kréien, hinne Loscht ze maachen op Aarbecht, manuell Aktivitéiten duerchzeféieren an op Kreativitéit ze bauen.

Bei anere kënnt de Sport zum gréisste Virdeel. Déi sozial Kontakter an den Opbau vu Frëndschaften am gelieften Alldag ze förderen, soll d'Zil si vun dëser Architektur. Dat ass eng informell Manéier, fir zur Resozialisatioun bäizedroen. Ebe just de Sport huet wichteg Auswierkungen, net nëmmen op d'Gesondheet, op d'Wuelbefannen an op d'Kierperbefannen allgemeng. De Sport huet haaptsächlech och Auswierkungen, wann et drëms geet, sozial, integrativ an therapeutesch ze schaffen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Besonnesch ervirhiewe wéilt ech och d'Tatsaach, dass d'Personal - als éischten Uspriechpartner vun de Prisonnéier - innerhalb vun der Enceinte keng Waffe wäert droen. Nëmmen esou kann eng Relatioun opgebaut ginn, déi op Vertraue baséiert an net, wéi üblecherweis, op Mësstrauen.

Eng aner wichteg Relatioun, déi een net sollt vergiessen, ass d'Relatioun zu der Famill, natierlech am Fall, wou d'Prisonnéier iwwerhaapt Famill am noen Ëmfeld hunn. Dat ass nach laang net ëmmer de Fall an eisem Land. Hei gëtt Neiland betrueden, well d'Visiten oniwwerwaacht kënnen oflafen, eppes, wat an enger Haftanstalt bis elo net üblech war, wat awer ëmmer méi opkënnt. Mir ënnerstëtzen dës Dispositioun voll a ganz, well se de perséinleche Lien vum Prisonnéier zu senger Famill oprechterhält an net wéi bei iwwerwaachte Gespréicher zu Hemmschwelle féiert.

Net ze vergiessen natierlech sinn och beim Uerschterhaff déi Prisonnéier, déi opgrond vun hirem Alter oder hire spezifesche Bedürfnisser an enger ageschränkter Mobilitéit liewen an awer musse Rechnung gedroe kréien. Nëmme wann d'Konzept mat der Architektur verschmëlzt, ass dat, wat ech alles opgezielt hunn, méiglech.

Dofir de Lien och zu de juristesche Voleten. Mir begréissen ausdrécklech dowéinst, dass déi enk Zesummenaarbecht tëschent dem Justizminister an dem Infrastrukturminister respektiv dem Statssekretär zu dësem ausgeräifte Projet gefouert huet, wat et och erméiglecht, vum klassesche Régime cellulaire op de vill méi fortschrëttleche Régime en commun iwwerzegoen, dat heescht, dass d'Prisonnéier net méi eleng an hirer Zell musse sëtzen.

A sengem Rapport ass de Georges Engel nach vill méi wäit op d'Detailer agaangen. Dofir wëll ech déi net widderhuelen, wéilt him awer villmools Merci soe fir seng Aarbecht, an dat am Numm vun der gréngер Fraktioun.

Et fält op, léif Kolleeginnen a Kolleegen, allgemeng gesinn, dass dës Infrastruktur sech an d'Entwécklung vun de Prisongsinfrastrukturen an Europa areit. Domat steet den Uerschterhaff am krasse Géigesaz zu den Infrastrukturen aus fréieren Zäiten, wou et net ëm de Mënsch gaangen ass, mä ëm de Fräiheetsentzuch. Während déi éischt Prisongen aus däischteren a fiichte Kerkeren ouni Fënster bestanen hunn, gi se haut éischter op der grénger Wiss gebaut, do, wou d'Prisonnéier d'Beem gesinn, déi de Laf vun der Zäit symboliséieren, vläicht grad de Laf vun där Zäit, déi se mussen ofwaarden, bis se befreit ginn.

De Basisprinzip vun de moderne Prisongen ass einfach: D'Architektur an d'Landschaftsbild sollen dozou féieren, dass d'Gefill, iwwerwaacht an agespaart ze sinn, esou niddereg wéi méiglech ass.

Wéi wäit d'Architektur vum Prisong sech op d'Verhalen an op d'Perceptioun vun de Prisonnéier auswierkt, huet de franséische Schréftsteller a Philosoph Michel Foucault

schonn am Joer 1975 a sengem Wierk „Surveiller et punir" beschriwwen. An deem Wierk ass den Auteur op den Effet vum sougenannten „Panopticon" agaangen, engem zentralen Iwwerwaachungstuerm, deen um Enn vum 18. Jorhonnert an England erfonnt ginn ass an d'Prisongsinfrastruktur vum 19. Jorhonnert inspiréiert huet.

Laut dem Michel Foucault hat deen Tuerm eng besonnesch effikass Wierkung. An der Enceinte vum Prisong huet en nämlech dozou gefouert, dass d'Prisonnéier sech permanent iwwerwaacht gewosst an iwwerwaacht gefillt hunn, souguer, wann den Tuerm guer net besat war. An anere Wierder, d'Prisonnéier haten d'Prisongsmaueren, bildlech ausgedréckt, am Kapp, mam Resultat, dass op Waffen an op Gewalt verzicht konnt ginn.

Um Uerschterhaff - an doriwwer si mer frou - wäert och op Waffen a Gewalt verzicht ginn, allerdéngs net an der Logik vum 18. an 19. Jorhonnert, mä an der Logik vum 21. Jorhonnert, déi op e moderne Strofvollzuch setzt an op d'Mënscherechter.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems d'Diere vum Prisong am Gronn am Joer 1985 zougemaach gi sinn, well déi mëttelalterlech Zoustänn net méi tragbar waren, gëtt de Prisong vu Schraasseg net zougemaach. Wann den Uerschterhaff Enn 2017/Ufank 2018 a Betrib geet, kënnt et zum Réaménagement vum Prisong vu Schraasseg, fir weider Verbesserungen am pénitentiairë Beräich ze erreechen.

Mir wëssen, den Zäitplang ass stramm, Här Minister, Här Statssekretär, mä mir sinn iwwerzeegt, Iech geet d'Energie net aus, och net, wann Der sprinte musst.

An deem Sënn soen ech Iech alleguer villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Lorsché. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an engem regelméissege Rhythmus diskutéiere mer jo hei an der Chamber iwwert den Strofvollzuch, besonnesch awer och, well sech nei Entwécklungen an der Gesellschaft vollzunn hunn. Deen Débat vun haut kann ouni Zweifel an déi Traditioun agereit ginn, och wann et sech natierlech prioritär ëm e Bauprojet handelt. Mä mir wëssen alleguer, an d'Virriedner hunn dat schonn hei betount, datt Infrastrukturen natierlech am Strofvollzuch eng wesentlech Roll spillen.

E klenge Réckbléck an d'Geschicht weist och, datt de Prisong ëmmer natierlech e kriddelechen Thema war, net nëmmen hei op der Tribün, mä och dobaussen. No 1869 gouf jo déi fréier Abtei Münster de Männerprisong. 1891 hat du schonn eng Kommissioun der Regierung matgedeelt, dee Prisong géif net den «conditions psychologiques et morales» entspriechen. 1909 gouf dunn den Neibau vun engem Prisong um Plateau Fort Neipperg proposéiert, allerdéngs ni realiséiert. A wat och interessant ass: An der Okkupatiounszäit am Zweete Weltkrich war iwwregens dee Plateau Fort Neipperg och virgesinn, fir e Prisong ze bauen, wat awer och, wéi gesot, net realiséiert gouf.

De Männerprisong am Gronn - an et si jo mat Sécherheet nach eenzel Leit, déi sech och dorunner kënne gutt erënneren -, dee war jo an engem ganz schlechten Zoustand an et koum jo do den 30. Oktober 1975 zu engem Opstand, wou jo virun allem och eng memorabel Geiselnahm stattfonnt huet a wou d'Gebridder Bernardy eng gewësse Roll do gespillt haten.

Dofir gouf jo och 1973 e Concours ausgeschriwwen, fir de Bau vun engem neie Prisong virzehuelen. An 1977 ass dunn hei an der Chamber de Bau vum Prisong zu Schraasseg décidéiert ginn, dee jo 1984 och konnt a Betrib geholl ginn.

Zwëschent 1974 an 1979, wéi d'Kolleege vun der CSV jo schonn eng Kéier an der Oppositioun waren, do goufe jo besonnesch hefteg Debatten ëm de Strofvollzuch hei zu Lëtzebuerg gefouert. Et goufen Aussoe gemaach, wéi wann de Gronn e Fënnefstärenhotel wär, a Schraasseg ass duergestallt ginn, wéi wann dat eng nei Luxusherberg fir Détenuë géif ginn. A wéi gesot, den Toun, deen deemools geherrscht huet, war jo net deen allerfeinsten. A wann een emol am „Lëtzebuerger Wort" aus där Zäit géif noliesen, da géif ee feststellen, datt do d'Demissioun vum deemolege Minister, dem Robert Krieps, jo ganz oft gefuerdert gouf.

1986 hat eng Spezialkommissioun „Sécurité publique" an hirem Rapport Folgendes geschriwwen: «L'escalade de la violence des dernières années, amplifiée par les reportages à sensation des media, a inévitablement conduit à une saturation de la capacité d'émoi de la population. À cela s'ajoute le déplorable culte de la violence propagée par les mass media. La violence, même sous ses formes les plus odieuses, est enregistrée par le public comme un banal fait divers. En plus, les critères éthiques et moraux se sont modifiés dans la société occidentale, au fil du temps.» Wéi gesot, dat sinn 28 Joer hier.

An am Rapport iwwert den Débat d'orientation, deen 2007 hei stattfonnt huet, konnt een an deem Kontext dann och nach Folgendes liesen: «Depuis ce rapport», also dee vun 1986, «les nouvelles technologies, dont notamment les jeux vidéo, ont favorisé une image „positive" de la violence, surtout auprès des plus jeunes, donc des plus vulnérables, et la sensation que la violence fait en quelque sorte partie de la société. S'y ajoute un manque de repères, d'ordre familial ou social, qui frappe une couche de plus en plus importante de la population.» Ech mengen, Wierder, déi och haut nach ouni Zweifel ze denke ginn!

Gewalt, an dat ass dat, wat leider ze bedaueren ass, gëtt nawell gären heiansdo an eiser Gesellschaft deelweis banaliséiert. Dat däerf natierlech ënner kengen Ëmstänn sinn. D'Fro, déi sech natierlech stellt: Wéi solle mer mat där Problematik do ëmgoen?

Eng Mëschung vu geziilter Erzéiungsaarbecht, präventive Moossnamen a Repressioun kann d'Äntwert sinn. Repressioun ass natierlech ëmmer déi ultime Léisung, mä mir komme leider an enger moderner Gesellschaft och net laanscht d'Repressioun. An da si mer natierlech ganz séier bei der Diskussioun och iwwert d'Infrastrukturen.

Eis Populatioun wäert och an Zukunft wuessen. A mir sollen eis och kengen Illusiounen higinn: Och wäert leider d'Kriminalitéit net ofhuelen! Et ass also ganz kloer, datt dee Bau vun engem drëtte Projet hei vun engem Prisong méi wéi noutwendeg ass.

De Prisong vu Schraasseg, an ech mengen, och do seet een näischt ganz Neits, kämpft jo - leider, muss ee soen - mat engem gewëssen Imageproblem: Ausbréch - et waren iwwregens 26 Tentativë bis 2007, duerno kee méi -, Drogenhandel, Iwwerbesetzung, Suiciden - 60 Stéck an deene leschte 70 Joer! - a Gewalt gi leider mam CPL associéiert. Mä ech fannen awer, datt et ongerecht ass, fir e Prisong ëmmer esou negativ duerzestellen, well et gëtt wahrscheinlech kee Prisong op der ganzer Welt, deen net och vun enger ganzer Rei Problemer heemgesicht ginn ass, an zënter datt e besteet.

Datt de Schraasseger Prisong seng maximal Capacitéiten erreecht huet, dat ass jo och net nei. Mir haten 1984 205 Gefaangener, op de leschte 17. Mee waren dat der 676, wann ee Giwenech derbäizielt. «La surpopulation carcérale constitue un problème majeur à l'heure actuelle face auquel un État de droit digne de ce nom se doit d'agir.» Citatioun aus dem Rapport vum Juni 2007, dat sinn, wéi gesot, ganz genee siwe Joer hier.

An deemools ass och gesot ginn, datt Schraasseg op kee Fall däerf en „prison fourre-tout" sinn. An net méi spéit wéi de leschte 17. Mee huet jo den Direkter vu Schraasseg am „RTL Background" och ganz kloer op déi Problematik higewisen a gesot, datt eng maximal Zuel vu 500 Prisonnéier u sech ideal fir de CPL wier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP ass jo ouni Zweifel e kloren Unhänger vun engem gutt fonctionnéierende Rechtsstat, duerfir begréisse mir haut ganz kloer och de Projet vun dem drëtte Prisong hei am Land. Mir haten an der Vergaangenheet jo regelméisseg schonn op dës Thematik higewisen, sief dat iwwert de Wee vu Questions parlementaires, sief dat iwwer Heures de questions (veuillez lire: Heures d'actualité), sief dat iwwer Interpellatiounen.

An ech wëll och hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt deen heitege Statsminister, de Xavier Bettel, an der Vergaangenheet méi wéi eemol deen een oder deen anere Justizminister an d'Schweesse bruecht huet duerch seng ganz geziilten Interventiounen zu de Mëssstänn am Strofvollzuch hei zu Lëtzebuerg. An ech wëll och drun erënneren, datt schonn an enger Interpellatioun vum 5. Juli 1995 d'DP souguer d'Asetze vun enger Spezialkommissioun iwwert de Wee vun enger Motioun gefuerdert hat, fir där Problematik do kënnen Här ze ginn.

Datt elo d'Untersuchungshäftlinge vun de veruerteelte Prisonnéier getrennt ginn, entsprécht natierlech engem moderne Strofvollzuch, wat mer nëmme kënne begréissen. Mir droen och domat dem Artikel 9 vun dem Gesetzesprojet 6382 iwwert d'Reform vun der Prisongsverwaltung Rechnung.

An deem Kontext hei muss een awer och emol erëm eng Kéier op de Rôle vum Conseil de l'Europe hiweisen, dee jo ouni Zweifel eng ganz wesentlech Roll an der Entwécklung vun engem humane Strofvollzuch an deene leschte Jorzéngte gespillt huet. Et ass och dowéinst e bëssen ze bedaueren, datt grad déi Institutioun vläicht net ëmmer déi néideg Ënnerstëtzung dobausse bei der grousser Populatioun fënnt.

Dann direkt e Wuert zum Site: Natierlech ass et net einfach, e Site ze fannen, an natierlech ass et nach vill méi schwéier, och eng Gemeng ze fannen, déi bereet ass e Prisong op hirem Territoire opzehuelen. An et si jo genuch Gemengepolitiker heibannen, an déi wäerte mer dat jo wahrscheinlech net falsch maachen, dass et mat Sécherheet vill méi einfach ass, en nationale Sportkomplex op säin Territoire ze huelen, wéi eben e Prisong.

An ech wëll dat ganz kloer hei soen, et soll een d'Gemeng Suessem hei wierklech luewen, datt se de Courage hat, fir dee Schrack do ze goen, well - an de Georges Engel weess dat vill besser wéi ech - et war jo mat Sécherheet net esou einfach. A wann een e bëssen esou zréckkuckt, wat eenzel Leit, besonnesch am Joer 2006/2007, esou vu sech ginn hu vis-à-vis och vun de lokalen Autoritéiten, well se bereet waren, dee Prisong op hirem Territoire opzehuelen, dat war jo bestëmmt net ëmmer ganz lëschteg, an d'Gemeng huet sech awer trotzdeem do duerchgesat.

An ech wëll och nach eng Kéier un déi Motioun hei erënneren, déi d'Madame Andrich schonn hei zitéiert huet vum Abrëll 2008, déi iwwregens och vun der lokaler DP-Sektioun deemools matgedroe ginn ass, wat am Fong och scho ganz kloer de Beweis war, datt d'DP net nëmmen um nationalen Niveau, mä och um lokalen Niveau déi lokal Autoritéiten - onofhängeg, op wat fir enger Plaz datt se souzen - ënnerstëtzt huet.

Datt d'Gemeng hei eng Rei finanziell an och aner Virdeeler als Géigeleeschtung kritt, fannen ech net méi wéi normal. An dat soll och esou sinn. Et kann net nëmme sinn, datt d'Gemenge sech d'Grimmelen eraushuelen, mä och déi Gemengen, déi bereet sinn hei en Akt ze maachen am Intérêt national, sollen och deementspriechend dann eng gewësse Kompensatioun ouni Zweifel zegutt hunn.

Wat d'Terrainen u sech ubelaangt - an de Rapporteur, deem ech iwwregens wëll och hei villmools Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport -, ass et jo esou, datt déi jo och schonn am Besëtz vum Stat sinn, wat natierlech munches wäert an Zukunft erméiglechen.

Zum Bau u sech vläicht e puer Remarquen: Ech mengen, et ass evident, datt och hei awer muss robust Material gebraucht ginn. Ech hunn och mat Interesse festgestallt, datt den alternativen Energien eng breet Iwwerleeung…, also datt déi och do genotzt ginn - 1%, mengen ech, ass et vun de gesamten Dépensen. Ech hunn de Rapport zwar, mengen ech, gutt gelies, et ass mer allerdéngs net opgefall, wat mam Reewaasser geschitt. Et kann awer sinn, datt ech dat iwwersinn hunn. Ech hunn awer d'Gefill, wéi wann dat iergendwéi net mat berüchsichtegt gi wär. Dowéinst kéint een awer och deen Aspekt vläicht nach eng Kéier iwwerdenken, well et ass och wichteg, datt de Stat an d'Gemengen op deem Gebitt awer mam gudde Beispill virginn. Datt d'Aussenanlagen naturno gestalt ginn, ass evident an ass och hei ze ënnersträichen.

Mat Satisfaktioun muss een dann awer och feststellen, datt d'Konzeptioun vun deene véier Pavillonen an den Zellen eng besser Form vun Zesummeliewen erlaabt. An et ass och hei schonn ugeschnidde ginn, datt sech natierlech - Gott sei Dank - eng immens positiv Entwécklung am Strofvollzuch gemaach huet, datt och haut de Prisonnéier soll nach wie vor a senger voller Dignitéit gesi ginn an datt och de Prisong muss esou konzipéiert ginn, datt awer e würdegt Liewen hannert de Mauere méiglech muss sinn. Ech fannen et och ganz positiv, datt hei Zellen aménagéiert gi fir Détenuen, déi e physeschen Handicap hunn.

De Virdeel jiddefalls vun deenen neie Logementer besteet doran, datt e Maximum vun der Zäit an der Gemeinschaft ka verbruecht ginn an déi dann och deementspriechend no de Besoine kënnen échangéiert ginn.

Datt elo a verschiddene Fäll och Visiten ouni Surveillance méiglech sinn, ech mengen, och dat entsprécht engem moderne Strofvollzuch. Dat ass och ze begréissen. Allerdéngs muss een och do realistesch sinn, datt et natierlech net ka fir all Fäll gëllen. Mä hei muss een och Vertrauen an d'Direktioun hunn, déi mat Sécherheet scho weess, wéini am Fong geholl dann eng Visite ouni Surveillance vir sech goe kann.

Am Prisong muss d'Wuelbefanne vun de Prisonnéier nach ëmmer e gewëssene Stellewäert behalen. An dowéinst ass et och wichteg, datt do eng Rei zousätzlech Infrastrukture virgesi sinn. Ech denke virun allem un déi sportlech Aktivitéiten, déi do kënne gemaach ginn, well Sport jo awer och derzou bäidréit, fir gewëssen Aggressiounen ofzebauen. Wichteg ass et och, datt deem kulturellen Aspekt hei eng Bedeitung zoufält duerch zum Beispill och d'Aménagéiere vun enger Bibliothéik. Allerdéngs muss d'Gesellschaft, wéi gesot, engem Détenu dann och d'Chance bidden, déi haart Zäit esou sënnvoll wéi méiglech kënnen ze notzen. An ech verweisen och hei op der DP hire Wahlprogramm vun 2013, wou mer kloer geschriwwen haten: „Weiterbildung und die Möglichkeit von Schul- und Berufsabschlüssen im Gefängnis tragen zur Resozialisierung der Betroffenen bei."

Am Gesetzesprojet 6381 iwwert d'Exekutioun vun de Strofen ass jo dann och virgesinn, datt eng sougenannte Videokonferenz ka virgesi sinn. Hei am neie Prisong Uerschterhaff gëtt jo dann déi Infrastruktur och aménagéiert. Dat ass a priori och e Mëttel, wat an der Zukunft soll vläicht verstäerkt gebraucht ginn, well et eng Rei Virdeeler mat sech bréngt - ënner anerem entfält den Transport. Allerdéngs muss eng absolut Sécherheet garantéiert ginn, datt een net iwwer aner Weeër kann zum Beispill esou Liveschaltunge mat suivéieren - dat wier natierlech alles aneschters wéi virdeelhaft.

Op där anerer Säit däerf een awer och net vergiessen, datt sougenannte Videokonferenzen awer och deen een oder deen aneren Nodeel hunn. Ech denken zum Beispill drun, datt d'Kierpersprooch net esou zum Virschäin kënnt, wéi wann de Face-à-face zwëschent dem Détenu an dem Procureur oder dem Untersuchungsriichter stattfënnt.

E weidere positiven Aspekt ass dann awer ouni Zweifel och de Formatiounsinstitut. Ech mengen, hei gëtt den zukünftege Giichtercher d'Méiglechkeet gebueden, och direkt op der Plaz selwer sech mat hirem neie Lieu de travail ze familiariséieren an duerfir ass och déi Infrastruktur ze begréissen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer natierlech vun engem Prisong schwätzen, da komme mer net derlaanscht virun allem op den Haaptaspekt hinzeweisen, dat ass natierlech d'Sécherheet. Duerfir ass et evident, datt déi performanst Systemer do musse gebraucht, genotzt ginn, fir datt eben Évasiounen esou wäit wéi méiglech mussen évitéiert ginn.

Wa mer scho vun Évasioune schwätzen, da wëll ech vläicht nach eng Kéier kuerz un déi lescht spektakuläerst erënneren, dat war den 20. Februar 2007 vum Nuka Kujtim, dee jo dann anscheinend aussergewéinlech Héichsprénger-qualitéiten hat. Jiddefalls war dat jo dat Evenement, dat zu ganz villen Diskussioune gefouert huet, dat awer och dozou bäigedroen huet, datt zousätzlech Efforte gemaach gi sinn, fir d'Sécherheet ze garantéieren. An ech mengen, datt een och an Zukunft soll permanent dem Aspekt Sécherheet grouss Rechnung droen a firwat och net sech permanent mat ausländnesche Spezialiste konzertéieren.

D'Typologie vun dem neie Gebai an enger Y-Form misst jiddefalls och, wéi gesot, mat Vernetzung vu villen Aktivitéiten, zu enger verbesserter Sécherheet bäidroen. D'Unité de garde et de réserve mobile mat 60 Polizisten ass och e weidert Element, dat am Fong geholl d'Sécherheet wäert zousätzlech garantéieren.

An engem Prisong däerf natierlech och eng adequat medezinesch Versuergung net feelen. Et ass evident, datt déi sech awer soll op déi néidegst medezinesch Ënnerstëtzung limitéieren. An datt hei elo net e Spidol am Uerschterhaff aménagéiert ginn ass, fanne mer op alle Fall ganz normal.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläicht zum Schluss, nach e puer Bemierkungen ze maachen iwwert den Aspekt vun der Resozialiséierung vun Détenuen, well jo awer dee Projet hei och an deem Kontext muss gesi ginn a well dee Projet hei jo awer och eng Rei Neierunge mat sech bréngt, déi zu engem méi humane Strofvollzuch wäerte féieren.

An ech wëll hei un den DP-Justizminister vun 1973 erënneren, dat war den Eugène Schaus, an hien huet deemools eng ganz interessant Ausso gemaach: «Les responsables de l'exécution des peines et des établissements de détention se sont en effet rendu compte que ce ne sont pas des améliorations de détail qui changeront notre système pénitentiaire, mais qu'il y a lieu de procéder à un changement radical de politique pénale et de considérer comme primordial non pas l'institution en tant que telle, mais la personne humaine, et cela vaut et pour le personnel de garde et pour le détenu.»

Ech mengen, och haut sinn esou Aussoen ouni Zweifel nach vu ganz grousser Wichtegkeet.

A bei den Debatten ëm den Ausbau vum Schraasseger Prisong de 7. Juli 1992 hat och meng heiteg Fraktiounskolleegin, déi war deemools scho Member vum Parlament, d'Anne Brasseur, eng ganz interessant Ausso gemaach, wat ebe méi eng staark Resozialiséierung vun den Détenuen ubelaangt. Ech zitéieren: „Et gi leider Leit, déi sinn net averstane mat engem Strofvollzuch, wou de Gefaangenen d'Méiglechkeet soll gi sinn, sech erëm an d'Gesellschaft anzegliddéren. Deene muss ee soen, dass, wann een en ekonomesche Calcul mécht, een et dach muss fäerdegbréngen, dass déi Détenuen erëm an d'Gesellschaft agegliddert ginn, well et gëtt vill méi deier, wa se récidivéieren." Och dat, mengen ech, ass eng Ausso, déi hir voll Gültegkeet nach huet.

No der Realisatioun vun dem Projet Uerschterhaff steet ouni Zweifel dann och den Embau vum Schraasseger Prisong um Programm. Mir mussen eis eben an eiser Gesellschaft déi néideg Mëttele ginn, fir eng gelonge Resozialiséierung och vun den Détenuen ze erméiglechen. An, wéi gesot, nach eng Kéier: De Projet vun haut weist ouni Zweifel an déi richteg Richtung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Käschte vum Uerschterhaff belafe sech op praktesch 156 Milliounen. Dat ass natierlech a priori vill Geld. Mä och do soll ee sech kengen Illusiounen higinn. Wa bis mam Bau ugefaange gëtt, an den Här Engel huet jo hei vu fréistens 2017 geschwat, wann ech e gutt verstanen hunn, wäerten natierlech d'Präisser bis dohinner kaum zréckgaange sinn, mä wäerten nach an d'Luucht gaange sinn, soudatt ee sech awer och muss op eng gewëss Augmentatioun vun den Devisen hei astellen.

Trotzdeem ass et awer evident, datt dee Bau hei iwwerwichteg ass. An d'Demokratesch Partei steet an all sengen Dimensiounen zu dem Bau, wéi gesot, vun engem drëtte Prisong hei am Land, zu dem Bau vum Uerschterhaff. An ech bréngen an deem Sënn och selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Gusty Graas. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vun eiser Säit aus fir d'Eischt och dem Kolleeg Georges Engel als Rapporteur Merci soen zu dësem Projet. Ech mengen, datt hie Rapporteur vun dësem Projet ass, ass scho bal eng Normalitéit. Et ass e Projet mat enger laanger Virgeschicht, mat där seng Gemeng vill befaasst war an och vill Problemer huet missen aus dem Wee raumen.

Mir wëssen alleguer, datt e Bau vun engem Prisong, dat ass net déi populäersten Initiativ, déi e Politiker kann huelen, wann en deen an iergendwéi enger Gemeng an enger Uertschaft implantéiert. Et ass wuel populär an och richteg a gutt am Kader vun engem moderne Strofvollzuch, datt mer Prisonge bauen. Mä déi Gemeng oder déi Uertschaft, déi e Prisong kritt, do ass et selbstverständlech vill méi schwiereg, fir de Bierger dat verständlech ze maachen.

Dat war och eng vun deene grousse Suergen an der Gemeng Suessem, wou jo vill Leit sengerzäit op d'Barrikade gaange sinn, wou Initiativen ënnerschriwwe gi sinn, wou einfach vill Leit gemengt hunn, dee Prisong géif fir si negativ Konsequenzen, fir si direkt oder fir d'Leit aus der Émgéigend, matbréngen.

D'Gemeng war deemools zu Suessem ganz clever a gutt informéiert an orientéiert, wéi se décidéiert huet, fir en iwwerparteilechen Aarbechtsgrupp anzesetzen, dee sech mat all deene Suergen a Bedenke vun de Leit befaasst huet, wou Entrevuë stattfonnt hu mat deene verschiddene responsabele Ministeren. Ech mengen, et war den Här Frieden an den Här Wiseler, déi déi Zäit och mat der Gemeng zesumme waren, mat Verwaltungen an esou virun, fir driwwer ze diskutéieren, fir de Suergen, déi d'Bierger an d'Gemeng hunn, fir deenen esou wäit ze begéinen.

Et ass deemools doropshin, no all deenen Diskussiounen an der Gemeng Suessem, eng Motioun gestëmmt ginn, déi dunn och eestëmmeg vun allen am Gemengerot vertruedene Parteie gestëmmt ginn ass, wat beweist - deemools war den Nico Schroeder vun eiser Partei do och derbäi -, ech mengen, datt all Parteie sech hirer Responsabilitéit bewosst waren. Et ass och hei an der Chamber diskutéiert ginn an och hei an der Chamber war eng Eestëmmegkeet deemools, fir e Prisong ze bauen, soudatt souwuel op nationalem wéi op lokalem Plang iwwerparteilech do eng Meenung erauskomm ass. An ech mengen, dat ass och an esou engem wichtege Projet wéi deem heite wichteg.

Et ass awer wichteg, datt mat der Gemeng a mat de Leit diskutéiert ginn ass, well déi Froen, déi d'Leit sech gestallt hunn, déi ware jo awer berechtegt. An ech mengen, wa mer herno och d'Resultat kucken, wat no all deenen Négociatiounen erauskomm ass, dann huet dat jo och säin Zweck gehat, datt d'Leit an d'Gemeng sech eng Rei vu Froe gestallt hunn an datt déi Diskussioune waren, well déi meescht Punkte jo konnte positiv Resultater kréien, soudatt de Suerge vun der Gemeng an de Suerge vun de Bierger konnt gréisstendeels Rechnung gedroe ginn.

Déi éischt Fro, déi sech iwwerhaapt gestallt gëtt, wa vun esou eppes geschwat gëtt, ass: Brauche mer iwwerhaapt en neie Prisong? Ech mengen, dat ass eng legitim Fro. Awer déi Chifferen, a meng Virriedner hu se hei genannt, an an der Vergaangenheet ware se net besser, déi hunn awer kloer bewisen, datt een en drëtte Prisong hei zu Lëtzebuerg brauch. An duerfir ass et och, mengen ech, kloer gewiescht, datt déi Fro relativ einfach opgrond vu statisteschem Material vun de Realitéiten ze beäntwerte war.

Déi zweet Fro war dann de Site. Et ass kloer, datt, wann ee muss eng Plaz eraussichen, fir e Prisong ze maachen, et ass wéi a villen anere Saachen, da weess jiddwereen eng Plaz, wou et gutt wier, wou et besser wier, mä si ass meeschtens net an hirer direkter Émgéigend. An esou ass et och mat engem Prisong. Déi Zäit si vill aner Nimm genannt ginn. A jiddwereen, dee vun engem Site betraff war, dee konnt och erëm aner Siten nennen, vun deenen e gemengt huet, datt e géif besser hikommen. An duerfir, mengen ech, muss ee scho Respekt hu virun enger Gemeng Suessem, datt si bereet war, fir eben hei dermat d'accord ze sinn, fir datt op hirem Territoire dëse Prisong gebaut gëtt.

Et muss ee wëssen, datt d'Gemeng Suessem vill Saachen an deene leschte Joren op sech geholl huet, déi vun nationalem Interesse waren. A wann ech elo denken un d'Bauschuttdeponie, déi och elo erëm op den Terrain vun der Gemeng Suessem komm ass; wann ech weess, datt eng Nopeschgemeng, fir hiren Trafic ze entlaaschten, eng Émgehungsstrooss da wëllt eben op d'Suessemer Gemeng eriwwerdrécken, wou dann och mat Versteesdemech eng Oppositioun do entstanen ass, da muss ee bedenken, datt d'Leit trotz allem awer do virsiichteg sinn an och gutt berode sinn, datt se sech net alles grad op d'Nues drécke loossen. Hei waren d'Leit an d'Gemeng, mengen ech, räsonabel. A si hunn och festgestallt, nodeem datt all déi Garantië komm sinn, datt se konnte mat rouegem Gewësse Jo zu deem Site soen.

Eng drëtt Fro, déi d'Leit sech gestallt hunn, dat waren d'Risikoen, déi mat engem Prisong verbonne sinn. Et ass natierlech, datt de Prisong en negativen Touch huet. A wann ee méi wäit zréckkuckt an d'Geschicht vun de Prisongen, an de Kolleeg Gusty Graas huet e puer Stéck opgezielt, da war dat mat Flucht an esou virun an engem Prisong, dat war fréier méi op der Dagesuerdnung, wéi dat haut de Fall ass. An engem modernen, gutt geplangten a gutt géréierte Prisong vun haut ass dat nu wierklech d'Exceptioun. Et bleift sécherlech ëmmer e Reschtrisiko bestoen, deen een net kann évitéieren. Mä ech mengen, egal wou een een hisetzt, dee Reschtrisiko besteet och ëmmer. An dee Risiko bedeit och net, datt onbedéngt de Leit aus dem direkten Émfeld eppes ka geschéien, mä dee Risiko kann och, wann eng Flucht kënnt, méi wäit vum Prisong ewech seng Konsequenzen dann hunn.

Ee weidere Punkt ass den zousätzlechen Trafic, deen esou ee Prisong géif mat sech bréngen. Bon, ech mengen, och do sinn infrastrukturell Léisunge fonnt ginn, wat d'Stroossen ubelaangt, soudatt och do konnt eng Léisung fonnt ginn.

Soudatt ee ka soen, datt déi laang Prozedur, déi vill Diskussiounen, déi waren, awer och beweisen, datt mer hei zu Lëtzebuerg, wa mer wierklech wëlle vun alle Säiten zu engem positive Resultat kommen, datt een da schonn dee Wee ka goen an net brauch ze fäerten, mat de Bierger a Kontakt ze kommen a se ëm hir Meenung ze froen.

A mir haten net méi spéit wéi gëschter an och viru 14 Deeg eng Diskussioun, wou iwwer Referende geschwat gouf. Ech sinn iwwerzeegt dervun, wann ee méi déi Biergerparticipatioun mécht, méi Referende mécht an et mécht een en objektiven Dialog, wou een „derfir" an „dergéint" op de gläichen Niveau setzt, een erausfënnt, datt de Bierger scho genuch Gerechtegkeetssënn a sech huet, fir dann Décisiounen ze huelen, déi am Interesse vun der Allgemengheet wieren. Dat, wat hei am Klengen exercéiert gëtt, kann een och am Groussen exercéieren. De Bierger soll een net fäerten, mä et huet een an der Politik all Intérêt, fir mam Bierger zesummen no Léisungen ze sichen.

Ech géif dann nach op ee méi spezifesche Punkt agoen, an do hätt ech dann och eng Fro un de Justizminister. Et ass scho virdrun ugeklongen. Mir hunn d'Untersuchungshäftlingen, déi mer hei sëtzen hunn. Mir hu modern Infrastrukturen hei opgeriicht, an d'Fro, déi sech stellt, et ass geschwat gi vun der Séparation des pouvoirs, am Ursprong ass am Fong gesot ginn, wa mer schonn do esou eng Infrastruktur maachen, da wier et jo normal, datt d'Enquêteuren, d'Untersuchungsriichtere sech géifen op déi Plaz déplacéieren, fir dat dann do ze maachen, amplaz datt een all déi Leit, déi do asëtzten, géif bei den Untersuchungsriichter féieren. Da gëtt gesot, am Kader vun der Séparation des pouvoirs kéint een den Untersuchungsriichter net obligéieren, fir deen Déplacement ze maachen.

Ech muss Iech éierlech soen, datt ech dat als eng relativ breet Interpretatioun vun der Séparation des pouvoirs gesinn. Ech mengen, datt e Minister oder d'Politik sech net an eng Enquête amëscht, dat schéngt mer ganz normal ze sinn an och ënnert d'Séparation des pouvoirs ze falen. Mä wat elo déi infrastrukturell Praxis ubelaangt oder dat Zur-Verfügung-Stellen, sinn ech awer duerchaus der Meenung, datt do d'Politik misst kënnen intervenéieren.

Och wa mer hei soen: Mir hunn d'Méiglechkeet vu Videokonferenzen. Tant mieux, wann dat méiglech ass, datt een een Deel ka vun deenen Enquêten iwwer eng Videokonferenz maachen, da soll een dat maachen, da brauch weder deen een nach deen anere sech ze déplacéieren. Mä am Fall, wou sech muss déplacéiert ginn, mengen ech, sollt een dach awer versichen, et op e Minimum ze reduzéieren, datt ee muss mat den Détenuë sech déplacéieren, mä datt et duerchaus, mengen ech, awer ubruecht ass, datt och en Untersuchungsriichter, vu datt d'Infrastrukturen do sinn, sech kéint dann dohinnerbewegen oder déplacéieren, fir d'Aarbecht dann do op der Plaz ze maachen.

Et ass virgesinn, datt mer hei 60 Poliziste kéinten derbäikréien. Et muss ee wëssen, datt déi net fir d'Observatioune banne sinn, mä am Fong fir baussen. A wann een da weess, datt dovunner de Gros op den Transport geet, well dat hir Haaptfonctioun ass, da gesäit een och, datt dat een enorme Käschtepunkt ass, niewent dem Risiko, dee besteet, wann déi Transporter gemaach ginn. Dat ass mat engem enorme Käschtepunkt verbonnen.

An ech mengen, och an enger Zäit, wou mer als Stat alles derfir maachen, fir Suen ze spueren, wou d'Finanzen enk sinn, ass dat och ee vun de Kritären, déi ee muss berücksichtegen, soudatt ee muss och kënne mat Leit, déi Untersuchungsriichter sinn, awer seriö diskutéieren. An ech sinn och der Iwwerzeegung, datt een do kann e Wee fannen, datt déi Transporter vun Détenuen op en absolute Minimum misste reduzéiert ginn an datt een de Rescht op der Plaz misst kënne maachen.

Dat gesot, Här President, fanne mer dat heiten e gudde Projet an ech bréngen duerfir och d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Gibéryen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, et soll een och hei d'Fakte kucken. Ech hu wéineg bis elo iwwer Fakten héieren. Wann ee kuckt, de Moment hu Schraasseg plus Giwenech, dat ass den oppene Strofvollzuch, zesumme 700 Plazen. Dorënner sinn 300 Untersuchungshäftlingen de Moment zu Schraasseg ënnerbruecht.

Mir huelen hei eng Décisioun, fir en neie Prisong ze baue fir 400 Untersuchungshäftlingen. Wa mer dat zesummerechne mat deene 700 Plazen, déi elo schonn do sinn, da komme mer op 1.100 Plazen. Dat sinn natierlech 400 Plaze méi wéi bis elo. Dat ass en Zouwuess vun der Population carcérale ëm 57%, wann ech richteg gerechent hunn, op dee mer an Zukunft baue wëllen. 57% méi Leit, déi am Prisong sëtzen, wann d'Capacitéiten an Zukunft ganz ausgenotzt ginn. Dat ass, mengen ech, en notabelen Zouwuess, och wann ee vergläicht esou mat europäeschen an internationalen Zuelen, wat een emol vläicht hätt misse maachen am Virfeld.

Ech weess och, dass am Regierungsprogramm villes drasteet. Ech weess, dass Reformen ugekënnegt sinn am Droit pénal. Déi Formuléierungen, déi do drastinn, sinn awer ganz vag. Do steet: «Le Gouvernement entamera des réflexions sur le développement des alternatives aux poursuites pénales pour certains types d'infractions.» Domat kann ech emol esou a priori net ganz vill ufänken. Et sinn och Reformen ugekënnegt an der Prisongspolitik. Et gëtt do geschwat iwwer Alternativen zum Prisong.

Ech wëll awer soen, dat sinn Ukënnegungen, dat si Reformen deelweis, vun deenen nach guer net kloer ass, a wat fir eng Richtung dass se ginn a wat fir eng Envergure dass se wäerte kréien a wéi se zu der Léisung vun de Problemer vun der Prisongsbesetzung, vun der Prisongspopulatioun wäerte bäidroen.

Ech gesinn d'Realitéit, wéi se haut awer ass. D'Realitéit, dat ass zum Beispill eng Strofpolitik, déi vun de Geriichter ugewannt gëtt, déi dacks ze vill repressiv ass. Dat soen déi Leit, déi all Dag domadder ze dinn hunn. D'Strofjuristen zum Beispill.

Ech hunn eng Table-ronde am „woxx" vum 28.2.2008 erëmfonnt, wou e Bericht driwwer drasteet, wou den Här Rosario Grasso vun der ALAP, vun der Associatioun vun der Strofrechtler, seet, „en règle générale, les juges luxembourgeois n'y iraient pas de main morte avec les incarcérations". Esou gi seng Wierder do erëmbruecht.

D'Realitéit ass och eng Strofpolitik duerch d'Regierung an duerch d'Chamber, duerch nei Gesetzer, déi mer an deene leschte Jore gestëmmt hunn, vun deenen ech mech net kann erënneren, dass eent a Richtung vun Erliichterung vun de Strofe gaangen ass, mä éischter a Richtung vun enger Verstäerkung vun de Strofen. Mir haten eréischt viru Kuerzem hei esou ee Projet am Kontext vun der Drogepolitik.

An dobäi wier ech beim Thema vun der Drogepolitik. D'Realitéit ass och do, an zwar iwwer Joren ewech, dass mer am Prisong eng Populatioun hu vu Leit, déi do incarcéréiert sinn opgrond vun enger Condamnatioun wéinst Drogendelikter. Een Drëttel vun allen Infractiounen, wéinst deene Leit am Prisong sëtzen, dat sinn Drogendelikter.

Et muss ee soen: Dobäi kommen nach aner Delikter derbäi, déi eventuell am Kontext mat Droge stinn, wéi Beschafungskriminalitéit, Volen an esou weider, soudass a Wierklechkeet wahrscheinlech d'Populatioun, déi am direkte Kontext mat Drogerepressioun steet, a Wierklechkeet nach wahrscheinlech méi héich wäert si wéi deen een Drëttel.

Ech zitéieren d'Madame Thérèse Michaelis vum Centre de Prévention des Toxicomanies aus dem „Quotidien" vum 24.6.2011, wou se seet, an där Matière: «La répression ne mène à rien.» A si bezitt sech ausdrécklech op e Rapport vun 2011 vun der Commission mondiale pour la politique des drogues, dee seet: «La guerre mondiale contre la drogue a échoué.» an dee weiderfiert: «Partout dans le monde, la grande majorité des arrestations cible ces „petits poissons" non violents et du bas de l'échelle dans le marché des drogues - ils sont plus visibles, faciles à prendre et n'ont pas les moyens de se payer une porte de sortie. Il en résulte que les gouvernements remplissent les prisons de délinquants mineurs purgeant de longues peines, à grands frais, et sans aucun impact sur l'échelle ou la rentabilité du marché.» Dat heescht, an deem offizielle Rapport gëtt d'Drogepolitik vun enger ganzer Partie vu Regierungen a Fro gestallt.

Ech wëll soen, dass an där Kommissioun, an där internationaler Kommissioun eng ganz Rei Leit dra sinn, wéi dräi ehemoleg Presidenten aus Latäinamerika, wéi dee fréieren amerikaneschen Ausseminister Shultz - bestëmmt kee Lénken -, wéi dee fréieren UNO-Generalsekretär Kofi Annan oder wéi zum Beispill dee weltbekannte Schréftsteller an Nobelpräisträger Mario Vargas Llosa. An ech géif Iech wierklech emol recommandéieren, déi Konklusiounen aus deem Rapport do ze liesen am Zesummenhang mat enger Drogepolitik, déi repressiv ausgeriicht ass an déi zu näischt féiert, ausser vläicht zum Géigendeel vun deem, wat soll erreecht ginn.

An ech mengen, et géif enger Majoritéit, Här President, déi gesellschaftlech Reformen ugekënnegt huet an och schonn deelweis duerchgefouert huet, dat hu mer gëschter gesinn, gutt zu Gesiicht stoen, hir vag Ukënnegungen, déi fir de Moment am Regierungsprogramm drastinn zu Alternativen zu Prisongsstrofen, géif konkretiséieren an e wierklechen Débat géif féieren iwwer eng aner Drogepolitik, iwwert d'Dépénaliséierung oder wäitgehend Dépénaliséierung vun den Drogen. An ech mengen och, dass d'Acteuren um Terrain nëmme waarden op esou Signaler.

Ech wëll do och nach eng Kéier aus deemselwechten Interview déiselwecht Madame Mi-

chaelis zitéieren: «En ce qui concerne l'Europe, je ne pense pas que tous les responsables politiques soient convaincus des lois actuelles. Cela concerne par exemple aussi une partie de nos députés. Mais aucun d'eux n'a le courage de prendre l'initiative pour les changer.» A si freet sech ausdrécklech op de Bericht vun där internationaler Kommissioun, deem se hire vollen Appui gëtt.

An deem Bericht gëtt och gefuerdert, Tabuen ze briechen. An ech mengen, dat ass dat, wat mer mussen hei maachen. A mir musse wierklech eng Diskussioun féieren, wéi dat iwwregens an der Traditioun vun der grénger Politik ass, wëll ech awer hei betounen! D'Madame Renée Wagener huet hei Proposition-de-loien eraginn, déi herno zréckgezu gi sinn, déi ganz kloer an déi Richtung vun der Dépénaliséierung vun den Droge gaange sinn.

(Interruption)

De Rapport fuerdert och en Ëmdenken an der UNO a kritiséiert den Drock vun den USA op déi Länner, déi eng aner Drogepolitik wëlle maachen. An ech mengen, dass dat och een Hannergrond ass bei deem Ganzen, den Drock, deen international ausgeübt gëtt, fir eng repressiv Drogepolitik ze maachen. An ech hoffen, dass déi nei Regierung sech opraaft, fir do eng Ännerung ze maachen, och fir deem Drock ze widderstoen. Och dem Drock iwwregens vun deene konservativen a repressive Kräften, déi et hei am Land nach ëmmer gëtt.

An ech mengen, dass et no 2001 erëm un der Zäit wier, fir eng weider Etapp an déi Richtung ze maachen. 2001, wëll ech betounen, ass de perséinleche Konsum vu Cannabis net stroffräi gemaach ginn, wéi heiansdo gesot gëtt, mä prisongsfräi gemaach ginn. Et stinn nach ëmmer Amenden um perséinleche Konsum vum Cannabis. Mä all déi aner Problemer sinn net geléist.

Duerch d'Press ass viru Kuerzem e Bericht gaange vun enger bekannter Sportlerin, déi zu sechs Méint Prisong mat Sursis wéinst Konsum vu Kokain veruerteelt ginn ass. Déi nächste Kéier ass et kee Sursis méi. An da muss ee sech froen: Wann esou Leit, déi e Problem hu mat Drogekonsum, an de Prisong kommen, gëtt domat ee Problem geléist, wat deen Drogekonsum ugeet? Natierlech gëtt do kee Problem geléist!

D'Madame Lorsché huet den John Lennon virdrun zitéiert an engem komplett anere Kontext. Et sollt een emol vläicht...

(Brouhaha)

...den John Lennon a ganz vill aner Artisten aus där heroescher 68er Generatioun, et sollt een déi emol vläicht zitéieren am Zesummenhang mat Drogekonsum!

(Interruptions diverses)

Da komme mer méi no bei d'Realitéit!

M. le Président.- Ech wollt Iech just soen, Här Urbany, de Mikro ass un.

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat hunn ech och ganz bewosst fir de Mikro gesot, Här President.

Wann all déi Moossnamen, déi ech elo opgezielt hunn, géifen ugewannt ginn, dat heescht, Reformen am Code pénal, Reformen am Strofvollzuch. Ech weess, dass e Gesetzesprojet virläit. Mä dee Gesetzesprojet, dee läit schonn e Joer laang op Äis! Dee Gesetzesprojet läit schonn zweeanenhalleft Joer do zënter sengem Dépôt, ouni dass eppes geschitt ass.

Wa géif dat, déi Dépénaliséierung bei den Drogen, ausser vläicht bei der grousser Kriminalitéit, emol an Ugréff geholl ginn an emol eng aner Diskussioun doriwwer an der Gesellschaft gefouert ginn, da géife mer mat Sécherheet och zu enger anerer Prisongssituatioun kommen an zu engem Ofbau vun de Plazen an de Prisongen. Net zu engem Opbau, wat mer heimadder maachen. Wéi ëmmer an der Lëtzebuerger Politik gëtt einfach emol drop lass gebaut an d'Wäiche ginn net gestallt a Richtung vun där neier Strofpolitik, déi am Regierungsprogramm ugekënnegt gëtt, mä a Richtung vun neie Prisongsplazen, fir mat der aktueller Strofpolitik weiderzefueren.

Dat ass d'Ursaach, firwat mir als déi Lénk dee Projet hei net wäerte stëmmen.

Et ass geschwat gi vum Gemengerot vu Suessem, deen unanime dee Projet schonn ugeholl huet. Ech wëll hei keng Lokalpolitik maachen; ech maachen dat nach op der Plaz, wou et noutwendeg ass. Mä ech wëll awer soen, bei där Décisioun ware mir deemools net derbäi, mir waren do net am Gemengerot a mir hunn déi Décisioun och net matgedroen. Mir hunn awer...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt elo grad „unanime" gesot!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir hunn awer ëffentlech eis Stellung geholl. An déi Stellungnahm war keng NIMBYs-Stellungnahm. Déi Stellungnahm... Dat hunn aner Leit gemaach! Déi Stellungnahm war déiselwecht...

M. le Président.- Dir misst elo zum Schluss kommen, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech si ganz zum Schluss.

Déi Stellungnahm war genau déiselwecht wéi déi, déi ech elo geholl hunn. Aus allgemengen, iwwergeuerdneten Iwwerleeunge fanne mer, dass déi hei Décisioun, en neien drëtte Prisong ze bauen - et ass a Wierklechkeet e véierten, wann een de Centre de rétention um Findel derbäihëlt -, dass dat eng Décisioun ass, déi komplett an déi falsch Richtung geet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss. A fir d'Regierung huet den Här Justizminister, den Här Félix Braz, d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll just och scho matdeelen, dass de Kolleeg Camille Gira och nach wäert op eenzel Froen agoen.

Esou wéi de Strofvollzuch ass an engem Land, sinn och herno d'Chancë fir eng Neesagliderung vun den Détenuen an der Gesellschaft. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg an de leschte Jorzéngte wéineg qualitativ Spréng kënne maachen. En éischte war 1984, wou de Prisong am Grond zougemaach ginn ass a Schraasseg a Betrib geholl ginn ass. An haut, 30 Joer duerno, maache mer fir d'éischte Kéier nees e grousse Sprong an der Qualitéit vun eisen Infrastrukturen.

De Prisong vu Schraasseg ass iwwerbeluecht, en ass schonn zënter laange Joren iwwerbeluecht. Och wann e seng Capacitéit vu 600 genee erreecht, ass en eigentlech nawell iwwerbeluecht, well et dann net méi erlaabt ass, am Prisong déi Opdeelunge kënne virzehuelen, déi musse sinn, fir an engem moderne Strofvollzuch elementar Prinzipien a Regele kënnen ze respektéieren.

Dat heescht, wa mer haut eng Zuel hu vu 600 plus/minus Détenue bei enger Capacitéit vu 600, dann heescht dat net, dass de Prisong net iwwerbeluecht wier. En ass et nawell. An e war et an de leschte Joren och schonn dramatesch. Mir hate scho bis zu 700 Leit bannent de Mauere vu Schraasseg. An do kënnt Der Iech virstellen, wat dat heescht fir den Alldag vun de Leit, déi do agespaart sinn, awer och fir den Alldag vun de Leit, déi do schaffen.

Mir hunn eng Rei Kritiken, national, awer och international an de leschte Jore kritt wéinst där Iwwerbeleeung, awer och wéinst dem Fait, dass Prévenuen an Détenuen hei zu Lëtzebuerg net getrennt sinn. Mir kruten och scho Kritiken, well zu Lëtzebuerg en héije Pourcentage, d'Halschent quasi vun de Leit am Prisong Untersuchungshäftlinge sinn.

Da gëtt gesot, mir géifen ze vill séier op de Geriichter, an der Magistratur zréckgräifen op d'Instrument vun der Untersuchungshaft. Dat erkläert sech awer an deene meeschte Fäll domadder, dass mer ganz vill Netrésidenten hunn, déi zu Lëtzebuerg am Prisong sinn a wou do natierlech ee vun deenen dräi Grënn, nämlech d'Fluchtgefor, ginn ass.

(Coups de cloche de la présidence)

Ganz oft ganz reell. An dat bréngt mat sech, dass mer vill Leit effektiv zu Schraasseg hunn, déi Untersuchungshäftlinge sinn. Mä dat huet eng rationell Erklärung. Dat ass net, well hei zu Lëtzebuerg do besonnesch streng géif geschafft ginn.

Et ass och eng aner international Kritik, déi mer nach virun e puer Woche formuléiert kritt hunn, nämlech déi, dass zu Lëtzebuerg en héije Pourcentage vu Suicidë wär. Ech wëll déi Kritik awer esou net gëlle loossen. Déi muss ee ganz staark relativéieren. Zu Lëtzebuerg, ech mengen, den Här Graas hat déi Zuel genannt, mir haten an deene leschte 60, 70 Joer 60 Suiciden.

(Coups de cloche de la présidence)

Dat ass manner wéi ee pro Joer. Elo ass dat esou eng geréng Zuel, dass se statistesch natierlech ganz séier riskéiert...

M. le Président.- Wann ech gelift, lauschtert dem Här Justizminister no!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Elo ass dat natierlech eng Zuel, déi esou geréng ass, wann een do an engem Joer d'Ongléck huet, een oder zwee Suicidë weider ze hunn, ass een, héich gerechent op d'Populatioun, natierlech direkt europawäit ganz schlecht.

Mir haten awer och scho Joren, wou mer zu Lëtzebuerg, ech mengen, dat war 2008 fir d'lescht, kee Suicide haten am Prisong. Wa mer dee Moment d'Behaaptung opgestallt hätten, Lëtzebuerg beweist weltwäit, dass een e Prisong ka féieren ouni Suiciden, da wär dat fir dat Joer zwar richteg gewiescht, statistesch wär déi Ausso awer mat Sécherheet net richteg. Wa mer se gemaach hätten, hätte mer eng Behaaptung gemaach, déi mer net kënnen opstellen.

Duerfir soen ech, bei deenen Zuelen, déi genannt sinn, all eenzelne Fall ass dramatesch. An zu Schraasseg gi ganz vill Efforte geholl, ganz vill Efforte gemaach an der Betreiung vun de Prisonnéier. Besonnesch wann een eng éischt Indicatioun bei engem huet, dass do ee vläicht net esou gutt drop ass an net esou gutt drun ass, dat gëtt extrem eescht geholl. Do ass ee ganz enke Suivi.

Leider kritt een et ni esou, dass et keen ass. Mä ze soen, wéi dat international geheescht huet, mir hätten do e spezifesche Problem, méi wéi an deenen anere Länner, dat ass net richteg. Duerfir ass eis Situatioun ze kleng, fir eng statistesch relevant Ausso a Konklusioun kënnen ze zéien. Wichteg ass, dass mer probéieren, mat ganz ville Moyenen deene Fäll ganz opmierksam nozekucken.

Egal wéi, zu Lëtzebuerg besteet e grousst Reformbedürfnis am Strofvollzuch. An ech wëll haut keng grouss Debatt mat Iech maachen iwwert de Strofvollzuch. Mir kréien nämlech d'Geleeënheet, dat ze maachen am Kader vun de Projeten 6381 an 6382. D'Regierung schafft am Moment un Amendementen, déi se un deenen Texter wëllt maachen. Mir ginn dervun aus, dass mer déi virum Enn vum Joer nach wäerte kënnen an der Chamber déposéieren. An da kënne mer an der zoustänneger Kommissioun, an duerno och an der Plénière, eng wierklech grondsätzlech Debatt an Diskussioun iwwert de Strofvollzuch féieren.

Ech wëll just e puer Stéchwierder haut erwähnen. Déi éischt Remarque, déi ech wëll maachen, ass, dass ech frou sinn, dass hei zu Lëtzebuerg keng Partei derfir antrëtt, fir am Strofvollzuch Privatiséierungen ze maachen. An anere Länner probéiere se, hir infrastrukturell Problemer doduerch ze léisen, dass se der privater Initiativ et erlaben, am Strofvollzuch aktiv ze ginn. Ech sinn ausdrécklech als Justizminister frou doriwwer, dass et hei zu Lëtzebuerg kee gëtt, deen op deen dote Wee wëllt goen. Et ass en Effort vun der Kollektivitéit an dee solle mer och weiderhin zesumme maachen.

Mir hunn awer Méiglechkeeten effektiv, an den Här Urbany ass virdru kuerz drop agaangen, fir den Drock op de Prisong ze verréngeren. An dës Regierung wäert dorunner schaffen. Den Här Urbany ass e bëssen ongedëlleg, en hätt gären, dass mer no siwe Méint dat alles gemaach hunn. Eng Legislatur dauert fënnef Joer. A mir schaffen intensiv während deene fënnef Joer. Mir wäerten also och op deem dote Punkt, an do kënnt Der Vertrauen an eis hunn, esou wéi d'Majoritéitsdeputéierten, dass d'Regierung dat wäert maachen.

Mir mussen dat a Fro stellen, den Tout-pénal. Mir musse méi staark setzen op déi alternativ Peinen, wéi zum Beispill Travaux d'intérêt général. Och de Recours op d'elektronesch Foussfessel. Och eng Afrostellung vun der Drogepolitik. Dir hutt Iech ganz staark derfir agesat, Dir bestätegt domadder de Regierungsprogramm, Här Urbany. Well och do gëtt déi repressiv, déi eesäiteg repressiv Politik an deem Beräich a Fro gestallt, well se net zilféierend ass. An och do wäert d'Regierung aktiv ginn.

(Interruption)

Iwwregens läit de Pourcentage vun der Drogekriminalitéit am Prisong net bei engem Drëttel, mä e läit bei 28%, also e bësse manner, an en ass och an de leschte Jore liicht réckleefeg gewiescht. Och dat sollt Der wëssen.

Dir hutt och op d'Initiativ vun der Madame Wagener, déi scho méi laang zréckläit, virdru verwisen. Vun de Lénke gëtt et nach keng esou eng Initiativ, stellen ech just, objektiv gesot, fest! Esou vill zum Courage, deen anerer an Ären Aen net hunn!

Dann, wou och nach Reformbedürfnis besteet, dat ass an der Exécution des peines. Do gëtt et e Projet de loi, wéi gesot, do schaffe mer drun. Dat ass deen, dee maassgeblech beaflosst, wéi herno d'Chancë si bei der Resozialiséierung.

Mir wäerten och eng Administration pénitentiaire schafen, dat ass de Projet 6382, well mir hu mam Vote vun haut dann en drëtte Prisong zu Lëtzebuerg a mir wëllen eng generell Administratioun doriwwer stellen, fir dass et och eng eenheetlech Politik an deem dote Beräich gëtt.

A mir hunn natierlech och en anere Reformbedarf, nämlech am CPL vu Schraasseg selwer. Wa bis eng Kéier de CPU um Uerschterhaff bis a Betrib geholl ass, da muss och do munches sech änneren.

Um Niveau vun de Virbereedungen op der Betribnahm vum Uerschterhaff, do leeft ganz villes. Mir hunn eng Rei Aarbechtsgruppen agesat, déi sech domadder beschäftegen. Do sollen herno jo 400 Leit dra sinn. Do mussen awer och nach 330 Leit rekrutéiert ginn. Dat ass e grousse Personalopwand. Déi Leit kënnen och net um leschte Stëppel rekrutéiert ginn. Déi musse jo och nach spezifesch forméiert ginn. Déi mussen och zu Schraasseg reell Erfahrunge kënne sammelen. Dat heescht, dat ass e Virlaf en vue vun der Ouverture vum Uerschterhaff, dee relativ importent ass. An et gëtt elo scho seriö dru geschafft.

Ech denken och, dass mer solle relativ séier eng provisoresch Nominatioun vum zukünftegen Direkter vum Uerschterhaff virhuelen, fir dass och do esou séier wéi méiglech eng Persoun sech perséinlech responsabel spiert fir dat, wat um Uerschterhaff soll a Betrib goen.

Um Uerschterhaff wäerte vill Aktivitéite méiglech sinn am Sportsberäich, do gëtt och eng Bibliothéik virgesinn, do wäerte besonnesch fir de Volet vun de Visitë speziell Efforte gemaach ginn, och fir déi sougenannten „Visites non surveillées". Och dat wäert um Uerschterhaff en Thema sinn. An den Uerschterhaff wäert dann ebe méiglech maachen, dass mer iwwerhaapt eng Trennung vun de Prévenuen an den Détenuë wäerte kréien.

Den Uerschterhaff gëtt awer och nach aus engem anere Grond wichteg, nämlech fir och de Leit, déi am Prisong schaffen zu Schraasseg, de Giichtercher an der Haaptsaach, et och ze erlaben, eng gewësse Rotatioun ze hunn. Hire Beruff ass ganz, ganz contraignant. An déi Leit hunn am Moment praktesch, ech soen ëmmer: „Et si bal déi Eenzeg, déi liewenslänglech hunn." Déi kommen aus deene Mauere vu Schraasseg net eraus. An dat ass iergendwann eng Kéier eppes, wat op d'Gemitt schléit.

Och aus deem Grond ass et gutt, dass mer e weidert Gebai kréien, fir och do e gewëssene Roulement kënnen dann an Zukunft fir d'Giichtercher ze organiséieren tëschent deenen dräi Gebaier. Dat ass fir d'Qualitéit vun hirer Aarbecht eppes, wat mat Sécherheet dénglech ass.

D'autant plus wou mer mengen, dass de Rôle vun de Giichtercher éischter soll méi e wichtege sinn. Si sinn net méi déi an Zukunft, déi nëmmen ewechspären, si sinn eigentlech deen éischten Intervenant beim Détenu selwer. An hire Rôle soll a mengen Aen an deenen nächste Joren opgewäert ginn. Dat entsprécht och hirer Virstellung, och der Interessevertriedung vun de Giichtercher hirer Virstellung. Si sinn duerchaus gewëllt, deen doten Job nei ze definéieren an em méi eng grouss Bedeitung ze ginn am alldeeglechen Emgang mat de Prisonnéier. An ech mengen, dass dat esou eng gutt Saach ass.

Mir wäerten awer och ab dem nächste Joer schonn en Aarbechtsgrupp asetzen, dee sech mat der Zukunft vu Schraasseg beschäftegt. Well Schraasseg, wann d'Untersuchungshäftlinge bis do eraus sinn, dann endlech d'Geleeënheet kritt, sech esou ëmzeorganiséieren, och ëmzebauen, dass een alles dat, wat een an deene leschten 20 Joer bedauert huet, net kënnen ze maachen, dass een dat endlech och zu Schraasseg ka maachen.

Duerfir ass och dem Här Urbany seng Rechnung virdrun net richteg, wann e seet: „Et komme 47% Plazen derbäi." Dir hutt vergiess, déi ofzerechnen, déi zu Schraasseg erëm zréckgebaut ginn, wa mer déi Raimlechkeeten anescht wäerten an Zukunft notzen, fir Formatiounen a fir Aarbecht kënnen ze maache mat den Détenuen. Är Rechnung, déi hippt also a geet net wierklech op.

A wann Der Iech esou vehement géint dat Gebai do wennt, Här Urbany, muss ech Iech och soen, dass Der eigentlech amgaange sidd, objektiv derfir ze plädéieren, dass et weiderhin zu Lëtzebuerg bei enger Nettrennung tëschent Détenuen a Prévenuë bleift. An dat ass fir mech net akzeptabel. Ech si ganz décidéiert derfir, dass zu Lëtzebuerg endlech d'Détenuen an d'Prévenuë getrennt ginn!

Dat ass eng elementar Regel haut an dem moderne Strofvollzuch! A wann Dir Iech derfir asetzt, dass dat Gebai hei net gebaut gëtt, setzt Dir Iech objektiv derfir an, dass hei zu Lëtzebuerg, contrairement zu deenen allermeeschte Länner an Europa, weiderhin Détenuen a Prévenuen zesummen agespaart bleiwen. Dat musst Der dann och a leschter Konsequenz akzeptéieren!

(Brouhaha)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Neen, déi Trennung kann och aneschters gemaach ginn.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech wëll eng...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi kann och zu Schraasseg selwer gemaach ginn, awer op eng aner Manéier.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wëll eng lescht Remarque...

M. le Président.- Här Urbany, Dir kënnt Iech jidderzäit Parole après ministre froen. Mä elo loosse mer de Minister schwätzen.

(Interruption)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wëll eng lescht Remarque just nach maachen, fir dass de Kolleeg Camille Gira och zu senge Froe kann äntwerten. D'Fro ass gestallt gi vun der Madame Andrich-Duval an och vum Här Gibéryen vun de Videokonferenzen. Et ass esou, dass mir am Uerschterhaff raimlech alles elo virgesinn. Mir wäerte Säll virgesi fir Interrogatoiren. A mir wäerten och déi technesch Méiglechkeete virgesinn, fir Videokonferenze kënnen ze maachen.

Et ass awer esou, dass et net um politesche Pouvoir ass, ze décidéieren, wéi d'Instruktioune gemaach ginn. Ech hoffe perséinlech, dass dat wäert genotzt ginn, besonnesch d'Säll fir Interrogatoiren. Bei de Videokonferenzen hunn ech selwer e bësse méi Bedenken, well ech mer awer soen, dass dee perséinlechen, direkte Kontakt keng onwesentlech Saach ass, besonnesch am Beräich vun deem, wou mer haut hei schwätzen. Mä d'Säll fir d'Interrogatoiren, mengen ech absolut, dass et wënschenswäert wier, wann déi géife genotzt ginn. A mir wäerten da gesinn, wann de Prisong bis a Betrib geet, ob dat genotzt gëtt, ob et genuch genotzt gëtt oder net. An da kann ee sech nach ëmmer Gedanken doriwwer maachen.

En attendant, mengen ech, ass et haut wichteg, dass mer déi Raimlechkeete virgesinn. Dat maache mer. An dat halen ech haut fir dee positiven Aspekt.

E lescht Wuert, just nach Här President, fir der Gemeng Suessem Merci ze soen. D'Gemeng Suessem huet do hir Verantwortung mat iwwerholl. Net, well se sech beknéie gelooss huet, mä well deemools och, no enger objektiver Analys vu méi Siten, erauskomm ass, dass de Site Uerschterhaff mat objektive Kritären, déi festgeluecht gi waren am Viraus, dee beschte wier. An d'Gemeng Suessem huet sech deenen Argumenter net widdersat. Si huet déi Konklusiounen akzeptéiert, well et sachlech begrënnt Konklusioune waren.

Ech sinn och der Meenung, dass et net méi wéi richteg ass duerfir, dass et staatlech Ënnerstëtzung fir d'Gemeng Suessem gëtt. An déi nei Regierung huet dat direkt bestätegt. An ech halen dat ausdrécklech fir richteg. Duerfir nach eng Kéier e grousse Merci un d'Gemeng Suessem. Eng Gemeng, déi ech och gutt kennen, well ech och an där Gemeng opgewuess sinn. An ech kennen déi Suessemer fir hir Dialogbereetschaft an duerfir, datt se hir Verantwortung iwwerhuelen.

Dat gesot, ginn ech dem Camille Gira nach d'Wuert, fir op déi aner Froen ze äntwerten.

Merci Iech alleguer!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Justizminister. Ech hunn d'Demande fir Parole après ministre vum Här Serge Urbany. Ech bieden Iech, kuerz ze sinn, well Der virdru schonn Är Zäit iwwerschratt hat. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bon, ech ka mer erlaben, ganz kuerz ze sinn. Alles, wat elo gesot ginn ass vum Här Braz, dat steet och schonn op ville Plazen. Do sinn och Prozedure scho laang amgaangen. Déi Diskussioun gëtt an der Gesellschaft scho laang gefouert.

Mä ech hale just fest, wat elo geschitt, dat ass e weidere substanziellen Ausbau vun de Prisongscapacitéiten, deen dem aktuelle Besoin awer net entsprécht, mä wäit, wäit, wäit doriwwer erausgeet. An ech fannen, ier een esou eng Décisioun hëlt an do Infrastrukture baut, hätt een emol missen e Gesamtkonzept virleeën an doriwwer diskutéieren.

Och e Gesamtkonzept, wéi et mat Schraasseg weidergeet zum Beispill. Wou ass dat Konzept dann? Dir werft mir vir, ech wier géint eng Trennung vun Détenuen a vun Untersuchungshäftlingen. Mä ech ka mer virstellen, dass dat och op aner Manéiere méiglech ass. Dass et méiglech ass, dat zu Schraasseg selwer ze maachen.

Wann een d'Population carcérale wesentlech kann erofsetzen, zum Beispill duerch eng aner Drogepolitik, dann ass et och méiglech, an anere Raimlechkeeten deeselwechte Prinzip vun der Trennung ze vollzéien. Mä dat feelt alles! Déi Diskussioun ass net gefouert ginn.

Mä kloer ass: Hei gëtt e fest Konzept gebaut a Punkt färdeg. An dat ass dat, wat ech hei bemängelen. An dat ass och d'Ursaach, firwat mer wäerten do dergéint stëmmen, well mer net de Besoin de Moment gesinn dovunner.

M. le Président.- De Justizminister huet nach eng Kéier kuerz d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här Urbany, ech äntweren Iech da just mat e puer Zuelen, fir ze weisen, firwat dass dat, wat Dir sot, net opgeet. Mir hu 600 Leit zu Schraasseg. 28% hu mat Drogekriminalitéit ze dinn, dat sinn der 168. Wa mer also elo esou eng revolutionär Drogepolitik hätten, dass mer keen Eenzege méi zu Schraasseg hätten, dann hätte mer der nach ëmmer 432 zu Schraasseg.

Vu dass mer d'Halschent dovunner Untersuchungshäftlingen hunn, da kënne mer also ouni e weidere Bau, dat sinn der dann nach ëmmer wäit iwwer 200, da kënne mer nach ëmmer ouni e weidere Bau d'Untersuchungshäftlinge vun den Détenuen net trennen. Dofir bleiwen ech dobäi.

An Dir musst Iech eng Kéier do seriö mat Iech selwer beschäftegen. Wa mir keen neit Gebai zu Lëtzebuerg bauen, kréie mir zu Lëtzebuerg d'Détenuen an d'Prévenuen ni getrennt, souguer wa mer eng Drogekriminalitéit hätte mat null Détenuen am Prisong! Stellt Iech där Realitéit an da sidd Der vläicht och op där richteger Säit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Domat ass déi Ausenanersetzung eriwwer. An ech géif...

(Interruption)

Ech hunn am Moment d'Wuert a soss keen aneren, Här Urbany. An ech géif domat déi Diskussioun ofschléissen an dem Här Statssekretär, deem ech elo d'Wuert ginn, soen, dass en nach annerhallef Minutt huet.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech hätt guer näischt gesot, wann net eng Rei Deputéierten hei eng Rei Froe gestallt hätten. Dofir wollt ech aus Siicht vum Nohaltegkeetsministère ganz kuerz e puer Prezisiounen a Bemierkungen zum Bau nach an zu der Prozedur maachen, déi exklusiv geduecht sinn, fir Äntwerten un d'Deputéierten ze ginn.

Well d'Regierung dovun ausgaang ass, dass dëse Projet haut mat enger grousser Majoritéit géif gestëmmt ginn, hu mer eis erlaabt, eng Rei Planungen, déi mam Bau selwer, mä och indirekt mam Bau ze dinn hunn, weiderzedreiwen, esou dass ech Iech ka soen, dass, wat de Stroossebau ubelaangt, d'Planung färdeg ass. An dass een dervu kann ausgoen, dass am Fréijoer 2015 mat den Aarbechten ugefaange gëtt. Ech wëll awer preziséieren, dass et do net nëmmen ëm déi Strooss geet. Do sinn och zwee Rond-pointen, déi zousätzlech musse gebaut ginn an et sinn och Ännerungen um Échangeur Lankels geduecht, well mer wierklech effektiv och dervun ausginn, dass hei méi Trafic kënnt.

De Kommodosdossier ass agereecht an ass als komplett fonnt ginn, wat undeit, dass domadder sécher kee Problem kënnt, well ganz oft de Problem vu laangen Dauere vu Kommodosprozedure méi dermat ze dinn huet, dass d'Dossieren net komplett sinn, wéi dass d'Verwaltung net séier géif schaffen.

D'Autorisatioun vun der AGE, also Waasserwirtschaftsamt, ass de facto net do, gëtt integréiert an d'Kommodosprozedur. Ech kann Iech awer soen, dass dat Konzept, wat d'Bâtiments publics virgeluecht huet, den Accord vum Waasserwirtschaftsamt kritt huet. An deem Kontext kann ech och dem Här Graas äntwerten an him soen, dass gekuckt gi war, ob d'Reewaasser am Gebai net kéint benotzt ginn. Dat ass awer onméiglech wéinst deene groussen Distanzen, déi mer do hunn. Wann ech Iech soen, dass d'Mauer eleng 800 Meter huet!

Duerfir gëtt awer probéiert, fir d'Versickerung vum Waasser wäitestméiglech ze erlaben. Éischtens hu mer gréng Diech op de Gebaier a sämtlech Surfaces extérieures sinn duerchlässeg, mat Ausnahm vun den Zirkulatiounsflächen. An dat Waasser, wat dann ufält, gëtt an en natierleche Reewaasserréckhaltebecke gemaach, esou dass mer och do, mengen ech, ganz ekologesch sinn.

Wat d'Ëmklasséierung ugeet, dat läit natierlech elo virun allem un der Gemeng, fir dat ze maachen. De Buergermeeschter seet mer, dass den Ufank vun der Prozedur amgaang ass, dass hire Bureau d'études dovun ausgeet, dass, och wann et 8 ha sinn op där doter Plaz, keng SUP muss gemaach ginn. Ech wëll mech elo net hei zur Fënster erausleeën, mä ech mengen awer, dass effektiv hei an deem Land scho Projete gemaach gi sinn, wou den Impakt op d'Emwelt wesentlech méi grouss ass, esou dass ee kann dervun ausgoen, dass do och keng riseg Schwieregkeete wäerten entstoen.

Ech kann Iech och confirméieren, dass déi richteg Décisioun, déi dës Regierung geholl huet, fir d'Waasserwirtschaftsamt an den Emweltministère ze leeën, generell schonn haut dozou féiert, dass eng Rei Autorisatioune méi séier virukommen.

Da wollt ech, trotz allem, wann ech Iech soen, dass ech net mengen, dass déi parallell Autorisatiounsprozeduren elo nach éiweg wäerten daueren, awer dee bëssen ze vill optimistesche Timing hei wëll e bëssen zréckhuelen. Ech weess net, vu wiem dee kënnt. Mä d'Bâtiments publics soen eis, dass onofhängeg vun den Autorisatiounen, wann déi bis Mëtt d'nächst Joer do sinn, awer ee ganz realistesch muss dervun ausgoen, dass d'Soumissiounen da fréistens am Hierscht 2015 kënne geschéien. Da kënnen déi éischt Aarbechten 2016 ugoen.

A wann een dann awer realistesch mat dräi Joer rechent, da wëll ech awer soen, dass dann, wann hei vun 2017 op jidde Fall geschwat gëtt, dat net realistesch ass, an och nach 2018 optimistesch ass. Dir musst awer bedenken, dass dat do en Objet ass vun 150 Milliounen Euro. A mir wëssen, déi, déi an de Gemenge sinn oder waren, wëssen, wéi laang mer mat enger Schoul vu 5 bis 10 Milliounen amgaang sinn, vun der Planung bis zur Exekutioun, esou dass een awer do realistesch sollt bleiwen!

Mä mir wäerte selbstverständlech alles maachen, fir dass mer esou séier wéi méiglech ukommen an och färdeg ginn. An an deem Sënn wäert de Projet d'exécution bis Enn 2014 esou wäit färdeg sinn. Also doru läit et net. Mä da kënnt awer déi normal Prozedur. An Dir wësst, wéi vill Projete schonn duerch e Recours bei enger Soumissioun no hanne gedroe gi sinn, esou dass ech deen e bëssen iwwerdriwwenen Optimismus hei ganz e bësse wéilt dämpfen.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, däerf ech dem Här Statssekretär eng Fro stellen?

M. le Président.- Jo, wann Der mer net rose sidd, dass ech em dann nach e puer Sekonne ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Noutgedrongenerweis sinn ech Iech net rosen, Här President.

Ech wollt u sech d'Fro stellen, ob och déi Froen, déi gestallt gi si vun der Gemeng Suessem, an der Motioun am Gemengerot gestallt gi sinn oder gestëmmt gi sinn, notamment wat d'Gefaangenentransporter ugeet an d'Konditioun, fir datt d'Autorisatioune vun der Gemeng kommen, datt esou mann wéi méiglech Gefaangenentransporter solle gemaach ginn, haaptsächlech déi, wa solle Gefaangener vun Untersuchungsriichter verhéiert ginn, datt dat sollt sur place gemaach ginn oder Videokonferenze gemaach ginn, ob déi ganz Froestellung, wou d'Wichtegkeet ëmmer erëm ënnerstrach ginn ass, ob dat och geléist ginn ass, respektiv wa se net vun der Justizsäit ka geléist ginn, ob dat awer vun der Gemengesäit dann och akzeptéiert gëtt an ob Der do sécher sidd, datt Der déi noutwendeg Autorisatiounen, fir de Bau schnellstméiglech unzefänken, och kritt.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Also de Buergermeeschter seet mer, dass d'Zesummenaarbecht mat de staatleche Verwaltungen exzellent ass. An eis Verwaltungsleit soe mer, dass d'Zesummenaarbecht mat der Gemeng exzellent ass, esou dass ech dervun ausginn, dass alles dëse Projet wäert bremsen, mä sécherlech net d'Feele vun enger Baugenehmegung vum Rapporteur, deen haut hei de Projet virgestallt huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Wou ech ganz léif d'Regierung och nach eng Kéier géif appeléieren, och wann zu zwee geschwat gëtt, fir d'Riedezäit ze respektéieren. Merci.

Domat wäre mer um Schluss vun eisen Diskussiounen ukomm a mir géifen iwwert de Projet de loi 6655 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6655 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert. Den Här Wolter.

3. Retrait du rôle des affaires

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, kann ech d'Wuert kréien, fir de Retrait ze maache vun enger Proposition de loi?

M. le Président.- Jo, selbstverständlech.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hat den 3. Juli vum leschte Joer eng Proposition de loi portant modification de l'article 17(3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets gemaach. Et war nämlech e Konflikt opkomm an der Interpretatioun vun deem Gesetz, no der Fro, op wat fir eng Aart a Weis d'Gemenge missten d'Obligatioun erfëllen, fir bei der Reduzéierung vum Offall bäizedroen.

Et ware Gemengen, déi waren der Meenung, dass d'Gewiicht vun der Tonn, also d'Liter vun der Tonn, dass dat géif duergoen. Et ass iwwregens déi ganz grouss Majoritéit vu Gemengen, déi no deem System fueren. D'Verwaltung hat an deem Moment awer gemengt, datt ee misst entweder op d'Frequenz oder op d'Gewiicht goen.

Fir deem aus dem Wee ze goen, hat ech dee Moment déi Proposition de loi déposéiert. De Statssekretär, den Här Gira, huet entre-temps bei enger Rei vu Gemengen d'Gewiicht vun der Tonn, dat heescht de Volume vun der Tonn, pardon, de Volume vun der Tonn akzeptéiert als Prinzip, huet also domadder kloergestallt, dass d'Regierung d'Interpretatioun vum Gesetz vun 2012 akzeptéiert.

Hien huet mer och verséchert, dass an deenen nächste Joren d'Gemengen, déi op dee Wee wëlle goen, Autorisatioune kréien, esou dass meng Proposition de loi eigentlech iwwerflësseg ass an ech géif se och domadder zréckzéien.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Wolter. Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm eng sougenannte Question élargie, eng Fro mat Zousazfro vum honorabelen Här Claude Adam iwwert d'Promotioun am Beräich vun de Videospiller. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

4. Question élargie n°2 de M. Claude Adam sur la promotion du secteur du jeu vidéo

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert déi lescht Joren huet een aus dem Ressort vum Wirtschafts- a Medieministère oft héieren, datt sech nei Entreprisen am Beräich vun der Videospillbranche zu Lëtzebuerg niddergelooss hunn.

Als Ureiz dofir hunn déi Entreprisë selwer ëmmer vun de steierleche Virdeeler an der gudder Netzinfrastruktur geschwat. Mat Kabam an Zynga verloossen eis elo zwou vun deenen Entreprisen. An et sinn net grad déi Mannst! De Grond dofir wier kee steierlechen, mä hätt éischter mat der Main-d'œuvre ze dinn, déi zu Lëtzebuerg schwiereg ze rekrutéiere wier, gouf aus dem Wirtschaftsministère erklärt.

Ier ech zu menge Froe kommen, wëll ech de Sujet, iwwert deen ech schwätzen, awer nach eng Kéier kuerz encadréieren. Wat versti mer

ënnert der Videospillbranche konkret hei zu Lëtzebuerg? Déi gréisser Entreprisen, déi sech iwwert déi lescht Joren hei am Land niddergelooss hunn, schénge mir éischter Publisher vu Spiller ze si wéi Entreprisen, déi am Développement schaffen.

Et ass awer grad de Volet vum Développement vun der Videospillbranche, deen am interessantsten ass, well et dee méi kreative Volet ass. Et geet do ënner anerem ëm héichqualifizéiert Aarbechtsplazen a ganz vielfältege Beräicher. Fir een usprochsvolle Videospilltitel hierzestellen, brauch een d'Kompetenz, ënner anerem, vu Programméierer, Grafiker, Kënschtler aus dem audiovisuelle Beräich, Auteuren, Iwwersetzer an esou weider. Déi Branche kéint zu enger Diversifizéierung vun eiser Ekonomie bäidroen, wa mer eis net just op de Volet vun de Publisher beschränken, mä och op d'Kreativindustrie setzen, déi do derhannert steet.

D'Uni Lëtzebuerg kéint hei agebonne ginn an eng Roll spillen. Mir hunn och am Secondaire Méiglechkeeten, fir jonk Leit an de Beräicher vun der Informatik, Grafik, 3D-Design an esou weider auszebilden. Mir hunn Netzinfrastrukturen, déi attraktiv sinn an nach méi attraktiv ginn. Mir hunn am europäesche Vergläich Sproochevielfalt a Sproochekompetenz. Dat sinn alles Viraussetzungen, déi, esou menge mer, en attraktive Kader schafe fir d'Kreativindustrie am Beräich vun de Videospiller.

Aner Länner hu scho virun 20 Joer, wou d'Gaming-Branche nach an de Kannerschong stoung, hei investéiert. De Québec zum Beispill ass duerch eng geschéckt ekonomesch Weichestellung haut zu engem vun den zentrale Standuerter fir d'Videospillentwécklung ginn an huet dat säitdeem net bereit, well déi Branche duerch ëmmer méi performant Technologië quasi stänneg am boomen ass a sech haut virun der Film- a Museksindustrie net méi ze verstoppe brauch. Videospiller sinn haut, genee wéi Film a Musek, Kulturgut. A genee wéi bei Film a Musek dréit déi Branche gutt a schlecht Friichten. Dofir sollt ee se och als Kulturgut förderen, wat gläichzäiteg och eng ekonomesch Perspektiv mat sech brengt.

Am Regierungsprogramm hu mer an deem Kontext stoen, ech zitéieren eng Kéier kuerz d'Säit 65: «Le Gouvernement continuera à soutenir activement le secteur de la production audiovisuelle, en tenant compte des nouvelles formes de production de contenus tels que le gaming et notamment ceux liés à la diffusion sur Internet.» An op der Säit 139 nach eng Kéier: «Le Gouvernement développera également, dans un débat interactif, des initiatives concrètes pour certains secteurs spécifiques, par exemple, un plan d'action sur les industries créatives et la culture numérique, y inclus les nouveaux médias et le gaming.»

Virun deem Hannergrond kommen ech dann zu menge Froen un de Wirtschaftsminister. Éischtens wéilt ech gäre méi Geneeës iwwert den Hannergrond wëssen, wéisou déi zwou Entreprisë Lëtzebuerg verloosse wëllen. Wéi gesäit de Minister de Standuert Lëtzebuerg an dëser Fro? Wéi sinn déi aktuell Aussiichten? De Minister hat Enn Mee gesot, et géife Gespréicher mat enger Rei Firmen aus deem Beräich gefouert ginn. Gëtt et do schonn éischt Resultater oder ass et eventuell nach ze fréi do derfir?

Da wéilt ech vun der Regierung héieren, wat konkret geplangt ass, fir Lëtzebuerg als Standuert, nieft den Ureizer, déi et schonn huet, méi attraktiv ze maachen, speziell och fir de Volet vun der Kreativindustrie, also der Spillentwécklung. Sinn ähnlech Mesurë geplangt, wéi se a ville Länner Usus sinn? Net just am Québec, mä och eis franséisch an eis däitsch Noperen hu reagéiert. Huet sech d'Regierung mat de Modeller aus dem Ausland befaasst?

Schlussendlech: Wat hält de Minister beispillsweis vun enger Aart Gaming-Fong, nom Virbild vum Film-Fong? Dat heescht, datt zu Lëtzebuerg produzéiert Spiller gefërdert respektiv encouragéiert géife ginn. Respektiv, wéi eng aner Forme vu Förderung schwiewen der Regierung vir?

An, fir komplett ze sinn, Här Minister, wëll ech lech och eng Fro stellen, oder wéinstens mat op de Wee ginn, fir Äre Kolleeg Héichschoulan Éducatiounsminister: Wéi eng Roll kann a soll d'Schoulwiesen an och d'Uni Lëtzebuerg am Kontext vun der Gaming-Branche spillen? Sollen Ausbildungsweeër an déi Richtung am Secondaire ugebuede gi respektiv weider ausgebaut ginn? Wéi steet et an deem Kontext mat der informatescher Fakultéit vun der Uni? Gesäit d'Regierung do d'Chance vu Synergien tëschent de Voleten Ekonomie, Uni a Kultur?

Ech soen lech Merci am Viraus fir Är Opmierksamkeet a fir d'Äntwerten.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Et sief just drop higewisen, dass e seng Zäit erschëpft huet. Wann en dann nach eng Zousazfro ze stellen huet, déi misst da ganz kuerz ausfalen. Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dann och an... Wéi vill Minutten hunn ech, Här President?

M. le Président.- Dir hutt der ganz vill, Dir hutt der zéng.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Zéng. Majo, dat geet duer, fir da komplett ze äntwerten.

Fir d'Alleréischt wëll ech dem honorabelen Här Adam soen, dass et effektiv esou ass, dass d'Firma Kabam décidéiert huet, sech vu Lëtzebuerg zréckzezéien, aus deem Grond effektiv, dass se haaptsächlech dat néidegt qualifizéiert Personal, also Kreativer am Beräich vun der Entwécklung vu Spiller, vum Gaming, dass se déi net fannen an där Zuel, wéi se se brauchen.

Dir hutt vun enger zweeter Firma geschwat, dat ass Zynga, fir se net ze nennen, mä dat war awer eng Feelinformatioun bis dato. Dat heescht, déi hunn nach keng esou eng Décisioun geholl. An dofir wëll ech dat just hei kloerstellen, dass dat net de Fall ass.

Fir op Kabam zréckzekommen, dat ass eng Firma, déi e bësse manner wéi 20 Leit hei occupéiert, déi, wéi gesot, e Problem huet mat qualifizéiertem Personal. Mä ech kommen herno awer nach dorobber zréck.

Ech mengen, mir hunn zwou Zorte vu Firmen am ICT-Beräich, och am Gaming-Beräich, déi zu Lëtzebuerg sinn. Déi eng sinn haaptsächlech oder exklusiv hei gewiescht wéinst dem TVA-Regime, wou Der jo wësst, dass ab 2015 dee Regime ännert. Dat huet näischt mat der TVA-Erhéijung ze dinn, déi déi Regierung hei décidéiert huet, mä dat huet einfach domat ze dinn, dass d'TVA an Zukunft net an deem Land bezuelt gëtt, wou de Produit kaaft gëtt, mä an deem Land, wou dee sëtzt, deen de Produit keeft.

Dat heescht, vu dass mir jo ëmmer dat Land waren, an nach ëmmer bleiwen, mat där niddregster TVA, war et fir déi Firmen en Avantage, hei ze sinn. Et war hinnen doduerch also egal wéi een europäesche Client bei hinne kaaft huet, hate se ëmmer déi bëllegst méiglech TVA. Dat gëllt jo ab 2015 net. An dofir hunn déi Firmen, déi an deem Beräich oder wéinst deem Argument hei waren, keen Ureiz méi, dann definitiv hei ze bleiwen.

Mir hunn awer eng ganz Rei, an ech mengen, dat ass déi iwwerwältegend Majoritéit vun de Firmen, déi awer hei sinn, déi och wëllen hei bleiwen, nodeem dass déi TVA-Situatioun do ännert. Firwat? Vläicht just, fir dat eng Kéier kuerz ze rappeléieren: Wat sinn déi Haaptargumenter, firwat déi Firmen hei zu Lëtzebuerg sinn an och frou hei zu Lëtzebuerg sinn? Zum engen, an da sinn ech bei der Gaming-Industrie ënner anerem, ass et den Environnement sécurisé, also d'sécuriséiert Paiementer. Well wann Dir e Spill wëllt spillen, musst Der jo och dofir bezuelen. A mir hunn do eng extrem gutt Infrastruktur, wat d'Paiementer ugeet.

Ech wëll Iech just drun erënneren, dass Lëtzebuerg vun där héchster Kategorie vu Sécherheetsdatenzentren der direkt véier Stéck huet, dat heescht Tier IV - net well mer der véier hunn, mä den Niveau vu Sécuritéit, deen de Moment definéiert ass als deen Héchsten, deen et gëtt, heescht Tier IV -, a mir hunn där Datenzentren véier Stéck.

Eis grouss Konkurrente si London, Amsterdam, Frankfurt a Paräis. Ech wëll just soen, dass London genee een esou Datenzenter huet, dass Amsterdam, Frankfurt a Paräis iwwerhaapt keen esou Datenzenter hu vun deem Niveau vu Sécuritéit. Dat heescht, just fir eng Kéier duerzestellen, wat mer awer hei an deem Land investéiert hunn an deen dote Beräich. An dat zitt natierlech eng ganz Rei Sociétéiten un, och am Beräich vun der Finanzplaz.

Dann en anere groussen Avantage, dat ass eis Bandbreet, déi extrem gutt ass, well mer extrem vill Investissementer gemaach hunn. D'Latency, dat heescht d'Zäit, déi ee Signal brauch bis op eng Plaz an erëm zréck, och do si mer absolute Spëtzereider!

D'Sécuritéit vun eise Réseauen, wat am Gaming-Beräich extrem wichteg ass, nämlech, dass d'Verbindung net ënnerbrach gëtt. Wann Dir an engem Spill amgaange sidd ze spillen an duerch iergend en Ëmstand gëtt Är Verbindung ënnerbrach, dat ass net schéin. Dat ass kee Verkafsargument. An och do hu mer eng extrem gutt Sécuritéit, e stabile Réseau.

Eis Elektreschpräisser si fir déi dote Firmen, well mer déi an der Kategorie vun den Industrien - also d'Datenzentren - klasséiert hunn, profitéieren déi vun deene beschten Elektreschpräisser, déi mer europawäit hunn.

A wann Der wësst, dass den Haaptkäschtepunkt vun engem Datenzenter d'Consommatioun vun der Energie ass, well eben extrem vill dovu gebraucht gëtt, wann déi natierlech hir operationell Coûte kënne relativ niddreg halen, well d'Energiepräisser, d'Elektreschpräisser niddreg sinn, da répercutéiert dat sech natierlech och op deenen hir Clienten, den Datenzentren hir Clienten, nämlech d'Gaming-Firmen, a kënnen also präiswäert hei hir Offeren och ubidden.

Fir eng ganz Rei Firmen ass et och wichteg, dass een zu Lëtzebuerg kann zu honnert Prozent sech approvisionnéieren u grénger Energie. Virun allem mierke mer, dass IT-Firmen aus den USA ganz staark dorun interesséiert sinn, fir sech och dee grénge Mantel do kënnen unzedinn. An de Fait, dass mir à même sinn, fir honnert Prozent gréng Energie unzebidden, ass och oft e wichtegt Verkafsargument.

An dann, last but not least, eppes wat eemoleg ass zu Lëtzebuerg, wat mer an anere Länner net hunn, dat ass eist neit Faillitëgesetz an deem dote Beräich. Wou et esou ass, dass de Client, deen an engem Datenzenter ass, also ech soen elo emol d'Gaming-Firma, déi am Datenzenter Client ass, fir iwwert deen eben hir Clienten ze zerwéieren, dass déi am Fall vun enger Faillite vun esou engem Datenzenter d'Recht huet, hir Donnéeën, déi se am Datenzenter huet, ze récupéréieren, ier herno déi Installatioune kënne verkaaft gi respektiv an d'Mass vun der Faillite ginn. Dat gëtt et néierens soss.

Dat heescht, wann Dir Client an esou engem Datenzenter sidd an aneren europäesche Länner an den Datenzenterbedreiwer ass Faillite, dann ass alles, wat Dir do stockéiert hutt, all Är Donnéeë si fort. An dat hu mir hei net. Dat heescht, Dir hutt hei d'Chance dat ze récupéréieren. Wat natierlech extrem wichteg och fir déi Firmen ass, dass se hir Bases de données awer nach hunn.

Bon, vläicht nach eng Remarque. Do gëtt et jo en internationalen Index, deen an 148 Länner erhuewe gëtt, fir d'Kompetitivitéit vun de verschiddene Länner am Standuert vum ICT-Beräich ze kontrolléieren, dat ass den „Networked Readiness Index". Do ware mer 2012 op der Plaz 23 vun 148 Länner, 2013 ware mer schonn op der Plaz 13 an elo dëst Joer si mer op der Plaz 11. A mir sinn an deene wichtegsten Domänen - well do sinn eng ganz Rei Kategorien - op der Plaz 1 weltwäit wat eis Infrastrukturen ugeet. An dofir mengen ech, dass mer hei wierklech eis Hausaufgabe gemaach hunn an dass mer et zu Lëtzebuerg wierklech fäerdeg bruecht hunn, zu engem internationalen Hub fir ICT ze ginn.

Dir hutt mech awer och gefrot: Wat kënne mer nach maachen, fir eis nach weider ze verbesseren? An ech ginn Iech och vollkomme Recht. Et ass ëmmer nach e Moyen do, fir sech ze verbesseren, fir d'Land nach besser opzestellen.

Dofir géif ech op e puer Saachen agoen. Zum engen, wat elo de Gaming-Beräich ugeet, si mer zënter Kuerzem elo och ganz aktiv op deenen internationale Gaming-Foiren. Ech nennen der dräi: Gamescom zu Köln, ChinaJoy zu Shanghai an G-Star a Korea. Wou ech och wëll soen, dass mer am Moment mat enger ganzer Rei Entreprisen aus dem Gaming-Beräich, déi koreanescher Hierkunft sinn, amgaange sinn ze négociéieren, fir déi op Lëtzebuerg ze kréien. An ech géif mengen, dass mer do an deenen nächste Méint eng ganz Rei positiv Annoncë wäerten hu vu weidere Firmen, déi op Lëtzebuerg kommen, speziell eben och aus Korea.

Et ass och esou, dass de ganzen ICT-Secteur, an och de Gaming-Secteur, ee feste Bestanddeel ass vun all Wirtschaftsmissioun, déi ech uechtert d'Welt maachen, fir eise Secteur ICT ze verkafen.

An dann hutt Der geschwat vun der Schoul. Ech mengen, dass - wat ech virdru gesot hu vu Kabam, déi d'Land verloossen, well se net genuch där Kreativer hunn - dat ee reelle Problem ass. Mä awer net nëmmen ee reelle Problem, dee mer am Gaming-Beräich hunn, mä ee reelle Problem, dee mer generell am ICT-Beräich hunn, dee mer och am Biotechnologieberäich hunn, dee mer och am Aérospatial riskéieren ze kréien, nämlech deen, dass mer net genuch Ressourcen hunn, fir an deene Secteuren ze schaffen.

An dofir nach eng Kéier vun dëser Plaz aus en Appel, deen ech net midd ginn ze maachen un déi jonk Leit, déi elo deemnächst wäerten hir Premières- oder Tréizièmesexame maachen, wa se da wëlle studéiere goen, dass se sech wierklech sollen iwwerleeën, ob se dann net Iddi hätten, an ee vun deenen dote Beräicher studéieren ze goen, well dat sinn déi Beräicher, wou mer an deenen nächste Joren nach massiv Aarbechtsplaze wäerte schafen an déi och interessant sinn.

Ech mengen, dee ganzen ICT-Beräich, de Biotechnologieberäich, Ekotechnologien och, den Aérospatial, all déi Saachen, Ingenieure generell, gi gebraucht, dass déi jonk Leit sech wierklech Gedanke maachen, fir vläicht déi virgetrëppelt Weeër, wou hir Eltere studéiere gaange sinn, emol ze verloossen a sech an nei Saachen eranzewoen.

Mir mussen och kucken, wéi mer dann entretemps, bis eis jonk Leit dann dat dote studéiert hunn an och wierklech d'Relève kënnen huelen, qualifizéiert Leit kënnen aus dem Ausland unzéien op Lëtzebuerg, fir an deenen dote Branchen ze schaffen.

An da wollt ech nach ee leschte Punkt soen. Dir hutt geschwat vun engem Fong, ob et net interessant wär, e Fong opzeleeën. Dat trëfft sech gutt, dass Der déi Fro stellt - a si ass net bestallt, wëll ech hei soen. Mä mir hu viru Kuerzem, wéi mer deen Digital Luxembourg op d'Bee gesat hunn an der Regierung, och gesot, dass mer wéilten e Seed Fund opleeën am ICT-Beräich, fir ebe just de Start-upen am ICT-Beräich - wourënner dann och de Gaming fält - kënnen d'Méiglechkeet ze gi fir en Accès zu Kapital, wat extrem wichteg ass.

Dir wësst, dass mer elo viru Kuerzem de Luxembourg Future Fund lancéiert hu mat ronn 150 Milliounen Euro am Ekotechnologieberäich. Mir hunn de Biotech Fund lancéiert mat 25 Milliounen Euro. An ech mengen, dass et elo un der Zäit ass, dass mer eis och iwwerleeën, ebe just esou ee Seed Fund ze lancéieren am ICT-Beräich. A gitt emol dovunner aus, dass mer dat och wäerte maachen.

Merci, Här Adam.

M. le Président.- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Dir hutt allen zwee Är Zäit erschëpft.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Den Här Wirtschaftsminister war awer esou komplett a senger Äntwert, datt ech zefridde sinn.

M. le Président.- Wonnerbar. An ech sinn dann och zefridden.

Da kënne mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6315. Et geet do ëm d'Reorganisatioun vum ILNAS, dem Institut mam ganz laangen Numm. De Basismodell ass d'Basis vun der Riedezäit. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madame Joëlle Elvinger, den Här Henri Kox an den Här Roy Reding. Et ass nach ëmmer Zäit, fir dat ze maachen. En attendant huet de Rapporteur, den honorabelen Här Claude Haagen, d'Wuert.

5. 6315 - Projet de loi

- portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant

*** la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,**

*** la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,**

*** la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,**

*** la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,**

*** la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,**

*** la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et**

*** la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables,**

- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. De Projet de loi 6315, deen dat bestehend Gesetz vum 20. Mee 2008 iwwert d'Kreatioun vum ILNAS - an de Pre-

sident huet schonn op den Numm higewisen -, den Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services abrogéiert, ass den 10. August 2011 vum Wirtschaftsminister hei an der Chamber déposéiert ginn.

Mir hunn also, falls dëse Projet de loi géif votéiert ginn, een neie gesamten Text an domadder een neit Gesetz, dat den ILNAS definéiert an och géréiert.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn hir Avisen zum Projet de loi ginn.

Den 12. Juli 2012 huet déi zoustänneg Ekonomieskommissioun mech als Rapporteur designéiert an huet och direkt mat der Analys vum Projet de loi ugefaangen.

Den 23. Oktober 2012 huet de Statsrot säin Avis ginn an opgrond vun deem Avis an opgrond vun de Remarquen an den Oppositions formelles huet déi zoustänneg Kommissioun d'Amendementer eragereecht. Am Ganzen huet den Échange zwëschent der Wirtschaftskommissioun an dem Statsrot zu véier Avis complémentaires säitens der héijer Kierperschaft gefouert.

Wéi gesot, ass den ILNAS eng Administratioun, déi ënnert der Autoritéit vum Wirtschaftsministère ass an déi den 20. Mee 2008 gegrënnt ginn ass.

An der Wirtschaftskommissioun ass haaptsächlech iwwert déi zukünfteg Struktur, iwwert déi finanziell Gestioun, iwwert de Contrôle politique souwéi iwwert déi ekonomesch Bedeitung a Roll vum ILNAS diskutéiert ginn.

De Fonctionnement vum ILNAS huet zu Lëtzebuerg engersäits de Problem vun de Ressources humaines, déi esou effektiv wéi méiglech musse schaffen, an anerersäits ass den ILNAS Member vun engem internationale Réseau, dee seng eegen Normen huet a fixéiert an déi den ILNAS forcéiert ass, ze respektéieren. Den Netrespekt vun dësen Norme géif ganz einfach den Ausschloss aus deem internationale Gremium mat sech bréngen.

D'Struktur, wéi gesot, vum ILNAS war e groussen Diskussiounspunkt beim Statsrot souwéi an der Kommissioun. D'Onofhängegkeet an d'Impartialitéit um Niveau vun enger Administratioun waren dem Statsrot vu besonnescher Wichtegkeet. Dëst ëmsou méi, well de Regruppement vu verschiddene Fonctiounen a Missioune zu juristeschen Differenze kéint féieren. Op déi aner Manéier erlaabt de Regruppement vu Missiounen an Departementer natierlech och eng méi effikass Ausféierung, an déi administrativ Prozedure ginn natierlech och méi vereinfacht.

D'Haaptargument vum Statsrot war, datt eben dës Regruppementer vun de Missiounen net matenee juristesch kompatibel schéngen ze sinn. Dëst Argument ass mat dem Dépôt vum Projet de loi iwwert den Archivage électronique écartéiert ginn. Den Archivage électronique ass elo aus dësem Projet de loi erausgeholl ginn an ass zu engem eegene Projet de loi ginn, dem Projet de loi 6543, deen den 12. Februar 2013 hei am Haus déposéiert ginn ass. De Statsrot huet sech mat dësem Virgang averstane gewisen.

Här President, dëse Projet de loi gesäit véier haaptsächlech Objektiver vir. An zwar d'Upassung vum Fonctionnement vum ILNAS un déi europäesch Gesetzgebung souwéi un déi europäesch an international Normen. D'Iwwerwaachung vum Marché vun de Produits fabriqués ze verstäerken, ass een anert Objektiv. D'Directives «nouvelle approche», déi an der Kompetenz vun der ITM sinn, un den ILNAS ze transferéieren. An zu gudder Lescht d'Grënnung vun engem Bureau national de métrologie.

D'Ofkierzung ILNAS heescht, wéi gesot, Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services. A wéi säin Numm et seet, sinn hei déi verschidde Missioune schonns bal all ernimmt.

Dëse Projet de loi gesäit fir dës Administratioun sechs verschidden Departementer vir. An dat sinn: een Organisme luxembourgeois de normalisation; een Département de la confiance numérique; een Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance, als Ofkierzung OLAS genannt; een Departement vun der Surveillance vum Marché; ee lëtzebuergesche Büro, wéi virdru gesot, vun der Metrologie; an en Departement vum Budget an der Administratioun.

Dir Dammen an Dir Hären, als Rapporteur schéngt et mir am wichtegsten ze sinn, de Fonctionnement an d'Missiounen…

(Coups de cloche de la présidence)

…vum ILNAS ze presentéieren. All déi aner technesch a juristesch Iwwerleeungen an Detailer fannt Der a mengem schréftleche Rapport souwéi am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi.

Komme mer awer elo zu deene verschiddenen Departementer. Dat éischt Departement vum ILNAS ass den Organisme luxembourgeois de normalisation. D'Attributioune vun dësem Departement sinn ënner anerem, fir déi offiziell Normen, déi vum Ministère fixéiert ginn, ze iwwerpréiwen. Déi néideg Publikatiounen oder Annulatioune souwéi d'Transpositioun vun europäeschen Normen am Mémorial si wichteg, fir d'Entreprisë ganz einfach au courant ze halen.

Dëst Departement huet och d'Méiglechkeet, technesch Comitéen an Aarbechtsgruppen, zum Beispill zesummegesat aus Acteuren aus der Lëtzebuerger Wirtschaft, ze grënnen, fir d'Normen ze géréieren.

Lëtzebuerg huet an dësem Domän vun den Normen an den technesche Réglementatiounen och eng Obligatioun, fir der Europäescher Kommissioun an deenen aneren États membres all Projeten iwwert d'technesch Regele vu Produkter a Servicer weiderzeginn. Dës Prozedur, déi och vun deenen anere Länner ugewannt gëtt, erlaabt eng preventiv Kontroll vu Produkter a schützt domat déi fräi Zirkulatioun vu Produkter a Servicer innerhalb vun der Europäescher Unioun.

D'Norme solle keng Brems si fir d'Ekonomie an hir Acteuren, mä si sinn au contraire eng Protektioun fir responsabel Entreprisen, an dëst am Sënn vum Consommateur an och, wéi gesot, vum Producteur.

Ee weideren zweeten Departement ass d'Confiance numérique. D'Zoustännegkeet vun dësem Departement ass haaptsächlech, fir d'Kompetenz vun de Prestatairë vum Service de dématérialisation ze kontrolléieren, ze garantéieren an ze akkreditéieren. Eng sougenannte Liste de confiance mat Informatiounen iwwert d'Prestataires de services de certification, déi sougenannte PSC, muss vum ILNAS am Departement Confiance numérique opgestallt an à jour gehale ginn. Op dëser „trusted list" sinn Zertifikaten, déi vun deem jeeweilegen État membre um nationalen Niveau akkreditéiert sinn.

Een drëtten Departement ass den OLAS, also dat nationaalt Gremium fir d'Akkreditatioun an d'Surveillance vun den Organismes d'évaluation, déi d'Konformitéit vun den Normen iwwerpréiwen. D'Missioun vun dësem Departement ass et, fir d'Organismes d'évaluation unzëerkennen an ze kucken, ob si der nationaler an europäescher Législatioun entspriechen. De Fonctionnement souwéi d'Akkreditatioun vun dësen Organismes d'évaluation si vun dësem Departement virgesinn. E Règlement grand-ducal bestëmmt de System vun der Unerkennung vun dësen Organismes d'évaluation de la conformité.

Den OLAS assuréiert och um nationalen Niveau déi verschidde Relatiounen, wéi d'Kommunikatioun an d'Koordinatioun vun deene verschiddene Laboratoiren, an organiséiert des Weideren och Auditen iwwert dës Laboratoiren.

Dir Dammen an Dir Hären, de véierten Departement vum ILNAS huet als Missioun d'Surveillance vun de Marchéen. Dee ganze Programme de surveillance gëtt um Internetsite, also an der Transparenz, vum ILNAS publizéiert, an et ass kloer, datt dëse Programm vun de verschiddene Ministèren an zoustännegen Administratiounen ausgeschafft ginn ass. Déi verschidde Marchéë gi vu Gasapparater iwwer Lifter, Miessinstrumenter, Sécherheet vu Spillsaachen a Sécherheet vun all méigleche Produkter, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Am Fall vun engem Accident, duerch dee kierperlech Schied géifen entstoen, muss d'Sécurité sociale dem Département de la surveillance vun dem ILNAS dëst direkt mellen. Dës Informatioun geet weider un den zoustännege Vertrieder vun der Regierung souwéi un de concernéierten Direkter vun der zoustänneger Administratioun. Den Département de surveillance géréiert och um nationale Plang ee Système d'alerte rapide vun der Europäescher Unioun, de sougenannten „RAPEX", an dat am Fall vun esou engem Incident.

Zu Lëtzebuerg gëtt d'Iwwerwaachung vun de Marchéë vun der ITM, dem ILNAS, dem Commissariat aux affaires maritimes, dem Wirtschaftsministère, dem Ministère de la Santé, dem Aarbechtsministère an dem Ministère du Développement durable et des Infrastructures assuréiert.

Als Beispill: Am Joer 2010 sinn 48 verschidde Geschäfter kontrolléiert ginn. Ronn 250 Produkter si méi genau kontrolléiert ginn. 18 Artikele si verbuede ginn. 1.985 Notifikatiounen iwwert den europäesche Warnsystem sinn traitéiert ginn. Sechs Produkter, déi ënnert d'Direktiv vun der Sécurité générale des produits falen, si vum Maart geholl ginn. 27 verschidde Spillsaache sinn ënnersicht ginn, woubäi sech erausgestallt huet, datt 20 Spillsaachen net konform waren.

Här President, de fënneften Departement ass nei, an zwar dee vun der Metrologie, deem seng Missioun et ass, Normen, dat heescht Wäerter ze fixéieren, ze ënnerhalen, ze verbesseren, an dëst en fonctioun vun de Gebräicher am Land, an dann och hir Uwendung un déi international Wäertunitéiten an Normen ze assuréieren.

Lëtzebuerg ass nach eent vun deene wéinegste Länner an Europa, wat nach kee Bureau national de métrologie huet. Dëse Bureau de métrologie begräift all Zorte vu Metrologie, dat heescht déi wëssenschaftlech, déi industriell oder déi legal. Mir si mat Zypern nach dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, wat net associéiert ass an der Conférence générale des poids et mesures a wat d'Convention du Mètre nach net ënnerschriwwen huet.

Souwuel um wëssenschaftleche wéi och um ekonomesche Plang ass ee Bureau de métrologie immens wichteg, dëst och am Sënn vun den aktuellen a potenzielle Laboratoiren hei am Land. Den Departement vun der Metrologie kann nei Normen aféieren a muss och d'Gesetzgebung uwennen, zum Beispill wat d'Methode vum Weie vun Artikelen ugeet, wéi gewie gëtt, wéi kontrolléiert gëtt, wéi een een Artikel iwwerhaapt kann erfaassen, an dëst ëmmer am Sënn an am Intérêt vum Consommateur a vum Producteur. Et versteet sech vum selwen, datt dës Kritären den internationale legalen Unités de mesure entsprieche mussen an hinne Rechnung droe mussen.

De sechsten Departement vum ILNAS ass den Departement vum Budget a vun der Administratioun, dee sech duerch d'Terminologië scho selwer erkläert.

Här President, zum Schluss ass nach ze bemierken, dass den ILNAS fir eis Lëtzebuerger Ekonomie an hir Acteure wichteg ass. Mir hu momentan ee gewësse Retard par rapport zu anere Länner, haaptsächlech den asiatesche Länner. Lëtzebuerger Entreprisë mussen a solle sensibiliséiert ginn, datt, wa si vun Ufank un un der Schafung vun internationalen Norme matschaffen, si direkt kënnen ee grousse kompetitiven Avantage hunn. Dat ëmsou méi, well déi Mataarbecht zu Lëtzebuerg gratis ass, wat an anere Länner net ëmmer de Fall ass. Dëst ass besonnesch ee grousse Virdeel fir d'PMEen, dat heescht déi sougenannte kleng Entreprisen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren, an ech bréngen heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Ech wëll just d'Kolleeginnen an d'Kolleegen drop opmierksam maachen, dass am Moment e bëssen ze vill Gegrommels am Sall ass an dass dat de Riedner extrem stéiert.

(Interruptions)

Ech géif dann den nächste Riedner bieden, op d'Riednerpult ze kommen. An dat ass keen anere wéi den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech kann hei vu menger Plaz aus e puer Wuert soen. Fir d'Alleréischt, fir nach eng Kéier ze betounen dat, wat de Rapporteur elo scho gemaach huet, datt dëse Projet eng relativ laang parlamentaresch Vergaangenheet huet an datt et selten e Projet gëtt, deen esou oft vum Statsrot aviséiet a réaviséiert gëtt; am Ganze véiermol.

Dat mécht de Mérite vum Rapporteur ëmsou grouss, well deen huet sech hei missen an engem technesch äusserst komplexen Émfeld erëmfannen. An en huet haaptsächlech eng gutt Konditioun gebraucht, fir dat duerchzeéien. An duerch seng Qualitéiten, déi mer un em kennen, hat en och keen allze vill grousse Problem, fir dat ze maachen. Duerfir ee ganz grousse Merci dem Rapporteur. Mir wäerte bien entendu eis Zoustëmmung zu deem Projet do ginn.

Ech hätt awer just vläicht eng allerlescht Remarque an éischter eng Fro un den zoustännege Minister, well an deem Projet och d'Réglementatioun vun der Akkreditatioun a vum Contrôle vun de Prestataires de services am Commerce électronique geregelt gëtt, wat eigentlech eng ganz wichteg Roll vun deem ILNAS ass.

An an deem Kontext schéngt mir, an ech si bestëmmt do net deen Eenzegen, déi Meenung gëtt sécherlech vun deene meeschte vun de Kolleegen och hei gedeelt, ass den Dateschutz och essenziell.

An do ass eigentlech meng Fro, Här Minister, inwiefern elo den ILNAS an Zukunft och mat der Commission nationale de la protection des données do zesummeschafft, wat effektiv d'Akkreditatioun an d'Surveillance an de Contrôle vun deene Prestataires de services ugeet.

Dat gesot, nach eng Kéier ee ganz grousse Merci a Félicitatiounen un de Rapporteur, a mir wäerten dee Projet mat Begeeschterung stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet d'Madame Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op dëser Plaz wëll ech kuerz op den allgemenge Kader vum Gesetzestext iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS agoen, ouni awer dobäi an d'Déift vun den techneschen Detailer ze goen, well de Rapporteur dat jo schonn ausféierlech gemaach huet.

Den ILNAS, oder Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, ass eng Entitéit, déi vläicht net esou bekannt ass, mä awer wichteg Fonctiounen iwwerhëlt, an dat am Beräich vum Opstellen an Erhale vun national an international unerkannten Normen.

Dës Norme kënne vu ganz ënnerschiddlecher Natur sinn, mä et geet ëmmer dorëms, e bestëmmte Standard oder Referenz bei verschiddene Produiten anzeféieren a sécherzestellen.

Ech wëll Iech an deem Sënn e puer Beispiller ginn, dat einfachste Beispill vläicht als Éischt: Mir wëssen alleguerten, wat en DIN-A4-Blat ass. Et ass e Blat, wat der Norm DIN A4 entsprécht, oder deem seng Dimensiounen 210 op 297 mm entspriechen. Dës Norm, déi schonn an den 20er Joren agefouert gouf, mécht eis d'Liewe méi einfach, andeems mer alleguerten direkt wëssen, wat gemengt ass. Awer och sinn zum Beispill d'Imprimanten op dëse Pabeier ausgeluecht, soudass een direkt am Buttek weess, dass d'Imprimante, déi ee kafe wëllt, och DIN-A4-Pabeier bedrécke kann.

En anert Beispill betrëfft d'Fernseher. Wa mer haut an e Geschäft ginn, da fanne mer verschidde Modeller, wat d'Qualitéit vum Bild ugeet. Et gëtt zum Beispill „high definition", „ultra high definition" a 4K-Resolutiounen. Och hei verstoppe sech hannert dësen Nimm technesch Elementer. Si ginn dem potenzielle Keefer awer eng schnell Indikatioun, wat hie sech à propos Bildqualitéit vum Fernseher erwaarde kann.

Här President, ech mengen, dës Beispiller illustréieren op eng einfach Manéier, dass esou Normen, wéi den ILNAS se produzéiert, e Bestanddeel vun eisem Zesummeliewe sinn. Well sech d'Technologien awer ëmmer weiderentwéckelen, wéi zum Beispill bei den Téleeën, muss den ILNAS mat dësen Evolutioune Schrëtt halen. Folglech ginn et och ëmmer nei Entwécklungen um europäesche Plang, wat dës Normen ugeet, un déi sech den ILNAS upasse muss. Et ass genau an dësem Zesummenhang, wou de Gesetzestext, iwwert dee mir de Mëtteg schwätzen, sech positionéiert. Et geet drëms, den ILNAS ze reorganiséieren, soudass en den aktuellen Ufuerderunge vun enger Wëssensgesellschaft ka gerecht ginn.

Här President, et ass wichteg, dass mir haut de Mëtteg dësem Gesetzesprojet eng breet Zoustëmmung ausschwätzen, well et e Gesetzestext ass, vun deem immens vill Betriber profitéieren, fir sech weiderzëentwéckelen, a vun deem Privatpersoune profitéieren, wa se Produite kafen a benotzen.

Ech wëll och op dëser Plaz dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellenten an ausféierleche schréftleche wéi och mëndleche Rapport. An ech ginn och heimadder den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Elvinger. Dann huet d'Wuert den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Majo, Här President, och vun der grénger Fraktioun wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schréftleche Rapport an och säi mëndleche Rapport. En huet op déi Problematik higewisen, insbesondere, wat d'Struktur vun dem ILNAS ugeet. Doriwwer ass effektiv schonn an der leschter Legislatur debattéiert ginn. Dës Kéier hu mer eng gutt Léisung fonnt. Dofir Merci nach eng Kéier fir d'Ausdauer. An domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, och vun eiser Säit aus kann een nëmme feststellen, dass alles gesot ass. En häerzleche Merci un de Rapporteur. Ech schléisse mech ganz gär am Numm vun der ADR all deene luewende Wierder un, déi de Rapporteur sech verdéngt huet. Och vun eiser Säit aus eng ganz grouss Zoustëmmung zu deem Gesetz.

Merci.

M. le Président.- Merci. Den Här Turpel huet d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ech brauch net méi ze erklären, wéi wichteg datt d'Normalisatioun ass an de Contrôle och vun der Qualitéit vu Spillsaachen op europäescher Ebene, och d'Sécherheet vun den elektreschen Apparater. Also, alles dat mécht scho Sënn, soulaang wéi mer net bei d'Krëmmt vun de Bananne kommen, mä hei geet et jo net dorëms. Hei geet et jo ëm sënnvoll Standarden, Sécherheetsnormen, déi musse kënne kontrolléiert ginn, geregelt ginn an esou weider.

Et si just e puer Saachen, déi mech e bësse beonrouegen am Projet, esou wéi en elo virläit. Dat eent, dat ass de Rôle vun der ITM, déi hei eng Rei Aufgaben ewechgeholl kritt. Pour cause, well se do mat Contrôlë befaasst war, déi se näischt uginn. Am Artikel 22 geet och Rieds vun den Accidenter, iwwert déi d'ITM bis elo informéiert ginn ass a se elo net méi informéiert ginn ass. Ech weess net, ob dat esou gutt ass.

Dat Zweet, wat mech beonrouegt, dat ass, datt mer wëssen, datt d'Struktur net genuch Personal huet. An dat ass jo och erklärt an den Exposé des motifs, an do soll dann d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir op Sous-traitanten, op Privatfirmaen zréckzegräifen, wat ech net onbedéngt esou eng gutt Iddi fannen an esou engem wichtegen normative Beräich.

An zum Schluss wëll ech soen, datt mir trotz deene Froen a Bedenken de Projet stëmmen, wéinst senger gesamter Wichtegkeet an och an der Perspektiv an an der Expectative, datt déi Normen, déi hei kontrolléiert ginn, net hifälleg ginn, wa mer ee Fräihandelsofkommes kréien, wat dorobber erausleeft, fir déi Saachen hei ze ënnerwanderen. Mä wann ech d'Sensibilitéit vun den Deputéierte kennen, fir dat alles ze halen, dann däerft ech mer do eigentlech keng Suerge maachen an da misst eigentlech den TTIP scho laang um Tipp leien, da bräichte mer net méi driwwer ze schwätzen.

Merci.

M. le Président.- Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun. An d'Wuert huet elo de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Alleréisicht dem Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Rapport, dee mer och erlaabt, dass ech hei stoe bleiwen an net muss no vir kommen, fir nach weider vill Explikatiounen ze ginn, well dat alles ganz gutt erkläert war. Et ass effektiv en héich techneschen Dossier.

Ech wëll just kuerz op déi Fro agoe vum honorabelen Deputéierte Mosar. Et ass esou, dass dat heite Gesetz de Grondstee leet fir de Contrôle vun der Akkreditatioun. An all weider Zesummenaarbechten, zum Beispill wat den Dateschutz ugeet, ginn herno iwwer Lois spéciales gemaach. Dat war och an den Diskussioune mam Statsrot eng Fuerderung, fir ze soen: Dir kënnt dat net elo alles an ee Gesetz maachen, Dir musst dat au cas par cas maachen.

An da vläicht zum Här Turpel. Ech mengen, déi Zesummenaarbecht, déi mer hei ustriewe mam Privatsecteur a verschiddene Punkten, dat hëlleft eis effektiv méi effikass kënne virzegoen, méi effikass kënnen ze schaffen an och kënne Käschten ze spueren. Ech hunn do keen Zweifel, dass dat positiv wäert verlafen.

Op dem Här Turpel seng Uspillung, wat den TTIP ugeet, ginn ech elo léiwer net an, well soss misst ech awer no vir kommen, an dat erspueren ech mer hei.

Ech wëll nach just op dëser Plaz dem Direkter vum ILNAS, dem Här Reiff, an och hirem Jurist, dem Här Gudmannsson, e grousse Merci soe fir déi Aarbecht, déi se hei geleescht hunn, well ëmmerhin ass et net nëmmen eng Modifikatioun vun engem Gesetz, mä mir hu carrément dat ganzt Gesetz, wat bestanen huet mat all deenen Onmasse vu Reglementer, op den Tipp geheit an alles komplett nei verfaasst, wat keng einfach Aufgab ass.

Dofir ee grousse Merci u si an och un hiert ganzt Team. Merci Iech.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, och vun eiser Säit aus kann een nëmme feststellen, dass alles gesot ass. En häerzleche Merci un de Rapporteur. Ech schléisse mech ganz gär am Numm vun der ADR all deene luewende Wierder un, déi de Rapporteur sech verdéngt huet. Och vun eiser Säit aus eng ganz grouss Zoustëmmung zu deem Gesetz.

Merci.

M. le Président.- Merci. Den Här Turpel huet d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, ech brauch net méi ze erklären, wéi wichteg datt d'Normalisatioun ass an de Contrôle och vun der Qualitéit vu Spillsaachen op europäescher Ebene, och d'Sécherheet vun den elektreschen Apparater. Also, alles dat mécht scho Sënn, soulaang wéi mer net bei d'Krëmmt vun de Bananne kommen, mä hei geet et jo net dorëms. Hei geet et jo ëm sënnvoll Standarden, Sécherheetsnormen, déi musse kënne kontrolléiert ginn, geregelt ginn an esou weider.

Et si just e puer Saachen, déi mech e bësse beonrouegen am Projet, esou wéi en elo virläit. Dat eent, dat ass de Rôle vun der ITM, déi hei eng Rei Aufgaben ewechgeholl kritt. Pour cause, well se do mat Contrôlë befaasst war, déi se näischt uginn. Am Artikel 22 geet och Rieds vun den Accidenter, iwwert déi d'ITM bis elo informéiert ginn ass a se elo net méi informéiert ginn ass. Ech weess net, ob dat esou gutt ass.

Dat Zweet, wat mech beonrouegt, dat ass, datt mer wëssen, datt d'Struktur net genuch Personal huet. An dat ass jo och erklärt an den Exposé des motifs, an do soll dann d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir op Sous-traitanten, op Privatfirmaen zréckzegräifen, wat ech net onbedéngt esou eng gutt Iddi fannen an esou engem wichtegen normative Beräich.

An zum Schluss wëll ech soen, datt mir trotz deene Froen a Bedenken de Projet stëmmen, wéinst senger gesamter Wichtegkeet an och an der Perspektiv an an der Expectative, datt déi Normen, déi hei kontrolléiert ginn, net hifälleg ginn, wa mer ee Fräihandelsofkommes kréien, wat dorobber erausleeft, fir déi Saachen hei ze ënnerwanderen. Mä wann ech d'Sensibilitéit vun den Deputéierte kennen, fir dat alles ze halen, dann däerft ech mer do eigentlech keng Suerge maachen an da misst eigentlech den TTIP scho laang um Tipp leien, da bräichte mer net méi driwwer ze schwätzen.

Merci.

M. le Président.- Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun. An d'Wuert huet elo de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Alleréisicht dem Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Rapport, dee mer och erlaabt, dass ech hei stoe bleiwen an net muss no vir kommen, fir nach weider vill Explikatiounen ze ginn, well dat alles ganz gutt erkläert war. Et ass effektiv en héich techneschen Dossier.

Ech wëll just kuerz op déi Fro agoe vum honorabelen Deputéierte Mosar. Et ass esou, dass dat heite Gesetz de Grondstee leet fir de Contrôle vun der Akkreditatioun. An all weider Zesummenaarbechten, zum Beispill wat den Dateschutz ugeet, ginn herno iwwer Lois spéciales gemaach. Dat war och an den Diskussioune mam Statsrot eng Fuerderung, fir ze soen: Dir kënnt dat net elo alles an ee Gesetz maachen, Dir musst dat au cas par cas maachen.

An da vläicht zum Här Turpel. Ech mengen, déi Zesummenaarbecht, déi mer hei ustriewe mam Privatsecteur a verschiddene Punkten, dat hëlleft eis effektiv méi effikass kënne virzegoen, méi effikass kënnen ze schaffen an och kënne Käschten ze spueren. Ech hunn do keen Zweifel, dass dat positiv wäert verlafen.

Op dem Här Turpel seng Uspillung, wat den TTIP ugeet, ginn ech elo léiwer net an, well soss misst ech awer no vir kommen, an dat erspueren ech mer hei.

Ech wëll nach just op dëser Plaz dem Direkter vum ILNAS, dem Här Reiff, an och hirem Jurist, dem Här Gudmannsson, e grousse Merci soe fir déi Aarbecht, déi se hei geleescht hunn, well ëmmerhin ass et net nëmmen eng Modifikatioun vun engem Gesetz, mä mir hu carrément dat ganzt Gesetz, wat bestanen huet mat all deenen Onmasse vu Reglementer, op den Tipp geheit an alles komplett nei verfaasst, wat keng einfach Aufgab ass.

Dofir ee grousse Merci u si an och un hiert ganzt Team. Merci Iech.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Wirtschaftsminister. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6315 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6315 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss an de Projet 6315 ass unanime ugeholl mat 60 Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Projet vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 6673 iwwert déi fräi Zirkulatioun vun de Leit an d'Immigratioun. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel.

6. 6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet huet den Aussen- an Immigratiounsminister den 31. Mäerz hei an der Chamber déposéiert. Direkt ee Mount drop koum den Avis vum Statsrot an dunn hu mer an der Kommissioun och ganz séier geschafft a mir konnten de 5. Juni de Rapport an der Kommissioun unhuelen.

Wourëms geet et heibäi? Et geet ëm dräi punktuell Modifikatioune vum Immigratiounsgesetz, wat mer jo hei am Joer 2008 unanime an dëser Chamber gestëmmt hunn. An dës Modifikatioun war néideg, well d'Europäesch Kommissioun eng Evaluatioun vun der Ëmsetzung vun der sougenannter Directive «retour» gemaach huet. An dofir hu mer missen e puer Punkten hei änneren.

D'Regierung huet de Projet de loi also ganz séier op den Instanzewee geschéckt, fir ebe just deene Remarquë vun der Kommissioun Rechnung ze droen a fir d'Ouverture vun enger Procédure d'infraction, esou wéi den Artikel 258 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dat virgesäit, fir dat alles ze verhënneren.

Den éischte Punkt vun deenen dräi Punkte weist, dass et sech wierklech nëmmen ëm eng minimal Modifikatioun handelt. D'Directive «retour» férdert d'Méiglechkeet vun den Départs volontaires. An an deem Kontext regelt se och am Artikel 8 den Délai fir deen Départ volontaire an och d'Verlängerung vun deem Délai, an ech zitéieren: «…en tenant compte des circonstances propres à chaque cas, telles que la durée du séjour, l'existence d'enfants scolarisés et d'autres liens familiaux et sociaux».

Or, am Lëtzebuerger Gesetzestext, am Artikel 111 vum Immigratiounsgesetz stinn dës Beispiller net dran. An dat war och deemools vun eis esou hei gewollt, well dee Moment, wou den initialen Text formuléiert gouf, huet de Statsrot regelméisseg eis drop opmierksam gemaach, dass mer keng Beispiller a Gesetzestexter sollen opzielen. En huet dat kritiséiert. An en huet awer elo, wéi en dësen Avis gemaach huet, Verständnis dofir gewisen. A mir hunn elo eben déi betreffend Dispositiounen opgrond vun deene Remarquë vu Bréissel an den Text ageschriwwen, wat souwéisou bei der Ëmsetzung vun deem Text a wat an der Praxis souwéisou ëmmer hei zu Lëtzebuerg esou gemaach ginn ass, wéi et och elo do steet. Et ännert sech also an der Praxis näischt.

Den zweete Punkt betrëfft Fäll, wou niewent enger Décision de retour och eng Interdiction d'entrée sur le territoire prononcéiert gëtt. De betreffenden Artikel 112 Paragraph 1 am Immigratiounsgesetz gëtt also komplettéiert an deem Sënn, dass eng Persoun, géint déi eng Interdiction d'entrée sur le territoire ausgeschwat gouf, doriwwer informéiert muss ginn, dass hir Donnéeën an de Schengener Informatiounssystem SIS II komme wäerten.

Och den Inhalt vun där heiter Demande vun der Kommissioun geet eiser Meenung an och der Meenung vum Conseil d'État no net kloer aus der Direktiv ervir. Mä d'aussepolitesch Kommissioun hat awer kee Problem, dës Dispositioun am Sënn vum Text vun der Europäescher Kommissioun ze änneren.

An dann déi drëtt Ännerung, dat ass eng Modifikatioun vum Artikel 140 vum Immigratiounsgesetz, déi wéinst enger Jurisprudenz vun der Cour de justice vun der Unioun geännert muss ginn. An an deem betreffenden Arrêt, do schwätzt d'Cour sech géint penal Sanktioune wéinst engem Séjour illégal géint Persounen aus, déi aus Drëttstate kommen, wann net d'Prozedur aus der Direktiv komplett applizéiert gouf, dat heescht, wann d'Mesures coercitives aus dem Artikel 8 vun der Direktiv net ugewannt goufen oder, am Fall vun der Rétentioun, wann d'Durée maximale vun der Rétentioun net eriwwer ass. Deen neien Artikel 140 limitéiert also penal Sanktiounen op déi Fäll, bei deenen eng Procédure de retour applizéiert gouf an deejéinegen illegal am Land bleift, ouni e Motiv fir en Non-retour ze hunn.

Voilà, Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, hoffen ech natierlech, dass mer dëse Projet de loi kënnen unanime stëmmen, an ech ginn domadder och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Ech hu Wuertmeldungen, hei op dëser Säit vum Här Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo. Just, Här President, ganz kuerz, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir dee Rapport. Et ass effektiv hei jo eng Adaptatioun vum Text, déi noutwendeg ginn ass duerch d'Evaluatioun, déi d'Europäesch Kommissioun gemaach huet. An et si minimal Modifikatiounen, déi hu missen och schnell gemaach ginn dofir haut hei. Mir wëssen awer, datt och nach eng ganz Rei aner Ännerungen an deem Gesetz hei virgesi sinn. Mir waarden och mat Spannung drop, datt déi Ännerunge kommen, déi eis och als wichteg erschéngen.

Ech wollt also och a kuerze Wierder just den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wäert mech och ganz kuerz halen. Effektiv war hei eng gewëssen Urgence a mer sinn och ganz frou, datt d'Regierung hei schnell agéiert huet, fir déi puer kleng Adaptatiounen, Modifikatioune kënnen eranzeginn. Hei an der Chamber hu mer och dat schnell evakuéiert. Duerfir jiddwerengem Merci, deen dorunner geschafft huet. Besonnesch awer dem Rapporteur wëll ech Merci soe fir seng gutt Aarbecht an och säi gudden, kuerzen, mä awer pertinente Bericht. An deem Sënn wëll ech och natierlech den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Dann huet d'Wuert gefrot den Här Kartheiser.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President!

M. le Président.- Ah, entschëllegt. Entschëllegt!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech hat gemengt, mir wieren agedroe gewiescht. Ech wollt och kuerz…

M. le Président.- Selbstverständlech hutt Dir dann d'Wuert, Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir ännere mat dësem Gesetz dräi Dispositiounen am Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'libre circulation vun de Persounen an iwwert d'Immigratioun. De Rapporteur huet et gesot, mir reagéieren domadder op Observatioune vun der Europäescher Kommissioun. An datt eng gewëssen Urgence do ass, ass och gesot ginn. Soss géife mer riskéieren, eng Procédure d'infraction ze kréien.

Ech brénge fir déi gréng Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi. Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech wëll awer och all deene Leit heibannen an dobaussen, déi mengen, et misst ëmmer alles direkt a matenee geschéien, soen, och als Majoritéitsdeputéierten, datt mer heimadder net alles realiséieren, wat am Regierungsprogramm zum Thema Immigratioun steet. Ech ginn och elo net an den Detail an. Ech mengen, den Här Wiseler huet et ugeschwat. Fir 2015 ass e Gesetz ugekënnegt. Do waarde mer drop. An ech mengen, mir sinn eis och alleguerte bewosst, datt mer Immigratioun an Integratioun net kënne lassgeléist vuneenee kucken.

Mir sinn eis bewosst, datt Mënschenhandel an illegal Immigratioun e Problem sinn. Ech sinn awer och der Meenung, dat een net soll iwwerdreiwen. Et kann een et awer och net négligéieren. Mir brauchen e Kader fir eng legal Immigratioun, an Europa an och zu Lëtzebuerg. D'Lëtzebuerger Regierung soll sech op europäeschem Niveau derfir asetzen, datt d'Immigratiounspolitik vum Prinzip vun de Mënscherechter an dem Respekt virun der Mënschewürd gefouert gëtt. Wéi gesot, 2015 solle mer dann en neit Gesetz kréien.

Lëtzebuerg ass eent vun deene Länner, dat déi meeschten Demandeurs d'asile kritt, natierlech par rapport zu den Zuele vun den Awunner. An datt d'Gemenge sollen hir Verantwortung iwwerhuelen, steet och am Regierungsprogramm. Merci all deene Gemengen, déi dat bis elo scho gemaach hunn. Ech mengen, et sinn der eng Rei. An datt der nach eng Rei nokommen, dat steet och dann nach aus.

Duerfir, wéi gesot, dee Projet de loi hei kritt den Accord vun der gréinger Fraktioun, mä domadder ass d'Thematik net ofgeschloss.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. D'Wuert huet den Här Kartheiser an duerno den Här Urbany.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun eiser Säit aus och e Merci un de Rapporteur. Mir stëmmen dat Gesetz mat. Mä firwat stëmme mer et mat? Well déi drëtt Modifikatioun, den Artikel 140, do ass effektiv Substanz dran.

Mä ech mengen, mir sollten dësen Text emol eng Kéier kucken, fir e Liicht ze werfen op d'Relatioun zwëschent der Europäescher Kommissioun a Lëtzebuerg.

Wat sinn déi Punkten, iwwert déi mer hei esou séier ewechginn? Wat kréie mer reprochéiert vun der Europäescher Kommissioun, fir dann eventuell eng Infraktiounsprozedur unzeféieren?

Dat muss ee sech emol virstellen, wat hei vun eis verlaangt gëtt! A wéi mir hei follege géintiwwer der Europäescher Kommissioun wéi e Schoulbouf sengem Schoulmeeschter! Ech ginn lech dat emol nach eng Kéier, den Här Angel huet et zwar gutt proposéiert, mä loosse mer et nach eng Kéier emol kucken.

Also, dat Éischt ass, datt mer sollte Beispiller an en Text setzen, wou mer eng gutt Formulatioun am Gesetz haten. Mir haten eng allgemeng Formulatioun: «eu égard à la situation personnelle de l'étranger». An elo solle mer e puer Beispiller dohisetzen, vun deenen de Statsrot, mat Recht, ëmmer gesot huet, mir sollte keng Beispiller an e Gesetzestext stellen. Dat ass eng mauvaise Technique législative. Dat wësse mer jo all heibannen. A mir hunn dat jorelaang hei praktizéiert.

Elo, well d'Europäesch Kommissioun mengt, do sollten esou Beispiller drastoen, well dat eng Valeur indicative et illustrative hätt, mä all Beispill huet par définition eng Valeur indicative et illustrative, dat ass de Propre dovun, d'Definitioun dovun, aucune valeur ajoutée, an da soe mir: Ah jo, majo, dann ännere mir hei eis Technique législative hei am Land, well Dir dat mengt, an da schreiwe mer dat dran. Dat, fannen ech, ass séier ëmgefall. An esou séier soll een net ëmfalen.

D'selwecht bei deem zweete Kommentar. Den Här Angel huet dat jo och gesot. Elo musse mer draschreiwen eppes, wat iwwerhaapt net

am europäesche Reglement virgesi war, an de Statsrot huet dat och selwer gesot. Déi Direktiv an dat Reglement, op dat mir eis bezéien, dovunner seet de Statsrot, mat Recht: «ne contient aucune règle sur l'information de la personne signalée».

Mir hunn also kee Feeler bei der Ëmsetzung vun där Direktiv gemaach respektiv bei der Applikatioun vum Reglement. An elo solle mer, obschonn iwwerhaapt dat net virgeschriwwen ass, eng Formulatioun drasetzen iwwert d'Informatioun vun deene betraffene Leit. An zwar gëtt se och nach esou spezifesch gemaach mat Bezuch op e bestëmmte Rechtstext mat dem Artikel, soudatt mer dat dann all Kéiers nach mussen ännere goen, wann eng Ännerung am europäesche Rechtskierper dann entsteet. Dat ass dann ze vill spezifesch.

Op deenen zwee Artikele maache mer also Modifikatiounen, déi och nach eng mauvaise Technique législative sinn, ouni datt se an der Substanz eppes änneren, wéinstens net zum Gudden, nach éischter zum Schlechten.

Mam drëtte Punkt kënne mer d'accord sinn, dat ass eng Verbesserung. An dofir stëmme mer d'Gesetz och.

Awer dann nach eng Bemierkung, well mer hei och national net ganz zefridde si mat där Prozedur, wéi dat hei leeft. An zwar hätte mir gär als ADR jo och eng kloer Trennung tëschent deene Funktioune vun eise verschiddenen Institutiounen am Stat, fir datt se besser fonctionnéieren.

Mir bedaueren, datt deeselwechten Expert, deen d'Regierung ëmmer am Parlament vertrëtt, wann heiriwwer geschwat gëtt, och Member am Statsrot ass. Mir géifen eis wënschen, datt do eng personell Trennung geschitt. An dann, wann eng personell Trennung geschitt, da kéint een och vläicht mat méi Aen op esou Texter kucken a méi informéiert a mat méi Distanz déi Saachen evaluéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, ech si mam Här Adam grondsätzlech d'accord, dass mer e schlecht Immigratiounsgesetz hunn an dass nach villes muss dru verbessert ginn.

Hei gëtt am Fong geholl an deem drëtte Punkt eppes geännert, an zwar, dass ee bis elo konnt direkt an de Prisong kommen, wann ee sech illegal hei opgehalen huet. Ech mengen, et muss een emol fir d'Éischt kritiséieren, dass dat 2008 iwwerhaapt an dat Gesetz iwwert d'Immigratioun konnt opgeholl ginn, esou eng Moossnam. Mir hu virdrun iwwert d'Iwwerbevëlkerung am Prisong geschwat zum Beispill, just nëmmen dee Lien wëll ech hei maachen.

Wat elo drasteet als Text, dat ass eng liicht Verbesserung. Et ass awer och keng grondsätzlech Verbesserung, well nodeem ee bis an Abschiebehaft war, kann een ëmmer nach an de Prisong gesat ginn, wann een trotzdeem sech dann hei am Land ophält.

Ech sinn ausnahmsweis fir eng Kéier d'accord mam Här Kartheiser, wat e seet zu där schlechter Technique législative, well wann een an e Gesetzestext Beispiller erasetzt, dat fannen ech ganz schlecht. An ech hunn déi Formuléierung virdrun och vill, vill besser fonnt, relativ gesinn, an deem relativ negative Kontext, an deem all déi Dispositioune stinn.

Mir wäerten eis aus all deenen Iwwerleeungen bei deem Gesetz hei trotzdeem awer nach enthalen, well mer einfach fannen, dass an engem schlechte Kontext hei légiféréiert gëtt. A mer hoffen, dass wierklech e seriöt Gesetz vu Verbesserung vun Immigratiounsbestëmmunge wäert kommen.

M. le Président.- Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen. An d'Wuert huet den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Ech wéilt fir d'Allerséischt Iech, awer och de Fraktiounen an der ganzer Chamber Merci soe fir déi Flexibilitéit. Dir wësst, et war um Ordre du jour. Et ass erofgeholl ginn, et ass elo erëm drop. An ech soen Iech Merci, well effektiv hätte mer do eng Procédure d'infraction riskéiert. An et weess ee jo net, wéi déi Geschichten ausginn.

Bon, zwou Saachen: Ech mengen, et gëtt generell eng Identité de vues, an ech si mat jiddwerengem d'accord, mam Här Adam a mam Här Urbany och, dass dat hei näischt ze dinn huet mat deem neien Immigratiounsgesetz. Dat neit Immigratiounsgesetz ass an der Aarbecht. Zil ass et, fir am Hierscht scho méi wäit ze kommen an dann effektiv 2015 driwwer ofzestëmmen.

Dat hei ass eng Korrektur, déi mer imposéiert kréie vun der Kommissioun. Här Kartheiser, et kann een elo domadder d'accord sinn oder net. Dir hutt doudsécher och a verschiddenen Aspekter Recht. Mä ech wëll vläicht just soen, dass dat, wat elo am Gesetz hei steet, mir och esou applizéieren.

Wéini hu mer Exceptioune ginn iwwer 30 Deeg eraus? Wann zum Beispill eng Persoun ofgewise war, déi erwaart huet. Dat hu mer gemaach. Mir hunn et och gemaach an deenen allermeeschte Fäll, wou mer et konnte maachen, bei Scolarisëierungen. Dass mer, während d'Kanner an der Schoul sinn, dass mer do net dann d'Retouren organiséiert hunn. Ech mengen, déi Beispiller, déi elo gefrot ginn, déi bezéie sech dorobber. Dofir solle mer eis net ze vill opreegen. Mir hunn dat do och effektiv esou praktizéiert.

Bei deem leschte Punkt. Also, ech si mat Iech d'accord, Här Urbany: Am Gesetz steet elo dran, dass een nëmmen däerf vun enger penaler Suite schwätzen, wann alles gemaach ginn ass, fir déi Retouren och méiglech ze maachen. Mä mir wëssen awer, dass et Länner gëtt, leider, och net wäit vun Europa ewech, wou et net méiglech ass, Retouren ze organiséieren. Där Länner gëtt et. An duerfir kéint et sinn, dat ass awer dann d'Décisioun selbstverständlech vum Parquet, fir ze poursuivéieren, an dann ass et jo nëmme just op eng Décision pénale hin, wou dann och géif ebe Prisong décidéiert ginn. Dat ass jo evident.

Och dat ass, wéi d'Leit mer gesot hu vun der Immigratioun, en Ausnahmefall. An dat ass och net, dass dat doten elo iergendeppes ännert un der Praxis, wéi se hei zu Lëtzebuerg geschitt ass.

Ech wëll och soe vläicht nach, fir ofzeschléissen: Ech sinn absolut net d'accord mam Här Kartheiser. Mir solle frou sinn hei am Land, dass mer Fonctionnairen hu wéi d'Madame Ecker zum Beispill, déi immens vill schafft, mam Sylvain Wagner, mam Här Reiter zesummen, an der Direktioun vun der Immigratioun, fir dass mer hei gutt Gesetzer hunn.

Mir hunn net esou vill Leit hei zu Lëtzebuerg, déi kënne gutt Gesetzer a gutt Transpositioune vun den Direktive maachen. An duerfir wëll ech deene Leit hei, ech hoffen och an de meeschte vun Ären Nimm, e grousse Merci soen, dass se dat maachen an dass mir dann hei d'Chance kréien, och gutt Gesetzer kënnen duerch d'Chamber ze bréngen an och an der Regierung unzehuelen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Jean Asselborn. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6673 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss an de Projet 6673 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthalungen, déi motivéiert sinn, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Marc Angel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Ech soen Iech Merci.

Domat ass d'Sëtzung vun haut ofgeschloss a mir gesinn eis an der Plénière erëm uganks Juli.

Merci.

(Fin de la séance publique à 16.52 heures)

- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

SÉANCE 27

MERCREDI,
2 JUILLET 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. le Président*

2. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de sa proposition en tant que candidat pour la présidence de la Commission européenne

- *M. le Président*

3. Communications du Gouvernement

- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

4. Octroi du titre honorifique à un fonctionnaire de l'Administration parlementaire

- *M. le Président*

5. Communications

- *M. le Président*

6. 6698 - Proposition de loi

1. modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays

- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

7. 6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe

- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

8. Ordre du jour

- *M. le Président*

9. Heure de questions au Gouvernement

Question n°50 du 30 juin 2014 de M. Edy Mertens relative au permis de conduire spécifique pour les agents des services de secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Edy Mertens - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°51 du 2 juillet 2014 de M. Marc Spautz relative aux futures orientations au niveau du système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°52 du 2 juillet 2014 de M. Franz Fayot relative à la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises en 2012 constatée par la Commission européenne dans le cadre de son évaluation du Programme national de réforme 2014 (cf. document COM(2014) 417), adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *M. Franz Fayot - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

Question n°53 du 2 juillet 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adressée à M. le Ministre de la Justice

- *M. Fernand Kartheiser - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

Question n°54 du 1er juillet 2014 de M. Henri Kox relative à la biodiversité et le cadastre des biotopes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. Henri Kox - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°55 du 2 juillet 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux qualifications requises pour la surveillance des activités balnéaires pendant les vacances scolaires adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *Mme Nancy Arendt - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°56 du 1er juillet 2014 de M. André Bauler relative à l'évolution des réserves nationales en eau potable suite à la sécheresse des dernières semaines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°57 du 2 juillet 2014 de M. Justin Turpel relative à la suppression du taux super-réduit de 3% sur les résidences secondaires, adressée à Mme la Ministre du Logement

- *M. Justin Turpel - Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement*

Question n°58 du 2 juillet 2014 de M. Roger Negri relative à l'allumage permanent des feux de croisement des voitures comme il est le cas déjà dans de nombreux autres pays européens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°59 du 2 juillet 2014 de M. Gilles Roth relative aux problèmes de circulation sur les autoroutes causés par les chantiers en cours ou à venir, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Gilles Roth - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°60 du 2 juillet 2014 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la création d'un organe consultatif d'étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- *Mme Claudia Dall'Agnol - M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

10. 6637 - Projet de loi portant approbation

- des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;

- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Claude Adam*

- *Discussion générale: Mme Simone Beissel, Mme Diane Adehm, M. Yves Cruchten, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6640 - Projet de loi portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle,

- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle,

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final, signés au Congrès postal universel de Genève, le 12 août 2008

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: Mme Tess Burton*

- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, M. Justin Turpel (parole après ministre), M. Xavier Bettel*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6420 - Projet de loi

- modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds National de la Recherche dans le secteur public;

- modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. André Bauler*

- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche intervient), M. Justin Turpel*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, François Bausch, Mme Maggy Nagel, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

2. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de sa proposition en tant que candidat pour la présidence de la Commission européenne

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt zum Ufank vun der Sëtzung am Numm vun eis alleguer, wann Der erlaabt, dem Jean-Claude Juncker félicitéieren, dass de Conseil européen hien a senger Sëtzung vum 27. Juni 2014 mat grousser Majoritéit als nächste President vun der Europäescher Kommissioun virgeschloen huet.

An der Persoun vum Jean-Claude Juncker hunn d'Stats- a Regierungschefen engem iwwerzeegten Europäer d'Vertraue geschenkt, deen en plus op eng laang Erfahrung zréckkucke kann a mat deene Wäerter, fir déi an eisen Aen Europa muss stoen, staark verbonnen ass.

Mir wënschen dem Jean-Claude Juncker bonne Chance fir déi nächst Etappen.

Ech wollt da froen, ob d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen huet?

(Assentiment)

De Premier huet d'Wuert.

3. Communications du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech hätt zwou Kommunikatiounen Iech matzedeelen. Déi éischt ass och schonn an der Press gewiescht an huet elo kee Lien mat der Kommissioun, mä am Kader vun de Festivitéite vun Nationalfeierdag huet d'Regierung och décidéiert, dem Jean-Claude Juncker den Titel vum Éierestatsminister ze allouéieren. Ech wollt dat och heibanne soen.

An an deem Kontext, wéi Der och scho matgedeelt kritt hutt, mat där Nominatioun vum Här Juncker als Kandidat vum Conseil, deen elo am Europaparlament de 16. d'Vertraue sollt kréien an deem seng ganz Kommissioun dann nach am Oktober datselwecht muss maachen, si mer fir dee Vide, deen elo do war - de Fait, dass d'Madame Reding jo als Europadeputéiert vereedegt gëtt -, si mer zur Iwwerzeegung komm, dass et net gutt wier - och wa verschidde Leit gemengt hunn, et sollt ee kee Kommissär nennen -, si mir der Meenung gewiescht, et wier wichteg, e Kommissär ze nennen.

Et kann net sinn, dass e Stull eidel bleift, well soss géif dat och heeschen, dass et mat manner Leit geet, a virun allem, dass dann d'Lëtzebuerger och nach en eidele Stull hunn; dat ass net gutt. An do huet d'Regierung sech och op d'Kandidatur vun der Madame Martine Reicherts gëeenegt an déi ass dann och proposéiert ginn. An de Courrier ass och gëschter erausgaangen un den Här Barroso an un de Conseil.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Keng zousätzlech Matdeelungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

4. Octroi du titre honorifique à un fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Da wollt ech d'Chamber informéieren, dass opgrond vun enger Décisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 42 vum Beamtestatut vun der Chamber dem Här Alain Bosseler, Premier huissier dirigeant, deen dëst Joer an déi wuelverdéngt Pensioun geet, den Éierentitel vu senger Fonctioun zouerkannt gouf. Mir wënschen dem Alain, deen en Urgestein vun dësem Haus ass, all Guddes fir déi nei Etapp.

5. Communications

Dann hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte läit hei um Dësch.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Chamber deponéiert goufen, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) Eng Lëscht mat de Petitiounen, déi de 26. Juni fir d'Éischt vun der Petitiounskommissioun an du vun der Conférence des Présidents als recevabel erkläert gi sinn, ass de Fraktiounen zougestallt ginn.

4) Dann huet d'Commission juridique eng Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» an d'Liewe geruff, déi sech wéi folgt zesummesetzt: den Här Léon Gloden, den Här Franz Fayot, den Här Guy Arendt, d'Madame Viviane Loschetter an den Här Roy Reding. A wann ech mech net iren, ass den Här Franz Fayot President vun där Sous-Kommissioun.

5) Dann hunn d'Commission de l'Environnement an d'Kommissioun vum Développement durable eng Sous-commission «chargée de la préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» agesat. Si setzt sech aus deenen Häre Marco Schank, Félix Eischen, Eugène Berger, Max Hahn, Frank Arndt, Roger Negri, Claude Adam, Henri Kox, Justin Turpel a Fernand Kartheiser zesummen. An den Henri Kox iwwerhélt d'Presidentschaft vun där Sous-Kommissioun.

Communications du Président - séance publique du 2 juillet 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6700** - Projet de loi portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.06.2014

***6701** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne «EUCAP Sahel Niger»*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.06.2014

***6702** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.06.2014

***6703** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 01.07.2014

3) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 26 juin 2014:

*Pétition publique n°**379** - Et gëtt eng Alternativ! Remboursement intégral des médicaments homéopathiques*

Dépôt: 27.05.2014

*Pétition publique n°**397** - Lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie*

Dépôt: 13.06.2014

*Pétition publique n°**398** - Fir d'Trennung vu Kierch a Stat - Pour la séparation de l'Église et de l'État*

Dépôt: 13.06.2014

4) La Commission juridique a constitué une Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» composée de M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, M. Guy Arendt, Mme Viviane Loschetter et M. Roy Reding.

5) La Commission de l'Environnement et la Commission du Développement durable ont constitué une Sous-commission «chargée de la préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» composée de MM. Marco Schank, Félix Eischen, Eugène Berger, Max Hahn, Frank Arndt, Roger Negri, Claude Adam, Henri Kox, Justin Turpel et Fernand Kartheiser.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Wann d'Chamber do dermat d'accord ass, dann ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass et esou. Merci.

6. 6698 - Proposition de loi

1. modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays

Déclaration de recevabilité

Dann huet an hirer Réunioun vum 26. Juni d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6698 iwwert den Enseignement fondamental an d'Schafe vu Klasse fir Kanner, déi nei an d'Land kommen, ausgeschwat. Déi Proposition de loi gouf de 17. Juni vum Här Fernand Kartheiser deponéiert.

Schléisst d'Chamber sech där Décisioun oder Propositioun un?

Une voix.- Jo.

M. le Président.- Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi 6698 est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.)

7. 6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe

Déclaration de recevabilité

An därselwechter Réunioun huet sech d'Presidentekonferenz och fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6699 iwwert d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert d'Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Koppelen ausgeschwat. Déi Proposition de loi, ouni Rücksicht op elo dat, wat um legislative Plang geschitt ass, gouf de 17. Juni vum Fernand Kartheiser deponéiert.

Schléisst d'Chamber sech där doter Propositioun un?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou décidéiert.

(La proposition de loi 6699 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

8. Ordre du jour

Den Ordre du jour, deen d'Presidentekonferenz virgeschloen huet, fannt Der an Ärem Dossier.

Mir fänken haut u mat der Froestonn an dann, aus Rücksicht op den Terminkalenner vun deenen eenzelne Regierungsmemberen, hu mer am Accord mat der Presidentekonferenz eng aner Gruppéierung vun de Projete gemaach; wat awer näischt un der Aarbecht vun der Chamber ännert.

Ass d'Chamber mat där proposéierter Formel vun dem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou a mir fänke mat enger Froestonn un d'Regierung un. Wéi Der wësst, ass déi Froestonn geméiss Artikel 83 vum Chambersreglement, dat reglementéiert: De Froesteller huet zwou Minutten Zäit an d'Regierung véier Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten. Ech wäert och drop oppassen, dass déi Zäit genee respektéiert gëtt.

Déi éischt Fro riicht sech un de Minister vum Développement durable a kënnt vum Här Edy Mertens, an et geet ëm de Führerschäi fir d'Mataarbechter respektiv d'Agente vun den Hëllefsdéngschter. Den honorabelen Här Mertens huet d'Wuert.

9. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°50 du 30 juin 2014 de M. Edy Mertens relative au permis de conduire spécifique pour les agents des services de secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bon, ech hätt eng Fro un den Nohaltegkeetsminister betreffend de Führerschäin, pardon, un den Här Innenminister betreffend de Führerschäi vun eisen Ambulancieren. Ech hu ganz vill Kontakt mat hinnen als Landdokter a si hu mech deslescht op dee Problem higewisen.

Et ass nämlech esou, datt hei am Land en Ambulancier ka mat engem normalen Autosführerschäin eng Ambulanz steieren, och wa se iwwer 3.500 Kilo weit, wat ganz schnell de Fall ass och, hunn ech mer soe gelooss, bei deenen neien Ambulanzen, déi mer kréien. Ech mengen, mäi Kolleeg Max Hahn weess, vu wat datt ech do schwätzen.

Et ass esou, datt eng Dispositioun hei am Land besteet, si kënnen hei am Land domat fueren. Mä si hu mer d'Fro gestallt, wéi ass dat elo, wa se an d'Ausland fueren. A bei mir do uewen ass dat dach awer ëfters de Fall, datt nämlech d'Patienten drop halen, op Sankt Vith oder op Baaschtnech gefouert ze ginn. An déi Ambulancieren hunn Ängscht, datt hire Führerschäin do net valabel wier. An ech wéisst gären, wéi dat wier an, wann et esou ass, wat den Här Minister gedenkt ze maachen, fir déi Situatioun ze klären.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Si war zwar un den Här Nohaltegkeetsminister geriicht, mä...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä...

M. le Président.- D'Regierung huet sech...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...d'Kompetenz vun den Ambulanciere läit beim Innenminister.

M. le Président.- Voilà. An et ass den Innenminister, deen dorop wäert äntwerten. Den Här Dan Kersch huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Effektiv, déi Problematik, déi hei ugeschwat gëtt, ass d'Problematik vum Gewiicht vun eisen Asazween insgesamt. An et ass effektiv esou, dass d'Leergewiicht eleng scho vun den Ambulanzen am Moment op 3,2 t kann eropgoen. An dat bréngt dann d'Problematik mat sech, dass effektiv dat méi wéi 3.500 kg sinn, wann dat besat ass. Ëmsou méi, wann och nach zousätzlecht Material vun de SAMUe muss matgefouert ginn. An dofir ass schonn d'lescht Joer e Règlement grand-ducal geholl ginn, deen de Code de la Route ofännert an deem Sënn, dass déi Leit, déi fir d'Protection civile aktiv sinn, wa se eng extra Genehmegung vum Intérieur hunn, kënnen da Gefierer fueren, déi bis 4,25 t ginn.

Ech muss allerdéngs soen, dass dat richteg ass, dass déi Genehmegung selbstverständlech nëmmen op den Territoire vum Grand-Duché reduzéiert ass, dass mer also d'Problematik hunn, dass, wann déi Gefierer an d'Ausland ginn, mer effektiv dee Problem kéinte kréien, deen den Här Mertens hei opgeworf huet. An dofir si mer amgaangen, souwuel mat der Belsch wéi och mat Frankräich an och mat Däitschland bilateral Accorden ze fannen, fir dass et vice versa méiglech ass, dann déi Asazween ze gebrauchen, och wa se déi 3,5 t géifen iwwerschreiden.

Ech wollt vläicht soen, dass den Accord, wat d'Belsch ugeet, souwäit ënnerschrëftsräif ass, dass mer awer just nach drop waarden, dass déi nei belsch Regierung en place ass, fir dat da kënnen ze maachen.

Mir sinn och mat de Fransouse scho relativ wäit virukomm. D'Concertatioune si scho geschitt an et ass eis Ambitioun, nach dëst Joer zu engem Accord ze kommen.

Den Thema ass och ugeschnidde gi bei Geleeënheet vun der Ministerkonferenz tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der Regierung vu Rheinland-Pfalz, an do ass festgehale ginn, dass dat net kann um Niveau vun de Länner geregelt ginn, mä dass mer dat mussen um Niveau vum Bund maachen. An och do sinn déi éischt Consultatioune scho geholl ginn, soudass ech mengen, dass mer déi Problematik do erkannt hunn an dass mer och esou séier wéi méiglech wäerte Remedur schafen.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Déi nächst Fro, dat ass d'Fro N°51, kënnt vum Här Marc Spautz a riicht sech un d'Famillejeministesch a betrëfft de Regime vun de Familljenzoulagen. Den Här Spautz huet d'Wuert.

- Question n°51 du 2 juillet 2014 de M. Marc Spautz relative aux futures orientations au niveau du système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Fro geet an déi Richtung: D'Madame Familljeminister hat mer am Januar geäntwert, dass am Laf vum Joer gegebenenfalls Ännerunge géifen un de Familljenzoulage virgeholl ginn. D'Regierung ass amgaangen, de Budget ze ficeléiere fir d'Budgetsjoer 2015, soudass ech dovun ausginn, dass da schonn d'Décisioun gefall ass, ob eppes geschitt un de Familljenzoulagen oder net.

Dofir ass meng Fro: Gëtt eppes geännert fir d'Budgetsjoer 2015?

Dat huet jo Relatioune mam Statsbudget. Dat huet awer och Relatioune mam Privatbudget vun de Leit doheem, fir dass si och wëssen, wat am Joer 2015 op se zoukënnt, a gegebenenfalls och op de kommunale Budget, well deemno, wat jo dann déi nei Propositioun wier, misste jo och d'Gemenge Bescheed wëssen, fir 2015 deementspriechend hir Budgete kënnen opzestellen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet d'Familljeministesch, d'Madame Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz villmools Merci fir d'Fro. Dir frot mech e bëssen iwwert den Timing, an Dir hutt richteg gesot, ech sot „am Laf vum Joer", a mir sinn och amgaangen, am Moment drun ze schaffen.

Ech erlabe mer awer, vun der Geleeënheet ze profitéieren, well ech jo e bëssen Zäit hunn, fir nach eng Kéier ze insistéieren, op wat mer elo schaffen a wéi mer am Moment am Fong geholl virginn. Mir wëllen op kee Fall d'Liewensaart a -weis vun de Leit jugéieren oder och a Fro stellen. Mir sinn der Meenung, dass jiddweree soll kënnen a muss liewen, wéi e wëllt, an och virun allem säi Familljeliewen a seng Kanner esou soll kënnen organiséieren, wéi en dat virhuet. Et steet eis op jidde Fall net zou ze jugéieren. A mir respektéieren do och all Choix an dësem Kontext.

Et ass awer natierlech esou, dass déi dräi Partner am Koalitiounsaccord festgehalen hunn, dass mer fir d'Zukunft eng aner Politik hei am Land wëlle maachen. Dëst ass och wuel néideg. Mir hunn national an awer och op europäeschem Plang, zum Beispill, ons engagéiert, fir d'Zuel vun de Fraen um Aarbechtsmarché ze erhéijen. Mir hunn ons verflicht, fir d'Chancëgläichheet ze förderen. An d'Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra, dat heescht och, finanziell onofhängeg vum Partner ze sinn, sech sozialverséchert ze hunn an deemno och natierlech, a mir schwätzen dacks driwwer, spéiderhin och eege Pensiounsrechter ze hunn. Dat ass zum Beispill eppes, wat mer an deene ganzen Diskussiounen hei berücksichtegen.

Do dernieft wëlle mer awer och virun allem an dësen Diskussiounen d'Startchancë fir d'Kanner berücksichtegen am Liewen. All Kand ass gläich. A mir mussen eben derfir suergen, dass weder d'Nationalitéit nach de sozialen Hannergrond ausschlaggebend sinn dofir, ob e Kand an Zukunft méi Chancen huet oder net.

Mir stellen awer och fest, dass mer eis op där enger Säit déi Ziler do ginn hunn, op där anerer Säit awer d'Objektiver de Moment op jidde Fall nach net erfëllen. An der Schoul op jidde Fall diktéiere leider de sozialen Hannergrond respektiv d'Nationalitéit nach ëmmer ze dacks d'Réussite oder den Échec vun de Kanner. A genee dat veranlasst eis dozou, eis Politik aus de vergaangene Joren, déi ech hei wierklech net beuerteelen oder bewäerte wëll, ze iwwerschaffen a se eben un d'Ziler unzepassen, déi mer eis haut als Gesellschaft ginn, an eben och, fir de Besoine vun de Leit - an alle Leit - an de Familljen a virun allem de Kanner wëlle gerecht ze ginn.

Bon, mir sinn, wéi gesot, amgaangen ze kucken tëschent de Ministèren, net nëmmen um Familljeministère, mä och um Niveau Kannergeld, mä awer och an der Logementspolitik, an der Schoulpolitik, an dann an enger zweeter Phas dann och um Niveau vun de Steieren, fir eng ganzheetlech Politik ze maachen, eng ganzheetlech Approche ze kréie par rapport zu de Kanner an zu de Familljen.

Mir kucken eben d'Kannergeld net isoléiert, mä am Zesummespill mat Leeschtungen, déi mer op anere Plaze ginn. An dat Ganzt ebe mam Zil, dass d'Kanner an d'Familljе solle gestäerkt ginn. Dat heescht, d'Kanneraarmut wëlle mer systematesch bekämpfen op all Niveau an d'Startchancen an d'Liewe wëlle mer wierklech verbesseren.

Bon, déi Diskussioune sinn, wéi gesot, nach voll amgaangen tëschent eise Ministèren. Dofir dann e Wuert zur Method an zum Timing. Ech hu vun Ufank un den Dialog mat de Sozialpartner gesicht a wäert dat och an Zukunft wëllen esou maachen. D'Zil ass et natierlech, am Intérêt vum Land, vun de Leit a virun allem awer vun de Kanner déi beschtméiglech Politik fir d'Zukunft ze maachen.

Soubal mer zu ofschléissende Konklusioune komm sinn, wäert ech natierlech och d'Chamber doriwwer informéieren. An ech wier och frou, wa mer hei am Haus dann och eng Diskussioun kéinten doriwwer féieren.

Wéi gesot, déi ganzheetlech Approche ass eis wierklech wichteg, déi ass méi wichteg wéi den Timing. Mä mir schaffen äifreg drun. An ech sinn am Fong confiante, dass mer awer dann dat iergendwann eng Kéier méi prezis kënne matdeelen. Dëst Joer dauert bis den 31. Dezember, dofir hunn ech jo dann nach e bëssen Zäit.

Merci.

M. le Président.- Merci och der Familljeministesch. Mir kommen dann elo zur Fro N°52, an déi kënnt vum Här Franz Fayot a betrëfft d'Recherche- an d'Développements-Aarbecht an eise Betriber. Den Här Franz Fayot huet d'Wuert. An ech géif och bieden, dem Riedner nozelauschteren.

- Question n°52 du 2 juillet 2014 de M. Franz Fayot relative à la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises en 2012 constatée par la Commission européenne dans le cadre de son évaluation du Programme national de réforme 2014 (cf. document COM(2014) 417), adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Et ass eng Fro, déi sech un den Här Wirtschaftsminister riicht. Am Kader vun hire Recommandatiounen am Kontext vum Programme national de réforme huet d'Europäesch Kommissioun Ufank Juni folgende Constat gemaach, dee gemaach ginn ass am Kontext vun der Kompetitivitéit vum Land a méi spezifesch, wat Recherche & Développement ugeet zu Lëtzebuerg, an do seet d'Kommissioun an hirer Virlag fir de Conseil, an ech zitéieren:

«Le quadruplement de l'intensité de R&D du secteur public depuis 2000 reflète la volonté de renforcer la capacité de recherche publique, mais le Luxembourg n'est pas en bonne voie de réaliser son objectif d'intensité de R&D pour 2020, fixé à 2,3-2,6% du PIB, étant donné la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises (qui a chuté de 1,53% du PIB en 2000 à 1% en 2012). Les résultats du Luxembourg en ce qui concerne les indicateurs de coopération entre organismes de recherche publics et entreprises devraient être encore améliorés. La réforme entamée en 2013 sur le renforcement des pôles d'innovation doit être poursuivie.»

Baséierend op deem Constat hätt ech e puer einfach Froen: Engersäits, wéi erkläert sech de Wirtschaftsminister de Réckgang vun der Recherche am Secteur privé an déi mangelhaft Kooperatioun, déi ugeprangert gëtt vun den europäeschen Autoritéiten, tëschent Recherche publique an Entreprisen engersäits?

Zweetens, handelt et sech der Regierung no ëm e laangfristegen Trend oder ass dëse Phenomeen reng krisebedéngt?

A schlussendlech, wat fir eng Initiative sinn ugeduecht, fir dës Situatioun ze verbesseren?

Ech soen Iech elo scho Merci fir d'Äntwerten.

M. le Président.- Merci och dem Här Fayot. D'Wuert huet de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Fayot, wëll ech fir d'Alleréischt emol virausschécken, dass d'Dépensë vun der Recherche & Développement ganz oft zyklesch verlafen, och mat der Croissance an engem Land, dat heescht mam Räichtum, dee verdéngt ka ginn och an den Entreprisen.

Et ass esou, dass d'Kris, déi mer kennen zënter deene leschte fënnef Joer, natierlech och dozou gefouert huet, dass speziell am private Beräich, bei der privater Recherche d'Dépensen an den Entreprisen erofgaange sinn. Dat gëllt als generell Remarque. An dat erkläert och, dass den Taux sech eigentlech de Moment ëm 1,5% vum PIB beleeft, woubäi mer en Zil eis ginn hunn, fir en Taux vu Recherche publique a privée ze hu vun zwëschen 2,3% an 2,6% vum PIB bis d'Joer 2020.

Et ass awer esou, dass an deemselwechten Zäitraum d'Recherche publique weider an d'Luucht gaangen ass, dat zum engen duerch d'Uni, d'Uni Lëtzebuerg, déi eng ganz Rei Fuerschungsprojeten huet, zum aneren duerch déi verschidde Centres de recherche publics, wou Der wësst, dass mer viru Kuerzem och eng Reform gemaach hunn, wat d'Centres de recherche publics ugeet, dass déi méi enk zesummeschaffen, dass déi méi effikass zesummeschaffen. Et ass esou de Moment, dass mir e Ratio hu vun engem Drëttel Recherche publique an zwee Drëttel Recherche privée.

Paradox un deene Statistiken, déi eigentlech no ënne weisen, ass awer, dass d'Recherche privée a Chiffres absolus an de leschte Joren an d'Luucht gaangen ass. Dat heescht, mir haten 2010 ronn 400 Milliounen Euro, déi an d'Recherche privée investéiert gi sinn. 2011 waren et 416 Milliounen Euro an 2012 442 Milliounen Euro. Et ass awer och esou, dass, wann een dee Chiffre absolu vergläicht mam PIB, dann ass et eng liicht Décroissance, wann een dat prozentual zum PIB rechent, well de PIB an därselwechter Period e bësse besser geklommen ass oder méi schnell geklommen ass, wéi d'Ausgaben an der Recherche geklomme sinn.

Ech wëll Iech awer och hei den Detail gi vun der Recherche am Beräich vun der Industrie, well dat awer ëmmer e Sujet ass, deen interessant ass. Och hei ginn d'Chifferen an d'Luucht: 2010 182 Milliounen, 2011 193 Milliounen an 2012 212 Milliounen Euro.

Et ass awer esou, dass an engem Beräich speziell d'Recherche privée erofgaangen ass, an dat ass dee vun den Entreprises de services. Dat si ganz oft Banken. Am Kader vun deenen hire Spuermoossnamen, am Kader och vu Fusioune vu Banken, am Kader vu Retraitë vun der Lëtzebuerger Finanzplaz ass dee Montant erofgaangen. An dat erkläert eigentlech, dass mer bei deenen 1,5% generell vum PIB de Moment hänke bleiwen an dass mer do nach mussen en Effort vu ronn 1% maachen, fir 2020 och eis Ziler ze erreechen.

Vläicht just fir Iech ze soen: An där Period vun 2008 bis 2012 hu mer insgesamt 298 RDI-Projeten ënnerstëtzt. Dat waren Investissementer vu ronn 502 Milliounen Euro, mat Subsiden, déi mir ginn hu vu ronn 179 Milliounen Euro. Eleng fir d'Joer 2003 (veuillez lire: 2013), an dat, mengen ech, ass dee positiven Effet, hu mer e Rekordjoer vun Dossieren, déi erageereecht gi sinn, 111 Dossieren eleng an deem Joer mat Investitioune vun 228 Milliounen Euro.

An do derbäi kommen nach Investitiounen an eisem neie Régime de jeunes entreprises innovantes, wou mer also neie jonken Entreprisen, Start-upen etc. hëllefen, hir Rechercheprojeten ze stäipen. Do sinn nach 40 zousätzlech Projeten derbäikomm mat engem Volume vun 18,6 Milliounen Euro. Dat heescht, wéi mer décidéiert hunn, dee Régime vun de jeunes Entreprises innovantes anzeféieren, dass dat definitiv Abnehmer fënnt an dass dat positiv ass fir den Développement vun der Ekonomie.

En conclusion kann ee soen, dass zënter dem leschte Joer d'Tendenz erëm drastesch no uewen ass, wat eis Recherchedépensen ugeet, an dass mir eis als Regierung d'Zil ginn hunn, d'Recherche publique an d'Recherche privée vill méi enk mateneen ze verbannen, an dass och déi Suen, déi mer fir d'Recherche publique ausginn, och Retombées économiques kënnen op d'Lëtzebuerger Land hunn. Dat sinn eng Rei Pisten, déi mer diskutéieren am Haut Comité pour l'industrie, an déi wäerte mer och weider verfollegen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Fernand Kartheiser an et geet ëm d'Onofhängegkeet vum Pouvoir judiciaire. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

- Question n°53 du 2 juillet 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, villmools Merci. Déi Fro adresséiert sech un den Här Justizminister a bezitt sech op e ganz wichtege Pilier bei der Onofhängegkeet vun der Justiz. Dat ass de Prinzip vun der Inamovibilité des juges, datt e Riichter net ka géint säi Wëllen op eng aner Plaz versat ginn. Dat ass jo ganz wichteg, fir ebe seng Onofhängegkeet ze garantéieren, datt en net kann iergendengem Drock ausgesat ginn.

Dee Prinzip ass och an enger ganzer Rei vun internationalen Instrumenter festgehalen. Mir haten hei an der Chamber, wéi mer doriwwer diskutéiert haten zejoert, ënner anerem d'Charte européenne sur le statut des juges zitéiert. Et gëtt och bei der UNO d'Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature. Also, et gëtt eng Rei international Texter, déi op deen do Prinzip insistéieren.

Wou ass elo de Problem? Mir hunn hei zu Lëtzebuerg dat Gesetz vum 7. Juni 2012 iwwert d'Attachés de justice, wat u sech dee Prinzip zum Deel a Fro stellt. Mir woren eis däers och bewosst, wéi mer hei dat Gesetz diskutéiert haten. A mir haten eng Motioun hei ugeholl an der Chamber, déi ënner anerem och vun deene Gréngen a vun der ADR ënnerschriwwe gi war an déi gesot huet, mir sollten deen do Prinzip no engem Joer kucken. Mir sollten emol e Bilan maachen a mir sollten - wahrscheinlech war dat jo och domadder verbonnen - déi Iddi fir e kohärente System do erëm hierstellen, deen eben dee Prinzip vun der Netversetzbarkeet vun de Riichter erëm géif stäerken.

D'Fro ass also: Ass iwwerhaapt déi Dispositioun an deem Gesetz, déi mer deemools geholl haten, nach néideg? Wëllt d'Regierung eis e Bilan gi vun där doter Situatioun? A wéi kënne mer et maachen, fir erëm konform zu internationalen Texter ze sinn, sou datt d'Onofhängegkeet vun der Justiz besser garantéiert ass doduerch, datt d'Riichter net kënne géint hire Wëlle versat ginn?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet de Justizminister, den Här Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech wëll, ier ech op dem honorabelen Här Kartheiser seng Fro aginn, awer just och de Wonsch äusseren, dass ech kéint, wéi meng Kolleegen och, wann eng Heure de questions ass, am Libellé vun der Fro ganz e bësse méi Informatioune kréie wéi «indépendance du pouvoir judiciaire». Dat ass, wéi wann Der géift schreiwen, Dir hätt eng Fro u mech am Beräich vun der Justiz. Da weess ech genausou vill, wat Der wëlles hutt. Also, ech äntwerte gären op d'Fro, mä ech wär wierklech frou, wann ech awer ganz e bësse méi kéint am Intitulé dran hunn, fir dass ee weess, ëm wat dass et geet, da kann een d'Äntwert och besser kalibréieren.

Just zwou Remarquen dozou. Dir verweist op déi Motioun, déi deemools gestëmmt gi war. Ech soen Iech Merci fir de Rappel, well dee Bilan ass an där Form, wéi en an der Motioun énoncéiert ginn ass, net gemaach ginn. An ech wäert dann Är Fro als Ulass huelen, fir genau dat ze maachen, wat an där Motioun gesot ginn ass, well déi Motioun, déi war pertinent. Zu Recht hu mer gesot, mir sollten dat bilanzéieren. Dat ass bis haut net geschitt, an ech wäert dat doten als Ophänkert huelen.

Ech wëll awer nach eng zweet Remarque maachen. De Prinzip vun der Inamovibilitéit, dee steet jo och zu Lëtzebuerg an der Verfassung am Artikel 91, an et gëtt eng Diskussioun doriwwer och, wéi een dat am Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire soll interpretéieren. Och do gouf et jo eng Diskussioun an der Commission juridique nach virun de Wahlen, wou sech eigentlech e Konsens dégagéiert hat, fir engem spezifesche Wonsch vum Groupement des Magistrats Rechnung ze droen. Deem ass allerdéngs net an deenen Délaie Rechnung gedroe ginn, déi de Groupement des Magistrats gefrot huet.

Et gouf och do eng Proposition de loi, déi an der Chamber läit a vun der Chamber muss virubruecht ginn. Dat ass net dem Justizminister säi Rôle, fir déi Proposition de loi, och wann e selwer als Deputéierten Auteur dovunner war, virunzebréngen. Déi läit eendeiteg elo bei der Chamber. Ech hale se nach ëmmer fir pertinent, well et en Engagement vun der Chamber gouf, och wann et divergent Interpretatioune gëtt.

De President vum Groupement, dee seet ganz kloer, et sollt a kengem Beräich kënnen en Déplacement ginn ouni den Accord vum betraffene Magistrat. Deem géintiwwer seet de Procureur général, dass een en Ënnerscheed muss maachen tëschent engem Déplacement, dee gedeckt ass duerch d'Inamovibilitéit, oder enger Délégation à caractère temporaire, bei där senger Meenung no den Accord vum Magistrat net verlaangt wier.

D'Chamber hat sech dozou geäussert. Ech suivéieren natierlech mat Intérêt, wéi déi Diskussioun an der Chamber weidergeet op deem dote Punkt. A fir de Rescht wäert ech déi Motioun gären opgräifen, fir dee Bilan, dee mer eis hei engagéiert haten ze maachen, och als Regierung elo ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Justizminister. Déi nächst Fro kënnt vum Deputéierten Henri Kox a betrëfft e Kadaster fir d'Biotopen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°54 du 1er juillet 2014 de M. Henri Kox relative à la biodiversité et le cadastre des biotopes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, Merci. Effektiv geet et ëm d'Biodiversitéit hei am Lëtzebuerger Land. Dir wësst, dass et net grad ganz gutt bestallt ass ëm d'Biodiversitéit, fir net ze soen, relativ schlecht bestallt ass. Dofir ass d'Ministesch jo amgaang, an Zesummenaarbecht mat der Landwirschaft konkret Schrëtt an d'Wee ze leeden. Mir wollten awer hei vläicht méi kloer Detailer nach eng Kéier vun hir wëssen.

Dofir hunn ech ganz konkret véier Froen u si. Dat ass éischtens: Wéi ass dann elo effektiv d'Situatioun hei am Land? Wéi ass se an der EU? Wéi sti mer do am Verglach?

Eng zweet Fro: D'Élaboratioun vun de Biotopkadasteren, wéi geet déi vir sech? A wéi eng Moossname gedenkt den Ëmweltministère, ganz speziell d'Ëmweltministesch, ze ergräifen, fir déi Programmer am Naturschutz ëmzesetzen?

Dann en drëtte Volet, och op Basis vum Koalitiounsvertrag, an deem steet, dass eng enk Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft ugestrieft gëtt: Wéi wäit ginn elo d'Aidë fir d'Landwirtschaft ausgeweit? Oder wéi eng Programmer sinn dofir do, fir an deem Beräich och eng Verbesserung kënnen ze kréien?

An dann de véierte Volet, deen, mengen ech, och gradesou wichteg ass. De Moment sinn d'Biotopkadasteren um Internet ze fannen. Wéi eng weider Informatiounscampagnë si vun der Ministesch geplangt a wéi gëtt de grand Public da fir déi Problematik sensibiliséiert?

Ech soe Merci fir d'Äntwerten.

M. le Président.- Merci och dem Här Kox. D'Wuert huet d'Ëmweltministesch, d'Madame Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Villmools Merci, Här Kox, fir dës Froen. Et ass esou, dass déi Froe vill gestallt ginn. Mir hate se virun zéng Minutten nach an der Chamberskommissioun, an et sinn och vill Baueren, déi sech Froen zu dem Biotopkadaster stellen.

Vläicht awer fir d'Éischt dräi, véier Wuert, firwat mer dat iwwerhaapt maachen. Et ass einfach net gutt - an dat huet den Henri Kox och scho gesot - ëm d'Biodiversitéit an Europa, awer och virun allem zu Lëtzebuerg bestallt. Mir sinn immens zersiedelt an den Zoustand vun eiser Aartevillfalt ass net gutt. An dat geet eben och aus eise Rapporten ervir, déi mer d'lescht Joer op Bréissel geschéckt hunn.

Mir sinn alertéiert, well mer - och wa mer eis mat anere Länner vergläichen an Europa - schlecht dostinn. D'Halschent vun de Biotopen a vun den Déieren- an de Planzenaarte sinn an engem schlechten Zoustand, laut dem Rapport. Bei de Bongerte gesi mer e Réckgank an de leschte Jore vu 50%. Fiichtgebidder: minus 80%. Besonnesch betraff sinn, wa mer vu Biotope schwätzen, déi blummeräich Méiwisen am Oppeland an d'Fiichtgebidder sinn och betraff.

E grousse Réckgank verzeechne mer zum Beispill och bei de Vigel - vun 59% -, wou mer gesinn, dass se an engem État non favorable sinn. Dat musse mer dann och mellen. Bei de Päiperleken hu mer zënter 1990 e Réckgank vu 70% a bei den Amphibie gesäit et och net gutt aus.

Dat heescht, mir mussen elo oppassen, an dofir si mer och amgaangen, dat a) ze thematiséieren a b) dann och fir Transparenz ze suergen. Well wa mer wëllen net nëmmen déi Aarte schützen, mä och eisen EU-Direktive gerecht ginn, da musse mer dat natierlecht Gläichgewiicht an eis Ekosystemer erhalen an da musse mer déi Aarten erhalen, well si hunn och eng ekonomesch Valeur, eng Valeur, andeem se zum Beispill och de Baueren hëllefen, dass hir Planzen iwwerhaapt kënne bestäubt ginn. Mir brauchen deen Ekosystem; mir brauchen e gesonde Buedem, an dofir maache mer et. An dofir hu mer eben och dee Biotopkadaster de 17. Mäerz online gestallt.

De Biotopkadaster, deen hei ugeschwat ginn ass, deen ass an Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft erstallt ginn tëschent 2007 an 2012 an en ass kartéiert ginn, an zwar vun agrééierten Experten, déi landeswäit déiselwecht Virlag haten. Dat war e Formulaire, deen ausgefëllt ginn ass, dat heescht, op enger Basis ass dat Ganzt erstallt ginn. An dat ass eben elo dëst Joer online gestallt ginn.

Et huet jo och nach missen an Tëschenzäit adaptéiert ginn an dann eben op de Géoportail op d'Kaarten dropkommen. Sou dass et haut, an dat geet an de Beräich vun der Informatioun, fir jiddereen u sech um Géoportail siichtbar ass. Well een awer net nëmmen am Kader vun der Transparenz ka soen: Do hu mer elo Biotopen, do hu mer elo dat, wat laut dem Naturschutzgesetz vun 1982 an awer och laut

deem haut gëltegen Naturschutzgesetz vun 2004 am Artikel 17 geschützt ass - déi wäertvoll Liewensraim -, well mer also net nëmme kënne soen, do si se elo, hu mer de Baueren och nach e Leitfaden, wat e Berodungsinstrument ass, matginn. E Berodungsinstrument: Wat maachen ech mat wéi enger Zort Biotop? Sou vill dozou.

Ech denken, dass mer, wa mer vun de Biotope schwätzen, net sollten an eng Polemik erakommen. Biotope sinn nëmmen 3,6% vun der landwirtschaftlecher Notzfläch. Dat si vu landwirtschaftlech genotzter Fläch nëmme 4.600 ha. Dat ass wierklech nëmmen e ganz klenge Prozentsaz.

De Biotopkadaster mam Leitfaden zesumme sinn och an Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft erstallt ginn. Am Kader vun der Élaboratioun vum Leitfaden sinn och 30 Betriber ausgewielt gewiescht aus dem landwirtschaftleche Beräich; déi hunn och hiren Avis am Virfeld eng Kéier ofginn. A mëttlerweil hu mer eng Versioun um Internet stoen, déi jidderee sech kann eroflueden, déi och wierklech adaptéiert ass, dass d'Baueren och gutt kënnen dermat schaffen.

Zu dësem Thema offen Informatioun: Mir hunn u sech...

M. le Président.- Madame Minister!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Jo.

M. le Président.- Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Ech misst zum Schluss kommen.

M. le Président.- Dir sidd schonn iwwert déi véier Minutten eraus.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Okay. Da soen ech Iech kuerz, wat mer virhunn.

(Hilarité)

Dëse ganze Weekend si mer op der Foire agricole mat eiser Natur- a Bëschverwaltung. Mir stinn de Bauere Ried an Äntwert, wou hir Biotope sinn a wat een haut nach kann op deene Fläche Sënnvolles maachen, fir dass mer déi och erhalen. Da ginn d'Baueren nach eng Kéier eenzel ugeschriwwen, wou se hir eenzel Parzellen drop hunn a wou se och de Leitfaden kréien. An da gi mer och nach eng Kéier an d'Landwirtschaftskammer a fir de Rescht ruffen ech d'Leit op, dass se wierklech gären eng Kéier kënnen op eisen Internetsite kucke goen. En ass fir jidderee siichtbar.

Merci.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci.

M. le Président.- Merci, mam Wonsch, dass d'nächste Kéier och e Kadaster gemaach gëtt vun deenen eenzelne Kapitele vun der Äntwert.

(Hilarité)

Merci der Madame Ëmweltministesch. Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Nancy Arendt an dréit sech ëm d'Qualifikatioun vun de Surveillantë bei Waasserspiller oder -sportaarte während de Schoulvakanzen.

Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°55 du 2 juillet 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux qualifications requises pour la surveillance des activités balnéaires pendant les vacances scolaires adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Merci, Här President.

Wéi kéint et och anescht sinn? D'Period vun de Vakanze kënnt ëmmer méi no a flott Aktivitéiten, fir d'Kanner während der schoulfräier Zäit ze betreien, ginn ëmmer méi heefeg organiséiert. Oft ginn dës Reesen am waarme Summerwieder bei d'Waasser, also bei d'Mier, bei Séien, bei Flëss, bei Baachen, bei Weieren, also op Plazen, déi net ëmmer vu Schwammmeeschteren iwwerwaacht ginn, fir d'Sécherheet ze garantéieren.

Déi Leit, déi hei d'Kanner an de Vakanzekolonië betreien, encadréieren, leeschte mat Sécherheet eng ganz gutt Aarbecht. D'Fro stellt sech awer, ob et net vu Virdeel wär, wann dës Leit en éischte Brevet de sauvetage an der Täsch hätten oder zumindest ee vun hinne brevetéiert wär, am Fall wou e Kand am Waasser an Nout géif geroden.

Déi nämlecht Fro stellt sech iwwregens och fir d'Schoulpersonal, dat och keen esou e Brevet obligatoresch muss hunn, wann et an eng Vakanz mat de Kanner fiert. Mir kënnen eis all nach un deen dramatesche Virfall erënneren, wou am August 2008 e Jong vun aacht Joer zu Blankenberge erdronk ass. Et ass kloer, datt esou ee Brevet de sauvetage ni eng Garantie gëtt, datt kee Kand méi erdrénkt, mä esou een éischte Brevet zum Beispill, deen eng kuerz Formatioun vermëttelt an deen déi éischt wichteg Mouvementer léiert, fir e Kand aus dem Waasser ze zéien, gradesou wéi, wat een duerno als éischt Hëllef muss maache kënnen, kéint awer den Ënnerscheed maachen tëschent dem Liewen an dem Doud.

Ech weess, datt et ëmmer méi eng grouss Demande vu Leit gëtt, déi op hir eegen Initiativ hi sech un d'Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage wenden, fir sech ze informéieren a sech brevetéieren ze loossen. Allerdéngs wësse se oft net, wat se vu Brevet maache sollen, an et ass och näischt festgeluecht.

An dësem Kontext wéilt ech den Här Minister froen, ob e sech net schonn iwwerluecht huet, ob et net vläicht besser wär, esou ee Brevet eventuell obligatoresch ze maachen, an, wa jo, wéi ee Brevet den Här Minister géif recommandéiere fir déi Leit, déi regelméisseg Kanner a Vakanzekolonië betreien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Kemp-Arendt. An d'Wuert huet den Éducatiouns- a Jugendminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Madame Kemp-Arendt huet mer d'Fro gestallt, wéi mer probéieren, de Maximum vu Sécherheet ze garantéieren, wa Schoulklassen, Jugendgruppen, Kannergruppe bei d'Waasser ginn.

Fir d'Alleréischt emol, datt d'Kanner bei d'Waasser ginn, mengen ech, dat war nach ëmmer esou, et ass haut esou an dat wäert och nach ëmmer esou sinn, do gëtt et eng magesch Unzéiungskraaft, déi mer vläicht net ëmmer verstinn, als Eltere vläicht net méi esou richteg verstinn, mä trotzdeem gesäit een: Waasser a Kanner, dat passt einfach beieneen.

A wann ee kuckt, wéi wäit mer haut, wat d'Surveillance ubelaangt, op eenzelne Plazen awer sinn, op bal deenen allermeeschte Plazen, op jidde Fall all deene Plazen, déi ëffentlech ausgewise sinn, wou ee ka schwamme goen, sief dat op der Plage, sief dat bei eenzelne Séien, sief et natierlech an deene villen ëffentleche Schwämmen, och de Schwämmen, déi ënner fräiem Himmel funktionéieren, déi jo e groussen, grousse Succès hunn, dann ass et do haut surveilléiert. An et gëtt vu qualifizéiertem Personal - vu Schwammmeeschteren - surveilléiert.

Dat war soss net ëmmer de Fall. Well viru Generatiounen ass een einfach esou op de Séi gaangen an et ass ee riicht an d'Waasser gesprongen. Haut hu mer also do emol schonn op jidde Fall eng ganz aner Situatioun, wéi dat soss ëmmer war.

D'Regel fir all déi dote Kategorien, déi ech genannt hunn - Schoulklassen, wéi awer och Jugendgruppen, wéi awer och ganz besonnesch d'Vakanzekolonien -, ass, datt, wann ee schwamme geet, dann dohinner, wou eng Surveillance do ass. Dat heescht, datt net dat Personal, wat den Encadrement vun de Kanner mécht während der Kolonie oder während dem Ausfluch, eleng responsabel ass fir d'Sécherheet.

Sécherlech soll dat deenen och eng Suerg sinn, mä si sollen ëmmer dohinner goen, wou och anert Personal ass, wat qualifizéiert ass, fir am Noutfall kënnen direkt ze intervenéieren, sou datt do op d'mannst déiselwecht Sécherheet ass, wéi wann ech als Papp oder als Mamm mat menge Kanner op déiselwecht Plaz schwamme ginn, wou ech och net onbedéngt selwer kann intervenéieren, mä wou ech awer d'Gewëssheet hunn, datt anert qualifizéiert Personal op der Plaz do ass.

Generell ass et esou, datt mer natierlech eng grouss Suerg hunn - an déi deele mer mat deene Gestionnairen, virun allem och de Gestionnairë vun de Vakanzekolonien, déi och regelméisseg bei d'Waasser, haaptsächlech bei d'Mier, ginn -, datt déi Animateuren, déi do matginn, eng héich Formatioun hunn, virun allem och wat d'Sécherheetsstandarden ubelaangt.

Do hu mer den normalen Animateur, deen op d'mannst 150 Stonne Formatioun gemaach huet. Den Animateur, deen eng Responsabilitéit och dréit, fir e ganze Grupp ze leeden, deen huet 300 Stonne Formatioun gemaach. An innerhalb vun där Formatioun ass d'Sécherheet vun de Kanner, vun deene Jonken, ee vun de ganz, ganz grousse Schwéierpunkten. Mir hunn och doriwwer eraus e Règlement grand-ducal, wat sech bezitt op d'Vakanzekolonien, wou och d'Sécherheet nach eng Kéier ganz besonnesch ervirgestrach ginn ass, sou datt also och do op den Träger vun deenen doten Aktivitéiten d'Obligatioun läit, sech do intensiv drëm ze këmmeren.

Wat elo d'Fro ubelaangt, ob mer net do dee Brevet, deen Der genannt hutt, oder anerer missten obligatoresch maachen, denken ech, datt dat och sécherlech eng Diskussioun ass, déi ee ka féieren. Ech wëll dat net hei kategoresch oflehnen. Ech denken awer och, datt mer musse kucken, datt mer Leit fannen, déi dat dote maachen, déi och bereet sinn, dat ze maachen. An ech denken, datt déi Regelung, déi mer haut hunn, op jidde Fall eng maximal Sécherheet scho bitt, nämlech déi, fir ganz kloer drop ze insistéieren, datt ee just däerf op Plaze goen, wou dann och wierklech eng aner Surveillance do ass vu Leit, déi meeschtens méi wéi deen dote Brevet nach hunn an déi jo dann exklusiv fir d'Sécherheet op deene Plazen do zoustänneg sinn.

E Stéck méi Formatioun fir déi Leit, déi den Encadrement maachen - deen éischter pädagogeschen Encadrement: Et wär awer sécherlech net esou, datt mer dat géife vu vireran oflehnen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Claude Meisch.

Déi nächst Fro kënnt vum Här André Bauler a riicht sech un d'Ëmweltministesch. Et geet ëm d'Entwécklung vun den Drénkwaasserreserven.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°56 du 1er juillet 2014 de M. André Bauler relative à l'évolution des réserves nationales en eau potable suite à la sécheresse des dernières semaines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madame Ëmweltminister stellen. Och wa mer um Weekend e bësse Ree kruten, hu mer et zurzäit mat enger Drécheperiod ze dinn, déi och der Planzewelt scho plazeweis ze schafe mécht.

An deem Kontext wollt ech d'Madame Minister Folgendes froen: Wéi sinn d'Drénkwaasserreserven an de leschte Méint hei zu Lëtzebuerg evoluéiert? Kann d'Madame Minister eis Informatioune liwweren iwwert den aktuelle Stand vun den Drénkwaasserreserven oder Waasserreserven um Stausee zu Esch-Sauer a wéi hu sech déi Reserven entwéckelt?

Gëtt an der Regierung eventuell dru geduecht, d'Bevëlkerung opzeruffen, Waasser ze spueren? A wéini kéint eng Phase d'alerte ausgeléist ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Bauler. D'Wuert huet d'Ëmweltministesch.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Här President. Merci, Här Bauler, fir Är Fro. Sécherlech mécht deen een oder anere sech Suergen, mä ech kann awer soen: Neen, et gëtt kee Problem mat der Quantitéit vun eisem Drénkwaasser. Lëtzebuerg huet vun der Quantitéit hier kee Problem. Mir hunn zwar an der leschter Zäit net vill Ree gehat. Mir haten awer am Wanter Reen, an dofir sinn och eis Grondwaasserniveauen am Wanter geklommen. An och wann de Stauséi elo niddreg ass, hu mer och um Niveau vum Stauséi genuch Reserven, fir d'Drénkwaasserversuergung vu Lëtzebuerg sécherzestellen.

Zum Waasserpegel, well Der deen awer elo ugeschwat hutt: Beim Stauséi ass et esou, dass mer de Pegel u sech am Wanter wéinst dem Héichwaasserrisiko e bësselchen eroffueren, an do ass dat eng vun de Prioritéiten nieft der Drénkwaasserversuergung. An am Summer ass et esou, dass normalerweis elo den Niveau hätt kënnen erëm e bësse méi héich ginn, an zwar hätt e kënnen op 320 m kommen. Dat huet éischter en touristeschen Hannergrond, well et dann och méi schéin ausgesäit.

Et ass esou, dass mer am Moment op 315 m sinn. Dat ass net tragesch. 2011 war en op 314 m an dëser Zäit. Dat heescht, um Drénkwaasserniveau ass kee Problem. Dat Eropstauen ass net geschitt, well et huet eben an där Zäit, wou dat hätt kënne geschéien - tëschent Mäerz, Abrëll, Mee -, net vill gereent, an dofir ass dat elo net nach eng Kéier an d'Luucht gaangen. Dat ass awer net tragesch.

Alles, wat elo am Juni komm ass, dat gëtt dann éischter vun der Natur absorbéiert. Dofir geet dann den Niveau och net an d'Luucht. Et ass awer esou, dass dat alles keng Tragik ass. Mir hu genuch Waasser, an elo kann et héchstens sinn, dass mer e bësse méi Algen hunn. Awer och do ass virgesuergt. De SEBES huet eng extra Anlag fir dës Fäll, fir d'Waasser eben och propper opzebereeden. Dat heescht, um Niveau vum Drénkwaasser ass kee Problem.

Dir hat vun enger Phase d'alerte geriet. Et ass éischter esou, dass kann eng Phase orange eng Kéier ausgeruff ginn. Déi lescht war 2006 ausgeruff ginn, no enger ganz laanger Drécheperiod. Dat sinn awer éischter infrastrukturell Mesuren, well eis Behälter net dorobber ausgeriicht sinn, esou vill Puffer ze hunn.

Mat der Versuergungssécherheet vum Drénkwaasser huet dat allerdéngs näischt ze dinn, an dat ass och elo fir dëst Joer esou net virauszegesinn. Well Dir wësst et all: Elo geschwënn - Mëtt Juli - fänken d'Vakanzen un. Da wäerten esou oder esou vill Leit fort sinn, a wann da bis am August de Congé collectif ass, dann ass et ëmmer en Abroch. Wat awer net heesche wëllt, dass een net de Leit awer soll soen, dass se respektvoll mat der Ressource Waasser sollen ëmgoen. Dat ass awer fir ëmmer de Fall, net nëmmen elo am Summer.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Ëmweltministesch. Déi nächst Fro kënnt vum Här Justin Turpel an et geet ëm d'Ofschafe vum superreduzéierten TVA-Saz. D'Wunnengsbauministesch däerf sech scho pretthalen.

- Question n°57 du 2 juillet 2014 de M. Justin Turpel relative à la suppression du taux super-réduit de 3% sur les résidences secondaires, adressée à Mme la Ministre du Logement

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Et si vill Leit, déi maache sech Suergen, net nëmmen iwwert d'Eropsetze vun der TVA am Allgemengen, mä och iwwert d'Eropsetze vum TVA-Saz bei de Wunnengen, wou mer jo de Moment dee superreduzéierten Taux vun 3% hunn, deen da soll op 17% an d'Luucht goen, sou wéi d'Regierung dat ugekënnegt huet, an dat an enger Situatioun vu Pénurie vu Wunnengen, wou d'Wunnengen ze deier sinn a wou mer der net genuch hunn.

An dofir hunn ech fënnef ganz prezis Froen un d'Madame Minister vum Logement:

Éischt Fro ass déi: Wou ass dee Projet vun der Regierung drun? Dat heescht, a wéi engem Stadium befënnt dee Projet sech?

Zweet Fro: Wéi wëllt Der iwwerhaapt, esou wéi mir et verstanen hunn, eng Zweetwunneng definéieren? Wann ech zum Beispill kucken, datt eventuell e Stot eng Wunneng baut fir hir Kanner, fir déi dat eng Éischtwunneng ass, da si fir mech domat eng ganz Rei Problemer verbonnen.

Drëtt Fro: Bréngt Der et iwwerhaapt fäerdeg, fir d'Gläichheet vum Bierger virum Gesetz duerch déi Ënnerscheeder, déi Der do wëllt aféieren - Éischtwunneng, Zweetwunneng bei Privatpersounen, Gesellschaften an esou weider -, ze wahren?

Déi véiert Fro - an ech mengen, do komme mer méi nach bei dee wichtegsten Aspekt dovun: Wat sinn d'Konsequenze vun esou enger Erhéijung vun der TVA fir de Wunnengsmaart, fir d'Präisser, fir eng Wunneng ze kafen, respektiv fir d'Loyeren?

Déi fënneft a lescht Fro ass déi, fir gewuer ze ginn, ob, fir déi Konsequenzen do ze evaluéieren, eng Etüd gemaach ginn ass; wa jo, ob et méiglech ass, déi Etüd ausgehändegt ze kréien, respektiv wann neen, ob et net noutwendeg wär, fir awer esou eng Etüd ze maachen, fir d'Konsequenzen op de Wunnengsmaart, op d'Präisser, op d'Loyere genee ze kucken.

An ech hunn déi Fro och bewosst un d'Wunnengsbauministesch geriicht, net un de Finanzminister. Well et geet mir hei net ëm d'Incidence financière op de Budget, mä et geet mir hei ëm d'Konsequenze fir de Wunnengsbau an där Situatioun, wou mer zu Lëtzebuerg dru sinn. A fir hir d'Saach ze vereinfachen, fir der Kritik, déi d'Regierung virdru gemaach huet, virzebeugen, hunn ech d'Froe ganz detailléiert gestallt - alle fënnef am Detail -, sou datt et méi einfach misst sinn, drop ze äntwerten.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Justin Turpel. An d'Wuert huet elo d'Wunnengsbauministesch, d'Madame Maggy Nagel.

Mme Maggy Nagel, *Ministre du Logement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wäert elo dann natierlech den Här Turpel enttäusche mat där Äntwert, déi ech hei virbréngen. Éischtens, den Taux super-réduit, jo, Här Turpel, ass en Thema, an e ganz wichtegt Thema an all eisen Diskussiounen, déi mer am Kader vum Projet de loi vun der TVA amgaange sinn ze féieren. An ech betounen „déi mer amgaange sinn ze féieren" an der Regierung. An do hu mer eis, net nëmmen Dir,

mä och mir hunn eis all déi Froen do schonn am Regierungsrot gestallt.

A wann et esou wäit ass, wa mer déi Diskussiounen ofgeschloss hunn, dann, kann ech Iech soen, da gëtt dee Projet de loi vun der TVA der Chamber presentéiert. An da wäert Der och vum Finanzminister an allen Detailer och déi Äntwerten op déi Froe kréien, déi net nëmmen Dir stellt, mä och vläicht nach aner Leit hei am Sall.

De Logement huet seng Aarbecht gemaach. An de Logement wäert och e Freideg am Regierungsrot Stellung zu verschiddene Punkten huelen. Ech wäert och duerno, wann de Premier mech mathëlt, an de Point de presse goen, mä ech waarden awer of - net hei an der Chamber -, fir op Är Froen ze äntwerten, mä da wäert Der vläicht Äntwerte kréien, nodeems datt dat Ganzt am Regierungsrot ofgeklärt ass, wat dann och den Taux super-réduit vun der TVA ugeet.

Ech kann Iech awer eppes aneschters soen, nodeems datt mer nach de Moien zesummesouzen, den Innenminister, den Dan Kersch, an ech, datt den Taux de subventionnement fir de Locatif subventionné, deen déi viregt Regierung vu 75% op 70% erofgesat hat, datt mer do proposéieren am Regierungsrot, fir deen erëm eropzehiewen op 75%, fir am soziale Wunnengsbau de Mesuren, déi dann duerch esou Taux super-réduits, déi erofgesat ginn oder eropgesat ginn, entgéintzekommen. Dat ass dat, Här Turpel, Här President, wat ech hei der Chamber wëll op déi dote Fro haut äntwerten. Affaire à suivre!

Merci.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Dat heescht, d'Deputéiert mussen an d'Pressekonferenz kommen?

M. le Président.- Merci. Et ass eng Fro, eng Äntwert. An da komme mer zu der nächster Fro. Dat ass d'Fro vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister iwwert d'permanent Umaache vun den Autosluuchten.

Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°58 du 2 juillet 2014 de M. Roger Negri relative à l'allumage permanent des feux de croisement des voitures comme il est le cas déjà dans de nombreux autres pays européens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. De 24. September 2008 huet d'Europäesch Kommissioun eng Direktiv erausginn, 2008/89, wou et drëm geet, während dem Dag e speziellt Dagesliicht op deenen neien Autoen anzeféieren. Dat ass bei den normale PKWen elo ab 2011, vum 7. Februar 2011, a bei de Camionen, fir esou ze soen, vun 2013 de Fall.

Et si bis elo ronn 22 Länner an Europa, déi dat Dagesliicht hunn. Bei neien Autoen ass et also Flicht, fir déi anzebauen. Déi al Autoe brauchen net ëmgerüst ze ginn. Wéi gesot, et ginn an Europa ronn fënnef Länner, wou an där Hisiicht nach guer keng Recommandatioun ass, fir an deem Sënn och d'Sécherheet ze hiewen, wéi d'Europäesch Kommissioun dat festgehalen huet.

An doropshi wollt ech de Minister froen, ob d'Regierung gedenkt, an där Hisiicht eppes ze maache fir d'Sécherheet, oder wéi mer dat gesinn, Här Minister.

Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. D'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister, deen elo do ass.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci dem Här Negri fir déi Fro. Am Moment ass et esou, datt et nëmmen an den osteuropäesche Länner, a Skandinavien an an der Schwäiz obligatoresch ass, fir d'Luuchten am Dag unzehunn. Bei eis a bei eisen Nopeschlänner ass et eng Recommandatioun. An et ass just obligatoresch fir d'Motorradsfuerer oder d'Deux-roues motorisés, respektiv wann dagsiwwer d'Wiederkonditiounen esou schlecht sinn, datt d'Visibilitéit net méi gutt genuch ass. Et ass och esou, datt, wann d'atmosphäresch Konditiounen et virschreiwen, ee muss d'Luuchten umaachen an datt, wann ee se dann net umécht, souguer e Protokoll dropsteet vu 74 Euro.

Et ass awer elo esou, wéi den Här Negri et och sot, déi europäesch Direktiv vun 2008, déi schreift vir, datt an Zukunft all Autoen, nei Autoen, déi - ab 2011 war et - op de Marché komm sinn, mussen équipéiert si mat automatesche Luuchte fir am Dag. Haut gesäit ee jo och, wann een déi nei Autoe kuckt, déi hunn dat jo alleguerten, esou datt à moyen terme souwéisou dat wäert de facto de Fall sinn. Dofir huet d'Regierung och net wëlles, do elo nach ze reglementéieren, well dat net ganz vill Sënn mécht, well an e puer Joer kee méi domadder (veuillez lire: kee méi ouni déi) fiert.

Ech soen Iech awer och, datt et bei de Motorradsfuerer Kritike gëtt par rapport zu där Léisung, well datt d'Motorradsfuerer am Dag sollen d'Luuchten unhunn, dat ass jo, fir datt si solle besser gesi ginn, dat heescht, fir datt ee soll vu Wäitem detektéieren, datt et e Motorrad ass, an natierlech verwëscht dat sech, verschwënnt dat, wann op eemol d'Autoen och d'Luuchten all unhunn. Dat heescht, dee Sécherheetsfacteur, deen do en faveur gespillt huet vun de Motorradsfuerer, datt deen zum Deel dovunner, also ganz doduerjer verschwënnt.

Mä, wéi gesot, à moyen terme ass dat souwéisou dann de Fall an dofir wëlle mer net méi nach extra reglementéieren.

M. le Président.- Merci och dem Här François Bausch. Déi nächst Fro kënnt vum honorabelen Här Gilles Roth a geet iwwert d'Provozéierung vu Verkéiersstauen duerch Chantieren op den Autobunnen.

Den Här Roth huet d'Wuert.

- Question n°59 du 2 juillet 2014 de M. Gilles Roth relative aux problèmes de circulation sur les autoroutes causés par les chantiers en cours ou à venir, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wéi Der richteg sot, meng Fro, déi betrëfft eigentlech déi Megastauen, déi mer an der rezenter Vergaangenheet ëmmer méi oft, praktesch dagdeeglech op eisen Autobunnen hunn. An de leschte Samschdeg war et eleng op der Areler Autobunn, der A6 Richtung Stad, e Stau vun iwwer 12 Kilometer!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- En neie Minister!

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'Autobunn, déi war, trotz Départ vun de Belsch an d'Vakanz, op eng Spur reduzéiert...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Se wëlle Staue provozéieren.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...an all aner Nationalstroossen inklusiv d'Areler Strooss zu Mamer, Richtung „Belle Étoile", déi waren och als Auswäichstroossen total iwwerfëllt. An dës Stauen, Här President, déi sinn eigentlech net op Accidenter eleng zréckzeféieren,...

(Interruptions)

...mä op Entretiensaarbechten, déi op der Autobunn gemaach ginn,...

M. le Président.- Mä si schéngt awer ganz lëschteg ze sinn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...sief dat duerch Luuchtepoteauen, déi ofgeseet ginn,...

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et voilà!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...d'Méine vun de Ramplien an d'Erneierung och vu Fuerspuren.

Dofir wéilt ech, Här President, an deem Kontext folgend Froen un de Verkéiersminister an Nohaltegkeetsminister stellen:

Éischtens, kënnen déi Ënnerhaltsaarbechten net besser koordinéiert ginn an zum Beispill deelweis nuets duerchgefouert gi respektiv zesumme gemaach ginn? Well oft steet e Schëld do, d'Autobunn, déi wier op eng Spur reduzéiert, an da ginn awer schonn d'Hittercher aacht Stonne virun der Zäit opgestallt, sou datt domat och schonn eleng e Stau provozéiert gëtt.

Firwat ginn d'Leit net schonn op der Autobunnsopfahrt doriwwer informéiert, datt esou e Stau drop ass? Firwat fonctionnéiert de sougenannten TMC-System, mat deem d'Autosfuerer eigentlech iwwer hiren Navigatiounssystem iwwert d'Verkéierslag informéiert ginn, net zu Lëtzebuerg? A wat fir eng Moossname gedenkt de Minister ze huelen, fir d'Verkéierssituatioun ze verbesseren?

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Äntwerten.

M. le Président.- Merci och dem Här Gilles Roth. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Och Merci dem Här Roth fir déi Fro. Ech sinn e bëssen iwwerrascht, datt d'Situatioun sech zënter dem 5. Dezember 2013 esou dramatesch verschlechtert huet op eisem Stroosseréseau.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat ass dat Eenzegt, wat sech verännert huet!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat schéngt wierklech zum Sport ginn ze sinn, datt alles sech esou dramatesch verschlechtert huet zënter dem 5. Dezember 2013!

Spaass bäisäit. Ech mengen, et ass esou, datt mer op dem...

Une voix.- Ausser d'Wieder.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, ausser d'Wieder, dat ass besser ginn.

(Hilarité)

Spaass bäisäit. Et ass esou, datt mer pro Joer plus ou moins 1.200 Chantieren op eisem Autobunnsréseau hunn. Déi sinn zum Deel natierlech duerch Accidenter, zum Deel awer natierlech sinn et och Chantieren, déi musse sinn, well d'Autobunne musse frëschgemaach ginn aus Sécherheetsgrënn an esou weider an esou virun.

An ech kann Iech just soen, datt déi Chantieren organiséiert ginn en fonction vun dem Ausmooss vum Chantier oder dem Impakt, dee se op d'Circulatioun hunn. An do spillt natierlech d'Sécherheet, un éischter Stell fir d'Usageren an d'Leit, déi um Chantier schaffen, eng Roll. Et spillen awer och mat d'Vacances scolaires an eisen Nopeschlänner. D'Météoskonditioune mussen och berücksichtegt ginn. Am Wanter an Hierscht ass et natierlech esou, eng Rei Saache kënnen do net duerchgefouert ginn, zum Beispill en neien Tapis ze maachen, dat geet aus meteorologesche Grënn nëmmen an där gudder Saison.

An dann natierlech de Congé collectif oder awer och Manifestatiounen, gréisser Manifestatiounen, insofern natierlech Ponts & Chaussées se kennen, dat heescht, wéi zum Beispill de Marathon, Rock-A-Field, Rockhal, Foiren. E ganze Koup ginn der ëmmer ugemellt an da gëtt dat och berücksichtegt bei der Planung vun de Chantieren.

Wat de Moment nach net geet, dat ass, muss ech leider soen, datt d'Manifestatiounen um kommunalen Niveau am Zesummenhank mat Chantieren och kënne mat berücksichtegt ginn. An et ass esou, datt déi zwar duerch eng Permission de voirie effektiv jo mussen ugefrot ginn, mä bis elo war et esou, datt déi net mat an d'Koordinatioun erageholl gi sinn.

Dat wäert sech awer änneren, well ech hu menge Servicer eng Instruktioun ginn, fir en neien informatesche System opzebauen, deen och déi dote Saache mat berücksichtegt. Dat setzt awer natierlech viraus, datt d'Gemengen och sougutt hir eege Chantiere wéi och d'Sportsmanifestatiounen oder wat et och ëmmer ass... An an dem Fall vum Här Roth war jo nach, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, eng Sportsmanifestatioun a senger Gemeng, op deem Territoire, wat…

(Interruption)

Gelift? Jo, neen, mä ech wëll Iech just soen, déi Sportsmanifestatioun, déi war net bekannt. Well dee Chantier do, dee war laang virdru geplangt, mä déi wousst d'Administratioun vu Ponts & Chaussées net, huet déi net gemellt kritt gehat. Bon, an du ass se net berücksichtegt ginn.

Mä, wéi gesot, nach eng Kéier, dat ass awer elo geännert ginn, wëll ech Iech soen. Ech betounen, et ass geännert ginn - dat ass also e Changement zënter dem Dezember d'lescht Joer, deen elo wäert kommen am positive Sënn, wéi Dir et jo gären hätt -, datt mir en neien informatesche System wëllen opbauen, wou alleguerten d'Donnéeë sollen afléissen, fir datt dann déi och all kënne bei de Chantiere berücksichtegt ginn.

Et ass awer allerdéngs och esou, datt och haut scho gewësse Saachen zousätzlech berücksichtegt ginn, wann zum Beispill op der Autobunn och souguer urgent Saache musse gemaach ginn, da gëtt opgepasst, wéi den Trafic ass am Sens vun der Direktioun, wou do muss geschafft ginn. Zum Beispill heescht dat op der Autobunn tëschent Mamer a Stroossen, datt an Direktioun vun der Stad eréischt ab moies 10 Auer dierf geschafft ginn. Dat heescht, tëschent 8 an 10 Auer dierf dat net gemaach ginn, ebe fir ze berücksichtegen, datt do vill Verkéier ass.

An et gëtt awer leider - leider, muss ee soen -, mir hu relativ vill Interventions d'urgence op eisen Autobunnen. Zwou, dräi bis véier sinn dat der den Dag, also um ganzen Autobunnsréseau, esou datt dat net onheefeg virkënnt, an et ass och net ëmmer einfach ze géréieren.

Wat elo d'Nuetsaarbecht ubelaangt, dat ass eng Fro, déi sech natierlech och stellt, déi ech mer selwer och schonn oft gestallt hunn a wou mer och schonn diskutéiert hunn, mä do muss een och wëssen, do spille ganz vill Saache mat. Do spillt mat natierlech de Kaméidi. Et ass deemno, wou de Chantier ass: Wann et an der Ëmgéigend ass vun Haiser an esou weider, da geet et iwwerhaapt net.

Et spillt mat natierlech och d'Sécherheet vun deenen aneren Autofuerer, awer och natierlech vun de Leit, déi op de Chantieren nuets musse schaffen. An dann natierlech ass et och relativ komplex, fir nuets déi Chantieren ze organiséieren, dann natierlech d'Disponibilitéit vun den Entrepreneuren an de Leit, déi d'Chantieren iwwerwaachen. An den Impact financier muss natierlech och do mat berücksichtegt ginn. Ee grousse Problem ass awer och deen...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst zur Konklusioun kommen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, ech kommen zur Konklusioun, Här President.

Ee grousse Problem ass awer och deen, datt op villen Deeler vun eisem Autobunnsréseau, haaptsächlech zum Beispill de Contournement, do gëtt et quasiment keng Spëtzestonnen, mä do ass vu méindes bis freides aacht Stonnen den Dag ëmmer deen nämlechten Trafic, esou datt et do ganz schwiereg gëtt, fir nach drop ze schaffen, an dat natierlech och en immensen Impakt huet, wann do eppes passéiert op esou enger Strooss, da geet definitiv direkt am ganze Land näischt méi!

An duerfir, hannert där heite Fro verstoppt sech och d'Fro vun eiser Organisatioun, vun eiser Mobilitéit en général, déi mer wierklech musse staark iwwerdenken, well mir hunn nëmmen e beschränkte Raum a mir kënnen net 20 Autobunnen iwwerenee bauen. An ech mengen, duerfir spillt de MoDu-Konzept och eng Roll herno an deem Ganzen hei, fir datt mer eng besser Situatioun kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Dir sidd eis déi nächste Kéier bal zwou Minutte schëlleg.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci.

M. le Président.- Da komme mer zur leschter Fro fir de Mëtteg. Et ass d'Fro vun der Madame Dall'Agnol un den Héichschoulminister betreffend d'Schafe vun engem konsultativen Organ fir Studenten.

- Question n°60 du 2 juillet 2014 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la création d'un organe consultatif d'étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Ministeren, et gi jo zu Lëtzebuerg e puer Organisatiounen, déi d'Interessie vun de Studente vertrieden. An am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Studentebourssen, do hunn déi verschidden Organisatioune jo och zum Deel ganz ënnerschiddlech Positioune vertratt. Dofir wollt ech de Minister Claude Meisch dann och froen, ob et net opportun wär, en nationale Studentegremium ze grënnen, deen als Organe consultatif géif funktionéieren an dem Minister ebe bei eventuellen zukünftege Reformen als Uspriechpartner zur Verfügung géif stoen.

Et kéint ee sech do jo eventuell um Modell vun der Conférence nationale des élèves, och CNEL genannt, inspiréieren, déi duerch d'Gesetz vum 27. August '97 an d'Liewe geruff gouf. D'CNEL, déi setzt sech zesummen aus engem Delegéierten aus de Schülercomitéë vun all de Lycéeën uechtert d'Land. A wéi am Règlement grand-ducal vum 12. Mäerz '98 virgesinn, vertrëtt dann d'CNEL d'Schüler beim Minister a kann och dem Minister Propositiounen iwwer all Froen, déi d'Schüler betreffen, ënnerbreeden. An de Minister soll d'CNEL och iwwer all Dossier aus dem Enseignement secondaire informéieren.

Eng Instanz also, déi sech aus Vertrieder vun deene verschiddene Studentenorganisatioune géif zesummesetzen, déi regelméisseg géif tagen an déi vum Minister um Courant gehale géif ginn iwwert d'Entwécklungen an der Héichschoulpolitik, déi kéint e konstruktiven Dialog mat de Schüler, pardon, mat de Studente sécherlech vereinfachen.

Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Claudia Dall'Agnol. An d'Wuert huet den Här Héichschoulminister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech selwer a vill Leit am Land hunn d'Studentelandschaft jo déi lescht Wochen a Méint besser kennegeléiert a konnten och feststellen, wéi déi lescht Deeg, do konnte mer feststellen, datt dat net ëmmer esou alles unanime war, wat mir do héieren hunn. Wat vläicht net direkt e Problem ass, well natierlech kënnen et do verschidde Meenunge ginn zu eenzelne Punkten, wat awer e Problem duergestallt huet sécherlech an

där ganzer Diskussiounsphas, déi mer elo esou gutt wéi hannert eis leien hunn, well een awer gären Interlocuteuren hätt, wou ee weess: Fir wie schwätze se, si se repräsentativ, ass dat gedroen, wat mir do héieren?

An ech hat och e bësschen d'Gefill, wéi wann dat Bild an der ëffentlecher Meenung, och an de Medien zum Deel, net ëmmer deem entsprach huet, wéi et an der ganzer Studenteschaft eigentlech war. Et ass awer e Gefill an et ka ganz subjektiv sinn.

Duerfir ass déi Fro effektiv pertinent, ob een net awer misst a Richtung goe vu méi enger offizieller, och legitiméierter Studentevertriedung, déi dann natierlech och den offiziellen Dialogpartner wär vun der Regierung oder vun deem engen oder anere Minister, wann en eppes mat den an iwwert d'Studenten ze diskutéieren hätt.

D'CNEL, an Dir hutt et gesot, ass eigentlech e ganz gutt Beispill do, e relativ rezent Beispill, wou mir jo elo och nach eng Kéier e Schrëtt weider gemaach hunn, andeem mer och Personal mat zur Verfügung stellen, fir datt een do méi eng professionell Gestioun ka garantéieren, fir datt och déi gelieften Demokratie bei de Schüler wierklech ka funktionéieren. An d'Regierung géif sech sécherlech esou enger Iwwerleeung net verspären.

Ech selwer hat, wéi ech d'ACEL empfaangen hunn - an dat war relativ fréi, wéi ech dee Ministère iwwerholl hunn -, mat hinnen doriwwer geschwat, an d'ACEL och ass eigentlech en Demandeur, fir an esou eng Richtung ze goen. Woubäi d'ACEL jo haut schonn eng Struktur huet, déi e bësschen där vun der CNEL entsprécht, vu datt se e Gremium ass, wou Vertrieder aus all de Studentecerclë vun deenen eenzelnen Unisstied mat dra sinn, an duerfir schonn déi ëffentlech Meenung, wat d'Studenten ubelaangt, awer e Stéck wäit kanaliséiert huet an e Sproochrouer ass vun engem ganz groussen Deel vun de Studenten.

Mä d'ACEL selwer seet, datt een eigentlech e Schrëtt do méi wäit soll goen an dat och soll institutionaliséieren, esou datt ech denken, datt een ab dem Hierscht kann an déi dote Richtung och méi schaarf iwwerleeën. An ech géif awer dann och d'Demande maachen, datt déi Studentevertriedungen, déi mer haut hunn, déi sech jo och alleguerten elo am Kontext vun de Boursse zu Wuert gemellt hunn, datt och déi mat do géifen driwwer diskutéieren, fir datt mer net herno eng Diskussioun iwwert d'Struktur vun der Studentevertriedung géife kréien, fir datt mer do e breede Konsens géifen da kréien.

Dat géif et sécherlech an Zukunft méi einfach maachen, fir mat de Studenten iwwert deen een oder anere Punkt kënnen ze diskutéieren. An et géif d'Studenten insgesamt stäerken, fir och en Input an d'Politik respektiv an d'Gesellschaft eranzeginn. An dorunner hu mer alleguerten en Interessi.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Héichschoulminister.

Mir sinn um Enn vun eiser Froestonn, déi genee 62 Minutten hat, a mir géifen zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6637, eng Konventioun betreffend d'international Telekommunikatiounsunioun.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Claude Adam. Ech hu bis elo zwou Inscriptiounen, et ass nach Zäit.

10. 6637 - Projet de loi portant approbation

- des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;

- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. Claude Adam *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, de Projet de loi 6637 ass den 20. Dezember 2013 vum Ausseminister déposéiert ginn. Mat dësem Projet de loi huele mer déi Amendementer un, déi an de plénipotentiairë Konferenze vun der Union internationale des télécommunications - ech wäert dat Déngen dann ëmmer UIT ofkierzen - de 24. November 2006 zu Antalya an der Türkei an den 22. Oktober 2010 zu Guadalajara a Mexiko décidéiert goufen.

Fir de Projet de loi e bësse méi verständlech ze maachen: D'UIT ass e spezialiséiert Institut vun de Vereenten Natiounen am Beräich vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien an huet hire Sëtz zu Genève. D'UIT beschäftegt sech weltwäit mat den technesche Aspekter vun der Telekommunikatioun. D'Wuerzele vun där Organisatioun ginn zréck bis op 1865, deen Dag, wou den Internationalen Telegrafeveräin gegrënnt gouf.

Haut huet dës UN-Organisatioun 193 Memberstaten. Do derbäi kommen nach eng ganz Rei Régulateuren aus den Technologies de l'information et de la communication an eng ganz Partie Unien a ronn 700 Betriber aus dem private Secteur. Et gëtt haut e puer Milliarden Abonnente vu mobilen Tëlefonen an och e puer Milliarde Leit, déi d'Televisioun kënne kucken. Millioune Leit notze Servicer iwwer Satellit, zum Beispill andeems se sech iwwer hire GPS guidéiere loossen.

D'UIT hëlleft, dee weltwäite Kommunikatiounssystem oprechtzëerhalen, andeems se zum Beispill d'Radiofrequenzen zoudeelt an och d'Positioun um Orbit vun de Satellite regelt. D'UIT ass also weltwäit déi Instanz, wou Regierungen a Privatentreprisen e Konsens kënne sichen a fanne fir allméiglech Froen, déi de Secteur vun den Technologies de l'information et de la communication betreffen.

Den ieweschte Gremium vun der UIT ass d'Conférence plénipotentiaire, déi all véier Joer aberuff gëtt. Hei versammele sech déi 193 Memberstaten an huelen Décisiounen iwwert déi strategesch Orientatioun, d'Finanzéierung, d'Wahl vun den Direktiounsmemberen, wéi zum Beispill dem Generalsekretär.

Eng kleng Klammer maachen ech hei op. Deen aktuelle Generalsekretär, den Dokter Hamadoun Touré, war dëst Joer am Mäerz zu Lëtzebuerg op Besuch. Hien hat eng Konferenz fir d'Associatioun vun den Ingenieure gehalen. Hie war zu Besuch op der Uni Lëtzebuerg an e war och op Besuch bei eisem Premierminister Xavier Bettel. Domat weist jo och schonn déi Organisatioun, datt se souwuel Regierunge wéi Héichschoule wéi och Industrieller interesséiert. Klammer zou.

Wat sinn dann elo déi Amendementer, déi mer mat dësem Gesetz unhuelen?

D'Unioun huet décidéiert, sech nach méi opzemaache fir d'Zivilgesellschaft, de Privatsecteur an déi akademesch Welt. De But vun där Ouverture ass et, fir mat deem ëmmer méi schnelle Rhythmus vun der technescher Evolutioun kënne Schrëtt ze halen an esou de Bedierfnesser souwuel vun de Memberstate wéi och vun de Konsumenten entgéintzekommen.

De System vun de Kontributioune soll méi flexibel ginn. D'Dauer vun de Conférences plénipotentiaires soll méi kuerz gehale ginn. D'Notioun vum „observateur" soll méi large interpretéiert ginn.

Déi Reserven, déi Lëtzebuerg bei de Konferenze vun Antalya an zu Guadalajara formuléiert hat, bleiwe weider bestoen. Déi Reserven, dat sinn „des réserves pluriétatiques", wou entweder all EU-Member oder awer eng Rei Länner déiselwecht Virbehalter hunn. Dës Reserve sinn och alleguer am Projet de loi opgezielt.

D'Chambre des Métiers huet hiren Avis de 25. November 2013 ginn an hat näischt géint de Projet anzewenden. Datselwecht gëllt fir d'Chambre de Commerce, där hiren Avis op de 5. Dezember 2013 datéiert ass. De Statsrot hat a sengem Avis vum 6. Mee 2014 just proposéiert, datt mer am Projet sollte preziséieren, datt déi Konferenzen zu Antalya an zu Guadalajara waren.

De 7. Mee 2014 sinn ech an der Kommissioun vum Enseignement supérieur, der Recherche, de Medien, der Kommunikatioun an esou weider als Rapporteur designéiert ginn. Mir sinn dem Wonsch vum Statsrot nokomm, mir hunn déi néideg Ännerunge gemaach. An den 30. Juni ass de Rapport zum Projet de loi 6637 eestëmmeg ugeholl ginn.

Ech brénge dann och heimat den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. Éischten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Beissel.

Discussion générale

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop dem Här Claude Adam en häerzleche Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass e komplizéierte Secteur, deen awer extrem wichteg ass fir Lëtzebuerg als Member vun der UIT.

Mat dësem Projet de loi regulariséiere mer eis Situatioun, well mer jo wëllen am Conseil sinn, fir och bei den TICen ze moderniséieren. D'Amendementer droe mer bien entendu, well et geet drëm, eng Ouverture ze maachen, déi zäitgemëiss ass, sougutt op d'Société civile wéi de Secteur privé. Dat heescht, d'Zuel vun den Acteuren, déi gëtt verbreedert.

An dann, wat d'Reserven ugeet, déi droe mer bien entendu och, well dat si Reserven, déi jo net nëmme vu Lëtzebuerg kommen, mä déi vun der ganzer Europäescher Unioun gedroe ginn, fir dass mer eis vis-à-vis vun anere Länner kënne schützen.

Dat gesot, begréisse mir dëse Projet, a bien entendu bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Beissel. Dann huet d'Wuert d'Madame Diane Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President. Och ech géif dem Rapporteur Claude Adam villmools Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Wéi scho gesot, mir huelen haut verschidde Changementer un, déi schonn 2006 an 2010 ënnerschriwwe gi sinn. Als CSV begréisse mir dës Changementer ausdrécklech. Mir sti voll do derhannert. An ech ginn heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Här President, da soe mir och dem Här Claude Adam villmools Merci fir säin detailléierte Rapport. Deenen Erklärungen, detailléierten Erklärungen, déi en eis elo ginn huet, ass näischt méi bäizefügen, an duerfir kënne mir dann och dee Projet matdroen als sozialistesch Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Leschten… Ah, den Här Kartheiser! Ech hat Iech net agedroen. Dir hutt awer d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci fir d'Wuert. Och mir schléissen eis dem Merci un de Rapporteur un. Ech mengen, et wor ganz interessant, all déi Erklärungen, historescher an technescher, ze héieren. Mir hu just zwou Bemierkungen, wat den Text ugeet.

Dat Éischt ass, wat d'Reserven ugeet. Et ass scho richteg, datt der do eng Partie derbäi sinn, déi am Kader vun der Europäescher Unioun ugeholl goufen. Et steet awer am Rapport vum Här Adam, et wären «principalement des remarques formulées conjointement avec les autres États membres». Wann dat esou ass, da wiere mir interesséiert, fir ze wëssen: Wat sinn dann elo déi national Suergen, wou mer eben net mat deenen aneren zesummeginn? A wat sinn do déi Reserven, déi elo Lëtzebuerg selwer huet? An aus wéi enge Grënn?

Déi zweet Bemierkung, déi betrëfft eng allgemeng Suerg, déi d'ADR huet, wat eis Kontributioune bei internationalen Organisatiounen ugeet. Mir soen, mir solle selbstverständlech e Bäitrag bezuelen, awer proportional zu deem, wat aner ähnlech State bezuelen. Elo ass et esou, datt an deenen Ännerungen, déi mer haut hei unhuelen an déi mir och als ADR gär matstëmmen, awer eng Dispositioun steet, déi seet, de Système des contributions géif méi flexibel ginn.

Gläichzäiteg gesi mer an deenen Dokumenter, déi mer haten, datt awer elo keng Incidences budgétaires, op jidde Fall emol fir dëst Joer, virgesi sinn, wat de Statsbudget ugeet. Eis Fro ass also dohier: Plangt d'Regierung iergendeng Ännerung, wat eis Kontributiounen ugeet? Oder huet déi do Dispositioun iergendwellech Implikatiounen op laang Siicht fir de Statsbudget? Oder bezuele mer eng Kontributioun, déi proportional ass zu deem, wat aner Länner da bezuelen, ouni doriwwer erauszegoen?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. le Président.- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- D'UIT huet u sech eng wichteg regulativ Funktioun, déi net soll a Fro gestallt ginn. Déi betrëfft haut net méi wéi am Ursprong den Telegraf an duerno den Tëlefon, mä déi huet sech weiderentwéckelt iwwert d'Mobilnetzer bis hin haut zum Internet.

Dat, wat mer haut diskutéieren oder approuvéieren, ass am Fong geholl dat, wat schonn 2006 respektiv 2010 ausgehandelt ginn ass. Mir stëmmen och do derfir, well mer grosso modo déi regulativ Aspekter, déi dodranner sinn, guttheeschen. Och wa mer net onbedéngt mat alle Reserven, déi Europa do ënnerschreift, d'accord sinn, zum Beispill wat d'Souveränitéitsrechter iwwert de Loftraum ugeet, iwwert dem Äquator, déi déi Länner fir sech verlaangen a wou Europa net d'accord ass, well se och do wëlle mat hire Satelliten hin. Et wier och schwéier, fir et anescht ze maachen, mä do ass eng Kontradiktioun, déi ni geléist ginn ass.

Et muss een awer trotzdeem drop hiweisen, dass déi nächst Konferenz, wou Diskussioune bestinn, bevirsteet am Dezember 2014. Et muss een och drop hiweisen, dass d'UIT net déi eenzeg Instanz ass, déi regulativ Aufgaben an deem dote Beräich huet.

Ech gräife just eng eraus, dat ass d'ICANN, déi am Fong geholl déi ganz DNSen, Internetadressen, High-level-Domäner an esou weider géréiert a wou et och Bestriewunge gëtt… D'ICANN ass am Fong geholl méi also eng Struktur, déi en place gesat ginn ass vun den Utilisateuren, déi awer ganz gutt funktionéiert.

Et sinn awer eng Rei Regierungen, déi wëllen der ICANN hir Attributiounen ewechhuelen, grad am Beräich vun den Domäner a vun den High-level-Domäner a vum Internet, a wëllen déi un d'UIT ginn. Wat als Konsequenz hätt, wann d'UIT dat géif unhuelen, dass net méi d'Utilisateuren dat géife kontrolléieren, mä Staten, an dass d'Domäner an d'Aushandele vun, d'Zouweisung vun Domäner am Internet géif e Spill ginn tëschent Staten a Regierungen, wat eng ganz aner Nues gëtt, wéi dat de Moment de Fall ass.

Op wat ech eraus wëll, ass dat, fir ze soen, mir sollen net nëmmen nodréiglech Konventiounen an Ännerungen approuvéieren, mä mir sollen eis och d'Moyene ginn, fir esou Saachen am Virfeld ze diskutéieren. Well dat do wäert eng vun den Diskussiounen am Dezember 2014 sinn. Mir solle wierklech kucken, wéi eng Moyenen dass mer eis kënne ginn, fir déi Diskussiounen do am Virfeld ze féieren an net herno einfach just ofzehaken, nodréiglech ofzehaken, wat diskutéiert ginn ass. Well dat am Virfeld ze diskutéieren, ass déi richteg Aart a Weis, fir Afloss ze kréien op dat, wat op eis zoukënnt a wat mer duerno da gudde Gewëssens kënnen approuvéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci och. Domat hu mer d'Diskussiounsronn ofgeschloss. An d'Wuert huet d'Regierung, den Här Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech och dem Rapporteur e grousse Merci soen. En huet och gesot, dass de Secrétaire général vun der UIT, den Här Touré, zu Lëtzebuerg war. An et soll een net hei mengen, dass d'UIT a Lëtzebuerg kee Lien hätten, esou wéi ee kéint mengen, dass dat…, ob mir elo cotisatiounsméisseg wéi, wat oder wou.

Ech wëll just soen, dass mir du point de vue Satelliten ee vun deene Gréissten - ee vun deene Gréissten! - op dësem Globus sinn an dass d'UIT eng ganz grouss Roll huet och an deene Secteuren, déi se huet, an dass dowéinst d'Aarbecht, déi d'UIT mécht, an d'Zesummenaarbecht, déi mer mat Lëtzebuerg hunn - well mir sinn ëmmer Demandeur fir kënne Frequenzen och ze kréie fir d'Satelliten an och fir d'Satellite kënnen op Orbit ze setzen -, dofir och ganz wichteg ass, an et ass ganz wichteg, dass déi gutt Relatioune mat der UIT bestinn.

Mir sinn och Membre fondateur vun der UIT. Dat heescht, et ass näischt Neies. Mir hunn och dès le départ do eis Memberschaft erklärt.

A wéi ech gesot hunn, et ass ee Secteur, dat ass dee vun der Radiocommunicatioun, dat ass deen, dee justement och d'Utilisatioune vun de Frequenzen, de radioelektresche Frequenzen och regelt an dee wierklech vun enger ganz, ganz grousser Wichtegkeet ass och fir eis Gesellschaft, déi zu Betzder ass.

Ech ginn elo net an den Detail an iwwer wéi oft d'Sitzungen tagen oder wien dohinner kënnt. Ech hunn zwou prezis Froe gestallt kritt, da wëll ech och dorop äntwerten.

Déi éischt ass déi Reserv. Déi Reserv ass am Fong, well den 3. Dezember 1976 eng ganz Rëtsch vu Länner, déi um Äquator sinn, gesot hunn, si hätte gär eng Reserv a si hätte gär re-

servéiert Plazen. Déi hunn nämlech gefrot «confèrent aux pays équatoriaux des droits souverains sur certaines portions de l'orbite des satellites géostationnaires, et qui est mis en cause par les États signataires de la contre-réserve.» Dat heescht, dat wor den 3. Dezember 1976, wou déi Länner dat gefrot hunn, a säitdeem gëtt et eng Contre-réserve, wou och Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet; ausser Kolumbien, déi säitdeem och op hir Reserv verzicht hunn.

A wéi gesot, iwwert de finanziellen Impakt, ech hunn net Kenntnis, dass do sollt eppes geännert ginn. Ech hunn och dem Här Touré gesot, dass fir d'Kontributioun vun de Länner et am Moment net opportun wier, wann do eppes géif änneren. Dat wier delikat, de Leit ze soen, mir géifen op där enger Säit gäre spueren an op där anerer Säit géife mer d'Kontributiounen erhéijen.

Ech muss Iech awer just soen, dass et fir verschidde Länner dramatesch wier, wa se bei der UIT net kéinten um Dësch sëtzen, well se hir Cotisatioun net bezuele kënnen. Well do, wou mir heiansdo soen, et wier deier, fir verschidde Länner ass dat ganz, ganz vill méi. An dowéinst gëtt et vläicht och heiansdo Solidaritéit an internationalen Organisatiounen, déi och gefrot gëtt.

Mä wéi gesot, ech hunn déi Demande nach net elo kritt, fir do e Rééquilibrage ze maache vun de Cotisatiounen. A wann dat de Fall wier, kann ech gäre bei d'Chamberskommissioun da kommen, fir hinnen dat da matzedeelen. Ech si frou op jidde Fall, wa mer hei eng grouss Zoustëmmung kréien.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Regierung. Mir géifen dann iwwert den Ensembel vum Projet de loi 6637 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6637 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6637 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Jo. Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6640 an do geet et ëm eng Konventioun iwwert déi Universell Postunioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An d'Rapportrice, d'Madame Tess Burton, huet direkt d'Wuert.

11. 6640 - Projet de loi portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle,

- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle,

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final, signés au Congrès postal universel de Genève, le 12 août 2008

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den 20. Dezember d'lescht Joer ass de Projet de loi 6640 vum Ausseminister Jean Asselborn déposéiert ginn. Mat dësem Gesetzesprojet huele mir verschidde Protokoller un, déi d'Union postale universelle betreffen.

Et handelt sech dobäi ëm den aachte Protocole additionnel vun der Constitutioun vun der Union postale universelle an ëm den éischte Protocole additionnel vum Règlement général vun der Union postale universelle. A mat dësem Projet ginn och verschidden Ännerungen an der Konventioun vun der Union postale an am Ofschlossprotokoll ugeholl, déi béid um Weltpostkongress den 12. August 2008 zu Genève ënnerschriwwe gi sinn.

Erlaabt mer, fir d'Éischt e puer Wierder zur Union postale ze soen.

D'Union postale universelle, op Lëtzebuergesch de Weltpostveräin, ass 1874 gegrënnt ginn an ass säit 1948 eng Sonderorganisatioun vun de Vereenten Natiounen. D'Union postale universelle, ofgekierzt UPU, huet hiren Haaptsëtz an der Schwäiz zu Bern an zielt de Moment 192 Memberstaten, dorënner eben och säit 1875 Lëtzebuerg.

Sënn an Zweck vum Weltpostveräin ass d'Regelung vun der internationaler Zesummenaarbecht vun deenen nationale Postadministratiounen am Kader vum internationale Postverkéier. D'Haaptaufgab vun der Union postale universelle besteet doranner, déi weltwäit an zäitno Zoustellung vu Bréiwer a Päck iwwert d'Landes- a Sproochegrenzen eraus sécherzestellen.

D'Noutwendegkeet vun enger Instanz wéi der UPU gëtt däitlech, wann ee sech d'Zuelen ukuckt, déi dat weltwäit Postwiese beschreiwen: 5,3 Milliounе Leit schaffe weltwäit bei der Post, 642.000 Postbüroe ginn et op der ganzer Welt an 346 Milliarde Bréiwer a 6,5 Milliarde Päck ginn all Joers verschéckt.

Eng ganz praktesch Bedeitung fir deen eenzelne Postclient huet de Weltpostveräin virun allem dann, wa Bréiwer oder Päck verluer ginn. Fir dëse Fall ass et d'UPU, déi en Entschiedegungsbetrag agefouert huet an nach bis haut festleet. Et ass och de Weltpostveräin, deen d'Coupons-réponse internationaux erausgëtt. Dës Coupone kënnen an all Land vun der Welt an Timberen ëmgetosch ginn an d'UPU bezilt d'Präisdifferenzen zu deene verschiddene Länner.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de 24. Kongress vun der Union postale universelle huet vum 23. Juli bis den 12. August 2008 op Invitatioun vun der Schwäizer Konfederatioun stattfonnt. 180 Membere vun der UPU waren op dësem Kongress representéiert. Hei goufen eng Rei vun Dokumenter ënnerschriwwen, déi d'Zukunft vun de Postdéngschter betreffen.

Bei der Ënnerschréft vun dësen Akten huet Lëtzebuerg sech der Deklaratioun vun de Memberstate vun der Europäescher Unioun ugeschloss, fir d'Akte vum Kongress vu Genève am Respekt vum europäeschen Traité an de Regele vum „Accord général sur le commerce des services" vun der Welthandelsorganisatioun ze applizéieren.

Den Arrangement iwwert d'Bezuelservicer vun der Post gouf net um Kongress vu Genève geännert, mä Lëtzebuerg huet dësen Arrangement zu Genève weider verlängert an ënnersträicht domat weiderhin de Wëllen, un dësem Arrangement festzehalen.

D'Haaptännerungen, déi zu Genève beschloss gi sinn, betreffen de strategeschen, de finanziellen, de legislativen an den organisatoresche Plang vun der UPU. Wat de strategesche Plang ubelaangt, sou huet de 24. Kongress vun der UPU sech Richtung Zukunft orientéiert a sech als Zil gesat, d'Postdéngschter méi a Richtung vun den neien Technologien ze entwéckelen. D'Poststrategie vun Nairobi, déi formal um Kongress 2008 ugeholl gouf, ass als Instrument gewielt ginn, fir dëst Zil ze erreechen.

De Kongress huet ausserdeem décidéiert, d'Post an hir elektronesch Déngschter ze moderniséieren an den EMS, den Express Mail Service, duerch nei Servicer ze erweideren. Aner wichteg Décisioune betreffen d'Aféierung vun engem System fir d'Frais terminaux, dee sech un de Käschten orientéiert.

Wat de finanzielle Plang ubelaangt, esou huet de Kongress e méi flexibele Finanzéierungsmodell ugeholl, deen et de Memberstaten erlaabt, an der Zäit tëschent zwee Kongresser, déi all véier Joer stattfannen, eng Bäitragsklass ze wielen, déi iwwer hirer aktueller läit. Dës Flexibilitéit soll et erlaben, zukünfteg budgetär Defiziter auszegläichen, déi d'Ëmsetzung vu verschiddenen Entscheedungen an ambitiéise Projete kéinte gefährden.

Um legislative Plang da gouf d'Definitioun vum „pays membre" duerch déi vum „opérateur désigné" ersat, dëst fir der Liberalisatioun vum Postsecteur Rechnung ze droen. D'Regimer vun der Responsabilitéit an der Reklamatioun goufen och der aktueller Praxis ugepasst.

Dann, um organisatoresche Plang, huet de Kongress en neie Verwaltungsrot an en neie Conseil d'exploitation postale gewielt, mä Lëtzebuerg huet fir dës zwee Organer awer keng Kandidatur gestallt.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 6. Mee 2014 säin Accord fir dëse Projet ginn an hat just nach eng Ännerung vum Titel virgeschloen. Dës Ännerung gouf och vun der Chambre de Commerce proposéiert, déi och hiren Accord zu dësem Projet ginn huet. D'Kommissioun huet dës Ännerung vum Titel och ugeholl. An d'Chambre des Métiers huet an hirem Avis dem Projet och zougestëmmt. Mäi schréftleche Rapport gouf dunn den 30. Juni dëst Joer unanime an der Kommissioun ugeholl.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer zum Schluss nach e puer kleng Remarquen:

D'Approbatioun vun den Décisiounen, déi elo um 25. Kongress vun 2012 geholl gi sinn, wäerten den Objet vun engem anere Projet de loi ginn, well all Ännerung soll eng formell Approbatioun duerch en nationaalt Gesetz kréien.

D'Lëtzebuerger Post ass och net ofhängeg vun der formeller Approbatioun vun dësem Gesetzesprojet, well si muss elo schonn déi international Obligatiounen, déi sech aus deenen internationalen Texter erginn, an der Praxis uwenden.

De finanzielle Bäitrag, dee Lëtzebuerg bei der UPU muss bezuelen, fir Member ze sinn, entsprécht enger Eenheet bei der UPU, an dat waren 2013 34.543,50 Euro.

Ofschléissend soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Burton. Dann huet d'Wuert déi éischt ageschriwwe Riednerin, d'Madame Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Merci, Här President. Ech géif vläicht direkt der Rapportrice, der Madame Tess Burton, villmools Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport, an och, datt se schonn en Ausbléck ginn huet iwwert dat, wat an Zukunft kënnt. Et handelt sech, wéi beim Projet virdrun, ëm d'Approbatioun vu verschiddene Changementer aus dem Joer 2008.

Mir begréissen dat als CSV-Fraktioun an ech ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci villmools. Nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Virop och hei vun der DP-Fraktioun en häerzleche Merci un d'Madame Tess Burton fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport an dësem ganz techneschen, awer ganz wichtege Secteur fir Lëtzebuerg.

Et geet jo hei drëm, zwee Protokoller plus d'Amendementer unzehuelen, fir eis Situatioun ze regulariséieren. Wat ganz wichteg ass, dat ass, datt d'Strategie, déi hei verfollegt gëtt vun der UPU, eben déi ass, fir déi ganz Services postaux un déi nei technologesch Entwécklungen unzebannen a vill méi performant ze maachen. Dat ass och fir Lëtzebuerg ganz wichteg.

De Premierminister huet virdru gesot, datt dee ganze Secteur fir eis wichteg ass, an d'Post gehéiert och zu dem Telekommunikatiounssystem. Mir wëlle jo an deem ganze Secteur ganz performant sinn, praktesch e Global Player. An dofir musse mer dëse Projet unhuelen, dee wichteg ass fir Lëtzebuerg.

Ech brénge bien entendu den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Beissel. An d'Wuert huet den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt just der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

M. le Président.- Merci villmools. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus der Madame Burton e grousse Merci fir hire ganz flotten a komplette Rapport.

Mir hunn hei an dësem Projet eng Situatioun, déi e bëssen ähnlech ass wéi déi virdru bei der Union internationale des télécommunications, asouwäit, datt och hei eng finanziell Dispositioun drasteet, déi de Memberstaten et erlaabt, fir eng „classe de contribution supérieure à la leur" ze wielen an der Period tëschent zwee Kongresser.

D'Fro ass also och hei: Gëtt Lëtzebuerg dovunner betraff oder huet d'Regierung wëlles, eng Classe de contribution supérieure ze huelen? Ech mengen, déi Fro ass an enger Zäit, wou mer musse jo e bësse spueren, méi wéi berechtegt!

Dovunner ofgesinn, si mir natierlech och frou iwwert déi Adaptatiounen, well ech mengen, et besteet jo ouni Zweifel - an et ass och gutt esou - e grousse Konsens, datt mer wëllen an deem doten Domän wierklech e Spëtzereider op der Welt sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. A leschte Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci. Also mir schwätzen hei wuelverstanen iwwert de 24. Kongress, deen 2008 zu Genf war, a vun deem, wat do décidéiert ginn ass, haaptsächlech op zwou Ebenen: nei Technologien, wat gesot ginn ass, mä awer och déi aner Ebene, déi een net soll ignoréieren, dat ass déi weider Liberaliséierung vum Telekommunikatiounsberäich. Dat bréngt jo mat sech, ënner anerem: Memberlänner ginn ersat duerch Opérateuren, Déngschtleeschtunge ginn ersat duerch Wueren. An dat ass e Prozess, dee vun dem GATT, vum AGCS an iwwert d'OMC an d'Wee geleet ginn ass, deen net nëmme Guddes mat sech bréngt.

An et ass och dowéinst, wou mir eis bei dësem Projet wäerten enthalen.

Dann ass geschwat gi vum Bléck an d'Zukunft. Wann d'Zukunft awer 2012 ass, dann ass dat schonn u sech e bësse witzeg oder e bësse significatif fir d'Aart a Weis, wéi mer hei schwätzen! De 24. September 2012 war zu Doha am Katar dee 25. Kongress. An do wäert eis dann och soss näischt méi iwwreg bleiwen, wéi just nach dat ofzeseenen oder ze refuséieren - mä dat wäert jo hei wahrscheinlech d'Majoritéit net maachen -, wat do ugeholl ginn ass.

An dann, wa mer wierklech vun der Zukunft wëlle schwätzen, da misste mer de 26. Kongress kucken, deen 2016 stattfënnt; en ass jo all véier Joer. An do maachen ech deen nämlechten Appell wéi bei deem Projet virdrun: ob mer net d'Méiglechkeet emol géife fannen, ob mer eis net d'Moyene solle ginn, fir am Virfeld ze diskutéieren, besonnesch an esou sensibele Beräicher wéi deem vun der Liberaliséierung vun ëffentlechen Déngschtleeschtungen.

An zum Schluss stellen ech mer d'Fro, an ech wëll och der Chamber d'Fro stellen, ob esou Projete wéi déi hei, déi trotzdeem international Konventioune sinn, ob déi net missten hei mat enger Majorité qualifiée ofgestëmmt ginn, fir ugeholl ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. An elo huet direkt d'Regierung d'Wuert, den Här Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, ech mengen, hei ass alles gesot ginn. Ech wëll och der Rapportrice Merci soe fir de Rapport. An esou, wéi och elo just vum Virriedner gesot ginn ass, dat heite sinn d'Konklusioune vun der Sitzung, déi zu Genève stattfonnt huet. An déi vun Doha, déi Enn 2012 stattfonnt huet, wäerten an engem separate Projet de loi och hei déposéiert ginn.

Dem Här Kartheiser seng Fro - ech soen et nach eng Kéier hei, iwwert d'Wichtegkeet vun den Telekommunikatiounen: Hei steet dran, datt et géif erlaben, duerch déi aner Kontributiounen, vläicht Projeten ze maachen, déi ee soss net kéint maachen, déi awer am Intérêt vun der Union internationale och wieren. Et soll een au cas par cas kucken, soen ech Iech ganz éierlech. Menger Meenung no sinn einfach verschidde Länner, déi gesot hunn: Mir wëllen net eng Erhéijung. An dofir war dat d'Kompromëssléisung, wou gesot ginn ass: Ma

déi, déi wëlle méi héich kontribuéieren, kënnen da méi héich kontribuéieren.

Wa Projete sinn, déi net méiglech sinn ze maachen, wann d'Kontributiounen net gehéicht ginn, dann hunn ech kee Problem, fir och meng politesch Responsabilitéit bei Iech sichen ze kommen, fir ze kucken, ob mer dat solle maachen oder net. Mä, wéi gesot, fir elo einfach ze soen, mir héijen, ouni ze wësse firwat, do gesinn ech och net eng Ursaach derfir.

An ech géif mech och freeën, wa mer hei eng Majoritéit, eng grouss Majoritéit op jidde Fall, Här President, fir dee Projet hätten.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. A mir géifen dann och direkt zum...

(Interruption)

Jo? Parole après ministre?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo.

Ech hunn d'Fro gestallt vum Vote, vun der Majorité qualifiée. An déi aner Fro, déi ech dem Statsminister gestallt hat, war déi, ob mer net sollen - scho beim Projet virdrun an och elo hei nach eng Kéier -, ob et net méi Sënn géif maachen, mir géifen am Virfeld iwwer esou Saachen, iwwer esou Themaen diskutéieren. D'Regierung, déi huet de Kalenner vun deem, wat usteet. Et wier da gutt, wann d'Regierung eis géif zur Zäit informéieren.

An deem Zesummenhang stellt sech och d'Fro, ob et net méi korrekt wier, d'Vertrieder vun der Regierung géife mat engem Mandat op esou Sitzunge goen, déi awer nëmmen all véier Joer stattfannen a wichteg Décisiounen huelen. Ech wollt awer do nach eng Kéier nohaken, fir do zu deenen zwou Saache Prezisiounen ze kréien.

Merci.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President.

M. le Président.- Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Parole après député dann.

Ech wollt just hei ënnersträichen, dass déi Konferenz dräi Woche gedauert huet. An do ass och eng Dynamik an enger Konferenz. A wa mir au préalable an all Konferenz, international Konferenz, wou mer ginn, musse soen, mir kënnen näischt décidéieren, well mer net wëssen, wat eis Chamber doriwwer seet! Hei si jo Dispositiounen, wou mer der Meenung sinn, dass se am Intérêt vun der Saach sinn.

An zu Lëtzebuerg war nach ni e Mandat préalable gefrot ginn, ob dat elo fir en Europäesche Conseil ass, ob dat fir Dispositiounen um europäeschen Niveau oder bei internationale Gremien ass. Wann dat eng nei Fuerderung vun der Majoritéit sollt sinn, soll een dat maachen. Mä ech mengen, dass dës Dispositioune kompatibel sinn zu där Politik, déi mer och eis engagéiert hunn, fir déi nächst véier an en halleft Joer mindestens nach ze maachen.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6640 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6640 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

59 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl, 57-mol Jo, 2 Abstentiounen, wou ech dovun ausginn, dass déi motivéiert sinn. De Projet ass domat ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert. Merci.

Dee leschte Projet vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 6420 iwwert de Fonds National de la Recherche. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. De Rapporteur, den Här Bauler, steet scho prett,.

Den Här André Bauler huet d'Wuert, fir de Projet ze presentéieren.

12. 6420 - Projet de loi

- modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds National de la Recherche dans le secteur public;

- modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nieft dem Pisa-Wëssensmagazin, deen elo scho fënnef Joer op der Tëlee leeft an deen een net méi spéit wéi de leschte Sonndeg fir déi 85. Kéier kucke konnt, gehéieren de Science Festival oder och nach d'Chercheurs à l'école zu deenen Initiativen, déi de Fonds National de la Recherche an d'Liewe geruff huet a finanziell ënnerstëtzt, fir d'Éffentlechkeet fir méi Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ze sensibiliséieren.

Den FNR huet sech an de leschte 15 Joer zu engem wichtege Partner entwéckelt, wann et drëm geet, d'Kultur vun der Wëssenschaft ze promouvéieren. Och de Science Festival ass eng eemoleg Geleeënheet, fir den Dialog tëschent der Wëssenschaft an der Gesellschaft ze förderen. Den FNR ënnerstëtzt d'Promotioun vun der Kultur, der wëssenschaftlecher Kultur. Dat ass extrem wichteg, fir bei eiser Jugend den Appetit an den Intérêt un de Wëssenschaften ze erwächen a waakreg ze halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech méi genee op de Gesetzesprojet u sech aginn, erlaben ech mer, dësen Text a méi e generelle Kontext ze stellen. Am 21. Jorhonnert hänkt de Räichtum vum Land méi wéi jee vum Wësse vu senge Bierger of. Eise Wuelstand wäert ëmmer méi op wëssenschaftlech Entwécklungen an op déi technologesch Uwendunge vun dësem neie Wëssen opgebaut sinn. Dofir ass et essenziell, datt mir als Land a Fuerschung, Entwécklung an an d'Innovatioun investéieren, fir eis Zukunft ofzesécheren.

D'Fuerschung, a besonnesch déi ëffentlech Fuerschung, déi jo iwwert den FNR ënnerstëtzt gëtt, soll sech virun allem mat de wichtegen Erausfuerderunge vun eiser Zäit beschäftegen. An de leschte Joren huet sech kloer gewisen, datt déi Länner, déi eng zolidd Fuerschungsbasis hunn, d'Kris besser bewältege konnte wéi Länner, déi net esou staark an d'Fuerschung investéiert haten. Eis Fuerschungslandschaft gouf an de leschte Joren diversifizéiert. Stat an FNR hunn dozou hire respektive Bäitrag geleescht.

Et gouf och néideg, eise Fuerschungssystem ënnert d'Lupp ze huelen a kritesch ze beliichten. Mëtt des leschte Jorzéngts ass dësen Exercice an d'Wee geleet ginn. 2005 huet déi deemoleg Regierung der OECD dofir eng Analys an Evaluatioun vun eisem nationale Fuerschungs-, Innovatiouns- an Entwécklungsdispositif uvertraut. Och d'Stäerkten an d'Schwächte vum ëffentleche Recherches-System goufen analyséiert.

De Fonctionnement vum FNR gouf 2010 bewäert. Op Basis vun all deenen Evaluatioune gouf festgehalen, fir déi gesetzlech Ännerunge virzehuelen, déi sech onweigerlech opdrängen. De Gesetzesprojet, dee mir haut guttheesche sollen, huet als Zil, dat modifizéiert Gesetz vum 31. Mee 1999, dat den FNR am ëffentleche Secteur geschafen huet, an dat modifizéiert Gesetz vum 12. August 2003, dat d'Uni Lëtzebuerg an d'Liewe geruff huet, ze adaptéieren.

Ech wëll nach eemol drun erënneren, datt den FNR geschafe gouf, fir de Fuerschungsaktivitéiten am ëffentleche Secteur eng zousätzlech Impulsioun ze ginn, dëst mat enger duebeler Missioun. Engersäits goung et mam FNR-Gesetz drëm, fir Gelder ze sammelen, ze verwalten an anzesetzen, déi aus ëffentlechen a private Quelle kommen, fir um nationale Plang d'Recherche an déi technologesch Entwécklung am ëffentleche Secteur ze ënnerstëtzen. Anerersäits ass et drëms gaangen, e permanente Reflexiounsprozess ze féieren, mat Hëllef vun deem déi national Fuerschungspolitik opgrond vu wirtschaftlechen Donnéeë kann orientéiert ginn.

Den FNR gëtt aus dem Statsbudget finanzéiert, mä an de leschte Joren huet den FNR et ëmmer nees fäerdegbruecht, Drëttmëttel aus den europäesche Fuerschungsprogrammer ze kréien, dëst an der Héicht vun 3% bis 5% vu senge Recetten. Ëm 4% vun den Dépensë ginn zurzäit an d'Personalkäschten, 2% an d'Promotioun vun der Fuerschung an ëm déi 90% fléissen a Projeten, déi zesumme mat der Uni, de CRPen, dem CEPS, dem Statec, dem CHL, dem Naturhistoresche Musée an dem Statslabo souwéi anere Partner ëmgesat solle ginn.

Den FNR ënnerstëtzt d'Recherche am ëffentleche Secteur mat engem diversifizéierte Portefeuille vun Instrumenter, denke mer un thematesch a strukturell Fuerschungsprogrammer, Begleedungsmoossnamen oder Hëllef fir Formation-Recherche. D'Entwécklungen an der Fuerschung an an der Innovatioun am leschte Jorzéngt hu kloer gewisen, datt den FNR op legalem Plang ugepasst muss ginn. Heibäi geet et och drëm, d'Recommandatioune vun der OECD a vum Cabinet d'experts zumindest deelweis ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6420 gouf den 3. Abrëll 2012 duerch den deemolegen Héichschoulminister François Biltgen déposéiert an nieft dem Statsrot vun der Salariats-, der Handels- an der Statsbeamtekummer aviséiert. Fir den Detail vun de legislativen Aarbechten erlaben ech mer, op de schréftleche Rapport ze verweisen.

D'Gesetzesmodifikatioune situéiere sech op sechs Niveauen. Ech wëll se hei kuerz résuméieren.

Éischtens: D'Missioune vum FNR ginn à jour gesat. De Gesetzesprojet klarifizéiert d'Aufgabe vum FNR, andeems en d'Natur an d'Ziler vum Fong senger Aktioun preziséiert an andeems en d'Roll vum FNR als Haaptinstrument an als Bailleur de fonds an der Regierung hirer Fuerschungspolitik gesäit. Dëse Projet féiert och d'Notioun vun der Valorisatioun vun de Resultater an der ëffentlecher Fuerschung an. Et geet also och drëm, fir derfir ze suergen, datt d'Fuerschung um Terrain hire gréisstméiglechen Nidderschlag fënnt.

Zweetens: De Krees vun de Bénéficiairë soll erweidert ginn. Dëse Krees gëtt folgendermoossen definéiert: Et sinn dat d'Établissements publics, déi d'Recherche als Haaptmissioun an hirer Base légale ageschriwwen hunn; ëffentlech Organismen, Servicer an Etablissementer, déi an den Domänen, déi si betreffen, Fuerschungsaktivitéiten ënnerhuelen; d'Associatiounen an d'Fondatiounen ouni Gewënnzweck, déi dem modifizéierte Gesetz vum 21. Abrëll 1928 ënnerleien an déi Fuerschungsaktivitéiten ënnerhuelen an deenen Domänen, déi si uginn. Si brauchen awer en Agrément vum Minister.

Drëttens: Fir d'Autonomie vum FNR ze stäerken, gesäit de Gesetzesprojet vir, datt d'Relatiounen tëschent dem FNR an dem Stat duerch eng méijähreg Konventioun geregelt ginn, déi engersäits déi allgemeng Politik vum FNR, seng strategesch Choixen, seng Aktivitéiten a seng Ziler festhält an op där anerer Säit d'Mëttel definéiert, déi de Stat dofir zur Verfügung stellt.

Véiertens: D'Gouvernance vum FNR gëtt nei definéiert. Den FNR setzt sech aus zwee Organer zesummen, dem Verwaltungsrot an dem wëssenschaftleche Rot, dem sougenannte Conseil scientifique. Fir d'Autonomie vum FNR ze stäerken, ginn d'Rolle vun deenen zwee Organer nei definéiert. An dësem Kader gëtt och eng méi kloer Trennung tëschent den Aufgabe vum Conseil d'administration an deene vum Generalsekretär agefouert. De Verwaltungsrot ass fir d'Strategie zoustänneg, während de Generalsekretär fir d'Émsetzung vun dëser Strategie responsabel zeechent.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mat dësem Projet soll de Verwaltungsrot an Zukunft nëmmen nach mat externe Perséinlechkeeten, déi also vun ausserhalb vum FNR a senge Bénéficiairë kommen, besat ginn. Dës Leit ginn ausgewielt en fonction vun hirer wëssenschaftlecher Kompetenz an hirer Expertise, och um Terrain vun der Valorisatioun vun der Recherche. D'Zuel vun de Membere geet erof vun 12 op 9.

Déi automatesch Vertriedung vu verschiddene Ministèren am Verwaltungsrot gëtt ofgeschaaft. Am Géigenzuch gesäit de Projet vir, datt d'Funktioun vum Regierungskommissär agefouert gëtt. Dëse participéiert un de Sëtzunge vum Verwaltungsrot mat berodender Stëmm, kann awer Décisiounen en suspens halen, wa se net de Reglementer oder de Kontrakter mam Stat entspriechen.

De Verwaltungsrot vum FNR muss och net méi all Entscheedungen, déi mat der Verwaltung vum Fong ze dinn hunn, huelen. De Conseil d'administration definéiert déi generell Politik an d'Strategie vum FNR am Kader vun der pluriannueller Konventioun. Et ass de Generalsekretär vum FNR, deen de Chef vum Exekutiv ass an deen den FNR dirigéiert, deen déi deeglech Entscheedungen an der Gestioun vum FNR hélt. Hie rapportéiert regelméisseg un de Conseil d'administration. Dëse Gesetzesprojet verstäerkt also d'Roll vum Generalsekretär. Am Gesetz vun 1999 hat hie virun allem eng administrativ Aufgab.

Wat de Conseil scientifique ugeet, esou gëtt deen an deem Sënn reforméiert, datt an Zukunft d'Bénéficiairë vum FNR, y compris d'Uni, net méi an dësem Gremium vertruede sinn. Dëst geet jo och aus de Recommandatioune vun der OECD ervir. Dëst ass noutwendeg, fir datt d'Entscheedungen an aller Transparenz an Neutralitéit geholl kënne ginn.

Fënneftens: Den Dispositif vun den Aides an der Formation-Recherche gëtt modifizéiert an deem Sënn, datt och Écoles doctorales oder Fuerschungsschoulen iwwert de Wee vun den Aides à la Formation-Recherche finanzéiert ginn. D'Bewertungskritäre fir dës kollektiv Subventiounen applizéiere sech net op den individuelle Projet, mä op de méijährege Programm vun der École doctorale. Dës Dokterschoule ginn net nëmmen eng wëssenschaftlech Kultur mat op de Wee, mä droen och maassgeblech dozou bäi, datt déi jonk Chercheuren - dat ass wichteg - an d'Beruffsliewen integréiert ginn.

Lëtzebuerg stet am europäesche Kontext scho ganz vir, wat d'sozial Ofsécherung vun de Chercheuren ugeet, an och bei deenen, déi eréischt an der Recherche ufänken. Well a ville Länner d'Doktorande sech nach ëmmer mat Bourssen ouni Aarbechtsvertrag, ouni integréiert Sozial- a Pensiounsversécherungen zefridde musse ginn, hunn d'Doktoranden an d'Postdoktoranden hei zu Lëtzebuerg dee Virdeel, datt si ënner engem Aarbechtsvertrag kënne schaffen.

Sechstens: Zum Schluss ass nach ze bemierken, datt dëse Projet de loi d'Fonctionnarisatioun vun den Employés d'État virgesäit, déi am Departement Recherche an Innovatioun vum Héichschoulministère schaffen. Well et am aktuelle Gesetz keen effektive Kader gouf, hunn d'Renforcementer u Personal sech iwwert de Wee vu Rekrutementer an der Carrière vum Employé d'État gemaach. Well dës Agenten awer Aufgabe wouerhuelen, déi mat der Ausféierung vun de souveräne Missioune vum Stat ze dinn hunn, solle si an Zukunft vum Statsbeamtestatut bénéficiéieren.

Madame Presidentin, fir den Detail vun de verschiddenen Avise vun de Chambres professionnelles wëll ech aus Zäitgrënn op mäi schréftleche Rapport verweisen. Ech wëll awer e puer Punkten opgräifen, déi de Statsrot a sengen Avisen opgeworf huet. De Conseil d'État huet säin Avis den 23. Oktober 2012 ginn. De Statsrot plädéiert fir eng optimiséiert Gouvernance vum Fuerschungssecteur. D'Ännerungen, déi am Gesetzesprojet virgesi sinn, géifen zu enger Erweiderung vun de Kompetenze vum FNR féieren, ouni awer e Rééquilibrage vu sengem Interventiounsfeld an eng Restrukturatioun vun den ëffentlechen Institutiounen, déi vum Finanzement vum FNR profitéieren, ze viséieren.

De Statsrot schwätzt sech géint d'Éligibilitéit vun ëffentlechen Etablissementer a Servicer aus, déi d'Recherche net als Haaptaktivitéit hunn an déi vun hiren eegene Budgete finanzéiert ginn. E schwätzt sech och géint Vereenegungen a Stëftungen ouni Gewënnzweck aus, déi vum Finanzement vum FNR kéinte profitéieren. Den FNR kéint doduerjer riskéieren, net nëmmen eng Superstruktur fir de Finanzement vun aneren Établissements publics ze ginn, mä och eng Adress fir Demandes de subventions de tous genres.

Wat d'Zesummesetzung vum Verwaltungsrot vum FNR ugeet, esou plädéiert de Statsrot derfir, déi geplangten Dispositioun, déi eng équilibréiert Vertriedung vu Männer a Frae virgesäit, ze preziséieren an eventuell Quoten anzeféieren. De Statsrot huet sech och géint d'Asetze vun engem Regierungskommissär ausgeschwat, deen eng Supervisiounsmissioun hätt. Dës Missioun kéint senger Meenung no vun de Verwaltungs- an Direktiounsgremie vum FNR geleescht ginn.

De Statsrot huet och d'Fro vun den Immobilien opgegraff, déi an d'Kapital vum FNR ze integréiere wieren. Et kéim zu enger Opposition formelle, wann dës Immobilien, also Gebaier, Équipementer, etc. net an enger separater Annex vum Gesetz opgelëscht géife ginn.

Dann huet de Statsrot sech och nach prinzipiell d'accord erklärt, fir den Employéen, déi am zoustännegen Departement vum Héichschoulministère schaffen, de Statut vum Fonctionnaire ze ginn.

A sengem Avis complémentaire vum 30. Abrëll 2013 huet de Conseil d'État drop bestanen, datt d'Jetonen an d'Indemnitéiten, déi de Membere vum FNR-Verwaltungsrot, vum Conseil scientifique an dem Regierungskommissär bezuelt ginn, obligatoresch iwwer Règlement grand-ducal musse fixéiert ginn.

A sengem zweeten Avis complémentaire vum 20. Dezember 2013 huet de Statsrot d'Regierungsamendementer a puncto Propriété foncière vum FNR a Jetons de présence guttgeheescht. Et ass an der Kommissioun festgehale ginn, datt d'Mise à disposition vu Gebaier, Équipementer an esou weider déi bescht Léisung ass, déi zréckbehale ka gi fir all d'Établissements publics, déi am Beräich Héichschoul, Fuerschung an Innovatioun a terme an der Cité des Sciences zu Belval implantéiert ginn.

A sengem drëtten Avis complémentaire vum 6. Mee 2014 huet de Conseil d'État sech finalement derfir ausgeschwat, eng Loi générale auszeschaffen, wat déi équilibréiert Vertriedung vun deenen zwee Geschlechter an de Verwaltungsréit vun den Établissements publics betrëfft. Am Regierungsprogramm steet nämlech geschriwwen, datt an de Verwaltungsréit vun den Établissements publics eng équilibréiert Vertriedung tëschent Männer a Frae soll sinn. Dëst wier e Pilier vun der Politik, déi d'Égalitéit tëschent Männer a Frae promouvéiert.

Fir dëst Zil ze erreechen, peilt d'Regierung bis 2019 eng Representatioun vu 40% vum ënnerrepresentéierte Geschlecht un. D'Kommissioun huet dofir de 24. Februar 2014 en Amendement parlementaire an deem Sënn eragereecht. De Statsrot hätt also léiwer gesinn, wann eng Loi générale zu dësem Thema komm wier, well dat och vermeide géif, datt ähnlech Dispositioune bei der Ausaarbechtung vun anere Gesetzestexter iwwersi kéinte ginn.

D'Kommissioun huet sech finalement majoritär derfir ausgeschwat, fir elo emol an dësem Gesetzesprojet an och am Projet de loi iwwert d'CRPen der Regierung hirem Wonsch Rechnung ze droen a festzehalen, datt d'Proportioun vun de Membere vum Verwaltungsrot vun all Geschlecht net ënner 40% ka leien.

Souwäit also zu den Avise vum Statsrot. Fir all aner Detailer verweisen ech, wéi gesot, op mäi schréftleche Rapport.

Zum Schluss wëll ech all deene Leit Merci soen, déi zu dësem Rapport bäigedroen hunn, deen dëse Méindeg 30. Juni an der Kommissioun majoritär ugeholl gouf. Merci der Presidentin an de Memberen aus der zoustänneger Héichschoulkommissioun fir hir Iwwerleeungen an hir konstruktiv Mataarbecht. E besonnesche Merci geet och un d'Madame Huberty, dat ass d'Sekretärin vun der Héichschoulkommissioun, déi déi redaktionell Aarbecht ronderëm dëse Gesetzesprojet wéi gewinnt mat vill Kompetenz an Zouverlässegkeet begleet huet. Merci och de Beamten aus dem Héichschoulministère, déi der Kommissioun Erklärunge geliwwert hunn.

Ech schléisse meng mëndlech Interventioun, andeems ech dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi abréngen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci dem Här André Bauler fir säi breet gefächerte Rapport an dësem interessanten an esou wichtege Secteur fir Lëtzebuerg. A Merci och fir déi léif Mercie vun Ärer Säit un eis alleguerten.

Als éischt ageschriwwe Riednerin ruffen ech elo op d'Tribün d'Madame Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Madame Presidentin. Als Alleréischt e grousse Merci un de Rapporteur, den Här André Bauler, fir dee ganz detailléierte Rapport. De Rapport war esou detailléiert, datt ech mech, mengen ech, ka mat guddem Gewësse relativ kuerz halen. An ech ginn dovunner aus, datt déi mannst vun Iech do eppes dergéint hunn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg huet am Verglach zu aneren europäesche Länner net nëmmen eng relativ jonk Geschicht am Beräich vun der Recherche, mä och eng net ganz typesch Geschicht, an dat, well mer scho Fuerschungszentren haten, ier mer iwwerhaapt eng Uni kritt hunn. Nodeems Luxinnovation viru genee 30 Joer gegrënnt ginn ass, ass 1987 de legale Kader vun der Recherche publique definéiert ginn an déi zwee éischt CRPen, de CRP Lippmann an de CRP Tudor, si gegrënnt ginn. De CRP Santé koum dunn 1988 an de CEPS/Instead 1989 derbäi. Och d'Upassung vun dëse Gesetzer ass zimlech dréngend.

Datt d'Verstäerkung vun der Innovatioun an domadder gekoppelt vun der Recherche absolut noutwendeg war, fir eis Ekonomie erëm méi ze diversifizéieren, dat war ni a Fro gestallt. Mä dës jonk Recherche, déi fir déi ekonomesch Entwécklung vun eisem Land e wichtege Pfeiler ass, huet e richtege Kader gebraucht. Dofir ass 1999 dunn den FNR an och den Héichschoul-, Kultur- a Recherche-Ministère gegrënnt ginn.

Ech wëll kuerz op déi eigentlech Missioun vum FNR zréckkommen, och wa mäi Virriedner dat scho gemaach huet. De Fonds National de la Recherche soll Impulser fir d'Fuerschung zu Lëtzebuerg ginn. Eng vun den Aufgaben ass d'Matfinanzéierung vun de Fuerschungsprogrammer. Fir awer kënnen eng Selektioun vun deenen ze ënnerstëtzende Programmer ze maachen, hu missen déi national Prioritéite vun der Recherche festgeluecht ginn. Dës sinn 2007 opgrond vun de Recommandatioune vum FNR am Kader vu senger FNR-Foresight éischtmools festgehale ginn.

Dank dem FNR hu sech zu Lëtzebuerg iwwer all déi Joren thematesch Beräicher an der Fuerschung profiléiert. Den FNR huet sech zu engem onëmgänglechen, absolut wichtegen, zouverlässegen an effizienten Organ am Lëtzebuerger Fuerschungswiesen entwéckelt. Dofir wëll ech op dëser Plaz all den Acteure vum FNR an och vum Héichschoulministère, déi an deem Beräich schaffen - déi sëtzen do uewen -, e grousse Merci soen. Den FNR ass eist Haaptinstrument, fir eng adequat Ëmsetzung vun der Recherche ze garantéieren.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Upassung vum Gesetz vun 1999 ass éischtens duerch den eegenen Erfolleg, duerch déi rasant Entwécklung vun eiser Recherche, virun allem vun der Recherche publique, noutwendeg ginn. Wéi rasant d'Evolutioun vun der Recherche hei zu Lëtzebuerg war, léisst sech ganz däitlech duerch d'Entwécklung vun de Budgetsdépensen an dësem Beräich beleeën:

- Am Joer 2000 goufen 28 Milliounen Euro ëffentlech Gelder fir den RDI-Beräich ausginn; 13 Joer duerno hat sech dat verzéngfacht.

- 2000 louch de Budget vum FNR fir den RDI-Beräich bei 1,2 Milliounen Euro, 13 Joer duerno bei 52 Milliounen Euro.

En zousätzlechen Ustouss, fir d'Gesetz unzepassen, koum, sou wéi den Här Bauler et gesot huet, duerch d'Recommandatioune vun der OCDE. Den Haaptobjektiv vun där Etüd, déi vum Fuerschungsministère an Optrag gi gi war, war, fir d'Stäerkten an d'Schwächte vun eiser Recherche ze definéieren a virun allem och fir d'Gouvernance vun der ëffentlecher Recherche ze analyséieren, well d'Effizienz vun dëser Gouvernance ganz staark de sozioekonomeschen Impakt, dee mer eis jo vun der Recherche erwaarden, beaflosst.

Ech wëll elo net nach eemol am Detail op all d'Upassungen agoen, mä trotzdeem wëll ech heizou e puer Saache soen.

Wichteg ass et, datt d'Missioune vum FNR ugepasst gi sinn. Säi Rôle als Bailleur de fonds a seng Bedeitung, fir d'Politique gouvernementale am Beräich vun der Recherche ëmzesetzen, ginn zousätzlech ënnerstrach. Wichteg ass awer och, datt den FNR zu der Valorisatioun vun de Resultater aus der Recherche publique bäidréit, fir datt dës Resultater e positiven a konstruktiven Impakt op d'Entwécklung vun der Wirtschaft, eiser Gesellschaft an eiser Kultur hunn.

Datt d'Feld vun de méigleche Bénéficiairen erweidert gëtt, kann nëmme virdeelhaft fir d'Entwécklung vun eiser Recherche sinn. Natierlech ginn déi eenzel virgestallte Projete vun deenen eenzelne méigleche Bénéficiairen nach vum FNR evaluéiert, ier décidéiert gëtt, ob de Projet ënnerstëtzt gëtt oder net. Et geet also hei an alleréischter Linn ëm d'Qualitéit vun der Recherche an net ëm d'Quantitéit, wéi een dat vläicht kéint mengen, doduerch datt d'Éligibilitéit méi grouss gemaach gëtt.

Och d'Gouvernance vum FNR huet missen ugepasst ginn. De Projet de loi 6420 féiert de Prinzip vun der Muechtentrennung um Niveau vun der Gouvernance an. Déi jeeweileg Kompetenze vum Conseil d'administration, vum Conseil scientifique a vum Secrétaire général si ganz kloer opgedeelt.

De Conseil scientifique soll de Conseil d'administration assistéieren, vun deem en d'Berodermissioun am wëssenschaftleche Beräich huet. Am Conseil scientifique däerf kee Bénéficiaire méi dra sinn; dat ass absolut noutwendeg, fir d'Transparenz an d'Neutralitéit ze garantéieren.

Am Conseil d'administration sinn d'Ministèren net méi direkt vertrueden. Als Contrepartie, sou wéi den Här Bauler et gesot huet, a well virun allem och ee bemierkenswäerte Budget trotzdeem zur Verfügung gestallt gëtt, ass de Commissaire du Gouvernement, sou wéi bei der Uni, als Observateur mat Voix consultative agefouert ginn.

Engersäits gëtt een also dem FNR eng méi grouss Autonomie an de Finanzen, an der Administratioun, an der Recherche. Anerersäits kritt hien awer och méi Verantwortung doduerch a muss deemno och fir Transparenz an Effikassitéit suergen. De Contrat de performance ass en zousätzlecht Instrument vun der Regierung, fir zesumme mam FNR d'Ziler vun der Politik an dësem Beräich festzehalen.

Och d'Aféierung vun der Aide à la Formation-Recherche «collective», déi et elo erlaabt, fir d'Écoles doctorales oder d'Écoles de recherche duerch den Intermédiaire vun der AFR matzefinanzéieren, ass duerch d'Entwécklung vun der Recherche zu Lëtzebuerg absolut noutwendeg ginn a wäert et och erlaben, d'Chercheuren iwwert dës schoulesch Strukturen ze förderen an hinnen och bei enger berufflecher Carrière spéiderhin ze hëllefen.

D'Fonctionnariséierung vun de sechs Employés d'État am Fuerschungsdepartement ass ebenfalls eng absolut wichteg Moossnam a war dofir vum deemolegen CSV-Minister virgeschloe ginn.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach eng lescht Bemierkung, ier ech zum Schluss kommen.

An zwar wëll ech och nach kuerz op d'Representatioun vun de verschiddene Geschlechter an de verschiddene Conseilen agoen. Als CSV hate mer och schonns 2012 an der éischter Versioun vum Projet de loi 30% virgesi fir dat manner representéiert Geschlecht. Dir hutt dëse Prozentsaz, sou wéi et an Ärem Regierungsprogramm steet, op 40% gehuewen, wat a priori och net schlecht ass, falls Der eben d'Leit fannt. Dat ass am Beräich vun de Sciencë leider net ëmmer evident.

Ech wëll awer nach eemol drop hiweisen, datt mir als CSV - sou wéi och de Conseil d'État - et besser fonnt hätten, wann Der een allgemengt Gesetz fir all d'Établissement-publice gemaach hätt, fir eben ze verhënneren, datt mer all eenzelt Gesetz mussen upassen, respektiv fir ze verhënneren, datt dës Saach emol eng Kéier kéint an engem Gesetz vergiess ginn.

Dat gesot, Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech ofschléissend nach eemol betounen, datt déi ganz positiv Entwécklung vun der Recherche hei zu Lëtzebuerg och e Beweis fir dës laang, geziilt a geschlosse Politik vun de Regierungen zënter den 80er Joren ass.

D'CSV huet sech bis d'lescht Joer dëser Responsabilitéit och ëmmer ugeholl a mir sinn der fester Iwwerzeegung, datt mer d'Recherche an d'Innovatioun wäit no vir bruecht hunn, zesumme selbstverständlech mat eise Partner. D'CSV huet och jorelaang op eng budgetär Prioritéit fir dëse Beräich gepocht, an dat huet sech ausbezuelt.

D'Recherche ass eis Matière première, eis éischt Ressource, déi eis d'Méiglechkeete gëtt, eis wirtschaftlech, gesellschaftlech a kulturell sou ze entwéckelen, wéi mer dat brauchen. Mir dierfen eis déi Chance net entgoe loossen, zemools an Zäiten, wou villes geännert huet - am Finanzwiesen oder och an der Industrie. A villes wäert sech och nach änneren.

Den FNR ass hei en onëmgänglechen Acteur. Et ass also méi wéi wichteg, dëser Institutioun déi adequat an adaptéiert Moyene weiderhin zur Verfügung ze stellen an hire legale Kader unzepassen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der gesitt: Ech si begeeschtert vun der Recherche an och vum FNR. Ech ginn natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Hansen, fir Är flott Interventioun. Als nächst Riednerin ass d'Madame Taina Bofferding ageschriwwen.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, aus engem Avis zur Beuerteelung vun der Strategie vum FNR, deen de Fuerschungsministère viru Joren an Optrag ginn huet, geet ervir, dass den FNR maassgeblech dozou bäidréit, déi wëssenschaftlech Qualitéit vun den ëffentleche Fuerschungsprojeten ze erhéijen an d'Wëssenschaftskultur am Land ze förderen.

Wëssenschaft a Fuerschung mat ëffentleche Gelder ze ënnerstëtzen, ergëtt sech aus der zentraler Bedeitung, déi der Produktioun vun neiem Wëssen an dem Weiderginn un d'Gesellschaft zeguttkënnt. An domadder zielt déi systematesch Sich no neien Erkenntnisser ënner Uwendung vu wëssenschaftleche Methoden a geplangter Form zu de gréisste Grondlage vun enger positiver Zukunftsentwécklung.

Wëssenschaft a Fuerschung si Moteure vun der gesellschaftlecher, technescher a wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land an domadder och e wichtege Bäitrag zur Sécherung vu Wuelstand a Liewensqualitéit. Wëssenschaft a Fuerschung sinn net «de l'art pour l'art», mä sollen och ëmmer eng gesellschaftlech Relevanz hunn. Wann Institutioune mat Steiergelder finanzéiert ginn, musse se alle Beräicher vun der Gesellschaft zeguttkommen. Dofir ass et och richteg, dass den FNR weiderhin aktiv dozou bäidréit, dass dat de Fall ass.

Wëssen ass en ëffentlecht Gutt, a well Grondlagefuerschung an applizéiert Fuerschung zum Beispill net nëmme Bildung a Kultur an eiser Gesellschaft beräicheren, mä och Wuelstand a vollekswirtschaftlechen Erfolleg sécheren, musse se vum Stat ëmfangräich erméiglecht an ënnerstëtzt ginn. An dëst gehéiert zu de wichtegsten Aufgabe vun engem moderne Stat.

Fir d'sozialistesch Fraktioun ass kloer, dass d'Politik an der Flicht ass, der Wëssenschaft, a speziell der ëffentlecher Fuerschung, genuch Entfalungsméiglechkeeten ze ginn, a se net aus der finanzpolitescher Perspektiv eraus ënnert dem Deckmantel vun der Effizienzsteigerung an e wirtschaftslastegt Korsett däerf zwéngen.

Fuerschung brauch e staarken ëffentleche Secteur. Eng finanziell a konzeptuell Kooperatioun mat der Wirtschaft gëtt wichteg Impulser fir d'Fuerschung an d'Innovatioun. Dëst däerf awer net ëffentlech diskutéiert a gesaten Objektiver vun der Wëssenschaftsentwécklung ersetzen. Fuerschungsprojeten, an deenen hirem Zentrum just de finanziellen Notzen - fir net ze soen: just de Profit - steet, kënne fir d'LSAP keng Antwert op déi sozial an ekonomesch Erausfuerderungen a Problemer ginn, déi virun eis stinn. Dofir nach eemol: D'Fuerschung an d'Entwécklung musse sech virun allem un de Besoine vun der Gesellschaft orientéieren an net just un den Interesse vun de Grousskonzerner.

Nun, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fuerschung kascht Geld. A mat der Kreatioun vum FNR viru 15 Joer gouf eng wichteg Finanzéierungsquell fir Wëssenschaftlerinnen a Wëssenschaftler geschafen. Mat dësem Instrument ass och sécher gestallt, dass Lëtzebuerg an d'Wëssenschaft, d'Fuerschung an d'Entwécklung investéiert.

De Stat suergt mat sengen Aktivitéiten a finanzielle Bäiträg derfir, dass d'Fuerschung an d'Innovatioun e gudden, villsäitegen Nährbuedem zu Lëtzebuerg virfannen. Dozou gehéieren zu den direkten Investitiounen an Hëllefstellunge vill weider Tätegkeeten, déi op den éischte Bléck éischter e lasche Lien hunn, wéi d'Investitiounen an d'Infrastrukturen an an d'Bildungsqualitéit.

Fir d'sozialistesch Fraktioun muss d'Fuerschungspolitik finanziell a konzeptuell esou ausgeriicht sinn, dass se den internationale Verflechtunge vu Wëssenschaft a Wirtschaft, de steigende Käschte vun der Fuerschung, der Komplexitéit vun de Fuerschungsaktivitéiten an dem Strukturwandel vun de Fuerschungsorganisatioune begéint.

D'Haaptaufgab vum FNR besteet an der konkurrenzhalteger Auswiel vun de beschte Fuerschungsvirgabe vun de Chercheuren an an der Finanzéierung dovun. An dat geet vum Doktorand iwwert de Postdoktorand, de Junior Scientist bis hin zum Senior Scientist. Den FNR brénqt d'Fuerschung weider an dréit se an d'Éffentlechkeet, woumadder mir wäertvollt Wësse fir d'Gesellschaft, d'Wirtschaft an d'Politik kréien. Och soll de wëssenschaftlechen Nowuess bei der Sich no neien Erkenntnisser ënnerstëtzt ginn. Hei spillt d'Promotioun vun der Culture scientifique, wéi dem Science Festival, dee virdrunner schonn ugeschwat ginn ass, oder dem Internetsite science.lu eng wichteg Roll, an deemno ass et och gutt, dass dës Elementer am Gesetz solle festgehale ginn.

Weider mécht eng Reformulatioun vun den Tâchë vum Fong Sënn. Säi Generalsekretär hat an engem Zeitungsartikel um Ufank vu sengem Mandat ugefouert, dass den FNR als onofhängege Lien tëschent der Regierung an de Fuerschungsariichtungen ze considéréiere wär.

Den FNR beréit d'Regierung an ëffentlech Ariichtungen a wëssenschaftleche Froen. Als eng Stëmm vun der Wëssenschaft am politeschen a gesellschaftlechen Discours begleet de Fong politesch Entscheedungsprozesser mat wëssenschaftlechem Sachverstand. Fir d'Vergi vun ëffentleche Fuerschungsgelder brauche mer en demokrateschen, partizipatoreschen a verlässlechen Entscheedungsprozess, dee fräi vun Interessekonflikt ass an net vun der Industrie dominéiert gëtt. An de Fong ass e Garant dofir.

Fir d'Glafwierdegkeet vun der Wëssenschaft ass d'Schafe vun Transparenz an der Finanzéierung noutwendeg. Hei entscheet net e Lous doriwwer, wien d'Gelder kritt, mä verständlech an transparent Kritären. En externen Avis duerch

Experten ass wesentlech fir Transparenz a Fairness vum Auswielverfahren.

Den FNR ass net just e wichtegt Instrument bei der Verdeelung vu Gelder, mä och bei der Sécherung vun der Qualitéit vun der Fuerschung, déi ënner anerem doduerch ginn ass, dass Experten a renomméiert Wëssenschaftler aus dem Ausland kontrolléieren a beuerteelen.

Wat d'Eligibilitéit betrëfft, fir iwwerhaapt däerfen eng Demande ze stellen, sou ass oft kritiséiert ginn, dass d'Wielbarkeet ze streng geregelt wär. D'LSAP begréisst deemno, dass mam neie Gesetz weider effentlech Etablissementer a Servicer souwéi och Asblen a Fondatiounen, déi sech am Beräich vun der Fuerschung respektiv fir d'Fuerschung engagéieren, künfteg däerfen eng Demande fir eng finanziell Ënnerstëtzung eraginn.

Weider ass et fir meng Partei och verständlech, dass d'Aides à la Formation-Recherche, also déi Stipendien, déi virun - mengen ech - véier oder aacht Joer agefouert goufen, dass déi och fir Projeten, déi méi am Allgemengen, also als Ensembel ze kucke sinn, künfteg ze ënnerstëtze kënne genotzt ginn.

Neierdéngs soll de Fong och aktiv un der Valorisation des résultats vun der ëffentlecher Fuerschung deelhuelen, woumadder gemengt ass, dass Fuerschungsresultater méiglechst schnell dem prakteschen Notzen zougefouert solle ginn.

Eng weider Recommandatioun, déi d'OECD an hirer Analys opgefouert hat, ass eng méi kloer Definitioun vun de Missiounen an Objektiver vun den eenzelnen Acteuren, woubäi eng besser Gouvernance ugestrieft soll ginn. Wichteg ass, dass den FNR gestäerkt gëtt an d'Matwierke vun de Memberen do konzentréiert gëtt, wou et fir Förderungsdécisiounen am effikassten ass. De Partage des pouvoirs mécht deemno Sënn.

Fir der Objektivitéit gerecht ze ginn, sollen am Conseil d'administration nach just Membere vu baussen als Experten en fonction vun hire Kompetenzen erausgesicht ginn. D'Aufgab vum Verwaltungsrot besteet net méi doranner, Entscheedungen zur Gestioun vum Fong ze huelen, mä déi generell politesch Ausriichtung a Strategie ze bestëmmen am Kader vun den Ziler, déi an der Convention pluriannuelle festgehale gi sinn.

Weider Ännerunge gesi vir, dass Membere vum Conseil scientifique net méi gläichzäiteg Bénéficiairë vum FNR däerfe sinn, wat dësem consultativen Organ méi Transparenz an Objektivitéit a sengen Décisiounen erlaabt. Och d'Membere vun de vereenzelte Ministèrë sollen net méi am Conseil d'administration siégéieren.

Fir awer eng gewësse Kontroll iwwert d'Etablissement ze hunn, am Sënn vun der technescher an administrativer Handhabung wéi och dem Observéiere vun de gesetzleche Regelungen, wéi bei de Konventiounen, gëtt de Commissaire du Gouvernement agefouert.

Och dem Chef vun der Exekutiv, also dem Generalsekretär säin Tätegkeetsfeld soll erweidert ginn, andeem hie sech net méi op den administrative Beräich limitéiert, mä künfteg och den „daily business" géréiere soll an an deem Kontext all néideg Décisioun kann huelen.

E leschte Punkt, op deen ech wëll agoen, ass e ganz wichtege fir meng Partei, well mer mam Stëmme vun dësem Gesetz och d'Chancen- an d'Geschlechtergerechtegkeet an de Verwaltungsréit ganz geziilt férderen. Haut brénge mer de Steen un d'Rulle mat der Dispositioun, dass am Verwaltungsrot kee Geschlecht mat manner wéi 40% däerf vertruede sinn. Eis Verfassung schreift déi rechtlech an tatsächlech Gläichstellung vu Fra a Mann vir. Dass d'Regierung se an hirem Programm festgehalen huet a mir haut als Chamber enger Geschlechterquot zoustëmmen, entsprécht eigentlech just der Erfëllung vun enger verfassungsméisseger Virgab.

Ouni Quot wär de Fraenundeel - well dat ass nun eemol dat Geschlecht, wat hei viséiert gëtt - am CA bal net oder nëmme lues erhéicht ginn. Fräiwëlleg Vereenbarungen hunn an de vergaangene Joren näischt bruecht, well bis haut ass et net verbueden, dat Geschlecht, wat an der Minoritéit ass, ze förderen oder carrément Gremie paritéitesch ze besetzen. Eng Quot ass keen Allheilmëttel, mä hëlleft, de Prozess sécherlech méi séier virunzedreiwen. An dobäi soll den ëffentleche Secteur eng Virbildfonctioun anhuelen a sech bewegen, amplaz weiderhin e schlecht Beispill duerzestellen.

Ofschléissend wëll ech da betounen, dass haut fir d'Éischt eng Geschlechterquot an engem Gesetz festgehale gëtt, an dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass wichteg an et ass richteg, an zwar esou laang, bis dat Selbstverständlecht endlech alldeeglech gëtt.

An dësem Sënn: Merci. An ech ginn dann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun zum Gesetzestext.

Ech mengen, ech hat am Ufank vergiess, dem Här Bauler Merci ze soe fir säi Rapport; dann huelen ech dat selbstverständlech no.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Bofferding, fir déi interessant Ried, wou Der notamment d'Wichtegkeet vun der Fuerschung an der Fuerschungspolitik an enger moderner Gesellschaft ënnersträicht an nach eng extra Lanz fir d'Gens femina hei briecht.

Elo ass et um Här Claude Adam, dem nächsten ageschriwwene Riedner, deen ech hei op d'Tribün bieden.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Et war e laange Wee, bis dëse Projet hei an d'Plénière komm ass. Den Dépôt war jo schonn am Abrëll 2012. Mir si beim drëtte Rapporteur ukomm. Mir hunn nom Avis vum Statsrot zweemol Amendementer an der Chamberskommissioun agereecht an och d'Regierung hat den Text amendéiert, sou datt de Statsrot en éischten, zweeten a schlussendlech en drëtten Avis complémentaire huet missen ofginn.

Ech wollt dann, fir et net ze vergiessen, direkt dem honorabelen Här Bauler villmools Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. An engems soen ech och senge Virgänger Merci, well déi Aarbecht huet sech jo elo iwwer eng laang Zäit gezunn.

Dee Gesetzesprojet huet, wéi dat sech gehéiert, en Exposé des motifs, an deen Exposé fänkt u mat engem Historique vun e puer wichtege Statioune vun der Politik vun der Recherche am leschte Jorzéngt.

Ouni hei wëllen op den Detail anzegoen, ass et mer awer wichteg, nach eng Kéier drun ze erënneren, datt mir zu Lëtzebuerg immens vill Suen an d'Recherche investéiert hunn. Esou sinn déi Zommen, déi aus dem Statsbudget an d'Recherche gefloss sinn, an deene leschte Joren enorm an d'Luucht gaangen: vun 28 Milliounen am Joer 2000 op 280 Milliounen am Joer 2012. An eréischt d'lescht Woch huet de Statssekretär Marc Hansen eng Konventioun mam FNR fir d'Joren 2014 bis 2017 ënnerschriwwen, iwwer eng Dotatioun vun 232 Milliounen Euro, Suen, déi den FNR mat Hëllef vu senge Programmer a Konditiounen un d'Acteure vun der Recherche publique weiderleet. A bei dës 232 Milliounen, déi den FNR kritt, kommen nach 854,4 Milliounen Euro derbäi, déi de Stat direkt an d'Uni an an d'CRPen investéiert.

Mir haten zu Lëtzebuerg ëmmer déi speziell Situatioun, datt d'Recherche privée verhältnismëisseg vill méi héich louch wéi d'Recherche publique. Bedauerlecherweis weisen d'Chiffere, datt mer déi Dynamik vun den Dépensë vun der ëffentlecher Hand leider net am Privatsecteur erëmfannen. Hei geet d'Héicht vun den Investissementer leider net vu Joer zu Joer erop. Hei gëtt et eng gewësse Stagnatioun, souguer e liichte Réckgang vun den Investissementer.

Ee Problem ass zum Beispill, datt vill vun de Betriber bei eis am Land keng Lëtzebuerger Betriber sinn, mä Filiale vun internationale Konzerner zu Lëtzebuerg. Dat gëllt fir de Bankesecteur, awer net nëmme fir dee Secteur.

Et entzitt sich menger Kenntnis, ob et eng Relatioun gëtt tëschent dem Eropgoe vun de staatlechen Investissementer an dem Erofgoe vun de privaten. Et ass awer eng Entwécklung, vun där ech mengen, datt si et verdéngt, genee ënnert d'Lupp geholl ze ginn.

Mir stieche vill ëffentlech Gelder an d'Recherche, mä eigentlech leie mer nach ëmmer ënnert deenen Ziler, déi sech déi lescht Regierungen alleguer gestach haten. Zënter 2004 wëlle mer 1% vun eisem PIB investéieren. 2012 louche mer bei 0,66%. An och, wa mer all Budgetsposte sollen a mussen op hiert Spuerpotenzial ënnersichen, da solle mer eis awer bewosst sinn, datt mer grad mam Domän vun der Recherche och d'Basis vun der zukünfteger Entwécklung an eisem Land leeën.

Mir hu mat der Schafung vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2003 och nach e weideren zukunftsträchtegen an deiere Projet lancéiert. Hei sinn d'Dépensë laang Zäit och all Joer ëm en zweestellege Prozentsaz geklommen. An och, wann den Här Tarrach viru Kuerzem gemengt hat, hie géif net all déi Gelder kréien, déi e gäre gehat hätt, ginn ech dovun aus, datt eis Regierung och weiderhin eng Prioritéit am Opbau an am Ausbau vun eiser Uni gesäit.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, méi wéi 25 Joer no der Schafung vun den éischte Centres de recherche publics, gutt zéng Joer no der Schafung vun der Uni Lëtzebuerg a ronn 15 Joer no der Schafung vum FNR kënne mir hei zu Lëtzebuerg houfreg sinn op déi Investissementer, déi mir hei gemaach hunn.

D'Héichschoulpolitik vun eisem Land léisst sech net op eng méi oder manner grousszügeg Bourssepolitik reduzéieren. Do kréie mer jo nach genuch Zäit, fir driwwer ze diskutéieren am Detail. Haut hu mer eng ronn 5.000 Leit, déi am Beräich vun der Recherche schaffen, an och dat ass eppes, wourop mer houfreg kënne sinn.

Am Numm vun der grénger Fraktioun kann ech just ausdrécklech déi Efforte vun deene leschte Regierungen a vun dëser Regierung am Héichschoul- a Fuerschungsberäich ënnerstëtzen. Dat gëllt fir déi allgemeng Ustrengungen, am Detail hu mir natierlech schonn eng Rei Differenzen zu deem, wat déi viregt Regierungen décidéiert haten. Ech wäert, wann och net haut, bestëmmt nach Geleeënheet kréien, dorop ze schwätzen ze kommen.

Eng kruzial Fro fir d'Politik ass natierlech, ob mer déi Suen, déi mer an de Fuerschungs- an Héichschoulberäich investéieren, och beschtméiglech investéieren. Eng Fro stellen ech mer schonn zimlech laang, an ech erlabe mer och haut, dem Fuerschungsminister se hei op dëser Plaz ze stellen.

Eise Fuerschungsministère ass jo eigentlech ee Wahnsinnsministère mat engem verréckte Wuesstum. Wéi ass eise Fuerschungsministère opgestallt? Hu mer genuch Personal a Sachkompetenz, fir mat guddem Gewësse kënnen ze behaapten, datt mer d'Entwécklung vum Fuerschungssecteur am Gréff hätten?

Definéiere mir an eisem Ministère eis Fuerschungspolitik oder gi mir just Suen, vill Suen aus, an anerer décidéieren, wat mat deene Sue geschitt? Wat erwaarde mir eis vun der Fuerschung? Misste mer net och de Conseil supérieur de la recherche opwäerten? Bräichte mer net eppes wéi en „chief adviser" am Fuerschungsministère, ähnlech wéi et esou e Poste bei der EU-Kommissioun gëtt?

Et wier an eisen Aen net schlecht, wa mer op Aenhéicht mat den Experte vun der OCDE kéinte matdiskutéieren. Ech stellen net a Fro, datt mer déi Expertise vun der OCDE brauchen an drop zréckgräifen. Mir kënnen och gréisstendeels mat der Analys an de Recommandatioune vun 2006 d'accord sinn, wou ënner anerem eng Gouvernance déficiente a verschiddene Beräicher vu Recherche & Développement an Innovatioun festgestallt gëtt. Ech muss awer och soen, datt ech zimlech onzefridde war mat der Entrevue, déi mer an der Héichschoulkommissioun mat de Vertrieder vun der OCDE haten.

Mir sinn déi Éischt, déi eng zweet Etüd vun der OCDE froen, mat där mer eis da bescheinege loossen, ob mer eis Hausaufgabe gemaach hunn, déi mer bei der éischter Etüd opgebrummt kruten. Och wann ee Rapport eréischt fir 2015 virgesinn ass, hunn d'Experten duerchblécke gelooss, datt mer a kuerzer Zäit zimlech gutt geschafft hätten an datt et elo drëm géif goen, wéi mer déi nächst Etappe géifen definéieren.

D'OCDE hat eng ganz Rei Entrevuë mat Acteuren aus der Recherche publique an aus der Recherche privée. Ech wënsche mer, datt déi Entrevuë besser geplangt a strukturéiert ware wéi déi Entrevue mat eiser Chamberskommissioun, dat kéint der Seriositéit vum Rapport nëmme guttdinn.

Komme mer da bei den eigentlechen Objet vum Projet de loi vun haut, den FNR. Den FNR - dat ass alles schonn ënner enger ähnlecher Form gesot ginn, ech kann et duerfir kuerz maachen, et ass mer awer wichteg, fir et nach ze rappeléieren -, den FNR ass 1999 an d'Liewe geruff ginn. En ënnerstëtzt d'Recherche am Secteur public. De Rôle vum FNR ass méi grouss ginn am Laf vun de Joren. Seng Part vum Budget huet sech op plus/minus 20% vun der Gesamtenveloppe agependelt.

Den FNR hat vun Ufank un zwou Missiounen, zwou Haaptmissiounen: éischtens, Suen aus ëffentlechen a private Quellen asammelen, géréieren an ausginn, fir Recherche an Développement am ëffentleche Secteur ze féieren, an zweetens, e permanenten a fundéierten Denkprozess iwwert d'Orientéierung vun der nationaler Recherche- an Développements-Politik ze ënnerhalen.

Den FNR huet sech duerfir an der Vergaangenheet och eng Rei Instrumenter geschafen, déi all hir spezifesch Ziler hunn an déi sech, menges Wëssens, och alleguer bewährt hunn. Ech nennen der just e puer: ATTRACT, CORE, INTER, PEARL.

Mam Gesetz vum 19. August 2008 iwwert d'Aides à la Formation-Recherche huet den FNR d'Aufgab kritt, och dës Hëllefen ze géréieren. Mat den Aides à la Formation-Recherche kënnen eenzel Fuerscher ënnerstëtzt gi bei hiren doktoralen oder postdoktorale Studien zu Lëtzebuerg an och am Ausland. Eng vun den Haaptkonsequenze vun der Analys vun der OCDE vun 2006 war d'Ausschaffe vun de Contrats de performance ënner anerem och mat dem FNR.

Da gëtt et och nach eng Evaluatioun vum Fonctionnement vum FNR vun enger Sociétéit „Innovation, Territoires et Développement en Europe". Déi Firma gëtt et zwar schonn zënter 2011 net méi, hir Recommandatioune sinn awer beim FNR gutt opgeholl ginn, an um Niveau vun der Gouvernance misste se och an dësem Gesetzesprojet ëmgesat ginn.

An domat wéilt ech dann och nach eng Kéier op déi Haaptelementer vun eisem Gesetzesprojet 6420 kuerz agoen a se kommentéieren.

Éischtens, d'Missioune vum FNR ginn opgefrëscht. Mir hu keng Problemer mat der Neidefinitioun vun de Missioune vum FNR. Mir gesinn och kee fundamentale Changement. Et gëtt kloergestallt, datt d'Haaptmissioun vum FNR d'Gestioun an d'Attributioun vu Fuerschungsgelder ass, datt et awer och weider eng Missioun vum FNR bleift, sech am Prozess vun der Entwécklung vun der Fuerschung zu Lëtzebuerg anzebréngen.

Méi explizit wéi am ale Gesetz steet am neie Gesetz, datt et eng Aufgab vum FNR ass, sech och ëm - an ech zitéieren - «l'application et la valorisation des résultats de recherche de ces programmes» ze këmmeren.

Dat fanne mer engersäits gutt, dat mécht nun emol einfach Sënn, an net nëmmen an den ekonomesche Beräicher, mä och, wat d'Sozialstudie betrëfft. Ënner anerem och wëlle mer awer drun erënneren, datt et hei Iwwerschneidunge mat de Missioune vun Luxinnovation gëtt an datt mer mussen oppassen, datt mer keen double Emploi kréien.

Zweetens, de Kader vun den Organismen, déi eng Hëllef vum FNR kënne kréien, gëtt erweidert. Och dëse Punkt begréisse mer ausdrécklech.

Wann déi zwee éischt Punkten am neie Gesetz éischter eng Opfrëschung vun dem Inhalt vun de Punkten 1 bis 4 vum ale Gesetz sinn, ass et virun allem de Punkt 3, deen eng Neierung brëngt: Associatiounen a Fondatioune kënnen iwwert den FNR gefërdert ginn. Dat fanne mer gutt an et versteet sech vum selwen, datt de Fait, datt eng Associatioun oder eng Institutioun ka gefërdert ginn, net heescht, datt se automatesch gefërdert ginn, mä selbstverständlech mussen och si Kritären erfëllen, fir an de Genoss vun enger Hëllef ze kommen.

Drëttens, mir verbesseren d'Gouvernance. Den FNR ass en Établissement public an en ass souwuel op finanziellem, administrativem wéi och wëssenschaftlechem Plang autonom. Mir ënnerstëtze selbstverständlech dës Autonomie vum FNR, ënnerstëtzen awer och déi Garantien, déi solle sécherstellen, datt Autonomie a Responsabilitéit Hand an Hand ginn. Den FNR kritt vill ëffentlech Gelder zur Verfügung. Et ass legitim ze wëssen, wat domat geschitt.

D'Relatiounen tëschent dem FNR an dem Stat ginn iwwer pluriannuell Konventioune geregelt, déi vergläichbar si mat de Contrats de performance. Dat ass net nei, ech hat jo schonn um Ufank vu menger Ried och vun der ganz rezenter Konventioun geschwat.

D'Organes de gouvernance ginn nei definéiert. Am Conseil d'administration sëtzen nëmme méi extern Spezialisten, déi opgrond vun hirer Experienz a Kompetenz ausgesicht ginn. D'Vertrieder vun deene verschiddene Ministèrë sinn net méi am Conseil. Duerfir ass awer nei derbäi e Commissaire du Gouvernement, a mir fannen dat och richteg an och noutwendeg, datt esou ee Kommissär un de Réuniounen deelhëlt, och wann en nëmmen eng Voix consultative huet.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mat dësem Gesetz stäerke mer d'Positioun vum Generalsekretär vum Conseil d'administration. Op dësem Poste wäert an Zukunft deen nach méi staarke Mann oder déi nach méi staark Fra vum Conseil sëtzen.

À propos Mann oder Frau: Mir hu jo an dësem Gesetz och festgeschriwwen, datt all Sexe muss mindestens zu 40% am Conseil vertruede sinn. Dat war zwar en zimlechen Hin an Hier, mä en attendant eng gesetzlech Regelung vun der Madame Ministesch vun der Chancëgläichheet, déi en allgemenggültege Charakter fir all staatlech Institutiounen huet, ënnerstëtzt déi gréng Fraktioun dës Démarche ausdrécklech.

Bleift dann nach de Conseil scientifique, un deem senge Missioune sech eigentlech näischt Wesentleches ännert, wou just keng Bénéficiairë vun den Hëllefe méi däerfen dra sinn,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

wat am Interessi vun der Transparenz vun den Décisiounen natierlech richteg ass.

Véiertens, et gi sougenannt „kollektiv" Hëllefe fir d'Formation-Recherche agefouert, eng Mesure, déi mer guttheeschen, gradesou wéi och d'Fonctionnarisatioun vun den aktuellen Employés d'État am Département Recherche et Innovation vum Héichschoulministère.

Bleift nach ee Punkt, fir dee mer bis elo nach keng nohalteg Léisung fonnt hunn a wou mer och net allze vill optimistesch sinn, datt den FNR eng grouss Hëllef ka ginn: Am Beräich vun den Erzéiungswëssenschaften an an de gesellschaftspolitesche Froen oder Erausfuerderungen, wéi zum Beispill der multikultureller Zesummesetzung vun eiser Populatioun, oder an der Fuerschung vun eiser rezenter Geschicht sinn d'Fortschrëtter net esou däitlech wéi an anere Beräicher. Dat geet ënner anerem och aus der zweeter externer Evaluatioun vun eiser Uni ervir. Dës Branchen hunn do mat enger Note „bien" däitlech manner gutt ofgeschnidde wéi zum Beispill den Droit, d'Luxembourg School of Finance oder d'Biomedezin.

Firwat datt mer mengen, datt och vum FNR vläicht dee Problem net nohalteg ka geléist ginn? Majo, et ass einfach d'Zesummesetzung vum Conseil d'administration vum FNR. Déi léisst drop schléissen, datt d'Akzenter vun der Fuerschung éischter op Sujete fokusséiert ginn, déi als ekonomesch méi relevant betruecht ginn.

Ech wëll duerfir nach eng Kéier un e Passage aus dem Regierungsaccord erënneren, wou et heescht, datt d'Recherche och soll dozou bäidroen, Léisunge vun aktuelle gesellschaftleche Problemer ze fannen, sief et am Beräich vun der Éducatioun, der Integratioun, dem sozialen Zesummenhalt oder dem Erhalt vun der Émwelt.

An domat brénge ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem ech déi puer Interventiounen de Mëtteg nogelauschtert hunn, wëll ech eigentlech net déi Ried halen, déi jiddweree scho gehalen huet, andeem en e bëssen op dat Gesetz agaangen ass a widderholl huet, wat am Gesetz steet, an dat e bëssen esou kommentéiert huet. Mä ech mengen no deem, wat mer héieren hunn, ass et wichteg, och nach e puer Considératiounen derbäizemaachen.

Éischtens wëll ech ufänken, fir dat och net ze vergiessen, mat engem grousse Merci un de Rapporteur, deen et méi wéi verdéngt huet, fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An ech wëll gläich ufügen, datt et normal a wichteg ass, datt mer eis Fuerschungslandschaft hei zu Lëtzebuerg regelméisseg iwwerpréiwen, och duerch extern Avisen, awer datt mer dann och musse vläicht kucken, wiem mer dee Rôle uvertrauen.

Ass et richteg, d'OECD ze froen? Ass et richteg - ech weess net, wat d'Justificatioun war -, fir deen oder dee Cabinet d'experts zu Paräis ze beoptragen? Hätte mer net och missen Avisen hu vu groussen Acteuren an der Fuerschungslandschaft selwer, wéi engem Conseil national de la recherche scientifique, vu Fraunhofer, vu Max-Planck an aneren, déi awer en anere Bléckwénkel hunn an eng aner Expertise nach hätte kënnen erabrénge wéi elo just eng OECD. Dat ass emol eng éischt Fro, déi ech an de Raum wëll stellen.

Ech weess net, ob den Här Minister mech héiert, mä vläicht, wann en herno eng Kéier nolauschtert, da kënne mer dann och an der Diskussioun dorop agoen. Mä ech hunn d'Hoffnung bal haut opginn, datt den Här Meisch nach nolauschtert. Ech waarde just... Ah voilà, ech mengen, entschëllegt, Här Minister, mä ech hat gehofft, Dir géift mer nolauschteren.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Ech lauschteren Iech no!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Majo, dat ass schéin. Gutt!

Déi zweet Bemierkung, déi ech wollt maachen, dat ass, datt, nodeem mer hei eng Diskussioun haten, dann d'Fro ass: Wat ass eigentlech d'Verhältnis tëschent Politik a Fuerschung? Wat si legitim Fuerderunge vun der Politik? A wat sinn illegitim Fuerderunge vun der Politik, op jidde Fall emol méi problematescher?

Legitim ass et sécher, wa mer gär e Return on investment hätten. D'Valorisatioun vun der Recherche scientifique an hire Resultater, déi och an dësem Gesetz ugeschwat gëtt, ass sécher legitim. Do si jo och e puer Acteuren hei am Land, déi sech zum Beispill ëm Start-upe bekëmmeren. An ech mengen, dat musse mer och konsequent fuerderen, Flexibilitéit do eranzebréngen, souwäit et nëmme geet, fir do och mam Ausland an eisen Haaptkonkurrenten an deem do Beräich wierklech kënne matzehalen.

Ech mengen, do musse mer nach e Stéck Wee goen. Mir mussen eis och déi Secteuren eraussichen, déi am kriseséchersten sinn, wou mer d'Recherche kënnen esou ëmsetzen, datt se och méi laangfristeg Retombéeë fir eis Ekonomie huet. Also legitim: de Return on investment.

Dat Zweet, wat och a mengen Ae legitim ass, ass, datt mer fir d'Visibilitéit vun eiser Fuerschung suergen, fir datt och Lëtzebuerg bekannt ass als e Land, wat dann d'Fuerschung ënnerstëtzt. Do kann ee sech heiansdo d'Fro stellen: Gëtt dat genuch gemaach?

Ech huelen als Beispill dat neit Max-Planck-Institut, wat jo vun eis finanzéiert gëtt. Mä wou schaffen déi Chercheuren? Sinn déi net dacks am Ausland? Sinn déi sech bewosst, datt se vu Lëtzebuerg bezuelt ginn? Wat ass d'Retombée fir Lëtzebuerg en termes de visibilité vun deene Chercheuren, déi dann do schaffen?

Dat sinn awer Froen, déi, mengen ech, och legitim sinn. Well wa mir hei schonn esou Investitioune maache wéi zum Beispill d'Max-Planck-Institut, dat mer elo hei ufänken, da muss och garantéiert sinn, datt do och an der Communauté scientifique internationale Lëtzebuerg als Wëssenschaftsstanduert identifizéiert gëtt an datt net nëmme gesot gëtt: „Hei, dat ass en däitscht Institut zu Lëtzebuerg", mä och déi Lëtzebuerger Identitéit vun deem Institut da kloer erausgestrach gëtt.

Dat sinn also legitim Considératiounen an der Wëssenschaft.

An da gëtt et awer problematesch. Mir hunn zum Beispill, wa mer froen: „Wéi eng Wëssenschaft soll da gemaach ginn an a wéi enge Rahmebedéngungen?", mir hunn dat elo net hei diskutéiert oder nach net vill diskutéiert. D'Spriecherin vun der LSAP huet gesot, d'Fuerschung an d'Entwécklung misste sech un d'Besoine vun der Gesellschaft upassen. Dat ass eng Deelwourecht.

D'Wëssenschaft ka sech net dorobber limitéieren. Si ass net, wéi dat hei ka gelies ginn, e Sujet vun engem, oder Objet vun engem totalen Utilitarismus. An der Wëssenschaft muss et Plaz gi fir Initiativ, et muss Plaz gi fir Grondlagefuerschung, och ëmmer méi hei zu Lëtzebuerg, well mer eis awer an eng aner Kategorie erabewege lues a lues. Et kann net nëmmen eng Recherche appliquée sinn op Zäit.

An et muss gekuckt ginn, no wéi engen ethesche Kritären déi Wëssenschaft dann hei am Land fonctionnéiert. Mir haten nach viru Kuerzem geschwat vun enger wichteger ethescher Komponent a verschiddene biomedezinesche Beräicher. Mir däerfen och do net hannendrubleiwen.

Also, d'Wëssenschaft däerf net d'Sklavin vu gesellschaftleche Besoine sinn, mä si muss an hirem eegene Wäert, an hirer eegener Entfaltungsméiglechkeet respektéiert ginn. Wéi gesot, mir sinn hei an engem Spannungsverhältnis tëschent deem, wat mir eis kënnen erwaarden als Stat duerch eise Finanzement, an deem, wat mer awer och u Respekt musse brénge virun der Fräiheet an der Onofhängegkeet vun der Wëssenschaft.

Mir haten och kuerz geschwat - ech mengen, den Här Adam hat dat rappeléiert - iwwert déi gesellschaftspolitesch Froen, déi och op der Uni Lëtzebuerg diskutéiert ginn. Mir mussen oppassen, och op der Universitéit, datt d'Universitéit an déi Fuerscher, déi do schaffen, net zu engem verlängerten Aarm vu Ministèrë ginn, net schaffen - zum Beispill an Ärem Beräich, an engem anere Beräich, an der Éducatioun - praktesch als subventionéiert Fuerschungsinstitut, dat fir e Ministère schafft an dann och d'politesch Ziler vun deem Ministère iwwerhëlt oder mat formuléiert. Dat ass net den Objet vun der akademescher Onofhängegkeet vun enger Universitéit.

An och do, mengen ech, si mer op e Wee gaangen, dee vläicht net dee richtegen ass a wou ee muss och vun der Pädagogik op der Universitéit oder vun anere vun deene Beräicher erwaarden, datt se sech hirer Onofhängegkeet, hirer akademescher Onofhängegkeet géintiwwer eiser Regierung bewosst sinn, quitte datt natierlech eng finanziell Bréck do besteet.

Nach zwou aner Bemierkungen, déi vläicht och vum Statsrot opgeworf gi sinn. Déi éischt, déi ass och vum Statsrot opgeworf ginn an déi ass seriö: Mir liewen an engem ganz klenge Land. An an engem ganz klenge Land kann ee wierklech duerch déi Méiglechkeet, déi an dësem Gesetz geschafe gëtt, nämlech datt Asblen och kënne bezuelt gi fir Fuerschungsaarbechten, datt se kënne subventionéiert ginn, an e Genre Subventiounsklientelismus erarutschen. Déi Angscht gëtt bei mir nach bestäerkt, zënter datt ech héieren hunn, datt déi gréng Kolleegen dat ganz gutt fannen. Dat ass fir mech kee ganz positivt Zeechen.

Ech géif warnen do virdrun, fir wierklech elo hinzegoen an déi Asblen do als e ganz wichtegen Uspriechpartner fir eis wëssenschaftlech Hëllef ze gesinn, well dat riskéiert, an déi do Richtung ze goen. Et wär besser, wierklech ze probéieren, op engem héijen Niveau wëssenschaftlech Aarbecht, Fuerschung ze bedreiwen, wéi do an e Lëtzebuerger „Klengkleng-Subventiounsklientelismus" eranzerutschen. Déi Gefor ass op jidde Fall reell, an ech sinn dem Statsrot dankbar, datt en déi opgeworf huet.

Déi zweet Bemierkung, dat sinn déi Quoten, déi jo iwwerall hei grouss Begeeschterung ausgeléist hunn. Ech wëll elo net d'Positioun vun der ADR iwwer Quote widderhuelen. Dir kennt se. Mä ech wëll déi vun der DP vläicht kuerz virliesen.

Dat ass an enger Zeitung. Wësst Der, op mengem Schreifdësch läit vill, an ech hunn do eng „Femmes Magazine" vum Oktober 2013 leie gehat. Do liesen ech elo, wat eng eminent Kolleegin, Är Kolleegin aus der Regierung, d'Madame Maggy Nagel, gesot huet: «Le DP se prononce contre l'introduction de quotas. En tant que parti libéral, nous sommes d'avis que ce n'est pas le sexe, mais plutôt la formation et les qualifications professionnelles d'une personne qui doivent être déterminantes.»

A wou d'Demokratesch Partei recht huet, huet se recht! Also, do kënne mir als ADR nëmmen „Bravo!" soen. Et ass och eis Positioun. Mä et wonnert eis, datt Dir déi Positioun einfach esou opgitt! Dir hutt déi jorelaang verdeedegt.

Ech hunn och elo net héieren, datt Dir am Stater Schäfferot, wou elo nach ee Mann an ech weess net wéi vill Damme sëtzen, een Här an ech weess net wéi vill Dammen, datt Dir elo do wëllt Quoten aféieren am Stater Gemengerot.

Dat ass einfach: Déi Quotendiskussioun ass eng onsënneg Diskussioun! Mir sollte kucken - wéi et och am Sënn vum Gesetz ass -, datt mer qualifizéiert Leit kréien, wou d'Geschlecht vollkommen egal ass, mä datt mer gutt, déi bescht Leit kréien. An déi solle mer huelen, ob Fra oder Mann ass komplett egal.

An ech verstinn all déi Parteien net, déi engersäits eis wëllen erklären an anere Politikberäicher, do, wou et se arrangéiert, datt dat Geschlecht nëmmen e soziaalt Konstrukt ass, datt et iwwerhaapt kee biologescht Geschlecht ausser äusserlech Geschlechtsmerkmaler gëtt. Do ass et dann nëmmen e soziaalt Konstrukt. Wa mer awer hei an dëse Beräich kommen, ass et op eemol determinant, fir Posten ze kréien! Do ass einfach eng Kontradiktioun.

Net nëmmen, datt mir déi ganz Quotendebatt als onsënneg emfannen an diskriminatoresch géintiwwer deene Fraen, déi sech herno als Quotefrae fillen, dacks zu Onrecht, mä virun allem ass et och inkohärent, well déi lénk Parteien déi eng Kéier d'biologescht Geschlecht relativéieren an et dann an anere Gesetzer, wann et hinnen da passt, zu engem determinante Kritär vun hirer Politik erhiewen. Déi ganz Diskussioun ass komplett onsënneg.

Anescht wéi d'DP bleiwe mir awer bei eiser Positioun a mir wäerten och laangfristeg do recht kréien.

E leschte Kommentar iwwert d'Quoten, do kann een nach vläicht soen: Wësst Der, déi grouss Gefor dohannert, bei all deenen do Saachen, souwuel bei dem Usproch vum totalen Utilitarismus vun der Wëssenschaft, deen d'LSAP haut hei erhuewen huet, wéi och bei de Quoten, do ass eng Gefor hannendrun, an dat ass d'Politiséierung vun der Wëssenschaft!

Mir kënne mat dësem Gesetz an allgemeng an eiser Politik net higoen, fir wierklech déi gesellschaftlech Usprécher un d'Wëssenschaft esou wäit ze dreiwen, datt mer d'Wëssenschaft politiséieren. Dat däerf net sinn! An ech mengen, eis Verantwortung ass och do, fir kloer Grenzen ze hunn. Dat gëllt souwuel fir déi Asblen, et gëllt bei de Quoten, et gëllt beim Utilitarismus, et gëllt beim Return on investment. Mir hunn einfach en Devoir de retenue als Politik, wa mer iwwert d'Wëssenschaft schwätzen a wa mer mat hir ze dinn hunn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet. Aus all deene Suergen, déi ech elo hei konnt virbréngen, wäerte mir eis enthalen. Mir fannen et ganz schéin, ganz richteg, ganz gutt, datt mer d'Wëssenschaft hei am Land fuerderen, och iwwert de Fonds National de la Recherche, datt mir se fërderen a fuerderen, awer mir hu vill Suergen an dësem Beräich, och Suerge mat dësem Gesetz, an duerfir kënne mir net derfir stëmmen. Mir enthalen eis.

Villmools Merci!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel, deen och scho prett ass.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech brauch d'Wichtegkeet vun der Recherche hei net ze ënnersträichen, an zwar net nëmmen als Recherche, fir der Wirtschaft ze déngen, an net nëmme fir dat, wat en direkten Impakt fir d'Ekonomie soll hunn. D'Fuerscher hunn et net ëmmer einfach. Si haten et net ëmmer einfach an der Geschicht a si hunn et haut och nach net ëmmer einfach. Duerfir wëll ech op véier Punkten agoen.

Deen éischten ass ebe just dee vun dem Risiko vun der Fuerschung. Eng Fuerschung kann net ëmmer en direkt Resultat hunn, e faassbart Resultat hunn. D'Fuerschung ass risikoräich, net nëmme fir déi Leit, déi doranner schaffen, mä och fir d'Projeten u sech. Dat stëmmt grad fir jonk Fuerscher, déi sollen ugereegt ginn, fir och a riskante Beräicher Fuerschung ze bedreiwen.

D'Meenung, eng Fuerschung misst sech ëmmer direkt lounen, ass einfach falsch. Ech wëll einfach d'Beispill gi vun Amerika, wou d'Meenung déi ass, datt, wa vun honnert Fuerschungsprojeten een eppes gëtt, dann huet dat sech rentéiert. Dann huet dat sech rentéiert, an et ass net dat ëmgedréitent Verhältnis, wat muss sinn.

Den zweete Punkt, deen ech wëll opwerfen, ass deen, deen hei ugeschnidde ginn ass souwuel vum Vertrieder vun der LSAP wéi vun de Gréngen: d'Zilsetzung vun der Fuerschung. Mir hunn effektiv, an dat gëtt mer ze denken, am Projet de loi, am Exposé des motifs drastoen, datt dat soll gemaach ginn, wat en direkten ekonomeschen Impakt huet. En direkten ekonomeschen Impakt heescht: fir d'Wirtschaft, fir d'Betriber, fir d'Konzerner. An ech mengen, et ass virdrun, an ech wëll dat och ënnersträichen, ausdrécklech do virdru gewarnt ginn.

Den utilitaristesche Charakter vun der Fuerschung, dee muss een a Fro stellen, an och de breede Charakter, dee muss garantéiert sinn. An der Fuerschung muss een och kënnen Themaen uschneiden, déi net direkt der Wirtschaft

eppes bréngen, mä déi gesellschaftleche Méiwäert schafen. Ugeschwat ginn ass den Erzéiungsberäich, ugeschwat ginn ass d'Sozialfuerschung, ugeschwat ginn ass och d'gesellschaftlech Fuerschung am Beräich vun Demokratie.

An ech kann den Här Kartheiser berouegen: Déi Leit, déi an deem Beräich fuerschen a schaffen, déi wäerte sech dergéint wieren, fir e politeschen Aarm ze gi vu Ministèren a vu Ministerialbeamten. D'Onofhängegkeet vun de Fuerscher ass och an deene Beräicher eng absolut Viraussetzung, déi ee muss respektéieren.

D'Zilsetzung vun der Fuerschung ass net nëmmen d'Fro vun net ze vill utilitaristesch a breet gefächert, mä ass och d'Fro vun der Recherche appliquée a vun der Recherche fondamentale, well ganz dacks de Pendel vill ze vill op d'Säit vun der Recherche appliquée fält, wat och eppes ze dinn huet mat de Fuerschungsberäicher, ëm déi et geet.

An da soll een zwéin Aspekter net vergiessen, déi bei der Fuerschung eng Roll spille mussen. Dat Éischt, dat ass deen och vun der Vulgariséierung vun der Fuerschung a vun de Fuerschungsresultater, fir déi an d'Gesellschaft eranzebréngen. Och dat ass eng Préoccupatioun vun der Fuerschung, déi net soll op der Säit gelooss ginn, well nëmmen doduerjer kritt se hire breeden Effet an nëmmen doduerjer kritt se en Impakt an der Gesellschaft op enger breeder Basis.

Deen zweeten Aspekt, deen een net soll aus den Ae verléieren, dat ass, mir schwätze jo net nëmme vu Fuerschung, mä mir schwätze vu Recherche et Développement. Dat ass de ganzen Développement, d'ganz Entwécklung vun deem, wat sech hannendrun ergëtt vun Implikatiounen, vun deem, wat dat un Émsetzung, vun deem, wat dat a konkrete Projete mat sech bréngt, erëm eng Kéier net nëmmen a wirtschaftlecher Hisiicht, mä och a gesellschaftlecher Hisiicht.

Déi zwéin aner Punkten, op déi ech kuerz wëll agoen: Dat eent ass dee leidege Problem, dee mer an deem Projet de loi hei net léisen, dat ass d'Situatioun vun der Prekariséierung, vun der Planungsonsécherheet vun de Chercheuren doduerch, datt si am Fong déi eenzeg Kategorie vu Salariéë sinn, deene mer e Contrat à durée déterminée vu 60 Méint, vu fënnef Joer zoumudden, wëssend - mä ech hu keng Chifferen, ech weess net, ob de Minister eis se haut ka ginn oder ob mir iwwer eng Question parlementaire déi sollen noreechen -, datt et awer interessant wier, fir emol gewuer ze ginn: Wéi laang sinn déi Projeten, déi déi verschidde Chercheure kréien? No deem, wat ech héieren hunn, sinn dat meeschtens zwee bis dräi Joer, de Maximum ass jo fënnef Joer.

Mä do stelle sech eng ganz Rei Froe vun Onsécherheet. Wat ass d'Planungssécherheet, déi e Chercheur kann hunn, deen eng Famill wëllt hunn, wann en ëmmer esou limitéiert ass? Dat féiert dozou, an ech mengen, elo an dem leschten „Forum" vum Abrëll 2014 steet nach e flotten Temoignage iwwert: Wéi soll ech do eng Famill ernähren? Selwer schold! Oder: Huet een net besser, et géif ee sech räich bestueden oder räich ierwen? Oder: Solle mer d'Wëssenschaft net erëm an d'Klouschter setzen, wou se CDIen hunn?

Also, dat sinn trotzdeem eng ganz Rei berechtegt Froen, bis hin zu der Situatioun vu Fraen, an dat gëtt et ganz konkret, déi, well se schwanger sinn, net méi hire Kontrakt verlängert kréien, oder Schwangerschaft, well aner Leit op de Projet gesat si ginn.

Ofgesi vun der Fro: Wat maache mer an deene Projeten, déi iwwer fënnef Joer daueren? Well där gëtt et och. Gi mer deenen dann en CDI, deen een nom Gesetz misst huelen, oder huele mer deen Nächsten an der Rei, fir déi Fuerschungsaarbecht weiderzeféieren?

Also, mir sinn a kenger ganz gudder Situatioun, wat d'Planungssécherheet a wat d'sozial Ofsécherung vun de Chercheuren, haaptsächlech jonke Chercheuren ugeet.

An dee leschte Punkt, deen ech wëll opwerfen, ass en ähnleche Punkt, dee sech ergëtt aus dem Gesetz vun 2008, deen am Règlement grand-ducal festgeschriwwen ass iwwert d'Aides financières. Dat ass dee vun der Clause de mobilité, déi Clause de mobilité, déi mir de Postdoktoranden imposéieren doduerch, datt mer verlaangen, datt se an aner Länner ginn. Dat mutt einfach un, déi Obligatioun, wéi eng relativ administrativ Oplag, déi einfach u sech näischt direkt mat der Realitéit ze dinn huet, aus zwou Considératiounen eraus.

Déi éischt Considératioun ass déi: Et gëtt Situatiounen, och Familljesituatioune mat Kanner, wou een net kann dat maachen. Déi Leit, déi kommen dann net an de Benefiss vun den Aide-financièren, déi se awer bräichten.

An dat Zweet ass - an dat ass dat, wat een, mengen ech, haaptsächlech soll considéréieren -, datt d'Fuerscher selwer an engem Ëmfeld liewen, wou souwisou eng immens Mobilitéit an en immensen Austausch besteet, dee vläicht formal net esou formaliséiert ass, wéi dat hei verlaangt ass, mä deen awer sécherlech méi reell ass, wéi wann ech elo künstlech während enger gewësser Zäit vu Lëtzebuerg, vun der Uni Lëtzebuerg op Tréier, op d'Uni Tréier ginn. Also ech mengen, datt schonn den Austausch vill méi villfälteg ass, wéi dat ugeholl gëtt.

Do wier et sënnvoll, wann ee géif effektiv e Bilan maache vun der Clause de mobilité an dat iwwerdenken. An do ass et d'Initiative gouvernementale, well et ass e Règlement grand-ducal, deen dat kann änneren.

Déi Saachen do gesot, wëll ech also trotz verschiddenen Zweifelen, déi ech um Projet de loi hunn, hei den Accord gi vun eisem Grupp, eiser Fraktioun zu dem Projet de loi, inklusiv zu de Quoten, déi mer onbedéngt esou laang musse bäibehalen, wéi mer Leit hu wéi den Här Kartheiser, déi sech aus hiren Ursaachen do dergéint wieren.

Op aner Froe sollte mer sécherlech zréckkommen, wéi déi vun der Ausriichtung vun der Fuerschung. Ech hoffen, datt de Minister deem, wat och d'Vertrieder vun der LSAP a vun deene Gréngen hei gesot hunn iwwert d'Ausriichtung vun der Fuerschung, kann zoustëmmen, ausdrécklech kann zoustëmmen. Well dat schéngt mer e wichtege Punkt ze sinn, op dee mer mussen zréckkommen, och wann d'Zesummesetzung vum Conseil d'administration deem net onbedéngt Rechnung dréit.

Ech wier dann och frou, wa mer op d'Fro vun de Contrats à durée déterminée vläicht an engem anere Kontext, wou dat misst diskutéiert ginn - an d'Regierung selwer och iwwert d'Clause de mobilité - kéinten zréckkommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an d'Wuert huet d'Regierung, den Här Héichschoul- a Fuerschungsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Alleréischt wëll ech all den Intervenanten hei Merci soen. Mir hunn eng breet, net déi maximal breet Zoustëmmung, mä awer eng breet Zoustëmmung fir deen Text hei an, ech mengen, och fir eng Rei vu grondleeënden Iwwerleeungen, wat d'Ausriichtung vun der Fuerschungspolitik hei zu Lëtzebuerg ubelaangt. Datt déi awer e breede Konsens hei am Haus fonnt huet, dat huet een de Mëtteg hei am Laf vun der Debatt nach eng Kéier eraushéieren.

E spezielle Merci géif ech ganz gär dem Rapporteur, dem André Bauler ginn. Hien huet deen Dossier zesumme mat mir am Ministère kennegeléiert an en huet säin Ableck, deen en do kritt huet, mat eriwwer, mat deem Fachwësse mat eriwwer an d'Chamber bruecht, an ech mengen, dat huet en de Mëtteg hei nach eng Kéier ganz kloer ënner Beweis gestallt.

Ech muss opgrond vu sengem Rapport, opgrond awer och vu villen aneren Interventiounen, déi nach eng Kéier op de Fong vum Text agaange sinn, net méi nach eng Kéier erklären, wat an deem Gesetz hei steet. Ech wëll awer nach eng Kéier rappeléieren - et ass awer och vun eenzelne Virriedner ugefouert ginn -, op wat fir eng dynamesch Aart a Weis sech d'Fuerschungslandschaft hei zu Lëtzebuerg an de leschte 15 Joer, also zanterdeem de Fonds National de la Recherche gegrënnt gouf, entwéckelt huet.

Déi Gelder, déi mer an d'ëffentlech Fuerschung investéiert hunn, déi hu sech verzéngfacht. Mir hu vill méi Chercheuren haut zu Lëtzebuerg, mir hunn international ganz renomméiert Fuerschungsinstituter. A wa mer haut en neit Gesetz maachen a wa mer amgaange sinn, doriwwer eraus, nieft dësem Gesetz, och aner Gesetzer nei auszeriichten, da si mer jo och amgaangen, eis Fuerschungslandschaft fir déi nächst fofzéng Joer nach eng Kéier nei opzestellen.

A wa mer eis elo emol virstellen, datt een och nëmmen eng deelweis comparabel Entwécklung iwwert déi nächst fofzéng Joer nach eng Kéier hätt, dann, mengen ech, hu mer dat erreecht, wat mer brauchen hei zu Lëtzebuerg, fir nämlech staark präsent an der Wëssensgesellschaft ze sinn.

Jiddereen huet dat gesot a jiddereen huet et ënnerstrach, datt mer nëmme kënnen ekonomesche Wuelstand halen, datt mer och nëmme kënne gesellschaftlech Problemer léisen, wa mer eis selwer druginn ze fuerschen, eis selwer druginn ze erkennen, datt mer doduerjer och e Stéck, eng Nueslängt viraus behalen. Dat ass, mengen ech, ee vun de groussen Opträg, deen d'Politik hei huet an dee se dann awer weidergëtt un aner Instanzen, wéi an dësem Fall un de Fonds National de la Recherche.

Mir mussen awer och wëssen, datt bei allen Efforten, déi mer och nach zousätzlech kënne maachen an och wëlle maachen - an och dës Regierung wëll déi maachen -, datt mer eis awer musse cibléieren, datt mer grad als klengt Land mat engem Grapp voll Acteuren do net alles kënne maachen, net op allen Terraine kënnen doheem sinn an datt mer dann awer scho solle kucken, do, wou mer fuerschen: Da kommt, mir kucken et awer do ze maachen, wou et eis awer e Stéck wäit bréngt!

Wa mer an der Ekonomie zum Beispill soen, datt mer ICT-Standuert weider wëlle ginn, datt mer an der Biomedezin eis weider wëllen developpéieren, nun, da läit et jo awer op der Hand, datt, wa mer Fuerschungsaktivitéiten zu Lëtzebuerg wëlle favoriséieren, datt mer et eben och grad an deenen Domäner do maachen, fir eng Vernetzung hinzekréien, fir datt mer den Transfert vun der Grondlagefuerschung, der ëffentlecher Fuerschung eran an d'Entwécklung vun neie Produiten, vun neie Prozesser, fir datt mer deen och besser hikréien, wéi mer dat an der Lescht vläicht konnte maachen.

Ech wëll awer nach eng Kéier kloer ënnersträichen, datt de Regierungsprogramm eng kloer Sprooch schwätzt an datt eigentlech fir d'éischte Kéier e Regierungsprogramm esou eng kloer Sprooch schwätzt, datt mer, wa mer Efforte maachen iwwert d'Fuerschung, datt mer déi net nëmme maachen, fir nei Betriber unzeféien, datt mer se net nëmme maachen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen, fir e Stéck wäit méi kompetitiv ze ginn, fir en Argument ze hunn, Betriber an eng ekonomesch Aktivitéit vläicht op Lëtzebuerg ze lackelen.

Neen, mir maache se och, well sech eng Rei vu grondsätzleche gesellschaftleche Froen hei zu Lëtzebuerg stellen, wou mer och en Input brauche vun der Fuerschung. An ech denken, datt mer do awer och déi Acteuren hei zu Lëtzebuerg an der Fuerschung sollen encouragéieren, eis do eng Hand mat unzepaken. Woubäi ech net wëll ausschléissen, datt d'Regierung an eenzel Ministèren och emol eng Kéier ausserhalb vu Lëtzebuerg kucke ginn, fir do eng Etüd gemaach ze kréien. Mä eis Situatioun ass heiansdo esou spezifesch, datt deen Know-how, deen een dofir bräicht, eigentlech ganz schwéier muss bei engem aneren opgebaut ginn, dee mer awer vläicht hei zu Lëtzebuerg da mëttlerweil hunn, well do d'Situatioun awer da méi no läit.

Dofir denken ech, datt mer gutt drun dinn, och eise Fuerschungsinstituter, virun allem och der Uni, mat op de Wee ze ginn, datt se och eng Aufgab an deem doten Domän ze spillen hunn, datt se bei gesellschaftleche Froen, wann et ëm d'Integratioun geet, wann et ëm eise Schoulsystem geet, wann et ëm d'Méisproochegkeet hei am Land geet oder ëm ganz aner Sujeten, datt se och do kënne vun enger grousser Bedeitung sinn.

De Fonds National de la Recherche strukturéiert eigentlech op eng exemplaresch Aart a Weis eis Fuerschungslandschaft. An et ass oft gesot ginn haut de Mëtteg hei: D'Politik kann net décidéieren, wou gefuerscht gëtt. An ech gesinn eigentlech och net eng aner Méiglechkeet, wéi datt een eben eng Agence huet wéi de Fonds National de la Recherche, deen d'Projeten evaluéiert.

Ech mengen net, datt een dat als Ministère ka maachen iwwer eng Administratioun. An ech mengen, datt et gutt ass, wann dat vun der Politik ewechgeréckelt ass, datt d'Politik vläicht d'Ziler definéiert, datt d'Politik och vläicht nach de Kader definéiert, datt se och de budgetäre Spillraum kann, virun allem vun der ëffentlecher Fuerschung, definéieren, mä datt innerhalb vun deem Kader, deen definéiert ass, awer do d'Fachwësse virun allem muss kucken: Wéi kréie mer dat am beschten ëmgesat?

An den FNR ass eent vun deene ganz wichtegen Instrumenter, fir eis Fuerschungslandschaft ze strukturéieren an och finalement mat ze décidéieren, wat da gefuerscht gëtt a wou vläicht Projeten dann awer net den Zilsetzunge gerecht gi si respektiv net de Qualitéitsusprëch gerecht gi sinn. Well dat ass och, mengen ech, ee vun deene ganz groussen Aspekter, déi bis haut schonn agehale goufen, déi awer mat dësem Gesetz nach eng Kéier gestäerkt ginn, datt mer, wa mer fuerschen, dat op engem ganz héijen Niveau musse maachen, fir eis als Fuerschungsstanduert weider ze positionéieren no baussen.

Héich qualitativ Fuerschung hei zu Lëtzebuerg, déi strahlt och no baussen an zitt weider héich qualitativ Acteuren an d'Land un - eppes, wat mer jo onbedéngt wëllen. An et muss ee jo awer och kucken, datt et net nëmmen drëms geet, hei Geld ëmzedréinen. Et geet finalement awer och drëms, eppes doduerjer ze erreechen an eppes a Bewegung ze bréngen.

Bon, dat Gesetz hei, an et ass oft widderholl ginn, baséiert sech op eng Rei vu grousse Pisten. Et ass eigentlech insgesamt d'Upassung vum Fonctionnement vum FNR en fonction vun der Entwécklung vun der Fuerschungslandschaft an deene leschte fofzéng Joer. Opgrond vun der Entwécklung awer och, déi den FNR eigentlech selwer scho matgemaach huet, ouni datt et tel quel am Gesetz stoung, ass villes, wat haut schonn am FNR geschitt, elo mat iwwerholl ginn an dësem Gesetz.

D'Gouvernance selwer vum FNR ass nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn, wou d'Indépendance virun allem nach eng Kéier gestäerkt ginn ass. Et ass nach eng Kéier méi staark cibléiert ginn, wat d'Bénéficiairen ubelaangt. Mir hunn och nach eng Kéier en Élargissement gehat vum Instrument vun der Aide à la Formation-Recherche, déi dann och op Kollektivitéite kann ausgeweit ginn.

An et gëtt nach eng Kéier e ganz staarken Akzent gesat op déi Initiativen, déi de Fonds National de la Recherche an de leschte Jore ganz besonnesch geholl huet, nämlech fir d'Culture scientifique hei zu Lëtzebuerg ze stäerken. An ech mengen, dat musse mer maachen. Ech selwer hunn deen Domän elo virun enger Rei vu Méint entdeckt. A wéi villen anere Lëtzebuerger ass et mir gaangen: datt ech grouss Ae gemaach hunn. Well vill aner Leit hei am Land, déi wëssen net, wat an deene Fuerschungszentre geschitt, wien do täteg ass, op wat fir engem Niveau do geschafft gëtt.

Vill Leit komme vun der Uni a wëssen eigentlech och nach net, datt Fuerschung an e Fuerscher ze ginn zu Lëtzebuerg eng reell Alternativ mëttlerweil ginn ass. Déi Zäit, wou meng Generatioun vun der Uni komm ass, do war dat eigentlech och net esou. Do hat een net déi dote Chance. Haut ass et awer esou, mä et wëssen nach ganz vill Leit et net. An ech mengen, datt mer do e kohärent Konzept nach eng Kéier mussen entwéckelen, bei deem den FNR och e wichtegen Acteur ass an der Émsetzung, fir d'Fuerschungsaktivitéite bei d'Leit ze droen am Land, fir datt mer verstinn, wat do geschitt.

Et geet och do eigentlech finalement ëm eng politesch Akzeptanz. Wa mer hei wëllen décidéieren - an ech hunn de Mëtteg keen héieren, deen de Contraire gesot huet -, datt mer nach méi Geld wëllen an déi ëffentlech Fuerschung investéieren, da musse mer kucken, datt dat matgedroe gëtt am Land.

Et geet awer och drëms, fir den Interessi un der Matière schonn och relativ fréi bei Kanner, bei Jugendlechen, bei jonke Leit ze stimuléieren, well wa mer keng jonk Leit hunn, déi virwëlzeg sinn, déi wëlle siche goen, déi wëlle Froe beäntwerten, da wäerte mer och keng nächst Generatioune vu Fuerscher kréien. A bis ewell ginn an de Fuerschungsinstituter hei am Land ganz vill verschidde Sprooche geschwat an et gëtt wéineg Lëtzebuergesch geschwat. Mir hunn et effektiv do nach net fäerdegbruecht, jonk Leit hei vu Lëtzebuerg ze motivéieren, och an deen doten Zukunftssecteur hei am Land eranzegoen. Dat ass dofir, mengen ech, wierklech eng vun de ganz groussen Erausfuerderungen, déi net nëmme virum FNR leien, mä fir déi déi gesamt Politik, och d'Éducation nationale, sech do nach muss méi staark ustrengen.

Dat heiten ass net deen eenzege Gesetzesprojet, mat deem mer probéieren, eis Fuerschungslandschaft nei ze strukturéieren. Mir hunn eng Fusioun vun zwee wichtegen Acteuren, dem Centre de recherche public Gabriel Lippmann an dem Henri Tudor, déi virun der Dier steet, déi den 1. Januar 2015 soll a Kraaft trieden, déi zënter Längerem och esou preparéiert ginn ass.

Mir hunn e Gesetzesprojet nach an dësem Haus leien iwwert d'Universitéit, an deem, wann een awer elo kuckt, wat fir e Wee inhaltlech dee Gesetzesprojet gemaach huet, eigentlech net méi vill drasteet. An ech denken, datt een dofir awer nach eng Kéier sech Zäit soll huelen an datt d'Regierung dat soll maachen, och d'Parlament dat soll maachen a vläicht d'Uni och selwer: fir driwwer nozedenken, ob mer, wa mer wierklech un d'Gesetz gi vun der Uni, ob mer net dann nach eng Kéier méi grondsätzlech sollen driwwer nodenken.

Mir wëssen, datt d'Uni och den 1. Januar 2015 en neie Recteur kritt. Mir wëssen, datt mer nei Kontrakter mat der Uni a mat de Fuerschungszentre gemaach hunn, déi bis 2017 solle lafen, datt mer och do gesot hunn, datt an der Mëtt nach eng Kéier e Break ka gemaach ginn, fir nei ze verhandelen an och

vläicht eng nei Ausriichtung ze kréien, datt also och virun allem d'Joer 2015 e wichtegt Joer ass, e Reflexiounsjoer virun allem och soll si fir dee ganzen Domän Héichschoul a Fuerschung hei zu Lëtzebuerg, wou mer nach eng Kéier grondsätzlech Froe sollten diskutéieren.

An ech hätt eigentlech léiwer, datt mer dee legislative Prozess vum Gesetz vun der Uni eréischt da géife weiderdreiwen, well dann hätte mer vläicht eng aner Vue op d'Struktur vun der Uni Lëtzebuerg - wéi se da fir d'Zukunft soll sinn - wéi mer dat haut hunn, wou mer eng Rei vun Äntwerten nach net hunn.

Et ass vu ville Riedner ugemierkt ginn, an ech mengen, datt dat eng Evidenz ass, datt et bei der Fuerschung net nëmmen drëms geet, datt mer Geld verdeelen, mä datt mer et richteg verdeelen, fir datt et eben do ukënnt, wou et am sënnvollste verdeelt ass. An et ass jo eigentlech dat och eng zentral Aufgab vum Fonds National de la Recherche.

Et ass och ugeschwat ginn, ob mer a puncto Gouvernance, net vum Fonds National de la Recherche, mä vun der ganzer Fuerschungspolitik eigentlech zu Lëtzebuerg, ob mer do richteg opgestallt sinn, virun allem och am Fuerschungsministère. De Claude Adam huet déi Fro hei an de Raum gestallt.

Bon, et fält schonn op, datt mer e Ministère si mat grousse Budgeten, awer mat klengem Staff, well mer staark Acteuren natierlech ronderëm hunn, mat den ëffentleche Fuerschungszentren, mat der Universitéit, wou déi Budgete jo och higinn a wou déi, mengen ech, och op eng ganz kompetent Aart a Weis verschafft ginn.

Mä natierlech muss d'Politik d'Méiglechkeet hunn, de Suivi ze maachen, den Iwwerbléck ze halen, ze garantéieren, datt de politesche Wëllen herno nach ëmmer och ëmgesat gëtt. An dofir ass dat doten eng Fro, déi effektiv ka gestallt ginn, ob mer do bis ewell eis déi Moyene ginn hunn, fir dat ëmmer ze erreechen.

De Regierungsprogramm gëtt och eng Rei vun Indikatiounen dorobber. De Regierungsprogramm schwätzt vill vun der Gouvernance vun eiser Fuerschungslandschaft am grousse Ganzen. E schwätzt awer och vun Dialog, Dialog tëschent der Politik an den Acteuren an der Fuerschung, fir och do nach ze kucken: Wou kënne mer eis vläicht méi staark nach d'Wuert ginn, fir an eng gewësse Richtung ze goen? A wéi kann d'Politik de Fuerscher an de Fuerschungsacteuren, den Instituter vläicht soen, wat d'Politik och denkt, wat wichteg wär ze maachen? A wéi kënnen déi Acteuren awer och der Politik soen, wou vläicht dat eent oder dat anert Rad nach eng Kéier méi staark misst gedréit ginn an eng gewësse Richtung, fir datt et dann awer méi einfach gëtt, fir um Terrain den Ziler e Stéck wäit méi no ze kommen.

Et ass eng Fro gestallt ginn iwwert de Max-Planck-Institut. Do hätt een och iwwer aner Instituter kënne schwätzen. Mä dat weist eigentlech, wéi wéineg datt mer wëssen hei am Land, wat an deenen Instituter heiansdo geschitt. Ech war mam André Bauler de Max-Planck-Institut kucken. Dat ass impressionnant. Do si brillant jonk Leit aus ganz Europa, déi do hir Dokteraarbecht schreiwen. An ech mengen, datt dat engem Land wéi Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht steet.

Am Laf vun deene leschte Méint ass ëmmer erëm gesot ginn, mir géifen ze wéineg Efforte maachen als Lëtzebuerger Land am Beräich vum Héichschoulwiesen, well mir e bëssen op d'Käschte vun deenen anere géife liewen, well mer eis Studenten alleguer an d'Ausland schécken.

Ech denken, datt dat heiten e Bäitrag ass, wou mer och jonke Leit soen: Kommt op Lëtzebuerg. A mir ginn e Stéck dovunner zréck, an et ass eppes, wat bei eis passt. Déi kucken zur Fënster eraus, da kucke se op den Europäesche Geriichtshaff. An déi wären net op Lëtzebuerg an net op déi dote Plaz komm, wann den Europäesche Geriichtshaff net do wär. An ech mengen, datt dat och eng Fro vu Siègë vun esou Institutioune ka méi einfach maachen. Ech denken un déi vill Affekotenétuden, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi sécherlech net onintéresséiert sinn, och Fuerschungsaktivitéit ronderëm sech ze hunn an eng Proximitéit zur Fuerschung an deem doten Domän ze hunn.

Ech denken och, datt déi jonk Leit, déi do erausginn, sécherlech net herno alleguerte wäerten hei zu Lëtzebuerg weider fuerschen oder soss iergendzwousch hiert Brout verdéngen. Mä ech kann Iech awer soen, wa se iergendzwousch an enger Bréisseler Administratioun herno eng Kéier sëtzen a se wëssen, wat Lëtzebuerg ass a wien hinnen och vläicht gehollef huet, hiren Doktertitel hei ze kréien, datt dat net onbedéngt zum Nodeel vun eisem Land wäert sinn. Ech mengen, datt mer do ganz differenzéiert dann och mussen drun erugoen. A fir d'Alleréischt musse mer awer kucken, wat da wierklech do geschitt, ier mer et kënne bewäerten.

D'Onofhängegkeet vun der Fuerschung ass och vum Här Kartheiser ugeschwat ginn. Jo, mir mengen alleguerten, datt mer onofhängeg Instituter brauchen, well mer mengen, datt d'Fuersche selwer als handelnden Acteur näischt dierf sinn, wou d'Politik ze bestëmmen huet, wat ee mécht a wat een net dierf maachen, an deene Grenzen, déi mer an engem Rechtsstat awer dann duerch en demokratesche Prozess musse kënne setzen.

Ech denken och, datt dat extrem wichteg ass, wa mer wëllen eescht geholl ginn dobaussen an eiser Fuerschungsaktivitéit, datt mer dann eisen Instituter eng Onofhängegkeet kënnen zougestoen, well dat ee vun deene wichtegste Kritären ass, wann et drëms geet, fir ze décidéieren, ob e Standuert da wierklech à même ass, d'Qualitéit ze erreechen oder net.

Ech denken awer och, datt déi Onofhängegkeet muss ëmmer gesi ginn an engem Kontext an datt och e Fuerschungsinstitut, wann e sech orientéiert, dat net nëmmen no banne ka maachen, mä och no bausse muss maachen, fir datt en awer gesäit, a wat fir enger Gesellschaft datt en existéiert. An ech wëll do emol net nëmmen dovunner schwätzen, vu wiem ee säi Geld kritt, mä awer och dovunner, wat fir een Optrag datt een huet, fir fir déi Gesellschaft och do ze schaffen an eppes Positives ze bewierken.

Dofir ass et wichteg, datt déi Acteuren awer och - bei aller Sympathie fir d'Iddi vun der Onofhängegkeet, an déi brauche mer - bereet sinn, driwwer nozedenken, wat fir eng Roll datt si och an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg heiansdo ze spillen hunn.

Dann zur Fro vun de Quoten…

M. le Président.- Här Minister, ech wëll lech just drop opmierksam maachen, dass Iech Är Zäit fortgelaf ass.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Dir kënnt Iech virstellen, wann ech Iech soen, datt déi Quot, déi hei agefouert gëtt, wann dat dee leschte Punkt ass, deen ech nach wëll développéieren, datt ech mech do zimlech kuerzfaasse wëll, vu de Passé vu menger Partei, deen den Här Kartheiser jo hei - net zu Onrecht d'ailleurs, well alles, wat en hei virgedroen huet, dat stëmmt - développéiert huet.

Et ass, wéi ech de Mëtteg héieren hunn, dat éischt Gesetz, an deem dann eng Geschlechterquot definéiert gëtt. Et war eng virgesinn am éischte Projet, dee schonn 2012 déposéiert ginn ass, vun 30%. D'Regierung huet generell gesot, datt mer op 40% wëllen eropgoen, virun allem emol bei deenen ëffentlechen Instituter a bei deenen ëffentleche Conseils d'administration, op déi d'Regierung selwer en Afloss huet.

Ier een emol iwwerhaapt driwwer diskutéiert nämlech, ob a private Gesellschaften an de Conseils d'administration esou eng Quot misst agefouert ginn, mengen ech, musse mer als Politik awer selwer eis Responsabilitéit iwwerhuelen an do emol kucken, datt mer zu engem besseren Équiliber bei den Décisiounsgremien tëschent Männer a Frae kommen. Dat ass dat, wat am Regierungsprogramm steet. Dat ass dat, wat mer och hei an dësem Gesetz maachen. A well am éischte Gesetz eng Quot drastoung, hu mer dunn och gesot: Ma da kommt, da setze mer se direkt esou fest, wéi de Regierungsprogramm dat dote festleet a proposéiert.

An dofir si mer eben och net op déi Recommandatioun agaangen, fir e generellt Quotegesetz ze maachen, well ech awer och mengen, datt et herno secteur par secteur och nach eng Kéier muss gekuckt ginn, net well ech zweifelen un deene 40%, mä well een awer muss kucken, wéi schnell a wou an op wéi eng Aart a Weis ee se soll kënnen ëmsetzen. Hei denken ech, datt ee se kann ëmsetzen, datt ee se och muss ëmsetzen an datt een och kompetent Männer a Frae fënnt. Well mir hu jo net gesot, datt et nëmme Frae musse sinn. Mir hunn hei vum „sexe sous-représenté" geschwat, deen op 40% awer soll representéiert, minimal representéiert sinn.

Ech denken, datt et absolut méiglech ass, och hei am Land an och aus dem Ausland - well et sollen net nëmme Leit hei aus dem Land sinn - Leit ze motivéieren, an déi Conseils d'administration do ze kommen. A wann dat mir elo de Ruff als gréisste Feminist sollt abréngen, well ech deen Éischte sinn, deen hei esou e Gesetz dann däerf verteidegen, da kann ech domadder och nach ganz gutt liewen. Vläicht sinn ech souguer iergendzwousch e bëssen houfreg drop.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Minister.

Mir sinn domat um Enn vun den Diskussiounen ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6420 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6420 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

59 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl a 56-mol gouf mat Jo gestëmmt, bei 3 Abstentiounen, wou ech dovun ausginn, dass déi genuch motivéiert sinn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps et Edy Mertens;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber dann och bereet, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. Rendez-vous muer de Mëtteg um zwou Auer. Merci!

(Fin de la séance publique à 17.15 heures)

- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Sommaire des séances publiques nos24, 25, 26 et 27

24e séance

Ouverture de la séance publique p. 278

Communications p. 278

Ordre du jour p. 278-279

Dépôt de deux propositions de loi par M. Fernand Kartheiser p. 279

Validation des élections européennes p. 279-280

6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:
- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;
- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
- le Code civil p. 280-286

6554 - Projet de loi portant
1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;
2) modification du Code de la Sécurité sociale;
3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire;
4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;
5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;
6) modification de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;
7) modification de la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux
p. 286-290

6639 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013 p. 290-291

25e séance

Ouverture de la séance publique p. 291

Ordre du jour p. 291

6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques p. 291-293

6172A - Projet de loi portant
a) réforme du Titre II.- du Livre Ier du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;
b) réforme du Titre V.- du Livre Ier du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;
c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1er, 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;
d) modification de l'article 66 du Code de commerce;
e) modification des articles 265 alinéa 1er, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;
f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;
g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre Ier du Code pénal;
h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et
i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage p. 293-306

26e séance

Ouverture de la séance publique p. 306

6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff
p. 306-312

Retrait du rôle des affaires p. 312

Question élargie n°2 de M. Claude Adam sur la promotion du secteur du jeu vidéo
p. 312-313

6315 - Projet de loi
- portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,
- modifiant
* la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,
* la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,
* la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,
* la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,
* la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,
* la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et
* la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables,
- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services p. 313-315

6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 315-316

27e séance

Ouverture de la séance publique p. 317

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de sa proposition en tant que candidat pour la présidence de la Commission européenne p. 317

Communications du Gouvernement p. 317

Octroi du titre honorifique à un fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 317-318

Communications p. 318

6698 - Proposition de loi
1. modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;
2. autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays p. 318

6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe p. 318

Ordre du jour p. 318

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°50 du 30 juin 2014 de M. Edy Mertens relative au permis de conduire spécifique pour les agents des services de secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 318

- Question n°51 du 2 juillet 2014 de M. Marc Spautz relative aux futures orientations au niveau du système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 318-319

- Question n°52 du 2 juillet 2014 de M. Franz Fayot relative à la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises en 2012 constatée par la Commission européenne dans le cadre de son évaluation du Programme national de réforme 2014 (cf. document COM(2014) 417), adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 319

- Question n°53 du 2 juillet 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 319

- Question n°54 du 1er juillet 2014 de M. Henri Kox relative à la biodiversité et le cadastre des biotopes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 319-320

- Question n°55 du 2 juillet 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux qualifications requises pour la surveillance des activités balnéaires pendant les vacances scolaires adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 320

- Question n°56 du 1er juillet 2014 de M. André Bauler relative à l'évolution des réserves nationales en eau potable suite à la sécheresse des dernières semaines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 320

- Question n°57 du 2 juillet 2014 de M. Justin Turpel relative à la suppression du taux super-réduit de 3% sur les résidences secondaires, adressée à Mme la Ministre du Logement p. 320-321

- Question n°58 du 2 juillet 2014 de M. Roger Negri relative à l'allumage permanent des feux de croisement des voitures comme il est le cas déjà dans de nombreux autres pays européens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 321

- Question n°59 du 2 juillet 2014 de M. Gilles Roth relative aux problèmes de circulation sur les autoroutes causés par les chantiers en cours ou à venir, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 321

- Question n°60 du 2 juillet 2014 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la création d'un organe consultatif d'étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
p. 321-322

6637 - Projet de loi portant approbation
- des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;
- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara p. 322-323

6640 - Projet de loi portant approbation
- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final, signés au Congrès postal universel de Genève, le 12 août 2008 p. 323-324

6420 - Projet de loi
- modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds National de la Recherche dans le secteur public;
- modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg
p. 324-329

N°09
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Rapports d'activité de la Médiateure:
- débat d'orientation p. 331
Réforme de l'assurance-dépendance p. 340

Sommaire des séances publiques nos 28 et 29 p. 353
Sommaire des questions parlementaires p. Q92

28e séance Jeudi 3 juillet 2014
29e séance Mardi 8 juillet 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Hearing sur l'accord de libre-échange UE / États-Unis

Quelle position adopter face aux négociations sur un accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne? Afin de peser le pour et le contre d'un tel partenariat, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration avait organisé le 11 juillet un hearing sur le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) à la Chambre des Députés.



(de gauche à droite) M. Marc Vanheukelen, M. Marc Angel, M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Delvaux

Les mandataires publics et les députés luxembourgeois du Parlement européen se sont échangés avec des représentants de différentes associations, chambres professionnelles et syndicats ainsi que du mouvement Stop TAFTA Luxembourg.

M. Marc Vanheukelen, chef de cabinet du Commissaire européen au Commerce, M. Karel De Gucht, a présenté le point de vue de la Commission européenne et a exposé l'état des négociations; M. Léon Delvaux a représenté le Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Le TTIP - connu également sous d'autres acronymes comme TAFTA (Transatlantic Free Trade Area), PTCI (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) ou encore GMT (Grand marché transatlantique) - est actuellement négocié entre les États-Unis d'Amérique et la Commission européenne dans le but de créer, d'ici 2015, la plus grande zone de libre-échange au monde, regroupant 820 millions de consommateurs et représentant un tiers des échanges mondiaux. Alors que les partisans du TTIP affirment que l'accord va créer de la croissance et des millions d'emplois en Europe, ses adversaires redoutent un nivellement vers le bas des normes sociales, sanitaires et environnementales ainsi que des répercussions sur les services publics. Ils critiquent également un manque de transparence dans les négociations menées par la Commission européenne et basées sur un mandat non public du Conseil européen.

En ce qui concerne la procédure de ratification d'un éventuel futur accord, la Commission européenne évoque le modèle de l'«accord mixte» qui impliquerait également les parlements nationaux.

En clair, la Commission européenne et le Conseil européen devraient donner leur accord en premier avant que le Parlement européen ne ratifie le texte. Si les députés européens donnaient leur accord, le texte pourrait alors entrer en vigueur provisoirement.

Finalement, les parlements nationaux des 28 États membres devraient être consultés en dernier. Les députés luxembourgeois suivent de près le processus des négociations. Au cours d'une heure d'actualité au mois de mars, les représentants des différents groupes parlementaires et sensibilités politiques avaient eu l'occasion d'exprimer leurs points de vue et considérations.

Les jeunes ont pris la parole à la Chambre



Échange de vues entre parlementaires en herbe et mandataires élus

Pour connaître l'avis des jeunes sur des sujets d'actualité, les députés ont débattu à la mi-juillet avec des membres du Parlement des Jeunes. Plus d'une dizaine de résolutions, élaborées au sein des différentes commissions du Parlement des Jeunes au cours de la session en cours depuis octobre dernier, ont servi de support aux discussions menées entre parlementaires en herbe et mandataires élus.

Les résolutions traitent des sujets divers comme l'éducation, les réformes sociétales annoncées par le Gouvernement ou encore la politique étrangère. Concernant le droit de vote des étrangers, le Parlement des Jeunes s'oppose à une ouverture et met en garde contre un référendum sur la question. D'autres résolutions ont pour objet une consommation plus modérée de viande dans les cantines scolaires et la légalisation du cannabis.

Quant à l'éducation, le Parlement des Jeunes se prononce entre autres pour un libre choix des élèves entre éducation religieuse et éducation aux valeurs. Les jeunes s'engagent également pour une meilleure instruction de la langue luxembourgeoise à l'école, et ceci dès l'enseignement fondamental.

Le Parlement des Jeunes, créé par la loi de la jeunesse en 2008, constitue une plate-forme de discussion et de débat pour jeunes résidents, âgés entre 14 et 24 ans.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



…l'Ambassadeur du Japon, S.E. Mme Atsuko Nishimura



…le Nonce Apostolique, S.E. Mgr Giacinto Berloco



…l'Ambassadeur de la République islamique d'Iran, S.E. M. Mahmoud Barimani

Des pétitions ouvertes à signature pendant l'été

Pendant les vacances d'été, de nouvelles pétitions publiques sont ouvertes à signature sur le site Internet www.chd.lu de la Chambre des Députés.

Jusqu'au 11 septembre, vous pouvez soutenir les huit pétitions publiques suivantes:

- Diskriminatioun vu Leit mat Behënnerung op der Aarbecht (348)
- Pour l'organisation d'un référendum au sujet de la monarchie (394)
- Fir e verbesserten ëffentlechen Transport owes (408)
- Les chèques repas à 8.40 euros dans le privé ne suffisent pas (409)
- Réforme du divorce et de l'autorité parentale (410)
- Pour que les homicides involontaires sur nos routes soient plus sévèrement punis (411)
- Système du tiers payant pour tout le secteur médical (412)
- Fir d'Aféierung vu Betreiungsgeld fir Elteren, déi hir Kanner déi éischt Joren doheem wëllen encadréieren (413)

Jusqu'au 30 août, il est également possible de signer les pétitions suivantes:

- Contre l'utilisation de l'eau potable pour nettoyer des infrastructures publiques, notamment le nettoyage des autoroutes, le désengorgement des canaux, le lavage des véhicules et machines de l'État et des communes (377)
- Géint d'Wahlflicht (378)
- Définition d'une pétition pour l'organisation d'un référendum (380)
- Asyl a Schutz fir Whistleblower zu Lëtzebuerg (390)
- Fir e Referendum, ob mer England wëllen an der EU halen (392)
- Fortune des fabriques d'église (393)
- Fermeture d'une partie du CR119 (396)
- Disponibilité des pétitions en ligne sur le site de la Chambre des Députés sous forme de liste imprimée pour signature manuscrite dans toutes les mairies du pays (399)
- Création d'une vignette payante pour les non-résidents pour des horaires spécifiques afin de circuler à Luxembourg (402)
- Contre une extension du terme d'opération pour la Centrale nucléaire de Cattenom (407)

Si une pétition publique dépasse le seuil de 4.500 signatures jusqu'à sa date butoir, un débat public est organisé sur le sujet.

Deux débats ont déjà eu lieu, le premier sur la pétition 333 («Géint den Tram a fir d'Ofhale vun engem Referendum») et un deuxième sur la pétition 329 («Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière»).

Un troisième débat public est programmé le lundi 6 octobre sur deux pétitions (354 et 331) concernant la protection des animaux.

Qu'est-ce qu'une pétition publique?

Dans le souci d'adapter le droit de pétition aux moyens de communication modernes, la Chambre a mis en place fin mars 2014 un système de pétition publique qui se fait intégralement sur son site Internet. Ce système permet de déposer une pétition et de collecter des signatures en ligne. Après l'aval de la Commission des Pétitions et de la Conférence des Présidents, la pétition est ouverte à signature pendant six semaines. Parallèlement, les internautes peuvent discuter du sujet de la pétition dans un forum y dédié.

Pour pouvoir signer une pétition, il faut être âgé de 15 ans au minimum et disposer d'un numéro de matricule luxembourgeois. Les résidents étrangers et les frontaliers peuvent donc également participer.

En automne, les membres de la Commission des Pétitions ont prévu de dresser un bilan des premières expériences faites avec les pétitions publiques. Sur base de leurs réflexions, le Règlement de la Chambre sera adapté à ce nouvel outil.

L'administration parlementaire se présente

Le Service Comptabilité

La Chambre des Députés est surtout connue en tant que législateur. Aucune décision majeure ne saurait être prise au niveau de l'État sans l'aval du Parlement. Celui-ci est épaulé par une administration occupant 87 collaborateurs.

En effet, la Chambre des Députés dispose de trois bâtiments, dont l'Hôtel de la Chambre des Députés qui avoisine directement le Palais grand-ducal est certainement le plus connu. Les bâtiments Printz-Richard et Wiltheim peuvent être considérés comme bâtiments administratifs hébergeant le personnel de la Chambre des Députés. À part ces bâtiments, d'autres immeubles sont occupés par des groupes et sensibilités politiques. En plus, la gestion d'un parc de véhicules et d'un équipement informatique incombe à l'administration parlementaire. Il en résulte des frais de fonctionnement qui nécessitent un budget considérable.

Le Service Comptabilité est un point névralgique de la Chambre des Députés étant donné qu'il est à la fois l'interlocuteur de la direction, des députés, des fournisseurs et du réviseur.

Les tâches du Service Comptabilité ne concernent pas seulement les travaux purement comptables tels que la facturation, la saisie des opérations comptables et les virements, mais aussi le suivi budgétaire ainsi que le secrétariat de la Commission des Comptes avec rédaction du rapport de la commission. En plus, le Service Comptabilité est l'interlocuteur de la fiduciaire et de la Commission des Comptes lors du contrôle et de l'établissement des comptes annuels.

Il peut être considéré comme le service des ressources humaines des députés étant donné qu'il calcule et liquide notamment les indemnités parlementaires, les remboursements de cotisations sociales, les congés politiques des députés salariés et indépendants, le remboursement des primes casco, les indemnités de secrétariat et les décomptes de frais de voyage à l'étranger. Le Service Comptabilité est en contact permanent avec les députés et leurs groupes parlementaires. De plus, il est souvent sollicité pour fournir des renseignements au niveau des pensions des députés.

Le Service Comptabilité dispose d'un effectif de quatre fonctionnaires dont un à mi-temps.

Depuis bon nombre d'années, la comptabilité des engagements a été introduite à la Chambre des Députés. Ainsi, conformément à la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, toute dépense est subordonnée à une procédure d'engagement, de liquidation, d'ordonnancement, de contrôle et de paiement.

Si ces mesures permettent d'accroître la transparence dans la gestion des dépenses courantes de la Chambre des Députés, elles représentent certainement un surplus de travail au sein du service. Afin de pouvoir affronter ces défis, le Service Comptabilité fait un effort constant d'évoluer tant au niveau de la formation continue de ses membres que par l'introduction de moyens de traitement des données de plus en plus avancés.

La comptabilité de la Chambre des Députés est révisée tous les ans par un auditeur externe qui fait rapport à la Commission des Comptes. Il assiste également la commission dans ses travaux. Les comptes annuels sont votés en séance publique et une copie est déposée auprès de la Cour des Comptes.

Les relations commerciales de la Chambre des Députés avec de nombreux fournisseurs génèrent en moyenne 5.000 factures par année. Le compte des dépenses de la Chambre des Députés est divisé en six grandes rubriques: A) Députés; B) Institutions parlementaires internationales; C) Groupes politiques et techniques; D) Personnel; E) Frais de fonctionnement et F) Compte rendu. La dotation annuelle de la Chambre des Députés s'élève, pour l'exercice 2014, à 32,2 millions d'euros.



(de gauche à droite) Mme Pascale Ridelle, Mme Sandy Reuter, Mme Ginette Biasini, responsable du service, et M. Nico Iannizzi

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°9** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Transport transfrontalier d'euros en espèces par la route

6400 - Projet de loi portant:

- mise en oeuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et

- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Actuellement, les différentes législations nationales des États membres de l'Union européenne rendent difficiles les opérations de transport de fonds transfrontalier d'euros en espèces par la route. La libre circulation des espèces entre États membres participants ne peut donc pas être assurée. Cet état de fait nuit à l'application du principe de libre prestation de services conformément aux principes fondamentaux de l'Union européenne.

Aussi, avec l'introduction de l'euro, les besoins de transport transfrontalier d'espèces par la route ont fortement augmenté. Les banques, le secteur de la grande distribution et les autres professionnels manipulant des espèces devraient, par ailleurs, avoir la possibilité de conclure des contrats avec l'entreprise de transport de fonds leur proposant les meilleures conditions. Dans ce même ordre d'idées elles devraient pouvoir profiter des services fiduciaires de la succursale de la banque centrale nationale (BCN) la plus proche ou du centre fortifié de traitement d'argent comptant le plus proche appartenant à un transporteur de fonds et ceci également dans le cas de figure où celui-ci se trouve dans un autre État membre. Aussi, convient-il de noter que de nombreux États membres de la zone euro ont pris des dispositions pour la production de billets et de pièces en euro à l'étranger.

Avec le projet de loi sous rubrique prévoyant la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres de la zone euro (ci-après désigné «règlement n°1214/2011») il est tenu compte des considérations précitées.

Le dispositif du règlement n°1214/2011 permettra l'instauration d'un système de licences européennes. Ainsi, chaque État membre de la zone euro peut, si les conditions du règlement n°1214/2011 sont remplies, délivrer une licence européenne aux entreprises de transport de fonds installées sur son territoire, moyennant laquelle ces entreprises peuvent effectuer des transports d'euros en espèces sur le territoire des autres États membres sans devoir disposer d'une autorisation particulière à délivrer par cet ou ces États membres.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 22.02.2012

Rapportrice: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

18.12.2014	Désignation d'un rapporteur
08.01.2014	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
15.01.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
22.01.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
02.07.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.07.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2014

Soutien à la production audiovisuelle

6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

Le présent projet de loi a pour principal objet une redéfinition des modalités de soutien financier public en faveur du secteur de la production audiovisuelle.

Le secteur audiovisuel au Grand-Duché a pu se développer et se professionnaliser grâce au régime des Certificats d'investissement audiovisuel (C.I.A.V.) ainsi qu'au mécanisme des aides financières sélectives (A.F.S.) allouées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle. Ce secteur contribue actuellement à la diversification de l'économie luxembourgeoise en employant à peu près 600 personnes. Aujourd'hui la production cinématographique au Grand-Duché est reconnue par l'industrie audiovisuelle internationale, comme en témoignent les nombreux prix et récompenses obtenus lors de festivals internationaux.

Toutefois, dans un contexte de crise économique et financière internationale, l'attractivité du régime des C.I.A.V. a considérablement diminué. Ces certificats qui avaient pour but, par l'intermédiaire de la place financière, d'encourager l'investissement dans la production audiovisuelle, trouvent de moins en moins d'acquéreurs.

Pour contrer cette situation et assurer la stabilité de notre industrie audiovisuelle, le Gouvernement propose d'abroger le régime fiscal temporaire spécial pour les C.I.A.V. et de privilégier le mécanisme des aides directes, c.-à-d. des aides financières sélectives. Ainsi, le Gouvernement a pris la décision d'augmenter substantiellement la dotation annuelle du Fonds à partir de 2012 en se basant sur la moyenne annuelle des C.I.A.V. délivrés pendant les années 2009 à 2013.

Le projet de loi sous objet ne prévoit donc plus qu'un seul type d'aide, mais il convient de souligner qu'au bout du compte, cette conversion du soutien C.I.A.V. en aides financières sélectives n'engendrera pas de dépenses supplémentaires pour le budget de l'État.

Pour encourager des synergies spécifiques avec la place financière, le présent projet de loi prévoit la création d'un fonds structurel destiné à favoriser l'investissement privé dans la production audiovisuelle.

Outre la suppression du régime des C.I.A.V. et son remplacement par un système de subventionnement direct, le projet de loi propose par ailleurs de modifier la gouvernance du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

En ce qui concerne l'attribution des aides financières sélectives, le pouvoir de décision revient dorénavant au «Comité de sélection», qui remplace à la fois l'actuel Comité de lecture et le Comité d'analyse économique et financière.

Le Comité de sélection fera une évaluation artistique, technique et financière des demandes soumises et ceci sur base de critères clairs et transparents (précisés par règlement grand-ducal).

Le «Comité de sélection» sera composé au maximum de cinq membres (experts en matière cinématographique et audiovisuelle), ainsi que du directeur du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et d'un second membre de cette administration.

Comme les aides financières sont dorénavant attribuées suite à l'avis du comité de sélection et non plus du Conseil d'administration, il est proposé de prévoir dans le présent projet de loi un Conseil d'administration restreint composé non plus de huit, mais de trois représentants des Ministères de la Communication et des Médias, de la Culture ainsi que des Finances. Ils sont chargés d'arrêter le budget et les comptes du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, de statuer sur l'organigramme et de proposer au Gouvernement les grandes lignes de la politique générale.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 29.01.2013

Rapportrice: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

04.03.2013	Désignation d'un rapporteur
29.04.2013	Visite sur des plateaux de tournage et dans un studio d'animation
20.01.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
27.01.2014	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
03.02.2014	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07.05.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.05.2014	Présentation et adoption de deux amendements parlementaires
02.06.2014	Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
03.07.2014	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.07.2014

Dispositions fiscales Luxembourg/Taïwan

6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver l'Accord entre l'Administration des Contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan, et le Protocole y relatif, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. Il s'agit, d'une part, d'éliminer la double imposition juridique, à savoir celle résultant du fait, pour un même contribuable, d'être imposé au titre d'un même revenu ou d'une même fortune par plus d'un territoire, et, d'autre part, de prévenir la fraude fiscale.

Cet accord s'inscrit dans le cadre des efforts déployés ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois afin de mettre en place un cadre fiscal attractif qui devrait faciliter l'intensification des échanges commerciaux et des investissements.

Historiquement, les conventions bilatérales conclues entre le Grand-Duché de Luxembourg et d'autres États servent à éviter la double imposition de revenus tout en soutenant la diversification et l'amélioration de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. À l'heure actuelle, le Grand-Duché de Luxembourg compte soixante-dix conventions fiscales en vigueur, dont trente-neuf sont conformes au standard de l'OCDE, précisément en ce qui concerne l'échange de renseignements sur demande entre administrations fiscales.

En ce qui concerne le projet de loi sous rubrique, le statut international de Taïwan ne se prêtant pas à la conclusion d'un traité au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités, l'accord est conclu entre l'Administration des Contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan.

Quant aux dispositions de l'accord, les négociations ont eu lieu sur la base de deux projets types élaborés par les autorités des deux territoires respectifs. Le modèle luxembourgeois s'inspire largement des dispositions du modèle de l'OCDE tout en prévoyant des adaptations tenant compte des spécificités de la législation fiscale du Luxembourg. Le présent accord tient compte de ces deux modèles et respecte ainsi les intérêts particuliers des deux territoires.

L'accord innove par rapport aux conventions conclues jusqu'à présent par le Luxembourg en ce qui concerne les organismes de placement collectif. En effet, ces derniers peuvent, selon la disposition retenue au protocole relatif à l'article 4 de l'accord, bénéficier «expressis verbis» des avantages du présent accord en ce qui concerne la double imposition.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.03.2013

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

19.06.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
04.07.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.07.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2014

Loi du 12 juillet 2014

Mémorial A: 2014, n°123, page 1770

Secteur automobile luxembourgeois

6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile

L'objectif de ce projet de loi est de maintenir l'équilibre contractuel dans le secteur automobile luxembourgeois suite à l'expiration du régime dérogatoire au droit commun de la concurrence en matière de distribution d'automobiles qu'avait permis en son temps le règlement (CE) n°1400/2002.

Sous l'impulsion des fédérations professionnelles du secteur automobile luxembourgeois, le projet de loi sous rubrique reprend mot à mot les dispositions de l'article 3 du règlement (CE) n°1400/2002 écartées de la nouvelle législation européenne et relatives à la durée minimale des accords de distribution, aux règles de résiliation des accords verticaux de distribution à durée déterminée et indéterminée, au rachat des stocks en cas de résiliation et aux critères justifiant le recours à un expert indépendant en cas de litige.

Le projet de loi sous rubrique s'inspire également du paragraphe 454 du Code de commerce et du «Kraftfahrzeugsektor-Schutzgesetz» autrichiens et prévoit un droit au remboursement sous certaines conditions des investissements réalisés, à la demande du constructeur, par le distributeur et non encore amortis ou non réutilisables après la résiliation de l'accord de distribution.

Le projet de loi prévoit en son article 2 que toutes ses dispositions sont reconnues comme étant de droit public et qu'elles devront s'appliquer à tout accord vertical de distribution de véhicules automobiles lorsque l'une des parties au contrat est une entreprise établie sur le territoire luxembourgeois.

En effet, dans le contexte de la refonte du droit européen de la distribution automobile, la Commission européenne a considéré que la distribution telle qu'elle est régulée actuellement continuera à être régie par un règlement général d'exemption, mais que certaines règles visant à protéger les distributeurs n'avaient pas leur place dans un règlement d'exemption visant à encourager la concurrence européenne. Ces règles, jugées contre-productives, voire inefficaces au niveau européen, devraient relever du droit des obligations de chaque État membre.

En ce sens, la Commission européenne a choisi d'opérer une «désharmonisation» européenne. Elle a insisté sur le fait qu'il appartient dorénavant aux associations professionnelles de reprendre ces dispositions à leur compte dans le cadre de codes de bonnes conduites et elle laisse aux États membres le soin de légiférer en la matière.

La reconduction dans le droit national des dispositions de l'article 3 du règlement (CE) n°1400/2002 s'explique par la spécificité du secteur automobile luxembourgeois. Celui-ci est composé exclusivement de distributeurs qui sont amenés à conclure des contrats de distribution, principalement de droit étranger, avec des constructeurs étrangers qui dictent leurs propres règles, les accords conclus s'apparentant davantage à des contrats d'adhésion.

Dépôt par Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 18.07.2013

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

15.05.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
05.06.2014	Examen des avis du Conseil d'État, des chambres professionnelles et du Conseil de la Concurrence
19.06.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2014

Équilibre des finances publiques

6597 - Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:

a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans le contexte de tout un éventail de mesures qui ont vocation à renforcer le dispositif des instruments devant permettre de garantir l'équilibre des finances publiques.

Suite au paquet sur la gouvernance «six-pack», au traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union européenne («pacte budgétaire») et au «two-pack», une série de dispositions sont à intégrer dans le droit national. Le projet de loi sous rubrique prévoit par conséquent de renforcer le contexte légal luxembourgeois dans le domaine des finances publiques afin de mettre en place:

1. la règle budgétaire comme spécifiée à l'article 3 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union européenne qui dispose que la situation budgétaire des administrations publiques d'une partie contractante est en équilibre ou en excédent (prévue à l'article 2 du projet de loi sous rubrique).

Cette règle est considérée comme étant respectée si le solde structurel annuel des administrations publiques (administration centrale, administrations locales et administrations de sécurité sociale) correspond à l'objectif à moyen terme.

2. la fixation dans le droit national d'un objectif à moyen terme (OMT) et d'une trajectoire permettant de l'atteindre comme prévu dans le pacte budgétaire. La loi en projet prévoit de fixer cette trajectoire dans le cadre de lois de programmation financière pluriannuelle (prévue à l'article 3 du projet de loi).

Les objectifs budgétaires à moyen terme sont fixés par le Luxembourg dans le cadre des programmes de stabilité respectifs.

3. un mécanisme de correction qui est déclenché automatiquement lorsqu'un État signataire s'écarte de manière importante de son objectif budgétaire à moyen terme ou de sa trajectoire d'ajustement, comme expliqué dans le pacte budgétaire (prévu à l'article 6 du projet de loi).

Ce mécanisme comporte l'obligation pour la partie contractante concernée de mettre en œuvre des mesures visant à corriger ces écarts sur une période déterminée.

4. au niveau national (article 3 du pacte budgétaire), une institution qui sera chargée de la vérification du respect de la règle budgétaire et de l'application du mécanisme de correction automatique.

Le projet de loi initial confiait cette mission à la Banque centrale du Luxembourg (BCL). Dans son avis du 18 décembre 2013, la Banque centrale européenne (BCE) redoute que ces attributions puissent aller au-delà des activités de suivi de la Banque centrale du Luxembourg qui sont la conséquence, ou sont liées, directement ou indirectement, à l'exécution de sa mission de politique monétaire. Par conséquent, l'amendement gouvernemental n°7 du 10 mars 2014 mentionne l'instauration d'un «Conseil national des finances publiques» comme organisme indépendant suivant l'article 3 du traité du pacte budgétaire (prévu à l'article 7 du projet de loi).

Cet organe se compose des membres suivants:

- deux membres proposés par la Chambre des Députés parmi des personnalités du secteur privé, reconnues pour leur compétence en matière financière et économique;

- un membre proposé par la Cour des comptes;

- un membre proposé par la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers et la Chambre d'Agriculture;

- un membre proposé par la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et par la Chambre des Salariés;

- deux membres proposés par le Gouvernement.

5. un cadre budgétaire à moyen terme, crédible et efficace, comprenant une programmation budgétaire à trois ans au moins, «afin de garantir que la programmation budgétaire nationale s'inscrit dans une perspective de programmation budgétaire pluriannuelle» («six-pack»; prévu à l'article 3 du projet de loi).

La loi de programmation financière pluriannuelle sera déposée à la Chambre des Députés au courant du mois d'octobre pour être votée conjointement avec le projet de budget. S'étendant sur la même période que celle couverte par l'actualisation subséquente du programme de stabilité et de croissance, la loi de programmation financière pluriannuelle a pour vocation de constituer le fondement de cette actualisation du programme de stabilité et de croissance.

L'évolution pluriannuelle des recettes et dépenses de l'État se fera sur une période mobile de cinq ans, comprenant l'année en cours, l'année à laquelle se rapporte le projet de budget ainsi que les trois exercices financiers qui suivent.

6. comme prévu par le «two-pack», une procédure budgétaire entrera en vigueur si le budget de l'État n'est pas approuvé par le Parlement avant le 1er janvier de l'année à laquelle le budget s'applique, procédure traditionnellement qualifiée de «procédure des douzièmes provisoires» (prévue à l'article 9 du projet de loi);

7. une procédure contraignante pour imposer à toutes les entités des administrations publiques la communication d'informations concernant notamment les dépenses fiscales, les engagements implicites (garanties, etc.) et les prises de participations dans des sociétés privées et publiques. Cette mesure suit une directive du «six-pack» (prévue à l'article 8 du projet de loi).

Cette disposition met en œuvre une série d'obligations en matière de transparence, statistiques et coordination de la part des administrations publiques.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 22.07.2013

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

20.05.2014	Désignation d'un rapporteur
27.05.2014	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen des avis des chambres professionnelles et de la Banque centrale du Luxembourg
03.06.2014	Examen de l'avis du Syvicol
19.06.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2014

Loi du 12 juillet 2014

Mémorial A: 2014, n°122, page 1766

Immobilisation des actions et parts au porteur

6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

Le projet de loi sous rubrique a comme objet d'adapter la législation luxembourgeoise aux exigences du Groupe d'action financière (ci-après «GAFI») et du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (ci-après «Forum mondial») en matière d'identification des titulaires d'actions et parts au porteur.

Il est noté qu'à la différence des actions nominatives, les actions au porteur ne sont pour le moment pas enregistrées dans les registres de l'émetteur. La particularité des actions et parts au porteur réside dans le fait que leur propriété, et donc l'exercice des droits sociaux y afférents, découlent de la seule possession matérielle du titre représentatif de l'action. Par conséquent, l'entité émettant des actions au porteur ignore l'identité des personnes possédant ces titres. Dans un souci de transparence, ce projet de loi prévoit l'obtention, en temps opportun et par les autorités nationales compétentes, d'informations exactes et à jour concernant les bénéficiaires effectifs de personnes morales. Les dispositions du projet de loi visent par conséquent l'élimination de certaines pratiques. En effet, l'anonymat qu'offre aux actionnaires la détention de titres au porteur pose un certain nombre de difficultés en matière de lutte contre des comportements illégaux ainsi qu'en matière d'imposition.

D'un point de vue pratique, l'immobilisation des actions au porteur auprès d'une institution financière ou d'un intermédiaire professionnel réglementé (ci-après «dépositaire») a été considérée, de la part du législateur, comme l'option la plus opportune. Un tel mécanisme assurerait la disponibilité, à tout moment, des informations relatives à l'identité des actionnaires au porteur et faciliterait l'accès à ces informations par les autorités judiciaires et fiscales tout en préservant la confidentialité des données vis-à-vis des tiers et des autres associés de la société émettrice. En outre, il est noté que l'immobilisation des actions au porteur impliquerait la suppression du mécanisme de la cession par la simple tradition tel que prévu par l'actuel article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Par le biais du présent projet de loi, les actions au porteur seront dorénavant immobilisées auprès d'un dépositaire professionnel qui sera soumis aux obligations découlant de la législation applicable en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Ce dernier sera désigné par l'organe de gestion de la société. Le dépositaire devra tenir un registre comportant toutes les informations nécessaires à l'identification des actionnaires au porteur. C'est par la mise en place de ces outils, que le Luxembourg donnera satisfaction au souhait du GAFI selon lequel «les autorités compétentes auront besoin de certaines informations élémentaires concernant la société, parmi lesquelles, au minimum, les informations relatives à la propriété et à la structure de contrôle de la société, afin de déterminer qui sont les bénéficiaires effectifs d'une société(…)».

La propriété de l'action au porteur s'établira donc désormais non plus par la simple détention du titre, mais par une inscription sur le registre tenu par le dépositaire. L'inscription contiendra le nom de chaque actionnaire, le nombre d'actions détenues par chaque actionnaire, la date du dépôt et la date de tout transfert ou de toute conversion des actions au porteur en titre nominatif. Chaque actionnaire au porteur sera uniquement en droit de prendre connaissance des inscriptions au registre le concernant.

La procédure d'immobilisation s'appliquera également aux actions et parts au porteur émises par les sociétés et fonds d'investissement et assurera ainsi la mise en conformité avec les exigences de la législation américaine dite «FATCA» («Foreign Account Tax Compliance Act») imposées aux institutions financières.

Afin d'assurer une immobilisation effective des actions au porteur et la tenue d'un registre actualisé et complet par le dépositaire, la mise en place de sanctions spécifiques est prévue.

Finalement, la procédure d'immobilisation visera non seulement les actions et parts au porteur émises après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales, mais également celles qui se trouveront d'ores et déjà en circulation de sorte qu'il s'avère nécessaire de prévoir des dispositions transitoires.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 04.10.2013
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

03.07.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
04.07.2014	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14.07.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.07.2014

École de la 2e Chance

6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance.

Les principales modifications prévues sont les suivantes:

- Le projet de loi redéfinit le cadre juridique, les missions, ainsi que le public cible de l'École de la 2e Chance (ci-après: «l'École»). La limite d'âge pour l'admission à l'École est portée de 24 à 30 ans. De cette façon est assuré le parallélisme avec l'emploi des jeunes et les mesures antichômage pour les jeunes, qui visent aussi la catégorie d'âge jusqu'à 30 ans. De fait, le décrochage scolaire touche surtout les jeunes et les adultes qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire. La limite d'âge ne vaut toutefois pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l'apprentissage pour adultes.

- La limitation selon laquelle un apprenant ne peut s'inscrire à l'École pour plus de deux ans est supprimée.

- Il est précisé que les objectifs visés ainsi que les matières enseignées à l'École sont les mêmes que les objectifs et les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes. Afin d'adapter la méthodologie au public cible, des dérogations aux programmes en vigueur, aux grilles des horaires et aux critères de promotion peuvent être apportées moyennant règlement grand-ducal.

- Les formations et les voies de formation que peut offrir l'École sont inscrites dans la loi. La liste des domaines dans lesquels des enseignements peuvent être offerts est étendue aux sciences naturelles et techniques et aux sciences humaines et sociales.

- L'expérience des premières années de fonctionnement a montré que le portfolio ne peut être utilisé comme outil d'évaluation, mais qu'il est utile pour l'orientation dans le cadre du développement du projet professionnel de l'apprenant. Un relevé de compétences, faisant fonction de complément au bulletin, fera dorénavant partie intégrante des attestations émises par l'École.

- Étant donné que l'encadrement et le suivi intense des apprenants sont d'une importance capitale à l'École, il est précisé que l'apprenant dont le taux d'absence est supérieur à 10% du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire, n'est pas autorisé à poursuivre sa formation pendant l'année en cours. Le directeur peut accorder une dérogation pour les apprenants à besoins éducatifs particuliers.

- Le système des soutiens financiers dont peuvent bénéficier les apprenants fréquentant l'École est revu. Par le présent projet de loi est supprimée la prime de formation. L'aide à la formation pour les apprenants mineurs sera intégrée dans le dispositif des subventions géré par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS). Les dispositions concernant l'octroi des indemnités de formation pour les apprenants majeurs sont maintenues et adaptées à la redéfinition des limitations d'âge des apprenants majeurs.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 05.12.2013
Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

05.02.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
26.02.2014	Continuation de l'examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.04.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
18.06.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
02.07.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2014

Émission d'un sukuk luxembourgeois

6631 - Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat

Le projet de loi vise une opération d'émission d'un sukuk luxembourgeois, l'équivalent en finance islamique à un financement obligataire. Ainsi, le Luxembourg mettra en place comme premier pays du monde un sukuk libellé en euros. En effet, la finance islamique est un secteur en pleine expansion, de sorte que des places financières telles que Londres ou Paris ont d'ores et déjà pris des mesures visant à attirer les grandes fortunes intéressées.

D'une manière générale, un sukuk se définit comme un produit financier à échéance fixe adossé à un actif tangible. Les investisseurs institutionnels percevront non pas des intérêts, mais une partie du profit qui est attaché au rendement de l'actif sous-jacent. Il est à noter que c'est par cette caractéristique qu'il s'agit d'un instrument financier respectueux des principes de la finance islamique.

Plus précisément, dans le cadre du projet de loi sous rubrique, l'actif sous-jacent est constitué par trois immeubles administratifs, à savoir les Portes de l'Europe au Kirchberg, deux immeubles inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, comme suit:

- Luxembourg, 10, avenue J.-F. Kennedy, Tour A, section ED de Neudorf, n°515/4955, lieu-dit „Place de l'Europe", ayant une contenance de 0 ha, 24 a et 65 ca (vente de la pleine propriété),

- Luxembourg, 11, avenue J.-F. Kennedy, Tour B, section EC de Weimerskirch, n°871/5469, lieu-dit „Kirchberg", ayant une contenance de 0 ha, 44 a et 39 ca (vente de l'immeuble et cession du droit de superficie),

et le bâtiment Gutenberg situé à Strassen, 1, rue des Primeurs et inscrit au cadastre de la commune de Strassen comme suit:

- section B des Bois de Strassen, n°37/3801, d'une contenance de 36 a et 47 ca (vente de la pleine propriété).

Dans une première phase, les trois immeubles décrits seront vendus par l'État au prix fixe de 200 millions d'euros à une société anonyme unipersonnelle de droit luxembourgeois. Il s'agira d'une entité du type SPV («special purpose vehicle» ou «véhicule de structuration»), restant à créer. Le capital social de ce véhicule sera entièrement souscrit par l'État luxembourgeois qui deviendra l'unique actionnaire de cette société. Le produit de vente sera porté en recette au budget de l'État. Ce dernier émet des garanties visant la bonne fin de la transaction. Le produit de la vente sera affecté à des projets d'investissement d'intérêt public tels que le Fonds des routes ou le Fonds des rails par exemple.

En parallèle, la société SPV émettra des certificats d'une durée de cinq ans équivalant en valeur au prix d'achat des immeubles. L'émission sukuk sera placée par un syndicat bancaire auprès des investisseurs, à l'instar des émissions obligataires dites classiques. En effet, les aspects pratiques liés à la levée de capitaux sous forme de sukuk pour financer l'achat des immeubles ne sont pas réglés par la loi en projet. Ils s'apparentent aux modalités relatives aux émissions obligataires classiques.

Dans une seconde étape, l'entité SPV donnera les immeubles en location à l'État alors que ce dernier continuera à les sous-louer aux locataires actuels. C'est par la suite qu'une partie du loyer sera reversée aux souscripteurs des certificats qui percevront par conséquent une part du profit attaché au rendement de l'actif sous-jacent, comme prévu par les règles de la sharia. La rémunération sera fonction de la performance des actifs toutefois en étant plafonnée. L'autre partie des loyers servira à la couverture des frais encourus par le véhicule.

Après une durée maximale de cinq ans, la société anonyme unipersonnelle rétrocédera le droit de propriété sur les deux immeubles (Tour A et bâtiment Gutenberg), ainsi que le droit de superficie ensemble avec la propriété de la Tour B à l'État luxembourgeois au prix de vente de 200 millions d'euros (ou son équivalent en dollars américains). L'expiration de la période de cinq ans commence à courir à partir de la date d'acquisition des trois immeubles par l'entité SPV. La société anonyme unipersonnelle ne sera donc propriétaire que pour une durée de cinq ans. Par la suite, et comme précisé par la fiche financière jointe au texte du projet de loi, ce dernier ne comporte pas de dispositions dont l'application serait susceptible d'avoir un impact sur le budget de l'État.

Conformément à l'article 99 de la Constitution, la vente des trois immeubles appartenant à l'État doit être autorisée par une loi spéciale. C'est précisément l'objet du projet de loi sous rubrique comme l'indique notamment son intitulé.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013
Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

04.02.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
19.06.2014	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.07.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2014
Loi du 12 juillet 2014
Mémorial A: 2014, n°121, page 1764

Construction de l'échangeur de Hellange

6654 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et autorisant la construction de l'échangeur de Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13

Le projet de loi sous rubrique a comme objet d'adapter le budget du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et d'autoriser le Gouvernement à faire procéder à la construction de l'échangeur de Hellange et des raccordements à l'autoroute A13 et à la route nationale N13. Il s'agit donc d'augmenter une seconde fois, et ceci pour un montant maximal de 34.200.000 euros, le budget arrêté par la loi du 16 novembre 2001 relative à la construction d'une liaison routière avec la Sarre. À l'origine avait été fixée une somme de 242.935.000 euros pour les travaux de construction projetés. Ce montant a été augmenté une première fois de 49.065.000 euros par le biais de la loi du 12 juin 2004 relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2014
Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

23.04.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.05.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2014

Aide financière pour études supérieures

6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Objet du projet de loi

Le présent projet de loi a pour objet une refonte du système de l'aide financière pour études supérieures promouvant l'accès aux études supérieures et permettant à l'étudiant d'exercer son droit à l'éducation. D'une manière générale, les aides financières pour études supérieures visent l'accroissement du niveau de formation de la population et ce en vue d'une meilleure adéquation entre les qualifications des personnes et le marché de l'emploi. Elles contribuent à augmenter la croissance endogène du pays, à favoriser la genèse d'une société basée sur la connaissance et à lutter contre le phénomène du chômage structurel, en particulier des jeunes.

Le nouveau système mis en place par le présent projet de loi opère un réajustement des aides financières tout en se conformant à l'arrêt

C-20/12 rendu par la Cour de justice de l'Union européenne le 20 juin 2013.

Le nouveau système se veut équitable, il entend garantir à l'étudiant une large indépendance, il prend en compte les frais réels de l'étudiant pour subvenir à ses besoins et il respecte la situation socioéconomique de l'environnement de l'étudiant. L'étudiant reste entièrement libre dans le choix du lieu de ses études au même titre qu'il reste libre dans le choix de la discipline de ses études.

L'autonomie de l'étudiant est garantie par l'attribution d'une bourse de base et la possibilité qui lui est donnée de pouvoir contracter un prêt selon les modalités en vigueur jusqu'à présent. Par ailleurs, la bourse de mobilité encourage la mobilité internationale de l'étudiant tout en prenant en compte une partie des frais réels encourus par la location d'un logement. L'appartenance socioéconomique quant à elle est ajoutée comme critère d'attribution de la bourse sur critères sociaux dont le montant est fonction de la variation du multiplicateur du salaire social minimum dont le ménage dispose comme revenu. Le critère de la sélectivité sociale est complémentaire par rapport à celui de l'autonomie de l'étudiant.

Les bénéficiaires de l'aide financière pour études supérieures sont les mêmes catégories de personnes que celles qui tombaient sous le champ d'application de la loi modifiée du 22 juin 2000. Toutefois, la notion de travailleur a été élargie pour éviter l'écueil de la discrimination indirecte.

Afin d'éviter une discrimination indirecte à rebours, la disposition anticumul avec l'octroi d'aides financières pour études supérieures dans d'autres États membres a été élargie à tout avantage social qui serait dû en vertu d'une inscription à un établissement d'enseignement supérieur.

Le présent projet de loi abroge et remplace la loi modifiée du 22 juin 2000. Toutefois, certaines dispositions de la loi du 22 juin 2000 sont reprises dans la loi en projet. Pour des raisons de lisibilité et donc de transparence législative, la voie d'une nouvelle loi a été retenue.

- Points saillants du nouveau système d'aide financière de l'État pour études supérieures

Les composantes de l'aide financière pour études supérieures restent le prêt et la bourse, cette dernière étant déclinée en différentes catégories: bourse de base, bourse de mobilité, bourse sur critères sociaux et bourse familiale. Le prêt et la bourse de base peuvent être majorés suite à la prise en compte des frais d'inscription, ainsi que dans le cas d'étudiants se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle. Le montant total annuel de l'aide financière est fixé à un maximum de 18.700 euros.

Bourse de base

La bourse de base s'élève à un montant fixe de 2.000 euros. Elle est accordée sans distinction aucune à chaque étudiant remplissant les critères généraux d'éligibilité.

Bourse de mobilité

Le présent projet de loi introduit une bourse de mobilité dont le montant s'élève à 2.000 euros par année académique. Elle peut être accordée sur présentation d'une pièce certifiant une prise de location à l'étranger, le terme «étranger» étant défini comme lieu d'études se situant en dehors des frontières du lieu de résidence du ménage dont l'étudiant fait partie.

Bourse sur critères sociaux

La bourse sur critères sociaux, dont le montant maximum s'élève à 3.000 euros, peut être accordée si le revenu total annuel du ménage dont fait partie l'étudiant est inférieur au salaire social annuel minimum pour salariés non qualifiés ou respectivement de 1 à 1,5 ou de 1,5 à 2 ou de 2 à 2,5 ou de 2,5 à 3 ou de 3 à 3,5 ou de 3,5 à 4,5 fois le salaire social annuel minimum pour salariés non qualifiés. Par revenu total annuel, il faut entendre le revenu imposable tel qu'il est défini à l'article 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Bourse familiale

La bourse familiale, dont le montant a été fixé à 500 euros, est accordée aux étudiants ayant un frère ou une sœur qui est également éligible dans le cadre du présent projet de loi.

Prêt

Le montant du prêt garanti par l'État avec charge d'intérêts et avec subvention d'intérêts se compose d'un prêt de base de 6.500 euros par année académique. Le prêt de base de l'étudiant ne bénéficiant pas de la totalité de la bourse sur critères sociaux peut être majoré d'un montant maximal de 3.000 euros duquel est déduit le montant de la bourse sur critères sociaux accordée.

Majoration pour frais d'inscription

Les frais d'inscription dépassant un forfait de 100 euros sont pris en charge jusqu'à concurrence de 3.700 euros, et ce à raison de 50% de bourse et de 50% de prêt.

Majoration pour étudiants se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle

Une majoration de 1.000 euros, selon les mêmes principes que pour les frais d'inscription, est également possible pour l'étudiant se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle et qui est confronté à des charges extraordinaires.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 20.03.2014

Rapportrice: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

19.05.2014	Explications de M. le Ministre concernant des amendements à prévoir
	Question de l'impact de l'arrêt de la Cour de Justice de l'UE dans l'affaire «C-347/12» sur les dispositions «anti-cumul» prévues dans le projet de loi sous rubrique
03.06.2014	Échange de vues avec des représentants d'organisations estudiantines et d'organisations politiques de la jeunesse
17.06.2014	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.06.2014	Continuation des travaux
20.06.2014	Présentation et adoption d'une série d'amendements
24.06.2014	Présentation d'amendements
03.07.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2014

Sécurité des jouets

6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

L'article unique du projet de loi reprend les différentes modifications à apporter à la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, d'après le «Rectificatif à la directive 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets», publié dans le Journal officiel de l'Union européenne du 31 décembre 2013.

Ce rectificatif entend, notamment, corriger certaines erreurs matérielles qui se sont glissées dans la rédaction de la directive 2009/48/CE et modifier la définition de «jeu gustatif».

Les modifications aux annexes I, II et V de la directive 2009/48/CE, quant à elles, s'appliquent au jour de la date de l'entrée en vigueur des actes modificatifs afférents de l'Union européenne.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 05.05.2014

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

19.06.2014	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et des avis afférents
03.07.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2014

Responsabilité environnementale

6686 - Projet de loi modifiant l'article 6, paragraphe 1 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Le projet de loi a pour objet de répondre à une interrogation des services compétents de la Commission européenne quant à la transposition correcte du paragraphe 1er de l'article 5 de la directive 2004/35/CE du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, qui prévoit qu'en cas de menace imminente de dommage environnemental, l'exploitant prenne sans retard les mesures préventives nécessaires.

Dans la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, qui transpose la directive 2004/35/CE précitée en droit national, le législateur, pour donner un caractère normatif à l'expression «sans retard», avait transposé cette disposition en y ajoutant «et au plus tard dans les sept jours qui suivent la menace». C'est cet ajout qui rencontre la critique de Bruxelles, de sorte que les auteurs du projet de loi proposent de le rayer et de s'en tenir à la lettre à la terminologie de la directive.

L'article unique du projet de loi prévoit donc de modifier les dispositions pertinentes de l'article 6 de la loi du 20 avril 2009 précitée. Cette modification s'impose pour des raisons de sécurité juridique et dans un souci d'assurer une transposition fidèle de la directive.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 06.05.2014

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: Henri Kox):

28.05.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
02.07.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

28.05.2014	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 10.07.2014

Équipement d'immeubles de la Cité des Sciences

6697 - Projet de loi relatif à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des Sciences à Belval

Le projet de loi n°6697 a pour objet d'autoriser la dépense d'investissement requise pour équiper les neuf premiers immeubles de la Cité des Sciences destinés à accueillir sur le site de Belval les activités d'enseignement et de recherche ainsi que les services d'administration et d'encadrement social de l'Université du Luxembourg. Dans ce contexte, il faut noter que différentes parties des immeubles en question seront occupées par d'autres établissements tels le CEPS/Instead, le Fonds national de la recherche, la Fondation Restena, le Centre de recherche public Henri Tudor/Gabriel Lippmann, Luxinnovation et le Centre de formation professionnelle continue Dr Robert Widong asbl.

En raison du fait que le montant total des travaux à réaliser est estimé à 140.000.000 euros, l'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution. En effet, ce montant dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.06.2014

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

03.07.2014	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.07.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

03.07.2014	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 10.07.2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. 6529 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012)

6634 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure 2013
- *Rapport de la Commission des Pétitions (rapport d'activité de la Médiateure 2011-2012): M. Marcel Oberweis*
- *Rapport de la Commission des Pétitions (rapport d'activité de la Médiateure 2013): M. Marco Schank*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Marc Angel, M. Guy Arendt, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Romain Schneider, Nicolas Schmit, Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Eis Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen, Här Statsminister?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci villmools. Ech wollt just dervu profitéieren, fir d'Chamber ze informéieren, dass, wann de Statsminister kuerz viru véier Auer de Sall verléisst, dat net aus Netrespekt virum Parlament ass, mä well e vum Statschef fir eng Entrevue, fir eng Audienz gefrot ginn ass. Merci fir d'Versteesdemech.

Da géife mer elo direkt zum Ordre du jour an zu eiser Orientéierungsdebatt iwwert d'Aktivitéitsrapporte vun de Médiateuren - Ombudsmann, Ombudsfra - vun de Joren 2011 bis 2013 iwwergoen. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, an ech ginn direkt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Marcel Oberweis, d'Wuert. Här Oberweis, et ass un Iech.

2. 6529 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012)

6634 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure 2013

Rapport de la Commission des Pétitions (rapport d'activité de la Médiateure 2011-2012)

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Premierminister, Dir Häre Ministeren, d'Gesetz vum 22. August 2003 huet d'Fonctioun vum Médiateur hei am Land an d'Liewe geruff. Den Här Marc Fischbach huet als éischte Médiateur dës Aufgab iwwerholl. An deenen aacht Joer huet hien dës Institutioun mat vill Begeeschterung weiderbruecht. D'Madame Lydie Err ass den 1. Februar 2012 seng Nofolgerin ginn. An hirem éischte Rapport konnt ee gesinn, dass si den ageschloene Mëttelwee tëschent de Bierger an den ëffentleche Verwaltunge weidergeféiert huet. Si huet och de Kontakt mat de Ministèren an de Gemengen net ofgebrach, fir Léisunge bei Problemer ze fannen.

Erlaabt mir awer am Ufank vun dëser Interventioun, Iech ze soen, dass de schréftleche Rapport vun dësem éischte Rapport vun dem honorabelen André Bauler verfaasst gouf. Ënnert der viregter Regierung wor hien zum Rapporteur an der Petitiounskommissioun genannt ginn. De Rapport huet deemools awer nach net hei am Plenum ugeholl kënne ginn. No de Wahlen, wéi Der wësst, gouf ech dunn zum Rapporteur vun dem Aktivitéitsrapport 2011-2012 vum Médiateur bestëmmt. Duerfir mäi Merci un den André Bauler fir déi gutt Viraarbecht, op där ech konnt schaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- E puer statistesch Donnéeën: Tëschent dem 1. Oktober 2011 an dem leschten Dezember 2012, bannent 15 Méint Aktivitéite vun deenen zwee Médiateuren, sinn 1.059 Reklamatiounen agereecht ginn. 803 Dossiere sinn ofgeschloss ginn an nach 256 waren der deemools en cours. Bei den ofgeschlossenen Dossieren ergëtt sech folgende Bilan: Knapp 40% sinn als net berechtegt Reklamatioune klasséiert ginn. 12% si vun de Leit selwer zréckgezu ginn. 7% kruten an hirem Dossier keng Korrektioun. 7% hunn eng partiell Korrektioun kritt. An 22 hunn eng komplett Korrektioun erfuer. 6% goufen als irrecevabel betruecht a 6% sinn awer refuséiert ginn.

Bal 3.000 Leit hu beim Sekretariat vum Médiateur fir Renseignementer nogefrot. Dës Zuele beweisen, dass de Médiateur de Leit mëttlerweil e Begrëff ass an dass hie vun hinne ganz staark sollicitéiert gëtt.

Op där enger Säit ginn de Bierger hir Kloe gelauschtert an op där anerer Säit gëtt versicht, bei de Verwaltungen déi néideg Äntwerten ze kréien, soudass d'Bierger méi Vertrauen an de Fonctionnement vum Stat an de Gemenge kréien.

Am Rapport steet, dass d'Zesummenaarbecht tëscht dem Sekretariat an der Direction de l'Immigration ganz gutt ass. Hei kommen Demandë vu Persounen entre autres aus afrikanesche Länner eran, déi hire Pass wëlle verlängert kréien. De Médiateur huet recommandéiert, d'Kompetenze fir déi Ausweispabeieren an d'Direction de l'Immigration ze iwwerdroen, déi schonn iwwert déi komplett Dossiere verfügt, well d'Kompetenz läit nämlech am Bureau des passeports, visas a Légalisatiounen. Dësen Transfert muss iwwer e legislative Wee gemaach ginn.

Vu dass et net ëmmer de betraffene Mënsche méiglech ass, an hirem Heemechtsland e biometresche Pass ze kréien, versicht dann dës Direktioun, hinnen eng Autorisatioun ze ginn. Dëst geet awer just nëmmen dann, wann d'Identitéit vun der Persoun duerch en anert Dokument beluecht ka ginn.

Un de Médiateur gouf eng Klo géintiwwer dem Service des Sites et Monuments nationaux eragereecht, an dat wéinst de Subventioune bei Renovéierungsaarbechten u Gebaier. D'Demande de subventions ass eréischt Wochen no de Reparatursaarbechten eragereecht ginn a gouf deemno vum Service ofgelehnt, well deen déi Aarbechten net reglementsméisseg suivéiere konnt. De Service muss sech hei un de gesetzleche Kader halen. Den Direkter huet an der parlamentarescher Kommissioun matgedeelt, dass den Internetsite vun der Verwaltung ganz kloer wier an et einfach wier, déi entspriechend Formulairen ze fannen a se och auszefëllen. Et gëtt deemno keng wierklech Excuse, d'Demande net mat Zäiten eranzeschécken.

Des Weidere gouf de Médiateur wéinst dem exzessiv luese Behandele vun Dossiere bei de finanziellen Hëllefen am Ëmweltberäich befaasst. Dës Situatioun hat sech laut dem deemolege Minister awer verbessert an hien huet drop higewisen, dass de Malaise duerch de Mangel u Personal bedéngt war. Et muss een awer soen: 14.000 Dossiere si vum 1. Januar bis zum leschten Dezember am Joer 2012 eragereecht ginn, an trotzdeem si weider 18.600 Dossiere während där Zäit traitéiert ginn. Dir gesitt also, dass awer do vill Aarbecht geleescht gëtt.

De Médiateur huet drop higewisen, dass d'Demandeure méintelaang keng Äntwert kruten. Een Accusé de réception ass awer un d'Demandeure geschéckt ginn. D'Memberen an der Nohaltegkeetskommissioun wore sech awer eens, dass all Demandeur direkt muss Bescheed gesot kréien, wa säin Dossier net komplett wier.

De Problem war haaptsächlech bei der Sanéierung vu Gebaier, well dat eng extra speziell Matière ass, an oft feelen Dokumenter, fir den Dossier ofzeschléissen. Et ass dofir fir d'Verwaltung net ëmmer einfach, Entscheedungen dann ze huelen. Eng Persoun gouf doropshin am Accueil téléphonique agestallt an déi kann dann déi Froe beäntwerten a kann de Leit dann hëllefen, soudass dann de Suivi méi schnell ka gemaach ginn.

De Médiateur huet och drop higewisen, dass och d'Wärmepompele vum Typ Évaporation directe an de Regime vun de finanziellen Aiden am Sënn vun der Promotioun fir déi méi effizient Energienotzung an den Asaz vun erneierbaren Energien agebonne sollt ginn. Dës Demandë waren effektiv en suspens gehale ginn, well d'Verwaltung drop gewaart huet, bis de Règlement grand-ducal adaptéiert gouf.

De Médiateur huet ënnerstrach, dass hien a munche Fäll keng Kompetenzen huet, well et sech ëm privat Strukturen handelt, wann em eng Fro eragereecht gëtt. Et gëtt Patienten, déi sech iwwer eng schlecht Gesondheetsbetreiung an enger privater Klinik un de Médiateur riichte wëllen. Och wann déi dann en ëffentleche Service am Gesondheetswiesen ubitt, ka sech de Médiateur net aklénken.

Déi zoustänneg parlamentaresch Kommissioun war der Meenung awer, et misst een eng virsiichteg Approche hei hunn. Hei kéinten nämlech Betriber, déi dem Contrôle vum Médiateur ënnerworf sinn, par rapport zu aneren, déi déi Contrainten net hunn, diskriminéiert ginn. Et géifen och Schwieregkeete beim Secret professionnel et commercial. Hei hätt de Médiateur nämlech Zougrëffsrechter op Donnéeën, déi awer berufflech geheim misste bleiwen.

Här President, ech wëll op een Dossier agoen, iwwert deen och haut nach vill geschwat gëtt: déi finanziell Ënnerstëtzunge fir Studenten. Vill Kloe sinn deemools an deem Dossier erabruecht ginn an notamment vun de Frontalieren, déi keng Bourse accordéiert kruten, engersäits wéinst dem Questionnaire, fir déi Hëllefen unzefroen, an anerersäits wéinst dem Critère de mobilité. De Lëtzebuerger Stat war jo deemools vum Europäesche Geriichtshaff verurteelt ginn.

Doropshin huet déi viregt Héichschoulministesch, déi dee schwieregen Dossier geierft hat, déi néideg Ännerungen erabruecht, fir deem Uerteel dach tant soit peu Rechnung ze droen. Dat war allerdéngs eng Noutléisung, wéi mir haut wëssen.

Am Rapport vum Médiateur konnt ee liesen, dass de CEDIES ronn 15.000 Dossieren traitéiert huet. Fir dat akademescht Joer 2011-2012 goufe 579 ugefroten Hëllefen net accordéiert. Dat si genau 3,87% - also net esou vill, wéi ëmmer an der Welt do ronderëm zirkuléiert.

De Médiateur ass nach an engem anere Fall intervenéiert: an der Formatioun vun den Assistants sociaux. Hei mussen déi jonk Leit ee Stage duerchféieren a si kréie keng finanziell Hëllef, kee Kannergeld oder soss eng sozial Ofdeckung vum Stat ugebueden, esou wéi dat de Fall bei de Studenten am Normalfall ass.

En Accord ass fir de Joergang 2010-2011 mat dem zoustännege Ministère fonnt ginn. D'Studenten hunn eng Indemnitéit kritt, déi dem Kannergeld entsprach huet. Et wor awer och eng Iwwergangsléisung fir d'Joer 2011-2012 gesicht ginn. Mëttlerweil ass dat véiert Formatiounsjoer, dat fir deen Diplom gebraucht gëtt, gestrach ginn. D'Gesetz vum 19. Juni 2009 regelt elo den Accès zu dëse Beruffer.

Déi auslännesch Diplomer am Beräich vun der Assistance sociale mussen zu Lëtzebuerg duerch eng Prozedur goen, déi awer zwou Etappe virgesäit: éischtens, d'Reconnaissance vun dem Diplom selwer, an zweetens, eng Demande, fir de Beruff selwer auszeüben.

Déi Studenten, déi am Juni 2012 am Bachelor fir Sciences éducatives et sociales op der Lëtzebuerger Uni ageschriwwe waren an déi en Accès fir de Beruff vum Assistant social wollte kréien, konnten doropshin ee siwent Semester duerchféieren, soudass si déi néideg Qualifikatioune kritt hunn, fir de Beruff auszeüben. Mëttlerweil awer ass de Studieprogramm iwwerschafft ginn an de Problem ass ganz geléist. E puer Dossieren aus dem Ministère vun der Famill, Jugend- a Chancëgläichheet. De Médiateur mengt, dass hie fir spezifesch Missiounen - d'Rechter vun den handicapéierte Leit -, an déi zimlech technescher Natur sinn, net déi néideg Kompetenzen hätt. Hie kann och net agräifen, wann eng Plainte vu behënnerte Leit géintiwwer enger privater Struktur kënnt, och wann dës en ëffentleche Service ubitt.

De Médiateur schléisst sech dem Avis vum Statsrot wéi och der Commission consultative des Droits de l'Homme un. Dës Missioune sollten dem Centre pour l'égalité de traitement uvertraut ginn. Dëst awer ënnert der Bedéngung, dass een där Struktur och déi néideg Moyenen zur Verfügung stelle géif.

D'Verfassungskommissioun huet dozou op d'Gesetz vum 28. Juli 2011 higewisen, an do steet ze liesen: De Médiateur ka vu jiddwer Persoun mat engem Handicap saiséiert ginn, wann déi mengt, hir garantéiert Rechter a Fräiheete géifen net respektéiert ginn.

Déiselwecht Kommissioun gesäit och e Widdersproch mat den Aussoe vum Médiateur, wann deen engersäits seet, dass sech de Médiateur net an technesch Beräicher amëschen dierf an anerersäits proposéiert, d'Kompetenze vun him selwer ze erweideren. Virun allem ass hei de Gesondheetssecteur betraff an deen ass jo, wéi mer alleguer wëssen, vun äusserst technescher Natur.

D'Institutiounskommissioun seet des Weideren, dass d'Commission consultative des Droits de l'Homme déi eenzeg Lëtzebuerger Institutioun um internationale Plang ass, déi de Statut A vum Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'Homme akkreditéiert krut. Eng national Institutioun, déi an der Protektioun wéi och an der Promotioun vum Mënscherecht engagéiert ass, muss e kloert Mandat hunn an dat muss an engem Gesetzestext festgeluecht ginn. Hei misst deemno d'Gesetz iwwert de Médiateur an deem Sënn modifizéiert ginn, wann deen déi nei Kompetenze sollt kréien.

Eng Kompetenzerweiderung vum Médiateur an deem Beräich brëngt awer eng ganz Rei Froe mat sech, notamment wat d'Protektioun an d'Promotioun vun de Mënscherechter ugeet. Doriwwer gouf d'Fro vun enger besserer Koordinatioun tëschent allen Organisatiounen, déi sech fir d'Mënscherechter asetzen, opgeworf. An do muss nach da gesot ginn: Affaire à suivre.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Madame Médiateure huet och en Ännerungsvirschlag fir hir Denominatioun vun der Institutioun vum Médiateur gemaach. Si huet gemengt, dass den Term „Médiateur" zu Verwirrunge kéint féieren. Et muss awer hei en Ënnerscheed gemaach ginn tëschent engem Médiateur civil, bei deem et virun allem ëm Konflikter tëschent Privatpersounen an zivile wéi och kommerzielle Fäll geet, an engem Médiateur institutionnel oder public, wéi mir en hei kennen.

De Begrëff „Médiateur" géif och net de geneeë Missiounen entspriechen, wéi se am Gesetz vum 22. August 2003 festgehale goufen, esou d'Madame Médiateure an hirem Rapport. Si schléit dofir d'Denominatioun „Ombudsmédiateur" vir. Och wann déi kompetent parlamentaresch Kommissioun déi Konfusioun duerchaus versteet an och dréit, da wëllt si awer, dass dës Fro an de jeeweilege Fraktiounen diskutéiert gëtt, well déi awer vu staark politescher Natur ass.

Dozou nach déi folgend Iwwerleeungen zur Erweiderung vun de Kompetenzen: Et ass a verschiddenen Domänen effektiv problematesch, fir anzegräifen, wann et sech ëm privat Strukturen, wéi zum Beispill Spideeler, handelt, obschonn déi, wéi gesot, ëffentlech Servicer ubidden.

Wie ka sech dann, wann dës Institutioun d'Kompetenz net huet, de Kloe vun de Matbierger unhuelen? De Médiateur dierf sech engem Dossier awer unhuelen, deen aus dem Centre hospitalier kënnt. Dat dierf en awer net, wann zum Beispill d'Plainte aus der Klinik vum Kierchbierg géif kommen, well déi jo privat gemanagt gëtt. Trotzdeem ass de Service plus ou moins deeselwechten a steet alle Bierger hei am Land fräi.

Och hei huet déi zoustänneg Kommissioun hir Positioun matgedeelt. Si ass der Meenung, dass an engem Fall, wou dem Médiateur och d'Méiglechkeet zougestane gëtt, a private Strukturen ze intervenéieren, déi hirersäits ëffentlech Leeschtungen ubidden, ee fir d'Éischt eng ganz kloer Definitioun vun dem Term „Service public" ausschaffe muss. Déi Definitioun muss awer vu jiddwerengem gedroe ginn a mat jiddwerengem ausdiskutéiert ginn, ier eng Gesetzesännerung iwwert d'Kompetenzfelder vum Médiateur gemaach ka ginn.

An deem Zesummenhang ass och vun Interesse, den Origine vum Ombudsmann kuerz eng Kéier ze erwähnen, wéi deen a Schweden deemools agesat ginn ass. Deen ass do am fréien 19. Jorhonnert agefouert ginn an deen huet de Pouvoir d'auto-saisine. Dat heescht, den Ombudsmann ka selwer Initiativen ergräifen.

Eis Kommissioun vun der Verfassung wor awer der Meenung, wa mer dem Médiateur de Pouvoir d'auto-saisine wëllen zouweisen, dann awer nëmmen ënner bestëmmte Konditiounen. An zwar dierf dee Médiateur esou eng Auto-saisine nëmmen dann ergräifen, wann déi concernéiert Persoun hiren Accord gëtt a se averstanen ass, dass de Médiateur eng Enquête iwwer e Service oder eng Verwaltung mécht.

Här President, d'Madame Médiateure huet mat hire Servicer och Dossieren aus dem Beräich vun den Aides au logement traitéiert. Hei gouf et e puer Reklamatiounen iwwert d'Justificatifen, déi en Demandeur ofzeliwweren hat. De Service vun den Aides am Logement hëlleft nämlech de betraffene Leit beim Ausfëlle vun den Zertifikater. De Service sicht och proaktiv no strukturelle Léisungen, fir den uleiende Problemer esou gutt wéi méiglech aus dem Wee ze goen.

De Service huet dofir virgeschloen, d'Recht ze kréien, fir selwer Donnéeë vun de verschiddene Verwaltungen anzefuerderen. Dëst géif awer, esou déi parlamentaresch Kommissioun vum Logement, géint den Droit à la protection des données à caractère personnel verstoussen. Eng méiglech Léisung besteet doranner, dem Service des aides au logement eng individuell Autorisatioun ze ginn, déi him da géif erméiglechen, déi néideg Informatioune bei de Verwaltungen unzefroen.

Een anere Volet am Logement ass dee vum Fonds du Logement. Hei hu Leit den Här Médiateur wéinst der Erhéijung vun de Lokatiounsniewekäschte saiséiert. D'Kommissioun huet doropshin erkläert, dass dës Chargë vu verschiddene Parameteren ofhänke géifen, ënner anerem Liewensgewunnechten, Energiepräisser oder Waasserpräisser. De Fonds du Logement huet keng Responsabilitéit fir déi Erhéijung. Déi eenzeg Méiglechkeet, fir deem entgéintzewierken, ass eng konstruktiv Approche vum Fong selwer, dass en eng durabel a performant Energienotzung am Neibau wéi och bei de Renovatioune vun Algebaier géif duerchféieren.

Et wier dofir ze begréissen, dass d'Awunner vun de Residenzen, déi vum Fonds du Logement géréiert ginn, regelméisseg fir dës wichteg Theme vun der Nohaltegkeet sensibiliséiert géife ginn, ënner anerem, andeem hinne géif matgedeelt géif ginn, duerch wéi eng Mesuren d'Niewekäschten, ënner anerem Waasser, Energieverbrauch, kéinte reduzéiert ginn an domadder hir Käschte kéinte verklengert ginn.

Nach e puer Aussoen aus dem Gesondheetsberäich: Niewent hiren eegene Recommandatiounen, et waren der eng ganz Rei, erënnert d'Madame Médiateure och un d'Recommandatioun N°42 vum Här Marc Fischbach. Et sollt eng Structure d'écoute, d'information et de médiation locale et nationale am Gesondheetswiese kreéiert ginn, déi relativ komplex ass an och bleift.

An de Médiateur kritt relativ vill Plainten. Hien huet awer net ëmmer déi néideg Kompetenzen, fir dëse Plainten eng Suite ze ginn; ech hu schonn drop higewisen. Op dës Struktur kéinten dann d'Patienten zréckgräifen, wa si sech net adequat behandelt géife fillen oder wa si d'Qualitéit vum Gesondheetssystem net an der Rei fanne géifen oder d'Fleegesécherheet net garantéiert géif ginn oder si der Meenung wieren, déi ugebuede Fleeg wär net gutt.

A sengem Rapport begréisst de Médiateur de Gesetzesprojet 6469 relatif aux droits et obligations du patient portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé. De Médiateur weist drop hin, dass dëse Service de médiation en onofhängege Charakter muss kréien, ouni deen et keng Médiatioun kéint ginn. De Gesetzesprojet 6469 ass awer elo viru Kuerzem hei am Parlament gestëmmt ginn an domadder rechtskräfteg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Petitiounskommissioun wore mir eis eens, dass d'Institutioun vum Médiateur hir Friichte scho gedroen huet. D'Aufgabefeld muss awer weiderentwéckelt ginn. Dat heescht, d'Gesetz misst réviséiert ginn.

D'Kompetenzfelder vum Médiateur sollten erweidert ginn, soudass den Ombudsmann, an deem heite Fall d'Madame Lydie Err, d'Méiglechkeet géif kréien, sech allen Dossieren, bei deenen et ëm ëffentlech Servicer geet, unzehuelen, dat onofhängeg, ob si en ëffentlechen oder private Statut hunn. Et muss kloer definéiert ginn, wat een ënnert dem Begréff „Service public" genee versteet. D'Denominatioun vum Médiateur muss adaptéiert ginn, mir hunn et gesi gehat, mä nach sinn do vill Froen op, an d'Méiglechkeet vun der Auto-saisine muss geklärt ginn.

Mir sinn iwwerzeegt, dass dës Institutioun eng wesentlech Roll am Vertraue vun der Bevëlkerung an dem Fonctionnement vum Stat hei am Land spillt a spille muss. Et ass duerfir wichteg, dass regelméisseg hei am Parlament iwwert de Rapport d'activité vum Médiateur soll diskutéiert ginn.

Ech begréissen och d'Madame Lydie Err a soe Merci fir d'Nolauschteren a fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och deem éischte Rapporteur, dem Marcel Oberweis. An d'Wuert huet direkt den Här Marco Schank, fir den Aktivitéitsrapport vun… 2013 virzestellen. Elo hat ech et bal net erauskritt.

Rapport de la Commission des Pétitions (rapport d'activité de la Médiateure 2013)

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no mengem Kolleeg, dem Marcel Oberweis, géif ech dann deen zweete Rapport, dee mer an der Petitiounskommissioun adoptéiert hunn, virstellen, dee vun 2013. An d'Madame Lydie Err huet dëse Bilan vun hiren Aktivitéiten de 16. Januar hei an der Chamber presentéiert. An doropshin huet dann och, wéi dat Usus ass, d'Petitiounskommissioun all déi aner concernéiert Kommissiounen an der Chamber invitéiert, Positioun zu deene verschiddene Beräicher ze bezéien, fir haut eben deen ëffentlechen Débat kënnen ze féieren.

An ech géif dann och direkt um Ufank e puer Statistike virugi vun der Aktivitéit vun der Médiateure am Joer 2013. D'Petitiounskommissioun war iwwregens sechsmol zesummekomm, fir iwwert de Rapport d'activité ze diskutéieren, an huet schlussendlech dee schréftleche Rapport och eestëmmeg de 5. Juni adoptéiert.

Als Alleréischt wëll ech och soen, datt d'Relatiounen tëscht der Médiateure an der Chamber, am Allgemengen, an der Petitiounskommissioun, am Besonneschen, gutt sinn.

A fir op d'Statistiken zréckzekommen: Tëschent dem 1. Januar an dem 31. Dezember d'lescht Joer si 688 Reklamatiounen erakomm gewiescht. 507 Dossiere si clôturéiert ginn. Dat mécht ronn dräi Véirel aus. Déi aner 181 Dossiere sinn nach um Lafen. Den Taux de correction global vun deene clôturéierten Dossiere läit ëmmerhi bei gutt 80%. Ronn 35% goufen als net fondéiert Reklamatioun klasséiert. 12% si vun de Reklamanten zréckgezu ginn. 8% krute keng Korrektioun, bei 8% war dat partiell de Fall. A 24% konnte geregelt ginn. 5,5% vun den Demandë waren irrecevabel an, last but not least, 6,5% goufe refuséiert.

Fir dee statistesche Volet ofzeschléissen, wollt ech nach soen, datt déi meeschte Reklamatiounen eigentlech aus véier Beräicher koumen: Immigratioun, Steieren, Gemengenaffäre generell a Sécurité sociale.

Direkt ee Wuert zu den neie Recommandatioune vun der Médiateure, der Nummer 50 beispillsweis iwwert d'Condition de recevabilité, wat den Achat rétroactif vu Périodes d'assurance ugeet. Hei sinn déi Leit betraff, a ganz dacks Fraen, déi hir berufflech Aktivitéit reduzéiert hu respektiv opgehalen hu mat schaffen an doduerch Versécherungsperiode verluer hunn.

D'Gesetz gesäit vir, dass ee fir déi Periode retroaktiv kann nobezuelen, fir dass se spéider kee Lach an der entspriechender Pensiounscarrière hunn. Dat muss allerdéngs virum 65. Liewensjoer geschéien. Dat steet am Artikel 174 vum Code vun der Sécurité sociale.

Well awer eng Partie vu Leit dat eréischt no 65 Joer maachen, eréischt dann un e Réckkaf denken, kënnt et natierlech vir, datt dann d'Méiglechkeet vun engem Réckkaf refuséiert gëtt. A genau dowéinst, dat bedeit jo dann och ganz désagréabel Konsequenze fir déi Betraffen op d'Revenuen am Alter. An do recommandéiert d'Médiateure den Délai vu 65 Joer ëm zwee Joer ze verlängeren, fir dass d'Leit wierklech genuch Zäit hunn, fir kënnen hir Pensiounscarrière ze komplettéieren, fir dann och finanziell ofgesécher hire Liewensowend kënnen ze verbréngen.

Als Nächst wollt ech, an dat ass selbstverständlech och nëmme punktuell méiglech, op eng Partie Avise vu verschiddene parlamentaresche Kommissiounen agoen, dëst a Relatioun mat enger Partie Fallbeispiller, un deenen d'Médiateure hir Verbesserungsvirschléi festmécht.

Zum Beispill ass d'Kompetenz a Saachen Openthaltsgenehmegung vum Passbüro an d'Direction de l'Immigration eriwwergaangen; dat huet awer mäi Virriedner scho gesot. Do kann ech mech also kuerzfaassen. Dat war effektiv eng Recommandatioun vun der Médiateure an hirem viregte Rapport. An et kann een nach vläicht derbäisoen, dass d'Direction de l'Immigration intervenéiert ass an deem Sënn, datt d'Diplomaten, déi zu Bréissel installéiert sinn, op Lëtzebuerg koumen, fir verschidde Problemer vu Reespabeieren ze léisen.

D'Kommissioun vun den Affaires intérieures war ënner anerem mat de Subsiden am Kontext vun der Evakuatioun vu Reewaasser beschäftegt. Hei koumen dacks Reklamatiounen eran, well d'Aidë vum Ministère refuséiert goufen, d'Aarbechten awer schonn ugefrot waren, ier iwwerhaapt eng Demande de subside bei der Administratioun erakomm ass. An hei huet d'Médiateure d'Feele vun engem Délai légal kritiséiert wéi och de Fait, fir e Refus ausschliesslech op d'Nachhinein vun der Commande respektiv den Ufank vun den Aarbechten ze baséieren. Op jidde Fall ass am Moment am zoustännegen Nohaltegkeetsministère amgaangen iwwerluecht ze ginn, fir hei méi eng praxisorientéiert Léisung ze fannen.

Am Héichschoulberäich goungen och eng Partie Reklamatioune bei d'Médiateure. Hei ass de CEDIES méi dacks vun der Médiateure sollicitéiert ginn am Kontext vun der Durée, fir déi déi staatlech Studiebäihëllefen accordéiert ginn. Et ass esou, datt d'Zäitdauer vun de Bourssen a Prêtë gesetzlech festgeluecht ass. An d'Gesetz gëtt awer och hei an Härtefäll, no schréftlecher a motivéierter Ufro vu Studenten, dem Minister d'Méiglechkeet, eng Ausnahm ze maachen an eng verlängert finanziell Hëllef ze accordéieren.

Hei koumen och Reklamatiounen era vu Studenten, déi de Prêt refuséiert kruten, well se d'Prozeduren an d'Délaien net respektéiert hunn, wéi se reglementaresch festgeluecht sinn. An d'Médiateure huet proposéiert, d'Demande fir déi finanziell Studiebäihëllefen online ze setze respektiv d'Deadline vun der Demande ofzeschafen a just nach déi zréckzebehalen, wou deen definitiven Dossier muss erageschéckt ginn. An et ass och an der zoustänneger Kommissioun gesot ginn, datt am Kader vun der genereller Reform vun de Studiebäihëllefen d'Prozeduren iwwer e Reglement kéinte vereinfacht ginn, wat och de Wonsch, wéi gesot, vun der Kommissioun war.

An engem weidere Beräich huet d'Familljekommissioun Stellung bezunn: Eng Famill, déi an engem aneren EU-Land wunnt, huet d'Médiateure kontaktéiert. De Papp, deen d'Lëtzebuerger Nationalitéit huet an an eng zoustänneg Pensiouns- a Krankekeess zu Lëtzebuerg abezilt, huet d'Prestations familiales bis Enn 2012 weider ausbezuelt kritt, dat obschonn eng fräiwëlleg Cotisatioun entspriechend engem europäesche Reglement net duergeet, fir d'Lëtzebuerger Kannergeld kënnen ze kréien. An déi betraffe Famill huet awer ëmmer och d'Kannergeldkeess iwwert d'Situatioun informéiert.

D'Médiateure ass der Meenung, dass een Accès vun der Kannergeldkeess op de Centre commun vun der Sécurité sociale géif eng besser Kontroll respektiv eng méi séier Adaptatioun erméiglechen. Den Idealfall wier, seet se, eng automatesch Informatioun, soubal d'Situatioun vun enger Famill ännert. Déi zoustänneg Kommissioun war der Meenung, datt se och do d'accord wär mat der Médiateure, datt d'Kannergeldkeess misst op déi Donnéeë kënnen zréckgräifen, déi se am Kader vun hirer Aarbecht brauch, seet awer och, datt déi Décisioun schlussendlech bei deem zoustännege Minister vun der Sécurité sociale géif leien.

Ee Wuert och zum Avis vun der Fonction publique. Eng Persoun, déi an engem Musée schafft, hat bei der Médiateure reklaméiert, well si en internt Reklassement net accordéiert krut, ënnert där Begrënnung, dass de betreffende Musée seng legal Quoten erreecht hätt. An am Code du Travail steet, dass een internt Reklassement am ëffentleche Secteur, e Reklassement an der ursprünglecher Administratioun oder ëffentleche Service vum concernéierten Agent bedeit, eventuell op een anere Posten oder een aneren Aarbechtsregime.

An d'Médiateure ass hei der Meenung, dass ee Musée, also een Deel vun den Instituts culturels vum Stat, ënnert d'Tutelle vum Kulturminister fält, an domat déi Instituter als Ensemble administratif géife gëllen. Si huet der Regierung virgeschloen, de Champ d'application vum Reclassement interne an der ëffentlecher Verwaltung ze erweideren. D'Kommissioun vun der Fonction publique mécht d'Bemierkung, dass, am Kader vum Projet de loi 6555, déi intern an extern Reklassementer ugepasst wäerte ginn. Wat de Reklassement an der Fonction publique ugeet, ralliéiert d'Kommissioun sech der Positioun vum Minister, dass déi Fro, wéi gesot, am generelle Kontext vun där Reform géif gepréift ginn.

Dann huet deen zoustännege Minister och confirméiert, dass d'Ufroe fir intern Reklassementer staark zougeholl hunn, wat och zu Schwieregkeeten an der Gestioun vun de jeeweilegen Administratioune féiert.

D'Médiateure gouf och nach kontaktéiert, well germaniséiert Virnimm op neie Führerschäiner benotzt goufen - eng Geschicht, déi och jo an der Press traitéiert gouf -, woubäi op méi alen Dokumenter de Virnumm nach op Franséisch ass. An opgrond vum Gesetz vum 19. Juni 2013 kruten tëschent 17.000 an 18.000 Biergerinnen a Bierger, déi während dem Zweete Weltkrich gebuer sinn, nei Identitéitspabeiere respektiv Führerschäiner mat hirem ursprünglechen Numm geschéckt. Allerdéngs huet den zoustännege Minister dee Moment Mesuren an Aussiicht gestallt, fir déi Situatioun méiglechst séier ze redresséieren.

Här President, d'Institutiounskommissioun war e bësse méi laang mat dem Rapport vun der Médiateure 2013 beschäftegt, net wéinst den Dossieren tel quel, mä virun allem och wéinst dem Avant-propos vum Rapport, wou et haaptsächlech ëm d'Fonctioun an natierlech ëm d'Kompetenze vun der Médiateure goung. D'Médiateure huet virgeschloen, am Gesetz vun 2003 d'Promotioun an d'Protektioun vun de Mënscherechter ze preziséieren. Generell ass d'Kommissioun der Meenung, dass een hei net muss légiféréieren, well d'Mënscherechter schonn an der Kompetenz vum Médiateur géife leien, vu dass se ka saiséiert ginn, wann eng Reklamatioun bezüglech engem Verstouss géint Konventiounen, Gesetzer oder Reglementer virläit.

Eng interessant Fro ass och déi vun den Délais de recours, déi während där Zäit, wou een Dossier beim Médiateur läit, oflafen an de Reklamant ënner Émstänn onnéideg Geriichtskäschte riskéiert. Hei ass d'Médiateure der Meenung, dass een Délai de suspension vun dräi Méint soll zu Lëtzebuerg virgesi ginn, ähnlech wéi et elo rezent an der Belsch - ech mengen, do sinn et véier Méint - agefouert gouf.

D'Institutiounskommissioun ass der Meenung, dass déi verschidde Punkte méi déifgräifend missten an enger Reform vum Gesetz iwwert de Médiateur gekuckt ginn, also d'Gesetz vun 2003, wéi et iwwregens och am Koalitiounsofkommes vun der neier Regierung virgesinn ass: «Le Gouvernement analysera la possibilité de réformer l'institution du Médiateur.»

Am Kader vun der Verfassungsreform hat d'Médiateure proposéiert, d'Institutioun vum Médiateur och an d'Constitutioun anzeschreiwen. D'Institutiounskommissioun war do der Meenung, dass ee soll virsiichteg sinn, wat generell d'Aschreiwe vun neien Institutiounen an d'Verfassung ubelaangt. Duerfir wollt d'Kommissioun dës Iddi net weider suivéieren.

D'Médiateure reagéiert och op d'Aschätzung vu verschiddenen Administratiounen, de Médiateur dierft net an engem Sträitfall agräifen, deen um Tribunal ass. D'Médiateure ass awer hei der Meenung, dass si kéint an enger viru Geriicht engagéierter Procédure saiséiert ginn, fir ze versichen, de Konflikt à l'amiable ze léisen, an dass déi zwou Parteie sech iwwert dee Wee ouni Geriicht eens kéinte ginn. D'Kommissioun ralliéiert sech där Interpretatioun vun der Médiateure a confirméiert, dass dëst och kloer d'Intentioun vum Législateur war, wann een d'Rapporte vun deemools vun de parlamentareschen Aarbechte vun 2003 noliest.

De Service médical vun der Fonction publique hat refuséiert, Stellung iwwer eng Reklamatioun ze huelen, well hien der Meenung war, dass dat ënnert de Secret médical géif falen. Or, d'Médiateure huet doropshi geäntwert, dass de Secret médical hir net opposabel wier. Den Artikel 6 am Gesetz vun 2003 zielt nëmmen dräi Domäner op, wou dat de Fall ass a wou de Caractère secret ou confidentiel spillt: d'national Verdeedegung, dann d'Sécherheet vum Stat respektiv d'Aussepolitik.

D'Médiateure seet weider, dass de Secret médical net géint den Intérêt vun där concernéierter Persoun ka spillen, wann hire Service kontaktéiert gouf. An d'Institutiounskommissioun ass der Meenung, dass den Artikel 6 vum 2003er Gesetz misst an enger eventueller genereller

Form verdäichtlecht ginn, well den Text awer zu divergenten Interpretatiounen hei kéint féieren.

D'Logementskommissioun huet mat Satisfaktioun festgestallt, dass een eenzege Fall huet missen traitéiert ginn, an zwar am Kontext vum Fonds du Logement, wou an der Tëschenzäit déi Affär och konnt geléist ginn.

Op de Bilan vun den Ëmsetzunge vun de Recommandatioune wëll ech elo weider net agoen, well ech mer awer e bëssen Zäit och nach wollt halen, fir haaptsächlech op d'Konklusioune vun der Petitiounskommissioun anzegoen. Fir den Detail, wéi gesot, vum Bilan, géif ech op dee schréftleche Rapport hiweisen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konklusioune géif ech a fënnef Punkte résuméieren, also haaptsächlech, well dat der awer och nach méi sinn. Mä dat sinn awer fir eis Wesentlecher gewiescht.

Éischte Punkt. D'Petitiounskommissioun ass der Meenung, dass eng Evaluatioun vum Gesetz vun 2003 iwwert de Médiateur ubruecht ass, dat hunn ech scho gesot, a si ralliéiert sech an deem Kontext och den Avise vun der Institutiounskommissioun. D'Médiateure ass der Meenung, dass hire Kompetenzberäich soll erweidert ginn. Dat ass och schonn am Rapport 2011-2012 däitlech ginn, an dat fir all Organismen, déi een éffentlechen Déngscht ubidden, onofhängeg vun hirem Statut, ob dat public oder privat ass. Am Moment ass et nämlech effektiv esou, dat wësst Der, dass de Médiateur just Plainten unhuelen däerf, déi een Organe de droit public concernéieren. Och dat ass an deem viregte Rapport däitlech ginn.

Wat d'Promotioun an d'Protektioun vu Mënscherechter ubelaangt, am Kompetenzberäich vun der Médiateure, esou hält déi zoustänneg Kommissioun et net fir noutwendeg, ze légiféréieren, well déi jëtzeg Législatioun effektiv d'Méiglechkeet géif ginn, dass de Médiateur saiséiert gëtt, wann et hei ëm eng Verletzung vu Konventiounen, Gesetzer, Reglementer geet. Allerdéngs muss een hei och preziséieren, dass am Gesetz vum 9. Abrëll vun dësem Joer d'Missioun vum Rapporteur national sur la traite des êtres humains der Commission consultative vun de Mënscherechter uvertraut gouf, an net dem Médiateur.

Elo, wat d'Problematik vun den Délais de recours an enger Affär ugeet, déi beim Médiateur läit, proposéiert d'Médiateure en Délai vun dräi Méint vis-à-vis vun de Reklamanten, fir onnéideg riichterlech Fraisen ze évitéieren. Dat hunn ech virdru kuerz ernimmt. An hei, an deem hei Fall begréisst d'Petitiounskommissioun, dass d'Commission juridique bei der Regierung ugefrot huet, eng Recherche de droit comparé vun auslännesche Législatiounen ze maachen.

Dann ass och nach e Sujet, deen och virdru mäi Virriedner, de Marcel Oberweis ernimmt huet, nämlech d'Denominatioun vum Médiateur. Och dat kéint jo een Deel si vun der Analys, wann een d'Gesetz vun 2003 méi genee kuckt.

Am Kontext vun de Secrets opposables, deelt d'Kommissioun d'Meenung vun der Médiateure, dass de Secret médical net opposable ass, wann et ëm de Schutz vu Bierger geet. D'Institutiounskommissioun huet, wéi scho gesot, divergent Interpretatiounen opgeworf, wat den Accès zu den Donnéeë vun enger drëtter Persoun ugeet, an ass der Meenung, dass een dëse Punkt, wéi gesot, och nach eng Kéier misst dann um Niveau vun der Reform vum Gesetz vun 2003 analyséieren. An hei proposéiert d'Petitiounskommissioun, et sollt een da vun dëser Reform och profitéieren, fir d'Froe par rapport vum Secret bancaire an dem Secret fiscal ze analyséieren.

Den zweete Punkt an eise Konklusiounen dréint ëm d'Ëmsetzung vun der Recommandatioun Nummer 49, e wichtege Sujet an eisen Aen, iwwert de Code de bonne conduite. Och deen ass schonn am viregte Rapport énoncéiert. Hei hat d'Médiateure proposéiert, éischter e sougenannte Guide de bonnes pratiques administratives vun der Regierung ze adoptéieren, amplaz iwwert de gesetzleche Wee ze goen. Dëse Guide erlaabt et, esou d'Médiateure, ënner anerem, dem Bierger seng Rechter an och seng Flichten ze kennen, an en inspiréiert sech gréisstendeels um Code européen.

De Minister vun der Fonction publique an der Réforme administrative huet vis-à-vis vun der zoustänneger Kommissioun ugekënnegt, dass de Projet de Code de bonne conduite administrative, wéi e vun der viregter Regierung ausgeschafft gouf, nach adaptéiert gëtt, an zwar dëst en fonction vun de Mesuren, déi an de parlamentareschen Aarbechte fir de Gesetzesprojet iwwert de Statut vun de Fonctionnairen zréckbehale géife ginn. An d'Petitiounskommissioun invitéiert deemno d'Regierung, dëse Code de bonnes pratiques administratives méiglechst séier ëmzesetzen.

Beim drëtte Punkt geet et iwwert d'Verbreede respektiv d'Streeë vu verschiddene Médiatiounsinstanzen. An Dir wësst, hei gëtt et eng Tendenz, fir a verschiddene Secteure Médiatiounen anzeféieren. D'Médiateure huet eis gesot, dass se d'Mise en place vun dem Service national de médiation am Gesondheetswiese begréisst.

Wat d'Propositioun ugeet, fir verschidde Médiatiounsservicer an enger Institutioun ze rassembléieren, huet d'Médiateure preziséiert, dass dat zum Beispill a Frankräich de Fall ass mam Défenseur des droits en France.

D'Petitiounskommissioun begréisst och an deem Kontext ausdrécklech d'Démarche, fir eng Maison des droits de l'Homme opzebauen, wou sech déi verschidden Organer op enger selwechter Adress géifen an Zukunft erëmfannen, an zum Beispill och géife mat engem gemeinsame Service d'accueil fonctionnéieren.

Véiertens geet et ëm d'Saisine vum Médiateur, parallell zu engem geriichtleche Recours. Hei stinn d'Petitiouns- an d'Institutiounskommissioun hannert der Interpretatioun vun der Médiateure. Verschidden Administratioune sinn der Meenung, dass de Médiateur keng Démarchen kéint entaméieren, wann de Litige schonn um Geriicht läit. Fir d'Petitiounskommissioun ass et kloer, dass de Législateur däitlech säi Wëllen am Rapport vum Gesetz vun 2003 artikuléiert huet, dass de Médiateur ka virum Recours oder parallell zum Recours intervenéieren, an invitéiert d'Regierung, d'Administratiounen och iwwert dee Punkt dann ze informéieren.

Leschte Punkt. Hei geet et ëm d'Délaien an d'Begrënnungen, am Kontext vun den Äntwerte vun den Administratiounen allgemeng. D'Gesetz gesäit vir, dass de Médiateur all Renseignementer kann ufroen, déi e fir seng Enquête als noutwendeg gesäit, an dass all Ministèren an ëffentlech Autoritéiten hien dobäi énnerstëtzen. An d'Médiateure insistéiert zu Recht nach eemol drop, dass d'Administratiounen net mussen hirer Meenung sinn, mä dass se sech solle kooperativ weisen, andeems se detailléiert a fondéiert Äntwerte liwweren. D'Petitiounskommissioun invitéiert deemno d'Regierungsmemberen, fir besonnesch drop uecht ze ginn, dass hir Verwaltungen ebe fondéiert Äntwerte ginn an och all d'Délaie respektéieren.

Mäi leschte Saz ass ee vu Merci un all meng Kolleeginnen a Kolleegen aus der Petitiounskommissioun fir déi gemeinsam konstruktiv Aarbecht, an och selbstverständlech e Merci un d'Sekretariat vun eiser Kommissioun, d'Madame Tescher an d'Madame Haas an all déi aner, déi ganz vill Aarbecht hunn, net nëmme mat dësem Dossier, mä och mat den Dossiere vun de Pétitions publiques.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem zweete Rapporteur, dem Här Marco Schank. An d'Diskussioun geet u mam Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt, esou wéi dat sech passt, soen ech menge Kolleege Marcel Oberweis a Marco Schank, an awer och dem Änder Bauler fir seng Viraarbecht Merci, fir déi schréftlech a mëndlech Aarbecht iwwert déi lescht zwee Aktivitéitsrapporte vun der Médiateure.

D'Ombudsfra huet an hirem Rapport d'activité vun 2011 an 2012 gesot, dass den Term „Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg", esou wéi en am Gesetz vum 22. August 2003 definéiert ass, zweifellos riskéiert, Onkloerheet mat anere Médiatiounen erbäizefréieren, wéi d'Médiateurs judiciaires en matière civile et commerciale, déi bei engem Sträitfall tëscht zwou private Persounen an d'Spill kéinte kommen. Et géif, laut der Médiateure, eng Differenz ginn tëschent der Médiation institutionnelle oder publique engersäits, an der Médiation privée anerersäits.

D'Médiation institutionnelle oder publique sicht an der Regel net no Kompromësser, mä huet d'Méiglechkeet, eng Enquête ze maachen. De Médiateur mécht dat, nodeems hien eng perséinlech Reklamatioun eragereecht kritt huet. Hie versicht dann deem Problem, respektiv engem eventuellen Dysfonctionnement an enger ëffentlecher Administratioun oder engem Service nozegoen, fir dann d'Vertraue vum betraffene Bierger, awer och vum Bierger allgemeng, an déi Administratioun dann an deem Fall nees kënnen hierzestellen.

D'Médiation publique ass och bindend fir d'Administratiounen oder de Service, dee viséiert ass, well déi de Froe vum Médiateur mussen nogoen an him och déi néideg Renseignementer mussen zoukomme loossen. Do kann et och emol aus dem Kader vun de prezise perséinleche Problemer erausgoen, an doropshi kann de Médiateur der Regierung respektiv dem Parlament Recommandatioune mat op de Wee ginn, fir dat eent oder dat anert Gesetz esou ze adaptéieren, dass et an Zukunft eben net méi esou wäert sinn, dass déi Problemer sech do kënne stellen.

Déi privat Médiatioun geschitt tëschent zwou Parteien, déi an engem Sträit leien. D'Médiatioun probéiert an deem Fall e Kompromëss tëschent de Parteien ze fannen, kann awer keng Enquête maachen! D'Médiation privée ass ëmmer volontaire an op de strikte Kader vum Sträit limitéiert. Se probéiert also eng Solution à l'amiable ze fannen.

Déi zwee Type vu Médiatioun suivéieren zwar am Endeffekt ähnlech Ziler, dohier den Numm, hunn awer net déiselwecht Approche a Pouvoiren. Doméinst dierften, an den Ae vun der Madame Err, déi zwou Zorte Médiatioun net deeselwechten Numm kréien, well dat zu Onkloerheete féiere kéint. D'Madame Err ass der Meenung, dass den Term „Ombudsmédiateur" am beschten hir Fonctioune géif zréckspigelen. Deen Titel reflétéiert hir Kontrollmissioun, mä gläichzäiteg och hir Technik, mat där se kann oder da wëllt virgoen.

D'CSV, awer mir net eleng, mir hunn och Verständnis fir der Madame Err hir Suerg an deem Kontext. Mir sinn awer der Meenung, dass dee virgeschloenen Titel och net allen Ambiguïtéiten aus dem Wee geet. Hei hätte mer elo déi zwou Varianten dran, de Médiateur souwuel wéi och den Ombudsmann oder d'Ombudsfra. Mir haten och deemools hir Alternativ zu enger Denominatioun virgeschloen, an zwar Ombudspersoun. Déi géif hirer Fonctioun also méi Rechnung droen an et wier och eng geschlechtlech neutral Denominatioun. Ombudsmann respektiv Ombudsfra muss een dann och net méi extra betounen. Mir mengen, dass dës Diskussioun an engem breede Konsens an alle Fraktioune sollt gefouert ginn, an da bei der Evaluatioun vum Gesetz och sollt geklärt ginn.

Wann Der erlaabt, maachen ech dann elo de Lien zum nächste Punkt, deen och direkt eppes mat der Denominatioun ze dinn huet. D'Commission de Venise, d'Berodungsorgan vum Conseil de l'Europe, huet der Médiateure an engem Avis iwwert de Gesetzesprojet vum Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg bedauert, dass d'Méiglechkeete vum Lëtzebuerger Médiateur méi restriktiv wieren, wéi déi vum sougenannten Ombudsmann, wéi en notamment an de skandinavesche Länner schonn zënter längerer Zäit besteet. Dëst virun allem, esou d'Commission de Venise, well de Lëtzebuerger Médiateur net iwwert de Pouvoir d'auto-saisine verfügt, dat heescht, dass de Médiateur zum Beispill net vu sech aus eng Enquête iwwer eng ëffentlech Administratioun ka maachen.

D'Ombudsfra preziséiert dann och, dass si net d'Méiglechkeet huet, sech enger Plainte unzehuelen, déi vun enger behënnerter Persoun zum Beispill kënnt, déi sech da géint eng Privatstruktur riicht, wéi zum Beispill eng Klinik. Mir deelen hei net onbedéngt d'Meenung vun der Madame Err, dass si do keng Méiglechkeet hätt, anzegräifen.

D'Gesetz iwwert d'Rechter vun handicapéierte Leit, fir bei deem Beispill ze bleiwen, gesäit nämlech ganz kloer vir, dass de Médiateur am Fall, wou eng behënnert Persoun d'Gefill hat, dass hir Rechter net respektéiert goufen, eng Saisine ka maachen, à condition dass et sech ëm eng Struktur handelt, déi ëffentlech Déngschtleeschtungen ubitt, also onofhängeg awer vum Statut, privat oder public, an dat och selbstverständlech, dass déi concernéiert Persoun net géint eng Interventioun vum Médiateur wier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Médiateure mengt, dass hir Fonctioune sech och net dierften an technesche Beräicher spezialiséieren. An deenen Domäne brauch een nämlech och dat néidegt Wëssen, Detailwëssen. Als Beispill gëtt se dann och de Schutz vun de Rechter vu behënnerte Leit un. Dëst wier eng spezifesch Missioun, déi een dem Centre pour l'égalité de traitement sollt uvertrauen. Et misst een dem CET dann natierlech och déi adequat Moyenen zur Verfügung stellen.

Hei si mir der Meenung, dass d'Madame Err sech awer an hiren Äusserungen net ganz konsequent ass. Wa si seet, dass de Médiateur keng technesch Beräicher soll traitéieren an awer an engems fuerdert, dass hir Kompetenzen erweidert solle ginn, fir all Organ, dat ëffentlech Déngschtleeschtungen ubitt, egal ob et eng privat oder ëffentlech Struktur ass, mam Beispill ebe vun de behënnerte Leit, dann deele mir d'Opfaassung vun der Institutiounskommissioun a fannen dat kontradiktoresch, well hei speziell de Gesondheetssecteur concernéiert ass. Or, an de Marcel Oberweis hat dat virdrun och scho gesot, et ass awer just dee Secteur, deen äusserst technescher Natur ass.

D'Médiateure bedauert dann och d'Gesetz, oder dass d'Gesetz net virgesäit, dass se sech enger Plainte kann unhuelen, déi vun enger Persoun kënnt an déi sech géint e private Betrib riicht, deen awer ëffentlech Servicer ubitt. Firwat kann zum Beispill e Bierger, dee mat enger privater Busgesellschaft ënnerwee war, sech net kënnen un d'Médiateure riichten, fir sech iwwert de schlechte Service opzeregen, wann deen d'Méiglechkeet awer bei engem staatleche Betrib huet? Se proposéiere schlussendlech déiselwecht Prestatioun, an zwar den ëffentlechen Transport. Dat Bedenke kënne mir duerchaus novollzéien. D'Institutiounskommissioun hat jo och hei hiren Avis dozou ginn, an deem se gesot huet, dass dat trotzdeem problematesch wier, well een als Alleréischt misst ganz kloer definéieren, wat dann elo e Service public ass. Et géif sech nämlech hei ëm eng ganz vag Notioun handelen.

D'Médiateure schléit dann och nach vir, dass d'Mënscherechter an hir allgemeng Kompetenze sollten ageschriwwe ginn. Laut der Madame Err spillt d'Commission consultative des Droits de l'Homme ausschliisslech eng Beroderroll a ka kee Schutz ubidden. Si kann also keng individuell Plainten traitéieren. No de Principes de Paris muss eng national Institutioun, déi iwwert dës Kompetenzen an der Mënscherechtsfro verfügt, e Mandat kréien, dat ganz kloer an engem Gesetzestext verankert ass. Also misst an deem Fall dat dann an d'Médiateursgesetz drastoe kommen.

Dës Kompetenzerweiderung vum Médiateur werft awer nees aner Froen oder Problemer op, wéi dat och d'Institutiounskommissioun bemierkt huet, an zwar déi vu generelle Kompetenzerweiderungen an allen Organismen, déi am Schutz vu Mënscherechter täteg sinn. Vu dass et där awer eng ganz Rei gëtt, stellt sech dann och do d'Fro vun enger effizienter an transparenter Koordinatioun vun all deene Strukturen.

Déi Kompetenzerweiderung fir de Médiateur ass also duerchaus denk- a machbar, mä et muss ee sech dann awer och mat all deene Froe beschäftegen, déi riskéieren, derbäizekommen, an dat sinn der, wéi gesot, vill a si sinn och wichteg.

Da wollt ech och nach op den Avis vum Statsrot zréckkommen, dee mir och deelen an dee gesot huet, et wier net onbedéngt un der Médiateure, fir an esou engem Beräich Konditiounen ze stellen.

Här President, ech wollt dann zum Schluss nach ganz kuerz op e puer aner Aspekter agoen, déi net direkt eppes mam Rapport vun der Madame Err ze dinn hunn, mä éischter mat hirer Aarbechtsaart a -weis.

Dir kënnt Iech sécherlech nach erënneren, dass an de leschte Méint dacks iwwer Problemer an de Medie Rieds gaangen ass iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Madame Err hir Fonctiounen ausfëllt op där enger Säit, a wéi se mat hire Mataarbechter ëmgeet op där anerer Säit. Et kann een elo d'Aart a Weis, mat där sech d'Madame Err heiansdo un d'Administratiounen adresséiert huet, bedaueren. Iwwert d'Manéier kann een och diskutéieren.

Mir fannen et op jidde Fall elementar fir de gudde Kontakt tëscht der Médiateure an den Administratiounen, dass dee Kontakt gutt gefleegt gëtt. Nëmmen esou kann et och zu konstruktive Verbesserungen an den Administratioune kommen, wann dat dann néideg ass. Dat ass déi al Geschicht: Esou wéi een an de Bësch rifft…

Wou mir och net ganz glécklech driwwer waren, ass, dass d'Madame Err gläichzäiteg zu hirer Fonctioun als Médiateure nach aner Mandater hat an huet, wéi zum Beispill an der Commission de Venise souwéi d'Médiation civile. Och wann dës Fonctiounen net expressément inkompatibel si mat hirer Fonctioun als Médiateure, si mir dach awer der Meenung, dass et fir d'Onofhängegkeet vun hirem Mandat besser wär, op dës Niewemandater ze verzichten.

Mir begréissen dofir och d'Opfuerderung vum Bureau, dass an Zukunft d'Madame Err keng Médiation civile méi soll maachen, a sinn och frou, dass si där Opfuerderung nokënnt.

Dernieft huet de Bureau vun der Chamber relativ dacks missen agräifen a Konflikter, déi sech tëscht der Médiateure an hire Mataarbechter ofgespillt hunn. De Bureau huet domadder eigentlech de Rôle vum Médiateur tëscht deene zwee misse spillen. Mir hoffen, dass dës Zesummenaarbecht sech an Zukunft wäert verbesseren, well eng gutt an enk Kooperatioun d'Bedéngung ass, dass d'Institutioun vum Média-

teur gutt ka fonctionnéieren am Interesse vun de Bierger.

D'Hoffnung, Dir Dammen an Dir Hären, um Schluss sief erlaabt, dass opgrond vun der Feststellung, dass d'Unzuel vun den Dossieren zolidd zréckgaangen ass, dëst näischt mat der Persoun vum Médiateur a senger Aart a Weis ze dinn huet, mä just mat dem Émstand, dass et allgemeng manner ze knoutere gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Dat mengt Dir!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Eischen. Als Nächsten huet d'Wuert den honorabelen Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, léif Vertriederinnen a Vertrieder vun der Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och am Numm vun der LSAP-Fraktioun wëll ech hei direkt am Ufank…

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. le Président.- Et sinn e bësse vill Background-Geräischer. Lauschtert wann ech gelift dem Här Angel no!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President.

Ech wëll direkt, wéi gesot, och am Ufank eng Rei Mercien ausdrécken. Natierlech de Rapporteure vun deenen zwee Rapporte fir hir exzellent schréftlech, awer och mëndlech Presentatioun hei. Dat sinn den Här Oberweis an den Här Marco Schank. Den Här Oberweis fir de Rapport 2011-2012 an den Här Schank fir 2013.

Mir hunn also och engem Wonsch vun der Madame Médiateure Rechnung gedroen, dass mer elo de Rapport mam Kalennerjoer openanerbréngen, an ech mengen, dat ass och gutt esou.

Ech wëll awer och der Secrétaire-administrateur vun eiser Kommissioun, der Madame Anne Tescher, Merci soe fir hir Gedold, déi se mat eis all hat an der Kommissioun, an och fir hir exzellent Aarbecht.

An natierlech deenen zwee Presidente vun der Petitiounskommissioun, déi am Amt waren, wéi mer déi zwee Rapporte vun der Médiateure an der Kommissioun verschafft hunn. Dat ass engersäits de Camille Gira, deen elo Member an der Regierung ass, an anerersäits de Marco Schank, dee fréier an der Regierung war.

An ech mengen, dat ass interessant an et ass och gutt fir déi gutt Zesummenaarbecht. Deen ee weess, deen neie President vun der Kommissioun weess, wéi et op där enger Säit an der Regierung ass, an an der Regierung sëtzt elo een, dee weess, wéi et ass, wann ee President vun der Petitiounskommissioun ass. An ech mengen, dat kann déi gutt Zesummenaarbecht zwëschent der Petitiounskommissioun an der Regierung nëmmen nach verbesseren, an dat souwuel am Dossier, wat d'Petitiounen ubelaangt, déi normal Petitiounen, mä och am Dossier Relatioune mat der Médiateure, an och d'Aart a Weis, wéi mer hei an der Chamber dee Rapport verschaffen.

Zu där Aart a Weis, wéi mer dee Rapport hei verschaffen, wollt ech vläicht e puer Remarquë maachen. Et ass déi sechste Kéier, wou mir deen Débat hei an der Plénière hunn. D'Erfahrungen, mir hunn all Erfahrunge gesammelt: De Médiateur oder d'Médiateure kënnt, si presentéiert hire Rapport, da kënnt se nach eng Kéier an d'Petitiounskommissioun, duerno verschécke mer alles an d'Fachkommissiounen, déi empfänken da Ministeren oder Vertrieder vun den Administratiounen, an da gëtt sech oft direkt einfach där Positioun ralliéiert.

Et handelt sech awer heiansdo ëm Dossieren, déi Honnerte vu Säiten hunn, wou vläicht nach zousätzlech Erklärungen wären, an ech mengen, doriwwer musse mer vläicht an Zukunft eng Kéier schwätzen.

Ech hunn nach a mengen Notize vun där Réunioun vum 20. Januar, wéi d'Madame Err bei eis an der Kommissioun war, nogelies, dass d'Madame Err ausdrécklech gesot huet, si wär och bereet, wann de Wonsch kéim vu verschiddene Fachkommissiounen, och an d'Fachkommissiounen ze goen, fir dann nach méi Informatiounen ze ginn a fir och do kënnen da mat ze diskutéieren. Dat war leider net de Fall. Ech mengen, mir kënnen eis eng Kéier zesummesetzen a kucken, wéi mer besser nach kënnen an Zukunft schaffen.

Ech wëll awer och der Madame Médiateure villmools Merci soen an all hire Mataarbechter aus hirem Service Ombudsmann fir hir Aarbecht, déi si an deene leschte Jore gemaach huet. Si ass am Amt säit dem Joer 2012. Ech wollt just mengem Virriedner, dem Félix Braz, hei soen, en huet ugeschwat, dass d'Madame Err huet missen opgefuerdert…

Plusieurs voix.- Eischen!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Félix Eischen, pardon!

Une voix.- Kennt Der deen net?

Une autre voix.- Dir hutt déi zwee matenee verwiesselt.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Et sinn zwee Sympathescher, dofir hunn ech se matenee verwiesselt.

(Hilarité)

Entschëllegt mech! Ech mengen den Här Félix Eischen, dee gesot huet, do hätt d'Madame Err missen opgefuerdert ginn, d'Médiation civile opzehalen.

(Brouhaha)

Ech wëll just en Detail dozou ginn. D'Madame Err huet am Kader vu Formatiounen, déi si selwer gemaach huet… Si huet jo Médiatioun studéiert an huet missen nach Médiatiounen noweisen, déi se onentgeltlech gemaach huet, a si hat scho selwer déi Décisioun geholl, dat net méi ze maachen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dat gesot, kommen ech dann zréck. Also, ech wollt der Madame Err an hirer ganzer Équipe Merci soen, awer och dem Här Fischbach, well en Deel vum Joer 2011 an 2012 an deem Rapport, vun deem mer schwätzen, ass jo och nach ënnert dem Här Fischbach gewiescht, an ech wëll him am Numm vun der LSAP Merci soe fir seng Aarbecht, déi e vun 2004 u gemaach huet.

Mir wëssen, dass déi Institutioun Ombudsmann elo zéng Joer huet, an ech mengen, et ass eng jonk Institutioun, déi awer am Laf vun deene leschten zéng Joer ëmmer méi u Bedeitung gewonnen huet. An ech mengen, dat ass wichteg. Si huet ëmmer méi u Bedeitung gewonnen a si ass och ëmmer méi vun der Populatioun vun onsem Land, vun de Biergerinnen a Bierger vun onsem Land unerkannt ginn an och, mengen ech, gëtt déi Institutioun vun de Leit hei am Land héich geschat. Et ass also eng Institutioun, an dat wëll ech hei och am Numm vun der LSAP soen, déi net méi ewechzedenken ass.

Zéng Joer ass awer dann och vläicht de Moment, an dat seet d'Madame Err jo och, d'Madame Médiateure och an hirem Avant-propos, fir iwwert d'Zukunft nozedenken an d'Gesetz vun 2003 vläicht op de Leescht ze huelen. An ech mengen, déi Konklusioun, an dat hu mer jo och vun de Rapporteuren héieren, där Iddi huet sech jo och d'Petitiounskommissioun ugeschloss.

Ech mengen, et geet hei net par force drëms, nëmmen d'Kompetenze vum Médiateur ze erweideren, mä et geet virun allem, an dat seet d'Madame Err jo och ganz oft, ëm eng Clarificatioun vun de Kompetenzen. D'Madame Err huet hei de 16. Januar zu deem doten Thema gesot: «Ce qui va sans dire, va encore mieux en le disant!» Ech wollt dat hei répétéieren, well ech mengen, d'Clarificatioun ass do ganz wichteg.

Mir begréissen als LSAP och déi Neierungen, e puer Neierungen, déi d'Madame Err hei de 16. Januar, wéi se hire Rapport presentéiert huet, virbruecht huet. Ganz begréissenswäert ass an der zweeter Partie vum Rapport, niewent där Rubrik, wou mer iwwert d'Recommandatiounen an d'Suite, déi déi kompetent Autoritéiten deene Recommandatioune ginn, wou dat alles beschriwwe gëtt, huet d'Madame Err eng nei Rubrik derbäigesat mam Titel: «Des avis et des suggestions d'ordre pratique aux administrations». An ech mengen, grad dës Rubrik «Avis et suggestions pratiques» begréisse mir als LSAP ausdrécklech, well et sech hei, mengen ech, ëm eng proaktiv an och eng preventiv Approche handelt, fir eben an Zukunft Reklamatiounen ze verhënneren a well heiduerch och d'Répétitioun vun ähnleche Fäll verhënnert ka ginn.

Mir hu jo dëst Joer zwee Rapporte beieneen, an do gesäit een och, wéi verschidde Répétitioune sinn. An ech mengen, grad dësen Deel, dat wär, fir dat ze verhënneren. An d'Suggestiounen, déi do opgezielt gi vun der Madame Err, erlaben et och den Administratiounen, fir ebe géint identesch Problemer virzegoen, falls et méiglech ass, an dat, ouni dass e Gesetz misst geännert ginn.

Mir freeën ons als LSAP och, dass vill vun deene Suggestioune mëttlerweil schonn akzeptéiert gi sinn an och applizéiert gi si vun den Administratiounen. Et gëtt nach eng ganz Rei vun deene Suggestiounen, déi amgaang sinn, formaliséiert ze ginn, an dat soit duerch intern Instruktiounen an den Administratiounen oder duerch groussherzoglech Reglementer.

An da sinn dat net nëmme Suggestiounen an deem neie Kapitel, awer och Avisen. An ech mengen, och dat ass interessant, souwuel fir d'Regierung, fir déi Leit, déi un neie Gesetzestexter schaffen, wéi och fir eis als Deputéierten, wou mer déi Avisen och solle liesen, wou Erfahrungen, déi d'Madame Err praktesch mécht an Dossieren, ganz gutt opgezielt sinn. Ech ginn elo net an d'Detailer, mä grad, wat de Reklassement ubelaangt, sinn do ganz wichteg Informatiounen. An ech mengen, dat solle mer eis och alles uliesen a mat verschaffen, wa mer hei nei Gesetzer maachen.

D'LSAP begréisst natierlech och, dass déi Presseaarbecht vun der Madame Err… Et ass Iech opgefall, dass an alle Presseorganer regelméisseg Artikele sinn, an enger relativ einfacher Sprooch gehalen. Ech mengen, dat ass wichteg fir d'Leit dobaussen, dass iwwert d'Institutioun vun der Médiateure opgekläert gëtt, Promotioun dofir gemaach gëtt a wichteg Informatiounen erausginn.

Och hat d'Madame Err ugekënnegt, se géif zwielef ëffentlech Konferenzen halen an deenen zwielef Kantonen. Ech mengen, alles dat si Saachen, déi wichteg sinn. Och d'Kollaboratioun mat de Schoulen, déi d'Madame Err mécht, mat verschiddene Lycéeën am Kader vun der Instruction civique, souwuel mat de Schüler a mat den Enseignanten, dat ass och wichteg, dass si an hir Leit do Kontakt mat de Schoulen hunn.

Da wollt ech och hiren Asaz begréissen, an dat hu mer och an deene leschte Jore schonn oft beschwat, wat d'Vertriedung vun den Travailleurs indépendants ugeet. Et si jo vill Reclamanten, déi net d'accord si mat enger Décisioun zum Beispill vum Collège médical oder vum Ordre des Avocats oder vun der Chambre des Notaires oder vun der Vereenegung vun den Dierwiechter. An hei huet d'Madame Err jo Kontakt mat all deenen opgeholl a versicht do gemeinsam Regelen ze fannen, dass si och intern Médiatioun maachen. An, ech mengen, do ass vill geschitt an ech wëll hir do am Numm vun der LSAP och villmools Merci soen.

A wann ech richteg informéiert sinn, wäert och elo an der Formatioun beim INAP an och d'Personal vum OLAI Formatioun kréien iwwert de Médiateur. An, ech mengen, dat ass gutt esou, fir dass all Verwaltung d'Missiounen, an dat ass wichteg, dass all Verwaltung d'Missioune richteg erkläert kréien an de Médiateur net als Kontroll ugesi gëtt oder als eng Aart Procureur, wat en effektiv net ass.

Et ass och wichteg, et ass wierklech wichteg, de Rôle an d'Kompetenze vum Médiateur, dass déi kloer sinn. An ech erënneren drun, ech zitéieren nach eng Kéier d'Madame Err, wéi se de 16. Januar hei hire Rapport presentéiert huet. Si huet gesot: „Den net gudde Wëlle vu verschiddene Partner, fir eng Léisung ze fannen, gëtt kloer, wa si vun Ufank un d'Kompetenzfeld vum Médiateur contestéieren." An dofir ass et ebe wichteg, dass déi Kompetenze kloer sinn an dass déi och gutt erkläert sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zu enger Recommandatioun e bësschen an den Detail goen, dat ass de Code de bonne conduite, d'Recommandatioun 49, wou mer eis an der Commission des Pétitions jo ralliéiert hunn; de President huet et och hei a senger Ried gesot. Dee Code de bonne conduite huet eng ganz laang Geschicht.

Den 21. Juli 2008 hat schonn de Virgänger vun der Madame Err, de Médiateur Fischbach d'Recommandatioun 34/2008 gemaach «relative à l'introduction d'un Code de bonne conduite administrative». Dunn huet den 11. Mee den deemolege Fonction-publiques-Minister Wiseler Positioun geholl a gesot, dass déi Aspekter vun deem Code de bonne conduite, wat d'Relatioune mat de Citoyenen an Agents administratifs géif ugoen, also abezu géife ginn an de Code de déontologie vun der Fonction publique.

Déi Elementer vum Code de bonne conduite, déi awer d'Administratioun als Lieu d'accueil oder Lieu de contact géife betreffen, déi géifen a sougenannte Chartes d'accueil et de service erakommen. De 14. September 2012 huet dunn den deemolege Justizminister Biltgen d'Médiateure an och d'Fonction-publiques-Ministesch informéiert iwwert den Avant-projet vun engem Règlement grand-ducal, deen d'Deontologie-Regele vun der Fonction publique géif regelen.

Mëttlerweil wësse mer jo, dass de Conseil d'État mat där Virgoensweis net d'accord war, dass een déi Deontologie-Regele géif an engem Règlement grand-ducal festleeën. An dofir huet och deen neie Minister vun der Fonction publique, den Dan Kersch, direkt gesot, dass déi Froe vun der Deontologie mussen an dat neit Gesetz iwwert de Statut vum Fonctionnaire agebaut ginn.

Déi Recommandatioun 49, do geet et awer net nëmmen ëm Froe vun der Deontologie, do geet et och ëm Froe vun der „bonne pratique administrative". An d'Madame Médiateure erkläert dat ganz gutt a si huet sech och inspiréiert, an dat schreift se och, un deem, wat um EU-Niveau leeft. Um EU-Niveau sinn an zwee verschiddenen Dokumenter engersäits déi deontologesch Obligatioune vun den EU-Fonctionnairë festgeschriwwen an dann anerersäits gëtt et e Code de bonne conduite administrative.

D'Fonctioun vun esou engem Code de bonne conduite ass et jo, fir eng Kultur an den Administratiounen ze garantéieren, déi achséiert ass op Service an op Effikassitéit. D'Administratioun däerf sech net contentéieren, hir legal Missioun am engste Sënn vum Wuert ze exekutéieren. Si muss den Usager, fir net Administré ze soen, an de Mëttelpunkt stellen. An déi dote Praxis gëtt zum Gléck an deene meeschte Verwaltungen jo och schonn ugewannt. An esou Prinzipien a Regele vun der „bonne conduite administrative" erlaben et och dem Médiateur, am Fall vu Reklamatiounen, seng Evaluatioun dann esou objektiv wéi méiglech ze maachen. Esou e Code de bonne conduite ass also och en Outil d'évaluation. An ech mengen, déi Meenung deelen ech, déi huet jo och d'Commission des Pétitions mat der Madame Médiateure gedeelt.

An dat war och schonn an der leschter Petitiounskommissioun de Fall, an dofir kënne mer ons och all freeën, mat der Médiateure, wéi si och an hirem Rapport schreift, dass d'Regierung, déi nei Regierung an hirer Regierungserklärung schreift: «le Gouvernement mettra en œuvre un code de bonne conduite administrative».

Ech erlabe mer dofir dem Här Dan Kersch, dem zoustännege Minister awer nach eng Fro ze stellen. D'Madame Médiateure kënnt jo, wéi gesot, an hirem Rapport zweemol hei drop zréck a si schreift, an dofir wëll ech zitéieren, wa si iwwert dee Code de bonne conduite schreift, ech zitéieren: «Il s'agit en effet de soft law, c'est-à-dire de règles de conduite adéquate au sein de l'administration, qui ne doit pas passer par la procédure légale usuelle. Pour clarifier la nature particulière desdites règles, la dénomination de guide de bonnes pratiques administratives aurait l'avantage de ne pas laisser subsister le doute sur la nature sui generis du document en question.» Meng Fro un de Minister ass, ob Dir och déi do Ausso zum Deel kënnt deelen.

D'Médiateure schreift dann nach op Säit 93, dass si iwwerzeegt ass, dass de Code, deen d'Regierung an hirer Regierungserklärung annoncéiert huet, dat ass, wat si mengt. Ech mengen, doriwwer kënne mer jo dann och nach Informatioune kréien. Mir sinn op jidde Fall als LSAP der Meenung, dass esou e Guide de bonnes pratiques wichteg ass an dozou bäidréit, fir d'Décisioune vun Administratioune méi kloer a méi transparent ze maachen an et ze erlaben, dem Usager, awer och dem Beamten, d'Ausmooss an d'Grenze vu senge Rechter a vu senge Flichten ze kennen.

A se erlaben et, wéi gesot, der Médiateure, am Fall vu Reklamatiounen, eng Prise de décision administrative net nëmme par rapport zur Konformitéit zum Droit, mä awer och par rapport zu der Aart a Weis, wéi esou eng Décisioun geholl gouf, andeem se sech baséiere kann op Kritären, déi an engem Guide de bonnes pratiques stinn.

D'Délais de recours waren och ugeschnidde gi vun der Madame Err - de Justizminister ass awer elo net hei, mä, ech mengen, do hu jo och meng Virriedner scho vill dozou gesot. Ech mengen, do ass et wichteg, dass, wéi d'Commission juridique gesot huet, do soll do eng Étude de droit comparé gemaach ginn. D'Belsch, déi hunn dat elo, dass et do en Délai de recours gëtt, wann d'Leit bei de Médiateur ginn. An ech mengen, do suivéiere mer elo emol d'Aarbechten am Justizministère, an dann hoffe mer, dass mer do och deen Délai an eist Gesetz erakréien. Well deen Délai gëtt et iwwregens och bei der Médiation civile et commerciale.

Ech kierzen e bëssen, well scho villes gesot ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Dann ass nach d'Fro vum Secret - déi ass och schonn ugeschwat ginn -, ob een der Médiateure kann e Secret médical oder en anere Secret opposéieren. D'Gesetz gesäit just dräi Secrete vir, déi ee kann der Médiateure opposéieren. Dat ass dee vun der Défense nationale, d'Sûreté de l'État an d'Politique extérieure. An dofir, mengen ech, ass dat och eng Fro, wou mer wierklech als LSAP och d'Meenung deele vun der Institutiounskommissioun an der Petitiounskommissioun, dass een hei keng aner Secreten der Médiateure kann opposéieren.

An ech erënneren och drun, wat d'Institutiounskommissioun gesot huet am Avis 2003, wéi mer d'Gesetz kritt hunn iwwert de Médiateur. Do hat de Conseil d'État och nach aner Secreten opgezielt, an d'Commission des Institutions huet deemools den Avis vum Conseil d'État an där doter Fro och net befollegt an huet sech just op dräi Exceptiounen, d'Défense nationale, d'Sûreté an d'Politique extérieure limitéiert.

D'LSAP-Fraktioun ralliéiert sech natierlech och, wéi d'Commission des Pétitions an d'Institutiounskommissioun, op déi Initiativ vun der Maison des Droits de l'Homme, déi steet jo och an der Regierungserklärung dran, wou den ORK, also den Ombudskomitee fir Kannerrechter, de Centre d'égalité de traitement an d'Commission consultative des Droits de l'Homme an d'Mediatur sollen ënner engem Daach sinn, mat Pignon sur rue a visibel fir d'Biergerinnen an d'Bierger. Dat ass e Projet, wou mir och hoffen als LSAP-Fraktioun, dass deen esou séier wéi méiglech ka realiséiert ginn an dass mer dat kënnen d'nächst Joer aweie goen.

D'LSAP begréisst och d'Konklusioune vun der Petitiounskommissioun an der Institutiounskommissioun, dass déi zwou Kommissioune sech der Médiateure ralliéiere bei hirer Interpretatioun, dass d'Saisine vum Médiateur conjointement mat engem Recours juridictionnel méiglech ass.

Da schléisse mer eis natierlech och de Konklusioune vum Rapport vum Här Schank un, dass sech, wéi gesot, eng Evaluatioun vum Gesetz vun 2003 iwwert de Médiateur imposéiert, fir dass mer déi Froen, déi ech elo deelweis ugeschwat hunn, déi anerer ugeschwat hu viru mir an déi sécher nach aner Froen, déi vun den nofolgende Riedner ugeschwat ginn, fir dass mer dës Froen, wou mer deelweis e Konsens hunn, ee fir allemol kënne beäntwerten. An et geet drëms, wéi ech ufanks gesot hunn hei, virun allem ëm Clarificatioun.

D'Fro vun der Promotioun an der Protektioun vun de Mënscherechter, déi ass ugeschwat ginn, d'Suspensioun vum Délai de recours, d'Denominatioun - wou ech net wëll weider drop agoen, wéi d'Institutioun soll genannt ginn; ech mengen, do hunn d'Virriedner scho vill gesot - an dann och nach d'Fro vun de Secreten, déi opposabel sinn, déi ech ugeschwat hunn.

Alles dat si Froen, wou mer elo missten, mengen ech, Neel mat Käpp maachen. An dofir, soen ech, ass et jo och ze begréissen, dass d'Regierung an hirer Erklärung seet, also, mir hunn als Konklusioun vun der Petitiounskommissioun gesot, mir solle vum Gesetz vun 2003 eng Evaluatioun maachen. Ech mengen, dee Konsens besteet, déi gëtt elo gemaach. An da soll aus der Evaluatioun d'Regierung hir Aarbecht maachen, a wéi se och an der Regierungserklärung schreift. Si mécht dann eng Analys, si soll analyséieren: «la possibilité de reformer l'institution du Médiateur».

Op deene Froen, wat d'Mënscherechter ubelaangt, wat jo d'Regierung och seet, an dann d'Fro vum Traitement égal, deen d'Regierung wëllt, fir all Reklamant vun Etablissementer, déi mat der Gestioun vun engem Service public chargéiert sinn an déi mat ëffentleche Gelder finanzéiert ginn. Dat ass wichteg. An dann, drëttens, d'Regierung wäert och dofir suergen, seet se an hirer Erklärung, dass d'Uwende vum Schutz vu Leit mat spezifesche Besoinen, souwuel am Secteur privé wéi am Secteur public garantéiert ass.

Wéi gesot, an all dëse Froe leie Léisungen um Dësch, Léisungen vun der Médiateure, Léisungen, déi heiansdo anerer si vun deene verschiddene Kommissiounen, vun der Commission des Pétitions. Wéi gesot, a ville Punkte si mer eis eens. Dofir den Opruff, elo musse mer Neel mat Käpp maachen.

Zum Ofschloss wëll ech eppes soen: Ech hunn ugefaange mat ville Mercien, ech wëll och mat Mercien ofschléissen, an de Lëtzebuerger Verwaltunge Merci soen an all deene ville Leit, déi an onse Verwaltungen dagdeeglech am Déngscht vum Bierger schaffen.

Wat mir haut hei diskutéiert hunn, si jo Ausnahmefäll, dat si Reklamatiounen. An dofir soll een net mengen, iwwerall géif alles schlecht goen. Mir hunn eng exzellent Fonction publique, an dat schätze mir och. Mir diskutéieren haut, wéi gesot, déi Exceptiounen, déi Reklamatiounen. A wa mer eis Aarbecht och gutt maachen, da kréie mer all Joers manner Reklamatiounen ze traitéieren. Dofir wëll ech natierlech och all deene Leit Merci soen, an och wëll ech deenen Administratioune Merci soen - an dat huet d'Madame Err jo och an hirem Rapport gesot - fir déi gutt Kooperatioun zwëschent den Administratiounen an dem Service vun der Médiatioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir ofzeschléissen, all Biergerin, all Bierger huet d'Recht op eng gutt Verwaltung, an d'Missioun vum Médiateur ass d'Applicatioun vun dësem esou wichtege Prinzip. An dëse Prinzip ass iwwregens och am Artikel 4 vun der Charte des droits fondamentaux vun der Unioun, vun der Europäescher Unioun ganz fest verankert an et ass un eis, un der Chamber, zesumme mat der Regierung an zesumme mat der Médiateure, fir dëse Prinzip ze garantéiere fir eis Biergerinnen a Bierger.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Angel, fir déi flott Interventioun. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Deputéierte Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, de Rapport vum Ombudsmann 2011-2012 war d'lescht Joer drop an dru vu sengem Rapporteur, mengem Parteikolleeg, dem André Bauler hei virgestallt ze ginn. No de Wahlen ass et elo un der Oppositioun, e virzestellen. An op dëser Plaz soen ech dem André awer nach eng Kéier Merci fir de Rapport a seng exzellent Viraarbecht, op déi meng Interventioun sech bezitt.

Mëttlerweil sinn zwou Recommandatiounen ëmgesat ginn, mä ee vun den Haaptsujeten aus dem Rapport ass nach ëmmer aktuell. Der Madame Err hiren éischte Rapport huet virun allem op déi éischt aacht Joer vum Médiateur sengem Bestoen zréckgekuckt. Déi nei Médiateure huet d'Geleeënheet genotzt, fir eemol Bilanz iwwert den Ëmfang vun hirem Mandat ze maachen.

2003 huet e Gesetz de Médiateur an d'Liewe geruff. Eng Institutioun, déi um Pabeier steet, brauch seng Zäit, bis dass se op de Bee steet an et kann een net mat genauer Prezisioun viraussoen, wéi sech esou eng Institutioun entwéckelt. Eréischt am Laf vun de Jore fält eis op, dass verschidden Aspekter geännert musse ginn. Et gouf vläicht net alles direkt agesat, an eng Revisioun vum Gesetz drängt sech dofir op.

Madame Presidentin, de Marc Fischbach huet schonn drop opmierksam gemaach, dass dem Gesetz no, d'Reklamatiounen, déi de Fonctionnement vu Stats- a Gemengeverwaltungen, esou wéi och déi vun den ëffentlechen Établissementer a Fro stellen, ënnert dem Médiateur seng Kompetenze falen.

An dem Spidolssecteur, an et ass schonn ugeklongen de Mëtteg, beschränkt dem Médiateur seng Kompetenz sech zum Beispill awer ausschliisslech op déi Spideeler, déi en ëffentleche Statut hunn, während Kloen aus private Kliniken net kënne beim Ombudsmann behandelt ginn. Dës Kliniken ënnerleien net senger Kompetenz. Esou stellt sech berechtegterweis d'Fro vun der Kohärenz am Médiateur senger Aktioun.

An där preziser Fro stellt sech d'DP hannert der Kommissioun hir Positioun, déi seet, dass, ier d'Kompetenze vum Médiateur kënnen erweidert ginn, sech fir d'Éischt eng ganz Rei aner Froe musse gestallt ginn. Mir musse fir d'Éischt ganz kloer den Term „service public" definéieren. Wat fält genau ënnert deen Term „service public"?

Wéi solle mer dat definéieren? Jee no Secteur? Andeem mer objektiv Kritäre festleeën, wéi zum Beispill en Agrément, oder d'Héicht vun de Subventiounen, déi eng privat Klinik oder konventionéiert Strukture wéi Crèchen oder Maisons relais kréien? D'Notioun soll am Kader vun enger Revisioun vum Médiateursgesetz festgeluecht ginn.

Ech wëll och kuerz op d'Diskussioun agoen, wou virgeschloe gëtt, dem Médiateur en neien Numm wëllen ze ginn, an zwar dee vum „Ombudsmédiateur". Vläicht géif dës nei Benennung d'Kompetenz vum Médiateur besser erëmginn, well souwuel Elementer aus dem skandinavesche Modell vum Ombudsmann an eiser Institutioun zréckzefanne si wéi och d'Technik vun der Médiatioun.

Ech denken awer net, dass d'Verwiesslungsgefor zwëschent dem Médiateur an dem Médiateur judiciaire wierklech esou grouss wier, dass mir den Numm sollten ëmänneren. An der kommerzieller an ziviler Médiatioun ass de Sträitfall zwëschent zwou concernéierte Parteien, déi wëssen, ëm wéi e Médiateur et sech handelt.

Dann ass et och esou, dass et hei zu Lëtzebuerg eng gewësse Personaliséierung ëm de Médiateur gëtt. Den Numm vun der Persoun um Poste geet ganz oft duer, fir ze wëssen, ëm ween an ëm wat et geet. An och wann den offiziellen Titel dee vum „Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg" ass, bleift den Term „Ombudsmann" an der Ëmgangssprooch am Gebrauch. D'DP hält den Term „Ombudsmédiateur" fir e ganz ongléckleche a schwéierfällegen Term.

Wat den Droit d'auto-saisine ubelaangt, ass meng Fraktioun der Meenung, dass déi aktuell Kompetenzen a puncto Saisine, wéi se am Gesetz virgesi goufen, duerginn, soudass de Médiateur keen Droit d'auto-saisine soll kréien. Den Droit d'auto-saisine geet wäit iwwert d'Attributiounen eraus, déi d'Gesetz vun 2003 virgesäit.

Dem Médiateur seng Missioun ass et, vu concernéierte Bierger Kloen unzehuele betreffend de Fonctionnement vun de staatleche Verwaltungen a vun de Gemenge souwéi vun ëffentlechen Établissementer. Sollt de Médiateur feststellen, dass ee bestëmmte Fall, deen him ënnerbreet gouf, keen Eenzelfall ass, huet e jo ëmmer de Moyen vun der Recommandatioun, déi en dann an engem bestëmmte Kontext ausschwätze kann.

Madame Presidentin, léif Kolleegen, ech sinn och frou kënne festzestellen, dass fir d'Recommandatioun 47, déi drop opmierksam gemaach huet, dass d'Indépendanten, déi an de Congé parental ginn, an hirer Indemnité de congé de maternité benodeelegt sinn, eng Léisung fonnt ginn ass. Indépendantë sinn net grad heefeg an der Zuel. Wéineg Fraen entscheede sech fir esou e beruffleche Statut. Et ass vill Asaz gefrot, an zemools während enger Schwangerschaft an an den éischte Méint no der Gebuert ass et wichteg, adequat ënnerstëtzt ze ginn. Hei huet sech ganz kloer eng Fro vu Gläichbehandlung gestallt. Déi Fraen, déi sech fir e liberale Beruff entscheet hunn, konnten op kee Fall vis-à-vis vun de Salariéë weider diskriminéiert ginn.

Eng vun de grousse Recommandatiounen, déi och schonn am Här Fischbach sengem Rapport virgeluecht gouf, ass d'Recommandatioun 45 zum Iwwerwaachungsorgan iwwert d'Ordres professionnels. Et ass och schonn driwwer Rieds gewiescht. No der urspréngleche Iddi, een externt Kontrollorgan anzeféieren, war d'Pist vun enger interner Médiatioun, déi géif erlaben, eng Aart Recoursprozedur innerhalb vum Ordre anzeféieren, ugeschwat ginn. D'Aféierung vun interne Médiatiounsstrukturen ass eng gutt Iddi. Mir als DP soen awer, dass de Format fir all Ordre oder Chambre deen nämlechte sollt sinn. De Médiateur soll awer an deem Kontext keng Roll spillen.

Déi lescht Entwécklunge vun dëser Recommandatioun ginn de Wee iwwert d'Fédération luxembourgeoise des travailleurs intellectuels indépendants. Dëst soll de Virdeel hunn, dass net nëmmen déi fënnef Ordren, wéi se elo bestinn - d'Chambre des Notaires, den Ordre des Architectes et des Ingénieurs, d'Chambre des Huissiers de justice, de Collège médical an den Uerder vun den Affekoten -, mä all d'Membere vun der FTI, esou wéi d'Assureuren oder d'Kinéën, eng intern Médiatiounsstell kréien, wat natierlech d'Kohärenz an d'Visibilitéit vun deem Ganzen erhéicht.

De Virschlag, iwwert d'FTI an enger zweeter Phas eng extern Médiatiounsstell ze schafen, gesi mir als eng eventuell Méiglechkeet. Dach denke mir, dass niewent dëser externer Ulafstell awer och am Orden oder Chamber vum jeeweilege Beruff d'intern Médiatioun muss bestoe bleiwen.

Loosst mech nach op e leschte Punkt agoen, an zwar dem Médiateur seng Kompetenz am Beräich vun de Mënscherechter. Bei der Diskussioun, ween déi zoustänneg Institutioun am Fall vu Plaintë vun handicapéierte Leit géint een Organisme à statut privé wier, war gemengt ginn, dem Médiateur ausdrécklech Kompetenzen an deem Beräich vun de Mënscherechter ze ginn.

Op kee Fall sollten déi Funktiounen a spezifesche Secteuren opgedeelt ginn, mä de Médiateur sollt eng Institution extraordinaire mat enger genereller Funktioun bleiwen, déi aner Kontrollorganer just soll ergänzen.

Am Moment huet d'Mënscherechtskommissioun just eng generell Mission de défense ouni awer kënnen individuell Plainten unzehuelen. Esou wéi ech dat schonn am Ufank erkläert hunn, misst déi Erweiderung vun der Kompetenz iwwer eng Gesetzesännerung goen. Ech erënnere just drun, dass d'Institutiounskommissioun drop opmierksam gemaach huet, dass déi Erweiderung awer eng Rei weider Froe wäert opwerfen, an zwar: Wéi gesäit et mat deenen aneren Organer aus, déi fir d'Protektioun an d'Promotioun vun de Mënscherechter schaffen? Missten déi net och hir Kompetenzen erweidert kréien?

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen elo op de Rapport vun der Médiateure fir d'Joer 2013 ze schwätzen. Nodeems dësen de 16. Januar dëses Joers an der Chamber virgestallt gouf, ass an all den zoustännege Kommissiounen dee Rapport analyséiert ginn, fir eben haut en Débat d'orientation iwwert dëse Rapport ze organiséieren.

Et ass op dëser Plaz net meng Aufgab, fir dem Rapporteur seng exzellent Aarbecht nach eng Kéier ze maachen, an dofir wëll ech hei och net op de statisteschen Deel vum Rapport zréckkommen. Et muss een awer feststellen, dass d'Médiateure vill ze dinn huet, wat en Zeechen ass, dass och am Joer 2013 d'Leit sech u si gewannt hunn; dass de Médiateur also seng Plaz an eisen Institutiounen definitiv fonnt huet.

D'Dossieren, déi bei der Médiateure um Dësch leien, beinhalte Reklamatiounen aus ganz verschiddenen Domäner, esou wéi zum Beispill am Domän vun der Immigratioun, dem Logement, Steierfroen, der Sécurité sociale an dem Kannergeld. Wéi Der wësst, beschäftegt sech d'Médiateure och mat Themen, op deenen et op Gemengenniveau Reklamatioune gëtt, esou zum Beispill wat urbanistesch Froen ugeet.

Mat dësem kuerzen Exposé wollt ech eis all heibannen nach eng Kéier virun Ae féieren, dass d'Institutioun vun der Médiateure Funktiounen iwwerhëlt, déi wichteg sinn, fir dass eise Statsapparat déi konkret Suerge vun eise Matbierger besser erfaassen an da léise kann. Et ass och an deem Sënn, dass d'Médiateure d'Méiglechkeet an hirem Rapport huet, fir eng Rei Recommandatiounen ze maachen.

An anere Wierder: Si weist de Législateur op eventuell Schwieregkeeten hin, déi d'Leit an der alldeeglecher Applikatioun vun Dispositiounen hunn. Ech mengen, mir sinn eis all heibannen eens, dass esou d'Médiateure och dozou bäidroe kann, fir d'Simplification administrative weiderzeféieren.

D'Recommandatioun 50, déi d'Médiateure an hirem Rapport vum Joer 2013 publizéiert, handelt vun de Recevabilitéitskonditioune bei Demandë fir de retroaktive Kaf vun Assurancëperioden. Dëst ass zum Beispill de Fall bei Leit, déi zu engem Moment an hirem Liewen eng Zäitchen net méi oder manner geschafft hunn an duerno d'Méiglechkeet hunn, fir dës Zäit souzesoen zréckzekafen.

An dësem Zesummenhang schléit d'Médiateure vir, fir de Seuil vu 65 Joer, virun deem esou en Zréckkaf ugefrot gi muss, op 67 Joer ze erhéijen. Si berifft sech an hirer Argumentatioun och op eng Publikatioun vun der OCDE, déi ebenfalls op eng Simplification administrative op dësem Punkt hiweist. D'DP deelt dee Virschlag vun der Médiateure an dëser Fro.

Dës Recommandatioun ass also e Beispill, wéi nëtzlech d'Aarbechte vun der Médiateure sinn. Eng Aarbecht, déi derfir suergt, dass de Kontakt tëschent dem Législateur an dem Bierger am Sënn vu béiden ass. Op där enger Säit kënnen eis Dispositiounen esou nach méi no beim Bierger sinn, an op där anerer Säit gëtt dem Bierger säin Ëmgang mat den Administratioune vereinfacht.

Wéi ech dat schonn ugeschwat hat, huet all zoustänneg Kommissioun de Rapport vun der Médiateure analyséiert, besonnesch wat déi Punkten uginn, déi am Zesummenhang mat hire Kompetenze stinn. Och deen Deel huet de Rapporteur schonn am Detail virgedroen, soudass et fir mech do näischt méi bäizefüge gëtt. Datselwecht gëllt fir d'Ëmsetze vu Recommandatiounen, déi schonn an de leschte Jore vun dem Médiateur publizéiert goufen.

Ech wëll dann awer nach kuerz op e puer Konklusioune vun der Commission des Pétitions agoen.

Wéi schonn an deene viregte Rapporten, gëtt och an dësem erëm d'Fro opgeworf, ob et net méi kohärent wier, fir d'Kompetenze vum Médiateur ze erweideren. Wéi ech dat elo ebe schonn am Zesummenhang mat dem Rapport vun 2011-2012 gesot hunn, widderhuelen ech op dëser Plaz nach eng Kéier d'Positioun vu menger Fraktioun zu dësem Thema.

Ier d'Kompetenze vum Médiateur kënnen erweidert ginn, ass et néideg, sech als Éischt eng ganz Rei aner Froen ze stellen. Eng ganz zentral Fro ass, wéi een d'Notioun vum „service public" genau definéiert.

D'Médiateure stellt fest, dass, wann eng Reklamatioun beim Médiateur déposéiert gëtt, doduerch den Délai vun engem Recours virun de Juridictiounen net ënnerbrach gëtt. Well et doweinst awer zu Komplikatioune komme kann, gëtt proposéiert, en Délai de suspension vun dräi Méint anzeféiere fir Reklamatiounen, déi virun de Médiateur bruecht goufen.

D'Petitiounskommissioun begréisst op dësem Punkt d'Initiativ vun der Commission juridique, fir de Justizminister ze invitéieren, eng Etüd ze maachen, fir erauszefannen, wéi dës Fro an anere Législatioune gehandhabt gëtt.

Och an dësem Rapport weist d'Petitiounskommissioun op eng Diskussioun iwwert den Numm vun der Institutioun vum Médiateur

hin, deem säin Numm seng Funktioune besser beschreiwe sollt. An dësem Kontext verweisen ech op d'Positioun vun der DP, déi ech Iech virun e puer Minutten op dëser Plaz beschriwwen hunn.

Am Allgemenge schléit d'Petitiounskommissioun eng Evaluatioun vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Médiateur vir.

Zum Schluss invitéiert d'Petitiounskommissioun dann nach d'Regierung, hir Administratiounen drop opmierksam ze maachen, hir Äntwerten an de virgesinnenen Délaie matzedeelen. Och hei si mer erëm am Beräich vun der Simplification administrative.

Madame Presidentin, mir stelle fest, dass de Médiateur nach eng jonk Institutioun ass. Vill Froe ronderëm seng prezis Kompetenze mussen nach beäntwert ginn. An ech denken, dass kee Wee laanscht eng Gesetzesännerung wäert féieren.

D'Demokratesch Partei wäert all Ännerung, fir dem Médiateur all déi Mëttel ze ginn, fir kënne seng Missioun an de beschte Konditiounen auszeféieren, ënnerstëtzen, hätt awer Schwieregkeeten dermat, wann dem Médiateur seng Kompetenze wäit iwwert dat, wat 2003 virgesi wor, géife goen.

De Médiateur ass eng Institutioun, deem seng Rapporten dem Législateur vu grousser Hëllef sinn, wann et drëms geet, Gesetzer ze schafen oder se ze änneren, fir de Realitéite vun de Bierger Rechnung ze droen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci dem Här Deputéierte Guy Arendt fir seng interessant Kontributioun. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt fir d'Éischt soen, dass et schéin ass fir mech an dass ech frou sinn, dass ech däerf hei stoen.

Am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech och fir d'Éischt deenen zwee Rapporteure Merci soe fir déi ausféierlech schrëftlech a mëndlech Rapporten. Et gouf scho vill vu menge Virriedner gesot, an ech wëll hei net alles nach eng Kéier widderhuelen, just fir et gesot ze hunn. D'Zuelen aus de Rapporte schwätze fir sech an och déi wichtegst Recommandatioune goufen hei scho ganz gutt kommentéiert. Ech wëll dofir just op e puer generell Punkten agoen, déi mir a menger grénger Fraktioun besonnesch um Häerz leien.

Fir d'Éischt e Wuert zu de Rapporten. Si weise ganz kloer, esou wéi och schonn déi aus de viregte Joren, dass d'Institutioun vum Ombudsmann an eppes méi wéi zéng Joer Existenz eng wichteg Kraaft hei am Land ginn ass. Den Ombudsmann als Vermëttler tëschent dem Bierger an dem Stat dréit ënner anerem dozou bäi, dass d'Bierger méi einfach zu hirem Recht kommen, schléit Verbesserungen an administrative Prozesser oder der Gesetzgebung vir a kann doduerch aktiv Inegalitéite bekämpfen. Ech mengen, mir sinn eis all eens, fir ze soen, dass den Ombudsmann eng essenziell Institutioun an engem demokrateschen a rechtsstaatleche Land ass.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Zënter dass d'Madame Err d'Funktioun vum Ombudsmann vun hirem Virgänger iwwerholl huet, huet si aktiv dorunner geschafft, déi gutt Aarbecht, déi bis dohi geleescht gi war, weider ze verbesseren, an zwar am Sënn vun nach méi enger grousser Accessibilitéit fir d'Bierger. Beispiller si méi intensiv perséinlech Kontakter mat de Leit, déi eng Reklamatioun eraginn, an awer och d'Vereinfachung vun der Sprooch, an där si hir Korrespondenz mat de Bierger gestalt. E klenge Geste mat grousse Wierkungen!

Ech perséinlech géif et sënnvoll fannen, wann och déi aner Administratiounen deem Beispill méi konsequent géifen nokommen. Well net selte sinn effektiv banal Verständnisproblemer um Ursprong vu Litigen tëschent Bierger an Administratiounen.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Da gëtt d'Madame Err sech grouss Méi, fir Problemer aus der Welt ze schafen, nach ier se zu engem Fall fir den Ombudsmann ginn. Dat erkläert dann och vläicht d'Zuel, dass déi erofgaangen ass. Zum Beispill, andeem se direkt eng informell an onbürokratesch Léisung mat de betraffenen Administratioune sicht, ier de Fall formell an hire Servicer op den Instanzewee geet. Dës Approche ass sécherlech sënnvoll, well se eng séier Léisung vu ville Problemer erlaabt an den Administratiounen d'Geleeënheet gëtt, hir Prozeduren ze verbesseren, ouni ëffentlech un de Pranger gestallt ze ginn.

Dës Fäll tauchen dann awer och net méi am Rapport annuel vum Ombudsmann op. Ech fannen dat éierlech gesot schued, dass dës Fäll net am Rapport genannt ginn. Ech géif gär hei d'Fro opwerfen, ob et net interessant wier, dës Fäll am Rapport ze integréieren oder op d'mannst eenzel Fäll méi genee ze presentéieren, well se fir gewëssen Dysfonctionnementer Verbesserungsméiglechkeeten opweisen.

Dëst si Froen, déi ech mer gestallt hunn a wou et sécher derwäert ass, eemol driwwer nozedenken.

Doriwwer eraus goufen et eng Partie Denkustéiss an de Rapporte vun der Madame Err, déi am Kader vun enger Réevaluatioun vum Gesetz vun 2003 sollten ugaange ginn, notamment fir d'Missioun vum Ombudsmann méi breet ze definéieren. Dës Fro gëtt jo scho méi laang diskutéiert.

D'Propos, déi mir als gréng Fraktioun och ënnerstëtzen, gesäit vir, dass den Ombudsmann soll iwwerall do kënnen aktiv ginn, wou eng Missioun vum Service public assuréiert gëtt a wou ëffentlech Gelder fléissen, fir de Finanzement ze ënnerstëtzen. Dat kann am Beräich si vum Gesondheetswiesen, bei de Spideeler, beim ëffentlechen Transport, bei de Maison-relaisen, bei private Schoulen a Lycéeën.

Et ass awer jo eng kloer Ongerechtegkeet, wa verschidde Bierger am Fall vun engem Konflikt mat engem Prestataire de service kënnen op den Ombudsmann zréckgräifen an déi aner net.

Beispiller gëtt et genuch a se goufen och, mengen ech, bal all hei opgezielt.

Et goufen natierlech scho kritesch Stëmmen aus der Privatwirtschaft, déi gesot hunn, dass et kéint zu enger ongläicher Konkurrenzsituatioun kommen, wa scho verschidden Entreprisen an e Kompetenzfeld vum Ombudsmann falen an déi aner net. Dat ass eiser Meenung no kee valabelt Argument, well déi privat a konventionéiert Acteuren, déi eng Mission de service public erfëllen, ginn dee Moment jo awer all d'selwecht behandelt. An doduerch, dass se ëffentlech Gelder kréien, spille se souwisou an enger anerer Liga wéi déi aner, déi ebe keng Mission de service public assuréieren.

Schonn am Débat d'orientation iwwert de Rapport vum Médiateur am Joer 2012 war gesot ginn, dass d'Institutiounskommissioun den Optrag sollt kréien, fir eng genee Definitioun vun der Notioun vum „service public" ze liwweren. An där Definitioun soll d'Natur vum Service berücksichtegt ginn an de Prozentsaz vum ëffentleche Finanzement. D'Kombinatioun vun deenen zwee Elementer ass dann ausschlaggebend, fir d'Aschalte vum Ombudsmann méiglech ze maachen oder eben net.

D'Petitiounskommissioun huet sech virgeholl, sech geschwënn - ech hoffen op alle Fall! - mat der Institutiounskommissioun zesummenzesetzen, fir dës Fro ze diskutéieren an endlech e Schrëtt weiderzekommen an dësem Chantier. Well soulaang dës Fro net beäntwert ass, ginn d'Bierger an zwou Kategorien agedeelt, wat hiert Recht op den Ombudsmann ugeet, an dat ass op Dauer net gutt.

Hei gëtt een duuschtereg.

(Hilarité et interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huelt Iech Zäit!

(Hilarité)

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Här Gibéryen.

Zum Thema vun de Kompetenzfelder vum Ombudsmann ass ze bemierken, dass elo mam neie Gesetz iwwert d'Patienterechter, dat mer jo eréischt virun e puer Wochen hei gestëmmt hunn, eng Médiatiounsinstanz fir de Gesondheetssecteur geschafe gëtt. Dëse Gesondheetsmédiateur wier dann zoustänneg, fir d'Reklamatiounen aus dem gesamte Gesondheetssecteur unzehuelen, onofhängeg dovunner, ob et sech ëm e privaten oder e staatleche Prestataire handelt.

Dëst ass zumindest an der Theorie eng gutt Saach. Mir mussen d'Evolutioun vun där neier Médiatiounsinstanz opmierksam verfollegen, fir ze kucken, ob se hiren Zweck erfëllt.

Och an anere Beruffssparte ginn et ewell Médiateuren. Dës sektoriell Médiatioun ass sécherlech eng gutt Saach a schreift sech an déi jorelaang Beméiunge vun eisem Land an, alternativ Weeër zu Konfliktléisungen ze fannen, wéi just de Wee op d'Geriichter.

Ech muss allerdéngs dozou bemierken, dass do nach Verbesserungsbedarf besteet, well net ëmmer agreéiert Médiateuren op dës Aufgab gesat ginn. Dat ass iwwregens och beim nei geschafene Gesondheetsmédiateur de Fall, wou am Gesetzestext net explizit en agreéierte Médiateur virgesinn ass. Dat war esou gewollt, mä mir sollten trotzdeem an e puer Joer eng Evaluatioun maachen, fir ze kucken, ob dës Décisioun déi richteg war. Op jidde Fall hu mer elo mam Unistudium a mam Gesetz iwwert de Médiateur agréé d'Rahmebedéngunge geschafen, fir de Bierger en héichwäertege Service am Beräich Médiatioun kënnen unzebidden.

Och hei am Beräich vun der professioneller an interprofessioneller Médiatioun huet d'Madame Err mat ugepaakt a gehollef, ee Krees vu Leit opzebauen, déi an hire jeeweilege Beruffssparte Médiatiounsstrukture schafen oder wäerte schafen. Dës Architekten, Dokteren, Affekote maachen d'Formatioun, fir kënnen als Médiateur ze schaffen. Mir begréissen dës Initiativ an hoffen, datt se sech an Zukunft wäert positiv weiderentwéckelen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Da wéilt ech hei e puer méi kuerz Sätz verléieren iwwer en anere Punkt, an deem mir als Petitiounskommissioun wäerten deemnächst tranchéiere mussen: d'Fro vun der offizieller Denominatioun. Zur Wiel stinn: „Ombudsman" mat just engem N, „Ombudsmann" mat zwee N, „Ombudsfra", „Ombudspersoun", „Ombudsinstanz", „Médiateur", „Médiatrice", „Ombudsmédiateur". „Knoutermann" oder „Knouterfra" sinn och ganz sympathesch Proposen, déi allerdéngs net wierklech d'Missioun vum ëffentleche Médiateur erëmspigelen.

Um Internet fënnt een d'Madame Err iwwregens ënnert dem „www.ombudsman.lu", am Géigesaz zum urspréngleche Term „Médiateur" aus dem Gesetzestext vun 2003. Dat war, mengen ech, hunn ech op alle Fall emol gesot kritt, dem Här Fischbach seng perséinlech Initiativ, fir dësen Term ze iwwerhuelen.

D'Argument, dass den Term „Médiateur" oder „Médiatrice" zu Konfusioune ka féieren, kann ech aus perséinlecher Erfahrung bestätegen. Ausserdeem schéngt et mer wichteg, an der offizieller Denominatioun och déi institutionell Médiatioun vun der ziviler ze ënnerscheede respektiv se ervirzehiewen.

Déi gréng Fraktioun ass der Meenung, dass déi bescht Léisung ëmmer nach déi aktuell Denominatioun ass: „Ombudsman" mat engem N. Den Term kënnt ursprénglech aus Schweden, wou d'Institutioun vum Ombudsman eng Jorhonnerten al Traditioun huet. Do gëtt den Term och gläich, geschlechtsneutral verstanen, onofhängeg ob grad e Mann oder eng Fra dëst Amt ausübt. Den Term ass international bekannt a beschreift och iwwerall déiselwecht Missioun: d'Vermëttele bei Konflikter tëschent Bierger an Administratiounen.

Wéi gesot, dës Fro wäert geschwënn ofschléissend an der Petitiounskommissioun diskutéiert ginn. An ech si gespaant, wéi mer d'Madame Err an hir Successeuren an Zukunft wäerten urieden.

Zum Code de bonne conduite administrative wëll ech just nach eemol dee fir eis wichtegste Punkt ervirhiewen, deen nämlech den Artikel 41 vun der Mënscherechtscharta soll erëmspigelen. Dëse gesäit ënner anerem vir, dass all Bierger d'Recht dorobber huet, dass seng Uleiessen op eng onparteiesch an équitabel Aart a Weis traitéiert ginn, an zwar an engem räsonabelen Délai. De Code de bonne conduite ass e wichtegt Instrument, fir de Service um Bierger ze verbesseren, a gëtt schonn zënter Joren erwaart.

En anere Punkt, deen ech wëll uschwätzen, ass d'Maison des Droits de l'Homme oder de la personne humaine. Ech si frou festzestellen, dass dëse Projet gutt weiderkënnt, och wa mer dat passend Gebai fir dës nei Strukturen nach net fonnt hunn; ausser mir kriten elo gesot, datt et net esou wier.

Bei dësem Projet geet et jo drëms, dass all Organisatiounen, déi sech ëm d'Défense vun de Mënscherechter an der Chancëgläichheet këmmeren, wéi de Centre pour l'égalité de traitement, d'Commission consultative des Droits de l'Homme, den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand an - firwat net? - och deen neie Gesondheetsmédiateur - dat wier nach ze kucken - raimlech zesummegesat ginn an esou hir Aktivitéite besser kënne mateneen ofstëmmen.

Och den Ombudsmann géif hei d'Zelter opschloen a mat dëse Gremien zesummeschaffen. Och fir de Bierger ass et duerch esou ee Guichet unique méi einfach, dee richtege Service ze fannen, zum Beispill duerch ee gemeinsamen Accueil. Gläichzäiteg wier dës Maison des Droits de l'Homme d'Äntwert op d'Fro, ob den Ombudsmann sollt explizit zoustänneg si fir d'Défense vun de Mënscherechter. Dat gouf jo och an deene leschte Jore vill diskutéiert. D'Äntwert ass fir eis eendeiteg neen. Engersäits, well de Médiateur dës Kompetenz implizit souwéisou huet. All Bierger kann de Médiateur saiséieren am Fall vun engem Netanhale vun der Konventioun oder vu Gesetzer.

Anerersäits fannen ech, dass jiddwereen dat sollt maachen, firwat en zoustänneg ass a wou e seng spezialiséiert Leit huet. Wann et Iwwerschneidunge ginn, gëtt natierlech och do zesummegeschafft. Mä den ORK, deen ass de Spezialist fir d'Rechter vum Kand, d'CCDH ass de Spezialist a Saache Mënscherechter an esou weider.

Dass mir d'Missioun vum Rapporteur national iwwert de Mënschenhandel ufanks des Joers der CCDH zougesprach hunn, war jo och schonn e Schrëtt an dës Richtung vun enger klorer Opdeelung vun de Kompetenzen.

Am Fall vun der Commission consultative des Droits de l'Homme kann een d'Fro opwerfen, ob et wënschenswäert ass, hiert Mandat ze erweideren, well se bis elo eng exklusiv konsultativ Missioun huet an net kann op d'Plaintë vun eenzelne Persounen agoen.

D'Attributioun vum Ombudsmann fir d'Rechter vun de Behënnerten, déi d'Madame Err sech am Moment mam Centre pour l'égalité de traitement an der Commission consultative des Droits de l'Homme deelt, sollt an eisen Aen och ee kloren Uspriechpartner hunn. D'Interpretatiounsproblemer vun den Texter an e Mangel un technescher Kompetenz am Service vum Ombudsmann maachen et doriwwer eraus der Madame Err immens schwéier, an dësem Beräich effizient ze schaffen.

Sollt et nach aner Beräicher ginn, déi vu kenger Instanz aus der Maison des Droits de l'Homme ofgedeckt gëtt, musse mer dat natierlech behiewen. Mir hoffen also, dass dëst Haus geschwë wäert seng Dieren opmaachen an e strukturéiert a konstruktivt Schaffen erméiglecht.

An enger zweeter Phas wier et dann och sënnvoll, dass sämtlech Gremien, déi an der Maison des Droits de l'Homme doheem sinn, der Chamber ënnerstinn an hir Rapporte musse maachen.

Gläichzäiteg wier et dann awer och un eis, eis ferm Gedanken doriwwer ze maachen, wéi mer vun eiser Säit aus d'Zesummenaarbecht mat dëse Gremien an Zukunft verbessere kënnen. Do gëtt et sécherlech nach Sputt no uewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder sinn ech zum Schluss komm. Merci fir d'Nolauschteren, Merci un Iech all a Merci un d'Marion.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- A Merci och un den Här Traversini. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vun eiser Säit aus och deenen zwee Rapporteuren, dem Kolleeg Marcel Oberweis an dem Kolleeg Marco Schank, Merci soe fir hir Rapporten. Et ass fir d'Éischt, datt mer zwee Rapporten hei zesummen hunn. Mir wëssen, datt et méi flott wär, wa mer een hätten. Mä den Émstänn no, déi mer d'lescht Joer haten, ass et awer normal, dass mer dës Kéier hei déi zwee Rapporte mateneen diskutéieren.

Et ass kloer, wann een als fënneften an dëser Rei drukënnt, datt een net méi vill Neies kann zu esou engem Rapport zielen. An ech wëll awer drop hiweisen, datt et wichteg ass, datt mer déi Diskussioun hei féieren, an ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck.

Ech mengen, all Joer mécht de Médiateur eis an der Chamber hei an ëffentlecher Sitzung säi Rapport. Dann ass eis Petitiounskommissioun dermat befaasst an et ginn dann an déi eenzel Fachkommissiounen déi Deeler transferéiert, déi si betreffen, an dann hunn déi Kommissiounen eng Sitzung mat deem zoustännege Minister a mat de responsabele Fonctionnairen, wat eng gutt Prozedur ass, woumadder och de Suivi garantéiert gëtt vun deene Recommandatiounen oder deene Kritiken, déi vum Ombudsmann kommen, an een dann och gesäit, datt dat hei an der Chamber net als en einfache Rapport klasséiert gëtt, mä datt et e Suivi gëtt an der Chamber, datt d'Chamber sech an deenen eenzelne Kommissiounen ëm déi eenzel Punkte bekëmmert, wéi gesot, mam Minister zesummen an datt dann ofschléissend dozou hei an der Chamber en Débat ass, wou, wann dann nach Saachen géifen opstoen, oder vun deenen ee mengt, déi missten an den Débat public hei afléissen, déi dann hei kënnen zur Diskussioun kommen.

Ech mengen, wéi 2003 d'Gesetz geschafe ginn ass vum Ombudsmann, déi deemools derbäi waren an haut nach heibanne sëtzen, wëssen, datt et net esou eng Selbstverständlechkeet war, datt deemools déi Iddi vum Ombudsmann op eng relativ deelweis dach awer grouss Kritik gestouss war. Virun allem och an der

Fonction publique selwer ass se op eng Kritik gestouss, well do Leit gefaart hunn, datt ebe mat där Institutioun, déi do nei geschafe géif ginn, virun allem eng Juegd op si opgemaach géif ginn, wat ee jo awer an der Zäit elo festgestallt huet, datt dat kengesfalls de Fall ass, mä datt dat ergänzend ass. An ech géif souguer mengen, datt haut vill Leit frou sinn, och aus deem Secteur, datt mer déi Institutioun ageriicht hunn, well eben och ewell eng Rei vu Problemer geléist gi sinn, wat si sécherlech méi wéi arrangéiere wäert.

Et war net einfach, fir esou eng Institutioun opzebauen. An ech mengen, mir wëssen alleguer, wéi de Marc Fischbach deemools déi éischt Fonctioun do iwwerholl huet, datt deen och net onëmstridden am Ufank vu sengem Mandat war, mä mer awer zum Schluss alleguer heibannen, wéi de Marc Fischbach opgehalen huet, mengen ech, unisono him konnte Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hie während all deene Jore gemaach huet, an dofir, datt hien dat aus der Institutioun vum Ombudsmann gemaach huet, wat se haut ass a wéi se Unerkennung am ganze Land fënnt, bei de Leit, bei de Verwaltungen. Do gëtt eng gutt Aarbecht gemaach, an et denkt haut kee méi drun, datt een esou eng Institutioun sollt a Fro stellen, mä et ass eppes, wat haut zur Normalitéit an eisem Stat geheiert.

Wéi d'Madame Err 2012 den Ombudsmann iwwerholl huet, ass se natierlech dunn an e bësse méi stiermesch Zäiten erakomm. Dat ass normal, wann een neien Här an d'Haus kënnt. Et soe vill Leit: „Eng nei Biischt, déi kiert besser.", da kommen nun emol ebe Problemer op. A mir hate relativ vill Problemer an deenen éischte Méint, Konflikter intern an der Verwaltung tëschent dem Ombudsmann a senge Beamten, souwuel wat den Émgang tëschentenee wéi d'Gestioun ubelaangt.

Heiansdo hat een esou zäitweileg d'Gefill, wéi wa mer missten nach en zousätzlechen Ombudsmann astellen, deen tëschent dem Médiateur an de Mataarbechter aus dem Ombudsmann senger Verwaltung misst schlichten. Dat huet d'Chamber missen zum Deel maachen, well mer vun där enger wéi vun där anerer Säit dermat konfrontéiert gi sinn. A fir de Bureau war et sécherlech net esou einfach, fir ëmmer dann do dee Wee ze fannen, deen derzou gefouert huet, datt déi Institutioun dach kee Schued no bausse kritt.

Et ass kloer, datt, wann eng Institutioun wéi grad den Ombudsmann, dee jo awer an den Äe vun de Leit do ass, fir ze schlichten, fir Problemer, déi tëschent Bierger a Verwaltunge stinn, fir déi kënnen ze schlichten, fir déi aus der Welt ze schafen, wann dann an där Institutioun selwer Problemer entstinn, an datt dann eng drëtt Institutioun, d'Chamber an dësem Fall, mat erugezu ginn ass, fir eben do ze hëllefen ze schlichten. Et ass an der Zwëschenzäit méi roueg ginn. Intern héiert een zwar, datt d'Problemer nach net all geléist gi sinn. Mä et kann ee just wënschen, datt och do Weeër fonnt ginn, fir datt déi Institutioun awer esou fonctionnéiert, wéi een dat kann dervu verlaangen.

Wat d'Aarbecht awer ubelaangt, ech mengen, dat sollt een awer kloer soen, déi huet dorënner Gott sei Dank net gelidden. Ech mengen, aus de Rapporten eraus kann een dat feststellen, datt all déi Problemer, déi erugedroe gi sinn, datt och d'Verhältnis vun deene Problemer, déi erugedroe gi sinn an déi geléist gi sinn, datt dat an enger gudder Kontinuitéit ass. An dofir, mengen ech, sollt een och, trotz all deene Problemer, déi do bestanen hunn, souwuel dem Ombudsmann, der Médiatrice, wéi och de Leit, déi do schaffen, eise Merci an eis Unerkennung zum Ausdrock brénge fir déi Aarbecht, déi dach awer gutt an deene Joren do gemaach ginn ass.

Ech wëll hei net op eng Rei vu Punkten oder Recommandatiounen agoen. Ech wëll just eppes mat an d'Diskussioun erabréngen. An et ass de Mëtteg hei schonn e puermol ugeklongen, datt an der Petitiounskommissioun hei an der Chamber och op Initiativ vun dem Ombudsmann drop higewise ginn ass, datt dat Gesetz vun 2003, nodeem et elo zéng Joer al ass, awer erëm soll op de Leescht geholl ginn an datt soll nei iwwer punktuell Reformen an deem Gesetz do nogeduecht ginn.

Ech wëll hei soe vun eiser Säit aus, datt mer, wéi virdru schonn erkläert, fir den Ombudsmann sinn, déi Institutioun, an datt déi och all hir Méiglechkeete muss kréien, fir déi Aarbecht kënne korrekt ze maachen. An dofir, mengen ech, wier et scho wichteg, a verschidde Virriedner hunn dat hei gesot, wa verschidden Terme géife preziséiert ginn, fir datt den Terrain, wou se kann a wou se net kann, datt dat sollt preziséiert ginn. An, ech mengen, et gëtt vu verschiddene Säite méi positiv an och méi kritesch gesinn. Mir sollen eis also Zäit huelen an eis wierklech gutt domadder ausenanersetzen, fir eben de Respekt ze kréien, datt den Ombudsmann engersäits d'Aarbecht richteg maache kann an datt op där anerer Säit d'Prinzipie vum Rechtsstat och respektéiert ginn.

Et ass also kloer, an dofir géif ech drop zréckweisen, wann déi zoustänneg Kommissioun hir Aarbecht ophëlt, datt se dann och soll de Bréif op de Leescht huelen, deen den Här Alain Thorn, de Juge directeur vum Tribunal vun der Jugend, eis den 10. September 2012 geschriwwen huet. Dëse Bréif, dee vum 10. September 2012, wéi gesot, datéiert, ass vu grondleeënder Wichtegkeet eiser Meenung no, wann ee sech fir de Fonctionnement vun eisem Rechtsstat interesséiert.

Den Auteur verdeedegt a sengem Bréif op eng ganz engagéiert a gutt argumentéiert Manéier de Secret professionnel an de Secret médical. Hie mécht virun allem op eng Rei vu grondsätzlechen Iwwerleeungen iwwert d'Institutioun vum Ombudsmann, déi jo och eng politesch Komponent huet, opmierksam, an dat besonnesch am Kontext vun der Onofhängegkeet an dem eegene Kompetenzberäich vun der Justiz.

Et muss och ënnerstrach ginn, datt dee Bréif bis haut näischt u senger Aktualitéit verluer huet. Den aktuellen Ombudsmann mécht sech a sengem Rapport d'activité vun 2011-2012 derfir staark, datt den Ombudsmann nach soll bedeitend méi Kompetenze kréien. Besonnesch déi Fuerderung, datt den Ombudsmann soll eng Compétence générale hunn an dat als Institution extraordinaire an dat och nach besonnesch am Beräich vun de Mënscherechter, wërft eng ganz Rei vu Froen op, déi och schonn de Mëtteg vun anere Virriedner hei ugeschnidde gi sinn. Déi Fuerderunge sollten op jidde Fall ganz kritesch a besonnesch och am Liicht vun dem Här Thorn sengem Schreiwes a sengen Observatioune vun deemools analyséiert ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt an deem Kontext parlamentaresch Froe gestallt gi sinn, souwuel vum Kolleeg Gilles Roth, wat de Secret professionnel ubelaangt, wéi vu mengem Parteikolleeg Fernand Kartheiser, wat de Secret médical ubelaangt. Eiser Meenung no muss deen an alle Fäll respektéiert ginn a bleiwen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren e puer Bemierkungen, déi ech vun eiser Säit aus wollt zu dësem Débat bäidroen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Justin Turpel ageschriwwen. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll net méi op all eenzel Fäll agoen oder op all déi Zuelen, no all deem, wat mer schonn héieren hunn. Ech wëll e puer grondleeënd Saachen ervirsträichen. Dat Éischt, wat ech wëll ervirsträichen, dat ass d'Wichtegkeet vum Médiateur fir d'Bierger, fir d'Usagere vun eiser Verwaltung. De Médiateur ass eng wichteg Hëllef fir eis Bierger an et soll een dem Médiateur an och sengem Personal ausdrécklech Merci soe fir déi Hëllefleeschtung, déi se de Bierger entgéintbréngen.

De Médiateur ass net, wéi dacks gemengt gëtt, een Affekot vum Bierger. De Médiateur ass och net ee Riichter, an en hëlt och keng Décisiounen, a virun allem ass de Médiateur och net een Accusateur vun der Verwaltung. De Médiateur ass do, fir ze erliichteren, den Dialog ze erliichteren a fir Léisungen ze sichen, déi fir déi zwou Säiten akzeptabel sinn an op enger rechtlecher Basis geschéien.

Doraus ergëtt sech fir mech een zweete Punkt, dee vläicht net ëmmer kloer genuch ervirgestrach gëtt: d'Wichtegkeet vum Médiateur net nëmme fir de Bierger, mä d'Wichtegkeet vum Médiateur fir d'Verwaltung.

Eng Médiatioun, esou wéi mer se zu Lëtzebuerg kennen, ass am Intérêt vun der Verwaltung a vum ëffentlechen Déngscht, well si Intérêt drun hunn, datt mer Léisunge fannen am Fall vu Konflikter. Och wann de Médiateur d'Recht huet, fir Enquêten ze maachen an Investigatiounen ze maachen, ass en net de Feind vun der Verwaltung an och net den Ukläger vun der Verwaltung. En ass deen, dee Léisunge sicht fir Konflikter. An déi Léisungen, déi droen och derzou bäi, datt d'Vertrauen an d'Verwaltung gestäerkt gëtt.

Am Géigesaz zu der privater Médiatioun, déi viraussetzt, datt déi zwou Säite mat enger Médiatioun d'accord sinn, si mer an der ëffentlecher Médiatioun an der Situatioun, datt de Stat net gefrot gëtt, ob en d'accord ass, mä datt et eng Obligation légale ass, fir mussen d'accord ze sinn. Ob awer all Statsverwaltunge sech ëmmer esou verhalen, datt se am Fong geholl d'accord si mat der Médiatioun, dat steet op engem anere Blat.

Ech mengen awer, datt et wichteg wier, datt eis Verwaltungen - dat ass een Appell, deen een onbedéngt sollt lancéieren an ënnersträichen - matschaffe beim Siche vun de Léisungen. Well meeschtens sinn d'Ursaache vu Konflikter mam Bierger a mat der Verwaltung net einfach just iergendee schlechte Wëllen, mä ganz dacks sinn déi Ursaachen zum Beispill an de Ressourcen, déi d'Verwaltungen hunn, fir hir Aarbecht, hir Déngschtleeschtungen iwwerhaapt kënnen ze maachen: net genuch Personal, net genuch Informatik oder soss Moyenen, fir déi Aarbecht uerdentlech ze maachen, ganz dacks Formatiounen, déi se gäre géife maachen an net konnte maachen.

En aneren Niveau vun Ursaachen ass ganz dacks d'Interpretatiounsméiglechkeet, déi a verschiddene Virschréften, gesetzleche Virschréfte läit, déi ënnerschiddlech interpretéiert ginn. An an deene Situatiounen ass et wichteg, datt een een Aussestehenden huet, an dat ass d'Aufgab vum Médiateur, fir ze proposéieren, wéi ee kéint d'Prozeduren upassen, fir ze proposéieren och, wéi ee kéint d'Gesetzer änneren.

An dowéinst ass et jo esou, datt de Médiateur habilitéiert ass, fir Recommandatiounen ze maachen, déi mer solle seriö huelen, souwuel als Chamber, mä och als Stat a Verwaltungen, well se am Intérêt vun deenen zwou Säite sinn. Well och déi Recommandatioune jo drop erauslafen, datt mer preventiv verhënneren, datt e Fall sech widderhëlt, datt sech Konflikter widderhuelen, andeem mer déi Upassunge kréien an de Verwaltungen an der Interpretatioun, déi mer brauchen.

Et ass och wichteg, datt mer déi seriö huelen, well mer doduerjer grad d'Vertrauen an déi ëffentlech Déngschtleeschtung, déi eis wichteg ass, erëm hierstellen oder verbesseren a mer och zu der Verbesserung vun der Qualitéit vun der ëffentlecher Déngschtleeschtung bäidroen.

Iwwerhaapt ass et wichteg, datt am Virfeld vu Konflikter agéiert ka ginn. An do wëll ech zwee Aspekter opwerfen, déi bis elo op déi Aart a Weis, mengen ech, nach net opgeworf gi sinn.

Dat Éischt ass dee vun der Roll vum Personal an der Verwaltung oder d'Noutwendegkeet vum Vertrauen an d'Personal, fir d'Personal mat erunzezéien, fir am Virfeld Konflikter ze verhënneren. D'Personal, dat si ganz dacks déi, déi d'Erfahrung hunn an déi wëssen, wou d'Problemer leien, an déi och ganz dacks Virschléi hunn. Et si ganz dacks déi, déi kënne soen, datt zum Beispill wéinst Problemer vu Ressourcen, vun Unugepasstheet vu Prozeduren oder Informatiksprogrammer Konflikter sech ubahnen, déi ee ka verhënneren, wann een d'Personal seriö hëlt.

Dowéinst mengen ech och, datt mer an eisen ëffentleche Verwaltungen, net nëmme bei de Gemengen, mä och beim Stat demokratesch gewielte Personalvertriedunge bräichten, déi mer de Moment bis elo nach net hunn.

En zweete Partner an deem Ganzen, dee gradesou wichteg muss geholl gi wéi d'Personal, dat sinn d'Bierger selwer, d'Usageren. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer d'Rechter vun den Usagere vis-à-vis vun der Verwaltung stäerken an eng Partnerschaft zwësche Bierger a Verwaltungen institutionaliséieren, déi zesummen de Reklamatiounsregëster zum Beispill opschaffen a kucken, wat d'Ursaache sinn, déi zesumme kënne Verbesserungsvirschléi definéieren, fir eis ëffentlech Déngschtleeschtungen an eis Verwaltung ze optiméieren.

Ech wëll kuerz agoen op déi fënnef Propositiounen, déi de Marco Schank als President vun der Petitiounskommissioun als Rapporteur schonn duergeluecht huet, déi d'Petitiounskommissioun hei proposéiert an déi mir och ënnerstëtzen.

Déi éischt Propositioun ass ganz kloer déi, déi schonn e puermol ervirgestrach ginn ass, nämlech, no zéng Joer Gesetz e Bilan ze maache vun den Erfahrungen an d'Gesetz unzepassen. Do sinn dräi, véier Froen, déi ëmmer erëm ervirgestrach ginn an déi mir och wichteg sinn.

Dat Éischt ass de Kompetenzberäich vum Médiateur. Ech schwätzen elo net, wat d'Beräicher ugeet, mä ech schwätzen innerhalb vun de Beräicher, datt am Moment d'Kompetenz beschränkt ass op déi ëffentlech Betriber. An ech mengen, et ass e puermol hei illustréiert ginn um Beispill vu Kliniken, vu Crèchen. Et kann net sinn, datt den Usager, wa säi Kand…, oder wann e Patient ass an enger ëffentlecher Klinik, datt en da vum Médiateur ka gehollef kréien, a wann dat eng privatrechtlech Struktur ass, soit, souguer wa se konventionéiert ass, datt de Médiateur do außen vor ass.

Mir mussen dat ausbauen. An ech mengen, och déi Fro vun den Definitioune vun den ëffentlechen Déngschtleeschtungen, mer mussen oppassen, datt dat net eng Ursaach gëtt, fir et auszeweiden. Well déi Fro: Wat ass eng ëffentlech Déngschtleeschtung? - ass ganz vill diskutéiert ginn an Europa, och zu Lëtzebuerg. An ech mengen, et misst relativ einfach sinn, fir déi Beräicher opzezielen, vun deene mer der Meenung sinn, datt de Médiateur muss fir se zoustänneg sinn, egal, ob et een ëffentleche Betrib ass oder ob et ee private Betrib ass, deen déi ëffentlech Déngschtleeschtung do ubitt.

Mir sollen d'Beräicher opzielen, an et geet sécherlech net, well dat ass eng Gefor haut grad am Zäitalter vun der Liberaliséierung, ëm d'Aart a Weis, wéi d'Déngschtleeschtung erbruecht gëtt. Et ass net d'Aart a Weis vun den Déngschtleeschtungen, déi determinant soll sinn, ob de Médiateur zoustänneg ass, mä et soll ëm d'Beräicher goen. An do solle mer keng Differenz méi maache zwëschent ëffentlechen, ëffentlech-rechtlechen a privatrechtleche Betriber, déi déi Déngschtleeschtung bidden.

Een zweete Punkt, deen ëmmer erëm opgeworf gëtt, dat ass, datt, wann de Médiateur befaasst ass, doduerjer een Délai suspensif sech soll ergi fir e Recours beim Geriicht. Ech mengen, dat läit op der Hand.

An dat Drëtt, wat ëmmer ugeschnidde ginn ass, wat och vu mengem Virriedner nach ugeschnidde ginn ass, dat ass d'Fro vum Secret médical, bancaire, fiscal, wou ech net der Meenung si vu mengem Virriedner a wou jo och schonn eng Deelléisung do ass, nämlech datt de Secret médical dem Médiateur, fir de Fall, mat deem e befaasst ass, net opposabel ass. An ech géif mech dergéint wieren, datt en op eemol géif opposabel gemaach ginn. Ech mengen, dat nämlecht misst stëmme fir de Secret bancaire an de Secret fiscal. Mä sécherlech muss dat gekläert ginn, wa mer d'Reform vum Gesetz entaméieren, déi mer net ze spéit sollen erausschieben, mä déi am Hierscht soll ufänken.

Och déi aner Froen, déi sech stellen iwwert den Numm „Médiateur", „Ombudsman" an esou weider sollen do gekläert ginn. Ech hunn och Problemer mat deem komplizéierten Numm, mä ech mengen, datt et awer och net evident ass, fir ee Médiateur Ombudsmann ze nennen, well en Ombudsmann normalerweis aner Kompetenzen huet. Dee kann Décisiounen huelen, dat ass jo generell de Fall. A mir sollen engem net een Numm ginn, deem en net ka Rechnung droen.

Déi zweet Propositioun vun der Petitiounskommissioun bezitt sech op déi Recommandatioun Nummer 49 vum Médiateur, wat d'Noutwendegkeet vun engem Code de bonne conduite oder vun engem Guide de bonnes pratiques administratives ugeet. Ech mengen, dat ass absolut noutwendeg. Et ass absolut noutwendeg.

An och e Code de bonne conduite an e Guide de bonnes pratiques administratives, déi d'Aart a Weis kloerstellen, wéi d'Verwaltunge solle fonctionnéieren a sech verhalen, wennt sech net géint d'Personal, mä och esou ee Code ass am Intérêt vum Personal.

Iwwregens kann esou ee Code nëmme gemaach ginn, wa mer de Code de déontologie emol fäerdeg hunn a wann d'Missiounen och gekläert sinn, souwuel d'Missiounen allgemeng wéi, sou wéi mer dat virgesinn hunn an der Reform vum Statut, och d'Missiounen an de Verwaltungen, wann déi mat de Leit zesumme gekläert ginn, fir datt jiddweree sech bewosst ass, wat déi Missioune sinn, wat de Code de déontologie ass. An dann ass et méiglech, fir esou ee Code de bonne conduite opzestellen.

Ech wëll einfach drop hiweisen, firwat datt dat sech net géint d'Personal wennt. Am Gemengesecteur beispillsweis, wou ech eng Zäitchen awer aktiv war, ass dat eng Ufro vum Personal a vun de Gewerkschaften, fir esou e Code de bonne conduite an e Guide de bonnes pratiques administratives ze maachen, well se einfach soen: Doraus ergi sech Obligatiounen net nëmme fir d'Personal, wat weess, wou et drun ass. An ech gesinn de Syvicols-President an ech mengen, et gëtt och en Accord zwëschent de Gewerkschaften an dem Syvicol, fir esou ee Code de bonne conduite ze maachen an e Guide de bonnes pratiques ze maachen.

Ech wier frou, wa mer kéinten an déi Richtung goen, well doraus ergi sech net nëmmen Ufuerderungen un d'Personal, mä et ergi sech och Ufuerderungen un d'Verwaltung an un d'Direktiounen, déi mussen dann och déi Moyenen zur Verfügung stellen, déi ee Beamte beispillsweis brauch, fir kënnen eng uerdentlech Aarbecht ze maachen. An och dat geet Hand an Hand an dat solle mer seriö huelen.

Déi drëtt Propositioun ass déi vun den Zoustännegkeetsberäicher, op déi ech aus Zäitgrënn elo net méi ze vill wëll agoen. Ee Médiateur kann net alles maachen. Dat hu mer gesi bei der Santé, déi mer jo un aner Instanze ginn hunn. Woubäi een awer muss drop hiweisen,

datt all Médiateur déi Kompetenze brauch, fir a sengem Beräich kënnen ze schaffen, an de Médiateur am Santésberäich, dee brauch sécherlech net virun allem juristesch Kompetenzen, oder net nëmmen, mä dee brauch och medezinesch Kompetenzen. Ähnlech ass et an anere Beräicher - CET, Handicapéierter -, wou mer an deene Strukture grouss Kompetenzen hunn a wou déi Kompetenze solle genotzt ginn, wou spezifesch Kompetenze solle genotzt ginn, fir do och déi Médiatiounsstrukturen ze schafen, déi mer brauchen.

Eppes, wat virdrun opkomm ass, dat ass, datt d'Erweiderung vun de Kompetenzen op privatrechtlech Betriber contraire wier zu der Erweiderung…, oder zu dem Netwëllen, fir sech an all Beräich anzemëschen.

Neen, ech gesinn dat esou, dat sinn zwou verschidde Saachen. Dat eent huet iwwerhaapt näischt domat ze dinn. Dat eent ass: A wéi enge Beräicher ass de Médiateur zoustänneg? An dat anert ass: A wann en zoustänneg ass, datt en dann och zoustänneg ass souwuel fir ëffentlech wéi fir privatrechtlech Betriber, déi an deem Beräich täteg sinn. Dat ass eng Konfusioun, déi net ubruecht ass.

Déi véiert Propositioun, dat ass déi, datt de Médiateur gläichzäiteg zu enger juristescher Prozedur soll kënne seng Aarbecht maachen, well wann en dat net mécht, mussen d'Leit schonn op d'Geriicht goen, wann d'Délaien…, oder e kann derzou bäidroen, datt eng Léisung kënnt, ier d'Geriicht eng juristesch Léisung muss fannen. D'Suspensioun vun dräi, véier Méint dréit derzou bäi, datt d'Leit net mussen onnéideg Geriichtskäschten engagéieren, ier et noutwendeg ass.

Mir kënnen dat doten… Et sinn eng Rei Saachen, déi mussen am Gesetz geännert ginn. Et muss net alles duerch d'Gesetz geännert ginn. Villes léisst sech och duerch de bon Sens a gudde Wëllen änneren.

Dozou gehéiert och d'Propositioun Nummer 5 vun der Kommissioun, nämlech d'Délaien an d'Aart a Weis vun den Äntwerte vun de Verwaltungen. Ech mengen, bei der Verwaltung gëtt et einfach déi zwee Extremer, well déi eng Verwaltungen, dat sinn déi, déi extrem hëllefsbereet sinn, an dat anert, dat sinn déi, déi extrem resistent sinn, fir Léisungen ze sichen, an éischter refuséieren oder éischter op hire Propositioune campéieren.

Ech wéilt och nach eng Kéier drun erënneren, de Médiateur ass net de Feind vun der Verwaltung; en ass deen, deen hëlleft, Léisunge sichen. An do sollen d'Verwaltungen, wa se mam Médiateur konfrontéiert sinn, wann ech gelift derzou bäidroen, datt déi Argumenter, déi virgeluecht ginn, datt déi solle weiderentwéckelt ginn an d'Dossiere solle weiderentwéckelt ginn, a se solle sech net einfach op Positiounen do campéieren.

Als leschte Punkt wëll ech e puer Froen opwerfen, déi elo direkt net behandelt gi sinn, déi awer menger Meenung no wichteg sinn. Dat Éischt, dat ass, och wéi mer an de Chamberskommissiounen d'Diskussioune féieren, wou een d'Impressioun huet, datt d'Verwaltunge ganz dacks gehéiert ginn, well dat eben och normal ass an üblech ass an déi och in extenso gehéiert ginn, an d'Meenung vum Médiateur do heiansdo awer ze kuerz kënnt. Mir musse kucken, wéi eng Moyenen datt mer eis ginn an de Fachkommissiounen, fir déi Diskussioune méi équitabel ze féieren a fir dann do déi verschidde Meenunge gläichberechtegt, am Sënn vun enger Léisungssich, kënnen do anzebréngen.

Déi zweet Saach, déi ech nach wëll opwerfen, dat ass den Droit d'avis, deen de Médiateur soll kréien, deen och scho vun anere Virriedner ugeschwat ginn ass. Dee schéngt mer einfach wierklech wichteg ze sinn, datt de Médiateur zu Sujeten, déi säin Tätegkeetsfeld betreffen, soll d'Méiglechkeet kréien, fir selwer Avisen ofzeginn. An d'Chamber soll och drun denken, fir en dacks am Virfeld emol mat Saachen ze befaassen, déi en awer eppes uginn.

Mir an de Kapp kënnt zum Beispill elo de Code de déontologie, dee mer an der Fonction-publiques-Kommissioun amgaange sinn ze diskutéieren, deen awer ee Kader gëtt herno fir de Code de bonne conduite. An et wier heiansdo wichteg, datt een de Médiateur do am Virfeld géif befaassen.

Deen drëtte Punkt, deen ech nach wollt opwerfen, dat ass deen, datt mer amgaange sinn, eng Verfassungsreform ze maachen, an datt ee wierklech och haart soll driwwer nodenken an och driwwer schwätzen, ob een d'Médiatioun an och d'Recht vum Bierger op d'Médiatioun net sollt verfassungsméisseg verankeren als eent vun de Rechter, wat een awer als Bierger soll zu Lëtzebuerg hunn.

Wann de Félix Eischen virdru gesot huet, mir hätte manner Dossieren, dat wier, well d'Leit manner géife knouteren oder, ech hat e bëssen esou verstanen, d'Médiateure net méi esou gutt…

(Interruption)

…net méi esou gutt géif schaffen, hunn ech et bal verstanen, wëll ech awer soen, datt ech domadder net kann d'accord sinn. D'Problemer, déi ëmmer erëmkommen, soll ee prinzipiell léisen. An ech mengen, dat ass dat, wat gemaach gëtt. A wann ee se prinzipiell léist, da sinn herno manner där Fäll. An dat ass positiv.

Ech bedaueren, datt de Félix Eischen deen Eenzegen ass, deen der Médiateure an hirem Personal net Merci gesot huet fir déi Aarbecht, déi se maachen!

Zum Schluss wollt ech e Problem opwerfen, deen ech hu mat eiser Prozedur hei. Mir héieren hei zwee Rapporten, mir héieren hei Recommandatioune vun der Petitiounskommissioun, wou ech mengen, datt déi meescht Leit sech eens sinn, mä mir maache kee Vote doriwwer. Ech hat mer ee Moment iwwerluecht, ob een net misst eng Motioun maachen, wou een déi Recommandatioune vun der Petitiounskommissioun géif engem Vote hei ënnerleeën. Ech hu mer soe gelooss, dat wier net üblech esou.

Mir maachen och kee Vote iwwert de Rapport. Mä meng Suerg ass awer déi, an ech mengen, net nëmme meng, och déi vu menge Virriedner a vun de Rapporteuren, ass déi, datt mer déi Recommandatiounen hei seriö huelen, souwuel als Chamber, datt d'Regierung se seriö hélt an och deementspriechend Propositioune mécht. Mä ech sinn iwwerzeegt, datt de Wëllen do ass an datt mer deen och elo confirméiert kréien, mä datt d'Chamber se och seriö hélt.

An ech mengen, mir misste mindestens an der Petitiounskommissioun de Suivi maache vun deene Propositiounen an deene Recommandatiounen. Ech hu virdru mam President vun der Kommissioun geschwat, deen och där Meenung ass, datt mir als Petitiounskommissioun, wa mer hei elo kee Vote maachen, eis sollen déi Aufgab ginn, fir dat dote ganz enk ze suivéieren, souwuel wat d'Reform vum Gesetz ugeet wéi och déi aner Saachen, déi mer ouni Gesetzesännerung elo kënnen ëmsetzen, fir datt mer alleguerten op déi Aart a Weis zu der Verbesserung vun der Qualitéit vum ëffentlechen Déngscht a vum Vertrauen an den ëffentlechen Déngscht bäidroen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Fir d'Regierung schwätzt den Innen- a Fonction-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech emol vläicht am Numm vun der Regierung Merci soe fir dee ganz konstruktiven Débat, dee mer hei konnte féieren. An et wäert Iech net verwonneren, dass ech als zoustännege Minister vun der Fonction publique an der Réforme administrative natierlech ganz beréiert si vun deenen Diskussiounen, déi hei gefouert gi sinn.

Ech hunn awer och eng ganz konkret Fro gestallt kritt, nämlech déi vum Här Marc Angel. Esou wéi hien et richteg gesot huet, ass et effektiv esou, dass mer opgrond vum Avis amgaange sinn, eng Rei vu Regelen, wat d'Deontologie vun de Statsbeamten ugeet, ewechzehuele vum Niveau vum Règlement grand-ducal a se eropzesetzen op den Niveau vum Gesetz.

Et ass och esou, dass mer an der Chamberskommissioun eng Sitzung gebraucht hunn, fir eis exklusiv mat deem Thema ausenanerzesetzen. Dat ass also e Froekomplex, deen awer scho relativ komplex ass. An dofir hu mer eis och déi néideg Zäit geholl, fir dat ze maachen. Déi entspriechend Amendementer sinn och elo fäerdeg. De Statsrot kritt se elo an nächster Zukunft oder en huet se scho kritt. An et ass och virgesinn, dass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics se och sollt kréien, fir sech dann nach zu dësem Froekomplex kënnen ze äusseren.

Dann, wat kloer ass, dass mer dann, wa mer dat heiten hunn, eis och nach musse mat der Fro ausenanersetzen, fir e Code oder e Guide de bonne conduite oder de bonnes pratiques - wéi mer et dann och nennen, ech mengen, dat ass net dat Entscheedend -, fir dat kënnen op d'Been ze stellen. Wichteg och do, dass mer déi och brauchen, fir herno d'Evaluatioun vun de Statsbeamten ze maachen, esou wéi dat och an deem neie Gesetz iwwert de Statut vun de Statsbeamte virgesinn ass.

Déi Viraarbecht, op déi mer kënnen opbauen, ass zum Deel, wéi gesot, scho gemaach. Eenzel Verwaltunge schaffen haut schonn no enger „Charte d'accueil et de service «Moien Merci»". Dir kennt dee Programm. An et gëtt och dee Code, deen och scho vun der Médiateure eis recommandéiert ginn ass, fir eis drun ze orientéieren, den „Code européen de bonne conduite administrative". Wéi gesot, eng grouss Viraarbecht ass an deem Beräich geleescht, wou mer kënnen drop opbauen.

An dëser Fro hu mer also eng honnertprozenteg Eenegkeet, kann ech soen, tëschent Regierung, Chamber an och der Médiateure, dass mer esou e Code, Guide och Charte, oder wéi mer et dann och nennen, herno brauchen. Fir mech selwer ass den Titel net esou entscheedend, mä entscheedend ass, dass mer wierklech e Leitfaden hunn, un deem d'Beamte sech kënnen orientéieren, fir och ze wëssen, wat vun hinnen an hirem Déngscht verlaangt gëtt.

Ech wëll och soen, dass ech selwer schonn eng Entrevue mat der Médiateure zu deem Thema hat. A mir sinn eis och eeneg am Prinzip, dass mer fir d'Éischt mussen d'Regele vun der Deontologie am Statut geléist hunn, éier mer dann op déi zweet Etapp vun deem Code kënnen iwwergoen.

Ech wollt dann awer nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir och engem vun de Rapporteuren - zwee, dräi Rapporteuren hate mer, ass gesot ginn -, ech wëll an deem Kontext hinnen och Merci soen. Den Här Schank hat als Rapporteur déi Problematik vun der Germaniséierung vun de Virnimm ugeschwat. En huet gesot, dass mer eis engagéiert hätten, fir do Léisungen ze sichen.

Ech mengen, ech kann haut soen, dass mer eis net nëmmen engagéiert hunn, mä dass mer Léisungen och konkret ëmgesat hunn. 17.000 bis 18.000 Leit, déi alleguerten eenzel ugeschriwwe ginn a mat enger Procédure simplifiée dëse Problem konnte léisen. An och wa mer an dëser sensibeler Problematik nach deen een oder deen aneren Hickhack an eenzelne Fäll hunn, mengen ech awer, dass déi Mesure, déi mer hei geholl hunn, zur gréisster Zefriddenheet vun de Leit iwwert d'Bühn gaangen ass.

Da wëll ech och nach am Numm vum Premier - Dir wësst, en huet sech entschëllegt, well en elo an enger Audienz beim Groussherzog ass - vläicht dräi kleng Saache soen.

Zur Diskussioun vun der Benennung vun deem Amt, wou mer alleguerte seng Wichtegkeet erkannt hunn, mengen ech, dat ass och hei schonn a verschiddene Rieden ugeklongen, gëtt et vill Iddien, vill gutt Virschléi. Déi eng an déi aner kann ee selbstverständlech diskutéieren. D'Regierung ass do op, wëll ech ganz kloer soen, a waart op konkret Virschléi vun der zoustänneger Chamberskommissioun.

Da wëll ech awer och hei ervirsträichen, dass et an der Tëschenzäit eng verbessert Zesummenaarbecht tëschent Médiateure a Premier engersäits a Regierung, ganzer Regierung anerersäits gëtt, andeems dass d'Médiateure regelméisseg e Listing eragëtt vun deenen Ufroen, déi an deenen eenzelne Verwaltungen net an den Délaie beäntwert gi sinn. Dat erméiglecht eis, dee Listing, dann och um Niveau vum Regierungsrot ze diskutéieren an dann an deene jeeweilege Verwaltungen deen néidegen Drock ze maachen, fir dass d'Médiateure Satisfaktioun kritt.

A wa mer vu verbesserter Zesummenaarbecht schwätzen, vläicht an deem Kontext wëll ech awer nach eng Kéier drun erënneren, dass och am Regierungsprogramm ugekënnegt ass d'Schafung vun enger Maison des Droits de l'Homme, wou mer u sech ënner engem Daach wëllen d'Servicer vum Médiateur, der Commission des Droits de l'Homme, vum Centre pour l'égalité de traitement a vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand vereenegen.

Selbstverständlech soll d'Onofhängegkeet vun deenen eenzelnen Institutioune gewahrt bleiwen. Mä mir mengen awer, dass d'Schafung vun esou enger Maison du Savoir och kann dozou bäidroen, fir eng ganz Rei vun nëtzleche Synergien ze schafen.

Dat gesot, nach eng Kéier villmools Merci fir deen interessanten Débat!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Regierungsvertrieder.

Domat wäre mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm, vu dass mer iwwer näischt ofzestëmmen hunn.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Pardon!

M. le Président.- Jo?

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Entschëllegt, Här President, ech kréien elo gesot, dass ech mech verschwat hunn. Ech schwätze selbstverständlech vun der Maison des Droits de l'Homme!

Une voix.- Net d'Maison du Savoir.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- An net d'Maison du Savoir!

M. le Président.- Merci fir d'Prezisioun.

Mir sinn um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert d'Rapporte vun der Médiateure ukomm. Eis nächst Sëtzunge si fir den 8., 9. an 10. Juli virgesinn. An ech wollt Iech just nach informéieren, dass et elo och offiziell ass, dass mer eng zousätzlech Sëtzung hunn de 16. Juli, also déi Woch drop.

Villmools Merci! Kommt gutt heem a bis d'nächst Woch!

(Fin de la séance publique à 16.24 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Communication
- *M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Justin Turpel, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler, M. Claude Adam, M. Roy Reding*
- *Vote*

4. Débat de consultation sur la réforme de l'assurance dépendance
- *Exposé: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Débat: M. Serge Wilmes, Mme Taina Bofferding*
- *Interruption de la séance publique de 16.00 à 16.01 heures*
- *Mme Josée Lorsché, M. Edy Mertens, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, Mme Taina Bofferding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

5. 6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile
- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets
- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie (M. Fernand Kartheiser pose une question)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Romain Schneider, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Ech maachen d'Sëtzung offiziell op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat ass net de Fall, Här Chamberspresident.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister.

2. Communication

Da wollt ech d'Chamber informéieren, dass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten um Dësch vun der Chamber deponéiert ass.

Communication du Président - séance publique du 8 juillet 2014

La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet sech op deen Ordre du jour gëeenegt, deen Der zougestallt kritt hutt. Ech hunn eng Wuertmeldung zum Ordre du jour vum Här Justin Turpel. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech proposéieren der Chamber, fir de Punkt, deen en Donneschdeg de Mëtteg um Ordre du jour ass iwwert d'Studiebäihëllefe vun de Studenten, 6670, fir dee vum Ordre du jour erofzehuelen.

Et stellt sech ëmmer méi eraus, wat ee méi no bei deen Datum kënnt, datt dee Projet de loi wierklech iwwert de Knéi gebrach ginn ass, datt wierklech eng seriö a fundéiert parlamentaresch Aarbecht, esou wéi se elo leeft, net méi méiglech ass. Ech ginn e Beispill: Dat Eischt, dat ass, mir wëssen, et ass bekannt, an de Minister huet dat och selwer gesot an zougestanen, et feelt eis un Donnéeën, fir ze wëssen: Wat ass d'Situatioun vun de Studenten? Wat ass hire Besoin, wa se studéiere ginn? Wéi wäit muss ee se ënnerstëtzen?

De Minister ass och bereet, fir am Hierscht do Etüden zesumme mat der zoustänneger Kommissioun an d'Wee ze leeden. Et ass esou, datt d'Studente selwer, den Aktiounscomité selwer elo bei senge Memberen eng Etüd gemaach hunn, déi representativ ass, déi awer eng ganz Rei Indikatioune gëtt iwwert d'Konsequenze vun deem Gesetz hei, iwwert d'Situatioun vun de Studenten, a wou et ënner anerem och gutt wier, wann déi géif an d'Diskussioun iwwert de Gesetzesprojet hei erafléissen.

Wéi ech an der Kommissioun proposéiert hunn, dat ze maachen, ass gesot ginn, dat géife mer dann am Hierscht maachen, zesumme mat der Diskussioun, wéi eng Etüden datt d'Regierung géif an Optrag ginn.

Ech ginn nach een zweet Beispill: Dat ass dat, datt d'Chambre des Salariés een Avis ofginn huet, deen, nodeems datt en definitiv virläit, obscho se sech do wierklech Méi ginn hunn, guer net méi konnt diskutéiert ginn an der Kommissioun. An ech fannen et och wichteg, datt een d'Bäiträg vun esou Strukture wéi d'Chambre des Salariés wierklech seriö hëlt an abaut.

Et kënnt derbäi, datt d'Etüd vun de Studente weist, wann een déi liest, datt de Moment ongeféier 37% vun de Studenten ouni Hëllef vun den Eltere studéiere ginn, mat deenen Hëllefen, mat deene Mëttelen, déi se de Moment kréien. An datt, wann dee Projet de loi hei ëmgesat gëtt, een Deel vun deene wahrscheinlech guer net weess, wéi e soll weiderfueren, well de Projet de loi an där Hisiicht keng Iwwergangsbestëmmunge virgesäit fir déi, déi de Moment schonn ënnerwee sinn. An et ass einfach domat ze rechnen, datt eng Rei Studenten hir Studien net kënne fäerdeg maachen.

Mir hoffen, datt de Majoritéitsparteien hei un enger seriöer parlamentarescher Aarbecht geleeën ass. Mir hunn ähnlech Problemer bei anere Projeten, wou et ëmmer méi schwiereg gëtt, fir nach eng seriö Aarbecht ze maachen an deenen imposéierten Délaien. An dowéinst proposéiere mer, dee Projet de loi hei ze verschieben.

Mir wëssen och, wéi eng Konsequenzen datt dat huet. Dat si 40 Milliounen, déi eis dat d'nächst halleft Joer méi géif kaschten. Mir hunn där zeg Milliounen eng ganz Rei an deene leschte Wochen an och an deenen nächsten Deeg nach mussen deblockéieren. Hei geet et ëm en Investissement an d'Zukunft, an d'Bildung, an déi sollen eis dat wäert sinn.

Mir wëssen awer och, wat d'Konsequenze sinn, wa mer de Projet de loi stëmmen. Zum Deel nämlech, datt an der Moyenne d'Studenten 2.000 Euro manner kréien. Mir wëssen awer net, wéi eng Auswierkungen datt dat wäert hunn.

Dowéinst proposéieren ech, dee Punkt hei vum Ordre du jour ze sträichen. An ech hoffen, datt net nëmmen der DP, mä grad besonnesch och deene Kolleege vun der grénger Partei a vun der LSAP dru geleeën ass, fir dee Punkt hei méi seriö kënnen unzegoen, wéi mer dat konnte maachen. Duerfir déi Propositioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. Ech hunn d'Wuertmeldung vum Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt dat net esou am Raum stoe loossen, datt hei an deem Dossier keng seriö parlamentaresch Aarbecht geleescht gi wier. Mir sinn elo méintelaang amgaangen, un deem Projet an der Kommissioun ze schaffen. Mir hunn eng ganz Rei Gremien empfaangen. Mir hunn den Aktiounscomité empfaangen, mir hunn aner Jugendorganisatiounen empfaangen. Mir haten am Kader vun der Petitiounsprozedur och hei Leit an der Chamber.

Dat heescht, mir hunn eis wierklech intensiv mat all deene Facettë vun deem Dossier auserneegesat. Mir hu ganz vill Stonnen an de Kommissiounssëtzunge gehat. A mir hunn also do gutt Aarbecht gemaach.

Ech wëll elo net wierklech, well en Donneschdeg wäerte mer nach Geleeënheet kréien, fir iwwert déi Saachen dann ze diskutéieren, op all déi Punkten agoen, déi elo den Här Turpel awer scho schnell einfach esou an de Raum gestallt huet, déi een eigentlech net esou dierft stoe loossen, mat enger Saach, wou e seet, et wieren do, eng Etüd hätt erausfonnt, datt déi eng oder aner Saache wierklech schlecht wieren. Dat ass eng perséinlech Interpretatioun iwwert déi Zuelen, déi do an där Etüd sinn, an och, wéi representativ datt se ass.

Och einfach esou pauschal ze soen, elo kritt jiddwereen 2.000 Euro manner, ass och falsch. Mä wéi gesot, ech ginn elo net an den Inhalt. Här President, ech ginn elo net an den Inhalt vun der Reform an. Éischtens sinn ech der Meenung, net nëmmen der Meenung, mä et ass e Fait, datt mer wierklech eis laang mat deem Projet beschäftegt hunn, datt mer dat consciencieux gemaach hunn, wierklech gekuckt hunn, jiddwereen ze lauschteren, eis e gutt Bild ze bilden. Mir sinn och iwwerzeegt, datt mer elo e gudde Projet virleien hunn, dee mer en Donneschdeg och da kënnen hei diskutéieren an zum Vote bréngen.

Duerfir proposéieren ech, datt mer bei eisem Ordre du jour bleiwen, esou wéi e fixéiert gi war vun der Conférence des Présidents.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, u sech déi Argumentatioun do, déi ass net nei par rapport zu deem, wat och schonn d'lescht Woch diskutéiert ginn ass. Mir hunn e Virschlag hei vun der Conférence des Présidents, dee virgesäit, dass mer dës Woch deen dote Projet de loi behandelen.

An ech gesinn hei keen neit Element, wat eis sollt dovunner ofbréngen, fir eng aner Meenung ze hu wéi déi, déi mer geäussert hunn an der Conférence des Présidents. Entre-temps huet och d'Kommissioun hir Aarbechten ofgeschloss mam Vote iwwert de Rapport.

Duerfir mengt d'sozialistesch Fraktioun, mir sollte bei eisem Ordre du jour bleiwen.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Jo, just kuerz fir ze soen, datt mir mengen, datt mer wëllen en Donneschdeg Geleeënheet kréien, fir ze soen, wou mer iwwerall Problemer mat deem Text hunn. An duerfir menge mer, datt e soll um Ordre du jour stoe bleiwen a mer en esou sollte stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Jo, Merci, Här President. Ech versti jo och, datt den Här Turpel nach mengt, nei Faiten an d'Spill ze bréngen. An eisen Ae sinn dat awer keng nei Faiten. Ech mengen, déi Etüd, déi en ugeschwat huet, ass zirkuléiert. Mir hunn déi alleguerte kritt. Mir hunn och déi Avisen alleguerte gelies. Mir hate fir dee Projet en Hearing hei an der Chamber, mir haten d'Prozedur vun der Petitiounskommissioun. Ech war elo, et ass déi drëtte Kéier, datt ech derbäi sinn, wou mer iwwer ee Gesetz iwwert d'Aidë vun den Études supérieures diskutéieren.

Ech sinn der Meenung, natierlech hätt een nach kënne méi Zäit hunn. Mä ech soen awer ganz kloer, déi heite Kéier hate mer méi Zäit wéi déi zwou Kéiere virdrun. Ech hunn d'Gefill, wéi wa mer eis Aarbecht do gutt gemaach hätten. An ech gesi mam beschte Wëllen och net an, firwat datt mer sollen den Ordre du jour änneren.

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wëll ausdrécklech den Antrag vum Kolleeg Turpel ënnerstëtzen. Dat heiten ass en extrem wichtegt Gesetz, well et geet ëm all déi Studenten, deenen hir Elteren net kënnen oder net wëllen déi Studie bezuelen. An op deen Aspekt geet dat Gesetz hei ongenügend an.

Mir hunn och keng seriö Aarbecht geleescht, well mir hate Kommissiounssëtzungen, déi iwwert de Knéi gebrach waren a Mëttesstonnen, déi sech zum Deel, Här Berger, mat anere Kommissiounssëtzungen iwwerschnidden hunn.

(Interruption)

Mir kënnen net esou aus dem Volle schäffe wéi Dir, mir hunn als méi kleng Parteie manner Deputéierten. Wann dat dote seriö parlamentaresch Aarbecht ass, da weess ech net, wat onseriöer sollt sinn.

D'Amendementer vun der Oppositioun goufe ganz, ganz kuerz diskutéiert, ganz kuerz ugeschnidden. Si goufen alleguerten en bloc verworf. Dat ass net eng Prozedur, wéi mir se fir richteg fannen. Dat heiten ass esou ee wichtegt Gesetz, datt ech och soen, dat sollte mer verschieben.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Domat, mengen ech, wären d'Standpunkter kloer. An ech géif dann d'Fro stellen, fir iwwert den Ordre du jour ofzestëmmen.

Vote

Déi, déi fir den Ordre du jour sinn, wéi e vun der Presidentekonferenz fixéiert ginn ass, stëmme mat Jo. Déi, déi dergéint sinn an derfir sinn, dass mer en ännere géifen, stëmme mat Neen.

De Vote ass un. D'Procuratiounen.

(Interruptions)

„Jo" ass fir den Ordre du jour, wéi e fixéiert ginn ass vun der Presidentekonferenz.

Une voix.- Et geet net!

Une autre voix.- Säin Apparat geet net.

(Brouhaha et hilarité)

M. le Président.- Mir huelen den Här Mertens mat.

De Vote ass ofgeschloss. Wann nach engem seng Maschinn net gaange wier, sot eis Bescheed!

Mir hu 54 Deputéierten, déi um Vote deelgeholl hunn. Dobäi waren 49, déi mat Jo, also fir den Ordre du jour ofgestëmmt hunn, a 5, déi fir eng Ännerung vum Ordre du jour gestëmmt hunn.

Résultat définitif après redressement: l'ordre du jour est adopté par 51 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mo-

sar (par M. Luc Frieden), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Claude Haagen), Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Joëlle Elvinger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam), M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Et ass also ganz kloer: Mir fueren no deem Ordre du jour, wéi en urspréinglech fixéiert war, a wann nach Vote-Korrekturen ze maache sinn oder Maschinnen net sollte gaange sinn, mellt lech beim Generalsekretariat!

Merci villmools!

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass den Débat de consultation, dee vun der Regierung ugefrot ginn ass, fir d'Meenung vun der Chamber ze héieren iwwert déi geplangte Reform vun der Fleegeversécherung. Et ass esou, dass an engem Débat de consultation d'Regierung als Éischt d'Wuert kritt, dann déi verschidde Riedner, an d'Regierung herno zum Schluss nach eng Kéier ka reagéieren.

Ech géif lech bieden, wann Der dat nach net gemaach hutt, lech anzeschreiwe fir den Débat, an ech ginn dann direkt d'Wuert dem zoustännege Sozialminister, dem Här Romain Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

4. Débat de consultation sur la réforme de l'assurance dépendance

Exposé

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Wuert a virun allem awer och, datt Der dësen Débat de consultation op den Ordre du jour vun der Chamber gestallt hutt iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun der Fleegeversécherung hei zu Lëtzebuerg.

Wa mer drop aginn de Mëtteg op een Débat de consultation, sou wollt ech fir d'Éischt emol eng Kéier de Prozess erklären, wéi ech mer virstellen, datt mer kënnen dëse Projet de loi déposéieren nach eng Kéier, a wéi mer virun allem och d'Iddi haten, ze consultéieren an ze debattéiere mat allen Acteuren.

Dir wësst, datt am Regierungsprogramm steet, datt mer eng Réforme structurelle vun der Assurance dépendance géife maachen. Dir wësst och, datt de Bilan vun der IGSS, deen 2013 erstallt gouf an dee presentéiert gouf an der viregter Chamberskommissioun an och an der jetzeger Chamberskommissioun vun der Sécurité sociale, op d'Noutwendegkeet, op d'Nécessitéit vun enger Reform hiweist.

Ech hu gemengt, wéi ech den Dossier iwwerholl hunn als Minister vun der Sécurité sociale, also responsabel fir dëse Volet, datt et wichteg wier, datt ee sech d'office géif eng Gouvernance vum Projet ginn a virun allem och eng Aarbechtsmethodologie géif opstellen, fir dëse Projet ze géréieren an och ze diskutéiere mat allen, déi do drunhänken. An do ass sécher ee vun de wichtege Partner och d'Parlament direkt.

Fir d'Éischt hu mer intern, an dat war direkt Ufank 2014, en internen Aarbechtsgrupp gemaach tëschent Ministèren, tëschent der IGSS, tëschent der CEO an tëschent der CNS, fir eng Analys ze maache vun deem bestehende Gesetz, awer och ze kucken, fir deen éischte Bilan ze maache vu 15 Joer Fleegeversécherung hei zu Lëtzebuerg.

Et gouf och a verschiddenen Aktivitéitsfelder geschafft, soudatt mer eng Rei positiv Punkten, eng Rei méi Punkten, déi ee muss diskutéieren, erausgeschielt hunn. Déi Punkten iwwregens, déi Der, déi d'Deputéierten an hirem Aarbechtsdokument erëmfonnt hunn, dat ech am Virfeld vun dësem Débat de consultation un déi eenzel Deputéiert weiderginn hunn.

An der Tëschenzäit hunn ech och Consultatioune mat deenen aneren direkt betraffene Ministèrë gefouert, engersäits dem Ministère de la Santé an eiser Plattform, déi mer monatlech hunn, an derniewent awer och mat dem Ministère de la Famille an deene leschten Deeg, fir eng Kéier déi Grondausriichtung, Grondfroen eng Kéier mat ze diskutéieren a mat ze fixéieren.

Elo de Mëtteg, mengen ech, ass et d'Consultatioun vum Parlament, nodeem mer eng éischt Diskussioun an der Chamberskommissioun haten, wou also nach eng Kéier och virun allem op d'Wichtegkeet higewise gouf, fir dëse Rapport vun der IGSS och deenen neie Memberen aus där Chamberskommissioun, an dat waren der ganz vill, eng Kéier ze presentéieren an och mat hinnen eng éischte Kéier unzeschwätzen. Dat gouf och direkt virun e puer Woche gemaach. Do, wou also och deen Débat eng éischte Kéier stattfonnt huet, am Beisein vun deenen eenzelnen Deputéierten an där Kommissioun.

De Mëtteg am Parlament, mengen ech, wäerte mer driwwer diskutéieren, mä virun allem ass dee Prozess hannendrun dann och deen, datt ech mat den Acteuren, déi direkt betraff sinn, engersäits d'Prestatairen, op där anerer Säit d'Personalvertrieder, op där anerer Säit och d'Vertrieder vun de Bénéficiairen, wäert d'Organisatioun vun enger „Journée de réflexion Assurance dépendance" organiséieren, an dat am Hierscht vun dësem Joer, fir och d'Inputer vun hinnen ze kréien, wat déi eenzel Themeberäicher betrëfft. Selbstverständlech och do zesumme mat dem Ministère de la Santé an dem Ministère de la Famille, déi hei enk wäerten agebonne sinn an där Journée de réflexion iwwer eng Reform vun der Assurance dépendance.

All dës Reflexioune wäerte mer da verschaffen an deenen eenzelnen Aarbechtsgruppen a wäerten dann dem Regierungsrot eng Propos maachen, een Avant-projet de loi presentéieren, mat Virschläi säitens vum Minister vun der Sécurité sociale, déi dann d'Regierung muss och guttheeschen. An da wäerte mer an deem Moment de Projet de loi probéieren, Ufank 2015, am Laf vum éischten Trimester 2015 op den Instanzewee ze ginn, fir dann ze kucken, en am Laf vum Joer 2015 och an dësem Parlament, an dëser Plénière ze stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a Virbereedung op dësen Débat de consultation hunn ech iwwert de Weekend eng ganz Rei vun interessante Pabeiere gelies a virun allem hunn ech gelies d'Debatten, déi virausgoungen dem Projet 1998. An hei, mengen ech, konnt ee verfolgen, datt dat e ganz laange Prozess war, bis een dohinnerkoum.

Dës Aarbechten hunn ugefaang, bis dat Gesetz gestëmmt gouf 1998, '92 schonn, wou ee sech iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Fleegeversécherung hei zu Lëtzebuerg am Prinzip eens war, driwwer ze diskutéieren a kucke se auszeschaffen.

An ech mengen, wann een deemools de Projet de loi gesinn huet, wann een och d'Interventioune gesinn huet säitens vun der deemoleger Sozialministerin Mady Delvaux, awer och vum Rapporteur Lucien Lux, deen ee Rapport gemaach hat, wou e wäit iwwert d'Assurance dépendance erausgaangen ass, wou en déi eenzel Piliere vun der Sécurité sociale eng Kéier beliicht huet: d'Pensiounen, Maladie, Maternité, Accident, an hei dee fënnefte Pilier och, dee vun der Assurance dépendance erkläert huet an op d'Wichtegkeet agaangen ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg och eng Ofsécherung an der Fleegeversécherung mussen hunn, mengen ech, war dat e ganz flotten Text, deen een hei konnt noliesen.

An och déi eenzel Remarquë säitens vun deenen eenzelnen Deputéierten, déi ganz dacks eng ganz Rei vu Froen haten, déi och um Enn vum Vote opbliwwe sinn, a wou mer virun allem hautdesdaags, mengen ech, awer op eng Rei vun deene kënnen äntwerten. Et war awer evident, datt dës Froen deemools gestallt goufen, well et wousst een net, wat effektiv mat dëser Fleegeversécherung hei zu Lëtzebuerg géif geschéien, wéi et sech géif entwéckelen, ob et sech positiv géif entwéckelen, ob mer eng Rei vu Contrainten hätten.

Deemools zum Beispill, ee vun de Punkten, deen erausgeholl gouf, war deen: Hu mer dann effektiv och d'Infrastrukture fir d'Leit, déi mer net kënnen doheem halen? Dat war jo deen éischte Souci, ze probéieren, d'Leit doheem ze halen. Dunn hu mer effektiv d'Infrastrukturen opgebaut, fir och kënnen deem, wat hei am Gesetz steet, Rechnung ze droen.

Et muss ee soen, datt dat deemools net de Fall war, mä datt awer risegrouss Efforte gemaach goufen an deene leschte 15 Joer, fir an d'Infrastrukture massiv ze investéieren, soudatt mer haut eng Landschaft vun Infrastrukturen hunn, déi gutt sinn, déi selbstverständlech och hei mussen enger Analys ënnerzu ginn, a wou ee selbstverständlech och am Kader vun dëser Reform eng Carte sanitaire muss erstellen, wou et esou eng Etablissementer gëtt, a wou ee virun allem och muss Verbesserungen op deenen Infrastrukturen, op deenen Etablissementer maachen.

Mä mir kënne ganz kloer soen, datt déi Fro, déi deemools gestallt gouf, direkt opgegraff gouf vun deenen eenzelne Regierungen, déi hannendru waren, fir virun allem am Beräich vun den Infrastrukture ganz vill ze investéieren an och deem Rechnung ze droen.

Haut kann ee soen, mengen ech, datt 15 Joer no der Aféierung vun der Fleegeversécherung d'Fleegeversécherung zu Lëtzebuerg eng Success Story ass, an datt d'Chifferen - op déi kommen ech zréck - och beweisen, engersäits, wat de Volet vun de Bénéficiairë betrëfft, virun allem awer och, wat an deem ganze Volet Ekonomie an Emploi vun Aarbechtsplazen an dësem Volet geschaf goufen, datt dat schonn enorm ass an datt dat weist, datt d'Aféierung deemools zu Recht gemaach gouf an datt och d'Ausriichtung richteg ass.

An datt och d'Grondprinzipien, déi deemools festgehale gi sinn, eigentlech déi richteg waren. Och déi solle mer nach eng Kéier bestätegen a mer solle se erweideren. Dat ass eben d'Aufgab, niewent dësem Débat de consultation, och herno vun dësem neie Projet de loi, vun dësem neie Gesetz, dat mer wäerten upassen.

Mir sollen awer virun allem och, wann een d'Chifferen analyséiert, net nëmmen op dat rasant Auserneendreiwe vun den engersäits Dépensen an anerersäits de Recettë reagéieren, mä virun allem och d'Assurance dépendance der Zäit upassen. Mir sollen d'Erkenntnisser aus der Praxis verschaffen. Mir sollen nei Krankheetsbiller erfaassen. Mir sollen dat neit Gesellschaftsliewe mat afléisse loossen. Mir sollen d'Liewenserwaardung, déi méi grouss ginn ass, och mat berücksichtegen. Mir sollen déi demografesch Entwécklung hei zu Lëtzebuerg mat berücksichtegen.

A mir solle virun allem och net vergiessen, nei Technologië mat anzebauen, fir engersäits méi preventiv a virun allem och besser kënnen op d'Fleegebedierftegkeet vun deenen eenzelne Leit ze reagéieren. Et geet drëm, de System ze konsolidéieren an domadder eng héich Qualitéit vun der Betreiung vun de Fleegebedierftege weider ze assuréieren, jo, ze verbesseren. Dëst muss eng Flicht fir d'Sozialpolitik an dëser Zäit sinn.

An ech hoffen an ech sinn iwwerzeegt, datt mir an dëser nobeler an absolut noutwendeger Politik keng gréisser Differenzen och hei am Parlament tëschent de Parteie wäerten hunn. Och dës Chamber wäert zum groussen Deel dës Reform, wéi se herno wäert entstoen, virun allem och am ganze Prozess, dee mer amgaange sinn ze maachen, kënnen droen. An ech mengen, dat ass och gutt esou an dëser Fro, déi wierklech ganz nobel ass an déi och ganz wichteg ass, an där mer eng absolut Flicht hunn, och als Politiker, heirobber ze reagéieren an déi néideg Moyenen en place ze setzen.

Loosse mer awer vläicht op e puer Zuele kucken! Ech maachen e klengen Historique, well ech hat probéiert, an deem Pabeier, dat ech lech ginn hunn, en résumé eigentlech en Historique an derniewent och d'Zuelen eng Kéier ze presentéieren. Awer vläicht op e puer Felder kéint een eng Kéier kuerz agoen, déi ee sollt prioritär behandelen an déi solle virun allem och prioritär de Mëtteg diskutéiert ginn. An ech mengen, wann ech lech an där Note eng ganz Rei vu Froe gestallt hunn, vläicht ze vill, wollt ech einfach de Spektrum grouss loossen, datt och wierklech all Thema konnt behandelt ginn.

Ech erwaarde mer net, an d'Regierung och net, datt op déi eenzel Froe geäntwert gëtt, mä déi eenzel Bléck wollt ech einfach eng Kéier zeechnen, datt een do eng gewësse Reaktioun awer säitens vum Parlament, vun de Fraktioune ka kréien.

Enn 2000 hate mer hei zu Lëtzebuerg 5.810 Bénéficiairen. Enn 2013 waren dat der schonn 13.349, also 2,2-mol méi wéi 2000. Dat weist also déi rasant Entwécklung säitens vun de Bénéficiairen. Dovu ware 65% Fraen, et ware 35% Männer. Dovu sinn 68% doheem Bénéficiaire gewiescht, 32% an deenen eenzelnen Etablissementer.

Den Âge moyen louch bei 71,6 Joer. Iwwer 80 Joer waren et 51,3%, déi Bénéficiaire waren, an ënner 60 Joer ëmmerhin 20,5%. Déi meescht Diagnostiken, déi gemaach goufen, ware Fäll vun Demenz a Polyarthros gewiescht.

Och dat gehéiert dozou. Et soll ee sech ëmmer regelméisseg Flëssegkeet zouhuelen. Och dat ass ee Message, deen ëmmer eriwwerzeginn ass, souwuel hei wéi am Sport.

(Brouhaha et hilarité)

Dat heescht awer och...

(Interruption)

Et muss net ëmmer Waasser sinn, Här Gibéryen, mä hei op der Chamberstribün op jidde Fall.

Dat heescht awer och an dësem Secteur, wéi ech scho gesot hunn, niewent de Bénéficiairen, niewent där rasanter Entwécklung - wat eng ganz positiv Entwécklung ass, well virun allem och hei déi héich Qualitéit eigentlech erauskomm ass, soss hätten net esou vill Leit dovu bénéficiéiert -, ass virun allem awer och deen anere Volet, dee vun der Schafung vun Aarbechtsplazen an dësem Secteur ze beuechten, dee bei iwwer 8.500 de Moment läit, déi hei geschafe goufen, a wat ee grousse Secteur an deene leschte Jore ginn ass.

An op dëser Plaz mäi Merci och un all déi, déi um Terrain dës Aarbecht verriichten, déi net ëmmer einfach ass, sief et souwuel am Domicile, doheem bei de Leit, sief et am Etablissement. Ech mengen, et ass eng speziell Aufgab, déi ze maachen ass. Et ass eng nobel Aufgab, déi ze maachen ass. An et ass och virun allem op dësem Volet, wou ech wëll op jidde Fall eng perséinlech Note mat eraginn.

Et geet och drëm an der Ausriichtung vun dëser Reform, datt mer virun allem och d'Méiglechkeet ginn dem Personal, méi Zäit ze hunn eigentlech niewent där Charge, déi se hunn, niewent de Soinen, déi ze gi sinn, och virun allem déi sozial Zäit ze hunn, fir kënne mat de Leit ze schwätzen, fir kënnen och mat anere Soucien ëmzegoen, fir ganz einfach och do dat Sozialliewen héichzehalen; och déi Zäit muss ee virgesinn. An hei musse mer Méiglechkeete fannen, fir och dee Volet kënne mat eranzehuelen, datt also och nach Zäit bleift, net nëmmen d'Leit ze fleegen, d'Leit ze betreien, mä virun allem och kënnen een Dialog mat hinnen ze halen. Och dat ass ganz dacks eng Hëllef, déi eng Soinhëllef ass. An ech mengen, hei musse mer Léisunge fannen, fir dat ze maachen.

An dëser Reform musse mer awer och selbstverständlech am Kader vum Personal kucken, datt mer virun un d'Qualifikatioun denken. Datt mer iwwerleeën, wat fir eng Leit an dësem Secteur aktiv ginn an och solle bleiwen. An datt och déi néideg Qualifikatiounen hannendru sinn. Mir musse vill investéieren an d'Formatioun, awer och an d'Formation continue investéieren. Dat si fir mech ganz wichteg Opportunitéiten, déi mer grad hei an dësem Gesetz kënnen notzen.

A wou mer och mussen, mengen ech, um lëtzebuergeschen Aarbechtsmarché nodenken, datt déi Posten, déi do geschaf ginn, och kënnen Zukunft duerstellen an och eigentlech kënnen eng Rei vu Leit, eng Rei vu Jonke kënnen dirigéieren dohinner, respektiv och Leit, déi aus dem Prozess erauskomm sinn, ëmformëieren, fir grad an dësem Secteur aktiv dann ze ginn.

An hei ass et wichteg, an dat hu mer jo ugefaangen, den Aarbechtsminister Nicolas Schmit och zesumme mam Éducatiounsminister, dem Här Meisch, ze probéieren och virun allem grad am Plan garantie jeunes, datt d'Éducatioun erëm méi no bei den Emploi kënnt, datt se erëm méi no bei déi direkt Beruffer kënnt. Datt een also direkt ufänkt an och bei der Formation de base direkt probéiert, eng Schinn opzebauen, an datt een an Zukunft och hei Leit ausbilt, déi op déi Beruffer passen, mat virgesinnenen eenzelne Moduler, wou se sech während hirem Beruff och kënne weiderbilden, aner Beruffssparten dovunner kënnen opgräifen an derniewent awer och de Volet vun der Formation continue net vergiessen. Och dat ass ganz wichteg an dësem Secteur.

An ech mengen, dës besser Vernetzung tëschent dem Secteur vun der Éducatioun an dem Fleegesecteur wäert um Aarbechtsmaart sécher och positiv Refleten hunn.

Héich Qualitéit u Leeschtungen, ech mengen, déi bescht, déi mer an Europa hunn an dësem Secteur, bedeit natierlech och, datt d'Käschte relativ héich sinn, datt de Käschtepunkt also relativ héich gestallt ass. An och, wann de rectifizéierte Budget 2013 nach een Iwwerschoss vu plus ou moins zwou Milliounen Euro ausweist, bei Dépensë vu 550 Milliounen a Recettë vu 552 Milliounen, heescht et, datt mer awer, wa mer d'Tableaue gesinn iwwert déi nächst Joren an d'Tableaue bis 2030, dann heescht et awer, datt déi Schéier tëschent den Dépensen an de Recetten ëmmer méi wäit wäert auserneegoen, an datt mer hei selbstverständlech musse reagéieren.

Reagéieren awer esou, datt mer d'Qualitéit weider garantéieren, datt mer de System laangfristeg ofsécheren a virun allem och inhaltlech a finanziell Changementer maachen, déi musse gemaach ginn. An dat an Etappen, an dat och a Prioritéiten, déi mer solle festleeën.

Et ass gewosst, datt d'Gesetz vum 19. Juni 1998 op véier grouss Principes directeurs opgebaut ass. Déi waren: éischtens, d'Prioritéit vun de Mesures de réhabilitation, virun der Prise en charge; zweetens, d'Prioritéit fir de Maintien à domicile; drëttens, d'Prioritéit vun de Prestations en nature par rapport zu de Prestations en espèces, a véiertens, d'Kontinuitéit an der Prise en charge.

An ech mengen, dës véier grouss Prinzipie solle mer och net a Fro stellen, géif ech emol mengen. Dat si véier grouss Prinzipien, déi een an Zukunft ka garantéieren, vläicht erweideren duerch aner Prinzipien, vläicht verschidde Prinzipie besser verfeineren. Mä ech mengen, dat si Prinzipien, déi och haut nach zielen. An déi grouss Prinzipie goufe jo och bei der klenger Reform, déi 2005 gemaach ginn ass, déi liicht Adaptatiounen - dat waren d'Leeschtungen an d'Plaffonge virun allem -, net a Fro gestallt.

De Rapport vun der IGSS, deen 2013 gemaach gouf, weist eng Reflexiounsbasis fir eng Adaptatioun vum Gesetz op, mat dem Zil, engersäits d'Viabilitéit vum System, wéi ech gesot hunn, längerfristeg ofzesécheren; verschidde Risikoen ze anticipéieren; drëttens, d'Koordinatioun ze verbesseren tëschent Domicile, Stationnaires aigus a Soins de longue durée; véiertens, d'Qualitéit ze promouvéieren; de System, de Contrôle vun de Prestatiounen en place ze setzen, fir nach méi Transparenz an nach méi effikass ze schaffen; d'Transparenz vum Finanzement generell eng Kéier ze garantéieren an ze iwwerpréiwen.

Interessant och bei der Analys vun der Evolutioun vun de Prestatioune sinn déi eenzel Facteuren. Wat den Niveau Zäit ubelaangt, gesi mer, datt den Deel vun de Bénéficiairen, déi méi wéi 35 Stonnen an der Woch Hëllef brauchen, geklommen ass. Virun allem dat no 2007, vläicht och verbonne mat där klenger Reform vun 2005, déi stattfonnt huet.

Wat d'Moyenne vun der Zäit ubelaangt, ass se méi staark geklommen an den Etablissementer wéi doheem. D'Zäit fir Actes essentiels de la vie par contre ass stabel bliwwen. Grouss Uklamme wat den Temps moyen ubelaangt an dem Beräich Activités de soutien, virun allem am Etablissement. Dëst si Fakten, déi aus dem Rapport vun der IGSS ervirgaange sinn.

Wat d'Käschten ubelaangt, mengen ech, ass ganz kloer, datt folgerichteg och déi, a genau an deenen doten Aktivitéiten an an deenen dote Secteuren, geklomme sinn. De Coût moyen ass gestiegen. De Coût des activités de soutien huet eng Explosioun kannt an de Coût des actes essentiels de la vie, wéi ech gesot hunn, ass bei der Zäit, och natierlech wat de Coût ubelaangt, stabel bliwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eng Reform ze maachen, hunn ech gesot, muss een eng Rei vu Felder hannerfroen, diskutéieren. Dës Froe sinn déi Bléck, déi ech den Deputéierte weiderginn hat an op déi ech kuerz eng Kéier wéilt agoen an och e puer Piste wéilt soen, iwwert déi mer kënnen an deenen nächste Wochen an an deenen nächste Méint diskutéiere respektiv dorop eis bewegen, fir dat Zil, dat mer eis virauser gestallt hunn, och kënnen ze erreechen.

Engersäits, éischte Punkt wat d'Definitioun vun der Dépendance ubelaangt, mengen ech, datt d'Kritäre vun haut nach ëmmer valabel sinn. Datt mer awer iwwer eng Redefinitioun vun der Fleegebedierftegkeet sollen nodenken am Bezuch op méi eng fréi Prise en charge, mam Zil, d'Perte vun der Autonomie ze verzögeren.

Wat deen zweete Volet ubelaangt, dee vun der Methodologie vun der Evaluatioun eng Kéier analyséieren. An d'Kritike vun der Subjektivitéit vun der Evaluatioun stäerken an hannerfroen an och duerch Instrumenter, déi sech am Ausland bewährt hunn, kënnen anzebauen an ze modifizéieren.

D'Aféierung am Kontext vun deenen eenzelnen Aiden, déi accordéiert ginn, déi meeschtens accordéiert gi mat Actes isolés, an hei eng Kéier d'Fro ze stellen, ob mer dat net besser ze maachen hätten duerch d'Aféierung vun engem Forfait zum Beispill. Dat ass eng Fro, déi, mengen ech, eis géif erlaben, méi eng grouss Flexibilitéit, méi eng grouss individuell Betreiung a méi eng operationell Simplifikatioun kënnen ze kréien an hei och vläicht dee Facteur, deen ech virdru gesot hat, dee vun der Zäit fir sozial Kontakter méi ze fleegen, fir dat och kënnen ze benotzen.

Wichteg ass och hei, datt ee virun allem och kuckt, all Kéiers d'Défien, och d'Betreiung vum Bénéficiaire weider op héijem Niveau ze hale respektiv ze verbesseren.

Déi eenzel Prestatioune vun der Dépendance, wat d'Actes essentiels de la vie, d'Hygiène corporelle, d'Ernährung, d'Mobilitéit ugeet. D'Redefinitioun an och d'Revisioun vun der accordéierter Zäit, wéi gesot. Awer och de Volet Preventioun eng Kéier mat beliichten a kucken, ob et do nei Opportunitéite kéint ginn, déi een am Kader vun dëser Assurance dépendance kéint mat virgesinn.

De Volet vun de Prestations en espèces forfaitaires, wat verschidde Krankheeten an Defizienzen ubelaangt: nodenken iwwer eng Équitéit, iwwert déi eenzel Evaluatiounskonditiounen hei och ze kucken. De Volet vun de Prestations en espèces an den Aidants informels, och dat e Sujet, deen a leschter Zäit ganz dacks erëmkomm ass. Et kënne jo Prestations en nature duerch Prestations en espèces ersat ginn, bis ee gewëssenen Niveau an a Präsenz vun engem Aidant informel, deen d'Aide en soi garantéiert an un de Bénéficiaire iwwerwise gëtt.

D'Prestations en espèces ginn net als ee Revenu de remplacement considéréiert an et besteet de Moment kee Lien tëschent der Sécurité sociale an dem Aidant informel. Dat huet och de Rapport vun der IGSS kloer gewisen. Hei musse mer d'Roll vum Aidant informel definéieren a kloer op d'Qualitéit vun de Prestatioune pochen. A mir mussen hei och an dësem Volet Formatiounen ubidden.

Mir musse virun allem awer oppassen, datt déi Prestatiounen, déi Soinen, déi solle gemaach gi fir déi Bénéficiairen, och effektiv geleescht ginn. An ech mengen, hei ass e wichtege Facteur, wou mer och déi Saach musse mat Qualitéitskritären, awer och mat Kontrollkritäre ganz kloer definéieren. An ech mengen, et soll een och doriwwer nodenken, datt mer virun allem déi an der Praxis an der leschter Zäit opgetauchte Fäll kucke virun an engem gesetzleche Kader ze behalen.

Wat d'Activités de soutien betrëfft, wéi ech gesot hunn, déi an deene leschte Joren eng regelrecht Explosioun kannt hunn, gëllt et souwuel an der Zäit wéi och am Coût, heescht et hei, muss de Contenu an d'Finalitéit preziséiert ginn. Den Utile, den Nécessaire, den Indispensable an den Effikass zielt och an dësem Beräich.

D'Interaktioun mat anere Prestatioune muss gekläert a muss koordinéiert ginn. Virun allem all double Emploi an dësem Beräich musse mer kucken ze évitéieren.

Wat d'Aides techniques betrëfft: Am Maintien à domicile kënne verschidden Aides techniques à charge geholl ginn. Rollstill, Trapelift, zum Beispill, fir nëmme Beispiller ze ginn. Och hei muss een iwwert d'Critères d'attribution nodenken an och eng méi grouss Responsabilisatioun vun de Bénéficiairë sech iwwerleeën.

D'Adaptation du logement, déi derniewent ka gemaach ginn, hei ginn Hëllefen accordéiert, fir Logementer ze adaptéieren. D'Cellule d'évaluation, déi besteet an déi mer an deenen nächsten Zäite wäerten zu enger eegestänneger Verwaltung ëmstrukturéieren, stellt dobäi e Cahier des charges op a leet och de Montant vun enger Participatioun fest. Si assuréiert och de Suivi vun den Aarbechten an ass Médiateur tëschent de Firmen an de Bénéficiairen.

Ass dat d'Roll vun der CEO? Ass dat d'Aufgab vun der CEO? Stellen ech emol einfach hei nëmmen an de Raum. A wa mer do „Jo" soen, da musse mer hinnen och d'Moyene ginn an och dat néidegt qualifizéiert Personal, fir dës Fro ze beäntwerten an dës Fro kënnen ze erfëllen.

Wat d'Tâches domestiques betrëfft, d'Assurance dépendance gesäit hei 2,5 Stonne fir d'Tâches domestiques, dat heescht akafen, Haushalt, Wäsch, Spull an esou weider doheem oder am Etablissement vir. De Bien-fondé vun dëser Mesure, virun allem am Milieu stationnaire, solle mer iwwerschaffen a solle mer och eng Kéier mat deenen eenzelne Partner mat diskutéieren.

D'Offres de services complémentaires, déi entstane sinn, déi nei Aktivitéiten, déi mer all kennen, déi och wierklech a verschiddene Beräicher scho lafen, solle mer kucken, wéi mer se kënne mat integréieren an eng Fleegeversécherung fir déi nächst Joren. Dat heescht, Aktivitéite wéi Télémedezin, heescht Aktivitéite wéi Téléassistance oder wéi Téléalarm hu sech rasant entwéckelt an hu sech a verschiddene Beräicher och bewährt. Am Kader vun der Reform a mam Zil, d'Leit weider doheem ze behalen, musse mer dës Moyene mat afléisse loossen a musse mer dës Moyene mat notzen.

Mir mussen derniewent, mengen ech awer och, d'Chance hunn, grad an dësem Secteur en neie Wirtschaftssecteur mat opzebauen. Hei hu mir als Lëtzebuerg exzellent Outilen. Mir mussen déi notzen, fir deen techneschen Know-how, dee mer och hei hunn an dësem Secteur, grad hei, och vläicht als Pilotprojet fir d'Ausland kënnen ze etabléieren a virun ze entwéckelen.

Wat d'Koordinatioun tëschent deenen eenzelnen Intervenanten an d'Kohärenz vun de Politiken ubelaangt, ass dat e Volet, deen net nëmmen um legislative Volet läit, natierlech, dee läit virun allem an der Praxis. An hei musse mer dat maachen, wat mer mussen ëmmer bei alle Projete maachen: Et muss och tëschent deenen eenzelne Ministèrë geschwat ginn, et muss eng Koordinatioun sinn tëschent deenen eenzelne Ministèren, fir dës Projeten ëmzesetzen a virun allem och deen Impakt op aner Departementer oder Ministèrë kënnen ze garantéieren. A virun allem och kucken, d'Ëmsetzung fléissend ze maachen, mat all deene Saachen, déi ech virdru gesot hunn.

Aner Ministèrë sinn do gefrot a fir d'Écht déi, déi ech virun allem och hei gesinn, déi vun der Famille an déi vun der Santé, déi direkt implizéiert sinn an dësem Beräich. An hei, mengen ech, sinn eng ganz Rei vun Aufgaben, déi opstinn. Ech mengen, hei ass d'Koordinatioun och vum Hospitalier a vum Extrahospitalier, déi mer musse kucken, dat ze garantéieren. Et si virun allem och d'Interaktiounen tëschent der Assurance maladie an der Assurance dépendance, och hei, wat dee ganze Volet Prises en charge, wat d'Soins palliatifs betrëfft, och dat muss een an dësem Projet mat virgesinn a mat bedenken a mat iwwerleeë virun allem.

An dann och virun allem déi ganz Planifikatioune vun den Infrastructures stationnaires a semi-stationnaires an derniewent awer och d'Optimisatioun vun de bestehenden Infrastrukturen. An ech mengen, ech weess hei, datt d'Familljeministesch amgaangen ass, dësen Infrastrukturplan opzestellen, ze kucken, wat mer hunn, ze kucken, wou se beluecht sinn, ze kucken, wou nach wäiss Punkte sinn a virun allem och do, wou muss moderniséiert ginn. Ech mengen, dat ass dee richtege Wee an dat gehéiert parallell zu dësem Gesetz, fir virun allem op déi Reprochen, déi deemools, 1998, do waren, net nach eng Kéier mussen op dëser Plaz anzegoen.

Dann dee ganze Volet awer och vum Agrément, deen een eng Kéier muss hei mat definéieren an zur Koordinatioun tëschent deenen eenzelnen Haiser, tëschent deenen eenzelne Ministèren. An da weess ech och, datt virun allem de Plan d'action démence, deen e ganz wichtege Facteur och an dësem Kader ass, d'Ministesch vun der Santé am Hierscht eis wäert hei dëse Plang konkret, d'Ëmsetzung dervun wäert virstellen, soudatt mer och hei, mengen ech, kloer Incentiver hunn, kloer Punkten hunn, déi och hei parallell zu dësem Gesetz wäerte fléissen a virun allem och kënnen afléissen dann an dat neit Gesetz, wat hei ausgeschafft gëtt.

Soudatt een och op där Plaz sécher hei net dee ganzen Handicapéiertesecteur soll vergiessen. Och deen ass ganz vill implizéiert hei, an och hei muss ee kucken, datt een eng Optimisatioun tëschent deenen eenzelne Begleetmoossnamen an deenen eenzelnen Ënnerstëtzunge fënnt.

Wat de Volet vun der Gouvernance an dem Finanzement ubelaangt: Ech hunn op där enger Säit gesot, wa mer kucken, ze probéieren, datt mer d'Schéier vun den Dépensen an de Recetten no beienee behalen, datt se net ze wäit auserneendrift, schaffe mer fir d'Écht prioritär op enger Reduktioun am Volet vun den Dépensen. Hei hu mer eng ganz Rei vu Schrauwen, soen ech emol esou, un déi mer kënnen dréie goen, u Bléck, wou mer kënnen dréie goen, wou mer sécher wäerten d'Dépensë stabel behalen iwwert déi nächst Joren. Dat ass emol déi éischt Ausriichtung.

Gewosst, datt eng Rei vun neien Défien derbäikommen. Gewosst, datt eng nei Saach, déi mer wëllen afléisse loossen, ass dat deen éischte Punkt, dee mer maachen, d'Dépensen analyséieren. Si musse kloer Qualitéitskritären definéieren, Transparenz- a Kontrollmoyene musse mer eis an dësem Beräich, mengen ech, ganz kloer ginn. Domat wäerte mer, mengen ech, och de Block vun den Dépensë kuerzfristeg oder mëttelfristeg entschlaaken. Wéi vill, dat musse mer gesinn. Laangfristeg musse mer dat och projezéieren, fir och eng Analys ze hunn, wann et net op där enger Säit erausgeet, wat mer op där anerer Säit mussen am Finanzement, an ech schwätzen dann hei d'Recetten un, maachen.

An hei, mengen ech, ginn et keng sechs Zorte vu Recetten. Et sinn dräi grouss Recetten, déi hei gespeist ginn. Dat ass engersäits d'Participatioun vum Stat op den Dépensen, dat ass op där anerer Säit de Cours des contributions dépendance direkt selwer, de Solidaritéitsgedanken, deen hei matgespillt huet, déi 1,4 Prozent, déi mir de Moment hunn, an dat ass dann och déi Adaptatioun. An dat ass dann en anere Volet, dee vun där gewëssener elektrescher Tax, déi ofgeet, wat awer nëmmen ee minimale Betrag an deem ganze Finanzement duerstellt.

Dat sinn déi dräi Saachen, déi de Moment op der Recettësäit stinn, déi musse mer eng Kéier iwwerkucken. A mir musse kucken, awéiwäit, nodeem mer all d'Efforten - all d'Efforten! - gemaach hunn am Beräich vun den Dépensen, och hei muss eventuell eng Contrebalance fonnt ginn. Wa se fonnt gëtt, ass et fir mech awer och, datt mer se fannen an engem vun deenen dräi, déi mer schonn hunn, oder vläicht eng nei, déi derbäigesat gëtt. Mä op jidde Fall net an enger Héijung vun der Eegebedeelegung vun de Leit, mengen ech, kann ech mer net virstellen, datt mer dat géife maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den historeschen Débat iwwert déi fënneft Zeil an der Assurance Sécurité sociale geet weider. En huet haut dee weidere Punkt kritt. Den eenzelne Planning hunn ech erkläert, wéi mer elo wäerten um Terrain weider virugoen, wéi mer an der Regierung wäerte virugoen. Et geet drëm, dee gutt fonctionnéierende System laangfristeg ofzesécheren, mat klengen Ajustementer, opgebaut op den Erfahrungen aus der Vergaangenheet, ugepasst un déi nei Défië vun eiser Gesellschaft, ouni dobäi un d'Grondausriichtung vun der Lëtzebuerger Fleegeversécherung ze goen.

Et ass dat en noblen Défi vun der Politik, vun eis all, fir e würdegen, adequate Kader ze setze fir déi, déi Hëllef brauchen, fir déi och ze garantéieren.

Ech wënsche mir e flotten Débat de consultation de Mëtteg, mat interessanten Iddien, mat deenen ech als responsabele Minister vun der Sécurité sociale dann zesummen duerno mat der Regierung um Projet ka schaffen an dëse Projet da kann och finaliséieren. Déi lescht 15 Joer war d'Fleegeversécherung eng Success Story fir Lëtzebuerg. Ech sinn iwwerzeegt, mat engem gudden Débat, mat engem flotten, nei orientéierten, modernen, adaptéierte Projet de loi wäert dat och déi nächst 15 Joer de Fall sinn.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Sozialminister. Mir géifen dann zum Débat iwwergoen. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, an den éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes vun der CSV. Här Wilmes, wann ech gelift.

Débat

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt emol wëlle mer villmools Merci soen och, datt déi Initiativ geholl ginn ass schonn ënnert der leschter Legislaturperiod an och iwwerholl ginn ass vun der neier Regierung, fir eben de Bols ze fillen hei an der Chamber vun de politeschen Acteuren, wat hir Meenung ass zu der Assurance dépendance, well et selbstverständlech e ganz wichtegt Gesetz ass.

De Minister huet dat jo elo hei exposéiert. En huet och de Kader gesat, an deem mer eis hei bewegen. En huet déi Zuele genannt, d'Erausfuerderungen hei genannt, soudatt ech dat net brauch nach eng Kéier am Detail ze maachen. Et ass effektiv e ganz komplexe Sujet, wann ee sech domat auserneesetzt.

Ech hunn dat jo och misse maachen als jonken Deputéierten. Dat läit net vläicht onbedéngt op der Hand, well ee jo mengt, als jonken Deputéierten ass een net dovunner concernéiert, als Jonken allgemeng. Mä d'Assurance dépendance ass selbstverständlech net nëmmen do fir eeler Leit, och wann et zwar dee gréissten Deel dovunner betrëfft. Et ginn och Jonker, déi dovunner betraff sinn. An et ass allgemeng ëmmer wichteg, datt ee sech och fir d'Sécurité sociale, fir d'Erausfuerderungen, déi och baséieren op der Solidaritéit tëschent de Generatiounen, interesséiert.

Dat hunn ech du gemaach. Natierlech och mat der Ënnerstëtzung vu villen erfahrene Kolleegen, déi ech ëm Rot gefrot hunn, fir mech hei ze preparéieren. Nach ass et esou, datt een net alles kann intus hunn. Et ass effektiv esou e komplexen, vaste Sujet. An de Minister huet dat mat all senge Froe jo och hei elo beleet, datt een net op alles direkt och eng Äntwert kann hunn. D'autant plus, wou ons och natierlech eng ganz Partie Donnéeë feelen, fir eis kënnen e konkret Bild ze maachen, wat awer ganz wichteg ass, wann ee gäre wëllt wëssen, u wéi enge Schrauwen datt ee soll dréie goen, fir herno dat Resultat ze kréien, wat ee gären hätt.

En anere Punkt, deen och wichteg ass, ass, datt et net nëmme wichteg ass, och ons elo hei ëm eis Meenung eng Kéier ze froen. Dir hutt jo gesot, Dir hutt Är Methodologie hei exposéiert, eppes, wat mer nach net esou och am Detail alles wossten, wat awer sech jo och gutt unhéiert, wéi Der do wëllt virgoen. An e wichtege Punkt ass ganz kloer, datt een och d'Acteuren

um Terrain selbstverständlech mat ebe consultéiert, well si wëssen am beschten, op wat et ukënnt. A si musse virun allem jo och herno déi Reform kënnen droen an ëmsetzen.

Mir wësse jo alleguerten aus der Erfahrung, datt eng Reform nëmmen dann och wierklech herno kann e Succès ginn, wa se gedroe gëtt vun de Leit um Terrain. Ass dat net de Fall, dann hu mer e Problem. Da musse mer nach eng Kéier erëm vun enger Reform vun der Reform schwätzen. Dofir, wann een hei gär wëllt eng Reform maachen, dann ass et wichteg, niewent der Chamber, nieft deenen Aarbechten, déi mir als Législateur ze maachen hunn, och d'Leit um Terrain ze consultéieren.

Fir eis ass et wichteg als alleréischt Prioritéit, datt een dee System effektiv eng Kéier komplett ënnert d'Lupp an op de Leescht, also ënnert d'Lupp hëlt an op de Leescht hëlt, fir genau ze wëssen, wéi e fonctionnéiert, a fir erauszefannen, ob en iwwerhaapt seng Ziler, déi e sech gesat huet, erreecht, a fir kënnen och herno ze wëssen, u wat ee soll dréie goen, wat ee kann optimiséieren, wat ee ka verbesseren. Well och mir sinn der Meenung, datt ee soll net déi Grondphilosophie, net soll d'Fundament vun där Assurance dépendance, vun deem Gesetz hei a Fro stellen an datt ee virun allem och net soll d'Qualitéit vun de Leeschtungen erofsetzen.

Natierlech ass dat déi ganz Erausfuerderung: Wéi kënne mer et fäerdegbréngen, dat alles ze erhalen, andeems mer awer mussen Änneruge maachen? Dat ass net esou evident. Mä mir versiche jo dann iwwert déi nächst Méint zesummen do zum Enn ze kommen. Nach bleift et, datt et natierlech der Regierung hir Verantwortung ass, fir e konkrete Projet eis nach eng Kéier ze presentéieren. Wéi gesot, mir hunn net iwwerall déi Donnéeën, déi mer bräichten, fir eis ëmmer kënnen iwwerall genau e Bild ze maachen, wat awer ganz wichteg ass.

Déi Aschätzung, déi mir maachen dovunner, gëtt awer och gedeelt vun der Regierung. Wann een hire Regierungsprogramm jo liest, da steet do ganz kloer ënnert dem Kapitel „Assurance dépendance", datt zwee Punkte wichteg si fir ze erfëllen, nämlech deen, datt assuréiert soll ginn, datt d'Assurance dépendance all déi Servicer a Qualitéitsprestatioune couvréiert, déi néideg an noutwendeg sinn an déi eben de Leit, déi Fleeg brauchen, et erlaben, fir kënnen déi Hëllef an déi Soinen an déi Fleeg ze kréien, déi se brauchen, fir kënnen hiert Liewen an Dignitéit an Autonomie ze féieren.

An den zweete Punkt, datt de Finanzement esou och soll organiséiert ginn, fir datt déi Aktivitéiten, déi do prestéiert ginn, och hir Ziler erreechen. Dat ass e ganz wichtege Punkt. A fir dat ebe kënnen ze erreechen, muss een emol wësse fir d'Éischt, aus wéi engen Elementer déi Komponenten, déi Assurance dépendance zesumme sech setzt an déi eng Kéier och kucke genau am Detail, déi eng Kéier hannerfroen, wat jo och de Ministère amgaang ass ze maachen.

Well Dir hutt jo déi Note hei elo grad nach eng Kéier exposéiert, déi Der eis geschéckt hutt a Preparatioun, en vue vun dëser Consultatiounsdebatt. An do hutt Der jo eng ganz Partie Kapitelen, Voleten ugeschnidden, ugefaangen natierlech mat der Definitioun vun der Dépendance a mat der Evaluatioun dovunner selwer.

Dir sot, datt Der drun denkt, fir net elo déi grouss Kritären do ze changéieren, datt déi Dépendance, esou wéi se definéiert ass, soll och bestoe bleiwen. Et stellt ee sech och d'Fro, datt, wann een net wéilt dovunner fortgoen, wéi géif ee se aneschters och dann definéieren.

Am Moment hu mer eng Definitioun, déi ass jo baséiert op d'Actes essentiels de la vie, déi een net méi capabel ass, selwer ze maachen, wou een dann Hëllef brauch vun enger Drëttpersoun, fir se ze maachen. Wou awer och eng gewëssen Zäit, dat heescht, eng gewësse Gravitéit natierlech och muss virleien, datt ee se net méi ka maachen. Sou dräi an eng hallef Stonn d'Woch an op d'mannst sechs Méint muss ee kënne presentéieren, fir an de Genoss kënnen ze komme vun der Assurance dépendance.

Wann een dat elo wéilt gär änneren, déi Definitioun, jo, da misst een och higoen a froen: Op wéi eng Kritäre stäipe mer eis da soss? Stäipe mer eis net méi op d'Akten? Stäipe mer eis net méi op eng Zäit, déi muss respektéiert ginn? Maache mer och kee Mindestzäitseuil méi, dee mer fuerderen? Vläicht am Sënn vun enger, wéi Der sot virdrun och, besserer Preventioun a Verhënnerung, datt een iwwerhaapt an der Autonomie kéint bleiwen, wat jo och ënner anerem ee vun de Punkten ass, deen zum Bespill d'Copas presentéiert, also virschléit, datt een dee Seuil do esou kéint ofschafen.

Do muss een awer och erëm sech an engems dann d'Fro stellen, wat dat u Méi wäert kaschten herno a wéi dat dann och kann erëm finanzéiert ginn a wat dann herno och dobäi erauskënnt. Ob dann och wierklech herno da manner Finanzéierungsbedarf ass, wann een éischter ufänkt, fir ze verhënneren, iwwerhaapt a Fleeg ze kommen.

Dann, wéi ech gesot hunn, mat den Akten. Bis elo ass et gestäipt op Akten. Ass dat nach ëmmer dat, wat soll am Mëttelpunkt stoe bleiwen, Mëttelpunkt soll sinn, den Akt? Oder ass et vläicht éischter, datt ee misst sech konzentréieren op d'Besoinen, déi deejéinegen huet, deen d'Fleeg ebe brauch? Mä och do stellt sech dann erëm d'Fro an engems: Wat ass dann de Besoin? Wéi gëtt deen dann definéiert? A wien definéiert deen herno um Terrain? De Prestataire mat dem Bénéficiaire selwer? Vu wiem gëtt dat herno festgeluecht? Dat ass eng Fro, déi dann och muss beäntwert ginn.

Et kann een och, wann ee bei den Akten ass schonn, op dee Wee goen, wou Der hei virgeschloen hutt, fir ze soen, mir regruppéiere se, mir leeë Standarde fest a mir regruppéiere se, de Volumen dovunner, a mir maache se zesummen och a Forfaiten, déi een herno kann ubidden an déi herno kënne flexibel vum Prestataire zesumme mam Bénéficiaire ausgehandelt ginn. A wann och déi individuell Besoine méi ofgestëmmt ginn, dat ass sécherlech och e Wee, deen ee ka maachen.

Och ass dat natierlech e bëssen e Paradigmewiessel. Et ass schonn eng Änneruung, déi een doranner mécht. A wann een dat mécht an engem System, muss een ëmmer och kucken, wat dann dobäi herno erauskënnt. An ier ee vläicht eng generell Approche direkt wëllt envisagéieren, ass et net och vläicht eng Iddi, fir emol ze probéieren, esou eppes a Pilotprojeten och emol vläicht ze testen eng Kéier, ier een dann op dee Wee geet an déi allgemeng Approche vläicht géif unhuelen?

Dir hat och geschwat vun der Evaluatioun vun de Risquen, fir ze kucken och, ob een net an Zukunft, och am Sënn vun enger Preventioun eben, scho kéint engem säi Risque anticipéieren, deen ee kann hunn, fir méi schlëmm nach herno fleegebedierfteg ze ginn. Dat ass effektiv och eng berechtegt Fro, déi ee sech do ka stellen an déi dann eben och muss gekuckt gi vun deem, deen déi Evaluatioun mécht, no wéi enge Kritären datt déi da festgesat gëtt.

An dann allgemeng déi Procédure vun der Evaluatioun, do muss ee sech och d'Fro stellen, ob déi net ka méi einfach gemaach ginn, ob déi ka méi transparent, méi séier gemaach ginn. Mä do hutt Der jo och scho richteg d'Remarque gemaach, datt dofir natierlech och da vläicht d'Viraussetzung misst sinn, datt ee vläicht da méi Personal erëm astellt, erëm méi Leit och huet, déi dat da mussen herno um Terrain maachen. Well et ass illusoresch ze mengen, datt dat dann einfach esou kéint méi einfach gemaach ginn, datt do net vläicht och nees méi Käschten usprangen, fir dat dann herno kënnen ze realiséieren.

Eng aner Fro, wou Der och um Bord Schinnen hutt, ma net nëmmen um Bord, Dir hutt jo och vill driwwer geschwat, mat der Qualitéit a mat den Normen. Mä eng Fro, déi sech weider och konkret stellt, ass: Wéi ginn am Moment d'Qualitéitskritäre festgesat an d'Norme festgesat an och kontrolléiert um Terrain?

Dat soll jo u sech eng Aufgab sinn, déi ausgeet vun der Cellule d'évaluation et d'orientation, wou jo och zwou Kommissioune geschaf gi sinn, déi eng fir d'Normen, déi aner fir Kontroll, Qualitéitskontrollmechanismen. An do ass och einfach eis konkret Fro: Wou sinn déi mat hiren Aarbechten u sech och drun, fir eben och do Kritären, Standarden, Normen an der Laangzäitfleeg an och an de Qualitéitskontrollmechanisme festzeleeën? Well dat ass jo, wéi gesot, eng vun den Haaptaufgabe vun der CEO.

Do derniewent och eng Aufgab ass et, wéi et am Gesetz steet, fir u sech eng Fleegedokumentatioun och zesummenzestellen. Well et steet am Gesetz dran eben och, datt ënner anerem vun der CEO soll „de contrôler notamment au vu de la documentation de soins", d'Adéquatioun och kënnen ze maachen tëschent deene Prestatiounen, déi wierklech prestéiert ginn, an deem, wat wierklech gebraucht gëtt. Do ass eben och d'Fro: Ass et méiglech, eng komplett an eng eenheetlech Fleegedokumentatioun ze maachen?

Mir wësse jo och, datt déi verschidde Prestataire aus verschiddenen Traditiounen erauskommen an datt et verschidden Aart a Weise gëtt, fir um Terrain dat ze behandelen. Mä aus der IGSS hirem Rapport geet awer och ervir, datt ganz vill Donnéeën do net disponibel sinn. An ob et iwwerhaapt och méiglech ass, dat ze maachen. Wéi eng Moyenen datt mir eis kënne ginn, fir dat vläicht kënnen ze erreechen. Well et awer e wichtege Grondsteen ass, wann ee sech gär wëllt e Bild dovunner maachen.

Nach eng Kéier, fir eis ass et wichteg, datt mer d'Donnéeën eben hunn. Datt mer déi Donnéeën, déi gesammelt och ginn an Analyse kënne gemaach ginn, fir sech kënnen herno vun deem gesamte System och e Bild ze maachen a wierklech ze wëssen, wat dee System och mécht. Well heiansdo huet een nämlech d'Impressioun, wann een de Rapport vun der IGSS och liest, datt net ëmmer gewosst ass, wat am System herno och alles geschitt, an eng ganz Partie Froen opbleiwen, op déi een ebe keng Äntwert kritt, well do net genuch eben Donnéeën zur Verfügung stinn.

Zum Beispill, Dir hutt et virdrun och genannt, Dir hutt gesot, iwwert déi lescht zéng Joer ass de Coût moyen vun der Fleeg an dem Secteur doheem, an deem Volet doheem quasi stabil bliwwen, währenddeems en an den Heemer bal ëm dat Annerhalleffacht geklommen ass. Wann een awer de Rapport kuckt vun der IGSS, geet awer net kloer doraus ervir, wat genau déi Facteure sinn, déi dat erklären. Dat kënnen natierlech méi Personalkäschte sinn, méi käschtenintensiv Fleeg och sinn. Mä do feelen awer nach Donnéeën an do misst och nach vläicht méi gekuckt ginn, erauszefannen, wat genau dozou bäigedroen huet, datt et déi Diskrepanz tëschent deenen zwee Modeller do ebe gëtt.

Datselwecht eben och, fir erauszefannen, ob iwwerhaapt déi Prestatiounen de Qualitéitsnormen entspriechen, déi geleescht ginn, an ob déi och dorobberhi kontrolléiert ginn. Ob déi Prestatiounen, déi mer maachen an deem System, iwwerhaapt alleguerten hir Ziler erreechen. Ob déi verschidde Prestatiounen och wierklech gebraucht ginn. Ob d'Prestatiounen, déi facturéiert ginn, och wierklech prestéiert ginn. Wéi héich och an de Käschten den Deel, d'Part ass, administrativ an „overhead", a wat dovunner herno sech och an der Facturatioun eben erëmfënnt.

Wéi genee den Iwwergang och stattfënnt an der Wierklechkeet um Terrain vun engem Stonnen-Seuil hin op en aneren. Richteg, wéi Der gesot hutt virdru mat den Tâches domestiques: Wat brénge se genau, virun allem op de stationäre Beräicher? Gi se do gebraucht? Musse se do vun der Assurance dépendance couvréiert ginn? An och dat mat den Activités de soutien, zemools am Grupp, wou Der gesot hutt, dat explodéiert souwuel vum Volumen hier wéi vun de Käschten hier, fir do och eng Kéier ze kucken: Wat gëtt wierklech dovunner gebraucht? Wat ass néideg a wat ass et net onbedéngt?

Een anere Volet ass dee vum Aidant informel, deen Der ugeschwat hutt, deen eng wichteg Roll spillt. Well doduerjer erlabe mer jo och nach ganz ville Leit, fir kënnen esou laang wéi méiglech an hirem Ëmfeld doheem ze bleiwen an an Autonomie kënnen ze sinn an net mussen an en Heem oder an en Etablissement eben ze goen. Da stellt sech eben do d'Fro: Solle mer dat méi formaliséieren, deem säi Statut, deem seng Aarbecht? Dat kann een envisagéieren, well ee gären hätt, datt och soll eng gewësse Qualitéit eben assuréiert ginn, an datt eben och soll eng gewësse Kontroll gemaach ginn, well Der virdru gesot hutt: Ginn iwwerhaapt dann och déi Prestatiounen an deem Kader gemaach? Dat ass richteg.

Op där anerer Säit muss ee sech awer och bewosst sinn, datt et dacks Familljemembere sinn. Mä och do feelen awer d'Donnéeën, fir genau ze wëssen, wat déi formell um Terrain wierklech och maachen.

Mä wann et haaptsächlech Familljememberen och sinn, déi dat maachen, an et géif een dann higoen an deenen e Statut ginn, dat Ganzt méi formaliséieren, riskéiert een net och vläicht da grad kontraproduktiv ze ginn an dann ze bewierken, datt déi Leit sech soen: „Jo, wann ech mech elo muss hei enger Kontroll ënnerwerfen, wann ech elo muss hei Qualifikatioune matmaachen, jo, dann hunn ech keng Loscht méi, dann interesséiert mech dat net, dann hunn ech léiwer, e professionelle Prestataire mécht dat"? An da si mer u sech an enger Schinn, wou mer net onbedéngt vläicht hi wollte mat deem System. Och dat musse mer considéréieren.

Ass et da vläicht net besser, ze soen, d'Distinctioun ze maachen, datt, wann et ee vun der Famill ass, da misst een dat vläicht net, dat kéint ee vläicht de System esou loossen, wéi en elo ass. Mä wann et vläicht en Drëtten ass, en Intervenant externe, dee bäigezu gëtt, fir déi dote Fleeg ze maachen, datt een do vläicht awer da ka kucken, an Zesummenaarbecht mat de Prestatairen, wéi een do kann assuréieren, datt déi Prestatioune gemaach ginn, datt se enger gewëssener Qualitéit eben entspriechen. An datt déi Leit eben, déi dat maachen, och wëssen, wat se do ebe maachen.

D'autant plus muss ee jo och soen, datt haut scho fir den Aidant informel jo och d'Méiglechkeet besteet, fir kënnen op Soutien a Conseil zréckzegräifen am Kader vun der Assurance dépendance, datt, wann en net genau weess, wéi een dat soll maachen, e sech do kann hëllefe loossen. Op alle Fall ass dat ee Punkt eben, wou ee muss kucken.

Virun allem muss een och da probéieren, eng Kéier erauszefannen, wat och aus dem Rapport vun der IGSS erausgeet, firwat datt nëmmen een Drëttel vun deene Leit do sozialverséchert ass. Och do ginn et net genuch Donnéeën, fir dat wierklech kënnen ze erklären.

Dat ka sinn, well déi dat net besser wëssen oder well se scho sozialverséchert sinn, oder well se zwar keen Interessi hunn, dat ze maachen, well se d'Sue just astiechen an et awer net wierklech um Terrain wëlle maachen. Dowéinst misst een och higoen an eng Kéier eng Analys maache vun deenen Donnéeën, déi zur Verfügung stinn, fir datt mer eis kënnen e kloert Bild maachen dovunner, wat dozou féiert, datt déi net vun deem System profitéieren, well dat net do ass. Du kriss eng Leeschtung an als Géigeleeschtung bass de dann ebe sozialverséchert.

Den Aidant informel ass jo am Kader ze gesinn, wéi ech virdru gesot hunn, fir de Leit ze erlaben, méi laang kënnen an Autonomie ze sinn a virun allem an hirem gewinnten Ëmfeld ze bleiwen. Een anere Volet dovunner, fir dat kënnen ze erméiglechen, dat ass jo dann de Volet Preventioun. E ganz wichtege Volet, zemools fir d'Prestatairen an den Daachverband dovunner, d'Copas, déi jo seet: Mir musse vill méi investéieren nach an d'Preventioun, fir iwwerhaapt ze verhënneren, datt d'Leit herno fleegebedierfteg ginn. Eng Approche, déi natierlech och ze deelen ass.

An awer muss ee soen, datt dat net nëmmen e Volet ass, dee sech reng op d'Sécurité sociale beschränkt. Dat ass net eppes, wat just nëmmen de Minister vun der Sécurité sociale ka kläre. Ech mengen, do muss e ganz kloer zesummeschaffe mat senge Kolleegen aus der Santé, mä och mat senge Kolleegen aus der Éducatioun, aus dem Sport och. Ech mengen, dat fänkt jo schonn da ganz fréi un. Dat muss dann eng...

Och aus dem Logement, fir vläicht nei Forme vun Zesummeliewen och ze erméiglechen, wou een da vläicht generatiounsiwwergräifend och kann zesummeliewen an een no deem anere ka kucken - wat een awer och emol vläicht misst fir d'Éischt testen a Form vu Pilotprojeten. Mä et ass kloer, datt dat eng Linn muss sinn, déi sech u sech duerch all déi Politikberäicher, déi dovunner concernéiert sinn, muss zéien, an datt dat net nëmmen isoléiert de Fall ass fir d'Sécurité sociale.

Dir hutt gesot, och e Volet, deen doranner afléisse kann, ass ganz kloer den ICT-Beräich, déi nei Technologien, wou Potenzial besteet, eben och fir déi ze notzen an anzesetzen, fir datt déi Leit kënnen doheem bleiwen, a wa se Hëllef brauchen, op déi dote Moyenen zréckgräife kënnen, fir sech dann eben Hëllef ze sichen. Also, dat geet vill méi wäit a souguer och iwwert d'Preventioun eraus.

An deem Volet ass et wichteg, datt eng Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelne Ministèren, déi an deem heite Beräich concernéiert sinn, ebe stattfënnt. Well, Dir hutt et och virdru genannt, an der Santé an an der Famill, wann een eleng scho kuckt, all déi eenzel Pläng, déi et och do gëtt, wéi de Plan démence, wat déi heefegst Ursaach ass vun de Leit, déi herno an der Fleeg sinn, fir deen eben dann och ëmzesetzen, fir do ze kucken, wat mer domadder maachen, fir och erauszefannen a fir och ze déterminéieren: Wéi vill där Leit gëtt et? A wéi engen Etablissementer si se? A sinn déi Leit och do - wa se an Etablissementer sinn - ëmmer encadréiert, wéi se mussen encadréiert sinn?

Ass dat Personal och esou ausgebilt, datt et ka mat deenen dote Krankheetsbiller ëmgoen? Et ass also ganz wichteg, datt dee Plang do och da mat afléisst an déi ganz Reform, och an dee ganze Volet ebe vun der Fleegeversécherung.

Datselwecht gëllt och fir de Spidolsplang, wou eben och da muss festgesat ginn, wéi vill gerontologesch Better et an de Kliniken eben da wäert an Zukunft ginn. Datselwecht gëllt fir de Plan gériatrie.

Datselwecht gëllt awer och fir nei Krankheetsbiller oder fir Forme vu Krankheet, déi am Alter ëmmer méi heefeg ginn, déi bis elo vläicht nach net esou och en considération gezu gi sinn am Kader vun der Assurance dépendance.

Zum Beispill d'Gerontologie, d'Psychiatrie gérontologique, wou meng Kolleegin, d'Sylvie Andrich, och schonn emol eng Kéier eng Fro gestallt huet an drop higewisen huet, wéi wichteg et ass, datt do eben, niewent deenen, déi akut eben Hëllef brauchen, an niewent deenen, déi wierklech ganz schwéier psychesch krank sinn an dann éischter am Centre neuropsychiatrique ebe sinn, wéi mer mat deene Fäll ëm-

ginn, déi esou dertëschent ebe sinn. Wat do fir eng Zesummenaarbecht tëschent de Spideeler, tëschent den Etablissementer ass, ob dat elo onbedéngt muss stationnaire sinn oder méi op den ambulante Wee ka goen. Mä awer och déi Krankheetsbiller musse méi en considération gezu ginn.

Datselwecht gëllt dann och erëm an deem Fall fir d'Qualifikatioun vun de Leit, datt se mat deenen och kënnen eens ginn. Well déi sinn dacks dann iwwerfuerdert, wa se mat esou Fäll konfrontéiert sinn. Dat alles muss natierlech och nach mat afléissen, wa mer gäre wëllen d'Assurance dépendance reformëieren, an all déi Facetten dovunner, déi se huet, och kënnen dann ofdecken.

Stéchwuert Qualifikatioun. Wat ech jo elo schonn e puermol och gesot hunn, wou Der och richteg gesot hutt, eng grouss Erausfuerderung ass et, fir ze kucken, Jonker ze motivéieren, déi dote Beruffer ze léieren, wat Beruffer sinn, déi awer eng Qualifikatioun viraussetzen, wou een net einfach ouni Qualifikatioun kann hi gelooss ginn. Elo kann ee verschidden Degrés vu Qualifikatiounen do natierlech da festleeën a soen, wéi eng Hëllef mer brauchen, wat fir eng Akte musse gemaach ginn. Do muss een dann eng bestëmmte Qualifikatioun derfir hunn. Mä keng Qualifikatioun derfir hunn, ass jo net méiglech.

Elo hu mer awer am Chômage dacks Jonker, déi keng Qualifikatioun eben hunn. Wéi kënne mer da probéieren, déi méi op déi dote Beruffer ze kréien? Déi musse jo dann awer eng Ausbildung iergendwou kréien. Déi kënnen och vläicht emol eng Kéier hir éischt Erfahrunge sammelen, andeems se vläicht wéi Stagen oder wéi Sozialdéngscht eben och kéinten emol eng Kéier leeschten, fir emol eng Kéier en Abléck an déi dote Welt och do ze kréien. Mä nach bleift, datt se awer eng Ausbildung mussen hunn.

An an der Ausbildung selwer ginn et och eng Partie Erausfuerderungen, deene mir eis musse stellen, notamment déi mat der Sprooch jo och, wou mir wëssen u sech, datt jo eis Leit hei zu Lëtzebuerg déi zwou Sprooche mussen awer op engem héijen Niveau beherrschen, Franséisch an Däitsch.

Wou dann awer vill vun hinnen an enger Sprooch net esou gutt sinn an dann doduerjer net duerchkommen, währenddeem mir dann awer aus dem Ausland Leit astellen, well mer och mussen natierlech jo op Personal aus dem Ausland zréckgräifen, well et eleng net duergeet, mat de Besoinen, déi mir brauchen, fir just nëmmen heiheem ze rekrutéieren, déi dann awer meeschtens nëmmen an enger Sprooch eben ausgebilt sinn an dann heihinnerkommen an dann an deem Moment awer kënnen an deene Beräicher schaffen.

Wou sech dann do awer erëm gläichzäiteg de Problem stellt oder d'Fro stellt vum Lëtzebuergeschen, well mir, och wann déi eeler Leit net nëmmen alleguer Lëtzebuergesch schwätzen, mä awer och ganz vill der sinn, déi am Alter, déi nëmme Lëtzebuergesch ebe kënnen a wou et awer dann herno schwéier gëtt, fir déi Verstännegung, wou da souguer abstrus Situatioune kommen, datt déi Eenzeg, déi dann net esou déi héich Qualifikatioun hunn, well se net an der Schoul... well se an enger Sprooch gescheitert sinn, dann nëmmen Aide-soignant vläicht gi sinn, wa se dann higinn a mussen d'Iwwersetzung maachen tëschent deenen, déi aus dem Ausland kommen, nëmmen eng Sprooch beherrschen, an deenen eelere Leit, déi doleien, déi d'Sprooch net verstinn. Dat sinn och Erausfuerderungen, déi mir mussen ugoen, fir ze kucken, dee Problem eng Kéier do an de Grëff ze kréien.

Well u sech sinn dat jo awer krisesécher Beruffer, well et wäerten nach weiderhin där Beruffer geschaf ginn, well d'Zuel vun de Leit, déi eben an d'Fleeg wäerte kommen, eropgeet. Et sief dann, mir géifen et fäerdegbréngen, eng grouss Preventiounspolitik en place ze setzen an et verhënneren, datt méi Leit an d'Fleeg wäerte kommen. Do musse mir nach dorunner schaffen.

Da musse mer kucken, esou wéi d'Zuelen awer elo sech presentéieren, geet et awer a Richtung, datt méi Leit wäerten derbäikommen. Also ass et och an eisem Interessi, bei engem héije Jugendchômage, oder bei ville Jonken, déi net wëssen, wat se solle maachen, datt mir och probéieren, déi Motivatioun, se ze motivéieren, an déi Beruffer ze goen, an datt si och kënnen déi Qualifikatiounen erreechen, wa se motivéiert sinn, déi se brauchen, fir an deem Beruff herno kënnen ze schaffen.

Bleift dann nach zum Schluss vu menger Interventioun dee Volet vun de Finanzschrauwen. Dir hutt et jo grad exposéiert. Eiser Meenung no soll ee fir d'Éischt emol alleguerten déi dote Saache maachen, ier mer un dee Volet vun de Schrauwen an dem finanzielle Beräich, vun der Finanzéierung also drun dréie ginn, esou wéi Dir jo och selwer u sech am Regierungsprogramm et jo festgehalen hutt. Well Dir sot do, datt eng Hausse vun de Cotisatiounen am Beräich vun der Assurance dépendance nëmmen da soll gemaach ginn, en cas de nécessité avérée. Dat deele mir, déi Approche, datt ee fir d'Éischt de System soll wierklech op de Leescht huelen a kucken, wat do nach ze verbesseren ass.

An da bleift awer och, datt et effektiv net ganz vill Schrauwen do gëtt. Et gëtt dat mat de Cotisatiounen, et gëtt déi mat der Bedeelegung vum Stat an et gëtt och déi Fro, déi Dir virdrun eng Kéier kuerz ugeschnidden hutt, ob een net awer soll bei verschiddene Prestatioune vläicht e Supplément froen, also awer eng Bedeelegung vun de Leit ka froen, zemools bei Prestatiounen, déi deier kaschten. Dat heescht, dann och gestaffelt no dem Akommes, datt dat net op eemol zu enger Segregatioun ka kommen oder eng Diskriminatioun do ka kommen.

Mä déi Fro muss awer trotzdeem och kënnen, ouni Tabu, emol op d'mannst diskutéiert eng Kéier ginn, ier een dann eben higeet an décidéiert, wat een dann herno un deene Mechanisme soll änneren.

Ënnert dem Strëch ass et fir eis als CSV also wichteg, wéi ech et elo e puermol probéiert hunn a menger Interventioun kloerzemaachen, datt et drëms geet, fir sech esou e geneet Bild wéi méiglech vum Fonctionnement vun der Assurance dépendance kënnen ze maachen. Déi ass komplex, dat wësse mer. Dat kascht och Zäit, dat kascht och Moyenen, déi ee muss zur Verfügung stellen, fir dat kënnen ze maachen. Mä et ass awer wichteg, dee System eng Kéier kënnen op de Leescht ze huelen, fir genau ze analyséieren, wat bis elo gutt leeft, wat seng Ziler net erreecht huet, fir da kënnen ze wëssen, wat ee soll optimiséieren, wat ee soll verbesseren.

An et ass net, datt mir eis just solle beschränken op eng arithmetesch Fro an dat Ganzt nëmme solle wéi eng Rechnung behandelen, mat: „Do hu mer e Minus, mir mussen erëm e Plus erauskréien", oder „null vun null geet op", mä et soll ee schonn, wéi dat jo och de Wëllen dann ass, un d'Struktur, un de Fong goen an do emol kucken, wat do erauszehuelen ass, ouni awer d'Fundament, dat heescht d'Qualitéit an d'Grondphilosophie vun deem System, wéi en elo besteet, a Fro ze stellen.

Dat ass d'Erausfuerderung, wou mir och prett sinn als CSV, eis do an de Kommissiounen, wann emol e konkrete Projet och doläit, dann natierlech konstruktiv, am Sënn vun enger konstruktiver Aarbecht, als verantwortungsbewosst Partei dat ze maachen. Mä dat ass déi Prioritéit, déi mir elo emol gesinn. Mir sinn da gespaant drop, wat d'Regierung dann an den nächste Méint eis wäert presentéieren, an da wäerte mir dorunner zesumme schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Wilmes. D'nächst Riednerin ass d'Taina Bofferding fir d'LSAP. Madame Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fleegeversécherung ass en Erfolleg. Si ass zu engem zentrale Bausteen vun eisem Sozialversécherungssystem ginn. 16 Joer sinn et hier, dass hei op dëser Plaz mat grousser Majoritéit d'Gesetz vun der Fleegeversécherung ugeholl ginn ass. Den deemolege Rapporteur, de Lucien Lux, huet betount, dass mir hei am Land et ëmmer verstanen hunn, sozial Risiken ofzesécheren, an dat am Kader vun der kollektiver Solidaritéit. Hie schwätzt weider vun engem historesche Schrëtt fir d'sozial Sécherheet hei am Land.

Och wann ee mat Lobeshymne soll virsiichteg ëmgoen, esou mengen ech, dass déi Ausso deemools net ze héich gegraff war. Dem Vote vum 27. Mee 1998 war eng laang Preparatioun virausgaangen. Vill Viraarbechten a Consultatioune sinn an de Projet de loi agefloss, deen de 15. Oktober 1996 vun der deemoleger Ministesch vun der sozialer Sécherheet, dem Mady Delvaux-Stehres, déposéiert gouf.

De Kontext vun deemools war keen einfachen. Ëmmer erëm houng den Term vum Fleegenoutstand hei zu Lëtzebuerg an der Loft. Effektiv hunn deemools eng 200 fleegebedierfteg Leit missen am noen Ausland ënnerbruecht ginn, well mir net genuch Better haten. An et gouf och keng flächendeckend a koordinéiert Offer, fir de gudde Suivi vun engem Maintien à domicile ze garantéieren.

Dës Situatioun war leider och den Nährbuedem fir all méiglech Polemiken a populistesch Aussoen, wéi zum Beispill Fleegebetter géint kulturell Institutiounen oprechnen ze loossen, wat a mengen Aen als eng relativ absurd Approche, zumindest haut, erschéngt. Op déi eenzel historesch Etappe wäert ech elo net agoen, well dat de Minister am Virfeld jo schonn ugeschnidden hat.

Ech fänken u mat dem ausféierleche Bilan, deen d'lescht Joer presentéiert gouf, wou ech e puer Eckpunkte wëll eraushuelen.

Éischtens, tëschent 2000 an 2010 huet d'Zuel vun de Bénéficiairë sech verduebelt an ass op 11.706 Persoune geklomm. 2013 hunn etwa 13.000 Persoune Leeschtungen iwwert d'Fleegeversécherung kritt. Weider, d'Zil vum Maintien à domicile gouf erreecht. Am Joer 2000 waren 59% vun de Bénéficiairen doheem, 2010 waren et 67%. A weider kann een och feststellen, dass d'Evolutioun vun deem ganze Secteur enorm ass. D'Personal, dat an deem Beräich vun der Fleeg schafft, huet sech an deem Zäitraum praktesch, kann ee soen, verduebelt.

Niewent de positiven Entwécklunge weist dëse Bilan awer och déi aner Säit vun der Medail, an zwar d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun der Fleegeversécherung. D'Ausgabe vun der Assurance dépendance hu sech tëschent 2000 an 2010 an nominalen Terme méi wéi verdräifacht: vun 123 op 416 Milliounen. 2013 waren et schonns 512 Milliounen Euro!

D'Dépensen allerdéngs sinn net proportional zu der Zuel vun de Bénéficiairë geklomm, mä 1,8-mol méi séier. An aus de Projektioune vun der Inspection générale vun der Sécurité sociale geet ervir, dass d'Zuel vun de Bénéficiairen, déi vun de Prestatiounen a logescherweis domadder och de Montant vun den Dépensë weider klamme wäerten. De finanziellen Equiliber vun der Assurance dépendance ass deemno net méi garantéiert.

D'Fleegeversécherung ass net Affer vun hirem eegenen Erfolleg. Dat wier falsch. Mä et ass éischter ze soen, dass si elo de Präis vun hirer Success Story bezilt. A mir mussen elo derfir suergen, fir dass mir eis erëm ëm de Kader an d'Evolutioun vun de Käschte kënne këmmeren.

A well kee Sozialversécherungssystem statesch ass, mä evoluéiert a gegebenenfalls nogebessert muss ginn, si Reformen ëmmer noutwendeg. Dat alles, fir d'Wichtegkeet vun der Diskussioun, déi am Moment gefouert gëtt, an eben och vun haut däitlech ze maachen. Et geet also haut drëms, de Kader ze definéieren, an deem déi Reform herno kéint sech bewegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Stäerkt vun der Fleegeversécherung berout um Prinzip vun der Solidaritéit. Déi allgemeng finanzéiert Hëllefs- a Fleegeleeschtung ass als Institutioun vun nationaler Solidaritéit, déi vun alle Leit finanzéiert gëtt, gesetzlech verankert.

An eiser Gesellschaft däerf keen, dee fleegebedierfteg ginn ass, an den Abseits gestallt ginn, mä muss sech kënnen op d'Solidaritéit vun deene méi Jonken a besonnesch vun den Netfleegebedierftegen an eiser Gesellschaft verloossen. Dem Gedanke vum Generationevertrag gëtt domadder Rechnung gedroen.

Mat der Aféierung vun der Fleegeversécherung konnt d'Situatioun vun de Leit, déi op Ënnerstëtzung ugewise sinn, enorm verbessert ginn. Am Verglach zum Ausland huet sech de spezielle Lëtzebuerger Modell duerchgesat, deen op individuell Betreiungsmesuren ausgeriicht ass, woubäi déi individuell Hëllefsbedierftegkeet vun all Demandeur eenzel evaluéiert gëtt, fir em dann herno e ganz perséinlech op seng Besoinen zougeschniddene Fleegeplang ze erméiglechen.

Wichteg ass och, dass déi fleegebedierfteg Persoun ëmmer am Mëttelpunkt steet. D'Grondausriichtung vun der Assurance dépendance, déi véier Haaptprinzipien, déi bei der Aféierung festgehale goufen, si fir eis als Sozialistesch Partei nach ëmmer déi nämlecht:

Éischtens: d'Prioritéit vun der Rehabilitatioun virun der Prise en charge vun der Dépendance.

Zweetens: d'Prioritéit vum Maintien à domicile virum Placement an enger Institutioun.

Drëttens: d'Prioritéit vun den Naturleeschtunge virun de Geldleeschtungen.

A véiertens: d'Kontinuitéit vun der Prise en charge.

Ufëiere wëll ech och nach, dass am Géigesaz zu der oft verbreeter Meenung net nëmmen eeler Leit d'Fleegeversécherung an Usproch kënnen huelen, mä all d'Assuréë vun der Lëtzebuerger Gesondheetskeess an hir Familljememberen, onofhängeg vun hirem Alter an onofhängeg vun hirem Akommes. An ech wëll och nach drop hiweisen, dass mam Ratifizéiere vun der UN-Behënnertekonventioun mer eis dem gesellschaftlechen Usaz vun der Inklusioun verflicht hunn, alle Leit mat Behënnerung eng Participatioun a Selwerbestëmmung ze erméiglechen.

Fir d'Sozialiste steet fest, dass un der Qualitéit vun de Leeschtungen op kee Fall gespuert däerf ginn. Dat kënnt fir eis, fir et riicht eraus ze soen, net an d'Tut. Mä dat verhënnert net, dass alles sollt gemaach ginn, fir d'Qualitéit ze assuréieren an ze optiméieren a fir sécherzestellen, dass och déi facturéiert Prestatiounen de reelle Prestatiounen entspriechen an net d'Gelder sënnlos verbrode ginn.

Ech denken, et ass wichteg, dass ee bei de Leit, de Bénéficiairë mat hire Familljen an de Prestatairen, d'Bewosstsinn schäerft, wéi wichteg et ass, fir responsabel mat de Leeschtunge vun der Fleegeversécherung ëmzegoen. Wëlle mer dëse wichtege sozialen Acquis, deen an der Zukunft ëmmer méi eng grouss Roll wäert spillen, erhalen, da musse mer d'Mëttelen, déi zur Verfügung stinn, och sënnvoll asetzen. Dat heescht, esou vill Leeschtung wéi gutt an nëtzlech ass, an do, wou se gebraucht gëtt.

An deem Sënn sollt een all d'Leeschtungen an de Fonctionnement vun der Fleegeversécherung ënnert d'Lupp huelen: Wat ass sënnvoll, nëtzlech an néideg, a wat ass et net?

Iwwregens froen och vill Prestatairen eng méi grouss Transparenz, kloer Regelen an eng verbessert Kontroll, fir Abusen ze verhënneren a fir d'Qualitéit ze garantéieren. Hei spillt sécherlech d'Commission de qualité des prestations eng Roll, déi bei der Reform Enn 2005 agefouert gouf. Ech krut matgedeelt, dass déi Kommissioun net esou optimal géif fonctionnéieren, an et wär vläicht dohier interessant, deem nozegoen an eventuell driwwer nozedenken, dëse Gremium nees ze lancéieren. D'Aufgaben nämlech vun dëser Kommissioun, wéi se geduecht waren, fir zum Beispill d'Referenzstandarden auszeschaffen an Normen ze definéieren, schénge mer ganz schlësseg a sënnvoll.

D'Fro vum „utile et nécessaire" stellt sech och an de Beräicher vun den techneschen Hëllefen a vun den Adaptatioune vum Logement. Och hei gëllt et, d'Kritären, d'Praxis an de Fonctionnement kritesch ënnert d'Lupp ze huelen, fir dass d'Moyenen an d'Ressourcen, déi do sinn, méi responsabel a räsonabel agesat kënne ginn. An dass weider séchergestallt ass, dass déi Leit, déi Hëllef brauchen, se och kréien, an dass déi Leit, déi se kréien, se och brauchen.

Hei spillen och déi nei Technologien eng grouss Roll. D'technesch Assistenzsystemer, déi zum Beipill beim Falen en Alarm ausléisen, erliichteren d'Bewältegung vum Alldag. D'Zil ass et, d'Selbstständegkeet an d'Selwerbestëmmung ze erhéijen an domadder esou laang wéi méiglech d'Verbleiwen am eegenen Doheem ze erméiglechen.

Dofir ass et vun entscheedender Bedeitung, dass dës Hëllefsystemer bei de Fleegebedierftegen op Akzeptanz stoussen a liicht uwendbar sinn. Technesch Systemer, déi stigmatiséierend wierken oder de Fleegebedierftegen duerch hir Benotzung bevormunden, sinn ze évitéieren. Wichteg ass an deem Kontext och, dass d'Technik dateschutzfrëndlech ausgeriicht ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro steet am Raum, ob ee sech net eng aner, besser Definitioun vun der Dépendance an domadder verbonnen eng méi adequat Evaluatioun sollt ginn. Am Gespréch mat de Leit um Terrain héiert een, dass et vläicht géif Sënn maachen, net eenzel Akte mat enger bestëmmter Zuel u Minutten ze accordéieren, mä éischter Forfaiten oder Zäitenveloppen, an deene bestëmmte Leeschtunge sollen abegraff sinn. D'Prestatioune géife méi flexibel organiséiert ginn, woubäi de Bénéficiaire als Persoun ganzheetlech betruecht soll ginn.

De Virdeel wär, dass een doranner och kéint déi zwëschemënschlech a sozial Komponent afléisse loossen, déi fir d'LSAP an der Fleeg e grousse Stellewäert huet. Fir dass dat awer fonctionnéiert an net aus de Fuge geréit, brauch een awer op alle Fall eng méi grouss Transparenz, eng besser Dokumentatioun an Noweisbarkeet vun den Akten. Dat heescht, dass gewësse Standarde misste festgehale ginn, fir d'Kommunikatioun an d'Koordinatioun ze stäerken a fir dass se optimal ka fonctionnéieren.

D'Aféierung vun enger elektronescher Plattform wär eng Iddi, fir op nationalem Niveau Donnéeën ze deelen. Dat kéint ënnert der Agence eSanté lafen, wou dann de Protokoll vun der Evaluatioun vun der Dépendance an de Plang vun der Prise en charge integréiert kéinte ginn.

E weideren Aspekt, deen eng enorm Bedeitung an der Fleegeversécherung huet, zugläich awer och e schwieregen ass, ass dee vum Aidant informel. Bei der Aféierung vum Aidant informel war d'Iwwerleeung, fir de Leit, ganz oft Fraen, déi sech doheem ëm eng fleegebedierfteg Persoun këmmeren, fir deenen eng Unerkennung ze ginn. Dofir sollt déi Persoun entschiedegt

ginn. D'Suen iwwregens kritt awer déi fleegebedierfteg Persoun op hire Konto iwwerwisen, an déi décidéiert, wat si am Endeffekt domadder mécht.

Och gouf d'Méiglechkeet geschafen, fir déi Persoun, déi fleegt, also den Aidant informel, bei der Pensiounskeess unzemellen, woubäi de Stat d'Cotisatiounen op de Mindestloun iwwerhélt.

Fir d'Sozialiste leeschten dës Leit e groussen a ganz wichtege Bäitrag an der Fleeg. Et ass ee berechtegterweis dovunner ausgaangen, dass ouni dëst Engagement d'Fleeg mam Zil zum Maintien à domicile net kann auskommen. Haut weist sech awer, dass mir an der Praxis wéineg Infoen iwwert den Aidant informel hunn.

2010 goufen iwwer 6.000 Prestations en espèces ausbezuelt, awer nëmmen 1.218 Aidants informels ware bei der Pensiounskeess gemellt, also ronn e Fënneftel. Do stellt sech d'Fro, wat da mat deenen aneren Aidants informels ass, wat mat de Geldleeschtunge geschitt. Gi se gebraucht fir d'Ënnerstëtzung an d'Hëllef, esou wéi et geduecht ass?

Ouni emol vu Risques vun Abus ze schwätzen, an do sinn ech ganz bei mengem Virriedner vu virdrunner, wär et awer sënnvoll, Infoen ze hunn, wat mat deene Ressourcë vun der Fleegeversécherung geschitt. Wann eng Persoun an d'Fleegeversécherung erakënnt an e Recht op Leeschtung zougesprach kritt, dann heescht dat jo, dass déi Persoun déi Hëllef och wierklech brauch. Dofir muss eben och séchergestallt ginn, dass déi Persoun, déi eben déi Fleeg brauch, déi Hëllef brauch, déi och am Endeffekt kritt, fir dass mer net riskéieren, eng Verschlëmmerung vum Zoustand vun der fleegebedierfteger Persoun ze kréien.

Et wär vläicht och eng Iddi, sécherzestellen, dass déi Persoun, déi d'Roll vum Aidant informel iwwerhélt, déi kierperlech Capacitéiten iwwerhaapt huet, fir déi Tâchen auszeféieren. Och muss drop opgepasst ginn, dass net herno eng eeler Persoun sech iwwerhélt oder carrément iwwerfuerdert an am schlëmmste Fall herno selwer e Fleegefall riskéiert ze ginn.

D'LSAP kéint sech virstellen, e Statut fir den Aidant informel ze schafen, fir déi effektiv Roll ze encadréieren. Och sollt iwwer eng Offer u Formatioun a Berodung, esou wéi et virdrunner schonn ugeschwat ginn ass, nogeduecht ginn, fir dass déi Persounen eng ëmfaassend Berodung an Uleedung zur Bewältegung vun de Betreiungs- a Fleegeaufgabe kënne kréien an zu all Moment kënnen an dierfen dorop zréckgräifen.

Ech wëll nach emol betounen, dass et wichteg ass, dass mer Leit hunn, déi bereet sinn, eng aner Persoun ze fleegen. Eise System ass op dës wäertvoll Aarbecht ugewisen. Mir mussen awer och sécherstellen, dass déi fleegebedierfteg Persoun och déi Hëllef kritt, déi se brauch. E visible Lien schéngt hei wichteg ze sinn.

Fir d'Sozialiste läit och op der Hand, dass et op alle Fall ze évitéiere gëllt, dass sech an deem do Beräich e parallellen a prekären Aarbechtsmarché entwéckelt. Dat lehne mer strikt of, well domadder ass am Endeffekt kengem gehollef. Well vergiesse mer net, dass d'Aféierung vun der Fleegeversécherung och positiv Auswierkungen op dat ekonomescht Ëmfeld an den nationalen Aarbechtsmarché huet. Si huet zum Ausbau vun de Fleege-Infrastrukture bäigedroen an, et kann ee soen, ass zu engem regelrechte Beschäftegungsmotor ginn.

D'Personalbestänn konnte säitdeem erhéicht ginn, wou iwwer Jore vill qualifizéiert Aarbechtsplaze konnte geschaf ginn. E Bléck op déi aktuell Situatioun wär awer gutt, fir ze iwwepréiwen, ob genuch Personalressourcen nach ëmmer do sinn an ob och genuch an, pardon, an ob och genuch am Fleegesecteur ausgebilt gëtt. An ech war frou virdrun ze héieren, wou de Minister d'Konzept vun der Jugendgarantie erwähnt huet, well et schéngt effektiv d'Iddi ze sinn, fir ze kucken, ob Jonker am Kader ebe vun der Jugendgarantie an dësem Beräich hin orientéiert an ausgebilt kéinte ginn.

Fir d'Réseaue gëllt dat, wat ech virdrun hei iwwert d'Qualitéit gesot hunn. Et brauch ee Qualitéitsstandarden a Kontroll. A vläicht ass jo hei och d'Iddi vun enger Forfaitisatioun vu verschiddenen Akte vu Virdeel.

Dobäi wëll ech awer betounen, och wann een emol vu Mëssbrauch héiert, dass awer eng gutt Aarbecht geleescht gëtt. Déi ass wichteg. Si ass vläicht net ëmmer ganz einfach, mä si ass wichteg a verdéngt dofir och eise Respekt. All déi Leit, déi sech all Dag ëm eng aner Persoun këmmeren. Och bei de Prestatairë soll een awer oppassen, dass een hei net eng Zort Generalverdacht initiéiert. Allerdéngs gëtt et och hei eng konkret Fro no Kontroll a méi Transparenz.

An den Institutioune gëtt et och eng Partie Aspekter, déi ee muss iwwerkucken. Eng dovun ass d'Fro vun den Tâches domestiques, déi bei der Reform vun 2005 am Fong als bezuelte Leeschtung an den Institutiounen ofgeschaf ginn ass, well se am normale Pensiounspräis, deen d'Leit jo musse bezuelen, abegraff misst sinn. Well awer d'Etablissementer dee Coût, dee Montant nach eemol wollten op de Pensiounspräis dropschloen, gouf eng Tëscheléisung gesicht. An esou goufen déi Käschten iwwert de Statsbudget finanzéiert.

D'Fro bleift awer, ob d'Tâches domestiques an enger Institutioun vun der Assurance dépendance finanzéiert ginn oder ob se eigentlech missten am Pensiounspräis abegraff sinn.

Fir d'LSAP ass déi zweet Äntwert eigentlech déi richteg. Dat verhënnert awer net, dass d'Institutiounen d'Tâches domestiques ni doranner verrechent hunn, well se jo esou laang vun der Assurance dépendance iwwerholl goufen. A wa si déi elo weider mat verrechnen, schéngt et wahrscheinlech, dass déi Käschten zu enger Hausse vum Pensiounspräis wäerte féieren. An do misste mer och kucken, wéi mer no alternativ Léisunge kéinte sichen.

D'Facturatioun vun de Prestatiounen ass e grousst Thema. Zur Erënnerung: Déi gëtt berechent net a Fonctioun vun der Mindestqualifikatioun, déi fir déi jeeweileg Prestatioun virgeschriwwen ass, mä a Fonctioun vun der Moyenne nationale. Dat kléngt vläicht elo e bëssen abstrakt a komplizéiert, mä bedeit an der Praxis u sech näischt aneschters wéi dass déi Prestatairen, déi méi a besser qualifizéiert Personal beschäftegen, Perdant sinn, well se manner rembourséiert kréien, wéi hir reell Personalkäschten. An déi Servicer, déi sech just un de strikte Minimum halen, gewanne par contre, well se méi kréie wéi dat, dat hiert Personal eigentlech kascht.

Do misst ee vläicht och Mëttele fannen, fir méi gerecht ofzerechnen, ouni dass een an dat anert Extrem geet, dat heescht, iwwerdriwwen Usprech oder Luxus finanzéiert. Dobäi sollt awer berücksichtegt ginn, dass jee no Krankheetsbild, jee no Degré vun der Dépendance a jee nom Typ vun der Krankheet, wéi zum Beispill bei enger Demenz, aner Ufuerderunge gestallt ginn.

Als Nächst nach e puer Remarquen zu den Activités de soutien, déi och ëmmer méi e grousse Käschtepunkt ausmaachen. Do muss ee sech froen, ob d'Kritäre kloer a prezis genuch sinn. Ob alles, wat gutt a sënnvoll ass, och effektiv ënnert de Wierkungsberäich vun der Fleegeversécherung fält.

Dat gëllt och fir d'Preventioun, déi sënnvoll ass, mä déi awer menger bescheidener Aschätzung no eng gemeinschaftlech Aktioun misst sinn. Hei ginn et eng Rei vun Iwwerschneidungen an de verschiddene Politiken: wéi d'Assurance dépendance, d'Santé, d'Politik vum drëtte respektiv vum véierten Alter, d'Politik fir Leit mat enger Behënnerung oder och de Soins palliatifs ausserhalb vum Spidolswiesen.

D'Konzept vun der Preventioun ass extrem villfälteg a beréiert net just ee Beräich. Et sollt deemno eiser Meenung no och net un engem Forfait festgehale ginn, mä et sollt sech am Alldag an deene verschiddene Politikberäicher erëmspigelen.

Fir konkret ze sinn, nach d'Beispill vum Logement. Dozou gehéieren niewent de Fleegeariichtungen a Fleegedéngschtleeschtungen ënner anerem barrierefräie Wunnraum, barrierefräien ëffentlechen Noverkéier souwéi och den Accès zu den ëffentlechen Ariichtungen. D'Participatioun um ëffentleche Liewen erfuerdert bis an den héijen Alter Mobilitéit. Vläicht sollt een och op de Wee goen a bei de Lotissementer net just un déi jonk Familljen denken, mä sech och virun Aen halen, dass déi eng Kéier méi al ginn.

Ah, elo sinn ech duuschtereg, pardon!

(Coups de cloche de la présidence)

M. le Président.- Ech ënnerbriechen d'Sëtzung fir e puer Momenter.

(La séance est suspendue à 16.00 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 16.01 heures.)

Et ass dompeg hei am Sall an et ass duerchaus méiglech, dass een hei e klenge Malaise kritt. Ech géif proposéieren, dass mer an der Riednerlëscht weiderfueren an dass d'Madame Bofferding herno d'Wuert erëmkritt, wann deen nächste Riedner fäerdeg ass.

Nächst Riednerin ass dann d'Madame Lorsché, vu dass eisen Edy Mertens eng...

(Interruptions)

...wichteg Ënnerstëtzung ass. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci.

M. le Président.- A mir wënsche selbstverständlech dem Taina, dass et erëm séier bei eis ass.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Da soe mer dem Här Mertens villmools Merci fir säin Aidant informel, seng Roll, déi en do spillt.

(Interruptions)

Hei an der Chamber huet en déi Roll jo net.

(Hilarité)

M. le Président.- D'Madame Lorsché huet d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Majo, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op ville Pläng vun der Gesellschaft an och an der Politik gi jo eigentlech eng ganz Rei Efforte gemaach, fir d'Autonomie vun eelere Leit oprechtzëerhalen. Ech erënneren un d'Europäescht Joer vum aktiven Alteren a vun der Solidaritéit tëschent de Generatiounen, dat 2012 op Initiativ vum Europaparlament stattfonnt huet. Et huet queesch duerch Europa zu ganz fruchtbaren an och innovative Programmer gefouert.

Et si ganz vill Gemengen a Verwaltunge gradesou wéi Veräiner, déi sech doru bedeelegt hunn, an awer muss ee soen: Esou Initiative wierke leider keng Wonner. Si änneren näischt un der Tatsaach, datt vill eeler Leit opgrond vun hirem kierperlechen oder geeschtegen Zoustand op d'Hëllef vun aneren ugewise sinn, an dat hiert Liewe laang.

Den Zuele vun der IGSS a vum Statec no gesäit een, datt d'Liewenserwaardung ëmmer méi laang gëtt. Dat ass jo ganz flott. Et heescht awer net, datt d'Leit méi laang autonom liewen. Dank dem medezinesche Fortschrëtt an der héijer sozialer Protektioun kënne mer dervun ausgoen, datt d'Liewenserwaardung an Zukunft nach vill méi héich gëtt.

Mä déi partiell oder komplett Incapacitéit fänkt net eréischt am spéiden Alter un. An der Moyenne fänkt se scho bei 75,3 Joer un, wat déi Lëtzebuerger Bevëlkerung ubelaangt. Dowéinst ass et och net verwonnerlech, datt déi Zuele geklomme sinn. Mir hu méi Leit, déi am Alter sinn. A mir hu méi ofhängeg Leit. Et sinn der mëttlerweil 13.000, déi am Genoss vun der Fleegeversécherung sinn, esou wéi den Här Minister dat och scho verdäitlecht huet.

Et kann ee soen, déi schläichend demografesch Revolutioun verännert engersäits de Parcours vum Eenzelnen, si verännert awer och d'Organisatioun vun der Kollektivitéit. D'Kollektivitéit muss esou ugepasst ginn, datt d'Renten, d'Gesondheetssystemer an awer och d'Prise en charge vun deene fleegebedierftege Mënsche weiderhi finanzéierbar bleiwen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Nodeems de Gesondheetssystem an de Pensiounssystem an de leschte Jore jo reforméiert gi sinn an eis zumindest kuerzfristeg oder och souguer mëttelfristeg keng Suerge wäerte maachen - hoffentlech! -, sti mer mat der Reform vun der Assurance dépendance virun enger neier Reform. Et ass e grousse Chantier, an et ass net dee mannsten. Ëmmerhi gehéiert d'Fleegeversécherung säit 1998 zu den Haaptpiliere vun eiser Sécurité sociale.

Nodeems am Joer 1998 e Gesetz geschafe ginn ass, wat geziilt op d'Bedierfnisser vu fleegebedierftege Mënschen ausgeriicht ginn ass, huet sech am Laf vun de Jore vill gedoen. Och dat ass scho gesot ginn. Et huet sech erausgestallt, datt dëst Gesetz seng Ziler méi wéi erreecht huet, jiddefalls wat d'Qualitéit ubelaangt an all déi Leit, déi et erreecht. D'Gesetz vun '98 huet zu engem ausgeklügelten a solidaresche System gefouert - dat wëll ech betounen - e System, deen op Solidaritéit baut an op där anerer Säit awer och de ganz individuelle Bedierfnisser vun de Persoune Rechnung dréit.

Dobäi ass et bemierkenswäert, wéi staark de ganze Secteur vun der Laangzäitfleeg sech am Laf vu 15 Joer entwéckelt huet. Engersäits si Servicer a Strukture geschafe ginn, déi et erlaben, méi laang doheem ze bleiwen an ënner gudde Konditioune kënne versuergt ze ginn, och wann ee fleegebedierfteg ass. Parallell dozou sinn awer och eng ganz Rei Alters- a Fleegeheemer entstanen, déi d'Demande praktesch ofdecke momentan an zum Deel no ganz innovative Konzepter funktionéieren.

Déi negativ Duerstellung, déi laang duerch d'Gesellschaft zirkuléiert ass, nämlech d'Virstellung, datt d'Etablissementer just gutt sinn, fir eeler Leit ofzeschieben, loosse mer haut net méi gëllen. Déi ass definitiv net méi berechtegt. An dat gesäit een, wann een d'Dier vun esou engem Etablissement opmécht.

Och d'Enquête de satisfaction, déi rezent duerchgefouert ginn ass, huet op eng ganz grouss Zefriddenheet vun de Résidentë schléisse gelooss, och wa se mat Virsiicht ze genéissen ass, wéi dat an der Introduktioun an an der Konklusioun vun dëser Etüd festgehale ginn ass.

Zwee Drëttel vun de Fleegebedierftege liewen allerdéngs net an enger Institutioun, mä doheem an hirem eegene Logement. 80% vun deene Leit gräifen op d'Hëllef vun de Réseaux d'aides et de soins zréck, déi d'Fleeg sollen assuréieren. Fir de ganze Secteur ofzedecken - an do sinn ech do, wou d'Taina Bofferding och virdru war -, brauche mer ganz vill Aarbechtskräften. Mir mussen och bei dësem Secteur un den Aarbechtsmaart denken, deen hei eng ganz grouss Roll spillt.

Mëttlerweil si menges Wëssens 9.000 Emplois à temps plein am Fleegesecteur ze verzeechnen, während den Zuele vum Statec no schonn dräi Prestatairen aus der Laangzäitfleeg zu den Top-20 vun den Arbeitgeber zu Lëtzebuerg gehéieren. Dat ass och eng interessant Evolutioun. D'Fleegeversécherung bitt also en enormt Potenzial un Aarbechtsplazen, wat eben dem Aarbechtsmaart zeguttkënnt. Et muss een awer op där anerer Säit un d'Formatioun an un d'Qualifikatioun vum Personal denken, vun de Professionnels de santé.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en héich entwéckelte System wéi dëse kascht natierlech Geld, an e soll och Geld kaschten. E muss Geld kaschten, fir datt e funktionéiert. Mä wann d'Recetten den Dépensen hannendrulafen a wann d'Reserve schmëlzen, da riskéiert de System ze kippen. An et ass do, wou mer momentan histeieren. Bei onverännerter Politik wäert de System am Joer 2015 um Enn sinn.

De Bilan, dee vun der IGSS virgeluecht ginn ass, huet souwuel de Fonctionnement wéi och d'Viabilitéit vum System analyséiert. Säi Resultat war beonrouegend. En huet Prognosen, déi an der Vergaangenheet eigentlech méi informell opgestallt gi sinn, méi wéi bestätegt. D'Zuele beweise ganz kloer, datt kee Wee laanscht eng strukturell Reform vum System wäert féieren, wann e soll iwwerliewen. Ech denken, do si mer eis bis elo emol all eens.

Trotzdeem däerf et eiser Meenung no net drëms goen, Panik ze verbreeden oder Polemik ze bedreiwen. Et däerf virun allem net drëms goen, eng radikal Kursännerung virzehuelen. Ëmmerhi gehéiert de Lëtzebuerger Fleegesystem zu de beschten a soziaalste Systemer vun Europa. D'Grondprinzipie stelle mir duerfir net a Fro. Duerfir sollt alles drugesat ginn, fir de bestoende System ze retten an dëst wäertvollt Instrument eigentlech esou unzepassen, datt de Fleegerisiko weiderhi fir all Mënsch aus eisem Land ofgedeckt bleift, onofhängeg vu sengem Alter, vu senger sozialer Hierkunft, vu senger sozialer Schicht.

Eng wichteg Konditioun, jiddefalls fir eis, ass dobäi, datt de Stat dëst soziaalt Standbeen an eegenen Hänn behält an net u privat Acteuren auslagert. Grad wéi de Gesondheetssecteur gehéiert och de Fleegesecteur fir eis zu engem ëffentlechen Déngschtleeschtungssecteur an domat an d'Hand vum Stat. An deem Sënn hoffe mir - a mir ginn och dervun aus -, datt mer heibannen alleguer un engem Strang zéien, den Här Minister gradesou wéi d'Fraktiounen.

Mir begréissen och, datt Dir eis invitéiert hutt, fir eis Meenung hei duerzeleeën an an engem konstruktive Geescht un d'Reform ze denken an déi éischt Projeten, déi mer am Kapp hunn, schonn eigentlech hei virzestellen.

Erlaabt mer awer déi kleng Remarque, Här Minister: 27 Froe waren der vill. Et kann ee se net am Detail hei beäntwerten, et géif wierklech de Kader vun der Diskussioun sprengen. Duerfir beschränken ech mech just op déi Froen, déi mir elo momentan am wichtegste schéngen an déi och vill an der Diskussioun sinn.

Prinzipiell geet et jo ëm d'Strategie, déi an de folgende Jore muss ugewannt ginn, fir datt de System iwwerlieft, an ëm d'Fro, wéi d'Qualitéit kann ofgeséchert ginn, ouni datt d'Käschten aus dem Rudder lafen. Dat ass eigentlech d'Haaptfro.

Zu de Cotisatiounen: Ech war e bëssen iwwerrascht, d'Cotisatiounen, déi Fro war déi lescht, déi Dir eis gestallt hutt. Ech wousst net, ob se lech vläicht net esou wichteg wier. Ech mengen, de Leit dobaussen ass se ganz wichteg, an duerfir wéilt ech se och als éischt beäntwerten.

D'Fro iwwert d'Cotisatiounen ass eng wichteg Fro, well se grad déi Leit beschäftegt, déi sech Suerge maachen ëm hire Revenu an ëm hir finanziell Situatioun. Et ass déi éischt Fro, déi een dobausse gestallt kritt, wann een iwwerhaapt emol vum Defizit vun der Fleegeversécherung schwätzt.

Als Gréng si mir - wahrscheinlech och wéi jiddwereen heibannen - der Meenung, datt eng

Erhéijung vun de Bäiträg ganz bestëmmt déi einfachst Léisung wier. Domat kéint een de System schonn eleng iwwer Waasser halen, wann een d'Cotisatioune massiv géif erhéijen. Et ass an eisen Aen awer nach laang net déi bescht Léisung. An och net déi Léisung, déi mir haut ustriewen, a scho guer net an enger éischter Phas.

Déi absolut Prioritéit muss an eisen Aen dora bestoen, de Fonctionnement vum System op de Leescht ze huelen - och dat hu meng Virriedner a meng Virriednerin scho gesot -, dat heescht, de System kategoresch op eventuell Abusen, op Duebelstrukturen ze iwwerpréiwen, grad wéi dat, wat parallell am Secteur hospitalier leeft. Och do gëtt no duebele Strukture gekuckt, och do maache se net vill Sënn. Et soll gekuckt ginn, ob onnéideg Servicer en place sinn. An d'Effikassitéit vum System soll iwwerpréift ginn, éier iwwerhaapt emol vun der Erhéijung vun de Cotisatioune geschwat soll ginn.

Sollt et sech dann erausstellen, datt d'Rechnung trotzdeem net opgeet, och wann de System effikass funktionéiert, da féiert natierlech kee Wee derlaanscht, fir un der Schrauf vun de Cotisatiounen ze dréien. Wou ech awer direkt wëll soen, datt mer da vun engem bescheidene Mooss schwätzen. E Mooss, dee verträglech ass, wou ech elo vläicht dat Éischt sinn, wat eng Ziffer avancéiert: Mir stellen eis vir, datt déi Augmentatioun net iwwer 0,2% oder 0,3% erausgeet an datt mer ënnert dem Strëch nach ëmmer ënner enger Cotisatioun vun 2% en total vum Revenu leien.

Zu der Eegebedeelegung. Dat war déi zweetlescht Fro, déi fannen ech awer och ganz wichteg. Eng Alternativ kéint der Froestellung no dora bestoen, de Prinzip vun der integraler Prise en charge vu gewëssene Prestatiounen ze iwwerdenken. An anere Wierder géif dat jo heeschen, der integraler Ofsécherung vum sougenannten „utile et nécessaire" am Fleegesecteur en Enn ze setzen an de Prinzip vun der Eegebedeelegung vun de Bénéficiairen anzeféieren.

Här Minister, dee Wee gefält eis net, an ech erklären Iech och, firwat: Well et sech bei der Assurance dépendance ëm Prestatiounen handelt, déi liewenswichteg Fonctiounen ofsécheren a jiddwerengem vun eis fréier oder spéider kënnen zeguttkommen, kann et net sinn, datt just déi betraffe Leit zur Keess gebiede ginn, wann et se betrëfft, an nëmmen dee Moment! Als Gréng sti mir zum Solidaritéitsprinzip, dee bedeit, datt den eenzelne Bierger net just fir sech selwer zoustänneg ass, mä och fir d'Gesellschaft, och wann et him gutt geet.

An deem Sënn sollen d'Recettë vun der Assurance dépendance iwwert d'Cotisatioune lafen an iwwert d'Eegebedeelegung vun de betraffene Leit soll net geschwat ginn.

Woubäi ze bemierken ass, datt am stationäre Milieu jo vu virera schonn eng zolidd Participatioun vum Résident verlaangt gëtt. Och dat ass vläicht net jiddwerengem bewosst, mä och do ass dee System schonn en place. Anescht kann ee guer net an engem Etablissement opgeholl ginn a versuergt ginn.

Vill méi wichteg wéi de Volet vun der Eegebedeelegung ass fir eis, datt d'Modalitéite vun der Facturatioun a vun der Tarificatioun méi eenheetlech an transparent gestalt ginn. Souwäit ech weess, gëtt et nach ëmmer keng eenheetlech Nomenclature fir d'Akten, déi am Fleegesecteur ugebuede ginn. Dowéinst ass et momentan onméiglech, eng geziilt Käschten-Notzen-Analys a puncto Sachleeschtungen a Servicer duerchzeféieren.

Dat Éischt, wat an eisen Ae muss geschéien - an dat beäntwert och Är deementspriechend Fro, Här Minister -, ass e Mechanismus anzeféieren, deen ähnlech wéi bei der Gesondheetskeess op klore Kritäre vu Qualitéit a vu Quantitéit baséiert. Woubäi et kee Geheimnis ass - ech maachen erëm e Lien zu der Gesondheetskeess respektiv zum Gesondheetsministère oder der Gesondheetsministesch, mir haten déi leschte Kéier driwwer Rieds -, et ass kee Geheimnis, datt och bei der CNS nach keng eenheetlech Nomenclature en place ass. Och do besteet Nohuelbedarf, quitte datt d'CNS net an Ärem Kompetenzberäich läit, Här Minister, mä an deem vun der Gesondheetsministesch.

(Interruption)

Maacht Dir d'Präisser mat? Ma da gëtt et jo nach méi einfach!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ma et ass méi einfach...

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech ginn dovun aus, datt Der Iech zesummesetzt an déi Nomenclaturen, souwuel vun der Assurance dépendance wéi och ebe vun der Santé, zesummen ausschafft a se dann openeen ofstëmmt.

Zu der Fro vun de Forfaite bleift ze soen, datt ee vläicht e bësselchen e Schreck kritt, wann een un eenzel Systemer denkt, wéi dee vum ONE (veuillez lire: Office national de l'enfance), wou laang kritiséiert ginn ass, datt de System ze vill rigid wier. Mir mengen, datt et hei kéint Sënn maachen. Dat heescht, net wéi bis elo fir all Demandeur e ganz individualiséierte Fleegeplang opzestellen, mä eng Rei vun eenzelnen Akte verbonne mat enger Standardzäit a mat definéierte Frequenze festzeleeën. Dëse System war gutt gemengt an ass entstanen, well den däitsche Modell mat de sougenannten „Pflegestufen" als ze vill ondifferenzéiert an ongerecht jugéiert ginn ass.

Allerdéngs schéngt d'Erfahrung elo ze weisen, datt den individualiséierte Fleegeplang an der Praxis Problemer stellt. Laut de Fachleit aus dem Secteur ass de Fleegeplang mat den eenzelnen Akten net nëmme fir d'Prestatairë ganz schwéierfälleg a rigid, mä och fir d'Administratioun ass de System schwéierfälleg, kascht onnéideg Zäit an entsprécht net der Logik eigentlech vun der Simplification administrative, déi mer momentan jo ustriewen.

D'Fro stellt sech och, ob dëse System am Sënn vun der Fleegeversécherung ass, wou et drëms geet, datt déi noutwendeg Fleeg vun de betraffene Leit global ofgeséchert gëtt, an net just iwwer eenzel Akten. Woubäi ech wéilt bemierken, datt Minutten als Moosseenheet, fir de Seuil ze erreechen oder auszerechnen, an den deementspriechenden Tarif, net déi glécklechst Léisung waren an zu ville Mëssverständnisser gefouert hunn.

Duerfir fanne mir d'Iddi, am Virfeld vun der Prise en charge e gewëssene Forfait oder Package vu Fleegeakte festzeleeën, eigentlech ganz sënnvoll. E Betreiungspackage, dee feste Kritären ënnerläit a modulabel ass, géif den Oflaf vun der Prise en charge beschleunegen an dem Personal um Terrain den Traitement vun den Dossieren och vereinfachen.

Eis Propos ass awer, an dat huet den Här Wilmes och gesot, datt déi Leit, déi um Terrain schaffen, grad wéi d'Prestatairen intensiv an d'Diskussioun iwwer eng eventuell Aféierung vu Forfaiten agebonne ginn, well et si si, déi den Terrain am beschte kennen. An et sinn och si, déi wëssen, wou d'Schwieregkeete leien, wann een Dausende vu Fleegepläng muss opstellen. D'Zil muss ënnert dem Strëch jo dora bestoen, de System méi flexibel ze gestalte wéi deen aus Däitschland an d'Packagen esou ze definéieren, datt en differenzéierte System besteet an net e ganz rigide Schema.

Zu de Geldleeschtungen, déi och eng wichteg Roll spille bei der Reform a mengen Aen: Et geet ëm d'Ausbezuelung vun engem gewëssene Montant en espèces, deen de Fleegebedierftege soll erlaben, hir eege Fleeg an eenzel Servicer selwer ze finanzéieren. Dozou ass jo ze soen, datt d'Konversioun an eng Geldleeschtung nëmme méiglech ass, fir d'Hëllefstellung bei den Actes essentiels de la vie a fir d'Haushaltsaarbechten ze finanzéieren. Dee Montant ass och plafonnéiert. Et ass also net, datt een do kritt, wat ee wëllt. An e gëtt ëmmer un de Fleegebedierftege selwer ausbezuelt. Als Revenu de remplacement däerf en net gekuckt ginn.

Als Gréng si mir dem Ausbezuele vu Gelder net gutt gesënnt. Mir sti prinzipiell ëmmer kritesch do, wann et ëm d'Ausbezuele vu Gelder geet, well mir sinn iwwerzeegt, datt déi Gelder net ëmmer do ukommen, wou se sollen ukommen a wou se gebraucht ginn. Sou ass et och bei de Familljeprestatiounen.

Et ass geféierlech, wa Gelder fléissen, ouni datt kontrolléiert ka ginn, zu wéi engem Zweck se schlussendlech agesat ginn. Sou zum Beispill kréien d'Eltere vu behënnerte Kanner e gewëssene Montant iwwert d'Assurance dépendance ausbezuelt, well si d'Fleeg vun hire Kanner assuréieren. Ob dat Geld deene Kanner an der Realitéit vum Alldag awer wierklech zeguttkënnt oder ob vläicht de Kaf vun onnéidege Konsumartikele virgeet, dat ass eigentlech net erauszefannen.

An eisen Ae wier et duerfir vill méi sënnvoll, amplaz vu Geldleeschtungen op de Wee vu Sachleeschtungen ze goen, déi zum Deel ausserhalb vun den Attributioune vun der Fleegeversécherung leien. Dat heescht, héich qualitativ Offere fir den Encadrement vu behënnerte Kanner ze schafen, oder awer den Eltere vu behënnerte Kanner méi Congé parental oder méi Congé social ze accordéieren, fir datt se méi Zäit fir d'Fleeg vun hire Kanner kréien.

Domat verbonne wier och d'Ofsécherung vu Fleegeakten an der Schoul respektiv an de Crèchen oder de Maisons relais als wichteg Konditioun fir eng besser Integratioun oder eng besser Inklusioun vu behënnerte Kanner an deene Strukturen.

Doriwwer eraus musse mer och un déi vill Schoulvakanzen denken. Véier Méint Schoulvakanz ass vill. D'Elteren hunn esou vill Congé net zegutt. Vill Leit respektiv och Elengerzéier kënne kee Beruff ausüben, well hir Kanner während de Vakanzen, am Fall wou se behënnert ginn, net a ville Strukturen opgeholl ginn, wann oft och guer net.

Mat Geldleeschtungen ass deenen Elteren näischt gedéngt. Mir gesinn déi Geldleeschtungen éischter als Almosen un. Fir eis wier et méi sënnvoll, a Servicer, Strukturen an Infrastrukturen ze investéieren. Dat ass natierlech net eleng méiglech iwwert d'Assurance dépendance. Duerfir komme mer bei d'Vernetzung.

Fir dat ze erméiglechen, féiert kee Wee laanscht eng besser Vernetzung vun der Assurance dépendance mam System vun de Familljenzoulagen a mat der Familljepolitik allgemeng.

Dann zum Aidant informel. Den Här Mertens ass keen, den Här Mertens ass en Dokter; ech wëll dat awer redresséieren.

(Interruptions)

An de Kontext vun de Geldleeschtunge gehéiert ebe just och den Aidant informel. Déi Leit leeschte wäertvoll Aarbecht a maachen och vill Aarbecht, déi anerer net wëlle maachen. Duerfir verdénge se Respekt. Dat muss gesot ginn.

An trotzdeem stelle sech beim Aidant informel eng ganz Rei Froen. E Fleegebedierftegen, deen op dës Form vun Hëllef zréckgräift, fir seng Fleeg oder eventuell aner Aarbechten am Haus maachen ze loossen, kritt Geld zur Verfügung gestallt, fir d'Aarbecht vum Aidant informel ze bezuelen. De Montant läit bei 1.150 Euro am Mount, souwäit wéi ech weess. Dëse Betrag läit also wäit ënnert dem Mindestloun. Dat hat awer en Zil: Et gëtt verhënnert, datt d'Mindestlounempfänger ophale mat schaffen, fir sech ëm eng fleegebedierfteg Persoun ze këmmeren an nom Verscheede vun där Persoun aarbechtslos an ouni Statut sinn.

Dat entsprécht wuel enger gewëssener Logik, mä duerchduecht ass dëse System an eisen Aen net. Mir bewegen eis bei där Zort vun Hëllefstellung op dënnem Äis, aus dräi Ursaachen: éischtens, wat déi effektiv geleeschte Servicer an d'Kontroll vun deene Servicer ugeet; zweetens awer och, wat de feelende Statut an déi feelend Qualifikatioun vun deene Leit betrëfft. Och dat ass scho gesot ginn.

Drëttens wéilt ech awer och op d'Abusen hiweisen an op d'Ausbeutung vu bëllegen Hëllefskräften, déi iwwer auslännesch Servicer fir dräi Méint an d'Land agefouert ginn. Dat sinn haaptsächlech Leit aus dem Osten, Fraen aus dem Osten, déi heihikommen, fir eng ofhängeg Persoun ze encadréieren. No deenen dräi Méint gëtt déi Persoun ausgewiesselt, fir ze verhënneren, datt se zu Lëtzebuerg muss ugemellt ginn an en Aarbechtskontrakt no gëltege Kritäre ka kréien. D'Geldleeschtung kann dee Moment och benotzt ginn, fir déi auslännesch Servicer ze finanzéieren. Wou ech muss soen: Do hu mir kee Vertrauen.

Dobäi war et bei der Aféierung vun der Fleegeversécherung e wichtegt Uleies, de Betraffenen eng héichwäerteg Versuergung ze garantéieren, eng vu grousser Qualitéit. Dat war och ee vun de Grënn, firwat eigentlech d'Prioritéit op d'Prestations en nature geluecht ginn ass an net op d'Prestations en espèces. Et ware Mindestqualifikatioune verlaangt, an doru wëlle mir och festhalen.

Iwwert de Wee vun den Aidants informels kann dëse System eigentlech op eng gewësse Manéier ënnerwandert ginn. Dat ass net an eisem Sënn. A schlussendlech stellt sech och d'Fro vun den Objektiver, déi hannert dem Aidant informel stinn. Sielen ass den Aidant informel eng Persoun, déi friem ass, déi vu bausse kënnt. Ganz oft ass et eng Persoun vun der Famill respektiv souguer de Liewenspartner.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An deem Fall kéint een déi deontologesch Fro opwerfen, ob et wierklech muss bezuelt ginn, wann ee sengem Partner moies d'Schmier mécht an him beim Undoen hëlleft. Ech denken, et sinn Zäite ginn, wou dat als normal ugesi ginn ass. Haut muss et bezuelt ginn. Fir eis ass dat net ganz...

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat doten nennt ee Famill!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...net ganz de gudde Wee.

Zu den Aides techniques. E weidere Punkt sinn d'Aides techniques, op déi ech wéilt agoen. Se sinn am Règlement grand-ducal vun 2006 definéiert ginn. Dozou stelle sech och eng ganz Rei Froen, déi schonn zum Deel opgeworf gi sinn. Ech denke beispillsweis och un d'Trapelifter, déi ëmmer méi héich Käschten duerstellen. D'Bénéficiairë vun engem Trapelift stellen awer nëmmen 2% duer vun de Bénéficiairen, déi eng Aide technique zur Verfügung gestallt kréien. Se maachen awer 30% vun de Gesamtkäschte vun den Aides techniques aus.

Eng Rei vun de Bénéficiairë sinn no de geltende Kritären net fleegebedierfteg, well d'Attributioune vun den techneschen Hëllefen net un de Seuil d'entrée gebonne sinn. Hei besteet natierlech direkt d'Gefor vun Abusen, déi onbedéngt verhënnert musse ginn. An och do geet et drëms, fir d'Éischt eng geziilt Analys ze maachen.

Och misst de Règlement grand-ducal, deen d'Aides techniques regelt, iwwerschafft ginn an op déi heiteg Situatioun ugepasst ginn, well souwäit ech weess sinn do eng ganz Rei technesch Hëllefen dran definéiert, déi iwwerhaapt net a Gebrauch geholl ginn an och ni ugefrot ginn.

Zu der Adaptatioun vum Logement wéilt ech och nach e puer Wierder verléieren. Wat oft hellhéireg mécht, Här Minister, ass de Präis, dee fir dës Adaptatioune bezuelt gëtt. Wann ee kuckt, wat d'Privatleit oppassen, wa se hir Wunneng ëmbauen, da muss een hei staunen. D'Privatleit dréien all Euro dräimol an der Hand ëm, wa se hiert Haus wëlle renovéieren oder Upassunge virhuelen. Bei der Assurance dépendance huet een d'Gefill, wéi wann et hei wierklech ganz generéis géif zougoen.

Ouni fest Behaaptunge wëllen opzestellen, muss och d'Fro erlaabt sinn, ob hei net verschidde Firme sech d'Hänn reiwe par rapport zu aneren, déi méi bëlleg Servicer géifen ubidden. Ech wëll et net behaapten, mä et kéint een et vermudden, wann een d'Präisser gesäit.

Onofhängeg dovu si mir der Meenung, datt de Volet vum Logement a vun der Adaptatioun vum Logement fir fleegebedierfteg Persounen net eleng an d'Kompetenz vum Ministère vun der Sécurité sociale dierft falen. Dat ass net de Wee. Hei muss de Ministère vum Logement enk mat erugezu ginn. Net nëmmen, fir déi aktuell Situatioun vun den Adaptatioune mat ze begleeden an an de Grëff ze kréien, mä och, fir nei Pisten auszeschaffe fir d'Zukunft, wéi zum Beispill de Bau vu barrierefräie Wunnengen oder ebe Méigenerationenhaiser, déi och schonn am Ausland en place sinn.

Wichteg ass och, wa Leit en Haus bauen am jonken Alter respektiv hiert Haus renovéieren, datt se d'office drop higewise ginn, wat Barrierefräiheet heescht, an datt se sech bewosst sinn, datt se am Alter vläicht op déi Barrierefräiheet musse kënnen zielen. Dat ass einfach wichteg, datt ee vun Ufank u weess: Herno brauchs de déi do Adaptatioun net méi ze maachen, wann s de elo scho virbeugs. Hei spillt och d'Roll vun der ADAPTH eng grouss Bedeitung als nationale Kompetenzzenter fir Froe vun Accessibilitéit am Wunnengsbau. Och déi Roll sollt nei iwwerduecht ginn an opgewäert ginn.

Dann zu der éischter Fro, d'Definitioun vun der Assurance dépendance, déi Dir ganz am Ufank eben opgeworf hutt. Momentan ass et jo esou, datt dës Definitioun sech eleng op déi Persoune bezitt, déi an de sougenannten „Actes essentiels de la vie" Hëllef brauchen. An anere Wierder: an de Beräicher Mobilitéit, Kierperhygien an Ernährung. Laut Gesetz kann dës Hëllefstellung verschidde Formen unhuelen: sief et, eppes an der Plaz vun der fleegebedierfteger Persoun ze maachen, wa se net selwer dozou fäeg ass, sief et, der betraffener Persoun ze hëllefen an déi néideg Uleedung ze ginn.

Dës Hëllefstellung ass an eisen Ae ganz sënnvoll, virun allem am Beräich vun der Demenz. An awer muss d'Fro erlaabt sinn, ob nieft deenen dräi liewenswichtegen Akte wéi Hygien, Mobilitéit an Ernährung nach aner Besoinen an d'Assurance dépendance sollen afléissen. Déi Fro hutt Dir gestallt. A mir beäntwerte se ganz kloer mat „Jo". Grad bei Krankheete wéi Alzheimer an Demenz, mä awer och bei anere Pathologië wéi Polyarthrosen ass et wichteg, an engem fréie Stadium anzegräifen, fir de Schued a Grenzen ze halen. Mat de Basisakten ass do net vill gemaach.

Allerdéngs komme mer hei direkt op en déif gräifende Problem, an dat ass deen: Wou hält d'Kompetenz vun der Assurance dépendance op - respektiv d'Kompetenz vun der Sécurité sociale - a wou fänkt d'Kompetenz vun der Santé publique un?

Während d'Sécurité sociale prinzipiell zoustänneg ass, fir de Fleegerisiko integral ofzedecken an anzesprangen, wa Käschten ufalen, ass d'Santé jo eigentlech vun der Definitioun hier zoustänneg fir d'Preventioun. Hei besteet e grousse Klärungsbedarf, ëmsou méi, well ech

d'Gefill hunn, datt och am Secteur verschidde Meenungen zirkuléieren.

Éischtens musse mer zu engem Resultat kommen, an duerfir denke mer, datt déi Systemer an Zukunft besser vernetzt musse ginn. Dernieft muss och de Familljeministère mat agebonne ginn, well och dëse Ministère verschidden Attributiounen am Fleegesecteur huet.

Eng aner wichteg Moossnam wier déi, eng detailléiert Analys vun deene Leit ze maachen, déi en Untrag un d'Assurance dépendance stellen an awer net den néidege Seuil erreechen. Eréischt wann een d'Pathologië vun deene Leit kennt, ass et och méiglech, an engem fréie Stadium ze intervenéieren an ze reagéiere respektiv den dramatesche Verlaf vun enger Krankheet vu vireran ze verhënneren.

An deem Sënn wier et och wichteg, de Leeschtungskatalog no ganzer 15 Joer ze iwwerschaffen, Här Minister. Deen ass agefouert gi mat der Fleegeversécherung oder kuerz duerno. En ass 2007 nach verbessert ginn. En ass ganz generéis ausgeluecht, dréit awer der momentaner Entwécklung net onbedéngt Rechnung.

Duerfir misst analyséiert ginn, wéi een Typ vu Leeschtung fir wéi eng Zort vu Fleegebedierftegkeet hautdesdaags dee beschten ass respektiv wéi eng Leeschtunge sech mëttlerweil als iwwerflësseg erweisen oder awer wéi eng Leeschtunge feelen. Dëst souwuel an den Etablissementer wéi och doheem.

Nach ee Wuert zu der Methodologie vun der Evaluatioun. Déi gëtt jo momentan vun der Cellule d'évaluation et d'orientation duerchgefouert. An anere Wierder, vu qualifizéierte Leit, déi eng gewëssen Erfahrung um Gebitt vun der Fleegebedierftegkeet hunn. Op där enger Säit fanne mer dës Approche gutt, well se op e mënschleche Volet hiweist. Et ass d'mënschlech Qualitéit, déi hei am Vierdergrond steet.

Op där anerer Säit kann dës Approche awer dozou féieren, datt d'Evaluatioun net ganz objektiv ass an eenzel Leit par rapport zu anere bevirdeelegt. Aus deem Grond verschléisse mir eis net der Diskussioun iwwer nei Evaluatiounsmodeller, déi am Ausland applizéiert ginn.

Zum Schluss nach dräi Remarquen, déi eis wierklech ganz wichteg schéngen an dëser Reform.

Éischtens, d'Vernetzung an d'Preventioun. Et ass wichteg, datt net nëmmen d'Ministèrë vernetzt ginn, mä och déi eenzel Servicer um Terrain. Dora läit doudsécher e grousst Spuerpotenzial, net nëmmen, fir de bestoende System ze verbesseren an eng besser Preventioun ze garantéieren, mä och, fir ze klären, iwwerhaapt emol, wéi ee Service oder wéi een Acteur fir wéi eng Leeschtung zoustänneg ass.

Och d'Kommunikatioun gehéiert dozou. D'Kommunikatioun tëschent der Cellule d'évaluation an den Acteuren um Terrain muss verbessert ginn, beispillsweis wéi och, mengen ech, d'Taina Bofferding gesot huet, opgrond vum Dossier partagé.

Zu der Formatioun ass och scho vill gesot ginn. Och mir sinn der Meenung, datt d'Formatioun eng grouss Roll sollt spillen. Ech wéilt op d'Néidegkeet hiweisen, datt mer méi Gériatre brauchen an datt mer och e Beruffszweig sollten opbauen, dee sech „Alterspfleger" nennt oder „Altenpfleger". Dat ass e Beruffszweig, deen an Däitschland scho besteet, deen a Lëtzebuerg vill méi gefuerdert a gefërdert misst ginn. Firwat net och iwwert de Wee vun enger Formation continue?

An et ass och net normal, datt, wann 13.000 Leit vun der Assurance dépendance bénéficiéieren, mir just e Grapp voll Gériatren am Land schaffen hunn. Eng méi spezifesch geriatresch Versuergung géif wierklech och an de Spideeler ganz vill Notze brëngen. Nieft dem Sproocheproblem wier dat eigentlech dat, wat ech wéilt soen, als lescht Remarque.

Mir hunn, wéi gesot, net all Froe beäntwert, sinn net am Detail op alles agaangen an awer ass d'Zäit ofgelaf. Mir si gäre bereet, eisen Deel weiderhi bäizedroen, eis Hëllef unzebidden. Wann Dir eis frot, si mer do, an der Hoffnung, datt d'Reform geléngt zum Wuel vun alle Leit, déi se brauchen.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Lorsché. Ech géif dann d'Wuert dem Här Edy Mertens fir d'DP ginn a soen, dass et dem Taina Bofferding no hirem klenge Malaise gutt geet a si d'Wuert nom Edy Mertens kritt.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Villmools Merci, Här President. Et ass selbstverständlech, datt een an deem do Fall hëllefe geet. Dem Taina wäert et schonn erëm gutt goen an et wäert dann och erëm heihinner kënne kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass sécher keen, dee sech et wënscht, mä wie kennt d'Situatioun eben net? A vläicht wor et een aus Ärem Ëmfeld, deen op eemol op méi oder manner grouss Hëllef vu baussen ugewisen ass, sief et, datt e plëtzlech krank gouf, e Schlag gemaach huet, en Accident hat an an Zäit vu Sekonnen zu engem liichten oder schwéiere Fleegefall gouf.

An esou Momenter huet d'Famill jo ewell dacks genuch ze di mat der Situatioun selwer, a wann dann nach géif do e finanzielle Problem derbäikommen - an dee kënnt dacks derbäi, trotz eiser Fleegeversécherung! -, da mécht dat wierklech d'Saach net méi einfach.

Et ass awer glécklecherweis esou, an ech hat ewell eng Kéier hei gesot op där Tribün, datt mer ee vun deene beschte Gesondheets- a Sozialsystemer vun der Welt hunn. Et ass d'Flicht vun enger Gesellschaft a vun engem Sozialsystem, dann anzesprangen, wann ee Mënsch senger Situatioun net méi eleng Meeschter ka ginn. Dat ass virun allem, awer net nëmmen, wéi mer elo ewell héieren hunn, fir déi méi eeler Bierger aus eiser Gesellschaft de Fall.

Ech hunn et ewell gesot, eise Sozialsystem am Generellen an awer och eise System vun der Fleegeversécherung sinn eng vun deene generéisten op der Welt, mä ebensou mat eng vun deenen deiersten op der Welt. Virun allem déi demografesch Entwécklung an déi steigend Liewenserwaardung hunn d'Käschte vun der Assurance dépendance massiv an d'Luucht gedriwwen.

D'Rechnung ass déi lescht Joren nëmmen opgaangen, well ëmmer méi Salariéen, also ëmmer méi Bäitragszueler an de System abezuelt hunn. Et kann een op d'mannst a Fro stellen, ob déi méi moderat Hausse bei de Salariéen an Zukunft déi steigend Käschten ausgläiche kann.

D'Situatioun vun der Assurance dépendance situéiert sech an der Problematik vun den Excédenten, déi ëmmer méi erofgi bei de Verwaltungen, vun der Sécurité sociale am Allgemengen. Et muss ee bedenken, datt de Sold vun der Administration publique an de leschte Joren nëmmen dowéinst positiv wor, well d'Administratioune vun der Sécurité sociale nach Excédenten haten. Et muss ee sech d'Fro stellen, wat geschitt, wann dat net méi de Fall ass. An, à politique inchangée wäert dee Fall an de kommende Joren antrieden, do brauche mer eis absolut keng Illusiounen ze maachen.

Besonnesch d'Zuele vun der Assurance dépendance beleeën dat ganz kloer, wou mir säit 2010 ee konstanten Defizit hunn.

Och d'Evolutioun vun der Zuel vun de Bénéficiairen ass impressionnant. Wéi gesot gouf, och vum Minister: Tëschent 2000 an 2010 huet sech d'Zuel vun de Bénéficiairë méi wéi verduebelt op ronn 11.000. Elo si mer ewell 2013 bei 13.000, iwwer 13.000, 13.500 oder esou. An d'Prognose vum zoustännege Ministère, déi soen eis viraus, wann näischt sech ännert, da bleift et esou. Déi rechne mat bis zu 18.000 - also 18.000, fir déi, déi et net verstinn - Bénéficiairen am Joer 2030, wat eng weider Steigerung vun ëmmerhi 65 Prozent bedeit.

Nach bal méi interessant ass awer och d'Entwécklung bei der Zomm vun den Dépensen, déi 2013 elo ewell op 500 Milliounen Euro geklommen ass, wat eng Steigerung vu 6,3 Prozent par rapport zu 2012 ausmécht. D'Dépensen, déi ginn also méi séier an d'Luucht wéi d'Einnahmen.

Wat eis allerdéngs genausou vill Suerge muss maachen, dat sinn d'Dépensen och par rapport zu der Zuel vun de Bénéficiairen, déi och méi séier an d'Luucht ginn, wéi d'Bénéficiairen.

Bei deenen Ausgabe wier et och emol interessant, Här Minister, wann Dir eis déi Donnéeë kéint ginn, wéi vill datt mer vun der Assurance dépendance an d'Ausland iwwerweisen an ob déi Leeschtungen am Ausland och dem Ausland ugepasst sinn, well et dacks, jiddefalls bei menge Patienten, esou ass, datt hei déi Fraisen heiansdo ganz héich sinn, a wa se direkt iwwert d'Grenzgebitt ginn, wou se gefleegt ginn, et wesentlech méi bëlleg ass.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob een an dëse budgetär schwéieren Zäite weider mat der Participatioun vum Stat esou an där Héicht rechne kann - elo ass erëm eng Kéier d'Participatioun vu 35 op 40 Prozent eropgaangen; déi leschte Kéier war et vun 30 op 35 Prozent -, oder ob een eventuell un e Plaffong do muss denken.

Et gëtt kee Grond, dovun auszegoen, datt sech dëse kloren Trend a Richtung méi Ausgaben, déi net méi vun neie Recettë kënnen ausgeglach ginn, ouni ee Politikwiessel erëm ëmdréit. Den demografesche Wandel léisst do net mat sech verhandelen. Duerfir ass et un der Politik, elo ze handelen.

Mir schwätzen hei vu Prognosen, déi eigentlech vun allen Acteure gedeelt ginn. D'Cour des Comptes huet ewell an hirem Avis zum Budget am Joer 2006 virdru gewarnt, e strukturelle Problem bei der Sécurité sociale ze ignoréieren, an huet virun allem d'Defiziter vun der Assurance dépendance ugeschwat, déi wuel nëmme mat enger besserer Handhabung vun den Ausgaben oder méi héije Participatiounen ze bewältege wieren. D'Cour des Comptes huet dëse Fait an hirem Avis zum Budget vun dësem Joer nach eng Kéier rappeléiert.

Et ass dann och de Rapport vun der Inspection générale de la Sécurité sociale iwwert d'Assurance dépendance vun 2013, dee ganz kloer weist, datt eng strukturell Reform vun der Assurance dépendance néideg ass, fir d'Evolutioun vun den Ausgaben a Prestatiounen an de Grëff ze kréien.

Fir eis Partei DP ass et wichteg, datt och an Zukunft eng qualitativ héichwäerteg Fleegeversécherung fir ofhängeg Persoune garantéiert ass. D'Cotisatiounserhéijunge sollten awer dobäi net en automatesche Reflex sinn, mä éischter als allerlescht Méiglechkeet ugesi ginn. En éischte Schrëtt muss ëmmer sinn, d'Effizienz vum System eropzeschrauwen.

Mir gesinn haut, datt mer am aktuelle Finanzement vun der Assurance dépendance un de Limiten ukomm sinn. D'Zil vun enger Reform soll et jo sinn, dëse Finanzement à long terme ofzesécheren, soudatt de System laangfristeg iwwerliewensfäeg ass. Dës Iwwerliewensfäegkeet beinhalt, datt de System garantéiert, datt sënnvoll an noutwendeg Prestatioune weiderhi mat enger gewëssener Qualitéit garantéiert ginn, fir datt ofhängeg Persoune weiderhin en autonoomt a würdegt Liewe féiere kënnen. Et muss awer och séchergestallt ginn, datt de Finanzement vun dëse Prestatiounen effikass ass, also datt dat gewënscht Resultat esou effikass wéi méiglech erreecht gëtt.

Wat kann een dann elo maachen, fir esou en neie System fir d'Fleegeversécherung en place ze setzen?

De Regierungsprogramm, deen hält fest, datt eng Erhéijung vun de Cotisatiounen - aktuell si se bei 1,4% - just als lescht Mëttel dénge soll, bis datt et wierklech keng aner Léisung méi gëtt, fir de System ze finanzéieren. Eng Erhéijung vun de Cotisatioune géif wahrscheinlech och Froen an der Steierpolitik opwerfen, déi wuel eréischt am Kader vun der genereller Steierreform gekläert kéinte ginn.

An enger éischter Phas musse mer am Kader vun enger Reform eng breet gesellschaftlech Diskussioun mat alle betraffenen Acteure féieren - wéi et och hei ëmmer erëm widderholl gouf -, déi wëssen, wat tatsächlech an deem Secteur ze bewältegen ass a wéi een de System méi effizient gestalte kann.

Effizienz ass hei dat wichtegt Stéchwuert. D'Qualitéit an d'Käschteneffizienz vun der Assurance dépendance hänken net nëmme vun der Unzuel an den Zorte vun de Prestatiounen of, mä och vum Schaffen, vum Zesummeschaffe vun den eenzelnen Acteuren am Secteur. Et mussen och Synergië vläicht gemaach ginn, do, wou se Sënn maachen.

Dann eppes, wat och ewell erwähnt gouf vum Kolleeg Wilmes: D'Preventiounspolitik ass eppes immens Wichteges. Dat däerf op kee Fall vernoléissegt ginn, wann een derfir wëllt suergen, datt munch Persounen doduerch méi spéit zum Fleegefall ginn.

Ech erënneren u Saache wéi zum Beispill uerdentlecht Astelle vum héije Bluttdrock, fir en Hireschlag ze verhënneren, Diabetes-Astellung, regelméissegt Erëmbestelle vun de Leit a Kontrollen, do eng gutt Reklamm duerch d'Sécurité sociale no bausse maachen. Dann och a Saache Preventioun vum Falen: Well ganz vill Leit, déi sinn tipptopp drop, bis de Moment kënnt, wou se falen. Duerch eng déck Osteoporos, wéi et haaptsächlech bei de Fraen ass am Alter, brieche se dann alles, an duerno geet et „bergab". Dat heescht, si ginn zum Dauerfleegefall. An dat si Saachen, déi ee wierklech bedenke muss!

Eppes aneschters, wat mir als Hausdokter ëmmer Suerge mécht, dat ass d'Geschicht vun der Longenentzündung. Mir wëssen alleguerten, an et gouf och nach eng Kéier duerch e Mail drop higewise vun der Santé publique, datt ee soll d'Leit ab engem gewëssenen Alter mat Prevenar géint déi Longenentzündung impfen. Also, dat ass ganz wichteg, datt een déi Impfung mécht. Do sollt ee vläicht och nach viru Reklamm maachen, well ech mengen, d'Statistike besoen, datt e Patient, dee 70 Joer al ass, bei enger Pneumokokken-Pneumonie... Also iwwer 60% hunn nëmmen eng Chance, do ze iwwerliewen, trotz de moderne Mëttelen, déi mer hunn, oder ginn herno vun der Intensivstatioun direkt an e Fleegeheem geschéckt. Esou vill zu der Preventioun, also net vergiessen!

Effizienz huet och eppes mat Kollaboratioun tëschent den Autoritéiten an den Doktere respektiv dem medezinesche Fleegepersonal ze dinn. Et sinn déi behandelnd Dokteren, déi am Generellen déi sozial a familiär Situatioun vun hire Patienten zënter Jore kennen! Ech kenne se ewell tëschent 28, 29 Joer. Dës Kollaboratioun kann immens wäertvoll si fir d'Cellule d'évaluation, an och während hire Kontrollen.

Ech sinn ëmmer der Meenung, an dat ewell jorelaang, datt den Hausdokter absolut op der Plaz muss gehéiert ginn, an dee soll sech duerfir Zäit huelen. An och d'Doktere solle sech do wierklech zesummerafen, fir eng grouss Hëllef fir d'Cellule d'évaluation ze sinn. Ech weess ganz genau, datt mer jo deen Ziedel hunn, dee mer mussen ausfëlle beim Antrag vun der Fleegeversécherung; mä dat ass alt esou eppes, do mécht een e puer Stéchwierder drop. Mä den Dokter weess nach vill méi! E weess ganz vill méi, wéi iergendeen an der Cellule d'évaluation sech jeemools ka virstellen! Also, Här Meyers, ech mengen, esou ass et?

(Interruption)

Och bei Demandë fir Material zur Erliichterung vun der Mobilitéit oder fir Transformatiounen um Haus sollt den Hausdokter onbedéngt ëm säin Avis gefrot ginn - eppes, wat ech nach ni verstanen hunn! -, well do kënnt et zu grotesken Iwwerraschungen.

Ech hat elo nach esou e Fall, wou d'Leit kräische koumen, si misste Suen zréckbezuelen. Ob dat esou ass, Här Minister, weess ech net, datt ee verflicht ass, wann déi Installatioun net esou an esou al ass an de Patient verstierft dann oder e muss an d'Altersheim goen, datt dann d'Famill muss eppes zréckbezuelen.

Mä mir haten elo grad hei erwähnt déi Geschicht mat den Trapelifter. Dat ass jo grotesk! Also wann Der dat emol matmaacht: en Trapelift, dat wär wonnerbar, „Elo, den Noper huet och een, elo kréie mir en Trapelift."! An da soen ech als Dokter zum Beispill: „Ma Madame, ëm Gottes wëllen, iwwerleet et!" Ech ruffe se souguer an en anert Zëmmer, bréngen hir iergendwéi bäi, dat wor deslescht nach de Fall: „Ma, Ären Här ass awer net méi esou gutt, ech géif mat deem Trapelift waarden. Dat gëtt eng Émstrukturéierung vun Ärer Trap."

Dat ass jo net einfach, en Trapelift. Do kënnt Dir jo net telefonéieren a soen: „Ma, ech hätt gären en Trapelift." Well do zitt eng ganz Batterie vun Architekten, Ingenieuren, Statiker an, déi moossen d'Haus, ob et net an de Koup fält, ier et dann endlech zu dräi Devisë kënnt. An tëschent deenen dräi Devisë muss ee sech dann een eraussichen, deen horrend deier ass.

Ech fannen dat wierklech schrecklech deier! Mä elo kënnt et! Elo kënnt et, wou ech zoustänneg sinn. Et ass esou, de Mann jäizt oder d'Fra: „Ech ginn net op de Lift! Ech fueren net mat engem Lift. Dir kënnt mech klibberen! Au, Hëllef, Hëllef, Hëllef! Ech ginn net op de Lift." Da kënnt awer dann nach d'Fleegepersoun owes, da seet déi: „Du gees elo hei an de Lift! Ech weisen der, wéi schéin datt dat ass." An da gëtt do mat Teddybiere geschafft a mat wat net nach wéinst deem Lift!

(Hilarité)

An dann dauert et dräi Méint, véier Méint, dann ass de Patient am Altersheim, an enger Fleegestruktur, oder leider, wéi et esou dacks virkënnt, ass e verstuerwen. An elo kënnt deen nächste Schrëtt: „A wat maache mir mat deem Lift? Wann ech wëll eng Fotell eroptransportéieren, rennen ech mech mat de Schinnen an de Lift!" Also rappe mer de ganze Lift of. An da gëtt telefonéiert: „Kënnt Dir nach éierens e Lift gebrauchen?" - „Mat deem kënne mir näischt maachen, well do musse jo da Staangen ëmgeännert ginn", an ech weess net, wat alles do kënnt.

Pardon, fir nëmmen e Beispill ze ginn, wou den Dokter wäertvoll Auskunft ka ginn. E soll sech och duerfir Zäit huelen! E soll dat ganz seriö maachen, e soll mat agebonne ginn. Ech mengen, do hätte mer dann... Dat ass elo nëmmen ee Fall! Mä wéi vill hu mer där am Land? An dat kascht richteg Geld, déi dote Geschichten!

Dat Zweet ass dat, wat erwähnt gouf ganz richteg, vum Buedzëmmer. Dir hat elo hei - ech mengen, Dir waart et - mer dat verzielt vum Buedzëmmer, wou dann... Dat ass net einfach! Do kann ech net higoen an da soen ech: „Majo, ech sinn elo der Meenung, ech brauch fir mäi Papp oder meng Mamm e Grëff, fir datt se méi einfach mat engem Opsaz vun der Toilette opkënnt." Ma wat stellt Dir Iech vir?! Do kënnt dann eng Madame, do kanns de net widderspriechen, well déi huet ëmmer recht. An déi seet engem: „Dat gëtt näischt! Elo gëtt hei eng Evaluatioun vun Ärem Haus gemaach! Et gëtt gekuckt, d'Buedzëmmer gëtt erausge-

rappt, nei gemaach...", tattati, tattato, fir horrend Geld.

Ech hat elo selwer e Fall, do huet dee gesot: „Ma, ech wier dovukomm mat 7.000 Euro." Mä elo si si bei enger Planung mat 17.000 Euro, fir dat Buedzëmmer ze maachen, woubäi se awer elo ewell gesinn, datt déi Madame net wäert dräimol am Dag an deem Buedzëmmer gewäsch ginn, ob se dann am Rollstull sëtzt oder net. Well ech kann Iech soen - an ech hunn dräi Persounen doheem gefleegt -, ech weess, vu wat datt ech schwätzen - an dat joren-, jorelaang! A mäi Papp war aacht Joer am Rollstull. Kommt, mir halen dach mat deem Unfug do op!

Dat ass also wichteg, Här Minister: Mir paken et zesummen un, mir halen op a mir gleewen emol de Leit a mir ginn emol d'Situatioun op d'Plaz selwer kucken! An da kucke mer, ob tatsächlech... Wa jo am Haus dann och nach e Schlässer war an de Jong ass Plätterchersleeër, da musse mer dach net eppes do opriichten, wat herno 20.000 Euro kascht! Wann ech gelift! Dat ass d'Geld awer richteg, wéi ewell hei gesot gouf, zur Fënster erausgeworf. A wa se wierklech nëmmen e Grëff brauchen, da solle se nëmmen e Grëff brauchen.

Sou, dat emol dozou!

(Hilarité générale)

Une voix.- Très bien!

M. Edy Mertens *(DP)*.- Fir méi effizient ze schaffen - dat gouf hei och ewell alles gesot: vum Här Wilmes, vun... -, also, fir méi effizient ze schaffen a virun allem och, fir de betraffene Leit a Personal vill onnéidege Misär ze erspueren, muss een dann déi „ausufernd Bürokratie" - hunn ech mer hei opgeschriwwen - ënnert d'Lupp huelen. Dat ass jo onheemlech!

Ech hu mer duerfir erlaabt, vu menger Mamm - dat ass ewell e puer Joer hier - dee leschten Ziedel hei matzebréngen. Dat kritt Der als Patient heemgeschéckt. Do sti Sekonnen drop, do sti Minutten drop, Sekonnen. Do stinn da Saachen drop, „soins buccaux", ech weess net wat, fir zwou Minutte 50, mat den Zänn wäschen. Et kann awer sinn, datt deen Ableck d'Hëllefspersoun ewell urifft: „Ech kommen elo. Maacht direkt d'Zahnpasta op d'Biischt, well et geet net duer!"

(Hilarité)

An da kommen aner Saachen derbäi.

Ech hat emol geplangt, fir hei eng Übung ze maachen, datt ech géif soen, kommt, mir all maachen emol een Effort an ech reeche jiddwerengem en Neelset a mir stinn alleguerten op a mir probéieren eis emol an zwou Minutte 50 d'Neel ze schneiden.

(Hilarité)

Also, nëmme fir e Beispill. Da steet do „soins ongles" fënnef Minutten. Dat sinn awer déi do Ongles an déi do Ongles. A wann een awer weess, datt déi Leit jo awer dann iwwer 60 Joer al sinn, iwwer 70 Joer, dann ass dat ewell alles e bësse méi schwéier.

Da kommen aner Saachen: „sortir du logement" fënnef Minutten, „entrer au logement" fënnef Minutten. Also, d'Personal rëselt de Kapp, wat dohinnerkënnt an Ärt Haus d'Fleeg maachen, d'Personal an eise Strukture rëselt de Kapp. Mä dat huet awer net d'Recht, de Kapp ze rëselen, well soss gëtt et nach vernannt. Also, an eise Strukturen, ech ginn elo, wéi gesot, 28 Joer an eis Altersheimer, also, do kann ech nëmme soen, wann ech dat vergläiche mat der „guten, alten Zeit", dat war herrlech!

Haut gitt Der erop op de Stack - dat ass mer deslescht nach geschitt, et ass emol net esou schrecklech laang hier -, da sëtzt am Schwesternzimmer net d'Infirmière eleng, mä si sëtzt do mat enger Madame, déi hat eng Auer ëmhänken. Du sot ech: „Laaft Dir hei Marathon oder wat maacht Der?" - „Neen, ech kontrolléieren elo d'Madame. Wann Der wëllt, da kënne mer direkt mat Iech goen…", sot d'Infirmière, „...mir stoppen d'Zäit." An dunn hunn ech gesot: „Ech loossen hei keng Zäit stoppen! Also, wann Dir mir d'Zäit stoppt, oder wann hei eng Gesetzgebung kënnt, wou ech als Hausdokter meng Zäit gestoppt kréien, dann halen ech muer op an da ginn ech éierens anescht hin!" Dat ass einfach lächerlech!

(Brouhaha)

Dat kann et net méi sinn! Här Minister, mir mussen do duerchgräifen, datt déi Meedercher a Jongen, déi an esou enger Struktur schaffen, déi eng exzellent Aarbecht maachen, dat wëll ech emol soen! Also mir gesinn déi lescht Jore praktesch kee méi an eisen Altersheimer, wou ech do fréquentéieren, mat engem Dekubitus, duerch natierlech och gutt Hëllefen, technescher. Déi Matratzen do, déi Alternating-Matratzen an esou virun. Eis Leit si super versuergt!

Kommt, mir brauchen näischt Neies ze erfannen, wéi mer elo grad gesot hunn! Oder Dir hutt gesot, mir kucken, wat fir nei Momenter mer an d'Fleegeversécherung erabréngen. Kommt, mir huelen emol dat, wat mer hunn! Mir sëtzen eis an eise Gremien zesummen, an ech mengen, do wär all Partei heibannen averstanen, an dann hale mer mat deem Unfug ganz einfach op!

(Brouhaha)

Ech mengen, mir kënnen dach net higoen, wann do eng Propos wor vun deem, wat Der eis iwwerreecht hutt, eng Iddi vun der Télémedezin! Ma do kann ech soen, jo, Téléalarm, eng wonnerbar Saach, wann een nach weess, op wat een dréckt! Meng Mamm sot ëmmer: „Firwat hunn ech déi Auer dann hei?" Duerfir hunn ech den Alarm zréckginn.

Mä soss ass Téléalarm eppes ganz Wichteges. Mä Télémedezin, do denken ech ëmmer drun: Wou ass de Médecin référent drun?

Elo kënnt dat Nächst. Mir hate schonn eng Kéier Kaarten, fir geröntgt ze ginn, déi fënnt kee Mënsch méi erëm. Elo komme mer an d'Télémedezin fir d'Fleeg vun ale Leit! Also, dat ass vläicht a Kanada, Rocky Mountains, oder am, ech weess net wou d'Distanz méi grouss ass, mir operéiere jo keen doheem. Mä ech weess, wat Der gemengt hutt. Dir hutt gemengt, den elektronesche Patient, wou ech kann am Computer d'Donnéeën de Weekend oder wann ech kommen owes kucke goen. Dat ass wierklech eng wonnerbar Saach, dergéint huet jo och keen eppes.

Mä kommt, mir ginn dem Personal an deene Strukturen... Dir gleeft net, wat eis da geschitt! Déi streeën eis Lorbeeren, wa mir heibannen et fäerdegkréien, alleguerten zesummen dee bürokrateschen Unfug an deenen Haiser ze briechen! An ech mengen, all President vun engem Verwaltungsrot an all Dokter, dee gratuléiert eis dozou. An ech soen Iech och, et geet och esou, well mir hunn do an deenen Haiser...

Natierlech hunn déi Strukturen e Wandel matgemaach. Déi hunn zum Beispill, wann ech dat vergläiche mat fréier - an den Här Meyers hat mech eng Kéier dorop higewisen, datt mer e Gespréich haten -, aner Strukture missen opbauen, well se ëmmer méi schwéier Fleegefäll erakruten.

Schwéier Fleegefäll, wou si gezwonge sinn, sech extra anzeriichten, soss kënne se déi Fleegefäll eben net fleegen. Datt dat eng kostspilleg Geschicht ass, datt dat kascht! A wann deen Ableck dann net esou vill där Fleegefäll do sinn, wat jo och emol virkënnt, zum Gléck, dann ass et esou, datt déi eng ganz deier Infrastruktur do hunn, ganz deiert Personal musse bezuelen, wat dann net ausgelaascht ass.

Kommt, mir kucken, ob mer do näischt zesumme kënne maachen oder ob mer eventuell soen, datt mer an der Gériatrie méi aktiv ginn, wat eben en Haus, eng Gératrie ubelaangt! Mä kommt, mir hale mat deenen Topegkeeten, géif ech se bal nennen, op! Et ass wierklech... Ech kréien et all Dag ze héieren! All Dag, wann Der an d'Altersheim Visite maache gitt, kritt Der... Du sëtz do an du sëtz do.

Ech wéilt, ech hunn d'Recht jo och net, mä ech wéilt, Dir géift hei e Computer vun engem Altersheim gesinn! Also déi Blieder, déi d'Meedercher erausdrécken, déi sinn entre-temps esou grouss, hein, a 50 Zeilen no ënnen, no uewen, zwou Minutten zéng Sekonnen, fir d'Hoer ze maachen. Also do sti Saachen drop! Kommt, mir halen domat op! Da spuere mer immens vill Geld, mir ginn de Leit, déi do sinn, erëm hir Qualitéit erëm. Well si si jo net op enger Intensivstatioun vun enger Transplantatiounsklinik! Sou kënnt dat mir heiansdo vir.

Mir sollen Zäit hunn, an Dir hutt et richteg gesot, Här Minister, an all Riedner, deen hei war: Kommt, mir huelen eis Zäit fir de Patient! Hie gaapst no Zäit, hie freet no Zäit! Hie freet net no komplizéierten Tafelen oder soss iergendeppes. Gitt eisem Personal erëm Zäit! Vläicht spuere mer dann esou vill Suen an, datt mer den Haiser kënnen dat néidegt Personal ginn, wat léif ass zu hinnen - a si sinn alleguerte léif zu hinnen, déi allermeeschten, 99 Prozent -, sech bei si op d'Bett setzt, si tréischt, mat hinne spadséiere geet.

An da komme mer bei all déi Saachen do ronderëm, wéi hei steet, wat een alles do kann ubidden. Do soen ech ëmmer, dat ass „l'offre crée la demande".

Also, ech mengen, wann ech eng riseg Offer hunn an ech muss där Satisfaktioun ginn, dann erfannen ech all méiglech Saachen. Gleeft mir, et sinn net vill Bomien am Altersheim, déi Astrologie wëlle studéieren oder wat fir eng nei Perspektive se do erfannen. Déi Meedercher, déi do sinn, maachen dat. Mä mir mussen awer wëssen, an elo grad gouf et och gesot, wou ass et Schluss!

D'selwecht d'Definéiere vun der Dépendance. Ëm Gottes wëllen, ech maachen ëmmer Reklamm derfir an den Haiser. Ech soen dat zu de Leit. Ëm Gottes wëllen, den Alter ass keng Dépendance! Ech hat Leit, déi si mat 91 Joer de Führerschäin erneiere komm, also, déi wore wesentlech méi fit wéi ech. Also, déi sinn do, ech mengen, den Alter ass net direkt, datt do ee vun der Famill kënnt, wa mer vum Aidant informel schwätzen. An et gouf virdru jo ewell hei gesot, datt mer musse kucken, datt dann awer och eppes Anstänneges doheem geschitt.

Ech soen Iech nach e Beispill, well et esou flott ass. Ech sinn an en Haus erakomm, fir déi Geschicht do ze iwwerpréiwen, well de Mann schrecklech rose wor iwwert deen aneren Hausdokter. Do hunn ech mech gefrot: Wat solls du awer elo nach do maachen? Dat war, éier et d'Fleegeversécherung an deem do Sënn gouf. Du krute se iergendeng Zomm, fir doheem gefleegt ze ginn. Du sinn ech an d'Haus erakomm, do sëtzt e Mann op engem Piano an Tralala. Du sot ech: „Wat ass dann dobanne lass?" - „Ma dat ass de Bop, hie spillt Piano." - „Mä…", sot ech, „...ass dat deen, dee mech elo bestallt huet, fir déi Zomm vun der Fleegedéngen do festzesetzen oder fir ze soen, datt e fleegebedierfteg wier?"

Ech sinn erakomm, dee fält mer bal ëm den Hals a seet: „Mäi léiwe Mann, Dir hätt mech emol misse fréier héieren! Mir sinn aus dem Minette. Ech hunn am Café ëmmer gespillt." Du fänkt deen och nach u mat danzen a spillen. Du sot ech: „Jo, Monsieur, ech kann Iech awer net do…, dann hat deen aneren Dokter awer recht, hein." Do hunn ech natierlech och net méi brauchen hannescht ze fueren.

(Hilarité)

Also, mir musse ganz genau kucken, wou definéiere mer eng Dépendance, well där Fäll gëtt et och nach vill. A mir bréngen hinne klipp a kloer bäi, datt et och nach erlaabt ass - d'Madame Lorsché hat et gesot -, fir mengem Papp eng Taass Kaffi erauszeschëdden, wann en e bëssen ziddert.

Well, wann et bis richteg lassgeet doheem mat der Fleeg, dat kann ech Iech soen, da sidd Der och ënner Opsiicht, da sidd Der an Ärem Haus net méi eleng, well ech wor bei der Fleeg vun enger Persoun doheem net méi eleng. Da stitt Der moies um hallwer siwen op, well da schellt et schonn un der Dier, a Punkt um esou vill Auer geet et op d'Toilette an dräi Minutten duerno gëtt dat gemaach an hei gemaach. Also, dat ass net esou.

Kommt, mir loossen all déi Saachen, déi wierklech net Fleegefäll sinn, net Fleegefäll sinn! Duerfir soen ech, Cellule d'évaluation, mir schaffen zesummen. Mir si gäre bereet als Hausdokter, eisen Deel dozou bäizedroen.

Dann hat ech nach eppes, wou ech soen, mir musse méi Méiglechkeete ginn, datt déi Leit, déi do bei déi Patienten heemginn, e bëssen eng eegen Initiativ fannen. Ech soen Iech elo emol e Beispill.

Also, wann Dir mir telefonéiert an Dir sot zu mir: „Ma ech weess net, ech si mam Knéi widdergestouss. Här Dokter, dierf ech mer Voltaren op de Knéi schmieren?" Da soen ech: „Majo, dat ass déi richteg Creme, Reparil, Voltaren, schmiers de se drop." Ech kann da jo net garantéieren, datt deen net op der Plaz eng lokal Reaktioun vun der Creme mécht oder wat.

Mä hei schellt den Tëlefon: „Här Dokter, mir brauchen nach ee Rezept fir Creme, ee Rezept, fir dat dropzemaachen." Da soen ech: „Ma da reift hir d'Feescht emol gutt an!" - „Dat däerf ech net eleng, dat däerf nëmmen d'Infirmière. D'Fleegepersoun däerf déi Creme net opdroen, dat muss eng diploméiert Infirmière sinn. Duerfir brauche mer erëm e Rezept." An esou schreift Der als Dokter an deenen Institutioune Rezepter vu moies bis owes fir eigentlech Prestatiounen, déi all normale Mënsch, deen net ofhängeg ass, sech selwer mécht: alt erëm Bürokratie! Do musse mer wierklech domat ophalen an da spuere mer ganz, ganz vill.

Une voix.- Très bien!

M. Edy Mertens *(DP)*.- Also villes muss a soll nach am Kader vun der Reform jo diskutéiert ginn, mä wéi gesot, eng Saach soll net diskutéiert ginn, an ech wëll et elo do net an d'Lächerlecht eranzéien, dat ass d'Qualitéit vun de Prestatiounen, well dorop kënnt et wierklech un. A mir sollen och, an och déi, déi no eis kommen, wierklech kënnen op déi Servicer do zréckgräifen an eng uerdentlech Leeschtung kréien.

Da muss ee sech awer och d'Fro stellen, wat fir eng Leeschtungen ënner wéi enger Form solle bei der Fleegeversécherung considéréiert ginn, wéi Dir et richteg geschriwwen hat, Här Minister, do an deem Dengen. Déi 2,5 Stonnen zum Beispill, solle mer déi och an der Institutioun verrechnen? Dat ass jo net Soins à domicile, dat ass Aide à domicile. Solle mer op d'Pauschal zréckgräife bei bestëmmte Krankheeten, déi iwwert d'Fleegeversécherung och gedeckt ginn, Spina bifida an esou weider? Also blann Leit an esou, wéi Der et geschriwwen hat. Dat ass wierklech nozedenken.

Ech géif mengen, ech wier och bei deene Fäll dergéint, einfach ze soen, elo kriss de esou vill, mä dat soll een och evaluéiere loossen.

Ech géif mer d'Fro stellen, ob et net méi gescheit wier, do eng richteg Evaluatioun ze maachen, déi mer neurosensorielle nennen, esou ab 70 Joer, oder bei engem Parkinson, a kucken: Wéi ass d'Evolutioun vun deem Patient? Wat musse mer elo virgesinn?

An dat ass och dat, wann de Modell kënnt, fir et auszerechnen. Also ech gleewen... Ech sinn elo wierklech kee Spezialist am Ausrechnen, wat dat do kascht. Mä mir mussen awer wierklech bei esou engem Patient jo och virausgesinn, jee nodeems, wéi dee Parkinson evoluéiert. Wann dat een ass, dee schnell evoluéiert - dat seet den Neurolog Iech -, da kënne mer eis fir d'Zukunft och méi héich Prestatioune virstellen, méi eng staark Dépendance wéi virdrun. Dat sinn alles Iwwerleeungen, déi mer matenee musse maachen.

Dann hate mer dat och hei virgedroe kritt, datt am Milieu stationnaire een Drëttel ass, zwee Drëttel sinn doheem. Am Milieu stationnaire 67% Käschten, 38%, mengen ech, ass et doheem. Also mir musse versichen, esou laang wéi méiglech d'Leit natierlech an hirem Domicile ze behalen. An et ass onheemlech wichteg, déi Liewensqualitéit de Leit ze loossen, datt se an hirem bekannten Emfeld kënne bleiwen, an hiert Selbstwäertgefill soll net gestéiert ginn an esou laang wéi méiglech kënne se doheem bleiwen. Dergéint huet keen eppes, mä dat ëmmer ënnert der Reflexioun: Wat kënnt do als Embau doheem, oder wat et dann alles ass, op eis zou?

Fir et ofhängege Persounen ze erméiglechen, eben esou laang wéi méiglech dozebleiwen, muss een... Et kann een doheem bleiwen, et muss een awer och un déi denken - an d'DP mécht sech déi Gedanken natierlech och -, déi Leit, déi dann doheem hir Leit fleegen. An ech mengen, déi Zäit muss een hinnen zougestoen. Et muss een dat nokucken. Vläicht: Wéi ass et mam Rentebäitrag? Dat gouf virdrun erwähnt. Dat solle mer wierklech duerchdiskutéieren. An eventuell dann awer och éierlech sinn, heiansdo dorop zréckkommen, fir hinnen dat ze weisen, wat eis verschidden Organisatiounen, wéi Hëllef Doheem, Help an esou virun, hinnen ubidden, nämlech Formatiounscoursen, déi ganz wichteg kënne sinn.

Ech kann Iech soen, wann Der mat demente Leit ze dinn hutt, Dir kommt vun der Aarbecht owes heem, an déi Hëllef, déi da vläicht doheem ass, ass net méi do, an Dir hutt da mat enger dementer Persoun ze dinn, ech kann Iech viraussoen, jee nodeems, wat fir e Charakter, wat fir eng perséinlech Struktur datt Der hutt, dat geet e puer Stonne gutt an da fänkt et awer richteg u schlëmm ze ginn. Wann dann och nach laang Nuechten derbäikomme mat Jäizen an all Méigleches - ech weess, vu wat ech schwätzen, ech hunn dat laang Jore matgemaach -, dat ass net einfach, souguer wann een aus der Professioun kënnt!

Duerfir wëll ech do ofschléissen a soen, do gesi mer emol, wat fir eng Aarbecht datt dat Personal leescht. Wat fir eng Aarbecht och an den Institutiounen datt d'Personal leescht. Wou ech se heiansdo bewonneren, datt et esou ass. A mir heibanne solle wëssen, datt déi dat mat Léift, mat Zouneigung maachen.

Ech hunn nach an Erënnerung eng Madame zu Clierf am Altersheem, zéng Joer war se do, bal zéng Joer a komplett duerjerneen. Total duerjerneen, dement, déi wousst net méi, wien hire Jong wier, absolut näischt méi. An deen Dag, dee koum mat 88 Joer, 89 dunn, wéi d'Madame dout war, du sinn ech dohinnergaang den Doudeschäin schreiwen. Du stoung ënnen am Gank ewell hir Foto an eng Käerz.

A wéi ech op d'Zëmmer bei se koum, Dir gleeft et net, du stoungen do zwou Infirmièren ze kräischen. Dat muss een hei emol soen! Also dat ass wierklech, och esou Leit kënnen engem esou un d'Häerz wuessen! Dunn hu si gesot: „Eist Marieche war awer esou gutt!" An déi hunn, dat war ee Sonndenowend, ech vergiessen en ni, déi haten och nach aner Saachen ze dinn - vläicht, déi hätte jo einfach kënne soen, mir doe se un an da féiere mer se an d'Morgue, dann ass et gutt -, déi hu gekrasch, wéi se hiert Marieche verluer haten.

Dat nëmme fir ze soen! Well mir si jo all gesond oder mir hunn, ech mengen alt emol, also, datt mer soen, dat do, dat geschitt der ni. Neen, da brauchs de och Leit, déi dech betreien. A mir sollen och d'Gewëssheet hunn, datt eis Strukturen esou gutt sinn, an duerfir solle mer dat

Finanziellt, jo, wéi gesot, mir solle gutt iwwerleeën, normal Saachen erfannen a maachen, a kee Blödsinn. Well mir brauchen déi Leit do! An déi Leit solle mer anstänneg astellen, déi brauchen eng gutt Formatioun, mir solle se anstänneg bezuelen, do ass keen Zweifel drun. Also, mir hoffen, datt mer, mir an déi, déi no eis kommen, an esou Strukturen och nach professionell betreit ginn.

Ech wollt dann nach just schwätzen, mä dat hunn ech ewell gemaach, iwwert déi sougenannten „Activités de soutien" - do koumen och ewell déi Spriecher virdrun drop zréck -, wou mer einfach misste kucken. Do hat ech gesot, „l'offre crée la demande". Mir sollen do och mat Verstand virgoen. Vläicht eng Kéier eng Réunioun mat deenen Institutioune maachen a soen, kommt, och kucken, wat net muss sinn, l'utile et le nécessaire, dat ass wierklech... Dat soll een och net an d'Lächerlecht zéien, well et ass och gutt, wa Leit, déi eleng doheem wunnen, där gëtt et och nach, et ginn och Leit betreit vun deene Strukturen oder vun der Fleegeversécherung, déi kee Mënsch doheem hunn.

Also ech hat ee Fall, do louch d'Fra doheem am Bett, am Klinikbett, mat engem Hireschlag säit véier Joer, an de Mann, dee konnt bal net méi goen, dee konnt, ech weess net, en huet, fir zéng Meter ze goen, eng hallef Stonn gebraucht, déi si bis zu hirem Doud doheem betreit ginn, hate keng Famill an näischt. Dat hunn déi Strukture gemaach. Stolz kann een nach dorop sinn, dat muss ech wierklech soen. Dat huet geklappt. An esou eppes ass natierlech ze ënnerstëtzen.

Mä awer aner Saachen, do muss een ebe kucken, wéi wäit gi mer do. A mir froe vläicht emol am beschten an deenen Haiser no, déi dat jo ubidden, firwat datt dat esou deier gëtt. Oder ass dat d'Personal? Ech weess et net.

D'Demokratesch Partei wëllt dann awer och an Zukunft vläicht méi integratives, jo, Wohnen, wéi een dat nennt, fir d'Senioren. Et musse méi Projete fir Senioren, vläicht déi sougenannten „Wohngemeinschaften", déi et jo och am Ausland gëtt, „betreutes Wohnen", déi ee mat de Gemenge kéint ugoen, wouriwwer mer kéinten diskutéieren. Ech hunn et elo grad ewell hei héieren, wou d'Leit dann awer trotzdeem an hirem geregelte Liewe länger kënnen doheem bleiwen.

Fir dat optimal ze organiséieren, sollten esou alternativ Wunnforme fir Senioren direkt vläicht, och wann ee gréisser Wunnengsprojete mécht, mat ageplangt ginn, wou se dann och méi no - ech mengen, dat war jo och ewell vun der Ministerin gesot ginn -, wou ee méi no do an déi Doktersbetreiung a Butteker, oder wat et ass, kënnt.

D'Würd vum Mënsch an esou vill Onofhängegkeet wéi nëmme méiglech sti fir eis natierlech kloer am Mëttelpunkt. An deem Sënn muss ee sech och der Problematik vun de steigende Fäll vu Patiente mat Demenz bewosst sinn. A wann ech net falschleien an deem, wat ech déi lescht Zäit um Fernseh gesinn hunn an an Noriichte krut an an der Fachliteratur, kënnt do nach e schéine Batz op eis duer.

Wéi gesot...

(Interruption)

Jo. Et muss duerfir och bei deene Strukturen, déi mer maachen, och bei deenen anere Strukturen, e bëssen opgepasst ginn, datt mer deen, dee wierklech nach mam Auto an d'Altersheem kënnt, an dat gëtt et och, datt mer dee vläicht, den demente Patient, wou déi doheem komplett verzweifelt sinn, fir en ze betreien, datt mer do kucken, datt mer fir deen en Ënnerdaach hunn an enger Fachklinik oder ebe wou Leit gewinnt sinn, domat ëmzegoen.

Am Allgemenge muss an Zukunft méi cibléiert a méi effikass an eise Gesondheetssystem investéiert ginn, fir weiderhin eng héich Qualitéit vun de Prestatioune kënnen ze garantéieren, ouni onbedéngt mussen déi Prestatiounen ze degradéieren oder d'Cotisatiounen natierlech ze erhéijen. Duerfir muss ee vläicht och dee Katalog vun de Prestatiounen, et ass virdrun och gesot ginn, ënnert d'Lupp huelen a kucke vun der Assurance dépendance, kucken, wat mer do kënne verbesseren.

Dat Zweet hat ech ewell gesot. D'Kontroll vun de geleeschte Prestatiounen duerch d'Cellule d'évaluation, mam Dokter zesummen, dat betounen ech ëmmer, dat ass wichteg, oder wéinstens deen Dokter, dee virdrun dee Kranke gesinn huet.

An den Degré de dépendance vun der betraffener Persoun nei ze evaluéieren. Do ass et heiansdo, menger Meenung no, net néideg, datt d'Cellule d'évaluation sech dohinner déplacéiert, well se do kann e risege Bericht kréie vun dem Fleegepersonal, awer och sech mam Dokter kann a Verbindung setzen.

Bei all de Mesuren, déi eventuell während enger Reform geholl ginn, muss een och drop oppassen, datt ee bei den Ausgabe vum Stat elo net dat mécht, datt ee se just déplacéiert iergendwou hin, ouni se wierklech ze reduzéieren. Et gëllt also dat richtegt Gläichgewiicht bei enger besserer Verdeelung vun de Prestatioune mat sozialem Gespier ze fannen.

Mir brauche méi Effizienz, manner Bürokratie, Här Minister. Mir ënnerstëtzen Iech alleguerten heibannen doran. Do musse mer duerchgräifen! Ech betounen et nach eng Kéier, hoffentlech erliewen ech et nach, mä et wier wonner-, wonnerschéin.

E flexibele System, dee sech den ënnerschiddlechste Situatiounen upasst. Jo, esou stellt eis Partei sech op alle Fall eng gutt Reform vun der Fleegeversécherung vir. Et ass eng Erausfuerderung fir eist Land, mä et soll awer och eng Zukunft sinn. An de Gesondheetssystem ass nun eemol e System - wéi soll ech soen? -, do kanns de net mat Stoppauer schaffen, du kanns net op Kommando iergendee fleegen, dat geet net esou. Bei deem enge sinn d'Prestatioune méi héich néideg wéi bei deem aneren. A gleeft mer et, mir...

(Interruption)

Ech weess net, wéi mer et léisen. Do muss een d'Spezialiste froen, déi dat maachen. Ob een do e Block mécht, wou ee seet, dee Patient evoluéiert dohin, da musse mer dat an dat zur Verfügung stellen. Mä op alle Fall kann ech Iech soen, mir mussen en anere System fanne wéi deen, dee mer hunn. Well op Kommando geet an deem System, an der Fleegeversécherung sécher näischt!

A wann dat Meedchen och moies kënnt, wou ech gewisen hunn, wou hei opgeschriwwen ass, zwou Minutte 50, fir d'Zänn ze wäschen, da kann deen Dag eppes ganz Grujeleches sinn. Nämlech kënnt et dohinner, a plëtzlech muss d'Madame dréngend an d'Spidol, datt se déi ganz Nuecht schlecht war, datt se sech iwwerginn hat, datt se Duerchfall hat. Also, soudatt déi Fleegezäit, déi déi Persoun gerechent kritt, wou déi aner mat der Stoppauer hannendruleeft - dat ass tatsächlech wouer! -, datt dat net opgeet. An dat musse mer verhënneren! Also, ech wëll net vun enger Stoppauer gefleegt ginn, mä vu Leit wierklech, déi sech Zäit huelen, déi Zäit hu fir de Patient, an da geet näischt schif.

Ech soen Iech, Här Minister, bei deem, wat ech bis elo héieren hunn hei um Pult, steet Iech do näischt am Wee. An och an eise Kommissiounen, déi mer wäerten hunn, mengen ech, sinn d'Parteie sech all eens, datt eppes muss geschéien. An ech mengen, ech brauch dem Här President déi dote Lëscht net ze ginn, hie kennt se in- an auswendeg. An hie wëllt sécher och, datt sech eppes do beweegt.

M. le Président.- Ech kenne se.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Hie kennt se beschtens.

Sou, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Mertens. An d'Wuert huet den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass ëmmer flott, datt mer hei an der Chamber och Leit hunn, déi kënnen direkt aus der Praxis erklären. Et ass dat, wat eis a villen Diskussioune feelt, datt mer méi diskutéieren iwwert dat, wat mer héieren. Mä et ass duerfir och flott, wa mer emol Leit hunn, déi aus deenen eenzelne Branchen direkt kommen, an eis da kënnen erklären, wéi et um Terrain ausgesäit a mat praktesche Beispiller dat och ënnermaueren.

Ech mengen, mat dem Gesetz, wat mer viru 15 Joer hei an der Chamber gestëmmt hunn - et sinn der nach eng Partie heibannen, zwar net méi vill, déi viru 15 Joer derbäi waren, et wiesselt relativ séier heibannen -, hu mer e Meilesteen an der Lëtzebuerger Sozialgesetzgebung gesat.

Wa mer zréckkucken, uganks vum leschte Jorhonnert hu mer déi éischt Sozialversécherung gemaach. Dat waren d'Pensiounskeesen, et waren d'Krankekeesen. Du koumen d'Unfallversécherungen. Mä hei, mat der Fleegeversécherung, si mer op zwee Punkten, géif ech soen, e wesentlech neie Schrack gaangen, wéi mer déi agefouert hunn.

Mir haten, wat d'Krankekeesen ubelaangt, am Ufank verschidde Krankekeesen. Et ware betriblech Krankekeesen, et waren der fir d'Aarbechter, et waren der fir d'Beamten, et waren der fir de Privatsecteur, et waren der fir den ëffentleche Secteur, et waren der fir d'Indépendanten, et waren der fir d'Baueren an d'Wënzer an esou virun. A mat der Zäit hu mer lues a lues versicht, déi Krankekeesen alleguer ze harmoniséieren. Haut hu mer nach fir de Privatsecteur eng Krankekeess a mir hunn nach fir den ëffentleche Secteur hir Krankekeess. Mä alleguer hu si déiselwecht Cotisatiounen, déiselwecht Leeschtungen, a se leien ënnert der Risikogemeinschaft.

En ähnleche Fall hu mer bei de Pensiounskeesen, wou mer och verschidde Pensiounskeesen haten a wou mer haut och am Privatsecteur all d'Pensiounskeesen zesummegeschloss hunn a wou mer nach just am ëffentleche Secteur en anere Regime hunn. Mä och zënter dem 1. Januar 1999 sinn all nei Fonctionnairë beim Stat ënnert deemselwechte Pensiounsregime wéi en am Privatsecteur ass. Mir hunn also do e grousse Wee gemaach.

A wann ech gesot hunn, datt mer mat der Fleegeversécherung zwou Neierungen agefouert hunn, dann ass déi éischt déi, datt mer nëmmen direkt méi eng Fleegeversécherung gemaach hunn, an zwar fir d'ganzt Land. Mir hu keng Differenze méi gemaach tëschent Aarbechter oder Beamten, wéi et déi Zäit war, oder Salariéen a Patronen, Indépendants, Privatsecteur oder ëffentleche Secteur. Neen, mir hunn eng Fleegeversécherung direkt gemaach fir d'ganzt Land!

An déi zweet Neierung, déi mer gemaach hunn, dat ass um Niveau vun de Cotisatiounen, datt mer d'Cotisatiounen net plafonnéiert hunn, wéi mer se bei de Krankekeesen oder Pensiounskeesen hunn, mä datt mer am Fong no uewen opgelooss hunn an all steierflichteg Revenuen där Cotisatioun ënnerworf hunn.

Dat war deemools net einfach, fir dee Schrack ze maachen. An et war am Fong opgrond vun engem Amendement an der deemoleger Sozialkommissioun, wou mer parteiiwwergräifend - ech erënnere mech drun, et war de Lucien Lux, et war den Niki Bettendorf, et war de Jean Regenwetter, et war de Marcel Glesener, et war och ee vun deene Gréngen an ech war vun eis -, mir waren eis parteiiwwergräifend eens: Kommt, mir maachen en Amendement a mir setzen an d'Gesetz an, datt déi Cotisatioun op alle besteierbare Revenuen erhuewe gëtt! Dat war also e grousse Solidaritéitsakt, dee verwonnerlecherweis ouni gréisser Diskussiounen am Land konnt agefouert ginn.

An ech mengen, dee Solidaritéitsakt, dee muss een och mat... Et ass de Mëtteg hei schonn e puermol ugeschnidde ginn, wann ee vu Participatioune géif vu Leit schwätzen, da schwätze mer vu soziale Kritären. Wa mer soen, Leit, déi e klenge Revenu hunn, eng kleng Pensioun hunn, däerfen net esou, oder wéineg oder guer net participéieren, an anerer méi.

Ech mengen, et muss een awer kucken, datt mer hei déi Leit - ech si jo elo net bekannt, datt ech ee vun deene sinn, déi fir déi ganz Räich hei am Land antrieden -, mä et muss een awer hei mat a Rechnung zéien, datt déi vill méi Cotisatioun bezuelen, wéi dat an deenen anere Sozialversécherungen de Fall ass. An duerfir, mengen ech, misst een och déi Iwwerleeung - duerfir wollt ech se ernimmen - hei mat an de Kontext eranzéien, wann ee wëllt iwwer Participatioune schwätzen. Wat ech allerdéngs politesch an och realistesch als e schwaache Wee géif gesinn!

Ech mengen, déi Fleegeversécherung, déi ass, quitte datt mer mussen eng Rei vu Reforme maachen an Upassungen, ass déi Fleegeversécherung awer wierklech eng gutt Versécherung. A mir kënnen houfreg drop sinn, datt mer se hunn. A wa mer dann och gesinn an den Émfroen, déi gemaach gi sinn, 2006 waren 89% vun de Bénéficiairë vun der Fleegeversécherung zefridde mat der Leeschtung. An dee Prozentsaz ass 2009 souguer op 95% eropgaangen!

Déi Zuele beweisen, datt mer duerfir keng integral oder grondleeënd Reform brauchen ze maachen, well de Gros vun de Leit ass zefridden. An duerfir, mengen ech, musse mer ebe méi punktuell virgoen, wéi ze mengen, et misst een d'Rad komplett nei erfannen.

Ier ech op e puer méi spezifesch Punkten aginn, wëll ech eng prinzipiell Remarque maache vun eiser Säit. Ech mengen, et éiert eis als Land, a besonnesch als e räicht Land, wa mer alles maachen, wat mer kënnen, fir de fleegebedierftege Mënschen, handicapéierte Mënschen e mënschewierdegt Liewen, esou wäit wéi dat méiglech ass, ze erméiglechen. Jiddweree vun eis ka muer dovu betraff sinn. Jiddwereen huet der a sengem Frëndes- a Bekanntekrees, déi dovu betraff sinn. Mir wëssen, datt eng gutt, eng intensiv Fleeg Geld kascht, vill Geld kascht. Mä mir mussen, eiser Meenung no, bereet sinn, dat Geld opzebréngen, fir kënnen déi Fleeg och mënschewierdeg ze maachen.

Mir geheien als Stat an als Gesellschaft an eisem Liewen onwahrscheinlech vill Geld onnëtz zur Fënster eraus. Ech soen awer, all Euro, dee mer an d'Fleeg investéieren, ass e gutt investéierten Euro. An duerfir däerfe mer net op deem Niveau spueren. D'Zuele weisen eis, wéi séier d'Zuel vun de Leit, déi Fleeg brauchen hei am Land, an d'Luucht gaang ass. Se si schonn e puermol de Mëtteg genannt ginn. Mir hu mat e puer Dausend ugefaangen. Mir leien haut bei iwwer 13.000, an et wäert an den nächste Joren nach weidergoen.

D'Zuel vun de Leit, déi am Secteur schaffen, ass haut och immens héich gaangen, an ech géif mengen, datt am Kader vun der Fleegeversécherung an deene leschten zéng Joer déi meeschten Aarbechtsplazen hei am Land geschaf gi sinn. Dës Leit, an de Kolleeg Edy Mertens huet et elo grad gesot hei, déi maachen eng éierevoll, awer eng schwéier Aarbecht. An do kommen dacks Relatiounen och mat deene Leit iwwer Joren a Méint zoustanen, déi dacks an der Famill net esou enk zesumme sinn, wéi se tëschent deene Leit an hirem Fleegepersonal sinn.

Duerfir soe mir als ADR prinzipiell: Ier mer iwwer Veränneerungen am Fleegeberäich schwätzen, musse mer eis alleguerten eens sinn - an ech mengen, dat war och haut de Mëtteg an der Diskussioun hei de Leitmotiv -, et däerf net un der Qualitéit gespuert ginn, an et däerf net op d'Käschte vun deene Leit goen, déi an deem Secteur schaffen. Do ware mer eis de Mëtteg hei eens, an ech mengen, dat éiert och dëst Haus, datt mer ëmmer an der Vergaangenheet dorobber opgepasst hunn, datt dat muss zielen. Datt mer mussen iwwer all déi aner Punkte schwätzen, ass selbstverständlech.

E Wuert zu de Finanzen. Am Dokument, wat mer vum Ministère zur Verfügung gestallt kritt hu fir déi Debatt haut de Mëtteg, steet ënner anerem drageschriwwen, datt dank der Augmentatioun vun der staatlecher Participatioun an deene leschte Joren op 35% an du 40% den Defizit pro Joer konnt reduzéiert ginn. Et muss een awer wëssen, an ech mengen, dat misst een och fairerweis hei soen, datt mer 2006, opgrond vun Tripartites-Verhandlungen, dee Prozentsaz erofgesat hunn an e Montant fixe an d'Gesetz geschriwwen hu vun 140 Milliounen.

Ech hunn deemools, dat kënnt Der noliesen, hei an der Chamber gesot: Wa mer d'staatlech Participatioun erofsetzen op e Montant fixe bei permanenter a konstanter Progressioun vun den Dépensen, da gëtt iwwert deen dote Wee automatesch muer den Defizit virgeschriwwen. An et ass dat d'Resultat, wat mer haut hei hunn.

A wann de Stat elo erëm op 85 an elo op 40% eropgaang ass, a mir sinn elo erëm, op d'Joer gekuckt, eenegermoossen am Équiliber, da beweist dat, datt déi Defiziter, déi mer an deene Jore virdru gemaach hunn, wann de Stat seng Participatioun bäibehalen hätt, déi deemools aus Krisenargumenter agefouert ginn ass, hätte mer déi Defiziter net gemaach an d'Reserve wieren haut ëmsou méi héich.

Et wier och interessant, ze wëssen, wéi vill de Stat am Fong gespuert huet doduerch, datt e säi Plafonnement agefouert huet. An op där anerer Säit, wann ee seet, wat der Fleegeversécherung verluer gaangen ass duerch déi Moossnam. Eisen Informatiounen no läit dat wäit iwwer 100.000 Euro, wat der Fleegeversécherung doduerch verluer gaange wier.

Dat géif näischt um annuelle Budget änneren, mä mir hätten awer méi eng grouss Reserv an et géif eis duerfir och net drun hënneren, datt mer misste kucke mëttel- a laangfristeg, datt mer de jährleche Budget awer an den Équiliber misste bréngen.

De Minister huet an deem Dokument eelef Punkten opgeworf. Ech kann an där Zäit, wou ech hunn, net op déi eelef Punkten agoen, mä ech wëll prinzipiell soen, et däerf keen Tabuthema ginn. Déi eelef Punkten, déi opgeworf sinn, déi eelef Punkte sinn alleguer derwäert, datt driwwer diskutéiert gëtt.

Et ass natierlech esou, an ech hunn et virdru gesot vis-à-vis vum Kolleeg Edy Mertens, datt mir als Politiker jo net all Hannergrondinformatiounen hunn. Een, deen aus dem Terrain kënnt, weess méi wéi mir. An duerfir ass et och net oninteressant, wann esou e Questionnaire un déi Concernéiert geet, sief dat un d'Prestataires, sief dat un d'Personal, sief et un d'Patientevertriedung, déi alleguer dermat ze dinn hunn, fir datt déi och hir Meenung ginn.

An ech ginn och dovun aus, datt de Minister dat mécht, ier e spéiderhin dann higeet an en Dokument erschafft. Et soll ee mat deene concernéierte Leit schwätzen. An ech mengen, da kann och déi zoustänneg Chamberskommissioun eng Diskussioun féieren, wann do géifen d'Meenunge wäit auserneegoen an d'Politik dann ebe muss Décisiounen huelen.

Ee vun de Punkten ass wichteg, datt mer eiser Jugend soen, datt et derwäert ass, fir hir For-

matioun an déi dote Richtung ze drainéieren. Si hunn eis gesot, datt déi Zuel haut eng héich ginn ass. Ech mengen, mir leie bei bal 8.000 Leit, déi an deem Secteur beschäftegt sinn. An all déi Leit, déi déi Formatioun hunn, kréien eng Aarbechtsplaz! Et ass also och eng gewësse Sécherheet, déi mer deene kënne ginn. A mir sinn haut frou, datt mer vill Grenzgänger hunn, déi an dee Secteur do schaffe kommen, well mer net genuch eege Leit hei am Land hunn, déi do ausgebilt ginn.

Mat de Problemer, déi och schonn de Mëtten hei ugeschnidde gi sinn, wéi zum Beispill mat dem Sproocheproblem, wou et virun allem an deem dote Secteur wichteg ass, datt déi Leit, déi déi Leit betreien, och eng Sprooch schwätzen - an an dësem Fall ass et meeschtens Lëtzebuergesch -, déi déi Leit schwätzen a kënne verstoen. An duerfir ass et wichteg, an ech mengen, dat gëtt och vun deene Strukture gemaach, wa se Leit astellen, déi net eis Sprooch kënnen, da kréie se en Délai gesat, ech mengen, et sinn zwee Joer, an deem se eigentlech eiser Sprooch musse mächteg sinn, fir ebe kënne mat deene Leit do ëmzegoen.

Een anere Punkt, iwwert deen doudsécher muss diskutéiert ginn, dat ass wa mer kucken d'Progressioun vun de Käschten, déi mer an de Strukturen hunn. 67% si stationär. Also vun den, neen, d'Explosioun vun de Käschten ass an dem Stationären a fënnef Joer ëm 67% an d'Luucht gaangen a bei der Fleeg doheem ëm 38%. Et ass schwéier, fir hei dann als Politiker ze soen, dat ass ze vill. Et weess een net, wat derhannert stécht.

Déi 67% kënnen duerchaus berechtegt sinn. Mä dat entzitt sech eise Kenntnisser, duerfir brauche mer do méi Informatiounen. Mä reng wann een d'Entwécklung kuckt a seet: Firwat ginn déi eng 67% méi deier a fënnef Joer, déi aner 38%?, werft et eng Rei vu Froen op, déi mer dann och mussen diskutéieren.

Datselwecht hu mer bei dem Soutien vun de Groupes non spécialisés, dat ass och schonn de Mëtten ugeschnidde ginn, wou mer och eng Käschtenexplosioun hunn, wou sécherlech och eng sënnvoll Aarbecht gemaach gëtt, mä wou mer mussen hannerfroen an eventuell nei Strukturen a Méiglechkeete schafen, fir et a geuerdnet Bunnen ze kréien.

D'Verwaltungskäschten, och do muss ee kucken. Mir hu jo verschidden Haiser, déi mer maachen. Et kann een also schonn tëschent den Haiser Vergläicher zéien.

An da virun allem dat, wat de Kolleeg Edy Mertens elo grad hei gesot huet, dat ass d'Bürokratie um Terrain. Et ass an deem Zesummenhang, wou mer och schwätze vun Enveloppen. Et ass eng gewësse Kontradiktioun dran. Wa mer haut higinn a mer soen: Ma d'Zäit setzt sech zesummen opgrond vun der Cellule d'évaluation, déi seet, ma déi Persoun muss dëst gemaach kréien, muss dat gemaach kréien, muss dat, do ass definéiert, wat muss gemaach ginn, a se leet och d'Zäit derfir zesummen. Da kritt een eng global Zäit eraus.

Déi aner Säit ass, datt ee géif higoen a soen: Mir definéieren et net méi am Detail, mä mir leeën d'Zäit am Ganzen zesummen. Do ass d'Kontradiktioun awer dran. Wann ee seet, dat muss gemaach ginn, da muss et jo och gemaach ginn an da kascht et och déi Zäit. An duerfir, wann ee wëllt eng Flexibilitéit erabréngen, muss een awer oppassen, datt een duerch déi Flexibilitéit doduerch, datt een eng global Zäit zur Verfügung stellt, datt awer all Soinen, déi gemengt gi vu de Professionellen, datt déi misste gemaach ginn, da mussen awer och gemaach ginn.

D'Aidants informels, nach kuerz. Do sinn ech der Meenung, d'Taina Bofferding an och d'Josée Lorsché hunn dat am Detail gemaach, och do musse mer eng Léisung kréien, fir datt mer do méi eng Kontroll kréien an datt de Sënn vun deem, wat deemools gemengt war, datt dat och an der Realitéit elo kann ëmgesat ginn. Och do sinn ech der Meenung, datt mer wäerten eng Léisung fannen.

D'Adaptatioun vun de Logementer, do, mengen ech, misst de Ministère vum Logement mat erukommen. Dat geet net nëmmen, datt mer soen, wann d'Leit an e gewëssenen Alter kommen a se gi fleegebedierfteg, da musse mer kënnen d'Haiser ëmbauen, mä et ass e generellt Ëmdenken. An do sinn och d'Gemenge mat verflicht, datt se an hire Bautereglementer eng Rei vun Obstaclen ofschafen eben doduerch, datt se se virschreiwen. Ech wéilt just soen, d'Gemeng Fréiseng huet zum Beispill festgeluecht, datt all Geschäftshaiser musse rollstullgerecht aménagéiert ginn, déi nei Autorisatioune kréien. All Appartementshaiser musse rollstullgerecht adaptéiert ginn. All déi Saache sinn iwwert d'Gemengereglement direkt virgeschriwwe ginn.

Wat een net virgeschriwwe kritt, dat ass bei de Privathaiser. An ech ka mech erënnere virun 30, 40 Joer, wéi mir gebaut hunn, du war et Usus, datt een tëschent dem Gank an dem Living och nach en Träpplek gemaach huet. An tëschent dem Living an der Salle à manger nach eng Kéier en Träpplek gemaach huet. Dat ass flott, wann ee jonk ass. Mä wann ee spéiderhin al gëtt, dann hënnert all Träpplek. An och do mengen ech sollt een... Mä dat sinn d'Architekten, déi kucken net esou grad a prioritär duerno, déi kucken éischter aner Prioritéiten. Mä all déi Obstaclen, déi ee sech esou am Liewen opbaut, déi kënnen eng Kéier engem zum Nodeel gereechen.

Här President, ech héieren d'Bimmelche lues hanneru mer goen,...

(Hilarité)

...Dir hutt dat ganz léif gemaach. Ech géif duerfir zum Schluss kommen, andeem datt ech soen, eist Zil muss sinn, eng besser Qualitéit fir déi fleegebedierfteg Leit ze maachen a besser Aarbechtskonditiounen nach fir déi Leit, déi an deem schwéiere Secteur schaffen. A wa mer et dann och nach fäerdegbréngen, esou eng Reform ze maachen a gläichzäiteg och nach Gelder anzespueren, da kënne mer alleguer houfreg dorop sinn.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Gibéryen. D'Wuert huet den Här Urbany fir déi Lénk.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci fir d'Wuert. Et ass wichteg, mengen ech, dass déi Debatt hei iwwert d'Stellung vun der Fleegeversécherung an der Gesellschaft stattfënnt. Ech fanne just, dass ee se net falsch däerf féieren. Mir wëllen déi Debatt hei féiere virun allem no zwee Gesiichtspunkten. Deen éischten, dat sinn d'Bedierfnisser. Deen zweete Gesiichtspunkt, dat sinn déi reell Méiglechkeeten, fir d'Fleeg ze finanzéieren an enger Gesellschaft, déi awer ëmmerhin eng räich Gesellschaft ass.

Zur Fro also vun de Bedierfnisser. Et ass kloer, dass eng allgemeng Verlängerung vum Liewen, a mer gi jo hei an där Debatt dovunner aus, nei Bedierfnisser an nei Erwaardungen ervirrifft. Iwwregens net nëmmen no enger besserer Fleeg, mä och no méi Autonomie am Alter, no méi Bedeelegung an der Gesellschaft, no Weiderbildung a Kultur, awer och no medezinescher Preventioun an engem gesonde Liewen. Wat d'Bedéngungen am Alter besser ginn, wat och d'Fleegeversécherung méi kann entlaascht ginn, natierlech awer net ganz ersat ginn.

Dat verlaangt e besseren Asaz vun de gesellschaftleche Mëttele virun der Fleegeversécherung. Dat heescht fir eis, dat ganzt Liewen duerch eng anstänneg Bildung, eng anstänneg Aarbecht an eng Pai, fir e selbstbestëmmt Liewe kënnen ze féieren, an eng Rent, déi am Alter net zur Aarmut féiert. Awer och ëffentlech Déngschter, déi e gläichen Zougang zu wichtegen Déngschtleeschtungen erlaben, an eng sozial Sécherheet, déi aus de Bäiträg vun der Aarbecht finanzéiert a kollektiv verwalt gëtt an domat d'Autonomie vun den Assuréé garantéiert.

Trotzdeem, menge mer, bleift d'Fleegeversécherung a ville Fäll eng noutwendeg sozial Déngschtleeschtung, déi een net nëmme muss erhalen, mä déi och muss ausgebaut ginn. D'Fleegeversécherung, dat ass heiansdo net esou bewosst, gräift net a bei engem normalen Alterungsprozess, mä nëmme bei Krankheet oder bei Handicap. D'Kärgebitt vun der Fleegeversécherung ass d'Hëllef bei den Actes essentiels de la vie, Hygien, Iessen, Mobilitéit. Déi Hëllef do fänkt awer eréischt un, laut Gesetz, wann dräi an eng hallef Stonne Fleeg an der Woch noutwendeg sinn, net virdrun, net bei enger Stonn oder zwou oder dräi Stonne Fleeg.

D'Fleegehëllef gëtt och eréischt accordéiert, wann et sech ëm en dauerhafte Fleegefall handelt vun enger Dauer vun op d'mannst sechs Méint. D'Copas, dat heescht d'Associatioun vun de Leeschtungsubidder am Fleegesecteur, huet d'Bedeitung vun der Preventioun bei der Fleeg ervirgestrach. Et ass och an e puer Riede virdrun nach eng Kéier dorobber higewise ginn.

D'Copas fuerdert fréi Berodungen a fréi Hëllefen zur Selbsthëllef, entweder individuell oder a Gruppen, also schonn, ier déi richteg Fleeg ufänkt. An duerfir misst een och, ofgesinn dervun, deen ënneschte Seuil vun der Fleegeversécherung hei als Virbedéngung, fir esou Coursen oder fir esou Berodunge gëllen ze loossen. Dat schéngt eis e ganz räsonabele Virschlag ze sinn, dee mer ënnerstëtzen.

Mir mengen och, dass an Institutioune sollen esou Hëllefen ugebuede ginn, déi en Zréckgräifen op Fleeg vu bausse vermeiden oder retardéieren. Et soll duerfir och an den Institutioune méi Personal agestallt ginn an déi Richtung, méi qualifizéiert Personal, wéi zum Beispill Éducateuren. Och dat gëtt gefuerdert an dat gëtt vun eis ënnerstëtzt.

Mir fannen et duerfir och net gutt, wann d'IGSS, d'Inspektioun vun der Sécurité sociale, an hire Konklusioune vum Rapport vun 2013, deen am Iwwrege vu Spuerpropositiounen nëmmen esou strotzt, Leeschtungen an den Institutioune wëllt a Fro stellen an an där Hisiicht den Ubidder wëllt Eegeninteressen ënnerstellen, wa se vu Preventioun schwätzen a wa se méi Preventioun fuerderen.

Et muss ee kloer gesinn, dass d'Fleeg, an dat ass vun der Politik esou gewollt, wäitgehend privat fonctionnéiert. Dat ass 1998 esou festgehale ginn, wäitgehend iwwregens nom däitsche Modell. Mir mengen duerfir, dass d'Regierung haut soll mat deem Fleegesecteur do, wéi en elo besteet, verhandelen a soll verhandelen iwwer Verbesserunge vun de Leeschtungen an net iwwer Verschlechterunge vun de Leeschtungen. Well Verbesserunge sinn noutwendeg op ville Pläng.

Ech hu geschwat vun der Preventioun, déi muss ausgebaut ginn. Leeschtungsverbesserunge sinn och zum Beispill néideg bei der Definitioun vun der Fleegebedierftegkeet a bei der Festleeung vun de Leeschtungen. Et ass geschwat ginn hei iwwer Pauschalen, dass een dat méi soll no Pauschale festleeën, an dass dann um Terrain soll gekuckt ginn, wéi déi Leeschtungen dann am Eenzelnen ausgesinn. Dat ka vläicht a gewëssene Fäll eng Verbesserung bréngen. Et däerf awer eiser Meenung no ni zur Reduzéierung vun de Leeschtunge féieren an et muss och eng wierklech Kontroll stattfannen, dass d'Leit dann och um Terrain déi Leeschtunge kréien, déi noutwendeg sinn.

Mir menge generell, dass d'Fleeg soll individuell a mënschlech ausgeriicht sinn an net nom Chronometer, wéi elo grad virdru bei engem vu menge Virriedner op eng anschaulech Aart a Weis virdemonstréiert ginn ass, zu wat fir absurde Konsequenzen dat féiert.

Mir mengen och net, dass, wéi am IGSS-Rapport steet, do misste komplizéiert technesch, automatesch Kritären ugewannt ginn, fir objektiv festzestellen, wéini dass eng Fleegebedierftegkeet do ass oder net. Dat soll och nach ëmmer gekuckt ginn individuell an et soll d'Persoun gekuckt ginn an et soll net en Automatismus, e Spuerautomatismus agefouert gi bei der Fleegeversécherung.

Duerfir kënne mer och déi Fro konkret beäntwerten, déi des Weideren am Froebou vun der Regierung gestallt ginn ass. Mir wëllen net, dass d'Bedéngungen an d'Niveaue vun der Prise en charge solle moduléiert ginn. Wat och ëmmer dat heescht! Mir wëllen op jidde Fall net, dass Fleegestufen agefouert ginn, wéi mer se kennen aus Däitschland. Ech wëll drun erënneren, dass dat och 1998 bei der Aféierung vun der Fleegeversécherung zu Lëtzebuerg ee Moment envisagéiert gi war an dass erëm dorobber verzicht ginn ass, zu Recht drop verzicht ginn ass.

Mir wëllen och net, dass Käschtebedeelegunge bei de Leeschtunge kommen. An déi Fro ass jo däitlech gestallt ginn an deem Froebou. Ech wëll se och gradsou däitlech beäntwerten: Mir si géint eng Festleeung vun Eegebedeelegungen un de Prestatiounen. Och bei den technesche Hëllefsmëttel. Och wann ee vu menge Virriedner aus senger medezinescher Erfahrung hei plastesch Beispiller geliwwert huet, mengen ech, an deenen allermeeschte Fäll sinn déi technesch Hëllefsleeschtungen, déi d'Assurance dépendance ka garantéieren, berechtegt. Mir wëllen och net, dass et zu engem Leeschtungsofbau bei deenen technesche Hëllefe kënnt oder och souguer bei den Ännerunge vu Wunnengen, wann et noutwendeg ass, fir sech op en Handicap anzestellen, dass do soll gespuert ginn.

Niewent den Aides-soignants an den Aides socio-familiales, déi jo speziell ausgebilt ginn, menge mer och, dass musse genuch Infirmieren an de Strukture sinn, fir och ze garantéieren, dass déi paramedezinesch Gesten, déi do wichteg sinn an eng grouss Bedeitung hunn, och kënne fachgerecht assuréiert ginn.

Mir sinn awer bei alle Leeschtungen, déi d'Assurance dépendance bitt, op fir eng besser Zesummenaarbecht tëschent de Servicer a fir eng méi wierksam Kooperatioun. Mä do muss een awer gläichzäiteg soen, fir eng wierksam Kooperatioun ze erméiglechen an och do op engem zentralen Niveau déi Koordinatioun ze maachen, brauch een awer Leit, brauch ee Leit, déi schaffe fir d'Fleegeversécherung. An och do sollte mer kucken, och dat néidegt Personal auszebauen am Fleegesecteur.

Duerfir si mer iwwregens och der Meenung, dass de Stat an och d'Copas mussen elo de Gehälteraccord beim Stat ëmsetzen, am Gesondheets- an am Fleegesecteur ëmsetzen an och mat de Gewerkschaften iwwer Lounaccorde verhandelen. Ech mengen, dass ustriewenswäert wier eng Ugläichung vum SAS-Kollektivvertrag am Sozialsecteur un de Kollektivvertrag am Spidolssecteur, verbonne mat enger Ugläichung vun den Aarbechtsbedéngunge vun deenen eenzelne Beruffer, onofhängeg dovun, a wat fir engem Secteur se grad täteg sinn, mat Unerkennung och vun den Anciennetéiten. An dat géif och fräiwëlleg Changementer tëschent de Secteure vill méi liicht maachen.

D'accord si mer och mat enger Regulariséierung vun der Situatioun vun den Aidants informels, dat heescht, deene privaten Hëllefskräften, déi kënnen individuell agestallt ginn. Well mer wëllen och do verhënneren, a mir denken do net esou séier u Familljesituatiounen, mä mir wëllen och do verhënneren, dass Aarbechtskräften, dacks auslännesch Aarbechtskräften do op eng Aart a Weis ausgebeut ginn, déi net ka verhënnert ginn duerch d'Aarbechtsrecht, well déi Fäll ganz dacks net bekannt sinn.

Déi zweet grouss Fro niewent där no de Bedierfnisser, déi ouni Zweifel nach klamme wäerten an déi net däerfen ausgebaut sinn (veuillez lire: ausgeklamert ginn), ass déi vun de Mëttelen. Wat fir Mëttel bréngt déi zukünfteg Gesellschaft op, fir dass sech fir all Leit, souwuel fir déi Jonk wéi fir déi Al, an hirer Zukunft besser liewe léisst? Mir wëllen, dass sech déi finanziell Méiglechkeeten, déi an enger räicher Gesellschaft do sinn, no de Besoinen och ausriichten. A mir wëllen net, dass sech d'Bedierfnisser no deem riichten, wat dacks als eng finanziell Grenz bezeechent gëtt. An hannert där finanzieller Grenz, dat wësse mer ganz genau, verstoppe sech ganz dacks handfest Interessen.

Ech wëll ee Beispill ginn, fir dat ze ënnermaueren. Wéi 1998 d'Fleegeversécherung agefouert ginn ass, ass se als eng Branche vun der Sécurité sociale bezeechent ginn. Domadder ass geséchert ginn, dass se an ëffentlecher Hand bleift, an dass d'Assuréen iwwer hir Vertrieder an der Krankeversécherung mat driwwer kënne bestëmmen.

Et ass awer och e wesentlechen Ënnerscheed deemools geschafe ginn zur klassescher Sozialversécherung. An zwar ass als Haapteinnahmequell eng Cotisatioun agefouert ginn, déi fir d'éischte Kéier an der Geschicht vun der Sozialversécherung eleng vun den Assuréé bezuelt gëtt an net méi vun de Betriber.

Derbäi kënnt eng zweet Einnahmequell iwwert de Budget, deen, wéi mer wëssen, haut awer och zu zwee Drëttel finanzéiert gëtt vun de Steiere vun de Stéit. Well also déi Aktiv, also virun allem d'Salariéen an déi Fräischaffend hei, d'Ressourcë fir hir eege Fleegeleeschtungen am Alter selwer mussen opbréngen, ass deemools festgehale ginn, dass och d'Revenuen um Patrimoine mussen hiren Undeel dorun iwwerhuelen. Dat huet d'Revenue betraff a Form vun Zënsen, Dividenden, Loyeren an esou weider.

2005 ass du fir Résidenten an där sougenannter „Loi Relibi" agefouert ginn, dass déi net méi musse progressiv deklaréiert gi mam Revenu, mä dass se forfaitaire an anonym opgehuewe ginn à la source, an zwar zu deem niddregen Taux vun 10%. Dunn ass déi Einnahmequell fir d'Assurance dépendance deemools verluer gaangen, well d'Regierung dat esou wollt.

An d'Gestionnairë vun der Assurance maladie hunn d'Regierung musse virun d'Geriicht huelen, fir dass se hir Sue kréien. Dat heescht, déi 1,4% Cotisatioun op den Zënsen.

Wat huet d'Regierung dunn décidéiert? Si huet décidéiert, net 11,4% opzehiewen op deene Revenuen, wéi se dat eigentlech hätt misse laut Gesetz, mä si huet décidéiert, vun deenen 10% 1,4% ofzeginn un d'Fleegeversécherung an nach 8,6% am Statsbudget ze behalen. An déi, déi d'Suen op der Bank hunn, an dorënner Leit mat ganz ville Suen, si laanscht e Bäitrag un d'Fleegeversécherung komm. An dat ass nach haut esou. Haut verletzt nach de Stat dat Uerteel, wat deemools geholl ginn ass, an och säin eegent Gesetz, wat awer esou eng Contributioun vun 1,4% virgesäit.

An deemools - wëll ech drun erënneren - huet den Deputéierte François Bausch vun deene Grénge gesot: „Dass eben das der Fall sein müsste, ist eine Frage von elementarer sozialer Gerechtigkeit." An och d'Geriicht huet deemools gesot: «Les services de l'État ont fonctionné de façon défectueuse en omettant de donner à l'Administration des Contributions les moyens spécifiques pour exiger l'établissement de la contribution dépendance et en omettant de percevoir la contribution dépendance sur les revenus de l'épargne soumis à la loi Relibi.»

Duerfir menge mir, dass, ier iwwer Cotisatiounserhéijunge geschwat gëtt, déi mer net

wëlle prinzipiell ausschléissen an déi mer ëmmer nach de Leeschtungsverschlechterunge virzéien, muss op jidde Fall an direkt emol déi Cotisatioun, déi am Gesetz steet, op dem Revenu du capital, op den Zënse vum Kapital opgehuewe ginn.

Mir mengen och, déi Debatt hei soll net falsch gefouert ginn. Et däerf keng Spuerdebatt sinn, keng Austeritéitsdebatt - dat ass se och net onbedéngt zu honnert Prozent, et sinn awer esou Elementer derbäi, och an deenen offiziellen Texter, déi mer kréien -, mä mir wëllen au contraire eng Debatt féieren, Här President, vun de Moyenen, déi mer eis ginn, fir deenen neie Besoine Rechnung ze droen, déi sech aus engem méi laange Liewen erginn - leider, trotz allen Efforte vu Preventioun a medezinescher Behandlung, net ëmmer ënner gudde gesondheetleche Bedéngungen.

Duerfir brauche mer d'Fleegeversécherung a mir mussen eis och - nach eng Kéier - déi Moyene ginn, fir déi Fleegeversécherung och kënnen ze finanzéieren. An dat ass méiglech.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Urbany. D'Wuert huet elo d'Madame Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Merci, Här President, dass ech nach eng Kéier d'Wuert dierf kréien. Ech entschëllege mech fir mäin Intermezzo vu virdrun. Dir hutt awer Gedold an ech wëll awer och nach eng Kéier de Kolleegen, déi sech esou léif elo ëm mech gekëmmert hunn, villmools Merci soen an och mengem neierdéngs perséinlechen Dokter hei an der Chamber.

(Hilarité)

Dir gesitt, ech hunn erëm Faarf am Gesiicht an et geet mer besser an dofir wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, awer séier dann trotzdeem hei d'Schlusswuert vun der Sozialistescher Partei ze ginn. Et sinn nämlech nach zwee Punkten, déi ech wëll uschwätzen.

Een dovunner ass d'Eegebedeelegung, där mir relativ kritesch géintiwwerstinn. Bei der Aféierung vun der Fleegeversécherung huet déi deemoleg Ministesch, d'Mady Delvaux-Stehres, vun engem Droit inconditionnel geschwat. Si huet dat e schreckleche Jargon genannt a gläichzäiteg betount, dass et e Recht op Leeschtung ass, egal wéi engem säi Revenu ausgesäit, ob ee vill verdéngt oder ob een net vill verdéngt; an dat muss eiser Meenung no och esou bleiwen.

Falls awer all d'Efforte gemaach goufen, fir d'Mëttele besser a méi responsabel ze notzen, verschléisse mir eis net der Diskussioun, iwwer eng Adaptatioun vun de Cotisatiounen nozedenken, déi awer, eiser Meenung no, an enger breeder Consultatioun mat den Assuréë muss gefouert ginn.

Een zweete Punkt, op deen ech nach wëll agoen… Bon, ech mengen, op déi dräi Saile vun der Finanzéierung brauch ech elo net méi anzegoen, dat hu meng Virriedner gemaach, mä ech géif gären op deen drëtte Pilier agoen, an zwar d'Contribution dépendance, déi Cotisatioun - esou wéi se den deemolege Rapporteur vum Gesetz genannt huet, eng Cotisatioun mat oppenem Enn, also ouni Plaffong - vun 1,4%; urspréinglech iwwregens waren et emol eng Kéier just 1%.

Se gëtt vun allen Akommessen opgehuewen, déi een huet. Dorënner falen d'Salariatsaarbecht, d'Akommes iwwert d'Dividenden oder och de Loyer, fir der e puer ze nennen. Dozou gehéieren och d'Spuerzënsen op enger Partie Kapitalerträg. Dës kënnen awer säit dem Gesetz iwwert d'Quellesteier vun 2005 - esou wéi och de Vertrieder grad vun déi Lénk et schonn ugeschwat huet - net méi opgehuewe ginn, well déi Revenuen net méi bei der Steiererklärung mussen deklaréiert ginn, vu dass eng Steier vun 10% à la source opgehuewe gëtt.

Nun, nodeem d'CNS de Stat op d'Geriicht geholl huet a Recht kritt huet, ass d'Assurance dépendance zwar zu Hirem komm, allerdéngs ass de Stat elo Perdant, well him entginn 1,4% vun der Quellesteier, déi eigentlech sollten integral a seng Keesse fléissen. D'Gewënner sinn déi Leit mat de Kapitalerträg, déi, amplaz vun 10% Quellesteier plus 1,4% Contribution dépendance, also eigentlech 11,4% missten ofginn, am Endeffekt awer just 10% op hiren Zënserträg bezuelen.

An Zäiten, wou de Stat an och d'Populatioun gehale sinn, fir de Rimm méi enk ze schnallen, fir d'Statsfinanzen nees an den Équiliber ze bréngen, ass d'LSAP der Meenung, dass sollt gekuckt ginn, dass d'Gesetz esou sollt applizéiert ginn, wéi et u sech ugeduecht war, nämlech dass op de viséierte Kapitalerträg 1,4% Contribution dépendance opgehuewe misste ginn, niewent awer der normaler Quellesteier vun 10%.

Ofschléissend wëll ech nach eemol ervirhiewen, dass déi stänneg Verbesserung an den Ausbau vun der Fleegeversécherung e gesamtgesellschaftlecht Uleies an eng gesamtgesellschaftlech Aufgab ass. D'Fleeg geet jiddwereen eppes un. An d'Weiderentwécklung vun der Fleegeversécherung ass e wesentleche Bausteen, fir och an Zukunft eng gutt Fleeg ze assuréieren, wou et virun allem drëms geet, dass dem Besoin vun de concernéierte Leit Rechnung gedroe gëtt, an dass déi Leit, déi Hëllef kréien, se och wierklech brauchen, an dass déi, déi d'Hëllef brauchen, se am Endeffekt och wierklech kréien.

Dat war ganz kuerz, mä trotzdeem nach eng Kéier Merci fir Är Gedold a fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Taina Bofferding. An dann huet zum Schluss vun der Debatt d'Wuert nach eng Kéier de Sozialminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Fir zum Schluss e klengen Ofschloss ze maachen an och e bëssen e Résumé vun deenen Debatten, wëll ech fir d'Éischt emol e grousse Merci soe fir déi Impulser, déi hei koumen. Opgrond vun der Trame, déi mer kritt hunn, mengen ech, hu mer virun allem hei dat erëmfonnt, wat ech am Ufank gesot hunn, eigentlech eng grouss Solidaritéit, eng grouss Eenegung, datt mer viru wëllen ee staarke System vun der Assurance dépendance hei garantéieren an dee längerfristeg wëllen ofsécheren.

Sécher sinn eng ganz Rei vu klengen an och gréissere Punkten hei ugeschwat ginn, déi ee muss méi genau kucken. Wou ech Iech ganz recht ginn, datt mer a verschiddene Beräicher selwer, mir selwer als Deputéierten, mä derniewent sécher och mir selwer als Regierung, selwer als Ministère eng Rei vun Analysen nach musse maachen, eng Rei vun Études d'impact musse maachen op verschiddene Projeten, eng Rei vun Donnéeë musse liwweren.

An ech mengen, an deem ganze Prozess, dee mer elo maachen, wou déi nächst Etapp déi ass - dat, wat och gefrot hei gouf vu ville Säiten -, déi ze consultéieren, déi um Terrain schaffen, déi ze consultéieren, déi all Dag an där Aarbecht mat dra sinn, se entweder bewäerten, se accordéieren, mä duerno och déi Soine garantéieren.

Sief dat op där enger Säit d'Cellule d'évaluation, sief dat derniewent déi eenzel Servicer vun de Prestatairen, vum Personal, iwwert d'Aidants informels bis hin awer och iwwert d'Bénéficiairen. All déi soll ee selbstverständlech eng Kéier froen, an deene Bléck, déi hei ugedeit goufen. Dat wäert ech maachen an der Preparatioun hin op d'Journée de réflexion, déi mer zesumme wäerte maachen, fir och déi Punkte konkret mat hinnen unzeschwätzen.

Et gouf awer och richtegerweis gesot - an och dat, mengen ech, war jo och meng Ausriichtung -, datt, wa mer de System wëlle garantéieren, da solle mer fir d'Éischt kucken am Fonctionnement vum System, déi Saachen, déi vläicht net esou riichtlafen, déi vläicht misste besser lafen, wéi een déi méi konzentréiert, méi koordinéiert ka maachen, ze ënnersichen, fir do ze kucken, wat mer effektiv hei kënnen no 15 Joer erabréngen.

Ech muss awer soen, datt, niewent deene Punkten, déi mer doduerch vläicht kënnen an deem ganze Coût, wat d'Dépensen ubelaangt, aspueren, ech ganz vill vun neie Pisten och héieren hunn, déi mer derbäi hunn. An ech mengen, et gouf richteg gesot - ech mengen, et war säitens vum Gast Gibéryen -, datt mer musse wierklech och den Dréi fannen, fir effektiv alles dat, wat mer wëllen erhalen, Neies wëllen derbäihuelen, och effektiv kënne contrebalancéiere mat deenen eenzelne Recetten, déi mer hunn.

Mä ech mengen, dat musse mer an éischter Linn probéieren. Dat wäerte mer och probéieren ze maachen, esou wäit wéi dat geet. A mir wäerte virun allem de Fonctionnement vum System nach eng Kéier hannerfroen. Hannerfroen effektiv op alle Punkten.

Wann dat net geet, da muss ee selbstverständlech kucken, wéi een et mat Recettë ka contrebalancéieren. Do hunn ech ganz kloer verstanen, datt dat deen zweete Wee ass, mä datt een dann awer och kann op ee Wee goen, fir driwwer ze diskutéieren: Wéi kann een dat iwwer Jore bis déi nächst Jorzéngten, bis 2030 zum Beispill, garantéieren, iwwer eng liicht, hunn ech och verstanen, liicht Adaptatioun vun de Cotisatiounen? Awer do och beduecht, datt ee selbstverständlech do och alles dat muss kucken, wat soll erakommen, datt dat effektiv och erakënnt.

An do schwätzen ech eng Kéier un dee ganze Litige, deen do war, deen iwwregens geregelt ass. Déi 30 Milliounen, déi deemools accordéiert waren, sinn iwwerwise ginn. Déi fannt Der och an den Zuele vun der Assurance dépendance erëm. An et ass jo och elo esou, datt déi 1,4% duerno och iwwerwise goufen. An et ass och richteg hei bemierkt ginn, datt se de Moment dem Stat verluer ginn an net der Assurance dépendance.

Dofir ass déi Diskussioun, déi een hei muss féieren, déi vun der Héicht vun der Quellesteier. Ass se 10%? Oder gëtt se 11,4% oder méi? Dat ass d'Fro, déi sech hei stellt. Der Assurance dépendance gi se de Moment op jidde Fall net méi verluer.

Derniewent ass och ganz vill hei drop agaange ginn op d'Kohärenz, op d'Koordinatioun téschent de Ministèren an och téschent deenen eenzelne Servicer. Och déi ass wichteg, datt déi um Terrain gemaach gëtt. Och doduerch, mengen ech, kritt een ee bessere Floss eran. An et ass eigentlech och dat, wat den Dokter Mertens hei gesot huet, deem ech och Merci soen, datt hien der Deputéierten esou direkt konnt spontan hei hëllefen, soudatt se elo erëm fit ass hei.

Mä alles dat, wat hien aus der Praxis eriwwerginn huet, muss ee soen, datt d'Roll vum Dokter sécher eng wichteg ass, an datt et natierlech och wichteg ass, datt um Terrain bei jiddwerengem déi Informatiounen och virugi ginn un d'Cellule d'évaluation, wann d'Evaluatioun gemaach gëtt. Och do, mengen ech, ass et wichteg, datt een de Rôle vum Dokter nei definéiert an an der Praxis dann och esou ëmsetzt.

Ech wëll an deem Kontext soen, wa mer sécher hei eng Rei vu Saachen opgehäit hunn, déi vläicht net esou lafen, muss ee soen, an d'Zuele goufen hei genannt, 95% vun de Leit sinn zefridde mat där Fleeg, déi geleescht gëtt. Dat si 5%, déi bleiwen. A selwer, mengen ech, war et d'Cellule an anerer och, déi drop higewisen hunn, datt mer op verschiddene Beräicher mussen aktivéieren.

An dofir geet mäi Merci och eng Kéier un déi Aarbecht, déi an deene leschte 15 gemaach gouf vun der Cellule d'évaluation, déi awer eng ganz gutt ass, déi sécherlech muss verbessert ginn. Dat ass selwer vun hinnen och proposéiert ginn.

Niewent deene Servicer, déi vum Personal gemaach ginn, déi vun den Aidants informels och gemaach ginn, och wann hei gesot gëtt, mir mussen eng Kéier iwwert de Fonctionnement nodenken, muss een awer soen, all déi Aarbechten, déi et de Moment um Terrain gëtt, ginn och gréisstendeels exzellent geleescht. An et muss een och hei also probéieren, och dat an e richtegt Bild ze réckelen.

Dat, wat d'Recettësäit betrëfft, vläicht nach eng Kéier, ass et eigentlech och kloer eraus gaangen, datt een éischter sollt nodenken iwwert déi zwee, déi dräi éischt Voleten. A wat fir eng Eegebedeelegung, wou mer souwisou schonn eng hunn, soll een eng Kéier méi genau definéieren. Ech muss och kloer soen, datt bei mengen Ausriichtungen hei war, datt ech vun enger Eegebedeelegung of géif gesinn. Ech wollt dat eng Kéier répétéieren, datt ech net falsch verstane gi sinn a menger Introduktioun op dës Debatt.

Ech mengen, datt an deenen nächste Woche ganz interessant a flott Diskussioune wäerten ustoen, esou wéi et hei ugeschwat ginn ass nach eng Kéier vun deenen eenzelne Riedner, sief dat de Serge Wilmes, sief dat den Dokter Mertens, sief dat d'Taina Bofferding, sief dat d'Vertrieder, den Här Urbany, sief dat säitens vun deene Gréngen, d'Josée Lorsché, fir se all ze nennen, mengen ech, waren dat ganz positiv, ah pardon, an de Gast Gibéryen, dee wollt…

(Interruption)

Neen, neen, ech wollt deen zum Schluss elo ernimmen. Well et geet nämlech ëm deen. Dat war jo deen, deen deemools bei der Debatt '98, nach eng Kéier nogeholl, als Éischte geschwat huet, deen och eng ganz Rei vu Froen do gestallt huet, eng Rei vun Angschten ausgedréckt huet an deem Sënn.

Mä ech mengen, och deemools huet e gesot, an den Debatten hu mer zum Schluss an der Kommissioun nach ee ganz wichtegen Amendement gemaach. An dat ass een Amendement, deen haut nach zielt, deen, wat d'Kontributioun betrëfft ouni ee Plaffong hannendrun. Dat war en Amendement, wat parteiiwwergräifend gemaach gouf. An ech ka mer ouni Problem virstellen, datt, wa mer op e Punkt kommen, wou mer deen Accord musse fannen, da fanne mer en hei, well et war ee grousse Konsens, datt mer eng nei Ausriichtung vun dëser Reform wëlle kréien.

An deem Sënn freeën ech mech déi nächst Méint op eng gutt Zesummenaarbecht.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Sozialminister an och de Kolleegen a Kolleeginne fir déi extrem konstruktiv Diskussioun, wou Der mer gleewe kënnt, dass ech och ganz gär mäi Pefferkär bäigefügt hätt. Ech wënschen dem Sozialminister eng ganz glécklech Hand.

Merci!

Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Et ass de Projet de loi 6592 iwwert den Automobilsecteur, an d'Wuert huet direkt eis Rapportrice, d'Madame Tess Burton.

5. 6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 6592 gouf den 18. Juli d'lescht Joer vun der fréierer Mëttelstandsministesch Françoise Hetto déposéiert. An dësem Projet de loi geet et ëm d'Accords verticaux de distribution am Automobilsecteur.

Ech wëll ufänke mat engem klenge Réckbléck. 2010 gouf dat europäescht Reglement iwwert d'Accords verticaux iwwerschafft. An dat neit Reglement huet du mat sech bruecht, dass d'Distributeure säit dem 31. Mee 2013 net méi deeselwechte Schutz genéisse wéi virdrun. Dat si Garantië wéi zum Beispill d'Durée minimale vun den Accorden an d'Délais de préavis, wat d'Kontrakter betrëfft.

D'Europäesch Kommissioun huet virgesinn, dës Texter um europäeschen Niveau ze désharmoniséieren. Dat heescht, dass an Zukunft all professionell Associatioun aus deem Secteur dës Dispositioune selwer aushandele muss. D'Europäesch Kommissioun iwwerléisst et awer och deenen eenzelne Memberstaten, déi Reglementatioun duerch en nationaalt Gesetz bei sech am Land erëm anzeféieren.

Och aus deem lëtzebuergeschen Automobilsecteur koum d'Demande vun de Federatiounen, dës Dispositiounen an engem nationale Gesetz erëm opzegräifen. De Projet de loi iwwerhëlt Wuert fir Wuert d'Dispositiounen aus dem Artikel 3 vum Reglement mat der Nummer 1400/2002, wat elo aus der europäescher Gesetzgebung erausgeholl ginn ass. Déi Dispositioune betreffen déi minimal Lafzäit vun den Accords verticaux, d'Konditioune fir den Accord indéterminé oder déterminé ze kënnegen, d'Zréckhuele vum Stock vum Garagist, wann de Kontrakt gekënnegt gëtt, an och d'Grënn, firwat de Kontrakt gekënnegt ginn ass, mussen an engem Sträitfall genannt ginn a virun enger neutraler Persoun bewäert ginn.

Dëse Projet de loi inspiréiert sech awer um éisträicheschen Droit, fir genau ze sinn um Paragraf 454 vun hirem Code de commerce an un hirem „Kraftfahrzeugsektor-Schutzgesetz" a gesäit vir, dass an dësem Gesetz och en Droit de remboursement festgehale gëtt, deen a Kraaft trëtt, wann de Garagist Investitiounen op d'Demande vum Autoshiersteller gemaach huet, déi awer nach net ofgeschriwwe sinn oder net méi benotzbar sinn, nodeems de Kontrakt gekënnegt ginn ass.

Dës Schutzmesurë si mat deem neien allgemengen europäeschen Text iwwert d'Accords verticaux net méi garantéiert. Dat bréngt mat sech, dass d'Fournisseuren, säitdeem dës Direktiv ausgelaf ass, profitéiert hunn oder nach wäerten, fir nei Kontrakter, virun allem méi flexibel Kontrakter mat hire Sous-traitanten ze négociéieren. An dat ass fir den Autoshändler hei zu Lëtzebuerg e Problem, well si ee klenge Marché sinn a well do d'Gefor grouss ass, dass si als Distributeur manner gutt ewechkomme wéi bis elo.

D'Garagisten hei zu Lëtzebuerg ginn ausschliisslech vun auslänneschen Autoshiersteller beliwwert an esou baséieren d'Kontrakter, déi tëschent deenen zwee Acteuren ofgeschloss ginn, och prinzipiell op deem auslännesche Gesetz. Hei profitéieren natierlech d'Autoshiersteller, fir hir Regelen an de Kontrakter duerchzesetzen.

D'Zil vun dësem Projet de loi ass et virun allem, d'Gläichgewiicht bei deenen zwou Parteien, déi e Kontrakt mateneen ënnerschriwwen hunn, ze garantéieren. Fir déi méi schwaach Parteie sollen an dësem Gesetz Schutzmesurë festgehale ginn, déi net méi existéieren, säitdeem dat europäescht Reglement iwwert d'Accords verticaux iwwerschafft ginn ass.

De Gesetzesprojet gesäit och am Artikel 2 vir, dass alleguer déi Dispositiounen aus dësem Ge-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

setz als Ordre public unerkannt ginn an esou dës Dispositioune bei all Accord vertical an der Automobilsbranche ugewannt ginn, wann eng vun deenen zwou Parteien, déi e Kontrakt mateneen ënnerschriwwen hunn, säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg huet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi fréier Regierung huet dofir dëse Projet de loi am Juli 2013 déposéiert, fir dem Secteur hei zu Lëtzebuerg erëm deen néidege Schutz ze ginn. D'Wirtschaftskommissioun huet de 15. Mee dëst Joer de Projet de loi presentéiert krut an de 5. Juni sinn d'Avise vum Statsrot, vun de Beruffskummeren a vum Conseil de la concurrence diskutéiert ginn.

Eng Rei Artikelen, fir genau ze sinn, d'Artikelen 3, 5, 6 an 10 si Wuert fir Wuert aus dem europäesche Reglement iwwerholl ginn. A beim Artikel 8 ass sech un där éisträichescher Gesetzgebung inspiréiert ginn. Ech wëll dofir elo net op all Detail agoen, mä ech géif just nach eemol déi wichtegst Punkten hei ervirhiewen.

Am Artikel 2 geet et drëms, dass déi Dispositioune vun dësem Gesetz sollen Ordre public ginn an dat huet och e klore Sënn: Lëtzebuerg ass kleng an d'Garagisten hunn oft net deen néidege Poids, fir ze négociéieren. Mat dësem Gesetz soll verhënnert ginn, dass d'Autoshiersteller deene lokalen Autoshändler ze streng Konditioune virschreiwen, duerch déi d'Autoshändler a prekär Situatioune kënne kommen.

De Statsrot werft a sengem Avis d'Fro op, wéi ee Sträitfall virum Riichter geléist gëtt, wann e Kontrakt ofgeschloss ginn ass, deen net op nationalem Recht baséiert. Zwou Froe stelle sech an deem Fall: Wéi geet de lëtzebuergesche Riichter mat Dispositiounen am Kontrakt ëm, déi op auslänneschem Gesetz baséieren a Relatioun mat dem lëtzebuergeschen Ordre public? An och ëmgedréit stellt sech d'Fro: Wéi reagéiert en auslännesche Riichter, wann hie mat engem Kontrakt konfrontéiert gëtt, deen op deem lëtzebuergesche Gesetz baséiert, wéi eng Roll spillt dann nach de lëtzebuergeschen Ordre public?

Hei huet déi zoustänneg Kommissioun nach eemol preziséiert, dass, wann an engem Sträitfall eng Affär virun de lëtzebuergesche Riichter kënnt, et da kloer ass, dass dat lëtzebuergescht Gesetz applizéiert gëtt, egal ob de Kontrakt op lëtzebuergeschem oder auslänneschem Gesetz baséiert. A fir deen anere Fall deelt d'Kommissioun d'Vue vun der Regierung, dass fir Lëtzebuerg dës Dispositiounen, d'ordre public, dem Prinzip vum Intérêt général gerecht ginn an deementspriechend d'Convention de Rome 1 respektéieren. Dat heescht, dass och déi Dispositiounen d'ordre public international unerkannt solle ginn.

Dann hat d'Chambre de Commerce nach eng Propos fir den Artikel 4 gemaach. Si huet proposéiert, sech do un deem belschen Text ze orientéieren. An do steet dran, dass, wann e Kontrakt déterminé schonn zweemol verlängert gouf, aus deem Kontrakt automatesch e Kontrakt indéterminé soll ginn. Allerdéngs huet d'Kommissioun hei festgehalen, well et keng Nécessitéit ass, dass mer hei dat, wat an deem europäeschen Text stoung, géifen iwwerhuelen an dass mer keen Amendement géife maachen.

Den Artikel 7 vun dësem Gesetz gesäit vir, dass, wann de Kontrakt vun enger vun deenen zwou Säite gekënnegt gëtt, dann de Fournisseur dem Garagist de Stock, deen de Garagist imposéiert kritt huet ze kafen, erëm muss ofkafen. Hei hat de Statsrot nach d'Remarque gemaach, dass een dat Wuert „usure" aus dem Text sollt eraushuelen, dass et duergeet, wann am Text steet, dass den Akafspräis an de Wäert vum Marché fir dee betreffende Stock deen Ament gekuckt géife ginn.

Am Artikel 8 geet et drëms, dass de Garagist Planungssécherheet soll kréien. D'Regierung huet sech hei och um éisträichesche Code de commerce an um éisträicheschen „Kraftfahrzeugsektor-Schutzgesetz" inspiréiert. Dës Dispositioun soll de Garagist, dee gréisser Investitiounen am Kader vu sengem Accord vertical huet misse maachen, schützen, wann de Kontrakt gekënnegt gëtt. Dëst Gesetz verflicht de Fournisseur, dem Garagist déi Investissementer ze rembourséieren. Wéi eng Exceptiounen et an dësem Fall ginn, wou dës Dispositioun net a Kraaft trëtt, sinn am Gesetz opgezielt.

De Statsrot deelt awer hei a sengem Avis mat, dass hie sech un deene Wierder „motifs légitimes" stéiert, well dëst Interpretatiounsschwieregkeeten ervirbrénge kann. An der Kommissioun ass du festgehale ginn, dass et hei un deenen zwou Parteien ass, déi de Kontrakt zesummen ënnerschriwwen hunn, fir ze preziséieren, wat fir si legitim Motiver sinn, wou dës Dispositioun fir si net a Kraaft trëtt.

Dëst waren Diskussiounen, déi sech prezis op d'Artikelen aus dem Gesetz bezunn hunn. Well eng aner Diskussioun, déi an der zoustänneger Kommissioun gefouert ginn ass, ass déi, dass just ee Secteur mat dësem Gesetz Schutzmesurë kritt, an dass een awer misst nodenken, och aner Secteuren an deem Sënn ze schützen. Et ass virun allem de Conseil de la concurrence, dee kritiséiert, dass mat dësem Gesetz just den Automobilsecteur geschützt gëtt, a proposéiert dofir a sengem Avis e generellt Gesetz fir all Branche anzeféieren. De Législateur soll den Intérêt général privilegéieren an net den Intérêt individuel vun enger Branche.

Éisträich huet schonn en nationaalt Gesetz ëmgesat, an deem drasteet, dass, wann en Accord de distribution gekënnegt gëtt, dann Investissementer, déi bis dohinner nach net ofgeschriwwe gi si respektiv net méi ze benotze sinn, musse rembourséiert ginn. Dëst Gesetz ass net op ee Secteur bezunn, dat steet also net an hirem „Kraftfahrzeugsektor-Schutzgesetz", mä ass e generellt Gesetz a steet dofir an hirem Code de commerce, fir dass dëst Gesetz an alle wirtschaftleche Secteuren ugewannt ka ginn.

D'Kommissioun huet op dës Kritik net negativ reagéiert. Et sollt een duerchaus iwwer e generellt Gesetz fir all Secteur nodenken, mä dass et awer elo eng Urgence an dësem Fall gëtt, an dass een dëst Gesetz direkt sollt ëmsetzen. Dat schléisst also net aus, dass iergendwann eng Loi générale kéint kommen.

Bon, dat waren eng Rei Detailer aus mengem schréftleche Rapport, deen den 19. Juni dëst Joer unanime an der Wirtschaftskommissioun ugeholl ginn ass. Dir wësst, dass dëse Projet de loi eng Urgence ass, dass eis Garagiste Planungssécherheet brauchen, an dofir bieden ech lech, och dësem Projet de loi zouzestëmmen.

Ofschléissend soen ech Iech Merci fir Äert Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice, dem Tess Burton. Éischt Riednerin ass fir d'CSV d'Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken der Rapportrice, dem Tess Burton, villmools Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Rapport.

An dësem Gesetz geet et also ëm e Secteur, de Secteur vun den Distributeurs d'automobiles, wou mer déi wëlle protegéieren. Et ass nämlech e sougenannte Secteur, eng „Branche à risques", well en am Fong geholl komplett ofhängeg ass an och à la merci ass vun den Automobilconstructeuren. Et geet hei drëms, den Autoshändler eng gewësse Planungssécherheet ze garantéieren, an et geet virun allem och drëms, hir Investissementer ze protegéieren.

Bis ewell hu verschidden europäesch Texter d'Automobilconstructeuren obligéiert, fir gewëssen Dispositiounen an hir Distributiounskontrakter mat dranzesetzen, déi eben déi lokal Distributeure sollte schützen, wéi zum Beispill d'Minimaldauer vun de Kontrakter oder d'Délaie vun de Préavisen oder och nach motivéiert Résiliatiounen.

Elo ass et awer esou, dass dës Texter zënter dem 31. Mee vum leschte Joer ofgelaf sinn an och net am Règlement général d'exemption mat iwwerholl goufen, mat der Konsequenz, dass d'Protektioun vun den Distributeuren net méi garantéiert ass. An d'Angscht vum Secteur war an ass, dass eben déi al Kontrakter, déi en vigueur sinn, kéinte vun de Constructeure résiliéiert ginn, an dass si domadder de Constructeuren awer komplett ausgeliwwert wieren.

Genee dowéinst ass dann och dësen Text ausgeschafft ginn, ugelehnt, wéi d'Madame Burton och gesot huet, un déi éisträichesch Législatioun, genausou wéi d'Kommissioun dat och virschreift, an zwar, dass et un de jeeweilege Länner ass, fir esou Dispositiounen an hir national Gesetzgebungen ze iwwerhuelen.

Hei an dësem Gesetz goufen déi generell Konditiounen, déi sengerzäit am Reglement 1400/2002 am Artikel 3 virgesi waren, awer net méi an den aktuellen Texter iwwerholl goufen, an engem eenzege Gesetz regruppéiert. Domadder soll séchergestallt sinn, dass déi dach awer équilibréiert Situatioun tëschent Fournisseur an Distributeur, esou wéi mer se bis ewell haten, och bäibehale gëtt.

Am Résumé just e puer Saachen. D'Accorde mat der Durée déterminée, déi musse fir eng Period vu fënnef Joer ofgeschloss ginn. Déijéineg, déi zum Beispill à durée indéterminée ofgeschloss goufen, déi kënnen nëmme gekënnegt gi mat engem Préavis vun zwee Joer. All Résiliatioun muss och schréftlech motivéiert ginn. An de Fournisseur, dee kann och obligéiert ginn, de Stock zréckzekafe respektiv Investissementer, déi den Distributeur huet misse maachen, ze rembourséieren.

Well et muss ee sech hei virstellen, dass de Fournisseur vun haut op muer ka verlaangen, dass de Corporate changéiert, wat dann en extrem héijen Invest vum Distributeur verlaangt. Et muss ee wëssen, dass de Constructeur d'Zort vun de Plättercher, d'Geliichts, souguer d'Büroe kann imposéieren. Wann een als Distributeur also grad richteg vill Suen investéiert huet, fir deem och nozekommen, sech also verschéllt huet, an dann ouni iergendeng Argumentatioun de Kontrakt ka gekënnegt kréien, well dem Fournisseur vläicht de Standuert Lëtzebuerg net méi esou gutt gefält, da brauch een net ganz vill Fantasie, fir ze wëssen, wat dat fir esou e Betrib mat sech bréngt.

Mir schwätzen hei vun enger Branche vun 253 Entreprisen, wou iwwer 5.000 Leit schaffen. Et muss een och wëssen, dass d'Banken zimlech retizent sinn, fir e Prêt fir en Invest ze accordéieren, wa si gesinn, dass et eigentlech just geduecht ass, fir Standarden ze erfëllen an de Betrib awer eventuell ka sechs Méint méi spéit zougemaach ginn, wann de Constructeur dat esou géif décidéieren. Mä wann ee keng Sue léint an och net investéiert, wéi, wann ech gelift, soll dann den Distributeur de Fuerderunge vum Constructeur iwwerhaapt entgéintkommen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz kann, ech hoffen emol, och als Inspiratioun a Modell fir d'Législatioun vun anere Länner gëllen. Ech sinn op alle Fall frou, dass d'Regierung dëst Gesetz net zréckgezunn huet, mä dass mer haut heibanne sinn, fir et ze stëmmen an domadder enger ganz wichteger Branche vun eisem ekonomeschen Tissu e gewëssene Schutz kënne garantéieren.

An noer Zukunft sollt een awer och der Propositioun vum Conseil de la concurrence Rechnung droen an iwwert d'Aféierung vun der sougenannter Notioun „abus de puissance économique" am lëtzebuergesche Recht nodenken, also eng brancheniwwergräifend Solutioun sichen, vun där dann och aner lëtzebuergesch Betriber kënne profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Hetto. D'Wuert huet elo den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt d'Geleeënheet notzen, fir der Rapportrice, der Madame Tess Burton, en häerzleche Merci ze soe fir hire Rapport. Ech wëll nach eng Kéier op e puer méi allgemeng Realitéiten an dësem Kontext hiweisen, déi och weisen, wéi wichteg de Gesetzestext vun de Mëtteg ass.

Am leschte Joer hunn eppes méi wéi 5.000, prezis 5.064 Leit am Beräich vun der Vente an dem Entretien vun Autoen hei am Land geschafft, esou vill wéi nach ni virdrunner. Si schaffen a klengen an a mëttelstännesche Betriber, dacks laangjähreg Familljebetriber, déi sech duerch hir gewëssenhaft Aarbecht iwwer vill Joren en Numm gemaach hunn. Et geet an dësem Gesetzesprojet drëm, fir d'Aarbecht an d'Investissementer vun dëse Patronen an hire Salariéen ze schützen.

Här President, hautdesdaags gehéiert zum Autosverkaf wäitaus méi dozou wéi e gudde Service um Client an déi néideg technesch Kenntnis. Déi grouss Constructeuren, mir hunn et just virdrun héieren, verlaangen dacks vun eise Betriber, fir sech no hire Wënsch, wann net souguer hire Launen a puncto Marketing a Verkafstechnik ze riichten. Sou ass et zum Beispill net ongewéinlech, datt eng Garage quasi vun engem Joer op dat anert e ganz neie Showroom ariichte muss, well d'Marque en anert Verkafskonzept entwéckelt huet.

Dat ass jo alles schéin a gutt. Mä dës Aarbechte musse finanzéiert ginn, dat heescht vum Garage selwer bezuelt ginn. An deem Fall ass et nëmme richteg a fair, datt dësen Distributeur och d'Garantie kritt, fir eng gutt Zäit duerno Autoe vun dëser Marque verkafen ze dierfen.

Et geet hei also ëm d'Planungssécherheet vum Garage, souwuel fir de Patron wéi och fir d'Salariéen. Et ka jo net sinn, datt e Garage och nach vläicht e Prêt ophëlt, fir dee ganze Marketing-Schnickschnack ze finanzéieren, an no zwielef Méint de Kontrakt mat dem Autoshändler gekënnegt kritt, well iergendeen, deen nuets net schlofe konnt, sech eppes Neies a Saache Verkafstechnik ausgeduecht huet.

Mir ass och zu Ouere komm, datt kleng Betriber, déi eréischt nei Miwwele kaaft haten, no zwee bis dräi Joer erëm komplett nei Expo- a Büroséquipementer hunn uschafe missen, well de Constructeur sech eng nei „corporate identity", wéi dat esou schéin heescht, wollt ginn, an dofir nei Standarde verlaangt, déi dacks ganz héich ugesat sinn. Dat féiert gären dozou, datt etlech Betriber am Verkafsnetz vum Constructeur passe mussen, an domat wier dann d'Zil vun deenen erreecht, déi d'Netz vun den Händler onbedéngt verdënne wëllen.

Als DP-Fraktioun ass eis un der Qualitéit vum Service geleeën. De Client brauch och e Service de proximité. Eis kleng Betriber musse geschützt ginn an hir Aarbecht esou weidermaache kënnen, datt se sech op hiert Kärgeschäft konzentréiere kënnen, nämlech op d'Wartung vun den Autoen engersäits an op där anerer Säit d'Berodung vum Client.

Här President, mir sollten dësem Gesetzesprojet eng grouss Zoustëmmung ausschwätzen, well e virun allem Aarbechtsplaze séchert an Investitioune schützt. Staark mëttelstännesch Betriber gehéieren zu enger breet opgestallter Ekonomie. Mir sollte se schützen a se net de Capricë vu Konzerner aussetzen.

Dës Haltung ass net géint d'Logik vun der Konkurrenz. Hei geet et wierklech net ëm Verhënnerung vu Konkurrenz. De Schutz, deen hei opgebaut gëtt, erlaabt eng Panoplie vu Betriber ze erhalen, déi sech am anere Fall gezwonge geséichen, ze kapituléieren an a gréisser Firmen integréiert ze ginn, well déi esou Changementer, finanziell gesinn, besser opfänke kënnen.

Et geet also drëms, datt mer d'Existenz vu klengen a mëttelstänneschen Traditiounsbetriber, déi aus finanzieller Siicht gesond sinn, datt d'Zukunft vun dëse Betriber an hire Mataarbechter net mutwëlleg op d'Spill gesat gëtt. Mir géife riskéieren, besonnesch an engem klenge Land, eng Konzentratioun um Niveau vun de Verkafsstrukturen ze kréien. Da géif eng Marque just nach vläicht vun dräi oder zwee oder just nach engem Distributeur verkaaft ginn! Esou e Prozess ass net onbedéngt am Intérêt vum Konsument, well mer zum Deel op monopolistesch Strukturen erauskéimen, an dat däerfe mer och net aus den Ae verléieren.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bauler. D'Wuert huet elo den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Ech mengen, ech brauch net méi vill hei bäizefügen, meng Virriednerinnen a -riedner hunn alles gesot. Ech wëll der Rapportrice Merci soe fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport, an dofir bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kox. D'Wuert huet dann den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et ass e richtege Problem, deen à la base ass vun dësem Gesetz. Et sinn net, wéi den Här Bauler gesot huet, d'Capricë vu Konzerner - dat ass e bësselche méi de Sproochgebrauch op där extrem lénker Säit -, et geet ëm Contrats d'adhésion. Dat sinn einfach déi Verträg, wou ee Partner esou staark ass, datt en engem anere ka Konditiounen opzwéngen, déi deen net méi kann négociéieren. Mir kennen dat vun dem Konsumenteschutz; do hu mer Gesetzer géint esou Praktike geholl, mä am Geschäftsliewen hu mer dat net.

Effektiv ass d'Automobilbranche déi, oder eng vun deenen, déi am stäerksten heivunner betraff sinn. An de Kolleeg Bauler huet ganz konkret Beispiller genannt, déi och ganz richteg sinn. Do steet zum Beispill an deene Kontrakter, datt d'Marque kann décidéieren, datt d'Fënsteren ëmgestalt ginn. An da schécke se all véier Wochen een do nei Opkliewer an déi Fënstere maachen, an dat zu Präisser, déi net maartgerecht sinn, mä wäit iwwerdriwwe sinn, a wou Gainen erziilt gi vun deene Firmen, déi net gerechtfertegt sinn.

Mir stëmmen also dee Projet, well e richteg ass fir déi Branche. Mä trotzdeem ass et keng gutt legislativ Aarbecht, an ech félicitéiere weder déi al nach déi nei Regierung, fir an dës Richtung gaangen ze sinn.

Déi richteg Äntwert wier ze soen, et mécht een ee Gesetz fir all Importateuren an all Distributeuren, déi mat Konzerner ze dinn hunn, déi Contrats d'adhésion opzwéngen. Oder, wéi de Conseil de la concurrence gesot huet, kommt, mir maachen en Artikel, deen esou kommerziell Praktiken onméiglech mécht! Dat ass eng richteg Äntwert.

Hei ass eng Deeläntwert. Si ass gutt fir déi Leit aus där Branche, mä si ass net richteg par rapport zu all deenen aneren, déi elo virun dorënner leiden an déi net kënnen op esou e Gesetz zielen. Mir hätte ganz gutt aus dësem Spezialgesetz fir eng Branche kënnen e gutt Gesetz maache fir all d'Branchen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Reding.

Mir sinn domat um Enn vun eiser Diskussioun ukomm, an d'Wuert huet déi zoustänneg Statssekretärin, d'Madame Francine Closener.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll och ech der Rapportrice natierlech villmools Merci soen a félicitéiere fir deen exzellenten a komplette Rapport, dee se eis presentéiert huet. Ech wëll awer och de Membere vun der Chamberskommissioun Merci soe fir déi kritesch a konstruktiv Diskussioun, déi eis et erlaabt huet, séier an effikass op dësem wichtegen Text ze schaffen. Schlussendlech natierlech och de Riedner vun haut de Mëtteg Merci fir hir Remarquen.

Et gëtt dacks gesot, datt den Auto dem Lëtzebuerger säi léifstent Kand ass. En ass em op alle Fall wichteg, egal ob Privatauto oder Déngschtwon. An ech weess, vu wat ech schwätzen. An awer ass de Lëtzebuerger Autosmarché fragil. Vun 2012 op 2013 ass d'Zuel vun den Neiumeldungen ëm 7,5% zréckgaang, a quitte datt et déi lescht Méint liicht besser goung, muss een d'Entwécklung awer ganz genee am A behalen.

Déi Lëtzebuerger Autosdistributeure maache sech net nëmme géigesäiteg Konkurrenz, si musse sech och nach géint Garagisten aus der Groussregioun a géint Réimportateure behaapten, déi dacks méi favorabel Konditioune vun den Autoskonzerner kréie wéi si selwer. De Marché ass also hyperconcurrentiel. D'Margë sinn niddreg an dacks genuch leie Succès an Échec ganz, ganz no beieneen.

Laang Joren hunn europäesch Wettbewerbsreglementer derfir gesuergt, datt d'Autoskonzerner de lokalen Distributeure keng ze schlecht an ongerecht Konditiounen imposéiere konnten. Ech ginn net méi drop an, mir hunn dat jo schonn am Detail héieren. Den 31. Mee d'lescht Joer sinn déi lescht vun deene Reglementer ausgelaf an, wéi gesot, esou wéi d'EU-Kommissioun dat suggéréiert huet, huele mir déi favorabel Dispositiounen erëm an dësem Projet de loi.

Vu datt Lëtzebuerg keng Autosconstructeuren huet an eis Distributeuren dacks net déiselwecht gutt Konditioune vun de Konzerne kënne kréie wéi däitsch oder franséisch Distributeuren, war dësen Text nëmmen déi logesch Konsequenz, fir et eisen Distributeure méiglech ze maachen, déi Acquisen ze behalen, déi hinne jo bis elo, bis ganz rezent op europäeschem Niveau zougestane goufen.

Et ass eng eminent wichteg Fro. Mir hunn eis dofir misse fläissen. Mat dësem Gesetz gëtt Lëtzebuerg zu engem Virreider an Europa, zesumme mat Éisträich. Eng Rei aner europäesch Länner sinn och um Wee, fir sech un eis e Beispill ze huelen an ähnlech Texter ze preparéieren. Et ass och evident, datt dësen Text net protektionistesch ass, jiddefalls net am negative Sënn, well d'Gesetz jo u sech nëmmen dat regelt, wat europäesch Texter jorelaang virdru geregelt hunn.

D'Gesetz gëtt den Distributeure virun allem Planungs- an Investitiounssécherheet. Dat ass besonnesch wichteg, well fir d'Exigenze vun den Autosmarken an hirer „corporate identity" kënnen ze erfëllen, mussen d'Distributeuren dacks héich Investitioune maachen, déi verluer sinn, wann de Konzern de Vertrag kënnegt. D'Kënnege vum Vertrag an, als Resultat, de Verloscht vun deenen Investitiounen ass fir den Distributeur eng Katastroph, déi och gären d'Enn vu senger Entreprise bedeit. An der Kontinuitéit mat den europäeschen Texter garantéiert dëst Gesetz also, datt d'Vertragspartner op Aenhéicht matenee verhandele kënnen, an esou soll dat och sinn.

An deem Sënn kann een effektiv awer iwwerleeën, Här President, wéi wäit dëse Projet de loi eventuell e Beispill kéint si fir aner Secteuren. Kann ee sech net virstellen, datt een och anere lokalen Distributeure kéint garantéieren, datt hir Investissementer rembourséiert ginn, wann hire Fournisseur de Vertrag fréizäiteg kënnegt ouni legitime Grond, an natierlech nëmmen, wann d'Investissementer net scho virdrun amortiséiert sinn, an den Distributeur sech selwer natierlech och un all Spillregele gehalen huet?

Et gi jo genuch Beispiller, wou gutt Konzerner, fir hir „corporate identity" ze erhalen, vill vun de lokale Partner via Franchise verlaangen. Ech denken do un d'Restauratioun, awer och Chaînen a Kleederbranche oder eben zum Beispill och Coiffeuren.

Anerersäits gëllt et natierlech awer och onbedéngt derfir ze suergen, datt Lëtzebuerg kompetitiv bleift an attraktiv bleift fir esou Chaînen. Et ass also keng Décisioun, déi ee ganz liichtfankeg hëlt. Duerfir sinn ech och frou, datt schonn an der Kommissioun iwwert de Pro a Kontra geschwat gouf. Ech denken, datt déi Diskussioun déi nächst Zäit nach méi intensiv muss gefouert ginn.

Wéi gesot, de Standuert Lëtzebuerg konkurrenzfäeg halen, awer an engems als lokalen Distributeur Planungssécherheet hunn, dat ass den Défi.

Dëst Gesetz ass jiddefalls e gutt Beispill, wéi Politik zugonschte vun de PME gemaach soll ginn. An anere Wierder, et ass aktiv a konkret Mëttelstandspolitik. An ech freeë mech och doriwwer, datt et hei an der Chamber e Konsens gëtt, datt mer dat Gesetz solle stëmmen. Et ass gutt esou, well et ass wierklech wichteg fir eisen Autosmarché.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Closener. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6592 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6592 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Brouhaha)

Jo, et schéngt awer unzeweisen. Gutt, also mir sinn hei bei 58 Voten. Et geet net? Mir kontrolléieren dat, mä mir kucken elo emol, wéi et ausgaangen ass.

58-mol Jo.

Wann nach Korrekturen zum Vote ze maache sinn, gitt se wann ech gelift weider! Et ass d'Madame Hetto an d'Madame... Jo, also, wann et bei Iech net uweist, dann ass iergende Problem, well Dir stitt jo awer sécher hannerun deem Projet. Mir rectifizéieren dat. Villmools Merci!

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6592 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber domat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6685 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen. An d'Madame Tess Burton ass erëm am Déngscht als Rapportrice. Madame Burton, Dir hutt d'Wuert.

6. 6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice*.- Merci. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 6685 gouf de 5. Mee dëst Joer fir de Wirtschaftsminister vun der Statssekretärin Francine Closener déposéiert. Dëse Gesetzesprojet ännert d'Gesetz vum 15. Dezember 2010 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen ëm.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn hiren Avis zu dësem Gesetzesprojet ofginn, an och de Statsrot huet den 3. Juni säin Avis zu dësem Projet ofginn. Den 19. Juni dëst Joer gouf dunn dëse Projet de loi an der Wirtschaftskommissioun presentéiert an och gläichzäiteg goufen déi verschidden Avisen diskutéiert. Den 3. Juli, dunn hunn ech als Rapportrice mäi Rapport vum Projet presentéiert, deen dunn och unanime an der Kommissioun ugeholl ginn ass.

An dësem Projet de loi geet et haaptsächlech drëms, fir dat bestehend Gesetz iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen un de Rectificatif vun der europäescher Direktiv mat der Nummer 2009/48 unzepassen, well den 31. Dezember 2013 ass nämlech e Rectificatif a Kraaft getrueden, dee verschidde materiell Feeler verbessert a virun allem och d'Definitioun vum Jeu gustatif verdäitlecht.

Déi Dispositioune betreffen d'Artikelen 3, 10 an 39 vum Gesetz iwwert d'Sécurité des jouets vum 15. Dezember 2010. Dës Änderunge si keen Eenzelfall. Ech erënneren drun, dass d'Gesetz vun 2010 schonn d'lescht Joer am Juli eng éischte Kéier geännert ginn ass. Doriwwer eraus gi mat dësem Rectificatif och eng Rei Änderungen an den Annexe vun der europäescher Direktiv virgeholl. Mä dës Änderunge sinn net den Objet vun dësem Projet de loi, well dës Änderunge betreffen d'Annexen an Änderungen an den Annexe ginn direkt ugepasst.

Duerch d'Procédure de transposition simplifiée, déi d'lescht Joer hei an dësem Haus gestëmmt ginn ass, gëtt och Envoi automatique op d'Annexe vun der europäescher Direktiv gemaach. Dëse Rectificatif betrëfft d'Annexen 1, 2 a 5.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn an hiren Aviser keng weider Remarquë gemaach an hunn dem Projet de loi hir Zoustëmmung ginn.

Och de Statsrot huet a sengem Avis säin Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Upassungen, wat den Niveau vun de Grenzwäerter vun deene verschiddene chemesche Stoffer, déi an de Spillsaachen dierfen enthale sinn, ugeet, gi regelméisseg ënnersicht an adaptéiert. Et ass wichteg, dass eist Gesetz um aktuellste Stand bleift. Well d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vun de Kanner eis wichteg sinn, wäerten esou Upassunge regelméisseg stattfannen.

Mir hunn et eben haut mat enger weiderer Adaptatioun ze dinn, an där bieden ech Iech och zouzestëmmen. Ofschléissend soen ech Iech Merci fir Äert Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Burton. D'Wuert huet direkt den Här Félix Eischen.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci och der Madame Burton fir hire Rapport.

Dëst ass eng Aarbecht, Dir hutt dat matkritt, extrem technescher Natur. Mir passen hei eis engem Rectificatif vun der Kommissioun un a mir hu misse légiféréieren, fir an der Rei ze sinn. Wann een allerdéngs hannert där technescher Fassad kraazt, da gesäit een, dass de Sécherheetsproblem bei de Spillsaachen, awer net nëmmen do, mä och beim Elektrogeschier zum Beispill, extrem akut ass. Dëst gëtt eis och vum lëtzebuergeschen Normalisatiounsinstitut, dem ILNAS, confirméiert.

Zënter der éischter Ëmsetzung vun der Direktiv am Joer 2010 huet sech d'Situatioun um Marché och nëmme bedéngt verbessert. D'ILNAS mécht d'Kontroll vun de Produkter, an nach ëmmer sinn Artikelen an der Vente hei zu Lëtzebuerg, déi kee Marquage hu respektiv wou den CE drop falsch ass!

Si kréien hei zu Lëtzebuerg an der Moyenne vun den europäesche Kolleegen net manner wéi 50 Meldungen d'Woch era vu Produkter, déi net an der Rei an awer hei am Ëmlaf sinn, an dovunner ass ee gudden Drëttel Spillsaachen. Dat ass net näischt. Op Nofro hi gouf eis gesot, dass an der Regel awer déi grouss Produzenten an de leschte Joren hir Lektioun geléiert hätten.

Do, wou et nach ëmmer Problemer ginn, dat sinn déi sëllechen No-name-Produkter, déi ee fir dräi Sou an en hallwen ugebuede kritt. Et ass gutt a wichteg och duerch dëst Gesetz, dass méi op Produktsécherheet gepocht gëtt. Allerdéngs soll ee bei dëser Geleeënheet awer och mam Fanger op d'Responsabilitéit vum Keefer, sprëch zum Beispill vun den Eltere weisen.

Ier een deene klenge Krapperte Spillgezei an de Grapp gëtt, soll ee sech déi Saach kuerz méi genee ukucken an net ëmmer nëmmen op de leschte Cent kucken. All Dag kommen Honnerte vun neie Produkter op de Maart, fir de séiere Sou ze maachen. D'Flut vun de Produkter, och via Internet, ass enorm an och net méi ze iwwerkucken. Dofir ass dem Keefer seng Responsabilitéit hei net ze ënnerschätzen. De Schrott, deen net kaaft gëtt, gëtt iergendwann och eng Kéier net méi produzéiert.

Merci nach eng Kéier fir de Rapport, a well dëst net vu Muttwëll ass, ginn ech och den Aval vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Eischen. An den Här Bauler huet elo d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wollt vun dëser Plaz aus der Rapportrice Merci soe fir de Rapport. Deem ass näischt méi bäizefügen. Ech ginn domadder den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Den Här Kox huet d'Wuert.

Suivez la Chambre des Députés sur FACEBOOK et TWITTER

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, den Accord zu dësem Projet. D'Wichtegkeet ass elo scho vu mengem Virriedner gesot ginn. Effektiv ass et zwar net onbedéngt um Verbraucher selwer, mä mir mussen direkt am Ufank beim Produzent drop hiweisen, dass do déi richteg Produiten agesat ginn an net herno End-of-pipe-Politik gemaach gëtt. Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet elo den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci och un d'Madame Burton fir e gudde Rapport, mä e puer Kommentaren awer zu dësem Text.

Mir haten eis déi leschte Kéier als ADR, wou mer iwwert d'Spillgezei hei geschwat hunn, iwwert d'Sécherheet vum Spillgezei, hate mer eis enthalen, aus guddem Grond europarechtlecher Natur. An haut, mengen ech, ass et awer interessant, fir emol eng Kéier driwwer ze schwätzen, wat mer dann hei genau an d'Gesetz ëmsetzen.

Hei ass gesot ginn, Sécherheet vum Spillgezei, dat ass jo eppes, eng Suerg, déi mer alleguer deelen. Mä wat si wierklech déi Adaptatiounen, déi mer haut hei maachen? Ech soen Iech se! An da kann ee sech nämlech d'Fro stellen: Wat ass de Wäert vun enger Direktiv, a wat ass natierlech de Rôle vun engem Parlament an dësem europarechtleche Kontext, wa mer esou Adaptatioune musse maache wéi déi, déi eis haut hei virgeluecht ginn?

Déi éischt Ännerung ass, datt mer net méi vun „recettes" schwätzen, wa Kanner mat hirem Spillgezei do esou maachen, als géife se eppes kachen oder baken. Mir kënnen dann net méi schwätze vun „recettes", mä mir mussen elo schwätze vun „préparations culinaires". Dat ass also eng gesetzlech Ännerung! Also «permettant aux enfants de confectionner des friandises ou des recettes culinaires» gëtt ersat duerch «…friandises ou préparations culinaires».

Déi zweet Ännerung, déi mer haut maachen, ass: «les jouets placés sur le marché», dat gëtt ersat duerch «les jouets mis sur le marché». Dat sinn déi zwou gesetzlech Ännerungen.

An da kommen nach zwou Dispositiounen an deem Rectificatif vun der Kommissioun, déi d'Annexe betreffen. Déi sinn extrem technesch. Effektiv, oh ben technesch, et ass einfach eng formalistesch Énumératioun vun Annexen, wou mer eng ëmsetzen an eng zweet net ëmsetzen. Wou ech mech da froen: Wat ass d'Ursaach dovunner? Ass dat en Oubli, wou mer dann an dräi Wochen erëm hei stinn, et wär en Oubli, well mer erëm e Bréif vun der Kommissioun kruten iwwer eng net korrekt Ëmsetzung vun engem Rectificatif?

An da bleiwen natierlech eis Bemierkunge grondsätzlecher Natur iwwer eng automatesch Ëmsetzung vun Actes délégués an eiser Législatioun, déi mir als ADR net akzeptéieren. Mä et freet sech natierlech bei esou Banalitéite wéi déi, déi mer haut hei musse gesetzlech regelen, wat wierklech de Wäert vun der Direktiv a vun der legislativer Aarbecht an engem Memberstat ass.

Mir denken, dat doten, dat geet definitiv ze wäit. Mir hunn dat och schonn an anere Gesetzer a leschter Zäit gehat, wou mer wéinst Kommaen an Detailer, déi wierklech absolut kee prakteschen Notze fir d'Leit hunn... Et geet net hei ëm wierklech Verbesserunge fir d'Sécherheet vum Spillgezei fir d'Kanner. Ob mir dat do iwwerhaapt op déi Manéier wëllen an Europa maachen. Mir als ADR hunn do eis Bedenken an dowéinst enthale mir eis.

Villmools Merci!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Also huet d'Wuert déi zoustänneg Statssekretärin, d'Madame Francine Closener.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bleift u sech der Rapportrice, dem Tess Burton, nach eng Kéier Merci ze soe fir och dësen detailléierte Rapport, deen alles seet, wat zu dësem Projet ze soen ass.

Ech profitéieren awer vun der Geleeënheet, fir lech nach e puer allgemeng Informatiounen zur Spillsaachesécherheet och mat op de Wee ze ginn. Déi ass jo sécher jiddwerengem wichteg.

Den honorabelen Deputéierte Félix Eischen huet et scho gesot: Hei am Land ass den ILNAS zoustänneg fir de Contrôle vun der Sécherheet vun de Spillsaachen. Iwwert deen europäesche Fréiwarnsystem RAPEX koumen am Joer 2012 iwwer 2.000 Allerten eran. Dovunner waren 365 Notifikatiounen iwwer Spillsaachen. Dat waren also bal 20%. Am Joer 2013 waren et der 465, déi Spillsaache betraff hunn, vun am Ganzen 2.022.

Mä den ILNAS ass net nëmmen aktiv um Terrain op Basis vun de RAPEX-Allerten, mä seng Servicer ginn och regelméisseg an d'Butteker, op d'Mäert, op Kiermessen an esou weider kontrolléieren. Do ginn et jo besonnesch ganz vill där No-name-Produkter. Mat Hëllef vun der Douane ginn och systematesch Importer an Internet-Shopping aus Drëttlänner iwwerpréift. D'virlescht Woch zum Beispill huet den ILNAS och eng Enquête lancéiert, wou eng 30 Spillsaachen ausgewielt goufen, déi op sougenannten „Weichmacher" kontrolléiert ginn, ob do d'Grenzwäerter agehal ginn. D'Analysen an enger neier Zesummenaarbecht mam Statslaboratoire sinn nach amgaangen. Resultater leien nach net vir. Et ass awer e wichtege Punkt, datt d'Servicer vum ILNAS net nëmme reagéieren, mä och duerch geziilten Aktioune preventiv um Terrain schaffen.

An ech wär och frou iwwer Är Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

Merci villmools!

Une voix.- Très bien!

Sommaire des séances publiques nos 28 et 29

28e séance

Ouverture de la séance publique p. 331

6529 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012)

et

6634 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure 2013 p. 331-338

29e séance

Ouverture de la séance publique p. 339

Communication p. 339

Ordre du jour p. 339-340

Débat de consultation sur la réforme de l'assurance dépendance p. 340-350

6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile p. 350-352

6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets p. 352-353

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, däerf ech der Madame Statssekretärin nach eng Fo stellen?

M. le Président.- Jo. Fuert duer!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech wollt d'Madame Statssekretärin froen, firwat mer, wa mer déi aner dräi Dispositiounen ëmsetzen, firwat mer dann net ëmsetzen déi, déi am Journal officiel vum 30. Juni 2009, Säit 19, Artikel 55 vun der Europäescher Unioun virginn ass. Déi huet deeselwechte rechtleche Rang wéi all déi aner. Firwat gi mer der dräi ëmsetzen an déi véiert net? Merci.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Merci dem honorabelen Deputéierten. Dat ass eng technesch Fro, op déi ech lech ganz gär déi nächste Kéier eng Äntwert ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An haut stëmme mer d'Gesetz?

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Haut stëmme mer d'Gesetz. An dat ass och gutt esou.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci. Ech mengen, dat ass eng fair Propos. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6685 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6685 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6685 ass mat 56 Jo-Stëmmen, bei 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox) et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Mir gesinn eis muer um 2 Auer erëm. Kommt gutt heem!

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.37 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°9** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0266	Justin Turpel	Encadrement scolaire de jeunes issus de pays tiers
0281	Josée Lorsché	Plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange
0284	Serge Wilmes	Destitution du Président du Parlement des Jeunes
0285	Diane Adehm, Serge Wilmes	Droit à l'oubli sur Internet
0286	Franz Fayot	Installation définitive de certains départements de la Faculté de droit, d'économie et des finances (FDEF) de l'Université du Luxembourg
0287	Taina Bofferding, Tess Burton	Classement européen des universités U-Multirank
0288	Gilles Baum	Construction de parkings à la frontière luxembourgeoise
0289	André Bauler, Edy Mertens	Route nationale E421 entre Diekirch et Wemperhardt
0290	Justin Turpel	Visite de la Secrétaire d'État adjointe américaine pour l'Europe
0291	Gilles Roth	Arrêt du «Bundesgerichtshof» concernant les frais de dossier bancaires
0292	Marcel Oberweis	Boues d'épuration
0293	Martine Hansen	Formation professionnelle
0294	Laurent Mosar	Obligation des commerçants luxembourgeois d'acheter leurs marchandises auprès d'intermédiaires
0295	Laurent Mosar	Fonds propres de la Banque centrale du Luxembourg
0296	Gilles Roth	Affirmations de l'Association du Personnel de la Police Judiciaire (APPJ) relative à l'implémentation d'une norme ISO
0297	Nancy Arendt, Félix Eischen	Courrier de l'UEFA à l'attention de la Fédération luxembourgeoise de Football
0298	André Bauler	Relèvement du taux super-réduit de la TVA de 3% à 17%
0299	Fernand Kartheiser	Suppression des cours de langue française dans les classes de 12e et 13e du régime de la formation de technicien
0300	Henri Kox	Pesticides néonicotinoïdes «hautement susceptibles» de tuer les abeilles
0301	Justin Turpel	Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP
0302	Justin Turpel	Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP
0303	Justin Turpel	Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP
0304	Justin Turpel	Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP
0305	Justin Turpel	Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP
0306	Justin Turpel	Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP
0307	Justin Turpel	Négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP
0308	Justin Turpel	Nombre de leçons de décharge pour ancienneté et nombre de leçons supplémentaires dans les différents types d'enseignement
0309	Claudia Dall'Agnol	Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA)
0310	Marc Spautz	Nombre de couveuses dans les maternités
0311	Françoise Hetto-Gaasch, Félix Eischen	Plan d'action PME
0312	Jean-Marie Halsdorf	Substitution de médicaments originaux par des médicaments génériques
0313	Gilles Roth	Déclaration de la société Creos Luxembourg SA dans le cadre du procès «Bommeleeër»
0314	Josée Lorsché, Henri Kox	Utilisation de glyphosate
0315	Martine Hansen	Prise en charge des élèves au «Lënster Lycée» en dehors des heures de cours
0316	Martine Hansen	Maisons d'habitation complémentaires à des exploitations agricoles dans des zones vertes
0317	Léon Gloden	Enseignants de religion dans l'école fondamentale
0318	Franz Fayot	Invitation à la Fête nationale
0319	Léon Gloden	Syndicats des eaux
0320	Serge Urbany	Non-admission aux élections européennes
0321	Marc Lies, Claude Wiseler	Abus du système social
0322	Fernand Kartheiser	Nouveau «terminal d'aviation générale» à l'Aéroport de Luxembourg
0323	Fernand Kartheiser	Neutralité de l'enseignement public
0324 cf. 0334	Roy Reding	Amende pour la banque BNP Paribas par les autorités américaines
0326	Marc Spautz	Objets interdits en bagage de cabine
0327	Claudia Dall'Agnol	Taxe de réservation pour voyage en groupe
0329	Serge Urbany	Modernisation de l'arsenal nucléaire à nos frontières
0330	Guy Arendt	Cours de natation dans l'enseignement fondamental
0331	Franz Fayot	Commission nationale pour la protection des données
0332	Marc Spautz	Intégration des salariés handicapés dans le secteur public
0333	Gilles Baum	Formation professionnelle à l'étranger
0334 cf. 0324	Diane Adehm, Gilles Roth	Amende que risque BNP Paribas aux États-Unis
0335	André Bauler	Problèmes provoqués par le glissement de terrain sur la N27 entre Michelau et Erpeldange-sur-Sûre en date du 6 juillet 1997
0336	Françoise Hetto-Gaasch, Sylvie Andrich-Duval, Jean-Marie Halsdorf	Laboratoires anatomopathologiques au Luxembourg
0337	Claudia Dall'Agnol	Attributions des fréquences radio
0338	Claudia Dall'Agnol	Office européen des brevets
0339	Joëlle Elvinger, Guy Arendt	Fermeture de la route de Luxembourg CR119 sur le tronçon «Stafelter» raccordant la route d'Echternach
0340	Gilles Roth	Allocations familiales en fonction des dépenses consacrées aux enfants
0341	Laurent Mosar	Procédures en matière d'accords fiscaux octroyés à des multinationales lancées par la Commission européenne contre le Luxembourg
0343	Taina Bofferding	Reconnaissance de l'équivalence et homologation au Luxembourg de diplômes reconnus équivalents au système Bologna
0344	Gilles Roth	Coupe du monde de football
0345	Diane Adehm	Hausse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur certains produits
0347	Laurent Mosar	Accès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) aux statistiques en matière de finances publiques
0348	Laurent Mosar	Langue des signes
0350	Jean-Marie Halsdorf	Personnes intoxiquées lors d'un concours hippique
0351	Aly Kaes	Taux d'imposition lors de la vente de bâtiments construits à usage propre
0352	Claudia Dall'Agnol	Parlement des Jeunes
0368	Diane Adehm	Généralisation du «Signing Server Token» Luxtrust pour les affaires courantes bancaires

Question 0266 (8.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**encadrement scolaire de jeunes issus de pays tiers:**

Le Luxembourg accueille régulièrement des contingents de personnes issues de pays tiers, notamment de pays en crise ou de pays ayant connu dans un passé plus ou moins récent des troubles politiques importants.

Parmi ces personnes, il faut compter des jeunes gens en âge d'être scolarisés qui ne maîtrisent aucune des deux langues d'enseignement (français et allemand). À cette fin, l'éducation nationale prévoit des structures adéquates: les classes d'insertion ou classes d'accueil (ACCU) prévues pour les adolescents de douze à 15 ans et les classes d'insertion pour jeunes adultes (CLIJA) qui offrent aux élèves de 16 et 17 ans une formation de base en français leur ouvrant l'accès à l'enseignement secondaire technique.

Néanmoins, il semble que le nombre de places disponibles dans ces classes ne correspond pas toujours aux besoins très divers allant de la formation au suivi psychologique de jeunes originaires de régions connaissant des conflits plus ou moins graves. De plus, la question de l'encadrement des jeunes de 18 à 25 ans qui ne disposent pas non plus d'une formation adéquate se pose également.

À ce titre, je voudrais poser les questions suivantes aux Ministres en charge de l'Éducation nationale, de l'Intégration et du Travail:

1. Quels établissements du secondaire disposent de classes ACCU et CLIJA?

2. De combien de classes de ce type ces établissements disposent-ils?

3. Y a-t-il des listes d'attente pour ces classes? Le cas échéant, pouvez-vous m'informer du nombre d'élèves potentiels inscrits sur ces listes? Pouvez-vous m'indiquer le temps d'attente moyen sur ces listes avant de pouvoir intégrer une telle classe et quelles sont les alternatives proposées durant cette attente?

4. Quelles options de formation sont offertes aux nouveaux arrivants âgés de 18 à 25 ans?

5. Pouvez-vous m'indiquer le nombre de mineurs non accompagnés de parents ou tuteurs résidant actuellement au Luxembourg?

6. Qui prend en charge la tutelle de mineurs arrivant sans parents ou tuteurs au Luxembourg? Quel type d'accompagnement leur est offert et combien de temps dure-t-il? D'une manière générale, quel est l'éventail des mesures prévu à cet effet?

7. Au cas où ces mineurs bénéficient de la tutelle d'un éducateur, combien de mineurs se trouvent actuellement dans ce cas? Combien de temps un tel éducateur peut-il consacrer à ces mineurs?

8. Un suivi psychologique est-il prévu pour les mineurs originaires d'un pays en guerre ou en situation de conflit armé et qui subissent des traumatismes liés à de telles expériences?

9. Étant donné que les classes ACCU et CLIJA enseignent le français (16 heures hebdomadaires), le luxembourgeois (deux heures hebdomadaires) et l'anglais (deux heures hebdomadaires), il est très probable que ces jeunes doivent trouver des classes ou des formations francophones après leur année passée dans une telle classe. Partant, je voudrais savoir combien de DAP et de classes du régime technicien et technique dont la langue principale est le français existent et est-ce que ce nombre correspond au nombre des jeunes arrivants au Luxembourg?

10. Combien de jeunes des classes CLIJA arrêtent leurs études en cours d'année scolaire?

11. Quelle est la situation familiale de ces jeunes? Sont-ils arrivés seuls au Luxembourg ou accompagnés?

12. Finalement, pouvez-vous m'indiquer le nombre de jeunes des classes CLIJA et ACCU qui ont soit trouvé une place d'apprentissage, soit un emploi? À l'inverse, combien de ces jeunes se retrouvent au chômage après avoir fréquenté une telle classe?

Réponse commune (9.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Les classes d'accueil et d'insertion à l'enseignement postprimaire ont été créées au cycle inférieur et au régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique. Des classes à régime linguistique spécifique (RLS) ont été créées aux cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique.

Les classes d'accueil et d'insertion accueillent les élèves âgés de douze à 16 ans qui arrivent au pays. S'ils ne maîtrisent pas le français, ils y apprennent le français de manière intensive ainsi que le luxembourgeois, avec l'objectif d'accéder à une formation dans une classe RLS avec le français comme langue d'instruction, ou à une classe préparatoire du bac international. S'ils sont francophones, ils apprennent l'allemand de manière intensive avec l'objectif d'intégrer une classe régulière, avec l'allemand et le français comme langues d'instruction.

Les classes d'accueil pour jeunes adultes (CLIJA) accueillent les jeunes âgés de 16 à 17 ans récemment arrivés au pays.

Les médiateurs interculturels assistent les parents, les enseignants et les autorités scolaires; leur travail facilite l'insertion scolaire des enfants et adolescents étrangers et le dialogue entre l'école et les familles. Cette offre est actuellement disponible pour les langues albanaise, arabe, créole, espagnole, grecque, mandarine, népalaise, italienne, iranienne, portugaise, serbo-croate, turque et russe.

Par année scolaire, il y a quelque 500 élèves entre douze et 16 ans qui arrivent au pays et qui doivent être accueillis dans ces classes. Parmi eux, il y a des adolescents issus d'un pays tiers en état de crise ou soumis à des troubles politiques importants. Ce nombre est en régression depuis deux années. La diminution est équilibrée par l'augmentation des enfants de familles qui migrent vers le Luxembourg pour des raisons économiques.

Les questions de l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

1. Pour l'année scolaire 2013/2014, 17 lycées offrent des classes d'accueil ACCU et/ou CLIJA. À cette offre s'ajoute une classe pour élèves âgés de plus de 17 ans à l'École de la 2e Chance.

2. Le nombre de classes par établissement est le suivant:

ACCU: Classes d'accueil douze-15 ans	classes
Lycée Michel Rodange, Merl	1
Lycée technique de Bonnevoie	2
Lycée technique des Arts et Métiers, Limpertsberg	1
Lycée technique du Centre, Kirchberg	4
Uelzechtlycée, Dommeldange	1
Lycée Josy Barthel, Mamer	1
Lycée Nic-Biever, Dudelange	1
Lycée Hubert Clément, Esch	1
Lycée technique Lallange	2
Lycée technique Mathias Adam, Lamadelaine	2
Lycée Ermesinde, Mersch	1
Lycée classique Diekirch - annexe Mersch	1
Lycée technique Ettelbruck	1
Lycée technique Joseph Bech, Grevenmacher	1
Lycée du Nord, Wiltz	3

CLIJA / Classes d'accueil pour jeunes adultes 16-17 ans	classes
Lycée technique École de Commerce et de Gestion, Merl	1
Uelzechtlycée, Dommeldange	1
Lycée technique Lallange	1
Lycée technique Michel Lucius, Limpertsberg	2

CLIJA / Classes d'accueil pour jeunes adultes >17 ans	classes
École de la 2e Chance	1
TOTAL	29

3. Actuellement, il n'y a pas de liste d'attente pour ces classes.

Dans le passé, l'afflux considérable d'élèves a eu pour conséquence que certains jeunes en âge d'obligation scolaire étaient inscrits sur une liste d'attente. Mais ils ont tous été scolarisés au plus tard deux semaines après l'inscription sur cette liste.

4. Une classe d'accueil pour jeunes adultes à destination de nouveaux arrivants majeurs fonctionne depuis l'année scolaire 2013/2014 à l'École de la 2e Chance.

Par ailleurs, les jeunes qui ne connaissent pas les langues de scolarisation du Luxembourg peuvent fréquenter des cours de langues auprès de l'Institut national de langues ou auprès d'autres organismes de leur choix. Ils bénéficient du tarif réduit de 10 euros pour une inscription à ces cours.

Caritas offre des cours de langues et d'informatique aux jeunes qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et qui ne possèdent pas suffisamment de connaissances pour intégrer le système scolaire luxembourgeois.

5. Actuellement, 16 mineurs demandeurs de protection internationale et un mineur réfugié reconnu résident au Luxembourg.

6. L'accueil des mineurs demandeurs de protection internationale non accompagnés (MNA) est différent de celui des adultes car il exige une protection particulière. Actuellement, cet accueil est réalisé par l'OLAI, en étroite collaboration avec la Croix-Rouge luxembourgeoise et Caritas.

Les MNA âgés entre 15 et 16,5 ans sont actuellement hébergés et encadrés par la Croix-Rouge. Les MNA âgés entre 16,5 et 18 ans sont hébergés par Caritas. Les deux ONG ont réparti ainsi les tâches d'hébergement et d'encadrement. La demande de tutelle est introduite par le tuteur lui-même, à savoir la Croix-Rouge luxembourgeoise ou Caritas.

Depuis la création de l'Office national de l'enfance (ONE) par la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, le service social de l'OLAI, ensemble avec la Croix-Rouge, oriente tout MNA âgé de moins de 16 ans vers une des maisons d'enfants de l'État ou, par le biais de l'ONE, dans un des centres spécialisés dans l'accueil d'enfants et de jeunes en difficultés. En attendant l'admission dans un centre pour jeunes, les MNA sont inscrits sur une liste d'attente auprès de l'ONE et séjournent pendant ce temps au centre d'hébergement pour demandeurs de protection internationale de la Croix-Rouge.

Depuis le 1er janvier 2014, pour chaque MNA âgé de moins de 17 ans et demi et qui dépose une demande de protection internationale, la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères demande au Juge des tutelles de désigner un administrateur ad hoc, sauf si une demande de tutelle a déjà été introduite par Caritas ou par la Croix-Rouge. La mission de l'administrateur ad hoc consiste à permettre au MNA d'être assisté et conseillé quant à ses droits dans le cadre de sa procédure de protection internationale. Depuis le début de l'année 2014, le Juge des tutelles a nommé sept administrateurs ad hoc, tous avocats.

Les tuteurs et les administrateurs ad hoc accomplissent leurs missions jusqu'à la majorité du MNA.

L'accompagnement et le suivi psycho-socio-éducatif des MNA sont multiples. Par leur présence et par des entretiens réguliers, les éducateurs encadrent les MNA pour leur permettre d'identifier leurs besoins primaires; ils les assistent dans la gestion de la vie quotidienne, assurent l'accompagnement scolaire et professionnel, organisent le suivi médical et psychologique et entretiennent le lien avec les proches dans le pays d'origine. Caritas et la Croix-Rouge luxembourgeoise accompagnent les MNA dans le cadre de l'accord de collaboration signé avec l'OLAI. À noter que Caritas fait également appel à l'ONE pour l'accompagnement des MNA pour lesquels elle a demandé la tutelle.

7. À l'heure actuelle Caritas et la Croix-Rouge luxembourgeoise accompagnent neuf MNA sous tutelle. Le temps consacré à chaque mineur dépend de ses besoins, de ses compétences et de ses attentes; le tuteur adapte donc son accompagnement et le temps y consacré à la situation personnelle de chaque MNA.

8. Chaque demandeur de protection internationale a droit à un suivi psychologique.

Au lycée, les jeunes et adolescents de onze à 17 ans peuvent demander des consultations psychologiques et thérapeutiques auprès du Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires (CPOS).

Les Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires (SPOS) offrent une guidance psycho-pédagogique aux élèves.

En outre, l'équipe de Psy-Jeunes de la Croix-Rouge offre une thérapie traumatique aux jeunes et adolescents de douze à 27 ans suite à des évènements traumatisants ou très stressants qui menacent les jeunes dans leur intégrité physique et morale ou dans leur estime de soi.

9. Les classes à régime linguistique spécifique (RLS) à langue véhiculaire française suivantes sont offertes actuellement dans les voies de formations reprises ci-après:

- au régime technique:

• division technique générale,

• division administrative et commerciale,

• division des professions de santé et des professions sociales, cycle moyen et section de l'infirmier,

- au régime de la formation de technicien:

• division administrative et commerciale,

• division électrotechnique,

- au régime professionnel, pour la formation professionnelle initiale menant à un DAP (diplôme d'aptitude professionnelle):

• agent administratif,

• aide-soignant,

• coiffeur,

• conseiller en vente,

• cuisinier,

• électricien,

• électronicien en énergie,

• électronicien en communication,

• gestionnaire qualifié en logistique,

• installateur chauffage-sanitaire,

• mécatronicien d'autos et de motos,

• restaurateur,

• serveur de restaurant,

- pour la formation professionnelle de base menant à un CCP (certificat de capacité professionnelle):

• commis de vente,

• cuisinier,

• coiffeur,

• électricien,

• installateur chauffage-sanitaire,

• assistant en mécanique automobile,

• serveur de restaurant.

À la rentrée scolaire 2013/2014, 569 élèves étaient inscrits dans les classes RLS.

Quatre nouvelles formations sont prévues pour l'année scolaire 2014/15:

- au régime technique:

• division des professions de santé et des professions sociales, cycle moyen et section des sciences sociales,

- au régime professionnel, pour la formation professionnelle initiale menant à un DAP (diplôme d'aptitude professionnelle):

• esthéticien,

• maçon,

• peintre.

Par ailleurs, les jeunes qui optent pour des études secondaires en langue française peuvent s'inscrire dans les classes préparant au baccalauréat international à langue véhiculaire française ou à langue véhiculaire anglaise.

10. Parmi les 79 jeunes ayant fréquenté une classe CLIJA en 2012/13, cinq ont arrêté leurs études en cours d'année scolaire.

11. Parmi les 79 jeunes ayant fréquenté une classe CLIJA en 2012/13, 64 ont eu comme personne de référence le père ou la mère ou - dans un cas - la belle-mère, six un tuteur ou une tutrice, quatre le responsable d'un foyer d'accueil. Dans trois cas, cette information n'est pas disponible.

12. Parmi les jeunes ayant fréquenté une classe CLIJA en 2012/13, 33 (42%) continuent leurs études dans des classes du cycle inférieur ou moyen et trois (4%) ont trouvé une place d'apprentissage.

Parmi les jeunes ayant fréquenté une classe ACCU en 2012/13, 256 élèves (61%) sont inscrits dans une classe du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, 46 élèves (11%) ne sont plus inscrits dans un lycée, 62 élèves (15%) sont des enfants de demandeurs de protection internationale et ont été rapatriés au pays d'origine avec leurs familles, 45 élèves (11%) sont arrivés tard dans l'année scolaire et prolongent leur inscription dans une classe d'accueil, un élève est inscrit en formation professionnelle.

Les situations d'emploi ou de chômage ne peuvent pas être vérifiées en raison des dispositions légales en matière de protection des données.

Question 0281 (13.5.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange:**

Lors du débat public en date du 9 juillet 2013 au sujet du projet de loi 6569 portant sur l'aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange, la grande majorité des Députés a salué le projet en question du fait qu'il était destiné à mettre en place un mode de transport alternatif à la route sur les axes de trafics massifiés en Europe et à réduire de façon considérable les émissions en CO_2 résultant du secteur des transports.

Néanmoins, certains Députés ont invité le Gouvernement par le biais d'une motion à réexaminer le projet de construction de la plate-forme multimodale en vue de mettre en place une meilleure protection des riverains, de définir des mesures compensatoires supplémentaires, d'établir un plan de développement pour le site et de finaliser l'étude de trafic portant entre autres sur l'impact que le fort développement des zones d'activités et du secteur de logistique entre Dudelange et Bettembourg pourrait avoir sur la région entière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Le projet de construction a-t-il été réexaminé par la suite et quels sont, le cas échéant, les travaux supplémentaires envisagés pour garantir une meilleure protection des riverains contre le bruit?

2. En quoi consistent finalement les mesures de compensation respectivement les travaux de renaturation du cours d'eau «Diddelenger Baach» longeant le site?

3. Est-ce que l'étude de trafic régionale a entretemps été finalisée et si oui, quelles sont les conclusions que Monsieur le Ministre peut en tirer?

4. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait envisager un rétrécissement conséquent des routes à l'entrée des localités avoisi-

nantes afin de réduire l'attrait de ces localités pour le passage de poids lourds?

5. Est-ce qu'un plan de développement pour les nouveaux terminaux intermodaux rail/route a été établi et quelles sont les prévisions actuelles au niveau de l'augmentation du fret ferroviaire sur l'axe du corridor Anvers-Bettembourg-Bâle/Lyon dans les années à venir?

Réponse commune (27.6.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*, et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse aux objections levées lors de la consultation du public réalisée dans le cadre de la procédure d'autorisation suivant la loi du 29 mai 2009, les CFL ont étudié en profondeur l'aspect des nuisances sonores engendrées par le projet en question. En accord avec les responsables du Ministère, l'Administration de l'Environnement et l'expert en la matière Luxcontrol, trois études ont été réalisées:

- étude d'impact sonore: phase chantier;

- étude d'impact sonore: phase d'exploitation;

- évaluations des mesures techniques de réduction de bruit (phase exploitation).

Les deux premières études concluent que la phase chantier ne génère pas de nuisances et qu'en phase d'exploitation, le terminal tournant à pleine cadence (à l'horizon 2025) provoque un léger dépassement des valeurs limites pendant la période nuit.

Trois pistes ont ensuite été analysées afin de réduire le bruit en période de nuit. Uniquement les mesures organisationnelles consistant à stationner les semi-remorques en période nuit de préférence sur la partie sud du terminal offrent des réductions notables et ont été retenues. Cette partie est la plus proche de la digue de l'autoroute et son effet se fait sentir le plus.

Il reste à remarquer que le bruit du terminal est minime par rapport au bruit existant provenant principalement de l'autoroute A13.

Dans cette logique et en complément des études sonores réalisées par les CFL, j'ai instruit mes services à entamer une étude de bruit relative aux émissions de l'autoroute A13 et de l'échangeur Dudelange-Burange. Il en résulte que les nuisances émanant des infrastructures routières peuvent être sensiblement réduites par l'installation d'un écran antibruit sur une longueur approximative de 1.500 mètres. Avant de pouvoir être communiqués aux instances locales, les résultats de l'étude seront présentés à l'Administration de l'Environnement, autorité compétente en la matière.

Quant aux mesures de compensation et de renaturation, l'on observe que dans le contexte du plan de gestion de district hydrographique établi en 2009 conformément aux dispositions de la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau) et de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et déclaré obligatoire par le règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 déclarant obligatoire le plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse du Grand-Duché de Luxembourg, le cours d'eau «Diddelenger Baach» a été classé comme masse d'eau fortement modifiée. Cette classification est la conséquence de l'état actuel de ce cours d'eau, à savoir un chenal qui prend sa source en France dont le bassin versant est fortement urbanisé et industrialisé, qui coule partiellement à ciel ouvert et partiellement couvert, ne présente que peu de méandres et dont les berges et le fond sont partiellement en béton. Ce cours d'eau ne présente que dans une envergure très limitée un habitat adéquat à la faune et la flore aquatiques. Sur le site de la future plate-forme multimodale, le cours d'eau «Diddelenger Baach» ne se trouve actuellement plus dans son thalweg initial, la plus grande partie de son lit et de ses berges sont artificiels et il passe dans un canal souterrain en dessous de l'autoroute A13.

L'arrêté ministériel pris en application de la loi modifiée du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires et l'autorisation ministérielle délivrée en application de l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée ont fixé les mesures de compensation, de mise dans un état plus naturel et de renaturation d'une partie du cours d'eau «Diddelenger Baach» en amont ainsi que sur le site de la future plate-forme multimodale.

Ainsi, la partie du cours d'eau située en amont du site de la plate-forme multimodale sera renaturée de façon à ce que le cours d'eau y retrouve son lit initial permettant la création d'un habitat humide à haute qualité environnementale/écologique propice à l'installation d'une riche flore et faune des milieux humides. Sur les autres tronçons à ciel ouvert situés sur le site de la future plate-forme multimodale, la stabilisation des berges du cours d'eau «Diddelenger Baach» se fera à l'aide de pierres cyclopéennes de forme irrégulière placées de façon non rectiligne afin de créer dans le lit des échancrures à haute valeur écologique. La pente des berges sera aménagée de façon à élargir au maximum le lit du cours d'eau.

Au niveau des passages souterrains du cours d'eau «Diddelenger Baach», en l'occurrence en dessous de l'autoroute A13 et des infrastructures de liaison ferroviaires, les éléments de conduite seront munis d'un fond à structure rugueuse de façon à garantir la continuité du lit naturel du cours d'eau et de favoriser ainsi la franchissabilité pour les organismes aquatiques.

Le maître d'ouvrage réalisera les aménagements précités en étroite collaboration avec les agents de l'Administration de la Gestion de l'Eau et de l'Administration de la Nature et des Forêts.

Les mesures compensatoires à réaliser au titre de l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles comprennent outre la renaturation du cours d'eau «Diddelenger Baach» susmentionnée, la plantation d'une chênaie-charmaie de plus de 2 ha, la plantation d'arbustes des milieux frais, la plantation d'un groupe d'arbres indigènes haute-tige le long du cours d'eau «Diddelenger Baach», ainsi que la création de trois mares à proximité du cours d'eau «Diddelenger Baach» dans lesquelles la flore et la faune inféodées aux milieux humides pourront s'installer. Toutes ces mesures contribueront à la création d'une intéressante mosaïque d'habitats à haute valeur écologique.

Dans le contexte de la procédure d'information du public relative au projet des terminaux intermodaux, une étude de trafic fut lancée. Partant de réflexions et d'analyses essentiellement liées au réseau routier, le cadre de cette étude a entre-temps pu être étendu au-delà du trafic routier et englobe dès lors tous les modes de mobilité, notamment le trafic routier individuel et collectif, les transports public et la mobilité douce/écologique. Si cette étude n'est pas encore finalisée à tous ces niveaux, des conclusions importantes ont déjà pu être avancées.

Au niveau des accès à la zone logistique, un troisième raccordement de la zone logistique devra être créé moyennant réaménagement de l'échangeur de Dudelange sur l'autoroute A3. Cet échangeur partiel devra être transformé en plein échangeur pour permettre les échanges directs en direction de la France. Notamment les charges de l'échangeur de Burange se trouveront réduites en conséquence.

Pour apaiser et réduire le trafic à l'intérieur des localités de Bettembourg et de Dudelange, la capacité de l'autoroute A3 est à augmenter par la réalisation d'une 3e voie entre l'échangeur de Dudelange et l'aire de Berchem.

À l'intérieur et à l'approche des localités, d'importantes mesures sont à réaliser pour diminuer l'attrait des itinéraires passant par les centres urbains. À part la réalisation de différentes mesures d'apaisement, dont p. ex. les rétrécissements énoncés par l'honorable Députée, l'installation de feux tricolores et la mise en place de signalisations routières obligeant les poids lourds à passer par l'autoroute, d'autres aménagements sont projetés:

Le centre de Dudelange sera réaménagé en plusieurs étapes. D'abord par l'aménagement d'une zone de rencontre, ensuite par la construction d'un passage inférieur avec suppression du passage à niveau «rue Dominique Lang / route de Kayl», et en phase finale, par la réorganisation totale du réseau routier dans le centre de Dudelange. In fine, ceci permettra la suppression de tous les passages à niveau, et l'amélioration conséquente de l'offre des transports publics par l'augmentation de la fréquence des trains circulant entre Dudelange et Bettembourg.

L'axe routier de la N31 entre Dudelange et Bettembourg sera à réaménager de sorte à maîtriser d'une part le trafic desservant les zones adjacentes par l'autoroute et, d'autre part, à décourager le trafic transitoire à passer par les localités.

À l'approche de Bettembourg, une entrée supplémentaire à la zone d'activités sera créée avec le réaménagement du carrefour dit «Michelini».

Dans le centre de Bettembourg, à part les aménagements nécessaires pour régler le trafic, l'administration communale, d'entente avec les services étatiques, travaille sur le projet de réaménagement du tronçon de la N13 en direction de la gare, dont le caractère urbain sera accentué davantage. La définition détaillée de tous les aménagements prévus par l'étude de trafic est actuellement en cours à base des calculs réalisés par la «cellule modèle de transport».

Bien qu'il soit encore trop tôt pour annoncer toutes les solutions en détail, et en attendant l'élaboration d'une programmation pluriannuelle, l'on peut retenir d'ores et déjà les chiffres suivants dans le rayon de l'étude: augmentation du nombre de carrefours à feux de un à onze; amélioration de l'offre des transports publics dans les zonings par l'ajout de huit arrêts pour bus (par rapport à trois existants); prolongation des voies cyclables de 8 km. À part toutes ces mesures à prendre au niveau de l'exploitation et du réseau, un projet de réorganisation de la signalisation et des dénominations des zones d'activités est en cours en vue d'en améliorer la visibilité par les systèmes de navigation utilisés par les professionnels de la route.

En ce qui concerne le plan de développement pour les nouveaux terminaux intermodaux rail/route, un plan d'entreprise à horizon 2020 a été validé par le Conseil d'administration des CFL en date du 31 mars dernier. Ce plan fixe les principaux objectifs de développement des trois pôles «métier» des activités Fret du groupe CFL.

À horizon 2020, ce plan prévoit un nombre de manutentions par an sur le terminal à conteneurs de plus de 175.000 et un nombre de semi-remorques sur l'autoroute ferroviaire d'environ 210.000. Pour rappel, la capacité maximale est de 300.000 manutentions et 300.000 containers.

Le plan d'entreprise à horizon 2020 prévoit par ailleurs le développement d'un réseau cohérent de transport de marchandises par train au départ de Bettembourg en:

- étoffant substantiellement l'offre sur les lignes existantes (Anvers, Le Boulou, Lübeck, Trieste et Milan);

- en démarrant progressivement de nouvelles lignes, dont notamment Duisbourg, Lyon, Paris, Pologne, Rotterdam.

S'agissant plus spécifiquement du corridor Anvers-Bettembourg-Bâle/Lyon, le plan de développement prévoit une augmentation du nombre de rotations hebdomadaires des trains de combiné:

- entre Bettembourg et Anvers, passant de quatre allers-retours par semaine en 2014 à sept en 2020;

- entre Bettembourg et Le Boulou, passant de quatre allers-retours par semaine en 2014 à cinq à l'horizon 2020.

Par ailleurs, le plan de développement prévoit de connecter le corridor Mer du Nord - Méditerranée (Anvers-Bettembourg-Bâle/Lyon) au corridor Mer du Nord - Baltique via un train Bettembourg-Duisbourg, permettant de proposer des solutions ferroviaires efficientes sur les principaux axes européens, au départ de Bettembourg.

Q94

Question 0284 (13.5.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **destitution du Président du Parlement des Jeunes:**

La presse relatait récemment que le Président du Parlement des Jeunes a été démis de ses fonctions avec effet immédiat «pour ne pas s'être tenu aux règles». Hier, quatre membres du Parlement des Jeunes ont quant à eux apporté leur soutien au Président démis qui «a été irréprochable durant deux ans». Ces derniers ont qualifié la décision du Parlement des Jeunes comme étant ni fondée ni justifiée. Alors que le Parlement des Jeunes est l'occasion pour les personnes cibles de faire l'expérience du monde politique, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Ministre peut-il m'indiquer s'il a été au préalable informé à un quelconque titre de la décision du Parlement des Jeunes de démettre son Président de ses fonctions?

- Vu le malaise existant actuellement au sein du Parlement des Jeunes, le Ministre envisage-t-il de chercher le dialogue avec les membres dudit Parlement afin de rétablir la confiance de ses membres dans le fonctionnement de cette assemblée?

Réponse (17.6.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1) Quant à l'information préalable de la décision de démettre le Président du Parlement des Jeunes de ses fonctions.

Le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse fut informé de la décision de démettre le Président du Parlement des Jeunes uniquement après que cette décision ne fut prise.

Ad 2) Quant au dialogue avec les membres du Parlement des Jeunes.

Il est important de bien comprendre le contexte dans lequel le Parlement des Jeunes vient prendre place. Créée par l'article 14 de la loi de 2008 sur la jeunesse, cette structure fonctionne dans le cadre d'un partenariat qui réunit le Parlement des Jeunes, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg et le Centre Information Jeunes, en tant que partenaire indépendant et neutre de l'information envers les jeunes. Ces quatre organismes, tout en étant autonomes, se concertent régulièrement pour discuter des questions qui se posent autour de la gestion du Parlement des Jeunes. Une évaluation menée par l'Université du Luxembourg aux débuts du Parlement des Jeunes montre que ce que le Député Serge Wilmes qualifie de malaise est l'expression d'une tension inhérente à ce type de structure. En effet, le Parlement des Jeunes est à la fois une structure de participation politique des jeunes et un projet pédagogique d'éducation à la citoyenneté. Des discussions ont lieu actuellement entre les partenaires précités pour analyser les développements récents.

Question 0285 (13.5.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **droit à l'oubli sur Internet:**

Déjà en janvier 2012, Madame Viviane Reding, en sa qualité de Vice-Présidente de la Commission européenne et Commissaire chargée de la justice, a proposé une réforme globale des règles adoptées par l'UE en matière de protection des données afin de renforcer les droits en matière de respect de la vie privée dans l'environnement en ligne et de donner un coup d'accélérateur à l'économie numérique européenne. Parmi les modifications annoncées figurait le droit à l'oubli numérique.

Aujourd'hui, la Cour de justice de l'Union européenne vient de rendre son arrêt dans l'affaire C-131/12 opposant Google Spain SL, Google Inc. à Agencia Española de Protección de Datos, Mario Costeja González. Celle-ci constate qu'il y a lieu de rechercher un juste équilibre notamment entre l'intérêt légitime des internautes potentiellement intéressés à avoir accès à certaines informations et les droits fondamentaux de la personne, faisant l'objet du traitement par le moteur de recherche, tel Google. De manière générale toutefois, les droits de la personne concernée, i. e. le droit au respect de sa vie privée et à la protection de données à caractère personnel, devraient prévaloir sur les droits des internautes. La Cour va même jusqu'à affirmer que certaines informations devraient, le cas échéant, être effacées, même dans des cas de figure où le traitement initial a été licite.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes aux Ministres des Communications et des Médias et de la Justice:

- Est-ce que les Ministres estiment que la législation luxembourgeoise en matière de protection des données tient suffisamment compte des conclusions de la Cour de justice de l'Union européenne?

- À défaut, les Ministres envisagent-ils d'adapter notre législation au cadre tracé par la Cour de l'UE ou entendent-ils attendre l'adoption de la proposition de directive réformant la protection des données dans l'Union européenne avant de légiférer?

Réponse commune (16.6.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question des honorables Députés concernant le droit à l'oubli numérique et les implications de l'arrêt rendu par la Cour de justice le 13 mars 2014 dans l'affaire C-131/12, nous avons l'honneur de prendre position comme suit:

- L'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne en date du 13 mars 2014 dans l'affaire C-131/12 (dit «Google Spain») s'est borné, dans le cadre d'une demande de décision préjudicielle introduite par une juridiction espagnole, à interpréter les dispositions pertinentes de la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Cette affaire n'est donc pas à confondre avec d'autres arrêts de la Cour - comme par exemple l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne en date du 8 avril 2014, dit «Digital Rights» (affaires jointes

C-293/12 et C-594/12), par lequel la Cour a invalidé la directive 2006/24/CE du 15 mars 2006 relative à la conservation de données à caractère personnel à des fins de prévention, de recherche, de détection et de poursuite des infractions graves - où un recours introduit devant la Cour est dirigé directement contre une directive. Étant donné que la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel a, à l'époque, fidèlement transposé la directive 95/46 précitée, la question de la conformité de la législation luxembourgeoise aux conclusions retenues par la Cour dans son arrêt du 13 mai 2014 ne se pose pas en l'espèce.

- Au vu de la réponse fournie à la première question, la deuxième question est sans objet. À noter cependant que la directive 95/46 ne sera pas remplacée par une autre directive mais par un règlement.

Question 0286 (14.5.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**installation définitive de certains départements de la Faculté de droit, d'économie et des finances (FDEF) de l'Université du Luxembourg:**

Le campus Belval de l'Université du Luxembourg est en passe d'être finalisé et permettra aux facultés qui y seront implantées de travailler et de se développer dans des conditions optimales.

Il a été décidé par ailleurs qu'une partie de la Faculté de droit, d'économie et des finances (FDEF), à savoir les centres de compétence en droit et en finance, restera implantée à Luxembourg-ville. À ce propos il se pose la question de leur installation définitive dans des conditions aussi favorables que celles créées à Belval.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Le Gouvernement a-t-il déjà une idée de l'installation définitive des départements concernés de la FDEF sur le territoire de la ville?

- Sachant que la faculté en question est logée à l'heure actuelle au cœur d'un quartier d'habitation, à Limpertsberg, dans un bâtiment ancien dit «Séminaire» et un bâtiment construit dans les années 80 pour l'ancien cours supérieur des sciences, l'installation définitive de la FDEF dans ces bâtiments est-elle une option pour le Gouvernement?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement a-t-il établi des projections pour le coût de cette installation puisqu'il faudra de toute façon assainir le bâtiment «Séminaire», rénover le bâtiment des sciences et au cas où l'ancienne «American School» y sera ajoutée, également cet immeuble?

- Le plateau du Kirchberg est en passe de se développer comme quartier européen autant que des affaires. L'installation d'une partie de la FDEF dans ce quartier constituerait une plus-value certaine pour l'attractivité de ce site à de nombreux égards. Dans cette optique, que pense le Gouvernement d'installer définitivement, à plus ou moins long terme et compte tenu des disponibilités financières, les départements de droit et de finance au Kirchberg, à proximité de la Cour de justice de l'Union européenne et d'autres institutions européennes ainsi que d'institutions financières, publiques et privées avec lesquelles la FDEF a des relations de travail importantes?

Réponse commune (27.6.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite savoir si la faculté de droit, d'économie et des finances reste implantée à Luxembourg-ville.

D'emblée, il y a lieu de remarquer que le programme gouvernemental retient qu'en ce qui concerne l'implantation des différentes facultés de l'Université, le Gouvernement respectera ses engagements pris en 2005.

Rappelons à cet égard qu'à l'époque trois critères ont été jugés particulièrement importants:

- le facteur «temps»: le programme d'aménagement doit être réalisé dans des délais rapprochés pour permettre à l'Université de se développer et de montrer clairement la priorité politique que le Gouvernement accorde au projet universitaire;

- le facteur «coût»: l'infrastructure doit être réalisée au meilleur rapport qualité/coût et au meilleur rendement d'exploitation pour ne pas hypothéquer d'autres priorités du Gouvernement;

- le facteur «aménagement du territoire»: le site universitaire doit être bien raccordé aux transports publics, contribuer au développement équilibré du pays et s'inscrire dans une politique de déconcentration et de régionalisation.

À l'heure actuelle, ces trois critères gardent toute leur actualité. Toute décision concernant l'installation de la Faculté de droit, d'économie et des finances (FDEF) de l'Université du Luxembourg, à titre intermédiaire ou définitive, devra être prise à la lumière de ces critères.

En ce qui concerne l'implantation actuelle, il y a lieu de signaler que le bâtiment central «Séminaire» et le bâtiment des sciences ont le potentiel de pouvoir s'adapter aux futurs besoins de l'Université. Tout changement de l'utilisation des surfaces implique des travaux de transformation, de rénovation et de remise en état d'envergures différentes. Il appartient à l'autorité supérieure de décider sur l'affectation définitive des bâtiments en question.

L'envergure des coûts d'assainissement ou de rénovation dépendra essentiellement de l'utilisation future des surfaces en question. Le bâtiment central, le bâtiment des sciences et les autres bâtiments, telle que l'ancienne «American School», ont des années de construction différentes et présentent, suivant leur utilisation, des degrés de vétusté différents. La complexité et l'envergure des travaux à prévoir dépendront des besoins formulés par l'Université. Actuellement, mes services ne disposent pas encore d'un programme de construction définitif.

Il y a lieu de soulever que l'Administration des bâtiments publics avait soumis au Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des Travaux publics, en octobre 2010, une étude de faisabilité visant à implanter l'Institut Max Planck dans l'ancienne «American School». Aucune suite n'avait cependant été donnée à cette étude. Par après, une deuxième étude de faisabilité avait été élaborée en 2012 sur demande de l'Université intégrant dans le projet prémentionné la construction d'une bibliothèque pour les besoins de l'Université du Luxembourg. Étant donné que jusqu'à présent, aucune demande officielle à ce sujet n'a été introduite par la voie hiérarchique par le Ministère de l'Enseignement supérieure et de la Recherche, l'étude en question est restée en suspens.

Actuellement l'Unité de recherche en droit de l'Université occupe ensemble avec l'Institut Max Planck des locaux loués dans le bâtiment Weicker au Kirchberg. La Luxembourg School of Finance est logée au bâtiment K2 et la Faculté de science, technologie et communication est implantée au campus Kirchberg dans l'ancien Institut supérieur de technologie (IST).

Question 0287 (14.5.2014) de **Mmes Taina Bofferding** et **Tess Burton** *(LSAP)* concernant le **classement européen des universités U-Multirank:**

Le classement européen des universités U-Multirank a été officiellement lancé à Bruxelles le 13 mai 2014. Ce système mis en place grâce à 2 millions d'euros de financement de l'Union européenne évalue la performance de plus de 850 établissements d'enseignement supérieur à travers le monde sur cinq indicateurs, à savoir la recherche, l'enseignement, l'orientation internationale, le succès dans le transfert de connaissances par le biais de partenariats avec les entreprises et les start-ups, et la participation régionale. Le nouveau classement tient également compte du retour d'information fourni par 60.000 étudiants des universités participantes.

Or, il s'avère que l'Université du Luxembourg ne figure pas parmi ces dernières.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles l'Université du Luxembourg n'a pas été évaluée dans le cadre du classement U-Multirank?

- Une évaluation ultérieure de l'Université du Luxembourg est-elle prévue?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la participation à un tel classement pourrait contribuer à augmenter la «visibilité» de l'Université du Luxembourg et de notre pays sur le plan international en matière de recherche et de formation universitaire?

- Un tel classement, i.e. la comparaison directe avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, ne permettrait-il pas à l'Université du Luxembourg de mieux évaluer, et le cas échéant adapter son offre?

Réponse (4.6.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Il convient de souligner qu'U-Multirank est un classement nouveau, dont les premiers résultats ne sont disponibles en ligne que depuis ce mois-ci et auquel seuls environ 850 établissements d'enseignement participent à ce jour.

L'Université du Luxembourg avait décidé de ne pas participer à des classements universitaires avant son dixième anniversaire. De ce fait elle n'est effectivement pas présente au classement U-Multirank.

La participation à de tels classements requiert une certaine maturité de l'établissement d'enseignement supérieur, lui permettant non seulement de disposer de toutes les données statistiques requises sur un plan pluriannuel, mais aussi d'activités d'enseignement et de recherche suffisamment développées et reconnues à l'échelle internationale. Dès lors, l'établissement d'enseignement supérieur sera à même de se positionner par rapport à d'autres universités disposant parfois de centaines d'années d'expérience, d'une réputation bien établie ainsi que d'un cadre d'opération qui diffère de celui de l'Université du Luxembourg actuellement.

Un groupe de travail composé notamment de deux vice-recteurs a été mis en place afin d'étudier l'opportunité de participer à de tels classements internationaux et de sélectionner le ou les systèmes de classements les plus adaptés à l'Université du Luxembourg après ses dix années d'existence. À noter que les rapports annuels de l'Université sur l'exécution du contrat d'établissement précisent déjà le positionnement de l'Université du Luxembourg. Par ailleurs aucune décision quant au choix d'un ou de plusieurs classements à viser n'est prise à ce jour, mais la participation à un tel classement est fortement souhaitable à moyen et long terme afin d'augmenter la visibilité de l'Université du Luxembourg sur le plan international. Le groupe de travail rendra ses conclusions et propositions au cours de 2014. Le classement européen U-Multirank est intéressant pour l'Université du Luxembourg et il sera pris en considération lors de ces réflexions. Une participation ultérieure de l'Université du Luxembourg est donc tout à fait envisageable.

Question 0288 (14.5.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **construction de parkings à la frontière luxembourgeoise:**

Selon mes informations, certaines communes limitrophes de la Rhénanie-Palatinat auraient signalé, lors de pourparlers récents avec le Gouvernement luxembourgeois, leur volonté de faire construire des parkings à la frontière afin de drainer davantage les frontaliers vers les transports en commun pour accéder à leurs lieux de travail au Luxembourg.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre à la Grande Région:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer ces discussions?

- Dans l'affirmative, dans quels délais ces parkings pourront-ils être réalisés? Le Luxembourg contribuera-t-il par des moyens financiers à la réalisation de ces projets? Si oui, quelle sera l'enveloppe financière?

- À quels endroits est-il prévu de réaliser les parkings en question?

Réponse commune (7.7.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire n°0288 du 14 mai 2014, l'honorable Député, Monsieur Gilles Baum, a posé une série de questions en relation avec la réalisation éventuelle de nouveaux parkings dans les communes limitrophes de la Rhénanie-Palatinat.

Dans ce contexte j'aimerais informer l'honorable Député que suite à la réunion commune du 6 mai 2014, qui a eu lieu à Trèves, le Gouvernement luxembourgeois et le Gouvernement de la Rhénanie-Palatinat ont arrêté l'engagement suivant lequel les deux Gouvernements «erachten für die weitere Verbesserung des Schienenverkehrs die Reaktivierung der Trierer Weststrecke, die generelle Einrichtung von Park&Ride-Parkplätzen bei Bahnhöfen in Grenznähe und die ergänzten Maßnahmen im Grossherzogtum als erforderlich».

Dans cette optique, j'envisage dans une première phase un agrandissement des aires de stationnement P&R à Wasserbillig-Gare (train) et l'Aire de Wasserbillig (bus et covoiturage).

S'y ajoute que le Gouvernement luxembourgeois a signé le 27 septembre 2013 un protocole d'accord avec les pays de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre pour réaliser un Schéma de Mobilité Transfrontalière Luxembourg-Allemagne (SMOT). L'objectif principal de ce SMOT est d'améliorer la mobilité transfrontalière et d'identifier des mesures et projets permettant d'augmenter progressivement la part modale des transports alternatifs à la voiture individuelle (transports publics, covoiturage, P&R et mobilité douce) de l'ensemble des déplacements transfrontaliers. Dans cette optique les P&R dans la ceinture frontalière auront un rôle important à jouer, vu que l'urbanisation est assez dispersée du côté allemand. Enfin, je tiens encore à souligner qu'il est prévu de se concerter avec les communes limitrophes de part et d'autre de la frontière lors de l'élaboration dudit schéma.

Question 0289 (15.5.2014) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant la **route nationale E421 entre Diekirch et Wemperhardt:**

Il va sans dire que la route nationale entre Diekirch et Wemperhardt (E421) constitue l'artère principale reliant la région Centre à la partie septentrionale du pays et à la région frontalière St. Vith-Malmédy-Eupen. À l'heure qu'il est l'Administration des Ponts et Chaussées poursuit les travaux de sécurisation le long de la E421.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le nombre de mouvements pendulaires qui ont lieu tous les jours sur cette route nationale? Est-il possible de retracer l'évolution de ces mouvements depuis 2004 en distinguant, si faire se peut, selon le genre de véhicules?

- En considérant les contraintes budgétaires actuelles, Monsieur le Ministre peut-il informer sur les travaux d'infrastructure et d'entretien prioritaires qui seront réalisés au fil des années à venir sur cet axe routier afin d'améliorer la sécurité des usagers et des riverains?

Réponse (6.6.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire des honorables Députés, Messieurs André Bauler et Edy Mertens, concerne les travaux d'infrastructure et d'entretien prioritaires à réaliser sur la route nationale 7 (E421) entre Diekirch et Wemperhardt au fil des années à venir.

En ce qui concerne le nombre de mouvements qui ont lieu tous les jours sur cette route nationale, les chiffres suivants, émanant d'un poste de comptage au Fridhaff, peuvent être avancés pour les dix dernières années en ce qui concerne les directions Hoscheid-Fridhaff et Fridhaff-Hoscheid cumulées:

Année	TJM Véhicules	Année	TJM Véhicules
2004	9.476	2009	10.035
2005	10.412	2010	10.217
2006	10.492	2011	11.353
2007	10.774	2012	11.016
2008	10.932	2013	11.176

Le pourcentage des utilitaires dans les véhicules recensés est de plus ou moins 5%.

En guise de comparaison, ces charges de trafic journalier sont équivalentes à des tronçons comme par exemple la N15 à Feulen (10.500 véhicules par jour) la RN11 à l'entrée d'Echternach (11.200 véhicules par jour) ou la RN5 à Sprinkange (12.100 véhicules par jour).

À noter que d'après une étude d'opportunité de différentes variantes d'aménagement de la N7 entre Fridhaff et la frontière belge, le pourcentage du trafic de desserte des localités est de 62%. Le trafic transfrontalier de transit vers la Nordstad y est pour 34% et le trafic transfrontalier de transit vers Luxembourg-ville et au-delà, seulement de 4%.

Quant aux futurs travaux d'infrastructure et d'entretien prioritaires à réaliser sur l'axe rou-

tier entre Diekirch et Wemperhardt pour améliorer la sécurité des usagers et des riverains, la programmation pluriannuelle considère les projets suivants comme prioritaires:

- réaménagement du giratoire Fridhaff (PK 37,800 - 38,000);

- aménagement du carrefour entre la N7 et le CR377 au lieu-dit «Köppenhaff»;

- sécurisation des carrefours à Lipperscheid-Delt;

- sécurisation de la N7 entre Hoscheid-Dickt et Maarkebaach (PK 44,500 - 49,000);

- contournement de Hosingen (N7/E421);

- suppression des mouvements de tourne-à-gauche au carrefour N7/N18 à Marnach dans le cadre de la construction du giratoire de la transversale de Clervaux;

- contournement de Heinerscheid (N7/E421).

Outre les mesures citées ci-dessus, des élargissements ponctuels sont prévus afin de nous mettre en conformité avec les standards actuels de sections de routes à 2+1 voie.

Question 0290 (15.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **visite de la Secrétaire d'État adjointe américaine pour l'Europe:**

Comme il ressort d'un communiqué publié dans la matinée du 13 mai 2014 par le Service information et presse du Gouvernement (SIP), le Premier Ministre Xavier Bettel a accueilli la Secrétaire d'État adjointe américaine pour l'Europe, Victoria Nuland.

Il ressort du texte du communiqué qu'il a été question de deux sujets éminemment importants: de l'Ukraine et du TTIP. Le texte dit: «M. Bettel et Madame Nuland se sont félicités de l'excellence des relations tant au niveau bilatéral qu'au sein de l'alliance transatlantique. Ils ont souligné le besoin d'une concertation étroite entre l'Union européenne et les États-Unis dans le contexte des évolutions en Ukraine et le besoin de garder la porte du dialogue ouverte. La communauté internationale, avec en première ligne les observateurs électoraux de l'OSCE, devra soutenir les Ukrainiens pour que les élections présidentielles anticipées du 25 mai se déroulent de façon libre et transparente. Les deux interlocuteurs ont aussi abordé les opportunités qu'offrirait le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) pour les deux plus grandes économies du monde, notamment aussi les petites et moyennes entreprises.»

Le déplacement de Madame Nuland avait été rendu public par le site du «Department of State» http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2014/05/225948.htm, mais ne l'avait pas été en amont par les autorités luxembourgeoises, comme il est d'usage.

Le lendemain, 14 mai, deux organes de presse, le «Luxemburger Wort» et le «Tageblatt», ont publié des contributions de deux journalistes qui avaient pu recueillir les positions de Madame Nuland, et seulement de Madame Nuland. L'on y apprend également que le Ministre des Affaires étrangères avait eu un dîner avec la Secrétaire d'État adjointe le 12 mai.

Cette visite s'étant déroulée hors normes, plusieurs questions s'imposent:

1) Qui a pris l'initiative de cette visite?

2) Pourquoi autant de discrétion autour de la visite de Madame Nuland?

3) Quel a été le statut protocolaire de la visite de Madame Nuland?

4) Le déroulement de la visite était-il conforme aux usages protocolaires usuels en la matière?

5) Quel était l'objet de la visite et quels en sont les résultats et conclusions?

6) Est-il vrai que la presse n'a pas été invitée ou informée par le SIP dans son ensemble, tel qu'il est d'usage lors de telles occasions? Dans l'affirmative, pourquoi n'a-t-elle pas été convoquée dans son ensemble à un point presse?

7) Qui a organisé les contacts avec la presse?

Réponse (13.6.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député soulève un certain nombre de questions en relation avec la récente visite de la Secrétaire d'État adjointe américaine, Victoria Nuland, questions auxquelles j'ai l'honneur de répondre comme suit:

Ad 1)

L'Ambassade des États-Unis à Luxembourg a pris l'initiative de la visite de cette haute fonctionnaire américaine.

Ad 2)

Il n'y a pas eu de discrétion particulière autour de la visite de Madame Nuland.

Ad 3)

Il s'agissait d'une visite de courtoisie.

Ad 4)

Pour ce type de visite de hauts fonctionnaires, il n'y a pas de protocole particulier de prévu.

Ad 5)

Comme il ressort du communiqué publié le 13 mai par le Service information et presse du Gouvernement, l'objet de la visite consistait en un échange de vues sur les relations bilatérales, les relations UE-USA, la coopération au sein de l'alliance atlantique et les dossiers internationaux.

Ad 6)

Il n'y a pas d'usage fixe pour de telles occasions.

Ad 7)

Après la visite de courtoisie, le Service information et presse du Gouvernement a transmis une photo et le communiqué de presse aux médias.

Question 0291 (16.5.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**arrêt du «Bundesgerichtshof» concernant les frais de dossier bancaires:**

Mardi dernier, le «Bundesgerichtshof» de Karlsruhe a retenu que la mise en compte de frais de dossier effectuée par certains établissements de crédit dans le cadre de prêts bancaires était illégale.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Est-ce que la pratique des frais de dossier, également connue au Luxembourg, risque de contrevenir au cadre légal et réglementaire existant, à l'instar de ce qui a été jugé outre-Rhin?

2) Quel est le pourcentage moyen des commissions bancaires (sous forme de frais de dossier) mises à charge des clients par les banques luxembourgeoises, dans lesquelles l'État luxembourgeois détient des participations ou fournit des garanties, dans le cadre de prêts immobiliers et de prêts à la consommation?

Réponse (17.6.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Ad 1)

Les frais de dossier ne sont pas définis en droit luxembourgeois.

- Le Code de la consommation prévoit en sa section 4 intitulée «Contrats de crédit à la consommation» à l'endroit de l'article 224-11 (paragraphe (2)) que le contrat de crédit «mentionne de façon claire et concise (…) k) le cas échéant, les frais de tenue de compte d'un ou de plusieurs comptes destinés à enregistrer tant les opérations de paiement que les prélèvements, à moins que l'ouverture d'un compte ne soit facultative, les frais d'utilisation d'un moyen de paiement permettant à la fois des opérations de paiement que les prélèvements, ainsi que tous autres frais découlant du contrat de crédit et les conditions dans lesquelles ces frais peuvent être modifiés».

Ces dispositions du Code de la consommation se trouvent à l'origine dans la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil, à l'article 10 intitulé «Information à mentionner dans les contrats de crédit» paragraphe (2) point k).

Ainsi, les «frais de dossier» sont à considérer au sens du Code de la consommation (article 224-11 paragraphe (2) point k)) comme des frais entrant dans la catégorie de «tous autres frais découlant du contrat de crédit».

En tant que tels ces frais sont donc à mentionner dans le contrat de crédit à la consommation (cf. article 224-11 paragraphe (2) point k)).

- Par ailleurs, le contrat de crédit doit également faire mention du «Taux Annuel Effectif Global» (TAEG) et du «montant total dû par le consommateur». Cette obligation est prévue au point g) du paragraphe (2) de l'article 224-11 du Code de la consommation.

Le «montant total dû par le consommateur» se compose du «montant total du crédit» et du «coût total du crédit pour le consommateur» (cf. article 224-2 du Code de la consommation, paragraphe (2) point g)). La même définition du «montant dû par le consommateur» se retrouve dans la directive 2008/24/CE précitée.

Le «coût total du crédit pour le consommateur» comprend certainement les frais de dossier (cf. définition très large au point f) de l'article L-224-2: «tous les coûts, y compris les intérêts, les commissions, les taxes, et tous les autres types de frais que le consommateur est tenu de payer pour le contrat de crédit et qui sont connus par le prêteur, à l'exception des frais de notaire; …).

- Les frais du type «frais de dossier» ne sont pas prohibés par le Code de la consommation. Ils sont admissibles en tant que «frais découlant du contrat de crédit» et doivent être mentionnés dans le contrat de crédit à la consommation de façon claire et concise. Ces frais sont repris avec les autres frais, taxes, intérêts, etc. dans le «coût total du crédit pour le consommateur» qui est compris dans le montant total dû par le consommateur qui doit être mentionné dans le contrat de crédit.

La loi luxembourgeoise a fidèlement transposé la directive 2008/248/CE précitée pour ce qui concerne les dispositions qui ont été évoquées ci-dessus.

La directive 2014/17/UE du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48 et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010 n'a pas encore été transposée en droit luxembourgeois. Au vu du texte de cette directive, les mêmes conclusions peuvent être tirées.

Ad 2)

Les commissions perçues par les banques dans le cadre des prêts immobiliers et prêts à la consommation relèvent de leur politique commerciale. Les consommateurs peuvent s'informer auprès des banques sur les commissions perçues. Au titre de la directive 2008/48 les banques sont tenues de publier à l'attention des consommateurs une information sous une forme standardisée, qui couvre notamment les frais encourus en relation avec un crédit à la consommation. La directive 2013/36/UE prévoit également la mise à disposition d'une information standardisée notamment sur les frais liés aux prêts hypothécaires.

Question 0292 (16.5.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **boues d'épuration:**

Das deutsche Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit hat im April 2014 einen wissenschaftlichen Bericht zum Thema Düngemittel aus Klärschlamm veröffentlicht. Diesem zufolge hat der Abwasserverband Braunschweig (Niedersachsen) mit Hilfe von Fördergeldern ein Kombinationsverfahren zur Rückgewinnung von Nährstoffen aus den kommunalen Klärschlämmen bei gleichzeitiger Energieoptimierung der Kläranlagen eingeführt.

Dieses Kombinationsverfahren wird durch eine Zentrifugenanlage ermöglicht, die den ausgefaulten Überschussklärschlamm auf ca. 15% entwässert und diesen direkt einer thermischen Desintegration zuführt. Dadurch wird der biologisch abbaubare Anteil des Schlamms erhöht und die verbleibende zu entsorgende Schlammmenge verringert. Diese technische Innovation führt zu einer jährlichen Verringerung von etwa 430 Tonnen CO_2 und verbessert die energetische Bilanz der Kläranalagen. Diese alternative Verarbeitung von kommunalen Klärschlämmen erhöht somit die Energie- und Ressourceneffizienz in der Abwasserwirtschaft.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an Frau Umweltminister stellen:

- Liegen Frau Minister Kenntnisse über diese innovative Technologie aus der Klärschlammentsorgung vor?

- Könnte diese Technologie auch in Luxemburg eingesetzt werden?

Réponse (17.6.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Der ehrenwerte Abgeordnete bezieht sich auf eine Mitteilung des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit aus Deutschland in der die Unterstützung, im Rahmen des Umweltinnovationsprogramms, eines neuen Verfahrens erläutert wird, nach dem ausgefaulter Überschussklärschlamm nach dem beschriebenen Verfahren behandelt wird, was zu einer verbesserten energetischen Bilanz der Kläranlage, zu einer Reduzierung der CO_2-Emissionen, sowie zu einer Nährstoffrückgewinnung in Form von Magnesium-Ammonium-Phosphat und Ammoniumsulfat führt.

Das Bundesministerium hat dieses Projekt, welches an der Kläranlage Steinhof durchgeführt wurde, als erstmalige, großtechnische Anwendung einer innovativen Technologie sowie Demonstrationsobjekt im Rahmen des obengenannten Förderprogramms unterstützt.

Im nationalen Abfallwirtschaftsplan, welcher von der Regierung im Januar 2010 angenommen wurde, wurde festgehalten, dass die Anwendung von Klärschlamm in der Landwirtschaft restriktiver zu handhaben ist. Hierzu sind die Qualitätsnormen für in der Landwirtschaft auszubringenden Klärschlamm zu verschärfen, sowie die Zonen, in denen Klärschlamm nicht ausgebracht werden darf, zu erweitern. Eine entsprechende Abänderung des großherzoglichen Reglements vom 14. April 1990 wurde ausgearbeitet und wird demnächst, nach Annahme durch den Regierungsrat, zur Begutachtung an den Staatsrat und die entsprechenden Berufskammern weitergeleitet.

Als Alternative zur landwirtschaftlichen Nutzung ist zurzeit die Trocknung mit anschließender thermischer Verwertung des Klärschlamms die Technologie, die am stärksten verbreitet ist. Der nationale Abfallwirtschaftsplan sieht die thermische Verwertung des Klärschlamms auch als die zurzeit vielversprechendste Variante an.

Der Einsatz anderer technischer Varianten, die zu einer energetischen Optimierung sowie zur Wiederverwertung von Inhaltsstoffen führen, ist auch denkbar. Hierzu kann auch die in Braunschweig eingesetzte Technologie gezählt werden. Da es sich um eine Demonstrationsanlage handelt, ist es jedoch empfehlenswert, entsprechende Erfahrungen über einen längeren Zeitraum abzuwarten.

Es sei auch darauf hingewiesen, dass die Entscheidungsgewalt, welche Technologie eingesetzt werden soll, bei den jeweiligen Kommunen oder interkommunalen Syndikaten liegt. Das Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen interveniert nur im Rahmen des entsprechenden Genehmigungsverfahrens.

Question 0293 (16.5.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **formation professionnelle:**

Parmi les différents points soulevés dans l'instruction ministérielle transitoire du 24 avril 2014 portant sur l'évaluation des modules, les décisions du conseil de classe et l'encadrement des élèves dans les classes de la formation professionnelle en vue des futures modifications de la base légale, le premier point soulève un certain nombre de questions. Il s'adresse aux élèves actuellement en classe de 12e menant à un diplôme de technicien (DT) ou en classe de 11e à plein temps menant à un diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) qui risquent, en cas d'avancement à la classe subséquente, de ne pas être en mesure de rattraper tous les modules. Lorsque le régent de classe constate cet état des choses au courant de l'année scolaire, il proposera, selon votre instruction, une mesure individuelle au conseil de classe de fin d'année scolaire. Cette mesure individuelle autorisera l'élève à rattraper pendant l'année scolaire 2014/2015 les modules non réussis. L'élève restera alors inscrit dans la même classe pour 2014/2015 (11e pour le DAP, 12e pour le DT). Son horaire hebdomadaire personnel sera élaboré par le directeur et portera d'une part sur des modules à rattraper (il s'agira donc, pour un élève du régime de technicien, des modules non réussis en classe de 12e et de ceux non réussis de 11e et 10e) et d'autre part, pour autant que l'horaire le permette, sur des modules de la classe subséquente. Reste à souligner que les différents élèves n'ont pas forcément à rattraper les mêmes modules et que le nombre d'entités des différents modules est variable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre, pourriez-vous me fournir de plus amples explications sur la mise en place des mesures individuelles et des horaires individualisés par les différentes écoles?

2) En vertu des efforts d'organisation et de l'augmentation considérable de ressources nécessaires pour la mise en œuvre des instructions ministérielles, quels moyens supplémentaires accorderez-vous aux écoles?

3) L'article 29 de la loi sur la formation professionnelle énonce que «(…) la durée normale de formation ne peut pas être dépassée de plus d'une année (…)». Comment ce principe énoncé dans la loi peut-il s'appliquer en créant une année supplémentaire dans le cadre de cette mesure individuelle? Les élèves en question n'auront-ils plus le droit par après de prolonger d'une année supplémentaire leur formation initiale en cas de besoin?

4) Pourquoi le Gouvernement n'envisage-t-il pas de proposer une mesure similaire aux élèves des classes concomitantes, comme ici seul un appui facultatif en dehors du temps de travail de l'apprenti peut être proposé en sus du rattrapage prévu? En outre, l'appui supplémentaire aux heures de travail est-il conforme au droit du travail?

Réponse (1.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Il est incontestable que la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle se heurte surtout aux problèmes liés aux modules non réussis et ce non seulement en ce qui concerne le cumul non négligeable de modules de rattrapage par élève, mais aussi à l'organisation de tous ces modules.

L'instruction ministérielle du 24 avril 2014 a pour but de pallier les problèmes urgents auxquels sont confrontés les lycées pour les élèves qui sont en cours de formation. L'objectif de ladite instruction pour l'année scolaire en cours est d'éviter que les élèves engagés dans les différentes formations ne pâtissent de ces déficiences et que les lycées aient la possibilité d'offrir une démarche adaptée aux élèves qui sont actuellement en situation d'échec.

La contrainte de devoir réagir dans l'urgence a eu comme effet qu'à l'intitulé de l'instruction ministérielle a été ajouté le mot «transitoire». Il est certain qu'afin de pouvoir réagir de façon durable aux problèmes survenus, des adaptations législatives et réglementaires s'imposeront.

Pour l'instant, un groupe de pilotage, comprenant les représentants des chambres professionnelles salariales et patronales, des directeurs des lycées concernés, des équipes curriculaires et du Ministère, est appelé à élaborer des propositions de textes. Les premières conclusions de ces réflexions seront disponibles en juillet 2014.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Députée, les réponses sont les suivantes:

Ad 1)

Les mesures évoquées par l'instruction ministérielle transitoire seront appliquées en considérant la situation de l'élève en formation telle qu'elle se présente au terme de l'année scolaire en cours. Ainsi, la mise en place de ces mesures sera individuelle et décidée en concertation avec tous les acteurs concernés lors des conseils de classe de fin d'année scolaire.

Ad 2)

Il va de soi que certaines mesures proposées impliqueront un effort et un investissement additionnels de ressources et de moyens pour ce qui est de l'organisation des cours. Il reste à souligner que certaines de ces mesures individuelles déchargeront les lycées concernés de l'organisation de certains modules de rattrapage.

Ad 3)

Afin de ne pas pénaliser les élèves qui sont visés par les mesures de l'instruction ministérielle, il faudra modifier la disposition relative à la durée de la formation telle qu'elle est définie par la législation actuellement en vigueur.

Ad 4)

Tandis que le Ministère a la compétence et la possibilité de remédier à la situation des élèves par une instruction ministérielle aux lycées concernés, la situation des apprentis en est une autre. Le contrat d'apprentissage est régi par les dispositions du Code du Travail; une instruction ministérielle ne peut interférer dans une situation contractuelle dont il n'est pas signataire. Ainsi, pour les classes concomitantes, l'instruction précise que l'épreuve d'évaluation prévue dans le cadre d'un rattrapage doit se situer dans les horaires de cours prévus et qu'un appui en dehors de ces heures est facultatif, aux choix de l'apprenti.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Question 0294 (16.5.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**obligation des commerçants luxembourgeois d'acheter leurs marchandises auprès d'intermédiaires:**

Dans son discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la Foire de Printemps 2014, la Secrétaire d'État à l'Économie s'est penchée sur la problématique des commerçants luxembourgeois qui sont souvent obligés de passer par des intermédiaires étrangers pour s'approvisionner.

Dans ce contexte, elle a notamment précisé que: «Den Handel huet haut nach ëmmer e seriöen Nodeel, nämlech deen, dass vill vun eise Geschäfter net fräi sinn, do anzekafen, wou et fir si am bëllegste gëtt. Si gi gezwongen, iwwer Importateuren an Tëschenhändler ze fueren, mat der Konsequenz, datt vill Produiten zu Lëtzebuerg méi deier si wéi am Ausland. Elo endlech huet d'Europäesch Kommissioun dat agesinn, nodeems mer ëmmer nees op déi Problemer higewisen hunn. De Kommissär Michel Barnier huet an engem rezente Bréif versprach, fir elo Remedur ze schafen. Ech hoffe staark, datt dat nach virum Enn vun dësem Joer geschitt. Op alle Fall wier dat e grousse Fortschrëtt fir den Handel an natierlech och fir de Client.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les dires de Madame la Secrétaire d'État à l'Économie?

- Quel est le contenu de cette lettre et, le cas échéant, Monsieur le Ministre envisage-t-il de communiquer cette lettre à la Chambre des Députés?

- Quelles sont les prochaines démarches afin d'avancer concrètement dans ce dossier?

Réponse (17.6.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Veuillez trouver ci-joint la réponse à la question parlementaire n°0294 de l'honorable Député Laurent Mosar concernant l'obligation des commerçants luxembourgeois d'acheter leurs marchandises auprès d'intermédiaires étrangers, tel que mentionné dans le discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la Foire de Printemps 2014.

De nombreuses entreprises luxembourgeoises font face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur. Tous les secteurs économiques sont concernés, mais surtout le commerce et l'artisanat. Maints producteurs et grossistes obligent en effet les entreprises luxembourgeoises à s'approvisionner auprès de filiales ou plateformes déterminées par leur système de réseaux de distribution. Le libre accès au fournisseur de leur choix, dans l'État membre de leur choix, est donc souvent refusé aux entreprises implantées au Luxembourg. Ceci entraîne une double pénalisation pour nos entreprises: en matière de prix (impossibilité de s'approvisionner aux meilleurs prix) et en matière d'offre (disponibilité limitée de produits). Ces conditions d'achat discriminatoires par rapport à des entreprises d'autres États membres situées seulement à quelques kilomètres de nos frontières sont contraires aux règles d'un marché intérieur équitable pour tous et faussent le jeu de la concurrence au détriment des entreprises luxembourgeoises.

En collaboration avec la Confédération luxembourgeoise du commerce (clc), le Gouvernement a entrepris de multiples démarches pour optimiser l'approvisionnement des entreprises luxembourgeoises, dont notamment des réunions avec la Commission européenne, la participation à des enquêtes et consultations publiques au niveau européen, une demande de renseignement auprès d'une série de multinationales, etc.

Suite à ces multiples efforts le problème d'approvisionnement au Luxembourg a finalement été souligné de manière explicite dans le rapport annuel sur l'état d'intégration du marché intérieur[1], publié par la Commission européenne dans le cadre de l'examen annuel de la croissance: «Les restrictions à la fourniture transfrontalière de biens peuvent également entraver la concurrence sur les marchés de détail. Les détaillants ne sont pas toujours libres de s'approvisionner au meilleur prix pratiqué en Europe. Certains écarts tarifaires entre les marchés nationaux peuvent être valablement justifiés, mais il existe également des contraintes territoriales à l'approvisionnement qui empêchent la baisse des tarifs sur certains marchés nationaux (au Luxembourg et en Belgique), notamment pour les produits de marque. La Commission a l'intention d'étudier ce sujet en 2014 en consultant les parties prenantes sur les contraintes territoriales à l'approvisionnement supposées, afin de définir les prochaines étapes potentielles.»

Dans sa lettre du 27 mars 2014 (cf. annexe), le Commissaire Barnier partage les interrogations du Luxembourg quant à la légitimité, au sein du marché intérieur, de pratiques et restrictions telles que celles décrites, et affiche la détermination à lutter contre tout cloisonnement artificiel du marché intérieur.

Plus particulièrement, la Commission européenne a l'intention d'examiner, en 2014, la question des restrictions territoriales de l'offre. Dans un premier temps, la Commission va recueillir des informations auprès des parties concernées afin de mieux comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent ces pratiques et leurs justifications éventuelles. Par la suite, il est prévu d'organiser une rencontre des représentants du commerce de détail luxembourgeois avec la Commission européenne dans un proche avenir afin de mieux saisir les caractéristiques spécifiques des problèmes rencontrés.

La balle est maintenant dans le camp de la Commission européenne et les prochaines étapes sont énoncées dans la lettre du Commissaire Barnier en annexe. Néanmoins, le Ministère de l'Économie va suivre de près l'évolution de ce dossier au niveau de la Commission européenne, en étroite collaboration avec la Confédération luxembourgeoise du commerce, et n'hésitera pas à intervenir en cas de besoin.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

1 Un marché unique pour la croissance et pour l'emploi: une analyse des progrès réalisés et des obstacles restants entre les États membres, COM(2013) 785 final p. 6.

Question 0295 (16.5.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **fonds propres de la Banque centrale du Luxembourg:**

Dans le cadre du rapport d'activité 2013 de la Banque centrale du Luxembourg, son Président indique qu'«un renforcement significatif du capital de la Banque est absolument indispensable pour qu'elle puisse s'acquitter, en toute indépendance, y compris financière, de ses missions actuelles et futures. Telle est également la conclusion du réviseur externe, qui a observé que la situation des fonds propres, extrêmement faibles par rapport au volume global des opérations, constitue une grande vulnérabilité pour la Banque».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre partage-t-il l'avis du Président de la Banque centrale du Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles suites entend-il réserver à la demande de ce dernier?

Réponse (16.6.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Partie intégrante du Système européen de banques centrales («le SEBC»), la principale mission de la Banque centrale du Luxembourg («la BCL») consiste à participer à l'exécution des missions du SEBC en vue d'atteindre les objectifs de ce dernier. En outre, la BCL exerce les attributions qui lui sont confiées par la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ou par d'autres textes législatifs, réglementaires ou conventionnels.

La question sur la concordance entre l'assise financière et les missions de la BCL revêt une importance centrale, et notamment dans le cadre de l'économie luxembourgeoise. De ce fait, le Gouvernement a engagé des échanges bilatéraux afin d'évaluer les besoins en ressources financières de la BCL et d'assurer l'adéquation de ses fonds propres à l'exercice de son mandat. La BCL a fait appel à un réviseur externe pour évaluer au mieux ses besoins financiers. À la lumière du rapport du réviseur externe, le Gouvernement entend clarifier la situation ensemble avec la BCL.

Question 0296 (19.5.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **affirmations de l'Association du Personnel de la Police Judiciaire (APPJ) relative à l'implémentation d'une norme ISO:**

Selon des informations relayées par voie de presse, le département forensique de la police judiciaire devrait se conformer jusqu'en 2015 au plus tard à une norme ISO pour ne pas mettre en péril la valeur probante des indices récoltés dans le cadre d'enquêtes pénales. L'APPJ requiert dans ce contexte une augmentation des effectifs du personnel du département forensique à 50 personnes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations véhiculées par l'APPJ?

- Quel sera l'impact de l'implémentation de cette norme ISO sur les effectifs de la police judiciaire?

- Comment le Ministre entend-il y parvenir en ces temps de rigueur budgétaire décrété par le Gouvernement?

Réponse (25.6.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La décision-cadre 2009/905/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 relative à l'accréditation des prestataires de police scientifique menant des activités de laboratoire s'applique aux activités de laboratoire ayant pour but d'établir les profils ADN et les données dactyloscopiques. L'introduction d'une norme ISO permet de garantir que les résultats d'activité de laboratoire obtenus dans un autre État membre de l'UE peuvent être considérés comme résultats d'activités de laboratoire menées par les fournisseurs de service de police scientifique accrédités conformément à la norme ISO/CEI 17025 dans son propre pays. La mise en conformité est notifiée au Conseil européen et à la Commission. Fin 2018, le Conseil examinera dans quelle mesure les États membres se sont conformés. Afin de pouvoir évoquer un début de mise en conformité, la mise en place devrait être achevée au plus tard début 2018 ce qui permettrait de déclarer que la procédure d'accréditation est en cours.

L'accréditation envisagée requiert des adaptations tant de la surface du laboratoire que des installations techniques. Les demandes d'autorisations sont en cours d'examen. L'engagement de personnel qualifié spécialisé est proposé dans un plan pluriannuel de recrutement et doit prochainement être discuté dans le cadre de la réforme de police judiciaire avant de n'être soumis au Gouvernement en Conseil pour approbation. Au-delà, les procédures de travail internes, tant pour la traçabilité au sein de toute la Police grand-ducale qu'au niveau du laboratoire scientifique sont en cours de préparation. La procédure d'accréditation par l'Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance doit finalement être engagée.

Il est certain que l'accréditation ISO 17025 du laboratoire de police scientifique va avoir un impact considérable sur le budget de l'État. Néanmoins, ces investissements sont guidés par les efforts du Gouvernement de réformer la police judiciaire ainsi que par la volonté politique de promouvoir la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

Question 0297 (19.5.2014) de **Mme Nancy Arendt** et **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **courrier de l'UEFA à l'attention de la Fédération luxembourgeoise de Football:**

Dans un article intitulé «Béise Fanger vun der UEFA - Paul Philipp: Rise-Blamage fir Lëtzebuerg» et paru sur rtl.lu, les passages pertinents d'une lettre que l'UEFA aurait adressé ce lundi à la FLF y sont retranscrits comme suit:

«1) Les matchs de qualification pour l'EURO 2016 pourront se dérouler au Stade Josy Barthel à Luxembourg, sous condition que toutes les améliorations retenues dans les conclusions des rapports d'inspection soient effectuées.

2) Cette dérogation n'est pas valable pour le match Luxembourg-Espagne du 12 octobre 2014, celui-ci étant classé «niveau A». Nous vous prions dès lors de nous communiquer jusqu'au vendredi 6 juin 2014 à 14h00 au plus tard, le stade et le lieu que vous avez retenus pour disputer la rencontre en question.

3) D'autre part, nous tenons d'ores et déjà à vous signaler qu'une nouvelle dérogation pour le cycle des matchs de qualification qui débutera au mois de septembre 2016 ne pourrait être envisagée que si le projet de construction du nouveau stade national de football soit formellement approuvé, avec des dates d'échéance précises et bien définies.»

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Sports, de l'Action humanitaire et de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les améliorations à effectuer au stade Josy Barthel que l'UEFA retient dans ses rapports d'inspection?

- Est-ce que les Ministres comptent procéder auxdites améliorations? Dans l'affirmative, dans quels délais ces améliorations pourront-elles se faire et à quels coûts?

- Dans la négative, quelles alternatives les Ministres proposent-ils?

- Est-ce que des pourparlers ont éventuellement été menés avec les responsables politiques des régions limitrophes du Luxembourg, afin que les matchs de qualification pour l'EURO 2016 et au-delà puissent éventuellement s'y dérouler?

Réponse (18.6.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question parlementaire qui ne concerne d'ailleurs pas Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures donne lieu aux éléments de réponse suivants:

La FLF a saisi la ville de Luxembourg de la lettre que l'UEFA lui a adressée courant mai 2014 concernant notamment les conditions dans lesquelles les matchs de qualification de l'équipe nationale de football pour l'EURO 2016 peuvent se dérouler au Stade Josy Barthel. Je ne manquerai pas de transmettre ce courrier avec les rapports d'inspection y relatifs à la Chambre des Députés si celle-ci en exprime le désir.

Il n'appartient pas au Ministère des Sports ou à un autre département ministériel de faire ces améliorations ou adaptations au Stade Josy Barthel, mais à la ville de Luxembourg, propriétaire du Stade. Le Gouvernement et plus précisément le Ministre des Sports ne fait que subventionner les travaux à accomplir aux taux prévus par la législation afférente.

Le dernier volet de la question s'adresse en premier lieu aux responsables de la FLF. Pour autant qu'il vise le match contre l'Espagne, une dérogation a entre-temps été accordée au Luxembourg par l'UEFA de sorte que le match peut être joué à la Route d'Arlon, sous réserve que les conditions supplémentaires imposées par l'UEFA soient remplies.

Je signale encore que le 9 mai 2014 le soussigné ainsi que la Bourgmestre de la ville de Luxembourg se sont adressés par lettre au Président de l'UEFA pour réitérer la volonté politique du Gouvernement et des autorités de la ville de Luxembourg pour avancer rapidement dans le dossier de la construction d'un nouveau stade national de football, le début des travaux de construction proprement dit pouvant être envisagé pour printemps 2017, tel que cela a été confirmé lors de la conférence de presse du 6 juin 2014.

Question 0298 (20.5.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **relèvement du taux super-réduit de la TVA de 3% à 17%:**

Le relèvement du taux super-réduit de la TVA de 3% à 17% à partir du 1er janvier 2015 sur des biens immobiliers créés ou acquis par des investisseurs (appartements et maisons destinés à l'habitation, sans pour autant consister en une 1ère acquisition pour besoins personnels) soulève quelques questions techniques concernant la mise en œuvre de cette mesure fiscale pendant la phase de transition, c'est-à-dire pour des immeubles réalisés en partie durant l'an 2014 et achevés ultérieurement.

Afin d'éviter des malentendus voire des interprétations confuses en la matière, j'aimerais en effet poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- En considérant la quote-part «construction», Monsieur le Ministre peut-il préciser la date qui est prise en compte pour le calcul de la TVA? Est-ce celle de l'acte notarié à proprement parler? Ou bien faut-il considérer la date de la facture des différentes tranches de travail si bien qu'il y a lieu de distinguer entre les travaux réalisés en 2014 et ceux à partir du 1er janvier 2015?

Réponse (16.7.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Alors que Monsieur le Premier Ministre a annoncé lors de son discours sur l'état de la nation début avril que le taux super-réduit dans le cadre du logement et notamment relativ aux résidences secondaires ou aux logements à louer ne serait plus appliqué, les différents éléments de mise en œuvre de ce principe ne sont pas encore arrêtés. C'est pourquoi il est actuellement prématuré de donner une réponse détaillée à l'honorable Député André Bauler.

Néanmoins, il y a dès à présent lieu de noter que la date de l'acte notarié n'influe pas sur le taux de TVA applicable.

Question 0299 (20.5.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **suppression des cours de langue française dans les classes de 12e et 13e du régime de la formation de technicien:**

L'Association des professeurs de français signale que les cours de langue française ont été supprimés dans la grille des horaires des classes de 12e et 13e du régime de la formation de technicien dès la rentrée 2014/2015.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale.

1. Les affirmations de l'Association des professeurs de français sont-elles exactes?

2. Si oui, quelles sont les raisons pour lesquelles le Ministère a supprimé l'enseignement du français dans les classes terminales du régime de la formation de technicien?

3. Cette mesure vise-t-elle à faciliter l'obtention d'un diplôme en employant la méthode du nivellement vers le bas?

4. Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis qu'une maîtrise correcte de la langue française est un atout indispensable sur le marché de l'emploi au Grand-Duché de Luxembourg?

5. Cette mesure a-t-elle été prise après consultation des organisations patronales susceptibles d'embaucher les élèves sortant de ces filières?

6. Le manque de connaissance de la langue française des élèves ayant suivi la filière du technicien au Luxembourg ne risque-t-elle pas de favoriser l'embauche de jeunes ayant suivi un enseignement similaire dans un pays francophone?

7. Monsieur le Ministre accepte-t-il de revenir sur cette décision pour la rentrée scolaire 2014/2015 et de soumettre cette modification de la grille horaire à une large consultation?

Réponse (2.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le projet de règlement grand-ducal fixant les grilles horaires de l'année scolaire 2014/2015 des formations aux métiers et professions de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale a été transmis par le Ministère aux chambres professionnelles ainsi qu'au Conseil d'État en mars 2014.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

Ad 1) et Ad 2)

L'affirmation de l'Association des professeurs de français n'est pas exacte. Toutes les grilles horaires des formations du régime de la formation du technicien prévoient en classe de 10e jusqu'en classe de 13e quatre leçons hebdomadaires de langues dans l'enseignement général, à savoir deux leçons d'anglais ainsi que deux leçons de français ou d'allemand, au choix de l'élève. Une exception a été faite pour la formation du technicien administratif et commercial, pour laquelle l'équipe curriculaire a voulu que les trois langues soient enseignées obligatoirement avec un nombre plus élevé de leçons pour le français.

Ainsi pour ladite formation, l'anglais et l'allemand sont enseignés de la classe de 10e à la classe de 13e à raison de deux leçons hebdomadaires; le français est enseigné en classe de 10e et en classe de 11e à raison de quatre leçons hebdomadaires. En classe de 12e et de 13e il était prévu d'intégrer les compétences langagières françaises dans les modules de l'enseignement professionnel, qui représentent un volume total de 22 leçons hebdomadaires.

Ad 3), Ad 4) et Ad 6)

Cette proposition n'a pas comme but de procéder à un nivellement vers le bas, bien au contraire. L'intégration du français dans les modules de l'enseignement professionnel dans le domaine administratif et commercial a été conçue dans l'optique d'orienter l'enseignement des langues vers les besoins du marché du travail et de favoriser ainsi l'employabilité des élèves de cette formation. À noter que tous les modules de l'enseignement professionnel sont enseignés en langue française.

Il y a lieu de soulever que la décision de l'embauche des jeunes diplômés incombe toujours aux employeurs. Jusqu'à présent les statistiques étatiques ne font pas état d'une tendance de ne plus vouloir engager ces jeunes techniciens. Par ailleurs, la maîtrise du français, du luxembourgeois, de l'allemand et de l'anglais constitue un atout majeur pour l'intégration sur le marché de l'emploi par rapport aux demandeurs d'emploi frontaliers qui ne peuvent pas se prévaloir d'un apprentissage de cette multitude de langues dans leur système scolaire.

Ad 5)

Le programme de formation, les référentiels d'évaluation, ainsi que la grille horaire en question ont été élaborés par une équipe curriculaire composée d'un nombre égal de représentants du milieu scolaire (proposés par les directions des lycées) et de représentants du milieu professionnel (désignés par les chambres professionnelles patronale et salariale).

Ad 7)

Faisant suite aux réactions de la part de l'association des enseignants de français, le Ministère a décidé de soumettre les propositions dont question à une concertation entre les représentants de la commission nationale de l'enseignement général pour le domaine du français et aux membres de l'équipe curriculaire responsable pour la formation. Suite à cette concertation, il a été décidé d'intégrer un module de français au sein de l'enseignement professionnel de la grille horaire de la classe de 12e de la formation de technicien de la division administrative et commerciale. Ce module regroupera les compétences langagières ayant trait au développement de la langue française, issues des différents modules de l'enseignement professionnel, et sera enseigné par des enseignants de français.

Question 0300 (20.5.2014) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **pesticides néonicotinoïdes «hautement susceptibles» de tuer les abeilles:**

Le 24 mai 2013, la Commission européenne a décidé de restreindre l'utilisation de trois pesticides de la famille des néonicotinoïdes (clothianidine, imidaclopride, thiaméthoxame) jugés nocifs pour les abeilles. Depuis le 1er décembre 2013, ces pesticides sont interdits pendant deux ans pour le traitement des semences, l'application de microgranulés au sol et la pulvérisation des végétaux attirant les abeilles. Ils restent toutefois autorisés pour certains autres usages sous serre ou en plein champ après la floraison. Il ne s'agit donc aucunement d'une interdiction complète de ces trois substances, voire d'une interdiction de tous les néonicotinoïdes.

Ces mesures européennes devront être réexaminées au plus tard dans un délai de deux ans, c'est-à-dire avant fin 2015. Entre-temps, de plus en plus d'études scientifiques tendent à confirmer la dangerosité de ces pesticides. Dans une étude toute récente («Bulletin of Insectology», vol. 67, juin 2014, p. 125-130), des chercheurs de l'Université de Harvard concluent que les deux néonicotinoïdes étudiés (imidaclopride et clothianidine) sont «hautement susceptibles» de provoquer l'effondrement de colonies saines.

L'effondrement des colonies est également un problème dans nos régions. Entre l'automne 2010 et le printemps 2013, les apiculteurs luxembourgeois ont perdu 2.322 colonies, ce qui représente une perte de plus de 41% des colonies. Dans la réponse à ma question parlementaire n°2733 de mai 2013 *(cf. compte rendu n°12/2012-2013)*, d'où sont tirés ces chiffres, le Ministre de l'Agriculture avait d'ailleurs mis en garde que: «so sind die Völkerverluste von durchschnittlich 30% im letzten Winter sicherlich die dramatischsten Verluste der letzten Jahrzehnte. Auch die Gesamtzahl der Bienenvölker in Luxemburg ist auf einen besorgniserregenden Stand zurückgegangen», avant d'expliquer plus loin que: «Vieles deutet auch darauf hin, dass der Einsatz von bestimmten Pflanzenschutzmitteln eine weitere, wesentliche Ursache von Bienenverlusten ist. (…) In diesem Sinne hat Luxemburg das Teilverbot von neonicotinoidhaltigen Pflanzenschutzmitteln, insbesondere Beizmittel für Mais und Raps, auf europäischer Ebene unterstützt.»

Les pollinisateurs et notamment les abeilles sont indispensables pour l'agriculture et pour l'horticulture, c'est-à-dire pour presque trois quarts des plantes alimentaires, sans parler du miel et des autres produits de l'apiculture. En Europe, presque 90% des cultures dépendent de la pollinisation par les abeilles.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance de la nouvelle étude susmentionnée?

2) Est-ce que le Gouvernement entend plaider en faveur d'une interdiction complète des néonicotinoïdes au niveau européen? Dans la négative, pour quelles raisons?

3) Quel a été le taux de mortalité des colonies durant l'hiver 2013/14 au Luxembourg? Comment expliquer ces chiffres?

Réponse (12.6.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

Le Service de phytopathologie de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture a connaissance de l'étude concernant l'influence des néonicotinoïdes sur la réduction du nombre des colonies d'abeilles et parue dans le «Bulletin of Insectology».

Depuis que de premiers doutes concernant l'influence négative des néonicotinoïdes sont apparus, de nombreuses études ont été réalisées, avec des résultats souvent assez divergents. Néanmoins, un effet négatif de ces substances sur les colonies d'abeilles ne peut pas être écarté, même s'il semble peu probable que ceci soit la seule cause de la hausse de mortalité observée.

En effet, dans les relations complexes existant au niveau de l'écologie des abeilles, il n'est pas toujours possible, parmi tous les facteurs qui interagissent (dans ce cas: conditions météo, autres maladies et parasites, autres insecticides et influences environnementales), de déterminer celui qui est prédominant, car tous ces facteurs ont sans doute plutôt un effet cumulatif.

Cependant, lorsque des doutes fondés concernant l'effet négatif de l'un de ces facteurs existent, le principe de précaution s'impose. Ainsi, il serait bon de prolonger la période d'interdiction, vu que celle appliquée à présent par le règlement d'exécution n°485/2013 modifiant le règlement d'exécution (UE) n°540/2011 en ce qui concerne les conditions d'approbation des substances actives clothianidine, thiaméthoxame et imidaclopride et interdisant l'utilisation et la vente de semences traitées avec des produits phytopharmaceutiques contenant ces substances actives est nettement trop courte pour pouvoir déterminer, de façon statistiquement représentative, si oui ou non, elle aura un effet positif sur la vitalité et la survie des colonies. En effet, les semences des cultures d'hiver 2013 ont encore été traitées et semées peu avant l'entrée en vigueur de l'interdiction, et celle-ci ne produira donc ses véritables effets qu'à partir des prochaines cultures d'automne, donc peu de temps avant la fin de la période d'interdiction en mai 2015.

Vu ces faits, l'interdiction courante ne pourra que difficilement conduire à un effet représentatif. Ainsi, elle devrait être maintenue jusqu'à l'été 2017, afin de pouvoir encore couvrir deux périodes d'hivernage et de printemps complètes avant de pouvoir tirer des conclusions valables sur l'effet sur les colonies d'abeilles.

En ce qui concerne la mortalité des abeilles, il est un fait indéniable que ces dernières années nous observons une augmentation de la perte des colonies d'abeilles qui a atteint la valeur de 30% durant la saison 2012/2013. Suite à l'étude des résultats du recensement des colonies, qui est obligatoire pour chaque apiculteur, nous observons à l'heure actuelle un taux de perte de colonies de +/- 10% pour la saison 2013/2014. Une explication possible de cette réduction significative des pertes est l'influence des conditions climatiques qui ont été favorables durant l'hiver passé et qui se reflètent en général au niveau de la flore et de la faune. Il pourrait également s'expliquer en grande partie par un plus faible développement des populations des varroas, parasites acariens de l'abeille, notamment suite à un printemps tardif en 2013. Suite aux pertes importantes des deux hivers précédents, beaucoup d'apiculteurs ont certainement aussi été plus vigilants pour combattre les varroas. Aussi les conditions météorologiques très favorables pendant la deuxième partie de l'été ont permis un bon développement des abeilles d'hiver.

Il faut donc remarquer qu'une augmentation de la perte des colonies, telle qu'observée ces dernières années, dépend de plusieurs facteurs qui interagissent entre eux et que l'évolution favorable d'un des facteurs peut avoir une influence positive au niveau des autres.

L'étude des différents facteurs pouvant avoir un effet sur la perte des colonies fait d'ailleurs l'objet de l'étude «Beefirst» dirigée par le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann, ceci en étroite collaboration avec la Fédération des Unions d'Apiculteurs (FUAL), l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA), le Service d'Économie rurale (SER) et l'Administration des Services Vétérinaires (ASV). Cette étude, qui a débuté en 2011 avec le soutien financier du Ministère de l'Agriculture pour une période de deux ans, a été prolongée une première fois pour une année afin d'obtenir une

meilleure exploitation des données. Les différents facteurs pouvant avoir une influence sur la perte des colonies d'abeilles et pris en compte par l'étude «Beefirst» sont les suivants:

- méthode d'apiculture utilisée, p. ex. l'équipement;

- maladies des abeilles, essentiellement la varroase et les différents traitements utilisés;

- type de cultures agricoles exploitées aux alentours des ruchers.

L'étude «Beefirst» est réalisée dans le cadre du recensement des ruchers et englobe par conséquent la totalité des ruchers présents sur le territoire national et de ce fait peut être considérée comme étant représentative d'un point de vue géographique.

À l'heure actuelle on n'a pas détecté une influence significative d'un des différents points sur la mortalité des abeilles. C'est pourquoi il est prévu de prolonger l'étude sur une période plus longue afin de pouvoir détecter l'influence significative d'un facteur ou de l'interaction entre les différents facteurs sur la perte des colonies.

Question 0301 (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5e round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses en matière environnementale inhérentes au mandat de négociation de la Commission européenne.

- Madame la Ministre, quelle est votre position concernant les dangers concrets qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

Question 0302 (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5e round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses pour le secteur public inhérentes au mandat de négociation de la Commission européenne.

- Monsieur le Ministre, quelle est votre position concernant les dangers qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

Question 0303 (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5e round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses pour le développement social du pays inhérentes au mandat de négociation de la Commission européenne.

- Monsieur le Ministre, quelle est votre position concernant les dangers qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

Question 0304 (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5e round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses pour le domaine du travail et de l'emploi inhérentes au mandat de la Commission européenne.

- Monsieur le Ministre, quelle est votre position concernant les dangers qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

Question 0305 (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5e round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses dans le domaine du travail et de l'emploi inhérentes au mandat de la Commission européenne.

- Monsieur le Ministre, quelle est votre position concernant les dangers qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

Question 0306 (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5e round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses dans le domaine de la protection des données personnelles. En plus, le mandat de la Commission européenne vise la protection des investissements par un «mécanisme de règlement des différends» entre investisseurs et entités publics (États, communes) ouvrant la possibilité qu'un État puisse être mené devant une juridiction privée, mécanisme qui mettrait en danger la souveraineté des parties.

- Monsieur le Ministre, quelle est votre position concernant les dangers qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

Question 0307 (20.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, dénommé TTIP:**

Ce lundi, 19 mai le 5e round des négociations entre les États-Unis et l'Union européenne vient de débuter sur base d'un mandat tenu secret et devenu public suite à des fuites.

L'analyse du mandat de négociation a mené des organisations de la société civile luxembourgeoise (à savoir ASTM, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de Développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGB-L, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs) à demander «l'arrêt immédiat» des négociations.

Dans leur prise de position commune, ces organisations craignent notamment des conséquences dangereuses en matière des normes de santé ainsi que dans l'exécution des services de santé en tant que service public inhérentes au mandat de négociation de la Commission européenne.

- Madame la Ministre, quelle est votre position concernant les dangers concrets qu'énumèrent ces organisations de la société civile dans leur analyse?

Réponse commune (24.6.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Les membres du Gouvernement destinataires des questions parlementaires n°0301 à 0307 remercient Monsieur le Député pour ses interrogations relatives aux négociations que mène actuellement la Commission européenne pour le compte de l'Union européenne en vue de l'établissement d'un Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (ci-après PTCI) avec les États-Unis d'Amérique.

Le débat parfois très vif qui a eu lieu ces dernières semaines sur la place publique dans un grand nombre de pays de l'Union comme au Luxembourg témoigne des interrogations qui existent à l'égard du PTCI. Ces interrogations interpellent et exigent des réponses, notamment face aux rumeurs persistantes en la matière.

Le Gouvernement a pris note avec intérêt de la prise de position commune sur le PTCI de la part des organisations non gouvernementales réunies dans la «plateforme PTCI/TTIP». Une entrevue entre cette dernière et une délégation gouvernementale aura lieu le 27 juin. Elle permettra d'avoir un échange de vues sur les négociations en cours et les préoccupations qui ont été exprimées à ce sujet.

Par ailleurs, le Gouvernement se félicite que la Chambre des Députés procède à une audition publique sur le sujet le 11 juillet et s'attend à ce que cette audition permette à chaque partie intéressée d'exprimer son point de vue et qu'un dialogue s'engage.

Le Gouvernement rappelle que les négociations ont été lancées sur base d'un mandat de négociation adopté en juin 2013 à Luxembourg. Certains secteurs sont dès à présent exclus du mandat de négociation, notamment les services publics et audiovisuels. Pour d'autres, notamment la culture et l'éducation, les exceptions existantes prévues dans l'accord du GATS seront appliquées.

Le Gouvernement continuera à suivre de près ces négociations et à plaider en faveur d'un accord ambitieux tant du point de vue économique, social qu'environnemental, dans le strict respect de l'acquis communautaire. Le mandat prévoit une étude d'impact indépendante «développement durable» à laquelle participera la société civile et qui sera finalisé avant paraphe de l'accord.

Le Gouvernement aurait souhaité déclassifier et publier ce mandat, mais certains États membres de l'UE s'y opposent par principe. Il veillera, ensemble avec d'autres États membres, à militer pour un maximum de transparence lors de ces négociations, dans le respect des conventions internationales afférentes.

Le Gouvernement note les efforts déjà accomplis en la matière grâce à la publication des papiers de position de l'UE, l'organisation de séminaires multiples et la mise en place d'un comité consultatif de la société civile à Bruxelles et appelle la Commission à poursuivre dans cette voie. Pour aboutir à un accord, un certain degré de confidentialité sera certes requis, mais ce sera au Parlement européen et à chaque parlement national, voire régional, de débattre et ratifier le paquet final étant donné qu'il s'agira d'un accord dit «mixte».

Sur les questions de fond, les Ministres souhaitent apporter les réponses suivantes aux questions soulevées par l'honorable Monsieur Turpel.

Le PTCI ne vise en aucun cas à changer nos règles et normes existantes en Europe. Au-delà de certaines baisses tarifaires classiques (notamment dans l'automobile, l'industrie pharmaceutique ou l'électronique), cet accord doit permettre d'aligner des procédures et d'harmoniser des standards pour certains biens et services lorsqu'une telle harmonisation peut se faire dans le respect des règles de chacune des parties. À souligner qu'il ne s'agit néanmoins pas de procéder à une reconnaissance mutuelle automatique des standards et procédures des deux parties. Ce sont surtout les biens industriels, les produits transformés et des services spécialisés qui sont visés par le PTCI; les opérateurs européens afférents, y compris les PME, ont souvent du mal, voire se retrouvent dans l'impossibilité d'accéder au marché américain dans ces secteurs. Il s'agit dès lors d'éviter la duplication de nombreuses procédures de facto équivalentes des deux côtés de l'Atlantique et en aucun cas d'entreprendre par le biais d'un tel accord un nivellement vers le bas de nos systèmes existants ni de mettre fin à notre droit à réglementer.

En ce qui concerne le domaine du travail et de l'emploi, le Gouvernement se félicite en particulier de la tenue le 21 mai 2014 à Berlin d'une réunion entre les dirigeants de la Fédération américaine du travail - le Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO) - et de la Confédération européenne des syndicats (CES), et de l'appel que ces deux fédérations syndicales y ont lancé pour que le PTCI devienne un accord commercial «d'excellence» qui améliore les conditions de vie et de travail des deux côtés de l'Atlantique. Les deux fédérations ont estimé qu'une augmentation des échanges commerciaux transatlantiques pourrait «créer de nouveaux emplois et une prospérité partagée» mais «que cela doit se faire d'une manière qui soit bénéfique pour tous les travailleurs». Le Gouvernement approche cette négociation avec cette même ambition et cette même exigence.

L'accord doit consacrer au développement durable un rôle horizontal dans le commerce transatlantique et dans l'action de l'Union européenne et des États-Unis au plan international. Cela pourrait donner à nos normes sociales et environnementales une influence beaucoup plus décisive que ce n'est actuellement le cas. Le Gouvernement luxembourgeois veillera à ce que l'accord ne change en aucun cas notre législation interne, y compris sur les OGM, la viande bovine et les volailles.

Dans ce contexte, le Gouvernement veillera en particulier à défendre les politiques énergétiques et climatiques de l'UE, les réglementations européennes en matière de marchés publics, de substances chimiques (en particulier la réglementation «REACH»), de médicaments et de bien-être animal. Le Gouvernement estime que la protection des consommateurs doit sortir renforcée d'un tel accord qui s'inscrira dans notre politique plus globale en matière de protection de l'environnement, d'énergie et de prévention ou de mitigation des changements climatiques. Les politiques ambitieuses de l'UE dans ces domaines doivent servir d'exemple dans ces discussions et leurs effets positifs sur l'emploi, l'innovation, la qualité de vie et la compétitivité être considérés tout particulièrement comme un avantage concurrentiel. Un accord transatlantique ambitieux pourrait constituer un outil important dans l'écriture des règles de la mondialisation.

Dans le secteur de l'agriculture, l'accord reprendra les positions de l'UE dans le cadre du cycle de Doha à l'OMC, notamment pour ce qui est des contingents et des tarifs de certains produits sensibles (viande, lait, céréales). Concernant la protection des données, le Gouvernement s'engage pour une ligne très claire visant à garantir la neutralité de la toile et le respect de la sphère privée de chaque citoyen. La Commission européenne n'a par ailleurs aucunement l'intention d'aligner les législations européennes et américaines en matière de droits de propriété intellectuelle.

Pour ce qui est du règlement des différends entre investisseurs et État, une consultation publique est en cours. La Commission européenne reste convaincue de l'importance des dispositions de protection des investissements assurant le flux des investissements entre les parties de l'accord et vise à négocier un règlement des différends entre investisseurs et États ambitieux, sur base d'une analyse des faiblesses

du système existant. Cette approche entend prendre en compte les critiques liées à la transparence et les déséquilibres d'un tel système d'arbitrage. Les modifications prévues dans un tel chapitre pourraient protéger davantage notre droit à réglementer et renforcer la sécurité juridique des investisseurs. Au-delà de ces moyens, une entreprise peut toujours avoir recours aux voies judiciaires luxembourgeoises pour attaquer en justice une décision du Gouvernement dont elle s'estimerait lésée.

Le Luxembourg est d'avis qu'un tel système n'est pas nécessaire avec un pays membre de l'OCDE. À l'instar d'autres Ministres du Commerce, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a écrit au Commissaire Karel De Gucht pour lui faire part de la position luxembourgeoise à cet égard.

Il est vrai néanmoins qu'il existe des pays pour lesquels l'inclusion d'un tel mécanisme dans un accord d'investissement peut s'avérer utile; la question d'éventuels «doubles standards» en la matière mérite d'être prise en considération. Il est à noter qu'à l'heure actuelle ce sont avant tout les entreprises européennes qui ont recours à ces arbitrages (52% de tous les arbitrages enregistrés entre 2008 et 2012). Les États membres de l'Union européenne ont par ailleurs à eux seuls signé plus de 1.400 accords bilatéraux contenant de telles clauses. C'est également le cas du Luxembourg dans le cadre d'accords UEBL.

L'articulation de cet accord avec d'autres accords de libre-échange sera cumulative pour les pays tiers qui ont conclu un accord de libre-échange à la fois avec l'UE et les États-Unis. Le Gouvernement rappelle à ce sujet son attachement aux processus multilatéraux (OMC, CNUCED, OCDE) et notamment son engagement en faveur d'un commerce mondial équitable devant permettre aux plus démunis de profiter du développement économique global. Le PTCI fait partie intégrante de cette stratégie: toutes les études concordent pour affirmer qu'un accord transatlantique ambitieux aurait des retombées positives pour nos partenaires en Afrique, Asie et Amérique latine.

Le Luxembourg est une des économies les plus ouvertes dans le monde et a toujours salué les investissements sur son territoire ainsi que le développement économique et la création d'emplois auxquels ils ont contribué. Un meilleur accès au marché américain, notamment pour ce qui est des marchés publics, est d'un grand intérêt pour de nombreuses entreprises européennes et sera créateur d'emplois et de richesse des deux côtés de l'Atlantique.

Comme par le passé, le Gouvernement, par le biais du Ministère des Affaires étrangères et européennes, reste disposé à informer les Députés du déroulement des négociations à tout moment.

Question 0308 (21.5.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant le **nombre de leçons de décharge pour ancienneté et nombre de leçons supplémentaires dans les différents types d'enseignement:**

1) Quel est, par tranche d'âge, le nombre de leçons de décharge pour ancienneté attribuées actuellement aux enseignants de l'école fondamentale, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique, de la formation des adultes et autres types d'enseignement?

2) Quel est, par type d'enseignement, le nombre de leçons supplémentaires (enseignement direct) effectuées actuellement par les mêmes enseignants?

Je vous saurais gré de bien vouloir préciser le nombre de leçons de décharge et le nombre de leçons supplémentaires par tranche d'âge et par type d'enseignement. En ce qui concerne les leçons supplémentaires, veuillez bien m'indiquer également les chiffres pour les enseignants qui ne bénéficient pas encore de décharge d'ancienneté.

Réponse (18.6.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Suite à la demande de l'honorable Député Turpel, je vous transmets ci-après les données des différents types d'enseignement:

Enseignement fondamental

Âge des personnes considérées	Décharge pour raison d'âge en nombre de leçons hebdomadaires
45 - 49	323,25
50 - 54	484
55 - 59	1.241,5
60+	438
Volume total des décharges pour raison d'âge	2.486,75

Enseignement fondamental

Âge des personnes considérées	Nombre de leçons hebdomadaires supplémentaires du personnel considéré
20 - 24*	19
25 - 29*	271
30 - 34*	340
35 - 39*	238
40 - 44*	189
45 - 49	170
50 - 54	118
55 - 59	156
60+	27
Volume total des leçons supplémentaires	1.528

* enseignants ne bénéficiant pas encore d'une décharge d'âge

Toutes les données correspondent à la situation au 1er mai 2014 (année scolaire 2014/15).

ES et EST

âge	enseignants avec ancienneté	heures ancienneté	heures suppl.	total enseignants (b)	total décharges	total heures suppl. pour tous
20 - 24	0	0	0	33	72,40	19,14
25 - 29	0	0	0	542	2.678,48	271,83
30 - 34	0	0	0	1.002	3.830,75	1.221,11
35 - 39	0	0	0	678	2.441,67	1.033,40
40 - 44 (a)	21	18,33	41,09	502	1.810,51	950,45
45 - 49	377	361,25	945,49	560	2.169,23	1.162,06
50 - 54	340	834,50	808,07	506	2.673,70	966,58
55 - 59	291	1.111,00	514,48	400	2.335,55	628,23
60+	81	322,00	112,95	141	855,65	167,20
TOTAL	1.110	2.647,08	2.422,08	4.364	18.867,94	6.420,00

Formation des adultes (CFPC et INL)

âge	enseignants avec ancienneté	heures ancienneté	heures suppl.	total enseignants (b)	total décharges	total heures suppl. pour tous
20 - 24	0	0	0	0	0	0
25 - 29	0	0	0	6	43,70	3,57
30 - 34	0	0	0	26	167,47	24,64
35 - 39	0	0	0	25	97,52	26,63
40 - 44 (a)	1	1	6,69	36	119,27	40,54
45 - 49	10	9,25	34,02	33	173,53	48,97
50 - 54	21	53,17	60,87	39	249,67	64,37
55 - 59	22	87	40,25	35	314,80	43,25
> 59	3	10	7	14	107,60	7
TOTAL	57	160,42	148,83	214	1.273,56	258,97

(a) il s'agit d'enseignants qui bénéficiaient d'anciennetés d'après l'ancien règlement très jeunes (instituteurs du modulaire)

(b) certains enseignants (chargés de cours, membres de la direction,…) ne bénéficient pas de la décharge ancienneté

Question 0309 (21.5.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA):**

Le système CITA («Contrôle et information du trafic sur les autoroutes») permet, outre le recueil automatique en temps réel des données concernant le trafic et la météo, la surveillance vidéo des autoroutes et l'information des usagers par le biais de panneaux à messages variables. Depuis début octobre 2000, un site Internet spécifique (www.cita.lu) est en service où les usagers peuvent consulter l'état du trafic et visualiser des prises de vues issues de la vidéosurveillance. Or, il s'avère dans de nombreux cas que les automobilistes sont seulement informés d'un ralentissement (via les panneaux susmentionnés) alors qu'ils font déjà partie intégrante de ce dernier.

L'Administration des Ponts et Chaussées a par ailleurs élaboré avec l'Automobile Club (ACL) la table des localisants TMC («Traffic Message Channel»). Il faut cependant noter que l'ACL a, pour le service TMC affiché sur des systèmes de guidage par GPS et «pour diverses raisons», opté pour un service encrypté, qui ne peut être capté que par certains systèmes de navigation GPS (Garmin et Tomtom), ceci en dépit du fait que les partenaires publics (CITA et Police grand-ducale) auraient souhaité un service public gratuit.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles l'ACL a été chargé à l'époque de l'élaboration d'un système de guidage TMC par GPS? Pourquoi l'idée d'un service public gratuit a-t-elle était rejetée? Pour quelles raisons un système encrypté ne fonctionnant que sur des appareils GPS de certaines marques, excluant ainsi d'office un nombre important d'automobilistes, a été choisi?

- Le Gouvernement songe-t-il à améliorer l'information des automobilistes sur l'état du trafic par d'autres voies (notamment techniques)? Est-ce qu'un système fonctionnant selon le système «sms2citizen» ou par l'intermédiaire de l'application «mLive», récemment présentée au public, serait envisageable?

Réponse (27.6.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

À l'époque, l'Administration des Ponts et Chaussées était entrée en contact avec RTL (fréquence porteuse des TMC) et l'ACL, comme ce dernier collectait les informations routières du réseau routier secondaire (routes nationales et chemins repris) alors que le CITA disposait des informations du réseau primaire (réseau autoroutier). L'amalgame des informations et la transmission aux médias étaient prévus d'être repris par l'ACL.

En parallèle des travaux de codification et des discussions sur la réalisation du projet, l'ACL avait conclu un contrat avec une entreprise privée étrangère, qui revendait toutes les informations collectées à des producteurs distincts de systèmes de navigation. Naturellement, nous ne pouvions pas accepter ce procédé et nous avons réclamé un système non crypté accessible à tous les systèmes de navigation sur le marché. Les discussions se sont terminées en 2014 par une ouverture de l'ACL.

Début 2014, les autorités publiques (Police grand-ducale et l'Administration des Ponts et Chaussées) et l'ACL se sont rencontrés avec des représentants de la radio socioculturelle 100,7 (fréquence porteuse des TMC non cryptés). À l'heure actuelle, il est proposé d'établir une convention permettant la diffusion non cryptée des TMC. L'État investira dans l'acquisition de certains équipements techniques pour la chaîne 100,7.

Étant donné que les discussions «TMC» sont actuellement encore en cours, la priorité est de trouver enfin des dénominateurs communs entre les trois acteurs afin qu'un TMC non crypté puisse fonctionner au Grand-Duché. La mise en service d'autres applications, bien qu'envisageable, devra attendre la finalisation du projet «TMC».

Question 0310 (21.5.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **nombre de couveuses dans les maternités:**

Les maternités au Luxembourg disposent d'un nombre limité de couveuses, ce qui entraîne que régulièrement des femmes qui sont sur le point d'accoucher ou des nouveau-nés prématurés doivent être transférés à l'étranger. Il semble évident qu'un tel transfert vers une autre maternité comporte certains risques aussi bien pour les femmes enceintes que pour les bébés et que par conséquent de meilleurs soins médicaux pourraient être garantis au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre:

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que nos maternités doivent être équipées de suffisamment de couveuses et de tous les moyens nécessaires afin de garantir les meilleurs soins médicaux aux nouveau-nés prématurés au Grand-Duché et afin d'éviter de devoir transférer les femmes enceintes dans une maternité à l'étranger?

Réponse (25.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le Luxembourg respecte les recommandations internationales des sociétés médicales et organismes en matière de qualité des soins pour les grossesses et accouchements à risque ainsi que pour la prise en charge des prématurés.

Conformément au Plan hospitalier national, le Luxembourg dispose d'un service national de néonatologie intensive (prise en charge des prématurés de 32 semaines d'âge gestationnel ou moins, ainsi que des prématurés et nouveau-nés requérant des soins intensifs comprenant éventuellement une ventilation assistée). Un tel service requiert une masse critique, des compétences médicales pointues, une équipe soignante spécialisée pour répondre aux exigences techniques et relationnelles ainsi que des équipements performants. Ce service, unique au pays et localisé au Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL), dispose de 14 places de

traitement (couveuses et lits), et travaille en réseau avec toutes les maternités du pays et de la Grande Région.

Cette offre en néonatologie intensive est complétée par six lits de néonatologie non intensive au CHL et sept places de traitement pour nouveau-nés et prématurés de plus de 32 semaines d'âge gestationnel ne nécessitant pas de soins intensifs à l'Hôpital Kirchberg, Clinique Bohler.

Le taux d'occupation du service national de néonatologie intensive du CHL, variant autour de 85%, est resté très stable lors des dernières années. L'activité néonatale étant fluctuante comme les accouchements d'enfants malades et prématurés ne se planifiant pas, l'occupation connaît dès lors des périodes d'engorgement, notamment en cas de prise en charge simultanée de plusieurs très petits prématurés qui nécessitent de par leur nature un séjour prolongé dans le service.

Dès l'annonce d'une grossesse à risque, un travail en réseau est initié entre le gynécologue référent et l'équipe multidisciplinaire du CHL. Dans la majorité des cas, un transfert in utero est organisé. Il est en effet hautement recommandé que l'enfant à naître prématurément et/ou nécessitant une prise en charge intensive puisse naître directement dans un environnement adapté à ses besoins, tout en évitant au maximum les transferts postnatals. Les recommandations de transfert in utero semblent bien appliquées au Luxembourg, où 65 transferts vers le CHL ont eu lieu en 2013. Les transferts in utero du CHL vers un centre universitaire étranger de référence sont rares; les demandes de transfert d'une maternité luxembourgeoise vers le CHL, qui ne peuvent être honorées faute de place au CHL, sont coordonnées par les médecins du service national de néonatologie intensive et restent exceptionnelles. Il y a lieu de préciser que les indications de transfert in utero ne se résument pas au seul critère de la disponibilité des lits. Pour certaines pathologies, le diagnostic anténatal nécessite de toute façon un transfert dans un centre spécialisé à l'étranger pour sa prise en charge.

Il n'y a cependant pas de relevé systématique de ces transferts in utero vers l'étranger.

D'autre part, les transferts de bébés, nés dans le pays, vers l'étranger pour manque de place en néonatologie au CHL, ou à la Clinique Dr Bohler pour les nouveau-nés ayant plus de 32 semaines d'âge gestationnel, sont systématiquement recensés dans le système de surveillance autour de la naissance au Luxembourg, programme placé sous la responsabilité du Ministère de la Santé. Ces transferts sont exceptionnels.

Force est dès lors de constater qu'à l'heure actuelle l'infrastructure existante permet de répondre aux besoins. Je partage l'avis de l'honorable Député que nous devons faire en sorte que des soins optimaux puissent être, et de manière durable, prodigués aux mères et à leurs nouveau-nés. D'ailleurs la création d'un comité scientifique de néonatologie en février 2014, incluant une représentation de la direction de la Santé, permettra de monitorer les flux des enfants nécessitant une prise en charge intensive à la naissance et d'en analyser les parcours. J'étudierai avec la plus grande attention d'éventuelles propositions que ce comité scientifique me soumettra; propositions pour lesquelles je consulterai également les acteurs du réseau de maternités et de soins pédiatriques du Luxembourg.

Question 0311 (21.5.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant le **plan d'action PME:**

Dans son discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la Foire de Printemps 2014, la Secrétaire d'État à l'Économie a annoncé le plan d'action PME qui serait axé sur la transmission d'entreprise, le statut de l'indépendant, l'accès au financement, l'entreprise à un euro de capital et une meilleure qualification du personnel.

Elle a notamment précisé que: «Am Juni gëtt den Haut comité pour le soutien des PME geschafen. Deem seng éischt Aufgab ass et, d'Ëmsetze vum neien Aktiounplang fir Kleng- a Mëttelbetriber ze begleeden. Een Aktiounsplang, deen déi nächst Woch...», (semaine du 12 au 18 mai), «... un déi Concernéiert verschéckt gëtt. Dee Plang zeechent Pisten op, fir d'Kompetitivitéit vun de PMEen ze verbesseren an hir Entwécklung a Capacitéit, Aarbechtsplazen ze schafen, ze ënnerstëtzen.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

- Le nouveau plan d'action a-t-il été envoyé aux acteurs concernés?

- Dans l'affirmative, Madame le Secrétaire d'État à l'Économie envisage-t-elle de communiquer ce plan d'action à la Chambre des Députés?

- À quelle échéance, le nouveau plan d'action sera-t-il opérationnel?

Réponse (24.6.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le document de travail, servant de base à l'élaboration du futur plan d'action en faveur des PME, a été établi au terme d'une consultation avec un panel de PME, de financeurs et de parties prenantes telles que les chambres professionnelles et comprend une multitude de propositions de la part des milieux professionnels.

Ce document de travail a été envoyé le lundi 19 mai 2014 aux organisations suivantes: Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, Horesca, Confédération luxembourgeoise du commerce, Fédération des Artisans.

Le quatrième plan d'action en faveur des PME sera finalisé en concertation avec les milieux intéressés dans le cadre du Haut comité pour le soutien des PME et de l'entrepreneuriat. Cette démarche a été privilégiée par rapport à d'autres parce qu'elle permet d'adresser les mesures et les orientations les plus proches des problématiques du terrain et des préoccupations des professionnels. Il reviendra au Conseil de Gouvernement d'adopter ce plan d'action qui sera publié ensuite.

Il convient encore de noter dans ce contexte que des groupes de travail seront mis en place au sein du Haut comité en vue d'approfondir la réflexion et de compléter les mesures retenues dans le document de travail, voire dans le quatrième plan d'action en faveur des PME proprement dit, ce dernier n'étant pas un instrument figé. En ce sens, les dates de mise en œuvre ou de lancement des actions retenues varieront.

Question 0312 (21.5.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **substitution de médicaments originaux par des médicaments génériques**:

La substitution veut dire que le pharmacien doit informer le patient qu'un médicament générique, c'est-à-dire un médicament identique et moins cher, existe sur le marché. Le patient a le libre choix de prendre le médicament générique ou de continuer avec le médicament qu'il connaît ou utilise déjà. Le montant pris en charge par la Caisse Nationale de Santé sera calculé sur base du prix le moins cher. Si le patient veut continuer à prendre son médicament habituel qui est plus cher, la différence restera à sa charge. Le but visé est d'utiliser au mieux les moyens financiers de la CNS et de réaliser des économies.

À noter cependant que la substitution de médicaments est aussi contestée et que par exemple en Angleterre il a été décidé d'abandonner les mesures en faveur de la substitution comme on n'a pas pu réaliser les économies envisagées. En effet, des phénomènes contraires - comme la prescription plus généralisée de médicaments non génériques, ou l'introduction de nouveaux médicaments à partir d'autres pays que la Belgique, ou encore des revendications d'une rémunération supplémentaire éventuelle de la part des pharmaciens pour conseils dus suite à la substitution -risquent de fortement anéantir les économies visées surtout si l'on tient compte des désagréments subis notamment par les patients et ce à différents niveaux. Il semblerait qu'une approche globalisée en matière de politique de santé pourrait apporter plus de résultats positifs à long terme tant sur le plan de la qualité des services de santé en général que sur le plan économique au Grand-Duché.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Les Ministres ont-ils une estimation des économies escomptées sur une année dans le budget de la CNS suite à la mise en œuvre de ce dispositif?

- Comment le Gouvernement entend-il contrecarrer les effets susmentionnés? Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'une campagne d'information et de conseil soit nécessaire?

Réponse commune (27.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La politique de substitution poursuivie par le Gouvernement vise à respecter les intérêts de tous les acteurs impliqués et à garantir le juste équilibre entre traitement adéquat et efficace d'un côté et soutenabilité financière du système de santé de l'autre côté.

S'il est nécessaire de soutenir les efforts de l'industrie pharmaceutique tendant au développement de médicaments innovants permettant un traitement de haute qualité, l'accès équitable à ces médicaments au profit de tous ceux qui en ont besoin est la priorité absolue. En même temps, une gestion responsable de notre système de santé et de nos ressources budgétaires est tout aussi importante.

La pratique de la substitution se généralise en Europe. Il est nécessaire d'adopter une approche globale qui responsabilise à la fois le médecin prescripteur, le pharmacien et le patient.

Les questions de l'honorable Député appellent les observations suivantes:

Pour l'introduction du système de base de remboursement, deux groupes de substitution ont été retenus:

- les hypocholestérolémiants plus précisément les inhibiteurs de la HMG-CoA réductase (statines) ATC C10AA, et

- les préparations contre l'ulcère peptique et le reflux, dans ce cas les inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) ATC A02BC.

Le Ministère de la Santé définit les groupes de médicaments éligibles, pour lesquels sont enregistrés des génériques sur le marché luxembourgeois.

En se basant sur les données du nombre d'emballages de médicaments pris en charge par l'assurance maladie en 2013 et en appliquant les prix actuels valables au 1er juin 2014, l'estimation du potentiel d'économie à consommation et à structure de prix constantes pour les deux groupes, statines et IPP, se chiffre à 1,9 mio d'euros. Ceci représente environ 1% des dépenses totales pour les médicaments pris en charge dans les officines ouvertes au public.

En ce qui concerne les effets décrits par l'honorable Député, notamment celui de la prescription plus généralisée de médicaments non génériques, il s'agit d'une tendance déjà existante.

Effectivement, une fois qu'un brevet expire et qu'un médicament peut être génériqué, le prix du médicament original (princeps) est revu à la baisse.

Le marché a alors tendance à s'orienter vers des médicaments dits «me too» ou «suiveurs»: Il s'agit d'une pratique liée aux stratégies marketing des groupes/entreprises pharmaceutiques consistant à lancer un médicament nouveau sous brevet mais ne présentant souvent peu ou pas de valeur ajoutée par rapport aux médicaments existant sur le marché. Dans son rapport[2] daté en septembre 2012, l'Inspection générale des affaires sociales de la République française qualifie ces produits comme étant «de fausses innovations, ayant pour objectifs d'empêcher le développement des médicaments génériques du princeps initial, au détriment de l'assurance maladie qui n'a pu bénéficier de toutes les économies que le développement des génériques laissait entrevoir».

Il s'agit d'un phénomène établi, indépendant de la mise en place ou non de la substitution de médicaments. Le dispositif de substitution n'enfreint pas la liberté de choix en matière de prescription par le médecin traitant des médicaments qui correspondent au mieux à l'état de santé et aux besoins médicaux des patients. Le médecin prescripteur reste maître de la prescription, il décide du principe actif, de la forme d'administration, du dosage et de la posologie sans devoir se soucier des marques.

Pour ce qui est de l'éventuelle rémunération supplémentaire des pharmaciens évoquée, il y a lieu de souligner que la Convention signée entre la Caisse Nationale de Santé et le Syndicat des pharmaciens qui entrera prochainement en vigueur a introduit en son article 44 des dispositions transitoires prévoyant qu'«à la fin de l'année 2015 la CNS procédera à une évaluation des données statistiques détaillées sous l'article 41 de la convention. L'évaluation portera globalement sur une analyse de l'impact financier de l'introduction de la substitution, tant en ce qui concerne les économies dégagées au profit de l'assurance maladie/maternité qu'en ce qui concerne la gestion administrative du dispositif, plus particulièrement par rapport aux efforts spécifiques fournis par les pharmaciens dans le cadre de la substitution, et à l'opportunité de la création d'un honoraire de dispensation y relatif».

2 Imbaud, D., Morin, A., Picard, S., Toujas, F. (2012) Évaluation de la politique française des médicaments génériques. En ligne: http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/RM2012-115P_-_DEF_sans_sign.pdf

Pour répondre à la question relative à la campagne d'information, le Ministère de la Santé et la Caisse Nationale de Santé diffuseront sous peu sur leurs sites internet un dépliant intitulé «Info letter: Médicament de substitution» informant sur les principes de la mise en place du système de substitution et de la base de remboursement. La distribution de ces dépliants est prévue dans les agences de la Caisse Nationale de Santé ainsi que dans les pharmacies. La campagne d'information sera accompagnée d'une campagne de sensibilisation à large diffusion.

Finalement, il échet de rappeler les discussions préparatoires en relation avec le projet de substitution dans le cadre de la réforme du système de soins de santé sous le Gouvernement sortant dont l'honorable Député a fait partie. Plus particulièrement, l'article 22bis nouveau du CSS de la loi du 14 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé spécifie que «la Caisse Nationale de Santé fixe pour tous les médicaments inscrits (…) et susceptibles de substitution (…) une base de remboursement qui constitue le montant sur lequel porte, par conditionnement, la prise en charge de l'assurance maladie/maternité».

Question 0313 (23.5.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **déclaration de la société Creos Luxembourg SA dans le cadre du procès «Bommeleeër»:**

RTL a révélé aujourd'hui dans le cadre d'un reportage en ligne que lors de la 170e séance du procès «Bommeleeër», l'avocat de la société Creos (dans laquelle l'État détient des participations directes et via la société Enovos International SA) aurait déclaré que si les responsables des attentats à l'explosif des années 1984 et 1985 passaient aux aveux et apportaient les dépositions ou preuves nécessaires à l'identification des autres auteurs, coauteurs et/ou complices, la société Creos renoncerait à l'exécution de toute condamnation au civil à intervenir à leur égard.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres d'État et de l'Économie:

- Est-ce qu'un représentant de l'État luxembourgeois a été présent au moment où la décision précitée de Creos a été adoptée? Dans l'affirmative, quelle a été la position dudit représentant?

- Est-ce que l'État luxembourgeois, dans le cadre de sa constitution de partie civile, compte se rallier à la proposition de Creos de les suivre dans leur démarche?

Réponse commune (20.6.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Monsieur le Député rappelle que, dans une déclaration du 22 mai 2014, Creos Luxembourg SA, sans se démettre de sa constitution de partie civile, a offert de renoncer à l'exécution d'une condamnation au civil contre tout auteur, coauteur et complice qui passerait aux aveux dans le cadre de l'affaire dite du «Bommeleeër» pour le 1er juillet 2014 au plus tard.

Cette offre devient dès lors caduque à partir du 2 juillet 2014 et Creos Luxembourg se retrouvera à ce moment dans la même situation qu'avant la déclaration précitée.

La décision afférente a été prise par la direction de la société Creos sans concertation au préalable avec les représentants de l'État luxembourgeois.

L'État luxembourgeois quant à lui ne compte pas suivre Creos dans sa démarche. Dans sa séance du 23 mai 2014, le Conseil de Gouvernement a décidé de maintenir ses revendications en matière de dommages-intérêts.

Question 0314 (23.5.2014) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**utilisation de glyphosate:**

Le glyphosate est l'herbicide chimique le plus vendu mondialement. Les herbicides qui contiennent du glyphosate, comme le Roundup de Monsanto, sont employés dans l'agriculture, la sylviculture, les parcs et espaces publics, sur les voies ferrées ainsi que dans les jardins. Le glyphosate joue aussi un rôle crucial

dans la production - et le développement - des plantes modifiées génétiquement afin de tolérer un herbicide (OGM agricoles).

Au cours des dernières années, un certain nombre d'études scientifiques ont relevé des doutes quant à l'innocuité du glyphosate. Leurs inquiétudes portaient sur les effets négatifs du glyphosate sur la santé et plus précisément sur le système hormonal, et son impact sur l'environnement. Une étude publiée fin 2013 dans le «Journal of Interdisciplinary Toxicology» conclut même à une corrélation entre l'utilisation de glyphosate et l'augmentation du nombre des cas de sensibilité au gluten voire de la maladie cœliaque.

D'autres analyses récentes ont pu démontrer la présence de glyphosate dans le corps humain, les cours d'eau, les produits céréaliers. La pratique de la dessiccation, le séchage des céréales à l'aide de glyphosate, à seulement quelques jours avant la récolte, est considérée comme étant particulièrement problématique puisque les céréales destinées à la consommation sont littéralement imprégnées du pesticide juste avant la récolte. L'Autriche a réagi en interdisant la dessiccation des céréales au glyphosate fin 2013. De plus, les produits contenant du glyphosate ont été soumis à des restrictions de vente dans les commerces de détail.

La sécurité du glyphosate aurait dû être réexaminée dans l'Union européenne en 2012, mais cet examen a été reporté à l'an 2015.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Existe-t-il pour le Luxembourg des données sur la présence de glyphosate et de ses métabolites dans les produits à base de céréales ou les urines des citoyens? Dans la négative, est-ce que la réalisation de telles analyses est envisagée au niveau national?

- Existe-t-il des données sur l'évolution des cas de sensibilité au gluten et de la maladie cœliaque au Luxembourg?

- Ne serait-il pas judicieux de suivre l'exemple autrichien en interdisant la pratique de la dessiccation des céréales au glyphosate afin d'éviter une contamination supplémentaire de la chaîne alimentaire et des cours d'eau?

- Est-ce qu'une interdiction des herbicides au glyphosate pour l'utilisation privée est prise en considération? Dans la négative, ne faudrait-il pas obligatoirement accompagner la vente de ces produits dans le commerce de détail par une information obligatoire au consommateur?

- Quelle est la position du Luxembourg par rapport à la procédure de réévaluation de l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate pour l'Union européenne? Quelles seront, le cas échéant, les actions du Luxembourg au niveau des instances techniques et politiques?

Réponse commune (30.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Le Luxembourg effectue des campagnes de contrôle concernant la recherche des pesticides en suivant le programme coordonné voté annuellement au niveau de la Commission européenne. Dans ce cadre, le Service de la Sécurité Alimentaire de la Direction de la Santé a effectué des analyses en glyphosate et AMPA (acide amino méthyle phosphorique, produit de la dégradation du glyphosate) sur des produits de céréales depuis 2011.

Comme l'analyse du glyphosate ne peut être effectuée par le Laboratoire National de Santé, cette analyse est donc sous-traitée par un laboratoire privé en Belgique. Le nombre d'échantillons effectué annuellement est défini par le programme coordonné et les budgets disponibles.

Depuis 2011, 45 échantillons de produits de céréales, principalement de la farine de blé (29 échantillons), mais également du seigle (dix échantillons), de l'avoine (quatre échantillons) et de l'épeautre (deux échantillons) ont été analysés. Aucune non-conformité n'a été détectée sur ces échantillons. De ces 45 échantillons, le Service de la Sécurité Alimentaire a détecté la présence de glyphosate sur trois échantillons, un de blé, un de seigle et un échantillon d'épeautre. Les teneurs retrouvées allaient de 0,051 à 0,095 mg/kg. La limite européenne pour ces matrices est de 10 mg/kg. Le détail des résultats est accessible sur le site internet de l'OSQCA.

La pratique de la dessiccation n'est pas d'usage au Luxembourg, une interdiction n'aurait donc guère d'influence sur les taux de glyphosate dans la chaîne alimentaire et les cours d'eau. Si jamais cette pratique venait à s'installer au Luxembourg, le Ministère de l'Agriculture évaluera l'opportunité de suivre les exemples autrichien et allemand.

Pour le moment, une interdiction des herbicides au glyphosate pour l'utilisation privée n'est pas prise en considération.

Cependant, en application de l'article 6, paragraphe 3 de la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable, l'article 6, paragraphe 3 du projet de loi n°6525 relatif aux produits phytopharmaceutiques dispose que, lors de chaque vente de produits phytopharmaceutiques à des utilisateurs non professionnels, les distributeurs doivent informer ces derniers des risques pour la santé humaine et animale et l'environnement concernant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, notamment des dangers, de l'exposition, des conditions appropriées de stockage et des consignes à respecter pour la manipulation, l'application et l'élimination sans danger, ainsi que des solutions de substitution présentant un faible risque. Ainsi, à l'avenir, la vente de produits phytopharmaceutiques dans le commerce de détail devra obligatoirement être accompagnée par une information au consommateur et contribuera donc à une meilleure prise de conscience de celui-ci quant aux produits à base de glyphosate, souvent faussement estimés comme étant tout à fait inoffensifs.

En tant qu'État membre rapporteur pour le glyphosate, l'Allemagne a soumis son rapport initial de réévaluation à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'EFSA est en train de réunir tous les commentaires des différents États membres et des différentes parties intéressées relatifs à ce rapport de réévaluation et rédigera ensuite un dossier complet sur base duquel se tiendront les discussions finales concernant l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate.

Étant donné que le Luxembourg ne possède ni l'expertise, ni les ressources humaines et techniques nécessaires à la réévaluation d'une substance active, il n'intervient pas au niveau technique de la réévaluation de l'autorisation de mise sur le marché des différentes substances actives pour l'Union européenne.

L'autorisation de mise sur le marché d'une substance active est décidée au niveau européen au sein du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale, section produits phytopharmaceutiques - législation, au sein duquel le Luxembourg est représenté. La décision de vote du Luxembourg concernant le glyphosate dépendra, comme pour chaque substance active, des conclusions tirées du dossier de réévaluation complet, de la pertinence des remarques et réserves éventuelles formulées par les autres États membres ainsi que des problèmes éventuellement survenus au Luxembourg et imputables à cette substance active. La position du Luxembourg concernant le glyphosate n'est donc, à ce stade, pas encore définie.

Q102

Question 0315 (23.5.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **prise en charge des élèves au «Lënster Lycée» en dehors des heures de cours:**

Lors de la réunion de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse du 12 mars 2014, les Députés se sont vu expliquer le concept pédagogique du futur «Lënster Lycée» qui ouvrira ses portes à la rentrée scolaire 2014/2015. Une particularité réside dans le fait que le lycée offrira une structure d'accueil adaptée aux besoins des parents et des élèves.

En effet, il s'agit d'une école à journée continue, qui est ouverte aux élèves de 7h30 à 18h30. Tandis que les cours obligatoires se dérouleront entre 8 et 16 heures (à part les vendredis où les cours se termineront à midi), des activités facultatives ainsi que des cours d'appuis seront proposés aux élèves intéressées après 16 heures voire à partir de midi pour les vendredis. Cette offre d'accueil des élèves fait partie de l'autonomie conférée aux écoles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner quels autres lycées offrent, dans le cadre de leur autonomie, un accueil à l'instar du «Lënster Lycée» et combien de semi-internats fonctionnent auprès des lycées?

- D'après mes informations, l'accueil offert au «Lënster Lycée» sera gratuit. Est-ce que ces informations correspondent à la réalité?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'indiquer le montant des frais d'accueil dans les autres lycées offrant un tel service voire dans les semi-internats?

- Au cas où l'accueil au «Lënster Lycée» serait gratuit, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas cet état des choses contraire au principe de l'égalité de traitement entre les élèves? Le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation? Si oui, de quelle manière?

- Selon Monsieur le Ministre, existe-t-il un concept global pour la mise en œuvre de l'encadrement des élèves en dehors des cours obligatoires dans les lycées?

Réponse (2.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Tous les lycées publics offrent un accueil pour les élèves en dehors des heures de cours dans la mesure où les heures d'ouverture des écoles s'étendent de 7h00 (ou 7h30) le matin jusqu'à 16h00 au moins l'après-midi. Des cours d'appui et/ou des études surveillées sont offerts dans tous les lycées conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves. À côté de ces approches de remédiation scolaire, des activités périscolaires, dans les domaines sportif, scientifique, artistique, culturel ou social sont proposées dans la plupart des lycées pendant l'heure de midi ou après les cours (cf. listing détaillé en annexe). La participation à ces activités est gratuite pour les élèves.

Les activités offertes au «Lënster Lycée» dans le cadre de la journée continue sont gratuites pour les élèves. Il en est de même pour le Lycée Ermesinde qui est également une école à journée continue.

Les lycées suivants offrent une structure de semi-internat: LCD annexe Mersch, LCE, LN, SLL, ALR, LTA, NOSL, SLP. Les frais d'accueil varient d'un lycée à un autre (cf. tableau en annexe pour les détails). Au SLL le semi-internat est gratuit.

Le 24 mai 2013, le Conseil de Gouvernement a approuvé quatre projets de règlements grand-ducaux qui détaillent les mesures inscrites dans le projet de loi portant sur l'enseignement secondaire, déposé, lui, à la Chambre des Députés le 14 mai dernier. Ces projets de règlements grand-ducaux prévoient que chaque lycée offre un encadrement périscolaire comprenant, entre autres, une offre pour l'appui scolaire et des activités d'apprentissage et d'animation culturelle et sportive. Chaque lycée se doterait également d'un profil spécifique à l'intérieur duquel il peut mettre en œuvre des mesures répondant aux besoins de sa population d'élèves dans un but de développement de la qualité scolaire. Il s'agit donc de favoriser et de dynamiser l'autonomie des lycées en les incitant à affiner leur profil à travers une offre diversifiée et pertinente par rapport à leurs besoins particuliers.

La question de la gratuité de l'accueil et de l'offre périscolaire au-delà des heures de cours et des mesures prévues mérite cependant d'être examinée de plus près. Dans le programme gouvernemental, il est stipulé que «le Gouvernement plaide pour une offre de services de haute qualité au niveau de la garde d'enfance parce qu'il s'agit d'une question d'égalité des chances aussi bien pour les enfants que pour les parents. Il faut garantir que les parents ne soient pas discriminés dans la planification de leur vie professionnelle par leur choix de fonder une famille. Il faut également garantir que les enfants reçoivent les mêmes chances de départ dans la vie, indépendamment de leur origine sociale».

En premier lieu, il convient d'implémenter une telle offre au niveau de la petite enfance et à l'enseignement fondamental. Toutefois, un nombre croissant d'enfants nécessitent un meilleur encadrement au-delà de cet âge. C'est pourquoi j'ai chargé mes services d'élaborer un concept global de prise en charge des enfants et des jeunes qui comporte des solutions qui vont de la petite enfance à la jeunesse en incluant les écoles fondamentales et les lycées.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

www.chd.lu

Question 0316 (27.5.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **maisons d'habitation complémentaires à des exploitations agricoles dans des zones vertes:**

La loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pose les conditions pour les constructions servant à l'exploitation agricole mais reste muette sur les conditions précises pour les constructions des maisons d'habitation y adhérentes. Il appartient au seul Ministre de donner ou de refuser une autorisation ayant comme conséquence un manque de prédictibilité pour les exploitants agricoles. Cela peut créer des situations dans lesquelles, à titre d'exemple, un élevage de volailles se voit refuser une autorisation avec comme justification douteuse que «lors de la ponte d'un œuf, vous n'avez pas besoin à assister votre poule», tandis que d'autres exploitants issus du même domaine d'activité ont été autorisés à construire une maison d'habitation adhérente en zone verte. Le bien-être d'un animal ne requiert pas uniquement des contrôles réguliers par le fermier mais dépend également de la capacité d'un fermier de pouvoir réagir vite en cas d'urgence, situation qui requiert l'intégration de la maison d'habitation au sein de l'exploitation agricole.

Vu qu'il s'agit d'une thématique qui est régulièrement sujet de discussions controverses, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle prendre pour faire face à cette situation d'insécurité juridique concernant la construction de maisons d'habitation dans les zones vertes et notamment pour éviter des décisions divergentes pour des situations similaires?

- Quelle importance Madame la Ministre donne-t-elle encore aux exploitations agricoles en zone verte dites «Aussiedlerhöfe»?

- Comment Madame la Ministre interprète-t-elle la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pour les futures autorisations de construction des exploitations agricoles en zone verte?

- Est-ce que Madame la Ministre peut m'expliquer ses objectifs et me donner son interprétation de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pour la construction des maisons d'habitation complémentaires à des exploitations agricoles dans des zones vertes?

Réponse (30.6.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La question de l'honorable Députée a trait aux conditions sous lesquelles les agriculteurs peuvent bénéficier de la prérogative de se voir accorder le droit de construire une maison d'habitation à l'extérieur des zones destinées à l'habitation.

Comme l'évoque à juste titre l'honorable Députée, c'est la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles qui fixe, de manière générale et exhaustive, l'étendue des activités qui peuvent être autorisées en zone verte par le Ministre de l'Environnement. Ces autorisations sont accordées sur base d'un dossier individuel et en application des dispositions de la loi.

L'article 56 définit les critères de refus à appliquer par le Ministre. Toute demande d'autorisation pour une exploitation agricole en zone verte («Aussiedlerhöfe») est analysée individuellement et en détail en fonction de ces critères.

En ce qui concerne plus spécialement les demandes pour ériger une maison d'habitation en zone verte, il y a lieu d'analyser si la maison en question constitue un élément indispensable à l'exploitation agricole, car seules les constructions servant à l'exploitation agricole sont autorisables.

L'article 5 de la loi modifiée a fait l'objet d'interprétations juridiques au fil des années. Ainsi, conformément à la jurisprudence, la construction d'une maison d'habitation n'est autorisable sous l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles que si elle fait partie intégrante d'une exploitation agricole et si l'exploitation agricole abrite du cheptel nécessitant la présence à proximité de l'exploitant notamment en phase de reproduction ou de maladie des animaux en question, sinon de mise au monde de leur progéniture (voir TA 30-06-04, 17581). De plus, ces constructions et installations doivent avoir un lien fonctionnel direct avec l'exploitation agricole, les bâtiments agricoles devant en effet correspondre à une nécessité concrète dans le cadre de l'exploitation envisagée et les dimensions devant être en rapport avec cette nécessité. Dès que l'exploi-

tation agricole passe à l'arrière-plan et cède le pas à d'autres utilisations - par exemple des activités de loisir ou commerciales - la conformité à la zone ne peut plus être admise - TA 23-5-12 (27001); TA 12-10-09 (25243); TA 14- 12-09 (25340, c. 29-4-10, 26462C).

L'article 57 attribue au Ministre la compétence d'assortir les autorisations «…de conditions telles que les ouvrages à exécuter et les opérations à réaliser ne puissent nuire à l'environnement naturel» sans pour autant préciser la nature et l'envergure de ces conditions.

Si la situation légale présente certes un flou au niveau des conditions dont les autorisations peuvent être assujetties, on ne saurait la qualifier comme source d'une «insécurité juridique», pour reprendre les mots de l'honorable Députée. Force est d'ailleurs de constater que les Gouvernements précédents n'ont pas jugé utile ou nécessaire de réglementer cette matière plus en détail.

Le Gouvernement actuel étudiera la faisabilité d'une précision de l'article 57 par voie de règlement grand-ducal, qui préciserait les critères à respecter respectivement les conditions standard concernant plus précisément les exploitations agricoles en zone verte. Je me permets de rappeler que l'accord de coalition prévoit que «le Gouvernement élaborera des critères précis et transparents au niveau du régime des autorisations en matière de protection de la nature en général, et pour les constructions en zone verte en particulier».

Question 0317 (27.5.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **enseignants de religion dans l'école fondamentale:**

Suite à l'annonce du Gouvernement de vouloir remplacer l'enseignement religieux et l'éducation respectivement la formation morale actuellement en vigueur par une «éducation aux valeurs» dans l'école fondamentale et dans les lycées, les titulaires de l'enseignement religieux avaient demandé une entrevue avec Monsieur le Ministre afin de discuter sur cette décision gouvernementale.

Or, selon mes informations, Monsieur le Ministre n'a, à ce jour, malgré des demandes itératives, pas encore accordé une entrevue à une délégation des enseignants de religion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre n'a-t-il pas eu d'entrevue avec les enseignants de religion?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas opportun de discuter dans un délai rapproché avec une délégation les enseignants concernés afin de connaître leurs doléances?

Réponse (4.6.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je vous informe que suite à une demande pour une entrevue de la part de l'Association Luxembourgeoise d'Enseignant(e)s d'Éducation Religieuse et Morale dans l'Enseignement Fondamental A.s.b.l. (ALERF), j'ai invité le Président et des membres de cette association ainsi que le Président de la Commission de Programme pour l'Instruction religieuse et morale dans l'Enseignement fondamental à une réunion dans mon Ministère. Elle a eu lieu le 14 mai 2014.

Question 0318 (28.5.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**invitation à la Fête nationale:**

Il me revient que les administrations et services publics auraient reçu un courrier du Premier Ministre les invitant à la cérémonie officielle de la Fête nationale au Grand Théâtre. Or, dans le même courrier se serait trouvé une invitation de «Monseigneur Jean-Claude Hollerich, Archevêque de Luxembourg» qui invite «au Te Deum solennel qui sera célébré en la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg à l'occasion de la Fête Nationale le lundi 23 juin 2014 à 16.30 heures. Le Te Deum sera précédé d'un temps de prière interreligieux. (…) à retourner (…) archeveche@cathol.lu».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre est au courant de cet envoi groupé de l'invitation à la Fête nationale civile ensemble avec celle au Te Deum de l'Archevêché?

2. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre estime qu'il est opportun d'envoyer le courrier de l'Archevêché?

Réponse (20.6.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député s'interroge sur le fait que le courrier du Premier Ministre invitant les administrations et services publics à la cérémonie officielle organisée dans le contexte de la Fête nationale contenait également une invitation de Monseigneur l'Archevêque au Te Deum solennel.

En réponse à sa question, je me permets tout d'abord d'informer Monsieur le Député que j'étais effectivement au courant de cet envoi combiné des deux invitations. L'Archevêché a sollicité le soutien logistique des services étatiques en ce qui concerne l'organisation de l'envoi des invitations pour le Te Deum, étant donné que l'invitation pour le Te Deum, sous sa nouvelle forme et sous la seule responsabilité de l'Archevêché, était envoyée pour la première fois et que l'Archevêché ne disposait pas des adresses des personnes à inviter.

Le Gouvernement dans son ensemble, tout en insistant sur le caractère areligieux, apolitique et amilitaire des festivités en relation avec la Fête nationale et tout en estimant qu'il est indiqué qu'il y ait des invitations séparées pour l'acte officiel et le Te Deum - l'invitation pour ce dernier tombant comme précisé ci-avant sous la seule responsabilité de l'Archevêché -, a toutefois jugé ne pas pouvoir refuser, à titre exceptionnel et pendant ce qui s'apparente à une phase de transition, l'aide demandée au niveau de l'envoi des invitations. À noter encore qu'une autre communauté religieuse, en l'occurrence la communauté juive, a bénéficié, à sa demande, d'un soutien logistique ponctuel.

Question 0319 (28.5.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **syndicats des eaux:**

L'Administration de la Gestion de l'Eau a été créée après le vote à la Chambre des Députés du 13 mai 2004 et jusqu'à présent elle était sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur. Suite au changement gouvernemental de décembre 2013, la gestion de l'eau relève dorénavant de la compétence du Ministère de l'Environnement.

Les syndicats intercommunaux sont régis par la loi sur les syndicats communaux et sont sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur.

Il s'ensuit que certains syndicats ayant pour objet l'approvisionnement en eau potable ou l'évacuation et la dépollution des eaux résiduaires dépendent de deux Ministères différents. Ceci complique la gestion des dossiers alors que les dossiers sont d'abord traités par le Ministère de l'Environnement pour un engagement financier et une approbation technique et ensuite doivent encore recevoir l'accord du Ministre de tutelle des syndicats pour les projets supérieurs à 500.000 euros ou encore les contrats d'ingénieur. Il s'avère que de nombreux dossiers sont bloqués, étant donné que le Ministère de l'Intérieur n'a pas gardé une copie de ces dossiers au moment où ces dossiers ont été transférés au Ministère de l'Environnement. Ainsi de nombreux dossiers doivent être ré-instruits et, par conséquent, restent en souffrance pour l'heure.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la problématique susmentionnée?

- Dans l'affirmative et au vu de la simplification administrative, quelles sont les démarches que le Gouvernement envisage afin de simplifier ou d'accélérer la gestion de ces dossiers?

Réponse commune (1.7.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Gouvernement ne peut pas confirmer la problématique telle que décrite par l'honorable Député Léon Gloden.

Il est exact que suite au changement gouvernemental de décembre 2013, la gestion de l'eau relève dorénavant de la compétence du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, tandis que la tutelle des syndicats intercommunaux - dont ceux œuvrant dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable ou dans le domaine de l'assainissement des eaux usées - continue à être exercée par le Ministre de l'Intérieur. Cette situation de compétence partagée n'est d'ailleurs pas nouvelle et existe déjà depuis de nombreuses années dans d'autres domaines telles que la gestion des déchets ou encore la protection de la nature (approbation des PAG).

Il s'ensuit que les syndicats intercommunaux œuvrant dans le domaine de la gestion de l'eau doivent transmettre leurs projets d'une part au Ministère de l'Environnement s'ils souhaitent bénéficier d'une aide financière étatique en vertu de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, et d'autre part au Ministère de l'Intérieur si le projet est soumis à approbation en vertu de l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Cette procédure ne devrait pas poser de problème pour les dossiers transmis après l'entrée en fonction du Gouvernement issu des élections législatives du 20 octobre 2013.

En ce qui concerne les dossiers transmis au Ministère de l'Intérieur à une époque où celui-ci était également compétent en matière de gestion de l'eau et qui n'ont pas encore été approuvés avant le changement gouvernemental, ces dossiers suivent d'abord la procédure usuelle prévue pour obtenir un engagement financier à charge du Fonds pour la gestion de l'eau de la part de la Ministre de l'Environnement avant d'être transmis au Ministère de l'Intérieur pour approbation. Le dossier approuvé sera ensuite retourné au syndicat intercommunal par le Ministère de l'Intérieur.

Il n'y a donc pas question de blocage de dossiers, faute de copie de dossier, ni de ré-instruction de dossiers restés en souffrance.

Question 0320 (30.5.2014) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant la **non-admission aux élections européennes:**

L'article 9 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 prévoit que lorsque le Gouvernement luxembourgeois est informé par un autre État membre de l'Union européenne qu'un ressortissant de ce dernier, qui figure sur la liste électorale pour les élections au Parlement européen, ou qu'un ressortissant luxembourgeois, qui figure sur la liste visée par la présente loi, est également inscrit dans cet État comme électeur pour les élections au Parlement européen, il transmet cette information au collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée qui en fait mention sur les listes électorales. La loi prévoit que ces personnes ne sont pas admises au Grand-Duché de Luxembourg au vote pour les élections au Parlement européen. Cette disposition semble d'ailleurs être difficilement compatible avec l'article 8 de la même loi qui ne prévoit pas, pour les ressortissants de l'Union européenne, une radiation des listes électorales de leur pays d'origine au moment de leur inscription, mais exige uniquement d'eux une déclaration qu'ils n'exerceront leur droit de vote pour les élections au Parlement européen que dans le Grand-Duché de Luxembourg, sous réserve de pénalités attachées à une fausse déclaration.

Dans ce contexte, il me revient qu'un nombre significatif d'électeurs ont eu l'information de leur non-admission au vote du 25 mai 2014. Parmi ces électeurs privés du droit de vote figurent des Luxembourgeois qui ont effectué il y a des années leurs études à l'étranger ou qui ont résidé à un moment donné à l'étranger, et qui s'étaient inscrits à ce moment sur les listes électorales. Pour certains d'entre eux, cette inscription remonte à plus d'une décennie et ces électeurs ne pensaient même plus figurer sur des listes électorales étrangères.

Il me revient également que des électeurs résidant dans la ville de Luxembourg ont été informés de leur radiation par un courrier qu'ils ont reçu le 23 mai 2014, c'est-à-dire deux jours avant les élections, et cela après avoir reçu auparavant une convocation pour ces mêmes élections. La date tardive de la notification de leur radiation ne permettait pas aux personnes concernées de prendre position ou de contester la décision les visant.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres:

- Combien d'électeurs, de quelle nationalité, ont été informés de leur privation du droit de vote pour les élections européennes du 25 mai 2014?

- À quelle date le Ministère des Affaires étrangères a-t-il transmis les listes des électeurs à refuser aux communes concernées?

- Combien d'électeurs ont été effectivement informés par ces dernières de leur privation du droit de vote?

- Combien d'électeurs ayant reçu leur convocation au préalable se sont néanmoins présentés aux bureaux de vote? Combien de ceux-ci ont été finalement admis au vote, notamment sur leur déclaration d'exercer leur droit de vote uniquement au Luxembourg?

- Estimez-vous que les droits des électeurs concernés ont été respectés dans le cas d'une notification très tardive, ne leur permettant pas de prendre position ou de contester la décision les visant?

- Le Gouvernement envisage-t-il une réforme de la loi électorale pour éviter qu'à l'avenir des électeurs se voient indûment privés de leur droit de vote?

Réponse commune (1.7.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les questions de Monsieur le Député ont trait aux dernières élections pour le Parlement européen et visent plus particulièrement la situation de citoyens figurant sur les listes électorales afférentes au Grand-Duché de Luxembourg et dans un autre État membre de l'Union européenne.

Relevons tout d'abord que la législation européenne prévoit qu'un ressortissant européen ne peut voter qu'une seule fois aux élections européennes et ce pour les candidats d'un seul État membre. Ce principe n'est d'ailleurs pas contesté. Or, pour éviter qu'un ressortissant puisse voter deux fois, à savoir dans son pays de résidence et dans son pays d'origine, la législation européenne a instauré un système d'échange d'information entre les États membres qui au Grand-Duché est prévu à l'article 9 de la loi électorale du 18 février 2003. Cette disposition est libellée comme suit:

«Art. 9. Soixante-deux jours avant la date des élections européennes, le collège des bourgmestre et échevins transmet copie de la liste arrêtée à cette date pour les élections au Parlement européen et triée par nationalité au ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions qui informe les États membres d'origine respectifs des électeurs inscrits.

Lorsque le ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions est informé par un autre État membre de l'Union européenne qu'un ressortissant de ce dernier, qui figure sur la liste électorale pour les élections au Parlement européen ou qu'un ressortissant luxembourgeois, qui figure sur la liste visée par la présente loi, est également inscrit dans cet État comme électeur pour les élections au Parlement européen, il transmet cette information au collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée qui en fait mention sur les listes électorales. Ces personnes ne sont pas admises au Grand-Duché de Luxembourg au vote pour les élections au Parlement européen.

Le ministre ayant les Affaires étrangères dans ses attributions est le point de contact du Gouvernement luxembourgeois chargé de recevoir et de transmettre les informations nécessaires à l'application des deux alinéas qui précèdent.»

En raison de la forte disparité des législations électorales propres aux États membres, le système actuellement en place ne prévoit cependant pas de délais quant à la date butoir de l'échange d'information. Ainsi, dans le cadre des élections européennes du 25 mai 2014, les informations concernant les inscriptions sur les listes électorales dans un autre État membre de l'Union européenne provenant des autorités étrangères sont parvenues de manière désordonnée au Ministère des Affaires étrangères et européennes. Les dernières informations reçues - il s'agissait d'une mise à jour - dataient du 22 mai. La dernière transmission des informations aux communes a été faite le lendemain 23 mai. Il s'ensuit que certaines communes n'ont reçu ces informations que peu avant le jour du scrutin. Les courriels envoyés demandaient aux communes de vérifier leurs propres listes en les comparant avec les informations communiquées. Une majorité de communes était concernée par la communication de la part du Ministère des Affaires étrangères et européennes des informations reçues par les autorités étrangères. Pour ce qui est du nombre d'électeurs qui in fine ont été privés de leur droit de vote, les Ministères en charge du dossier ne disposent pas des informations afférentes qui devraient être collectées auprès des communes concernées.

Selon les informations dont dispose le Gouvernement, les communes contactées ont informé de suite et dans la limite de leurs moyens les citoyens visés. Ainsi, dans certaines communes ces contacts auraient même eu lieu par téléphone. Si ces citoyens étaient en mesure d'établir que leur inscription dans un autre État membre ne correspondait pas à la réalité, ils étaient admis au vote au Grand-Duché. Il est apparu que, contrairement aux règles définies par le droit européen, les listes de certains États membres ne comprenaient pas uniquement les

seuls noms de ressortissants luxembourgeois ayant fait des démarches dans ce pays de l'Union européenne pour y être inscrits sur les listes électorales en vue du scrutin dans ce pays, mais qu'il s'agissait tout simplement de personnes ayant résidé à un certain moment dans cet État.

Ces cas mis à part, il reste que les citoyens visés par la question parlementaire ont, dans leur très grande majorité, à un moment donné résidé dans un autre État membre de l'Union européenne et ont choisi à ce moment de voter pour les candidats des élections européennes de leur État de résidence. Ils ont donc effectué naguère des démarches administratives actives afin d'être inscrits sur les listes électorales sans que tous n'aient effectué les démarches inverses nécessaires pour être radiés de ces listes lorsqu'ils ont quitté ledit pays. Le caractère permanent de ces listes dans certains pays de l'Union, qui par ailleurs ne connaissent pas le système luxembourgeois de la déclaration d'arrivée/départ de commune à commune en cas de déménagement et donc de radiation automatique de la liste électorale, fait que les citoyens concernés ne se sont le plus souvent rendus compte du problème qu'au dernier moment.

Même si le Gouvernement ne dispose pas de données chiffrées en la matière et n'a pas été saisi directement de réclamations de particuliers qui estiment avoir été indûment privés de leur droit de vote, il est indéniable qu'il y a eu des cas litigieux lors des dernières élections européennes.

Si la situation actuelle demeure dès lors toujours insatisfaisante, il y a lieu de noter que les services compétents de la Commission européenne travaillent de façon continue pour améliorer de façon systématique le dispositif après chaque scrutin. Ainsi, parmi les améliorations les plus substantielles apportées jusqu'ici au système, il y a lieu de citer la mise en place d'une seule autorité nationale chargée de recevoir et de communiquer les informations en cause, ainsi que l'élaboration d'un format unique dans lequel les informations sont échangées.

Toute modification future touchant à la substance du dispositif devra se faire au niveau communautaire entre les États membres et il ne sera point aisé de trouver une solution immédiate dans la mesure où les pays de l'Union européenne connaissent en matière de tenue de listes électorales des modalités particulières propres à leur système électoral et qu'une démarche d'une telle envergure prendra nécessairement un certain temps.

Ceci n'empêchera pas le Gouvernement de réfléchir à d'éventuelles adaptations de la législation nationale pour pouvoir résoudre à brève échéance une partie des problèmes rencontrés à l'occasion du scrutin du 25 mai 2014 tout en restant conforme par rapport au droit européen.

Question 0321 (2.6.2014) de **MM. Marc Lies** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant l'**abus du système social:**

Mir referéieren eis op d'parlamentaresch Ufroen n°0084 vum 23. Januar 2014 *(cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014)* an n°0147 vum 20. Mäerz 2014 *(cf. compte rendu n°5/session extraordinaire 2013-2014)*.

Mir si frou ze liesen, datt den Här Statsminister an d'Regierung eis Suergen deelen, wat eventuell Abuse vun eisem Sozialsystem am Kader vum RMG ubelaangen. Mir wieren awer frou, gewuer ze ginn, wéi d'Regierung gedenkt, op dës gemeinsam Suerg ze reagéieren.

Mir erlaben eis, Madame Familljeministesch, de Kontext vun de virgenannte parlamentaresche Froen nach eng Kéier ze widderhuelen. Wéi de Fonds national de solidarité (FNS) et an der Sëtzung vun der Logementskommissioun vum 3. Juni 2013 formuléiert huet, gëtt z.B. den RMG oft nach u Leit ausbezuelt, déi Lëtzebuerg scho laang verlooss hunn.

Op Basis vum deem Constat ass décidéiert ginn, d'Kontrollen op Gemengenniveau ze verstäerken, wat och zu éischte Resultater gefouert huet.

Leider ass d'Zesummenaarbecht mat verschiddene Biergercenteren net optimal. Den FNS zitéiert do haaptsächlech zwou grouss Gemengen, wou et regelméisseg Problemer gëtt tëscht dem Persouneregister an der Situatioun um Terrain, an dat well déi betraffe Gemengen net déi néideg Kontrollen duerchféiere géifen.

Aus virgenannte Grënn erlabe mir eis, d'Froen nach eng Kéier ze stellen an hoffen op méi prezis Äntwerte vun de concernéierte Ministeren:

- Wéi vum Här Statsminister a senger Äntwert op déi parlamentaresch Fro vum 23. Januar 2014 ugedeit, wiere mir frou, gewuer ze ginn, ob d'Regierung der Meenung ass, dass een d'Gesetz vum 19. Juni 2013 misst upassen?

- Wa jo, wéi eng Ännerunge schléit d'Regierung vir a wéini gëtt de betreffende Gesetzestext an der Chamber déposéiert?

- Wann d'Regierung der Meenung ass, dass d'Gesetz vum 19. Juni 2013 net misst ofgeännert ginn, wéi huet d'Regierung wëlles, déi opgedeckte Mëssstänn ze behiewen? Wéi eng Sensibiliséierungsmoossname betruecht d'Regierung als ugemooss?

- Huet d'Regierung schonn ee Groupe de travail an d'Liewe geruff? Wa jo, wéi gesäit d'Zesummesetzung vun dësem Grupp aus? Wann deem net esou ass, kann d'Madame Familljeministesch eis soe firwat?

- Kann d'Regierung eis detailléiert Zuele liwweren, wéi vill suspekt Adressen, d.h. Adressen, wou eng Iwwerpopulatioun festgestallt gouf, pro Gemeng ausfënneg gemaach goufen? Kann d'Regierung dës Zuelen iwwert déi lescht fënnef Joer liwweren?

- Wéi vill Persoune kruten, obwuel se net méi zu Lëtzebuerg gelieft hunn, onrechtméisseg sozial Hëllefen (RMG an anerer) vum Lëtzebuerger Stat? Wéi ee Gesamtmontant ergëtt sech dorauser? Huet de Stat wëlles, d'Zréckbezuele vun dëse Suen anzekloen?

Réponse commune (2.7.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Op déi vun den honorabelen Deputéierte Claude Wiseler a Marc Lies ugeschwate Froen am Kader vun de Registres de la population kënne mir folgend Äntwerte ginn:

D'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun den natierleche Persounen huet urspréinglech virgesinn, dass d'Dispositiounen iwwert d'Registres communaux des personnes physiques (RCPP) den 1. Juli 2014 a Kraaft triede sollen. Well d'Artikelen iwwert d'RCPP awer verschidde problematesch Dispositiounen enthalen, huet d'Regierung, notamment op Wonsch vum Gemengesecteur, décidéiert, der Chamber ze proposéieren, fir d'Entrée en vigueur vun den RCPP op den 1. Januar 2016 ze reportéieren. Déi betreffend Gesetzesännerung ass den 18. Juni 2014 eestëmmeg an der Chamber ugeholl ginn an gouf mëttlerweil am Mémorial publizéiert. Dat heescht, dass déi aktuell Populatiounsregëster bis zum 1. Januar 2016 bestoe bleiwen.

D'Dispositiounen iwwert d'RCPP gi bis zum virgenannten Datum vum 1. Januar 2016 nach eng Kéier op de Leescht geholl an d'Regierung wäert heizou Ännerungsvirschléi proposéieren. Beim Iwwerschaffe vun dësen Dispositioune wäert d'Regierung och fir d'Bedeelegung an d'Consultatioun vun alle betraffenen Acteure suergen, wat beim Ausschaffe vum Gesetz vum 19. Juni 2013 leider net de Fall wor. D'Regierung huet sech nach net festgeluecht, ob heifir een institutionaliséierte Groupe de travail aberuff gëtt oder éischter eng méi flexibel Zesummenaarbecht à géométrie variable mat eenzelen Acteure gewielt gëtt.

Duerch d'Circulaire N°2871 vum 30. Juli 2010 sinn d'Gemengen un d'Dispositioune vum Gesetz vum 25. Februar 1979 vun der Aide au logement, wat d'Sécuritéit, d'Salubritéit an d'Hygiène an de Wunnengen ugeet, erënnert ginn. Selbstverständlech ass d'Regierung bereet, fir déi Dispositiounen nach eng Kéier ze rappeléieren, gegebenenfalls mat anere Prezisiounen, déi sech beim Iwwerschaffe vum Gesetz vum 19. Juni 2013 als wichteg erweisen. Et sief hei awer nach erwähnt, dass d'Regierung, am Géigesaz zu den Auteure vun dëser Fro, net der Meenung ass, dass prinzipiell Schwieregkeete beim Ausbezuele vu Sozialleeschtungen (zum Beispill am Fall, wou eng Persoun an d'Ausland plënnert, ouni sech op der Gemeng ofzemellen) op e Feelverhalen oder e Sensibilisatiounsdefizit an de Populatiounsbüroe vun de Gemengen zréckzeféieren ass.

Ons leien zu dësem Zäitpunkt keng Zuele vir, wat kommunal Mesuren («Arrêtés de fermeture de locaux») am Zesummenhang mat sougenannten „suspekten Adressen" ugeet.

Et sief och nach ervirgehuewen, dass de Service des fraudes et recouvrements vum Fonds national de solidarité mat Enquêten saiséiert gëtt am Fall vun engem Zweifel un der Adress vun engem Bénéficiaire vum RMG an och systematesch Kontrolle mécht.

Question 0322 (2.6.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **nouveau «terminal d'aviation générale» à l'Aéroport de Luxembourg:**

Nieft engem Terminal fir déi grouss Passagéierfligeren ass en Terminal fir Geschäftsfligeren e wichtegen Atout fir all Flughafen. Dëst gëllt besonnesch fir Lëtzebuerg, well de Findel nëmme wéineg Verbindunge mat grousse Metropolen an Europa an doriwwer eraus bitt. En Terminal fir Geschäftsleit an héich Gäscht vun offizielle Säiten ass dobäi och eng Visitëkaart a gëtt oft deen éischten Abléck an e Land a seng Infrastrukturen.

De sougenannten «Terminal d'aviation générale» um Findel gouf den 1. Februar 2008 ageweit. Et ass eng provisoresch Struktur, déi an engem fréiere Frachthangar vun der Cargolux ënnerbruecht ass, an den Ufuerderunge vu Lëtzebuerg als eng vun den Haaptstied vun Europa, als grousse Finanzzenter an als wichtegen Industriestanduert net gerecht gëtt.

Obschonns eng Lëtzebuerger Firma grouss Ustrengunge gemaach huet, fir an d'Business-Aviatioun ze investéieren, sinn d'Méiglechkeeten, fir Geschäftsfligeren an Hangaren ënner Daach ze stellen an den Entretien dovunner ze maachen, begrenzt.

E Maintenancezenter fir Geschäftsfligere kéint e weideren Atout fir de Findel sinn an domat fir héichwäerteg Aarbechtsplaze suergen.

Dowéinst géif ech dem Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1) Ass um Findel de Bau vun engem neien «Terminal d'aviation générale» geplangt, deen den Ufuerderunge vum Land entsprécht? Wa jo, wéini kann dëse VIP-Terminal säi Betrib ophuelen?

2) Wéi eng Hangare stinn am Ament der Geschäftsfligerei zur Verfügung? Ass en Ausbau vun dëse Strukture geplangt? Wa jo, fir wéini?

3) Wéi séier kéinten nei Hangaren amortiséiert ginn? Kann doriwwer e Business-Plang opgestallt ginn?

4) Ass de Stat bereet, de Findel als Maintenancezenter fir Geschäftsfligeren ze etabléieren?

Réponse (17.7.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'Froe vum Här Deputéierte Kartheiser muss fir d'Éischt gesot ginn, datt de Master-Plang vu Lux-Airport de Bau vum engem Terminal fir «Aviation d'affaires» virgesäit, deen den Exigenze vun dësem spezifesche Secteur entsprécht an och en adequat Bild vu Lëtzebuerg wäert vermëttelen. Nodeems déi wichteg Acteuren aus der Branche consultéiert, déi néideg Autorisatiounen accordéiert an de Finanzement op der Basis vun der neier Reglementatioun vun der EU-Kommissioun steet, kann duerno direkt mam Bau vun dësem Terminal ugefaange ginn.

Et gi relativ wéineg fräi Hangare fir Geschäftsfligeren um Flughafe Lëtzebuerg. Lux-Airport kuckt, ob et méiglech ass, déi al Hangare vun der Cargolux, den Opérateure kënnen zu Verfügung ze stellen, fir datt hir Fligere virum Wanter a bis déi nei Hangare fäerdeg sinn, kënnen do ofgestallt ginn.

D'Amortissementer vun den Hangare souwéi déi vun de Gebaier lafen iwwer 20 Joer. Et ass kloer, datt ee Business-Plang vun all Investisseur gemaach muss ginn, fir bei de Banken de Finanzement ze sécheren. Lux-Airport kéint och d'Décisioun huelen, fir an nei Hangaren ze investéieren.

Et ass net dem Stat seng Aufgab, esou ee Maintenancezenter fir Geschäftsfligeren ze etabléieren. Dat muss de Choix vun engem Geschäftsfligeropérateur sinn, wann deem seng Flott grouss genuch ass, fir dësen ze rentabiliséieren. Wann de Stat esou eng Demande sollt kréien, mat engem zolitte Business-Plang an engem gesécherte Finanzement, da wäert e sécher de Projet evaluéieren.

Question 0323 (2.6.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **neutralité de l'enseignement public:**

Den Här Minister huet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro N°0253 *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014)* bekannt ginn, datt haut zwou Instructions ministérielles a Kraaft getruede sinn, déi als Zil hunn, d'Interventioune vu politesche Perséinlechkeeten an de Schoulen ze regelen. An deenen Instructions ministérielles kann ee liesen: «Dans tous les cas, il sera veillé avec une attention particulière à l'agencement de ce type d'interventions afin que, considérées dans leur ensemble, elles respectent le principe de neutralité de l'enseignement public.»

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wat ass genee ënner «considérées dans leur ensemble» ze verstoen?

2. Wéi a vu wiem soll kontrolléiert ginn, ob déi Virschrëft respektéiert gëtt?

3. Gi Sanktioune virgesi géint Membere vum Léierpersonal, déi sech net un déi Virschrëft vun der politescher Neutralitéit halen?

Réponse (2.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1)

An der Instruktioun fir d'Lyceeë steet am drëtten Abschnitt: «Dans tous les cas, il veille avec une attention particulière à l'agencement de ce type d'interventions afin que, considérées dans leur ensemble, elles respectent le principe de neutralité de l'enseignement public.»

Dëse Passage ass proposéiert ginn, well an der Chamberskommissioun vum 29. November 2012 der Interventioun vum honorabelen Deputéierte vun der ADR net explizit Rechnung gedroe ginn ass.

Ech zitéieren de betreffende Passage aus dem Procès-verbal: «… Au vu de ces considérations, plusieurs membres plaident pour le maintien d'une formulation plutôt générale qui, loin de couvrir tous les cas de figure envisageables, fournisse une ligne de conduite et rappelle les principes fondamentaux, sans trop restreindre les initiatives des lycées. De fait, au nom de l'autonomie des lycées, il y a lieu de veiller à ne pas leur imposer un carcan trop strict qui risque en fin de compte d'étouffer toute volonté d'ouverture de l'école sur le monde extérieur.

Mme la Ministre expose qu'elle n'a pas l'intention de publier un texte trop contraignant. Elle rappelle qu'à l'origine de l'initiative se trouvait la volonté de clarifier les principes concernant l'intervention d'élus, notamment de parlementaires, dans les écoles. En cours de route, il a été jugé utile d'élargir la portée de l'instruction et de profiter de l'occasion pour apporter également des précisions relatives à l'intervention d'autres personnalités externes. …»

Ad 2)

Et läit an der Responsabilitéit vum Chef d'administration, also dem Direkter vum Lycée oder dem Inspekter vun der jeeweileger Grondschoul, fir ze kontrolléieren, ob déi Virschrëft respektéiert gëtt.

Ad 3)

Eventuell Virfäll, wou Memberen aus dem Léierpersonal sech net géifen un déi Instruktioun halen, gi gemäß de legislativen a reglementären Dispositioune sanktionéiert, genausou wéi dat fir d'Fonctionnairen an d'Employéen am Statut général virgesinn ass.

Question 0324 (2.6.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**amende pour la banque BNP Paribas par les autorités américaines:**

De Lëtzebuerger Stat huet 12.874.512 Aktie vun der BNP Paribas SA, oder ronn 1% vum Kapital vun dësem Grupp. Donieft ass de Stat mat ronn 34% an der BGL BNP Paribas SA, also an der Lëtzebuerger Entitéit vum Grupp, engagéiert.

Déi amerikanesch Autoritéiten hu BNP Paribas eng Strof vun net manner wéi zéng Milliarden US-Dollar operluecht, mat der Begrënnung, datt d'Bank Embargoe mam Iran, mat Kuba, mam Sudan a mat Libyen net respektéiert huet.

Dowéinst wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi a wéini gouf de Lëtzebuerger Stat, als Aktionär, iwwert dës Strof informéiert?

2. Wéi eng Répercussioune kéint dës Strof fir de Lëtzebuerger Stat kréien, ënner anerem wat d'Dividendë betrëfft?

3. War déi lëtzebuergesch Filial an déi litigiéis Geschäfter agebonnen?

4. Wéi eng Répercussioune kéinten op d'BGL BNP Paribas SA duerkommen?

Question 0334 (5.6.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**amende que risque BNP Paribas aux États-Unis:**

D'après des articles concordants parus récemment dans la presse, BNP Paribas risquerait d'être condamnée aux États-Unis à une amende de plus de dix milliards de dollars pour avoir violé pendant des années l'embargo américain contre Cuba et l'Iran.

C'est dans ce contexte, que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Alors que l'État luxembourgeois détient une participation de 1,034% au capital social de BNP Paribas, risque-t-il d'être appelé à contribution en cas de condamnation de BNP Paribas aux États-Unis?

- En cas de condamnation de BNP Paribas aux États-Unis, quelles pourraient en être les conséquences sur les activités de BGL BNP Paribas au Luxembourg? Quid de l'impact sur l'emploi de la banque luxembourgeoise?

- Quelle a été l'évolution de la valeur des actions de BNP Paribas détenues par l'État luxembourgeois depuis son acquisition? Quid de celle des actions détenues par l'État luxembourgeois dans BGL BNP Paribas?

- Combien de dividendes l'État luxembourgeois a-t-il perçu par an du fait de sa participation dans BNP Paribas respectivement dans BGL BNP Paribas?

- L'État luxembourgeois entend-il garder sa participation dans BNP Paribas ou envisage-t-il de s'en défaire prochainement et dans ce dernier cas à quelle échéance? Quid de sa participation dans BGL BNP Paribas?

Réponse (1.7.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'État luxembourgeois détient actuellement 12.217.549 parts sociales de la société anonyme de droit français BNP Paribas, ce qui représente environ 1% du capital. Après avoir atteint une valeur d'EUR 61 pendant le premier trimestre 2014, la valeur des actions a diminué durant le deuxième trimestre 2014 avant de se stabiliser aux environs d'EUR 50 durant le mois de juin 2014. Le dividende touché par l'État luxembourgeois pour l'exercice 2013 se chiffre à EUR 19 millions, ce qui équivaut au montant distribué pour l'exercice 2012.

En parallèle, l'État luxembourgeois détient 34% du capital social de la société anonyme de droit luxembourgeois BGL BNP Paribas, qui depuis 2009 fait partie du groupe BNP Paribas. Pour l'exercice 2013, l'État luxembourgeois a touché un dividende d'EUR 49 millions, payé en avril 2014. En ce qui concerne l'exercice 2012, l'État luxembourgeois avait touché, durant le mois d'avril 2013, un dividende à hauteur d'EUR 65 millions.

En ce qui concerne l'information des actionnaires de BNP Paribas sur le sujet de certaines transactions en dollars US, celle-ci a pris la forme de mentions dans les États Financiers de BNP Paribas 2011 et 2012 et de communiqués de presse publiés en 2014.

BNP Paribas annonce le 1er juillet 2014 être parvenue à un règlement global relatif à l'enquête portant sur certaines transactions en dollars concernant des pays soumis aux sanctions des États-Unis.

BNP Paribas estime que son ratio de fonds propres (CET1) de «Bâle 3 plein» devrait rester de l'ordre de 10% au 30 juin 2014 (alors que le minimum exigé par la réglementation bancaire européenne est de 9%), en ligne avec les objectifs annoncés dans le plan de développement 2014-2016. Cette estimation tiendrait compte notamment d'un résultat net hors exceptionnels solide au 2e trimestre et, pro rata temporis, de l'intention de la banque d'ajuster le niveau de dividende pour 2014 au niveau de celui de 2013 (1,50 par action).

La banque luxembourgeoise BGL BNP Paribas, qui fait partie du groupe BNP Paribas, n'est pas visée par les investigations ni par les décisions des autorités américaines. BGL BNP Paribas est une banque de plein exercice tant du point de vue de ses activités, de sa gouvernance et de ses finances. Elle a ses propres ratios de solvabilité et de liquidité qui assurent son autonomie. Les clients de la banque ne sont en rien affectés par les décisions des autorités américaines.

De ce fait, la question d'une vente ne se pose actuellement pas, ni pour les parts détenues dans BNP Paribas, ni pour les parts détenues dans BGL BNP Paribas. Le Gouvernement a décidé de continuer ce partenariat, et confirme l'intention de vendre à terme cette participation dès lors que notamment les conditions de marché sont jugées favorables.

Question 0326 (3.6.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **objets interdits en bagage de cabine:**

Pour des raisons évidentes de sûreté à l'égard des passagers et des équipages, certains objets font l'objet de restrictions ou d'interdictions concernant leur transport en cabine ou en soute.

La liste des objets prohibés en zone de sûreté aéroportuaire et à bord des aéronefs se compose de six grandes familles d'articles: revolvers, armes à feu et autres équipements émettant des projectiles; appareils à effet paralysant; objet à pointe aiguë ou bord coupant; outils de travail; instruments contendants; substances ou engins explosifs ou incendiaires.

Pour toute découverte d'un objet interdit lors du contrôle de sûreté, le passager devra soit abandonner sur place ledit objet pour destruction, soit le remettre à un accompagnant encore présent en zone publique, soit retourner en banque d'enregistrement afin d'enregistrer en soute le bagage contenant cet objet (si cet objet est autorisé au transport).

Selon mes informations, le passager n'a pas la possibilité d'entreposer temporairement son objet interdit jusqu'au retour de son voyage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. L'Aéroport de Luxembourg dispose-t-il d'un système de consigne sécurisé (Schliessfachanlage) à la disposition des voyageurs souhaitant stocker leur objet interdit pendant une certaine période?

2. Dans la négative, est-il prévu d'y installer un tel système?

3. Qui s'occupe de la destruction des objets abandonnés?

Réponse (7.7.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

1. L'Aéroport de Luxembourg ne dispose pas d'un système de consigne sécurisé à la disposition des voyageurs souhaitant stocker leurs objets interdits pendant une certaine période.

2. De plus, il n'est pas prévu à l'heure actuelle d'y installer un tel système.

3. La destruction des objets interdits relève de la compétence de la Police grand-ducale.

Question 0327 (3.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **taxe de réservation pour voyage en groupe:**

D'après le règlement ministériel fixant les tarifs des transports publics en vigueur, tout déplacement moyennant les transports publics en groupe dépassant le nombre de six enfants dans le cadre d'une activité scolaire, préscolaire ou parascolaire nécessite une réservation des places et doit faire l'objet d'une demande spécifique auprès de l'opérateur concerné.

Jusqu'au 31 décembre 2012, la réservation pour un voyage de groupe était gratuite (pour les enfants de moins de douze ans, les personnes avec abonnement, Jumbokaart ou toute autre «carte de libre circulation») respectivement compris dans le prix du titre de transport «normal» (billet longue ou courte durée).

Or, depuis le 1er janvier 2013 les enfants de moins de douze ans, les personnes avec abonnement, Jumbokaart ou toute autre «carte de libre circulation» doivent payer une taxe de réservation de 1,50 euros par personne (soit trois euros pour un aller-retour) dans le cadre d'un voyage en groupe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons pour l'introduction d'une taxe de réservation pour un voyage en groupe pour les catégories de voyageurs susmentionnées?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les catégories de voyageurs avec abonnement, Jumbokaart ou toute autre «carte de libre circulation» (resp. les enfants de moins de douze ans) devraient être exemptes de cette taxe?

- À titre subsidiaire, ne serait-il pas possible d'introduire un forfait à prix raisonnable pour les réservations de groupes pour compenser les frais liés aux service administratif?

Réponse (14.7.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0327 du 3 juin 2014, l'honorable Députée a posé une série de questions en relation avec la réservation pour des groupes dans les transports publics.

Le règlement ministériel du 19 décembre 2012 fixant les tarifs des transports publics, et valable avec effet au 1er janvier 2013, stipule dans son article 8 sur la gratuité du transport des enfants que: «Tout déplacement en groupe dépassant le nombre de six enfants, concernés par le présent alinéa, dans le cadre d'une activité scolaire, préscolaire ou parascolaire, doit faire l'objet d'une demande spécifique auprès de l'opérateur concerné. Ils ne seront admis que suivant les disponibilités techniques du moyen de transport public.»

Le texte actuel est beaucoup plus en faveur à de tels déplacements par rapport au règlement antérieur qui limitait notamment le nombre d'enfants à quatre par groupe dans le cadre d'activités scolaires ou parascolaires.

Cependant, l'on estime qu'une réservation pour groupes est en effet nécessaire afin d'éviter des problèmes de capacité lors d'un embarquement d'un groupe important, ayant comme conséquence que soit le groupe, soit des clients habituels ne puissent être emmenés faute de disponibilité dans le moyen de transport en question.

Une taxe peut être revendiquée à cet effet par l'opérateur des transports publics, destinée à couvrir les frais administratifs voire, dans certains cas, à organiser un renforcement d'une course d'autobus en cas de réservation par des groupes importants aux heures de pointe où les autobus sont déjà saturés. Une telle taxe n'est pas prévue par le règlement ministériel en question mais relève de la seule compétence de l'opérateur concerné.

Question 0329 (3.6.2014) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant la **modernisation de l'arsenal nucléaire à nos frontières:**

La presse allemande a fait part ces derniers jours d'une modernisation des armes nucléaires des États-Unis stationnées en Allemagne, notamment non loin de nos frontières, à la base aérienne de Büchel dans l'Eifel où se trouveraient jusqu'à 20 missiles nucléaires (voir notamment «Kölner Stadt-Anzeiger» du 28 mai 2014, «Rhein-Zeitung» du 29 mai 2014).

D'après les informations fournies, il s'agirait du remplacement de bombes B-61 par des missiles dirigeables par laser du type B-61-12 montés sur des jets de combat. L'experte en sécurité du parti des Verts en Allemagne, Madame Agnieszka Brugger, a qualifié la nouvelle, qui a été confirmée sur question parlementaire du groupe des Verts au Bundestag, comme étant contraire à la volonté affichée du Gouvernement allemand de promouvoir le désarmement nucléaire et le départ des armes atomiques du territoire allemand.

Comme le Luxembourg s'est toujours montré très sensible à la présence du nucléaire à nos frontières, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Le Gouvernement a-t-il été mis au courant de cette modernisation de l'arsenal nucléaire des États-Unis à la frontière avec le Luxembourg?

2) Quelle est l'attitude du Gouvernement face à cette décision?

3) N'estime-t-il pas que cette flexibilisation de l'arme nucléaire par utilisation de missiles dirigeables largués par des bombardiers pourrait réduire le niveau de réticence de leur utilisation sur un «champ de bataille» potentiel et provoquer par conséquent une nouvelle course aux armements?

4) Le Gouvernement entend-t-il intervenir auprès des alliés américain et allemand pour mettre un terme à cette modernisation et flexibilisation de l'arme nucléaire au cœur de l'Europe?

Réponse (19.6.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1)

Le Gouvernement n'a pas été informé d'une modernisation de l'arsenal nucléaire des États-Unis.

Ad 2)

D'après nos informations, le programme de modernisation des armes nucléaires américaines vise à assurer, d'une part, la sécurité et, d'autre part, la fiabilité de toutes les armes nucléaires américaines (couvertes par ce programme) au plus haut niveau et à assurer ainsi la crédibilité de la dissuasion nucléaire.

Il ressort de la réponse du Secrétaire d'État allemand à la Défense, Dr. Ralf Brauksiepe, à laquelle l'honorable Député fait référence, que le programme de modernisation répond aux exigences de l'administration américaine de ne pas créer de nouvelles armes ou de nouvelles capacités militaires, mais de maintenir le dispositif existant de façon crédible et sûre.

En tant que membre fondateur de l'Alliance atlantique et en vue d'assurer une dissuasion nucléaire crédible, le Gouvernement luxembourgeois souscrit au maintien de la sûreté des armes nucléaires américaines qui relève de la seule responsabilité des États-Unis.

Ad 3)

Comme signalé plus haut, le programme de modernisation n'a pas pour objectif de créer de nouvelles armes ou de nouvelles capacités militaires, mais plutôt de maintenir une dissuasion nucléaire crédible et sûre.

Ad 4)

Depuis la Guerre Froide, le nombre d'armes nucléaires de l'OTAN a été réduit régulièrement de manière significative. Dans le concept stratégique adopté en 2010, les 28 Alliés se sont par ailleurs engagés à créer les conditions pour un monde sans armes nucléaires. Toutefois, tant qu'il y aura des armes nucléaires dans le monde, l'OTAN restera une Alliance nucléaire. C'est dans ce contexte et en ligne avec les réponses fournies à vos questions, que le Gouvernement luxembourgeois souscrit au maintien de la sûreté des armes nucléaires. Le Gouvernement luxembourgeois n'envisage dès lors pas intervenir en cette matière.

Question 0330 (4.6.2014) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant les **cours de natation dans l'enseignement fondamental:**

L'article 45bis de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental stipule que: «Dans l'enseignement fondamental, le cours de natation est assuré par le titulaire de classe ou son remplaçant, conformément aux dispositions de l'organisation scolaire communale.»

Conformément à l'article 68 de la même loi modifiée les instructeurs ont été désignés comme personnel pouvant intervenir dans les écoles.

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse a précisé dans une prise de position en relation avec l'intervention des instructeurs de natation dans l'enseignement fondamental que, d'une part, un instituteur ne peut pas être remplacé par un instructeur de natation et, d'autre part, que la surveillance générale dans une piscine est assurée en permanence par l'instructeur de natation.

Sachant que les communes sont en train de finaliser l'organisation des horaires pour la prochaine année scolaire, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

1. Dans la mesure où l'instructeur de natation est en charge d'assurer la surveillance générale de la piscine, comment peut-il en plus assister l'enseignant ou son remplaçant s'il est requis de le faire?

2. Comment le titulaire de classe peut-il envisager la surveillance des élèves qui ne participent pas au cours de natation en même temps que l'enseignement de la natation à ses élèves, avec des niveaux différents de natation (ceux en quête d'apprentissage respectivement en quête d'approfondissement)?

3. Qu'arrive-t-il si l'enseignant et l'instructeur de natation ne sont pas d'accord sur la capacité de nageur d'un élève (art. 16 alinéa 2 du RGD du 31 juillet 1990). Qui prend la responsabilité finale de considérer que l'élève est capable de nager dans le «grand bassin»?

4. Qui prend en charge les cours de natation dans le cas où le titulaire d'une classe demande à être déchargé en faveur d'un remplaçant et qu'aucun remplaçant n'accepte de prendre en charge les cours de natation ou aucun des enseignants ou remplaçants d'une école ne dispose du niveau de qualification requis par l'article 8 du RGD du 31 juillet 1990?

5. Est-il prévu d'organiser des cours au niveau national pour permettre à des enseignants ou remplaçants désireux d'assurer les cours de na-

tation, mais qui ne disposent pas de la qualification requise, de se mettre en conformité avec les exigences légales?

Réponse (1.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'une part, il y a lieu de rappeler que le remplacement des instituteurs de l'enseignement fondamental est réglé de façon précise par les dispositions des articles 15 et 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental:

- Selon l'article 15 de la loi précitée, il appartient aux membres de la réserve de suppléants d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur ou d'occuper un poste d'instituteur resté vacant.

- Selon l'article 27, à défaut de disponibilité de membres de la réserve de suppléants, l'État peut procéder au remplacement temporaire d'un instituteur ou pourvoir à une vacance de poste en cours d'année par un détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental délivrée par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

Des dispositions précitées il ressort clairement qu'un instituteur ne peut pas être remplacé par un instructeur de natation.

D'autre part, les questions posées par l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

Ad 1)

L'article 12 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire dispose que: «Dans l'établissement de bain, notamment aux accès et dans les vestiaires et douches, le titulaire de la classe ou son remplaçant exerce la surveillance sur ses élèves, à moins qu'une décision de l'autorité scolaire n'en dispose autrement, sans préjudice de la surveillance générale exercée en permanence par l'instructeur chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur et aux abords de la piscine.»

Dès lors, j'estime que l'instructeur de natation qui exerce la surveillance générale ne peut pas simultanément assister les titulaires de classe ou leurs remplaçants lors de l'instruction d'élèves non-nageurs.

Ad 2)

En ce qui concerne la surveillance des élèves qui ne participent pas au cours de natation divers scénarios sont possibles:

- soit ces élèves accompagnent le titulaire du cours de natation à la piscine et restent sous la surveillance de celui-ci aux abords de la piscine ou bien dans une salle séparée de la piscine par une cloison vitrée permettant le contact visuel entre le titulaire de classe et les élèves concernés,

- soit ces élèves sont intégrés dans d'autres classes de leur école d'origine pendant la durée du cours de natation en s'y adonnant à des occupations pédagogiques.

Le cas échéant, il appartient aux autorités communales d'adopter les mesures qu'elles jugent adéquates, conformément à l'article 2 du règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission.

Ad 3)

En ce qui concerne la responsabilité qu'un élève est capable de nager dans le «grand bassin», celle-ci est partagée entre l'instituteur, représentant l'équipe pédagogique et qui de ce fait est responsable pour le volet pédagogique de l'évaluation des compétences de ses élèves et l'instructeur de natation assurant en permanence la surveillance générale et en charge de la sécurité et du maintien de l'ordre à l'intérieur et aux abords de la piscine. La capacité de nageur, qui consiste à parcourir une distance de cent mètres en eau profonde sans aide et sans arrêt correspond au socle de compétence à atteindre au cycle 4, selon le plan d'études en vigueur pour l'enseignement fondamental.

Vérifier cette capacité dans une piscine usuelle ne me paraît pas une gageure. En cas de litige entre l'enseignant et l'instructeur de natation qui relèvent d'organismes différents, il me semble judicieux de recourir à une médiation par le biais de leurs supérieurs respectifs.

Ad 4)

Il est évident que les enseignants ou chargés de cours dispensant des cours de natation doivent posséder ou acquérir, le cas échéant, le niveau de qualification nécessaire à la tenue de ces cours, tel qu'il est défini à l'article 8 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire. En cas de besoin, ils peuvent suivre une formation, telle qu'elle est offerte par exemple par l'Institut de Formation continue du Personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées.

Au cas où un remplaçant temporaire, engagé pour une courte période de remplacement, n'aurait pas le niveau de qualification requis pour tenir le cours de natation, il pourrait offrir des activités pédagogiques de remplacement à ses élèves, faisant partie, dans la mesure du possible, du domaine de développement et d'apprentissage de la psychomotricité, de l'expression corporelle et de la santé.

Ad 5)

L'Institut de Formation continue du Personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées proposera en 2014/2015, comme les années précédentes, une formation intitulée «Rettungsschwimmen: Vorbereitung auf den 'Junior Lifesaver FLNS'» au personnel enseignant de l'enseignement fondamental.

Question 0331 (4.6.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **Commission nationale pour la protection des données:**

Lors de la présentation du rapport annuel 2013 de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), son président a mis le doigt sur deux problèmes auxquels est confrontée cette autorité dans l'exercice des ses missions, à savoir:

- un manque de personnel (au nombre de treize actuellement) pour faire face aux demandes croissantes, notamment sous l'influence des révélations autour du programme PRISM (177 plaintes, 26 enquêtes, 2.000 demandes d'information), ainsi qu'aux avis à fournir sur des projets de loi présentant un aspect de protection des données personnelles;

- un défaut de pouvoir de sanction qui rend malaisée une lutte efficace contre les infractions en la matière.

- Monsieur le Premier Ministre, peut-il m'informer s'il partage ce constat? Est-ce que des réflexions sont en cours pour remédier à cet état de fait?

Réponse (4.7.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias:*

Monsieur le Député me demande de prendre position par rapport à deux problèmes qui ont été soulevés lors de la présentation par la Commission nationale pour la protection des données de son rapport d'activité pour l'année 2013 et qui ont tous les deux trait au fonctionnement de la Commission. Celle-ci souffrirait en effet d'un manque de personnel et d'une insuffisance de ses pouvoirs de sanction.

Les membres de la Commission nationale pour la protection des données, au nombre de trois, sont entourés d'une équipe composée de douze collaborateurs.

Le programme gouvernemental souligne le rôle important dont est investie la Commission et prévoit que ses effectifs seront augmentés dans la mesure où un accomplissement efficace de ses missions le requiert. Il est d'ores et déjà envisagé de renforcer le cadre du personnel permanent affecté à la Commission dès 2014 par la conversion de deux engagements à durée déterminée en des postes définitifs qui seront créés à charge du numerus clausus.

Quant aux sanctions, la réforme qui est actuellement en cours au niveau communautaire prévoit dans l'état actuel du texte l'obligation pour les États membres de doter les autorités nationales de protection des données de tout un éventail de sanctions administratives, y compris des amendes financières. L'adoption du règlement entraînera donc un renforcement des pouvoirs de sanction de la Commission nationale pour la protection des données.

Question 0332 (5.6.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**intégration des salariés handicapés dans le secteur public:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0249 *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014)*, Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale indique que parmi 96 communes qui seraient soumises à l'obligation légale d'employer à temps plein des salariés reconnus comme salariés handicapés, 32 respecteraient le quota de cinq pour cent de l'effectif total de leur personnel.

Alors qu'il ressort du programme gouvernemental que «le Gouvernement veillera à ce que les quotas de salariés reconnus comme 'salarié handicapé' dans le secteur public ainsi que dans le secteur privé soient respectés», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Comment s'explique le fait que seules 96 communes tombent dans le champ d'application de cette disposition? Quid des dix communes restantes? Qu'en est-il des établissements publics communaux?

- Comment le Ministre entend-il remédier à cette situation au niveau communal?

- Comment l'État entend-il atteindre le taux de 5% au niveau étatique, y compris au niveau des établissements publics?

Réponse (8.7.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

L'obligation pour l'État, les communes, les établissements publics et la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois d'employer à temps plein des salariés reconnus comme salariés handicapés, dans la proportion de cinq pour cent de l'effectif total de leur personnel occupé en qualité de fonctionnaires ou de salariés liés par un contrat de travail est prévue par l'article L.562-3 du Code du Travail.

Le fait qu'un certain nombre d'administrations communales respectivement d'établissements publics communaux ne sont pas concernés par la disposition légale en question s'explique par le paragraphe 3 dudit article, qui dispose que pour la computation du nombre de postes à réserver à des salariés handicapés, les chiffres atteignant et dépassant la demie sont à arrondir et les autres sont à négliger. Il en résulte que les employeurs occupant moins de dix personnes ne tombent pas sous l'application de l'obligation visée et ne sont dès lors pas tenus d'employer des salariés handicapés.

Dans la mesure où l'exemption visée découle d'une disposition légale, il n'appartient évidemment pas au Ministre de l'Intérieur de prendre des mesures pour y remédier.

En réponse à la troisième et dernière question de l'honorable Député, il y a lieu de l'informer dans un premier temps que l'État emploie actuellement quelque 700 travailleurs handicapés sous le statut d'employé ou de salarié de l'État sur un effectif total d'environ 25.000 agents. Le taux de 5% d'agents reconnus comme travailleurs handicapés à employer par les différents services de l'État n'est dès lors pas encore atteint. Il y a donc lieu de constater que le ou les Gouvernements précédents ont omis de respecter les dispositions de la loi précitée, et que ce fait explique le bien-fondé de la disposition du programme gouvernemental citée par l'honorable Député. Ceci étant, il y a lieu d'ajouter que les employés de l'État et salariés (anciennement ouvriers) à reclasser en interne suite à une décision de la commission mixte instituée auprès de l'ADEM ainsi que les fonctionnaires touchés par un handicap, mais qui ne sont pas répertoriés en tant que tels, ne sont pas inclus dans le nombre précité de travailleurs handicapés.

Dans ce contexte, il est prévu d'instituer au sein du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative un groupe de travail qui aura pour mission d'élaborer des mesures à présenter ultérieurement au Gouvernement en Conseil et ayant pour but de promouvoir plus activement l'emploi de travailleurs handicapés, ceci afin de mener à terme une politique d'insertion de travailleurs handicapés plus conséquente et ciblée au sein du secteur public.

Question 0333 (5.6.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **formation professionnelle à l'étranger:**

Vu le fait que le système luxembourgeois ne peut pas offrir toutes les formations professionnelles dans leur intégralité, certains élèves se voient contraints de poursuivre leur formation dans des établissements scolaires spécialisés à l'étranger.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien d'élèves luxembourgeois suivent actuellement une formation professionnelle à l'étranger? De quelles formations s'agit-il?

- Est-ce que les élèves concernés peuvent recourir à des aides financières pour ces formations? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Est-ce que les patrons de stage de ces élèves ont également droit à une aide financière?

Réponse (7.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle a introduit en son article 37 l'apprentissage transfrontalier et le règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 portant organisation de l'apprentissage transfrontalier en définit le cadre et fixe les modalités.

Ainsi, dans son article 1er ledit règlement grand-ducal précise qu'«on entend par apprentissage transfrontalier la formation où la partie pratique en milieu professionnel sous contrat d'apprentissage est réalisée dans un organisme de formation situé au Luxembourg et où la formation scolaire est assurée par une institution dans un pays limitrophe.

L'apprentissage transfrontalier ne peut se faire que dans les métiers/professions qui figurent dans les règlements grand-ducaux (…)».

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

Ad 1)

Sachant que la conclusion d'un contrat d'apprentissage transfrontalier ou non ne peut se faire que jusqu'au 1er novembre d'une année scolaire, le nombre des contrats d'apprentissage transfrontalier en vigueur s'élève en date du 31 décembre 2013 à 69.

Les formations concernées sont celles de bijoutier-orfèvre, brasseur-malteur, Elektroniker für Automatisierungstechnik, fabricant - réparateur d'instruments de musique, Fachinformatiker/in - Systemintegration, Fachinformatiker/in - Anwendungsentwicklung, Fachkraft für Veranstaltungstechnik, Industriekaufmann/frau, installateur d'équipement énergétique de bâtiment, Kaufmann/frau für Bürokommunikation, Kaufmann/frau für Spedition und Logistikdienstleistungen, Kaufmann/frau für Marketingkommunikation, Kaufmann/frau im Gross- und Aussenhandel, LKW-Mechaniker, magasinier du secteur électrotechnique, maréchal-ferrant, mécanicien orthopédiste-bandagiste, Mediengestalter/in für Digital und Print, Pferdewirt/in, Raumausstatter, technischer Zeichner, Tierpfleger/in, Verfahrenmechaniker/in für Kunststoff- und Kautschucktechnik, viticulteur, vitrier-miroitier et zahntechnische(r) Fachangestellte(r).

Pour l'année scolaire prochaine, le Service de la formation professionnelle (SFP) a émis un avis positif pour sept demandes; une trentaine de demandes sont en traitement.

Ad 2)

Tous les jeunes sous contrat d'apprentissage perçoivent une indemnité d'apprentissage fixée par le règlement grand-ducal du 9 juillet 2013: 1. déterminant les professions et métiers dans le cadre de la formation professionnelle; 2. fixant les indemnités d'apprentissage dans les secteurs de l'artisanat, du commerce, de l'Horeca, de l'industrie, de l'agriculture et du secteur santé et social.

Tous les jeunes, qui poursuivent une formation professionnelle à plein temps à l'étranger, peuvent introduire une demande au SFP et en cas d'avis positif, le CEDIES du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche leur accorde une aide financière de l'État pour études supérieures selon les modalités prévues par la législation en vigueur.

Ad 3)

L'État luxembourgeois accorde à toutes les entreprises formatrices établies sur le territoire luxembourgeois une aide financière, dont les modalités sont définies dans le règlement grand-ducal du 31 octobre 2012 fixant les conditions et modalités des aides et primes de promotion de l'apprentissage. Ainsi l'entreprise formatrice profite pour un apprentissage transfrontalier du remboursement de 27% du coût salarial de l'indemnité d'apprentissage due, ainsi que des cotisations sociales patronales.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Question 0335 (5.6.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **problèmes provoqués par le glissement de terrain sur la N27 entre Michelau et Erpeldange-sur-Sûre en date du 6 juillet 1997:**

Dans sa réponse du 29 mars 2011 à la question parlementaire n°1103 *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)*, l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait fourni des précisions concernant la solution des problèmes provoqués par le glissement de terrain sur la N27 entre Michelau et Erpeldange-sur-Sûre en date du 6 juillet 1997. Après avoir fait réaliser des études, l'Administration des Ponts & Chaussées s'était définitivement prononcée en faveur du projet de construction d'une galerie de protection à l'endroit en question. L'ancien Ministre avait annoncé que l'Administration des Ponts & Chaussées devrait y faire effectuer des forages destructifs supplémentaires lesquels auraient un impact direct sur la conception et le dimensionnement de la galerie de protection à construire. Le délai de réalisation et l'estimation de la dépense ultérieure en résultant dépendraient de la conception et du dimensionnement définitivement retenus de la galerie de protection projetée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le résultat des forages qui ont été effectués entre-temps?

- L'idée de la construction d'une galerie de protection est-elle toujours la solution définitive retenue par le Ministère? Dans l'affirmative, quel serait le coût approximatif de cette solution? Vu les impasses budgétaires actuelles, selon quel calendrier cette solution pourrait-elle être mise en œuvre?

- Dans la négative, quelle autre solution le Ministère envisagerait-il pour résoudre les problèmes qui se posent et quel serait le coût estimatif de celle-ci?

Réponse (11.7.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les forages à l'endroit en question avaient révélé que le danger émanant de la paroi rocheuse de l'ancienne carrière de Michelau est pour l'instant moins imminent qu'il avait initialement été admis.

En tenant compte de l'évolution et des connaissances récentes de la technique de la sécurisation des rochers, l'idée de la construction d'une galerie de protection pourrait être abandonnée au profit d'une solution nettement moins onéreuse.

Il est prévu que les actuels éclats de pierres seront sécurisés à l'aide d'un écran de filets parepierres en acier à haute résistance et la section de la paroi rocheuse est sécurisée par la mise en place d'un remblai de terres dimensionné de façon à accueillir le volume des pierres de la paroi. En plus la paroi rocheuse sera surveillée constamment par la mise en service d'un système d'avertissement avec déclenchement d'alarme en cas de dislocation de roches en dehors des limites permettant alors de prendre les mesures adéquates.

Le coût estimatif de la nouvelle solution est de 2 mio € TTC.

Le projet de sécurisation de la carrière sinistrée de Michelau devrait pouvoir débuter encore cette année.

Question 0336 (5.6.2014) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval**, **Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **laboratoires anatomopathologiques au Luxembourg:**

Récemment, Madame la Ministre a déclaré que le nouveau chef du département médical du Laboratoire National de Santé (LNS) prendra ses fonctions au cours du deuxième semestre de cette année. En outre, un autre pathologiste serait engagé à partir du 1er octobre 2014 et des pourparlers avec deux pathologistes seraient en cours.

Madame la Ministre vient encore d'annoncer que les Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale seraient en train d'analyser les besoins actuels en matière de laboratoires anatomopathologiques au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas utile d'élaborer, suite à l'analyse des besoins réels en pathologistes, une stratégie nationale pour tous les laboratoires médicaux au Luxembourg afin d'offrir le meilleur service et la meilleure sécurité aux patients? Madame la Ministre peut-elle nous préciser quelles seront les missions des laboratoires publics et privés?

- Dans cette optique, l'engagement imminent de plusieurs pathologistes pour le LNS serait-il à interpréter comme un premier pas vers la réalisation d'un centre de compétences national en la matière au sein du LNS qui risque d'enfreindre ainsi le principe du libre choix de prestataires de services?

Réponse (4.7.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Une stratégie nationale pour l'ensemble des laboratoires médicaux au Luxembourg, telle que préconisée par les honorables Députés, ne peut être définie que sur base d'un état des lieux et d'une analyse approfondis, et dont découlera la définition des missions des divers laboratoires. Il va sans dire que ces missions vont bien au-delà de la seule anatomopathologie. Il convient également de rappeler qu'il importe dans chacune d'entre elles d'offrir la meilleure qualité et la meilleure sécurité aux patients.

Je tiens à préciser que suivant l'article 26bis de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, un «centre de compétences» au sens des articles 2 et 3 de la même loi est une «entité organisationnelle qui rassemble à l'intérieur d'un ou plusieurs établissements hospitaliers des ressources d'un ou plusieurs services assurant une prise en charge interdisciplinaire intégrée de patients présentant une pathologie ou un groupe de pathologies». L'article 2 de la loi précitée prévoit que «les centres de compétences à caractère unique prendront la dénomination de centres de compétences nationaux». Par ailleurs, le nouveau plan hospitalier aura notamment pour objectif de définir les pathologies ou groupes de pathologies qui feront l'objet d'un centre de compétences.

La loi prévoit donc expressément qu'un centre de compétences ne peut être implémenté qu'à l'intérieur d'un ou de plusieurs établissements hospitaliers.

Par conséquent, l'hypothèse de la création d'un centre de compétences national en anatomie pathologique au sein du Laboratoire national de Santé n'est pas envisageable.

Question 0337 (5.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **attributions des fréquences radio:**

Fin mars 2014 la station de radio DNR, exploitée par la Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise sàrl a cessé son activité et les fréquences 94,3, 102,9 et 104,2 MHz sont par conséquent disponibles depuis cette date.

En date du 27 février 2014, l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) a refusé une demande par une «joint-venture» RTL/Saint-Paul en vue de l'octroi des fréquences citées ci-dessus pour la diffusion d'un programme en langue française. Les auteurs de cette demande disposaient d'un délai jusqu'au 1er juin 2014 pour faire appel contre cette décision. Or, il me revient que les auteurs de la demande n'ont pas fait valoir ce droit.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il confirmer cette dernière information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il donner des informations sur l'avenir des fréquences en question?

- Est-ce que l'ALIA a été saisie d'autres demandes pour l'utilisation des fréquences utilisées jadis par la radio DNR?

- Dans un contexte plus général de l'attribution des fréquences de radio, est-ce que Monsieur le Premier Ministre peut-il confirmer l'information que RTL Group envisage d'utiliser sa fréquence 88,9 MHz pour la diffusion d'un programme en langue française? Une telle utilisation serait-elle conforme au contrat de concession conclu avec l'État luxembourgeois?

Réponse (4.7.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias:*

Madame la Députée souhaite savoir si je peux confirmer l'information que la Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise (SLR) a décidé de ne pas introduire de recours contre la décision du 27 février 2014 de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) refusant un certain nombre de modifications du cahier des charges de la SLR.

Je peux en effet confirmer cette information: Il ressort d'une lettre adressée par la SLR à l'ALIA et dont j'ai reçu copie que la société SLR a décidé de renoncer à former un recours contre ladite décision de l'ALIA.

En ce qui concerne l'avenir des fréquences, il est à noter que la permission pour diffuser le programme DNR, une radio qui relève de la catégorie des services de radio à réseau d'émission, a été accordée par la Commission Indépendante de la Radiodiffusion (CIR) sur base des articles 15, 16 et 18 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. Il appartient donc à l'autorité qui a octroyé la permission accordée à la SLR pour la diffusion du programme DNR, à savoir l'ALIA qui a pris la succession de la CIR de prendre les mesures qui s'imposent suite à la décision de la société SLR de renoncer à former un recours contre la décision du 27 février dernier et suite à l'arrêt effectif de la diffusion du programme fin mars 2014.

Conformément aux dispositions légales en vigueur (articles 3 et 16 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 précitées) les permissions sont en principe accordées après publication d'un appel de candidatures. À cette fin, l'ALIA publiera le moment voulu la liste des fréquences et emplacements disponibles pour les services de radio sonore à émetteur de faible puissance et précisera le délai pour la présentation des candidatures et dossiers.

Enfin, et à ce jour, le Gouvernement ne dispose pas d'informations lui permettant de confirmer que RTL envisagerait d'utiliser la fréquence 88,9 MHz pour la diffusion d'un programme en langue française. Le cas échéant cela ne pourrait se faire que moyennant une adaptation du dispositif de concessions sur avis de l'ALIA.

Question 0338 (6.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**Office européen des brevets:**

L'Office européen des brevets (OEB) est une organisation intergouvernementale qui emploie plus de 7.000 personnes de 38 pays européens, dont le Luxembourg.

Depuis quelques mois déjà, l'OEB fait face à des conflits entre le conseil d'administration, et plus particulièrement son Président, et une bonne partie de son personnel. Plus de 50% des employés de l'OEB, représentés par l'Union syndicale de l'Office européen des brevets, voient d'un œil très critique les réformes entreprises par le Président de l'OEB et dénoncent, entre autres, de nouvelles règles sur les grèves qui seraient contraires au droit international. Le climat social s'est nettement dégradé depuis et menace de ternir l'image et la réputation de l'OEB.

Lors de la réunion du conseil d'administration du mois de mars, une réforme dite de «démocratie sociale» a été votée. Cette dernière remet en question la participation du personnel aux organes statutaires de l'OEB et interdit, entre autres, au comité du personnel de nommer les experts de son choix. La communication syndicale est très fortement muselée et des sanctions disciplinaires ont été infligées à une dizaine de représentants syndicaux. Deux cas de suicide sont également à déplorer.

Par ailleurs, le Président de l'OEB a également refusé la tenue d'une enquête d'opinion du personnel sur ladite réforme interne.

Une lettre dénonçant la situation à l'OEB a été envoyée par l'Union syndicale aux 38 ambassadeurs des trois pays où sont situés les bureaux de l'OEB (Allemagne, Pays-Bas et Autriche). Le Député français de l'Étranger, Pierre-Yves Le Borgn', évoque, quant à lui, un problème de gouvernance au sein de l'OEB. Selon lui, «il est temps que les États membres prennent la mesure de la crise de l'Office européen des brevets et assument leurs pleines responsabilités. La Convention européenne des brevets, révisée en 2000, prévoit la réunion de conférences interministérielles. Or, il ne s'en est tenu aucune depuis 2000. C'est le moment de l'organiser et de mettre à l'ordre du jour la gouvernance de l'organisation, en particulier à la veille de la mise en œuvre du brevet communautaire dont l'Office sera l'acteur clé. La conférence interministérielle pourrait ainsi charger, avant cette importante échéance, une autorité indépendante (comme par exemple la Cour des Comptes européenne) de réaliser un audit exhaustif de la gouvernance de l'organisation à cette période charnière de son existence et de faire des propositions concrètes concernant son fonctionnement».

Lors de la prochaine réunion du conseil d'administration de l'OEB qui se tiendra les 25 et 26 juin prochains, il sera notamment question de reconduire le mandat de l'actuel Président de l'OEB.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de ces problèmes, notamment au travers des ambassadeurs? Y a-t-il eu une réaction de la part du Gouvernement?

2. Combien de ressortissants luxembourgeois travaillent au sein de l'OEB? Ces derniers ont-ils fait l'objet de mesures disciplinaires?

3. Quelle a été la position du représentant luxembourgeois lors de la réunion du conseil d'administration sur les réformes de «démocratie sociale» proposées par le Président?

4. Comment Monsieur le Ministre compte-t-il se positionner lors du prochain conseil d'administration en ce qui concerne la reconduction du Président de l'OEB?

5. Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions et suggestions de Pierre-Yves Le Borgn'?

Réponse (4.7.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1.

Aussi bien le Ministre de l'Économie que les représentants luxembourgeois au conseil d'administration de l'OEB reçoivent régulièrement, et depuis un certain temps, de nombreux courriers (lettres ou courriels) émanant de la délégation du personnel ou du comité central du personnel. Les réactions du Gouvernement se font par l'entremise de ses représentants aux sessions du conseil d'administration de l'OEB. Par ailleurs, ces mêmes représentants rencontrent régulièrement des membres luxembourgeois du personnel, émanant de différents niveaux de la hiérarchie, pour être informés sur la situation au sein de l'Office.

Ad 2.

Sur un total de 6.814 agents, 60 ressortissants luxembourgeois étaient en poste à l'Office européen des brevets au 31 décembre 2013. À ma connaissance, aucun de ces ressortissants luxembourgeois n'a fait l'objet de mesures disciplinaires.

Ad 3.

Lors de sa session de mars 2014, le conseil d'administration de l'OEB a examiné et approuvé, à l'unanimité (l'ensemble des 38 États membres étaient représentés, en ce y compris le Luxembourg), la proposition du Président de l'Office visant à réformer les modalités de la représentation du personnel à l'OEB et a, ainsi, encouragé le Président de l'Office à poursuivre ses efforts afin de réformer la politique sociale de l'OEB.

Ad 4.

Suite à un vote à bulletins secrets, qui s'est déroulé au cours de la session des 25 et 26 juin 2014, le conseil d'administration a prolongé le mandat de M. Benoît Battistelli pour la période du 1er juillet 2015 au 30 juin 2018.

Ad 5.

Le Gouvernement n'est pas d'avis que la Conférence des Ministres, telle que visée à l'article 4 de la Convention sur le brevet européen, soit le forum approprié pour discuter de sujets qui ont trait à la gestion de l'Office. Cette conférence a été créée pour débattre du développement du système du brevet européen.

La Conférence des Ministres pourrait, comme le suggère M. Pierre-Yves Le Borgn', notamment être convoquée pour finaliser les travaux préparatoires de l'entrée en vigueur du brevet européen à effet unitaire. Ces travaux ne sont toutefois pas suffisamment avancés pour pouvoir faire l'objet d'une Conférence des Ministres au cours de cette année.

En tout état de cause, si des tensions sociales entre une partie du personnel de l'Office et son Président sont avérées, le Luxembourg entend veiller à ce que les agents de l'Office bénéficient de conditions de travail optimales, l'Office s'étant engagé à garantir celles-ci sans réserve, et encouragera tout autant toutes les mesures visant à promouvoir le dialogue social au sein de cette organisation internationale. De même, le Luxembourg espère que les élections sociales qui se sont déroulées tout récemment à l'OEB seront de nature à apaiser les tensions actuelles.

Question 0339 (11.6.2014) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **fermeture de la route de Luxembourg CR119 sur le tronçon «Stafelter» raccordant la route d'Echternach:**

Lors de la séance publique du 4 juin 2014, et à l'occasion des discussions au sujet du projet de loi portant sur la construction d'une ligne de

tramway à Luxembourg, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a affirmé que la route de Luxembourg CR119 serait fermée à la circulation sur le tronçon «Stafelter» raccordant la route d'Echternach N11.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir les informations et les arguments sur lesquels le projet de fermeture de la route précitée est basé?

- Quelles seraient les implications générales au niveau de la circulation routière pour les riverains de la vallée de l'Alzette suite à une fermeture potentielle de cette route?

- Par ailleurs, quelles conséquences la mise en œuvre de ce projet aurait-elle sur le trafic routier dans la commune de Walferdange ainsi que dans les quartiers de Beggen et Dommeldange de la ville de Luxembourg?

Réponse (7.7.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant la fermeture de la route de Luxembourg CR119 sur le tronçon «Stafelter» raccordant la route d'Echternach N11.

L'abandon du CR119 n'est prévu que sur une longueur totale de 1,75 km entre Stafelter et l'intersection avec la N11 (intersection barrée sur l'illustration en annexe). Les véhicules en provenance de Eisenborn et Asselscheuer peuvent donc continuer à prendre le CR119 pour accéder au Stafelter ainsi que la liaison entre Helmsange/Walferdange et le carrefour du Waldhaff sera maintenue en tant que telle.

Actuellement, le tronçon à abandonner est utilisé par 9.000 véhicules par jour et par la ligne de bus 100 du RGTR. Il reste à noter qu'une partie de ces utilisateurs prennent cette route pour éviter de devoir traverser le carrefour Stafelter du Waldhaff vers Walferdange pendant la pointe vespérale entre 16h30 et 18h30. Concernant la ligne de bus 100, celle-ci sera déviée via Waldhaff ou elle profitera des mesures de priorisation pour bus et d'une voie d'insertion supplémentaire sur la N11.

De nombreux automobilistes utilisent le CR119 actuellement pour contourner la vallée de l'Alzette. Créant une capacité supplémentaire nord-sud, un délestage du chemin repris est attendu après l'ouverture de la Route du Nord. L'abandon de la section, prévu simultanément avec l'ouverture de l'autoroute A7 l'année prochaine, pourra même drainer davantage d'automobilistes sur la Route du Nord.

L'abandon sera accompagné de mesures d'aménagement aux carrefours du Stafelter (carrefour projeté à trois branches avec une priorité du sens de circulation Imbringen-Waldhaff) et du Waldhaff (extension de la voie d'insertion CR125-N11 sur 300 m) afin d'augmenter la sécurité routière, le confort et la capacité des deux intersections précitées.

En résumé et en sus des mesures d'aménagement aux carrefours du Stafelter et du Waldhaff afin d'augmenter la sécurité routière, un détour de 2,3 km est à considérer dès 2015 pour la liaison Eisenborn-Dommeldange, ce qui revient à une perte de temps de moins de deux minutes. Pour les habitants de Walferdange, l'abandon du CR119 n'aura aucun impact négatif pour les automobilistes.

D'un point de vue écologique, cet abandon constitue le principal pilier des mesures compensatoires pour les défrichements de forêt en relation avec le centre de remisage du tram près de l'échangeur Kirchberg. La construction de ce dernier s'accompagnera de la création de 4,4 ha de surfaces boisées dont 2 ha proviennent de la déconstruction du chemin repris. Cette solution présente l'avantage de ne plus avoir d'effet de coupure lié à la circulation routière dans cette partie du massif forestier. De plus, elle supprime définitivement tout risque de pollution susceptible d'affecter la zone de protection des sources II traversée par l'actuel CR119.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Chamber TV
och an der Rediffusioun all
Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

Question 0340 (11.6.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **allocations familiales en fonction des dépenses consacrées aux enfants:**

Selon l'étude récente «Konsumausgaben von Familien fur Kinder» du «Statistisches Bundesamt» en Allemagne, les dépenses familiales pour les enfants ont augmenté constamment les dernières années, cela dans un sens absolu (en euros) et relatif (pourcentage des dépenses de consommation des ménages). En outre, les auteurs de l'étude concluent que les dépenses consacrées aux enfants varient largement en fonction de l'âge et du nombre d'enfants appartenant au même ménage. Ce faisant, les conclusions de l'étude semblent contester les déclarations récentes de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration selon lesquelles «chaque enfant vaut le même niveau d'aide».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Est-ce qu'il y a des statistiques similaires pour le Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quels sont les résultats?

- Comment Madame la Ministre entend-elle y tenir compte?

Réponse (1.7.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Mettre un extrait d'une étude étrangère en relation avec une déclaration faite par un membre du Gouvernement dans un contexte plutôt général est un exercice délicat et difficile qui risque de créer des erreurs d'interprétation voire des malentendus.

En effet, quoiqu'il ne m'appartienne pas de commenter une étude faite à l'étranger par un organisme statistique étranger, les conclusions tirées de l'étude allemande par l'honorable Député, et qui ne correspondent pas aux constats faits par les auteurs, ne peuvent pas être mises en relation directe avec les réflexions faites dans le cadre d'une modernisation des prestations familiales au Luxembourg.

Quant aux questions précises de Monsieur le Député, il y a lieu de constater que de nombreuses études ont été publiées au cours des dernières décennies, études consacrées aux aspects divers de la politique sociale et familiale: la pauvreté, la pauvreté des enfants, les transferts sociaux, les revenus des ménages, les situations en matière d'emploi ainsi que les situations socioculturelles des ménages et/ou des parents ou encore le congé parental. Toutefois, des statistiques sur les dépenses liées aux enfants à l'instar des chiffres qui ressortent de l'étude allemande n'existent pas de la même façon au Luxembourg. À noter pourtant que la valeur de ces chiffres n'est pas à surestimer, puisque les dépenses prises en considération sont les seules dépenses liées à la consommation privée des enfants dans les ménages et excluent malheureusement des dépenses telles que celles relatives à la scolarisation ou à la garde des enfants. Au vu des coûts engendrés par la présence d'enfants dans un ménage et au vu des nombreuses aides financières directes et indirectes ainsi que des aides en nature auxquelles les ménages avec enfants ont droit, une appréciation fine et nuancée est donc de mise.

En tout état de cause, je peux rassurer Monsieur le Député que le Gouvernement et mes services veillent à considérer tous les aspects importants et nécessaires afin d'arriver à une politique familiale cohérente et équitable, dans laquelle l'enfant, son bien-être et ses chances d'avenir sont placés au centre des préoccupations.

Question 0341 (11.6.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **procédures en matière d'accords fiscaux octroyés à des multinationales lancées par la Commission européenne contre le Luxembourg:**

Joaquin Almunia, Commissaire européen chargé de la concurrence, a annoncé ce matin de vouloir ouvrir une enquête formelle sur lesdits accords fiscaux qu'il soupçonne constituer des aides d'État illégales.

La semaine dernière déjà, la Commission européenne aurait engagé une procédure d'infraction contre le Luxembourg, et ce en réponse à l'attitude du Gouvernement de ne pas divulguer des informations réclamées par Bruxelles.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre peut-il confirmer ces informations? Quand le recours en manquement a-t-il été formellement communiqué au Gouvernement?

- Quid des chances d'aboutissement du recours en manquement de la Commission européenne, eu égard au recours intenté par le Luxembourg à l'encontre des injonctions lui adressées par Bruxelles?

- Comment le Gouvernement estime-t-il pouvoir se défendre contre la procédure d'enquête formelle décidée par la Commission européenne? Des réunions de coordination avec d'autres pays ont-elles déjà eu lieu / sont-elles programmées?

Réponse (11.7.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En date du 11 juin 2014, la Commission européenne a adressé deux mises en demeure en matière d'aides d'État présumées à l'encontre du Luxembourg et une procédure formelle d'examen.

Ces deux procédures d'infraction ont été formellement communiquées aux autorités luxembourgeoises le même jour, à savoir le 11 juin 2014, et font suite aux décisions de la Commission européenne prises en date du 24 mars 2014 par lesquelles celle-ci a enjoint le Luxembourg de fournir des informations très étendues en matière d'aide d'État présumée pour ce qui est de la pratique des décisions anticipées en matière fiscale respectivement du régime d'imposition des revenus de la propriété intellectuelle.

Or, les autorités luxembourgeoises ont coopéré avec la Commission européenne conformément à leur devoir de coopération loyale. Au cours des mois précédents, elles avaient fourni à la Commission européenne la majeure partie des informations demandées, tout en émettant dès le début des réserves quant au fondement et à la légitimité des demandes d'informations de la Commission. Le Luxembourg a ainsi introduit deux recours en annulation de ces injonctions en date du 24 avril 2014 en contestant leur légalité.

Dans le cadre des deux procédures d'infraction ouvertes par la Commission, celle-ci considère que le Luxembourg n'aurait pas réagi suite à ses décisions du 24 mars 2014. Or, elle n'y tient pas compte des doutes exprimés par les autorités luxembourgeoises quant au bien-fondé de ses demandes.

Pour ce qui est de la procédure formelle d'examen pour aide d'État présumée en faveur d'un contribuable déterminé, les autorités luxembourgeoises donneront suite aux observations et questions de la Commission européenne.

Le Gouvernement estime que sa position est pleinement justifiée, et il la défendra au cours des étapes procédurales à venir.

Des contacts avec d'autres pays ont eu lieu dans le passé et se poursuivent également de manière régulière, au sujet de la problématique générale de telles enquêtes de la Commission sur les décisions anticipatives en matière fiscale.

Question 0343 (12.6.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **reconnaissance de l'équivalence et homologation au Luxembourg de diplômes reconnus équivalents au système Bologna:**

Dans un certain nombre de pays de l'Union européenne, notamment en Allemagne, différentes institutions d'enseignement supérieur délivrent des diplômes de premier voire de deuxième cycle qui ne portent pas - du moins pas officiellement - les titres de Bachelor/Master, deux degrés introduits par le processus dit «de Bologne». Or, sous certaines conditions, ces diplômes sont reconnus équivalents au Bachelor/Master dans les pays d'émission.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que les diplômes en question, donc les diplômes reconnus équivalents au système Bologna dans le pays d'émission, se voient également accorder une équivalence/homologation au Luxembourg?

- D'après quels critères ces équivalences/homologations sont-elles accordées?

- Combien d'équivalences/homologations de diplômes d'enseignement supérieur sont délivrées chaque année par les services compétents?

Réponse (2.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0343 de Madame la Députée Taina Bofferding.

D'emblée il y a lieu de préciser qu'au niveau de l'enseignement supérieur, le Grand-Duché de Luxembourg ne connaît pas de procédure d'équivalence de diplômes.

Par contre, il existe deux procédures de reconnaissance de diplômes:

1. la procédure d'homologation,

2. l'inscription au registre des diplômes d'enseignement supérieur.

La procédure d'homologation est requise pour l'accès à un certain nombre de professions réglementées tel que le professorat de l'enseignement secondaire en sciences humaines et en sciences naturelles, le barreau ainsi que pour les détenteurs de diplômes universitaires décernés par des pays hors Union européenne, en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire et en pharmacie. Les critères d'homologation sont fixés pour tous les domaines par le règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 fixant les critères d'homologation des titres et grades étrangers.

Un critère d'homologation pour les différents domaines de diplôme constitue notamment la durée minimale des études sanctionnées par le diplôme final. Ainsi pour pouvoir être homologué le diplôme final étranger en droit, en sciences naturelles ou en sciences humaines doit sanctionner une durée minimale de quatre années d'études.

La procédure d'inscription au registre des titres constitue en effet la procédure normale de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur au Luxembourg. L'inscription est entre autres nécessaire pour l'accès à certaines professions dont l'ingénieur-conseil, l'architecte, l'expert-comptable, le conseil économique.

Un titre est inscrit s'il a été délivré conformément aux lois et règlements du pays où le grade a été conféré s'il sanctionne un titre final d'enseignement supérieur. Ne peuvent être inscrits les diplômes non reconnus par les autorités gouvernementales de l'État où l'État ayant conféré le diplôme a son siège (notamment ceux d'établissements privés).

La décision d'inscription au registre des titres indique également le niveau d'études conformément à la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Ainsi sont inscrits au niveau 3 les diplômes sanctionnant une formation du niveau de l'enseignement postsecondaire d'une durée minimale d'un an, sont inscrits au niveau 4 les diplômes sanctionnant une formation du niveau de l'enseignement postsecondaire d'une durée minimale de trois années et sont inscrits au niveau 5 les diplômes certifiant que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée d'au moins quatre années.

Les diplômes sont inscrits au registre des titres sous la dénomination sous laquelle ils ont été délivrés.

Le nombre de diplômes homologués s'élève chaque année à environ 500 tandis que le nombre de diplômes inscrits au registre des titres, en nombre croissant chaque année, s'élève à plus de 3.000.

Question 0344 (12.6.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **coupe du monde de football:**

À l'occasion de la coupe du monde de football, les supporters des différents camps se préparent depuis des semaines à la fête. Sans nul doute, les rues et ruelles de la capitale et d'autres villes du pays seront à nouveau sous l'emprise de centaines de fans enclins à partager leurs émotions avec les autres.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que l'emploi de procédés pyrotechniques, tels les fusées et pétards, est autorisé pendant la coupe du monde? À quelles conditions et dans quelles circonstances? Quid des concerts de klaxons?

- La fixation de drapeaux aux voitures et autres engins autorisés à circuler sur la voie publique est-elle soumise à des règles particulières? Quelles sont ces règles?

- Est-ce que des instructions spécifiques ont été données aux forces de l'ordre dans le contexte de la coupe du monde de football?

Réponse commune (16.7.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La coupe du monde de football qui vient de se terminer ne s'est pas invitée chez nous avec les manifestations de joie connues par le passé. Ceci est dû, très probablement, aux résultats sportifs quelque peu en deçà enregistrés par les sélections nationales qui connaissent de nombreux supporters et de nombreuses supportrices vivant au Luxembourg.

Dès avant le coup d'envoi du championnat du monde des dispositifs particuliers avaient néanmoins été mis en place pour encadrer les supporters fêtards et ce particulièrement en raison du fait que les matchs se sont joués entre 18 heures et 4 heures 45 du matin. La Police grand-ducale était prête à intervenir si les festivités auraient dépassé ce qui peut être qualifié de raisonnable et tolérable au niveau des nuisances sonores ou encore de l'entrave durable à la circulation.

Concernant l'emploi d'articles pyrotechniques il y a lieu de se référer d'une part à l'article 553 du Code pénal qui dispose que «seront punis d'une amende de 25 euros à 250 euros ceux qui auront violé la défense de tirer, en certains lieux, des armes à feu ou des pièces d'artifice quelconques. Seront en outre, confisquées les armes à feu et pièces d'artifice saisies» et d'autre part aux règlements communaux des villes et communes luxembourgeoises.

Il est à noter également qu'il est interdit de remettre ou de vendre des matières explosives à des personnes âgées de moins de 16 ans.

En ce qui concerne les «concerts de klaxons», il ressort clairement de l'article 131 du Code de la Route que l'usage des appareils avertisseurs sonores dans un but autre que celui de la sécurité est interdit. Il échet de préciser que dans les agglomérations, suivant l'article 132 du Code la Route, il est défendu de jour et de nuit de faire usage de l'appareil avertisseur sonore, sauf en cas de danger imminent.

L'usage des avertisseurs sonores en dehors de ces conditions est sanctionné par un avertissement taxé d'un montant de 49 euros. De plus, il est à noter que les tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants sont punis d'une amende de 25 à 500 euros.

Les règles concernant l'aménagement de véhicules ainsi que les changements qui peuvent y être apportés sont définies dans le Code de la Route. Aucune disposition de ce Code de la Route n'interdit par principe la fixation de drapeaux aux véhicules. Le Code de la Route précise cependant qu'«aucun objet étranger à l'équipement normal du véhicule ne doit gêner la vue du conducteur, ni se trouver dans le champ de vision de celui-ci».

Les drapeaux qui sont fixés sur les véhicules peuvent être considérés comme chargement et doivent répondre aux conditions fixées par la loi et plus particulièrement l'article 8 du Code de la Route. Cette disposition prévoit que le chargement d'un véhicule routier doit être disposé et fixé de manière qu'il ne puisse tomber sur la voie publique. À défaut, le conducteur du véhicule risque un avertissement taxé d'un montant de 145 euros.

Question 0345 (12.6.2014) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **hausse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur certains produits:**

Lors de sa déclaration de politique générale sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, a annoncé que les différents taux de TVA seraient augmentés de 2% avec effet au 1er janvier 2015, à l'exception du taux super-réduit pour les biens de première nécessité qui serait maintenu à 3%.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre peut-il m'informer si le Gouvernement entend baisser les droits d'accises sur les produits pétroliers, et notamment sur le carburant, afin de contrebalancer la hausse du taux de TVA de 2% sur lesdits produits? Si tel n'est pas l'intention du Gouvernement, comment le Gouvernement envisage-t-il de rétablir le différentiel de prix entre carburant acheté au Luxembourg et celui acheté dans les régions frontalières du Luxembourg? Le Gouvernement ne craint-il pas des retombées négatives pour le budget de l'État? Dans l'affirmative, à quelle moins-value en termes de recettes le Gouvernement s'attend-il?

- Quid du différentiel de prix en matière de tabacs et de produits alcooliques, qui risque d'être mis à mal par la hausse du taux de TVA de 2%? Le Gouvernement entend-il revoir à la baisse les droits d'accises? Si tel n'est pas le cas, à combien sont évaluées les pertes de recettes pour le budget 2015?

- Le Ministre peut-il m'informer des conséquences que la hausse du taux de TVA sur les produits cités ci-dessus aura sur l'emploi?

Réponse (14.7.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Alors que Monsieur le Premier Ministre a annoncé lors de son discours sur l'état de la nation début avril que «… le taux augmentera de deux points de pourcentage au 1er janvier 2015. Cela vaut pour le taux normal, qui passera de 15 à 17%…», le projet de loi qui devra mettre cette disposition en place est encore en cours d'élaboration.

Les différents éléments du texte étant encore sous analyse, il n'est dès lors pas possible de répondre aux questions très précises de l'honorable Députée Diane Adehm.

Question 0347 (16.6.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) aux statistiques en matière de finances publiques:**

Dans son communiqué de presse de ce jour, la BCL se plaint d'avoir «à plusieurs reprises formulé des demandes d'accès à certaines statistiques en matière de finances publiques, en indiquant explicitement que l'absence de ce type d'informations serait de nature à affecter la qualité de toute analyse de l'évolution des finances publiques» sans avoir obtenu de réponse de la part du Gouvernement quant à ses requêtes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons, le cas échéant, légales ou réglementaires à la base de ce refus d'accès? Au cas où ce refus serait justifié par une raison légale ou réglementaire, le Gouvernement n'entend-il pas réformer les dispositions visées eu égard à la nécessité de disposer d'une analyse de qualité des finances publiques et de leur évolution?

Réponse commune (11.7.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La Banque centrale du Luxembourg a proposé d'insérer dans le projet de loi n°6597 relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques un nouvel article 9bis ayant pour objet d'accorder à la Banque centrale du Luxembourg «un accès inconditionnel et automatique à l'ensemble des statistiques de finances publiques existantes». La proposition de texte de la Banque centrale du Luxembourg a été publiée sous forme de document parlementaire.

Le sujet de l'accès aux informations relatives aux finances publiques et du flux de ces informations est un sujet transversal qui intéresse non seulement la Banque centrale du Luxembourg, mais présente également un intérêt pour toute une série d'autres instances publiques. La mise en place d'un cadre légal cohérent régissant l'échange d'informations pertinentes entre autorités concernées est dès lors de mise afin d'assurer la coordination en matière de finances publiques, de faciliter l'élaboration de prévisions macro-économiques, budgétaires et fiscales, de contribuer à la définition de la stratégie pluriannuelle en matière de finances publiques et de politiques structurelles et de renforcer la surveillance des politiques budgétaires et économiques. C'est dans le cadre de la réforme budgétaire prévue dans le programme gouvernemental et de la mise en œuvre du projet de loi n°6597 qui vient de passer le cap du premier vote constitutionnel par la Chambre des Députés que le Gouvernement entend traiter de l'accès aux informations relatives aux finances publiques et du flux de ces informations et notamment de la requête de la Banque centrale du Luxembourg.

Question 0348 (17.6.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **langue des signes:**

Les droits de l'Homme sont universels pour chaque être humain sans tenir compte du sexe, de l'origine ou de l'ethnie, de la couleur de peau, de l'appartenance religieuse ou du handicap. Par conséquent, les personnes sourdes doivent pouvoir jouir des mêmes droits dans le cadre de leur citoyenneté et de la vie politique, sociale, économique et culturelle, tout comme chaque être humain. L'amélioration des conditions d'accessibilité aux informations doit constituer un élément primordial de la politique en vue du respect des droits de l'Homme pour les personnes sourdes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Comment Madame la Ministre entend-elle améliorer l'accès des sourds aux informations?

2. Puisque les débats dans la Chambre des Députés sont déjà traduits en langue des signes depuis des années, quelles mesures Madame la Ministre entend-elle prendre pour garantir aux sourds un accès de qualité similaire aux informations gouvernementales?

3. Renvoyant à la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays 2014, quel est le progrès ainsi que l'état actuel des mesures promises dans ce domaine?

4. Puisque la langue des signes constitue une langue à part entière, avec son vocabulaire, sa grammaire et sa syntaxe, différant de pays en pays et parfois même de région en région, quelle(s) langue(s) des signes le Gouvernement utilisera-t-il?

5. Quand est-ce que la langue des signes sera officiellement reconnue comme il est fait référence au programme gouvernemental?

Réponse (10.7.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Pour ce qui est de l'accès des personnes handicapées à l'information, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région promeut la mise à disposition d'informations dans des formats accessibles aux personnes handicapées pour leur permettre de s'informer de façon autonome, sans devoir recourir systématiquement à l'aide de tierces personnes. Dans ce contexte, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a signé une convention avec «Klaro», un centre de compétence en langage facile. Les missions de ce centre de compétence sont, notamment, la coordination, l'accompagnement et le soutien aux personnes présentant des difficultés de communication. Le centre organise des cours en «communication facile et langage facile». Il met à disposition des administrations et institutions publiques et privées, entre autres, des outils concrets permettant d'améliorer et de faciliter la communication avec les personnes à besoins spécifiques. Il faut savoir que les personnes sourdes ou malentendantes de naissance recourent volontiers aux textes disponibles en langage facile étant donné qu'elles ont souvent une relation difficile avec le langage parlé et écrit.

Dans ce même ordre d'idées, le Ministère de la Famille a édité en 2013 et 2014, ensemble avec «Klaro» et Info-Handicap, une série de cinq brochures, à savoir: «Pourquoi et comment parler du handicap», «L'usage d'un langage simple», «Accueil accessible - Accueil pour tous», «Créer des documents audio et vidéo accessibles» et «Internet sans barrières».

2. Pour ce qui est de l'accès aux informations gouvernementales, une interprète en langue des signes est engagée, à compter du 15 juillet 2014, auprès du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Elle assurera, entre autres, l'interprétation en directe des briefings à l'issue du Conseil de Gouvernement et des conférences de presse des Ministres. Elle interprétera des langues luxembourgeoise, française et allemande vers la langue des signes allemande. En outre, elle assistera les personnes malentendantes et sourdes dans leurs démarches auprès des services et administrations de l'État et soutiendra ces services dans leurs efforts de communiquer avec les personnes malentendantes et sourdes.

À noter que le discours sur l'état de la nation du Premier Ministre ainsi que son discours prononcé la veille de la fête nationale ont récemment été diffusés en direct en langue des signes. Il est aussi projeté de traduire en langue des signes de plus en plus de formats télévisés diffusés en direct, tels les émissions diffusées lors des élections nationales et communales et d'autres émissions d'intérêt national.

3. Au niveau des messages d'alertes, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région travaille avec le Centre de Communications du Gouvernement et différents autres partenaires à l'élaboration d'une solution optimale pour la transmission de messages d'alerte adaptées aux personnes malentendantes et sourdes. Il s'agit de messages d'alerte communiqués par l'Administration de la Gestion de l'Eau, par les administrations communales, par l'Administration des Services de Secours, Meteolux, le Ministère de la Santé ou encore la Police grand-ducale. Des modèles de messages d'alerte «simplifiés et adaptés aux besoins des personnes malentendantes ou sourdes» ont été mis au point; il est prévu qu'à l'avenir, ces messages seront transmis par SMS aux personnes malentendantes et sourdes par le central des secours d'urgence 112 de l'Administration des Services de Secours.

4. Le Gouvernement a opté pour la langue des signes allemande («Deutsche Gebärdensprache» - DGS). De multiples raisons permettent d'expliquer ce choix. Les différentes langues des signes sont en effet des langues à part entières, des langues systémiques qui sont soumises à des règles. Elles possèdent des lexiques et une structure grammaticale aussi complexes que ceux des langues orales. Les langues des signes se pratiquent avec des postures et mouvements des mains, des mouvements du corps, des expressions faciales et des positions labiales. La langue des signes n'est en effet pas une langue universelle, mais elle diffère de pays en pays et parfois même de région en région. Après sept ans d'expérience et de collaboration étroite avec un interprète en langue des signes, ainsi que des entretiens et réunions à ce sujet avec des personnes concernées par la thématique et des recherches menées dans ce domaine, le Ministère de la Famille arrive à la conclusion que la langue des signes allemande (DGS) peut et doit être considérée comme la langue nationale des luxembourgeois malentendants ou sourds qui pratiquent cette langue comme première langue. À noter qu'il n'existe pas de langue des signes luxembourgeoise et que les demandes pour une interprétation en langue des signes autres que la DGS sont extrêmement rares.

5. La reconnaissance officielle de la langue des signes allemande se fera dans le cadre de la modification de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Les travaux y relatifs sont actuellement en cours.

Question 0350 (17.6.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **personnes intoxiquées lors d'un concours hippique:**

À l'occasion d'un grand concours hippique, les 12 et 13 juin 2014 à Roeser, plusieurs personnes ont été victimes d'une intoxication alimentaire et ont consulté le service d'urgence des hôpitaux de garde. Des preuves ont été prises et transmises au Laboratoire National de Santé afin de dépister les origines de l'intoxication. Ce dernier n'a pas pu publier des résultats dans un délai raisonnable parce que l'institution ne travaille pas en fin de semaine, laissant les personnes victimes du malaise ainsi que les responsables de l'événement dans l'incertitude concernant l'origine de l'intoxication.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des faits susmentionnés?

- Quelles ont été les raisons de cette intoxication alimentaire?

- Madame la Ministre estime-t-elle satisfaisant que des analyses urgentes ne soient pas traitées les week-ends par le Laboratoire National de Santé?

- Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que l'instauration d'un service de permanence au sein du Laboratoire National de Santé serait de mise pour prévenir de telles situations ou autres?

Réponse (16.7.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

En date des 13 et 14 juin 2014 une suspicion d'intoxication alimentaire collective a été signalée aux services de la Direction de la Santé qui ont procédé immédiatement aux investigations nécessaires. Conformément aux procédures internes, la Direction de la Santé a informé mon Ministère des faits en question.

Les résultats des analyses ont permis de conclure que l'agent en cause est une toxine provenant de bactéries, notamment de staphylocoques dorés. Les staphylocoques sont des bactéries ubiquitaires. Certains de ces staphylocoques peuvent produire une substance très irritante pour le tractus digestif des êtres humains, lorsqu'elles parviennent sur des aliments et s'y multiplient. La multiplication et la production de cette toxine sont d'autant plus importantes que la température de l'air ambiante est élevée. Quelques heures après l'ingestion apparaissent des vomissements et une diarrhée très intenses. Ces signes disparaissent après quelques heures et en principe la maladie guérit sans séquelles.

Le laboratoire de surveillance alimentaire du Laboratoire National de Santé (LNS) dispose de deux laborantins (1,5 ETP) disposant des compétences nécessaires en microbiologie alimentaire pour effectuer les analyses en question. Ces laborantins se tiennent à disposition pour travailler en dehors des heures d'ouverture du

LNS, donc aussi le week-end, lorsque des échantillons urgents sont acheminés au laboratoire. Depuis plus d'une trentaine d'années, le service de bactériologie, parasitologie et mycologie assure un service de permanence durant toute l'année afin de garantir l'inoculation des milieux de culture.

Dans le cas de l'incident survenu à Roeser, les personnes concernées ont été transférées en urgence dans une clinique de garde. Il convient de préciser que toutes les structures hospitalières disposent d'un laboratoire d'analyses médicales, dont le volet microbiologie est couvert et auquel il appartient de poser en urgence un premier diagnostic dans le sens à identifier une origine ou bactérienne ou virale ou chimique.

À partir de ces analyses, le LNS a reçu des échantillons à un rythme presque quotidien. Les services ont travaillé la semaine du 16 juin, y compris le week-end du 21 au 23 juin 2014, afin de déterminer l'origine de l'intoxication, à savoir isoler le germe produisant les entérotoxines.

Pour des situations exceptionnelles, il existe une permanence au sein du LNS. Les autorités sanitaires peuvent faire appel au LNS en cas de situation sanitaire nationale grave, ceci même en dehors des heures d'ouverture.

Question 0351 (17.6.2014) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **taux d'imposition lors de la vente de bâtiments construits à usage propre:**

La législation actuelle permet à un particulier de créer une société aux fins de construire un bâtiment à usage propre. Lorsque ce dernier décide de vendre la société avec le bâtiment construit, un taux d'imposition différent est applicable que si seul le bâtiment serait vendu par le particulier en nom privé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre des Finances peut-il me confirmer les affirmations ci-dessus?

- Dans l'affirmative, le Ministre des Finances n'envisage-t-il pas de faire de cette pratique une source de recettes supplémentaires pour l'État?

Réponse (17.7.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans sa première question l'honorable Député Aly Kaes demande confirmation que la législation actuelle permet à un particulier de créer une société aux fins de construire un bâtiment à usage propre et que, lorsque ce dernier décide de vendre la société avec le bâtiment construit, un taux d'imposition différent est applicable que si seul le bâtiment serait vendu par le particulier en nom privé.

Il y a lieu de distinguer entre d'un côté la situation en matière d'impôts indirects et de l'autre côté la situation en matière de l'imposition directe.

En ce qui concerne l'imposition indirecte, la législation permet à toute société de détenir des immeubles: En conséquence, une société peut aussi construire un immeuble dont l'utilisation doit cependant être conforme à son objet social. Rien ne s'oppose à ce qu'une société dont l'actif comprend des immeubles soit, par la suite, cédée par son fondateur à des tiers. Il s'agit alors d'une cession de parts sociales soumise, en principe, au droit d'enregistrement fixe sauf le cas d'une société de personne: En effet, dans cette hypothèse, la cession est assimilée à une vente d'immeuble avec l'application de droits d'enregistrement proportionnels. Donc, s'il y a souvent application d'un taux d'imposition différent, ceci n'est pas pour autant toujours le cas. À noter que l'article 7 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 dispose que l'attribution d'un immeuble - lors de la dissolution d'une société - à un associé autre que celui qui a apporté cet immeuble à la société, est assimilée à une vente en donnant ouverture aux droits d'enregistrement proportionnels à condition que cette attribution ait lieu dans les cinq ans de l'apport de l'immeuble à la société.

Quant à la fiscalité directe, deux cas se présentent:

1. Le particulier est supposé être associé majoritaire d'une société de capitaux qui possède à son actif un immeuble construit pour l'usage propre de l'associé. Au moment de la vente par l'associé de sa participation dans la société, un bénéfice résultant de la cession d'une participation importante (article 100 L.I.R.) sera imposé dans son chef au taux égal à la moitié du taux global correspondant au revenu imposable ajusté (article 131, alinéa 1er, litteram c L.I.R.). L'article 130, alinéa 4 L.I.R. dispose, entre autres, que la somme des revenus visés aux articles 99ter à 101 L.I.R. est diminuée d'un abattement de 50.000 euros porté à 100.000 euros dans le chef des époux imposables collectivement au sens de l'article 3 L.I.R., sans qu'il puisse en résulter une perte.

2. Le particulier vend en nom privé un immeuble construit pour son usage propre. Dans ce cas de figure, les dispositions de l'article 102bis L.I.R. s'appliquent. La plus-value qui peut se dégager de la cession de l'immeuble est exonérée.

Les motifs évoqués lors de la création de l'article 102bis L.I.R. sont entre autres que: «l'imposition de la plus-value par l'aliénation de la résidence principale rendrait plus difficile l'acquisition d'une autre résidence. Or, il y a un intérêt économique et social à ce que chaque personne puisse changer aussi facilement que possible de résidence. Pour ces raisons l'exonération de la résidence principale est recommandable». (Doc. parl. n°2078 sess. ord. 1977-78)

Il faut néanmoins rendre attentif au caractère particulièrement artificiel du 1er cas de figure. En effet, une société de capitaux dont le seul objet est l'acquisition d'un immeuble pour le mettre ensuite à la disposition gratuite de son associé majoritaire, est plus que frappant. Un loyer fictif devra être évalué pour tenir compte de cette mise à disposition gratuite et imposé en tant que distribution cachée de bénéfice. Cette même distribution cachée de bénéfice sera imposée en tant que revenu provenant de capitaux mobiliers (article 97, alinéa 1, numéro 1) dans le chef de l'associé.

Dans les deux cas décrits ci-dessus, des taxations différentes sont appliquées. Tandis que l'exonération de la plus-value réalisée lors de l'aliénation de l'habitation personnelle du contribuable est, pour des raisons d'ordre économique et social, toujours de mise, une imposition lors de la vente d'une participation lorsque le cédant a eu une participation importante dans une société doit avoir lieu pour des raisons de cohérence des dispositions légales en matière de fiscalité des organismes de caractère collectif, même si l'unique objet de la société est la mise à la disposition d'une habitation à son associé.

Finalement, en réponse à la deuxième question, il n'y a actuellement pas de travaux en cours visant à changer les lois en vigueur en la matière.

Question 0352 (17.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **Parlement des Jeunes:**

Récemment, la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL) a décidé de suspendre le Président du Parlement des Jeunes de sa fonction et de l'exclure temporairement du projet au motif que ce dernier aurait violé un certain nombre de règles.

1. Sur quelle base juridique les membres du Bureau exécutif de la CGJL se sont-ils référés pour destituer le Président du Parlement des Jeunes? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la destitution du Président ne peut se faire que par les membres du Parlement eux-mêmes?

Le projet du Parlement des Jeunes trouve son origine dans l'article 14 de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, qui prévoit l'instauration d'une «assemblée nationale des jeunes». Le commentaire des articles du projet de loi précisait que: «Cette structure sera mise en œuvre en étroite collaboration avec l'organisme représentatif de la jeunesse et le Service National de la Jeunesse.» Or, aucun règlement d'exécution n'est prévu pour préciser la mise en œuvre de cette disposition législative.

2. Dans la mesure où l'assemblée nationale des jeunes, selon les termes de la loi précitée, a «pour mission de donner aux jeunes et à leurs organisations la possibilité de participer à l'examen des questions ayant trait à l'action et à la politique en faveur de la jeunesse au niveau national et européen», quelle est, selon Monsieur le Ministre, la nature du Parlement des Jeunes? S'agit-il d'un projet purement pédagogique ou d'une instance à vocation politique?

3. Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de revoir les bases légales du Parlement des Jeunes afin de lui conférer plus de clarté dans son fonctionnement, voire de le séparer institutionnellement de la CGJL, tel que revendiqué par un groupe de membres du Parlement des Jeunes?

4. La CGJL asbl dispose-t-elle d'une convention avec l'État en vue de la mise en œuvre du projet du Parlement des Jeunes? Dans l'affirmative, quels sont les moyens budgétaires, logistiques et en personnel attribués à la CGJL à cette fin? La CGJL bénéficie-t-elle également d'un support financier pour l'organisation de la Convention des Jeunes («Jugendkonvent»)? Comment ces deux projets s'articulent-ils l'un par rapport à l'autre?

Réponse (17.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1.

Selon les informations dont je dispose, la CGJL s'est basée sur le règlement interne du Parlement des Jeunes pour prendre sa décision. Toujours selon ces informations, le bureau exécutif de la CGJL a jugé que la situation interne au Parlement des Jeunes était arrivée au point où elle menaçait l'intégrité du projet.

Ad 2.

La nature du Parlement des Jeunes est à la fois pédagogique et politique: Il ne saurait être question de dissocier ces deux composantes du projet. Le Parlement des Jeunes est pensé pour permettre aux jeunes du Luxembourg d'exprimer leur voix et de participer aux processus de prise de décision collective. Il s'agit donc bien d'un projet politique. En même temps, cette participation est de nature pédagogique dans la mesure où elle permet une éducation à la citoyenneté et à la démocratie. Il est normal qu'une tension puisse s'exprimer entre ces deux objectifs. Cela a été le cas non seulement ce printemps, mais aussi depuis la toute première session plénière du Parlement des Jeunes en 2009. La démocratie est un processus complexe et difficile: Il serait irréaliste de vouloir que son apprentissage se fasse sans heurts.

Ad 3.

Les parties prenantes au Parlement des Jeunes, à savoir les jeunes parlementaires, la CGJL et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, mènent actuellement un travail de réflexion sur de nouvelles méthodes de travail intégrant la tension inhérente au projet telle que décrite au point précédent. Il n'est cependant pas envisagé de séparer institutionnellement le Parlement des Jeunes de la CGJL. Ce n'est pas à la première difficulté qu'il faut envisager un divorce: Chaque conflit crée au contraire une opportunité pour réfléchir à la pratique démocratique et grandir des deux côtés.

Ad 4.

La CGJL dispose bien d'une convention de financement avec l'État luxembourgeois. Celle-ci englobe plusieurs objets, dont le Parlement des Jeunes. À cet effet, l'État luxembourgeois met spécifiquement à disposition de la CGJL un équivalent temps plein en ressources humaines. L'essentiel des dépenses de fonctionnement liées au Parlement des Jeunes est cependant assuré par la CGJL elle-même qui mobilise des fonds européens via le programme Erasmus+. Celui-ci permet en effet de financer des actions dédiées au soutien à la citoyenneté des jeunes.

L'organisation de la Convention des Jeunes est, quant à elle, assurée par d'autres personnes mises à disposition de la CGJL via la convention de financement.

Il n'y a pas de lien direct entre les deux projets, si ce n'est qu'ils relèvent tous deux de la priorité d'éducation pratique à la citoyenneté, telle que définie dans la convention de financement entre l'État et la CGJL.

Question 0368 (24.6.2014) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **généralisation du «Signing Server Token» LuxTrust pour les affaires courantes bancaires:**

Lors de la conférence de presse des banques du jeudi 19 juin 2014, les principales institutions bancaires de la place luxembourgeoise ont annoncé qu'à partir du 1er janvier 2016 les clients sont invités à utiliser exclusivement la solution LuxTrust avec leur «Signing Server Token» pour se connecter aux applications bancaires pour pouvoir effectuer leurs opérations.

C'est dans ce contexte, que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Le Ministre peut-il m'informer si le Gouvernement a prévu de garder le «Signing Server Token» gratuit après la première échéance de trois ans ou si les utilisateurs seront forcés à payer, après l'échéance, le prix standard pour le «Signing Server Token» qui se situe actuellement à 34,50 €?

2. Au cas où les utilisateurs opteraient pour une solution «Signing Stick» ou Smartcard, est-il prévu de faire en sorte que dès qu'un système d'exploitation évolue vers une nouvelle version que les «middlewares», nécessaire à la bonne utilisation, soient disponibles dans un délai adéquat?

3. En doublant le nombre des utilisateurs, est-il également prévu d'augmenter le nombre de personnes qui se trouvent en première ligne au niveau «helpdesk» pour suivre le nombre croissant des demandes en aide des nouveaux utilisateurs?

4. Pourriez-vous également commenter comment le problème de techniques cryptographiques du «snake oil» est résolu?

5. Vu le nombre croissant de «Tablets PC» et des problèmes de sécurité sur ces derniers, est-il prévu de développer les logiciels qui peuvent être utilisés pour se connecter, comme notamment à partir de Windows 8.1 RT ou Tizen OS?

6. Suivant CIRCL («Computer Incident Response Center Luxembourg»), il existe des problèmes de sécurité au niveau JVM («Java Virtual Machine»), un interface fortement utilisé par les institutions bancaires. Dans ce contexte, est-il prévu de remplacer les solutions Java par une autre technologie?

7. Dans le contexte des nouveaux utilisateurs qui n'ont pas d'expérience dans le domaine informatique, est-il prévu de créer des documents spécifiques pour leur donner une première initiation ou dans la même optique de proposer des cours d'initialisation?

Réponse (17.7.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La question parlementaire n°0368 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

1. LuxTrust SA vend aujourd'hui des produits, parmi lesquels le Token, qui ne sont pas gratuits.

Par contre, certaines banques ont décidé de leur propre gré de l'offrir gratuitement à leurs clientèles.

L'État est un actionnaire parmi d'autres dans le capital de LuxTrust SA. Or, ce n'est ni dans les pouvoirs ou les intentions du Ministre, ni dans ceux de LuxTrust SA de décider pendant combien de temps la gratuité du Token continuera à être offerte au niveau des banques. Chaque banque a son indépendance décisionnelle pour sa propre politique commerciale.

L'objectif de l'État est d'attirer l'attention du public sur le fait que la sécurité existante (tan card) n'est plus du tout suffisante et qu'il faut aller vers un produit plus adéquat et plus sûr.

2. Les mises à jour du «middleware» sont immédiatement testées par LuxTrust SA dès qu'elles sont fournies par la société qui les développe. Elles sont mises à la disposition du marché dès qu'elles ont passé les différents tests.

3. Le personnel du «Client Service Desk» de LuxTrust SA a été augmenté de 65% pour faire face aux demandes éventuelles des anciens et nouveaux clients.

4. LuxTrust SA utilise des techniques cryptographiques reposant sur des algorithmes reconnus, publics et standardisés.

Pour atteindre le meilleur niveau de sécurité, LuxTrust SA s'assure que les algorithmes et les longueurs de clefs sont en totale conformité avec les recommandations internationales. La mise à jour de ces paramètres, lorsqu'elle est nécessaire, est transparente pour l'utilisateur.

Enfin, LuxTrust SA veille à appliquer des standards reconnus et éprouvés.

5. Avec le dispositif Token, LuxTrust offre déjà la possibilité de se connecter à partir de tablettes.

6. Concernant le dispositif Token, LuxTrust offrait historiquement une solution Java.

Mais depuis un an déjà, le Token fonctionne sans Java, afin de ne plus être exposé aux risques mentionnés.

7. De telles initiatives ne sont pas prévues pour l'instant puisque le besoin ne s'en est pas encore fait ressentir. Les personnes qui exécutent des opérations bancaires en ligne ou des démarches administratives électroniques sont des personnes habituées à utiliser Internet.

Néanmoins, pour les personnes qui n'ont encore jamais utilisé Internet, qui n'ont pas encore effectué des opérations en ligne et qui rencontreraient éventuellement des difficultés, il existe, d'une part, des «helpdesks» au niveau de l'État, au niveau de LuxTrust SA et d'autre part des «helpdesks» au niveau des banques utilisant les produits LuxTrust.

Les retours d'expérience des personnes de tout âge utilisant déjà aujourd'hui activement les produits LuxTrust, sont globalement très satisfaisants.

Il est également important de disposer au Luxembourg d'une solution alternative qui soit sûre et bon marché.

N°10
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Équilibre des finances publiques p. 354
Responsabilité environnementale p. 365
Sommaire des séances publiques nos 30 et 31 p. 375
Sommaire des questions parlementaires p. Q111
30e séance Mercredi 9 juillet 2014
31e séance Jeudi 10 juillet 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

40e Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à Ottawa, Canada

Droits des femmes et jeunes: vecteurs de paix, acteurs de développement

Placée sous le thème «Femmes et jeunes en Francophonie: vecteurs de paix, acteurs de développement», la 40e Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est déroulée à Ottawa du 4 au 8 juillet, réunissant plus de 350 participants issus d'une quarantaine de sections ainsi qu'une vingtaine de présidents de parlement. La Chambre des Députés a été représentée par deux de ses membres, Mme Anne Brasseur et Mme Viviane Loschetter.

Le thème choisi pour le débat général était le même que celui du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie de Dakar en novembre prochain et les interventions des parlementaires ont permis de préparer l'avis que l'APF remettra à cette occasion.

En sa qualité de Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Mme Brasseur est intervenue au Réseau des femmes et pendant la réunion plénière afin de promouvoir la défense des droits des femmes ainsi que la lutte contre la corruption. S'agissant des droits des femmes, Mme Brasseur a en particulier fait appel aux représentants des parlements nationaux présents à Ottawa de signer, ratifier et mettre en œuvre la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Ouverte à la ratification par des États non-membres du Conseil de l'Europe, cette convention invite notamment les parties prenantes à agir législativement pour ériger en infractions pénales les violences physiques et psychologiques, les viols, les mutilations génitales ou encore les mariages forcés.

Suite aux réunions du Bureau, du Réseau des femmes parlementaires et des commissions, les délégations ont assisté à la cérémonie officielle d'ouverture pendant laquelle elles ont pu entendre le Gouverneur général du Canada, M. David Johnston, le Président du Sénat du Canada, M. Noël A. Kinsella, le Président de la Chambre des communes, M. Andrew Scheer, la Présidente de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, Mme Andrée Champagne (sénatrice, Canada), le Ministre canadien de la Francophonie et Ministre du Développement international, M. Christian Paradis, et le Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf. Ce dernier a ensuite présenté son rapport d'activité et répondu aux questions des parlementaires. Les délégués ont rendu hommage au Président Abdou Diouf qui s'est adressé pour la dernière fois à eux en tant que Secrétaire général de la Francophonie.



Mme Anne Brasseur (à droite) et Mme Viviane Loschetter lors de la réunion du Réseau des femmes de l'APF.

Au Bureau et à la réunion plénière, Mme Anne Brasseur a également présenté le rapport du Trésorier de l'APF. Tant pour l'exercice 2013 que pour le budget rectifié de l'année 2014, elle a annoncé que l'exécution du budget 2013 a engendré un excédent. Pendant son intervention, Mme Brasseur a souligné que l'indépendance financière de l'APF en doit beaucoup à des subventions extérieures en provenance notamment de l'Organisation internationale de la Francophonie. Dans ce contexte, l'APF suit avec grande attention les négociations en cours pour la prochaine programmation financière à moyen terme de cette organisation.

Tout en se félicitant de la gestion rigoureuse des finances de l'APF, Mme Brasseur a proposé plusieurs modifications en son nom personnel concernant la manière dont est présenté le budget de l'APF. À travers des rapports de mission plus systématiques et détaillés, le suivi du budget de l'APF par un commissaire aux comptes et un meilleur contrôle des dépenses pour ordre, l'APF pourrait faire preuve de davantage de transparence. Ces suggestions ont toutes été retenues par le Bureau, puis par l'ensemble des membres délégués en assemblée plénière.

Pendant la session, les parlementaires ont en outre adopté douze résolutions portant entre autres sur les situations politiques dans l'espace francophone, la formation professionnelle des jeunes, l'enlèvement d'adolescentes commis dans le nord-est du Nigeria par le groupe extrémiste Boko Haram et sur les biocarburants. De même, un cadre stratégique pour les travaux et priorités des années 2014-2018 a été adopté.

À la fin de la session, la Présidente de l'APF, Mme Andrée Champagne, a cédé sa place au nouveau Président, M. Paul McIntyre (sénateur, Canada).

La session 2013-2014 en chiffres

La session parlementaire estraordinaire 2013-2014 se terminera officiellement le deuxième mardi du mois d'octobre et il convient dès lors de faire un premier bilan chiffré du travail effectué pendant cette première session parlementaire depuis le changement de la majorité gouvernementale fin 2013.

Plus de 110 heures de séances publiques

Depuis le 5 décembre 2013, les 60 députés ont siégé à 33 reprises en séance publique. Les débats et votes ont duré 110,45 heures. À titre de comparaison, les parlementaires s'étaient réunis 45 fois en séance plénière pendant 153,42 heures au cours de la session parlementaire 2012-2013, une session complète de 365 jours.

Pendant la session extraordinaire 2013-2014, ils ont voté 74 projets de loi et une proposition de loi. Parmi ces textes figurent des réformes sociétales comme l'ouverture du mariage aux couples de même sexe ainsi que des projets d'infrastructure du pays tel le projet du tram. La seule proposition de loi votée concerne l'organisation du Service de Renseignement de l'État. 9 motions et 3 résolutions ont de plus été adoptées.

Dans le cadre des six heures de questions au Gouvernement, les ministres ont répondu oralement à 65 questions. Le Gouvernement a pris l'initiative de consulter les députés pendant un débat sur l'avenir de l'assurance dépendance. Une heure d'actualité, initiée par la sensibilité politique déi Lénk, a porté sur les négociations d'un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).

Trois déclarations gouvernementales figuraient à l'ordre du jour de la Chambre: la déclaration concernant le programme gouvernemental et le discours sur l'état de la nation de M. le Premier Ministre Xavier Bettel ainsi qu'une déclaration sur la situation en Ukraine de M. le Ministre des Affaires étrangères Jean Asselborn.

La Chambre s'est également dotée de nouvelles règles de fonctionnement. Ainsi les parlementaires ont adopté des modifications du Règlement de la Chambre des Députés à trois reprises. Le dernier changement met en place un code de déontologie pour les députés.

La pétition publique, un nouvel exercice

Un nouvel exercice a marqué la session extraordinaire, à savoir l'introduction des pétitions publiques qui se font uniquement en ligne. Quelque 80 demandes de pétitions publiques ont été introduites; quatre pétitions ont récolté plus de 4.500 signatures sur Internet. Elles ont ainsi dépassé le seuil nécessaire pour l'organisation d'un débat public à la Chambre; deux débats ont déjà eu lieu et un troisième est prévu en octobre sur deux pétitions concernant la protection des animaux.

M. Gérard Anzia succède à Mme Christiane Wickler

Assermenté le 10 juillet à la Chambre des Députés, M. Gérard Anzia complète depuis lors le groupe parlementaire «déi gréng» suite à la démission de Mme Christiane Wickler dont il vient de prendre la succession.

M. Anzia est conseiller communal à Useldange depuis 2005 et membre du collège échevinal depuis 2011.

Parmi ses nombreuses activités dans le domaine de l'écologie et du développement durable, citons son engagement dans le Mouvement écologique et la «Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga».

Il a été cofondateur de l'action «Komm spuer mat» promouvant l'économie d'énergie et président du «Réidener Energieatelier». Depuis 2014, il est président du syndicat SICONA-Centre.

Le nouveau parlementaire est ingénieur et actif dans l'enseignement depuis 1992. À part son intérêt pour les questions d'énergie et d'écologie, il s'engage pour un tourisme durable et des formations d'artisan dans le domaine des «green jobs».

Finalement, les besoins des personnes à capacités réduites et en situation de handicap lui tiennent également très à cœur.



M. Gérard Anzia lors de son assermentation.

Échange sur le transport transfrontalier

Les questions concernant le transport transfrontalier entre le Luxembourg et l'Allemagne ont dominé les entrevues lors d'une visite de M. Patrick Schnieder, membre du Bundestag et président du groupe d'amitié DEBELUX (Allemagne, Belgique, Luxembourg), à la Chambre des Députés fin juillet. M. Schnieder fut reçu par le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

Les deux parlementaires ont échangé leurs vues sur les possibilités d'améliorer le transport ferroviaire, routier et fluvial entre le Grand-Duché et la République fédérale d'Allemagne. Le député allemand, membre de la commission du transport du Bundestag, a assuré son homologue luxembourgeois de son soutien en matière de consolidation, voire d'extension de l'accès du Luxembourg aux grands réseaux internationaux.

Les deux interlocuteurs ont également plaidé pour accélérer l'aménagement des écluses de la Moselle afin de favoriser le transport fluvial. Ils ont par ailleurs discuté des opportunités éventuelles de collaborer en matière de logistique, un des secteurs économiques phares où le Luxembourg entend accélérer le développement.



M. Patrick Schnieder signe le Livre d'or de la Chambre en présence de M. Marc Angel.

L'administration parlementaire se présente

Le Service des Ressources humaines

Au fil des années, les effectifs de l'administration parlementaire se sont renforcés parallèlement à l'accroissement de ses missions et tâches. Il s'est donc avéré indispensable de créer un service spécifique afin de traiter toutes les questions relatives au personnel. C'est en 2001 que le Service des Ressources humaines a ainsi officiellement vu le jour. Au début, une seule personne gérait les tâches en relation avec les ressources humaines. Aujourd'hui, le service est composé de trois fonctionnaires, M. Jean-Paul Ternes (responsable de service) et Mmes Chantal Hoffmann et Barbara Di Pillo, qui s'occupent des 89 fonctionnaires et salariés.

Les tâches d'un service des ressources humaines au sein d'une administration publique sont identiques à celles d'une entreprise privée, à savoir, d'une part, l'administration du personnel comprenant des activités à caractère purement administratif (recrutements, rémunérations, carrières, etc.) et, d'autre part, la gestion des ressources humaines, qui comporte une dimension stratégique. La stratégie de l'administration se reflète dans un souci de meilleure efficacité, d'accroissement de la qualité du travail, d'allocation optimale des ressources humaines et de fédération des collaborateurs et de leurs connaissances.

Parmi les multiples domaines d'activités du service, la gestion de l'horaire mobile, la mise en œuvre du plan de formation et l'élaboration du bilan social méritent une description plus détaillée.

L'horaire mobile, introduit en 2001 à la Chambre des Députés, est la faculté accordée à l'agent de disposer lui-même, dans certaines limites et pour autant que le bon fonctionnement du service le permette, des heures d'arrivée, de présence à son lieu de travail et de départ. Il permet au personnel une meilleure adéquation entre vie professionnelle et vie privée. L'horaire mobile peut être considéré comme un facteur parmi d'autres ayant une influence qualitative et motivationnelle sur le personnel. D'un autre point de vue, il permet d'adapter les horaires de travail aux besoins et à la mission du Parlement, dans le but d'une plus grande flexibilité et efficacité dans l'exécution de ses tâches. Évoquons en outre que l'introduction du télétravail à la Chambre des Députés, qui consiste à effectuer principalement sa tâche à partir du domicile, renforce davantage encore cette flexibilisation du temps de travail.

La Chambre accorde une grande importance à la formation continue de ses collaborateurs. Le plan de formation de l'administration parlementaire, introduit en 2011, consiste à promouvoir la formation professionnelle, donc à permettre aux agents de l'administration de parfaire leurs compétences professionnelles individuelles et collectives, ceci dans le but d'optimiser le fonctionnement de l'organisation. Afin d'offrir des formations répondant avec précision aux besoins de formation du personnel, le plan de formation est basé sur le recensement systématique des besoins individuels et collectifs effectué auprès des collaborateurs de l'administration.

Repérer des dysfonctionnements, y remédier afin de mieux piloter une organisation et d'accroître son efficacité: voilà une mission importante d'un service des ressources humaines. Le bilan social est un élément important dans cette démarche. Il recense des indicateurs sociaux mettant en évidence une vue d'ensemble des caractéristiques du personnel et de leurs conditions de travail. Les indicateurs-clés concernent l'emploi (pyramide des âges et des sexes, les effectifs par carrière et par degré d'occupation, le congé restant, etc.), la rémunération et la formation. Le choix des indicateurs se fait librement et le bilan social permet de voir leur évolution annuelle.

Finalement, la voie empruntée par le Service des Ressources humaines de l'administration parlementaire est celle du développement de la professionnalisation de la gestion des ressources humaines, conformément au Plan d'action de la réforme administrative dans la fonction publique luxembourgeoise.



Les membres du Service des Ressources humaines

SÉANCE 30

MERCREDI,
9 JUILLET 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. le Président*

2. 6597 - Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:

a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Luc Frieden, M. Alex Bodry, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *M. Justin Turpel (parole après ministre), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *M. le Président, M. Alex Bodry*

3. 6631 - Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Luc Frieden, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. Justin Turpel*
- *M. Guy Arendt (fait personnel)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Hommage à Mme Christiane Wickler

- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Romain Schneider, François Bausch et Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Ech maachen d'Sëtzung op.

Déi traditionell Fro brauch ech am Moment net ze stellen, duerfir gi mer dann direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour iwwer, de Projet de loi 6597 iwwert d'Gouvernance vun den ëffentleche Finanzen.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Eugène Berger. Bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Luc Frieden, Alex Bodry, Henri Kox, Gast Gibéryen. Ech bieden déi aner Kolleegen, sech am Laf vum Rapport anzeschreiwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Eugène Berger.

2. 6597 - Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:

a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn och nach eng Kéier kuerz nogefrot. Also et ass awer esou, datt d'Regierung respektiv och de Finanzminister ënnerwee sinn, also datt awer och do wäert Präsenz hei garantéiert sinn.

Här President, mat deem virleiende Projet hei, deen nach vun dem viregte Finanzminister, dem Luc Frieden, déposéiert gi war, wäert sech déi national Budgetspolitik e Schrëtt weider an de Kader vun enger gemeinsamer europäescher Démarche afügen, déi e puer Ziler huet:

- méi eng grouss Stabilitéit vun de Budgete vun deenen eenzelne Memberslänner,

- déi ekonomesch a budgetär Politike vun den eenzelne Memberstate besser zesummen ze koordinéieren an enger Aart Pakt,

- an och d'Stabilitéit an der Eurozon ze erhalen.

D'Interessegemeinschaft vun der EU, um politeschen awer och um wirtschaftleche Plang, soll also duerch dëse Projet och gestäerkt ginn; mä net nëmmen eleng d'Interessegemeinschaft.

Ech mengen, och mir, och Lëtzebuerg, wäert gestäerkt ginn, andeems mir eis duerch dëse Projet eng nei Budgetsdisziplin ginn, déi eis et erlabe wäert, um nationale Plang fit ze gi respektiv fit ze bleiwen. Well duerch déi Disziplin, déi mir eis mat deem virleienden Text hei operleeën, kann och Lëtzebuerg sech heiheem - net nëmmen an Europa, mä och heiheem - besser opstellen, fir mëttel- a laangfristeg mat gesonde Finanzen dozestoen, fir d'Wirtschaft unzekuerbelen, fir Aarbechtsplazen ze schafen, fir d'sozial Stabilitéit weider ze garantéieren an eben och fir weider d'Moyenen ze hunn, fir eng adequat Sozialpolitik an eisem Land kënnen ëmzesetzen.

Bon, wann een et wëllt vergläichen - ech hu gëschter Owend, wéi ech dunn do de Fernseh op eemol schnell ausgedréit hunn - mat enger Weltmeeschterschaft oder mat enger Fussballséquipe, hei ass d'Iddi och, datt mer natierlech wëllen déi europäesch Équipe gutt opstellen, da muss ee kucken, datt natierlech déi eenzel Spiller och gutt dostinn. An et kann een et eigentlech e bëssen hei esou vergläichen, wann also déi eenzel Spiller fit sinn, ass och déi Mannschaft EU fit an da kann déi op dem globale Spillfeld an der Welt, um ekonomeschen a Finanzeplang, och mathalen.

Op där anerer Säit huet dat awer och nees en Intérêt fir deen eenzelne Spiller, well en da fit ass a well da vläicht och seng Valeur um Transfertmarché méi grouss gëtt, soudatt en also an all Équipe ka gutt spillen.

Dee Prozess hei, dat ass e laange Prozess. Mir hunn do e laange Prozess hannerun eis, fir eng gemeinsam Stabilitéitspolitik an d'Realitéit ëmzesetzen. Ech ginn do elo net an all d'Detailer a vun deenen Etappen; dat kënnt Der am Exposé des motifs vum Gesetz 6597, mä awer och am schréftleche Rapport noliesen.

Vläicht graff an e puer Zich e puer Schlësselmomenter vun deem ganze Prozess.

Dat Ganzt ass ugaange mam Maastrichter Vertrag 1992 - deemools waren et 15 Memberstaten. D'Iddi war et, fir eng Union économique et monétaire mat éischte Konvergenzkritären ze schafen, déi ee muss anhalen - do si jo déi berühmte Stéchwierder, déi eigentlech haut zum ABC gehéiere vu jiddwerengem, dee sech e Minimum mat Finanzpolitik ofgëtt -:

- net méi wéi 3% Défizit vun den ëffentleche Verwaltunge par rapport zum PIB, an

- net méi wéi 60% Verschëldung par rapport zum PIB.

Déi nächst Etapp, den Traité vun Amsterdam 1997 - mir bleiwen dann an Holland, no Maastricht -, do ass dann d'Adoptioun vum Pacte de stabilité et de croissance virgesinn, wou dann eigentlech den Ufank och vun enger konkreter Koordinatioun vun deenen nationale Budgetspolitike läit a wou och dann eng Surveillance - wat een nennt e Volet préventif - agefouert gouf. A mat engem éischte Reglement gouf och de Volet dissuasif agefouert, wann d'Memberstaten een ze héijen Defizit opweisen.

2005 - kënnt Dir Iech erënneren - hate mir d'Présidence hei zu Lëtzebuerg an du gouf dee Pacte de stabilité et de croissance reforméiert.

E puer wichteg Elementer aus där Reform:

- differenzéiert Objectifs à moyen terme fir déi eenzel Memberlänner,

- eng Verstäerkung vum Volet préventif,

- och de Volet dissuasif gouf gestäerkt. Wann also e seriöen Écart vun de Finanze vun engem Memberstat a sengem Objectif à moyen terme, am OMT, virlouch, dann ass eng Procédure d'alerte lancéiert ginn. An deem Volet dissuasif kann et bis zu Strofe kommen.

Nächst Etappen - ech maachen dat ganz schnell, wéi gesot - no där weltwäiter Wirtschafts- a Finanzkris tëschent 2010 an 2013:

- Aféierung vum Semestre européen mat jährleche Prozedurkalenneren an der Presentatioun vun den nationale Stabilitéits- a Reformprogrammer, déi vun der Kommissioun aviséiert ginn, éier een de Budget opstellt.

Weider wichteg Elementer sinn dann déi sougenannten „Sixpack", dat sinn net déi Muskelen, déi ee sech am Fitnessclub kann uneegnen, mä dat kéint awer och vläicht symbolhaft derfir stoen, datt hei dee Sixpack awer och eppes ass, wou déi europäesch Finanzen an d'Wirtschaft solle besser a méi staark opgestallt ginn, den „Twopack" an dann natierlech och zum Schluss den TSCG, den Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance.

Voilà, dat wier de kuerzen Historique.

Mir sinn also elo hei och bei dësem Projet de loi, wou mir dann déi europäesch Texter, Reglementer ëmsetzen, déi Haaptelementer an eis national Gesetzgebung aschreiwen. Een Haaptelement vum Traité verlaangt, datt d'Finanze vun der Administration publique am Équiliber oder am Excédent sinn. Dat ass déi sougenannten „Règle budgétaire", déi gëtt och nach „Règle d'or", also déi Golde Regel genannt, am Artikel 3 vum TSCG.

Wéini ass déi Golde Regel do erfëllt? Dat ass, wann de Solde structurel - de Solde structurel ass also onofhängeg vu kuerzfristege konjunkturellen Op- an Ofen - vun den Administrations publiques dem OMT entsprécht an an enger Forschett vun 0,5 bis 1% vum PIB läit.

Schliisslech gëtt och en automatesche Korrektiounsmechanismus agefouert, dee sech déclenchéiert, wann e Memberstat sech vu sengem OMT ewechbeweegt.

Am Projet de loi, deen elo virläit, ginn déi verschidde Regelen an eis national Gesetzgebung ageschriwwen.

Vläicht virewech och nach, et si Journalisten, déi mech elo déi lescht Deeg oder lescht Stonne gefrot hunn, fir nach verschidden Erklärungen zum Gesetz ze kréien. An do war méi wéi eng Kéier déi Fro oder déi Remarque: Jo, gëtt dann elo de Budget vu Lëtzebuerg zu Bréissel geschriwwen?

Dat wäert sécher net de Fall sinn! Mir bleiwen Här a Meeschter iwwer eise Budget, mä déi Virgabe vu Bréissel, déi mir elo hei ëmsetzen, dat ass e Kader, eng Struktur, eng Virgehensweis, fir eise Budget am Grëff ze halen, ebe fir eng bonne Gouvernance - sou steet et jo och am Titel - vun de Finanzen an d'Weeër ze leeden.

Wéi maache mir dat hei an deem Projet de loi? Dat sinn dann eben déi Haaptmossnamen, déi ech och kuerz schonn opgezielt hunn am Artikel 2. Do gëtt d'Règle d'or, also d'Règle budgétaire am Gesetz ageschriwwen, dat ass also d'Obligatioun, fir de Budgetséquiliber vun den ëffentleche Finanzen ze erreechen.

Hei muss een och betounen, ëffentlech Finanzen, dat sinn dräi Secteuren: also d'Administration publique, dat ass den Zentralstat, dat ass den Domän vun der Sécurité sociale an dat ass den Domän vun de Gemengen. Also ass eigentlech och u sech d'Grondiddi, datt och déi Secteure gefuerdert si respektiv hire Bäitrag do musse leeschten, fir de Budgetséquiliber ze erreechen. Ech kommen herno beim Artikel 5, wann ech dee kuerz wäert explizéieren a kommentéieren, nach eng Kéier dorobber zréck.

Mä, wat bedeit dat konkret, zum Beispill, fir d'Gemengen? Mir haten an der Cofibu, an der Finanz- a Budgetskommissioun - wou och eng Rei Député-mairë sëtzen - eng animéiert Diskussioun doriwwer, wat dat dann herno géif bedeiten, dat Engagement, datt och mussen, zum Beispill, d'Secteur-communalen hire Bäitrag dozou leeschten.

Mir hunn dunn och nach eng Kéier et fir richteg a gutt fonnt, fir en Avis vum Syvicol unzefroen. De President, den Emile Eicher, huet dat dunn och relativ schnell, duerfir soen ech him Merci, gemaach, froe gelooss bei senge Memberen, fir emol esou ze soen. An dunn ass do och awer eng Formule fonnt ginn. Also an hirem Avis soe se, datt den Engagement vun de Gemengen an éischter Hisiicht emol politesch ass. Den Engagement ass politesch. Déi contraignant Mesuren, à voir, wéi dat sech herno wäert ausdäitschen.

Am Artikel 2, am Artikel 3 villméi, gëtt dann den OMT, de sougenannten „Objectif à moyen terme" agefouert, deen ee sech also muss ginn. Et muss ee sech en Zil setzen an och de Wee dohinner, d'Trajectoire, wéi een dëst Zil also kann erreechen. An eisem Fall wier dat 2018 0,5% am Solde structurel.

Hei muss een dann och preziséieren, datt dat hei Gesetz muss complétéiert ginn, oder datt een dat heite Gesetz, besonnesch deen do Artikel 3 muss gesinn am Zesummenhang mat engem neie Budgetsgesetz, engem Budget pluriannuel op fënnef Joer, dee mer wäerten an Zukunft och mussen opstellen. Dës Kéier déi éischte Kéier, am Hierscht 2014 wäerte mer esou e Budget pluriannuel opstellen, fir eben do dann och déi Trajectoire ze zeechnen, wéi mer wëllen eist Zil dann och erreechen.

Den Artikel 6 kommen ech da weider. Do gëtt en anert Element agefouert, dat ass den automatesche Mécanisme de correction, fir de Fall, wou mer da géife significatif vun eiser Trajectoire, fir bei den OMT ze kommen, ofwäichen. Och hei hu mer eng Solutioun, oder deen, deen d'Gesetz geschriwwen huet, oder de Législateur villméi, huet do eng national Solutioun behalen, an praktesch drageschriwwen. Et kéint ee jo soen, mir maachen eng Dispositioun, wou dann, wann hei eppes aus der Bunn geréit, direkt Bréissel géif agräifen. Mä et ass hei esou formuléiert, datt dann net direkt Bréissel agräift, mä datt mir selwer hei zu Lëtzebuerg kucken, dann d'Saach erëm an de Grëff ze kréien. Dat ass also am Artikel 6.

Vläicht nach e klengt Wuert. Wéini ass een Écart significatif? Also e Mécanisme de correction muss spillen, wann den Écart significatif ass, dat ass, wann d'ëffentlech Finanze méi wéi 0,5% vun dem OMT an der Trajectoire am Joer ofwäichen.

Dann déi ganz Uwendung vun deenen dote Regelen, vun där doter Struktur. Déi muss iwwerwaacht ginn, och ob mer déi Trajectoire anhalen, ob mer um richtege Wee sinn. Dat

muss iwwerwaacht ginn. Net nëmmen - natierlech hunn d'Regierung an och d'Chamber Intérêt, fir dat ze iwwerwaachen -, mä dat gëtt awer och vun enger externer, onofhängeger Kontrollinstanz kontrolléiert.

Am Artikel 7 féiere mer duerfir de Conseil national des Finances publiques an. Et ass esou, an där éischter Versioun am Text vum viregte Finanzminister war ugeduecht, fir d'Banque centrale als esou e Kontrollorganismus anzesetzen. Dat huet eng Rei Froen opgeworf. Och d'Banque centrale selwer huet sech Froe gestallt, ob dat net géif e Problem gi mat hirer Onofhängegkeet, ob dat géif eigentlech an d'Missioune vun hirer Politique monétaire erapassen.

Déi nei Regierung huet no Reflexioun dunn nach eng aner Formule an engem Amendement proposéiert, dat ass also e Gremium vun Experten. Déi zwee Modeller gëtt et an Europa. An der Kommissioun hate mer och eng Lëscht ausgedeelt. Et gëtt Länner, wou d'Regierung déi Kontroll mécht, wou d'Chamber déi Kontroll mécht, wou eng Banque centrale déi Kontroll mécht. Mä et gëtt awer eng ganz Rei Länner an Europa, wou och esou onofhängeg Expertegremie sinn. Mir hunn eis also fir dee Wee décidéiert.

Wéi gesäit dee Kontrollgremium aus? Do sinn zwee Experten, déi vun der Regierung nomméiert ginn. Dat heescht, se sinn net aus der Regierung selwer, mä d'Regierung nennt zwee Experten. D'Chamber, mir nennen zwee Experten a Wirtschafts- a Finanzfroen, ee Member Cour des Comptes, ee Member, deen zesumme vun de Chambres de Commerce, Métiers, Agriculture bestëmmt gëtt, an ee Member Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a Chambre des Salariés. Dat ass also dee Gremium, deen dann déi Saach iwwerwaacht.

Nach vläicht zwou aner Mesuren, ganz kuerz erwähnt am Artikel 9 an 10, déi awer och, bon, nei och net esou sinn, mä déi mer awer och mussen aschreiwe wéinst deene verschiddene Regelen an Dispositiounen aus der EU. Dat sinn d'Douzièmes provisoires eigentlech, déi mer zwar schonn och haten an der Vergaangenheet hei zu Lëtzebuerg, wéi mer dee Budget vun Douzièmes provisoires hei diskutéiert hunn.

Mir hate jo erkläert, datt praktesch bis an d'50er a 60er Joren dat d'Regel war. Mä hei schreiwe mer dat elo och an dëst - soll ech et Kadergesetz nennen? Ech maachen dat zwar net -, mä an dëst Gesetz an, datt mer also och, wa mer net bis den 31. Dezember e Budget fir dat nächst Joer gestëmmt hunn, da sollen déi d'Prozedur vun den Douzièmes provisoires déclenchéieren.

An dann eben e leschte Punkt am Artikel 9 an 10, dat ass d'Kommunikatioun vun den Informatiounen iwwert d'Finanze vum Secteur public. Wann een dat Ganzt wëllt suivéieren, wann de Conseil national dat Ganzt soll am Bléck behalen, mussen natierlech ëmmer ganz schnell déi noutwendeg Donnéeën vun dem Secteur public do sinn, fir datt een e kloert Bild huet, wéi d'Finanzen evoluéieren. An dat gëtt also och do dann agefouert.

E kuerze Bléck op déi verschidden Avisen, Här President, déi hei erakomm sinn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi fäerten, datt mat deem Gesetz hei géif d'national Souveränitéit, datt mer géifen eigentlech eis Souveränitéit iwwert de Budget verléieren. Si zweifelen och, ob d'Mesuren effikass sinn, déi hei kéinte geholl ginn opgrond vun deem Gesetz, datt dat vläicht méi Austeritéitspolitik kéint bedeiten oder de Sozialmodell a Fro stellen.

D'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce, déi begréissen de Projet a si hoffen, datt mat deem Projet hei méi eng grouss, eng méi streng Disziplin an eise Budget kënnt, an datt mer doduerjer dann och kënnen déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, fir op dee richtege Wee fir de Budgetséquiliber ze kommen an eis Schold kënne reduzéieren.

D'Chambre des Salariés ass, fir et emol esou ze soen, guer net waarm fir den Text. De Spillraum vum Budget, soe se, gëtt méi kleng, an och fäerte se, datt dann herno am Endeffekt do kéint d'Sozialpolitik drënner leiden. Si hunn och déi Fro sech gestallt, ob d'Iwwerwaachung vum Budget duerch extern Autoritéiten net géif déi national Budgetskompetenz a Fro stellen. Mä hei nach eng Kéier, mir hunn et jo esou zum Beispill bei de Mécanismes de correction geregelt, datt mir dat wäerte selwer heiheem maachen.

Den Avis vum Statsrot, bon, do hate mer eigentlech e puer Avisen. Mir hate jo e Projet initial an dann nach d'Amendementer. Ech mengen, fundamental mat der Approche huet de Statsrot keng Problemer gehat. Et sinn, wéi üblech, verschidde Modifikatiounen technescher Natur. De Statsrot huet sech mat zwou, dräi Froe méi speziell beschäftegt.

Eng Fro war déi, wou zum Beispill d'europäesch Verflichtungen, also d'Règle d'or oder de Mécanisme de correction, wann déi an déi national Législatioun ageschriwwe ginn an domadder eigentlech iwwert dem Budgetsgesetz solle stoen, ob dat dann net - si gesinn do also eng gewëssen Hierarchie -, ob do net misst mat Majorité qualifiée dat Gesetz an der Chamber gestëmmt ginn. Dat waren och Iwwerleeungen, mengen ech, vun der deemoleger Regierung, och vun der Chambre de Commerce.

De Statsrot seet awer neen. Am Artikel 14 vun der Verfassung ass kloer definéiert, wéini a wat fir engem Fall een e Vote à majorité qualifiée muss huelen. Hei ass jo eigentlech déi Situatioun, Lëtzebuerg kennt jo elo net dat, wat a Frankräich, wat een, mengen ech, Loi organique nennt, dat esou tëschent der Verfassung an deem normale Gesetz steet.

Op alle Fall, hei geet eng normal Majoritéit duer. Wann een dat wéilt à majorité qualifiée stëmmen, da wier dat éischter e politescht Signal. Et wier awer am Endeffekt keen Element, wat wierklech vun der Verfassung eis hei géif opgedrängt ginn. Ech mengen, et ass eigentlech wéinst eisen europäeschen Engagementer, déi mer an den Traitéen hunn, datt mer eben am Budgetsgesetz dann och verflicht sinn, déi verschidde Regelen do anzehalen.

E werft och d'Fro op nach eng Kéier, wéi de Secteur communal an d'Sécurité sociale an déi Budgetsdisziplin mat agebonne kënne ginn. Duerfir war och dann den Artikel 5 complétéiert ginn an deem Sënn, datt eben och déi do Froen - déi Froen, wéi d'Gemenge kënnen an deen Exercice vum Budgetséquiliber mat agebonne ginn -, datt dat eben am Budget pluriannuel da ka vläicht méi konkret preziséiert ginn.

Bon, e weidere Punkt, deen analyséiert ginn ass vum Statsrot, dat war de Mécanisme correcteur, deen den Traité imposéiert. Mä eben, ech hunn et elo scho méi wéi eng Kéier gesot, datt mer eben de Wee gewielt hunn, fir dat da mat eisem nationale Budget, datt dat jo elo kënnt, wa mer géife gesinn, datt mer vun der Trajectoire géifen ofkommen, géife mer am nächsten, eisem Budget eben dann déi Mesuren huelen, fir nees op de Wee ze kommen.

De Statsrot hat eigentlech prinzipiell och näischt géint d'Banque centrale als Iwwerwaachungsgremium. En huet awer och kee Problem mat där neier Formule vum Conseil national des Finances publiques.

Vläicht nach e klengt Wuert awer och zu der Banque centrale. Si haten och en Avis gemaach dozou a si haten also drop higewisen, datt se net waarm wieren, fir déi Roll ze iwwerhuelen. Si haten och en Amendement erabruecht betreffend d'Informatiounen iwwert d'ëffentlech Finanzen. Do hu se gefrot en „accès inconditionnel et automatique à l'ensemble des statistiques des finances publiques". Mir hu gemengt, datt dat souwisou elo an där neier Prozedur, datt do am Artikel 10 dat jo souwisou steet, datt do net elo ee Gremium eng Sonderstellung huet. Mir hunn als Cofibu deen Amendement zur Kenntnis geholl.

Här President, vläicht fir dat ganzt Gesetz och nach eng Kéier an de realpolitesche Kontext hei zu Lëtzebuerg ze setzen. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg an dësem Prozess vun neier Finanz- a Budgetspolitik beim Stat eigentlech scho voll engagéiert. D'Regierung, d'Majoritéit huet sech och scho virun dësem Projet dat politescht Zil gi gehat an hirem Koalitiounsaccord, fir de Budgetséquiliber 2018 ze erreechen, fir d'Scholden ofzebauen. Et war also eigentlech schonn am Virfeld eng national Démarche, eng Noutwendegkeet, fir sech besser an nei opzestellen, fir d'Défie vun der Zukunft vu Lëtzebuerg kënnen unzegoen, fir d'Wirtschaft ze relancéieren, nei Aarbechtsplazen ze schafen, déi sozial Stabilitéit ze garantéieren.

Wéi soll dat elo an Zukunft gemaach ginn? Dat wäerte sécherlech nach déi Diskussioune sinn, déi mir och an Zukunft hu bei de Budgetsdiskussiounen. Mä awer ass annoncéiert ginn, datt mir e Budget vun enger neier Generatioun wäerte kréien, datt mir an Zukunft nei Akzenter wäerte leeën, schonn 2015 mat enger Rei vu Mesuren, déi dann am Hierscht wäerte virgestallt ginn.

Ech verweisen och nach eng Kéier op déi zéng Themefelder, déi ech a mengem Budgetsrapport ugeschwat hunn, wou mer musse kucken, datt mer do also dat dann ëmsetzen, wat eigentlech hei an där Struktur an an deenen Ziler niddergeschriwwen ass. Ech mengen, mat deene Mesuren, mat deenen Ziler, déi sech also och d'Koalitioun scho politesch virgeholl hat, gëtt da schlussendlech d'Regierung oder d'Majoritéit och erëm hiren europäesche Fuerderungen, déi hei an deem Gesetz och iergendwéi awer am Hannergrond sinn, gi mer deenen och gerecht. Mir ginn eisen Ufuerderunge gerecht an och den europäeschen, an esou schléisst sech eigentlech dann dee ganze Krees.

Här President, mir bleift ofschléissend nach Mercien auszeschwätzen. Merci un d'Membere vun der Cofibu, déi hei ganz intensiv a konstruktiv matgeschafft hunn. Natierlech och Merci un d'Secrétaire-administrateur Caroline Guezennec an u meng Mataarbechter an der Fraktioun, déi mer hei och eng wäertvoll Hëllef waren. Merci. An ech hoffen, datt dee Projet hei dann op grouss Zoustëmmung wäert hei am Parlament stoussen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Den Här Claude Wiseler huet elo d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President, ech wollt just nach eng kuerz Remarque maachen, déi ech léiwer elo maache wéi virdrun, well d'Regierung elo präsent ass a well ech frou sinn, wa si dat héiert.

D'CSV-Fraktioun kann a sech net d'accord sinn, datt, wann d'Débaten hei an der Chamber ufänken, notamment iwwer Texter vun der Regierung, da während enger Véirelstonn am Ufank d'Regierung net präsent ass. Dat ass net déi éischte Kéier, datt dat geschitt. Mir hunn et schonn déi leschte Kéier gesot. Mir fannen dat par rapport zu der Chamber net korrekt an an eisen Aen ass dat net akzeptabel. Ech wollt dat eng Kéier kloer an däitlech an och einfach hei soen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dont acte. Ech géif dann direkt d'Wuert weiderginn un den éischten ageschriwwene Riedner, deen den Här Luc Frieden ass. Här Frieden, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden *(CSV)*.- Här President, zënter enger Rei Joren a virun allem am zweeten Deel vun der Wirtschafts- a Finanzkris gouf et an Europa an heiheem eigentlech eng Debatt, déi d'Leit an zwee Campe gespléckt huet: déi, déi wëlle spueren, well se der Meenung sinn, datt net genuch Suen do sinn, an déi, déi mengen, et misst ee méi Suen ausginn, wéi der do sinn, fir Wuesstum ze schafen. Austeritéit géint Wuesstum.

An en fait ass et gutt, datt mer haut hei en Text hunn, deen dësen Débat, wann en och politesch net tranchéiert gëtt, awer dach hei op eng impressionnant Aart a Weis juristesch tranchéiert. Dësen Text nämlech seet, datt mer an Europa, an duerfir och heiheem, Stabilitéit brauchen. An nëmmen, wa mer Stabilitéit bei de Statsfinanzen hunn - dat war och ëmmer meng Meenung als Finanzminister -, da kënne mer och Wuesstum kréien.

Kuerzfristeg mag dat vläicht net ëmmer de Fall sinn. Well kuerzfristeg kënnen zousätzlech Suen, grad och a Krisenzäiten, d'Ekonomie ukuerbelen. Mä wann een op laang Dauer méi Suen ausgëtt, wéi een der huet, da ka keng Famill, da ka kee Betrib an da kann och de Stat net fonctionnéieren. An duerfir sinn ech frou, datt mer an Europa e Regelwierk fonnt hunn, wat et eis erlaabt, an Europa an och heiheem, eng Budgetsdisziplin ze schafen, déi e Kader setzt, un dee jiddweree sech muss halen.

Dësen Text ass also net een, deen an der Richtung vun Austeritéit géint Wuesstum plädéiert, mä plädéiert fir Stabilitéit, gesond, seriö Statsfinanzen, esou wéi mer se zu Lëtzebuerg während laange Joren op eng erfollegräich Aart a Weis haten an och an der Zukunft no dëser Kris erëm mussen hierstellen.

De Rapporteur, den Eugène Berger, deem ech Merci soe fir seng Aarbecht a seng Rapporten an dësem Kontext, ass op de Werdegang, och deen historeschen europäesche Werdegang vun deene Stabilitéitsregelen agaangen.

An et muss een hei ganz kloer gesinn, datt et am Fong zwee Elementer ginn. Dat ass de Volet Budgetsdisziplin oder Stabilitéit, mä et ass och de Volet vun der Zesummegehéieregkeetslogik, déi an Europa virherrscht. Mir hunn net gären, wa mer europäesch Regelen hunn, déi mer zu Lëtzebuerg mussen uwenden. Mä ëmgedréit hätte mer awer gären, datt déi aner sech un europäesch Regelen halen, well, wa Länner ausrutschen an hirer Finanzpolitik, zum Beispill a Südeuropa, dann hu mer missen aus eegenem Intérêt an aus Solidaritéit déi Länner ënnerstëtzen an da fanne mer et ganz normal, datt Europa seet, wat do geschitt ass, dat geet net.

Wann een an enger Wirtschafts- a Währungsunioun ass, wann een décidéiert, e gemeinsame Bannemaart ze hu mat enger gemeinsamer Währung, wou grad e Land wéi eist enorm profitéiert duerch den Export vu sengen Déngschtleeschtungen, duerch den Export vu sengen Industrieprodukter, da mécht et Sënn, datt een eng gemeinsam Währung huet an da mécht et och logesch Sënn, datt ee gemeinsam Spillregelen huet.

Duerfir ass 2005 de Stabilitéitspakt gemaach ginn a reforméiert ginn. Duerfir ass e scho virdrun am Traité vu Maastricht virgesi ginn. An duerfir ass et noutwendeg, datt mer eis zousätzlech Regele ginn, well mer festgestallt hunn, datt net jiddwereen an Europa sech un deen urspréngleche Stabilitéitspakt an och net un dee modifiéierte Stabilitéitspakt gehalen huet.

Eigentlech hätt et ni dierfen dozou kommen, datt „Sixpack" an „Twopack" a wéi dat alles heescht, wat den Här Berger eis virdrun hei am Résumé nach eng Kéier presentéiert huet, komm ass. Mä mir hunn déi nei Regele misse maachen. An ech hunn un deene sëlleche Sitzunge vum ECOFIN-Conseil am Numm vu Lëtzebuerg déi lescht Joren deelgeholl, well mer festgestallt hunn, datt eng Rei Länner sech net un de gesonde Mënscheverstand, un d'Regelen halen, och déi ongeschriwwe Regelen net. An duerfir ass et gutt, datt mir och zu Lëtzebuerg elo hei déi Regel ginn.

Woubäi ech wëll dorop hiweisen, datt mir zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren eis un déi Regelen do gehalen hunn, och wa se net an engem Text stoungen. Ech schléisse vläicht bewosst d'Joren 2008 an 2009 aus, wat extrem Krisejore waren, wou mer hu missen oder wou mer wollten eng antizyklesch Politik maachen, dat heescht, an deene Joren hu mir méi Suen ausginn, fir datt d'Ekonomie net géif direkt zesummebriechen.

Fir mech sinn an dësem Text zwee, dräi Punkten, déi derwäert sinn, se nach eng Kéier kuerz ze beliichten.

Dat eent, dat ass déi Regel, déi mer aus dem sougenannten „Sixpack" vun 2011 eraushuelen an dat ass d'Limite, déi mir eis setze beim Wuesstum vun den Ausgaben. Ech mengen, dat ass äusserst wichteg, datt d'Ausgaben am Gréff bleiwen, och déi, déi duerch Automatisme wuessen. Mä net nëmmen déi! Nach eng Kéier an der Logik, et kann een à la longue, iwwer eng Rei Joren net méi Suen ausginn, wéi een der erakritt. Déi Regel also vum Wuesstum vun den Dépensen, déi mer och emol fréier zu Lëtzebuerg an engem anere Kontext als Norme budgétaire haten, déi gëtt elo mat enger europäescher Definitioun erëm erabruecht.

Dann eng zweet Regel, déi mer wichteg schéngt, dat ass déi, déi aus dem sougenannten „fiscal compact" ervirgeet, dee mer 2012 ugeholl hunn. En Traité, deen ech vill léiwer gesinn hätt, wa mer en an engem europäesche Regelwierk gehat hätten, mä bon, duerfir hate mer keng Unanimitét. Duerfir ass et am Fong en intergouvernementalen Traité ginn, deen dës Chamber jo schonn ugeholl huet. An dee gesäit vir, datt de Budget muss strukturell am Équiliber sinn.

Strukturell am Équiliber, dat heescht, nodeem een exceptionnel Elementer eraushëlt, Elementer, déi eng Kéier stattfannen, oder déi konjunkturell bedéngt sinn. An ech mengen, dat ass wichteg, dat ass gutt. Woubäi ech allerdéngs soen, datt mer dat jo ganz oft fäerdegbruecht hunn, och 2013, deem leschte Joer vun där leschter Legislaturperiod. Mir haten e Budget, dee strukturell am Équiliber war.

Mä um Niveau vun der Administration publique, an dee groussen Défi sécherlech vum leschte Finanzminister an och sécherlech vun deem neie Finanzminister an där neier Regierung ass, de Budget um Niveau vun der Administration centrale, vum Stat selwer, am Équiliber ze hunn. Dat steet net an deenen europäesche Regelen. Mä dat ass wouru mir wäerten och als CSV-Fraktioun déi nei Regierung moossen, ob se et fäerdegbréngt, iwwert déi nächst fënnef Joer och d'Administration centrale an den Équiliber ze bréngen.

Well mir wëssen, datt zu Lëtzebuerg déi besser Situatioun vun de gesamtëffentleche Finanze largement dohier kënnt, datt mer en Excédent bei der Sécurité sociale hunn. A bei de gesamtëffentleche Finanze kucke mer jo net nëmmen de Stat, mä och d'Sécurité sociale an d'Gemengen. An duerfir ass et a) eng Regel, datt mer mussen d'gesamtëffentlech Finanze strukturell am Équiliber hunn. Mä politesch hätte mir gären, datt se och um Niveau vun der Administration centrale no der Kris mussen an den Équiliber erëm kommen, esou wéi mer dat laang Joren zu Lëtzebuerg haten.

Déi drëtt Remarque, déi ech aus dësem Text nach wëll ervirhiewen, dat ass dat Organ, wat soll kucken, ob d'Règle budgétaire, ob d'Règle d'or respektéiert gëtt oder net.

Ech hätt mer selwer kënne virstellen, datt een déi Regel souguer an d'Verfassung geschriwwen hätt. Dat ass net noutwendeg, mä vu datt

et esou eng wichteg Regel ass, géif et mech net stéieren, datt am Kader vun enger Iwwerschaffung eng Kéier vum Artikel 99 iwwert d'Finanzen och doriwwer eng Reflexioun géif gefèiert ginn. Mä dat ass net dat Essenziellt.

Essenziell ass heiranner, datt et Leit ginn, en Organ gëtt, wat kuckt, ob déi Regel respektéiert gëtt. Et ass doranner e klengt Mësstraue sécherlech an deem europäeschen Text vun der Politik, well den europäeschen Traité gesäit vir, datt dat en onofhängegt Organ muss sinn.

Firwat huet déi viregt Regierung d'Banque centrale proposéiert?

Mä aus ganz einfache Spuersamkeetsgrënn, well mer eis gesot hunn: Mir sinn e klengt Land. Solle mer elo nach en Organ schafen? An duerfir hu mer gesot, et kommen der net vill zu Lëtzebuerg a Fro. D'Banque centrale européenne ass..., d'Banque centrale du Luxembourg, déi aus dem Kader vum europäesche System vun den Zentralbanken entsteet, ass en onofhängegt Organ a kéint déi Aufgab iwwerhuelen.

D'Zentralbank selwer an déi Europäesch Zentralbank waren do e bësse retizent. Mir kënnen also ganz gutt liewe mat där Propositioun, déi déi nei Regierung gemaach huet, fir - wéi am Ausland - e Conseil national des Finances publiques an d'Liewen ze ruffen. Mir stellen eis just d'Fro, wat fir eng Leit an engem klenge Land een an dat Gremium nennt.

Mir hunn déi Fro schonn ëmmer bei aneren Organer, wou mer onofhängeg Leit mussen nennen. Et gi sécherlech eng ganz Rei kompetent Leit hei am Land, mä et ass dëst e ganz wichtegt Organ, wat an Zukunft der Chamber, der Regierung seet, ob d'Règle budgétaire respektéiert ginn ass. Vläicht kann de Finanzminister eis och haut soen, u wéi eng Zort Leit, u wéi eng Kategorie vu Männer a Fraen en denkt, fir dës Posten ze besetzen. Woubäi och d'Chamber selwer jo muss niewent der Regierung och Leit doranner nennen.

Op jidde Fall, mir kënnen dee Choix vum Conseil national des Finances publiques, deen do gemaach ginn ass, mat droen. Ech wollt just erklären, firwat mir d'Banque centrale proposéiert haten.

Dëst Regelwierk, wat mer also haut unhuelen, bréngt eng Garantie, datt zu Lëtzebuerg an an deenen anere Länner vun der Eurozon Stabilitéit a seriö Finanzpolitik gemaach gëtt. An déi Stabilitéit ass d'Grondlag, fir datt mer Wuesstum kréien, d'Grondlag, fir datt Aarbechtsplazen entstinn, a fir datt mer net eis mussen iwwerverscholden an domadder enorm Zënse bezuelen, mat deene soss besser Politik kéint gemaach ginn.

Mir hunn et an de leschte Jore fäerdegbruecht, datt Lëtzebuerg säi sougenanntenen „Triple-A" behalen huet. Dat war net einfach. Besonnesch net an där Kris, wou mer och den Triple-A behalen hunn. Dat heescht, datt, wa mer Sue léine ginn - an heiansdo muss e Stat dat maachen, wann e grouss Infrastrukturprojete finanzéiert -, mer da mat ganz wéinegen Niveaue vun Zënse kënne Sue léine goen. An et kritt een iwwerhaapt Sue geléint. Duerfir ass dat eppes, wat wesentlech war, op dat mer stolz sinn a wou mer och hoffen, datt déi nei Regierung et wäert fäerdegbréngen, den Triple-A och iwwert déi nächst Joren ze behalen.

D'Situatioun vun den ëffentleche Finanzen zu Lëtzebuerg war gutt. Se huet an der Finanzkris, aus evidente Grënn, e bësse gelidden, well mer méi Suen ausginn hunn am Ufank, fir d'Ekonomie ze ënnerstëtzen. Mä mir hunn zugläich am zweeten Deel vun där Kris, um Enn vun där Kris gesot, mir mussen d'Dépensen an de Gréff kréien. An duerfir huet déi viregt Legislaturperiod, déi viregt Majoritéit eng Rei Spuerprogrammen op de Wee ginn. A mir wäerte ganz kloer kucken, datt och dës Majoritéit um Wee vun der Budgetskonsolidéierung virufiert, wéi se dat jo och annoncéiert huet.

D'Erausfuerderunge fir 2015 an 2016 an deem Kontext si ganz importent. Mä e klengt Land kann net à la longue iwwer seng Moyene liewen. Dat kann a kengem sengem Intérêt sinn. An duerfir wäerte mer och ganz gespaant kucken, wat aus deene Projete vun der Budgetsreform, déi déi viregt Regierung largement preparéiert hat, notamment duerch exzellent Kontributioune vun der OECD, wat se dorauser zitt. An dat wäerte mer jo kënne beim Budget diskutéieren.

Dëse Projet op jidde Fall ass e gudde Projet fir Europa, et ass e gudde Projet fir Lëtzebuerg, well en d'Stabilitéit vun eise Statsfinanze längerfristeg ofséchert. An duerfir kann ech lech, Här President, an der Chamber soen, datt d'Fro vun der Majorité qualifiée sech net stellt, well d'CSV-Fraktioun wäert dëse Projet matstëmmen, well et e wichtege Projet ass fir d'Zukunft vun eisem Land.

Duerfir, wéi gesot, Merci deenen, déi sech hei intensiv och an der Finanzkommissioun mat drëm bekëmmert hunn. An ech ginn dann den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Luc Frieden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mat dësem Gesetzesprojet kënnt et net zu engem neie Budgetsgesetz, wéi ech an de Commentairen héieren hunn an deene leschten Deeg. Dat hei ass net déi grouss Budgetsreform, déi dës Regierung sech virgeholl huet ze maachen, wéi iwwregens schonn d'viregt Regierung sech eigentlech virgeholl hat, esou eng grouss Budgetsreform ze maachen, awer se net un e glécklecht Enn bruecht huet.

Abee, dës Regierung, mengen ech, kënnt net derlaanscht, fir iwwert dat, wat mer haut hei diskutéieren, eraus en, wéi de Finanzminister et des Éftere widderholl huet, „Budget vun der neier Generatioun" ze maachen. An dat geet nëmmen opgrond vun enger neier gesetzlecher Grondlag, well all Deelreformen, déi ee géif maachen op dem aktuelle Budgets- a Kontabilitéitsgesetz, nëmme kéinte ganz kleng Bewegungen zouloossen.

Mä dat hei ass eng logesch Suite, dat, wat mer haut diskutéieren, vun der Ratifikatioun, déi mer hei am Parlament virgeholl hu vun dem sougenannten „Fiskalpakt", dem europäeschen Traité iwwert d'Budgeten a Finanzen, dee kontrovers diskutéiert ginn ass an deen och haut, wann een d'Avise liest, nach weiderhi Kontroversen ausléist.

Et brauch een nëmmen d'Avise vun de Beruffschamberen hei ze liesen, gutt Avisen, fondéiert Avisen, och wa se a verschidde Richtunge ginn, déi sech wierklech d'Méi gemaach hunn, sech nach eng Kéier fundamental mat der europäescher Budgets- a Finanzpolitik auserneenzesetzen, a wou diametral géint-iwwergestallte Positiounen nach eng Kéier hei zu Dag trieden, besonnesch dokumentéiert an deenen zwee Avise vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Salariés.

Mä ech mengen, dëst Parlament huet, wéi all aner national Parlamenter vun deene Länner, déi den Traité guttgeheescht hunn, A gesot, et muss hei elo och B soen, mat der Ëmsetzung vun e puer wesentleche Punkten, déi nëmme kënnen iwwer en Nationalgesetz ëmgesat ginn an déi net kënnen iwwer europäesch Reglementer ëmgesat ginn.

Dat hei ass eng virleefeg lescht Etapp vun enger ganzer Rëtsch vu vertraglechen, reglementareschen a legislative Moossnamen, fir d'Budgets-, d'Finanz- an d'Wirtschaftspolitik an Europa méi enk ze koordinéieren, e Schrack méi op eng gemeinsam Wirtschaftspolitik zou, wou et drëm geet, och besonnesch hei an Europa. Déi Kris, déi mer matgemaach hunn, déi scho schéngt vergiess ze sinn an de Käpp vun eenzelne Leit, huet et mat sech bruecht, dass just méi schnell reagéiert ginn ass an dass d'Optioun geholl ginn ass, no engem laangen Zécken, dat muss een och soen, fir d'Éischt eng Verdéiwung awer vun der gemeinsamer Wirtschafts- a Budgetspolitik ze maachen. An deen Traité, wéi och dëst Gesetz, sinn eigentlech de Reflet vun där doter Äntwert op d'Krisis, déi an Europa gemeinsam geholl ginn ass.

Et bleift, dass ee kann a muss kritesch sinn zu eenzelnen Aspekter vun der europäescher Wirtschafts- a Finanzpolitik. Dat hu mer als sozialistesch Fraktioun och kloergemaach bei den Debatten, déi mer hei haten, wéi et ëm d'Ratifikatioun vun deem Traité gaangen ass. An dat, wat deemools gesot ginn ass, gëllt och nach haut fir eis.

Et ass munches am Detail ze kritiséieren a munch Effeten, déi déi dote Politik mat sech bruecht huet, hu sech als néfaste gewisen an eenzelnen europäesche Länner. Et bleift awer, dass ech och keng gangbar Alternativ gesinn, wann et drëms geet, op eng europäesch Kris ze reagéieren, fir och europawäit ze probéieren, e gemeinsame Kader festzeleeën, besonnesch och, wat d'Eurozon selwer ugeet.

Ech wëll drun erënneren, dass et do jo awer verschidde Phase gi sinn an deene leschte Joren, wou gefaart gi war, den Euro kéint zesummebriechen, a virun allem wou eenzel europäesch Memberstaten net méi à même ware praktesch, sech zu engem akzeptabelen Zënsfouss déi néideg Gelder fir d'Finanzéierung vun hire Budgeten ze beschafen.

Dat war jo eigentlech d'Grondiwwel, wat mer haten. Wat duerno als sougenannt „Eurokris" bezeechent ginn ass, war natierlech och zum Deel eng Scholdekris an eenzelnen europäesche Staten, oft och akzentuéiert duerch déi international Finanzkris, déi mer virdru kannt hunn.

A ech muss nach eng Kéier vläicht an Erënnerung ruffen déi dach awer dramatesch Rettungsaktiounen, déi opgebaut si gi fir Griichenland, fir Irland, fir Spuenien, Portugal an och Zypern, alleguerten déi, déi eigentlech och op d'Solidaritéit vun der ganzer EU am Endeffekt konnten zielen, och wann et net ëmmer einfach war, zu deem dote Punkt ze kommen, an och, wann huet missen déi dote Rettungsaktioun verbonne gi mat engem neie gesetzlechen oder konventionelle Kader.

Fir d'LSAP-Fraktioun war et wichteg a bleift et och weider wichteg, dass europawäit Objektiver an der Wirtschafts- a bei der Budgetspolitik fixéiert ginn. Also gemeinsam Objektiver, déi jiddweree muss fir sech realiséieren, déi deklinéiert ginn national. Mä de Wee, fir déi gemeinsam europäesch Ziler vun der Budgets- a Finanzpolitik ze erreechen, dee Wee muss nach ëmmer national bestëmmt ginn. Natierlech ënner Kontroll vun europäeschen Instanzen, mä awer muss de Spillraum bleiwe fir déi eenzel national Regierungen a besonnesch och déi eenzel national Parlamenter, fir selwer am Detail de Wee festzeleeën, wéi déi gemeinsam Ziler sollen erreecht ginn.

Mir stelle fest, dass, wa mer deen heiten Text kucken, dee vun der viregter Regierung agereecht ginn ass, deen nach eng Kéier amendéiert ginn ass vun dëser Regierung, da si mir der Meenung, dass déi dote Virgab, déi fir eis wichteg ass, respektéiert bleift. Hei ass net, géif ech soen, eng maximalistesch Ëmsetzung gemaach gi vun deenen europäesche Regelen - déi een hätt kënne maachen, déi och eenzel Kreesser an hiren Avise méi oder manner verstoppt froen, fir nach méi Automatismen anzebauen, fir eigentlech déi politesch Marge de manœuvre praktesch national op null ze reduzéieren, wat also och a mengen Aen en inakzeptabelt Mësstraue par rapport zur Politik insgesamt duerstellt -, mä si suergt derfir, dass eng minimalistesch Ëmsetzung als Approche erëmgewielt ginn ass hei zu Lëtzebuerg.

Dat bréngt mat sech, dass u sech Regierungen, an do och déi national Parlamenter - besonnesch fir d'Parlamenter ass jo déi budgetär Kompetenz eng Grondkompetenz, och vun dëser Chamber -, dass do déi néideg Marge de manœuvre bleift, fir kënnen national a justement selwer ze décidéieren. Net onbedéngt, wat d'Normes de grandeur vun deenen nationalen Ajustementer ugeet, mä awer, wat den Inhalt vun deenen nationalen Ajustementer ugeet.

Ob een elo méi a Richtung Einnahme versicht, Ajustementer ze maachen, ob een dat méi op der Dépensësäit mécht. Wou een et op der Dépensësäit mécht, dat muss an eisen Aen nach wie vor eng national Prärogativ bleiwen an deem europäesche Kader, dee gemeinsam definéiert ginn ass.

Net eréischt duerch deen Traité! Deen Traité bréngt eigentlech esou vill Neies net - dat ass och e politeschen Traité schlussendlech, deen hei gemaach ginn ass; an notamment Däitschland soll en national erméiglechen, fir eng Rei vun Hëllefsmoossname fir aner europäesch Länner nach kënne mat ze droen -, well u sech de Gros vun deene Punkten hei sech an iergendenger Form och schonn erëmfënnt an aneren europäeschen Texter, sief dat den „Six-pack", sief dat den „Twopack", sief dat déi Texter, déi mer virdru kannt hunn am Kader vum Pacte de stabilité et de croissance.

Mir sinn also als sozialistesch Fraktioun d'accord mat där Aart a Weis, wéi d'Regierung hei deen Interpretatiounsspillraum notzt, fir u sech national d'Marge de manœuvre, déi politesch Marge de manœuvre bäizebehalen a fir esou also och eng gewësse Flexibilitéit, déi mer brauchen, Flexibilitéit an där ganzer Budgetspolitik ze loossen.

Dat spigelt sech och erëm, besonnesch wann et zu Ofweichunge kënnt vun deenen europäeschen Zilsetzungen, wou et jo zu Korrekture muss kommen op nationalem Plang. De Prinzip vun der Korrektur gëtt festgehalen, wéini muss reagéiert ginn national vu Regierung, vu Parlament. Mä wéi reagéiert gëtt am Detail, dat bleift also och an deem dote spezifesche Fall eng Prärogativ vun den nationalen Décisiounsträger.

Mir mengen och, dass an där ganzer Diskussioun, déi momentan an Europa leeft, déi vun engem italienesche Premier ugestouss ginn ass mat där Verve, déi him eegen ass, dass mer eis och där musse selbstverständlech hei zu Lëtzebuerg stellen. Och déi nächst Kommissioun, wa se hire Programm festleet, wäert net ëmhikommen, sech déi dote Fro ze stellen, wéi ee mat deenen doten Instrumenter elo ëmgeet a wéi een och eenzel Staten, déi ënner onheemlech schwieregen Ëmstänn amgaange sinn, Strukturreformen ze maachen, wéi een déi och nach ootme léisst an dësen Zäiten an och verhënnert, dass et zu massiver Aarbechtslosegkeet an deenen dote Länner kënnt.

Ech mengen, mir sinn als sozialistesch Fraktioun fir e flexibelen Ëmgang mat deenen europäesche Regelen, déi mer eis ginn hunn. Ech sinn och der Meenung, dass déi aktuell Texter duerchaus eng gewësse Flexibilitéit zouloossen. Ech mengen net, dass Europa prett ass, fir muer sech nei Texter, nei Regelen ze ginn an deem dote Beräich. Da soll een emol an enger éischter Phas déi Flexibilitéit an deen Interpretatiounsspillraum notzen, deen et haut an deenen europäesche Regele ronderëm déi gemeinsam Budgets-, Finanz- a Wirtschaftspolitik gëtt.

Spueren eleng, dat ass, mengen ech, och ganz kloer ginn, bréngt net neie Wirtschaftswuesstum! Spueren ass sécherlech néideg. Budgetsdisziplin ass néideg, ass eng Viraussetzung, fir nohalteg och kënnen uerdentlech ze wirtschaften. Mä et bleift awer, dass dat eleng net duergeet.

Duerfir insistéiere mer och nach eng Kéier an dëser Debatt drop, dass u sech déi néideg Budgetsdisziplin mat där Flexibilitéit, déi mer gären hätten, och gekoppelt gëtt awer un eng konkret Wuesstumsstrategie, déi sech déi europäesch Instanze musse ginn. D'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet, besonnesch vun der Jugendaarbechtslosegkeet muss definitiv, net nëmmen an de Rieden, mä och am Handele vun der Europäescher Unioun an de Mëttelpunkt récken.

An ech verfollegen do mat engem gewëssenen Interesse déi Diskussiounen, déi elo och stattfannen. Gëschter huet och de Jean-Claude Juncker jo virun eenzelne Fraktiounen, notamment virun der sozialdemokratescher Fraktioun am Europaparlament, Aussoen zu deem doten Thema gemaach. Ech hunn eraushéieren, dass et och seng Absicht ass - an dat ass jo eng Demande, déi sécherlech och un hie geriicht ginn ass -, fir Wuesstum an d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet och an de Mëttelpunkt vun enger neier europäescher Strategie ze stellen. Dat ass, mengen ech, wichteg, dass do och konkret Programmer déi dote gutt Iddien och hëllefen dann ëmzesetzen.

Ech wëll op déi eenzel fundamental Neierungen erëmkommen, déi eis och wäerten als Nationalparlament an deenen nächste Jore beschäftegen an eis begleeden an eisen Aarbechten, wat de Statsbudget ugeet.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Dohanne schénge se sech iwwert d'Nordstrooss ze ënnerhalen.

(Coups de cloche de la présidence)

Mä ier mer déi dote Bauteprojete kënne finanzéieren, brauche mer fir d'Éischt emol eng uerdentlech Budgetssituatioun, an dat ass jo eigentlech dat, wat eis haut sollt ugoen.

An do ass natierlech eppes, wat engem direkt opfält, an dat wäert eis schonn an dësem Joer beschäftege missen, dat ass en neit Gesetz, wat all Joers vun der Regierung gläichzäiteg mam Budgetsgesetz wäert deponéiert ginn. Dat ass eng Loi de programmation financière pluriannuelle. Dat ass also eppes vëlleg Neies, wat hei u sech an eis Gesetzgebung integréiert gëtt. Nei, wat d'Form vum Gesetz ugeet.

Et ass wouer, dass mer haut schonn natierlech eng Rei vun Donnéeën, déi an dat Gesetz do wäerte stoe kommen, erëmfannen an enger Rei vun Dokumenter, déi d'Regierung presentéiert der Chamber, sief dat um Niveau vun den Investitiounsfongen, wou et jo och schonn eng pluriannuell Planung gëtt, sief et besonnesch awer an eiser jährlecher Aktualiséierung vun eisem Programme de stabilité et de croissance, dee mer op Bréissel schécken a wou jo och do déi mëttelfristeg Detailplanung dran erëmzefannen ass. Dat gëtt elo eigentlech integréiert an e Gesetz.

Dat Gesetz do wäert also d'Orientéierung duerstelle mëttelfristeg vun der Budgetspolitik hei zu Lëtzebuerg. Och d'Chamber muss nach léieren a festleeën, wéi se wëllt mat deem doten neie Gesetz ëmgoen. Soll dat gemeinsam afléissen an d'Budgetsdiskussiounen? Maache mer, behandele mer dat dote Gesetz à part vum eigentleche Budget? Alles, all déi Froen, mengen ech, do musse mer eis nach driwwer ënnerhalen.

An dat Ganzt do ënnersträicht nëmmen d'Noutwendegkeet, dass mer eis gesamt Budgetsprozedur och am Reglement vun eiser Chamber de fond en comble nei opbaue mussen opgrond vun dem Semestre européen an all deenen aneren Ännerungen, déi an deene leschte Jore stattfonnt hunn. Eis Texter, déi klappen einfach mat der politescher Realitéit net méi iwwereneen. Do musse mer also och als Chamber ganz schnell eis Hausaufgab maachen.

Loi de programmation budgétaire: Eppes, wat do natierlech fir Diskussioune gesuergt huet, dat ass, wéi wäit ee kann an där Programmatioun och verbindlech Ziler festleeë fir déi aner Secteuren am ëffentleche Raum, also nieft dem Zentralstat, wou selbstverständlech d'Kompetenz vun der Regierung do ass an och vun der Chamber. Wéi wäit kann een also och do verbindlech Ziler festleeën, wat de Gemengesecteur respektiv wat de Secteur vun der Sécurité sociale ugeet?

Do gëtt et jo och de Prinzip vun der Autonomie communale. Och an der Sécurité sociale ginn et Regelen ze respektéieren. An eenzelne Beräicher si jo och d'Sozialpartner mat implizéiert an d'Gestioun vun deenen Organer vun der Sécurité sociale. Also och eng Responsabilitéit fir d'Budgete vun Deeler zumindest vun der Sécurité sociale. An do stellt sech also och d'Fro, wéi u sech déi dote Secteure mat agebonne ginn an déi Diskussioun, déi mer dann hei ze féieren hunn iwwert déi Loi de programmation, wa se, wéi gesot, nieft dem Zentralstat och déi aner Beräicher soll voll integréieren.

An do gëtt den Text, dee mer haut wäerte stëmmen, eis och net all Äntwerten op déi dote Fro, wéi dat dote konkret soll lafe schonn dëst Joer.

Ech mengen, wichteg ass déi Fro vun der Verankerung vun dem mëttelfristegen Objektiv vun eiser Budgetspolitik, dat all Land sech jo muss ginn, ënnert der Kontroll vun den europäeschen Instanzen. D'Objektiv, wat all Joers erëm eng Kéier frësch definéiert gëtt a wou fir Lëtzebuerg jo nach eng Kéier bestätegt ginn ass viru Kuerzem, dass eist mëttelfristegt Objektiv, wat de Budgetséquiliber ugeet oder de Budgetssaldo ugeet, bei plus 0,5% vum PIB läit.

Dat ass en héicht Zil, mat dat héchst an der Europäescher Unioun, erkläert sech awer objektiv duerch notamment déi Schold eigentlech an der Zukunft, déi besonnesch op eise Rentesystem duerkënnt a wou u sech dat d'Haaptargument ass, fir ze soen, dass et fir Lëtzebuerg net duergeet, en einfache strukturellen Équiliber ze hunn, also bei null ze leien, mä eigentlech eist Zil muss sinn, driwwer ze kommen, fir och déi néideg Reserve kënne fir d'Zukunft unzeleeën.

Wat nach eng Kéier wichteg ass, dat ass, dass mer hei mat engem strukturelle Saldo vum Statsbudget oder vum ëffentleche Budget konfrontéiert sinn. Also e Saldo, deen de konjunkturelle Gegebenheeten an aussergewéinlechen Elementer Rechnung dréit. An dat gëtt eng gewësse Flexibilitéit.

Wat stéierend ass an deem Ganzen, dat ass, dass nach haut eigentlech déi Definitioun an d'Method, wéi eigentlech dee strukturelle Saldo ausgerechent gëtt, net festgeluecht ass, an eise Statec zum Beispill eng aner Method hëlt, wéi dat déi europäesch Instanze maachen. Dat brëngt natierlech eng ongutt juristesch Onsécherheet eigentlech an déi ganz Diskussioun eran, well jo awer d'Netanhale vun deenen doten Objektiver ka souguer zu Sanktioune féieren.

Wann also d'Berechnungsmethod nach net definitiv ass, dierften eigentlech och d'Sanktiounen esou liicht net kënne spillen, well mer awer gemierkt hunn, dass do ganz liicht kann eng Differenz, bis zu 0,5% vum PIB, entstoen. A grad dat ass jo déi Marge de manœuvre, déi déi eenzel Länner an deem ganze Kader hei nach hunn.

Also, et ass sécherlech do Handlungsbedarf op europäeschem Plang, dass schnellstméiglech kloer ass, no wat fir enger Method eigentlech déi doten Normen, dat si jo praktesch europäesch Normen hei, an Zukunft berechent ginn. Soss féiert dat zu enger schwéier akzeptabeler Rechtsonsécherheet an deenen nächste Joren.

Ech kommen dann zu der zweeter Neierung. Nieft der Loi de programmation financière pluriannuelle ass dat déi gesetzlech Verankerung vun der sougenannter „gëllener Regel", der Scholdebrems, wou et also drëms geet, fir ze soen, dass d'Budgetspolitik national muss ausgeriicht sinn, fir déi „mid-term objectives" vum Budget ze respektéieren.

Als sozialistesch Fraktioun si mer frou, well dat ëmmer eis Positioun war, dass d'Regierung net op dee Wee gaangen ass, fir esou eng Regel an d'Verfassung anzeschreiwen. De Luc Frieden wollt dat, de Jean-Claude Juncker wollt et net. Schlussendlech ass déi richteg Décisioun geholl ginn, fir et net ze maachen. Iwwregens, déi mannste Länner sinn op deen dote Wee gaangen. Et si vläicht eng knapp hallef Dose vu Länner, déi op de Wee gaange sinn, dat doten an d'Verfassung anzeschreiwen, an dann nach ëmmer mat verschiddene Formulatiounen.

Mir sinn deen dote Wee net gaangen, well mer vun Ufank un, och als LSAP, der Meenung waren, dass dat doten eigentlech friem ass zu eisem ganze Verfassungsopbau, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wou mer esou Regelen an der Regel net, am Géigesaz zu Däitschland, an eiser Verfassung erëmfannen.

Et ass juristesch ouni Effet! Et ass juristesch ouni Effet, well mer keng abstrakt Normekontroll hei zu Lëtzebuerg hunn. An et ass fir mech ëmmer nach erstaunlech, wéisou e Land wéi Däitschland, mat der Kanzlerin, probéiert huet, en däitsche Modell, deen an Däitschland vläicht Sënn mécht, wann ee wëllt op deen dote Wee goen, anere Länner ze imposéieren, wou esou Regelen an deene Länner guer kee Sënn maachen, well mir nëmmen eng konkret Normekontroll hei zu Lëtzebuerg kennen.

A well ech bis elo nach net esou richteg matkritt hunn, wéini e Budgetsgesetz eigentlech virun engem normale Geriicht an engem Prozess optauche kéint, géif dat dote souguer deen Effet, dee gesicht war, dass sollten d'Geriichter kontrolléieren, ob d'Politik da wierklech hir Aufgab richteg mécht, deen Effet, dee kann et hei zu Lëtzebuerg net ginn, wann een op deen dote Wee gaange wier.

Dat geschitt vläicht an Däitschland duerch d'Bundesverfassungsgeriicht, mä mir hunn hei en aneren - mir sinn net déi Eenzeg! -, en anere Verfassungssystem. An duerfir wier och déi dote Léisung, wéi gesot, juristesch ineffikass hei zu Lëtzebuerg. A mir betruechte se och als politesch net opportun.

Wat rescht bliwwen ass vun deem ganze Virstouss, deen d'Madame Merkel schlussendlech probéiert huet, ze maachen, dat ass, dass den Europäesche Geriichtshaff net kontrolléiert, ob déi eenzel Länner sech un d'Regelen halen an hire Budgeten, mä e kann op Klo hi vun engem anere Land kontrolléieren, ob déi „gëlle Regel" richteg an engem nationalen Text ëmgesat ginn ass.

Och do ass wéineg bliwwe vun deem, wat urspréinglech eigentlech d'Promoteure vun där Iddi vun der zwéngender „gëllener Regel" am Kapp haten. A mir mengen, dass et gutt esou ass, dass eigentlech net méi vun deem Ganzen iwwreg bliwwen ass.

Déi „gëlle Regel" gëtt bei eis Gesetz. Dat stéiert eis net, well et eng Regel ass, déi de toute façon an deene leschte Joren d'Regierungspolitik ëmmer begleet huet, an och d'Diskussiounen hei am Parlament ëmmer och gedréit hunn an aneres ronderëm d'Konformitéit vun dem Budgetsprojet par rapport zu den europäesche finanziellen Zilsetzungen, déi international festgeluecht si ginn.

Drëtt Neierung ass dee Korrekturmechanismus, dee festgehale gëtt an deem heiten Text. An och do stelle mer fest, dass et e Korrekturmechanismus ass, dee spillt vum Prinzip hier, mä deen awer net voll automatesch ass, well en u sech eréischt spillt beim nächste Budget, deem nächste Budget, deen eng Regierung an e Parlament ze presentéiere respektiv guttzeheeschen hunn, an do och eigentlech d'Regierung an d'Parlament d'Hänn net gebonne kréien, wéi se dann deen Ajustement, déi Korrektur wëlle virhuelen, wann et zu enger Ofweichung vun der Trajectoire kënnt zu deem mëttelfristege Budgetszil. Och dat, mengen ech, ass eng gutt Aart a Weis, fir déi Texter vum Traité hei ëmzesetzen.

Véierten a leschte wichtege Punkt, dat ass dee vun engem Conseil national des Finances publiques. Ech wëll mech kuerzfaassen. Do war et esou, dass mer effektiv diskutéiert hunn an der viregter Mandatsperiod, entweder der Banque centrale déi Aufgab ze ginn oder der Cour des Comptes déi Aufgab ze ginn.

Et muss ee soen, béid Instanze waren net besonnesch erpicht, fir déi dote Missiounen ze kréien. Mir ginn also a Richtung vun enger Schafung vun engem neien, onofhängegen Organ. Aus dem Text geet net ganz kloer ervir, ob dat elo eng Entité juridique propre ass. Op jidde Fall kritt dee Conseil national e Sekretariat zur Verfügung gestallt, fir seng Aarbechten ze maachen.

Ech wëll awer just drop opmierksam maachen, dass et immens wichteg ass, dass an deenen nächste puer Méint deen dote Conseil national un d'Fonctionnéiere kënnt, well mer soss eigentlech Schwieregkeete kréien, beim nächste Budget konform ze sinn zu den europäeschen Texter, well do dee Conseil national des Finances publiques och muss säin Avis zu eenzelne Punkten ofginn, notamment zu de Previsiounen, Prognosen, déi de Comité de prévision mécht. Do ass et um Conseil national des Finances publiques, dat do och ze maachen.

Dat gesot, Här President, meng Zäit ass ofgelaf. Ech géif nach eng Kéier den...

Une voix.- D'Riedezäit.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Selbstverständlech! Ech hunn nach wëlles, e puer Jorzéngten drunzehänken, wann och net onbedéngt hei an der Chamber.

(Hilarité)

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun zu dësemText hei ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox fir déi gréng.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, fir d'Eischt wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndleche wéi schréftleche Rapport. Besonnesch de schréftleche Rapport retracéiert an dem historeschen Deel déi eenzel Etappen, déi zu dësem Gesetz gefouert hunn.

Et war dëst den Traité vu Maastricht, deen de Coup d'envoi fir d'Union économique et monétaire ginn huet, dëst an der Iddi vum Traité de Rome, deen deemools scho vum „rapprochement progressif des politiques économiques des États membres" geschwat huet. Iwwert den Traité vun Amsterdam mam Pacte de stabilité et de croissance an dem Semestre européen bis hin zu dem „Sixpack" an dann dem „Twopack" stëmme mer haut dann iwwert d'„coordination et la gouvernance des finances publiques", de sougenannten „Fiskalpakt" of, wat jo dann zu enger neier Budgetsdisziplin féiert.

E Fiskalpakt, deen d'europäesch Länner viru weider Budgetsdisziplin stellt a viru grouss Erausfuerderungen. Dat ass och scho virdrun ugeklongen. Dës Erausfuerderunge si mat ganz ville Contraintë verbonnen, déi jo och net bei jiddwerengem Land esou op Zoustëmmung gestouss sinn an och nach ëmmer net richteg stoussen.

Et ass och net nëmmen den Zentralstat eleng, dee sech enger budgetärer Disziplin muss stellen, mä déi Efforte musse souwuel bei der Sécurité sociale wéi bei den Administrations locales gemaach ginn. Heizou hu sech jo och scho meng Virriedner ausgeschwat.

Ech erlabe mer dofir a menger Interventioun och net méi speziell op déi eenzel Punkte vum Gesetz anzegoen, well dëst huet de Rapporteur scho virdrun ausféierlech am mëndleche Rapport gemaach, a virdru mäi Virriedner, den Här Bodry, war op déi eenzel Techniken am Gesetz agaangen. Ech wëll dofir aus grénger Siicht eis Bedenken oder eis Kritiken nach eng Kéier beleeën.

Dëst Gesetz ass och e gutt Beispill, wéi wichteg et ass, sech fréizäiteg mat den europäeschen Dossieren ze beschäftegen. Wuel hu mer aus Lëtzebuerger Siicht de Maximum bei der Ëmsetzung vun dësem Traité erausgeholl an nei Budgetsregelen an Iwwerwaachungsmechanismen agefouert. Ech mengen, de Lëtzebuerger Modell schéngt jo mat dem Asaz vum Conseil national des Finances publiques och erëm ze funktionéieren, wou praktesch jiddwereng vun de Forces vives aus dem Land sech zréckfënnt, iwwert d'Chambres professionnelles, iwwer eis selwer als Chamber an och als Regierungsvertrieder. De Rapporteur ass a senger Ausféierung eben ausféierlech dorop zréckkomm.

De Kader fir dës Budgetsdisziplin ass awer net hei geschitt, geschweige denn ware mir hei mat abezunn, mä zu Bréissel oder nach besser an enger Dunkelkammer mat Merkel a Sarkozy. Säit Ausbroch vun der Finanzkris 2008 duerchlafen Europa a grouss Deeler vun der Welt eng schwéier Zäit. Net nëmmen dréit d'Ekonomie net méi richteg, mä virun allem ass eng immens grouss Aarbechtslosegkeet an Europa entstanen. D'Iwwerschëldung vun de Stéit an d'Spekulatiounsblosen hu vill Leit an de Ruin gefouert, besonnesch a Griichenland, Portugal, Irland a Spuenien.

D'Rettung vun den héich verschëllte Banken huet a ville Fäll d'Verscholdung vun de Länner zousätzlech an d'Luucht gedriwwen an huet de Regierungen déi néideg Moyenen ewechgeholl, fir kënnen d'Konjunktur erëm unzedreiwen. Esou ass d'Schéier och tëschent Aarm a Räich an den europäesche Länner an deene leschte Joren erëm weider auserneegedrift.

Här President, Dir Dammen an Hären, Dir wësst, datt déi gréng sech ganz kritesch zu dësem Fiskalpakt ausgeschwat haten. Mir haten dofir och géint d'Unhuele vun dësem Traité gestëmmt. Ech wëll dofir nach eng Kéier kuerz dräi, véier Argumenter aus der Debatt vum 27. Februar vum leschte Joer widderhuelen.

Éischtens mécht dee Fiskalpakt aus eiser Siicht et méi schwéier, eng antizyklesch Politik ze bedreiwen, wou grad ëffentlech Investitiounen d'Konjunktur beliewen, Aarbecht schafen an eng Ekonomie erëm an d'Luucht bréngen.

Zweetens, an dat war och laang an der Diskussioun, de Fiskalpakt regelt, no eiser Meenung, just nëmmen d'Statsausgaben. Et gëtt bal nëmmen ausschliisslech iwwert d'Ausgabesäit diskutéiert, mä guer net iwwert d'Einnahmesäit. De Steierwettbewerb an der europäescher Steierpolitik, deen de Staten d'Steierrecetten ewechhëlt, geet monter weider.

D'Scholdekris an der EU ass net entstanen, well d'Länner hir Budgete schlecht géréiert hätten, mä well d'Bankekris si gezwongen huet, massiv Suen an d'Rettung vun de Banken ze stiechen an zousätzlech grouss Konjunkturprogrammer ze lancéieren. Dofir ass de Fiskalpakt net déi eenzeg Léisung, fir d'Ursaach vun der Kris ze bewältegen.

An, véiertens, ass d'Aart a Weis, wéi de Fiskalpakt ausgehandelt gouf, och haut bestëmmt net méi esou akzeptabel. Et ass d'Resultat vun engem Konsens tëschent dem Här Sarkozy an der Madame Merkel, ouni Diskussioun mat anere Regierungen a virun allem ouni Diskussiounen an d'Abezéiung vun de Parlamenter am Virfeld.

Bei dëser Kritik stounge mer jo och net eleng do. Ech erënnere mech un déi Debatt vum leschte Joer, wou och den Här Bodry sech iwwert déi Aart a Weis, wéi d'Ëmsetzung geschitt ass, kritesch ausgeschwat huet. An en huet och haut de Moien nach eng Kéier, oder hei virdru grad d'Avisen nach eng Kéier vun deenen eenzelne Chamberen zitéiert, déi awer och eng gedeelten Interpretatioun vun de Moossnamen hei duergestallt hunn.

Allerdéngs, an dat ass och scho virdru gesot ginn, huet déi lescht Chamber de 27. Februar 2013 mat ganz grousser Majoritéit décidéiert, datt Lëtzebuerg dësen Traité soll ënnerschreiwen. Dëser Décisioun kënnen a wëllen déi gréng sech och elo net entzéien. An dofir droe mir d'Ëmsetzung vun dësem Traité mat a wäerten dëst neit Budgetsgesetz, net Budgetsgesetz, mä éischter Budgetsdisziplin matstëmmen.

Et ass jo tatsächlech och esou, datt dësen Traité och eng ganz Rei vu positive Säite mat sech bruecht huet, déi ech och hei wéilt nach eng Kéier ervirbréngen.

Éischtens sinn och déi gréng ni derfir gewiescht, datt op Däiwel komm raus Scholde gemaach solle ginn. Wie Scholden hannerléisst, hannerléisst Scholde fir déi nächst Generatioun. Dat ass och fir déi gréng net akzeptabel. Wie fir Nohaltegkeet antrëtt, trëtt och fir eng nohalteg Finanzpolitik an.

Scholden ze maache mécht just dann nëmme Sënn, wann och kloer nohalteg Benefisser duerch déi Investitiounen entstinn. Wa mer also en Tram bauen oder Schoule bauen oder an erneierbar Energien investéieren, dann huet déi nächst Generatioun eppes dovunner. Wa mer mat esou Scholden d'Zukunft ofsécheren an Aarbechtsplaze schafen, ass dat aus eiser Vue akzeptabel an och sënnvoll. Trotzdeem dierfen och dann d'Scholden net an den Himmel wuessen.

D'Scholdebrems oder déi gëlle Regel aus dem Fiskalpakt war de Präis, dee jo huet misse bezuelt ginn, fir datt et an der EU den Accord gouf fir de Mécanisme européen de stabilité. Den Här Frieden hat dat virdrun a senger Ausféierung nach eng Kéier och hei duergeluecht. An domadder hu mer an Europa e Rettungsanker geschaf, deen derfir suergt, datt zumindest déi méi kleng Ekonomien net méi kënne faillite goen. Dat ware Griichenland, Spuenien, Irland oder Portugal. An et ass e grousse Fortschrëtt, mengen ech, gewiescht, datt mer vu Solidaritéit geschwat hunn a vun Zesummenaarbecht hei an Europa.

Drëttens ass de Fiskalpakt och de Präis gewiescht, dee politesch huet misse bezuelt ginn, fir datt d'EU weider un enger gemeinsamer Léisung schafft, fir aus dëser Kris erauszekommen. Eng Kris, déi bis elo vill Facettë säit 2008 kannt huet. D'Finanzkris, d'Wirtschaftskris, Eurokris, Budgetskris, Sozialkris a vläicht déi schlëmmste Kris, dat ass déi um Aarbechtsmarché mat ganz ville Chômeuren.

Här President, Dir Dammen an Hären, esou wéi d'Kris vill Facetten an der Vergaangenheet kannt huet, esou muss déi gemeinsam europäesch Léisung fir dës Kris och méi Weeër opweisen. De Geescht vum Fiskalpakt ass deemno eng vun de Léisunge fir déi gréng an nach laang net déi eenzeg! Sou wéi scho skizzéiert, ass och fir déi gréng et wichteg, eng nohalteg Finanzpolitik ze definéieren an och anzehalen. Si ass awer net déi eenzeg Léisung.

Ech wëll dofir och hei op dräi Beispiller hiweisen, datt et elo gradesou wichteg ass, e Schratt no vir ze maachen an niewent dem Fiskalpakt aner innovativ an nohalteg Politiken an d'Weeër ze leeden.

Grad am Moment no den Europawahle besteet elo eng reell Chance, eng nei Ausriichtung virzehuelen, datt den designéierte Kommissiounspresident, den Här Juncker, och misst sensibel dorop sinn, niewent deene reng fiskalpoli-

teschen Iwwerleeungen och déi sozialpolitesch Richtlinnen nei ze definéieren. A wann de Fiskalpakt e Pakt fir d'Zukunft soll ginn, esou wéi et am Geescht vun Europa 2020 jo och deels beschriwwen a formuléiert ass, esou muss och déi ekologesch Komponent seriö berücksichtegt ginn.

Zweetens: D'Europawahlen hu gewisen, datt mer mat enger eesäiteger Austeritéitspolitik net eleng weiderkommen. Mir verschäerfen deels déi sozial Ongerechtegkeeten a mir bréngen domat extremistesch an nationalistesch Parteien op de Plang, déi mer net brauchen!

An drëttens, Veränneruge sinn och ënnerwee. Ech mengen, et ass och scho virdru vum Här Bodry hei ernimmt ginn. Sou huet den italienesche Ministerpresident, de Matteo Renzi, dee säit Ufank Juli d'Europäesch Kommissioun leet, och mat verschiddenen dynameschen Aussoen, déi ee kann deelen oder net, trotzdeem d'europäesch Wahle bei sech doheem mat 40% gewonnen.

Deeselwechten Owend nach huet hie fir eng europäesch Wirtschaftsrelance plädéiert. Mëttlerweil ass doraus, wéi Der scho wësst, och eng Allianz mat de Fransousen entstanen. Och an den däitsche Medie gëtt dëst mëttlerweil ëmmer méi thematiséiert. Sou war an engem ganz interessanten Artikel am „Spiegel" vun der leschter Woch ze liesen, datt e groussen Investitiounsdefizit an der Europäescher Unioun bestoe géif.

En „doppelte Bypass", esou den Titel vun dësem Artikel, an ech zitéieren. Oder den Artikel huet de Marcel Fratzscher, Chef vum däitschen Institut fir Wirtschaftsfuerschung, zitéiert. An d'Ausso war vun dem Här Fratzscher: „Wir brauchen einen Impuls, um das Wachstum in den Krisenländern anzustoßen und eine neuerliche Rezession in der Eurozone zu vermeiden."

De Virstouss vu Frankräich an Italien fir méi Wuesstum begréisst hien als grondsätzlech richteg, verweist awer och op d'Anhalen natierlech da vun de Scholderegelen. Hie schléit dofir e milliardeschwéieren europäeschen Investitiounsfong vir, fir besonnesch de Betriber Geld zur Verfügung ze stellen, fir deen Investitiounsdefizit erëm kënnen opzehuelen.

Mir brauchen an Europa also eng Investitiounspolitik, déi Aarbechtsplaze schaaft. Dir wësst, wou mir déi haaptsächlech gesinn: bei den Energieinfrastrukturen an dem Ausbau vun den erneierbaren Energien, an der Energieeffizienz, wat zesummegeet mat dem Ausbau vun Aarbechtsplazen am Bau, am Handwierk an natierlech och eng nei Definitioun vun der Industrie. An net zulescht brauche mer natierlech och eng ganz nei Politik an de sozialen Déngschtleeschtungen, Kannererzéiung, eeler Leit.

Mir brauchen awer och eng besser openeen ofgeschwate Steierpolitik, déi d'Recettë vun de Staten erhält. Virun allem brauche mer méi Solidaritéit tëschent de Staten, well mer nëmmen zesumme weiderkommen. D'Ëmsetzung vum Fiskalpakt haut an d'Aféierung vun engem neie Budgetsgesetz kënne mer also als ee Bausteen gesinn, deen eis um Wee dohinner weiderbréngt.

Mir Gréng froen dofir, datt mer am Kader vun der aussen- an europapolitescher Debatt am Hierscht méi wäit kënnen iwwert déi Weeër diskutéieren a fir eng nei Relance op europäeschem Plang musse plädéieren, fir datt och nei nohalteg Aarbechtsplaze kënne garantéiert ginn.

Domadder ginn ech nach eng Kéier den Accord zu der Ëmsetzung vun dësem Gesetz a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kox. Nächste Riedner ass den Här Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, firwat mir als ADR dësem Projet de loi net kënnen zoustëmmen, geet schonn aus dem Här Rapporteur senge Considérations générales ervir. Et geet hei ëm en ëmmer méi grousse Rapprochement vun der Wirtschaftspolitik vun deene verschiddene State vun der EU. Et geet ëm ëmmer méi enk Bezéiungen. Dat si Saachen, déi mir net wëllen. Mir wëllen Europa, mir wëllen e fräie Wueren-, Mënschen- a Kapitalverkéier. Mir wëlle bestëmmt net eng ëmmer méi grouss politesch Unioun.

Mir sinn och fir eng Discipline budgétaire. Mir waren heibannen déi éischt Partei, déi fir eng Scholdebrems plädéiert huet. Mä mir wëllen net eng Entmuechtung vun eiser Politik, vun eiser Chamber! Mir si fir eng budgetär Souveränitéit vun eisem Land. An do huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ganz recht, wa se seet, deen heite Projet féiert zu méi Bürokratiséierung, zu enger Perte vun eiser nationaler Souveränitéit, zu enger Mise sous tutelle vun eiser nationaler Politik, vun eiser Regierung an net zulescht och vun eis selwer als Parlament.

D'Chambre des Métiers huet an hirem ganz positiven Avis an zwou Iwwerschréften alles gesot, wat een heizou ka soen: „Bruxelles resserre les boulons en matière de discipline financière et budgétaire." An een aneren Titel: „À défaut d'une politique de consolidation rigoureuse du Gouvernement, la pression de l'Union européenne devrait contribuer à assainir les finances publiques." Dorëms geet et. Et geet ëm eng Substitutioun vun europäesche Bürokraten an Technokraten zu eiser nationaler Politik. Et geet (veuillez lire: féiert) zu enger Perte vun eiser nationaler Souveränitéit.

Et gëtt positiv Aspekter, datt mir als Chamber sollte méi d'Performance vu Budgetsartikele kontrolléieren, datt mer méi sollte kucken, wat ass de But vun Dépensen. Dat sinn alles Saachen, déi ganz, ganz richteg sinn an déi mer befürworten. Mä hei kënnt et zu automatesche Mechanismen, déi, wa se net respektéiert ginn, zu direkte Sanktioune féieren.

Dat huet d'Chambre des Salariés an hirem exzellenten Avis, an ech hoffen, Dir hutt en all gelies, vum 12. November 2013 ganz gutt beschriwwen a gesot: «La norme budgétaire européenne pousse soit à désinvestir…», an dat huet natierlech Répercussiounen op déi zukünfteg Generatiounen, «...soit à serrer la vis de son compte courant où la part des transferts sociaux est importante.» Datt d'LSAP net méi op deen Avis an op déi Bedenken ageet, wonnert mech!

D'Chambre des Salariés sot weider, et wier «fort regrettable que les questions d'organisation d'ordre économique et comptable empêchent de se consacrer au volet social de l'Europe et de ses pays membres». Do kann ech awer d'Chambre des Salariés berouegen, well keen anere wéi den Här Juncker sot schonn 2009, eng Union monétaire ouni Union sociale wier fir hien ondenkbar, an datt et an Europa nach ëmmer kee geregelte Mindestloun géif ginn, dat wier eng Honte, eng Schan! A vu datt mer jo den Här Juncker kennen an deen ëmmer seng Verspriechen anhält, wäert dat sech elo alles verbesseren.

D'Chamber fiert virun, andeem se als Konklusioun zitt, datt d'Konsequenze vun deem Gesetz, wat haut hei gestëmmt gëtt vun enger rout-gréng-bloer Majoritéit, zu engem „affaiblissement social automatique à perpétuité" féiert. D'Chambre des Salariés gesäit an dësem Projet de loi, mat Recht, eng Reduktioun vun eiser Marge de manœuvre, fir national a sozial Politik hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Si huet recht, wa se mengt, datt hei restriktiv Politike fir Dépensen a sozial Dépensen duerchgesat ginn, déi souwuel den europäesche Modell wéi och déi sozial Kohäsioun a Fro stellen.

An da schwätzt d'Chambre des Salariés, an ech zitéieren nach eng Kéier, vun enger „conséquence funeste, et non des moindres", nämlech déi, datt de Pouvoir vun den nationale Parlamenter a Fro gestallt gëtt duerch d'Aféierung vun enger ieweschter Instanz a Form vun den Zentralbanken. Or, an eisen Ae soll d'Politik gemaach gi vun de gewielte Vertrieder vum Vollek, net vu Bürokraten, net vun Technokraten a ganz bestëmmt net vun Eurokraten! An duerfir stëmme mir als ADR géint dat Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Voilà. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel fir déi Lénk. Här Turpel, wann ech gelift.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann a Griichenland eng Infirmière hir Kanner zur Adoptioun muss fräiginn, well se se net méi mat hirem gekierzte Gehalt ernähre kann, wann an deemselwechte Land een Drëttel vun der Bevëlkerung keng Krankeversécherung méi huet a Leit net méi a Spideeler ugeholl ginn a stierwe gelooss ginn, dann ass dat vläicht en extreemt Beispill vun deem, wat d'Logik ass vun deem Projet, iwwert dee mir haut diskutéieren a fir dee sech hei eng grouss Koalitioun, méi grouss wéi d'GroKo an Däitschland, staarkmécht.

Mam Budgetspakt an dësem Gesetz wäert an Zukunft och eis Budgetspolitik méi staark conditionnéiert ginn. D'Zil vun deem Ganzen ass et, souwuel d'Dépensë wéi och d'Recetten ze begrenzen. Dobäi gëtt keen Ënnerscheed méi gemaach tëschent lafenden Ausgaben an Investitiounsausgaben. An eng nei Verschëldung, fir Investitiounen an Zukunft ofzesécheren, gëtt ënnerbonnen. Dat heescht, mir solle manner fir déi kommend Generatiounen investéieren. Déi künfteg Generatioune musse selwer méi investéieren. An dat, wat mir elo a si spéider selwer nach maache wëllen, musse mir op enger anerer Plaz spueren, am Prinzip, an der Regel bei deene lafenden Ausgaben a virun allem am soziale Beräich.

Duerch dëst Gesetz gëtt onmëssverständlech festgeschriwwen: Mir musse manner investéieren a manner fir d'Sozialpolitik ausginn! Och Suen op d'Säit leeën, zum Beispill an Investitiounsfongen, wéi mer dat bis elo ëmmer gemaach hunn, wäert net méi esou einfach ginn, well och dat wäert virun allem als Dépensen ugesi ginn, déi ugerechent ginn, an net als Reserven, dat heescht Suen, déi mir fir spéider op d'Säit leeën. Dat ass net gerecht, weder fir déi jëtzeg nach fir déi kommend Generatiounen.

Ee weidere Problem vun der „gëllener Regel", an d'Chambre des Salariés huet dorop higewisen, déi am Budgetspak festgeschriwwen ass an déi mat dësem Gesetz an nationaalt Recht ëmgesat gëtt, ass och, datt alles no der Wirtschaft ausgeriicht gëtt, méi prezis no de Produktiounscapacitéite vun der Wirtschaft. Déi Ausriichtung vun der Budgetspolitik, seet d'Chambre des Salariés an hirem ausféierlechen an exzellenten Avis - deen och den Här Reding hei ervirgestrach huet, och wann en e menger Meenung no net deelt, well do eng aner Logik dran ass -, féiert onweigerlech, geschitt onweigerlech op d'Käschte vun de Stéit a vun de Leit, déi schaffe ginn. Aarbechtsrecht, d'Lounkäschten, Akommespolitik, Sozialversécherung, Steierpolitik ginn ausgeriicht op d'Produktiounskonditioune vun der Wirtschaft oder, wéi de Karl Marx oder den Thomas Piketty géife soen, fir d'Verwäertungsbedéngunge vum Kapital ze verbesseren.

Domadder steet d'Finanz- an d'Wirtschaftspolitik net am Interessi vum Mënsch, mä d'Majoritéit vun de Leit musse sech no den Interesse vun de Kapitalbesëtzer riichten. Schonn déi al Griichen - Aristoteles, Platon - hu gesot, datt een an der Finanz- a Wirtschaftspolitik, der „Oïkonomia", tëschent gudder a schlechter Wirtschaft ënnerscheede muss.

Sou seet de Platon scho véier Jorhonnerte virun eiser Zäitrechnung, datt déi gutt Wirtschaftspolitik d'Konscht ass, de Räichtum ze notzen, fir déi natierlech Bedürfnisser vu jiddwerengem a vun der Allgemengheet ze befriddegen. An déi schlecht „Chrématistique", déi huet zum Zil, Räichtum a Form vu Suen ze accumuléieren. An esou eng Politik schuet, vergréissert d'Ongläichheeten an zerstéiert den Zesummenhalt, seet de Platon 400 Joer virun eiser Zäitrechnung. An dat ass och haut nach esou!

Déi Politik, esou wéi se an de Verträg vu Maastricht festgehale ginn ass an hei ëmgesat soll ginn, geet an eng aner Richtung wéi déi vum allgemenge Wuelstand an der Befriddegung vun de Bedürfnisser vu jiddwerengem. An dat a ganz Europa an och zu Lëtzebuerg.

An dobäi huet déi Politik net nëmmen desastréis Konsequenze fir Millioune vu Leit an Europa, si huet en plus och nach guer näischt erreecht oder geléist. A Griichenland bezuelen d'Rieder, d'Reeder, pardon, an d'Oligarchen haut och nach ëmmer keng Steieren. Dogéint hunn awer 27% vun de Leit keng Aarbecht, 60% vun de Jugendlechen ass et onméiglech, fir eng Aarbecht ze fannen.

D'Statsschold awer, an dorëms goung et jo, huet net of-, mä zougeholl a bedréit haut 175% vum Bruttoinlandsprodukt; virun der Kris waren et 107%. An dat trotz massiven Aspuerungen! An dat obschonn net méi an den ëffentlechen Transport, de Gesondheetssecteur an aner ëffentlech Déngschtleeschtungen investéiert gëtt.

A Portugal sinn déi Räichst 1% haut duebel esou räich wéi virun der Kris. Trotz massiven Aspuerungen, ënner anerem 1,3 Milliarden an der Éducatioun, huet d'Schold duerch d'Troika-Mesurë sech vu 94 op 129% vum BIP vergréissert! Duerch déi verschidden Akommeskierzungen huet d'Wirtschaft ee Verloscht a Portugal vun 21 Milliarden Euro erlidden.

Souguer d'Europaparlament huet, ouni allerdéngs d'Konsequenzen doraus ze zéien, d'Austeritéitspolitik vun der Troika, déi vum Här Juncker an d'Weeër geleet gi war, kritiséiert. An d'OECD, déi och mat um Ursprong vun där Politik steet, weist op déi desastréis Konsequenze vun de wuessenden Ongläichheeten an Europa an an der Welt hin.

Elo, virun den Europawahlen an och duerno, gouf a gëtt dervu geschwat, d'Konvergenzkritären, an den Här Bodry huet et och gesot, méi flexibel ze notzen, d'Sozialpolitik ze verbesseren, souzesoen op Aenhéicht mat der Wirtschaftspolitik an der Finanzpolitik ze stellen. Mä dat geet net. Dat si fromm Wënsch oder ierféierend Verspriechen.

De Kader vun der Stabilitéitspolitik, esou wéi en duerch dëst Gesetz an nationaalt Recht ëmgesat gëtt, suergt derfir, datt déi wirtschaftlech Interesse vun enger Minoritéit ëmmer virun de sozialen Interesse vun enger Majoritéit wäerte stoen. Fir dat ze änneren, geet et och net duer, Indicateure fir déi sozial Situatioun ze schafen, esou wéi d'EU-Kommissioun dat an hirer Kommunikatioun vum 2. Oktober d'lescht Joer iwwert d'sozial Dimensioun vun Europa proposéiert, wann net reell politesch Konsequenzen doraus gezu ginn.

De Stabilitéitspakt mat senge Facetten, Budgetscontrainten a wirtschaftlechen Imperativer wäert verhënneren, datt ee sech an Europa de soziale Problemer widmen an eng Sozialpolitik duerchféiere kann, déi deen Numm verdéngt. Well d'Budgetsvirschréften hunn nämlech ganz konkret e juristesch contraignante Kader mat Sanktiouns- a Korrekturmechanismen. Bei der Sozialpolitik gëtt just un de gudde Wëlle vun de Memberstaten appeléiert. An dat wäert esou laang de Fall sinn, wéi dee Stabilitéitspakt an dee Maastrichter Traité an där Form weiderbestinn, mat alle Konsequenzen, déi dat huet.

Mir sinn net zouversiichtlech, datt d'Politik dat ännere wäert, datt d'Prioritéiten ëmgedréit ginn an de Mënsch a seng sozial Situatioun an de Mëttelpunkt vun der Politik gestallt ginn, wann net Mobiliséierungen an der Strooss se dozou forcéieren. Oder wat huet d'Politik zu Lëtzebuerg konkret, wat huet d'Sozialdemokratie, wat hunn déi gréng bis elo no der grousser Manifestatioun vum 16. Mee 2009 un der Politik geännert, déi do massiv vun de Gewerkschaften a vum Salariat a Fro gestallt ginn ass?

Ass et net un der Zäit, fir déi Mobiliséierung am Hierscht erëm opzehuelen, fir deen Drock ze maachen, deen noutwendeg ass, fir datt sech wierklech eppes ännert? Dat an enger Situatioun, wou besonnesch déi Liberal, d'FDP an d'liberal Fraktioun am Europaparlament - där och d'DP ugehéiert - elo den designéierte Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker ënner Drock setzen, fir datt de Stabilitéitspakt net a Fro an net flexibiliséiert gëtt an net opgelockert gëtt.

An ons Kolleeginnen a Kolleege vun deene Gréngen. Ech si frou, virdrun héieren ze hunn, datt si sech nach erënneren un dat, wat se virun engem Joer am Kader vun der Diskussioun iwwert de Fiskalpakt gesot a betount hunn no bausse virun de Wahlen. „Mir stinn och lénks. An elo geet et duer mat där Politik,…", hu se gesot, „…an duerfir si mir géint de Fiskalpakt." An elo stëmme se fir déiselwecht Politik a soen, dat wier e Stéck vun enger gesamter Léisung. War dat also awer alles Schnéi vu gëschter?

An d'Sozialdemokraten, déi während den Europawahle soten: „Mir wëllen e bessert Europa." Richteg! Géif dat net mat sech bréngen, datt een an Europa sozialpolitesch Konvergenz- a Stabilitéitskritäre géif opstellen, statt Sozialdumping a Sozialofbau ze maachen? Sozialpolitesch Konvergenzkritären, esou wéi d'Chambre des Salariés se an engem wierklech ausféierlechen Avis proposéiert huet. An ech géif wierklech de Kolleege vun der Sozialdemokratie roden, den Avis vun der Chambre des Salariés, déi d'Gewerkschaften an d'Salariat zu Lëtzebuerg reell representéiert, méi seriö ze huelen.

Misst een net sozial Mindestnorme festleeën, déi net vun de Maastricht-Kritären a Fro gestallt kënne ginn - wat de Moment nach ëmmer de Fall ass -, an och d'Steierpolitik harmoniséieren, statt deen déidleche Steierwettbewerb a Steierdumping ze maachen, deen de Moment an Europa dominéiert an ons an eng Sakgaass féiert? Misst net d'Héicht vum Chômage, der Aarmut, der Wunnengsnout d'Kritäre vun der Politik sinn, grad wéi d'Aarbechtskonditiounen, dat onméiglecht Ausmooss vun der Prekaritéit, Ongläichheeten, d'Gesondheetsversuergung, d'Erzéiung? All dat si Beispiller vun deem, wat iwwert d'Maastricht-Kritäre gestallt misst gi fir e bessert Europa.

Och wat d'Steier- an Akommespolitik vum Stat ugeet, bréngt et kengem eppes, wa jiddweree versicht, bei deem aneren aus dem Teller ze picken a sech e Stéck bei deem aneren ze huelen, statt gemeinsam derfir ze suergen, datt fir jiddweree genuch do ass. Well et ass genuch do. Et misst just anescht a besser verdeelt ginn. Ech wëll elo net déi Chifferen duerleeën, déi a leschter Zäit publizéiert gi sinn a beweisen, datt grad duerch dës Krisepolitik déi Räich nach ëmmer méi räich an déi aner alleguerte méi aarm gi sinn.

Den Här Franz Fayot, deen d'„Kapital" vum Thomas Piketty ausféierlech gelies huet, kann lech wahrscheinlech dozou eng Rei Opschléss ginn. An ech hoffen, datt e senger Partei déi och eng Kéier wäert virdroen, fir datt deen aneren Här Fayot sech net an Zukunft brauch Suergen ze maachen, datt d'Sozialdemokratie zu Lëtzebuerg definitiv ënnergeet, esou wéi ech dat haut héieren hunn.

An da misst een emol bedenken, firwat verschidden…

(Interruption)

Net ech hunn et gesot. Ech hunn héieren, deen éierewäerten Här Fayot huet dorobber higewisen, datt Der wierklech sollt driwwer nodenken, Här Engel.

An da misst een emol bedenken, firwat verschidde Staten an der Kris an och duerno esou vill Suen ausginn hunn. Et misst een drun erënneren, datt do d'Verscholdung vun de Spekulante vun de Staten iwwerholl ginn ass, déi Suen dofir bei deenen normale Leit geholl gi sinn, duerch massiv Sozialkierzungen an op d'Käschte vun deenen noutwendegen Investitiounen.

An et misst een iwwerhaapt - an un éischter Stell - emol kucken, wat d'Ursaach vun der Kris war an ass: nämlech d'Usammlung vun enormem Räichtum bei engem Deel vun der Bevëlkerung, engem minimal klengen Deel vun der Bevëlkerung, déi net méi woussten, wat se domadder sollte maachen. Déi hu gemengt, et géif sech net méi rentéieren, fir dat an d'Realwirtschaft ze investéieren, an déi Casino-Kapitalismus domadder gespillt hunn an domadder d'Existenz vu Betriber, Banken, Mënschen op d'Spill gesat hunn. D'Usammele vum Räichtum ze verhënnere wier eng wichteg Moossnam, déi ee misst huelen, fir an Zukunft Krisen ze verhënneren.

Bei all deem - an da kommen ech zum Schluss - geet et och ëm d'Kredibilitéit vun Europa, vun enger europäescher Politik an enger europäescher Identitéit. Duerch déi falsch Politik, wéi se hei beschriwwe ginn ass - an dat ass keng moralesch Kategorie -, hu Barroso, Reding a Juncker, gradesou wéi Delors, Schulz a Verhofstadt den Nationalisten a Rietspopulisten d'Dier grouss opgemaach.

(Interruption)

Wann een d'Leit wëllt dovun iwwerzeegen, datt mir Europa als gemeinsame Liewensraum brauchen, dee jiddwereen ofséchert - an dofir triede mir an, am Géigesaz zu der ADR -, muss een déi Politik änneren.

A wann d'Chamber hei décidéiert, fir eng Rei Rechter ofzeginn, ënner anerem dat, fräi ze décidéieren, wéi vill Suen een anzitt an zu wéi engem Zweck datt een déi Suen ausgëtt, da gëtt d'Parlament - wéi de Romain Hilgert dat e Samschdeg am „Lëtzebuerger Land" geschriwwen huet: „Welcome in Post-democracy" - och e Stéck Politikgestaltung, Entscheedungsfräiheet of an dréit zur Aschränkung vun der parlamentarescher Demokratie bäi.

Dat stëmmt iwwregens och fir d'Autonomie vun de Gemengen, déi heimat och an hirer Entscheedungsfräiheet beschnidde ginn. Vläicht ass dat awer nëmmen den Ufank vun deem, wat op eis zoukënnt, wann d'Regierung ons hire Budget vun der neier Generatioun bis virleet. Vläicht komme mer dann endgülteg am postdemokrateschen Zäitalter un.

M. le Président.- Ech mengen, Här Turpel...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, ech si fäerdeg.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech war iwwregens ganz fein mat Iech.

(Brouhaha)

Och mat all deenen aneren. Mat en alleguer. Ausser mam…

(Brouhaha)

Voilà, dat wär den… Dee war ganz fein mat eis.

Mir wären um Enn vun eisen Diskussiounen an ech géif dann d'Wuert un den Här Finanzminister Pierre Gramegna ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, léif Regierungsmemberen, ech si frou, dass mer déi Debatt haut konnten hunn, well timingsméisseg war et wierklech wichteg, dass mer dat nach virun der Summervakanz konnten hikréien. Duerfir géif ech gären der Kommissioun Merci soen an dem Rapporteur Eugène Berger fir säi Virtrag haut an och fir de schréftleche Rapport.

De Fiskalpakt, dee mer haut hei ëmsetzen, ass eng ganz wichteg Etapp, an ech mengen, et soll ee roueg e puer Minutten dee Fiskalpakt a sengem Kontext kucken.

Contrairement zu deem, wat Verschiddener gesot hunn, mengen ech, dass dee Fiskalpakt en fait eng ganz wichteg Roll gespillt huet, fir d'Eurozon an Europa ze stabiliséieren. Well wann dee Fiskalpakt zesumme mam „Twopack" a mam „Sixpack" - déi mer jo hei zum Deel zesummen an d'Lëtzebuerger Gesetz ëmsetzen - net gewiescht wieren, fäerten ech ganz, dass mer haut vläicht guer keng Eurozon méi hätten. A wa mer nach en Euro hätten, da weess ech net, wéi kredibel dass dee wier.

An et ass esou, dass, well déi verschidden europäesch Mesurë geholl gi sinn, mer haut kënne mat méi Zouversiicht an d'Zukunft kucken an och kënnen enregistréieren, dass Saache wéi „Union bancaire" an eng ganz Rëtsch aner Mesuren, déi an Europa elo eng Stabilisatioun mat sech bruecht hunn, iwwerhaapt kënne stattfannen.

Ech war gëschter um ECOFIN an do ass ënner italienescher Présidence eng Diskussioun geféiert ginn, wat dann elo d'Prioritéite solle fir déi nächst sechs Méint sinn. An och do muss ech soen, wa mer keng Stabilisatioun vun der Eurozon gehat hätten, dann hätt déi doten Diskussioun iwwerhaapt net stattfonnt.

De Finanzminister an Ekonomiesminister Padoan huet d'Présidence vun den Italiener an der EU ënner engem Triptyque virgestallt, dee folgendermoossen ausgesäit: éischtens, d'Integratioun an de Marché unique verstäerken; zweetens, Strukturreformen an den Équilibrage vun de Statsfinanzen an alle Länner weiderféieren. An den drëtte Punkt ass, den Investissement privé et public ze förderen.

Jo, wa mer nach ëmmer Duerjerneen an der Eurozon hätten, da géife mer iwwer all déi Sujeten do guer net kënne schwätzen. An ech muss soen, dass déi Diskussioun, déi mer och gëschter haten am ECOFIN, gewisen huet, dass e Konsensus besteet, e gemeinsamen Nenner, géif ech soen, tëschent allen Eurozonlänner, fir d'Prioritéit op d'Croissance, op d'Investissementer an op d'Reduktioun vum Chômage - an haaptsächlech vum Chômage vun deene Jonken - ze setzen. An dat, andeem een am Kader vum Pacte de stabilité et de croissance, wéi en haut ass, déi Marge-de-manœuvren, déi bestinn, ausnotzt.

Ech mengen, dat ass eng exzellent Noriicht. Well dat ass, mengen ech, de Cercle vertueux, deen ee gären hätt, dat heescht, dass een an engem Kader vu relativ gesonde Finanzen, oder Finanzen an Europa, déi amgaange sinn, gesond ze ginn, versicht, méi ze investéieren. Méi ze investéieren, andeem ee méi ausgëtt wéi dat, wat een huet, ass keng gutt Léisung. Dat ass e Cercle vicieux, an dat ass och genau dat, wat den Här Frieden ganz am Ufank vu senger Interventioun gesot huet. Ech mengen also schonn, dass deen heiten Traité, deen dann elo hei an d'Gesetz vum Lëtzebuerger Land ëmgesat gëtt, eng ganz wichteg a ganz gutt Etapp ass.

Wa mer elo op Lëtzebuerg zréckkucken, wëll ech dat heite Gesetz an e Kontext setzen. E Kontext, wou mer jo iwwert de Lëtzebuerger Budget an d'Statsfinanzen nodenken. An ech wëll e bëssen zréckkucken, well et war an der viregter Regierung en Usaz gemaach ginn - an zwar haaptsächlech vum Finanzminister Luc Frieden -, fir d'Budgetsprozedur zu Lëtzebuerg ze moderniséieren. Do waren Etüden am Finanzministère gemaach ginn. Komplementar dozou huet d'OCDE eng ganz Rëtsch Recherchen a Konklusioune gehat.

Et war e gewëssene Wonsch vun der viregter Regierung schonn do, fir déi Modernisatioun vum Budgetsgesetz zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat ass net zum Droe komm, aus enger Rëtsch Grënn. Ee vun de Grënn ass natierlech déi grouss Kris, déi komm ass, an haaptsächlech och, dass Europa u sech vill méi séier agéiert huet, well och keen anere Choix do war.

D'Resultat dovunner ass, dass déi dräi Traitéen oder den Traité an dann den „Twopack" an den „Sixpack" ugeholl gi sinn, an déi stelle mer haut hei ëm an d'Lëtzebuerger Gesetz.

Fir de Rappel: Den „Sixpack", deen ass den 13. Dezember 2011 gestëmmt ginn an deen huet haaptsächlech eng Ëmsetzung fonnt an der Direktiv 2011/85, wou de Cadre budgétaire à moyen terme festgesat gëtt an och d'Kommunikatioun vun Informatiounen; an dat setze mer hei am Gesetz ëm.

Den 2. Mäerz 2012 ass den Traité budgétaire, deen iwwert d'Coordination de gouvernance - deen haut haaptsächlech à l'Ordre du jour ass -, adoptéiert ginn an en ass vu Lëtzebuerg de 27. Februar ratifizéiert ginn. Do sinn déi meeschten Dispositiounen dran, déi mer haut a Lëtzebuerger Gesetz ëmsetzen.

An da schlussendlech den „Twopack", deen ass den 23. Mäerz 2013 ugeholl ginn, wou eng Rëtsch Dispositiounen dra sinn, déi mer och an deem heite Gesetz iwwerhuelen, ënner anerem d'Douzièmes provisoires.

A menger Interventioun hei géif ech am léifste gären an zwee Deeler intervenéieren. En éischten, dat ass dee ganzen europäesche Volet, an dann herno plutôt d'Lëtzebuerger Mise en œuvre dovunner an dann de Budget de nouvelle génération, deen déi ganz Period wäert couvréiere vu virun e puer Méint bis an déi nächst Joren eran.

Fir d'Éischt also emol de Volet européen, dat heescht dat Gesetz, wat mer hei haut stëmmen. Do wéilt ech dräi Elementer ënnersträichen. Fir d'Éischt emol wat erausstécht an deem heite Gesetz, dat sinn dräi Saachen a mengen Aen. Dat ass d'Planification pluriannuelle, zweetens verschidde Budgetsregelen an drëttens de Conseil national des Finances publiques.

Wat d'Planification à moyen terme ubelaangt, ass dat eppes, wat fir Lëtzebuerg relativ nei ass. Mir sinn eent vun deene leschte Länner an Europa, wat dat net huet. An ech fannen dat ganz wichteg, dass mer dat elo ëmsetzen, well déi Planifikatioun gëtt eiser ganzer Budgetspolitik Kredibilitéit a Vertrauen.

Zweetens erlaabt déi Planification pluriannuelle, dass een dem Zyklus, dem Wirtschaftszyklus Rechnung dréit. Contrairement zu deem, wat Verschiddener hei gesot hunn, ass dat Pluriannuellt en Element, wat justement et fäerdegbréngt, dass ee kann an Zäiten, wou et gutt geet, e bësse méi spueren, an an Zäiten, wou et schlecht geet, justement dat, wat ee gespuert huet, ausnotzen.

A well een d'Gefill kritt, dass dat e ganz neit Iwwerleeën ass, wëll ech awer hei eng Persoun zitéieren, déi dat scho viru ganz laanger Zäit erkannt huet, an zwar de fréiere Statsminister Pierre Werner, deen 1970 Folgendes gesot huet: «Il faut dépasser l'appréciation selon la conjoncture du moment et toujours se replacer dans le cadre d'un équilibre pluriannuel. C'est pourquoi certaines critiques sur l'année de départ avec ses fortes chances de plus-value conjoncturelle me paraissent oiseuses. Les excédents de la conjoncture ne servent qu'à améliorer les chances de réaliser l'équilibre pluriannuel et à sauvegarder ainsi la solvabilité du trésor ainsi que ses possibilités d'intervention stimulatrice pendant les périodes de déclin.» Dat huet den Här Werner 1970 gesot. Ech mengen, dass en do eng ganz grouss Visioun hat, an en fait fonctionnéiert de Pacte de stabilité et de croissance ewell och esou.

Drëtte Punkt, wat den Aspect pluriannuel ubelaangt, dat ass, dass ee muss d'Dépensen op ville Jore kucken an dass een d'Folgekäschte vun den Dépensen a vun den Investissementer, déi ee mécht, och soll mat a Betruecht zéien - eppes, wat mir zu Lëtzebuerg beileiwen net genuch maachen.

Den zweete grousse Paquet vu Saachen, déi am Fiskalpakt dra sinn, dat sinn eng Rëtsch Budgetsregelen. Fir d'Éischt emol touchéiert dat de Gesamtstat. Dat hu vill Orateuren ënnerstrach, net nëmmen den État central, mä och d'Sécurité sociale an d'Gemengen.

Zweetens gëtt dat heite Gesetz d'Méiglechkeet, fir Maximalausgabe beim Stat festzesetzen. Den Taux muss d'Regierung au cas par cas maachen. Ech wëll soen, an der Vergaangenheet hate mer dat, dat hu mer emol „Norme budgétaire" genannt. Dat war e bëssen en désuétude gefall, mä ech mengen, dat ass eng effikass Manéier, fir d'Croissance vun den Dépensen an der Gitt ze halen.

Déi drëtt Budgetsregel, dat ass vläicht déi, déi am bekanntesten ass. Dat ass déi, déi seet, dass Lëtzebuerg muss säin Objectif à moyen terme anhalen, an zwar vun +0,5% vum PIB, an zwar ass dat de Solde structurel.

Erlaabt mer vläicht zwou Remarquen zu deem Solde structurel ze maachen. Fir Lëtzebuerg ass dee Solde structurel +0,5%. Do gëtt et eng Rei Länner, do ass e bei 0, an eng Rëtsch Länner, do ass e souguer negativ. Wat huet da bei Lëtzebuerg gespillt, dass en esou héich ugesat ginn ass?

Maja, dat ass, well mer eng Dette cachée hunn, haaptsächlech vun eise Pensiounen, wou d'Kommissioun fënnt, dass dat awer e seriöt Argument ass, fir dass mer sollen en fait zu Lëtzebuerg e Surplus hunn. Mir stellen dat och guer net a Fro. De Calcul vun där Ziffer gëtt och all dräi Joer vun der Kommissioun nei gemaach, mä vu dass eis Dette cachée jo laangwiereg do ass, erwaarden ech mer do keng Änerungen.

Dat anert, wat ee muss zum Solde structurel soen - ech mengen, ech hunn dat schonn eng Kéier op dëser Tribün och hei ënnerstrach -, dat ass, dass dee Calcul extrem komplizéiert ass, an dass d'Kommissioun och en fait nach amgaangen ass, e bëssen hin an hier ze fueren, wéi si deen ausrechent, wat eng grouss Incertitude fir d'États membres mat sech bréngt.

Dir musst Iech virstellen, dass de Finanzminister an all Land muss säi Solde structurel upeilen, an d'Manéier, wéi et gerechent gëtt, ënnerfält enger gewëssener Onsécherheet, soudass ee vläicht eppes upeilt an et rechent een et aus an herno fënnt d'Kommissioun eppes aneschters eraus. Dat, hoffen ech, dass dat an deenen nächste Méint preziséiert gëtt, well dat gëtt eng grouss Onsécherheet. An da leschtens ass natierlech de Mécanisme de correction och an dësen neie Budgetsregelen dran.

Den drëtte Punkt, deen ech wollt ënnersträichen, ass dee vun deem neien Organ, de Conseil national des Finances publiques, dee mer hei an d'Liewe ruffen. Déi viregt Regierung hat proposéiert, d'Banque centrale do ze huelen, wat och enger gewëssener Logik entsprach huet. Mir wëssen haut, dass d'Europäesch Zentralbank dat ofgeroden huet. An duerfir hu mer en fait en Organe indépendant wëlle schafen, deen zwar och d'Forces vives de la nation associéiert, wéi verschidde Leit dat och hei richtegerweis ënnerstëtzt hunn, a genau dat war och de Wonsch. E Wonsch, well mir mengen, dass mer mussen dee Clivage, deen een awer oft verspiert tëschent deene Leit, déi net associéiert sinn an der Diskussioun an dat systematesch kritiséieren, dass een déi och mat an d'Boot erakritt.

De Minister Frieden huet eis gefrot - zu Recht -, wat d'Kompetenze vun deene Leit solle sinn. Eh bein, effektiv d'Äntwert läit an der Fro. Dat solle kompetent Leit sinn, déi d'Finances publiques kennen. A se wäerten hei mussen eng gewëssen Indépendance hunn, fir net ze soen eng total Indépendance hunn, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen.

Déi siwe Membere brauch ech elo net hei virzestellen. Ech mengen, et ass équilibréiert. Ech hunn och drop gehalen, dass natierlech d'Chambre des Députés soll do derbäi sinn, well d'Chamber jo de Budget stëmmt. D'Regierung als den Artisan an dann, wéi gesot, d'Forces vives, fir do e gewëssenen équilibréierten Avis ze kréien.

Nach zwee Wuert zum Fiskalpakt, een zum Timing an een zur Aart a Weis, wéi mer dat transposéiert hunn. D'Kommissioun wäert am Laf vum Summer eng Evaluatioun maachen, wéi déi verschidde Länner de Fiskalpakt ëmgesat hunn. Duerfir war et extrem wichteg, dass mer matzäiten deen heiten Text stëmmen, well mir si schonn a Verzug. En hätt scho missen op den 1. Januar gestëmmt ginn - mir wëssen, firwat dass dat net geschitt ass -, an duerfir all deenen, déi gehollef hunn, dass et elo soll relativ séier goen, Merci.

Dann zu der Manéier, wéi mir transposéiert hunn. Do war ech frou, ze enregistréieren, dass jo awer e gewëssene Konsensus besteet, dass mir dat op eng équilibréiert, op jidde Fall net op eng maximalistesch Aart a Weis transposéiert hunn.

Aus zwee Grënn, géif ech soen: Deen éischten ass, fir dass d'Regierung eng gewësse Marge de manœuvre huet, an deen zweeten ass, fir dass d'Parlament, d'Chambre des Députés, eng gewësse Marge de manœuvre huet. A mir wëssen, dass aner Länner dat jo och esou gemaach hunn. Voilà zum Thema.

Zum zweeten Deel wéilt ech e bëssen e Rappel maachen, wou mer stinn a Saache Prozedur vum Budget am Kontext vum Budget de nouvelle génération, e Projet, dee mir jo direkt am Januar vun dësem Joer als nei Regierung lancéiert hunn.

Ech rappeléieren, dass d'Regierung an hire Koalitiounsprogramm geschriwwen huet, dass se d'Verschëldung wëllt limitéieren a sech als iewescht Limite 30% gesat huet, an dass se de Solde structurel bis 2018 op jidde Fall erëm wëllt anhalen. Ech wëll och soen, 2014 hale mer dat alles an, well mer do jo gréng Luucht vun der Kommissioun kruten, ouni eng eenzeg Kritik.

Mir hunn och ausgerechent, wéi vill mer an deenen nächste Jore musse vun Efforte maachen, fir 2018 justement de Solde structurel vun 0,5% kënnen ze erreechen. Déi Ziffere sinn lech bekannt, dat sinn 1.040 Milliounen, eng Milliard 40 Milliounen, déi musse bis 2018 gespuert ginn. Dat kann awer och gemaach ginn, andeem nei Synergië fonnt ginn, méi effikass geschafft ka ginn, en fait de Stat moderniséiert ka ginn.

Ech wëll och ënnersträichen, dass d'Regierung de Rhythmus, andeem se déi Erspuernisser wäert erreechen, nach net ausgerechent huet, well déi Décisiounen eréischt geholl ginn.

Last but not least op dësem Punkt: De fréiere Finanzminister Luc Frieden huet gesot, dës Regierung soll gemooss ginn op den État central, well et ass do, wou mer e Problem hunn. Dat ass ganz richteg. Dat huet sech och déi nei Regierung virgeholl, op deem État central sengem Defizit ze agéieren. Mir stelle fest, dass an deene leschte fënnef Joer justement grad do de Problem louch, well mer do praktesch eng Milliard Defizit haten. Mir wëssen, dass Krisen an där Period waren, mir wëssen also och, dass et do schwéier war, an och muer schwéier gëtt, mä mir hunn eis virgeholl, do ze agéieren.

De Budget de nouvelle génération ass en fait e Processus - ech wéilt dann e bëssen doriwwer aushuelen an dann och ophalen, Här President -, deen dëst Joer an dräi Phase geschitt ass.

Mir hu fir d'Éischt eng Phas de cadrage gemaach - och mat Hëllef vun engem Consultant - an dunn hu mer am ganze Stat 15 Aarbechtsgruppe plus véier Horizontalgruppe gegrënnt, an déi hunn hir Aarbechte grosso modo elo fäerdeg gemaach. An déi drëtt Phas geet elo an dësen Deeg un, wou d'Regierung muss de Choix maachen tëschent de verschiddene Mesuren, déi do virgeschloe gi sinn. Dat heescht, elo fänkt d'Phas un, delikat ze ginn, well do Arbitragë musse gemaach ginn.

Mä deen Exercice, dee mer dëst Joer gemaach hunn, dat heescht, wou mer d'Dépensen all hannerfrot hunn, deen „Budget review", ass en Exercice, fanne mer, dee ganz gutt ass an dee mer all déi aner Jore vläicht misste bäibehalen. Elo kenne mer d'Methodologie a mir mussen dat iwwert déi nächst Joren d'autant plus duerchzéien, well eise Budget haut pluriannuel ass.

Mä doriwwer ewech, wat elo 2015 geschitt, musse mer och op déi nächst Jore kucken. Mir wëllen do d'Missioune vum Stat an de Vierdergrond stellen, andeem mer déi alleguerten definéieren an eis Programmer ginn. Programmer, déi mer wëllen erreechen an déi mer wëlle moossen. Dat ass eng aner Manéier, e Budget opzestellen. Et ass awer och eng aner Manéier, de Budget ze kontrolléieren, andeem ee sech Ziler gëtt an da kuckt, wéi déi Ziler erreecht gi sinn.

Dat ass an anere Länner an der Vergaangenheet gemaach ginn. Dat ass e Processus, deen ass net einfach ze maachen, mä mir hunn eis dorop embarquéiert a mir wäerten och dës Chamber regelméisseg iwwert déi Développementer do au courant halen.

Mir wëlle schonn am Budget 2015 de Budget e bësse simplifiéieren, andeem mer tëschent dräi an 350 Artikelen zesummerafen, fir de Budget méi lieserlech ze maachen, fir awer och de Ministeren eng Responsabilitéit ze ginn, wéi se hir Ziler erreechen, wéi se hir Suen am beschten investéieren.

Bref, esou wéi dat och am Koalitiounsprogramm steet, mir wëllen d'Struktur vum Budget, esou wéi e gemaach gëtt a wéi en ausgeféiert gëtt, op Basis vun den Erkenntnisser vun der OECD, op Basis vun deene Studien, déi am Finanzministère gemaach gi si wéi och an der Inspection générale des Finances, an deene nächste Méint oder Jore maachen an dat am Intérêt vun enger méi effikasser a moderniséierter Ausgaben- a Budgetspolitik.

E lescht Wuert zur Majorité qualifiée. Ech freeë mech, dass d'CSV gesot huet, dass se géif dëse Projet matstëmmen. Doduerch kréie mer eng super Majorité qualifiée - well mir kréien elo eng ganz flott Ziffer eraus.

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass, wann een et och um juristesche Plang kuckt, doduerch, dass mer den Traité budgétaire hei mat enger Majorité qualifiée gestëmmt hunn, och schonn am éischten Usaz eng qualifizéiert Majoritéit haten, an dass d'Traitéen zu Lëtzebuerg eng Valeur supérieure hunn an der Hiérarchie des normes du droit, wéi d'Lëtzebuerger Gesetzer, ech mengen, dass mer op kengem Punkt kéinten attackéiert ginn, dass mer dat hei net mat den néidege Majoritéite gemaach hätten.

An deem Sënn un Iech alleguerte fir Är Commentairen a Reaktioune villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Finanzminister. Den Här Turpel freet d'Parole après ministre.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo, par rapport zu deem, wat de Minister gesot huet iwwert déi nei Procédure budgétaire, Budget de nouvelle génération. Ech hat verstanen - an duerfir wollt ech dat elo nach eng Kéier wëssen -, d'Chamber géif enk abezu ginn an déi verschidde Phase vun der Ausaarbechtung vun der neier Methodologie.

Elo komme mer an déi drëtt Etapp, an ech hat awer verstanen, dat géif op all Etapp geschéien. Duerfir wollt ech de Minister froen, wéi hie gedenkt, dat ze maachen, fir och d'Chamber an déi verschidde Phase vun der Ausaarbechtung, net vum Budget selwer, mä vun der Methodologie vum neie Budget anzebezéien. Merci.

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, merci, ech kann dat ganz gären erklären. Déi drëtt Phas an dësem Joer vun der Élaboratioun vum Budget fir 2015, do si mer nach an der - loosse mer soen - Phase pilote, déi mer amgaange sinn 2014 ze maachen. Wa mer eriwwerginn an de Budget par objectif, Budget par programme, dat ass eng Prozedur, déi mer amgaange sinn ze studéieren, do muss och d'Gesetz geännert ginn vun eisem Budget an do gëtt natierlech d'Chamber mat implizéiert.

Mä mir sinn nach net esou wäit. Mir sinn amgaangen, déi Texter ze studéieren. Ech wollt just dat an Aussiicht stellen, dass dat och nach kënnt, mä fir den 2015er Budget si mer nach am aktuelle Rahmen. Voilà.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Mir géifen dann zum Vote iwwert den Ensembel vum Projet de loi 6597 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6597 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6597 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

(Interruption)

Jo, de Generalsekretär mécht mech hei drop opmierksam, dass am Virfeld net matgedeelt ginn ass, dass et e Vote à majorité qualifiée wier.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et ass keen!

(Interruptions)

M. le Président.- Ah voilà. Voilà!

(Interruptions)

Okay, dann ass de Projet de loi 6597 mat 55 Stëmmen ugeholl.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Ech soe Merci.

Mir géifen zum Projet de loi 6631 iwwert déi sougenannten „Sukuken" iwwergoen. An anere Wierder, dat sinn déi islamesch Finanzéierungsmodeller, déi och hei zu Lëtzebuerg solle reglementéiert ginn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, an d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Guy Arendt. Här Arendt, wann ech gelift.

3. 6631 - Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, de Projet de loi, iwwert deen ech lech op dëser Plaz e Rapport maachen, ass de 17. Dezember 2013 vum aktuelle Finanzminister déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 11. Mäerz 2014 finaliséiert an den 19. Juni vun dësem Joer huet d'Cofibu mech zum Rapporteur ernannt. Bei där Geleeënheet sinn de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert ginn an en Amendement ass un de Statsrot geschéckt ginn. Dësen huet säin Avis complémentaire den 1. Juli eraginn, soudass de schréftleche Rapport den 8. Juli an der Kommissioun konnt ugeholl ginn.

Et geet bei dësem Gesetzesprojet drëm, d'Konditiounen ze schafen, fir dass Lëtzebuerg dat éischt Land op der Welt ka sinn, wat e sougenannten „Sukuk" an Euroen op d'Bee stellt. Dëst ass e Finanzproduit, deen de Besoine vun der islamescher Finanzwelt nokënnt, andeems en am Respekt vun de Regele vun der Scharia steet. „Sukuk" steet eigentlech fir „Certificat de financement", deem ee mat Obligatiounen aus eisem bekannten Emprunt obligataire nokënnt.

An dësem Sënn leeft de Rendement vum Invest net iwwer Zënsen, mä iwwert de Gewënn vun engem sougenannten „Actif sous-jacent". An eisem Fall geet dat iwwert de Loyer vu bestëmmte Gebaier. Dëse Finanzproduit riicht sech also un éischter Linn un Investisseuren aus de Golfstaten.

Ier ech op déi genau Funktiounsweis vun esou engem Sukuk ze schwätze kommen, wollt ech dëse Gesetzesprojet an de Kontext vun der Finanzpolitik vun eiser Regierung stellen. Esou wéi de Koalitiounsvertrag dat virgesäit, mécht dës Regierung Efforten, fir de Finanzsecteur hei zu Lëtzebuerg weider ze stäerken, an dat am Intérêt vum Land an de Bierger. Eng gewëssen Diversifikatioun an dësem Beräich ass gefrot, éischtens, wat den Typ vu Finanzproduiten, an zweetens, wat hir geografesch Ausriichtung ugeet. Eréischt déi lescht Woch gouf et jo an dësem Kontext gutt Noriichten, wéi de Finanzminister verkënnege konnt, dass eng weider chineesesch Bank sech zu Lëtzebuerg installéiere wéilt.

Am Gesetzesprojet vun haut de Mëtteg geet et drëm, eng musulmanesch Clientèle vun eise Finanzproduiten ze iwwerzeegen. Déi islamesch Finanzwelt ass e Marché, dee sech an de leschte Jore gutt entwéckelt huet. Dofir ass et wichteg, dass Lëtzebuerg sech an dësem Beräich ganz schnell positionéiert.

Wéi Der wësst, verbitt déi musulmanesch Finanzwelt, dass Zënsen op engem Invest bezuelt ginn. Dat heescht och, dass dës Investisseuren eis klassesch Produiten, zum Beispill wat eis Financements obligataires ugeet, net notze kënnen. Mir wëllen et dësen Institutiounen a Leit méi einfach maachen, op Lëtzebuerg ze kommen, andeem mer op dëser Plaz e Prozess ustoussen, deen dem Stat et erlaabt, e Sukuk op d'Been ze stellen. Dëst ass näischt aneschters wéi e Financement obligataire, deen no de Regele vun der Scharia fonctionnéiert.

Dir verstitt also, dass dëse Projet vun extremer Wichtegkeet fir eise Finanzsecteur ass.

Här President, ech mengen, et ass am verständlechsten, wann ech lech an e puer Wierder erklären, wéi esou e Sukuk fonctionnéiert.

Engersäits verkeeft de Lëtzebuerger Stat dräi bestëmmte Gebaier, déi him gehéieren, un eng Gesellschaft, déi nëmme fir dësen Zweck geschafe gëtt. Et geet hei ëm eng Zomm vun 200 Milliounen Euro. Bei dëser Gesellschaft handelt et sech, fir de professionelle Jargon ze benotzen, ëm en SPV oder „special purpose vehicle", och nach „Véhicule de structuration" genannt. Dës Entitéit huet exklusiv zum Zil, de Sukuk ofzeweckelen. De Stat gëtt zu 100% Aktionär vun dëser Gesellschaft, déi mat dem Mindestkapital gegrënnt gëtt, soudass dës Transaktioun keen Effet op de Statsbudget huet.

Bei de Gebaier handelt et sech ëm déi zwee Tierm um Kierchbierg an ëm d'Gebai Gutenberg zu Stroossen. D'Gesellschaft verlount dann déi Gebaier, vun deene se fir d'Dauer vum Sukuk Propriétaire gëtt, genau wéi de Stat et bis elo gemaach huet. D'Suen, déi iwwert de Verkaf erakommen, ginn an ëffentlech Investissementer, wéi zum Beispill an de Fonds des routes oder de Fonds du rail, investéiert.

Da stellt dës Gesellschaft Obligatiounen am Gesamtwäert vun 200 Milliounen Euro un interesséiert Investisseuren aus, déi haaptsächlech aus de musulmanesche Länner kommen, ouni awer dass dës Obligatiounen op bestëmmten Investisseure limitéiert wieren. All Investisseur kann also do matmaachen, wann e wëllt.

Am Géigenzuch zu dësen Obligatioune kréien d'Investisseuren en Deel vum Loyer, deen déi dräi Gebaier der Entitéit erabréngen. De Retour um Invest hänkt vum Montant of, deen duerch d'Loyeren erakënnt. Deen aneren Deel vum Loyer gëtt geholl, fir déi administrativ Fraisen ze decken, wéi zum Beispill Steieren, déi op d'Gesellschaft falen, oder d'Käschte vum „Shariah Committee". Op dee kommen ech nach ze schwätzen.

An enger nächster Phas léist sech de Sukuk erëm op. No maximal fënnef Joer verkeeft d'Gesellschaft hir Rechter un den dräi Gebaier erëm un de Lëtzebuerger Stat zréck, zum selwechte Präis, wéi si se kaaft huet. Dat heescht fir 200 Milliounen Euro oder de Géigewäert an Dollaren. Zu dësem Zäitpunkt kënnt de Sukuk also op en Enn.

Här President, ech géif dann awer och nach op e puer Detailer agoen, déi de Statsrot a sengem Avis opgeworf huet. Éischtens besteet bei esou engem Sukuk en „Shariah Committee", also e Comité vun Experte vun der islamescher Finanz, an dee stellt sécher, dass alles no de Regele vun der Scharia ofgewéckelt gëtt. An et ka sinn, dass dëse Finanzproduit natierlech méi deier gëtt wéi de klassesche Financement obligataire doduerch, dass eben dee Comité muss agesat ginn. Dat ass gutt méiglech, mä dëse Sukuk muss een an engem vill méi breede Kontext gesinn.

Duerch dëse Gesetzesprojet schéckt Lëtzebuerg d'Signal un déi musulmanesch Länner, dass si bei eis wëllkomm sinn. De Sukuk sollt also net eenzel bewäert ginn, mä am Zesummenhang mat dem Positionéiere vun eiser Finanzwelt, vun eiser Finanzplaz weltwäit, déi oppen an diversifizéiert ass. Wa mer an der musulmanescher Finanzwelt als „halal" bekannt sinn, kann een dovun ausgoen, dass musulmanesch Kapitaler an Zukunft bei eis investéiert ginn.

Dann ass och nach d'Fro vun de staatleche Garantien opkomm, am Fall, dass eent vun de Gebaier während deene fënnef Joer zu Schued komme sollt duerch en Accident, wéi engem Feier zum Beispill. Et ass an dësem Kader ze bemierken, dass sech dës Gefore fir all Propriétairë stellen. Dëst huet also näischt mam Sukuk u sech ze dinn. Ob de Stat dës Gebaier wéi elo direkt oder wéi am Fall vun engem Sukuk iwwert dës nei Sociétéit verlount, spillt do keng Roll.

Och ass d'Fro opgeworf ginn, wéi et mam steierlechen Traitement vun esou engem Sukuk ausgesäit. Sou wéi bei all anerem Finanzproduit hänkt dëse vum Enn-Bénéficiaire of. Dëse muss kucken, dass hien déi Steiere bezilt, déi a senger Législatioun ufalen.

De Statsrot hat och nach eng Fro gestallt am Bezuch op d'Anhale vum Artikel 26 vum Gesellschaftsgesetz vun 1915. Dësen Artikel fënnt allerdéngs hei keng Uwendung, well hei keen Apport en nature an déi Gesellschaft gemaach gëtt. Mir brauchen also hei kee Rapport vun engem Réviseur, deen d'Immeublë géif evaluéieren.

Här President, mat dësem Gesetzesprojet, dee mer de Mëtteg hei diskutéieren, erlabe mir et dem Stat, dräi Gebaier fir eng maximal Lafzäit vu fënnef Joer un eng Sociétéit ze verkafen, déi doduerch nei Clienten op eis Finanzwelt wäert bréngen.

Oppenheet huet eist Land nach ëmmer gekennzeechent, an dës Oppenheet wäert eis och an Zukunft weiderbréngen. De Koalitiounsaccord schwätzt vun Oppenheet, Responsabilitéit, Kohäsioun. Ech mengen, et ass net schwéier, ze gesinn, wéi dëse Projet de loi eng Ouverture maache wäert, fir nei Clienten op Lëtzebuerg ze kréien, eng Ouverture, duerch déi mir Responsabilitéit fir eist Land iwwerhuelen, andeems mer eist Land op der Kaart vun der Finanzwelt placéieren a seng Kohäsioun duerch eis staark Wirtschaft garantéieren.

Ech wëll zum Schluss och de Leit aus dem Finanzministère op dëser Plaz Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht grad wéi mat de Membere vun der Finanzkommissioun. Dat gesot, bréngen ech hei den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem virleienden Text an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Den nächste Riedner ass den Här Luc Frieden fir d'CSV.

Discussion générale

M. Luc Frieden *(CSV).*- Här President, ech sinn eigentlech frou, datt um Enn vun dëser Parlamentssessioun virun der Summervakanz de Mëtteg nach dräi Projeten um Ordre du jour stinn, déi nach d'Handschréft vun der viregter Regierung a vu mir als Finanzminister droen. Dat war dee Projet virdrun, dat ass dësen an dat ass deen nächsten.

Bei dësem stellen ech mat Satisfaktioun fest, datt déi nei Regierung quasi an hirem éischten Akt, dee si gemaach huet, nämlech am Dezember, wéi se ugetrueden ass, dëse Projet, deen nach an der viregter Regierung am Regierungsrot war, och op den Instanzewee ginn huet. Ech mengen, dat ass gutt, well dat beweist, datt d'Finanzplaz an den Ae souwuel vun der viregter Majoritéit wéi vun dëser e ganz wichtege Secteur an der Lëtzebuerger Ekonomie ass. En ass wichteg fir eist Land, d'Plaz selwer, d'Aarbechtsplazen, mä selbstverständlech och fir d'Revenuen, déi fir de Stat a fir aner Betriber an der Ekonomie duerch de Finanzsecteur generéiert ginn.

Sou muss een dëse Projet gesinn, well en ass Deel a mengen Aen als fréiere Finanzminister an och haut am Numm vun der CSV-Fraktioun, fir datt mer eng breet opgestallte Finanzplaz hunn. Mir brauchen awer eng Strategie, déi méiglech mécht, datt eis Finanzplaz sech vun aneren ënnerscheet. An d'Lëtzebuerger Finanz-

plaz ënnerscheet sech virun allem vun aneren, well se méi international ass, well se huet jo kee groussen nationale Marché. Déi Acteuren, déi hei sinn, kucken an d'ganz Welt, an duerfir geet et also drëm, datt mir als Finanzplaz un der globaliséierter Ekonomie deelhuelen.

Duerfir hu mir eis an deene leschte Joren äifreg op de Wee gemaach, andeem mir souwuel Produkter, Déngschtleeschtungen en adequate gesetzleche Kader ginn hunn, wéi och duerch grouss Promotiounsefforten iwwerall op der Welt, och ausserhalb vun eisen traditionellen europäesche Mäert, déi weiderhi wichteg bleiwen, och positionéiert hunn.

De Rapporteur Guy Arendt, deem ech hei villmools Merci soe fir seng souwuel politesch wéi juristesch Erklärungen, huet drop higewisen, datt mer et an deene leschte Jore fäerdegbruecht hunn, déi dräi gréisste chineesesch Banken als hiren europäeschen Hub op Lëtzebuerg ze kréien. Datt deen Effort elo weidergeet, ass gutt, an datselwecht gëllt fir aner Produkter, déi an anere Regioune verkaaft ginn, an dozou gehéiert d'Iddi, déi hannert dësem Sukuk ass.

A priori ass dat net, fir en Emprunt ze émettéieren, fir Suen anzedreiwen, well déi 200 Milliounen hätte mer och op klasseschen europäeschen oder amerikanesche Mäert kënnen andreiwen, mä et geet drëm, de Fändel vu Lëtzebuerg an domat d'Kreatioun vun Aarbechtsplazen ofzesécheren, andeem mer eis Déngschtleeschtungen och an neien Ekonomien, déi schnell um Wuesse sinn, kënne verkafen. An dozou gehéieren déi Länner an der arabescher Welt, mä och virun allem an Asien, wou d'islamesch Finanz bekannt ass.

Eigentlech ass dat, wat an der islamescher Finanz hei geregelt gëtt, guer net esou anescht wéi dat, wat mir an eise Kreesser, an eise geografesche Kreesser historesch kannt hunn.

Dat Wuert „islamesch Finanz" ass heiansdo e bëssen irreführend. Dat huet näischt mat Fundamentalismus ze doen. Dat huet näischt mat Islamisten ze doen. Dat sinn also einfach verschidden ethesch Prinzipien, déi an enger vun de Weltrelioune sinn, déi een interessanterweis an eise Reliounen och fonnt huet. D'kathoulesch Relioun huet laang Zäit och de Prêt à intérêt - well dorëms geet et, datt ee keng Zënse kann ophiewen - verbueden. D'Protestanten och, bis de Calvin komm ass an dat e bëssen opgemaach huet. An d'Judden hunn de Prêt à intérêt ënner sech verbueden, mä vis-à-vis vun Drëtten hu si en erlaabt.

Ech nuancéieren dat net, ech soen dat einfach an engem ganz strikte Résumé. Et gi sécherlech vill méi Nuancen an deenen eenzelne Reliounen, wéi ech se gesot hunn, mä et gouf e Fil conducteur, deen nach haut an der islamescher Relioun bliwwen ass.

Wat also deen eenzegen oder Haaptënnerscheed ass, ass, datt een hei Produkter als Basis setzt, fir als Stat Suen ze léinen, déi net kënnen Zënse generéieren. Et muss och en Investissement hannendru sinn, e konkreten Investissement, duerfir dës Gebaier, an déi musse sozial responsabel sinn. Eppes, wat mir jo och an eiser Ekonomie vill kennen, well d'Betriber an d'State wëlle sozial responsabel sinn. Duerfir kann een also net all méiglech Investissementer als Basis vun deem Prêt huelen, mä nëmmen där, déi och ethesch a sozial responsabel sinn.

An hei an dësem Fall gebraucht d'Regierung Gebaier, déi si als Grondlag hëlt, fir déi ze verlounen, an dat Verlounen ass en fait de Loyer, dee bezuelt gëtt, fir déi Suen, déi de Stat heimadder ophëlt an déi en an de Statsbudget erafléisse léisst.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et ass also näischt esou Extraordinäres, mä et geet drëm, wéi gesot, datt mir och an Zukunft de Fändel vun der Finanzplaz Lëtzebuerg och op anere Plazen an der Welt kënnen opriichten. An ech soen net nëmmen an de Golfstaten, déi e ganz staarke Wuesstum kennen, mä och an Asien. Dat gréisst islamescht Land ass Indonesien. Dat sinn also och nei Marchéen, op déi mir kënnen an der Zukunft goen.

Ech wëll och drun erënneren, datt déi viregt Lëtzebuerger Regierung zwou Ambassaden opgemaach huet a Länner, wou och déi Prinzipien do zum Deel elo oder an der Zukunft an der Finanzwelt eng Roll spillen, nämlech an Abu Dhabi an de Golfstaten an an der Türkei an Europa an un der Grenz mat Asien.

Et geet also drëm, weider d'Lëtzebuerger Finanzplaz ze diversifizéieren, weider ze stäerken, an dat brauch eist Land och an deenen nächste Joren. Et ass also e gudde Projet, et ass e Projet, deen eis souwuel déi geografesch wéi d'Produktdiversifikatioun erlaabt. An déi ass noutwendeg, wa mir wëllen - an ech mengen, vill heibanne wëllen dat - d'Finanzplaz weider wuesse loossen.

Eng juristesch Remarque, déi ech mat gäre géif ginn och an d'Kommissioun vun den Institutiounen am Kader vun der Verfassungsdiskussioun, mir hate schonn esou eng Reflexioun an eise Remarquë virdrun: D'Fro stellt sech, ob ee wierklech e Gesetz brauch, wann de Stat Gebaier quasi u sech selwer verkeeft. Déi Gebaier hei gehéieren dem Stat, déi ginn, wéi de Rapporteur virdrun exposéiert huet, temporairement an eng aner Gesellschaft transferéiert, déi zu 100% dem Stat gehéiert, an no der Operatioun komme se zréck un de Stat.

Ech sinn also der Meenung, datt vun der Ratio, vum Gesetz hier, vun der Verfassung hier hei sécherlech kee Gesetz géif gebraucht ginn. Ech ginn awer gären zou, datt, wann een eng méi enk Ausleeung vun der Verfassung mécht, all Transfert de propriété e Gesetz verlaangt, datt mir duerfir dat Gesetz hei solle maachen, och fir e ganz kloren a propperen „legal opinion" vun deenen ze kréien, déi ee bei esou Operatioune brauch. Trotzdeem mengen ech, sollte mir an der Institutiounskommissioun vun dësem Haus kucken, ob een net an Zukunft fir esou Transferts de propriété vum Stat un de Stat déi gesetzlech Basis an der Zukunft net méi géif brauchen.

Mat där Remarque géif ech wëllen dës Interventioun ofschléissen. Nach eng Kéier: Et ass, wéi gesot, e Projet, dee wichteg ass, fir datt Lëtzebuerg un der Globaliséierung ka participéieren, datt Lëtzebuerg sech nach méi breet kann opstellen an datt mer och weider an Zukunft Aarbechtsplazen op der Finanzplaz kënne schafen, datt mer kënnen nei Revenue generéieren an datt domadder net nëmmen d'Finanzplaz, mä och all déi aner Betriber, déi direkt oder indirekt vun der Finanzplaz ofhänken, kënnen dovunner bénéficiéieren.

Ech ginn domat den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Frieden, fir Är interessant Interventioun. Als nächste Riedner ruffen ech op d'Tribün den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et ass scho gesot gi vu menge Virriedner: Et ass net déi éischt Tentative mat dësem Projet de loi, fir Lëtzebuerg ze positionéieren als en Zentrum fir islamesch Finance. Et si schonn Efforte gemaach ginn an der Vergaangenheet, ech menge vun 2008 un an der Haaptsaach, fir Lëtzebuerg ze positionéieren. De Luc Frieden huet et gesot. De Finanzministère huet Efforte gemaach, „Luxembourg for Finance" huet Roadshows gemaach, d'Alfi huet och Efforte gemaach an der Vergaangenheet, fir d'islamesch Finanzen, fir Lëtzebuerg als en Zentrum, als eng Plattform fir islamesch Finanze schmackhaft ze maachen.

Et muss een awer leider soen - an ech soen dat als een, deen dat méi vun engem professionelle Standpunkt aus erlieft huet -, dass déi Tentativen ni vu sonnerlech vill Succès gekréint waren an dass déi vill Clienten, déi sollten duerch déi Promotioun do ugezu ginn, méi vun der Fata Morgana hate wéi vun enger bléiender Oasis.

Déi Finanzprodukter, déi zu Lëtzebuerg ënnert de Regele vun der Scharia opgeluecht goufen - an där gouf et, an et gëtt der och nach ëmmer -, waren éischter e Produit vun Zoufall, wéi d'Resultat vun enger concertéierter Politik. An et waren och Niewenerscheinunge vun anere Produiten, vun aneren Industrien, wéi notamment d'Fongenindustrie oder déi Finanzementer, déi iwwer Lëtzebuerg gemaach goufen. Ech kommen nach dorobber e bësse méi spéit zréck.

Mä et ass awer och net esou, dass dëse souveräne Sukuk géif an eng total Wüst falen an an enger totaler Wüst géif entstoen. Lëtzebuerg ass haut schonns, an dat muss ee vläicht och eng Kéier soen, déi Haaptfongeplattform ausserhalb vun der muselmanescher Welt fir Scharia-konform Fongen. Dës Fonge sinn eigentlech näischt aneschters wéi sozial responsabel Investissementer. An ech mengen, do muss een och soen, dass dat jo eng vun de Prioritéiten ass vun dëser Regierung, och an der Promotioun vun der Finanzplaz, fir eben op de Wee ze goe vu méi sozial responsabele Finanzprodukter.

Och op der Lëtzebuerger Bourse gi säit längerer Zäit Sukuke cotéiert. An et ass do interessant ze gesinn, dass viru Kuerzem d'Islamic Development Bank, d'IDB zréckkomm ass op d'Bourse, virun zwee, dräi Méint, fir erëm hei Valeuren ze cotéieren, nodeems se eng Rei Joren net méi do war. An et muss ee wëssen, dass déi IDB deen Émetteur-phare ass schlechthin am muselmanesche Raum. Dat heescht, et ass wierklech e Pôle d'attraction an e wichtege Facteur de réussite fir dës Nisch an e gutt Zeechen, dass deen zréckkomm ass op d'Lëtzebuerger Bourse.

A schlussendlech ginn et och scho säit längerer Zäit Finanzementer, déi Scharia-konform zu Lëtzebuerg gemaach ginn, iwwer Lëtzebuerger Gesellschaften a mat Lëtzebuerger Déngschtleeschter aus dem Finanzsecteur. An d'Steierverwaltung huet d'ailleurs an deem Kontext 2010 eng Circulaire erausginn, den 12. Januar 2010, iwwert de Steierregime vun islamesche Finanzprodukter.

Et gesäit een also, dass et schonn haut op der Lëtzebuerger Finanzplaz eng ganz Rei Déngschtleeschter, Banken, Administratioune gëtt, notamment d'CSSF, déi eng Partie Memoranda of understanding ënnerschriwwen huet mat aneren Autoritéiten aus dem muselmanesche Raum, mä och d'Lëtzebuerger Zentralbank, déi als éischt Zentralbank am Conseil vum Islamic Financial Services Board souz, dass et also schonn eng ganz Expertise gëtt, e ganze Savoir-faire op eiser Finanzplaz en rapport mat islamescher Finanz. An dorobber kann ee sécher opbauen am Développement vun där Nisch och hei zu Lëtzebuerg.

Madame President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet - kréie mir vum Finanzministère gesot - soll e Signal sinn, soll enfin e Produit d'appel sinn an der Haaptsaach. An der Haaptsaach am Beräich och vun der Verméigensverwaltung, fir déi grouss Fortunen aus deem Raum ëm de Golf, mä och aus anere muselmanesche Länner op Lëtzebuerg unzezéien, eben am Domän vun der Banque privée.

Et muss een nämlech als Finanzplaz esou Produiten ubidden, fir dass déi Investisseure bei Lëtzebuerger Banken oder bei Lëtzebuerger Déngschtleeschter kommen, och wann een haut schonn an der Praxis gesäit, dass eng ganz Partie där Investisseuren net méi strictement no Scharia-Kritären investéieren. Dat heescht, et si schonn haut eng ganz Rei där Investisseuren, déi och Produite kafen, Finanzproduite kafen, déi net no deene Kritären opgeluecht ginn. Mä et ass awer wichteg fir eng Finanzplaz, dass een déi Produiten huet a senger Gamme. An dofir ass et wichteg, dass dëse Sukuk souverain vu Lëtzebuerg elo émettéiert gëtt.

D'Resultat fir d'Finanzplaz, déi positiv Wierkung duerch eng nei Clientèle, déi doduerch och heihinnerkënnt, soll den zousätzlechen Opwand a Käschtepunkt fir d'Land géigeniwwer engem normalen Emprunt rechtfertegen.

De Statsrot hat jo kritesch dee supplémentairë Coût begutacht, andeem hie gesot huet, dass deen „Shariah Committee" e wichtege Käschtepunkt ass, dass och déi Strukturatioun vun där Operatioun hei e bësse méi komplex ass wéi en normalen Emprunt. Ech mengen, dat sinn effektiv Kritiken, deenen ee soll Rechnung droen. An et ass wierklech ze hoffen, dass deen zousätzlechen Opwand a Käschtepunkt kompenséiert gëtt duerch effektiv eng positiv Retombée fir de Lëtzebuerger Finanzzentrum.

Dat ass ze hoffen. Et kann een, wann een elo gesäit, wat deen engleschen Emprunt, dee jo u sech zäitgläich bal mat deem Lëtzebuerger lancéiert ginn ass, deen englesche souveräne Sukuk, deen Enn Juni ugefaangen huet, seng Roadshow ze maachen, do gesäit een, dass deen e gewëssene Succès huet. Wann een d'Nouvellë liest, gesäit een, dass deen och elo scho bal ganz souscrivéiert ass an dass nach méi Appetit do ass fir esou e Produit um Marché. Dat stëmmt optimistesch och fir eise Sukuk, dee jo deen éischte Sukuk dann ass, deen an Euro dénomméiert ass; deen engleschen ass a britesche Pënner. Dat heescht, dat mécht schonn Hoffnung.

Et ass awer, mengen ech, esou, dass et net duergeet mat där Operatioun. Dat ass och gesot ginn am Kontext vun där englescher Operatioun. Et ass eng Operatioun, et ass also en „One-off", dat heescht, et gëtt keng weider Operatiounen. Et ass e relativ klenge Montant vun 200 Milliounen Euro. Op de Finanzmäert ass dat net schrecklech vill, soudass et u sech hei eppes ass, wat muss begleet ginn. Fir dass et Succès huet, muss et begleet gi vun engem intelligenten a concertéierten Effort, zesumme mat den Acteure vun der Finanzplaz, fir Lëtzebuerg ze positionéieren.

Dat ass en Effort, souwuel an der Kommunikatioun - et muss konsequent a kohärent communiquéiert ginn -, et mussen och reell Efforte gemaach ginn, mengen ech, fir islamesch Banken op Lëtzebuerg ze kréien. Dat ass fir de Moment nach net de Fall. Där gëtt et zu London eng Partie, mä där gëtt et menges Wëssens nach keng zu Lëtzebuerg.

An ech mengen, et muss een och, well mir esou eng wichteg Fongeplaz hunn, Efforte maachen, dass Fongepromoteuren zousehends esou Fongen opleeën ënner Scharia-Prinzipien an eisem Land. Dat ass schonn de Fall. Et gëtt schonn eng Partie esou Fongen. Mä et muss ee kucken, dass et der nach méi ginn. Ech mengen, nëmmen da kann dës Nisch vun der islamescher Finanz hir Friichten droen.

Madame President, ech géif dann och nach gären dem Rapporteur Guy Arendt Merci soe fir säi ganz gudde Rapport an och mengem Virriedner fir seng interessant Prezisiounen. Dëse Projet de loi gëtt och gedroe vun eiser Fraktioun an ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci dem Här Fayot och fir seng flott Erläuterungen. Als nächste Riedner hunn ech hei ageschriwwen den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll dann dem Rapporteur aus grénger Siicht Merci soe fir säin ausféierleche mëndleche wéi schréftleche Rapport. Och den dräi Virriedner fir hir Explikatiounen, besonnesch dem leschte Virriedner, fir méi déif gräifend Analysen do gemaach ze hunn. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mme la Présidente.- Merci dem Här Kox. Dann hunn ech hei ageschriwwen den Här Gibéryen. Ah, den Här Reding kënnt. Här Reding, et ass un Iech.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Merci dem Här Rapporteur fir säi wonnerbare Rapport, un deem ech allerdéngs eng Klengegkeet ze kritiséieren hunn. Wann hie seet, dat heiten ass e Signal un d'islamesch Finanz, datt se wëllkomm ass. Firwat? Majo, eis Plaz, eis Finanzplaz huet Gott sei Dank net op de Stat gewaart, fir an dëser Matière aktiv ze ginn. A mir hunn, wéi de Franz Fayot mat verschiddene Beispiller beluecht huet, schonn eng ganz, ganz laang Geschicht an eng ganz erfollegräich Geschicht mat der islamescher Finanz, an dat ass och ganz gutt esou!

Ech mengen, 1978 ware mir dat éischt westlecht Land, wat eng islamesch Finanzinstitutioun wëllkomm geheescht huet. 1983 gouf déi éischt „sharia-compliant insurance" hei zu Lëtzebuerg gegrënnt. An 2002 hate mer deen éischte Sukuk, deen op der Lëtzebuerger Bourse cotéiert ginn ass. Do kënnt een elo virufuere mat all deenen Efforten, déi a méi rezenter Zäit geschitt sinn. Mä do gesäit een, dat ass eng ganz laang a ganz erfollegräich Geschicht.

No enger Publikatioun vu Pricewaterhouse, déi ass allerdéngs schonn ee Joer al, hate mer virun engem Joer 16 Sukuken op eiser Bourse, mat engem Gesamtinvestmentvolume vu 5,5 Milliarden Euro! 5.500 Milliounen, fir dat emol an de Kontext ze setze mat deenen 200, vun deenen elo hei Rieds geet. Mir waren domadder deemools d'Nummer dräi op der Welt fir Sukuken, déi op der Bourse gelëscht sinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir haten deemools 45 - 45! - islamesch Investmentfonge mat iwwer fënnef Milliarden Assets an dem Management, wat eis laut der Agefi zu der drëttgréisster Plaz op der Welt gemaach huet hanner Malaysia a Saudi-Arabien, wat esou islamesch Fongen ugeet, a ganz kloer zur Nummer eent europawäit! Dir gesitt, mir hu vill Efforte gemaach fir déi dote Produkter. Dat ass gutt esou, soll och esou bleiwen. An do kann een nach vill méi maachen, zum Beispill en institutionaliséierten „Shariah Committee".

Mä datt elo de Stat hei e Sukuk erausgëtt fir - wéi hat Der gesot, Här Fayot? Et ass kee grousse Montant fir d'Finanzplaz - 200 Milliounen Euro, dat ass an eisen Aen awer a Fro ze stellen.

Et ass gesot ginn, et ass zougi ginn, souwuel vum Rapporteur wéi vun deenen anere Riedner, datt dee System hei, fir eng Obligatioun opzeleeë fir de Stat, fir un déi 200 Milliounen ze kommen, och wann dat dann net direkt de But wier, méi deier ass wéi eng klassesch Obligatioun. Dat schéngt ganz kloer ze sinn, besonnesch och duerch deen „Shariah Committee", dee muss agesat ginn. An do sëtze jo Leit dran, déi dofir och ganz bestëmmt rémunéréiert ginn.

Do wier dann eng Fro, déi de Minister mer duerno ka vläicht beäntweren, wéi héich déi Rémunératioun ass vun deene Leit an u wien do geduecht gëtt, fir dee Comité ze besetzen.

Et ass eng extrem komplizéiert Saach, well mir verkafen als Stat enger Gesellschaft Immeublen, déi mer no fënnef Joer nees zréckkafen. Et ass also net e Verkaf mat enger Lafzäit vu fënnef Joer, mä et ass ee Verkaf haut an ee Réckkaf a fënnef Joer. Wann dat eng normal privat Gesellschaft misst maachen, déi misst den Enregistrement bezuelen, da wier dat guer net méi rentabel. Et ass nach iergendwéi erträglech, well et de Stat selwer ass.

Da stelle sech prinzipiell Froe vu Privilegien, déi hei agefouert ginn, duerch de Stat, duerch ee Gesetz par rapport zu aneren Investisseuren, par rapport zu anere Leit, déi Statsobligatioune signéieren. Et ass hei geschwat gi vun där spezieller Garantie op d'Konsistenz vun den Immeublen. Firwat kréien hei Investisseuren aner Privilegie wéi normal? Et war am urspréngleche Projet de loi souguer Rieds gaange vun enger Fräistellung vu Responsabilitéit vun den Administrateuren, den Dirigeanten an den Employéë vun där Gesellschaft. Dat ass Gott sei Dank op d'Bedenke vum Statsrot hin erausgeholl ginn.

Da stellt sech eng wesentlech Fro, an zwar déi vun der Distributioun vun deem Produit. Awéifern kënnen normal Lëtzebuerger Steierbierger dëse Produit kafen? Ass dee reservéiert fir friem Länner, fir aneschtgleeweg Leit, oder kann ech och als Lëtzebuerger Katholik dat dote kafen?

De Statsrot huet sech mat Recht d'Fro gestallt: Wat ass da schlussendlech d'Ursaach, fir dat heiten ze maachen, anstatt eng klassesch Obligatioun? An dann héiere mer, ech mengen, do war all Mënsch elo d'accord, ze soen, et ass e Signal, et ass eng Publicitéit, et bréngt e Fändel fir Lëtzebuerg op d'Plaz.

Et ass e Gimmick, et ass en „Yps"-Gimmick, e Gimmick, deen deier ass, a virun allem ee Gimmick, dee vill ze spéit kënnt! Den Här Frieden huet deen heite souveräne Sukuk 2011 annoncéiert, ulässlech, wa meng Informatioune richteg sinn, vun engem Forum vun islamescher Finanz. 2014 stëmme mer elo d'Gesetz. Ass dat dat Signal, wat mer der Welt wëlle ginn iwwer eis Schnellegkeet, iwwer eis kuerz Weeër, iwwer eis Proaktivitéit fir d'Finanzplaz? Ech denken net!

Datt England eis elo iwwerholl huet, dat ass vläicht d'Faute à pas de chance, do schwätze mer vu 14 Deeg. 2004 gouf deen éischten institutionelle Sukuk an Europa gemaach, an zwar an Euro. Net vun engem Stat, mä vun engem Bundesland: Sachsen-Anhalt huet 2004 deen éischte Sukuk opgeluecht fir 100 Milliounen Euro.

Bref, mir sinn der Meenung, datt, wann de Stat 200 Millioune brauch, mer besser Weeër hunn, méi einfach Weeër hunn, wéi dat heiten ze maachen, an datt déi Suen, déi dat heite méi kascht, datt mer déi sollte stiechen an eng seriö Promotioun vun eiser Finanzplaz an deenen dote Produiten, anstatt „unter ferner liefen", wéi bei der Tour de France, als Leschten an dëser Etapp unzekommen.

Mir stëmmen duerfir géint dat Gesetz. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Reding. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Geet d'Auer erëm?

M. le Président.- Ech soen Iech Bescheed, wann et...

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci. Neen, Dir hutt virdru gesinn, wéi laang ech géif schwätzen. Ech hunn et net gesinn, well d'Auer net funktionéiert. Duerfir.

Mir stëmme géint dee Projet de loi hei, net well mir géint d'Finance islamique wieren. D'Finance islamique huet souguer eng Rei Virdeeler par rapport zu anere Finanzmachenschaften, wéi déi zum Beispill, fir net a Rüstung ze investéieren, zum Beispill fir, wann een d'Scharia kuckt, vun der Ausbeutung vun de Mënschen ofzegesinn. Do, mengen ech, stéisst se awer an der Praxis schonn un hir Grenzen. Mä dat vun der Rüstung, dat ass op jidde Fall de Fall, och wann eng ganz Rei Etüden a Beroder, déi elo wëllen d'Finance islamique zu Lëtzebuerg promouvéieren, gläichzäiteg awer an der Rüstungsindustrie mat täteg sinn.

Et ass och net, datt mir elo géint de Sukuk wieren, wat ee Produit, ee Finanzproduit ass ënner villen. Hei geet et jo haaptsächlech drëm, datt d'Dier soll opgemaach gi fir Investisseuren aus de Golfstaten, aus dem Qatar, Dubai, Bahrain. A mir wëssen awer och, datt dat keng Engele sinn, wat d'Mënscherechter ugeet, bis hin zur Sklaverei!

Ech wëll einfach drop hiweisen, datt, eleng - vu datt de Moment jo all Mënsch gär Fussball kuckt - fir déi nei Fussballsstadien ze bauen, am Qatar schonn de Moment 900 Leit ënner sklavenähnleche Bedéngungen ëm d'Liewe komm sinn. 900 Leit ëm d'Liewe komm si beim Bau vun de Stadien, wou net driwwer geschwat gëtt a wou et vläicht derwäert wier, datt een hei och eng Kéier méi ausféierlech dorobber géif zréckkommen.

Mir wëssen och, datt d'Zil vun där Operatioun hei - ass emol net deen Emprunt, deen do gemaach gëtt, wou dann déi Zäit, déi Suen an Investitiounsfonge gestach ginn, wou ech Iech drop hiweise wëll, datt déi a fënnef Joer awer mussen zréckbezuelt ginn, an datt een och a fënnef Joer muss driwwer diskutéieren, wou een déi Suen dann hierhëlt -, mä d'Zil ass hei, fir eng Rei Finanzproduiten zu Lëtzebuerg um Maart, fir déi zu Lëtzebuerg unzebidden. Och aner Finanzproduiten, iwwert déi mer hei nach ze schwätze kommen, fir speziell räich Leit bis hin zu islamesche Banken.

Wat sech jo och hei hannendru verstoppt, dat dierf een awer net vernoléissegen, besonnesch och bei där Regierung virdrun, an déi Regierung hei schéngt dat jo dann och zum Deel mat weider ze ënnerstëtzen, dat sinn awer och geostrategesch Allianzen, esou wéi se beispillsweis ronderëm d'Cargolux gemaach gi waren an an d'Box gaange sinn, wéi kloer ginn ass, wat sech do hannendru vu geostrategeschen Interesse verstoppt.

Mir maache mat deem Produit hei awer net nëmmen d'Dier op, fir datt räich Leit an Investisseuren aus de Golfstaten op Lëtzebuerg kommen, mir ënnerstëtzen domadder och déi Regimer an deenen hir Politik. A wann ee mengt, dat kéint ënnert dem Strëch eigentlech nëmmen eng Win-win-Positioun... eng Win-win-Situatioun sinn, wou mir Suen hei kréien, vun deene mir profitéieren, an déi déi gäre géife placéieren, esou mengen ech, datt dat net richteg ass, well et ass och eng Ënnerstëtzung vu Regimer. A fir déi Leit, déi an deene Länner ënner esou Bedéngunge liewen an aus där hirer Ausbeutung dann d'Suen op Lëtzebuerg solle placéiert ginn, ass dat keng Win-win-Situatioun! Dowéinst stëmme mir do dergéint.

Ech wëll awer och op eppes aneschters hiweisen an deem heiten Zesummenhang, wat mer einfach, oder wat eis awer wierklech ëmmer méi um Mo läit. Mir wëssen, dat hei ass ee Produit vu villen, deen elo ugebuede gëtt, a mir kommen och am Hierscht nach op aner Produiten zréck, wéi d'Fondation patrimoniale oder aner Saachen. Mir wëssen, datt sech ronderëm all déi Produiten zu Lëtzebuerg och ee breeden Déngschtleeschtungssecteur op- an ausgebaut huet, deen och wierklech do vill Intérêten dran huet.

Et ass och esou, datt „Luxembourg for Finance", déi zielt op hirem Site all déi Déngschtleeschter, Consultanten, Bureaux d'études, Avocats d'affaires op, déi Interessi hunn un der Finance islamique, also speziell dorunner, esou wéi se och déi opzielt, déi un anere Produiten Interessi hunn.

Mir fannen et net normal, wann Deputéierten, déi en direkte finanziellen Intérêt un esou Produiten hunn, wann déi hei mat sech amëschen an d'Diskussioun iwwert déi Produiten a sech net... Mir géife mengen, et wier normal, wa se sech géifen zréckhalen, wann iwwer esou Projeten a Produiten diskutéiert gëtt an déi finaliséiert ginn.

Ech wëll drop hiweisen, datt ee Stats- oder ee Gemengebeamten, dee Gefor géif lafen, fir hei mat ze décidéieren an ze diskutéieren iwwer säi Statut oder iwwer säin Akommes, d'office net méi dierf Stats- oder Gemengebeamte sinn, wann e bis hei ass. An e muss ophale mat schaffen.

Ech wëll drop hiweisen, datt an engem Gemengerot en Entrepreneur oder soss iergendeen, deen ee Conflit d'intérêt hätt, deen en Interessi un enger Saach hätt, net dierf un der Diskussioun deelhuelen an och net dierf mat ofstëmmen. A mir géife vun deenen Deputéierte verlaangen, déi an dësem Fall Intérête vertrieden an Interessegemeinschaften do hunn, datt déi wann ech gelift e bësse méi Retenue hätten a sech géifen enthalen, fir an esou Dossieren ze intervenéieren, mat ze diskutéieren an och scho guer net Rapporteur ze gi vun iergend esou engem Dossier.

Mir fannen, datt d'Interesse vun den Deputéierten an deem Sënn… Mir fannen, datt dat misst geschéien, och wann et de Moment net am Code de déontologie virgesinn ass, wa mer nach keen hunn an och wann et am neie Code de déontologie net… Dat misst eigentlech eng normal Saach sinn, wa mer wëllen d'Interessekonflikter verhënneren. A mir fannen, datt all déi Deputéierten, déi Interessen hunn an esou Dossieren - an et wäerten der nach kommen -, déi Interesse sollen offe leeën. D'Leit solle wëssen, mat wiem se ze dinn hunn.

A wann den Här Roy Reding gëschter als Virspriecher vun all deene Leit, déi esou Interessen hunn, um Radio gesot huet, dat wier u sech eng normal Saach an dat wier ze vergläiche mat enger allgemenger Interessevertriedung, sou muss ech drop hiweisen, datt et een Ënnerscheed gëtt, ob een en allgemengen Interessi, wat d'Majoritéit vun de Bevëlkerung betrëfft, vertrëtt oder ob een en eegenen Interessi huet un esou Saachen.

Den Här Reding sot och, et wier normal, datt Experten - an dat ass jo eent vun den Argumenter, wat ëmmer erëm gesot gëtt - iwwer esou Saache sollen diskutéieren, d'Chamber bräicht esou Experten. An et wier och normal, datt an der Chamber déi géifen doriwwer diskutéieren.

Jo, mir brauchen Experten, mä ouni Interessevermëschung. Mir mengen, all Deputéierte muss verstoen, wat en hei ofstëmmt. Dofir soll alles esou duergeluecht ginn, datt all Deputéierten et versteet. An déi Experte solle mer eis siche goe bei de Stat an dat verhënnert net… De Stat brauch déi Experten, de Stat huet wahrscheinlech och déi Experten. A wann e se net huet, da soll e se kréien.

Mir brauche beim Stat déi beschten Experten, déi et gëtt, fir onofhängeg vun enger direkter Interessevertriedung kënnen ze handelen an ze beroden. Mir hunn och kee Problem, wann ee mat deenen Interesseverbänn zesummekënnt. Mä da geschitt dat op eng transparent Aart a Weis. An dat ass an dësem Fall, eiser Meenung no, alles net garantéiert.

Dofir mengen ech, an dësem Dossier an och an aneren Dossieren, déi op eis zoukommen, solle mer déi Froen do klären, well soss ass den Interessekonflikt evident an d'Interessevermëschung direkt ginn.

Merci!

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Ech hat d'Wuertmeldung nach vum Här Rapporteur. Här Rapporteur, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Also ech fannen déi Ënnerstellungen, déi hei gemaach ginn, ënner aller Klarinett! Ech mengen, ech hunn e Cabinet d'affaires, jo. Mä awer Interessevermëschung, dogéint wieren ech mech, an ech hätt nawell gären, wann Der do géift mat konkrete Beweiser kommen.

Ech hu keen Dossier vun islamescher Finanz. Dat wëll ech dohinnergestallt si loossen. An ech mengen, et sinn aner Leit heibannen, déi och an enger Businessétude sinn, awer déi keng Interessevermëschungen hunn. Also wa mer esou Tricker ufänken, dann hu mer besser, mir halen direkt op!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. le Président.- Jo, also, ech mengen, hei ass net de Fait personnel ze invoquéieren. Et ass eng Reaktioun op dat, wat den Deputéierte gesot huet. Ech ginn dovun aus, dass alles gesot ass. Den Här Finanzminister huet fir d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, de Projet de loi iwwert de Sukuk ass deen éischte Projet de loi, deen ech als Finanzminister déposéiert hunn. An ech si ganz frou, dass et grad dee war, deen ech déposéiert hunn, well ech vun Ufank u fonnt hunn, dass dat e ganz wichtege Projet wier fir d'Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz. An ech géif gären hei ënnersträichen, wann ech en och déposéiert hunn, ass et effektiv hien - wéi hien et och selwer gesot huet -, mäi Virgänger, deen dat alles ausgeschafft huet, an ech géif him hei gäre formell Merci soe fir déi Aarbecht.

Et ass gesot ginn, dass et schued wier, dass dat esou laang gedauert huet. Jo, et huet effektiv laang gedauert, well et ass fir d'Éischt wou mer dat gemaach hunn. An et ass guer net esou einfach gewiescht, do ware vill Problemer ze léisen. A souguer nodeem ech de Projet am Dezember déposéiert hat, hu mer nawell misse kämpfen, fir dass en an aacht Méint sollt hei virun d'Chamber kommen. Ech freeë mech, dass mat der Zesummenaarbecht vun der Cofibu a schlussendlech och no engem aktive Wiessel mam Conseil d'État all déi Froen, déi sech gestallt hunn, konnte geregelt ginn.

Dofir beweist dëse Projet och, dass déi Kontinuitéit, déi ech ëmmer invoquéieren, wat d'Finanzplaz ubelaangt, keng Wierder an der Loft sinn, mä dass dat eng Realitéit ass. An ech kann nëmme confirméieren, dass ech déi Kontinuitéit och wäert weidermaachen, well d'Défense vun den Intérêts vun eiser Finanzplaz huet näischt mat Parteipolitik ze dinn, dat huet mam Intérêt vun eisem Land ze dinn.

An deem Sënn wëll ech och soen, dass, wann ech mat ville gudden Noriichten aus China erëmkomm sinn, och do vill gutt Viraarbecht vu mengem Virgänger geleescht ginn ass an „ce qui revient à César doit être rendu à César". Hien huet dat wonnerbar gemaach mat senger Équipe. Op där Basis konnte mir och nei Saache maachen, soudass mer net nëmmen eng nei chineesesch Bank hunn, déi schonn e bëssen am Tube war, déi de Luc Frieden scho kannt huet, mä och nach eng aner derbäikomm ass. Et sinn also zwou chineesesch Banken elo op Lëtzebuerg komm an, an der Tëschenzäit, déi zwou Zentralbanken, déi och en Accord fir de Clearing fonnt hunn. Eng Décisioun, wou mer jorelaang drop geschafft hunn - also och déi viregt Regierung -, a mir sollen eis all doriwwer zesumme freeën.

D'Diversifikatioun vun der Finanzplaz mécht een op zwou Aart a Weisen, fir et ganz einfach auszedrécken. Geografesch mécht een dat, andeems een nei Partner fënnt, oder et mécht een dat mat Produiten, andeems een nei Produiten a Servicer erfënnt. De Sukuk ass een en fait, deen déi zwou Saache matenee verbënnt, well duerch de Sukuk kréie mer en neie Produit op eis Finanzplaz, mä mir adresséieren eis do u Länner, mat deene mer schonn heiansdo ze dinn hunn, mä déi nach net genuch präsent sinn op eiser Finanzplaz.

An zwar ass dat haaptsächlech de mëttleren Orient, op där enger Säit, mä awer och dee ganzen asiatesche muslimeschen Deel, ugefaange mat Malaysia an Indonesien, soudass dësen éischte souveräne Sukuk an Euro dénominéiert, dee mir hei zu Lëtzebuerg elo wäerten zu enger grousser Majoritéit stëmmen, eng ganz gutt Saach ass.

Nun ass eis Gesetzgebung an eis Constitutioun esou gemaach, dass dat relativ komplizéiert war, fir dat ëmzesetzen. Mir hunn éischtens emol missen dräi administrativ Gebaier am Wäert vun 200 Milliounen Euro, déi dem Stat ganz gehéieren, an eng Gesellschaft setzen. An dunn hu mer missen déi ganz Aktivitéit vun där neier Gesellschaft garantéieren - an op dëser Garantie ware grouss Problemer mam Statsrot, deen zu Recht Froen doriwwer gestallt huet -, fir dem Artikel 99 vun der Constitutioun, dem Artikel 80 vum Kontabilitéitsgesetz Rechnung ze droen.

Ech gräife ganz gären op, wat de Minister Frieden virgeschloen huet: Mir sollen eis Gedanke maachen, ob mer dat net kënne méi einfach maachen. Mä vu dass et mam Artikel 99 vun der Constitutioun ze dinn huet, da misste mer jo och d'Constitutioun wahrscheinlech änneren, soudass dat net esou einfach gëtt. Mä mir sollen eis dat awer vläicht opschreiwen, dass, wa mer scho konstitutionell Änderunge maachen, mer dorunner denken.

Elo, wou mer dann eng Loi spéciale gemaach hunn, wat geschitt? Déi dräi Gebaier, dat ass dann d'Garantie, déi fir d'Ausbezuelen ass vun en fait engem Emprunt. Den Ënnerscheed mat engem normalen Emprunt ass, dass keng Intérêten ausbezuelt ginn, mä dass Loyeren ausbezuelt ginn. Dat ass u sech relativ einfach. A wat och nach wichteg ass, dat ass, dass dat Ganzt vun enger spezieller Gesellschaft gemaach gëtt, déi honnertprozenteg dem Stat gehéiert. Et ass also eng Société „special purpose vehicle" - wéi dat esou schéin op Englesch genannt gëtt -, soudass dat also konventionell geregelt gëtt.

An ech muss soen, dass ech fannen, dass et extrem wichteg ass, dass mer dat elo maache fir d'Diversifizéierung vun eiser Finanzplaz. An et ass och dat exklusiv de Grond, firwat mer dat maachen. Well mir kéinten eis effektiv anescht finanzéieren op de Mäert a wahrscheinlech liicht méi bëlleg, mä vu dass de Montant jo net esou grouss ass, mengen ech, dass dat heiten derwäert ass. D'autant plus, dass de Marché vun de Sukuken - ech mengen, dat ass nach net hei gesot ginn - ongefäier 100 Milliarden Dollar duerstellt. Dat heescht, eis 200 Milliounen an och déi vun den Englänner sinn och nëmmen nach eng kleng Drëps Waasser.

Richtegerweis ass hei ënnerstrach ginn, dass mir eng laang Erfahrung zu Lëtzebuerg hunn. Et ass bal alles opgezielt ginn: '78 ass dat schonn ugaange gi mat enger islamescher Institutioun zu Lëtzebuerg, '83 mat enger Assurancëgesellschaft - dat ass och gesot ginn - an 2002 mat deem éischte Sukuk, deen hei cotéiert ginn ass. Et sinn der an der Tëschenzäit 16. An, ech mengen, et ass den Här Fayot, dee richtegerweis ënnerstrach huet, dass d'Islamic Development Bank erëm mat ons a Kontakt ass, wat eng exzellent Noriicht ass, well déi war elo jorelaang absent. An ech géif och do den Hutt ofzéie virun der Lëtzebuerger Bourse, déi an deene leschte Méint extrem aktiv war. Si war och mat a China, fir, wéi gesot, esou Partner nei u Land ze zéien.

Wichteg ass och ze wëssen, dass d'Administration des contributions vun onser Säit en Accord ofgeschloss huet, net en Accord ofgeschloss huet, mä en fait d'Prinzipie vum Sukuk, vun de Murabahaen a vun den Ijaraen, alleguerten déi Instrumenter unerkannt huet an domat d'Sécurité juridique ginn huet.

An dann, last but not least, wëll ech ënnersträichen, dass en fait de Sukuk, fir konform zum Islam ze sinn, jo eng Rëtsch ethesch Regele muss anhalen. An déi ethesch Regele gläichen, an dat ass och richteg ënnerstrach ginn, en fait engem Investissement socialement respon sable. An dat soll eis u sech ganz gutt gefalen, deen Investissement socialement responsable.

A wann ee gesäit och, wat fir eng Abusen an deene leschte Jore jo och zu der Finanzkris gefouert hunn, da kann een dee ganzen Aspekt vun der Islam-Finanz op eng vill méi proaktiv Aart a Weis vläicht analyséieren a sech soen, ob mer net iwwert dee Biais justement eis mat Produite kënne befrënnen, déi vläicht manner Risque hunn an déi ethesch méi défendabel sinn.

D'Fro ass gestallt ginn, wien alles esou ee Produit kéint kafen. Eh bien, dat kënne Privatleit kafen, ob dat Lëtzebuerger sinn oder Netlëtzebuerger sinn, kleng Gesellschafte souwéi Investisseurs institutionnels. An ech mengen, domat hunn ech och nach op eng Fro geäntwert.

Ech freeë mech, dass mer mam Sukuk, dee mer elo hei haut stëmmen, an zwar mat enger breeder Majoritéit, eis en neit Instrument gi fir eis Finanzplaz, an ech freeë mech, dat och zesumme mat allen Acteure vun der Finanzplaz dobausse kënnen ze vermaarten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister. Da kéinte mer iwwert d'Sukuken ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6631 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Mat 55 Jo-Stëmmen a bei 5 Nee-Stëmmen ass de Projet de loi 6631 iwwert d'Sukuken ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam) et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech géif da froen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn a mech domat vun de Sukuken ze erléisen.

(Hilarité et assentiment)

Merci.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 6552, engem Ofkommes mat Taiwan iwwert d'Verhënnerung vun der Duebelbesteierung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt eis Rapportrice, d'Madame Joëlle Elvinger. Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

4. 6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op dëser Plaz maachen ech Iech de Rapport vum Projet de loi, dee sech mat engem Duebelbesteierungsofkommes tëschent der Lëtzebuerger Steierverwaltung an dem Finanzministère vun Taipeh an Taiwan auserneesetzt.

De 7. Mäerz 2013 ass de Gesetzestext vum deemolege Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis den 10. Abrëll 2013 eraginn an den Avis vun der d'Chambre des Salariés datéiert vum 23. Abrëll 2013. Dee vun der d'Chambre de Commerce ass vum 6. Mee 2013 an de Statsrot huet de Projet de loi den 2. Juli 2013 aviséiert. D'Chambre des Métiers huet hiren Avis de 27. Januar 2014 erausginn.

Den 19. Juni 2014 huet d'Cofibu mech zur Rapportrice ernannt a sech de Projet de loi souwéi den Avis vum Statsrot ugekuckt. Deen Dag drop ass een Amendement un de Statsrot gaangen. Dësen huet den 1. Juli säin Avis complémentaire zum Projet de loi ginn, soudass dee schréftleche Rapport de 7. Juli an der Cofibu konnt ugeholl ginn.

Här President, et geet bei dësem Gesetzesprojet ëm d'Approuvéiere vun engem weideren Duebelbesteierungsofkommes, dës Kéier tëschent der Administration des contributions directes an der Agence des impôts vum Finanzministère vun Taipeh an Taiwan.

Op där enger Säit geet et bei dësem Accord drëm, d'Duebelbesteierung ze vermeiden, soudass engem selwechte Steierzueler säin Akommes oder Verméigen net op méi wéi engem Territoire ka besteiert ginn. Op där anerer Säit ass dat heiten awer och eng weider Mesure am Kader vun den Efforten, déi Lëtzebuerg a puncto Bekämpfung vu Steierbedruch mécht.

Ech mengen, et ass eis all dru geleeën, dass Lëtzebuerg sech an der weltwäiter Finanzwelt gutt positionéiert. Dëse Gesetzestext dréit derzou bäi, fir dass eis Finanzplaz hire gudden Numm dobausse behält, awer och fir duerch d'Ofschléisse vu weideren Duebelbesteierungsofkommessen en attraktive steierleche Kader ze schafen, fir esou weider Investitiounen an eisem Land unzezéien. Vu dass eis Nopeschlänner schonn esou Accorde mat Taipeh ofgeschloss hunn, ass et wichteg, dass och mir eis dësem Marché net verschléissen.

Här President, ech wëll nach kuerz op e puer méi technesch Detailer agoen, wat dëse Gesetzesprojet ubelaangt. Well Lëtzebuerg Taiwan zënter 1972 net méi als eegestännegt Land unerkennt, ass dëst Duebelbesteierungsofkommes kee klasseschen Traité am Sënn vun der Konventioun vu Wien, deen nëmmen tëschent souveräne Staten ofgeschloss ka ginn.

Den Artikel 37 vun eiser Verfassung seet: «Le Grand-Duc fait les traités.» A soumat mécht de Grand-Duc d'Verhandlungen op mat anere Sujets de droit international. Well dëst Ofkommes am Sënn vum internationale Recht net als Traité ka betruecht ginn, ass den Accord um Niveau vun de jeeweilege Steierverwaltungen ofgeschloss ginn.

Wéi Der wësst, gëtt et fir esou Steierofkommessen en OECD-Modell, e Modell, deem de Lëtzebuerger Modell zum gréissten Deel nokënnt. Duerch déi speziell Emstänn awer ass sech bei de Verhandlungen an dësem Fall op eise Lëtzebuerger Modell an op den taiwanesche Modell baséiert ginn, woubäi eise Modell dach ganz vill dem OECD-Modell gläicht. Dësen Accord respektéiert also d'Interesse vu béide Parteien.

Da wëll ech just nach umierken, dass an dësem Accord explizit festgehale gouf, dass och d'Organismes de placement collectif heivu profitéiere kënnen.

Här President, am Moment huet Lëtzebuerg eng 70 Ofkommesse géint d'Duebelbesteierung mat verschiddene Länner. Haut kënnt ee weidert derbäi. De Gesetzesprojet vun haut weist, dass weider gutt geschafft gëtt, fir eis Finanzplaz dobausse professionell ze verkafen am Intérêt vum Land an am Intérêt vu senge Bierger.

Heimat hoffen ech, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung ausschwätze wäert a ginn och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien

M. le Président.- Merci och der Madame Elvinger. Éischte Riedner ass den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech kann et kuerzmaachen. Et soll een awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass dat hei e wichtege Gesetzesprojet ass, well en am wirtschaftlechen Interessi vun eisem Land ass.

Madame Elvinger, där ech als Rapporteur Merci soen, Dir hutt virdrun ënnerstrach, dass et eigentlech kee klassescht Duebelbesteierungsofkommes ass, wéi mer et des Éfteren an der Chamber scho kannt hunn, mä well mer Taiwan zënter ´72 net unerkennen als Land, ass et en Accord ginn zwësche Steierverwaltungen.

Elo stellt sech natierlech d'Fro: Musse mer e Gesetz dofir maachen? Jo! Firwat? Mä well och eis Verfassung seet, dass mer kee Steierprivileg kënnen hunn ouni Gesetz. A well awer déi Duebelbesteierung, déi juristesch Duebelbesteierung, well déi hei entfält, dofir, trotzdeem dass et en Accord zwësche Steierverwaltungen ass, muss et hei op e Gesetz kommen.

Ech muss och soen, dass de Conseil d'État a sengem Avis déi juristesch Form vun deem Duebelbesteierungsofkommes hei relativ pingeleg gekuckt huet. En huet och sech eigentlech ugeschloss un d'Jurisprudenz vun der Belsch.

An d'Madame Elvinger huet dat virdru richteg ënnerstrach, dass et och fir Lëtzebuerg interessant ass, dëst Duebelbesteierungsofkommes ofzeschléissen, well eigentlech déi direkt Nopeschlänner, sief dat d'Belsch, sief dat och d'Hollänner an Däitschland a Frankräich, trotz alle vläicht politeschen Delikatessen, ähnlech Accorden ofgeschloss hunn.

Zum Fong wäicht et eigentlech net weiderhin of vun deenen anere klasseschen Duebelbesteierungsofkommessen, déi Lëtzebuerg geholl huet. Ee wichtege Punkt ass deen, et ass virdrun ënnerstrach ginn, dass den Informatiounsaustausch geschitt no der OCDE-Modellkonventioun. Dat ass engersäits am Sënn vun der Transparenz, dat ass och am Sënn vun engem politeschen Engagement, dee mer geholl hunn an der OCDE, an dat zënter 2009.

Dofir hu mer eng ganz Rei vun Duebelbesteierungsofkommessen ofgeschloss. An et ass net zulescht, mengen ech, am Interessi vun onser Finanz- a Bankeplaz, well déi weider Créneaue kritt, an och eis gesamt Wirtschaft profitéiert dovunner. An dofir ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Den Här Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech géif och der Madame Elvinger Merci soe fir hire ganz gudde Rapport. An ech géif dann heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Fayot. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, mir och soen der Madame Elvinger Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. le Président.- Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, fir deene Lénken eng Freed ze maachen, ginn ech da fir d'Éischt zu Protokoll, datt ech befaange sinn als a Steierfroen tätegen Affekot a bréngen den Accord vun eiser Fraktioun fir dëse ganz exzellenten Text. Merci.

M. le Président.- Merci. Den Här Turpel. Näischt

(Négation)

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

(Prise de position du Gouvernement)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, erlaabt mer fir d'Éischt, der Rapportrice, der Madame Joëlle Elvinger, Merci ze soe fir hiren ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Bericht.

An dann huelen ech awer och no, dass ech bei deem viregte Projet dem Guy Arendt net félicitéiert hat, well en hat dat effektiv super gemaach. Ech wollt mech entschëllegen.

Ech mengen, hei hu mer keng grouss Divergenzen. D'Schwieregkeet louch doranner, dass mer hei net zwëschestaatlech Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an Taiwan kënnen hunn. An duerfir gëtt jo elo hei, wéi richteg ënnerstrach ginn ass, tëschent deenen zwou Steieradministratiounen en Accord gemaach. Deen Accord ënnerfält also och net der Convention de Vienne iwwert d'Traitéen. A mir maachen do näischt aneschters wéi eis Nopeschlänner oder Indien, Australien, Singapur oder vill aner Länner, déi datselwecht gemaach hunn.

Ech wéilt vläicht just ënnersträichen effektiv, dass et net nëmme wäertvoll ass, deen heiten Accord derbäi ze hunn, fir elo vu 70 op 71 ze kommen, wat u sech eng gutt Saach ass, mä zweetens, well mer ganz vill wirtschaftlech Interessen hu mat Taiwan.

Ech hat d'Freed, iwwert déi lescht Jore mech méi mat deem Land ze beschäftegen. An ech weess, dass ganz vill Entreprisen op deen heiten Accord gewaart hunn. Duerfir sinn ech frou, dass mer dat haut kënne maachen.

Vläicht nach zwee Elementer, wat de Contenu ubelaangt: Dat eent ass, dass mer hei dee klasseschen Artikel 26 vun der OECD-Konventioun iwwert den Échange d'information à la demande dran hunn. An, wat manner klassesch ass, dat ass, dass d'Investitiounsfongen extra hei ernimmt ginn, fir dovunner ze bénéficiéieren, wat u sech méi inhabituel ass, an d'Rapportrice hat dat zu Recht ënnerstrach.

An duerfir freeën ech mech, dass mer zu esou enger grousser Majoritéit deen heiten Accord kënne guttheeschen.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Finanzminister.

Mir géifen dann zum Vote iwwert de Projet de loi 6552 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6552 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6552 ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei 2 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

5. Hommage à Mme Christiane Wickler

Ech géif Iech bieden, just nach ee Moment heizebleiwen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well ech an eiser aller Numm e puer Wuert un eis Kolleegin Christiane Wickler wollt riichten.

Wéi Der wësst, huet d'Christiane décidéiert, fir sech ab sofort erëm haaptsächlech dem Beruff ze widmen. An et ass déi lescht ëffentlech Sëtzung, déi lescht Sëtzung, wou d'Christiane Wickler bei eis ass. Et ass also déi lescht Chamberssëtzung.

Ech wéilt duerfir an eiser aller Numm dem Christiane, dat d'lescht Joer fir déi éischte Kéier hei an der Chamber siégéiert huet, e ganz häerzleche Merci soe fir seng Aarbecht an där kuerzer Zäit, mä virun allem och fir dee Geescht, mat deem hatt eis begéint ass, déi grouss Kollegialitéit, den Engagement an dat Feier, wat bei him eriwwergeet.

Ech wënschen dem Christiane fir seng berufflech, fir seng privat a fir all aner Engagementer alles Guddes. An ech ginn dem Christiane just nach en „Maach et gutt!" mat op de Wee. Mir bleiwe Frënn…

(Interruption et hilarité)

…an eis Weeër wäerte sech mat Sécherheet nach kräizen.

Merci villmools!

(Applaudissements)

Mme Christiane Wickler *(déi gréng).*- Merci villmools.

M. le Président.- Voilà, mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung. Merci, a mir gesinn eis muer de Moien um néng Auer erëm. Et gëtt ee laangen Dag, duerfir erhuelt Iech gutt!

Merci.

(Fin de la séance publique à 17.12 heures)

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. 6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011 (suite)
- *Dispense du second vote constitutionnel*

3. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Gérard Anzia
- *M. le Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 9.10 à 9.23 heures*
- *M. Luc Frieden*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Guy Arendt*
- *Prestation de serment et discours de M. Gérard Anzia*

4. 6686 - Projet de loi modifiant l'article 6, paragraphe 1 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, Mme Cécile Hemmen, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Henri Kox)*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6654 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et autorisant la construction de l'échangeur de Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Gusty Graas*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel, M. Michel Wolter*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Marcel Oberweis pose une question)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6697 - Projet de loi relatif à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des Sciences à Belval
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Georges Engel, M. Eugène Berger, M. Justin Turpel*
- *Prises de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. François Bausch, Fernand Etgen, Claude Meisch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Eis Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. 6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011 (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ech hunn eng kleng Kommunikatioun ze maachen. Gëschter Owend zum Schluss vun der Sëtzung huet de President leider vergiess ze froen, ob mer d'Dispens vum zweete verfaassungsméissege Vote, net fir de Projet Sukuk, mä fir de Projet Taiwan ginn.

Ech froen dofir elo d'Chamber: Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfaassungsméissege Vote zum Projet 6552 ze ginn?

(Assentiment)

M. le Président.- Da soen ech Iech villmools Merci fir Är Indulgence.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- No räiflecher Iwwerleeung an dëser Nuecht.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci villmools, et kënnt och net méi vir.

Une voix.- Oh, dat géif ech net soen!

(Brouhaha)

3. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Gérard Anzia

M. le Président.- Sou, mer kommen dann zu méi engem feierlechen Akt. Mir huelen haut de Moien en neie Member an d'Chamber op.

An hirem Bréif vum 25. Juni 2014 huet d'Madame Christiane Wickler matgedeelt, datt si zum 10. Juli vun dësem Joer op hiert d'Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandater vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, déi duerch Demissioun, Stierffall oder iergendengem anere Grond fräi goufen.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Succession vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A sengem Bréif vum 26. Juni 2014 huet den Här Frank Thillen matgedeelt, datt seng Fra an déi vum Här Deputéierte Claude Adam Schwëstere sinn.

Den Artikel 131 vum Wahlgesetz seet, datt d'Deputéierten ënnereneen net kënnen an direktem Familljebond oder duerch Bestietnis verwandt sinn, an dat bis zum zweete Grad. Doduerch kann den Här Frank Thillen säi Mandat net unhuelen.

A mengem Bréif vum 27. Juni 2014 hunn ech mech also un den Här Gérard Anzia vun Useldeng gewannt, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun deene Gréngen aus dem Wahlbezierk Norde steet.

A sengem Bréif vum 1. Juli 2014 huet den Här Gérard Anzia matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat vun der Madame Christiane Wickler ze iwwerhuelen.

Am Artikel 3, Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

1) La Chambre est juge de l'égibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de septs membres tirés au sort.

5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze konstituéieren, wéi et am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass.

Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification

A mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an där Kommissioun solle schaffen: Den Här Kartheiser, d'Madame Hansen, den Här Frieden, den Här Guy Arendt, den Här Marcel Oberweis, den Här Frank Arndt. Ass en do? Ah, do ass en, en hat sech verstoppt. An den Här Claude Wiseler.

Ech géif also d'Kommissioun bieden, am Sall 4-5 - et ass ee ganz groussen - zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2014 ze préiwen, virun allem, wat den Här Gérard Anzia betrëfft, an der Chamber doriwwer Bericht ze erstatten.

Domat ass d'Sëtzung ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 9.10 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 9.23 heures.)

Déi ëffentlech Sëtzung geet weider.

D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer just konstituéiert hunn, den honorabelen Här Luc Frieden.

M. Luc Frieden *(CSV)*.- Här President, déi Kommissioun, déi Dir virun e puer Minutten duerch Lous zesummegesat hutt, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen - an där Reiefolleg, wéi Dir se geloust hutt: den Här Fernand Kartheiser, d'Madame Martine Hansen, den Här Guy Arendt, den Här Marcel Oberweis, den Här Frank Arndt, den Här Claude Wiseler an ech selwer. An där Kommissiounssitzung, déi elo grad stattfonnt huet, hunn d'Kolleege mech zum President vun där Kommissioun ernannt an den Här Guy Arendt als Rapporteur.

Ier ech Iech géif bieden, Här President, dem Här Arendt d'Wuert ze ginn, fir säi Rapport am Numm vun der Kommissioun ze maachen, géif ech just wëllen drop hiweisen, datt d'Kommissioun opgrond vun deenen Erläuterungen, déi Dir virdru gemaach hutt, nämlech, wou Der eis matgedeelt hutt, datt deen Nächstgewielten op der Lëscht net kéint an d'Chamber noréckelen, well en iwwer Bestietnis e Lien huet mat engem Kolleeg, deen heibanne sëtzt, sech d'Fro gestallt huet, ob d'Chamber an enger appropriéierter Kommissioun net eng Kéier misst déi dote Problematik ganz iwwerkucken, well et haut niewent dem Bestietnis och aner Forme vun Zesummeliewe ginn, déi hei net concernéiert sinn oder net a Betruecht gezu ginn, respektiv déi Leit, och déi, déi am Bestietnis sinn, kee gemeinsame Virfahren hunn, an dat schonn eng Problematik ass, déi ee vläicht nach eng Kéier misst kucken.

D'Ratio vum Gesetz ass kloer: Et soll évitéiert ginn, datt hei ganz Familljen oder Familljeclane géifen d'Demokratie dominéieren. Trotzdeem, mengen ech, war dat den Ausdrock vun der gesamter Kommissioun, datt et derwäert ass, datt déi Problematik eng Kéier géif am Detail gekuckt ginn.

An ech wollt Iech als President vun der Kommissioun, Här Chamberspresident, dëse Message vun där Kommissioun matginn. Dat gesot géif Iech da bieden, dem Här Deputéierte Guy Arendt d'Wuert ze ginn, fir de Rapport vun der Kommissioun ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här President an der Kommissioun fir déi Suggestiounen. An ech géif dann direkt dem Rapporteur vun der Kommissioun, dem Här Guy Arendt, d'Wuert ginn. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech elo eise Rapport virdroen.

An hirem Bréif vum 25. Juni 2014 huet d'Madame Christiane Wickler de Chamberspresident doriwwer informéiert, datt si ab dem 10. Juli dëses Joers op hiert Deputéiertemandat verzicht.

Sou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister dovunner.

A sengem Bréif vum 26. Juni 2014 huet den Här Frank Thillen, éischte Suppléant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen am Wahlbezierk Norden, de Chamberspresident doriwwer informéiert, datt hien duerch Bestietnis e Familljebond mam Här Deputéierte Claude Adam huet.

Den Artikel 131 vum Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 gesäit vir, datt d'Membere vun der Chamber net kënne bis zum zweete Grad Famill matenee sinn, an dat och duerch Bestietnis. Am Fall, wou si zesumme géife gewielt ginn, gëtt iwwer Lous de gewielte Kandidat proklaméiert. Deemno kann den Här Frank Thillen dat fräit Mandat net unhuelen.

A sengem Bréif vum 27. Juni 2014 huet den Här Chamberspresident Mars Di Bartolomeo sech un den Här Gérard Anzia gewannt, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen aus dem Wahlbezierk Norde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn - ech zitéieren: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen. D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt den Här Gérard Anzia, wunnhaft zu Useldeng, effektiv deen nächste Suppléant op der Lëscht vun der Partei vun deene Gréngen am Wahlbezierk Norden ass, fir der Madame Christiane Wickler hir Plaz unzehuelen, no hirer Demissioun an nodeems den Här Frank Thillen dat Mandat wéinst enger Inkompatibilitéit duerch den Artikel 131 vum Wahlgesetz net konnt unhuelen.

A sengem Bréif vum 1. Juli 2014 huet den Här Gérard Anzia eise Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vun der Madame Christiane Wickler wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Vereedegung vum Här Gérard Anzia schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Bureau déposéiert.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Guy Arendt.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Da géif ech elo den Här Gérard Anzia bieden, an d'Chamber eranzekommen.

Prestation de serment et discours de M. Gérard Anzia

Häerzlech wëllkomm.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci!

M. le Président.- Här Anzia, ech géif Iech elo bieden, den Eed ze leeschten, sou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an deen de folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand a widderhuelt no mir: «Je le jure.»

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Akt vun Ärem Eed an, Här Anzia, Dir sidd elo ab sofort Member vun der Chamber. Häerzlech Félicitatiounen! Maacht et gutt! An Dir hutt elo d'Wuert fir Är Untrëttsried.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci. Här Chamberspresident, Dir Dammen an Dir Häre Regierungsmemberen, et ass fir mech eng grouss Éier, fir meng Untrëttsried dierfe virun Iech all hei ze halen. Ech wëll awer fir d'Eischt dem Christiane Merci soe fir säin Engagement, dat et hei gemaach huet, souwuel an de Chamberskommissioune wéi eben och hei an dësem Plenum. An ech mengen, dass dat och parteiiwwergräifend déi Leit, déi mat him an deene Kommissiounen zesummegeschafft hunn, kënne bestätegen.

Ech wëll natierlech elo vun dëser Tribün e bëssen da profitéieren, fir mech virzestellen an e bësse meng politesch Iddien. An ech probéiere mech och esou kuerz wéi méiglech ze faassen, mä, Här Chamberspresident, dat geléngt mer net ëmmer gradesou.

M. le Président.- Ech wäert Iech hëllefen.

(Hilarité générale)

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Très bien. E staarke Mann hanner engem sengem Réck ka jo näischt schueden.

Viru 14 Deeg, wéi mer eis Pressekonferenz haten an ugekënnegt hunn, dass e Wiessel géif ustoen, do hunn ech als Eischt an der Zeitung gelies: „Der Lokalpolitiker Anzia tritt die Nachfolge von Wickler an."

Do hunn ech mech gefrot, ob u sech déi e bësse méi pejorativ Konnotatioun vun deem Begréff „Lokalpolitiker"géif bedeiten, dass esou e Kand vum Land, wéi ech eent ebe sinn, vläicht deenen Erausfuerderungen op nationalem Plang net kéint gewuess sinn. Mä vu dass an dësem honorabele Gremium, muss ech elo awer soen, iwwer 50 hir Wuerzele schonn emol als Gemengepolitiker oder -politikerin haten, sinn ech also do, mengen ech, a beschter Gesellschaft a bal schonn an der Majoritéit ukomm.

Lokalpolitik bedeit fir mech ganz kloer, mat zwee Féiss um Buedem ze bleiwen, an a stiermeschen Zäite schuet dat jo näischt, wann een do och e bësse verwuerzelt ass. Fir mech gëtt dat eng nei Erausfuerderung, an där wëll ech mech natierlech ab haut de Moien och elo stellen.

Mä e bësse kuerz zum Historique, wéi déi Saach elo war: Ech hat kuerz virun Nationalfeierdag eben dann en Tëlefon kritt, fir ze soen, dass ech elo als Norddeputéierten da géif eben an der Chamber noréckelen.

Fir d'Éischt war ech natierlech emol iwwerrascht. Domat hat ech och natierlech net gerechent. Ech hu mer et och net einfach gemaach, fir déi richteg Entscheedung ze huelen, well mir domat natierlech bewosst war, dass ech meng aktuell, elo net méi aktuell Aarbecht am Atert-Lycée zu Réiden, déi ech mat vill Leidenschaft gemaach hunn, eben nun elo hu missen opginn.

Ech hu menge Kolleeginnen a Kolleegen awer am Lycée versprach, dass ech hir Cause och géif hei méiglechst an dem Parlament vertrieden. Dobäi läit mer besonnesch um Häerz natierlech d'Qualifikatioun vun eise Jugendlechen, un där ech selwer mat bedeelegt war, fir dass se eben um Aarbechtsmaart wierklech e gutt Standbee fannen. D'Zesummenaarbecht mam Handwierk a mam Patronat ass wichteg, fir dass si och prett sinn, fir déi Aarbechtsplaze kënnen do ze besetzen.

Do passt och direkt dat nächst Thema hin, vun deem ech mengen, dass mer mussen dru schaffen, fir Aarbechtsplazen ze delokaliséieren e bëssen aus eise Ballungszentren, fir dass erëm eng Kéier d'Wunnen an d'Schaffe méi no beienee kommen, well domat verbonne sinn och natierlech manner Verkéier a sécherlech och méi Liewensqualitéit fir deen Eenzelnen an och fir d'Familljen, woubäi et jo kloer ass, dass mer mat deene stonnelaange Staue moies, owes op eisen Autobunnen a Stroossen och e grousse Verloscht fir eis national Wirtschaft hunn. An et misst jo jiddwerengem och asiichtlech sinn, dass mer op deem Wee, wéi mer elo amgaang sinn ze fonctionnéieren, net méi kënne weiderfueren - woubäi d'Fueren an engem Stau jo komplett onméiglech ass!

Wann ech och nach wëll e bësse vun Energieverbrauch a Klimaschutz schwätzen, dat sinn e bëssen och Saachen, déi a mengem Interesseschwéierpunkt leien, dann denke vill Leit vläicht emol - wat weess ech? - beim Energieverbrauch u Passivhaiser, beim Verkéier un Dräi-Liter-Autoen an Elektroautoen, mä ech mengen, déi Erausfuerderung, déi ass, ass net den Dräi-Liter-Auto, mä: Wéi kréie mer dräi Leit beieneen an een Auto? Wéi kréie mer domat eng aner Mobilitéit, fir e bessere Mix ze kréie vu méi ëffentlechem Transport a manner Individualverkéier?

A wat den Hausbau ugeet, läit sécherlech menger Meenung no d'Erausfuerderung am Sanéiere vum Albau an och vun de Locatiounswunnengen, well grad dee groussen Energiehonger vu Locatiounswunnengen dreift vill Famillje ganz kloer an d'Energieaarmut eran, an dat kënnen d'Offices sociaux iwwert d'Land lech ganz sécher bestätegen.

D'Wunnen an d'Schaffen, de Verkéier an d'Liewensqualitéit sinn also enk matenee fir mech verknüpft an déi sinn och komplett aus dem Équiliber. An do stéisst dann de Lokalpolitiker u seng Grenzen, an do, mengen ech, ass et un der nationaler Politik, fir déi richteg Jalonen ze setzen.

A wa mer lokal Aarbechtsplaze wëlle schafen, musse mer eis och eng Kéier zréckbesënnen op eis lokal Stäerkten. An an deem Sënn muss ech nach eng Kéier den Här Statsminister zitéiere aus senger Ried kuerz virun Nationalfeierdag, an där e sot, dass mir e schéint Land hunn, dass mer dorop kënne stolz sinn, dass mer vis-à-vis vun den Noperen och villes opzeweisen hunn. Mir hunn zwar elo net d'belsch Plage, mä mir hu vill Saachen, déi mer mussen opwäerten oder anescht ausbauen. De regionalen, den nohaltegen, de méi authenteschen Tourismus, dat ass sécherlech eng Pist, an net nëmme fir den Norden, mä och fir all d'Regiounen aus dem Land.

Dann ass mir nach e ganz perséinlecht Uleies, fir dat ech mech och wëll asetzen, d'Schafe vun Infrastrukture fir Personnes à besoins spécifiques. Dofir wëll ech mech asetzen, net nëmmen am Wunnberäich, och am Fräizäitberäich an och am Beräich vun ugepassten Aarbechtsplazen, fir dass déi schwächste Memberen an eiser Gesellschaft zu Lëtzebuerg dann net op der Streck bleiwen an ënnert d'Rieder kommen.

Zu gudder Lescht eppes, wat mir och um Häerz läit, dat ass natierlech d'Erhalen, d'Verbesserung vun der Biodiversitéit. An dat kann nëmmen an engem Partenariat mat der Landwirtschaft fonctionnéieren, fir dass mer u sech eisen nächste Generatiounen och kënnen eng liewenswäert Émwelt hannerloossen.

Sou, elo hoffen ech, dass déi Ried kuerz genuch war. Ech freeë mech op ganz interessant Diskussiounen an dësem Plenum an an de Chamberskommissiounssëtzungen.

An ob ech elo als Greenhorn an dëser Chamber nach gréng hannert den Ouere sinn, dat musst Dir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, alleguerte selwer erausfannen. Mä eppes kann ech Iech versécheren: Gréng sinn ech, an zwar gréng bis an déi déck Zéif eran.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Dem Här Anzia nach eng Kéier alles Guddes.

Mir ginn dann iwwer zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 6686 iwwert d'Preventioun vun, an d'Responsabilitéit bei Émweltschied. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, an d'Wuert huet elo direkt den honorabele Rapporteur, den Här Henri Kox. Et ass nach Zäit, fir sech anzeschreiwen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

4. 6686 - Projet de loi modifiant l'article 6, paragraphe 1 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Et ass eng Ännerung vun engem Gesetz, wat den 20. Abrëll 2009 hei gestëmmt ginn ass. Dat Gesetz huet eng Direktiv ëmgesat, an do geet et ëm d'Responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

Et geet u sech drëms, esou séier wéi méiglech ze reagéieren, wann eppes sollt sech ukënnegen, an dass souwuel Preventioun, awer och herno d'Reparatioun sollte gemaach ginn. Eist Gesetz hu mer ëmgesat oder d'Direktiv hu mer ëmgesat, andeem mer e Passus agefouert hunn, an deem mer soten, innerhalb vu siwen Deeg kéinte mer dann aktiv ginn, wa sech esou eppes ukënnegt. An der Direktiv selwer steet awer ganz kloer „sans retard". Dat heescht, do sinn ech och der Iwwerzeegung, dass dat och „sans retard" sollt gemaach ginn, wa sech esou eppes ukënnegt. Ech weess awer elo net, firwat dat an eist Gesetz erageflos ass. Jiddefalls huet d'Kommissioun eis drop higewisen, dass mer d'Direktiv net konform ëmgesat hätten an dass mer, wa mer dat net maachen, Gefor géife lafen, um Europäesche Geriichtshaff ugeklot ze ginn.

Dofir, och aus der Sécurité juridique eraus ass et ganz wichteg, dass mer dat doten esou konform wéi méiglech och maachen, an et ass och net einfach esou, wou mer dat maachen, et ass och vis-à-vis vun der Émwelt, an net nëmmen der Émwelt, dat heescht, fir eis selwer ze schützen, wann esou eppes passéiert.

Zu dem legislative Prozess: Dës Ännerung ass den 8. Abrëll da vun der Regierung an engem Gesetz déposéiert ginn, fir dat schnellstméiglech ze änneren.

Ech wëll hei just kuerz op eng Erreur matérielle hiweisen: Am Rapport steet, dass d'Gesetz de 6. Mee déposéiert ginn ass, mä et ass den 8. Abrëll, well de 6. Mee ass dem Conseil d'État säin Avis dozou komm. D'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce hunn dat de 4. an de 25. Abrëll gemaach. An der Sëtzung vun der Environnementskommissioun den 28. Mee gouf ech selwer als Rapporteur bestëmmt, a mir hunn och gläichzäiteg d'Avisen dozou gekuckt. Den 2. Juli konnte mer dann dat Gesetz an der jëtzeger Form oder d'Ännerung vum Gesetz an der jëtzeger Form unhuelen.

Ech wëll da rappeléieren: Et ass en Artikel unique, et ass den Artikel 6, deen da vum Gesetz vum 20. Abrëll 2009 geännert gëtt. An de Wortlaut ass haut: «Lorsqu'un dommage environnemental n'est pas encore survenu, mais qu'il existe une menace imminente qu'un tel dommage survienne, l'exploitant prend sans retard les mesures préventives nécessaires.»

Ech denken, heimadder hu mer dann eng wichteg Émsetzung vun der Direktiv gemaach, an ech ginn den Accord och vu menger grénger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert huet elo direkt den Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt um Ufank wéi ëmmer dem honorabelen Henri Kox Merci soe fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. E war esou explizit, Här President, dass ech näischt bäizefügen hunn, ausser dem Accord.

Mä, wann ech schonn hei stinn, Här President, dann erlaabt mer vläicht, léif Kolleegen - och vun der Regierung -, eppes ze soen, wat net normal ass hei am Haus.

Mir hunn de Moien en neie jonke Mënsch hei assermentéiert, de Gérard Anzia. Et ass déi éischte Kéier an dësem Land, dass dëst Parlament fënnef Ingenieuren huet. Dat gouf et nach ni!

An dat Schéinst dobäi ass, all déi fënnef Ingenieure kommen aus därselwechter Schoul, aus dem fréieren Technikum,…

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- …dem spéideren IST, wat haut jo d'Fakultéit ass.

(Interruption et hilarité)

An ech sinn awer desto méi houfreg, well ech ka soen, dass de Max Hahn, de Gérard Anzia an den Henri Kox meng fréier Studente sinn. An ech sinn immens houfreg…

Plusieurs voix.- Aah!

(Applaudissements et brouhaha)

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech sinn dorop houfreg, well mer oft…

(Interruption)

Jo, hei am Haus ass et schwéier, mä ech freeë mech doriwwer eraus, well mer oft an der Schoul diskutéiert hunn, dass et wäertvoll ass, dass Ingenieure sech och an d'Politik erabrénge. An ech hunn ëmmer gesot gehat: Egal, wou Der am Liewe stitt, jonk Leit, mä probéiert duerchzesetzen, dass d'Ingenieuren och eppes maachen. Et gëtt ee grousse Sproch vum Jean Paul, deen huet gesot gehat: „Den technesche Fortschrëtt ass d'Wierk vun onzefriddenen Ingenieuren."

Merci villmools.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. Dat hat zwar net direkt eppes mat der Preventioun…

(Hilarité)

…vun Émweltschied ze dinn, mä ech mengen, et däerf een awer als Proff houfreg sinn, wa seng Schüler virukommen. Merci. Nächst Riednerin ass d'Madame Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Ech wéilt dem honorabelen Deputéierten Henri Kox villmools Merci soe fir dëse gudden detailléierte Rapport vun dësem awer ganz knappe Projet de loi. Deem ass guer näischt méi bäizefügen. An ech géif dann heimat den Accord vun eiser Partei ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Hemmen. Den Här Max Hahn huet d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech géif vläicht enclenchéieren zu deem, wat mäi fréiere Professer vun der Uni Lëtzebuerg, de Marcel Oberweis, gesot huet, dass ech och ganz stolz sinn, dass mer zu fënnef Ingenieuren an deem heiten Haus sinn, wat en Novum ass, wat mer bis ewell nach ni haten. Eppes anescht hate mer awer sécherlech och nach net. Et ass net nëmmen den Här Oberweis, dee mäi fréiere Professer vun der Uni war, mä den Här Anzia, deen haut vereedegt ginn ass, ass mäi fréiere Professer am Lycée gewiescht.

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité et brouhaha)

M. Max Hahn *(DP).*- An trotzdeem, mengen ech, wier eppes aus mer ginn.

(Hilarité)

Spaass beisäit, Spaass beisäit.

Fir d'Éischt wëll ech och dem Rapporteur e grousse Merci soe fir säin exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. De Rapporteur huet och am Fong bal alles gesot.

Jo, et besteet e juristeschen Ënnerscheed tëscht dem Term „sans retard", also ouni Verspéidung, an dem Term „spéitstens no siwen Deeg".

D'Europäesch Kommissioun huet eis dat matgedeelt, a fir dës ongenee Transpositioun an d'Lëtzebuerger Recht ze verbesseren, diskutéiere mir haut d'Gesetz vun 2009 op dëser Plaz also nach eng Kéier. Et ass awer op där anerer Säit d'Geleeënheet, fir nach eng Kéier kuerz dëst wichtegt, ganz wichtegt Gesetz ze rappeléieren.

Dëst Gesetz huet nämlech de Prinzip vum Pollueur-payeur an eis Gesetzgebung verankert. Dat heescht, dass deen, dee fir den Émweltschued verantwortlech ass, och muss fir den Émweltschued opkommen. Ech erënneren do nëmmen un déi kierzlech Affär, wou um Findel iwwer dausend Meter Kibb an e Bëschstéck gelaf sinn. Sämtlech Sanéierungsaarbechten hu missen integral vun der verantwortlecher Firma bezuelt ginn, an dat, Dir Dammen an Dir Häre, ass och richteg esou.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Dëst Gesetz schreift awer och d'Preventioun ganz grouss, well wann d'Kand bis am Pëtz läit, wann also den Émweltschued bis entstanen ass, beispillsweis wa Mazout bis an d'Gewässer gelaangt ass, dann ass de Schued mat Suen net méi guttzemaachen.

D'Virsuerg ass déi beschte Medezin. Dat gëllt fir d'Gesondheet, dat wëssen net nëmmen eis zwee Dokteren an der Chamber, den Edy Mertens an den Alexander Krieps, mä dat gëllt genausou fir d'Gesondheet vun der Émwelt. An dofir musse mir alles drusetzen, dass d'Émweltschied vu vireran net entstinn.

An dëst Gesetz, Dir Dammen, Dir Hären, ass e grousse Schrëtt an déi Richtung gewiescht, an dofir huet d'Demokratesch Partei dat och 2009 scho gestëmmt gehat. Deemools war den DP-

Spriecher eisen heitege Fraktiounschef: den Eugène Berger.

Dat hei gesot an deen heite kuerze Réckbléck gemaach, ginn ech heimat dann och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei huet vun eiser Säit aus, wat de Fong ugeet, natierlech och eng prinzipiell Zoustëmmung, aus deene Grënn, déi och grad genannt gi sinn. Mä et ass awer emol vläicht eng Geleeënheet, fir nach eng Kéier ze kucken, wéi mir eigentlech déi Texter an déi Bréiwer liesen, déi mir vun der Europäescher Kommissioun kréien.

An där Direktiv, déi mer deemools haten, gouf et e Considérant, dat wor de Considérant 24. An deen huet gesot, et ass richteg: «Il est nécessaire», et ass souguer néideg, «de garantir l'existence de moyens efficaces de mise en œuvre et d'exécution, tout en assurant une protection adéquate des intérêts légitimes des exploitants concernés ainsi que des autres parties interessées. (…)»

Doropshin huet d'Lëtzebuerger Regierung deemools, an et si jo op d'mannst zwou Parteien hei, déi do dra waren, gesot, ma da musse mer en „délai raisonnable" deene Leit och ginn, well dat ass jo „nécessaire" an „légitime". An doduerch ass en Délai raisonnable vu siwen Deeg fixéiert ginn, an enger gudder Intentioun, fir datt deen „sans retard" net kann ze wäit interpretéiert ginn. Dat wor eigentlech d'Ratio vun deem, wat deemools décidéiert ginn ass. An och haut seet d'Chambre de Commerce nach, och aus guddem Grond, an hirem Avis, et wär wichteg, en Délai raisonnable an dësem Gesetz ze hunn.

Wat huet dann elo eigentlech déi Europäesch Kommissioun eis gesot? Déi Europäesch Kommissioun huet net gesot, wéi et hei gesot ginn ass: Mir exigéieren elo, datt dat geännert gëtt an esou weider. Dat ass net de Fall.

D'Europäesch Kommissioun schreift an hirem Bréif vun engem Direkter, et ass elo emol nach net op engem Niveau Commissaire: «Les services de la Commission ont été informés que cette partie de texte», wou et also ëm deen Délai raisonnable vu siwen Deeg geet, «a été ajoutée sur demande du Gouvernement luxembourgeois», also och vun zwou vun deene Parteien, déi haut esou séier enger anerer Meenung sinn, «pour préciser le concept de „sans retard". Une telle demande de précision apparaît tout à fait raisonnable.», schreift déi Europäesch Kommissioun. «Toutefois, il serait utile de considérer une reformulation (…).», an esou weider, wann dat dann elo iergendwéi géif dem Sënn vun der Direktiv widdersprieche. An da seet d'Kommissioun: «J'invite vos observations sur ce point avant de décider de la suite appropriée (…).»

U sech huet d'Europäesch Kommissioun also näischt anescht gemaach, wéi ze soen: Et ass u sech räsonabel, mä sot eis wann ech gelift, erkläert eis wann ech gelift, firwat. Méi ass net geschitt. An direkt wann esou e Bréif kënnt, wou eigentlech just eng einfach Explikatioun gefrot ginn ass, gi mir e Gesetz änneren.

An dat stellt natierlech d'Fro: Ma wéi seriö sinn dann och déi Parteien, wéi seriö wor dann déi al Regierung, wéi seriö..., wéi ass dat dann eescht geholl ginn? A wéi eescht ginn déi Observatioune vun der Chambre de Commerce hei geholl, datt den Délai raisonnable néideg ass, wa mer op enger einfacher Demande d'information - well méi war et net vun der Europäescher Kommissioun - schonn ëmfalen an eist Gesetz änneren?

Et ass déi drëtte Kéier a kuerzer Zäit, dass mir als ADR musse soen: Esou geet dat net. Mir hunn an eis Asylgesetzgebung misse Beispiller eraschreiwen, déi eiser Technique législative widderspriechen. Mir hu beim Spillgezei Änderunge gemaach, déi ridicule sinn, andeem mer „recette" duerch „préparation" ersetzen. An elo fale mer ëm an ännere mer e Gesetz, well d'Kommissioun näischt anescht gemaach huet, wéi eng Informatioun ze froen iwwert d'Ratio vun deem, wat déi fréier Regierung awer hei duerchgesat huet a wat d'Chambre de Commerce och haut nach fir sënnvoll hält.

Dat ass einfach net eescht. Mir mussen eis och emol als Land bewosst ginn, datt mir och géintiwwer enger Europäescher Kommissioun eis Interessen ze vertrieden hunn, an net eis Gesetzer direkt änneren, wann en Direkter vun engem Service vun der Kommissioun eng Erklärung iwwer e Gesetz gär hätt.

Dat gesot, verstitt Der, datt d'ADR sech bei dëser Ofstëmmung enthält. Mir hätte gär, datt mer och als Land selbstbewosst eis Interesse géintiwwert der Europäescher Kommissioun vertrieden.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Här President.

M. le Président.- Jo, de Rapporteur freet d'Wuert. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Ech wollt just eng kleng Bemierkung nach dozou soen. Ech hunn nämlech och hei dee Bréif, an deen hält nämlech och mat engem Abschnitt nach eng Kéier op, an do steet: «Veuillez noter que la Commission peut, dans le cas où elle constate une transposition incomplète, voire une absence de transposition, lancer une procédure d'infraction pour défaut de transposition (…).»

Et ass aus Sécherheetsgrënn. An ech fannen et och richteg, dass mer hei deen Délai sans retard sollten ëmsetzen, an et ass net méi an net manner, wat mer do gemaach hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu jo nach Zäit, Här President?

M. le Président.- Dir hutt nach Zäit, mä et ass e bëssen onüblech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn nach Zäit.

M. le Président.- Jo, also, mir sinn hei ganz oppen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà. Da wëll ech op déi Bemierkung do äntwerten.

Dat ass eng ganz interessant Bemierkung, well et ass just, fir ze soen: Et ass déi absolut Routine, eng administrativ Routine, dat steet an all Bréif, deen esou un e Land geschéckt gëtt. An do steet jo och nëmmen dran, et ass e Rappel vun enger Dispositioun am Traité, an där net méi drasteet, wéi, wann eng Infraktioun do wär, an dat ass jo guer net de Fall hei - d'Kommissioun seet mat kengem Wuert, datt dat esou ass, si freet just, firwat mer dat gemaach hunn -, da kéint eben déi Prozedur ageleet ginn.

Dat ass näischt anescht wéi e Rappel vum Traité. Den Traité kenne mer alleguer. Ech si frou ze gesinn, datt och den Direkter vun der Kommissioun säin Traité kennt. Ech si manner frou, fir ze gesinn, datt e gréngen Deputéierten hei den Traité net genuch kennt, fir dee Bréif esou ze interpretéieren, wéi en ze mengen ass.

Ech soen Iech nach eng Kéier Merci.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. le Président.- Mir wären um Enn vun der Diskussioun an d'Wuert huet d'Regierung. Madame Ëmweltministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Ass en un?

M. le Président.- Jo.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo, en ass un.

Fir d'Éischt emol e grousse Merci fir de gudde schréftlechen a mëndleche Rapport un den Henri Kox. U sech waren déi meescht Saache elo gesot. Ech mengen, hei an dësem wichtege Gesetz - an do wëll ech och dem Max Hahn e grousse Merci soen, dee wierklech nach eng Kéier op d'Wichtegkeet an op de Sënn vum Gesetz ebe vun engem responsabele Verhalen a vum Schutz vun der Ëmwelt agaangen ass - geet et haaptsächlech hei ëm eng korrekt Transpositioun, awer et geet och ëm Rechtssécherheet.

An da wëll ech awer och nach eng Kéier ganz kuerz drop agoen, wat dann d'ADR awer seet. Ech mengen, dee Bréif ass ëmmer deen éischte Schrëtt an eng Prozedur eran. Hei wou mer awer wierklech kee Problem hunn, dat heiten esou ze maachen, dass, wa mer wëssen, et ass fir d'Preventioun, et ass fir engem virzekommen, an dann awer och, dass een direkt kann eppes ënnerhuelen, ass u sech eng sënnvoll Saach.

Ech soe parteiiwwergräifend e grousse Merci un all Eenzelner, déi dat heiten da wäerten ënnerstëtzen. Ze notéieren ass och, datt mer gesot kritt hunn am Abrëll, datt déi Prozedur, déi dann elo ugelaf wär, dann elo och gestoppt ass, wa mer dat heiten haut esou unhuelen. E grousse Merci.

An dann zum Schluss félicitéieren ech nach gär dem Gérard Anzia am Numm vun der ganzer Regierung, an ech wënschen him eng gutt Aarbecht an eis eng gutt Zesummenaarbecht.

Villmools Merci.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- E grousse Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6686.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6686 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss an de Projet de loi 6686 ass mat 57 Jo-Stëmme bei 3 Enthalungen ugeholl. D'Enthalunge sinn, mengen ech, motivéiert. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies (par M. Luc Frieden), Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Den nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 6654, wou eis Autobunn a Richtung Saar elo endgülteg soll fäerdeggebaut ginn an dee Flächenhals zu Helleng sollt en Enn kréien. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ech hunn Inscriptioune vun der Madame Andrich, dem Roger Negri, dem Josée Lorsché, dem Gast Gibéryen. Et ass nach Zäit. D'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

5. 6654 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et autorisant la construction de l'échangeur de Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Liewe muss een heiansdo ganz vill Gedold hunn. An an deem Dossier, iwwert dee mer haut schwätzen, hu besonnesch d'Automobilisten am Raum Helleng op der Saar-Autobunn während iwwer engem Jorzéngt ganz vill Gedold beweise missen.

Dee Gesetzesprojet, deen elo zur Ofstëmmung hei steet an deen de leschten 12. Februar vum Nohaltegkeetsminister déposéiert gouf, deen huet awer elo als Konsequenz, datt déi Gedoldsprouf vun den Automobilisten an deem Raum endlech zu engem Enn kënnt. Fir d'Essenz an d'Komplexitéit zwar vun deem Projet hei ze verstoen, kënnt een awer net derlaanscht, e bësse méi e graffen historesche Réckbléck ze maachen.

Ugefaangen huet u sech alles mam Gesetz vum 16. August 1967 iwwert d'Schafe vun enger grousser Voirie de communication an dem Fonds des routes. Den 13. Juli 1972 gouf dunn hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt, wat dunn d'Gesetz vun 1967 ëmgeännert huet, an do war am Artikel 6 folgende Passus ze liesen: «une route collectrice du Sud, reliant entre elles les principales localités du bassin minier - de Bettembourg, à l'est, à Pétange-Rodange, à l'ouest -, son raccordement à la nouvelle route Luxembourg-frontière française (E9, direction de Thionville), et sa jonction, aux frontières respectives, au réseau routier allemand (Sarrebruck-Remich) et au réseau routier belge (Arlon-Longwy)».

Domadder war u sech de legale Grondstee geluecht, fir d'Collectrice du Sud ze bauen. Datt haut, 42 Joer duerno, deen Tracé nach ëmmer net ganz fäerdeg ass, dat huet natierlech net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och doriwwer eraus fir vill Onverständnis gesuergt. Effektiv ass et besonnesch fir Aussestehend schwéier novollzéierbar, firwat mer am Fong haut nach ëmmer net kënnen iwwert d'Autobunn direkt fueren, an datt zënter der Ouverture vun deem Stéck Beetebuerg a Richtung Réimech een am Fong geholl nach ëmmer muss en Ëmwee maachen am Beräich vun Helleng. Dat sinn, wéi gesot, eelef Joer hier.

Mä haut ass dann de Moment, wou u sech dann endlech dee Problem misst geléist ginn. Mä esou wäit si mer nach net. Wéi gesot, et deet mer leed, datt ech hei muss eng ganz Rei Décisiounen, Gesetzesännerungen, Jugementer oplëschten, fir u sech dann déi ganz Komplexitéit vun deem Projet e bësselche méi verständlech ze maachen.

1986, méi spezifesch den 31. August, war erëm en neit Gesetz gestëmmt ginn, an zwar war dunn d'Liaisoun mat der Saar, an och dat ass interessant, erëm abandonnéiert ginn. Et hat gedauert bis de 5. Mäerz 1991, bis datt erëm nei Démarchë gemaach gi waren, fir eng Verbindung mat der Saar ze bauen. Du koum d'Gesetz vum 31. Juli 1995, an an deem Gesetz ass dunn d'Saar-Autobunn erëm reintegréiert ginn an d'Gesetz vun 1967.

Awer och e wichtegen Detail ass deemools hei décidéiert ginn, en Detail, deen awer och sollt eng grouss Roll spillen an der Weiderentwécklung vun deem Dossier, an zwar gouf mat deem Gesetz vun 1995 och d'EU-Direktiv 85/337 iwwert d'Inzidenz vu verschiddene Projeten op d'Ëmwelt ëmgesat. Déi Direktiv, déi den 3. Mäerz 1997 duerch d'Direktiv 97/11 liicht ëmgeännert gi war, hat eng Exceptioun virgesinn, datt se net uwendbar wier, an zwar wann d'Projeten duerch een Acte législatif national spécifique adoptéiert géife ginn. An den deemolege Législateur war och der Meenung, datt, wéi gesot, déi Direktiv net uwendbar fir de Bau vun der Saar-Autobunn wier, wéi een och an engem Rapport vun der parlamentarescher Travaux-publics-Kommissioun vum 18. Oktober 2001 iwwert de Projet de loi 4797 vun dem Bau iwwer eng Stroosseverbindung mat dem Saarland kann noliesen.

D'Regierung vun deemools, dat muss een hei awer och nach ënnersträichen, hat awer eng Rei vun Impaktstudien op de Wee ginn, déi allerdéngs net am Gesetz virgesi waren.

D'Europäesch Kommissioun, déi entre-temps och mat enger Plainte saiséiert war, no enger Reklamatioun vu Propriétairë beim Tribunal administratif, koum zur Konklusioun, datt d'Regierung déi Direktiv net richteg applizéiert hat. An och déi ëffentlech Réuniounen, déi organiséiert gi ware vun den deemolege Responsabelen aus der Regierung, sinn als net recevabel erkläert ginn.

De 14. Juli 1999 koum et och deementspriechend zu enger Mise en demeure duerch d'EU-Kommissioun, an d'Regierung gouf no engem Avis vum 25. Juli 2000 opgefuerdert, de Projet ënner neie Konditiounen unzehuelen. An dat ass och du geschitt duerch e Vote vun engem Gesetz de 25. Oktober 2001, an zwar dem Projet de loi 4797. An an deem Gesetz war och eng Enveloppe virgesi vun 242,9 Milliounen Euro.

Den 12. Juni 2004 - an, wéi gesot, d'Geschicht geet nach ëmmer weider - gouf dunn hei an der Chamber eng budgetär Upassung vun 49 Milliioune virgeholl. An ënner anerem waren an deem Gesetz 750.000 Euro fir de Bau vun engem Rond-point zu Helleng no der Sortie vum Échangeur Helleng virgesinn.

Wéi mer jo all wëssen, ass deen Échangeur bis haut net gebaut ginn, an de Rond-point gouf da provisoresch ënne mat esou plastiksen Elementer aménagéiert. Mä dat huet jo alles seng Ursaachen. An da komme mer am Fong elo op de Kär vun der ganzer Problematik.

Et ass jo och gewosst, datt et Schwieregkeete gouf, wat d'Acquisitioun vun den Terrainen ubelaangt. Eng ronn 3 ha Terrainen hu gefeelt, an zwar waren dat d'Propriétairen, d'Famill Linster, déi aus Grënn, déi hir waren, refuséiert haten, déi Terrainen dem Stat zur Verfügung ze stellen. Dat hat als Konsequenz, datt huet missen dee berühmte Bypass do gebaut gi vun enger ronn 1.300 m. E Bypass, wou dann zwou Bunnen, also zweemol eng Bunn aménagéiert gi war.

An da muss ee sech natierlech virstellen, wann een d'Autobunn erofgefuer kënnt, an op eemol erëm muss vun der Autobunn erof, an dann 1.300 m iwwer e Bypass weiderfueren, fir erëm herno kënnen op d'Autobunn zréckzekommen.

Här President, Dir Dammen an dir Hären, eng wichteg Décisioun vun der Chamber war awer och d'Emännerung vum Artikel 16 vun eisem Grondgesetz duerch d'Gesetz vum 24. Oktober 2007. An ech kucken den Här Paul-Henri Meyers, deen deemools Rapporteur war. Do ass et nämlech ëm d'Expropriatioun gaangen - an zwar ass dunn den Term vun der Indemnitéit, déi geschëllt ass a préalablement misst bezuelt ginn, ier d'Expropriatioun kéint definitiv gesprach ginn, jo dunn ëmgeännert ginn, an den Terme préalable ass erausgeholl ginn, soudatt dat am Fong geholl dunn och d'Expropriatiounsprozedur konnt beschleunegen.

Mä d'Komplexitéit vum Dossier, wéi gesot, huet domadder awer och net ofgeholl, well du koumen nach eng Rei aner Jugementen dobäi, zum Beispill vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg vum 8. Juli 2009, an zwar an deem Sënn, datt dat groussherzoglecht Reglement vum 28. Mäerz 2002 iwwert d'Approbatioun vun de Parzellen, déi ënnert d'Emprise falen, net gülteg wier. Dat hat dunn als Konsequenz, datt dat Reglement erëm eng Kéier huet missen nei publizéiert ginn; an dat ass de 15. Oktober 2009 geschitt.

Den Tribunal huet dunn den 21. Dezember 2011 der Expropriatiounsprozedur endlech och gréng Luucht ginn.

E wichtegt Uerteel koum dunn den 19. Mäerz 2013 vun der Cour constitutionnelle, an zwar an deem Sënn, datt de Recours vun de Propriétairen - déi selbstverständlech vun hirem Recht do Gebrauch wollte maachen - ouni Base légale wier. An domat konnt dann d'Bezierksgeriicht Lëtzebuerg den 2. Mee 2013 de Wee endlech fräi maachen, fir datt de Stat Propriétaire vun deenen néidegen Terraine konnt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass jo dann elo dee grousse Moment, wou mir dann als Chamber endlech kënnen déi Décisioun huelen, datt déi zwee Stécker elo erëm ee Ganzt ginn an datt de Bypass elo endlech ka verschwannen.

Et war also net méi wéi normal, datt de Projet de loi 6654, deen - wéi gesot - elo haut zur Diskussioun an zur Ofstëmmung steet, mam urspréngleche Intitulé „relatif à la construction de l'échangeur de Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13", och séier säi Wee an d'Nohaltegkeetskommissioun fonnt hat.

An an der Sitzung vum leschten 23. Abrëll gouf dunn och de Projet vun de Fachleit presentéiert an ech gouf als Rapporteur designéiert. De Rapport, deen den 3. Juli der Kommissioun virgeluecht gi war, ass och eestëmmeg ugeholl ginn.

Mir stëmmen haut u sech eng zousätzlech Enveloppe vu 34,2 Milliounen, déi op de Fonds des routes imputéiert ginn, a folgend Aarbechte kënnen elo am Fong mat där Enveloppe hei realiséiert ginn:

Éischtens - an dat ass d'Filetssteck u sech vun dësem Projet de loi - ass dat natierlech de Bau vum Échangeur Helleng mat Uschloss un d'Autobunn A13 an un d'Nationalstrooss N13, an dat eleng kascht 21,4 Milliounen.

Dann, zweetens, gëtt e Passage inférieur gebaut. Dee war am initiale Projet u sech net virgesinn. En erlaabt engersäits de Rétablissement vu Feldweeër ze maachen an op där anerer Säit ass och virgesinn, fir en neien Accès un déi Bauschuttdeponie, déi an deem Eck do ass, ze garantéieren, well eis jo och gesot ginn ass an der Kommissioun, dat déi Bauschuttdeponie eventuell nach soll ausgebaut ginn.

Drëttens dann, ass awer och de Bau vun engem oppene Réckhaltebecken ënnerhalb der N13 am lieu dit „Kuebelach-Belgrad" verbonne mat engem Renaturéierungsprojet an enger natierlecher Vegetatioun virgesinn.

Véiertens, den Uschloss un d'N13 duerch de Rond-point Helleng, dee jo de Moment zwar besteet, mä dee jo natierlech dann elo frësch aménagéiert gëtt.

Fënneftens dann, d'Zerstéierung an d'Renaturéierung vum Bypass tëschent Helleng a Fréiseng.

An da sechstens, d'Leedung vun dem Iwwerflächenofwaasser vum Échangeur an den „Thalweg Hiergerterweier/Leiteschbach/Schetzwiss".

Och wann déi zwou Enveloppë vun 2001 a vun 2004 nach net ganz opgebraucht sinn, sou ginn déi Kreditter allerdéngs net duer, fir elo de Rescht vun dësen Aarbechten och kënnen ze finanzéieren.

Ech wëll dann awer och hei ënnersträichen, datt ech - streng geholl - guer net misst elo hei stoen an iwwert dee Projet hei schwätzen, well de Projet net hätt missen - theoretesch geschwat - hei an d'Chamber kommen, well mir ënnert dem Seuil vun deene 40 Milliounen Euro bleiwen.

Allerdéngs hat d'Budgetskontrollkommissioun déi weis Décisioun geholl, den 3. Juni 2013, fir de Projet awer hei an d'Chamber ze bréngen, an ech mengen, dat ass och richteg, dat ass och gutt esou, fir voll Transparenz spillen ze loossen, a wien elo e bësselchen all déi Elementer mat verfollegt huet, déi zu där Situatioun hei gefouert haten, wäert jo schnell erkennen, datt et awer wichteg ass, datt een awer nach eng Kéier d'Geschicht opliewe léisst, fir ze kucken, firwat datt mer an déi dach skurril Situatioun hei komm sinn.

D'Entretienskäschte ginn op plus ou moins 77.000 Euro d'Joer geschätzt. Ze soen ass och nach, datt laanscht Helleng - an dat wäert déi Leit do besonnesch freeën - een Écran antibruit aménagéiert gëtt vu plus ou moins dräi Meter Héicht.

Et ass jo och gewosst, datt besonnesch am Raum Helleng scho ganz interessant Fouilles archéologiques realiséiert goufen. Och hei sinn natierlech nach zousätzlech Prouwe gemaach ginn. Wéi eis d'Fachleit allerdéngs confirméiert hunn, ass de Moment elo keng nei Découverte gemaach ginn, soudatt u sech de Projet net doduerch ka retardéiert ginn.

Laut de Verantwortleche vu Ponts & Chaussées dierf dee Chantier hei ronn 550 Deeg daueren. Wat och wichteg ass: Den Trafic gëtt an der ganzer Zäit weidergefouert, wat natierlech awer och mat sech bréngt, datt dach musse grouss logistesch Iwwerleeunge gemaach ginn, wéi den Trafic dann och do ka koordinéiert ginn.

A wat een och nach hei soll ënnersträichen ass, datt dee Projet och den Objet vun engem Sécherheetsaudit ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Conseil d'État hat säin Avis den 10. Dezember 2013 virgeluecht, dee mir natierlech och an der Commissioun den 23. Abrëll 2014 analyséiert haten. An an eiser Sëtzung vum 14. Mee hu mer eis nach eng Kéier mat deem Avis vum Conseil d'État beschäftegt.

Engersäits huet déi héich Kierperschaft proposéiert, fir den Intitulé vum Projet de loi ze änneren - deen ech elo net méi brauch hei ze widderhuelen -, an d'Kommissioun war och där Meenung, sech där Propositioun unzeschléissen.

Wou mer dem Conseil d'État net Recht ginn hunn, ass: En hat gemengt, et soll een „Dépenses occasionnées" duerch „Dépenses engagées" ersetzen. Mir sinn allerdéngs do op deem urspréngleche Term bliwwen.

An der Kommissioun selwer ass natierlech dann och iwwert dee Projet hei eng interessant Diskussioun gefouert ginn. Ech wëll hei e puer Punkten erausgräifen.

Zum Beispill muss een hei och nach ënnersträichen, datt vum Rond-point op der N13 a Richtung Helleng e Réaménagement vun der Strooss kënnt mat Aménagement vun Insele mat Beem, fir virun allem de Verkéier do méi agréabel ze gestalten, datt och manner gerannt do gëtt, an awer och virun allem, fir urbanistesch eng Verbesserung unzestriewen, wat a Richtung vun der Uertschaft Helleng geet.

Do ass natierlech dunn d'Fro och gestallt ginn - an als Rapporteur muss ee jo neutral bleiwen, dofir däerf ech den Numm net nenne vun deem, deen déi Interventioun gemaach huet -, datt awer och a Richtung Beetebuerg soll en ähnlechen Aménagement vun der Strooss geschéien, well mer do direkt am Beräich vum Parc merveilleux sinn, an déi Leit, déi deen Eck kennen, déi wëssen, datt do ganz grouss Geforeplazen entstinn, besonnesch während de Summerméint. An d'Meenung war eben opkomm, fir dann och an dësem Projet dat mat virzegesinn, allerdéngs ass dat majoritaire zréckgewise ginn aus der Iwwerleeung eraus, well soss vläicht de Projet nach méi retardéiert gi wier. An ech mengen, do si mir eis jo alleguer eens, datt et awer wichteg ass, datt déi Aarbechten esou séier wéi méiglech kënne ugefaange ginn.

Dann ass awer och nach an deem ganze Kader diskutéiert ginn iwwert déi zwee ganz grouss Projeten, déi am Raum Beetebuerg-Diddeleng entstinn, an zwar CFL-Multimodal an Eurohub, wou jo awer elo ganz grouss nei Erausfuerderungen op dee Raum do zoukommen, wat virun allem d'Gestaltung vun dem Verkéier ubelaangt.

An d'Meenung war och opkomm, datt een och soll iergendwéi eng Verbindung hierstellen tëschent dem neien Échangeur respektiv zwëschent deenen neie Projeten, déi do an deem Raum realiséiert ginn, fir de Verkéier do méi an engem gesamte Konzept och ze organiséieren.

Gedanke si sech natierlech och iwwert d'Vëlospist gemaach ginn. Ech hat dat virdru scho kuerz ugeschnidden, dee Passage inférieur, deen elo do aménagéiert gëtt, huet och als Ursaach ënner anerem, fir gegebenenfalls d'Vëlospist driwwer lafen ze loossen. Hei ass awer allerdéngs nach keng definitiv Décisioun iwwert den Tracé geholl ginn an et ginn elo nach Etüde gemaach, fir ze kucken, ob dee soll direkt laanscht d'N13 Richtung Beetebuerg lafen oder en aneren Tracé kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläicht, zum Schluss awer nach déi eng oder déi aner méi allgemeng Remarque zu dësem Dossier ze maachen.

Ech mengen, dat hei beweist ganz kloer, datt d'Politik all Ursaach huet, fir all gesetzlech Virschréften an Oploen ëmmer genaustens ze respektéieren, wuel wëssend, datt et natierlech ëmmer Interpretatiounsproblemer ginn, mä léiwer eng Démarche ze vill maachen, wéi eng ze mann, an dësen Dossier beweist jo ganz gutt, wat u sech kann d'Konsequenz sinn, wann d'Gesetzer net à la lettre ëmmer respektéiert ginn.

Ech wëll zum Schluss dann awer och - well ech héiere schonn, de President bimmelt hannendrun…

(Hilarité)

…mat der Schell -, mä ech wëll zum Schluss awer och nach een oder deen anere Merci hei ausspriechen. Den éischte Merci geet un eise Mataarbechter aus der DP-Fraktioun, de Ben Jacoby, an och un d'Rachel Moris, ganz emseg Sekretärin vun der Développement-durables-Kommissioun, an de leschte Merci awer och un den Här Roland Fox a seng Mataarbechter vun de Ponts & Chaussées.

Haut komme mer also, no engem jorelaangen Hickhack ëm déi skurril Situatioun hei, endlech zu engem gudden Enn, an duerfir bieden ech och, dësem Projet zouzestëmmen, a bréngen och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Et war ganz zaart.

(Brouhaha et hilarité)

D'Wuert huet dann elo direkt d'Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e bal historeschen Dag haut, op deen d'ganzt Lëtzebuerger Land a besonnesch d'Benotzer vun der Saar-Autobunn gewaart hunn. No jorelaangem Prozesséiere gi mer elo an deem héijen Haus hei endlech gréng Luucht, fir deem éiwege Provisorium vun 1.300 m, dem Bypass Helleng, no eelef Joer en Enn ze setzen. Laut Beschluss vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg vum 2. Mee 2013 sinn déi ëmstridden Terrainen, déi gefeelt hunn, fir d'A13 fäerdeg ze bauen, schlussendlech a Statshand iwwergaangen.

De Spuk ass also elo eriwwer a mer kënnen haut souwuel de Bau vun de reschtlechen 1,7 km vun der 21 km laanger Saar-Autobunn, déi d'Collectrice du Sud verlängert, grad wéi den Aménagement vum Rond-point Helleng autoriséieren. An dofir musse mer nach eng Kéier 34,2 Millioune lackermaachen, well et ass dëst schonn déi zweet Budgetsupassung, nieft där vun 2004, wou e bësse méi wéi 49 Milliounen nogestëmmt goufen, fir ënner anerem de Bypass kënnen ze finanzéieren. Domat klammen elo d'Gesamtkäschte vun där Autobunn op 326,2 Milliounen Euro.

Et ass déi viregt Regierung, déi am Oktober 2013 de virleiende Gesetzestext, deen aus der Fieder vum fréieren Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister Claude Wiseler staamt, nach pour Avis un de Statsrot viruginn huet. Dat huet deem jëtzegen Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister, deen dunn de Projet de loi mam Avis vum Statsrot op sengem Pult leien hat, et erméiglecht, de Projet direkt Ufank 2014 an der Chamber ze déposéieren.

Endlech verschwënnt domat e schlëmme Geforepunkt vun eisem Stroossennetz. E Geforepunkt, dee scho vill schro Accidenter provozéiert huet mat Schwéierverletzten a souguer Mënscheliewe kascht huet! Op deem geschlängelten eespuerege Bypass mat Géigeverkéier ass eng Vitesse-Limitatioun vu 70 km/h fixéiert an och en Iwwerhuelverbuet, wat awer leider net ëmmer vu jiddwerengem respektéiert gëtt. An et muss een och soen, d'Siichtverhältnisser, besonnesch bei Niwwel, si ganz schlecht. Och entsteet en zolitte Réckstau bis zréck op Fréiseng an a Richtung Rond-point Diddeleng-Biereng, besonnesch zu de Stousszäiten an och bedéngt duerch deen intensive Camionsverkéier.

Während deene bal eelef Joer koume ganz héich Ënnerhaltskäschten derbäi wéinst der Sécherheet an der staarker Ofnotzung vun där provisorescher Strooss. Leider huet de Stat net iwwert déi néideg Terraine verfügt, fir eng Bande d'urgence op béide Säite bäizesetzen, wat eng gutt Léisung gewiescht wier, fir den Accès vun de Rettungskräften ze erméiglechen. An et wier och net méiglech gewiescht, fir dës un de Rond-point Helleng unzebannen.

Gouf et deemools eigentlech eng aner Alternativ zu deem Provisorium, eng gutt Alternativ, déi et méiglech gemaach hätt, fir d'Autobunn den 23. Juli 2003 fir de Verkéier fräizeginn an dat no enger sechsjähreger Bauzäit an en attendant, dass déi lafend Geriichtsprozeduren ofgeschloss wieren?

Et louchen effektiv dräi Propositiounen um Dësch vum Stat, an dat hei war déi, ënnert där d'Hellenger an d'Fréisenger Awunner jiddefalls am mannsten ze leiden haten. Ech erënneren drun, dass et virun allem déi gréng waren, déi géint dës bäi Wäitem verstännegst Léisung Stuerm gelaf sinn, fir déi sech awer décidéiert gouf, an dat mat dem Accord vum deemolege Statssekretär fir d'Ëmwelt Eugène Berger.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Rapporteur ass a sengem Rapport besonnesch am Detail op deen historesche Werdegang vun der Saar-Autobunn agaangen, wat e bessert Verständnis och vun der heiteger Situatioun erméiglecht. Ech soen och dofir dem honorable Gusty Graas e grousse Merci fir säin exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Déi zentral Fro an deem Dossier, deen d'Land an d'Leit, besonnesch d'Politiker, d'Regierung wéi d'Deputéierten, déi och eng Hällewull Questions parlementaires an all deene Jore gestallt hunn, an dat zum Plëséier vun de Medien, jorelaang an Otem gehalen huet, déi zentral Fro ass effektiv: Wéi konnt et dozou kommen?

Ech ginn och net op all d'Detailer an, well de Rapporteur dat och schonns beschtens gemaach huet. Mä eng vun den Ursaache läit bei der Gesetzesprozedur vum Bauprojet selwer.

Ech stelle fest, dass vun der éischter Décisioun un, duerch d'Gesetz vun der Schafung vun enger Grande voirie an engem Fonds des routes vun 1967 - dat war iwwregens d'Joer, an deem den obligatoresche Militärservice ofgeschaaft gouf -, ass et tëschent där Décisioun vun deemools, fir ënner anerem, ech zitéieren: „…eist Land duerch Stroossen, déi de Verhältnisser entspriechen, wéi se vun eisen Nopere gebaut gi sinn an nach weider laanscht eis Grenzen entstinn, ze verbannen an unzepassen", esou den deemolege Rapporteur, den honorablen Här Schreiner, vun deemools bis haut 47 Joer vergaange sinn, also ergo bal en halleft Jorhonnert!

Ech stelle fest, dass de Projet 1986 - d'Joer, an deem den RMG agefouert gouf - eng Zäitchen op Äis geluecht ginn ass, wéi décidéiert gouf, d'Collectrice du Sud als eng interregional Schnellstrooss ze definéieren a se un d'bestehend Autobunnsnetz unzeschléissen, bis dass et am Joer 1995 - d'Joer, an deem den Euro gebuere gouf - zur definitiver Décisioun koum, fir eng Stroosseverbindung tëschent dem Minett an de Schwerindustriepole vum Saarland ze schafen, dat opgrond vun engem Accord mat der däitscher Säit, fir eng Bréck zu Schengen ze bauen.

D'Gesetz vun 1967 ass dofir virun 19 Joer, bal op den Dag genee, den 31. Juli 1995 nees ëmgeännert ginn, ënnert deem deemolege Bauteminister Robert Goebbels. Ech stelle fest, dass awer d'Prozeduren am Virfeld vun deem Bauprojet, déi an der EU-Direktiv iwwert d'Impaktstudien op d'Ëmwelt an d'Informatioun vun der Ëffentlechkeet festgehale sinn - well déi Direktiv gouf jo och 1995 a Lëtzebuerger Recht ëmgesat, et gouf scho gesot -, dass déi net richteg applizéiert goufen. Jorelaang Variantendiskussioune waren deem virausgaang, wou den Tracé sollt verlafen, fir iwwert d'Musel ze fueren, mä besonnesch, wat dat Deelsteck tëschent Fréiseng an Altwies ubelaangt. Vun deene verschiddene Varianten huet finalement d'Süd-Variant d'Renne gemaach, anstatt vun der Nord-Variant, déi awer während x Jore méi wéi an de Startlächer stoung. An esou ass de Réimerwee eben engem Biotop zum Affer gefall.

An domat ass och deen eigentleche Mëssel ugaangen, well de Bauer Linster vun Helleng, zugläich e begeeschterten Hobby-Archäolog, sech widdert de Kapp gestouss gefillt huet vum deemolegen Travaux-publics-Minister Robert Goebbels. An de Bauer war net bereet, d'Terraine fir d'Süd-Variant hierzeginn, wuel awer fir

d'Nord-Variant, wouraus et dunn zu deem berüchtegte Rechtssträit komm ass. Hei ass et net méi ëm d'Geld gaangen oder ëm d'Landwirtschaft, hei ass et nach just ëm de Prinzip gaangen!

Eng Reklamatioun virum Verwaltungsgeriicht géint d'Enteegnungsprozedur huet zu enger Plainte bei der EU-Kommissioun gefouert, well déi genannten EU-Direktiv net respektéiert gi wier, an de Minister Goebbels huet effektiv net recht kritt. Ech hunn iwwregens e besonnesche Bezuch zu där Direktiv, déi entre-temps 97/11 heescht, well déi et a sech huet, a si gouf an der Tëschenzäit och schonns e puermol geännert, ergo och eis Lëtzebuerger Gesetzgebung.

Et war am Joer 2007 mäin éischte Rapport, deen ech hei an deem héijen Haus als Deputéiert hei dem Plenum virgestallt hunn. An ech verstinn och elo eigentlech e bësse besser, firwat dass grad mir, als onbeschriwwent Blat, déi Missioun do zougedroe gi war.

(Hilarité)

Jiddefalls huet déi Direktiv schonns deemools zu engem risege Spektakel gefouert an d'Enteegnungsprozedur ass gestoppt ginn. An déi deemoleg Bauteministesch Erna Hennicot-Schoepges huet de Schlamassel behuewen, andeems d'Gesetz vun der Saar-Autobunn 2001 - dat Joer ass Arcelor entstan - nei gestëmmt ginn ass, an dat obschonn d'Baggere schonn de 15. September 1997 ugefaangen haten!

Ech zitéieren den deemolege Rapporteur an CSV-Deputéierten, Strotzen Néckel: „Mir erliewen haut en aussergewéinlechen, rare Phenomeen an der Geschicht vun eiser legislativer Aarbecht, an zwar deen, dass opgrond vun enger Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun ee mat grousser Majoritéit gestëmmte Projet nach eng Kéier, awer an anerer Form virun de Plenum kënnt."

Duerno huet d'Famill Linster, och nom Verscheede vun dem betreffende Bauer, weider, coûte que coûte, all juristesch Méiglechkeeten ausgeschëpft, fir dem Bau vun der Süd-Variant esou vill wéi méiglech Steng an de Wee ze leeën an de Stat esou laang wéi méiglech ze blockéieren. Mat deem Resultat, wat mer kennen: Vun 1995 bis haut, dat sinn 19 Joer!

Deem viregten Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler ass et awer finalement gelongen, dee gordesche Knuet do ze zerschloen, an net, wéi ëmmer dat behaapt gouf, dem Minister Goebbels!

Dofir verléieren ech och e puer Wierder, zwar als Netjuristin, iwwer eis gesetzlech Enteegnungsprozedur, mat hirem juristeschen Nospill, déi als ausschlaggebend zweet Element hei mat an d'Spill kënnt. D'Enteegnungsprozedur ass éischtmoleg duerch d'Gesetz vum 16. August 1967 iwwert d'Grande voirie an de Fonds des routes agefouert ginn, mat deem mir hei ze dinn hunn. Et besteet awer och nach d'Gesetz vum 15. Mäerz 1979 iwwert d'Expropriatioun an nach aner Texter, an deenen och Enteegenunge virgesi sinn.

Eng Expropriatioun ass ëmmer eng Gratwanderung tëschent dem Schutz vum private Besëtz, wat e Grondrecht ass, wat an eiser Verfassung verankert ass, an dem Allgemenginteressi, fir deen déi Terrainen oder Immobilie gebraucht ginn. Et ass fir d'Éischt en Arrêté grand-ducal, deen d'Noutwendegkeet vun der Enteegnung festhält an d'Utilité publique feststellt opgrond vun dem Avis vum Statsrot. An dann, nëmmen da kënnen d'Enteegnungsprozeduren ufänken.

Si sinn esou konzipéiert, dass et soll schnell goen, fir dass den ëffentlechen Expropriant esou séier wéi méiglech iwwert déi Propriétéite verfüge kann. Et ass awer och esou, dass dem expropriéierte Besëtzer eng gerecht, juste Entschiedegung garantéiert ass. Dës Enteegnungspraxis fonctionnéiert och zënter Joren zefriddestellend an am Prinzip ouni vill Ophiewes. An déi gängeg Praxis ass selbstverständlech, dass et fir d'Éischt zu enger Eenegung am Gudden mat de betraffene private Propriétairë soll kommen, ier d'ëffentlech Hand zum Schratt vun der Enteegnungsprozedur iwwergeet. Wann awer e Propriétaire, wéi an dësem Fall, op stur schalt, egal aus wéi engen Ursaachen, dann huet d'ëffentlech Hand jo och keen anere Choix, wéi op de Wee vun enger Enteegnung ze goen.

Ech zitéieren hei den honorable Paul-Henri Meyers bei den Diskussioune vum 10. Oktober 2007 zum zweete Vote constitutionnel iwwert d'Révisioun vum Artikel 16 aus eiser Verfassung: „Et gëtt keen, deen enteegent gëtt, virun e Fait accompli gestallt. Hien ass am Virfeld informéiert iwwert déi Mesuren an hie kann och deementspriechend seng Recourse géint déi Mesuren do huelen." An et kann ee Respekt hu virun all deene ville Leit, déi sech an all deene Jore mam Stat an an de Gemengen un den Dësch gesat hunn, fir korrekt ze verhandelen. Meeschtens si jo do d'Bauere betraff, fir déi hir landwirtschaftlech Flächen hiert deeglecht Brout bedeiten. An et versteet een och, dass si net ëmmer frou sinn, wa si Lännereie mussen hierginn. Och hei muss d'ëffentlech Hand en Équiliber fannen, besonnesch wat den Émweltberäich ugeet, well et werft Froen op, wann de Baueren d'Liewen duerch Direktive vun uewen - d'Lëtzebuerger Bauerejugend schwätzt vun enger „Ökodiktatur"- ëmmer méi schwéier gemaach gëtt, dass se emol zum Deel net méi kënnen iwwer hiren eegenen Terrain décidéieren.

D'Fro, déi sech awer an dësem Dossier stellt, ass, wéisou d'Enteegnungsprozedur, déi de Stat zënter dem Gesetz vum 31. Juli 1995 huet misse lancéieren, mat esou vill Schwieregkeete verbonne war.

Éischtens huet déi betraffe Bauerefamill all juristesch Registere gezunn, fir de Stat ze blockéieren an huet réusséiert, Lëtzebuerg als Rechtsstat virzeféieren. Zweetens huet de Stat déi éischt Enteegnungsprozedur, déi vum Minister Goebbels agereecht gi war, verluer duerch e Formfeeler. Drëttens sinn zënter 1997 verschidden institutionell, konstitutionell an eng allgemeng Ännerung an eise Rechtsregele komm.

Do ass et nämlech wéinst deem bekannten Procola-Arrêt den 12. Juli 1996 zu enger Verfassungsreform komm. Dem Statsrot seng Missioune vum Verwaltungscontentieux goufen ab dem 1. Januar 1997 vum deem eegens dofir geschafene Verwaltungsgeriicht an der Cour administrative en appel iwwerholl. Dem Statsrot seng Missioune fir d'Konformitéit vun de Projeten, Gesetzer a Reglementer zu iwwergeuerdnete Rechtsnormen, ënner anerem der Verfassung, am Virfeld ze iwwerpréifen, ass verstäerkt ginn. An de Contrôle a posteriori vun der Verfassungskonformitéit ass enger Cour constitutionnelle uvertraut ginn.

Dës Reform huet also nei Rechtsweeër opgemaach, déi forcément nei Jurisprudenze mat sech bruecht hunn. Esou huet e Bierger, deen en Intérêt huet, fir géint deen Arrêté grand-ducal iwwert d'Expropriatioun ze kloen, och d'Recht, e Recours virum Verwaltungsgeriicht anzereechen. An dat ass also och geschitt, well nach ëmmer keng Eenegung mat der Bauerefamill en vue war. Doduerch koumen och verfassungsrechtlech Aspekter dobäi, an et si Questions préjudicielles vum Verwaltungsgeriicht opgeworf ginn, déi fir d'Éischt hu misse vum Verfassungsgeriicht tranchéiert ginn. Ënner anerem, ob d'Utilité publique vum Bauprojet och gi wier, wat 2004 confirméiert gouf an deem deemolege Minister Claude Wiseler, deen deen net beneidenswäerten Dossier entre-temps geierft hat, erlaabt huet, eng nei Enteegnungsprozedur ze lancéieren.

Entre-temps huet d'Regierung, op Urode vun der Bautekommissioun, beim Vote vum zweete Gesetz iwwert d'Saar-Autobunn vun 2004 d'Méiglechkeeten analyséiert fir d'ëffentlech Hand: Wéi kéint d'ëffentlech Hand scho provisoresch an de Besëtz vun Terraine komme bei enger Enteegnungsprozedur, ouni dem Propriétaire seng Rechter ze léséieren?

Fënnef Joer laang huet d'Bezierksgeriicht gebraucht, fir festzestellen, dass d'Annexe vum Enteegnungsarrêté mat de Parzellen an den Nimm vun de Propriétairë missten nei publizéiert ginn. Duerch d'Urteel vum 21. Dezember 2011 ass dunn d'Enteegnungsprozedur virugelaf.

Tranchéiert gouf entre-temps och, ob d'Gesetzer iwwert d'Expropriatioun verfassungskonform wieren. D'Urteeler vum Verfassungsgeriicht vum 7. Februar 2003 a vum 12. Mee 2006 hunn awer festgehalen, dass déi zwee Gesetzer, wou et ëm d'Expropriatioun geet, net konform wieren zum Artikel 16 vun der Verfassung. Du ware guer keng Enteegnunge méi méiglech hei zu Lëtzebuerg, weder duerch de Stat, nach duerch d'Gemengen, well déi zwee Gesetzer net méi applicabel waren.

Opgrond vun der Propos vun der Institutiounskommissioun an no der Analys vun der Regierung koum et dunn duerch d'konstitutionellt Gesetz vum 24. Oktober 2007, de Rapporteur huet et scho gesot, zu enger Ännerung vum Artikel 16 vun der Verfassung, déi d'Enteegnungsprozedur nees débloquéiert huet, ouni dass déi zwee Gesetzer hu misse geännert ginn. Den Artikel 16 huet bis dato gesot, dass nëmmen däerf enteegent gi fir Utilité-publiques-Zwecker, déi gesetzlech festgehale sinn, an dofir eng Entschiedegung misst ausbezuelt ginn, déi juste et préalable wier. Ab 2007 gouf dat Wuert „préalable" gestrach. Doduerch ass d'komplett Ausbezuele vun der Entschiedegung am Virfeld net méi néideg, ier d'ëffentlech Hand Propriétaire gëtt.

Déi viregt Regierung huet also all Hiewel a Bewegung gesat, fir juristesch Kloerheet ze schafen. A senger Äntwert op meng Question parlementaire vum 4. Juli 2007 huet den Här Minister Wiseler ënner anerem bestätegt, dass d'Zivilgeriicht jo scho mam Dossier vun der Expropriatioun saiséiert wier an dass et direkt kéint virugoen, soubal d'Ännerung vun der Verfassung a Kraaft géif trieden, an dass hien d'Virbereedungsaarbechte vum Chantier schonn esou wäit wéi méiglech géif virundreiwen.

Tranchéiert gouf och nach vun der Cour constitutionnelle den 19. Mäerz 2013, dass par rapport zum Gesetz vun 1967 bei Projete vun ëffentlechem Interessi de Recours vun de Propriétairë keng legal Basis huet, vu dass de Gesetzgeber en Équilibre juste realiséiert huet tëschent dem Recht op Privateegentum an dem Recht, fir ze expropriéieren am Fall vun enger Utilité publique. Doropshin ass de Stat du schlussendlech Propriétaire ginn duerch geriichtleche Beschluss vum 2. Mee 2013, wéi aganks gesot.

Fir d'CSV ass et dofir evident, dass de Projet net nëmmen esou séier wéi méiglech gestëmmt muss ginn, mä dass och d'Aarbechten esou séier wéi méiglech mussen ulafen. An et ass net nëmmen eng Fro vu Sécherheet, mä och eng Fro vu wirtschaftlechem Standuertvirdeel.

De fréieren Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler huet och schonn am Virfeld derfir gesuergt, mam Accord vun der Commission vum Contrôle de l'Exécution budgétaire vum 3. Juni 2013 - an net vun der Nohaltegkeetskommissioun, wéi den Här Minister Bausch iertümlecherweis a senger Äntwert op meng Question parlementaire geschriwwen hat -, fir dass d'Soumissioune scho virum Vote hei kéinte lancéiert ginn, mat enger suspensiver Klausel, déi un de Vote vum Projet hei an der Chamber gebonnen ass. An esou konnt ech an der Äntwert gewuer ginn, dass den Appel d'offres den 22. Januar 2014 publizéiert gi war, dass d'Soumissioun am Mäerz géif opgemaach ginn an dass de Chantier endlech am Fréijoer 2014 kéint ufänken. Dee Chantier soll, laut Ponts & Chaussées, jo 550 Deeg daueren, dat heescht ronn annerhalleft Joer.

Dofir meng Fro un den Här Minister: Ass effektiv elo alles prett an, vu dass mer elo schonn am Summer sinn an de Baucongé och gläich usteet, wéini kann dann elo konkret ugefaange ginn?

Weider Froen, déi sech stellen: Wéi verleeft d'Koordinatioun vun dësem Chantier, dee jo och nach eng Verlängerung virgesäit vun der Accélératiounsbunn vun der Bretelle Richtung Esch bis d'Bretelle vun der Sortie Direktioun Lëtzebuerg um Beetebuerger Kräiz?

Wéi verleeft dat mat de Bauphase vum CFL-Multimodal an Eurohub, woubäi mer beim CFL-Multimodal d'lescht Joer jo déi éischt Phas hei gestëmmt hunn? An dann och nach mat dem Rise-Rond-Point Diddeleng-Biereng: Wou ass déi Prozedur do de Moment drun?

Et muss een op jidde Fall e Verkéierskollaps évitéieren, an dass och d'Camionen herno net duerch d'Uertschaften auswäichen. An och riskéiere mer e Réckstau vum Rond-point Biereng bis op d'Saar-Autobunn zréck.

Wéi wäit ass d'Evaluatiounsetüd iwwert de weideren Ausbau vun där momentan saturéierter Bauschuttdeponie nieft dem Échangeur Helleng? Déi kritt zwar eng separat Zoufahrt, wéi mer héieren hunn, mä et gëtt e weidere Plus u Camionen. D'Fro, déi hannendrun hänkt: Geet dann déi Schutzwand vun dräi Meter duer, fir d'Awunner vun Helleng virun deem zousätzleche Kaméidi ze schützen?

Dann eng weider Fro, ob déi Stroossebeliichtung, déi virgesinn ass, effektiv um Échangeur an op den Zoufahrten installéiert gëtt. Well, wann et ass, fir se an e puer Joer nees ofzeseeën, huet et och kee Wäert, dass mir déi 240.000 Euro an de Sand haut setzen.

Wat geschitt mat deem leidege Problem vum Échangeur Fréiseng, wou de Bauer Friedrich scho jorelaang aus onverständleche Grënn - ein Schelm, wer sich Böses dabei denkt - d'Verhandlunge blockéiert. Elo, wou déi juristesch Prozedur kloer ass, wat gedenkt den Här Minister ze maachen?

An, last but not least, d'Tankstell op der A13 Richtung Schengen, un där Ponts & Chaussées jo och schonn dru geschafft hunn a géint déi déi gréng mordicus waren, gëtt se realiséiert oder kënnt op enger Längt vu 40 bis 50 km keng Tankstell op d'A13 an domat eréischt déi éischt op der däitscher Säit, mat der Konsequenz, dass d'Camionen nach ëmmer vun der Autobunn eroffueren an an déi kleng Uertschaften, besonnesch op Schengen, erafueren?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Fazit vun der ganzer Geschicht: Et wär schonn derwäert gewiescht, an dësem Fall, en „MOP" ze schafen, dat heescht e Ministère vun den ongeléiste Problemer. Inspiréiere kann ee sech do beim „Superjhemp".

Jiddefalls wäerten hei d'Prozesskäschten de Wäert vun deenen dräi Hektar Terrain bäi Wäitem iwwerschreiden, net ze schwätze vum enormen Zäitverloscht! Hei huet och méi wéi ee seng Spuren hannerlooss. De Minister Goebbels ass mam Bulldozer driwwer gefuer. En huet jo och schonn eng Kéier de „Gëllene Bagger"kritt. D'Ministeren Hennicot-Schoepges a Wiseler hu sech d'Zänn bal ausgebass, fir d'Käschten aus dem Feier ze huelen. An de véierte Minister setzt et elo ëm.

Institutionell, konstitutionell Ännerunge vun de Rechtsregelen an all deene Joren hu mat sech bruecht, dass d'Rechtslag vun der Expropriatioun elo méi kloer ass. Schleefend Geriichtsprozeduren hu sécherlech net dozou bäigedroen, fir der Affär den néidege Stullgank ze maachen. An d'Verständnis vu verschiddene Bierger, wat d'Allgemengwuel ugeet, gëtt ze denken, an dat a puncto kollektiivt Verantwortungsgefill an och hire Solidaritéitsgeescht. Ouni a Fro ze stellen, dass de Bierger selbstverständlech och viru staatlecher Willkür muss geschützt ginn! Mä hei halen zwee Propriétairen 10.000 Autobunner (veuillez lire: Autofuerer) als Geisel, an dat schonn zënter Joren. Fir d'Politik muss d'Gemengwuel ëmmer iwwert de Partikularinteresse stoen an dofir...

Une voix.- Richteg!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Dozou steet d'CSV an dofir wäert d'CSV och dësem méi wéi dréngende Gesetzesprojet zoustëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Andrich, fir déi flott Interventioun. Als nächsten ageschriwwene Riedner ruffen ech elo op d'Tribün den Här Deputéierte Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Villmools Merci, Madame Presidentin. Mir als LSAP-Fraktioun wäerte selbstverständlech dësem Projet zoustëmmen. Ech wëll och als Éischt dem Rapporteur Gusty Graas villmools Merci soe fir seng exzellent Rapporten. Mir si wierklech frou als LSAP, dass mer, wéi een op Lëtzebuergesch seet, déi Kou elo vum Äis kréien. Et ass effektiv esou, deen Deel, dat lescht Stéck vun der Saar-Autobunn kann elo realiséiert ginn, dat ënnert dem staarken Impuls vum Robert Goebbels gebaut ginn ass. Wär déi Autobunn net gebaut ginn, wëll ech net drun denken, wéi et haut géif ausgesinn an den Uertschafte vun Helleng, Fréiseng an esou weider.

Dofir sinn eis Gedanken haut virun allem, wéi d'Virriednerin, d'Sylvie Andrich, och scho gesot huet, bei all deene Leit, déi do an Accidenter verwéckelt waren an och respektiv bei deenen Doudeger, déi do waren. Ech mengen, dat ass net gutt. Dofir wëll ech och dem deemolege Minister Claude Wiseler Merci soen, dass hien deen Dossier do konnt finaliséieren.

Ech mengen, mir sinn elo an enger Situatioun, wou et eréischt méiglech ass, eng Expropriatioun duerchzeféieren doduerch, dass mer eis Verfassung hu missen änneren. Dofir wëll ech och Merci soen dem Paul-Henri Meyers fir déi gutt Aarbecht, déi do gemaach ginn ass.

Et ass natierlech ni gutt, wann d'ëffentlech Hand muss Privatleit expropriéieren. Dofir soll een dat och nëmmen an Ausnahmefäll duerchféieren, dofir muss een do mat deem néidege Fangerspëtzegefill op béide Säite virgoen. Mä och do wëll ech, wéi meng Virriednerin, en Appell maachen, dass d'Leit och solle räsonabel sinn an net bis op dee leschten Dibbelchen do och ëffentlech Projete verhënneren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An deem Sënn wëll ech och vläicht dem heitege Minister François Bausch zwou Froe stellen. An zwar engersäits och déi Fro, déi elo grad scho gestallt ginn ass. Ech mengen, och do ass op der Saar-Autobunn nach deen därege Problem mat der Ausfahrt vun der Fréisenger Autobunn. Ech mengen, dat ass och eng Geschicht, do misst een och elo versichen, déi geléist ze kréien. Wat och relativ - fir d'Leit dobaussen - onverständlech ass, et geet effektiv ëm d'Sécherheet vun deene Saachen. An da soll een awer och net verkennen, hei schwätze mer vun engem Stroossen-, engem Autobunnsprojet. Mir si jo als Lëtzebuerger Stat do amgaang, awer och en Eisebunnsprojet ze maachen op der Streck vu Beetebuerg op Diddeleng, an och do wäerte mer gesinn, dass et net esou einfach ass, ëmmer all Terrain ze kréien.

Ech mengen, Dir wësst alleguerten, dass bei Stroossen- an Eisebunnsprojeten, do kann ee sech net ëmmer erauswielen, wou ee wëllt fueren. Do kann een net einfach contournéieren - dat ass net, wéi wann een eng Schoul wëllt

bauen, déi kann een eventuell op enger anerer Plaz bauen -, mä Stroossebauprojeten an Eisebunnsprojeten, déi muss een eben deelweis op engem gewëssenen Tracé féieren. Do kann ee vläicht mat Varianten e bësse spillen, mä haaptsächlech huet een do net dee Spillraum, wéi dat virgesinn... Dofir ass et och gutt, dass de Plan sectoriel «Transports», dass deen elo raus ass, dass ee sech do ka festleeën.

An deem Sënn wëll ech awer dem Här Minister d'Fro stellen, well mer jo wëssen, dass do nach net all Terraine kaaft gi sinn, wéi do d'Prozedur ass, ob mer do och eventuell an esou eng Enteegnungsprozedur erakommen.

Dofir nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun a villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet elo d'Madame Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass schonn aussergewéinlech, datt fir e Stroossebauprojet aacht Gesetzer gemaach ginn an datt genee 47 Joer tëschent dem éischten an dem leschte Gesetz leien! An et ass nach méi aussergewéinlech, dass u sech fir e banale Stroossebauprojet d'Constitutioun muss geännert ginn. Wann ee sech dann awer méi am Detail mat der Virgeschicht vum Projet beschäftegt, da versteet een, firwat et esou laang gedauert huet, an och ganz gutt, wou d'Knackpunkten an dëser Geschicht louchen.

Den Här Graas ass a sengem Rapport am Detail drop agaangen a verdéngt e grousse Merci fir d'Méi, déi e sech gemaach huet, fir bis op d'Joer 1967 zréckzegoen. A sengem Rapport gesäit ee ganz gutt, datt scho virun 20 Joer eng éischte Kéier iwwert den Tracé vun der Strooss ofgestëmmt ginn ass an och iwwert de Bau vun der Bréck, déi iwwert d'Musel sollt féieren.

Deemools koum et an der Chamber zu hëtzegen Diskussiounen, un deenen natierlech och meng gréng Virgänger bedeelegt waren. D'Madame Andrich hat et gutt erkannt. Ee vun hinne war d'Renée Wagener. Hatt stoung am Joer 1994 op dëser Plaz, hatt war d'Spriecherin vun der grénger Fraktioun an huet Folgendes gesot - 1994: „Fir déi meescht Leit heibannen ass d'Saar-Strooss eng Evidenz, iwwert déi een eigentlech net méi muss diskutéieren. Allenfalls kann ee sech nach iwwert den Tracé des Laangen an des Breeden an d'Hoer kréien. DÉI GRÉNG gesinn dat e bëssen anescht. Fir eis stelle sech eng ganz Rei vu prinzipielle Froen. Dat ass éischtens d'Fro vun der Opportunitéit vun dëser Strooss, an zweetens stellt sech d'Fro vun de Prozeduren, déi deemnächst applicabel sinn, fir d'Planungsphas vu Stroossebaute méi transparent an demokratesch ze maachen, an och fir hiren ekologeschen Impakt besser an de Grëff ze kréien."

Domat hat d'Renée Wagener schonn 1994 ganz genee déi zwou Froen opgeworf, déi dozou gefouert hunn, datt déi gréng Fraktioun effektiv de Bau vun der Saar-Strooss net gestëmmt huet an déi zum Deel och dozou gefouert hunn, datt de Projet an engem prozedurale Chaos geendegt huet.

Déi éischt Fro war natierlech déi vun der Opportunitéit vun dëser Strooss. Ouni d'Rad vun der Geschicht wëllen zréckzedréien, wéilt ech awer kuerz op den ekologeschen a verkéierspoliteschen Aspekt vum Projet agoen. D'Dokumenter, déi 1994 virlouchen, hu kengesfalls op d'Nécessitéit vun der Strooss higewisen. Allerdéngs war et schonn deemools kloer, dass déi schlecht Liewensqualitéit an den Uertschafte vun der betraffener Regioun déi politesch Responsabel dozou beweegt huet, eppes ze ënnerhuelen. Wat louch deemools méi no wéi de Bau vun enger neier Strooss, déi, ähnlech wéi d'Nordstrooss, all d'Problemer sollt léisen?

De Ressort vun den Travaux publics hat zu där Zäit eigentlech just een Zil, an dat war de Bau vu Stroossen. Iwwer méi ëmweltfrëndlech Alternativen ass guer net nogeduecht ginn, obschonn de Bau vun enger Zuchstreck a Richtung Saarland schonn eemol am Joer 1869 am Gespréich war. Deemools huet d'Chamber souguer de Pläng vun enger Zuchverbindung tëschent Esch-Uelzecht, Beetebuerg a Réimech zougestëmmt, dat am Hibléck op d'Ubannung un d'Linn Tréier-Saarbrécken. Haut gëtt vun deem Projet guer net méi geschwat. Deemools war d'Zil, fir d'Minettgéigend mat de Kuelegrouwe vum Saarland a vum Ruhrgebiet ze verbannen. Den däitsch-franséische Krich huet dëse Bau allerdéngs verhënnert.

Ëmmerhin ass awer eng sougenannten „Schmuelspurstreck" vu Lëtzebuerg op Réimech gebaut ginn, mä déi ass am Joer 1955 ausser Betrib gesat ginn. Domat huet also zënter 1955 keng Zuchverbindung méi aus der Stad a Richtung Südoste vum Land funktionéiert, an eng Zuchverbindung, déi d'Südgemenge sollt matenee verbannen, ass ni gebaut ginn.

Vu datt d'Entwécklung an d'Kommerzialiséierung an awer och d'Symbolik vum Auto an de 50er an an de 60er Joren am Mëttelpunkt stoungen, si sämtlech verkéierspolitesch Décisiounen an deene Joren zugonschte vum Auto geholl ginn. Och wann eenzel gesellschaftlech oder politesch Randgruppen, zu deenen och Déi Gréng gehéiert hunn, déi vill Stroossebauprojete kritiséiert hunn, ass et hinnen awer net gelongen, sech mat alternative Proposen duerchzesetzen.

Haut sti mer natierlech virun der Situatioun, datt d'Saar-Strooss bis op hir 1.300 m, ëm déi et haut geet, längst gebaut ass, an dës Situatioun kënne mer och haut net méi ännere. Mir kënnen eis trotzdeem froen, wéi den ekologesche Bilan ausgesinn hätt a wéi de Bilan vun der Liewensqualitéit ausgesinn hätt, wann zu fréieren Zäiten net an de Bau vun enger Autobunn investéiert gi wier, mä an de Bau vun enger Zuchstreck. Eng Zuchstreck, déi d'Stad an de Süde vun eisem Land mam Saarland verbonnen hätt.

D'Äntwert läit op der Hand. Et brauch een nëmmen un all déi Bëscher, Biotopen, d'Grondwaasserschichten an d'Waasserschutzzonen ze denken, déi ronderëm Mondorf, Rëmerschen a Fëlschdref leien, da kann ee soen, de Bilan wär bestëmmt méi positiv wéi haut. Déi negativ Auswierkunge vum Autostrafic op dëser Strooss, op déi brauch een net méi anzegoen. Wie weess, hätt d'Konzept vum MoDu vläicht virun 20 Joer um Dësch geleeën, da wär vläicht haut den Zuch ënnerwee.

Déi zweet Fro, déi d'Renée Wagener schonn am Joer 1994 opgeworf huet, war déi vun de Prozeduren. Well d'Regierung drop verzicht hat, d'EU-Direktiv iwwert d'Impaktstudien aus dem Joer 1985 zu der virgeschriwwener Zäit ëmzesetzen, ass de Robert Goebbels als Transportminister dovun ausgaangen, datt dës Direktiv net misst applizéiert ginn. Wéi d'Direktiv dunn awer ëmgesat war, huet de Minister no engem Wee gesicht, fir se bei Stroossebauprojeten net mussen ze applizéieren an den Impakt op d'Ëmwelt net an der virgeschriwwener Form mussen ze analyséieren.

Dem Renée Wagener war dat net entgaangen. Ech zitéiere si nach eng Kéier. 1994 huet si Folgendes gesot: „Ech bleiwen iwwerzeegt, datt am Fall vun der Saar-Strooss et géif duergoen, dass e Propriétaire géint den Oflaf vun der Prozedur géif virun de Statsrot goen oder virun den Europäesche Geriichtshaff, fir datt d'Saach gekippt géif ginn. "Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Saach ass gekippt ginn, mat de Konsequenzen, déi mer kennen.

Ouni laang nach an der Vergaangenheet wëllen ze réieren, ass dëse Punkt mer wichteg, well et hei net just ëm ekologesch Richtungskämpf geet, bei deenen et fir oder géint de Bau vun de Stroosse geet, mä hei geet et ëm vill méi, hei geet et ëm fundamental Prinzipie vum Rechtsstat. Et geet ëm d'Prozeduren, ëm d'Roll vum Stat beim Anhale vu Prozeduren an ëm d'Spillregelen, un déi net nëmmen d'Biergerinnen an d'Bierger vum Land sech ze halen hunn, mä och de Stat an och d'Regierung.

Wann eng Regierung, trotz verluerene Prozesser, trotz Warnunge vum Statsrot oder vun der Europäescher Kommissioun, trotz staarke Bedenke vun alle Säiten nawell mam Kapp duerch d'Mauer wëllt a fir de Bau vun enger Strooss Prozeduren ausser Kraaft setzt, un déi all normale Mënsch sech muss halen, dann ass dat méi wéi bedenklech. Wa Privatleit, déi e Gaardenhaische wëlle bauen, eng Genehmegung vum Buergermeeschter mussen hunn, da muss och e Stat, deen eng Autobunn duerch eng Gemeng baut an iwwert d'Privatpropriétéite vu Leit verfüge wëllt, déi virgeschriwwe Prozeduren anhalen.

Beim Projet Saar-Strooss ass dat net geschitt. An dat war och de Grond, Madame Andrich, firwat déi gréng sech am Oktober 2001 eng zweete Kéier enthalen hunn. Net emol enthalen, mä guer net emol gestëmmt hunn!

Dee ganze Schlamassel hat awer och eng positiv Säit. Dat Ganzt war eng Léier fir d'Politik. Säit dem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff weess jiddwereen, datt EU-Direktiven ëmgesat an applizéiert musse ginn, datt ee se net no Gutdünken interpretéiere kann, fir politesche Benefiss draus ze zéien, an datt d'Politik d'Rechter vun de Bierger net einfach kann ignoréieren. D'Recht vun der betraffener Famill huet an dësem Fall doranner bestanen, sech géint d'Willkür vum Stat ze wieren.

Dowéinst ass et eiser Meenung no net ganz richteg, mä éischter ongerecht, déi Famill dohinzestellen, wéi wa se soss näischt am Kapp gehat hätt, wéi hiren eegenen Interessi virun d'Interesse vun der Allgemengheet ze stellen, esou wéi wa se keng moralesch Verantwortung hätt wëllen iwwerhuelen, oder wéi wa se just op stur geschalt hätt, wéi d'Madame Andrich dat ausgedréckt huet. Mir sinn der Meenung, datt grad déi Biergerinnen a Bierger, déi de Courage hunn, géint Politiker virzegoen, déi sech net un d'Regele vum Rechtsstat halen, beweisen, datt se Verantwortung iwwerhuelen. Verantwortung fir eng Gesellschaft, déi vun der Politik schéngt op d'A gedréckt ze ginn.

Sou vill zu der net onwesentlecher Virgeschicht vun dësem Projet, dee bei menge grénge Virgänger oft fir héije Bluttdrock gesuergt huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer awer och nach e kuerze Bléck no vir, an der Hoffnung natierlech, datt esou Konflikter an Zukunft sech net méi wäerte widderhuelen an datt den aktuelle Stau a Geforepunkt op der Streck esou séier wéi méiglech behuewe ka ginn.

An der Kommissioun sinn eng Rei Punkten diskutéiert ginn - déi si schonn erwähnt gi vu menge Virriednerinnen an och vum Rapporteur -, ech wéilt der just zwee ervirhiewen, dat ass natierlech dee vun der Bauschuttdeponie, deen e ganz interessante Volet begräift. An dee vum Vëloskonzept an der Regioun.

D'Pläng weisen aus, datt eben ënnerhalb vun dësem Projet en Zoufahrtswee zu der Bauschuttdeponie wäert geschafe ginn. A mir wëssen, dass déi Deponie bei hire Limiten ukomm ass. Dofir och d'Fro un den Här Minister, ob ugeduecht ass, d'Deponie auszebauen - wat an eisen Ae wierklech positiv wär, vu datt Bauschuttdeponien an eisem Land dréngend gebraucht ginn an och dezentral sollen installéiert ginn -, oder ob den Zoufahrtswee eben aus anere Grënn geplangt ass.

Eng zweet Fro, déi ech wéilt opwerfen, Här Minister, ass déi vun der Verkéiersberouegung op der Streck Fréiseng-Beetebuerg, der N13, wou den Échangeur mündegt. Och den Här Graas huet schonn drop higewisen. Während d'Streck a Richtung Fréiseng ënnerhalb vun dësem Projet de loi berouegt soll ginn, versti mer eigentlech net richteg, firwat deen aneren Deel vun der Strooss net an de Projet fält.

Déi Strooss féiert laanscht de Beetebuerger Parc merveilleux, wou zu Spëtzebesuchszäiten Honnerte vu Kanner an Honnerte vun Autoen ënnerwee sinn. Kierzlech ass déi Strooss réaménagéiert ginn, mä zum Bedauere vun deene Grénge ass deemools just en Trottoir ugeluecht ginn, während net un d'Vëlosfuerer geduecht ginn ass.

Duerch deen héijen Autostrafic an der Vitesse vu ganzer 70 Stonnekilometer, déi op Statsstroosse jo nach ëmmer üblech ass, wann et net an enger Uertschaft ass, gehéieren d'Cyclisten op dëser villbefuerener Streck zu de Verléierer.

Och wann et aus Zäitgrënn net méiglech war, och dëse Volet mat anzebezéien an d'Gesetz, wäre mer awer Demandeur, Här Minister, och deem Deel vun der N13 Rechnung ze droen. Ëmsou méi well dës Streck déi eenzeg direkt Vëlosverbindung a Richtung Mondorf duerstellt, wann ee vu Beetebuerg kënnt. A mir gi jo dovun aus, datt Dir d'Vëlosfuerer net wëllt forcéieren, 50 km Ëmweeër ze fueren! Dat ass jo an Ärem Konzept vun de Vëlospiste mat integréiert.

Dofir eis Fro, ob Dir bereet sidd, den Tempo och emol op Statsstroossen erofzesetzen oder ebe Statsstroossen a Kommunalstroossen ëmzeklasséieren, fir dass d'Gemengen dann eben de Choix hunn, wéi eng Vitesse se op där Strooss wëllen applizéieren, oder ob Der aner Méiglechkeete gesitt, fir de Vëlosfuerer tëschent der zukünfteger Ausfahrt vum Échangeur Helleng bis hin zum Beetebuerger Park an der Beetebuerger Gare souguer méi Sécherheet ze garantéieren.

Mir denken, datt nieft dem Bau vum Échangeur Helleng, dee jo den Autosfuerer zegutt kënnt, eng vun Ären Haaptprioritéite misst doranner bestoen, och eppes fir d'Vëlosfuerer ze maachen, an domat dem ustoende Vëlospistegesetz, wat vläicht nach dëst Joer an d'Chamber kënnt, scho konkret virzegräifen.

An där Hoffnung ginn ech Iech den Accord vun der grénger Fraktioun a soe villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Lorsché. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och mir wëllen dem Rapporteur Gusty Graas Merci soe fir dëse Rapport. Ech mengen, op d'Wichtegkeet vun der Saar-Strooss brauch kee méi anzegoen. An der Zwëschenzäit weess jiddwereen, wéi wichteg de Bau vun där Strooss war.

Ech wëll um Schluss vun dëser Debatt, déi iwwer Jorzéngte bal gedauert huet, hei nach eng Kéier Positioun bezéien a kloerstellen, wien am Fong schold drun ass, datt mer an där Situatioun sinn, datt mer iwwer Joren de Bypass zu Helleng hunn. D'Fro vun der Schold huet vill ze vill laang gedauert an et ass net oft genuch hei diskutéiert ginn. D'Schold dréit am Fong nëmmen een Numm. Dat ass eng Persoun, vun där ech gëschter Owend um Fernseh gemierkt hunn, datt se elo och politesch an d'Pensioun gaangen ass, an déi heescht Robert Goebbels.

Un deem Ganzen, wat mer elo hei erlieft hunn op der Saar-Strooss, gëtt et just eng Persoun, den deemolege Minister Robert Goebbels, deen dorunner schold huet, an ech wäert Iech dat och erklären.

D'Gesëschter Linster vun Helleng, net mam Lea Linster Famill, mä vun Helleng, vun deenen huet ee Mann, den Aloyse Linster - deen an der Zwëschenzäit dout ass -, dee vu Kandheet un um Réimerwee sammele gaangen ass an iwwer 40.000 Objete gesammelt huet, méi wéi de Statsmusée huet - um Réimerwee. Et ass der Famill Linster ni ëm d'Geld gaangen. Et ass ëm de Prinzip gaangen. An d'Famill Linster huet gesot: Wann de Stat eng aner Variant huet, da schenke mer em all d'Terrainen, mä wa se iwwert de Réimerwee fueren, da maache mer alles, fir datt se deen Terrain net kréien. - Dat war dat éischt Argument, wéi et ugaangen ass.

Dobäi koum dann, datt de Stat mat senge Bierger - de Robert Goebbels - op eng gelunge Manéier ëmgaangen ass. Ech ginn Iech e puer Beispiller: An der Chamberskommissioun ass deemools parallell iwwert de Projet Saar-Strooss an d'Ëmsetze vun der europäescher Direktiv diskutéiert ginn, an där d'Konsultatioune vun de Bierger, d'Impaktstudie op d'Ëmwelt virgesi sinn, vun deenen och scho meng Virriedner geschwat hunn.

De Robert Goebbels huet deemools an der Kommissioun argumentéiert: Mir stëmme fir d'Éischt d'Gesetz an e puer Deeg duerno stëmme mer d'Direktiv, da ware mer mam Gesetz virun der Direktiv an da brauche mer se net ze applizéieren. - Obschonn déi Direktiv scho laang hätt missen transposéiert sinn.

All Expert an all d'Parteien hunn deemools gesot: Wann een do klot, verléiere mer doudsécher, well mer se net applizéiert hunn. Déi deemoleg Majoritéit huet dem Minister gefollegt, huet fir d'Éischt d'Gesetz gestëmmt, deen Dag drop d'Direktiv, et ass geklot ginn a mir hu verluer.

En zweete Punkt: De Minister Goebbels huet zu Helleng op enger grousser Versammlung, op där bal 200 Leit waren, de Leit gesot, well d'Leit net esou mat der Variant averstane wieren, hien hätt mam franséische Stat en Accord getraff, fir en Échange mat Terrainen ze maachen. An zwar kréich tëschent Helleng a Fréiseng de Lëtzebuerger Stat Terraine bäi, fir ebe méi Richtung Frankräich ze goen, an dofir kréich de franséische Stat dann zu Rodange Terraine bäi. En huet de Leit deen Accord do erkläert.

Mir waren deemools als Gemeng skeptesch a mir sinn als kleng Politiker vun der Gemeng op Metz an d'Préfecture gefuer an hu gefrot, wéi wäit deen Dossier wier. Déi soten, si hätten nach näischt héieren dovunner. Mä - soten se - mir froen zu Paräis no, da soe mer lech Bescheed.

Déi hunn nogefrot a si hunn zu eis gesot: Et deet eis leed, zu Paräis weess och kee Bescheed.

(Hilarité)

Also, do ass einfach vun engem Minister behaapt ginn an duergestallt ginn, hien hätt déi Terrainen do schonn échangéiert an a ganz Frankräich vu Grouss-Hetteng bis op Marseille - an do läit Metz a Paräis dertëschent - hat nach kee Mënsch eppes dovunner héieren.

En drëtt Beispill: An der Kommissioun huet de Minister deemools behaapt, wéi ech gesot hunn, et wieren nach zwee Terrainen, déi de Stat net hätt: Ech hunn d'Terrainen alleguer fir d'Saar-Strooss ze bauen. A wéi d'Famill Linster dat héieren huet, do ass de Kolli deene Leit geplatzt, a mat Recht.

Et muss ee wëssen, datt déi Famill grouss Méritter vis-à-vis vun dësem Land huet. Déi hunn am Krich 13 Jongen, Réfractairen, laang Jore verstoppt. An nom Krich haten déi Leit guer näischt méi. Eng Kou - net déi, déi den Här Negri wollt op d'Äis féieren, well dat war dem Här Goebbels seng Kou -, nach eng Kou, an et ass e Gielemännche vun der Steierverwaltung nom Krich hinnen déi lescht Kou versteeë komm, well se näischt méi haten, fir hir Steieren ze bezuelen. Se haten alles fir d'Jonge ginn.

An do besteet, ech wëll net soen en Haass, awer eng gewëssen Distanz vis-à-vis zu dësem Stat. A wéi dunn och nach e Minister komm ass, deen esou iwwert d'Leit hiergefall ass, do

huet den Aloyse Linster zu mir gesot: „Gast, wann ech mam Stat fäerdeg sinn, da mécht en dat doten ni méi hei am Land mat iergendengem Bierger. "An en huet recht gehat.

Et ass der Famill Linster ni ëm d'Geld gaangen. D'Gemeng Fréiseng huet all d'Terrainen, déi se gebraucht huet, vun deene geschenkt kritt. An d'Famill Linster huet hiert Haus mat deenen Terrainen, déi un hiert Haus eru ginn, enger Stëftung elo virun e puer Joer ginn, eng Fondatioun Linster/Weydert, wou elo e Musée dra gebaut gëtt iwwert d'Réfractairen - well mer esou een am Land nach keen hunn -, wou dee Bunker och erëm opgeriicht gëtt, wou déi Jongen deemools verstoppt waren, fir och der Jugend kënnen ze weisen, wéi et fonctionnéiert huet, wou e Musée iwwert de Réimerwee dra kënnt a wou all d'Associatiounen hei am Land, déi sech mat der Geschicht befaassen, do hire Siège kréien.

Et ass där Famill ni dorëms gaangen, et ass ëm de Prinzip vum Rechtsstat gaangen. A se hate recht. A mer sollen hoffen, datt mer nach vill Leit hei am Land kréien, déi de Courage hunn, wa se recht hunn, hiert Recht ze sichen.

Duerch der Famill Linster hir Oppositioun hu mer eis Verfassung geännert; mir hu se missen änneren. An elo kréien d'Bierger, wa se vum Stat expropriéiert ginn, hiert Geld, ier de Stat an de Besëtz vum Terrain kënnt. Duerch d'Famill Linster hu mer missen déi europäesch Prozedure respektéieren an d'Gesetz huet missen eng zweete Kéier heibanne gestëmmt ginn, wou dunn d'Prozedure respektéiert waren. An d'Gesetz, wat du gestëmmt ginn ass… Normalerweis gëtt ee Gesetz gestëmmt, ier ee Projet uleeft. Hei war en deemools scho bal fäerdeg, wéi mer e gestëmmt hunn, mä d'Prozedur ass dunn awer gemaach ginn.

Déi Leit hunn also e grousse Mérite. An dofir waren et net Leit, d'Famill Linster, déi de Chantier blockéiert hunn - ech hunn dat dacks héieren, datt d'Leit gesot hunn: Wat hunn déi dann, déi Stauen do, et sinn Doudeger do. -, neen, si waren net déi Schëlleg. Een, dee säi Recht sicht, an och recht kritt huet, deen huet dat als Bierger… An engem Land ass dat eng Flicht an e Recht. Mä et ass um Stat, an a priori un engem Minister, sech un d'Verfassung, un europäesch Rechter an un d'Rechter als Stat vis-à-vis vun de Bierger ze halen.

An dat ass hei op där ganzer Linn vum deemolege Bauteminister Robert Goebbels violéiert ginn an dofir sinn déi Leit zu honnert Prozent am Recht an et ass dofir, datt ech dat haut zum Schluss vun där Debatt hei nach eng Kéier wëll kloer soen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Gutt, dass mer déi europäesch Rechter hunn!

M. le Président.- Merci och dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll de schwéierhäerzegen Accord vun eisem Grupp ginn zu deem Projet. Ech huelen déi Informatiounen, déi den deemolege Buergermeeschter vu Fréiseng eis an deem Dossier ginn huet, mat Interesse zur Kenntnis, wëll déi awer elo net kommentéieren.

Eisen Accord fält eis ëmsou méi schwéier, wéi effektiv déi Saar-Autobunn do, wéi dat jo och d'Vertriederin vun deene Gréngen opgeworf huet, eigentlech e Problem u sech schonn ass, déi awer elo fäerdeggestallt gëtt an déi Schikan do aus der Welt geschafe gëtt.

Eigentlech misste mer derfir suergen zesummen, datt souwuel d'Gidder wéi och méi Persounen iwwert d'Eisebunn géifen transportéiert ginn, an eigentlech misste mer derfir suergen, datt déi Nuisancen, déi d'Autobunnen de Moment iwwerall ustellen, souwuel wat de Kaméidi ugeet wéi wat d'Ëmweltbelaaschtung ugeet wéi wat beispillsweis, wat mer an enge vun deene leschte Kommissioune gesot kritt hunn a wourop ech wäert deemnächst eng Kéier zréckkommen, d'Belaaschtung duerch Hydrocarburë laansicht d'Autobunn ugeet, wat Ëmweltbelaaschtunge sinn, déi eigentlech an hirem Ausmooss nach guer net alleguerten aschätzbar sinn.

Eigentlech misste mer derfir suergen, datt opgrond vun all deenen Nuisancen Alternativen am ëffentlechen Transport geschafe ginn.

Mir bedaueren an deem Zesummenhang och ganz kloer, datt hei deemools ee Projet gemaach ginn ass fir eng Autobunn a par contre eng Verbindung vun der Eisebunn u Saarbrécken eigentlech net geplangt ginn ass.

Sou wéi iwwerhaapt während Jorzéngten, an ech hu schonn e puermol hei drop higewisen, an de Fait ass net ze niéieren, d'Investitiounen an den Eisebunnssecteur wäit hannert deem waren, wat misst geschéien. An dat ass eng vun den Ursaachen, firwat datt den ëffentlechen Transport haut hannendran ass par rapport zu dem Individualverkéier a firwat datt déi Belaaschtung duerch den Individualverkéier och esou grouss ass.

Déi Regierung hei huet sech elo op hire Fändel geschriwwen, fir villes nozehuele vun deenen Investitiounen, déi an den ëffentlechen Transport misste geschéien. Mir hoffen, datt och d'Budgeten an d'Recetten duerfir do sinn.

Mä do, wou et sécherlech méi schwéier ass, fir nozehuelen, wat verpasst ginn ass an der Vergaangenheet, dat ass, wat d'Verbindunge vum ëffentlechen Transport a vun der Eisebunn an d'Ausland ugeet. Och wann et mat der Belsch schéngt Fortschrëtter ze ginn, esou si mer awer nach wäit hannert deem, wat eigentlech do vu Verbindunge misst bestoen.

Ech wier och frou, wann de Minister eis kéint soen, wéi et mat de Verbindungen u Frankräich ass, un Däitschland ass. Wa mer kucken, ënner anerem d'Grenzgänger, déi moies am Stau hänken; ech wäert deemnächst och eng Kéier zréckkommen op de Käschtepunkt vun deene Stauen.

Mir stëmmen also deem Projet do, der Fäerdegstellung oder - loosse mer soen - der Ofschafung vun der Schikan zou, net awer ouni drop hinzeweisen, datt esou Stroossebauprojeten iwwerhaapt ouni eng massiv Förderung vum ëffentlechen Transport eigentlech kontraproduktiv sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Ech hunn d'Wuertmeldung vum Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech freeë mech, wéi all meng Virriedner, dass e Problem, dee sech iwwer laang, laang Joren higezunn huet, elo dann endlech zu enger Solutioun geféiert gëtt.

Wann een dat nolauschtert, wat de Rapporteur gesot huet, an och, wat vill vun den Intervenanten hei gesot hunn, dann, an egal wéi een d'Situatioun emotional behandelt, ass eigentlech d'Saach hei während Jore gescheitert un der Fro vun de Propriétéitsverhältnisser an un der Fro, ob an ënner wat fir enge Konditiounen de Stat ka par rapport zu Privatleit e Virrecht kréien, fir am Intérêt vun der Allgemengheet Infrastrukturen ze bauen. Onofhängeg dovun, dass selbstverständlech, wéi den Här Gibéryen et gesot huet, all aner Prozeduren dee Moment mussen agehalen a respektéiert ginn.

Or, Autobunnen a Stroosse sinn en Deel vun engem Gesamtkonzept. Stroossen hunn hei zu Lëtzebuerg traditionell säit Jorzéngten eng iwwergeuerdnet Roll gespillt. Mä ech mengen, dass zur gesamter Mobilitéit och d'Mobilité douce gehéiert. A säit 2002 hu mer am IVL festgehalen, dass mer eis zum Zil géife setzen, fir en „modal split" vu 25% erbäizeféiere mat 40% souguer am urbane Raum.

Fir dat awer kënnen ze erreechen, geet et net duer, fir Stroossen ze bauen, et geet net emol duer, fir Zuchverbindungen ze bauen, well déi an hirer Capacitéit och limitéiert sinn. Mä et muss ee virun allem och kucken, dass dee klengen Transport, deen awer ëmmerhin 30 bis 35% vun alle Bewegungen hei zu Lëtzebuerg ausmécht, ka fonctionnéieren.

Dozou gehéieren d'Foussgänger, dozou gehéiert de Vëlo. Mir hunn am IVL deemools festgehalen, dass mer géife probéieren, de Vëlo an de Foussgänger ganz staark ze stäerken. An anere Länner, an déi mer jo oft fueren - ech denken do zum Beispill un Holland -, do gëtt et eng Kultur vum Vëlo. Déi Kultur vum Vëlo, déi kënnt awer net vun engem Dag op deen aneren. Déi Kultur vum Vëlo, déi kënnt, wann ee jorzéngtelaang systematesch an eng Richtung schafft, a virun allem, wann een d'Infrastrukture kritt, fir kënnen déi Pisten unzeleeën, déi noutwendeg sinn, fir dass de Vëlo ka fonctionnéieren.

Wann Dir duerch Holland fuert, dann hutt Der quasi iwwerall, wou et méiglech ass, eng systematesch Trennung tëschent der Strooss an dem Vëlo. An dat, fir ze erreechen, dass méiglechst eng grouss Unzuel vu Leit kënnen op sécherem Wee dann un hiert Zil kommen.

Am Plan sectoriel, an ech mengen, dat ass e ganz gudde Punkt, gëtt den IVL a säi Prinzip rappeléiert. D'Regierung huet sech dann och Méi ginn, fir nei Proposen auszeschaffen, déi am Hierscht solle proposéiert ginn, fir eben deen doten Deel vum Verkéier aneschters ze regelen.

Et gëtt geschwat, den Här Minister huet bei der Presentatioun vun de Plans sectoriels zu Belval geschwat vu Subsiden, déi d'Gemenge kéinte kréien, wa se Vëlosweeër géifen uleeën. En huet och geschwat, dass e besonnescht Augenmerk soll geluecht ginn op d'Ubannung vun de lokale Réseauen zu den nationale Réseauen.

Or, an ech mengen, dat ass de Problem an der Diskussioun, ass de Problem, dee sech eigentlech och an dësem Projet gestallt huet: Fir kënnen ze bauen, geet et net duer, fir wonnerbar Iddien ze hunn, et geet net duer, fir wonnerbar Pläng ze hunn, déi vu Büroen ausgeschafft ginn an déi ganz vill Sënn maachen, mä et muss ee Propriétaire kënne ginn. Dat ass déi eng Konditioun. An déi zweet Konditioun, dat ass, dass, wann een e Vëloswee mécht, een och en uerdentleche Belag muss kënnen hunn, fir da mat deem Vëlo driwwerzefueren.

An ech mengen, domadder ass och d'Boucle geschloss zu dësem Projet. Well wann een net Propriétaire gëtt, da geschitt näischt. Wann een net Propriétaire gëtt an dësem Dossier, dat hu mer gesinn, da geschitt iwwer Jorzéngten näischt. Wann an nächster Zukunft d'Gemengen an de Stat net kënne Propriétaire ginn, fir den net motoriséierte Verkéier ze regelen, da geschitt och op deem Domän net dat, wat mer gären hätten.

Ech hunn den Här Minister bei der Presentatioun vum IVL d'lescht Woch drop ugeschwat, fir an deem Projet de loi vum Oktober virzegesinn, dass d'Vëlosweeër gläichgestallt gi wa méiglech mat den Autosweeër. Net einfach esou, mä ënner Konditiounen an ënner Kritären, déi misste festgehale ginn.

Et geet net drëms, fir arbiträr Propriétairen en Terrain ewechzehuelen, mä et geet drëms, fir an engem ausgeklügelte Konzept vu Mobilité douce, wat a ganz ville Gemengen an dësem Land nach méiglech ass - et ass aneschters, et ass net all Gemeng wéi d'Stad Lëtzebuerg, wou esou e Konzept net méiglech ass, mä et sinn eng ganz Rei Gemengen, wou dat machbar wier, wou et wichteg wier, dass d'Gemenge kéinte Propriétaire da ginn, no Prozeduren, déi ze kläre sinn, mä an der Chance, dass et an engem räsonabelen Délai kënnt.

Well et kann net sinn, do hunn ech e ganz konkret Beispill, wat ech ganz gutt kennen, dass, wann ech eng Ubannung un den nationale Vëloswee wëll maachen, et feele mer 400 m, ech hunn eelef Propriétairen, an et sinn zéng Propriétairen domat d'accord, fir mer déi 400 m ze ginn, déi ech brauch, fir kënnen dann d'Ubannung ze maachen, an et ass ee Propriétaire, aus egal wat fir engem Grond - an do ginn et all méiglech Grënn; jiddweree vun eis, dee Buergermeeschter ass, dee kritt jo ëmmer mat, wann en en Terrain wëllt kafen, wat fir eng Grënn virgeschobe ginn. Dat geet „vu bis", fir dat net ze maachen.

Ech mengen net, dass, wann een als iwwergeuerdnet Zil sech 25% Mobilité douce virstellt, et ka sinn, dass ee vun eelef Propriétairen, wou een da véier Meter brauch op enger Längt vun 20 m laanscht eng Strooss, dass deen eigentlech während Joren a Jorzéngten e Projet ka blockéieren.

An iwwert déi Fro wär ech frou, wa mer am Hierscht kéinten, och am Kader, Här Bausch, Här Minister, vun Ärem Projet, diskutéieren. Well déi schéinste Beweggrënn an déi schéinst Iddien, déi een huet, déi ginn näischt, wann een dat net mécht.

Dir hutt mir op Belval geäntwert, d'Gemengen hätten haut all Méiglechkeeten. Ech hunn dat nach eng Kéier nogekuckt. Ech mengen, dass dat net esou ass. D'Geriichter sinn d'interprétation stricte an deene leschte Jorzéngte gewiescht, wat d'Expropriatioun ubelaangt. Expropriatioune sinn nëmme méiglech an deenen Domänen, déi explizit am Gesetz stinn. D'Vëlosweeër, d'Foussweeër stinn net an där Lëscht dran. Soudass ech mengen, dass mer d'Gesetzer an där Richtung missten änneren, wa mer déi Ziler, déi national politesch Ziler, wa mer déi wëlle maachen.

Ech hu gesot, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dass eng zweet Konditioun noutwendeg ass, dat ass, dass dann dee Vëloswee, deen een uleet, dee ganz oft och mat ganz ville Käschte verbonnen ass fir d'Gemengen, dass deen e Belag huet, iwwert deen een dann och, net nëmmen de Summer, wann et 30 Grad sinn a schéint Wieder ass, ka fueren, mä och am Wanter ka fueren, wann et reent a wann et schneit.

D'Gemengen haten, eng ganz Rei, hir Schwieregkeete mat der Verwaltung an deene leschte Joren, wann et drëms gaangen ass, fir e Belag ze kréien, deen deem entsprécht, wat ee sech haut drënner virstellt. Wann een notamment gären hätt, dass d'Kanner géifen an d'Schoul fueren, da kann et net sinn, dass, wa se an der Schoul ukommen, se eigentlech vun der Joffer dann nees heemgeschéckt ginn, well hiren Zoustand esou ass, well se iwwer e Wee gefuer sinn, deen net där Beschreiwung eigentlech entsprécht.

An ech wollt Iech, Här Minister, Merci soen, well Dir hutt do eppes gemaach, wat jorelaang net méiglech war. Mir hunn nämlech mat grousser Freed festgestallt d'lescht Woch bei engem Projet an eiser Gemeng, dass Der den Tarmac och elo erlaabt, opgrond vun Etüden, déi an Däitschland gemaach si ginn, dass et also net méi déi berühmte Gruine ass, déi ee muss huelen, fir säi Vëloswee ze maachen, mä dass een och mat Beläg kann dat maachen, déi engem duerno als responsabele Gemengepolitiker d'Garantie ginn, dass d'Bierger iwwert deen Invest, deen een do am Intérêt vun der Allgemengheet mécht, och fueren. An duerfir wollt ech Iech och Merci soen.

Voilà.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Wolter. D'Wuert huet elo den Infrastruktur- an Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur souwéi och alle Riedner Merci soe fir hir exzellent Rieden, déi den Historique ganz gutt gemaach hu ronderëm dee Projet hei an och d'Kontroverse gutt erausgestrach hunn, déi et gi sinn an deene leschte Joren.

Ech kann nëmme soen: „Uff, haut huele mer endlech déi Décisioun!" Doriwwer si mer alleguerte frou. Mä ech muss awer op där anerer Säit och soen, den Här Gibéryen huet eng relativ emotional Ried gehalen, an där en hei de Problem beschriwwen huet, dee sech gestallt huet mat dem Här Linster. An ech muss soen, ech ginn em recht a senger Beschreiwung!

Ech fannen, en huet dat eigentlech, zwar op eng relativ emotional Aart a Weis, mä awer ganz gutt beschriwwen, wat hei den eigentlechen Hannergrond vun deem Problem war, an och, wat d'Resultater dovunner waren, nämlech datt mer eng Rei Gesetzer duerno geännert hunn, d'Verfassung geännert hunn, wat d'Situatioun méi kloergemaach huet.

Mä grondsätzlech huet e recht, datt et hei bei deem Mann do..., an dat ass, wëll ech awer dann direkt derbäisoen, dat ass net ëmmer de Fall, wann et ëm Emprisë geet. Ganz oft, wann et ëm Emprisë geet, dat muss een awer och däitlech soen, da geet et net ëm eng éierbar Cause, déi verteidegt gëtt, mä da geet et ëm vill Suen, déi ee gär hätt. Mä bei deem hei Mann ass et net ëm d'Sue gaangen. An ech ginn Iech duerfir total recht an Ärer Iwwerleeung.

An ech mengen, och dat, wat déi meescht Riedner och heibanne gesot hunn, mir sollen och iwwert dee Leidenswee do e bëssen - wéi soll ech soen? -, driwwer nodenken an och wëssen, datt virun allem de Stat, wann et drëms geet, d'Gesetzer ze respektéiere respektiv Reglementer anzehalen, datt de Stat do muss beispillhaft sinn a wierklech mam gudde Beispill virgoen an net däerf dat maachen, wat awer zum Deel effektiv an der Vergaangenheet hei, an do schwätzen ech wierklech an der Ufanksphas virun allem, wat do gemaach ginn ass par rapport zu deem Problem hei.

Mä wéi gesot, de Problem stellt sech awer generell vun Emprisen an oft och ëm de Käschtepunkt an no Präisser, déi gefrot gi bei Emprisen. Dat huet awer oft net ze di mat éierbaren Iwwerleeunge vu Leit, mä wierklech, well versicht gëtt, den absolute Maximum, souguer doriwwer eraus u Präisser erauszeschloen. An dat ass oft de Grond, firwat keng Eenegung ka fonnt ginn.

Dat bréngt mech dann och direkt zu där éischter Fro, déi gestallt ginn ass, an zwar: Wéi ass et mat der Opfahrt Fréiseng? Wou si mer do an der Prozedur drun?

Et ass esou, datt do natierlech Froe vun Emprisë sech gestallt hunn a keng Eenegung bis elo konnt fonnt gi mat de Propriétairen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Dat ass eng aner Basis.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.-* Ech muss och... Mä dat ass eng..., mä do ass d'Basis eng ganz aner, wollt ech elo direkt soen. Do huet de Comité d'acquisition vum Stat seng Aar-

becht gemaach. Ech muss och soen, datt souguer versicht ginn ass, e Médiateur anzeschalten, fir ze probéieren, fir do op iergendee grénge Zweig ze kommen, mä dat ass bis elo net méiglech gewiescht.

An et ass elo esou: Déi Propriétairen hunn elo e Rendez-vous bei mir gefrot am Ministère, deen ech hinne selbstverständlech och ginn hunn, fir nach eng Kéier mat mir doriwwer ze schwätzen. Ech soen awer och ganz däitlech: Dat ass dee leschte Rendez-vous, dee mer wäerten zustane bréngen. Ech si bereet, mer selbstverständlech nach eng Kéier alles unzehéieren, wat ech do wäert gezielt kréien, mä wann aus deem Gespréich näischt Positives wäert erauskommen, da wäert et ganz kloer esou wäit op de Wee goen, datt mer hei an d'Expropriatioun ginn.

Well ech mengen, dann hu mer laang genuch diskutéiert. Also, mir wëllen dat elo fair maachen a korrekt an da kucken, datt mer vläicht eens ginn, woubäi ech hoffen, datt mer eens ginn. Wann et net méiglech ass, wäerte mer deen anere Wee ganz kloer goen.

Dann ass gefrot ginn: Wéi geet et lass, wéini geet de Chantier un? Bon, d'Madame Andrich huet gesot, dat ass richteg, datt mäi Virgänger, de Claude Wiseler, d'Ausschreiwunge scho preparéiert hat an an d'Ausschreiwungen draschreiwe gelooss huet, datt natierlech se nëmme kënnen applizéiert ginn, loosse mer et emol esou nennen, sous réserve, datt och d'Chamber d'Gesetz stëmmt.

Dat ass och souwéisou, dat kann ee maachen, dat ass absolut legal, dat ze maachen, dat gëtt och méi wéi eng Kéier gemaach, fir eben derfir ze suergen, datt, wa mer, wann d'Chamber de Feu vert ginn huet, da kann déi Klausel eben do spillen, da kann een direkt ufänken oder éischter ufänke mat schaffen. Dat ass richteg. An duerfir ass et och esou, datt alles prett ass. D'Proposition d'adjudication, déi ass um Lafen.

A wann d'Chamber haut, wéi et jo awer ausgesäit, à l'unanimité dat Gesetz wäert stëmmen, da kënne mer direkt iwwergoen. An am Prinzip - ech soen awer: am Prinzip! - misst dann nom Summercongé direkt d'Aarbecht ugoen. Firwat soen ech „am Prinzip"? Mä dat hänkt natierlech elo dovun of, wann den Zouschlag gemaach gëtt, ob ech keng Reklamatioune kréien.

Dir wësst, datt d'Méiglechkeet vun esou vill Deeg virgesinn ass, wou d'Adjudicatairë kënnen en Asproch maache géint eng Décisioun, wa se fannen, datt d'Adjudicatioun net richteg gelaf wär. Mä wéi gesot, wann dat net kënnt - ech hoffen, datt keen Asproch kënnt -, da geet nom Summercongé de Chantier lass. An da kënne mer effektiv relativ zügeg kucken, datt mer endlech dee Problem do behuewe kréien.

Da sinn eng ganz Rei Froe gestallt ginn am Zesummenhang och mam Échangeur, mam Multimodal an deem, wat de Multimodal alles vu Risike beinhalt vu Verkéier.

Ech wëll éischtens emol soen, datt dee ganze Projet Multimodal - do ass jo och hei an der Chamber d'Gesetz scho gestëmmt -, wann Der kuckt, wéi dee Projet um Ufank sech presentéiert huet an an deem leschten annerhallwe Joer, géif ech soen, sech weiderentwéckelt huet, dat heescht, do si jo vill Reklamatioune komm vu Bierger; et ass och eng Biergerinitiativ ginn, wou d'Leit sech natierlech, aus verständleche Grënn, Suerge gemaach hunn ëm de Verkéier, da gesäit een, datt dee Projet sech enorm verännert huet, sougutt am Stroossebauleche wéi och wat d'Protektiounsmesuren ubelaangt fir d'Bierger par rapport zum Verkéier.

Et ass och esou, datt déi Verbesserung vun de Verflechtungen tëschent dem Échangeur Helleng an der Croix de Bettembourg, datt déi alles virgesinn, datt dat soll parallell elo mam Chantier lafen, wéi och d'Koordinatioun mat dem Échangeur, deen neien Échangeur Biereng, dee soll gebaut ginn, dat soll zügeg virugoen, datt dat alles mat der Éffnung vum Multimodal fäerdeg ass.

D'Eisebunn ass ganz optimistesch am Moment. Si seet, de Multimodal géif am Laf vum Joer 2016 opgoen. Bon, tant mieux, wann dat esou ass. Et ass e wichtege Projet. Mir versichen eben och, dann all déi aner stroossebaulech Mesurë parallell mat ze realiséieren, datt alles prett ass, fir wann de Multimodal opgeet.

Op alle Fall, kann ech Iech soen, ass alles gemaach ginn. An och dës Regierung huet nach eng lescht Décisioun geholl. Virun dräi, véier Méint hate mer mam Buergermeeschter vun Diddeleng eng Biergerversammlung zu Diddeleng, déi ganz gutt besicht war, an do war natierlech ee leschte Sträitpunkt de Kaméidi. An do hunn ech nach eng lescht Décisioun geholl an de Leit versprach, ech géif der Regierung proposéieren, fir definitiv laanscht d'Autobunn och Lärmschutz ze maachen.

Well vill Kaméidi, dee gefaart gëtt duerch dee Multimodal, dee kënnt net duerch de Multimodal, mä dee gëtt et schonn haut duerch d'Autobunn selwer. Et ass och vu Ponts & Chaussées eng Verkéiersetüd gemaach ginn, déi dat och ganz kloer beleet, datt do den Haaptproblem ass. An do wäerte vill Mesurë getraff ginn. Déi eis awer och eppes kaschten, muss ech soen! Dat heescht, dat wäert net bëlleg ginn, fir dee Lärmschutz ze maachen. Mä mir maachen dat awer am Intérêt ebe vun de Bierger, déi do ronderëm wunnen.

An da wëll ech Iech och soen: De Lärmschutz, deen ass sécherlech effikass, well zum Beispill wäert do plazeweis eng Digue vun dräi Meter gebaut ginn iwwert den Niveau vun der Autobunn. Dat heescht, wierklech esou e Wall, deen och nach begréngt gëtt uewendrobber. Also, dat gëtt wierklech en zolitte Schutzwall, deen do gebaut gëtt, fir ze versichen, de Maximum vum Kaméidi, dee vun der Autobunn kënnt, ewechzekréien.

Dann ass d'Fro gestallt ginn, och vun der Madame Andrich, wat d'Beliichtung ubelaangt op den Échangeure respektiv do ronderëm. Et ass esou, et gëtt jo en Audit de sécurité, dee vu Ponts & Chaussées gemaach ginn ass fir all eis Stroossen am Land, dat heescht, och d'Autobunnen. An och natierlech fir deen doten Deel.

Selbstverständlech gëtt deene Saachen, déi am Audit de sécurité zréckbehale ginn, Rechnung gedroen a gëtt d'Beliichtung deementspriechend gemaach, well grad op den Échangeuren ass wierklech e Sécherheetsproblem, deen ee muss ganz staark beuechten a puncto Beliichtung, an net op groussen anere riichte Strecken. An dat wäert alles do och installéiert ginn.

Dann ass d'Fro gestallt ginn och vun der Tankstell zu Schengen. Ech muss Iech soen, déi Tankstell vu Schengen, dat ass net nëmmen eng Fro, well déi gréng do dergéint waren oder ëmmer fonnt hunn, datt eng riseg Tankstell do ze bauen, datt dat net onbedéngt am Aklang wär mat aneren Theorien, déi mer alleguer gär verzielen, wa mer dann ëmmer schwätze vum Ausstieg aus dem Tanktourismus an esou weider an da monter nach iwwerall weider derfir suergen, datt den Tanktourismus éischter nach an d'Luucht geet, wéi datt en erofgeet.

Mä et ass och eng Fro vu Gestaltung vun enger Tankstell. Well, ech kann Iech soen, d'Gemeng Schengen, déi aktuell, ech hat de Schäfferot direkt um Ufank vu mengem Mandat am Januar eng Kéier bei mer, dee Projet, deen eng Kéier emol virgesi war, déi ware guer net „amused" doriwwer, iwwert dee Projet, well dat ass e risegen, gigantesche Projet gewiescht, mat enger Aire de jeux, mat Gott weess wat net nach alles ronderëm. An de Buergermeeschter an de Schäfferot sur place vu Schengen, déi hunn eng aner Visioun, muss ech soen, an ech ka se dofir nëmme félicitéieren, vun hirer Uertschaft, wéi se vläicht emol nach an der Zäit bestanen huet. Déi gesinn hir Uertschaft éischter, fir se nohalteg ze entwéckelen, nohaltegen Tourismus an esou weider. A si sinn éischter méi besuergt de Moment, also, si hätten éischter am léifsten, si géife souguer nach Tankstellen a Schengen kënne lassginn, wat natierlech net esou einfach ass, wéi datt mer elo vill doriwwer nodenken, ob mer uewen eng bäibauen, wou emol guer net sécher ass, datt dat all eis Problemer wäert léisen.

Déi Diskussioun iwwert: d'Camione fueren derduerch. Jo, et gëtt Verbueter, an et gëtt besonnesch do e Verbuet. Well Dir wësst jo, datt Der do an enger héijer Pente sidd. Déi Camionen, déi komme jo op der däitscher Säit eriwwer, tanken zum Deel do an da fuere se illegal déi Pente do erop. An do kommt Der direkt an dem Tunnel eraus, wat en décke Sécherheetsproblem natierlech duerstellt. Mä dat ass illegal, déi dierften net do fueren! A mir mussen eis awer och eng Kéier d'Fro stellen, ob et net derwäert ass, datt mer eis emol aner Moyene ginn, fir dat och ze kontrolléieren.

Ech weess, datt dat net ëmmer ganz einfach ass, well do muss een och soen, do ass mer zu Ouere komm, datt bei de Camioneure verschiddener op Tankstelle souguer esou wäit ginn, datt se de Camioneure carrément d'Protokoller bezuelen, well dat nach ëmmer derwäert ass, well déi tanken iwwer 1.000 Liter! Dat ass natierlech en immens lukratiivt Geschäft. Mä da muss ee sech vläicht eng Kéier d'Fro stellen, ob net a spezifesche Situatioune wéi do d'Protokoller vläicht emol e bësse méi deier gemaach ginn - also fir d'Camione méi deier ginn -, respektiv d'Kontrolle vläicht aneschters gemaach ginn. Ech mengen, dat sinn och Léisungsvirschléi, déi ee sech muss iwwerleeën, wann trotz dem Verbuet, dee besteet, de Camionsverkéier awer nach mengt, e misst eroffueren a Schengen tanken.

Bon, do, wéi gesot, mir sinn amgaang, dat ze kucken. An och si mer amgaang ze analyséieren, ob dat dann net awer Sënn géif maachen, méi eng kleng Tankstell ze maachen. Ech muss Iech awer och allerdéngs soen, de Problem ass, datt mer de Moment nëmme Plaz hunn op där rietser Säit, fir eng ze maachen, an op där lénker Säit vun der Tankstell net. Dat ass och alles net esou einfach. Dat heescht, do gëtt et eng Rei technesch Contrainten, déi maachen, datt, wann ee souguer och wéilt eng Tankstell do installéieren, dat an der Praxis net esou einfach ass, oder méi einfach gesot ass, wéi gemaach ass.

Dann ass d'Fro gestallt gi vun der Madame Lorsché, well jo d'Gemeng Beetebuerg do déi Deponie wëllt maachen, iwwert d'Méiglechkeet vum Accès zu där Deponie. Dat ass virgesinn am Projet. Natierlech, d'Strooss selwer, dat ass de Rôle herno vun der Gemeng. Mä an dem Projet ass virgesinn, datt d'Méiglechkeet vum Accès do geschafe gëtt, soudatt dee Problem dann domadder och behuewen ass.

Dann ass och d'Fro gestallt gi vun der Madame Lorsché an och vum Rapporteur iwwert d'Verkéiersberouegung op der N13. Ech hat jo och am Ministère eng Entrevue mat der Gemeng Beetebuerg, do hu se mer déi Saache jo och all, schonn déi Doléancë virgedroen. An ech muss soen, ech kann dat absolut verstoen. An dofir hu mer och virgesinn, am Kader vun der Verkéiersetüd ronderëm den Eurohub, och mat der Gemeng Diddeleng zesummen, sougutt wat d'Vëlosweeër ubelaangt wéi och eng Rei aner verkéiersberouegend Moossnamen op den Nationalstroossen, déi am Detail ze kucken an op ee Wee ze goen.

An ech kann Iech just soen, ech sinn absolut op, fir och op Statsstroosse Vitessereduktiounen ze maachen. Ech mengen, dat wësst Der. An et sinn och elo eng Rei Gemengen... Awer natierlech net egal wat! Ech sinn net d'accord, datt elo all Gemeng kënnt a seet: Mir hätten op all Statsstrooss gär, ech weess et net, eng Zon 30. Dat maache mer natierlech net! Mä et gëtt sécherlech punktuell Momenter, wou et an engem gesamte Verkéierskonzept duerchweegs Sënn mécht, och Vitessen ze reduzéieren. Sief et zum Beispill bei dem Parc merveilleux, wat effektiv eng Plaz ass, wou vill Leit natierlech higinn, datt ee sech kéint do virdru virstellen, datt een do eppes mécht. An ech mengen, dat soll een am Detail kucken. Op alle Fall sinn ech ganz op, fir dat ze maachen.

Da war nach d'Fro gestallt gi vun... Ech kucken eng Kéier séier no, datt ech näischt vergiessen. D'Deponie, dat hunn ech alles. Da war nach d'Iwwerleeung gemaach gi vum Här Wolter, méi am allgemenge Kontext, mat den Emprisen och am Zesummenhang mat Vëlosfuerer. Also, dat heescht, den Här Wolter huet elo hei de Kontext benotzt, fir dat och e bëssen ze thematiséieren.

An ech muss soen, ech deelen do total seng Aschätzung. An ech sinn och der Meenung, datt ee muss kucken, dat ass bei Vëlospisten - do hutt Der honnertprozenteg recht - oft et e ganz grousse Problem, datt et do bal nach méi schwéier ass, un Emprisen heiansdo ze kommen, wéi wann ee Stroosse wëllt bauen. An do gëtt et Méiglechkeeten, bei den nationale PCen ass op alle Fall kloer, déi stinn am Gesetz dran, do kënne mer op de Wee goen zum Beispill och vun Expropriatiounen. An ech loossen dat wierklech och préiwen, fir ze kucken, innerorts, well et jo awer wichteg ass - ech mengen, dat ass jo och d'Philosophie, wou ech e bësse geännert hunn am Gesetz -, datt mer déi Uschlëss maachen, datt mer och do déi Méiglechkeete schafen. Ech mengen, dat solle mer kucken am Kader vun deem Gesetz. Entweder brénge mer et hei dran an d'Gesetz direkt oder iwwer en anere Wee. Dat sinn ech amgaang, am Detail analyséieren ze loossen. An dann, mengen ech och, datt dat sécherlech e richtege Wee ass, fir dohinner ze goen.

A wat de Belag ubelaangt, wat Der ugeschwat hutt, ech mengen, mir hunn an deene leschte Méint vill dorunner geschafft, mat där neier Cellule de mobilité douce am Ministère a mat där neier Divisioun vu Ponts & Chaussées, a mir ware jo op Würzburg, do hate mer eng Rees organiséiert, wou mer d'Gemengen, de Syvicol och matgeholl hunn, fir eben ze weisen, wéi vill Beläg datt et gëtt an datt een dat och méi flexibel kann handhaben. Awer an engem Sënn, datt et fir de Vëlosfuerer, wéi Der richteg sot, Sënn mécht. An dofir ass elo eng Circulaire ministérielle vu mir erausgaangen, déi eben déi nei Méiglechkeete beschreift. An dat erkläert och, firwat datt Der elo déi Méiglechkeeten do kritt hutt.

Da waren nach d'Froe vum Här Turpel, wat d'Eisebunn ubelaangt an der Grenzregioun. Ech mengen, mat der Belsch ass et esou, datt mer e relativ gudde Kontakt hunn, muss ech soen. Ech mengen, Dir hutt jo och matkritt e bëssen iwwert d'Press iwwert dat, wat elo zu Arel war, wou ech mam Buergermeeschter vun Arel do zesumme war, fir eventuell dee grousse Park & Ride, wou ech och amgaang sinn elo schonn ze kucken, mat der Eisebunn a mat der SNCB zesummen, wéi mer kéinten do och d'Desserte maachen dohinner, datt och do wierklech en Arrêt marquéiert gëtt. Also, wat eis immens nei Méiglechkeete géif bidden, fir wierklech Dausende vun Autoe vun eisem Stroossennetz erofzekréien. Well dee Park & Ride, wou en do virgesinn ass, extrem gutt läit, wierklech un der Eisebunn.

Mir mussen d'Tarifikatioun nach kucken, datt mer eng Eenegung fannen. Mä mat der Belsch hunn ech ganz gutt Gespréicher de Moment, muss ech do soen. Et muss een elo natierlech waarden och, bis déi nei Regierung en place ass, national wéi och regional. Ech hoffen, datt dat net erëm eng Kéier zwee Joer dauert. Dat wär natierlech net dat Allerbescht. Mä ech sinn awer gudder Déng, datt mer do wäerte weiderkommen.

Mat Däitschland ass et esou, datt jo Enn des Joers de Rheinland-Pfalz-Takt wäert a Kraaft trieden, wou am Stonnentakt op Koblenz gefuer gëtt respektiv an de Spëtzestonne souguer am Hallefstonnentakt. An d'Regierung vu Rheinland-Pfalz ass u mech erugetruede respektiv un d'Lëtzebuerger Regierung erugetruede virun zwee Méint, dräi Méint, fir ze froen, ob mer eis kéinte virstelle matzemaachen, haaptsächlech, datt mir géifen d'Desserte maachen dovunner, vun där sougenanntener West-Streck vun Igel op Tréier. Dir wësst, de Moment leeft d'Eisebunn, wann Der vun hei dohinner fuert, op der rietser Säit. Dat läit net ëmmer optimal, well d'Leit wunnen ebe genau op där anerer Säit.

An do gëtt et eng Eisebunnsstreck an déi gëtt de Moment just fir Gidderverkéier genotzt. Do gëtt et och nach souguer Garen, déi sinn awer zou fir de Persouneverkéier. An d'Land Rheinland-Pfalz wär bereet, fir déi Garen erëm ze réaménagéieren, wierklech ze erneieren an och derfir ze suergen, datt do erëm ka Passagéierverkéier gemaach ginn. An da géife mir vun der Lëtzebuerger CFL aus kucken, eben d'Zich ze assuréieren, also matzemaachen, fir datt mir d'Zich géifen assuréieren. Dat géif och bedeiten, datt mer natierlech missten nach där duebelstäckeg „KISS"-Automotrices, déi mer elo no an no geliwwert kréien, datt mer där nach méi musse kréien.

Do ass och eng Optioun nach drop vun der Eisebunn, an ech hunn der Eisebunn och gesot, si sollen emol mer eng Propos maachen, ob een... Ech mengen, datt et Sënn mécht, datt ech der Regierung wäert proposéieren, déi Optioun och ze zéien, well mer do och e gudde Kontrakt kritt haten, also déi lescht Regierung e gudde Kontrakt mat der Eisebunn zesummen do kritt hat. A wann dat alles klappt, da wär dat natierlech eng flott Opportunitéit, well da kéinte mer déi West-Streck och notzen, déi méi no do läit, wou d'Leit wunnen, an dat sécherlech och dozou féiert, datt mer nach méi Leit, och vun der däitscher Säit hier, op den éffentlechen Transport kéinte kréien.

Här President, ech mengen den Här Deputéierten...

M. le Président.- Jo, et wier och gutt, wann Der...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, ech sinn direkt fäerdeg.

M. le Président.- ...géift zur Konklusioun kommen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech sinn direkt fäerdeg.

M. le Président.- Merci. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Ech wollt den Här Minister froen, wann Der scho vun där Streck do schwätzt, ob déi al Iddi vun deem Réngzuch, déi an der Zäit emol ronderëm gegeeschtert ass, kéint wouer ginn. Lëtzebuerg, Thionville, Saarbrécken, hannerëm iwwert déi dote Streck op Metz, op Tréier zréckkommen. Dat géif jo eppes bedeiten, wat an der Zäit schonn diskutéiert ginn ass: e Réngzuch an der Grussregioun. Well dat war en Thema, dat Ufank der 2000er Joren, 2000 geschwat ginn ass. Dat ass dunn ewechgetässelt ginn. Mä elo, wann déi dote Streck reaktivéiert gëtt, da géif dat awer op eemol Sënn maachen.

Merci villmools.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, Merci,

Här Oberweis fir déi Fro. De Problem stellt sech natierlech just: Op Saarbrécken, also, do ass einfach verpasst ginn - dat musse mer esou soen, wéi et ass, an et huet och een et opgeworf -, wéi décidéiert ginn ass, eng Autobunn op Saarbrécken ze bauen op Lëtzebuerger Säit, do war deemools eng Diskussioun, ob een net soll eng nei Eisebunnsstreck och bauen op Saarbrécken, mä dat ass awer leider ze spéit. Do ass och haut näischt méi ze maachen. Mir hunn dat alles nach eng Kéier préiwe gelooss. Mä duerfir gëtt et schwiereg, fir den Uschloss Saarbrécken ze maachen.

Wat dat anert ubelaangt, Dir kritt natierlech eng Verbindung Saarbrécken-Tréier, déi gëtt et, an déi gëtt och am Dezember, wann de Rheinland-Pfalz-Takt agefouert gëtt, verbessert vun der däitscher Säit aus gesinn, fir eben och vun do Leit séier op Tréier ze bréngen. Wat natierlech och e Virdeel fir eis ka sinn, well, wa mer dann am Hallefstonnentakt an der Spëtzestonn eroffueren, mer och aus där Regioun Leit iwwer Tréier op Lëtzebuerg kéinte kréien.

Just nach vläicht ee Wuert zu Frankräich. Ech mengen, do ass et am schwieregsten, well et och a Frankräich ganz schwéier ass, fir en Uspréchpartner ze fannen. Do muss ee fir alles op Paräis goen. D'Regioun ass meeschtens mat allem averstanen oder mat villem, mä d'Regioun huet näischt ze soen. Dat ass de Problem.

An ech kann Iech just soen, mir hu vill Problemer mat de Fransousen, och zum Beispill wat de Sécherheetssystem ECTS ubelaangt, wat jo den europäesche Standard soll sinn, wou d'Kommissioun och misst derfir suergen, dass e grousst Land wéi Frankräich deen och applizéiert, mä d'Fransousen hate bis elo refuséiert. Ech hunn elo e Bréif un d'Madame Royal geschriwwe vun dräi Säiten, an ech wäert och versichen, elo e Rendez-vous zu Paräis ze kréien, fir mat hir doriwwer ze diskutéieren.

Mä ech kann Iech just soen: De Problem ass einfach a Frankräich, Paräis ass wäit ewech fir si vu Lëtzebuerg an d'Problemer vun der Lorraine - hunn ech heiansdo d'Impressioun - sinn net déi prioritäerste Problemer vun de Fransousen, also vun der Regierung zu Paräis. Mä bon, mir versichen awer och do natierlech Verbesserungen ze maachen.

Wat awer sécherlech besser gëtt, dat ass, wann d'Beetebuerger Streck op véier Spueren, also véier Gleiser ausgebaut gëtt. Dat gëtt eis méi Capacitéit an da kënne mir mindestens bis Thionville méi ubidde wéi haut, vill méi wéi haut. Also, dat heescht, d'Capacitéit immens eropschrauwen. An d'Gare Lëtzebuerg kritt jo nach e fënneften a sechste Quai an deen ass haaptsächlech geduecht och fir no Süden, soudass och d'Capacitéit awer ganz sécher fir d'Grenzregioun vun där Wart hier wäert besser ginn.

Dat gesot, Här President, soen ech Merci fir déi breet Zoustëmmung, an duerfir freeën ech mech dorobber, an da kënnen den Här Fox a seng Équipe direkt ufänken am Hierscht, am September, mat schaffen.

M. le Président.- Merci och. A mir géifen dann och direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6654 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6654 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An de Vote ass ofgeschloss.

(Brouhaha)

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Den Här Berger soll sech ëm seng Ofstëmmung këmmeren an net ëm meng.

(Hilarité)

M. le Président.- De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme bei enger Enthalung ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6654 est adopté par 59 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet de loi 6697 iwwert déi éischt Phas vum Bau vun der Cité des Sciences, wou et drëm geet, fir d'Ausstattung vun deene Gebailechkeeten ze finanzéieren. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice vum Projet, d'Madame Josée Lorsché.

6. 6697 - Projet de loi relatif à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des Sciences à Belval

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, beim Projet de loi 6697 geet et ëm den Équipement vun de Gebailechkeeten, déi an déi éischt Bauphas vun der Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation um Site vu Belval falen.

Den 13. Juni 2014 ass de virleiende Projet de loi vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister déposéiert ginn. De 24. Juni 2014 huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn.

An der Sëtzung vum 3. Juli 2014 huet d'Nohaltegkeetskommissioun mech als Rapportrice designéiert. An därselwechter Sëtzung huet d'Nohaltegkeetskommissioun, zesumme mat der Kommissioun vum Enseignement supérieur et de la Recherche, souwuel de Projet de loi wéi och den Avis vum Statsrot an alle Punkten analyséiert an deementspriechend Adaptatiounen um Projet de loi virgeholl.

De 7. Juli 2014 huet d'Kommissioun mäi Rapport unanime ugeholl. Dir kënnt also feststellen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt et dës Kéier ganz séier gaangen ass. Net emol ee Mount no sengem Dépôt steet dëse Projet de loi um Ordre du jour vun der Chamber. An deem Sënn wéilt ech als Presidentin vun der Nohaltegkeetskommissioun...

M. le Président.- Wann ech gelift, et ass e bësse vill Backgroundgeräisch. Lauschtert wann ech gelift der Rapportrice no.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, dat ass ganz fein.

Ech wéilt dofir als Presidentin vun der Nohaltegkeetskommissioun e grousse Merci ausdrécken un all d'Memberen, déi matgeschafft hunn, fir hir konstruktiv Zesummenaarbecht a bal och guer net polemesch Zesummenaarbecht an dësem Dossier.

Donieft wéilt ech awer och dem Rachel Moris, als Sekretärin vun der Kommissioun, Merci soen, an och de Fachleit aus dem Héichschoulsecteur, déi eis Aarbechte begleet hunn.

Méi speziell handelt et sech beim Projet de loi 6697 ëm de Finanzement vun de Miwwelen a vum informatesche Material fir folgend Établissementer, déi ech op Franséisch benennen, well et eigentlech kee spezifesche lëtzebuergeschen Numm fir dës Gebailechkeete gëtt.

Dat sinn:

- d'Maison du Savoir,
- d'Maison des Sciences humaines,
- d'Maison du Nombre,
- d'Maison des Arts et des Étudiants,
- d'Maison de l'Innovation,
- d'Maison du Livre,
- de Centre de Calcul,
- d'Hall des Ingénieurs an
- de Bâtiment des Laboratoires.

Woubäi ze bemierken ass, datt déi definitiv Ausstattung vum Laboratoiresgebai oder vun de Laboratoireseenheeten net integral an de Programm vun dësem Projet gefloss sinn, dat aus wëssenschaftlechen an techneschen Ursaachen. Fir déi Eenheete gëtt donieft nach e spezifesch Gesetz ausgeschafft.

All dës Gebaier sinn iwwer sechs verschidde Gesetzer an de Joren 2008-2012 autoriséiert ginn an definéiert ginn.

Verschidden Deeler vun deene Gebaier ginn nach aneren Entitéiten, wéi där vun der Uni Lëtzebuerg, zur Verfügung gestallt, an och déi Entitéite kënne vun dësen Équipementer profitéieren.

Dat sinn:

- de lëtzebuergeschen Zenter fir Biomedezin,
- den CRP Henri Tudor,
- den CEPS/Instead,
- de Fonds national de la recherche,
- d'Fondation Restena,
- de Goupement d'intérêt économique Luxinnovation an
- de Weiderbildungszenter Dr Robert Widong.

D'Dépensen, déi mat dësem Gesetzesprojet engagéiert ginn, belafe sech op 140 Milliounen Euro.

D'Aarbechte gi vum Établissement public fir d'Realisatioun vun den Équipementer beim Stat duerchgefouert, dëst um Site Belval-West an no de Konditiounen an de Modalitéite vum Gesetz vum 25. Juli 2002.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir kennt d'Virgeschicht vun dësem Projet de loi. Se geet zréck op d'90er Joren, also op déi Zäit, wou et drëms gaangen ass, 650 ha Industriefrichen am Süde vum Land opzewäerten.

D'Zil war, de Site Belval an d'Südregioun allgemeng ënnerhalb vun enger iwwerluechter an nohalteger Landesplanung ekonomesch a gesellschaftlech an d'Liicht ze stellen. E Projetphare vun där Politik war d'Schafung vun der Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation.

De 25. Juli 2002 ass de Fonds Belval iwwer en deementspriechend Gesetz mandatéiert ginn, fir d'Cité des Sciences - ech soen elo nach just Cité des Sciences - ze bauen, an domadder souwuel de Besoine vun der Uni Lëtzebuerg wéi och deene vun de Centres de recherche publics Rechnung ze droen.

D'Cité des Sciences sollt also Raum schafe fir d'Aktivitéite vun der Recherche, der Wëssenschaft, der Innovatioun, der Literatur, der Mathematik an der technologescher Entwécklung. Wéi gesot, a Verbindung mat der Kreatioun vun der Uni Lëtzebuerg.

Tëscht 2002 an 2005 sinn déi néideg Virstudien an déi generell Programmatioun fir d'Cité des Sciences realiséiert ginn. Dëst an Zesummenaarbecht mat der Sociétéit Agora, de Gemengen Esch/Uelzecht a Suessem an dem Ministère vum Enseignement supérieur et de la Recherche.

Opgrond vu feelenden Donnéeën, wat de Bedarf u Raimlechkeete fir d'Uni Lëtzebuerg ugeet, huet d'Commission d'analyse critique am Joer 2006 décidéiert, eng fundamental Analys dozou duerchzeféieren oder duerchféieren ze loossen, wat déi gebrauchte Surfacen, d'Implantatioun vu gemeinsame Servicer an den noutwendege Budget dofir ugeet.

Am Kader vun där Etüd ass festgehale ginn, datt d'Präisser fir d'Bürosmiwwelen a gemeinsam Servicer sech op 1.450 Euro pro Quadratmeter Surface géife belafen, ausser bei de Laboratoires scientifiques, wou d'Dépensë bei 2.000 Euro de Quadratmeter sollte leien.

Op där Basis huet de Fonds Belval den 3. Oktober 2006 déi budgetär Enveloppe fir den Investissement fir d'Cité des Sciences am Ganzen op 565 Milliounen Euro geschätzt.

Dës Zomm war net an den Autorisatiounsgesetzer enthalen a sollt den Objet vun engem separate Finanzement ginn; haaptsächlech, well d'Evolutioun vun der Uni net virauszegesi war an och där net sollt virgegraff ginn.

Säit dem Gesetz vum 12. August 2003, wat der Uni Lëtzebuerg e juristesche Statut ginn huet, ass d'Zuel vun den ageschriwwene Studente bedeitend geklommen a se klëmmt och weider vu Joer zu Joer. Fir souwuel der Evolutioun vun der Uni, awer och den Aktivitéite vun den CRPe Rechnung ze droen, ass bei der Cité des Sciences bewosst no engem flexibele Konzept gesicht ginn, fir optimal op déi jeeweileg Besoinen an op d'Entwécklunge kënnen ze reagéieren.

D'Realisatioun vum gesamte Projet beleeft sech op eng Lafdauer vu 15 bis 20 Joer an ass a successiv Phasen opgedeelt. Déi éischt Phas soll 2017/2018 ofgeschloss sinn a begräift den néidege Konstruktiounsprogramm, fir datt d'Uni an d'CRPe kënne schaffen. D'Phasen 2 an 3 wäerten no de Besoinen an no der realer Entwécklung um Terrain ausgeriicht ginn.

Fir de genaue Verlaf vun de folgenden Décisioune respektiv och den Netdécisiounen verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

E puer Wierder nach zum Avis vum Statsrot, dee mat ganzer aacht Säiten net ze knapp ausgefall ass an deen an der Kommissioun vum 3. Juli 2014 an all senge Punkten analyséiert ginn ass.

Virop bleift ze soen, datt de Statsrot mat enger Opposition formelle gedroht huet am Fall, dass am Gesetz just vun der Cité des Sciences géif geschwat ginn, ouni datt déi eenzel Gebailechkeeten opgezielt wären.

D'Kommissioun war sech eens, dem Statsrot nozekommen, an huet d'Opzielung vun de Gebailechkeeten an den Artikel 1 integréiert an den Intitulé och an deem Sënn ëmgeännert.

Déi héich Kierperschaft war dann och der Meenung, datt am Gesetzestext net däerf vun „Travaux" geschwat ginn, mä vun Équipementer. D'Kommissioun huet dës Remarque zur Kenntnis geholl, huet awer aus Zäitgrënn décidéiert, keen Amendement an deem Sënn um Text virzehuelen.

Doriwwer eraus huet de Statsrot drop higewisen, datt nëmmen d'Maison des Sciences humaines an d'Maison de l'Innovation iwwert d'Gesetzer vum 18. Dezember 2009 a vum 28. Juli 2011 befugt wieren, aneren Entitéiten, wéi deene vun der Uni, hir Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen.

Aus deem Grond huet déi héich Kierperschaft d'Fro opgeworf, ob déi partiell Affectatioun vun der Maison du Savoir a vun der Maison de l'Innovation fir aner Zwecker wéi déi vun der Uni, déi zwee viregt Gesetzer eigentlech géife respektéieren.

An deem Sënn misst den Objet vun deenen zwee Gesetzer am Nachhinein méi preziséiert an ergänzt ginn an op dëse Projet de loi ugepasst ginn.

Dann huet de Statsrot och op e Problem higewisen: dee vun der Urgence. En huet gemengt, datt et net den Här Bausch wär, den Nohaltegkeetsminister, deen d'Urgence kéint ausdrécken, mä dass dat misst de Premierminister sinn. An e war der Meenung, datt kee Projet de loi, datt keen Dokument géif virleien, wat op eng Urgence géif schléisse loossen.

Réckbléckend huet de Statsrot drun erënnert, datt déi éischt Autorisatioune vum Législateur, fir déi néideg Unisinfrastrukturen ze schafen, op d'Joren 2008 an 2009 zréckginn, an en huet bemierkt, datt largement genuch Zäit gewiescht wier, fir dëse Projet de loi méi fréi auszeschaffen.

Doriwwer eraus huet en och d'Remarque gemaach, datt eng Dépense vun 140.000 Milliounen Euro - neen: vun 140 Milliounen Euro - d'Kreditter vun den ëffentleche Sanitär- a Sozialfongen zolidd géif iwwerschreiden a war der Meenung, datt dëse Projet vun allen implizéierten Instanze ganz genee ënnert d'Lupp geholl misst ginn.

En anere Volet, deen de Statsrot am Kontext vu senger finanzieller Envergure kritiséiert huet, betrëfft déi initial Dispositioun, fir déi finanziell Enveloppe, déi d'Chamber sollt autoriséieren, mat enger Indexklausel ze versinn.

De Statsrot huet doran eng verstoppte Reserv fir eventuell Evaluatiounsfeeler gefaart a war der Meenung, datt den autoriséierte Montant vun 140 Milliounen an de folgende Joren net däerf iwwerschratt ginn.

D'Kommissioun huet dëser Remarque Rechnung gedroen an huet d'Indexklausel, déi et erlaabt hätt, de Montant no uewen unzepassen, aus dem Text gestrach.

Wat déi zukünfteg Entwécklung vum Site a vun den Aktivitéiten ugeet, inklusiv deene vun de Laboratoiren, sou wäerten déi iwwer weider Gesetzer respektiv iwwer Konventioune mam Fonds Belval geregelt ginn. De Statsrot hätt et virgezunn, dës Volete schonn a globaler Form an d'Gesetz ze integréieren.

D'Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun ware schlussendlech der Meenung, datt se an Zukunft méi informéiert sollte ginn, wat a Richtung Planung bei der Uni Lëtzebuerg geschitt, a wollte sech eben an Zukunft méi oft mat der Kommissioun vum Enseignement supérieur gesinn, fir gemeinsam iwwert déi do Planung ze schwätzen.

Dat erweist sech als sënnvoll, well ebe sämtlech Infrastrukturprojeten - also och déi vun der Uni Lëtzebuerg - an d'Kompetenz vum Nohaltegkeetsminister falen an net an d'Kompetenz vum Minister vum Enseignement supérieur.

Fir d'Detailer vun der exakter Planung verweisen ech op d'Gesetz, wat mat ganzer 119 Säiten e konkreten Iwwerbléck iwwer all d'Elementer vun dësem Projet liwwert.

Domat wier meng Aarbecht als Rapportrice schonn ofgeschloss. Och dat war eng Urgence.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ech géif mech freeën, wann Dir dëse Projet géift stëmmen, well d'Uni soss schwéierlech ukënnt mat schaffen.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Rapportrice, an d'Wuert huet direkt d'Madame Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President.

M. le Président.- Gären.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen esou vill Unisgebaier bauen, wéi mer wëllen: Wa se net dat néidegt Équipement hunn, da ka kee Mënsch schaffen, fuerschen a studéieren. An ech mengen, doriwwer si mer eis alleguer eens.

Ech wëll och elo net méi nach eemol am Detail op d'Équipement agoen. D'Madame Rapportrice, d'Madame Lorsché, huet dat ganz ausféierlech gemaach an hirem mëndlechen a schréftleche Rapport, an ech soen hir villmools Merci dofir.

Jiddwereen, deen dëse Projet an der Lescht verfollegt huet, huet och matkritt, datt hei vill Hin an Hier war.

U sech sinn zwou Approchë par rapport zur Problematik hei gestallt ginn. Déi viregt Regierung hat um Ufank d'Approche, datt d'Uni sollt, fir hir Autonomie ze ënnersträichen, Propriétaire vun de Gebaier ginn, a folglech och misst d'Miwwelen an den Équipement iwwerhuelen. Dunn ass awer relativ séier kloer ginn, datt dann och missten d'CRPen, den FNR, etc. Propriétaire vun deenen Deeler vun de Gebaier ginn, déi si géife benotzen - an dat virun allem och, fir eng Ofhängegkeet zur Uni ze verhënneren.

Dëst hätt awer erëm ee Cadastre vertical fir déi eenzel Stäck erfuerdert. Nieft den Tatsaachen, datt dëse Kadaster definitiv net einfach ze kréie war, datt d'Organisatioun vun de gemeinsamen Deeler doduerch net onbedéngt vereinfacht gi wär, a well mer déi eenzel Gesetzesprojeten net wollte retardéieren, hu mer schonns d'lescht Joer dunn décidéiert, datt och fir d'Gebaier vu Belval de Stat géif Besëtzer bleiwen an der Uni, dem CRP, dem FNR an esou weider géif dës Gebaier zur Verfügung stellen. Dëst war also ee klenge Paradigmewiessel.

D'Fro vun den zwou Optiounen, déi ech Iech virauser genannt hunn, war scho virun engem gudde Joer opgeworf ginn am Kader vum Finanzement vum Max-Planck-Institut. Mat dësem Institut ware Verträg ofgeschloss ginn op onbestëmmten Dauer mat engem finanziellen Engagement vu ronn zéng Milliounen Euro d'Joer.

De Contrôle financier war hei zur Konklusioun komm, datt jo zwangsläufeg no e puer Joer de Seuil vu 40 Milliounen Euro iwwerschratt géif ginn a folglech eng Loi spéciale néideg wier. Duerch dës Positioun vum Contrôle financier ass deemools d'Debatt lancéiert gi vun der Méiglechkeet vun engem separate Gesetz, well bis dato eben de Wëllen do war, dat iwwert d'Dotatioun vum Budget un d'Uni ze maachen.

An deem Kader war mäi Virgänger och am Mäerz 2013 an der Comexbu, well och deemools d'IGF der Regierung keng eendeiteg Äntwert op dës Fro konnt ginn an eben dem Minister geroden hat, d'Comexbu ze consultéieren.

Déi al Regierung wollt d'Fro, wéi d'Équipementer géife finanzéiert ginn, am Kader vum Budgetsprojet fir 2014 definitiv tranchéieren.

D'Preparatiounen heifir waren ugelaf. Mer haten d'Informatiounen zum Deel zesummen, se waren net einfach zesummenzekréien, anerer sinn nach eemol nogefrot a mir wollten am Kader vun den Diskussiounen ëm de Budget och mat der Chamberskommissioun doriwwer schwätzen. Dir wësst awer all, wéi et gaangen ass: Am Juli - sou zimlech virun engem Joer - stoung fest, datt mer am Oktober oder am Hierscht keen - ech soen emol tëschent Gänsefëisercher - „normalen" Budget géifen opstellen an nom 20. Oktober 2013 waren där aler Regierung dunn definitiv d'Hänn gebonnen an et ass net méi souwäit komm.

Mä wichteg ass et, datt eis nei Universitéit, eis CRPen, eis Fuerschungszentren déi néideg Équipementer kréien, fir hiren Aufgaben nozekommen, an duerfir ginn ech natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Martine Hansen. Nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer e kuerzen historesche Réckbléck op de Belval an op d'Cité des Sciences.

1996 gouf décidéiert am Kader vun der Stoltripartite, datt d'Regierung an d'Arbed eng Société géife grënnen, fir d'Reconversioun yun den alen Arbedssiten ze studéieren; Belval, Eilereng, Rodange an Terres Rouges. E GIE ass an deem Kontext gegrënnt ginn.

1998 ginn d'Aarbechten un, fir e Masterplan op Belval-ouest auszeschaffen, an 1999 chargéiert de Regierungsrot deen deemolegen Innenminister, deen den Aménagement du territoire a senge Kompetenzen hat, mat der Koordinatioun vum Dossier.

2000 gëtt dunn d'Entwécklungsgesellschaft Agora gegrënnt an datselwecht Joer ass dann och de Projet-phare vun der Cité des Sciences eng éischte Kéier am Mee 2000 hei an der Chamber virgestallt ginn.

De Fonds Belval ass 2002 gegrënnt ginn, fir d'Realisatioun vun der Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation ze realiséieren.

Du goufen 2002 bis 2005 d'urbanistesch Etüden an déi allgemeng Programmatioun vum Projet Cité des Sciences realiséiert a Kollaboratioun mat der Agora, mat de Gemengen Esch a Suessem an och mat dem Ministère des Études supérieures et de la Recherche.

2005 huet dunn de Regierungsrot Belval als Site unique fir d'Uni zréckbehalen. An ech ka mech nach ganz gutt un den Tëlefon vun der deemoleger Deputéiert a Buergermeeschtesch vun Esch erënneren, déi mir mat vill Freed an Opreegung gesot huet, datt d'Regierung de Site Belval als Site unique fir d'Uni géif zréckbehalen.

2006, opgrond vu feelenden Donnéeën iwwert d'Besoine vun der Uni, beoptragt d'Commission d'analyse critique de Bureau d'études Hochschul-Informations-System vun Hannover mat enger Etüd. Opgrond vun dëser Etüd ass dunn och 2006 erauskom a vum Fonds Belval eng budgetär Enveloppe fir d'Investissementer fir d'Cité des Sciences evaluéiert ginn, an dat op 565 Milliounen Euro.

Am Juni 2011 ass déi Zomm awer reduzéiert ginn op 306 Milliounen Euro an am September 2011 hunn dunn d'Ministere Biltgen fir d'Héichschoul, Frieden fir d'Finanzen a Wiseler fir d'Infrastrukture sech getraff - ech huelen un, dass si sech méi oft am September getraff hunn, mä hei war eng Kéier, wou se iwwert d'Uni geschwat hunn. D'Uni hätt missen an dësem Kontext en Inventär virleeën iwwer hir Équipementer, déi mat op Belval geplënnert sollte ginn, an iwwert d'Evolutioun vun hiren Effektiver.

Am Januar 2012 huet dunn den Direkter vun der Uni gefrot, fir Prezisiounen iwwert d'Finanzéierung vun den Équipementer ze kréien. An am Februar 2012 ass du gesot ginn, datt d'Équipementer sollen iwwert déi intern Budgete vun der Uni a vun den CRPe finanzéiert ginn De Fonds Belval sollt just de Suivi technique hei assuréieren.

Am September huet dunn de Fonds Belval dem MDDI - also dem Ministère du Développement durable et des Infrastructures - en Tableau matgedeelt, wat d'Équipementer, déi zum Deel, voire zu honnert Prozent besat wäerten oder sollte ginn, ugeet, a si hunn hire Planning dunn och adaptéiert.

Am Oktober 2013 ass schlussendlech du festgehale ginn, dass d'Équipementer iwwert de Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche géife budgétiséiert ginn. Am Januar 2014 huet de Fonds Belval dunn e Projet de loi ausgeschafft an den 13. Juni dëst Joer ass deen an der Chamber déposéiert ginn.

Dat alles, fir Iech ze soen, dass et vill Hin a Hier ginn ass tëschent deenen eenzelnen Instanzen - der Uni an dem Héichschoulministère -, bis schlussendlech dunn eng Décisioun geholl ginn ass. Et muss een natierlech och soen, dass een an engem Land och net all Dag eng nei Uni baut an dass et eng Rei vun Iwwerleeunge gouf, déi een hei fir d'Éischt huet misse féieren an dat war dunn och net esou evident. An déi virgezunne Wahle vum Oktober 2013 hunn natierlech och Hiert dozou bäigedroen.

Ech wollt awer hei soen, dass déi ganz Evolutioun an deem Dossier, wat d'Gérance vun deem Dossier ugeet, u sech kee ganz gutt Bild no bausse gëtt an och e gewëssene faden Nogeschmaach hannerléisst.

Et muss ee soen, dass, wann een ukënnegt, dass am September 2014 d'Uni Belval soll opgoen, an dann e puer Méint virdru gesot gëtt an der Press: „Mir hu keng Miwwelen, fir d'Studenten do ze accueilléieren.", dass dat e falscht, kee gutt Bild hannerléisst an dass dat bei der Meenung dobaussen net ganz gutt ukënnt.

Dass et eng Rei vun Argumenter dofir ginn an och gutt Grënn dofir ginn, gëtt ëmmer schwiereg herno ze erklären, an dofir ass et u sech eng Démarche, déi hei elo geholl gouf, déi misst ee vläicht an Zukunft probéieren, ze évitéieren, well, bon, wann ee weess, datt och säit 2008 jo hei schonn déi éischt Décisioune geholl goufen, fir d'Uni op de Belval ze brëngen!

Et muss een natierlech och wëssen, datt ee vun Ufank un net kann d'Miwwelen direkt an dëse Projet de loi mat aschreiwen, well ee jo net genau weess, wéi eng Fonctiounen, wéi eng Aarbechten direkt do ausgeféiert ginn an en cours de route och esou e Chantier nach evoluéiert.

Dat ass an alle Gemengen och esou, dass do eréischt d'Miwwele méi spéit bestallt ginn. Hei war et awer esou, dass keng Kreditter virgesi waren, an dofir huet och elo missen d'Urgence dann invoquéiert ginn. Eng Urgence, zu där de Statsrot jo a sengem awer dach pikéierten Avis drop hiweist, datt u sech keen Dokument dobäi läit, fir d'Urgence richteg ze évoquéieren.

An deene leschte Jore wär richteg - dat seet hie jo och - Zäit gewiescht, fir dëse Projet de loi, vun deem mir haut schwätzen, auszeschaffen.

Et geet hei jo ëmmerhin net ëm Peanuts, 140 Milliounen, et ce n'est pas fini. Dat ass jo och net näischt an dofir wëll ech dat heiten eng Kéier gesot hunn, ouni awer hei e Reproche un déi eng oder déi aner spezifesch Adress ze maachen.

Ech weess ganz genau, dass et eng ganz Rei vu Grënn an Explikatioune ginn, firwat dass d'Situatioun déi ass, déi se ass. Ech wollt awer soen, datt een dobaussen domadder net ëmmer ganz gutt ukënnt an dofir misst een dat an Zukunft da probéieren och ze évitéieren.

Am Endeffekt muss een awer soen, dass et éischter e prozedurale Problem war an et am Endeffekt och net méi kascht, wéi wa mer de Projet de loi schon éischter gemaach hätten. Dat ännert näischt un der Endzomm. Et hätt een déi Suen hei och missen engagéieren, wann de Projet de loi éischter op de Wee bruecht gi wär.

Et ass awer kloer, dass een déi sozial, wirtschaftlech a landesplaneresch Wichtegkeet, fir op Belval e Pôle économique et scientifique ze schafen, hei net méi muss ënnersträichen. A wann een déi Zomm vun 140 Milliounen héiert, da muss een dat och an de Kontext setzen vun deene Leit, déi alleguer op der Uni sinn, schaffen a studéieren.

Ech wéilt vläicht eng Kéier e puer Zuelen nennen. Déi Zuele vum Dezember 2013 sinn: 6.157 Studente sinn op der Uni, 3.288 fir de Bachelor, 1.183 fir de Master a 545 Doktoranden, 107 Nationalitéiten an och ganzer 1.460 Employéen, déi do schaffen, mat 730 Vacataires, 48 Formatiounen ginn do ugebueden, eelef Unités de recherche, dräi Fakultéiten an zwee Centres interdisciplinaires.

Dat bedeit natierlech ganz vill Bureauen, dat bedeit vill Salles de réunion, dat bedeit ganz vill informatescht Material - och Auditoiren - an duerfir muss ee soen, dass déi Suen hei mat Sécherheet jo och net an de Sand gesat sinn. Dat ass ganz wichtegt Material, fir datt hei och eng uerdentlech Aarbecht ka geleescht ginn.

D'Josée Lorsché ass a sengem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport - fir deen ech him vun hei aus och e grousse Merci wéilt soen - op déi néng Haiser agaangen, déi, wéi gesot, schonn 2008 hei den Ufank gemaach hu mam Vote zur Maison du Savoir an déi duerch de Fonds Belval gebaut goufen.

Dass d'Uni eng Erfollegstory ass, weist och, dat d'Zuel vun de Studente kontinuéierlech an d'Luucht gaangen ass.

Déi éischt Phas vun der Uni op Belval soll 2017/2018 dann op en Enn goen an d'Phasen 2 an 3 sollen no den effektiven a reelle Besoine vun der Uni an de Centres de recherche dann och adaptéiert ginn.

Mat dësem Projet de loi ginn d'Gebailechkeete mat Miwwele gefëllt, se mat Liewe fëllen, dat mussen awer anerer. Et ass awer wichteg, dass d'Studenten, d'Proffen souwéi och d'administratiivt an och dat zousätzlecht Personal ënner uerdentleche Konditiounen hir Aarbechte musse kënne maachen. An dofir, nach eng Kéier, déi 140 Millioune sinn och dofir gutt investéiert.

Dat bestehend Mobiliar vun der aktueller Uni geet mat op de Site Belval, gëtt mat op de Site Belval geplënnert. Dat neit Material gëtt komplettéiert, also dëst bestehend Material. Et gëtt net méi deier, wéi wann et éischter gewosst wier. Ech wëll dat nach eng Kéier soen. Et sollt och kee Reproche un deen een oder deen anere sinn, mä déi Démarche misst an Zukunft anescht sinn.

Voilà. Merci fir d'Nolauschteren, an ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Georges Engel. Nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ab 2003 sinn éischt Décisioune geholl ginn, fir hei zu Lëtzebuerg der Uni zwee Standbeener ze ginn. Zum engen an der Stad, wou ee weider d'Facultéite vum Droit, vun de Finanze géif maachen. Op där anerer Säit sinn deemools déi éischt Iwwerleeungen oder Décisioune geholl ginn, fir och dann am Süden um Site vun de Frichë vu Belval Facultéiten haaptsächlech am Beräich vun de Wëssenschaften, technesche Wëssenschaften, Sciences humaines dann an d'Wee ze leeden. Duerfir ass dann och déi Iddi komm, fir déi sougenannten „Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation"op de Frichen entstoen ze loossen.

Ech mengen, net nëmmen als Süddeputéierten huet dat een deemools gefreet, datt eben och den Ausbau vun enger Uni net nëmme fir de Süde wichteg ass, mä fir d'Land insgesamt, fir d'Land als Bildungsstanduert, als Fuerschungsstanduert, als Wirtschaftsstanduert, an dat géife mer jo och haut e bëssen ënnert deem Label vun „nation branding" maachen.

Et war e Plus och natierlech fir d'Frichë vu Belval, wou neit Liewe sollt kommen, mat op där enger Säit Uni, Geschäfter, Fräizäit, Wunnen. Et war natierlech och en interessante Projet fir d'Entwécklung net nëmmen op de Frichen, mä doriwwer eraus an den Nopeschgemenge mat deenen neien Aktivitéiten, déi do kënne kommen, an den Nopeschgemengen, wa Studenten do wunnen, wann Enseignanten do wunnen, an esou weider.

Et war eigentlech jiddwerengem dru geleeën, Här President, datt déi Uni Belval och esou schnell wéi méiglech sollt op d'Schinne kommen. Zil war et eigentlech, fir 2012-2014 do kënnen eng Uni ze hunn, déi kéint fonctionnéieren. An nach virun zwee, dräi Joer huet ee sech alt schonn an de Calepin ageschriwwen, wéi wa kuerz virun de Wahlen 2014 wäert

d'Ouverture vun der Uni zu Belval sinn.

Et huet een och gesinn, wann een den Historique kuckt, ab 2006 ass et méi konkret gi mat de Pläng, mat der Planung, mat dem Finanzement, mat de Spuetstécher. Mer kënnen eis nach erënneren, déi eng oder aner, wa mer beim Bagger do stoungen. Wéi gesot, jiddwereen huet gehofft, datt dat géif schnell virugoen.

Wann een eng Uni baut, dann ass et jo kloer, datt dat net nëmme Gebaier sinn, datt dat net nëmmen en Ustrach ass, datt dat net nëmmen Tapéite sinn. Bei enger Uni, do brauch een och Bänken, et brauch ee Laboen, et brauch ee Computeren an esou weider, soss kann een net fonctionnéieren.

Ech mengen, et ass eng Évidence même, datt een also bei enger Uni och muss den Équipement mat aplangen an d'Konzeptioun, an eben och, wéi een dat soll ëmsetzen, wéi een dat soll finanzéieren.

An et ass natierlech dann erstaunlech, dat war den neien Héichschoulminister, wéi deen de 4. Dezember dann ugetrueden ass am Ministère, zesumme mam Statssekretär, do hat deen och nach am Hannerkapp, datt en awer vläicht kéint 2014 da sech op de Lorbeeren ausroue vun deene viregten Héichschoulministeren an da kéint do de Bändchen duerchschneiden. E war zimlech erstaunt, wéi en do an de Ministère komm ass, well do war guer näischt preparéiert fir de Mobiliar, fir dat dann och kënnen..., fir de Mobiliar, soen ech, fir d'Équipementer, fir dat dann och kënne schnellstens ulafen ze loossen. Respektiv war och nach guer näischt, oder en hat sech vläicht scho virgestallt, datt dat schonn amgaang wier ze lafen. Et waren emol keng Budgete virgesi fir den Équipement, an dat war also Januar oder respektiv Dezember 2013. Et stoung e fäerdegt Gebai do, mä näischt war gemaach ginn, fir kënnen dann dat Gebai adequat ze équipéieren.

Et ass esou, datt déi fréier CSV-Héichschoulministeren, souwuel den Här Biltgen wéi och déi fréier Héichschoulministesch Madame Hansen, déi haten eigentlech net déi noutwendeg Initiativen, déi Décisioune geholl, fir dat Équipement kënnen ze finanzéieren, mat dem Resultat, dat mer elo hunn, datt also d'Uni Belval net wäert 2014, wéi et emol virgesi war, kann opgoen, mä datt mer ganz grouss Verspéidung wäerte kréien. Elo ass Rieds vun 2015, wann d'Diere kënnen opgoen. Dat muss ee bedaueren. Bedaueren ass eigentlech nach zimlech diplomatesch ausgedréckt!

Et ass elo einfach, hat ech hei esou d'Impressioun, wann ech och déi fréier Héichschoulministesch héieren hunn, bon, et ass esou an deem Genre: „Et ass domm gaangen, passons à l'ordre du jour." Ech mengen, et muss een awer hei och Froe stellen, firwat näischt gemaach ginn ass.

D'Noutwendegkeet vum Finanzement vum Équipement war laang gewosst. An der Comexbu, an där Reunioun, déi mer virun e puer Wochen haten, ass nach eng Kéier eng Note verdeelt gi mat deene wichtegen Daten, mat Réuniounen, déi säit 2011, also virun dräi Joer, schonn ugefaangen hunn.

Fir nach eng Kéier kuerz ze rappeléieren: Mir kruten déi Note an der Comexbu ausgedeelt, éischt Réunioune waren, fir den Équipement ze organiséieren, 2011, also virun dräi Joer. Do ass gekuckt ginn, wat gebraucht gëtt, et ass en Inventar gemaach ginn, wéi vill Budget néideg ass. Et ass deemools vun enger Enveloppe vun iwwer 300 Millioune Rieds gaangen.

An et ass och gekuckt ginn, wéi een dat Ganzt finanzéieren kann, also virun dräi Joer. An do ass gesot ginn, do war Rieds fir de Budget 2012, fir do ënner iergendenger Form een do also sollt kucken, fir 2012 e Budget fräizestellen.

Och an där Note steet, datt deemools och d'Regierung informéiert war a sech Gedanke gemaach huet. Den deemolegen Héichschoulminister hätt den Nohaltegkeetsminister vun deemools an den Finanzminister vun deemools, den Här Wiseler an den Här Frieden, och informéiert, steet an där Note.

Et ass awer näischt konkret geschitt. Et ass näischt an d'Wee geleet ginn 2011, awer fir de Finanzement vun deem Équipement war ee sech op alle Fall scho bewosst.

Am Ufank 2012, och no där Note an deenen Informatiounen, déi mer kruten, freet d'Uni nach eng Kéier no, wéi dat da soll geschéie mam Finanzement, iwwert d'Budgeten, iwwer wat fir eng Weeër een dat kéint maachen: Fiert een iwwert de Budget vun dem Héichschoulministère oder anerer?

An erëm ass näischt geschitt während engem ganze Joer. Och am Budget 2013, also d'ganzt Joer 2012, ass näischt Konkretes an d'Wee geleet ginn, an da war also och am Budget 2013 erëm näischt virgesinn, op där enger oder anerer Plaz. Egal wéi ee sech ugeluecht hätt, ech mengen, et hat ee genuch Zäit, fir ze iwwerleeën, wéi een dat kéint maachen. Erëm ass ee Joer verluer gaangen, an dann am Oktober 2013 ass erëm nach eng Kéier Rieds gaangen, fir dann iwwert de Budget vum Enseignement supérieur déi Équipementer ze finanzéieren.

Och 2013, do war nach eng Regierung am Amt, hätt se missen awer dann déi néideg Schrëtt, dat war eigentlech hir verdammte Flicht, ënnerhuelen, fir datt deen Dossier géif virukommen. En hat do schonn iwwer zwee Joer geschleeft.

An der Comexbu hate mer dann och, wéi een dann esou ass, an dat ass och déi normal Aufgab vun den Deputéierten, fir dann ze froen, well do och dann déi fréier Héichschoulministesch souz, fir ze froen, wat dann d'Ursaache wären. Se huet eis der hei elo virdrun e puer ginn, déi ech net esou richteg kann novollzéien.

An der Comexbu huet se e puer aner Erklärunge gi gehat. Déi Äntwerte konnt ech deemools och..., oder hunn ech awer komesch, befriemend fonnt. Ënner anerem huet se gesot, et wären Iwwerleeunge gefouert ginn, fir eventuell den Équipement aus anere Gebaier vun Unisgebaier, déi da géifen eidel ginn, wéi zum Beispill dem ISERP, ze récupéréieren. Dat ass jo awer trotzdeem eng komesch Logik, well Bänken, soen ech emol, kéint een nach aus esou engem Gebai huelen, mä esou eng Uni huet wierklech ganz spezifesch Équipementer.

Et geet Rieds vun engem Ordinateur oder vun engem Supercomputer vu 50, 60 Milliounen. Do brauch ee Laboen an esou weider. Ech mengen, deemools déi Erklärung schéngt mer relativ absurd, fir ze soen: Mir huelen einfach Miwwelen aus anere Gebaier, fir déi nei Uni ze équipéieren. Dann hätt een och nach mengetweege kënnen ee Spendenopruff maachen: Kuckt emol alleguerten am Keller, ob Der do net och nach iergendwou eppes hutt, wat mer kënnen op der Uni Belval gebrauchen.

Duerno war nach eng Erklärung, datt gesot ginn ass: Jo, am Abrëll, den 1. Abrëll 2013 hätt d'Uni eis dat misse soen, déi hätt missen do de Plang dohinnerleeën, do war si nach net do. Stëmmt! Mä hire Virgänger huet dunn och näischt gemaach. Mä iergendeng Kéier duerno muss jo awer de Problem bewosst gewiescht sinn an et ass einfach näischt gemaach ginn.

Ech mengen, hei an deem Dossier kann een natierlech technesch Erklärunge ginn a soen, et hätt een iwwerluecht an hei an do. Ma nach ass dat hei awer och en Dossier, wou een awer och eng Kéier muss mam Fanger op déi politesch Responsabilitéit weisen, firwat mer hei esou a Verzuch kommen, soudatt d'Uni Belval wäert eréischt am Hierscht 2015 opgoen. Et ass einfach d'Responsabilitéit vu fréieren CSV-Héichschoulministeren, déi net déi néideg Mesurë geholl hunn, déi néideg Schrëtt geholl hunn, fir dat kënnen ze maachen. An, ech mengen, wa se nach am Amt wieren, géif een haut eigentlech bal bei dëser Diskussioun net derlaanschtkommen, hir Demissioun ze froen, wa se, wéi gesot, nach am Amt wieren. Mä dat si se haut net méi.

Ech sinn op alle Fall frou, datt déi nei Responsabel an deene verschiddene Ministèren - ugefaange beim Claude Meisch an dem Statssekretär wéi awer och den Nohaltegkeetsminister - wierklech direkt am Januar, wéi se den Dossier respektiv déi eidel Tiräng virfonnt hunn, ganz schnell reagéiert hunn. Se hunn an e puer Wochen en Dossier op d'Bee gestallt. D'Aarbechte si ganz schnell an der Kommissioun oder an deene verschiddene Kommissioune gemaach ginn. Duerfir hoffe mer elo, datt dann dee Projet esou schnell wéi méiglech ka weidergoen.

Mir bedaueren awer, datt duerch dat ganzt Verschleefe vun deene fréiere Ministeren hei d'Uni Belval, déi eis wierklech wichteg ass, net nëmmen am Süden, mä am ganze Land, iwwer zwee Joer Retard kritt.

Dat gesot, bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. An deem Dossier hei ginn et véier Tatsaachen, déi kee Mënsch kann niéieren, an och net niéiert.

Éischt Tatsaach ass déi: Déi noutwendeg Équipementer, fir d'Uni an d'Centres de recherche um Site Belval fonctionnéieren ze loossen, waren net virgesinn, obschonn esou Équipementer e wesentleche Bestanddeel si vun deem, wat ee brauch, fir kënnen eng Uni fonctionnéieren ze dinn.

Zweet Tatsaach: De Gebrauch vun deenen Équipementer ass eng absolut Noutwendegkeet, fir datt et ka funktionéieren, an datt se elo net do sinn, ass eng vun den Ursaachen, firwat datt d'Uni méi spéit plënnert.

Déi drëtt Tatsaach ass déi, datt och bis elo nach net alles gekläert ass, wat op eis zoukënnt. Ech wëll drop hiweisen, datt och an der Kommissioun gesot ginn ass, datt nach een Doute besteet par rapport zu dem Équipement vun de Laboen am Keller, also héich technologesch Laboen, wou 150 m² virgesi sinn, wou ee sech d'Fro awer muss stellen, ob een déi awer net soll ausbauen - wat jo eng sënnvoll Fro ass - an dat ka bis zu 4.500 m² sinn, wann ech dat richteg verstanen hunn, mat deem entspriechende Käschtepunkt, deen de Moment nach net festgeluecht ka ginn.

Déi véiert Tatsaach ass déi, datt d'Netplënnere vun der Uni a vun de Centres de recherche op de Site Belval, dat heescht, datt se do bleiwe mussen, wou se elo sinn, och Sue kaschten. Et wier och interessant, fir emol gewuer ze ginn, wéi vill datt dat zousätzlech ausmécht.

Iwwert déi véier Tatsaachen eraus gëtt hei vill diskutéiert doriwwer, wie schold soll dru sinn, datt dat elo esou ass. A besonnesch den Här Berger huet elo ee ganz laangen Exkurs gemaach, fir ze soen, datt dat déi Regierung virdru war. An déi Regierung virdrun gëtt och net midd, an der Kommissioun drop hinzeweisen, wat d'Schwieregkeete waren, fir dat ze maachen.

Mir wëllen net op déi Diskussioun vun der Schold agoen, well mer mengen, se huet haaptsächlech een Zweck, nämlech fir vun engem anere Problem ofzelenken.

Trotzdeem muss ee sech awer och d'Fro stellen, datt et komesch ass, datt en Établissement public - an dësem Fall d'Uni - Suen engagéiert an der Héicht vun - ech mengen - 67 Milliounen Euro, déi net duerch Autorisatioune vun der Chamber ofgedeckt sinn.

Et gëtt fir mech och eng Erklärung dozou. D'Erklärung ass relativ einfach: Well zu Lëtzebuerg jorelaang d'Meenung verbreet ginn ass, en Établissement public, besonnesch en Établissement public de droit privé, géif anere Regelen ënnerleien, wat de Budget ugeet. An dobäi ass dat guer net wouer. D'Budgeten, déi vum Stat allouéiert musse ginn, ënnerleien de Regele vum Stat a musse vun der Chamber autoriséiert sinn.

An ech hoffen, datt net nach aner Établissements publics de droit privé oder aner Organisme mengen, si wieren do wesentlech méi fräi, fir Dépensen ze maachen, ze engagéieren, wéi dat déi offiziell Prozedur eigentlech virgesäit. An ech hoffen, datt do net nach Illusiounen dorëmmer bestinn.

Dat gesot, wëll ech haaptsächlech drop hiweisen, datt, menger Meenung no, eng grouss Gefor hannert där Diskussioun hei stécht, iwwer Schold, Netschold, Retarden, an esou weider.

Nämlech d'Gefor ass déi, datt mat där Diskussioun soll ofgelenkt gi vun engem anere Problem, dee mer gëschter hei diskutéiert hunn, nämlech de Finanzpakt an d'Budgetsprozedur. An ech hoffen, datt de Message hei net dee soll sinn: Et si keng Sue virgesinn, et si keng Suen do, wa mer Sue brauchen, da mussen déi op d'Käschte vun aneren Ausgabe goen.

Well dat ass jo genee de Problem, dee mer gëschter hei diskutéiert hunn, nämlech ganz konkret den europäesche Fiskalpakt an déi nei Budgetskontrollprozedur, déi mer gëschter an d'nationaalt Recht ëmgesat hunn, déi keng Trennung méi mécht tëschent Investissementer a lafenden Dépensen, virun allem och am soziale Beräich.

An d'Gefor, déi mir gesinn an op déi mer hei ausdrécklech wëllen hiweisen, ass déi, datt d'Sozialdépensë gekierzt ginn, fir Investissementsdépensen ze maachen oder datt op deenen zwou Säite gekierzt gëtt opgrond vun deenen neie Budgetscontrainten, déi mer eis ginn hunn.

Duerfir ass et, eiser Meenung no, iwwer all Diskussioun iwwer Schold a Retarden a wat nach op eis soll zoukommen, wichteg, iwwer all Diskussioun iwwert d'Noutwendegkeet, déi net a Fro gestallt ass, fir déi Équipementer do ze maachen, datt dat net geschitt opgrond vun anere sozialen Ausgaben, déi mer och gradesou wichteg brauchen.

Ech mengen, de Mëtteg hu mer ee Projet, iwwert dee mer wäerten diskutéieren, Här Berger, a bei deem mer gesinn, wéi eng Konsequenzen esou eng Politik huet, wéi Dir se de Moment amgaange sidd ze maachen.

Merci.

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet den Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister.

Prises de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här Minister. Ech wollt op dee souzesoen technesche Volet agoen an herno wäert de Statssekretär am Héichschoulministère nach e puer Wuert soen iwwert déi méi inhaltlech Froen am Zesummenhank mat der Uni.

Ech wëll fir d'Éischt och alle Riedner Merci soen, an och e Merci fir déi grouss Zoustëmmung, déi ech zu deem Projet hei wäert kréien.

Ech mengen, de 4. Dezember sinn ech als Minister vereedegt ginn an direkt an engem éischte Conseil de Gouvernement, well ee vu menge Beamte mech iwwer en Emwee dorop opmierksam gemaach huet... Well den Équipement vun der Uni war jo guer net am Optrag vum Fonds Belval a vu mengem Ministère, fir sech dorëms ze këmmeren. Dat steet och ausdrécklech esou an den Texter. Dat fannt Der och an där Note erëm, déi ech maache gelooss hu fir d'Comexbu, wéi ech deemools an der Comexbu war virun e puer Wochen.

De Fonds Belval sollt sech just ëm de Bau vun de Gebaier an de Mobilier fixe këmmeren, dat heescht de Sanitaire an alles, wat fixe agebaut ass am Gebai. An et war ganz kloer - dat fannt Der eraus an all deenen Texter -, datt am Fong de Rescht hätt sollen entweder iwwer eng Dotatioun vun der Uni selwer finanzéiert ginn oder iwwer e Budgetsartikel am Héichschoulministère.

Et war awer dunn duerch Zoufall, datt ee vu menge Beamte gewuer ginn ass oder ugeschwat ginn ass vun engem Vertrieder vun der Uni, wéi et dann elo wär, well si bräichten onbedéngt déi Équipementer. An doropshin hunn ech am Regierungsrot d'Fro opgeworf. An dunn huet de Claude Meisch dat direkt gekuckt an do huet en awer festgestallt, datt an dem Douzièmes-provisoires-Budget näischt virgesi war fir deen Équipement, also mindestens net a sengem Ministère. An et ass och festgestallt ginn, datt d'Uni zwar nach eng Reserv hätt vu Suen, mä evidenterweis net genuch Suen hätt, fir dat ze finanzéieren, wat op eemol do um Dësch louch, wat dee ganzen Équipement géif kaschten.

Doropshin hunn ech dunn direkt proposéiert, da misst een awer elo schleunigst e Gesetzesprojet ausschaffen. An dat ass am Januar och dunn an Ugréff geholl ginn. De Februar dëst Joer war eng éischt Versioun fäerdeg. An du krut ech awer vum Regierungsrot - wéi dat ëmmer de Fall ass - den Optrag, nach eng Kéier eng Analyse critique maachen ze loossen iwwert dat Ganzt, wouduerch herno jo och nach eng Kéier 15 Milliounen agespuert gi sinn bei deem heite Gesetzesprojet. An doropshin ass dann den definitiven Text ausgeschafft ginn.

Ech mengen, et huet kee Wäert hei no Schëllegen ze sichen. Hei gëtt et just eppes, wat fir mech awer kloer ass, an dat ass, datt e falscht Verständnis besteet bei der Uni selwer iwwer hir Autonomie. Do läit de grousse Problem. Den Här Turpel huet et och elo indirekt ugeschwat.

D'Uni huet selbstverständlech Autonomie - an dozou stinn ech och, also dozou steet och déi heite Regierung -, mä dat heescht awer net, datt d'Uni an hirem eegenen Handelen sech net brauch un d'Kontabilitéitsgesetz ze halen, respektiv muss se kucken, datt se sech u Gesetzer hält hei zu Lëtzebuerg.

An ech mengen, dat ass e bëssen do falsch verstane ginn. An ech kann Iech och soen, wéi mer am Mäerz, Abrëll versicht hunn, déi Analyse critique ze maachen, datt et net einfach war, fir Donnéeën erauszekréien. Do ass am

Suivez la Chambre des Députés sur FACEBOOK et TWITTER

Ufank gesot ginn: Jo, neen, mir brauchen Iech iwwerhaapt keng Donnéeën ze ginn. A mir hu vill misse streiden, fir iwwerhaapt emol Donnéeën ze kréien, fir kënnen eng Fiche financière ze maachen, déi deelweis iwwerhaapt Kapp a Fouss hat, a fir iwwerhaapt och do erauszefannen, wat dann hannen a vir géif gebraucht ginn.

An ech mengen, dat ass eng Léier, déi mindestens elo emol hoffentlech d'Uni doraus awer zitt, datt och si gebonnen ass un d'Ausschreiwungsgesetzgebung, un d'Kontabilitéitsgesetzgebung, an datt se gebieden ass, selbstverständlech am Kader vun hirer Autonomie, déi se huet, awer derfir ze suergen, datt déi Gesetzer an déi Texter respektéiert ginn. An duerfir ass et och esou, datt ech mech nëmme breetschloe gelooss hunn, fir hei elo d'Urgence iwwert d'Regierung invoquéieren ze loossen, et war am Statsrot, well et mer drëms gaangen ass, ze verhënneren, an dat wär jo d'Konsequenz gewiescht vun deem Ganzen, wa mer dat heiten net géife maachen, da géifen déi Gebaier herno zwee Joer eidel an der Landschaft ronderëmstoen.

Also, et muss een awer soen, do géif awer definitiv all Mënsch eis zu Recht soen, ob mer zu Schilda ukomm wären. Nonobstant emol vum Fait, wat och gesot gëtt hei vum Buergermeeschter vu Suessem, vëlleg zu Recht, datt et eng immens Konsequenz huet fir d'Entwécklung vun där ganzer Friche, datt et eng ekonomesch Inzidenz huet fir dee Commerce, deen do ass, an esou weider an esou fort.

Also, ech mengen, dat wär jo net zouzemudden, an dat war och de Grond, firwat dat och an der Regierung gesot ginn ass, obscho mer hei am Verhältnis zu anere Bauteprojete relativ large waren a gekuckt hunn, mat deenen Zuelen, déi mer da kritt hunn, eens ze ginn. Fir déi Analyse critique ze maachen, ass et eis drëms gaangen, fir eben derfir ze suergen, datt déi Gebaier net zwee Joer eidel do stinn, an duerfir sinn ech och op de Wee gaangen, fir an d'Budgetskontrollkommissioun ze kommen, déi direkt ze informéieren an deen heite Wee virzeschloen. An duerfir sinn ech och frou, datt mer eis hei all eens sinn, datt mer unanime dat Gesetz herno wäerte stëmmen.

Mä, wéi gesot, Léiere mussen awer fir d'Uni dorauser gezu ginn, an ech hoffen, datt an Zukunft dat verstane gëtt. Op alle Fall wäert ech derhannert bleiwen, well et kënnt jo nach e Gesetz no, datt mer bei deem Gesetz wann ech gelift detailléiert Zuelen do leien hu fir d'Besoinen, a wann ech gelift och motivéiert, wéi dat sech gehéiert, well soss kréie mer awer hefteg Diskussiounen. Well elo hu mer jo Zäit, fir dat ze maachen, a mir sinn net méi ënnert deem Drock, wéi dat hei de Fall war.

Ech wëll och soen zu där Remarque vum Statsrot: Et ass net de Premierminister, deen d'Urgence invoquéiert, mä de Premierminister am Numm vun der Regierung, an et ass och esou gemaach ginn. Am Regierungsrot hunn ech gefrot, datt d'Regierung soll hei d'Urgence invoquéieren, an duerfir huet de Premierminister och selwer déi invoquéiert. A wann elo gesot gëtt, et ass net motivéiert genuch ginn, also pardon, ech mengen, et brauch een awer net wäit nozedenken, och als Statsrot, wann ee weess, datt et net tragbar wär, datt Gebaier géifen zwee Joer eidel an der Landschaft ronderëmstoen, respektiv datt dat ekonomesch zu deene Problemer kéint féieren, déi hei beschriwwe gi sinn. Ech mengen, dat misst awer als Urgence duergoen, als Motivatioun duergoen, fir hei och relativ séier en Avis ze kréien, dee mer, dat muss ech awer och soen, dann och relativ séier duerno kritt hunn, an duerfir, déi pikéiert Remarque, déi kann ech duerfir mat relativer Fassung awer huelen.

Dat wär et vu menger Säit. Wéi gesot, ech si frou, datt de Projet gestëmmt gëtt, fir datt déi Uni kann... Ah, dat wollt ech iwwregens nach soen: Et ass gemengt ginn hei, ech mengen, de Buergermeeschter vu Suessem huet dat gesot hei, d'Uni hätt sollen opgoen 2014. Dat ass net ganz richteg. Et war virgesinn, datt se am Februar 2015 opgaange wär. An et gëtt elo net Februar 2015, mä September 2015. Dat heescht, mir verléieren awer elo net extra vill Zäit, an ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass. An duerfir, wéi gesot, sinn ech frou, datt dee Projet hei unanime gestëmmt gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. An d'Wuert huet de Statssekretär am Héichschoulministère, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir e puer Wierder nach mat op de Wee ze ginn, wat den Enseignement supérieur ugeet an déi Urgence, déi do hei geschildert ginn ass, déi ass am Fong nach e bësse méi vast wéi just plënneren eriwwer vun der Uni op de Belval. Hannendru sinn nämlech e ganze Koup aner Siten, déi natierlech mat do betraff sinn. Wann d'Uni bis op de Belval geplënnert ass a wann dat e Retard kritt, da sinn aner Fakultéiten an aner Unitéiten, déi natierlech och mussen eriwwer plënneren an dat eent oder anert Gebai, an dat verzitt sech alles. An iwwerall, wou Retarde kommen a wann déi sech herno accumuléieren, gëtt de Problem fir d'Uni natierlech nach vill méi dramatesch. Dofir ass et wierklech wichteg, dass hei geplënnert gëtt.

Eppes, wat een awer och nach muss derbäisoen: Et ass sécher net méi d'Fréijoer 2015, mä September 2015, an dat kann natierlech, an dat soll een awer och hei éierlecherweis esou ernimmen, och nach eng Kéier retardéiert ginn. An, wa mer mat deene Soumissiounen, déi elo nach kommen - a mir wësse jo all, dass dat grouss Soumissioune sinn -, wann do Problemer optauchen, da kann et natierlech och Retarden do ginn, woubäi mer natierlech hoffen, dass dat net de Fall wäert sinn.

Ech géif der Rapportrice awer och Merci soen an awer och op där anerer Säit alle Mataarbechter aus deene concernéierte Ministèren an dem Fonds Belval, well déi an de leschte Wochen awer wierklech Gas ginn hunn an intensiv zesummesouzen, fir dat doten ze regulariséieren.

Den Här Wolter huet éinescht geschwat vun der Presentatioun vun de Plan-sectorielen an dem Auditoire, mengen ech, ebe vun der Uni, wou déi ganz Équipe amgaangen ass ronderëm ze kommen, an déi hunn natierlech alleguerte festgestallt, dass d'Gebaier fäerdeg sinn, wat den Här Bausch natierlech och ernimmt huet. A wann een dat elo déi nächst zwee oder respektiv dräi Joer souguer eidel stoen hätt, da wär dat net gutt, souwuel fir den Image vun eisem Land wéi dee vun der Uni, well de ganze Site Belval ass elo net nëmmen eng Imagegeschicht oder wéini ee plënnert oder eng Scholdfro, iwwert déi soll geschwat ginn, mä et ass och eng Attraktivitéitssaach fir d'Uni. Do sinn e ganze Koup vu Professeren oder Chercheuren, déi gär op Lëtzebuerg kommen an déi natierlech och wéint dem Site Belval an deem eenzegaartege Kontext natierlech och bei eis op d'Uni kommen, an dat gëtt och esou am Ausland ëmmer presentéiert an dat soll een natierlech och net aus den Ae verléieren.

Ee klengt Wuert awer och nach, fir zréckzekommen op dat, wat gesot ginn ass vun der Madame Hansen, an zwar huet si och gesot, dass dat opgetaucht ass, déi ganz Problematik, bei dem Kontrakt, deen iwwert den MPI, also de Max-Planck-Institut, gemaach ginn ass. Dat ass deen nächste Problem, deen awer beim Enseignement supérieur wäert ustoen; dat Gesetz ass nämlech och um Instanzewee. An do ass et am Fong och genee d'selwescht gelaf, well ouni déi gesetzlech Basis deen MPI-Kontrakt ënnerschriwwe ginn ass. Et muss ee wëssen, dass dat e Kontrakt ass, dee ganz enk gebitzt ass, deen op eng onbestëmmten Zäit leeft, deen awer 12 Milliounen Euro am Joer Engagementer mécht, an do sinn ëmmer Passer-outre gemaach ginn, fir dat ze finanzéieren. Dat ass och net dee richtege Wee, fir do ebe virzegoen.

Dat Gesetz wäert Iech hei an der Chamber an deenen nächste Wochen och beschäftegen, an dat ass en ähnleche Problem, bei deem ee sech natierlech d'Fro ka stellen, wéi déi dote Saachen ugaange sinn, an dat dote kënnt an nächster Zäit dann och op eis duer.

Ech sinn duerfir frou, wann et hei eng Unanimitéit gëtt a wa mer virukommen, well d'Uni, déi waart dorobber, an net nëmmen d'Uni, mä och d'Centre-de-recherchen.

Den Här Turpel huet berechtegterweis och d'Fro gestallt, wat dat doten als Folgekäschten och nach soss dorëmmer huet, well do musse Loyerskontrakter elo nach verlängert ginn, wou déi verschidden Entitéite sëtzen, a mir mussen eng Kéier do de Bilan maachen, wann alleguerten d'Zäitspanen definitiv bekannt sinn, wéi laang nach dat een oder dat anert Institut muss dorëmmer bleiwen. Duerfir ass et ganz gutt, wa mer haut dat heite kënne stëmmen, fir dass mer dann esou séier wéi méiglech virukommen.

Ech wëll awer och soen, dass, wa mer déi Zommen eng Kéier hei nieftenee leeën, een awer och do mierkt, wat an dem Zäitraum elo '14-'17 alles an den Enseignement supérieur an an d'Recherche gestach gëtt, nieft de Gebaier vu 565 Milliounen Euro. Den Här Engel huet et gesot: Et kommen elo nach eng Kéier déi heiten 140 Milliounen Euro derbäi. Da kommen och, wéi d'Rapportrice et bemierkt huet, nach eng Kéier Zomme mat derbäi bei deenen nächste Schrëtt, déi mer eben do virun ons leien hunn. An déi lescht Contrats de performance an de Contrat d'établissement mat der Uni si jo och ënnerschriwwe ginn elo fir d'Zäite '14-'17. Dat ass nach eng Kéier 1,1 Milliard Euro, an da kommen natierlech och nach do hannendrun déi nächste Gebaier.

Dat heescht, dat weist awer och, wat an den nächste Joren hei an der Recherche an am Enseignement supérieur geschitt, an dofir solle mer op jidde Fall hei virukommen an alleguerten un deemselwechte Strang zéien, fir dass mer ganz séier déi Gebaier beluecht kréie mat der Universitéit an de Centre-de-recherchen, fir dass mer d'Fuerschung an d'Universitéit awer och als weidere Pôle d'attractivité souwuel fir de Belval wéi fir eist Land kënne positionéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir géifen iwwert de Projet de loi 6697 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6697 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass fäerdeg. De Projet 6697 ass unanime mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

Dann ass domat eis ëffentlech Sëtzung vun de Moien eriwwer a mir gesinn eis um zwou Auer erëm. Merci a gudden Appetit!

(Fin de la séance publique à 12.32 heures)

Sommaire des séances publiques nos 30 et 31

30e séance

Ouverture de la séance publique p. 354

6597 - Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:
a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État
b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances p. 354-360

6631 - Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat p. 360-363

6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011 p. 363

Hommage à Mme Christiane Wickler p. 363

31e séance

Ouverture de la séance publique p. 364

6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011 (suite) p. 364

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Gérard Anzia p. 364-365

6686 - Projet de loi modifiant l'article 6, paragraphe 1 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux p. 365-366

6654 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et autorisant la construction de l'échangeur de Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13 p. 366-372

6697 - Projet de loi relatif à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des Sciences à Belval p. 372-375

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0325	Sylvie Andrich-Duval	Accessibilité du Laboratoire National de Santé
0346	Franz Fayot	Distribution et promotion des productions cinématographiques
0349	Françoise Hetto-Gaasch	Fonctionnement du Laboratoire National de Santé
0353	Claudia Dall'Agnol	Ouverture du don du sang à la communauté homosexuelle
0354	Franz Fayot	Lutte contre la criminalité dans le quartier de la Gare
0357	Serge Wilmes	Direction de Cargolux
0358	Françoise Hetto-Gaasch	Fluidité du trafic sur la route d'Echternach (E27)
0359	Claudia Dall'Agnol	Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck
0361	Martine Hansen	Protection des jeunes travailleurs durant la formation professionnelle
0362	Emile Eicher, Marco Schank	Installation d'un «radar» à Wahlhausen
0367	Roger Negri	Dédommagement des passagers aériens en cas de retard
0369	Marc Spautz	Cérémonie civile le jour de la fête nationale
0370	Marc Spautz	Enlèvement des traces d'huile sur la voie publique par l'Administration des Ponts et Chaussées
0371	Martine Hansen, Marco Schank	Rhinotrachéite infectieuse bovine
0372	Marc Spautz	Augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée
0373	Laurent Mosar	Industrie luxembourgeoise des fonds d'investissement
0375	Yves Cruchten	Laïcité de l'école
0376	Josée Lorsché	Phénomène de la commercialisation de médicaments manipulés
0378	Laurent Mosar	Entrée en vigueur de l'accord FATCA
0379 cf. 0380	Guy Arendt	Initiative «Sauvegarde du Patrimoine» asbl
0380 cf. 0379	Laurent Mosar	Initiative «Sauvegarde du Patrimoine» asbl
0381	Laurent Mosar	Introduction de droits successoraux en ligne directe
0382	Françoise Hetto-Gaasch	Fonctionnement du Laboratoire National de Santé (LNS)
0383	Gilles Baum	Construction d'un hall sportif pour les besoins du Lycée d'Echternach
0384	Simone Beissel, Lex Delles	Viande avariée
0385	André Bauler, Edy Mertens	Plan de mesures de sécurisation de la route nationale N7 et de la voie expresse B7
0386	Léon Gloden	Cellule indépendante - fusions communales
0389	Marc Spautz	Autorisation d'exploitation
0390	Roy Reding	Lutte contre le terrorisme au Luxembourg
0391	Fernand Kartheiser	Tranquillité des lieux de culte
0392	Claudia Dall'Agnol	Accès aux études à l'Université du Luxembourg
0393	Martine Hansen	Biotopes
0394	Marc Spautz	Taxation des automobilistes en fonction du nombre de kilomètres parcourus
0395	Justin Turpel	Saisie du Comité d'éthique suite à la réorientation professionnelle d'un ancien membre du Gouvernement
0396	Diane Adehm, Gilles Roth	Procédures engagées en cas d'alerte météorologique
0397	Joëlle Elvinger	«Nation Branding»
0398	Marc Angel Franz Fayot	Maison de la Fondation Bourg-Gemen au Limpertsberg
0400	Sylvie Andrich-Duval	Modalités de la prise en charge de différentes prestations de soins de santé par la CNS
0401	Nancy Arendt	Registre européen des donneurs de moelle osseuse
0402	Roy Reding	Prise de sang
0403	Léon Gloden, Nancy Arendt	Couverture médicale
cf. 0419		
0404	Claudia Dall'Agnol	Camp militaire à Bangui
0405	Gilles Roth, Diane Adehm	Financement des allocations familiales
0406	Marco Schank	Pont pour piétons provisoire de Bettembourg
0407	Justin Turpel	Installation de Park & Ride à différents points de la frontière belge
0408	Diane Adehm, Marcel Oberweis, Gilles Roth	Réduction des émissions de CO_2
0409	Laurent Mosar	Directive établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un détachement intragroupe
0410	Léon Gloden	Droit d'accès d'un individu aux informations d'identification d'un utilisateur d'un portail Internet
0412	Marcel Oberweis	Politique d'investissement du Fonds de compensation
0413	Martine Hansen, Octavie Modert, Aly Kaes	Rémunération de biogaz
0414	Laurent Mosar	Mutualité des Employeurs
0415	Justin Turpel, Serge Urbany	Intervention militaire de l'État d'Israël dans la bande de Gaza
0416	Justin Turpel, Serge Urbany	Surveillance de la marche de solidarité avec le peuple de la bande de Gaza par des services de renseignement le 19 juillet 2014
0417	Marcel Oberweis	Système «antitrespassing»
0418	Gast Gibéryen	Travailleurs qualifiés
0419 cf. 0403	Gast Gibéryen	Manque de médecins
0420	Gast Gibéryen	Études lancées par les acteurs publics
0421	Gast Gibéryen	Fonds du Logement
0422	Diane Adehm, Gilles Roth	Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement
0423	Françoise Hetto-Gaasch	Stérilisation forcée des personnes transgenres en vue d'un changement de sexe à l'état civil
0425	Guy Arendt	Prix des loyers
0426	Gusty Graas	Satellite militaire
0427	Laurent Mosar	Interview donnée à l'hebdomadaire «Le Jeudi» par Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
0428	Josée Lorsché	Mesures de sécurité à envisager sur la N31 entre Obercorn et Belvaux
0429	Marc Angel, Roger Negri	Représentation du personnel au sein du conseil d'administration de la future société LuxTram SA
0430	André Bauler	Code de conduite pour les membres des conseils communaux
0432	Roberto Traversini	Avis du Comité Économique et Social sur «La politique de l'intégration au Luxembourg»
0434	Françoise Hetto-Gaasch	Concours d'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental
0441	Edy Mertens, André Bauler	Pénurie de médecins généralistes
0445	Franz Fayot	Système d'indexation automatique
0456	Diane Adehm, Octavie Modert, Gilles Roth	Renouvellement du mandat du président de la Commission nationale pour la protection des données

Question 0325 (3.6.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**accessibilité du Laboratoire National de Santé:**

En octobre 2013, le Laboratoire National de Santé a ouvert ses portes à Dudelange, au numéro 1, rue Louis Rech, et 200 personnes y travaillent actuellement.

Depuis la mise en service du nouveau site, plusieurs problèmes sont régulièrement signalés au niveau de son accessibilité, et notamment:

1) Il n'y a pas d'arrêt d'autobus prévu pour les collaborateurs du nouveau laboratoire.

2) Ces mêmes collaborateurs qui se déplacent en voiture sont obligés d'emprunter la sortie du site menant en direction de Dudelange, pour y faire demi-tour au niveau du rond-point de Burange, afin de pouvoir retourner en direction de Luxembourg, ce qui cause des embouteillages et des retards considérables aux heures de pointe.

Dans ce contexte, je souhaiterais interroger Monsieur le Ministre sur les points suivants:

- Dans l'intérêt de la mobilité durable prônée par le Gouvernement, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il convient de manière urgente de prévoir un accès aux transports communs pour les usagers de ce site?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de configurer une autre possibilité de sortie pour les personnes voulant quitter le site en direction de Luxembourg, par exemple un système généralisé de priorité à droite?

Réponse (28.7.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans le cadre des travaux de réaménagement de l'échangeur Burange, mes services ont prévu un arrêt de bus supplémentaire à hauteur du laboratoire. Ce même projet permettra d'éviter des demi-tours du personnel du LNS dans le giratoire actuel de Burange.

En effet, la route d'accès actuelle vers la zone d'activité est provisoire. Elle a été aménagée par la ville de Dudelange en attente de la construction de la bretelle d'autoroute qui permettra d'accéder directement à la rue Louis Rech. L'accès provisoire ne sera plus utilisé pour rejoindre la N31, mais servira uniquement de zone de livraison pour le Laboratoire de Médecine Vétérinaire.

Lors d'une entrevue de la direction du LNS avec le Conseil échevinal et le Service de la circulation de la ville de Dudelange en septembre 2012, il s'est avéré qu'une extension vers le LNS de la ligne d'autobus 9 reliant la gare de Dudelange à Burange n'est pas envisageable étant donné que le temps de parcours de 30 minutes correspond au rythme de départ des trains. Ainsi, le rabattement entre bus et trains serait perturbé suite aux problèmes d'embouteillage au niveau de l'accès au LNS.

Néanmoins, je tiens à préciser que l'arrêt ferroviaire Dudelange-Burange se situe à 700 m et l'arrêt de bus «Soibelkaul» desservi par la ligne 9 à 400 m du LNS.

Dans un contexte plus global, mes services ensemble avec les deux collèges échevinaux sont en train de finaliser un concept de mobilité pour les localités de Dudelange et Bettembourg afin d'améliorer considérablement l'accès par transport en commun et par mobilité douce non seulement au LNS, mais aussi aux autres zones d'activités dans la région jusqu'à présent entièrement à l'écart d'une offre de transport en commun.

Question 0346 (16.6.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **distribution et** la **promotion des productions cinématographiques:**

La Commission européenne a récemment publié une communication intitulée: «Le cinéma à l'ère numérique. Associer la diversité culturelle et la compétitivité.» Il en ressort notamment que même si l'Europe parvient à produire un grand nombre de longs métrages variés, la plupart des films européens n'atteint pas la totalité de leur public potentiel en Europe, et moins encore sur le marché mondial. Ainsi, selon les chiffres de l'Observatoire européen de l'audiovisuel, les recettes aux guichets et les entrées des films européens sont nettement inférieures à celles des productions américaines. En 2012, ces dernières représentaient 19,84% des sorties en salle et 65,11% des entrées au sein de l'UE. Les entrées réalisées par les films européens non nationaux sur le marché de l'UE sont stables et représentent près de 12% en moyenne.

Selon les auteurs de la communication, l'accent mis par les politiques cinématographiques sur le soutien à la production ne va pas de pair avec les efforts liés à la diffusion auprès du public. Ainsi, en 2009, les organismes publics européens de financement des œuvres cinématographiques ont consacré en moyenne 69% de leur budget à la création des œuvres, tandis que seulement 8,4% a été consacré à leur distribution et 3,6% à leur promotion.

Or, l'accent mis sur la sortie en salle et la diffusion des films, fait passer au second plan le potentiel de distribution sur toutes les plateformes possibles. La communication relève que, afin d'améliorer la distribution des films européens il faut s'adapter à l'évolution des habitudes du public. En effet, les Européens regardent des films de plus en plus par l'intermédiaire de services à la demande. Le visionnage moyen de vidéos en ligne par spectateur s'est accru de 155% à 200% sur la période 2008-2011.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Comment est ventilé le budget d'une production cinématographique au Luxembourg? Quelle part est consacrée à la création et quelle part à la distribution et à la promotion? Des mesures d'incitation sont-elles prévues pour les producteurs et les sociétés de production afin qu'ils mettent davantage l'accent sur la diffusion à un plus large public?

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'assez d'efforts sont fournis afin d'atteindre le public par les nouvelles plateformes telle que la vidéo à la demande?

Réponse (28.7.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

L'honorable Député se base sur la communication publiée par la Commission européenne «Le cinéma à l'ère numérique. Associer la diversité culturelle et la compétitivité» et fait partant référence à un élément clé de la chaîne de vie d'une production audiovisuelle, à savoir la communication au public, voire la circulation transfrontalière des œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Suite à la mondialisation et au développement rapide du numérique, le marché du cinéma international est en pleine évolution. L'hégémonie du cinéma nord-américain est due notamment au fait que le marché européen dispose de moyens financiers plus restreints et que les œuvres européennes circulent peu sur un marché européen hétérogène et diversifié. Ce constat impose de mener des actions pour accroître la circulation et l'audience des œuvres audiovisuelles européennes pour renforcer ainsi la compétitivité de notre secteur. Et ceci dans un contexte où dans l'Union européenne 1.200 films sont produits en moyenne annuellement et où 200 films américains y sont distribués par an.

La Commission européenne, consciente du problème de la circulation des œuvres européennes, a créé en 1992 avec les programmes MEDIA successifs, des plateformes permettant de renforcer la distribution et la diffusion d'œuvres audiovisuelles européennes. Le Conseil de l'Europe a fait de même avec le programme EURIMAGES.

Au Luxembourg, au regard de son territoire restreint, la distribution de films se fait surtout par des distributeurs belges, hollandais ou français. Toutefois, tout film produit ou coproduit avec le Grand-Duché a une sortie garantie sur le territoire national, les producteurs s'en chargeant eux-mêmes, qu'il s'agisse de courts métrages, de documentaires ou de longs métrages. L'évènement «Discovery international Film Festival» est une vitrine importante pour la visibilité des œuvres nationales. Chaque année, une catégorie spéciale y est réservée pour les œuvres produites ou coproduites avec un producteur luxembourgeois.

Pour ce qu'il en est des budgets de production de films, il a y lieu de souligner que les coûts de distribution d'un film ne sont pas inclus dans le budget de production. En effet, les métiers de producteur et de distributeur sont complètement différents et partant les modèles économiques différents ne peuvent être intégrés dans une structure commune. Toutefois, le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle accepte que les budgets de production intègrent certains frais de promotion en cours de fabrication d'une production audiovisuelle.

D'autre part, le Fonds dispose dans son budget annuel d'une enveloppe spécifique pour accorder des aides à la promotion des œuvres produites ou coproduites au Luxembourg, ceci au niveau de la sortie nationale et de sélection à des festivals internationaux.

Le Fonds est en train de finaliser une nouvelle aide à l'exportation, destinée à couvrir une partie des dépenses facilitant la mise sur le marché international des productions cinématographiques luxembourgeoises. Il s'agit plus précisément de soutenir le producteur luxembourgeois dans la recherche d'un vendeur international et dans ses démarches de promotion et de distribution au niveau international.

Suite au propos du futur Président de la Commission européenne qui a déclaré que le marché unique du numérique constitue un atout essentiel pour stimuler la croissance en Europe, la Présidence italienne prévoit d'adopter des conclusions du Conseil sur la politique audiovisuelle à l'ère numérique. Ce sera l'opportunité pour les États membres de l'Union européenne de se positionner sur un certain nombre de défis.

Un des sujets à traiter dans ce contexte concerne notamment les nouveaux modes de consommation et les nouveaux modes de distribution de contenu, suite à l'évolution des nouvelles technologies numériques.

Les États membres auront par ailleurs l'opportunité de s'exprimer sur une éventuelle exploitation simultanée ou mieux coordonnée des sorties en salles au niveau international et sur un accès plus rapide aux services à la demande, toutes plateformes confondues.

Nous estimons que seule une solution européenne permettra une meilleure diffusion et promotion transfrontalière des œuvres européennes.

Question 0349 (17.6.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **fonctionnement du Laboratoire National de Santé:**

Il semble que 30 à 50% des dossiers d'analyses histologiques qui parviennent au LNS sont envoyés à l'étranger (notamment à Cologne). Pour certaines analyses cytologiques, 100% des examens sont faits à l'étranger: p. ex. en ce qui concerne le cancer du sein pour la détermination du statut HER2/neu, les analyses par immunohistochimie (IHC) sont faites au LNS et tous les prélèvements sont ensuite retestés à Cologne par la technique FISH.

Il semble aussi que trop peu d'examens histologiques extemporanés sont actuellement réalisés au Luxembourg en raison des difficultés d'accès au laboratoire et que cette situation s'est aggravée depuis la migration du LNS à Dudelange.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Quelles sont les raisons à la base de cet outsourcing vers l'étranger? Pourquoi tous ces examens d'IHC doivent être vérifiés par FISH à l'étranger? Quel est le coût de cette forme d'outsourcing? Quel est le déroulement régulier d'une telle procédure? D'après quels critères et d'après quelles procédures les laboratoires à l'étranger sont-ils sélectionnés? Est-ce qu'il existe une transparence absolue quant au procédé appliqué et quelle est la durée additionnelle moyenne supplémentaire de telles analyses effectuées à l'étranger? Quel est le coût de fonctionnement du LNS?

2. Madame la Ministre peut-elle me fournir des informations quant au nombre exact de biopsies extemporanées demandées par les médecins au Luxembourg les deux dernières années? Pour quels types de cancer ces biopsies ont-elles été effectuées et quelle est la durée moyenne d'une analyse de biopsie extemporanée (avant et depuis la migration à Dudelange)?

3. Apparemment bon nombre de médecins renoncent à faire des biopsies extemporanées, puisqu'ils savent que le temps d'attente est bien trop long pour le patient sous anesthésie. Vu cependant l'urgence des décisions à prendre pendant l'opération, certains médecins procèdent à une opération plus élargie (que ce qui serait nécessaire en présence d'un examen extemporané fiable), d'autres au contraire préfèrent faire une opération plus limitée, mais souvent insuffisante. Il s'ensuit que beaucoup de patients doivent une nouvelle fois être opérés à la suite du rapport d'histologie définitive montrant que les marges de la première opération ne sont pas saines. Ces nouvelles opérations, qui ne surviendraient pas si on disposait d'un examen extemporané fiable, génèrent un coût important pour la CNS, sans parler des conséquences pour la santé (perte de chance) et du stress psychique que doivent endurer les patients.

Madame la Ministre est-elle au courant de ces faits? Comment les juge-t-elle et comment entend-elle y réagir?

4. En outre, du fait que les résultats finaux ne parviennent parfois aux médecins que des semaines voire parfois quelques mois seulement après l'opération, des traitements additionnels qui suivent l'opération (p. ex. chimiothérapie ou radiothérapie) ne peuvent souvent pas débuter dans les délais conseillés.

Madame la Ministre est-elle au courant de ces faits? Comment les juge-t-elle et comment entend-elle y réagir?

Réponse (22.7.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Ad 1. Les patients souffrant d'un cancer du sein, mais également ceux atteint d'un cancer de l'estomac, peuvent, suite à un traitement chirurgical, le cas échéant, bénéficier d'un traitement complémentaire de type chimiothérapie et/ou radiothérapie. Depuis une dizaine d'années, il existe un traitement supplémentaire pour les deux types de cancer et qui consiste à administrer aux patients concernés le médicament Herceptin®. Étant donné que ce médicament a comme effet secondaire une cardiotoxicité non négligeable, il est important de déterminer au préalable si le patient est réceptif pour ce médicament ou non.

La procédure prévoit d'abord le diagnostic histologique du type exact du cancer. Par la suite, pour le cancer du sein, il est important de pratiquer, moyennant des examens immunohistologiques, la détermination des récepteurs hormonaux œstrogéniques et progestéroniques indiquant l'utilité d'un traitement hormonal adjuvant. Finalement, il y a lieu de déterminer l'expression d'une surexpression de la protéine HER2/neu sur coupes histologiques moyennant un examen immunohistochimique qui prévoit une interprétation du résultat en quatre catégories (score 0 = négatif, score 1, 2 ou 3; score 3 étant positif). Il s'avère que malgré une positivité des examens immunohistochimiques (IHC), il se peut qu'il n'y ait pas d'amplification du gène HER2/neu, ce qui indiquerait qu'un traitement à l'Herceptin® serait en vain, et même contre-indiqué au vu de son effet cardiotoxique.

Au vu des effets secondaires connus, le LNS a effectué sur tous les prélèvements score 2 et score 3 un examen FISH. Il s'est avéré par la suite que les pathologistes du LNS ont pu détecter dans leur série deux examens IHC score 3 positif ne montrant pas d'amplification du gène HER2/neu et épargnant ainsi aux patients un traitement qui n'aurait pas eu de succès.

Suite à cette expérience, et afin d'assurer le traitement le plus efficace à ces patients, le LNS a décidé dans un cadre d'assurance de qualité de réaliser ces examens génétiques également pour les cas IHC score 1. Force est de souligner que le LNS peut ainsi collaborer avec une institution universitaire de renommée internationale dans ce domaine. La perte de temps est d'une journée; temps qui est nécessaire pour le transfert des prélèvements.

Ad 2. Les examens extemporanés sont des examens anatomo-pathologiques réalisés en peropératoire sur un matériel non fixé. La procédure prévoit le transfert des prélèvements au LNS moyennant taxi pouvant circuler sur les voies publiques rapides réservées aux autobus. Depuis plus de 50 ans cette technique existe et a été pratiquée au Luxembourg. Au fur et à mesure du temps, les indications (diagnostic primaire d'une tumeur ou non, marges de résection…) ont changé. La technique (description macroscopique, découpe, congélation, coupe histologique et coloration) nécessite en moyenne 15 minutes. Par la suite a lieu l'interprétation des coupes et la communication du résultat par téléphone. L'évaluation du délai de réponse dans une série de février à mai 2014 a montré une durée moyenne de 30 minutes.

Ad 3. L'expérience vécue dans le passé entre la collaboration d'un hôpital du sud du pays et le LNS à Luxembourg-ville a donné satisfaction dans ce domaine, tout en sachant que les programmes des opérations ont été adaptés en fonction de la nécessité de cette technique selon les cas à opérer. La comparaison des demandes d'examens extemporanés pour des périodes de six mois avant et après le déménagement à Dudelange a montré une hausse de 13% des demandes de ce type d'examens.

Ad 4. Les délais de réponse des examens anatomo-pathologiques ont pu être nettement réduits ces derniers mois. Ces retards étaient essentiellement dus à une pénurie de médecins-spécialistes et à l'absence prolongée de pathologistes du LNS pour raison de santé. La réduction de temps dans les délais de réponse a été possible suite à des mesures de réorganisation interne du service et suite au concours et à l'aide d'instituts universitaires à l'étranger qui assurent par ailleurs l'assurance de qualité des diagnostics réalisés.

En ce qui concerne le volet relatif au recrutement de médecins spécialistes en anatomie pathologique, je me permets de renvoyer l'honorable Députée à ma réponse à la question parlementaire n°0257 *(cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014)* de Madame la Députée concernant le LNS.

Question 0353 (17.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**ouverture du don du sang à la communauté homosexuelle:**

La directive 2004/33/CE de la Commission du 22 mars 2004 portant application de la directive 2002/98/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins prévoit dans son annexe III des critères d'exclusion pour les donneurs de sang. Parmi ces critères, l'on retrouve le critère du «comportement sexuel» concernant plus précisément les «sujets dont le comportement sexuel les expose au risque de contracter des maladies infectieuses graves transmissibles par le sang».

Ceci a amené certains pays européens à exclure de façon permanente du don du sang les hommes ayant eu des rapports sexuels avec un homme, du fait d'un risque d'exposition accru au VIH. Diverses associations de lutte pour l'égalité des droits critiquent que, partant d'un «comportement à risque», évoqué par la directive, les pays désignent toute une «population à risque» sur base de l'orientation sexuelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Quelle est la position de Madame la Ministre concernant cette thématique?

- Madame la Ministre a-t-elle l'intention d'inciter les services compétents à adopter une position nuancée et individualisée des facteurs de risque potentiels pour les donneurs de sang?

Réponse (24.7.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La directive 2004/33/CE de la Commission du 22 mars 2004 portant application de la directive 2002/98/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins, prévoit parmi les critères d'exclusion celui lié au comportement sexuel et concernant plus particulièrement les sujets dont ce comportement les expose au risque élevé de contracter des maladies infectieuses graves transmissibles par le sang, dont le VIH, l'hépatite B et l'hépatite C.

Ces critères d'exclusion trouvent également application aux États-Unis d'Amérique et au Canada. Le critère du comportement sexuel est appliqué d'ailleurs par l'ensemble des États européens.

Les comportements sexuels considérés à risque sont:

- les sujets hétérosexuels ou homosexuels ayant des partenaires multiples,

- les prostituées femmes et prostitués hommes.

La protection du receveur contre ces maladies est considérée comme élevée en cas de cumul de deux composantes:

- application de critères d'exclusion stricts,

- contrôle par analyses avant libération du don.

Il est important de rappeler que le contrôle par analyses seul n'élimine pas les risques. En effet, il existe une soi-disant fenêtre entre présence de virus dans le sang d'une personne contaminée et l'apparition de marqueurs permettant la détection de sa présence. Cette fenêtre est très large pour le VIH, alors qu'elle peut atteindre plusieurs semaines. Le sujet peut donc être infectieux sans qu'aucun signe ne soit détecté chez lui par les analyses. Seules les réponses sincères du donateur permettent d'éviter ce risque de la fenêtre.

Il m'importe tout autant de rappeler, voire d'insister que l'exclusion du don de sang doit être basée sur un comportement à risque et non pas sur une orientation sexuelle.

Un groupe d'experts, instauré au niveau du Conseil de l'Europe, est chargé de faire des propositions en ce qui concerne les comportements sexuels chez les donneurs de sang ayant un impact sur la sécurité transfusionnelle. En vue de pouvoir disposer de toutes les garanties permettant d'exclure tout danger en matière de santé publique, j'attends les conclusions des experts européens avant d'envisager d'adapter la pratique actuelle.

Question 0354 (17.6.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **lutte contre la criminalité dans le quartier de la Gare:**

Le phénomène de criminalité liée au trafic de la drogue et à la prostitution dans la rue de Strasbourg et les rues avoisinantes dans le quartier de la Gare à Luxembourg-ville conduit depuis quelque temps à des nuisances considérables pour les habitants de ce quartier et à un sentiment d'insécurité croissant. Au-delà des aspects de politique communale pour venir à bout de ces problèmes, qui relèvent de la compétence de la ville de Luxembourg, cette situation soulève aussi des questions de politique nationale et notamment la question de l'opportunité de légiférer.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Quels types d'initiatives Messieurs les Ministres comptent-ils prendre pour lutter efficacement contre la criminalité qui frappe ce quartier et d'autres quartiers similaires dans d'autres villes du pays?

2. Monsieur le Ministre de la Justice est-il d'avis que l'arsenal législatif luxembourgeois est suffisant pour venir à bout d'une telle situation? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre de la Justice peut-il expliquer où se situent concrètement les problèmes pour éradiquer une criminalité de ce type? Dans le cas contraire, quelles mesures législatives sont envisagées?

Réponse commune (28.7.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Depuis le 1er mai 2014, la Police grand-ducale a renforcé les dispositifs de contrôle aux alentours de la rue de Strasbourg. Les contrôles en matière de prostitution et stupéfiants ont déjà été renforcés au préalable. Le dispositif de patrouilles à pied a également été renforcé aux alentours de la rue de Strasbourg et dans le quartier de la Gare en général. Par ailleurs, les contrôles de la «circulation interdite» nouvellement installée ont été régulièrement ordonnés.

Lors de la dernière réunion publique le 8 juillet 2014, les habitants du quartier ont manifesté une réaction positive aux contrôles de police.

La police constate en général que la prostitution s'est réorientée vers le quartier de la Gare (rues Commerce, Wedell, Epernay, Reims, Mercier) et la scène de revendeurs et de consommateurs de stupéfiants s'est déplacée vers la structure «Abrigado» (route de Thionville).

En octobre 2012, le Ministère de l'Égalité des chances a instauré une plateforme nationale «Prostitution» qui rassemble les acteurs directement impliqués dans l'encadrement de la prostitution au Luxembourg: les Ministères de l'Égalité des chances et de la Justice, les services «dropIn» et «HIV Berodung» de la Croix-Rouge luxembourgeoise, le Service d'intervention sociale de la ville de Luxembourg, le Parquet général ainsi que la Police grand-ducale. L'objectif de cette plateforme est de finaliser un concept global pour améliorer l'encadrement de la prostitution au Luxembourg en tenant compte des aspects de sécurité, de santé et d'assistance psychosociale.

Le concept global, contenant également des mesures législatives, devrait être soumis au Conseil de Gouvernement à brève échéance.

Question 0357 (18.6.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **direction de Cargolux:**

Fin mars 2014, le conseil d'administration de Cargolux a décidé d'engager un nouveau «Senior Vice President Asia Pacific» et membre du comité de direction de Cargolux. À peine 40 jours plus tard, la presse relate la mise à l'écart et le licenciement de ce dernier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les administrateurs de Cargolux, représentant directement ou indirectement l'État dans le conseil d'administration de la société et y détenant la majorité fin mars 2014, ont agi sur instruction du Gouvernement au moment de prendre la décision d'engager le nouveau «Senior Vice President Asia Pacific» et membre du comité de direction de Cargolux?

2. Dans l'affirmative, le Gouvernement n'avait-il pas été rendu attentif aux hésitations entourant l'idée d'engager la personne concernée comme membre du comité de direction de Cargolux?

3. Monsieur le Ministre n'a-t-il pas jugé prématuré cet engagement fin mars 2014 alors que l'entrée de HNCA dans le capital de Cargolux ne devait devenir effective qu'un mois après la nomination du nouveau «Senior Vice President Asia Pacific» et membre du comité de direction de Cargolux?

4. Le nouveau «Senior Vice President Asia Pacific» et membre du comité de direction de Cargolux ayant été rendu responsable par la presse du cafouillage entourant les autorisations pour le vol inaugural de Cargolux vers Zhengzhou, il est indirectement responsable de l'inutilité du voyage effectué par Monsieur le Ministre et son entourage à Zhengzhou pour y accueillir le vol inaugural. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le coût total de ce voyage du Ministre et de son entourage?

5. Le Gouvernement avait-il au préalable été rendu attentif à d'éventuels problèmes liés aux autorisations de vol vers Zhengzhou? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il abordé ces problèmes lors de sa première visite en Chine au mois de janvier 2014 et a-t-il demandé à ses interlocuteurs chinois de procéder à un accord formel sur le sujet?

Réponse (25.7.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions concernant la désignation d'un membre du comité exécutif auprès de la société Cargolux SA.

Le Gouvernement est d'avis que les décisions en matière de gestion du personnel auprès d'une société commerciale de droit privé sont à prendre par les organes et comités compétents selon les statuts de celle-ci.

Le Gouvernement a pleine confiance en ce que les comités afférents - et en dernière instance le conseil d'administration - ont pris les décisions qui s'imposent dans ce dossier étant donné qu'ils sont les seuls à disposer de toutes les informations internes requises dans pareil contexte.

En ce qui concerne d'éventuelles instructions en matière de vote à donner par le Gouvernement à ses fonctionnaires représentants dans le conseil d'administration d'une société commerciale de droit privé, le Gouvernement tient à préciser qu'il donne - et donnera - suite à chaque demande en ce sens émanant d'un fonctionnaire concerné.

L'honorable Député s'enquiert également «sur le coût du voyage effectué par Monsieur le Ministre et son entourage à Zhengzhou» pour y accueillir le vol inaugural, voyage qu'il qualifie par ailleurs d'«inutile».

Il importe d'abord de relever que Monsieur le Ministre s'est rendu à Zhengzhou sur invitation personnelle de Monsieur Xie, Gouverneur de la Province de Henan. Outre le fait que de telles rencontres régulières à un niveau personnel sont considérées comme extrêmement importantes dans les relations avec la Chine, le Gouvernement tient à rappeler que des dossiers connexes en relation avec le secteur de la logistique ou encore une coopération accrue entre les aéroports de Zhengzhou et du Findel ont été abordés lors de cette réunion. Qualifier ce voyage d'«inutile» laisse présager dès lors une certaine méconnaissance tout aussi bien du dossier complexe de la logistique qui ne saurait se limiter au vol inaugural d'une seule société commerciale que des us et coutumes à respecter en Asie.

Le coût de ce voyage est d'ailleurs parfaitement en ligne avec ceux des neuf voyages que le Ministre précédent, Monsieur Claude Wiseler, a effectués en la matière et il semble difficilement concevable de parler d'«entourage» étant donné que Monsieur le Ministre était accompagné uniquement d'un seul conseiller.

Le Gouvernement tient par ailleurs à rappeler que le «closing» de la vente des actions Cargolux pour un prix de 120 millions de dollars au nouvel actionnaire HNCA ainsi que l'augmentation de capital de 175 millions de dollars auprès de Cargolux SA sont intervenus le jour même du départ du voyage ministériel en Chine, à savoir le 23 avril 2014.

Question 0358 (18.6.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **fluidité du trafic sur la route d'Echternach (E27):**

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures vient de confirmer la fermeture de la route de Luxembourg CR119 entre le «Stafelter» et la route d'Echternach en tant que mesure de compensation due à la construction du centre de remisage dans la forêt classée du Grünewald dans le cadre du projet tram. Cette décision va certainement engendrer un surplus de trafic vers l'échangeur Waldhof où aux heures de pointe, des embouteillages importants se produisent régulièrement engendrant un bouchon jusqu'à Gonderange.

Dans ce contexte, la soussignée avait déjà demandé en janvier 2009 quelles possibilités seraient envisageables afin de rendre le trafic plus fluide sur la route d'Echternach en direction de Luxembourg, notamment sur le tronçon Gonderange-Waldhof, accès vers l'autoroute A7.

Le Ministère avait précisé à l'époque que l'Administration des Ponts et Chaussées serait en train d'étudier diverses possibilités pour rendre le trafic plus fluide en ces lieux. Il serait en effet prévu de modifier l'échangeur Waldhof par l'aménagement de la route nationale permettant de faciliter l'accès à l'autoroute, aussi bien pour le trafic venant d'Echternach, que pour le trafic venant de Luxembourg. Par ailleurs, l'aménagement d'une voie d'accélération devrait permettre aux usagers venant de l'autoroute d'accéder plus facilement à la route nationale en direction d'Echternach.

Enfin, il avait encore été précisé qu'un bureau d'études était chargé d'examiner la possibilité de réserver une voie pour le transport en commun, de sorte à ce que les autobus puissent passer l'échangeur en site propre sans être mêlé au trafic individuel.

Or, force est de constater que depuis, aucune mesure concrète n'a été réalisée afin de rendre le trafic enfin plus fluide en ces lieux.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre partage-t-il encore les propositions de l'Administration des Ponts et Chaussées?

- Dans l'affirmative, dans quels délais les différentes mesures peuvent-elles être réalisées?

- Dans la négative, quelles sont les solutions envisagées par le Ministre afin d'améliorer la fluidité du trafic sur la route d'Echternach?

- Ne serait-il pas envisageable de prolonger la bande d'accélération en direction de l'accès à l'autoroute au croisement Waldhof pour les véhicules en provenance de la montée «Stafelter» sachant que le nombre de véhicules va augmenter considérablement avec la fermeture du CR119?

- Après l'ouverture de la «Nordstrooss», ne serait-il pas opportun d'examiner par la suite l'évolution du trafic en provenance de Walferdange et Eisenborn avant de fermer définitivement le CR119?

Réponse (25.7.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0358 du 18 juin 2014, l'honorable Députée a posé une série de questions en relation avec la fluidité du trafic sur la route d'Echternach.

En réponse, il y a lieu de préciser que l'échangeur entre l'A7 et la N11 sera aménagé de la manière suivante:

En venant de Luxembourg, l'accès à l'autoroute se fera exclusivement par mouvements de tourne à droite.

En venant d'Echternach, l'accès à l'autoroute se fera par mouvement de tourne à droite pour aller en direction sud, tandis que les automobilistes en direction nord ne possèdent pas de bretelles d'accès propre et doivent tourner à gauche (croiser le flux d'automobilistes sur la N11 en direction d'Echternach) pour emprunter la bretelle en direction nord. Ils auront à leur disposition une voie propre de tourne à gauche.

Les automobilistes quittant l'autoroute auront des voies d'accélération sur la N11 en direction de Luxembourg et d'Echternach.

Les travaux sont en cours et l'échangeur sera achevé simultanément avec l'ouverture de l'A7.

En ce qui concerne l'échangeur du Waldhof (CR126 et N11), les automobilistes qui empruntent la N11 à partir du CR126 profiteront dans le futur d'une voie d'accélération en direction de Luxembourg. Le dossier de soumission est en cours d'élaboration et sera terminé en septembre 2014, de sorte que les travaux puissent commencer en début 2015.

Par ces mesures, la fluidité du trafic devrait être garantie entre le croisement au lieu-dit Waldhof et l'échangeur entre l'A7 et la N11.

Après l'ouverture de l'A7 et la construction de la voie d'insertion sur la N11 au Waldhof, le CR119 sera fermé provisoirement pour une année, pendant laquelle sera analysé le trafic sur le CR126 et la N11. Après cette année, il sera décidé définitivement si le CR119 pourra être fermé complètement.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0359 (18.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck:**

Ces derniers jours la presse a fait état d'un malaise au sein du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) à Ettelbruck.

En effet, l'association du personnel a dénoncé la décision prise par la direction de muter une partie du personnel vers d'autres unités. L'association craint des répercussions négatives sur la qualité des soins et de l'encadrement. En ce qui concerne plus précisément l'unité accueillant les patients ayant commis un délit et placés en vertu de l'article 71 du Code pénal, six membres du personnel seront remplacés d'ici le 1er juillet - ce qui selon l'association du personnel risque de créer des problèmes de sécurité du fait de la dangerosité potentielle des patients et du manque d'expérience d'une partie de la nouvelle équipe.

Une autre critique a trait plus généralement au fait que le personnel ne soit pas associé à la préparation des changements.

Selon la direction, ces mesures s'inscrivent dans un processus de réforme plus large dans le contexte du rapprochement du Centre Hospitalier du Nord et du CHNP d'ici 2020 et visent à améliorer tant le bien-être des patients que la sécurité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Comment Madame la Ministre conçoit-elle le malaise au sein du CHNP dont a fait état la presse récemment?

- Comment Madame la Ministre voit-elle la critique du personnel qu'il n'ait pas été impliqué dans la préparation des changements?

- Quelle est la position de Madame la Ministre concernant les problèmes de sécurité redoutés au sein de l'unité accueillant les patients placés en vertu de l'article 71 du Code pénal?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des informations succinctes concernant le processus de réforme plus large et le rapprochement visé entre le Centre Hospitalier du Nord et le CHNP?

Réponse commune (25.7.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le 13 juin, un communiqué de presse a été envoyé par l'association du personnel (étatique) du CHNP dans lequel la mutation en bloc d'un certain nombre de soignants du CHNP a été dénoncée, et ceci sans que les délégations du personnel aient été consultées.

Tout de suite après, la direction et la délégation du personnel ont entamé un dialogue fructueux et les deux parties ont pu communiquer le 25 juin à la presse que les problèmes étaient en train d'être résolus.

D'après les informations fournies par le CHNP, les relations entre les délégations et la direction se seraient normalisées et seraient redevenues bonnes et fructueuses, comme ce fut le cas par le passé.

En ce qui concerne plus spécifiquement les infrastructures accueillant actuellement au sein du CHNP les patients placés judiciairement en application de l'article 71 du Code pénal, force

est de constater que l'inadéquation de l'unité «BU6» du CHNP a déjà été soulevée à plusieurs reprises, notamment par le contrôleur externe des lieux privatifs de liberté dans son rapport du 8 décembre 2011 sur les placés judiciaires et les placés médicaux sous mandat de dépôt.

Une solution définitive aux problèmes soulevés est actuellement recherchée dans le cadre des projets de loi relatifs à la réforme pénitentiaire et de l'exécution des peines moyennant la création d'une nouvelle unité spéciale du CHNP, dédiée spécifiquement aux personnes concernées par l'article 71 du Code pénal, qui serait implantée, pour des raisons de sécurité, sur le site du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig, mais en toute indépendance structurelle et fonctionnelle par rapport à la prison, à l'exception de la clôture extérieure de la prison.

En attendant, et à titre provisoire, le CHNP a entrepris des travaux à l'intérieur de l'unité «BU6» en vue de l'installation de deux cellules sécurisées afin de pouvoir renforcer davantage la sécurité.

Depuis 2007, le CHNP a accueilli 47 patients dans les unités de psychiatrie socio-judiciaire, qui sont placés en vertu de l'article 71 du Code pénal.

En règle générale, les patients restent hospitalisés pendant plusieurs années.

Entre 2012 et 2014, six personnes avaient fugué en tout douze fois, une fugue seulement a duré plus de 24 heures.

Toutes ces fugues se passaient lors de sorties autorisées par la «Commission spéciale chargée de l'exécution des décisions judiciaires de placement». Il s'agissait donc de patients estimés comme «non dangereux» et effectivement pendant ces fugues, aucun incident grave n'avait été rapporté, à l'exception d'une tentative de suicide.

Le CHNP est dans une phase de réforme intensive. Avec les moyens de la psychothérapie, de la psychoéducation, des entraînements aux habiletés sociales et de la vie de tous les jours, une réintégration sociale est visée.

À part cette amélioration du processus de prise en charge, de nouvelles missions ont été confiées au CHNP, et notamment dans le domaine de la psychiatrie médico-légale et juvénile. Parallèlement, ensemble avec le Ministère et la direction de la Santé, le CHNP est en train de planifier la modernisation de ses infrastructures. Dans le programme gouvernemental, la désaffectation du bâtiment dit le «building» figure parmi les priorités absolues.

Il est évident que ces évolutions se font indépendamment du rapprochement des deux établissements hospitaliers de la région nord, le CHdN et le CHNP.

En effet, le processus de rapprochement des deux établissements s'étalera sur plusieurs années et affectera dans une première phase surtout les services administratifs et de soutien.

Question 0361 (19.6.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **protection des jeunes travailleurs durant la formation professionnelle:**

Au cours de la formation professionnelle, les élèves et les centres de formation, comme les lycées et les entreprises, se trouvent confrontés à des situations qui requièrent, d'une part, que les élèves apprennent à manipuler certains dispositifs ou techniques, mais qui, d'autre part, sont interdites formellement par la loi, à savoir l'article 10 paragraphe 1 de la loi du 23 mars 2001 concernant la protection des jeunes travailleurs. Par dérogation, les centres de formation peuvent demander une autorisation auprès du Ministère du Travail pour l'emploi des adolescents aux travaux visés par l'article prédit lorsqu'ils sont indispensables à la formation professionnelle. Pourtant il s'agit d'une procédure persistante et compliquée nécessitant de nombreux avis comme ceux de l'ITM, du Ministère de la Santé ainsi que du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Dès lors, il arrive régulièrement que la dérogation est accordée trop tard ou pas du tout et que tous les concernés se trouvent dans une zone d'incertitude avec de nombreuses questions (juridiques) non résolues.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Considérant qu'un des buts de la formation professionnelle est la familiarisation des élèves avec tous les instruments et techniques de travail nécessaires, alors l'obligation de demander chaque fois une autorisation semble contraire au bon déroulement de la formation et aux objectifs d'une simplification administrative. Monsieur le Ministre estime-t-il que la nécessité d'une dérogation dans la formation professionnelle est encore opportune?

- À qui incombe la responsabilité en cas d'incident avec et sans dérogation accordée?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre cette problématique?

Réponse (21.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Afin de mieux rapprocher le monde scolaire du monde du travail, la réforme de la formation professionnelle a veillé à ce que la plupart des formations professionnelles soient offertes dans le cadre d'un contrat d'apprentissage. Pour les formations à plein temps à l'école, une période minima de douze semaines de stages est prévue.

Les dispositions du Code du Travail en matière de la protection des jeunes travailleurs règlent de façon contraignante l'accès des jeunes à des travaux à risques visés au paragraphe 2 de l'article L.343.3. Une dérogation de l'interdiction d'employer des jeunes sous contrat d'apprentissage ou sous contrat de stage à des travaux à risques spécifiques, conformément au paragraphe 4 du même article est possible et permet au Ministre ayant le travail dans ses attributions, sur avis de l'Inspection du Travail et des Mines, d'un médecin du travail de la direction de la Santé et du Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle la possibilité d'y déroger.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Députée, la réponse est la suivante:

En date du 9 février 2012, le Service de la formation professionnelle (SFP) avait introduit une demande de dérogation afin d'autoriser l'emploi des jeunes à des travaux à risques, lorsque ces travaux sont indispensables à leur formation professionnelle.

Par la suite plusieurs entrevues entre la direction du Service de la formation professionnelle, la direction de l'Inspection du Travail et des Mines, la direction de la Division de la Santé au Travail et du Ministère du Travail ont eu lieu et le SFP a été informé que le Ministère du Travail est sur le point de procéder à une modification de l'article L.343.3 dans le sens à prévoir une dérogation générale pour les employeurs qui remplissent un certain nombre de conditions au niveau de la sécurité des jeunes sous contrat d'apprentissage ou sous contrat de stage à des travaux à risques spécifiques.

Le but de toutes ces démarches est de trouver rapidement une solution pragmatique. L'obligation de devoir réagir étant manifeste, je puis vous informer que le SFP a envoyé en date du 2 juillet 2014 un courrier au Ministère du Travail, dans lequel il réitère sa demande de trouver au plus vite une solution viable.

Question 0362 (19.6.2014) de **MM. Emile Eicher** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**installation d'un «radar» à Wahlhausen:**

En ce qui concerne le développement de l'énergie éolienne sur le territoire national à l'horizon 2020, le Ministère de l'Économie a informé que divers acteurs du secteur sont actuellement en train de finaliser le développement de projets existants et de développer de nouveaux projets. Leur mise en œuvre conjointe permettrait de se rapprocher des potentiels et objectifs nationaux en matière d'énergie éolienne tels qu'inscrits dans le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables.

Or, le projet de construction d'un parc de sept éoliennes dans la commune de Hosingen est depuis longtemps en suspens respectivement est mis en question par un hypothétique «radar» de l'aéroport qui devrait être installé à Wahlhausen.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'installation du «radar», retardée de plusieurs années, est-elle toujours d'actualité?

- Dans l'affirmative, le projet de construction d'un parc de sept éoliennes dans la commune de Hosingen serait-il encore réalisable?

- Dans la négative, dans quel délai le processus d'autorisation du parc éolien peut-il être clôturé?

Réponse (1.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Avant de répondre aux questions des honorables Députés, je souhaite préciser que le «radar» dont s'agit est en réalité un interrogateur SSR-Mode S, dit TAR3, qui aurait dû être installé à Wahlhausen afin de venir compléter le radar PSR («Primary Surveillance Radar»), dit TAR2, situé au Findel.

Concernant les «interférences» entre éoliennes et interrogateur, les lignes directrices en la matière établies par Eurocontrol prohibent la construction d'éoliennes dans un périmètre de six kilomètres autour de l'interrogateur. Dans un périmètre de six à 16 kilomètres, une étude doit être effectuée en cas de visibilité de l'éolienne à partir de l'interrogateur. Toute éolienne se situant à plus de 16 kilomètres ne cause plus de souci au niveau de l'interrogateur, mais devra toujours faire l'objet d'une autorisation de la DAC. Ceci est justifié par d'autres préoccupations en matière de sécurité aérienne. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, une éolienne ne doit pas se trouver en pleine trajectoire VFR.

Concernant la question de l'emplacement, il s'agit d'un site de 550 mètres d'altitude garantissant un champ de vue libre jusqu'à l'aéroport. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'armée américaine y avait installé un poste d'écoute vu son emplacement favorable.

Dès mon entrée en fonction, j'ai demandé à l'Administration de la navigation aérienne de faire vérifier si la construction du TAR3 était indispensable pour garantir la sécurité aérienne au-dessus du territoire luxembourgeois ou s'il existait des systèmes alternatifs tout aussi efficaces.

Au regard des études d'impact diligentées en 2014 par l'Administration de la navigation aérienne, la sécurité aérienne peut être garantie par des systèmes alternatifs à l'installation d'un «radar» TAR dont la construction à Wahlhausen ne constitue donc plus une nécessité impérieuse.

Ainsi, le projet de construction d'un parc à éoliennes dans la commune «Parc Hosingen» pourra être repris à condition que la documentation y relative soit préalablement introduite auprès de la Direction de l'Aviation civile, qui conformément à ses missions légales de préservation de la sécurité aérienne tirées de l'article 17.3. de la loi modifiée du 19 mai 1999, procédera à la vérification des plans face aux normes et recommandations des annexes 4 et 15 relatives à la Convention relative à l'Aviation civile internationale (impact sur les trajectoires, gestion des obstacles de vol…).

Question 0367 (20.6.2014) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **dédommagement des passagers aériens en cas de retard:**

Depuis 2005, il existe des règles précises pour le dédommagement des passagers aériens en cas de retard. En fait, la loi prévoit des mesures compensatoires sous forme de repas, boissons ou nuitées. En cas d'un retard qui dépasse les trois heures, les passagers ont le droit à un remboursement qui équivaut à celui d'une annulation d'un vol. Le règlement prévoit aussi qu'une compagnie aérienne est dispensée du dédommagement lorsqu'elle peut prouver un cas de force majeure.

Cependant, les règles en vigueur ont provoqué de nombreuses critiques de la part des compagnies aériennes. Voilà pourquoi des modifications au détriment des passagers sont en train d'être discutées. Selon une proposition de la Commission européenne, il est notamment prévu qu'un dédommagement ne sera possible à l'avenir qu'à partir d'un retard d'au moins cinq heures.

Or, dans un rapport adopté le 5 février 2014 le Parlement européen s'est prononcé en faveur du maintien du délai actuel. Selon la position du Parlement, un dédommagement pourra toujours être demandé en cas d'un retard de trois heures.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations sur l'état d'avancement des négociations au niveau du Conseil des Ministres de l'UE?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois en la matière?

- Est-ce qu'il existe des données précises sur le nombre des passagers qui ont bénéficié d'un dédommagement au cours des dernières années?

- Le Gouvernement a-t-il pris connaissance de cas précis dans lesquels une compagnie aérienne a refusé de dédommager les passagers?

Réponse (1.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse aux questions de l'honorable Député Roger Negri, il y a lieu de souligner que la situation telle qu'exposée par l'honorable Député ne correspond pas tout à fait à la réalité.

Si la réglementation actuelle est soumise à de critiques virulentes, ce n'est pas dû à un lobbying massif des compagnies aériennes, mais d'une application disparate au sein des États membres des règles du fait de leur complexité.

Par ailleurs, les droits exposés par l'honorable Député ne doivent en aucun cas induire en erreur les passagers quant à leurs droits réellement existants.

Concernant plus particulièrement les questions posées par l'honorable Député:

- Malgré tous les efforts déployés afin de pouvoir arriver à une position commune pour le Conseil «transports» de juin 2014, les États membres n'ont pas encore trouvé d'accord sur les éléments essentiels du texte. En outre, les discussions ont dû être mises en suspens à cause du contentieux hispano-britannique relatif à l'Aéroport de Gibraltar.

- L'objectif de la révision de la réglementation actuelle doit être celui d'une meilleure applicabilité et lisibilité des règles en faveur du passager lésé.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient un régime de protection des passagers aériens aussi simple et efficace que possible dans sa mise en œuvre afin de garantir une protection appropriée des passagers contre des abus éventuels par des compagnies aériennes.

Dans cet esprit, le Gouvernement s'est positionné au cours des négociations au sein des instances préparatoires du Conseil de l'Union européenne en faveur de toute règle qui permette aux passagers dont le vol a été annulé ou retardé d'être acheminés aussi rapidement que possible à destination.

Le Gouvernement luxembourgeois demande que l'assistance et le réacheminement des passagers soit garantis en toute circonstance.

Par contre le Gouvernement luxembourgeois considère toute compensation pécuniaire supplémentaire (due même pour des retards en dessous des seuils déclenchant le mécanisme d'indemnisation général) pour les vols de correspondance manqués comme contreproductive. Dans l'hypothèse d'un vol de correspondance manqué, la prise en charge doit être assurée, mais une indemnisation supplémentaire mettrait en péril les accords fonctionnels de prise en charge existants («interlining agreements») et pourrait in fine s'avérer défavorable pour la connectivité du Luxembourg au réseau européen et international.

- Le rapport d'activité 2013 du Ministère de l'Économie renseigne le nombre de dossiers traités chaque année. En tant qu'autorité compétente pour l'application du règlement (CE) n°261/200413 en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, la direction du marché intérieur et de la consommation a reçu 97 plaintes en 2013 qui se répartissent comme suit:

- Retard de vol: 26 plaintes;

- Annulation de vol: 23 plaintes;

- Refus d'embarquement: trois plaintes;

- 45 plaintes qui concernaient des vols au départ d'un aéroport étranger et pour lesquelles le Luxembourg n'est pas compétent conformément aux règles de mise en œuvre du règlement. Elles ont donc été transmises pour attribution et conformément au «Memorandum of Understanding» aux autorités compétentes des États membres sur le territoire desquels l'incident a eu lieu.

Au 31 décembre 2013, 50 dossiers ont été clôturés et deux se trouvaient encore en phase de traitement.

Le Gouvernement luxembourgeois n'a jusqu'à présent pas connaissance qu'une décision de l'autorité compétente n'ait pas été respectée.

Question 0369 (24.6.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **cérémonie civile le jour de la fête nationale:**

Le 23 juin dernier, une cérémonie civile a été pour la première fois intégrée au programme de la fête nationale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1. Quel est le coût de la nouvelle cérémonie civile qui a été intégrée au programme de la fête nationale?

2. Quel a été le coût de la fête nationale selon le programme «classique» des dernières années?

Réponse (21.7.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député s'interroge sur le coût de la nouvelle cérémonie civile et sur le coût de la fête nationale selon le programme «classique» des dernières années.

Ad 1. Le coût de la cérémonie officielle du 23 juin 2014 qui a eu lieu au Nouveau Théâtre s'élève à 39.500 €.

Les dépenses pour le budget de l'État se chiffrent pour l'organisation des différentes cérémonies à 119.850 €.

Ad 2. Le coût de la fête nationale selon le programme «classique» des dernières années, c'est-à-dire parade militaire et cérémonie à la cathédrale, s'est élevé en 2013 à 124.400 €.

Question 0370 (24.6.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**enlèvement des traces d'huile sur la voie publique par l'Administration des Ponts et Chaussées:**

D'après les statistiques de la Division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des Services de Secours, les services d'incendie et de sauvetage communaux ont été sollicités au cours de l'année 2013 896 fois afin d'enlever des traces d'huile sur la voie publique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner si ces opérations n'incombent pas plutôt à l'Administration des Ponts et Chaussées respectivement aux administrations communales qu'aux volontaires des services de secours?

2. Vu que la formation des agents volontaires des services de secours ne prévoit pas le nettoyage de la voie publique et que seule l'Administration des Ponts et Chaussées peut libérer la voie publique après un nettoyage, je voudrais savoir qui serait le responsable si un accident survenait sur un tracé nettoyé par les services de secours.

Réponse commune (6.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question de l'honorable Député Marc Spautz, il y a lieu de préciser que:

1. L'enlèvement de traces d'huile - sans vouloir faire une distinction entre les taches d'huile, limitées localement et résultant dans la plupart des cas d'un carter de moteur endommagé lors d'un accident de la circulation, et les traînées d'huile s'étendant sur plusieurs centaines, voire milliers de mètres et dues à la fuite d'une canalisation ou au débordement du réservoir d'un véhicule - relève de la compétence des autorités publiques en tant que propriétaires des voies publiques. L'État et les communes peuvent charger de cette mission leurs administrations ou services, qu'il s'agisse de l'Administration des Ponts et Chaussées, des services de régie communaux ou encore des services d'incendie et de sauvetage communaux.

Considérant les compétences partagées en la matière, nous estimons qu'il faudra rechercher des synergies entre les différents intervenants impliqués afin d'offrir aux usagers de la route un service rapide et sans faille, avec un maximum de sécurité mais un minimum d'entraves à la circulation, à des coûts raisonnables et sans double emploi, le tout en délimitant clairement les compétences de l'un et de l'autre.

2. Selon la jurisprudence des juridictions civiles, le gardien de la voie publique est responsable si la voirie publique présente un état anormal, tel que des traces d'huile, le gardien étant l'État pour les routes nationales et les chemins repris, et les communes pour la voirie communale. L'État ou la commune ont donc également l'obligation de contrôler si les nettoyages des chaussées ont été faits de manière adéquate.

Il y a cependant lieu de préciser que le gardien a toujours la possibilité de s'exonérer par le fait du tiers ou la force majeure. Par ailleurs, il existe un courant jurisprudentiel qui permet au gardien de la voirie la possibilité de s'exonérer en cas d'accident survenu en raison de traces d'huile, admettant que «l'Administration des Ponts et Chaussées ne peut faire en sorte que les voies de communication soient toujours parfaitement dégagées de tout obstacle dès lors qu'il lui est impossible de contrôler heure après heure l'état des routes de son territoire». Le gardien ne saurait évidemment s'exonérer s'il est établi que les traces d'huile sont présentes depuis un certain temps sans qu'il n'y ait eu de nettoyage.

Question 0371 (24.6.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **rhinotrachéite infectieuse bovine:**

Bereits Mitte vergangenen Jahres meldeten sich die Landwirtschaftskammer zusammen mit den landwirtschaftlichen Gewerkschaften und Zuchtverbänden gegenüber dem Landwirtschaftsministerium zu Wort, um ihre Forderungen in Sachen BHV-1-Bekämpfung zu erläutern. Das „Bovine Herpesvirus" ist u. a. verantwortlich für die „Infektiöse Bovine Rhinotracheitis" (IBR), die Fehlgeburten und Unfruchtbarkeit hervorruft, die wiederum die Tierproduktion hemmen und wirtschaftliche Verluste für die Betriebe zur Folge haben. Besagtes Virus überträgt sich durch direkten Kontakt von Tier zu Tier, jedoch auch durch künstliche Besamung oder via befallene Objekte. Hinzu kommt, dass ein infiziertes Tier lebenslang Virusträger bleibt und auf diese Weise das Virus weiterverbreiten kann.

Wirtschaftlich bedeutender als die Krankheitssymptome jedoch sind die drastischen Konsequenzen im internationalen Zuchtviehhandel. Luxemburg hat als fast einziges EU-Land kein flächendeckendes IBR-Bekämpfungsprogramm. Mehrere Länder gelten bereits als IBR-frei. Ohne offizielles luxemburgisches IBR-Programm wird mittelfristig der Rinderexport (vor allem der Zuchtvieh- und Kälberexport) massiv behindert werden!

Eine BHV-Sanierung ist sehr schwierig und kann, nach Meinung der landwirtschaftlichen Organisationen, nur durch eine flächendeckende Ausrottung des Virus sichergestellt werden. Bisher existiert in Luxemburg nur ein freiwilliges IBR-Bekämpfungsprogramm. Die Verbände fordern daher, dass dieses in eine obligatorische Phase übergehen soll.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

- Teilt der Herr Minister die Ambitionen der Landwirtschaftskammer zusammen mit den landwirtschaftlichen Gewerkschaften und Zuchtverbänden, das „Bovine Herpesvirus Typ 1" zu bekämpfen und landesweit auszurotten? Ist der Herr Minister auch der Ansicht, dass ein obligatorisches Bekämpfungsprogramm der richtige Weg sei?

- Wenn dies der Fall ist, wie gedenkt der Herr Minister die Betriebe in diese Entscheidungen einzubeziehen, insbesondere in Anbetracht des Zeitraums und der Geschwindigkeit der Sanierung?

- Im Falle einer BHV-1-Betriebssanierung nach Vorschlag der Verbände durch Einzeltierbeprobung und Impfpflicht, wäre der Herr Minister bereit, die Kosten der Diagnose weiterhin von staatlicher Seite tragen zu lassen?

- Wie gedenkt der Herr Minister die Handels- und Transporteinschränkungen, die im Zuge einer Sanierung die Folge wären, zu handhaben?

- Welche Sanktionen sieht der Herr Minister vor im Falle einer Verletzung der Sanierungspflicht?

Réponse (11.8.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

Die „Infektiöse Bovine Rhinotracheitis" (IBR), eine Erkrankung der Atemwege, ist die Beschreibung der auffälligsten klinischen Anzeichen einer Infektion mit dem „Bovinen Herpesvirus Typ 1" (BHV1). Andererseits kann das Virus auch Aborte und Unfruchtbarkeit beim infizierten Tier hervorrufen.

Da viele Infektionen einen subklinischen Verlauf nehmen, sollten Bekämpfungsmaßnahmen eher auf die Tilgung der Infektion als auf die Beseitigung der Symptome durch ein Impfprogramm ausgerichtet sein.

Auf europäischer Ebene ist diese Krankheit nicht als anzeigepflichtig anzusehen und es gibt daher kein vorgeschriebenes einheitliches europäisches Bekämpfungsprogramm. In verschiedenen Ländern, z. B. Deutschland, wird die Krankheit als meldepflichtig gehandhabt.

Die Richtlinie 64/432/EWG führt die „Infektiöse Bovine Rhinotracheitis" als eine der Krankheiten auf, für die nationale Bekämpfungsprogramme genehmigt und ergänzende Garantien gefordert werden können.

Da unsere Nachbarländer im Zusammenhang mit dieser Krankheit verschiedene Strategien entwickelt haben (einige Länder sind frei von der Krankheit, andere haben ein obligatorisches Programm, um frei zu werden, und wieder andere haben ein freiwilliges Programm), ergeben sich beim innergemeinschaftlichen Handelsverkehr mit Rindern verschiedene Regeln, die gemäß der sanitären Situation im Empfangsland eingehalten werden müssen.

Bedingt durch diese ergänzenden Garantien, die von einem als IBR-frei eingestuften Land gefordert werden, wäre ein obligatorisches Bekämpfungsprogramm mit dem Ziel „Statusfrei" für unser Land ein Vorteil in Bezug auf den Handelsverkehr, insbesondere mit IBR-freien Ländern (Österreich, Schweiz, Provinz Bozen in Italien, Land Bayern in Deutschland) und mit Ländern, die ein Bekämpfungsprogramm durchführen, das von der EU anerkannt ist, aber noch nicht ganz frei von der Erkrankung sind.

Zum jetzigen Zeitpunkt bietet Luxemburg den Rinderbetrieben ein freiwilliges IBR-Bekämpfungsprogramm an, an dem etwa ein Viertel der Betriebe teilnehmen, das sind 15% des Rinderbestandes, und dessen Kosten integral vom Staat übernommen werden, mit Ausnahme der vorgenommenen Impfungen. Es wäre daher von Vorteil, wenn der Übergang vom freiwilligen zum obligatorischen Programm von allen Betrieben mitgetragen würde, da die überzeugte Mitarbeit der Betriebe wesentlich zum Gelingen dieses Programmes beitragen wird.

Betreffend die finanzielle Beteiligung des Staates bleibt zu bemerken, dass die Kosten für die Diagnostik, die im staatlichen Veterinärlaboratorium durchgeführt wird, vom Staat übernommen werden, während die Kosten für Probenentnahme, Impfung in stark durchseuchten Betrieben sowie eine mögliche Entschädigung der positiv getesteten Tiere, die den Betrieb verlassen müssen, von den Betrieben übernommen werden sollten, da eine Ausdehnung der Programme und deren Kostenübernahme den staatlichen Haushalt zu stark belasten würden.

Ein obligatorisches Bekämpfungsprogramm für IBR muss, gemäß Artikel 9 der Richtlinie 64/432/EWG, zwecks Anerkennung der Europäischen Kommission vorgelegt werden, während der freie Status des Landes, gemäß Artikel 10 der oben genannten Richtlinie, von der Kommission festgestellt wird. Nach Anerkennung des Programms sowie nach Feststellung des freien Status des Landes können die allgemeinen oder begrenzten zusätzlichen Garantien festgelegt werden, die im innergemeinschaftlichen Handel verlangt werden können. Dies hat zur Folge, dass der Handel zwischen zwei Ländern, die im selben sanitären Status sind, in Bezug auf die verschiedenen Vorschriften wesentlich erleichtert ist.

Ein obligatorisches Bekämpfungsprogramm muss auf einer rechtlichen Basis beruhen, die die verschiedenen Stufen der Bekämpfung beschreibt sowie Sanktionen festlegt, die bei Nichteinhalten der Vorschriften anzuwenden sind.

Diese Sanktionen müssen sowohl administrativer wie auch rechtlicher Natur sein. Aus Erfahrung weiß man, dass letztere - wie z. B. Geld- oder sogar Gefängnisstrafen - sehr schwerfällig sind, da sie durch ein Gerichtsurteil ausgesprochen werden. Eine administrative Sanktion wäre z. B. die Sperrung des Betriebes, welche bewirkt, dass kein Tier des Betriebes zum Handel angeboten werden kann und dass ein Tier den Betrieb nur verlassen darf zwecks Schlachtung in einem in Luxemburg anerkannten Schlachthof.

Neben diesen Sanktionen, die im Falle einer Nichtbeachtung der Vorschriften ausgesprochen werden müssen, muss auf den zusätzlichen Arbeitsaufwand sowie auf die Einschränkungen bei der nationalen Tierverbringung hingewiesen werden, die auf unsere Betriebe zukommen, falls ein obligatorisches Bekämpfungsprogramm umgesetzt wird.

Zu bemerken bleibt, dass die Überwachung der Vorschriften eines solchen obligatorischen Programms einen wesentlichen Arbeitsaufwand darstellt und damit die benötigten Humanressourcen zur Verfügung gestellt werden müssen, die im Kostenpunkt dieses Bekämpfungsprogrammes mit einzurechnen sind.

Abschließend möchte ich darauf hinweisen, dass im Rahmen dieser Krankheit vorgesehen ist, dass im Herbst Kontrollen in den Betrieben durchgeführt werden, um die Lage vor Ort besser einschätzen und um das Ausmaß der Krankheit genauer bestimmen zu können. Basierend auf den Ergebnissen dieser Analyse wäre es möglich, eine konsequentere Impfung gegen die IBR in Betracht zu ziehen. Darüber hinaus hat das Landwirtschaftsministerium Überlegungen über die Einführung einer obligatorischen Impfung gegen die IBR angestrengt.

Question 0372 (25.6.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée:**

Lors de sa déclaration de politique générale sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre a annoncé que les différents taux de TVA seraient augmentés de 2% avec effet au 1er janvier 2015, à l'exception du taux super-réduit pour les biens de première nécessité qui serait maintenu à 3%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les conséquences à court, moyen et long terme de cette augmentation de la TVA sur l'évolution de l'inflation et, par conséquent, sur le système de l'indexation automatique des salaires?

- Messieurs les Ministres disposent-ils de chiffres fiables pouvant mesurer les conséquences de l'augmentation de la TVA sur l'indexation automatique des salaires?

- Quels sont les effets secondaires de cette hausse de la TVA sur l'évolution des coûts salariaux nominaux via le canal de l'indexation automatique?

Réponse commune (31.7.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Dans la Note de conjoncture du Statec n°1-2014, l'institut a simulé l'impact de la hausse annoncée des taux de TVA sur les grandes variables macroéconomiques, notamment l'inflation, la croissance économique ainsi que le coût salarial.

Ces simulations ont également nourri les réflexions du Gouvernement en la matière.

En se basant sur les analyses du Statec avec une hausse de 2 ppc du taux de TVA normal, intermédiaire et réduit (à respectivement 17%, 14% et 8%) pour le 1er janvier 2015, le taux d'inflation pour 2015 serait incrémenté de 1 point de pourcentage. Cet impact peut être considéré comme maximal car il suppose que les dépenses des consommateurs et les prix hors taxes fixés par les entreprises restent inchangés.

En pratique, l'effet sur l'inflation devrait être inférieur, de l'ordre de 0,8 point de pourcentage. En effet, certaines entreprises en situation concurrentielle («pricetaker») pourraient préférer baisser les prix hors taxes, et donc leur marge, afin de limiter une éventuelle baisse de la demande. De plus, l'ajustement des prix pourrait être progressif et étalé sur plusieurs mois, même si la majorité des augmentations serait concentrée sur le mois de janvier 2015.

Question 0373 (26.6.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**industrie luxembourgeoise des fonds d'investissement:**

Selon mes informations, l'OCDE a lancé un plan d'action pour lutter contre l'évasion fiscale des multinationales, le plan BEPS («Base Erosion and Profit Shifting»). Ce plan a pour objet de lutter contre les stratégies d'évasion fiscales des multinationales, le «treaty shopping», où les multinationales cherchent le régime d'imposition le plus favorable à travers de montages douteux qui font qu'elles paient souvent peu, voire pas d'impôts sur leurs bénéfices. Il semblerait dans ce contexte que les règles proposées par le plan BEPS pourraient, le cas échéant, s'appliquer également aux fonds d'investissement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations susmentionnées?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au plan d'action BEPS et n'entend-il pas, le cas échéant, s'opposer à ce plan?

- Le Ministre estime-t-il que ce plan d'action aura des répercussions sur l'industrie luxembourgeoise des fonds d'investissement et, le cas échéant, lesquelles?

Réponse (28.7.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'OCDE a adopté en 2010 un rapport pour accorder le bénéfice des conventions fiscales aux revenus d'organismes de placement collectif (OPC). Suite à l'adoption de ce rapport, des commentaires ont été ajoutés aux commentaires sur l'article 1 (paragraphes 6.8 - 6.34) du Modèle de Convention de l'OCDE proposant entre autres plusieurs dispositions spécifiques permettant de faire bénéficier les OPC des avantages d'une convention fiscale d'une manière plus ou moins large dépendant de la volonté des négociateurs.

Le plan d'action BEPS lancé par l'OCDE et le G20 n'a pas pour but d'aller à l'encontre de ce qui a été proposé dans ce rapport de 2010. Ceci a été expressément mentionné et confirmé dans le groupe sur l'usage abusif des conventions («focus group on treaty abuse»). Le rapport présenté au Comité des Affaires fiscales concernant l'usage abusif des conventions fiscales traite spécifiquement des OPC dans sa proposition d'une règle de limitation aux avantages d'une convention («limitation on benefit rule») en se référant également aux commentaires sur l'article 1 du Modèle de Convention de l'OCDE. Les discussions du groupe continueront en 2015.

Par conséquent, le Luxembourg aura toujours la possibilité de proposer d'inclure les OPC luxembourgeois (en particulier les SICAV/F) dans le champ d'application de ses conventions fiscales. Cependant, cette inclusion dépendra, comme par le passé, de la volonté de l'autre État.

Question 0375 (26.6.2014) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **laïcité de l'école:**

Il s'ensuit que dorénavant le foulard sera toléré dans l'enseignement public, alors que le port de la burqa restera interdit. Le Conseil de Gouvernement a décidé, par ailleurs, que les élèves peuvent être dispensés de fréquenter l'école lors des fêtes inhérentes aux religions qu'ils pratiquent.

C'est dans ce contexte que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Les mesures prises par le Gouvernement sont-elles compatibles avec:

- les règles communément admises qui interdisent tout port ostensible de signes religieux, sachant par exemple que le crucifix a été banni de nos salles de classes;

- l'égalité entre tous les enfants, lesquels ne vont pas à l'école pour montrer leur appartenance religieuse, mais pour s'instruire et devenir des hommes et femmes libres?

2. S'agissant de la dispense de fréquentation de l'école en raison des fêtes religieuses, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Comment les leçons chômées par ces élèves seront-elles récupérées?

- Une école qui ne respecte plus la laïcité ne risque-t-elle pas d'engendrer des risques de communautarisation?

3. Enfin, est-ce que le Gouvernement ne pourrait s'inspirer des dispositions de la Charte de la laïcité en voie d'élaboration en France qui devrait mettre un terme à toute interprétation?

Réponse (27.8.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Par l'instruction ministérielle du 26 juin 2014 approuvée au Conseil de Gouvernement du 20 juin 2014, j'ai fourni aux directions des lycées et lycées techniques «des directives à respecter dans le contexte des situations où, sur le plan des convictions personnelles des enseignants ou des élèves, l'application des principes de la neutralité de l'école publique, de la tolérance et de la non-discrimination donne lieu à des équivoques».

Il est correct que, suite à cette instruction, le port du foulard est toléré, pour les élèves, mais non pas pour les enseignants, alors que toute tenue vestimentaire masquant le visage est proscrite dans l'enceinte d'un lycée.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

Ad 1. Il n'y a pas, à ma connaissance, de règle communément admise qui interdise aux élèves le port ostensible de signes religieux à l'école.

Je ne vois pas une entrave au principe de l'égalité si tous les élèves peuvent afficher, dans les limites décrites par l'instruction, des signes de convictions religieuses ou autres.

Plutôt que d'entraver le libre accès à l'école par des interdictions qui ne sont pas strictement nécessaires, je préfère faire preuve de tolérance et de confiance envers l'instruction scolaire qui munira les élèves de l'esprit tolérant et critique adéquat pour discerner les convictions personnelles et la propagande idéologique.

Je ne partage pas l'avis qu'une appartenance religieuse ne siée point à un homme ou une femme libre.

Ad 2. Pour les jours de fête, l'instruction donne les précisions suivantes:

«Vu que l'organisation de l'année scolaire respecte les jours de fête de la religion chrétienne, le principe de la non-discrimination impose une certaine prévenance envers les élèves qui se réclament d'une autre communauté religieuse.

Lors de l'absence d'un élève, le motif d'assistance à un grand jour de fête religieux est accepté. À noter que l'élève n'est pas libéré des cours; son absence excusée implique l'obligation de rattraper la matière ratée pendant son absence. Il en est de même pour des devoirs en classe ou des épreuves d'examen que l'élève doit repasser au moment fixé par l'enseignant, le directeur ou la commission d'examen concernée.»

Les jours de fête officiels, tous les élèves sont dispensés des cours.

Pour les fêtes d'une autre communauté religieuse, les parents de l'élève ou l'élève majeur peuvent invoquer la participation à cette fête comme motif de l'absence qui est alors reconnu valable c'est-à-dire l'absence est excusée. L'élève n'est pas dispensé des cours; il est tenu de rattraper la matière qu'il a ratée pendant son absence et il doit repasser le cas échéant des épreuves d'évaluation. Le principe est le même que pour tout autre motif d'absence excusée.

L'instruction précise que le «principe de neutralité de l'école implique que l'enseignant ou un autre membre du personnel du lycée n'a pas le droit dans l'exercice de sa fonction de témoigner de ses convictions personnelles vis-à-vis des élèves ou de leurs parents, ni par la parole ou l'écrit, ni par des signes ou des comportements ostentatoires».

Ce principe n'engage pas l'enfant qui est élève de l'école. Pour celui-ci, il faut respecter «la liberté d'exprimer ses convictions au lycée pour autant qu'il respecte la bienséance et les lois. Des restrictions sont possibles dans le cadre délimité par les articles 12, 13 et 14 de la Convention relative aux droits de l'enfant qui fut adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et la loi d'approbation du 20 décembre 1993».

Cette convention souligne le droit de l'enfant à la libre expression qui n'admet pas le principe de la laïcité comme exception à la règle générale:

«Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité. (…)

L'enfant a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen du choix de l'enfant. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires:

- au respect des droits ou de la réputation d'autrui; ou

- à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.

Les États parties respectent le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion.»

J'entends respecter ce droit de l'enfant à la liberté de pensée.

Ad 3. Au Grand-Duché de Luxembourg, le principe de la laïcité de l'État et de l'école n'est pas inscrit aux textes législatifs.

Il est certain que les démarches des pays limitrophes en la matière sont intéressantes et il convient de s'en inspirer. Pourtant, les informations qui me parviennent ne m'amènent nullement à estimer que les dispositions prises, fût-ce en France ou ailleurs, auraient permis de «mettre un terme à toute interprétation».

Question 0376 (27.6.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **phénomène de la commercialisation de médicaments manipulés:**

Depuis quelques années, les cas de vol de médicaments se multiplient en Italie. Les médicaments en question sont alors dilués, contrefaits ou autrement manipulés pour ensuite être revendus à grand profit.

Des médicaments manipulés ont récemment été saisis notamment auprès de grossistes allemands, mais également dans des pharmacies ou hôpitaux d'autres pays européens. La police judiciaire allemande a d'ailleurs annoncé au mois de juin 2014 être en train d'enquêter en la matière.

Les médicaments concernés contiennent en majeure partie des substances à prix élevé, comme par exemple le Herceptin, anticorps utilisé pour traiter des patientes atteintes d'un cancer du sein, tout comme des analgésiques, utilisés pour prévenir ou diminuer la douleur.

Il va sans dire qu'en cas d'expiration de la date de consommation des médicaments concernés, le risque pour la santé publique est indéniable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Les filières d'approvisionnement des pharmacies et hôpitaux luxembourgeois incluent-elles des médicaments en provenance d'Italie ou transitant ce pays?

2. Est-ce que des cas de manipulation frauduleuse de médicaments ou de vente de tels médicaments ont déjà été détectés au Luxembourg? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des informations quant à la sorte et au nombre de médicaments concernés ainsi qu'au suivi assuré par les autorités luxembourgeoises afin de prévenir la consommation de médicaments d'origine douteuse dans notre pays?

Réponse (25.7.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Ad 1. Les grossistes qui assurent l'approvisionnement en médicaments des pharmacies ouvertes au public et en partie des pharmacies hospitalières sont livrés par des distributeurs légalement autorisés dans les pays de provenance des médicaments. Les pharmacies des hôpitaux qui commandent directement une partie de leurs médicaments, sans passer par un grossiste luxembourgeois, passent également via des fournisseurs officiels, régulièrement inspectés et contrôlés par leurs autorités sanitaires.

L'achat de médicaments se déroule donc dans un circuit légal pharmaceutique et la présence de ces médicaments falsifiés sur le territoire national reste hautement improbable. Ainsi, par exemple, les pharmacies des hôpitaux s'approvisionnent exclusivement auprès de Roche Belgique pour le médicament Herceptin, un anticancéreux à usage hospitalier.

La direction de la Santé, Division de la Pharmacie et des Médicaments (DPM), avait été informée en avril 2014 par l'Agence européenne des médicaments (EMA) de la présence en Allemagne, au Royaume-Uni et en Finlande d'un médicament anticancéreux Herceptin 150 mg falsifié, ceci suite à un vol de médicaments dans un hôpital italien. D'autres médicaments concernés par ce vol, survenu en Italie, ont été identifiés par la suite.

La DPM a transmis toutes les informations disponibles aux grossistes et aux pharmacies hospitalières afin qu'ils puissent exercer une vigilance particulière sur ces produits.

Ad 2. Aucune falsification concernant ces médicaments incriminés ou d'autres médicaments n'a été mise en évidence à ce jour au Luxembourg.

Par ailleurs, il convient de préciser que la directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les médicaments falsifiés, entrée en vigueur le 2 janvier 2013, a pour but d'améliorer la sécurité des médicaments dans l'Union européenne. Cette directive prévoit entre autres la mise en place d'un dispositif de sécurité sur les médicaments visant à vérifier leur authenticité, leur identification individuelle ainsi que leur intégrité.

Les dispositions de cette directive relatives au renforcement de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des médicaments et à la lutte contre la falsification de médicaments ont été transposées par règlement grand-ducal du 9 avril 2013 dans la législation nationale.

Actuellement, un groupe de travail composé par des représentants des autorités compétentes, des parties prenantes et de l'industrie pharmaceutique travaille activement sur la mise en place du système de traçabilité prévu par la directive 2011/62/UE précitée.

Question 0378 (1.7.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**entrée en vigueur de l'accord FATCA:**

Le 28 mars 2014, Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur l'Ambassadeur des États-Unis au Luxembourg, Robert A. Mandell, ont signé l'accord intergouvernemental instituant un échange automatique d'informations fiscales entre les deux pays.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quand l'accord susmentionné sera soumis à la Chambre des Députés pour approbation?

- Peut-il par ailleurs confirmer que ledit accord est censé entrer en vigueur avec effet au 1er janvier 2015?

- Les établissements de crédit et autres instituts financiers de la place sont-ils suffisamment outillés pour continuer les informations fiscales requises à l'Administration des Contributions directes (ACD) conformément aux procédures prévues dans le contexte de l'accord FATCA? Quid de l'ACD?

- Existe-t-il des projections quant à l'impact de l'entrée en vigueur de l'accord FATCA sur le secteur bancaire en général et le «private banking» en particulier? Dans l'affirmative, quelles sont ces projections?

Réponse (29.7.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En guise de réponse à la première question de l'honorable Député, il y a lieu de signaler qu'il est prévu de soumettre l'accord FATCA à l'approbation de la Chambre des Députés en automne 2014.

Quant à la deuxième question, il convient de préciser que le premier échange automatique aura lieu avant le mois de septembre 2015 et portera sur des renseignements financiers en relation avec l'année 2014.

En ce qui concerne la troisième question, il y a lieu d'observer que les institutions financières luxembourgeoises sont obligées de se doter des outils nécessaires pour transmettre les informations financières requises. Certaines institutions financières ont déjà mis en place des outils similaires sous la directive 2003/48/CE (dite «fiscalité de l'épargne») ou sous le régime du «Qualified Intermediary». L'Administration des Contributions a acquis une expérience solide en matière d'échange automatique dans le cadre de la transposition de la directive «fiscalité de l'épargne» et de la directive 2011/16/UE (dite «coopération administrative») et pourra adapter les outils existants aux procédures prévues par l'accord FATCA.

Pour ce qui est de la dernière question, il convient de préciser qu'à l'heure actuelle il n'existe pas de telles projections.

Question 0379 (1.7.2014) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant l'**initiative «Sauvegarde du Patrimoine» asbl:**

La presse luxembourgeoise s'est fait l'écho d'un site Internet ouvertement accessible ayant pour objet de repérer des logements qui ne sont pas/plus utilisés à des fins d'habitation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias ainsi qu'à Madame la Ministre du Logement:

- Les Ministres ont-ils connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le site Internet en question est en adéquation avec les dispositions en matière de protection des données?

- Madame la Ministre estime-t-elle que le site Internet en question apporte une plus-value

aux politiques menées en matière de logement?

Question 0380 (1.7.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**initiative «Sauvegarde du Patrimoine» asbl:**

D'après la presse luxembourgeoise, l'association sans but lucratif susmentionnée aurait récemment lancé un site Internet ayant pour objet de répertorier les maisons et autres immeubles pouvant servir à l'habitation vides. Les initiateurs du projet auraient même lancé un appel à la population les invitant à dénoncer les immeubles vides, tout en sachant que les personnes visées ne commettent aucune illégalité en ne vendant ou ne louant pas lesdites habitations.

À noter que ledit site Internet fournit des adresses précises en rapport avec les photos desdits immeubles, des informations sur le propriétaire (privé ou public) ainsi que des commentaires souvent désobligeants.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Communications et des Médias, de la Sécurité intérieure et de la Justice:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette initiative et les activités précitées?

- Le fait de prendre des photos de maisons vides, de les mettre en ligne avec les adresses correspondantes, sans l'accord des propriétaires, ne constitue-t-il pas une ingérence inacceptable dans la vie privée des personnes visées?

- L'association a-t-elle demandé l'avis de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) quant aux activités précitées? Quel est cet avis? La CNPD a-t-elle déjà été saisie de plaintes de personnes concernées?

- Les Ministres ne considèrent-ils pas que la mise en ligne de ces adresses risque de constituer une invitation à commettre des infractions (vol, etc.) et donc à troubler l'ordre public?

Réponse commune (1.8.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Les questions parlementaires se réfèrent toutes les deux à la récente publication en ligne par l'asbl initiative «Sauvegarde du Patrimoine» d'informations relatives à des habitations qui au moment de la publication n'étaient pas habitées.

Il convient d'emblée de souligner que le site en question n'est plus accessible en ligne, alors que ce site a été fermé par l'association sans but lucratif qui l'avait lancé.

La Commission nationale pour la protection des données qui a été consultée, alors que les informations rendues publiques portant sur des immeubles peuvent, sous certaines conditions, constituer une donnée à caractère personnel, relève dans son avis une certaine divergence au niveau des décisions de jurisprudence intervenues en Allemagne et en France: en effet, alors qu'en Allemagne la mise en ligne de telles listes peut dans certaines circonstances être reconnue compatible avec le cadre légal de la protection de la vie privée et des données à caractère personnel dès lors qu'un certain nombre de conditions précises sont respectées, tel ne semble pas être le cas de la solution juridique adoptée en France.

Il est aléatoire pour le Gouvernement de vouloir se prononcer sur l'appréciation que les juges luxembourgeois feraient d'une situation qui serait identique ou similaire à celle évoquée par les Députés et qui rendrait apparent un éventuel conflit entre deux droits fondamentaux, à savoir la liberté d'expression et le droit à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel. Il convient de souligner que ni la Convention européenne des droits de l'Homme, ni la Charte européenne des droits fondamentaux qui consacrent ces libertés n'établissent une hiérarchie entre ces droits.

À noter que la CNPD dans son avis dit ne pas avoir été saisie d'une quelconque demande au sujet du site de l'asbl initiative «Sauvegarde du Patrimoine».

Question 0381 (1.7.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**introduction de droits successoraux en ligne directe:**

Il ressort du programme du Gouvernement actuel que «le Gouvernement modernisera le système redistributif de notre pays» et qu'il procédera à une réforme fiscale qui devra répondre entre autres aux critères de «l'équité sociale s'assurant une contribution équitable au financement des dépenses publiques des différentes catégories de contribuables et de revenus».

Dans ce contexte, Monsieur le Député Franz Fayot aurait lors d'un forum de discussion diffusé sur Radio 100,7 évoqué l'introduction de droits successoraux en ligne directe. Or, un tel impôt n'est pas expressément prévu dans le programme gouvernemental.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement partage-t-il les vues de Monsieur le Député Franz Fayot?

- Dans l'affirmative, envisage-t-il l'introduction d'une telle imposition, et, si oui, est-ce qu'elle fera partie de la réforme fiscale annoncée pour 2017?

Réponse (1.8.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le programme gouvernemental indique clairement que «le Gouvernement maintiendra (…) l'absence d'un impôt sur les successions comme un avantage compétitif important pour la place financière et l'économie luxembourgeoise dans son ensemble».

Ce point a d'ailleurs été rappelé par Monsieur le Premier Ministre Xavier Bettel à l'occasion de la déclaration gouvernementale du 10 décembre 2013.

Question 0382 (2.7.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **fonctionnement du Laboratoire National de Santé (LNS):**

1. Sachant que la plupart des opérations dans les hôpitaux se font entre 7 et 17 heures, il me semble logique que le LNS soit à la disposition des médecins pendant cette même période. Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les heures d'ouverture du LNS?

2. En ce qui concerne l'organisation interne du LNS, j'aimerais savoir si les pièces sont analysées par deux pathologistes.

Sachant que les pièces sont fixées, existe-t-il une façon uniforme et standardisée, pratiquée par tous les intervenants?

Sachant qu'il existe des retards importants et que dans le passé des pièces ont été perdues, j'aimerais savoir de quelle façon les pièces sont envoyées à l'étranger.

Est-ce que les pathologistes du LNS se concertent régulièrement avec les médecins des hôpitaux pour organiser au mieux leur collaboration et leur échange?

Qu'en est-il du statut des salariés? D'après mes informations il y a possibilité de choisir son statut. Comment Madame la Ministre juge-t-elle ce fait?

3. Madame la Ministre est-elle d'avis que le libre choix de l'anatomopathologiste est garanti, sachant que le patient doit recourir à celui du LNS?

Est-ce qu'un anatomopathologiste est autorisé à ouvrir son propre cabinet au Luxembourg, ceci dans l'esprit du libre choix, auquel doit pouvoir recourir le patient?

4. Sachant qu'au Luxembourg on compte 2.400 cancers par an, Madame la Ministre a-t-elle fait de l'amélioration de l'histologie une priorité absolue dans le plan cancer «4» (2014-2019)?

Réponse (25.7.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Ad 1. Les heures de travail respectivement de présence des collaborateurs du LNS varient en fonction des services et s'étalent sur une fourchette de temps allant de 6.45 heures à 18.30 heures. Le standard téléphonique à l'accueil est occupé de 7.30 à 18.30 heures.

Ad 2. Pour certains organes, tel que le sein, tous les prélèvements biopsiques font l'objet d'une deuxième lecture.

Par ailleurs, tous les cas complexes ou d'interprétation difficile respectivement à conséquence thérapeutique lourde sont soit soumis ad hoc à un deuxième avis en interne, soit transférés à un centre de référence international pour un deuxième, voire un troisième avis.

La majorité des prélèvements sont fixés dans un liquide de fixation à composition standardisée et nécessitent un traitement technique adapté en fonction de la taille du prélèvement et de la durée de fixation. D'autres prélèvements se font selon une procédure d'interprétation rapide à l'état non fixé moyennant une congélation du prélèvement en vue d'un résultat provisoire en peropératoire.

À l'exception des placentas transférés à l'étranger pour examen à visée scientifique, et de très rares biopsies musculaires nécessitant des techniques spécifiques, aucune pièce n'est envoyée à l'étranger. Tout prélèvement est préparé au LNS. Ensuite, les lames et le cas échéant les blocs de paraffine y afférents sont envoyés à l'étranger.

Il est difficile de s'imaginer un pathologiste travaillant seul sans contact permanent avec des confrères pathologistes et sans contact avec les médecins traitants et cliniciens. Cette communication, qui se fait actuellement encore le plus souvent par voie téléphonique, sera dans un proche avenir substituée par l'implémentation du projet d'un système de télépathologie facilitant la participation des pathologistes entre autres à des «tumor conferences» dans les hôpitaux du pays.

La loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public Laboratoire National de Santé prévoit que les agents du LNS, engagés avant l'entrée en vigueur de la loi, peuvent opter entre leur statut d'agent public et le nouveau régime prévu par la loi précitée. Il s'est avéré qu'aucun des collaborateurs n'a fait une demande en vue d'un changement de statut.

Ad 3. D'après l'article 1er du règlement grand-ducal du 18 décembre 1998 déterminant les disciplines d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale et réglementant la formation spécialisée des responsables de laboratoire, l'anatomie pathologique est une discipline de laboratoire d'analyses de biologie médicale. L'article 2 paragraphe 2 du même règlement grand-ducal dispose que le responsable d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale effectuant des prestations relevant de la discipline de l'anatomie doit être autorisé à exercer la médecine en qualité de médecin-spécialiste en anatomie pathologique, conformément au règlement grand-ducal du 10 juin 1997 portant fixation de la liste des spécialités en médecine reconnues au Luxembourg ainsi que détermination des conditions de formation à remplir en vue de la reconnaissance de ces titres.

L'ouverture et l'exploitation d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale sont soumises à autorisation préalable du Ministre de la Santé sur base de l'article 3 de la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales.

Ad 4. L'amélioration de l'histologie est une priorité absolue dans le cadre du nouveau plan cancer, approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 18 juillet 2014. Des mesures et actions concrètes y sont prévues afin de mettre en œuvre cette priorité.

Question 0383 (3.7.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **construction d'un hall sportif pour les besoins du Lycée d'Echternach:**

Le conseil communal de la ville d'Echternach vient de voter à l'unanimité une résolution dans laquelle il s'est prononcé contre la construction d'un hall sportif pour les besoins du Lycée d'Echternach (LCE) sur le site «A Kack».

Selon mes informations, le hall sportif, d'ailleurs cruellement nécessaire pour le développement du LCE, pourrait être construit sur deux sites alternatifs: sur le terrain même du lycée ou sur le site «op der Gare».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle me dire s'il existe de la part du Service des Sites et Monuments Nationaux des réserves à l'encontre des sites alternatifs pour la construction du hall sportif?

- Dans l'affirmative, de quelle nature sont ces réserves? Quels sont les avantages ou désavantages des deux sites en question?

- Dans quel délai le projet pourra-t-il être réalisé?

- Selon d'aucuns, il serait envisagé de construire un hall provisoire. Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que, compte tenu de la situation budgétaire difficile, il serait plus opportun de construire un hall définitif?

Réponse (13.8.2014) de **M. Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Le premier emplacement retenu d'un commun accord entre l'État et la ville d'Echternach lors de la planification de la construction du hall sportif du Lycée d'Echternach au terrain dit «A Kack» n'a pas trouvé de majorité politique au niveau du conseil communal de la ville d'Echternach qui s'est penché sur cette question lors de sa séance du 30 juin 2014.

Cette décision représente un revirement de position inattendu de la part du conseil communal qui, désormais, semble opter pour un site alternatif se trouvant dans l'enceinte même du parc de l'ancienne abbaye, propriété de l'État, et se trouvant à proximité immédiate du Lycée classique et technique d'Echternach.

Étant donné que le terrain visé figure sur l'inventaire des monuments nationaux, car s'agissant d'un fleuron de l'architecture paysagère d'une époque révolue, il ne semble pas surprenant qu'un service qui a dans ses missions la protection de notre patrimoine national y émette des réserves, d'autant plus qu'ils existent des sites alternatifs qui peuvent toujours être pris en considération pour la réalisation du projet de construction dudit hall sportif.

Je souhaite avancer dans ce dossier et cela dans les meilleurs délais. C'est pour cette raison que j'ai invité les autorités politiques de la ville d'Echternach à une réunion de concertation qui se tiendra au mois de septembre 2014 et qui vise à rechercher un compromis qui pourra donner satisfaction à chacune des parties.

Question 0384 (3.7.2014) de **Mme Simone Beissel** et **M. Lex Delles** *(DP)* concernant la **viande avariée:**

Selon des informations diffusées par la presse, la douane française aurait saisi à la mi-juin 400 kg de viande avariée, qui devait être livrée dans un restaurant asiatique à Luxembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

- Les Ministres peuvent-ils nous informer sur le nombre de contrôles effectués par l'Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA) au cours des derniers mois au niveau du respect de la chaîne du froid des aliments importés par des entreprises luxembourgeoises?

- Est-ce que lors de ces contrôles des manquements au respect de la chaîne du froid ont été détectés? Dans l'affirmative, combien et lesquels?

Réponse commune (28.7.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

La viande ainsi que d'autres denrées alimentaires saisies en France pour non-conformité de température de transport n'étaient pas destinées à un restaurant, mais à un revendeur de produits alimentaires établi à Luxembourg, ce qui ressort d'une information que les services de l'Administration des Douanes et Accises (ADA) ont obtenue de leurs collègues de la douane française. Le revendeur luxembourgeois a lui-même assuré le transport des marchandises.

L'Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA) n'a pas pour mission d'effectuer des contrôles. Dans le présent contexte, l'OSQCA a une mission de coordination entre les différentes administrations. En matière de contrôle des viandes, ces contrôles sont effectués par l'Administration des Services Vétérinaires, le Service de la Sécurité alimentaire de la direction de la Santé et l'Administration des Douanes et Accises.

Le terme «importé» est employé dans le contexte d'une importation directe en provenance d'un pays tiers. En ce qui concerne les échanges commerciaux entre États membres de l'Union européenne, le principe de la libre circulation des marchandises au sein du marché unique européen est d'application. Il n'y a dès lors plus de flux d'importation ou d'exportation entre les différents États membres; en l'occurrence il s'agit d'échanges intracommunautaires.

Le seul point d'entrée pour le Luxembourg pour les importations directes en provenance de pays tiers se trouve à l'aéroport, et plus précisément il s'agit du poste d'inspection frontalier (PIF) au niveau duquel les lots de produits alimentaires d'origine animale et les lots d'animaux sont systématiquement contrôlés.

Des transactions d'importation ont lieu au Luxembourg au PIF pour les denrées d'origine animale et au point d'entrée désigné (PED)

pour les denrées non animales: il s'agit en occurrence de la plateforme aéroportuaire, seul endroit qui présente une frontière extérieure avec des pays tiers au Luxembourg.

Les contrôles officiels à l'importation en provenance de pays tiers, effectués par les autorités nationales responsables du contrôle de l'opérateur, consistent en un contrôle documentaire (vérification des certificats établis par les autorités du pays tiers de provenance), contrôle d'identité (vérification de la correspondance entre les denrées alimentaires et les mentions figurant sur les certificats) et contrôle physique (contrôle du respect de la chaîne du froid, analyses de laboratoire). Il arrive très rarement que les températures de transport ne soient pas conformes lors des contrôles effectués par un vétérinaire de l'Administration des Services Vétérinaires.

En ce qui concerne les échanges intracommunautaires, les contrôles officiels sont effectués dans les établissements de production du pays d'origine de la denrée alimentaire. Le destinataire de cette dernière a l'obligation d'effectuer un contrôle à la réception de la marchandise (vérification de la température, de l'emballage, de l'étiquetage, de la date limite de consommation), et doit refuser toute livraison non conforme à la réglementation.

En ce qui concerne le contrôle de la chaîne du froid, qui constitue un élément clé du contrôle de sécurité alimentaire, il est à signaler que ces contrôles se font à plusieurs niveaux par les différentes administrations précitées.

Lors des inspections effectuées par l'Administration des Services Vétérinaires dans les boucheries et établissements agréés en 2013, 15% des établissements ont présenté une non-conformité en ce qui concerne le contrôle à la réception des marchandises.

Suivant les contrôles effectués par le Service de la Sécurité alimentaire de la direction de la Santé en collaboration avec l'ADA au niveau de la réception des denrées alimentaires dans les établissements alimentaires du secteur Horesca et du commerce, des non-conformités majeures ont été révélées dans 3,8% des cas, alors que dans 57,8% des cas, il ne s'agissait que de non-conformités mineures.

Par ailleurs, les contrôles physiques de température effectués par le Service de la Sécurité alimentaire en collaboration avec l'ADA montrent que dans 34% des cas des non-conformités sont relevées. Il s'agit de dépassements de la température réglementaire ou normative. Ainsi, en 2014, 3.376 contrôles de température ont été effectués dans les secteurs précités.

Question 0385 (10.7.2014) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **plan de mesures de sécurisation de la route nationale N7 et de la voie expresse B7:**

Le 30 juin dernier, lors de la présentation des plans sectoriels à Marnach, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a annoncé un plan de mesures de sécurisation du tronçon de la N7 entre Fridhaff et Wemperhardt.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les délais de mise en œuvre de ce plan?

- Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de présenter ce plan aux citoyens de la région nord du pays?

- Monsieur le Ministre peut-il également fournir des informations concernant les travaux d'infrastructures projetés sur la B7 entre Colmar-Berg et Fridhaff?

Réponse (7.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, Messieurs André Bauler et Edy Mertens, concernant les mesures de sécurisation du tronçon de la route E421/N7 entre Fridhaff et Wemperhardt, il y a lieu de préciser que les délais de mise en œuvre sont les suivants:

Pour les contournements de localités et en tenant compte de ce qui est inscrit au Plan directeur sectoriel «Transports» présenté le 21 mai 2014 à la Chambre des Députés, il y a lieu de relever le contournement de Hosingen priorisé en phase 2, et le contournement de Heinerscheid, priorisé en phase 3 suivant la stratégie globale pour une mobilité durable «MoDu» présentée en public le 19 avril 2012.

La réalisation d'autres grands travaux pour sécuriser la N7, tels que la dénivellation de carrefours aux nœuds routiers stratégiques et la mise en conformité du gabarit 2+1 voie selon les normes récentes en la matière, dépend évidemment des procédures et négociations d'autorisations ainsi que des moyens financiers disponibles pour adapter les infrastructures routières aux exigences de la sécurité et de l'intensité de la circulation.

Suite aux réunions publiques de présentation des plans sectoriels, mes services envisagent d'organiser des réunions d'information au grand public au sujet des projets sur et autour de la N7 le 30 septembre 2014 à Hoscheid et le 2 octobre 2014 à Marnach.

Quant aux travaux d'infrastructures projetés sur la B7 entre Colmar-Berg et Fridhaff, la sécurisation entre l'échangeur Colmar-Berg et l'échangeur Ettelbruck visant également l'élimination des goulots d'étranglement, est inscrite en phase 2. Le réaménagement de l'échangeur Erpeldange avec accès à la zone d'activité ZANO au Fridhaff est inscrit en phase 1.

Question 0386 (8.7.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **cellule indépendante - fusions communales:**

En 2012, suite aux élections communales de 2011, le Ministère de l'Intérieur avait créé une cellule indépendante - fusions communales (CIFC) pour coacher les commues ayant éventuellement l'intention de fusionner. La mission de la CIFC était de relancer la réorganisation territoriale.

Selon mes informations, le Gouvernement vient de dissoudre la CIFC.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Est-ce que cette décision signifie que le Gouvernement abandonne la politique en faveur des fusions communales?

- En cas de réponse négative, quelles sont les mesures ou moyens d'information, voire de conseil prévus par le Gouvernement pour accompagner les communes dans leurs projets de fusion?

Réponse (29.7.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La cellule indépendante - fusions communales (CIFC) a été mise en place en 2012 pour sensibiliser, informer et accompagner les communes dans leurs démarches vers une fusion. Son mandat était limité initialement jusque fin 2013 et lors de ma prise de fonction, j'ai décidé d'un commun accord avec les membres qui la composent de prolonger ce mandat jusqu'en juillet 2014 afin de permettre à la CIFC de finaliser un rapport succinct avec une vue synoptique de ses travaux de même qu'un rapport détaillé reprenant toutes les entrevues des dernières deux années.

Je tiens d'ailleurs à remercier vivement les membres de la CIFC pour leur travail assidu et fructueux, dont les innombrables visites et entretiens avec les responsables locaux ont permis de recueillir des informations du terrain qui ont été intégrées dans le «Guide de procédures et bonnes pratiques» permettant de guider les communes dans leurs démarches en vue d'une fusion. À titre d'information, j'ajoute que le coût de la mise en place de la CIFC et de ses travaux multiples s'élève à 136.800 €.

Le Gouvernement n'abandonne nullement la politique de fusions des communes, il continuera au contraire, comme le stipule d'ailleurs le programme gouvernemental, à encourager le processus de fusions des communes tout en respectant le principe de la subsidiarité et de l'autonomie communale. À cet effet, le Conseil de Gouvernement a arrêté en sa séance du 25 avril 2014 un nouveau modèle de calcul pour l'aide spéciale de l'État dont peuvent bénéficier les communes fusionnées.

Finalement, il y a lieu d'ajouter que les services du Ministère de l'Intérieur continueront, comme par le passé, d'assister les communes désireuses de fusionner par des conseils d'ordre technique, financier et juridique.

Question 0389 (8.7.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**autorisation d'exploitation:**

Les autorisations commodo/incommodo fixent les conditions d'aménagement et d'exploitation qui sont jugées nécessaires pour la protection de l'environnement et garantir la sécurité des travailleurs, du public et du voisinage en général. Les différents types d'établissements ou d'activités sont répartis selon plusieurs classes (1, 2, 3, 3A, 3B ou 4) qui déterminent la procédure d'autorisation applicable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures et au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

- Qui est responsable de contrôler si les établissements dans les zones d'activités disposent d'une autorisation d'exploitation ou non?

- Qui est responsable du suivi des autorisations d'exploitation si ces dernières sont respectées ou non?

- Qui assure le contrôle des établissements dans le cadre d'autorisation d'exploitation?

Réponse commune (11.8.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La question parlementaire n°0389 de l'honorable Député, Monsieur Marc Spautz, a pour objet les contrôles d'établissements soumis à la législation en matière d'établissements classés.

En premier lieu, il est utile de signaler que dans le cadre de la question parlementaire, il n y a pas lieu de différencier entre respectivement un établissement situé en zone verte ou pas respectivement dans une zone d'activité ou non.

L'exploitation d'un établissement non couvert par les arrêtés d'autorisation établis en matière d'établissements classés constitue une infraction à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En ce qui concerne le contrôle des établissements classés dans le cadre de l'autorisation d'exploitation et conformément à l'article 22 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, outre les officiers de police judiciaire, les agents de la Police grand-ducale, les agents des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal, le personnel de la carrière supérieure et les ingénieurs techniciens de l'Administration de l´Environnement, le personnel de la carrière supérieure et les ingénieurs techniciens de l'Administration de la Gestion de l'Eau ainsi que le personnel supérieur d'inspection et les ingénieurs techniciens de l'Inspection du travail et des mines sont chargés de rechercher et de constater les infractions réprimées par la loi modifiée du 10 juin 1999 précitée et ses règlements d'exécution.

Les personnes visées à l'alinéa précédent peuvent visiter pendant le jour et même pendant la nuit et sans notification préalable, les installations, locaux, terrains, aménagements et moyens de transport assujettis à la loi modifiée du 10 juin 1999 précitée et aux règlements à prendre en vue de son application.

Le suivi des autorisations d'exploitation délivrées par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions est réalisé par le personnel de l'Administration de l´Environnement, le suivi des autorisations d'exploitation délivrées par le Ministre ayant le travail dans ses attributions est réalisé par le personnel de l'Inspection du travail et des mines.

Les réclamations de particuliers parvenant à Inspection du travail et des mines et l'Administration de l´Environnement sont traitées par la division des établissements classés de l'Inspection du travail et des mines et donnent lieu après vérification de leur bien-fondé aux contrôles susmentionnés.

En 2013, l'unité contrôle et inspections de l'Administration de l'Environnement a effectué quelque 100 contrôles. Pour l'année 2014, ce chiffre est d'environ 80 en date du 31 juillet.

Question 0390 (9.7.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **lutte contre le terrorisme au Luxembourg:**

Zwee Lëtzebuerger Awunner, déi vun der Press als Islamiste bezeechent ginn, sinn a Syrien ëm d'Liewe komm, wou se sech dem Djihad ugeschloss hunn. Am Grand-Duché, zu Kanech, ass e Member vun enger sunnitescher Terrormiliz, deen international gesicht gouf, festgeholl ginn. Zu Esch, ënnert dem Deckmantel vun enger kultureller Associatioun, fonctionnéiert en Treffpunkt vu militante Salafisten, deen ënner anerem Kämpfer fir den „hellege Krich" a Syrie rekrutéiert.

Den islameschen Terrorismus ass och zu Lëtzebuerg ukomm.

An engem Interview äntwert e Procureur d'État op d'Fro: „Wenn die Justiz jetzt Wind davon bekäme, dass jemand vor hat, nach Syrien in den Krieg zu ziehen, was könnte sie dann konkret unternehmen?" dëst: „Um jemanden davon abzuhalten, das zu tun? Da gibt es keine Möglichkeiten."

Dowéinst wéilt ech dem Här Innenminister an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung eng kloer Strategie, fir dem islameschen Terrorismus zu Lëtzebuerg paroli ze bidden?

2. Verfügen d'Police an de SREL iwwert déi néideg Ressourcen, personell a materiell, fir déi noutwendeg Iwwerwaachungen a preventiv Mesuren duerchzeféieren? Wann neen, ginn dës Ressourcë kuerzfristeg un déi potenziell Geforen ugepasst?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt radikal islamistesch Gruppen, déi Kämpfer fir den „hellege Krich" rekrutéieren, ënnert d'Gesetzgebung vum Kampf géint den Terrorismus falen?

4. Deelt d'Regierung d'Aschätzung vum Procureur d'État, datt d'Justiz am Ament net iwwert déi néideg Texter verfügt, fir z. B. Persounen aus Lëtzebuerg drun ze hënneren a Krichsgebidder ze reesen, fir do ze kämpfen?

5. Wëllt d'Regierung kuerzfristeg déi Lëtzebuerger Antiterrorismusgesetzgebung verstäerken, op de Modell, deen aktuell vun der franséischer Regierung diskutéiert gëtt, mam Objektiv, fir den Départ vu Leit ze verhënneren, déi sech a Krichsgebidder wëlle radikale Gruppen uschléissen?

Réponse commune (7.8.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Fir d'Éischt gëllt et ze ënnersträichen, dass et sech zu Lëtzebuerg ëm eng ganz kleng Zuel vu Leit handelt, bei deenen en Ufanksverdacht op eng potenziell Radikaliséierung kéint bestoen. Dëse Phenomeen hëlt d'Regierung awer eescht. Dee Phenomeen huet awer näischt mat der friddlecher Ausübung vun der islamescher Relioun zu Lëtzebuerg ze dinn.

Et gëtt och keen „islameschen" Terrorismus. Extremisten, déi mat Hëllef vu Waffegewalt an anere Strofdote probéieren, politesch Ziler ze erreechen a sech dobäi op d'Relioun vum Islam beruffen, bedreiwen eendeiteg terroristesch Ziler, a keng reliéis.

Fir den Terrorismus kënnen op eng effikass Manéier ze bekämpfen, huet sech och Lëtzebuerg en Dispositif ginn, deen op zwee Niveaue fonctionnéiert: engersäits, op engem méi taktesch-operationellen Niveau, regelméisseg Réuniounen, déi am Prinzip all Mount stattfannen, zwëschent dem Parquet, dem Service de Renseignement an der Cellule antiterroriste vun der Police, an anerersäits, op engem méi strategeschen Niveau, e Groupe de coordination, dee vum lëtzebuergeschen Antiterrorismuscoordinateur presidéiert gëtt, an dee sech zesummesetzt aus der Direktioun vum Service de Renseignement, dem Procureur général d'État, der Police an dem Ministère de la Sécurité intérieure. Säit Kuerzem ass dee Groupe de coordination erweidert ginn duerch den Direkter vun den Affaires politiques vum Ausseministère an engem Vertrieder vum Justizministère. Dee Groupe de coordination trëfft sech am Prinzip all Trimester.

Virum Hannergrond vun deem relativ neie Phenomeen vun de Kämpfer, déi besonnesch an Europa an an Amerika rekrutéiert ginn, fir dann a Länner wéi Syrien kämpfen ze goen, ass décidéiert ginn, dass dee Groupe de coordination der Regierung soll Virschléi maachen, wéi eng konkret zousätzlech Mesurë kënne geholl ginn, fir preventiv ze agéieren an awer och repressiv de Kampf géint den Terrorismus ze verbesseren, an dat souwuel um nationalen Niveau, wéi och an der internationaler Zesummenaarbecht.

Ad 2. Iwwert déi lescht Jore sinn d'Ressourcë vun de betraffene Servicer regelméisseg an d'Luucht gesat ginn.

Ad 3. Fir dës Fro ze beäntwerten, ass et wichteg ervirzehiewen, dass et fir de Begréff „hellege Krich" keng juristesch Definitioun gëtt. Jee nodeems, ënner wéi engen Émstänn, mat wéi enge Mëttelen an a wéi engem Kontext dee stattfënnt, kann en ënnert d'Definitioun vum Terrorismus falen oder och net. Et wier op alle Fall net richteg, fir ënnert de Begréffer „hellege Krich" an „Terrorismus" an alle Fäll datselwecht ze verstoen.

D'lëtzebuergesch Gesetzgebung géint den Terrorismus ass déi leschte Kéier duerch e Gesetz vum 26. Dezember 2012 verstäerkt ginn, mat deem zwee europäesch Instrumenter ëmgesat gi sinn, an zwar (i) déi sougenannte

Konventioun vu Warschau vum Europarot vum 16. Mee 2005 (Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme - STE n°196), an (ii) déi zweet Décision-cadre géint den Terrorismus vun der Europäescher Unioun (Décision-cadre 2002/475/JAI du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme).

Mat deem Gesetz vum 26. Dezember 2012 ass ënner anerem en neien Artikel 135-12 an de Code pénal ageschriwwe ginn, deen ausdrécklech de Rekrutement vu Leit fir terroristesch Infraktiounen ze begoen ënner Strof stellt.

Niewent der Bestrofung vun der „Provocation au terrorisme" an dem „Entraînement au terrorisme", déi och an de lëtzebuergesche Code pénal mat deem Gesetz bäigesat goufen, war et genau ee vun den Objektiver vun deenen zwee europäeschen Instrumenter, dass de Rekrutement vun Terroristen an alle Länner vum Europarot an der Europäescher Unioun soll strofbar sinn.

Ad 4. Déi lëtzebuergesch Gesetzgebung gesäit am Moment keng Dispositioune vir, déi et géifen erlaben, e Lëtzebuerger oder e lëtzebuergesche Résident drun ze hënneren, an een anert Land ze reesen, just well déi Persoun wëlles hätt an deem Land u Kämpf deelzehuelen.

Ad 5. An enger éischter Etapp wëllt d'Regierung sech mat deene Virschléi befaassen, déi hir vun deem uewe genannte Groupe de coordination wäerten ënnerbreet ginn.

No enger approfondéierter Analys vun der Problematik an de méiglechen Optioune ginn duerno déi néideg Décisioune geholl.

Question 0391 (9.7.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **tranquillité des lieux de culte:**

Zu Köln huet e Procureur kierzlech eng Femen-Aktivistin ugeklot, déi bei der Chrëschtfeier am Doum mat plakegem Uewerkierper opgetratt ass. D'Uklo ass op der Basis vun der Stéierung vun der Ausübung vun der Relioun erhuewe ginn.

Dowéinst wéilt ech deenen Häre Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi eng Gesetzer schützen d'Ausübung vun der Relioun zu Lëtzebuerg? Gëtt et strofrechtlech Bestëmmunge géint d'Entweiung, z. B. duerch Vandalismus vun enger Kierch, enger Synagog oder enger Moschee hei am Land? Wéi eng legal Bestëmmunge schützen de Klerus an d'Laien am Fall vun der Stéierung vun enger Mass, engem Gottesdéngscht oder soss enger kultbezunnener Handlung?

2. Mat wéi enge legalen oder anere Mëttele wëllt d'Regierung d'Ausübung vun der Relioun wéi och d'Kierchen an Gebietshaiser viru Vandalismus, Stéierungen oder Provokatioune schützen?

Réponse commune (6.8.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

1. Den Artikel 19 vun der Verfassung garantéiert d'Reliounsfräiheet an déi fräi Ausübung respektiv de fräien Ausdrock vun der Relioun.

2. Am Titel 2 vum Code pénal (Garantie vun de Rechter, déi an der Verfassung virgesi sinn) regelen d'Artikelen 142-146 déi Situatiounen, déi den Här Deputéierten an senger Fro uschwätzt.

Déi genannten Artikele gesi Folgendes vir:

«Chapitre II. - Des délits relatifs au libre exercice des cultes.

Art. 142. Toute personne qui, par des violences ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer un culte, d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes religieuses, d'observer certains jours de repos, et, en conséquence, d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, et de faire ou de quitter certains travaux, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 251 euros à 2.000 euros.

Art. 143. Ceux qui, par des troubles ou des désordres, auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte qui se pratiquent dans un lieu destiné ou servant habituellement au culte ou dans les cérémonies publiques de ce culte, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros.

Art. 144. Toute personne qui, par faits, paroles, gestes, menaces, écrits ou dessins, aura outragé les objets d'un culte, soit dans les lieux destinés ou servant habituellement à son exercice, soit dans des cérémonies publiques de ce culte, sera punie d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros.

Art. 145. Sera puni des mêmes peines celui qui, par faits, paroles, gestes, menaces, écrits ou dessins, aura outragé le ministre d'un culte, dans l'exercice de son ministère.

S'il l'a frappé, il sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 euros à 5.000 euros.

Art. 146. Si les coups ont été la cause d'effusion de sang, de blessure ou de maladie, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 500 euros à 10.000 euros.»

3. Wat méi spezifesch Akte vu Vandalismus ugeet, kann nach op déi folgend Dispositioune vum Code pénal higewise ginn:

«Art. 510. Seront punis de la réclusion de quinze à vingt ans, ceux qui auront mis le feu:

(…) à des édifices servant à des réunions de citoyens, pendant le temps de ces réunions;

à tous lieux, même inhabités, si, d'après les circonstances, l'auteur a dû présumer qu'il s'y trouvait une ou plusieurs personnes au moment du crime.

Art. 521. Quiconque aura détruit ou renversé, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie,

des édifices, (…) ou autres constructions appartenant à autrui, sera puni de la réclusion de cinq à dix ans.

Art. 526. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros, quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé:

Des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales;

(…) les monuments, statues, tableaux ou objets d'art quelconques, placés dans les églises, temples ou autres édifices publics.»

4. Um zivilrechtleche Plang, also wat Schuedensersatz ugeet, spillen natierlech och d'Artikelen 1382 an 1383 vum Code civil:

«Art. 1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

Art. 1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.»

Rechtlech existéieren also eng ganz Rei vun Instrumenter, déi d'Ausübung vun de Reliounen, d'Gebaier an d'Biens mobiliers schützen.

Question 0392 (10.7.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**accès aux études à l'Université du Luxembourg:**

L'accès aux études à l'Université du Luxembourg est régi par la loi du 12 août 2003 portant création de l'établissement. L'article 12 de cette loi définit les conditions d'accès aussi bien pour les formations dites ouvertes que pour celles dont l'accès est limité par un numerus clausus. Dans ce dernier cas, le demandeur doit remplir les conditions en vigueur pour les formations ouvertes, clairement définies, mais il doit se soumettre en plus à un entretien et un examen dont les modalités sont fixées dans le règlement intérieur.

Or, il s'avère qu'en cas de refus, les raisons ayant motivé la décision de l'Université du Luxembourg ne sont pas communiquées aux intéressés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Qui est-ce qui procède à la sélection des étudiants et selon quels critères précis?

- Quels sont les principaux motifs qui sont à l'origine des refus exprimés par les instances universitaires?

- Dans l'intérêt d'une meilleure transparence de la procédure d'inscription à l'Université du Luxembourg, et par conséquent dans l'intérêt des étudiants, ne serait-il pas opportun de mentionner explicitement les raisons ayant motivé le refus d'une candidature?

Réponse (28.7.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, il y a lieu de noter qu'une liste officielle des formations incluant un résumé des conditions d'admission est publiée chaque début d'année civile, avant que n'ouvrent les inscriptions pour le semestre d'hiver de l'année académique. Validée par le Conseil de Gouvernance, cette liste est publiée sur le site Internet de l'Université (http://wwwfr.uni.lu/universite/documents_officiels) afin que chacun puisse s'y référer; la liste 2014-2015 est consultable à l'adresse suivante: http://wwwfr.uni.lu/content/download/71880/907543/file/Liste_des_formations_2014-2015.pdf.

En termes de procédure, les candidats à une formation s'inscrivent à l'Université du Luxembourg et le Service des Études et de la Vie Étudiante vérifie leur admissibilité administrative; si ce contrôle est positif, le dossier de candidature de la personne est envoyé au(x) directeur(s) des études de la formation concernée. Le dossier comprend toutes les pièces nécessaires à l'appréciation de l'admission de la personne. Après examen des demandes d'admission, la direction des études valide ou non les dossiers de candidature de la personne.

À titre d'exemple, le Bachelor en Droit (académique), formation à numerus clausus, mentionne explicitement sa politique de sélection sur sa page de présentation de formation (http://wwwfr.uni.lu/formations/fdef/bachelor_en_droit_academique) et indique directement la grille d'évaluation (téléchargeable à l'adresse suivante: http://wwwfr.uni.lu/content/download/69361/872503/file/Grille%20d'évaluation%20BAD-3.pdf) qui résulte des conditions d'accès indiquées dans la liste officielle des formations; la procédure est donc pleinement transparente pour les candidats au Bachelor en question.

Les motifs de refus dépendent étroitement des conditions d'admission placées à l'entrée à la formation; il n'est pas possible de considérer une généralité de l'ensemble des refus évoqués lors du processus de sélections des formations à numerus clausus du fait des conditions spécifiques à chaque formation.

Depuis janvier 2014 les raisons du refus sont indiquées explicitement dans une lettre-réponse au candidat qui n'a pas été retenu à la formation en question, alors qu'il est vrai qu'avant cette date, à laquelle une application informatique y relative a été mise en œuvre, les lettres ne portaient pas systématiquement les mentions des motifs de refus. Il y a lieu de noter que dans tous les cas, le résultat de la procédure est susceptible d'un recours auprès du vice-recteur académique.

Question 0393 (10.7.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **biotopes:**

Le 17 mars 2014, Madame la Ministre de l'Environnement et Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, ont présenté dans le cadre d'une conférence de presse le cadastre des biotopes des milieux ouverts à protéger en vertu de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Les inventaires de terrain ont été réalisés entre 2007 et 2012 sans participation active des agriculteurs. Il est à saluer dans ce contexte, que le Gouvernement vient de décider d'informer individuellement les agriculteurs sur la présence de biotopes sur leur terrains. De plus, un guide d'orientation et de bonne pratique («Leitfaden») a été élaboré en collaboration avec les services de l'agriculture afin de définir la gestion normale qui garantit le maintien des biotopes et afin d'énumérer les actions à omettre respectivement soumis à autorisation qui risquent une destruction, détérioration ou dégradation des biotopes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:

- Est-il prévu de contrôler ensemble avec les agriculteurs si les biotopes identifiés correspondent effectivement respectivement correspondent encore à la situation actuelle sur le terrain?

- Les agriculteurs ont-ils la possibilité d'un moyen de recours pour contester les biotopes identifiés?

- Est-ce que le guide d'orientation et de bonne pratique a une base juridique légale?

Réponse commune (14.8.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs:*

Suite à la présentation du cadastre des biotopes des milieux ouverts au grand public le 17 mars 2014, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs en collaboration avec le département de l'Environnement du MDDI a entamé des travaux pour la diffusion individuelle aux agriculteurs.

En effet les agriculteurs en tant que gestionnaires de terre constituent la population cible pour ce cadastre des biotopes en milieu ouvert et dont 4.600 des 5.700 ha au total sont localisés sur des surfaces agricoles utiles. Les informations sur les biotopes recensés ont été recoupées avec les informations récentes de la déclaration de superficie des agriculteurs et le résultat a été diffusé individuellement aux concernés en date du 21 juillet 2014 avant les congés d'été, conformément à ce qu'il a été annoncé au secteur agricole au début de l'année.

Le département de l'Environnement du MDDI organisera des réunions régionales à travers le pays pour donner l'occasion aux concernés de se présenter et d'évoquer d'éventuelles questions, soucis ou contestations. Lors de ces réunions régionales, les représentants du Ministère de l'Agriculture seront également présents pour traiter des questions en relation avec l'orientation et la structure des exploitations agricoles. Le service du conseil agricole de la Chambre d'Agriculture a également été convoqué pour y participer. Les agriculteurs ont été mis au courant de cette démarche par l'envoi individuel du cadastre des biotopes le 21 juillet dernier, tout en les incitant à bien étudier préalablement l'état des lieux sur leur exploitation.

Malgré la saison estivale de récolte un délai raisonnable devrait permettre aux concernés d'étudier leur situation sur le terrain et de se préparer pour les réunions régionales de septembre respectivement d'adresser une requête de contrôle respectivement d'explication au département de l'Environnement du MDDI jusqu'au 1er octobre prochain. Il est prévu que toutes les requêtes fondées d'un point de vue scientifique seront revues par après sur le terrain. Le cas échéant, le cadastre des biotopes sera adapté ou corrigé en fonction des résultats des contrôles effectués.

Il est important de préciser que la reprise d'un biotope dans le cadastre des biotopes ne constitue pas un acte administratif au sens de l'article 7 (1) de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif. Le cadastre des biotopes n'ait pas pour objet et pour conséquence de produire des effets de droit, plus spécifiquement d'affecter l'ordonnancement juridique tel qu'établi par l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il dresse un inventaire de la situation existante et ne crée pas de nouvelles servitudes en défaveur du propriétaire ou de l'exploitant des terrains concernés. Dès lors, il n'est pas possible de former un recours contre le cadastre des biotopes ou une inscription dans celui-ci en tant que tel.

Nonobstant le fait purement matériel de l'inscription ainsi que sa portée de nature purement indicative, le cadastre des biotopes constitue néanmoins un inventaire de surfaces protégées individuellement par l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Le respect de ces biotopes n'est pas facultatif, mais obligatoire. Les agriculteurs ont une obligation de résultat, c'est-à-dire une obligation de préserver les biotopes recensés. Toute dégradation ou destruction de biotopes constitue une infraction à la loi et sera poursuivie en conséquence.

Le guide d'orientation et de bonne pratique a été élaboré afin d'offrir une information et une aide à l'exploitant. Il devrait lui faciliter la mise en œuvre d'une gestion optimale des biotopes semi-naturels, c'est-à-dire des biotopes qui sont tributaires des interventions de l'homme. Rappelons dans ce contexte que la gestion adaptée de ces surfaces bénéficie d'aides financières spéciales dans le cadre des aides accordées au développement rural.

Question 0394 (10.7.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **taxation des automobilistes en fonction du nombre de kilomètres parcourus:**

Selon mes informations, une taxation en fonction du nombre de kilomètres est à l'étude ensemble avec les responsables de l'Automobile Club du Luxembourg. La taxe sur les véhicules pourrait ainsi être calculée non plus uniquement sur la cylindrée, mais également en fonction du nombre de kilomètres effectués.

En Belgique un projet-pilote sur la taxation des automobilistes en fonction du nombre de kilomètres parcourus vient de se terminer sur

1.200 conducteurs. Les voitures étaient équipées d'un boitier, basée sur la technologie GPS, afin d'enregistrer le nombre de kilomètres parcourus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, comment un tel système pourrait-il fonctionner en pratique?

- Une telle mesure serait-elle conforme aux directives européennes?

- Un tel système serait-il compatible avec la législation sur la protection des données et de la vie privée?

- La Commission nationale pour la protection des données (CNPD) est-elle impliquée dans les travaux?

- Quels sont les résultats du projet-pilote en Belgique?

Réponse commune (7.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'application du principe pollueur-payeur dans le cadre de la fixation de la taxe automobile.

Actuellement le Gouvernement n'a pas de projet pour un système d'application du principe pollueur-payeur dans le cadre de la fixation de la taxe automobile.

S'il est vrai qu'il a été convenu avec l'Automobile Club du Grand-Duché de Luxembourg d'organiser en automne prochain une entrevue avec les responsables du Car-Pass en Belgique pour obtenir de plus amples informations sur le système mis en place chez nos voisins, il convient de relever que le Car-Pass belge, qui est un document indiquant le kilométrage connu visant à rendre plus difficile la falsification du kilométrage et qui est obligatoire lors de la vente d'une voiture d'occasion ou de camionnettes, vise surtout à détecter et par là combattre la fraude au compteur kilométrique sur la base de preuves officielles.

À relever encore que la Commission européenne poursuit le même objectif que les autorités belges avec le lancement prochain de l'étude sur la faisabilité, les coûts et les avantages d'une plateforme électronique d'information sur les véhicules en vue de faciliter entre les États membres les échanges d'information notamment sur le kilométrage des véhicules.

Suite à une entrevue avec l'Automobile Club du Grand-Duché de Luxembourg, lors de laquelle l'ACL a présenté au Ministère du Développement durable et des Infrastructures ce système actuellement en vigueur en Belgique, le Gouvernement a l'intention de s'entourer des informations utiles pour apprécier, le moment venu, les avantages qu'une éventuelle introduction d'un Car-Pass pourrait avoir pour les automobilistes au Luxembourg.

Question 0395 (11.7.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **saisie du Comité d'éthique suite à la réorientation professionnelle d'un ancien membre du Gouvernement:**

Monsieur Luc Frieden, qui était membre du Gouvernement du 4 février 1998 au 21 octobre 2013 et qui siégea depuis en tant que membre de la Chambre des Députés, a annoncé hier qu'il mettrait fin à ses activités politiques et démissionnerait de son mandat de Député afin de s'engager dans une nouvelle carrière professionnelle. Ainsi, il devrait désormais occuper le poste de «Vice-Chairman» de la «Deutsche Bank» à Londres.

Le Code de déontologie pour les membres du Gouvernement, publié le 28 février 2014 au Mémorial, stipule dans son article 4.3.1:

«Un membre du Gouvernement peut poursuivre dès la fin de son mandat l'activité qu'il exerçait avant sa prise de fonction. Le membre du Gouvernement qui envisage d'exercer, dans les deux ans qui suivent la fin de son mandat, une activité professionnelle privée autre que celle qu'il exerçait avant sa nomination aux fonctions de membre du Gouvernement, en informe le Premier ministre qui saisit le comité d'éthique. Lorsque l'activité envisagée présente un lien avec le(s) département(s) dont le membre du Gouvernement avait la charge, le comité d'éthique émet un avis qui est rendu public. L'ancien membre du Gouvernement reste libre des suites qu'il entend réserver à cet avis.»

Il ressort que Monsieur Frieden, qui a exercé la fonction de Ministre du Budget du 4 février 1998 jusqu'à sa démission et de Ministre des Finances depuis le 23 juillet 2009, avait la charge de départements intimement liés aux activités bancaires qu'il entend poursuivre.

Partant, je me permets de vous poser les questions suivantes:

1. Monsieur Luc Frieden vous a-t-il prévenu de cette démarche professionnelle, et si oui, pouvez-vous nous dire quand cela fut le cas?

2. Avez-vous saisi le Comité d'éthique comme le Code de déontologie le stipule dans son article 4.3.1?

3. Dans le cas contraire, comptez-vous saisir le Comité d'éthique dans les meilleurs délais?

Réponse (4.8.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député se réfère au Code de déontologie pour les membres du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg tel qu'il a été publié au Mémorial du 28 février 2014 pour soulever un certain nombre de questions en relation avec la démission de son mandat de Député d'un ancien membre du Gouvernement et sa réorientation vers une nouvelle carrière professionnelle. Les éléments procéduraux que Monsieur le Député met en avant - information par l'ancien membre du Gouvernement du Premier Ministre, saisine du Comité d'éthique - et qui sont effectivement prévus par le texte précité, n'entrent cependant pas en ligne de compte alors que le texte n'est pas opposable aux membres du Gouvernement précédent et cela en raison des modalités de mise en vigueur qui règlent l'application dans le temps du texte.

Question 0396 (11.7.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **procédures engagées en cas d'alerte météorologique:**

Suite aux événements météorologiques extrêmes survenus dimanche 6 juillet 2014 au Grand-Duché de Luxembourg, ayant causé de nombreux dégâts sur les voies publiques, il nous est revenu que de nombreuses personnes se sont plaintes du manque de renseignement et de communication sur la violence des intempéries survenues et leurs incidences sur l'état des routes.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres du Développement durable et des Infrastructures et de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous assurer qu'une alerte orange, voire rouge, a été déclenchée dans le contexte des intempéries survenues le 6 juillet 2014?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les procédures générales engagées en cas de déclenchement d'alerte météorologique, ainsi que sur la communication au niveau de la sécurité routière?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils également nous indiquer le montant estimatif des dégâts matériels engendrés par les intempéries mentionnées?

Réponse commune (11.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth, il y lieu de préciser que:

Ad 1. Une première alerte couleur jaune concernant les orages prévus le soir du 6 juillet 2014 a été diffusée par MeteoLux, le service météorologique de l'Administration de la navigation aérienne (ANA), déjà la veille, c'est à dire le 5 juillet vers 14.00 heures (heure locale). Le début de cette alerte était prévu à partir de 18.00 heures le dimanche 6 juillet 2014, mais au cours de la matinée l'heure de début a été avancée à 12.00 heures.

Dans le courant de l'après-midi du 6 juillet, une ligne d'orages se formait sur la France à l'avant d'un front dont l'extension nord se déplaçait vers le Luxembourg. L'intensité de cette ligne d'orages a été reconnue par le prévisionniste de service vers 16.00 heures et les procédures furent lancées afin d'élever la couleur d'alerte jaune au niveau orange.

Une telle alerte orange a donc effectivement été communiquée selon les procédures en place aux personnes responsables et concernées, dont l'Administration des Services de Secours (ASS). La nouvelle alerte a été envoyée par courriel à tous les abonnés du bulletin de prévisions météorologiques de MeteoLux. Elle a été également publiée sur le site meteolux.lu et sur le site meteoalarm.lu.

Ad 2. Les procédures internes de MeteoLux concernant l'émission d'alertes font partie des procédures de l'Administration de la navigation aérienne. Les critères d'alertes ont été déterminés sur base de données empiriques et ont été harmonisés au niveau international avec les critères d'autres services météorologiques nationaux européens. Les critères de MeteoLux pour les orages sont définis comme suit:

L'alerte en question est publiée par MeteoLux (cf. réponse à la question 1).

Par ailleurs, ANA/MeteoLux a signé en 2013 un «Service Level Agreement (SLA)» avec l'ASS. Dans ce SLA, il a été déterminé que des alertes orange et rouge de MeteoLux sont communiquées immédiatement à l'ASS et au Haut-commissaire de la Protection nationale. Ceci se fait à l'aide de la procédure de communication AlarmTILT, selon laquelle les personnes responsables sont averties par SMS, courriel ou, le cas échéant, par téléphone.

De plus, le bureau de prévisions de MeteoLux peut être joint par téléphone 24 heures sur 24 et 365 jours sur 365 pour garantir des renseignements supplémentaires et plus détaillés.

En cas d'une alerte rouge reçue par MeteoLux, le central des secours d'urgence (CSU 112) de l'Administration des Services de Secours informe immédiatement et systématiquement les médias luxembourgeois ainsi que les centres d'intervention de la Protection civile et les services d'incendie et de sauvetage communaux des régions susceptibles d'être touchées par les intempéries. En fonction de l'intempérie, le central des secours d'urgence informe également différents services et administrations, comme la Police grand-ducale, l'Administration de la Gestion de l'Eau, CREOS, CITA, CFL, PetCh, etc.).

En cas d'une alerte orange, une alerte systématique n'est pas prévue, mais une décision y relative est prise en fonction de la situation, après concertation avec MeteoLux et le plus souvent après coordination et concertation avec les services de secours des pays limitrophes.

Ad 3. Le 6 juillet 2014 entre 18.10 heures et 21.00 heures, 722 appels de secours ont été enregistrés par le central des secours d'urgence (CSU 112) de l'Administration des Services de Secours qui a géré 164 interventions à travers le pays. Le bilan est le suivant:

- quatre visiteurs blessés par des objets entraînés par le vent;

- un cheval tombé dans l'Alzette;

- 103 arbres tombés, bloquants des routes ou endommageant des habitations et des voitures;

- 29 caves inondées;

- 21 toits découverts ou abîmés;

- sept clôtures renversées;

- trois lignes électriques endommagées;

- un clocher abîmé;

- plusieurs fêtes populaires interrompues.

Il y a lieu de souligner qu'en de telles situations, les particuliers s'adressent souvent directement au service d'incendie et de sauvetage de leur commune pour solliciter une aide. Il en résulte des difficultés de recensement ne permettant pas l'établissement d'un bilan concerté, faute de remontée d'informations complètes au central des secours d'urgence du 112.

En cas d'incident majeur, l'Administration des Services de Secours dresse un bilan des dégâts engendrés lors d'un tel événement, mais ne dresse pas un bilan économique des coûts y associés.

Question 0397 (14.7.2014) de **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant le **«Nation Branding»:**

Le programme gouvernemental prévoit la mise en place d'un concept de «Nation Branding» dans le but de relancer, restructurer et de mieux coordonner la promotion du Luxembourg en tant que terre d'accueil d'investissements étrangers, en tant que pays exportateur et en tant que destination touristique, culturelle et commerciale.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Quels sont les délais endéans lesquels le Gouvernement entend présenter ce concept?

2. Quel est le budget et quels sont les autres moyens prévus pour les campagnes médiatiques destinées à promouvoir une image positive du Grand-Duché de Luxembourg à l'étranger?

3. Quels sont les régions et les secteurs qui sont prioritairement visés par le concept du «Nation Branding»?

Réponse commune (6.8.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. Le comité interministériel et interinstitutionnel «Nation Branding» (*), composé de représentants des Ministères d'État, des Affaires étrangères, de l'Économie, du Tourisme, de la Culture, et des Finances, ainsi que des organes de promotion respectifs, assisté par le coordinateur général, a élaboré une méthodologie en vue de la mise en place d'un concept de «Nation Branding». Cette méthodologie par étapes arrêtée au mois d'avril 2014 par le Conseil de Gouvernement se présente comme suit:

La première étape de cette méthodologie est de définir la marque «Luxembourg» afin de pouvoir promouvoir le Luxembourg à l'étranger.

Sur base des résultats des études et des sondages réalisés et à réaliser, une discussion sera entamée en interne d'abord, puis en externe afin de définir ensemble la marque «Luxembourg». L'approche visée est donc une approche élaborée sous forme d'un processus collectif et collaboratif, voire d'un processus de cristallisation progressive permettant de dégager un dénominateur commun auquel adhèrent les acteurs publics et privés.

	VERT	JAUNE	ORANGE	ROUGE
Thunderstorms		Hail <1 cm or Gusts 65-89 km/h or Rain 15-24 l/h and CAPE 300-999 J/kg	Hail 1-3 cm or Gusts 90-110 km/h or Rain 25-35 l/h and CAPE 1.000-2.500 J/kg	Hail >3 cm or Gusts >110 km/h or Rain >35 l/h and CAPE >2.500 J/kg

À partir de ce travail collectif de cristallisation progressive sur les forces et les faiblesses du Luxembourg, l'évaluation des atouts clés du pays et l'émergence d'un certain nombre de valeurs de référence, un positionnement de marque directement inspiré des valeurs centrales sur lesquelles vont se fonder l'image et la communication du pays. Ce positionnement servira de fil rouge à la stratégie de marque du Luxembourg et donc à toutes ses actions de communication.

Les travaux pour la mise en œuvre de cette première étape viennent de commencer, et ceci avec une consultance externe sélectionnée par le comité «Nation Branding» sur base d'un appel à candidatures. Il est proposé que les premières actions du positionnement seront mises en œuvre dans le cadre de la future Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, donc à partir du deuxième semestre 2015. Cette mise en œuvre sera suivie d'une évaluation et le cas échéant d'un ajustement du positionnement, voire de la stratégie.

À noter que l'après-Présidence sera consacré à l'élaboration d'une identité qui traduira en termes graphiques et visuels le positionnement de marque élaboré à partir des valeurs centrales, identité qui devra être partagée par les différents acteurs sectoriels actifs dans la promotion et qui se déclinera dans leurs activités de promotion respectives.

Le développement des outils de la communication nationale et internationale constitue la troisième étape de cette méthodologie.

La quatrième étape de cette méthodologie vise la mise en œuvre du plan de communication.

La dernière étape concerne l'évaluation et le pilotage afin de pouvoir ajuster au fur et à mesure la stratégie définie et retenue.

Ad 2. Un budget global prévisionnel de 1.500.000 à 2.000.000 € pour la période de 2014 à 2016 est à considérer.

La mise en œuvre de la première étape - définition de la marque «Luxembourg» - est dotée d'un budget de 380.000 €.

Ad 3. Un plan de communication (cf. quatrième étape de la méthodologie) sera développé afin de diffuser et faire vivre la marque «Luxembourg». Ce plan vise avant tout à promouvoir à travers la marque une image positive du Luxembourg afin de créer une perception favorable du Luxembourg à l'étranger.

Ce plan de communication internationale sera décliné en fonction des pays, voire marchés cibles et ceci en étroite collaboration avec les acteurs aussi bien publics que privés.

Question 0398 (14.7.2014) de **MM. Marc Angel** *(LSAP)* et **Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **maison de la Fondation Bourg-Gemen au Limpertsberg:**

La ville de Luxembourg prévoit dans le quartier Limpertsberg, avenue Pasteur, la création d'un projet immobilier intitulé «Le Verger Ermesinde» qui a la spécificité de permettre aux futurs habitants de vivre sans voiture. Or, selon le projet retenu par la ville, la maison de la Fondation Bourg-Gemen, située au 63, avenue Pasteur, devra être démolie et remplacée par une résidence à cinq étages.

Cette maison est un important témoin du patrimoine industriel de la ville de Luxembourg, alors qu'elle était jadis le siège de la plus importante maison de rosiers du monde, le Luxembourg, et le Limpertsberg en particulier, ayant été le plus important exportateur de roses au monde.

En outre, selon les dernières volontés des propriétaires qui ont cédé cet immeuble à la ville de Luxembourg, des générations de jeunes enfants ont fréquenté l'école maternelle dans cette maison depuis 1937. Au-delà de la valeur sentimentale que revêt cette maison et sa cour de récréation pour les habitants du quartier, il est à relever que les bâtiments se situant entre le coin de la rue Ermesinde et l'ancienne école primaire constituent actuellement un ensemble architectural cohérent qui mérite certainement d'être préservé.

L'association «Lampertsbierger Geschichtsfrënn» avait fait parvenir une demande de classement de ce bâtiment comme monument national par lettre du 8 octobre 2013 à l'ancienne Ministre de la Culture.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quelles suites ont été réservées à cette demande?

- La Commission des Sites et Monuments Nationaux (COSIMO) a-t-elle été saisie?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ladite commission?

Réponse (7.8.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture:*

Comme suite à une demande de protection de l'association «Lampertsbierger Geschichtsfrënn», j'ai saisi la Commission des Sites et Monuments Nationaux (COSIMO) pour avis. C'est sur la recommandation de celle-ci que j'ai entamé une procédure de protection pour l'immeuble sis 63, avenue Pasteur à Luxembourg-ville, ceci en saisissant la ville de Luxembourg en son avis, conformément à l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Vu les prises de position de la ville de Luxembourg, j'ai pu comprendre à quel point le projet immobilier «Verger Ermesinde - Vivre sans voitures» est déjà avancé, notamment la communication de ce projet envers les riverains et le grand public. Comme, malheureusement, ce projet prévoit la démolition du bâtiment en question et vu qu'une autre option ne peut plus être envisagée au stade actuel de la planification, ce que je regrette, je me suis résolue à ne pas poursuivre la protection de l'immeuble.

Question 0400 (15.7.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **modalités de la prise en charge de différentes prestations de soins de santé par la CNS:**

En effet, pour que des prestations comme les consultations, les visites, les actes, les services médicaux et de soins donnent droit à un remboursement par la caisse de maladie, elles doivent être fournies par des prestataires qui ont signé une convention avec la Caisse Nationale de Santé (CNS), elles doivent être inscrites dans une nomenclature des actes ou une liste des tarifs et elles doivent respecter les conditions de prise en charge prévues par les statuts de la CNS.

Selon mes informations, ces derniers mois plusieurs modifications des statuts de la CNS ont été opérées, créant des obstacles à la prise en charge financière de certaines prestations au détriment des assurés.

Sont notamment concernés des actes dont la prise en charge est soumise à une autorisation par l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale (ACMSS), telles que les implants dentaires, le détartrage des dents ou encore la prolongation des traitements orthodontiques au-delà de douze mois.

Alors que d'une part certaines prestations nécessitaient jusqu'à présent une autorisation préalable pour la prestation de la part de la CNS, décision prise sur avis de l'ACMSS, le préalable a été supprimé des statuts, exposant les assurés à une insécurité quant au remboursement de sommes importantes, de sorte que surtout les défavorisés de notre société n'osent plus donner leur accord à des traitements pourtant absolument nécessaires pour leur santé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quels sont les motifs pour les modifications des statuts respectivement des grilles décisionnelles sur base desquelles sont émis les avis de l'ACMSS?

2. Les modifications des statuts ainsi que les agissements de l'ACMSS constituent-ils une mesure pour réduire les dépenses des caisses d'assurance maladie?

3. Quelle est la perspective des Ministres sur le changement des modalités de prise en charge des prestations par la sécurité sociale pour les années à venir?

Réponse (5.8.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

S'il est vrai que de nombreuses modifications des statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS) ont été opérées au cours des derniers mois, il s'agissait avant tout de modifications tendant à rendre plus transparentes les conditions de la prise en charge ou plus simples les procédures applicables.

Ad 1. et 2. En ce qui concerne plus précisément les exemples avancés par Madame la Députée, il faut savoir qu'aucun changement au niveau des dispositions de la nomenclature des actes et services des médecins-dentistes ayant trait au caractère préalable ou non de l'autorisation requise n'a été effectué.

Le comité directeur de la CNS a adopté, en date du 23 avril 2014, une modification des dispositions en matière de médecine dentaire au niveau de l'article 43 de ses statuts. En essence, la modification consistait à introduire la possibilité de prendre en charge plus d'un moulage par traitement orthodontique. Cette nouvelle disposition permet à l'institution compétente de comparer l'évolution de la position des dents avant et au cours du traitement sur base de moulages, donc de mesurer et d'objectiver la comparaison et elle évite d'obliger systématiquement les patients de se déplacer (souvent même de façon répétée) pour les contrôles en vue de l'autorisation des prolongations, l'appréciation pouvant se faire sur base d'un moulage.

En matière d'implants dentaires qui ne sont jusqu'ici pas prévus dans la nomenclature des actes et services des médecins-dentistes et ne sont donc pas remboursables, il n'y a pas eu de changements. Je concède cependant qu'il serait important de les y introduire afin d'adapter la liste des actes remboursés aux dernières évolutions médico-techniques en la matière.

Par ailleurs, le détartrage n'a jamais été et n'est toujours pas soumis à une autorisation du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS).

Ainsi, les informations auxquelles se réfère Madame la Députée, à savoir que des modifications statutaires créant des obstacles à la prise en charge de traitements dentaires tels les implants, le détartrage ou la prolongation de traitements orthodontiques au-delà de douze mois auraient été adoptées par la CNS, sont fausses.

Par contre, en matière de chirurgie plastique et esthétique (augmentation mammaire, réduction mammaire, lipectomie abdominale, lipectomie au niveau des cuisses et rhinoplastie), la CNS a adopté au cours des derniers mois un certain nombre de dispositions statutaires visant à encadrer ces prestations de conditions objectives et vérifiables de prise en charge.

La nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie contient un certain nombre de positions correspondant à des actes de chirurgie plastique et il n'est souvent pas aisé d'identifier parmi les demandes d'autorisation de prise en charge celles pour lesquelles le critère général de prise en charge par l'assurance maladie d'une prestation, à savoir qu'elle répond à l'utile et au nécessaire - en dehors de toutes considérations de pure esthétique et de convenance personnelle -, est rempli.

À cela s'ajoute que le nombre de demandes de prise en charge des actes de chirurgie esthétique ne cesse de croître, d'une part, en raison des médias qui se sont précipités sur la chirurgie esthétique et, d'autre part, en raison du fait que pendant quelques années, le CMSS, faute de critères objectifs et vérifiables, a adopté une approche «large» dans ce contexte de pure appréciation discrétionnaire. Dans de nombreux cas, il a simplement cédé aux sollicitations des assurés. Or, souvent les revendications de prise en charge de prestations médicales fondaient sur des certificats et pièces justificatives établis par des médecins qui cédaient à la pression de clients «souhaitant obtenir la prise en charge» et revendiquant un droit à l'autodétermination.

Le coût global de ces interventions ne doit pas être sous-estimé, étant donné que la prise en charge ne se limite pas aux seuls actes de l'intervention, mais concerne aussi les frais d'hospitalisation et, le cas échéant, des indemnités pécuniaires de maladie, voire même des interventions chirurgicales ultérieures planifiées ou non planifiées.

En outre, il importait aux caisses de pouvoir se référer à des critères prédéterminés pour défendre la cause de l'assurance maladie devant les juridictions sociales, ce qui à défaut de critères n'était pas aisé.

La finalité de ces modifications statutaires en matière de chirurgie esthétique était donc de prévoir des critères objectifs et surtout vérifiables permettant de décider de la prise en charge de ces prestations. Une alternative aurait été d'écarter certains actes «esthétiques» du champ d'application de l'assurance maladie, en les abrogeant au niveau de la nomenclature des actes. Cette option n'a, pour l'instant, pas été retenue.

La solution actuellement retenue permet de porter les critères d'appréciation à la connaissance tant des prestataires que des assurés. Le CMSS n'a plus de pouvoir discrétionnaire d'appréciation et se trouve moins souvent que dans le passé confronté à des discussions pénibles et fâcheuses avec des patients qui se voient refuser la prise en charge par l'assurance maladie pour des prestations qu'ils estiment indispensables.

Il convient de noter que lors de l'élaboration de ces critères, les auteurs se sont inspirés des dispositions applicables notamment en France, en Suisse, en Allemagne et en Autriche.

Ad 3. Même si ces mesures ne s'inscrivent pas de façon directe dans le cadre de mesures d'économie, toujours est-il qu'elles sont nécessaires pour que l'assurance maladie reste capable d'assurer à moyen terme l'accès de tous aux soins de santé nécessaires. Pour pouvoir préserver l'équilibre financier au niveau de l'assurance maladie, il faut que les moyens financiers disponibles soient destinés aux seules prestations utiles et nécessaires et soient répartis de façon juste, équitable et objective.

Actuellement un vaste travail d'adaptation des statuts de la Caisse Nationale de Santé aux nouvelles dispositions du Code de la sécurité sociale introduites par la loi du 1er juillet 2014 portant sur la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers est en cours qui définit plus précisément les conditions dans lesquelles les prestations dont les affiliés ont bénéficié en dehors du Luxembourg sont prises en charge par la CNS.

Cette adaptation des statuts permettra notamment aux patients de bénéficier en milieu hospitalier, soit du remboursement suivant les tarifs applicables dans l'État membre de séjour, soit, au cas où ce tarif serait plus favorable, de celui applicable au Luxembourg.

Par ailleurs, la CNS est en train de renégocier les conventions avec les différents prestataires de soins et la Commission de Nomenclature a été saisie d'un nombre appréciable de propositions de modifications des nomenclatures existantes, de sorte qu'une mise à niveau sérieuse de tous les dispositifs est en cours et sera réalisée au cours des prochaines années, avec comme objectif de permettre à l'assurance maladie de faire bénéficier sur le long terme les affiliés de soins dans les limites de l'utile et du nécessaire, mais correspondant aux derniers standards de la médecine.

Question 0401 (15.7.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **registre européen des donneurs de moelle osseuse:**

Le don de moelle osseuse représente pour les personnes atteintes de graves maladies du sang un réel espoir de guérison. Les leucémies représentent 80% des cas de greffe de moelle, mettant ainsi particulièrement en danger des enfants puisque les leucémies aigues sont les premiers cancers chez l'enfant.

Selon l'association «Don de moelle au Luxembourg», les chances de compatibilité entre la moelle osseuse de deux individus pris au hasard est d'ordre d'un sur un million. Il n'est dès lors pas possible de sous-estimer l'importance du registre mondial qui augmente fortement les chances des patients ne trouvant pas de donateur dans leur cercle de famille. L'inscription à ce registre dépend uniquement de la volonté et de l'état physique des personnes, de manière à ce que ce registre pourrait être élargi facilement. En effet, il est suffisant de fournir un frottis d'ADN pour vérifier la compatibilité entre un donateur et le patient.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre, n'est-elle pas d'avis que l'augmentation de l'effectif des donneurs devrait constituer un objectif du Gouvernement?

- Dans l'affirmative, comment Madame la Ministre entend-elle poursuivre cet objectif?

- Serait-il envisageable de lancer une campagne de sensibilisation?

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis qu'une campagne d'information dans les écoles pourrait changer de manière favorable l'approche des gens par rapport au don de moelle?

- En ce qui concerne un registre national des donateurs de moelle osseuse, Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'une fondation internationale a introduit une demande afin de créer un tel registre? Dans l'affirmative, cette fondation aurait-elle un monopole pour ce registre ou est-ce que d'autres acteurs pourraient aussi alimenter ce registre avec les données de donateurs?

Réponse (19.8.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Parlementaire soulève la question d'un registre européen de donneurs de moelle osseuse et des moyens pour faire augmenter l'effectif des donneurs au Luxembourg.

La greffe de la moelle osseuse représente en effet une chance importante de guérison pour de nombreuses personnes atteintes de maladies graves du sang. Le don de moelle osseuse reste un acte volontaire, anonyme et gratuit, qui peut sauver la vie d'un malade. Chaque don supplémentaire augmente pour un malade en attente d'une greffe les chances de trouver le donneur compatible.

D'après les statistiques des causes de décès pour l'année 2012, 48 cas de leucémie lymphoïde, leucémie myéloïde et leucémie à cellules non précisées ont été enregistrés au Luxembourg.

Actuellement, en cas de besoin de greffe de moelle osseuse, les patients résidents luxembourgeois sont dirigés, via leur médecin, vers les grands centres à l'étranger (Institut Bordet, Université catholique de Louvain (UCL), Hôpitaux universitaires de France). Si une allogreffe familiale ne peut pas être réalisée, un donneur est recherché dans la base de données du pays ou du centre spécialisé vers lequel le patient a été dirigé.

L'association «Don de moelle Luxembourg asbl» (168, rue des Romains, L-8041 Strassen, Tél.: 661 777 777) mène depuis quelques années de nombreuses actions de sensibilisation, d'information et de promotion du don de tissus humains auprès de notre population.

La fondation «Stefan Morsch», créée en 1986, prend en charge gratuitement la typisation HLA des donneurs potentiels volontaires qui se manifestent au Luxembourg par l'intermédiaire de l'association «Don de moelle Luxembourg». Les Laboratoires Ketterthill sont le partenaire luxembourgeois en charge des prélèvements de moelle sur le terrain. La collaboration entre l'association «Don de moelle» et la fondation «Stefan Morsch» date depuis le début de l'association, qui cherchait un partenaire étranger afin de mener à bien sa mission. Les médecins en charge d'un patient atteint d'une maladie grave du sang peuvent s'adresser à la «Fondation Morsch» pour trouver un donneur histocompatible.

En ce qui concerne la création d'un registre national des dons de moelle osseuse, le Luxembourg ne dispose pas de la masse critique nécessaire pour justifier et faire fonctionner correctement pareil registre; les chances de trouver, sur un registre national, un donneur compatible pour un receveur déterminé, sont très minimes. En effet, la probabilité d'être compatible entre deux individus pris au hasard est faible: une chance sur un million.

Ces chances seraient notablement accrues en cas de création d'un registre européen de donneurs de moelle, auquel plusieurs centres universitaires européens et/ou fondations et instituts (y compris la fondation Morsch), familiarisés avec le typage HLA (carte d'identité biologique déterminant les antigènes d'histocompatibilité), et spécialisés dans l'allogreffe pourraient participer.

Question 0402 (16.7.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **prise de sang:**

Ech sinn drop higewise ginn, datt an der Clinique St Louis e Kand vun néng Joer eng Bluttanalys refuséiert krut, mat der Bemierkung vun engem Member vum Personal vun der Klinik: «... vous imaginez combien cela coûterait à l'État.» Dëst Kand war mat héijem Féiwer an d'Urgence vun der Klinik bruecht ginn, a senger Schoulklass war grad de Fall vun Hirnhautentzündung festgestallt ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass vum Gesondheetsministère oder vun der Gesondheetskeess eng Circulaire un d'Spideeler gaangen, fir d'Zuel vun de Bluttanalysen ze reduzéieren?

2. Wéi vill kascht eng Bluttanalys am konkrete Fall, fir de Verdacht op eng Hirnhautentzündung ze infirméieren oder ze confirméieren?

3. Deelt d'Madame Gesondheetsministesch d'Meenung, datt an dësem Fall onbedéngt esou eng Analys hätt misse gemaach ginn?

Réponse commune (19.8.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Vu dass d'Servicer souwuel vum Gesondheetsministère wéi vum Sozialministère keng Informatiounen iwwert dee vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Fall hunn, kann nëmme generell op seng Froe geäntwert ginn.

Ad 1. Et ass keng Circulaire bezüglech enger Reduktioun vun der Zuel vun de Bluttanalyse vun der Säit weder vun der Direktioun vun der Santé oder vun der Gesondheetskeess nach vun engem vun deenen zwee Ministèren un d'Spideeler geschéckt ginn.

Ad 2. Wann e Verdacht op Hirnhautentzündung besteet, dann hëlt de behandelnde Medeziner d'urgence e klineschen Exame vir an e mécht eng Analys vun der Gehirflëssegkeet. Dës Flëssegkeet gëtt iwwer eng Lumbalponktioun entzunn. D'Ponktioun gëtt (mat oder ouni Lokalanästhesie) am Spidol gemaach. D'Analys vun deem Liquide bezitt sech op verschidde Parameteren an d'Interpretatioun vun zytologeschen, mikrobiologeschen a chemeschen Donnéeën erlaabt drop ze schléissen, ob eng Hirnhautentzündung virläit oder net an ob se e viralen oder bakteriellen Ursprong huet. Bei bakteriellen Hirnhautentzündunge besteet ëmmer eng therapeutesch Noutwendegkeet, woubäi fréizäiteg eng Diagnos erstallt muss ginn, déi dann duerch d'Analys vun der Gehirflëssegkeet bestätegt muss ginn.

Et kann een de Präis vun den Analysen net exakt bestëmmen. De behandelnde Mediziner ass verantwortlech fir den Traitement an hie bestëmmt d'Parameteren, vun deenen e mengt, dass e se géing brauchen, fir säin Diagnostic ze stellen. Wann de Patient an d'Spidol opgeholl gëtt, da ginn déi doduerch entstane Käschte vun der Gesondheetskeess via de Budget vum Spidol iwwerholl (dozou gehéieren och d'Käschte vun de biomedezineschen Analysen). Wann d'Prestatioune par contre vun engem Spidolslaboratoire ausserhalb vum Spidolsberäich gemaach ginn, ouni dass en direkte Lien zu enger medezinescher Prise en charge an der Poliklinik oder op engem medezinesch-technesche Plateau vum Spidol besteet, da sinn d'Dispositioune fir d'Prise en charge ausserhalb vum Spidolsberäich unzewenden.

Eng Limitatioun vun der Prise en charge vun dësen Analysen ass net virgesinn.

Ad 3. Wéi schonn ënner Punkt 2 ugeschwat, ass eleng de behandelnde Medeziner responsabel fir ze décidéieren, wat fir een Traitement a wat fir Analyse musse gemaach ginn.

Question 0403 (16.7.2014) de **Mme Nancy Arendt** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **couverture médicale:**

Notre système de santé se caractérise à l'heure actuelle par une faible densité médicale qui est encore plus marquée dans certaines régions rurales et par une majorité de médecins généralistes dont l'âge tourne autour de la cinquantaine.

Sans l'installation de nouveaux praticiens, il est à craindre que la couverture médicale de notre pays ne soit plus assurée dans un futur relativement proche. Ce phénomène risque d'autant plus de s'accentuer au vu de la courbe ascendante de notre population.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage afin d'éviter une pénurie de médecins généralistes exerçant dans notre pays?

- Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres concernant le nombre de généralistes susceptibles de partir en retraite durant les cinq prochaines années respectivement du nombre de généralistes nouvellement installés durant les cinq dernières années?

- Combien d'étudiants en médecine sont actuellement en voie de formation?

- Qu'en est-il de la situation pour les médecins spécialistes?

Question 0419 (24.7.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **manque de médecins:**

Fir déi medezinesch Grond- a Spezialversuergung vun de Leit am Land ze garantéieren a weider ze verbesseren, schéngt et mengen Informatiounen no un Dokteren am Land ze feelen. Et geet net nëmmen ëm d'Hausdokteren, mä och ëm d'Kliniken an ëm d'Maisons médicales. Zum Beispill muss d'Maison médicale vun Ettelbréck nach een Deel vum Oste mat versuergen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Ministesch:

1. Si meng Informatioune richteg?

2. Gëtt et eng Opstellung wéi vill Dokteren a wéi enge Spezialitéite feelen?

3. Goufen ewell Campagnë bei de Studente lancéiert, fir déi op dës Problematik opmierksam ze maache respektiv ze motivéieren, fir hir Beruffswiel an dës Richtung ze leeden?

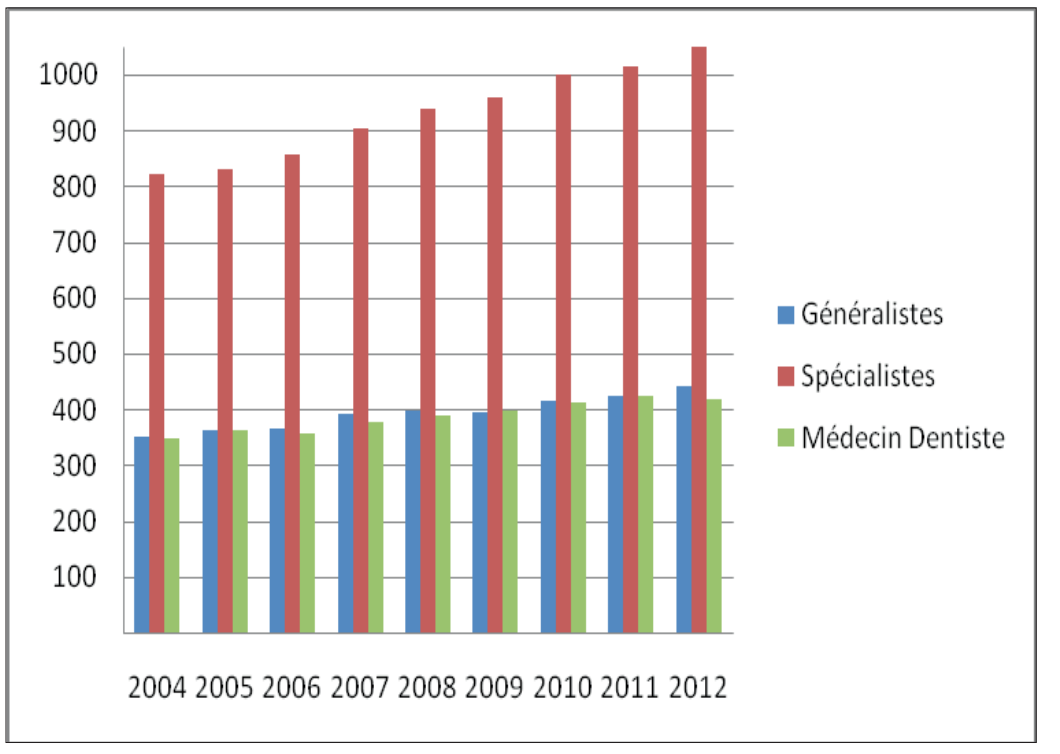
Réponse (14.8.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Étant donné que les questions parlementaires n^{os}0403 et 0419 concernent la même problématique, je me permets d'y répondre en une seule fois.

À titre de remarque introductive, je voudrais préciser que je ne partage pas l'appréciation des honorables Députés tendant à vouloir constater une faible densité médicale au Luxembourg, ainsi qu'un défaut de couverture médicale adéquate faute d'installation de nouveaux praticiens.

En effet, le nombre de médecins (généralistes, spécialistes et dentistes) pratiquant et s'établissant chaque année au Luxembourg reste en augmentation constante (Tableau 1):

Tableau 1:



Par rapport à ce facteur, je tiens également à préciser qu'en raison de la taille du pays, et les nombres relativement petits en la matière, l'installation de plusieurs nouveaux praticiens dans une spécialité donnée peut déjà avoir un impact considérable sur la densité médicale.

Dans ce contexte, je voudrais également insister sur le fait que le Luxembourg reste un pays attrayant pour les praticiens venant de l'étranger, ceci en raison du conventionnement automatique des médecins et du système de la reconnaissance automatique d'un grand nombre de qualifications professionnelles obtenues au sein de l'Union européenne.

Par ailleurs, la formation de médecin généraliste enseignée au Luxembourg depuis une dizaine d'années connaît un succès incontestable au niveau du nombre des diplômés qui, à quelques exceptions près, s'installent au Luxembourg en tant que médecin généraliste.

En ce qui concerne les départs en retraite des médecins actuellement établis, je tiens à préciser que les médecins exerçant en cabinet sont en exercice libéral, et qu'il n'y a donc pas d'âge légal de départ à la retraite.

Ainsi, des estimations quant à une éventuelle pénurie de médecins dans un proche futur, en raison d'un départ en retraite massif, ne sont que de pures approximations et ne se basent que sur des suppositions tout à fait hypothétiques.

Si l'on peut actuellement effectivement constater une légère prépondérance des médecins dans la tranche d'âge de 50 à 60 ans (Tableaux 2 et 3), je tiens à signaler qu'il faut prendre en compte dans ce contexte que la carrière du médecin ne commence en règle générale qu'au-delà de la trentaine, ce qui s'explique par la durée des études, mais qu'elle ne se termine généralement pas à 65 ans. De même, il convient de relever qu'un certain nombre de praticiens étrangers s'installent au Luxembourg seulement au-delà de la quarantaine, voire même de la cinquantaine.

De surcroît, je voudrais rappeler comme évoqué plus haut qu'en raison de la taille du pays et de la loi des petits nombres, l'installation de plusieurs praticiens, qu'ils soient diplômés à l'étranger ou au Luxembourg, peut avoir un impact considérable sur la démographie médicale.

Tableau 2:

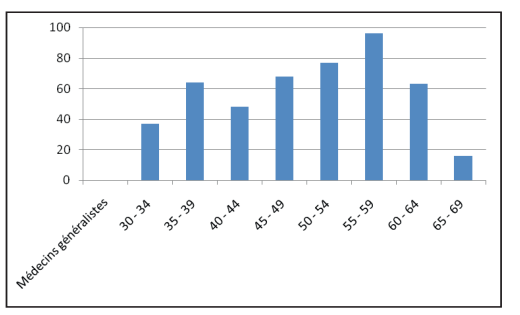
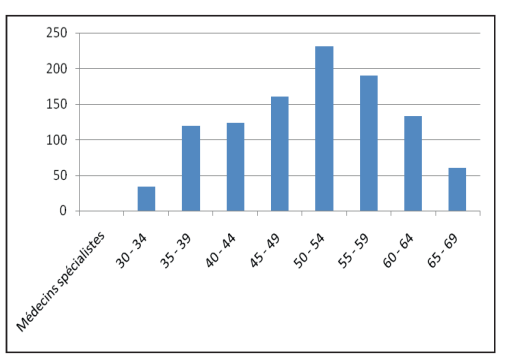


Tableau 3:



En ce qui concerne les étudiants en médecine, force est de constater que leur nombre ne saurait être recensé avec exactitude.

En effet, un tel recensement est très difficile, voire impossible à établir si l'on considère déjà que tous les étudiants en médecine qui ne sont pas boursiers ne sont en principe pas recensés par les autorités publiques.

Par ailleurs, la valeur de ces données reste négligeable d'un point de vue planification médicale.

Ceci est dû à plusieurs facteurs, tenant notamment à ce que certains étudiants en médecine luxembourgeois ne retournent pas s'installer au Luxembourg, alors que d'autres étudiants en médecine ne terminent pas leurs études.

Au surplus, en raison des petits nombres, une pénurie de médecins spécialistes dans une discipline peut encore se transformer en pléthore par l'installation de plusieurs praticiens étrangers.

D'ailleurs, des expériences de planification médicale réalisées dans nos pays voisins n'ont pas connu le succès escompté.

À noter finalement que la foire de l'étudiant 2014, qui aura lieu du 13 au 14 novembre 2014 à la Luxexpo, sera organisée sous le thème des «professions de santé» et qu'un intérêt particulier sera porté à la promotion des métiers du domaine de santé, notamment des professions médicales. Ainsi, mon Ministère y sera représenté avec un stand où mes collaborateurs répondront aux questions des étudiants désirant entamer des études en médecine.

Question 0404 (17.7.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **camp militaire à Bangui:**

Lors de sa réunion du 7 mars 2014, le Conseil de Gouvernement a adopté le projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'UE en République centrafricaine (EUFOR RCA). Il y est précisé que le Luxembourg sera représenté par un sous-officier de carrière au sein de l'état-major de force à Bangui, sur l'Aéroport de M'Poko, afin de contribuer à la mise en place de l'opération EUFOR RCA.

Or, récemment un organe de presse allemand a révélé que le camp militaire à Bangui, dans lequel sont stationnés des soldats de l'armée allemande participant à l'opération EUFOR RCA depuis juin 2014, était pollué. En effet, le camp est situé sur le terrain d'une ancienne fabrique de textiles. Le sol de ce terrain serait pollué par un dangereux mélange de chlorures, de soufre et de sels de sodium qui serait cancérigène et constituerait donc un danger pour le personnel qui y est stationné.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Le sous-officier de carrière représentant le Luxembourg dans cette mission est-il logé dans ce camp à Bangui?

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations révélées par la presse allemande concernant la pollution du terrain sur lequel est situé le camp?

- Dans l'affirmative, quelles solutions sont envisagées?

Réponse (25.7.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

La question parlementaire de l'honorable Députée concerne les informations diffusées par la presse au sujet d'une possible contamination du site aménagé pour l'état-major de force de l'opération EUFOR RCA.

Le Luxembourg contribue à cette mission avec un sous-officier occupant un poste au sein de l'état-major de force de l'opération. 700 militaires européens sont actuellement déployés dans le cadre de cette mission militaire, cantonnés sur trois sites, à savoir l'Aéroport de M'Poko, une école de police située à 10 km de M'Poko et l'ancienne usine UCATEX à proximité immédiate de l'aéroport.

Le sous-officier luxembourgeois a été déployé le 20 mai et s'est installé dans le camp de logement provisoire sur le site de l'Aéroport de M'Poko.

Son déménagement sur le site UCATEX n'a pas été autorisé par notre état-major en attente de la clarification de la situation.

Le site de l'ancienne fabrique de textiles UCATEX a été choisi par le commandement de la force pour y implanter l'état-major ainsi que les logements de son personnel. Les travaux d'aménagement sont en cours de finalisation.

Le 25 juin, notre état-major a pris connaissance des rumeurs sur une pollution du site UCATEX.

Selon les premiers renseignements pris auprès de la nation-cadre et du commandement de l'opération, il n'existe pas de menace concrète pour la santé du personnel. Les résultats d'analyse des échantillons collectés sur le site UCATEX auraient fourni des valeurs conformes aux normes internationales applicables dans ce contexte.

Actuellement, une appréciation factuelle de la situation par la chaîne de commandement et les instances militaires en charge de la direction stratégique de l'opération est en cours. En parallèle, le Service de Santé de l'Armée effectue une évaluation sur base des données qui nous ont été transmises.

L'installation du sous-officier luxembourgeois sur le site UCATEX ne sera autorisée qu'à partir du moment où nous disposons de données confirmées et validées permettant de procéder à une évaluation concrète du niveau de risque.

Question 0405 (17.7.2014) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **financement des allocations familiales:**

La presse nationale vient de rapporter que le Gouvernement envisagerait d'introduire un nouvel impôt à hauteur de 0,5% à charge des personnes physiques et perçue sur tous les revenus professionnels, de remplacement et du patrimoine pour financer à l'avenir les allocations familiales.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le montant estimatif que pourrait rapporter ce nouvel impôt?

- Est-ce que le Ministre estime que cette contribution est conforme au principe de la non-affectation des recettes de l'État?

Réponse (4.8.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Conformément au programme de coalition, le Gouvernement a l'intention de renforcer les prestations en nature pour la garde d'enfants en vue de favoriser l'intégration multilingue préscolaire.

À cette fin, l'introduction d'une nouvelle contribution et la détermination de ses modalités sont actuellement à l'étude, sans qu'il soit possible de faire connaître dès à présent des résultats définitifs.

Question 0406 (17.7.2014) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **pont pour piétons provisoire de Bettembourg:**

Suite à l'écroulement d'un pont pour piétons la semaine passée à Bettembourg, huit personnes ont été blessées et la circulation des trains a été interrompue pendant plusieurs jours.

Lors de la réunion de la Commission parlementaire du Développement durable du 16 juillet 2014, les responsables de la CFL ont annoncé qu'une analyse sur les raisons de l'écroulement ne sera pas disponible avant septembre. En outre, il a été envisagé par les membres de la commission qu'un plan d'urgence relatif aux accidents ferroviaires sera discuté en automne.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-t-il un risque de séquelles pour les blessés?

- Est-ce que tous les dispositifs de sécurité ont été respectés sur le chantier du pont? La sécurité sur le chantier en question a-t-elle été contrôlée avant l'écroulement du pont? Qu'en est-il des mesures de précaution et des contrôles sur les autres chantiers de la CFL?

Réponse (28.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0406 du 17 juillet 2014, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet de l'effondrement, en date du 10 juillet 2014, d'un passage supérieur en construction à Bettembourg.

Tout d'abord, j'aimerais mettre ce chantier dans son contexte général. En effet, afin d'éliminer des points de l'infrastructure ferroviaire représentant un potentiel de risques, les CFL, en tant que gestionnaire de l'infrastructure, poursuivent depuis des années une démarche de suppression de passages à niveau (PN) par la mise en place d'ouvrages de substitution adéquats.

Ainsi le PN4a situé dans la rue Lentz à Bettembourg pourra être supprimé dès achèvement de l'ouvrage de substitution qui consiste en un pont au-dessus des voies ferrées entre la rue Lentz et la gare voyageurs.

C'est une partie de cet ouvrage qui s'est effondrée le 10 juillet 2014.

Les CFL, en tant que maître d'ouvrage, sous-traitent la maîtrise d'œuvre de ce genre de projets de génie civil à des bureaux d'études spécialisés en la matière et sélectionnés suivant des critères très stricts. En phase réalisation d'un projet, la maîtrise d'œuvre comprend comme mission la direction, le contrôle et la surveillance des travaux.

D'une façon similaire, les CFL sous-traitent aussi la mission de coordinateur de sécurité et de l'entreprise exécutante des travaux. Ainsi, le chapitre II, articles 3 et 4 du règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles du 27 juin 2008 définit la mission de coordinateur de sécurité

En ce qui concerne maintenant les questions de l'honorable Député au sujet d'un risque de séquelles pour les blessés, suivant mes informations

- Deux ouvriers de l'entreprise de construction ont été blessés physiquement.

Un ouvrier a dû être opéré le 12 juillet 2014 et est sorti de l'hôpital cinq jours après l'accident.

Un ouvrier a été traité dans le service ambulatoire.

- Trois ouvriers de l'entreprise ont été soumis à un contrôle médical et ont quitté l'hôpital le jour même de l'accident.

- Deux ouvriers intérimaires travaillant pour le compte de l'entreprise ont été soumis à un contrôle médical et ont quitté l'hôpital le jour même de l'accident.

- Un responsable de chantier de l'entreprise ayant subi un choc psychologique a été soumis à un contrôle ambulatoire à l'hôpital.

- Un responsable de chantier du bureau d'études ayant subi un choc psychologique a été pris en charge.

À ce moment, il est trop tôt pour s'exprimer définitivement au sujet d'éventuelles séquelles à long terme.

Quant aux dispositifs de sécurité, l'on précise que conformément au règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, le chantier de suppression du PN4a à Bettembourg est encadré par un coordinateur de sécurité qui a été désigné par le maître d'ouvrage.

En leur qualité de maître d'ouvrage, les CFL établissent pour chaque chantier comportant des travaux dans les voies ferrées ou à proximité des voies ferrées une consigne de travaux qui précise les mesures à prendre et les règles à observer.

Sur demande de l'entreprise adjudicataire, et en complément à la consigne de travaux, les CFL tiennent une formation d'initiation pour les salariés de l'entreprise. L'objet de cette initiation est de sensibiliser les salariés sur les risques ferroviaires et de les informer des procédures d'alerte CFL à respecter lors d'incidents/accidents. Des pancartes indiquant les postes à contacter en cas d'accidents sont affichées à différents endroits au chantier.

Pour ce qui est du chantier en question, les CFL m'informent que toutes les règles en la matière ont été respectées. La dernière visite du coordinateur de sécurité a eu lieu deux jours avant l'accident. Le coordinateur était aussi présent au chantier lors de l'effondrement du pont. Les rapports y relatifs ne révèlent aucune non-conformité en matière de sécurité et de santé.

Il reste à préciser que selon le Code du Travail, l'entrepreneur est responsable pour assurer la sécurité de ses salariés.

Suite à l'accident dont question, la sécurité aux autres chantiers similaires des CFL a été revérifiée. Suivant les CFL, aucune non-conformité n'a été constatée.

Question 0407 (17.7.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant l'**installation de Park & Ride à différents points de la frontière belge:**

Dans un communiqué de presse, le FNCTTFEL-Landesverband vient de saluer l'initiative du Gouvernement luxembourgeois et du bourgmestre d'Arlon pour la création de sites Park & Ride dans la région d'Arlon, notamment à la gare de Viville, afin d'inciter plus de navetteurs à atteindre leur lieu de travail au Grand-Duché par le train. Dans ce même communiqué, le FNCTTFEL-Landesverband marque son désaccord avec une fermeture anticipée des ateliers de Viville dans l'unique optique de disposer rapidement des terrains nécessaires pour la réalisation des installations de parking, et exige, avant toute démolition des anciens bâtiments de l'atelier de traction, des garanties que les installations d'entretien soient transférées à un autre endroit dans la région afin que non seulement le matériel puisse continuer à être entretenu à un haut niveau, mais que les emplois spécifiques soient également sauvegardés autour d'Arlon.

- Monsieur le Ministre partage-t-il les soucis exprimés par le FNCTTFEL-Landesverband? Est-ce qu'il est assuré que ces installations d'entretien seront transférées à un autre endroit avant qu'ils ne soient fermés pour faire place au Park & Ride en question? Pour quand ce transfert est-il prévu et dans quels délais le Park & Ride pourrait être disponible? Quelle sera sa capacité?

Le FNCTTFEL-Landesverband rappelle également qu'en plus de l'offre, une tarification attrayante est nécessaire afin d'inciter les navetteurs, surtout des frontaliers, d'abandonner leur voiture au profit du train à un Park & Ride dans leur région, et, partant, salue la volonté du Ministère du Développement durable et des Infrastructures de trouver un accord à ce sujet avec la SNCB, tout en soulignant qu'il serait opportun de trouver qu'un accord tarifaire identique également pour la gare de Gouvy qui dispose aussi de terrains nécessaires pour la réalisation d'une installation Park & Ride pour les navetteurs de cette région, installation qui permettrait de dégager en grande partie le parking de la gare de Troisvierges. Dans ce contexte, le FNCTTFEL-Landesverband rappelle sa proposition d'étendre la validité de la tarification luxembourgeoise jusqu'à la première gare du réseau voisin.

- Sur quelle base et comment pourrait fonctionner une tarification attrayante dans le transport transfrontalier de la Grande Région, aussi bien par rapport à la Belgique, que la France et l'Allemagne? Est-ce que l'installation d'un Park & Ride à la gare de Gouvy est possible? Dans quels délais une telle installation pourrait se faire et quelle serait sa capacité? Est-ce qu'il serait possible, en attendant une tarification transfrontalière, d'étendre la validité de la tarification luxembourgeoise jusqu'à la première gare du réseau voisin, telle que proposé par le FNCTTFEL-Landesverband?

En plus, le FNCTTFEL-Landesverband propose de réaliser une installation Park & Ride à Steinfort.

- Est-ce que l'installation d'un Park & Ride à la gare de Steinfort est possible? Dans quels délais une telle installation pourrait-elle se faire et quelle serait sa capacité?

Enfin, le FNCTTFEL-Landesverband demande, dans le contexte de la modernisation de la ligne ferroviaire vers Arlon, de remettre en service le tronçon de ligne entre Steinfort et Kleinbettingen, une mesure, qui, selon le syndicat, «mènera à un véritable délestage de Kleinbettingen et à un gain de qualité pour les navetteurs».

- Est-ce qu'il serait possible de remettre en service le tronçon de ligne entre Steinfort et Kleinbettingen? Monsieur le Ministre est-il disposé à souscrire à une telle remise en service? Dans quels délais ceci pourrait se faire?

Réponse (28.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0407 du 17 juillet 2014, l'honorable Député, Monsieur Justin Turpel, a posé une série de questions en relation avec la réalisation éventuelle de nouveaux parkings dans la région transfrontalière avec la Belgique.

Dans ce contexte, j'aimerais rappeler que le concept P&R développé dans le cadre de la stratégie de mobilité MoDu prévoit que les P&R sont installés à différents niveaux de distance sur les différentes pénétrantes de la ville de Luxembourg, la priorité étant toutefois de proposer des points de rabattement aussi proches que possible des lieux de départ des navetteurs.

Dans cette optique, un P&R à Stockem pourrait parfaitement s'intégrer dans la ceinture de P&R développée aux frontières du Grand-duché. Lors de ma visite dudit site le 3 juillet dernier, la SNCB m'a informé qu'elle entamera tout prochainement la construction d'un nouvel atelier à côté de la gare d'Arlon, laissant le site de Stockem inoccupé. C'est pourquoi elle a proposé d'utiliser ces terrains pour l'aménagement d'un nouveau P&R qui serait alors desservi par train via l'arrêt de Viville, récemment réaménagé. Ce site permettrait dès lors de donner une solution supplémentaire aux navetteurs belge et d'améliorer la situation à proximité de la gare de Kleinbettingen où de nombreux navetteurs belges se garent aujourd'hui pour prendre le train vers le Luxembourg.

Il a été retenu que ce projet de P&R sera comme d'autres éventuels projets de P&R se situant dans le périmètre de la frontière Luxembourg-Belgique analysé dans le cadre du SMOT, Schéma de mobilité transfrontalière, qui est en cours d'élaboration entre le Luxembourg et la Wallonie et qui a pour objectif d'assurer une mobilité efficace et durable entre ces deux régions. La question de la tarification transfrontalière sera également analysée dans le cadre dudit SMOT.

En ce qui concerne le point spécifique de la réactivation de la ligne ferroviaire entre Kleinbettingen et Steinfort, l'on précise que ladite ligne ne répond plus à aucun critère de sécurité pour circulation ferroviaire de voyageurs. Une réactivation de cette ligne nécessiterait la reconstruction intégrale d'une nouvelle plateforme ferroviaire, la reconstruction des ouvrages d'art et la mise en œuvre d'un nouveau châssis de voie. L'ensemble des installations de contrôle-signalisation et de téléphonie serait à planifier et à mettre en œuvre, sans oublier une électrification de la ligne qui n'existait pas auparavant. Les installations de signalisation des passages à niveau seraient à remettre en fonction et la gare de Steinfort devrait être reconstruite intégralement afin de répondre aux minima obligatoires pour l'accessibilité des voyageurs. Par conséquent, l'ampleur des travaux à réaliser serait équivalente à la construction d'une nouvelle voie et les frais dépasseraient aisément les 15 millions d'euros en fonction de l'état de certains ouvrages. S'y ajoute que du point de vu exploitation, la desserte de la gare de Steinfort s'avère difficile vu sa position en cul-de-sac et vu que les trains venant de Luxembourg devraient passer par Kleinbettingen pour faire demi-tour et retourner à Steinfort.

À cet égard, je favorise largement pour Steinfort la solution actuellement proposée, c'est-à-dire un P&R desservi par une ligne de bus pour répondre à une demande locale. D'ailleurs le concept P&R, élaboré par mon Ministère en 2012, a retenu dans ce contexte une extension du P&R existant de 175 à 250 places, desservies par bus et non par train.

Question 0408 (17.7.2014) de **Mme Diane Adehm**, **MM. Marcel Oberweis** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réduction des émissions de CO_2:**

L'Agence internationale pour l'énergie a remis un rapport sur la politique énergétique du Luxembourg et a conclu que le pays serait un

bon élève, mais que des progrès pourraient encore être faits pour la réduction des émissions de CO_2 notamment dans le domaine du trafic. Dans ce contexte, il est rappelé que l'accord de coalition prévoit l'examen d'une sortie éventuelle du tourisme à la pompe. Or, selon les dires de Monsieur le Ministre de l'Économie, une sortie du tourisme à la pompe est pour le moment hors de propos vu la situation financière actuelle de l'État.

Vu l'objectif de réduction des émissions de CO_2 de 20% en 2020 par rapport au niveau de 2005, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement.

- Monsieur et Madame les Ministres partagent-ils les vues de Monsieur le Ministre de l'Économie?

- Quelles sont les mesures concrètes envisagées afin de réduire progressivement les émissions de CO_2 en provenance du trafic routier?

Réponse commune (22.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La question parlementaire des honorables Députés, Madame Diane Adehm et Messieurs Gilles Roth et Marcel Oberweis, a pour objet la réduction des émissions de CO_2.

Conformément à l'accord de coalition, le Gouvernement vise un découplage progressif des recettes issues des ventes de carburants des dépenses courantes de l'État. À cette fin, les travaux préparatoires à une étude de faisabilité économique dont l'objectif sera d'évaluer l'impact à moyen et long terme de la «sortie virtuelle» du tourisme à la pompe ont été lancés. Il serait à ce stade-ci prématuré de préjuger des résultats de ces analyses et d'en anticiper les conclusions.

Pour ce qui est des émissions de gaz à effet de serre en provenance des transports routiers, elles ont diminué de l'ordre de 500.000 tonnes entre 2005 et 2012, ce qui représente une baisse de 7%. Le Gouvernement s'efforcera de poursuivre la mise en œuvre des mesures contenues dans le deuxième plan d'action de réduction des émissions de CO_2. Sachant que les besoins en mobilité continueront d'augmenter au cours des prochaines années, il s'agira tout particulièrement de mettre en œuvre la stratégie de la mobilité durable. Cette dernière mise avant tout sur le développement des transports en commun et de la mobilité douce, avec pour objectifs primaires d'atteindre d'ici l'horizon 2020, d'un côté, un partage modal de 25% du trafic entier pour la mobilité douce et, de l'autre, 25% du trafic motorisé pour les transports en commun. S'y ajouteront bien entendu d'autres mesures telles que la promotion de la mobilité électrique, les mesures encourageant le recours à des véhicules à faible consommation de carburant, ou encore la promotion des agrocarburants de deuxième génération.

Question 0409 (17.7.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **directive établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un détachement intragroupe:**

Le Grand-Duché de Luxembourg est actuellement le siège de plusieurs multinationales. Afin d'assurer le développement de leurs activités allant au-delà des frontières de l'Europe, ces multinationales peuvent être amenées à prévoir le détachement d'employés provenant de pays tiers vers le Luxembourg pour satisfaire aux besoins ponctuels ou durables de l'entreprise ou simplement dans le cadre d'une formation interne.

Une politique d'immigration trop complexe ou d'une rigidité trop importante peut cependant constituer un frein au développement et à l'organisation de ces entreprises alors même que d'autres États comme la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni ou encore l'Irlande ont élaboré des politiques spécifiques dans le but de répondre aux besoins de ces entreprises.

Afin de conserver sa compétitivité et d'attirer le siège d'autres groupes internationaux grâce aux avantages de la place que détient le Luxembourg, un assouplissement de la réglementation dans le cadre du détachement de salariés semble devenir une nécessité de plus en plus importante et pourrait par conséquent contribuer à la croissance économique du Luxembourg.

Tous ces éléments sont repris en préambule dans la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil «COM(2010)378 final» datant du 13 juillet 2010 et établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un détachement intragroupe. Cette proposition de directive a été approuvée avec proposition d'amendements par le Parlement européen en date du 15 avril 2014.

Il pourrait s'avérer très intéressant de transposer le plus rapidement cette proposition de directive en droit national et d'anticiper ainsi les changements liés à cette directive et de se positionner également par rapport à d'autres pays de l'Union européenne ayant déjà adopté un certain nombre de mesures dans ce domaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la problématique décrite ci-dessus?

- Le Gouvernement envisage-t-il de transposer la proposition de directive susmentionnée?

- Dans l'affirmative, dans quel délai le Gouvernement entend-il entamer les étapes nécessaires pour ce faire?

Réponse (4.8.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Aux différentes questions de l'honorable Député il y a lieu de répondre comme suit:

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit d'ores et déjà à l'article 47 l'hypothèse du transfert intragroupe d'un ressortissant de pays tiers. Les intérêts du Luxembourg ont été représentés lors des négociations de la proposition devenue la directive 2014/66/UE, les délégués luxembourgeois ayant activement participé aux différentes étapes de son élaboration.

La directive précitée sera évidemment transposée en droit national dans les plus brefs délais sous la tutelle de la direction de l'Immigration. À rappeler que toute directive émanant du Parlement européen et du Conseil doit impérativement être transposée en droit national; il ne s'agit pas d'une option.

Le groupe de rédaction en charge de la transposition de la directive a commencé ses travaux au mois de juillet 2014. Une première réunion de concertation interministérielle a été convoquée pour le mois de septembre 2014.

Question 0410 (17.7.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **droit d'accès d'un individu aux informations d'identification d'un utilisateur d'un portail Internet:**

L'internet est devenu un des forums principaux d'expression et de discussion. Tout un chacun peut s'exprimer sur tous les sujets, que ce soit sur des sites personnels, des blogs ou des forums de discussion. Les professionnels et entreprises s'inquiètent de plus en plus des propos éventuellement diffamatoires commises contre eux via l'internet. À part des différentes actions possibles contre des propos jugés diffamatoires ou dénigrants sur l'internet, telles que le droit de réponse, l'action pour dénigrement, l'action en diffamation ou encore l'action en réparation, les concernés s'intéressent souvent en premier lieu de l'auteur d'une affirmation mise en ligne, par exemple pour savoir s'il s'agit d'un concurrent. À ce sujet, la Cour de justice fédérale d'Allemagne a récemment jugé (arrêt BGH «VI ZR 345/13» du 1er juillet 2014) que l'opérateur d'un portail d'Internet n'est autorisé de transmettre les données à caractère personnel d'un utilisateur qu'avec l'autorisation de ce dernier ou sous condition d'une disposition légale autorisant l'opérateur à une telle transmission, cela même en cas d'une atteinte aux droits de la personnalité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Comment se présente la situation au Luxembourg? Sous quelles conditions l'opérateur d'un portail d'Internet est-il autorisé de transmettre les informations d'identification à une personne physique ou morale visée par une affirmation?

- Qu'en est-il si une ou plusieurs des parties concernées (auteur, victime, opérateur) sont situées en dehors du Luxembourg?

Réponse commune (19.8.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

D'un point de vue de la protection des données, la Commission nationale pour la protection des données qui a été consultée par le Gouvernement, estime que l'opérateur d'un site Internet, dans la mesure où il effectue un traitement de données, est un «responsable du traitement» tel que défini à l'article 2 lettre (n) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement de données à caractère personnel et est donc soumis au champ d'application de ladite loi.

Suivant les dispositions de l'article 4 de ladite loi, tout responsable du traitement «doit s'assurer que les données qu'il traite le sont loyalement et licitement, et notamment que ces données sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités». Celui-ci doit par ailleurs respecter le principe de confidentialité et de sécurité des données.

Ainsi, en d'autres termes, un responsable du traitement ne peut pas communiquer les données à caractère personnel des personnes concernées (en l'espèce les utilisateurs inscrits du site) à des tiers non autorisés, en l'absence de disposition légale ou sans le consentement des personnes concernées.

À l'instar de la situation juridique en Allemagne, il n'existe pas non plus de disposition spécifique dans la législation luxembourgeoise relative à la protection des données qui puisse autoriser un opérateur d'un portail Internet à transmettre les informations d'identification d'un utilisateur à une personne physique ou morale tierce, de sorte que les mêmes obligations s'imposent à un opérateur luxembourgeois. Seul le consentement de l'utilisateur légitimerait une telle communication.

D'un point de vue liberté d'expression dans les médias, l'éditeur d'une publication, qu'elle soit imprimée sur papier ou publiée en ligne, n'a pas non plus l'obligation de divulguer l'identité des auteurs dont les informations sont publiées dans la publication éditée par lui.

La loi modifiée du 8 juin 2004 relative à la liberté d'expression dans les médias qui s'applique à l'exercice à titre professionnel d'une activité d'édition (sans préjudice du fait de savoir si l'opérateur d'un site de notation peut revendiquer la qualité d'éditeur au sens de cette loi) consacre le régime de responsabilité en cascade (qui avait été initialement créé par la loi du 20 juillet 1869). En application de ce régime, lorsque l'auteur d'une information n'est pas connu, la responsabilité de l'éditeur, dans la mesure où il prend la décision de publier un contenu déterminé, est engagée. Lorsque l'éditeur n'est pas connu, la responsabilité du diffuseur peut être recherchée.

Ce régime a pour but de garantir, d'une part, aux auteurs d'une information publiée par la voie d'un média une certaine indépendance vis-à-vis de l'éditeur, mais permet également à l'éditeur qui veut protéger son collaborateur d'assumer la responsabilité en acceptant la publication d'articles sans indication du nom de l'auteur. D'autre part, un citoyen qui s'estime lésé par une information publiée dans un média pourra dans tous les cas obtenir réparation en se retournant soit contre l'auteur dont l'identité est connue, soit contre l'éditeur lorsque l'identité de l'auteur n'est pas connue.

En ce qui concerne plus spécifiquement le volet d'une éventuelle poursuite pénale, il échet de rappeler tout d'abord que notamment les infractions de diffamation, calomnie et injure prévues par les articles 443 et suivants du Code pénal s'appliquent également lorsqu'elles ont été commises par le biais de l'internet.

Les autorités de poursuite disposent à ce sujet des moyens d'investigation de droit commun, tant au niveau national qu'au niveau international, et elles peuvent, le cas échéant, adresser une demande d'entraide judiciaire pénale à leurs homologues étrangers s'il s'agit par exemple de rechercher le nom d'une personne ayant publié anonymement, à partir d'un autre pays et par le biais d'Internet ou d'un réseau social, des propos diffamatoires ou injurieux concernant un résident luxembourgeois.

Si un résident luxembourgeois s'estime lésé par une information publiée sur un site établi à l'étranger, il peut introduire une action judiciaire devant les tribunaux du lieu de la commission de l'infraction, du lieu de la survenance du dommage (lorsque l'information en question est accessible au Luxembourg, on peut admettre que le dommage est survenu au Luxembourg) ou du lieu où il a son centre d'intérêt. Une victime résidant à l'étranger et qui s'estime lésée par une information publiée sur un site exploité par un opérateur établi au Luxembourg dispose généralement des mêmes options.

Question 0412 (18.7.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **politique d'investissement du Fonds de compensation:**

Dans sa question parlementaire (n°2528) du 31 janvier 2013 *(cf. compte rendu n°8/2012-2013),* Martine Mergen avait voulu savoir du Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale s'il estimait que les investissements du Fonds de compensation dans l'industrie du tabac n'allaient pas à l'encontre d'une politique transversale dans le domaine de la protection contre les méfaits du tabac et quels étaient les moyens et actions qu'il pouvait mettre en œuvre afin d'exclure ces investissements dans le futur.

Dans sa réponse du 21 mars 2013, le Ministre avait noté que le Gouvernement n'aurait pour seule faculté que de recommander au Fonds de compensation d'exclure les titres financiers relevant du secteur de la production du tabac. Le conseil d'administration du fonds ne se sentait quant à lui nullement habilité, ni mandaté pour prendre position dans les questions faisant l'objet de controverses philosophiques, religieuses, politiques ou sociétales. Le Ministre avait ajouté qu'un arrêt des investissements dans le secteur lié à l'industrie du tabac ne pouvait se réaliser sans l'adaptation du Code de la sécurité sociale et plus particulièrement des dispositions relatives au Fonds de compensation (art. 260-268).

Selon un article paru le 21 juin 2014 dans le «Luxemburger Wort», le Fonds de compensation continuerait à investir de l'argent dans des entreprises de production de tabac, alors que la Chambre des Députés a voté la loi «antitabac» il y a tout juste une année de cela.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres précités:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le Fonds de compensation investit dans des entreprises actives dans la production de tabac?

- Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement actuel relative aux investissements du Fonds de compensation notamment dans l'industrie du tabac?

- Messieurs les Ministres seraient-ils prêts à procéder aux étapes nécessaires afin de supprimer les investissements qui vont à l'encontre de la santé publique?

Réponse (27.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'article 248, alinéa 1 du Code de la sécurité sociale précise les moyens pour garantir la pérennité de la réserve de compensation:

«(1) La réserve de compensation est placée dans le but de garantir la pérennité du régime général de pension. Afin d'assurer la sécurité des placements il est tenu compte de la totalité des actifs et des passifs, de la situation financière, ainsi que de la structure et de l'évolution prévisible du régime. Les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques. À cette fin, les disponibilités doivent être réparties entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques.»

Le fonctionnement du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) et les attributions de son conseil d'administration sont régis par les articles 260 à 268 du Code de la sécurité sociale. L'article 261 dispose notamment en son point 2 qu'il appartient au conseil d'administration d'établir les directives concernant les principes et règles de gestion du patrimoine. Le comité d'investissement prévu à l'article 263 du Code de la sécurité sociale, auquel appartiennent des experts dans le domaine financier, prépare les décisions du conseil d'administration en matière d'investissement.

Même si les décisions y relatives sont soumises à l'approbation du Ministère de la Sécurité sociale, sur avis de l'Inspection générale de la sécurité sociale, il n'en est pas moins que le FDC constitue un établissement public et qu'il prend les décisions relatives à l'investissement en tenant compte des lignes directrices prévues à l'article 248.

Les responsables du FDC viennent de me confirmer que leur position en matière d'investissement socialement responsable est toujours en ligne avec la politique définie en 2011 dans une lettre adressée au Ministère de la Sécurité sociale. Le FDC détient toujours à travers sa SICAV-FIS des parts dans des sociétés actives dans l'industrie du tabac.

Le Gouvernement actuel n'a pas l'intention de modifier les dispositions légales en vue d'avoir une emprise plus grande sur les décisions d'in-

vestissement du FDC ou bien de contraindre les responsables du FDC à poursuivre une stratégie d'investissement plus restrictive excluant notamment l'industrie du tabac.

La politique antitabac de l'actuel Gouvernement se base sur les différents axes prévus dans la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac (…), notamment l'interdiction de publicité en faveur des produits de tabac, l'interdiction de fumer dans bon nombre de lieux publics, les débits de boisson et les restaurants, les campagnes de sensibilisation et d'information relatives aux nuisances du tabac, etc. C'est par ce biais que le Gouvernement entend informer et protéger les citoyens contre les effets du tabagisme. Néanmoins, chaque individu garde lui-même la liberté de décider si oui ou non il veut s'exposer aux effets nocifs de la consommation de tabac.

Par ailleurs, la production et la commercialisation du tabac restent des activités légales au Luxembourg.

À toutes fins utiles, je joins à la présente la réponse qu'avait donnée mon prédécesseur, Monsieur le Ministre Mars Di Bartolomeo en mars 2013 en sa double qualité de Ministre de la Santé et de Ministre de la Sécurité sociale à une question parlementaire de Madame la Députée Martine Mergen traitant le même sujet.

(annexe à consulter à l'administration parlementaire)

Question 0413 (18.7.2014) de **Mmes Martine Hansen**, **Octavie Modert** et **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **rémunération de biogaz:**

Le Gouvernement est constamment en train de réaffirmer l'importance centrale du passage du système énergétique actuel, se basant sur les combustibles fossiles, vers un approvisionnement énergétique qui s'appuierait essentiellement sur les sources d'énergie renouvelables. Le biogaz est considéré comme un des éléments essentiels de ce développement durable. Mais en même temps les producteurs de biogaz se retrouvent dans une situation de plus en plus précaire et font face à des problèmes financiers importants. En raison des indemnités pour arrivée de courant insuffisantes («ungenügende Stromeinspeisevergütung»), plusieurs d'entre eux sont sur le point ou ont déjà dû cesser leurs activités. Pour faire face à cette problématique urgente, un projet de règlement grand-ducal a été déposé par le Gouvernement et avisé par le Conseil d'État en 2013. En juin 2014, la Conférence des Présidents a donné son assentiment au projet sous réserve de quelques modifications textuelles. À part de ces changements par le Ministre, on attend encore la décision de la Commission européenne.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà apporté les modifications textuelles recommandées par la Conférence des Présidents?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il des indications d'une décision dans l'une ou dans l'autre direction de la Commission européenne?

- Vu l'urgence de la situation, quelle est, selon le Ministre, une date réaliste d'entrée en vigueur du règlement mentionné?

Réponse (12.8.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Octavie Modert, Martine Hansen et Aly Kaes, concernant la rémunération de biogaz, je souhaite vous communiquer les informations ci-après:

La Conférence des Présidents a analysé le projet de règlement grand-ducal relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables et modifiant 1. le règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité et 2. le règlement grand-ducal du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz (ci-après «le Règlement») au cours de sa réunion du 28 mai 2014. Lors de cette réunion, et afin d'éviter tout vide juridique éventuel, la Conférence des Présidents a proposé de préciser la date d'entrée en vigueur au 1er janvier 2014 afin de ne pas créer d'intervalle de temps non couvert pour le calcul du coût des mécanismes de compensation. Pour ce qui concerne la réglementation relative à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz, la Conférence des Présidents a proposé d'accorder un délai plus long aux producteurs de biogaz afin d'introduire leur demande de remboursement, à savoir de remplacer la date initialement prévue par le Règlement du 31 mars 2014 par la date du 31 décembre 2014.

Pour ce qui est de l'approbation du Règlement par les services compétents de la Commission européenne, il y a lieu de souligner que mon engagement personnel persévérant, ainsi que les efforts innombrables de mes services compétents du Ministère avec tous les moyens disponibles, ont conduit à la prise d'une décision de la Commission européenne. De nombreuses problématiques juridiques ont dû être solutionnées à cet égard, notamment en relation avec les nouvelles lignes directrices en matière d'aide d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie.

Dans ce contexte, j'ai à maintes reprises rappelé l'importance d'autoriser les nouveaux tarifs projetés afin de ne pas compromettre le développement des énergies renouvelables au niveau national et en vue de permettre au Luxembourg d'atteindre les objectifs à l'horizon 2020. Par mes maintes interventions et notamment celles au niveau du Vice-président de la Commission européenne, membre de la Commission chargé de la concurrence, j'ai enfin pu débloquer le dossier en question le 22 juillet 2014. L'examen de la Commission a établi que les tarifs à l'injection, tels que notifiés, sont compatibles avec le marché intérieur et a donné son aval pour la publication du Règlement (Mémorial A n°154 du 8 août 2014 sous la dénomination «règlement grand-ducal du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables». Le Règlement a sorti ses effets au 1er janvier 2014 pour un grand nombre de ses dispositions.

Finalement, il y a lieu de considérer que le système de soutien national à la production de l'électricité sur base des énergies renouvelables devra être fondamentalement réformé dans les années à venir afin de tenir compte des nouvelles dispositions des lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020 qui ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne en date du 28 juin 2014. Les nouvelles lignes directrices visent notamment la réduction de la fragmentation des marchés des énergies renouvelables et l'achèvement du marché intérieur de l'électricité.

Question 0414 (21.7.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **Mutualité des Employeurs:**

Le Gouvernement avait pris un engagement ferme dans le cadre de la loi du 13 mai 2008 introduisant le statut unique. À partir du 1er janvier 2014, le financement de la Mutualité assuré en partie par la surprime des anciens ouvriers a été remplacé par l'intervention de l'État à hauteur de 0,3% de la masse cotisable des assurées obligatoires. Or, le taux actuel calculé par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) étant évalué à 0,63%, l'État peut adapter le taux d'intervention sans que cela soit toutefois obligatoire. Afin d'assurer le financement de la Mutualité, le Ministre de la Sécurité sociale a ainsi suggéré deux possibilités dans sa réponse à la question parlementaire n°0172 du 25 mars 2014 des Députés Martine Hansen et Marc Spautz *(cf. compte rendu n°5/session extraordinaire 2013-2014)*: soit augmenter les taux de cotisation des employeurs, soit procéder par un prélèvement sur la réserve légale au cours de l'exercice 2014. Le Ministre de la Sécurité sociale continue comme suit: «(…) Dans ce cas, au 1er janvier 2015, une diminution de la réserve légale serait constatée qu'il faudrait éponger avant la fin 2015. À cet effet, la MDE devrait augmenter les taux de cotisation en 2015 pour ramener le niveau de la réserve légale au niveau prévu à l'article 55 du Code de la sécurité sociale avant le 1er janvier 2016.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- L'actuel Gouvernement envisage-t-il de respecter et de tenir l'engagement pris dans le cadre de la loi du 13 mai 2008 introduisant le statut unique et instituant la Mutualité des Employeurs?

- Quelle solution le Gouvernement envisage-t-il afin d'assurer le financement à long terme de la Mutualité des Employeurs?

Réponse (5.8.2014) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En date du 25 mars 2014, Madame la Députée Martine Hansen et Monsieur le Député Marc Spautz avaient conjointement posé la question parlementaire n°0172 sur la Mutualité des Employeurs à laquelle j'ai répondu en date du 22 avril 2014 et dont je joins copie en annexe.

Entre-temps, la Mutualité des Employeurs a décidé de n'adapter les taux de cotisation des différentes catégories d'entreprises soumises à affiliation qu'en 2015 pour combler un déficit qui se serait constitué en 2014, notamment en raison de la décision gouvernementale de ne contribuer au financement qu'à raison des 0,3% prévus à l'article 56 du Code de la sécurité sociale.

En ce qui concerne la deuxième question de Monsieur le Député relative au financement à long terme de la Mutualité des Employeurs, je peux préciser qu'en 2013 l'absentéisme s'est stabilisé à 3,7%, après trois années successives de croissance, les taux de courte et de longue durée de maladie restant quasiment stables, avec juste une légère augmentation des maladies de longue durée incombant au poids du stress.

Par ailleurs, lors de la réunion du groupe de haut niveau Observatoire de l'Absentéisme du 21 juillet 2014, diverses voies ont été présentées pour réduire l'absentéisme et donc le coût incombant à la Mutualité des Employeurs et qui vont être développées au cours des prochains mois.

Il s'agit d'un ensemble de mesures devant permettre d'analyser, sur base d'expériences étrangères et nationales, les effets bénéfiques de diverses mesures, comme les contrôles médicaux, l'analyse des durées de maladies selon les pathologies, l'analyse des effets de calendrier, mais également le rôle des conditions de travail, des problèmes de conciliation vie familiale/vie professionnelle dans la décision d'absence ou présence et la durée de l'absence.

Une meilleure connaissance des raisons à la base de l'absentéisme devrait permettre de prendre les mesures adéquates en vue d'une stabilisation ou, au mieux, d'une réduction de l'absentéisme, en veillant à la santé des salariés.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0415 (21.7.2014) de **MM. Justin Turpel** et **Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**intervention militaire de l'État d'Israël dans la bande de Gaza:**

Depuis le 8 juillet, l'armée israélienne intervient avec force dans la bande de Gaza. Cette intervention, aérienne dans une première phase, est désormais terrestre. Déjà, les bombardements sur ce territoire le plus densément peuplé du monde (1,7 millions d'habitants entassés sur 360 km^2), ont causé la mort de plus de 500 personnes (dont la majorité des civils), sans parler de la destruction de bâtiments et d'infrastructures. L'intervention israélienne est d'une telle violence que dans la nuit du dimanche au lundi, le Conseil de Sécurité de l'ONU a fait état de sa «grave préoccupation devant le nombre croissant de victimes» et a appelé «au respect des lois humanitaires internationales, notamment sur la protection des civils».

À ce titre, nous voudrions connaître les démarches que le Gouvernement luxembourgeois - et, le cas échéant, ses partenaires européens - entreprend, afin de faire cesser immédiatement cette agression intolérable.

Réponse (4.8.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

1) Lors du débat public du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, le 22 juillet à New York, j'ai pu m'exprimer sur le conflit israélo-palestinien qui, depuis sept décennies, est le miroir de l'impuissance de la communauté internationale. Depuis le lancement de l'offensive israélienne contre Gaza le 8 juillet, ce conflit est, une nouvelle fois, de manière dramatique, venu nous rappeler à nos responsabilités.

Lors de ce débat, j'ai souligné que le droit d'Israël de se défendre et de protéger sa population n'est pas contesté, mais que ce droit d'Israël ne justifie pas la terrible somme de souffrances qui est infligée aux populations civiles de Gaza. J'ai pu condamner de la manière la plus ferme les tirs de roquettes qui s'abattent sur les villes israéliennes.

Au terme du droit international humanitaire, toutes les parties sont dans l'obligation absolue de préserver la vie des civils pris au piège des combats. Cette obligation vaut bien entendu aussi pour le Hamas et les autres groupes armés qui cherchent à frapper de manière indiscriminée les populations civiles israéliennes.

J'ai insisté que la priorité absolue, aujourd'hui, est de faire cesser sur-le-champ les souffrances des populations civiles palestiniennes. Ceci implique la conclusion immédiate d'une trêve humanitaire afin de secourir les blessés, les déplacés et les victimes prisonnières des décombres. J'ai exprimé le plein soutien du Luxembourg aux efforts de médiation menés par l'Égypte, par le Secrétaire général et aussi par le Secrétaire d'État John Kerry.

Une fois la trêve humanitaire agréée, une cessation complète et durable des hostilités devra être négociée. Il n'existe pas d'autre issue: La violence doit cesser. Les actions qui alimentent la haine et la discorde doivent cesser. Les souffrances et les humiliations doivent cesser. La population palestinienne mérite de vivre en dignité. Le blocus qui étrangle Gaza depuis des années doit impérativement être levé. Aucun peuple ne saurait vivre dans les conditions imposées aux habitants de Gaza. Depuis sept ans, ce peuple vit assiégé entre trois murs et la mer et ne survit que grâce à UNRWA et l'aide internationale. Ce n'est qu'ainsi qu'Israël peut se permettre de faire vivre 1,7 million de Palestiniens dans ces conditions atroces.

J'ai enfin rappelé qu'il faut s'attaquer aux causes profondes du conflit israélo-palestinien. Le plus fort des deux, Israël, doit faire un choix: accepter la seule voie possible pour vivre en paix, c'est-à-dire accepter la solution à deux États, tout en arrêtant la provocation de l'extension des colonies, illégales en soi, ou bien se perdre de plus en plus dans des actions militaires répétées qui ne feront qu'aggraver la situation.

Dans l'immédiat, nous espérons que le Conseil de Sécurité saura jouer son rôle pour appuyer les efforts visant à mettre un terme à l'escalade de la violence.

Bien tristement, depuis ce débat public, le nombre de victimes n'a cessé de monter. Selon les chiffres publiés par OCHA en date du 30 juillet, 1.263 Palestiniens tués, dont au moins 852 civils, et 59 Israéliens tués, dont deux civils, sont à déplorés.

2) Le Conseil de Sécurité, avec le Luxembourg comme membre non permanent, s'est réuni en urgence dans la nuit de dimanche 27 juillet à lundi 28 juillet, et a adopté une déclaration présidentielle (à l'unanimité) appelant à «un cessez-le-feu humanitaire immédiat et sans conditions». Selon le texte élaboré par la Jordanie - seul membre arabe du Conseil -, l'ONU a appelé Israël et le Hamas à faire durer ce cessez-le-feu pendant toute la journée de lundi, mais aussi «au-delà».

3) Au niveau européen, la diplomatie luxembourgeoise a contribué à négocier les conclusions adoptées le 22 juillet par le Conseil «Affaires étrangères» sur le «processus de paix au Moyen-Orient».

Le Conseil s'est dit «extrêmement préoccupé par l'escalade continue de la violence à Gaza» et a appelé les parties «à une cessation immédiate des hostilités».

Les UE-28 ont ainsi souligné que «l'UE condamne fermement les tirs aveugles de roquettes sur Israël par le Hamas et les groupes militants dans la bande de Gaza qui portent directement atteinte aux civils», qualifiants ces actes de «criminels et injustifiables» et appelant le Hamas et tous les groupes terroristes dans la bande de Gaza à y mettre fin immédiatement et à renoncer à la violence. Tout en reconnaissant «le droit légitime d'Israël à se défendre contre les attaques», «l'opération militaire israélienne doit être proportionnée et conforme au droit international humanitaire» les conclusions rappellent «la nécessité de protéger les civils en toutes circonstances».

Le Conseil se dit par ailleurs «particulièrement consterné par le coût humain de l'opération militaire israélienne (et) profondément préoccupé par la situation humanitaire qui se détériore rapidement». Toutes les parties sont en conséquence appelées à s'acquitter de leurs obligations et à permettre immédiatement l'accès humanitaire sûr et complet à Gaza pour la distribution d'une aide urgente.

Selon le Conseil, cette «escalade tragique» des hostilités confirme par ailleurs à nouveau «le caractère non durable du statu quo» en ce qui concerne la situation dans la bande de Gaza. Tout en «reconnaissant pleinement» les besoins de sécurité légitimes d'Israël, le Conseil souligne que la situation humanitaire et socio-économique dans la bande de Gaza doit être traitée.

Et de rappeler que «la préservation de la viabilité de la solution à deux États doit rester une priorité» alors que les développements sur le terrain en font «une perspective de plus en plus

inaccessible». Le texte des conclusions souligne à ce sujet que «le développement futur des relations entre l'UE et les deux partenaires israéliens et palestiniens dépendra aussi de leur engagement vers une paix durable basée sur une solution à deux États. Le soutien continu de l'UE à la construction d'un État palestinien nécessite une perspective crédible pour la création d'un État palestinien viable, fondée sur le respect de la primauté du droit et des droits de l'Homme».

4) Le Conseil de Sécurité des Nations Unies, avec le Luxembourg comme membre non permanent, s'est réuni en urgence dans la nuit de dimanche 27 juillet à lundi 28 juillet, et a adopté une déclaration présidentielle (à l'unanimité) appelant à «un cessez-le-feu humanitaire immédiat et sans conditions». Selon le texte élaboré par la Jordanie - seul membre arabe du Conseil -, l'ONU a appelé Israël et le Hamas à faire durer ce cessez-le-feu pendant toute la journée de lundi, mais aussi «au-delà».

5) Dans cette situation dramatique, le Luxembourg a pu réitérer son appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et à son action cruciale en vue d'alléger la souffrance de la population palestinienne.

Suite à l'appel d'urgence de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), le Luxembourg a fait le 30 juillet une contribution exceptionnelle de 300.000 € à cette organisation, qui travaille dans des conditions extrêmement difficiles. En outre, la coopération luxembourgeoise entend allouer au moins 200.000 € à des ONG palestiniennes et internationales.

Chaque année, le Luxembourg fait des contributions humanitaires d'un million d'euros en faveur du territoire palestinien occupé, principalement à travers le CICR. Cette année, 750.000 € ont déjà été alloués au CICR. Vu la dégradation actuelle de la situation, la procédure pour affecter un montant supplémentaire de 250.000 € au territoire palestinien occupé dans le cadre de l'accord avec le CICR a été lancée.

L'effort humanitaire total du Luxembourg devrait donc se chiffrer à environ 1.500.000 € d'ici quelques semaines.

Pour l'année 2014, le Luxembourg a déjà alloué 3.500.000 € comme contribution volontaire au budget général de l'UNRWA.

Ainsi, les honorables Députés peuvent constater que le Gouvernement s'est fortement mobilisé pour œuvrer en faveur d'une cessation des violences à Gaza et contribuer aux besoins humanitaires critiques dans la bande de Gaza.

Les documents mentionnés dans cette réponse peuvent être consultés dans leur entièreté sur les sites suivants:

1. Discours lors du débat public du Conseil de Sécurité le 22 juillet: http://newyork-un.mae.lu/en/News/Debat-public-du-Conseil-de-securite-sur-la-situation-au-Moyen-Orient-y-compris-la-question-palestinienne2

2. Déclaration présidentielle appelant à un cessez-le-feu humanitaire «immédiat et sans conditions»: http://www.un.org/News/fr-press/docs/2014/CS11494.doc.htm

3. Les conclusions du Conseil «Affaires étrangères» de juillet: http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/144098.pdf

Question 0416 (21.7.2014) de **MM. Justin Turpel** et **Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant la **surveillance de la marche de solidarité avec le peuple de la bande de Gaza par des services de renseignement le 19 juillet 2014:**

Le 19 juillet 2014, le Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient (CPJPO), avait appelé à une marche silencieuse pour dénoncer les nouveaux massacres contre la population de la bande de Gaza et pour appeler à un cessez-le-feu immédiat qui mettrait fin à l'agression contre le peuple palestinien, au blocus de Gaza, aux arrestations et aux destructions. Plus de 500 personnes, y compris les soussignés, ont participé à cette manifestation.

Étaient présentes à cette manifestation également des personnes qui ont observé, surveillé et enregistré scrupuleusement les participants à cette marche. Une manifestante aurait même été suivie jusque dans des commerces où elle s'était réfugiée pour se soustraire à cette surveillance. L'identité de deux personnes ayant scrupuleusement filmé et photographié chaque participant individuellement - au moins jusqu'à l'intervention de la police - a été relevée par la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de Monsieur le Ministre d'État:

1. Est-ce que cette marche a fait l'objet de la surveillance du Service de Renseignement de l'État luxembourgeois? Si oui, dans quel but?

2. Est-ce qu'elle a fait l'objet de la surveillance de services de renseignement et/ou de services secrets étrangers? Dans l'affirmative, ces opérations ont-elles été signalées au SREL et si oui, quel a été le but déclaré?

3. Est-ce que l'identité des deux individus ayant filmé et photographié chaque participant individuellement a été vérifiée? A-t-il été vérifié s'ils effectuaient leurs observations dans l'intérêt d'un service de renseignement ou d'un service secret? Finalement, pouvez-vous nous indiquer de quels services il s'agit?

Réponse commune (5.8.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La marche de solidarité avec le peuple de la bande de Gaza du 19 juillet 2014 n'a fait l'objet d'aucune surveillance de la part du Service de Renseignement de l'État. Une telle surveillance n'entre pas dans les missions du service en question. Le Gouvernement ne dispose ensuite d'aucune indication concernant la présence de services de renseignement étrangers sur les lieux. Enfin, les vérifications d'identité sur deux personnes filmant la manifestation n'ont révélé aucun indice allant dans la direction suggérée par Messieurs les Députés.

Question 0417 (22.7.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **système «antitrespassing»:**

Comme le relate «La Libre Belgique» dans un article publié le 17 juillet 2014, la gare de Wavre a testé un système «antitrespassing» dans le but de rendre difficile l'accès des piétons aux rails des chemins de fer. Un projet-pilote qui sera probablement suivi par une centaine d'autres gares en Belgique. Il s'agit précisément d'un tapis rigide, composé de cônes, rendant la marche dessus quasi impossible. Ce système a été conçu pour des raisons de sécurité et de ponctualité. En effet, la Belgique a déploré neuf cas de décès en 2013, alors que la victime traversait illégalement les voies. Un chiffre qui a triplé en seulement une année. De plus, le phénomène «trespassing» cause environ deux heures et demi de retard par jour sur le réseau des chemins de fer en Belgique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'utilisation du système «antitrespassing» en Belgique?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques concernant les accidents causés par le passage illégal de piétons sur les voies ferrées luxembourgeoises?

- Monsieur le Ministre est-il en faveur d'une installation de ce système dans les gares luxembourgeoises?

- Dans l'affirmative, comment envisage-t-il de procéder afin de proposer le système en question?

Réponse (28.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0417 du 22 juillet 2014, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du système «antitrespassing».

Le système «antitrespassing» est encore appelé panneaux anti-intrusion par certains fournisseurs. Ces panneaux s'encastrent entre les voies et les traverses de chemin de fer pour former une matrice complète sur la voie ferrée. Les fournisseurs veulent ainsi garantir que les piétons ne puissent plus accéder aux voies de circulations, spécialement aux abords des quais.

Alors que la Belgique déplore neuf cas de décès en 2013 causés par le franchissement illégal des voies, le Grand-Duché du Luxembourg compte un décès et un blessé grave sur les cinq dernières années ayant la même origine. Les cas de suicide et les cas de franchissements illégaux de passages à niveau ne sont pas considérés puisque dans le premier cas, le nombre ne sera pas diminué par la mise en place d'un système «antitrespassing» et dans le deuxième cas, l'installation d'un tel système n'est pas possible.

D'un point de vue technique, les panneaux anti-intrusion rendent beaucoup plus compliqué l'entretien des voies ferrés et surtout l'inspection réglementaire devant être réalisée régulièrement afin de garantir la sécurité des circulations ferroviaires. Le danger de trébuchement pour les agents CFL devant travailler dans les voies augmentera avec une telle installation et les travaux rendant nécessaires une dépose et repose de l'«antitrespassing» auront des répercussions négatives sur la circulation et la régularité des trains du fait que les périodes d'interruption des circulations seront plus longues.

Compte tenu de ce qui précède et sans oublier l'investissement nécessaire pour la mise en œuvre d'une telle installation et de son entretien (dépose et repose lors de travaux et d'inspection) le système «antitrespassing» ne présente pas d'intérêt pour le réseau ferré luxembourgeois et par conséquent l'État luxembourgeois préfère poursuivre sa politique de suppression des passages à niveau et la construction d'ouvrages de franchissement des voies placés aux positions stratégiques afin de privilégier le chemin le plus court pour le voyageur.

Question 0418 (24.7.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **travailleurs qualifiés:**

Beim Virstelle vun de Chômagezuele gouf ënner anerem drop higewisen, datt an Zukunft d'Schüler sollen an déi Richtung orientéiert ginn, wou nach ee Beruffsmangel besteet.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. A wat fir enge Beruffer besteet eng Iwwerfëllung u qualifizéierten Aarbechtskräften?

2. A wat fir enge Beruffer ass ee Mangel u qualifizéierten Aarbechtskräfte festzestellen?

Réponse (14.8.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

L'orientation professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi fait partie intégrante de la politique de l'emploi du Luxembourg et a été renforcée par la mise en place de la Maison de l'orientation en 2012. Cet encadrement des jeunes à la sortie de l'école est nécessaire, mais pas suffisant. En effet, une orientation professionnelle déjà au moment où les jeunes sont encore à l'école est indispensable. Pour cette raison, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour garantir un encadrement et une orientation coordonnée en vue d'une meilleure définition des besoins du marché et des besoins en formations. L'élaboration du plan d'implémentation de la garantie pour la jeunesse, lancée au Luxembourg en juin 2014, est un des fruits de cette collaboration.

Une bonne orientation professionnelle nécessite une bonne connaissance des besoins en main-d'œuvre des entreprises. Les statistiques actuelles sur le marché du travail fournissent déjà des informations sur les tendances générales de l'évolution des différents secteurs d'activités. Toutefois, une connaissance plus précise des métiers recherchés par les entreprises nécessite des statistiques plus détaillées. C'est pour cette raison que j'ai demandé à l'observatoire de l'emploi, RETEL, d'élaborer des statistiques détaillées sur les recrutements et les fins de contrats au Luxembourg et de ventiller ces données par secteur d'activité et par métier. Les informations, prévues pour fin 2014, nous donneront une vue d'ensemble des métiers, et donc des qualifications, pour lesquels la demande du marché est en hausse ou en baisse. En guise d'exemple, nous pouvons d'ores et déjà constater que certains diplômés comme les détenteurs d'un DAP «agent administratif et commercial» ont de plus en plus de mal à trouver rapidement un emploi. En revanche, il y a de réels besoins dans certaines professions sociales. Au niveau des études supérieures, plus de 500 étudiants suivent une formation d'histoire, plus de 800 font des études de psychologie. Le nombre d'étudiants ingénieurs est réduit et ceux qui suivent des études supérieures en informatique ne répondent pas aux besoins de nos économies.

Par ailleurs, le renforcement de la collaboration des entreprises avec l'Agence pour le développement de l'emploi, notamment par l'utilisation du Répertoire opérationnel des métiers et des emplois (ROME), permettra d'obtenir des informations détaillées sur les besoins en main-d'œuvre des entreprises. Il est donc indispensable que les entreprises déclarent leurs postes vacants auprès de l'ADEM pour que les besoins en main-d'œuvre puissent être identifiés.

Question 0420 (24.7.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **études lancées par les acteurs publics:**

Zu Lëtzebuerg gi beim Stat eweí och bei de Gemengen an hire Syndikater permanent Etüde gemaach. Dës Etüde kaschte vill Geld.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Häre Ministeren:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg eng zentral Kartei, wou all dës Etüden opgelëscht ginn.

2. Wéi vill Etüde goufen déi lescht zéng Joer am Optrag vun der Regierung gemaach, a wat ass hire Käschtepunkt pro Joer gekuckt?

3. Wéi vill Etüde goufen déi lescht zéng Joer am Optrag vun de Gemenge gemaach, a wat ass hire Käschtepunkt pro Joer gekuckt?

4. Wéi vill Etüde goufen déi lescht zéng Joer am Optrag vun de Gemengesyndikater gemaach, a wat ass hire Käschtepunkt pro Joer gekuckt?

Réponse commune (22.8.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Den honorabelen Deputéierte Gast Gibéryen huet eng Fro iwwert d'Etüde beim Stat a bei de Gemenge gestallt a wëllt haaptsächlech wëssen, wéi vill Etüden déi lescht zéng Joer vun der Regierung, vun de Gemengen a vun de Gemengesyndikater gemaach gi sinn a wat hire Käschtepunkt war.

Well dat Wuert „Etüden" souwuel an de franséischen Dictionnairë wei och am Lëtzebuerger Budget ganz vill Bedeitungen huet, ass et net méiglech dës parlamentaresch Fro op eng zefriddestellend Aart a Weis ze beäntwerten an dat souwuel wat de Stat wéi d'Gemenge betrëfft.

D'Fro vun den Etüde beim Stat an de Gemengen huet ganz vill Facetten a kann net nëmmen op hire finanziellen Aspekt reduzéiert ginn.

1. D'Äntwert op dës Fro ass neen.

2. Wat elo d'Etüde beim Stat ugeet, muss ee fir d'Éischt ze bedenke ginn, dass beim Stat vill Etüde vu Verwaltunge selwer gemaach ginn, an dat mat hiren eegene Leit. Dat ass zum Beispill de Fall fir de Statec, fir de Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques (SCRIPT), fir d'Uni, fir d'Muséen, etc.

Et muss een och bedenken, dass vill Etüde gemaach ginn, well se gesetzlech virgeschriwwe sinn. Dat ass ënner anerem de Fall bei den Investitioungsprojeten, mä och a villen anere Beräicher.

Déi verschidde Verwaltunge beim Stat maachen och regelméisseg Etüden, fir de Fonctionnement vun de Servicer an domat den Déngscht um Bierger ze verbesseren.

Am Budget vum Stat sinn och all Joer verschidden „Etüden" virgesinn, fir zum Beispill d'Sécherheetsvirschrëften op der Aarbechtsplaz an d'Qualitéit vun de Leeschtungen am Gesondheetsberäich ze kontrolléieren an ze verbesseren.

E wichtegt Uleies vun der Regierung ass et och, fir eisem Land an domat eise Verwaltungen am Beräich vun der Informatik eng éischt Plaz am internationale Verglach ze garantéieren. Fir dat Zil ze erreechen, ass et wichteg, fir och den Etüden an dësem Kader eng Prioritéit ze ginn.

3. & 4. Am Kader vun hire Kompetenze mussen d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater eng grouss Unzuel vun Etüden an Optrag ginn. Verschiddener dovu si gesetzlech virgeschriwwen, esou z. B. d'Études préparatoires vum Plan d'aménagement général (PAG), Strategesch Ëmweltprüfungen (SUP) oder Ëmweltverträglechkeetsprüfungen (UVP). Och mussen am Kader vu Bau- an Investissementsprojete Bureaux d'études mat deene verschiddensten Etüde beoptragt ginn. Doniewent kënnen d'Gemengen oder d'Gemengesyndikater als wichtegt Element vun hirer Autonomie och nach aner Etüden an Optrag ginn, déi si fir zweckméisseg oder noutwendeg halen. Vu dat dës verschidden Etüden net an alle Fäll enger

Approbatioun vum Innenminister ënnerleien, an demno an de Beräich vun der Gemengenautonomie falen, ass net bekannt, wéi vill Etüden déi lescht zéng Joer am Optrag vun de Gemengen a Gemengesyndikater gemaach goufen a wat hire Käschtepunkt, op d'Joer gekuckt, ass.

Question 0421 (24.7.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **Fonds du Logement:**

De Lëtzebuerger Stat huet iwwert de Fonds du Logement an d'SNHBM eng ganz Rei vu Wunnengen, déi si de Leit ubidden, déi sech keng eege Wunneng leeschte kënnen. An dësem Kontext fält op, datt eng Rei vu Gebaier, déi dem Fonds du Logement gehéieren, net verlount sinn. Op där anerer Säit gëtt et nach vill Familljen, déi och iwwert dëse Wee keng Wunneng vermëttelt kréien.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Ministesch:

1. Wéi vill Wunnenge respektiv Gebaier huet de Lëtzebuerger Stat iwwert dëse Fonds du Logement bis elo gebaut oder kaaft a wéi verdeelen déi sech op déi eenzel Kantonen?

2. Wéi vill vun all dëse Logementer gi verlount a wéi verdeelen déi sech iwwert d'Kantonen?

3. Wéi ass de Rendement vun dëse Wunnengen op Basis vun de Loyeren?

4. Gëtt periodesch gekuckt, ob déi eenzel Locatairen nach d'Konditiounen erfëllen, fir eng Sozialwunneng vum Stat zur Verfügung gestallt ze kréien?

Réponse (28.8.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Le nombre d'immeubles respectivement logements construits et/ou achetés à ce jour par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, communément appelé Fonds du Logement, s'élèvent à 648 immeubles respectivement 3.489 logements, qui se répartissent sur les différents cantons du Grand-Duché comme suit:

Cantons du Grand-Duché	Nombre d'immeubles	Nombre de logements
Luxembourg	240	1.708
Esch-sur-Alzette	277	1.357
Grevenmacher	15	91
Clervaux	15	83
Diekirch	17	59
Wiltz	20	52
Mersch	35	46
Echternach	7	41
Remich	13	29
Capellen	6	20
Redange	3	3
Total	648	3.489

Le nombre de logements en location et leur répartition sur les différents cantons du Grand-Duché est actuellement comme suit:

Cantons du Grand-Duché	Nombre de logements en location
Luxembourg	656
Esch-sur-Alzette	847
Grevenmacher	64
Clervaux	59
Diekirch	38
Wiltz	23
Mersch	15
Echternach	34
Remich	29
Capellen	17
Redange	3
Total	1.785

Le rendement de ces 1.785 logements est de 2,68% pour l'année 2013. Ce rendement résulte du rapport entre les recettes de loyer de ces logements et l'investissement brut y relatif.

Conformément au règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 relatifs aux logements locatifs, le Fonds du Logement contrôle chaque année, lors de la révision des loyers, les revenus disponibles de ses locataires, la composition de leur ménage ainsi que leur domiciliation effective dans le bien loué. Jusqu'en 2005, ce contrôle incluait en plus la fourniture d'un certificat de non-propriété. Toutefois, par souci de simplification administrative et sur invitation du service des évaluations immobilières de l'Administration des Contributions directes, assailli de demandes de certificats de plus en plus nombreuses d'année en année, la condition de non-propriété n'est plus vérifiée annuellement.

Question 0422 (23.7.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement:**

En date du 22 juillet 2014, Monsieur le Ministre de la Justice a présenté à la presse le projet de règlement grand-ducal fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Alors même que la voiture de service mise à disposition des membres du Gouvernement est considérée comme voiture de fonction, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'utilisation à des fins purement privées ne soit soumise à imposition au titre d'un avantage en nature?

2. Est-ce que les membres du Gouvernement peuvent avoir recours au service d'un chauffeur pour des déplacements à des fins purement privées?

3. Quelles sont les modifications qui ont été apportées au Code de déontologie par rapport à celui adopté par le Gouvernement précédent?

4. D'après le projet de règlement en question, un membre du Gouvernement peut-il siéger dans un conseil d'administration d'une entreprise commerciale?

5. Pour quelle raison le Gouvernement n'a-t-il pas entendu couler le Code de déontologie dans une loi tel que cela était prévu dans le programme gouvernemental?

6. En l'absence d'une loi, par quels moyens le Gouvernement entend-il sanctionner effectivement une violation du Code de déontologie par un de ses membres?

Réponse (6.8.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les questions des honorables Députés appellent les observations suivantes:

1. L'honorable Députée et l'honorable Député ne sont certainement pas sans savoir que les voitures de fonction et autres équipements de travail sont mis à la disposition des membres du Gouvernement afin d'assurer leur disponibilité et leur mobilité permanentes ce qui doit leur permettre d'assumer leurs responsabilités en toutes circonstances, comme l'exige la fonction. Une assimilation à un avantage en nature ne serait conforme ni au contexte ni à la finalité de la mise à disposition et des contraintes y liées. Ceci étant, le projet de règlement grand-ducal impose désormais aux membres du Gouvernement de supporter eux-mêmes les frais directs encourus lors de tout déplacement à l'étranger qui serait à caractère exclusivement privé. Cette exigence n'était pas inscrite au Code de déontologie établi par le Gouvernement précédent.

2. Les agents de sécurité mis à disposition par la Police grand-ducale ont d'abord pour mission d'assurer la sécurité des membres du Gouvernement. Ce n'est qu'à titre complémentaire qu'ils remplissent la mission de chauffeur. Il va de soi que la sécurité des membres du Gouvernement n'est pas évaluée à la seule aulne de la nature essentiellement professionnelle ou privée d'un déplacement. Le recours aux agents de sécurité dans leur mission de chauffeur et les gains de temps ainsi réalisés confèrent aux membres du Gouvernement, au quotidien, une disponibilité maximale au service de leur fonction.

3. Par rapport au Code de déontologie adopté par le Gouvernement précédent, une des premières modifications consiste à donner la forme d'un règlement grand-ducal au nouveau Code de déontologie, conférant ainsi une valeur juridiquement contraignante aux règles qu'il contient. Cette modification est fondamentale.

En ce qui concerne ensuite le contenu, les principales modifications sont les suivantes:

- Articles 2 à 5 du projet de règlement grand-ducal: les articles 2 à 5 reprennent en partie les éléments visés aux points 1.1. à 1.5. de l'ancien Code de déontologie ainsi qu'à l'alinéa 3 de son préambule, tout en y apportant des modifications importantes, dont notamment:

• Dans un souci de transparence, l'obligation de s'abstenir de tout commentaire respectivement de toute manifestation de désapprobation publique qui viserait à critiquer une prise de décision du Gouvernement ou des collègues, inscrite au point 1.3. de l'ancien Code de déontologie, n'a pas été reprise. De l'avis des auteurs du projet de règlement grand-ducal, une telle disposition restreindrait indûment le droit des membres du Gouvernement de s'exprimer et enfreindrait des attentes légitimes d'une opinion publique intéressée. De même, la disposition selon laquelle l'obligation de confidentialité lie les membres du Gouvernement aussi au-delà de leur mandat officiel n'a pas été reprise.

• À l'article 3 du projet de règlement grand-ducal, afin d'éviter tout risque de conflit avec le principe de la solidarité gouvernementale, une interdiction de soutenir ou de signer des pétitions publiques concernant directement les attributions ministérielles d'un membre du Gouvernement est introduite.

• Il est précisé à l'article 4 du projet de règlement grand-ducal que l'interdiction pour un membre du Gouvernement de participer aux délibérations et aux décisions du Conseil de Gouvernement concernant des dossiers auxquels ses parents ou alliés ont un intérêt direct s'applique dès lors que le membre du Gouvernement sait qu'un tel intérêt existe. En l'absence de connaissance d'un tel intérêt, la participation aux délibérations ne saurait évidemment être répréhensible.

• La disposition selon laquelle, après la fin de leur mandat, les anciens membres du Gouvernement gardent un droit d'accès aux documents du département dont ils étaient fonctionnellement responsables pour la durée de leur mandat est supprimée. Un tel droit d'accès général et inconditionnel à tous les documents d'un ancien Ministère n'est pas justifié.

À noter également que les points 2 (Les membres du Gouvernement et le Parlement) et 3 (Les membres du Gouvernement et la fonction publique) de l'ancien Code de déontologie ne sont pas repris dans le projet de règlement grand-ducal. L'ancien Code de déontologie prévoyait l'obligation pour les membres du Gouvernement de rendre compte au Parlement, de lui fournir des informations précises et véridiques, d'instruire les fonctionnaires à fournir des informations précises, véridiques et complètes aux commissions parlementaires, de respecter l'impartialité politique des fonctionnaires et de ne pas leur demander d'agir d'une manière incompatible avec leur statut général.

Concernant les fonctionnaires publics, leurs droits et devoirs sont définis de manière exhaustive dans le statut général. De l'avis des auteurs du projet de règlement grand-ducal, il n'est dès lors pas opportun de traiter de certains aspects particuliers de ces droits et devoirs dans un règlement grand-ducal ayant trait aux membres du Gouvernement.

Concernant les relations des membres du Gouvernement avec le Parlement, il y a lieu de rappeler que la Chambre dispose d'un droit de regard très étendu, presque total, sur les actes du Gouvernement. L'article 64 de la Constitution lui confère le droit d'enquête. En vertu de l'article 80 de la Constitution, la Chambre peut demander la présence des membres du Gouvernement. Elle peut leur poser des questions et leur adresser des interpellations. Surtout, si le Gouvernement n'entretient pas des relations transparentes et de bonne foi avec la Chambre, celle-ci peut lui retirer la confiance et l'obliger ainsi à se démettre de ses fonctions.

Au vu de ce qui précède, il est superfétatoire, voire réducteur, d'inscrire dans un règlement grand-ducal une obligation à charge des membres du Gouvernement de rendre compte respectivement de fournir des informations précises et véridiques à la Chambre des Députés.

- Article 6 du projet de règlement grand-ducal: La procédure de renouvellement du comité d'éthique est réformée afin de renforcer son indépendance. Ainsi, il est précisé que dorénavant les membres du comité d'éthique seront nommés pour un mandat unique, non renouvelable. Ensuite, tandis que l'ancien Code de déontologie prévoyait un renouvellement du comité après chaque élection législative, le projet de règlement grand-ducal prévoit que tous les 20 mois, un membre sera renouvelé. Ainsi, un Gouvernement en fonction ne sera à l'avenir plus en mesure de nommer l'ensemble des membres du comité en place pendant la durée de son mandat, ce qui contribuera à l'indépendance et à la neutralité du comité d'éthique, qui pourra remplir son rôle en toute sérénité. En même temps, un renouvellement par tiers permettra d'assurer une continuité dans les travaux du comité et une cohérence des avis et recommandations émis.

- Article 7 du projet de règlement grand-ducal: L'article 7 introduit une définition du conflit d'intérêts. Elle est inspirée de celle retenue par le Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts.

- Article 8 du projet de règlement grand-ducal: L'article 8 reprend pour l'essentiel les points 4.1.2. à 4.1.6. de l'ancien Code de déontologie. En ce qui concerne les listes reprenant les informations relatives aux intérêts financiers des membres du Gouvernement et aux activités professionnelles de leurs conjoints ou partenaires, le projet de règlement grand-ducal exige toutefois désormais qu'elles soient mises à jour dans les meilleurs délais en cas de changement (et non plus seulement de façon régulière, tel que c'était prévu au point 4.1.6. de l'ancien Code). Ceci a comme avantage que tous les changements devront être renseignés dans la liste, alors qu'auparavant, seule la situation telle qu'elle se présentait au moment de la mise à jour devait être renseignée. Ainsi, p. ex., si des participations financières étaient acquises puis vendues entre deux mises à jour, elles ne devaient pas être déclarées sur la liste sous l'empire de l'ancien Code de déontologie.

- Articles 9 et 10 du projet de règlement grand-ducal: Les articles 9 et 10 visent les activités extérieures pendant l'exercice du mandat de membre du Gouvernement et constituent le pendant du point 4.2. de l'ancien Code de déontologie. Le système mis en place par l'article 9 présente deux particularités par rapport à celui de l'ancien Code de déontologie (points 4.2.1 et 4.2.2.). D'une part, il n'est plus mentionné expressément que les membres du Gouvernement ne peuvent exercer d'autres activités professionnelles pendant la durée de leur mandat. Cette interdiction résulte en effet de l'article 81 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, de sorte qu'il serait redondant et surtout inutile d'en affirmer le principe dans un règlement grand-ducal.

D'autre part, en vertu du point 4.2.2. de l'ancien Code de déontologie, l'obligation de faire don des rémunérations versées en sus du traitement ne s'appliquait pas aux rémunérations versées pour la publication d'un ouvrage ou d'un article artistique, littéraire ou scientifique. Dans un esprit de renforcement de l'indépen-

dance des membres du Gouvernement, cette disposition a été étendue.

Concernant l'article 10, il convient de rappeler que l'ancien Code de déontologie disposait au point 4.2.3., alinéa 1er que le membre du Gouvernement qui occupe, au moment de sa prise de fonction, un poste de dirigeant ou de membre dans le conseil d'administration d'une association ou d'une fondation dans les domaines social, culturel, artistique ou caritatif, en informe le comité d'éthique qui formule des recommandations quant à l'attitude à suivre par le membre du Gouvernement.

Plutôt que de renvoyer aux recommandations du comité d'éthique, le projet de règlement grand-ducal oblige d'office les membres du Gouvernement à démissionner de ces fonctions et postes, dorénavant même dans le domaine sportif.

Enfin, le projet de règlement grand-ducal ne reprend pas l'interdiction d'occuper une fonction rémunérée au sein d'un parti politique, interdiction figurant à l'article 4.2.3., alinéa 2 de l'ancien Code. Cette interdiction découle en effet de l'article 9 du projet de règlement, qui interdit aux membres du Gouvernement d'accepter une quelconque rémunération en sus de leur traitement, de sorte qu'il est superfétatoire de la mentionner à l'article 10.

- Articles 11, 12 et 13 du projet de règlement grand-ducal: Ces articles renforcent les règles relatives aux activités post-mandat. L'article 11 du projet de règlement grand-ducal interdit, pendant une durée de deux ans suivant la fin du mandat, l'utilisation ou la divulgation d'informations non accessibles au public que le membre du Gouvernement a obtenues lors de sa fonction. L'article 12, qui interdit aux anciens membres du Gouvernement, pendant une durée de deux ans suivant la fin du mandat, de prendre de l'influence ou de défendre la cause de leur entreprise, client, associé en affaires ou employeur auprès des membres du Gouvernement et du personnel de leur ancien département correspond pour l'essentiel au point 4.3.2 de l'ancien Code de déontologie. Toutefois, le point 4.3.2. ne visait que le fait pour les anciens membres du Gouvernement d'intervenir auprès des membres du Gouvernement et du personnel de leur ancien département concernant des questions qui rentraient dans leur champ de compétence comme membre du Gouvernement. Cette formulation est considérée comme indûment restrictive et n'est pas reprise à l'article 12, qui s'applique donc à des interventions concernant toute question, qu'elle soit liée ou non au champ de compétence de l'ancien membre du Gouvernement. Enfin, en vertu de l'article 13, pendant l'exercice de leur mandat, les membres du Gouvernement doivent désormais éviter de laisser la perspective d'un autre emploi leur créer un conflit d'intérêts. L'article 13 vise ainsi des comportements adoptés par un membre du Gouvernement pendant ses fonctions, en prévision de la fin de son mandat.

- Articles 15, 16, 17, 18 et 19 du projet de règlement grand-ducal: L'article 15 dispose désormais clairement que tant les cadeaux que les offres d'hospitalité provenant d'entités publiques doivent être refusés lorsqu'ils visent à influencer les membres du Gouvernement, alors que sous l'ancien Code de déontologie, un doute subsistait quant à la question de savoir si l'interdiction visait les seuls cadeaux ou si elle couvrait également les offres d'hospitalité. En outre, les entités publiques exerçant leur activité dans un secteur concurrentiel conformément aux règles du droit privé sont désormais assimilées à des personnes privées pour ce qui est des règles relatives à l'acceptation de cadeaux et d'offres. Pour les cadeaux et offres d'hospitalité provenant d'entités privées, le projet de règlement grand-ducal introduit à l'article 16 un seuil de 150 euros, au-dessus duquel ils doivent être refusés. Bien évidemment, tout cadeau ou offre d'hospitalité, même situé(e) en dessous de ce seuil devra être refusé(e) s'il/elle vise à influencer les membres du Gouvernement. En vertu de l'article 17, les cadeaux qui ne peuvent être refusés par les membres du Gouvernement, notamment pour des raisons de politesse, sont signalés au Premier Ministre et inscrits dans un registre public.

En vertu de l'article 18, tous les cadeaux acceptés conformément aux articles 15 et 16 sont désormais inscrits dans un registre public. L'article 19 introduit, pour les cadeaux ou offres d'hospitalité reçus dans un contexte purement privé, une obligation particulière de vigilance à l'attention des membres du Gouvernement.

- Article 23 du projet de règlement grand-ducal: En vertu de l'alinéa 2 de l'article 23, lorsque les voitures de fonction sont utilisées à des fins privées à l'étranger, les frais directs encourus lors du déplacement sont désormais obligatoirement supportés par les membres du Gouvernement. L'alinéa 3 précise les personnes qui sont autorisées à conduire la voiture de fonction d'un membre du Gouvernement, disposition qui faisait défaut dans l'ancien Code de déontologie et qui partant autorisait toutes les interprétations.

- Article 24 du projet de règlement grand-ducal: Le recours aux plaques d'immatriculation «corps diplomatique» est dorénavant expressément réglé à l'article 24.

- Article 25 du projet de règlement grand-ducal: L'article 25 clarifie la notion de protection des membres du Gouvernement.

Pour le surplus, il est renvoyé au texte du projet de règlement grand-ducal ainsi qu'à l'exposé des motifs et au commentaire des articles.

4. Dans la mesure où l'article 9 du projet de règlement grand-ducal interdit toute activité rémunérée, un membre du Gouvernement ne peut pas siéger dans le conseil d'administration d'une entreprise commerciale.

5. La forme juridique d'un règlement grand-ducal est considérée comme plus adéquate que celle d'une loi et ceci pour plusieurs raisons. D'une part, le règlement grand-ducal permet, tout comme la loi, de poser des règles juridiquement contraignantes. Contrairement à la loi, il présente par contre l'avantage d'offrir la nécessaire flexibilité permettant d'adapter rapidement les règles si des adaptations devaient s'avérer nécessaires dans le futur, afin de faire face p. ex. à des situations nouvelles. Enfin, s'agissant de règles déontologiques, qui ont par nature un caractère largement «autorégulateur», et tenant par ailleurs compte du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, il n'a pas paru indiqué d'obliger la Chambre des Députés à se saisir par le biais de la procédure législative. Nonobstant cela, le Gouvernement se tient évidemment à la disposition de la Chambre.

Il y a encore lieu de préciser qu'en ce qui concerne la loi prévue à l'article 82 actuel de la Constitution dans sa version du 17 octobre 1868 et qui fait à ce jour toujours défaut, le Gouvernement entend s'y consacrer et présenter un projet de loi dès l'achèvement des travaux en cours portant sur la révision de la Constitution.

6. Dans la mesure où le Code de déontologie n'introduit pas de nouvelles infractions pénales ni de sanctions pénales additionnelles par rapport à celles déjà applicables selon le droit commun qui sont jugées complètes et suffisantes par les différents intervenants, et tenant compte du fait que les articles 1382 et 1383 du Code civil forment la base légale pour la mise en œuvre de la responsabilité civile de chaque membre du Gouvernement, y compris des membres sortants, pour faute en cas de non-observation des prescriptions du Code de déontologie, la forme de la loi ne s'impose pas.

Question 0423 (24.7.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **stérilisation forcée des personnes transgenres en vue d'un changement de sexe à l'état civil:**

En 2010, le Conseil de l'Europe a adopté la résolution n°1728 demandant aux États membres de ne plus subordonner le changement d'identité des personnes transgenres à une obligation légale de stérilisation ou tout autre traitement médical. Il s'agit d'un droit qui se fond pour le Conseil de l'Europe non sur du médical mais sur une transition sociale fondée sur l'acceptation naturelle au sein de notre société. Pourtant ce droit n'est toujours pas accordé aux citoyens luxembourgeois. Dès lors le Luxembourg se trouve sur la «Trans Rights Europe Map 2014» ensemble avec certains États qui ne sont pas connus pour leur protection des droits fondamentaux et l'image de notre pays se trouve à nouveau ternie en Europe. Les transgenres de leur part continuent de faire l'objet de discriminations et doivent surmonter d'énormes difficultés pour assumer leur identité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il la situation des personnes transgenres face à la stérilisation forcée en vue d'un changement de sexe à l'état civil?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas utile que les personnes transgenres puissent obtenir un changement d'état civil sans la stérilisation forcée et par le biais d'une procédure rapide, accessible et transparente en accord avec la perception qu'elles ont de leur identité de genre, tout en préservant leur droit au respect de la vie privée et sans leur imposer des conditions qui bafouent leurs droits humains?

Réponse (4.8.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La question parlementaire de l'honorable Députée, Madame Françoise Hetto-Gaasch, donne lieu aux observations suivantes:

Le Ministre de la Justice estime que la présente question parlementaire revêt une pertinence certaine et il partage l'opinion de ceux qui estiment que les problèmes et difficultés tant sociaux que légaux auxquels peuvent être confrontés les personnes transgenres méritent une attention particulière.

Conscient des problèmes d'intersexualité et de transsexualité, notamment des questions liées à l'état civil des personnes concernées, le Gouvernement s'est engagé de «(…) se pencher(a) sur les questions relatives à l'intersexualité et la transsexualité» dans son programme gouvernemental de décembre 2013.

Guidé par cette approche volontariste et des recommandations internationales existantes, le Conseil de Gouvernement a décidé le 20 juin 2014 de marquer «(…) son accord à ce que le Luxembourg signe la déclaration d'intention IDAHO 2014 (…)»; déclaration qui devrait être signée dans les prochaines semaines.

Le Ministre de la Justice a par ailleurs déjà eu l'occasion de tenir des réunions avec les parties prenantes et associations représentatives des intérêts des personnes visées. Les travaux de réflexions et de pistes de solutions sont entamés en concertation aussi avec d'autres départements ministériels concernés et se concrétiseront sous peu par des réformes appropriées.

Question 0425 (24.7.2014) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant le **prix des loyers:**

L'article 3 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil fixe le loyer annuel maximal à demander au locataire à 5% du capital investi dans le logement en question. Hier, la presse luxembourgeoise s'est fait l'écho d'un jugement du tribunal rendu dans une affaire dans laquelle, après une plainte d'un locataire auprès d'une commission des loyers, il a été acté que ce dernier avait indûment payé un loyer excessif pendant un laps de temps considérable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre dispose-t-elle de statistiques ou d'analyses sur les prix de loyers permettant des conclusions quant au phénomène de loyers excessifs?

- Selon Madame la Ministre, quelles sont les conséquences à tirer de ce jugement?

- Madame la Ministre juge-t-elle nécessaire la mise en place d'une mesure d'information destinée aux locataires afin de les informer davantage de leurs droits?

Réponse (21.8.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

Le Ministère du Logement ne dispose pas de statistiques permettant des conclusions quant au «phénomène de loyers excessifs». Toutefois, par le biais de l'Observatoire de l'Habitat, le Ministère publie trimestriellement - et par commune - les prix et loyers annoncés, c'est-à-dire les prix issus des annonces immobilières publiées dans la presse quotidienne et spécialisée ainsi que sur Internet. Il ne s'agit en aucun cas des prix des transactions, mais des prix de l'offre de logements locatifs sur le marché immobilier. Ces statistiques de loyers ne sont pas - et ne peuvent pas être - mis en relation avec le capital investi dans chaque logement locatif, qui diffère d'un objet à l'autre.

Au cas où le jugement récent - ayant décidé que le locataire avait indûment payé un loyer excessif pendant une période considérable - serait confirmé en appel, la jurisprudence correspondante pourrait être utilisée comme base pour adapter la législation en matière de bail à loyer sur ce point.

Il convient certainement d'informer - et non seulement dans le cadre dudit jugement - les locataires sur leurs droits et obligations. Mes collaborateurs au Ministère du Logement sont en train d'explorer des pistes pour mieux informer les locataires sur leurs droits à l'avenir.

Question 0426 (25.7.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **satellite militaire:**

Monsieur le Ministre de la Défense a annoncé dans la presse luxembourgeoise que l'État projette l'acquisition d'un satellite militaire à travers la création d'une société cofinancée à parts égales par l'État et la société SES ASTRA. Selon les déclarations de Monsieur le Ministre, cet investissement pourrait être imputé à la contribution luxembourgeoise à l'OTAN, actuellement de 0,4% du PIB et donc bien inférieure à l'objectif de 2% préconisé par l'OTAN.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations plus détaillées sur le projet susmentionné, concernant notamment le planning, l'utilisation du satellite envisagée par l'État et l'OTAN et le retour économique et financier attendu pour le Luxembourg?

Réponse (6.8.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

En réponse à la question parlementaire posée par l'honorable Député Gusty Graas, le Ministre de la Défense confirme qu'il est envisagé de mettre à disposition de l'OTAN, mais également de l'Union européenne et de partenaires intéressés, des capacités satellitaires répondant à des besoins de communication offrant un niveau élevé de sécurisation et de fiabilité. Une telle contribution du Luxembourg dans le domaine des capacités satellitaires pour des communications sécurisées permettrait de contribuer au renforcement de l'effort de défense du Luxembourg, qui se situe actuellement à 0,4% du PIB, bien inférieur à l'objectif de 2% préconisé par l'OTAN.

Compte tenu de l'intérêt manifesté par la société SES d'exploiter une demande de la part de clients institutionnels (gouvernements, organisations intergouvernementales) pour des communications utilisant des fréquences militaires, le Gouvernement a jugé opportun d'examiner conjointement un projet de mise en orbite d'un satellite capable de répondre à cette demande. Ce projet comporterait par ailleurs des retombées positives pour l'économie luxembourgeoise, car il présente des opportunités plus générales de développement du secteur spatial, l'un des secteurs de diversification économique privilégié dans le programme gouvernemental. Le projet pourrait ainsi faire bénéficier d'autres acteurs industriels luxembourgeois du secteur spatial et de l'ICT qui participeraient à la mise en place de l'infrastructure ou à la fourniture de services.

La construction et le lancement d'un satellite de communication GovSat sur des fréquences militaires moyennant un éventuel partenariat privé-public entre l'État luxembourgeois et SES nécessite toutefois encore un examen approfondi de questions complexes à caractère juridique, financier et commercial. Le Gouvernement a décidé de mener une analyse approfondie de ce projet afin qu'il soit en mesure de se prononcer quant à la faisabilité de ce projet à l'automne 2014.

Question 0427 (28.7.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**interview donnée à l'hebdomadaire «Le Jeudi» par Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Lors d'une interview donnée à l'hebdomadaire «Le Jeudi» et publiée le 24 juillet 2014, Madame la Ministre de la Famille a, en répondant à une remarque du journaliste que la contribution projetée de 0,5% sur l'ensemble des revenus afin de financer la politique familiale n'était pas prévue dans l'accord de coalition signé entre les partis au Gouvernement DP-LSAP-déi gréng, insinué qu'il existerait un programme de coalition ou un texte bis.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre et Ministre d'État:

- s'il peut confirmer les propos de Madame Cahen, à savoir l'existence d'un programme ou d'un texte de Gouvernement bis. Dans l'affirmative, pourquoi un tel document n'est-il pas public et accessible à tout le monde? Quelles sont les raisons d'existence d'un tel accord secret? Le Gouvernement compte-t-il le rendre public dans un avenir proche?

- Toujours dans l'affirmative, le Gouvernement trouve-t-il normal qu'à côté d'un programme gouvernemental officiel il puisse y exister des programmes ou des textes non accessibles au public et qui retracent la politique que le Gouvernement entend mettre en œuvre? Une telle démarche est-elle conciliable avec les principes de transparence et de démocratie?

- Au cas où les propos de Madame Cahen n'auraient pas été correctement retranscrits ou mal interprétés, pourquoi le Gouvernement ne les a-t-il pas redressés tout de suite, voire pourquoi n'a-t-il pas profité du briefing du Conseil du Gouvernement du 25 juillet 2014 pour apporter des clarifications bienvenues?

Réponse (14.8.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Dans l'interview citée par l'honorable Député dans sa question parlementaire, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration a fait référence à des discussions sur les mesures budgétaires qui ont été menées au sein du Gouvernement, un travail en continu qui est documenté par des rapports internes et dont le résultat sera communiqué une fois qu'une décision finale sera prise.

La coalition gouvernementale a sondé différentes possibilités de consolidation budgétaire et ces pistes sont documentées. Après des concertations, calculs et simulations certaines mesures sont retenues tandis que d'autres sont rejetées. L'ensemble des mesures d'investissement et de consolidation budgétaire arrêtées par le Gouvernement sera présenté en automne.

Question 0428 (28.7.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **mesures de sécurité à envisager sur la N31 entre Obercorn et Belvaux:**

Considérant le nombre alarmant d'accidents de route qui ont lieu sur le tronçon de la N31 entre Obercorn et Belvaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre envisage-t-il de réaliser des mesures de sécurité sur la N31 entre Obercorn et Belvaux?

2. Dans l'affirmative, en quoi consisteront plus précisément ces mesures et dans quel délai pourront-elles être mises en œuvre?

Réponse (7.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire du 28 juillet dernier, l'honorable Députée s'enquiert sur les mesures de sécurité sur la N31 entre Obercorn et Belvaux.

En effet, au cours des trois dernières années se sont produits cinq accidents avec dégâts corporels, dont deux avec des blessés légers, deux avec des blessés graves et un accident mortel. L'administration a également enregistré douze accidents avec des dégâts matériels.

Depuis février 2014, les services de l'Administration des Ponts et Chaussées s'occupent de la mise en sécurité de la N31 entre Oberkorn et Belvaux.

Si les conditions météorologiques le permettent, un enduisage superficiel sera appliqué avant l'automne 2014 sur le tronçon de route incriminé afin d'augmenter la rugosité.

Afin de parfaire la sécurité des usagers, il est également prévu la pose d'une glissière avant l'automne 2014 sur une longueur de 100 mètres le long du rayon intérieur du virage où se sont produits les accidents, l'extérieur étant déjà équipé.

Question 0429 (28.7.2014) de **MM. Marc Angel** et **Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **représentation du personnel au sein du conseil d'administration de la future société LuxTram SA:**

En date du 4 juin 2014, la Chambre des Députés a autorisé le Gouvernement à participer à la réalisation de la ligne de tramway entre la gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg. Dans ce contexte, il est prévu dans une première phase de créer une nouvelle société LuxTram SA dont le capital social sera partagé entre l'État et la ville de Luxembourg (à raison de deux tiers et d'un tiers) et qui aura pour objet la planification, l'élaboration, la réalisation et l'exploitation de lignes de tramways sur le territoire de la ville.

Le Code du Travail prévoit que pour toute entreprise ayant «la forme de société anonyme au sens des dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, établie sur le territoire du Grand-Duché et bénéficiant d'une participation financière d'au moins vingt-cinq pour cent ou d'une concession de l'État portant sur l'activité principale» (art. L. 426-1.), «(…) le conseil d'administration ou le conseil de surveillance sera composé par un membre représentant le personnel par tranche de cent salariés occupés par l'entreprise (…)» (art. L. 426-3.).

Dès lors, nous aimerions poser la question suivante:

- Monsieur le Ministre peut-il, dans le contexte de la représentation du personnel au sein du conseil d'administration, donner des indications sur le nombre prévisionnel de personnel nécessaire pour l'exploitation de la première ligne de tramway, respectivement sur l'évolution de ce nombre à court et moyen terme?

Réponse (28.8.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire n°0429 du 28 juillet 2014, les honorables Députés ont posé une série de questions en relation avec l'évolution du personnel au sein de la société anonyme LuxTram à créer, en charge de l'exploitation du tram.

L'État du Grand-Duché et la ville de Luxembourg ont arrêté, le 20 juin 2007, les statuts du groupement d'intérêt économique LuxTram dont la mission principale est de conduire la planification d'un projet tramway dans la ville de Luxembourg. Le GIE LuxTram est une structure de projet composé aujourd'hui d'une dizaine de personnes.

À l'occasion du débat parlementaire sur le projet de loi portant sur la construction de la ligne de tramway, loi votée par la Chambre des Députés le 4 juin 2014, il a été annoncé que l'exploitation de cette ligne de tramway serait confiée à LuxTram.

Dans cette perspective l'État et la ville ont décidé de créer une société anonyme dénommé LuxTram SA qui absorbera l'actuel GIE LuxTram en reprenant l'ensemble des activités et le personnel.

D'un point de vue opérationnel, il est envisagé de mettre en service progressivement l'ensemble de la ligne tramway depuis Cloche d'Or jusqu'à l'aéroport d'ici 2021, avec un premier tronçon qui desservira le Kirchberg dès le second semestre 2017.

LuxTram SA sera dotée progressivement de l'ensemble des moyens en particulier en termes de ressources humaines afin d'offrir à nos concitoyens un service public de tramway de grande qualité.

Le dimensionnement en nombre de personnel suivra cette même logique, de sorte que LuxTram SA devrait compter un peu moins d'une centaine de personnes à l'horizon 2017 et environ 240 à la date de mise en service de la totalité de la ligne en 2021.

Une éventuelle représentation du personnel au sein du conseil d'administration de LuxTram SA sera assurée conformément aux dispositions législatives en vigueur.

Question 0430 (29.7.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **code de conduite pour les membres des conseils communaux:**

Le parlement vient d'approuver un code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Le Gouvernement est-il en train de réfléchir sur une éventuelle reformulation de l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, voire sur un code de conduite analogue pour les membres des conseils communaux, en particulier pour les membres des collèges des bourgmestre et échevins?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il indiquer la démarche selon laquelle ce code de conduite sera élaboré? Quels sont les partenaires qui seront associés au travail de rédaction?

Réponse (25.8.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

La question de l'honorable Député concerne les devoirs de délicatesse des membres du corps communal (bourgmestre, échevin ou conseiller communal) qui sont réglés en détail par l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Les dispositions de l'article 20 ont pour objet d'éviter tout ce qui pourrait jeter la suspicion sur les personnes chargées d'un mandat public.

L'article 20 dispose notamment qu'il est interdit à tout membre du corps communal, ainsi qu'au secrétaire et au receveur, d'être présent aux délibérations du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoir ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct. Cette interdiction s'applique tant aux discussions qu'au vote sur les affaires visées.

Ledit article interdit aussi à tout élu local ainsi qu'au secrétaire et receveur communal d'intervenir comme avocat, avoué ou chargé d'affaires dans les procès dirigés contre la commune. Il ne pourra, en la même qualité, servir la commune, si ce n'est gratuitement.

L'article 20 interdit également, sous réserve des exceptions prévues par la loi, à tout membre du corps communal, au secrétaire et au receveur, de prendre part directement ou par personne interposée, à aucun marché de travaux, de fournitures ou de services pour la commune. L'interdiction de prendre part aux marchés de travaux, de fourniture ou de services s'applique également aux sociétés civiles, en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée dans lesquelles le membre du corps communal, le secrétaire ou le receveur est associé, gérant ou mandataire salarié. Elle vaut encore pour les sociétés par actions ou coopératives dans lesquelles l'une des autorités communales prémentionnées est administrateur chargé de la gestion courante ou employé dirigeant.

En ce qui concerne la participation des membres du collège des bourgmestre et échevins dans certaines sociétés, la loi étend l'interdiction de participer aux marchés de travaux, de fournitures et de services aux sociétés par actions et aux sociétés coopératives dans lesquelles un membre du collège échevinal appartient au conseil d'administration. Si toutefois un membre du conseil communal qui n'est ni bourgmestre, ni échevin, ou le secrétaire ou le receveur fait partie du conseil d'administration d'une société par actions ou d'une société coopérative, alors l'interdiction ne joue pas. L'intéressé devra toutefois veiller à ne pas participer aux délibérations ayant trait à un marché avec une pareille société.

Certaines infractions à l'article 20 sont par ailleurs punies par l'article 245 du Code pénal qui punit tout délit d'immixtion et frappe les contrevenants de peines correctionnelles. Le législateur a par ces dispositions voulu placer l'exercice des fonctions publiques au-dessus de tout soupçon d'immixtion, d'ingérence ou de malversation et il a agi dans le souci d'éliminer tout abus, et même la seule possibilité d'un abus afin de garantir que les élus locaux puissent exercer leurs fonctions en toute loyauté et en toute sérénité.

Ceci étant et conformément au programme gouvernemental, le Gouvernement élaborera un Code de déontologie pour les élus communaux et ce en étroite collaboration avec le Syvicol, travaux qui pourraient s'inscrire dans le cadre de la refonte générale de la loi communale.

Question 0432 (30.7.2014) de **M. Roberto Traversini** *(déi gréng)* concernant l'**avis du Comité Économique et Social sur «La politique de l'intégration au Luxembourg»:**

Le Gouvernement précédent avait décidé en 2011 de confier au Conseil Économique et Social (CES) la mission «d'assurer le suivi et l'évaluation du plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010-2014». Le CES vient de publier au mois de juin 2014 un avis sur «La politique de l'intégration au Luxembourg» et a récemment organisé un échange de vues approfondi avec les organisations de la société civile œuvrant en faveur de l'intégration des étrangers.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Au vu des lacunes de l'avis, que le CES souligne d'ailleurs lui-même, comment se fait-il que les auteurs n'aient pu avoir accès à des documents existants tel que le rapport de Mouvances sur les associations conventionnées (1), ainsi que les rapports d'activités de ces associations (2)?

2. Pourquoi d'autres sources n'ont pas été exploitées, comme les rapports obligatoires des structures consultatives communales (3), les évaluations des projets d'intégration communaux (4) et associatifs (5) financés par l'OLAI, les évaluations des projets cofinancés dans le cadre du Fonds européen pour l'intégration de ressortissants de pays tiers (6), ou encore les comptes rendus du comité interministériel prévu par la loi d'intégration (7)?

3. Le Gouvernement peut-il communiquer ces sept documents à la Chambre des Députés?

4. Le CES remarque aussi que toute une série de ministères n'ont pas répondu à ses questions. Comment est-ce que le Gouvernement entend améliorer le suivi au sein des ministères concernés?

5. Enfin, quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de l'avis du CES, notamment en relation avec l'audit de l'OLAI?

Réponse (14.8.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

J'ai l'honneur d'apporter les réponses suivantes à la question parlementaire n°0432 de Monsieur le Député Roberto Traversini:

Ad 1. Le Conseil Économique et Social (CES) a eu accès à tous les documents demandés. Il a été du souhait du CES de baser son avis essentiellement sur des entretiens qualitatifs avec les représentants des ministères et avec les partenaires avec lesquels l'OLAI travaille de manière régulière.

Ad 2. Les choix des sources à exploiter et de la démarche d'analyse ont été effectués par le CES. Seul le CES peut donc en indiquer les raisons.

Ad 3. Le rapport de la société Mouvens sur les pratiques associatives en matière de fonctionnement et de gestion des projets est joint à la présente réponse. Les rapports d'activités 2013 des associations conventionnées avec l'OLAI, les rapports des structures consultatives communales ainsi que les rapports d'évaluation des projets cofinancés dans le cadre du Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers sont téléchargeables sur le site www.olai.public.lu. Les projets d'intégration communaux subsidiés par l'OLAI sont inventoriés et mis à disposition sur la plateforme «intégration locale» sous www.integraloc.lu. Pour ce qui est des comptes rendus du comité interministériel, il s'agit de documents de travail internes.

Ad 4. En matière d'intégration, la consultation et la coopération des ministères est coordonnée au sein du comité interministériel à l'intégration. Il s'agit d'un organe important, entre autres pour la mise en cohérence de la politique d'intégration. Afin d'améliorer le suivi du plan d'action au sein de tous les ministères concernés, le comité verra ses missions redéfinies et clarifiées et il sera doté d'un nouveau mandat.

Ad 5. L'avis du CES est un des éléments clés dans la définition du nouveau plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations. Afin d'assurer que ce futur plan d'action corresponde aux besoins des publics cibles, l'OLAI est en train de consulter le secteur associatif, les communes ainsi que les ministères concernés. L'avis du Conseil national pour étrangers a également été demandé.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0434 (31.7.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **concours d'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental:**

Les résultats de la session 2014 du concours d'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental laissent perplexes, non seulement en raison du taux d'échec global. Leur présentation a en effet donné l'impression que les candidats ayant obtenu leur diplôme à l'étranger seraient moins bien préparés à la tâche d'enseignant que ceux diplômés de l'Université du Luxembourg.

D'après un reportage diffusé par RTL Tëlee Lëtzebuerg, la majorité des échecs aurait d'ailleurs été recensé au niveau de l'épreuve écrite sur la pédagogie et la didactique des domaines de développement et d'apprentissage de l'enseignement fondamental. Or, cette épreuve qui vise à évaluer le candidat notamment sur la connaissance du plan d'études luxembourgeois et d'autres documents officiels du Ministère de l'Éducation nationale semble essentiellement pénaliser les candidats détenteurs d'un diplôme étranger qui dans le cadre de leur formation ne se voient pas offrir un enseignement en la matière.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Combien de candidats n'ont pas été admis à la fonction d'instituteur du seul fait d'une note insuffisante (inférieure à 7) à l'épreuve pédagogique et didactique écrite? Parmi ceux-ci, combien ont reçu leur formation à l'étranger et combien ont réussi leur cursus universitaire au Luxembourg?

2. Combien de candidats ont pu compenser une note insuffisante (au-dessus de 7 points) à cette épreuve? Parmi ceux-ci, combien ont reçu leur formation à l'étranger et combien ont réussi leur cursus universitaire au Luxembourg?

3. Pour ceux qui ont échoué à cette épreuve, se verront-ils offrir la possibilité de suivre des cours axés sur ledit plan d'études et les thèmes

connexes sujets de ladite épreuve, par exemple dans le cadre des cours réguliers dispensés par l'Université du Luxembourg pour l'accès au diplôme de bachelor professionnel en sciences de l'éducation?

4. Monsieur le Ministre considère-t-il que les épreuves du concours dans ses différentes composantes (épreuve écrite sur la culture luxembourgeoise, épreuve écrite sur la pédagogie et la didactique, épreuve écrite d'une planification d'activités d'apprentissage) sont toujours actuelles et permettent de sélectionner les candidats qui sont le mieux à même d'enseigner et d'encadrer les élèves de l'enseignement fondamental? Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que les épreuves du concours doivent être réformées et davantage axées sur la pratique? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il nous faire part des grandes lignes d'une telle réforme?

5. Monsieur le Ministre estime-t-il que la formation préparant au diplôme du bachelor professionnel en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg doit être réformée? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes envisagées?

6. Alors qu'à l'issue du concours de la session 2014 sur les 155 postes déclarés vacants dans l'enseignement fondamental seuls 121 vont probablement être occupés, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer comment les 34 postes restants seront pourvus?

Réponse (27.8.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. et 2. En ce qui concerne la session 2014 du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental, il y a lieu de constater que:

- 56 candidats n'ont pas été admissibles à la fonction d'instituteur du seul fait d'une note insuffisante inférieure à 7 points sur 20 à l'épreuve portant sur la pédagogie et la didactique des domaines de développement et d'apprentissage de l'enseignement fondamental. Onze des 56 candidats précités ont accompli leurs études correspondantes à l'Université du Luxembourg, les autres à un institut de formation à l'étranger.

- 35 candidats ont pu compenser une note insuffisante à l'épreuve précitée, dont 19 ont accompli leurs études à l'Université du Luxembourg, les autres à un institut de formation à l'étranger.

Ad 3. Avant de me prononcer sur d'éventuelles mesures à envisager en vue de réduire à l'avenir les échecs au concours sous rubrique, je compte procéder à une analyse approfondie des résultats de la session 2014.

Ad 4. Dans le cadre des projets de loi portant sur la réforme dans la fonction publique, il est prévu d'introduire un stage d'insertion professionnelle pour les futurs instituteurs. Lors de la mise en œuvre de cette réforme, le concours susmentionné ne réglera plus l'accès à la fonction d'instituteur, mais l'admission au stage préparant l'insertion professionnelle des futurs instituteurs. En fonction des finalités et des contenus de ce stage, la nature et les contenus des épreuves du concours seront reconsidérés.

Ad 5. Pour ce qui est de la formation préparant au diplôme de bachelor professionnel en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg, j'envisage de m'échanger prochainement avec les responsables de l'organisation de cette formation sur différents sujets qui me sensibilisent fortement, dont notamment la préparation des étudiants à la gestion des défis résultant de besoins particuliers, soit d'élèves connaissant des problèmes d'apprentissage spécifiques (liés à la dyslexie ou à la dyscalculie par exemple), soit d'élèves manifestant des comportements inadaptés.

Ad 6. Les postes d'instituteur vacants qui ne peuvent pas être pourvus par un instituteur seront occupés conformément à la législation en vigueur (articles 15 et 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental), soit par des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, soit par des remplaçants.

Question 0441 (5.8.2014) de **MM. Edy Mertens** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **pénurie de médecins généralistes:**

En Allemagne, en Autriche et en Suisse, certaines régions, dont notamment les contrées rurales, souffrent d'une pénurie chronique de médecins, surtout d'un manque de médecins généralistes. À en croire les connaisseurs du milieu et des informations véhiculées récemment par la presse, ce phénomène semble également concerner le Luxembourg dans un avenir assez proche.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle présenter les aspects principaux de la démographie médicale de notre pays en révélant les cantons qui pâtissent d'une diminution du nombre de médecins généralistes? Madame la Ministre peut-elle dévoiler en particulier la situation spécifique de l'Œsling et de la région est? En raison des distances importantes à parcourir par les citoyens de la région septentrionale du pays, Madame la Ministre réfléchit-elle à l'ouverture d'une maison médicale dans le canton de Clervaux ou d'un service analogue qui fonctionnerait en soirée, les jours fériés et les weekends?

- Qu'en est-il de l'évolution du nombre de médecins spécialistes? Quelles sont les spécialités qui seraient touchées, le cas échéant, d'une pénurie de médecins?

- Le Ministère de la Santé a-t-il déjà entamé des actions particulières afin d'améliorer l'orientation des bacheliers qui pourraient se destiner à des études en médecine? Qu'en est-il de l'information et du suivi des étudiants en médecine?

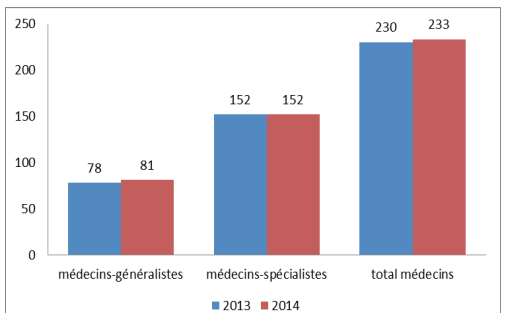
Réponse (22.8.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Considérant que la réponse aux questions parlementaires n[os]0403 et 0419 *(voir ci-dessus)* comprend déjà l'essentiel des éléments de réponse aux interrogations des honorables Députés, je me permets de me référer à prédite réponse, et de limiter ma réponse à la présente question aux aspects spécifiques de la couverture médicale dans le nord et l'est du pays.

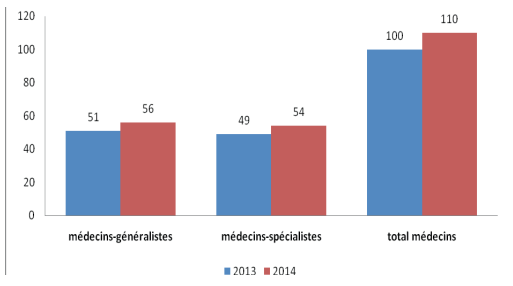
Pour les besoins de la présente réponse, il convient de comprendre par nord du pays, les cantons de Clervaux, Vianden, Wiltz, Diekirch et Redange, et par est du pays, les cantons d'Echternach, Grevenmacher et Remich.

Comme le démontrent les tableaux ci-après, le nombre de médecins généralistes et médecins spécialistes qui viennent s'installer et pratiquant dans le nord et l'est du pays reste en progression constante.

Nord:



Est:



Ainsi, je ne partage pas l'appréciation des honorables Députés tendant à vouloir constater une diminution du nombre de médecins pratiquant dans ces régions du pays.

En ce qui concerne l'installation d'une maison médicale dans le canton de Clervaux, je me réfère aux explications données par mon prédécesseur en réponse à la question parlementaire n°2798 de Monsieur le Député André Bauler *(cf. compte rendu n°13/2012-2013)* concernant l'ouverture d'une maison médicale à Wiltz.

Chaque maison médicale est localisée utilement dans les parages d'un hôpital de garde. En effet, le fonctionnement d'une maison médicale près d'un hôpital de garde permet de décharger les policliniques de ces hôpitaux, mais facilite également au patient le passage de la maison médicale vers les services spécialisés de l'hôpital en cas de pathologie nécessitant notamment des analyses de laboratoires ou des prestations d'imagerie médicale.

La multiplication de maisons médicales, certes concevable en théorie, risquerait cependant de mettre en péril le système même des maisons médicales, alors que la dotation de ces maisons médicales supplémentaires en médecins généralistes disponibles s'avérerait très difficile, sinon impossible.

Par ailleurs, le programme gouvernemental prévoit que «sur base du résultat d'une évaluation à laquelle sera soumis le concept des maisons médicales, le Gouvernement engagera des réflexions en vue de dégorger les services des urgences des hôpitaux. Une meilleure collaboration entre services d'urgence et maisons médicales sera poursuivie. La question de la responsabilité en cas de transferts entre hôpitaux et maisons médicales est à régler». Le même programme gouvernemental indique également que «le Gouvernement assurera la promotion de la mise en place de cabinets de groupe».

Par ailleurs, une collaboration accrue avec les communes sera réalisée et de nouveaux modèles de collaboration entre médecins généralistes seront accompagnés par le Gouvernement, tel que prévu dans le programme gouvernemental.

L'idée est plutôt de compléter le service des maisons médicales par des cabinets de groupe installés dans des localités plus éloignées d'une maison médicale, voire dans une région non urbaine.

Ces cabinets de groupe pourraient, grâce à la disponibilité de plusieurs médecins, assurer des plages d'activités plus étendues dépassant les heures d'ouverture «normale» d'un cabinet tenu par un seul médecin.

Question 0445 (6.8.2014) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **système d'indexation automatique:**

Il me revient que la Fedil «Business Federation Luxembourg» a adressé, en date du 24 juillet 2014, une lettre à tous ses membres leur demandant d'intervenir auprès du Premier Ministre et du Ministre de l'Économie pour protester contre la récente décision du Gouvernement de réintroduire le système d'indexation automatique des salaires sans modulation. La Fedil a même annexé une lettre modèle pour permettre à ses membres de rédiger plus aisément leur lettre de doléances.

Cette initiative de la Fedil intervient à la suite de la publication d'une très récente étude réalisée par des économistes de l'Université du Luxembourg montrant, en substance, la faible incidence de l'indexation automatique sur la compétitivité des entreprises et une évolution des salaires comparable, dans notre pays, à celle dans des pays avoisinants (France, Allemagne) ne connaissant pas ce système.

Vu ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Vice-Premier Ministre pourraient-ils m'informer quelles suites ils entendent donner à de tels courriers?

2. Pourront-ils m'informer du nombre de courriers reçus suite à l'initiative de la Fedil?

Réponse commune (20.8.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Le président de la Fedil «Business Federation Luxembourg» Robert Dennewald a envoyé en date du 24 juillet 2014 une lettre circulaire aux membres de l'association qu'il préside. Cette lettre de la part de Monsieur Dennewald vise à contrer la récente décision du Gouvernement en matière d'indexation des salaires, rétablissant l'indexation automatique des salaires dans le contexte actuel d'une faible inflation. À cette lettre a été annexée une lettre type à remplir par les entreprises de la Fedil et à renvoyer au Premier Ministre, Ministre d'État avec copie au Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie.

Il va sans dire que nous avons été interpellés par la réception de lettres aux contenus identiques.

Le Gouvernement n'a eu de cesse de prôner un dialogue permanent avec les partenaires sociaux, y compris avec les représentants du patronat. Depuis la mise en place du Gouvernement en décembre 2013, de nombreuses réunions ont eu lieu tant au niveau de l'UEL que des fédérations patronales ou chambres professionnelles.

Le Gouvernement a décidé, après consultation en réunion tripartite, de renouer avec le système automatique des salaires dans la mesure où l'inflation est à telle point réduite que l'espacement entre l'application de deux tranches indiciaires sera supérieure à douze mois. Les prévisions actuelles tendent à démontrer que même l'année prochaine après l'augmentation annoncée des taux de TVA la période entre deux tranches indiciaires ne sera pas inférieure à douze mois. Dans ce cadre, le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu de moduler l'indexation automatique des salaires. Toutefois, au cas où l'inflation revenait à augmenter de façon à réduire l'espacement entre deux tranches indiciaires à moins de douze mois, le Gouvernement s'est d'ores et déjà exprimé en faveur d'une modulation de l'indexation des salaires selon le modèle appliqué jusqu'ici.

Si cette décision du Gouvernement n'a pas été approuvée par les représentants patronaux, et en particulier la Fedil, il n'en demeure pas moins que le Gouvernement a clairement indiqué aux partenaires sociaux qu'il ne reviendra pas sur cette question tant que la période de basse inflation perdurera.

L'initiative du président de la Fedil Robert Dennewald nous étonne ainsi à plus d'un titre. Demander à ses membres d'écrire individuellement aux Premier Ministre, Ministre d'État et au Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie en espérant ainsi «mieux faire entendre notre voix» alors que le sujet a été amplement discuté et a retenu toute l'attention du Gouvernement n'est pas crédible. Il n'y a point besoin de recevoir des lettres individuelles au contenu identique pour connaître la position de la Fedil.

Le Gouvernement a toujours apprécié le dialogue constructif avec la Fedil. Les prises de position de la Fedil constituent une source importante pour apprécier les vues patronales. La démarche du président Robert Dennewald laisse ainsi perplexe par rapport à un dialogue social bien ancré et par ailleurs institutionnalisé au Luxembourg.

La démarche de la Fedil ne change évidemment en aucune façon la décision prise en matière d'indexation des salaires.

Le nombre de courriers reçus depuis fin juillet 2014 s'élève en date du 14 août 2014 à 27 lettres, ce qui correspond à peine à 5% des membres de la Fedil. On peut ainsi encore se demander à quel point cette initiative remporte le plein soutien des membres de la Fedil.

Nous allons finalement suivre étroitement les courriers reçus et les entreprises qui se manifestent par cette voie.

Question 0456 (11.8.2014) de **Mmes Diane Adehm, Octavie Modert et M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **renouvellement du mandat du président de la Commission nationale pour la protection des données:**

D'après un article paru dans la presse écrite, le mandat de Monsieur Gérard Lommel, actuel président de la CNPD, ne serait pas renouvelé.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel sera le profil auquel devra satisfaire le nouveau président? Quelle sera la procédure de recrutement?

- Quelle sera par ailleurs la composition future de la CNPD? Quid de son mode de fonctionnement?

Réponse (19.8.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés qui porte sur le renouvellement des mandats des membres de la Commission nationale pour la protection des données qui expirent fin octobre 2014, je tiens à rappeler qu'en date du 8 août dernier un communiqué a été diffusé précisant qu'un appel à candidatures a été publié dans la presse en date du 26 juillet dernier afin de pourvoir à la vacance de postes. Le délai pour présenter les candidatures est fixé au 18 septembre 2014. Ce n'est qu'après cette date que toutes les candidatures seront évaluées en fonction des critères renseignés dans l'appel à candidatures. Une copie de l'appel public est annexée à la présente.

Conformément à l'article 34(2) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel les membres de la Commission sont nommés et révoqués par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en Conseil. Le président est désigné par le Grand-Duc.

Le fonctionnement de la Commission est fixé par l'article 35 de la loi du 2 août précité. C'est sur la base de cet article que la Commission a adopté son règlement intérieur qui a été publié au Mémorial B du 28 janvier 2003 ainsi que sur le site de la CNPD (www.cnpd.lu).

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

N°11
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Aide financière pour études supérieures	p. 380	Sommaire des séances publiques nos32 et 33	p. 411	32e séance	Jeudi 10 juillet 2014
École de la 2e Chance	p. 378	Table analytique des séances publiques 2013-2014	p. 412	33e séance	Mercredi 16 juillet 2014
Code de conduite des députés	p. 405	Sommaire des questions parlementaires	p. Q131		

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Un code de conduite pour les députés

Au cours de la dernière séance publique de la session extraordiaire 2013-2014, la Chambre des Députés s'est dotée d'un code de déontologie pour les députés. 58 députés ont voté pour ce changement du Règlement de la Chambre, les deux députés de la sensibilité déi Lénk ayant voté contre, considérant que les dispositions du texte n'allaient pas assez loin.

Le code de conduite qui entrera en vigueur en octobre prochain introduit un certain nombre de règles et de normes déontologiques. L'objectif du texte est de guider les députés dans leur comportement face à d'éventuels conflits d'intérêts. Concrètement, le texte qui s'inspire largement du code de conduite du Parlement européen prévoit:

- une déclaration plus stricte des intérêts financiers et des revenus des députés,

- des règles pour les cadeaux et les invitations aux voyages,

- une panoplie de sanctions et

- la création d'un comité consultatif.

Entretien avec M. Alex Bodry, Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Qu'est-ce que le code de conduite changera pour les députés?

«Ce code de conduite est un pas important vers plus de transparence. Pour la première fois, nous disposons d'un ensemble de règles et de normes déontologiques qui devraient guider les députés dans leur comportement face à d'éventuels conflits d'intérêts par exemple.»

Le texte prévoit une déclaration des revenus plus stricte et chiffrée. Le député deviendra-t-il de plus en plus transparent?

«L'objectif du code de déontologie n'est pas d'informer sur le patrimoine d'un député, mais de donner les moyens aux citoyens de pouvoir juger jusqu'à quel point l'élu est libre dans ses décisions. Cependant, il faut considérer qu'à la différence d'un ministre ou d'un bourgmestre, le député ne prend pas de décisions individuelles, mais participe aux décisions collectives.»

Les députés devront détailler tous leurs revenus issus d'une activité professionnelle, d'un poste au sein d'un conseil d'administration ou d'une intervention lors d'une conférence. Le patrimoine ou les revenus des membres de la famille resteront confidentiels. Ils pourraient pourtant influencer un député lors d'un vote.

«Nous avons longuement discuté de la question. Elle nous a confrontés à plusieurs problématiques. Comment gérer la question des biens communs? A-t-on le droit d'obliger la sœur d'un député à rendre publique sa fortune? Finalement, nous avons conclu que ces dispositions créeraient davantage de problèmes qu'elles n'en résoudraient et nous avons mis le focus sur la responsabilité individuelle du député et non sur son entourage.»

En 2011, l'«affaire Livange» a conduit à un large consensus concernant la nécessité d'établir des règles déontologiques claires, notamment en ce qui concerne les cadeaux et invitations aux voyages. Comment cette question a-t-elle été réglée?

«Le code de conduite introduit le principe interdisant au député d'accepter tout cadeau d'une valeur supérieure à 150 euros et offert en relation avec sa fonction. Il interdit également toute prise en charge des frais de voyage par un tiers, sauf par une institution internationale comme un parlement étranger par exemple.»

La règle semble claire, mais en réalité, on peut imaginer bon nombre de cas où il sera difficile de faire la part des choses.

«Tout à fait. Si mon meilleur ami me fait un cadeau, mais qu'il est en même temps le patron d'une grande entreprise, c'est à moi de juger s'il me fait ce cadeau en tant qu'ami ou s'il a l'intention d'influencer le député que je suis.»

Le texte reprend dans les grandes lignes le code de conduite du Parlement européen. Pourquoi ne pas prévoir des dispositions spécifiquement luxembourgeoises?

«Un argument important était de dire que tous les députés du Luxembourg, y compris les six eurodéputés, suivront ainsi les mêmes règles et devront rendre public les mêmes informations.»

Le Parlement européen s'est doté d'un registre de transparence dans lequel les lobbyistes sont accrédités. Les députés luxembourgeois n'ont pas jugé opportun d'introduire un tel registre. Pourquoi?

«Au Luxembourg personne ne s'inscrirait dans un registre officiel, même si des groupes d'intérêt existent évidemment et qu'ils cherchent activement le contact avec les députés. Comment y faire face? Il faut garder les groupes d'intérêt en dehors de la Chambre. S'il y a prise d'influence, il faut la rendre publique. Un député qui prend individuellement contact avec un groupe d'intérêt au cours du processus législatif sera désormais obligé de le signaler pour que sa rencontre soit mentionnée dans le rapport sur un projet de loi.»



M. Alex Bodry répond aux questions de Mme Sarah Brock de l'administration parlementaire.

Le code de conduite prévoit des sanctions. Leur caractère semble plutôt dissuasif.

«Une panoplie de sanctions permettra de donner des réponses proportionnées à une infraction. Si un député oublie par négligence de mentionner un revenu, il recevra un avertissement non public. Pour une infraction plus grave, un député peut recevoir un blâme public et se voir exclu d'une commission ou d'une délégation ou ne plus avoir le droit d'être nommé rapporteur d'un projet de loi. La décision revient au Président de la Chambre.»

En cas de doute, le Président de la Chambre et tous les députés pourront s'adresser à un comité consultatif. Qui y siégera?

«Le comité devra se composer de trois personnes de divers horizons, nommées pour la période d'une législature. Il devra y avoir un juriste, un déontologue ou philosophe et un ancien député qui connaît les problématiques spécifiques liées au mandat de député.»

Conférence européenne des Présidents de Parlement à Oslo



M. Mars Di Bartolomeo à la Conférence des Presidents de Parlement à Oslo ©Kilian Munch/Storting

Le Président de la Chambre des Députés Mars Di Bartolomeo a participé à la Conférence européenne des Présidents de Parlement des 47 États membres du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Oslo les 11 et 12 septembre 2014. La première Conférence de Présidents de Parlement s'est tenue en 1975. Les conférences, qui ont lieu tous les deux ans, sont organisées alternativement à Strasbourg et dans la capitale d'un État membre du Conseil de l'Europe. Elle se tenait cette année au Storting, à l'invitation de celui-ci, alors que la Norvège célèbre le 200e anniversaire de sa Constitution.

La députée luxembourgeoise Anne Brasseur, présidente de l'APCE, a présidé avec M. Olemic Thommessen, Président du Storting, les débats.

Lors de cette conférence organisée par le Storting (Parlement norvégien) et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), 59 Présidents de Parlement ont pu discuter sans contrainte les trois sujets à l'ordre du jour, à savoir «Droits et libertés constitutionnels fondamentaux - participation, confiance et débat public», «Démocratie, souveraineté et sécurité en Europe» et «Majorité et opposition - trouver un équilibre en démocratie».

Lors des discussions, le Président de la Chambre des Députés a souligné que les règles de la démocratie ne sont jamais figées, qu'elles évoluent et font régulièrement l'objet d'innovations qui ne peuvent réussir que si le soubassement constitutionnel des États est robuste, c'est-à-dire se fonde sur les principes et les conventions du Conseil de l'Europe.

Lors de sa prise de parole au sujet du thème «Majorité et opposition - trouver un équilibre en démocratie», le Président a insisté sur le fait qu'en démocratie il faut que les minorités puissent faire entendre leurs voix sans que pour autant on n'aboutisse à une dictature ni de la majorité ni des minorités.

Avant de terminer son discours il s'est permis de faire un ricochet quant au thème «Démocratie, souveraineté et sécurité en Europe» pour inviter, après avoir entendu le discours du Premier Vice-Président de la Douma d'État de Russie, M. Ivan Melnikov, et celui du Président du Verkhovna Rada de l'Ukraine, M. Oleksandr Turchynov, les deux interlocuteurs de profiter de la conférence pour relancer la diplomatie parlementaire dans l'intérêt d'une désescalade de la situation en Ukraine.

Il y a 100 ans, le Luxembourg a été occupé



M. Mars Di Bartolomeo (à droite) a assisté à la cérémonie de commémoration du centenaire du début de l'occupation allemande du Luxembourg.

Le samedi 2 août 2014, le pays a commémoré le centenaire du début de l'occupation allemande du Grand-Duché de Luxembourg qui allait se poursuivre pendant quatre ans durant la Première Guerre mondiale.

Le 1er août 1914, vers 19.00 heures, les premiers soldats allemands entrèrent sur le territoire luxembourgeois par le nord, près de Troisvierges. Le 2 août, le pays fut entièrement envahi.

En mémoire de cet événement, les sirènes d'alarme ont retenti le samedi 2 août 2014 de 14.58 à 15.00 heures dans tout le pays.

S.A.R. le Grand-Duc héritier a ensuite déposé une couronne de fleurs au Monument du souvenir (Gëlle Fra) sur la place de la Constitution, en présence du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, du Premier Ministre, M. Xavier Bettel, de la Secrétaire d'État à la Défense, Mme Francine Closener, et de plusieurs représentants allemands, français et belges de la Grande Région.

La Chambre à la veille de la «Grande Guerre»

Au moment de l'invasion allemande, la Chambre des Députés se trouvait dans une situation exceptionnelle. D'un côté, elle devait reconstituer ses organes après les élections du mois de juin 1914, de l'autre, des troupes allemandes avaient fait irruption sur le territoire du Grand-Duché avec l'intention d'y rester.

«C'était un véritable coup de foudre», a expliqué le Ministre d'État de l'époque, M. Paul Eyschen, dans un discours adressé aux députés le 3 août 1914, au lendemain de l'invasion. «J'espère que le pays ne sera pas incendié par ce coup de foudre et je fais des vœux pour que l'Europe échappe au grand danger qui le menace et que cet orage ne détruise pas la civilisation de l'Europe qui a coûté tant de travail. Car si nous avons une guerre européenne, la civilisation reculera de cinquante ans.»

Le compte rendu de la séance à la Chambre retrace surtout le discours de M. Eyschen. Les députés ont souhaité avoir des explications et informations sur les récents événements de la part d'un Ministre d'État visiblement dépassé par les événements. Les soldats allemands avaient fait une première irruption à la gare de Troisvierges le 1er août 1914, pour se retirer ensuite et revenir le 2 pour envahir tout le pays. La veille des discussions à la Chambre, le Premier Ministre avait protesté auprès des responsables allemands contre cette violation de la neutralité du Luxembourg. Les députés se sont ralliés à ses propos: «La Chambre, après avoir entendu les déclarations de M. le Ministre d'État, s'associe aux protestations qu'il a notifiées au Gouvernement allemand.»

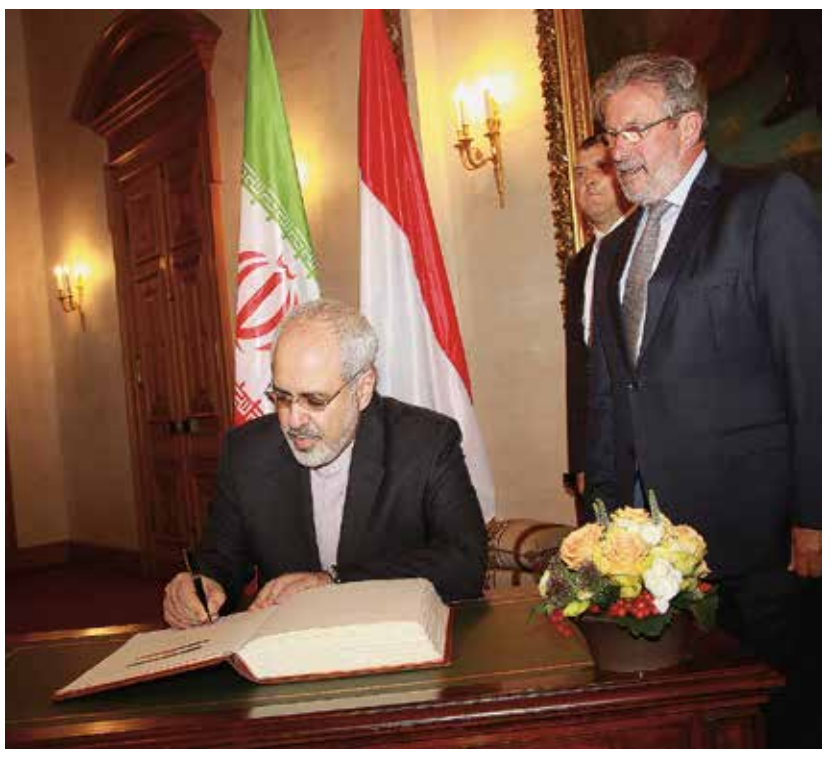
Le premier souci des députés: la population manque de vivres

Le ravitaillement en vivres et biens de première nécessité a constitué le souci primordial des hommes politiques de l'époque. Car la population a vite ressenti les conséquences de l'invasion: la nourriture se faisait de plus en plus rare et chère. «Vous savez alors que les pays qui nous entourent ont fermé les frontières pour l'exportation vers le Grand-Duché. Pour éviter que le pays ne fût privé de vivres, nous avions pris la même mesure.», a expliqué le Ministre d'État aux députés. «Nous nous sommes adressés à droite et à gauche pour qu'on fasse une exception en faveur du Luxembourg, mais nous n'avons pas réussi.», a-t-il poursuivi. «La Belgique a répondu qu'elle ne pouvait pas faire davantage pour le Luxembourg, alors pourtant que le port d'Anvers est celui qui nous fournit toujours.»

Les députés ont surtout pensé aux plus démunis. «Je voulais encore prier le Gouvernement de tâcher que les populations ouvrières soient pourvues de vivres pendant tout ce temps, car il n'y a plus rien.», a remarqué le député socialiste Michel Welter au cours du débat au parlement. «Surtout les pauvres», a ajouté le député Adolphe Schmit.

La séance extraordinaire fut finalement interrompue. Les députés se sont de nouveau réunis le 10 novembre 1914 pour la session 1914-1915. Entre-temps le pays avait souffert les premiers bombardements et l'Empereur Guillaume II avait rendu visite à la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde. Malgré l'occupation militaire et le manque de vivres entre 1914 et 1918, le fonctionnement des institutions était nettement moins affecté que pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Le dialogue est primordial



M. Mohammad Javad Zarif signe le Livre d'or de la Chambre en présence de M. Mars Di Bartolomeo.

Dans le cadre de la visite de travail du Ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, M. Mohammad Javad Zarif, à Luxembourg le 2 septembre 2014, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le chef de la diplomatie iranienne pour une entrevue.

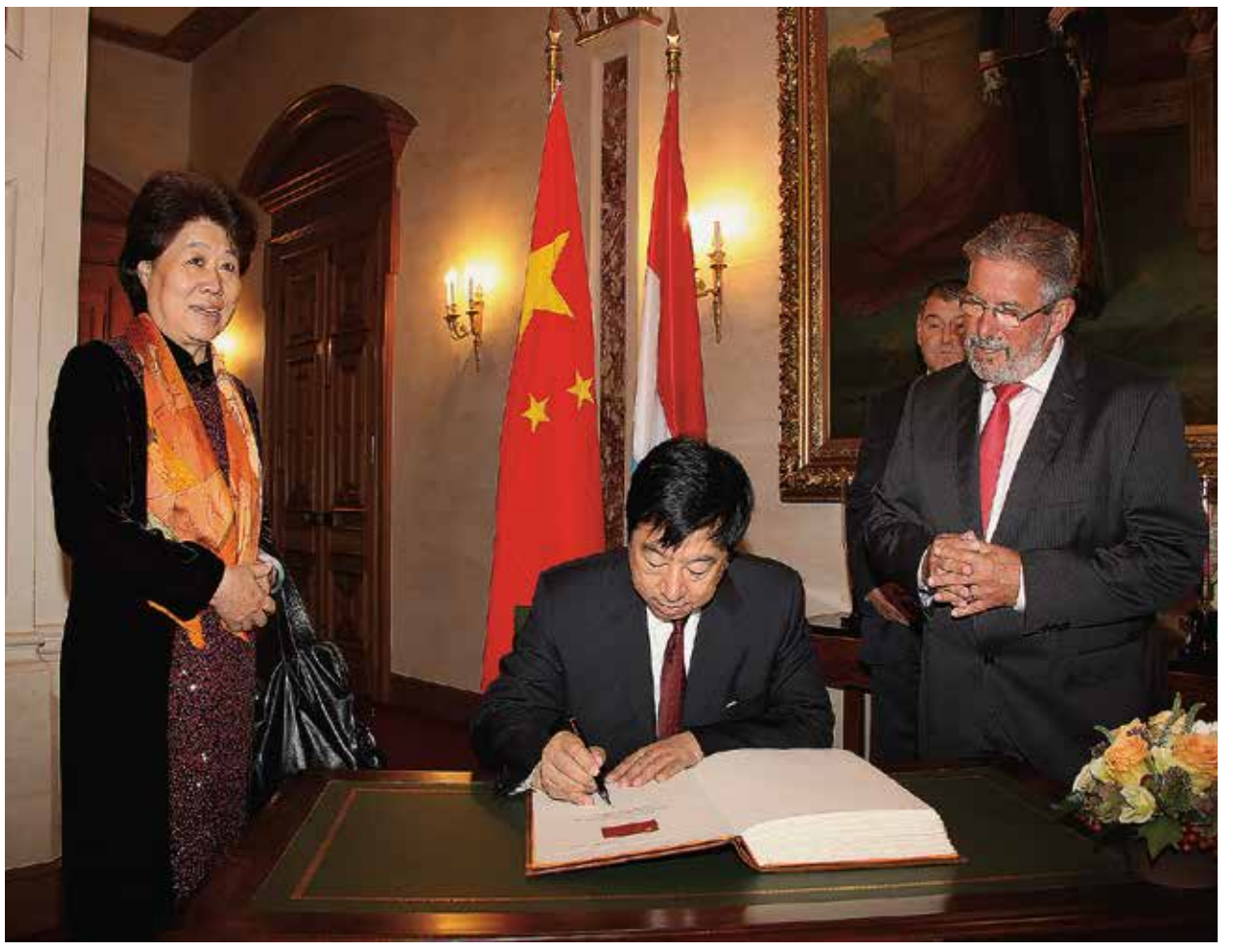
«Même s'il peut y avoir des divergences de vues, le dialogue est primordial», a remarqué M. Di Bartolomeo, constat largement partagé par son hôte iranien. Lors de l'entretien, auquel participait également M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Di Bartolomeo a tenu à soulever la question des droits de l'Homme en Iran. M. Mohammed Javad Zarif lui a répondu qu'à ses yeux, la meilleure protection des droits de l'Homme vient toujours de l'intérieur d'un pays tout en se félicitant de la très grande participation des citoyens iraniens aux dernières élections présidentielles de 2013, le taux de participation ayant été de 73%.

Les diverses crises secouant à l'heure actuelle le Moyen-Orient ont également figuré à l'ordre du jour des discussions entre les deux hommes politiques. Finalement, le Président de la Chambre s'est exprimé en faveur d'un renforcement du dialogue entre les parlements iranien et luxembourgeois.

Visite d'une délégation chinoise à la Chambre

Une délégation du Comité permanent de l'Assemblée populaire de la Province chinoise du Liaoning a été reçue à la Chambre des Députés le mercredi 3 septembre. Après une entrevue avec le Président, M. Mars Di Bartolomeo, la délégation a eu un échange de vues avec des représentants du Bureau et de la Commission de l'Économie.

M. Di Bartolomeo a souligné les opportunités d'une meilleure coopération politique et économique entre le Luxembourg et les régions chinoises comme le Liaoning. Cette province de 43 millions d'habitants, située dans le nord-est de la Chine à la frontière avec la Corée du Nord, se caractérise par une forte activité industrielle, notamment dans le secteur de l'automobile. La province cherche de nouveaux partenaires pour développer davantage la recherche et l'innovation. Les représentants chinois ont profité de leur déplacement pour promouvoir les attraits touristiques de leur province auprès du public luxembourgeois.



La délégation chinoise était conduite par M. Tong Zhiwu.

Mme Anne Brasseur rencontre le Président de la Douma d'État russe



Mme Anne Brasseur et M. Sergueï Narychkine

La Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Mme Anne Brasseur, a rencontré début septembre à Paris le Président de la Douma d'État russe, M. Sergueï Narychkine, en présence des chefs des groupes politiques de l'Assemblée.

Tout en rappelant que l'Assemblée avait décidé en juin 2014 de suspendre le droit de vote de la délégation russe à l'APCE et non leur droit de participation, la Présidente de l'APCE a qualifié cette rencontre au plus haut niveau «d'étape importante dans les relations» entre l'Assemblée parlementaire et ses interlocuteurs russes.

Visite du Ministre de l'Économie du Burkina Faso

«Nous sommes vraiment satisfaits de la coopération avec le Luxembourg», a déclaré le Ministre de l'Économie et des Finances burkinabé, M. Lucien Marie Noël Bembamba, reçu à la Chambre des Députés à l'occasion d'une visite de travail au Luxembourg le lundi 8 septembre. Le Burkina Faso est un des neuf pays partenaires de coopération du Grand-Duché. 14 ONG luxembourgeoises gèrent une cinquantaine de projets dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Le partenariat entre les deux pays a été renforcé pour les années 2013 à 2015 par de nouveaux projets concernant l'éducation et les technologies de l'information et de la communication (TIC).

M. Bembamba et sa délégation ont eu une entrevue avec des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Des sujets d'actualité ont dominé les échanges entre le ministre burkinabé et les députés. Les élus se sont ainsi renseignés sur le risque d'émergence de mouvements islamistes au Burkina Faso. Les répercussions du conflit dans le pays voisin, le Mali, et les risques engendrés par l'épidémie d'Ébola - qui ne touche pas le Burkina Faso pour l'instant - ont également été évoqués.



L'administration parlementaire se présente

Le Service Achats, Gestion des biens et bâtiments et Sécurité



Le Service Achats, Gestion des biens et bâtiments et Sécurité, composé de trois fonctionnaires, s'occupe de la centralisation des achats de biens et de services dont la Chambre des Députés a besoin pour son fonctionnement journalier en accord avec la politique d'achats qui vise à mettre à disposition de l'institution les biens et services adéquats au meilleur prix en conformité avec les lois et règlements sur la comptabilité de l'État et les marchés publics.

Ces biens et services couvrent une palette étendue de produits tels que les équipements de bureau des collaborateurs de l'administration parlementaire, les consommables bureautiques, équipements et services de téléphonie et de télécommunications, d'impression, services de nettoyage et de gardiennage, etc. Le service répond aussi à des besoins plus spécifiques découlant des attributions de la Chambre des Députés en tant qu'organe législatif tels que ceux liés au support du travail en commission et en séance publique des députés couvrant des domaines aussi variés que certains équipements spécialisés, des produits et services d'expertise respectivement tout autre matériel ou service pour lequel un besoin spécifique naît dans le contexte des travaux de l'institution et pour lesquels il passe régulièrement commande auprès de ses fournisseurs et partenaires.

Une partie non négligeable des tâches du service concerne dans ce contexte aussi les travaux du Service des Relations internationales en collaboration avec lequel le Service Achats, Gestion des biens et bâtiments et Sécurité couvre les aspects d'hébergement, de restauration, d'interprétation, de transports et de visites des délégations parlementaires et autres visiteurs étrangers.

Une activité connexe du service est constituée par l'aspect de gestion et de maintenance des bâtiments administratifs de la Chambre des Députés, à savoir l'Hôtel de la Chambre ainsi que les bâtiments Printz/Richard et la maison Wiltheim.

Cette activité couvre notamment les aspects de maintenance régulière des structures et équipements électriques, sanitaires, de chauffage et de climatisation, téléphoniques et autres en collaboration en tant qu'exploitant avec l'Administration des Bâtiments publics dans le contexte de ses attributions et responsabilités dans le domaine des bâtiments publics.

Dans ce cadre le service coordonne, organise et surveille notamment l'application de toutes les mesures et dispositions légales relatives à la sécurité dans la fonction publique se voulant exemplaire dans ce domaine également. C'est dans ce contexte qu'un système intégré et informatisé de gestion des alarmes a été installé en vue de garantir une réactivité optimale et de protéger au mieux les localités ainsi que les élus, les collaborateurs de l'administration parlementaire de même que les visiteurs contre des incidents liés aux risques du feu, d'intrusions ou autres calamités.

Par ailleurs le service coordonne et transpose, en collaboration avec la direction et les services concernés, les mesures de sécurité relatives à l'accès aux bâtiments de la Chambre des Députés des personnes physiques, députés, collaborateurs, fournisseurs et visiteurs, y compris - le cas échéant avec les forces de l'ordre - les mesures de sécurité, d'escorte et de protection des délégations internationales et visiteurs étrangers conformément aux profils de risques établis pour ces personnes.

Finalement le service s'occupe également de la gestion des biens de la Chambre des Députés en maintenant à jour des inventaires périodiques des biens mis à sa disposition ou acquis au fil des années pour des postes aussi variés tels qu'équipements et mobiliers de bureau, équipements techniques voire œuvres d'art visant à la fois la traçabilité des biens mais aussi l'adéquation des biens et moyens techniques dont dispose l'administration pour l'exécution de ses attributions.

Un athlète et son projet



M. Yannick Lieners et M. Mars Di Bartolomeo

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, vient d'avoir une entrevue avec l'auteur du projet «Plooschter», le triathlète Yannick Lieners. À 26 ans, ce jeune athlète, atteint d'une leucémie depuis début 2014, se bat avec succès contre sa maladie et s'investit parallèlement dans le domaine de la sensibilisation.

Son «Plooschter Projet» incite notamment les nouveaux donneurs de moelle osseuse à partager leur expérience sur Facebook. «Il faut davantage informer et sensibiliser les gens, briser des tabous. Par nos actions, le nombre de personnes qui ont été registrées en tant que donneurs potentiels de cellules souches a fortement augmenté», a confirmé M. Lieners.

Son engagement et son optimisme ont impressionné le Président de la Chambre des Députés. M. Di Bartolomeo a félicité Yannick Lieners et encouragé le jeune sportif à continuer son combat et ses efforts de sensibilisation. Les deux interlocuteurs se sont exprimés en faveur d'une coopération accrue entre les différents acteurs qui œuvrent dans le domaine du don de sang, d'organes, de moelle osseuse ou de rétine.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Chambres professionnelles à base élective

6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Le présent projet de loi a comme principal objectif de régler les difficultés qui sont survenues à la suite d'un arrêt de la Cour administrative du 19 décembre 2013 [Affaire Association des Professeurs de l'Enseignement secondaire et supérieur (APESS) asbl c/ État en présence de la Confédération générale de la Fonction publique (CGFP) asbl, n°32.864C] au niveau de la représentation des fonctionnaires de la carrière supérieure à la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

L'objet du présent projet de loi n'est pas de régler la situation créée par l'arrêt de la Cour administrative du 19 décembre 2013 dans l'immédiat mais de la fixer pour les prochaines élections dont les opérations débuteront déjà en octobre 2014, ce qui explique également l'urgence qui commande le présent projet de loi.

Il est remarqué dans ce contexte qu'une modification législative est nécessaire même si la Cour administrative avait recommandé de régler le problème dans un premier temps par une modification du règlement grand-ducal du 17 janvier 1984, soit que cette modification soit confectionnée de telle façon à ce qu'elle aboutisse à envisager spécialement le cas qui se présente lorsque le troisième siège ne peut pas être attribué au candidat d'une liste parce que celui-ci est issu de la même administration que les deux autres candidats, mais qu'il ne peut pas non plus être attribué à aucun autre membre de la liste sur laquelle figure le candidat écarté parce que cette liste ne comprend que des candidats qui sont issus de la même administration que le candidat écarté, soit qu'elle ait pour objet un réagencement des catégories afin de mieux tenir compte de la représentation des différents corps électoraux.

Or, aucune de ces deux solutions n'est satisfaisante alors que les dispositions réglementaires préconisées risquent de se heurter tout simplement à la loi, la première à l'article 43ter, alinéa 5 de la loi du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective et la seconde à l'article 43ter, alinéa 2 de la même loi qui, quant à lui, fixe le nombre de mandats à attribuer par catégorie. En effet, d'après les enseignements dont le Gouvernement dispose aujourd'hui, il voit mal comment un règlement grand-ducal pourrait changer le nombre des mandats à attribuer par catégorie alors que ce nombre est fixé par la loi.

Enfin, le présent texte s'est fixé comme double impératif d'assurer une répartition équitable des sièges dans la carrière supérieure par administration et celui de faire jouer pleinement la représentation proportionnelle et d'éviter ainsi toute altération qui pourrait affecter ce système au détriment d'une liste entière. Cet objectif pourra être atteint en créant deux catégories distinctes au niveau de la carrière supérieure, l'une réservée aux fonctionnaires de l'enseignement et l'autre aux fonctionnaires administratifs.

Si on ne veut pas augmenter le nombre de mandats à la Chambre des fonctionnaires et employés publics, une telle répartition pourrait se faire en réservant deux sièges à la nouvelle catégorie prévue pour les fonctionnaires de l'enseignement secondaire, secondaire technique, supérieur et universitaire et un siège à la catégorie des fonctionnaires de la carrière supérieure des autres administrations. Cette répartition suivrait un rapport entre les fonctionnaires des deux catégories de deux à un et se justifierait donc également au vu des fonctionnaires qui sont représentés par les deux nouvelles catégories.

En effet, d'après les chiffres dont dispose le Gouvernement et qui comprennent les fonctionnaires actifs dans la carrière supérieure au 1.1.2010 et au 1.1.2014 (s'y ajoutent évidemment les retraités pour lesquels on peut toutefois supposer que le rapport est plus ou moins le même), les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement représentent à quelques dizaines d'agents près le double des agents de la carrière supérieure administrative en 2010. Ce rapport s'est encore creusé au profit des fonctionnaires de l'enseignement si l'on se réfère aux chiffres de 2014.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 01.07.2014

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

03.07.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.07.2014

■ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op

www.chd.lu

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. le Président*

2. 6400 - Projet de loi portant:

- mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et
- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (M. Justin Turpel intervient), M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: Mme Simone Beissel (M. Fernand Kartheiser intervient)*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen (Mme Nancy Arendt intervient) (dépôt de 11 amendements), M. Eugène Berger (Mme Martine Hansen - fait personnel; M. Claude Wiseler, M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen et Mme Octavie Modert interviennent), Mme Taina Bofferding (Mme Martine Hansen intervient), M. Claude Adam (dépôt d'une motion), M. Roy Reding (question de M. Claude Adam, intervention de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche), M. Justin Turpel (interventions de M. Claude Adam, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger et M. Alexander Krieps) (dépôt d'une motion et de 8 amendements; retire sa motion), M. Claude Adam (fait personnel)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (M. Marc Spautz et Mme Martine Hansen interviennent)*
- *Amendements 1 à 19: M. le Président, M. Claude Wiseler*
- *Votes sur les amendements 1 à 19 (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.10 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Ech maachen d'Sëtzung op, mat der Entschëllegung fir dee liichte Retard. D'Presidentekonferenz war an der Mëttesstonn nach zesummen. Dat ass also d'Ursaach, firwat dass d'Presidenten e bësse méi spéit komm sinn. Merci fir Äert Versteesdemech.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Justizminister. Da géife mer an eisem Ordre du jour virufueren. Eischte Projet de Mëtteg ass de Projet de loi 6400, e Reglement iwwert de professionelle Geldtransport zwëschen EU-Länner. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, an d'Wuert huet elo direkt, wann den Här Gibéryen de Wee fräi mécht, d'Rapportrice, d'Madame Simone Beissel.

Madame Beissel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6400 - Projet de loi portant: - mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et - modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Rapport de la Commission juridique

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet 6400 geet et drëm, fir d'Dispositioune vun dem europäesche Reglement vum 16. November 2011 iwwert de professionelle grenziwwerschreidenden Transport vun den Euroen op de Stroossen am Euroraum a Lëtzebuerger Gesetzgebung ëmzesetzen. Doniewent geet et drëm, fir d'Gesetz vum 12. November 2002 iwwert d'Sociétés privées de gardiennage et de surveillance ze komplettéieren.

Zur Prozedur: Dëse Projet de loi gouf den 22. Oktober (veuillez lire: den 22. Februar) 2012 vum zoustännege Justizminister déposéiert. Duerno hate mer Avise vun enger Serie vu Chambres professionnelles, vun der Chambre des Salariés an der Chambre de Commerce de 27. Mäerz respektiv de 4. Mee 2012, an den Avis vum Statsrot vum 2. Juli 2013. De Statsrot hat e puer Oppositions formelles formuléiert, dofir ass dee ganzen Text erëm eng Kéier an d'Commission juridique komm.

Den 22. Januar dëst Joer sinn eng Serie vun Amendementer zum Projet de loi ugeholl ginn an de Statsrot huet den 11. Mäerz 2014 en Avis complémentaire positif eraginn. Den 18. Dezember 2013 hat d'Kommissioun mech als Rapporteur genannt. Wéi mer mat den Aarbechten an der Kommissioun, déi ganz komplizéiert waren, well et ass en extrem komplizéierten Text, fäerdeg waren, do hu mer den 2. Juli 2014 de Rapport ugeholl. Souwäit zur Prozedur.

Wat sinn elo de Kontext an de But vun dësem Projet de loi? Dir wësst, wéi mer den Euro agefëiert hunn an dem Euroraum, mä och zu Lëtzebuerg, hat dat net nëmmen Inzidenzen op eiser aller Privatliewen, mä et huet och haaptsächlech mat sech bruecht, dass d'Finanzinstituter an och de Commerce, déi grouss Distributiounen, sech hu missen organiséieren, fir eben ëmmer Euroen an Espècen a genügender Quantitéit zur Verfügung ze hunn. An den Transport vum Boergeld huet op den europäesche Stroossen iwwert d'Lännergrenze säit där Zäit immens zougeholl, wat fir alleguerten d'Länner, déi an der Eurozon sinn, grouss Erausfuerderungen duerstellt.

De Moment gëtt et nach a ville Memberstaten, déi awer an der Eurozon sinn, ganz verschidde Législatiounen, an dat huet déi ganz Saach extrem verkomplizéiert. Et war mat Momenter net méiglech, quitte dass de Principe de libre circulation besteet, fir d'Euroen iwwert d'Grenzen ze kréien an dohinner ze acheminéieren, wou se sollten ukommen.

Doniewent ass dann och, well eben déi diskordant national Législatioune geherrscht hunn, gesot ginn: De Principe vun der libre Prestation de service, wat jo awer ee vun de Grondprinzipie vun Europa ass, konnt och net garantéiert gi mat deenen diskordante Législatiounen.

Et geet drëm, dass déi concernéiert Instituter an notamment de Commerce, déi grouss Distributiounen, d'Méiglechkeet kréien, bei deenen Entreprisen, déi hinnen déi bescht Konditiounen ubidden, déi hinnen déi bescht Servicer ubidden, Kontrakter ze maachen, an dat och grenziwwerschreidend. Et geet och drëm, dass déiselwecht Instituter sech kënne bei der geografesch am beschte lokaliséierter Succursale vun iergendenger Banque centrale nationale approvisionnéieren oder awer dass se hir Centres de traitement d'argent vun den Entreprisë kënnen ufroen, dat heescht benotzen, och wann déi op där anerer Säit vun der Grenz leien.

E puer Länner, an dozou gehéiert Lëtzebuerg och, kréien hir Euroen net op hirem nationalen Territoire gemaach, mä op där anerer Säit vun der Grenz. Dir wësst, dass eis Mënzen an Holland gemaach ginn, eis Schäiner gi vun enger bekannter däitscher Fabrick hiergestallt. Dat ass jo an enger Hisiicht och gutt, well dann hunn d'Spëtzbouwe manner Loscht, fir hei zu Lëtzebuerg déi berühmt „planche à billets" ze kréien. Mä dat bréngt alles mat sech, dass mer mussen déi Euroen acheminéieren, fir dass se à bon port ukommen. Dofir ass d'Iddi gewiescht, dass soll eng eenheetlech Regelung vun dem professionelle Geldtransport a Kraaft trieden an all de Länner vun dem Euroraum.

Dat europäescht Reglement iwwert de professionelle grenziwwerschreidende Stroossentransport vun Euroboergeld zwëschen de Memberstaten aus dem Euroraum dréit all deene Considératiounen a Schwieregkeete Rechnung an dofir ass gesot ginn, mir setzen Artikelen an dat bestehend Gesetz vun 2012 (veuillez lire: vun 2002) a mir komplettéieren dat och.

Mir sinn hei an enger extraer Situation juridique. Wéi Der all wësst, ass normalerweis en europäescht Reglement d'application directe. Mä mir sinn hei vis-à-vis vun engem europäesche Reglement, dat et den Nationalstaten iwwerléisst, bestëmmt Optiounen an Entscheedungen ze huelen, wéi se d'Matière organiséieren. Dofir musse mer de Projet de loi 6400 haut diskutéieren an unhuelen, fir dass mer eis Situatioun regulariséieren.

Ee vun de grousse Problemer, déi mer hunn, dee ganz wichteg ass, dat ass de System vun den europäesche Lizenzen, déi duerch dëse Projet de loi konform zum Reglement elo agefëiert ginn. De System erlaabt et de Memberstaten, ënnert de Konditioune vum Reglement Lizenzen un Transportfirmaen ze verginn, déi et deenen erlaben, grenziwwerschreidend ze fonctionnéieren, dat heescht, Geldtransporter ze maachen iwwert d'Grenzen, ouni - an dat ass ganz wichteg - dass se an den eenzelnen nationale Staten, wou se da passéieren, och bei den nationalen Autoritéiten nach eng zousätzlech Lizenz mussen ufroen.

Mir hunn zu der Legistik décidéiert - an de Statsrot war am Ufank net ganz frou, mä am Sënn vun der Simplification administrative -, net en neit Gesetz ze maachen, well dat Gesetz hätt just een Artikel gehat mat verschiddenen Ënnerartikelen, mä deen Artikel, deen zwar breet gefächert ass, an d'bestehend Gesetz vum 12. November 2002 iwwert d'Sociétés privées de gardiennage et de surveillance eranzesetzen. Et ass also een Artikel mat esou villen Ënnerartikelen, déi awer an enger Sektioun IV integréiert ginn, am Sënn vun enger gudder Legistik.

Et hätt nämlech net vill Sënn gemaach, och fir d'Lisibilitéit vun der Gesetzgebung an dësem dach héich brisanten a komplizéierte Secteur, fir do nach en extrat Gesetz ze huelen. A wéi gesot, an Zäite vu Simplification administrative wär dat net gutt gewiescht.

Mir hunn also eng Sektioun IV hei agesat mat den Artikele 27-1 bis 27-6. Déi sinn ageféiert ginn, an dann hu mer nach den Artikel 30 vun deemselwechte Gesetz vum 12. November 2002 komplettéiert, fir dass dat alles beieneepasst.

D'Reglement gesäit vir, dass déi Entreprisen, déi grenziwwerschreidend Eurogeldschäiner an -mënz wëllen transportéieren, eng Lizenz also bei der zoustänneger nationaler Autoritéit kënnen ufroen. Dat ass zu Lëtzebuerg onse Justizminister. Et ass also eng Saach vu Lizenzen. Fir de genaue Verdeelersystem, dee ganz technesch ass, do renvoyéieren ech op mäi schréftleche Rapport.

Eng zweet wichteg Saach ass, dass drop gepocht gëtt an deem ganze Secteur, dass e ganz intensiven Informatiounsfloss besteet zwëschen den Entreprisen, zwëschen den Transportentreprisen, mä och zwëschen den Autoritéiten, fir dass ee ganz genau vun deem anere weess, wat leeft. An d'Resultat ass, dass all Kéier, wann en Transport gemaach gëtt an e geet iwwer verschidden Territoiren, da mussen déi national Autoritéiten, an do erëm eng Kéier zu Lëtzebuerg de Justizminister, mä och d'Police grand-ducale, ganz genau iwwert d'Natur vun deem Transport informéiert ginn. Dat ass eng Saach vun elementarer Sécherheet a mécht och Sënn.

Mir haten eng Opposition formelle kritt vum Statsrot iwwert de gesetzleche Kader vun dem Eurotransport, well de Statsrot huet ee Moment gemengt, mir hätten ze vill wëllen national iwwerleeën a Saachen iwwer Règlement grand-ducal regléieren, an en huet gesot, dat géif net goen, dat wär contraire zum Principe vun der Hiérarchie des normes. Dofir hu mer dem Statsrot gefollegt an u sech déi ganz Législatioun einfach ënnert de Schierm vum europäesche Reglement direkt gesat, an domat war de Statsrot a sengem zweeten Avis d'accord.

Da sinn och nach speziell Dispositiounen iwwert d'Droe vun de Waffe während dem Transport, dat gëtt och regléiert. An da kënnt dobäi dee leidege Problem vun de Permisen, vun der Formatioun, déi och muss gemaach ginn, wann een am Déngscht, am professionellen Déngscht bien entendu, eng Waff bei sech dréit. Déi Saache mussen och regléiert ginn, well do sinn och Diskrepanzen zwëschen den nationale Gesetzgebungen. Do hu mer och e System fonnt. Wann an deem Land, an deem de Permis ausgestallt gëtt, keng positiv oder net genuch Formatioun ugebuede gëtt, dann ass et d'Méiglechkeet, dass, wa se bei eis op den Territoire kommen, d'Lëtzebuerger hinnen nach zousätzlech Formatiounen ubidden, fir dass u sech dee Stand vun der Formatioun fir all Mënsch deeselwechten ass.

Sanktioune si virgesinn. Wann een d'Konditioune vun der Verdeelung vun de Lizenzen un d'Transportfirmaen net anhält, da spillen d'penal Dispositioune vum Artikel 30 vum Gesetz vun den Activités privées de gardiennage et de surveillance. Et sinn also Strofe virgesinn, well et ass wierklech e komplizéierte Secteur, an il faut faire de l'ordre dans la boutique. Et kann net sinn, dass ee sech net un déi Bestëmmungen do hält, am Interesse vun der Sécherheet.

Här President, zesummefaassend kann ee soen, dass dëst en Text ass, deen endlech Uerdnung mécht an de Législatiounen zwëschen de Länner, déi ebe grenziwwerschreidenden Transport vu Geld maachen, sougutt vu Schäiner wéi vu Mënzen. An ech mengen, dat ass am Interesse vun där ganzer Saach. Mir brauchen Euroen, mir brauchen Euroen, déi a guddem Zoustand sinn. Well Dir wësst, dass déi Euroen och ëmmer, wéi mer soen „gewäsch a gestreckt" sinn, wa se bei eis deelweis och aus den Automate kommen. Et ass wichteg, dass déiselwecht Législatioun an de Länner vum Euroraum besteet. An dofir ass dëse Projet de loi wierklech e positiven Akzent op dem Wee vun enger Unicitéit an deem ganze Secteur.

Ech wëll nach, well et e ganz komplizéierte Projet war, en häerzleche Merci soen un den Här Laurent Besch vun der Justizkommissioun, awer och un ons Jongen aus der Fraktioun, de Jean

Lammar an de Jeff Feller, déi sech geplot hunn, fir duerch Euroen, Waffen, Permisen an esou weider duerchzekommen, fir dass mer lech haut de Mëtteg relativ schnell, nodeem mer ugefaangen hunn 2014, dësen Text kënne presentéieren.

Wéi gesot, Merci fir Äert Nolauschteren, an ech brénge bien entendu den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Rapportrice, mat der Feststellung, dass mer eng Rei vu Leit am Sall hunn, deenen hir Stëmm och wa se flüstere bis hei uewen héierbar ass, also a fortiori och d'Rapportrice oder de Riedner stéiert. Also, wann ech gelift, e bësse méi lues. An et huet elo direkt de Gilles Roth d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Rapportrice, dem Simone Beissel, Merci fir hire schréftlechen an awer och hiren anschauleche mëndleche Rapport. Si huet dat ënnerstrach: Dëse Projet geet engersäits ëm d'Sécherheet vun dem Bierger, anerersäits geet en awer och ëm d'Fräiheet, déi grenziwwerschreidend Fräiheet vun de Geldtransporter.

An de Projet ass fir eis Banken- a Finanzplaz wichteg, mä en ass awer och wichteg fir d'Grande-surfacen. Well ech wier eigentlech gären driwwer informéiert, wéi vill boert Geld de leschte Samschdeg eleng an de Grande-surfacen - ech soen - „gebraucht" gouf.

An duerfir, mengen ech, huet dee Projet de loi hei eng praktesch Inzidenz, well d'Madame Beissel huet mat Recht ënnerstrach, dass mir déi Euroen eigentlech net vu Lëtzebuerg aus kréien, mä dass mer se mussen aus dem Ausland huelen. An den Transport vu Geld, dat bedeit ëmmer e Sécherheetsrisiko, an duerfir ënnerstëtze mir och ausdrécklech als CSV, dass dat europäescht Reglement hei am Detail eigentlech déi grenziwwerschreidend Geldtransporter regelt.

Dat Reglement erlaabt eigentlech de Lëtzebuerger Banken an och de Geschäftsleit, fir hir Euroen transportéieren ze loossen, soit vun inlänneschen, mä och vun auslännesche Geldtransporter, an ëmgedréit kënnen awer och déi Geldtransporter, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn - ech nennen elo keng Nimm -, och Transporter maachen an dem noe Grenzgebitt.

Doriwwer eraus ënnerstëtze mir, dass nach ëmmer - an dat schéngt mer dee wichtegsten Aspekt ze sinn -, wann e Geldtransport gemaach gëtt, da fir de Waffegebrauch vun deene Leit, déi deen Transport maachen, dass do ëmmer muss eng Autorisatioun vun dem Lëtzebuerger Justizminister sinn. Dat ass eppes, wat wichteg ass. Dat heescht, dass net ënner Konditiounen, déi mir net géife kennen, hei Leit, déi keng Formatioun hunn, respektiv Waffe géifen op deem Transport gebraucht ginn, déi net au préalable vun dem Lëtzebuerger Justizminister erlaabt wiere ginn.

En zweete Punkt, deen och wichteg ass fir déi intern Sécherheet, dat ass, dass all Kéiers, wann esou e grenziwwerschreidenden Transport gemaach gëtt vu Gelder, souwuel de Justizminister wéi och eis Police grand-ducale muss doriwwer informéiert sinn. An ech mengen, an der Praxis gesäit ee samschdes oft, wa bei groussen Akafszentren do Geldtransporter gemaach ginn, dass do souguer de Polizeihelikopter vun der Police dat och aus der Loft iwwerwaacht.

Et ass also esou, dass trotz deem europäesche Reglement hei d'Souveränitéitsrechter vu Lëtzebuerg an engem sensibelen Domän wéi deem vun dem Waffegebrauch, mä och vun dem Transport vu Gelder, gewahrt sinn.

D'Madame Beissel huet virdrun ënnerstrach, dass et e bëssen e juristesche Casse-tête war, fir mat dem Statsrot eens ze ginn, wéi een dann dat Reglement net ëmsetzt a Lëtzebuerger Recht, well et ass jo direkt applicabel, mä wéi een déi zousätzlech Bestëmmungen, déi mer an eiser nationaler Gesetzgebung musse maachen, wéi een déi sollt aféieren. An et ass eigentlech interessant gewiescht, dass de Conseil d'État nach eng Kéier drop higewisen huet, well et sech hei jo ëm d'Regelung vun enger Professioun handelt, dass mer op Basis vum Artikel 11 Paragraph 6 vun eiser Verfassung dat alles mussen iwwer e Gesetz regelen, wat et natierlech méi schwéier mécht, fir déi Bestëmmungen an eis national Gesetzgebung anzeféieren.

Déi Bestëmmung vun der Verfassung huet awer duerchaus hire Sënn, am positive Sënn, well déi Bestëmmunge kloer am Gesetz musse festgeluecht ginn an anerersäits déi Restriktiounen, déi de Geldtransporter operluecht ginn, net eleng kënne vun der Exekutiv iwwert de Wee vun engem Reglement gemaach ginn.

Dëse Projet bedeit, wéi gesot, e Plus u Sécherheet. Duerfir stëmmt d'CSV selbstverständlech dësem Projet zou.

Zum Ofschloss, Dir Dammen an Dir Hären, hätt ech nach zwou Froen un de Justizminister. Déi betreffen eigentlech dat Reglement, wat schonns zënter Enn 2012 de facto am interne Recht applicabel ass. Nämlech do gesäit den Artikel 25 e sougenannten „comité du transport" vir, dee sollt all Joers zesummekommen an eng Evaluatioun vun deem Reglement, vun deene Bestëmmunge vun deem Reglement maachen - ob do schonn éischt Konklusioune sinn. Well an deem Reglement jo festgeluecht gëtt, ënner wat fir enge Konditioune Geldtransporter gemaach ginn, zum Beispill an enger ganzer Voiture blindée, wou net nëmmen d'Kabinn, mä och hannen - ech soen - den „Wuereraum" blindéiert ass. Oder wann eng Kabinn eleng blindéiert ass, da mussen eigentlech déi Transporter vu Fongen, déi gemaach ginn, da mussen déi sougenannten „neutraliséierte Billjeeën" ënnerleien. Dat heescht, dass déi sech direkt opléisen, wat och e Plus u Sécherheet ass fir déi Leit, déi den Transport maachen.

Eng zweet Fro, Här Justizminister - ech verstinn, Dir musst dat bei Äre Leit nofroen, mä Dir hutt jo nach Zäit -, eng zweet Fro, déi awer och net onwichteg ass, dat ass déi: D'Reglement gesäit vir, dass ee kann onugekënnegt Kontrolle maachen, wann esou Geldtransporter gemaach ginn, vun den Autoritéiten aus - ob där regelméisseg bei eis gemaach ginn, well, ech mengen, mat deem Reglement jo méi auslännesch Firmaen och op lëtzebuergeschem Territoire verkéieren.

Dann eng lescht Suggestioun, déi mir awer als CSV-Fraktioun ënnerstëtzen, dat ass folgend: D'Chambre de Commerce, also d'Handelskummer, déi huet gefrot, dass ee sollt en Texte coordonné maache vum Gesetz vun 2002 iwwert de sougenannten „gardiennage" mat de Règlements grand-ducaux, déi do zur Applikatioun sinn, a mir géifen eigentlech déi Fuerderung vun der Handelskummer och am Term vun der Lisibilitéit vun eiser Gesetzgebung ënnerstëtzen. Ech mengen, eng Version coordonnée vu verschiddene Gesetzer, dat soll net nëmmen am Justizberäich, mä besonnesch am Justizberäich spillen, well fir déi Leit - an ech gesinn de Guy Arendt, ouni dass en en Interessekonflikt hätt als Affekot -…

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Turpel, hutt Der gutt nogelauschtert? Well hie muss och d'Gesetzer liesen…

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- …wat dat ass?

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'Affekote wëssen, dass et oft schwiereg ass, fir déi lescht Versioun vun engem Gesetz, déi en vigueur ass, richteg nozevollzéien. An ech mengen, duerfir sollt een op de Wee goen, fir esou wäit wéi méiglech an der Législatioun ze kucken - den Internet erlaabt dat -, fir koordinéiert Versiounen, a wa se och nëmmen op dem Internetsite vun deem engen oder deem anere Ministère sinn, ze diffuséieren.

Dat gesot, Här President, ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Ech gesinn, ech hunn eng Minutt an 30 Sekonnen ze laang geschwat.

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Dir waart mat zwou Minutte gemellt.

Une voix.- Aha!

M. le Président.- Kee Problem! Den Här Franz Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, ech géif der Madame Beissel gäre villmools Merci soe fir hire ganz gudde Rapport an ech géif och den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, mir soen och der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un d'Madame Beissel fir de Rapport. Mir si mat dem Fong d'accord, mir stëmmen dat heite gär mat, mir hu just natierlech déi Bemierkungen, déi ech awer wëll maachen.

Dat Éischt ass: Wann et vun Ufank u kloer ass, datt mer hei musse legislativ täteg ginn, firwat ass dann eis Regierung, wéi dat do am Conseil diskutéiert ginn ass, mat op de Wee vun engem europäesche Reglement gaangen amplaz vun enger Direktiv? An och wa mer hei e Reglement hunn, wat dann eben esou Matière regéiert, ass eis Iwwerzeegung, datt dat eng „mauvaise technique législative" um europäeschen Niveau ass, wou mer gesinn, datt ëmmer méi Vermëschunge bestinn tëschent deem, wat der Direktiv virbehalen ass, an deem, wat duerch Reglement soll kënne geregelt ginn.

Dat awer gesot, stëmme mer dat heite mat. Villmools Merci.

M. le Président.- Merci. Da si mer um Enn vun der Diskussioun an d'Regierung huet d'Wuert.

(Interruption)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Et ass u mir?

M. le Président.- D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech der Madame Beissel Merci soe fir hire mëndleche Rapport an och hire schréftleche Rapport.

Et ass effektiv en Text, bei deem et e bësse méi schwiereg war, aus engem Reglement, wat jo eigentlech directement applicable ass, och doduerch, well et ganz prezis ass… Dat heite wëll ech och dofir, och wéi den Här Roth, net eng Ëmsetzung nennen, mä eigentlech ass et eng Upassung vun eisem Gesetz un d'Reglement. Wa mer et esou duerstellen, mengen ech, erkläre mer méi genee, wat et ass.

Et ass eng noutwendeg Upassung gewiescht vun eisem Gesetz aus enger Rei vu Grënn: Éischtens emol ass et drëms gaangen, fir och kloer festzeschreiwen an d'Gesetz, wien déi zoustänneg Autorité compétente ass, fir déi europäesch Lizenzen auszestellen, awer och, fir de Port d'armes vun den auslännesche Convoyeuren, wa se iwwert d'Grenz op Lëtzebuerg kommen, auszestellen. Déi Kompetenzen hunn am Gesetz mussen niddergeschriwwe ginn, fir dass de Justizministère oder de Justizminister, fir et méi richteg ze soen, déi Kompetenz och huet.

Et ass och drëms gaangen anzeschreiwen, wien déi zoustänneg a kompetent Autoritéit ass, déi au préalable muss informéiert ginn. Well ëmmer dann, wann en Transport transfrontalier gemaach gëtt, muss och hei zu Lëtzebuerg de Justizministère informéiert ginn, dass esou e grenziwwerschreidenden Transport vun Euroen ënnerwee ass. Dat muss ëmmer zu Lëtzebuerg deklaréiert ginn.

Dann ass et och drëms gaangen, déi technesch Modalitéite festzeleeën. Déi musse respektéiert ginn am Kader vun deenen doten Transporter, ob et e komplett blindéierte Fourgon ass oder e Fourgon, vun deem nëmmen d'Kabinn blindéiert ass, an dann awer och mat engem System, fir Schäiner am Fall vun engem méiglechen Iwwerfall kënnen ze makuléieren, also Flecken op déi Schäiner ze kréien, fir dass se a) net méi brauchbar sinn an och b) kënnen identifizéiert ginn, dass se eben aus esou engem Iwwerfall géifen hierkommen.

Des Weideren huet mussen an d'Gesetz ageschriwwe ginn, dass fir déi Leit, déi e Port d'armes hunn, wa se op Lëtzebuerg komme grenziwwerschreidend, dass och do de lëtzebuergesche Justizministère kompetent ass fir d'Iwwerwaachung vun hire Schéisskompetenzen. Also, si kréien net nëmmen eemoleg de Schäin ausgestallt, mä am Kader - an dat huet den Här Roth ganz richteg gesot - vun eiser Souveränitéit kënne mir dann och d'Kompetenzen, déi si am Schéissen hunn, selwer iwwerwaachen, well mir jo och de Permis mussen ausstellen. Mir mussen eis also do net verloossen op Permisen, déi an engem anere Land ausgestallt gi wieren, an op méi oder manner verlässlech Kontrolle vun deene Schéisskompetenzen. Och do hu mer elo eng Base légale, fir déi le cas échéant kënnen ze iwwerpréiwen.

Mir sinn och déi national Instanz fir mat eisen auslännesche Partner ze kommunizéieren an deem heite Beräich. Och do hu mer d'Base légale elo geschafen, fir den Échange tëschent den Autorités nationales compétentes kënne virzehuelen.

Mir hunn awer och dann am Gesetz elo Sanktioune stoen, déi mer virdrun net haten, fir deen heite spezifesche Fall. Dat si souwuel där administrativer, wann ee sech net un d'Reglement 1214 géif halen, wuelverstanen déi auslännesch Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv wieren, awer mir kënnen och penal Sanktioune verhänken, wa sech net géif un eis Reglementatioun gehale ginn. Dat sinn der, déi souwuel Prisongsstrofe virgesi vun aacht Deeg bis zu engem Joer an awer och Geldstrofe vun 251 Euro bis hin zu 250.000 Euro.

Et ass virdru gesot ginn, dass dat e Secteur wier, dee sech géif no uewen entwéckelen, dat ass richteg. Allerdéngs ass et e Phenomeen, deen zu Lëtzebuerg awer relativ limitéiert ass. Et gëtt am Moment zu Lëtzebuerg zwou Firmaen, déi kënnen a Fro kommen, déi éligibel sinn, fir esou eng Lizenz unzefroen, méi net. A si mengen och, dass dat, wat vu Volumen hei entsteet, en fait net esou grouss ass fir si. Si schwätze vun engem Prozentpunkt, vun 1% vun hirem Chiffre d'affaires, dee kéint duerch dës Législatioun betraff ginn. Et ass also kee Phenomeen, deen inexistent ass, mä par rapport zu de Lëtzebuerger Entreprisen ass et awer éischter e marginale Phenomeen, dee mer hei diskutéieren.

De Règlement grand-ducal, un deem gëtt och geschafft. Mir hunn e leschten Avis complémentaire elo vum Statsrot kritt virun e puer Wochen, virun dräi Wochen ongeféier. D'Regierung wäert elo probéieren, de Règlement grand-ducal, deen heizou gehéiert, och ganz séier fäerdeg ze maachen, a mir probéieren dann och, souwuel d'Gesetz wéi de Règlement grand-ducal zum selwechten Zäitpunkt a Kraaft trieden ze loossen. Da wären déi zwee de façon concomitante en vigueur. Dat wär sécher, mengen ech, vun der Technik hier gutt geschafft.

Dann huet nach den Här Roth zwou Froe gestallt an eng Suggestioun gemaach. Zu senger Suggestioun, fir eng Version coordonnée ze maachen, wat jo och de Wonsch ass vun der Chambre de Commerce: Déi huelen ech gären entgéint. Ech kann lech net verspriechen, dass mer et wäerte maachen a wéi séier. Mä ech fannen et och e legitimme Wonsch an eng verstänneg Iddi an déi huele mer ganz gäre mat op.

Zu deenen zwou prezise Froen, déi Der gestallt hutt vun deem Comité du transport: Menges Wëssens ass dee schonn zesummekomm, e puermol souguer. Ech weess näischt vu Konklusiounen, déi se gezunn hätten. Mir kruten op jidde Fall och keng schréftlech matgedeelt. Mä ech weess, dass et de Comité gëtt. En huet dräi-, véiermol, menges Wëssens, scho getaagt.

Zu de Kontrollen: Ob déi gemaach ginn, dat muss ech dann an engem anere Ministère nofroen. Déi ginn net vun eisem Haus selwer gemaach, déi Kontrollen. Ech kann lech déi Froe gären an enger nächster Commission juridique beäntwerten. Do sinn aner Instanze beim Stat, déi déi Kontrollen do effectuéieren. An ech froen dat gären no a soen lech Bescheed.

A Merci och fir d'Zoustëmmung zum Gesetz.

M. le Président.- Merci och dem Här Braz. Mir kéinten dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6400 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6400 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6400 ass mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet 6629, eng Modifikatioun vum Ge-

setz iwwert d'École de la 2e Chance. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Lex Delles.

Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

3. 6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci villmools. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Kader vum Débat iwwert d'Aféierung vun enger Schoul vun der zweeter Chance den 30. Abrëll 2009 hei am Haus hu verschidde Riedner drop higewisen, dass et kee gutt Zeeche fir e Bildungssystem wier, wann esou eng Schoul misst geschafe ginn. D'Ursaache vum Échec an dem Décrochage scolaire misste besser ugepaakt ginn, fir dass esou eng Schoul eigentlech net néideg wier.

Dës Aussoe ware sécherlech richteg, mä richteg ass awer och, dass d'École de la 2e Chance an deene leschte Jore gewisen huet, dass si eng Plaz an eisem Schoulsystem huet an dass si eng exzellent Aarbecht leescht.

Erlaabt mer duerfir, dass ech op dëser Plaz de Responsabele vun der Schoul, den Enseignanten an de Formateure fir hiert Engagement an hir gutt Aarbecht beim Opbau an am Alldag félicitéieren.

Här President, ech kommen dann zum Projet de loi selwer. E puer Wierder zu der legislativer Prozedur: Den Text gouf de 5. Dezember 2013 nach vun der viregter Éducatiounsministesch, der Madame Delvaux-Stehres, déposéiert.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De 5. Februar vun dësem Joer huet d'Éducatiounskommissioun mech zum Rapporteur vum Projet de loi designéiert. De Statsrot huet säin Avis de 25. Februar respektiv säin Avis complémentaire den 3. Juni ofginn.

A sengem éischten Avis huet de Conseil d'État dräi Oppositions formelles formuléiert. Dës hu sech mat der Fro vun der Applikatioun vum Artikel 23 vun der Constitutioun, deen d'Organisatioun vun der Schoul regelt, respektiv mat der Mise en vigueur vu verschiddene Modifikatioune beschäftegt. D'Kommissioun huet de Remarquë vum Statsrot Rechnung gedroen an de Projet de loi entspriechend amendéiert, soudass de Statsrot a sengem zweeten Avis gréng Luucht fir den Text konnt ginn. Avise vun de Chambres professionnelles louche keng vir. Schlussendlech ass de Rapport den 2. Juli bis op eng Abstentioun quasi eestëmmeg vun der Éducatiounskommissioun ugeholl ginn.

Madame Presidentin, grad wéi a villen anere Beräicher vum Liewen ass et och an der Éducatioun gutt, wann no enger gewëssener Zäit de Bilan vun enger Saach gezu gëtt, fir ze kucken, wat gutt fonctionnéiert a wat vläicht manner gutt leeft. Esou ass et och bei der École de la 2e Chance de Fall, déi elo zënter e puer Joer operationell ass an, wéi scho gesot, zu engem integralen a wichtege Bestanddeel vum Schoulsystem ginn ass.

Wat sinn déi wichtegst Ännerungen am Verglach zum urspréngleche Text vun 2009? Ma, op dëser Plaz ass et ganz wichteg ze ënnersträichen, dass d'Philosophie vun der École de la 2e Chance mat dësem Projet deelweis changéiert.

Wann et bei der Aféierung vun dëser Schoul nach haaptsächlech drëm gaangen ass, fir d'Décrocheuren erëm an den Éducatiounssystem ze reintegréieren, esou geet et elo bei dësem Projet no der Analys vun der Aarbecht, déi zënter 2009 do geleescht gëtt, drëm, deene betraffene Jugendlechen eng Qualifikatioun ze verschafen, dëst mat der Méiglechkeet, déi Formatioun och an der École de la 2e Chance kënne fäerdeg ze maachen.

Esou gëtt dee maximalen Alter vun de Schüler vun der Schoul vu 24 op 30 Joer eropgesat. Dëst ass virun allem drop zréckzeféieren, dass d'Mesuren, déi d'Bekämpfung vum Jugendchômage als Zil hunn, sech u Jonker bis 30 Joer riichten. Duerfir ass et logesch, dës Dispositioun deementspriechend ze adaptéieren. Och sollen an Zukunft d'Primo-arrivantë besser an d'Formatioun vun der École de la 2e Chance agebonne ginn, andeem si net méi à part enseignéiert ginn, mä a Formatioune mat engem adaptéierte Régime linguistique agebonne ginn.

D'Limitatioun, dass ee sech nëmme fir zwee Joer an der École de la 2e Chance kann aschreiwen, gëtt opgehuewen. Dat wëllt net heeschen, dass ee während e puer Joer muss an der Schoul ageschriwwe sinn. Et gi jo och Jonker, déi nëmme fir ee Semester ageschriwwe sinn. D'Durée vun den Aschreiwungen hänkt also vum Projet de formation vun deene Jonken of.

D'Bulletinen an d'Diplomer ginn un den nationale System vun der Zertifikatioun ugepasst. D'Modalitéite vun den Épreuven, vun den Exame ginn déiselwecht wéi fir Schüler an der Beruffsausbildung an der regulärer Schoul.

D'Experienz vun deene leschte Joren huet och gewisen, dass de Portfolio vum Schüler net esou gutt als Evaluatiounsinstrument gëeegent ass, mä éischter eng Roll spillt am Kader vum Ausschaffe vum Projet professionnel. E Relevé vun de Kompetenzen als Complément zum Bulletin soll duerfir an Zukunft vun der Schoul ausgestallt ginn.

D'Lëscht vun de Fächer, déi vun der Schoul ugebuede ginn, gëtt ëm d'Naturwëssenschaften an d'Sozialwëssenschaften erweidert. D'Prime de formation gëtt duerch de virleienden Text ofgeschaaft. D'Aide à la formation fir mannerjähreg Apprenantë soll an Zukunft vum CPOS géréiert ginn.

Wat d'Indemnités de formation fir déi volljähreg Apprenanten ugeet, esou bleiwen dës bestoen. Si ginn awer selbstverständlech un déi scho genannt Modifikatiounen am Kader vum Eropsetze vun der Alterslimite op 30 Joer deementspriechend ugepasst.

Well an der Schoul vun der 2e Chance e grousse Wäert op den Encadrement an déi perséinlech Betreiung vun deem eenzelne Schüler geluecht gëtt, soll an Zukunft dee Schüler, deem säin Taux d'absence bei méi wéi 10% vun den obligatoresche Stonne läit, net méi d'Méiglechkeet hunn, fir seng Ausbildung kënne weiderzeféieren. Speziell Ausnahme kënne vum Direkter fir Schüler mat spezifesche Besoinen accordéiert ginn.

Mat dësen Adaptatioune passe mer, wéi scho gesot, de Kader vun der Schoul de Realitéiten um Terrain un. D'Schoul brauch dës Ännerungen, fir och an Zukunft kënne gutt ze funktionéieren.

Zum Schluss, Madame Presidentin, wëll ech och nach e puer Mercie lassginn: E Merci un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Éducatiounskommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht am Kader vun dësem Projet. E Merci awer och un d'Sekretärin vun der Kommissioun, d'Christiane Huberty, fir hir Mataarbecht an natierlech och dem Här Modert. A schlussendlech e Merci un Iech alleguerten, well Der mer nogelauschtert hutt.

Dës Mercien an dëst alles gesot, wëll ech natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci dem Här Delles fir säin interessante Rapport. Als éischt Riednerin ruffen ech elo hei op d'Tribün: d'Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt fir unzefänken dem Rapporteur e ganz häerzleche Merci soe fir säi komplette schréftlechen an och mëndleche Rapport. Ech wëll och net op all déi Neierungen agoen. Hien huet dat ganz gutt gemaach. Mä ech wéilt e puer allgemeng Bemierkunge maachen an och dem Minister e puer Froe stellen.

Wann ech mer déi rezent Chifferen iwwert den Décrochage scolaire ukucken, da stellen ech fest, dass esou eng École de la 2e Chance méi wéi jee hir Daseinsberechtegung huet. Mä si muss awer och eng reell Chance sinn. An duerfir ass et kruzial, wéi ee Choix vu verschiddenen Ausbildungs- a Beruffsméiglechkeeten dës Schoul dann iwwerhaapt ubitt, an dat op allen Niveauen.

D'École de la 2e Chance muss nieft der Lycées- an der professioneller Ausbildung eng complémentaire Offer duerstellen an dierf net zur Konkurrenz ginn. Ganz besonnesch, wa mer vu Léierplaze schwätzen, ass et net gutt, grad an deene Beruffer auszebilden, wou schonn eng Offer op allen Niveaue besteet, och fir Erwuessener, an domadder déi souwéisou rar geséite Léierplazen ze accaparéieren.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt op dëser Plaz dem Minister eng Partie Froe stellen. Zënter dräi Joer fonctionnéiert elo dës Schoul. An haut solle mer dann iwwer éischt Adaptatiounen ofstëmmen, Adaptatiounen, déi sech opgrond vun Erfahrungswäerter erginn hunn.

An duerfir meng éischt Fro: Här Minister, ginn Erfahrungswäerter duer? Misst een do net eng richteg Evaluatioun maachen? Misst net eng Etüd vum Aarbechtsmaart gemaach ginn, fir ze wëssen, ob mer dann elo an déi richteg Richtung histeieren? Oder ass dat Ganzt éischter aus dem Bauchgefill eraus, dass dës Adaptatiounen entstane sinn?

Mech géif och interesséieren, ob alleguerten d'Schüler, déi eng Demande maachen, fir an d'École de la 2e Chance ze kommen, ugeholl ginn a wat iwwerhaapt d'Admissiounskritäre sinn.

Da wëll ech d'Fro stellen, ob d'Offer vun de Formatiounen, déi d'École de la 2e Chance ubitt, och genee mam Aarbechtsmaart ofgestëmmt ass an och deem entsprécht, wat den Aarbechtsmaart réellement brauch.

Wann ech bedenken, dass mer jonk Fraen an osteuropäesch Länner rekrutéiere ginn, fir Leit am Alter doheem ze betreien, da froen ech mech: Majo, wéisou bilde mir net selwer esou Leit aus, déi en plus den Avantage hätten, dass se wéinstens eng vun deenen dräi offizielle Sprooche géife schwätzen?

Mir brauchen och masseg Leit am Spidolswiesen, déi do kéinten eng Hand mat upaken, an zwar op allen Niveauen. Offréiert d'École de la 2e Chance dorobber eng Äntwert?

Wéi gesäit et aus mat Formatioune fir d'Restauratioun, wou mer leider vill ze dacks mussen op auslännesch Main d'œuvre zréckgräifen? A wéi gesäit et aus mat Leit, déi mer géifen ausbilde fir de Logistiksecteur? E Secteur, deen eisem Wirtschaftsminister jo esou um Häerz läit.

Dann, Madame Presidentin, geet hei Rieds iwwer eng Reduktioun vun den Entschiedegungen, déi déi jonk Leit solle kréien. Mä mir gi jo awer hin, mir setzen d'Alterslimite, fir eranzekommen, vu 24 op 30 Joer erop. Da ginn ech awer dovunner aus, dass do eng Partie Leit dobäi sinn, déi vläicht musse schonn e Loyer bezuelen. Wéi sollen déi deen dann an Zukunft finanzéieren, wa se an d'Schoul ginn? Wat ass do virgesinn?

Da gi mer hin a mir setzen d'Zuel vun den „Apprenanten", wéi se hei am Gesetzestext heeschen, vun 300 op 350 erop. Dat ass eng Hausse vu bal 17%. Mir erweideren d'Offer vun de Formatiounsméiglechkeeten. Da stellen ech d'Fro: Brauch een dann net och méi Personal? Och do ass keng Fiche financière virgesinn.

Da meng lescht Fro, Här Minister: Ongeféier 20% vun de Schüler hunn och an der École de la 2e Chance hiert Gléck net fonnt. Wourunner läit dat? Gouf do eng Analys gemaach? A wéi gedenkt Dir dogéint virzegoen?

Voilà, Madame Presidentin, dat war et fir mäin Deel. Ech si ganz gespaant op dem Minister seng Äntwerten. Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Ech bréngen och heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun, well mir fannen d'Iddi vun enger École de la 2e Chance jo gutt, wa se dann eng reell zweet Chance ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Hetto, fir Är konstruktiv Interventioun. Elo ass et um Här Deputéierte Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Madame Presidentin, déi technesch an déi prozedural Detailer vun dësem Projet de loi iwwert d'École de la 2e Chance, déi iwwregens e Succès ass, si scho vun deenen zwee Virriedner presentéiert ginn, esou datt ech dat elo net méi am Detail wäert maachen. Ech géif awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Rapporteur, dem honorabelen Deputéierte Lex Delles, Merci ze soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dëse Projet de loi, dee jo bekanntlech ënnert der viregter Éducatiounsministesch, der Madame Delvaux, déposéiert ginn ass, ass an der Haaptessenz e Projet de loi, deen d'Offerte vun der Formatioun erweidert an dee besonnesch, an dat ass schonn ugeschwat ginn, sech ëm de Phenomeen vun de Schoulofbriecher wäert këmmeren.

Am Allgemenge kann ee feststellen, datt eng Persoun, déi eng unerkannte Qualifikatioun oder en Diplom huet, vill méi grouss Chancen huet, fir um Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen, wéi Leit ouni Qualifikatioun oder Diplom dat hunn. D'Persounen, un déi sech dëse Projet de loi riicht, ginn am Artikel 2, wéi gesot, genannt. Et sinn dëst Leit, déi erëm sollen op eng Formation initiale oder eng Formation des adultes orientéiert ginn, Persounen, déi hire schoulesche Parcours mat engem unerkannte Certificat oder Diplom ofschléissen, a Persounen, déi eng spezifesch Erwuessenebildung ofschléissen, déi en Zougang zum Héichschoulstudium oder déi en Éducateursdiplom kréien.

Ech wollt op e puer Remarquen hei agoen, déi scho gesot gi sinn an déi oft am Kontext vun der Schoul vun der zweeter Chance opgeworf ginn. D'Meenung, déi besteet, datt d'Beruffer, déi an der École de la 2e Chance ugebuede ginn, anere Schüler géifen Ausbildungsplazen ewechhuelen, wëll ech awer gär ganz staark relativéieren. Dat steet iwwregens och am Commentaire vun dësem Projet de loi. An der École de la 2e Chance geet et menges Wëssens drëm, fir Persounen, Schüler, Erwuessenen eng zweet, eng nei Chance ze ginn, an net de Beruffer. Och huet sech an deene leschte Jore gewisen, datt dës Schüler alleguerten eng Ausbildungsplaz fonnt hunn.

Madame Presidentin, zum Schluss géif ech awer nach gär soen, datt mer mat dësem Projet de loi iwwert d'École de la 2e Chance d'Diplomer net bradéieren, mä datt déi Diplomer mat anere Schoule gläichgestallt ginn.

Duerfir géif ech och gär vun der Geleeënheet profitéieren, fir jiddwerengem, den Éducateuren, de Professeren an och de Beamten aus de Ministèren, déi sech ëm d'École de la 2e Chance beméien, Merci ze soe fir hiert Engagement an deem heiten Dossier.

Dat gesot, sinn ech frou, datt Der mer nogelauschtert hutt, an ech géif zu dësem wichtege Projet och den Accord vun der LSAP-Fraktioun bréngen.

Merci.

Mme la Présidente.- Villmools Merci dem Här Haagen. Als nächsten ageschriwwene Riedner ruffen ech den Här Claude Adam op d'Tribün.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säi flotten an ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass och net u mir, fir dem Minister virzegräifen an Äntwerten op Froen ze ginn, déi d'Riednerin vun der CSV gestallt huet. Ech kommen awer net derlaanscht, well ech mech mam Sujet e bësselche beschäftegt hunn, an an deem, wat ech elo zielen, do sinn dann eng Rei Saachen, wou een awer trotzdeem schonn e puer Äntwerten op esou Froe kritt.

Mat dësem Gesetz passe mer den urspréngleche Projet vun der École de la 2e Chance der Realitéit un. Déi ursprénglech Iddi: „Mir huele Schüler, déi décrochéiert hunn, a maache se an ee bis zwee Joer fit fir eng Regelschoul", déi funktionéiert leider net ëmmer. Vill Schüler an der École de la 2e Chance hunn 22, 23 Joer, an et ass net einfach, dës Jugendlech ze integréieren. Op enger Quatrième zum Beispill hunn d'Schüler 15, 16, 17 Joer.

Eng weider Ursaach, firwat d'Angebot erweidert gouf an d'Zäit, déi e Schüler kann an der École de la 2e Chance méi laang bleiwen: Déi Schüler, déi hu meeschtens décrochéiert, net, well se net intelligent genuch waren, mä well se mat der Institutioun Schoul net eens gi sinn. An d'Ursaachen dofir si villfälteg: sozial Kompetenzen, déi feelen, sozial Problemer, familiär, finanziell, psychologesch Problemer.

An der École de la 2e Chance gëtt direkt reagéiert, wann e Problem detektéiert gëtt. D'Schüler si ganz gutt encadréiert. De Personalschlëssel vun dëser Schoul ass héich. D'Schüler si vill Zäit an der Schoul: 34 bis 36 Stonnen. Duerfir verlaangt awer keen Hausaufgabe vun hinnen, an dat zu Recht: Si si ganz oft a Situatiounen, wou Hausaufgaben einfach net ze realiséiere sinn. An duerfir féiert e Retour an eng Regelschoul och oft zu engem Échec.

D'École de la 2e Chance funktionéiert e bësse wéi d'Aarbechtswelt: schaffen an duerno fräi. E Retour an eng Regelschoul scheitert oft aus deeneselwechten Ursaachen, aus deene schonn en éischten Échec do virkomm ass.

All Joer melle sech eng 500 bis 600 Schüler. Et gëtt en Entretien, d'schoulescht Wësse gëtt gepréift an de Kandidat muss eng Lettre de motivation schreiwen. 200 bis 250 Schüler ginn ugeholl: déi, bei deenen d'Aussiichten op Erfolleg am gréisste sinn. An am beschte Chancen, esou hunn ech mer soe gelooss, hu jonk Leit, déi éischter duerchschnëttlech talentéiert sinn, keng immens grouss sozial oder finanziell Problemer hunn an déi an hirer Pubertéit relativ vill Quatsch gemaach hunn. Et kéint ee soen: Déi weider näischt wéi Larifari an der Kopp haten an doduerch grouss schoulesch Lacunen opgebaut hunn, déi bléien duerch dee gudden Encadrement op, déi gedeien an der École de la 2e Chance oft perfekt.

Wichteg ass och, datt de Schüler schonn eng Kéier richteg erlieft huet, datt hie sech selwer mat sengem Schoulofbroch geschuet huet, datt hien e gewëssene Leidensdrock um eegene Leif gespuert huet. Mat 16 Joer sinn déi Jonk normalerweis nach net prett fir dës Schoul. Ech mengen, dee Jéngsten huet der och 17. A wien zweemol duerchgefall ass an dann direkt an d'École de la 2e Chance wiesselt, fir et do eng drëtte Kéier ze probéieren, hält et ganz oft net laang aus.

Et gëtt natierlech, an d'Madame Hetto huet et ugeschwat, a leider och Échecen an der École de la 2e Chance. Am heefegste sinn Absencen d'Ursaach vum Échec. 10% Absencë waren eigentlech ëmmer de Maximum, deen toleréiert war, an elo kritt dëse Maximum eng legal Basis. Et ass engersäits ganz schwéier, Schoul ze halen, wann d'Absencen héich sinn. Dat kann all Enseignant soen. De Grupp wiesselt oft; d'Schüler, déi vill feelen, kréie Lacunen. Mä an der École de la 2e Chance spillt awer och d'Logik vum Aarbechtsmaart. Déi jonk Erwuessen an der Schoul ginn och als Erwuessener behandelt. Kee Patron erlaabt heefegt an onmotivéiert Feelen.

E groussen Deel vum Décrochage an der École de la 2e Chance berout drop, datt d'Schüler et net fäerdegbréngen, regelméisseg an d'Schoul ze kommen. An eng weider Ursaach fir d'Anhale vun der Präsenzflicht ass de Fait, datt vill Schüler eng Aide à la formation kréien. Esou vill och zur Finanzéierung: Ech hu mer soe gelooss, datt dat ronn 30% vun de Schüler wieren. An dat ass eng gutt Saach an eng sënnvoll Saach. Déi soll awer och net mëssbraucht ginn. An duerfir gëtt och d'Anwesenheitsflicht esou streng geregelt.

Schüler, déi gréisser psychologesch Problemer oder Verhalensproblemer hunn, riskéieren och an der École de la 2e Chance oft en Échec. Schüler, déi zum Beispill spillsüchteg sinn, depressiv sinn, déi Drogeproblemer hunn, missten eigentlech hir zweet Chance - a fir muncher ass et och schonn eng drëtt oder véiert Chance - mat enger Therapie ufänken. An do stéisst d'Schoul un hir Grenzen. An der Schoul Therapien organiséieren, dat geet leider net.

Eis École de la 2e Chance ënnersteet dem Ministère de l'Éducation nationale a funktionéiert och wéi eng normal Schoul. Duerfir wëllt dës Schoul och zertifizéiere wéi all aner Schoul. An hei bréngt de Projet de loi och eng Rei Upassungen.

Selbstverständlech ass awer och de Gedanke vun enger Insertioun an eng aner Schoul oder an e Beruff och nach ëmmer e Bestanddeel vun der École de la 2e Chance.

A fir ofzeschléissen, Madame Presidentin: Natierlech wier et schéin, wann ee keng esou eng Schoul géif brauchen. An den Här Delles hat dat och ugeschwat, dat hate mer schonn 2009 e puermol gesot. Et muss een awer wëssen, Här Delles: 2009 hate mer grad just en neit Schoulgesetz gestëmmt, do ware mer och vläicht nach e bëssen optimistesch - méi optimistesch.

Mir stellen haut fest, datt d'Realitéit eis ganz kloer seet: Mir hunn Décrocheuren, mir brauchen eng École de la 2e Chance. Mir stelle fest als Gréng, datt do gutt Aarbecht gemaach gëtt. Kanner léieren aneschters wéi Teenager an Teenager léieren aneschters wéi Erwuessener. Trotzdeem: Empathie fir de Schüler, Tutorat, Équipe pédagogique a curriculaire, méi Präsenz vun den Enseignanten, dat sinn Erfahrungen aus der École de la 2e Chance, déi fir all Schoul a fir all Schoulsystem gëllen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, an nach e leschte Punkt: Wéi ech d'Diskussioun, déi mer 2009 haten, nogelies hunn, do war och ugeschwat ginn, datt et net schlecht wier, vu déi Situatioun, aus där vill vun deene Schüler kommen, ob et net géif Sënn maachen, fir och en Internat am Zesummenhang mat der École de la 2e Chance an d'Gespréich ze bréngen.

Duerfir vläicht meng Fro, och méi allgemeng: Wéi sti mer do, wa mer sozial Problemer feststellen? Do wier en Internat fir munch Schüler eng Hëllef. Vläicht och an deem heite Kader dann nach déi Fro un den Här Minister.

Merci fir Är Opmierksamkeet a Merci fir Är Toleranz, Madame Presidentin, wat d'Zäit ubelaangt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Exzellent!

M. le Président.- Merci der Madame Presidentin a Merci dem Claude Adam. An als Nächsten huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR, wéi all déi aner Parteien heibannen, ënnerstëtzt de Prinzip vun enger École de la 2e Chance. A mir soen och dem Här Delles Merci fir dee Rapport, deen en eis presentéiert huet.

Et si vläicht just e puer Kommentare vun eiser Säit: Éischtens sollte mer ufänken, fir ze verhënneren, datt d'Kanner, déi Jugendlech d'Schoul ofbriechen. Ech mengen, dat ass eng Tâche, wou Schoulpolitik kann agräifen, fir eng gutt Orientéierung ze maachen a priori, fir ze kucken, well mir hu jo Etüden, wéi den Décrochage scolaire fonctionnéiert. Wa Leit e puermol redoubléieren a grouss Retarde cumuléieren, si se sécher méi exposéiert wéi anerer. Mir wëssen och, datt d'Neuvième pratique an d'Dixième professionnelle déi Klasse sinn, wou tendenziell am meeschten där Fäll geschéien. Also kënne mer scho politesch op jidde Fall eng Rei Aktiounen ënnerhuelen, fir ze verhënneren, datt et esou wäit kënnt an déi Jonk d'Schoul ofbriechen.

A leschter Zäit an och duerch déi Reformen, déi onglécklech Schoulreformen, déi mer awer iwwert déi lescht Jore gesinn hunn, ass et awer esou, datt mer och mussen oppassen, datt mer net och nach strukturell Ursaachen an eisem Schoulsystem hunn, déi de Schoulofbroch weider verstäerken.

Mir hunn zum Beispill de Beweis...

Ech weess net, Här President, ech wëll och eigentlech mat der Regierung schwätzen, mä den Här Meisch, dee lauschtert gewéinlech net no.

(Brouhaha)

Jo, mä gutt. Also, op jidde Fall hu mer eng Rei vu strukturellen Ursaachen, fir eis Suergen ze maachen. Mir wëssen, datt dee modulàre System net fonctionnéiert am Enseignement professionnel. Dat ass eng ganz schlëmm Situatioun, wou vläicht och einfach duerch den Alter an duerch déi Problemer, déi déi Schüler dann hunn, se och eventuell an e Schoulofbroch erakommen. A mir hunn elo héieren iwwert d'Chambre de Commerce an d'CLC a leschter Zäit e Constat, dee mir och ëmmer erëm gemaach hunn, deen awer hei politesch nëmme vun der ADR virbruecht gëtt, dat ass, datt déi Schüler op enger Neuvième eigentlech net méi genuch wëssen, fir iwwerhaapt an eng Léier eranzekommen. Dat sinn déi Realitéiten, mat deene mer konfrontéiert sinn. An natierlech dréit dat och derzou bäi, datt de Risiko vum Schoulofbroch klëmmt.

An dësem spezielle Projet... Ma dat hänkt och domat zesummen, ech hunn hei den originalen Text vun dem Projet de loi vun der Madame Delvaux matbruecht, fir vläicht nach eng Kéier ze rappeléieren, wéi déi Terminologie an deene leschte Jore war, wa mir iwwer Schoulreforme geschwat hunn. Dat ass e Verbiage, et ass komplett huel!

Zum Beispill: «C'est à partir de compétences formelles, non formelles ou informelles que la formation à l'École est construite en apportant de nouvelles compétences spécifiques et transversales. (…) l'approche par compétences (savoirs, savoir-faire, savoir-être);». Et ass du Verbiage, cela ne veut rien dire! Awer et ass op esou Prinzipien, datt eigentlech déi Schoulreformen an deene leschte Joren ugepaakt gi sinn. An esou si se och ginn, eigentlech, an zulaaschte vun de Kanner, oder eng Bürokratie, déi am urspréngleche Projet de loi hei steet, déi net nozevollzéien ass. Et si fënnef Joer, datt ech an der Schoulkommissioun sëtzen, an no fënnef Joer Schoulkommissioun kann ech mech nach ëmmer nëmme wonneren iwwer esou Texter wéi: «(…) le projet d'établissement qui devra être inscrit à un plan de développement scolaire élaboré par la Cellule de Développement scolaire et agréé par le conseil d'éducation de l'École de la 2e Chance.» Lauter Verbiage!

D'Resultat ass, datt eise Schoulsystem hei am Land an engem ganz, ganz schlechten Zoustand ass. Mir hätte besser, op einfach Prinzipien zréckzekommen, novollzéibar Prinzipie vu Qualitéit a Leeschtung, déi eise Schüler géife laangfristeg am meeschten hëllefen. Hei wësse mer eigentlech net, wat mer stëmmen.

Mir hunn de Problem vun de Primo-arrivants, déi als Kategorie erausgeholl ginn. Da steet an den Texter och eppes, wat den Här Minister eis vläicht kann erklären, mat de Primo-arrivants: «Ils vont faire partie directement des formations à régime linguistique spécifique organisées à l'École.» Mir wëssen awer net, wéi dee Régime spécifique ausgesäit. Dréit en zur Integratioun bäi? Wéi ass et mam Lëtzebuergeschen als Langue véhiculaire an der École de la 2e Chance? Dat wësse mer net. Här Minister, Dir kënnt eis dat vläicht soen.

A mir wëssen och net, wat se da schlussendlech léieren. Hei den Här Delles an aner Intervenanten hunn zwar widderholl, datt d'Zertifikatioun, datt d'Niveauen, d'Prüfungen, d'Programmer am Prinzip d'selwecht si wéi an deenen anere Schoulen, gläichzäiteg soe mer awer, datt mer iwwer eng Voie vun Arrêtéë kënnen Ausnahme maache bei de Programmer, bei de Promotiounskritären, bei der Grille horaire, wat zum Deel praktesch wuel néideg ass, fir e bëssen Enseignement à la carte kënnen ze realiséieren an de Leit beschtméiglech ze hëllefen. Op där anerer Säit heescht et awer och, datt mer eigentlech net wëssen, wat mer hei stëmmen. Mir stëmmen e grousse Pak a mir wëssen net, wat herno konkret do dran ass.

Dat alles gesot, wëlle mer och ënnerstëtzen, wat d'Madame Hetto scho virdru gesot huet: Mir musse kucken, datt mer Beruffer hei ausbilden, déi op eisem Aarbechtsmaart gebraucht ginn. Mir hu Beruffer wéi an der Fleeg, wéi an der Logistik, do si mer komplett mat der Madame Hetto d'accord, wou hei kéinte konkret Bäiträg geleescht ginn iwwert déi Programmer, wou mer och Aarbechtsplazen hei am Land ze offréieren hunn, déi mer dann op eisem nationalen Aarbechtsmarché och kënne befriddegen. An déi Richtung musse mer goen.

A mir musse vläicht och eng Kéier iwwerleeën, an dat ass e bësse méi laangfristeg oder mëttelfristeg, déi Pläng, déi d'Regierung eis presentéiert huet, fir vläicht déi École de la 2e Chance an enger Colocatioun mam Lycée militaire ze gesinn, do hu mer och Zweifel. An et wär vläicht interessant vum Här Minister ze gesinn, ob do d'Regierung weidergeduecht huet oder ob déi Iddi nach ëmmer besteet, fir d'École de la 2e Chance an de Lycée militaire zesummenzebréngen, wat jo awer u sech zwou verschidde Saache sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Als Nächsten huet den Här Turpel d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, d'École de la 2e Chance ass eng wichteg Institutioun, déi scho ville Leit gehollef huet effektiv, erëm en Diplom ze kréien, dee se virdrun net konnte kréien, well se eben an der Schoul opgehalen hunn.

Ech erlabe mer, drun ze erënneren, datt d'Gesetz vun 2009, d'Initiativ fir d'École de la 2e Chance, zréckgaangen ass op eng Initiativ vum René Kollwelter, LSAP-Deputéierten, deen awer an der Zwëschenzäit aus der Partei ausgeschloss ginn ass, well e sech erlaabt huet, fir eng Lëscht ze ënnerschreiwe vun deene Lénke bei de Wahlen.

(Brouhaha et interruptions)

Une voix.- Hei, schwätzt zum Sujet!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wéisou esou nervös?

(Interruptions)

Ech wëll...

M. le Président.- Adresséiert lech un d'Chamber, Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wa verschidde Leit sech berouegt hunn, da fueren ech gäre virun.

M. le Président.- Dir hutt jo och probéiert ze provozéieren, Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wat den Interessekonflikt ugeet, do mengen ech, musse mer méi seriö driwwer schwätzen, well ech mengen, do wier et...

(Interruptions)

...do wier et gutt, wann een emol géif liesen, wat de GRECO géif soen. Mä dorobber komme mer jo d'nächst Woch zréck.

Ech wëll am Zesummenhang vun där Diskussioun hei awer och all deene Leit Merci soen, déi an där Schoul do schaffen, se koordinéieren an eng wichteg Aarbecht maachen.

Mir ënnerstëtzen déi Ännerungen, déi hei gemaach ginn, notamment déi zwou wesentlech Ännerungen, wat d'Limite d'âge ass, fir déi vu 24 op 30 eropzesetzen, a mir ënnerstëtzen och déi Definitioun vun de Missiounen a vun den Décrocheuren, déi hei méi preziséiert gëtt.

Ech mengen, et ass och wichteg, op eng Rei Saachen zréckzekommen, déi hei opgeworf gi sinn, nämlech d'Problemer an der Schoul, an där normaler Schoul, fir se elo emol esou ze nennen, déi zum Ofbroch féieren. Ech mengen, dat huet awer näischt direkt ze di mat der École de la 2e Chance, well si fänkt dat op, wat virdru geschitt ass. A mir wäerten och op déi Diskussioun zréckkommen, sief et an der Interpellatioun, déi ech gefrot hunn iwwert d'Formation continue, sief et an der Diskussioun iwwert d'Lycéesreform, sief et am Bilan vun der Grondschoul, wou dat sécherlech eng vun de wesentlechen Diskussioune wäert ginn, wou do d'Schwieregkeete leien. Et sinn och aner Froen opgeworf ginn iwwert d'Diplomer an den Aarbechtsmaart, op déi mer och wäerten zréckkommen.

Ech wëll nach eng zousätzlech Fro opwerfen, an dat ass déi vun der Situatioun vum Personal. Wann ech richteg informéiert sinn, hu mer an der École de la 2e Chance eng Rei Schoulmeeschteren, eng Rei Proffen an e ganze Koup Chargé-de-coursen, a vun deene Chargé-de-coursen och nach eng ganz Rei mat engem Contrat à durée déterminée. Mir wiere frou, och wann de Minister dat haut elo net aus dem Stegreif ka maachen, wa mer eng Kéier kéinten zréckkommen op d'Situatioun vun deene Leit, well ech mengen, datt et scho wichteg wier, datt een och d'Situatioun vun deene Leit géif kucken, fir déi ze qualifizéieren, weider ze qualifizéieren, wou et méiglech ass opgrond vun hirer Erfahrung a vun hirer Ausbildung, fir deenen en CDI ze ginn, déi en CDI kënne kréien, a fir ze kucken, datt een esou vill wéi méiglech qualifizéiert Personal, och Proffen a Schoulmeeschteren, an déi Schoul do hëlt fir déi wichteg Aarbecht, déi se hunn.

Dat gesot, géife mir dee Projet do stëmmen an ech soen lech Merci fir Äert opmierksamt Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an den Erzéiungsminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir nennen dës Schoul „École de la 2e Chance", an am Term läit et schonn dran: Et ass eng Chance, mä et ass keng Garantie. Wann een do erakënnt a vun där Chance ka profitéieren, dann heescht et, se ze notzen, dann heescht et, sech drun ze ginn, sech un d'Spillregelen ze halen, wéi zum Beispill déi eng, déi de Mëtteg e puermol hei erwähnt ginn ass: dohinner ze goen an net duerch Absencen ze glänzen.

An eng Rei vu Froestellungen hu mech e bëssen awer drun erënnert, wéi wann ee géif mengen, dat doten, dat wär elo déi Boîte, déi sämtlech Problemer kéint léisen, an all déi Schüler, déi op iergendenger anerer Schoul, an iergendenger anerer Formatioun Problemer haten, déi géifen déi Schoul mat engem Diplom verloossen an all hir Problemer wäre geléist. Dat ass sécher net, dat kann net den Usproch vun där Schoul sinn. Virun allem net dann, wa mer op där anerer Säit awer och gären eng qualitativ wäertvoll Ausbildung hätte mat Diplomer, déi equivalent sinn zu all deenen aneren Diplomer, déi mer hei am Land verdeelen.

Ech denken éischter, datt dat heiten eng Schoul ass, déi eng vu villen Äntwerten ass op déi Heterogenitéit, déi mer an eiser Schülerschaft hunn, déi mer an eiser Populatioun hunn, duerch déi mer Schüler hunn, déi mat ganz ënnerschiddleche Viraussetzungen, mat ënnerschiddleche Liewensleef an d'Schoul kommen a fir déi mer och ënnerschiddlech Parcourse musse kënnen ubidden.

Dat sinn déi ganz traditionell Parcoursen, déi mer an eisen - tëschent Guillemeten - „traditionelle Schoulen" ubidden, an dat kann dann eben och dee Parcours sinn, dee mer an der École de la 2e Chance ubidden, an där mer ënnerschiddlech Offeren hunn, an där mer ënnerschiddlech Weeër och vläicht do zouloossen, an där mer mat ënnerschiddlechen Approchen och kënne schaffen, fir richteg a valabel Äntwerten op ganz spezifesch Problematiken heiansdo kënnen ze fannen.

Wat sinn déi ganz spezifesch Problematiken? Nun, dat sinn déi ënnerschiddlech Sproochekenntnisser. Dat ass d'Fro: Wéini sinn ech an d'Land komm? Dat ass d'Fro, ob ech vläicht éischter gëeegent sinn, fir an enger initialer Ausbildung matzemaachen, oder éischter eng Formation des adultes wëll maachen, ob ech éischter eng Formatioun wëll hunn, wou ech präsent muss sinn am Cours, ob ech dat online wëll maachen, ob ech wierklech an déi traditionell Dagesschoul wëll goen oder an Owescoursen eppes wëll maachen. An eben och eng vun all deene Méiglechkeeten do ass d'École de la 2e Chance. Dat ass also ee vu ville Weeër an et ass eben och eng vu villen Zilgruppen, déi hei spezifesch soll viséiert ginn.

An ech froe mech eigentlech, ob deen Numm gutt gewielt ass: „École de la 2e Chance", an ob e wierklech zu deem nach passt, wat mer haut ubidden, well dat heescht jo, datt een eigentlech eng éischt Chance ratéiert huet, a mir mierken awer, datt hei och Schüler kommen, déi duerchaus schonn hire Wee gemaach hunn, déi vläicht scho beruffstäteg waren, déi och vläicht en éischten Diplom iergendzwousch emol scho kritt hunn. Et kommen natierlech och Décrocheuren.

Mir denken och, datt dat heiten e ganz wichtegen Acteur ka ginn an der Garantie pour la jeunesse, déi mer jo ulafe gelooss hunn, wou mer mat Jonken och eng geziilt Formatioun, nach méi eng geziilt Formatioun kënne maachen, wa se probéieren, sief et erëm zréck an d'Schoul ze kommen oder um Aarbechtsmaart Fouss kënnen ze faassen.

Bon, wat natierlech wichteg ass, an och dat ass de Mëtteg hei vu bal jiddwerengem gesot ginn, dat ass, datt mer Formatiounen ubidden, déi gebraucht ginn. An ech mengen, datt d'Schoul dat mécht, datt mer scho kucken: Wou kënne mer spezifesch mat deenen Instrumenter, déi d'École de la 2e Chance huet, Leit do ofhuelen, wou se sinn, an dohinner bréngen, wou se um Aarbechtsmaart gebraucht ginn?

Mir hate kuerz eng Diskussioun an der Kommissioun zum Beispill iwwert d'Éducateuren en cours d'emploi, bei deene mer mierken, datt mer do eng ganz staark Demande hunn, well et e Secteur ass, deen enorm ausgewäit ginn ass iwwert déi lescht Joren a sécherlech och nach gëtt an deenen nächste Joren, vun der Kannerbetreiung bis zur Altenbetreiung, vu behënnerte Matmënschen an esou weider, a wou mer eigentlech an der initialer Ausbildung net nokommen, déi Leit auszebilden. An et ginn der awer ganz vill, déi och ouni initial Ausbildung an deem Secteur täteg waren an do sécherlech iwwert deen dote Wee en cours d'emploi eng Formatioun kënne maachen. Do denken ech wierklech, datt d'École de la 2e Chance gutt outilléiert ass, fir esou e Qualifikatiounswee unzebidden.

D'Fleeg ass oft hei ugefouert ginn. An nach eng Kéier - fir ze soen, datt een net alles muss d'selwecht maachen -, mir denken do éischter, datt mer iwwert de Wee vun der Formation des adultes kënne fueren, fir zum Beispill Aide-soignanteën an Aide-soignanten auszebilden, well dat eis vum Gesetzesarsenal éischter d'Méiglechkeet gëtt, fir d'Leit do ofzehuelen a se dohinner ze kréien, wou se gebraucht ginn, esou datt mer also net onbedéngt dat iwwert d'École de la 2e Chance géife maachen, mä iwwer eise Service am Ministère vun der Formation des adultes.

Et sinn nach eng Rei vu méi prezise Froe gestallt ginn, Här President. Ech probéieren esou gutt et geet, dorobber ze äntwerten. Bon, ob mer hei aus rengem Bauchgefill eraus eppes maachen, mengen ech sécherlech net. Mir hunn déi Schoul elo véier Joer an hirem Exercice erlieft. Do sinn Erfahrunge gesammelt ginn. Et ass gekuckt ginn, wat den initialen Usproch an d'Virstellung an der Theorie waren, wéi dat sollt fonctionnéieren, a mir hu festgestallt, wéi et an der Praxis fonctionnéiert huet. Do huet sech jo eng gewësse Praxis och agebiergert, an dat heiten äntwert jo eigentlech dorobber a baséiert eigentlech déi Praxis, déi sech agebiergert huet, elo op en zolidd legaalt Fundament, esou datt ech scho mengen, datt et opgrond vun den Erfahrungen ass, datt eng Rei vun Adaptatiounen hei gemaach goufen.

Déi Etüd, déi misst gemaach ginn an déi zum Deel och gemaach gëtt, ka sech sécherlech net nëmme bezéien op d'École de la 2e Chance, mä do musse mer dee ganzen Aarbechtsmaart kucken. Mir mussen aner Schoule mat kucken, aner schoulesch Offere mat kucken. Mir mussen och kucken, wat am Grenzgebitt geschitt. Esou isoléiert kann een dat sécherlech net maachen, well soss géif een e verfälscht Bild kréien.

Et ass och gefrot ginn, firwat mer déi Entschiedegungen erofgesat hunn. Ech denken, dat muss een an engem Kontext gesinn, deen nach e bësse méi breet och ass: Mir hu vill Mesuren, déi och elo zum Beispill bei der Garantie pour la jeunesse solle gräifen, do hu mer eenzel Entschiedegungen. Dat si Mesuren, déi sinn historesch gewuess, an et ass eigentlech ni gekuckt ginn, wéi mer de finanziellen Ureiz do wëlle setzen. An et ass mer opgefall, datt eigentlech de finanziellen Ureiz heiansdo am gréissten ass bei deene Mesuren, déi am wäitste vun der Normalitéit - loosse mer soen - ewech sinn.

Ech denken, datt dat net richteg ass, datt dat net onbedéngt déi richteg Approche ass. Duerfir soll een all déi Indemnitéiten och eng Kéier kucken, vun de Beschäftegungsmesuren iwwert dat, wat mer beim Service volontaire vum SNJ ginn, iwwert déi heiten Indemnitéiten, iwwert dat, wat een am Léiervertrag ka kréien, iwwert dat, wat een an der Formation des adultes ka kréien. Alles dat schéngt mer besser ze guidéieren, wa mer et och kohärent halen an do deene méi ginn, déi probéieren, awer an den normaalste Wee erëm eranzekommen.

D'Fro nom Personal ass och gestallt ginn. Si ass hei net mat geléist ginn an dësem Projet de loi. Et ass awer evident, wann d'Formatioun ausgebaut gëtt iwwert déi nächst Joren, datt dann och deementspriechend Personal muss bäikommen, éducatiivt Personal souwisou, an natierlech och dat, wat encadréiert an der Schoul, och nach do derbäi. Woubäi mer hei musse wëssen: Mir sinn an enger relativ klenger Struktur, déi awer e Staff brauch, fir dat Gebai och einfach technesch, logistesch kënne fonctionnéieren ze dinn. An do hu mer nach e gewëssen Nohuelbedarf ze leeschten.

D'Fro vum Internat ass opgeworf ginn. Ech denken, datt mer déi Fro och net nëmme sollte bezéien op d'École de la 2e Chance. Mir mierken, datt mer geziilten Ufroen hu fir Internater, an och sécherlech a Relatioun mat där Zilgrupp, déi mer mat der École de la 2e Chance ganz kloer viséieren. Do brauche mer nach méi Capacitéit. Mir mussen awer och kucken, wéi mer den Encadrement do maachen, wou den Emplacement richteg ass. An ech denken net, datt et sënnvoll wär, fir den Internat direkt un d'École de la 2e Chance ze rattachéieren, mä mir sollten awer kucken, datt mer Konnexiounen hunn, datt et méiglech ass, Internat an École de la 2e Chance sënnvoll mateneen ze verbannen.

Gradesou musse mer eis d'Fro stellen nom Site, wou d'Schoul haut ass. Mir wëssen, datt dat net definitiv ass, datt mer a provisoresche Raimlechkeete sinn. Den Emplacement schéngt mer gutt ze sinn. Wann et also méiglech wär, op där doter Plaz och definitiv eng Kéier eppes ze schafen, definitiv Raimlechkeete fir d'École de la 2e Chance mat de Méiglechkeeten, dat och iwwert déi nächst Joren nach auszebauen, da sollte mer eis och a relativ noer Zukunft dorunner kënne ginn.

D'Froe sinn och gestallt ginn: Wéi ass et mam Décrochage? Wéi kënne mer e besser nach verhënneren? Ech mengen och do, datt mer keng Schoul kënne kréien, déi honnert Prozent vum Décrochage verhënnert. Ech wëll aus enger Etüd zitéieren, déi eis viru Kuerzem am Ministère virgestallt gouf, déi sot, datt quasi 50% vun deene Schüler, déi décrochéieren, och e psychesche Problem hunn. Dat heescht, datt d'Schoul mat hire Methoden an der Schoul eigentlech net alles kann erreechen an datt ganz oft op anere Gebidder, op aneren Terraine Problemer leien, déi musse mat gekuckt ginn, bei deenen och aner Acteure musse mathëllefen, an datt mer eigentlech ee Problem musse léisen, ier mer dee schoulesche Problem iwwerhaapt kënne gutt a richteg ugoen.

Mir hu jo Strukturen, déi géint den Décrochage virginn. Ech denken un d'Action locale pour jeunes, mat där mer ganz fréi wëllen intervenéieren. Mir mussen do sécherlech d'Frühwarnsystem nach besser ausbauen, fir och deen, deen ënnert de Risque fält, fir ze décrochéieren, éischter dann nach un d'Schoul ze rattachéieren, wann en nach an der Schoul ass. Dat fält nämlech vill méi einfach, wéi en duerno erëm eng Kéier ausserhalb vun der Schoul sichen ze goen an an d'Schoul eran ze integréieren.

Da wëll ech och nach rappeléieren, well och déi Fro opgeworf ginn ass: De Lycée militaire hu mer jo kloer net rattachéiert un d'École de la 2e Chance. De Projet de loi, deen elo um Instanzewee ass, deen hei an der Chamber läit, gesäit en eegestännege Lycée militaire vir. Mir wëssen awer, datt déi Aufgab, déi do ze bewältegen ass als Aufgab vum Lycée militaire, fir deene Leit, déi de Militär gemaach hunn, duerno eng zweet Méiglechkeet vu Formatioun kënnen ze ginn, fir datt se no hirem Service militaire besser kënnen an den Aarbechtsmaart integréiert ginn, datt dat sécherlech kee Lycée wäert fëllen, an och net de Lycée militaire, esou wéi en elo geduecht ass, esou datt mer also och do eng weider Zilgrupp musse mat erakréien. An dat kann eng ähnlech Zilgrupp si wéi déi, déi mer och hei viséiere bei der École de la 2e Chance, wat awer - nach eng Kéier - net onbedéngt muss heeschen, datt dat hoergenee d'selwecht muss fonctionnéieren.

An ech denken, datt et interessant wär, och esou eng Offer fir esou eng Zilgrupp ze hunn am Norde vum Land. Dir wësst jo, datt mer dat zu Ettelbréck wëllen implantéieren, fir och deene Leit do an hirer Proximitéit kënnen d'Chance ze ginn, vun esou enger Offer ze profitéieren.

Bon, dat Gesetz hei ass 2009 gestëmmt ginn. Mir hunn dee Moment Neiland betruede mam Prinzip vun enger École de la 2e Chance. Mir hunn eis Experienze gemaach. Mir hunn och festgestallt, datt et zanterdeem eng Rei vun neie Besoine gëtt, an ech wëll och nach eng Kéier rappeléieren, datt déi Reform hei, wat sécherlech elo net eng grondleeënd Reform ass...

M. le Président.- Här Minister,...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo?

M. le Président.- Dir misst zum Schluss kommen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Datt Dir mir dat esou oft géift rappeléieren, dat hätt ech mer net kënne virstellen.

M. le Président.- Jo, mä dass Dir esou onziviliséiert sidd, hätt ech mer och net kënne virstellen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, dann hutt Der mech aneschters an Erënnerung, an ech lech och, Här President.

(Hilarité)

Ech sinn awer scho bal fäerdeg. Ech wollt eigentlech just nach soen, datt déi ënnerschiddlech Modeller, op déi ech elo hei Wäert geluecht hunn, jo och fest ugeluecht sinn an eisem Regierungsprogramm, wou mer soen, datt mer mussen op e puer Aart a Weisen och d'Schoul hei zu Lëtzebuerg kënnen organiséieren, fir deene villfältegen Erausfuerderunge kënne gerecht ze ginn.

Villmools Merci lech alleguerte fir déi ganz breet Zoustëmmung, ganz besonnesch dem Här Rapporteur an och all deene Leit, déi soss an der Schoul an am Ministère um Projet geschafft hunn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6629 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6629 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

59 Deputéiert hunn un der Ofstëmmung deelgeholl: 56-mol Jo, bei 3 Enthaltungen, déi zur Genüge motivéiert sinn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech géif d'Chamber, nodeem de Projet ugeholl ass, just nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Mir géifen zum leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung vun haut de Mëtten iwwergoen, dem Projet de loi 6670 iwwert d'Studiebäihëllefen. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Hansen, den Här Eugène Berger, d'Madame Bofferding, den Här Claude Adam, den Här Roy Reding an den Här Turpel. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Simone Beissel.

4. 6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, dass ech am Ufank vun dësem Rapport eng perséinlech Note maachen. Wéi ech déi lescht Deeg an Nuechten - well ech ganz vill Fussball gekuckt hunn - déi Interventioun hei preparéiert hunn, dunn ass meng Studienzäit esou wéi e Film viru mengem „inneren Auge" ofgelaf an dunn hunn ech fonnt, mat all de Schwieregkeeten, déi mer haten, dass et awer eng ganz schéin Zäit vu mengem Liewe war. Mir hu vill geléiert, mir hu gekämpft, mir hu gefeiert, mir hu gelidden, mir hu geléiert, d'Fauscht an der Täsch ze maachen, op d'Zänn ze bäissen. Mir krute Selbstvertrauen, mir kruten der heiansdo op d'Noss an dann ass et erëm virugaangen. Mir hu geléiert falen an erëm opstoen.

Et ass net nëmmen eng Schoul, déi e gudde Kapp soll maachen a vill Wësse vermëttelen, mä et ass och eng Liewensschoul, an ech mengen, alleguerten déi vun Iech heibannen, déi och d'Chance haten, fir universitär Studien ze maachen, si mat mir d'accord. Ech hu sechs Joer studéiert, ee Joer hei zu Lëtzebuerg - wéi et déizäit da war - um Cours an duerno fënnef Joer a Frankräich, mech duerch zwee Diplomer geplot an déi dann och kritt. An, wéi gesot, et war eng schéin Zäit.

Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass een an deem Secteur hei ëmmer alles mécht, fir dass d'Studente kënnen héich Schoule maachen. Dir wësst, dass mer och am Souci si vun „Europa 2020", wou mer sollen en héijen Niveau vu Connaissancen, vu Wëssen zu Lëtzebuerg vermëttelen, an dat ass gutt esou.

Am Koalitiounsaccord vum Dezember 2013 steet am Kapitel vun der Héichschoul: «L'avenir du Luxembourg se construit dans les niches de compétence, la „matière grise" constituant désormais sa première „ressource naturelle".»

Eng staark Ausso, wann ee kuckt, vu wou mer kommen. Nom industriellen Zäitalter ass d'Matière grise elo de Suppléant. Dofir ass déi Reform, déi mer haut diskutéieren an ofstëmme sollen, an der Ligne directe vun deenen Aussoe vum Koalitiounsaccord.

Allgemeng ass ze soen, dass déi Studiebäihëllefen extrem wichteg sinn. Et geet jo drëm, fir de Jonken en Universitéitsstudium ze erlaben, fir se ze motivéieren, dat ze maachen. Et geet och drëm, dass mer, wéi ech scho gesot hunn, esou vill wéi méiglech Leit hu mat enger optimaler Ausbildung a mat héijer Qualifikatioun.

Zënter Joren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wësst Der, dass mer zu Lëtzebuerg eppes hunn, wat een u sech den „paradoxe luxembourgeois" nennt, an notamment bei eisem Aarbechtsmaart: Op där enger Säit kreéiere mer all Joer Dausende vun Aarbechtsplazen a parallell dozou klëmmt de Chômage op ni gekannten Héichten. Mir leie momentan bei 17.810 Leit ouni Aarbecht, en Taux vu 7,3%, deen alarmant ass. Bon, en hält sech momentan am Gréff. Domat sinn nach net déi 5.000 Leit, déi a Beschäftegungsmesurë sinn, ëmfaasst, mä wat wichteg ass haut an deem Kontext hei, dat ass, dass bei deene 17.810 Leit der 2.026 ënner 25 Joer sinn, dat heescht 11,3%!

Mir leien nach gutt, wann Der kuckt, wat am Süden an de grousse Stied vun Europa lass ass. Mä trotzdeem, et muss een terribel oppassen, well et geet jo ëm d'Zukunft vun eise jonke Leit.

Elo e puer fundamental Remarquen: Déi heiteg Reform vun de Studiebäihëllefen ännert näischt um Grondprinzip vun dësen Hëllefen. Haaptzil ass et weiderhin, fir méiglechst ville Jonken den Accès zu engem Héichschoulstudium ze erméiglechen. Och ass d'Autonomie vun deem Jonke beim Choix sougutt vu sengem Studiefach gradesou wéi vum Land oder der Stad, wou e wëllt studéieren, net duerch déi Reform hei a Fro gestallt.

Wat nei ass, dat ass, dass déi reell Liewenskäschten an déi individuell Situatioun vun deenen eenzelne Studente berücksichtegt ginn. Déi nei Bourse de mobilité soll doniewent déi international Mobilitéit encouragéieren, andeems en Deel vun de Käschte fir d'Locatioun vun engem Zëmmer oder enger klenger Wunneng dee Moment berücksichtegt gëtt.

Fir Lëtzebuerg ass et besonnesch wichteg - mir wëssen dat, mir sinn e klengt Land -, dass mer d'Nues iwwer eis Grenze stiechen, an och eis jonk Leit. An et ass jo ëmmer nach gewosst, dass eng ganz grouss Majoritéit vun eise jonke Leit an d'Ausland studéiere ginn.

D'Bénéficiairë vun den Hëllefe bleiwen déiselwecht, wéi se am Gesetz vum 22. Juni 2000 virgesi waren. Fir allerdéngs eng Diskriminatioun ze évitéieren, gouf d'Notioun vun dem „travailleur" erweidert.

Fazit, zwou Aussoen: Éischtens, dës Reform ass zukunftsorientéiert. Och an Zukunft ka jiddereen dat studéieren, wat e wëllt, an do studéieren, wou e wëllt. Opgrond vun der, wéi Der wësst, awer trotzdeem schwiereger oder op d'mannst prekärer Finanzsituatioun vum Lëtzebuerger Stat ass et awer esou, dass ee Moment komm ass, wou de System net méi ze finanzéiere war, an et ass gesot ginn, mir mussen elo mat manner Suen auskommen.

Zweet Ausso: D'Reform ass solidaresch. Weiderhi bleift de System vun den Hëllefen ee vun deene generéisten iwwerhaapt, an dat ouni dass d'Zukunftschancë vun den aktuellen an zukünftege Studenten ageschränkt ginn, an zweetens, esou dass déi Leit, déi momentan mathëllefen, de ganze System ze finanzéieren, net zousätzlech Käschte kréien.

Här President, ech wëll awer fir d'Verständnis, firwat déi Reform, déi mer haut diskutéieren, esou ausgefall ass, wéi se ausgefall ass, e

kuerzen Historique maachen, d'Evolutioun vun eise Studentebäihëllefen tracéieren, well dann ass dat méi einfach. Et gëtt e berühmtent Zitat, wat Der alleguerte kennt: „Nur wer die Vergangenheit kennt, kann die Gegenwart verstehen und die Zukunft gestalten." Dëst ass an dësem Kontext e ganz passend Zitat vum August Bebel.

Säit 1977 gëtt et hei zu Lëtzebuerg staatlech Bäihëllefe fir d'Studenten. Déi deemoleg DP/LSAP-Regierung hat dat ageféiert, fir eben den Accès zu universitäre Studie méi einfach ze maachen. De System war och deemools an e System vu Prêten a vu Bourssen opgedeelt. D'Pondératioun Bourse/Prêt war ofhängeg vun der finanzieller a sozialer Situatioun vum Student a sengen Elteren. Wie koum a Fro, fir se ze kréien? D'Lëtzebuerger Studenten an auslännesch Studenten, déi hei zu Lëtzebuerg gewunnt hunn.

1992 gouf de System eng éischte Kéier reforméiert: De maximale Montant vun de Bourssen a Prête gouf eropgesat, während parallell den Zënssaz erofgesat gouf. An et gouf eng Prime d'encouragement agefouert.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Insgesamt konnt ee feststellen, dass dee System '92 d'Aiden demokratiséiert huet.

Am Joer 2000 eng weider Reform: Grosso modo gouf d'Formel vun 1977 bäibehalen, wat de Calcul Bourse/Prêt ugaangen ass, mä parallell zu de Studiebäihëllefen ass do och nach d'Kannergeld ausbezuelt ginn.

2010 koum et dann zu enger grousser Reform: net nëmmen eng grouss Reform, mä e radikale Paradigmewiessel. Firwat? Well d'Kannergeld fir déi Jonk iwwer 18 Joer, déi net méi an engem Lycée - Enseignement secondaire oder technique - ageschriwwe waren, ofgeschaaft gouf. Déi Jonk iwwer 18 Joer si vun haut op muer als autonom ugesi ginn, dee Jonken, onofhängeg vun der Situatioun vu sengen Elteren, sollt d'Méiglechkeet hunn, e Studium unzefänken.

Parallell zu der Ofschafung vum Kannergeld goufen d'Montante vun de Bourssen an de Prête massiv gehéicht op e Maximum vun 13.000 Euro d'Joer. Beim Calcul vun der Pondératioun Bourse/Prêt gouf net méi de Revenu vun den Eltere gekuckt, mä nëmmen dee vum Student selwer, an d'Prime d'encouragement gouf 2010 erëm ofgeschaaft.

Dee prinzipielle Changement - ech hu geschwat vu Paradigmewiessel - a Saache Kannergeld a Studiebäihëllefen huet fir eng grouss Onrou an Opreegung zu Lëtzebuerg gesuergt, net nëmme bei all deene Jonken iwwer 18 Joer, déi keng universitär Studie gemaach hunn an déi d'Kannergeld gestrach kruten, mä virun allem bei de Kanner vun de Frontalieren, déi iwwerhaapt net an de Genoss vun dem System komm sinn.

D'Suite kenne mer: Et si Plainten déposéiert gi beim Tribunal administratif. Den Tribunal administratif huet déi ganz Affären op den Europäesche Geriichtshaff geschéckt. An den 20. Juni 2013 koum en Arrêt, dee festgehalen huet, dass d'Gesetz vum 26. Juli 2010 net konform zum Prinzip vun der libre Circulation des travailleurs wär.

Doropshi gouf d'Gesetz vun de Studiebäihëllefen eng weider Kéier modifizéiert an d'Kanner vun de Frontaliere kruten Accès zum System vun de Bäihëllefen. Dat hat awer als Konsequenz, dass d'Käschten net nëmmen extrem an d'Luucht gaange sinn, mä radikal explodéiert sinn.

Ech ginn Iech hei e puer Chifferen: Wann am Joer 2011/2012 nach ronn 90 Milliounen Euro u Bourssen a 94 Milliounen u Prêten ausbezuelt gi sinn, sinn an dem Joer, an der Année académique 2013/2014 153 Milliounen u Bourssen an 159 Milliounen u Prêten ausbezuelt ginn. An dat sinn nach nëmmen Estimatiounen, well den definitiven Dekont gëtt eréischt den 31. Juli vun dësem Joer gemaach.

D'Zuele weise ganz däitlech, dass de System dauerhaft net méi ze finanzéiere war, an dofir ass gesot ginn, et muss eng Reform op den Instanzewee bruecht ginn, mir mussen deem géigesteieren, well dat do packe mer net.

Zur Prozedur: De Projet de loi 6670, wou d'Ziffer eis geschwënn Dag an Nuecht verfollegt, well mer se a ganz ville Kontexter elo matkritt hunn, ass den 20. Mäerz vum Héichschoulminister an der Chamber déposéiert ginn. Duerno kommen zahlreich Avise vun de Chambres professionnelles tëschent dem 24. Abrëll an dem 30. Juni: D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics hunn interessant Avisen eraginn.

De 27. Mee huet d'Regierung nach eng Rei vun Amendementer virgeluecht, déi och vun de Beruffskummeren nach eng zweete Kéier a schnell aviséiert goufen.

De Statsrot, fir säin Deel, huet a sengem éischten Avis vum 3. Juni schonn déi nei Amendementer vun der Regierung mat verschafft.

Wat d'Aarbechten an der Héichschoulkommissioun ugaangen ass, kruten d'Memberen den Text schonn eng éischte Kéier an der Form vum Avant-projet den 3. Mäerz 2014 presentéiert.

Ervirzehiewen an deem Kontext ass den erfrëschenden Échange de vues, dee mer mat de Vertrieder vun de verschiddene Studentenorganisatiounen an och Jugendparteie an der Kommissioun den 3. Juni haten.

De 17. Juni sinn ech als Rapporteur designéiert ginn, an zwee Deeg duerno, den 19., huet d'Kommissioun an enger gemeinsamer Sitzung mat der Petitiounskommissioun un engem ëffentlechen Hearing deelgeholl, deen am Kader vun der Petitioun N°329, déi als Titel huet «Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière». Den Dag duerno, den 20. Juni, goufen eng Rei Amendementer vun der Kommissioun ugeholl. Véier Deeg duerno, de 24. Juni, hu mer an der Kommissioun all d'Amendementer vun der CSV, der ADR a vun déi Lénk diskutéiert. Déi Amendementer sinn awer net ugeholl ginn.

Une voix.- Dat ass schued!

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- D'Amendementer vum 20. Juni sinn an engem Avis complémentaire vum 1. Juli vum Statsrot analyséiert ginn. Den 3. Juli hu mer deen Avis nach analyséiert a mir hunn deeselwechten Dag de Rapport ugeholl.

Dir gesitt - an ech mengen, ech hunn Iech nach net alleguerten d'Kommissiounssitzungen opgezielt -, mir haten en extrem chargéierte Programm, an ech soen alleguerten deenen, déi gehollef hunn, dass mer et fäerdegbruecht hunn, dass mer haut hei dësen Text kënnen diskutéieren an ofstëmmen, en häerzleche Merci. Et war „Heavy Metal", mä Dir hutt alleguerte matgehollef op déi eng oder aner Manéier, an dofir en häerzleche Merci vu mir!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Här President, ier ech elo op déi wichtegst Modifikatioune vum Text kommen, wëll ech awer nach eng Explikatioun ginn zum Abezéie vun de Kanner vun de Frontalieren an de System: Et ass esou, dass dës Kanner an de Genoss vun den Aidë kommen, wann hir Eltere respektiv een Elterendeel an enger Referenzperiod vu siwe Joer fënnef Joer zu Lëtzebuerg geschafft hunn.

Wat sinn dann elo déi wichtegst Neierungen am Verglach zum aktuelle System?

De Grondprinzip - ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen -, dass d'Hëllefen an een Deel Bourse an een Deel Prêt opgedeelt sinn, bleift bestoen. Nei ass, dass et eng Rei vu verschiddene Boursse ginn, wourënner een Deel vun der sozialer Situatioun vum Student ofhängeg ass.

Also, éischtens: Et gëtt eng Bourse de base vun 2.000 Euro ageféiert. All Student kritt dës Bourse, onofhängeg vun dem finanzielle Background vu sengen Elteren.

Zweetens, d'Bourse de mobilité: An de Genoss vun dëser Bourse an der Héicht vun 2.000 Euro kënnt all Student, deen am Ausland studéiert oder, fir méi prezis ze sinn, deen an engem anere Land studéiert wéi dat, wou de Wunnsëtz vun deem Haushalt ass, zu deem hie gezielt gëtt. Dës Bourse suivéiert iwwerhaapt d'Prinzipie vum europäeschen Erasmus+-Programm, dee jo och als Zil huet, e verstäerkten Austausch vun de Studenten ze garantéieren.

Am Kader vun den Diskussioune ronderëm dës Mobilitéitsbourse an der Kommissioun ass d'Fro opkomm, ob et heimadder net zu enger Diskriminatioun vun deene Studente kënnt, déi zu Lëtzebuerg wunnen a studéieren an déi e laange Wee musse fir op d'Uni maachen, zum Beispill vun Huldang bis op Belval. Ech sinn dofir ganz frou, dass de Minister Claude Meisch d'Zouso gemaach huet, an den nächste Jore méi Studentewunnengen, an och grad fir Lëtzebuerger Studenten, zur Verfügung ze stellen.

Drëttens: D'Bourse sur critères sociaux, déi de maximale Montant vun 3.000 Euro kann erreechen, ass - an dat ass déi gréisst Neiegkeet, well mir wëlle jo sozial Selektivitéit aféieren - ofhängeg vum Revenu vum Haushalt, zu deem de Student zielt. Et gëtt hei eng ganz Staffelung vun 3.000 Euro erof op 500 Euro, déi gekoppelt ass un de jährleche Revenu imposable vum Ménage, esou wéi en am Artikel 7 vum modifizéierte Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert d'Lounsteier definéiert ass.

Läit de Revenu vum Ménage ënnert dem onqualifizéierte Mindestloun, kritt de Student déi voll Bourse vun 3.000 Euro. Tëscht 1- an 1,5-mol de Mindestloun sinn et 2.600 Euro, tëscht 1,5- an 2-mol de Mindestloun sinn et 2.200 Euro, tëscht 2- an 2,5-mol sinn et 1.800 Euro. Bei engem Revenu tëscht 2,5- an 3-mol de Mindestloun kritt een nach 1.400 Euro, tëscht 3- an 3,5-mol de Mindestloun 1.000 Euro an tëscht 3,5- bis 4,5-mol de Mindestloun nach 500 Euro. Bei engem Revenu vu méi wéi 4,5-mol de Mindestloun entfält déi sozial Bourse.

Wann een déi aktuell Ziffere vun dem Ministère kuckt, da sinn et ongeféier zwee Drëttel vun de Résidentskanner, déi an déi eng oder déi aner Tranche vun der sozialer Bourse kommen, a ronn 90% vun de Frontalierskanner kommen an de Genoss vun dëser sozial gestaffelter Bourse. D'Detailer vun deem ganz komplizéierte System fannt Der an dem schréftleche Rapport.

Véiertens: Déi nei ageféiert Familljebourse vu 500 Euro kann all Student kréien, deen zur selwechter Zäit e Brudder oder eng Schwester huet, déi mat him studéieren. Dëst ass net un de Revenu gekoppelt.

Fënneftens, d'Frais d'inscription: Déi gi bis zu engem Montant vun 3.700 Euro iwwerholl, an dat zu 50% als Bourse a 50% als Prêt. An dësem Kontext ass et och wichteg ze soen, dass eng speziell Kommissioun agesat gëtt, déi bei sougenannten Härtefäll enger Ausnahm kann zoustëmmen, wat d'Iwwerhuele vun den Aschreiwungsgebühren ugeet.

Här President, mat déi spannendst a wichtegst Fro, déi am Kader vun dëser Reform ëmmer erëm gestallt gouf, ass: Wat kascht dat Ganzt dann elo?

Et sinn esou vill Zuele genannt ginn, Zuelen, déi heiansdo wierklech diametral opposéiert waren, an et steet mir net zou, fir Stellung dozou ze huelen. Ech referéiere mech op d'Zuele vum Ministère.

Mir hunn also - en vue vun deem, wat elo kënnt - vum Hierscht un 25.000 Demanden ongeféier, dovu 16.000 Résidentskannerdemanden an 9.000 Demandë vu Frontalierskanner. Wann een elo d'Chiffere kuckt vun de globale Bourssen: d'Bourse de base 50 Milliounen Euro, d'Bourse de mobilité 27,4 Milliounen Euro, d'Bourse sur critères sociaux, all Tranchen zesummen, 36.340.000 Euro, d'Bourse familiale 2.337.500 Euro, d'Frais d'inscription 5.000.000; insgesamt eng substanziell Zomm vun 120.772.400 Euro.

Wat hätt de System da kascht, wa mer elo iwwerhaapt näischt géife maachen? Wann ee kuckt, a mir wäre bei Boursse vu virdru gewiescht vu 7.100 Euro op de Kapp an der Moyenne, da wäre mer op 177,5 Millioune komm. Mat där neier Reform ass et also méiglech, dass de Stat 56,7 Millioune ka spueren, an dat ausdrécklech net op d'Käschte vun den Zukunftschancë vun deene Jonken, mä duerch d'Aféiere vum Prinzip vun der sozialer Selektivitéit, deen ech schonn ervirgestrach hunn. E Begréff - an Dir wësst et alleguerten -, deen an de leschte Jore vu ville Leit gebraucht ginn ass, mä leider ass en net an d'Praxis ëmgesat ginn.

Bei dem virleienden Text ass dëst allerdéngs de Fall. Wie méi Ënnerstëtzung brauch, kritt se, a wien net esou staark op staatlech Ënnerstëtzung ugewisen ass, dee kritt vun elo u manner. An dat Ganzt - wéi jo schonn ugangs a menger Ried gesot - ouni dass de Prinzip vun der Autonomie vum Student a Fro gestallt gëtt.

Här President, de System vun de Studentebäihëllefen huet jo zwee Voleten, d'Bourse an de Prêt. De Volet Bourse hu mer elo gesinn, elo nach e puer Remarquen zum Volet Prêt.

M. le Président.- Ech wollt just d'Rapportrice drop hiweisen, dass hir d'Zäit fortleeft.

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Gutt, ech wäert dann elo schnell maachen.

Mat de Prêten - just fir Iech e puer Montanten ze soen -, wann ee vu 25.000 Demanden ausgeet, komme mer op en Total vun 162,5 Milliounen. Eng vun den Nobesserunge vum Gesetz besteet bekanntlech och doran, dass all Student d'Méiglechkeet huet, deen Deel vun der sozialer Bourse, deen en elo net méi ka kréien, duerch en zousätzleche Prêt ofzedecken. Bei 25.000 Demandë géif de Gesamtmontant vun der Bourse sociale bei 75 Millioune leien. Dem Ministère no kënnen dovunner 40,8 Milliounen als Bourse accordéiert ginn. Bleiwen also nach 34,2 Milliounen, déi als Prêt kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

Ech wäert elo net weider op d'Chiffren agoen, vu dass d'Zäit mer fortleeft. Ech mengen, ech hunn Iech déi ganz wichteg Neierunge gesot. Et ass eng ganz technesch Matière an am schréftleche Rapport hutt Dir nach all d'Detailer.

Mir hu ganz vill interessant Avise kritt vun der Chambre de Commerce (veuillez lire: vun de Chambres professionnelles), déi Der och kënnt noliesen. De Statsrot war ganz konstruktiv. Ech soen iwwerhaapt all deenen Institutiounen en häerzleche Merci, dass se alleguerten esou schnell geschafft hunn, vu dass mer ënner Zäitdrock waren, soss géife mer dat fir den Hierscht absolut net méi hikréien.

De Statsrot hat och nach proposéiert, et sollt een déi ganz Geschicht am Kader vun enger genereller Reform vun dem Kannergeld maachen, mä dozou hate mer d'Zäit net, dat kënnt an enger nächster Etapp.

Zum Schluss wëll ech, well mer nach hei an enger interessanter Matière sinn a well ech als Presidentin praktesch militäresch mat all menge Membere gefuer sinn,…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- …e ganz häerzleche Merci soen…

(Hilarité)

…an och Iech, Här Kartheiser, speziell, well Dir sidd jo militäresch Disziplin gewinnt. Ech hunn Iech gesot, heiansdo brauch och e gudden Offizéier nach e besseren Admirol.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- En Admirol ass och en Offizéier.

M. le Président.- Loosst Iech net beiren.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Jo, mat anere Kompetenzen, ech kennen de Métier.

Wéi gesot, en häerzleche Merci un Iech alleguerten. En häerzleche Merci awer och un d'Madame Secrétaire-administratrice Christiane Huberty, déi wierklech sech gediebelt huet, fir dass alles géif matzäit fäerdeg ginn. Ouni hir Hëllef wier dat alles guer net méiglech gewiescht.

En häerzleche Merci awer och dem Héichschoulminister Claude Meisch, dem aktuelle Statssekretär Marc Hansen a sengem Virgänger, dem André Bauler, mä doniewent och dem Philip Modert vun der Fraktioun an Iech alleguerten als Memberen. Mir hunn heiansdo Joute-oratoirë gehat, et war kontrovers. Et war e Plaisir intellectuel, als Presidentin Iech duerch dës Kommissioun ze féieren, an dofir en häerzleche Merci fir d'Nolauschteren, a mir wäerte virufueren, an deem flotte Secteur zesummenzeschaffen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Rapportrice. Der Vizepresidentin rode mer, méi suergfälteg mam Chronometer ëmzegoen. Merci.

Als éischt ageschriwwe Riednerin huet d'Martine Hansen vun der CSV d'Wuert. Madame Hansen wann ech gelift.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also, ech passe mam Chronometer op, mä et ass awer méi einfach, well ech hunn eng Stonn Zäit. Ech wäert awer déi Stonn net ausfëllen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt e grousse Merci un d'Madame Rapportrice, d'Madame Simone Beissel, fir hiren ausféierleche Rapport. Och den Historique, deen dach an dësem Projet zimlech wichteg ass, huet si ausféierlech beschriwwen.

Ech wëll awer nach gär e bëssen op dësen Historique agoen. Ech ginn elo net esou wäit zréck wéi meng Studienzäit, ech gi just zréck bis op den 20. Juni 2013.

Also, virun e bësse méi wéi engem Joer krute mer d'Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff. Wéi mäi Kolleeg Serge Wilmes dat d'lescht Joer hei virun der Chamber scho virgedroen hat, muss een deen Arrêt relativéiert gesinn. De fréiere sozialisteschen Deputéierte Ben Fayot hat den Arrêt vum 20. Juni korrekt analyséiert. Den Arrêt huet zwou Saache gesot:

Éischtens: D'Zil, wat mer mat der Bourse verfollegt hunn, nämlech den Undeel un Héichschoulabsolvente bei de Residenten ze erhéijen, ass e legitimt Zil, mä dee Critère de résidence, fir dëst Zil ze erreechen, ass laut dem Europäesche Geriichtshaff zwar akzeptabel, mä ze vill restriktiv an doduerch eng indirekt Diskriminatioun vun eise Frontalierskanner.

Den Termin, wou mir den Arrêt kritt hunn, hätt bal net kënne méi schlecht leien, hunn d'Studenten dach eng Léisung, eng Planungssécherheet fir d'Semester duerno gebraucht, huet misse verhënnert ginn, fir vun der Europäescher Kommissioun veruerteelt ze ginn. Mir hunn also leider missen ënner staarkem Zäitdrock handelen - wat mer jo och gemaach hunn. Ech zitéiere meng eege Ried vum 9. Juli 2013:

„Entweder mer reagéiere guer net, dann hu mer e Problem, well mir kréien nach zousätzlech Kloen, mir kënne keen Anticumul maachen a mir hunn eng Procédure d'infraction bei der Kommissioun lafen. Dat ass keng Léisung gewiescht.

Mir haten dann d'Léisung, fir eppes ze maachen. Do wieren erëm zwou Méiglechkeete gewiescht: Mir kéinte probéieren, ganz kuerzfristeg e komplett neit Gesetz auszeschaffen. Leider ass d'Zäit net duergaangen. An ech mengen, mir hätten an där Zäit dann och net kënne mat de Partner schwätzen. Also hu mer eben déi zweet Léisung geholl. Mir maachen eis elo emol EU-konform a mir kucken, fir den Anticumul, esou wéi mer en am Moment virgesinn, kënnen am Gesetz anzebauen."

Ech sot dunn och nach: „Ech hoffen also, datt mer elo wierklech genuch Zäit hunn, fir am Dialog dës nei Reform auszeschaffen. An och heimadder fänke mer net eréischt no der Rentrée un, mä mir fänken direkt un a mir si schonn amgaange mat Schaffen drun. Mir wäerten hei verschidde Kritären, wéi zum Beispill d'Mobilitéit, d'Aschreiwungsgebühren an awer och d'sozial Kritären analyséieren."

Dir Dammen an Dir Hären, dës Kritäre louchen also schonn am Tirang - wou esou dacks gesot gëtt, datt do näischt war.

Ech kommen dann awer elo zum Projet de loi 6670 u sech. D'Reform vun de Studiebäihëllefe war absolut noutwendeg, do si mer eis, mengen ech, alleguer eens. Kloer ass och, datt huet missen eng Käschtenexplosioun verhënnert ginn. Sécher ass awer och, datt eis Ekonomie vill méi Leit mat Héichschoulofschloss brauch, well iwwert d'Halschent vun den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg verlaangen en Héichschouldiplom.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat ugestrieftent Zil vun der viregter Regierung ass also nach ëmmer esou wichteg wéi virdrun an ech mengen - ech hoffen zumindest - vu kengem hei a Fro gestallt.

D'Madame Rapportrice, d'Madame Beissel, huet eis am Detail dëse Gesetzesprojet virgedroen an duerfir wëll ech och net méi op all Detail agoen, mä ech konzentréiere mech op d'Bourse selwer.

Ech hat Iech scho gesot, datt d'Kritären, fir nieft enger Basisbourse eng Mobilitéitsbourse an och sozial Kritären, falls et da machbar wär, ze berücksichtegen, d'lescht Joer och esou ugeduecht waren. Et war also an deem Sënn och scho mat de verschiddene Partner diskutéiert ginn. Den Terrain war also virbereet.

D'Kritäre vun der aler Regierung sinn deementspriechend vun der neier iwwerholl ginn. Da kéint Der jo mengen: Firwat seet hatt dann elo net einfach, et ass d'accord? Mä leider kënne mer net mat der Gewiichtung vun dësen eenzelne Kritären, esou wéi se am Projet de loi virgesi sinn, averstane sinn.

Déi vun der Regierung proposéiert Bourse setzt sech zesummen - mir hunn et schonns héieren, ech wëll et awer nach eng Kéier widderhuelen - aus:

- enger Basisbourse vun 2.000 Euro,

- enger Mobilitéitsbourse vun 2.000 Euro,

- enger Bourse familiale, déi ee kritt, wa méi wéi ee Kand, dat heescht zwee a méi studéiere ginn, vu 500 Euro,

- enger Bourse sur critères sociaux, gestaffelt a siwe respektiv aacht Kategorien - well déijéineg, déi näischt kréien, mengen ech, muss een och dozouzielen - vun tëschent 0 an engem Maximum vun 3.000 Euro.

D'Studente kënnen e Basisprêt kréie vu 6.500 Euro, an deen Deel vun der Bourse sur critères sociaux, dee se net kënnen als Bourse kréien, kënne se och zousätzlech als Prêt beusprochen.

Déi virgeschloe Basisbourse vun 2.000 Euro ass eiser Meenung no net héich genuch. Mir sinn der Meenung, datt d'Autonomie vum Student, déi jo esou wichteg war an nach ëmmer ass, mat dësem Gesetzesprojet net méi genuch valoriséiert gëtt. D'Basisbourse muss zumindest annähernd vergläichbar si mam Kannergeld.

D'Diskussiounen iwwer Ongerechtegkeeten tëschent Schüler mat 19 Joer, déi nach am Lycée sinn an déi Kannergeld kréien, an de Studenten, déi am selwechten Alter schonn op der Uni ugefaangen hunn, déi awer kee Kannergeld méi kréien, awer eng Basisbourse vun - an dësem Fall - nëmmen 2.000 Euro kréien, sinn net ze verhënneren a sinn och verständlech.

Mir sinn als CSV der Meenung, datt d'Reform vun de Studiebäihëllefen hätt misse parallell zu där vun der Regierung annoncéierter Reform vun den Allocations familiales gemaach ginn. Mir hunn och heizou eng Partie Froen an der Kommissioun gestallt, mä leider hu mer do nach keng zefriddestellend Äntwert kritt. Mir wëssen och nach ëmmer net, wéi dat zukünftegt Kannergeld soll ausgesinn.

Här President, den Här Minister Meisch sot just, datt de Student awer net direkt vergläichbar wär mat engem Schüler. Hie wär jo schliisslech schonns an enger anerer Liewenssituatioun.

An deem Sënn géif et fir mech awer logesch schéngen, datt de Student, dee jo schonns an enger anerer Liewenssituatioun ass, jo éischter méi misst kréie wéi e Schüler, deen awer an der Regel gratis an d'Schoul geet an doheem wunnt. Heescht dat, datt eist Kannergeld staark no ënnen ugepasst gëtt? Soll d'Kannergeld an Zukunft nach manner héich si wéi d'Basisbourse, also manner wéi 2.000 Euro? Am Moment sinn dat nach 2.800 Euro bei engem Kand.

D'Madame Minister Cahen sot jo an der leschter Heure de questions hei virum Parlament, datt mer dëst géife virum 31. Dezember gewuer ginn. Mir si gespaant!

Mam Critère de mobilité - ech mengen, do wonnert Der Iech net - si mer komplett averstanen, hate mer deen dach och schonns d'lescht Joer proposéiert. Dat ass also näischt Neies vun der Regierung. Eis Méisproochegkeet, eis sproochlech Virdeeler, déi mer hoffentlech nach weiderhi färderen, erméiglechen et eise Studenten, e grousse Choix vu méiglechen Unien ze hunn.

Et ass wichteg fir d'Entwécklung vun eisem Land, datt mer Héichschoulabsolventen aus ville verschiddene Länner, vu ville verschiddenen Unien an Héichschoulen an eis Ekonomie zréckkréien. Diversitéit färdert d'Entwécklung vun eiser Wirtschaft. Lëtzebuerg huet nach ëmmer vun dësem Fait profitéiert.

Domadder wëll ech awer net soen, datt mer d'Studéieren op der Uni Lëtzebuerg net och solle färderen. Neen, mir sollen déi zwou Saache maachen.

Éischtens solle mer all jonk Leit encouragéieren, déi wëllen an d'Ausland studéiere goen - hinnen et also och finanziell erlaben. An déi virgeschloe Bourse de mobilité ass eiser Meenung no an am Sënn vun der Autonomie awer och ze niddreg. Ech ginn dorobber bei eisen Amendementer nach an.

De Lëtzebuerger Stat soll awer och déi Studenten ënnerstëtzen, déi op d'Uni.lu wëllen, an dëst op zwou Aart a Weisen: éischtens duerch d'Ënnerstëtzung vun der Uni iwwer budgetär Moyenen an zweetens doduerch, datt genuch bezuelbar Studentewunnenge geschafe ginn, an dëst virun allem och fir d'Studenten aus dem Norden, déi dach trotzdeem relativ wäit ze fueren hu bis op Belval.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Sou, da kommen ech nach zur Bourse sur critères sociaux. Dës mécht an Ärem Bourssesystem e ganz héijen Undeel aus. An domadder gëtt d'Ofhängegkeet vun den Elteren erëm méi grouss. Dëst ass contraire zum Prinzip vun der Autonomie, deen Der allerdéngs laut Ärem Exposé des motifs nach ëmmer bäibehale wëllt.

(Interruption)

No Ärer neier Berechnung kommen awer 35% vun de Résidentskanner guer net an de Genoss vun der Sozialbourse. 35% vun de Résidentsstudente kréien also nëmmen eng Basisbourse vun 2.000 Euro oder, wa se an d'Ausland studéiere ginn, also mat der Mobilitéitsbourse, 4.000 Euro. Wéi scho gesot, huet déi an Ärem System grouss Gewiichtung vun der Bourse sur critères sociaux eng staark Aschränkung vun der Autonomie als Konsequenz.

An derbäi kënnt dann och nach, datt dës Bourse mat engem relativ héijen administrativen Opwand verbonnen ass, muss dach fir all Demande de Revenu imposable vum Ménage kontrolléiert ginn.

An nach ee Kritikpunkt zu dësem Deel vun der Bourse: Bei der Bourse sur critères sociaux gëtt nëmmen de Revenu zréckbehalen, mä net d'Unzuel vun de Kanner, déi am Haushalt liewen. Et ass awer e groussen Ënnerscheed, ob ee mat engem vergläichbare Revenu zu zwee, dräi, véier oder fënnef am Ménage ass.

D'Kannerunzuel - hei awer nëmmen déi Kanner, déi effektiv studéieren - gëtt da bei der Bourse familiale, déi an den Amendementer vun der Regierung spéider derbäikoum, considéréiert. Dëst ass aus eiser Siicht net ganz konsequent. Wann eng Bourse sur critères sociaux, dann däerf bei där Berechnung net nëmmen de Revenu, mä et mussen och aner sozial Kritären - wéi den Numm et jo och seet -, wéi zum Beispill d'Zesummesetzung vum Haushalt, d'Unzuel vun de Kanner, gekuckt ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Déi Sozialbourse, déi vun dëser Regierung proposéiert gëtt, ass eng reng Bourse sur critères „salariaux" an net „sociaux".

Zur Bourse familiale ass awer och nach ervirzesträichen, datt, wann Är Berechnung stëmmt, net vill Studente vun dëser wäerte profitéieren. Laut Ärer Berechnung kréien nämlech nëmme knapps ee Fënneftel dës Bourse. Méi wéi 80% vun de Studente kënnen also net mat dëser Bourse rechnen.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President... Ech hätt Iech misse virnennen, pardon!

M. le Président.- Dat ass kee Problem.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Nieft de Boursse wëll ech och nach op den Anticumul…

(Brouhaha et hilarité)

…ze schwätze kommen. De Gesetzesprojet gesäit vir, datt ee folgend Avantagen net ka cumuléieren: éischtens d'Studiebäihëllefen, déi een och kéint kréien an deem Land, wou ee wunnt, esou wéi dat och am leschte Gesetz scho virgesi war. An zweetens, ech zitéieren: «tout avantage financier découlant du fait que le demandeur est un étudiant au sens de la présente loi».

Dësen zweete Punkt ass esou vag gehalen, datt dat immens vill kéint sinn. Et ass laut dem Här Minister Meisch net virgesinn, fir dëst an engem Règlement grand-ducal ze definéieren. Par contre soll am CEDIES eventuell eng Lëscht opgestallt ginn, zumindest fir déi wichtegst Länner oder d'Nopeschlänner, wat do kéint drafalen. Hei stellen ech mer d'Fro, wéi d'Administratioun kontrolléiere kann, ob de Student dann och all dës Pabeiere liwwert, wou hien esou en Avantage financier, doduerch datt hien e Student ass, kéint kréien.

Ech stelle mer hei awer virun allem och d'Fro vum Kannergeld. Wéi Der wësst, ass hei zu Lëtzebuerg mam Gesetz vun 2010 d'Kannergeld fir eis Résidentsstudenten ofgeschaaft ginn. Op där anerer Säit kënnen d'Frontalierskanner awer nach Kannergeld an hirem Land kréien. Dëst mécht zum Beispill an der Belsch tëschent 1.400 an 2.900 Euro aus, an Däitschland tëschent 2.200 an 2.900 Euro. Dëst sinn also keng négligeabel Zommen, bal alleguer méi héich wéi eis Basisbourse.

Ech sot schonns genee virun engem Joer hei op dëser Plaz, als Äntwert op dem Här Adam seng Fro a puncto Kannergeld - ech zitéieren: „Mir kënne mat dësem kuerzfristege Gesetz keen Anticumul maachen tëschent enger Aide financière pour études supérieures an enger Allocation familiale. Mir wäerten awer do fir déi nächste Kéier eng Léisung hunn. Mir hunn och schonn eng am A." An ech sot och: „Mä just, dann hätte mer missen zwee Gesetzer änneren. An Dir wësst: Vum 20. Juni bis elo ass net grad vill Zäit!".

Wat heescht dat elo konkret? Mä ech hat en Avis juridique, dee sot - ech zitéieren: «Il ne me semble pas possible de prévoir une règle de non-cumul de l'aide financière versée par l'État luxembourgeois avec les allocations familiales que peuvent percevoir les parents de l'étudiant. Ceci serait complètement contraire à la logique qui était à la base de la loi du 26 juillet 2010. De toute manière, les allocations familiales ont, y compris en droit de l'Union européenne, une autre nature que les aides financières.»

Den Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff iwwert d'Elteregeld a Kannergeld an der Affär C-347/12 am Mee vun dësem Joer seet, datt fir Bäihëllefen, déi de même nature sinn, en Anticumul gemaach ka ginn an datt „de même nature" heescht, wann hiren Objet, hir Finalitéit, hire Berechnungsmodus, d'Konditiounen, fir se kënnen ze beusprochen, déiselwecht sinn a wann den Empfänger deeselwechten ass.

D'Fro stellt sech also, ob d'Finalitéit vun der Studiebäihëllef déiselwecht ass wéi déi vum Kannergeld, ob den Objet deeselwechten ass wéi dee vum Kannergeld. Ech erënnere just elo nach eng Kéier un den Avis juridique vu virdrun, dee sot, déi zwou Aidë wären net de même nature.

Mir haten opgrond vun dësem Uerteel och den Här Minister Meisch gefrot, fir en Avis juridique ze kréien. Dësen Avis krute mer och op eis Nofro hin, an ech géif och dee gären hei zitéieren: «La motivation donnée par le commentaire des articles n'est dès lors pas invalidée par cet arrêt. Elle me semble par ailleurs, et au-delà de l'arrêt, suffisamment plausible pour avoir des chances d'être défendable en cas de contestation devant la Cour de Justice.»

Ech weess net, wéi Dir dat gesitt, mä esou ganz 100%eg iwwerzeegend kléngt anescht, an dat hat den Här Minister Meisch och deemools an der Kommissioun bestätegt. 2013 huet den Avis juridique also gesot, et schéngt net méiglech ze sinn. 2014 seet den Avis, et kéint plausibel genuch sinn, fir Chancen ze hunn, am Fall vun enger Contestatioun et kënnen ze verteidegen.

Wann den Anticumul mam Kannergeld net garantéiert ass, da riskéiere mer dës Kéier eng Diskriminéierung vun eise Résidentskanner vis-à-vis vun eise Frontalierskanner, wat mer net kënnen akzeptéieren. An ech froe mech, ob déi iwwerhaapt e Reklamatiounsrecht hunn. Ech mengen, dat missten eis Juriste préiwen. Ech mengen net, et ass eng national Saach. Eis Résidentskanner wäerte wahrscheinlech kaum géint déi franséisch, däitsch Gesetzgebung iwwer Kannergeld kloen, well si duerch deen eegene System hei benodeelegt sinn.

Ech hat d'lescht Joer och gesot, wa mer dësen Anticumul net hikriten, dann hätte mer missen zwee Gesetzer änneren, nämlech d'Studiebäihëllef an d'Kannergeld. Am Noutfall hätte mer d'Kannergeld erëm missen aféieren. De Problem war also bekannt. An als CSV bedauere mer, datt déi aktuell Regierung, déi jo bekanntlech un der Reform vun den Allocations familiales schafft, dës Léisung net emol a Betruecht gezunn huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer am Juli sot den Här Berger op dëser Plaz - ech zitéieren:

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- „Et wäerten eng ganz Rei Paperassë méi gefrot ginn. Et gëtt méi komplex, d'Prozedur."

(Interruption)

Sou. Ma ech wäert Iech beweisen, datt bei Ärem nach vill méi ass, Dir hutt et jo berechent souguer!

Et ass also vläicht d'lescht Joer schonns e bësse méi komplex ginn, well d'Studenten hu misse beleeën, wéi eng Studiebäihëllefe se kéinten an hirem Land kréien. Ech muss awer feststellen, datt mat dëser Reform nach vill méi Paperassë gebraucht ginn, datt d'Prozedur nach vill méi komplex wäert ginn, wéi den Här Berger dat d'lescht Joer nach kritiséiert huet.

Virun allem d'Bourses sur critères sociaux, wou bei all Dossier muss de Revenu imposable vum Haushalt kontrolléiert ginn, mä awer och den Anticumul mat alle méiglechen Hëllefen, déi ee ka kréien, well ee Student ass, déi awer, ech widderhuelen et, net genau definéiert sinn, bedeiten e groussen zousätzlechen administrativen Opwand fir de CEDIES.

Une voix.- Genau. Ganz richteg.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Laut Ära Berechnunge bedeit de proposéierte System en zousätzlechen Aarbechtsopwand vu sechs Minutte pro Dossier, wat op d'Joer gerechent - ass dat net vill? -, wat op d'Joer gerechent 2.500 Aarbechtsstonnen ausmécht, annerhallef Aarbechtskraaft. Dat ass schonns relativ vill. Also eng Administratioun, déi éischtens méi wäert kaschten an zweetens méi komplex wäert ginn, wat jo absolut contraire zur Simplification administrative ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op eis virgeschloen Amendementer aginn, wëll ech awer fir d'Éischt nach op déi Aart a Weis, wéi dësen Dossier behandelt ginn ass, agoen, an op dee vun de Regierungsparteie gemaachte Virworf, datt mer mat eisen Amendementer hätte missen éischter kommen.

Vläicht sinn ech nach net laang genuch an der Politik, fir esou eng Aarbechtsmanéier als normal ze emfannen. Mä ech hoffen awer definitiv och, datt ech mech ni wäert un esou eng Aart a Weis fir ze schaffe misse gewinnen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Als Deputéiert gesinn ech meng Roll doranner, och an der Oppositioun, fir konstruktiv mat un de verschiddenen Dossieren ze schaffen. De Premierminister, den Här Bettel, huet sech viru knapp zwou Wochen um DP-Kongress gefrot, wéini datt d'CSV endlech géif konstruktiv Oppositiounsaarbecht maachen.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech géif dem..., oder ech soen dem Här Berger et, den Här Bettel ass net hei: Mir wëllen dat gäre maachen. Mir si bereet, dat ze maachen, mä Dir musst eis et awer och maache loossen! Mir sinn an dësem Dossier, esou emfannen ech dat zumindest, zimlech ofgewimmelt ginn, an net nëmme mir.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Wien nach?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wéi soll ee konstruktiv matschaffen, wann een net däerf matdiskutéieren? Wéi hätte mer solle mat den Amendementer kommen, wa mer nach guer net konnten iwwert de Projet de loi diskutéieren?

Schonns de 4. Abrëll hat d'CSV-Fraktioun...

(Brouhaha)

M. le Président.- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Just d'Madame Hansen huet am Moment d'Wuert.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Den Här Berger lauschtert net no.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Schonns de 4. Abrëll hat d'CSV-Fraktioun schréftlech ugefrot - ech hunn d'Demande hei leien -, fir de Projet de loi op den Ordre du jour ze kréien. An dat extra mam Hiweis, datt d'Zäit géif drängen, datt et urgent wär! Well ech wousst, d'lescht Joer ass den 20. Juni den Arrêt komm a mir hu misse bis Ufank Juli eppes hunn. Dëst Joer hate mer méi laang Zäit, an duerfir wollt ech och gären éischter driwwer schwätzen. Als Äntwert krute mer gesot, an dat, mengen ech souguer och, vum Här Berger, datt et net Usus wär, iwwer e Gesetzesprojet ze schwätzen, ouni datt den Avis vum Statsrot do wär.

Da kënnt elo erëm eng Kéier meng nach net ganz vill Erfahrung an der Politik an d'Spill. Mir ass et zimlech egal, ob eppes Usus ass oder net. Wann d'Zäit eis fortleeft an esou engem wichtege Projet,...

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ...an d'Bildung soll ëmmer prioritär behandelt ginn, da muss dat diskutéiert ginn. Wann ee Problem do ass, da muss e geléist ginn. An e kann nëmmen da geléist ginn, wann een zesummen driwwer diskutéiert. Oder anescht formuléiert, wann d'Regierung, wann d'Majoritéitsparteie gären hätten, datt d'Oppositioun kann zu enger Léisung bäidroen, da musse se hir och eng seriö Geleeënheet duerfir ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Avis vum Statsrot war, esou wéi d'Madame Beissel et gesot huet, den 3. Juni erauskomm. De 17. Juni war et dunn esou wäit, mir hunn an der Kommissioun iwwert dësen Avis diskutéiert an iwwert déi noutwendeg Amendementer, déi vun der Regierung da virgeschloe gi waren. D'Pétitionnairen haten eng Onlinepetitioun lafen, déi um Wee war an déi bal 6.000 Ënnerschréfte kritt huet. Si hunn also och nach misse gehéiert ginn, a leider muss ech hei soen, datt dat Verb „missen" hei am Sënn vun Zwang gebraucht ginn ass.

Et war a mengen Aen erëm eng Kéier nëmmen eng Flichtübung, well: Wat ass schlussendlech mat där Diskussioun geschitt? No laangem Hin an Her krute mer zwar erlaabt, fir no der Petitioun nach eemol an eis Fraktioun ze goen an iwwert de Pétitionnairen hir Vuen an och iwwer eis Amendementer ze diskutéieren, mä deeselwechten Dag krute mer dunn awer de Virworf gemaach, mir kéimen ze spéit mat den Amendementer. Op gutt Lëtzebuergesch heescht dat, an ech drécke mech elo fein aus: mat engem de Geck maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Netdiskutéiere wéi Zäit war, wéi et gefrot war, deen duerno ageschloenen TGV-Tempo, fir alles an enger Woch duerchzezéien, den Émgang mat de Pétitionnairen, awer och mat der Oppositioun, dat ass keng Aart a Weis, fir konstruktiv an esou engem wichtegen Dossier ze schaffen. Dëst ass schued, an dat virun allem och, well dës Regierung sech Transparenz a Kommunikatioun grouss op hire Fändel geschriwwen huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wat ass mat dëse gudde Virsätz geschitt? Dat froen ech mech!

Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV huet mat hire proposéierten Amendementer folgend Ziler verfollegt: éischtens, den Autonomieprinzip erëm méi staark ze förderen, esou wéi dat och vun de Studente gefuerdert gëtt, zweetens, de budgetäre Kader dobäi ze respektéieren, drëttens, den administrativen Opwand ze limitéieren, véiertens, de sozial benodeelegte Familljen zousätzlech ënnert d'Äerm ze gräifen, fënneftens a schliisslech, d'Leeschtung erëm ze encouragéieren.

Och do war ech iwwregens erstaunt, wéi ech nogelies hunn, datt d'DP dat d'lescht Joer och gefrot huet. Den Här Berger sot nämlech, ech zitéieren: „Et misst een och iwwerleeën, ob een net de Facteur Leeschtung mat erabréngt". Dat heescht, ech ginn dervun aus, datt zumindest een Amendement vun eis och vun der DP d'Zoustëmmung fënnt.

Eise proposéierte Modell gesäit elo folgendermoossen aus: eng Basisbourse vun 2.750 Euro; eng Mobilitéitsbourse vun 2.750 Euro; eng Sozialbourse vu 1.500 Euro fir déi Familljen, déi d'Allocation de vie chère kënne beusprochen; eng Leeschtungsprime, wann een den éischten, zweeten, drëtte Cycle an der Regelstudienzäit ofgeschloss huet. Dës Prime wär fir den éischte Cycle 1.500 Euro, fir den zweeten 2.000 Euro a fir den drëtten 5.000 Euro. D'Aschreiwungsgebühren an d'Härtefäll gi weiderhi wéi am fréiere Gesetz berücksichtegt. D'Studente kéinten e Basisprêt vu 6.500 Euro kréien an déijéineg, déi d'Sozialbourse net kéinte beusprochen, kéinten och déi 1.500 Euro als Prêt ufroen.

Datt mir mat eisem proposéierte Bourssesystem eis Ziler, déi ech Iech elo grad beschriwwen hunn, kënnen erreechen, wëll ech Iech erklären a begrënnen: Den administrativen Opwand kréie mer däitlech duerch eis Bourse sociale begrenzt. Fir eis Résidentsstudenten entsteet hei keen zousätzlechen Opwand. Dës Famillje sinn nämlech schonns am System vun der Allocation de vie chère erfaasst. Just eis Frontaliersstudente mussen hire Revenu an hir Zesummesetzung vum Haushalt deklaréieren, an hei och net all Studenten, mä nëmmen déijéineg, déi mengen, datt si hei a Fro kéimen. Mir schätzen, dat wäerten 30% vun de Frontalierskanner sinn.

Eis Fiche financière weist ënnerdeems, datt eise System net méi deier wäert ginn, wéi dee vun der Regierung virgeschloene System. Et ass also eng seriö Alternativ, déi och de Budgetskader a Betruecht hëlt.

Wéi mer d'Leeschtung gäre wëlle förderen, ech mengen, dat brauch ech hei net méi nach am Detail ze erklären, d'Leeschtungsprime schwätzt fir sech. Mir sinn als CSV der Meenung, datt mer an eisem gesamten Éducatiounssystem mussen d'Leeschtung fuerderen an och förderen. Net nëmmen d'Leeschtungsfäegkeet, mä och d'Leeschtungsbereetschaft ass eng absolut noutwendeg, wichteg Eegeschaft, an dat net nëmmen am Studium, mä och am spéidere Beruffsliewen.

Déi sozial benodeelegt Familljen ënnerstëtzen: Bei eiser Bourse sociale baséiere mer eis op déi allgemeng unerkannt Kritäre vun der Allocation de vie chère. Et ass an eisen Aen eng richteg sozial Bourse. Deene Familljen, déi wierklech an enger finanziell schwiereger Situatioun liewen an déi also dowéinst och an d'Éligibilitéit vun der Allocation de vie chère kommen, deene Famillje gëtt zousätzlech ënnert d'Äerm gegraff. A bei deene Kritäre gëtt net nëmmen de Revenu gekuckt, wéi dat bei der sougenannter „bourse sur critères sociaux" de Fall ass, mä och d'Unzuel vun de Leit, déi zum Ménage gehéieren - absolut noutwendeg bei enger sozialer Bourse; ech hat dat schonns erwähnt.

Da kommen ech awer elo zu eisem Haaptzil: de Prinzip vun der Autonomie erëm méi ervirzesträichen. Op där enger Säit setze mer d'Basisbourse an d'Mobilitéitsbourse erop an op där anerer Säit ännere mer d'Gewiichtung vun der sozialer Bourse. Ech wëll versichen, dat un engem Beispill méi konkret ze illustréieren a mat Ärem System ze vergläichen.

Ee Student, deen an d'Ausland studéiere geet, wat fir 80% vun eise Studenten de Fall ass, kritt laut Ärem Modell d'office 4.000 Euro. Well 80% och keng Familljebourse kréien a praktesch 36% och keng Bourse sur critères sociaux, kann ee soen, datt méi wéi een Drëttel vun eise Résidentsstudenten, déi an d'Ausland ginn, laut Ärem Modell just 4.000 Euro kréien.

Laut eisem proposéierte Modell kritt jiddwereen d'office 5.500 Euro, jeeweils 2.750 Euro Basis an 2.750 Mobilitéit. Wann dës Studenten och nach d'Leeschtungsprime kréien, wa se an der Regelstudienzäit hire Cycle ofgeschloss hunn, wat laut Statistik ongeféier 60% fir den éischte Cycle sinn, da kriten déi op d'Joer berechent - ech kann dat jo nëmmen op d'Joer berechnen, se kann eréischt duerno ausbezuelt ginn - am Ganze 6.000 Euro. Fir den zweete Cycle sinn et laut Statistik 50% vun de Studenten, déi deen an der Regelstudienzäit fäerdeg kréien. Bei deene géif et op d'Joer gerechent 6.500 Euro ginn.

Och wann een dës Leeschtungsprime net esou kann op d'Joer rechnen - duerfir hunn ech jo mat enger fiktiver Moyenne gerechent -, kann ech awer festhalen, datt méi wéi een Drëttel vun de Résidentsstudenten an Ärem Modell 4.000 Euro d'Joer Bourse kréien, während se bei eis op d'mannst 5.500 Euro kriten. Mat 5.500 -respektiv 6.000 oder 6.500 mat Leeschtungsprime - si mer awer sécherlech erëm méi no bei der Autonomie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëlle mat eisen Amendementer de Prinzip vun der Autonomie förderen, esou wéi en d'lescht Joer op dëser Plaz ganz gutt vum Här Fayot, dem Här Ben Fayot, beschriwwe ginn ass - ech zitéieren: „Den Objektiv ass et - an dozou sti mir, Här President -, de Student als onofhängegen, intellektuelle Schaffenden ze betruechten, hien also als Erwuessenen ze betruechten, dee selwer décidéiert, wat e studéiert, a mat der finanzieller Studentenhëllef onofhängeg liewe kann."

Mir sinn der Meenung, datt dëse Projet, wéi en eis hei virläit, net genuch dem Autonomieprinzip Rechnung dréit, deen hei viru genee zwielef Méint vun engem LSAP-Deputéierte flott verdeedegt gouf.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dëse Prinzip ass awer au contraire staark ofgeschwächt ginn, an dëst virun allem duerch den héijen Undeel vun der Bourse sur critères sociaux, enger Bourse, déi also un d'Gehälter vun den Eltere gebonnen ass an déi am Fong herno ville Studenten net zoukënnt.

Mir hunn also intensiv an der Fraktioun un dësem Dossier geschafft an hunn och eis Amendementer ausgeschafft an an der Kommissioun presentéiert, wéi iwwregens och déi zwou aner Oppositiounskräften, déi Lénk an d'ADR, déi och fläisseg hei matgeschafft hunn. Leider si se vun der gesamter Majoritéit allesamt en bloc refuséiert ginn. Ech wäert duerfir mäi Gléck nach eemol probéieren, an der Hoffnung, datt ech e puer Memberen hei am Plenum konnt iwwerzeegen, déi Reform trotzdeem anescht ze gestalten.

Ech déposéieren also nach eemol eis Amendementer dem Chamberspresident, fir se zum Vote ze stellen. Wann ech gelift.

M. le Président.- Merci.

Amendements parlementaires proposés par le groupe politique CSV

Exposé des motifs

Les présents amendements ont pour objectif de redéfinir les montants des bourses octroyées aux étudiants. Si le système se veut équitable et s'il veut considérer la situation socio-économique de l'environnement dans lequel vit l'étudiant, il doit avant tout garantir l'indépendance de l'étudiant délié de son environnement familial.

La loi du 26 juillet 2010 avait proposé un changement de paradigme qui permettait à tout jeune de suivre des études supérieures de son choix et ce indépendamment du pouvoir financier de ses parents. Le but à terme étant l'augmentation du nombre des diplômes de l'enseignement supérieur. L'initiateur du projet de loi en question voyait l'étudiant comme un jeune adulte responsable et indépendant de ses parents. Cette notion d'autonomie de l'étudiant est essentielle et devra être remise en valeur dans la refonte du système d'aide financière de l'État pour études supérieures, tout en tenant compte des capacités budgétaires de l'État.

Chaque étudiant touche une bourse de base à hauteur de 2.750 euros par année académique. Une bourse de mobilité de 2.750 euros par an est accordée à l'étudiant qui poursuit ses études dans un pays autre que celui dans lequel il réside habituellement et s'il peut apporter la preuve qu'il subit des charges en relation avec la prise en location d'un logement. Les amendements visent par ailleurs de venir en aide aux familles les plus défavorables. Les ménages qui remplissent les critères pour bénéficier de l'allocation de vie chère peuvent ainsi toucher une bourse sociale à hauteur de 1.500 euros supplémentaires. Ce critère évite en outre d'alourdir la charge administrative pour le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur.

Qui plus est, les présents amendements proposent de revenir aux primes d'encouragement de la loi du 22 juin 2000. Ces primes, allant de 1.500 à 5.000 euros, seront attribuées une fois que l'étudiant a terminé avec succès ses études dans le cycle d'études respectif et dans la durée officielle du cycle concerné.

Les modalités quant au prêt ainsi que l'appui financier concernant les frais d'inscription sont également pris en compte et restent inchangés.

Amendements et commentaires

Amendement 1 concernant l'article 1er

L'alinéa 1 de l'article 1er du projet de loi est modifié comme suit:

«La présente loi a pour objet de faciliter l'accès aux études supérieures par l'allocation d'une aide financière sous la forme de bourses, de prêts avec charge d'intérêts ~~et~~, de subventions d'intérêts et de primes d'encouragement.»

Commentaire:

Cet amendement marque le retour des primes d'encouragement qui seront octroyées à l'étudiant méritant, i.e. celui qui réussit son cycle d'études dans la durée officiellement prévue.

Amendement 2 concernant l'article 1er

Un nouvel alinéa 3 est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 (nouvel alinéa 4) de l'article 1er du projet de loi avec la teneur suivante:

«L'aide financière sous forme de primes d'encouragement est accordée par le ministre, sur demande écrite de l'étudiant à présenter dans les délais et formes à fixer par règlement grand-ducal.»

Commentaire:

Ce nouvel alinéa 3 crée la base légale pour la prise d'un règlement grand-ducal déterminant les délais et formes à respecter par l'étudiant dans le cadre de l'introduction de sa demande en obtention de primes d'encouragement.

Amendement 3 concernant l'article 1er

L'alinéa 3 (nouvel alinéa 4) de l'article 1er du projet de loi est modifié comme suit:

«Le montant total annuel de l'aide financière est fixé à un maximum de dix-huit mille ~~sept~~ deux cents euros. Ce montant total ne tient pas compte des primes d'encouragement.»

Commentaire:

Le montant total de l'aide financière de l'État par année s'élève à 18.200 euros maximum. À ce montant s'ajoutent les primes d'encouragement qui varient entre 1.500 euros et 5.000 euros en fonction du cycle d'études concerné.

Amendement 4 concernant l'article 4

Le point 1 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est modifié comme suit:

«1. Bourse de base: la bourse de base est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi. Le montant par année académique est fixé à ~~deux mille~~ deux mille sept cents cinquante euros;»

Amendement 5 concernant l'article 4

Le point 2 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est modifié comme suit:

«2. Bourse de mobilité: la bourse de mobilité est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi et qui est inscrit dans un programme d'enseignement en dehors des frontières nationales du pays de résidence du ménage dont il fait partie et qui apporte la preuve qu'il supporte les frais inhérents à une prise de location d'un logement. Le montant par année académique est fixé à ~~deux mille~~ deux mille sept cents cinquante euros;»

Commentaire:

Dans le but de renforcer l'autonomie de l'étudiant, les montants de la bourse de base et de la bourse de mobilité s'élèvent désormais à 2.750 euros chacune, ce qui signifie une hausse de 750 euros par rapport aux montants prévus dans le projet de loi actuel. Tout étudiant qui poursuit ses études universitaires dans un pays différent de celui dans lequel réside le ménage dont il fait partie et qui supporte des frais de location bénéficiera aux termes des bourses de base et de mobilité d'un montant total minimal de 5.500 euros par an, et ce indépendamment de tout critère socioprofessionnel, financier ou d'encouragement.

Amendement 6 concernant l'article 4

Le point 3 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est modifié comme suit:

«3. Bourse ~~sur critères sociaux~~ sociale: la bourse ~~sur critères sociaux~~ sociale est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi et dont ~~le revenu total annuel du ménage dont il fait partie est inférieur ou égal à quatre fois et demie le montant brut du salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés. Par revenu total annuel, il faut entendre le revenu imposable tel qu'il est défini à l'article 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Est ajouté, le cas échéant, l'abattement de cession prévu à l'article 130 de la même loi. Les montants, par année académique, des sous-catégories de bourses sur critères sociaux sont échelonnés comme suit:~~*

~~a) revenu total annuel inférieur à une fois le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: trois mille euros;~~

~~b) revenu total annuel compris entre une fois et une fois et demie le salaire social minimum an-~~

~~*nuel pour salariés non qualifiés: deux mille six cents euros;*~~

~~*c) revenu total annuel compris entre une fois et demie et deux fois le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: deux milles deux cents euros;*~~

~~*d) revenu total annuel compris entre deux fois et deux fois et demie le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: mille huit cents euros;*~~

~~*e) revenu total annuel compris entre deux fois et demie et trois fois le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: mille quatre cents euros;*~~

~~*f) revenu total annuel compris entre trois fois et trois fois et demie le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: mille euros;*~~

~~*g) revenu total annuel compris entre trois fois et demie et quatre fois et demie le salaire sociale minimum annuel pour salariés non qualifiés: cinq cents euros.*~~ *le revenu annuel global de la communauté domestique dont il fait partie ne dépasse pas les deux mille neuf cent soixante-seize euros pour une personne seule. Cette limite de revenu est augmentée de mille quatre cent quatre-vingt-huit euros pour la deuxième personne et de huit cent quatre-vingt-douze euros et quatre-vingt centimes pour chaque personne supplémentaire dans le ménage. Ces montants correspondent au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948. Ils sont adaptés annuellement à la cote d'application applicable au 1er janvier de l'année en cours suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'État et à toute variation du salaire social minium.*

Les montants de revenu prévus à l'alinéa qui précède peuvent en une ou plusieurs étapes être relevés par règlement grand-ducal, sans que cette augmentation ne puisse dépasser 20%.

La bourse sociale s'élève à mille cinq cents euros par année académique.»

Commentaire:

Les seuils de revenus pour la bourse sociale sont ceux retenus pour l'allocation de vie chère, telle que définie au règlement du Gouvernement en Conseil du 19 décembre 2008 portant création d'une allocation de vie chère. Ces niveaux de revenus permettent d'introduire une certaine dose de sélectivité sociale dans le système des bourses pour études supérieures et visent ainsi à soutenir prioritairement les étudiants issus des communautés domestiques les moins aisées au niveau socioprofessionnel. Comme les allocations de vie chère sont pratiquées au Grand-Duché du Luxembourg depuis des années déjà, le recours aux seuils de revenus y visés pour évaluer les besoins en financement supplémentaire de l'étudiant aboutit en outre à une simplification administrative et une réduction des coûts dans le traitement des dossiers.

Amendement 7 concernant l'article 4

Le point 4 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est supprimé.

~~*«4. Bourse familiale: la bourse familiale est accessible à l'étudiant si parallèlement un ou plusieurs autres enfants, faisant partie du même ménage que lui, tombent sous le champ d'application de la présente loi. Le montant par année académique est fixé à cinq cents euros.»*~~

Amendement 8 introduisant un nouvel article 5

Un nouvel article 5 est inséré entre l'article 4 et l'article 5 actuel (nouvel article 6) avec la teneur suivante:

«*Art. 5. Prime d'encouragement*

La prime d'encouragement est déterminée par le diplôme obtenu; ni la situation financière et sociale de l'étudiant, ni celle de ses parents ne sont prises en considération. Le montant de la prime d'encouragement varie suivant le cycle d'études:

- Une prime d'encouragement de 1er cycle d'un montant de mille cinq cents euros est accordée aux étudiants ayant terminé avec succès leur 1er cycle d'études et dans les délais officiellement prévus pour le cycle d'études visé. Cette prime n'est accordée qu'une seule fois aux étudiants concernés.

- Une prime d'encouragement de 2e cycle d'un montant de deux mille euros est accordée aux étudiants ayant terminé avec succès leur 2e cycle d'études et dans les délais officiellement prévus pour le cycle d'études visé. Cette prime n'est accordée qu'une seule fois aux étudiants concernés.

- Une prime d'encouragement de 3e cycle d'un montant de cinq mille euros est accordée aux étudiants ayant terminé avec succès leur 3e cycle d'études et dans les délais officiellement prévus pour le cycle d'études visé. Cette prime n'est accordée qu'une seule fois aux étudiants concernés.»

Commentaire:

La prime d'encouragement vise à récompenser les étudiants méritants, i.e. ceux ayant terminé leurs études dans les délais prévus.

La prime d'encouragement est déterminée par le diplôme obtenu; ni la situation financière et sociale de l'étudiant, ni celle de ses parents ne sont prises en considération. Le montant de la prime d'encouragement varie suivant le cycle d'études. La prime d'encouragement est octroyée à condition de ne pas dépasser la durée prévue pour le cycle d'études en question.

Amendement 9 concernant l'article 5 (nouvel article 6)

Le paragraphe 1 de l'article 5 (nouvel article 6) du projet de loi est modifié comme suit:

«(1) Le montant du prêt garanti par l'État avec charge d'intérêts et avec subvention d'intérêts se compose d'un prêt de base de six mille cinq cents euros par année académique. Le prêt de base de l'étudiant ne bénéficiant pas de ~~*la totalité de*~~ *la bourse* ~~*sur critères sociaux*~~ *sociale définie à l'article 4, paragraphe 1er, point 3, peut être majoré d'un montant maximal de* ~~*trois mille*~~ *mille cinq cents euros* ~~*duquel est déduit le montant de la bourse sur critères sociaux accordée*~~*.»*

Commentaire:

En plus des bourses pour études supérieures, tout étudiant a la possibilité de bénéficier d'un prêt garanti par l'État avec charge d'intérêts et avec subvention d'intérêts à hauteur de six mille cinq cents euros par année académique. Si l'étudiant n'a pas pu percevoir la bourse sociale, il lui est possible d'augmenter le montant du prêt à hauteur du montant prévu par la bourse sociale, à savoir mille cinq cents euros et donc un total de 8.000 euros.

Amendement 10 concernant l'article 7 (nouvel article 8)

Le paragraphe 1 de l'article 7 (nouvel article 8) du projet de loi est modifié comme suit:

«(1) Les bourses et les prêts sont alloués pour la durée d'une année académique; ils sont liquidés en deux tranches semestrielles par année académique en cours. ~~*La bourse définie à l'article 4, paragraphe 1er, point 4, est liquidée en une seule tranche uniquement au semestre d'été.*~~ *La prime d'encouragement est allouée après que l'étudiant ait apporté la preuve d'avoir terminé avec succès son cycle d'études dans les délais prévus par le cycle en question.*»

Commentaire:

Pour pouvoir profiter d'une certaine stabilité financière, les bourses et les prêts sont alloués pour la durée d'une année académique et liquidés par rythme semestriel. La prime d'encouragement, octroyée après l'achèvement d'un cycle d'études, est liquidée au moment indiqué.

Amendement 11 concernant l'article 9 (nouvel article 10)

Le paragraphe 2 de l'article 9 (nouvel article 10) est modifié comme suit:

«(2) Pour l'aide accordée sous forme de bourses et de primes, le bénéficiaire doit en outre payer des intérêts au taux légal à partir du jour du paiement jusqu'au jour de la restitution.»

Commentaire:

Le présent amendement vise à étendre le régime des pénalités dues en cas d'obtention des aides au moyen de déclarations inexactes ou incomplètes aux primes d'encouragement.

Estimation de l'impact financier

Bourses	*Résidents*	*16.000*	*Frontaliers*	*9.000*	*Montant*	*Résidents*	*Frontaliers*	*Total/Coût*
Bourse de base	*100%*	*16.000*	*100%*	*9.000*	*2.750*	*44.000.000*	*24.750.000*	*68.750.000*
Bourse de mobilité	*80%*	*12.800*	*10%*	*900*	*2.750*	*35.200.000*	*2.475.000*	*37.675.000*
Bourse sociale	*10%*	*1.600*	*30%*	*2.700*	*1.500*	*2.400.000*	*4.050.000*	*6.450.000*
Frais d'inscription								*5.000.000*
*Prime d'encouragement**								*7.622.000*
								125.497.000

***

1er cycle (BA)	*1.500*	*dans les délais prévus (estimations à 60%)*
2e cycle (MA)	*2.000*	*dans les délais prévus (estimations à 50%)*
3e cycle	*5.000*	*dans les délais prévus*

(s.) Martine Hansen, Diane Adehm, Nancy Arendt, Emile Eicher, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marco Schank, Serge Wilmes.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann och dëse Vote negativ ausgeet, da wäert d'CSV, an dat no laanger interner Diskussioun, an där mer awer unanime zu enger Konklusioun koumen, géint dëse Projet de loi stëmmen.

Ech résuméieren nach eemol kuerz eis Haaptgrënn: Éischtens, d'Philosophie, déi hannert Ärem Projet steet, ass eiser Meenung no contraire zum Prinzip vun der Autonomie. Zweetens, eis proposéiert Amendementer sinn en bloc an der Kommissioun refuséiert ginn - wéi et elo hei ausgeet, weess ech jo net - a mir kënnen de Virworf, datt se ze spéit erakomm sinn, net akzeptéieren. An drëttens a leschtens, beim Anticumul mam Kannergeld riskéiere mer eng Diskriminéierung vun eise Résidentskanner.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Hansen. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP ageschriwwen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- „Doch vergessen wir die Anfänge der Misere nicht. Es war der Studienbeihilfeminister aus vergangenen Tagen, der diesen ganzen Mist angezettelt hat mit seiner tollen Reform, die ihm jetzt den Buckel runterrutscht. Schliesslich sitzt er nun als Europarichter gemütlich auf dem Kirchberg. Weil nun die ganzen Klagen kommen, kann er ja die Urteile schreiben."

Här President, dat ass an enger Zeitung „Für Wahrheit und Recht", am „Lëtzebuerger Wort", vum Michèle Gantenbein den 28. Juni.

Ech kann nëmme soen: Oh, wéi recht huet déi Journalistin! Dat ass also, firwat mer - wann een e Bléck zréckgeheit vläicht, fir iwwert den 13. oder iwwert de Juli 2013 erauszegoen, fir eng Kéier dat Ganzt ze illustréieren - eis haut eigentlech nach eng Kéier mussen hei an der Chamber treffen e ganzen Nomëtten, fir eigentlech eng Zopp vu fréiere Feelschléi riichtzebéien.

Ech wéilt awer ganz kuerz nach op den Historique agoen. Effektiv ass et esou, datt 2010, kuerz virun de Gemengewahlen - dat war vläicht en Zoufall - den deemolegen Héichschoulminister mat enger Reform vun de Studentesubside komm ass. Et muss ee soen, datt eigentlech deemools net direkt eng Demande do war, fir eng nei Form vu Studentesubsiden anzeféieren.

Deemools war et awer eng Argumentatioun, déi och op deem baséiert huet fir ze spueren. Dir kënnt lech vläicht erënneren, mir waren an engem Kontext vun „no Kris", an d'CSV hat d'Iddi, fir beim Kannergeld ze spueren, beim Kannergeld vun de Kanner vun de Frontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, an datt een dann amplaz grousszügeg Subsiden eleng fir déi Lëtzebuerger Studente géif aféieren. Deemools ass och estiméiert ginn: 20 bis 30 Millioune kéint een do all Joers spueren.

Mir haten deemools scho gewarnt - also ech ginn e bësselchen iwwert dee Juli vum leschte Joer eraus -, datt dat éischtens e Modell wier, dee sozial ondifferenzéiert wier - och schonn deemools -, datt et an enger Logik wier vu Pai an Autonomie vum Student, déi een awer esou net kéint gëlle loossen. Mir haten och Problemer dermat, datt dann en Ausschloss wier vun enger Rei vu Kanner, nämlech déi vun deenen Elteren, déi hei zu Lëtzebuerg och schaffen an och zu eisem PIB bäidroen. A mir haten och deemools scho gewarnt, gesot: Dat do ka schifgoen, do kënne mer an Europa op d'Nues falen.

Et muss een och soen, datt deemools de Spuereffet ausbliwwen ass - och souguer eleng fir déi Lëtzebuerger Studenten. Dat war also an där Phas, wéi nëmmen déi lëtzebuergesch Kanner dat kruten. Elo sinn awer all Joers mat deene grousszügege Subsiden d'Dépensen an d'Luucht gaangen. Amplaz 20, 30 Milliounen all Joers ze spueren, sinn et der all Kéiers 30, da 40, 50 Millioune méi ginn; an da ware mer dann um Stand vun 2013. Dat war also eng vun de Spuermoossname vun der CSV. Wann also d'CSV wëllt spueren - dat hunn ech och schonn d'lescht Joer gesot -, da gesi mer, wat dobäi erauskomm ass!

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- 2013 ass dunn dat komm, wat eigentlech jiddwereen och gefaart huet, awer sech erwaart huet: Mir hunn d'Uerteel gehat vum Europäesche Geriichtshaff. Konklusioun: D'Kanner vun de Frontalieren, vun deenen, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, kënnen net ausgeschloss ginn aus deem System.

D'Konsequenz: Déi, déi geklot haten - dat waren der deemools ronn 700 -, hu missen nodréiglech ausbezuelt ginn. An eben och, datt all déi Nei hu missen do da vun deem Gesetz, wat mer 2013 da schnell nogeschoss hunn, respektiv wat deemools d'Majoritéit nogeschoss huet..., do sinn nach eng Kéier ronn 9.000 Studenten derbäikomm.

Ech mengen, domadder ass de Budget komplett, komplett explodéiert. Wa mer net elo reagéiert hätten, dann hätte mer dëst Joer, 2014, iwwer 170, 180 Milliounen d'Joer als Dépensë gehat.

Ech hat dat och d'lescht Joer scho gesot, ech hat dat schonn… 2010 konnte mer eis dat nach net esou ausmolen, a wat fir eng Richtung déi Dépensë géife goen, mä op alle Fall, d'lescht Joer hat ech dat och scho kritiséiert.

Ech hat och d'lescht Joer gesot - eng Rei Riedner haten dat scho virdru beim Gesetz vun 2010 gesot -, datt ee misst e Plang B am Tirang hunn, wann ee schonn esou en Dossier ugeet. 2013, wéi dunn d'Kand am Pëtz louch, hat d'CSV awer kee Plang B.

Ech muss do och soen, d'Madame Hansen hat do e schwéiert Ierwen ugetratt vum Här Biltgen, dat hunn ech och - dat kënnt Der noliesen - 2013 gesot. Ech hunn hir deemools dat gesot, datt se e Cadeau empoisonné iwwerholl hätt. An et ass sécher richteg, wann d'Madame Hansen sech haut eng Rei Froe stellt. Ech hätt mer awer gewënscht, datt se sech och schonn, wéi se a Fonctioun war als Héichschoulministesch, all déi Froe gestallt hätt. An am léifsten hätt ech och gehat, wa se all d'Äntwerten och deemools scho gehat hätt. Si seet, si hätt am Tirang awer eng Rei Saache gelooss. Jo, si huet eng Rei Froen am Tirang gelooss! D'Äntwerten, déi louchen net am Tirang an déi hu mir also als Majoritéit an deene leschte sechs Méint ausgeschafft.

M. le Président.- Här Berger, d'Madame Hansen freet, ob se…

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech hu guer kee Problem.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll just kuerz als Fait personnel drop reagéieren. Also, ech hu mir och du schonns Froe gestallt! Ech hunn dat hei an der Ried gesot. An déi Äntwerten, déi ech dunn nach net hat, dat war zum Beispill den Anticumul mam Kannergeld: Deen hutt Dir och elo nach net geléist. D'Kritären, déi Dir hutt, déi hat ech dunn och schonns definéiert. An ech hat dat dunn och schonns am Juli - Dir kënnt dat noliesen - hei an der Ried zitéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir hutt d'Froen also gestallt, Dir hutt Kritären, déi ee misst considéréieren, mä Dir hutt awer keng konkret Äntwert ginn. An deene sechs Méint, wou Der nach do waart, hutt Der kee Projet de loi…

(Interruptions)

M. le Président.- Ech géif elo de Riedner bieden, sech un d'Chamber…

M. Eugène Berger *(DP).*- Richteg, Här President!

M. le Président.- …ze wenden, fir ze évitéieren, dass mer Zwiegespréicher kréien. Dat wär ganz léif.

M. Eugène Berger *(DP).*- Richteg, Här President.

Wat ech wollt soen, dat ass, datt déi fréier Héichschoulministesch keen Text an deene sechs Méint ausgeschafft huet, deen ee vläicht och nach hätt kënnen amendéieren, op deem een hätt kënne schaffen. Et waren eng Rei Froen, eng Rei Themefelder, déi do vläicht an den Tiräng louchen.

Egal wéi, et war schonn 2013 urgent, fir eng Reform ze maachen, an ëmsou méi ass et 2014 elo eng Urgence gewiescht, fir déi Reform ze maachen, wéinst deem Problem vum Budget, deen hei aus dem Rudder gelaf ass. An awer och - dat muss een awer och soen, an ech wäert do nach drop zréckkommen -, well mer och net nëmmen der Meenung sinn, mä iwwerzeegt sinn, datt mer och en anere Modell brauchen, e Modell, dee virun allem sozial gerecht ass.

Vläicht e puer Punkten zu där Kritik, datt d'Ausschaffen iwwerstierzt an deene leschte Wochen oder Méint geschitt wier. Ech kann déi Reprochen net akzeptéieren.

Zum enge wëll ech nach eng Kéier dat widderhuelen, Här President, wat ech elo virun zwou Minutte gesot hunn, datt een éischtens au départ - wann een eng Kéier d'Subside reforméiert huet 2010 -, hätt missen direkt en uerdentleche Projet brénge, respektiv war och nach d'lescht Joer en halleft Joer Zäit. Nëmme fir ze soen, datt eigentlech d'CSV während Joren Zäit gehat hätt, fir en uerdentleche Projet op den Dësch ze leeën!

Mä och hei: Déi Aarbecht hu mer en bonne âme et conscience gemaach. Et sinn eng ganz Rei Gespréicher gefouert ginn, net nëmmen an der Chamber, och de Minister, d'Statssekretären hunn dat gemaach! Wann dat och heiansdo hannert zouen Diere war, datt net all Kéiers d'Press virun der Dier stoung, mä där sinn der ganz vill gemaach ginn. Den Dialog huet bestanen.

Mir hunn an der Chamber d'Pétitionnairen empfaangen. Mir hunn an der Chamberskommissioun vun den Héichschoulen - wat eigentlech relativ exceptionnel ass - och eng ganz Rei Jugendorganisatiounen, déi d'Studente vertrieden, empfaangen, mat hinnen eng ganz konstruktiv Diskussioun gehat, och hei am Parlament, wat also exceptionnel ass, wat mer praktesch bei kengem anere Projet maachen. Mir waren op fir Verbesserungen. De Minister war op fir Verbesserungen, mir an der Chamber och. Et war eng konstruktiv, eng gutt Zesummenaarbecht op ganz ville Plazen. An dat, wat derbäi erauskomm ass, gëtt jo och op enger Rei Plaze begréisst, och bei deenen, déi d'Studente vertrieden.

Ech wéilt hei eleng aus dem Communiqué vun der leschter Woch vun der - wat awer a mengen Aen d'Haaptstudentevertriedung de Moment ass - ACEL kuerz virliesen. Hei also dann aus dem Communiqué den Ofschloss:

„Déi lescht Amendementer, déi vun der Regierung gemaach gi sinn, begréisse mir integral. Virun allem, dass de Revenu imposable gekuckt gëtt fir déi sozial Bourse an dass de Student per Niewenjob bis eemol de Mindestloun ka verdéngen, sinn an eisen Ae gutt Ännerungen.

Et ass e Beweis dofir, dass sech d'Dialogbereetschaft an déi konstruktiv Kritik vun der ACEL och an dësem Fall nees bewäert hunn. Mir kruten d'Méiglechkeet, eis un der Entwécklung vum Gesetzesprojet ze bedeelegen", ech widderhuelen nach eng Kéier, „Mir kruten d'Méiglechkeet eis un der Entwécklung vum Gesetzesprojet ze bedeelegen, an eis Virschléi sinn och an de Gesetzesprojet mat agefloss, wéi ee ka gesinn, wann een deen amendéierten Text mat eise Fuerderunge vum 2. Abrëll vergläicht."

Esou vill also zu de Meenungen, wéi verfuer ginn ass an där ganzer Prozedur.

Ech muss och soen, och an der Chamber hate mer jo eng Rei Sitzungen. Et ass eng gewëssen Urgence do. Dat ass awer net nei, datt mer awer dat schonn an der Vergaangenheet oft haten, an d'Deputéiert wëssen - dat ass hiren Haaptjob -, datt een och emol eng Kéier kann zwou Kommissiounssitzungen an der Woch hunn, dat ass keen Drama. Et ginn heiansdo esou Dossieren, dat ass net nëmmen an där Kommissioun, mä och an anere Kommissiounen - ech denken zum Beispill un d'Finanzkommissioun -, wou dann heiansdo méi schnell ebe muss geschafft ginn. Awer all déi Awänn oder respektiv déi Amendementer sinn och an der Kommissioun diskutéiert ginn. Och do wäert ech nach eng Kéier duerno drop zréckkommen.

Mir haten also vill Réuniounen, et war vill Dialog a mir sinn op vill Saachen agaangen. An dee Résumé vun der ACEL hei seet jo vläicht am beschten, wéi dat dann och dobausse vun de Studente respektiv vun der aktueller Studentevertriedung opgeholl gëtt.

Ech wëll eigentlech och an deem Kontext - ech hat et nach net gemaach, Här President, well ech mat deem Zitat wollt virdrun ufänken aus der Zeitung „Für Wahrheit und Recht" - awer nach der Rapportrice Merci soen, déi och Presidentin vun der Kommissioun ass, fir hir vill Aarbecht, fir hire Rapport, awer och wéi se déi Kommissioun geleet huet a wéi mer do op eng flott Aart a Weis geschafft hunn. A wann et emol eng Kéier iwwert den normalen Horaire erausgaangen ass, si mer och nach mat Bréidercher gutt zerwéiert ginn.

Här President, d'Demokratesch Partei steet zu deem neie Modell, dee mer haut hoffentlech hei wäerte stëmmen. En ass opgedeelt - ech ginn net an d'Detailer, wëll et awer nach eng Kéier kuerz rappeléieren - a véier Tranchen: eng Prime oder e Subside de base. Da kënnt eng Prime derbäi fir d'Mobilitéit, dat ass fir eis nach wie vor wichteg. Et ass net verbueden - dat ass och interessant - fir hei zu Lëtzebuerg ze schaffen, mä nach si mir frou, förderе mer dat, wann een an d'Ausland studéiere geet, fir säin Horizont opzemaachen. An och do weess ech, datt dat awer, mengen ech, d'Unanimitéit hei op de Bänken ass, datt dat soll gefërdert ginn.

Mir hunn och eppes agefouert no den Diskussioune mat de Studenten, wat dann deen Deel „critère familial" ass. Wann een also zu zwee Studenten, zum Beispill, oder méi Studenten an därselwechter Famill studéiere geet, kritt een och nach eng Kéier e Plus vu 500 Euro.

An dann ass dat, wat fir eis ganz wichteg ass, dat ass déi lescht Tranche, fir se emol esou ze nennen, dat ass déi Tranche, wou mer déi sozial Selektivitéit erabréngen. Dat ass fir eis e fundamentale Punkt, ech wäert och herno nach eng Kéier dorobber zréckkommen, wann ech iwwert d'Amendementer schwätzen. Dat ass fir eis wichteg. Déi Studenten, déi et méi brauchen, solle méi gehollef kréie wéi déi, déi et manner brauchen, wou d'Elteren déi méi breet Schëlleren hunn - d'CSV schwätzt jo gäre vun deene breede Schëlleren -, déi kënnen och da vläicht méi en Effort maachen, fir hire Kanner ze hëllefen, wa se studéiere ginn.

An nach eppes muss ee soen: Eise System hei, dee bleift, géif ech soen, net nëmmen dee grousszügesten an Europa, dee bleift sécherlech ee vun deene grousszügesten Hëllefssystemer fir d'Studenten op der ganzer Welt.

Ech hu versicht, emol déi eng oder déi aner Saachen ze vergläichen. Et ass effektiv net ëmmer esou einfach. Et freet een och seng Kanner, déi am Ausland studéieren, déi do mat belsche Studenten diskutéieren. Déi froe se: „Wat kriss du?" Oder a Frankräich oder an Däitschland. An 99% vun de Fäll sinn do am Ausland Studenten, déi net „manner" kréien, mä déi wierklech „vill manner" kréien. Mir behalen en enorm grousszügege System.

A wann elo de Student vun Thionville, deem seng Elteren hei zu Lëtzebuerg schaffen, de Choix huet zwëschen dem franséische System an dem lëtzebuergesche System, ech kann lech soen, de Student vun Thionville, deen zéckt net eng Sekonn, fir de Choix ze maache fir de lëtzebuergesche System, fir déi lëtzebuergesch Bäihëllefen!

Da gëtt vill geschwat vun dem onofhängege Student: d'Autonomie. Och do solle mer eis awer elo näischt virmaachen. Dat gëtt op e Podest gehuewen, wat awer an der Realitéit ni de Fall war an och net elo kann de Fall sinn. Ech ginn nëmmen eleng... Wann een et reng legal, juristesch kuckt, kann een do schonn argumentéieren, wann een de Code civil hëlt - ech hunn hei och eppes, wou eng Kéier an engem Editorial vum Annette Duschinger eng flott Analys war -, dann zitéieren ech nach eng Kéier de Code civil:

«Si l'obligation d'entretien et d'éducation prend fin, en principe, à la majorité des enfants, les parents demeurent cependant tenus de leur donner, même au-delà de la majorité, les moyens de poursuivre des études destinées à les préparer à la profession qu'ils entendent embrasser, à la condition toutefois qu'ils se révèlent aptes à les poursuivre.»

Also éischtens steet et am Code civil, mä och doriwwer eraus musse mer wëssen, datt dat e schéint Bild ass, dat een dohinnerstellt, mä dat awer eigentlech ni komplett méiglech ass - dat war och fréier net méiglech! Maache mer eis näischt vir, och fréier, mam System vum Kannergeld, war dat net méiglech. Et waren ëmmer zousätzlech Fraisë, wou entweder de Student dann nach schaffe gaangen ass, niewebäi jobbe gaangen ass, e Prêt krut oder wou d'Elteren ebe gehollef hunn.

An dat ass och net mat deem Modell vun 2010 méiglech gewiescht, och do ass et net duergaangen, fir absolut alles ze bezuelen. Dat ass och elo net méiglech mat deene Proposen, déi d'CSV mat hiren Amendementer gemaach huet oder aner Deputéiert, déi vläicht nach herno Amendementer eraginn. Och mat deene Systemer wier dat net méiglech.

Mir sollen net vergiessen, hei handelt et sech weiderhin ëmmer ëm Bäihëllefen: „Beihilfen"! Et geet net drëms - dat ass ni de Sënn gewiescht -, fir integral all d'Fraisë vun de Studente kënnen ofzedecken.

Et sinn elo Etüde gemaach ginn, fir d'Liewenshaltungskäschten an deene verschiddene Stied an Europa ze ënnersichen. Dat ass sécherlech eng interessant Etüd. An ech mengen, et ass och do, wou mer - dat ass eng aner Problematik, déi och drunhänkt - hei zu Lëtzebuerg vläicht net genuch Zuelen hunn iwwer alles dat, wat zu den Héichschoulstudie gehéiert, esou datt mer do also och mussen Efforte maachen.

De Claude Adam wäert herno och eng Motioun dozou erabréngen, déi mir natierlech och voll ënnerstëtzen. Mir haten och schonn deemools - wann ech mech kann erënneren, 2010, Här President, hat den Här Adam och esou eng ähnlech Motioun erabruecht - mat ënnerschriwwen, datt mer bessert Zuelematerial brauchen, net nëmmen an eisem Schoulwiesen, mä och am Héichschoulwiesen.

Dat sinn interessant Zuelen, déi do erauskommen. Mä et kann een awer elo net erwaarden, wann d'Käschten esou héich sinn an deene Länner oder an deene Stied, datt de Stat dann integral dat alles iwwerhëlt. Dat ass eng Illusioun. Ech mengen, et war de Marc Ruppert vun der JDL, dee gesot huet: „De Stat kann net eng eierlegende Wollmilchsau sinn." E kann net Eeër leeën, Woll hunn an och nach Fleesch vun der Sau an och nach Mëllech ginn! Dat ass hei wierklech net dat, wat mer kënnen ustriewen. Et bleiwen ëmmerhi Bäihëllefen.

Den Effort vun de Studenten, déi e klengen Job emol maachen, ass eventuell gefuerdert, wat och näischt Negatives ass. Am Ausland kennt ee ganz vill Studenten, déi dat och elo nach ëmmer maachen, fir ebe kënnen hir Studie mat ze finanzéieren - och fréier hei zu Lëtzebuerg!

Virdrun huet mäi gudde Frënd, den Edy Mertens, gesot: „Jo, wéi hunn ech et da fréier gemaach, fir kënne studéieren ze goen?" Dat ass eppes, wat ëmmer en Deel, praktesch eng Partie intégrante vum Studenteliewe war. Fir méi no un déi Autonomie ze kommen, geet een dann och nach vläicht jobben. Dat ass elo net onbedéngt d'Konditioun, mä dovunner gëtt een net méi domm, do léiert een och Beruffserfahrung. Dat ass souguer herno gutt, wann een dat an engem CV huet.

Dëst einfach, fir nëmmen ze soen: Kommt, mir ginn eis net där Illusioun hin, mir kéinten déi absolut Autonomie - finanziell Autonomie souwéisou net - vun engem Student garantéieren oder de Stat misst déi bezuelen. Dat kann et am Endeffekt net sinn. An eben och esou, datt et - net nëmmen iwwert de Code civil, mä awer och doriwwer eraus - déi moralesch Verflichtung ass, datt d'Elteren och en Deel dozou bäidroen.

An och nach, fir e lescht Wuert zu där Etüd do - bon, eng kleng Etüd, déi lancéiert ginn ass, déi een awer nach muss verfeineren - ze soen: Dat heescht jo, wann déi Käschten esou héich si fir d'Lëtzebuerger Studenten, da sinn déi Käschten och esou héich fir déi Studenten am Ausland. Wéi maachen et dann eis franséisch Studenten a Frankräich? Well déi hu jo déiselwecht Käschten an do sinn d'Elteren der awer oft, déi manner verdéngen. Wéi maache se et an England? Wéi maache se et an Däitschland? An esou weider.

Et kéint een héchstens op eng Iddi kommen, datt ee seet: Dann huele mer eng Moyenne vu ganz Europa, wéi vill do d'Stied kaschten, an dann huele mer eng Moyenne vun all de Subsiden, déi een an Europa kritt, an da leeë mer et esou fest. Also et ass eng Pist, déi interessant ass, fir en Opschloss ze kréien. Et kann awer net d'Konklusioun sinn, well déi eenzel Stied esou vill kaschten oder d'Moyenne an Europa esou ass, datt mer dat dann och mussen integral bezuelen.

Och de Choix vun de Studie wäert bestoe bleiwe mat deem neie System. Dat ass net a Fro gestallt. An och hei muss ee soen, datt och d'Responsabilitéit vun de Studente gefrot ass. Et kann een déi eng oder déi aner Studien op verschiddene Plaze maachen. Do wäert da wahrscheinlech och de Student kucken, mat deene Moyenen, déi en huet, iwwert d'Bäihëllefen, iwwert dat, wat d'Eltere vläicht bäileeën, iwwert dat, wat hie selwer wëllt derzou bäidroen, wou e säi beschte Choix dann ebe mécht.

Ech mengen, wichteg ass, datt dee Choix net agëengt ass, mä datt eben do vläicht d'Responsabilitéit vum Student dann och méi gefuerdert ass. Et verhënnert och net, datt een hei zu Lëtzebuerg studéiert, au contraire.

Da war déi Diskussioun, ob dann elo net deen désavantagéiert ass vun do uewen aus dem Norden, deen eventuell op Belval - wann da Belval endlech opgeet - wëllt studéiere goen - datt deen awer kéint en Désavantage hunn. Mä do huet jo och den Héichschoulminister, d'Regierung gesot, datt se Efforte wäerte maachen, fir da méi Studentesubside kënnen ze hunn (veuillez lire: fir da méi Studentewunnengen unzebidden).

Dann och déi Vergläicher, déi do gemaach ginn elo. Da gëtt elo pauschal gesot, mat deem neie System hätt jiddwereen 2.000 Euro manner. Dat ass falsch! Dat sinn eenzel Fäll, wou ee muss soen, wou d'Elteren iwwer 8.600 Euro de Mount verdéngen - do kommen esou Fäll. Mä awer de Gros vun de Fäll, 75% - de Minister kann dat herno vläicht nach eng Kéier preziséieren - kréien net onbedéngt manner oder net déi 2.000 Euro manner, wéi dat ëmmer esou pauschal duergestallt gëtt. Hei vergläicht een eppes, wat eigentlech net ze vergläichen ass.

Da gëtt och nach gesot, hei géif gespuert ginn um Bockel vun de Studenten, um Bockel vun der Zukunft an esou weider. Och do hunn ech meng Schwieregkeeten, fir dat ze akzeptéieren.

Et muss ee wëssen, datt mer hei zu Lëtzebuerg eis Suen natierlech mussen esou verwalten, datt mer lues a lues an eise Budgetséquiliber kommen, an datt dat eigentlech och awer eng Opstellung ass fir d'Zukunft, well mer also musse mat eise Suen esou ëmgoen, datt och nach eppes fir déi Nächst bleift. Well wann een hei an eng Logik geet, wou een nëmmen d'Sue mat der Schëpp zur Fënster erausgeheit, dann huet vläicht hei eng Generatioun oder e puer Joergäng hunn e Benefiss dovunner, mä déi hannendrun duerno… (veuillez lire: mä déi hannendrun duerno guer näischt méi). Mat wat bezuele mer dat dann, wa mer keng Suen da méi hunn?

Et muss een also och drun denken, datt iergendwann eng Kéier muss zréckbezuelt ginn. An och déi Suen, déi mer elo méi verdeelen, muss een aneren och bezuelen; musse mir mat eise Steiersue bezuelen.

An ech wëll awer och méi generell soen, datt een déi Duerstellung, datt elo géif un der Schoul gespuert ginn oder bei de Studente gespuert ginn, och net kann do stoe loossen. Hei zu Lëtzebuerg investéiere mer weider ganz vill Montanten an d'Universitéit, an d'Schoul, a mir wëllen einfach hei kucken, datt mer hei net alles op eng Kéier ausginn an e puer Joer. Hei wëlle mer och nach eppes hale fir déi Generatiounen duerno.

Ech mengen, dat ass och eppes, wat wichteg ass, datt mer also hei net spueren um Bockel vun der Zukunft, mä mir denke viraus. Mir kucken, datt och nach eppes fir déi Zukünfteg (veuillez lire: fir déi zukünfteg Generatioun) do ass, datt déi dann och nach eppes Klenges hunn an datt net elo alles verbrode gëtt.

An eng lescht Reflexioun zu deem Thema, dat ass, datt een awer och muss wëssen, datt net all Jugendleche studéiere geet. Et sinn och Jugendlecher, déi eng Formation professionnelle maachen, déi schaffe ginn, déi Steiere bezuelen. Et muss een also och wëssen, datt do eng gewësse Solidaritéit da muss bestoen. Et muss ee sech also bewosst sinn, datt, wa mer hei méi Suen ausginn, da sinn dat mir, déi dat bezuelen, awer och déi aner Jonk, déi net studéiere ginn, déi da musse méi Steiere bezuelen eventuell, fir dat kënnen ze finanzéieren. Ech mengen, och hei muss een also de Solidaritéitsgedanken am Hannerkapp hunn.

Här President, ech kommen zu den Amendementer vun der Oppositioun, der CSV. Ech sinn nach wie vor der Meenung, datt se déi Amendementer ganz spéit erabruecht huet. Ech hunn et virdru schonn eng Kéier gesot: Si haten eigentlech jorelaang Zäit, wéi se an der Verantwortung waren, e gutt Gesetz ze schreiwe respektiv do déi néideg Amendementer eranzebréngen. An ech mengen, et ass elo da wierklech um eng Minutt virun zwielef, wou d'CSV mat hire Propose kënnt.

Ech muss soen, dat ass zwar trotzdeem eng gutt Saach. Endlech - endlech! - kréie mer en „débat des idées" hei an der Chamber. D'CSV ass déi lescht sechs Méint net midd ginn, fir ze soen, mir géifen net schnell genuch schaffen. Elo schaffe mer schnell, dann ass dat net gutt. A si huet ëmmer gesot, mir géife keng Propose maachen - elo maache mer Proposen! -, a mir hu gesot, Dir hätt keng Géigepropose fir ze maachen - wat Der och bis elo net bruecht hutt -, an dat hei ass eigentlech déi éischt Géigepropos, déi Der maacht.

Also ech fannen dat u sech gutt, ech hu mech eigentlech drop gefreet, datt dat elo endlech kënnt, fir datt mer da kënnen eis Iddie vergläichen: Wat proposéiert d'CSV, wat proposéiert d'Majoritéit, mat deenen Iddien, wou och d'Demokratesch Partei hannendrusteet.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hätten eis natierlech…

M. Eugène Berger *(DP).*- D'CSV…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …eng méi laang Diskussioun erwaart!

M. Eugène Berger *(DP).*- D'CSV proposéiert graff am Résumé dat hei: D'Basistranche, déi geet an d'Luucht, an d'Prime vun der sozialer Selektivitéit, déi geet erof. Dat ass am Résumé dat, wat d'CSV proposéiert.

An anere Wierder: Si wëll weider mat der Strenz fueren, déiselwecht Logik, déiselwecht Method, mat där se eigentlech elo buede gaange war - on ratisse large -, dat wëll se also elo nach eng Kéier mat Amendementer - ils insistent -, fir nach eng Kéier deeselwechte Prinzip hei ze hunn.

Ob een als Elteren 10.000 oder 15.000 Euro de Mount huet oder 1.800 Euro de Mount, jiddweree soll do datselwecht kréien, ondifferenzéiert. An hannen, déi mat de Primes sociales, deenen et also manner gutt geet, déi solle kucken, datt se eens ginn. Keng Spur vu sozialer Selektivitéit! Wou bleift do eigentlech dat soziaalt Häerz vun der CSV? Den Här Spautz, de President vun der Partei, ass am Wahlkampf net midd ginn, iwwerall hinzegoen an ze soen: „Mir wëlle sozial Selektivitéit." Hei hu se Amendementer, wou se eigentlech géint d'sozial Selektivitéit ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat ass net richteg!

M. Eugène Berger *(DP).*- Hei fuere se erëm eng Kéier...

Dach! Här Spautz, liest Är Amendementer selwer.

(Interruptions)

Hei fuert Der erëm eng Kéier mat der Strenz...

(Brouhaha)

Hei fuert Der erëm eng Kéier mat der Strenz! Här President...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir hutt der Madame Hansen net nogelauschtert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass de Prinzip vun der Autonomie vum Student. Dee misst Der vläicht dann och eng Kéier ënnersträichen.

M. le Président.- Wann ech gelift, wann ech gelift!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech hu laang a breet iwwert d'Autonomie geschwat! Hei ass dat, wat eis fundamental ënnerscheet. Dat ass den „débat des idées", deen ech also gutt fannen. Dir wëllt d'sozial Selektivitéit hei erëm mat Ären Amendementer ofschaffen. Mir si fir d'sozial Selektivitéit bei de Studenten. Déi, déi et méi brauchen,...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, mir ënnerstëtzen déi richteg sozial...

M. Eugène Berger *(DP).*- ...déi solle méi kréien.

(Interruption)

Dat ass kloer e Modell, dee mir oflehnen. Duerfir hu mer d'Amendementer ofgelehnt, net well mir elo d'Majoritéit sinn an Dir d'Oppositioun. Dat ass dat, wat eis ënnerscheet.

A mir stinn op alle Fall dozou, datt mir wëllen, datt déi, déi et méi brauchen, et solle kréien, an déi, déi et manner brauchen, datt déi vläicht selwer kënnen en Effort maachen - dat, wat Dir ëmmer genannt hutt „déi breet Schëlleren".

Mir sinn der Meenung zum Beispill, datt déi, déi iwwer 8.000 oder 9.000 Euro de Mount verdéngen, datt dat liicht méi breet Schëllere sinn, datt déi e klengen Effort méi kënne maachen, fir hir Kanner ze ënnerstëtzen, wa se studéiere ginn.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dat ass net richteg, Här Berger. Eis sozial Kritäre si vill méi sozial wéi Är!

M. le Président.- Sou, et huet nëmmen den Här Berger d'Wuert! Et ass nach genuch Riedezäit do, fir herno nach Stellung ze bezéien. Här Berger, an Dir riicht lech un d'Chamber wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Natierlech, Här President, dat maachen ech ëmmer gären.

Ech kommen nach op en zweete Punkt vun den Amendementer vun der CSV zréck, dat ass deen, fir de Leeschtungsprinzip anzeféieren.

Jo, dat ass richteg, déi fréier Héichschoulministesch hat dat zitéiert. Ech sinn och nach haut als Liberalen der Meenung, datt ee soll kucken, fir e Kritär vu Leeschtung mat eranzebréngen. An an där Propos, déi d'Regierung..., oder an deem Text, deen d'Regierung ausschafft huet, ass deen och nach dran. Do ass nach dran, datt ee muss an engem gewëssen Zäitraum - souwuel de Bachelor oder de Master oder déi zwee zesummen - kënnen absolvéieren. Do ass also kloer de Leeschtungsprinzip och dran.

Et ass net einfach. Mir hunn do och bei eis an der Fraktioun laang iwwerluecht, wéi ee kéint nach en anere Modell fannen. Mä dee Modell, deen d'CSV proposéiert, do hunn ech awer eng ganz Rei Schwieregkeeten domadder, well een einfach net kann ee Studiegang mat deem anere vergläichen, heiansdo innerhalb vun engem Land respektiv iwwer Länner eraus.

Mir hunn zum Beispill e System an Däitschland, wou eigentlech d'Proffen op den Unien heiansdo insistéieren, aus enger Rei Grënn, fir méi laang - zum Beispill fir de Bachelor - wéi dräi Joer - ech soen dräi Joer, oder esou vill Semesteren - ze studéieren: datt dat och eigentlech gutt ugesinn ass an datt een doduerjer net e schlechte Schüler ass oder e schlechte Student, wann een do zum Beispill méi laang dat mécht.

An, wéi gesot, ech mengen, datt een och net einfach kann déi eng Studie mat deenen anere vergläichen an deenen eenzelne Länner, datt dat also e Modell ass, deen herno och géif zu Ongerechtegkeeten a mengen Ae féieren.

Och muss ee soen, datt een déi Prime do, déi Dir géift proposéieren, eventuell och eréischt zum Schluss géif kréien, wann een dann d'Studien an engem gewëssen Zäitraum ofgeschloss hätt, datt een also déi Suen och am Ufank net hätt an datt et do och keng - wéi soll ech soen? - Planungssécherheet géif zousätzlech ginn.

Här President, ech hunn hei versicht, op e puer Awänn anzegoen an och nach eng Kéier kloer duerzestellen, wéi d'Positioun vun der DP zu dësem Projet ass.

Nach eng Kéier: Mir stinn hei zu deem Projet, well e wierklech fir eis eppes Wichteges, eppes fundamental Wichteges aféiert, dat ass de Prinzip vun der sozialer Selektivitéit: deene méi hëllefen, déi et brauchen, an deenen „breede Schëlleren" vläicht och e klengen Effort méi froen.

An ech mengen, et ass esou, datt mer och haut da schlussendlech dat kënnen ofschléissen, woumat mer eis eigentlech vill ze laang hu misse beschäftegen, praktesch en halleft Joer, a mir wiere frou gewiescht, wann dat scho virdru gewiescht wier.

Wann ech elo nach eng Kéier hei vun der Madame Gantenbein deen „Mist, der angezettelt wurde" aus dem „Lëtzebuerger Wort" géif zitéieren, da kéint ech eigentlech elo als Konklusioun soen: Mir hunn dann elo de Stall, den „Miststall ausgemistet"!

Ech sinn op alle Fall frou, datt mer esou schnell konnte schaffen, datt mer intensiv geschafft hunn - jo, well dat muss och en Deputéierten heiansdo kënne maachen -, datt mer am Dialog geschafft hunn, datt déi Haaptstudentevertrieder also eis Proposen och mat amendéiert hunn, datt si konnte mat diskutéieren, datt mer och hinnen, hiren Awänn konnte Rechnung droen an datt mer et also dann elo kënnen ëmsetzen an datt mer dat maachen net op d'Käschte vun den zukünftege Generatiounen, mä grad fir déi zukünfteg Generatiounen, fir datt och nach eppes fir déi iwwreg bleift.

An deem Sënn bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet an.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Nächst Riednerin ass d'Madame Taina Bofferding fir d'LSAP. Madame Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, als Éischt wëll ech der Madame Beissel villmools Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. D'Reform vun de Studiebäihëllefen ass keen einfachen Dossier. Ech muss awer soen als en Neit hei am Haus: Et ass e ganz interessanten Dossier, fir sech an d'Matière eranzeschaffen.

Dass eng gutt Ausbildung wichteg ass, dorobber wëll ech a menger Interventioun elo net agoen, well ech mengen, doriwwer si mer eis alleguerten eens, dass mer gutt an héich qualifizéiert Leit hei brauchen. Wien awer fir d'Studium soll opkommen a wéi déi staatlech finanziell Hëllef soll ausgesinn, doriwwer ginn d'Meenungen auserneen.

Viru véier Joer hat den deemolegen CSV-Héichschoulminister François Biltgen eng Reform op d'Schinne bruecht, mat där e Paradigmewiessel an der Berechnungsbasis vun der Ënnerstëtzung fir d'Héichschoulstudien ugestrieft ginn ass, esou dass e Jonken, onofhängeg vun der Hëllef vu sengen Elteren, d'Käschte vu sengem Studium selwer droe kann.

An der Debatt zum Projet de loi 6148 hei an der Chamber huet den deemolegen LSAP-Spriecher, de Ben Fayot, dee jo schonn zitéiert ginn ass, vun engem „modernen a sozial fortschrëttleche Modell fir Studenteférderung" geschwat. Et war majoritär festgehale ginn, dass de Student net méi als Kand zulaaschte vu sengen Elteren ze gesinn ass, mä als „autonomen a selbststännege Bierger" mat senger eegener sozialer, familiärer a finanzieller Situatioun.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Un der Aféierung vun der Autonomie vum Student ass näischt auszesetzen. De System, deen och méi Fräiheet versprécht, wierkt a senge Grondgedanke positiv. Ëmmerhin ass d'Schafung vun engem Grondakommes fir Studenten enger aler UNEL-Fuerderung aus de 50er a 60er Joren, fir de Student als „autonomen intellektuellen Aarbechter" ze betruechten, entgéintkomm, souwéi och der Juso-Fuerderung vun der „allocation autonomie".

An awer hat dat Gesetz e batteren Nogeschmaach, andeems deene Jonken Autonomie op d'Käschte vun de Frontaliere versprach ginn ass. Räich Haushalter sinn entlaascht ginn op d'Käschte vun de Grenzgänger, déi weder Kannergeld nach Studiebäihëllefe sollte kréien. De sozialen Zesummenhalt an d'Gläichberechtegung bei de Leit, déi hei am Land Steieren a Sozialbäiträg bezuelen, ass nei definéiert ginn.

Nu kënnt Der mer soen: „Meedchen, pass op mat denger Kritik, du sëtz am Glashaus. Schliisslech huet deng Partei d'Gesetz matgestëmmt." Jo, dat ass richteg. Obwuel, an dat muss een och hei soen, et war de Sozialiste bei der Iddi ni ganz wuel, dass d'Frontaliere beim Kannergeld wéi eben och bei de Studiebäihëllefe sollten ausgeschloss ginn. Den deemolege Minister, dee jo och haut iwwregens Riichter um Europäesche Geriichtshaff ass, huet ëmmer erëm betount an ëmmer nees verséchert, dass dat ganzt Gesetz waasserdicht wier an allen europäesche Gesetzer a Regele géif standhalen.

Net vergiesse soll een, dass dem Här Biltgen seng Reform als Kompensatiounsmoossnam vum deemolege Finanzminister duergestallt gouf fir d'Sträiche vum Kannergeld fir Studenten. Mat dëser Spuermoossnam sollte 40 Milliounen agespuert ginn.

Dës Reform huet mech deemools als JSL-Presidentin, zesumme mat menger Équipe, dozou beweegt, géint d'Gesetz ze mobiliséieren. A mir haten deen Dag virum Vote - virun der Chamber war dat dann - dem Här Biltgen eng Zensur iwwerreecht, mat där mer em eng Datz ginn hunn, well mer fonnt hunn, wa mir mat esou vill Konfusioun an Onkloerheeten an eis Exame gaange wieren, da wiere mer mat Sécherheet duerchgefall.

A mir sollte recht behalen. Mir hunn eis Exame gepackt, mä de Minister war duerchgefall. Den Europäesche Geriichtshaff huet nämlech an engem Uerteel vum 20. Juni 2013 festgehalen, dass dës Reform d'Kanner vu Grenzgänger diskriminéiert an dass déi awer genausou wéi all Kand vun Elteren, déi hei am Land schaffen a wunnen, och missten an de Genoss vun esou Studiebäihëllefe kommen.

An dat ass net méi wéi richteg, well schliisslech contribuéieren och si zu eisem Wuelstand hei am Land. Dass et zu Kloe komm ass, dat ass net de Gewerkschaften hir Schold, mä éischter muss sech d'Fro gestallt ginn, firwat den deemolege Minister et net fir néideg fonnt huet, e Plang B auszeschaffen, spéitstens nodeems jo awer kloer war, dass d'Gesetz net konform zum EU-Traité war.

Dat huet och dem Här Biltgen seng Nofolgerin op enger Pressekonferenz bedauert, dass si keng Léisung, fir net ze soen, keen Text am Tirang vum Ministère fonnt huet. D'Ofännerungen, déi doropshi vun der deemoleger Ministesch Martine Hansen virgeholl goufen, hunn zwar dem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung gedroen, hu sech awer als e Faass ouni Buedem entpuppt a sinn deemno alles aneschters wéi eng nohalteg Reform, well eigentlech näischt aneschters gemaach gouf, wéi déi geltend Regelen op d'Grenzgänger auszedehnen, ouni sech awer d'Fro ze stellen, wat dat op laang Siicht fir déi budgetär Situatioun an, domadder verbonnen, fir dee ganze System vun de Studiebäihëllefe géif bedeiten. Dunn, wéi deen nächste Minister an den Héichschoulministère agezunn ass, huet och deen am Tirang kee Plang fonnt.

Elo awer, wou déi nei Regierung e Projet virgeluecht huet, deen équilibréiert ass, deen deene verschiddene Virgabe Rechnung dréit an och rechtlech standhält, spuert d'CSV awer net mat Kritik a mat wann och vläicht nach gutt gemengten Amendementer a gudde Rotschléi. Trotzdeem, och hei stellt sech erneit d'Fro: Firwat huet net d'CSV dunn, wéi se d'Méiglechkeet hat, et direkt selwer an direkt richteg gemaach?

Elo ass awer endlech en neit...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Well d'LSAP d'lescht Joer scho gebremst huet.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- A mir sinn och schold drun, dass Neiwahlen...

Mme la Présidente.- D'Madame Bofferding huet eleng d'Wuert. Dir kënnt herno schwätzen.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- ...komm sinn, an d'Neiwahle ware schold. Jo, mir kennen dat.

Elo ass endlech en neit Gesetz ausgeschafft ginn. Dass déi zoustänneg Chamberskommissioun huet missen en Zant bäileeën, ass nëmme logesch, fir dass d'Studente fir d'Rentrée wëssen, wou se dru sinn a mat wéi enger staatlecher Hëllef se kënne rechnen. Mir hate vläicht e strammen Tempo an der Héichschoulkommissioun, mä dass d'Reform awer iwwert de Knéi gebrach ginn ass a keng Zäit gewiescht wier, fir eng seriö Diskussioun ze féieren, dat ass awer esou net richteg.

An ech sinn dach iwwerrascht vun der CSV-Riednerin, déi ëmmer erëm behaapt, et wier ze séier gaangen. Ech wëll just nach eng Kéier hei drun erënneren, dass, wann Är Partei 2010 respektiv 2013 hir Hausaufgabe gemaach hätt, da wier eis vill Zäit a vill Kappzerbrieches erspuert bliwwen. Well ëmmerhin ass et Är Ierfschaft, déi dës Regierung hei kritt huet, wéinst där mer elo derfir musse suergen, en nohaltege System op d'Been ze stellen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Deene Kritikpunkten, déi d'Sozialisten zum initiale Gesetzestext haten, deenen ass Rechnung gedroe ginn. Esou goufen zum Beispill d'Gruppenandeelunge vun der sozialer Bourse nogebessert an d'Montanten erhéicht. Mir begréissen och, dass et keng Altersgrenz méi gëtt an dass jiddwereen zu egal wéi engem Zäitpunkt a sengem Liewen e Studium kann ufänken an dass de Stat en dobäi ënnerstëtzt, ganz am Sënn vum „lifelong learning".

Och wichteg ass et, dass d'Studenten, déi enger regulärer Aarbecht noginn, net vum Bourssesystem ausgeschloss sinn, soulaang se net méi wéi 3,5-mol de Mindestloun verdéngen, wat fir eis e ganz räsonabele Kritär ass. Wichteg ass fir eis och, dass de Begréff vum „travailleur" elo méi kloer definéiert ass, dass Persounen drënnerfalen, déi zum Beispill an engem Congé parental sinn, eng Pensiouns- oder eng Invaliderent bezéien oder op der Sich no Aarbecht sinn.

Mat der nei agefouerter Allocatioun, baséierend op de soziale Kritären, gi virun allem d'Kanner aus finanziell schwaach gestallte Familljen zousätzlech ënnerstëtzt. De Maximum läit bei 3.000 Euro a soll deenen zeguttkommen, bei deenen de Ménage, zu deem de Student gehéiert, aus eegenen Efforten de Student finanziell net kann ënnerstëtzen. Déi meescht Elteren hëllefen hire Kanner och gären, mä net ëmmer sinn d'Suen do, fir dat ze maachen. A genau op déi muss de Stat méi opmierksam sinn.

Als fair emfënnt d'LSAP, dass beim Berechne vun dëser Bourse de Revenu imposable vum Ménage geholl gëtt. Et gëtt e méi richtegt Bild vum Stot of, deem de Student ugehéiert. D'Handhabung, zum Beispill einfach déi dräi lescht Méint vum Salaire als Moossstaf ze huelen, wier ongerecht gewiescht. An och de Familles nombreuses gëtt mat der Familljebourse Rechnung gedroen. Déi staatlech Ënnerstëtzung ass als Kompensatioun ze considéréiere fir déi Belaaschtung vum Stot duerch de Fait, dass e Kand en Héichschoulstudium mécht.

Fir eis Sozialiste besteet déi sozial Gerechtegkeet net doranner, dass mer jiddwerengem datselwecht ginn, mä dass déi, déi net esou vill hunn, méi gehollef kréien.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Dat bedeit fir eis awer net, eng reng Almosepolitik ze bedreiwen, duerch déi nëmmen déi finanziell extrem schwaach Stéit vu Mesuren dierfe profitéieren, esou wéi d'CSV an engem Amendement gefuerdert huet, just deenen eng Sozialbourse ze accordéieren, bei deenen de Ménage eng Allocation de vie chère kritt.

Mir Sozialiste gesinn dat aneschters, well et sinn eben net nëmmen déi finanziell Schwächst, mä eben och ganz vill aner Stéit, déi op esou eng Hëllef kënnen ugewise sinn an déi och frou sinn, fir eng staatlech finanziell Ënnerstëtzung fir hir Studenten am Ménage ze kréien.

Fir d'LSAP ass wichteg, dass net de Portmonni driwwer décidéiert, ob ee ka studéiere goen. Mir gesinn de Stat an der Flicht, fir ze hëllefen.

Wichteg ass mam neie Gesetz och, dass weiderhin Handhabunge fir Spezialfäll, déi sougenannten „Härtefäll", méiglech sinn. Do si weiderhi Léisunge virgesinn, esou dass kee Student an der Loft hänke gelooss gëtt.

An elo huelen ech awer eng Schlupp Waasser, well ech hat haut wëlles, ouni Ënnerbriechung meng Ried duerchzezéien.

Mme la Présidente.- Huelt lech Är Zäit.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Ech gesinn, meng Kolleege kucke schonn, voilà, mäin Dokter...

Une voix.- Den Dokter ass do, an et sinn der souguer zwee do.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Elo kann näischt méi schifgoen. Gutt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Nächst ginn ech op d'Kritik an, dass d'Autonomie vum Student net méi ginn ass, well de Revenu imposable vun den Eltere geholl gëtt, fir de Montant vun der sozialer Bourse auszerechnen. Hei muss nach eemol d'Geriichtsuerteel erwähnt ginn, dass et esou eng Autonomie u sech guer net gëtt.

Une voix.- Genau.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Dat kann een elo gutt oder schlecht fannen, mä esou wéi mäi Virriedner zitéieren ech och nach eng Kéier de Code civil, deen do ganz formell ass a seet, dass d'Eltere musse fir den Ënnerhalt an d'Éducatioun vun hire Kanner opkommen, och iwwert d'Volljäregkeet eraus, wa se nach an d'Schoul respektiv op d'Uni ginn. An an dësem Kader beweegt sech elo d'Politik.

Opgrond vu Kritiken, och vun de Studenten, goufen et Amendementer. Esou zum Beispill hunn déi Studenten, déi keng Sozialbourse kréien, well hir Eltere méi wéi fënnefmol de Mindestloun verdéngen, d'Recht op en zousätzleche Prêt, also de Maximalbetrag vun 3.000 kënne se nach herno accordéiert kréien.

Mat der Mobilitéitsbourse kritt all Student eng finanziell Ënnerstëtzung, wann en am Ausland e Studium mécht, en Atout, deen d'Lëtzebuerger Studenten ëmmer och opgrond vun hirer Méisproochegkeet haten an noutgedrongen och nach déi Zäit, wéi et keng Uni hei am Land gouf, mä deen elo och am Sënn vun eiser Gesellschaft a Wirtschaft onbedéngt muss bäibehalen an nach weider gefërdert ginn.

Dat verhënnert awer net, dass iwwer verschidde Situatiounen, esou wéi se sech a verschiddene Länner presentéieren - ech denken do besonnesch u Groussbritannien, wou d'Studiegebühre konstant an d'Luucht ginn -, dat verhënnert eben net, dass sech do kuerz- a mëttelfristeg Gedanken driwwer gemaach gëtt a Léisunge fonnt ginn, wéi een och kann nach vläicht herno néideg Upassungen am Gesetz virhuelen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Nu steet awer deene Studenten, déi hei am Land op d'Uni ginn an aus wéi engem Grond och ëmmer awer mussen eng eege Wunneng hei huelen, d'Mobilitéitsbourse net zou.

D'LSAP denkt awer, dass Studente mëttelfristeg an onofhängeg vum Gesetz iwwert d'Studentebourse eng zousätzlech finanziell Hëllef kéinte kréien duerch eng Subvention de loyer. A mir denken do konkret un de Projet de loi 6542. D'Zilgrupp vun dësem geplangte Gesetz si Ménagen, déi ënnert dem Seuil de faible revenu leien. Den 1. Januar 2013 waren dat zum Beispill 1.727 Euro fir eng Persoun, déi eleng lieft.

Mat deem Gesetz kéint theoretesch och e Student dës Hëllef ufroen. Am momentane Projet läit deen ieweschte Plaffong vun dëser Subventioun bei 70 Euro pro Mount fir eng eenzel Persoun. Dat wiere fir e Student dann nach eng Kéier zousätzlech 840 Euro pro Joer.

Ier ech zum Schluss vu menger Ried kommen, wëll ech op d'Kritik agoen, dass dës Reform net op novollzéibar Zuele géif opbauen. Dozou wëll ech bemierken, dass deen am Kader vun der Loi Biltgen ugekënnegte Bilan ni gemaach gouf an dass och ni eng méi detailléiert Analys vun den Demanden, zum Beispill iwwert d'Verhältnis vun den ugefroten a schlussendlech gehollene Prêten, gemaach gouf. Wier dat de Fall gewiescht, hätt dat elo villes méi einfach gemaach. Mä ech denken, déi nächst Regierung soll dat elo nohuelen.

An enger Motioun, déi mäin Noriedner, den honorabele Claude Adam, wäert déposéieren an am Detail virstellen, froe mir als Koalitiounsparteien, dass no engem Joer en éischte Bilan vun der Reform gezunn an no zwee Joer eng méi detailléiert Evaluatioun presentéiert soll ginn.

Weider kéint och driwwer nogeduecht ginn, fir eng Aart Observatoire ze schafe mat der Missioun, méi a besser statistesch Donnéeën iwwert déi sozioekonomesch Situatioun vun de Studenten ze kréien an auszewäerten. Et stellt sech d'Fro, ob een eng nei Verwaltungsstruktur muss schafen oder ob een net op e bestehend Organ, wéi eben den CEPS, kann zréckgräifen an esou mat enger neier Missioun sollt beoptragen. Selbstverständlech missten déi implizéiert Administratiounen, virop de CEDIES, och déi néideg Moyene kréien, fir dës Tâchen ze erfëllen.

Schliisslech kéint een - esou wéi meng Kolleegin, d'LSAP-Deputéiert Claudia Dall'Agnol, am Kader vun enger rezenter Fro un den Héichschoulminister - iwwer eng ugeduechte Schafung vun engem national representative Gremium fir Studenten nodenken. Dës Instanz kéint sech um Modell vun der nationaler Schülerkonferenz, der CNEL, orientéieren a Vertrieder vun alle Studentenorganisatioune versammelen a kéint esou Propositiounen ausschaffen an dem Minister ënnerbreeden. An ëmgedréint géif déi och ëmmer vun dësem um Lafende gehale ginn iwwer all Dossier am Beräich vun der Héichschoulpolitik. Dëst géif sécherlech de konstruktiven Dialog tëschent de Studenten an der Regierung verbesseren.

Ofschléissend kann ee festhalen, dass dës Reform, iwwert déi mer elo wäerten ofstëmmen, op sozial Gerechtegkeet ausgeriicht ass, fir déi mir Sozialisten, wéi och fir d'Solidaritéit, stinn.

An domadder ginn ech dann den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Bofferding. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke proposéieren ech lech e ganz schwéieren Exercice: Kommt, mir vergiessen emol fir e puer Minutten den Historique vun de Studiebäihëllefen. Kommt, mir kucken emol just d'Faiten:

Wat décidéiere mer haut? Wat steet am Gesetz iwwert d'Hëllef fir en Héichschoulstudium? Ma do steet, datt all Student, deen zu Lëtzebuerg wunnt oder duerch d'Aarbecht vu sengen Elteren eng Relatioun mat Lëtzebuerg huet, eng staatlech Hëllef vu bis zu 17.700 Euro an an Ausnahmefäll souguer bis 18.700 Euro zegutt huet. Dës Hëllef besteet zu engem Deel aus enger Bourse an zu engem Deel aus engem Prêt. Zu den Detailer kommen ech nach.

Déi duerchschnëttlech Gesamtausgabe vun engem Student leie laut engem Sondage vun der UNEL tëschent 840 an 1.070 Euro de Mount fir d'Belsch, Däitschland, Éisträich a Frankräich. Dat sinn déi véier Länner, wuer ëmmerhin 71% vun eise Studente studéiere ginn. Déi ronn 18% vun eise Studenten, déi zu Lëtzebuerg studéieren, dierften an dësem Käschteberäich och leien, et sief dann, si géifen nach doheem wunnen, wat meeschtens de Fall ass. Da brauche se manner Suen. Déi 4% Studenten, déi a Groussbritannien sinn, bräichten no dëser Etüd 1.150 Euro de Mount, an déi 3% an der Schwäiz léiche bei 1.440 Euro de Mount.

Dës Zommen aus där Etüd, déi ech elo grad genannt hunn, entsprieche plus ou moins deem, wat een op méi oder manner offizielle Plazen am Ausland gewuer gëtt, an et sinn och bei dësen Zomme keng Aschreiwungsgebühren derbäi. A wann een déi Zommen op zwielef Méint héichrechent, da läit een eigentlech an deene meeschte Fäll ënnert dem Maximum, deen de Stat garantéiert. Dat heescht, et misst och méiglech sinn, souguer ouni de ganze Prêt ze huelen, fir kënnen onofhängeg studéieren ze goen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Duerfir iergert et mech ganz einfach, wann ech E-Maile kréien, an deenen et heescht: „Das Gesetz 6670 beendet das Prinzip der Autonomie: Ohne Übergangsphase ist eine hohe Zahl von Studierenden zum Studienabbruch gezwungen."

Dat ass a mengen Aen einfach onseriö. An ech sinn och enttäuscht iwwer esou Aussoen aus engem Ëmfeld, an deem ech ganz gutt a fundéiert Diskussioune mat intelligente jonke Leit hat.

Ech wëll am Ufank och e bëssen iwwert de Sënn an Onsënn vun engem Gesetz iwwer Studiebäihëllefen an iwwert déi vun der CSV ënner anerem esou héich geprisen Autonomie vu Jugendleche schwätzen.

Hei schénge jo zwou Philosophien openeenzetreffen: All jonke Mënsch soll kënnen onofhängeg vu sengen Elteren dat studéiere goen, wat e wëllt a wou e wëllt. Engersäits géif dat jo bedeiten, datt de Student dann eng Rechnung géif opstellen, jee no Aschreiwungsgebühr an no Stad, wou e wier, an duerno missten dann déi Hëllefe berechent ginn, déi him géifen zoustoen. Anerersäits géif dat och heeschen, datt, wann e jonke Mënsch en Ofschloss vun enger Secondairesschoul huet, dann d'Elteren ofdanken dierften, an da soll de Stat hien ënnerstëtzen, fir fräi kënnen dohinner studéieren ze goen, wuer hie wëllt.

Dat ass déi Positioun, déi ech an deene villen Entrevuen - mir haten der vill, och an der Chamber - ënner anerem vun eenzelne Studentenorganisatiounen an och anere Participantë matgedeelt kritt hunn. Ech nenne just d'CSJ an d'UNEL mam Numm.

Ech sinn allerdéngs der Meenung, datt dës Vue däitlech ze kuerz gräift an datt déi Ufuerderungen, déi mat dëser Philosophie un de Stat gestallt ginn, däitlech ze wäit gräifen. Ech sinn och der Meenung, datt dës Vue fir déi jonk Leit selwer éischter eng Gefor ass wéi eng Hëllef, well se nun eemol e Stéck wäit vun der Realitéit ewech ass.

Här President, mir sinn der Meenung - an da kommen ech dann zu eiser Philosophie vu Studiebäihëllefen -, datt mer mat engem Gesetz iwwert d'staatlech Hëllefe fir postsecondaire Studie mussen d'Méiglechkeet bidden, datt all jonke Mënsch, deen d'Konditiounen erfëllt, fir kënne studéieren ze goen, dat och soll kënne maachen. Anescht ausgedréckt: Kee Mënsch soll dru gehënnert ginn, studéieren ze goen, wann en eventuell d'Suen net kéint opbréngen, fir studéieren ze goen.

Wat heescht „onofhängeg vun den Elteren"? Ech hat mech schonn 2010 gewonnert, datt d'CSV anscheinend der Meenung ass, mir sollten eng Philosophie vertrieden, e politesche Message un d'Eltere schécken: Wann Är Kanner bis 18 Joer al sinn a wëlle studéiere goen, dann hutt Dir keng Verflichtung méi vis-à-vis vun Ärer Kanner.

A wann dat eescht gemengt ass, froen ech mech: Kann esou eng Désolidariséierung vun enger Elteregeneratioun eisen eescht gemengte politesche Message sinn? Mir mengen net!

Den Europäesche Geriichtshaff seet, mir missten de Kanner vun de Frontaliere Studiebäihëllefe ginn, well et en direkte Lien gëtt tëschent der Aarbechtsplaz vun den Elteren an de Studiebäihëllefen un hir Kanner.

De Geriichtshaff schéngt och net un déi komplett Onofhängegkeet vun de Kanner vis-à-vis vun hiren Elteren ze gleewen. Genausou gutt wéi kee Mënsch dovun ausgeet, datt ee mam Kannergeld alleng seng Kanner ka grousszéien, genausou wéineg kann een dovun ausgoen, datt ee mat de Studentebourssen alleng ka säi Studium finanzéieren.

Duerfir gëtt et niewent der Studentebourse och de Studenteprêt, a fir eng grouss Zuel vu Studenten eben och nach eng Famill a fir eng ganz Rei vu Studenten och nach deen een oder anere Vakanzen- oder Studentenjob. Ee Student, op alle Fall een, deen an d'Ausland studéiere geet, huet schonn e grousse Grad vun Onofhängegkeet. Datt hien a sengem Choix vu sengem Elterenhaus ënnerstëtzt gëtt, ass hoffentlech nach net d'Ausnahm hei am Land. Datt hie sech heiansdo mat sengen Interessen och a sengem familiären Ëmfeld muss auserneesetzen an och vläicht muss duerchsetzen oder eventuell Kompromësser agoen, gehéiert an eisen Aen nach ëmmer zum Erwuesseginn.

Wa Leit hei, wann eng CSV hei an dësem Prozess, fir zu enger Décisioun ze kommen, den Ënnergang vun der Fräiheet vun eise Jonke gesäit, dann hu mir ganz einfach eng aner Vue vum Émgaang vun de Generatiounen hei am Land, eng aner Vue vu Familljepolitik, eng aner Vue vu Sträitkultur an eng aner Vue vu Solidaritéit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Wa mer dovun ausginn, datt jonk Leit mat dem Ophuele vun engem Studium aus de Kannerschong erausgewuess sinn, da musse mer och akzeptéieren, datt et aner Ënnerstëtzunge gi wéi déi vum Kannergeld. D'Studentenhëllefe sinn e ganze Pak vun Hëllefen, deen et soll all Mënsch erméiglechen, ze studéieren. Dee Pak setzt sech aus engem Deel Bourse an aus engem Deel Prêt zesummen.

Ech verstinn, datt et deem engen oder aneren heibanne Spaass mécht, d'Héicht vum Kannergeld mat engem Aspekt vun der Bourse ze vergläichen. Dat ass awer net korrekt. Am Fall vum Student gëtt d'Kannergeld duerch e Pak vun anere Mesuren ersat. Déi Mesurë kann ee gutt oder schlecht fannen, si fonctionnéieren awer nëmmen als Ganzt.

Huele mer emol fir d'Éischt d'Bourse. Mir haten e breede Konsens, datt et géif Sënn maachen, deen Deel Bourse, dee virdrun all Mënsch kritt huet, deen an enger Héichschoul ageschriwwe war, opzeglidderen an een Deel Basisbourse, een Deel Mobilitéitsbourse an een Deel Sozialbourse. Wéi d'Regierung dunn allerdéngs bis ugefaangen huet, déi Opglidderung mat Zuelen ze beleeën, du war de Konsens eriwwer.

Mir sollten net vergiessen, wou mer hierkommen. D'Gesetz iwwert d'Reform vun de Studentebourssen vun 2010 war „als Spuermoossnam geduecht - dat gëtt offensichtlech ëmmer erëm vergiess - an et gehéiert zu deem Krisepak, deen - nom Platte vun der leschter Tripartite - d'Regierung am Sologang ficeléiert an (...) op de Wee geschéckt huet." Esou hat den deemolege Rapporteur Lucien Thiel zum Projet de loi 6148 iwwert d'Bourse vun de Studenten den 13. Juli 2010 seng Ried an der Chamber ugefaangen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- D'Rechnung vun der Regierung war, fir duerch d'Ofschafe vum Kannergeld a vum Kannerboni fir d'Héichschoulstudente 74 Milliounen anzespueren. Fir déi jonk Leit, déi wëlle studéiere goen, ass en neie System vu Bourssen a Prêten agefouert ginn.

Ech hatt ee Moment wëlles, Iech mat dësen Zuelen ze verschounen. Ech soen lech se awer elo, an zwar am Detail, well mer jo erëm eng Kéier haut virgerechent kritt hu vun der Vertriederin vun der CSV, datt d'CSV en anere Modell huet, wou se eis erëm eng Kéier wollt weisen, wéi gutt si rechne kéint: Mir setzen d'Basisbourse erop, mir setzen d'Mobilitéitsbourse erop, an nawell gi mer näischt méi aus wéi an deem Projet, dee mir virleien hunn.

Duerfir nach eng Kéier, wéi schonn eemol gerechent ginn ass vun engem CSV-Minister: Et war domat gerechent ginn, datt d'Fraisë vun de Boursse géife vu 17 Milliounen op 55 Milliounen eropgoen. Dat heescht, op de Bourssen ass mat enger Méiausgab vun 38 Millioune gerechent ginn. De Stat wollt also ënnert dem Stréch 36 Milliounen Euro spueren. Déi Erspuernis, déi sech mat der neier Regelung sollt erginn, war um Bockel vun de Frontaliere geplangt ginn - dat war schonn alles gesot ginn -, well och fir si d'Kannergeld elo bei 18 anstatt bei 27 Joer opgehalen huet.

D'Rechnung war net opgaangen. Déi nei Regelung huet net 36 Milliounen Euro gespuert gehat 2010, mä ass eelef Millioune méi deier ginn. Et si vill méi Bourssen ugefrot ginn, wéi den Héichschoulminister sech erwaart hat. D'Regierung hat sech also ëm 47 Milliounen Euro verplangt.

(Interruption)

Da sinn ech scho beandrockt, mat wéi engem Culot eng kuerzzäiteg Ministesch eis hei wëllt soen, wéi ee richteg rechent, fir richteg ze spueren. Ech si beandrockt!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Mir hunn oft... Dorop komme mer nach, dat hei ass, ier d'Uerteel war. Ier d'Uerteel war, Madame Modert, eng gutt Interventioun!

(Interruptions)

Mir hunn oft no enger Evaluatioun vun deem Gesetz gefrot, esou wéi et och an enger Motioun versprach gi war, a fir déi gréng hat ech de 25. Mee 2012 e Froekatalog un d'Héichschoulkommissioun eragereecht, fir eng Bilanz ze kréien. Déi Froen an Äntwerte sinn am Procès-verbal vun der Sëtzung vum 11. Juni 2012 festgehalen a veréffentlecht ginn. D'Äntwerte sinn och haut nach ëmmer aktuell an interessant.

An och d'Fro nom Plang B war gestallt ginn, d'Fro: Wat geschitt, wann den Europäesche Geriichtshaff de Frontaliere recht gëtt bei hirem Recours? An et ass geäntwert ginn: „Mir brauche kee Plang B, well mir behale recht." An da muss ech de Mëtteg erëm eng Kéier vun der CSV-Säit lauschteren, wat en Avis juridique ass a wat fir gutt Avis-juridiquë si hunn a wéi gutt si dat alles wëssen!

Ech sinn do erëm eng Kéier ganz erstaunt iwwert déi Unverfrorenheit, déi ech vun Ärer Säit do kréien.

Une voix.- Dat ass richteg.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Wéi dunn den Europäesche Geriichtshaff dem Här Biltgen awer bestätegt hat, datt et net richteg wier, datt d'Frontalierskanner keng Bourse géife kréien, du war aus der Spuermoossnam eng richteg deier Dépense ginn.

An elo komme mer dann nach op déi Chiffferen, Madame Modert! De Montant vun de Bourse war am Budgetsjoer 2014 op 143,8 Millioune geklommen. Nach eng Kéier zur Erënnerung: 2010 ware 55 Millioune viséiert ginn. Da musse mir eis kënnen agestoen, datt dat eng Feelentwécklung ass,...

(Interruption)

...datt et eng Zoumuddung ass, vun all Ressort Spuermoossnamen ze verlaangen an ee Budgetsposten onkontrolléiert fortlafen ze loossen!

Une voix.- Dat hate mer jo gesot.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Et ass nëmme legitim, déi Dépensë vun de Studiebäihëllefen an de Grëff ze kréien, an dat ass och am Interesse vun alle Leit, och vun deene jonke Leit hei am Land, déi Dépensen erëm op eng geregelt Schinn ze kréien.

Mat deene Mesuren, déi d'Regierung hei proposéiert an déi mir haut votéieren, komme mer

erëm op e méi oder wéineger normale Wuesstum vun de Studiebäihëllefen zréck. Natierlech sinn dës Moossname Spuermoossnamen, wa mer se mam Joer 2013/14 vergläichen, an et ass och richteg, datt déi meescht vun de Studenten am Hierscht 2014 manner Bourse kréie wéi am Hierscht 2013.

Et ass och fir déi gréng méi einfach, Suen ze verdeelen, wéi Suen anzespueren. Mir mengen awer, datt mer net derlaanschtkommen, dës Mesuren ze huelen, fir eng falsch Politik ze redresséieren.

An ech muss dann eng leschte Kéier - dann halen ech awer och domadder op - soen, datt ech iwwert de Culot vun der fréierer Ministesch aus där Partei, déi eis dee Schlamassel hei agebrockt huet, beandrockt sinn. Ech sëtzen owes doheem um Canapé, ech kucken d'Noriichten an da mengt grad just déi Politikerin, si dierft dem aktuellen Héichschoulminister eng Lektioun erdeelen, wéi hien d'Studienhëllefen elo misst regelen: Il faut oser le faire!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- D'Bourse am Projet de loi 6670 ass a véier Deeler gedeelt: fir d'Éischt 2.000 Euro Basisbourse, also als Startkapital fir jiddwer Student. Dat ass net esou vill wéi d'Kannergeld virun 2010. Dat ass net sozial gerecht. Dat geet och net duer, fir ze studéieren. Mir betruechten dat als dat, wat et ass, eng Basis vun nëmmen, oder ëmmerhin 2.000 Euro fir jiddwereen, deen an enger Héichschoul ageschriwwen ass, en Encouragement, ee Startkapital, fir e Studium unzegoen.

Et ass probéiert ginn, dëse Montant eropzesetzen. Et huet net un Iddie gefeelt. Et ass awer esou, datt déi Bourse de base, well absolut keng Konditioun dru gebonnen ass, wierklech deen Deel Suen ass, dee mat der Strenz verdeelt gëtt, an natierlech och deen deiersten Deel vun der Bäihëllef ass. Wann een dës Basisbourse substanziell héicht, ass d'Zil, fir erëm eng normaliséiert Entwécklung vun de Käschten ze kréien, net méi ze erreechen, an de Wonsch vun der Majoritéit, fir méi geziilt do ze hëllefen, wou et wierklech néideg ass, kann och net méi ëmgesat ginn.

Dann hu mer 2.000 Euro als Mobilitéitsbourse. Et war e Konsens, datt et am Prinzip méi deier gëtt, fir am Ausland ze studéieren, wéi am Inland. An et war e Konsens, fir eng Mobilitéitsbourse anzeféieren, fir deene Studenten ze hëllefen, déi mussen eng Studentewunneng am Ausland sichen an och musse Loyer bezuelen. Iwwert déi 2.000 Euro war et kee Konsens ginn. 2.000 Euro geet net duer, fir e ganzt Joer de Loyer ze bezuelen. Et ass och richteg, datt de Loyer a verschiddene Länner an a verschiddene Stied méi héich ass wéi an aneren. Paräis a London si méi deier wéi Stroossbuerg oder Aberdeen.

Mir hunn de Kritär vun engem Studium an engem anere Land als Konditioun un dës Bourse gehaangen. Dat gëtt kritiséiert. Dat kann een och kritiséieren. Jo, et ass net glécklech, datt e Jonke vu Wäisswampech keng Mobilitéitsprime kritt, wann en op Esch/Belval studéiere geet, e Jonke vun Athus awer eventuell esou eng Bourse ka kréien. Et ass och eng gewësse Benodeelegung, wann e Student vun Athus muss an en anert Land goen, wann en eng Mobilitéitsbourse vum Lëtzebuerger Stat wëllt kréien, wou hien dach am léifsten a Frankräich studéiert, a Montpellier ass och wäit ewech, an do muss en och Loyer bezuelen.

Et ass gefrot ginn, fir no engem Städteindex ze fueren an d'Bourse unzepassen, jee nodeems et eng méi oder manner deier Stad wier, wou de Student studéiert. Mir sinn net fir esou eng Regel. Et ass méiglech, fir déiselwecht Matière op verschiddenen Unien a verschiddene Stied ze studéieren. De Käschtepunkt vum Loyer, d'Qualitéit vun der Uni - an hei sollte mer net ze vill iwwerhieflech sinn -, d'Distanz vun doheem, d'Sproochekenntnisser, d'Aschreiwungsgebühre spille mat bei der Décisioun, wou de Student wëllt higoen.

Muss de Stat, an et wier och emol vläicht flott, fir eng Kéier ze soen: muss d'Allgemengheet en Ënnerscheed maachen, ob de Student wëllt op Paräis oder op Stroossbuerg goen? Mir mengen net.

Déi absolut sozial Gerechtegkeet kréie mer och net iwwer e System vu Bourssen agefouert. An awer menge mer, datt mat de Kritäre vun der Mobilitéitsbourse, déi déiselwecht si wéi déi vun der Erasmus-Bourse, e puer wesentlech Punkten erfëllt ginn.

Mir hunn an haten ëmmer en Interessi drun, fir eis jonk Leit an d'Ausland studéieren ze schécken. Mir hunn och en Interessi drun, eng gutt Uni zu Lëtzebuerg opzebauen. Mat der Mobilitéitsbourse, wéi mir se hei aféieren, maache mer engersäits d'Uni Lëtzebuerg e bësse méi interessant fir eise Frontalieren hir Kanner, droen anerersäits awer och der Tatsaach Rechnung, datt fir déi allermeescht Studenten e Studium am Ausland nun eemol vill méi oft mat Méiausgabe fir Loyer an Urees verbonnen ass wéi e Studium heiheem.

D'Ongerechtegkeet, datt Tréier am Ausland ass a Belval net, gefält eis net, mä et ass eis kee Modell presentéiert ginn, deen eis méi gerecht virkomm ass. Mat 2.000 Euro si jo bäi Wäitem net all Onkäschte bezuelt. Ech ka mer schlecht virstellen, datt ee just an d'Ausland studéiere geet, fir eng Mobilitéitsbourse ze kréien.

Mir musse ronderëm d'Uni genuch Studentewunnengen hunn, déi mer zu engem faire Präis de Studenten ubidden. A mir mengen, et wier absolut legitim, fir e Contingent fir Résidenten ze reservéieren, déi am eegene Land musse mobil sinn.

De Lëtzebuerger Stat huet iwwregens eng ganz Rei Studentewunnengen. „Net genuch", gëtt oft gesot. Dat ass en Dossier, iwwert dee mer eng Kéier misste schwätzen. Den Informatiounen no, déi ech hunn, ass d'Demande no Wunnengen a Studentefoyeren un de Lëtzebuerger Stat erstaunlech kleng. Vläicht kann de Minister eis herno nach eppes zu deem Punkt soen.

Dann hu mer eng Sozialbourse vun 3.000 Euro. Mat der Sozialbourse ass déi maximal Bourse ëm 500 Euro méi héich wéi bei där aler Bourse Biltgen an Hansen. Et ass deen Deel vun der Bourse, deen u soziale Kritären hänkt. Richteg ass et, datt just wéineg Studente wäerten en Urecht op déi maximal Sozialbourse vun 3.000 Euro hunn. Fir eis ass et awer absolut verständlech, datt e Student, deen aus engem Elterenhaus kënnt, wou de Revenu ënnert dem Mindestloun läit, 3.000 Euro pro Studiejoer méi kritt wéi e Student, bei deem de Revenu vun den Eltere méi wéi 4,5-mol esou héich ass.

Déi Staffelung vun der Sozialbourse ass duerch den Amendement vun der Regierung däitlech verbessert ginn. Mir sinn der Meenung, datt dës Sozialbourse e wäertvollen a sënnvollen Deel vun de Studiebäihëllefen ass. De Prinzip, datt e Student aus engem ekonomesch benodeelegte Milieu soll substanziell méi Hëllefe kréie wéi en aneren, stelle mir net a Fro.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Et ass een Ënnerscheed, ob Elteren hire Kanner e Studium net „wëllen" finanzéieren oder net „kënnen" finanzéieren. Ech kommen nach eng Kéier op dee Punkt zréck, wann ech iwwert de Prêt schwätzen.

Nei zum urspréngleche Projet ass dann och eng Familljebourse, déi d'Regierung agefouert huet. Wann zwee Kanner zur selwechter Zäit op der Uni studéieren, kréie se allen zwee 500 Euro zousätzlech Bourse. Dëst ass weder eng Basisbourse nach eng Sozialbourse. Mat dësem Deel Bourse wëlle mer virun allem der Tatsaach Rechnung droen, datt d'Studenten an hir Famill a méi enger schwiereger Situatioun sinn, wa se nach Geschwëster hunn, déi och studéiere ginn. Wa mer de Prinzip akzeptéieren, datt mam Studéieregoen d'Zäite vum Kannergeld eriwwer sinn, dann ass et och kee Widdersproch, datt just d'Zuel vun den Héichschoulstudenten décidéiert, ob een esou eng Bourse kritt oder net.

E bësse méi problematesch ass et, wann de Brudder oder d'Schwëster zwar nach studéieren, awer keen Urecht méi op eng Studiebäihëllef hunn, well se d'Konditiounen net méi erfëllen. Dann hunn automatesch och de Brudder oder d'Schwëster, déi Student oder Studentin sinn, keen Urecht méi op d'Hëllef, obschonn hien oder hatt sech eigentlech näischt zuschold komme gelooss hunn.

An da gëtt et nach, wéi am ale Gesetz och, d'Méiglechkeet, eng Hëllef vun 1.000 Euro accordéiert ze kréien, wann e Student an enger besonnesch schwiereger Situatioun ass. Hei ass d'Halschent Bourse an d'Halschent Prêt. Mir wëssen, datt hei nëmme wéineg Demandë gestallt ginn. Am Zäitraum vun 2010 bis 2012 waren et der 14. Aacht Demandë sinn akzeptéiert ginn.

Ier ech dann zum eigentleche Prêt kommen, ginn ech nach kuerz op d'Hëllef bei den Aschreiwungsgebühren an. Bis 3.700 Euro Aschreiwungsgebühre kënnen duerch eng staatlech Hëllef gedroe ginn, jeeweils zur Halschent als Bourse an als Prêt.

Do hate mer dann och d'Diskussiounen, ob een déi Fraisë bis zu engem vill méi héije Montant misst droen. Mir mengen net. Nach ass d'Méiglechkeet, fir e Studiegang ze fannen, bei deem d'Aschreiwungsgebühren ënnert dem Seuil leien, grouss genuch. Et kann och net sinn, datt d'Allgemengheet bei allméigleche Privatschoulen onbegrenzt Hëllef finanzéiert.

E spezifesche Problem, an d'Kolleegin vun der LSAP huet et och scho gesot, kéint awer an nächster Zukunft mat Groussbritannien entstoen. Dorop kommen ech nach eng Kéier zréck.

Am Résumé: E Student, deen zu Lëtzebuerg wunnt a studéiert, kritt 2.000 bis 5.000 Euro Bourse. E Student, deen zu Lëtzebuerg wunnt an am Ausland studéiert, kritt 4.000 bis 7.000 Euro Bourse. E Student, deen am Ausland wunnt a vun deem een Elterendeel an deene leschte siwe Joer op d'mannst fënnef Joer zu Lëtzebuerg geschafft huet, kritt 4.000 bis 7.000 Euro Bourse, wann en am Ausland studéiert, och wann en zu Lëtzebuerg studéiert. Deeselwechte Student kritt 2.000 bis 5.000 Euro Bourse, wann en a sengem Heemechtsland studéiert. E Student, deen e Brudder oder eng Schwëster op der Uni huet, kritt 500 Euro zousätzlech.

Dat ass fir wéineg Studente méi wéi bis elo, an dat ass fir vill Studente manner wéi bis elo. Dat ass am europäesche Verglach nach ëmmer eng zimlech anstänneg Hëllef. A wann ech am Ufank gesot hunn, e Gesetz iwwert d'finanziell Hëllefen zu Héichschoulstudie misst all Student et erlaben, studéieren ze goen, dann ass et kloer, datt et mat der Bourse eleng och am gënschtegste Fall net duergeet.

Duerfir gëtt et dann och nach deen Deel Prêt. De Basisprêt ass 6.500 Euro, genee wéi beim Gesetz virdrun. D'Zréckbezuele geet och net direkt nom Studium un, an den Zënstaux ass garantéiert. Dat ass eng gutt Saach. Am Moment leien d'Zënsen déif, da spiert keen dat weider, mä dat muss net ëmmer esou bleiwen.

Wann d'Aschreiwungsgebühren héich sinn, da kann et sinn, datt bis zu 1.850 Euro Prêt derbäikommen. A wann eng Demande fir speziell Hëllefe gemaach gëtt, da kënnen och nach eng Kéier 500 Euro Prêt derbäikommen. Dat ass och nach alles d'selwecht wéi am ale Gesetz.

Nei ass awer dann: Dee Student, dee keng Sozialbourse oder net déi ganz Sozialbourse kritt, ka bis zu 3.000 Euro zousätzlech léine goen. Mir begréissen dës Méiglechkeet, déi och op Interventioun vun der ACEL agefouert gouf. Mir warnen awer och virun dëser Méiglechkeet. Ech kommen nach eng Kéier op dee Punkt ze schwätzen.

Mam Projet de loi 6670 léise mer net all Problemer fir déi nächst zéng Joer. Mir mengen awer, datt de Minister seng Hausaufgabe gutt gemaach huet, an déi gréng ënnerstëtzen dëst Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir sinn der Meenung, datt mer och an Zukunft nach méi oft iwwert d'Studentebourse wäerten diskutéieren. Duerfir déposéieren ech am Numm vun deenen dräi Majoritéitsfraktiounen eng Motioun, déi selbstverständlech opsteet an och däerf vun deenen anere Fraktiounen a Parteie gedroe ginn, wou mer d'Regierung opfuerderen, no engem Joer e provisoresche Bilan ze maachen an no zwee Joer e fundéierte Bilan ze maache vun deem Gesetz, wat mer haut stëmmen.

Mir froen och, datt d'Regierung déi Gedanken, déi schonn eng Zäit laang am Raum schwiewen, fir en Organ vun enger national representativer Studentevertriedung ze schafen, intensivéiert. Bei deenen Diskussiounen huet ee gemierkt: Esou e Gremium feelt eis. Mir mengen, esou en Organ wier wichteg.

Mir mengen, datt et wichteg ass, e Suivi ze maache vun der Situatioun vun de Studenten. Eventuell wier et ubruecht, en Observatoire anzeriichten. Eventuell kann een awer och e bestehend Gremium mat enger neier Missioun befaassen. Dat muss d'Regierung ënnersichen.

Mir fannen, datt et net gutt ass, datt mer zwar schonn eng ganz Rei Donnéeën hunn, déi iwwert de CEDIES erakommen, datt mer awer keng Auswäertung vun dësen Donnéeën hunn. An et ass nun eemol esou, datt d'Situatioun op den Héichschoulen net statesch ass. Mir mussen eis Méiglechkeete ginn, op Ännerungen ze reagéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que dans sa motion votée le 13 juillet 2010, à l'occasion de l'adoption de la réforme de juillet 2010, elle avait invité le Ministre de l'époque à procéder à une évaluation des effets de la réforme au bout de 12 mois;

- notant que cette évaluation n'a été réalisée que de manière rapide et sommaire dans la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 11 juin 2012;

- estimant que la réforme actuelle des aides financières de l'État pour études supérieures, tout comme les réformes et adaptations antérieures, souffre toujours d'un certain manque de données et de statistiques fiables par rapport aux nombreuses implications des modifications proposées;

- considérant que la récente étude lancée par le comité d'action des étudiants en coopération avec le Centre Information Jeunes fournit certaines indications utiles sur les coûts de vie et d'études des étudiants;

- considérant que le nouveau montant maximal d'aide financière auquel peut prétendre l'étudiant-e monte désormais à 18.700 EUR et qu'une partie importante peut être attribuée en tant que prêt;

- rappelant que vu le large choix des domaines, des lieux d'études et des régimes linguistiques qui sont ouverts aux étudiant-e-s luxembourgeois, une orientation efficace s'avère particulièrement complexe et devra être analysée et adaptée aux besoins actuels;

invite le Gouvernement

- à présenter un premier bilan du nouveau système d'aides financières pour études supérieures après un an et une évaluation détaillée deux ans après la mise en application de la réforme;

- à étudier la mise en place d'un Observatoire de la vie estudiantine ayant notamment pour mission le suivi de la situation socio-économique des étudiant-e-s afin d'assurer la disponibilité de données statistiques fiables et régulières;

- à analyser la création d'un organe officiel de représentation nationale des étudiants;

- à se donner les moyens nécessaires pour accomplir ces missions.

(s.) Claude Adam, Eugène Berger, Taina Bofferding.

Ech hat Groussbritannien ugeschwat. Hei ass en Trend zu ëmmer méi héijen Aschreiwungs- a Studiegebühre festzestellen. Dat ass engersäits drop zréckzeféieren, datt d'Englänner eng zimlech liberal Schinn fueren. Mä ech wëll mer et awer och net esou einfach maachen. Et gëtt och nach aner Ursaachen. Et gëtt weltwäit e Flux vu Studenten, déi aus enger Regioun an eng aner Regioun studéiere ginn. Zum Beispill gi vill Studenten aus Osteuropa a Westeuropa studéieren.

Kleng Länner - Lëtzebuerg zielt och nach ëmmer derzou - schécke méi Studenten an d'Ausland, well si net kënnen alles ubidden. Beispill: Zypern huet 12.000 Studenten an d'Ausland geschéckt, aus dem Ausland kommen awer nëmmen 1.600 Studenten an Zypern. A Groussbritannien ass dat Verhältnis e ganz anert. Do sinn 2008/2009 13,6-mol méi Studenten an d'Land komm, wéi der aus Groussbritannien an aner Länner gaange sinn, an duerfir hunn ech och en...

(Interruption)

Här Kartheiser, wann Der eppes ze soen hutt, da waart, bis et un Iech ass, wann ech gelift!

Ob mir grad just...

M. le Président.- Jo,...

(Hilarité et interruptions)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Datt d'Englänner probéieren, en Deel vun hirem Invest an d'Héichschoul iwwert d'Gebühren eranzekréien, dat musse mir net gutt fannen. Ob grad just mir et sollen allze schaarf kritiséieren, dat ass eng aner Fro. D'Situatioun am A behale musse mer op alle Fall.

Mir sinn der Meenung, datt et an Zukunft wichteg ass, datt och vu Lëtzebuerg aus vill Leit an England studéiere ginn. D'Entwécklung vun de Fraisen un engleschen Héichschoule kéint eis dozou féieren, eng Kéier speziell mussen do Hëllefen anescht ze organiséieren.

Mir sollten och, an dat hat ech och ugedeit, d'Méiglechkeet vun enger iwwerdriwwener Verschëldung vun engem Student eescht huelen. De maximale Prêt, deen e Student ufroe kann, läit bei 11.850 Euro an engem Joer. Wien ass hei am meeschten a Gefor? Ma dee Student, wou de Stat mengt, d'Eltere kéinten opgrond vun hirem Akommes eng finanziell Ënnerstëtzung verkraaften, a wou d'Elteren déi Ënnerstëtzung awer net brénge kënnen oder net brénge wëllen.

An deem Fall kann de Student awer studéiere goen, mécht awer an deem fir hien ongënschtegste Fall en héije Prêt. Mir hunn et jo hei mat jonken Erwuessenen ze dinn, déi hir eegen Zukunft gestalten. Mir si schonn der Meenung, datt et Situatioune gëtt, déi esou e Prêt rechtfertegen. Duerfir ass et och gutt, datt e méiglech ass.

Mir erënneren awer och nach eng Kéier dorun, datt et fir Elteren net esou einfach ass, ze soen: „Ech kéint zwar hëllefen, mä ech wëll net hëllefen." Kanner hunn heescht och Verflichtungen hunn! Déi Verflichtungen halen net op mat engem Gebuertsdag an och net mat engem

Universitéitsstudium, och wann d'CSV déi Meenung vläicht net deelt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Mir mengen, datt et wichteg ass, datt jonk Leit op eng seriö Berodung kënnen zréckgräifen, a mir sinn och der Meenung, datt een dësen Aspekt vun der Studiebäihëllef soll iwwerwaachen.

Et ass jo haut net méi esou, datt een automatesch no engem Héichschoulstudium en direkten Zougang zu enger gutt bezuelter Plaz op Liewenszäit huet. D'Iddi, fir zumindest en Deel vum Prêt kënnen an eng Bourse ëmzewandelen, ass net verkéiert. Et wier sënnvoll, sech Gedanken driwwer ze maachen, a mir hunn eis der och schonn driwwer gemaach.

Den Amendement vun der CSV schéisst awer wäit iwwert d'Zil eraus, an duerfir ënnerstëtze mir deen net.

Wéi mer 2010 déi sougenannten „Loi Biltgen" agefouert haten, hat den Här Biltgen eis versprach, mir kréiche praktesch gratis an automatesch elo och eng ganz Rei Donnéeën iwwer eis Studente matgeliwwert. Dat hu mer och oft nogefrot, krute mer awer bis elo nach ni.

Mir brauchen esou Donnéeën, fir eng seriö Héichschoulpolitik am Intérêt vun eise jonke Leit ze maachen. Wa mer gefrot hunn: „Wéi vill Studenten halen ënnerwee op?", da krute mer eng Äntwert: „Oh, ongeféier een Drëttel vun de Studenten hält ganz op mat studéieren, een Drëttel fänkt en neie Studium un an een Drëttel mécht de Studium fäerdeg." Déi Aschätzung war eis vill ze vill graff. An ech mengen och, datt se nach e Stéck vun der Realitéit ewech ass.

An deem Sondage vun der UNEL, vun deem ech scho geschwat hunn, heescht et, datt 40% vun de Bachelor-Studente scho méi laang studéieren ewéi sechs Semester, also schonn iwwert d'Regelstudienzäit ewech sinn. Da gëtt och nach gesot, wéi vill Prozent gewiesselt hunn, opgehalen hunn. Dat sinn alles Donnéeën, déi onprezis sinn, mä mir hunn nach keng besser. Et wier awer immens interessant erauszefannen, firwat datt esou vill Studente wiesselen oder ophalen.

D'UNEL seet, well esou vill Studenten ophalen, wiesselen, verlängeren, missten d'Hëllefe verlängert ginn. Mir mengen éischter, datt d'Orientatioun muss wesentlech verbessert ginn. Mir mengen och, datt d'Ausenanersetzung mam schouleschen a familiäre Milieu iwwert dat, wat ech wëll an aller Onofhängegkeet studéiere goen, éischter e wäertvollen Exercice ass wéi eng Kapitulatioun vum onofhängege Student.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, mir hunn en Interessi, datt méiglechst vill jonk Leit studéiere ginn, datt méiglechst vill jonk Leit och an d'Ausland studéiere ginn. Mir hunn et mat jonken Erwuessenen ze dinn, déi hu schonn eng ganz Rei opzeweisen an hirem Liewen: Sechs Joer Primärschoul a siwe Joer Secondaire mat Erfolleg hu si hannert sech bruecht. Dat geet net vum selwen, do brauch een Energie, do brauch ee gutt Enseignanten an do ass mat déi gréissten Hëllef och en Elterenhaus, wat d'Schoul an de schoulesche Wee ënnerstëtzt.

Mat dësem Gesetz kann all Mënsch, deen Zougang zu enger Héichschoul kritt, och studéiere goen. Wa seng Elteren hien net ënnerstëtze kënnen, well se finanziell d'Méiglechkeet net hunn, dann ass et e bësse méi schwéier, mä et ass méiglech. Wa seng Elteren hien net ënnerstëtze wëllen, obscho si dat kéinte maachen, dann ass et nach méi schwéier, mä awer och nach ëmmer méiglech. Dat war mam ale Gesetz och net vill anescht. Mir hunn en Intérêt drun, datt jonk Leit studéiere ginn.

Mir sollten awer och wëssen, datt et aner interessant berufflech Weeër gëtt. Mir sollten deene Jonken, déi net kënnen op eng Héichschoul goen, och net arieden, si wieren näischt oder manner wäert.

(Brouhaha)

Op vill Aspekter sinn ech net agaangen, zum Beispill op d'Méiglechkeet, datt een och bei engem Fernstudium ka finanziell ënnert d'Äerm gegraff kréien, oder op déi positiv Décisioun, datt mer keng Alterslimite fir den Zougang zu den Hëllefen an d'Gesetz gesat hunn. Duerfir sinn ech frou iwwert den ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport vun der Rapportrice, där ech och heimat wëll villmools Merci soen. An lech soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer en neit Gesetz maachen an enger esou wichteger Matière, da stellen ech mer einfach emol d'Fro: Wéi sollt esou e Studiebäihëllefegesetz idealerweis ausgesinn? Mir maache jo en neit Gesetz, mir kënnen also innovéieren. Wat wieren d'Ziler vun engem gudden neie Gesetz, wann een Zäit genuch gehat hätt, fir et auszeschaffen?

D'Zil misst sinn, éischtens, datt all Lëtzebuerger Awunner, dee studéiere wëllt a studéiere kann, dat heescht déi néideg intellektuell Viraussetzungen derfir matbréngt, studéiere kann, wat e wëllt a wou e wëllt, an dat, zweetens, onofhängeg vu sengen Elteren a vun deem, wat seng Eltere wëllen a wat seng Eltere kënnen, wie seng Eltere sinn, wat seng Eltere schaffen a wat seng Eltere verdéngen.

(Interruptions)

Den Här Adam huet ganz recht:...

M. le Président.- Wann ech gelift! Just den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- ...Idealerweis mussen a sollen Elteren hir Kanner ënnerstëtzen. A jo, si hunn och eng juristesch..., si hunn och d'Flicht, hire Kanner ze hëllefen, juristesch. Mä en attendant, wat mécht dann dat Kand, deem seng Eltere soen: „Ma mir hunn dech dach elo net d'Première maache gelooss, fir dass de «Nënënë» studéiers zu Souwisou!" Wat mécht et? Et féiert e Prozess géint seng Elteren! An en attendant: Kann et studéieren, jo oder neen? Neen, et kann net studéieren! An zumindest an esou Fäll misst esou Leit kënnen direkt an ad hoc gehollef ginn, onofhängeg vun engem Recours géint d'Elteren.

An idealerweis géif fir eis esou en neit Gesetz drëttens bedeiten, datt mer Sozialtransferten iwwer eis Grenzen ewech verschwannen doen, well déi Leit, déi Grenzgängerkanner an hire Länner - Däitschland, Frankräich, Belgien, dat si jo dann d'Grenzgänger - och méi oder manner gutt Studiebäihëllefen hunn, vun deene se profitéiere kënnen, an dat onofhängeg dovun, ob ee vun hiren Elterendeeler zu Lëtzebuerg schafft oder net.

Den ale System Biltgen war bestëmmt net ideal, mä e war u sech e gudde System, an nees eng Kéier gouf eng gutt an eigentlech ganz generéis Iddi vun Onofhängegkeet vum jonke Mënsch duerch eng falsch interpretéiert EU-Regel futtigemaach. Dat muss een einfach klipp a kloer soen! Europa huet eis dëst generéist Gesetz futtigemaach!

Fakt ass...

(Interruption)

Majo, Madame Loschetter, et ass einfach wouer!

Fakt ass, datt d'EU an Héichschoulsaache kengerlee Kompetenz huet. Fakt ass och, datt et géif duergoen, datt mer aus de Studiebäihëllefen eng kommunal Aufgab géife maachen, da kéinte se guer net méi un eis erukommen. A Fakt ass och, datt ech, wéi den Här Adam sot, et wier bedauerlech, datt e Student vun Athus, deen op Belval geet, kann eng Mobilitéitsbourse kréien an dee vu Wäiswampech net, dat wier onglécklech, datt ech duecht an ech soen Iech: Dat ass net onglécklech, dat ass skandaléis!

Bon, Kolleegen, wéi mer hei den Hearing hate mat de Studenten, huet jiddwereen...

M. le Président.- Här Reding, erlaabt Der, dass den Här Adam lech eng Fro stellt?

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, wann ech dräi Minutte kréien, déi hien iwwerzunn huet, hunn ech kee Problem domat.

M. le Président.- Neen, Dir kritt déi selbstverständlech ugerechent.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, natierlech, selbstverständlech.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här Reding, fannt Der et dann och skandaléis, datt de Student vun Athus, wann en op Montpellier geet, keng Bourse kritt? Oder ass Iech dat méi egal, wéi wann dee vu Wäiswampech op Belval kënnt?

M. Roy Reding *(ADR)*.- Dee kritt déi, well Athus läit a Belgien a Montpellier läit a Frankräich, Här Adam, voilà!

(Hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Pardon, da Bréissel.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Sou! Domat dann zu deene Kampfstoryen, déi mer hei erzielt hunn, wéi mer d'Studenten ugehéiert hunn. Wéi mer d'Studenten ugehéiert hunn, hu vill vun de Kolleegen erzielt: „Majo, wéi ech studéiere gaange sinn...", wou sinn ech higaangen, wat krut ech als Bourse, wat hunn ech misse schaffe goen an esou weider an esou weider. An d'Studente ware mat Recht e bësse agacéiert, well se soten: „Mä haut ass alles anescht, haut ass alles méi deier!", an esou weider.

Mä ech kommen trotzdeem drop zréck. Wéi war et da fréier? Deemools konnt ech als Aarbechterkand mat enger Première vum lechternacher Lycée op eng Uni goen, an zwar net egal wat fir eng, mä déi beschten Droits-Uni vu Frankräich. Ech krut e Stéck Prêt mat Zënsen, ech krut e Stéck Prêt ouni Zënsen, ech krut e Stéck Bourse. Meng Prête konnt ech lacker rembourséieren, wéi ech fäerdeg war. Dat war Chancëgläichheet au départ, an et ass déi Chancëgläichheet, déi mer haut mat dësem Gesetz net méi garantéieren.

Fir mech ass e Studiebäihëllefegesetz, wat dat doten net erlaabt, nämlech datt en Aarbechterkand onofhängeg vun der finanzieller an och der moralescher Astellung vu sengen Eltere ka studéieren op enger Topuniversitéit, inakzeptabel. An eleng duerfir géif ech esou e Gesetz nimools stëmmen.

Dat Gesetz hei ass a senger Gesamtheet net gutt an et ass och a sengen Detailer net gutt. Mir hu jo elo schonn d'Mobilitéit ugeschwat. Eng aner Saach ass zum Beispill den Élément de la famille. Dat ass einfach Quatsch! Et ass einfach Quatsch ze kucken, wéi vill Kanner vun enger Famill studéieren. Et muss ee kucken: Wéi vill Kanner huet déi Famill. A wann dat eent scho fäerdeg ass mat de Studien, éier dat zweet ufänkt, oder dat zweet fäerdeg ass, éier dat drëtt dann dohinnerkënnt, da muss een dach a Kont huelen, datt déi Famill iwwer Gebühr an aussergewéinlech vill Efforte muss maachen. An deem muss ee kënne Rechnung droen.

Och déi Limitatioun vum Prêt fannen ech aus deene virgenannten Ursaachen net richteg.

D'Sozialkomponent, et deet mer leed, dat ass de Contraire vun enger Simplification administrative. Et ass schwéierfälleg, et ass kompliziéiert. Et bedeit, datt en Apparat muss opgebaut ginn, deen ech gär géif als Usine à gaz duerstellen. Studenten, déi vun hiren Elteren déi néideg Pabeieren net kréien, kommen an Däiwelskichen. Et ass een onwahrscheinlechen Opwand.

Et sollt een et einfach esou maachen, wéi d'Madame Hansen an hirem exzellenten, ech géif scho bal soen „Rapport" virgeschloen huet.

(Interruptions diverses)

Ech däerf meng Nopesch och eng Kéier luewen, jo. Da kommen ech zum...

Une voix.- ...Éierlechkeet.

Une autre voix.- Ech weess net, ob se dat wëllt.

(Hilarité)

M. Roy Reding *(ADR)*.- Da kommen ech op mäi Lieblingsthema, dat sinn d'Droits d'inscription. Do gesäit dëst Gesetz vir, mir hate scho Rieds driwwer an der Kommissioun, mä ech soen et dann hei fir de Plenum a fir d'Effentlechkeet, do gëtt virgesinn: 3.700 Euro Maximum mat 50% Bourse, 50% Prêt. Mir hunn als ADR do en Amendement erabruecht, wou mer gesot hunn, mir hätte gär zumindest fir dat, wat iwwert dee Montant erausgeet, e Prêt, fir datt Leit kënnen op Unie studéieren, déi ebe méi deier si wéi 3.700 Euro. England ass hei schonn ugeklongen.

Mä kommt, mir nennen emol einfach ganz konkret Chifferen! An England ass déi moyenne Aschreiwegebühr fir eng Uni, fir eng normal Uni - mir schwätzen net vu Medezin an esou - 11.000 Euro d'Joer! An enger Schoul wéi der École hôtelière de Lausanne ass d'jährlech Aschreiwegebühr 45.000 Euro! Dat ass einfach Fakt. An esou Fakte misst ee kënne Rechnung droen.

Bon, deen Amendement gouf niddergestëmmt, genau wéi déi Amendementer vun de Kolleege vun deene Lénken an d'Amendementer vun der CSV. Ech representéiere mäin Amendement, eisen Amendement vun der ADR hei net! Well mir soen, mir wëllen deen „simulacre de démocratie et de débat démocratique" net matmaachen. Dir sidd mam Bulldozer an der Kommissioun driwwergefuer an Dir géift och hei am Plenum mam Bulldozer driwwerfueren. Dat brauche mer net.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Dir waart net ganz oft an der Kommissioun, hunn ech festgestallt.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Pardon? Wien, wou?

M. le Président.- Den Här Minister.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Ah, den Här Minister. Jo, Här Minister Meisch, Dir wëllt mech eppes froen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Ma et ass mer an Erënnerung komm, datt Dir net ganz oft an der Kommissioun derbäi waart.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Mä Är Kommissiounen, mir kënnen och doriwwer gäre schwätzen: Wa Kommissioune festgeluecht ginn den Dag selwer oder den Dag virdrun op mëttes eng Auer, wou mer um zwou Auer zum Beispill Agrikulturkommissioun hunn, dann ass et fir eng Partei, déi dräi Deputéierter huet, relativ schwiereg, op zwou Plaze gläichzäiteg ze sinn, Här Meisch!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Da gesäit een, wou datt d'Prioritéite gesat ginn.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Nichtsdestotrotz hunn ech awer déi Aarbecht intensiv verfollegt, an an där doter Kommissiounssëtzung hunn ech jo mäin Amendement proposéiert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Jo, an enger...

M. Roy Reding *(ADR)*.- Gutt, Här Meisch, wat wëlle mer? Wëlle mer Exzellenz hei am Land? Oder wëlle mer lamentéieren, datt mer et nohalteg net fäerdegbréngen, fir qualifizéiert Leit auszebilden, fir d'Posten ze besetzen? Wëlle mer viru lamentéieren, datt 10.000 nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, a mir hunn hei am Land net déi richteg Leit, fir se ze besetzen?

Dat ass dach d'Fro! Et gëtt eng Inadequatioun tëschent Offer an Demande um Aarbechtsmaart. An do kéint notamment hëllefen, datt mer eise Studente géifen hëllefen, déi beschtméiglech Unien ze maachen. Net iergendeng Uni, wou een eppes ka studéieren. Neen, déi Uni, wou een esou eng gutt Ausbildung kritt, datt een och eng Plaz effektiv ugebuede kritt.

An do hunn ech e ganz einfacht Beispill. Dat kann all Mënsch nopréiwen. Mir hunn hei op der Grenz, eng Stonn mam Auto, zu Koblenz, Vallendar bei Koblenz, eng Schoul, déi heescht „Wissenschaftliche Hochschule für Unternehmensführung, Otto-Beisheim-Schule". Déi kascht 12.000 Euro Aschreiwegebühr pro Joer. Déi gehéiert zu deenen Top-5-Universitéite vun der Welt a Betribswirtschaft. De Loyer fir e Studio kascht do 300 bis 400 Euro. Dat kann all Mënsch sech leeschten.

Firwat empêchéiere mir, datt Leit, déi wëllen a kënnen op esou enger Uni ugeholl ginn, déi Aschreiwegebühre vum Lëtzebuerger Stat kënne kréien, Här Meisch - neen entschëllegt! -, Kolleege vum Parlament?

M. le Président.- Jo, Dir hutt lech selwer zur Uerdnung geruff.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci! Zumindest esou eppes iwwer e Prêt ze finanzéieren, dat misst dach méiglech sinn!

Bon, bref, dat heite Gesetz ass an eisen Aen e klore Réckschrëtt. Et ass inakzeptabel. Et fiert viru mat onnéidegen Transferten iwwer eis Grenzen ewech. Et garantéiert keng Onofhängegkeet vu jonken Erwuessenen, déi studéiere wëllen, vun hiren Elteren. Et garantéiert net, datt deen, dee studéiere kann a wëllt, dat och däerf, och wa seng Elteren dat net kënnen oder wëlle finanzéieren.

D'Liberté de choix, wéi den Här Berger se duergestallt huet, déi hei gelooss gëtt, ass eng Liberté de choix dans la médiocrité, an der Mëttelméissegkeet, a bestëmmt net eng Liberté de choix vun der Exzellenz. An datt d'Regierung dat net wëllt, gesi mer jo och dorun, datt de Leeschtungsprinzip an dësem Gesetz total feelt. Et geet jo net nëmmen drëm, datt d'Leit Regelstudienzäiten anhalen, mä och, wat fir eng Resultater datt se erzilen.

Bon, bref, ech gleewe vill ze vill u Chancëgläichheet an d'Méiglechkeet vum sozialen Opstieg vun Aarbechterkanner, wéi ech eent sinn oder war, fir dësem Text kënnen zouzestëmmen. A fir am Schouljargon ze bleiwen: Gambia, nosëtzen!

M. le Président.- Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel fir déi Lénk. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech aginn op de Projet 6670 selwer, wollt ech nach eng Kéier zréckkommen op d'Reform vun 2010 vun der CSV-LSAP-Regierung, déi sougenannt „Loi Biltgen", déi pauschal all Student ënner bestëmmte Konditioune 7.000 Euro zougeschwat huet.

Menger Meenung no hat d'Loi Biltgen ee wesentleche Virdeel an ee wesentlechen Nodeel. De wesentleche Virdeel, dat war - an dat ass vun alle Bänken déizäit, ausser vun der DP, ënnerstrach ginn - d'Onofhängegkeet vum Student aus gesinn. Dat heescht, de Student krut

dat, wat ee kéint nennen eng „allocation universelle“ oder e „Grondakommes“, wéi verschidde Riedner dat 2010 genannt hunn, oder en „Prêt salaire“, wéi den Hoffmanns Änder dat och nach gesot huet. Och wann een dobäi muss betounen, datt dofir awer de Student eng aner Allocation universelle, nämlech déi vum Kannergeld a vum Kannerboni, net méi kritt huet.

Fir de Projet, deen deemools vun der LSAP matgedroe ginn ass an haut ganz hefteg vun der DP kritiséiert gëtt, hu verschidde Riedner 2010 d'Wichtegkeet vun deem Grondakommes ervirgestrach. Ech wëll hei een zitéieren, dat ass deen deemools jonken Deputéierte Claude Adam vun deene Gréngen, dee sot: „Mir schafen also mat deem Gesetz hei ee Grondakommes fir Studenten. Ech hunn et scho gesot, déi gréng fannen déi Iddi gutt. Jiddweree gëtt d'selwecht gekuckt. Mir hu keng Studente méi aus räichen a manner räichen Elterenhaiser. Mir hu just nach jonk Leit, déi wëlle studéieren. Mir hunn also ee Grondrecht op Studium. An da geet et och net drëm, wat d'Eltere wëllen, mä et geet drëm, wat wierklech de jonke Mënsch, wat de Student wëllt.“

Une voix.- Très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- An dat huet den André Hoffmann a senger Interventioun 2010 och ënnerstrach.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här Turpel, Dir zitéiert just en Deel, dat ass… Dir hutt d'Ironie net mat zitéiert. Da maacht dat och!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Wat hunn ech net mat zitéiert?

(Brouhaha)

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- D'Ironie, déi do hannendrukënnt.

Une voix.- ...Dir hat zum Här Kartheiser gesot, hie soll sech aschreiwen, Här President.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Dat ass deene Lénken hir Polemik.

M. le Président.- Jo, ech mengen och…

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Hien huet mech perséinlech ugeschwat.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Schwätzt léiwer iwwert den Inhalt.

M. le Président.- Ech mengen, Dir kritt och jidderzäit d'Wuert,…

(Interruptions diverses)

…wann Der lech ugegraff fillt, mä elo huet just den Här Turpel d'Wuert.

(Brouhaha général)

Här Turpel, fuert Dir weider a loosst Iech net beiren!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci. Dat waren d'Aussoe vum Députéierte Claude Adam zum Grondakommes. Hien huet och aner Aussoe gemaach, op déi ech nach wäert zréckkommen, mä dat war emol déi.

Ech hu gesot, dat Gesetz vun 2010 hat ee wesentleche Virdeel, dat war déi Allocation universelle, fir d'Onofhängegkeet vum Student ofzesécheren.

Et hat och ee groussen Nodeel, an dat ass d'Diskriminéierung vun de Frontalieren, d'Ausgrenzung vun de Frontalieren, esou wéi se deemools ganz kloer vun der Chambre des Salariés kritiséiert ginn ass a wéi och den Deputéierten André Hoffmann se kritiséiert huet, dee gesot huet: „Mir zweifelen drun, dass dat mat dem europäesche Recht iwwerhaapt vereinbar wier, wat mer do mat de Frontaliere maachen, a sozial gesi fanne mer et de toute façon inakzeptabel! An dofir stëmmen déi Lénk selbstverständlech dat Gesetz net!“ Dat war 2010.

Et muss een drun erënneren…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Mir hunn et och net gestëmmt.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Jo, jo, ech kommen dorobber. Ech wäert et och erklären. Ech wäert och nach dorobber agoen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- … très bien!

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Jo, et ass heiansdo wichteg, drop hinzeweisen, wéi déi gréng Politik a Kontradiktioune kënnt a sech op eemol ganz schnell kann änneren. Mä dorobber komme mer zréck.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci!

(Interruption)

Et gëtt all Dag besser!

(Interruption)

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Ech wollt nach eng Kéier drop hiweisen, wat dat mat sech bruecht huet 2010. Bis dohinner goufe 17 Milliounen ausgi fir d'Studiebäihëllefen, an doduerjer, datt deen Universalbeitrag, déi Onofhängegkeet vum Student mat 7.000 Euro garantéiert ginn ass, sinn 38 Milliounen dobäikomm. Insgesamt waren dat 55 Milliounen, déi gerechent gi waren, datt dat géif kaschte fir ronn 8.000 Studenten. A Wierklechkeet, huet d'Madame Beissel eis virdru gesot, waren et 90 Milliounen, déi et 2011/2012 kascht huet.

A bei där ganzer Operatioun goufen op d'Käschte vun de Frontalieren a vum Kannergeld a vum Kannerboni 74 Millioune gespuert. Mä net nëmmen op d'Käschte vun de Frontalieren, mä och op d'Käschte vun deene Lëtzebuerger Stéit, déi manner Kannergeld kritt hunn, well ee Kand net méi am Groupe familial dra war an doduerjer d'Kannergeld erofgaangen ass. Also ass och do gespuert ginn.

Insgesamt huet déi Rechnung, déi deemools geheescht huet „Mat manner Sue méi maachen“ 36 Milliounen ënnert dem Strëch vun Erspuernis mat sech bruecht.

Elo gëtt gesot: „Mir si konfrontéiert mat enger Käschtenexplosioun an engem Budgetsproblem“, an da ginn Ännerunge proposéiert par rapport zu der Finanzhëllef. Et gëtt eng Bourse de base agefouert vun 2.000 Euro, eng Bourse sociale vun 0 bis 3.000 Euro, eng Bourse familiale, déi awer nëmmen da spillt, wann en zweet Kand op der Uni ass, an déi, wéi d'Etüd vun de Studente weist, virun allem deene Räiche 500 Euro zousätzlech bréngt, an et gëtt eng Bourse de mobilité agefouert vun 2.000 Euro, déi fundamental ongerecht ass, wou ech drop zréckkommen.

Ënnert dem Strëch kritt de Student also statt 7.000 Euro jee no Situatioun 2.000 bis 7.500 Euro, wann en alles kritt. Fir déi meescht Studenten ass dat eng massiv Kierzung, an net emol onbedéngt nëmme fir déi besser gestallt Studenten, mä och fir anerer.

Als Beispill wëll ech soen, datt een, deen all d'Bourse kritt - base, sociale, familiale, mobilité - a wann d'Famill méi wéi annerhallwe soziale Mindestloun Akommes huet, da läit e schonn ënnert deem, wat se hate mat 7.000 Euro. A wann e keng Bourse familiale kritt - wat jo déi meescht net kréien -, da läit e scho mat engem soziale Mindestloun ënnert deem, wat ee bis elo hat. Dat ass net d'Onofhängegkeet vum Student garantéiert!

De Statsrot weist a sengem Avis drop hin, datt et ëmmer méi schwiereg géif ginn, fir den Ënnerscheed ze maachen tëschent den Allocations familiales an der Studentebourse. De Statsrot seet: «…la comparabilité entre les deux mesures devient de plus en plus vraisemblable et la justification de la différence de traitement devient de plus en plus malaisée.» De Statsrot seet, datt et schwéier nozevollzéien ass, wou den Ënnerscheed ass, an ech mengen, déi Fro ass berechtegt.

A wann et en Ënnerscheed gëtt, dann ass et sécherlech deen, datt ee fir ze studéiere méi brauch, wéi fir an e Lycée ze goen. An hei zitt de Projet de loi déi ëmgedréite Konklusioun draus a gëtt deenen, déi studéiere ginn, manner wéi dat, wat se als Kannergeld hunn, wa se an de Lycée ginn.

An dowéinst hu mir och en Amendement an deem Sënn proposéiert, wat seet, datt d'Bourse de base soll an der Héicht vum Kannergeld sinn, an dowéinst kéinte mer och d'Allocations familiales ofschafen, well am Kannergeld jo dran ass, wann ee méi Kanner huet, datt een dann och méi kritt, an déi sozial Bourse da just nach do wier, fir deenen ze hëllefen, déi wierklech soss net d'Méiglechkeet hätten, fir op eng Uni ze goen.

Amendements parlementaires proposés par la sensibilité politique déi Lénk

Amendement 12 concernant l'article 4

Objectif:

L'objectif de cet amendement est de fixer le montant de la bourse de base à la même hauteur que celle des allocations familiales et du boni pour enfants (cf. remarque du Conseil d'État y relative). En adaptant le montant total de la bourse de base à celui des allocations familiales et du boni pour enfants, la bourse familiale, telle que proposée par le Gouvernement, peut être supprimée (cf. amendement 13). La différence avec les allocations familiales ne se fera plus au niveau de la bourse de base, mais au niveau de la bourse sociale.

Texte:

Le paragraphe 1 de l'article 4 est remplacé par un nouveau paragraphe 1 dont la teneur est la suivante:

«(1) Bourse de base: la bourse est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 ~~de la présente loi~~. Le montant par année académique ~~est fixé à deux mille euros~~ ***correspond au total des montants alloués selon les articles 272 (allocations familiales) et 274 (allocation de rentrée scolaire) du Code de la sécurité sociale et selon la loi du 21 décembre 2007 (boni pour enfant). Pour l'application de ces dispositions légales sont considéré comme appartenant au groupe familial prévu à l'article 270 du Code de la sécurité sociale tous les étudiants qui remplissent les conditions des articles 2 et 3 de la présente loi, ainsi que tous les bénéficiaires de l'allocation familiale.***

Les montants évoqués à alinéa précédent sont considérés au nombre indice valable le 1er juillet 2016 et adaptés aux variations du coût de la vie conformément à l'article 11, paragraphe (1), de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.»

Commentaire:

C'est à juste titre que le Conseil d'État soulève dans son avis du 3 juin 2014: «Si les allocations familiales contribuent à la compensation des charges familiales, voire de la charge d'enfants, la bourse de base est censée garantir l'autonomie de l'étudiant sans que le nombre d'enfants à charge du ménage influe sur le montant. Néanmoins, la question se pose si les catégories des personnes concernées se trouvent dans une situation comparable. Si les situations devaient être considérées comme comparables, il faudrait analyser si l'objectif poursuivi par le législateur justifie la différence instituée au regard des exigences de rationalité, d'adéquation et de proportionnalité. Avec l'introduction de la bourse familiale, qui prend en compte la charge d'enfants poursuivant des études supérieures, la comparabilité entre les deux mesures devient de plus en plus vraisemblable et la justification de la différence de traitement devient de plus en plus malaisée.» S'il y a une justification à la différence, ce n'est certainement pas celle selon laquelle les charges d'un étudiant (âgé de 18 ans et plus) qui suit un enseignement supérieur seraient moins élevées que les charges familiales pour un élève qui effectue ses études dans un établissement d'enseignement professionnel, secondaire ou secondaire technique au Luxembourg.

Or, la comparaison entre le les allocations familiales et la bourse telle que proposée par le Gouvernement montre que pour un revenu supérieur à deux fois le SSM, le montant de la bourse est inférieur aux montants des allocations familiales allouées avant 2010.

Voilà pourquoi il est proposé de fixer le montant de la bourse de base à la même hauteur que celle des allocations familiales et du boni pour enfants. En plus, l'autonomie de l'étudiant ne peut être garantie sans prise en considération correcte du nombre d'enfants à charge du ménage. Le nombre de tout enfant influe sur la charge effective. Dans ce même ordre d'idées, la bourse familiale, telle que proposée par le Gouvernement, sera supprimée (cf. amendement 13).

La différence réelle entre l'aide familiale et l'aide financière pour études supérieures ainsi retenue, se fera - au regard des exigences de rationalité, d'adéquation et de proportionnalité (cf. Conseil d'État) - par la bourse sociale, qui, au-delà de la bourse de base nécessaire pour toute étude supérieure, doit considérer la capacité du ménage à subvenir aux besoins de l'étudiant.

En plus, et en attendant la réforme des allocations familiales, les montants repris sont à adapter annuellement à l'évolution du coût de la vie, qui était de 652,16 le 1er juillet 2006, l'indice actuel étant de 775,17, soit 18,86% plus élevé qu'en 2006.

Amendement 13 concernant l'article 4

Objectif:

Supprimer la bourse familiale suite aux adaptations de la bourse de base.

Texte:

L'alinéa 1 du paragraphe 4 de l'article 4 est supprimé.

Commentaire:

En adaptant le montant total de la bourse de base à celui des allocations familiales et du boni pour enfants, la bourse familiale, telle que proposée par le Gouvernement, est à supprimer. Pour les détails, voir le commentaire de l'amendement 12.

Amendement 14 concernant l'article 4

Objectif:

Rapprocher le montant de la bourse sociale à la situation de revenu et de patrimoine réel du ménage.

Texte:

L'alinéa 1 du paragraphe 3 de l'article 4 est modifié comme suit:

«(3) Bourse sur critères sociaux: la bourse sur critères sociaux est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 et dont le revenu total annuel du ménage dont il fait partie est inférieur ou égal à quatre virgule cinq fois et demie (veuillez lire: à quatre fois et demie) le montant brut du salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés. ~~Par revenu total annuel, il faut entendre le revenu imposable tel qu'il est défini à l'article 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. Est ajouté, le cas échéant, l'abattement de cession prévu à l'article 130 de la même loi.~~»

Commentaire:

La capacité financière du ménage se caractérise non seulement par le revenu imposable, mais à plus forte raison du revenu total disponible, y compris, en principe, du patrimoine. Or, comme au Luxembourg les données concernant le patrimoine de chaque ménage ne sont pas disponibles, il y a lieu de considérer au moins le revenu total disponible.

En plus, et afin d'établir l'équité nécessaire par rapport à la détermination de la capacité financière de chaque ménage, il serait utile et urgent que le Gouvernement mette en place les instruments nécessaires pour inventorier le patrimoine de chaque personne. En attendant, et suite à l'adaptation de la bourse de base aux allocations familiales, il y a lieu de prendre en compte pour la fixation de la bourse sociale l'entièreté du revenu disponible, et non seulement le revenu imposable.

Amendement 15 concernant l'article 4

Objectif:

Supprimer la discrimination selon le pays et adapter le montant de la bourse de mobilité aux frais de location et de vie réelle («Städteindex»).

Texte:

Le paragraphe 2 de l'article 4 est modifié comme suit:

«(2) Bourse de mobilité: la bourse de mobilité est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 ~~de la présente loi et qui est inscrit dans un programme d'enseignement en dehors des frontières nationales du pays de résidence du ménage dont il fait partie et~~ qui apporte la preuve qu'il supporte les frais inhérents à une prise de location d'un logement. Le montant ***maximal*** *à liquider par année académique est fixé* ***pour chaque ville universitaire d'après un barème à établir par la commission consultative prévue à l'article 10. Le montant alloué est décidé par le ministre.»***

Commentaire:

Il n'est pas admissible de limiter la bourse de mobilité aux locations prises à l'étranger. À cet égard la Chambre des Salariés note dans son avis complémentaire du 19 juin 2014: «Il est possible que l'étudiant ait une location dans le même pays mais à un éloignement certain de la résidence des parents, comme par exemple un étudiant demeurant à Clervaux avec ses parents, mais faisant des études à Esch/Alzette. Alors que l'étudiant qui réside à Metz, mais fait des études à l'Université du Luxembourg aura droit à la bourse de mobilité du fait qu'il dépasse les frontières pour faire ses études. Ne devrait-on pas trouver une solution plus équilibrée à ces problèmes en prévoyant que la bourse de mobilité soit due au-delà d'un certain éloignement entre le domicile de l'étudiant et son lieu d'études? À défaut de ce faire, est-ce que notre législation ne sera pas à nouveau source de discrimination des non-résidents en vertu des règles européennes, alors qu'il est très probable que ceux-ci vont souvent faire leurs études dans leur pays de résidence?» Partant, et afin d'éviter de nouvelles discriminations, il est proposé de considérer les frais réels avec un maximum à fixer par cité universitaire («Städteindex») par la commission consultative prévue à l'article 10. Afin de contrôler la dépense budgétaire supplémentaire, c'est, en fin de compte, le ministre qui prend la décision.

Amendement 16 concernant l'article 6

Objectif:

Prévoir une instance de médiation pour les étudiants dont les personnes responsables du ménage ne participent pas correctement ou ne peuvent pas participer correctement au subventionnement des études supérieures.

Texte:

Ajouter un paragraphe 3 avec la teneur suivante à l'article 6:

«(3) Au cas où la ou les personnes responsables du ménage dont fait partie l'étudiant ne participent pas ou ne peuvent pas participer à la hauteur prévue par la présente loi au subventionnement des charges des études, aussi bien la ou les personnes responsables, que l'étudiant, peuvent recourir à une médiation. Le médiateur pourra soumettra une proposition de majoration à la commission consultative prévue à l'article 10; la majoration est décidée par le mi-

nistre. Cette majoration ne peut dépasser trois mille euros pour la bourse et trois mille euros pour le prêt. Les modalités de cette médiation sont arrêtées par règlement grand-ducal.»

Commentaire:

Plusieurs situations, où la ou les personnes responsables du ménage dont fait partie l'étudiant, ne peuvent pas participer ou ne veulent pas participer à la hauteur des besoins au subventionnement des charges pour études, peuvent se présenter:

- il peut y avoir des responsables de ménage qui ne veulent pas contribuer convenablement aux frais d'études, parce qu'ils ne sont pas d'accord avec le choix de l'étudiant;

- il se peut que, pour d'autres raisons, comme l'endettement du ménage, ils ne soient pas à même de subvenir correctement aux frais d'études;

- il se peut que la ou les personnes responsables refusent de subvenir aux frais pour les études - cas dans lequel l'étudiant pourra intenter une procédure juridique civile contre la ou les personnes responsables;

- il se peut qu'il y ait des divergences sur les sommes à mettre à disposition à l'étudiant pour les études.

Dans tous ces cas, il serait opportun que soit l'étudiant, soit la ou les personnes responsables, soit l'étudiant ensemble avec la ou les personnes responsables puissent s'adresser à une instance de médiation pour que celui-ci puisse concilier les parties. Le médiateur sera également habilité à proposer à la commission consultative une proposition de majoration de la bourse et du prêt. Le plafond de cette majoration est fixé par la loi. Les modalités de cette médiation pourront être arrêtées par règlement grand-ducal. La décision sur la majoration appartient au ministre.

Amendement 17 concernant l'article 7

Objectif:

L'émission tardive de certificats et de toute autre pièce à l'appui de la demande d'aide financière ne doit pas pénaliser l'étudiant, soit en lui refusant l'octroi, soit en retardant trop le payement de l'aide.

Texte:

Ajouter un alinéa de la teneur suivante au paragraphe 3 de l'article 7:

«Les pièces et certificats afférents peuvent être versés après ces dates.»

Commentaire:

Selon la pratique actuelle les aides sont refusées aux étudiants qui ne peuvent produire toutes les pièces requises pour le 30 novembre respectivement le 30 avril.

Amendement 18 concernant l'article 7

Objectif:

Il y a lieu de prévoir également pour le deuxième cycle un nombre d'années pendant lesquelles l'étudiant peut bénéficier des aides, correspondant à la durée officielle plus une année. En conséquence, cette durée est à augmenter de deux années pour les étudiants inscrits à un cycle unique.

Texte:

Le paragraphe 5 de l'article 7 est modifié comme suit:

«(5) L'étudiant inscrit en deuxième cycle peut bénéficier de bourses et de prêts pour le nombre d'années d'études officiellement prévues pour l'accomplissement du cycle d'études dans lequel il est inscrit~~. Ce nombre est~~ augmenté d'une unité ~~au cas où l'étudiant a accompli le premier cycle dans la durée officiellement prévue pour l'accomplissement de ce cycle d'études~~.»

Le paragraphe 6 de l'article 7 est modifié comme suit:

*«(6) L'étudiant inscrit en cycle unique peut bénéficier de bourses et de prêts pour un nombre d'années d'études dépassant ~~d'une unité~~ **de deux unités** la durée officiellement prévue pour l'accomplissement du cycle d'études dans lequel il est inscrit.»*

Commentaire:

Afin de permettre à chaque étudiant d'effectuer ses études dans des conditions comparables et de sérénité correcte, il y a lieu de prévoir également pour le deuxième cycle un nombre d'années pendant lesquelles l'étudiant peut bénéficier des aides, correspondant à la durée officielle plus une année. Ceci permettra d'éliminer le facteur de stress, auquel seraient soumis les étudiants du deuxième cycle qui ont bénéficié d'une année d'étude supplémentaire pendant le premier cycle. Ces mêmes dispositions (un plus un) devraient s'appliquer en conséquence aux étudiants inscrits à un cycle unique.

Amendement 19 concernant l'article 10

Objectif:

Le caractère paritaire concernant la composition de la commission consultative (même nombre de représentants des étudiants et du ministère) est à inscrire dans la loi. Cette commission sera également compétente pour l'établissement de la grille prévue à l'article 4 relatif à la bourse de mobilité («Städteindex»).

Texte:

Le paragraphe 1 de l'article 10 est modifié comme suit:

*«(1) Il est institué une commission consultative **composée paritairement de cinq représentants du ministère et de cinq représentants des organisations d'étudiants**, ~~composée de membres~~ nommés par le ministre et dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par règlement grand-ducal.»*

Commentaire:

Bien que le Gouvernement ait proposé une composition paritaire de la commission consultative, il est préférable d'inscrire celle-ci dans la loi même. Ceci paraît d'autant plus important que les attributions de cette commission sont élargies en matière de majorations (cf. nouveau paragraphe 3 de l'article 6) et en matière de fixation des frais de mobilité.

(s.) Justin Turpel, Gast Gibéryen, Françoise Hetto-Gaasch, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Och wat d'Bourse de mobilité ugeet, ass et wichteg, nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt do éischtens d'Gefor besteet vun enger Diskriminéierung - well mer hei vu Landesgrenze schwätzen - an datt déi Bourse einfach net richteg an net gerecht ass.

Ech wëll dann net schwätze vun Athus a Montpellier, ech huelen dann Oth a Montpellier. Een, deen zu Oth oder zu Thionville wunnt an op Montpellier geet, dee kritt déi Bourse de mobilité net. Een, deen awer vun Thionville op Lëtzebuerg kënnt, kritt se. Een, dee vun Ëlwen oder nach e bësse méi héich an d'Stad op d'Uni kënnt, kritt se net. An ech mengen, dat ass eng Ongerechtegkeet, déi hei net aus der Welt geschaaft ass.

Zur Motivatioun heescht et: Käschtenexplosioun verhënneren, mä eigentlech misst et heeschen: Spuermoossnam, wann een éierlech ass.

Tatsaach ass, datt mat 8.000 Studente gerechent gi war, an datt et 2010/2011 55 Millioune géif kaschten. Elo hu mir 25.000 Studenten an de fait huet et 90 Millioune kascht. Also misste mer haut méi wéi dräimol dat ausginn, well mer dräimol méi Studenten hunn.

Wann een dräimol méi Studenten huet, gëtt et dräimol méi deier. Dat sinn 172 Milliounen, oder wann ee souguer de reelle Chiffer hëlt vun deem, wat et 2011/2012 kascht huet, sinn dat 270 Milliounen, déi et haut géif kaschten. A fir dat net ze maachen, well d'Regierung seet: „Mir hunn eis do verrechent", oder: „Déi Regierung virdrun huet sech verrechent", kritt jiddweree manner. A wann dat keng Spuermoossnam ass!

Mir mengen, datt dat eng Spuermoossnam aus budgetäre Grënn ass. A fir dann den Här Adam am Kontext nach eng Kéier ze zitéiere vun deem, wat en dozou oder zu enger ähnlecher Problematik am Juli 2013 (veuillez lire: am Juli 2010) gesot huet: „Mir sinn als Gréng natierlech och der Meenung, datt een a Krisenzäite muss spueren." Ech mengen, dat stëmmt jo haut och nach. „Mir sinn allerdéngs och der Meenung, datt ee muss Prioritéite setzen an datt et Gebidder gëtt, wou een net soll spueren. A mir sinn der Meenung, datt ee mat Sécherheet net an der Éducatioun soll spueren. Well wat mir hei maachen, mir spueren un eiser Zukunft. Mir spueren un eise Kanner."

An ech erlabe mer ze soen, datt dat Zitat 2010 gradesou richteg ass wéi haut an haut gradesou richteg wéi 2010.

D'Fro, déi sech stellt, ass déi: Ass d'Weiderféierung vun der Bourse oder eng Bourse, wou mer elo net spueren, ass déi ze finanzéieren? Et bleift e politesche Choix. Eleng wa mer géifen einfach de jëtzege System verlängeren, géif dat eis 40 Millioune méi kaschten. Eng Méiausgab vu 40 Milliounen.

Wat si 40 Milliounen? Ech hunn d'Beispiller schonn e puermol ginn, ech gi se gären nach eng Kéier: 40 Milliounen ass eng hallef Kläranlag am Norden.

Une voix.- Elo ass den Aly net do!

(Brouhaha)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Elo ass en net do, et deet mer leed. Ech sinn also der Meenung, datt mer déi Kläranlag brauchen. Datt mer déi brauchen!

(Brouhaha)

40 Milliounen ass een Drëttel vun deem, wat mer elo mussen op Esch/Belval investéieren an Équipementer. Ech sinn awer der Meenung, datt mer déi Équipementer brauchen! An ech fannen et net richteg, datt ee seet, dat eent brauche mer an dat anert brauche mer net. Well et geet ëmmer an deem Fall - ob et Équipementer fir eng Uni sinn oder Studiebäihëllefen, fir datt d'Studente kënnen hir Studien absolvéieren -, et geet ëmmer ëm Suen, déi ee muss kënnen ausginn.

Et gëtt sécherlech aner Gebidder, wou mer se net mussen ausginn. Ech wëll d'Militärausgaben zitéieren. Et gëtt och nach aner onsënneg Saachen, op déi ech elo net wëll agoen. Et gëtt och Alternativen, wou ee Sue kann anzéien, ouni bei déi sozial Schwaach ze goen.

Ech gi just als Beispill de Spëtzesteiersaz, wann deen ëm 1% gehuewe géif ginn, dann hätte mer 40 Millioune méi. Et ass genee dat, wat mer brauchen, fir kënnen de Studenten dat weiderzebezuelen, wat se bis elo haten. An dee Spëtzesteiersaz, wann dee gehéicht gëtt, do brauch keen, dee manner wéi aachtmol de soziale Mindestloun verdéngt, ee Sou méi ze bezuelen. Dat trëfft nëmmen déi, déi dodriwwer verdéngen.

Ech mengen, et ass ganz kloer, dat hei ass eng Kierzung, déi berout net op enger Noutwendegkeet, mä op engem Choix, engem falsche Choix. Et spuert een net op der Bildung. Dat Ganzt huet méi mat Fiskalpolitik a Budgetscontrainten ze dinn, wéi hei zougi gëtt.

Da kommen ech zum Protest vun de Studenten, notamment dem Streik vum 25. Abrëll: 17.000 Studenten, déi engem Opruff vum Aktiounscomité gefollegt sinn...

(Interruption)

...Schüler a Studenten, déi engem Opruff - ech erklären och gären, firwat datt och Schüler derbäi waren -, dem Opruff vum Aktiounscomité gefollegt sinn, e risegen Erfolleg.

An déi grouss Zuel vu Schüler a Studenten, déi do mobiliséiert ginn ass, déi ass net nëmme vun der UNEL mobiliséiert ginn, mä déi ass vum Aktiounscomité mobiliséiert ginn, zu deem eng ganz Rei Organisatioune gehéieren: d'UNEL, d'LUS, d'Richtung 22, awer och d'Jugendparteien, JSL, esou wéi deemools och, Jonk Lénk, JCL, Jonk Piraten, d'Schülercomitéen. Solidaresch hu sech erkläert OGB-L, LCGB, ALEBA, SNE, CGFP, SEW, Chambre des Salariés an eng Rei auslännesch Studentenorganisatiounen. An déi stinn haut nach zu deene Fuerderungen, déi opgestallt gi sinn, egal wat gesot gëtt! Den Aktiounscomité a seng Fuerderungen hunn haut nach ëmmer déi Ënnerstëtzung.

A mir bedaueren et, mir bedaueren et, datt de Refus vum Minister, fir mam Aktiounscomité ze diskutéieren an do nei Forme vun Dialog ze akzeptéieren, nei Forme vun Dialog, déi heeschen, offen an Transparenz ze dialoguéieren,...

M. Eugène Berger *(DP).*- ...ACEL...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- ...an déi Offenheet an Transparenz, déi huet d'Regierung sech op de Fändel geschriwwen a war se hei net bereet, ze maachen.

D'Regierung schwätzt léiwer, an den Här Berger huet et jo elo gesot, si schwätzt léiwer vun deenen, déi net matgestreikt hunn.

(Brouhaha)

A wa Verbesserunge komm sinn, da si se net duerch d'ACEL komm, déi hei ervirgehuewe gëtt, déi net matgestreikt huet, mä da si se komm duerch den Drock vun der Mobiliséierung an der Strooss.

A wann et esou ee massive Protest war, dann ass dat en Ausdrock vun enger Suerg, net nëmmen enger Suerg vu Studenten, mä och vu Schüler. Eng Suerg fir hir Zukunft, net nëmme wéinst der Onofhängegkeet vum Student, mä och eng Suerg iwwer alles dat, wat nach an anere Beräicher op d'Jugend an d'Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, schaffen zoukënnt. A wa mer kucken, wat de Moment an der Diskussioun steet, hu se recht.

Ech wëll nëmmen opwerfen de Problem Kannergeld, wou ee muss fäerten, datt et zu Kierzunge kënnt. Wann ech och kucken de Problem TVA, deen all Famill wäert treffen, bis hin zum Budget nouvelle génération! An et ass net fir näischt, datt se an hirem Protest ënnerstëtzt gi si vun der Chambre des Salariés, déi och nach an hire leschten Avisen dee Protest zum Ausdrock bréngt, och wa mer an der Kommissioun net méi konnten aus Zäitgrënn driwwer diskutéieren.

An eng vun den Haaptursaache vum Protest war déi, datt eng bedarfsentspriechend Bourse hei net méi garantéiert ass, datt et reell Kierzunge si fir déi Studenten, déi drop ugewise sinn, an datt nei Diskriminéierunge méiglech sinn. Mä den Aktiounscomité ass méi wäit gaangen. En huet net nëmmen drop higewisen, wat hei eng Rei Deputéiert gesot hunn, datt Date feelen. En huet net nëmmen drop higewisen, datt d'Bilanz vum Gesetz 2010 net gemaach ginn ass; an ech kommen herno bei der Motioun dorobber zréck.

En huet och erkläert, datt de Bedarf net gekläert ass: Wat brauch e Student fir wou ze studéieren? A si méi wäit gaangen doduerch, datt se eng eegen Etüd gemaach hunn, och a kuerzer Zäit. Mir hätten et och léiwer gesinn, wann de Ministère mam Aktiounscomité zesummen déi Etüd gemaach hätt. Eng Etüd, déi sécherlech representativ ass, där hir Representativitéit net unzezweifelen ass, well hir Ergebnisser méi héich si wéi déi vun aneren Emfroen a professionell ausgewäert gi sinn.

An d'Resultat vun där Etüd ass - och wa keng Zäit méi war, fir an der Kommissioun doriwwer ze diskutéieren, och dat hu mer an den Hierscht verschoben - ganz interessant. Ech wëll just dräi kuerz Punkten erausgräifen: Éischtens, d'Bourse familiale an d'Bourse de mobilité, esou wéi se de Moment konzipéiert sinn, gi virun allem u besser situéiert Studenten an net u méi schlecht situéiert Studenten.

De Bedarf ass emol eng éischte Kéier - vun deem, wat e Student brauch an deenen eenzelne Länner -, ass eng éischte Kéier emol hei erausfonnt ginn a festgehale ginn. Wou ee mierkt, datt een an der Belsch an an Däitschland am mannste brauch, an net an England, mä an der Schwäiz am meeschten. An et ass festgestallt ginn, datt 37% vun de Studenten de Moment ouni Ënnerstëtzung vun hiren Eltere liewen. Wéi dat an Zukunft ausgesäit, ass net kloer.

An d'Studente weise weiderhin op d'Gefor hin, déi de Moment besteet mat deem Gesetz: Nämlech d'Planungssécherheet vun deenen, déi elo op der Uni sinn, ass net garantéiert, well se net wëssen, wat dat fir si an hir Elteren an deenen nächste Joren heescht. D'Gefor ass, datt de Choix vum Student a Fro gestallt gëtt. An d'Gefor ass déi, datt eng Rei Leit net kënne studéieren, well d'Elteren et net packen.

Ech ginn elo net an op de Prêt, well d'Zäit mer dat net erlaabt, obschonn och do Geforen, grouss Gefore bestinn, datt d'Prêten, déi ëmmer méi grouss ginn, net méi kënne remboursséiert ginn. Fréier war et esou, wann de Schüler vun der Uni komm ass, dann hat e praktesch eng Sécherheet vun engem gudden Akommes, wat em erlaabt huet, de Prêt ze remboursséieren. Haut ass d'Prekaritéit vun de Studenten an den Intellektuellen ëmmer méi grouss.

D'Reform ass effektiv iwwert de Knéi gebrach, net wéinst deene ville Sëtzungen, déi mer haten, wou ech och ëmmer derbäi war, inklusiv an de Mëttesstonnen an egal ob ech véier, fënnef Kommissiounssëtzungen den Dag hat, mä well et zum Schluss awer schnell gaangen ass. Iwwer déi lescht Avise konnt net méi geschwat ginn. An et ass eng Reform en méconnaissance de cause.

Et sinn eng ganz Rei Widdersprëch an Onkloerheeten dran, wat d'Dokumenter ugeet, wat d'Anticumulbestëmmungen ugeet. Et ass op d'Elteregeld higewise ginn. Ech wëll d'Beispill gi vum BAföG, wéi dat wäert funktionéieren. Elo wäert de Student mussen e Certificat bréngen, datt e BAföG kritt. Beim BAföG gëtt en e Certificat gefrot, wat en hei huet. Da kritt e säi BAföG. Da bréngt en dee Certificat hei, da kritt en dat hei gekierzt. Da seet de BAföG erëm, jo, elo hues de zu Lëtzebuerg méi kritt, elo kriss de de BAföG erëm gekierzt. Dat heescht, mir sinn an engem Perpetuum mobile dran do, wou een net erauskënnt.

An dat Gesetz, wat hei wierklech onausgeräift ass an iwwert de Knéi gebrach gëtt, och dozou, well et esou schéin ass, wëll ech dann e lescht Zitat bréngen vum Deputéierte Claude Adam, dee sot: „Meng Erfahrung mat där aler Studienhëllef ass, datt et immens komplizéiert ass, wann ee feststellt, datt do Ongereimtheeten (veuillez lire: datt do Ongerechtegkeeten) dra sinn, fir déi erëm erauszebigelen. Et wier wierklech besser, et géif een déi Saache grëndlech analyséieren, ier een et iwwert den Instanzewee gëtt. An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, wäerten déi gréng och géint dëst Gesetz stëmmen."

Mir wëssen, datt hei am Sall eng ganz Rei Deputéiert op de Bänke vun der Majoritéit sinn, déi eigentlech d'Bedenke vum Aktiounscomité deelen, mä déi dat awer aus Koalitiounsgrënn net zouginn.

(Brouhaha)

An ech géif lech roden,...

M. le Président.- Jo, Dir misst elo ophalen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech sinn elo fäerdeg, ech wollt nach ee Saz...

M. le Président.- Här Turpel, ech war scho generéis mat Iech...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech wollt nach e Saz soen zur Motioun.

M. le Président.- ...strapazéiert de Bou awer net!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech wollt ee Saz soen zur Motioun. Ech wollt Iech just drun erënneren, datt Der dobaussen eng Pampers kritt hutt.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech géif Iech roden: Ditt se un! Da geet et net an d'Box, wann ee vun der Regierungsbänk géint de Projet stëmmt. An ech wäert Iech an e puer Joer drun erënneren. Iwwregens ass déi hei ganz schéin an ech wäert mer se halen.

(Brouhaha général)

Une voix.- Jo! Oh!

Une autre voix.- Dot se selwer un!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Zur Motioun selwer wollt ech soen...

(Interruption)

M. Alexander Krieps *(DP).*- Fetischist!

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Zur Motioun wollt ech soen, datt ech déi éischt Sëtzung vun der Héichschoulkommissioun, wou mer iwwert de Projet de loi geschwat hunn, de Minister gefrot hunn, wat mer vun Etüden hätten. Dee sot: „Leider net vill." An der leschter Sëtzung, wou ech proposéiert hunn, e Bilan ze maache vun deem Gesetz hei no engem Joer, huet de Minister gesot, e wier d'accord. Ech hu virgeschloen, eng Motioun dozou ze maachen.

Motion 2

- Considérant le projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, visant à garantir l'autonomie des étudiants tout en prenant en compte les capacités financières du ménage dont fait partie l'étudiant;

- considérant que ce projet de loi influencera considérablement la situation des étudiants qui souhaitent effectuer des études supérieures;

- considérant le manque de données empiriques sur la situation sociale des étudiants et sur leur situation de vie dans les différents pays et cités universitaires;

- considérant qu'il est également utile de savoir dans quelle mesure la situation socio-économique d'un étudiant influence le choix de ses études et leur déroulement;

- considérant que l'étude «sondage 6670» effectuée par le Comité d'action 6670 avec l'appui du «Centre Information Jeunes» est un premier élément d'étude de la situation des étudiants, et qu'elle démontre un certain nombre de corrélations entre les aides et la situation des étudiants;

- considérant la volonté du Gouvernement d'effectuer ou de faire effectuer les études nécessaires pour analyser en profondeur et en détail la situation des étudiants, de même que les conséquences du projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures sur leur situation et leur choix;

la Chambre des Députés

- regrette que de telles études n'ont pas été effectuées plus tôt;

- salue la volonté du Gouvernement de définir les objectifs de ces études ensemble avec la Chambre des Députés;

- invite le Gouvernement à présenter dans un an un bilan intermédiaire et au plus tard dans deux ans un bilan approfondi de la nouvelle loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures en rapport avec les conclusions de ces études.

(s.) Justin Turpel.

Ech mengen, mir waren eis all eens, fir esou eng Motioun ze maachen, souwuel d'Regierung wéi d'Oppositioun. Ech hu se leider de Moien eréischt geschriwwen. Ech hu gesinn, d'Kolleege vun der Majoritéit hunn an hirem Numm och eng Motioun geschriwwen. An ech sinn esou fein, datt ech meng Motioun zréckzéien a mech där Motioun uschléissen.

A wann herno nach d'Noutwendegkeet ass, da wäert ech déi puer Sekonnen, déi ech hunn, nach notzen, fir zu den Amendementer ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech fäerte ganz, Här Turpel, Dir hutt keng Sekonne méi zu den Amendementer, well d'Amendementer sinn an där normaler Riedezäit abegraff. Ech kann Iech och den Artikel soen, wann Der wëllt. Et ass, mengen ech, den Artikel 37, Dir kënnt en noschloen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Motiounen an d'Amendementer.

M. le Président.- Jo, d'Motiounen an d'Riedezäit sinn net cumulabel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Neen, ech wëll...

M. le Président.- An Dir hutt elo just zu der Motioun geschwat. Ech soen Iech Merci. D'Wuert huet elo den Här Adam, deen e Fait personnel gefrot huet.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, ech fille mech schonn e bësselche geéiert, wann den Här Turpel mech dräimol zitéiert. Dat ass jo flott. En huet domadder...

(Interruption)

...domadder bewisen, datt en da meng Äusserunge vun 2010 och gelies huet. An esou wéi ech den Här Turpel kennen, huet e se och ganz gelies. An ech wëll net an en Dialog mam Här Turpel antrieden, ech wëll just soen, datt, wann den Här Turpel meng Aussoen och ganz gelies huet, dann huet e se awer hei erëmbruecht, korrekt, Här Turpel, mä en huet se aus dem Kontext geholl. Ech huelen dat éischt Beispill, wou Der sot vun der Gerechtegkeet: „Mir hunn nach just jonk Leit, déi wëlle studéieren. Mir hunn also ee Grondrecht op Studium." Do soen ech dann e bësse méi wäit: „All Student kritt datselwecht. Dat wier an enger postsozialistescher Gesellschaft bestëmmt eng gerecht Léisung."

An ech mengen, ech hunn och eise Vote géint d'Gesetz vun 2010 motivéiert an ech hunn hei méi wéi eng Kéier gesot, datt mer fir dëst Gesetz wesentlech méi Zäit gehat hätte wéi fir all déi aner an datt mer och dëst Gesetz wäerte stëmmen.

Här Turpel, ech hunn oft d'Gefill, wann ech Iech nolauschteren - a mir dierfen Iech jo och ganz oft nolauschteren -, wann Der fäerdeg sidd, ech misst bei de Paschtouer goen an an de Beichtstull goen. Ech soen Iech awer just: Ech maachen Iech déi Freed net, an ech fannen och net, datt et un Iech ass, fir hei mam „erhobenen moralischen Zeigefinger" ze kommen. Ech fannen dat eng onflott Manéier!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, dann huet elo den Erzéiungs- an Héichschoulminister d'Wuert. Just fir virzebeugen: D'Regierung huet 20 Minutten Zäit.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech all de Riedner Merci soe fir virun allem déi konstruktiv Bäiträg, déi mer och de Mëtten hei héieren hunn. Ech wëll, well och d'Riedezäit vun der Regierung knapp bemooss ass, wéi Der wësst, direkt op de Punkt kommen an nach eng Kéier soen, firwat mer en neit Gesetz brauchen.

Mir haten en Accident, dee geschitt ass 2013 um Europäesche Geriichtshaff, well déi lescht Regierung e Projet 2010 op de Wee bruecht huet, fir d'Bourssen nei ze regelen, ganz generéis virun allem fir d'Résidenten, mä et ass schifgaangen. Et war eng Wett, déi gemaach ginn ass, fir op där enger Säit op d'Käschte vun de Frontalieren ze spueren an op där anerer Säit hei am Land vill méi generéis ze ginn. Et ass net akzeptéiert ginn. Et ass schifgaangen. An duerfir ass dat en éischte Grond gewiescht, firwat mer musse reagéieren, firwat mer musse virun allem schnell reagéieren.

Mir haten awer och an eisem Regierungsprogramm eng Rei vun aneren Zilsetzungen definéiert. Mir hu gesot, mer wëllen ewechkomme vun engem System, deen d'selwecht ass fir jiddwereen. Mir wëllen zréck zu enger sozialer Selektivitéit kommen a mir wëllen och de Bedarf considéréieren: Wat brauch de Student, jee nodeem, wou e studéiert? An natierlech wollte mer och weiderhin e System hunn, mat deem jiddweree ka studéiere goen, virun allem dat, wat en och wëllt.

Duerfir hu mer eben net méi an deem neie Projet just eng Bourse, déi d'selwecht ass fir jiddwereen, mä mir hunn eng ganz Serie vu Bourssen, déi deenen eenzelne Situatiounen a genau deenen Usprëch, déi ech hei nach eng Kéier opgezielt hunn, besser gerecht gëtt: eng Bourse de base, eng Bourse sociale, eng Bourse de mobilité, eng Bourse familiale, e Prêt weiderhi vu 6.500 Euro maximal, en zousätzleche Prêt bis zu 3.000 Euro, wat dann de Complément ass zu deem, wat een als Bourse sociale net kritt. Et bleift bei der Regelung fir d'Frais d'inscription mat engem Plaffong vun 3.700 Euro d'Joer, 50% als Bourse a 50% als Prêt. An och déi 1.000 Euro, déi een nach zousätzlech fir e spezielle Bedarf ka kréien, och dat bleift bestoen.

Wann een elo emol déi 1.000 Euro ewechhëlt, well déi meescht se net froen, wann een och d'Inscriptiounsfraisen ewechhëlt, well dat jo eigentlech nëmmen duerch de Budget vum Student transitéiert - et gëtt ee se aus bei der Inscriptioun, et kritt ee se bis 3.700 vum Stat zréck -, dann huet een hei am maximale Fall, wann een all déi Bourssen an all déi Prêten do ka bezéien, 14.000 Euro d'Joer. An dat sinn 1.000 Euro méi wéi dat, wat haut jiddweree ka kréien, nämlech 13.000 Euro d'Joer.

Wann een dann awer och emol eng Kéier kuckt, wat jiddwereen eigentlech haut ka kréien, wann en hei zu Lëtzebuerg studéiert, da sinn dat 2.000 Euro Bourse de base, et sinn déi 3.000 Euro entweder Bourse sociale oder de Prêt, et sinn déi 6.500 Euro Prêt, da kënnt een op e Montant vun 11.500 Euro plus nach eng Kéier d'Droits d'inscription, plus eventuell nach déi 1.000 Euro zousätzlech. Wann ech am Ausland studéieren, da sinn et nach eng Kéier déi 2.000 Euro zousätzlech als Bourse de mobilité, also insgesamt 13.500 Euro plus d'Droits d'inscription, also do scho méi wéi dat, wat ee mat der aktueller Regelung ka kréien.

Wuelverstanen, dat ass dat, wat ee wierklech als Geldmoyene pro Joer ka kréien. Méi ee groussen Deel natierlech, dat wëll ech awer derbäisoen, ass dann eventuell e Prêt. Dat hänkt dann, jee nodeems, wou een am sozialen Tableau agestuuft ass, vun der Bourse sociale of. Méi Prêt heescht awer och méi Eegebedeelegung, heescht och e Stéck méi eege Responsabilitéit, heescht och e Stéck sozial Selektivitéit. Well, wann ech mäi Studium packen, dann hunn ech besser Chancen, herno eng Plaz ze kréien, ech hunn och besser Chancen, eng besser bezuelte Plaz ze kréien. Dat gëtt mer och d'Moyenen no enger gewësser Durée, dee Prêt och besser kënnen zréckzebezuelen.

Mir denken, datt mer heiduerch virun allem awer eppes geschafen hunn, woumat jiddweree ka studéiere goen a wou duerch dat, wat effektiv vläicht fir Eenzelner elo ewechfält, keng Situatioun geschafe ginn ass, wou een net méi kéint dat studéiere goen, wat ee wëllt, well virun allem do, wou prezis eppes ewechfält, dat wierklech dann awer Situatioune sinn, wou entweder de Bedarf net esou grouss ass oder wou d'Elteren awer nu wierklech kee Problem dierften hunn, fir e Stéck wäit besser kënnen ze hëllefen. Wat och eng gesetzlech Verflichtung - ech soen et nach eng Kéier, et ass de Mëtten e puermol gesot ginn - vun den Elteren ass!

Dee Projet hei gëtt jo net esou gestëmmt, wéi en an der initialer Fassung vun der Regierung abruecht ginn ass, d'ailleurs vun der Regierung abruecht ginn ass, mengen ech, no dräi Méint, wou se am Amt war.

Well mer eng gewëssen Urgence haten, hu mer extrem schnell misse schaffen. Ech hunn op ville Plaze gesot, ech soen et och hei nach eng Kéier, datt dee gréisste Regret, deen ech an dësem Dossier hunn, deen ass, datt mer net méi Zäit hate virdrun, fir intensiv ze analyséieren, fir méi e breeden Discours kënnen ze féieren, fir méi ee breeden Débat kënnen ze féieren, an net nëmmen iwwer Geld, wat de Student brauch, mä iwwert d'Studéieren haut an d'Situatioun vun de Studenten haut, d'Perspektive vun de Studenten haut an all déi Froen, op déi och, ech mengen, de Claude Adam méi am Detail agaangen ass, dee gesot huet: Firwat décrochéieren esou vill jonk Leit op der Uni? Firwat komme se zréck? Ass et eng Fro vun Orientatioun? Ass et eng Fro vu Preparatioun? Si se awer ze vill op sech eleng gestallt op deenen eenzelnen Unien? Do bleift nach ganz, ganz vill ze maachen.

Mir hunn awer als Regierung, mengen ech, och deenen nogelauschtert, déi mat eis wollte schwätzen. Mir hunn deenen aneren och nogelauschtert, déi net bei eis komm sinn, déi jo op anere Plazen hir Fuerderungen awer ëmmer erëm artikuléiert hunn. An duerfir huet d'Regierung selwer relativ fréi eng Rei vun Amendementen abruecht.

Do ass et drëms gaangen, fir de maximale Montant vun der Bourse sociale vun 2.500 op 3.000 Euro eropzesetzen. Mir hunn den Tableau vun der Bourse sociale nach eng Kéier komplett geännert gehat, fir déi Spréng, déi dra waren, eng Rei vun Härtefäll also, och auszemäerzen.

Mir hunn dee Complément als Prêt vun der Bourse sociale agefouert, fir wierklech e Stéck méi Onofhängegkeet vum Student ze garantéieren, fir och dat kënnen ze studéieren (veuillez lire: fir och dat kënnen ze studéieren, wat e wëllt), och wann d'Elteren net wëllen hëllefen, vläicht well en eppes studéiert, wat doheem net esou gutt ukënnt.

Mir hunn eng Äntwert fonnt op déi Fro, wat ass, wann der e puer an der Famill studéieren, wat zu enger zousätzlecher, zu enger cumuléierter Belaaschtung vum Portmonni vun den Eltere bäidréit.

A mir waren och d'accord, fir ze soen, datt mer déi Studentewunnengen hei zu Lëtzebuerg - wou mer jo nach e grousse Programm an der Pipeline hunn, fir déi ze schafen - och zougänglech maachen an engem gewësse Contingent fir déi Studenten, déi zwar och schonn e Wunnsëtz hei zu Lëtzebuerg hunn, mä déi méi no, sief et hei an d'Stad oder op Belval wëlle plënneren, fir net all Dag ze vill wäit mussen ze fueren.

Dat sinn der Regierung hir Amendemente gewiescht, mä et si jo och anerer komm. D'CSV huet - ech fannen zwar spéit, mä awer ëmmerhin - Amendemente gemaach, wat ech begréissen. Well et hätt ee sech an dësem Dossier jo kënne verstoppe goen. Et hätt een et och kënnen esou maache wéi déi Lénk: einfach Amendemente bréngen, déi de Budget am Regierungsprojet, dee jo 120 Milliounen d'Joer ausmécht, quasi verduebelt hätten. Mir hunn dat emol eng Kéier iwwert den Daum gerechent: Dat wären 230 Millioune gewiescht, wat déi Lénk proposéiert hunn.

D'CSV bleift ongefeier an deemselwechte Budget, allerdéngs gëtt et awer eng Rei vu gravéierenden Ënnerscheeder. An et ass de Mëtten, mengen ech, och scho vum Eugène Berger gesot ginn: Wa mir als Regierung vu sozialer Selektivitéit schwätzen, dann dréckt dat sech an deem aus, datt mer vum Gesamtmontant, dee mer hei wëllen ausginn u Bourssen, ronn 30% fir déi sozial Bourse ausginn. Der CSV hir Amendemente gesi vir, datt knapps 5% ausgi gi fir de soziale Kritär. Nun, dat schéngt mer awer net eisen Usprëch - op jidde Fall als Majoritéitsparteien an als Regierung - gerecht ze ginn, well mir eben der sozialer Selektivitéit méi eng grouss Plaz wëllen do araumen.

An ech bedaueren et e bëssen, well an de Wahlprogrammer jiddwereen ëmmer erëm vu sozialer Selektivitéit schwätzt, jiddwereen ëmmer erëm seet, datt deen, dee méi muss gehollef kréien, och méi Hëllef muss zegutt hu vum Stat. Hei maache mer et eigentlech fir d'éischte Kéier eng Kéier ganz, ganz prezis. An déi, déi sech verstoppe ginn, dat ass awer erëm eng Kéier d'CSV.

Déi Fro vun der Autonomie, vun der Onofhängegkeet vum Student, déi och vun der CSV... - a se bewaacht jo do e bëssen d'Ierfschaft vum Fränz Biltgen a se hält déi ganz, ganz héich -, muss och vläicht awer eng Kéier ënner engem anere Liicht gekuckt ginn. Virun allem, wann hei gesot gëtt, datt mat där Propos, déi d'CSV gemaach huet, datt mer déi Bourse de base vun 2.000 Euro sollen op 2.750 Euro d'Joer eropsetzen... Dat ass also en Ënnerscheed vun 62,50 Euro de Mount. A wann dat den Ënnerscheed ass vun enger Situatioun, wou d'Autonomie net garantéiert ass, an enger Situatioun fir d'CSV, wou d'Autonomie da komplett garantéiert ass, da muss awer och emol nach eng Kéier ee mer dat doten am Detail virrechnen! Well ech muss Iech soen, ech hunn et eigentlech net verstanen.

Ech wëll och nach eng Kéier relativéieren, datt d'Autonomie vum Student an dee Message, deen Eenzelner do ginn, jo mengen ech net kann heeschen, datt d'Onofhängegkeet vum Student dann erreecht ass, wann een zu honnert Prozent ofhängeg vum Stat ass. Onofhängeg ass een...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- ...och a menger Virstellung, wann een op eegene Féiss steet, a virun allem als jonken Erwuessenen, wann een och derzou erugefouert gëtt, fir lues a lues selwer Verantwortung, och fir sech selwer, ze iwwerhuelen. An da kann een net nëmme vum Stat ëmmer nëmmen eng Hëllef kréien, a jiddwereen d'selwecht, egal ob een déi Hëllef do brauch oder net, egal ob ee selwer en Effort duerfir mécht oder net.

Ech sinn amgaangen an de Schoulen an op villen anere Plazen an op Eltereréuniounen, d'Elteren drun ze erënneren, datt se eng Verantwortung hu fir hir Kanner. An duerfir kann ech dee Message hei net verstoen, an datt e virun allem vun enger CSV kënnt,...

Une voix.- Jo.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- ...déi seet, d'Elteren hu keng Verantwortung méi fir hir Kanner, dann, wa se studéieren!

(Interruptions)

Dat ass nu wierklech e Message, dee kontraproduktiv ass an deen ech vun der CSV eigentlech esou net erwaart hätt!

(Interruptions)

Une voix.- Dat huet kee gesot...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dat huet kee gesot, Här Meisch!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Neen!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Zur Leeschtung, zum Leeschtungsprinzip, dee mer jo an eisem Projet dran hunn, dee mer esou iwwersat hunn, datt mer soen: Deen, dee méi laang studéiert oder vill méi laang studéiert, wéi e misst studéieren, dee kritt herno keng Bourse méi, dee kritt just e Prêt. Mir hätten et aneschters kënne formuléieren. Mir hätte kënne soen: Et kritt een amplaz ee Joer méi laang, also fënnef plus ee Joer fir de Gesamtstudium, de Master, do hätte mer kënne soen, et kritt ee fënnef plus zwee Joer méi laang. A wann een déi fënnef plus zwee agehalen huet, da kritt een nach eng Kéier déi Suen als extra Prime zréck. Dat war jo virdrun esou e System, bis 2010.

(Interruption)

Dann hätte mer herno e Montant vläicht kënnen definéiere vu 7.000 Euro. Mir kéimen op genau deeselwechte System zréck wéi deen, dee mer hei hunn, wou een dann eng Leeschtungsprime hätt kënne ginn. Well virun 2010 war se och just op d'Durée vum Studéiere berechent. A si wär vill méi héich gewiescht wéi dat, wat Dir an Ären Amendementen als Leeschtungsprime ausgewisen hutt. Duerfir kann ech eigentlech och dorobber elo net d'accord si mat Iech, datt eise Projet eigentlech guer kee Leeschtungselement hätt.

Mir hunn driwwer geschwat. Mir sinn der Meenung, datt et schwiereg ass, Leeschtung tel quel ze vergläichen tëscht eenzelnen Unien, tëscht eenzelne Studierichtungen. Do kann een net direkt op eng Benoutung goen. Dat géife mer ongerecht fannen. Duerfir denke mer, datt mer dat am beschte kënne maachen - an et ass jo och am Interessi vum Stat och, wa mer dee Message awer ginn, an et ass och am Interessi vum Student an, ech mengen, och vu sengen Elteren -, wa mer dee Message ginn, datt een net soll ze laang trödelen op der Uni an awer kucken, an enger normaler Zäit respektiv plus ee Joer, wéi mer et hei virgesinn, fäerdeg ze ginn. A mir loosse jo och duerno kee falen. Duerno kann een och nach eng Kéier de Prêt kréien.

D'Chamber huet jo selwer eng Rei vun Amendementen och duerno nach ugeholl, wou een eigentlech kaum diskutéiert ginn ass, dee sécherlech och finanziell Répercussioune wäert hunn, ganz besonnesch fir de Student. Well mir hunn op Urode vum Statsrot d'Notioun vum Revenu total definéiert a mir sinn do zréckgaangen op de Revenu imposable. An elo wëll ech hei kee Cours a Steierrecht halen, mä jiddwereen, deen emol schonn eng Kéier eng Steiererklärung gemaach huet, weess, datt de Revenu imposable däitlech méi niddreg ass wéi säi Bruttoloun.

Wa mer also soen, datt hei een eng Bourse sociale kritt bis 4,5-mol de soziale Mindestloun, wat ronn 8.500 Euro sinn, dann ass dat e Bruttogehalt, wat bal un 11.000 Euro fir déi allermeescht erukënnt. Et ass also bis dohinner, wou mer d'Bourse sociale ausgeweit hunn.

An et ass absolut net ze vergläiche mat deem, wat d'CSV gemaach huet, déi gesot huet, de soziale Kritär, dat ass just dat, wann ech eng Allocation de vie chère kréien,...

Une voix.- Jo.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- ...wou ee quasi de Leit seet: Dir kritt just eppes iwwert de soziale Kritär, wann Der quasi op den Aarmebüro musst goen. Bei eis geet dat vill méi breet an d'Mëttelschicht, well mer och denken, datt ee sozial Selektivitéit net nëmmen esou kann iwwersetzen, datt d'Mëttelschicht ëmmer da bezilt, wann ze bezuelen ass, an ni kann eppes kréien dann, wann eppes ze kréien ass.

Dat ënnerscheet eis och nach eng Kéier fundamental zu deenen Amendemente vun der CSV. Duerfir ass et, mengen ech, net verwonnerlech, datt d'Regierung proposéiert huet, déi an der Kommissioun ofzelehnen. An ech géif déi Propos och haut nach eng Kéier hei widderhuelen.

Wat nach geännert huet par rapport zum Text vun 2010, a ganz besonnesch zu deem Text vu virdrun, dat ass, datt mer jo haut vill méi e prezisen Text hunn. Mir hu Froen hei geregelt, déi wäit iwwert den Domän vum Héichschoulstudium erausginn. Mir hunn eis ëm e Familljerecht op eemol misse bekëmmeren, mir hunn eis ëm Sozialrecht misse bekëmmeren, mir hunn eis ëm Europarecht misse bekëmmeren.

Dat si lauter Froen, déi eigentlech 2010 an och 2013 awer komplett ignoréiert gi sinn. Duerfir hu mer haut sécherlech méi e komplexen Text. Sécherlech ginn och eng Rei vu Froen hei zousätzlech doduerjer opgeworf, déi een an enger einfacher Ried emol eng Kéier hei uewe kann an de Raum stellen, ouni datt direkt eng Äntwert do ass. Ech denken awer, datt deen Text hei der Saach vill méi gerecht gëtt, och vill méi eng grouss rechtlech Sécherheet huet wéi dat, wat mer bis elo haten. An datt den Text vun 2010 déi jo net hat, dat brauch ech hei net nach eng Kéier ze widderhuelen.

D'Madame Hansen huet och d'Fro vum Anticumul opgeworf. Déi beschäftegt mech, a si beschäftegt mech net eréischt zënter deem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff an der Fro, ob d'Lëtzebuerger Kannergeld an dat däitscht „Elterngeld" kënne géinteneen opgerechent ginn.

Ech hat mech virdru gefrot: Wat fir eng Meenung hutt Der dann? Dir hutt se de Mëtte gesot. Och dat wëll ech nach eng Kéier positiv erviirsträichen. Dir hutt hei gesot, datt, wann et esou wär, datt mer keng Garantie hätten, datt mer elo déi Bourse, déi mer ginn, kënne mam Kannergeld am Ausland oprechnen... Wou mer fest wëlles hunn, dat ze maachen, well soss hu mer eng Inegalitéit, an dës Kéier zuongonschte vun deene Studenten, déi hei hire Wunnsëtz hunn, an zugonschte vun deenen, déi een am Ausland hunn.

A mir wëllen dat, mir wëlle se duerfir wierklech maachen. Mir sinn och der Meenung, datt mer se kënne maachen! Well virun allem all déi, déi hei elo stoungen an an de leschte Wochen a Méint gesot hunn, datt ee jo och misst considéréieren, datt d'Kannergeld ewechgefall ass, déi soen domadder jo awer, datt dee Bourssesystem, dee mer hei hunn - an ech mengen, den Här Turpel huet de Statsrot och nach eng Kéier an déi Richtung hei zitéiert -, datt mer domat hei eigentlech e Mix hu vu Leeschtung, dee souwuel op där enger Säit eppes ass, wat d'Kannergeld nach ëmmer zum Deel kompenséiert - och nëmmen zum Deel kompenséiert, jo, mä awer ëmmerhi kompenséiert -, an op där anerer Säit awer dann d'Notioun vun der Bourse huet an hiren eenzelne Composanten. Duerfir wëlle mer dat maachen.

Wann een et awer esou mécht, wéi Dir gesot hutt, Madame Hansen, datt een da soll hei op eng Bourse de base verzichten an d'Kannergeld erëm aféieren, dann hunn ech allerdéngs Är Fiche financière net verstanen. Well dat huet eng Inzidenz. Dat huet eng Inzidenz! Dir gitt domadder méi Geld aus, dat wësst Der jo. Dir gitt domadder vill méi Geld aus wéi haut. Well et ass net esou, datt een dann 2.000 Euro Bourse de base hei sträicht an dann 2.000 Euro jährlech Kannergeld erëm aféiert. Well dee Krees vun deenen, déi se kréien, dat ass e ganz aneren! Haut beschränkt dat sech nämlech eenzeg an eleng op déi...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Minister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Jo?

M. le Président.- D'Madame Hansen freet, ob se...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Oh, wann Der meng Stoppauer unhaalt, Här President, dann ass dat kee Problem fir mech.

M. le Président.- Selbstverständlech. Dir gitt d'selwecht behandelt wéi d'Deputéiert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An ech hunn nach Minutten.

Ech wollt just dorop agoen. Mir hunn dat do net agebaut, well mer jo gesot hunn, mir hätten erwaart, datt déi zwou Saache sollte parallell behandelt ginn: d'Allocations familiales, d'Reform, déi leeft, eben hei parallell zum Kannergeld. A well mir jo net wëssen, wat Dir an deem do denkt, wéi wäit datt Der sidd mat där Reform, konnt ech hei net abauen, datt mer déi Bourse de base hei géife komplett sträichen, well mer net wëssen, wéi dat Kannergeld an Zukunft ausgesäit.

Dofir hat ech och schonn an der Kommissioun gefrot, wann Der déi Iwwerleeunge maacht an déi Bourse de base wier net vergläichbar a mir kënnen den Anticumul net hikréien, da musse mer d'nächst Joer wahrscheinlech schonn erëm eng Kéier un d'Studentebäihëllefen, un dat Gesetz goen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Jo, ech wëll Iech einfach nach eng Kéier soen, Madame Hansen, an deem ganze Rescht vum Plenum, datt, wa mer elo 2.000 Euro Bourse de base sträichen oder iergendeen anere Montant, an deeselwechte Montant féiere mer erëm an als Kannergeld fir déi iwwer 18 Joer, dann huet de Student net méi an net manner. De Lëtzebuerger Stat gëtt et awer méi deier. An duerfir hunn ech dat vermësst an Ärer Fiche financière.

Duerfir verstinn ech eigentlech d'Haltung vun der CSV hei och net, déi gëschter hei de Fiskalpakt gestëmmt huet, déi d'Regierung gelueft huet fir hir Rigueur budgétaire an haut heihinnerkënnt a mat esou engem Saz direkt eng zousätzlech Dépense hei fir de Lëtzebuerger Stat duerch d'Hannerdier…

(Interruption)

…eigentlech géif aféieren. Dat fannen ech nu wierklech net ganz seriö.

(Brouhaha général)

Den Opwand fir de CEDIES ass ernimmt ginn hei. Ech si ganz d'accord domadder. Dat wosste mer vun Ufank un. Mir hunn haut en extrem einfache System. Mir kréie vill méi e komplexe System. Ech war deen Éischten, deen ëmmer do virdru gewarnt huet. Duerfir huet den initialen Text eng Rei vu Saachen net virgesinn. D'Zuel vun de Kanner zum Beispill hu mer aus deem Grond an den initialen Text net erageholl, well mer wollten en einfachen Text behalen. Mir sinn dunn aner Weeër gaangen. Da musse mer wëssen, datt mer d'Moyenen am CEDIES mussen eropsetzen.

Mir sinn awer och amgaangen ze kucken, dat net iwwert dat Noutwendegt eraus mussen ze maachen, andeems mer kucken, dat ze informatiséieren, fir datt mer iwwert de guichet.lu dat méi einfach kënne maachen, an datt mer och kucken, wat d'Aarbechtszäite vläicht am CEDIES sinn, ob mer do net kënne jee no Picen, déi erakomme vun Demanden iwwert d'Joer, méi intensiv dann och schaffen.

Dat probéiere mer ze maachen, fir net onnëtz zousätzlech Leit mussen anzestellen. Mä datt et der méi sinn, dat war vun Ufank un nu jo awer wierklech gewosst.

Ech wëll nach eppes erwähnen, fir einfach just ze weisen, datt d'Lëtzebuerger Studenten, déi, déi heiheem studéieren, an och déi, déi am Ausland studéieren, nun awer wierklech nach ëmmer eng confortabel Situatioun hunn. Dat Éischt, dat ass, soss bräichte mer iwwer Anticumul jo hei guer net ze schwätzen, well soss géif den Anticumul an de Cumul an déi aner Richtung gemaach ginn, nämlech datt déi aner eppes missten dropleeën op d'Studenten, vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen. Mä et geet jo meeschtens an déi aner Richtung, well mir vill méi generéis sinn als Lëtzebuerger Stat wéi all déi aner. Duerfir ass dat jo e grousst Thema fir eis. Dat war virun där Reform hei en Thema, et wäert och duerno nach en Thema bleiwen.

An ech hu mech emol eng Kéier gefrot: Wéi ass et mat deene Wunnengen, déi de Lëtzebuerger Stat zur Verfügung stellt an den auslänneschen Universitéitsstied? Nun, ech kann Iech soen: Do stinn der méi eidel wéi der besat sinn. An déi ginn, mengen ech, zu 180 Euro de Mount zur Verfügung gestallt, wat e ganz räsonabele Präis jo awer ass. An dat schéngt net attraktiv ze si fir esou munche Student. Och dat, mengen ech, sollte mer - a mir hunn eis jo d'Wuert ginn, datt mer sollten iwwert d'Studéieren an d'Konditioune fir d'Studéieren diskutéieren -, och dat hätt ech dann awer gären op deem Ordre du jour.

D'Motioun: Jo, Dir rennt do oppen Dieren an. Ech hunn et an der Kommissioun gesot, datt ech absolut d'accord sinn a selwer Demandeur dovu sinn, déi Analysen ze maachen, déi haut nach ëmmer feelen, deen Débat ze féieren och iwwer aner Punkten ewech. Och iwwert déi Fro vun der Studentevertriedung. Dat ass eppes, wat mer hei jo wierklech gemierkt hunn, datt mer keen offiziellen Interlocuteur hätten. Déi eng, déi si bei eis komm. Déi aner sinn net bei eis komm. Déi hunn awer éischter de Mikro dohinnergehale kritt. Déi eng haten awer, mengen ech, Afloss op den Text, vläicht e bësse méi wéi déi aner. Duerfir musse mer dat och eng Kéier klären. An duerfir sinn ech och frou, datt mer déi Motioun hei hunn an datt mer eigentlech finalement just nach eng hunn an déi d'Ënnerstëtzung vun der Regierung dann och huet.

Ech wëll all deene Merci soen, déi konstruktiv um Text matgeschafft hunn.

(Interruption)

D'ACEL ass e puermol erwähnt ginn, jo, déi waren x-mol bei eis am Ministère. A véier vun deene fënnef Amendemente si ganz staark inspiréiert gi vun der ACEL. Och aner politesch Jugendorganisatiounen hunn eis op eenzel Problemer opmierksam gemaach, an dat ass och net ouni Reaktioun bliwwen. Haut de Mëtte sinn eng ganz Rei vu konstruktive Bäiträg, déi och zukunftsgewannt sinn an op déi mer och solle kucken nach eng Kéier zum gegebenen Zäitpunkt zréckzekommen, hei gefouert ginn.

Ech wëll der Rapportrice e grousse Merci soen, déi gläichzäiteg d'Kommissiounssëtzungen huet misse leeden, wou effektiv alles e bëssen zügeg gaangen ass zum Schluss, mä déi dat ganz gutt gemaach huet.

An ech wëll och eigentlech meng Zefriddenheet ausdrécken iwwert déi vill Jonk, déi op der Strooss waren. Egal ob et der 10.000 oder 17.000 waren, iergendwou wäert d'Wourecht dertëschentleien, mä et waren der ganz vill. An ech soen Iech, datt ech léiwer eng Jugend hunn, déi sech manifestéiert, datt ech léiwer eng Jugend hunn, déi seet: Do hu mer e Problem, mir wëlle ganz kloer, datt eis Interessien hei gehéiert ginn. Dat ass net ouni Reaktioun bliwwen. Ech hu léiwer esou eng Jugend wéi eng Jugend, déi seet: Et ass mer eigentlech alles egal. Si lauschtere souwéisou net op eis. Duerfir war dat éischter e positivt Beispill - och d'Aart a Weis, wéi demonstréiert ginn ass de 25. Abrëll -, wéi och jonk Leit sech kënnen an de politeschen Débat aklénken.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Erzéiungs- an Héichschoulminister. Mir hunn dann zwou Serië vun Amendemente virleien: eng Serie vun Amendemente vun der CSV an eng Serie vun Amendemente vun déi Lénk.

Wann Der dermat d'accord wäert, géif ech Iech proposéieren, fir d'Éischt déi eng Serie vun Amendementen duerchzehuelen an duerno déi aner Serie vun Amendementen duerchzehuelen, eenzel ofzestëmmen an dann duerno de Vote iwwert den Ensembel vum Gesetz ze maachen.

Wann ech richteg verstanen hunn, ass hei net express gefuerdert, dass mer Artikel fir Artikel nach eng Kéier ofstëmmen, wa mer iwwert d'Serie vun den Amendementen ofgestëmmt hunn.

Ass dat esou geduecht? Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Sou ass dat, Här President, jo.

M. le Président.- Da soen ech Iech villmools Merci.

Amendement 1

Mir géifen dann ufänke mam Amendement 1 vun der CSV, deen als Objet huet, den Alinea 1 vum Artikel 1 ofzeänneren, an et geet dobäi ëm d'Schafung vun enger Prime d'encouragement, fir den Effort ze belounen.

Vote sur l'amendement 1

Wie mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo. Wien dergéint ass, stëmmt mat Neen. An de Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 1 ass mat 33 géint 27 Stëmmen ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 1 est rejeté par 34 voix contre et 26 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini; MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 2

Den zweeten Amendement kënnt och vun der CSV an huet als Objet en neien Artikel 3 tëschent den Alineaen 2 an 3 am Artikel 1, an dobäi geet et ëm d'Prozedur, no där d'Prime d'encouragement géif geschafe ginn.

Vote sur l'amendement 2

Nach eng Kéier datselwecht. De Vote ass lancéiert. An déi, déi derfir sinn, stëmme mat

Jo, déi, déi dergéint sinn, mat Neen. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 2 ass mat 33 géint 27 Stëmmen ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 2 est rejeté par 34 voix contre et 26 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 3

Den drëtten Amendement kënnt…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ganz knapp!

M. le Président.- …och vun der CSV an huet als Objet, den Alinea 3 vum Artikel 1 ofzeänneren, fir de maximale Montant vun den Aiden deementspriechend ze adaptéieren, well jo och eng Prime d'encouragement soll geschafe ginn.

Vote sur l'amendement 3

De Vote ass lancéiert. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 3 ass mat 33 Stëmme géint 27 ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 3 est rejeté par 34 voix contre et 26 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 4

De véierten Amendement vun der CSV betrëfft de Punkt 1 vum Paragraph 1 vum Artikel 4, fir deen an deem Sënn ofzeänneren, fir d'Bourse de base ze erhéijen.

(Interruptions diverses)

Okay. Also, alles an der Rei. Et ass scho rektifizéiert.

(Hilarité)

Vote sur l'amendement 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

Also, et ass e Wonner geschitt.

(Hilarité)

Et sinn 28 Jo, 32 Neen. Den Amendement 4 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Et gëtt ëmmer méi knapp, et gëtt ëmmer méi knapp. Et ass gutt, datt se all do sinn.

Une voix.- Mir sinn um gudde Wee. Nach zwee, dann hu mer se.

(Brouhaha général)

Amendement 5

M. le Président.- Den Amendement 5 huet als Objet de Punkt 2 vum Paragraph 1 vum Artikel 4, an do geet et ëm d'Erhéijung vun der Bourse de mobilité.

Vote sur l'amendement 5

De Vote fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Une voix.- 34!

M. le Président.- Also, jo, et gëtt…

(Interruptions)

Et gëtt ëmmer besser. Also 26 Jo an 32 Neen an 2 Abstentiounen. Den Amendement 5 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Richteg.

(Interruptions)

Amendement 6

M. le Président.- Da komme mer zum Amendement 6. Do geet et ëm de Punkt 3 vum Paragraph 1 vum Artikel 4. An do geet et drëm, fir d'Allocation de vie chère als Attributiounsbasis vun der Bourse sociale ze huelen.

Vote sur l'amendement 6

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

26 Jo, 34 Neen. Den Amendement 6 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 8

M. le Président.- Dann den Amendement 8. Do geet et ëm en neien Artikel 5, zwëschen den Artikele 4 a 5. An do geet et méi genee ëm d'Definitioun vun de Konditioune vun der Prime d'encouragement.

Vote sur l'amendement 8

De Vote ass lancéiert, a schonn ofgeschloss.

26 Jo, 34 Neen. Den Amendement 8 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 7

Den Amendement 7 kënnt och vun der CSV an huet als Objet, de Punkt 4 vum Paragraph 1 vum Artikel 4 ze sträichen. Duerch déi nei Formen, déi proposéiert ginn, wär d'Bourse familiale net méi noutwendeg.

Vote sur l'amendement 7

An de Vote ass lancéiert. Déi, déi fir den Amendement sinn, stëmme mat Jo. An déi, déi dergéint sinn,…

Une voix.- Sou ass et gutt.

(Hilarité)

M. le Président.- …mat Neen. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

26 Jo, 32 Neen an 2 Abstentiounen. Den Amendement 7 ass ofgelehnt.

(Interruption)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat ass eng nei Variant.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 9

Da geet et beim Amendement 9, deen de Paragraph 1 vum Artikel 5 betrëfft, drëm, fir de Montant vun de Prête fir déi Studenten, déi net d'Kritäre vun der Bourse sociale erfëllen, eropzesetzen.

Vote sur l'amendement 9

De Vote ass lancéiert. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. An do feelt een. 59 Leit hu sech bedeelegt. 25-mol Jo…

Huet een…?

Une voix.- Et ass net schlëmm.

M. le Président.- …32-mol Neen an 2 Abstentiounen. Den Amendement 9 ass ofgelehnt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir ginn dovunner aus, Här President, datt do ee feelt.

M. le Président.- Jo, mä mir setzen dee bäi.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 9 est rejeté par 32 voix contre, 26 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 10

Beim Amendement 10, och vun der CSV, do geet et drëm, fir de Paragraph 1 vum Artikel 7 ofzeänneren. An do geet et ëm d'Modalitéite vun der Ausbezuelung vun der Prime d'encouragement.

Vote sur l'amendement 10

De Vote ass lancéiert. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

26 Jo, 34 Neen. Den Amendement 10 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot,

Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 11

Den Amendement 11 vun der CSV, deen de Paragraph 2 vum Artikel 9 soll ofänneren an deem Sënn, dass déi Mesures antifraude och géife bei der Prime d'encouragement gëllen.

Vote sur l'amendement 11

De Vote ass lancéiert. Déi perséinlech Stëmmen. Voilà, a mir si fäerdeg mam Vote.

26-mol Jo a 34-mol Neen. Den Amendement 11 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Domat hätte mer iwwert déi Serie vun den Amendemente vun der CSV ofgestëmmt a mir géifen iwwert d'Serie vun Amendementen, déi vun de Lénken abruecht gi sinn, ofstëmmen.

Amendement 12

Den Amendement 12, dat ass also deen éischte vun där neier Serie, do geet et ëm de Paragraph 1 vum Artikel 4, an et geet drëm, fir d'Bourse de base op den Niveau vun den Allocations familiales ze setzen.

Vote sur l'amendement 12

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. An de Vote ass deemnächst fäerdeg, et feelen der nach dräi! Nach zwee. Sou, de Vote ass ofgeschloss. Mat alle 60.

2-mol Jo, 55-mol Neen an 3 Abstentiounen. Domat wär och deen Amendement 12 net ugeholl.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marc Spautz), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 13

Deen nächsten Amendement, dat ass den 13, betrëfft den Alinea 1 vum Paragraph 4 vum Artikel 4. An do géif et drëm goen, fir d'Bourse familiale ofzeschafen, well jo, laut där viregter Propositioun, d'Bourssen op den Niveau vun den Allocations familiales festgesat géife ginn.

Vote sur l'amendement 13

De Vote ass lancéiert. An en ass ofgeschloss.

2-mol Jo, 55-mol Neen, 3 Abstentiounen. Den Amendement 13 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 14

Dann deen nächsten Amendement, dat ass den Amendement 14, betrëfft den Alinea 1 vum Paragraph 3 vum Artikel 4. An do géif et drëm goen, fir als Kritär bei der Bourse sociale den Total vum Revenu disponible ze berücksichtegen.

Vote sur l'amendement 14

An do ass de Vote dann och lancéiert. An elo ass e schonn ofgeschloss.

2-mol Jo, 58-mol Neen. Den Amendement 14 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 15

Dann den Amendement 15, deen de Paragraph 2 vum Artikel 4 betrëfft, an do géif et drëm goen, statt eng Bourse de mobilité ze schafen, d'Frais réels de location ze berücksichtegen.

Vote sur l'amendement 15

De Vote ass un. An en ass eriwwer.

5-mol Jo a 55-mol Neen. Den Amendement 15 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 16

Den Amendement 16 géif en neie Paragraph 3 am Artikel 6 bäisetzen. An do géif et drëm goen, e Médiateur ze schafe fir de Fall, wou Familljen net kéinten oder net wéilten de Student ënnerstëtzen.

Vote sur l'amendement 16

De Vote fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

55-mol Neen, 5-mol Jo. Also ass den Amendement 16 ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Amendement 17

Den Amendement 17 géif en neien Alinea am Paragraph 3 vum Artikel 7 bäisetzen. An do géif et drëm goen, dass, wann d'Certificaten, déi exigéiert sinn, ze spéit géife kommen, ee se och nach kann noreechen.

Vote sur l'amendement 17

Oh, ech war ze séier. De Vote huet ugefaangen. D'Procuratiounen. An de Vote ass ofgeschloss.

An den Amendement 17 ass mat 55 Nee-Stëmme bei 2-mol Jo an 3 Abstentiounen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 18

Dann nach den Amendement 18, och vun déi Lénk, deen de Paragraph 5 vum Artikel 7 an de Paragraph 6 vum Artikel 7 soll ofänneren, fir dass och beim zweete Cycle vun den Etüde kéinte Subventiounen hëllefen an nach e weidert Joer kéint ausbezuelt ginn.

Vote sur l'amendement 18

De Vote fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 18 ass mat 58 Nee-Stëmme bei 2 Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 19

Dee leschten Amendement, dat ass den Amendement 19, dee vun déi Lénk kënnt, huet als Objet, de Paragraph 1 vum Artikel 10 ofzeänneren. An do géif et drëm goen, fir eng paritéitesch Besetzung vun der Commission consultative - paritéitesch Ministère a representativ Studentevereenegungen - ze sécheren.

Vote sur l'amendement 19

De Vote ass lancéiert. An en ass ofgeschloss.

Den Amendement 19 ass mat 55 Nee-Stëmmen, 2-mol Jo an 3 Abstentiounen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Domat wäre mer um Enn vun den Ofstëmmungen iwwert d'Amendementen, a mer géifen iwwergoen zu der Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi 6670, also de gesamten Text.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6670 et dispense du second vote constitutionnel

Also déi, déi domat d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net domat d'accord sinn, mat Neen. An et geet ëm den Ensembel vum Projet.

Plusieurs voix.- Oui!

Une voix.- Här President, oui!

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Also, de Vote ass eriwwer.

De Projet 6670 ass mat 32 Jo-Stëmme bei 28 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty

Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment et négation)

Kënne mer dovun ausgoen, dass datselwecht Ofstëmmungsergebnis géif erauskomme wéi beim Ensembel vum Projet?

(Assentiment)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ënner kengen Ëmstänn!

M. le Président.- Da ginn ech dovun aus, dass mer mat enger Majoritéit, awer enger knapper, d'accord sinn, fir d'Dispens ze ginn.

(Brouhaha général)

Motion 1

Dann hätte mer nach eng Motioun virleien, well déi aner, déi zweet Motioun jo zréckgezu ginn ass, an den Här Turpel als Auteur…

(Brouhaha général)

Neen, neen, neen, déi zréckgezu ginn ass.

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruption)

M. le Président.- Voilà! An dann hunn ech jo op där…

Une voix.- …anerer Säit…

M. le Président.- …d'Motioun, déi vun der Majoritéit abruecht ginn ass, eng Motioun mat dräi Ënnerschréften. Do war d'Ugebuet, ob Vertrieder vun deenen anere Fraktiounen a Sensibilitéite wéilte mat ënnerschreiwen.

Dofir stellen ech d'Fro: Wie wëllt d'Motioun mat ënnerschreiwen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et geet mat enger duer. Et geet jo mat enger duer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, just fir Stellung zu der Motioun ze huelen: Mir kënnen déi Motioun hei matdroen. Mir hunn eng Rei Problemer mat de Considéranten, well u sech, zum Beispill am leschte Considérant, wou jo vun der „orientation efficace" geschwat gëtt, mir gesinn net richteg, wat dat ze dinn huet mat deenen Inviten, mat deenen duerno d'Regierung opgefuerdert gëtt.

Mä par contre muss ech soen, déi Inviten, déi hei stinn an deene verschiddenen Tireten, déi opgezielt sinn, déi schéngen eis logesch ze sinn, déi schéngen eis och wichteg ze sinn. Duerfir, ouni se ze ënnerschreiwen, kënne mer se awer matstëmmen.

M. le Président.- Okay. An d'Regierung huet se schonn ugeholl. Da géif ech…

Une voix.- Wann nach eng Ënnerschréft feelt, Här President, da géif ech se ginn.

(Brouhaha)

Une autre voix.- Mir brauche jo net méi.

M. le Président.- Neen, ech mengen, et feelt keng. Et feelt keng. Mä mir kënnen dat och nach herno maachen, wa Leit nach wëllen ënnerschreiwen, dat ass iwwerhaapt kee Problem.

Vote sur la motion 1

Mä ech froe mech, ob mer hei en elektronesche Vote musse maachen. D'Regierung huet akzeptéiert. Per Handophiewen?

(Assentiment)

Da mengen ech, dass dat dote ganz kloer ass. Dann ass déi Motioun ugeholl.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech soen lech Merci fir déi grouss Disziplin, ginn eis Rendez-vous fir den nächste Mëttwoch a wënschen lech nach e schéinen Owend.

Plusieurs voix.- Merci!

(Fin de la séance publique à 18.56 heures)

SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. le Président*

2. Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- *M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

4. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne
- *M. le Président*

5. Communication
- *M. le Président*

6. Ordre du jour
- *M. le Président*

7. 6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*
- *Mme Diane Adehm (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective
- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Gusty Graas, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts
- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers (M. Alex Bodry intervient), M. Eugène Berger (M. Serge Urbany intervient), M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany (dépôt d'une motion), M. Alex Bodry*
- *Motion 1: M. Alex Bodry, M. Serge Urbany (motion renvoyée en commission)*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

11. Discours de M. le Président
- *M. le Président*

12. Hommage à M. Luc Frieden
- *M. le Président, M. Luc Frieden*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. le Président.- Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Jo, Här President, mir hunn eng Kommunikatioun ze maachen.

2. Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Et ass mer eng grouss Éier, am Numm vun der Regierung a mam Accord vum Grand-Duc dat sougenanntent „Omnibusgesetz" haut ze déposéieren. Dir wësst, dass dat vill diskutéiert ginn ass hei am Land. Ech mengen, dass mer et fäerdegbruecht hunn, an enger Rekordzäit elo e konkrete Projet hei ze élaboréieren, an ech sinn och frou, deen haut kënnen ze deponéieren.

Ech wëll an deem Kontext all deene Ministèren a Verwaltunge Merci soen, déi un dësem Gesetz matgeschafft hunn. Ech sinn iwwerzeegt, dass dëst Gesetz eng grouss Vereinfachung fir d'Bierger an och fir d'Administratioune mat sech bréngt.

6704 *- Projet de loi dite «Omnibus» portant modification:*

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

h) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

i) de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

j) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

k) de l'arrêté royal grand-ducal du 22 octobre 1842, n°1943c/1297, réglant le mode de publication des lois;

et abrogation de:

a) l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.-* Wann ech gelift!

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Merci a ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi, deen un déi zoustänneg Kommissioun wäert weidergeleet ginn.

Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Éier fir mech, och haut däerfen e Gesetzesvirschlag hei an der Chamber ze deponéieren. Dee Gesetzesvirschlag, deen huet als Zil, fir ze verbidden, datt ee kann eng Tenue un hunn, mat där ee ka ganz oder deelweis säi Gesiicht verstoppen. Konkret geet et ëm de Verbuet vun enger Burka oder vun enger Niqab hei am Land.

Bis elo ass dat just um kommunale Plang geregelt. Et ass meng Iwwerzeegung, datt dat eng national Regelung brauch, souwuel aus engem legitimme Sécherheetsinteressi vun der Éffentlechkeet eraus wéi och fir d'Rechter an d'Dignitéit vun de Fraen ze schützen. An deem Sënn soll et och verbuede sinn, datt eng Persoun däerf eng aner Persoun dozou zwéngen, eng Tenue unzedoen, mat där ee ka säi Gesiicht ganz oder deelweis verstoppen.

Schlussendlech geet et och nach drëm, fir ze verhënneren, datt e soziaalt Zesummeliewe kann hei am Land verhënnert ginn.

Dat Gesetz ass an eisen Ae wichteg a richteg. Et ass inspiréiert vun deene respektive franséischen a belsche Gesetzer. Nach viru Kuerzem huet den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter en Uerteel geholl, an deem en drop geschloss huet, datt dat heite konform zur Europäescher Mënscherechtskonventioun ass.

Ech soen Iech Merci.

6705 *- Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal*

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och. Ech ginn dem Här Deputéierten Akt vum Dépôt vun der Proposition de loi.

(La proposition de loi 6705 sera renvoyée à la Conférence des Présidents.)

4. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dann direkt am Ufank vun dëser Sëtzung eisem Deputéiertekolleeg, dem Jean-Claude Juncker, an eiser aller Numm häerzlech félicitéieren. Hien ass gëschter vum Europaparlament mat engem zolitte Resultat als President chargéiert ginn, fir eng nei Kommissioun op d'Been ze stellen, déi sech am Hierscht dem Vote vum Europaparlament wäert stellen.

Am Numm vun eis alleguer wënsche mer him vill Courage an Ausdauer a virun allem eng glécklech Hand bei senger neier Missioun.

(Applaudissements)

5. Communication

Ech wollt dann nach d'Chamber informéieren, dass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Dësch vun dësem Haus deponéiert ass.

Communication du Président - séance publique du 16 juillet 2014

La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

6. Ordre du jour

Den Ordre du jour hutt Der alleguer iwwermëttelt kritt, an ech wollt Iech froen, ob Der mat deem Ordre du jour, wéi e vun der Conférence des Présidents proposéiert ginn ass, d'accord sidd.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert a mir kéinten direkt zu eisem éischte Projet vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6625 iwwert d'Immobilisatioun vun den „actions et parts au porteur". De Riedemodell ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo direkt den honorabele Rapporteur, den Här Guy Arendt.

Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

7. 6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.-* Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, iwwert deen ech Iech de Mëtteg op dëser Plaz de Rapport maachen, ass de 4. Oktober 2013 vum Finanzminister vun deemools déposéiert ginn. D'Regierung huet den 28. Mäerz 2014 eng Serie Amendementer déposéiert. D'Chambre de Commerce huet de Gesetzesprojet den 22. Abrëll 2014 aviséiert, an de 27. Mee 2014 hu souwuel de Conseil de l'Ordre vum Barreau vu Lëtzebuerg wéi och d'Chambre des Notaires hir Avisen eragereecht.

De Statsrot huet säin Avis de 24. Juni 2014 finaliséiert. Den 3. Juli vun dësem Joer huet d'Cofibu (Commission des Finances et du Budget) mech zum Rapporteur ernannt. De Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot sinn an där Sitzung duerchgekuckt ginn an den Dag drop sinn eng Serie Amendementer un de Statsrot weidergeschéckt ginn. Dësen huet säin Avis complémentaire den 11. Juli eraginn, soudass de schréftleche Rapport de 14. Juli an der Kommissioun ugeholl ginn ass.

Här President, mir hunn an eisem Gesellschaftsgesetz vun 1915 zwou Zorten Aktien, déi eng Gesellschaft kann ausstellen.

Et handelt sech zum Éischten ëm d'Actions nominatives, dat heescht, de Propriétaire vun dësen Aktien ass an engem Regëster bei der Gesellschaft, déi d'Aktien ausgestallt huet, agedroen. Bei dësen Aktie gëtt de Besëtz opgrond vun den Androungen am Regëster bewisen.

Zum Zweete kenne mer d'Actions au porteur. Do geet et ëm Aktien, déi net agedroe ginn, mä wou de Besëtz bewise gëtt duerch d'Dokument, also duerch d'Aktien am physesche Pabeier. Also deejéinegen, deen d'Aktien hält, ass de Besëtzer dovun. Dës Aktie wiesselen de Propriétaire, ouni dass d'Gesellschaft, déi se erausginn huet, weess, wou hir Aktie grad dru sinn. A genau hei läit de Problem.

D'Anonymitéit vum Propriétaire kann him d'Méiglechkeet ginn, illegal Geschäfter ze bedreiwen, zum Beispill wann et ëm Blanchiment geet oder ëm Steierbedruch. Et ass quasi onméiglech ze verfollegen, duerch wiem seng Hänn eng Action au porteur gaangen ass, well se schnell an ouni Trace de Propriétaire wiessele kann, dee Propriétaire am Sënn vum Bénéficiaire économique vun der Aktie.

Dës Zort vun Aktie si verschiddene Gremien en Dar am A. An de leschte Joren hunn zum Beispill de GAFI an de Forum mondial eng Rei Recommandatiounen zu de sougenannten Actions au porteur gemaach, méi genau wat d'Informatiounen iwwer hir Propriétairen uginn. Sou huet de Rapport vum Groupe d'action financière, also dem GAFI, vun 2010 recommandéiert, dass Lëtzebuerg Moossnamen ergräife soll, fir d'Transparenz vu Propriétairë vun esou Actions au porteur sécherzestellen.

2011 dunn huet de Rapport d'évaluation vum Forum mondial verlaangt, dass déi Lëtzebuerger Autoritéite bestëmmt Informatiounen iwwert déi effektiv Propriétairë vun esou Aktien zur Verfügung gestallt kréien. 2012 huet sech de GAFI widderholl an zousätzlech a senger Recommandatioun 24 e puer Pisten opgezeechent, déi Lëtzebuerg aschloe kéint, fir sécherzestellen, dass keng Abuse mat den Actions au porteur gedriwwe ginn.

Déi éischt Pist wier, d'Actions au porteur ganz ofzeschafen.

Zweetens kéint een d'Actions au porteur an Actions nominatives convertéieren, also an Aktien, bei deenen den Émetteur zu all Moment weess, wiem se gehéieren, well se do an engem Regëster agedroe sinn.

Déi drëtt Pist ass, fir d'Actions au porteur ze immobiliséieren. Dat heescht, dass se bei engem Gremium hannerluecht ginn, wat dann e Regëster mat den Informatioune vun de jeeweilege Propriétairë féiert.

Schlussendlech gëtt och nach d'Méiglechkeet opgeworf, dass de Propriétaire selwer dem Émetteur matdeelt, dass hien Actions au porteur vun dëser Gesellschaft besëtzt.

Vun dëse véier Optiounen, déi et erlaben, eis Législatioun de Recommandatioune vum GAFI a vum Forum mondial unzepassen, schéngt déi drëtt, also déi mat der Immobilisatioun vun den Actions au porteur, déi rotsamst gewiescht ze sinn, well déi an eisem Text vun der Regierung zréckbehale ginn ass. Doduerch, dass en Dépositaire d'Informatiounen iwwert d'Propriétairë vun dësen Aktien an engem Regëster oplëscht, kréien déi Lëtzebuerger Autoritéiten, zum Beispill wat rechtlech a steierlech Geleeënheeten uginn, en Zougang op dës Donnéeën. Gläichzäiteg ass d'Vertraulechkeet vun dësen Donnéeën awer géintiwwer Drëtte geschützt.

Ech wëll och nach preziséieren, dass een als Propriétaire vun esou Aktien nëmmen Accès op déi Informatiounen huet vun Aktien, vun deenen een och selwer Propriétaire ass.

Bei dëser Optioun géif awer och de Mécanisme de cession änneren. Et kann een also net einfach d'Action au porteur engem anere verkafen, mä deen neie Propriétaire muss dat dann och am Regëster vun der zoustänneger Gesellschaft enregistréiere loossen. Den Dépositaire, deen de Regëster féiert, gëtt vum Émetteur vun der Action au porteur genannt.

Duerch dëse Projet gëtt also haaptsächlech den Artikel 42 vun eisem Gesellschaftsgesetz ëmgeännert. An dësem Kontext huet de Statsrot sech mat der Fro vun der juristescher Qualifikatioun vun esou Aktien auserneegesat, dat heescht mat der Fro, ob d'Action au porteur ënnert dëse Konditiounen nach ëmmer kann als Action au porteur bezeechent ginn oder ob d'Immobilisatioun an engem Regëster net esou wäit geet, dass een an deem Fall net méi wierklech vun enger Action au porteur schwätze kann.

Wann elo d'Cessioun manner flexibel ass, well deen neie Propriétaire sech am Regëster umelle muss, fält net nëmmen den Anonymat ewech, mä och eng Partie vun der Flexibilitéit, wat dëse Finanzproduit ugeet.

No verschiddenen Iwwerleeunge kënnt de Statsrot zu der Konklusioun, dass dëst net de Fall ass, dass d'Immobilisatioun also net dozou féiert, dass d'Natur vun der Action au porteur geännert gëtt.

Ier ech zum Schluss kommen, wollt ech nach kuerz op dräi méi kleng Punkten ze schwätze kommen.

Well d'Immobilisatiounsprozedur sech och op Actions au porteur bezitt, déi vu Fonds d'investissement ausgestallt ginn, stellt dëse Gesetzesprojet och d'Konformitéit mat den Ufuerderunge vun der amerikanescher FATCA-Législatioun sécher. FATCA steet hei fir Foreign Account Tax Compliance Act.

Fir dass d'Immobilisatioun vun den Actions au porteur och wierklech geschitt an e Regëster mat Informatiounen iwwert déi effektiv Propriétairë vun dësem Finanzproduit gehale gëtt, hält de Gesetzestext spezifesch strofrechtlech Sanktioune fest.

Dann ass nach ze soen, dass an dësem Text Iwwergangsdispositioune virgesi sinn, soudass déi Actions au porteur, déi am Moment schonn am Ëmlaf sinn, och an den nächste Méint an esou engem Regëster festgehale kënne ginn. D'Gesellschafte kréie sechs Méint, fir den Dépositaire ze benennen, an d'Actions au porteur, déi de Moment am Ëmlaf sinn, musse bannent 18 Méint agedroe sinn. Geschitt dat net, si Mechanisme virgesinn, fir déi Aktien ze blockéieren.

Här President, mat dësem Gesetzestext passe mir eis Législatioun de Recommandatioune vum GAFI a vum Forum mondial un, soudass mer potenziell illegal Praktiken ënnerbannen. Als grouss Finanzplaz huet Lëtzebuerg nëmmen ze gewannen, wa mir eis den internationale Standarden upassen.

Mir brauchen dësen Text dréngend, fir vun dem GAFI an dem Forum mondial nees als „compliant" kënnen agestuuft ze ginn. Eis aktuell Klassifizéierung stéiert enorm de Lëtzebuerger Finanzmaart. Ech hunn déi lescht Woch op dëser Plaz schonn erkläert, wéi mir déi lëtzebuergesch Finanzplaz op der Weltkaart positionéiere wëllen. De Gesetzesprojet vun haut de Mëtteg dréit säin Deel zu dësem Positionnement bäi.

Et ass ze bemierken allerdéngs, dass mir hei ënner extremem Drock gehandelt hunn, well eng Zäitchen net op Relancë vum GAFI reagéiert ginn ass. A sollt et sech erausstellen, dass den Text nach sollt e bësse mussen ugepasst ginn, misst dat natierlech nach dee Moment gemaach ginn. Mä et ass dréngend, dass mer dësen Text nach virum Summer ënnerdaach kréien, well am Hierscht kënnt erëm eng Evaluatioun vu Lëtzebuerg, an do musse mer onbedéngt als „compliant" agestuuft ginn.

Ech wëll dann awer och nach de Leit aus dem Finanzministère Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Cofibu. Domadder bréngen ech och hei den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Gesetzestext an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass fir d'CSV ageschriwwen den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur a mengem traditionelle Virriedner, dem Guy Arendt, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dat Wichtegst virop, Här Minister: D'CSV wäert dëse Gesetzesprojet stëmmen. Et ass nämlech e Plus fir den Image vun eisem Land an et ass virun allem e Plus um Niveau vun der Transparenz vun eiser Banken- a Finanzplaz. Ech wëll och als CSV-Fraktioun ausdrécklech soen, dass mir et begréissen, dass déi aktuell Regierung d'Approche, déi de fréiere Finanzminister, de Luc Frieden, an dësem net einfachen Dossier gewielt huet, eent zu eent weidergefouert huet.

Mir sinn net op de Wee gaangen, fir d'Actions au porteur einfach ofzeschafen, mä de fréiere Projet, deen op dem Dësch louch, deen hat virgesinn, an dat ass och elo weidergefouert ginn, dass déi Actions au porteur an en Aktieregëster missten ageschriwwe ginn, soudass mer eigentlech elo no dem Gesetz vun 2012 iwwert d'Titres dématérialisés dräi Zorte vun Aktien hunn, nämlech Actions au porteur ënnert dëser Form, Titres nominatifs an Titres dématérialisés.

Wat mer eigentlech mat där subtiler Léisung färdegbruecht hunn, dat ass, dass engersäits de Schutz vun der Privatsphär vun deem eenzelnen Aktionär respektéiert gëtt, an anerersäits gi mer awer och alleguerten deene staatlechen Autoritéiten, de Steier-, mä och de Justizautoritéiten, wann et néideg ass, déi néideg Mëttelen, fir dass si hire staatsrechtlechen Handlunge kënnen nogoen.

Mir hunn et eigentlech iwwert déi lescht véier, fënnef Joer ëmmer schnell färdegbruecht - an dat ënnersträicht och, de Guy Arendt huet et virdru gesot, dee gudde Beamtenapparat, deen a wichtege Ministèren ass, souwuel an de Finanze wéi an der Justiz -, fir dass mer déi Upassungen, déi de GAFI gefuerdert huet, ëmmer an engem Rekordtempo eigentlech iwwert d'Bühn kruten.

Dat war an der Summervakanz 2010, wou mer ganz vill Upassunge gemaach hunn am Gesetz iwwert d'Entraide judiciaire. Dat waren Upassungen um Niveau vun der Finanzkriminalitéit, nei Strofhandlungen hu mer agefouert, Duebelbesteierungsofkommessen, bis haut zu dem Gesetz iwwert d'Actions au porteur.

Et ass richteg, wann ee seet, dass dat hei wuel eng déif gräifend Ännerung ass par rapport zu dem Gesetz iwwert d'Handelsgesellschaft vun 1915, an doriwwer eraus ass et och e groussen Aschnëtt an eigentlech traditionell Prinzipien, déi mer kennen am Zivilrecht.

Ma bis elo hu mer nach ëmmer kannt déi sougenannt „Traditio" oder déi Tradition manuelle, mat all deene verbonnene Rechter. Zum Beispill, wann een en Titer iwwergëtt, dann huet een automatesch domadder d'Recht, wat un deen Titer gebonnen ass, iwwermëttelt mat enger einfacher, onformalistescher Form. Eigentlech zivilrechtlech Adagen, déi d'Leit kennen - «en fait de meubles, possession vaut titre» -, déi gi mat deem heite Gesetz, wat d'Aktien ubelaangt, an e ganz anert Liicht gesat.

Datselwecht zielt, an ech mengen, do ass och nach net alles giess, fir déi sougenannt Titren, déi een „en gage" gëtt, respektiv d'Saisien, déi

herno mussen oder eventuell musse gemaach ginn op eenzel Titren.

Firwat ass dëse Projet awer eng gutt Saach? Wou en dach engersäits awer eng gewëssen Aschränkung mécht vun enger Flexibilitéit, déi op eiser Plaz ëmmer geherrscht huet - de Guy Arendt huet et virdru gesot -; dat huet et eigentlech relativ onkomplizéiert engem erlaabt, fir de Contrôle vun enger Gesellschaft respektiv d'Inhaber vun enger Gesellschaft ze wiesselen. Och domadder gouf an der Vergaangenheet, zu Recht oder zu Onrecht, ëmmer dobaussen e bësse Reklamm gemaach.

Mä et gëtt awer och eng Rei vun neien Opportunitéiten. Firwat? Mä well déi sougenannten „professions réglementées" aus dem Gesetz iwwert de Finanzsecteur, och d'Affekoten, d'Notairen, d'Experts-comptables, d'Family Officen, well déi eigentlech d'Méiglechkeet kréien, fir déi sougenannten „Aktieregësteren" ze halen.

An ech mengen, do stellt sech eng konkret Fro, wou de Barreau eigentlech drop higewisen huet: Wéi ass et, wann eng Saisie soll gemaach ginn, zum Beispill bei engem Affekot, deen dem Gesetz oder de Bestëmmunge vum Artikel 458 vum Beruffsgeheimnis ënnerläit? Wéi muss dat gemaach ginn?

De Barreau huet op déi Situatioun higewisen. Ech weess net, ob de Gesetzesprojet bis an de leschten Detail deem Rechnung dréit.

Dann ass et awer och esou, dass dëse Gesetzesprojet, muss een éierlech soen, net onbedéngt vu Muttwëll ass. Ech hunn iwwert de Weekend eng Jurisprudenz gelies vun enger franséischer Cour de cassation:

Et ass esou, dass zum Deel Lëtzebuerger Gesellschaften, SAen, gebraucht goufen, fir Immeublen a Frankräich ze hunn. An a Frankräich ass et esou, dass een do, eng Gesellschaft, all Joers 3% vun der Valeur vénale, also dem Verkafswäert vun deem Immeubel, misst als Tax bezuelen. Jo, wat ass da geschitt? Déi Gesellschaften hu gemengt, si missten dat net bezuelen, well et brauch een a Frankräich déi Tax net ze bezuelen, vereinfacht gesot, wann de sougenannten „bénéficiaire économique" vun der Gesellschaft de Steierautoritéiten a Frankräich matgedeelt gëtt.

De Problem war awer deen, dass déi franséisch Finanzautoritéite bis hin zur franséischer Cour de cassation nëmme ganz restriktiv d'Moyens de preuve akzeptéiert hunn, fir ze beweisen, dass déi Inhaber respektiv déi Titulairë vun den Actions au porteur gewiesselt haten. Déi hunn einfach gesot: „Jo, Dir musst eis dat da beweise mat enger Aschreiwung an engem Aktieregëster", wat et fir déi doten Aktien net gouf. Mat dem Resultat, dass do Eenzelner, zu Recht oder zu Onrecht, bäigelaf sinn, well dann hate se no enger Zäit, wou se am Litige ware mam franséische Fisc, dann hate se alt fir e puer Joer - siwe mol dräi Joer - déi Tax nozebezuelen, an zum Schluss koum dann och nach eng steierlech Strof vu 40% derbäi. Dann ass eigentlech dat, wat se gutt gemengt haten, fir dat laanscht d'Steieren ze schleisen, dann ass dat net méi gaangen.

Zum Schluss, Här President, mengen ech, dass mer mat der Hëllef vun de Leit aus dem Finanzministère, déi hei wierklech gutt Aarbecht geleescht hunn, et wäerte fäerdegbréngen, dass dee Gesetzesprojet hei am Hierscht kann a Kraaft sinn.

Ech mengen, et sollt een awer net onverschwiege loossen, dass eng Rei Observatiounen an engem leschten Avis complémentaire vum Statsrot gemaach goufen, déi op verschidden - loosse mer soen - Lacunen oder Onzoulänglechkeeten an dem aktuelle Gesetzesprojet nach hiweisen. Als CSV deele mir zum Deel déi Bedenken, déi de Conseil d'État do opgeworf huet.

An eng Fro, Här Minister, dat schéngt mer déi ze si vun der sougenannter „Iwwergangsphas". Well de Gesetzesprojet gesäit vir, dass no enger Iwwergangsphas vun 18 Méint, wann en Titulaire vun enger Action au porteur se net an den Aktieregëster ageschriwwen huet, dass dann déi Aktien null sinn. Null sinn! Mat der Konsequenz, dass déi Gesellschaft muss eng Reduktioun vun dem Kapital maachen.

Dat ass am Gesetz virgesinn, mä dat muss awer nach dann an der Praxis an op dem praktesche Plang vun där Gesellschaft bewerkstellegt ginn. An d'Fro ass awer déi: Wat geschitt, wann duerch Ëmstänn, zum Beispill, dass net déi néideg Majoritéite méi do wieren, dat net gemaach gëtt? Da sinn déi Aktien zwar annulléiert iwwert d'Gesetz, mä wéi ass et mat der Reduktioun vum Kapital, déi dann nach net gemaach ginn ass?

Elo ass meng konkret Fro: Gesäit do de Minister en Awierke vun dem Artikel 203 aus dem Gesetz iwwert d'Handelsgesellschaften, dat déi sougenannten „dissolution judiciaire" virgesäit, nämlech d'Opléisung vun esou enger Gesellschaft, vu dass se sech net konforméiert mat den Dispositioune vun eisem Handelsgesetz, mat alle Konsequenzen, déi dat géif mat sech bréngen?

Fir de Rescht, Här President, nach eng lescht Suggestioun vun der CSV-Fraktioun: Dat hei concernéiert eng ganz Rei och vu klenge Betriber, déi zum Beispill an der Hand vu Mëttelständler sinn, oder vu klenge Familljebetriber, an ech mengen, et wier ubruecht, vu dass et eng gréisser Ëmännerung vun eisem Aktiegesetz ass, mat alle Konsequenzen, déi dat beinhalt, dass een déi néideg Publicitéit mécht, an dat zesumme mat de Patronatsorganisatiounen, fir dass d'Leit op déi Ëmännerunge vum Gesetz opmierksam gemaach ginn.

Fir de Rescht, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot fir d'LSAP. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Och ech géif gäre menge mëttlerweil och traditionelle Virriedner da Merci soen, en particulier dem Guy Arendt fir erëm eng Kéier säi ganz gudden an ausféierleche Rapport zu dësem Projet de loi. Ech mengen, et ass villes gesot ginn. Ech géif just gären op zwee Punkten agoen, een e bësse méi techneschen, awer mat reellen Implikatioune fir d'Finanzplaz. Ech mengen, de Gilles Roth huet schonn an e bësse méi generellen Termen Allusioun dorop gemaach. An deen zweeten ass vläicht e bësse méi eng fundamental Observatioun.

Dëse Projet de loi gesäit eng strofrechtlech Sanktioun vir fir déi Administrateure vu Gesellschaften, déi nominativ Regësteren hunn, am Fall wou se keen esou e Regëster op hirem Sëtz, op hirem soziale Siège halen. An et muss ee wëssen, dass et à l'heure actuelle eng gängeg Praxis ass, dass eng ganz Rei esou Gesellschaften, haaptsächlech am Fongeberäich, just dat maachen. Dat heescht, et sinn eng ganz Rei Gesellschaften, déi just eng Kopie hu vun deem Regëster, mä wou de Regëster en réalité bei engem Dépositaire gehale gëtt.

Dat ass insbesonnesch de Fall bei méi grousse Fongen, dat heescht, bei deenen, wou relativ vill Volume ass, wou d'Parten oft d'Hand wiesselen. Déi Fonge sinn haut u sech an enger Situatioun, wann dat Gesetz bis kënnt, dass se en porte-à-faux si par rapport zu hiren Obligatiounen ënnert dësem Gesetz, an zwar ënner enger strofrechtlecher Mesure.

Dëst ass ëmsou méi problematesch, well mer hei keng Disposition transitoire hunn, dat heescht, dat Gesetz ass d'application immédiate dräi Deeg no senger Publikatioun, soudass mer hei u sech da fir déi Fonge sous forme nominative keng besonnesch gutt Situatioun hunn.

Dëst ass ze bedaueren, well mer net kohärent si par rapport zum Traitement fir d'Actions au porteur. Dat heescht, do hu mer jo d'Méiglechkeet elo am Artikel 42, fir déi Actions au porteur ze hannerleeë bei engem Dépositaire, deen déi dann enregistréiert. Och déi Mesure, och déi Dispositioun ass strofrechtlech beluecht, mä et kann ee sech natierlech där entleedegen doduerch, dass een dat bei engem Dépositaire tiers mécht. Déi Méiglechkeet gëtt et net bei den Actions nominatives, an dat muss ee bedaueren.

Ech mengen, dass dat wierklech e Punkt wär, iwwert deen ee schnell sollt nodenken a wou ee schnell da sollt mat enger Opbesserung kommen zu dësem Projet de loi, fir och do e Parallelismus an eng Kohärenz ze schafe par rapport zu där Situatioun.

Ech verstinn, dass de Finanzministère, deen hei iwwregens eng ganz gutt Aarbecht geleescht huet, elo net méi wollt un deen Text goen, well se gefaart hunn, dass een doduerch net méi GAFI-compliant wär. Mä ech mengen, dat hei ass eng Mesure de législation nationale, wou ech elo net mengen de prime abord, dass een aus dem GAFI sengem Kader géif erausfalen.

Eng zweet Observatioun - an do nach eng Kéier, ouni iergendengem e Reproche ze maachen, insbesonnesch net de Leit aus dem Finanzministère - ass déi, dass mer hei erëm eng Kéier u sech reagéieren. Dat heescht, mir sinn, wéi 2010 mat der GAFI-Klassifikatioun ënnert där „liste grise", hei erëm eng Kéier an der Reaktioun.

An déi Reaktioun ass schnell, déi Reaktioun ass gutt, si ass appropriéiert, do ass näischt ze soen. Mä ech géif mer wënschen, dass mer kéinte méi eng kohärent Politik maachen a vläicht méi eng wäitsiichteg Politik, well déi GAFI-Reviewen, déi Peer-Reviewen och vum Forum mondial verlafe jo elo u sech no prévisibele Rasteren. Mir wëssen, wat déi Leit kucken, mir wëssen, wourop se kucken. An ech mengen, dass dat Saache sinn, déi ee vläicht kéint besser plangen a wou ee vläicht mat méi Preparatioun, vläicht mat enger besserer Négociatioun kéint e bessert Resultat erreechen, soudass mer net an d'Labränte geroden an dass mer net erëm all Kéiers musse reagéieren op esou Situatiounen.

Ech géif mer wënschen, dass mer kënfteg als Land géife méi proaktiv an deenen Dossiere schaffen, dass mer et géife fäerdegbréngen, eng strategesch an eng holistesch Iwwerleeung hinzekréien, och op laang Siicht, wou mer higi mat eiser Finanzplaz, wat fir eng Secteure mer privilegéieren, zesumme mat den Acteuren a fir d'Acteure vun der Finanzplaz, mä och fir d'ganzt Land, fir jiddwerengem méi Planungssécherheet ze ginn.

Dëst gesot, géif ech trotzdeem dann den Accord bréngen vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi, deen e wichtege Projet de loi ass, justement fir eis Finanzplaz, fir eisen Image ze verbessere par rapport zu deenen Actions au porteur an och fir eist Land aus deem schlechte Klassement vum Forum mondial erauszekréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Fayot. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox fir déi gréng.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wëll am Virfeld direkt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport hei, souwuel schréftlech wéi mëndlech, an ech wëll dat ënnerstëtzen, wat mäi Virriedner hei gesot huet.

Effektiv musse mer kucken, dass mer, besonnesch eis Finanzwelt, méi séier reagéieren a méi anticipéieren, net dass mer ëmmer hannendrulafen. An dofir kann ech nëmmen dat nach eng Kéier ënnerstëtzen, wat mäi Virriedner gesot huet, an ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kox. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, léif Kolleegen, mir begréisse ganz ausdrécklech dëse Projet, deen eiser Finanzplaz hëlleft, „fully compliant" ze ginn, wéi mer dat nennen.

Et ass just schued, datt duerch déi bësselchen Hetz an der legislativer Ausaarbechtung et net méiglech war, deene ganz interessante Froen a Suggestioune vum Statsrot vollkomme Rechnung ze droen.

Trotzdeem denken ech, datt et richteg ass, dee Projet haut ze stëmmen, mä mir hoffen, datt an engem Nofolgegesetz déi opgeworfe Froe kënnen an engem positive Sënn fir eis Finanzplaz reglementéiert ginn. An ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Reding. Nächste Riedner ass den Här Turpel fir déi Lénk.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Merci. Mir stelle fest, datt hei, wat d'Emsetzung vun de Recommandatiounen ugeet, wierklech den absolute Minimum just gemaach gëtt, fir datt et iwwerhaapt nach konform ass. Déi sinn net vu Muttwëll - den Här Roth huet dat illustréiert -, mat all deenen Abusen, déi do gemaach gi sinn. Mir sinn awer der Meenung, dat geet net duer.

Aner Länner schafen d'Actions au porteur of - Japan, Holland, Kanada -, oder fréiere se an, wéi Südafrika, wéi Panama, wéi Hongkong, oder schränke se drastesch an, Dänemark an anerer och.

Et ass och guer net kloer, wéi laang datt dat doten iwwerhaapt nach hält, weder juristesch nach wat d'Recommandatioune vum Forum mondial ugeet. A mir mengen, dat géif net duergoen, a mir stëmmen do dergéint.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'Éischt géif ech gär dem Rapporteur Guy Arendt villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht, deen, mengen ech, déi essenziell Punkten ënnerstrach huet. Ech géif och gären ënnersträichen, dass déi Aarbecht hei, déi ganz komplex war a ganz rapid geschitt ass, d'Fruucht vun enger Zesummenaarbecht ass tëschent dem Finanzminister an dem Justizminister, deen och haut hei ass, woufir ech him och wëll Merci soen, an och senge Beamten, déi an där ganzer Matière hei, déi ganz juristesch a ganz technesch ass, hervorragend matgeschafft hunn.

Ech soen direkt am Viraus, dass ech mech freeën, dass mer esou eng breet Majoritéit hei hunn, am Intérêt vun der Place financière, wat net verhënnert, dass ech awer wëll ganz e bëssen iwwert den Historique schwätzen, wéi dat alles gaangen ass.

Ech hu mer aacht Datumen hei opgeschriwwen, fir dass jiddweree sech och sollt bewosst sinn, dass dat alles net vum Himmel gefall ass, déi Notation négative, déi mer am Forum mondial kruten, an dass et do eng Rëtsch Virwarnzeeche gouf, déi vläicht net all richteg wouergeholl gi sinn.

Den 19. Februar 2010 huet de GAFI erëm eng Kéier bestätegt, dass d'Actions au porteur an d'Parts au porteur e Problem wieren. En hat dat schonn 2003 gemaach, en huet dat 2010 bekräftegt. Am September 2011 huet de Forum mondial - 2011, September - gesot: «Le Luxembourg n'assure pas l'identification des détenteurs de titres au porteur des sociétés anonymes et autres sociétés en toutes circonstances.» Dat ass eng ganz breet Formel, déi mer vläicht ënnerschätzt hunn. Am Februar 2012 kënnt eng nei Versioun vun de Recommandatioune vum GAFI eraus, wou justement d'Actions au porteur an d'Parts au porteur ënnerstrach ginn. Ech liesen Iech dat net vir. Dat ass elo d'Nummer 24.

An dann huet déi viregt Regierung de 4. Oktober 2013, dat ass also een, zwee Joer nodeem all déi Signaler opgaange sinn, e Projet de loi déposéiert. Dat ass deen, vun deem mer haut schwätzen. Deen ass awer och amendéiert ginn de 4. Oktober. Den 22. November - dat heescht, dat si sechs Wochen duerno - huet de Forum mondial gesot, dass mer net konform wieren, dass mer „non-compliant" wieren. Ech ka mech gutt erënneren, wéi ech do dës Fonctiounen iwwerholl hunn de 4. Dezember als Finanzminister, dass dat meng alleréischt Suerg war, wéi mer deene Kritike vum Forum mondial sollten entgéintwierken.

Ech mengen, dass mer wahrscheinlech zu Lëtzebuerg ze lues geschalt hunn oder dat ënnerschat hunn. Ech si frou, haut festzestellen, dass mer eis eens sinn, dass mer ganz séier mussen handelen.

D'Regierung huet de 5. Dezember, een Dag no der Assermentatioun, e Sechspunkteplang adoptéiert, wéi mer mussen agéieren, fir vun där Lëscht vum Forum mondial erofzekommen, wou ee muss wëssen, dass deen heite Projet de loi vläicht deen allerwesentlechste Punkt ass, firwat mer als „non conforme" agestuuft gi sinn.

De Projet, den Urprojet vun der viregter Regierung ass och un de Forum mondial geschéckt ginn, an de Forum mondial huet den 10. Februar 2014 eis Remarquë gemaach an eis gesot, dass d'Dispositions transitoires, déi am ursprëngleche Gesetz virgesi waren, vill ze laang wieren an dass, wa mer déi Perioden esou laang géife loossen, mer nach ëmmer net konform wieren. An dat erkläert, firwat den 28. Mäerz dës Regierung dann eben Amendementer erabruecht huet an déi Délaien, iwwert déi mer elo e bësse geschwat hunn, immens gekierzt huet, wat wesentlech ass, fir konform ze sinn!

Déi viregt Regierung huet agéiert, wahrscheinlech e bësse spéit. Déi nei Regierung huet dat opgegraff a versicht, esou séier wéi méiglech dat ze adaptéieren, fir dass mer muer kënne konform sinn. Mir mussen évitéieren, dass mer eng Absence de transparence hunn op deenen Aktiounen, well dat Blanchimenten an aner Prozeduren erlaabt, wat mer natierlech net kënne verteidegen.

Wat elo d'Urgence ubelaangt vum Projet de loi, wollt ech dräi Saachen ënnersträichen.

Éischtens sinn ech ganz frou, dass de President an d'Chamber d'accord waren, dass mer dat heiten nach virun der Summervakanz kënne stëmmen. Dat ass wierklech eng Urgenz gewiescht, well wa mer dat haut stëmmen, da kënne mer dat an de Rapport de suivi vum GAFI a vun dem Forum mondial erabréngen, déi dat an der Mëtt vum Joer maachen. An do kréie mer natierlech méi e positiven Impakt doduerch, dass mer dat elo nach virum Summer stëmmen, wéi wa mer bis Oktober gewaart hätten.

Den zweete Punkt ass, an dat ass e wesentlechen, op deen ech nach oft wäert zréckkommen: Et geet haut net méi duer, dass mir Gesetzer stëmmen, déi formell an der Rei sinn. Si mussen och kënnen applicabel sinn. An de GAFI souwuel wéi de Forum mondial begnüge sech net domat ze soen: „Ah, Dir hutt jo elo e Gesetz gestëmmt, da sidd Der jo elo an der Rei." Si soen eis: „Wéi oft ass dat Gesetz appli-

zéiert ginn? Gräift dat Gesetz?" An domat hu mer eis vill hei beschäftegt.

Deen drëtte Punkt ass, mengen ech, och ganz wesentlech, well doduerch, dass mir elo op déi Lëscht komm si vu Länner, déi net konform sinn, riskéiere mer e Problem ze hu mat den internationale finanziellen Organisatiounen, wéi d'BEI, d'Banque Mondiale, d'BERD zu London, déi soen, wa Lëtzebuerg op där Lëscht bleift mat „non conforme", da kéinte se eis Finanzplaz à terme iwwerhaapt net méi gebrauchen.

Also dat ass e phenomeenalen Drock, deem mer do ausgesat sinn, wat erkläert, firwat mer alles gemaach hunn, fir séier virunzekommen. Mir hunn eng Période de grâce verhandelt mat all deenen Organisatiounen, an déi leeft am Ufank vum nächste Joer aus. Aus all deene Grënn war et extrem urgent.

De Spriecher vun der CSV, den Här Roth, huet gesot, mir hätten dat eent zu eent iwwerholl. Ech kann dat fir verschidden, fir grouss Linnen effektiv confirméieren. Haaptsächlech déi Pist vun der Immobilisatioun schéngt eis déi bescht ze sinn. An dat war déi, déi am viregte Projet de loi dra war. Dat heescht, mir hunn och nach eng gewësse Confidentialitéit - net jiddweree kënnt un déi Informatiounen erun -, mä mir hunn déi néideg Transparenz, fir dass déi, déi musse wëssen, wien de Propriétaire ass, et wëssen.

Ech wëll och, wéi den Här Roth dat richteg ënnerstrach huet, de Fonctionnairë souwuel am Finanzministère wéi och am Justizministère Merci soen, well si hunn effektiv hei am Expresstempo geschafft.

D'Inscription au registre ass de wichtege Schrëtt, an do muss ee kucken, wat fir eng Konditiounen den Dépositaire muss erfëllen. Dat steet am Gesetz dran. An duerfir, wa mer do Oplackerunge wëllen, do si jo verschidden Allusiounen drop gemaach ginn: Mir si bereet, dorop anzegoen. Mir mussen ëmmer kucken, dass et konform ass zum GAFI an zum Forum mondial.

Vläicht dann e Wuert zu der Période transitoire, wat en fait de Kärpunkt vum Projet ass: Do hu mer d'Délaien, déi am Ursprongstext dra waren, immens gekierzt. Dat heescht, dass éischtens emol d'Couverture ganz breet ass. Dat riicht sech un d'Société-anonymen, et riicht sech un SCAen, donc d'Sociétés en commandite par actions, et riicht sech awer och un d'Fonds d'investissement. An do kënne mer eis jo gutt virstellen, dass dat e ganz breeden Impakt zu Lëtzebuerg huet.

Ech wëll och ënnersträichen, dass et sech net un d'Obligations au porteur riicht. Also d'Obligations au porteur sinn hei net viséiert.

Ech géif gär der Cofibu (Commission des Finances et du Budget) an hirem President, dem Eugène Berger, villmools Merci soen, well déi hunn hei Akrobatië gemaach, fir dass mer esou vill Sëtzunge konnte maache wéi néideg, an am Hin an Hier mam Conseil d'État den Terrain geglätt, fir dass mer haut hei zurzäit dat kënne maachen.

Mir hu relativ zum Schluss vun der Ligne droite den Text nach verschäerft, andeem mer Obligatiounen, déi cotéiert sinn, och ënnert de Präbbeli vun dëser Législatioun geholl hunn, wat mer am Ufank wollten ausschléissen, fir totalement konform ze sinn zum GAFI an zum Global Forum.

D'Sanktiounen, déi hu mer aus Grënn vum Parallelismus mat normalen Aktie mat och penale Sanktioune bestéckt, wat och eng Rëtsch Problemer opgeworf huet, mä op déi mer nach vläicht kënne méi spéit eng Kéier zréckkommen.

D'Dispositions transitoires sinn also esou, dass d'Gesellschaft, déi esou Actions au porteur erausginn huet, déi muss an engem Délai vu sechs Méint immobiliséieren. An d'Détenteure vun esou Aktiounen hunn dann 18 Méint, fir sech ze deklaréieren.

Ech mengen, dass mer och do eng Responsabilitéit hunn als Pouvoir public, an deenen nächste Wochen a Méint genuch Publicitéit iwwert dëst Gesetz ze maachen, fir dass jiddwereen och gewuer gëtt, dass Lëtzebuerg do seng Législatioun changéiert huet.

Als Konklusioun, Här President: Dat heite Gesetz ass ee vun de wichtegste Punkten, vläicht dee wichtegste Punkt op dem Wee, fir erëm konform ze gi par rapport zum Forum mondial, dem Global Forum op där enger Säit an och muer dem GAFI. Mir hu misse relativ séier handelen. Duerfir sinn och déi eng oder déi aner Punkte vläicht nach net honnertprozenteg kloer oder hu Konsequenzen, déi mer nach net komplett duerchduecht hunn.

Mä dat Wesentlecht war, dass mer séier virukommen, soudass ech ganz gären eng Rëtsch vu Virschléi, déi haut hei gemaach gi si vu ville Parteien, wëll mat op de Wee huelen an dat alles checken a kucken, wéi mer et kënne verbesseren, ouni natierlech d'Konformitéit mat de Regele vum GAFI a vum Forum mondial a Fro ze stellen.

Ech géif gären och zum Schluss soen, dass et ganz richteg ass, wat den Deputéierte Fayot gesot huet. Mir sollen évitéieren, ëmmer nëmme reaktiv ze sinn. Well souguer wa mer hei elo ganz gutt schaffen, da kréie mer net immens groussgeschriwwen, dass mer elo endlech konform sinn. An ech hat dat, mengen ech, op dëser Tribün schonn eng Kéier gesot: Mir sinn amgaangen, alleguerten d'Regele vum GAFI zesumme mam Justizminister a mat sengen Équipen duerchzekucken, fir ze évitéieren, an Zuchzwang ze kommen, fir ze évitéieren, musse reaktiv ze sinn a fir proaktiv d'Saachen ëmzesetzen.

Ech muss soen, a menge Gespréicher mat der Finanzplaz a mat hiren Acteuren ass e Bewosstsäin elo opkomm, dass mer all Intérêt hunn, séier ze handelen, preventiv ze handele wéi reaktiv ze handelen. An duerfir freeën ech mech, dass mer haut hei esou eng breet Majoritéit hunn, fir deen heite Gesetzestext ze adoptéieren.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Pierre Gramegna.

Mir sinn elo um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6625 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6625 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6625 ass mat 58 Jo-Stëmmen, géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech IechMerci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet 6535. Do geet et ëm eng Rei vun Ëmännerungen um Gesetz iwwert de Filmfong, iwwert d'Förderung vun der audiovisueller Produktioun. An d'Wuert huet d'Madame Rapportrice, d'Madame Simone Beissel.

Madame Beissel, wann ech gelift.

8. 6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'audiovisuell Produktioun, a virun allem d'Filmproduktioun, huet an de leschte Joren hei zu Lëtzebuerg eng ganz rasant Entwécklung matgemaach. Lëtzebuerg huet et a kuerzer Zäit fäerdegbruecht, professionell Strukturen opzebauen an esou e Secteur kreéiert, eng kreativ Industrie, déi international unerkannt a respektéiert ass.

Mir sinn elo esou wäit, dass mer all Joer ongeféier 20 Produktiounen hei zu Lëtzebuerg kënne realiséieren, woubäi ongeféier eng Dose Long-métragen - Fiktioun an Animatioun - sinn, dat anert sinn Documentairen a Court-métragen. Gréisstendeels sinn et international Koproduktiounen, déi mat Lëtzebuerger Produktiounsgesellschaften entwéckelt a realiséiert ginn an op deene Lëtzebuerger Schauspiller an och Lëtzebuerger Techniker schaffen.

Fir de Moment si mer esou wäit, dass ongeféier 700 Leit e Beruff hunn, deen am Secteur ass vun der audiovisueller Produktioun. Haut hu mer ongeféier 15 ganz aktiv Produktiounsgesellschaften hei zu Lëtzebuerg, véier Animatiounsstudioen, zwee grouss Filmstudioen, an déi ginn alleguerte privat exploitéiert, dat heescht, de Stat brauch do absolut näischt bäizeleeën.

Déi Entwécklung ass dorop zréckzeféieren, dass d'Regierung an den 80er Joren am Kader vun hirer Diversifikatiounspolitik grouss Efforte gemaach huet, fir de Mediestanduert Lëtzebuerg konsequent auszebauen. Dat sougenanntent „Certificats-Gesetz" an och de Regime vun den Aides directes hu massiv dozou bäigedroen, dass eisen audiovisuelle Secteur sech esou schnell entwéckelt huet.

Nieft den europäesche Koproduktioune ginn och ëmmer méi Filmer vu Lëtzebuerger Réalisateure gemaach. An dat si Filmer, déi Der alleguerte kennt. Ech ginn lech just e puer Beispiller dovun: zum Beispill de Gewënner vum Lëtzebuerger Filmpräis, den „Doudege Wénkel" vum Christophe Wagner, de rezente Film iwwert d'Wierke vum Fernand Fox an der nationaler Theaterzeen vum Désirée Nosbusch, an dann natierlech eisen Oscar-Gewënner, op dee mer besonnesch houfreg sinn, den „Mr Hublot" vum Laurent Witz an Alexandre Espigares.

Här President, zu de finanztechneschen Aspekter: Den „mécanisme des certificats d'investissement audiovisuel", deen Enn vun den 80er Jore lancéiert gouf, war haaptsächlech geduecht, fir auslännesch Produktiounen op Lëtzebuerg ze zéien, also als Attraktivitéit. Finanzementer sollten iwwert d'Finanzplaz gemaach ginn - dat war d'Philosophie, déi hannendrustoung -, fir an den audiovisuelle Secteur ze investéieren an esou e professionelle Produktiounsstanduert ze entwéckelen.

Leider huet ee relativ séier misse feststellen, dass déi ganz Politik an déi Philosophie do awer net opgaange sinn, well d'Finanzementer sinn ausbliwwen. Ons Finanzinstituter hunn einfach net an där Richtung matgemaach. Si hunn net investéiert, si hu sech drop bornéiert, fir de ganze Secteur esou ze organiséieren, dass déi Finanzementer sollte goen, mä d'Geld ass net esou gefloss. A si hu sech haaptsächlech also drop beschränkt, fir de Marché vun de Certificate selwer ze organiséieren.

De Législateur huet dorop op dës Entwécklung reagéiert. D'Certificate konnten net méi u Privatpersoune verkaaft ginn.

Mä och d'Finanzinstituter hunn net méi laang privat Prefinanzementer gemaach. Si hu sech an de leschte Joren ëmmer méi dorop baséiert, oder si hu sech drop bornéiert, fir einfach vun de Produzente Certificaten ofzekafen, fir se steierlech ze notzen. D'Produzenten hunn hir Prefinanzementer haaptsächlech iwwer spezialiséiert Banken am Ausland gemaach.

Aus dem urspréinglech ugeduechte Mechanismus, deen engem Investisseur géif erlaben, e Steieravantage ze kréien, fir säi Risque beim Invest ze reduzéieren, ass e Subventiounsregime gi fir d'Filmproduktioun, deen iwwert de Wee vun de Steiercertificaten ofgewéckelt gouf.

Dat war esou laang kee Problem, wéi mer nach an engem finanziell gudden Ëmfeld waren. Et ass awer alles aus dem Rudder gelaf vun deem Moment un, wou déi grouss finanziell Kris agebrach ass, an dee Moment huet déi dem ganze System, deen hei ugeduecht war, e Stréch duerch d'Rechnung gemaach.

D'Zuel vun de Gesellschaften, déi bereet waren, Certificaten ze kafen, ass drastesch erofgaangen. Et war an et ass ëmmer schwéier, an dësem onstabilen Ëmfeld Steierprevisiounen ze maache fir déi nächst Joren. Et sinn an där Zäit pro Joer Certificate fir ongeféier 70 bis 80 Milliounen Euro brutto ausgestallt ginn, wat e Steierausfall fir de Stat bedeit huet vu 25 Milliounen Euro, déi et geheescht huet, un d'Gesellschaften ze verkafen.

Et ass iwwerhaapt ëmmer méi schwéier ginn, fir Abnehmer ze fanne fir déi Certificaten. Den Zäitopwand war ze grouss. Da waren d'Kommissiounen ze héich. De ganze System war op eemol net méi attraktiv.

Derbäi koum, dass de Prefinanzement, dee jo am Ausland huet misse gemaach ginn, mat engem ëmmer méi grousse Risiko verbonne war, wéinst där schwiereger Situatioun vun de Ventë vun de Certificaten. An dee Risiko, deen huet missen natierlech och rémunéréiert ginn.

D'Konsequenz war, dass vun deene ronn 30% Steieravantagen, déi et de Stat kascht huet, fir an déi audiovisuell Produktioun ze investéieren, am Endeffekt emol knapps méi 22% bis 23% am Secteur ukomm sinn. De Rescht vun de Prozenter, déi si verlaf a Kommissiounen an Zënsen.

Dorop huet d'Regierung reagéiert. Zesumme mat dem Secteur ass décidéiert ginn, fir d'Certificats d'investissement audiovisuel ab 2012 auslafen ze loossen, also net méi bei deem System ze bleiwen. En contrepartie ass de Montant vun den Aides financières sélectives, déi och iwwert de Filmfong ausbezuelt ginn, erhéicht ginn, fir d'Aiden aus dem Steierregime integral kënnen ze kompenséieren.

Här President, dat ass dann och ee vun den Haaptobjektive vun dem virleienden Text. Hien ass den 29. Januar 2013 vum deemolege Medien- a Kommunikatiounsminister déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 12. Juli, och 2013, geholl. Da kommen eis Chambre-professionnellen: D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, den Institut des réviseurs d'entreprises an och d'Produzentevereenegung ULPA hunn am Laf och vum Abrëll, Mee 2013 hir verschidden Avisen zum Gesetz geholl.

Nodeem de 4. Mäerz 2013 d'Medien- an d'Héichschoulkommissioun eise Kolleeg Serge Wilmes zum Rapporteur vum Projet de loi genannt hat, hunn ech den 20. Januar dëst Joer d'Relève geholl. Ech wëll awer vun hei aus net mëssen, dem Serge Wilmes en häerzleche Merci ze soe fir déi exzellent Viraarbecht, déi hien an deem Projet geleescht huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Mir hunn e puer Amendementer ugeholl, dat den 19. Mee an den 2. Juni. An den 3. Juli ass de Rapport presentéiert ginn an och adoptéiert ginn.

Här President, wéi scho gesot, d'Haaptzil vun dësem Projet de loi ass d'Ofschafe vun de sougenannten „Certificats d'investissement audiovisuel". D'audiovisuell Produktioun zu Lëtzebuerg soll just nach iwwert de Mécanisme vun den direkte selektiven Hëllefe geregelt ginn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 8. Mee 2013 proposéiert, fir de Regime net ganz ofzeschafen, well si huet gemengt, wann d'Situatioun géif besser ginn, sollt een awer Passerellen halen, fir eventuell kënnen nach Synergië mat dem Finanzsecteur ze maachen. Dësen Iwwerleeungen ass Rechnung gedroe ginn, gesäit dach deen heitege Projet de loi vir, e strukturelle Fong ze schafen, deen, le cas échéant, et kann erlaben, nei Synergië mat der Finanzplaz ze entwéckelen.

De Lëtzebuerger Filmfong, iwwert dee jo den Développement vun dem Produktiounssecteur organiséiert gëtt, kritt dann och elo d'Missioun, fir d'Mise en œuvre vun esou engem Fong direkt ze analyséieren.

Dir wësst, dass d'Haaptmissioun vum Lëtzebuerger Filmfong déi ass, fir den audiovisuelle Secteur ze entwéckelen an national an international ze promouvéieren. Fir dass de Filmfong ka schaffen, kritt en alljährlech eng staatlech Dotatioun, fir och d'Politique de soutien au secteur vun der Regierung ëmzesetzen. An dat mécht de Fong iwwer eng ganz Zort vun Instrumenter, déi haaptsächlech sinn: d'Hëllefen, da komme Subventiounen, Bourssen a Récompensen. Mä wéi gesot, d'Haaptinstrument sinn d'Aides financières sélectives, déi elo konsequent gi ginn, wéinst dem Ofschafe vun de Certificaten.

A well elo de Système de soutien au secteur geännert huet, ass och d'Iddi opkomm - an dat mécht Sënn -, dass déi ganz Gouvernance vum Fong soll modifizéiert ginn. Dat betrëfft d'Organisatioun vun der Verwaltungsstruktur vum Filmfong. Duerch dëst Gesetz gëtt och e Personalkader geschafen, deem en Direkter, dee vum Grand-Duc genannt gëtt, virsteet.

D'Iddi vum Transfert vu verschiddenen Employéen, déi elo am Filmfong schaffen, an den neie Personalkader hu mer awer fale gelooss, well ebe bei där doter Iddi de Statsrot eng Opposition formelle gemaach huet. An do ass gesot ginn: Dat gëtt fale gelooss, well souwisou hätt dat keng gréisser Ännerunge bruecht.

Här President, betreffend déi zukünfteg Gouvernance an d'Prise de décision beim Filmfong wéilt ech folgend Remarquë maachen. Éischtens: De Conseil d'administration, deen elo aacht Leit huet, gëtt op dräi Leit erofgesat. Déi dräi Membere sinn ee Vertrieder vum Medieministère, deen och de President stellt, dann ee vum Kulturministère an ee vum Finanzministère.

Och musse mer soen, an Dir wësst, dass dat à l'ordre du jour ass: Den heitege Projet de loi gesäit vir, dass all Sexe an deem Verwaltungsrot vun dräi representéiert ass. D'Rechnung ass einfach.

D'Haaptmissioune vum Conseil si klassesch: de Budget unzehuelen, d'alljährlech Konten ze kontrolléieren, den Organigramm ze approuvéieren, derfir ze suergen, dass d'Regierungspolitik am audiovisuelle Secteur realiséiert gëtt an d'Memberen ze nenne vum nei gegrënnte Comité de sélection, dem Haaptstéck vun dem Régime des aides financières sélectives.

Dëse Comité de sélection kritt eng nei Roll a vill méi Pouvoir, well et wäert hie sinn, deen an Zukunft d'Décisiounen huele wäert, wat fir ee Projet eng Aide financière kritt, an och décidéiere wäert, ëm wat fir ee Montant et sech dobäi handelt.

De Comité de sélection ersetzt also zukünfteg den heitege Comité d'analyse économique et financière an de Comité de lecture. De Comite de sélection, dee setzt sech zesummen aus fënnef bis siwe Memberen, dorënner den Direkter an ee Member vun der Administratioun vum Fong. Déi aner Memberen, an dat ass natierlech e bësselche schwiereg, dierfe kee Lien mam Secteur hunn, mussen awer Expert sinn an der Analys vu Filmprojeten, Budgeten a Finanzpläng. Dat heescht, et mussen e bësselchen Allroundmanager sinn, déi do gebraucht ginn. Am Comité de sélection - sprich Quoten - dierf d'Proportioun zwësche Fraen a Männer net ënner 40% leien.

Well d'Membere vum Comité grouss Responsabilitéiten an Aufgaben hunn, ass och décidéiert ginn, dass se eng Indemnitéit sollte kréien. Do hate mer och eng Opposition formelle vum Statsrot kritt, well um Ufank war gesot ginn, de Regierungsrot géif déi fixéieren.

Dir kennt entre-temps d'Logik vum Statsrot, dee seet, dass alleguerten déi finanziell Aspekter mussen duerch Règlement grand-ducal festgehale ginn, an dorun huet d'Kommissioun sech bien entendu och du gehalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat do sinn u sech déi wichtegst Aspekter vun dësem flotte Projet, déi ech lech elo wollt virstellen. Fir d'Detailer kënnt Der op mäi schréftleche Rapport zréckgräifen.

Ech wëll awer net ophalen, ouni e grousse Merci ze soen alleguerten deene Leit, déi gehollef hunn, dass mer dëse Projet de loi esou fäerdeggestallt kritt hunn. Ech hoffen, dass en eng grouss Zoustëmmung fënnt, well dat hëlleft eis, dass mer dësen audiovisuelle Secteur, deen eis jo um Häerz läit, deen eis ëmmer schéi Biller brëngt, déi eis dreemen a schwäerme loossen, dass mer dee kënne viruféieren an och dass mer vläicht d'Chance hunn, fir nach weider Präisser an deem Secteur ze kréien.

Merci also dem Direkter vum Filmfong, dem Guy Daleiden, a senger ganzer Équipe, déi extrem vill gehollef hunn, der Madame Secrétaire-administratrice Anne Tescher, déi mech extrem vill gestäipt huet, fir dass ech schnell an déi Matière erakomm sinn, an dann och de Meedercher a Jonge vun der Fraktioun, dorënner de Philip Modert an d'Joëlle Hengen, déi och ganz aktiv gehollef hunn.

Souwäit, an ech hoffen, wéi gesot, dass mer dee Projet hei gutt iwwert d'Bühn kréien, an ech brénge mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Rapportrice. Éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm fir d'CSV. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Fir d'Éischt wéilt ech der Rapportrice, der Madame Simone Beissel, villmools Merci soe fir hire ganz ausféierleche schréftlechen an och haaptsächlech mëndleche Rapport.

Ech wéilt dorop zréckkommen, dass dëse Projet de loi eigentlech nach vun der viregter Regierung déposéiert ginn ass. An d'Zil war et u sech vun dësem Projet de loi, fir d'Hëllefe fir de Secteur vun der audiovisueller Produktioun nei ze definéieren, well déi aktuell Gesetzeslag nach op d'80er Joren zréckgeet.

Déi deemoleg Regierung ënnert dem Jacques Santer hat nämlech beschloss, fir parallell zur Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion an der Société Européenne des Satellites den audiovisuelle Secteur zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Dofir gouf mam Gesetz vum 13. Dezember 1988 e spezielle Steierregime agefouert fir d'Certificats d'investissement à la production audiovisuelle.

D'Zil vun dëse Certificaten ass et, fir duerch d'Finanzplaz national an international Gelder bei d'Lëtzebuerger Produktiounsfirmen ze bréngen. Esou goufen tëschent 1999 an 2011 fir 142 Milliounen Euro dëser Certificaten ausgestallt. Dank dësen Certificate si schliisslech 474,5 Milliounen Euro an d'Lëtzebuerger Produktiounsfirme gefloss.

Mam Projet de loi, dee mir haut stëmme wäerten, ginn dës Certificaten definitiv ofgeschaaft.

Mam Gesetz vum 11. Abrëll 1990 gouf de Filmfong gegrënnt a gläichzäiteg goufe selektiv finanziell Hëllefen agefouert. D'Zil vun dësen Hëllefen ass et, fir d'Realiséierung an d'Exploitatioun vu Lëtzebuerger Wierker ze ënnerstëtzen. Tëschent 1999 an 2011 sinn esou 50 Milliounen Euro an de Filmsecteur gefloss. Ouni dës finanziell Hëllefe wier déi Entwécklung, déi de Filmsecteur hei zu Lëtzebuerg kannt huet, guer net zustane komm.

Esou sinn zënter den 80er Joren iwwer 500 audiovisuell Wierker entstanen. Dëst si souwuel Fiktiounsfilmer wéi och Court-, Moyen- a Longmétragen, Serien an Dokumentarfilmer. Beschtens bekannt sinn dem Lëtzebuerger Publikum mat Sécherheet d'Filmer „Congé fir e Mord", „Le Club des chômeurs" oder „Doudege Wénkel".

Och am Ausland kënnen eis Filmer sech weise loossen. Sou huet d'Schauspillerin Nathalie Baye de Prix d'interprétation féminine um Festival de Venise gewonne fir hir Duerstellung am Film „Une liaison pornographique". Och dëse Film ass eng Lëtzebuerger Koproduktioun.

An dräi Césars fir de beschten auslännesche Film sinn u Lëtzebuerger Koproduktioune gaangen. Et sinn dëst: „La promesse", „Panique au village" an „Illégal". An net ze vergiessen natierlech den „Mr Hublot", deen dëst Joer en Oscar kritt huet.

Dës Auszeechnungen ënnersträichen d'Qualitéit vu Lëtzebuerger Produktiounen oder Koproduktiounen. Et gi kulturell héichwäerteg Filmer produzéiert.

Am Filmberäich zu Lëtzebuerg ginn et eng 750 Aarbechtsplazen. An dëst geet vum héich qualifizéierten audiovisuellen Techniker iwwert de Réalisateur, de Schauspiller an och zum Beispill bis bei de Schräiner, deen d'Dekoren zesummebaut, fir dass de Film iwwerhaapt am richtege Kader ka gedréit ginn.

Mat senger geografescher Lag huet Lëtzebuerg eng interessant Plaz an der audiovisueller Landschaft. Eist Land läit nämlech tëschent zwou grousse Kulturen, der däitschsproocheger an der franséischsproocheger. Et ass och net fir näischt, dass sech grouss Betriber wéi d'SES oder den RTL Group bei eis niddergelooss hunn. Lëtzebuerg ass e villsproochegt Land an dat ass e ganz groussen Atout, speziell am audiovisuelle Beräich.

Mä och zu Lëtzebuerg ginn et strukturell Schwieregkeeten, wat den audiovisuelle Secteur ubelaangt. Duerch d'Gréisst vun eisem Land ass eisen nationale Marché limitéiert. Et gi wéineg Tëleesprogrammer oder soss audiovisuell Programmer. D'Produzente sinn deemno forcéiert, op Koproduktioune mam Ausland zréckzegräifen, wat a priori och net schlecht ass fir d'Entwécklung hei am Land, well mer jo doduerjer och eng Partie Know-how bei eis kréien.

Den audiovisuelle Secteur huet an de leschte Joren ëmmer méi Succès kritt an ass och ëmmer méi bedeitend gi fir eis Wirtschaft. E schaaft net nëmme kulturellen a soziale Räichtum, mä och munch Aarbechtsplaz.

Niewebäi spillt de Secteur natierlech och nach eng wichteg Roll am Opbau an an der Erhalung vun der nationaler, mä och vun der europäescher Identitéit, déi ëmmer méi multikulturell gëtt. Et kann ee vun engem „Europe du cinéma" duerchaus schwätzen, trotz dem enormen Drock aus deenen anere Kontinenter.

Et ass wichteg, déi europäesch Diversitéit ze erhalen, och wat déi finanziell Hëllefen an deem Domän ugeet. All europäescht Land huet säin eegene System, fir seng kulturell Identitéit no baussen ze verbreeden. An Europa ass de Film- an audiovisuelle Beräich virun allem ëmmer als kulturellt Produkt ugesi ginn an ni esou direkt als e wirtschaftlecht Produkt.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt mam Projet de loi, dee mer haut stëmme wäerten, de System vun de finanziellen Hëllefe fir den audiovisuelle Secteur ëmgeännert. Et ginn an Zukunft just nach selektiv finanziell Hëllefen. Laut dem Artikel 9, éischten Abschnitt vum Projet de loi kënnen déi Projeten eng finanziell Hëllef kréien, un deene sech eng lëtzebuergesch Produktiounsfirma bedeelegt.

An dësem Kontext wéisst ech gäre vun eise Vertrieder vun der Regierung, ob dës „Aide financière sélective", wéi se am Gesetz genannt gëtt, als eng Aide étatique betruecht gëtt oder net an ob se en accord ass mat de Bréisseler Bestëmmungen iwwert d'Aides étatiques.

Och de Filmfong gëtt mat dësem Projet de loi reorganiséiert. En nei geschafene Comité de sélection bestëmmt, wien an de Genoss vun dësen Hëllefe kënnt. De Verwaltungsrot gëtt vun aacht op dräi Leit erofgesat, an och de Filmfong selwer kritt verschidden nei Missioune bäi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer just eng ganz kuerz Bemierkung zum Filmfong. Wéi ech mech iwwert de Filmfong dokumentéiert hunn, sinn ech och op d'Internetsäit vum Filmfong kucke gaangen. An do hunn ech misse feststellen, dass de leschte Rapport d'activité, deen ech vum Filmfong fonnt hunn, op 2009 zréckgeet. Ech fannen, dass dat net onbedéngt eng glécklech Situatioun ass, well den Internetsite jo awer och vu munch auslänneschem Produzent genotzt gëtt, fir Informatiounen ze fannen iwwert dat, wat hei zu Lëtzebuerg leeft.

Ofschléissend wéilt ech drop hiweisen, dass den audiovisuelle Secteur der CSV ëmmer besonnesch um Häerz louch an dass d'CSV och ëmmer an de leschte Regierunge fir dëse Beräich zoustänneg war. Et ass e Secteur, deen déi verschidde Regierungen ëmmer ënnerstëtzt hunn.

An deem Sënn ginn ech heimat den Accord vun der CSV zu dësem Projet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. An d'Wuert huet elo d'Tess Burton fir d'LSAP. Madame Burton, wann ech gelift.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech och der Rapportrice Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

Lëtzebuerg ass an der europäescher Medielandschaft e Pionéier. Zwee Medien- a Kommunikatiounsrise sinn hei am Land entstanen an hu sech duerno wäit iwwert d'Grenze vun eisem Land eraus mat groussem Erfolleg weiderentwéckelt. Do ass engersäits den RTL Group, dee gréissten europäesche Fernseh- a Radiosdiffuseur, anerersäits d'SES, déi weltwäit d'Nummer eent bei den Ubidder vun de Kommunikatiouns- an Tëleedistributiounsdéngschter mat enger Flott vu 55 Satelliten ass.

Do dernieft hu sech virun allem an där méi jonker Vergaangenheet e ganze Koup Betriber aus de Beräicher Multimedia, Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien hei zu Lëtzebuerg ugesiedelt. Dës Entwécklung ass d'Resultat vun enger proaktiver Politik vun der Regierung. Hiert Zil ass et, duerch d'Schafe vun engem optimale sozialen, techneschen, reglementareschen a finanzielle Kader d'Diversifikatioun vun der Lëtzebuerger Ekonomie virunzedreiwen.

Ganz an dësem Sënn huet Lëtzebuerg et och fäerdegbruecht, säit Ufank den 90er Jore mat verschiddenen ëffentleche Programmer an Initiativen déi national Filmwirtschaft geziilt weiderzëentwéckelen. Eist Land huet sech a kuerzer Zäit an där internationaler audiovisueller Industrie eng Plaz geschafen a sech en Numm gemaach. Déi mëttlerweil impressionnant Zuel un internationalen Auszeechnungen a Präisser ass dee beschte Bewäis dofir.

Haut zielt Lëtzebuerg méi wéi 20 Produktiounsfirmen, zwee Filmseten a ronn 30 Sociétéiten, déi am Beräich vun der Postproduktioun oder vun den Déngschtleeschtunge fir de Filmsecteur aktiv sinn. De Secteur vun der Filmproduktioun beschäftegt hei am Land mëttlerweil méi wéi 750 Leit. Den technesche Fortschrëtt, mä awer och d'Professionaliséierung vum Beruff hunn d'Dier opgemaach fir d'Méiglechkeete vun internationale Koproduktiounen.

An deene leschte Joren huet d'Zuel vun de Produktiounen am Grand-Duché zougeholl. Dëst net nëmme wéinst dem avantagéise legislative Kader, mä och opgrond vun den exzellenten techneschen Infrastrukturen an de wuessende Kompetenze vun där lokaler Produktiounsindustrie.

Net vergiesse soll een niewent deem klassesche Film den Animatiounsfilm. Dëse Secteur huet sech parallell an ähnlech schnell wéi de Filmsecteur entwéckelt. Zwee rezent Beispiller fir déi gutt an erfollegräich Aarbecht, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, sinn d'Koproduktiounen „Ernest et Célestine" vum Studio 352 an den „Mr Hublot" vun Zeilt Productions.

Deen éischten ass als beschte Film bei den „Magritte du cinéma" 2014 ausgezeechent ginn a krut och de Präis vum beschten Animatiounsfilm bei de Césars 2013. Och war „Ernest et Célestine" genau wéi den „Mr Hublot" dëst Joer fir d'Oscaren nominéiert. E Präis, dee schlussendlech den „Mr Hublot" gewonnen huet. Dësen éischten Oscar ass och fir Lëtzebuerg eng Auszeechnung fir d'Lëtzebuerger Politik a Saache Filmindustrie.

Eng hallef Dosen Animatiounsstudioen hei zu Lëtzebuerg produzéieren, koproduzéieren oder bidde mëttlerweil hir Déngschter fir auslännesch Produktiounen un. D'Ënnerstëtzung fir d'audiovisuell Produktioun an dësem Secteur huet hir Roll perfekt gespillt an haut hu mer hei am Land eng regelrecht industriell Plattform vu ganz héijem Niveau.

Net ze vergiessen, dass am Beräich vun der Animatioun de Lycée technique des Arts et Métiers e BTS, also eng Formatioun vun zwee Joer, am Beräich vum Animatiounszeechnen ubitt.

Dës Elementer, Beispiller an Zuelen, déi de Film- an Animatiounssecteur betreffen, weise ganz däitlech, dass dëse Secteur net nëmmen eng kulturell an ekonomesch wichteg Roll spillt, mä och wichteg fir den Aarbechtsmarché ass an domadder och eng Erausfuerderung fir eise Schoulsystem duerstellt.

Fir den audiovisuelle Secteur hei zu Lëtzebuerg kulturell, technesch an och finanziell ze begleeden an ze entwéckelen, ginn et hei zu Lëtzebuerg gläich e puer Ariichtungen. Do gëtt et zum engen de Media Desk, de Centre national de l'audiovisuel a schliisslech de Filmfong, deen e ganz wichtegen Deel fir d'Förderung am audiovisuelle Beräich ass.

Mat dësem Projet de loi, dee mir haut stëmmen, gëtt de Filmfong nei organiséiert an och deenen zukünftegen Ufuerderungen ugepasst. Eng Haaptännerung betrëfft, esou wéi d'Rapportrice a meng Virriednerin et schonn ënnerstrach hunn, déi finanziell Hëllefen. Dës finanziell Hëllefe ware bis elo direkter oder indirekter Natur. Am éischte Fall handelt et sech ëm selektiv Finanzhëllefen, am zweete Fall ëm déi sougenannten „Certificats d'investissement audiovisuel".

Dës Certificaten, déi mat deem neie Gesetz ofgeschaaft ginn, sollte mat fiskale Mëttelen iwwert de Wee vun der Finanzplaz d'Investissementer am audiovisuelle Beräich encouragéieren. Mat der Wirtschafts- a Finanzkris sinn dës Certificaten awer ëmmer manner attraktiv ginn. Aus dësem Grond wëllt d'Regierung zukünfteg verstäerkt op direkt Hëllefe setzen, awer net nëmmen.

Et sollen och an Zukunft verstäerkt privat Investisseuren iwwer Synergië mam Bankesecteur fir den audiovisuelle Secteur fonnt ginn, esou wéi déi nei Regierung dëst an hirem Programm festgehalen huet. Duerfir gëtt de Filmfong duerch dat neit Gesetz och mat dëser neier Missioun beoptragt.

Wéi den zoustännege Medieminister a senger Äntwert op eng Question parlementaire schreift, déi ech him an dësem Kontext am Februar gestallt hat, wëllt d'Regierung sech nämlech zukünfteg weider fir eng verstäerkt Zesummenaarbecht tëschent de Banken an der Filmindustrie asetzen.

Aner gréisser Ännerungen, déi hei och schonn ugeschwat goufen, betreffen d'Gouvernance vum Filmfong. D'Aufgabe vum Conseil d'administration ginn nei geregelt an aus deem aktuelle Comité de lecture an dem Comité d'analyse économique et financière gëtt de Comité de sélection, dee sech aus fënnef bis siwe Leit zesummesetzt. Déi finanziell Bäihëllefe ginn an Zukunft vum Comité de sélection verginn an net méi vum Conseil d'administration. Duerfir gëtt d'Unzuel vun de Membere vum Conseil d'administration vun aacht op dräi Leit reduzéiert.

Déi dräi Leit si Vertrieder aus dem Medien-, Kultur- a Finanzministère. Hir Haaptaufgab ass et, de Budget an d'Konte vum Filmfong ze iwwerwaachen, iwwert den Organigramm ze entscheeden an der Regierung déi grouss Linne vun hirer Politik ze proposéieren.

Mat der Reorganisatioun vun dësen zwee Comitéen an der zukünfteger Zesummesetzung vun dëse Comitéë gëtt mat dësem Gesetz e weidere wichtege Punkt fir d'LSAP ëmgesat. Well mam Stëmme vun dësem Gesetz wäerte mir d'Chancen- an d'Geschlechtergerechtegkeet an de Verwaltungsréit förderen.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Dëst Gesetz setzt déi Dispositioun ëm, dass an de Verwal-

tungsréit kee Geschlecht mat manner wéi 40% dierf representéiert sinn. Dëst Gesetz bréngt endlech méi Bewegung an den Dossier vun der Gläichstellung vu Fra a Mann, iwwert déi scho jorelaang diskutéiert an debattéiert gëtt.

Déi jëtzeg Regierung wëllt mam gudde Beispill virgoen, well am Koalitiounsaccord ass festgehale ginn, dass d'Regierung an de Verwaltungsréit vun ëffentlechen Ariichtunge gesetzlech eng Representatioun vu 40% vun deem ënnerrepresentéierte Geschlecht wëllt aféieren. An dësem Sënn wäert och d'Chancëgläichheetsministesch, d'Lydia Mutsch, fir d'Rentrée e Strategiepabeier fir d'Förderung vun der Fra an der Wirtschaft an an der Politik presentéieren.

D'lescht Woch hu mir d'Gesetz vum Fonds national de la recherche mat därselwechter Dispositioun gestëmmt, dass am Verwaltungsrot vum FNR kee Geschlecht mat manner wéi 40% dierf vertruede sinn. Dëst war dat éischt Gesetz, wat gestëmmt ginn ass mat esou enger Dispositioun. D'Gesetz vum Filmfong ass elo dat zweet Gesetz, wat dës Dispositioun enthale wäert. Déi zwee Gesetzer, dat vum FNR an dat vum Filmfong, sinn e wichtege Schratt an der Gläichstellungspolitik.

D'Ëmsetzung vun dëser Dispositioun an den ëffentleche Verwaltungsréit wäert den Ufank si vun engem Kulturwandel, deen och an alle grousse privaten Entreprisen doduerch erbäigefouert soll ginn.

Eis Frae sinn haut net manner ausgebilt wéi eis Männer. Au contraire! Kuckt een och dëst Joer, wéi vill Meedercher déi lescht Deeg Ofschlossdiplomer iwwerreecht kritt hunn, esou gesäit een, dass d'Meedercher kloer mat de Jongen, wat déi schoulesch Leeschtunge betrëfft, mathale kënnen a si souguer iwwertreffen.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Duerfir ass et och nëmmen normal, dass déi Meedercher an e puer Joer op deeneselwechte Plazen erëmzefanne si wéi déi gläichaltreg Jongen. D'Wëssen an d'Kënne vun eise Frae sollen och zur Entwécklung vun eisem Land bäidroen.

Fir erëm op de Filmfong zréckzekommen, déi Dispositioun vun de Quote betrëfft zwee Conseile vum Filmfong. Et gëtt eng Kéier e Comité de sélection zesummegesat, an deem an Zukunft den Undeel vum ënnerrepresentéierte Geschlecht net manner wéi 40% dierf sinn, an och am Conseil d'administration soll dat ënnerrepresentéiert Geschlecht gefërdert ginn. Mä hei si keng 40% festgehale ginn, well dat sech bei dräi Leit schlecht ëmsetze léisst. Mä duerfir ass fir dëse Conseil festgehale ginn, dass hei all Geschlecht muss vertruede sinn. Dat géif dann engem Prozentsaz vun 33% entspriechen.

Ofschléissend kann een also festhalen, dass d'Filmindustrie e wichtegt Element vum nationale Kulturbetrib ass, an dat sougutt als Wirtschaftsfacteur mat groussem Entwécklungspotenzial wéi als Aushängeschëld vum kënschtleresche Potenzial, dat eist Land huet. Well d'Filmindustrie all dës verschidde Facettë vun der Wirtschaft an der Kreativitéit vereent, ass fir d'LSAP kloer, dass d'Filmindustrie beschtméiglech ënnerstëtzt a gefërdert muss ginn. Dëst geschitt mat dësem Gesetz.

Ofschléissend soen ech Iech Merci fir Äert Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Burton. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 6535 ännere mer eist aalt Gesetz, mat deem mer d'Filmproduktioun hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen. Am Fong ass dës Ännerung éischter eng Upassung un d'Realitéit. Eng Upassung, déi noutwendeg ginn ass, well deen ale Modell opgrond vun der Entwécklung op de Finanzmäert an hiren Auswierkungen op d'Investissementer an d'Produktioun vu Filmer hei zu Lëtzebuerg onattraktiv ginn ass.

D'Filmförderung zu Lëtzebuerg geet zréck op d'80er Joren, et ass scho gesot ginn hei, a si hat traditionell zwee Pilieren: Mir haten e Regime vun Investissementscertificaten, de CIAVen, aus dem Joer 1988, an dat war en Instrument, dat dank der Finanzplaz Lëtzebuerg in- an auslännescht Kapital sollt op Lëtzebuerg ulackelen, fir an d'Filmproduktioun ze investéieren. En zweete Pilier war de Regime vu selektive Finanzhëllefe fir de Lëtzebuerger Filmsecteur iwwer e Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, deen 1990 geschafe gouf.

A wann ech elo schonn e puermol vum Lëtzebuerger Filmsecteur geschwat hunn, da muss een drop hiweisen, datt Lëtzebuerg eigentlech eng speziell Charakteristik huet, wat de Filmsecteur ugeet. Éischtens feelt et eis un enger gewëssener Masse critique, wat et souwuel fir d'Produktioun awer virun allem och fir d'Vermaartung vu Lëtzebuerger Filmproduite schwéier mécht. E Lëtzebuerger Kinohit huet 20.000 oder, wann et héich kënnt, 30.000 Entréeën an de Kinoen hei am Land. Dat ass fir e klengt Land natierlech enorm, mä an absoluten Zuelen oder a Suen ausgedréckt ass dat awer méi wéi bescheiden.

Eng zweet Spezifissitéit ass, datt mer keng Televisiounschaîne am Land hunn, déi an d'Produktioun vu Filmer investéiert. Dat bréngt dann och mat sech, datt mer zu Lëtzebuerg ganz vill international Koproduktiounen hunn. An dat mécht et schwiereg, fir vum Lëtzebuerger Film als solchen ze schwätzen.

Et ass eng Tatsaach, datt de Filmfong net just Lëtzebuerger Filmer a Lëtzebuerger Talenter fërdert. Beim Lëtzebuerger Film leie mer tëschent Wirtschaft a Kultur. Et ass duerfir och net verwonnerlech, datt eis Filmförderung am Ministère vun de Medien - ech sinn awer och frou, datt dann d'Kulturministesch hei ass -, mä eigentlech ass de Filmfong am Ministère vun de Medien ugesiedelt. Da kéint een natierlech och soen, de Filmfong kéint een an de Ministère vun der Ekonomie usiedelen. Mä dat kéint ee bal vun all kultureller Branche soen, well all kulturell Branche huet och ekonomesch Retombéeën. Mä mir wëllen dat awer selbstverständlech net, fir all kulturell Branche an d'Ekonomie ze stiechen.

Wéi interessant a wäit vernetzt d'Filmbranche ass, dat weist sech schonn un der rezenter Visite op dem internationale Festival vum Animatiounsfilm zu Annecy. Do waren niewent de professionelle Vertrieder aus dem Secteur och Schüler vum BTS Animation aus dem Lycée technique des Arts et Métiers, déi mat op Annecy gaange sinn an do konnte Kontakter a Stageméiglechkeeten ausloten. An de Medieminister huet och an deem Kontext gemengt, datt d'Animatioun 30% vum Mediesecteur zu Lëtzebuerg géif ausmaachen.

Eigentlech erstaunlech, datt sech, trotz den éischter negative Viraussetzungen, awer e ganz dynamesche Filmsecteur zu Lëtzebuerg opgebaut huet. Oder, neen, et ass net wierklech erstaunlech, well et ass ebe grad just d'Resultat vun enger ganz bewosster Förderung. Eng Förderung, déi och vu Bréissel aus toleréiert gëtt, well am europäesche Filmbetrib si Subventiounen ausdrécklech erlaabt. Ouni Subventioune géif et kaum nach eng europäesch Filmproduktioun a scho guer keng lëtzebuergesch ginn.

Bis haut hu mer zu Lëtzebuerg méi wéi 500 Filmer vun alle Genrë produzéiert. An et schaffe ronn 700 Leit zu Lëtzebuerg am Filmsecteur. Esou steet et zumindest am Exposé des motifs vum Gesetzesprojet.

Datt eis Filmförderung Erfolleg huet, dat schéngen och d'Resultater um internationale Plang ze weisen: d'Selektiounen op internationale Festivaler, d'Nominatioune fir Césaren an Oscaren an zu gudder Lescht dann och nach wierklech d'Attributioun vun engem Oscar, et ass scho gesot gi vun der Madame Rapportrice, fir den „Mr Hublot", den Animatiounsfilm vum Laurent Witz a vum Alexandre Espigares.

Mat der Zäit sinn awer déi Certificats d'investissement audiovisuel ëmmer manner interessant gi fir d'Banken a fir hir Clienten, soudatt si ëmmer manner e séchert Instrument vun der Filmförderung hei am Land gi sinn. D'Rapportrice huet dat an hirem Rapport ernimmt, an nach méi detailléiert steet et och am Exposé des motifs vum Gesetz.

Dat huet d'Regierung dozou verleet, fir de Regime vun de CIAVe ganz opzeginn an duerch e System vun enger direkter Subventioun ze ersetzen. D'Förderung iwwert d'CIAVen ass Enn 2013 offiziell ausgelaf, mä schonn zënter 2012 hunn déi direkt Subventionéierunge fir en Ausgläich vum Réckgang vum CIAV-Geschäft gesuergt. D'Förderung vum Film huet also elo keng zwee Standbee méi. Et gëtt just nach eng direkt Subventionéierung.

Dat huet dann, zumindest emol theoretesch, den Avantage, datt nach méi spezifesch no de Kritäre vu Qualitéit a vu Standuert Lëtzebuerg ka gekuckt ginn. Dobäi bleift et natierlech weiderhin iwwerliewenswichteg, datt eis Hëllefe weiderhin op international Kooperatioun ausgeriicht sinn a mat ähnlechen Hëllefen am Ausland vergläichbar sinn.

Och wann d'Gesamtdépense vum Stat net eropgaangen ass, esou geet d'Zomm, déi vum Filmfong ausbezuelt gëtt, dach awer däitlech an d'Luucht. Vläicht ass och duerfir virgesinn, fir d'Gouvernance vum Fong ze änneren. Am Conseil d'administration vum Fong souze bis elo haaptsächlech Vertrieder vun de Ministèren, déi net onbedéngt en direkte Bezuch zur Filmwelt haten. Si hunn hir Décisioune missen opgrond vun der Viraarbecht vun anere Leit huelen.

Mam Gesetz vun haut gëtt de Conseil d'administration op dräi Leit, zwou Fraen an ee Mann oder zwee Männer an eng Fra, aus dräi Ministèren - Kommunikatioun, Kultur a Finanzen - zréckgestutzt.

Seng Missioune ginn och reduzéiert: Budget vum Fong opsetzen, Personaldécisiounen innerhalb vum Fong huelen an déi allgemeng Ënnerstëtzungspolitik vum Fong bestëmmen.

Fir d'Auswiel vun de Projeten, déi eng Ënnerstëtzung solle kréien, gëtt en neie Comité consultatif d'évaluation (veuillez lire: Comité de sélection) agesat, deen déi zwee Comitéë vu virdrun ersetzt. Hei si fënnef bis siwe Leit Member. All Geschlecht muss op d'mannst zu 40% vertruede sinn. An d'Membere gi vum Conseil d'administration opgrond vun hirer Experienz am Secteur nominéiert.

Dee Comité evaluéiert d'Projeten opgrond vu Kritären, wéi se am Artikel 11 am Gesetz festgehale sinn, zum Beispill hir kënschtleresch a kulturell Qualitéit, hiren Intérêt fir Lëtzebuerg a fir d'Entwécklung vun eisem Filmsecteur.

Relativ flott ass och fir de Laien de Site vum Filmfong, deen ech mer och ukucke gaange sinn. A well d'Madame Adehm et virdrun ugeschwat huet: Et ass effektiv awer och esou, also ech hunn op alle Fall och e Rapport d'activité vum Conseil d'administration vun 2012 fonnt...

D'Madame Adehm interesséiert dat am Moment net?

(Interruptions et hilarité)

Neen, ech wollt Iech just soen, ech hunn awer effektiv och um Site vum Filmfong dee Rapport vun 2012 fonnt. Et muss ee beim Download Center kucken. Ech hunn dat eigentlech immens flott fonnt, dee Site vum Filmfong, duerfir soen ech et och, well een do och déi Décisioune vun deem Conseil d'administration, wéi déi Suen agesat ginn, alleguerten noliese kann.

Do liest een zum Beispill no: An der Séance vum 25. Juni 2014 huet de Conseil d'administration 8,5 Milliounë Suen accordéiert, Hëllefen accordéiert. An da steet och schéin opgelëscht, wéi eng Filmer, wéi eng Projeten - et si jo och heiansdo Dréibicher, déi Sue kréien -, datt ënnerstëtzt gi sinn. An dat ass eng Oplëschtung iwwert d'ganzt Joer, wou een dann zimlech genau weess, wie Sue kritt huet vun eisem Filmfong.

Interessant ass och, datt déi Hëllefen am Prinzip mussen zréckbezuelt ginn. Wou ech dann awer och emol gäre wéisst, wéi dat an der Praxis gehandhabt gëtt. Et steet esou am Gesetz. Wéi vill Filmer ginn dann zu Lëtzebuerg produzéiert a werfe Gewënn of? A sinn da scho jee eng Kéier Sue rembourséiert ginn?

Iwwert d'Kritären, wéi déi Décisioune vum Conseil d'administration begrënnt sinn, do sinn ech elo leider Gottes näischt gewuer ginn um Site. Ech ginn dervun aus, datt och emol Refuse musse motivéiert ginn. An ech ginn dann och dervun aus, datt déi Leit, déi e Refus kréien, dann och informéiert ginn, firwat datt hire Refus ausgeschwat ginn ass. Ech kommen aus engem Secteur, deen heescht Éducatioun, an do ass et esou, datt haut all Student d'Méiglechkeet huet, op der Uni nozefroen, firwat datt e säin Examen net gepackt huet. Ech huelen un, datt et beim Filmfong ähnlech ass.

Niewent dëser Haaptmissioun vum Filmfong versicht de Fong och, d'Lëtzebuerger Filmproduktioun op alle méiglechen Niveauen ze förderen, sief dat duerch d'Präsenz op internationale Veranstaltungen, zum Beispill zu Cannes, fir just déi prominentst ze nennen, op internationale Filmfestivaler oder duerch d'Organisatioun vum Lëtzebuerger Filmpräis, deen zënter 2003, wou en eng éischte Kéier verdeelt ginn ass, mëttlerweil eng sechst Editioun kennt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech der Madame Rapportrice nach eng Kéier ausdrécklech Merci soe fir hir vill Aarbecht an hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi, e Projet, vun deem mir mengen, datt et eng Simplification administrative ass an datt et e gutt Gesetz ass fir de Standuert Lëtzebuerg a fir d'Lëtzebuerger Filmkultur.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. Als Nächsten huet d'Wuert den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, léif Kolleegen, et ass schwiereg, fir kritesch Bemierkungen ze maachen an enger Matière, wou Lëtzebuerg den Oscar gewonnen huet. Och dann, wa mer eis mussen zerstreiden, well Canal+ deemools gemellt huet: «Les réalisateurs du court-métrage français nommé à l'Oscar (...)», respektiv den Élio Di Rupo vum PS getwittert huet, wéi se en dann du kruten: «Le film belge a eu l'Oscar!».

Mä trotzdeem dräi kritesch Bemierkungen.

Dat Éischt ass, wat de Volume vu Geld ugeet, dee mer an dëse Filmfong, an dës Industrie investéieren, an dat am Verglach mat anere kulturellen Aktivitéiten an Institutiounen.

Et war um Lëtzebuerger Filmpräis dëst Joer, wou de Jules Werner, de Präisdréier fir säi Rôle am „Doudege Wénkel", e ganz passionéierten Appell gemaach huet un d'Politik, a speziell un déi Politiker, déi am Sall waren, et misst vill méi gemaach ginn, fir déi kleng Theateren hei am Land ze ënnerstëtzen. Hie sot: „Dat ass déi Plaz, wou jonk Réalisateuren, wou jonk Acteuren hir éischt Rolle kréien, hir éischt Aufgabe kréien a wou se forméiert ginn."

Dës kleng Theateren - Kasematten, Centaure, Maskénada, TOL - kruten 2013 laut dem Rapport vum Kulturministère eng Enveloppe vu 550.000 Euro. Am ganze Secteur conventionné huet de Kulturministère bezuelt 6,6 Milliounen Euro. 6,6 Milliounë krut och de MUDAM, wou den Direkter sech zu Recht beschwéiert, datt no de Frais de fonctionnement dovunner net méi ganz vill iwwreg bleift fir Ausstellungen a fir d'Acquisitioun vu Konschtwierker.

Ech erënneren drun, datt mer d'Ausstellung zum Éischte Weltkrich, déi mat 256.000 Euro zu Buch geschloen hätt, opginn hunn am Rahme vun der Regierung hirem Spuerkurs. Och eisen Orchestre Philharmonique huet missen an der Linn vun därselwechter Spuerpolitik seng Rees a China sträichen.

An engem ganz bemierkenswäerten Artikel am „Lëtzebuerger Land" huet d'Josée Hansen de 14. Februar dëst Joer bemängelt, datt de Filmfong par rapport zum Rescht vun der Kultur iwwerdotéiert wier. Mä si huet och desillusionéiert festgestallt, datt wuel keng fundamental Afrostellung géif geschéien, well béid Ministères de tutelle an och d'Direktioun vum Filmfong allen dräi mat DP-Leit besat sinn.

Ech muss awer dem Direkter Guy Daleiden Merci soe fir seng oppe Wierder an der zoustänneger Chamberskommissioun. En huet eis duergeluecht, datt vill Filmer - hei gëtt vill geschwat vun deenen, déi Succès haten, vun deenen, déi Präisser kruten, vun deenen, déi gutt ukomm sinn -, mä et ginn der vill produzéiert, ech zitéieren en: „fir den Tirang".

Firwat gi se fir den Tirang produzéiert? Well d'Produzenten hir Rémunératioun budgétiséieren, dat heescht, si verdénge während der Produktioun. Et ass och gutt, datt se eppes verdéngen, ëm Gottes wëllen, dat wëllt jo keen a Fro stellen! Mä wann de Film bis fäerdeg ass, géif et se Energie a Geld kaschten - esou krute mer dat erkläert -, fir d'Commercialisatioun vun hirem Film virunzedreiwen. Also ass et fir si einfach méi lukrativ a méi interessant, en neie Projet ze attackéieren, anstatt eppes fir de Film ze maachen, deen doläit, dee fäerdeg ass.

An do stellt sech dann d'Fro no engem qualitativen Audit, dee menger Meenung no eng Kéier misst gemaach ginn, fir emol ze kucken, wéi vill Filmer an deem dote Fall sinn, wéi vill Filmer fir den Tirang produzéiert ginn an och, wat een als Stat kéint maachen, fir datt déi Filmer emol géife gewise ginn.

De Filmfong muss mam SREL zesummeschaffen. Well wéi en héieren huet, datt d'Madame Adehm haut géif schwätze vun de Rapporten, déi net do sinn, krute mer gëschter Owend am Courrier électronique de Rapport vun 2012.

Aus deem Rapport geet ervir - einfach fir emol déi Chifferen a Relatioun ze setzen -, datt 2012 Aides sélectives opstounge beim Filmfong fir 41 Milliounen an datt Certificats audiovisuels - nëmmen 2012! - ausgestallt goufe fir e Montant vun 68 Milliounen Euro! Ech wollt einfach dës Zommen emol eng Kéier en rapport setze mat deenen Zuelen, déi ech elo grad genannt hunn, wat déi kleng Theateren ugeet oder wat eng UGDA ugeet an esou weider.

En zweete Punkt, wou ech eng kritesch Bemierkung wollt maachen, ass zwar en techneschen, e juristeschen, mä awer och e ganz wichtege Punkt. Am Artikel 9 vun deem Projet, dee mer hei solle stëmmen, gëtt gesot, datt nëmmen d'Sociétés de capitaux Hëllef kënnen ufroen. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi de Conseil d'État hu bemängelt, datt dës Dispositioun diskriminatoresch wier. Si ass menger Meenung no och kloer anticonstitutionnel!

Leider wollt déi zoustänneg Kommissioun trotz dëse Bedenken hei näischt änneren. Ech sinn

der fester Iwwerzeegung, datt de Statut juridique vun deem, deen d'Hëllef freet, keng Roll däerf spillen an datt een eng Personne physique, e Réalisateur personne physique genausou gutt ka kontrolléiere wéi eng Société de capitaux. An ech sinn och iwwerzeegt, datt déi éischt Personne physique, déi eng Hëllef ufreet an déi ofgelehnt kritt op Basis vum Artikel 9, absolut gutt Chancen huet, fir mat engem Recours judiciaire duerchzekommen.

Domadder kommen ech op meng drëtt Remarque, wa mer scho vun Diskriminatioun schwätzen, an dat ass dann déi berühmte Quoteregelung!

Mir hunn hei e Conseil d'administration vun dräi Memberen. An engem Amendement vum 19. Mee hat déi zoustänneg Kommissioun majoritär virgeschloen, do sollt déiselwecht Dispositioun drakomme wéi an all deene Gesetzer elo, nämlech, datt 40% misste vun engem Sexe sinn. Dat wieren dann 1,2 géint 1,8 gewiescht.

Iergendwann ass dann dunn opgefall, datt dat awer irréalisabel wier, datt een entweder misst d'Zuel vun de Comitésmemberen eropsetzen op mindestens fënnef, fir datt een op 40% hätt kënne kommen: zwee an dräi. An dunn ass gesot ginn: „Gutt, dat ass de facto irréalisabel, da schwätze mer nëmme vun engem eenzege Member, dee muss vun engem anere Sexe sinn."

Wat ass net alles schonn zu deene Quote gesot ginn! Ech hunn einfach dräi kleng Zitater.

Mäin éischt Zitat: „Mir solle sécherlech weiderhin u Méiglechkeeten denken a se och schafen, fir d'Gläichberechtegung ze förderen. Allerdéngs ass et mir wichteg", seet deen Auteur vun deem Zitat, „datt Kritäre wéi zum Beispill Qualitéit, Wëssen a Savoir-faire an dëse Méiglechkeeten net ënnert den Teppech gekiert ginn, mä Virrang hunn. Fir d'Demokratesch Partei läit de Prinzip vun der Gläichberechtegung net am Ervirhiewe vun den Ënnerscheeder oder an der Verweiblechung vun Titelen, mä am Valoriséieren, ob Fra oder Mann, vun der Qualitéit an dem Know-how." Fannen ech exzellent, ënnerschreiwen ech mat zwou Hänn! Dat ass vum 6. Mäerz 2002: Maggy Nagel.

(Brouhaha)

E weidert exzellent Zitat: „An anere Wierder, eng Fra, déi duerch d'Quoteregelung de Sprong no uewe gepackt huet, kann net mam Mann konkurréieren, well si hir Carrière de Quoten ze verdanken huet an net hirer perséinlecher Kompetenz. Ausserdeem sinn ech der Meenung, datt d'Aféierung vu Quoten e grousse Schrëtt zréck ass. Mir briechen dann nämlech mat dem Prinzip vun der Emanzipatioun: ze refuséieren, d'Mënschen no natierlechen Distinctiounen ze katalogiséieren. (...) Virun allem jonk Frae gesi sech net als sougenannte Quotefraen. Si wëllen um beruffleche Plang eppes erreechen, well si d'Potenzial, d'Kënnen an d'Wëssen hunn, net well si als Fra gebuer goufen. Fir d'Demokratesch Partei ass d'Leeschtung net geschlechtsverbonnen." Maggy Nagel, 11. Mäerz 2003.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Da gëtt et nach e fantastescht Zitat vun der Madame Nagel, wat ech immens, immens gutt fannen. Ech hunn et selwer schonn oft widderholl.

(Brouhaha)

Ech hunn awer elo net den Datum vun deem Zitat...

(Interruption)

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Kommt emol op de Punkt!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech hu leider net den Datum vun deem Zitat. Mä et war: „Mir brauche keng Quoten, mir si keng Kéi." All Respekt! Dat ass och haut nach ëmmer meng Meenung! Leider hutt Dir Är, schéngt et jo, geännert.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Kee Problem. Kommt zum Punkt!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech hunn eng representativ Ëmfro gemaach bei sechs Fraen. Dat ass hautdesdaags jo in: Wann ee wëllt seng Meenung beleeën, mécht ee representativ Ëmfroen. Dat ware sechs Fraen, dat ware meng Mamm, meng Schwéiermamm, meng Fra a meng dräi Meedercher.

(Brouhaha général)

Si sinn alleguerte beruffstäteg oder an der Ausbildung. An alleguerte si se houfreg drop, datt se Succès hunn an hire jeeweilege Beruffer oder hire jeeweilege Schoulen...

(Coups de cloche de la présidence)

...wéinst hirem Wëssen an hirem Kënnen, an net, well iergendee Geschlechtsdeel se méi oder manner hunn!

D'Jugendparlament...

(Interruption et coups de cloche de la présidence)

D'Jugendparlament....

M. le Président.- Här Angel!

M. Roy Reding *(ADR).*- D'Jugendparlament huet net méi spéit wéi den 13. Juni - an dat gëtt engem jo awer Hoffnung, datt bei deene Jonken e bësse méi modern Iddien nees opkommen -, den 13. Juni 2014 gesot: «Les entreprises doivent être libres de choisir la personne qui, selon elles, est munie des diplômes les plus adéquats.

(...) le nombre d'hommes et de femmes occupant les postes importants dans les entreprises privées s'équilibrera sans une intervention de l'État ou du législateur.» Och dat ënnerschreiwen ech mat zwou Hänn.

A schlussendlech kommen ech op eis Constitutioun ze schwätzen. Et deet mer leed, ech hunn déi fâcheuse Gewunnecht, fir vun der Constitutioun ze schwätzen, eisem Grondgesetz. An dat seet am Artikel 11.(2): «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.» Jo, do gouf eng Kéier derbäigefummelt: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

„Éliminer les entraves" heescht net, eng Discrimination positive. „Élimination des entraves" heescht, Barrièren ewechhuelen, heescht förderen. Dat heescht net: gesetzlech duerchsetzen! An ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt dat Gesetz hei, genau wéi déi aner, déi scho gestëmmt goufen an déi nach wäerte gestëmmt gi mat de Quoten, anticonstitutionnel ass!

A well ech en Eed, wéi Dir alleguerten, op d'Verfassung geleescht hunn, stëmmen ech ganz bestëmmt net ee Gesetz, vun deem ech iwwerzeegt sinn, datt et anticonstitutionnel ass. A meng Kolleege vun der ADR maachen dat och net. Duerfir stëmme mir géint dat Gesetz hei.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Reding. Deen awer soll emol eng Kéier probéieren, mat zwou Hänn ze ënnerschreiwen.

(Hilarité)

Voilà, dat gesot, géif ech d'Wuert dem Här Turpel ginn.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den audiovisuelle Secteur ass e Secteur, deen eng Rei Eegenaarten huet, déi een onbedéngt muss ervirhiewen. Déi éischt Eegenaart vum Secteur ass déi, datt en enk verbonnen ass mam Kultursecteur. Et ass en Industriesecteur, dee verbonnen ass mat engem breede Kultursecteur, dee wäit ewech ass vun industrieller Produktioun, mä deen eppes ze dinn huet mat breedem gesellschaftlechem Schafen.

Eng zweet Eegenaart, déi hei schonn ervirgestrach ginn ass, déi an dësem Kontext awer wichteg ass, dat ass, datt den audiovisuelle Secteur ausgeklammert ass, zur „exception culturelle" an Europa gehéiert, datt d'Méiglechkeet besteet, fir en ze subventionéieren, fir em direkt Aides de l'État ze ginn. An ech hoffen, datt ënnert där neier Kommissioun dat och nach laang esou wäert bestoe bleiwen.

Eng drëtt Eegenaart ass déi, datt et an der ganzer Welt ee wichtege Secteur ass, fir déi kulturell Villfalt vu Vëlker, vu Géigenden am Austausch, an der Gemeinschaft mateneen ze förderen. Mä dofir brauch dee Secteur, wéi all aner Industrieproduktioun, Suen. An dat ass ee vu senge Problemer, déi en de Moment huet.

Net nëmmen, datt e Sue brauch, mä och, datt all Land versicht, déi Suen ze kréien, fir engem audiovisuelle Secteur zum Duerchbroch ze verhëllefen. An dat ass dat, wat zu enger Konkurrenzsituatioun féiert, wéi mer se de Moment an der ganzer Welt an och an Europa kennen an déi en Numm huet, ech soen d'Stéchwuert „tax shelter", dat heescht, e steierleche Schutzschierm, fir dem Secteur Suen zouzeféieren.

Et ass betount ginn, datt mir zu Lëtzebuerg dat '89 agefouert hunn iwwert d'Loi Rau vum 13. Dezember '88, datt mer dat ergänzt hunn '90 duerch d'Hëllefen. Et muss een och soen, datt Irland eigentlech vir war. Dat waren déi Eischt, '88, déi esou e System vu steierlecher Förderung vun Investitiounen an deem Secteur gefërdert hunn.

Mä virun allem d'Belsch hunn net nëmmen Intérêts notionnels, mä si hunn haaptsächlech an dësem Beräich gewisen, datt een, wann ee vill méi wäit geet, eppes ka maachen, wat dann drastesch Konsequenzen huet.

D'Belsch sinn 2003 an engem Gesetz, wat se tëschent Chrëschtdag an Neijoerschdag gestëmmt hunn - wou ech net esou sécher sinn, ob jiddweree weess, wat e gestëmmt huet -, higaangen a si hunn ab 2004 en Tax-shelter-System agefouert, wou ee bis 150% vun deem, wat een investéiert huet, konnt vu Steieren ofschreiwen. 150%! A 40% vun der Zomm krut een als garantéierte Prêt, egal, ob herno d'Produktioun sech gelount huet oder net.

An dee System war vun deem Moment un onschlagbar. Deen huet dozou gefouert, datt an der Belsch iwwert déi Joren, iwwert déi lescht zéng Joer, ronn 4.000 Aarbechtsplazen, ganz Parke kreéiert gi si bei Léck an op anere Plazen am audiovisuelle Beräich, datt op déi Aart a Weis eng Milliard an déi audiovisuell Produktioun investéiert ginn ass, déi d'Steierzueler an der Belsch awer 270 Millioune kascht huet.

Wann een dat awer méi genee kuckt an emol méi genee analyséiert, wat eigentlech do geschitt ass, da stellt ee fest, datt déi Aarbechtsplazen, déi an der Belsch do geschafe gi sinn, eigentlech net Aarbechtsplaze sinn zousätzlech an Europa, mä op d'Käschte vun anere Länner, an dësem Fall haaptsächlech vu Frankräich, mä bis eran an Amerika.

Et stellt een eng zweet Saach fest, dat ass, datt do Leit fatzeg dovu profitéiert hunn. Et gëtt Gesellschaften, wéi Umedia an anerer, do sinn heiansdo dräi Aktionären, déi stiechen emol jiddwereen eng Millioun direkt an hir eegen Täsch, egal wat herno mam Film geschitt, ob een eppes ka mat dem Film ufänken oder net. An et kënnt dem Här Reding zur Éier, datt en dat virdrun hei och schonn opgeworf huet.

Grad wéi verschidde Schauspiller, nëmme well se e bestëmmten Numm hunn, well se Depardieu oder Deneuve heeschen, fir ee Film 400.000 Euro kënnen an d'Täsch stiechen, op d'Käschte vun de belsche Steierzueler. An dat huet och eng Géigesäit, nämlech net nëmmen, datt d'Steierzueler an der Belsch dat bezuelen, mä et huet och als Géigesäit, datt déi aner Acteuren, datt d'Techniker, datt d'Intermittenten Aarbechtskonditiounen hunn, déi ënner aller Klarinett sinn an déi dozou féieren, datt se regelméisseg dozou forcéiert ginn, wéi zu Avignon oder op anere Plazen, fir hir Konditiounen ze streiken an ze manifestéieren.

Och dat ass e Resultat vun där Tax-shelter-Politik, bis hin dozou - an do, mengen ech, si mer zu Lëtzebuerg och zum Deel dovunner betraff -, datt eng Rei Firmaen an de Beräicher vun den Effets spéciaux an der Belsch ganz volatil sinn: Si entsti fir en Optrag, si verschwannen erëm nom Optrag.

Also, mir kréien do eng Situatioun, déi net nëmme Sonnesäiten huet. An et gëtt ganz vill Etüden driwwer, ob dat sech dann elo gelount huet fir d'Belsch. Ech bleiwe bei der Belsch, op Lëtzebuerg kommen ech nach. An déi seriöst Etüde kommen zur Konklusioun, datt et eigentlech en Nullsummenspiel ass, datt een dat, wat ee gewënnt, och op där anerer Säit verléiert oder aner Leit dat verléieren.

Ech wëll awer kloer soen, datt zu Lëtzebuerg d'Situatioun net déi nämlecht ass. Ech mengen, datt zu Lëtzebuerg d'Situatioun méi ausgeglach ass, wat d'Konditioune vun de Leit ugeet an och wat d'Situatioun vun de Firmaen ugeet.

Bon, ech mengen, mir kruten et gesot: Zu Lëtzebuerg si 474 Milliounen investéiert ginn. Dat huet de Steierzueler 142 Millioune kascht. An ech mengen, mir wëssen, et kann ee stolz sinn op dat, wat zu Lëtzebuerg mat kollektiven Efforten an deem Secteur fäerdegbruecht ginn ass. Et ass virdrun ervirgestrach ginn, an ech wëll deem bäiflichten.

Déi Situatioun huet sech awer geännert. Si huet sech fundamental geännert, well an de Joren 2000, 2004, 2006, 2008, 2009 praktesch eng ganz Rei Länner dozou iwwergaange sinn, fir esou Tax-shelter-Systemer anzeféieren: a Frankräich 2004, 2005 nogebessert, 2009 nogebessert, Däitschland 2007, Ungarn 2011, déi do e grousse Maart opzéien, England 2007 an esou weider. Wat mat sech bruecht huet, datt mer an där Situatioun vu Konkurrenz a vu Steiernischen am Fong geholl zu enger Situatioun komm sinn, wou, a Verbindung mat der Wirtschaftskris, näischt méi derbäi erauskënnt.

An ech mengen, et ass dat, wat d'Regierung eigentlech zur Décisioun gefouert huet, fir ze soen: Mat dëser Nischepolitik, déi mer '88 agefouert hunn, déi eng Rei aner Länner iwwerholl hunn, ausgebaut hunn, hale mer op, mir schafe se of a mir ersetze se duerch direkt Subventiounen.

Mir stëmmen deem zou. Mir stëmme fir dee Projet, deen hei déi Nischepolitik do ofschaaft an iwwergeet zu engem direkte Subventionnement vun dem audiovisuelle Secteur.

Mir sinn och averstane mat där organisatorescher Ännerung, déi doranner besteet, datt de Comité de lecture an de Comité d'analyse économique et financière zesummegeschloe ginn, well do ware ganz vill Konflikter a ganz vill Komplikatiounen an Intransparenz. Déi ginn zesummegeschloen, a mir stëmmen deem och zou.

Wat déi nei Missioune vum Filmfong ugeet, fir duerch direkt staatlech Ënnerstëtzung privat Investeuren an de Film ze förderen, dat ass nach e bëssen onkloer. Dat muss een da gesinn, wéi dat geet.

Wat awer och positiv ass, dat ass, datt dem Projet de loi e Règlement grand-ducal bäilouch - deen net ëmmer bäiläit, mä hei louch e bäi -, an deem d'Kritären, wéi an Zukunft déi Subventioune sollen attribuéiert ginn, opgelëscht sinn. An déi Kritäre si positiv, well deen éischte Kritär ass: déi artistesch a kulturell Qualitéite vun engem Projet, an net direkt déi wirtschaftlech, oder grouss Firmaen. A mir hoffen, datt et méiglech ass, fir déi Diversifikatioun, vun där hei geschwat ginn ass, op déi Aart a Weis och bäizebehalen.

Eppes, wat e bësse manner transparent ass, dat ass, datt de Filmfong kann drop verzichten, fir déi Suen erëmzekréien. No wéi enge Kritären dat geschitt, dat ass e bëssen onkloer, well se stinn iwwerhaapt net do!

Eng lescht Bemierkung: Mir wäerten also an Zukunft all Joers beim Budget driwwer décidéieren, wat de Filmfong respektiv d'Filmindustrie vu Sue kritt. An ech hoffen zwou Saachen: Ech hoffen éischtens, datt dat, wat de Filmfong kritt, net duerch Budgetsrestriktiounen a Budgetskontrollen, duerch Ausgabekontroll a Fro gestallt gëtt, Stéchwuert „budget nouvelle génération", datt et net eent vun deenen éischten Affer ass vun där neier Fiskalpolitik.

An zweetens hoffe mer, an dat ass gradesou wichteg, datt, wa mer déi Ausgabe bäibehalen, se net op d'Käschte gi vun anere kulturellen Acteuren an Aktivitéiten, déi vläicht net esou staark sinn. An do denke mer mat Schmäerzen drun, datt all Konventiounen am kulturelle Secteur gekënnegt sinn a mer bis haut nach keng Informatiounen driwwer hunn, no wéi enge Kritären déi erneiert ginn. A mir hoffen, datt do déi Budgetsrestriktioune sech net dohinner verlageren, esou wéi se sech zum Deel schonn op d'Aide financière bei de Studente verlagert hunn.

Dat gesot, stëmme mir grondsätzlech deem Projet do zou a mir wiere frou, wa mer an zwee Joer kéinten e positive Bilan dovunner maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. A fir d'Regierung huet elo d'Kulturministesch, d'Madame Maggy Nagel, fir de Medieminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke kann ech nëmme bestätegen, wat den Deputéierten Adam gesot huet. Madame Adehm, de Rapport vun 2012 steet um Site vum Filmfong. A weiderhin ass mer gesot ginn, datt den nächste Méindeg de Rapport vun 2013 vum Direkter a vum President der Press och virgestallt géif ginn.

Erlaabt mer dann unzefänken an als Éischt den zoustännege Medien- a Kommunikatiounsminister ze entschëllegen, deen, wéi Der wësst, leider de Mëtteg net kann hei sinn, well en ënnerwee op de Conseil européen ass.

Vu datt jo souwuel de Medien- a Kommunikatiounsminister wéi och de Kulturminister d'Tutelle iwwert de Filmfong hunn an domadder coresponsabel sinn, wat den Développement vum audiovisuelle Secteur hei zu Lëtzebuerg ugeet, wat mer och esou bäibehale wëllen, a vu datt mir eis gutt verstinn an op därselwechter Wellelängt leien, wat d'Politique de soutien au secteur audiovisuel ugeet, ass et mer eng Freed an eng Éier, hei de Mëtteg kënnen zu dësem Projet de loi ze schwätzen.

Loosst mech fir d'Éischt der Rapportrice, der Madame Beissel, an de Membere vun der zoustänneger Kommissioun villmools Merci soe fir déi gutt a vill Aarbecht, déi si geleescht hunn, fir datt mer dëse Projet kënnen haut hei an der Chamber behandelen. Ech soen och all de Virriedner Merci fir hir Ënnerstëtzung zu dësem Projet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zwou Nominatioune bei den Academy Awards, dovunner een Oscar gewonnen, eng Selektioun zu Berlin, eng zu Cannes an eng zu Annecy: D'Joer 2014 huet gutt ugefaange fir d'Lëtzebuerger Filmindustrie!

Eise Filmsecteur récoltéiert haut d'Friichte vun där gudder Aarbecht, déi an deene leschte 25 Joer geleescht ginn ass. Natierlech hunn déi

successiv Regierungen och e Verdéngscht un dëse positiven Entwécklungen. Si hunn de legale Kader geschafen, deen et eise Filmschaffenden erméiglecht huet, aus engem Amateurssecteur Enn vun den 80er Joren, wou et nach keng staatlech Ënnerstëtzung gouf, eng professionell Industrie opzebauen, déi Unerkennung op der internationaler Bühn fënnt.

Et sinn haaptsächlech déi méi wéi 700 Leit hei zu Lëtzebuerg - Produzenten, Techniker, Schauspiller, Réalisateuren a Scénaristen -, déi hiert deeglecht Brout am Filmsecteur verdéngen, duerch deenen hir kreativ a kompetent Aarbecht mir Filmer aus Lëtzebuerg ëmmer erëm um klenge wéi awer och um groussen Écran kënne gesinn. D'Précurseure vum Lëtzebuerger Kino hu missen e Secteur opbauen, deen et viru 25 Joer net ginn ass. Et gouf deemools keng professionell Strukturen, keng finanziell Ënnerstëtzungen.

Hautdesdaags, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat just de Contraire. Ech wäert méi spéit nach op déi Evolutioun an op de Bilan agoen. Lëtzebuerg huet an den 80er Joren am Kontext vun der ekonomescher Diversifizéierungspolitik de Secteur vun der Kommunikatioun an Telekommunikatioun mat dem Succès vun SES Astra an den Développementer vum Grupp RTL-CLT weidergedriwwen. Dunn ass, an dat zu Recht, gemengt ginn, datt mir zu Lëtzebuerg net nëmme kéinten op d'Diffusioun vu Programmer setzen, mä, wann een en integrale Kommunikatiouns- a Mediesecteur wéilt hunn, datt dann och Produktiounsaktivitéiten dozou géife bäidroen, där mer bis elo keng haten.

An ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, datt d'Aiden, déi fir de Secteur vun der Production audiovisuelle zur Verfügung gestallt ginn, de But verfollegen, d'Diversifizéierungspolitik am Beräich Medien, Kommunikatioun, ICT ze vervollstännegen. Esou kann dëse Secteur sech als Ganzt profiléieren, wou souguer munch Synergië méiglech sinn. Ech denken zum Beispill un de Lien tëschent der Animatioun an dem Gaming.

Esou ass dann dat sougenannt „Certificats-Gesetz" entstanen, dat nieft der direkter selektiver Hëllef, der sougenannter „aide financière sélective", dee Mechanismus duergestallt huet, deen et erméiglecht huet, zu Lëtzebuerg eng audiovisuell a Kinosproduktioun an domadder en neie Secteur ze kreéieren.

Fir d'Éischt hu mer mam Certificats-Regime probéiert, international - virun allem nordamerikanesch - Produktiounen op Lëtzebuerg ze zéien, mam Zil, iwwert den Transfert vum Know-how eis hei déi néideg Experienz, d'Expertise an och de Produktiounsvolumen ze ginn, fir eis Leit auszebilden nom System „learning by doing" an esou schnell wéi méiglech eng aktiv professionell Industrie ze entwéckelen.

No an no hu mir eis awer ëmmer méi op europäesch Koproduktioune konzentréiert. Vill international réputéiert Filmer sinn esou entstanen. Ech denken un „Girl with a Pearl Earring", 2003, oder méi rezent „The Congress", 2013, dee beim europäesche Filmpräis am Dezember zu Berlin de beschte Long-métrage d'animation gewonnen huet, oder och nach „Ernest et Célestine", deen de César kritt huet a fir en Oscar nominéiert war.

Méi wéi 550 Produktioune sinn an deene leschte 25 Joer entstanen, fir en Investment vu ronn 300 Milliounen Euro. 60 Nominatiounen an 20 Präisser hunn eis Filmer bei de bekannteste Festivale wéi Cannes, Annecy, Berlin, Locarno a Venedeg gewonnen. A mir däerfen net all déi aner Festivalen a Präisser vergiessen. Et sinn der wäit iwwer 200, déi eis Koproduktiounen an deene leschten 20 Jorzéngte (veuillez lire: 20 Joer) konnte gewannen.

A wien erënnert sech net un de wonnerschéinen Dekor vu Venedeg, deen zu Esch entstane wor, eist klengt Venedeg?

De Certificats-Regime an d'Aides directes hu regelméisseg zesumme fonctionnéiert a wore fir d'Lëtzebuerger Filmschaffend de Garant fir hir Part de financement an enger internationaler Produktioun.

Contrairement zu anere Länner, wou d'Produzenten niewent der nationaler ëffentlecher Ënnerstëtzung och nach op regional Aiden, Investissementer vun Téleechaînen oder -distributeure kënnen zréckgräifen, ginn et zu Lëtzebuerg keng aner finanziell Ënnerstëtzungsquelle wéi d'Hëllefen, déi de Stat zur Verfügung stellt.

Et ass dofir wichteg, datt eis Filmer a Koproduktioune mat auslännesche Partner gemaach ginn. An an deem Kontext ass et och esou sënnvoll, datt mir international Koproduktiounstraitéen ënnerstëtzen. Mir hunn der am Moment siwen, dat sinn nieft Kanada a Québec, Däitschland, Frankräich, d'Schwäiz, Éisträich an Irland, dee leschten, dee mer virun dräi Joer ënnerschriwwen hunn. Säitdeem si siwe Long-métragen tëschent eisen zwee Länner entstanen oder sinn an der Entwécklungsphas.

Déi gutt international Relatiounen, déi eise Secteur konnt opbauen, an dat virun allem duerch de Lëtzebuerger Filmfong, hëllefen, d'Bild vum Grand-Duché dobaussen ze veränneren. Net nëmmen droen déi vill Produktiounen, déi hei am Land realiséiert ginn, dozou bäi, eis Image de marque ze diversifizéieren. Neen, et gesäit een dobaussen, datt Lëtzebuerg och am kreative Beräich international eppes unzebidden huet. An als Kulturminister kann a wëll ech hei ënnersträichen, datt dat an anere Kulturberäicher wéi Theater, Musek, Danz, Literatur, Arts plastiques an Architektur och de Fall ass. Mir mussen derfir suergen, iwwer eise Kultursecteur en général dobaussen nach besser ze communiquéieren.

Eise Filmsecteur huet esou munches opzeweisen. Mir hunn hei am Ländche méi wéi 30 Réalisateuren, déi mindestens schonn ee professionelle Court-métrage realiséiert hunn. Och bei de Schauspiller ass et zu enger Professionalisëierung komm. Ëmmer méi oft gesi mer se an internationale Filmer oder och a méi grousse Rollen.

Besonnesch den Animatiounssecteur huet sech an deene leschte Jore massiv weiderentwéckelt. A véier verschiddenen Animatiounsstudioe ginn hei international Televisiounsserien, Court- a Long-métragë realiséiert an 2D respektiv 3D an och an 3D-Stereoskopie. Domadder sinn déi Filmer gemengt, wou Der musst all en extrae Brëll undoen.

Déi zwou Oscar-Nominatiounen, souwuel vun „Ernest et Célestine" wéi déi vum „Mr Hublot", beweisen, wéi d'Qualitéit a wéi wichteg dëse Beräich bei eis ass. 30% bis 40% mécht d'Animatioun an eisem gesamte Produktiounsvolumen aus.

Eis Lëtzebuerger Techniker sinn international bekannt fir hir Qualitéitsaarbecht, hir Flexibilitéit souwuel a franséisch-, däitsch- oder engleschsproochege Produktiounen. Dat ass e grousse Virdeel vis-à-vis vum Ausland an esou munchen auslännesche Réalisateur kënnt regelméisseg zréck op Lëtzebuerg, fir hei mat därselwechter Équipe nees ze schaffen. Och ginn eis Techniker vun hei op Produktiounen engagéiert, déi näischt mat Lëtzebuerg ze dinn hunn.

Grouss Investissementer sinn am Beräich vun der Postproduktioun hei zu Lëtzebuerg vu privaten Investisseure getätegt ginn. Soundstudioen, Mixage- a Montage-Plateaue sinn entstanen, déi et erlaben, ënner héich professionelle Konditioune Filmer fir d'In- an d'Ausland ze finaliséieren. Mä och d'Filmstudioen zu Conter oder nach de rezente Studiokomplex, deen zu Kielen opgaangen ass, beweisen, datt och de Privatsecteur un d'Entwécklung vum Produktiounssecteur zu Lëtzebuerg gleeft.

Eis Produzente sinn am Ausland sollicitéiert, an dat virun allem, well se e groussen Know-how hunn, wat d'international Koproduktioun ugeet. Mä dat gëtt eise Produzenten awer och eng grouss Responsabilitéit. Och wa mer hei an engem gréisstendeels subventionéierte Secteur aktiv sinn, heescht dat net, datt d'Regele vun der Ekonomie net ze fonctionnéiere brauchen. Och hei mussen d'Produktiounsgesellschaften „en bon père de famille" operéieren. Dofir ass et och wichteg, datt de Lëtzebuerger Filmfong déi néideg Moyenen huet, fir de Contrôle vun de staatleche Subventioune kënnen ze assuréieren.

Vill vun eise Produktiounsgesellschafte si souwäit gaangen, datt se sech och international entwéckelt hunn. Dat heescht, datt si entweder Succursalen am Ausland opgemaach hunn oder awer a Gesellschaften am Ausland investéiert hunn. Dat erlaabt hinnen dann och, an engem aneren Territoire Fouss ze faassen.

Et ass dofir och net verwonnerlech, datt d'Demanden, fir Projeten zu Lëtzebuerg a mat Lëtzebuerg ze dréien, an deene leschte Jore 40% bis 50% an d'Luucht gaange sinn. An der Regel ginn all Joer an der Moyenne tëschent 120 an 150 Demandë beim Filmfong agereecht. Datt déi awer net all kënne finanziell ënnerstëtzt ginn, läit op der Hand, géif ech mengen.

Mir mussen awer derfir suergen, datt de Secteur, dee mer an deene leschte 25 Joer opgebaut hunn, stabiliséiert bleift a sech weider entwéckele kann. An dozou gehéiert och d'Éducatioun an d'Formatioun.

Mir hunn am Lycée technique des Arts et Métiers e BTS fir Animatioun, dee gutt fonctionnéiert. Iwwer 75% vun den Ofschlossschüler fannen duerno eng Aarbecht an hirem Domän. Dës Regierung ass amgaangen ze analyséieren, fir de BTS Animation weider auszebauen. Am September kënnt och elo nach e BTS audiovisuel derbäi, dee méi spezifesch op déi sougenannten „Liveproduktiounen" ausgeriicht gëtt.

An da wäerte mer och derfir suergen, datt déi audiovisuell praktesch Ausbildung a Fortbildung ugepasst un de BTS och ausserhalb ugebuede gëtt. Dofir musse mir Politiker de Cadre règlementaire schafen, an deem de Secteur sech dann développéiere kann.

A wa mer wëllen, datt mer och nach an Zukunft eng europäesch audiovisuell Industrie behalen, mat europäeschem Contenu, an net wëllen amerikaneschen oder asiatesche Produiten de Virrang loossen, da musse mer eis heemesch Produktiounen a Koproduktioune mat ëffentleche Moyenen ënnerstëtzen. Dat mécht all anert europäescht Land, an och d'Europäesch Kommissioun huet Exceptiounen, en „block exemption" fir d'audiovisuell Produktioune virgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dann och schéin ze gesinn, datt säit dem Enn vun den 80er Joren, wou mir déi éischt Hëllefe fir den audiovisuelle Secteur zu Lëtzebuerg geschafen hunn, mer ëmmer quasi eng Unanimitéit hei an der Chamber fonnt hunn, wann et drëms gaangen ass, d'Gesetz iwwert d'Aiden ze optimiséieren. An dat schéngt jo och haut hei de Fall ze sinn.

Mir proposéieren - an d'Presidentin-Rapportrice vun der Kommissioun vum Projet de loi huet et betount -, dat Gesetz iwwert de Certificat audiovisuel, dat elo méi wéi 20 Joer fonctionnéiert huet, ofzeschafen an dem audiovisuelle Secteur déiselwecht finanziell Ënnerstëtzung iwwer en anere Wee zoukommen ze loossen, iwwert de Wee vun der direkter Hëllef.

Dat ass néideg ginn, well an der heiteger Finanzsituatioun sinn d'Sue méi deier gi fir d'Produzenten a si hunn an deene leschte Joren Avantagen, Zënsen a Kommissioune verluer. Wéi des Éfteren, wann d'Ëmfeld sech geännert huet, hu mer et fäerdegbruecht, de Régime d'aide am audiovisuelle Secteur esou ze änneren, datt mer kompetitiv bliwwe si vis-à-vis vum Ausland an datt eis Filmschaffend weider hirem Beruff kënnen effikass nogoen.

Déi nei Aart a Weis, de Secteur ze ënnerstëtzen, erlaabt et net nëmmen, international aktiv ze bleiwen. Neen, mir léisen de Problem och, deen entstanen ass, well d'Certificaten net méi esou fonctionnéiert hunn, wéi se sollten. An en plus beinhalt dëse Projet de loi och e Volet vun der Gouvernance, deen et erlabe wäert, datt d'Décisioune méi séier, manner bürokratesch a méi onofhängeg geholl kënne ginn. D'Rapportrice ass an hirer detailléierter Ried op déi eenzel Ännerungen agaangen, an ech hunn och deem näischt méi zouzefügen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn iwwerzeegt, datt dëse Projet de loi et dem Secteur vun der audiovisueller Produktioun wäert erlaben, sech weider an engem international staarken Ëmfeld kompetitiv weiderzëentwéckelen an dann ze behaapten. Och wann et net Zil an Zweck vun eiser Förderung ass an däerf sinn, Präisser an Unerkennungen ze kréien, esou sinn ech awer iwwerzeegt, datt mat der Kreativitéit, dem Know-how, der Kompetenz an dem Engagement, deen eis Filmschaffend Dag fir Dag hei zu Lëtzebuerg an am Ausland ënner Bewäis stellen, den Oscar fir den „Här Hublot" sécherlech net dee leschten ass.

Ech soen lech elo scho Merci fir déi ganz breet Majoritéit, déi dëse Gesetzesprojet dann elo wäert, nodeems datt ech elo ofschléissen, kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Ech hunn d'Wuertmeldung vun der Madame Adehm, Parole après ministre, fir Preziounen.

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Ech wëll just erklären - wéinst deem ominéise Rapport annuel -, et ass esou, datt de Filmfong eng Kategorie huet, wou „The Film Fund" steet. Da geet een dorobber klicken, da kënnt ënnendrënner „Mission", „Our Team", „Annual Report", a wann een an déi Kategorie geet „Annual Report", do stinn d'Rapports annuels just bis 2009.

Ech hu mech an Zwëschenzäit och opkläre gelooss, datt et da ganz uewen am Eck rechts eng kleng Kategorie gëtt „Download Center". Du sinn ech och doranner kucke gaangen, an do fënnt een tëschent engem Sammelsurium vun Informatiounen dann effektiv ganz ënnen och iergendwou d'Rapports annuels.

Mä an der Kategorie „Rapport Annuel" um Site vum Filmfong sti se net en tant que tels. Et muss een, wéi gesot, an den „Download Center" siche goen. Dat wollt ech just soen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci. Domat si mer um Enn ukomm a mir géifen iwwert de Projet de loi 6535 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6535 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6535 ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6703, eng Ännerung um Gesetz iwwert d'Beruffschamberen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Georges Engel.

9. 6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, de Gesetzestext, iwwert dee mer haut ofstëmmen, huet als Haaptobjektiv, déi Problemer, déi duerch d'Uerteel vum 19. Dezember 2013 vun der Cour administrative opgeworf gi sinn, ze léisen. Bei dësem Uerteel geet et ëm d'Representatioun vun de Statsbeamten aus der Carrière supérieure an hirer Beruffschamber.

D'Gesetz, wat am Moment a Kraaft ass - et ass dat vum 4. Abrëll 1924 -, leet d'Unzuel vun de Sëtz fir d'Kategorie A vun der Carrière supérieure an der Beruffschamber vun de Statsbeamten op dräi Mandater fest. Am Ganze sinn et 27 Mandater. De Rescht vun de Mandater ginn ënnert de Beamte vun deenen anere Carrièrë verdeelt.

Den Artikel 43ter vun deem Gesetz hält ausserdeem fest: «Au sein de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics aucune administration de l'État ni aucun établissement public ne peut occuper plus de deux mandats pour chacune des categories A, B et C. Au sens des dispositions du présent article, l'enseignement secondaire, secondaire technique, supérieur et universitaire est à considérer comme formant une seule administration.»

De Sträit - dee sougenannten „Sträit", wann een dat esou wëllt nennen -, dee schlussendlech zu deem Uerteel gefouert huet, geet op déi lescht Wahle vun de Beruffschambere vun de Statsbeamten am Mäerz 2010 zréck. Deemools hat d'CGFP no der Verdeelung vun de Sëtz zwee vun den dräi Mandater an der Kategorie A kritt. Dës zwee Sëtz sinn un zwee Beamten aus dem Enseignement gaangen.

D'Lëscht vun der APESS hätt theoretescherweis awer d'Recht op deen drëtte Sëtz gehat, mä well dës Lëscht jo just aus Beamten aus dem Enseignement besteet, par la force des choses, huet d'APESS en dunn net kritt. Dësen drëtte Sëtz ass der CGFP zeguttkomm an un ee Beamten, deen net an dem Enseignement ass,

gaangen. Esou sinn déi dräi Sëtz an der Kategorie A un d'CGFP gaangen.

D'APESS war mat dëser Entscheedung net averstanen an huet reklaméiert. Mä de Regierungsrot huet d'Resultat vun de Wahlen, also och d'Verdeelung vun de Sëtz, den 30. Abrëll 2010 awer validéiert an esou d'Reklamatioun verworf. D'APESS huet dunn e Recours géint d'Décisioun vum Regierungsrot ageluecht.

Den Tribunal administratif huet dunn d'Cour constitutionnelle ageschalt, fir datt dës iwwert d'Constitutionnalitéit vum Artikel 43ter Abschnitt 5 vum Gesetz vun 1924 décidéiert.

An hirem Uerteel vum 9. Mäerz 2012 äntwert d'Cour constitutionnelle, datt deen eventuellen Avantage, deen entsteet duerch d'Regelung vu maximal zwee Mandater pro Administratioun fir e Syndikat, deen d'Fonctionnairë vu verschiddenen Administratioune representéiert, géintiwwer engem Syndikat, dee just d'Intérête vun enger Administratioun, wéi an dësem Fall den Enseignement, vertrëtt, net kann a Considératioun gezu ginn, fir eng Analys vun der Constitutionnalitéit vun dëser legaler Dispositioun ze maachen.

D'Cour constitutionnelle werft awer op, datt muss ënnersicht ginn, ob dës Dispositioun net eng Inegalitéit tëschent de Kandidaten individuell schaaft, well si mécht et méiglech, datt ee Kandidat, dee méi Stëmme krut, zugonschte vun engem mat manner Stëmmen, mä aus enger anerer Administratioun, écartéiert gëtt. Hei werft d'Cour d'Fro no dem Prinzip vun der Egalitéit op, wéi en am Artikel 10bis vun eiser Constitutioun virgesinn ass.

Den Tribunal administratif huet a sengem Uerteel vum 30. Abrëll 2013 de Recours vun der APESS géint d'Décisioun vum Regierungsrot verworf. D'APESS wollt dat awer net esou hinhuelen an ass an Appell gaange bei der Cour administrative.

Dës huet sech op den Artikel 1 vun der Constitutioun bezunn, dee beseet: «Le Grand-Duché de Luxembourg est un État démocratique, (…).» Op Basis vun dësem Artikel seet d'Cour, datt dësen net just fir d'Wahlen an der Chamber, also hei an der Chambre des Députés, gëllt, mä och fir d'Wahle vun de Beruffskummeren, déi och an de legislative Prozess falen. Also muss déi definitiv Verdeelung vun de Mandater deem entspriechen, wat d'Wahlen erginn hunn.

Am Uerteel vum 19. Dezember 2013 huet d'Verwaltungsgeriicht dunn décidéiert, datt den Arrêté vum Regierungsrot misst annulléiert ginn an datt d'APESS hire Sëtz eigentlech zegutt hätt.

Laut dësem Uerteel misst d'Regierung eng nei Décisioun huelen, wat d'Verdeelung vun de Sëtz an der Kategorie A ugeet. Si kann dësen drëtte Sëtz awer der APESS net einfach esou zoudeelen, well dëst contraire zum bestehende Gesetz wär. Een Dilemma.

Sou ass décidéiert ginn, deen drëtte Sëtz bis zu den nächste Wahlen, déi am Mäerz 2015 stattfannen, net ze verdeelen. Dee bleift also onbesat bis an e puer Méint.

Eng Ëmännerung vum Gesetz ass also néideg ginn, fir eng gerecht Verdeelung vun de Sëtz an der Carrière supérieure pro Administratioun souwéi eng proportionell Representatioun ze garantéieren. Dëst Zil soll duerch déi virleiend Gesetzesännerung erreecht ginn.

Déi gesäit vir, datt zwou verschidde Kategorien an der Carrière supérieure geschafe ginn, eng fir Beamten aus dem Enseignement, Kategorie A, an eng zweet fir aner administrativ Beamten, Kategorie A1. Fir datt d'Unzuel vun de Mandater an der Beruffschamber vun de Statsbeamten net muss an d'Luucht gesat ginn, sinn zwee Sëtz fir déi nei Kategorie fir d'Beamten aus dem Enseignement supérieur an ee Sëtz fir déi aner Beamten aus der Carrière supérieure virgesinn.

Dës Verdeelung entsprécht dem Rapport och tëschent de Beamten aus deenen zwou Kategorien. Tëschent 2010 an 2014 waren an der Carrière supérieure d'Beamten aus dem Enseignement zu duebel esou vill wéi déi aner Beamten.

De Statsrot souwéi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn an hirem respektiven Avis keng weider Remarquë formuléiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Paul-Henri Meyers fir d'CSV.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur, dem Här Georges Engel, villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Hien huet dat ganz ausféierlech gemaach, soudass ech eigentlech op de Projet de loi an op déi Ëmännerung net brauch zréckzekommen. Ech soen och elo schonn, dass d'CSV dee Projet de loi wäert stëmmen.

Étant donné, dass awer den Ausléiser vun där Gesetzesännerung hei en Uerteel vum ieweschte Verwaltungsgeriicht war, erlaben ech mer, wat net Usus ass ëmmer, e bëssen iwwert den Tellerrand vum Projet erauszekucken, well et jo e bëssen aussergewéinlech ass, dass d'Chamber no engem Uerteel Gesetzestexter ännere geet. An ech mengen, dann ass et net vu Muttwëll, wann ee sech och e wéineg mat deem Uerteel selwer ofgëtt.

D'Cour administrative ass nämlech zur Schlussfolgerung komm, dass den Artikel 42 Alinéa 8 vum Règlement grand-ducal vum 17. Januar 1984 net konform ass mat dem demokratesche Prinzip, wéi en am Artikel 1 vun der Verfassung steet. Dee Moyen ass en appel vun der Cour selwer opgeworf ginn an esou tranchéiert ginn, wéi den Här Engel et développéiert huet.

Étant donné, dass et awer bei der Juridiction administrative keng Kassatioun gëtt, géif ech mengen, dass et net vu Muttwëll ass, wann een hei awer d'Fro opwërft, ob et net noutwendeg ass, esou wichteg Froen enger zweeter Instanz ze ënnerbreeden, wat hei net méiglech war. Dofir, mengen ech, ass déi Fro vun der Kassatioun och bei der Juridiction administrative ëmmer nach aktuell.

D'Institutiounskommissioun huet sech verschiddentlech mat där Problematik ofginn, an ech mengen, et sollt een déi Fro do net aus den Ae verléieren, well ech mengen, dass hei d'Cour administrative eigentlech selwer d'Motivatioun bruecht huet, firwat een eventuell esou eng Kassatioun sollt virgesinn.

Eng zweet Remarque betrëfft d'Aart a Weis, wéi d'Cour administrative dee Prinzip, den demokratesche Prinzip vum Artikel 1 vun der Verfassung, definéiert: Si definéiert e par rapport zu allen Institutioune vum Stat.

Wat d'Beruffschamberen ugeet, mengen ech, muss ee sech, och wann een dat Uerteel net sollt iwwerbewäerten, awer d'Fro stellen, ob all Dispositiounen, net nëmme vun der Chambre des Fonctionnaires, mä och vun anere Beruffschamberen, da mat deem Prinzip konform sinn, wat d'Sëtzverdeelung ugeet. An ech mengen, dofir wier et och an där Hisiicht net vu Muttwëll, wann ee géif eventuell déi Texter vun de Reglementer eng Kéier nokucken, fir do eng nei Iwwerraschung an där doter Hisiicht ze vermeiden.

Dat gesot, répétéieren ech nach eng Kéier, dass mer eisen Accord ginn zu där heiter Ännerung vum Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meyers. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech richteg gezielt hunn, dann ännere mer dat Gesetz haut fir d'32. Kéier ëm. Dat beweist jo och, datt et e Gesetz ass, wat permanent nogekuckt muss ginn. An an deem spezifesche Fall hei ass et ganz kloer, datt een awer och muss Verständnis hu fir d'APESS.

Mir sinn an engem demokratesche Rechtsstat. Wann een no Wahlen Urecht op e Sëtz huet an et kann een awer net an de Genoss vun deem Sëtz kommen duerch eng Rei Dispositiounen, dann ass et evident, datt déi betreffend Gewerkschaft natierlech versicht, hiert Recht iwwer en anere Wee ze kréien. Duerfir ass et u sech richteg gewiescht, fir esou séier wéi méiglech elo hei ze légiféréieren, ëmsou méi, datt mer jo och virun Neiwahlen elo stinn. Am Oktober geet am Fong geholl déi Procédure un, well d'nächst Joer dann déi Chamber erneiert gëtt.

Erlaabt mer vläicht awer, am Numm vun der DP nach zwou Remarquen zu dësem Gesetzesprojet ze maachen:

Fir d'Éischt déi, datt et aus eiser Siicht richteg ass, wéi d'Regierung elo gehandelt huet, datt se elo kuerzfristeg dann awer dee Projet de loi hei op den Instanzewee bruecht huet, an datt et och richteg war vun der Regierung, fir elo net weider ze tranchéieren, ob der APESS soll dee Sëtz hei zougesprach ginn oder net.

Eng zweet Remarque ass déi, an indirekt huet den Här Meyers dat och schonn duerchblécke gelooss: Ech mengen, mir sollten dee Reflexiounsprozess allerdéngs haut net ophalen. Et sollt ee sech och Gedanke maachen engersäits iwwert dee juristeschen Aspekt, awer anersäits vläicht och iwwert d'Kompositioun vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, ob, wéi gesot, déi eenzel Kategorien elo dach nach wie vor op eng gerecht Aart a Weis Bestand hunn.

An deem Sënn wëll ech dann awer ofschléissend fir d'Éischt och nach dem Rapporteur e ganz grousse Merci ausspriechen, dem Här Engel, an dann och gläichzäiteg d'Zoustëmmung vun der DP bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Graas. Den Här Roberto Traversini huet d'Wuert fir déi gréng.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ma och ganz kuerz wollt ech dem Rapporteur Merci soen. Do mierkt ee wierklech, datt en a sengem Element ass. An heimadder géif ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun Iech matdeelen.

M. le Président.- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosse mer eis emol vläicht fir unzefänken, nodeem ech dem Här Rapporteur e Merci gesot hu fir eng ganz kloer Presentatioun, loosse mer eis emol eng Fro stellen: Wat ass eigentlech d'Chambre professionnelle des Fonctionnaires et Employés publics?

Do gëtt et verschidden Interpretatiounen. Et gëtt déi, déi am Gesetz ass. Et gëtt och eng ganz praktesch, déi mer hei erëmfannen an enger Wahlbroschür vun der CGFP aus dem Joer 2010 fir déi Sozialwahlen, iwwert déi mer hei schwätzen. An d'CGFP seet: «En d'autres termes, l'immense majorité de la Chambre n'est autre que le bras institutionnel de la CGFP.»

Do ass u sech näischt dergéint ze soen, wann dat d'Resultat ass vun engem faire Wahlprozess an net vun engem politesche Wëllen. Ech mengen, wann dat d'Resultat ass, datt eben d'CGFP esou vill Sëtz duerch fair an oppe Wahle kritt huet, ass dat an der Rei. Awer et soll net d'Resultat vun engem politesche Wëlle sinn.

Hei hu mer e Wahlresultat gehat 2010, wou d'APESS sengerzäit 26,91% vun de Mandater kritt huet an en Direktsëtz kritt huet. A si stellt sech vollkommen zu Recht, wéi och den Här Graas et scho gesot huet, d'Fro: Wa Lëtzebuerg en demokratesche Stat ass, hu mir dann net d'Recht op eise Sëtz? Eis Äntwert dorobber ass: Jo!

An do ass deen éischten Denkfeeler - also eiser Meenung no en Denkfeeler - vun der Regierung, deen eis als ADR op jidde Fall vun der Regierungspositioun däitlech trennt. D'Regierung seet: „Mir hunn hei en Uerteel an dorobberhi musse mer légiféréieren." Dat ass net d'Situatioun, wéi an engem demokratesche Stat sech de Problem stellt! De Problem huet sech no de Wahle gestallt! No de Wahlen 2010 wor offensichtlech, datt do eng Gewerkschaft hire rechtméissege Sëtz net konnt kréien. Deemools huet sech schonn de Problem gestallt.

A wann dann eng demokratesch gesënnte Regierung dee Problem sollt analyséieren, da wär deemools schonn de Moment gewiescht, fir dat hei legislativ oder reglementaresch esou ze traitéieren, datt deen demokratesche Wëlle vun deene Leit, déi do gewielt hunn, géif respektéiert ginn, an net fir ze waarden op d'Enn vu Prozesser oder eventuell - wou ech awer elo net am Fong wëll géint eng Kassatioun an den administrative Couren hei räsonéieren -, mä awer net fir och nach zousätzlech Instanze sech ze wënschen, fir dat do eventuell nach eng Kéier iwwerpréiwen ze loossen, wann ee Geriicht schlussendlech zu engem Avis kënnt, datt eng representativ, fräi a gerecht Wahl muss respektéiert ginn!

Mir fillen eis als ADR erënnert, wa mer esou eng Situatioun gesinn, un déi, déi mer och hei hunn an der Chamber mat dem Découpage a Circonscriptiounen an esou weider, déi schlussendlech och drop erausleeft, datt den demokratesche Wëllen hei am Land net vollstänneg respektéiert gëtt. Duerfir och déi Diskussiounen, déi mir hei iwwer eise Wahlsystem am Land hunn. Hei sinn eenzel Schwächte vun ähnlecher Natur ze erkennen.

An dann, wann deemools schonn d'Regierung net dat gemaach huet, wat se hätt misse maachen, nämlech dem Wahlresultat Rechnung droen an doduerch légiféréieren, also eis froen, fir ze légiféréieren oder reglementaresch Ännerunge virzehuelen, firwat soll een dann net elo nach der APESS, och wann et spéit ass, dee Sëtz ginn, dee se zegutt huet? Et géif Méiglechkeete ginn.

Mir kéinten, wa mer schonn hei d'Gesetz änneren, och d'Gesetz änneren, datt déi Gewerkschaft elo nach hire Sëtz kréich. Mir kéinten och reglementaresch, well et am Gesetz virgesinn ass - och wann do vläicht eng Kontradiktioun ass tëschent engem Règlement grand-ducal an deenen aneren Artikele vum Gesetz, mä ëmmerhin ass et am Gesetz virgesinn -, nach eng Ëmverdeelung do maachen, wéi d'Gesetz et virgesäit, fir nämlech méi Mandater an der Carrière supérieure virzegesinn, well einfach d'Kräfteverhältnis tëschent deene verschiddene Gruppe sech fundamental geännert huet.

Ech ginn Iech e Beispill. 2010 woren an der Carrière supérieure 5.707 Électeuren an an der Kategorie C 7.985. Dobäi hat d'Carrière supérieure dräi Mandater an d'Kategorie C hat der néng. Also eng Différence vun eent op dräi, während nëmmen 2.000 Électeuren Ënnerscheed sinn. Et wär also Ursaach do, fir dat do ze änneren, elo ze änneren oder scho geännert ze hunn, amplaz elo ze soen: „Ma mir légiféréieren a mir verdeelen deen drëtte Sëtz net." Hei sinn einfach Ongläichgewiichter!

Et steet och net an deem Gesetz, an duerfir, Här Minister, froen ech Iech et: Wéi sinn dann déi Zuelen 2014? Dir sot, den Écart huet sech nach creuséiert zugonschte vun den Enseignanten. Mä wéi sinn dann déi aktuell Zuelen? A wär déi flagrant Ongerechtegkeet schonn an der Verdeelung vun de Mandater net schonn Ursaach genuch gewiescht, fir dat do ze redresséieren?

An der proportioneller Rechnung hätt deemools schonn, deemools 2010 bei de Wahlen, d'Kategorie A véier Mandater misse kréien, a proportionell wär d'Kategorie C deen Ableck bei fënnef Mandater gewiescht. A Realitéit wor et dräi zu néng, wat dëse Problem, dee mer elo hunn, zum Deel mat bedéngt.

Ech wëll hei anekdotenhaft och nach soen - mat engem Iwwergang vläicht, fir ze soen, wéi ongerecht déi Mandater verdeelt sinn -, et gëtt eng Kategorie, d'Kategorie F, dat ass déi vun de Ministres du culte catholique, déi hätt normalerweis 0,2 Mandater zegutt. Si huet awer een. Ech kritiséieren dat net. Ech sinn dee Leschten, deen de Ministres du culte catholique dat wëllt ewechhuelen.

Mä et ass interessant, fir ze kucken, wéi de Maître Vogel, d'Étude Vogel hei räsonéiert huet, déi d'CGFP vertrueden huet. An dat schéngt mer interessant, dat virzeliesen, well u sech d'Étude Vogel hei - an dat ass ëmmer agréabel ze liesen - dach seet, wéi wäertvoll déi Rotschléi vun der kathoulescher... oder vu Katholike sinn: «D'ailleurs, attribuer le mandat strictement d'après un seul critère arithmétique...»

Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf, Här President, duerfir kierzen ech dat of.

M. le Président.- Dat ass...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass awer ganz interessant.

M. le Président.- Da brauch ech net aktiv ze ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir braucht et net, ech maachen et selwer.

Mä op jidde Fall, d'Räsonnement ass eben, d'Représentants du culte catholique hätten nëmmen 0,2 Mandater. An d'Étude Vogel seet dozou, dat wär awer keen Argument, well de Représentant vun hinnen «apporte cependant une contribution fort utile et appréciée de préceptes moraux et sociaux». An där Meenung si mir och.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Dann huet d'Wuert de Fonction-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

(Interruption)

Oh, ech sinn ontréischtlech, Här Turpel! Falschen Alarm, Här Kersch, et deet mer leed.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci. Dat ass mer an der Chambre professionnelle ni geschitt, datt ech als eenzegen Net-CGFPs-Member während 20 Joer do ignoréiert gi sinn. Dofir sinn ech frou, datt ech dann awer elo nach d'Wuert ka kréien.

M. le Président.- Oh, et ass ganz schwéier, Iech ze ignoréieren.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Merci!

D'Chambre professionnelle vun der Fonction publique sollt eigentlech schonn 1924 agefouert ginn. '21 hu mer iwwerhaapt d'Chambres professionnelles agefouert, an do war scho virgesinn, '24, fir eng Chambre vun der Fonction publique anzeféieren, déi awer eréischt 40 Joer duerno - 1964 - agefouert ginn ass.

A wéi se agefouert ginn ass, ass eppes festgehale ginn, wat elo zu deem Problem féiert, mat deem mer hei konfrontéiert sinn. Dat ass nämlech deen, datt mer engersäits a Kategorië wiele vu Carrière supérieure, Carrière inférieure,

Carrière moyenne, Enseignanten, Gemengebeamten, an Employéen neierdéngs, déi et deemools nach net gi sinn.

En plus seet d'Gesetz, datt keng Verwaltung beim Stat, awer just beim Stat, vun de Fonctionnairen - dat ass just d'Carrière supérieure, d'Carrière inférieure an d'Carrière moyenne, do zielen d'Employéen net derzou an do zielen d'Gemengen net derzou an do zielt och den Enseignement net derzou -, datt a kenger Verwaltung méi wéi zwee Leit däerfte genannt ginn. An dat ass jo hei, wou mer de Problem hunn. Doduerch, datt vun der CGFP zwee Leit aus dem Enseignement an der Catégorie supérieure genannt waren, krut d'APESS do dee Posten dunn dee Moment net.

Ech mengen, all Mënsch ass hei d'accord, fir ze soen, datt dat net gerecht ass an datt een esou net ka virgoen. Well d'Tatsaach, datt d'APESS dee Posten net kritt huet an d'CGFP dee Posten zousätzlech kritt huet, féiert zweemol zu enger Ongerechtegkeet, déi net d'Wahlresultat respektéiert. Éischtens ass d'Wahlresultat net respektéiert, well d'APESS net vertrueden ass an der Chambre professionnelle, an zweetens ass d'Wahlresultat net respektéiert, well eng aner Gewerkschaft ee Sëtz méi kritt wéi deen, deen d'Wieler hir ginn haten.

An eigentlech hätt do scho vill éischter misse reagéiert ginn. Ech wëll drun erënneren, datt an de 70er Joren eng ähnlech Situatioun war mat der Bréifdréieschgewerkschaft an der Carrière inférieure, d'Bréifdréieschgewerkschaft, déi haaptsächlech bei der Post, wéi hiren Numm et seet, aktiv war an och opgrond vum Wahlresultat ëmmer een Delegéierten hat, mä déi Gewielten, déi sinn ni drukomm, well vun der Post schonn erëm eng Kéier zwee CGFPs-Leit gewielt waren, déi méi Stëmmen hate wéi si.

Dofir ass d'Bréifdréieschgewerkschaft higaangen a si huet eng Astuce gemaach: Si huet ëmmer aus enger anerer Verwaltung nach ee Kandidat gehat. An och wann dee vun de Bréifdréier dee Leschtgewielte war, ass deen da Member gi vun der Chambre professionnelle - wat och net eng korrekt Wahrnehmung war vum Wielerwëllen an deem Secteur. Also hätt do scho vill éischter misse reagéiert ginn.

Dee Problem huet sech geléist, wéi d'Bréifdréieschgewerkschaft vun der CGFP opgeholl ginn ass. Mä de Problem generell ass awer net geléist.

Elo proposéiert d'Regierung hei eng Léisung, déi menger Meenung no eigentlech keng ass fir den aktuelle Problem! D'Regierung proposéiert, an der Carrière supérieure ze splitten, engersäits fir d'Schoulen, dat heescht, déi Verwaltungen, déi wielen da fir sech, an dann anersäits fir de Rescht vun der Carrière supérieure. D'Schoule wielen der dann zwee an de Rescht vun der Carrière supérieure wielt een. Dat bleift da beim Total vun dräi, mä si wiele getrennt.

Wat trotzdeem als Konsequenz huet, datt een, fir eranzekommen an d'Chambre professionnelle, elo méi en héije Prozentsaz brauch bei zwee an deem Grupp wéi virdrun, wou et der dräi waren. Bei engem Nombre électoral konnt ee virdru mat 25% ee kréien, elo brauch een 33% vun de Stëmmen. An ech huelen och un, datt eng Rei Leit drop spekuléieren, datt d'APESS zwar méi wéi 25% hat, mä net méi wéi 33%. Mä dat ass awer reng spekulativ, well dat, wat sech jo ännert, dat ass, datt de Corps och ännert an elo just d'Enseignantë wielen, also d'Proffe wielen, an d'APESS da vläicht op dee Chiffer kënnt.

Mä et féiert awer dozou, datt mer hei an engem Trend dra sinn, wéi dat de leschte Samschdeg am „Land" stoung, vu d'Förderung vu Majorzsystemer, dat heescht, datt een ëmmer méi an heiansdo och elo lues a lues ëmmer muss déi absolut Majoritéit hunn, fir iwwerhaapt nach iergendwou gewielt ze ginn.

En plus ass et haaptsächlech keng Léisung fir déi jëtzeg Situatioun. Dat heescht, d'APESS bleift dobausse laut där Propositioun, déi mer hei stëmmen. An dat ass eppes, deem mir net kënnen zoustëmmen. Dat ass eng Pseudoléisung fir e Problem, dee konkret a reell ass an hei net konkret an net reell geléist gëtt!

Ech wollt och dozou nach zwee Wierder soen. Dat Éischt, dat ass, wann een un d'Chifferen, un de Proporz ännere geet, da muss een awer d'Gesamtzuel an d'Luucht setzen, well awer d'Gesamtzuel sech geännert huet, well soss strooft een erëm eng Kéier a Kategorië Leit, wou dann och Gewerkschaften, déi elo gewielt ginn, net méi kënne gewielt ginn, well se dann am Proporz net méi kënnen drukommen.

An dee leschte Saz ass deen, datt mer eis souwéisou musse Froe stellen iwwerhaapt iwwert d'demokratesch Gepflogenheeten an der Fonction publique. Déi Regierung virdrun, déi hat emol eng gutt Initiativ geholl. Dat war déi, fir ze soen, mir féieren emol demokratesch Personalvertriederwahlen a beim Stat, wou all Statsbeamte seng Delegéiert selwer ka wielen a wou dat net iwwer Associatiounen an esou weider leeft. Si huet dat awer an engem Kompromëss, dee se am Kader vum Gehälteraccord mat der CGFP geschloss huet, erëm ofginn.

An ech stelle mer d'Fro, ob demokratesch Personalvertrieder bei de Wahlen - iwwerhaapt e bësse méi Demokratie! - net eng Noutwendegkeet wieren an och eigentlech opgrond vun den OITs-Konventioune virgeschriwwe wieren. An ech mengen, et géif Zäit ginn, datt mer e Schrack an déi Richtung géife maachen an net an déi ëmgedréite Richtung.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. An elo huet d'Wuert de Fonction-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Ech wéilt vläicht ufänke mat engem grousse Merci un de Rapporteur an un d'Kommissioun fir deen exzellente Rapport, dee mer hei héieren hunn.

Ech mengen, ech gehéieren net zu deene Leit, déi nach eng Kéier dat widderhuelen, wat Der elo grad hei vum Rapporteur en large duergeluecht kritt hutt. Ech mengen, en huet wierklech ganz genau d'Situatioun beschriwwen an och virun allem beschriwwen, firwat dass d'Regierung hei an der Situatioun war, dass huet misse gehandelt ginn.

Ech deelen, an dat wëll ech hei ganz kloer soen, d'Aschätzung vum Här Meyers. Ech mengen, dass dat Uerteel, mat deem mer eis hei mussen ausenanersetzen, eng ganz Rei vun anere Problemer opwërft. En huet eng vun de Léisungspisten hei initiéiert. Dat ass déi, fir eng Kéier ganz seriö driwwer ze diskutéieren, ob een net eng Cour de cassation bei der Cour administrative bräicht. Ech sinn der Meenung, dass dat eng vun deenen Iddien ass, déi ee misst weiderverfollegen, och opgrond vun der Problematik, déi mer hei duergeluecht kritt hunn.

Den Här Gusty Graas huet gesot, mir missten de Reflexiounsprozess weiderféieren. Ech deelen déi Aschätzung. Och vläicht als Reaktioun op dat, wat den Här Turpel elo zum Schluss gesot huet: Mat deem heite Gesetz sinn net allegueren d'Diskussiounen iwwert de Funktionement vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an och net vun deenen anere Beruffschamberen eriwwer. Dat ass ganz richteg. An deen Usproch hate mer hei och guer net.

Mir haten - an dat wëll ech awer zum Zäitpunkt soen, wéini dass dës Regierung reagéiert huet - eng Situatioun virfonnt, déi een u sech ka beschreiwen als e Knuet, deen een huet musse léisen. An ech mengen, dass déi Léisung, déi mer hei fonnt hunn, engersäits gewisen huet, dass dës Regierung gewëllt ass, déi demokratesch Wahlresultater och unzëerkennen, an anerersäits awer och gewëllt ass, ze légiféréieren, wann duerch iergendwelch widderspréchlech Aussoen an deenen eenzelne Gesetzestexter déi demokratesch Wahlprozedur riskéiert, net agehalen ze ginn. Dat ass dat, wat mer mat dësem Gesetz maachen an och mat deene Reglementer, déi nokommen, déi mer och nach mussen deementspriechend upassen.

Ech wéilt just nach eppes soen iwwert d'Zuel vun deenen eenzelne Carrièren, déi an der Chamber vertruede sinn. Ech mengen net, dass d'Zuel vun deene Leit, déi an deenen eenzelne Carrièrë schaffen, deen eenzege Kritär ass, deen iwwert d'Zuel vu Leit ka bestëmmen, déi herno an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dra sinn.

Den Här Turpel huet schonn ee Grond ginn, firwat dass dat net kann de Fall sinn, mä ech kann Iech awer och nach een anere soen: Wa mer dat géife maachen, da géif dat dozou féieren, dass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics lues a lues géif zu enger Chambre de l'Enseignement mutéieren. An ech mengen, dass dat weder am Intérêt vum Enseignement wär nach am Intérêt vun der gesamter Fonction publique. A virun allem déi Leit aus dem Enseignement halen drop, dass si ee Bestanddeel, ee feste Bestanddeel vun der Fonction publique sinn a bleiwen. An dofir mengen ech net, dass et richteg wär, ëmmer nëmmen als eenzege Kritär d'Zuel vun deenen eenzelne Beamten an deenen eenzelne Verwaltungen ze kucken, fir dann d'Representatioun an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ze bestëmmen.

Dat gesot, nach eng Kéier villmools Merci fir d'Mataarbechter an der Kommissioun, an ech hoffen, dass dëse Gesetzesprojet op eng grouss Zoustëmmung an der Chamber kann treffen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Minister. A mir géifen…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. le Président.- Jo?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt just dem Här Minister nach eng kuerz Fro stellen.

M. le Président.- Wann den Här Minister dermat d'accord ass,…

(Interruption)

…respektiv, wann Dir Parole après ministre frot.

(Interruption)

Neen, eng Fro a Parole après ministre sinn zwou verschidde Saachen.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech sinn ëmmer op fir Är Froen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, villmools Merci. Ech hu just gesinn, Här Minister, Dir hutt jo selwer an deem Projet de loi gesot, Dir géift déi Zuele kennen, elo 2014, an Dir hutt jo déi Evolutioun verfollegt. An ech wollt ebe just nach eng Kéier nofroen, fir déi aktuell Zuele gewuer ze ginn. Quitte datt Dir vläicht aner Konklusiounen aus deenen Zuelen zitt, wéi ech se géif zéien, mä vu datt Der déi Zuele kennt a se awer net an de Projet de loi geschriwwen hutt, wär et awer interessant, fir ze gesinn, wéi déi effektiv Verhältnisser am Abléck sinn.

Villmools Merci.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Menge leschten Informatiounen no hu mer 3.200 Leit, déi am Enseignement schaffen an der Carrière supérieure.

M. le Président.- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun a mir géifen dann iwwert de Projet de loi 6703 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6703 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6703 ass mat 55 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zu dem leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass den Ofännerungsvirschlag vun eisem Chambersreglement, an et geet do ëm den Deontologiescode fir d'Deputéiert. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Alex Bodry.

10. 6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Rapport de la Commission du Règlement

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser Ofännerung vun eisem Chambersreglement begi mer eis, wéi vill aner Parlamenter och, op de Wee, fir en zesummenhänkenden Text ze ginn, wou d'Verhalensregele festgeluecht gi fir d'Deputéiert, wéi se hir Fonctioun sollen ausféieren.

Dat ass Neiland fir d'Lëtzebuerger Chamber, well mer bis elo an eisem Reglement nëmme verschidden eenzel Bestëmmungen haten, notamment d'Deklaratioun, déi d'Deputéiert ofginn. Mä fir de Rescht feelt et eigentlech un engem zesummenhänkenden Text. Dee gi mer eis heimadder. Mir maachen dat net à la vavite, mä nodeems mer eis intensiv mat där Problematik do befaasst hunn.

Ausléiser fir deen neien Effort, fir sech esou e Verhalenskodex ze ginn, war eng Resolutioun, déi, mengen ech, eestëmmeg vun der Chamber ugeholl gi war den 13. Oktober 2011 am Zesummenhang mat der sougenannter Affär Léiweng/Wickreng, wou gefrot gi war vun der Chamber, dass fir d'Deputéiert, fir d'Ministeren, mä awer och op lokalem Plang, fir déi lokal Responsabel, fir d'Fonctionnairë sollte Verhalensregelen, deontologesch Verhalensregele festgeluecht ginn.

Et ass normal, dass e Parlament sech selwer déi Regele gëtt. Et ass net un der Regierung, fir dem Parlament esou ethesch Regelen ze ginn, mä dat kann nëmmen d'Parlament selwer maachen. Dat maache mer haut iwwert déi Ofännerung vun eisem eegene Chambersreglement, wat jo op der Grondlag vun der Verfassung geholl gëtt an domadder och e staarken Effet eigentlech huet.

D'Viraarbechte vun deem heiten Text ginn eigentlech op d'Enn vum Joer 2011, 2012 zréck, wou mer deemools an der Institutiounskommissioun versicht hunn, eis schlauzemaachen, wat dee beschte Wee wär, dee mer sollte goen. An nodeems mer sämtlech auslännesch Texter gekuckt hu vun eisen Nopeschlänner an deenen eenzelne Parlamenter, hu mer schlussendlech, an dat war, géif ech souguer soen, Eestëmmegkeet sengerzäit, d'Optioun geholl, eis ze orientéieren un dem Text, dee fir d'Europaparlamentarier gëllt. Aus zwou Iwwerleeungen: éischtens well et e relativ rezenten Deontologiestext war, dee sech e Parlament ginn hat, an zweetens och doduerjer, well de Prinzip da respektéiert gëtt, dass Lëtzebuerger Parlamentarier, ob se am Europaparlament sinn oder ob se Member vun dëser Chamber sinn, deeneselwechte Regelen ënnerworf sinn.

Mir hunn dat diskutéiert an engem internen Aarbechtsgrupp, deen d'Kommissioun agesat hat, deen zesummegesat war aus den Häre Meyers, Braz a Bodry an der Madame Polfer. A mir hu sengerzäit ufanks Mäerz 2013 en Text provisoresch festgehale gehat, deen och ëffentlech virgestallt ginn ass, an et sollt ofgewaart gi bis zu där Bewäertung vum GRECO, dat heescht also vun deem Zesummeschloss vun de State vum Conseil de l'Europe, déi sech verschwuer hunn dem Kampf géint d'Korruptioun, bis de GRECO also eng Bewäertungsmissioun fir Lëtzebuerg ofgeschloss hätt, wou an dësem Bewäertungszyklus vun 2013 grad déi Fro vun der Korruptioun vun de Parlamentarier a vun de Magistraten den Haaptpunkt war.

De GRECO huet am Juni 2013 seng Aarbechten ofgeschloss. Entre-temps ass och dee Rapport iwwer Lëtzebuerg public. An am Februar dëst Joer hu mer d'Aarbechten dann erëm opgeholl an der Institutiounskommissioun. An déi Aarbechte si weidergereecht ginn un d'Reglementskommissioun, an Dir hutt also elo e Rapport virleie respektiv och zënter gëschter oder de Moien nach e Rapport complémentaire.

D'Ausriichtung bleift, dass mer eng Rei vu Regelen androen an eist Reglement vun der Chamber, déi sech also op sämtlech Deputéiert applizéieren a wou mer Neiland fir Lëtzebuerg beschreiden. Neiland an deem Sënn, dass mer éischtmoleg op d'Fro vum Interessekonflikt aginn, dass mer dorop aginn, och d'Fro ze regelen, wéi ee mat Kaddoen an aneren Avantagen ëmzegoen huet, respektiv wéi och d'Fro soll geregelt ginn, wat d'Iwwerhuelen duerch Drëtter vu Reeskäschten a Logementskäschte vun Deputéierten ugeet.

Iwwer all déi Froe sinn et bis elo eigentlech zu Lëtzebuerg keng festgeschriwwe Regele ginn. Ethik gëtt et selbstverständlech och ouni Texter. An ech denken, dass och déi ethesch Regelen, och wa se net niddergeschriwwe sinn, hei vun all Mënsch respektéiert ginn. Mä heiansdo

ass et awer och gutt, fir Texter ze hunn, op déi ee sech kann definitiv beruffen.

Ech wëll och soen, dass mer jo och net ouni gesetzlech Bestëmmunge sinn. Dat, wat mer eis hei ginn, dat sinn ethesch Regelen, dat si Verhalensregelen, déi mer eis selwer eigentlech als Parlamentarier operleeën, déi awer näischt mam Strofrecht ze dinn hunn. D'Strofrecht fonctionnéiert niewent deem heiten Text, fonctionnéiert schonn haut och. A wa mer eis déi Regelen net géife ginn, ass selbstverständlech en Deputéierten, deen iwwert d'rout Linnen trëppelt, och strofrechtleche Verfollegungen ausgesat an dee muss d'Konsequenze fir säin ondelikat Verhale selbstverständlech droen.

Ech wéilt nach eng Kéier erënneren un all déi Texter, déi mer do an eisem juristeschen Arsenal hunn. Dat sinn haaptsächlech d'Artikelen 215 bis 249 vum Code pénal, wou et ëm Korruptioun geet, aktiv a passiv Korruptioun, wou et ëm Trafic d'influence geet, wou et ëm d'Prise illégale d'intérêts geet. Alles dat si Punkten, déi mer zënter 2001 hei zu Lëtzebuerg nei geregelt hunn an déi sech och spezifesch op politesch Mandatsträger applizéieren, also och op d'Deputéiert, an déi selbstverständlech och haut scho kënnen Uwendung fannen.

Hei kommen, iwwert dee Verhalenskodex, zousätzlech deontologesch Regelen derbäi, déi net strofrechtlech geahndet ginn, wann et zu Verstéiss kënnt, mä déi disziplinaresch kënne sanktionéiert ginn iwwert déi Sanktiounen, déi mer spezifesch och hei an deem heiten Text agebaut hunn.

Dat fir den Iwwerbléck vun där ganzer Situatioun ze ginn. A selbstverständlech gëllt och fir d'Chamber den Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle, dee jo seet, dass, wann ee Kenntnis kritt vu Faiten, déi kéinten e Crime oder en Delikt duerstellen, dann ass ee gehalen, dat dem zoustännege Procureur ze mellen. Dat gëllt natierlech och fir d'Chamber. Wann d'Chamber hei Kenntnis kritt vun esou engem Feelverhalen, dat kéint e Strofvergehen duerstellen, dann ass och d'Chamber als Institutioun gehalen, dat un de Parquet ze mellen. Dat gëtt ausdrécklech nach eng Kéier an eisem Code de déontologie - déi Regel do - och widderholl, mä déi spillt eigentlech och schonn haut opgrond vun eisem Code d'instruction criminelle.

Also, dësen Text ass u sech kee Gesetz, mä et ass awer méi wéi eng einfach Absichtserklärung. Et ass e Regelwierk, wat mer eis ginn, mat enger Rei vun och Prinzipien, un déi mer eis ze halen hunn, wéi mer eis Missioun sollen ausfëllen, mat enger Rei vun Interdiktiounen, déi och an Zukunft hei ze gëllen hunn. An deen, dee sech net drun hält, dee setzt sech hei disziplinaresche Sanktiounen duerch d'Chamber aus.

Wat ass elo an deem Verhalenskodex virgesinn?

Ech hu gesot, allgemeng Prinzipien, wat d'Ausübung vum Deputéiertemandat ugeet, déi iwwert den Artikel 50 vun der Verfassung erausginn, dee jo seet, dass d'Chamber d'Land representéiert, an deen och seet, dass u sech en Deputéierte muss am allgemengen Intérêt, am Interessi vum Land handelen, also ipso facto net däerf reng a sengem perséinlechen Intérêt handelen.

Wat dee Prinzip am Konkreten heescht, dat versiche mer iwwert deen heite Verhalenskodex dann och am Detail ëmzesetzen: Den Deputéierte muss mat Integritéit, Éierlechkeet an Transparenz seng Aarbechten a seng Missiounen hei maachen. An e muss ganz kloer allgemengen Interessen de Virrang gi viru perséinlechen, privaten Interessen, déi e kann hunn.

Nei ass d'Notioun vum Interessekonflikt. Interessekonflikt besteet dann, wann u sech e perséinlechen Intérêt vun engem Deputéierten an Oppositioun steet zum allgemengen Intérêt, deen en ze vertrieden huet. Esou Situatioune kann et ginn, well d'Deputéiert och e professionellt Liewen hunn, u sech eng Vergaangenheet hunn, an do kënne sech, zumindest virtuell, Interessekonflikter stellen. Mir versichen eis hei Regelen ze ginn, wéi een da mat esou enger Situatioun ëmgeet.

D'Grondregel ass, dass dat ëmmer eng Eegeverantwortung ass vum Deputéierten, wéi en domadder ëmgeet. Hien huet jo als Eenzegen all Elementer, fir kënnen anzeschätzen, wéi konfliktuell déi dote Situatioun ass. En anere kann dat net a senger Plaz maachen. Et ass also un him, fir d'Initiativ ze huelen. A wann e mengt, e wär an esou enger Situatioun an e kéint net dorauser erauskommen oder e wéisst net, wéi e soll mat där Situatioun do ëmgoen, dann huet e sech un de President vun der Chamber ze wenne respektiv un en neit Gremium ze wennen.

Dat ass e konsultatiivt Gremium, dat ass dee Comité consultatif fir de Code de conduite vun den Deputéierten, deen natierlech onofhängeg ass, deen aus dräi Leit zesummegesat ass, vun deenen een ee soll sinn, deen Deontolog ass, en aneren, deen u sech Jurist ass, an eng drëtt Persoun, déi eigentlech soll d'Chamber vu banne kennen. Dat kéint also e fréieren Deputéierte sinn.

Mir hunn awer ausdrécklech do net d'Optioun vum Europaparlament zréckbehalen, wou et bei hinnen Europaparlamentarier selwer sinn, déi iwwer aner Europaparlamentarier befannen. Mir hu gemengt, dass dat kee gudde System wär an dass een, wann ee wëllt wierklech e System hunn, dee sech och, mengen ech, vu baussen als neutral presentéiert, da sollt op eng extern zesummegesate Kommissioun zréckgräifen, fir hei den Deputéierten ze begleede bei sengem Verhalen, déi gläichzäiteg awer och natierlech herno eng Roll ze spillen huet. Wann et sollt zu engem Disziplinarverfahre kommen am Kader vum Chambersreglement, ass u sech och dee Comité virgestallt, fir en Avis ze ginn iwwert déi Situatioun, déi eventuell dann e Verstouss zu deem heite Kodex kéint duerstellen.

Nei an deem Ganzen ass och, an dat hu mer gemaach opgrond vun deene Remarquen, déi de GRECO gemaach huet - do hu mer eng Rei vu Modifikatiounen nach um éischte Virprojet virgeholl -, de Lobbying. De Lobbying ass eppes, wat ee kaum erëmfënnt bei eis am Chambersreglement. Et gëtt ee Moment ugeschwat an de Kommissiounsaarbechten: Wa Leit vu bausse kommen, muss dat u sech autoriséiert ginn. Mä mir hunn also gemengt, dass do eng Lacune sécherlech besteet an eisem aktuellen Text.

A wann och bei eis de Lobbying sécherlech zu Lëtzebuerg am Parlament aner Ausmoossen huet, sech an enger anerer Form mécht, wéi dat a grousse Parlamenter wéi dem Europaparlament oder vun anere Länner de Fall ass, mengen ech dach, dass et déi Situatioun gëtt. A mir hu versicht, eis hei eng Regel ze ginn, fir haaptsächlech Transparenz an dee ganze System eranzebréngen.

Et ass a priori näischt Verwerfleches, wann Interessegruppen - dat ka jo ganz vill sinn, do geet et net nëmmen ëm d'grouss Wirtschaft, do geet et och ëm d'Gewerkschaften, et geet ëm d'Associations professionnelles, et geet also ëm all Gruppement, dee gewëssen Intérêten, sektoriell Intérêten ze vertrieden huet -, wann déi a Kontakt triede mat Deputéierten, do ass eigentlech näischt Verwerfleches derbäi. Déi brénge jo och en Know-how an eng Informatioun mat eran, déi ee brauch.

Par contre, wann déi natierlech déi dote Kontakter mëssbrauchen, fir eleng an hirem Intérêt eng gewëssen Orientéierung an Texter, Gesetzestexter eranzekréien - well dat ass d'Haaptaufgab vun dëser Chamber, Gesetzestexter ze diskutéieren an ze stëmmen -, dann ass dat eng aner Saach. An da muss een do e Rigel virschuppen an da muss ee sech eng Rei vu Virsiichtsmoossname ginn, déi mer hei probéiert hunn anzebauen.

De Prinzip ass, dass, wann déi Interessegruppen invitéiert ginn, dat dann offiziell geschitt. Wa se wëlle Kontakt ophuele mat de Fraktiounen, mat eenzelnen Deputéierten, huet dat ausserhalb vum Chambersgebai ze geschéien. A wann en Deputéierten an deem Kontext oder an engem anere wierklech abordéiert ginn ass vun enger drëtter Persoun, déi sech als Interessevertrieder ze erkenne ginn huet, fir Afloss ze huelen op en Text, dann ass den Deputéierten an Zukunft gehalen, dat an der Kommissioun ze mellen. Den Deputéierten huet dat ze mellen. Da gëtt dat aktéiert am Protokoll respektiv kann dat souguer am Rapport dann aktéiert ginn. Och dat muss näischt Béises sinn, wat do geschitt. Mä et geet einfach drëms, fir Transparenz eranzebréngen.

A wann Aflëss sinn op Aarbechten, da soll een dat no bausse weisen, dass en Afloss war. Dat heescht net, dass net och kënne gutt Argumenter vu bausse geliwwert ginn, mä da weess awer jiddwereen, wéi d'Situatioun war. Et gëtt näischt méi verstoppt. Dat ass d'Grondphilosophie eigentlech vun där doter Regel, wat de Lobbying ugeet.

Dann d'Kaddoen. Fir d'Kaddoe gëllt d'Regel, dass déi am Prinzip verbuede sinn. Datselwecht gëllt u sech fir d'Iwwerhuele vu Rees- an Openthaltskäschte vun Drëtten. Verbuede si se natierlech, wann et Kaddoe sinn, déi sech un en Deputéierte riichten als Deputéierten. Ech mengen, déi privat, familiär Kaddoen däerf selbstverständlech och en Deputéierten, wéi all Stierflechen, nach hunn. Ech gesinn hei, ville Leit fält hei e Stee vum Häerz.

(Hilarité)

Dat ass selbstverständlech.

Och do ginn d'Cadeaux de courtoisie toleréiert bis zu enger Valeur vun 150 Euro. Doriwwer eraus ass et absolut verbueden. Eng aner Regelung gëllt natierlech a béide Fäll, wann et sech ëm offiziell Kaddoe respektiv ëm Déplacementer handelt, déi en offizielle Charakter hunn. Do sinn da verschidden Exceptiounen hei am Text virgesinn.

E lescht Wuert wëll ech nach zu de Sanktioune soen. D'Sanktiounen hu mer ausgebaut. Do waren der net vill virgesinn an eisem Chambersreglement, well d'Reglement vun der Chamber eigentlech opgebaut ass op Uerdnungsstrofen. Wann ee sech hei - wat emol heiansdo virkënnt, net oft - derniewentbehëlt, da kann de President do gewëssen..., e Blâme haaptsächlech ausschwätzen.

(Interruptions)

Mir hunn also dat Arsenal vu Strofen, Disziplinarstrofen, étofféiert, eng liicht Strof agefouert, dat ass den Avertissement, an dann u sech nach eng Kéier aner Strofen, notamment fir gewësse Fonctiounen auszeüben, fir Kommissiounsmember ze sinn, fir do zäitlech kënnen eng Begrenzung anzeféieren.

Wat nei ass, net vum Prinzip hier, mä an der Envergure, dat ass déi Déclaration d'intérêts financiers, déi en Deputéierten elo muss ausfëllen, déi och schonn intern fir vill Diskussiounen hei am Haus gesuergt huet, déi och net wäerte mat deem Vote hei eriwwer sinn, mä wou also elo an Zukunft u sech och, dat ass nei, éischtens déi Lëscht vun deem, wat ee muss deklaréieren, méi grouss ass, zweetens een allerdéngs och eng Indikatioun muss ginn, wéi vill Revenu een aus deenen eenzelnen Aktivitéiten erauszitt.

Zwar net de prezise Chiffer - mä keen ass verhënnert, dee prezise Chiffer unzeginn -, mä am Prinzip soll een dat bei „Catégories" uginn, wou mer da véier verschidde Kategorien uginn hunn, wou een also muss eng Indikatioun ginn, wéi grouss eigentlech dee Revenu ass, deen een aus eenzelnen Aktivitéiten, nieft där vum Deputéierten, dann och hei eranzitt.

Do gi mer also vill méi wäit. Dat Ganzt ass selbstverständlech och public. Et ass ëmmer erëm de Prinzip vun der Transparenz, dee mer probéieren, an dee ganze System hei eranzebréngen.

Voilà, dat ass dat, wat ech wollt soen. Zum Schluss vläicht, ech mengen, et huet ee festgestallt, och an den Diskussiounen, déi ee féiert: Deenen enge geet deen heiten Text vläicht schonn e bëssen ze wäit, anere geet en net wäit genuch. Dat hei war awer deen Text, vun deem mer gemengt hunn, dass mer e relativ breede Konsens kéinten drop opbauen.

Et ass sécherlech net der Weisheit letzter Schluss. Mir wäerte sécherlech mussen nach Adaptatioune maachen, wa mer gesinn, wéi an der Praxis deen heiten Text sech wäert ëmsetze loossen. Mir kréien och Enn des Joers, ufanks nächst Joer wahrscheinlech erëm eng Kéier eng Reaktioun vum GRECO, well hien eis u sech 18 Méint Zäit ginn hat, fir kënnen ze reagéieren. An da muss een nach eng Kéier déi Diskussioun onopgereegt, frësch féieren.

Fir een, dee sech als ganz jonken Deputéierten emol scho fréi, vläicht ze fréi, fir déi gliesen Deputéiert agesat hat, ass et eng gewësse Satisfaktioun, dass mer eis wierklech en éischt zesummenhänkend Regelwierk ginn an deem heiten. An ech géif och, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text mat abréngen.

Ech wëll zum Schluss, Här President, just nach eppes virliesen, well jo awer och eenzel Leit deen heiten Text kritiséieren. Deen ass sécherlech och net perfekt op eenzelne Punkten, ass awer, mengen ech, als éischte Versuch sécherlech valabel.

Fir ze soen, dass awer déi Leit, déi eis bewäert hunn, déi et also vu bausse gekuckt hunn, déi den éischte Projet virleien haten - a mir hunn deen eigentlech nach ausgeweit, mir sinn am Fong nach méi wäit gaangen, wéi mer ganz am Ufank wollte goen, opgrond vun deene Remarquen, déi de GRECO gemaach huet -, dass déi u sech awer eng positiv Aschätzung vun eisem éischte Projet vun engem Code de déontologie haten, wollt ech dat just zitéieren aus dem Rapport GRECO vum Juni 2013. Et ass de Punkt 29:

«Ce code, une fois qu'il sera adopté, comblera des lacunes importantes non seulement en matière de règles de conduite générale visant à prévenir la corruption, mais aussi sur la gestion des cadeaux et des conflits d'intérêts, avec notamment la mise en place d'un dispositif de supervision et de conseil. L'équipe d'évaluation ne peut qu'encourager l'adoption finale de ce texte.»

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Rapporteur, deen duerch groussen Engagement, mengen ech, och deen heite Projet à bon port bruecht huet, zesumme mat senge Kolleegen aus de Kommissiounen. An da géif ech direkt engem vun hinnen, dem Här Paul-Henri Meyers, d'Wuert ginn.

Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech mer Iwwerleeunge gemaach hunn, hunn ech eigentlech déiselwecht Iwwerleeunge gemaach wéi de Rapporteur. Ech ka mer dofir eng ganz Rei vun Appréciatiounen iwwert deen Text hei erspueren. An ech soen och dem Rapporteur villmools Merci fir déi Aarbecht, déi e mat der Kommissioun zesumme geleescht huet, an och fir déi Gedold, déi en opbruecht huet, besonnesch an deene leschte Méint, fir en ausgeglachenen, vun allen akzeptéierten Text och ze fannen.

De Rapporteur huet et scho gesot, dass den Ausléiser déi Resolutioun vun der Chamber war vum 13. Oktober 2011, déi eigentlech vill méi wäit gaangen ass wéi dat, wat mer haut maachen. Well déi Resolutioun huet vun der Chamber gefrot, e Code de déontologie auszeschaffen net nëmme fir d'Deputéiert, mä och fir d'Membere vun der Regierung, fir d'Gemengepolitiker a fir d'ëffentlech Beamten.

D'Institutiounskommissioun, déi mat där Aufgab chargéiert ginn ass, huet och direkt duerno hir Aarbecht opgeholl a si huet eigentlech ganz am Ufank dräi Entscheedunge getraff, wou de Rapporteur och schonn drop agaangen ass.

Dat ass fir d'Éischt emol: Si huet eng ausféierlech Dokumentatioun zesummegestallt iwwert d'Codes de déontologie vun de Länner aus der Europäescher Unioun, wou och eis Nopeschlänner, d'Belsch, Frankräich an Däitschland, derbäi waren, an natierlech och de Code de conduite vum Europaparlament. Déi Dokumentatioun ass de Membere vun der Institutiounskommissioun, awer och deenen eenzelnen an der Chamber vertruedene Parteien zougestallt ginn.

Eng zweet Décisioun war et, fir e Questionnaire auszeschaffen. Dee Questionnaire ass och ausgeschafft ginn, en ass approuvéiert ginn am Januar 2012. En ass de Membere vun der Institutiounskommissioun an och de Parteien zougestallt ginn. Dee Questionnaire war vläicht ze perfekt. Dee war ausgeschafft gi vun der Sekretärin vun der Kommissioun, déi ech a mengem Merci och hei wéilt mat aschléissen. Mir hunn do bei de Parteie missen nohaken, fir dann eenegermoossen Äntwerten ze kréien, fir ze wëssen, a wéi eng Richtung dass d'Kommissioun hir Aarbechte sollt entwéckelen.

An dann huet awer d'Kommissioun eng drëtt Décisioun geholl, dat ass déi, fir d'Membere vun der Regierung ze héieren an ze kucken, wéi si sech dozou géife stellen, well dee Code jo och d'Regierungsmembere sollt aschléissen. Mir waren eis bewosst, dass, wa mer ee Code géife maache fir déi ganz Fonction publique, dass dat net géif duergoe mat engem Reglement, mä dass een da misst e Gesetz maachen, wat natierlech dann iwwergräifend all Institutiounen, a vläicht net nëmmen déi, déi énuméréiert waren an der Resolutioun, ëmfaasst hätt. Do war nämlech och da Rieds vun aneren Institutiounen, notamment vum Conseil d'État.

D'Regierung huet eis matgedeelt, dass si un hirem eegene Code de déontologie géif schaffen an dass dee kuerzfristeg kéint fäerdeggestallt ginn. Ech maachen och drop opmierksam, dass déi al Regierung schonn hir Aarbechten ofgeschloss hat an dass dee Code, deen ausgeschafft ginn ass vun der viregter Regierung, och ënner Form vun engem Arrêté ministériel am Februar vun dësem Joer am Mémorial publizéiert ginn ass.

D'Regierung huet eis och drop opmierksam gemaach, dass si wéilt fir d'ëffentlech Beamten en eegenen Text maachen, dee gegebenenfalls aneschters misst ausgesi wéi dee fir d'Politiker. A mir hunn och e Code a Form vun engem Règlement grand-ducal virgeluecht kritt, deen an de groussen Zich - an eiser Meenung no net ausräichend genuch - déi Regele vun engem Code de conduite fir d'Beamte festgehalen huet.

Dat huet dozou gefouert, dass d'Kommissioun dorophin déi Orientéierung vun der Resolutioun e wéineg geännert huet a selwer nëmmen de Code de déontologie vun der Chamber ausgeschafft huet an net méi op engem méi allgemenge Code fir d'ëffentlech Fonctioun am Allgemenge geschafft huet. Dat huet eis Aarbecht erliichtert, well mer, nodeem mer och déi Dokumentatiounen, déi mer kritt haten, gekuckt haten, zur Meenung komm waren, dass déi einfachst Léisung déi wär, fir an d'Richtung ze goe vun dem Code de conduite vum Europaparlament an och deen als Virlag ze benotzen.

De Rapporteur huet schonn e puer Grënn genannt, et ginn och nach anerer. Ech maachen och hei drop opmierksam, dass dee Code de

conduite vum Europaparlament e relativ iwwersiichtlechen, einfache Code ass mat wéineg Artikelen, nëmmen néng Artikelen. Wat allerdéngs de GRECO, wéi mer eisen Text presentéiert hunn, e bësse beanstant huet: mir géifen ëmmer e bësselchen einfach hei räsonéieren. Mä wann een et komplizéiert mécht, gëtt et net méi einfach. Dofir hu mer gemengt, et sollt een et einfach halen an dofir huet de Code de déontologie vum Europaparlament eis als eng gutt Virlag gedéngt.

Ech muss och soen, dass d'Definitioun iwwert den Interessekonflikt, esou wéi et am Code vum Europaparlament drasteet, wéi do den Interessekonflikt definéiert ass, déi bescht war. Well déi aner Texter, déi mer gekuckt hunn, ware relativ komplizéiert, an et huet ee sech à la fin du compte gefrot: Wat ass dann en Interessekonflikt?

Wann een den Text vum Europaparlament liest, da gesäit een, dass dat eng einfach Definitioun ass, well se engersäits eng Kéier positiv an eng Kéier negativ definéiert gëtt a well se och seet, dass an deene Froen, wou Décisioune geholl ginn, wou ganz vill Leit drënnerfalen, wann d'Deputéiert déi stëmmen, keen Interessekonflikt do ass, well dat jo am Intérêt général ass an net am Intérêt vun den Deputéierten, och wa se vun esou enger Regelung profitéiere kënnen.

Dann, mengen ech, ass et och esou, dass doduerch, dass dat eng einfach Virlag war, och méi séier konnt geschafft ginn an dass mer an e puer Méint en éischten Text, en éischte Projet vun eisem Code de déontologie konnte virleeën.

Ee wichtege Facteur bei der Ausaarbechtung, huet de Rapporteur och scho gesot, war den Avis, wann ech esou ka soen, oder d'Meenung vum Groupe d'États contre la corruption vum Conseil de l'Europe, dem GRECO. De GRECO hat sech virgeholl, fir eenzel Länner, ënner anerem och Lëtzebuerg, ze examinéieren. An en huet gefrot, fir mat der Chamber, mat der Institutiounskommissioun zesummenzekommen. Dat war virgesi fir déi éischt Woch am Oktober 2012.

Mir hunn dofir gläich am Ufank vum Joer drop higeschafft, fir de Code als Projet virleien ze hunn, fir och dem GRECO deen Text kënnen ze iwwerreechen. An ech mengen, dat war eng gutt Approche, well dee GRECO jo och gesinn huet, dass mer géife seriö dru schaffen, a well en och gesinn huet, a wéi eng Richtung dass mer géife goen, esou dass déi fënnef Recommandatiounen, déi e gemaach huet, eigentlech an där grousser Zuel och konnten agehale ginn.

Et war contrairement zu dem Rapport, dee gemaach ginn ass iwwert d'Parteiefinanzéierung, e moderéierte Rapport, dee mer och konnten zum groussen Deel unhuelen. An ech mengen, mir kënnen dervun ausgoen, dass bei der Evaluatioun, déi de GRECO um Enn vun dësem Joer wäert maachen, de Code, esou wéi en elo virläit, och an hiren Aen eng gewësse Genugtuung wäert fannen.

Mir hunn nämlech, dat kann een och soen, vun deene Recommandatioune se quasiment alleguer ugeholl, bis op eng, déi sech mat der Veréffentlechung vun dem Patrimoine, awer och vun de Scholde vun dem Deputéierten a senge Familljememberen ofgëtt.

An ech mengen, mir hunn och, jo, mir hunn och valabel Grënn gehat, fir dat net ze akzeptéieren. Well hei touchéiere mer net nëmmen de ganze Privatberäich vun dem Deputéierten, mä och vu senge Familljememberen. An et hätt ee sech missen d'Fro stellen, ob hei net och elementar - elementar! - Rechter, wéi se an internationale Konventiounen an och an der Verfassung iwwert d'Privatliewen an de Schutz vum Privatliewe stinn, violéiert wäre ginn. Wa mer gesinn, wat elo eenzel Arrêtée vum Europäesche Geriicht bréngen, mengen ech, war dat do eng Décisioun, déi richteg war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen net brauchen op déi eenzel Dispositioune méi anzegoen. Ech géif just mengen, wat de Conflit d'intérêts ugeet, wou sech vill Situatioune kënne stellen, do, mengen ech, muss een am Laf vun der Zäit gesinn, wat fir Fäll dass sech presentéieren. An da muss ee kucken, fir dee Comité consultatif ze befaassen, fir dass mer och an där doter Fro, wann ech esou ka soen, eng gewësse Jurisprudenz oder Beispiller kréien, no deene mer eis kënnen orientéieren.

Dann eng Fro, déi ëmmer erëm gestallt gëtt, dat ass déi: Kënnen dann - an där sinn der jo vill hei an deem Gremium - Buergermeeschteren u Sitzungen deelhuelen, wou et iwwer hir Gemeng geet, zum Beispill bei der Fusioun? An och fir Rapporteur ze ginn? Ech mengen, do ass kee Problem. Well do geet et net ëm de Privatintérêt, esou wéi en definéiert gëtt, mä et geet ëm den allgemengen Intérêt entweder vum Stat oder vun der Gemeng.

Do gesinn ech kee Problem, dass en Deputéierten un deene Sitzungen deelhëlt, well e kritt jo kee perséinlechen Avantage do derbäi. Or, hei geet et ëm de perséinlechen Avantage. A moins dass an engem Text géif stoen, de Buergermeeschter hätt nach en extrae Privileeg. Dat wär natierlech eng aner Fro. Bis elo hunn ech keen esou en Text gesinn. Dofir, mengen ech, kann een déi Fro ganz kloer beäntwerten, dass de Buergermeeschter un deene Sitzungen, un deenen Débate kann deelhuelen an dass och näischt dergéint schwätzt, fir dass hie Rapporteur vun esou engem Projet ka ginn.

Bei de Kaddoe si mer der Recommandatioun vum GRECO suivéiert, fir ze soen, am Prinzip si se net erlaabt. Ech géif och mengen - de Bureau kritt zwar d'Méiglechkeeten, fir dat ze preziséieren -, et sollt ee bei där allgemenger Décisioun bleiwen an net ze vill Ausnahmebestëmmungen do virgesinn, fir net herno deen allgemenge Prinzip dann och nach ofzeschwächen.

Eng kleng Remarque zum Artikel 4 iwwert d'Déclaration d'intérêts financiers. Do hunn ech mer d'Fro gestallt: Déi Revenuen, déi een ugëtt, déi si jo net beim Index 100. Si si beim jëtzegen Index, huelen ech un. Dat do ass eng Fro, déi huet sech beim Europaparlament net gestallt, mengen ech, well net all Länner och den Index hunn. Dat sinn d'Revenue vun deem Moment. An dann ass d'Fro: Sinn dat Revenus bruts imposables oder net? Ech mengen, do wär et gutt, wann de Bureau géif eng allgemeng Direktiv erausginn, fir ze soen, dass all Deputéierten do seng Deklaratioun nom selwechte Modell mécht - wat da wierklech do gemengt ass. Ech mengen, dat ass eng Aufgab, déi de Bureau kéint iwwerhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Code de conduite, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass keen Definitivum. Mir musse kucken, wéi dee sech entwéckelt. Mir mussen och haaptsächlech gesinn am Laf vun der Zäit, wat fir eng Froen dass sech stellen. An ech géif mengen, d'Chamber géif gutt drun doen, fir all Joer vläicht e klenge Rapport ze maachen iwwert d'Situatioun, wéi se sech am Laf vun deem Joer entwéckelt huet.

Dat kann utile si fir all Deputéierten. Dat kann och erméiglechen, dass een eenzel Situatioune vun Explikatioun, vu Beispiller kann zesummestellen, esou wéi dat iwwregens an anere Parlamenter geschitt. Ech verweisen do op de Rapport, deen all Joer den Deontolog vun der Assemblée nationale mécht. Mir hunn dee Rapport vun 2013 kritt vun der Madame Noëlle Lenoir. An deen ausféierleche Rapport iwwer vill Säite bréngt ganz vill Beispiller. An un deene Beispiller kann ee sech och, mengen ech, orientéieren, wa mir eis Décisiounen hei iwwer eise Code de conduite huelen. An da kann een natierlech och eventuell an esou engem Rapport...

M. le Président.- Jo?

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, ech wollt just soen, dass de Rapport virgesinn ass. An eisem Text ass virgesinn, dass de Comité consultatif all Joers e Rapport mécht.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Jo, okay. Da muss en natierlech och veréffentlecht ginn an e muss natierlech jiddwerengem zougänglech gemaach ginn. Entschëllegt, Här Rapporteur. Dir kennt den Text nach besser wéi ech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An dat wëllt eppes heeschen.

(Hilarité)

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, den Text, esou wéi mer en haut stëmmen, dréit enger ganzer Rei vu Recommandatiounen, notamment deene vum GRECO, enger ganzer Rei vu Fuerderungen, och Erwaardunge vu ville Rechnung, déi am Laf vun deene leschte Méint an deene leschte Joren ëmmer erëm dee Code de conduite gefuerdert hunn.

Den Text kann awer och, mengen ech, ugeholl gi vun all deenen, déi skeptesch waren, well d'Erweiderung vun deene Regelen, déi mer bis elo hunn, dréit derzou bäi, dass am Intérêt vum Parlament méi Transparenz erakënnt. An et ass besser, et huet ee kloer Regelen, un déi ee sech kann halen, wéi dass een à tout moment erëm muss froen: Leien ech richteg oder leien ech falsch? Wa kloer Regelen do sinn, sinn et déiselwecht fir jiddwereen, a jiddweree weess och, u wat e sech ze halen huet.

An deem Sënn fannen ech deen ausgeglachenen Text, deen haut virläit, korrekt. An ech géif och soen, dass d'CSV deen Text wäert stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Paul-Henri Meyers. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech mer gëschter Owend Notë geholl hu fir haut fir meng Interventioun, dunn hunn ech geduecht: „Wat kéints de eigentlech fir deng Interventioun do als Titel driwwerschreiwen?" An dunn ass mer op eemol agefall, ech kéint dat eigentlech mat deem Wuert „Vertrauen" iwwerschreiwen.

An och mat dem Constat, datt op där anerer Säit d'Vertrauen an d'Politik, an d'Politiker, an eis Institutiounen déi lescht Joren déi eng oder aner Kéier staark an d'Wackele komm ass.

Dat huet seng Ursaachen. Ech denken do u verschidden Dossieren, déi sécherlech derzou bäigedroen hunn, datt d'Vertrauen an d'Politik an de leschte Jore respektiv d'Perceptioun vun der Politik gelidden hunn. Ech denken do zum Beispill un den Dossier Wickreng/Léiweng, dee jo och den Ausléiser praktesch war vun där Debatt, déi mer och haut hei hunn, well deemools eng Resolutioun geholl ginn ass.

Well deemools an deem Dossier konnt ee sech Froe stellen zum Beispill iwwer politesch Engagementer, déi geholl gi waren. Wéinstens vun der Prozedur hier konnt een déi a Fro stellen. Et si sech och deemools Froe gestallt ginn iwwer Relatiounen tëscht Politiker an zum Beispill Promoteuren.

Ech denken un eng SREL-Affär, wou d'Kontroll iwwert de Geheimdéngscht zäitweis abhande komm war a wou och Politiker sech net wollten hirer Verantwortung stellen. Ech denken un d'Bommeleeëraffär, wou och déi eng oder aner Kéier net ëmmer e gutt Liicht op d'Politik an d'Politiker dobäi erauskomm ass. Ech kéint och nach aner Dossieren nennen. Mä dat waren eng Rei Virfäll hei zu Lëtzebuerg, wou eigentlech d'Vertrauen an d'Grondfeste vun den Institutiounen, an d'Politik, an déi eenzel Politiker ganz staark gelidden huet.

Mir kennen natierlech och d'Konsequenzen. Mir haten an der Zwëschenzäit dann och Neiwahlen. Mä et ass eigentlech duerfir un eis all, fir déi néideg Konklusiounen ze zéien, a virun allem och un de Politiker, an dat si mir jo heibannen, datt mir kucken, datt mer all Dag dru schaffen, fir dat Vertraue bei de Leit erëmzegewannen a fir datt mer och am Bléck, an den Ae vun de Leit propper do stinn.

Eng vun deenen Äntwerten op dee Vertrauensverloscht, dat ass deen Deontologiekodex, dee mer haut hei wäerte stëmmen. Et dierf awer net eleng dat sinn. Et mussen och natierlech eng ganz Rei aner Saache sinn, aner Elementer, fir dat Vertrauen erëmzegewannen: Dat mussen déi si vun der Transparenz vun eiser Aarbecht, déi mer maachen, vun där politescher Aarbecht.

An ech mengen, dat ass jo och dat, wat sech d'Koalitioun op de Fändel geschriwwen huet: fir datt déi politesch Aarbecht ganz transparent ass. Ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass, wa mer eis en Deontologiekodex haut ginn, datt mer e kloert Zeechen no bausse setzen. Mir hunn näischt ze verstoppen an eiser Aarbecht, wat vu Relevanz ass an eiser politescher Aarbecht, an ebe besonnesch mat dem Bléck op déi Froen, ob mer am Déngscht vum Intérêt général sinn, oder, wat d'Leit sech dann heiansdo froen, ob mer nëmmen eis Aarbecht maachen am Intérêt vu Lobbyen oder am Intérêt vu soss engem.

Ech mengen, dat ass eigentlech och déi Notioun vum Conflit d'intérêts, déi hei am Vierdergrond steet. Mir mussen also kucken, alles ze maachen, fir dat ze évitéieren, datt ee sech ka Froe stellen, ob do e Conflit d'intérêts virläit oder net.

Wat eis awer och wichteg war bei deem Deontologiekodex fir d'Deputéiert, dat ass, datt mer en Équiliber fannen tëscht der Transparenz an op där anerer Säit awer och dem Schutz vun der Privatsphär vun den Deputéierten. Et muss een awer och soen, datt den Deputéierten natierlech e gliesene Politiker soll sinn, datt en awer och iergendwou a sengem Liewen heiansdo och nach Privatmënsch ass an datt een dat awer och muss respektéieren.

Mir hunn eis bei där Aarbecht vill inspiréiert am Ausland a gekuckt: Wéi ass et an der Belsch, wéi ass et an Däitschland, wéi ass et a Frankräich? Mir hu beim Europäesche Parlament dee Kodex gekuckt. Mir hunn och Recommandatioune vum GRECO gekuckt, nogelauschtert. A mir hunn eis da schlussendlech op dee Modell vum Europäesche Parlament gëeenegt.

Dat ass och gutt esou, dat ass richteg esou. Deen ass ganz komplett. En ass och streng a mengen Aen. A virun allem och, fir datt awer eng Kohärenz do ass tëscht den - ech soen emol - Lëtzebuerger Deputéierten: Mir hunn Deputéiert hei am nationale Parlament, mir hunn awer och Deputéiert, déi am Europaparlament sinn. An et wier sécherlech och kee gutt Zeechen no bausse gewiescht, wann eis lëtzebuergesch Europadeputéiert engem anere Kodex géifen ënnerleie wéi mir hei an eisem nationale Parlament. Et ass also gutt, datt déi zwee Regimer also praktesch identesch sinn.

Ech ginn elo net an d'Detailer vun deenen eenzelnen Artikelen an. Dat huet de Rapporteur, den Alex Bodry, gemaach. Ech wéilt him och hei nach eng Kéier e Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen an och schréftleche Bericht respektiv säin Engagement an all deenen Aarbechten, en Engagement, dat also och scho vu ganz laang hier hierréiert, ouni elo mussen an d'Archive kucken ze goen.

Ech mengen, e puer Akzenter kann een hei ervirsträiche bei deem Code de déontologie. Dat ass eigentlech och d'Preventioun, déi hei am Vierdergrond steet. Mir kréien e Comité consultatif, deen eigentlech kann hëllefen am Virfeld, Interessekonflikter ze vermeiden. Dat heescht, wou ee sech also kann e Rotschlo gi loossen, fir ze wëssen: Ass dat do eppes, wat awer kann duerchgoe respektiv wat am Aklang ass mat deenen Aufgaben, mat deene Flichten, déi den Deputéierten huet?

En anert Element vun deem Code ass dat, datt den Émgang mat Lobbyiste muss éffentlech an transparent sinn. Dat heescht also net, datt dat komplett verbueden ass. Mir hunn all Dag domat ze dinn, och wa mer u Gesetzesprojete schaffen, wou Interessegruppen de Rapporteur oder aner Deputéiert uschwätzen. An dat muss awer och nach an Zukunft méiglech sinn, well dat och en Deel vun der Aarbecht ass, wou een en Échange d'idées huet, ouni direkt mussen awer dann e Lobbyist ze sinn. Dat ass och am Text kloer geregelt, datt dat also och weiderhi méiglech ass, mä eben, datt do einfach muss Transparenz gëllen.

Dann hu mer natierlech d'Deklaratioun vun deenen eenzelnen Akommes vum Deputéierten, datt dat also och elo ausgebaut gëtt, wou en all Indemnitéite muss uginn, déi mat senger Aarbecht, awer och doriwwer eraus, ze dinn hunn.

Och hei vläicht eng Remarque: Mir hunn do och, mengen ech, e gudde Kompromëss fonnt, dee sech eben ulehnt un dee vum Europaparlament. An an eisen Ae wier et och net gutt gewiescht, méi wäit ze goe wéi dat, wat elo an dem Text steet. Ech denken do zum Beispill un e franséische Modell fir déi franséisch Ministeren. Do fannen ech, datt dat wierklech vläicht ze wäit geet, datt dat wierklech an d'Privatsphär vun de Leit erageet. Déi mussen dann uginn an hirer Deklaratioun, wéi vill Vëloen, wéi vill Wäschmaschinnen an ech weess net wat nach, Frigoen, se am Keller stoen hunn, wat fir eng Schold se hunn, an esou weider.

Do kann ee sech wierklech froen, wéi wäit dat soll goen. An do ass wierklech och de Risiko vum Voyeurismus, deen een huet, datt d'Leit herno virun allem dat interesséiert, net méi déi politesch Aarbecht, mä datt se nach just mam Fanger op ee weisen a soen: En huet awer doheem och nach vläicht en Oldsmobile am Keller stoen. An dat dierf dann eigentlech net méi erlaabt sinn. Dat gëtt da schlecht ugesinn.

Et war jo och déi Iddi - an ech hu gesinn, et ass och eng Motioun, déi scho verdeelt ginn ass, vun deene Lénken -, fir datt dat eigentlech och soll op d'Familljememberen ausgedehnt ginn. Do si mir strikt dergéint aus deenen Ursaachen, déi ech elo scho genannt hunn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen, Dir hutt eis Motioun awer da falsch gelies, Här Berger.

M. le Président.- Ech mengen, esou eng Motioun hunn ech net kritt.

M. Eugène Berger *(DP).*- Et ass eng Motioun verdeelt ginn, wou op alle Fall Rieds ass, wou och vun de Familljemembere Rieds geet.

Une voix.- „Membres du Gouvernement".

M. le Président.- Neen, d'„Membres du Gouvernement".

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, ech schwätzen elo net vun de Regierungsmemberen. Ech schwätze vun där Motioun, wou hei awer dovunner Rieds gaangen ass, datt een op alle Fall dat och soll... Dir kënnt dann herno Prezisioune ginn, mä dann, egal...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass net eis. Dat ass dann awer net eis, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Egal, dat gëtt mer...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wëll dat awer direkt richtegstellen. Mir hu souguer de Contraire gesot an der Kommissioun.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, mä egal! Da gëtt mer dat awer d'Geleeënheet, fir awer och ze soen, datt mir op alle Fall Problemer dermat hätte respektiv dergéint wieren, datt ënner iergendenger Form géifen déi Deklaratiounen ausgedehnt ginn op d'Familljememberen, datt och déi missten hir Verhältnisser, wat se géife verdéngen oder wat se géife besëtzen, deklaréieren. Och déi Familljememberen hunn eng Privatsphär, an dat ass eigentlech net relevant fir d'Transparenz vum eenzelnen Deputéierten.

Et kéim jo och nach derbäi, datt jo eng Rei Leit hautdesdaags net bestuet, net gepacst sinn an awer Relatiounen hunn, e Partner hunn, an esou weider, an déi géifen dann automatesch

do net considéréiert ginn. Dat heescht, do wier och dann eng Inégalité de traitement. Einfach fir eng Kéier kloer ze ënnersträichen, datt mir domadder Problemer hätten an dat net kéinten akzeptéieren, wann dat géif dohinner ausgedehnt ginn.

Wéi gesot, do ass einfach de Risiko vum Voyeurismus. Ech ka mer och virstellen, datt dat d'Leit wäert interesséieren, wann dat bis um Site vun der Chamber wäert stoen, datt et do virun allem d'Leit wäert interesséieren, wat deen een an deen anere verdéngt, a se vläicht manner wäert interesséieren, datt d'Leit da gesinn, datt dat eigentlech en Zeeche vun Transparenz a Kloerheet ass.

An deem Kodex sinn och Sanktioune virgesinn. Dat ass dann, wann den Deputéierte géint de Code géif verstoussen. Dat geet vum Avertissement, Blâme, bis datt e kéint ausgeschloss ginn aus Kommissiounssitzungen. Ech mengen, do huet een dann alles komplett: vu Berodung iwwer kloer Kritäre bis, wann ee sech net drun hält, eben dann zu Sanktiounen. Dat ergëtt also e Ganzt.

Ech mengen, hei kann een ënnert dem Strëch soen, dëst Regelwierk gëtt dem Deputéierte kloer Richtlinnen, wat deontologesch korrekt ass, gëtt em och eng Hëllefstellung, wann en net sécher ass. An e kann also doduerjer och vermeiden, datt en an Interessekonflikter kënnt. Dat kann een am Virfeld maachen. Et ass also e wichtege Schrëtt a Richtung Transparenz an ëffentlech Kontroll.

Mä ech hat ugefaange mam Vertrauen an d'Institutiounen, an d'Politiker, an d'Politik. Da muss een och drun denken, datt net nëmmen eleng d'Deputéiert Politiker sinn oder politesch aktiv sinn. Dat heescht, et muss een also och nieft deem Kodex, dee mer eis - den Deputéierten - ginn, natierlech och déi aner Saach, déi aner Politiker am Bléck behalen. Och d'Regierung huet elo annoncéiert, datt se en neie Kodex fir d'Ministere wëllt, datt se wäert dee vun der viregter Regierung iwwerschaffen. Och dat, mengen ech, ass wichteg.

Mir hu jo gesinn elo, bei der Annonce vum Départ vum Finanzminister op d'Finanzplaz London, wat dat erëm fir Diskussiounen ausgeléist huet. Ech wëll dat net kommentéieren. Ech wëll just soen, datt ech iwwerzeegt sinn, wéi ech de Luc Frieden kennen, datt hien dat dohanne wäert mat Loyalitéit par rapport zur Lëtzebuerger Finanzplaz maachen.

Mä einfach fir ze évitéieren an Zukunft, datt een esou Diskussiounen huet, ass et wichteg, datt och fir d'Regierungsmemberen e klore Kodex do ass, un deen ee sech kann halen. Dat sinn dann och d'Leitplanken, kéint ee soen, fir déi Regierungsmemberen, fir datt si och do selwer geschützt ginn an datt se och kloer kënnen dann dobausse soen, datt se en ordre sinn. Dat ass also e Kodex fir d'Regierungsmemberen.

Zu engem gewëssenen Deel kann een och soen, d'Statsbeamte gehéieren och zu den Acteure vun der Regierung, an och do wier et gutt, wann ee sech géif an Zukunft kloer Regele ginn. Och do, fir an déi rezent Vergaangenheet ze kucken, hate mer eng Rei Diskussiounen hei am Land iwwert den Départ vun zwee Fonctionnairen aus dem Finanzministère, déi eng Rei Froen opgeworf hunn, déi nach net all geléist sinn. Also do ass d'Noutwendegkeet och, fir kënne Solutiounen ze fannen.

Mir brauchen deen Triptyque: en Deontologiekodex fir d'Deputéiert, d'Ministeren, d'Statsbeamten.

Mä ech hu gesot virdrun, d'Vertrauen an d'Politik oder Leit, déi politesch Décideure sinn, muss hiergestallt ginn. Et ginn nach aner Leit, déi och op eng gewëssen Aart a Weis hei zu Lëtzebuerg Politik maachen oder Décideure sinn.

D'Fro ass zum Beispill opkomm: Wéi ass et mat de Gewerkschaftler? Et wier natierlech och vläicht interessant ze wëssen, vu wiem, firwat se bezuelt ginn, wéi héich hir Paie vläicht sinn. Do kann een op där anerer Säit awer soen, do ass kee Conflit d'intérêts. Mir wëssen, datt dat Lobbyiste sinn, datt déi fir déi eng oder fir déi aner Intérête stinn, datt also do sech d'Fro vläicht manner stellt.

Awer d'Fro kéint sech och beim Statsrot stellen. De Statsrot ass och an deem ganze politeschen Décisiounsprozess mat implizéiert. E gëtt Avisen of, an och do stellt sech déi berechtegt Fro, ob een net och do misst en Deontologiekodex hu respektiv eng gewëssen Transparenz an eng Informatioun iwwert déi Leit, déi am Statsrot do Avisen ofginn.

Voilà, Här President, als Konklusioun kann ech soen: Den Deontologiekodex fir d'Deputéiert schaaft Transparenz a kloer Regelen. Dat ass op där enger Säit gutt fir den Image vun der Politik. Dat wäert doduerjer dozou bäidroen, datt d'Vertraue bei de Leit hoffentlech erëm méi grouss gëtt an d'Politik an an d'Politiker. An op där anerer Säit schützt och dee Kodex deen eenzelne Politiker, well deen also elo kloer Regelen huet a ka soen: Voilà, ech hunn näischt Schlechtes an der Ofsiicht gehat an ech hu mech genau och un dee gehalen.

Ech fannen, dat ass och elo, ier mer an d'Summerpaus ginn, e gudden Ofschloss, datt mer eis also net nëmmen da gutt Virsätz an der Theorie huelen, mä datt mer hei och wierklech Neel mat Käpp gemaach hunn an och déi gutt Virsätz kënnen dann direkt bei der Rentrée émsetzen. An deem Sënn ass et also e gudden Ofschloss, an natierlech ginn ech och hei den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. D'Wuert huet den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Am „Lëtzebuerger Wort" vun haut si mer gelueft ginn, déi gréng géife sech scho jorelaang fir d'Transparenz an der Politik asetzen. Dat si mer eigentlech och net gewinnt, a mir ginn normalerweis och net nëmme gelueft am „Wort", an duerfir kënnt dann och direkt de Saz hannendrun, ee gréngen Deputéierte misst dann haut en „Drahtseilakt" maachen, well mer eis en Deontologiecode fir d'Deputéiert ginn.

déi gréng gesinn dat awer anescht. De Fait, datt mer eis haut endlech e Kodex ginn, ass eppes, wat déi gréng frou mécht an ass ënner anerem och d'Resultat vun der Aarbecht vum Deputéierte Félix Braz, deem ech hei och wëll Merci soe fir seng vill a gutt Aarbecht. An ech hänke gär direkt en zweete Merci drun: e grousse Merci un den Alex Bodry, dee roueg a souverän déi Aarbecht, déi eng laang Virgeschicht huet, déi och am Exposé des motifs steet, zu engem gudden Enn bruecht huet. Et war dem Alex Bodry och wichteg, Konsens do ze sichen an ze fannen, wou et nëmme méiglech war.

Bis haut ware mir virun allem un dee schéinen a wichtege Saz an eiser Verfassung gebonnen: «Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts (…) du Grand-Duché.»

Déi eenzeg Verflichtung a puncto Transparenz war den Artikel 167 aus eisem Chambersreglement, an deem mer 2003 e Regëster agefouert haten, an deen eng Rei Informatiounen iwwert d'berufflech Aktivitéite vun allen Deputéierten ageschriwwe ginn. An dëse Regëster gouf 2011 iwwerschafft.

Mir hunn als Gréng oft bedauert, datt d'Relatiounen tëschent der Politik an dem Business als niewesächlech betruecht gi sinn an datt net genuch Interessi op méiglech Interessekonflikter geriicht wier. Mir haten an de leschte Joren eng ganz Rei Verbindunge vu Politiker mat Investisseuren, Promoteuren oder grousse Konzerner festgestallt. Mir haten awer ni e klore Verhalenskodex a keng transparent Regelen. Domat hate mer näischt an der Hand, fir dem Risiko vu Verontreiung virzebeugen oder dem méigleche perséinleche Profit vun Eenzelnen eppes entgéintzesetzen.

Mir haten e gewëssene Flou artistique, an dat ass schlecht. Duerfir si mer frou, datt mer haut endlech e verbindleche Schrëtt a Richtung Transparenz maachen. Mir sinn eis bewosst, datt d'Politik Verbindungen zu der Wirtschaft brauch. Et geet also net drëm, fir Verbindungen tëschent Politik a Wirtschaft ze verhënneren, mä fir fir kloer Verhältnisser ze suergen an Transparenz ze schafen.

Schonn de 6. Mäerz 2013, wéi déi gréng nach net an der Regierung waren, hate mir an engem Pressecommuniqué matgedeelt, datt mir den Entworf vun dësem parlamentareschen Deontologiekodex géife begréissen, datt mer géifen zu deem Text, dee sech wäitméiglechst un deem vum Europaparlament orientéiert, stoen.

Eisen Avant-projet vum Deontologiekodex - den Här Bodry huet et gesot, an net nëmmen hien - fir d'Parlament ass vun den Experte vum GRECO gecheckt ginn a mir hunn déi verschidde Recommandatioune vum GRECO an der Kommissioun vun den Institutiounen diskutéiert an esou wäit, wéi et eis sënnvoll geschéngt huet, och an eist Reglement iwwerholl.

Wat steet dann elo an deem Code de déontologie fir Deputéiert? Ech wëll et vläicht net ganz soen, mä eng Rei Punkte si mer awer trotzdeem esou wichteg, datt ech se nach eng Kéier wëll hei soen, obschonn et eventuell eng Widderhuelung ass vun deem, wat meng Virriedner gesot hunn.

Fir d'Éischt geet et, an dat huet de Paul-Henri Meyers och opgeworf, ëm d'Definitioun vum Conflit d'intérêts. Hei hu mer logescherweis déi Definitioun vum Europaparlament zréckbehalen. Logescherweis, well mer eis eben um Europaparlament orientéiert hunn, an och, an dat gesinn ech grad wéi den Här Meyers, well et eng gutt Definitioun ass.

Mir schwätze vun engem Interessekonflikt, wa Privatinteresse sech den Interesse vun der Allgemengheet opposéieren a riskéieren, dem Interesse vun der Allgemengheet am Wee ze stoen. Mir schwätzen net vun engem Conflit d'intérêts, wann den Deputéierten en Avantage huet, just well en eben och e Bierger vun dësem Land ass oder zu enger bestëmmter Grupp gehéiert. Dat ass och gutt esou. D'Beispill vun de Gemengenaffären ass zitéiert ginn. Et kann een och nach aner Beispiller bréngen. Wann all Statsbeamten heibannen net dierft matschwätzen, wa mer eng Reform vum Statsbeamtestatut maachen, dann hätte mer jo net méi genuch Leit, fir esou e Gesetz ze stëmmen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat géif awer eng gutt Reform ginn.

(Hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Ech hoffen, dat kënnt dann och an de Rapport.

Bei eis ass et üblech, datt e Politiker, deen zum Beispill aus dem Éducatiounsberäich kënnt, och an der Chamber ënner anerem den Dossier Éducatioun betreit. Dat ass net nëmme gutt, an ech hunn och alt schonn emol Parlamentarier am Ausland, notamment am schwedesche Parlament, begéint, déi gesot hunn, bei hinne wier et éischter d'Regel, datt e gewielte Vertrieder net géif an deem Beräich weiderschaffen, an deem e virdrun am Beruffsliewe stoung. Déi Regelung huet bestëmmt hire Charme, ass awer op Lëtzebuerg kaum ze applizéieren. Mir missten dann nach vill méi kompetent Mataarbechter hunn. Ech mengen, mir kënnen eis et net leeschten, datt all Deputéierten emol fir d'Éischt eng Kéier déi Dossieren ofgeholl kritt, wou en eppes dovu kennt.

Wann en Deputéierte feststellt, datt e perséinlechen Intérêt d'Ausübe vum Mandat ka beaflossen, da muss hien alles maachen, fir dee Conflit d'intérêts ze behiewen. Ass dat net méiglech, informéiert en de President vun der Chamber. E kann och den Avis vum Comité consultatif froen. Den Deputéierte mécht säi Conflit d'intérêts public, mëndlech oder schréftlech un de President, ier e sech an der Plénière oder a soss engem Chambersorgan äussert. E Conflit d'intérêts heescht also net automatesch, datt een net um Vote däerf deelhuelen. Déi Méiglechkeet bleift awer och bestoen.

Spéitstens 30 Deeg no der Vereedegung respektiv 30 Deeg no all Changement vun der finanzieller Situatioun mécht all Deputéierten eng Deklaratioun vu senge finanziellen Interessen. Dat ass dat, wat mer bis haut am Artikel 167 vum Chambersreglement stoen haten, just maache mer dat elo méi komplett an ausféierlech.

Wat kënnt do drastoen? Ma all professionell Aktivitéit bis dräi Joer virun der Vereedegung, Memberschaften a Conseils d'administration vun Entreprisen, Organisatiounen, Associatiounen oder allen aneren Organismë mat engem juristesche Statut, also och net bezuelt Memberschaften - och dat ass eng nei an eege Kategorie -, all Indemnitéit am Kader vun engem anere politesche Mandat, all regelméisseg rémunéréiert Aktivitéit, déi parallell zum Deputéiertemandat gemaach gëtt, sief se indépendant oder salarié, spezial Pensiounen, Traitement d'attente, okkasionell bezuelten Aktivitéiten, déi méi wéi 5.000 Euro am Joer abréngen, Participatiounen an enger Entreprise oder Partenariat, insofern se kënnen d'Politik beaflossen, oder wann den Deputéierten e signifikanten Afloss op d'Affäre vun dësem Organismus huet, all finanzielle Soutien, personnel oder matériel, deen en Deputéierten en plus zu deene vun der Chamber zur Verfügung gestellte Moyene kritt.

Fir all Kategorie ginn d'Revenuen uginn an Tranchë vu 5.000 bis 10.000 Euro an esou weider, bis iwwer 100.000 Euro d'Joer. Dat ass alles um Chamberssite ëffentlech an dat kann een do consultéieren, an dat ass an eisen Aen net näischt! Dem Deputéierte seng Revenue gi public gemaach, dat kenne mer ënner enger ähnlecher Form bei der Fonction publique. Am Privatsecteur gëtt et dat net.

Dozou ass dann och ze soen, datt d'Deputéiertemandat kee Vollzäitmandat ass. Déi meescht vun eis heibannen hunn nach eng aner Beschäftegung. Et gëtt ganz vill Gemengepolitiker heibannen, et gëtt awer och nach eng Rei Fräberuffler. Doranner ënnerscheet sech zum Beispill den Deputéierte vum Regierungsmember. De Regierungsmember huet e Vollzäitmandat. Vill Kolleegen heibanne gi gutt mat hire verschiddene Mandater eens. Ech denken un déi vill Députés-maires, déi zwar heiansdo liicht gehetzt sinn, awer am Allgemengen zefridde sinn.

(Interruption)

Den aktuelle Wahlsystem begënschtegt d'Bäibehale vum Duebelmandat. Do sinn nach eng Rei Diskussiounen ze féieren, bis mer op e Konsens kommen, fir dat ze änneren.

Net iwwerholl hu mer d'Recommandatioun vum GRECO, datt d'Informatiounen iwwert de finanzielle Volet missten nach méi ausgedehnt ginn, datt zum Beispill Donnéeën iwwert den Actif financier oder iwwert d'Scholde vun engem Deputéierte missten ugefouert ginn. Dat soll et jo och ginn.

An de GRECO huet souguer gemengt, dat kéint dann och op dee ganze Patrimoine an op d'Familljememberen an de Conjoint ausgedehnt ginn. Mir sinn der Meenung, datt de Patrimoine an engem seng Famill ënner anerem och privat sinn an datt d'Privatsphär vun all Mënsch schützenswäert ass, och wann de Mënsch Deputéierten ass. Och eis Familljememberen hu Rechter. Mäi Brudder kann net derfir, datt ech Politik maachen; meng Fra, déi am Private schafft, wëllt net, datt hir Pai public gemaach gëtt. Wann et Verdachtsmomenter gëtt géint e Politiker, da muss de Procureur aktiv ginn.

De GRECO mengt, déi Donnéeën iwwert de Patrimoine vun engem Politiker a senger Famill kéinte jo hannerluecht ginn, missten awer net onbedéngt public gemaach ginn. Mir mengen, datt mer dat zurzäit net solle maachen. Mir mengen, datt de Risque, datt esou Donnéeë mëssbraucht ginn, méi grouss ass wéi de Gewënn, dee mer hunn, wa mer dës Donnéeën hannerleeën.

Mir kënnen eis natierlech virstellen - an ech sinn och frou, datt meng Virriedner dat gesot hunn -, datt dat net éiweg esou bleiwe muss. Esou een Deontologiekodex gëtt jo net a Stee gemeesselt. Mir wäerten do am Laf vun der Zäit schonn nach mussen Upassunge maachen.

Wa mer eng Kéier riskéieren - wat ech eis net wënschen -, Zoustänn ze kréie wéi a verschiddenen osteuropäesche Länner, wou e System vun Oligarche mat hire Familljeclanen d'Politik dominéieren, da musse mer op d'Recommandatioune vum GRECO zréckkommen. Mä hoffentlech ännert eis Gesellschaft éischter an eng aner Richtung, an eng positiv: A Schweden kann een all Steiererklärung vun all Bierger akucken; an da brauche mer keng speziell Regele méi an deem Beräich fir Parlamentarier. Am Moment kënne mer mat där Regelung, wéi se am Code steet, zefridde sinn.

Et steet dann och iwwert de Lobbying an eisem Reglement: Kontakter mat Représentanten aus dem ëffentlechen oder private Liewen däerfe just am Kader vun der Chamberskommissioun stattfannen. Falls dës Kontakter kënnen e Projet de loi oder lafend Diskussioune beaflossen, da muss den Deputéierten dat an der Kommissioun soe respektiv am Rapport écrit festhalen.

Et steet näischt dran iwwer Kontakter mat Lobbyisten ausserhalb vun der Chamber. Wat ass da mat Entrevuen ausserhalb? Misst een déi net och systematesch public maachen?

Mir maachen dat jo och heiansdo. Wann et eis an de Krom passt, da maache mer e Communiqué de presse. Perséinlech hunn ech och nach ëmmer nëmmen emol éischter op där anerer Säit Bedenke gehat, fir Communiqués de presse ze maachen, awer net bei eis. Esou transparent funktionéiere mer.

Mir haten och an der Kommissioun doriwwer diskutéiert, waren dunn awer der Meenung, datt et ongesond wier, wa mer géife probéieren, déi Kontakter, déi mer mat der Baussewelt hunn, nach méi staark ze regléieren. Et muss méiglech bleiwen, mat Leit ze schwätzen, ouni virgeworf ze kréien, datt ee mat Leit schwätzt. Kontakter mat de Vertrieder vun alle Gesellschaftssparte si fir de Politiker iwwerliewenswichteg. Dat soll an aller Transparenz an no Regele geschéien. Dat soll awer net onméiglech gemaach ginn.

Iwwert d'Kaddoen ass schnell gesot: Méi wéi 150 Euro däerf e Kaddo net wäert sinn, an dat gëllt dann och fir Reesen a fir Séjouren.

De Comité consultatif ass och erwähnt ginn: dräi Memberen, déi vum Bureau genannt ginn. Dat si keng Chambersmemberen. De Comité kann Deputéierten Avisen a Rotschléi ginn. Op Demande kann e mam Accord vum President extern Experten ëm Rot froen an e mécht e Rapport annuel, dee selbstverständlech dann och publizéiert gëtt. Strofe sinn och virgesinn, déi zielen ech elo net méi op.

Erlaabt mer just zum Schluss nach e puer allgemeng Bemierkungen. Mir hate mat der Resolutioun, déi d'Chamber 2011 ugeholl huet, eigentlech, an de Paul-Henri Meyers huet dat och gesot, méi wäit gegraff. Mir hunn eis nach méi virgeholl. Mir sinn nach net fäerdeg mat eiser Aarbecht. Et ass och e Kodex vun der Regierung gefrot ginn. Dee steet nach dëse Freideg am Regierungsrot a wäert dann deemnächst public gemaach ginn. E Kodex vun de Statsbeamten, dee schéngt eis och eng Noutwendegkeet. Do froe mer scho jorelaang duerno. Do gi mer och dovun aus, datt mer deemnächst Neies vun der Regierung gewuer ginn.

An da gëtt et och nach d'Demande fir e Kodex fir Gemengepolitiker. Do kann ech just e klengt Beispill och nach bréngen. Ech kennen e Schoulmeeschter, deen huet missen déi Gemeng,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

an där e 17 Joer geschafft huet, wiesselen, well e wollt sech gemengepolitesch engagéieren.

A well dee Fall mech interesséiert huet, hat ech eng Question parlementaire gestallt, nodeems mer 2009 d'Schoulgesetz geännert hunn, woumat jo d'Gemeng eigentlech vill manner Afloss huet op d'Schoulorganisatiounen a virun allem op d'Léierpersonal. An dat ass awer nach ëmmer gülteg: E Schoulmeeschter däerf net an där Gemeng, an där e schafft, e Gemengemandat iwerhuelen. Jo, de Schoulmeeschter an d'Léierin kéinten d'Schoulpolitik mat beaflossen. Si oder hie kéinte soen, datt missten nei Bänke kaaft ginn, d'Klasse méi kleng misste sinn oder et Zäit géif ginn, fir en neit Schoulgebai ze plangen.

Ech kennen awer och Leit, deenen hire Beruff et ass, fir Haiser ze kafen an ze verkafen, fir Terrainen ze kafen an ze verkafen, fir Lotissementer ze plangen an ze realiséieren. Déi Aarbechte sinn net contraire zu engem Gemengemandat. Dat schéngt kee Problem ze sinn, datt déi eventuell en Interessi hätten, d'Gemengepolitik ze beaflossen. Si kënnen hiert Fachwëssen an den Intérêt vun enger gudder Bautepolitik an hirer Gemeng abréngen. Si kënnen hëllefen, de PAG vun enger Gemeng nei ze definéieren.

Et wier also och gutt, wa mer e Verhalenskodex fir Gemengepolitiker géife kréien.

Domat wëll ech Iech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Reglement bréngen an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. D'Wuert huet den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vun eiser Säit aus dem Kolleeg Alex Bodry Merci soe fir säi gudde Rapport, deen e gemaach huet.

Mir hunn als Reglementskommissioun dee Rapport iwwert deen Text haut hei proposéiert, mä fairerweis muss een awer soen, datt et net d'Reglementskommissioun war, déi deen Text ausgeschafft huet, mä datt et d'Kommissioun vun den Institutioune war, vun där de Kolleeg Bodry och President ass, déi deen Text hei, dee gudden Text, ausgeschafft huet an dunn an d'Reglementskommissioun weiderginn huet, an där en dann am Fong elo an eist Reglement agebaut ginn ass. D'Reglementskommissioun huet am Fong just gekuckt, datt et konform zu deenen aneren Artikelen ass, déi am Reglement sinn, an datt mer keng Kontradiktiounen dran hunn oder Saachen, déi sech iwwerschneiden.

De Kolleeg Bodry, ech wëll dat och hei express ervirhiewen, huet versicht, de Konsens ze sichen, ouni datt dat awer op d'Käschte vun der Substanz vum Text gaangen ass, an ech mengen, dat ass och gutt esou.

Datt d'Institutiounskommissioun festgehalen huet, datt mer eis sollten un d'Reglementer an de Code de déontologie vum Europaparlament ulehnen, ech mengen, dat war eng gutt Décisioun; meng Virriedner hunn dat scho gesot. Éischtens ass dat en Text, deen op engem breede Konsens, op enger breeder Basis berout, an et bréngt da mat sech, datt mer doduerch och déiselwecht Regele kréie souwuel fir eis national Parlamentarier wéi fir d'Europaparlamentarier vu Lëtzebuerg.

Dat Ganzt baséiert, déi Diskussioun, déi mer haut hei féieren, op enger Resolutioun, déi d'Chamber hei den 13. Oktober 2011 geholl huet, wou mer am Fong gesot hunn, datt mer mussen en Deontologiekodex kréien, souwuel fir d'Chamber wéi fir d'Regierung wéi fir d'Gemenge wéi fir d'Fonctionnairen, an ech mengen, datt d'Chamber mat dem Vote haut vun dësem Projet hir Aarbecht domadder gemaach huet.

mécht. Den Deputéierte stëmmt se.

Wann also en Deputéierte wëllt e gewësse Lobbyismus fir eng bestëmmt Organisatioun oder e Betrib maachen, dann ass en an enger éischter Stell emol eleng. An e muss seng Partei, seng Fraktioun, e muss eng Kommissioun, e muss e Parlament an e muss eng Regierung iwwerzeegt kréien, fir datt seng Iddi Afloss an d'Texter fënnt. Dat heescht, den Deputéierten huet menger Meenung no net dee grousse Pouvoir, fir de Lobbyismus ëmzesetzen, wéi aner Leit am Land awer e Pouvoir hunn, fir kënnen dat ëmzesetzen.

An dann ass et och esou, datt en Deputéierte fir fënnef Joer gewielt ass - och eng Regierung -, dat heescht, dee kann och erëm ofgewielt ginn. Par contre, en héije Fonctionnaire, deen och Pouvoiren huet op deem Niveau, deen ass am Fong agestallt op Liewenszäit.

Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt, nodeems d'Chamber haut hir Aarbecht hei gemaach huet, déi Aarbecht awer muss zügeg weidergoen. An d'Regierung huet dat an hirem Regierungsprogramm stoen, a si ass jo och dorun amgaangen ze schaffen, datt mer deeselwechte Code kréie souwuel fir d'Regierung wéi fir héich Fonctionnairen.

Et huet kee Wäert, datt ech elo nach op eng ganz Rei vu Bestëmmungen aus deem Code de déontologie hei aginn. Dat hu meng Virriedner gemaach. Ech wëll duerfir vläicht nach déi eng oder aner méi prinzipiell Iwwerleeung hei erabréngen.

Wa mer vu Lobbyismus schwätzen, da solle mer net nëmme vu Lobbyismus schwätze vun den Deputéierten, mä, ech mengen, et misst een automatesch dann och d'Regierung, d'Gemengen an d'Fonctionnairë matabezéien - wann ech „Fonctionnairen" soen, mengen ech hei a priori déi héich Fonctionnairen, déi un der Ausaarbechtung vun de Gesetzer bedeelegt sinn an och un der Exekutioun vun de Gesetzer hei. Ech mengen, do gëtt et vläicht och e gewësse Lobbyismus. An duerfir huet d'Resolutioun jo och vun der Chamber deemools déi verschidde Kategorië festgehalen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Kolleeg Berger huet virdrun hei vun de Lobbyiste geschwat, wou e vu Gewerkschaftler geschwat huet; dat ass richteg. Ech mengen, wa mer kucken, wa mer de Lobbyismus esou breet definéieren, dann ass jiddwereen heibannen e Lobbyist. Ech mengen, mir sinn un éischter Stell scho Lobbyisten da vun eise Parteien, well mer vertriede jo d'Interesse vun eise Parteien.

Datt e Gewerkschaftler, deen an d'Chamber kënnt, datt dee gewielt ginn ass vu Leit, déi d'Gewerkschaft oder d'Gewerkschafte wëllen ënnerstëtzen, schéngt mer dat Normaalt ze sinn, an datt déi och da vun deem verlaangen, datt e vläicht déi Interessen hei vertrëtt.

E Bauer, deen an d'Chamber kënnt, do ass et normal, datt d'Baueren dovun ausginn, datt en d'Interesse vun de Baueren heibanne vertrëtt. An, Här Berger, e Fonctionnaire, deen an d'Chamber kënnt, oder e Schoulmeeschter, deen hei an d'Chamber kënnt, ass och e Lobbyist, an där hu mer der vläicht méi heibanne sëtze wéi mer Gewerkschaftler heibanne sëtzen hunn.

Duerfir, mengen ech, soll ee wëssen, datt, wa mer de Lobbyismus esou breet spreeën, dann ass jiddwereen e Lobbyist heibannen, deen op dëser Plaz schwätzt oder heibannen agéiert.

Mä et ass jo awer net dat, wat hei gemengt ass. An ech mengen, déi Definitioun vum Lobbyismus, wéi en am Europaparlament ofgegrenzt ginn ass, dat beweist jo och, datt et eng Differenz gëtt vum Intérêt général oder vum Interesse vun dem Eenzelnen. Ech mengen, et ass dorobber, wou et ukënnt, a wou mer sécherlech elo net bei all deene Froen, déi wäerten an Zukunft kommen, scho genau wëssen, wou d'Grenz vun deem engen a vun deem anere läit.

Mä dat wäert d'Praxis erginn. An ech mengen, mir hu jo och dee Comité consultatif, an d'Erfahrung wäert eis da soen, wou mer déi eng Kéier en Interesse hunn a wou mer keen hunn, a wéi mer deen och sollen ze spillen hunn, souwuel an de Kommissiounsaarbechte wéi och hei an den Debatten a bei de Voten am Parlament. Woubäi ech ëmmer der Meenung sinn, datt en Deputéierten, deen hei ass, ëmmer muss d'Recht hunn, kënnen ze schwätzen, an och ëmmer d'Recht hunn, fir kënnen ofzestëmmen, quitte datt e muss eng Deklaratioun maachen iwwer seng Situatioun.

Da muss een och den Afloss kucken, de politeschen Afloss: Hu mir als Deputéiert, déi jo wuel d'Gesetz stëmmen, da méi e groussen Afloss wéi aner Leit am Land zu der Gestaltung vun engem Gesetz? Och doriwwer kann een diskutéieren. Ech mengen, e Member, deen an der Regierung ass, e Minister, dee mat héije Fonctionnairen e Gesetz ausschafft, deen huet jo och e gewëssen Afloss. Deen huet vläicht souguer méi e groussen Afloss wéi den Deputéierten, well en och weess, wat hannert den Texter vläicht méi am Detail steet, a well e se herno exekutéiert, wat den Deputéierten net

An do stellt dann d'Fro sech vun der Valeur juridique vun deene Codë fir d'Regierung respektiv fir de Fonctionnaire. Eiser Meenung no - als ADR - kann dat nëmmen iwwert de Wee vun engem Gesetz goen. Esou wéi mir dat hei maachen, eise Code ëffentlech debattéieren, ëffentlech ofstëmmen, muss dat och eiser Meenung no fir d'Regierung sinn, och fir déi héich Fonctionnairen - a wa mer ee fir d'Gemenge maachen, och fir d'Gemengen -, datt dat eng Valeur kritt vun engem Gesetz, wat hei duerch d'Chamber geet, wat hei diskutéiert gëtt a wat hei ofgestëmmt gëtt. Dat schéngt eiser Meenung no wichteg ze sinn.

Genausou gutt wéi et dann och do muss ëm d'Sanktioune goen. Mir hunn hei an der Chamber eng Rei vu Sanktiounen an deem Code hei definéiert. Mir haten der schonn eng Partie an eisem Reglement definéiert, dat och ëffentlech gemaach ginn ass. An d'Effentlechmaache vun enger Sanktioun vun engem Politiker ass heiansdo méi eng grouss Sanktioun wéi d'Sanktioun u sech selwer, eleng duerch d'Tatsaach, datt se ëffentlech gemaach gëtt.

An ech mengen, déi Spillregelen, déi mir eis als Deputéiert ginn, solle mer och soen, déiselwecht Spillregele mussen och fir d'Regierung a se mussen och fir déi héich Fonctionnairë spillen. Well et virun allem jo och d'Chamber ass, déi d'Regierung kontrolléiert. A wann d'Chamber hirer Missioun nogeet, datt se d'Regierung kontrolléiert, da kann et net sinn, datt eng Regierung sech e Code gëtt, wou d'Parlament net matschwätzt a wou d'Parlament net a senger Fonctioun als Kontrollorgan vis-à-vis vun enger Regierung och d'lescht Wuert huet an d'Décisiounen hëlt.

An ech mengen, et wier och fir eng Regierung selwer méi eng héich Valeur, wa se ka soen, dat doten ass e Code, dee mir eis ginn hunn an dee vun dem Parlament ofgeseent ginn ass iwwert de Wee vun engem Gesetz, wéi wann eng Regierung sech selwer e Code gëtt, deen hausgemaach ass, intern gemaach gëtt an dee keng gesetzlech Basis huet, wou eventuell och keng Sanktiounen dra virgesi sinn a wou och kee weess, wien dann d'Recht huet, fir do ze kontrolléieren, a wann eppes do geschitt, fir dat dann och esou un d'Rullen ze bréngen.

Dat soll alles kloer definéiert ginn. An deem Sënn hunn d'Kolleege vun déi Lénk eng Motioun eraginn, wou se soen, datt d'Regierung invitéiert gëtt, e Projet de loi ze déposéieren, deen eben d'Rechter an d'Flichte vun hire Regierungsmembere festleet - dat ass dat, Här Berger, wat am Fong an dëser Motioun steet -, datt se dat a Form vun engem Projet de loi soll hei déposéieren. Dat ass eng Motioun, déi mir kënne mat zwou Hänn ënnerschreiwen, an duerfir wäerte mer se och matstëmmen. Ech mengen, dat géif zur allgemenger Transparenz vun der Aarbecht vun der Lëtzebuerger Politik hei bäidroen.

Bei der Motioun hätten natierlech och kënnen déi aner zwee - d'Gemenge respektiv d'Fonctionnairen - derbäi sinn, mä dat hei ass awer schonn e wichtegen Deel.

Här President, zum Schluss wëll ech soen, mir wëssen, datt mer esou eppes musse maachen, a mir wëssen och, datt mer international do ënner Kontroll stinn. De GRECO ass virdru genannt ginn, deen dat systematesch mécht. Mir kommen also net derlaanscht.

Mä am Prinzip ass et am Fong schued, datt mer mussen esou e Code de déontologie maachen, datt net deen eenzelne Politiker vu sech selwer dee Code a sech huet. Well et ass dat, wat ech mengen - wann ee politesch aktiv ass an et hëlt een Décisiounen an esou virun, muss ee sech jo ëmmer a Fro stelle selwer: ob esou e Code de déontologie, ob een deen net a sech misst hunn an am Fong am Sënn vun deem all seng Aktivitéiten a seng Décisiounen huelen.

Ee Member, wéi mer kierzlech de Fall haten, mat engem Regierungsauto, dee gesot huet: „Ech war kucken an de Code de déontologie vun der Regierung an ech däerf dat!", eleng, datt ee sech déi Fro stellt, hätt scho missen zur Konklusioun bréngen: Ech maachen et net, well et sech net passt! An deen CD, deen um Auto ass, wann e Minister an d'Ausland fiert, dee steet jo och net fir „Code de déontologie" ënnen um Auto drop.

(Hilarité)

Duerfir géif ech ganz kloer soen: Et soll jiddweree sech selwer säi Code a sech uleeën a praktizéieren, an da fueren ech net mat engem Regierungsauto an d'Vakanz. Ob et erlaabt ass oder net, dat passt sech net.

Duerfir, wat mer haut hei stëmmen, ass gutt, mä vill méi wichteg ass, datt jiddweree säin eegene Code de déontologie huet a sech och dorunner hält.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci dem Här Gibéryen. Als nächsten ageschriwwene Riedner ruffen ech op d'Tribün: den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, d'Verfassung stellt en héijen Usproch un d'Deputéiert. An hirem Artikel 50 seet se: «La Chambre des Députés représente le pays. Les députés votent sans en référer à leurs commettants», dat heescht hir Wieler, «et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché.»

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat heescht, et gëtt am Fong geholl eng konstitutionell Fiktioun hei opgebaut, déi seet, dass d'Deputéiert eleng dat ganzt Land vertrieden, dass se kengem eigentlech Rechenschaft schëlleg si während hirem Mandat, a si seet, dass vun hinnen erwaart gëtt, dass se dat am allgemengen Interesse maachen. An a Wierklechkeet hu se och am Prinzip keng aner gesetzlech Limitatioun, déi se dorun erënnert, dass se dat musse maachen. Si hu keng aner Limitatioune wéi net och déi Limitatiounen, déi all Bierger am Land huet.

Ech mengen awer, dass d'Situatioun vun den Deputéierten eben duerch hir Roll, déi se spillen an enger Demokratie, eng aner ass an dass se net ze vergläiche si mat eenzelne Bierger, och iwwregens, wat d'Veröffentlechung vun hirem Akommes ugeet. Den Här Adam huet virdru gesot, soulaang net d'Akommes fir all Bierger op wier, bräichten och d'Deputéiert hiert Akommes net opzeleeën. Ech mengen, dass dat esou net stëmmt.

Ech mengen,…

(Interruption)

D'accord, d'accord. Dat ass, wat ech och elo just wollt soen. Mir féieren hei natierlech eng Rei vun esou Limitatiounen an. Et sinn nei Limitatiounen, déi d'Deputéiert hei kréien. Ob se duerginn, do ginn eis Meenungen auserneen. Mä ech mengen, dass et wichteg ass, besonnesch an eiser Zäit, dass déi Limitatioune kommen. Aus zwee Grënn iwwregens, mengen ech, an do rejoignéieren ech erëm dat, wat den Här Adam virdrun awer gesot huet.

Et ass ëmmer eng Begrenzung gi fir eng Kategorie vu Leit, wat d'Ausübung vum Mandat vum Deputéierten ugeet: Et kann een net Deputéierte sinn a gläichzäiteg aktive Funktionär, Beamten, Aarbechter, Schoulmeeschter, wann een iergendwéi vum Stat, am wäiteste Sënn vum Wuert nëmmen, bezuelt gëtt. Et muss een dann déi Aarbecht nidderleeë fir d'Dauer vum Mandat an et kritt een dofir eng finanziell Kompensatioun.

Dat ass jo eigentlech e Verbuet vu Beruffsausübung, wat et do scho laang gëtt. Dat Verbuet vu Beruffsausübung betrëfft haut ganz Wirtschaftssecteuren. Et ass iwwregens e Beweis dofir, dass berufflech Aschränkungen, wat d'Funktioun vum Deputéierten ugeet, méiglech sinn. Et ass awer och e bëssen e Beweis dofir, dass et och ëmmer nach Begrenzunge gëtt, awer berufflech Begrenzungen, déi net an alle Fäll berechtegt sinn, mä dat ass elo net dat, wat ech hei wollt développéieren.

An der Verfassung iwwregens, do sinn nëmmen e puer begrenzte Situatiounen opgezielt, déi net mam Mandat vum Deputéierten ze vereinbare sinn, wéi zum Beispill Riichter oder Militär oder Statskontabel, woubäi dat Beruffer sinn, bei deenen ee versteet, firwat dat drasteet.

Ech mengen awer och, dass mer eng Erneierung brauchen, zweetens, well et net méi haltbar ass, allgemeng, dass all Beruffer am Privatsecteur, am Géigesaz zu deenen am

ëffentleche Secteur, weiderhi vun där Fiktioun, vun där ech virdru geschwat hunn, dass se d'Gesamtinteresse vun der Gesellschaft vertrieden, kënne profitéiere ganz allgemeng.

Ech mengen, dass dat iwwregens och gëllt fir verschidde Verméigenssituatiounen, déi kënnen en Afloss op d'Ausübung vun engem Mandat vum Deputéierten hunn.

Et solle selbstverständlech hei keng Generalverdächtegunge ginn. Et muss ee sech bewosst sinn einfach, ëm wat et geet a wat dee gesellschaftlechen Intérêt ass fir esou Limitatiounen, wéi mer se hei begrenzt iwwregens och aféieren, wat se bedeiten.

Am Artikel 3 vum Code, dee mer hei votéiere sollen, steet eppes ganz Richteges: «Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le député tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes.»

Eleng dat weist, dass déi Notioun vum Conflit d'intérêts, dee kann entstoe bei der Ausübung vum Deputéiertemandat, eng aner Notioun ass wéi Lobbyismus a Kontakter zu Organisatiounen a Veräiner oder och souguer Gesellschaften am Allgemengen. Ech mengen, dass et spezifesch ëm den Afloss vu gewëssene groussen ekonomeschen Interessen oder op d'mannst wichtegen ekonomeschen Interesse fir d'Ausübung vun der Funktioun geet.

Den Hannergrond vun der aktueller Deontologiediskussioun ass nämlech deen - a mir schwätze jo iwwer Deontologie souwuel wat d'Ministeren ugeet wéi och d'Deputéiert oder héich Beamten -, an an allen entwéckelte Länner ass et déiselwecht Fro, déi sech stellt: Et gëllt, fir ze vermeiden, dass eng Vermëschung vu privaten ekonomeschen Interesse geschitt mat politeschen Décisiounen op héijem Niveau.

Den Hannergrond ass natierlech och deen, dass d'Politik an Europa an an deenen eenzelne Länner esou eng Entwécklung fërdert vun ëmmer méi Amëschung, vun ëmmer méi Implikatioun vun deene verschiddenen Intérêten ënnerteneen, doduerch dass gemëschte Gesellschaften ëmmer méi geschafe ginn, doduerch dass gemeinsam wirtschaftlech Unternehmunge kommen, zum Beispill a Form vun engem Public-Private Partnership.

A grad an deene Situatiounen hate mer et jo ze dinn, reell, konkret mat Interessevermëschungen. Mir hate vill ze di mat der Affär Wickreng/Léiweng, wou et ëm Verspriechunge gaangen ass fir eng Kategorie vun Entrepreneuren, fir en neie Fussballstadion oder eng nei Industriezon opzeriichten.

An engem Avis juridique, deen deemools iwwregens vun der DP-Fraktioun commandéiert ginn ass, e juristeschen Avis, ass iwwert d'Gefor vun der Verdonkelung a vun der Personaliséierung geschwat ginn, déi grad evident ass bei esou ekonomesche Relatiounen zwësche Stat a Privatleit, deene sougenannten „Public-Private Partnerships".

D'Affär Cargolux, déi kuerz drop komm ass, huet och gewisen, op engem aneren Niveau, op engem méi héijen Niveau mat internationalen Implikatiounen, wéi esou eng Interessevermëschung méiglech ass, déi keng demokratesch Kontroll zougelooss huet vun der Chamber deemools. Dat ass kritiséiert gi vu Leit, déi haut an der Regierung sëtzen. Déi implizéiert Ministere si vun der Oppositioun deemools ganz schaarf kritiséiert ginn.

D'Fro stellt sech natierlech: Wäert dat elo an Zukunft net méi méiglech sinn? Do musse mer natierlech waarden op dee Projet vun deem neie Code, wat d'Regierungsmemberen ugeet.

Mä bezitt sech d'Fro vun engem Interessekonflikt just op Regierungsmemberen? Sinn net och d'Deputéiert heiansdo an exponéierte Beruffer, Wirtschaftsberoder, Geschäftsaffekoten an esou weider, déi enk mat engem Deel vun der Geschäftswelt verbonne sinn - dat ass eng Realitéit -, mat wichtegen Deeler vun der Wirtschaft an eisem Land verbonne sinn?

Gëtt do déi Kloerheet geschafen heimat, déi noutwendeg wier? Ech mengen net!

De GRECO, de Groupe anticorruption vum Conseil de l'Europe, deen hei schonn dacks genannt ginn ass, vun deem iwwregens Lëtzebuerg d'Presidentschaft huet an der Persoun vun der Madame Brasseur, warnt awer däitlech viru méigleche berufflechen Interessekonflikter, déi iwwert dee Wee kënnen entstoen, iwwert d'Porte dérobée vun der Chamber zum Beispill, duerch Leit, déi an der Chamber selwer vertruede sinn.

Dat soe se ganz däitlech. Si schwätze vun Affekoten, déi gewësse berufflech Interessen hei zu Lëtzebuerg vertrieden. Si schwätze vun enger besonnescher Situatioun zu Lëtzebuerg, déi doranner besteet, dass hei ekonomesch Interesse konzentréiert sinn, dass hei juristesch Konstruktioune gebaut ginn, fir gewëssen Interessen ze vertrieden. An ech mengen, dass deen heite Code net genuch där Situatioun Rechnung dréit.

Interessekonflikter gi wuel definéiert hei, et bleift awer den Deputéierten iwwerlooss, sech selwer ze mellen. Et feelt eng Obligatioun, preventiv och d'Existenz vun Interessekonflikter unzeginn, ier iwwerhaapt eng konkret Situatioun an engem bestëmmte Gesetz sech stellt. «Obligation de déclarer les activités et intérêts représentés», fuerdert de GRECO.

Ass dat dann, wat hei geschitt?

Et gëtt och zum Beispill guer keng «interdiction de fonder des structures et sociétés de conseil après la prise de fonction de parlementaire». Dat ass e weidere Virschlag vum GRECO.

Schonn eleng eng Formuléierung, déi elo drasteet, wat d'Participation à titre personnel u Gesellschaften ugeet, déi ass an der Kommissioun heftegst diskutéiert ginn: wat dat heescht, wat fir Type vu Gesellschaften do betraff sinn. Doropshi sinn d'Sociétés civiles immobilières ausgeschloss gi vun deene Gesellschaften, déi vun esou Deklaratioune betraff sinn.

A puncto Deklaratioun vu Beruffsinteresse bleift just eng vag Formuléierung: «tout autre intérêt financier» misst deklaréiert ginn, «qui pourrait influencer l'exercice des fonctions de députés.» Dat ass awer eng Formuléierung, déi riskéiert, inapplicabel ze bleiwen, well se esou vag ass an och well gläichzäiteg, dat muss een awer och soen, kloer an der Kommissioun gesot ginn ass, d'Beruffsgeheimnis géif do driwwerstoen.

Ech respektéierte ganz gären d'Beruffsgeheimnis vun engem Affekot, vun engem Dokter an esou weider, mat wat fir Clienten en et ze dinn huet. Mä wann et sech ëm Clienten handelt, déi eng eminent Roll am Wirtschaftsliewen zu Lëtzebuerg spillen, mengen ech, muss do eng Deklaratiounsflicht bestoen.

Ech mengen och, dass d'Steiergeheimnis net dierf do driwwerstoen. Kommt, mir ginn emol a Frankräich kucken: Am franséische Gesetz vun 2013 gëtt däitlech d'Steiergeheimnis opgehuewe vis-à-vis vun den Deputéierten. Ass dat hei de Fall?

Ech wëll och en aneren Artikel aus dem franséische Wahlgesetz zitéieren, an deem steet: «Le Bureau de l'Assemblée nationale examine si les activités professionnelles (…) mentionnées par les députés dans la déclaration d'intérêts et d'activités (…) sont compatibles avec le mandat parlementaire.» Dat heescht, et gëtt souguer d'Méiglechkeet hei theoretesch ënnert der Kontroll vum Conseil constitutionnel geschafen, fir engem ze soen: Du kanns däi Mandat, wann s du esou e Beruff ausübs, net méi ausüben als Deputéierten. Dat ass a Frankräich haut méiglech.

Ech wëll net soen, dass mer esou wäit solle kommen, mä ech hätt awer op d'mannst gär eng Deklaratioun vun Interessen, déi méi wäit geet.

Et ass iwwregens eng Bestëmmung, déi a Frankräich vum Conseil constitutionnel ofgeseent ginn ass. En huet gesot, si wier kompatibel mat der Verfassung. Ech sinn och der Meenung, dass se kompatibel mat eiser Verfassung wier, well och an eiser Verfassung steet kloer dran, dass d'Inkompatibilitéiten, déi an der Verfassung stinn, nach kënnen duerch Gesetz weider ausgedehnt ginn. Dat huet näischt mam Recht op Aarbecht ze dinn, vun deem heiansdo geschwat gëtt.

Mir kritiséiere weider Saachen un deem Code. Et sinn zum Beispill keng Verflichtunge virgesinn. Wann en Deputéierte seet: „Jo, ech si befaangen", da muss en dat zwar deklaréieren, dann deklaréiert en et, mä dat heescht awer net, dass en net um Vote kann deelhuelen.

Ech ka mech erënneren, den Här Henckes ass hei eng Kéier op d'Tribün komm an en huet gesot: „Ech sinn Affekot an enger Affär", an dat war den Dossier Cargolux, „Ech si befaangen, ech kann net um Vote deelhuelen." En ass eraus-gaangen.

Wat seet de Rapport vun der Kommissioun? «Cette non-participation à un ou à des votes n'est pas la conséquence souhaitée par les auteurs du code de conduite»…

M. le Président.- Ech wëll Iech just soen, Här Urbany, d'Zäit ass Iech fortgelaf.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech weess dat, Här President.

(Interruption)

M. le Président.- Dir misst zur Konklusioun kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech weess dat, Här President, ech hat dofir och gefrot eigentlech, e Modell 2 ze kréien…

M. le Président.- Jo, mä…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …an der Conférence des Présidents.

M. le Président.- D'Conférence des Présidents huet kloer tranchéiert, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat hei ass eng wichteg…

M. le Président.- An hei hält jiddweree sech un d'Riedezäit. Wann ech gelift,…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech fannen, dass dat hei eng…

M. le Président.- …kommt elo zur Konklusioun.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …wichteg Diskussioun ass. Ech vertrieden deen eenzege Géige…

M. le Président.- Jo, also elo, Här Urbany…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bis elo hunn ech just d'Pensée unique héieren.

M. le Président.- Hei ass eng kloer Décisioun geholl ginn, wann ech gelift, kommt zur Konklusioun, soss muss ech Iech d'Wuert ewechhuelen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gutt. Jo, „Très bien !", seet d'DP, dat ass kloer! D'DP ass déi Partei, déi hei an der Kommissioun…

(Brouhaha général)

(Coups de cloche de la présidence)

…verhënnert huet,…

M. le Président.- Wann ech gelift! Wann ech gelift, Här Urbany,…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …dass dat an de Code kënnt, wat eigentlech misst drastoen!

M. le Président.- …notzt Är Riedezäit, fir zur Konklusioun ze kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat betrëfft och déi Saach mat den Tranches de revenus, déi mussen deklaréiert ginn, déi grad déi héich Revenuen, zum Beispill, favoriséiert. Et ass vum GRECO kritiséiert ginn. De GRECO huet och kritiséiert, dass d'mobilt an d'immobilt…

(Brouhaha général)

…dass dat mobilt an immobilt Verméigen…

M. le Président.- Här Urbany!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …net misst deklaréiert ginn.

M. le Président.- Här Urbany, wa mer d'Verwarnung schonn hätten, géif ech se gebrauchen!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gutt. Da kommen ech zum Schluss, Här President. Ech wëll Iech awer soen, ech hunn awer och eng Motioun, déi geet jo eigentlech och op meng Riedezäit.

M. le Président.- Dat ass net cumulabel.

(Interruption)

Dat ass net cumulabel, Dir kënnt déi herno jidderzäit nach presentéieren. Mä wann d'Chamber d'accord ass, géife mer Iech elo nach d'Geleeënheet ginn, fir d'Motioun ze presentéieren. Da braucht Der net eng Kéier erof- an nach eng Kéier erëm eropzekommen.

(Interruption)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Gutt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant la volonté du Gouvernement de se doter d'une législation sur les droits et devoirs de ses membres, comme cela fut retenu dans son programme gouvernemental: «Le Gouvernement présentera un projet de loi sur les droits et les devoirs des membres du Gouvernement.» (p. 7, voir sous «Renouveau démocratique - Institutions - Gouvernement»);

- considérant que l'une des missions fondamentales de la Chambre de Députés réside dans le contrôle du Gouvernement et qu'elle dispose notamment d'un droit d'accusation envers les membres du Gouvernement (chapitre V, article 82 de la Constitution);

- estimant qu'il en résulte que la Chambre des Députés doit être étroitement impliquée dans l'élaboration d'un code de conduite concernant les membres du Gouvernement qui aura force de loi et qui doit par conséquent parcourir la voie parlementaire prévue à cet effet;

invite le Gouvernement

- à déposer un projet de loi relatif fixant les droits et devoirs de ses membres dans les meilleurs délais.

(s.) Serge Urbany, Justin Turpel.

Déi Motioun, déi betrëfft de sougenannten „Kodex fir Ministeren", dee soll dës Woch virgestallt ginn. Am Regierungsprogramm -an dat steet an där Motioun do dran - steet ganz däitlech, dass dat soll e Projet de loi ginn, wat ech ganz normal fannen. D'Kontrollrechter vum Parlament vis-à-vis vun der Regierung bestinn. An ech mengen, dofir muss och d'Parlament dee Code, deen d'Regierung sech wëllt ginn - fir esou Saache wéi déi vu Wickreng/Léiweng ze verhënneren, am Laf vun där hei déi fréier Oppositioun, d'DP an déi gréng, Enquêtëkommissioune verlaangt hunn an esou weider -, da fannen ech, misst hei d'Prioritéit vum Parlament sinn, fir iwwert déi Saachen do ze diskutéieren, wat d'Regierung sech do selwer wëllt fir e Code de déontologie ginn. An net, dass mer deen an der Press mussen um Enn vun der Woch liesen!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Oh mei, oh mei, oh mei!

M. le Président.- Voilà, da wiere mer um Enn, bal um Enn vun der Diskussioun ukomm. Den Här Rapporteur freet d'Wuert nach eng Kéier.

Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wollt am Fong meng Riedezäit huele fir d'LSAP-Fraktioun, déi ech nach net entaméiert hunn an deem Ganzen. Et konnt ee vläicht net alles am Detail esou virstellen an där Véirelstonn, déi dem Rapporteur zur Verfügung stoung.

Ech wëll nach op eppes hiweisen, wat mer agebaut hunn, wat wéineg Parlamenter hunn a wat mer de notre propre initiative eigentlech nach agebaut hunn. Dat ass, eng Regel virzegesinn, wann d'Deputéiert intervenéiere fir Drëttpersounen. Dat gëtt diskutéiert an anere Parlamenter, mä am Fong déi wéinegst Parlamenter hu sech do eng Regel ginn, während mir bei de Principes directeurs festgehalen hunn, dass, wann esou Interventioune vun Deputéierte gemaach gi fir aner Persounen, dass dat nëmme ka sinn opgrond vun de Rechter, opgrond vum Mérite vun esou enger Persoun. Dat schéngt mer och wesentlech ze sinn an engem klenge Land, dass ee sech esou eng Verhalensregel gëtt.

Dat Zweet, wat ech wollt soen: Déi Interventioun vum Här Urbany huet den Androck ginn, wéi wa mer an deem Rapport do vum GRECO zerrappt gi wären. Dat ass net wouer. Dee Rapport vum GRECO huet fënnef Recommandatioune gemaach, a véier Recommandatiounen hu mer zréckbehalen.

Et ass just effektiv déi Fro vum Patrimoine, bei där mer eis net eens konnte setzen a mer schlussendlech zur Konklusioun komm sinn, dass mer déi Fro vum Patrimoine, aktiv a passiv, „fir de Moment" - steet souguer am Rapport dran - net géifen zréckbehalen. Mä an all deenen anere Froen, deene Recommandatiounen, déi gemaach gi sinn, hu mer Stellung bezunn a si mer op dee Wee gaangen, wéi de GRECO dat proposéiert huet.

An ech hunn och nach eng Kéier déi allgemeng Appréciatioun vum GRECO hei zitéiert. An déi ass positiv zu deem éischten Entworf vum Code de conduite, dee mer eis hei ginn an dee mer jo eigentlech nach op eenzelne Punkte komplettéiert a verdéift hunn, soudass ech Schwieregkeeten hu mat där Kritik do.

Eng Kritik, déi och nach geäussert ginn ass - den Här Urbany ass net méi dozou komm wahrscheinlech, déi hei ze äusseren, si ass awer an der Pressekonferenz vun deene Lénke geäussert ginn: Et ass jo gesot ginn, jo, dat heite wär Wischiwaschi, an am Gemengesecteur, do wär alles ganz gutt, et bräicht een nëmmen déi Regel vum Gemengesecteur ze huelen. Esou ass et emol eriwwerkomm an deenen Extraiten, déi ech de Privileg hat dann do ze héieren.

Mir kënne ganz gären duerch d'Gemengegesetz goen. A jiddwereen an der Gemengepolitik weess jo, bei wat fir enge Fäll dat doten applizéiert gëtt a wéi oft et an de Gemengen applizéiert gëtt. Wann hei gemengt gëtt, dass dat elo d'Léisung wär, da mengen ech, da leie mer awer total schif. An dann hunn ech awer léiwer déi Regelen, déi mer eis elo hei ginn, wéi déi Regele vum Gemengesecteur, deenen no zwar, dat ass wouer, d'Conseilleren an d'Membere vum Schäfferot net dierfen deelhuelen un eenzelnen Délibératiounen, mä et muss all Kéiers en Intérêt direct et personnel virleien.

A wéini spillt et? Et spillt, wa Leit agestallt gi bei der Gemeng, an et spillt, wa Marchéen ofgeschloss ginn, an et spillt à la rigueur, wann de PAG ofgeännert gëtt. Woubäi ech mer hei d'Fro dierf haart stellen: Wat geschitt, wann en neie PAG opgestallt gëtt? Huet dann net jiddwereen, deen en Terrain huet, en Intérêt direct et personnel? Et ass also bonne Chance, deemno wat fir eng Ausleeung mer vun den Texter maachen, wat schlussendlech dobäi erauskënnt. Soudass ech also géif mengen, dass hei och vill bon Sens spillt.

An nach eppes wëll ech hei soen, dat mat deene beschten Texter, a Frankräich ass e Beispill dofir! Firwat ass Frankräich esou wäit gaangen, wéi et gaangen ass, an ech weess net wéi vill Reformen, déi se duerchgezunn hunn an deene leschten 20 Joer? Well se vu Skandal a Skandal eragefall sinn! Well se ëmmer Leit haten, dat muss ee soen, déi déi néideg Énergie criminelle praktesch entwéckelt hunn, fir esou Saachen ze maachen, déi strofrechtlech och net an der Rei sinn!

An ech menge ganz einfach, dass ee sech do näischt soll virmaachen, och dobaussen de Leit soll een näischt virmaachen: Wann hei een Deputéierte wierklech déi Energie criminelle huet, fir ze fuddelen a Schmu ze maachen, da kënne mir hei déi bescht Regele festleeën, da schiebe mir deem am Endeffekt kee Rigel vir. Däers musse mer eis bewosst sinn! Wat mir regelen, ass ëmmer den Normalfall.

Wat een, mengen ech, sollt erreechen duerch deen heiten Text, ass, dass vill Saachen, déi mer vläicht als normal ugesinn, well et se gëtt, dass mer déi vläicht méi a Fro stellen a méi Virsiicht eigentlech hunn, wéi mer an eenzelne Situatiounen eis verhalen.

Ech hoffen, dass mer dat duerch deen heiten Text erreechen. A wa mer dat erreecht hunn, mengen ech, dass mer schonn en déckt Stéck weiderkomm sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wat d'Motioun vun deene Lénken ugeet, wëll ech och kuerz Stellung bezéien. Dat betrëfft jo d'Aarbechten, déi d'Regierung ze maachen huet a wou jo och viru Kuerzem eng Pressekonferenz war; oder am Kader vum Pressebriefing vun der Regierung huet och de Justizminister do Indicatioune ginn iwwert deen neien Entworf, deen d'Regierung festgehalen huet, deen, souwäit ech weess, soll iwwer Règlement grand-ducal en vigueur gesat ginn.

Dat ass effektiv net konform zu deem, wat am Regierungsprogramm steet. An ech géif einfach proposéieren, dass mer deen heiten Text géifen an d'Institutiounskommissioun verweisen an dass mer an enger nächster Sitzung, dat kann ufanks September sinn, dass mer do den zoustännege Minister ruffen, fir dass en eis soll Explikatioune ginn, wat se virhunn, an natierlech och Explikatioune ginn, firwat se elo net wëllen, schéngt et, op dee Wee goe vun engem Gesetz, esou wéi et am Koalitiounsaccord feststoung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Alex Bodry. Vläicht ugefaange mat der Propositioun: Ass dat eng Propositioun, déi d'Auteure vun der Motioun kéinten unhuelen?

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Also et bleift eng Tatsaach, dass dee ganze Code de déontologie, deen e Règlement grand-ducal soll sinn - kee Gesetz, wéi versprach -, Enn vun der Woch virgestallt gëtt. Ech huele gären och Explikatiounen entgéint dann an der Commission des Institutions am September doriwwer, dat ass jo dat Eenzegt och, wat eis iwwreg bleift, wann eis Motioun net ugeholl gëtt.

M. le Président.- Dat heescht, mir ginn zu engem, géifen zu…

(Brouhaha)

Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech deelen eigentlech fundamental d'Aschätzung, dass et der Chamber och net kann egal sinn, wat fir e Code de déontologie se sech an de Regierungsmembere gëtt. Dat ass schonn eng Affaire publique an déi muss och d'Chamber interesséieren.

Ech deelen do eigentlech d'Grondaschätzung vun där doter Fro. Dofir mengen ech, dass d'Regierung awer gutt berode wär - dee Message kritt se dann och hei iwwert déi heiten Debatt, si kann natierlech hir Texter virstellen, dat ass hiert gutt Recht -, d'Mise en vigueur eréischt ze maachen, nodeem en Échange de vues och an der Chamber stattfonnt huet, notamment dann iwwert d'Institutiounskommissioun.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- D'accord! Da si mer d'accord, dass se un d'Kommissioun verwise gëtt, a mir wäerten awer och an der Kommissioun drop drängen, dass dat d'Form vun engem Gesetz kritt, net vun engem Règlement grand-ducal, wou een iwwregens…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Do muss jiddweree seng Positioun da festleeën, dat ass...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- …nach ëmmer net weess, op wat fir ee Gesetz dee Règlement grand-ducal sech schlussendlech wäert beruffen. Dat wësse mer jo och iwwregens nach net. Dat ass och eng spannend Fro.

Une voix.- D'Accord.

M. le Président.- Merci. Dat ass kloer. Ech wollt déi Fro just stellen, ob mer ee Vote ze maachen hunn oder zwee. Da kënne mer eis deen ee Vote spueren, a mir géifen der Propositioun vum Rapporteur nokommen an déi Diskussioun an engem anere Kader féieren.

(La motion 1 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

An elo géife mer dann iwwer eisen Deontologiekodex a sengem Ensemble ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6691

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Code de déontologie ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An déi traditionell Fro brauch ech hei net ze stellen.

11. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif lech nach ëm zwou Minutten oder ëm e puer Minutte Gedold bieden. Mir sinn um Enn vun dëser Sëtzung, déi lescht vun dëser aussergewéinlecher Sessioun, an ech wollt lech bei där Geleeënheet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eisem Personal alleguer, mengem Noper, dem Claude Frieseisen, dem Generalsekretär a sengen Adjointen, eise Leit, déi eis ëmmer bei eise Sëtzungen hei begleeden am schwaarze Kostüm, dem Personal an de Fraktiounen an an de politesche Sensibilitéiten an der Press Merci soe fir hir Aarbecht.

An deene leschte Méint ass vill geschafft ginn an ech mengen, datt no de Spannungen, déi dat lescht Joer gekennzeechent hunn, an der Tëschenzäit jiddweree seng Plaz fonnt huet.

D'Klima heibannen ass kolleegial, an och an de Kommissiounen, am Bureau, an der Conférence des Présidents schaffe mer konstruktiv zesummen. Dës extraordinär Sessioun ass eng Zort Iwwergangssessioun, an där mer keng Rekorder gebrach hunn. Mir haten 33 Sëtzungen, mir hu 74 Projets de loi verofschit. Mä Rekorder waren och net onbedéngt eist Zil.

Et ass vill an intensiv a gutt an de Kommissioune geschafft ginn an dat wäert am Hierscht nach e bësse méi intensiv ginn. D'Erausfuerderunge si grouss an et stinn eng ganz Rei vu wichtegen Diskussiounen um Programm.

An deene leschte Méint huet d'Parlament méi Demokratie gewot an nei Initiative lancéiert: Esou ass d'Petitiounsrecht via Internet e wichtege Schrëtt gewiescht. An de Succès ass méi grouss wéi erwaart, wann een dat esou däerf soen. Mir hunn also eis éischt Experienze gemaach an déi sinn duerchweegs positiv. Mä et ass nach net alles perfekt an dofir wäerte mer am Laf vun der Zäit de Bilan zéien an déi noutwendeg Adaptatioune maachen.

Ech wollt bei dëser Geleeënheet och d'Dignitéit, mat där esou e sensibelen Débat wéi deen iwwert de Mariage pour tous hei an der Chamber gefouert ginn ass, ervirsträichen an op d'Wichtegkeet vun deem rezenten Débat iwwert d'Reform vun der Fleegeversécherung hiweisen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn an deene leschte Joren duerch déi schlëmmste Kris zënter der Stolkris gaangen an och wann een an der Tëschenzäit erëm méi optimistesch däerf sinn, sinn och an Zukunft weider couragéiert Décisiounen ze huelen, fir d'Finanzen an d'Rei ze kréien an domat de sozialen Engagement ofzesécheren. Dat gëllt fir eisen Asaz hei, mä och an Europa.

12. Hommage à M. Luc Frieden

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn de Moien e Bréif kritt, deen dat offiziell mécht, wat mer zënter leschter Woch woussten. Haut ass déi lescht ëffentlech Sëtzung fir eise Kolleeg, de Luc Frieden, deen am Hierscht net méi als Deputéierten op der CSV-Bänk wäert sëtzen. Hien huet eng aner Missioun iwwerholl.

De Luc Frieden - an dat hat e mer eng Kéier gesot -, dee sech a jonke Joren als Student en Täschegeld als „Tageblatt"-Ausdréier verdéngt huet - dat net ganz ofgefierft huet, mä, ech mengen awer, e bëssen -, huet seng exemplaresch politesch Carrière 1994 an der Chamber ugefaangen, bal genee op den Dag vun haut, also virun 20 Joer. No véier Joer Deputéierten an net grad 16 Joer Member vun der Regierung, wou hie virun allem fir de Budget, den Trésor, d'Finanzen, d'Justiz, d'Défense - an ech vergiessen der sécher - zoustänneg war, sicht de Luc Frieden elo en neien Challenge.

Luc, Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an all deene Joren. Merci och fir deng Frëndschaft iwwer all Parteigrenzen eraus.

Mir wënschen Dir an där neier Etapp an dengem Liewen, zesumme mat denger Famill, vill Succès a Freed.

Maach et gutt, an ech sinn zudéifst iwwerzeegt, datt och wann s de zu London oder zu Frankfurt schaffs, däin Häerz wäert hei zu Lëtzebuerg sinn. Merci Luc!

(Applaudissements)

Ier ech dem Luc d'Wuert ginn, wollt ech um Enn nach gär de Kolleegen aus der Regierung an aus deenen aneren Institutiounen, déi am…

(Interruption)

Jo, mä dat ass dës Kéier e bësse méi normal, well d'Chamber sech ëm hir Affäre gekëmmert huet.

…aus deenen aneren Institutiounen, déi am legislative Prozess bedeelegt sinn, e grousse Merci soen, an ech hoffen op eng weider gutt Zesummenaarbecht.

Iech an alle Matbierger wënschen ech e puer erhuelsam Deeg am Summer, a passt op lech op.

An elo huet de Luc d'Wuert.

M. Luc Frieden *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass schonn e bewegende Moment, dat, wann een no esou laanger Zäit dës Chamber verléisst. A wann ech hei déi gesinn an deenen eenzelne Fraktiounen, déi ronderëm déi 30 Joer sinn, da kann ech mech gutt erënneren, wéi ech 1994 niewent dem deemolegen Alterspresident hunn dierfe mat d'Sitzung opmaachen; zënterhier ass ee laange Wee vergaangen.

Ech sinn dankbar derfir, datt ech fënnefmol an dës Chamber gewielt gi sinn, fënnefmol konnt entweder an der Chamber, mä meeschtens an der Regierung sëtzen a mat der Chamber zesumme vill Aarbecht maachen.

Ech hunn all déi Jore versicht, mäi Bescht ze maachen, méi wéi dat Bescht. Dat gëtt ënnerschiddlech bewäert, an dat ass och an der Demokratie normal, mä virun allem mécht een näischt eleng: Als Minister huet een eng féierend Roll a villen Dossieren, mä ouni d'Ennerstëtzung vun de Beamten, de Kolleegen, de Ministeren, den Deputéierten erreecht ee ganz wéineg.

An dofir wollt ech och soen: Wann ech esou de Film zréckkucke vun deem, wat mer zesumme gemaach hunn, sief et ganz am Ufank d'Institutioun vun engem Verfassungsgeriicht, den Ausbau vun der Finanzplaz iwwert déi 20 Joer, den Ausbau vun der europäescher Polizei- a Justizkooperatioun, d'Rettung vun zwou grousse Banken a villes aneschteres, dat war ëmmer e kollektiven Effort. Eleng wier dat net méiglech gewiescht an dofir sinn ech frou, datt heibannen esou vill Leit mech all déi Joren ënnerstëtzt hunn.

Politik ass Inhalt, mä Politik sinn och virun allem Mënschen. An ech muss soen, dat koum vläicht all déi Joren net ëmmer esou eriwwer, och an deene Momenter, déi emol méi „tough" waren - an där goufen et och an dësem Haus, och fir mech -, dann huet een ëmmer och gespuert, datt der eng Rei do waren, déi engem awer e léift Wuert gesot hunn. An dofir sinn ech och dankbar fir all déi Frëndschaften, déi iwwert d'Parteigrenzen eraus hei an deem Haus ëmmer bestinn.

Här President, Dir hutt drop higewisen, an dobausse gëtt vläicht oft vergiess, datt mer alleguerte Mënsche sinn, déi een Zil hunn: ze kucken, datt dat Land, mat verschiddene Weeër, awer virukënnt.

Ech hu fonnt, datt no 20 Joer aktiver Politik ech Loscht hätt, nach eppes aneschteres ze maachen, international Erfahrung och am Ausland ze sammelen. Mä och wann ech elo vill zu London an zu Frankfurt wäert schaffen, da bleiwen ech och do Lëtzebuerger an ech wäert och gradesou oft a gradesou gären hei op Lëtzebuerg zréckkommen.

Merci fir alles! Äddi. Mir gesinn eis erëm!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci dem Luc fir seng lescht Interventioun hei an der Chamber.

Domat ass d'Sëtzung um Enn. Villmools Merci.

(Fin de la séance publique à 18.28 heures)

Sommaire des séances publiques nos 32 et 33

32e séance

Ouverture de la séance publique p. 376

6400 - Projet de loi portant:
- mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et
- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance p. 376-378

6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance p. 378-380

6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 380-396

33e séance

Ouverture de la séance publique p. 396

Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative p. 396

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser p. 397

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne p. 397

Communication p. 397

Ordre du jour p. 397

6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière p. 397-399

6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant
1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel p. 399-403

6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 403-405

6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts p. 405-411

Discours de M. le Président p. 411

Hommage à M. Luc Frieden p. 411

TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES 2013-2014

Compte rendu n°1

1re séance (session extraordinaire 2013)

Ouverture de la session extraordinaire 2013 **p. 1**

Allocution de Mme Anne Brasseur, Doyen **p. 1**

Hommage à la mémoire de M. Mathias Greisch, Député honoraire **p. 1**

Vérification des pouvoirs **p. 1-2**

Procédure d'assermentation **p. 2-3**

Félicitations et remerciements de Mme Anne Brasseur, Doyen **p. 3**

Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général **p. 3**

Institution de la Conférence des Présidents **p. 3**

1re séance (session extraordinaire 2013-2014)

Clôture de la session extraordinaire 2013 et ouverture de la session extraordinaire 2013-2014 **p. 4**

Prestation de serment d'élus **p. 4**

Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants **p. 4-5**

Élection du Bureau et élection du Secrétaire général **p. 5**

Allocution du Président élu **p. 5-6**

Constitution des groupes politiques **p. 6**

Institution de la Conférence des Présidents **p. 6**

Constitution des Commissions parlementaires réglementaires et permanentes **p. 6-7**

Constitution des délégations dans les Assemblées parlementaires internationales **p. 7-8**

Nomination du Comité de discipline **p. 8**

Déclaration de recevabilité de trois propositions de loi et d'une proposition de modification de la Constitution **p. 8**

2e séance

Hommage à la mémoire de M. Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud **p. 8**

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental **p. 8-14**

3e séance

Communications **p. 14-15**

Débat sur le programme gouvernemental **p. 15-24**

Ordre du jour **p. 24**

Débat sur le programme gouvernemental (suite) **p. 24-26**

4e séance

Débat sur le programme gouvernemental (suite) **p. 26-36**

Compte rendu n°2

5e séance

Communication **p. 37**

Composition des commissions parlementaires **p. 37**

Ordre du jour **p. 37**

6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 **p. 37-40**

6630 - Projet de loi
a) ayant pour objet
1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;
2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;
3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013
b) portant modification de:
1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;
2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;
3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles **p. 40-44**

6580 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck **p. 44-47**

6594 - Projet de loi portant modification
1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;
2. de l'article 1er de la loi modifiée du 3 août 2010
1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;
2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;
3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:
1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;
2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;
3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant
1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;
2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail **p. 47-49**

6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural **p. 49-50**

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement **p. 50**

Discours de fin d'année de M. le Président **p. 50-51**

6e séance

Octroi du titre honorifique à d'anciens députés **p. 51**

Communications **p. 51-52**

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales **p. 52**

Ordre du jour **p. 52**

Heure de questions au Gouvernement

Question n°1 du 17 janvier 2014 de Mme Anne Brasseur relative au conventionnement du culte musulman, adressée à M. le Ministre des Cultes **p. 52-53**

Question n°2 du 21 janvier 2014 de M. Claude Wiseler relative aux récentes déclarations du Président américain Barack Obama au sujet des programmes de surveillance des services secrets américains, adressée à M. le Premier Ministre **p. 53**

Question n°3 du 20 janvier 2014 de M. Marc Angel relative au site du château Mansfeld à Luxembourg-Clausen, adressée à Mme la Ministre de la Culture **p. 53-54**

Question n°4 du 21 janvier 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au forfait d'éducation, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 54**

Question n°5 du 21 janvier 2014 de M. Claude Adam relative à l'avenir de la station de radio «ARA», adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Communications et des Médias **p. 54**

Question n°6 du 21 janvier 2014 de M. Gilles Roth relative aux hausses annoncées des différents taux de TVA, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 54-55**

Question n°7 du 20 janvier 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'éventuelle fermeture de bureaux de la Poste, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 55**

Question n°8 du 21 janvier 2014 de M. Serge Urbany relative à la récente étude de l'ONG Greenpeace en relation avec des substances toxiques relevées dans les vêtements d'enfants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs **p. 55**

Question n°9 du 21 janvier 2014 de M. Franz Fayot relative au début de construction de la nouvelle Bibliothèque Nationale au Bricherhaff à Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 55**

Question n°10 du 21 janvier 2014 de M. Marc Spautz relative aux changements éventuels qui pourraient toucher le système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 55-56**

Question n°11 du 21 janvier 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 56**

5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC) **p. 56-58**

6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif **p. 58-64**

6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012 **p. 64-66**

Compte rendu n°3

7e séance

Hommage à la mémoire de M. Henri Ackermann, Député honoraire **p. 67**

Communications **p. 67-68**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 68**

Ordre du jour **p. 68**

6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social **p. 68-70**

6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État
et

6650 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État **p. 70-75**

6644 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés **p. 75-78**

6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros **p. 78-80**

6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens **p. 80-81**

8e séance

Hommage à la mémoire de M. Nic Bock, fonctionnaire de l'Administration parlementaire **p. 82**

Hommage à la mémoire de M. Fred Sunnen, Député honoraire **p. 82**

Communications **p. 82**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 82**

Ordre du jour **p. 83**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°12 du 10 mars 2014 de M. Gusty Graas relative à la commémoration d'un certain nombre d'événements historiques en 2014, adressée à M. le Premier Ministre

et

- Question n°13 du 11 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration du 70e anniversaire de la Libération, adressée à M. le Premier Ministre **p. 83**

Question n°14 du 11 mars 2014 de M. Aly Kaes relative au retard des travaux de rénovation du Pont Grand-Duc Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 83**

Question n°15 du 11 mars 2014 de M. Roger Negri relative à la position du Gouvernement luxembourgeois face au «quatrième paquet ferroviaire», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 83-84**

Question n°16 du 11 mars 2014 de M. Justin Turpel relative à la possibilité d'accorder à M. Edward Snowden, whistleblower, l'asile politique, adressée à M. le Ministre de l'Immigration et de l'Asile **p. 84**

Question n°17 du 10 mars 2014 de Mme Joëlle Elvinger relative à la campagne de sensibilisation «Je peux voter», adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 84**

Question n°18 du 11 mars 2014 de Mme Martine Hansen relative à la réforme de la formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 84-85**

Question n°19 du 11 mars 2014 de M. Franz Fayot relative à la place de l'enseignement de l'informatique et des technologies nouvelles dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 85**

Question n°20 du 10 mars 2014 de M. Marc Hansen relative au récent rapport du GAFI (Groupe d'action financière), adressée à M. le Ministre de la Justice **p. 85-86**

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les récentes évolutions politiques en Ukraine, suivie d'un débat **p. 86-89**

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et ses conséquences **p. 89-93**

6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés
- Centres, foyers et services pour personnes âgées,
- Centres de gériatrie **p. 93**

6478 - Projet de loi portant
1. modification
* du Code de la consommation;
* de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;
* de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle;
* de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;
2. abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes **p. 93-97**

Compte rendu n°4

9e séance

Changement de composition d'une délégation dans une Assemblée parlementaire internationale **p. 98**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Roy Reding **p. 98**

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État **p. 98-101**

6582 - Projet de loi portant approbation de
1. l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, signé à Khartoum le 4 août 1963 tel qu'amendé

2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972 tel qu'amendé **p. 101-102**

6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;
- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;
- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines **p. 102-103**

6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu **p. 104**

6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété **p. 104-105**

6562 - Projet de loi
renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification
(1) du Code pénal;
(2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;
(3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile;
(4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration **p. 106-108**

6563A - Projet de loi portant modification
1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice;
2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif **p. 108-110**

6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière **p. 110-111**

6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011 **p. 111-112**

10e séance

Discours de M. le Président **p. 112-113**

Déclaration de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen **p. 113**

Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP **p. 113-114**

2) Question posée par le groupe politique CSV **p. 114**

3) Question posée par le groupe politique DP **p. 114**

4) Question posée par la sensibilité politique ADR **p. 114**

5) Question posée par le groupe politique déi gréng **p. 114-115**

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk **p. 115**

11e séance

Dépôt d'un projet de loi **p. 116**

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox **p. 116-117**

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel **p. 117**

Communications **p. 117**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 117**

Ordre du jour **p. 117**

6394 - Projet de loi portant approbation
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001 **p. 117-119**

Motion de M. Henri Kox concernant le document COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030

et

Motion de M. Justin Turpel concernant le soutien par le Gouvernement d'un plan d'action du Conseil européen en vue de réduire les émissions internes de l'UE d'au moins 55%, d'atteindre un objectif contraignant de 45% d'énergies renouvelables et d'atteindre 40% d'économie d'énergie d'ici 2030 **p. 119-121**

6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales **p. 121-123**

Question urgente n°152 de M. Michel Wolter relative aux décharges pour déchets inertes **p. 123-124**

6616 - Projet de loi
portant transposition
- de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statuaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre;
- de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;
- de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie;
portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 **p. 124-125**

Ordre du jour (suite) **p. 125**

6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État (suite) **p. 125-130**

6579 - Projet de loi
1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins
a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et
b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;
2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;
3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994 **p. 130-131**

6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne) **p. 131-132**

12e séance

Hommage à la mémoire de M. Ernest Muhlen, Député honoraire **p. 133**

Communications **p. 133-134**

6665 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'État dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg **p. 134**

Ordre du jour **p. 134**

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. André Bauler **p. 134-135**

Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales **p. 135**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°21 du 31 mars 2014 de M. Max Hahn relative à l'organisation interne de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure **p. 135**

- Question n°22 du 1er avril 2014 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux bourses pour médecins-assistants en voie de spécialisation en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 135**

- Question n°23 du 1er avril 2014 de Mme Taina Bofferding relative à l'existence d'un bilan des projets pilotes pour jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 135-136**

- Question n°24 du 31 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au «devoir de mémoire», adressée à M. le Premier Ministre **p. 136**

- Question n°25 du 1er avril 2014 de M. Michel Wolter relative au glissement de terrain à la décharge pour déchets inertes à Mondercange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 136-137**

Changement de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales (suite) **p. 137**

6541 - Projet de loi
a) relative aux émissions industrielles
b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux **p. 137-139**

6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012

et

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012 **p. 139-142**

6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013 **p. 142-143**

Compte rendu n°5

13e séance

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État **p. 145-151**

Dépôt d'un projet de loi **p. 151**

14e séance

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 152**

Débat sur l'état de la nation **p. 152-160**

15e séance

Débat sur l'état de la nation (suite) **p. 161-175**

16e séance

Communications **p.175-176**

6611 - Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes **p. 176**

Ordre du jour **p. 176**

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant
1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques **p. 176-179**

17e séance

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques **p. 180-183**

6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012 **p. 183**

6674 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2012 **p. 183-184**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes **p. 184**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur **p. 184**

Compte rendu n°6

18e séance

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite) **p. 185-193**

Ordre du jour **p. 193**

19e séance

6666 - **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014** et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite) **p. 194-208**

20e séance

Communications **p. 209**

6605 - **Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre** p. 209

Ordre du jour **p. 209-212**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°26 du 6 mai 2014 de M. Guy Arendt relative à la prolongation du permis de conduire, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 212-213**

- Question n°27 du 6 mai 2014 de Mme Martine Hansen relative à la formation professionnelle, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse **p. 213**

- Question n°28 du 6 mai 2014 de M. Roger Negri relative aux nuisances sonores provoquées par la circulation automobile sur le pont provisoire dit «blo Bréck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 213**

- Question n°29 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative aux aides pour les écrivains et traducteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture **p. 214**

- Question n°30 du 4 mai 2014 de M. Claude Adam relative à la gare de Mersch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 214**

- Question n°31 du 6 mai 2014 de Mme Nancy Arendt relative à l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 214-215**

- Question n°32 du 5 mai 2014 de M. Justin Turpel relative aux bourses d'études et aides financières de l'État pour les étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche **p. 215**

- Question n°33 du 6 mai 2014 de M. Serge Wilmes relative à la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 215-216**

- Question n°34 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au droit d'exclusivité et de priorité des volontaires de l'armée dans la Fonction publique, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Défense **p. 216**

Question écrite n°163 du 21 mars 2014 de M. Claude Wiseler relative à la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B **p. 216**

Question écrite n°176 du 26 mars 2014 de M. Félix Eischen relative aux importations de gaz russe **p. 216-217**

Question écrite n°179 du 27 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la société Enovos **p. 217**

Question écrite n°157 du 19 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la mauvaise transposition d'une directive européenne **p. 217**

Question écrite n°190 du 1er avril 2014 de M. Marc Spautz relative à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux **p. 217**

6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie **p. 217-219**

Ordre du jour (suite) **p. 219-220**

6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois **p. 220-222**

6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat **p. 222-224**

6572 - Projet de loi
a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux
b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux **p. 224-225**

6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix-Rouge **p. 225-227**

Compte rendu n°7

21e séance

Communications **p. 228**

Ordre du jour **p. 228-229**

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar **p. 229-230**

Mots de bienvenue aux membres du Comité des Présidents de l'APCE **p. 230**

Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien au Gouvernement nigérian dans la résolution de crimes détestables et dans la poursuite de ses efforts de respect des obligations découlant du droit international, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram» **p. 230-231**

Ordre du jour (suite) **p. 231**

Question écrite n°261 du 7 mai 2014 de M. Laurent Mosar relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question écrite n°263 du 7 mai 2014 de M. Justin Turpel relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 231-233**

6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013 **p. 233-235**

6556 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung») **p. 235-237**

6642 - Projet de loi
- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée **p. 237-242**

6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts **p. 242-243**

Question élargie n°1 de M. Marc Lies sur le nombre de logements achevés dans le cadre du Pacte Logement **p. 243**

22e séance

Communications **p. 244**

Changements de composition de commissions parlementaires **p. 244**

Ordre du jour **p. 244-245**

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel **p. 245**

Ordre du jour (suite) **p. 245**

6514 - Projet de loi portant:
1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,
2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,
3) modification du Code pénal,
4) modification du Code d'instruction criminelle,
5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques **p. 245-250**

6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg

et

6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire **p. 250-266**

Ordre du jour (suite) **p. 266**

23e séance

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°37 du 3 juin 2014 de M. Eugène Berger relative au renouvellement des contrats avec l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche **p. 267**

- Question n°38 du 5 juin 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures **p. 267**

- Question n°39 du 5 juin 2014 de M. Marc Angel relative à la stratégie gouvernementale en matière de développement et de diversification économiques en relation avec la lutte contre le chômage au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie **p. 267-268**

- Question n°40 du 4 juin 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la loi électorale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 268**

- Question n°41 du 4 juin 2014 de M. Henri Kox relative au programme de recherche BeeFirst, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 268-269**

- Question n°42 du 5 juin 2014 de M. Marco Schank relative à la propagation de la peste porcine africaine en Europe, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 269**

- Question n°43 du 4 juin 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'actualisation des tests néonataux, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 269**

- Question n°44 du 5 juin 2014 de M. Justin Turpel relative aux incidences sur le budget de l'État du report en mars 2015 de la tranche indiciaire prévue en octobre 2014, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 269-270**

- Question n°45 du 4 juin 2014 de M. Max Hahn relative au modèle de financement retenu pour la construction d'une nouvelle caserne pour les services de secours au Ban de Gasperich, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 270**

- Question n°46 du 5 juin 2014 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la stratégie de prévention du Gouvernement dans la lutte contre les phénomènes de la société, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 270**

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications **p. 270-271**

6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012 **p. 271-272**

6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013 **p. 272-273**

6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011 **p. 273-274**

6633 - Projet de loi portant
1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;
2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;
3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;
4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;
5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;
6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;
7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;
et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande **p. 274-276**

6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées **p. 276-277**

Compte rendu n°8

24e séance

Communications **p. 278**

Ordre du jour **p. 278-279**

Dépôt de deux propositions de loi par M. Fernand Kartheiser **p. 279**

Validation des élections européennes **p. 279-280**

6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:
- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;
- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
- le Code civil **p. 280-286**

6554 - Projet de loi portant
1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;
2) modification du Code de la Sécurité sociale;
3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire;
4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;
5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;
6) modification de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;
7) modification de la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux **p. 286-290**

6639 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013 **p. 290-291**

25e séance

Ordre du jour **p. 291**

6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques **p. 291-293**

6172A - Projet de loi portant
a) réforme du Titre II.- du Livre Ier du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;
b) réforme du Titre V.- du Livre Ier du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;
c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1er, 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;
d) modification de l'article 66 du Code de commerce;
e) modification des articles 265 alinéa 1er, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;
f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;
g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre Ier du Code pénal;
h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et
i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage **p. 293-306**

26e séance

6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff **p. 306-312**

Retrait du rôle des affaires **p. 312**

Question élargie n°2 de M. Claude Adam sur la promotion du secteur du jeu vidéo **p. 312-313**

6315 - Projet de loi
- portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,
- modifiant
* la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,
* la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,
* la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,
* la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,
* la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,
* la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et
* la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables,
- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services **p. 313-315**

6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration **p. 315-316**

27e séance

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de sa proposition en tant que candidat pour la présidence de la Commission européenne **p. 317**

Communications du Gouvernement **p. 317**

Octroi du titre honorifique à un fonctionnaire de l'Administration parlementaire **p. 317**

Communications **p. 318**

6698 - Proposition de loi
1. modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;
2. autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays **p. 318**

6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe **p. 318**

Ordre du jour **p. 318**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°50 du 30 juin 2014 de M. Edy Mertens relative au permis de conduire spécifique pour les agents des services de secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 318**

- Question n°51 du 2 juillet 2014 de M. Marc Spautz relative aux futures orientations au niveau du système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 318-319**

- Question n°52 du 2 juillet 2014 de M. Franz Fayot relative à la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises en 2012 constatée par la Commission européenne dans le cadre de son évaluation du Programme national de réforme 2014 (cf. document COM(2014) 417), adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 319**

- Question n°53 du 2 juillet 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adressée à M. le Ministre de la Justice **p. 319**

- Question n°54 du 1er juillet 2014 de M. Henri Kox relative à la biodiversité et le cadastre des biotopes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 319-320**

- Question n°55 du 2 juillet 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux qualifications requises pour la surveillance des activités balnéaires pendant les vacances scolaires adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 320**

- Question n°56 du 1er juillet 2014 de M. André Bauler relative à l'évolution des réserves nationales en eau potable suite à la sécheresse des dernières semaines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 320**

- Question n°57 du 2 juillet 2014 de M. Justin Turpel relative à la suppression du taux super-réduit de 3% sur les résidences secondaires, adressée à Mme la Ministre du Logement **p. 320-321**

- Question n°58 du 2 juillet 2014 de M. Roger Negri relative à l'allumage permanent des feux de croisement des voitures comme il est le cas déjà dans de nombreux autres pays européens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 321**

- Question n°59 du 2 juillet 2014 de M. Gilles Roth relative aux problèmes de circulation sur les autoroutes causés par les chantiers en cours ou à venir, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 321**

- Question n°60 du 2 juillet 2014 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la création d'un organe consultatif d'étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche **p. 321-322**

6637 - Projet de loi portant approbation
- des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;
- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara **p. 322-323**

6640 - Projet de loi portant approbation
- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle,
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle,
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final, signés au Congrès postal universel de Genève, le 12 août 2008 **p. 323-324**

6420 - Projet de loi
- modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds National de la Recherche dans le secteur public;
- modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg **p. 324-329**

Compte rendu n°9

28e séance

6529 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012)

et

6634 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure 2013 **p. 331-338**

29e séance

Communication **p. 339**

Ordre du jour **p. 339-340**

Débat de consultation sur la réforme de l'assurance dépendance **p. 340-350**

6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile **p. 350-352**

6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets **p. 352-353**

Compte rendu n°10

30e séance

6597 - Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:
a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État
b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances **p. 354-360**

6631 - Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat **p. 360-363**

6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011 **p. 363**

Hommage à Mme Christiane Wickler **p. 363**

31e séance

6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011 (suite) **p. 364**

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Gérard Anzia **p. 364-365**

6686 - Projet de loi modifiant l'article 6, paragraphe 1 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux **p. 365-366**

6654 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre et autorisant la construction de l'échangeur de Hellange avec raccordement à l'autoroute A13 et à la route nationale N13 **p. 366-372**

6697 - Projet de loi relatif à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autre de certains bâtiments de la Cité des Sciences à Belval **p. 372-375**

Compte rendu n°11

32e séance

6400 - Projet de loi portant:
- mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et
- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance **p. 376-378**

6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance **p. 378-380**

6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures **p. 380-396**

33e séance

Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative **p. 396-397**

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser **p. 397**

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne **p. 397**

Communication **p. 397**

Ordre du jour **p. 397**

6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière **p. 397-399**

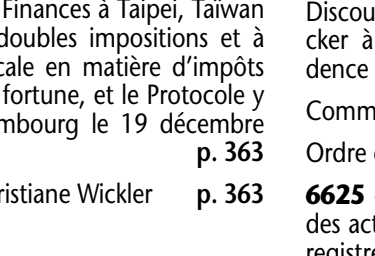
6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant
1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel **p. 399-403**

6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective **p. 403-405**

6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts **p. 405-411**

Discours de M. le Président **p. 411**

Hommage à M. Luc Frieden **p. 411**



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0374	Claudia Dall'Agnol	Limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés
0399	Fernand Kartheiser	Accusations envers l'ITM
0411	André Bauler	Décentralisation administrative
0431	Marc Spautz	Décision d'arrêt des activités sidérurgiques sur le site de Schifflange
0433	Laurent Mosar	Répercussions sur l'économie luxembourgeoise des sanctions économiques de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie
0435	Joëlle Elvinger	Plan d'action PME
0436	Martine Hansen, Marco Schank, Aly Kaes, Emile Eicher	Infrastructure scolaire de la Nordstad
0439	Gusty Graas	Permis de pêche
0440	Marco Schank	Entretien des alentours des routes nationales dans les villages
0442	Joëlle Elvinger	Maintien dans l'emploi
0443	Léon Gloden	TVA sur la collecte et le transport de déchets
0448	Gilles Roth	Dépénalisation du cannabis
0449	Nancy Arendt	Pays touchés par le virus Ebola
0450	Taina Bofferding	Chaires de recherche de l'Université du Luxembourg
0451	Taina Bofferding	Bourses pour projets de recherche postdoctoraux
0452	André Bauler	Zone d'activités économiques dans le domaine de l'audiovisuel et des télécommunications à Marnach
0453	Gilles Roth, Diane Adehm	Taxe sur la valeur ajoutée pour les logements locatifs
0454	Laurent Mosar	Dégradation de la situation humanitaire en Irak
0455	Marc Spautz	Factures impayées
0457	Marc Lies	Régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions
0459	Gusty Graas	Transport de substances nucléaires à travers le Luxembourg
0460	Félix Eischen	Exode de la population civile irakienne devant la menace de l'«État islamique»
0461	Roberto Traversini	Accès au congé parental
0462	Max Hahn	Transposition de la directive 2012/13/UE relative au droit d'information dans le cadre des procédures pénales
0465	Octavie Modert	Construction des Archives nationales
0468	Diane Adehm	Sytème LuxTrust
0470	Laurent Modar	Règles de l'OCDE en matière de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices des multinationales (BEPS)
0484	Gusty Graas	Conducteurs circulant à contresens
0485	Marc Spautz	Compagnie aérienne Cargolux
0486	Laurent Mosar	Propos récents du Ministre de l'Économie
0492	Georges Engel	Centrale TGV Twinerg à Esch-sur-Alzette

Question 0374 (26.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés:**

D'après le règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 relatif aux limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés, il est interdit aux conducteurs des véhicules automoteurs dont la masse maximale autorisée, avec ou sans remorque, dépasse 7.500 kg et qui sont destinés au transport de marchandises en provenance de la Belgique ou de l'Allemagne et en direction de la France de circuler sur les voies publiques du Grand-Duché de Luxembourg les samedis et veilles de certains jours fériés à partir de 21.30 heures jusqu'à 21.45 heures les dimanches et jours fériés.

La même interdiction est d'application pour ces véhicules en provenance de la Belgique ou de la France en direction de l'Allemagne les samedis et veilles de certains jours fériés de 23.30 heures jusqu'à 21.45 heures les dimanches et jours fériés.

Or, il me revient que cette réglementation pose certains problèmes, notamment lorsqu'un jour est férié uniquement soit en France, soit en Allemagne. La Police grand-ducale, en charge de veiller au respect du règlement susmentionné, est alors tenue de contrôler individuellement chaque poids lourd afin de vérifier sa destination et, le cas échéant, de faire retourner le poids lourd dans son pays de provenance. Outre le fait que ces contrôles nécessitent un dispositif policier important, ils posent un problème de trafic et de sécurité routière. En effet, faute d'un nombre suffisant d'emplacements de stationnement et de parcage pour poids lourds sur le réseau autoroutier, ces mesures nécessitent régulièrement la fermeture d'une voie de circulation sur autoroute à proximité des points frontières, ce qui provoque des bouchons pour les autres usagers de la route.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les problèmes cités ci-dessus? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement afin de remédier à ces problèmes au niveau national? Une solution au niveau européen (qui engloberait par exemple la fixation de jours fériés «harmonisés» quant à l'interdiction de circulation pour poids lourds) est-elle envisageable?

- Est-ce que le règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 correspond toujours à la réalité? Une mise à jour du texte en question s'impose-t-elle?

- Est-ce que l'aménagement d'emplacements de stationnement pour poids lourds supplémentaires est prévu aux points frontières respectivement aux aires de services?

- Est-ce que, pour des raisons d'organisation et d'effectifs, il ne serait pas opportun d'attribuer les compétences nécessaires à l'Administration des Douanes afin que cette dernière puisse également procéder aux contrôles susmentionnés? En effet, l'Administration des Douanes jouit de toutes les compétences dans le domaine du transport routier à l'exception de celles-ci.

Réponse commune (4.9.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Lorsqu'une interdiction de circulation est en vigueur dans un seul pays voisin, la Police grand-ducale se voit obligée de contrôler tous les poids lourds circulant sur le territoire du Grand-Duché. S'il est évident que cette mesure est contraignante tant pour la police que pour les usagers de l'autoroute, il importe toutefois de souligner que la Police grand-ducale et l'Administration des Ponts et Chaussées déploient des moyens importants pour assurer la sécurité et la fluidité de la circulation routière.

Jusqu'en 2006 la police procédait à des contrôles uniquement sur l'axe autoroutier en direction du pays où il était interdit de circuler, ce qui entraînait des bouchons importants à l'intérieur de notre pays gênant les axes de transit qui n'étaient pas directement concernés par l'interdiction et perturbant le trafic aux heures auxquelles les travailleurs frontaliers allemands ou français rentraient chez eux. Par ailleurs, les conducteurs de poids lourds en infraction avaient pris l'habitude d'immobiliser leurs véhicules en amont du point de contrôle pour éviter une verbalisation, de sorte que les aires de repos se sont trouvées surchargées et les accès et sorties d'autoroute bloqués.

Les contrôles sont aujourd'hui réalisés à l'entrée de notre territoire.

Il reste à préciser qu'actuellement un projet est en cours de réalisation pour agrandir la surface de stationnement des poids lourds sur l'aire de Berchem en direction de la France.

Une harmonisation de l'interdiction de circulation des poids lourds, y compris la fixation des jours fériés, n'est actuellement pas envisagée au niveau européen et semble d'ailleurs difficilement réalisable alors que, bien que certaines dates se recoupent, celles-ci restent très variées tant en quantité qu'en répartition sur le calendrier.

D'autre part, une modification du règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 relatif aux limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés n'est pas envisagée à l'heure actuelle.

Il y a lieu de souligner que la réglementation visée concerne non pas le contrôle de transports routiers mais la réglementation de la circulation, laquelle relève de la compétence exclusive de la Police grand-ducale. Ajouter ces attributions, qui ne constituent pas un simple complément, aux attributions existantes de l'Administration des Douanes et Accises engendrerait la mise à disposition et la formation d'effectifs douaniers non disponibles à l'heure actuelle.

Question 0399 (14.7.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **accusations envers l'ITM:**

An enger Sëtzung vun der American Chamber of Commerce in Luxembourg, AMCHAM, hätt e Vertrieder vun der Inspection du travail et des mines, ITM, viru Manager Rotschléi ginn, wéi ee kéint Personaldelegatioune schwächen, z. B. wéi een hinnen Informatioune virenthält oder wéi een Delegéierte kéint entloossen, obschonns dës e besonnesche Schutz genéissen.

Dowéinst wéilt ech dem Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Stëmmen déi Virwërf géint e Member vun der ITM?

2. A wéi enger Qualitéit huet e Member vun der ITM un enger Sëtzung vun der AMCHAM deelgeholl?

3. Wann d'Virwërf begrënnt sinn, wéi eng Konsequenze sinn doraus gezu ginn?

Réponse (11.9.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Déi Informatioun, op déi den honorabelen Deputéierte sech berifft, ass mir och zougedroe ginn. Ech hunn doropshin den Direkter vun der ITM chargéiert, eng Enquête administrative ze ënnerhuelen. Déi Enquête ass vun engem Jurist vun der ITM duerchgefouert ginn. Eng Rei Zeie si gehéiert ginn, deenen hir Aussoen net komplett iwwereneestëmmen. Och de concernéierte Beamten ass gehéiert ginn. Hie contestéiert iwwregens, esou Aussoe gemaach ze hunn, mä sech op d'Presentatioun vum Gesetz beschränkt ze hunn. Et steet fest, dass de Beamte keng Autorisatioun gefrot hat, fir un enger Sëtzung vun der AMCHAM deelzehuelen, a senger Direktioun och den Inhalt vu senger Presentatioun net virgeluecht hat.

Fest steet och, datt gewëssen Aussoen zumindest orientéiert waren an net d'Objektivitéit an d'Impartialitéit vun der ITM respektéiert hunn. Si goufen op eng Manéier gemaach, déi vläicht wollt witzeg an humoristesch sinn, mä hunn haaptsächlech eng zweedeiteg Interpretatioun zougelooss. Dat ass fir e Beamten, deen enger Obligation de réserve ënnerläit, net akzeptabel. Hie soll Gesetzestexter an d'Praxis dovun objektiv presentéieren an dat net mat senge perséinleche Vuen oder États d'âme vermëschen. Dat trëfft och besonnesch fir esou e wichtegt a komplext Thema wéi de Sozialdialog an den Entreprisen zou. Vu datt et sech hei zumindest ëm eng seriö Négligence gehandelt huet, huet de betreffende Beamten e Rappel à l'ordre vu sengem Direkter kritt.

Am Rahme vun der Reorganisatioun vun der ITM an en vue vun engem neie Gesetz iwwert den Dialogue social wäert de Service, dee sech mat de Wahlen an dem Dialogue social (Rechter vun den Delegéierten an den Delegatiounen) beschäftegt, nei opgestallt ginn an ënnert d'Responsabilitéit vun engem Jurist bei der ITM gestallt ginn.

Question 0411 (18.7.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **décentralisation administrative:**

Depuis les années 1990, la décentralisation administrative et scolaire, appelée encore «déconcentration concentrée», a figuré à l'ordre du jour des Gouvernements successifs. En effet, assurer des services publics proches des citoyens dans les différents centres d'attraction et de développement du pays est une condition indispensable pour garantir une évolution sociale et économique équilibrée dans toutes les régions du Grand-Duché. L'implantation de la Direction générale de l'Administration de la nature et des forêts à Diekirch et l'ouverture d'un lycée à Clervaux d'ici l'an 2018 en constituent sans doute de bels exemples.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont d'autres projets que l'actuel Gouvernement se propose de mettre en œuvre afin de promouvoir la décentralisation administrative?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les services publics que le Gouvernement veut maintenir, voire développer, le cas échéant, dans les régions rurales et, plus particulièrement, dans la partie septentrionale du pays?

Réponse (16.9.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations concernant la décentralisation administrative.

La décentralisation administrative fait partie de la politique d'aménagement du territoire et est inclue en tant qu'objectif politique V «promou-

voir le polycentrisme et la déconcentration concentrée» dans le programme directeur d'aménagement du territoire.

Le Gouvernement actuel entend poursuivre, comme les Gouvernements précédents, cet objectif politique majeur de l'aménagement du territoire en focalisant ses efforts de décentralisation sur les centres de développement et d'attraction d'ordre moyen que sont, d'un côté, Esch-sur-Alzette avec Belval et, de l'autre, la Nordstad.

Il est un fait que la Nordstad, en tant que pôle urbain majeur de toute la partie septentrionale du pays, accuse un certain retard, toutes proportions gardées, sur Esch-sur-Alzette avec Belval, dont le Gouvernement est pleinement conscient. Toutefois, le rattrapage de ce retard sur le plan de la décentralisation administrative ne pourra se faire qu'en concordance avec un développement global de la Nordstad qui, quant à lui, suppose une démarche de développement cohérente, pleinement portée par l'ensemble des communes concernées, dans le cadre, notamment, de la convention Nordstad.

Question 0431 (30.7.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **décision d'arrêt des activités sidérurgiques sur le site de Schifflange:**

En réponse à ma question parlementaire du 7 février 2014, Monsieur le Ministre de l'Économie a confirmé l'arrêt du site de production d'ArcelorMittal à Schifflange, sans pour autant annoncer de date quant à sa fermeture.

Il semble pourtant que l'autorisation d'exploitation dont dispose ArcelorMittal sur le site de Schifflange expirera - en l'absence d'activités d'ArcelorMittal in situ - fin 2014.

Prenant note de ces informations avec regret, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Économie et du Développement durable et des Infrastructures:

- À quel stade se trouvent les discussions actuellement menées par le Gouvernement avec ArcelorMittal sur l'avenir du site? La société ArcelorMittal entend-elle revaloriser le site autrement?

- Existe-t-il d'autres entreprises intéressées à s'y implanter?

- Qu'en est-il de l'assainissement des terrains y exploités par ArcelorMittal?

- La société ArcelorMittal a-t-elle déjà procédé à la restitution des certificats d'émission non utilisés du site de Schifflange? À défaut, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour se les voir restituer?

Réponse commune (5.9.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il appartient au conseil d'administration d'ArcelorMittal Rodange & Schifflange SA de prendre une décision formelle quant à la fermeture officielle du site de production à Schifflange. Il est cependant un fait que depuis fin 2011 le four électrique et la coulée continue sont à l'arrêt, faute de perspectives de marché satisfaisantes.

Le Gouvernement a eu un premier échange au niveau hauts fonctionnaires avec notamment le président d'ArcelorMittal Luxembourg SA, Monsieur Michel Wurth, sur l'avenir du site.

À l'heure actuelle, ArcelorMittal conduit des études poussées quant au besoin d'assainissement du site et quant à de futures possibilités de revalorisation.

En dû temps, une procédure de cessation d'activités devra être entamée en accord avec la législation en vigueur relative aux établissements classés. Les mesures d'assainissement seront définies par le Ministre de l'Environnement après déclaration ou constatation de la cessation d'activité définitive sur base d'investigations concernant la nature et l'envergure des contaminations. Le denier exploitant est en charge des coûts d'investigation et d'assainissement.

Le Gouvernement n'a pas connaissance d'entreprises désireuses de s'implanter sur le site en question. De toute façon, il serait prématuré de faire des ouvertures dans ce sens alors qu'aucune décision n'est encore prise par qui de droit quant à la future affectation du site de Schifflange.

En juin 2013, un arrêté ministériel demandant la restitution des quotas perçus au titre de l'année 2012 pour le site de Schifflange a été envoyé à ArcelorMittal.

Un recours a ensuite été introduit par ArcelorMittal en juillet 2013 et la procédure est actuellement en cours au tribunal administratif.

Question 0433 (31.7.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **répercussions sur l'économie luxembourgeoise des sanctions économiques de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie:**

Troisième investisseur mondial en Russie, le Luxembourg a développé au fil des dernières années des relations étroites avec celle-ci. La collaboration avec la Russie dans différents domaines, tels le secteur financier, l'industrie et l'énergie, avait été renforcée. Il paraît que ce sont justement ces domaines qui sont visés par les sanctions européennes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres d'État, de l'Économie, des Finances et des Affaires étrangères:

- Quel est l'impact des sanctions économiques décidées par l'Union européenne sur l'économie luxembourgeoise en général, sur le secteur financier et l'approvisionnement énergétique en particulier?

- Quid des conséquences sur les filiales/succursales d'établissements financiers russes établis au Luxembourg? Par ailleurs, existe-t-il des stratégies de sortie pour les véhicules d'investissement principalement actifs en Russie? Qu'en est-il des véhicules d'investissement dont les fonds à investir proviennent de sources principalement russes?

- Les Ministres ne craignent-ils pas d'éventuelles représailles russes?

Réponse commune (4.9.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le 22 juillet 2014, le Conseil de l'Union européenne a retenu que si la Russie ne répondait pas aux demandes formulées dans les conclusions du Conseil européen du 27 juin 2014 et dans ses propres conclusions du 22 juillet, il serait résolu à introduire sans délai un ensemble de nouvelles mesures restrictives substantielles. Le 31 juillet, le Conseil a jugé approprié d'appliquer des mesures restrictives supplémentaires dans le but d'accroître le coût pour la Russie de ses actions visant à compromettre l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine tout en continuant de promouvoir un règlement pacifique de la crise.

Ces mesures sont régulièrement réexaminées et peuvent être suspendues ou retirées, ou complétées par d'autres mesures restrictives, à la lumière de l'évolution de la situation sur le terrain. Ce principe vient d'être rappelé lors de la réunion extraordinaire du Conseil européen du 30 août 2014 au cours de laquelle la Commission européenne a été chargée de préparer rapidement des propositions allant dans le sens d'une possible accentuation des sanctions à l'endroit de la Russie.

En ce qui concerne l'impact des mesures déjà prises sur l'économie luxembourgeoise en général, des données statistiques ne sont pas disponibles à ce stade. Il convient cependant de noter que les mesures touchant au secteur financier, dont l'interdiction d'achat, de vente, de courtage, d'aide à l'émission, directe ou indirecte, ou toute autre transaction portant sur des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire, ne concernent que des actions, obligations et instruments financiers similaires dont l'échéance est supérieure à 90 jours et qui ont été émis après le 1er août 2014 par des personnes morales, entités ou organismes détenus ou contrôlés par l'État russe à plus de 50% à cette date. Les actions, obligations et instruments financiers similaires émis avant cette date ne sont donc pas concernés.

Le Gouvernement n'a pas connaissance, à l'heure actuelle, de nouvelles émissions d'actions ou d'obligations par les personnes, entités et organismes visés et considère que la récession déjà existante, amplifiée par la crise ukrainienne, a - même en dehors des sanctions - déjà sérieusement impacté la capacité de la Russie à lever des capitaux et à attirer des investissements directs étrangers.

En ce qui concerne l'impact des mesures restrictives de l'Union européenne sur l'approvisionnement énergétique, les analyses récentes du Ministère de l'Économie, effectuées en concertation avec les fournisseurs importants de gaz naturel au Luxembourg, ont montré qu'une interruption hypothétique de fournitures provenant de Russie devrait pouvoir être compensée par le recours aux flexibilités des fournisseurs en amont, notamment au niveau des sources d'approvisionnement et du stockage.

Pour ce qui est des conséquences éventuelles des mesures restrictives de l'Union européenne sur les filiales/succursales d'établissements financiers russes établies au Luxembourg, il y a lieu de noter que, mis à part les restrictions décrites ci-dessus, celles-ci peuvent continuer leurs affaires au Luxembourg.

Étant donné que les mesures restrictives en question ne visent que des actions, obligations et instruments financiers émis par les personnes visées après le 1er août 2014, des stratégies de sortie pour les véhicules d'investissement principalement actifs en Russie ne sont pas exigées.

Les véhicules d'investissement dont les fonds proviennent de sources principalement russes sont concernés dans la mesure où ils auraient investi dans des titres émis après le 1er août 2014 par des personnes morales, entités ou organismes détenus ou contrôlés par l'État russe à plus de 50% à cette date.

La Russie a réagi à ces mesures en décidant, en date du 7 août dernier, une série de mesures visant l'interdiction d'importations de produits agroalimentaires en provenance de l'Union européenne. Pour ce qui est de l'impact de ces mesures sur le secteur agroalimentaire du Grand-Duché de Luxembourg, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs fournira les informations y relatives dans le cadre de sa réponse à la question parlementaire n°0467 posée par Monsieur le Député Laurent Mosar.

Monsieur le Député demande dans ce contexte si le Gouvernement craint les représailles russes. Le Gouvernement estime que la question ne se pose pas dans ces termes, alors qu'il s'agit en l'occurrence en tout premier lieu d'éviter la perte de vies humaines et les souffrances infligées à la population des territoires concernés par la crise et de faire respecter le droit international.

Question 0435 (1.8.2014) de **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant le **Plan d'action PME:**

En avril 2013, l'ancienne Ministre des Classes moyennes et du Tourisme a annoncé le 4e Plan d'action PME alors que la dernière édition de ce plan avait été présentée en mai 2008 par son prédécesseur.

Lors d'une réunion de la Commission de l'Économie du 9 janvier 2014, le Ministre de l'Économie a annoncé lors de la présentation du programme gouvernemental que le Plan d'action PME élaboré par l'ancienne Ministre des Classes moyennes et du Tourisme serait examiné en détail dans les quatre semaines à venir.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que le Plan d'action PME a entretemps été analysé? Si tel est le cas, quelles sont les conclusions qui en ont été tirées?

2. Est-ce que d'éventuels changements ont été opérés sur le projet initial du 4e Plan d'action qui date du 1er semestre 2013, notamment pour tenir compte de l'environnement économique actuel? Le 4e Plan d'action prévoit-il des mesures spécifiques dans le secteur de l'ICT destinées à améliorer l'efficacité des PME?

3. Endéans quel délai le Gouvernement entend-t-il finaliser et présenter le nouveau Plan d'action PME?

Réponse (4.9.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. Sur base de propositions des organisations patronales (chambres et fédérations) et de plusieurs entrepreneurs, le Ministère de l'Économie a compilé un document de travail pour la mise en œuvre du 4e Plan d'action en faveur des PME qui reprend intégralement les propositions des représentants des PME luxembourgeoises. L'analyse de ce document se fera à la rentrée par des groupes de travail thématiques mis en place dans le cadre du Haut Comité pour le soutien des PME et de l'entrepreneuriat.

Ad 2. Les propositions sont de nature très variée: sensibilisation du grand public et plan de communication, simplification administrative, accompagnement des entreprises dans divers domaines, stratégies de développement sectoriel ou encore modifications législatives. Bien que l'objet de la démarche ne soit pas d'élaborer des mesures pour remédier à la situation conjoncturelle actuelle, les propositions tiennent compte de l'environnement économique de notre pays ainsi que de son potentiel de développement. Lors de l'examen de ces propositions, il faudra évidemment tenir compte de la situation économique actuelle, ainsi que de la situation des finances de l'État. En ce qui concerne des mesures spécifiques dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), le document de travail contient des propositions qui vont dans le sens d'un renforcement de l'utilisation des TIC par les PME dans l'ensemble des secteurs, tel qu'un déploiement accéléré de services gouvernementaux interactifs et le maintien des investissements dans les infrastructures de communication modernes. Vu l'importance de la sécurité informatique pour promouvoir l'utilisation des TIC, le Gouvernement continuera à renforcer ses services de gestion d'incidents et de veille des menaces et vulnérabilités, ce qui bénéficiera à l'ensemble des acteurs économiques. Ces mesures seront accompagnées d'une sensibilisation des PME en la matière. La mise en place d'instruments de financement alternatifs pourrait également bénéficier aux «start-ups» technologiques.

Ad 3. Sur base du travail d'analyse à mener par les groupes de travail thématiques dans le cadre du Haut Comité pour le soutien des PME et de l'entrepreneuriat, le Gouvernement prévoit de finaliser le Plan d'action début 2015.

Question 0436 (1.8.2014) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Marco Schank**, **Aly Kaes** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant l'**infrastructure scolaire de la Nordstad:**

Kürzlich hat die Regierung angekündigt, dass die neue Ackerbauschule, wie bereits im Gesetz von 2012 festgehalten, in Gilsdorf gebaut werde.

Zudem soll das neue „Nordstad"-Lyzeum in Erpeldingen beheimatet werden.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die betroffenen Minister stellen:

1. Welcher konkrete Standort ist für das Internat der Ackerbauschule, für die Ackerbauverwaltung (ASTA) sowie für die Landwirtschaftskammer vorgesehen? Wann kann mit den Bauarbeiten begonnen werden und wann ist davon auszugehen, dass die Infrastrukturen für ASTA, Internat und Landwirtschaftskammer bezugsfertig sein werden?

2. Ist der Staat bereits im Besitz der Grundstücke in Erpeldingen, die für den Bau des „Nordstad"-Lyzeums vorgesehen sind? Welche Prozeduren sind noch zu durchlaufen? Wie viel Fläche wird benötigt? Wann wird mit dem Beginn der Bauarbeiten gerechnet?

3. Zu der gesamten Planung der Lyzeen in der Nordstadt gehört ebenfalls das sogenannte „Militärlycée". Wo soll dieses implantiert werden?

Réponse commune (11.9.2014) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

1. Nachdem im Juli 2014 der definitive Standort für die Ackerbauschule von der Regierung festgelegt wurde, hat die Bautenverwaltung nun den Auftrag, verschiedene Standorte sowohl für das Internat als auch für die Gebäude der Ackerbauverwaltung (ASTA) und der Landwirtschaftskammer in der Stadt Diekirch sowie in deren unmittelbaren Umgebung zu prüfen.

Die diesbezüglichen Grundstücksflächen und somit Standorte sind abhängig von den jeweiligen Bauprogrammen sowie den individuellen Bedürfnissen der zukünftigen Nutzer.

Vorrangig werden Grundstücke analysiert, die bereits im Besitz des Staates sind, um somit die Kosten zu reduzieren und Ankaufsprozeduren zu vermeiden. Erst anschließend kann ein konkreter Zeitplan aufgestellt werden.

2. Der Staat ist zurzeit noch nicht im Besitz der einzelnen Grundstücke in Erpeldange; die Verhandlungen mit den jeweiligen Eigentümern wurden jedoch bereits aufgenommen.

Zusätzlich zu den an die Ankäufe gebundenen Prozeduren müssen die Grundstücke seitens der Gemeinde in eine Zone für öffentliche Gebäude umklassiert werden.

Für den Bau des „Nordstad"-Lyzeums wird eine Fläche von etwa fünf Hektar benötigt.

In Anbetracht der oben genannten Informationen und unter Berücksichtigung der Dauer für die Projektplanung, die Genehmigung, den Gesetzesentwurf sowie die Ausschreibungen kann voraussichtlich Ende 2018 mit den Arbei-

ten des „Nordstad"-Lyzeums begonnen werden.

3. Aufgrund der kürzlich gefallenen Entscheidung, die Ackerbauschule in Gilsdorf zu bauen, können nach deren Auszug die Räumlichkeiten in Ettelbrück umgebaut und gegebenenfalls sowohl dem technischen Lyzeum Ettelbrück als auch dem „Militärlycée" zur Verfügung gestellt werden, wobei zurzeit noch keine definitive Entscheidung seitens der Regierung bezüglich letzterer Infrastruktur getroffen wurde.

Question 0439 (4.8.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **permis de pêche:**

Selon la législation en vigueur, les permis de pêche pour les eaux frontalières et les eaux intérieures sont délivrés par les commissaires de district ou les bourgmestres délégués de leur district. Suite à l'annonce de Monsieur le Ministre de l'Intérieur de vouloir abolir les fonctions de commissaires de district, il est nécessaire de prévoir les futures modalités de délivrance des permis de pêche. En outre, il serait opportun de profiter de l'occasion pour moderniser et simplifier la procédure d'obtention d'un permis de pêche.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que Madame la Ministre peut à ce stade m'informer sur la procédure future à mettre en place pour les délivrances des permis de pêche?

- Vu que dans certains pays (entre autres la France) il est possible d'introduire une demande pour l'obtention d'un permis de pêche via Internet, ne serait-il pas opportun, dans un but de simplification administrative et de meilleur service au citoyen, de prévoir également au Luxembourg un tel système de commande et délivrance en ligne?

- Quelle est l'opinion de Madame la Ministre par rapport à l'idée de créer, à l'instar de la chasse et dans le but de renforcer l'attractivité de la pêche au Luxembourg, sur le portail Internet de l'environnement une rubrique spéciale dédiée à l'exercice de la pêche dans notre pays contenant toutes les informations utiles y relatives et d'introduire également les actuelles respectivement les futures modalités d'obtention d'un permis de pêche au guichet virtuel de ce même portail?

Réponse (8.9.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La question parlementaire de l'honorable Député Gusty Graas a pour objet les permis de pêche.

L'honorable Député relève la question des futures modalités de délivrance des permis de pêche suite à l'abolition des districts telle que prévu par le projet de loi 6711. Jusqu'à l'adoption du projet de loi précité les permis de pêche sont délivrés respectivement par les commissariats de district respectivement via les guichets de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Suite à l'adoption du projet de loi précité, le service «Pêche» de la division Hydrologie de l'Administration de la Gestion de l'Eau sera responsable de la délivrance des permis de pêche. En ce qui concerne les démarches à engager par les intéressés de la pêche de loisir, une procédure est en cours d'élaboration au sein de l'Administration de la Gestion de l'Eau qui reprendra le volet administratif de la procédure suite à l'abolition des districts. Le volet financier de la délivrance des permis de pêche, en l'occurrence l'acquittement de la taxe de délivrance, continuera d'être effectuée auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, étant donné que la loi du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la Gestion de l'Eau ne prévoit pas les compétences d'encaisser une telle taxe à ladite administration.

Une procédure de délivrance via Internet nécessiterait une authentification par signature électronique et ne serait disponible uniquement aux citoyens disposant d'un certificat LuxTrust. Considérant que la procédure d'obtention d'un permis de pêche selon les modalités actuelles est assez facile, le développement d'une nouvelle procédure via guichet.lu qui ne s'adresserait qu'aux détenteurs d'un produit LuxTrust (nouvelle carte d'identité, Smartcard, «signing stick» ou «signing token») semble actuellement peu avantageux. S'y ajoute qu'une telle procédure n'est accessible aux seuls touristes disposant d'un certificat LuxTrust. Il est néanmoins tout à fait envisageable de mettre en place une telle procédure électronique suite aux adaptations techniques et législatives précitées.

La suggestion de l'honorable Député de prévoir une rubrique dédiée à la pêche sur le portail Internet du Département de l'environnement est très positivement reçue. Il est effectivement envisagé de créer un tel espace informatif sur la pêche de loisir au Luxembourg, reprenant entre autres les modalités d'obtention d'un permis de pêche. Ceci se fera dans le cadre de la mise à jour du portail «emwelt.lu» qui est actuellement en cours d'élaboration.

Question 0440 (4.8.2014) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**entretien des alentours des routes nationales dans les villages:**

L'entretien des abords des routes nationales (entretien des plantations, fauchage des accotements, etc.) dans les villages, c'est-à-dire entre les panneaux d'entrée et de sortie des localités, incombe à l'État respectivement aux services de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Or, il me revient que cet entretien des abords des routes nationales ne serait plus du tout assuré de la part de l'État.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative pour quelles raisons l'État envisage de ne plus exécuter ces travaux?

- Quelles sont les routes concernées par ce changement?

- Cette décision fait-elle partie des mesures de consolidation budgétaire?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de déléguer ces travaux d'entretien à des entreprises privées respectivement et contre indemnisation aux communes?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de conclure des contrats d'entretien avec les communes?

Réponse (8.9.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Depuis de longues années déjà la plupart des communes s'occupent elles-mêmes de l'entretien des abords de routes nationales et chemins repris dans les villages entre les panneaux de localisation indiquant le début et la fin d'une agglomération.

En effet, en raison d'une urbanisation continue avec une densification constante des divers aménagements et constructions (trottoirs, édifices, places publiques, passage pour piétons, arrêts-bus, mobilier urbain, bacs à fleurs etc.) dans les agglomérations, il ne reste guère d'accotements traditionnels à couverture végétale nécessitant un entretien (notamment travaux de fauchage) de la part de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Si par contre les communes essayent d'embellir les villages à leur convenance moyennant mise en place de plates-bandes de fleurs, de plantes décoratives, de haies façonnées, voire de parcs entiers, il est évident que l'entretien (surtout manuel) de ces plantations ornementales soit assuré par les communes moyennant leurs propres services spécialisés ou des firmes de jardinage mandatées.

En ce qui concerne les travaux d'entretien effectués par l'Administration des Ponts et Chaussées aux abords des routes nationales et chemins repris, il n'y a eu ces dernières années pas de changements majeurs, ne serait-ce que la promotion du fauchage tardif aux endroits qui s'y prêtent bien.

Dans ce contexte, je renvoie également aux «Recommandations pour l'aménagement écologique et l'entretien extensif des espaces verts le long des routes et en milieu urbain», guide publié par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en juin 2013.

Question 0442 (5.8.2014) de **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant le **maintien dans l'emploi:**

Selon des interventions médiatiques récentes de la part de représentants de la Fédération des Installateurs d'équipements sanitaires et des syndicats concernés, une société du secteur en question, se voyant confrontée à des difficultés financières, et sa délégation du personnel n'auraient pas convenu d'un plan de maintien dans l'emploi au motif que les 50 salariés concernés perdraient 10% de leur dernier salaire si un repreneur faisait usage de l'aide au réemploi.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à des agissements de ce genre?

- Existe-t-il, selon Monsieur le Ministre, des mesures envisageables afin de promouvoir davantage le maintien dans l'emploi respectivement le réemploi?

Réponse (16.9.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Selon les informations qui m'étaient parvenues dans le dossier qui est à la base de la question parlementaire, une autre société du secteur avait proposé, dans le cadre d'un plan de maintien dans l'emploi, de reprendre au minimum 50 salariés de la société confrontée à des difficultés financières et ce moyennant contrat de travail à durée indéterminée et sans période d'essai.

Par ailleurs, la société repreneuse avait précisé dans le projet de plan de maintien dans l'emploi de reconnaître l'intégralité de l'ancienneté des salariés acquise dans la société d'origine et de surplus il avait été proposé de payer à chaque salarié concerné, au moment du changement d'employeur, une indemnité forfaitaire variant, selon l'ancienneté de service, entre 2.500 et 3.500 €.

En même temps j'avais déclaré éligible le personnel de l'entreprise d'origine à l'aide au réemploi ce qui en tout état de cause aurait garanti aux salariés concernés que le Fonds pour l'Emploi leur aurait garanti 90% de leur ancien salaire pendant une durée de 48 mois.

Or, la délégation, ensemble avec les syndicats impliqués, ont refusé de signer le plan de maintien dans l'emploi, ce qui m'a pour le moins surpris, sinon indigné.

Il se dégage de cette situation qu'il ne s'agit pas d'envisager des mesures pour promouvoir davantage le maintien dans l'emploi, mais de sensibiliser toutes les parties concernées en vue d'une approche plus constructive et pragmatique de l'instrument en question, afin de le rendre plus efficace, et ce dans l'intérêt tant des salariés concernés que de l'économie luxembourgeoise.

Question 0443 (5.8.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **TVA sur la collecte et le transport de déchets:**

Le taux de la TVA applicable sur la collecte et le transport de déchets s'élève actuellement à 3%.

- Suite à l'annonce d'une hausse de la TVA à partir du 1er janvier 2015 j'aimerais savoir si la collecte et le transport seront aussi concernés par cette mesure.

Réponse commune (5.9.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Lors de son discours sur l'état de la nation début avril, Monsieur le Premier Ministre a annoncé que rien ne sera changé dans l'application du taux super-réduit de TVA de 3%, à l'exception des boissons alcoolisées vendues dans le secteur Horesca qui vont passer du taux super-réduit au taux normal.

L'enlèvement des ordures ménagères et le traitement des déchets tel qu'énoncés au point 14° de l'annexe B de l'article 40 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ne sont donc pas touchés par la hausse annoncée de la TVA et resteront à 3%.

Question 0448 (7.8.2014) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **dépénalisation du cannabis:**

Alors que les jeunes des partis déi gréng et DP revendiquent la légalisation de la consommation du cannabis, voire sa mise en culture et commercialisation par l'État, j'aimerais connaître la position du Gouvernement à ce sujet:

- Est-ce que le Gouvernement entend dépénaliser la consommation de cannabis, voire d'autres stupéfiants?

- La culture du cannabis et sa mise en vente sous régie étatique constituent-t-elles des pistes envisagées par le Gouvernement?

Réponse commune (15.9.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'accord de coalition encadre la démarche du Gouvernement en matière de prévention de la toxicomanie et de lutte contre le trafic de drogues.

Il y est clairement constaté que «la lutte contre le trafic et la consommation de drogues n'a pas connu le succès escompté, alors que la consommation reste élevée». Partant, une «nouvelle stratégie de prévention de la consommation, d'information et de responsabilisation sera au centre de la politique gouvernementale».

La tâche du Gouvernement dans les mois à venir consistera à réaliser l'accord de coalition et donc de définir cette nouvelle stratégie. Il est aujourd'hui prématuré d'avancer des pistes. Mais, quelles que soient les pistes finalement retenues, le but en sera d'améliorer les résultats par rapport au passé et de prévenir plus efficacement la toxicomanie et de mieux lutter contre toutes les formes de trafic de drogues. La stratégie à définir va privilégier des mesures intégrées et équilibrées qui tiendront dûment compte de l'aspect santé publique de la consommation de drogues.

Les pistes évoquées par l'honorable Député ne sont pas inscrites à l'accord de coalition.

Si les buts sont clairs, les pistes, quant à elles, devront encore faire l'objet d'un travail de réflexion approfondi.

La réflexion et le débat seront entamés dans les prochains mois.

Question 0449 (7.8.2014) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **pays touchés par le virus Ebola:**

L'épidémie mortelle sévissant actuellement en Afrique de l'Ouest, à savoir en Guinée, au Libéria, en Sierra Leone et plus récemment au Nigéria, a déjà infecté plusieurs centaines de personnes dont la majorité sont décédées. Il s'agit d'un virus extrêmement virulent et pour lequel aucun vaccin n'est disponible à l'heure actuelle.

En date du 6 août 2014, le Ministère des Affaires étrangères et européennes a émis un avis de voyage concernant le virus Ebola, dans lequel il conseille aux voyageurs désirant se rendre dans la région concernée de suspendre leur projet de voyage dans la mesure du possible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Monsieur le Ministre est-il en mesure de recenser le nombre de citoyens luxembourgeois se trouvant actuellement dans un des pays concernés par l'épidémie Ebola?

2. Monsieur le Ministre peut-il affirmer que des citoyens luxembourgeois sont actuellement engagés dans des ONG dans les pays concernés par ce virus?

3. Le cas échéant, quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entreprendre afin d'assurer un maximum de protection aux citoyens luxembourgeois se trouvant dans la zone touchée par l'épidémie?

Réponse (4.9.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Il convient de noter que le Luxembourg n'a pas d'ambassade résidente ou coaccréditée dans les pays d'Afrique de l'Ouest actuellement concernés par l'épidémie du virus Ebola, à savoir la Guinée, la Sierra Leone, le Libéria et le Nigéria. Conformément à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relative à la coopération dans le domaine consulaire, les services consulaires pour les ressortissants luxembourgeois dans ces pays sont fournis par les ambassades de Belgique compétentes. Dans le cas présent, il s'agit de l'ambassade de Belgique à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour la Sierra Leone et le Libéria, l'ambassade de Belgique à Dakar, au Sénégal, pour la Guinée et l'ambassade de Belgique à Abuja pour le Nigéria. Il convient de noter que bien que le Luxembourg ait une ambassade à Dakar, celle-ci n'est pas accréditée en Guinée, raison pour laquelle le point de contact pour les ressortissants luxembourgeois présents en Guinée est l'ambassade de Belgique.

Selon les informations de nos services, huit (8) personnes de nationalité luxembourgeoise se trouvent actuellement dans les pays concernés en Afrique de l'Ouest, dont sept (7) personnes au Nigéria et une (1) personne au Libéria. Il convient de rappeler qu'aucune disposition législative n'oblige les ressortissants luxembourgeois à s'inscrire auprès d'une mission diplo-

matique luxembourgeoise ou belge, que ce soit pour un déplacement provisoire à l'étranger ou un déménagement définitif.

Ad 2. À la connaissance du Ministère, une infirmière luxembourgeoise est déployée par le centre opérationnel de Genève de Médecins sans Frontières à Freetown au Sierra Leone jusqu'à la fin du mois d'août. Une deuxième infirmière ressortissante luxembourgeoise vient d'être déployée par le centre opérationnel de Bruxelles de Médecins sans Frontières en Guinée-Conakry. Pour ce qui est des ONG luxembourgeoises agréées, actives dans le développement à long terme, le Ministère n'est pas au courant d'éventuels déploiements dans la région. Il faut souligner qu'aucune réglementation n'oblige les ONG partenaires à tenir informée la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire. En ce qui concerne les personnes ayant le statut de coopérant ou celles participant à des programmes de jeunes professionnels, le Ministère peut confirmer, qu'à sa connaissance, une ressortissante luxembourgeoise travaillant pour OCHA, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, se rendra prochainement au Libéria pour rejoindre l'équipe du coordinateur humanitaire résident des Nations Unies.

Ad 3. Outre les contacts qui existent entre le MAEE et les ambassades belges accréditées dans les pays concernés, les ambassades du Luxembourg dans la région, au Cap Vert, au Sénégal et au Burkina Faso, suivent de près les évolutions aussi bien dans leurs pays d'accréditation (Cap Vert, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger) que dans la sous-région ouest-africaine. Au niveau national, des échanges réguliers ont lieu entre nos services, le Haut commissariat à la protection nationale et la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la Santé qui est le point focal national pour la surveillance épidémiologique dans le cadre du Règlement sanitaire international et qui représente le Luxembourg au «Health Security Committee» de l'Union européenne.

Il n'existe à l'instant aucun précédant pour le rapatriement systématique de ressortissants européens infectés bien que des cas aient été rapatriés aux États-Unis et en Espagne. Pour le Luxembourg, il convient de noter que la Luxembourg Air Rescue ne dispose pas de capacités qui lui permettraient d'effectuer un éventuel rapatriement. Au niveau européen, certains opérateurs ont été identifiés qui seraient en mesure d'effectuer une telle mission, mais leurs capacités sont limitées. La Commission européenne continue de sonder des opérateurs privés d'ambulances aériennes. Des mesures de veille sont en place à l'Aéroport de Luxembourg, en étroite coordination avec la Division de l'inspection sanitaire, pour prendre en charge des cas confirmés ou suspects qui arriveraient à ou transiteraient par le Luxembourg.

Comme mesure préventive, un avis de voyage a été émis par le MAEE en date du 6 août 2014, signalant que tout déplacement non essentiel dans les pays affectés est déconseillé. Si la situation sur le terrain a évolué depuis, cet avis reste d'actualité. Il sera mis à jour le moment venu et en fonction de l'évolution de l'épidémie. Par rapport aux consignes sanitaires liées aux avis de voyage, le MAEE s'en tient aux consignes émises par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui est l'instance de coordination mondiale dans la réponse à l'épidémie Ebola ainsi qu'à celles du «European Centre for Disease Prevention and Control» (ECDC) et du Ministère de la Santé.

Question 0450 (7.8.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **chaires de recherche de l'Université du Luxembourg:**

Certaines chaires de recherche à l'Université du Luxembourg, dont une liste figure sur le site Internet de l'établissement (wwwfr.uni.lu/research/endowed_chairs), sont financées par des fournisseurs de capitaux externes, tels que des entreprises, et non pas, ou pas entièrement, par l'Université elle-même. En général, elles sont limitées à un contrat de cinq ans et permettent au donateur d'établir une collaboration avec des scientifiques spécialisés dans la recherche et le développement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que la création de chaires s'inscrit dans une stratégie de développement, de recrutement ou autre de l'Université du Luxembourg? Dans l'affirmative, quelle est précisément cette stratégie?

- Quels sont les critères (thématiques, scientifiques, moraux,…) qui doivent être remplis par un «fournisseur de capitaux externes» afin qu'une offre de chaire soit acceptée par l'Université?

- Est-ce que de nouvelles chaires de recherche sont «en attente»? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse (29.8.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

L'Université du Luxembourg (UL) a pu bénéficier du soutien d'organismes ou d'entreprises pour la création de chaires. Plus précisément, l'UL a bénéficié du soutien:

- d'entreprises: TDK, ATOZ, SES, ArcelorMittal, Deutsche Bank Luxembourg;

- de villes: Luxembourg et Esch-sur-Alzette;

- d'institutions: Unesco et Chaire Jean Monnet.

En outre, deux chaires sont soutenues via le programme PEARL du Fonds national de la recherche (FNR) et l'UL a pu bénéficier également du soutien de la Chambre de Commerce dans le cadre des activités liées à la LBA (Luxembourg Business Academy) au sein de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance.

La création de chaires obéit à une stratégie et à des critères multipolaires:

- diversification des sources de financement de l'UL et augmentation des sources de financement externe; c'est notamment le cas pour les chaires soutenues par les entreprises, les villes et le FNR dont les financements vont d'environ un à cinq millions d'euros sur une durée de cinq ans;

- adéquation des activités scientifiques conduites dans le cadre de ces chaires avec la stratégie globale et les objectifs de développement de l'UL tels qu'établis dans son plan quadriennal et dans le contrat d'établissement signé avec l'État, et des «best practices» en vigueur;

- rapprochement de l'UL et des préoccupations économiques et sociétales du Luxembourg dans l'objectif d'apporter des réponses appropriées à des problèmes contemporains.

Chaque proposition de chaire, lorsqu'elle est mûre et que ces contours, souvent complexes, sont stables, passe par les instances internes appropriées de l'UL: conseil facultaire, rectorat, conseil universitaire et conseil de gouvernance. À chacun de ces stades est notamment évalué si la proposition est compatible avec les critères ci-dessus et si elle est en ligne avec les aspects moraux et éthiques en vigueur au sein de l'UL.

Sur le volet des nouvelles chaires «en attente», un certain nombre de projets sont à l'étude. Cependant l'expérience montre que la phase «d'incubation» de tels projets est longue et que des projets prometteurs peuvent ne pas se réaliser pour tout un ensemble de raisons. La politique de l'UL est de ne communiquer que sur les projets arrivés à un degré de maturité permettant leur examen par le conseil universitaire et le conseil de gouvernance.

Sur le plan du financement, les chaires sont en général dotées par un financement externe pour une période de cinq ans, l'UL contribuant en nature sous diverses formes dès la création de la chaire: mise à disposition de locaux, achat de matériel, répartition de la propriété intellectuelle, ajout de ressources humaines complémentaires, etc.

En outre, les chaires font l'objet d'une évaluation. Sous réserve d'une évaluation positive, l'UL s'engage à reprendre sur son financement propre la chaire à l'issue des cinq ans. Ainsi, le volet financier correspondant à la reprise des chaires est intégré au plan quadriennal respectif développé par l'UL.

Question 0451 (7.8.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **bourses pour projets de recherche postdoctoraux:**

Le Fonds national de la recherche (FNR) attribue sous certaines conditions des bourses pour des projets de recherche postdoctoraux au Luxembourg et à l'étranger pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans («aides à la formation-recherche»).

Or, il me revient que depuis peu une de ces conditions serait que le projet de recherche se fasse soit en collaboration avec un acteur économique, soit dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à la condition d'octroi susmentionnée?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que cette mesure risque de pénaliser voire d'exclure tous les projets dits de «recherche fondamentale» respectivement tous les projets dans le domaine des sciences humaines au détriment des seuls projets économiquement (plus) porteurs?

Réponse (29.8.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Je ne puis confirmer les informations selon lesquelles les aides à la formation-recherche du Fonds national de la recherche (FNR) attribuées à des projets au niveau postdoctoral seraient limitées exclusivement à des projets, soit en collaboration avec un acteur économique, soit faisant partie d'un partenariat public-privé.

Il est vrai qu'avec le contrat de performance 2014-2017, le FNR s'est donné une nouvelle stratégie plus cohérente au niveau du support aux jeunes chercheurs.

À partir de 2015, le FNR financera les postdoctorants prioritairement à travers ses programmes pluriannuels CORE, INTER, ATTRACT et PEARL. Ces programmes couvrent le spectre entier des thématiques prioritaires définies par le Gouvernement, allant de la recherche fondamentale à la recherche appliquée et accordant une large part aux domaines des sciences humaines et sociales.

Dans un souci de mieux cibler ses différents instruments de financement et de supprimer des redondances entre les différents programmes, il a été décidé de réserver les bourses individuelles «AFR postdoc» au soutien des projets à fléchage spécifique, dont notamment les partenariats public-privé (AFR-PPP) et les collaborations établies avec des institutions étrangères (NASA Ames Research Center, École française de Rome).

Il y a lieu de noter l'importance attribuée à la valorisation des résultats de la recherche et au soutien de la coopération entre la recherche publique et le secteur privé dans le contexte du programme gouvernemental. Ces objectifs stratégiques se reflètent dans la convention pluriannuelle 2014-2017 conclue entre le FNR et le Gouvernement. Ainsi, pour la période 2014 à '17, le FNR a prévu un peu plus de 20 MEUR en faveur des actions prioritaires en matière de valorisation et de partenariats avec le secteur privé (y compris les bourses AFR-PPP). Ces montants sont à mettre en relation avec le budget alloué aux programmes pluriannuels (plus de 180 millions d'euros) couvrant tout le spectre de la recherche fondamentale à la recherche appliquée.

Les opportunités de financement des postdoctorants dans le cadre des programmes pluriannuels du FNR restent donc nombreuses, y compris en sciences sociales et humaines. Comparé aux bourses individuelles, l'encadrement des postdoctorants dans ces programmes offre un cadre de formation et de développement de carrière plus structuré au sein d'un projet pluriannuel et d'une équipe de recherche plus large. De plus, le ciblage de ces programmes sur les domaines prioritaires au Luxembourg offrira à long terme aux postdoctorants financés par le FNR des perspectives de carrière plus intéressantes dans le pays.

Rappelons également qu'en raison de la convention pluriannuelle le FNR est obligé de prioriser et de cibler ses programmes de manière stratégique et que les institutions bénéficiaires de l'intervention du FNR disposent chacune de moyens de financement propres avec lesquels elles sont à même de financer des projets au niveau postdoctoral.

Question 0452 (8.8.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **zone d'activités économiques dans le domaine de l'audiovisuel et des télécommunications à Marnach:**

La création d'une zone d'activités économiques dans le domaine de l'audiovisuel et des télécommunications à Marnach dans le canton de Clervaux est une initiative très louable dans la mesure où elle offre des perspectives d'emploi prometteuses dans le secteur ICT tout en diversifiant le tissu industriel de la région nord.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'entreprises qui auraient d'ores et déjà manifesté leur intérêt à s'implanter sur le site en question? Dans l'affirmative, pour quand projetteraient-elles de s'y établir?

- La superficie prévue de 5 ha est-elle suffisante pour répondre aux besoins actuels et futurs dans ce domaine d'activités?

Réponse (4.9.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La question parlementaire n°0452 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

Le plan directeur sectoriel «zones d'activités économiques» (PSZAE) réserve une surface de 5 ha aux activités «audiovisuelles et de télécommunications» à Marnach. L'affectation future de ces terrains s'inscrit dans le contexte du développement du secteur de l'ICT comme un des axes prioritaires de la politique économique multi-spécialisation du Gouvernement.

Le secteur de l'ICT a connu une évolution très positive au cours de la dernière décennie se traduisant par l'attrait de nombreuses activités économiques vers le Luxembourg. Il va sans dire que le Gouvernement continuera à mettre un accent particulier sur le secteur de l'ICT en positionnant le Luxembourg notamment comme site de premier choix dans le domaine de la distribution et le stockage sécurisé de contenu électronique en Europe.

À côté d'un encadrement légal, réglementaire et financier favorable, le Gouvernement veillera à disposer de surfaces d'implantation suffisantes pour pouvoir héberger les sociétés désireuses de se développer à partir du Luxembourg. Dans ce contexte, la mise en vigueur du PSZAE facilite considérablement l'accès des activités issues du secteur des TIC aux zones d'activités économiques. Ceci vaut en particulier pour les sociétés qui ont besoin d'une infrastructure lourde, telles que les centres de stockage de données.

Le site de Marnach a été identifié comme particulièrement approprié pour accueillir les activités des technologies de l'information et des communications dans la mesure où le site remplie tous les critères techniques pour y héberger ce type de sociétés et ceci sans coût financier exorbitant. C'est pourquoi le site a été pris en considération lors de l'élaboration PSZAE.

Pour répondre de manière concrète aux deux questions soulevées par l'honorable Député André Bauler:

- Actuellement, le Ministère de l'Économie n'est pas confronté à une demande concrète de la part d'un investisseur potentiel, même s'il y a eu diverses manifestations d'intérêt pour le site en question.

- À première vue, une superficie de 5 ha peut sembler peu ambitieuse. Il faut toutefois mettre l'aménagement du site de Marnach en tant que zone audiovisuelle et de télécommunications dans un contexte national. En effet, à côté du site de Marnach, le Ministère de l'Économie a identifié plusieurs autres sites se prêtant parfaitement à une implantation de sociétés issues du secteur des TIC nécessitant des infrastructures lourdes.

Question 0453 (8.8.2014) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **taxe sur la valeur ajoutée pour les logements locatifs:**

Dans le cadre de la hausse annoncée de la TVA de 3% à 17% pour les logements locatifs, la Secrétaire d'État à l'Économie vient d'annoncer dans un quotidien luxembourgeois: «Ebenso möchte ich den Haushalten sagen, dass wir Übergangslösungen ausarbeiten für jene Personen, die zurzeit investieren oder Renovierungsarbeiten an einer Zweitwohnung vornehmen.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelles sont ces solutions intérimaires qui seraient envisagées par le Gouvernement?

- Existe-il des études d'impact de cette hausse annoncée de TVA sur les logements locatifs sur l'économie en général, sur le marché de travail et sur la construction de logements?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il les publier dans un esprit de pleine transparence?

Réponse (9.9.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Comme indiqué par Madame la Secrétaire d'État, le Gouvernement est en train d'examiner des mesures de transition pour certains cas de figure concernant les travaux en relation avec des logements destinés à la location. Or, les différents éléments étant encore sous analyse, il n'est actuellement pas possible de ré-

pondre de manière plus précise à la première question des honorables Députés.

En ce qui concerne les questions suivantes, aucune étude d'impact spécifique n'a été réalisée en la matière.

Les prix des logements au Luxembourg ne cessent de croître depuis de nombreuses années. Les Gouvernements successifs ont tenté de contrecarrer cette tendance par l'introduction de mesures successives et diverses ayant connu un impact budgétaire très important, dont l'application, dès 1991, du taux de TVA super-réduit. Force est de constater que ces mesures n'ont pas produit les résultats escomptés.

Le Gouvernement actuel a pris la décision de repenser l'ensemble des mesures de soutien au secteur du logement et de mettre en place une politique cohérente en la matière. Dans ce contexte, l'augmentation de l'offre de logements locatifs reste une priorité du Gouvernement. Or, l'application du taux de TVA super-réduit aux logements locatifs a été identifiée comme une mesure inefficace. Son maintien ne serait donc pas justifié.

Le Luxembourg continuera d'appliquer au logement des taux de TVA parmi les plus bas de l'Union européenne. Le Gouvernement continue de promouvoir l'accès à la propriété en maintenant le taux de TVA de 3% pour l'acquisition de la résidence principale. Par ailleurs, le marché immobilier restera intéressant pour les investisseurs, qui continueront de bénéficier notamment de l'amortissement accéléré en matière d'impôt sur le revenu.

Enfin, le Gouvernement travaille activement à la dynamisation de la création de logements sociaux et à prix abordables, y compris pour la location.

Question 0454 (8.8.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **dégradation de la situation humanitaire en Irak:**

Après la prise de Qaraqosh, la plus grande ville chrétienne d'Irak, et d'autres zones près de Mossoul (nord) par des combattants de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), les attaques généralisées ou systématiques dirigées contre des populations civiles de l'Irak du fait de leur appartenance ethnique ou de leurs convictions politiques ou religieuses poussent des milliers d'Irakiens à prendre la fuite.

Le Secrétaire général des Nations Unies a appelé la communauté internationale à soutenir le Gouvernement et le peuple d'Irak et à faire tout son possible pour aider à soulager les souffrances de la population touchée par le conflit actuel en Irak.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelles sont les mesures récemment décidées ou envisagées par les Nations Unies pour venir en aide aux populations déplacées?

2. Est-ce que des actions conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies sont-elles envisagées?

3. Le Ministre entend-il prendre des initiatives au niveau européen pour coordonner l'aide humanitaire destinée à être mise à profit des populations concernées? Comment les décisions prises au niveau européen sont-elles coordonnées?

Réponse (10.9.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. En date du 13 août 2014, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Irak a déclaré une urgence de niveau trois, le niveau le plus élevé prévu par le système onusien, pour l'ensemble du pays. La réponse des Nations Unies s'inscrit dans le Plan de réponse stratégique pour 2014 qui englobe et coordonne l'ensemble des opérations des agences onusiennes, à savoir le HCR, le PAM, la FAO, l'OMS, l'Unicef et l'OIM, ainsi que celles des organisations de la société civile.

Ce plan de réponse a été élaboré début 2014 en réponse aux vagues de déplacements intervenues depuis la fin de 2013, mais a dû être révisé à maintes reprises, notamment suite aux exactions commises par l'EIIL depuis le 9 juin 2014 ayant provoqué de nouveaux déplacements massifs de populations. L'appel des Nations Unies se chiffre actuellement à 312 millions de dollars et vise au total un million de déplacés internes. Les quatre priorités opérationnelles des agences onusiennes concernent notamment la distribution d'abris et d'articles de première nécessité, la protection contre la violence, l'accès aux soins de santé et à des produits alimentaires. Il faut noter toutefois qu'au vu des évolutions récentes dans la région de Sinjar, l'appel de l'ONU devra à nouveau être révisé à la hausse au cours du mois de septembre.

La réponse luxembourgeoise au conflit irakien s'inscrit également dans le Plan de réponse stratégique des Nations Unies. Depuis juin 2014, le Luxembourg a contribué 150.000 euros aux opérations du «Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés» (HCR) en faveur des personnes déplacées suite aux exactions commises par EIIL. Une deuxième contribution d'un montant de 150.000 euros a été allouée au «Programme Alimentaire Mondial» (PAM) qui distribue actuellement de la nourriture dans dix gouvernorats à travers l'Irak. Ainsi, le montant global de la réponse luxembourgeoise à la crise irakienne se chiffre à 300.000 euros.

Ad 2. En réaction aux développements dramatiques des dernières semaines, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a adopté, le 15 août 2014, à l'unanimité, la résolution 2170 (2014), qui met l'accent sur la menace persistante que représentent, pour la région et l'ensemble de la communauté internationale, les organisations terroristes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), du Front el-Nosra, et les autres individus, groupes, entreprises et entités associés à Al-Qaïda, qui opèrent en Irak et en Syrie.

La résolution, adoptée en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, appelle tous les États au respect de leurs obligations en matière de lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme, et préconise la mise en place de mesures nécessaires et appropriées, y compris en vue de lutter contre le flux de combattants terroristes étrangers.

Le CSNU condamne fermement la violence exercée par ces organisations et par d'autres groupes terroristes, et les souffrances indescriptibles affligées à la population des territoires où ils sévissent. Le CSNU appelle à la cessation des actes de violence, au désarmement et à la dissolution immédiate de ces groupes terroristes. Il met en garde les auteurs des atteintes aux droits de l'Homme et des violations du droit international humanitaire qu'ils auront à répondre de leurs actes.

Le texte de la résolution 2170 (2014) peut être consulté dans son intégralité sous le lien suivant: http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2170%20%282014%29

Ad 3. Les efforts de coordination en matière d'aide humanitaire au niveau européen sont en cours depuis début juin. Une première réunion extraordinaire sur la crise irakienne s'est tenue au Centre européen de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) à Bruxelles le 2 juin. Depuis, le tableau des contributions humanitaires européennes, circulé par la Commission, a été mis à jour régulièrement. Une nouvelle réunion de coordination a été convoquée par la suite par la Commission (ECHO/ECCR). La représentation permanente du Luxembourg à Bruxelles et la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire (par téléconférence) ont participé à ces réunions et y ont fait état des contributions luxembourgeoises.

Le groupe de travail du Conseil en charge de l'aide humanitaire (COHAFA) a traité de la crise irakienne lors de ses deux dernières réunions (26 juin et 15 juillet). La crise irakienne figurera également à l'ordre du jour de la prochaine réunion du groupe COHAFA en date du 25 septembre. L'objectif de ce groupe est d'échanger des informations sur les crises humanitaires et de coordonner les efforts des États membres.

En date du 12 août, le Président de la République d'Irak a adressé une lettre au Président de la Commission européenne José Manuel Barroso pour solliciter l'aide de l'UE et activer le mécanisme européen de la protection civile (UCPM). Plusieurs États membres ont fait des contributions en nature en réponse à cet appel.

Enfin en date du 19 septembre le Secrétaire d'État John Kerry organisera un débat à haut du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en Irak auquel participera également le Ministre Jean Asselborn

Le Conseil des Ministres des Affaires étrangères du 15 août a également traité de la situation humanitaire en Irak. Dans les conclusions du Conseil, «les ministres ont rappelé les efforts considérables de solidarité actuellement accomplis par l'UE et ses États membres pour fournir une aide humanitaire et ils ont salué l'engagement de fonds européens supplémentaires, ainsi que la mobilisation du Centre européen de coordination de la réaction d'urgence et l'activation du mécanisme de protection civile de l'Union européenne à la demande du Gouvernement irakien, afin de fournir une aide en nature, notamment par la mise en place d'un pont aérien humanitaire vers le nord de l'Irak adapté aux besoins sur place».

La Direction de la Commission européenne en charge de l'aide humanitaire (ECHO) dispose d'un bureau à Irbil au Kurdistan qui surveille la situation et qui est en relation avec les acteurs humanitaires sur le terrain. ECHO a publié dix rapports de situation sur les mouvements de déplacés internes en Irak depuis mars dernier qui ont été distribués aux États membres.

Des efforts de coordination ont également lieu à Genève. Le bureau pour la coordination de l'aide humanitaire des Nations Unies a invité les États membres de l'ONU à un briefing sur la situation en Irak le 24 juin, en présence de l'Ambassadeur irakien et de Madame Badcock, Coordinatrice résidente de l'ONU en Irak. Le 3 juillet se tenait une réunion au CICR sur la situation en Irak avec une évaluation très détaillée de la situation sur le terrain, présentée par Patrick Youssef, chef de délégation CICR en Irak. La Représentation permanente du Luxembourg à Genève a participé à ces réunions.

Question 0455 (8.8.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **factures impayées:**

Il semble que la problématique des factures impayées devienne de plus en plus grave. En effet, beaucoup d'entreprises sont affectées par le fait que des clients omettent de payer leurs factures.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Existe-t-il des statistiques et des analyses sur les impayés ainsi que leur impact sur l'économie du pays?

- Dans l'affirmative, quelle est l'envergure du problème? Combien de faillites résultent de factures impayées?

- Dans la négative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait commencer à lever de telles statistiques afin de pouvoir combattre le problème de manière plus efficace?

Réponse (15.9.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant la problématique des factures impayées, je souhaite communiquer les informations fournies tant par mes services que par ceux du Ministère de la Justice:

Concernant la première question relative à l'existence de statistiques et d'analyses sur les impayés ainsi que leur impact sur l'économie du pays, mes services me confirment suivant les renseignements obtenus que ni le Statec ni le Ministère de la Justice ne sont actuellement en mesure d'établir de telles statistiques, faute de source d'information. Il est à noter qu'en dehors des situations de faillites ou de procédures analogues, il n'existe aucune obligation pour les entreprises de donner des informations quant au montant des impayés.

Les données actuellement disponibles ne concernent que le nombre de jugements de faillite prononcés par les tribunaux d'arrondissement siégeant en matière commerciale et ne renseignent pas sur les causes profondes de l'ébranlement du crédit des commerçants faillis. Ainsi, les statistiques disponibles et publiées par le Statec ne font que ventiler les faillites prononcées par branche d'activité sur base du code NACE. Par ailleurs, certains acteurs privés suivent également de près l'évolution des faillites au Luxembourg et en proposent leur propre analyse en rapprochant éventuellement ces chiffres de leurs propres enquêtes ou expériences. Actuellement, seuls les curateurs désignés par le tribunal lors de l'ouverture de la faillite seraient éventuellement en mesure de fournir des indications sur le montant des impayés à l'origine du déclenchement de la procédure de faillite en se fondant sur les déclarations de créances soumises dans le cadre de la procédure. À cet égard, il échet de rappeler que les rapports qu'ils transmettent actuellement au tribunal peu après leur désignation comme curateur d'une faillite ne contiennent qu'une information sommaire sur les causes qui, au final, ont conduit à la faillite.

En ce qui concerne la première partie de la seconde question relative à l'envergure du problème des factures impayées, tant la Commission européenne que les États membres ont reconnu l'urgence du problème. Pour y faire face, nous avons répondu ensemble avec nos partenaires européens aux préoccupations des professionnels en révisant et renforçant le régime de la directive 2000/35/CE dans la directive 2011/7/UE du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, directive transposée par une loi du 29 mars 2013. Cette loi contient une série de mécanismes incitant les commerçants à respecter le délai de paiement, notamment en prévoyant un droit automatique aux intérêts de retard pour le créancier et une majoration du taux applicable aux intérêts de retard. Néanmoins, il est à mon sens encore trop tôt pour évaluer les effets de ces nouvelles règles. Dans ce contexte, je rappelle également que la Commission européenne devra préparer un premier rapport sur l'application de cette directive pour mars 2016. Pour ce qui concerne la seconde partie de la question concernant le nombre de faillites d'entreprises résultant de factures impayées par leurs créanciers, comme indiqué ci-dessus, les curateurs n'évoquent dans le cadre de leur rapport que sommairement les causes de la faillite de sorte qu'il n'existe pas de données utiles permettant de quantifier les faillites qui résultent du fait que le failli n'a pas été payé par ses débiteurs.

En réponse à la troisième question, il est rappelé que le projet de loi 6539 concernant la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite prévoit que le secrétariat du Comité de conjoncture aura désormais un rôle important à jouer dans la surveillance de la situation des entreprises en difficulté et pourra rassembler davantage de données à ce sujet. Le secrétariat établira ainsi un dossier qui, le cas échéant, pourra en cas de procédure judiciaire être mis à disposition du tribunal. En outre, il est prévu que le Ministère de l'Économie sera représenté au comité interadministratif actuel qui sera institutionnalisé sous le nom de Comité d'Évaluation des Entreprises en Difficultés (CEvED) ce qui devrait me permettre de suivre au plus près l'évolution des entreprises en difficulté. Par ailleurs une cellule permettant d'établir des statistiques judiciaires est en cours de mise en place au niveau de l'administration judiciaire. Dans le futur et dans le cadre des travaux d'informatisation en cours il sera évalué dans quelle mesure il est possible de recueillir et d'agréger des données plus nombreuses et variées relatives aux faillites.

Question 0457 (12.8.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions:**

L'attribution d'options sur actions et d'autres formes de participation des salariés au capital de l'entreprise qui les emploie constitue un mode de rémunération fréquemment utilisé en faveur de cadres exerçant une activité internationale. Au Luxembourg, le régime fiscal des «stock options» ne fait pas l'objet d'une disposition légale particulière, mais les avantages en nature/espèces résultant des plans d'option sur acquisition de parts sont imposés selon les articles 104 et 108 L.I.R. En effet, le régime d'imposition des plans de «stock option» était régi au Luxembourg par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 11 janvier 2002, remplacée avec effet au 1er janvier 2013 par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012. Cette dernière précise entre autres que la valeur d'une option librement cessible sur le marché est présumée s'établir à 17,5% de la valeur sous-jacente du titre de participation (action) au moment de l'octroi de l'option, alors qu'auparavant celle-ci était évaluée à 7,5%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-il prévu d'évaluer la mesure susmentionnée?

- Quel est le déchet fiscal (moins-values de recettes fiscales) pour l'année 2013?

- Combien de contribuables (employés/employeurs) profitent actuellement du régime fiscal des «stock options»?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le régime actuellement en vigueur a conduit à des dérives et le cas échéant Monsieur le Ministre envisage-t-il un réaménagement fiscal du régime des «stock options»?

Réponse (11.9.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député Marc Lies se réfère au régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions, et plus particulièrement à l'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature pouvant en résulter.

Au Luxembourg, l'encadrement fiscal du mécanisme des «stock options» ne fait pas l'objet d'une disposition fiscale particulière et continue à se faire conformément aux dispositions existantes de droit commun des articles 104 et 108 L.I.R.

Selon la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012, la valeur d'une option librement cessible est présumée s'établir à 17,5% de la valeur sous-jacente du titre de participation au moment de l'octroi de l'option. Cette évaluation à 17,5% doit être conforme à des conditions raisonnables. La note de service du directeur des contributions L.I.R./N.S. n°104/3 du 21 mai 2013 précise que les conditions raisonnables sont remplies au cas où les trois critères suivants sont respectés:

1. La quote-part des options ne doit pas dépasser 50% de la rémunération brute annuelle totale (options étant comprises). Ce pourcentage doit s'apprécier sur une base individuelle pour chacun des participants du plan.

2. Le plan d'option ne peut s'appliquer qu'aux personnes définies à l'article L.211-27 (5) du Code du Travail.

3. Le plan d'option sur acquisition doit être conçu de telle sorte que le prix de l'option ne doit pas dépasser 60% de la valeur sous-jacente du titre.

Dans ce contexte il convient de mentionner qu'à l'instar du Luxembourg, de nombreux pays proposent un cadre juridique et fiscal attractif pour la mise en place de mécanismes d'intéressement.

En ce qui concerne les trois premières questions posées par l'honorable Député, il y a lieu de relever qu'il est extrêmement difficile, voire impossible d'évaluer le déchet fiscal que représente la possibilité d'évaluer forfaitairement les «stock options» pour les besoins de l'imposition. En effet, la perte ou le gain de recettes fiscales liées à ces plans options dépend en premier lieu de l'évolution de la valeur de l'instrument attribué au bénéficiaire. De même, les contribuables ne sont pas obligés de demander l'accord de l'administration compétente avant d'appliquer la circulaire.

Pour ce qui est de la quatrième question, il importe de relever que le Gouvernement, convaincu de la nécessité de mettre à disposition des entreprises un outil favorisant leur installation et le développement au Luxembourg et de leur fournir les moyens d'attirer et de retenir dans notre pays les collaborateurs hautement qualifiés indispensables, veillera au maintien d'un mécanisme compétitif et non sujet à dérives.

Question 0459 (13.8.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **transport de substances nucléaires à travers le Luxembourg:**

Selon des informations diffusées par la presse écrite, plusieurs transports de substances nucléaires de Lingen (Allemagne) à Cattenom (France) auraient pu transiter par le Luxembourg.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que des camions transportant des substances nucléaires ont transité par le Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelle est la procédure d'autorisation pour de tels transports?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'informer des caractéristiques physiques et chimiques des substances concernées ayant transité par le Luxembourg et du danger potentiel pour la population émanant de ces substances en cas d'accident?

- Dans l'affirmative, quel a été le trajet emprunté et y a-t-il eu des dispositifs de sécurité spécifiques relatifs à ce transport?

- Est-ce que d'autres transports de substances nucléaires sont prévus dans un futur proche?

Réponse (28.8.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Je tiens d'emblée à rassurer l'honorable Député qu'aucun transport de substances nucléaires dont il est fait allusion n'a transité par le Luxembourg.

Les opérations de transport et de transit de matières radioactives, que ce soit par voie routière, ferroviaire ou par avion, ne peuvent être réalisées qu'à condition que le transporteur soit autorisé préalablement à cet effet par la Ministre de la Santé. De telles autorisations de transport sont en règle générale délivrées pour une durée de cinq années et se limitent essentiellement au transport de produits radioactifs avec indication d'une d'activité prédéfinie. Il s'agit en l'occurrence principalement de substances radioactives utilisées en médecine et de sources radioactives scellées qui servent à réaliser différentes mesures en industrie.

Toujours est-il que les autorisations délivrées excluent de façon systématique le transport de matières fissiles.

Les règles régissant les prédits transports sont déterminées par le règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2000 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, règlement qui met en œuvre en droit luxembourgeois la directive 96/29 Euratom du Conseil du 13 mai 1996.

Question 0460 (13.8.2014) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant l'**exode de la population civile irakienne devant la menace de l'«État islamique»:**

La mouvance extrémiste sunnite, anciennement nommée «État islamique en Irak et au Levant» (EILL) et rebaptisée «État islamique», progresse dans l'occupation et le contrôle d'un territoire de plus en plus vaste en persécutant et en exécutant une partie de la population civile, dont les minorités chrétiennes.

Les États-Unis ont décidé de fournir des armes au Gouvernement du Kurdistan irakien et de procéder par des attaques aériennes afin de déstabiliser les djihadistes de l'«État islamique».

Alors que les opinions au sein de l'Union européenne concernant l'envoi d'armes divergent notamment entre la France et l'Allemagne, la communauté internationale est appelée d'urgence à venir en aide aux populations menacées par l'avancée du groupe extrémiste en Irak et en Syrie.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- De quelle manière le Gouvernement envisage-t-il d'apporter son soutien humanitaire à la population menacée par les djihadistes?

- Le Gouvernement serait-il prêt à accueillir des réfugiés contraints de fuir leur pays devant la menace des extrémistes?

- Dans l'affirmative, combien de réfugiés pourraient être accueillis au Grand-Duché et dans quels délais?

Réponse (12.9.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Aux différents aspects de la question parlementaire, il est répondu comme suit:

En réponse à la crise qui sévit actuellement en Irak, le Luxembourg a contribué avec 150.000 € aux opérations du «Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés» (UNHCR) en faveur des personnes déplacées suite aux exactions commises par ISIS. Une deuxième contribution d'un montant à hauteur de 150.000 € a été allouée au «Programme Alimentaire Mondial» (PAM) qui distribue actuellement de la nourriture dans dix gouvernorats à travers l'Irak. Ainsi, le montant global de la réponse luxembourgeoise en réponse à la crise irakienne se chiffre à 300.000 €.

Par contre, le Gouvernement, à ce stade, n'a pas pris de décision quant à un éventuel accueil de réfugiés irakiens.

Question 0461 (13.8.2014) de **M. Roberto Traversini** *(déi gréng)* concernant l'**accès au congé parental:**

Les conditions d'accès au congé parental sont actuellement définies de la manière suivante:

- le demandeur doit avoir son domicile et résider de manière continue au Luxembourg. Les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne résidant sur le territoire de l'Union et travaillant au Luxembourg peuvent aussi jouir d'un congé parental.

- le demandeur doit être occupé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg en qualité de salarié, apprenti, fonctionnaire, employé ou ouvrier de l'État, d'une commune, d'un établissement public ou en qualité d'agent de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois ou bien exercer une profession indépendante ou libérale.

Cependant, les résidents travaillant sur le territoire national pour le compte d'une entreprise ayant son siège social dans un autre pays de l'Union européenne se voient refuser l'accès au congé parental, alors que ces personnes payent leur impôts au Luxembourg, y sont soumis au régime de la sécurité sociale et peuvent bénéficier, dans le cas des femmes, du congé de maternité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Combien de cas de refus tombant sous les critères susmentionnés sont répertoriés chaque année à la CNPF?

- Madame le Ministre entend-elle corriger la situation afin de garantir l'égalité de traitement de tous les salariés actifs sur le territoire national?

Réponse (26.8.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

D'abord, il y a lieu de souligner qu'à côté des conditions d'octroi citées par l'honorable Député dans sa question parlementaire, l'article 234-43 (1) du Code du Travail dispose clairement que pour prétendre au congé parental, le parent doit être occupé auprès d'un «employeur légalement établi au Grand-Duché de Luxembourg». Ainsi, il est exact que le congé parental et, parallèlement, l'indemnité de congé parental, ont été refusés sur base de cette disposition.

Malheureusement, il n'est pas possible de déterminer le nombre exact de refus basés sur cette condition, mais les cas dans lesquels un salarié est affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise, alors que le siège de son employeur est situé à l'étranger, sont très rares étant donné qu'une affiliation auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise n'est possible dans ces cas particuliers que sous des conditions très restrictives. Ainsi, la Caisse Nationale des Prestations Familiales estime le nombre de refus reposant sur cette seule condition à cinq par année.

Or, la situation pour ces salariés a changé en pratique, malgré les dispositions contraignantes du Code du Travail et ceci suite à une jurisprudence du Conseil supérieur de la sécurité sociale du 26 mai 2014, arguant entre autres que le refus d'accorder les indemnités de congé parental était conforme à l'application stricto sensu de l'article du Code du Travail précité, mais se heurtait aux dispositions du règlement CE n°883/2004 et notamment à son article 11 qui prescrit l'unicité de la loi applicable.

Ainsi, dans le respect de la hiérarchie des normes législatives et pour éliminer l'inégalité de traitement développée par Monsieur le Député, les demandes de congé parental d'un salarié affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise, ayant son lieu de travail au Luxembourg, alors que le siège de l'employeur se situe à l'étranger, sont dorénavant accordées.

Les adaptations nécessaires à la législation nationale suivront dans le cadre plus général de la révision du congé parental.

Question 0462 (13.8.2014) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **transposition de la directive 2012/13/UE relative au droit d'information dans le cadre des procédures pénales:**

La directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales, ayant comme objet le droit des suspects ou des personnes poursuivies d'être informés de leurs droits dans le cadre des procédures pénales et de l'accusation portée contre eux, prévoit une transposition en droit national au plus tard avant le 2 juin 2014.

Tandis que parmi nos pays voisins, la France s'y est conformée par une loi en mai 2014 et l'Allemagne en juillet 2013, le Luxembourg n'a à ce jour toujours pas transposé la directive 2012/013.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons du retard que la transposition de ladite directive a pris? Quand est-ce que Monsieur le Ministre estime pouvoir déposer un projet de loi prévoyant la transposition de ladite directive?

- La Cour de justice de l'Union européenne considère qu'une directive non transposée peut être d'effet direct. Aussi, la directive en question n'a pas encore été transposée. Au vu de ce qui précède, Monsieur le Ministre considère-t-il la possibilité d'informer la Police grand-ducale afin qu'elle puisse anticiper les nouvelles procédures et éviter ainsi que le Luxembourg ne manque aux obligations prévues dans la directive et ne risque d'être épinglé par la Cour de justice de l'Union européenne?

Réponse (5.9.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La directive 2012/13/UE relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales, ensemble avec la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales et la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires fait l'objet d'un seul et unique avant-projet de loi élaboré par un groupe de travail constitué d'acteurs concernés par la matière (Parquet général, Cabinet d'Instruction, police judiciaire, Barreaux).

Il est prévu de soumettre cet avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement dans les prochaines semaines.

Le projet englobe les trois directives qui sont étroitement liées. À titre d'exemple, le droit à l'information et l'accès au dossier par exemple ne peuvent être garantis que si la personne, si elle ne maîtrise pas une des langues de procédure, dispose parallèlement d'un accès à un interprète respectivement traducteur.

De ce fait les travaux préparatoires se sont avérés particulièrement exigeants dans la mesure où il fallait prendre en compte la particularité du Grand-Duché de Luxembourg qui connaît l'application de trois langues officielles en matière judiciaire.

Tel que déjà exposé, la Police grand-ducale a été impliquée dès la première heure dans l'élaboration du prédit projet qui tient compte des difficultés pratiques qui peuvent surgir lors de la mise en œuvre de ces directives.

Par ailleurs la Police grand-ducale utilise déjà actuellement une sorte de «déclaration» de droits (formulaire «infodroit») dans le cadre de trois procédures différentes. Il s'agit de la procédure en cas de flagrance (article 39 du Code d'instruction criminelle), de celle en cas de vérification d'identité (article 45 du Code d'instruction criminelle) et de celle dans la cadre de ce qui est appelé «mini-instruction» (article 52 du Code d'instruction criminelle).

Ces formulaires «infodroit» existent en 17 langues différentes, notamment celles utilisées le plus fréquemment par des personnes étrangères au Luxembourg.

En général il y a lieu de préciser que la législation luxembourgeoise, complétée par des circulaires du Parquet général, est largement conforme aux dispositions des prédites directives.

Question 0465 (14.8.2014) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **construction des Archives nationales:**

Les plans existants prévoient la construction des nouvelles Archives nationales en plusieurs phases sur un seul site à Esch/Belval, ce qui présentait entre autres l'avantage de ménager le budget, tout en gardant l'espace d'extension nécessaire et disponible pour les besoins des Archives nationales.

Madame la Ministre de la Culture vient cependant d'annoncer maintenant dans la presse que le projet de construction de nouvelles Archives sur le site de Belval ne serait plus d'actualité parce que la taille du site envisagé ne correspondait plus aux besoins de ce projet d'envergure. Le nouveau bâtiment pour les Archives nationales devrait par contre être réalisé sur un site localisé dans les alentours de la capitale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons le terrain à Belval n'est-il plus adapté à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales?

- Quelle devrait être la nouvelle affectation du terrain actuellement réservé à la construction des nouvelles Archives nationales à Belval? Quels autres projets y sont envisagés?

- Quelle serait alors la nouvelle surface envisagée pour la construction des Archives à un autre endroit?

- Quel serait le coût du nouveau projet de construction par rapport à celui projeté sur le site Belval? Quel est le coût supplémentaire dû à la réalisation de nouveaux plans d'architecte?

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des précisions sur le calendrier des travaux du nouveau projet? Quel serait le début projeté de ces travaux?

- La Ministre a déclaré que le nouveau terrain se situerait assurément non pas dans la ville de Luxembourg, mais aux alentours de la capitale. Qu'en est-il de la décentralisation administrative et quelle est la position du Gouvernement en la matière?

Réponse commune (16.9.2014) de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°0465 du 14 août 2014, l'honorable Députée voudrait avoir plus d'informations concernant le projet des Archives nationales.

En guise de rappel, nous nous permettons de reprendre tout d'abord quelques dates clés de l'évolution dans ce dossier:

- En 2002 le Gouvernement prend la décision de construire un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à Esch/Belval. Un concours international est lancé en janvier 2003.

- En avril 2003 le Conseil de Gouvernement approuve le texte du projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales «pour lequel la procédure législative pourra être entamée». Le coût du projet de loi relatif à la construction des nouvelles Archives nationales, déposé le 7.6.2004 à la Chambre des Députés, s'élevait initialement à 84.200.000 € (ind. construction 575.85). Le prix adapté à ce jour s'élève à quelque 108 millions €. Le programme de construction initial prévoyait +/- 180 km linéaires d'archives sur 28.000 m² de surfaces nettes.

- L'accord de coalition du 29 juillet 2004 prévoit: «Un réseau performant d'infrastructures culturelles est en train d'être mis en place, dans la capitale mais aussi à travers tout le pays. Dans ce contexte, le Gouvernement poursuivra les travaux de construction ou de réhabilitation du Musée de la Forteresse, (…) ainsi que des Archives nationales à Esch/Belval.»

- En 2006 le Gouvernement de l'époque décide de revoir le premier projet et de faire construire un bâtiment d'Archives en plusieurs phases afin de ne pas engendrer directement la charge financière totale d'un grand bâtiment, destiné à rester à moitié vide pendant un laps de temps considérable. Un groupe de travail est mis en place en 2006 pour élaborer un nouveau projet de construction tenant compte à la fois de la situation financière de l'État et des besoins imminents des Archives nationales.

- En 2009 les conclusions du groupe d'experts mis en place en 2006 sont déposées au Gouvernement sans qu'il y ait eu des suites au niveau politique.

Cette situation a engendré des coûts non négligeables en études, en honoraires, en plusieurs baux nécessaires pour stocker les archives dans des dépôts provisoires, etc., coûts qui auraient pu être évités si le dossier avait été exécuté comme planifié.

Au vu de ce qui précède, force est de constater que tous les éléments semblaient bien avoir été réunis dès 2004 pour la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales. Cependant, le dossier semble n'avoir plus avancé depuis avec comme résultat que nos Archives nationales, donc notre mémoire collective, se trouvent aujourd'hui dans une situation difficile et inacceptable et il est décidé d'avancer dans ce dossier dans les meilleurs délais possibles.

À ce sujet, il échet de se référer au programme gouvernemental qui prévoit que les Archives doivent déménager dans de nouveaux locaux modernes pour assumer pleinement leur rôle d'acteur national dans ce domaine.

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures précise que quant à la surface et la situation géographique du terrain d'implantation des Archives nationales à Belval, aucune nouvelle affectation du terrain en question n'a été ou n'est discutée.

Par conséquent et au vu de tout ce qui précède, il semble tout à fait évident qu'après tant d'années d'inertie, le projet devra être réévalué de fond en comble. Il en résulte que les questions quant à la surface envisagée, au coût et au calendrier de construction ainsi que, le cas échéant, au lieu précis, devront être entièrement reconsidérées.

Question 0468 (18.8.2014) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **système LuxTrust:**

Un annuaire des utilisateurs LuxTrust est librement accessible sur Internet (https://directory.luxtrust.lu). En introduisant soit le prénom et le nom ou l'adresse e-mail d'une personne, l'on peut voir si cette personne est utilisateur LuxTrust à titre de personne privée ou non, le numéro de série du «token» LuxTrust, la durée de la validité du «token» LuxTrust ainsi que l'adresse e-mail de la personne en question.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'existence de cet annuaire sur Internet?

- Quelles sont les raisons d'existence de cet annuaire?

- Selon quels critères certains utilisateurs LuxTrust sont repris dans ce fichier, alors que d'autres, p. ex. les enseignants ayant reçu leur «token» LuxTrust de la part du Ministère de l'Éducation nationale, ne le sont pas?

- Monsieur le Ministre est-il conscient du fait que ces informations peuvent être utilisées par des malfaiteurs pour faire du «phishing», voire accéder aux comptes bancaires des utilisateurs LuxTrust?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend réagir et, le cas échéant, intervenir afin de retirer cet annuaire d'Internet? En cas de réponse négative, Monsieur le Ministre entend-il informer les utilisateurs LuxTrust de la publication des données les concernant, et si oui, par quels moyens?

- Est-ce que la publication des informations sur Internet des utilisateurs LuxTrust est conforme à la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

Réponse (18.9.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La question parlementaire n°0468 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

L'annuaire des utilisateurs LuxTrust est public et accessible sur Internet tel que prévu dans l'article 24 (2) de la loi relative au commerce électronique: «Le prestataire de service de certification conserve un annuaire électronique comprenant les certificats qu'il délivre et le moment de leur expiration. Dès son acceptation par le candidat titulaire, le prestataire de service de certification inscrit le certificat dans l'annuaire électronique visé par règlement grand-ducal sous réserve que le titulaire du certificat ait donné son consentement à cette inscription.»

LuxTrust est certifié d'après des normes internationales (ETSI: «Electrical and Telecommunication Standardization Institute»), et en particulier la norme WTSI TS 101 456. Celles-ci exigent que le demandeur d'un certificat ait la possibilité lors de la commande de publier celui-ci dans un annuaire public.

En ce qui concerne l'inscription des utilisateurs dans cet annuaire, la loi luxembourgeoise du 14 août 2000 transposant la directive 1999/93/CE prévoit dans son article 22 (2) que: «Le prestataire de service de certification fournit un exemplaire du certificat au candidat titulaire. Dès son acceptation par le candidat titulaire, le prestataire de service de certification inscrit le certificat dans l'annuaire électronique visé par règlement grand-ducal sous réserve que le titulaire du certificat ait donné son consentement à cette inscription.»

Sont uniquement repris dans l'annuaire les utilisateurs qui en font la demande explicite lors de la commande de leur certificat LuxTrust que ce soit un «token», une carte à puce ou un «signing stick». Les utilisateurs ne faisant pas ce choix, ne sont, par défaut, pas inclus dans l'annuaire.

Seuls 2% des utilisateurs de LuxTrust figurent aujourd'hui dans l'annuaire.

En ce qui concerne les enseignants, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse gère les demandes de dispositifs LuxTrust. Par défaut, leurs certificats n'ont pas été inclus dans l'annuaire.

Finalement, d'un point de vue opérationnel, il y a, pour un abonné, des avantages à faire publier les données de son certificat dans l'annuaire public pour, à titre d'exemple, des raisons de confidentialité et d'intégrité. L'abonné peut alors demander à ses correspondants de chiffrer les documents et les courriels qui lui sont envoyés et il sera le seul à pouvoir les déchiffrer.

Un certificat électronique est une attestation électronique qui lie des données afférentes à la vérification de signature à une personne et confirme l'identité de cette personne. De ce fait, un certificat ne peut jamais être utilisé pour s'authentifier auprès d'une application. Il est donc impossible d'accéder aux comptes bancaires de l'utilisateur. Le certificat est uniquement utilisé pour s'assurer que la personne qui détient la clef privée (d'authentification et de signature) est la personne légitime.

Concernant le «phishing», un malfaiteur pourrait tenter de contacter l'abonné en utilisant l'adresse e-mail contenue dans le certificat et l'induire en erreur tel qu'il peut le faire en utilisant toute autre information disponible sur Internet concernant l'abonné.

LuxTrust a mis en œuvre des mesures pour pondérer ce risque. Ainsi, toute demande doit être validée par la saisie d'un «captcha» (mot unique composé de chiffres et de lettres aléatoires, non lisible pour un robot) afin d'éviter les scans de robot. Par ailleurs, si le résultat d'une recherche retourne trop d'éléments, un message stipule que les critères de recherche doivent être plus précis.

Les utilisateurs de LuxTrust inscrits dans l'annuaire LuxTrust sont au courant de leur inscription pour en avoir fait la demande explicite lors de la commande de leur produit. Cet annuaire étant prévu par la loi et la réglementation européenne relative à la signature électronique, il est obligatoire et ne pourra pas être retiré.

LuxTrust dispose de l'autorisation de la CNPD pour la gestion et la publication de ces informations sur Internet.

Question 0470 (18.8.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **règles de l'OCDE en matière de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices des multinationales (BEPS):**

Suite à la déclaration du Conseil ministériel de l'OCDE de 2013 et à l'appel des ministres des finances du G20, l'OCDE a lancé en juillet 2013 un plan d'action relatif au BEPS. Alors que ce plan d'action devrait s'articuler en trois phases, il semblerait que les États membres de l'OCDE aient pu dégager un accord sur une première série de règles.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer en quoi ces règles consistent? Quel en sera l'impact sur l'économie luxembourgeoise?

- Quelle a été la position du Gouvernement dans les négociations ayant abouti à ces règles?

- Des mesures d'ordre législatif ou réglementaire devront-elles être prochainement adoptées?

- Quelles sont les prochaines étapes du plan d'action de l'OCDE?

- Est-ce que la pratique fiscale dite du «patent box» a été un sujet abordé dans le cadre de l'OCDE? Est-ce que l'OCDE entend interdire ou encadrer cette pratique?

Réponse (16.9.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'OCDE a publié, début 2013, un rapport intitulé «Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices[1]», faisant l'état des lieux de la fiscalité internationale au XXIe siècle et des lacunes législatives existantes qui permettent à certaines entreprises multinationales d'alléger considérablement leur charge fiscale, et ceci de manière légale. Après la présentation de ce rapport au G20, l'OCDE a été mandatée de l'élaboration d'un plan d'action sur la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (le Plan d'action BEPS), l'objectif étant d'apporter des réponses coordonnées et globales aux problèmes identifiés.

Le Plan d'action BEPS a identifié 15 actions nationales et/ou internationales concrètes pour éviter les situations de double non-imposition et s'assurer que les bénéfices sont imposés là où l'activité économique et/ou la création de valeur ont lieu. Les premiers résultats ont été approuvés par l'OCDE en juin 2014 et seront maintenant présentés au G20, lors de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G20, du 19 au 21 septembre. Dans un souci de transparence, ces résultats sont aussi rendus publics par l'OCDE le 16 septembre. Ils concernent plus particulièrement:

- Les défis posés par l'économie numérique;

- Les règles anti-abus des conventions fiscales bilatérales, notamment en ce qui concerne la notion d'établissement stable;

- Les arrangements hybrides;

- Les prix de transferts (notamment sur les incorporels);

- Documentation en matière de prix de transfert et «Country-by-country reporting» (CBCR);

- Les pratiques fiscales dommageables, prenant en compte les critères de transparence et de substance;

- Une étude de faisabilité concernant un instrument multilatéral, tel que proposé dans l'action 15 du Plan d'action BEPS, qui pourrait voir le jour après 2015 pour la mise en œuvre au niveau international d'une partie des résultats BEPS.

Les recommandations de l'OCDE devront être mises en œuvre par les différents États membres de l'OCDE et/ou du G20 au niveau national et/ou international. Certaines de ces recommandations seront intégrées dans la convention-modèle de l'OCDE qui sert de base aux conventions fiscales bilatérales. Pour expédier la mise à niveau des +/- 3.000 conventions fiscales existantes avec ledit modèle, l'OCDE a proposé que les États intéressés essaient de les modifier par le biais d'un instrument multilatéral, dont la négociation pourrait débuter au courant de 2015. D'autres recommandations demanderont une adaptation du cadre fiscal national, par exemple en ce qui concerne la substance ou présence matérielle et opérationnelle des entreprises basées au Grand-Duché, déjà prévu dans le programme gouvernemental. À noter encore que les discussions continuent sur les autres actions du Plan d'action BEPS d'ici la fin de l'année 2015 et qu'il n'est donc pas exclu que certaines recommandations initiales seront adaptées d'ici là.

Le Luxembourg soutient pleinement les travaux BEPS en cours et participe activement aux plus de 15 groupes et sous-groupes de travail qui ont été mis en place pour analyser et discuter les recommandations à mettre en place. Dans ce contexte, le Luxembourg insiste régulièrement sur le «level playing field», c.-à-d. le besoin de normes homogènes applicables par toutes les économies développées et sur toutes les grandes places financières, afin d'éviter une délocalisation d'entreprises qui voudraient échapper à l'application des nouvelles règles issues des recommandations BEPS, ce qui entraînerait des inefficacités et des distorsions de concurrence.

Le Gouvernement est aussi très attentif à l'impact de ces futures règles sur l'économie luxembourgeoise et mène des consultations avec l'industrie pour étudier les modalités de la mise en œuvre des recommandations BEPS au niveau national. Certaines pratiques du monde des affaires en matière d'optimisation fiscale devront être revues. Par contre, les nouvelles règles auront des conséquences positives pour l'économie et la place financière luxembourgeoises. À titre d'exemple, l'exigence d'une substance encore plus significative amènera des entreprises qui voudront faire valoir certains avantages fiscaux, à augmenter leurs activités et/ou effectifs sur notre territoire, ce qui aura un effet positif sur l'emploi.

En ce qui concerne la mesure fiscale dite du «patent box», ce sujet est en discussion au sein du Forum sur les pratiques fiscales dommageables de l'OCDE; une discussion similaire a aussi lieu dans le cadre du code de conduite de l'UE. Plusieurs pays ont des régimes fiscaux en matière de propriété intellectuelle, qui sont maintenant analysés notamment sous l'angle de la substance des activités de recherche et de développement menées dans ledit pays. Il est encore trop tôt pour spéculer sur les résultats de ces travaux, que le Gouvernement suit activement.

Question 0484 (25.8.2014) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **conducteurs circulant à contresens:**

Ces jours, la presse luxembourgeoise s'est fait l'écho de l'élaboration de la part du Gouvernement allemand d'un système prévenant le phénomène des conducteurs circulant à contresens. Au vu de la maturité des technologies de sécurisation des autoroutes, un projet-pilote serait envisagé qui permettrait d'avertir le conducteur au moment d'accéder à une voie routière à contresens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dispose-t-il de statistiques concernant le nombre d'accidents sur le réseau routier national résultant de conducteurs circulant à contresens?

- Monsieur le Ministre juge-t-il nécessaire la mise en place de mesures spécifiques face à la situation des accidents produits de ladite façon?

[1] http://www.oecd-ilibrary.org/fr/taxation/lutter-contre-l-erosion-de-la-base-d-imposition-et-le-transfert-de-benefices_9789264192904-fr

Réponse (8.9.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Gusty Graas, concerne les conducteurs circulant à contresens sur le réseau autoroutier.

Entre 2008 et 2014, six accidents en contresens sur le réseau autoroutier ont été enregistrés avec cinq morts et sept blessés graves.

Depuis 2005, mes services ne constatent pas d'améliorations notables dans les systèmes d'alertes. Jusqu'à présent, aucun système de détection ne peut déterminer combien d'accidents de ce type ont été évités grâce à ce système.

Parlant d'une certaine maturité d'une technologie dans le contexte d'un projet-pilote me semble donc précoce.

Avant de lancer un projet-pilote onéreux au Luxembourg en parallèle avec le projet allemand, je préfère observer de près les évolutions dans ce domaine. J'en profiterai de m'échanger sur les résultats des tests allemands lors d'une prochaine rencontre avec Monsieur le Ministre Dobrindt.

Il reste à noter que depuis plus d'une dizaine d'années, mes services ont renforcé la signalisation réglementaire prévue par le Code de la Route par une signalisation verticale supplémentaire avec un contraste de jaune éclatant, à savoir le panneau «STOP autoroute». Cette signalisation est renforcée par un marquage horizontal. Également, le réseau autoroutier est vidéo surveillé 24 heures sur 24 par Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA).

Question 0485 (26.8.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **compagnie aérienne Cargolux:**

Selon mes informations, le conseil d'administration de Cargolux envisagerait de renforcer sa filiale Cargolux Italia par l'affectation d'un second Boeing de sa flotte à la filiale italienne.

Sachant que Cargolux Italia dispose de droits de trafic aérien dans des pays asiatiques et que les conditions de travail et les salaires de base sont moins favorables en Italie qu'au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie.

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer l'information susmentionnée?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la société Cargolux envisage-t-elle d'affecter un second avion de sa flotte à la filiale italienne?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'un tel renforcement de Cargolux Italia ait des conséquences négatives pour le Cargo Center et se ferait au détriment de la société mère?

- Une telle décision aurait-elle des incidences sur le développement de la «dual hub strategy» entre Cargolux et HNCA?

- Est-il prévu que des vols de Cargolux Italia soient opérés entre Zhengzhou et Milan, au détriment du Cargo Center à Luxembourg?

Réponse commune (3.9.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Par sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à la compagnie aérienne Cargolux.

Il n'appartient pas au Gouvernement de s'immiscer dans la gestion interne d'une société commerciale de droit privé, gérée par un comité de direction et surveillée par un conseil d'administration.

Dans ce contexte, le Gouvernement entend préciser que cette prise de position a également été communiquée aux syndicats concernés lors de deux réunions en mai.

En effet, la législation en la matière fournit - par le biais de différents organes spécifiques (e. g. comité mixte) ou encore par la représentation du personnel au sein du conseil d'administration de la société en question - un cadre approprié aux syndicats afin de discuter toutes les questions en relation avec l'entreprise.

Question 0486 (27.8.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **propos récents du Ministre de l'Économie:**

Dans un article paru dans le journal «Le Quotidien», Monsieur le Ministre de l'Économie Etienne Schneider vient d'apporter son soutien à l'ancien Ministre français de l'Économie Arnaud Montebourg dont les récents propos semblent être à la base de la démission du Gouvernement français. Ce dernier a en effet estimé devoir critiquer la politique de rigueur budgétaire menée par le Gouvernement français. Il visait en même temps l'Allemagne comme étant responsable de la politique d'austérité menée en Europe et a fortiori en France. Monsieur le Ministre de l'Économie semble partager tous ces propos et donc souscrire à la critique du Gouvernement français.

Dans le même article, Monsieur le Ministre de l'Économie défend la politique d'industrialisation telle que la conçoit l'ancien Ministre de l'Économie français, en critiquant cependant les écologistes: «Il s'agit de protéger l'industrie européenne et d'avoir une politique horizontale en matière de réindustrialisation. Mais si les écologistes mettent des freins partout, ça va coincer.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres d'État, des Affaires étrangères et européennes et de l'Économie:

- Est-ce que le Gouvernement juge opportun que le Ministre de l'Économie, en prenant position dans le débat opposant Monsieur Montebourg à Messieurs Hollande et Valls, s'immisce directement dans des affaires de politique intérieure d'un autre pays européen?

- Est-ce que le Gouvernement partage les critiques de Monsieur le Ministre de l'Économie à l'encontre du pacte de croissance et de stabilité? Dans cette hypothèse, le Gouvernement entend-il intervenir auprès de la Commission européenne afin que des modifications soient apportées au pacte de croissance et de stabilité?

- Le Ministre de l'Économie, si critique vis-à-vis des écologistes, entend-il faire baisser les niveaux de protection de l'environnement, là où ceux-ci sont un frein à la politique d'industrialisation au Luxembourg? Quelles sont les dispositions légales ou réglementaires visées par Monsieur le Ministre de l'Économie? Les critiques sont-elles partagées par le Gouvernement luxembourgeois?

Réponse commune (28.8.2014) de M. **Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

- La prise de position du Ministre de l'Économie sur l'opinion de Monsieur Arnaud Montebourg au sujet de la politique d'austérité économique ne peut pas être considérée comme une ingérence dans la politique intérieure de la France. Il s'agit de l'avis du Ministre de l'Économie, avis qu'il a toujours partagé avec Monsieur Montebourg.

- Le Ministre de l'Économie n'a aucunement mis en doute le pacte de stabilité et de croissance, mais estime qu'il faut prévoir une certaine flexibilité dans le rythme de la mise en œuvre de l'objectif de réduction des déficits, notamment pour les pays qui ont besoin de cette flexibilité pour redémarrer leur économie.

- Le Ministre de l'Économie ne s'est pas exprimé de manière critique vis à vis les écologistes. Au contraire, estime-t-il qu'il faut soumettre les produits importés dans l'Union européenne à des standards environnementaux et sociaux minimaux. Il plaide ainsi en faveur d'une politique horizontale en matière de réindustrialisation.

Question 0492 (29.8.2014) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **centrale TGV Twinerg à Esch-sur-Alzette:**

Dans une interview diffusée sur la radio 100,7, un porte-parole de la société Electrabel a indiqué que le conseil d'administration de la société Twinerg SA aurait informé les autorités luxembourgeoises de son intention de fermer la centrale TGV Twinerg d'Esch-sur-Alzette. Cette fermeture, prévue à partir d'octobre 2015, serait due aux problèmes de rentabilité auxquels sont confrontés la plupart des centrales de ce type en Europe.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est l'avis de Monsieur le Ministre en ce qui concerne le futur développement de la centrale TGV d'Esch-sur-Alzette? Monsieur le Ministre estime-t-il que la fermeture de la centrale peut être évitée? S'agit-il d'une mesure provisoire ou définitive? Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre face à cette situation?

- Quelles sont les conséquences de la fermeture de la centrale pour le personnel de Twinerg SA?

- Dans quelle mesure les difficultés de la centrale Twinerg peuvent-elles impacter les activités et le futur de SUDCAL, dont le réseau de chaleur est alimenté par la centrale en question?

Réponse (15.9.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Georges Engel concernant le futur développement de la centrale TGV Twinerg à Esch-sur-Alzette, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Je confirme que les responsables de Twinerg SA m'ont informé au début de l'année 2014 de leur intention de mettre à l'arrêt leur centrale à partir d'octobre 2015 suite à des difficultés économiques auxquelles la centrale serait confrontée. La centrale Twinerg serait ainsi confrontée à une situation similaire à celle de bon nombre de centrales du même type en Europe. Ce sont en effet surtout les prix de l'énergie électrique négociés aux bourses européennes se trouvant à la baisse depuis quelques années qui ont forcé notamment les centrales TGV (Turbine Gaz-Vapeur) à réduire leur production depuis un certain temps déjà. Si la centrale Twinerg était encore opérée pendant près de 7.000 heures par an jusqu'en 2010, il y a lieu de constater que le temps d'opération est en baisse depuis 2011 pour atteindre quelque 3.000 heures en 2013. Actuellement, la centrale Twinerg n'est démarrée que lorsque le prix de l'électricité offert sur les marchés permet de couvrir les coûts de production engendrés. Elle était à l'arrêt pendant pratiquement toute la période estivale.

La décision de mettre à l'arrêt la centrale Twinerg est donc prise dans une logique économique, alors que les responsables de Twinerg continuent néanmoins à suivre de très près l'évolution des prix aux marchés de l'énergie pour, le cas échéant, réviser leur décision au cas où l'environnement économique leur permettrait de poursuivre la production au-delà de 2015. En tout état de cause, les responsables de Twinerg précisent que, même si leur centrale était mise à l'arrêt à la date prévue, elle serait mise sous cocon de façon à pouvoir redémarrer rapidement en cas de besoin. En outre, les responsables de Twinerg nous ont informés sur demande qu'il n'est pas prévu de licencier du personnel de prime abord, mais qu'il est prévu de réaliser des travaux de maintenance et de révision assez importants avec le personnel actuellement en place. Ces travaux auraient été effectués en temps normaux par des entreprises externes.

Comme la centrale de Twinerg est directement connectée au réseau électrique belge, elle injecte toute la production électrique dans le réseau belge et preste donc tous ses services pour le marché belge et ne contribue qu'indirectement à la sécurité énergétique du Luxembourg. Les responsables de Twinerg, ensemble avec les autorités et le gestionnaire de réseau belges, sont en train d'évaluer les possibilités pour la prestation de services de secours au marché belge par Twinerg sous forme de capacité de réserve pour la période après 2015 et ainsi éviter la mise sous cocon de la centrale.

Au-delà de ces considérations et dans le cadre de l'établissement du rapport bisannuel sur la sécurité de l'électricité au Luxembourg, mes services sont actuellement en train d'évaluer les répercussions à moyen et long terme d'une mise hors service de la centrale Twinerg sur la sécurité de l'approvisionnement national. Le rapport, qui est établi dans un contexte européen évoluant à une vitesse impressionnante, tiendra compte des éléments fournis par les gestionnaires de réseau et les fournisseurs d'électricité actifs sur le territoire du Luxembourg. Sa publication est prévue dans les prochaines semaines.

Pour ce qui concerne la fourniture de chaleur par le réseau opéré par SUDCAL SA, les responsables de SUDCAL m'ont affirmé qu'une chaudière à gaz opérée par SUDCAL fait partie intégrante de la topographie du réseau de chaleur pour fournir l'appoint par exemple en cas de puissance thermique insuffisante mise à disposition par Twinerg respectivement lors d'un arrêt pour des raisons de maintenance de la centrale. Cette chaudière est encore secourue par une autre chaudière à gaz opérée par Twinerg au cas où la chaudière SUDCAL tomberait en panne. Suivant les informations reçues sur demande de la part des responsables de SUDCAL, des pourparlers sont actuellement en cours en vue de continuer d'assurer un service de dépannage au niveau de la fourniture de chaleur pour SUDCAL avec la chaudière à gaz de Twinerg, même après un arrêt potentiel de la centrale en 2015. Suivant les informations actuellement disponibles, il y a donc lieu de préciser qu'aucun impact n'est à attendre quant à la fourniture de chaleur pour les clients connectés au réseau de chaleur de SUDCAL.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu